

Chamberblietchen

2023-2028



**Chambre
des Députés**
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2023-2028

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2	3
CR n°2	Séances n°3, 4, 5	103
CR n°3	Séances n°6, 7	203
CR n°4	Séances n°8, 9	303
CR n°5	Séances n°10, 11	403
CR n°6	Séances n°12, 13	503
CR n°7	Séances n°14, 15	603
CR n°8	Séances n°16, 17	703

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Composition de la
Chambre des Députés p. 06

Organes, commissions
et délégations p. 07-10

Séances publiques
n^{os} 1 et 2 p. 11-28

Questions au
Gouvernement p. 29-99

2023-2028

n^o 1



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Composition de la Chambre des
Députés p. 06

Organes, commissions et
délégations p. 07-10

Séances p. 11-28

1^{re} séance du mardi 24 octobre 2023 p. 11-18

2^e séance du mardi 21 novembre 2023 p. 18-28

Questions au Gouvernement p. 29-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
11/12/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



La nouvelle Chambre constituée pour la législature 2023-2028



Le Bureau a été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc.

1^{re} rangée (de gauche à droite) : Mme Diane Adehm, membre, M. Michel Wolter, Vice-Président, M. Claude Wiseler, Président, S.A.R. le Grand-Duc, MM. Fernand Etgen et Mars Di Bartolomeo, Vice-Présidents, Mme Sam Tanson, membre
2^e rangée (de gauche à droite) : MM. Fred Keup et Marc Spautz, Mme Lydie Polfer, M. André Bauler, membres, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général, M. Yves Cruchten, membre

La nouvelle Chambre issue des élections législatives du 8 octobre 2023 est au complet : 60 députés ont été assermentés. Depuis le 21 novembre 2023, le Parlement a un nouveau Président en la personne de

M. Claude Wiseler (CSV). Ses organes décisionnels (Bureau, Conférence des Présidents) et les commissions parlementaires (4 commissions réglementaires et 22 commissions permanentes) sont également en

place pour cette nouvelle législature, de même que les délégations représentant le Grand-Duché dans les assemblées parlementaires internationales (relevés publiés ci-après).

La Chambre s'est constituée en deux étapes : 46 députés ont prêté serment lors d'une première séance publique le troisième mardi après les élections, le 24 octobre 2023. La séance a été interrompue pour procéder à la vérification des pouvoirs des membres, tel que prévu par la Constitution (article 67) : « La Chambre des Députés se réunit en séance publique de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections pour vérifier les pouvoirs de ses membres. » Il appartient en effet exclusivement à la Chambre des Députés de vérifier que les opérations électorales se sont déroulées de manière régulière, que les candidats élus remplissent les conditions d'éligibilité et que ceux-ci ne sont pas frappés par une incompatibilité.

Une fois le nouveau gouvernement en fonction, la Chambre s'est réunie une deuxième fois en séance publique le 21 novembre 2023 pour assermenter 21 candidats élus. Il s'agit aussi bien des députés qui étaient ministres du gouvernement précédent que des suppléants qui ont remplacé les députés désignés pour rejoindre le nouveau gouvernement.

Pendant les quatre semaines qui se sont écoulées entre ces deux séances, M. Michel Wolter (CSV), doyen en rang, a assumé la présidence de la Chambre des Députés par intérim.



Assermentation de 17 élus de la circonscription Sud



Assermentation de 5 élus de la circonscription Est



Assermentation de 16 élus de la circonscription Centre



Assermentation de 8 élus de la circonscription Nord



21 candidats élus ont été assermentés lors de la séance publique du 21 novembre 2023.



La première séance publique après les élections législatives d'octobre 2023 a été présidée par le candidat élu le plus ancien en rang, M. Michel Wolter (CSV) (au milieu). Le doyen des députés a été assisté par les deux candidats élus les plus jeunes en âge, Mme Liz Braz (LSAP) (2^e à gauche) et M. Luc Emering (DP) (2^e à droite), comme le prévoit l'article 2 du Règlement de la Chambre.

M. Claude Wiseler élu nouveau Président

Lors de la séance publique du 21 novembre 2023, les députés ont élu à l'unanimité le nouveau Président de la Chambre des Députés. Premier citoyen du pays, il joue un rôle essentiel dans la vie parlementaire. Qui est-il et quel est son rôle ?

À 63 ans, le Président de la Chambre des Députés nouvellement élu peut se prévaloir d'une longue carrière politique au Parlement, mais également en tant que ministre (2004-2013) ainsi qu'au niveau communal.

M. Wiseler a déjà représenté la première institution du pays en tant que Vice-Président de la Chambre des Députés entre décembre 2018 et octobre 2020 et membre du Bureau ces dix dernières années. Élu député pour la première fois en 1999, il connaît toutes les facettes du travail parlementaire : il a non seulement été membre de nombreuses commissions parlementaires et de délégations auprès de différentes assemblées internationales, mais également de la Conférence des Présidents en tant que Président du groupe politique chrétien-social.

« Nous sommes envoyés ici pour représenter le peuple, pour parler au nom des gens. Notre mission est de donner une voix à ceux qui nous ont envoyés ici. » C'est ce qu'a déclaré M. Wiseler lors de son premier discours en séance publique.

Le Président fraîchement élu a parlé d'un moment extraordinaire, vu l'honneur et les charges que comporte sa nouvelle tâche. Il a évoqué l'importance de la communication à l'époque des réseaux sociaux et des retransmissions en direct. Ce qui importe le plus, selon M. Wiseler, c'est le contenu du travail. La majorité et l'opposition devraient unir leurs efforts pour lancer une grande discussion sur l'organisation des séances publiques de la Chambre, sur les temps de parole, sur l'évaluation des politiques ainsi que sur la publicité des réunions des commissions parlementaires.

Il a encore félicité le Président sortant, M. Fernand Etgen, pour le travail accompli, surtout pour « avoir permis à la Chambre de rester complètement opérationnelle pendant la crise de Covid-19 » et aussi



La nouvelle Chambre a élu à l'unanimité M. Claude Wiseler au poste de Président.

« pour l'avoir rendue plus transparente ». Finalement, il a remercié M. Michel Wolter pour son travail en tant que Président par intérim.

Quelles sont les missions du Président de la Chambre ?

Faire respecter le Règlement

Le Président de la Chambre a pour mission d'assurer la conduite des débats en séance publique et de veiller au respect du Règlement de la Chambre. Il est le garant de la bonne tenue des discussions, donne la parole aux députés et veille à la discipline et au respect des députés entre eux. Le Président prononce les décisions de la Chambre, comme par exemple le résultat des votes ou des nominations.

Diriger les organes décisionnels de la Chambre

Le Président de la Chambre est à la tête de plusieurs organes décisionnels de la Chambre des Députés :

- le Bureau, qui règle l'organisation et le fonctionnement interne du Parlement ;
- la Conférence des Présidents, qui fixe entre autres les ordres du jour des séances publiques.

Participer au travail parlementaire

En tant qu'un des 60 membres de la Chambre, le Président :

- peut participer à une discussion en tant que député, mais il doit se faire remplacer à la présidence à ce moment-là et prendre place dans les rangs de son groupe politique ;
- participe au vote des textes législatifs ou des motions/résolutions de la même manière que les députés ordinaires ;
- peut assister, avec une voix consultative, aux réunions de toutes les commissions dont il n'est pas membre.

Représenter la Chambre au Luxembourg et à l'étranger

Le Président représente le Parlement lors de ses déplacements officiels nationaux et internationaux. Il

assure également la représentation de la Chambre des Députés lors de cérémonies officielles (Journée de commémoration nationale, fête nationale, etc.) et dans certaines instances internationales (Union inter-parlementaire).

Il accueille régulièrement des hôtes importants, des délégations parlementaires, des chefs d'État ou encore des membres de gouvernement étrangers en visite officielle au Grand-Duché.

Le Président peut se faire remplacer dans ses fonctions par un des trois Vice-Présidents du Parlement. Ces derniers exercent, lorsqu'ils le remplacent, les mêmes attributions que le Président. Les trois Vice-Présidents sont MM. Fernand Etgen (DP), Mars Di Bartolomeo (LSAP) et Michel Wolter (CSV).

Verlängerung vun der Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“



Opgrond vum groussen Interessi bei de Visiteure verlängeren d'Lëtzebuurger Nationalarchiven an d'Chambre des Députés d'Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg“ bis de 24. Februar 2024. D'Ausstellung op Franséisch an op Däitsch ass vu méindes bis freides vun 8.30 bis 17.30 Auer a samschdes vun 8.30 bis 11.30 Auer op. Si ass an de Lëtzebuurger Nationalarchiven um Plateau du Saint-Esprit an der Stad. D'Entrée ass fräi.

Dir fannt weider Informatiounen zur Ausstellung um Site vun den Nationalarchiven:



Le vibrant appel d'une délégation israélienne



Les députés luxembourgeois ont reçu une délégation israélienne composée de survivants du massacre au festival de musique de Réim en Israël et des proches de personnes enlevées ou tuées par le Hamas.

Les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont écouté le 15 novembre 2023 les témoignages bouleversants de survivants du massacre perpétré par le Hamas au festival de musique de Réim en Israël. Ils ont également reçu des membres de familles dont un ou plusieurs proches ont été enlevés ou tués par l'organisation terroriste. Ceux-ci exhortent les responsables politiques à faire pression auprès des autorités palestiniennes afin d'obtenir la libération des personnes retenues en otage.

Dans ce contexte, les députés luxembourgeois ont déclaré à plusieurs reprises que l'utilisation de civils en tant que boucliers humains ne pouvait être acceptée. Ils ont par ailleurs condamné fermement la prise en otage de civils et souligné que la communauté internationale devra intervenir afin de trouver une perspective viable pour Israël et la Palestine. Une

députée a mis en avant qu'une fois la guerre terminée, il faudrait améliorer le système éducatif, qui serait, selon elle, la clé de réussite pour une paix durable.

En tant que Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo a salué le fait que les messages transmis par les survivants et les membres de familles de personnes enlevées ou tuées par le Hamas « ne sont pas des messages remplis de haine, mais des messages d'humanisme et de paix ». Il a ajouté que « face à cette guerre, il n'y a pas de famille politique, mais nous sommes tous de la même famille : celle de l'humanité ».

M. Di Bartolomeo a par ailleurs appelé à faire preuve d'une sensibilité particulière en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien pour prévenir tout dérapage antisémite et empêcher que l'histoire ne se répète.

Le « Zuch vun der Demokratie » est passé à la Chambre

Une centaine d'élèves se sont rendus le 17 novembre 2023 à la Chambre des Députés pour échanger avec les parlementaires au sujet des droits de l'enfant et des droits de l'homme. Cet événement s'inscrit dans le cadre des activités dédiées à la Journée mondiale de l'enfance.

La sixième édition du « Zuch vun der Demokratie » était l'occasion pour les députés de discuter avec des élèves de 8 à 12 ans pour savoir comment mieux répondre aux besoins des jeunes. Quels sont actuellement les sujets qui préoccupent le plus les jeunes ? Quelles sont leurs principales inquiétudes ? Dans quels domaines souhaiteraient-ils voir un plus grand engagement de la part des responsables politiques quant à leurs revendications ?

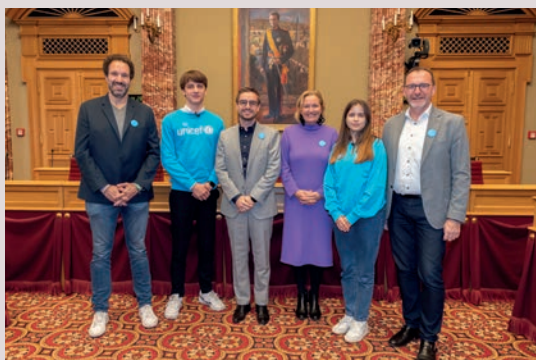
Dans le cadre de plusieurs ateliers thématiques répartis à travers toute la Chambre des Députés, les jeunes ont eu l'occasion de partager leurs idées et leurs propositions avec les députés. Ils ont utilisé des figures en carton de taille réelle créées à l'école pour illustrer leurs concepts de manière visuelle et interactive. Par la suite, ils se sont rassemblés dans la salle plénière pour présenter leurs réflexions en grand groupe aux députés. Les sujets abordés concernaient entre autres la protection de l'enfance, l'inclusion, l'égalité des chances et l'environnement.



Une centaine d'élèves se sont rendus à la Chambre pour discuter avec les députés des droits de l'enfant.

Chaque année, aux alentours du 20 novembre, une centaine d'enfants des cycles 3 et 4, issus de différentes communes du Luxembourg, prennent le train jusqu'à Luxembourg-ville pour se rendre ensuite à la Chambre des Députés – d'où le nom « Zuch vun der Demokratie » – pour rencontrer des élus. Cette action est organisée par le Parlement luxembourgeois en collaboration avec le Kannermusée Plomm, la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL), Luxtram et le Zentrum fir politesch Bildung.

Journée mondiale de l'enfance



Le logo de la Chambre des Députés en bleu, le drapeau de l'UNICEF hissé et des jeunes ambassadeurs menant des interviews avec des députés et des candidats élus – le Parlement luxembourgeois a participé aux activités organisées pour commémorer la Journée mondiale de l'enfance le 20 novembre 2023.

Deux jeunes ambassadeurs de l'UNICEF ont rencontré des parlementaires et candidats élus de trois groupes et sensibilités politiques. Il s'agit là d'un exemple des activités organisées dans le cadre de la Journée mondiale, qui offrent l'occasion aux jeunes de s'engager

pour leurs droits et de rencontrer des représentants politiques.

La Chambre soutient la campagne #GoBlue

Avec la campagne #GoBlue, l'UNICEF appelle chaque année les citoyens à exprimer leur soutien en faveur des droits de l'enfant. La couleur bleue est mise en avant pour favoriser la visibilité de cette cause.

La Journée mondiale de l'enfance marque l'anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Composition de la Chambre des Députés

Gouvernement



60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46

45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31

30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16

15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60

Secrétaires généraux adjoints
Président
Secrétaire général

- | | | |
|-----|--------------------------|-----------|
| 1. | Wiseler Claude | CSV |
| 2. | Wagner David | déi Lénk |
| 3. | Baum Marc | déi Lénk |
| 4. | Sehovic Meris | déi gréng |
| 5. | Bausch François | déi gréng |
| 6. | Kemp Françoise | CSV |
| 7. | Weydert Stéphanie | CSV |
| 8. | Bauer Maurice | CSV |
| 9. | Zeimet Laurent | CSV |
| 10. | Galles Paul | CSV |
| 11. | Hansen Christophe | CSV |
| 12. | Weiler Charel | CSV |
| 13. | Morgenthaler Nathalie | CSV |
| 14. | Boonen Jeff | CSV |
| 15. | Donnersbach Alex | CSV |
| 16. | Goergen Marc | Piraten |
| 17. | Clement Sven | Piraten |
| 18. | Polidori Ben | Piraten |
| 19. | Welfring Joëlle | déi gréng |
| 20. | Tanson Sam | déi gréng |
| 21. | Eicher Emile | CSV |
| 22. | Modert Octavie | CSV |
| 23. | Mosar Laurent | CSV |
| 24. | Wolter Michel | CSV |
| 25. | Adehm Diane | CSV |
| 26. | Spautz Marc | CSV |
| 27. | Hengel Max | CSV |
| 28. | Arendt Nancy épouse Kemp | CSV |
| 29. | Eischen Félix | CSV |
| 30. | Lies Marc | CSV |
| 31. | Keup Fred | ADR |
| 32. | Kartheiser Fernand | ADR |
| 33. | Braz Liz | LSAP |
| 34. | Lenert Paulette | LSAP |
| 35. | Bofferding Taina | LSAP |
| 36. | Biancalana Dan | LSAP |
| 37. | Delcourt Claire | LSAP |
| 38. | Fayot Franz | LSAP |
| 39. | Etgen Fernand | DP |
| 40. | Cahen Corinne | DP |
| 41. | Hartmann Carole | DP |
| 42. | Baum Gilles | DP |
| 43. | Beissel Simone | DP |
| 44. | Graas Gusty | DP |
| 45. | Polfer Lydie | DP |
| 46. | Engelen Jeff | ADR |
| 47. | Schoos Alexandra | ADR |
| 48. | Weidig Tom | ADR |
| 49. | Cruchten Yves | LSAP |
| 50. | Di Bartolomeo Mars | LSAP |
| 51. | Engel Georges | LSAP |
| 52. | Closener Francine | LSAP |
| 53. | Haagen Claude | LSAP |
| 54. | Bauler André | DP |
| 55. | Agostino Barbara | DP |
| 56. | Minella Mandy | DP |
| 57. | Emering Luc | DP |
| 58. | Schockmel Gérard | DP |
| 59. | Arendt Guy | DP |
| 60. | Goldschmidt Patrick | DP |
- Scheeck Laurent, Secrétaire général
 Reiter Benoît, Secrétaire général adjoint
 Barra Isabelle, Secrétaire générale adjointe

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (23 novembre 2023)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	CSV	Wiseler Claude
Vice-Présidents	DP	Etgen Fernand
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Wolter Michel
Membres	CSV	Spautz Marc
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred
	DP	Polfer Lydie
	DP	Bauler André
	CSV	Adehm Diane
	LSAP	Cruchten Yves
	déi gréng	Tanson Sam
Membres suppléants permanents	CSV	Modert Octavie
	DP	Cahen Corinne
	LSAP	Engel Georges
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Sehovic Meris
Secrétaire général	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Baum Marc
		Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Spautz Marc
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	ADR	Weidig Tom
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	DP	Goldschmidt Patrick
	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz, Haagen Claude
	déi gréng	Bausch François
	Piraten	Polidori Ben
	déi Lénk	Wagner David

Commission du Règlement

Président	déi gréng	Tanson Sam
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André
	CSV	Hengel Max, Modert Octavie, Spautz Marc, Weiler Charel
Membres	DP	Arendt Guy, Baum Gilles
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Schoos Alexandra
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Pétitions

Président	LSAP	Closener Francine
Vice-Présidents	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
	DP	Cahen Corinne
	CSV	Galles Paul, Hengel Max, Morgenthaler Nathalie
Membres	DP	Agostino Barbara, Bauler André, Baum Gilles
	LSAP	Braz Liz, Delcourt Claire
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	LSAP	Bofferding Taina
Vice-Présidents	CSV	Spautz Marc
	DP	Baum Gilles
	ADR	Kartheiser Fernand

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Hansen Christophe
	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Adehm Diane (pour le volet Europe), Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile (sauf pour le volet Europe), Galles Paul, Mosar Laurent
Membres	DP	Baum Gilles, Goldschmidt Patrick, Polfer Lydie
	LSAP	Braz Liz, Fayot Franz (sauf pour le volet Coopération), Lenert Paulette (pour le volet Coopération)
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam (pour le volet Affaires étrangères et européennes, Commerce extérieur et Grande Région), Welfring Joëlle (pour le volet Coopération)
	Piraten	Clement Sven

Commission des Affaires intérieures

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (pour le volet Police), Eicher Emile, Hengel Max, Morgenthaler Nathalie (sauf pour le volet Police), Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Emering Luc, Graas Gusty
	LSAP	Bofferding Taina (pour le volet Police), Braz Liz (sauf pour le volet Police), Haagen Claude
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Président	DP	Hartmann Carole
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie
	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Adehm Diane (sauf pour le volet Tourisme), Boonen Jeff, Eischen Félix (sauf pour le volet Espace), Hengel Max (pour le volet Tourisme), Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent (pour le volet Espace)
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André (sauf pour le volet Maritime), Beissel Simone (pour le volet Maritime), Goldschmidt Patrick
	LSAP	Closener Francine (sauf pour le volet Énergie), Engel Georges (pour le volet Énergie), Fayot Franz (pour le volet Espace), Lenert Paulette (sauf pour le volet Espace)
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Bausch François
	Piraten	Clement Sven (titulaire pour le volet Espace et observateur pour le reste), Goergen Marc (observateur pour le volet Énergie)
	déi Lénk	Baum Marc (titulaire, sauf pour le volet Espace où il est observateur)

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président	CSV	Hengel Max
Vice-Présidents	DP	Schockmel Gérard
	LSAP	Di Bartolomeo Mars



Membres	CSV	Adehm Diane, Boonen Jeff, Kemp Françoise, Spautz Marc
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hartmann Carole
	LSAP	Biancalana Dan, Engel Georges
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Bausch François
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Travail

Président	CSV	Spautz Marc
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Kemp Françoise, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Bausch François
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Sports

Président	CSV	Weiler Charel
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Hansen Christophe, Hengel Max, Lies Marc, Morgenthaler Nathalie
	DP	Beissel Simone, Goldschmidt Patrick, Minella Mandy
	LSAP	Braz Liz, Closener Francine
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Président	CSV	Boonen Jeff
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Lenert Paulette
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Christophe, Modert Octavie, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Etgen Fernand, Graas Gusty
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz
	ADR	Engelen Jeff (pour le volet Agriculture), Schoos Alexandra (pour le volet Alimentation et Viticulture)
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Polidori Ben

Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	CSV	Donnersbach Alex
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hengel Max, Lies Marc
	DP	Agostino Barbara, Emering Luc, Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan (pour le volet Aménagement du territoire), Cruchten Yves, Lenert Paulette (sauf pour le volet Aménagement du territoire)
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Bausch François
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	DP	Cahen Corinne
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Eischen Félix, Galles Paul, Lies Marc, Weiler Charel
	DP	Emering Luc, Etgen Fernand, Graas Gusty
	LSAP	Closener Francine, Delcourt Claire
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de la Défense

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
	LSAP	Engel Georges

Membres	CSV	Adehm Diane, Donnersbach Alex, Eicher Emile, Eischen Félix
	DP	Bauler André, Beissel Simone, Etgen Fernand
	LSAP	Bofferding Taina, Braz Liz
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Agostino Barbara
Vice-Présidents	CSV	Galles Paul
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Hengel Max, Zeimet Laurent
	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole, Minella Mandy
	LSAP	Delcourt Claire, Lenert Paulette
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Polidori Ben (pour le volet Education nationale)
	déi Lénk	Wagner David (observateur pour le volet Éducation nationale et titulaire pour les volets Enfance et Jeunesse)

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

Président	DP	Schockmel Gérard
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	LSAP	Braz Liz
Membres	CSV	Hansen Christophe, Modert Octavie, Zeimet Laurent
	DP	Agostino Barbara, Arendt Guy, Bauler André
	LSAP	Bofferding Taina, Fayot Franz
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Bausch François (pour le volet Digitalisation), Welfring Joëlle (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Président	CSV	Hansen Christophe
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Galles Paul, Kemp Françoise
	DP	Agostino Barbara, Graas Gusty, Minella Mandy
	LSAP	Biancalana Dan, Delcourt Claire
	ADR	Engelen Jeff
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Président	DP	Minella Mandy
Vice-Présidents	CSV	Morgenthaler Nathalie
	LSAP	Delcourt Claire
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Kemp Françoise, Weydert Stéphanie
	DP	Agostino Barbara, Baum Gilles, Hartmann Carole
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Engel Georges
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Finances

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	DP	Bauler André
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
	DP	Arendt Guy, Cahen Corinne, Goldschmidt Patrick
	LSAP	Fayot Franz, Lenert Paulette
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven



Commission des Institutions

Président	CSV	Zeimet Laurent
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Modert Octavie, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charel, Wolter Michel
	DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles
	LSAP	Braz Liz
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Polidori Ben
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Médias et des Communications

Président	CSV	Eischen Félix
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Mosar Laurent, Weydert Stéphanie, Wolter Michel, Zeimet Laurent
	DP	Graas Gusty, Minella Mandy, Schockmel Gérard
	LSAP	Bofferding Taina, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Bausch François
	Piraten	Polidori Ben

Commission de la Justice

Président	CSV	Mosar Laurent
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	LSAP	Biancalana Dan
Membres	CSV	Donnersbach Alex, Weiler Charel, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
	DP	Beissel Simone, Hartmann Carole, Schockmel Gérard
	LSAP	Braz Liz, Lenert Paulette
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Goergen Marc

Commission de la Fonction publique

Président	CSV	Bauer Maurice
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Lies Marc, Spautz Marc
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Etgen Fernand
	LSAP	Braz Liz, Lenert Paulette
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Polidori Ben

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie
	LSAP	Engel Georges
Membres	CSV	Bauer Maurice, Eischen Félix, Kemp Françoise
	DP	Agostino Barbara, Minella Mandy, Schockmel Gérard
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Polidori Ben
	déi Lénk	Baum Marc

Commission de Vérification des Pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	CSV	Weiler Charel
	DP	Hartmann Carole
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Christophe, Lies Marc, Zeimet Laurent
	DP	Cahen Corinne, Schockmel Gérard
	LSAP	Biancalana Dan, Braz Liz, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Kartheiser Fernand
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Exécution budgétaire

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Goldschmidt Patrick
Membres	CSV	Adehm Diane, Bauer Maurice, Mosar Laurent, Spautz Marc
	DP	Arendt Guy, Bauler André, Schockmel Gérard
	LSAP	Biancalana Dan, Haagen Claude
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (4 décembre 2023)

European Interparliamentary Space Conference (EISC)

Membres effectifs :
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :
Bausch François (déi gréng)
Modert Octavie (CSV)
Schockmel Gérard (DP)
Weidig Tom (ADR)

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Membres effectifs :
Beissel Simone (DP)
Wiseler Claude (CSV)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :
Cruchten Yves (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :
Galles Paul (CSV)
Hengel Max (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE)

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Graas Gusty (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lies Marc (CSV)

Membres suppléants :
Braz Liz (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Etgen Fernand (DP)
Tanson Sam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :
Beissel Simone (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hansen Christophe (CSV)

Membres suppléants :
Schoos Alexandra (ADR)
Tanson Sam (déi gréng)
Weydert Stéphanie (CSV)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Membres effectifs :
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Engel Georges (LSAP)
Graas Gusty (DP)

Membres suppléants :
Baum Gilles (DP)
Clement Sven (Piraten)
Eischen Félix (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Fayot Franz (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Hansen Christophe (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Membres suppléants :
Braz Liz (LSAP)
Tanson Sam (déi gréng)
Weidig Tom (ADR)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :
Agostino Barbara (DP)
Closener Francine (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Graas Gusty (DP)
Sehovic Meris (déi gréng)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Biancalana Dan (LSAP)
Braz Liz (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :
Wiseler Claude (CSV), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Agostino Barbara (DP)
Donnersbach Alex (CSV)
Engelen Jeff (ADR)
Etgen Fernand (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Lenert Paulette (LSAP)
Morgenthaler Nathalie (CSV)
Weiler Charel (CSV)
Welfring Joëlle (déi gréng)

Membres suppléants :
Bauer Maurice (CSV)
Bofferding Taina (LSAP)
Cahen Corinne (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Kemp Françoise (CSV)
Minella Mandy (DP)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)
Weydert Stéphanie (CSV)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Braz Liz (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Lies Marc (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :
Baum Gilles (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Mosar Laurent (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :
Wiseler Claude (CSV), Président de la section luxembourgeoise
Adehm Diane (CSV)
Agostino Barbara (DP)
Cahen Corinne (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :
Adehm Diane (CSV)
Bauler André (DP)
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Mosar Laurent (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Europol « JPSG » - joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs :
Arendt Guy (DP)
Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Sehovic Meris (déi gréng)

Membres suppléants :
Donnersbach Alex (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Polidori Ben (Piraten)
Wagner David (déi Lénk)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 11	Prestation de serment de 8 élus de la circonscription Nord	
M. Michel Wolter, Président de séance		Mme Lydie Polfer, Présidente de séance	
2. Hommage à la mémoire de Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Députée honoraire	p. 11	Prestation de serment de M. Michel Wolter	
M. Michel Wolter, Président de séance		Proclamation des membres de la Chambre des Députés	
3. Hommage à la mémoire de M. Ady Jung, Député honoraire	p. 11	7. Discours de M. Michel Wolter, Doyen	p. 16
M. Michel Wolter, Président de séance		M. Michel Wolter, Président de séance	
4. Hommage à la mémoire de M. Camille Dimmer, Député honoraire	p. 12	8. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général	p. 17
M. Michel Wolter, Président de séance		M. Michel Wolter, Président de séance	
5. Vérification des pouvoirs	p. 12	9. Institution de la Conférence des Présidents	p. 17
M. Michel Wolter, Président de séance (intervention de M. Gérard Schockmel)		M. Michel Wolter, Président	
Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs		10. Constitution d'une commission parlementaire	p. 17
La séance publique est suspendue de 14.48 à 15.57 heures.		M. Michel Wolter, Président	
M. Mars Di Bartolomeo M. Michel Wolter, Président de séance (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)		11. Constitution du Comité de discipline	p. 17
Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs : Mme Claire Delcourt		M. Michel Wolter, Président	
Validation des élections législatives du 8 octobre 2023		12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen	p. 17
Vote		M. Michel Wolter, Président	
6. Procédure d'assermentation	p. 14	Présidence : M. Michel Wolter, Doyen en rang ; Mme Lydie Polfer, Second Doyen en rang ; M. Michel Wolter, Président	
M. Michel Wolter, Président de séance		Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres	
Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Sud			
Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est			
Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre			

(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Michel Wolter, Président de séance | Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann heimadder d'Sitzung opmaachen a begrëissen Iech häerzlech an där éischter Chamberssitzung no de Parlamentswale vum 8. Oktober.

Den Artikel 67 vun eiser Verfassung ...

Ech muss mech nach dru winnen, Dir sëtzt elo zimmlech ...

(Hilarité)

Et sinn net méi esou déi selwecht Repèrè wéi virdrun.

Den Artikel 67 also vun eiser Verfassung, dee gesäit vir, dass d'Chamber sech den 3. Dënschen no de Walen de plein droit zesummefënnt. An den Artikel 2 vun eise Chamberreglement, dee seet: „À l'ouverture d'une législature, le député le plus ancien en rang“ – ech insisteren: en rang! – „assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus.“

Dat sinn zum engen dann ech selwer an zum aneren d'Madamm Liz Braz an den Här Luc Emering.

2. Hommage à la mémoire de Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Députée honoraire

Leider, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, sinn am September vun dësem Joer direkt dräi Éierendeputéiert verscheet, d'Madamm Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, den Här Ady Jung an den Här Camille Dimmer. Si sinn allen dräi fréier Deputéierter aus menger Partei, der CSV, mat deenen ech och d'Éier hat, an der Chamber ze sëtzen. A si sinn all aus där selwechter Generatioun, well si sinn tëschent August 1938 an Abrëll 1939 gebuer.

D'Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ass den 28. August 1938 zu Téiteng gebuer. Wéi d'CSV 1987 no Kandidatinne gesicht huet fir d'Gemengewalen zu Hesper, si se natierlech op d'Marie-Thérèse gestouss. No e bëssen Iwwerzeegungsaarbecht an enger gewëssener Bedenkzäit – well déi Leit, déi si kannt hunn, déi wëssen, datt si keng Persoun war, déi Decisiounen gären iwwert de Knéi gebrach huet – ass si, d'Entscheidung eemol geholl, séier eng ganz engagéiert Politikerin ginn. Et war deemools eng nei Erausforderung fir déi dräifach Mamm a Léierin.

Si ass och gläich 1987 an de Gemengerot zu Hesper gewielt ginn. Do war si fir d'éischt Conseillère, vu Januar 1997 bis Ufank Dezember 1999 Schäffin, éier si den 9. Dezember 1999 nom Doud vun eise Kolleeg Alphonse Theis Buergermeeschtesch vun Hesper ginn ass.

2004 ass d'CSV-Politikerin bei de Chamberwalen ugetrueden an och direkt an d'Parlament gewielt ginn. Si war Vizepresidentin vun der Petitiouns- an der Educatiounskommissioun.

Der Madamm Gantenbein louche besonnesch d'Schoul, d'Kultur, déi gesellschaftlech Entwécklung an dat Soziaalt um Häerz. Si huet sech an deene Beräicher gutt auskannt an d'Kanner waren ëmmer eng vun hire grouse Suergen. Si huet mat vill Engagement a mat vill Energie matdiskutiert.

D'Madamm Gantenbein huet an hire politescher Karriär ganz intensiv matgeschafft. Si huet hir Erfahrung an hir Kompetenz, déi si virun der Politick gesammelt hat, mat an d'Politick geholl.

Enn 2008 huet si, no bal fënnef Joer an der Chamber an 21 Joer Gemegepolitick, dovun néng Joer als Buergermeeschtesch, aus Altersgrënn decidéiert, hir aktiv politesch Karriär zu Enn ze bréngen an enger neier Generatioun hir Chance ze ginn.

Zu Hesper ass eise Kolleeg Marc Lies Buergermeeschter ginn an an der Chamber ass fir kuerz Zäit d'Fabienne Gaul nogereckelt.

D'Madamm Gantenbein war eng léif a gentil Deputéiert, ëmmer zevirkommend an ëmmer gutt gelaunt. Besonnesch och am perséinleche Kontakt huet ee vill flott Diskussiounen mat hir kënne féieren. Eng profund Mënschekenntnis huet si ausgezechent an all Gespréich beräichert.

Eis Kolleegin Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ass de 7. September am Alter vu 85 Joer gestuerwen. Hirem Meedchen, hiren zwee Jongen an der ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir der Verstuerwener eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Hommage à la mémoire de M. Ady Jung, Député honoraire

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en zweeten Éierendeputéierte vun der Chamber huet eis och am September, méi genee de 15. September, verlooss, an dat ass den Ady Jung.

Den Ady Jung ass den 13. Dezember 1938 zu Esch gebuer. A jonke Joren ass hien als engagéierten Escher Geschäftsmann Member vun der DP ginn. No enger gewëssener Zäit ouni politeschen Engagement ass en 1979 dem Encouragement vun engem aneren Escher, dem Jean Wolter, nokomm an ass Member an der CSV ginn.

1981 ass hie mat der CSV an d'Gemengewale gaangen an ass och gläich op der Lëscht vun der CSV an de Gemengerot gewielt ginn. Hien ass bei alle Wale bis 1999 ëmmer erëngewielt ginn. 1994 gouf hien éischte Schäffen. No de Walen 1999 wier et dem Walresultat no eigentlech un him gewiescht, fir Buergermeeschter vun Esch ze ginn. Nodeems dat net geklappt huet, huet den Ady sech 2000 aus der Gemegepolitick zrëckgezunn.

1984 ass den Ady Jung eng éischte Kéier mat der CSV an d'Chamberwale gaangen. 143 Stëmmen hunn um Enn gefeelt an hie souz fënnf Joer op der Reservbänk. Hien huet déi Zäit genotzt, fir sech politesch weiderzuentwéckelen, och parteiintern. An esou war et iergendwéi logesch, dass hien 1989 gewielt gouf. Och an der Chamber ass hien 1994 an 1999 erëmgewielt ginn.

An der Chamber war den CSV-Politiker jorelaang President vun der parlamentarescher Kommissioun fir de Mëttelestand an den Tourismus. Den Ady Jung huet gutt a gär diskutéiert, och kontrovers. Mat him konnt ee konstruktiv streiden. Fir vill Politiker war hien eng onbequeme politesche Géigner. Hie war ëmmer extreem gutt virbereet an huet seng Dossierer aus dem Effeff kannt.

Hie war fir eis Chamber och iwwert d'Grenzen eraus engagéiert a senger Fonctioun als Member, Vizepresident a schliisslech 1995 an 1996 President vun der Assemblée interparlementaire Benelux. An där Zäit war hien e Pilier vum Benelux-Parlament.

Am Mee 2003 ass den Ady Jung an de Conseil d'État gewieselt. Seng Nofolleg hei an der Chamber huet d'Nancy Arendt épouse Kemp ugetrueden. Am Staatsrot konnt hien déi gesammelt politesch Erfahrung am Interêt vun der Legistik vun den Texter asetzen. 2010 ass säi Mandat am Staatsrot aus Altersgrënn op en Enn gaangen.

Privat war den Ady Jung e ganz gesellege Mënsch, mat deem ee gären Zäit verbruecht huet. Seng Déieren, ob Päerd oder Hénger, waren him extreem wichteg.

Den Ady Jung ass am Alter vu 84 Joer verscheet. Senger Fra, dem Anny, sengem Meedchen a senger ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken.

Och hei géif ech Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

4. Hommage à la mémoire de M. Camille Dimmer, Député honoraire

Den 20. September huet eis mam Camille Dimmer en drëtten Éierendeputéierten iwwert de Summer verlooss. De fréieren CSV-Süddeputéierten an Éierepresident vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten, AAD, ass am Alter vu 84 Joer verstuerwen.

De Camille Dimmer gouf den 20. Abrëll 1939 zu Clierf gebuer. No senger Studien zu Léck huet hien als Ingenieur an der Stolindustrie geschafft. Viru senger politescher Karriär war de Camille Dimmer schonn op engem aneren Terrain aktiv, als nationalen an internationale Fussballspiller. An do huet hie Fussballgeschicht matgeschriwwen. Mat sengen zwee Goler 1963 zu Rotterdam géint Holland huet hien déi Rout Léiw an d'Veierelsfinal vum der Europameeschterschaft geschoss.

Ufank de 1970er-Joren huet de Camille Dimmer seng Fussballsschong un de berühmten Nol gehaangen a fréi no der Devise, datt et net duergeet ze kritiséieren, mee datt et besser ass, selwer eng Hand mat unzepaken, huet hie sech an der CSV engagéiert. Do huet hie probéiert, seng berufflech Erfahrung a seng politesch Aktioun ze kombinéieren.

1984 ass hie fir d'CSV am Süden an d'Chamber gewielt ginn, wou hien zéng Joer bliwwen ass. Hie war do ënner anerem President vun der Familljekommissioun. De Camille Dimmer war och ganz aktiv an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. Hie war och vun 1990 bis 1995 fënnf Joer laang Generalsekretär vun der CSV.

Och op lokalpoliteschem Plang huet de Camille Dimmer sech engagéiert. Jorelaang war hie Member vum Diddelenger Gemengerot.

1995 huet de Camille Dimmer der aktiver Politik de Réck gedréit. Duerno ass hien nach laang aktiv gewiescht an der AAD, der Associatioun vun de fréieren Deputéierten, mol als Sekretär, mol als President, mol als President a Sekretär. Hie war och President vun der Europäescher Associatioun vun de fréieren Deputéierten.

Den CSV-Politiker wollt d'Problemer ëmmer konkret ugoen. Dofir huet hie sech och fir Natur- an Ëmweltschutz agesat. Sou war hien zum Beispill den éischte President vun der Fondatioun Hëllef fir d'Natur. Mee och am Olympesche Komitee war hien aktiv an e war President vun der Handballfederatioun vun 1973 bis 1982, fir just dës Beispiller ze nennen. Hie wäert op ville Plazen a gudder Erënnung bliwwen.

Senger Fra Loulou, sengen dräi Meedercher an der ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken. An och hei géif ech Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Merci.

5. Vérification des pouvoirs

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no de Wale vum 8. Oktober kënnt d'Chamber, déi aus dëse Wale ervirgeet, esou wéi et den Artikel 67 vun der Verfassung an den Artikel 1 vum Chambersreglement virgesäit, den drëtten Dënschden no de Wale zesummen, fir d'Wale ze validéieren an d'Verifikatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Follgend Texter sinn do ze beuechten:

Den Artikel 67 Alinea 1 an 2 vun eiser Verfassung, den Artikel 118 an den Artikel 119 vum Walgesetz an den Artikel 4 vum Chambersreglement.

No der Verifikatioun vun hire Pouvoire ginn déi gewielte Verrieder an déi gewielte Kandidaten da vereedegt.

D'Chamber ass virun enger Regierungsbildung aberuff ginn, dat heescht, dass déi Memberen aus der Regierung, déi no der Regierungsbildung net méi Minister wäerte bliwwen an an d'Chamber gewielt goufen, eréischt an enger nächster Sitzung vereedegt wäerte ginn.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des pouvoirs

Esou wéi et den Artikel 4 vum Chambersreglement virgesäit, louse mer elo siwe Membere fir d'Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren aus.

Elo kënnt dat Stéck, wat dat eenzegt Stéck nach an der Chamber ass, dat 1984 schonn do war, dat ass d'Urn.

(Hilarité)

Ech hunn nämlech op der Foto virdru gesinn, datt déi virum Här Urwald stoung deemools.

Kommt Dir, wann der wëllt, setzt Dir mer dat dohinner. Da kucken ech dat. Ass een, deen opschreift?

- Den Här Kartheiser,
- d'Madamm Delcourt,
- den Här Di Bartolomeo,
- den Här Schockmel.

Do hätt awer och kënnen ee sech aus der éischter Rei bei dech setzen, Gérard, esou aus Sympathie.

(Hilarité)

M. Gérard Schockmel (DP) | Et ass net ze spéit.

M. Michel Wolter, Président de séance | – Den Här Eicher,
– den Här Graas ...

An da misst ech nach een zéien, fir datt mer komplett sinn:

– den Här Wiseler.

Sou. Da maachen ech dat esou. Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, déi Kommissioun setzt sech also aus follgende Memberen zesummen: d'Madamm Delcourt, den Här Di Bartolomeo, den Här Eicher, den Här Graas, den Här Kartheiser, den Här Schockmel an den Här Wiseler.

D'Missioun vun dëser Kommissioun besteet doranner, fir éischters d'Resultater vun de legislative Wale vum 8. Oktober an deene véier Walbezierker ze iwwerpräiwen an zweetens d'Konditiounen fir d'Wielbarkeet vun deenen eenzelne gewielte Kandidaten ze iwwerpräiwen, an dann erëmzekommen an der Chamber hir Konklusione virzeleeën.

D'Kommissioun ass ëffentlech a gëtt iwwer Chamber TV iwwerdroen, soudass jiddwereen heibannen oder dobaussen dat ka matverfollegen. D'Iwwerdroung fänkt an ongeféier 15 Minutten un, d'Zäit, fir dass d'Leit gebriecht ginn.

A wa se fäerdeg si mat hiren Aarbechten, da komme se rëm, an da féiere mer d'Sitzung weider. En attendant géif ech se ënnerbriechen.

Merci.

(La séance publique est suspendue à 14.48 heures.)

(La séance publique est reprise à 15.57 heures.)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi ëffentlech Sitzung geet da weider.

D'Kommissioun ass zu hire Konklusione komm an dofir géif ech da fir d'éischt d'Wuert un de President vun der Kommissioun, eise Kolleeg Mars Di Bartolomeo, ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, villmools merci fir d'Wuert. Ech géif d'Wuert direkt weiderginn un eis Rapportrice, ouni awer ze vergiessen, der Kommissioun an all deenen, déi der Kommissioun zougeschafft hu mat ganz grousser Kompetenz, e ganz grouse Merci ze soen.

Ech mengen, mir hunn alles duerchdiskutéiert a mir sinn, mengen ech, och zu de richtege Konklusione komm, déi d'Rapportrice, d'Madamm Claire Delcourt, Iech, wann Dir dat erlaabt, Här President, elo direkt wäert virstellen.

M. Michel Wolter, Président de séance | Dat wär elo nämlech mäi Saz gewiescht, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

(Hilarité)

M. Michel Wolter, Président de séance | ... Här Di Bartolomeo. Et ass um President, dem Skript no, fir der Rapportrice d'Wuert ze ginn.

An ech géif dann der Madamm Delcourt d'Wuert ginn, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hutt ganz Recht, Här President.

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | Ech huelen un, de Mikro ass un. Jo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi designéiert ginn ass, fir déi legislativ Wale vum 8. Oktober 2023 ze iwwerpräiwen, kouw zu follgende Resultater:

1. D'Piècen iwwert d'Walvirgàng, d'Reklamatiounen an d'Walresultat – dat ass den éischte Punkt, deen ech do virliesen.

All d'Piècë vun de Wale sinn an der Chamber tëscht dem 9. Oktober an dem 20. Oktober 2023 erakomm.

D'Procès-verballe vun de véier Walbezierker sinn an der Chamber den 18. an den 20. Oktober 2023 ukomm, woubäi dee vum Walbezierk Norde just an elektronischer Form receptionéiert gouf.

Déi gesamt Procès-verballe vun all de Walbüroer vun all de Gemenge sinn den 18. Oktober 2023 an der Chamber ukomm.

D'Päck mat de Walziedele vun all de Walbüroer vun all de Gemenge sinn tëscht dem 9. an dem 12. Oktober 2023 an der Chamber ukomm.

All déi aner Piècen, déi mat de Walen ze dinn hunn, sinn tëschent dem 9. an dem 18. Oktober an der Chamber ukomm.

Unhand vun Tabloen ass e strikte Protokoll fir den Empfang an d'Kontroll vun der Konformitéit vun de Piècen agehale ginn.

E strikte Protokoll fir d'Klasséieren an d'Araume vun de Regaler ass och agehale ginn. D'Mass vu Piècen iwwert d'Walen ass an engem securiséierte Raum stockéiert.

Eng Kontroll vun de Procès-verballe vun all de Walbüroer vun all de Gemengen ass gemaach ginn.

Eng Reklamatioun ass an der Chamber vum Här Romain Reiter eragereecht ginn. D'Kommissioun huet iwwert dës Reklamatioun befonnt an huet folgend Decisioun geholl:

vu den Artikel 67 Paragraph 1 vun der Verfassung;

vu d'Kapitel 2 vum Chambersreglement „de la vérification des pouvoirs“, a besonnesch den Artikel 4;

vu d'Reklamatioun vum 6. Oktober 2023 vum Här Romain Reiter.

Zur Motivatioun vun de Fuerderunge vum Untragssteller:

Den Här Romain Reiter freet d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren, d'Wal vun den 18., 19., 20. an 21. gewielte Kandidaten am Bezierk Zentrum ze annuléieren opgrond vum Artikel 117 vum Walgesetz, deen d'Unzuel vun Deputéierte festleet, déi an deene véier Walbezierker ze wäelen sinn, déi net mat der Realitéit vun de Gemengewale vum 11. Juni 2023 iwwereneestëmmt.

Dem Romain Reiter no wär de Walbezierk Zentrum iwwerrepresentéiert an déi aner dräi Bezierker ënnerrepresentéiert.

D'Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, seet, datt d'Opdeelung pro Bezierk muss duerch e Gesetz ugeholl ginn, dat mat enger qualifizierter Majoritéit ugeholl gëtt, an datt et keen esou e Gesetz gëtt.

Weider wär den Artikel 117 vum Walgesetz géint den Artikel 15 Paragraph 1 vun der Verfassung, deen de Prinzip festleet vun der Gläicheit vum Gesetz fir all Lëtzeburger.

A schliesslech sollen déi 18., 19., 20. an 21. gewielte Kandidaten aus dem Bezierk Zentrum net kënnen an der Verifikatioun vun de Pouvoiren deelhuele wéinst hirer Befaaungheet.

Iwwert déi zoutreffend Prozedur:

D'Kommissioun ass der Meenung, den Här Romain Reiter net mussen ze héieren, well de geschéckte Bréif prezis genuch ass, fir der Kommissioun et fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren ze erméiglechen, genuch informéiert ze sinn.

Iwwert d'Kompetenz vun der Kommissioun:

Den Artikel 4 Alinea 1 vum Chambersreglement gëtt der Kommissioun d'Missioun, ze iwwerpréiwen, datt d'Walvirgàng gereegelt verlaf sinn an datt déi gewielt Kandidaten d'Konditiounen, wat hir Wielbarkeet ugeet, erfëllen.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet weeder am Artikel 4 Paragraph 1 nach an iergendenger Dispositioun vun der Verfassung oder vum Chambersreglement aner Kompetenzen, wéi dës grad genannten. Deemo ka si och net iwwert d'Verfassungskonformitéit vun den Dispositiounen vum Walgesetz befragen.

D'Demande vum Här Romain Reiter bezitt sech weeder op d'Walvirgàng nach op d'Wielbarkeet vun engem oder méi gewielte Kandidaten.

Déi gewielt Kandidaten, deenen hiert Mandat a Fro gestallt gëtt, sinn net mam Numm genannt an d'Reklamatioun vum Här Romain Reiter ass op de 6. Oktober datéiert, also zwee Deeg virun de Walen.

Iwwert de Fong vun der Reklamatioun:

D'Wieler fir d'Gemengewale sinn net déi selwecht wéi d'Wieler bei de Chamberwalen.

D'Verfassung, déi a Kraaft ass, ass d'Verfassung vum 17. Oktober 1868, déi als lescht duerch véier Gesetzer dëst Joer ofgeännert ginn ass.

D'Gesetz vum 20. Dezember 1988 setzt d'Unzuel vun Deputéierten, déi an de Bezierker ze wäelen sinn, fest, an dëst Gesetz gouf vun der Chamber mat enger qualifizierter Majoritéit ugeholl, esou wéi dat am deemolegen Artikel 114 vun der Verfassung virgesi war.

D'Gesetz vum 20. Dezember 1988 ass elo nach a Kraaft an offensichtlech verfassungskonform.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren muss iwwerengans am Exercice vun hirer Missioun, déi bestoend Gesetzer applizéieren.

Deemo ass d'Reklamatioun vum Här Romain Reiter net fondéiert.

Duerch dës Grënn proposéiert d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren der Chamber de Verwurf vun der Fuerderung vum Här Romain Reiter.

D'Kommissioun ass wuel der Meenung, datt de Fong vun dëser Reklamatioun net an dem Beräich vun hirer Missioun läit, mee datt se awer eng politesch Wichtigkeet dréit.

Eng Serie vun Elementer konnten am Kader vum Of-
laf vun de Walvirgàng vum 8. Oktober 2023 festge-
stellt ginn. D'Kommissioun ass zur Schlussfolgerung
komm, datt keng Elementer do sinn, déi en Afloss op
d'Eierlecheit vum Walresultat hätte kënnen hunn,
an anere Wieder, datt se d'Resultat vun de Walen
hätte kënnen a Fro stellen.

Opgrond vun dëser Kontrolle ginn eng Rei vu Recom-
mandatiounen un de Staatsministère gericht:

Et sollt drop higewise ginn, datt eng besser Kom-
municatioun vun den Uspéich vum Walgesetz un
d'Presidente vun de Walbüroer vun de Gemenge sollt
stattfannen, dëst wat d'Begleedung vun invalide
Wieler oder Wieler, déi ënner Momperschaft stinn,
ugeet; wat d'Verschécke vun de Walziedelen ugeet,
déi der Chamber solle séier an direkt zougestallt
ginn; an datt d'Lëscht an d'Resultat vun alle Wal-
büroer der Chamber sollen zougestallt ginn.

Eng Ofännerung vum Walgesetz, wat den Artikel 165
ugeet, fir datt d'Procès-verballen, esoubal d'Resulta-
ter proklaméiert sinn, der Regierung zougestallt ginn
an net eréischt véier Deeg duerno.

An deem selwechte Sënn sollt och d'Walgesetz ofgeän-
nert ginn, fir datt et e maximalen Delai gëtt, an deem
d'Resultater ausgeruff mussen ginn. Dat fir ze verhënn-
en, datt een an eng Situatioun kënnt, wou d'Chamber
net kann, esou wéi d'Verfassung et virgesäit, den drët-
ten Dënschden no de Wale zesummekommen, well et
keng offiziell Resultater gëtt.

Eng Ofännerung vum Walgesetz, wat den Artikel 154
Alinea 1 a) ugeet, fir datt d'Walenveloppe vun all de
Walbüroer vun enger Gemeng net méi zesummen an
engem Pak mussen verschéckt ginn, well dëst an der
Praxis net machbar ass, well zum Beispill d'Gemeng
Lëtzebuerg misst 88 vun dëse grouse Päck zesummen
an engem Pak verschécken.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt aus all deem
ervirgeet, datt d'Walvirgàng gereegelt verlaf sinn a
letztens, datt d'Resultater vun de Wale kënnen validé-
iert ginn, besonnesch wat d'Identitéit vun de gewielte
Kandidaten ugeet an d'Reiefolleg vum Klassement vun
de Suppleanten.

Merci.

(Ndlr: Le détail des résultats des élections par circonscription ainsi que les conclusions de la Commission de vérification des pouvoirs ci-dessous figurent dans le rapport écrit.)

Resultater fir den éischte Walbezierk (Walbezierk Süden):

Stëmmziedelen an den Urnen:	98.327
Blank Stëmmziedelen:	3.748
Ongültig Stëmmziedelen:	4.747
Blank an ongültig Stëmmziedelen:	8.495
Gültig Stëmmziedelen:	89.832
Unzuel vun de gültige Stëmmen vun all de Lëschten:	1.904.069
Nombre électoral:	79.337

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmmen kritt:

Lëscht 1 (LSAP)	467.088
Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei)	268.591
Lëscht 3 (déi gréng)	134.590
Lëscht 4 (CSV)	529.283
Lëscht 5 (déi Lénk)	82.914
Lëscht 6 (ADR)	199.903
Lëscht 7 (Piraten)	131.708
Lëscht 9 (Fokus)	41.966
Lëscht 10 (Volt)	6.449
Lëscht 11 (KPL)	17.715
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)	16.736
Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei)	7.126

Op deene verschiddene Lëschten si gewielt ginn:

Lëscht 1 (LSAP) – sechs Gewielte: den Här Jean Asselborn,
d'Madamm Taina Bofferding, den Här Mars Di Bartolomeo,
den Här Georges Engel, den Här Dan Biancalana, d'Ma-
damm Liz Braz

Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – véier Gewielte: den
Här Max Hahn, den Här Claude Meisch, den Här Gusty
Graas, den Här Luc Emering

Lëscht 3 (déi gréng) – zwee Gewielte: d'Madamm Joëlle
Welfring, den Här Meris Sehic

Lëscht 4 (CSV) – siwe Gewielte: den Här Gilles Roth, den
Här Georges Mischo, den Här Michel Wolter, den Här Félix
Eischen, d'Madamm Nancy Arendt ép. Kemp, den Här Marc
Spautz, den Här Laurent Zeimet

Lëscht 5 (déi Lénk) – ee Gewielten: den Här Marc Baum

Lëscht 6 (ADR) – zwee Gewielte: den Här Fred Keup, den
Här Fernand Kartheiser

Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Marc Goergen

Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten

Lëscht 10 (Volt) – kee Gewielten

Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten

Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !)

Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei) – kee Gewiel-
ten

Resultater fir den zweete Walbezierk (Walbezierk Osten):
Stëmmziedelen an den Urnen: 35.609
Blank Stëmmziedelen: 898
Ongültig Stëmmziedelen: 1.227
Blank an ongültig Stëmmziedelen: 2.125
Gültig Stëmmziedelen: 33.484
Unzuel vun de gültige Stëmme vun all de Lëschten: 226.107
Nombre électoral: 28.264

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:
Lëscht 1 (LSAP) 39.049
Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) 51.810
Lëscht 3 (déi gréng) 17.282
Lëscht 4 (CSV) 69.210
Lëscht 5 (déi Lénk) 5.687
Lëscht 6 (ADR) 21.404
Lëscht 7 (Piraten) 11.071
Lëscht 9 (Fokus) 5.685
Lëscht 10 (Volt) 554
Lëscht 11 (KPL) 898
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) 3.457

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
Lëscht 1 (LSAP) – ee Gewielten: d'Madamm Paulette Lenert
Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – zwee Gewielten: den Här Lex Delles, d'Madamm Carole Hartmann
Lëscht 3 (déi gréng) – kee Gewielten
Lëscht 4 (CSV) – dräi Gewielten: den Här Léon Gloden, den Här Max Hengel, d'Madamm Octavie Modert
Lëscht 5 (déi Lénk) – kee Gewielten
Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: d'Madamm Alexandra Schoos
Lëscht 7 (Piraten) – kee Gewielten
Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten
Lëscht 10 (Volt) – kee Gewielten
Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten

Resultater fir den drëtten Walbezierk (Walbezierk Zentrum):
Stëmmziedelen an den Urnen: 68.615
Blank Stëmmziedelen: 1.578
Ongültig Stëmmziedelen: 2.923
Blank an ongültig Stëmmziedelen: 4.501
Gültig Stëmmziedelen: 64.114
Unzuel vun de gültige Stëmme vun all de Lëschten: 1.255.820
Nombre électoral: 57.083

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:
Lëscht 1 (LSAP) 148.046
Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) 317.194
Lëscht 3 (déi gréng) 144.834
Lëscht 4 (CSV) 376.078
Lëscht 5 (déi Lénk) 49.481
Lëscht 6 (ADR) 82.230
Lëscht 7 (Piraten) 81.668
Lëscht 9 (Fokus) 34.323
Lëscht 11 (KPL) 5.431
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) 16.535

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
Lëscht 1 (LSAP) – dräi Gewielten: den Här Franz Fayot, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Claire Delcourt
Lëscht 2 (DP) – sechs Gewielten: den Här Xavier Bettel, d'Madamm Yuriko Backes, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Simone Beissel
Lëscht 3 (déi gréng) – zwee Gewielten: d'Madamm Sam Tanson, den Här François Bausch
Lëscht 4 (CSV) – siwe Gewielten: den Här Luc Frieden, d'Madamm Elisabeth Margue, den Här Serge Wilmes, den Här Paul Gales, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Diane Aehm, den Här Marc Lies
Lëscht 5 (déi Lénk) – ee Gewielten: den Här David Wagner
Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: den Här Tom Weidig
Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Sven Clement

Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten
Lëscht 11 (KPL) – kee Gewielten
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten

Resultater fir de véierte Walbezierk (Walbezierk Norden):
Stëmmziedelen an den Urnen: 47.483
Blank Stëmmziedelen: 1.681
Ongültig Stëmmziedelen: 1.889
Blank an ongültig Stëmmziedelen: 3.570
Gültig Stëmmziedelen: 43.913
Unzuel vun de gültige Stëmme vun all de Lëschten: 377.404
Nombre électoral: 37.741

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:
Lëscht 1 (LSAP) 57.693
Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) 66.110
Lëscht 3 (déi gréng) 25.193
Lëscht 4 (CSV) 124.965
Lëscht 5 (déi Lénk) 9.758
Lëscht 6 (ADR) 45.422
Lëscht 7 (Piraten) 29.110
Lëscht 9 (Fokus) 11.858
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) 5.925
Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei) 1.370

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:
Lëscht 1 (LSAP) – ee Gewielten: den Här Claude Haagen
Lëscht 2 (DP – Demokratesch Partei) – zwee Gewielten: den Här Fernand Etgen, den Här André Bauler
Lëscht 3 (déi gréng) – kee Gewielten
Lëscht 4 (CSV) – véier Gewielten: d'Madamm Martine Hansen, den Här Christophe Hansen, den Här Charel Weiler, den Här Emile Eicher
Lëscht 5 (déi Lénk) – kee Gewielten
Lëscht 6 (ADR) – ee Gewielten: den Här Jeff Engelen
Lëscht 7 (Piraten) – ee Gewielten: den Här Ben Polidori
Lëscht 9 (Fokus) – kee Gewielten
Lëscht 12 (Liberté – Fräiheet !) – kee Gewielten
Lëscht 13 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei) – kee Gewielten

Wat d'Suppleanten ugeet, huet d'Kommissioun d'Reiefolleg vun de Suppleanten op deene verschiddene Lëschten an deene véier Walbezierker festgehalen. Dës Reiefolleg ass an der Annex 2 vun dësem Rapport ze fannen an ass en integralen Deel vum Rapport.

2. Pièce vun de gewielte Kandidaten

Déi gewielte Kandidaten hunn tëscht dem 10. an dem 20. Oktober 2023 an der Chamber eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass, sou wéi e Certificat de résidence ofginn.

De Parquet huet der Chamber e Bilan mat de Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, fir jiddder eenzelne gewielte Kandidat zougestallt: fir 31 gewielte Kandidaten den 18. Oktober 2023 a fir déi 29 gewielte Kandidaten, déi iwweregbliwwe sinn, den 20. Oktober 2023.

Déi gewielte Kandidaten hunn tëscht dem 10. an dem 20. Oktober 2023 eng Deklaratioun op d'Éier, datt si sech engagéieren, d'Inkompatibilitäten, wat d'Funktiounen ugeet, zur Zäit ze behiewen, ofginn.

D'Kommissioun huet decidéiert, datt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce vun de gewielte Kandidaten ergëtt, datt all gewielte Kandidat d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, an datt all gewielte Kandidat sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Funktiounen ugeet, zur Zäit ze behiewen.

D'Kommissioun stellt fest, datt näischt géint d'Veereedegung vun de gewielte Kandidaten schwätzt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech soen der Madamm Delcourt Merci fir hiren éischte Rapport, dee si hei an der Chamber gemaach huet.

Validation des élections législatives du 8 octobre 2023

An ech géif dann d'Chamber an hirer Gesamtheit froen, ob si mat de Konklusiounen vun der Kommissioun d'accord ass.

Vote

Ech géif Iech bieden, trotzdeem eng Hand ze weisen, déi, déi d'accord sinn.

(Assentiment)

An da maachen ech d'Géigeprouf. Ass een dergéint oder enthält ee sech?

Da stellen ech fest, dass dat à l'unanimité gemaach ass.

D'Wale vum 8. Oktober sinn domadder eestëmmeg vun der Chamber validéiert ginn.

6. Procédure d'assermentation

(Les ministres du Gouvernement actuel ont été chargés par le Grand-Duc d'expédier les affaires courantes et de ce fait ne pourront prêter serment comme député que lors d'une séance publique ultérieure.)

A mir kommen dann elo zu der Prozedur vun der Vereedegung.

Ech wäert déi gewielte Kandidaten aus deene verschiddene Walbezierker bieden, virun de Büro hei ze trieden an den Eed ofzeleeën, esou wéi den Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung dat virgesäit.

Ech liesen deen eng Kéier vir, also ech liesen e vir, duerno ruffen ech Iech an alphabetescher Reiefolleg op. Ech géif Iech bieden, dann no vir ze trieden, fir dass mer och vu jiddwerengem do eng gutt Foto kënne maachen, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze soen: „Je le jure“, oder „Ech schwieren“ oder „Ech schwieren et“.

Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Sud

Als Éischt géif ech déi gewielte Verrieder aus dem Walbezierk Süde bieden, virun de Büro ze trieden.

Wann Dir Iech wëllt e bëssen no hannen deplacéieren alleguer, fir dass deen, dee vereedegt gëtt, Plaz huet, fir virun de Mikro ze trieden. Dir kommt allegueren, een nom aneren, drun. Am Süden ass am meeschte Gedrécks.

Sou, ech géif Iech dann den Artikel virlesen, esou wéi en an der Verfassung virgesinn ass, d'ailleurs en Artikel, deen net méi dee selwechten ass. Deen huet geännert an deen huet elo folgend Teneur: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Ech géif Iech also bieden, déi riets Hand ze hiewen, wann Dir den Eed ofleet, an ze soen: „Je le jure“, „Ech schwieren“ oder „Ech schwieren et“.

D'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Félix Eischen.

M. Félix Eischen (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Luc Emering.

M. Luc Emering (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | An den Här Laurent Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed. Dir kënnt Iech nees Plaz huelen, wannechgelift.

Prestation de serment de 5 élus de la circonscription Est

Ech géif dann déi gewielte Vertrieder aus dem Wal-bezierk Oste virun de Büro bieten, wannechgelift.

(Brouhaha)

An ech géif déi aner Kolleegen am Sall bieten, mat deem selwechte Respekt dës Vereedegungen noze-lauschteren, wéi mer hir Vereedegung nolauschteren.

An ech géif och Iech d'Formel nach eng Kéier vir-liesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Max Hengel.

M. Max Hengel (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Octavie Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | An d'Madamm Alexandra Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech ginn och Iech Akt vun Ärem Eed. Och Dir kënnt Iech Plaz huelen, wannechgelift.

Prestation de serment de 16 élus de la circonscription Centre

An ech géif dann déi gewielte Vertrieder aus dem Wal-bezierk Zentrum virun de Büro bieten.

Och Iech géif ech d'Formel vum Eed nach eng Kéier vir-liesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

D'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Claire Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Marc Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Elisabeth Margue.

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Gérard Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | An den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Och Iech ginn ech dann Akt vum Ofleeschte vun Ärem Eed an ech géif Iech bieten, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 8 élus de la circonscription Nord

Ech géif schlussendlech dann déi gewielte Vertrieder aus dem Wal-bezierk Norde bieten, fir virun de Büro ze trieden.

Och Iech géif ech den Eed nach eng Kéier vir-liesen: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Den Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Emile Eicher.

M. Emile Eicher (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Christophe Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | D'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | Den Här Ben Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président de séance | An den Här Charel Weiler.

M. Charel Weiler (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président de séance | Och Iech ginn ech Akt vum Ofleeë vun Ärem Eed. Ech géif Iech bieten, Plaz ze huelen.

An ech géif dann d'Madamm Polfer bieten, bis erop ze komme fir ze presidéieren, fir datt ech mäin Eed och kann ofleeën.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Prestation de serment de M. Michel Wolter

Mme Lydie Polfer, Présidente de séance | Jo, Här Michel Wolter, ech géif Iech dann effektiv bieten, och vir hinner ze kommen an ech géif Iech dann de Serment vir-liesen, esou wéi en an dem Artikel 67 vun der Verfassung virgesinn ass: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Dites: „Je le jure“ oder „Ech schwieren et“.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech schwieren et.

Mme Lydie Polfer, Présidente de séance | Domat ginn ech Iech Akt vun Ärer Prestation de serment.

(M. Michel Wolter reprend la présidence.)

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

M. Michel Wolter, Président de séance | Nodeem d'Prozedur vun der Vereedegung dann ofgeschloss ass, hunn ech d'Éier, folgend Leit zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren:

– fir de Walbezierk Süden: d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp, den Här Marc Baum, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Liz Braz, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Félix Eischen, den Här Luc Emering, den Här Marc Goergen, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser, den Här Fred Keup, den Här Georges Mischo, den Här Gilles Roth, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Spautz, mech selwer, also den Här Michel Wolter, an den Här Laurent Zeimet,

– fir de Walbezierk Osten: den Här Léon Gloden, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Max Hengel, d'Madamm Octavie Modert an d'Madamm Alexandra Schoos,

– fir de Walbezierk Zentrum: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Sven Clement, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Luc Frieden, den Här Paul Galles, den Här Marc Lies, d'Madamm Elisabeth Margue, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Gérard Schockmel, den Här David Wagner, den Här Tom Weidig, den Här Serge Wilmes an den Här Claude Wiseler a

– fir de Walbezierk Norden: den Här André Bauler, den Här Emile Eicher, den Här Jeff Engelen, den Här Fernand Etgen, den Här Christophe Hansen, d'Madamm Martine Hansen, den Här Ben Polidori an den Här Charel Weiler.

7. Discours de M. Michel Wolter, Doyen

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mam Dag vun haut fänkt eng nei Legislaturperiod un. 46 vu 60 gewielten Deputéierten hunn elo just hiren Eed ofgeluecht, nodeems iwwerpréift gouf, ob all eenzelne Gewielten d'Konditionnen erfëllt, fir säin Deputéiertemandat unzuhuelen, an och ob d'Waloperationen dem Gesetz no richteg ofgelaf sinn.

Wéi ech de 16. Juli 1984 mat 21 Joer als Student zu Paräis eng éischte Kéier hei an der Chamber als Deputéierte vereedegt gouf, konnt ech mir net virstellen, datt ech haut, néng Chamberwalen an 39 Joer an 3 Méint méi spéit, als Doyen d'Sitzung géif leeden.

Dobäi sinn ech iwwerhaupt net deen Eelsten. Kuckt mech emol un!

(Hilarité)

Loin de là. An deem Ranking kommen ech och no dëse Walen nach ëmmer érischt op déi 14. Plaz.

Datt ech haut Alterspräsident sinn, verdanken ech indirekt der Madamm Astrid Lulling. Aus Angscht, datt si géif Alterspräsidentin ginn, ...

(Interruption et hilarité)

... ass nämlech 2004 d'Reegel geännert ginn. An et war vun do un net méi deen Eelsten, mee dee mat deene meeschte Joren an der Chamber, deen déi nei Sessioun opmécht an d'Veereedegung vun de Kolleegen virhëlt, soudass déi éierevoll Aufgab mir haut zoukonn ass.

Dir verstitt, datt no all deem, wat ech schonns esou an der Politik gemaach hunn, ech fir näischt a mengem Liewen dësen Dag hätt wëlle messen.

Och wann eppes mir opgefall ass: It's a lousy job!

(Hilarité)

2009 war de Lucien Weiler Alterspräsident, 2013 d'Anne Brasseur an 2018 de Gast Gibéryen. Dat heescht: Kee vun dëse Virgänger war déi nächste Kéier nach derbäi.

(Hilarité)

Keng flott Aussichten deemno fir deen, deen hei um Stull setzt.

Mat deenen zéng Kolleegen, déi haut fir d'éischt vereedegt goufen, kommen ech elo op déi impressionant Zuel vun 253 Leit, mat deenen ech an all deene Joren an der Chamber souz. Weiderer wäerten nach an e puer Wochen, wann déi nei Regierung bis steet, derbäikommen.

Ech wëll et net vermessen, besonnesch eis nei Kolleegen haut an eiser Métt ze begrëssen. Dëst sinn: d'Liz Braz, d'Claire Delcourt, de Luc Emering, de Christophe Hansen, de Ben Polidori, de Gérard Schockmel, d'Alexandra Schoos, de Meris Sehovic, den Tom Weidig an de Charel Weiler.

Dir representéiert zum groussen Deel – entschëlleg Gérard – eng nei Generatioun vu jonke Politiker, ...

(Hilarité)

... eng Generatioun, där hiren Opdrag et ass, sech deene munnechfaltegen Erausforderungen ze stellen, déi an deenen nächste Méint a Joren op eist Land a seng Leit wäerten duerkommen. All Guddes fir Är zukünfteg parlamentaresch Aarbecht. Haut ass Äre Glécksdag, genéisst en!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een esou laang derbäi ass, da kann ee vergläichen. Ëmmerhi si bal 40 Joer eppes wéi e ganz Aarbechtswien. Dofir eng kleng Zäitrees zrëck an d'Joer 1984, e Joer an enger Zäit vu profunden wirtschaftlechen a politeschen Émbrochen an eisem Land. Eng hëtzege Zäit. Mir si matzen an der Stolkris, Noutstandsgesetzter, DAC (ndlr: Division anti-crise), Renteklau. E strukturellen Émbroch, deen net opzehalen ass. Den Interêt vun de Leit fir d'Politik ass riseg. Et geet ëm hir Zukunft an et geet ëm d'Zukunft vum Land.

Et ass den Ofschloss vun enger exemplarescher Karriär vum Pierre Werner, säit 1954 Finanzminister a säit 1959, mat enger Ënnerbriechung 1974–1979, Staatsminister vu Lëtzebuerg an den Ufank vun enger weiderer aussergewöhnlecher Karriär, där vum Jean-Claude Juncker, deen déi nächst 30 Joer der Politik säi Stempel wäert opdrécken.

An de Chamberwale gëtt déi warscheinlech jéngste Chamber gewielt, déi jeemools an eisem Land gewielt gouf. Net manner ewéi 15 Gewielter hate 35 Joer a manner: Asselborn, Bodry, Err, Kollwelter, Wohlfart bei der LSAP; Brasseur, Goerens, Grethen, Polfer bei der DP; Jacobs, Juncker, Reding, Weiler, Wolter bei der CSV; Weber bei der GLEI. All direkt gewielt, net een Eenzegen nogeréckelt. A wann ech de Muck Huss nach derbäiziele, deen hat der deemools 37, da sinn et der souguer 16. Als Verglach: Dëst Joer sinn et der just emol 8. Nëmme nach 13 Deputéierter haten 1984 eng Anciennetéit vu méi wéi 10 Joer.

Vill vun hinnen hunn déi nächst 20 bis 30 Joer dëst Land maassgeblech politesch matgestalt. Si entwéckelen nei Politicken. Si ginn nei Weeër. Dat Sozialt, d'Nohaltegkeet, d'Entwécklung vun eisem Land, d'Ekologie trieden an de Vierdergrond. Déi permanent Fro, wéi mer d'Leit an engem Boot kënnen halen, ass am Zentrum vum politeschen Denken a Schaffen. Eist Land wandelt sech vun engem Industrie- zu engem Déngschtleeschungsland.

An déi Gréng kréien eng politesch Bün mam Jup Weber a mam Muck Huss, gewielt op zwou verschiddene Lëschten, der GAP an der GLEI. Si bréngen neie Wand an d'Politik.

40 Joer ginn net spuerlos laanscht. Si ginn net spuerlos un engem selwer laanscht, net um Land an de Leit an och net un der Chamber.

De Fokus an d'Intensitéit vun der legislativer Aarbecht sinn aner. 1984 loung déi éischt Prioritéit op dem Ausschaffe vu gudden Gesetzer. Vill Zäit ass an de Kommissiounen mat der detailléierter Analys Artikel fir Artikel vu proposéierten Texter dropgaangen. Am Detail ass net nëmme den Avis vum Staatsrot, mee och déi vun de Chambres professionnelles gekuckt ginn. De Rapporteur vum Projet huet dëse virgestallt a begleet, no bannen an no baussen, duerch dee ganze legislative Prozess. De President vun der Kommissioun huet den Debat geleet. De Regierungsmitglied oder säi Beamten, meeschtens een, huet op d'Fro geäntwert an de politesche Gesamtkontext am A behalen. Et ass sech Zäit gelooss gi mat der Detailaarbecht, bis déi lescht Fro eng Äntwert hat, ausser natierlech wann eng Urgence do war.

Dës detailléiert Analys ass am Laf vun der Zäit verluergegaangen. Et sinn nei Politikfelder derbäikomm. D'Zuel vun den Texter huet sech multiplizéiert. Texter, déi erakommen, sinn inhaltlech méi schwach. D'Legistik gëtt haut quasi exklusiv vum Conseil d'État gemaach. Et ass kaum nach e Rapporteur, deen aktiv selwer säi Projet an der Kommissioun a ronderëm virundreift. Den Text gëtt quasi just nach no der Zuel vun den Oppositionsformellen vum Staatsrot gemooss. D'Avis vum de Chambres professionnelles ginn a ville Fäll iwwerhaupt net oder wann nëmme iwwerflächlech gekuckt. Et muss alles séier goen. D'Politik, gedriwwen duerch d'Schnelliewegkeet vun der Zäit, mengt, op all Fro eng schnell Äntwert mussen ze hunn. Heiansdo wier eng gutt iwwerluechten Äntwert besser.

Mat der Debatt iwwert d'Revaloriséierung vum Parlament an den 90er-Jore kommen ëmmer nei Diskussionsmodeller op de Knuedler: Interpellatioun, Débat d'orientation, Débat de consultation, Heure d'actualité. Et gëtt gemengt, wa méi diskutéiert géif ginn a manner legiferéiert, da géif d'Chamber besser no baussen do stoen. Mee Hand op d'Häerz: Wéi vill vun den Dosenden Debatten aus der leschter Legislatur hunn iergendeen Impakt op d'politesch Gestaltung vun eisem Land gehat oder sinn an der Effentlechkeet breet diskutéiert ginn? Eng Handvoll oder vläicht manner? Och hei wier manner heiansdo méi. Wéi och bei der Unzuel vun de Questions parlementaires: 8.388 an deene leschte fënnf Joer. 1.678 an der Moyenne pro Sessioun oder 4,5 den Dag, d'Samschdeger, d'Sonndeger an d'Feierdeeg mat agerechent. E weidert politescht Instrument, wat säi Stachel verluer huet, well et net méi sënnavoll agesat gëtt.

D'Kontroll vun der Regierung ass a mengen Aen eng vun de wichtegsten Aufgaben vun enger Chamber. Och wann d'Kontroll net ëmmer als positiv ugesi gëtt bei deenen, déi kontrolléiert ginn, och wa se stéiert, misst se en Deel vun der DNA vun all Parlamentarier sinn, ob an der Majoritéit oder an der Oppositioun. Nëmme mat enger staarker Chamber gëtt et och eng staark Regierung.

Dobäi kënnt der Persoun vum President eng essentiell Roll zou. De President muss sech als bedingungslose Verfechter vun der Chamber an all hiren Deputéierte gesinn – ob se an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn –, net als Verrieder vun der Regierung oder der Majoritéit an der Chamber.

Dat selwecht géllt och fir den Ëmgang mat der Oppositioun. Si soll als gläichwäertge Partner ugesi ginn, déi hir heiansdo desagreabel Missiounen erfëlle kann a muss, déi net ofgewiergt gëtt – fir en Term ze gebrauchen, deen an der leschter Legislatur mol eng Kéier vun engem Kolleeg benotzt ginn ass – a méi delikate Momenter, déi noutgedrungen am Laf vun enger legislativer Period kommen.

D'Chamber, léif Kolleegeen, huet eng schwiereg Aufgab viru sech: Si muss sech moderniséieren, fir sech de Besoinen an Erwaardunge vun eiser neier a schnell-lieweger Gesellschaft unzepassen. Si muss awer och gläichzäiteg hir Integritéit behalen an hirem Rôle als Pouvoir législatif gerecht ginn. Wann ech mer haut eppes kéint wënschen, da wier et, datt d'Chamber sech weiterentwéckelt, ouni sech selwer dobäi ze verléieren.

Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, eis Verfassung ass dëst Joer déifgräifend geännert ginn an d'Chamber ass a villen Häsichte gestärkt ginn, zumindest um Pabeier.

Dozou gehéiert, datt d'Chamber no de Walen net méi opgeléist gëtt. Bis elo de Mëtte waren nach 29 aner Kollege Member vun dëser Chamber. Eng Rei wäerten erëmkommen, anerer net. Dat ass d'Spill vun der Demokratie, där mir eis hei zu Lëtzebuerg ënnerwerfen. Dëst ass net iwwerall op der Welt de Fall a soll och op engem Dag wéi deem hei ervirgestrach ginn.

Ech felicitéieren Iech all, déi Der haut vereedegt gi sidd an e Bestanddeel vun der Kontinuitéit vun eisem demokratesche parlamentaresche System sidd.

Ech wëll awer och net vergiessen, all deene Merci ze soen, déi an der leschter Legislaturperiod heibanne geschafft hunn an déi hiert Mandat net verlängert kruten oder sech net méi opgesat hunn. Ech wënschen hinnen all Guddes fir hire weidere Parcours.

Mir liewen an enger Zäit vu Krisen, Kricher, wirtschaftlechen a sozialen Unsécherheeten. An dofir ass et méi wichteg wéi jee, eis dorop ze besënnen, wat mer sinn a wou mer hi wëllen.

Mir liewen awer och an enger Zäit vun Transitioun, vu Geforen a vun onwarscheinlech ville Méiglechkeeten. An do ass et eis Verantwortung als Politick, als Regierung a Chamber, alles ze maachen, fir Dieren opzemaachen an Zich net ze verpassen.

Perséinlech sinn ech der Meinung, dass Entwécklungen, wéi déi vun der kënschtlecher Intelligenz, séier enorm Konsequenzen op de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft wäerten hunn. Un eis ass et, ze versichen, dat Positiivt doraus ze gewinnen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

8. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

M. Michel Wolter, Président de séance | Mir géifen dann elo, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun der Kontinuitéit vun eiser Institutioun, e Bureau asetzen, deem seng Missioun ophält, wa mer bis komplett constituéiert sinn.

Dem Artikel 7 vun eisem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal néng Memberen a Membres suppléants permanents.

Ech géif virschloen, wéi dat de Gebrauch ass, de Bureau folgendermoossen ze besetzen:

als President de Rangeelsten, dat wier ech da selwer, als Vizepresidenten den Zweeteelsten, Drëtteelsten a Véierteelsten am Rang, dat heescht: d'Madamm Lydie Polfer, den Här Mars Di Bartolomeo an d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp.

Als Memberen dann déi siwe jéngste gewielt Vertrieeder, dat dann dem Gebuertsschäin no: d'Madamm Liz Braz, den Här Luc Emering, den Här Meris Sehic,

den Här Sven Clement, d'Madamm Claire Delcourt an den Här Ben Polidori.

Als Suppléants permanents géif ech déi siwen Eelst no deene véier Eelsten da proposéieren ...

Une voix | Weider am Rang?

M. Michel Wolter, Président de séance | ... an dat wieren dann: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel, den Här Gusty Graas, den Här Fernand Kartheiser an den Här Félix Eischen.

Sidd Der mat deene Proposen d'accord?

(Assentiment)

Da wier dat sou decidéiert.

An da wéilt ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, den Här Laurent Scheeck als Secrétaire général ze ernennen, bis dass d'Chamber komplett constituéiert ass.

(Assentiment)

Dann ass dat och de Fall an esou decidéiert.

De Bureau vun der Chamber ass deemno folgendermoossen zesummegeat:

- President: ech selwer, den Här Michel Wolter,
- Vizepresidenten: d'Madamm Lydie Polfer, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Nancy Arendt épouse Kemp,
- Memberen: Liz Braz, Luc Emering, Meris Sehic, Elisabeth Margue, Sven Clement, Claire Delcourt a Ben Polidori,
- Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

De Grand-Duc gëtt iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Une voix | Très bien!

9. Institution de la Conférence des Présidents

M. Michel Wolter, Président | Als nächste Punkt hu mir dann d'Asetze vun der Conférence des Présidents.

Den Artikel 31 vun eisem Reglement seet:

„(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 17 et du président de chaque groupe technique constitué conformément à l'article 18.“

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir zougedroe gi sinn, wär d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz da folgendermoossen:

- de Chamberspräsident: dat wär dann nees ech selwer,
- de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Gilles Roth,
- d'Presidentin vun der DP-Fraktioun: d'Madamm Carole Hartmann,
- de President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Mars Di Bartolomeo an
- de President vun der ADR-Fraktioun: den Här Fred Keup.

Muss ech do den Assentiment froen?

(Négation)

Nee? Dat ass dann esou.

(Hilarité)

10. Constitution d'une commission parlementaire

Da géife mer als nächste Punkt nach eng parlamentaresch Kommissioun zesummesetzen, an zwar déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Service de renseignement, déi duerch d'Gesetz virgesinn ass.

An do géif ech dem Gesetz no an nodeem mer da vun de Fraktiounen dat matgedeelt kruten, folgend Leit proposéieren:

- fir d'CSV: d'Madamm Martine Hansen,
- fir d'DP: d'Madamm Carole Hartmann,
- fir d'LSAP: den Här Mars Di Bartolomeo a
- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung vun dëser parlamentarescher Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Da wier och dat esou decidéiert.

11. Constitution du Comité de discipline

An da misste mer nach e Comité de discipline asetzen.

De Comité de discipline, laut Artikel 54 vum Chambersstatut, mécht disziplinaresch Ermëttlung vum der Administratioun vis-à-vis vun engem Beamten.

Dës Kommissioun besteet aus fënnf Deputéierten, déi vun der Chamber designéiert ginn. Dës Fonctioun ass awer inkompatibel mat der Fonctioun vum Member vum Conseil de discipline a vum Member vum Bureau.

Et gëtt proposéiert, folgend Membere fir dës Kommittee ze nennen:

- fir d'CSV-Fraktioun: d'Madamm Diane Adehm,
- fir d'DP: den Här André Bauler,
- fir d'LSAP: den Här Dan Biancalana,
- fir d'ADR: d'Madamm Alexandra Schoos a
- fir d'Sensibilité politique vun déi Lénk: den Här David Wagner.

Ass d'Chamber mat der Zesummesetzung vun dësem Kommittee averstanen?

(Assentiment)

Da wier och dat decidéiert.

12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen

An als leschte Punkt, deen op eisem Ordre du jour vun haut steet, ass nach d'Vérification des pouvoirs vun engem neie Member am Europaparlament.

Säit haut ass de Christophe Hansen Deputéierten an der Chamber.

Laut Artikel 287 Paragraph 1 vum Walgesetz ass dës Funktioun mat där vum Europadeputéierten inkompatibel. Deemno ass dem Här Christophe Hansen säi Mandat fräi ginn. Esou wéi den Artikel 203 vum Chambersreglement et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV derzou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 20. Juni 2019 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dës Reiefolleg no ass deen éischte Suppleant d'Madamm Martine Kemp.

Esou wéi den Artikel 203 Paragraf 3 vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültgkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert am Fall, wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitäten duerch Verwandtschaft ugeet, bestinn.

Den Artikel 203 preziséiert och nach, dass d'Kommis-sioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatiounen géife ginn.

D'Artikelen 203 (2) an 200 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Martine Kemp

virum 20. Oktober um 18.00 Auer, also véier Deeg virun eiser Sitzung, déi néideg Piëcen ofginn huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Martine Kemp huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus der genauer Kontroll op dese gesamte Piëcen, dass d'Madamm Martine Kemp d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ubelaangt, erfëllt.

D'Pouvoire vun der Madamm Martine Kemp sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Conclusioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

Dës Conclusiounen ginn an dësem Fall dem President vum Europaparlament haut nach matgedeelt.

Domat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäer mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

Esou wéi et Usus ass, a well mer eppes ze feieren hunn – zéng nei Leit, dat ass ze feieren –, géif ech Iech dann nach um Rez-de-chaussée op e kleng Patt invitéieren.

An domat wär d'Sitzung zou.

(La séance publique est levée à 16.41 heures.)

2^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 18	Élection du Secrétaire général : M. Michel Wolter, Président
M. Michel Wolter, Président		Vote
2. Ordre du jour	p. 18	7. Allocution du Président élu p. 21
M. Michel Wolter, Président		M. Claude Wiseler, Président élu
3. Vérification des pouvoirs	p. 18	8. Changement de composition de la Conférence des Présidents p. 22
M. Michel Wolter, Président		M. Claude Wiseler, Président
Vote		9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes p. 22
4. Procédure d'assermentation	p. 19	M. Claude Wiseler, Président Mme Taina Bofferding
M. Michel Wolter, Président		10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales p. 23
Prestation de serment de 21 élus		M. Claude Wiseler, Président Mme Taina Bofferding
Proclamation des membres de la Chambre des Députés		11. Changement de composition du Comité de discipline p. 23
5. Hommage à la mémoire de M. Marcel Schlechter, Député honoraire p. 19		M. Claude Wiseler, Président
M. Michel Wolter, Président		12. Renouvellement du mandat de trois membres de la Cour des comptes p. 23
6. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général p. 20		M. Claude Wiseler, Président
Élection du Président de la Chambre des Députés : M. Michel Wolter, Président M. Marc Spautz M. Michel Wolter, Président		Vote
Vote		13. Communications p. 23
Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés : M. Michel Wolter, Président M. Marc Spautz M. Gilles Baum Mme Taina Bofferding M. Michel Wolter, Président		M. Claude Wiseler, Président
Vote		
Élection des membres du Bureau : M. Michel Wolter, Président		Présidence : M. Michel Wolter, Président ; M. Claude Wiseler, Président élu
Vote		
Élection des membres suppléants du Bureau : M. Michel Wolter, Président		Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres
Vote		

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Michel Wolter, Président | Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären eis Sitzung vun de Mëtteg opmaachen.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz an déi lescht Woch virgeschloen huet, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Une voix | Jo, Här President.

M. Michel Wolter, Président | Dann däerf ech dat och elo eng Käier soen: Dann ass dat esou decidéiert.

3. Vérification des pouvoirs

Mir kommen zur Vérification des pouvoirs. D'Chamber huet an hirer Sitzung vum 24. Oktober d'Wale vum 8. Oktober validéiert an d'Vérification des pouvoirs duerchgefouert. De 24. Oktober goufe 46 gewielte Kandidaten als Deputéiert vereedelegt.

D'Pouvoire vun de 14 Memberen aus der vieregter Regierung, déi bei de Chamberswale vum 8. Oktober 2023 gewielt goufen, goufen an der éffentlecher Sitzung vum selwechten Dag matverifizéiert a validéiert. D'Memberen aus der vieregter Regierung goufen net an dëser Sitzung vereedelegt.

Den Här Jean Asselborn huet per Bréif vum 14. November matgedeelt, dass hie géif op säi Mandat verzichten. Säi Suppleant ass den Här Yves Cruchten an deem ass duerno och kontaktéiert ginn.

Follgend gewielte Kandidaten, déi Member vun der vieregter Regierung waren, sinn net méi an där neier Regierung: den Här François Bausch, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Georges Engel, den Här Franz Fayot, den Här Claude Haagen, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Sam Tanson an d'Madamm Joëlle Welfring. Si goufen opgefuerdert, eng Déclaration de confirmation ofzeginn. Et geet aus der Kontroll vun dësen Deklaratiounen ervir, datt si nach ëmmer d'Konditiounen vun der Wielbarkeet erfëllen a sech nach ëmmer derzou engagéieren, Inkompatibilitäten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Fënnef Membere vun där neier Regierung ware schonn Deel vun där viregter Regierung. Wéinst der Inkompatibilitéit tëscht dem Mandat vun dem Deputéierten an deem vum Member vun der Regierung, déi am Artikel 65 vun eiser Verfassung steet, kënnen si hiert Mandat an der Chamber net unhuelen. Dofir goufen d'Suppleantë vun dese gewielte Kandidaten kontaktéiert. Baséierend op der Reiefolleg aus dem Rapport vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire sinn d'Suppleanten déi follgend: d'Madamm Barbara Agostino, den Här Guy Arendt, den Här Gilles Baum, den Här Patrick Goldschmidt an d'Madamm Mandy Minella.

Siwe Membere vun der neier Regierung goufen de 24. Oktober vereedegt. Wéinst der Inkompatibilitéit tëscht dem Deputéiertemandat an deem vum Member vun der Regierung kënnen se hiert Mandat an der Chamber elo net méi weiderféieren. Dofir goufen och hei d'Suppleantë vun diesen Deputéierten kontaktéiert. Baséierend nees op der Reiefolleg aus dem Rapport vun der Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoire sinn d'Suppleanten déi follgend: den Här Maurice Bauer, den Här Jeff Boonen, den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Nathalie Morgenthaler, den Här Laurent Mosar an d'Madamm Stéphanie Weydert.

Den Artikel 6 vun eise Reglement ass agehale ginn, andeems déi 13 virdrun ernimmte Suppleantë virum 17. November um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, déi néideg Pabeieren ofginn hunn. Mat der Awëllung vun all de Suppleanten huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

Et ergëtt sech aus de Kontrollen op deene gesamte Piëcë vun de Suppleanten, datt jidderee vun deenen 13 Suppleanten d'Konditiounen vun der Wielbarkeet, déi am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, erfëllt an all Suppleant sech derzou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Funktiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Vote

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen averstanen, fir engersäits d'Pouvoire vun den 13 Suppleanten ze validéieren an anerersäits d'Pouvoiren ze confirméieren fir déi Gewielten, déi just nach den Eed ofzeleeën hunn?

Ech géif ëm en Handzeeche bieden, wann een domadder d'accord ass.

Ech géif gären d'Géigeprouf maachen.

Dat wär dann unanime.

4. Procédure d'assermentation

Mir kommen dann elo zur Prozedur vun der Vereedegung. Mir géifen dann elo all déi Leit vereedegen, deenen hir Pouvoire grad validéiert goufen. Ech géif eis Huissiere bieden, déi nei Memberen eranzerrufen a se invitéieren, virun de Büro ze kommen, fir den Eed ofzeleeën, sou wéi en am Artikel 67 (4) vun der Verfassung virgesinn ass.

Dir Dammen an Hären, ech géif Iech dann d'Eedesformel virlesen. Duerno géif ech Iech eenzel an alphabeetescher Reiefolleg opruffen. Déi opgeruffe Persoun géif ech bieden, virzetrieden, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze äntworten: „Je le jure“, „Ech schwieren“ oder „Ech schwieren et“.

D'Eedesformel, déi ech Iech elo virlesen, huet follgend Teneur: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Prestation de serment de 21 élus

Ech géif dann d'Madamm Barbara Agostino no vir bieden.

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Ech géif den Här Guy Arendt bieden.

M. Guy Arendt (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Maurice Bauer.

M. Maurice Bauer (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Jeff Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Alex Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech schwieren et.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Patrick Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Françoise Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Mandy Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Nathalie Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Ech schwieren.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | An d'Madamm Stéphanie Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Je le jure.

M. Michel Wolter, Président | Ech ginn Iech allegueren Akt vun Ärem Eed an ech hunn d'Éier, Iech als Membere vun der Chamber ze proklaméieren. Ech bieden Iech, Plaz ze huelen.

(Applaudissements)

Ech géif dann allegueren déi Leit, déi net am Sall hei mussen derbäi sinn, bieden, de Sall och ze verloossen.

(Brouhaha)

Kéint mer dat esou arrangéieren, datt all déi, déi näischt hei verluer hunn, de Sall géife verloossen, wannegelift?

5. Hommage à la mémoire de M. Marcel Schlechter, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mir an der leschter Sitzung un dräi Deputéiert geduecht hunn, déi eis iwwert de Summer verlooss hunn, esou ass den 10. November e weidere fréiere Kolleeg, deen deen een oder deen anere vläicht nach perséinlech hei kannt huet, derbäikomm, den Éierendeputéierten, fréiere Minister a fréieren Europadeputéierten Marcel Schlechter.

Hie war am Ganzen zwielef Joer an der Chamber, fënnef Joer an der Regierung an néng Joer am Europaparlament.

De Marcel Schlechter gouf den 9. Juli 1928 hei an der Stad gebuer. An de 40er-Joren huet hien de Beruff vum Gärtner geléiert. Nom obligatoresche Militärdéngscht war hie Chauffeur bei verschiddenen Entreprises, huet op der Schmelz zu Schëffleng geschafft an ass schlussendlech Buschauffeur bei der CFL ginn.

Fréi huet hie sech gewerkschaftlech engagéiert, ënner anerem beim Landesverband. Hie war och President vun der Gewerkschaft vun de Berufsschauffeuren ACAL. 1957 ass de Marcel Schlechter Member an der LSAP ginn. 1963 ass hien an de Gemengerot zu Iechternach gewielt ginn, wou hien och sechs Joer Schäfte war.

1967 ass de Marcel Schlechter fir d'LSAP Osten an d'Chamber nogeréckelt, nodeem de Victor Bodson bei d'Europäesch Kommissioun gaangen ass.

Bei de Wale vun 1968 huet et net geklappt, mee 1974 koom de Marcel Schlechter erëm an d'Chamber an en ass bei deenen dräi Walen duerno ëmmer erëmgeewilt ginn.

A senger Zäit an der Chamber huet den LSAP-Deputéierte sech virun allem fir Landwirtschaft, Transport, Energie an ëffentlech Aarbechten engagéiert, zum Deel Ressorten, déi hien och als Minister weider geleet huet.

An der Regierung Santer-Poos 1 war de Marcel Schlechter vun 1984 bis 1989 zoustänneg fir Transport, ëffentlech Aarbechten an Energie.

1989 ass hie mat an d'Europawale gaang an 1990 an d'Europaparlament nogeréckelt, wou hien de Sëtz vum Robert Krieps iwwerholl huet.

1999 huet de Marcel Schlechter sech aus der aktiver Politick zrëckgezunn.

Hie bleift eis als e feine Politiker an Erënnerung, ëmmer korrekt, gutt gelaunt, no bei de Leit, dee mat jiddwerengem déi selwecht Sprooch geschwat huet, an dat mat enger him eegener, eenzegaarteger Melodie an der Stëmm.

An der Politick huet hien zum Gléck net esou ausgedeeelt wéi a senger sportlecher Fräizäit. Ugangs de 50er-Jore war hien zweemol Lëtzeburger Champion am Boxen an zwou verschiddene Gewichtskategorien. Hie war och e begeeschterte Vëlosfuurer an ass gäre lafe gaangen.

Den Éierendeputéierte Marcel Schlechter huet eis den 10. November am Alter vu 95 Joer verlooss. Senge Kanner a senger ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

6. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

Sou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeem mer dann elo komplett sinn, komme mer zur Constitutioun vun eise parlamentareschen Organer.

Et geet u mat der Wiel vum Bureau vun der Chamber an der Nominatioun vum Generalsekretär.

Laut Artikel 7 vum Chambersreglement besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal néng Memberen a Membres suppléants permanents souwéi dem Generalsekretär.

Ier mer zu deenen eenzelne Posteverdeelungen kommen, wollt ech Iech drop hiweisen, dass mir follgend Prozedur hunn:

Éischstens, wa mir esou vill Kandidate wéi Posten hunn, da gëtt et zwou Méiglechkeeten. Da kann d'Chamber éischstens decidéieren, den Artikel 7 (5) vum Reglement geltend ze maachen an op eng Ofstëmmung ze verzichten. Da wäeren deen oder déi Kandidaten op deem jeeweilege Poste proklaméiert. Déi zweet Méiglechkeet, ënner eent: Op Ufro vu fënnf Deputéierte kann iwwert d'Kandidaten e Vott gemaach ginn. Dat wär e Validatiounsvott, wou mat „oui, non, abstention“ d'Kandidaten op déi jeeweileg Poste gewielt ginn.

Déi zweet Méiglechkeet, deen zweete Fall, dat ass, wann et méi Kandidate gëtt, wéi Posten zur Verfügung stinn. An deem Fall muss e Vott gemaach ginn, fir d'Kandidaten op déi jeeweileg Posten ze ernennen.

Élection du Président de la Chambre des Députés

Mir wielen dann elo de Chamberspräsident. An ech géif deemno d'Chamber froen, ob eng Propos fir de Poste vum Chamberspräsident virläit.

De Fraktiounspräsident vun der CSV, géif deen dat maachen?

(Hilarité)

Da soen ech Iech villmools Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wollt de Claude Wiseler proposéieren als Chamberspräsident.

M. Michel Wolter, Président | Ech géif Iech, Här Spautz, da villmools Merci soe fir déi Propos an ech géif froen, ob et en anere Kandidat gëtt.

Wann dat net de Fall ass, da wollt ech Iech froen, ob Der dermat d'accord sidd, fir dee Vott à main levée duerchzeféieren.

(Assentiment)

Vote

Wann dat esou ass, da géif ech Iech bieden, Är Hand ze hiewen, wann Der domadder d'accord sidd.

Wien ass dergéint?

Ass een do, dee sech enthält?

Da wier dat unanime.

(Applaudissements)

Deemno ass den Här Claude Wiseler zum President vun der Chamber proklaméiert. Ech felicitéieren him fir d'Presidentschaft.

Élection de trois Vice-Présidents de la Chambre des Députés

Mir wielen dann elo dräi Vizepresidenten. Och do géif ech froen, ob et Virschléi gëtt. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech proposéieren den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Président | Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech proposéieren den Här Fernand Etgen.

M. Michel Wolter, Président | D'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech proposéieren de Mars Di Bartolomeo.

M. Michel Wolter, Président | Ech wollt froen, ob et aner Kandidature gëtt.

Falls dat net de Fall ass, dann hu mer dräi Propositionen, déi vum Här Michel Wolter, vum Här Fernand Etgen a vum Här Mars Di Bartolomeo.

Och hei wollt ech Iech froen, ob Der d'accord sidd, à main levée ofzestëmmen.

(Assentiment)

Vote

Wann dat de Fall ass, da géif ech Iech bieden, d'Hand ze hiewen.

Ech géif d'Géigeprouf maachen. Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da wiere mer och hei unanime an ech géif deenen dräi da felicitéieren fir hir Nominatioun.

(Hilarité)

Élection des membres du Bureau

A mir kommen da bei d'Membere vum Bureau. Do ass et e bëssen anescht. Do hu mer e bësse gefrot ronderëm, a follgend Propose fir d'Membres effectifs vum Bureau leie vir: déi vum Här Marc Spautz, déi vun der Madamm Diane Adehm, déi vum Här André Bauler, déi vun der Madamm Lydie Polfer, déi vun der Madamm Taina Bofferding, déi vum Här Yves Cruchten, déi vum Här Fred Keup an déi vun der Madamm Sam Tanson.

Gëtt et do aner Kandidaturen?

Falls dat net de Fall ass, da géif ech och hei froen: Sidd Der domadder d'accord, déi aacht Leit zu permanente Membere vum Bureau ze designéieren?

Vote

Da géif ech Iech bieden, d'Hand ze hiewen.

Gëtt et do eng Géigestëmm?

Eng Enthalung?

Da wär och déi Nominatioun unanime. An och hinne géif ech da felicitéieren fir déi Wal.

Élection des membres suppléants du Bureau

A mir kommen dann zum Schluss nach zur Wal vun de Membres suppléants permanents vum Bureau. Fir d'éischt muss d'Chamber d'Zuel vun de permanente Suppleantë festleeën. Nom Chambersreglement wäeren dat héchstens néng Leit.

Ech froen d'Chamber, ob se domadder d'accord ass, fir siwe permanent Suppleantë vum Chambersbureau ze wielen. Wäert Der domadder d'accord, dass mer déi Zuel op siwe géife festleeën?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Follgend Kandidature fir déi siwe Poste leien eis vir: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Fernand

Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

Gëtt et aner Kandidaturen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote

Da géif ech Iech och hei bieden, duerch Handophiewen déi Kandidaturen ze validéieren.

Ech maachen d'Géigeprouf.

Ass een, dee sech enthält?

Och bei dësem Vott ass dat net de Fall, soudass déi siwe Leit dann als Membres suppléants vum Bureau vun der Chamber nominéiert sinn.

Élection du Secrétaire général

Domat ass dann de Bureau nach net ganz komplett, well mer och nach de Poste vum Generalsekretär wäeren mussen. Mir hunn den Här Laurent Scheeck als Kandidat fir dese Posten. Gëtt et do iergendwellech aner Virschléi?

Falls dat net de Fall ass, da géif ech Iech bieden, no där selwechter Prozedur d'Validatioun vum Här Laurent Scheeck fir de Poste vum Generalsekretär vun der Chamber virzehuelen.

Vote

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och dat unanime.

Deemno ass de Chambersbureau elo komplett an e setzt sech fir dës Legislatur folgendermoossen zesummen:

- President: den Här Claude Wiseler,
- Vizepresidenten: den Här Michel Wolter, den Här Fernand Etgen an den Här Mars Di Bartolomeo,
- Memberen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, d'Madamm Lydie Polfer, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup an d'Madamm Sam Tanson,
- an als Membres suppléants permanents: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum,
- Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Da wier dat esou decidéiert.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, ginn de Grand-Duc an d'Regierung iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat. D'Regierung huet dat scho matkritt, kritt dat awer nach schrëftlech mat. Dem Grand-Duc schécke mer dat dann.

Ech hat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Ugangsried vu viru véier Wochen an de Kontext vun der Moderniséierung vun der parlamentarescher Aarbecht an der Organisatioun vun der Chamber gestallt. Ech hu vun deene véier Woche profitéiert, fir mat verschiddene Servicer Reuniounen ze maachen, a si gefrot, hir Viraarbechten, déi bestinn, an hir Gedanken, déi se hunn, op Pabeier ze bréngen. Ech war agreabel iwwerrascht, wéi vill Viraarbecht scho bestanen huet, wéi nei Iddien derbäikoumen a wéi sech den Dossier no an no geféllt huet.

Ech wëll alle Bedeelegten aus der Chamber e grouse Merci ausdrécke fir déi konstruktiv Mataarbecht an deene leschte véier Wochen. Nëmme e staarkt Parlament erméiglecht eng staark Regierung.

An deem Sënn géif ech Iech, Här Chamberspresident, gären dësen Dossier iwwerginn an der Hoffnung, dass d'Iddien, déi do dra sinn, eiser Chamber d'Méiglechkeet ginn, sech weiderzuentwéckelen, ouni sech derbäi ze verléieren. An domadder ass meng Aarbecht eriwwe an ech géif dem neie Chamberspresident gären de Stull hei iwwerloossen.

(Applaudissements)

(M. Claude Wiseler prend la présidence.)

7. Allocution du Président élu

M. Claude Wiseler, Président élu | Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn an deene 25 Joer, wou ech ganz an der Politick sinn, viles, viles erlief. Mee ech soen Iech: Hei eropzekommen a sech op dese Stull ze setzen, ass schonns eppes Aussergewöhnlech, wat mech net kal léisst – guer net kal! –, net well ech Iech hei alleguer esou richtig am Bléck hunn, mee wéinst der Éier an der Charge, déi dese Stull bedeit.

Ech wëll ufänke mat e puer Mercien, déi fir mech absolutt noutwendeg sinn. An Iech alleguer heibanne merci fir Äert Vertrauen, och fir d'Kolleegen aus der Opposition, déi mech matgedroen hunn. Et bedeit mer schonns eppes, och Äert Vertrauen ze hunn iwwert d'Majoritéit ewech. Et bedeit mer eppes, an dat heescht, datt ech och fir d'Opposition do sinn.

Deen zweete Merci ass fir eise Président-Doyen, de Michel Wolter. Hien huet déi kuerz Woche benotzt, fir eng Reflexiounsaarbecht mat der Administratioun iwwert d'Chamber ze maachen – an et ass en deécken Dossier ginn –, déi eis an deenen nächste Méint ganz sécherlech wäert hëllefen. Hien huet déi Séance, wou hie President war, och perfekt geleet. Ech soen him och e ganz grouse Merci. Merci, Michel!

Och e grouse Merci u mäi Virgänger, de Fernand Etgen. De Fernand huet an deene leschte Jore viles hei an der Chamber erreecht, ouni sech selwer virzedrücken, ouni vill ze téinen oder iwwert sech selwer ze schwätzen. Hien huet et fäerdegbruecht, d'Chamber zu 100 % operationell ze hale während der Covidkris. Do, wou vill anerer nervös gi wäeren, ass de Fernand Etgen während ville schwierige Momenter ëmmer calme a konzentréiert bliwwen.

Hien huet d'Chamber als Institutioun no baussen opgemaach a méi transparent gestalt. Hien huet ganz viles entstébt an dowéinst d'Chamber an hirem institutionelle Fonctionnement méi visibel a méi staark gemaach. Ech wëll just d'Afféierung vun engem wëssenschaftlechen Déngscht nennen oder och nach d'Digitalisatioun vun der Chamber, d'Ëmstellung vum Chambersblietchen, den Ausbau vun der Jugendaarbecht, fir nëmmen dës ze nennen.

Hien huet d'Chamber ëmmer mat Dignitéit dobaussen vertrueden. Dofir si mer him alleguer zu grousem Dank verpflichtet. Merci, Ferni, fir all dat, wat s du an deene leschte Jore fir d'Chamber gemaach hues!

(Applaudissements)

Felicitatiounen och un eis Regierung, eng Regierung mat villen neie Gesichter, wou Verschiddener vun hinnen och nach keng Erfahrung mat der Chamber hunn. Ech soen Iech: Déi Erfahrung kritt Der noutgedronge ganz schnell. Wëllkomm heibannen Iech alleguer! An ech wënsche mir eng gutt Zesummenaarbecht, eng Zesummenaarbecht a géigesäitegem Respekt. Bonne Chance fir Iech!

(Applaudissements)

A schlussendlech och Felicitatiounen un Iech gewielte Volleksvertrieder alleguer an haaptsächlech un déi

nei Kolleegen, deenen hiert éischt Mandat et ass. Et sinn der 17 par rapport zur leschter Legislaturperiode.

Also, ech ka mech gutt erënneren un déi éischte Kéier, wéi ech hei an der Chamber war. An et ass – wéi soll ech soen? – am Ufank zumindest gewönungsbedürfteg. Mee ech soen Iech: D'Zäit, fir sech anzuliewen, ass extreem kuerz heibannen a geschwé sidd Der total a matten am Jumm. An dat ass och gutt esou. Wëllkomm an der Chamber Iech alleguer!

Ech hunn an deene leschte 25 Joer, wou ech Politick maachen, vill gesinn, vill gro Hoer kritt an och alt Nuechten net geschlof. Ech ka mech u vill Momenter an un och vill schwierig Momenter erënneren. Mee eppes wëll ech haut an hei kloer an däitlech soen: Ech regrettéiere keen eenzelne Moment dovun! Ech hu während 25 Joer gär Politick gemaach an ech hoffen, datt dat op deem Stull mat Iech och esou weidergeet.

Ech hunn et gäre gemaach, well ech mech als nützlech gespuert hunn. Politick maachen ass, am Déngscht vun de Leit sinn. D'Etymologie vum Wuert Deputéierten ass: „deen, deen op eng Missioun geschéckt ass fir ze representéieren a fir ze verrieden“.

Mir sinn, esou wéi mer hei setzen, alleguer heihinnergeschéckt, fir d'Vollek ze verrieden, fir am Numm vun de Leit ze schwätzen. Eis Missioun ass, fir aner Leit do ze sinn, fir eng Stëmm ze si fir déi, déi eis heihinnergeschéckt hunn. An ech soen Iech: Fir mech verpflichtet dat. Et verpflichtet zu Asaz op där enger Säit, et verpflichtet zu Exemplaritéit an eisem Behuelen an et verpflichtet zur Humilitéit an eisem Verhalen. Genee dat ass et, wat mech a wat vill vun eis och motivéiert, an zwar dat Vertrauen, dat aner Leit an eis hunn, Leit, déi eis wielen, well se eis vertrauen.

An deem Kontext géif ech mer erlaben, eng kleng Geschicht ze erzielen, déi mer passéiert ass, et muss an engem Walkampf gewiescht sinn. Ech mengen, viru fënnf oder zéng Joer, um Stater Maart, koun en eelere Mann bei mech an huet mer erklärt, wellech Schwierigkeeten an alles en hätt a wéi schlecht, wéi richtig schlecht et em géif goen.

Ech hunn dunn iergendwéi gefrot, wéi en da géif mengen, datt ech him kéint hëllefen, wat ech kéint fir e maachen. A seng Äntwert war: „Ech weess et net. Mee ech vertrauen Iech, datt Der dat Richtegt maacht!“ An dunn ass e weidergaang an ech stoung do an ech wouss net, wat ech sollt dovunner halen.

Ech géif de Mann warscheinlech haut net méi erëmerkennen, mee seng Wieder, säi Saz, dat ass ganz einfach bei mir hänkebliwwen. An ech soen Iech, et ass wéinst deem Vertrauen, wou der vill vun eis an der Politick gedriwwen sinn.

Léif Kolleeg vum der Regierungsbänk, well ech scho vun der Etymologie vum Wuert „Deputéierte“ geschwat hunn, wëll ech hei och, well Der et haut net kënnt contestéieren, esou wéi mer elo haut hei setzen, ee Wuert iwwert d'Etymologie vum Wuert „Minister“ soen. Minister kënnt vum Latäin „minister“, an dat heescht: deen, deen hëlleft, deen, deen dängt, an deen, dee just exekutéiert.

Ech wëll elo aus der Etymologie eraus keng Diskussioun mat der Regierung a mam Staatsminister declenchéieren iwwert den Equilibre vun de Pouvoiren an d'Primautéit vun der Chamber. Do gëtt et nach aner Argumenter wéi just déi semantesch.

Ech wollt just am Fong meng Contributioun maachen zur noutwendeger Humilitéit och vum Exekutiv, an awer fundamental drop hiweisen, datt an der Demokratie d'Muecht, de Pouvoir, op dem Vertraue vun de Leit baséiert an och an den Déngscht vun de Leit muss gesat ginn. Et ass dat schlussendlech, wat eis vun Diktaturen ënnerscheet. Dëst an de Fait, datt de Pouvoir

an enger Demokratie an der Zäit limitéiert ass, just uvertraut am Kader vun engem fënnfjäregen Zäitvertrag, a wiesselt tëschent de Parteien. Deen, deen haut an der Opposition ass, ka muer an der Majoritéit sinn an emgedréit.

Och e puer Gedanken zur Opposition riets a lénks hei. Wësst Der, ech hu scho vill Walkampf matgemaach. Ech hunn der vill gewonnen, och eng Rei verluer, souguer ee verluer, wou ech an der éischter Rei stoung. An ech weess, wéi ee sech ka fillen! Et ass komplizéiert, fir et emol esou auszedrücken, an et deet wéi. Mee et vergeet mat der Zäit, och wann een et net vergësst.

Ech wëll hei keng empathesch Ried iwwert d'Wichtigkeit vun der Opposition an der Demokratie halen. Dat wësst Der alleguer, dat kenne mer an Dir sidd Iech dessen total bewosst.

Wësst Der, wéi déi Partei, mat där ech an d'Wale gaange sinn, an d'Opposition komm ass, huet d'Press jorelaang eis a mir gesot: „Si, oder hien, ass nach net an der Opposition ukomm!“

Ech muss Iech soen, ech hunn dat ni richtig verstannen. Ech wollt am Fong nämlech ni an der Opposition ukommen. Dat Eenzegt, wat ech während zéng Joer dauernd wollt, dat war: erëm aus der Opposition erauskommen.

Dofir soen ech, Opposition ass heiansdo eng ganz komplizéiert Roll, haaptsächlech, wann een de Sënn vum Staat huet. An deen hutt Der! Mee fir et kuerz an einfach ze soen: D'Demokratie an d'Chamber brauchen Iech! An ech weess, datt et och meng Roll ass, fir Är Rechter ze garantéieren an Iech hei an dëser Chamber déi Plaz ze ginn, op déi Der e Recht hutt.

De Michel Wolter huet a senger Untrëtsried als Doyen schonns beschriwwen, wéi d'Chamber iwwert d'Jore geännert huet, an hirer Aarbechtsaart a -weis, an hirer Duerstellung no baussen, awer och an hirem Selbstverständnis, Chamber ze sinn.

Eng Chamber fonctionéiert anescht, wa just Printmedien a Radio Berichterstattung maachen, wéi wa sozial Medien a Liveiwwerdrungen déi ongefiltert Immediatitéit vun Evenementer onkommentéiert an onkomplizéiert präisginn. Doru musse mer eis upassen. Méi schnell, méi transparent ginn engersäits. Mee awer net just heibannen e Kommunikationsbetrib sinn! Eis Aarbecht geet ëm den Inhalt a läit sécherlech och an den Nuancen, an den Detailer, an der Technik. Mir mussen heibannen den Inhalt vun den Dossiere meeschten.

Dofir musse mer a mengen Aen hei an der Chamber eng gemeinsam Diskussioun, Majoritéit an Opposition, féieren:

iwwert d'Organisatioun vun dëser Plenièr oder wéi mer kënnen déi richteg politesch Debatten no bausse bréngen,

iwwert d'Riedezäiten an d'Roll vun de Rapporturen a vun de Spriecher, d'Rapporturen, déi sollen e Projet an d'Aarbechte vun der Kommissioun virstellen, an de Spriecher, deen eng politesch Meinung vu senger Fraktioun soll ausdrécken,

iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht an de Kommissiounen,

iwwert d'Publicitéit vun de Kommissiounen, dat heescht, d'Méiglechkeet, d'Kommissiounssätzungen iwwer Livestream opzemaachen, doriwwer musse mer diskutéieren,

iwwert d'Aart a Weis, wéi mer d'Preparatioun vun Debatten iwwer grouss gesellschaftlech Projeten heibanne maachen,

iwwert de Suivi vu Motiounen a Resolutiounen, déi mer heibanne stëmmen a wou mer net ëmmer

wëssen, wat duerno mat hinne geschitt, respektiv ob eppes geschitt,

iwwert d'Evaluatioun vu Politicken, déi Evaluatioun, déi mer heibanne froen an esou ville Motiounen, awer och déi, déi e puer Joer no der Mise en place vun enger Politick sech einfach opdrängen,

an iwwert d'Aart a Weis, wéi mer mat der Gestiou an dem Suivi vun europäeschen Dossierien ëmginn. Dofir sinn ech frou, datt eng Souskommissioun iwwert d'europäesch Dossiere gegrënnt ginn ass. En éischte Schrëtt!

Ech proposéieren hei eng gemeinsam Diskussioun driwwer, wéi mir un dës Sujeten eruginn. Ob Opposition oder Majoritéit, mir hunn alleguer Interêt, datt d'Chamber erëm méi an de Mëttelpunkt vum politesche Liewe réckelt. A fir dat fäerdegzebréngen, gëtt et awer zwee wichteg Prinzippien, déi ech hei wëll kuerz ënnersträichen.

Deen éischten ass: D'Chamber muss op sinn no bausen, op fir Sozialpartner, fir Beruffschamberen, fir ONGen, fir Biergervetriedungen, fir d'Zivillgesellschaft. D'Zivillgesellschaft huet haut grouss Participatiounsméiglechkeeten duerch déi nei Verfassung. D'Chamber muss op sinn no bausen a participativ Initiative begleeten, awer dat ëmmer am Bewosstsäin, an ech wëll dat ënnersträichen, datt déi representativ Demokratie eis heibannen d'Missioun ginn huet, déi definitiv Decisioun ze huelen, datt d'Legitimitéit beim Parlament läit an datt d'Responsabilitéit letztendlech déi gewielte Vertrieeder hunn an hinnen déi kee kann ewechhuelen.

Déi zweet Remark, dat ass eist Selbstbewosstsäin. D'Chamber ass den éischte Pouvoir. De facto ass dat esou, well d'Regierung vun enger Majoritéit an deem Haus ofhänkt. Ech soen der Regierung näischt Neies. Mee deem muss een dann als Chamber och gerecht ginn. D'Chamber därf weeder den Enregistrementsbüro vun der Regierung hire Projekte sinn nach d'Waardezëmmer, fir an d'Regierung ze kommen.

D'Chamber huet eng institutionell zentral Aufgab an d'Chamber huet all institutionell Méiglechkeeten, hir Roll vum Gesetzter maachen, Regierung kontrolléieren a Politick evaluéieren effikass ze erleedegen.

Mir sinn, an ech wëll dat och ënnersträichen, no der Verfassungsrevisioun, déi mer an deem leschte Joer haten, déi stärkste Chamber, déi eist Land jee hat, déi, déi déi meeschte Moyerne huet!

Der Chamber hiert Recht op Informatioun vun der Regierung ass substanzuell gestärkt ginn. Eng Enquêtekommissioun ka vun 20 Deputéierte verlaangt ginn. Mir hunn elo e Vertrauensvot an och e Mësstrauensvot. Virgezunne Wale kënnen dann organiséiert ginn, wann d'Chamber e Mësstrauensvot ugehall huet oder e Vertrauensvot refuséiert huet. Mir kënnen nach wie vor all d'Gesetzter esou amendéieren, wéi mer et als richtig empfangen, a mir sollen dës Moyerne och da benotzen, wann et noutwendeg ass. Weeder Enregistrementsbüro nach Waardezëmmer, mee an den Zentrum vun der politescher Diskussioun zu Lëtzebuerg!

Elo kann ee menger Meenung no dofir esou vill Reglementer änneren, wéi ee wëllt, esou vill Prozeduren erneieren, wéi engem afalen. Alles dat hëlleft awer menger Meenung no näischt! Dat, wat schlussendlech zielt, dat Eenzezt, wat zielt, dat ass d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi heibanne gemaach gëtt. An d'Qualitéit vun der Aarbecht hänkt schlussendlech vum Asaz vun den Deputéierten of, vun eiselem Asaz, vun der Presenz heibannen, vun der Presenz an de Kommissiounen, vun der Presenz an den internationale Gremien, wou d'Chamber eis geschéckt huet, vun eiser Kompetenz,

vun eiselem Wëssen an eiser Aarbecht op den Dossierien, op deene mer schaffen.

Eisen Asaz, eis Presenz, eis Aarbecht, dorop kënn et un, wa mer déi zentral Plaz an der Lëtzebuerger Politick wëlle behalen, déi eis zoustee. De Rescht ass just nëtzlech Dekoratioun ronderëm. Dofir sinn ech der Meenung, datt Deputéierte keen Hallefdaagsjob ass. Deputéierte sinn, verlaangt Asaz an Aarbecht. Dofir plädéieren ech, datt mer gemeinsam de Statutt vum Deputéierten iwwerschaffen.

Déi Leit, déi mer hei vertrieeden, déi eis, esou wéi mer hei alleguer sëtzen, hiert Vertraue geschenkt hunn, verdéngen, datt mer vollen Asaz ginn, fir si hei wierdeg ze vertrieeden. Dat si mer hinnen alleguer schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten an ech freeë mech richtig drop, an deenen nächste Joren Iech alleguer, esouwäit dat méiglech ass, dobaussen ze vertrieeden. Merci.

Une voix | Très bien!

(Applaudissements)

8. Changement de composition de la Conférence des Présidents

M. Claude Wiseler, Président | An da komme mer erëm zum Ordre du jour zrëck.

Als nächste Punkt hu mir de Changement vun der Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents um Ordre du jour. An der öffentlecher Sëtzung vum 24. Oktober 2023 hu sech d'Fraktiounen vum CSV, DP, LSAP an ADR instituéiert.

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Präsidentenkonferenz folgendermoossen:

- de Chamberpresident: den Här Claude Wiseler,
- de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Marc Spautz,
- de President vun der DP-Fraktioun: den Här Gilles Baum,
- d'Presidentin vun der LSAP-Fraktioun: d'Madamm Taina Bofferding an
- de President vun der ADR-Fraktioun: den Här Fred Keup.

9. Constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Da komme mer zu der Constitutioun vun deene parlamentaresche Kommissiounen. Am Artikel 20 vum Chamberreglement steet, éischstens: „Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des Commissions permanentes, dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Les Commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de quinze membres au maximum.“

Et läit eng Proposition vir iwwert d'Asetze vu 4 reglementareschen an 22 permanente Kommissiounen.

D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op 15 festgeluecht ginn, dovunner 5 Membere fir d'CSV-Fraktioun, 4 Membere fir d'DP-Fraktioun, 3 Membere fir d'LSAP-Fraktioun, 1 Member fir d'ADR-Fraktioun, 1 Member fir d'Sensibilité politique déi gréng. D'Sensibilités politiques Piraten an déi Lénk deele sech ee Sëtz, woubäi d'Piraten an 18 Kommissiounen ee Sëtz hunn an déi Lénk an 12 Kommissiounen.

Et ass preziséiert, datt d'CSV-Fraktioun an der Petitiounskommissioun, an der Kommissioun fir den Enseignement supérieur, d'Recherche an d'Digitalisatioun an an der Kulturkommissioun just véier Sëtz huet

an datt d'DP-Fraktioun just 3 Sëtz an der Kontekommissioun an an der Reglementskommissioun huet. Béd Fraktiounen hunn dee Sëtz ofginn en faveur vun de Piraten an déi Lénk.

Ech zielen Iech elo déi verschidde Kommissiounen op. D'Commissions réglementaires: d'Commission des Comptes, d'Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, d'Commission des Pétitions, d'Commission du Règlement.

An dann d'Commission-permanenteën: d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, d'Commission des Affaires intérieures, d'Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme, d'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, d'Commission du Travail, d'Commission des Sports, d'Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, d'Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire, d'Commission de la Mobilité et des Travaux publics, d'Commission de la Défense, d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation, d'Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, d'Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Intégration et de l'Accueil, d'Commission des Finances, d'Commission des Institutions, d'Commission des Médias et des Communications, d'Commission de la Justice, d'Commission de la Fonction publique, d'Commission de la Culture, d'Commission de Vérification des Pouvoirs an d'Commission de l'Exécution budgétaire.

D'Lëscht vun de Kommissiounen mat hirer Zesummesetzung gouf Iech verdeelt.

Ass d'Chamber mat dese Virschléi averstanen, wat d'Unzuel an d'Nimm vun de Kommissiounen ugeet?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ass d'Chamber och mat de Virschléi averstanen, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet?

Elo misst een eppes soen. A bon, voilà! Jo, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir géifen nach gären eng Modifikatioun maache bei enger Kommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Macht Dir déi Proposition, Madamm Bofferding!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, et ass an der Kommissioun vun der Économie, do wier d'Madamm Lenert net fir de Volet Space zoustänneg an den Här Franz Fayot fir de Volet Space.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Dat hu mer esou notéiert an dat gëtt dann och esou publizéiert, wéi Dir et elo proposéiert hutt.

Ass d'Chamber mat deenen ëmgeännerte Virschléi esou d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Kommissiounen an hirer Zesummesetzung gëtt am Compte rendu esou verëffentlecht.

D'Deputéiert si just gebieden, no der offizieller Sëtzung hei am Sall ze bleiwen, fir datt mer d'Bureau vun de Kommissiounen och gemeinsam asetzen. Et ass méi effikass, wa mer dat elo zesummen direkt maachen, wéi wa jiddwer Kommissioun dat muss duerno eenzel maachen.

10. Constitution des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

D'Chamber muss eebefalls hir Delegéiert fir déi verschidden international parlamentaresch Versammlungen designéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech iwwert d'Zesummesetzung vun de verschiddenen Delegatiounen prononcéiert. D'Lëscht vun den Delegatiounen mat hirer Zesummesetzung gouf un Iech verdeelt.

Ech froen d'Chamber, ob si mat de Virschléi, wat d'Zesummesetzung vun den Assemblées parlementaires internationales ugeet, averstanen ass.

Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Well et esou flott ass. Gutt! Mir géife bei der Delegatioun fir d'COSAC fir d'LSAP nach d'Liz Braz nominéieren als Suppleant. Domadder ass och de Problem, dee sech am Ufank gestallt huet bei der Space-Conference, dee Moment opgehewen, well mer virrunner eng Modifikatioun gemaach hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Et gëtt gesot, do wier nach eng Plaz fräi gewiescht, déi net besat war. Mir enregistreieren also déi do Kandidatur an déi gëtt dann och esou publizéiert, wann elo d'Chamber seet, datt se mat all deene Virschléi am Gesamten d'accord ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Lëscht vun de Lëtzebuerger Vertrieeder an deene verschiddenen internationale parlamentaresche Versammlunge gëtt och am Compte rendu verëffentlecht.

11. Changement de composition du Comité de discipline

Deen nächste Punkt ass iwwert d'Kompositioun vum Comité de discipline.

Doduerch, datt d'Madamm Diane Adehm an de Bureau gewielt gouf a weinst der Inkompatibilitéit vun dësem Mandat mat deem vum Member am Comité de discipline huet eis d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt d'Madamm Diane Adehm duerch den Här Laurent Mosar ersat gëtt.

Aus deem selwechte Grond gëtt och den Här André Bauler duerch d'Madamm Carole Hartmann am Comité de discipline ersat.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vun der Zesummesetzung vun dësem Komitee averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

12. Renouvellement du mandat de trois membres de la Cour des comptes

Mir kommen elo zur Demande fir d'Mandatserneierung vum Här Marc Gengler, President vun der Cour des comptes, vum Här Patrick Graffé, Vizepräsident, a vum Här Tom Heintz, Conseiller vun der Cour des comptes.

Den Artikel 125 vun eise Reglement gëtt bei enger Mandatserneierung ugewannt. Deemo kënnen mir bei deenen dräi Mandatserneierungen den Artikel 7 Punkt 5 uwennen a kee Vott maachen, ausser et freet

een Deputéierten e Vott iwwert déi dräi Kandidaturen.

Dofir meng Fro: Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

Vote

Ech géif déi bidden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Merci.

An d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat och esou ugehall.

Domat sinn dem Här Marc Gengler säi Mandat als President vun der Cour des comptes, dem Här Patrick Graffé säi Mandat als Vizepräsident an dem Här Tom Heintz säi Mandat als Conseiller vun der Cour des comptes verlängert ginn.

Da kënnen mer dee Punkt ofschléissen a mat eise Ordre du jour weiderfueren.

13. Communications

An deen nächste Punkt um Ordre du jour wär d'Lëscht vun enger ganzer Rei Kommunikatiounen, déi ech wäert hei maachen.

Déi éischt Kommunikatioun ass, datt d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deponéiert ass.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sétzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sétzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 21 novembre 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et les propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8281 – *Projet de loi*

1^o portant approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la Directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les Directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures ;

2^o modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/07/2023

8282 – *Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/07/2023

8283 – *Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction relatif à l'aménagement du Boulevard Raiffeisen et du Boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/07/2023

8284 – *Projet de loi relative à l'accélération de procédures administratives relatives à la mise en œuvre et la fabrication de technologies d'énergies renouvelables, de technologies de transport, de distribution et de stockage de l'électricité, de l'hydrogène (et de ses dérivés renouvelables), de la chaleur et du froid, de pompes à chaleur, de technologies de production de l'hydrogène renouvelable incluant les électrolyseurs, de technologies de consommation de l'hydrogène renouvelable et de ses dérivés renouvelables incluant les piles à combustible, à des projets de construction ou de rénovation de logements et à des projets de tramways et de voies ferroviaires et modifiant :*

1^o loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

2^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

3^o loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

4^o la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/07/2023

8285 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume de Thaïlande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023

8286 – *Projet de loi concernant la comptabilité, les états financiers annuels et les états financiers consolidés des entreprises ainsi que les rapports y afférents et portant abrogation de la fonction de commissaire en droit des sociétés*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023

8287 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023

8288 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la Malaisie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 14 décembre 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/07/2023

8289 – *Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8290 – *Projet de loi portant modification*

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8291 – Projet de loi portant :

1^o mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n^o 1060/2009, (UE) n^o 648/2012, (UE) n^o 600/2014, (UE) n^o 909/2014 et (UE) 2016/1011 ;

2^o transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier ;

3^o modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

c) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

d) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

e) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

f) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

g) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

h) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

i) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de transposer la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprise multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

8293 – Projet de loi portant sur les compteurs d'eau en service dans le secteur de la métrologie légale

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/08/2023

8294 – Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n^o 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/08/2023

8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23/08/2023

8296 – Projet de loi relative au contrôle des concentrations entre entreprises et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2^o la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

3^o la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

4^o la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/08/2023

8297 – Projet de loi portant introduction d'une mesure sociale dans le domaine du photovoltaïque

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023

8298 – Projet de loi relative à l'établissement de réseaux de transport d'hydrogène

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 23/08/2023

8299 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue d'arrêter un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 23/08/2023

8300 – Projet de loi relatif aux contrôles officiels et autres activités officielles concernant les maladies animales transmissibles

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 24/08/2023

8301 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; et

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 24/08/2023

8302 – Projet de loi relative aux établissements classés modifiant :

1^o la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

2^o la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

3^o la loi modifiée du 26 novembre 2008 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;

4^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

5^o la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

6^o la loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone ;

7^o la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ;

8^o la loi du 19 décembre 2014 relative aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

9^o la loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;

10^o le Code pénal

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 24/08/2023

8303 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/08/2023

8304 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/08/2023

8305 – Projet de loi portant :

1^o mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n^o 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission ;

2^o mise en œuvre du règlement (UE) 2022/1190 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2022 modifiant le règlement (UE) 2018/1862 en ce qui concerne l'introduction dans le système d'information Schengen (SIS) de signalements pour information concernant des ressortissants de pays tiers dans l'intérêt de l'Union ;

3^o mise en œuvre de l'article 20 du règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816 ;

4^o mise en œuvre de l'article 20 du règlement (UE) 2019/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) n^o 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI du Conseil ;

5^o modification du Code de procédure pénale ;

6^o modification du Code civil ;

7^o modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

8^o modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;

9^o modification de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

10^o modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 01/09/2023

8306 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'adhésion à l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, fait à Bruxelles, le 11 novembre 2016

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 01/09/2023

8307 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques, et abrogeant la directive 2008/114/CE du Conseil, et modifiant :

1^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2^o la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 01/09/2023

8308 – Projet de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 13/09/2023

8309 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services

numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ;

2^o la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14/09/2023

8310 – Projet de loi relatif à l'Observatoire de l'habitat

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 15/09/2023

8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/09/2023

8312 – Proposition de révision de la Constitution

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 22/09/2023

8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et
2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/09/2023

8314 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/09/2023

8315 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

2^o de loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

3^o de loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;

4^o du Code de la sécurité sociale

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 28/09/2023

8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal aux fins de la transposition de la directive (UE) 2013/40 du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/09/2023

8317 – Projet de loi relative à la transition énergétique et modifiant :

1^o la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ; et

2^o la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 28/09/2023

8318 – Projet de loi visant à favoriser le déploiement de réseaux de communication à haut débit

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29/09/2023

8319 – Proposition de loi soumettant « la proposition de révision de la Constitution nr 8312 » à un référendum

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 04/10/2023

8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/10/2023

8321 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 05/10/2023

8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transports de voyageurs par autobus

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/10/2023

8323 – Projet de loi relative au réaménagement du champ de tir au Bleessdall

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/10/2023

8324 – Projet de loi portant réforme de la formation menant au brevet de maîtrise

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09/10/2023

8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023

8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023

8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

8329 – Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 13/10/2023

8330 – Projet de loi portant organisation de l'Administration du cadastre et de la topographie

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/10/2023

8331 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/10/2023

8332 – Projet de loi relative à la construction du nouveau Lycée technique à Bonnevoie

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/10/2023

8333 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac et transposant la directive 2022/2100/UE de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du

Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 20/10/2023

8334 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23/10/2023

8335 – Projet de loi relative à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics et modifiant la loi du 5 février 2021 sur les transports publics

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/10/2023

8336 – Projet de loi concernant la dissémination volontaire à toute autre fin que la mise sur le marché et la culture d'organismes génétiquement modifiés ainsi que la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 25/10/2023

8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/10/2023

8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024 et portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/10/2023

8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023

8340 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023

8341 – Projet de loi relatif à la commercialisation des semences et plants

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 13/11/2023

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

8239 – Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 4 et 10 mars 2021 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine amendant l'Accord relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

Retrait du rôle des affaires : 28/09/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2842 – Demande de pétition publique : Petitioun fir Hëllef vu Kleingewerben SARLs während den éischte 5 Joer

Dépôt : M. Kay Weber, le 18/07/2023

2843 – Demande de pétition ordinaire : Termin du tram dans la gare fantôme souterraine à l'aéroport de Findel

Dépôt : M. Ryan Shepherd, le 18/07/2023

2844 – Demande de pétition publique : Ophiewung vum Baucongé

Dépôt : M. Martin Heynen, le 19/07/2023

2845 – Demande de pétition publique : De grouse Camions-fürerschäi soll ee schonn ab 18 maache kënnen

Dépôt : Mme Nina Dumong, le 20/07/2023

2846 – Demande de pétition publique : Schaffung eines Männerhauses

Dépôt : M. Michel Benduhn, le 21/07/2023

2847 – Demande de pétition publique : Aféiere vu järelech verfügbaren, festgeluechte Fluchkilometer fir jiddereen als Privatpersoun (Ausnam wiere Geschäftsreesen & plausibel erklärléich Ausnamesituationen)

Dépôt : Mme Noémie Wealer, le 21/07/2023

2848 – Demande de pétition publique : Justice pour Emran! / Enfant tué par une sculpture à la ville de Luxembourg en novembre 2019

Dépôt : M. Ragbet Hamza, le 23/07/2023

2849 – Demande de pétition publique : Pour une modification de la facturation des frais de garde d'enfants dans les crèches privées en cas d'absence de l'enfant

Dépôt : M. Giuseppe Losito, le 24/07/2023

2850 – Demande de pétition publique : Tuningscene: Eng Plaz oder Streck kréien, fir sech auszutoben

Dépôt : Mme Nora Funck, le 26/07/2023

2851 – Demande de pétition publique : Je voulais proposer de doubler le temps de l'éducation physique dans les écoles

Dépôt : M. Pedro Fernandes, le 26/07/2023

2852 – Demande de pétition publique : Sécuriser durablement les quartiers de la gare et de Bonnevoie / Trouver une solution durable, éthique et sociale pour les personnes qui contribuent à l'insécurité

Dépôt : Mme Anaïs Noel, le 27/07/2023

2853 – Demande de pétition publique : Alkoholverbot in der Öffentlichkeit

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 28/07/2023

2854 – Demande de pétition publique : Alles op de Vëlo – Mamer-Miersch 2024 -

Dépôt : Mme Tammy Kneip, le 29/07/2023

2855 – Demande de pétition publique : Chaque nuit travaillée compte !

Dépôt : Mme Christelle Wagner, le 30/07/2023

2856 – Demande de pétition publique : Fir datt Lëtzebuerg eraus aus der WHO geet! Fir datt d'Verhandlungen iwwer Ännerungen un den internationale Gesondheitsvirschrëften direkt gestoppt ginn

Dépôt : Mme Tania Hoffmann, le 30/07/2023

2857 – Demande de pétition publique : Contre les burkini en piscine publique

Dépôt : Mme Amanda Schwenck, le 30/07/2023

2858 – Demande de pétition publique : Fürerschäin B op 4,25 T hiewen

Dépôt : Mme Michèle Defays, le 31/07/2023

2859 – Demande de pétition publique : Télétravail / Augmentation du nombre de jours de travail maximum permettant l'assimilation fiscale des contribuables non-résidents aux contribuables-résidents (Passage de 50 jours à 100 jours)

Dépôt : M. Stéphane Secco, le 01/08/2023

2860 – Demande de pétition publique : Interdire de fumer dans les véhicules en roulant !

Dépôt : Mme Alexa Logelin, le 03/08/2023

2861 – Demande de pétition publique : Petition für eine gesetzliche Verpflichtung für Verkäufer, potenzielle Käufer über anstehende Sanierungen zu informieren

Dépôt : M. Romain Braun, le 03/08/2023

2862 – Demande de pétition publique : Interdiction de raporter des animaux de compagnie d'un pays étranger

Dépôt : M. Baudouin Michel Simon Schinker, le 04/08/2023

2863 – Demande de pétition publique : Interdiction des pesticides à base de glyphosate sur tout le territoire luxembourgeois

Dépôt : Mme Mélanie Santos, le 05/08/2023

2864 – Demande de pétition publique : Inciter le Gouvernement à ordonner aux dirigeants de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) de réduire considérablement la marge bénéficiaire sur les prêts hypothécaires et d'augmenter la souplesse au niveau de l'octroi des prêts accordés aux particuliers et aux entreprises œuvrant dans le domaine du logement

Dépôt : M. Daniel Miltgen, le 06/08/2023

2865 – Demande de pétition publique : Autonomiser les jeunes esprits: introduire des méthodes d'apprentissage efficaces dans l'enseignement primaire ! / Junge Köpfe stärken: Einführung effektiver Lernmethoden in der Grundschulbildung!

Dépôt : M. Marco Glaesener, le 08/08/2023

2866 – Demande de pétition publique : Simplified support of petitions / Vereinfachte Unterstützung von Petitionen

Dépôt : M. Nejat Philip Eryigit, le 09/08/2023

2867 – Demande de pétition publique : Droit à la bourse de mobilité pour les étudiants frontaliers

Dépôt : Mme Nadège Delaive, le 10/08/2023

2868 – Demande de pétition publique : Entlaaschtung fir Famillje mat beanträchtegte Kanner

Dépôt : Mme Maria Domenice Polce, le 16/08/2023

2869 – Demande de pétition publique : Pour un contrôle plus strict de l'alcool

Dépôt : M. Roy Kirsch, le 20/08/2023

2870 – Demande de pétition publique : Vebueden, den Hond mat op d'Schueberfouer ze huelen

Dépôt : Mme Lara Da Silva Valente, le 30/08/2023

2871 – Demande de pétition publique : Ne perdez pas vos données mobiles ! Parlons d'une utilisation équilibrée

Dépôt : M. Sazzath Hossain, le 30/08/2023

2872 – Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition menant à informer dignement de potentiels clients ...

Dépôt : M. Filipe Marques, le 31/08/2023

2873 – Demande de pétition publique : Réductions d'impôts sur le revenu pour les célibataires

Dépôt : M. Frédéric Richard, le 01/09/2023

2874 – Demande de pétition publique : Lehre und Forschung müssen in Luxemburg in einem freiheitlichen Rahmen gewährleistet sein

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 02/09/2023

2875 – Demande de pétition publique : Offre plus large d'aliments et de boissons sans gluten dans les cafés et restaurants

Dépôt : Mme Nina Romera Blanco, le 04/09/2023

2876 – Demande de pétition publique : Vaccination FSME remboursée par la CNS

Dépôt : M. Eric Stöver, le 04/09/2023

2877 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Gesetz fir Chamberwalen / Deejeinege mat de meeschte Stëmme soll obligatoresch Premier ginn / Et soll net méi erlaabt ginn, einfach e puer Parteien zesummesetzen, fir Majoritéit ze hunn

Dépôt : M. Jean-Pierre Ramos, le 04/09/2023

2878 – Demande de pétition publique : Réduire la fiscalité sur l'épargne : baisser le taux à 10 % et monter le seuil d'exonération à 1.000 EUR

Dépôt : M. Damien Tognola, le 04/09/2023

2879 – Demande de pétition publique : Déduction totale de l'impôt sur le revenu des intérêts liés à l'achat d'un logement pour usage personnel

Dépôt : M. Marcos Basaldella, le 05/09/2023

2880 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la sécurité et la surveillance du boulevard Docteur Charles Marx

Dépôt : M. Grégory Wawszyniak Dumont, le 04/09/2023

2881 – Demande de pétition publique : Obtenir un duplicata d'acte de PACS via myguichet de la même manière qu'on peut obtenir un duplicata d'acte de mariage sans passer par le répertoire civil

Dépôt : M. Benjamin Laurent, le 05/09/2023

2882 – Demande de pétition publique : Pétition impôts / Ech sinn net domat d'accord, datt Leit, déi an der Steuerklass 1 sinn, esou viel Steiere mussen all Mount op hire Salaire bezuelen / Dat ass fir Retraitéen, dei eleng liewen, a fir déi Leit, déi gescheet sinn. Mir mussen alles selwer eleng bezuelen a ginn dofir bestrooft

Dépôt : Mme Danielle Mailliet, le 05/09/2023

2883 – Demande de pétition publique : Circuit de course au Luxembourg

Dépôt : M. Sam Hardt, le 06/09/2023

2884 – Demande de pétition publique : Keng Walobligatioun méi

Dépôt : M. Sven Lutgen, le 06/09/2023

2885 – Demande de pétition ordinaire : Dépôt de pétition pour un compromis de vente, acte notarié et un contrat de bail stipulant en toutes lettres les pollutions cancérigènes du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Filipe Marques, le 06/09/2023

2886 – Demande de pétition publique : Halte à la pollution sonore dans les transports en commun

Dépôt : M. Xavier Janin, le 07/09/2023

2887 – Demande de pétition publique : Gesetzlich vorgeschriebene Schuluniformen in Grundschule und Hochschule „Lycée“

Dépôt : M. Alex Speyer, le 09/09/2023

2888 – Demande de pétition ordinaire : Summervakanz erof an dofir déi eenzel Vakanz am Wanter ëm 1 Woch eropsetzen

Dépôt : M. Kim Jacob, le 10/09/2023

2889 – Demande de pétition publique : Introduction d'un cours de premier secours obligatoire dans le programme de l'enseignement secondaire

Dépôt : Mme Natalie Da Silva, le 13/09/2023

2890 – Demande de pétition publique : Relancer marché de construction et de l'immobilier, plafonner les taux d'intérêt pour les prêts jusqu'à 800.000 EUR, TVA 3 % même pour les investisseurs et jusqu'à 100.000 EUR

Dépôt : M. Adis Éco, le 13/09/2023

2891 – Demande de pétition publique : Nettoloun dierf net énnert 52 % vum Bruttoloun sinn

Dépôt : M. Jean-Marie Heyder, le 08/09/2023

2892 – Demande de pétition publique : Rendre les parkings des zones industrielles obligatoires pour avoir des auvents solaires photovoltaïques. Un stockage supplémentaire sur batterie serait conseillé

Dépôt : M. Anton Sterenborg, le 14/09/2023

2893 – Demande de pétition publique : Instaurer une vignette pour circuler au Luxembourg comme en Suisse

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 14/09/2023

2894 – Demande de pétition publique : Aide financière pour les étudiants travaillant 40 h par semaine

Dépôt : M. João Pedro Sousa Brás, le 14/09/2023

2895 – Demande de pétition publique : Caisse de maladie pour animaux domestiques

Dépôt : M. Claude Jean-Baptiste Grund, le 15/09/2023

2896 – Demande de pétition publique : Droits égaux partenariat et mariage

Dépôt : M. Laurent Alf, le 15/09/2023

2897 – Demande de pétition publique : Verbot von Babys und Kleinkindern auf Festivals und lauten Veranstaltungen, um diese zu schützen

Dépôt : Mme Tamara Scheitler, le 18/09/2023

2898 – Demande de pétition publique : Avoir une table à langer pour enfants dans toutes les toilettes de restaurants

Dépôt : Mme Candy Backes, le 18/09/2023

2899 – Demande de pétition publique : Een Zebrastreijfe beim Hotel Willspull (Michelau)

Dépôt : M. Andy Muller, le 19/09/2023

2900 – Demande de pétition publique : Petitioun Aide-soignante

Dépôt : Mme Diana Difino, le 19/09/2023

2901 – Demande de pétition publique : Interdiction de fumer sur les quais de trains et trams et les stations de bus

Dépôt : M. Moez Bohli, le 20/09/2023

2902 – Demande de pétition publique : Interdire la mise en place d'affiches électorales en adoptant le code électoral pour améliorer la sécurité routière et l'esthétique visuelle de l'espace public, ainsi que pour réduire la pollution environnementale des campagnes électorales, la fatigue démocratique et le vandalisme.

Dépôt : M. Emmanuel Simon, le 21/09/2023

2903 – Demande de pétition publique : 1 Woch Führerschäi fort bei Handy um Steier

Dépôt : M. Roger Van Leemput, le 23/09/2023

2904 – Demande de pétition publique : Bloquer X/Twitter au Luxembourg/Europe

Dépôt : M. Mickael Card, le 23/09/2023

2905 – Demande de pétition publique : Petition 2512 Elterregeld amplat vum institutionellen Arichtungen

Dépôt : M. Robert Bernard, le 25/09/2023

2906 – Demande de pétition publique : Referendum fir 1 eenzege Walbezierk fir d'Chamberwalen

Dépôt : M. Igor Verlaine, le 25/09/2023

2907 – Demande de pétition publique : Condamner et sanctionner l'Azerbaïdjan pour le nettoyage ethnique de la république du Haut-Karabagh d'Arménie

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 27/09/2023

2908 – Demande de pétition publique : Relance de pétition de congé pour les femmes qui ont des règles douloureuses

Dépôt : Mme Sabrina Reverberi, le 28/09/2023

2909 – Demande de pétition publique : Aide pour problèmes financiers lors de l'augmentation des intérêts et prix pour personnes privées

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 28/09/2023

2910 – Demande de pétition ordinaire : Aide pour problèmes financiers lors de l'augmentation des intérêts et prix

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 27/09/2023

2911 – Demande de pétition publique : Une bourse de mobilité équitable pour tous les étudiants résidents et frontaliers dans le cadre de l'AideFi

Dépôt : Mme Nadège Delaive, le 29/09/2023

2912 – Demande de pétition publique : Parking gratuit

Dépôt : M. Pedro Miguel Silva Pereira, le 29/09/2023

2913 – Demande de pétition publique : Suppression de l'exonération fiscale de la moitié de l'indemnité accordée aux députés

Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 01/10/2023

2914 – Demande de pétition ordinaire : Primary School: Homework and Starting Times

Dépôt : Mme Amy Rose, le 29/09/2023

2915 – Demande de pétition publique : Fir ëffentlech Toiletten op alle Spillplazen

Dépôt : Mme Anthea Jasmina Di Pietro, le 05/10/2023

2916 – Demande de pétition publique : Das Recht kleiner Kinder auf Schutz vor erzwungenem Umgang

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 05/10/2023

2917 – Demande de pétition publique : Petition gegen erzwungenes Umgangsrecht mit Großeltern / Kinder sollten das Recht haben, sich vor potenziell schädlichen Situationen zu schützen und ihre Meinung in dieser Angelegenheit gehört zu haben

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 05/10/2023

2918 – Demande de pétition publique : Pour l'annulation de la loi sur le fond de travaux du 30 juin 2022 car discriminatoire (s'applique aux seuls propriétaires d'appartement) et spoliatrice (impose une cotisation qui disparaît du patrimoine du cotisant)

Dépôt : M. Philippe Auquier, le 05/10/2023

2919 – Demande de pétition publique : Pour une valorisation du trajet professionnel

Dépôt : M. Eric Well, le 05/10/2023

2920 – Demande de pétition publique : Des règles plus justes: améliorer la prise en compte de l'enjeu menstruel

Dépôt : M. Julien Delpierre, le 06/10/2023

2921 – Demande de pétition publique : Fir eng méi streng Reguléierung vu Walplakater am ëffentleche Raum an ee Verbuet op ëffentlechen Infrastrukture wéi Luuchtepottoen / #LuuchtepottoGärHunn

Dépôt : M. Camille Muller, le 07/10/2023

2922 – Demande de pétition publique : Contre l'abus médiatique: Suppression ou restructuration impérative de l'ALIA pour la préservation de la démocratie luxembourgeoise

Dépôt : M. Roy Holzem, le 09/10/2023

2923 – Demande de pétition publique : Ännerung vum Aarbechtsgesetz fir Student/innen

Dépôt : Mme Léa Friedrich, le 09/10/2023

2924 – Demande de pétition publique : Fir e vereinfachte Walsystem an d'Ofschafung vun de Walbezierker

Dépôt : Mme Liv Bintener, le 11/10/2023

2925 – Demande de pétition publique : Remboursement d'un tire-lait hospitalier

Dépôt : Mme Beatriz Mendes, le 13/10/2023

2926 – Demande de pétition publique : Changement de calendrier / méthode pour établir l'âge de scolarisation au précoce et à l'école fondamentale: Prise en compte de l'année de naissance et pas du mois de naissance pour la scolarisation

Dépôt : Mme Mélanie Kemat, le 16/10/2023

2927 – Demande de pétition publique : Augmentation 15 % du salaire social minimum

Dépôt : M. Luís Pereira Pinto, le 16/10/2023

2928 – Demande de pétition publique : Im Ausland lebende Luxemburger sollen das Recht haben, bei den Kammerwahlen (Chamberwahlen) für eine Partei zu kandidieren oder sich aufzusetzen

Dépôt : M. Olivier Delvaux, le 16/10/2023

2929 – Demande de pétition publique : De Verkaf vun Tubakwuere fir all déi Leit verbidde, dei um oder nom 1. Januar 2009 gebuer sinn

Dépôt : M. Semir Honsic, le 17/10/2023

2930 – Demande de pétition publique : Impôts canins

Dépôt : Mme Joëlle Haas, le 18/10/2023

2931 – Demande de pétition publique : Fir dass de Circuit Good Year an der Motorradseason 2 ganz Weekender pro Mount fir Auto- a Motorradfuerer soll opgemaach ginn

Dépôt : M. Marc Belli, le 19/10/2023

2932 – Demande de pétition publique : Fin du télétravail

Dépôt : M. Sébastien Cazenave, le 20/10/2023

2933 – Demande de pétition publique : Restructuration des Geriichter an onse Gesetzestexter

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 20/10/2023

2934 – Demande de pétition publique : Congé spécial de 2 jours pour le décès de son animal de compagnie (chien, chat, etc.)

Dépôt : M. Franky Lux, le 24/10/2023

2935 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt unique

Dépôt : Mme Andreia Craveiro Ferreira, le 24/10/2023

2936 – Demande de pétition publique : Revue à la hausse des indemnités des Députés

Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 24/10/2023

2937 – Demande de pétition publique : Il faut savoir parler la langue luxembourgeoise pour pouvoir travailler au Luxembourg

Dépôt : Mme Sabrina Frisch, le 24/10/2023

2938 – Demande de pétition ordinaire : Augmentation des droits d'accises sur les produits de tabacs (cigarettes, tabac à rouler, cigares)

Dépôt : M. Marc Senidre, le 26/10/2023

2939 – Demande de pétition publique : Semaines de 4x10 h pour avoir des weekends de 3 j et plus de flexibilité en général

Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023

2940 – Demande de pétition publique : Pouvoir déplacer des jours fériés fixes et les utiliser comme jours fériés normaux

Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023

2941 – Demande de pétition publique : CDIs de 11 mois, 10 mois, 11,5 mois, etc.

Dépôt : M. Fabien Broquard, le 27/10/2023

2942 – Demande de pétition publique : Augmentation du plafond forfaitaire de la rubrique « intérêts débiteurs et primes d'assurances » des dépenses spéciales de l'imposition sur le revenu annuel des personnes physiques

Dépôt : Mme Danielle Fassbinder, le 30/10/2023

2943 – Demande de pétition publique : Empêcher que toutes ONG, ASBL, ... ne fournissent une aide à des belligérants, groupes terroristes, enrichissement d'une minorité ...

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 01/11/2023

2944 – Demande de pétition publique : Prix du trajet de taxis abordable / Introduction d'un système similaire à Uber ou Web-Taxi

Dépôt : M. Frank Wagner, le 08/11/2023

2945 – Demande de pétition publique : Pédiatrie dans le Nord

Dépôt : M. Nelson Delgado, le 09/11/2023

2946 – Demande de pétition publique : Réévaluation des mesures de protection actuelles envers les victimes de violences

Dépôt : Mme Myriam Alexandra Dos Santos, le 09/11/2023

2947 – Demande de pétition publique : Firmen müssen innerhalb von 1 Monat eine Antwort auf eine Bewerbung geben

Dépôt : M. Laurent Back, le 11/11/2023

2948 – Demande de pétition publique : Petitioun fir eng realitéitsno Adaptatioun vun den Horairë vum öffentlichen Transport zu Lëtzebuerg nach virum 2. Quartal 2024.

Dépôt : M. Jeff Bruck, le 11/11/23

2949 – Demande de pétition publique : Avoir une même taxe sur les impôts / (marieé ou pas marieé)

Dépôt : Mme Filipa Andreia Teodoro Martins, le 11/11/2023

2950 – Demande de pétition publique : Die Vermittlungsbühren sollten vom Eigentümer bezahlt werden

Dépôt : Mme Ioanna Boumpourea, le 10/11/2023

2951 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir 24/24 h gratis öffentlichen Transport a gratis Grenzübergang a Frankräich, Däitschland esouwéi d'Belsch

Dépôt : Mme Anouk Feyenklassen, le 11/11/2023

2952 – Demande de pétition publique : Stationnement gratuit à la maternité ou à la clinique des enfants pour les séjours des mères et des enfants en raison de prématurité ou de maladies

Dépôt : Mme Rosa Eva Renato, le 13/11/2023

2953 – Demande de pétition publique : Krebsvorsorge und Sonographie der Brust – Kostenübernahme CNS

Dépôt : Mme Sabine Günther, le 14/11/2023

2954 – Demande de pétition publique : Des amendes plus sévères pour le stationnement sur les emplacements réservés aux personnes porteurs d'un handicap

Dépôt : M. Tom Habscheid, le 14/11/2023

2955 – Demande de pétition publique : Informer les citoyens de façon détaillée sur le « WHO pandemic agreement », communément appelé « Traité Pandémies » et sur les modifications proposées aux « International Health Regulations » (IHR), c'est-à-dire le « Règlement Sanitaire International (RSI) »

Dépôt : M. Romain Bernard, le 18/11/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

Véiertens, esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

An hirem Bréif vum 9. November 2023 huet d'Directrice vum Centre pour l'égalité de traitement matgedeelt, dass d'Mandat vun de Membere vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement am März 2024 zu Enn kënn.

Esou wéi et festgehal gëtt am Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 135 bis 139 vum Chambersreglement, ass d'Chamber derzou opgeruff, e President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur oder Erneuerung vun hirer Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspräsident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesetzter Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënnen ginn, muss se bis spéitstens den 31. Dezember 2023 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereeche, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschlossen vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Staatsrot a vun der Regierung.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Domat si mer um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesumme fir d'Presentatioun vum Regierungsprogramm.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.21 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023				Vols retardés et annulés chez Luxair	8093	Laurent Mosar, Serge Wilmes	46
Reconnaissance de diplômes	8056	Sven Clement	31	Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur »	8094	Martine Hansen	46
Parquet général	8059	Marc Goergen	31	Émergence d'un nouveau cannabis synthétique	8095	Gilles Baum	46
Réorganisation du réseau RGTR	8060	Marc Spautz	32	Imposition des avantages en nature	8096	Roy Reding	47
Rapport d'évaluation du projet pilote « Passerelle GSO »	8061	Martine Hansen, Diane Adehm	32	Salaires des jeunes avocats	8097	Laurent Mosar, Elisabeth Margue	47
Gestion des transferts à l'étranger par le contrôle médical	8062	Nathalie Oberweis	32	Chargés de cours dans l'enseignement fondamental et secondaire	8099	Francine Closener	48
« Deutschlandticket »	8063	Chantal Gary	33	Potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat	8101	Laurent Mosar	48
Offre de commerces et de services dans les gares	8064	Chantal Gary	34	« Media Freedom Act »	8102	Laurent Mosar	48
Modes de paiement des tickets de train de 1 ^{re} classe	8065	Chantal Gary	34	Assistance à l'inclusion dans l'emploi	8103	Sven Clement	48
Logements d'urgence dans les communes	8066	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	35	Qualité du service Adapto	8104	Martine Hansen	49
Antoniushaff	8067	Jeff Engelen	35	Coopération policière transfrontalière	8105	Léon Gloden	50
Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme	8068	Paul Galles	35	Sécheresse	8106	André Bauler, Gusty Graas	50
Observatoire national des politiques sociales	8069	Francine Closener, Dan Biancalana	36	Augmentation du taux de chômage	8107	Carole Hartmann, André Bauler	51
Contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA)	8070	Roy Reding	36	Accidents dans le cadre de la mobilité douce	8108	Nancy Arendt épouse Kemp	51
Siège européen de la société OpenAI	8071	Laurent Mosar	37	Radars de tronçon	8109	André Bauler	51
Taxe d'abonnement dans le cadre des énergies nucléaires	8072	Fred Keup	37	Stationnement de véhicules électriques dans le parking de résidences	8110	Gusty Graas	51
Renouvellement du permis de conduire pour camions	8073	Jeff Engelen	38	Arrêt des allocations financières après le décès d'un enfant handicapé	8111	Max Hengel	52
Remboursement des lunettes par la CNS	8074	Sven Clement	38	Projet pilote « Guichet unique régional »	8112	André Bauler	52
Lutte contre la stigmatisation et la discrimination	8075	Max Hengel	38	Travaux de maintenance au CR306 entre Grosbous et Grevels	8113	André Bauler	53
Délégués de Gouvernement	8076	Sven Clement	39	Projet pilote de la Couverture universelle des soins de santé	8114	Paul Galles	53
Obésité au Luxembourg	8077	Dan Biancalana	40	Consommation de drogues chez les jeunes	8115	Nancy Arendt épouse Kemp	54
Situation au Sénégal	8078	Fred Keup, Fernand Kartheiser	41	Nationalités des détenus	8116	Fred Keup	54
Conséquences de l'inflation	8079	André Bauler	41	Émeutes en France	8117	Marc Goergen	55
Tunnel Schieburg	8080	Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf	41	Transfert automatique du droit de vote lors du changement de commune	8118	Charles Margue, François Benoy	55
Sécurité aérienne	8081	Jeff Engelen	42	Courses automobiles	8119	Fred Keup	55
Report de certaines épreuves écrites de l'examen de fin d'études secondaires	8083	Marc Spautz, Paul Galles	42	Droit à l'oubli dans le cadre de l'assurance solde restant dû	8121	Max Hengel	56
Traitement de la Long-Covid	8084	Max Hengel	42	Décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich	8122	Léon Gloden	56
Fraude contre la sécurité sociale	8085	Jeff Engelen	43	Cloître des Trinitaires	8123	André Bauler	56
Primes pour panneaux photovoltaïques	8086	Martine Hansen, Paul Galles	43	Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg	8124	Fred Keup	57
Poursuites dans le cas de mobbing envers des mineurs	8087	Laurent Mosar, Léon Gloden	43	Réaménagement de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach	8125	André Bauler	57
Impact financier du plafonnement du montant cotisable pour l'assurance maladie-maternité (AMM)	8088	Myriam Cecchetti	45	Changement du numéro d'immatriculation	8126	Gilles Baum, Barbara Agostino	57
Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP	8089	Martine Hansen	45	Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité	8129	Myriam Cecchetti	58
Dépassement de cyclistes	8090	Marc Goergen	45	Retrait de la permission de nuit permanente dans le cadre de la Fête nationale	8130	Marc Goergen	58
Réservoirs d'eau de pluie	8092	André Bauler, Gusty Graas	46				



Remboursement des séances de kinésithérapie à l'étranger	8131	Sven Clement	59	Travaux de réfection le long de la route B7 entre Ingeldorf et Schieren	8169	André Bauler	72
Chantier de la transversale de Clervaux	8132	André Bauler	59	Évaluation de l'alphabétisation en langue française	8170	Martine Hansen	72
Primes dans le domaine agricole	8133	Martine Hansen	59	Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier	8171	André Bauler	73
Formation professionnelle	8134	Martine Hansen	60	Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier	8172	Martine Hansen	73
Droits politiques des membres de la force publique	8135	Fernand Kartheiser	60	Nouveau bureau pour la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette	8173	Marc Goergen	73
Travail et consommation de cannabis	8136	Sven Clement	60	Tests sur des animaux	8174	Sven Clement	74
Émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique	8139	Sven Clement	61	Interdiction de construction d'éoliennes en forêt	8175	Jean-Paul Schaaf	78
Travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement	8140	Octavie Modert	61	Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg	8176	Marc Hansen, Djuna Bernard	78
Livraisons d'armes à sous-munition	8141	Nathalie Oberweis	62	Contournement de Bascharage	8177	Myriam Cecchetti	79
Logement abordable	8143	Sven Clement	62	Dangers liés au bois mort	8178	Octavie Modert	80
Terrains constructibles appartenant à l'État	8144	Marc Goergen	62	Pertes d'emplois dans le secteur de la construction	8179	Laurent Mosar, Marc Spautz	81
Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco	8145	Nathalie Oberweis	63	Épreuves standardisées	8180	Martine Hansen, Diane Adehm	82
Convention entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le TICE	8146	Marc Goergen	63	Nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne	8181	Laurent Mosar	82
Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram	8147	Diane Adehm, Marc Lies	64	Stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension	8182	François Benoy, Charles Margue	82
Réorganisation du TICE	8149	Marc Spautz	64	Courses illégales à Contern	8184	Claude Lamberty	83
Bornes pour voitures électriques « Chargy »	8150	Max Hengel	64	Stade d'athlétisme régional au sud du pays	8185	Myriam Cecchetti	83
Campagne de sensibilisation sur la finance durable	8151	François Benoy, Charles Margue	65	Cardiologie du Centre Hospitalier du Nord	8186	André Bauler	84
Subside de qualité+ pour les associations sportives	8152	Sven Clement	66	Impact des nouvelles lois en matière de déchets	8187	Martine Hansen	84
Réforme de la SNCA	8153	Martine Hansen, Emile Eicher	66	Respect du RGPD par Ryanair	8188	Laurent Mosar	85
Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021	8154	Max Hengel, Léon Gloden, Octavie Modert	66	Extension du réseau RGTR	8189	Marc Goergen	85
Pollution de la Syre à Munsbach	8155	Gusty Graas	67	Émissions du transport public	8190	Marc Goergen	85
Pollution du Dipbach à Esch-sur-Alzette	8156	Gusty Graas	67	Représentation dans les conseils d'administration des établissements publics	8191	Marc Goergen	86
Contournement des sanctions contre la propagande russe	8157	Nathalie Oberweis	68	Extension des capacités des P&R	8192	Marc Goergen	86
Enquête publique sur l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat	8158	Gusty Graas	68	Habilitation de sécurité	8193	Sven Clement	86
Inflation au Luxembourg	8159	Yves Cruchten	68	Faillite de Kleos Space	8194	Diane Adehm	88
Bachelor en sciences de l'éducation et Bachelor en formation pédagogique	8160	Martine Hansen	69	Rue Clairefontaine à Diekirch (N17)	8195	André Bauler	88
Incident grave lié au service Adapto	8161	Chantal Gary	69	Faillite de Kleos Space	8196	Marc Goergen	89
Accord de transfert de données entre les États-Unis et l'Union européenne	8162	Sven Clement	70	Chantiers sur les routes	8197	Marc Goergen	89
Travaux sur l'A13	8163	Nancy Arendt épouse Kemp	70	Lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg	8198	Laurent Mosar	90
Examen du permis de conduire	8164	Nancy Arendt épouse Kemp	70	Réorganisation du Service de renseignement de l'État	8199	Marc Spautz	90
Contournement des sanctions contre la Russie	8165	Laurent Mosar	71	Augmentation récente de la délinquance	8201	Léon Gloden, Laurent Mosar	91
Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)	8166	Martine Hansen	71	Règles de rotation des cultures et utilisation des jachères	8203	Martine Hansen	91
Alphabétisation en langue française	8167	Martine Hansen	71	Installation de la société américaine PureCycle à Luxembourg	8204	Laurent Mosar	91
Raccordement au réseau de distribution de gaz naturel	8168	André Bauler	72	Vaccins périmés	8206	Sven Clement	92
				Réduction du gaspillage alimentaire	8207	Marc Goergen	92
				Conséquences du vol d'une « Master Key » Microsoft	8209	Marc Goergen	92
				Censure des réseaux sociaux	8210	Fernand Kartheiser	93

Campagne « Not sharing is caring »	8211	Fernand Kartheiser	93	Risque de pénurie de médicaments pour enfants	8220	Claude Lamberty, Carole Hartmann	97
Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram	8214	Diane Adehm, Marc Lies	94	Situation au Centre socio-éducatif de l'État	8221	Léon Gloden, Laurent Mosar	97
Rentrée scolaire	8215	Diane Adehm	94	Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel	8222	Sven Clement	98
Impact du changement climatique sur la végétation au Luxembourg	8217	André Bauler	95	Législature 2023-2028			
Retrait de Luxair de la manutention de fret aérien au Cargocenter	8218	Marc Spautz	96	Courrier concernant les dispositifs de sécurité des marchés de Noël	0037	Dan Biancalana, Francine Closener	99
Précarité des enfants et des jeunes	8219	Djuna Bernard	96				

Reconnaissance de diplômes | Question 8056 (02/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Universitäts- an Héichschouldiplomer, déi een am Ausland erhält, muss een zu Lëtzebuerg an de Registre des titres androe loossen, wann een se hei am Land wëll unerkenne loossen. An der Reegel ass esou eng Unerkennung net néideg, wann den Diplom vun engem lëtzebuergeschen Ausbildungsinstitut ausgestallt ginn ass, well da gëtt en automatesch enregistriert. Et kann ëmmer sinn, dass den Diplom guer net unerkannt gëtt an eng Inscriptioun am Registre refuséiert gëtt vum Ministère.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi laang huet et an der Moyenne an deene leschte 5 Joer beim Ministère gedauert, fir eng Demande fir eng Unerkennung vun engem auslänneschen Diplom ze traitéieren?

Wat war d'Moyenne fir Persounen mat Diplom aus engem EU-Land? Wat d'Moyenne fir Persounen mat Diplom aus engem Net-EU-Land?

2. Op déi leschte 5 Joer gekuckt, wéi laang hunn d'Persounen am éischten an am leschte Quintil misse waarden, bis hir Demande vum Ministère traitéiert gouf?

3. Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi längste Waardezäit, fir eng Demande ze traitéieren?

Wat war an deene vergaangene 5 Joer déi kierzte Waardezäit, fir eng Demande ze traitéieren?

4. Wéi vill Prozent vun den Demandë ginn ofgeleent? Wat ass heifir den heefegste Grond?

5. Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Délais de traitement sollte verkierzt ginn?

– Wa jo, wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dës ze errecheen?

– Wann nee, firwat net?

Réponse (15/06/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Et sief am Virfeld vun dëser Äntwert op dem hono- rabelen Deputéierte seng Froe betreffend d'Traite- mentsdauer vun den akadeemeschen Unerkennungs- demandë vun auslänneschen Héichschouldiplomer preziséiert, dass déi heidränner genannten Zuele staark approximativ sinn, opgrond dovunner, dass den aktuelle Gestionsprogramm vun dësen Deman- den net drop ausgeluecht ass, esou eng Statistik op- zustellen. Et ass och wichteg ze betounen, dass am Prinzip den Delai vun der Traitementsdauer eréischt uleef, wann den Dossier bis komplett ass, während an dësen Zuelen och den Delai zwëschen dem Arechee vun engem onkompletten Dossier an der Vervollstän- nung vusäit vum Demandeur mat abegraff ass. A finalement sief nach drop opmierksam gemaach, dass et sech bei dësen Donnéeën ëm Kalennerdeeg an net ëm Schaffdeeg handelt.

An de leschte fënnf Joer louch déi global Moyenne vun der Traitementsdauer vun den akadeemeschen Unerkennungsdemanden zwëschen zirka 21 a 45 Kalennerdeeg, woubäi déi duerchschnëttlech Dauer fir EU-Diplomer sech zwëschen zirka 18 an 41 Kalen- nerdeeg situéiert huet, an déi fir Net-EU-Diplomer zwëschen zirka 29 a 54 Kalennerdeeg.

Déi duerchschnëttlech Bearbeitungsdauer am éischte Quintil läit dobäi konstant bei ongeféier enger Woch an déi am leschte Quintil situéiert sech zwëschen 2,5 an 3,5 Méint.

Dee kierzte Bearbeitungsdelay variéiert, onofhän- geg vum Joer, tëscht engem Dag an enger Schaffwoch. Dës ass de Fall, wann et sech ëm een ausräichend be- kannten Ofschluss handelt, an d'Agente vum Service Registre des titres vun den Demandeur fréizäiteg drop opmierksam gemaach ginn, dass et sech ëm eng justifiéiert urgent Demande handelt, déi kruzial ass, zum Beispill am Kader vun engem Rekrutement.

D'Waardezäit ass par contre méi laang, wann déi ser- viceintern Recherche, wat den Unerkennungsstatus vun der Héichschoul an dem Diplom ubelaangt, net concluant waren, an deemno ee (leider net ëmmer rapid) Retour vun der concernéierter Héichschoul bzw. vun de kompetenten auslänneschen Autoritéiten ofgewart muss ginn. Och spillt d'Period vum Joer, an där eng Demande agereecht gëtt, eng Roll, an deem Sënn, dass zu gewësse Momenter de Service Registre des titres eng bemierkbar gréisser Unzuel vun Demandë receptionéiert. Selbstverständlech sinn, trotz dësen externe Facteuren, d'Agente vum Service Registre des titres beméit, d'Waardezäit esou kuerz wéi méiglech ze halen a gläichzäiteg eng fundéiert a prezis Unerkennungsdecisioun ze treffen.

Déi prozentual Unzuel vu refuséierten akadeemeschen Unerkennunge läit zimmlech konstant zwëschen 5,3 % a 6,2 % pro Joer. Den heefegste Grond fir d'Refu- séiere vun Demanden ass kloer deen, dass et sech ëm een Diplom handelt, deen am Land, wou en ausgestallt gouf, net vun den zoustännegen Autoritéiten als Héich- schouldiplom unerkannt ass.

Eng Verkierzung vun den Delaien ass natierlech wën- schenswäert a gëtt och aktiv ugestriift. An dëser Hisiicht gouf an de leschte Joren de Service Registre des titres personaltechnesch opgestockt. Och vun der uestouender Digitaliséierung erwaarden ech mir mëttelfristeg ee positiven Impakt op de Bearbei- tungsdelay vun Diplomunerkennungsdemanden. Serviceintern gëtt och lafend no Méiglechkeete son- déiert, fir d'Gestioun vun den Dossier nach méi ef- ficace ze gestalten.

Weiderhi steet natierlech och konstant déi qualita- tiv Amelioratioun vum Traitement am Fokus. D'Ver- stärkung vum Service Registre des titres erméiglecht et deemno de Mataarbechter, selwer méi déifgrën- neg Recherche ze maachen, an dat besonnesch bei eeleren, haut net méi ausgestallten Diplomer, souwéi

och bei Diplomer aus Net-EU-Staaten. Speziell a méi komplexe Fäll huet dës dozou bäigedroen, dass den Traitementdelay reduzéiert gouf doduercher, dass d'Unerkennungsdecisioun muer un engem Retour vusäit vun der betraffener Héichschoul oder de kom- petenten auslänneschen Autoritéite gehaangen huet.

Et sief an dësem Kontext ofschléissend ugemierkt, dass gewësse Fäll allerdéngs och weiderhin en on- kontrolléierbaren Afloss op den Duerchschnëttsdelay wäerten hunn. Heibäi handelt et sech ënnert anerem ëm den Delay tëscht dem Arechee vun engem onkom- pletten Dossier an der Vervollstännegung duerch den Demandeur, mee och ëm den Delay, deen ufällt, wann eng onëmgänglech Informatioun bei enger Héich- schoul oder bei auslänneschen Autoritéite muss no- gefrot ginn.

Parquet général | Question 8059 (05/06/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Fir d'Sécherheet an eiser Gesellschaft ze garantéie- ren, brauch et ee staarke Rechtsstaat. Ee staarke Rechtsstaat bedeit, dass Strofdoten erkannt, verfol- legt a sanktionéiert ginn. De Rechtsstaat funktionéi- ert nëmme dann, wa jiddereen d'Reegelen an eiser Gesellschaft respektéiert, well e weess, dass Strof- dote Konsequenze fir jidderee wäerten hunn.

Fir dass Strofdote virun engem Geriicht landen, suer- gen hei am Land d'Police an de Parquet (Staatsan- waltschaft). Dofir muss d'Institution vum Parquet beschtméiglech equipéiert sinn, grad am Kontext vun engem staarke Bevölkerungswuesstem, wéi en zu Lëtzebuerg zënter Joerzéngte statffënt.

An deem Zusammenhang wëllt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Personalsituatioun beim Parquet zënter 2017 entwéckelt (punkto Demissiounen, Wies- selen an aner Dénegschter vum Staat, Pensiounen, Neiastellungen)?

Wéi huet sech de Personalbestand zënter 2017, opge- lëscht no Karriär (A1, A2, B1, C1), entwéckelt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi beim Par- quet agaange sinn, zënter 2017 entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi ouni Suite klasséiert goufen, zënter 2017 entwéckelt?

4. Wéi huet sech d'Unzuel un Affären, déi de Parquet viru Geriicht bruecht huet, zënter 2017 entwéckelt?

5. Wéi laang brauch et am Duerchschnëtt, bis eng Af- färe vum Agang beim Parquet bis viru Geriicht bruecht gëtt?

Wéi huet sech dës Zuel zënter 2017 entwéckelt?

6. Falls d'Ministesch an de Parquet dës Zuelen net hunn, kann d'Ministesch erklären, wéi d'Aar- becht vum Parquet evaluéiert gëtt a falls jo, eng

Oplëschting mat alle Kennzuelen a „Key Performance Indicators“ maachen?

Réponse (06/07/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Laut Informatioun vum Parquet général huet d'Personalsituatioun beim Parquet Lëtzebuerg sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

- Demissiounen: 3
- Wiesselen: 9
- Pensiounen: 4
- Stierffäll: 1
- Neistellungen: 12

D'CAE, CDD an OTI sinn hei net abegraff. Präzis Zuelen zu de Mouvementer an dëse Kategorien zënter 2017 leien net vir. Laut Informatioun vum Parquet général huet de Personalbestand beim Parquet Lëtzebuerg sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dobäi kommen nach d'Magistraten.

D'Zuel vun de Magistraten ass zënter 2017 vu 35 op 39 geklommen.

Laut Informatioun vum Parquet général huet d'Personalsituatioun beim Parquet Dikrech sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

- Demissiounen/Departen: 3
- Pensiounen/Invaliditéit: 4
- Wiesselen: 2

D'CAE, CDD an OTI sinn hei net abegraff. Präzis Zuelen zu de Mouvementer an dëse Kategorien zënter 2017 leien eis net vir.

Laut Informatioun vum Parquet général huet de Personalbestand beim Parquet Dikrech sech zënter 2017 follgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dobäi kommen nach d'Magistraten.

D'Zuel vun de Magistraten ass zënter 2017 vu 6 op 8 geklommen.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir detailléiert Informatiounen iwwert d'Unzuel vun den Affäre gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verwisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html>.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir detailléiert Informatiounen gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verwisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html>.

ad 4. Heidrenner d'Zuele vun de Jugementer an den Ordonnances pénales (am Kader vum Exercice vun der Action publique duerch de Parquet):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir detailléiert Informatiounen gëtt op d'Rapports d'activité vum Justizministère verwisen. Dës sinn op der Internetsäit vum Ministère ze fannen: <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.html>.

ad 5. Heidrenner Statistike vum Parquet général, déi d'Evolutioun säit 2013 weisen.

Dës Statistike betreffen nëmmen ofgeschlossenen Affären. Pro Joer gëtt d'Durée moyenne ugewise vun den Affären, déi dat Joer ofgeschloss goufen.

D'Durée moyenne générale vun all den Affären, déi am Joer 2022 mat engem Jugement ofgeschloss goufen, läit bei 619 Deeg. Bei den Affären, an deenen en Untersuchungsrichter intervenéiert ass, läit d'Durée moyenne am Joer 2022 iwwert dëser Moyenne générale, bei 915 (Lëtzebuerg) respektiv 918 (Dikrech) Deeg. Bei den Affären, an deene keen Untersuchungsrichter intervenéiert ass, läit d'Durée moyenne an deene meeschte Fäll ënnert der Moyenne générale.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6. D'Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) vum Conseil de l'Europe, mécht reegelméisseg eng Analys vu verschiddenen Aspekter vun den europäesche Justizsystemer a stellt fir all analyséiert Land eng Fiche op.

Déi lëtzebuergesch Fiche vun 2020 hänkt als Annex un.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Réorganisation du réseau RGTR | Question 8060 (05/06/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Säit der Reorganisatioun vum RGTR-Réseau kënnst et ëmmer rëm zu Reklamatiounen vu Passanten, well etweeder Linne ganz gestrach gi sinn, oder Busse manner oft circuléieren. Dëst schaaft virun allem Problemer zu den Haaptzäite vum Verkéier, also moies an owes.

Zënter dem 21. Mee 2023 gëtt et op de Linne 508 a 601, déi vun Ottange (F) iwwert Keel/Téiteng a Richtung Lëtzebuerg-Gare fueren, 7 Busse manner. Dat ass eng Reduktioun vun 33 % am Verglach zu der aler Linn 601. Virun allem fueren tëschent 6.00 Auer a 6.30 Auer, also zur Spëttestonn, 3 Busse manner. Dëst ass ëmsou méi problematesch, well d'Busser, déi duerch d'Uertschaften Téiteng a Keel fueren, scho voll sinn. Dovu ofgesinn huet keng Linn méi hiren Depart zu Téiteng.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

- Ass dem Här Minister dës Problematik bekannt?
- Gedenkt den Här Minister de Fuerplang vun dëse Linnen unzepassen?
- Wa jo, wéini a wéi?

Réponse (03/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vum 19. Juni 2023 u fueren zousätzlech Bussen an de Spëttestonnen op der Linn 508 Ottange-Lëtzebuerg. D'Informatioun dozou gouf den 9. Juni 2023 publizéiert:

<https://www.mobiliteit.lu/fr/informations-de-circulation/>

Duerno kënnst nach eng Upassung um Tracé zu Keel.

Rapport d'évaluation du projet pilote « Passerelle GSO » | Question 8061 (05/06/2023) de Mme Martine Hansen | Mme Diane Adehm (CSV)

Zënter der Schoulreintree 2021/2022 erméiglecht de Pilotprojet „Passerelle GSO“ de Primaner vun der Sektoun GSO, sech an engem Joer zum Educateur – mat entsprechemdem Diplom – ausbilden ze loossen. Ugebuede gëtt dës Formatioun am „Lycée technique pour professions éducatives et sociales“ (LTPES), wou d'Schüler an déi regulär Ofschlossklass integréiert ginn, an an der „École nationale pour adultes“ (ENAD), wou d'Ausbildung beruufsbegleedend ofleeft.

Laut engem Zeitungsartikel läit elo den Evaluatiounsrapport vum éischte Joer vun dëser Formatioun vir. Erstallt gouf dee vum „Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques“ (SCRIPT). Donieft gëtt et jee weils ee separate Rapport vun deenen zwou Schoulen, wouvun dee vun der ENAD net effentlech ass an och net an de Rapport vum SCRIPT agefloss ass.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

- Kann den Här Minister confirméieren, dass de Rapport vun der ENAD net effentlech ass an dass déi entsprechemde Conclusiounen och net an de Rapport vum SCRIPT agefloss sinn?
- Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

– Kann den Här Minister eis de sougenannten ENAD-Rapport zoukomme loossen?

Réponse (11/07/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Rapport vun der ENAD ass effentlech, en ass awer réischt Ufank Juni fäerdeg ginn. Um Site vum SCRIPT ka jiddereen, deen sech dofir interesséiert, dëse Rapport noliessen (<https://script.lu/fr/news/2023-05/pilotprojet-passerelle-gso-1sged1sged-den-evaluationsrapportass-vereffentlicht>).

Gestion des transferts à l'étranger par le contrôle médical | Question 8062 (05/06/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Récemment une lettre ouverte à la CNS a fait part du malaise d'un médecin-psychiatre concernant le cas d'un de ses patients. Il y a fait part de son incompréhension devant la façon avec laquelle le contrôle médical gère les transferts à l'étranger et en particulier le cas de son patient. Il regrette non seulement la durée qu'a pris le contrôle médical pour répondre mais aussi la non-transparence des raisons du refus.

Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, je ne suis pas sans savoir qu'une simplification de la procédure pour l'obtention d'un S2 a été mise sur pied récemment. Néanmoins, au vu du témoignage de la lettre ouverte, il semble que la nouvelle procédure ne soit pas si légère.

Partant, j'aimerais vous poser les questions suivantes :

- 1) Quels sont les critères à la base desquels les transferts à l'étranger sont accordés voire refusés ?
- 2) Comment est-ce que ces critères sont mis en pratique pour arriver à une décision ?
- 3) Quel est le processus de prise de décision d'un transfert à l'étranger ? Qui prend les décisions ? Est-ce que c'est une personne seule ou est-ce qu'il y a plusieurs instances ?
- 4) Si c'est une personne seule voire une instance seule, en l'occurrence le directeur du contrôle médical, n'estimez-vous pas qu'une décision si vitale pour un assuré/un patient devrait être prise en concertation avec d'autres personnes/instances par exemple le médecin traitant et/ou le Collège médical ?
- 5) Monsieur le Ministre, est-ce que vous jugez que la pratique actuelle met suffisamment au centre de l'attention le bien-être de l'assuré/le patient ?
- 6) Monsieur le Ministre, estimez-vous qu'il faudrait revoir les critères pour un transfert à l'étranger voire le processus de prise de décision à la base d'un transfert à l'étranger ?

7) Monsieur le Ministre, ne pensez-vous pas qu'une durée de 11 mois pour répondre à la demande d'un transfert est trop longue – justement en pensant au bien-être du patient/de l'assuré ? Ne faudrait-il pas un délai maximal pour la réponse ?

8) Finalement, vu le nombre élevé et alarmant de plaintes reçues régulièrement par différentes instances concernant le fonctionnement, le traitement des patients ainsi que la gouvernance du CMSS, ne serait-il pas opportun de commander un audit externe pour détecter d'éventuels dysfonctionnements et proposer des solutions dans l'intérêt de toutes les parties concernées ?

Réponse (12/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) De prime abord il faut préciser qu'il n'y a pas une procédure pour les transferts à l'étranger, mais plusieurs en fonction de la réglementation européenne, y compris directives, et nationale ainsi qu'en fonction des conventions internationales ou bilatérales.

Il en découle que les critères résultent des dispositions juridiques communautaires et nationales ainsi que de la jurisprudence des cours et tribunaux communautaires et nationaux.

Sur base des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne, les juridictions sociales du Luxembourg répondent à la même question posée par l'honorable Députée de la manière suivante :

« En principe, l'exigence d'une autorisation préalable constitue pour les patients et les prestataires une entrave à la libre prestation de services. Toutefois, l'article 49 du Traité CE ne s'oppose pas à ce que le droit d'un patient à obtenir des soins [...] dans un autre État membre à la charge de la Caisse de sécurité sociale dont il relève soit soumis à une autorisation préalable lorsque celle-ci est justifiée par :

- a. Une raison impérieuse d'intérêt général tel qu'un risque d'atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale
- b. Des raisons de santé publique, tel que le maintien pour des raisons de santé publique d'un service médical et hospitalier équilibré et accessible à tous dans la mesure où il peut contribuer à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé
- c. Le maintien d'une capacité de soin ou d'une compétence médicale sur le territoire national, essentielles pour la santé publique ou la survie de la population
- d. L'objectif de garantir sur le territoire de l'État de résidence du patient une accessibilité suffisante et permanente à une gamme équilibrée de soins hospitaliers de qualité et d'assurer une maîtrise des coûts et d'éviter, dans la mesure du possible, tout gaspillage de ressources financières, techniques et humaines. »

Par ailleurs, l'article 23, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale dispose que : « Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

ad 2) Le médecin traitant du patient doit établir une demande d'autorisation de traitement à l'étranger, lorsqu'une telle autorisation préalable est requise. Cette demande doit contenir un certain nombre d'éléments et doit être dûment motivée. En vertu des statuts de la Caisse nationale de santé (CNS), l'article 27 dispose que cette demande doit contenir au moins les éléments suivants :

- « 1. les données d'identification de la personne protégée (noms, adresse, numéro d'identification unique) ;
2. les données d'identification du médecin prescripteur ;
3. la désignation précise du prestataire appelé à donner les soins à l'étranger ;
4. le diagnostic précis moyennant codification CIM10 à 4 caractères ou une version plus récente ;
5. la date de début de traitement avec l'indication de la durée prévisionnelle de traitement ;
6. l'indication des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux auxquels il est prévu de faire recours lors du traitement de la personne protégée ;
7. la nature du traitement ;
8. la motivation exposant les faits et critères justifiant le traitement ;
9. le cas échéant, l'information que les prestations ne peuvent être dispensées à la personne protégée dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie. La motivation détaillera les antécédents médicaux du patient, l'évolution probable de sa maladie, le degré de sa douleur et de la nature de son handicap au moment de la demande [...] »

Sur base des informations figurant sur les demandes, la CNS et, dans les cas où l'intervention du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) est prévue par les lois, règlements et statuts, le CMSS analyse les demandes par rapport aux différents éléments qui sont requis d'après les dispositions en vigueur.

ad 3) et 4) Depuis décembre 2022, la procédure a été simplifiée et en principe seules les demandes de prise en charge des frais de soins à l'étranger dans le cadre de l'article 20 et 20 bis du Code de la sécurité sont encore soumises pour avis au CMSS.

En effet, la procédure définie dans l'article 20 résulte de la mise en œuvre d'une directive relative aux soins de santé transfrontaliers (loi du 1^{er} juillet 2014 portant transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers) et diffère partiellement de celle prévue au règlement européen 883/2004 (procédure « S2 »).

Celle de l'article 20 bis est requise pour les pays qui ne rentrent pas dans le champ d'application du règlement 883/2004, de la directive sur les soins transfrontaliers ou d'une convention bilatérale.

Au sein du CMSS, il s'agit soit d'un médecin-conseil, soit d'un colloque de médecins-conseils qui avisent la demande de transfert à l'étranger.

En règle générale, les demandes de transfert à l'étranger ne sont pas traitées par une personne seule.

En ce qui concerne une éventuelle concertation avec le médecin traitant, l'article 421 du Code de la sécurité sociale est d'application.

Une concertation avec le Collège médical n'est pas prévue par la loi et le Collège médical n'a par ailleurs pas dans ses missions l'analyse médicale de dossiers d'assurés et ne peut donc pas s'immiscer dans les dossiers individuels soumis au CMSS ou une autre institution publique pour avis.

ad 5) et 6) La procédure d'autorisation de traitement à l'étranger a justement été simplifiée fin 2022, comme expliqué plus haut, pour faciliter le traitement de ces demandes.

Pour le reste, il n'appartient pas à un ministre ou ministère de juger des faits médicaux à la base d'un avis médical du CMSS ou de toute autre institution publique, comme par exemple l'Administration d'évaluation et de

contrôle de l'assurance dépendance pour ne citer que celle-ci.

ad 7) En vertu de l'article 28, paragraphe 11 des statuts de la CNS :

« (11) La Caisse nationale de santé transmet la décision à la personne protégée dans un délai compatible avec le degré d'urgence et de disponibilité des soins envisagés et au plus tard trois semaines après la date de réception de la demande complète. Si la Caisse nationale de santé n'est pas en mesure de répondre à la demande dans ce délai, elle en informe la personne protégée et lui fait part des circonstances suspendant le délai de traitement de la demande. »

La vérification de la durée effective du traitement de la demande qui a récemment fait l'objet d'une lettre ouverte et qui affirme un délai de réponse de 11 mois a révélé que cette affirmation est erronée. En effet, le dossier a été avisé endéans 3 jours par le CMSS.

ad 8) Concernant le « nombre élevé et alarmant de plaintes » mentionné par l'honorable Députée, il y a lieu de préciser que le CMSS effectue une multitude de contrôles et analyses médicales pour effectuer les missions lui conférées par le Code de la sécurité sociale.

Bien que toute « plainte » soit une de trop, les données disponibles ne peuvent pas confirmer qu'il y ait un nombre élevé, un nombre alarmant de plaintes reçues par rapport au nombre impressionnant et toujours croissant de contrôles effectués.

En la matière, la question parlementaire n° 7081 de l'honorable Député Monsieur Sven Clement apporte plus de détails.

Alors que toutes les administrations et institutions de sécurité sociale s'efforcent d'optimiser leurs procédures et leur fonctionnement interne, il y a lieu de rappeler qu'elles agissent dans le cadre des missions lui conférées par les lois et règlements.

En outre, la direction du CMSS a invité tant la Commission parlementaire du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que l'Ombudsman, entre autres, au sein du CMSS pour leur montrer le fonctionnement des services du CMSS et répondre à leurs questions.

Finalement, le ministre ne partage pas l'avis de l'honorable Député qu'un « audit externe pour détecter d'éventuels dysfonctionnements » d'une administration qui exerce les missions lui conférées par la loi soit « opportun ».

.....
« Deutschlandticket » | Question 8063 (05/06/2023) de Mme Chantal Gary (déi gréng)

Mit dem neuen „Deutschland-Ticket“ oder „49-Euro-Ticket“ genannten Abonnement können Fahrgäste seit dem 1. Mai 2023 deutschlandweit die Busse und Bahnen des öffentlichen Nah- und Regionalverkehrs zum Preis von 49 € pro Monat nutzen. Laut Medienberichten bietet das neue Deutschlandticket demnach den Pendlern im grenzüberschreitenden Zugverkehr zwischen Deutschland und Luxemburg ein attraktives Angebot, gelte bisher allerdings nicht für die grenzüberschreitenden RGTR-Linien nach Rheinland-Pfalz und ins Saarland oder für die CFL-Expressbuslinie zwischen Luxemburg und Saarbrücken.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten folgende Fragen stellen:

1. Warum ist das neue 49-Euro-Ticket nicht für die grenzüberschreitenden RGTR- und CFL-Buslinien nach Deutschland gültig?

2. Gibt es Verhandlungen für eine kurz- oder mittelfristige Lösung, bzw. die Ausweitung der Gültigkeit des neuen Tickets auf die grenzüberschreitenden Buslinien?

Réponse (03/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Die Einführung des Deutschland-Tickets erfolgte sehr kurzfristig. Somit war die nötige Abstimmung mit den deutschen Ministerien und Betreibern im Vorfeld leider nicht möglich. Aus diesem Grund wurde das bestehende Tarifgefüge im grenzüberschreitenden RGTR-Netz beibehalten.

ad 2. Mein Ministerium hat Gespräche mit den deutschen Partnern angestoßen und versucht schnellstmöglich eine Lösung im Sinne der Nutzer des grenzüberschreitenden öffentlichen Verkehrs zu finden.

Offre de commerces et de services dans les gares | Question **8064** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Rendre le plus agréable possible le passage des voyageurs de train dans les gares est un élément important pour augmenter l'attractivité des transports publics en général et pour animer les gares voire leurs alentours. Une offre de commerces et de services utiles, comme par exemple la vente de boissons et de produits alimentaires, de journaux, de produits de premiers besoins, etc., possède par ailleurs le potentiel d'attirer des clients non voyageurs. Au Luxembourg le nombre de gares pouvant se prévaloir d'un flux de voyageurs important – y inclus en dehors des heures de pointe – est évidemment limité et la viabilité économique d'un commerce de proximité n'est pas toujours donnée. Pourtant, il me semble essentiel de ne pas négliger les gares plus périurbaines voire rurales dans la réflexion sur les services à offrir aux clients.

Un développement intéressant a été l'ouverture récente d'une petite supérette 7j/7 en Gare de Luxembourg, créée à l'aide d'une société commerciale commune des CFL avec une chaîne de supermarchés et qui annonce la création d'autres offres commerciales à l'avenir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle stratégie le ministère poursuit-il au niveau de la modernisation et de la revalorisation des gares – y inclus les gares périurbaines voire rurales ?

2) Est-ce que d'autres offres de commerces de proximité, de kiosques, de stands mobiles, de distributeurs automatiques, etc., sont prévues dans des gares ? Dans l'affirmative, dans quelles gares et à quelle échéance ?

Réponse (03/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Depuis des années, une attention particulière est portée à la modernisation des installations ferroviaires.

Le réseau ferré luxembourgeois compte actuellement 35 gares et 33 points d'arrêt.

Pour chacune de ces gares/points d'arrêt, un catalogue des équipements et services à prévoir (p. ex. abris temporisés, commerces, espace d'attente, espace sanitaire, ...) a été élaboré pour satisfaire aux besoins de nos clients tout en respectant les directives européennes et lois nationales en vigueur.

Les travaux en gare étant souvent synonyme de contraintes pour les voyageurs, il est important de garantir un enchaînement cohérent et optimal des

projets avec le but d'en réduire les nuisances pour nos clients.

Une enquête réalisée en 2020 auprès d'un panel de clients des CFL a mis en évidence leurs attentes suivantes :

- tout d'abord, deux catégories de besoins ressortent très clairement, à savoir le « food to go » et les achats alimentaires de proximité
- ensuite, d'autres pistes commerciales ont été évoquées :
- coin de services (distributeur d'argent, espace poste, services administratifs, ...),
- buralistes et librairies,
- automates distribuant cafés et produits alimentaires,
- café ou bistrot convivial,
- fleuriste,
- pharmacies,
- récupération de commandes (en ligne)/marchandises.

L'offre commerciale dans les gares et sur les points d'arrêt sera différenciée selon les profils de consommation propres à chaque type de gare. La réponse aux besoins des clients ne sera donc pas standardisée. L'offre se basera sur des « convenience stores » alliant restauration rapide et petite épicerie, du « fresh to go » ou encore des distributeurs sur d'autres sites. Pour tous points d'exploitation, la priorité sera donnée à une offre de qualité, éco-responsable et favorisant aussi les circuits courts.

En plus du magasin ouvert récemment en gare de Luxembourg, le concept prévoit les développements détaillés ci-après :

1. Gare de Luxembourg :

Un coin services qui sera aménagé dans l'espace des anciens guichets pour rendre la gare plus accueillante. Les voyageurs y trouveront de la presse, des livres, un point POST et les produits de la loterie. Pour une animation supplémentaire, un bar sera aménagé. Le planning actuel prévoit une mise en service en 2024.

2. Magasins de proximité en gares :

Des magasins de proximité sont prévus dans certaines gares principales du réseau ferroviaire lorsque les infrastructures de la gare le permettent. À ce stade sont notamment prévus des magasins à Mersch (2024) et Ettelbruck (lors de l'ouverture de la nouvelle gare).

3. Magasins de proximité en conteneurs :

Aux endroits où les infrastructures ne permettent pas l'aménagement de shops de proximité en gare, des shops installés dans des conteneurs sont prévus, à proximité immédiate de la gare, sur le domaine ferroviaire.

4. Vending machines :

Étant donné que les magasins ne couvriront que les principales gares et afin de proposer une gamme de produits à un maximum de clients, l'offre est complétée par un réseau de « vending machines ». Il est prévu de déployer 42 modules d'automates sur 21 sites différents ce qui garantira à 88 % des clients du réseau ferré un accès à une offre commerciale. Ces distributeurs combinés proposeront des boissons fraîches, dans la mesure du possible des boissons chaudes et également un assortiment de produits de la vie quotidienne, provenant d'une filière durable.

Au cours des années 2023 et 2024, il est actuellement prévu que ces machines soient progressivement déployées aux gares et points d'arrêt suivants : Luxembourg, Belval-Université, Schifflange, Pfaffenthal-Kirchberg, Dommeldange, Bettembourg, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Mersch, Rodange, Wasserbillig, Pétange,

Kautenbach, Differdange, Bascharage-Sanem, Diekirch, Howald, Wiltz, Troisvierges, Walferdange et Clervaux.

5. Autres services :

L'offre commerciale sera complétée par le développement d'un concept d'exploitation de food trucks sur des parvis de gares ainsi qu'à terme d'un concept d'exploitation d'un atelier de réparation de vélos sur la place de la gare après mise en service du parking souterrain pour vélos, qui est en cours d'étude.

Modes de paiement des tickets de train de 1^{re} classe | Question **8065** (05/06/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

La Deutsche Bahn a aboli, début 2022, la possibilité d'acheter son ticket auprès du contrôleur du train. En Belgique, cet achat reste possible, mais la possibilité de payer en espèces a été abolie au 1^{er} mai 2023. Dans les trains belges, les voyageurs concernés doivent désormais utiliser une carte bancaire, le paiement en espèces étant limité aux guichets et aux distributeurs automatiques.

Avec la gratuité des transports publics luxembourgeois, depuis mars 2020, l'achat d'un ticket n'est plus nécessaire, à l'exception toutefois des voyageurs en 1^{re} classe, qui ont le choix entre un ticket « courte durée » de 3 euros (valable 2 h) et « longue durée » de 6 euros (valable jusqu'à 04.00 heures du matin). Lorsqu'en période de très forte affluence en 2^e classe, des clients optent spontanément pour un voyage en 1^{re} classe, ils peuvent encore acheter leur ticket en espèces auprès du contrôleur. Le paiement par carte bancaire n'est pas prévu.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les différentes possibilités actuelles pour les clients CFL souhaitant acheter un ticket de 1^{re} classe dans le train ? Est-ce que l'achat d'un ticket par l'intermédiaire de l'app mobile des CFL est encore possible dans le train, respectivement après le départ du train ?

2) Existe-t-il des statistiques sur le nombre et la proportion des tickets de 1^{re} classe, achetés dans le train ?

3) Est-il actuellement prévu d'abolir la possibilité de payer des tickets en espèces auprès du contrôleur ?

Réponse (05/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les clients des CFL ont la possibilité d'acheter des billets 1^{re} classe dans les trains auprès des agents d'accompagnement de trains moyennant un tarif de bord de 1 €, en complément du prix du billet de 3 €.

Ils doivent cependant informer au préalable et activement l'accompagnateur de trains qu'ils ne sont pas en possession d'un billet valable lors du contrôle des billets.

L'art. 11ter 1^{er}, de la loi du 13 septembre 2013 sur les transports publics et sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics stipule que : « Tout usager des transports publics doit se munir d'un titre de transport valable au début de son voyage. »

L'achat d'un billet première classe au moyen de l'app CFL nationale est également possible à condition que le billet puisse être présenté à l'accompagnateur de train lors du contrôle des billets en première classe. Dans le cas contraire, le client risque une amende administrative de 150 € conformément à la loi du 13 septembre 2013. En effet, l'art. 11ter 1^{er} al. 2 prévoit que : « L'usager qui ne peut pas présenter de titre de

transport valide à la demande de l'agent, est tenu de payer une amende administrative de 150 euros.»

En 2022, la proportion de billets première classe vendus dans les trains CFL s'est présentée comme suit :

– Billets courte durée 1^{re} classe. Sur 19.436 billets vendus, 3.789 ont été vendus dans les trains, ce qui représente 19,49 % des billets courte durée 1^{re} classe vendus en 2022.

– Billets longue durée 1^{re} classe. Sur 7.459 billets vendus, 491 ont été vendus dans les trains, ce qui représente 6,58 % des billets longue durée 1^{re} classe vendus en 2022.

Entre janvier et mai 2023, les CFL ont observé approximativement la même répartition avec toutefois une forte augmentation des ventes de billets 1^{re} classe de +56,76 % billets courte et longue durée confondus. (Statistiques de vente billets première classe de 2022 et 2023 en annexe)

Il n'est actuellement pas prévu d'abolir le paiement en espèces lors de l'achat de billets auprès de l'accompagnateur de trains. En complément, les CFL envisagent à l'avenir de mettre à disposition de la clientèle le paiement par carte. Le Service activité voyageurs trains a lancé un projet visant à moderniser l'outil de vente et de contrôle des accompagnateurs de trains afin d'inclure le paiement par carte de crédit ou de débit.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Logements d'urgence dans les communes | Question 8066 (05/06/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Trente-huit personnes ont récemment été sinistrées par un incendie d'un immeuble d'habitations collectives au Grundhof. Dans un reportage radiophonique du 25 mai 2023 le maire de la commune concernée explique que le relogement des sinistrés s'avèrerait très compliqué faute de logements disponibles. Il précise en outre que l'obligation légale de relogement des personnes sinistrées incomberait au(x) propriétaire(s) des logements concernés et que par conséquent la responsabilité de la commune ne s'appliquerait qu'en cas de défaillance du/des propriétaire(s).

Ces derniers mois des incendies d'immeubles résidentiels ont régulièrement fait la une dans les médias. Dans la plupart de ces cas, le relogement d'urgence des personnes sinistrées suite à la défaillance des propriétaires des logements pose des problèmes sérieux aux autorités communales.

Malgré ces difficultés de relogement rencontrées par les communes, ces dernières sont réticentes à créer des logements, voire des hébergements d'urgence réservés justement pour pouvoir offrir des solutions rapides à un besoin d'abri. Si un certain nombre d'organisations détiennent des logements ou hébergements d'urgence destinés à des populations cibles, ce n'est que rarement le cas pour les communes.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir un relevé de tous les logements et hébergements d'urgence actuellement mis à disposition et ventilés par types de gestionnaire/propriétaire (promoteurs publics et communes, ASBL, fondations, etc.) ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils également me fournir un relevé de tous les logements et d'hébergements d'urgence en propriété communale, ventilé par commune ?

3) Des projets communaux de création de logements et d'hébergements d'urgence sont-ils actuellement en cours ou en planification ? Dans l'affirmative, combien de logements ou d'hébergements seront créés et par quelles communes ?

4) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils en faveur de la création d'une réserve de logements et d'hébergements d'urgence répartie entre les communes ?

5) Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils la mise en place de mesures pour favoriser la création de logements et d'hébergements d'urgence par les autorités communales ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (11/07/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une structure d'urgence multifonctionnelle au Findel qui est destinée à l'hébergement d'urgence et de courte durée de groupes de personnes obligées de quitter inopinément leur lieu d'hébergement habituel. Cette structure est gérée par la Dräieck ASBL qui est conventionnée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Pour ce qui concerne les projets communaux de création de logements et d'hébergements d'urgence, nous nous référons au rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement qui vient d'être publié et qui détaille les projets de logements abordables actuellement en cours¹.

La création d'une réserve de logements et d'hébergements d'urgence est soutenue par le Gouvernement. En effet, le projet de loi n° 7937 relatif au logement abordable, introduit en procédure législative par le Ministre du Logement, prévoit des participations financières étatiques à hauteur de 75 % du coût de réalisation pour les logements dits « de réserve ». Il s'agit d'un logement accueillant momentanément des locataires qui sont exposés à une situation de détresse extrême, qui ne peuvent souffrir d'aucun délai pour bénéficier de l'attribution d'un logement. Ce type de logement peut être réalisé par tout promoteur social et peut être géré par tout type de bailleur social.

Antoniushaff | Question 8067 (05/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Op meng Fro mat der Nummer 3772 vum 4. Mäerz 2021 betreffend den Antoniushaff an der Gemeng Wëntger gouf mir Follgendes geäntwert:

„Ee genauen zäitleche Kader fir d'Ëmsetzung vum engem konkrete Projet gëtt et aktuell nach net. D'ANF an de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hunn de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert de Projet informéiert an dobäi och éischt Elementer en vue vun der Conception geliwwert.

Am Moment leeft d'Ufro vusäite vun der ANF fir eng Naturschutzgeneemung. Op Basis vun dëser kann eréischt een definitive Projet entworfen ginn. Et gëtt domat gerechent, dass mam Bau an den nächsten 1 bis 2 Joer kann ugefaang ginn.“

Allerdéngs muss een haut feststellen, datt d'Aarbechten nach net ugefaangen hunn.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi wäit ass dëse Projet vun der ANF fortgeschritten oder gëtt et an der Tëschenzäit een neie Projet?

2. A wéi engem zäitleche Kader kann elo mat der Ëmsetzung vum dësem Projet gerechent ginn?

Réponse (11/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung verweisen op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 8045, déi sech mat deene selwechte Froen betreffend den Antoniushaff befaasst.

Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme | Question 8068 (05/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Virun 3 Joer huet de Staatsrot säin Accord zur Elaboration vum engem nationale Plang géint den Antisemitismus (Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme) ginn, eng EU-Initiativ, fir géint den Antisemitismus virzegoen an déi reliéis Fräiheet an d'Égalitéit vun all de Leit ze stäerken an ze schützen.

Dëse Plang ass bis dato awer nach net publizéiert ginn.

An deem Kontext wëllt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung doriwwer informéieren, wou de Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme drun ass a wéini dëse publizéiert gëtt?

2. An eiser parlamentarescher Ufro mat der N° 4018 betreffend d'Securitéit vun der Synagog zu Esch, huet d'Regierung ënnerstrach, dass ee géing am Kader vun der Preparatioun vum zukünftege Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme doriwwer nodenken, ob a wéi een déi jeeweileg Gemenge bei der Sécherheet vun de Synagogen technesch ënnerstëtze kéint. Huet een sech doriwwer scho Gedanken gemaach?

– Wa jo, wat wieren hei d'Méiglechkeeten?

Réponse (28/06/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7969 vum 5. Juni 2023 vun den honorablen Deputéierte Mars Di Bartolomeo an Dan Biancalana.

D'Regierung verurteilt all Aart vun Diskriminatioun an Opuuff zum Haass, dorënner och den Antisemitismus. Den nationale Plang géint den Antisemitismus (Plan national de lutte contre l'antisémitisme [PANAS]) ass eng Initiativ vun der Regierung a wäert dem Regierungsrot an den nächste Woche virgeluecht ginn.

De Plang ass iwwerdeems am europäesche Kontext ze gesinn, well d'Memberstaaten, op Initiativ vun der Kommissioun, sech engagéiert hunn, fir national Pläng géint de Rassismus an den Antisemitismus virzeleeën. De Stéchdatum heifir gouf op den 31. Dezember 2023 verlängert.

D'Prioritéit vun der Strategie sinn d'Strofverfolgung, d'Sensibiliséierung, d'Präventioun vum Antisemitismus an d'Zesummenaarbecht mat der jüddescher Gemeinschaft.

Fir dës Ziler ze erreechen, soll de Plang eng Rei vun Aktiounen ëmfaassen, wéi d'Applikatioun vum engem renforcéierte legale Kader fir d'Police an d'Justiz, d'Sammelen an d'Analyse vun Donnéeën a Statistiken iwwer Antisemitismus zu Lëtzebuerg, an d'Opklärung vun de Jonken am Zesummenhang mat der Shoah.

¹ Fonds spécial de soutien au développement du logement 2022

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4018 vum 29. Abrëll 2021 vum honorabelen Deputéierte Georges Mischo.

D'Menacë géint d'Kulten am Land gi permanent vun der Police evaluéiert.

Ee vun den Objektiver vum nationale Plang géint den Antisemitismus ass e weideren effikasse Schutz vun der Sécherheet vun de Synagogen zu Lëtzebuerg an zu Esch. De Plang gesäit e reegelméisseg Austausch tëschent de Verrieder vun de Synagogen an de staatlechen Autoritéite vir. Dofir soll e Comité fir Sécherheetsfroe gegrënnt ginn an d'Synagoge sollen eng gemeinsam technesch Hëllef a finanziell Ënnerstëtzung vum Staat a vun de Gemengen, virun allem wann d'Gemenge Proprietär vun de Gebailechkeete sinn, kréien, fir hir Sécherheet an Integritéit ze garantéieren.

Observatoire national des politiques sociales | Question 8069 (06/06/2023) de **Mme Francine Cloesener** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le dernier rapport de l'Observatoire social de la Ville d'Esch-sur-Alzette, réalisé en collaboration avec le LISER, fait état d'un nombre croissant de bénéficiaires du Revenu d'inclusion sociale (REVIS).

Or, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, qui a été modifiée depuis, a créé un Observatoire national des politiques sociales, placé sous l'autorité du Ministre ayant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans ses attributions.

Alors que l'article 39 de la loi du 28 juillet 2018 précitée arrête la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'observatoire, l'article 38 définit les missions de l'observatoire, à savoir :

- la proposition d'études et d'analyses quantitatives et qualitatives en matière de politiques sociales ;
- la conception et la mise en œuvre d'actions pour évaluer des politiques sociales ;
- la réalisation de bilans intermédiaires et travaux de synthèse ;
- l'établissement de comparaisons internationales.

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région :

– Dans quelle mesure les missions dévolues à l'Observatoire national des politiques sociales ont-elles été réalisées ?

– Si et dans quelle mesure l'Observatoire national des politiques sociales s'est penché sur l'évolution sur le terrain au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont, le cas échéant, les recommandations de l'Observatoire national des politiques sociales et les conclusions tirées au niveau politique pour remédier à la situation ?

Réponse (03/07/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région

L'Observatoire des politiques sociales, instauré par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, est composé d'un représentant d'un organisme spécialisé en matière de recherches socio-économiques ainsi que de représentants des ministères œuvrant dans le domaine des politiques sociales. Depuis sa création en 2019, l'observatoire s'est réuni à onze reprises.

L'observatoire s'est d'abord consacré à la rédaction d'un avis sur la manière dont les dispositifs sociofiscaux abordent les ménages monoparentaux. L'avis

peut être consulté sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Dans le cadre de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et plus spécifiquement de l'objectif européen de réduire le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale d'au moins 15 millions à l'horizon 2030, l'observatoire a élaboré une proposition de contribution du Luxembourg à l'objectif européen. À cette fin, il s'est adjoint le concours d'experts du LISER en matière d'indicateurs sociaux et d'un représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

À l'heure actuelle, l'observatoire mène une réflexion sur le phénomène du non-recours aux prestations sociales au Luxembourg. Il est prévu de rédiger un avis sur le non-recours au Luxembourg avec des recommandations au futur Gouvernement afin de faciliter le recours aux prestations sociales et de limiter ainsi le risque de non-recours.

Contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) | Question 8070 (06/06/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

L'article 1601-5, alinéa 2, point f) du Code civil prévoit l'obligation lors de la conclusion d'un contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de remettre à l'acquéreur de l'immeuble à construire une garantie dite « d'achèvement ». Le Code civil ajoute : « Lorsqu'une garantie d'achèvement a été stipulée, celle-ci se transforme en garantie de remboursement lorsqu'il est établi que la construction ne peut être réalisée matériellement ou juridiquement. »

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil tel que modifié par le règlement grand-ducal du 3 octobre 1978 (ci-après RGD 1977) ajoute à ces cas de transformation automatique que le vendeur et le garant ont la faculté, au cours de l'exécution du contrat de vente, de substituer la garantie d'achèvement prévue à la garantie de remboursement ou inversement, à la condition que cette faculté ait été prévue au contrat de vente.

S'agissant de la garantie de remboursement, le RGD 1977 précise en son article 3 que celle-ci doit revêtir « la forme d'une convention de cautionnement aux termes de laquelle la caution s'oblige envers l'acquéreur, solidairement avec le vendeur, à rembourser les versements effectués par l'acquéreur au cas de résolution amiable ou judiciaire de la vente pour cause de défaut d'achèvement ».

Il semble que la ratio legis des dispositions relatives à la garantie d'achèvement respectivement de remboursement n'avait toutefois pas à l'esprit l'éventualité ou en tout état de cause les conséquences d'une éventuelle structuration dans laquelle le vendeur de la quote-part terrain/du terrain et le vendeur des constructions seraient deux entités distinctes. Pourtant, force est de constater à ce jour que l'essentiel des contrats de VEFA sont conclus par les acquéreurs avec deux vendeurs distincts et les garanties émises soit par des banques ou des assureurs se limitent à garantir la quote-part construction, alors que si les vendeurs des constructions font émettre des garanties d'achèvement/remboursement au profit des vendeurs, tel n'est pas le cas des vendeurs des quotes-parts terrain. Or, le prix du terrain/de la quote-part terrain représente une part considérable du prix de vente total dans le cadre d'une VEFA.

Dans ce contexte, j'ai les questions suivantes pour Madame la Ministre de la Justice :

1) Dans le cadre d'une VEFA, est-ce que le vendeur du terrain/de la quote-part terrain, si différente du

vendeur de la quote-part construction, doit lui aussi fournir une garantie (a priori de remboursement) à l'acquéreur pour le terrain/la quote-part terrain ?

2) Dans le cadre d'une VEFA où le vendeur du terrain/de la quote-part terrain est le même que le vendeur des constructions, est-ce que le vendeur doit alors obligatoirement souscrire une garantie qui en cas de transformation de la garantie d'achèvement en garantie de remboursement, inclut le remboursement du terrain/de la quote-part terrain à l'acquéreur ?

3) À défaut ne serait-il pas judicieux de modifier la loi et le RGD 1977 afin d'imposer aux vendeurs de terrain/de quotes-parts terrain de faire émettre une garantie couvrant en cas de remboursement le remboursement du prix payé pour le terrain aux acquéreurs, respectivement d'imposer au vendeur du seul terrain/quote-part terrain de faire lui aussi émettre une garantie s'il s'agit d'une entité différente de celle vendant les constructions ?

Réponse (05/07/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1) Dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain, si différent du vendeur de la quote-part construction, n'est pas légalement tenu de fournir une garantie spécifique de remboursement à l'acquéreur pour le terrain ou la quote-part terrain.

Contrairement au vendeur de la quote-part construction, le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain n'est pas directement impliqué dans la construction de l'immeuble. Par conséquent, la garantie fournie dans le cadre d'une VEFA au Luxembourg est liée à la construction elle-même et aux éventuels défauts ou malfaçons qui pourraient survenir.

ad 2) Conformément à l'article 1601-4 du Code civil, la livraison du terrain par le promoteur n'est pas un critère impératif pour l'application de la loi du 28 décembre 1976.²

Par conséquent, il est important de noter que la vente du terrain sur lequel la construction doit être érigée peut être effectuée par un acte séparé sans encourir de sanctions. Ainsi, les parties ne sont pas tenues d'inclure la vente du terrain dans le contrat de construction qu'elles concluent. Par conséquent, le contrat de vente du terrain peut être considéré de manière indépendante par rapport aux autres relations contractuelles qui se sont formées entre les parties.³

Dans le cas où le vendeur du terrain ou de la quote-part terrain est le même que le vendeur des constructions, il est nécessaire que le vendeur se conforme à l'article 1601-5, point f), du Code civil et souscrive une garantie. Cette garantie, qu'il s'agisse d'une garantie d'achèvement ou d'une garantie de remboursement, a pour objectif de protéger les intérêts de l'acquéreur en cas de défaillance du vendeur. Il est possible, à travers les termes et conditions spécifiés dans le contrat de vente ou dans la garantie elle-même, de prévoir qu'en cas de transformation de la garantie d'achèvement en garantie de remboursement, le remboursement du terrain ou de la quote-part terrain soit inclus dans cette garantie.

ad 3) La question de modifier la législation pour imposer aux vendeurs de terrain/de parts de terrain de fournir une garantie de remboursement du prix payé aux acquéreurs, ainsi qu'au vendeur du terrain uniquement s'il est une personne distincte de celle vendant les constructions, nécessite au préalable une évaluation approfondie quant aux éventuelles implications

² Elter, M. et Schockweiler, F., Copropriété des immeubles bâtis et ventes d'immeubles à construire au Grand-Duché de Luxembourg, n° 180 et n° 189

³ La Lux., 14 décembre 2005, n° 255/2005, n° 92.419 du rôle, BJ, p. 6



juridiques, financières et pratiques d'une telle modification.

Le Gouvernement entend analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur. À cette analyse seront associés les différents acteurs du terrain.

Siège européen de la société OpenAI | Question 8071 (06/06/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans un sujet publié sur paperjam.lu, « Même ChatGPT ne sait pas si OpenAI intéresse le Luxembourg », il est question de l'implantation de la société américaine OpenAI en Europe. Le fondateur de l'entreprise Sam Altman aurait terminé récemment une tournée de l'Europe sans être passé par le Luxembourg. D'après les médias, la Pologne aurait pour l'instant la préférence du chef de la société.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que le Gouvernement estime qu'une société comme OpenAI pourrait convenir pour l'écosystème luxembourgeois ?

– Est-ce que le Gouvernement a cherché à attirer la société américaine OpenAI au Luxembourg ? Dans l'affirmative, pourquoi est-ce qu'une visite au Luxembourg n'a pas eu lieu ? Quels seraient les avantages de la venue d'une société comme OpenAI dans notre pays ?

– Est-ce que l'implantation de la société OpenAI au Luxembourg a été discutée lors de l'entrevue entre les représentants d'OpenAI et du Gouvernement pendant la dernière mission aux États-Unis ?

– De manière plus générale, est-ce que le Gouvernement estime les efforts entrepris en matière d'accueil et d'encadrement des entreprises intéressées par le Luxembourg comme suffisants ?

Réponse (18/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Le Gouvernement estime que la société OpenAI pourrait être un ajout excellent à l'écosystème technologique luxembourgeois, comme d'ailleurs d'autres entreprises similaires spécialisées dans l'Intelligence artificielle (IA). Comme l'écosystème tech luxembourgeois témoigne d'une excellente dynamique, due aux infrastructures de pointe en matière de connectivité ainsi qu'aux instruments de soutien en matière de RDI avec le support de Luxinnovation, l'expertise en matière d'IA est une ressource rare et importante pour notre économie.

Cependant, il existe un effet de spécialisation dans les différents écosystèmes et le Luxembourg se spécialise dans la recherche appliquée de nouvelles technologies, ce qui vaut aussi pour l'Intelligence artificielle. Or, OpenAI offre un service nécessitant de la recherche de fond dans les algorithmes IA. C'est donc un besoin spécifique qui ne correspond pas nécessairement aux atouts luxembourgeois.

Dans le cadre de la mission économique sur la côte ouest des États-Unis en mars 2023, Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, a pu longuement s'entretenir avec Greg Brockman, président et cofondateur de l'entreprise OpenAI. Les discussions ont porté sur la régulation de l'IA via notamment l'AI Act, ainsi que l'évolution générale de l'entreprise. Il a aussi été question du choix concret de l'implantation au sein de l'Union

européenne et la discussion reflétait l'angle décrit ci-dessus. La visite de Monsieur le Premier Ministre auprès d'OpenAI, qui a donc préempté le tour de Sam Altman en Europe, avait pour objectif principal de s'informer auprès d'un leader global de l'IA générative.

La mission économique en Californie est une des nombreuses actions concrètes destinées à démarcher des entreprises stratégiques au Luxembourg.

De façon générale, les activités de prospection internationale, visant à attirer des nouvelles entreprises technologiques au Luxembourg, sont organisées avec le soutien des membres du réseau « Trade and Invest » dont la gouvernance avait été redéfinie et renforcée en 2017. Au sein de « Trade and Invest », c'est Luxinnovation, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Économie, qui est en charge de la promotion du Luxembourg comme terre d'investissement pour de nouvelles entreprises innovantes.

Avec 55 entreprises technologiques, en provenance d'Amérique du Nord (principalement États-Unis), d'Asie du Sud-Est (principalement Corée du Sud et Japon), d'Israël et d'autres pays de l'Union européenne, qui se sont implantées au cours des 3,5 dernières années d'efforts de prospection, dont plus d'une année de pandémie mondiale qui a fortement limité les possibilités de prospection à l'étranger et un contexte géopolitique compliqué, le Gouvernement estime que les activités de prospection mises en œuvre par Luxinnovation et le réseau Trade&Invest ont porté leurs fruits. S'ajoutent à ce chiffre, les start-up du programme Fit 4 Start qui font grandir et rayonner l'écosystème des start-up luxembourgeoises, sachant que, à ce jour, le programme a attiré plus 2.600 candidats et a permis à 148 start-up d'être accompagnées lors des 13 éditions déployées depuis son lancement en 2015.

Taxe d'abonnement dans le cadre des énergies nucléaires | Question 8072 (06/06/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Dat aktuell Budgetgesetz „loi du 23 décembre 2022 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023“ gesäit am Artikel acht eng degressiv Taxe d'abonnement vun 0,04 bis 0,01 Prozent fir OPCe vir, wann dës tëschent fénnef a 50 Prozent oder méi vun hire Verméigenswäerter a sougenannt nohalteg Investissementer placéieren, déi am Artikel dräi vum EU-Reglement (UE) 2020/852 virgesi sinn. Allerdéngs kënnen si an deem Zesummenhang keng Investissementer urrechnen loossen, déi op Kategorien entfalen, déi an de Sektione 4.26 bis 4.31 vum den Annexen I an II vum „règlement délégué (UE) 2021/2139“ vum 7. Juni 2021 opgezielt ginn.

Déi viséiert Paragraphen betreffen virun allem Technologien aus dem Bereich vum der Nuklearenergie, déi ënner anerem kënnen agesat ginn, fir Atomkraftwerke ze moderniséieren an och fir stëll geluechten Anlagen zeréckzebauen. Duerch dës Disposition dréckt d'Regierung hir allgemeng Ofleennung vun der Bewäertung vun der Atomenergie als ëmweltfrëndlech Energieform an der EU-Taxonomie aus. Esou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Regierung allerdéngs rezent e Subsid an eng Lëtzeburger Firma ausbezuelet, déi am Bereich vun deenen Technologien fuerscht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Transaktioun vun deem Subsid bestätegen? Falls jo, kann d'Regierung dann elaboréieren, wéi esou eng Entscheedung sech mat de restriktive Konditiounen vun der Taxe d'abonnement

verdréit? Wéi motivéiert d'Regierung an deem Fall déi Decisioun, d'Investissementer op Basis vun de Sektione 4.26–4.31 vun der zitierter EU-Legislatioun weiderhin als net nohalteg anzestufen?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt duerch dës Decisioun net méi genuch an d'Moderniséierung vun Atomkraftwierker investéiert gëtt, an domat och de Sécherheitsrisiko potenziell zouhëlt?

3. Gesäit d'Regierung an deem Zesummenhang net d'Geleeënheet fir eng allgemeng Revisioun vun der Taxe d'abonnement, notament fir d'Finanzplatz Lëtzebuerg vis-à-vis vun der Konkurrenz vun Dublin ze stäerken?

4. Spezialfongen (FIS) profitéieren op Basis vum Artikel 68 vun der „loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés“ automatesch vun enger Taxe d'abonnement an Héicht vun 0,01 Prozent, un deenen Investisseuren, déi op Basis vun engem klengen oder mëttleren Akommes spueren, opgrond vun de Prädispositionen, esou wéi se am Artikel 2(1) vun deem virdrun zitierter Gesetz festgehal sinn, awer net kënnen participéieren. Gesäit d'Regierung op där Basis eng Diskriminatioun vu Leit mat manner Verméigen duerch den Artikel acht vum aktuelle Budgetgesetz? Falls net, firwat net?

Réponse (10/07/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

ad 1. De Wirtschaftsministerium bestätegt, dass e Lëtzeburger mëttelstännegen Traditionsbetrieb an deene leschten 3 Joer 2 Subventionen krut, fir Fuerschungsprojeten ze ënnerstëtzen, déi am Beräich vun Equipementer an Technologien, déi am Sektur vun der Sécherheet vun den Industrieanlagen hir Uwendung fannen, an dobäi och kënnen an Atomkraftwierker zum Asaz kommen.

Nieft dësen 2 Projeten huet dës Lëtzeburger Betrieb, mat sengen iwwer 70 héich qualifizéierte Mitarbeiter, och aner Subventionen krut, fir den zanter iwwer 50 Joer undauernden Innovationswëllen ze ënnerstëtzen an esou innovativ Produkter a Services an diverse Beräicher ewéi dem Aersospaial, dem Ultraliichtbau oder och der Mécanique de haute précision kënnen weltwäit unzibidden – mam Stempel „Made in Luxembourg“.

ad 2. Duerch dës Decisioun kréie gewëss Investissementer e steuerlechen Avantage, well se zu enger sécherer an nohalteger energieetescher Transition bäidroen. Vu datt Investissementer an Atomkraft aus der Siicht vun der Regierung net nohalteg sinn, kréie se dës Bonus net, wat politesch kohärent ass.

Wat d'Investitiounen an d'Sécherheet vun den Atomkraftwierker ugeet, esou hunn d'Bedreiwer generell mat der Mise en service vun den Anlagen d'Obligation, fir finanziell Récklagen unzeleeën, fir dës ze bezuelen. Dat steet deemno net an Zesummenhang mat Taxonomiereegelen.

ad 3. D'Regierung gesäit d'Kompetitivitéit vun der Lëtzeburger Finanzplatz als ee Ganz. Dës Fro léisst sech net reng op Steiermesurë reduzéieren.

D'Prioritéit fir de Fongesektor bleift et, déi néideg Konditiounen ze schafen, fir dass Fongemanager zu Lëtzebuerg eng ideal Juridiction fannen, fir hir Fongen opzeleeën a weltwäit ze verdréien.

De Finanzministère probéiert och ëmmer sécherstellen, dass de legale Kader zu Lëtzebuerg et der Fongenindustrie erlaabt, sech weiderzuentwéckelen an nei Opportunitéiten ze ergreifen.

An deem Sënn huet d'Regierung och rezent e Gesetzesprojet op den Instanzwee ginn, fir eise

Fongegesetzskader weider ze moderniséieren an domat d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ze stäerken.

Ënner anerem ass an dem Gesetzesprojet och virgesinn, fir eng Rei vu Fongen op den Taux préférentiel vun 0,01 % erofzesetzen oder ganz vun der Taxe d'abonnement ze befreien. Hei geet et virun allem och drëm, déi international Fongenindustrie ze encouragéieren, sech fir Lëtzebuerg ze entscheeden, wa se nei Produiten opleet, déi duerch d'EU-Reglementatioun geschaaft ginn. E Beispill hei sinn déi sougenannten ELTIFS (European Long-Term Infrastructure Funds), déi Investissemer an Infrastruktur, y compris erneierbar Energie, fërdere sollen.

Méi generell wäert de Finanzministère och weiderhin europäesch an international Entwécklung vum Noem suivéieren an, am Dialog mam Secteur, punktuell Upassungen am Lëtzebuerger Fongekader maachen, fir d'Kompetitivitéit vum Secteur ze erhalen an ze stäerken.

ad 4. Hei besteet keng Diskriminéierung. De Steiersaz vun der Taxe d'abonnement gëtt net op Basis vum Typ vun Investisseuren entscheet, mee iwwert den Typ vu Fong.

Verschidde Fonge si just fir Investissemer a cotéiert Wäertpabeiere geduecht, déi sougenannt UCITS, während aner Typen vu Fongen, wéi z. B. de FIS, et erlaben, a manner liquid an net cotéiert Aktivaen ze investéieren. Zum Schutz vum Investisseur hu sougenannt „Retail“-Investisseuren haaptsächlech Accès op Fongen, déi méi liquid sinn. Dës ass och esou vum europäesche Recht virgesinn a gëtt streng vun de Regulateuren kontrolléiert fir ze verhënneren, dass Clientë Produiten ugebuede kréien, déi net hirem Risikoprofill entsprechen.

D'Taxe d'abonnement ass eigentlech en Droit d'enregistrement op d'Handelbarkeet vu Wäertpabeieren. Si representéiert also ënnert enger anerer Form den Droit d'enregistrement, zu där d'Cessiou oder d'Iwwerdroe vu Wäertpabeiere féiere géif. An dem Sënn, ass hiren Objet d'Besteuerung vun der presuméierter Circulatioun vun Aktien. Prinzipiell hu Fongen, déi a cotéiert Wäertpabeieren investéieren, méi eng grouss Circulatioun vun Aktien, soudass e méi héijen Taux vun der Taxe d'abonnement principiell justifiéiert ass vis-à-vis vu Fongen, déi a manner liquid Aktivaen investéieren.

Och wa fir UCITS en Taux vun 0,05 % gëllt, sou huet d'Regierung Exoneratiounen agefouert, déi besonnesch och Retail-Investisseuren zegutt kommen. Dat ass notament de Fall bei sougenannten Exchange Traded Funds (oder ETFs), déi en Indice boursier suivéieren, an duerch hiren nidderege Käschtpunkt besonnesch fir Retail-Investisseuren geduecht sinn. A mat den neie gesetzlechen Upassunge wäerten Exoneratiounen agefouert gi fir den neien europäesche Pensionsproduit (PEPP) a fir ELTIFS. Och dat kënn Spuerer mat manner Verméigen zegutt.

Renouvellement du permis de conduire pour camions | Question 8073 (06/06/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

De 6. Dezember 2022 hunn ech dem Här Mobilitéitsminister eng Fro gestallt iwwert d'Ofschaf vum der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner. Dës betrëfft z. B. déi Leit, déi e gréisseren Camper fueren oder awer Sammler vun historiesche Gefierer sinn.

Den Här Mobilitéitsminister huet mir deemools geäntwert, datt dat betreffend Reglement de Mäerz

2022 deposéiert gouf an hien domat rechent, datt de Staatsrot säin Avis am Januar 2023 wäert ofginn, sou datt déi betreffend Reegel am Fréjoer 2023 geännert géif ginn an déi betreffend Leit iwwert 75 Joer dann ab dem Fréjoer erëm kéinte mat hirem Camper an d'Vakanz fueren. Op Nofro beim Mobilitéitsministère heescht et awer, datt dës Reglement bis haut nach net ëmgesat gouf, well et sech ëm eng Dispositioun géif handeln, déi an engem gréisseren Text agebett wär, wat d'Prozedur vun der Ëmsetzung méi komplizéiert géif maachen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wousst den Här Minister beim Beäntwere vu menger mëndlecher Fro deemools schon, datt dee vun him genannten Zäitraum fir d'Ëmsetzung vum där betreffend Reegel net realistesch respektiv schwéier anzehale wär a wousst den Här Minister zu deem Zäitpunkt, datt et sech ëm eng Dispositioun géif handeln, déi an engem gréisseren Text agebett wär, wat d'Prozedur vun der Ëmsetzung méi komplizéiert géif maachen?

2. Wou ass d'Prozedur fir d'Ofschaf vum der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner den Ament drun a wéini kënnen déi betrafte Leit mat der Ëmsetzung vum deem Reglement rechnen?

Réponse (05/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwaten Ännerung vum Code de la route, wat den Alter beim Camionsführerschäin betrëfft, ass wéi richtig geschriwwen am Mäerz 2022 op den Instanzewege gaangen. Well dës Projet zu deem Moment just fäerdeg war, ass profitéiert ginn, fir d'Modifikatioun vun der Altersgrenz beim Camion nach an dës Projet mat dran ze huelen. An deem Projet sinn awer och eng Rei Dispositiounen, déi mat dem Projet de loi 7985 zesummenhängen. Ouni dës d'Gesetz kënnen dës Ännerungen am Code de la route net a Kraaft trieden. A sengem Avis vum 23. Dezember 2022 huet de Conseil d'État awer dunn eng Rei formell Oppositiounen formuléiert, esou datt d'Chamber huet Amendementer zum Text misse maachen, déi den 18. Abrëll un de Staatsrot gaange sinn. Dës Problemer am Projet waren esou net ze erwaarden.

Aktuell waarde mir elo nach op den Avis complémentaire zu dësen Ännerungen vum Staatsrot, fir dann nach déi eventuell néideg Ännerungen am Projet de règlement virzehuelen.

Remboursement des lunettes par la CNS | Question 8074 (06/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

D'CNS iwwerhëlt fir Erwuessener all 3 Joer respektiv bei engem Changement vun 0,5 vun der Dioptrie. Bei Kanner ass keen Delai vun 3 Joer virgesinn. De Montant, dee vun der CNS iwwerholl gëtt, gëtt an der Konventioun tëscht der Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg an der CNS festgehalen. Um Site vun der CNS fënnt een eng Konventioun, déi op den 01.01.2021 datéiert ass.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

1. An der Konventioun heescht et ënnert dem Artikel 8:

„La mise à jour des prix des listes peut se faire une fois par année. Les adaptations sont soumises à l'Union des caisses de maladie avant le 15 octobre de l'année en cause et, en cas d'approbation, prennent effet le 1^{er} janvier de l'année subséquente.“

Gouf eng Adaptatioun fir 2022 oder 2023 gemaach? Wa jo, firwat huet dës d'Konventioun vun 2021 nach net um Site vun der CNS ofgeléist?

Wann nee, firwat ass keng Upassung gemaach ginn? Ass de Secteur net vun der allgemenger Inflatiounshausse betraff?

2. Wéi hunn sech d'Montanten, déi d'CNS rembourst, an deene leschte 5 Joer entwéckelt? Ëm wéi vill Prozent sinn dës all Joer respektiv mat all Upassung vun der Konventioun géicht ginn?

3. Wéi vill Prozent vum Präis vun engem Glas sinn duerch de Remboursement vun der CNS gedeckt? Wéi huet sech dës Montant an deene leschte 5 Joer entwéckelt?

Réponse (11/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir d'Joren 2022 an 2023 gouf keng Adaptatioun vun den Tariffer gemaach. D'Dispositiounen an der Konventioun tëscht der Gesondheetskeess (CNS) an der Fédération des patrons opticiens et optométristes du Grand-Duché de Luxembourg gesi vir, datt d'Federatioun der CNS all Joer kann eng nei Präislescht eraginn.

Op Basis vun dëser Lescht decidéiert dann de Verwaltungsrot vun der CNS, ob dës uegell gëtt oder net fir eng Prise en charge. Dës ass allerdéngs keng Negociatioun, ewéi dës ueblecherweis praktizéiert gëtt tëscht der CNS an de Prestatairen.

Fir d'Joren 2022 an 2023 huet de Verwaltungsrot decidéiert, där Demande net nozekommen. Allerdéngs huet de Verwaltungsrot och decidéiert, eng méi strukturell an aktuell Approche en place ze setzen, fir kënnen méi cibléiert virzegoen, wat d'Präisser ubelaangt. Dës Aarbechte sinn um Lafenden.

ad 2. Bei der leschter Aktualiséierung vun den Tariffer fir visuell Hëllefsmittel op den 1. Januar 2021, gouf de Budget fir dës Servicer ëm 14 % erhéicht, wat ongeféier 2 Milliounen Euro am absolute Wäert duerstellt.

ad 3. D'Tabell heidrënner weist de Betrag, dee vun der Krankeversécherung iwwerholl gëtt, déi duerch schnëttlech Participatioun pro Glas an den duerch schnëttleche Prozentsaz vum Remboursement pro Glas fir d'Joren 2018 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et sief ze präzisieren, datt kee Maximalpräis festgeluecht gëtt, soudatt déi verschidden Dénegschtleeschter net en definéierte plafonéierte Präis musse respektéieren.

Lutte contre la stigmatisation et la discrimination | Question 8075 (06/06/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Am Kader vum Pride Month, deen dës Mount stattfënnt, gëtt Stolz, Toleranz a Selbstbewusstsein zelebréiert an domat een Zeeche géint Stigmatisierung an Ausgrenzung gesat. Leider si Beleedigung an Ausgrenzung awer och am Joer 2023 nach ëmmer eng Realitéit an eiser Gesellschaft. D'LGBTQIA+-Communautéit ass oft engem Haass ausgesat, dee generell net sollt akzeptéiert ginn, genausou wéi Ufeindunge géint ee perséinleche Kleedungs- a Liewensstil.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un d'Maddamm Familljeministesch stellen:

– Wéi eng Ulaflaze gëtt et hei zu Lëtzebuerg, nieft der Police, fir Leit, déi Beleedigung géint hir Persoun ausgesat ginn?

– Ass op deene Plazen ee psychologesche Support garantéiert?

– Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir dës Ulaflplaze méi bekannt ze maachen?

Réponse (03/07/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Diskriminatiounen opgrond vu sexueller Orientéierung an der Genderidentitéit sinn zu Lëtzebuerg verbueden, genausou wéi all Akt vu Gewalt géigeniwwer LGBTIQ+-Persounen. Et ass deemno richteg a wichteg, esou Akte bei der Police ze mellen, fir dass si an dëse Fäll intervenéiere kann.

Generell kënnen sech Affer vun Diskriminatioun zu Lëtzebuerg un de Centre pour l'égalité de traitement (CET) adresséieren, deen der Chambre des Députés ugegëllert ass. Dem CET seng Aufgab ass et, déi concernéiert Persounen ze beroden an ze orientéieren, a si iwwert hir perséinlech Rechter, d'Legislatioun, d'Jurisprudenz an d'Méiglechkeeten op hir Rechter ze pochen, ze informéieren.

De Familljeministère konventionéiert am Moment dräi Servicer, fir LGBTIQ+-Persounen ze empfangen, ze ënnerstëtzen an ze stäerken. Dës Servicer sinn esou ausgeriicht, dass si sech ergänzen an als Netzwerk zesummeschaffen.

De Centre LGBTIQ+ Cigale bitt zënter 20 Joer sozialpädagogesch Berodung a Form vu perséinleche Gespréicher un. Doriwwer eraus kënnen sech hei d'Persounen och informell an der „Reebou Stuff“ treffen, oder un enger vun de sellegen Aktivitéiten oder Gruppentreffen deel huelen, fir sech iwwert hir Erfahrungen auszutauschen.

De Familljen-Center bitt zousätzlech zu sengen aneren Aktivitéiten eng spezialiséiert psychologesch Berodung fir LGBTIQ+-Persounen un. De Familljen-Center huet sech schonn 2018 am Thema „Intergeschlechtlechkeet“ spezialiséiert; 2020 gouf dës Offer fir all d'LGBTIQ+-Persounen erweidert.

Den neiste Service ass de Reebou-Center, deen zënter dem 17. Mee 2023 fënnef Deeg an der Woch seng Dieren an der Uewerstad ophuert, fir LGBTIQ+-Persounen ze empfangen an hinnen eng sécher Plaz unzibidden („Safe Space“). De Reebou-Center bitt keng perséinlech Berodung un, mee leed d'Persounen un déi zoustänneg Ulaflplaze weider wann dës gebraucht gëtt.

Nieft hirer Homepage informéieren déi dräi Servicer an de soziale Medien iwwert hir Aktivitéiten an Offeren. Si bidden och Formatiounen iwwert d'Thematik LGBTIQ+ un, z. B. an de Schoulen, am sozialpädagogeschen Beräich an am professionellen Kontext. Esou leeschten si Präventiounsarbecht géint Diskriminatiounen a maachen sech an engems als Ulaflplaz bekannt.

Déi dräi Servicer huelen och reegelméisseg un öffentlechen Veranstaltungen, Konferenzen an Table-ronden deel, wéi zum Beispill der Luxembourg Pride an dem internationalen Dag fir Reeboufamilljen.

Délégués de Gouvernement | Question 8076 (07/06/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 7942 hunn ech mech eng éischte Kéier bei der Finanzministesch zu den Délégués de Gouvernement informéiert. Verschidde Froe bleiwen awer nach a verschidden Äntwerte vun der Ministesch hunn nei Froen opgeworf.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir öffentlechen Déngscht, Interieur, Justiz a Finanzen dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 8 hat d'Madamm Ministesch erkläert:

„Eng Rei Ministèren hunn en eegene Budgetskredit, deen als Frais de contentieux libelléiert ass an doriwwer ginn all d'Affekotskäsche bezuelt, souwuel déi virun den zivilen Gerichter wéi déi virun den administrativen Gerichtsbarkeeten.“

Kann d'Ministesch opgrond vun dëse Budgetartikelen soen, wéi oft sech de Staat an deene leschten 10 Joer vun engem/enger Affekot:in vertrieede gelooss huet?

2. Wéi vill verschidden Affekoten oder Etuden huet de Staat an deem Zäitraum insgesamt (juridictions judiciaires et administratives) beoptraagt (anonymiséiert no Affekot/Etude an no Joren opgeschlëselt)?

3. Wéi héich waren déi jeeeweileg Frais de contentieux pro Ministère an de leschten 10 Joer?

4. Ginn d'Affekotenhonoren ëmmer am Virus ofgekläert oder gëtt de Staat dës bei der Ofrechnung gewuer?

5. Wéi oft huet de Staat schonn Affekotenhonoraire contestéiert, well se ze héich waren?

6. Gi bei groussen Dossier Appels de candidatures ausgeschriwwen, wou d'Affekoten sech da mellen?

7. Wéi vill Délégués de Gouvernement huet den Innenministère an de leschten 10 Joer agestallt a wéi vill sinn et der haut?

8. Wéi vill Délégués de Gouvernement huet de Ministère vun der Fonction publique an de leschten 10 Joer agestallt a wéi vill sinn et der haut?

9. A wéi villen Dossier huet jidderee vun deenen 2 Ministèren an deene leschten 10 Joer (no Joren opgeschlëselt) en Affekot beoptraagt a wéi vill Affekotenhonoraire bezuelt?

10. Wie wíelt den Affekot an engem Dossier aus: de Minister oder e Fonctionnaire? Falls Leschteres, wéi eng Fonctioun huet deen am Ministère?

11. Wéi vill vun deene 17,5 Poste fir Délégués si Fonctionnairesposten?

12. Wéi vill Persounen hunn eng voll Tâche als Délégué? Wéi vill nëmmen eng hallef?

13. Ginn d'Dossieren exklusiv vun den Délégués de Gouvernement betreit oder gi se zum Deel och instruéiert vu Fonctionnaires, déi keng Primm kréien? Falls Leschteres: No wéi enge Critèren entscheet sech, wéini e Fonctionnaire, dee sou een Dossier hëlleft ze instruéieren, eng Primm kritt?

14. Wéi eng Critère muss e Fonctionnaire erfëllen, fir Délégué de Gouvernement ze ginn, ofgesinn dovun, dass ee Jurist muss sinn an an deem concernéierte Ministère schaffen? D. h. op Basis vu wéi enge Critère gëtt déi intern Entscheidung getraff?

15. Falen ënnert déi 17,5 Posten och déi Fonctionnaires, déi un de Conseil de discipline de la fonction publique affectéiert sinn?

– Wa jo, sinn do Fonctionnaires drënner, déi souwuel an deem Conseil de discipline sëtzen, wéi och als Délégué de Gouvernement virun de Juridictions administratives agéieren?

• Wa jo, kréien dës Persounen 1 oder 2-mol déi Prime de délégué de Gouvernement fir dës 2 Aufgaben?

Réponse (02/08/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique | **Mme Taina Bofferdig**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Déi gemeinsam Äntwert op dës Fro bezitt sech op déi 4 Ministèren, un déi d'Fro gestallt gouf.

ad 1. Et ass net méiglech, unhand vun dëse Budgetartikelen ze soen, wéi dacks sech de Staat am Ganzen an deene leschten 10 Joer vun engem Affekot vertrieede gelooss huet.

– De Justizministère huet bei kengem Recours géint eng vu sengen Decisiounen en Affekot chargéiert.

– De Finanzministère selwer huet keen esou e Budgetartikel, dowéinst sinn d'Affekotskäschen iwwert de Staatsministère zentraliséiert ausbezuellet ginn. Bei den Administratiounen huet d'Steierverwaltung selwer esou e Budgetartikel „Frais de contentieux“, iwwert dee se am Ganzen 977 Verbuchungen gemaach huet. Dës Zuel seet awer näischt iwwert déi genee Zuel vu Vertrieedungen duerch en Affekot aus.

– Zënter dem Budgetjoer 2021 existéiert de Budgetartikel „Frais de contentieux“ beim Innenministère, dee quasi exklusiv bei Recourse géint PAG-Entscheidungen genotzt gëtt, déi primär géint d'Deliberatiounen vun de Gemengen gericht sinn.

2021: 15 Dossieren

2022: 11 Dossieren

2023: 5 Dossieren, bis dato.

Virun 2021 sinn och sämtlech Affekotskäsche vum Innenministère zentraliséiert iwwert de Staatsministère bezuellet ginn.

Fir de Ministère fir d'Fonction publique (MFP) gëtt op den Tableau an der Äntwert 2 verwisen, wat d'Unzuel vun den Affären, mat deenen Affekote chargéiert goufen, ugeet.

ad 2. Den Innenministère huet an deem Zäitraum 12 verschidden Etudë mandatéiert.

D'Steierverwaltung huet an deem Zäitraum 36 verschidden Affekoten oder Etudë mandatéiert.

Am Tableau heidrënner gesäit een, wéi vill dat der pro Joer opgeschlëselt ausmécht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat de Ministère fir d'Fonction publique (MFP) betrëfft, si vun 2013 bis elo zéng verschidden Affekoten intervenéiert. Den Tableau heidrënner weist den Detail dovun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Et si just eenzel Ministèren, déi en eegene Budgetartikel fir Frais de contentieux hunn. Den honorablen Deputéierte fënnt déi respektiv Artikelen am Budget.

Zënter dass den Innenministère de Budgetartikel „Frais de contentieux“ huet, sinn am Ganzen 79.666,69 € iwwert dee Budgetartikel ausbezuellet ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Iwwert déi lescht 10 Joer si bei der Steierverwaltung am Ganzen 1.802.115,78 € iwwert deen Artikel ausbezuellet ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Ofgesi vun engem Stonnentariff, kann een am Virus net onbedéngt wëssen, wat eng Affär genee kascht, well en d'Komplexitéit an d'Dauer zu deem Moment net kennt.

ad 5. Den Innenministère, de Finanzministère an de Justizministère hu keng Kenntnis dovunner.

An Dossieren, wou Affekote fir den MFP intervenéiert sinn, war dat bis elo nach net de Fall. Sollte mol Froen oder Onkloerheete bezüglech engem Mémoire d'honoraires gewiescht sinn, goufen déi mam

concernéierten Affekot ugeschwat. A verschiddene Fäll gouf dann d'Note d'honoraires ugepasst.

ad 6. D'Marchésprozedur mat den definéierte Seule gi selbstverständlech respektéiert.

ad 7. Den Inneministère huet säit 2021 ee Jurist, deen zousätzlech d'Tâche als Délégué de Gouvernement huet.

ad 8. Den MFP huet een hallwen Deleguéposten, deen sech dräi Agenten deelen. Contrairement zu deem, wat d'Fro suggeréiert, ginn d'Deleguée net nei ageballt, mee et handelt sech ëm Agenten, déi schonn am Ministère schaffen an déi déi zousätzlech Missioun iwwerhuelen.

ad 9. Wat den Inneministère betrëfft, ginn déi Zuelen aus den Äntwerten 1 an 3 ervir.

Wat den MFP betrëfft, ginn déi Zuelen aus der Äntwert 2 ervir.

ad 10. Op Virschlag vum mam Dossier befaasste Beamte gëtt dem Minister en Affekot proposéiert. D'Entscheidung, wéi een Affekot schlussendlech beoptraagt gëtt, hëlt de Minister.

ad 11. D'Délégués du Gouvernement sinn an enger ganz grousser Majoritéit Fonctionnaires.

Déi Leit, déi Délégué genannt sinn, maachen déi Aarbecht zousätzlech zu hirer normaler Aarbecht.

ad 12. 6 Persounen hunn eng voll Tâche als Délégué.

ad 13. Déi technesch Instruktioun vum engem Dossier gëtt am zoustännegen Ministère gemaach.

Den Délégué du Gouvernement kuckt de juristeschen Deel, bereet déi schrëfflech Conclusiounen vir, mécht de Suivi vum Dossier viru Geriicht, mécht de Kontakt mat all de Parteien a geet d'Affär viru Geriicht plaidéieren.

ad 14. Den Délégué du Gouvernement ass ëmmer e Jurist, deen am Prinzip eng spezifesch Erfahrung am Lëtzeburger Recht respektiv eng Expérience um Barreau huet.

ad 15. Dem honorabelen Deputéierte seng Fro léisst op e bësse Verwiesslung schléissen, wat d'Missioun vum engem Délégué beim Conseil de discipline ass. Deen Délégué „sëtz“ net am Conseil de discipline, mee vertrëtt d'Regierung virum Conseil de discipline. D'Délégués beim Verwaltungsgeriicht sinn ze ënnerscheede vum den Délégués du Gouvernement beim Conseil de discipline.

Déi legal Basis ass verschidden, an d'Jurisprudenz insistéiert op deen Ënnerscheid.

Déi 3 uewe genannten Agente vum MFP sinn Délégués beim Conseil de discipline an Délégués beim Verwaltungsgeriicht.

Vu dass et sech ëm komplett verschidde Saachen handelt, ass d'Indemnisiatioun och eng aner. Beim Conseil de discipline ass se pro Audience/Affär, beim Verwaltungsgeriicht ass et ee Forfait proportional zu der Tâche als Délégué.

Obésité au Luxembourg | Question 8077 (07/06/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Récemment, l'Association des personnes et patients vivant avec l'obésité au Luxembourg (APPOL) a été créée. Celle-ci préconise de ne pas considérer l'obésité comme un problème lié à des mauvaises habitudes de vie d'une personne, mais comme une « maladie chronique multifactorielle, complexe et récidivante, dans les différentes sphères de la société ». La lutte contre l'obésité, phénomène qui ne cesse de croître ces dernières années, demanderait dès lors une approche

de type holistique prenant en considération les caractéristiques personnelles de la personne qui vit avec l'obésité.

Dans ce cadre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont les derniers chiffres disponibles en matière d'obésité au sein de la population luxembourgeoise ? La hausse du nombre de personnes en situation d'obésité constatée suite à la période de pandémie se confirme-t-elle ?

2) Quelle est l'appréciation du Ministère de la Santé face à l'approche de l'obésité préconisée par l'APPOL ? Le ministère partage-t-il la même vision de la notion d'obésité ?

3) Quelles sont, de manière générale, les mesures aujourd'hui mises en œuvre pour lutter contre le phénomène de l'obésité au Luxembourg ? Un plan d'action spécifique s'avère-t-il nécessaire ?

Réponse (03/07/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) a. Données de la médecine scolaire

Dans l'enseignement fondamental, pour 32.576 enfants âgés de 4 à 12 ans vus en médecine scolaire pendant l'année scolaire 2021-2022, 4,77 % (comparé à 4,62 % des 27.855 enfants examinés en 2018-2019) avaient une obésité.

Pour l'enseignement secondaire, les chiffres obtenus par la division de la médecine scolaire, montrent des taux d'obésité plus élevés que chez les enfants de l'enseignement fondamental: pour l'année 2021-2022, 12 % des 11.701 élèves examinés étaient considérés comme obèses selon les courbes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), courbes adaptées par rapport à l'âge. Ces chiffres sont similaires aux données de l'étude HBSC (Health Behaviour in School-aged Children), qui sont des données d'auto-déclaration de poids et de taille. La comparabilité avec les chiffres des années scolaires précédentes est difficile pour cause de changements de modalités de mesures et de collectes de données.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur l'évolution du pourcentage d'enfants considérés comme obèses par cycle scolaire depuis l'année scolaire 2015-2016 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau ci-après montre cette même évolution pour les élèves de l'enseignement secondaire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

b. Données de l'EHIS – European Health Interview Survey

D'après l'enquête sur la santé des résidents (European Health Interview Survey – EHIS) conduite au Luxembourg en 2019, la proportion d'adultes obèses a augmenté entre 2014 et 2019, passant de 15,6 % d'adultes obèses à 16,5 %. En 2019, la proportion d'hommes obèses (18,4 %) est plus élevée que celle de femmes obèses (14,6 %).

Pour la population adulte, des données sur l'obésité après 2019 ne sont pas disponibles. Une prochaine étude représentative (EHIS) sera réalisée en 2025.

ad 2) L'obésité est une maladie chronique multifactorielle et complexe qui peut avoir plusieurs causes comme la génétique, l'atteinte de certaines maladies physiques et mentales, la prise de médicaments, l'environnement et les déterminants sociaux, mais elle est surtout la conséquence d'un déséquilibre énergétique provoqué par de mauvaises habitudes alimentaires, le

manque d'activité physique et la sédentarité (OMS, 2023). L'obésité est dans la plupart des cas un précurseur d'autres maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardiovasculaires et certains types de cancer (Burki, 2021).

Le résultat est toujours une combinaison entre différents facteurs qui se rajoutent au cours des années de vie (OMS, 2022).

ad 3) La lutte contre l'obésité est un défi commun de toute la société, des pouvoirs publics, des associations, des entreprises, de l'éducation et de la recherche et qui implique la santé dans toutes les politiques.

c. Les actions de promotion de la santé en matière de l'alimentation équilibrée et de l'activité physique

Le programme « Gesond iessen, Méi beweegen » a comme but la promotion de l'alimentation équilibrée et de l'activité régulière et adaptée.

Les actions et mesures prévues dans ce programme sont basées sur des preuves et sur les recommandations d'institutions internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission européenne et les Nations Unies :

- promouvoir l'allaitement maternel ;
- réduire l'exposition et l'accessibilité aux aliments moins sains avec des profils nutritionnels défavorables ;
- développer les compétences en matière d'alimentation équilibrée (Nutrition Literacy) ;
- sensibiliser les parents et femmes enceintes ;
- promouvoir une activité physique régulière parmi les enfants ;
- promouvoir une alimentation équilibrée et une activité physique régulière au travail ;
- mise en place et contrôle de l'étiquetage alimentaire et des mesures pour faciliter la lecture comme le Nutri-score.

Un programme de prévention de l'obésité par l'activité physique est en cours d'élaboration afin de proposer des actions pour lutter contre l'obésité. Deux projets phares font partie du nouveau programme: la prescription de l'activité physique et la création de maisons de santé.

d. Le traitement de l'obésité

De par sa nature multifactorielle, le traitement de l'obésité a besoin d'une prise en charge multidisciplinaire (médicale, diététique, activité physique et soutien psychosocial).

Deux projets pour des réseaux de compétences pour le traitement de l'obésité chez l'enfant et l'adolescent et pour les adultes sont en cours :

- le Réseau de compétences de l'enfant et de l'adolescent en surcharge/obésité au Grand-Duché du Luxembourg (MOTOR) et
- le Réseau de compétences pour la prévention et la prise en charge de l'obésité sévère et morbide de l'adulte (RCOSMA).

Au Luxembourg, les enfants et adolescents en surpoids ou obèses sont déjà pris en charge de façon pluridisciplinaire (nutrition, activité physique et aide psychosociale) au sein d'une collaboration entre le CHL, le Reha-zenter et le Service national de psychiatrie juvénile des Hôpitaux Robert Schuman.

Le réseau MOTOR organise la prise en charge multidisciplinaire des problèmes de poids chez l'enfant. Il prend en charge les enfants et adolescents de 6 à 18 ans. Elle englobe la prise en charge axée sur l'éducation physique et psychodéveloppementale, le travail avec les parents et le jeune et, si nécessaire, des interventions à domicile, ainsi qu'un programme thérapeutique stationnaire (KannerKlinik, 2020).

Le service de médecine scolaire et de la santé des enfants et des adolescents de la Direction de la santé collabore avec le réseau MOTOR afin de rediriger les cas d'obésités constatées auprès de professionnels permettant d'évaluer la mise en place d'un suivi spécifique. En cas de surpoids, l'enfant est envoyé chez un/diététicien/nne, si l'enfant est à 2 déviations standards par rapport à l'âge, il est orienté vers le réseau MOTOR.

La clinique de l'obésité au CHL s'occupe de la prise en charge des personnes atteintes de l'obésité et le traitement qui s'étend sur un an est remboursé par la CNS.

Les patients avec un BMI > 30 sont orientés vers le parcours médical normal avec prise en charge diététique, psychothérapeutique, des cours collectifs d'activité physique et tous les traitements et thérapies qu'ils ont besoin en fonction de leurs problèmes de santé et comorbidités.

L'équipe pluridisciplinaire est composée d'endocrinologues, de diététiciens, de psychiatres, de psychologues, de chirurgiens spécialisés en chirurgie bariatrique et d'autres spécialistes selon les besoins spécifiques du patient.

Les patients avec un BMI > 40 peuvent se soumettre à une chirurgie bariatrique, accompagnée des mêmes thérapies et traitements que lors du parcours médical.

Une chirurgie bariatrique peut également être proposée aux patients avec un BMI de 35 à 40 accompagné d'un ou de plusieurs facteurs de risques comme les apnées, etc.

Le Domaine thermal Mondorff propose une cure d'obésité remboursée par la CNS. (Domaine thermal Mondorff, 2023)

Depuis 2019, la CNS rembourse la consultation diététique prescrite par un médecin. Le remboursement est de 100 % si la personne est en dessous de 18 ans.

La nomenclature prévoit un remboursement de la consultation diététique en cas d'obésité sévère des adultes (BMI > 35) ou l'obésité chez l'adulte (BMI > 30) accompagnée d'un des critères suivants : diabète, hypertension artérielle résistante au traitement, syndrome d'apnée, type morphologique androïde, antécédents cardiologiques ou l'obésité chez les enfants et adolescents. (ANDL, 2019)

Des réflexions sont en cours sur le besoin éventuel d'un plan d'action sur l'obésité vu la publication du nouveau document de l'OMS « Health service delivery framework for prevention and management of obesity ».

Situation au Sénégal | Question 8078 (07/06/2023) de M. Fred Keup | M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Sécherheetssituatioun am Senegal gëtt ëmmer méi onstabil a rezent koom et zu gewalttätege Protester am ganze Land. Hannergrond dovun ass en ëmstrident Gerichtsurteil géint de bekannte senegaleeschen Oppositionspolitiker Ousmane Sonko. Déi senegaleesche politesch Opposition geheet dem President Macky Sall vir, ëmmer méi autoritär ze agéieren an Oppositioneller wëlle monddout ze maache respektiv dorun ze hënneren, politesch Verantwortung ze iwwerhuelen. Deemno géif de Macky Sall eng drëtt Amtszäit ustriewen, wat am Senegal iwwerdeems net kompatibel mat der Verfassung wier, déi maximal zwou Amtszäite vun engem President virgesäit.

Brisant ass an deem Kontext, datt Lëtzebuerg de Senegal scho jorelaang am Beräich vun der wirtschaftlecher Entwécklung ënnerstëtzt. Am Februar dëst Joer

gouf den Ierfgroussherzog am Kader vun enger Visitt am Senegal vum President Macky Sall esouguer mat der héchster senegaleescher Auszeechnung (Ordre national du Lion du Sénégal) dekoréiert.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi schätzt d'Regierung déi aktuell politesch Lag am Senegal an? Confirméiert sech an den Ae vun der Regierung d'Kritik vun der senegaleescher politescher Opposition, datt de senegaleesche President ëmmer méi autoritär agéiert an Oppositionspolitiker aschüchtere wëll? Misst d'Regierung sech an deem Fall net vum aktuelle politesche Regimm distanzéieren an och hir finanziell Ënnerstëtzung iwwerdenken?

2. Wéi eng Konsequenzen hunn déi uewe beschriwwen Ëmstänn op déi zukünfteg politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an dem Senegal?

Réponse (07/07/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Lëtzebuurger Regierung bedauert den Doud vun de Victiminnen no de gewaltsamen Ausschreitungen Ufank Juni a mécht sech Suergen ëm d'Vergrößerung vun de politeschen a soziale Spannungen am Senegal. An deem Kontext betount d'Regierung d'Wichtigkeet vum néidege Respekt vun Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter vun allen Acteuren.

D'Regierung huet Vertrauen an d'Stärkt vun der senegaleescher Demokratie, zemoos well si eng laang Traditioun an deem westafrikanesche Land huet an et bis elo ëmmer fäerdegbruecht huet, Walen op eng inklusiv a friddlech Manéier virzebereeden. Den aktuelle President Macky Sall huet zudeem den 3. Juli annoncéiert, dass hien net méi bei de Walen 2024 kandidéiere wäert. Selbstverständlech wäert eis Ambassade zu Dakar déi weider Entwécklungseuree op place enk suivéieren.

ad 2. Zu deem Zäitpunkt ass d'Zesummenaarbecht mam Senegal zemoos op wirtschaftlech Plang nach éischter onweesentlech. Vu politescher Säit aus ass ze soen, dass d'Regierung mat sengen europäeschen an internationale Partner am Dialog mat de senegaleeschen Autoritéiten weider op den demokratesche Prozess insistéiere wäert. Dozou gehéieren och d'Reuniounen vun der Commission de partenariat, déi am Kader vun der Entwécklungszesummenaarbecht mam Senegal stattfannen. Déi nächst Reunioun ass do fir den 19. Juli zu Lëtzebuerg geplangt.

Conséquences de l'inflation | Question 8079 (07/06/2023) de M. André Bauler (DP)

Déi inflationär Tendenzen aus de leschte Joren hunn dozou gefouert, datt etlech Leit, trotz e sëllege finanziellen Hëllef vum Staat, sech hu missen aschränken an op verschidde Wueren entweder ganz verzichten oder hire Konsum aschränken. Och d'Bauern an d'Gärtner aus der Biolandwirtschaft schéngen net verschount vun deser Evoluitioun ze bleiwen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. A wat fir engem Mooss féiert d'Hausse vun de Produkter vu Biowueren zu enger Reduzéierung vun der Consommatioun? Gëtt et do schonn éischt statistesch Erkenntnisser?

2. Wat fir ee Feedback kritt den Här Landwirtschaftsminister aus der Branche vun de Biobauern, déi vun hirem Haff aus Fleesch, Mëllech, Geméis an aner Wuere verkafen?

3. Wat fir eng Wueren am Bioberäich goufen am stäerkste vun der Präishaussse getraff? Wéi presentéiert sech d'Entwécklung vum Präis vun der Biomëllech, dem Biofleesch an de Bioeier an de leschte Méint?

4. Hunn eventuell misse Mataarbechter aus Biobetrieb entlooss ginn?

Réponse (07/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

ad 1. All Joer mécht de Statec seng Etude iwwer d'Ausgabe vun de Stéit. Bei Liewensmëttel a Gedrénks ass dobäi erauskomm, datt den Undeel vu biologesche Produiten 2022 ëm 8 % zeréckgaangen ass, iwwerdeems et déi Jore virduer nach e Plus vu ronn 10 % war. Déi Baisse zejoert kann eng Konsequenz sinn op d'Präisdeierecht. Déi Tendenz muss sech awer nach déi nächst Jore confirméieren.

ad 2. Grondsätzlech ass d'Haffvermaartung direkt un de Konsument bei bal alle Bauern (konventionelle a Bio) zeréckgaangen. Et ass awer generell net ënnert den Niveau vu virun der Inflation.

ad 3. Generell bei all de Bioliewensmëttel, oft awer net onbedéngt an deem Mooss wéi d'Hausse bei de konventionelle Liewensmëttel. Beim Biofleesch zu Lëtzebuerg hunn d'Produzenten hire Verkaufspräis net erhéicht un den Handel.

ad 4. Nee, laut eise verfügbaren Informatiounen huet de Bioprimärsektor keng Mataarbechter entlooss.

Tunnel Schieburg | Question 8080 (07/06/2023) de Mme Martine Hansen | M. Emile Eicher | M. Aly Kaes | M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

Säit dem 27. August 2022 ass den Tunnel Schieburg op der Nordzuchstréck tëscht Kautebaach a Wëlwerwolz gespaart. Doduerch feelt eng wichteg Zuchverbindung zu Lëtzebuerg, virun allem fir d'Leit aus dem Norden. Bei enger rezenter Pressekonferenz vun den CFL ass kloergestallt ginn, dass den Tunnel net wéi geplangt no der Ouschtervakanz rëm konnt opgoen. Zënterhier ass kee konkreeten Datum gewosst, wéini d'Linn 10 rëm operabel ass. Doriwwer eraus geet aus enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7975 ervir, dass elo schonns geplangt ass, déi genannte Stréck fir den Zuchverkéier am Zäitraum vum 19. August bis den 10. September 2023, wou och d'Fouer stattfënnt, um Tronçon Ettelbréck-Gouvy, ze spären.

An deem Kontext wëlte mir folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister eis soen, wat den aktuelle Stand vun den Aarbechten am Tunnel Schieburg ass?

– Ass et zu weidere Komplikatiounen bei den Aarbechten am Tunnel Schieburg komm?

– Wéini soll déi genannte Stréck nees fir den Zuchverkéier opgoen?

– Firwat sinn d'Entretienaarbechten, déi fir den Zäitraum August bis September 2023 geplangt sinn, net elo gemaach ginn, wou d'Stréck souwisou zou war respektiv zou ass?

Réponse (03/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Nodeems d'Gestengs, dat an den Tunnel gefall ass, komplett evakuéiert konnt ginn, sinn aktuell

d'Aarbechten amgaangen, fir déi definitiv nei Drostruktur op der concernierter Plaz an den Tunnel anzubauen.

Zënter dass den 13. Februar 2023 festgestallt gouf, dass déi bis dohinner realiséiert Injektiounen net duerginn an doropshin den Aarbechtsprogramm ugepasst gouf, ass et zu kenge Komplikatiounen bei den Aarbechte komm.

Den Deel vun der Nordstreck tëscht Kautebaach a Clierf wäert de 5. August 2023 nees a Betrib kënne goen.

D'Erneuerungsaarbechten, déi fir d'Period vum 20. August bis den 10. September geplangt sinn, gesinn eng komplett Erneuerung vun de Gleiser (Schinnen, Schwellen a Ballast) tëscht Wëlwerwol an Draufelt vir. Dobäi handelt et sech ëm ± 4.200 m Gleis, dat mat Hëllef vun engem mechanesch Ëmbauzuch erneiert gëtt. Den Zougang fir dës spezialiséiert Aarbechtsmaschinen an déi doduerch bedéngte Materialversuergung vum Chantier kann nëmme vu Süde Richtung Norde stattfannen, well dës Gefierer vun de Firmen, déi um Lëtzebuerger Réseau ageréiert sinn, keng Autorisatioun hunn, fir um belsche Réseau kënnen ze zirkuléieren.

Den Tunnel Schieburg, deen tëscht Kautebaach a Wëlwerwol läit, huet also den Accès per Schinn während de Méint, wou d'Nordstreck op dem betrouffene Streckendeel zou war an och nach ass, verspaart. Wéinst der Topographie an dem Mangel un adäquater Stroossenaccès war d'Erneuerung vun de Gleiser anescht wéi duerch déi mechanesch Method net denkbar.

Sécurité aérienne | Question 8081 (08/06/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3768 vum 4. Mäerz 2021 iwwert verschidde Sécherheetsmängel um Findel, déi am Kader vun engem Audit vun der ANA duerch d'DAC festgestallt goufen, huet den Här Minister deemools ënner anere dat hei geschriwwen: „An den Deeg nom Audit gouf der DAC e korrektiven Aktiounsplang, deen aus e puer Etappe besteet, zur Verfügung gestallt, wéi bei all Netkonformitéit. Dese leeft bis Enn 2021 a gouf vun der DAC guttgeheescht.“

Zu der Fro vum schlëmmstméiglechen Impakt op de Findel huet den Här Minister deemools geschriwwen: „Aus enger operativer Perspektiv, wier déi extreemste Moosssnam theoretesch e partiell oder komplett Zoumaach vum Flughafen oder vum Lofttraum. Sou eng Moosssnam schéngt allerdinge am Moment weeder gerechtfäerdegt nach proportional.“ Wéi rezent an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7950 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement ze liese war, koom et an der Lescht awer zu substantiellen Aschränkungen am Passagéierverkéier, well d'Zuel vun de Landunge vum 20 op zwielef pro Stonn huet misse reduzéiert ginn. Als Begrënnung schreift den Här Minister dann ënner anere dat hei: „Am Kader vun engem Audit vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) eng Rei Nonkonformitéite festgestallt. Eng dovun ass als Niveau 1 klasséiert ginn an d'DAC huet eng direkt Aktioun vun der ANA gefrot, déi d'Zuel vun den Arrivéen op 12 pro Stonn limitéiere soll, soulaang déi Nonkonformitéit net geléist gouf.“

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gären dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi déi zwee Dossiere liiert sinn? Handelt et sech ëm zwee

verschidden Auditen oder ëm de Suivi vun identesche Problemer? Kann den Här Minister am éischte Fall preziséieren, wéi sech dës héich Zuel u Pannen innerhalb vu kuerzer Zäit erkläert respektiv, am zweete Fall, firwat den ursprénglechen Delai, fir déi festgestallte Mängel bis Enn 2021 ze redresséieren, net agehale gouf?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, mat wéi vill Ausfäll a Verspéidungen d'Passagéier um Findel notament während der Saison musse rechnen a preziséieren, wéi laang eng duerchschnëttlech Verspéidung kéint daueren?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dës Mängel sech allgemeng op déi international Reputatioun vum Findel auswirken a preziséieren, ob an deem Zesummenhang scho Fluchgesellschaften annoncéiert hunn, hir Aktivitéiten um Findel ze reduzéieren oder anzestellen, respektiv op geplangt Expansiounen oder nei Néierloosungen ze verzichten?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi ee Chiffre d'affaires der Firma lux-Airport als Exploitationgesellschaft duerch dës Reduktioun maximal ka verluer goen a preziséieren, ob dës oder och de Staat direkt am Risiko stinn, an deem Zesummenhang missen Indemnitéiten u betrouffte Fluchgesellschaften ze leeschten?

Réponse (19/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wat déi zwee Dossieren ugeet, esou handelt et sech ëm zwee verschidden Auditen. D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet Restriktiounen ausgeschwat wéinst feelenden Zertifikater vun de Kompetenzniveauen vun den Techniker vun der Administration de la navigation aérienne (ANA). Dës sinn noutwenneg, fir verschidden Zorte vu Maintenance un den techneschen Ekipementen kënne konform duerchgeföhren. D'ANA huet doropshin zousätzlech Formatiounen ugefrot, fir déi noutwenneg Zertifikater ze kréien, fir dass d'Restriktiounen dann esou séier wéi méiglech kënnen opgehewe ginn.

Wat d'Fro iwwer déi héich Unzuel vun Defaillancen ugeet, soll drop higewise ginn, datt dëst d'Resultat vun enger Successioun vun Evenementer ass, déi haapt-sächlech op eng feelend Antizipatioun vun der Ëmsetzung vun existéierenden europäeschen Obligatiounen zeréckgeet. Dëst betrëfft am Moment haaptsächlech de CNS-Domän (Kommunikatioun, Navigatioun, Iwwerwaachung), dee rezent vun engem ganz héije Personalausfall betrouff ass.

Zu de Verspéidungen bzw. Ausfäll vu Flich kann ee soen, datt dës normale oder op verschidde Grënn baséieren, wéi zum Beispill op technesche Pannen, schlechte Wiederkonditiounen, der maximaler Kapazitéit vu verschidde Lofttraim, Streik vu verschidde Acteuren aus der Luftfahrt etc. Deemno ass et net méiglech, den Impakt vun dëse Restriktiounen op eenzel Flich genee ze bezifferen.

Et sief drun erënnert, dass d'Audite vun der DAC als Kontrollautoritéit gemaach gi fir sécherzestellen, dass déi international an europäesch Reglementer agehale ginn, dëst ëmmer mam Zil, fir d'Sécherheet um Flughafen ze assuréieren. Bis elo gëtt et keng Indizien dofir, datt sech dës Restriktiounen vun de Landungen negativ géifen op d'Reputatioun vum Flughafen Lëtzebuerg auswirken. Vusaite vun de Fluchgesellschaften gëtt et keng Informatiounen iwwert e reellen Impakt op hir Aktivitéiten. Dës Restriktiounen féieren am Eenzelfall zu Verännerungen vun de Landezäiten.

lux-Airport zitt och weiderhi Landetaxen an, dës bleiwen no den normale Reegelen och weider fällg. Et gouf bis haut nach keng Annulatioun vu Flich oder

Ëmleedunge wéinst den aktuell gëltege Limitatiounen, dohier och keng Verloschter op Säite vu lux-Airport.

Report de certaines épreuves écrites de l'examen de fin d'études secondaires | Question 8083 (08/06/2023) de M. Marc Spautz | M. Paul Galles (CSV)

Eisen Informatiounen no gouf en Deel vun de schrëftlechen Epreuve vum Examen de fin d'études secondaires op déi Woch no der Péngschtvakanz verréckelt. Den Delai fir d'Verbesserung gouf awer net adaptéiert, soudass déi original Kopie vun de Schüler hu misse fotokopéiert ginn, fir dass d'Enseignanten deen Delai iwwerhaapt konnten anhalen.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend richten:

– Kann den Här Minister d'Verréckele vun engem Deel vun de schrëftlechen Epreuven op déi Woch no der Péngschtvakanz confirméieren?

• Wa jo, wéini gouf déi Decisioun geholl a wat sinn d'Grënn dofir?

– Kann den Här Minister eis doriwwer informéieren, wéi vill Fotokopien opgrond dovun hu misse gemaach ginn, am Total an opgeschlësst no Fach a Lycée?

Réponse (11/07/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De schrëftlechen Deel vum Premièresexame leeft iwwer 7 Deeg, déi op 2 Woche verdeelt sinn. Während dëser Zäit schreift all Schüler Examen a 6 Fächer. Well dëst Joer Päischten, an domat och d'Päischtvakanz, relativ spët louch, war den Ecrit ursprénglech integral virun dëser Vakanz geplangt. Den Oral sollt no der Vakanz stattfannen.

Am Virfeld vun den Examen huet d'CNEL Bedenke geäussert, well déi 7 Examensdeeg vum schrëftlechen Examen op zwou Wochen hannerene louchen. Si hunn dorop higewisen, dass d'Schüler wéinst der Pandemie méi eng schwierig Troisième an Deuxième hannert sech hätten, an hunn duerfir gefrot, datt eng Preparatiounszeit tëscht déi 2 Ecrits-Examens-woche géif placéiert ginn. Fir deem Wunsch kënnen nozokommen an trotzdem de Schüler den Diplom spëtstens den 1. Juli zur Verfügung ze stellen, gouf eng Woch Oral mat enger Woch Ecrit ausgetosch.

Dës eemoleg Measure huet awer mat sech bruecht, dass manner Zäit bliwwen ass, fir den zweeten Deel vum Ecrit ze verbesseren. Fir dass d'Membere vun den Examenskommissiounen nawell mat der néideger Rou hir Kopie verbessere konnten, hunn ech d'Direktiounen vun de Lycéeën ugewisen, gläich no de jeeweilegen Epreuve vun der 2. Ecrit-Woch Kopie vun de Schüler hiren Äntwerten un den zweeten an drëtten Correcteur ze schécken.

An där zweeter Partie vum Premièresexame goufen 8.286 individuell Epreuve geschriwwen. D'Kopien, déi gemaach goufen, verdeele sech folgendermoossen op d'Sektiounen a Variante vum ESC an op d'Sektiounen vum ESG:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et ass allerdinge kaum méiglech, dës Zuele pro Lycée ze ventiléieren.

Traitement de la Long-Covid | Question 8084 (09/06/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Am Juli 2021 huet d'Regierung e Pilotprojet fir eng multidisziplinär Behandlung vu Long-Covid-Patiente

présentéiert. Zanterhier ginn déi betrafte Patienten am CHL, an der Rehaklinik du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), am Rehazenter an am Domaine thermal Mondorf behandelt. Mengen Informatiounen no krute verschidde Patienten, déi un deem Programm deelhuefen, trotzdeem e Refus vum Kontrolldokter vum der CNS.

An dem Zesummenhang wollt ech folgend Fro un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéi vill Patiente si bis ewell am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt ginn?
2. Wéi vill Patiente kruten e Refus vum Kontrolldokter, obwuel e Spezialist virdu Long-Covid diagnostizéiert hat a si am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt goufen?
3. Firwat gëtt bei Patienten, déi am Kader vum Long-Covid-Programm behandelt ginn, d'Diagnos vum Spezialist net d'office vum der CNS unerkannt?
4. Wéi vill huet de Projet Long-Covid bis ewell kascht?

Réponse (11/07/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Finanzéierung vum Long-Covid-Programm, deen den 8. Juli 2021 virgestallt gouf, deemools ënnert der Form vum engem Pilotprojet, ass ufanks 2022 vum der Krankeversécherung iwwerholl ginn a soll de Patienten, déi u Long Covid leiden, eng méi adäquat a pluridisziplinär Prise en charge garantéieren.

Am Kader vum deem Programm si bis haut 1.006 Patiente behandelt ginn.

ad 2. an 3. Am Kader vum der Diagnos an der Prise en charge vum Long-Covid gëtt d'Prise en charge vum Patient an Etappe vum de bedeelegte Spideeler realiséiert. Dës Prise en charge viséiert, déi festgestallte Krankheetsbiller ze verbesseren.

Bei enger laanger Aarbechtsonfäegkeet vum Patient kënn et vir, datt e Long-Covid-Patient an de medezinesche Kontrolldéngscht vum der sozialer Sécherheet (Contrôle médical de la sécurité sociale – CMSS) geruff gëtt, haaptsächlech am Beräich Krankegel.

Dem Kontrolldokter seng Aufgab besteet doran ze evaluéieren, ob all Assuré fäeg ass ze schaffen oder net, fir deen e Krankeschäin ausgestallt gouf.

De CMSS stellt no der Analys en Avis op. Op deem medezinneschen Avis baséiert d'Decisioun vum der Gesondtheitskeess.

Den Artikel 419 Alinea 1 vum Code vum der sozialer Sécherheet gesäit Folgendes vir: « Le CMSS a pour mission d'évaluer l'état de santé des assurés dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts afin de se prononcer dans des avis motivés sur les éléments d'ordre médical qui commandent l'attribution de prestations de sécurité sociale. »

Wat d'Zuelen ubelaangt, ass ze soen, dass, am Joer 2021, 261 Patiente vum Kontrolldokter gesi goufen, an der dovun 26 als aarbechtssfähig deklaréiert goufen. Fir d'Joer 2022 huet de Kontrolldokter am Ganze 411 Long-Covid-Patiente gesinn, an 48 dovun kruten e Refus. A fir 2023 krute bis elo 6 vun den ënnersichten 90 Patienten eng Aarbechtsonfäegkeet refuséiert. Dësen Taux läit an der Moyenne vum Taux vu Patienten, déi insgesamt vum Contrôle médical als aarbechtssfähig deklaréiert ginn. Am Joer 2021 waren dat 12 %.

ad 4. D'Zomm, déi vum Gesondheitsministère am Kader vum den Accorde vum Pilotprojet iwwer de Long-Covid bezuelt gouf, beleef sech op 1.075.369,25 Euro.

Donieft gëtt d'Prise en charge vum Long-Covid vum der CNS finanzéiert am Kader vum de bekannte

Finanzéierungsprinzip vum der Dokteraktivitéit iwwer d'Nomenclature an d'Spidolsaktivitéit iwwer de järeche Budget vum den eenzelne bedeelegte Spideeler.

Fraude contre la sécurité sociale | Question 8085 (09/06/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Wéi een an der Press vum 8. Juni 2023 noliese kann, huet d'Krankekeess d'lescht Joer eng negativ Bilanz vum 41,6 Milliounen Euro gemaach, wat bedeit, datt déi global Reserv weiderhin ofhëlt. Mat Sécherheet droen och Frauden am Beräich vum der Krankeversécherung zu dësen Abousse bäi.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

– Mécht de Ministère fir d'sozial Sécherheet Estimatiounen bzw. Statistiken, wat de geschätzte Volume ugeet vum de Frauden am Beräich vum der Krankeversécherung? Wa jo, kann den Här Minister eis dës Estimatiounen bzw. Statistiken matdeelen? Wann nee, firwat ginn esou Estimatiounen bzw. Statistiken net gemaach?

Réponse (11/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Am Allgemengen ass et net méiglech, de genaue „Schued“, deen d'Gesondtheitskeess (CNS) duerch potentielle Bedruch dovun gedroen huet, ze bestëmmen. Och um internationalen Niveau gëtt et weening zouverlässeg a konkret Donnéeën.

Fir awer den Impakt vum konstatéierte Bedruch, dem Mëssbrauch an de Feeler am Beräich ze moossen, huet d'CNS, a méi spezifesch de Service „Lutte abus et fraude“, verschidde „Key Performance Indicators“ (KPI) fixéiert, op Basis vum deenen d'Ausmooss an d'Evolutioun vum konstatéierte Bedruch, deen am Kader vum der Kontrolle festgestallt ginn ass, kënnen evaluéiert ginn.

Dës KPI, déi reegelméisseg an de järeche Rapporte vum der CNS publizéiert ginn, bestinn engersäits aus quantitativen Elementer wéi:

1. d'Unzuel un oppenen Dossieren (pro Joer);
2. d'Unzuel un Dossiere mat engem strofrectleche⁴ Suivi (pro Joer);
3. d'Unzuel u Saisiné vum der Commission de surveillance de la sécurité sociale⁵ (pro Joer).

Och wann de Kampf géint de Bedruch an de Mëssbrauch sech op déi strofrectlech Aktiounen konzentréiert, duerch déi ee méi konkrete Ausmooss vum Schued op Käschte vum der CNS ka festgestallt ginn, ass et awer och wichteg, de weesentlechen Aspekt vum der Präventioun ervirzehiewen, deen et erméiglecht, e potentielle Schued ze limitéieren.

Fir déi zwee Faktore „Repressioun“ a „Präventioun“ ze representéieren, gëtt et e 4. dediéierte KPI, deen de „geschätzte Betrag un detektéiertem a gestopptem Schued“ duerstellt an esou eng méi cibléiert finanziell Dimensioun vum der Bekämpfung géint d'Feeler, de Bedruch an de Mëssbrauch an der Krankeversécherung an an der Fleegeversécherung erméigelt.

Esou kann also festgestallt ginn, dass de Betrag vum fréizäitig detektéierten a gestoppten Schued, säit dem Ufank vum der Erhiewung am Joer 2021 (op Basis vum den Dossieren aus de staark vu Covid-19 betraffene Joren 2020 an 2021) a konstanter Progressioun ass.

⁴ Plaintes et dénonciations sur base de l'article 23 du Code de la procédure pénale

⁵ Article 73 du Code de la sécurité sociale

Tëscht Enn 2021 an Enn 2022 konnt eng Augmentatioun vu 4 Milliounen Euro verhënnertem Schued festgestallt ginn (7 Milliounen Euro Enn 2021, 11 Milliounen Euro Enn 2022).

En effikasse Kampf géint de Mëssbrauch, de Bedruch an d'Feeler ass e wichtegt Element am System vum der sozialer Sécherheet. Dofir wäert d'Gesondtheitskeess weiderhin dem Volet vum der Präventioun, dem Noweis an de Sanktiounen eng grouss Wichtegkeet accordéieren.

Primes pour panneaux photovoltaïques | Question 8086 (09/06/2023) de Mme Martine Hansen | M. Paul Galles (CSV)

Säit dem 1. Januar 2023 goufen d'Bäihëllef fir Photovoltaikanlagen am Eegeverbrauch erhéicht. Och fir d'energeetesche Sanéierung, dat heescht, fir Gebaier ouni fossill Brennstoffe ze heizen, goufen d'finanziell Bäihëlfe ugepasst.

Bei de Photovoltaikanlagen ass den Datum vum der Commande op den 1.1.2023, an dee vum der finaler Rechnung op Enn 2025 fixéiert ginn. Bei den Heizsystemer kann d'Commande awer op en Zäitpunkt ab dem 1.11.22, d. h. virun der Publikatioun vum Gesetz, datéieren.

An deem Kontext géife mir gäre weider folgend Froen un den Energieminister stellen:

1. Wéi verhëlt et sech elo mat Projektträger vu Photovoltaikanlagen am Eegeverbrauch, déi hir Anlag 2023 a Betrib huelen, ma déi awer schonns d'Commande 2022 respektiv villäicht esouguer eng éischt Ubezuelung am Joer 2022 gemaach haten?

2. Ginn déi Leit an deem Sënn benodeelegt, datt se dann ënnert déi al, manner avantagéis Konditiounen falen, obwuel d'Anlag réischt 2023 a Betrib gongt/geet oder gesäit de Minister do vir, fir och déi Anlagebedreiwer am Kader vum de modifizéierte Bäihëlfe ze consideréieren? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen?

Réponse (11/07/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

D'Thematik, déi vun den éierewäerten Deputéierten ugeschwat gëtt, ass eng generell. An allen Hëllefsgimmer gëtt et Bedéngungen an Delaien, bannent deenen een d'Hëlfe ufroen muss. Béid Saache brénge mat sech, datt Grenzfall entstinn. Dat ass net ze vermeiden.

Am konkrete Fall hei goufen déi scho ganz attraktiv Hëlfe am Kader vum Tripartitt-Accord vu September 2022 punktuell, fir eng limitéiert Zäit, nach emol gehéicht, an d'Gesetz vum 23. Dezember 2022 „modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement“ huet d'Datumer, wéi se am Tripartitt-Accord Mëtt September 2022 decidéiert an ënnerschriwwen goufen, ëmgesat.

Am Sënn vum der Froestellung konnt sech jiddereen ab Mëtt September 2022 no dësen neien Delaie richten.

Poursuites dans le cas de mobbing envers des mineurs | Question 8087 (09/06/2023) de M. Laurent Mosar | M. Léon Gloden (CSV)

En Donneschdeg den 8. Juni 2023 ass op de soziale Medien ee Video diffuséiert ginn, wou ee jonkt Meedche vun anere Jonken harceléiert, geschloen an op uergstem Niveau erniddregt ginn ass. De Video huet sech séier verbreet, dat obwuel eigentlech keng Videoe vu Mobbing op de soziale Medien dierfe gewise ginn.

Aus engem RTL-Artikel zu dem genannte Video ass erauszulesen, dass eng Plainte bei der Police déposiert ginn ass. D'Police soll der Mamm vum Affergesot hunn, hinne wieren d'Hänn gebonnen, well et sech ëm Mineuren handelt, an d'Unisec (Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État) hei am Land iwwerfëllt wier.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, d'Madamm Justizministesch an den Här Minister fir Educatioun riichten:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannte Faite bestätegen?
2. Wéi eng Pursuuite si géint déi Schëlleg an d'Weeër geluecht ginn?
3. Ass domat ze rechnen, dass och juristesche Pursuuite géint Meta an d'Weeër geluecht gi weinst der Verbreedung vun deem Video?
4. Wann et sech effektiv ëm Mineuren handelt, firwat kënnen dës net an der Unisec zu Dräibuer placéiert ginn?
 - Kann d'Regierung eis confirméieren, dass d'Unisec zu Dräibuer voll ass?
 - Wa jo, wat gedenkt d'Regierung bei dëser urgenter Problematik vum Plazmangel an der Unisec ze ënnerhuelen?
 - Si Vergrësserung vum dëser Struktur virgesinn?
5. Wann et sech ëm Schüler aus engem Lycée handelt, wat gedenkt den Educatiounsminister ze ënnerhuelen, fir esou Virfäll virzebeugen?

Réponse (11/07/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Jo, d'Regierung ka bestätegen, dass et am Nomette vum 7. Juni um Gebitt vun der Région capitale zum genannten Iwwergrëff komm ass, an dass dës kuerz drop an de soziale Medien verëffentlecht a gedeelt gouf. De Minister fir bannenzeg Sécherheet ass iwwer dës Fall informéiert ginn an huet sech mat den aneren zoustännegen Ministere concertéiert.

ad 2. Den Dag selwer nach gouf bei der Police eng Plainte gefouert, wouropshin de Parquet Lëtzebuerg kontaktéiert ginn ass, deen d'Entscheidung getraff huet, den SPJ mat de weideren Ermittlungen ze befaassen.

ad 3. Vu dass et sech bei dëse Faite ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemno decidéiert aleng de Ministère public iwwer d'Opportunité, fir doriwwer ëffentlech ze kommunizéieren.

ad 4.

– Am Zäitraum vum 1. Januar 2023 bis de 15. Juni 2023 ware während 36 Deeg all 12 Plaze vun der Unisec beleeht. De Rescht vun der Zäit waren nach Plazen an der Unisec op.

– Am Kader vum neie Jugendschutzgesetz sollt d'Unisec an e Centre pénitentiaire pour mineurs ëmgebaut ginn.

– Momentan gëtt eng Analys vun de Besoine vun dëser neier Struktur gemaach.

ad 5. De Kampf géint de Mobbing an de Cybermobbing betrëfft déi ganz Schoulgemeinschaft an ass

wichtig, fir d'mental Gesondheet vun de Jonken ze stäerken.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass sech der Wichtigkeet vun dëser Thematik bewosst a setzt sech op villen Achsen an der Preventioun vu Gewalt a Mobbing an. Divers Projeten erlaben et engersäits, an der Schoul dem Mobbing an der Gewalt virzebeugen, an anerersäits, den Encadrement an d'Begleitung vun Affere an Auteure kloer ze encadréieren.

1. Campagne „Exit Mobbing“: eng Campagne, fir op Mobbing an der Schoul ze reagéieren a fir preventiv ze handelen

Eng Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne mam Numm „Exit Mobbing“ gouf dës Schouljoer vum CePAS gestart. Dës Campagne adresséiert sech un d'Schüler an hir Elteren. Am Hierscht gëtt d'Campagne op d'Zilgrupp vum Schoulpersonal erweidert.

Wuel wëssend, datt et dacks schwéier fir e Schüler ass, sech engem unzevertrauen, wann hie belästegt gëtt, ass d'Zil vun dëser Campagne, de Phänomeen vum Mobbing ze enttabuséieren. D'Affere sollen deculpabiliséiert ginn a sech trauen, och innerhalb vum Lycée no Hëllef ze froen. D'Zeie sollen net méi ewechkucken.

Dës Aktioun huet als Zil, iwwer d'Konsequenze vum Mobbing fir Affere, Zeien awer och Auteuren opzeklären.

2. Campagne „Not Sharing is caring“: eng Campagne, fir op d'Implikatiounen vum Deele vu Gewaltvideoen opmierksam ze maachen

Ufank Juli lancéiert den Educatiounsministère eng Campagne an Zesummenaarbecht mat der Police an dem Parquet, fir iwwer de Phänomeen vun de Gewaltvideoen opmierksam ze maachen. D'Zil vun der Campagne ass et, jonk Leit ze encouragéieren, hiert Verhalen an dat vun anere Leit ze hannerfroen an Zivilcourage ze weisen, andeems si direkt reagéieren bei Gewaltdoten an net ewechkucken oder souguer een Deel vun der Gewalt ginn. D'Campagne, déi iwwer déi sozial Medien gedeelt gëtt, enthält zwee Kärmessagen:

– Wann s du Zeie vun enger Gewaltdot gëss, ruff d'Police!

– Wann s du ee Gewaltvideo geschéckt kriss, da schéck en net weider, fräi nom Motto „Not sharing is caring“.

3. Richtlinnen zu de Vertraulechkeetsreegelen an der psychosozialer an edukativer Praxis

De CePAS huet Richtlinnen opgrond vun der besteeënder Gesetzeslag zesummegeallt, déi der Uwendung vu Vertraulechkeetsreegelen am Kontext vun der multiprofessioneller Zesummenaarbecht am Lycée déngen.

Dës Richtlinnen erméiglechen e gemeinsaamt Verständnis vun de Schüler, den Enseignanten, der Direktioun an dem psychosozialen an edukativen Personal zu de vertraulechen Informatiounen a sensibelen Donnéeën, déi duerfe gedeelt ginn an déi net duerfe gedeelt ginn am Kader vun der Betreierung vun de Schüler.

Dës Richtlinne beschreiwen och Fäll, an deenen d'Berufsgesheimnis seng Limiten huet a wou d'Situatiounen bei den zoustännegen Autoritéite muss gemellt ginn.

4. Aféiere vun engem „Délégué à la protection des élèves“ an all Lycée

Dat rezent modifizéiert Lycéesgesetz gesäit vir, datt all Lycée d'Funktioenen vun engem Délégué à la protection des élèves (DPE) aféiert. Déi designéiert Mataarbechter aus de SePAS oder den SSE, déi dës Funktioun iwwerhuelen, hunn d'Missioun, d'Rechter vum Jonken ze promovéieren, ënner anerem iwwer d'Aféierung

vun engem interne Schutzkonzept. D'Schoulgemeinschaft gëtt sensibiliséiert, wéi d'Schüler géint all Form vu Mëssbrauch a Gefor kënnen geschützt ginn. Den DPE dréit déi néideg Informatiounen un d'Schoulacteuren erun an ass de privilegiéierte Gesprächspartner, wann et dorëms geet, fir d'Schoulacteuren am Handele géint Gewaltsituatiounen ze ënnerstëtzen an ze beroden.

5. Pilotprojet „Bientraitance“: preventiv an disziplinaresch Moossnamen an der Schoul

Am Joer 2022 hu véier Lycéeën um Pilotprojet „Bientraitance“ deelgeholl. Dës Projet bitt de Fachleit pedagogesch Instrumenter un, fir dat generell Schoulklima ze verbesseren, d'Rechter vun de Jonken ze schützen an d'Schoul, duerch d'Reduktioun op Mobbingssituatiounen, als e sécher Liewens- a Léierëmfeld ze stäerken.

D'Zil vun der preventiver Moossnam Espace de parole régulé (EPR) ass et, d'Empathie an déi kollektiv emotional Intelligenz bannent dem Klassegrupp ze stimuléieren an de Grupp staark ze maachen, fir selwer Léisungen op Konflikter tëschent de Schüler ze fannen. D'emotional Reguléierung vum Eenzel an och der ganzer Klass gëtt heider direkt am Schoulalldag geféiert.

D'EPR-Moossname maachen et och méiglech, Situatiounen vun emotionaler Nout fréizäiteg ze identifizéieren an eng gezielt Prise en charge a Berodung beim SePAS unzefroen.

D'Zil vun der disziplinarescher Moossnam Conseil d'éducation à la citoyenneté (CEC) ass et, dem Auteur d'Méiglechkeet ze ginn, no enger Transgressioun vun de Schoultregeelen seng Dot erëm guttze maachen am Kontext vun enger edukativer Moossnam an als „Bierger“ Verantwortung fir säin Handeln ze iwwerhuelen. De Conseil vum CEC funktionéiert als pedagogesch Struktur, déi op eng partizipativ Manéier Moossname festleet, déi eng „sozial Rehabilitation“ vum Jonken erméiglechen.

De CEC gëtt complementaire zu den disziplinareschen Moossnamen vum Conseil de discipline agesat.

6. BEE SECURE

Zënter Joren intervenéieren d'Formateure vu BEE SECURE a Lycéeën an am Fundamental, fir iwwer d'Gefore vum Internet, vun de soziale Medien an neien Technologien opzeklären. Formateure vu BEE SECURE kënnen direkt vu Schoule gebucht ginn a bidden eng divers Palett vu Formatiounen un, esou dass d'Offer un d'Besoinen vun der jeeweileger Schoul oder Klass kann ugepasst sinn. Fir um neiste Stand vun den Technologien ze bleiwen, entwéckelt BEE SECURE seng Offer ëmmer rëm weider an traitéiert dohier och d'Phänomeen vun de Gewaltvideoen a senge Coursen.

7. Permanenten Aarbechtsgrupp mam CoDir an de Chefs de département EPS

Fir zesumme mat alle concernéierten Acteuren géint Mobbing a Gewalt an de Schoule virzegoen, huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ee permanenten Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, fir gemeinsam Reaktiounen op Gewalt- a Mobbingphänomeener ze fannen. An dësem Grupp sollen och Méiglechkeeten ausgeschafft ginn, fir Jonker ze ënnerstëtzen, déi een net adaptéiert Verhalen weisen.

8. IFEN-Formatioun zum Thema Gewaltvideoen

Ab Hierscht lancéiert den IFEN eng Formatioun, déi an Zesummenaarbecht mam Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, der Police an dem Parquet ausgeschafft ginn ass. An dëser Formatioun, déi sech haapt-sächlech un Enseignanten aus dem Secondaire richt, ginn d'Prozeduren a Fäll vu Gewalt rappeliert, d'Prise en charge vun deene Jonken erkläert a Preventiouns- usätz gedeelt.

Impact financier du plafonnement du montant cotisable pour l'assurance maladie-maternité (AMM) | Question 8088 (12/06/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Lors d'une réunion récente du Comité quadripartite, le déficit des opérations courantes pour l'exercice 2023 a été estimé à 41,5 millions d'€. Il s'agirait donc du quatrième exercice d'affilée qui pourrait se solder par un déficit.

Dans un communiqué publié suite à la réunion du Comité quadripartite, Monsieur le Ministre a rappelé qu'un groupe de travail « soutenabilité financière » aurait été chargé d'analyser et de proposer des pistes envisageables qui devraient permettre de retrouver un équilibre financier des opérations courantes de l'AMM.

Sachant que la base du calcul mensuel des cotisations pour certains risques sociaux, dont ceux pour maladie-espèces et pour maladie-soins, est plafonnée à cinq salaires sociaux minimum mensuels (cumulé sur un an), je voudrais poser à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les questions suivantes :

1) Combien d'assurés affiliés au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) ont été concernés par un dépassement du plafond annuel maximum cotisable en 2022 ? Comment le nombre d'assurés concernés par un dépassement a-t-il évolué au fil des années ?

2) Quel a été le manque à gagner de l'AMM en 2022 suite au plafonnement du montant annuel cotisable ? Comment ce manque à gagner a-t-il évolué au fil des années ?

Réponse (21/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) En 2022, 34.665 assurés de l'assurance maladie-maternité (AMM) ont été concernés par un dépassement du plafond annuel maximum cotisable, ce qui représente 5,2 % de l'ensemble des assurés de l'AMM.

Alors que le nombre d'assurés de l'AMM concernés par un dépassement a progressé de +15,6 % entre 2018 et 2022, la part qu'ils représentent dans l'ensemble des assurés de l'AMM n'a que peu évolué (+3,1 %) (tableau n° 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Étant donné que le Code de la sécurité sociale définit un seuil au niveau du revenu cotisable pour la perception des cotisations de l'AMM et que certaines prestations sont, par analogie, également plafonnées au niveau de ce même seuil (prestations en espèces), le dépassement du plafond de 5 fois le SSM ne peut pas être considéré comme un « manque à gagner ».

Toutefois, si le plafond au niveau des cotisations n'existait pas, alors l'AMM aurait perçu, sur toute l'année 2022, 290 millions d'EUR⁶ en plus, ce qui représente 7,6 % des recettes de cotisations de l'AMM.

Alors que le montant des cotisations « déplafonnées » a progressé de +28,9 % entre 2018 et 2022, la part qu'il représente dans les recettes de cotisations de l'AMM est resté stable (+0,1 %) (tableau n° 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP | Question 8089 (13/06/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Am Joer 2018 ass am Kontext vun de Strukture fir Schüler mat spezifesch Besoinen och en Zenter fir héichbegaabte Kanner a Jugendlecher (Centre pour enfants et jeunes à haut potentiel – CEJHP) geschaf ginn. Dësen Zenter ass doriwwer eraus och Ulafstell fir Elteren an Educationspersonal.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi vill Schüler hunn zënter 2018 op d'Servicer vum CEJHP zréckgegraff?

– Wéi vill dovun kommen aus dem Enseignement fondamental?

– Wéi vill dovun kommen aus dem Enseignement secondaire?

2. Wéi ass d'Verhältnis vun de Schüler mat enger „prise en charge ambulatoire“ par rapport zu deene mat enger „scolarisation spécialisée“?

3. Ganz allgemeng, huet den Här Minister e Bilan iwwer déi 5 éischt Jore vum CEJHP zéie gelooss?

– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun a wou sinn déi publizéiert?

– Wann net, firwat net?

Réponse (18/07/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Säit 2018 huet de CEJHP 951 Schüler gesinn, dovunner konnt bei 388 Schüler eng Héichbegabung festgestallt ginn.

Aktuell kréien insgesamt 251 Schüler eng Prise en charge vum CEJHP. Dovunner kommen der 149 aus dem Enseignement fondamental an 102 aus dem Enseignement secondaire.

ad 2. De CEJHP bitt keng Scolarisation spécialisée un. Deemno handelt et sech bei sämtleche Prise-en-charge en ambulatoire Moossnamen.

ad 3. Opgrond vun der Motioun N° 2776, déi den 31. Mee 2017 an der Chamber adoptéiert gi war, huet de MENJE eng Evaluatioun vum System ronderëm d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesch Besoinen gemaach. De Rapport mat de Conclusiounen vun dëser Evaluatioun ass am Januar 2023 publizéiert ginn.

D'Conclusiounen vun dëser Evaluatioun baséieren op 3 Voleten: engem Sondage beim Léierpersonal an dem EPS-Personal, enger Etude vun der Commission nationale d'inclusion an enger Etude vun den 8 Kompetenzzentren an der ATVA, also och vum CEJHP.

D'Etude vun de Kompetenzzentren an der ATVA ass vun der externer Consultingfirma Exigo gemaach ginn, déi d'Implementation, de Fonctionnement, d'Finanzen, d'Gestioun vun de Ressourcen an déi intern an extern Kommunikatioun vun de Kompetenzzentren an der ATVA analyséiert huet. Fir dës Analys ze maachen, hat Exigo een Audit-Questionnaire un d'Personal vun de Kompetenzzentren an der ATVA adresséiert, fir déi 7 Prinzipien vum Qualitätsmanagementsystem ISO 9000 ze testen.

Fir de CEJHP hat Exigo folgend Recommandatiounen gemaach:

– Betreffend d'Leedung vum Kompetenzzenter: eng Strategie entwéckelen, fir déi héich begaabte Schüler besser ënnerstëtzen ze kënnen; déi intern Organisatioun adaptéieren a méi Personal astellen; Synergie mat externe Collaborateuren kreéieren an sech méi intensiv an der Recherche am Beräich Héichbegabung involvéieren; Formations continues organiséieren an intern méi Reuniounen ofhalen.

– Betreffend d'Aarbechtsfeld: d'Raimlechkeete besser opdeelen, fir dass zum Beispill ee separate Raum do ass fir d'Kommunikatioun mat den Elteren ze

verbesseren; eng besser Organisatioun vun de Raimlechkeeten duerch d'Reservatioun vu Säll; dat informatesch Material uniformiséieren; méi digital ginn, wat d'Gestioun vun den Demanden a vun de Schülerdosieren ubelaangt, a méi visibel ginn duerch d'Schaf vum enger Internetsäit mat Informatiounen, déi een erofuede kann.

Dépassement de cyclistes | Question 8090 (14/06/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An enger aktueller Informatiounscampagne sensibiliséiert de Mobilitéitsministère d'Autofuerer an aner Chaufferen iwwert den obligatoresche Sécherheetsofstand vu mindestens 1,5 m beim Iwwerhuele vun engem Vëlo.

An deem Kader stellt sech d'Fro, wéi et ëm Iwwerhuelmanöver tëscht Autoen a Vëloen op enger Voie suggestiv („Angebotsstreifen“) steet. Hei gesäit den Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques nämlech Folgendes vir:

„Art. 118 §1 a) :

[...] Toutefois, si la densité de la circulation le justifie, les conducteurs de véhicules peuvent circuler en files parallèles

– sur les chaussées à double voie de circulation dans le même sens ;

– sur les chaussées à sens unique divisées en voies de circulation ;

– sur les tronçons de chaussées spécialement signalés à cet effet ;

Art. 125 :

Dans les cas visés à l'article 118, paragraphe 1 sous a), le fait que les conducteurs d'une file ou voie de circulation circulent à plus grande vitesse que ceux d'une autre file ou voie de circulation n'est pas considéré comme dépassement.“

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Gëllt den Ofstand vun 1,5 m och, wann een Auto ee Vëlo, deen op enger Voie suggestiv ass, iwwerhëlt?

Réponse (19/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierten d'Fro, ob den Ofstand vun 1,5 m och gëllt wann en Auto e Vëlo, deen op enger Voie suggestiv ass, iwwerhëlt.

D'Obligatioun fir, als Fuerer vun engem motoriséierte Gefier, beim Iwwerhuele vun engem Vëlo en Ofstand vun 1,5 anzehalen, gëllt och am Fall vun enger „voie suggestiv“, respektiv wéi am Artikel 2 ënner 1.13. définiert, enger „voie de circulation d'une chaussée, qui est destinée mais non réservée à la circulation des cycles et qui est séparée du reste de la chaussée par une ligne discontinue“.

Bei sou enger „voie suggestiv“, oder „Angebotsstreifen“, handelt et sech tatsächlech net ëm eng eege Spuer, déi fir de Vëlo reservéiert ass, mee ëm en Deel vun der Strooss, deen de motoriséierte Verkéier wa méiglech evitéiere soll, mee trotzdem benotzen dierf. Autofuerer, déi laanscht de Vëlofuerer komme wëllen, müssen also en Iwwerhuelvirgang maachen an domat och den Ofstand vun 1,5 Meeter respektéieren.

Bei der Vëlosspuer, oder „voie cyclable obligatoire“, hunn d'Auto- an d'Vëlofuerer jee weils hir eege Spuer. Et gëtt niewentenee gefuer wéi am Artikel 118 §1 a) beschriwwen. Jidderee kann hei seng eege Vitesse bestëmmen a wann d'Autofuerer laanscht d'Vëlofuerer fieren, ass dëst net als Iwwerhuelvirgang ze bezeichnen, wéi am Artikel 125 erkläert.

⁶ Y inclus la part des cotisations à charge de l'État (art. 31 CSS)

Réservoirs d'eau de pluie | Question 8092
(19/06/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Aus der geschwate Press si mir rezent gewuer ginn, datt et sech an dësen Zäiten, an deenen sech eng Klimakris um Horizont ofzeechent, mëttelfristeg rentéiere géif, fir an de landwirtschaftleche Betriber, awer och am Wäibau, Waasserreservoiren unzeleeën, déi iwwer de Wanter an d'Fréijoer opgefëllt kënnen ginn.

An deem Kontext wollte mir dem Här Landwirtschafts- a Wäibauminister folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister en Iwwerbléck iwwer all déi Betriber, déi schonn haut iwwer eege Waasserreservoirer verfügen?

2. Ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère finanziell de Bau vu Waasserreservoiren, déi am Interêt vun de landwirtschaftleche Betriber an dem Wäibau ugeleecht ginn? Wa jo, wat sinn do d'Bedéngungen?

3. Ass et iwwerhaupt technesch méiglech, fir flächendeckend Reservoiren am Déngscht vum Wäibau unzeleeën, grad fir d'Bewässerung vu jonke Riewen?

Réponse (19/07/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Als generell Remark ass ervirzehiewen, dass d'Klimakris schonn zu Lëtzebuerg ukomm ass an dass d'Konsequenze vum Klimawandel ze spiere sinn. An de leschte Joren hate mir zu Lëtzebuerg repetitiv extreem Wiederevenementer, sief et a Form vu Staarkreen (2016 an 2018), oder Hëtztwelle mat extremer Dréchent (2022).

Fir Kulturen, bei deenen een nëmme schwéier laanscht d'Bewässerung kënn, wéi am Uebst- a Geméisbau, déi vun dëser Regierung jo besonnesch ënnerstëtzt ginn, soll esouwäit wéi méiglech net op Dréckwaasser a Grondwaasserreserven zréckgegraff ginn. De Stockage vu Reewaasser, Prelevementer vun Uferfiltrat an den naasse Joreszäite mat Stockage fir de Summer, esouwéi d'Opbereedung vu Klärwaasser, si Pisten, déi an enger wëssenschaftlecher Etüd an och a Pilotprojete sollen am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zesumme mam Landwirtschaftsministère gepréift ginn. Hei schaffen d'Ministèren an hir Verwaltungen zesumme mam Secteur, fir nohalteg Léisungen ze fannen. Natierlech kënnen déi Léisungen och am Wäibau sënnavoll sinn, besonnesch fir déi jonk Riewe gutt duerch d'Dréchephase ze kréien.

ad 1. Déi lescht 20 Joer gëtt duerch d'ASTA bei der Berodung vu wäibauleche Gebaier op een Opfänke vu Reewaasser higewisen an och Waasserreservoirer gebaut. En Iwwerbléck respektiv eng Datebank iwwer all déi Betriber, déi schonn haut iwwer eege Waasserreservoirer verfügen, gëtt et net. Waasserreservoirer brauchen eng Geneemegung nom Waassergesetz an Naturschutzgesetz (falls se an der Gréngzon stinn). Am Gaardebau probéieren d'Betriber säit jeehier, esouwäit wéi méiglech d'Reewaasser opzefänken an ze stockéieren, fir et kënnen bei der Bewässerung ze gebrauchen.

ad 2. Schon an dem bestoenden Agrargesetz konnten d'Betriber Waasserreservoiren a Bewässerungstechniken subventionéiert kréien.

De Gesetzesprojet vum neien Agrargesetz gesäit vir, datt d'Konditiounen vum „agriculteur actif“ mussen erfëllt sinn. Des Weideren dierf een net méi al wéi 65

Joer sinn, an de Betrib muss ee Standard Output vu mindestens 25.000 Euro virweisen.

D'Investitionsprojete gi mat engem Taux vu 40 % subventionéiert. E jonke Bauer/Wënzer/Gäertner kann een zousätzlechen „top up“ vu 15 % kréien.

ad 3 D'Uleë vu Reservoiren ass staark ofhängeg vun der Topographie a bedéngt eng gréisser technesch Etüd. Fir d'Bewässerung vu jonke Riewen ass ugeduecht, op e puer Plaze Waasser aus der Musel ze huelen.

Vols retardés et annulés chez Luxair | Question 8093
(19/06/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Serge Wilmes** (CSV)

An de leschte Woche goug ëmmer nees rieds vun iwwerduerschnëttlech villen Annulatiounen oder Verspéidunge vu Luxair-Flich. Gestéiert gouf sech och un der Kommunikatioun vun der nationaler Fluchgesellschaft mat de betraffene Clienten.

An deem Kontext wëlte mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister eng Statistik iwwer Annulatiounen a Verspéidunge bei Luxair-Flich vun Ufank vun der Péngschtvakanz u virleeën?

– Wat sinn déi respektiv Grënn vun den Annulatiounen a Verspéidungen?

– Wéi eng Moosname gi getraff, fir déi beschriwwen Situatiounen – am Hibleck op d'Grouss Vakanz, déi an e puer Wochen ugeet – ze verbessern?

– Wéi eng Moosname gi getraff, fir d'Kommunikatioun mat de Clienten am Fall vun Annulatiounen a Retarden ze verbessern?

Réponse (21/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ech wëll déi honorabel Deputéiert drop opmierksam maachen, dass d'Luxair eng privatrechtlech Gesellschaft ass, an de Staat weeder responsabel ass fir Verspéidunge bei der Gesellschaft, nach sech an hiert operationellt Geschäft amëscht.

Mir hunn awer bei der Gesellschaft Luxair nogefrot a krute folgend Äntwerte geliwwert:

An der Woch 21, do wou den Ufanksweekend vun der Péngschtvakanz dra war, huet d'Luxair 21 Volle vu 712 Volle missen annulléieren, dëst entsprécht 2,9 %. An der Woch 22 waren et just nach 2 Volle vu 713 Volle, dat heescht 0,28 %. D'Situatioun war also direkt no dem éischte Péngschtweekend erëm ënner Kontroll, an och normal an nohalteg stabil déi Wochen duerno.

D'Ursaache waren haaptsächlech technescher Natur an déi doduerch kaskadéierend operationell Konsequenzen – duerch ongewéinlech an net planbar Accumulatioun vu Problemer, trotz Reserveflieger – konnten net méi opgefaange ginn.

Bei der Luxair ass Qualitéit ganz wichteg an déi gëtt och konstant evaluéiert a verbessert. Bei grousser Problemer kann et awer punktuell zu Verspéidunge vum Traitement vun Demandé kommen oder zu Retarden an der Kommunikatioun. Och heirunner gëtt konstant geschafft.

Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur » | Question 8094
(20/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7889 vum 17. Abrëll 2023 ass d'Madamm Ëmweltministesch op de potenziellen Tosch vu Staatsfläche mat ënnert anerem der natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur agaan.

An dësem Kontext géif ech gäre weider folgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Ginn d'Bäihëllef, déi de Staat fir den Opkauf duerch natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur ausgeschott huet, fir déi Flächen, déi concernéiert wieren an zum Tosch sténgen, nees un de Staat zeréck?

2. Ginn d'Flächen 1:1 am Wäert vun de Parzellen ausgetosch? Si sou Tauschaktiounen mat natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur schonns an der Vergaangenheet gemaach ginn? Wat war d'Envergure, d'Konditiounen an d'Modalitéit fir änlech gelagert Tauschaktiounen vun där Gréisstenuerdnung?

3. Wie war Demandeur vun dëser Operatioun?

4. Hu schonn aner Fondatiounen, ASBLen oder gemengnotzlech Organisatiounen vu sou Tauschaktiounen profitéiert? Wa jo, wéi eng?

Réponse (22/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nee.

ad 2. Jo, d'Fläche ginn 1:1 am Wäert vun de Parzellen ausgetosch. Dëst war déi éischt Tauschaktioun mat natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur.

ad 3. natur&ëmwelt Fondation Hëllef fir d'Natur hat dësen Tosch ugefrot.

ad 4. Nee.

Émergence d'un nouveau cannabis synthétique | Question 8095
(20/06/2023) de **M. Gilles Baum** (DP)

Une loi interdisant la vente et la consommation de cannabinoïdes de synthèse est entrée en vigueur hier en France. Des médecins ont soutenu que la substance hexahydrocannabinol (HHC), qui est structuellement similaire au cannabinoïde naturel THC, doit être interdite en raison de ses effets psychoactifs. Selon mes informations, il est actuellement encore possible d'acheter et de consommer des produits contenant du HHC au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quelle est l'évaluation de votre ministère quant aux effets psychoactifs du HHC et à leur impact sur la santé publique ?

– Madame la Ministre, avez-vous l'intention de suivre l'exemple français et d'interdire la vente du cannabinoïde de synthèse HHC ?

– Quelles initiatives le Ministère de la Santé envisage-t-il pour sensibiliser le public aux risques potentiels pour la santé liés à la consommation de produits contenant du HHC au Luxembourg, et comment les professionnels de la santé seront-ils soutenus ?

– Comment le Ministère de la Santé prévoit-il de surveiller l'évolution de la situation liée aux cannabinoïdes de synthèse au Luxembourg et d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour protéger la santé publique ?

– Quel est l'état actuel de la recherche scientifique sur le HHC et les cannabinoïdes de synthèse, et comment ces données seront-elles prises en compte dans l'élaboration des politiques de réglementation ?

Réponse (20/07/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

En termes de structure chimique, le hexahydrocannabinol (HHC) est similaire au Δ^9 -tétrahydrocannabinol (Δ^9 -THC), le principal principe psychoactif du cannabis. D'un point de vue pharmacologique, le HHC est classé parmi les cannabinoïdes (c'est-à-dire les substances qui agissent sur les récepteurs cannabinoïdes). D'après son origine, le HHC est classé parmi les cannabinoïdes semi-synthétiques. En effet, le HHC en circulation est un cannabinoïde semi-synthétique qui peut notamment être synthétisé à partir de certains cannabinoïdes d'origine naturelle.

Alors que le HHC est connu depuis plus de huit décennies par la communauté scientifique, aucune étude pharmacologique ou toxicologique n'a été menée sur l'homme à ce jour. Selon des études de laboratoire in vitro et chez plusieurs espèces animales in vivo, le HHC semble avoir des effets largement similaires à ceux du cannabis et des produits à base de Δ^9 -THC et présente ainsi un potentiel de risques comparable à ce dernier.

Le Luxembourg n'a pas à suivre l'exemple français, étant donné que le HHC est contrôlé à l'échelle nationale en vertu du règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes.

Le monitoring national et européen, notamment par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), permettent d'être informé rapidement sur l'apparition et la propagation de nouvelles substances psychoactives à l'échelle nationale et européenne. À noter que le Ministère de la Santé a très tôt réagi à la première apparition des cannabinoïdes synthétiques. En effet, par le biais du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes, la liste des substances psychotropes a été étendue à l'ensemble de ces mêmes substances.

La sensibilisation et les mesures préventives en la matière sont assurées par les associations spécialisées en matière d'usage récréatif, de réduction des risques et de prévention qui participent par ailleurs activement au dispositif de monitoring national mentionné plus haut, étant donné qu'elles sont en contact direct avec les usagers et les consommateurs potentiels de produits psychoactifs sur le plan national.

En ce qui concerne l'élaboration des politiques de réglementation en matière de cannabis, il semble judicieux de rappeler que le dispositif expérimental d'accès légal au cannabis à des fins non médicales a également pour objectif de réduire l'attractivité et la prévalence de consommation de cannabinoïdes synthétiques.

Imposition des avantages en nature | Question 8096 (20/06/2023) de M. Roy Reding (ADR)

D'Effentlechkeet gouf rezent iwwert d'Press informéiert, datt den Här Wirtschaftsminister relativ héich „Spesenrechnungen“ iwwert säi Ministère finanziéire gelooss huet.

Wann een ënnert dem „bénéfice du doute“ seng Ausso unhëlt, datt et sech dobäi ëm „Aarbechtsiessen“ gehandelt huet, stellt sech awer folgend Fro:

– Wann en Independent oder eng Firma op hir eege Käschten (!) en Aarbechtsiess bezuelen, kréien se systematesch vum Steieramt matgedeelt, hiren eegenen Deel un deem Iesse wier net emol steierlech ofsetzbar an si kréien op deem Deel vun där Depense eng „reprise privée“. Ass d'Madamm Finanzminister der Meenung, datt am Fall wou de Staat, also d'Bierger, esou Speese bezuelen, de betraffene Minister net op d'mannst misst

eng Quote-part als „avantage en nature“ besteiert kréien?

Réponse (20/07/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Ewéi vum honorabelen Deputéierte Roy Reding a senger Ufro festgestallt, stëmmt et, datt eng Reprise privée am Alinea 7 vum Artikel 48 vum Akommessteiergesetz vum 1967 (LIR) virgesinn ass. Dës applizéiert sech awer nëmmen u gewëssen Typen vu Revenu, an zwar fir e „bénéfice commercial“, e „bénéfice agricole et forestier“ oder e „bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale“ (N° 1 bis 3 vum Artikel 10 LIR).

Engem Minister säin Traitement fält awer a keng vun dësen dräi Kategorien. Et handelt sech hei ëm e „revenu net provenant d'une occupation salariée“ (N° 4 vum Artikel 10 LIR/Art. 95 LIR). An deem Kontext ass keng Reprise vun Ausgabe fir Aarbechtsiess virgesinn.

Ausgabe fir Aarbechtsiessen, sief et am Privat- oder am effentleche Secteur, kënnen op Basis vum Artikel 95 Alinea 2 LIR net als Avantage en nature fir e Salarié respektiv Minister geltend gemaach ginn.

Et ass also festzustellen, dass et keng Differenzen am Traitement tëscht effentlechem a privatem Secteur gëtt. Déi Differenzen, déi vum Här Deputéierten ugedeit ginn, entstinn doduerch, datt et sech ëm verschidde Kategorië vun Akommes handelt, déi eeben anescht bestëmmt ginn.

Salaires des jeunes avocats | Question 8097 (21/06/2023) de M. Laurent Mosar | Mme Elisabeth Margue (CSV)

Au vu du nombre de plus en plus important d'assurements de jeunes avocats, il est essentiel de maintenir un environnement de travail propice pour ceux-ci. Or, les conditions de travail et les salaires de ces professionnels, en particulier ceux qui ont le statut d'indépendant, ne sont pas toujours adaptés au coût de vie au Luxembourg. Il ressort en effet d'une enquête réalisée par la Conférence du jeune barreau, qu'en 2021, 42 % des avocats indépendants gagnaient un salaire inférieur à 2.500 euros brut par mois. Ce salaire paraît très peu élevé au vu du fait qu'un indépendant paie plus de charges sociales qu'un salarié. À l'heure actuelle, il y a encore plus d'indépendants dans la profession d'avocat, mais une tendance claire se dessine en faveur du salariat.

Faisant suite à ces faits, nous voudrions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Que compte faire le Gouvernement pour remédier au problème des salaires des jeunes avocats ?

– Madame la Ministre estime-t-elle qu'un jeune avocat devrait au moins gagner un revenu minimum qualifié luxembourgeois ?

• Si oui, Madame la Ministre, que compte-t-elle faire pour améliorer la situation financière des jeunes avocats, en particulier ceux qui exercent en tant qu'avocats indépendants, afin qu'ils puissent au moins gagner un revenu minimum qualifié ?

Réponse (18/07/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Il est rappelé tout d'abord que la profession d'avocat est une profession libérale et indépendante qui est soumise à la surveillance de l'Ordre des avocats.

Le Ministère de la Justice n'intervient pas dans cette mission de surveillance.

Les honorables Députés indiquent dans leur question parlementaire qu'il ressort d'une enquête réalisée par la Conférence du jeune barreau en 2022 que 42 % des avocats indépendants gagneraient un salaire inférieur à 2.500 € brut par mois. L'Ordre des avocats n'a pas pu confirmer ce chiffre de 42 % qu'il estime être incorrect.

Cette enquête s'est en fait uniquement adressée aux avocats liste II (avocats stagiaires) et la participation à cette enquête était volontaire.

Le nombre des répondants « avocats stagiaires indépendants » n'est de l'avis de l'ordre, pas représentatif de sorte que cette enquête ne permet pas d'avoir une vision précise sur le niveau de rémunération des avocats liste II.

La question de la rémunération des avocats est réglementée à l'article 11.5.10 du règlement intérieur de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg qui dispose que l'avocat collaborateur doit recevoir une équitable rémunération dont les modalités sont librement fixées entre les parties, ainsi que le remboursement des frais exposés pour le compte de l'avocat avec lequel il collabore.

La question de la rémunération des avocats a également fait l'objet de deux circulaires du Barreau de Luxembourg, à savoir une circulaire du 19 mai 2022 et une circulaire du 20 janvier 2023.

Par ces circulaires, le bâtonnier a rappelé qu'il est du devoir des études d'avocats de rémunérer équitablement et raisonnablement leurs collaborateurs afin d'éviter des situations abusives et de précarité.

Il y est précisé que le barreau estime qu'une rémunération équivalente au salaire social minimum qualifié constitue une rémunération minimale équitable pour les collaborateurs indépendants.

Le non-respect des dispositions du règlement intérieur de l'ordre et/ou des circulaires constitue une faute déontologique et expose l'avocat à des sanctions disciplinaires.

Les avocats qui sont occupés sous le régime de salarié ont droit au revenu minimum pour travailleurs qualifiés.

Si tel n'est pas le cas, ils peuvent faire valoir leurs droits devant les juridictions de travail et ils pourront également saisir le bâtonnier pour violation des règles déontologiques.

Le Barreau de Luxembourg dispose également d'une cellule d'écoute à l'attention des avocats qui peuvent y faire part notamment de leurs problèmes de rémunération.

En ce qui concerne la contribution de l'État, ce dernier finance le régime de l'assistance judiciaire qui est assuré exclusivement par des avocats inscrits à l'un des barreaux.

Dans ce contexte il faut rappeler que le projet de loi n° 7959 portant organisation de l'assistance judiciaire qui sera voté cette semaine élargit le champ des bénéficiaires de l'assistance judiciaire alors que le nouveau texte crée le principe de l'assistance judiciaire partielle.

Il en résulte qu'un nombre plus important d'avocats pourront à l'avenir prester leurs services par le biais de l'assistance judiciaire et être rémunérés selon le taux légal de l'assistance judiciaire.

En dernier lieu, il faut mentionner que les stagiaires reçoivent pendant la durée des cours complémentaires en droit luxembourgeois (6 mois) ainsi que pendant la durée du stage judiciaire (24 mois) une indemnité de stage s'élevant à 150.- euros par mois de la part de l'État.

Chargés de cours dans l'enseignement fondamental et secondaire | Question 8099 (22/06/2023) de Mme Francine Cloesener (LSAP)

Den Educationministère gräift souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire op Chargés de cours zeréck, fir den Unterrecht an de Fonctionnement vun de Schoulen an de Lycéeën ze assuréieren. Déi Chargés de cours gi mat Kontrakter vum Typ CDI oder CDD agestallt.

An dësem Zesammenhang stellen ech gär follgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend, esouwéi un den Här Minister fir d'Fonction publique:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt Chargés de cours, déi mat engem CDD agestallt sinn, souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Enseignement secondaire de Statut vum Employé de l'État hunn?

– Énner Berécksiichtegung vun den énnerschiedlechen Diplomen, déi beim Recrutement fir den Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire gefuerdert ginn, awéiwäit énnerscheeden sech de Regime an d'Indemnitéite vu Chargés de cours mat CDD am Enseignement fondamental vun deene vu Chargés de cours mat CDD am Enseignement secondaire?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Chargés de cours mat CDD am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire op déi selwecht Aart a Weis vum indexéierte Punktwäert profitéieren?

Réponse (30/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Jo, souwuel d'Chargés de cours am Enseignement fondamental wéi och d'Chargés d'éducation am Enseignement secondaire ginn énnert dem Regime vum Employé de l'État engagéiert. Am Enseignement fondamental geschitt dëst konform zum Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental an am Enseignement secondaire konform zu den Artikelen 3 et suivants vun der Loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

Am Enseignement fondamental kënnen d'Chargés de cours mat CDD no dräi verschiddenen Tariffer bezuelt ginn, esou wéi et de Règlement grand-ducal vum 17. Dezember 2010 zu den Indemnitéite vun de Chargéen aus der Réserve de suppléants virgesäit. Den Tarif hängk hei vum Diplom of an et gi Leit mat engem Secondairesofschloss oder engem Bachelor en sciences de l'éducation oder equivalent agestallt. Natierlech brauchen all dës Chargéen och nach eng Attestatioun, déi si habilitéiert, Remplacementer dierfen ze maachen. Am Enseignement secondaire ginn d'Chargés d'éducation soit am Indemnitéitsgrupp B1, soit am Grupp A2 oder A1 agestallt, jee nodeem, ëm wéi ee Fach et sech handelt, esou wéi et d'Kadergesetz vum Enseignement secondaire virgesäit.

Déi Indemnitéiten, déi an deem uewe genannte Règlement grand-ducal virgesi sinn, sinn a Suen ausgedréckt an un den Index gebonnen. Déi aner Indemnitéiten, déi am Employésgesetz virgesi sinn, sinn a Punkten (Points indiciaires) ausgedréckt.

Potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine

Intelsat | Question 8101 (26/06/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après des informations relayées par la presse spécialisée, les discussions entourant une potentielle fusion entre la Société européenne de satellites (SES) et la société privée américaine Intelsat n'ont pas abouti à un accord. Intelsat aurait mis fin aux discussions avec l'opérateur et aurait communiqué sa décision en date du 21 juin 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Dans la mesure où l'État est actionnaire de SES, est-ce que le Gouvernement était informé de l'avancement des discussions entourant une potentielle fusion entre SES et Intelsat ?

2) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer l'arrêt des négociations ? Comment évalue-t-il cette situation ?

3) Quelles sont les implications de cette décision d'Intelsat pour SES ?

Réponse (19/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1) Oui, le Gouvernement était informé des négociations.

ad 2) et 3) Il n'appartient pas aux actionnaires de SES de communiquer sur des sujets qui concernent la société. Pour autant que de besoin, il est renvoyé aux publications de celle-ci.

« Media Freedom Act » | Question 8102 (26/06/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Après des négociations entre les États membres au niveau du Conseil de l'UE, le Media Freedom Act, la loi pour la liberté des médias en tant que projet de règlement de l'UE, présenté le 16 septembre 2022, prévoit de légaliser la surveillance des journalistes et de leurs sources. Initialement, le projet était fortement soutenu par de nombreuses associations de journalistes et proposait un renforcement de l'indépendance éditoriale des rédactions, la surveillance de la concentration des médias et des moyens pour empêcher l'utilisation de logiciels espions contre les médias et les journalistes. Actuellement, le texte, et surtout l'article 4, engage les États membres à ne pas soumettre les médias, les journalistes et leurs proches à une surveillance électronique afin qu'ils relèvent leurs sources.

Selon un article du « Monde », le Luxembourg a soutenu la France dans sa demande d'affirmer plus fortement le principe d'une exception à la protection générale contre toute utilisation de « spyware » contre la presse, en ajoutant un alinéa.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est la position du Gouvernement sur le Media Freedom Act dans sa version actuelle ?

– Pour quelles raisons le Gouvernement soutient-il une telle démarche de la France ?

Réponse (06/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Le Luxembourg s'est toujours engagé pour une presse libre et indépendante. Dans ce sens, la délégation luxembourgeoise a dès le début des négociations au groupe de travail du Conseil de l'Union pleinement

soutenu la proposition de règlement de la Commission européenne sur la liberté des médias.

Au cours des négociations, le Luxembourg s'est engagé à renforcer la sécurité juridique du règlement, dont notamment son articulation avec la directive sur les services de médias audiovisuels. Le 21 juin, le Conseil de l'Union, avec le soutien du Luxembourg, est parvenu à un accord sur une orientation générale servant de base pour les négociations à venir avec le Parlement européen.

Concernant l'article 4 du règlement, plusieurs délégations, dont le Luxembourg, avaient des interrogations quant à la compatibilité juridique des dispositions de l'article susmentionné avec l'article 4, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne (TUE). Dès que le service juridique du Conseil a clarifié que les dispositions du règlement étaient compatibles avec l'article 4, paragraphe 2, du TUE, le Luxembourg n'a plus exprimé son soutien à l'introduction d'une telle exception, contrairement à de nombreuses autres délégations.

Il importe de souligner que le Luxembourg ne s'est à aucun moment prononcé en faveur d'un assouplissement des dispositions encadrant le déploiement de logiciels de surveillance. De surcroît, la protection des sources journalistiques est solidement ancrée dans notre droit national, les dispositions à l'article 7 de la loi modifiée sur la liberté d'expression dans les médias étant amplement plus strictes que l'harmonisation minimale prévue à l'article 4 du règlement.

Assistance à l'inclusion dans l'emploi | Question 8103 (26/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 1. August 2019 ass ee Gesetz a Kraaft getrueden, mat deem eng „assistance à l'inclusion dans l'emploi“ (activité d'assistance) agefouert gouf. Dës Aktivité d'assistance soll Mënsche mat enger Behënnerung oder deenen, déi sech an engem externe Reklassement befannen, zeguttkommen. D'Moosnam huet d'Zil, „d'encadrer et de promouvoir l'inclusion des salariés handicapés et des salariés en reclassement externe sur le marché du travail ordinaire par un accompagnement adapté aux besoins du salarié handicapé [...]“. All Aarbechter am Privatsektor mat engem Statut de travailleur handicapé an all Aarbechter am Privé am Reclassement externe kann zesumme mat sengem Patron dës Moosnam bei der ADEM ufroen, wann een Aarbechtskontrakt vu mindestens 12 Méint virläit. Dee Moment kuckt een Assistent mam Aarbechter an dem Patron, fir déi speziell Besoine vun Aarbechter ze definéieren, ee Projet auszuschaffen, fir dës Besoinen ze erfëllen an ee Suivi vun der Ëmsetzung ze maachen. An de parlamentaresche Froen N° 6128, 6181 a 7769 hunn déi zoustänneg Ministeren erklärt, dass säit der Aféierung vun der Assistance à l'inclusion dans l'emploi keen eenzege Patron a keen eenzege Mataarbechter vun där Moosnam profitéiert hunn. Des Weideren hunn d'Ministeren erklärt, dass si zesummen eng onzielegen Informationscampagnë lancéiert hunn. De Problem schéngt also net un der Publicitéit ze leien, mee bei der Moosnam selwer, déi keng Demande do-bausse fënnt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi erklären sech d'Ministeren, dass trotz der viller Publicitéit, nach keng eenzeg Demande fir eng Aktivité d'assistance gemaach gouf?

2. Wéi vill Personalressourcë sinn aktuell fir d'Activité d'assistance virgesinn? Wou ginn d'Assistenten, déi fir d'Cellule vun der Assistance à l'inclusion schaffen, aktuell agesat, wann nach keen eenzege Dossier be-steet?

3. Gi Persounen, déi de Statut de travailleur handicapé hunn, an déi als Demandeur d'emploi ageschriwwen sinn, vun hirem Conseiller systematesch iwwert d'Assistance à l'inclusion informéiert?

4. Ass ee bei der ADEM der Meenung, dass et méi effikass wier, fir d'Assistance vun de Persounen mam Statut de travailleur handicapé d'office ze maachen (dat heescht: ouni, dass d'Ufro dofir vum Patron muss gemaach ginn)? Falls nee, firwat net?

5. Och neurodivers Persounen, wéi zum Beispill Leit mam Asperger-Syndrom, hunn Erausforderunge bei der Aarbechtssich a bei der Upassung vun hirem Aarbechtsemfeld a brauchen dofir ee Suivi, wéi bei der Activité d'inclusion.

– Gëtt bei der ADEM an de Statistiken eng kloer Ënnerscheidung gemaach tëscht Persounen mat Handicap an neurodiversen Demandeurs d'emploi? Falls jo, wéi vill Prozent vun den Demandeurs d'emploi bei der ADEM hunn eng neurodivers Konditioun?

– Wéi eng Zort vu Bilanen an Evaluatiounen gi gemaach, fir d'Kompetenze vun den neuro-atypesche Persounen anzuschätzen? Falls keen esou ee Profiling gemaach gëtt, firwat net?

– Wéi eng Ënnerstëtzung an Hëllef stellt d'ADEM den neuro-atypesche Persounen zur Verfügung, fir eng adaptéiert Aarbechtsplaz ze sichen an den Accès op den Aarbechtsmarché ze vereinfachen?

– Dierfen d'Demandeurs d'emploi mam Statut handicapé a Begleedung (vun enger Vertrauenspersoun) op d'Visite bei d'ADEM goen?

Réponse (01/08/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'ADEM huet bis elo 2 Demanden erakritt. Déi éischt huet den Employeur selwer weinst ze vill administrativem Opwand annuléiert. Déi zweet Demande ass elo rezent erakomm an déi wäert och accordéiert ginn.

D'Employeure gi verschidden Ursaachen un, firwat se nach keng Demande fir en Inclusiounsassistent (Assistant à l'inclusion) gemaach hunn. Dës ka sinn, well se gutt mat deene Leit, déi am Statut vum Salarié handicapé oder am Reclassement externe sinn, eens ginn an dofir kee Besoin fir en Inclusiounsassistent hunn. Et kann awer och sinn, dass se en ze groussen administrativen Opwand fäerten oder Leit sichen, déi eng Léier maachen, wat awer am aktuelle Gesetz net virgesinn ass.

Déi 2 Ministère wäerten eng intern Analys vun der Situatioun maachen, fir méi genau ze verstoen, firwat net weider Demandé fir Inclusiounsassistente gemaach ginn, an doraus dann och déi néideg Conclusiounen zéien.

ad 2. Eng Persoun bei der ADEM këmmert sech ëm de Beräich vun der Assistance à l'inclusion.

D'Activité d'assistance ka vun engem Inclusiounsassistent oder engem Service d'assistance ausgeübt ginn, wann dësen en Aegrement vum Ministère fir Famill an Integratioun ausgestallt krut.

Säit 2019 huet de Ministère fir Famill an Integratioun fir am Ganze 16 Inclusiounsassistenten an 1 Service d'assistance Aegremente verginn.

ad 3. D'Demandeurs d'emploi kréien dee Moment wou si de Statut vum „salarié handicapé/reclassé externe“ kréien, d'Informatioun iwwert den Inclusiounsassistent. Wann si eng Aarbecht fonnt hunn, kréien si an hiren Employeur och nach eemol d'Informatiounen, wa si eng „participation au salaire“ oder eng „indemnité compensatoire“ ufroen.

ad 4. Nee, well et ganz vill Leit mat engem Statut vum „travailleur handicapé“ gëtt, déi keng Assistance brauchen.

ad 5.

1. D'ADEM erstelt Statistiken iwwert den Handicap op Basis vun den Informatiounen, déi d'Commission médicale am Kader vun den Demandé fir de Behënnerstatut kritt. Fir keen ze diskriminéieren, iwwerhëlt d'Commission médicale nëmme grouss Rubricke wéi beispillsweis „pathologies psychiques“, „pathologies neurologiques“, „maladies génétiques“ asw. Am neurodiverse Beräich ginn dowéinst net extra déi verschidden neurodivers Krankheeten differenzéiert, esoudass et der ADEM leider net méiglech ass, eng genee Statistik zu deene verschiddenen neurodivers Krankheeten ze ginn. Et existéiert keng spezifesch Kategorie fir neurodivers Krankheeten. Ausserdeem ass a Betruecht ze zéien, dass vill Persounen méi wéi ee Krankheitsbild virweisen, esoudass et net ausschliesslech eng neurodivers Pathologie muss sinn, déi den Ausléiser fir eng Decisioun fir de Behënnerstatut gëtt.

D'Commission médicale ass eng Kommissioun, déi sech aus 5 spezialiséierten Dokteren a 5 Ersatzdokteren mat deene selwechte Spezialisatiounen zesummesetzt. Si muss evaluéieren, ob eng Persoun en Handicap virweise kann, deen zu enger Minderung vun hirem Aarbechtsfäegkeet vu minimum 30 % féiert.

2. Déi Persounen, déi eng Aarbecht sichen, ob si bei der ADEM ageschriwwen sinn oder net, mussen laut dem modifizéierte Gesetz vum 12. September 2003 iwwert Persounen mat Behënnerung, e „bilan médical“ an e „bilan d'orientation“ bei engem Aarbechtsspezialisten vun der ADEM gemaach kréien, deen dann och als Avis non contraignant dem Dossier vun der Demande vum Statut als „salarié handicapé“ bäigefüügt gëtt. Ausserdeem huet d'Commission médicale d'Recht, e „complément médical“ vun engem spezialiséierten Dokter unzefroen, ier si eng Decisioun trëfft. D'Commission médicale kann d'Demandeuren och an den COSP-HR schécken, fir eng Evaluatioun vun hiren Aarbechtskapazitéiten ze kréien.

D'Persounen, déi schaffen, mussen laut dem selwechte Gesetz eng „fiche d'aptitude au poste“ virweisen.

3. D'Conseillers spécialisés an d'Conseillers employeurs vun der ADEM beméien sech, fir all Demandeur d'emploi mam Statut als „salarié handicapé“ eng adaptéiert Plaz ze fannen. Wann eng Plaz fonnt gouf, da kann de Kandidat zesumme mam Employeur eng Prise en charge fir eng Aarbechtsplazadaptatioun op Basis vun dräi verschiddenen Devisen bei der Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) ufroen. D'COR an hir Spezialiste kucken de Fall a finaliséieren dann en Avis fir d'Direktioun vun der ADEM. D'Direktioun accordéiert an der Reegel den Avis an da kritt den Employeur d'Adaptatioun vun der Aarbechtsplaz op d'Besoin vum concernéierte Mat-aarbechter mat Behënnerung bezuelt. Ausserdeem kann de Kandidat oder den Employeur d'COR och mat der Ufro fir eng Prise en charge vun enger „formation de base“ oder enger „formation continue“ befaassen. Och do mécht d'COR dann en Avis fir d'Direktioun vun der ADEM a kritt dann an der Reegel, op Basis vun engem Devis, d'Formatioun bezuelt.

Wann en Doute iwwert de spezifesch Amenagement vun der Aarbechtsplaz bestoe géif, da kann d'COR en Aarbechtsmedezinner domadder chargeieren, eng Visite des lieux mat Étude de poste ze maachen. Duerno finaliséiert d'COR dann hiren Avis fir d'Direktioun an da kritt den Employeur eng Decisioun, ob hien den ugefuerderten Amenagement bezuelt kritt oder net.

Ausserdeem schafft d'ADEM natierlech mat Ateliers d'inclusion professionnelle zesummen, dorënner och d'Fondatioun fir Autisme Luxembourg, ATP ASBL asw.

4. D'Demandeurs d'emploi mat enger Behënnerung dierfen sech natierlech begleet loosse vun enger Vertrauenspersoun bei all hiren Demarchen op der ADEM.

Qualité du service Adapto | Question 8104 (27/06/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Den Adapto-Service ass geduecht, fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit, déi op dës spezifesch Transportoffer ugewise sinn, eng Hëllef ze bidden. Am Sënn vun der Chancéglichheet, déi an eisem Land soll promouvéiert ginn, spillt den Transport fir jidder-een dofir eng besonnesch wichteg Roll.

Eisen Informatiounen no ass et an deene leschte Wochen a Méint, zu sëllege Fäll vu Verspéidungen, Annulatiounen a laange Waardezäiten, souwéi och engem Manktem u gudder Kommunikatioun mam Adapto-Service komm. D'Utilisateure vum Service si guer net oder ze spët iwwer Retarde vum Adapto informéiert ginn, a Reklamatiounen sinn oft net genau traitéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi héich ass d'Unzuel u Verspéidungen beim Adapto-Service?

2. Wéi vill Reklamatiounen si vu Januar 2023 bis elo beim Adapto-Service eragaangen?

3. Wéi eng kuerz- a méttelfristeg Mesuren ass d'Regierung gewéilt ze huelen, fir de Service vum Adapto ze verbessern?

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7940 geet ervir, dass an der gesamter Verwaltung fir den ëffentlechen Transport, tëschent Januar a Mee 2023 eng Revue organisationelle gemaach ginn ass, souwéi een DPIA, deen nach virum Summer sollt fäerdeg sinn.

4. Gëtt et vun der genannter Revue organisationelle schonn éischt Evaluatiounen, Auswäertungen oder Verbesserungsvorschläg?

5. Wéini gëtt den DPIA verëffentlecht a wéi eng Conclusiounen kënnen gezu ginn?

Réponse (27/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert huet Froen zum Adapto Transport, dee vu mengem Ministère an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport organiséiert gëtt.

Ech wéilt drop hiweisen, datt all Reklamatiounen grëndlech traitéiert ginn an déi richteg Ulafstell dofir an der Verwaltung fir ëffentlechen Transport ass.

Weinst der grousser Unzuel vu Faarte pro Dag, ass eng systematesch Informatioun iwwer Retarden un all Client manuell guer net méiglech. Déi Notzer, déi d'App benotze kënnen, hunn d'Méiglechkeet, fir an Echtzäit ze kucken, wéini hire Bus ukënn.

Ech profitéieren an dësem Kontext, dem Parlament e puer Zuelen zum Adapto matzedeelen, fir de Volume ze verdäitlechen, wat mam Adapto assuréiert gëtt, an dës a Relatioun ze stelle mat de Reklamatiounen.

Am Joer 2022 goufen et 250.880 Buchungen fir Faarten.

– 191.295 (76,2 %) dovunner goufen ofgeschloss (Completed Rides).

– 49.863 (ca. 20 %) dovunner goufen annuléiert vun de Clienten (Canceled Rides).

– 7.585 (ca. 3 %) dovunner war de Client guer net op der Plaz an de Chauffer huet en „Noshow“ agedroen.

Ongefëier 30 % vun de Faarte ginn als Sammelfaarten ausgefouert.

Am Detail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zu de 5 Punkten aus der Fro wéilt ech follgendermoosse Stellung huelen:

ad 1. Am Joer 2022 haten, ausserhalb vun der Zäitfënster, 3 % vun den Adapto-Faarten am Duerchschnitt Verspéidung. Den Duerchschnitt vun der Verspéidung war an der Moyenne op 5,5 Minutten. D'Vespéidunge gi moies tëschent 7.00 an 9.00 Auer an owes tëschent 17.00 an 19.00 Auer festgestallt (bedéngt duerch de Beruffstraff). 40 % vun de Faarte ware 5 Minutte virun der Zäitfënster scho bei de Cliente präsent. 54 % vun de Faarte waren innerhalb der Zäitfënster bei de Cliente präsent.

Verspéidunge ginn ausserhalb vun der 20-Minutten-Zäitfënster gerechent, d. h. jeeeweils 10 Minutte virun an no der gebuchter Zäit. Als Beispill: Wann ech um 13.00 Auer wëll ofgeholl ginn, da kuckt de Programm, fir mech tëschent 12.50 Auer an 13.10 Auer sichen ze kommen. Wann elo de reelle „Pick-up“ virun oder no dëser Zäitfënster ass, dann ass et eng Verfréiung/Verspéidung. Dës Zäitfënster ass wichteg, fir datt de Programm kann dynamesch op Modifikatioune reagieren. E „Pick-up“ um 13.11 Auer ass also eng llicht Verspéidung; ab 13.20 Auer ass et wierklech e méi grouse Retard, wou dann och eeben déi 3 % vun all den Adapto Coursen drafalen.

ad 2. Reklamatioune kommen entweder iwwer de Callcenter vum Service Client (mobilité.lu) oder de Service Transports PMR eran.

De Callcenter traitéiert all Zort vun Ufro iwwer den öffentliche Transport, Informatiounen zu all den Opérateuren, mBoxen oder aner liiert Produiten.

– Am Service Client: 1.1.2023–30.6.2023:

4.651 Doleancen am Total, dovunner waren der 84 Reklamatioune Adapto, d. h. 1,81 %.

De Callcenter ass an deem Zäitraum 78.088-mol ugeruff ginn.

– Am Verglach dat Joer virdrun: 1.1.2022–30.6.2022:

4.171 Doleancen am Total, dovunner waren 113 Reklamatioune Adapto, d. h. 2,71 %.

De Callcenter ass an deem Zäitraum 63.567-mol ugeruff ginn.

D'Reklamatioune, déi am Service Transports PMR ukommen, ginn net genau chiffriert.

Leider schéngt et esou ze sinn, dass eng Partie Reklamatioune guer net an engem vu menge Servicier ukommen, well se un aussteeënd Organisatiounen oder direkt un d'Press oder a sozial Medie ginn. An deem Zesummenhang sief ze betounen, datt dëst net dozou bäidréit, datt de Service kann effikass verbessert ginn, mee éischter, datt d'Leit veronséichert ginn.

ad 3. Et ass zu dësem Zäitpunkt keng Reform geplangt. Meng Servicier si quasi deeglech am Echange souwuel mam Fournisseur vun der Applikatioun, wéi och mat den Exploitanten, falls eng Reklamatioun oder Incident gemellt gouf, fir unhand vun dem Feedback de Service Adapto kontinuierlech weider ze verbessern an unzepassen.

Eng konkret Verbesserung zur Sécherheet vum Client gouf elo nach mam Fournisseur envisagéiert, an zwar, datt de Chauffer obligatoresch muss op

senger Tablett validéieren, datt hien all d'Notizen zum Client sengen Informatiounen a spezifesch Besoinen zur Kenntnis geholl huet.

ad 4. Aus dem Rapport geet ënner anerem ervir, datt et u Ressourcë feelt, ë. a. am Callcenter. Eng Demande fir zousätzlech Personal gouf deementsprechend am Kader vum Numerus clausus 2024 eragereecht.

ad 5. Den DPIA gëtt wéi ugekënnegt am Summer 2023 finaliséiert a validéiert an da wäerten och déi néideg Conclusiounen gezu ginn. Eng Verëffentlechung ass keng Obligatioun.

Coopération policière transfrontalière | Question 8105 (27/06/2023) de M. Léon Gloden (CSV)

Wéi an engem Artikel aus dem „Lëtzeburger Wort“ vum 26. Juni 2023 ze liesen ass, kënn et am Oste vum Land an der Lescht ëmmer rëm zu brutalen Iwwerfäll, Drogendelikt a souguer Schéissereien. Aus dësem Artikel geet och ervir, dass Drogendealer hir Geschäfte hei ganz ongenéiert verriichten, duerno iwwert d'Grenz fortfuere an d'Leit aus der Émgegend sech owes net méi sécher fillen.

Am Kader vun der mëndlecher Fro N° 0271 zu enger Serie vun Tankstelleniwwerfäll an Abréich laanscht déi däitsch Grenz, ass d'Zesummenaarbecht mat den auslännesche Polizeinstanzen hannerfrot ginn. De Minister fir bannenzeg Sécherheet huet an deem Kontext ënner anerem op een Accord tëscht Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich an der Belsch verwisen, wou gemeinsam Patrullen a Reunioune stattfannen, sollt sech eng Serie vun Iwwerfäll undeiten.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Wéi huet déi transnational Kooperatioun tëscht der Police an de Grenzregiounen a punkto Drogekriminalitéit zënter leschem Joer evoluéiert?

2. Wéi vill Drogendealer konnten duerch eng grenziwwerschreidend gemeinsam Policeaarbecht gefaasst ginn?

Réponse (21/07/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Am Kader vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun gouf 2007 een Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, zu deem d'Police vun den dräi Länner aus der Muselregioun gehéieren, genannt 3M. Dozou gehéieren d'Regionaldirektioun vun der Police vu Gréiwemaacher, d'Polizeiinspektion vu Merzig am Saarland an d'Gendarmerie nationale vu Metz. D'Zil vun dëser regionaler, begrenzter Zesummenaarbecht ass et, den Informationsaustausch um Niveau vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit ze stäerken, dëst duerch Reunioune vum Aarbechtsgrupp, deem eemol de Mount zesummekënn.

2018 huet sech d'Polizeiinspektion vu Saarburg aus Rheinland-Pfalz dem 3M-Grupp ugeschloss. D'Thematiken, déi, ënner anerem, an dësem Grupp traitéiert ginn, gi vun Déifstall, Abréich, Infraktiounen mat Drogen a Waffen, bis hin zu der Sich no Persounen a Géigestänn mat grenziwwerschreidendem Charakter an och Iwwerfäll op Tankstellen. E puermol d'Joer ginn och gemeinsam Kontrollen duerchgefouert.

ad 2. Am Joer 2021 konnte 7 Leit mat der Zesummenaarbecht vu Frankräich verhaft ginn. De Parquet vu Lëtzebuerg huet och am Kader vun dëser Affär den Artikel 10 vum amendéierte Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkaf vu medezinnesche Substanzen an de Kampf géint d'Drogenofhängegkeet libelléiert, deem d'Participatioun un der Haapt- oder

Niewenaktivitéit vun enger Associatioun oder Organisatioun mat enger Prisongsstrof vu 15 bis 20 Joer an enger Geldstrof vun 1.250 bis 1.250.000 Euro bestrooft.

2022 konnten am Ganzen 21 Leit verhaft ginn am Kader vu Kooperatiounen mat Däitschland, Frankräich, Holland an der Belsch. An zwee Dossier ass den Artikel 10 vum Parquet libelléiert ginn. An engem Dossier an Zesummenaarbecht mat der däitscher Police konnte 47 Kilogramm Marihuana saiséiert ginn.

Schlussendlech konnten 2023 bis elo 8 Leit duerch eng grenziwwerschreidend gemeinsam Policeaarbecht mat Hëllef vu Frankräich an Holland gefaasst ginn.

Sécheresse | Question 8106 (27/06/2023) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

Den däitsche Raiffeiserverband huet seng Prognos fir d'Recolte vu Kären erfogesat, an zwar ëm 1,2 Milliounen op 42 Milliounen Tonnen. Och beim Raps géif d'Recolte manner staark ausfalen. Effektiv, zanter Mëtt Mee huet et quasi néierens méi gereent; dat féiert zu Dréchstress an dréckt d'Ertrag erof. An der EU leide momentan quasi all d'Länner ënner der Dréchent, besonnesch awer Polen, déi baltesch Länner a Skandinavien.

An deem Kontext wollte mer den Här Landwirtschaftsminister Follgendes froen:

1. Wéi schätzt den Här Minister d'Lag hei zu Lëtzebuerg de Moment an? Wat fir eng Kulture si manner resistent a besonnesch vun der Dréchent betrafft?

2. Bei wat fir enge Kulture riskéiert et zu irreparablem Schied ze kommen?

Réponse (17/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Allgemeng kann een zurzäit Follgendes feststellen:

Op eisen déifgrënnege Biedem laanscht d'Musel gëtt et bis well keng Problemer. Souguer Riewen, déi e puer Joer hannertenee mat Dréchstress geplot sinn, iwwerliewen dat ënner der Bedéngung, datt den Ertrag reduzéiert gëtt. Jonk Wéngerte par konter musse bewässert ginn, soss iwwerliewen d'Planzen dat net.

Och bei Uebst a Geméis kënn de Produzent meeschens leider net derlaanscht, aktiv bei Zäite vu längerer Dréchent ze nützen. Beim Uebst sinn natierlech och ganz besonnesch déi jonk Beem betrafft. Mee an allen intensiven Uebstanlagen ass eng Bewässerung wichteg, fir eng gutt Recolte ofzesécheren. Bei ville Geméisarten leiden d'Qualitéit an de Rendement direkt no och enger kuerzer Dréchent. Dëst wëssen d'Beetriber, déi am Secteur tätég sinn, an hunn oder sinn amgaang, sech och deementsprechend anzeriichten. Hei bleift awer d'Problematik, dass Waasser keng onerschöpflech Ressource ass, zu där den Zougang illimitéiert ass. Op dësem Themefeld schaffe momentan de Landwirtschaftsministère an den Ëmweltministère zesumme mam Secteur, fir Léisungen ze fannen.

An der Landwirtschaft huet d'Recolte am Kärbau ongefëier eng Woch méi fréi ugefaange wéi am Duerchschnitt vun de Joren. Vum Secteur kënn d'Reckmeldung, datt d'Recolte an der Wantergeescht méi schlecht ausfällt wéi am Ufank geduecht, de Kärb ass kleng, Stréi gëtt et awer vill. D'Wanterkulturen hunn am meeschte vum Waasser am Fréijoer kënnen profitéieren.



Dëst Joer hu virun allem d'Summerkären ënnert der Dréchent gelidden. Duerch dat naasst Fréijoer konnten dës Kulturen eréischt méi spéit ausgeséint ginn, an do huet virun allem am Mee an am Juni Ree gefeelt. Am Gréngland an am Feldfudderbau konnt eng gutt éischt Coupe gemaach ginn, et ass awer net vill un Ertrag nokomm. Wisen a Weede sinn nach zum Deel gréng, den Zouwuess ass awer quasi op null.

Eng Pressekonferenz vum Landwirtschaftsminister mam Secteur, wou e genaue Bilan des récoltes gemaach gëtt, ass fir den 13. September festgesat. Et ass nach wierklech ze fréi, fir eng definitiv Ausso zum Karschnatz 2023 ze maachen.

ad 2. Zu irreparable Schied ass et an de Summerkäre komm. De Mais huet och mat der Dréchent ze kämpfen, an et weess een nach guer net, ewéi dat ausgeet, mee déi kleng Reeschauere vun de leschte Wochen hëllef ganz vill. Regional a souguer lokal gëtt et ganz grouss Differenzen an de Kulturen, vu schlecht bis ganz gutt.

Augmentation du taux de chômage | Question 8107 (27/06/2023) de Mme Carole Hartmann | M. André Bauler (DP)

Depuis quelques mois le taux de chômage est en train de remonter légèrement alors que de nombreuses branches de l'économie pâtissent actuellement d'une pénurie de main-d'œuvre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Quels sont les profils professionnels touchés par la remontée du chômage ?

– Les jeunes seraient-ils particulièrement concernés par cette augmentation ?

– Dans quelle mesure est-il possible de réorienter les personnes ayant perdu leur emploi en direction d'autres branches de l'économie ? Des mesures de formation spécifiques sont-elles nécessaires dans la plupart des cas ?

Réponse (31/07/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les tableaux suivants listent les 10 catégories de métier pour lesquelles le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté le plus, sur 1 an et sur 4 ans (comparaison avec situation avant la pandémie) :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les profils où la situation est plus problématique sont ceux pour lesquels le chômage augmente et qui ne sont pas en pénurie.

ad 2) Les jeunes (< 30 ans) représentent 19 % des demandeurs d'emploi résidents disponibles au 31/05/2023, comparé à 17 % en mai 2022 et 19 % en mai 2019.

Comparé à 1 an, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté de 17 % (pour arriver à 2.841 en mai 2023), tandis que le total des demandeurs d'emploi résidents disponibles a augmenté de 9 %.

ad 3) Les reconversions professionnelles sont toujours possibles, mais nécessitent souvent des mois ou même des années de formation et d'accompagnement.

L'ADEM a mis en place un nouveau programme de formation (Skills4Job – actuellement en phase pilote) qui

visait les demandeurs d'emploi qui ont besoin d'une reconversion (reskilling) ou un renforcement des compétences (upskilling) pour réintégrer le marché de l'emploi. Les participants ont accès à un coach individuel qui les aide à réaliser un bilan de compétences, à élaborer leur projet professionnel et à définir leurs besoins en upskilling/reskilling et leur plan de formation. Une durée de formation de six mois en cas de reskilling et de 3 mois en cas de upskilling est possible dans le cadre du programme et est financée par le Fonds pour l'emploi.

Des participants au premier groupe pilote, 6 ont réalisé un reskilling et 28 un upskilling.

Le nouveau projet de loi sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (« Skillsplang ») a pour but de pouvoir accompagner et financer des reconversions professionnelles de manière préventive pendant que les personnes sont encore en emploi.

Accidents dans le cadre de la mobilité douce | Question 8108 (27/06/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Op enger Pressekonferenz vum 22. Juni 2023 huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten Informatiounen zu de Verkéiersaccidenten mat motoriséierte Gefierer ginn. Nieft den Accidenter mat motoriséierte Gefierer gëtt a gouf et der awer och mat net motoriséierte Gefierer.

An dësem Kontext wëilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann de Minister eis aktuell Zuelen zu den Accidenter am Kader vun der Mobilitéit douce liwweren an erklären, wéi dës zënter 2018 evoluéiert hunn?

– Kann de Minister eis oplëschen, wéi bei dësen Accidenter d'Veerdeelung vun den Transportmëttel (Vélo, Trottinett, E-Bike etc.) war?

– Wat waren d'Ursache vum dësen Accidenter a wéi vill dovun waren déidlech?

• A wéi ville Fäll waren Drëttersounen involvéiert?

Réponse (25/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesammenhang mam Bilan vun de Verkéiersaccidenter am Beräich vun der net motoriséierter Mobilitéit.

Kuckt een sech d'Zuele vun den Accidenter am Kader vun der Mobilitéit douce un, esou ergëtt sech folgend Bild:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Aus dëser Opstellung gëtt ersichtlech, datt mir an dësem Zäitraum 17 déidlech verongléckt Foussgänger ze bekloen haten, wat déi héiflechste Kategorie duerstellt, an op zweeter Plaz d'Vëlo mat 7 Affer. Bei deenen anere Kategorien haten mir keng déidlech Accidenter.

Iwwert d'Ursache vum deenen eenzelnen Accidenter an iwwert eng eventuell Implikatioun vun drëtter Persounen gi keng Statistiken gefouert.

Radars de tronçon | Question 8109 (27/06/2023) de M. André Bauler (DP)

Depuis quelques mois les radars de tronçon installés dans les tunnels de l'autoroute A7 sont opérationnels afin d'assurer davantage de sécurité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de véhicules y ont été flashés depuis que les radars en question sont opérationnels ?

2) Quel type de véhicule a été flashé le plus fréquemment ?

3) Quelle a été la vitesse maximale enregistrée dans les tunnels ?

4) Quelle est la part des véhicules étrangers ayant dépassé la vitesse prescrite dans l'ensemble des véhicules flashés ?

Réponse (28/07/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) 24.174 infractions ont été constatées pendant la période du 15 mars 2023 (mise en service) au 17 juillet 2023.

ad 2) Les radars automatiques différencient entre voitures et poids lourds. Parmi ces deux types, les voitures sont flashées le plus souvent.

ad 3) La vitesse maximale la plus élevée enregistrée était de 221 km/h (vitesse retenue : 214 km/h).

ad 4) 7.878 des 24.174 infractions ont été commises par des véhicules immatriculés à l'étranger, c'est-à-dire 32,59 %.

Stationnement de véhicules électriques dans le parking de résidences | Question 8110 (27/06/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Il me revient que certaines assemblées générales de copropriétaires auraient décidé d'interdire le stationnement de véhicules électriques dans le parking de la résidence, en raison d'un risque d'incendie supposé supérieur aux véhicules à moteur de combustion.

Or, il n'existe non seulement pas de base factuelle pour une telle crainte, mais en plus, au vu de la nécessité de décarboner progressivement la mobilité dans les années à venir, une telle interdiction pourrait poser obstacle à l'atteinte des objectifs climatiques.

Au contraire, tous les efforts devraient être entrepris afin de faciliter la transition vers une mobilité climati- quement neutre. Notamment l'installation d'une borne de recharge dans les résidences devrait être possible à toute personne intéressée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et au Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre du Logement est-il au courant de cas pareils ?

2) Une telle interdiction est-elle conforme avec la législation en vigueur ?

3) Monsieur le Ministre de l'Énergie entend-il sensibiliser davantage le public quant aux risques réels, voire l'absence de risques liés à la mobilité électrique ?

4) De quelle manière le Gouvernement entend-il faciliter l'installation de bornes de recharge dans les résidences ?

Réponse (21/09/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Henri Kox, Ministre du Logement

ad 1) et 2) N'ayant pas connaissance de cas concret, il est à souligner que de manière générale, il n'existe aucune disposition légale ou internationale pouvant restreindre l'utilisation ou le parcage de véhicules électriques dument homologués. Ceci différencie la situation des véhicules électriques de celle des véhicules au GPL

ou à l'hydrogène, pour lesquels il existe effectivement une interdiction, notamment dans les prescriptions de prévention incendie de l'Inspection du travail et des mines⁷.

Une interdiction d'entrée pour véhicules électriques dans une copropriété ne reviendrait donc pas à l'application d'une norme de sécurité au sein de la copropriété, mais à l'application d'une restriction imposée par la copropriété à un copropriétaire en ce qui concerne l'utilisation de son emplacement de parking. Cet emplacement appartient, dans la majorité des cas, aux parties privatives du copropriétaire, desquelles il peut en principe librement disposer.

En ce qui concerne le risque d'incendie, le consensus des experts est qu'il n'est pas plus élevé pour un véhicule électrique que pour un véhicule thermique conventionnel. Ce constat a par exemple été confirmé par le « Deutscher Feuerwehrverband⁸ », l'ADAC⁹ ou encore le « Gesamtverband der Versicherer¹⁰ ». Il n'existe pas de statistiques spécifiques sur les incendies de véhicules de différentes motorisations au Luxembourg, mais le CGDIS n'a pas d'indications que les voitures électriques brûlent plus souvent que des voitures thermiques. Les normes de sécurité sont en effet équivalentes indépendamment de la motorisation et assurent que les véhicules modernes ont un risque d'incendie très limité. Les standards de sécurité de l'industrie automobile assurent aussi que la recharge de voitures électriques amène très peu de risques aussi longtemps que la prise ou borne utilisée pour la recharge répond aux règles de l'art.

Les incendies de véhicules ont par ailleurs des causes variées, n'ayant souvent pas de rapport direct avec leur motorisation. La batterie ne prend ainsi pas feu à chaque incendie de véhicule électrique. La batterie d'un véhicule électrique moderne est en effet très protégée. Une caractéristique spécifique des incendies dans lesquels la batterie prend effectivement feu est que la batterie doit être observée plus longtemps après l'extinction de l'incendie vu qu'il existe un risque qu'elle reprenne feu même après une première extinction. Dans le cas très rare d'un feu de batterie avec emballage thermique, les températures de l'incendie peuvent aussi être plus élevées que pour un véhicule conventionnel. Un nombre croissant de technologies existent pour gérer ces risques particuliers, et le CGDIS suit de près ce progrès technologique. Il s'agit donc d'un nouveau type de risque, mais pas d'un risque fondamentalement plus élevé, de manière à ce qu'il ne justifie pas une interdiction d'entrée d'un véhicule électrique dans un parking.

ad 3) Le Gouvernement continuera à informer et sensibiliser de manière objective sur la mobilité électrique. Pour ce travail de sensibilisation, il se base sur les publications et retours d'experts en la matière et sur le soutien d'acteurs spécialisés tels que la Klima-Agence.

ad 4) Concernant la facilitation de l'installation de bornes de recharge dans les résidences, il convient de faire référence au règlement grand-ducal du 29 juillet 2023 modifiant le règlement grand-ducal du 19 août 2020 portant introduction d'une aide financière pour l'installation de bornes de charge privées pour véhicules électriques.¹¹ Le Gouvernement a non seulement prolongé l'aide financière pour les bornes de charge

privées jusqu'en fin 2024, mais aussi introduit une subvention pour le pré-équipement d'emplacements de parking pour une future installation de bornes de charge et rendu directement éligibles les copropriétés pour l'équipement d'emplacements communs. Ces mesures visent à favoriser la prise de décision dans les copropriétés en faveur de l'installation d'infrastructures de charge et à inciter à l'installation de systèmes intelligents de gestion de charge permettant une utilisation optimale de la capacité électrique disponible dans les bâtiments.

Arrêt des allocations financières après le décès d'un enfant handicapé | Question 8111 (27/06/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Als Eltere vun engem Kand mat Handicap huet een, wann ee verschidde Critèren erfëllt, en Urecht op verschiddenen Aidë wéi d'Allocation supplémentaire pour enfant vivant avec un handicap an den Aidant informel. Dës Hëllef si ganz wäertvoll fir déi betraffe Familien. Et ass awer esou, datt, wann e Kand mat Behënnerung stierft, all dës Aiden direkt ewechfalen. Heibäi muss een awer bedenken, datt déi betraffe Familien oft eng Persoun agestellt hunn, respektiv ee vun den Elteren seng Aarbechtszäit reduzéiert huet oder guer net méi schafft, fir sech ëm d'Kand mat Handicap ze këmmern. Do dauert et och oft eng Zäit, bis een eng nei Aarbechtsplaz fënn, respektiv seng Tâche kann eropsetzen. En plus, wann een eng Persoun agestellt huet, gëllt jo dat geltend Aarbechtsrecht mat de bekannte Kënnegungsfristen. Duerch dat direkt Ewechfale vun dëse finanziellen Aidë kommen déi betraffe Familien, wann se eng Persoun agestellt hunn oder ee vun den Elteren manner oder guer net méi schafft, also eventuell an eng finanziell Noutsituatioun.

An deem Kontext wëilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et sënnavoll wier, déi finanziell Hëllef eréischt no 6 Méint auslafen ze loossen, fir datt déi betraffe Familien ni der Trauer net och nach mat finanzieller Schwierigkeeten ze kämpfen hunn?
- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (17/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Am System vun der sozialer Sécherheet sinn d'Leeschungen un de Beneficiaire gebonnen, also un déi individuell Rechter vum Beneficiaire. Dës kënnen Saach- oder Geldleeschungen sinn.

An de Fäll, déi vum honorabelen Deputéierte mentionéiert ginn, sinn d'Beneficiairen d'Kanner, déi d'Allocation spéciale supplémentaire kréien, net awer d'Eltere selwer.

Bei Geldleeschungen kann de Beneficiaire oder seng Famill, bezéiungsweis an de vum honorabelen Deputéierte mentionéierte Fäll d'Eltere vum Beneficiaire, decidéieren, eng Persoun anzustellen, woubäi ze präziséieren ass, datt d'Geldleeschungen net e Salaire sinn, och net an der Fleegeversécherung.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7204 vum 17. November 2022 erkläert, sinn déi Geldleeschungen weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant selwer, mee et ass eng Leeschung, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung kritt, wann dës Beneficiaire en Aidant huet. Dësen Aidant kann eng Persoun aus dem familiären Ëmfeld sinn oder e Salarié, woubäi déi selwecht

Konditioun fir de Salarié ewéi fir den Aidant gëllen. Et ass also eng finanziell Leeschung (Geldleeschung) vun der Fleegeversécherung fir déi fleegebedierfteg Persoun, déi hir Versuergung doheem organiséiert.

Well d'Leeschungen an der sozialer Sécherheet un de Beneficiaire selwer gekoppelt sinn, dës Leeschungen also op individuelle Rechter baséieren, resultéiert doraus, datt déi Leeschungen, also och d'Allocation spéciale supplémentaire, musse gestoppt ginn, wann de Beneficiaire leider verstierft.

D'Leeschungen kënnen also net, esou ewéi vum honorabelen Deputéierte proposéiert, iwwer d'Verscheede vum Beneficiaire eraus bezuelt ginn.

Anerefalls misst dat prinzipiell bei all Leeschung gemaach ginn an net nëmmen an de mentionéierte Fäll, wat dann aner Fro mat sech bréngt an de Prinzipp vun den individuelle Rechter selwer a Fro stellt, well déi Rechter de facto géifen op eng aner Persoun erweidert bezéiungsweis transferéiert ginn.

Doriwwer eraus ass net all Situatioun identesch an eng pauschal Erweiderung vun de Rechter, zum Beispill vu 6 Méint ewéi vum honorabelen Deputéierte proposéiert, géif deenen individuelle Situatiounen net gerecht ginn.

Am Fall wou awer eng „finanziell Noutsituatioun“, ewéi vum honorabelen Deputéierte mentionéiert, sollt entstoen, kënnen déi betraffe Persounen beim Office social vun hirer Gemeng Hëllef ufroen, fir esou eventuell kënnen op aner Mesuren zeréckzegräifen.

Projet pilote « Guichet unique régional » | Question 8112 (28/06/2023) de M. André Bauler (DP)

Am Kader vun der Interpellatioun iwwer d'Entwécklung vum ländleche Raum vum 17. Mee 2023 hat den Här Landesplanungsminister a senger Interventioun ugedeit, datt hien amgaang wier ze préiwen, fir an der Kantonalhaaptuertschaft Réiden eng Aart Guichet unique anzerichten, an deem staatlech a kommunal Servicer ugebuede kéinte ginn, fir sou de Biergerinnen a Bierger Hëllefstellung bei administrativen Dëngschter unzëbiden.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landesplanungsminister folgend Froen stellen:

– Wéi wäit ass de Projet vun der Aariichtung vun engem Guichet unique régional am Dëngscht vum Kanton Réiden scho fortgeschritt? Ass et méiglech, fir d'Konzept vun esou engem Guichet kuerz ze beschreiwen?

– Wat fir administrativ Servicer géifen do genee ugebuede ginn?

– Gëtt et änlech Projete fir d'Kantone Clief, Woltz, Veinen an aner méi ländlech geprägte Géigenden an eisem Land?

Réponse (18/07/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire

Den 12. Mee 2022 huet de Réidener Kanton zesumme mam Minister fir Landesplanung eng Konventioun ënnerschriwwen mam Zil, eng gemeinsam Raumvisioun fir déi 10 Gemengen vum Réidener Kanton ze erstellen an dës fir den Horizont 2035 respektiv 2050. An engem éischte Schratt ass eng detailléiert Bestandsopnam mat enger Stärkten/Schwächen Analyse fir d'Regioun gemaach ginn. Als nächst ginn da verschidden Entwécklungsszenarien belicht.

Aus landesplanerischer Siicht ass et wichteg, datt déi ländlech Raim sech an engem gesonden Tempo entwéckelen, an datt noutwenneg Infrastrukturen (Drénkwaasserversuergung, Ofwaasserbehandlung,

⁷ ITM-SST 1506.3

⁸ <https://www.agbf.de/downloads-fachausschuss-vorbeugender-brand-und-gefahrenschutz/category/15-fa-vbg-oeffentlich-schrift-en?download=352:2021-2-keine-brandgefahr-in-tiefgaragen-durch-elektrofahrzeuge>

⁹ <https://www.adac.de/rund-ums-fahrzeug/elektromobilitaet/info/sicherheit-elektroauto/>

¹⁰ <https://www.gdv.de/gdv/medien/medieninformationen/e-autos-in-tiefgaragen-keine-erhoehte-brandgefahr-feststellbar-66230>

¹¹ <https://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2014/08/27/n8/jo>

Schoulen etc.) mat dem Wuesstem Schrëtt hale kënnen. Niewent deene reng techneschen Infrastrukturen, sinn awer och sozial Servicer an Aktivitéite ganz wichteg. E Guichet unique am ländleche Raum soll duerfir méi Funktiounen ubidden:

- Hëllefstellung bei Froen zu administrative Virgänger: Dëst ka souwuel d'Gemeng wéi och staatlech Servicer betreffen, z. B. Ufro vu Subsidien oder Geneemegungen, Hausëmbau, Sanéierung vun aler Bausubstanz, Steuererklärung etc.;
- Bündele vun de Berodungsservicer: Energie, Waasser, Klima, Naturpakt, Wunnen, Ëmwelt etc.;
- Raimlechkeet fir Veranstaltungen, z. B. 1 x am Mount Repair-Café; Zuverfügungstelle vu Computer/Drucker fir Bierger, Meeting-Point am Duerf fir all Alterskategorie.

Vusaite vum Departement vun der Landesplanung gëtt proposéiert, am Kader vun engem Biergerbedeeligungsprozess d'Funktiounen a Servicer vun engem Guichet unique an der Regioun festzeleeën.

Déi uewe genannte Konventioun, déi mam Réidener Kanton gemaach gouf, gesäit vir, datt konkret Projete, déi sech aus der Raumvisioun erginn, weider ënnerstëtzt kënnen ginn. An deem Kontext kann den Departement vun der Landesplanung beim Opbau vun engem Guichet unique an der Regioun vum Réidener Kanton hëllefen.

Den neie Landesplanungsprogramm (Programme directeur d'aménagement du territoire, PDAT), suggeréiert, datt all CDA (Centre de développement et d'attraction) am ländleche Raum esou e Guichet unique fir seng Bierger/innen sollt hunn.

Fir en Iwwerbléck iwwert déi aktuell a méiglech Strukturen a Servicer an deem Sënn zu Lëtzebuerg an am noen Ausland ze kréien, huet den Departement vun der Landesplanung ausserdeem eng Etude bei engem Büro ugefrot. D'Resultater vun der Etude gi sech fir den Hierscht erwaart.

Travaux de maintenance au CR306 entre Grosbous et Grevels | Question 8113 (28/06/2023) de M. André Bauler (DP)

An der Uertschaft Groussbus ass rezent un der Strooss fir op Baaschtnech (CR 306) tëscht Groussbus a Gréiwels geschafft ginn. De Belag ass provisoersch gefléckt ginn, ma e fiert sech de Moment net gutt.

Aus deem Grond wollt ech den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Follgendes froen:

1. Gëtt et mëttlerweil e Projet, deem eng Erneuerung vun deem Streckenofschneitt virgesäit?
2. Wa jo, wat wier de Käschtepunkt dovunner an a wat fir engem Mooss misst d'Gemeng sech dorunner finanziell bedeelegen?
3. Wéini kéinten dës Aarbechte spëtstens ufänken?

Réponse (25/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den aktuellen Zoustand vum Belag ass dorop zeréckgeföhrt, dass d'Gemeng Groussbus um CR306 ënnerierdesch Infrastrukturen erneiert huet.

Mëttlerweil gëtt et effektiv ee Projet, fir dës Streckenofschneitt ze erneieren.

Allerdéngs ass dat ee Projet vun der Gemeng, deem ënnert anerem och virgesäit, Parksträifen, Zebrasträifen, Grénganlagen asw. ze amenagéieren.

ad 2. Doduerch, datt dës Projet vun der Gemeng ausgeföhrt gëtt, ginn d'Käschten eleng vun der Gemeng gedroen.

ad 3. Well dës Aarbechten net vun der Stroossebauverwaltung duergéfhert ginn, ka vu staatlecher Säit net gesot ginn, wéini dës Aarbechten ufänke wäerten.

Et sief awer unzemierken, datt d'Gemeng schonn eng „permission de voirie“ fir hire Projet ausgestallt kritt huet.

Projet pilote de la Couverture universelle des soins de santé | Question 8114 (28/06/2023) de M. Paul Galles (CSV)

En octobre 2021, les ministres de la Sécurité sociale et de la Santé ont présenté la CUSS, un projet visant à offrir une affiliation à l'assurance maladie aux personnes vulnérables étant habituellement sur le territoire national, sans revenu, et ne pouvant pas bénéficier d'un soutien par un office social. Une présentation Power-Point avait à cette occasion présenté plusieurs points précis concernant la mise en place de la CUSS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Le Gouvernement avait annoncé « réduire les démarches administratives au strict minimum ». Pourriez-vous nous détailler les démarches à suivre ? Est-il prévu de les réduire afin de garantir un accès universel à la CUSS ?
- 2) Il avait également été déclaré que « les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé recevront des moyens financiers et humains supplémentaires pour assurer le suivi régulier et prendre en charge les cotisations mensuelles et la participation personnelle des bénéficiaires le cas échéant ». Après une année de projet pilote CUSS, les moyens accordés sont-ils suffisants pour assurer le bon fonctionnement du projet et permettent-ils d'affilier toutes les personnes éligibles à la CUSS ? Si non, quand et comment votre Ministère compte-t-il remédier à cette situation ?

3) Le projet a une vocation universelle de par son nom, et concerne les « personnes qui sont habituellement sur le territoire national, n'ont aucune source de revenu et ne peuvent pas bénéficier d'un soutien par un office social ou une autre entité publique ». Pourriez-vous nous communiquer les statistiques des bénéficiaires ainsi que des dossiers suivis par les associations conventionnées ? Ces associations ont-elles pu offrir l'opportunité à toutes les personnes concernées de bénéficier d'une CUSS ? Quels ont été les obstacles rencontrés par les bénéficiaires, voire par les associations ?

4) Le ministre avait également annoncé qu'une évaluation du projet aurait lieu fin 2022, afin d'apporter des ajustements en fonction des besoins constatés sur le terrain et assurer la pérennité du projet. Celle-ci a-t-elle eu lieu, et, le cas échéant, quelles en sont les conclusions ? Si non, quand votre ministère compte-t-il mener cette évaluation ?

5) Le ministre a-t-il l'intention de donner une base légale au projet pilote de la CUSS ? Si oui, quand et avec quelles modifications ?

Réponse (04/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) La Couverture universelle des soins de santé (CUSS) a pour but premier l'intégration des personnes qui n'ont pas autrement un accès régulier au système de soins de santé en leur permettant l'accès aux prestations de santé de l'assurance maladie moyennant le mécanisme légal de l'assurance volontaire prévu à l'article 2 du Code de la sécurité sociale (CSS). Les

cotisations dues sont prises en charge par l'État à travers les conventions conclues entre le Ministère de la Santé et les associations participant au projet pilote. La CUSS permet ainsi une réelle prise en charge sanitaire mais aussi sociale de cette population en marge de la société.

Les demandes dans le contexte du projet pilote peuvent être introduites auprès du Ministère de la Santé par l'intermédiaire de 5 associations, à savoir Médecins du monde, Abridado, Jugend- an Drogenhëllef, Stëmm vun der Strooss et Croix-Rouge, après avoir effectué une enquête sociale. À souligner que le dossier de demande doit également inclure un projet social.

Le dossier est analysé et, en cas de validation, transmis au Centre commun de la sécurité sociale en vue de l'inscription à l'assurance maladie volontaire. Pour ce faire, le formulaire pour demander l'assurance volontaire a été adapté aux besoins du projet CUSS. Les informations demandées constituent le strict minimum pour que la personne puisse être affiliée moyennant ce mécanisme.

La personne concernée et, le cas échéant aussi le ou la conjointe ainsi que les enfants (coaffiliation), est dès lors affiliée de plein droit à l'assurance maladie et bénéficie donc des mêmes conditions de prise en charge en application du principe d'égalité que toute autre personne protégée.

L'association ayant introduit la demande assure un suivi social mensuel du bénéficiaire CUSS et un bilan sur la situation de santé et la situation sociale du bénéficiaire est remis tous les six mois au Ministère de la Santé afin de vérifier si le bénéficiaire a bien accès au système de soins de santé et d'évaluer les avancées au niveau de la situation sociale.

La procédure actuelle est déjà ancrée dans un cadre dit « bas seuil ». Dans un souci de coconstruction du projet pilote, des adaptations seront proposées et discutées ensemble avec les associations mandatées et les administrations concernées.

Une note expliquant la démarche peut être consultée sur le site du Collège médical¹².

Les échanges à un niveau plus stratégique entre toutes les parties prenantes (associations, CNS, CCSS et ministères) ont lieu régulièrement.

ad 2) Dans le cadre du projet pilote, le Ministère de la Santé a soit élargi des conventions existantes, soit conclu des conventions nouvelles avec les associations participant au projet pilote. Ces conventions prévoient la mise à disposition de personnel supplémentaire dédié ainsi que la prise en charge des frais financiers liés à la CUSS, comme le paiement des cotisations ou la part statutaire à charge de la personne protégée. Des avances de fonds ont par ailleurs été réalisées afin que les associations aient à leur disposition la trésorerie requise. La part prise en charge par la CNS, qui n'est pas directement payée au prestataire, est remboursée à l'association.

À l'heure actuelle, la phase pilote du projet est maintenue. Les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé ont été dotées d'un ETP assistant social supplémentaire lors du lancement de la CUSS. Certaines associations déclarent effectivement le besoin de soutien supplémentaire en raison du succès du projet. Les considérations issues de la dernière réunion avec les parties prenantes sont actuellement intégrées dans l'évaluation par le Ministère de la Sécurité sociale. La finalisation de l'évaluation est prévue pour la fin du

¹² 31_1_CUSS MDM.pdf (collegemédical.lu)

mois de septembre et permettra de prendre en considération les besoins financiers et humains réels pour la continuation du projet pilote et aussi de dégager des recommandations et pistes plus concrètes en vue de la création d'un cadre légal dédié.

ad 3) à 5) D'avril 2022 à début juillet 2023, les 5 associations ont adressé 232 demandes en obtention de la CUSS au Ministère de la Santé, dont 215 ont été acceptées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Suite au succès du projet, les associations ne sont actuellement plus en mesure d'accueillir de nouveaux demandeurs CUSS et ont créé des listes d'attente. Cela montre à quel point il était important de lancer ce projet.

En ce qui concerne les actuels bénéficiaires, il ressort des bilans semestriels adressés au Ministère de la Santé depuis le lancement de la CUSS, que la quasi-totalité de bénéficiaires CUSS a pu bénéficier d'une prise en charge médicale en accédant aux prestations de santé de l'assurance maladie. Pour certaines personnes particulièrement vulnérables de longue date, habituées à fréquenter les services de soins des associations, un temps d'adaptation est perceptible avant de recourir au système de soins « classique », c'est-à-dire assuré par les prestataires de soins.

La plupart ont réussi à se stabiliser, voire améliorer leur état de santé en ayant par exemple accès aux programmes de substitution chez des médecins généralistes, ce qui leur permet de ne pas devoir recourir à des substances illicites. Des femmes enceintes ont pu accéder aux examens prénataux essentiels au bon déroulement de leur grossesse et de la préparation à l'accouchement.

Par ailleurs, sur les 49 suivis clôturés/affiliations stoppées, certains chiffres sont marquants : 6 bénéficiaires ont pu régulariser leur situation administrative et ont trouvé un emploi et peuvent ainsi bénéficier de l'affiliation obligatoire, 9 personnes ont pu régulariser leur situation administrative et ont bénéficié de l'ouverture de leurs droits sociaux et leurs cotisations prises en charge par des établissements publics. 17 affiliations de bénéficiaires ont été stoppées suite à l'arrêt du suivi social (le bénéficiaire ne s'est plus présenté à l'association référente pendant plus de 3 mois).

En effet, un engagement personnel minimal est demandé au bénéficiaire pour qu'une stabilisation de sa situation, puis une amélioration puissent avoir lieu. Ceci est également nécessaire pour le suivi médical de certains traitements. C'est pour cela que le suivi régulier des bénéficiaires par les associations est essentiel. En outre, il s'agit aussi d'éviter des abus potentiels en s'assurant que le bénéficiaire s'engage aussi lui-même dans un processus conjoint pour améliorer sa propre situation.

Consommation de drogues chez les jeunes | Question 8115 (28/06/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Wéi divers däitsch Medie mellen, ass de 26. Juni 2023 en 13 Joer aalt Meedchen zu Altentreptow (D), nom Konsum vun enger besonnesch staarker Extasy-Pëll, verstuerwen. Wéi et vun den zoustännegen Autoritéiten heescht, hätt et an deene leschten Deeg nach weider Fäll ginn, wou Jonker vu 14 respektiv 15 Joer sou eng Pëll vun der enorm staarker Extasy-Zort „Blue Punisher“ konsumméiert hunn an doropshin hu misen hospitaliséiert ginn. Och an dëse Fäll si massiv

gesondheetlech Komplikatiounen opgetrueden an déi Concernéiert ware respektiv sinn a Liewensgefor.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, un d'Madamm Gesondheetsministesch an un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Ass dem Minister fir bannenzeg Sécherheet déi uewe genannten Drogeproblematik bekannt?
– Circuléiert déi genannten Drog och zu Lëtzebuerg?
– Sinn am Zusammenhang mat där genannten Drog scho Jonker zu Lëtzebuerg hospitaliséiert ginn?

2. Kann d'Regierung eis soen, wéi vill Mannerjäreger an deene leschte Jore generell wéinst Drogen an d'Klinick ageliwwert gi sinn?
– Ëm wéi eng Drogen handelt et sech dobäi haaptsächlech?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir déi Jonk nach méi konsequent a punkto Drogen ze sensibiliséieren?

Réponse (07/08/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Hei am Land gouf bis elo nach keng Extasy-Zort „Blue Punisher“ saiséiert.

ad 2. D'Gesondheetsdirektioun verfüügt zurzäit net iwwert aktuell, detailléiert a validéiert Donnéeën iwwert Hospitalisatiounen wéinst Problemer, déi mam Drogekonsum zesummenhängen an déi no Substanzen an Altersgruppe geglidert sinn. Déi rezentsten Donnéeën aus deem Beräich sinn dem nationalen Drogerapport vun 2022¹³ ze ent huelen. Aus deem geet ervir, dass 2021 377 Traitementsepisode wéinst Drogeproblemer an nationale Spideeler stattfonnt hunn, all Substanzen an Alterskategorien abegraff.

ad 3. Eng vun de Prioritéite vum nationalen Drogenaktionsplang 2020–2024 ass d'Präventioun bei de Jonken an d'Sensibilisatioun vun de Jonken am Beräich Drogen a Sucht; an déi verschidde Mesuren, déi doranner enthalen sinn, sinn amgaangen ëmgesat ze ginn. Derbäi kënnt, datt eng Rei Aktiounen vum rezent presentéierte Plan national santé mentale (PNSM) dee selwechten Objektiv viséieren. Des Weidere schafft de Centre national de prévention des addictions (CNAIPA) un enger holistescher nationaler Strategie am Beräich Suchtpräventioun zesumme mat all de concernéierten Acteuren.

An de Lycéeën ginn ab der Rentrée scolaire 2023 „Coordinateurs addiction“ agefouert, déi eng Expertis am Beräich vun der Suchtpräventioun an der Suchtinterventioun hunn an déi am Lycée an och fir extern Partner Uspruechpersoun sinn am Kontext vum Konsum an dem Traffick vu legalen an illegalen Drogen. An hiren Tâchen ass virgesinn, datt si de Lien maachen tëschent der Schoul, den externe Partner vun der Drogepräventioun, der Prise en charge thérapeutique an der Police.

En Drogepräventiounsguide gëtt ënnert der Leedung vun de „Coordinateurs addiction“ an de Lycéeën ëmgesat an dës Mise en place gëtt vun engem internen Aarbechtsgrupp begleet. De Guide beinhalt Richtlinnen am Kontext vun der Confidentialitéit, dem Signalement an och der Präventioun an ass an Zesummenaarbecht mat der Police an externen Experten aus dem Beräich vun der Suchtpräventioun, opgrond vun de besteende Erfahrungswärter, ausgeschafft ginn.

¹³ <https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-sante/2022-rapport-revis/ra-revis2022-anglais-light.pdf>

Am Kader vun der Reglementéierung vum Cannabisbau, déi seit dem 21. Juli a Kraaft ass, fënnt och aktuell an iwwert déi kommend Wochen eng Sensibilisatiounscampagne statt fir ze erklären, wat erlaabt a wat weiderhi verbuede bleift, wéi zum Beispill de Konsum fir oder a Géigewaart vu Mannerjäreger.

Nationalités des détenus | Question 8116 (30/06/2023) de M. Fred Keup (ADR)

De 15. März 2021 huet d'Madamm Justizministesch dem RTL géintwuer gesot, datt d'Hallschent vun de Leit, déi zu Schraasseg sinn, net Residenten zu Lëtzebuerg sinn. Doriwuer eraus huet d'Madamm Minister gesot, datt si dës Zuelen och ongeféier fir d'Untersuchungshaft bestätege kéint.

An deem Kontext an zwee Joer duerno wier et intressant ze wëssen, wéi sech d'Verhältnis vun den eenzelen Nationalitéiten am Prisong zu Schraasseg, am Prisong zu Suessem an an der oppener Betreuungsstruktur zu Giwenech gestalt.

Ech wéilt der Madamm Justizminister dofir dës Froe stellen:

1. Opgeschlësst op de Prisong zu Schraasseg, opgeschlësst op de Prisong zu Suessem an opgeschlësst op d'Betreuungsstruktur zu Giwenech: A wéi enge Länner haten déi verschidden aktuell Gefaangener respektiv ze betreiend Persounen hire leschte Wunnsätz? Kann d'Madamm Minister dozou eng Tabell presentéieren?

2. Wéi vill Persounen, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong am Ausland of? Wéi vill Persounen, déi am Ausland verurteelt gi sinn, sëtzen aktuell hir Strof an engem Prisong zu Lëtzebuerg of?

3. Wéi ass déi aktuell Zesummesetzung pro Nationalitéit vun de Gefaangene respektiv den ze betreiende Persounen zu Lëtzebuerg – opgeschlësst op de Prisong zu Schraasseg, opgeschlësst op de Prisong zu Suessem an opgeschlësst op d'Betreuungsstruktur zu Giwenech? Kann d'Madamm Minister och dozou eng Tabell presentéieren?

Réponse (12/07/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. an 3. An der Annex en Tableau, wat de leschte Wunnsätz an d'Nationalitéit vun de Prisonéier betrëfft, déi sech aktuell an engem vun deenen dräi Prisongen zu Lëtzebuerg befannen.

Et sief nach drop higewisen, dass d'Genauigkeit, wat de leschte Wunnsätz vun de Prisonéier betrëfft, net ka garantéiert ginn, well déi Informatiounen net kënne vun der Prisongsverwaltung iwwerpréift ginn.

ad 2. No den Informatiounen vum Parquet général sinn et aktuell am Ganzen:

– 95 Prisonéier, déi zu Lëtzebuerg verurteelt gi sinn, an déi hir Strof am Ausland ofsëtzen, an
– 3 Prisonéier, déi am Ausland verurteelt gi sinn, an déi hir Strof hei am Land ofsëtzen.

D'Decisiounen iwwer d'Transferte vu Prisonéier zwëschen Lëtzebuerg an engem anere Memberstaat vun der Europäescher Unioun berouen all op der „décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononcés des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne“, déi zu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 28. Februar 2011 ëmgesat ginn ass.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Émeutes en France | Question 8117 (30/06/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Nodeems virun e puer Deeg de jonken Nahel bei enger routinärer Autoskontroll vun engem Polizist erschoss gouf, ginn a Frankräich vill Persounen op d'Strooss, fir géint d'Policegewalt ze manifestéieren. D'Protestaktiounen sinn allerdéngs net alleguerer friddlech ofgelaf an esou gëtt et aktuell queesch iwwert de franséischen Territoire Onrouen, déi a Saachbeschiedegung, Pyromanie, Déifstall a Verletzungen ausgaange sinn. Och an der Lorraine koum et zu Gewaltaktiounen. „L'essentiel“ bericht, dass zu Mont-Saint-Martin, e puer Meeter vun der franséisch-lëtzebuergescher Grenz an net wäit ewech vun den Tankstellen, Gebaier a Brand gesat goufen, dorënner eng Schoul an ee Centre médical.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Lëtzebuergesch Police op d'Onrouen an eisem Nopeschland virbereet?
2. Wat gëtt aktuell ënnerholl, fir Infrastrukturen an der Grenzregioun viru Gewaltaktiounen ze schützen?
3. Huet d'Lëtzebuergesch Police eise franséischen Nopere Hëllef an Ënnerstëtzung zougesot, falls d'Onrouen an der Groussregioun eskaléiere sollten?

Réponse (21/07/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. D'Lëtzebuergesch Police assureiert ee ganz noe Monitoring vun der Situatioun a Frankräich a steet an enkem Kontakt mat hire franséischen Homologuen. D'Dispositiv vun der Police sinn der aktueller Situatioun a Geforenaschätzung ugepasst a kënnen a Fonctioun vun enger eventueller Hëllefseeschtung direkt adaptéiert ginn. Zum Zäitpunkt vun dëser parlamentarescher Fro ass kee Besoin erkannt respektiv ausgedréckt ginn, fir d'Infrastrukturen an der Grenzregioun ze schützen.

ad 3. D'Lëtzebuergesch Police huet hire franséischen Nopere gehollef an si ënnerstëtzt am Kader vun de Virbereedungen zu hirem Nationalfeierdag, de 14. Juli, wou eventuell weider Onroue gefaart gi sinn.

Transfert automatique du droit de vote lors du changement de commune | Question 8118 (03/07/2023) de M. Charles Margue | M. François Benoy (déi gréng)

Au Luxembourg, le vote aux différentes élections est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales et ceci quelle que soit leur nationalité dans le cas des élections communales et européennes. Nul ne peut voter s'il n'est pas inscrit sur les listes électorales. Selon les informations officielles, présentées sur le portail public guichet.lu, en cas de déménagement dans une autre commune luxembourgeoise, « le transfert du droit de vote dans la nouvelle commune est obligatoire et est effectué automatiquement par les administrations communales ». Dans le contexte des élections communales et européennes, il n'est donc pas nécessaire qu'un électeur étranger fasse une nouvelle inscription sur les listes électorales respectives de sa commune d'arrivée, vu que le transfert en cas de déménagement doit être assuré de manière automatique par les administrations communales.

Or, selon nos informations, le transfert obligatoire et automatique du droit de vote dans la nouvelle commune ne semble pas toujours fonctionner.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance de problèmes liés au transfert automatique des inscriptions aux listes électorales des citoyens non luxembourgeois ?

2) Combien de citoyens ont introduit depuis le 01.01.2018 des réclamations liées à un transfert d'inscription automatique non réalisé ou réalisé de manière erronée ?

Réponse (28/07/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Depuis une modification législative en 2016 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, les inscriptions sur les listes électorales figurent sur le registre communal et le Registre national des personnes physiques (RNPP).

Le CTIE a été informé d'un seul cas concret où un non-Luxembourgeois ne figurait plus sur les listes électorales après un déménagement. L'analyse de ce cas a relevé qu'il s'agissait d'un cas isolé dû à une erreur de saisie. En effet, une adresse étrangère avait été saisie dans le RNPP comme résidence habituelle au lieu d'une adresse luxembourgeoise.

Cette erreur a été redressée par l'administration communale concernée. Cependant, le fait d'avoir saisi précédemment une adresse de résidence étrangère a eu comme effet de rayer la personne concernée des listes électorales dès le déménagement à l'étranger.

Courses automobiles | Question 8119 (03/07/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Wéi och op anere Plazen am Land, z. B. op der Kockelscheier, ginn zënter ronn zwee Joer an der Industriezon zu Leideleng spontan Autostreffen organiséiert, dëst besonnesch de Weekend owes. Hei entsteet en immens staarke Kaméidi, illegal Autoscourse gi gefuer, d'Motoren héichdréine gelooss etc. Et treffen sech alt mol ëm 100 Autoe bei der Tankstell. Dës Treffre sinn iwwerdeems iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg bekannt, well sech hei och Gefierer mat auslännesche Placken erëmfannen.

Der Police an der Gemeng ass dee Problem gutt bekannt. Anscheinend hat d'Police och ewell eng „action coup de poing“ zesumme mat der SNCT organiséiert. Polizisten hunn eis och bericht, dass scho Persoune mat Geschwindegeete vun iwwer 160 km/h geblëtzt goufen, wou 50 km/h erlaabt sinn.

Och ass et an deem Kontext schonn zu Accidenter komm mat schwéiere Konsequenzen. Esou ass et den 30. Abrëll an der Nuecht vu samschdes op sonndes zu engem ganz schroen Accidente komm, bei deem zwee Autoen implizéiert waren. Insgesamt waren aacht Persounen involvéiert, sechs dovunner goufe blesséiert an dräi dovun méi uerg blesséiert. Eng Persoun ass an akuter Liewensgefahr an d'Klinik ageliwwert ginn. Bei dësem Incident waren d'Rettungsdéngschter vun der Stad, vu Leideleng a vu Monnerech op der Plaz mat villen Ambulanzen an zwou SAMU-Ekippen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi schätzt d'Regierung dës Situatioun an?
2. Wéi gesäit de Minister den Afloss vun dësem Kaméidi op d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi an där Géigend wunnen?
3. Wéi vill Accidenter sinn an de leschte Jore bei dësen Autostreffen geschitt?
4. Wat waren d'Konsequenze vun deenen Accidenter? Wéi vill Leit goufe blesséiert a wéi vill Leit hunn hiert Liewen dobäi verluer?

5. Wéi vill Policeasätz gouf et zënter dem 1. Januar 2022 an der Industriezon zu Leideleng?

6. Wéi eng weider Delikter goufen – nieft den Autostreffen – vun der Police detektéiert? Wéi enger Natur (z. B. Alkohol, Gewaltakter, Drogenhandel etc.) sinn dës Delikter?

7. Wéi eng Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir hei anzegräifen?

8. Wéi wëll de Staat elo konkreet virgoen, fir deenen uewe beschriwwene Mëssstänn en Enn ze setzen?

Réponse (04/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kontext vu spontanen Autostreffen mat deelweis getunten Autoen op verschiddene Plazen hei am Land, wou och deelweis illegal Courssen op der Strooss stattfannen.

ad 1. De Fait, dass Gefierer technesch modifizéiert (Tuning) ginn, ass keen neie Phänomeen, mee een, deen et scho méi laang och hei zu Lëtzebuerg gëtt.

D'Police stellt fest, dass et Treffre gëtt mat getunten Autoen, bei deenen zu engem gewëssen Deel Autoen aus der Grenzregioun present sinn.

De Phänomeen vun organiséierten illegale Courssen (Streetracing) ass zu Lëtzebuerg awer net bekannt.

Wat technesch Modifikatiounen betrëfft, muss een en Ënnerschied maachen tëschent dem legalen an dem illegalen Tuning. Et ass evident, dass dee lescht genannten eng Gefor fir d'Verkéierssicherheit duerstellt a parallel och Nuisance fir d'Ëmwelt zur Folleg kann hunn.

ad 2. Eng modifizéiert Auspuff- respektiv Ofgasanlage stellt ee Problem fir d'Populatioun an d'Ëmwelt duer, duerch de Kaméidi, well en Afloss op d'Liewensqualitéit kann hunn, mee och duerch d'Partikelen oder de modifizéierten CO₂- an NO_x-Ausstouss esou wéi aner Verbrennungsgasfaser.

Et ass hei ze bemerken, dass et sportlech Gefierer gëtt, déi ab Wierk schonn zimmlech haart sinn a punkto Lautstärkt an awer an der legaler technescher Toleranz leien.

ad 3. a 4. Et ass statistesch net nozevollzéien, wéi vill Accidenter bei Autostreffen geschitt sinn.

ad 5. Et si vum 1. Januar 2022 bis de 6. Juli 2023 insgesamt 21 Policeasätz zu Leideleng an der Industriezon gezielt ginn, déi mat der sougenannter Tuningszeen a Verbindung ze bréngen sinn. Dovunner si 15 Asätz duerch Meldungen vun den Awunner aus der Géigend ëm d'Industriezon ausgeléist ginn.

ad 6. Et si keng weider Delikter festgestallt ginn.

ad 7. an 8. Bei dëse Punkte gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6407 vum 27. Juni 2022 vum Här Deputéierte Mars Di Bartolomeo verwisen.

Fir d'Police ass et net einfach, illegal Modifikatiounen feststellen an ze dokumentéieren. D'Police ka villen reglementaresch an technesch korrekt moosse mat den entsprecheende Geräter, zum Beispill Vitess oder den Alkoholgehalt an der ausgeotemter Loft. De Kaméidi respektiv d'Dezibel vun engem Auspuff ze moossen ass awer schwier, wëssend, dass déi Resultater viru Geriicht musse Bestand hunn. Derbäi kënnt, dass déi entsprecheend EU-Direktiven e gewësse Spillraum loossen. Esou si sportlech Gefierer, déi ab Wierk schonn ënner gewësse Konditiounen vill Kaméidi maachen, legal, well et keng Modifikatioun vum Gefier duerstellt. Et muss een den Ënnerschied

tëscht dem legalen an dem illegalen Tuning kënnen maachen.

D'Police ass amgaangen, zesumme mat der SNCA, dem MMTP an engem externen technesche Büro, eng spezifesche Formatioun opzebauen an eventuell Partneriater ze kreéieren fir zukünftige Kontrollen. Den Haaptdeel wäert doranner bestoen, déi verschidden Zorte vu Modifikatiounen ze erkennen an den entspreche Linn zur Gesetzgebung an/oder zu de besteende Prozeduren ze maachen.

Mëttelfristeg muss dann och gekuckt ginn, ob d'Gesetzgebung op deem engem oder anere Punkt muss ugepasst ginn, fir de Phänomeen sou eventuell besser geréiert ze kréien.

Droit à l'oubli dans le cadre de l'assurance solde restant dû | Question 8121 (03/07/2023) de M. Max Hengel (CSV)

En date du 1^{er} janvier 2020, une convention est entrée en vigueur entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) afin de mettre en œuvre un « droit à l'oubli » dans le cadre de l'assurance solde restant dû. L'objectif était, entre autres, de faciliter l'accès à cette assurance aux personnes présentant un risque aggravé en raison d'une pathologie cancéreuse, d'une infection virale à l'hépatite C ou d'une infection par le VIH.

Un comité de suivi et de réévaluation a été instauré afin de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

Les compagnies d'assurances signataires s'engageaient à ce qu'aucune information médicale relative à une pathologie cancéreuse ne soit prise en compte dans l'acceptation du risque et dans le calcul des primes de l'assurance solde restant dû, à condition que le protocole thérapeutique relatif à cette pathologie cancéreuse ait pris fin depuis plus de 10 ans et sans rechute.

Il en va de même pour les cancers diagnostiqués jusqu'à l'âge de 18 ans révolus, mais dont le protocole thérapeutique relatif à cette pathologie a pris depuis plus de 5 ans et sans rechute.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Quelles étaient les conclusions du comité de suivi et de réévaluation pour les années 2021 et 2022 ?
- 2) Quel est l'avis du comité de suivi et de réévaluation quant à une éventuelle adaptation de la grille de référence retenue à l'annexe de la susdite convention ?
- 3) Madame la Ministre envisage-t-elle de renégocier la convention dont question afin d'appliquer le droit à l'oubli à cinq ans pour toutes les personnes guéries d'un cancer, indépendamment de leur âge ?
- 4) Actuellement le droit à l'oubli est réglé et fixé de manière conventionnelle. Est-ce que la Ministre de la Santé envisage de créer une base légale au sujet du droit à l'oubli ?

Réponse (02/08/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Le comité d'experts prévu par l'article 4 de la convention conclue le 29 octobre 2019 entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) et les 8 entreprises d'assurance commercialisant l'assurance « solde restant dû » est chargé de veiller à la bonne application des dispositions de la convention et au respect des engagements des parties.

En raison de la pandémie, ce comité d'experts s'est réuni une première fois le 25 janvier 2023. Lors de cette réunion, les premiers retours d'expériences sur la mise en œuvre de la convention furent discutés et aucun des membres n'a indiqué avoir rencontré de véritables problèmes avec la mise en application de cette dernière. Certains membres ont été contactés quelques fois pour donner des renseignements concernant la convention notamment afin d'expliquer les conditions à remplir pour tomber dans le champ d'application de celle-ci.

Le comité a discuté en outre l'élaboration de règles internes de fonctionnement en vue de se doter d'un règlement interne, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la convention auprès des compagnies d'assurance signataires.

ad 2) Lors de sa première réunion, le comité d'experts a évoqué une éventuelle adaptation de la grille de référence dans le futur et en analysera l'opportunité lors de ses prochaines réunions.

ad 3) Dans le cadre de sa mission consultative liée à l'adaptation de la grille de référence, le comité peut s'adjoindre des experts en raison de leurs compétences scientifiques par rapport à la pathologie concernée. Comme le comité n'a pas encore émis un avis d'experts sur la question, une renégociation de la convention n'est pas envisagée à ce stade.

ad 4) Aucun des membres n'a indiqué avoir rencontré de véritables problèmes avec la mise en application de la convention, de sorte que la création d'une base légale au sujet du droit à l'oubli n'est pas opportune à ce jour.

Décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich | Question 8122 (04/07/2023) de M. Léon Gloden (CSV)

Le lundi 3 juillet au matin, un détenu a été retrouvé mort dans sa cellule au Centre pénitentiaire de Givenich. D'après un article de presse, l'état de santé du détenu aurait été préoccupant. Et le personnel n'aurait probablement pas pris suffisamment au sérieux l'état de cet homme grièvement malade.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les circonstances du décès ?
- 2) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les conditions de détention et la prise en charge des problèmes de santé du détenu retrouvé mort dans sa cellule ?
- 3) Le détenu a-t-il fait usage de son bouton d'alarme ? – Dans l'affirmative, quels moyens furent mis en place ?
- 4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter de tels incidents à l'avenir ?

Réponse (07/08/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) Le défunt, qui n'avait montré aucun signe de malaise la veille de son décès, a été retrouvé le matin à l'ouverture des cellules allongé dans son lit par un agent pénitentiaire. Le 112 a immédiatement été appelé ainsi que la Police grand-ducale. L'infirmière de garde a constaté le décès du détenu défunt. Le médecin sur place a conclu à une mort naturelle.

Le défunt disposait d'un certificat médical récent d'aptitude à la détention.

ad 2) Le détenu séjournait au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) depuis le 3 mai 2023 sous des

conditions de détention tout à fait normales, comme tout autre détenu. Son certificat d'aptitude à la détention, établi également le jour de son arrivée au CPG par le médecin, a constaté l'aptitude à la privation de liberté au CPG et n'indiquait aucune précaution particulière à prendre.

Le détenu a été hospitalisé en urgence à trois reprises, à savoir le 18 juin, le 25 juin et le 29 juin 2023. Il a pu quitter l'hôpital de garde chaque fois après quelques heures. Il a également eu d'autres consultations médicales, tant auprès du médecin du CPG qu'auprès des médecins spécialistes externes.

ad 3) Le défunt n'a pas activé le bouton d'alarme. Deux agents pénitentiaires ont vérifié le système d'alarme Medilog de la cellule 0-15 occupée par le détenu décédé et confirment qu'aucune alarme n'a été déclenchée le 1^{er} ou le 2 juillet.

ad 4) Il est important de créer les meilleures conditions possibles pour éviter de tels incidents. Le dépôt au sein d'un établissement privatif de liberté se fait sur base d'un certificat d'aptitude à la détention, établi par un médecin autorisé à exercer au Luxembourg. Généralement le détenu est en possession du certificat requis au moment du dépôt. Dans la négative, le détenu est soumis à un examen médical immédiatement après le dépôt.

Tous les détenus ont accès à l'ensemble des soins médicaux. En principe, chaque détenu peut consulter un médecin généraliste une fois par semaine. En cas d'urgence, la consultation peut avoir lieu le jour même. En cas d'urgence grave ou vitale, le service médical du centre pénitentiaire concerné appelle les services de secours et le cas échéant le SAMU exactement comme tel serait le cas en dehors du milieu privatif de liberté.

Les détenus ont également droit à la même médication, aux mêmes analyses et aux mêmes traitements que tout autre patient.

Cloître des Trinitaires | Question 8123 (04/07/2023) de M. André Bauler (DP)

D'Aarbechte ronderëm dat fréiert Trinitariierklouschter zu Veianen sinn amgaang. Hei entsteet jo eng nei Jugendherberg.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministeresch an dem Här Bauteminister folgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Aarbechte goufe bis ewell scho geleeht?
2. Gouf et technesch Problemer, déi zu eventuelle Retarden an der Ausféierung vun de Pläng gefouert hätten?
3. Wat fir Deeler vum Gebai sinn an Ofsprooch mat dem Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) restauréiert ginn?
4. Wat ass dee warscheinlechen Datum, op deem mat der Reouverture vun de Gebailechkeete vum fréiere Klouschter gerechent ka ginn?
5. Wéi vill Zëmmerer wäert déi nei Jugendherberg hunn?

Réponse (08/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

ad 1. De Réibau ass gréisstendeels fäerdeg, den neien elektreschen Traffo-Uschloss vun de Gebailechkeeten ass gemaach an d'Aarbechte vum Bannenausbau esouwéi den techneschen Installatiounen sinn amgaangen.

ad 2. Niewent de Verzögerungen, déi der Coronapandemie geschéit sinn, hunn och déi archeologesch Analysen eng gewëssen Zäit an Usprooch geholl.

ad 3. Allegueren d'Interventiounen si mam INPA koordinéiert ginn; am Speziellen ass do d'Renovatioun vum Kräizgank ervirziewen, wou eng Rei Figuren, Weekräizer, Grafsteng an aner Objete restauréiert ginn.

ad 4. Den aktuelle Planning gesäit vir, dass d'Aar-bechten Enn 2024/Ufank 2025 ofgeschloss sinn.

ad 5. Déi nei Jugendherberg wäert eng 120 Better zur Verfügung stellen, dorënner 7 Zëmmer mat 2 Better, 2 Zëmmer mat 3 Better, 13 Zëmmer mat 4 Better, 6 Zëmmer mat 5 Better an 3 Zëmmer mat 6 Better. Et si keng Einzelzëmmer virgesinn.

Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg | Question 8124 (04/07/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Am „Tageblatt“ vum 3.3.2023 seet d'Madamm Sylvie Kerger, Dozentin fir pedagogesch Psychologie op der Universitéit Lëtzebuerg, iwwert d'Genderen: „Ich glaube schon, dass es so eine Art ‚Ansteckungseffekt‘ gibt. Es gibt mittlerweile viele Dozenten auf unserer Uni, die das Gendern verlangen.“ An iwwert d'Situatioun an Däitschland: „Auf deren Unis hat sich das Gendern schon durchgesetzt. Es werden eigentlich keine Arbeiten mehr angenommen, wenn sie nicht gegendert sind.“

An deem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister bestätegen, dass et Dozenten op der Universitéit Lëtzebuerg gëtt, déi d'Genderen verlaangen? Ass deemno déi normal klassesch Sprooch bei verschiddenen Dozenten verbueden? Wa jo, wéi gëtt dëst de Studente kommunizéiert?

2. Wéi reagéiert d'Féierung vun der Universitéit op esou Zwäng respektiv Verbueder?

3. Wat fir Konsequenze riskéiert e Student op der Universitéit Lëtzebuerg, wann en net gendert, am Fall, wou den Dozent dat verlaangt?

4. Wéi kann e Student, deem zum Gendern gezwongen ass, sech dogéint wieren, respektiv wou kann hie sech beschwéieren?

5. Wéi steet den Här Minister zu esou engem, laut der Madamm Kerger, „Genderzwang“ op der Uni?

6. Ass den Här Minister der Meenung, dass Aarbechten, déi net an der Gendersprooch sinn, vun der Uni mussen ugeholl ginn?

7. Ass den Här Minister der Meenung, dass Studenten, déi bei enger Aarbecht op d'Gendersprooch verzichten, diskriminéiert kënne ginn?

Réponse (20/07/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Inklusivitéit a Gläichberechtigung gehéieren zu de Schlësselwäerter vun der Universitéit Lëtzebuerg. An all hiren Aktivitéite beméit d'Universitéit sech, en inklusivt a gerecht Ëmfeld unzëbilden, esouwuel fir hir Mataarbechter wéi fir hir Studenten. Als Deel vun hirer Politik fir d'Gläichberechtigung vun de Geschlechter promovéiert d'Universitéit eng inklusiv Sprooch an hirer interner Kommunikatioun („internal corporate communication“); e Projet fir Richtlinnen opzesetzen ass amgaang.

D'Universitéit huet keng Politik, déi eng inklusiv Sprooch an de schrëftlechen Aarbechten oder den Examen imposéiert, obwuel se kann encouragéiert ginn.

Gemeiss den Artikel 46 an 48 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwer d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg huet e Student ënner gewësse Konditiounen d'Recht, eng akadeemesch Entscheedung, déi hie betrëfft, unzefechten, ënnert anerem am Kontext vun de Studentebewäertungen an der Attributioun vun Notten.

Réaménagement de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach | Question 8125 (04/07/2023) de M. André Bauler (DP)

Virun iwwer engem Joer huet d'Chamber de Projet vum Reamenagement vun der N7 tëscht dem Fridhaff a Weiswampach mat ganz breeder Majoritéit gestëmmt.

Ufank Juli koum et dann och zum Spuetestéch vum Contournement vun Housen, wouriwwer ganz vill Leit sech gefreet hunn. Dës Leit froen sech awer och, wéini et zum Startschoss vun deenen aneren Aarbechte kënnt.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wéi gesinn déi ënnerschiddlech Etappe vun der Moderniséierung vun der N7 aus?

2. Wéini a wou sollen déi verschidden Aarbechten ufänken?

3. Wéi gesäit déi zäitlech Schinn aus? Gëtt et do schonn en Iwwerbléck? Wou sinn d'Ausschreiwunge momentan drun?

Réponse (03/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Moderniséierung vun der Nationalstrooss N7 ass ee vun de gréissere Projeten, un deenen am Norde vum Land geschafft gëtt. D'Ëmsetzung vun dësem Infrastrukturprojet ass an dräi Sektioenen ënnerdeelt, déi zesummen op eng Gesamtlängt vu 24,8 Kilomeeter kommen.

Fir déi éischt Sektiooun, déi 11 Kilomeeter laang ass (Fridhaff–Houschter Déckt), ginn an abseebare Zäit déi néideg Autorisatiounen ugefrot. Fir de Bau mussen allerdéngs, nieft den archeologeschen Etüden, och nach plazeweis Deminagearbechten duerchgefouert ginn.

Déi zweet Sektiooun erstreckt sech iwwer 2,7 Kilomeeter vun Housen op Maarnach, an déi drëtt Sektiooun vu 6,6 Kilomeeter verleeft vun Hengescht op Weiswampach.

ad 2. Viraussiichtlech kann d'Stroossebauverwaltung 2024 mat den Aarbechten um Terrain respektiv de Lousen aus der éischter Sektiooun ufänken.

ad 3. D'Ëmsetzung vum Projet soll viraussiichtlech insgesamt 7 Joer daueren.

D'Acquisitioun vun den néidegen Terrainen ass ugelaf, mee duerch déi laang Streck ass dëst allerdéngs e laangwierige Prozess. Onofhängeg dovunner, sollen déi zwee éischt Ausschreiwungsdossieren nach dëse Summer finaliséiert ginn.

Changement du numéro d'immatriculation | Question 8126 (05/07/2023) de M. Gilles Baum | Mme Barbara Agostino (DP)

Selon la loi, un changement du numéro d'immatriculation d'un véhicule est seulement possible en cas de changement de propriétaire; un changement sur simple demande est interdit.

Il nous revient que, par conséquent, une pratique qui se rapprocherait de la fausse vente serait monnaie courante dans ces situations. Elle consisterait en la vente de son propre véhicule à une tierce personne, suivi par le rachat du véhicule par le propriétaire initial.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre de la Mobilité est-il au courant de cette pratique ?

– Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation en modifiant la loi afin de permettre un changement du numéro d'immatriculation d'un véhicule sur simple demande ?

– Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

– Pour quelles raisons un numéro d'immatriculation personnalisé à 4 chiffres ne peut-il pas être transféré ? Monsieur le Ministre entend-il également assouplir la réglementation à cet égard ?

Réponse (11/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés s'interrogent sur l'existence d'une pratique visant à contourner la réglementation relative au changement ou de transfert de plaques d'immatriculation.

Une telle pratique n'est pas connue par mes services et, lors de l'immatriculation des véhicules faisant l'objet de transactions, aucune recherche ou comparaison des contrats de vente antécédents n'est effectuée afin de déterminer si ces contrats ont pour seul but de procéder au changement du numéro d'immatriculation.

Les dispositions des articles 20 à 24 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers régissent l'attribution et la réutilisation des numéros d'immatriculation de la série courante et personnalisés. Tel que précisé en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 6603 du 4 août 2022, le changement de plaques d'immatriculation d'un véhicule routier déjà immatriculé n'est en général pas possible.

Il est à noter que lors de la séance publique n° 71 du 21 juillet 2023, le projet de loi n° 7985 a été voté par la Chambre des Députés. Ce projet entend entre autres d'introduire la notion de titulaire d'un certificat d'immatriculation qui en principe est l'utilisateur principal du véhicule immatriculé, et l'abolition de l'obligation d'enregistrer d'office le propriétaire d'un véhicule lors de la procédure d'immatriculation.

Afin d'accompagner cette modification, un projet de règlement grand-ducal (CE n° 60.971) propose de mettre fin à la dualité du système d'attribution des numéros d'immatriculation en vue de l'immatriculation d'un véhicule routier au profit d'un système unique et plus compréhensible tel qu'actuellement en place pour les numéros d'immatriculation personnalisés.

Dorénavant, les numéros de série courante et les numéros personnalisés restent réservés à la personne lorsque le véhicule est mis hors circulation. Désormais, aucun numéro de série courante ne restera attribué au véhicule et à chaque nouvelle immatriculation de ce véhicule, le titulaire y apposera son numéro d'immatriculation, soit de série courante, soit personnalisé. Les numéros de série courante restent donc réservés à la personne, en analogie aux numéros personnalisés et ne restent plus, comme auparavant, attribués au véhicule.

Un numéro d'immatriculation de la série courante ou personnalisé sera par conséquent alloué à compter de la demande d'attribution d'un numéro d'immatriculation pour une durée d'un an à une personne physique

ou morale. Avant l'immatriculation d'un véhicule routier, ce numéro alloué peut être transféré d'une personne physique ou morale à une autre et ceci afin de permettre notamment aux concessionnaires de procéder à la demande d'attribution d'un numéro d'immatriculation et à l'immatriculation du véhicule pour leurs clients. À compter de l'immatriculation du véhicule routier, le numéro d'immatriculation initialement alloué est attribué au véhicule routier et assigné au titulaire du certificat d'immatriculation et ne pourra plus faire l'objet d'un transfert à une personne physique ou morale.

Avec la promulgation et la publication de la loi ainsi que la publication du règlement grand-ducal, les pratiques invoquées par les honorables Députés ne pourront dès lors plus avoir lieu.

L'attribution des numéros d'immatriculation à quatre chiffres se fait, à l'instar des autres numéros d'immatriculation personnalisés, sur demande écrite. Le nombre disponible des numéros d'immatriculation à quatre chiffres étant limité, une liste d'attente pour les demandeurs avait été introduite sur laquelle actuellement 2.700 demandes sont enregistrées et le délai d'attente moyen pour l'attribution d'un numéro d'immatriculation à quatre chiffres est de 5-6 ans. Tel que précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 6604 du 4 août 2022, le transfert des numéros d'immatriculation à quatre chiffres n'est aussi pas autorisé.

Toutefois, il convient de préciser que les modifications apportées à l'article 43 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2016 précité prévoient, dans le nouveau paragraphe 7, que la liste d'attente mentionnée ci-dessus sera abolie. Vu le travail administratif lié à la gestion d'une telle liste d'attente, il a été convenu que la procédure d'attribution des numéros d'immatriculation à quatre chiffres devrait être la même que pour toute autre plaque d'immatriculation personnalisée.

Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité | Question 8129 (05/07/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déli Lénk)

Selon des informations dont je dispose, un fournisseur d'électricité aurait procédé à la déconnexion d'un client disposant de deux compteurs suite à une défaillance de paiement. Les deux compteurs concernent à la fois un café et un immeuble résidentiel avec des logements voire des chambres mis en location. La déconnexion effectuée sans rappel de paiement préalable de la part du fournisseur n'a donc pas seulement concerné un commerce, mais également des logements et chambres résidentiels mis en location.

La déconnexion de clients résidentiels étant soumise à un régime de procédures spécifiques qui prévoit e. a. deux rappels de paiement, des délais à respecter ainsi que la mise à disposition d'informations pour aider les personnes concernées à éviter la déconnexion, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

- 1) La législation telle que prévue par la loi du 3 février 2021 en matière de défaillance de paiement de clients résidentiels s'applique-t-elle également dans ces cas où des logements ou chambres sont raccordés au même point de fourniture qu'un commerce ?
- 2) Dans la négative, comment ces clients résidentiels – souvent des locataires – peuvent-ils se prémunir contre une déconnexion sans avertissement préalable ?
- 3) Comment dans les cas précisés ci-dessus les clients résidentiels concernés par une déconnexion peuvent-ils avoir une prise en charge par l'office social compétent pour éviter la déconnexion ?

4) Les fournisseurs sont-ils en droit de refuser un règlement en espèces des factures impayées en vue d'une reconnexion du client ?

Dans le cas précis cité dans le premier paragraphe de ma question la reconnexion a été effectuée moyennant un recouvrement complet des factures impayées. Le montant total à régler comportait dans ce cas également des frais de déconnexion et de reconnexion du client.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes :

5) Les montants demandés par les fournisseurs pour des déconnexions et des reconnexions de la fourniture d'électricité sont-ils réglementés par la loi ou sont-ils fixés unilatéralement par les fournisseurs ?

6) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les montants demandés par les fournisseurs pour déconnecter voire reconnecter des clients devraient tenir compte du progrès technologique et donc du fait que ces opérations se font désormais à distance et ne nécessitent donc pas de déplacements et de travaux manuels sur place ?

Réponse (21/08/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) à 3) L'article 2, paragraphe 8 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après « loi électricité ») décrit les règles applicables aux clients résidentiels en défaillance de paiement. Ces dispositions s'appliquent à des personnes qui sont elles-mêmes des clients d'un fournisseur d'électricité, donc disposant, entre autres, d'un point de fourniture dédié et d'un contrat individuel avec un fournisseur d'électricité. Or, dans le cas décrit, il semble que les utilisateurs de l'immeuble résidentiel avec des logements voire des chambres mis en location ne sont pas des clients résidentiels au sens de la loi électricité.

Sur demande, les fournisseurs d'électricité et les gestionnaires de réseau d'électricité ont informé quel cas spécifique décrit par l'honorable Députée n'a pas pu être identifié sur base des informations fournies, et partant ne leur est pas connu.

De manière générale, si des chambres sont mises en location par un propriétaire ou locataire d'un restaurant ou d'un bistrot, le seul interlocuteur connu par le fournisseur et le gestionnaire de réseau d'électricité est le client final d'électricité, c'est-à-dire, dans le cas décrit, le propriétaire ou le locataire de l'établissement. Les sous-locataires ainsi que leur situation personnelle ne sont pas connus par les fournisseurs, contrairement aux copropriétaires ou locataires d'un immeuble résidentiel qui sont tous des clients finals, voire des clients résidentiels d'électricité avec un compteur d'électricité dédié. Les fournisseurs d'électricité soulignent que tous les clients finals en défaillance de paiement, que ce soient des clients professionnels ou des ménages, reçoivent des rappels par écrit en suivant la procédure décrite à l'article 2, paragraphe 8 de la loi électricité avant d'être déconnectés, et notamment :

- un premier rappel est envoyé après la date d'échéance de la facture ;
- un deuxième rappel est envoyé dans la quinzaine après le premier rappel avec une indication d'une intention de faire déconnecter le client en défaillance de paiement après trente jours. Au cas où il s'agit d'un client résidentiel, une information concernant l'office social compétent auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir, le cas échéant, l'aide prévue par la législation afférente lui est communiquée.
- Certains fournisseurs envoient encore un troisième ou quatrième rappel et prennent contact en direct avec

le client concerné afin de trouver un arrangement ou d'établir un plan de paiement des arriérés.

– Comme prévu par la loi électricité, ce sont donc les fournisseurs qui demandent au gestionnaire de réseau concerné de déconnecter le client en défaillance de paiement sous réserve que l'office social compétent ne prenne pas en charge le client visé.

Reste encore à préciser que les fournisseurs d'électricité ont souligné que des déconnexions sont ordonnées régulièrement dans le secteur des hôteliers, restaurateurs et cafetiers en cas de non-paiement de leur facture d'électricité et qu'il se peut que les sous-locataires de ces établissements, qui ne sont pas connus par les fournisseurs, ne sont pas au courant d'éventuels arriérés de paiement du propriétaire ou locataire principal qui lui est dans ce cas responsable de la situation.

ad 4) Certains fournisseurs ont fait savoir qu'ils n'acceptent plus de règlement en espèces des factures impayées sur place en raison de règles internes et pour prévenir la fraude. Si le client insiste de pouvoir payer en espèces, il peut se rendre à une agence du fournisseur pour régler au plus vite les arriérés afin d'éviter une déconnexion.

ad 5) et 6) Les montants facturés par les gestionnaires de réseau aux fournisseurs pour les déconnexions et les reconnexions de la fourniture d'électricité sont des tarifs forfaitaires approuvés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) qui reflètent les coûts réels du service. Ils sont publiés dans le catalogue de services sur le site suivant de l'ILR : (https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1685561960-1044).

Ainsi, une déconnexion/reconnexion effectuée à distance, qui peut être effectuée dans la vaste majorité des cas grâce aux compteurs intelligents, est facturée à 81 € alors qu'une déconnexion/reconnexion effectuée sur site est facturée à 269 € au client.

Retrait de la permission de nuit permanente dans le cadre de la Fête nationale | Question 8130 (05/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Armée huet verschiddenen Zaldoten um Virowend vun Nationalfeierdag d'Permission de nuit permanente gestrach. Vun där Decision waren Zaldote vun der Cie d'Honneur, déi un der Militärparade deelgeholl hunn, betraff a goufen um 23.00 Auer an d'Kassären zeréckgeruff.

De Staatsrot huet an sengem Avis N° 60.760 iwwert de Gesetzesprojet 7880 geschriwwen, dass d'fräiwëlleg Zaldoten, no der Opfaassung vum Gesetzesprojet, net mat Staatsbeamte gläichzesetze sinn:

L'article 62 est le premier article de la section 3 ayant trait au statut de soldat volontaire de l'armée, qui est un statut sui generis, étant donné que les soldats volontaires sont soumis ni au statut de la fonction publique ni considérés comme employés ou salariés de l'État au sens des lois spécifiques à ces situations.

De Minister huet dat selwecht och an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7778 geschriwwen:

Den Zaldot ass kee Staatsbeamten an d'Zaldote falen och net an de Champ d'application vum Gesetz vum 1. August 2018 [...].

Deementspriedend wier den Artikel 7 vum Statut général – heures supplémentaires – astreinte à domicile an deem Fall net uwennbar.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Fro stellen:



1. Wat ass d'Motivatioun fir dës Decisioun an op wéi enger legaler Basis fousst se?

2. Ass d'Procédure administrative non contentieuse (PANC) respektéiert ginn?

3. Firwat gëtt an dësem Fall eng Differenz tëschent de Militaires de carrière an de fräiwëllegen Zaldote gemaach?

4. Op Basis vu wéi enge legalen Dispositiounen ginn déi vun dëser Decisioun betraffe Leit kompenséiert?

5. Si fir sämtlech Leit, déi un der Parad deelgeholl hunn, déi maximal 10 Schaffstonnen an de minimale Repos tëschent 2 Schaffdeeg respektéiert ginn?

Réponse (28/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Défense

Den Artikel 12 vum Statut vum fräiwëllegen Zaldot gesäit vir, dass „Les volontaires sont tenus, sauf dispense de l'autorité militaire, à prendre logement à la caserne ou au camp militaire auquel ils sont affectés.“ No hirer Vereedegung kréien d'Zaldoten eng Dispens. Dës Dispens gëtt am Fall vun der Virbereedung op Nationalfeierdag fir 24 Stonnen opgehewen.

Et ass Traditioun, dass d'Zaldoten um Virowend vun Nationalfeierdag an d'Kasär geruff ginn, fir do ze schlofen a sech esou den nächste Moie beschtméiglech op d'Militärparad vun Nationalfeierdag virzebereeden an eng optimal Organisatioun vun der Arméi hirer Bedeelegung un de Festivitéiten ze garantéieren.

D'Differenz mat de Karriärsamilitär ergëtt sech duerch, dass d'Arméi fir gewëssen Evenementer (Nationalfeierdag, Depart fréi moies an e groussen Exercice oder eng Missioun am Kader OMP; dëst kënn an der Moyenne ee- bis zweemol pro Joer vir) d'Zaldote méi enk encadréiert, fir e beschtméiglechen organisatoreschen Oflaf ze garantéieren. Am Fall vun de Kaderen, also de Karriärsamilitär, déi de Statut vum Staatsbeamten hunn, ass e méi enken Encadrement net ubruecht.

Den Aarbechtsregime an d'Kompensatiounen, déi sech och fir d'Militärparad op Nationalfeierdag applizéieren, sinn am Accord relativ au temps de travail et de repos dans l'armée vum 12. Juli 2019 festgehalen.

Weinst aussergewöhnlechen Dénagschkonditiounen, wéi am Fall vun Nationalfeierdag z. B., kréien d'Zaldote wéi d'Karriärsamilitär 8 zousätzlech Deeg Congé pro Joer. Dëst ass onofhängeg dovunner, ob se bei engem speziellen Evenement engagéiert waren oder net.

Bis op de Fall vu 4 Zaldoten, gouf den Temps minimal de repos tëscht zwee Schaffdeeg agehalen. Fir sämtlech Leit, déi un der Parad deelgeholl hunn, gouf d'maximal Aarbechtszäit agehalen.

Remboursement des séances de kinésithérapie à l'étranger | Question 8131 (05/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mir si Fäll zougedroe gi wou Leit, déi ee Kiné am Ausland opsichen, mat laange Remboursementsdelaie bei der CNS an der CMFEP konfrontéiert sinn. Anescht wéi bei de Rechnungen vu Kiné mat Praxis zu Lëtzebuerg, muss een dës Rechnungen virstrecken a kritt eréischt spéider säi Geld rembourséiert.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat ass momentan d'Moyenne vum Delai fir d'Zréckbezuele vun Auslandsrechnungen vu Kinéen? Wéi war den Delai d'lescht Joer ëm dës Zäit?

2. Hënken eventuell Verspéidungen hei mam neie Logiciel zesummen, deen de Minister an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8043 erwänt?

3. Wat kënnen d'Leit maachen, déi schonn e puer Kinésrechnungen agereecht hunn an nach kee Remboursement kritt hunn, fir d'Geld méi séier erëmze-kréien, wëssend, dass verschidde Leit hei op e puer dausend Euro Remboursement waarden?

Réponse (27/07/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Eng direkt Prise en charge vun de Leeschtungen an der Kinesithérapie ka just zu Lëtzebuerg applizéiert ginn, well dat an der Konventioun tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an der Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK) virgesinn ass. Déi Konventioun applizéiert sech net op d'Kinéen am Ausland. Well dës an der Reegel ambulant Traitement sinn, fir déi keng Autorisatioun gefrot gëtt, gëllt de Prinzip vum Remboursement.

Bei der CMFEP läit den Delai fir e Remboursement vun enger auslännescher Kinésrechnung aktuell bei 4-6 Wochen, wat an der Moyenne och dem Delai entsprécht, wann d'Leit ouni Autorisatioun an d'Ausland bei den Dokter ginn. Beim aktuelle Facturationsprogramm, dee fir d'Remboursementer vu Kinésrechnungen benotzt gëtt, besteet säit e puer Wochen e Problem, an et gëtt aktuell un enger Léisung geschafft. Fir dass d'Rechnungen, déi nach en suspens sinn, awer kënnen traitéiert ginn, gräift d'CMFEP op hiren ale Facturationsprogramm zeréck.

Bei der CNS läit den Delai aktuell bei 3 Méint fir Prestatiounen, déi an Däitschland, der Belsch, Spuenien, Italien, Holland, Portugal oder an der Schwäiz geleescht goufen. Fir Prestatiounen aus Frankräich läit den Delai bei 2 Méint a fir all déi aner Länner bei 2 Wochen. Virun August 2022 louch den Delai, fir d'Kinésrechnungen aus dem Ausland ze bezuelen, bei 2 Wochen. Datt et bei verschidde Länner méi laang dauert, läit un der Quantitéit vun de Rechnungen, déi pro Land erakommen, an un der Komplexitéit vun den eenzelen Dossier. Wann d'CNS eng auslännesch Rechnung kritt, muss se d'Rechnung a verschidde Situatiounen an d'Ausland schécke „pour tarification“. Do kann et och alt emol méi laang daueren, bis d'CNS eng Äntwert kritt.

Déi Elementer, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8043 beäntwert goufen, hu keen Impakt op d'Delaie vun de d'Kinésrechnungen aus dem Ausland.

D'CNS ass sech dem Retard bewusst an huet déi néideg Mesurë getraff, fir dës Retard opzehuelen. Et gëtt awer leider näischt, wat d'Assurée kënne maachen, fir méi séier rembourséiert ze ginn.

Chantier de la transversale de Clervaux | Question 8132 (06/07/2023) de M. André Bauler (DP)

De Chantier un der Transversale de Clervaux leeft op Héichtouren. Dee leschten Tracé ass an der Ausféierung, dat an engem Gebitt, dat topographesch a geologesch sécherlech net einfach ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wou ass dee Chantier de Moment drun? Gouf et eventuell Verspéidungen an Iwwerraschungen während der Exekutioun vum Chantier?

2. A wat fir engen Delaie kann dës Chantier op een Enn kommen? Huet d'Zäitschinn missen ugepasst ginn?

3. Kann den Här Minister Informatiounen liwweren iwwer déi geplangte Renaturéierung, soubal de Chantier finaliséiert ginn ass?

Réponse (03/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aktuell gëtt un den zwou Brécken „Ouvrage Olegrëndchen“ an „Ouvrage de franchissement de la vallée de la Clerve“, souwéi och un der Strooss mam Rondel op der Nationalstrooss N18 zu Clervé geschafft.

Ufank September gëtt dann de Schwaarzbelag op deenen zwou Brécke geluecht. Zesumme mat de Finitioune sollen dës Aarbechte bis zum Schluss vum Joer ofgeschloss sinn. Dorënner falen och sämtlech Réckhaltebecken asw. Och de Stroossebau leeft op Héichtouren a wäert virauszuechtlech ufanks 2024 fäerdeg sinn.

Effektiv gouf et Iwwerraschungen bei der Materialbeschaffung, déi duerch d'Pandemie an de Krich an der Ukrain entstanen sinn.

ad 2. Virauszuechtlech soll Ufank 2024 déi lescht Sektoun fir de Verkéier opgoen.

ad 3. Wat d'Renaturéierung vun der Klierf ugeet, ass dës schonn zur Hallschent am Beräich vun der neier Strooss realiséiert ginn, woubäi de besteende Verlaf, an Zesummenaarbecht mat der Waasser- an Naturverwaltung, verluecht gouf. Déi zweet Hallschent wäert nom Kollektivcongé an Ugrëff geholl ginn.

Primes dans le domaine agricole | Question 8133 (06/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Nodeems de Verbuet vum Glyphosat weinst dem Urteel vun der Cour administrative vum 30. Mäerz 2023 nees opgehuewe ginn ass, huet de Landwirtschaftsminister de 27. Abrëll an engem Communiqué matgedeelt, datt fir Betriber, déi bei der aler Landschaftsfleegeprimm matgemaach hunn, nees de fräiwëllege Verzicht op de Glyphosat gëllt, dat esoulaang, bis hire Kontrakt ausleeft. An deem Fall kréien si den Topup op der Primm, also eng Entschiedegung pro Kulturjoer vun 30 Euro pro Hektar Akerland respektiv 100 Euro pro Hektar Uebstbaufläch. Weider heescht et am Communiqué, datt d'Primm réckwierkend op d'Kulturjoren 2020/2021 an 2021/2022 ausbezelt gëtt.

Betriber, déi sech bewusst fir d'Nofolgerprimm „Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft“ entscheet haten, obwuel hiren ale Kontrakt nach net un d'Enn vun der 5-Joresperiod ukomm war, kënnen zwar nom Urteel fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten, si kommen allerdéngs net an de Genoss vum Topup. Si kënnen och, genee wéi déi Betriber an der aler Landschaftsfleegeprimm, beim Ecoscheme vun de „Big Movers“ matmaachen ouni Ofzuch, ma dës Optioun geet villméis wäit wéi de Glyphosatverzicht an ass och méi schwéier ëmsetzbar.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass de Minister sech bewusst, datt et zu enger Ongläichbehandlung vun de Bauere kënn, déi fräiwëlleg op Glyphosat verzichten, jee nodeems, ob si bei der aler Landschaftsfleegeprimm oder bei der Nofolgerprimm matmaachen?

• Wa jo, wat wëllt d'Regierung dogéint maachen?

Réponse (21/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Urteil vun der Cour administrative huet effektiv notament als Konsequenz, dass retroaktiv d'Konditione vun der Landschaftspflegeprimm zum Deel erëm retroaktiv applizéiert ginn.

De fräiwëllege Verzicht op de Glyphosat gouf fir d'Kulturjoer 2020 ausgeschafft. Hei war d'Iwwerleeung, de Betreiber hir fréizäiteg Efforten ze remuneréieren.

2021 gouf d'Zouloossung vum Wierkstoff Glyphosat entzunn.

2022 gouf den neie „Plan stratégique national“ (PSN) ausgeschafft.

Mam Glyphosatverbuet gouf an der Nofollegprimm „Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft“ keng fräiwëlleg Optioun méi oprechterhalen.

Déi nei Mesure vum Verzicht op Big Movers beinhalt de Glyphosat. Dës Mesure geet iwwert d'Ufuerderunge vum ale Plan développement rural (PDR) eraus.

Fir d'Betreiber besteet weiderhin d'Méiglechkeet, hiert aalt Engagement an der Landschaftspflegeprimm auslafen ze loossen. Ouni gesetzlech Basis huet de Betrib sech nach zu kengem neie follgende Programm definitiv engagéiert.

Formation professionnelle | Question 8134 (07/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Dem Lëtzebuerger Handwierk feelen a ville Beräicher genuch qualifizéiert Aarbechtskräften. Mat ee Grond dofir ass, dass sech ëmmer manner Schüler fir eng Berufsausbildung decidéieren.

An deem Kontext wëllt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi huet sech d'Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer entwéckelt – opgeschlüsselt no Joer an no de respektiven Diplomer CCP, DAP an DT?

– Wéi huet sech d'Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer entwéckelt – opgeschlüsselt no Joer an no Metier?

Réponse (02/10/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir unzefänke wëll ech präziséieren, dass ech net averstane si mam Lien de causalité, deen déi honorabel Deputéiert mécht tëscht der Penurie u qualifizéiertem Personal an dem Interêt vum de Jonke fir d'Berufsausbildung. D'Lëtzebuerger Économie steet viru groussen demographeschen Erausforderungen an de Lëtzebuerger Schoulsystem mat senge ronn 4.400 Diploméierten (tous niveaux confondus) kann aleng der Penurie net Meeschter ginn, wann ee weess, dass zu Lëtzebuerg all Joer ronn 10.000 nei Aarbechtsplaze geschaf ginn.

No dësem generelle Constat, heidrënner déi gefroten Zuelen.

– Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer, opgeschlüsselt no Joer an no de respektiven Diplomer CCP, DAP an DT:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

– Schülerunzuel an der Formation professionnelle an deene leschte fënnf Joer, opgeschlüsselt no Joer an no Metier:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Droits politiques des membres de la force publique | Question 8135 (10/07/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Et ass a ville modernen demokratesche Gesellschaften Usus ginn, dass och Membere vum der Force publique (Armée a Police) mat a Wale ginn. Dobäi ass wichteg, dass garantéiert bleift, dass si am Kader vum hire berufleche Fonctionen eng politesch, philosophesch a reliéis Neutralitéit observéieren, esou wéi dat och an deene pertinente Gesetzer a Reglementer festgehalen ass.

An deem Kontext wëllt ech der Regierung dës Froen stellen:

1. Wéi eng legal Dispositione reegelen hei am Land déi politesch Rechter vum de Membere vum der Force publique?

2. Ass séchergestallt, dass déi Beamten, déi an hirer Fräizäit e politeschen Engagement weisen, doduerch keng beruflech Nodeeler ze fäerten hunn?

Réponse (31/07/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. François Bausch, Ministre de la Défense | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Déi politesch Rechter vum de Bierger a Biergerinnen, an domat och déi vu Membere vum der Police an der Armée, si ganz vir am Kapitel II iwwert d'Rechter an d'Fräiheeten an eiser Verfassung gereegelt. Am Artikel 10 vum eiser Verfassung steet, dass „d'Lëtzebuerger sämtlech politesch Rechter hunn, déi si no de Konditione vum der Verfassung an de Gesetzer ausüben.“

Deemno kann all Agent vum Staat sech politesch engagéieren.

D'Ausübung vum dëse Rechter, esou de Wuertlaut vum selwechte Verfassungsartikel, ënnerläit awer de Konditione, wéi se vum der Verfassung an de Gesetzer festgeluecht sinn.

D'Verfassung selwer reegelt déi sougenannten Onvereenbarkeeten, op déi spéider nach am eenzele verweise gëtt, wann en Agent vum Staat da bis gewielt ass a säi Mandat och ugehoht huet.

Virop rappeliert d'Regierung awer déi spezifesch gesetzlech Bestëmmungen, déi sech op d'Ausübung vum politeschen Engagement vum engem Agent vum Staat a Member vum Policekader bezéien, esou wéi se am Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwer den disziplinaresche Statut vum Policekader festgeschriwwen sinn.

Den Artikel 9 vum dësem Gesetz seet dozou Folgenden:

Art. 9.

„En service, les policiers s'abstiennent de toute manifestation en faveur ou en défaveur d'une quelconque tendance politique.“

À l'intérieur des installations de service, toute action de propagande en faveur ou en défaveur d'un parti ou d'un groupe politique est interdite, même en dehors du service.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice au droit des policiers d'échanger librement leurs opinions entre eux.

La présence en uniforme, lors d'une manifestation publique, de policiers n'est autorisée que si les policiers visés sont en service.

Il est interdit aux supérieurs hiérarchiques d'influencer l'opinion politique de leurs subordonnés.“

Den Artikel 11 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique enthält identesch Dispositione fir d'Militär aus der Lëtzebuerger Armée.

Wann den Agent da gewielt gouf a säi Mandat unhëlt, sinn eng Rei Reegelen iwwert d'Onvereenbarkeeten ze respektéieren.

Et ass zum engen, bei de Chamberwale, den Artikel 65 vum der Verfassung, laut deem d'Mandat vum Deputéierten onvereenbar ass mat de Funktiounen vum Regierungsmember a vum Member vum Staatsrot.

Dësen Artikel gesäit awer och vir, dass d'Gesetz weider Onvereenbarkeete ka festleeën:

„Déi selwecht Onvereenbarkeet gëllt fir ëffentlech Aarbechtsplazen a Funktiounen, déi vum engem Gesetz festgeluecht ginn, dat mat der qualifizéierter Majoritéit ugehoht gëtt.“

Do virdru reegelt den 3. Paragraph vum Artikel 66 vum der Verfassung nach generell, dass „D'Persounen, déi vum enger Incompatibilité betraff sinn, kënnen tëscht dem Deputéiertemandat an hirer Plaz oder Aktivitéit wielen.“

Fir d'Chamber- an d'Europawale sinn d'Onvereenbarkeeten an den Artikelen 129 an 287 vum Walgesetz (loi électorale modifiée du 18 février 2003) festgeschriwwen, déi virgesinn, dass e parlamentarescht Mandat mat der Qualitéit vum engem Agent vum Staat inkompatibel ass.

Den Artikel 17 vum Staatsbeamtestatut (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) widderhéit dës Onvereenbarkeet:

Art. 17.

„La qualité de fonctionnaire est incompatible avec le mandat de député. L'acceptation par un fonctionnaire de ce mandat entraîne les conséquences prévues par la loi.“

Fir d'Gemengewale gëtt et spezifesch Onvereenbarkeete fir d'Agente vum der Police, déi net kënnen Member vum Gemengerot ginn. Dëst verbitt den Artikel 11ter vum Gemengegesetz (loi communale modifiée du 13 décembre 1988):

Art. 11ter.

„(1) Ne peuvent faire partie d'un conseil communal :

[...]

4. les membres civils et militaires de la direction et du personnel de la Police grand-ducale, hormis ceux des agents qui n'assument pas des fonctions de police ;

[...]“

ad 2. D'Ausüben duerch e Beamte vum der Police an der Armée vum engem politeschen Engagement a senger Fräizäit féiert zu kenge beruflechen Nodeeler an ass duerch déi virdrun erwänten Texter am Detail gereegelt.

Travail et consommation de cannabis | Question 8136 (10/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Dat neit Gesetz zur partieller Legaliséierung vum Cannabis ass an der Chamber ugehoht ginn. D'Toleranzgrenz, fir mat Cannabis hannert dem Steuer ze sëtzen, läit mat 1ng/ml beim klengstméigleche Wäert. Generell kann et Deeg daueren, bis den THC-Taux erëm ënnert déi 1ng/ml fällt. D'Fro stellt sech, wat geschitt, wann eng Persoun den Dag virum der Aarbecht Cannabis konsumméiert an den Dag (oder déi Deeg) duerno dann an een Aarbechtsaccident verweckelt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass eng Persoun, där hiren THC-Gehalt am Blut wéiert 1ng/ml läit, déi awer net op der Aarbecht consommeiert huet, vun der Assurance accident couvréiert?

2. Ass eng Persoun, där hiren THC-Gehalt am Blut iwwert 1ng/ml läit, déi awer net op der Aarbecht consomméiert huet, vu privaten Aarbechtsassurance couvréiert?

Réponse (24/08/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir op dem honorabelen Deputéierten seng Fro kënnen ze äntweren, muss een als éischt den Ënnerschied maachen tëscht der Ofdeckung vun engem Trajetsaccident an der Ofdeckung vun engem Aarbechtsaccident.

1. Trajetsaccident

Laut dem Artikel 93 vum Code vun der sozialer Sécherheet „est également considéré comme accident du travail celui survenu sur le trajet d'aller et de retour“.

Zäitgläich schléisst de selwechten Artikel 93 d'Prise en charge aus am Fall wou „l'accident de trajet que l'assuré a causé ou auquel il a contribué par sa faute lourde [...]“.

D'Jurisprudenz versteet ënner grousser Noléissegkeet, datt „suppose non seulement une culpabilité personnelle et réfléchie dans le chef de l'assuré, mais également une culpabilité d'un degré de gravité caractérisé, dépassant le cadre des fautes légères usuelles dues à l'inattention et auxquelles tout élément intentionnel fait défaut“.

Wann de Blutwäert un THC méi wéi oder gläich wéi 1ng/ml ass, sinn d'Bestëmmunge vum Code de la route net agehalen. Dowéinst muss dëst am Kader vun der Onfallversécherung als grouss Noléissegkeet ugesi ginn. Des Weidere géif eng Prise en charge an esou engem Fall e Widdersproch duerstellen, wann de Chauffer am Kader vum Code de la route sanktionéiert gëtt, mä den Onfall vun der Onfallversécherung awer unerkannt a kompenséiert géif ginn.

2. Aarbechtsaccident

Den Artikel 92 vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert den Aarbechtsaccident folgendermoossen: „celui qui est survenu à un assuré par le fait du travail ou à l'occasion de son travail“.

Dësen Artikel accordéiert dem Affer de Benefice vun enger Viraussetzung vun der Imputabilitéit, engersäits, wat d'Verbindung tëscht der Verletzung an dem Accident ugeet, an anerersäits, wat d'Verbindung tëscht der Verletzung an der Aarbecht ugeet. Wann d'Association d'assurance accident (AAA) awer der Meenung ass, datt den Tëscheffall net als Aarbechtsaccident ze betruechten ass, ass et un der AAA selwer, de Géigendeel ze beweisen.

Am Géigesaz zu den Trajetsaccidenter gëllt d'grouss Noléissegkeet net fir Aarbechtsaccidenter. Dofir huet d'Jurisprudenz d'Konzept vun engem exzessive Risiko vum Affer an der Leeschtung vu senger beruflecher Aktivitéit entwéckelt. Den exzessive Risiko kann definéiert ginn als „Risiko, deen den normale Risiko vun der Entreprise wäit iwwerschreit“.

Falls erauskennt, op Basis vum Avis vum Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet, datt de Versécherchten ënner Afloss stoung an datt de Konsum vu Cannabis d'Ursach vum Accident war, kann d'AAA d'Prise en charge ofleenen.

Et ass eng Bewäertung vu Fall zu Fall, déi sech op all d'Elementer vum Dossier baséiert.

ad 2. De Ministère vun der sozialer Sécherheet ka keng Elementer op dës Fro liwweren. Dës depaséiert de Perimeter vun der sozialer Sécherheet an ass ofhängeg vun de jeeweilegen Dispositionen a Kontrakter, déi d'Relationen tëscht enger Assurancegesellschaft an der Persoun reegelt, och wat d'Ofdeckung vun de Risiken ubelaangt.

Émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique | Question 8139 (11/07/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Piraten hunn 2022 de Gesetzesvorschlag N° 8096 deposéiert, mat deem ee Subsid fir negativ Emissionstechnologien soll opgestallt ginn. D'Moossnam 522 vum Klima- an Energieplang (PNEC) gesäit vir, ee Pôle de recherche anzeféieren, deen eng Strategie fir negativ Emissionstechnologien zu Lëtzebuerg soll opstellen:

„Vu l'évidence scientifique indéniable concernant le besoin d'émission de GES négatives en vue de l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique, le Gouvernement est conscient de l'importance du sujet de technologies de carbon capture and utilisation (CCU) respectivement de direct air capture (DAC), et propose ainsi d'analyser le sujet de manière holistique. Idéalement, un pôle de recherche public-privé réunissant les acteurs de la recherche publique et de l'industrie pourra mener une telle analyse, établir une stratégie appropriée et accompagner la mise en œuvre de projets pilotes et le déploiement des technologies retenues.“

Dëse Pôle de recherche soll sech och mat engem eventuelle Subside fir dës Technologie befassen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Kann den Energieminister scho soen, wéi eng privat Acteuren a staatlech Verwaltungen an Departementer an dësem Pôle de recherche wäerte vertrauede sinn?

2. Wéi eng Departementer am Ministère sinn zoustänneg, fir d'Moossnam N° 522 vum PNEC ze begleeden an ze realiséieren?

Réponse (22/08/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den éierewäerten Deputéierten nennt eng konzeptuell Mesure aus der Mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang (kuerz „PNEC“), deen den 21. Juli am Regierungsrat adoptéiert ginn ass. Dës Dispositioun vum PNEC gëtt elo, wéi dat vum europäesche Règlement 2018/1999 virgessinn ass, vun der Europäescher Kommission analyséiert. An där Zäit konkretiséieren den Energieminister an d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung zesumme mat hire jeeweilege Services déi méi konzeptuell Mesuren am dem PNEC. Wa bis eng konkret Propos steet, sinn d'Ministère gäre bereet, dës an den zoustännegen Chamberskommissionen ze presentéieren a mat den interesséierten Deputéierten ze diskutéieren.

Een thematesche Grupp zum Sujet vun negativer CO₂-Emissionen kéint Acteuren aus folgender Secteur beienee bréngen:

- betraffe Ministèren a Verwaltungen;
- Lëtzebuergesch Fuerschungsinstituter an eventuell, op Invitatioun, och international Experten;
- well u Konzepter fir Lëtzebuerg geschafft soll ginn, wier et wichteg, Acteuren aus dem Secteur vun den industriellen Prozesser mat inevitable CO₂-Emissionen, wéi zum Beispill der Klinkerproduktioun an

der Zementindustrie, der Müllverbrennung an der Biomassverbrennung, bei dësem Grupp dobäi ze hunn. Do dernieft kéint et interessant sinn, Acteuren aus der Aviatioun an de Grupp ze invitéieren, well dëse Secteur mëttel- a laangfristeg op d'mannst zum Deel op nohalteg synthetesch Kraaftstoff wäert ugewise sinn.

Wat d'méiglech Gouvernance vu sou engem Grupp ugeet, géingen d'Ministèren op positiv Erfahrung opbauen, déi iwwer déi lescht Jore bei änlech konzeptueller Aarbecht opgebaut ginn ass, an sech op bewäerte Strukturen stëtzen, wéi zum Beispill iwwer de Programm vun den National Centres of Excellence in Research (NCER) beim Fonds national de la recherche (FNR), oder eng Struktur wéi beim Grupp vun der Taskforce H2 Luxembourg, dee sech ëm d'Ëmsetzung vun der Lëtzebuurger Waasserstoffstrategie këmmert.

Travaux en vue de l'interdiction des interventions chirurgicales ou médicales en relation avec les organes sexuels d'un mineur incapable de discernement | Question 8140 (11/07/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Wann engem Kand säi Geschlecht net kloer festzelleen ass wéinst variablen Geschlechtsmerkmolen, kann et virkommen, datt chirurgesch Agrëffer a medezinnesch Operatiounen un de Geschlechtsorganer vu Mannerjärege virgeholl ginn.

Dëst ass e grouss Problem fir d'LGBTIQ+-Communautéit an ass net am Sënn vun der Selbstbestimmung vun den transgeschlechtleche Mënschen an der Depathologiséierung vun der Transsexualitéit.

Op meng Fro den 19. Mee 2022 op der Chamberstribün no engem Verbuet vun esou Agrëffer bei Mannerjärege, huet d'Madamm Justizministesch mir geäntwert, datt un engem entspreche Gesezestext geschafft géif ginn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch, un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educationsminister stellen:

– Wou sinn d'Aarbechten zu engem entspreche Gesezestext drun?

– Wéini kann dee Gesezestext der Chamber virgeluecht ginn?

Réponse (09/08/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vu datt chirurgesch Agrëffer an Operatiounen un de Geschlechtsorganer vu Mannerjärege ee sensibel Thema sinn, wollten d'Gesondheets- a Justizminister gemeinsam mam Familljeminister méi Kloecheet schafen, wéi esou ee Verbuet ausgesi kéint. Et gouf deemno ee Groupe de travail gegrënnt, zesumme gesat aus Vertrieeder vun deenen 3 Ministèren, fir ee Gesezestext auszuschaffen. Well een awer gesinn huet, dass et net sou evident ass, wéi sou ee generell Verbuet per se sollt gesetzlech definéiert ginn, hunn déi 3 Ministèren am Fréijoer eng Reunioun vun Experten an deem Beräich organiséiert. Et waren esouwuel Doktere wéi och Psychologen an d'ASBL Intersex+Transgender Luxembourg an der Reunioun vertrauten. Een Expert aus dem Ausland, dee fréier esou Agrëffer gemaach huet, gouf och gehéiert.

Déi Reunioun war extreem hëllefreich an huet gewisen, dass jiddereen sech der Problematik bewusst ass an dass vill Leed duerch oniwierluechten an onnütz Operatiounen an Agrëffer entsteet. Jiddereen ass

d'accord mam Prinzipp, dass esou Agrëffer an Operatiounen verbuede solle ginn. Wat awer elo genee vun Agrëffer oder Operatiounen ënnert de Verbuet soll falen, do ginn d'Meenungen ausereen.

De malteesesche Modell, deen ee generell Verbuet virgesäit, awer och d'Schafung vun engem Gremium, dat „au cas par cas“ kuckt, ob net awer en Agrëff justifizéiert ass, wann d'Elteren dat befürworten, kéint eventuell eng pragmatesch Léisung sinn.

Et wäert allerdéngs d'Aufgab vun der nächster Regierung sinn, ee Gesetzestext ze verfaassen an an d'Prozedur ze ginn.

Livraisons d'armes à sous-munition | Question 8141 (11/07/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Les autorités gouvernementales des États-Unis ont récemment annoncé leur décision de fournir des armes à sous-munitions au Gouvernement ukrainien. Ces armes sont bannies par une très large majorité de la communauté internationale à cause de leur caractère particulièrement inhumain et des risques qui en émanent pour la population civile encore longtemps après leur emploi. En effet, selon Handicap International, les civils représentent 97 % des victimes recensées. Ceci parce que jusqu'à 40 % des sous-munitions n'explorent pas quand elles touchent le sol et qu'ainsi, des zones entières deviennent inhabitables, entravant la reprise de la vie sociale et économique après les combats.

La Convention sur les armes à sous-munitions de 2008, qui compte 123 États parties dont le Luxembourg, interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette catégorie d'armes et prévoit leur enlèvement et leur destruction. En vertu de l'article 1^{er} de la convention précitée, le Luxembourg s'est engagé à ne jamais, en aucune circonstance, (a) employer d'armes à sous-munitions ; b) mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, des armes à sous-munitions ; (c) assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la Convention.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois approuve la livraison d'armes à sous-munition des États-Unis à l'Ukraine ? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement a fait part de sa désapprobation au Gouvernement États-Unis ou a thématisé le sujet dans les instances de l'OTAN ou encore de l'UE ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'assurer que toutes les dispositions de la Convention sur les armes à sous-munitions sont respectées par le Luxembourg, notamment en ce qui concerne l'interdiction de stocker ou de transférer ces armes ?

3) Est-ce que le Gouvernement s'engage à fournir de l'aide à l'Ukraine en matière d'assistance des victimes et de dépollution des zones contaminées, tels que prévu par l'article 6 de la convention précitée ?

Réponse (03/08/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Gouvernement prend note de cette récente livraison d'armes à sous-munitions, qui s'inscrit dans le contexte du soutien des États-Unis à l'Ukraine qui se défend contre l'agression par la Russie. Le Luxembourg respecte ses engagements envers la Convention sur les armes à sous-munitions, dans l'élaboration de laquelle

il s'est activement impliqué au moment des négociations, et œuvre à l'universalisation de la convention. En tant qu'État partie à la convention, le Luxembourg ne peut pas approuver une livraison d'armes à sous-munitions.

La décision de livrer des armes à sous-munitions est une décision souveraine des États concernés par cette livraison, qui n'ont pas signé la Convention sur les armes à sous-munitions.

ad 2) Oui. Le Luxembourg applique à la lettre la Convention qui interdit la production, l'usage, le stockage et le transfert de telles armes.

ad 3) Oui. Le Gouvernement luxembourgeois soutient activement l'Ukraine sur le plan humanitaire, militaire et politique. Le Luxembourg s'engage par le biais de contributions financières à des projets internationaux qui fournissent de l'assistance aux victimes et participent à la dépollution des zones contaminées. De plus, les autorités luxembourgeoises sont activement impliquées dans la formation et l'envoi de chiens de déminage en Ukraine.

Logement abordable | Question 8143 (12/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Regierung schwätzt oft driwwer, wéi de Budget fir abordable Wunnraum ëmmer erëm no uewen ugepasst gëtt. D'ëffentlech Bauträger ginn der Demande no abordablem Wunnraum awer net gerecht an esou stinn Dausende Leit zënter Joren op de Waardelëschten, ob bei der SNHBM, dem Fonds du Logement (FDL) oder aneren Organisatiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sozialwunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

2. Wéi vill abordable subventionéiert Wunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

3. Wéi vill abordable net subventionéiert Wunnengen hunn
– déi ëffentlech Bauträger,
– d'Gemengen,
– Bauträger ouni Gewënnofsicht (ASBLen, Fondatiounen etc.),
– Bauträger mat Gewënnofsicht (Firmen, Fongen etc.)
an de leschten 10 Joer gebaut, opgeschlësselt no Joer?

4. Wéi vill Leit stinn zënter 2018, opgeschlësselt pro Joer, op enger Waardelëschten fir eng ëffentlech Wunneng
– bei der SNHBM,
– beim FDL,
– bei de Gemengen,
– bei anere Bauträger (falls d'Regierung dës Informatioun besëtzt)?

5. Wéi vill Leit op de Waardelëschten kruten zënter 2018, opgeschlësselt pro Joer, eng ëffentlech Wunneng (Locatioun oder Kaf)

– bei der SNHBM,
– beim FDL,
– bei de Gemengen,
– bei anere Bauträger (falls d'Regierung dës Informatioun besëtzt)?

Réponse (19/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre du Logement | Mme Taina Boffending, Ministre de l'Intérieur

Wéi op d'parlamentaresch Fro Nummer 3879 an och dono scho geäntwert gouf, kennt de Ministère du Logement am Moment just d'Zuel vun de locative Wunnengen, déi vum Fonds du Logement an der SNHBM all Joer fäerdeg gebaut ginn, dëst opgrond vun de Joresberichter vun dësen zwou Wunnengsbaugesellschaften.

Dat rezent gestëmmt Gesetz vum 7. August zum erschwëngleche Wunnen huet dem neie Regëster vun den erschwëngleche Wunnengen zwar eng legal Basis ginn, soulaang de Regëster awer nach net en place gesat gouf, ass et leider net méiglech, detailléiert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro ze äntweren.

Terrains constructibles appartenant à l'État | Question 8144 (12/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Logementsministère huet rezent säi järelechen Aktivitéitsrapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement présenté, wou eng Rëtsch interessant Zuelen drastinn. De Rapport weist, wéi vill méi Wunnenge vum Staat an deene leschte Jore gebaut goufen. De Rapport gëtt awer aktuell keen Iwwerbléck doriwwer, wéi schnell de Staat an d'ëffentlech Hand (Gemengen, ëffentlech Promoteuren asw.) hir Baulandreserven notzen, wéi mer schonns a menger parlamentarescher Fro N° 7242 opgefall war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar Bauland sinn am Besëtzt vum Staat an der ëffentlecher Hand?
Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi vergaange 5 Joer (opgelëscht pro Joer) entwéckelt?

2. Wéi vill Hektar Wunnraum (Appartements & Häuser) sinn am Besëtzt vum Staat an der ëffentlecher Hand?
Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi vergaange 5 Joer (opgelëscht pro Joer) entwéckelt?

3. Wéi vill Hektar Bauland, am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand, ginn aktuell bebaut?

4. Wéi vill Hektar Bauland vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand sinn nach net bebaut?
Fir wéi vill Hektar Bauland am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand läit nach kee PAP vir?
Fir wéi vill Hektar Bauland am Besëtzt vum Staat souwéi der ëffentlecher Hand sinn, Stand haut, nach keng Baugeneemegungen ugefrot ginn?

5. Wéi vill Hektar Bauland goufen an de vergaangene 5 Joren (opgelëscht pro Joer) vum Staat an der ëffentlecher Hand opkaf a verkaf?

Réponse (19/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre du Logement

ad 1. Tëschent 2020 an 2022 ass dat fräit Bauland erhuewe ginn an 2023 ass op Basis vum Loftbild vum 2022 eng Aktualisatioun gemaach ginn.

Wann een um Parzellenniveau kuckt, wéi d'Bauland tëschent de Besëtzer verdeelt ass, da gesäit ee Follgendes:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wann ee méi am Detail kuckt, wéi déi 5.707 ha Bauland fir Wunnzwecker opgedeelt sinn, gesäit ee Follgendes:

Déi 621 ha Bauland en ëffentlecher Hand entsprechen ongeféier 10,9 % vum gesamte vakante Bauland am Perimeeter a 14,5 % vum gesamte vakante Bauland fir Wunnzwecker. Dogéint gehéiere Privatpersounen 63,9 % vum vakante Bauland fir Wunnzwecker an 19,1 % dovunner gehéiere private Firmen.

Méi Detailer zu dëser Analys fannen sech an der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat.

Déi eenzeg Daten, déi virleien, baséieren sech op d'Period 2020–2021. Zu deem Zäitpunkt ware just 89 Gemengen am Kader vu Raum+ a Betruecht geholl ginn. Zudeem ass d'Erhiewungsmethod liicht ugepasst ginn, wat d'PAP-NQ-Zonen ugeet, déi elo integral integréiert gi sinn. Dowéinst weisen d'Zuelen net d'Evolution tëschent deenen zwou Erhiewungen, a sinn an deem Sënn net direkt vergläichbar.

Wann ee fir 2020–2022 déi selwecht 89 Gemenge géif huele wéi fir 2020–2021, da kéim een op 566 ha Wunnbauland, dat an ëffentlecher Hand ass, fir déi 89 Gemengen (amplaz vu 621 ha fir déi 102 Gemengen). 2020–2021 waren et fir déi selwecht 89 Gemenge 505 ha.

Grundsätzlech kann ee soen, dat den Undeel un der ëffentlecher Baulandreserv iwwert d'Joren an d'Luucht gaangen ass opgrond vun der aktiver Fonciersstrategie, déi d'Regierung en place gesat huet. Esou ass den Undeel vu ronn 7,8 % am Joer 2013 op 14,5 % am Joer 2022 geklommen.

ad 2. Wa mat „Hektar Wunnraum“ net d'Wunnfläch gemengt ass, mee den Terrain, dee fir Wunnzwecker nom PAG klasséiert ass, da si ronn 870 ha Flächen am Besët vum der ëffentlecher Hand. Et handelt sech heibäi ëm Parzellen, déi nom PAG als Zone d'habitation oder Zone mixte klasséiert sinn, woubäi an enger Zone mixte och nach aner Nutzungen niest Wunnen erlaabt sinn. Hei ass och nach ze bemierken, datt fir eng Rei Gemengen – déi nach keen approvvierte PAG mouture 2011 hunn – de Projet vum PAG („PAG en procédure“) als Basis fir dës Auswärtung geholl ginn ass (genau esou wéi och am Kader vum Projet Raum+).

ad 3. Et gëtt keng zentral Erhiewung vun de Baugeneemegungen an de Chantiers fir déi genannten Acteuren. Op Basis vu Raum+ ginn awer Donnéeën erhuewen, déi et wäerten erlaben, op dës Froen ze äntwerten.

Well et am Moment awer nach keen, fir all Gemenge eenheetlechen, Historique an der Erhiewung vun den Donnéeën gëtt, wäert et eréischt méiglech sinn, op dës Fro ze äntwerten, no der Fortschreiwung an der Auswärtung vun der nächster Erhiewung.

ad 4. Wann een um Niveau vun den eenzele Parzelle kuckt, sou wéi se an der Nott 32 vum Observatoire de l'habitat behandelt gi sinn, sinn am Ganze 621 ha Wunnbauland an ëffentlecher Hand. Vun deenen ass am Ganzen op 144 ha ee PAP akzeptéiert ginn. 47 ha dovunner gehéiere Gemengen, 15 ha dem Staat an 82 ha de Fongen. Dat heescht, datt op 477 ha Wunnbauland an ëffentlecher Hand nach kee PAP akzeptéiert ass. Dorënner falen och déi Flächen, wou um PAP geschafft gëtt. Et ass ze betounen, datt bei der Entwécklung vun engem Projet dacks vill Propriétaire bedeelegt sinn, an déi ëffentlech Hand an deem Fall

op aner Propriétaires ugewisen ass, fir den Terrain ze entwéckelen.

Et gëtt keng zentral Erhiewung vun de Baugeneemegungen fir déi genannten Acteuren, dofir leie keng Zuele vir.

ad 5. Dës Fro ass net eendäiteg ze beäntwerthen.

Engersäits keeft de Staat och Deeler vu bebaubaren Terrainen, fir herno Stroossen oder aner Infrastrukturen drop ze bauen. Dierneft keeft de Staat och als BEP klasséierten Terrain op, deen zwar als Bauland klasséiert ass, awer net fir Wunnzwecker.

An de leschte fënnf Joer goufen iwwert de Fonds spécial ronn 12 ha Bauland kaf, déi fir Wunnzwecker genotzt wäerte ginn. Den Detail zu dësen Acquisitiounen fannen sech am Rapport vum Fonds spécial op Sait 25.

Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco | Question 8145 (12/07/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, je me permets de revenir sur votre réponse à la question 4 de ma question parlementaire numéro 8000 du 17 mai 2023.

1) Combien de personnes sont bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergées dans la structure et ayant un engagement avec l'ONA qui expire ou qui a expiré ?

2) Combien de personnes sont des personnes déboutées hébergées dans la structure ?

Réponse (26/07/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) En date du 15 juillet 2023, l'Office national de l'accueil hébergeait 50 bénéficiaires de protection internationale (BPI), dans la structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale « Don Bosco », comme suit :

Engagement expiré en 2019 : 1 dossier (1 personne)
Engagement expiré en 2021 : 6 dossiers (8 personnes)
Engagement expiré en 2022 : 15 dossiers (21 personnes)
Engagement expiré en 2023 (avant la fermeture de la structure d'hébergement en décembre 2023) : 14 dossiers (20 personnes)

ad 2) En date du 15 juillet 2023, il y avait une seule personne déboutée hébergée dans la structure.

Convention entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le TICE | Question 8146 (12/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Schreiwes vun der Personalverriedung vum TICE geet ervir, dass de Mobilitéitsministère déi bestoend Konventioun mam TICE net wéilt verlängeren, wouduerch d'Participatioun bei verschiddene Käschte beim TICE no 2024 net méi géif gedroe ginn. Et steet notament d'Gerücht am Raum, dass verschidde Buslinien dann net méi kéinte funktionéieren, wat een Impakt fir den ëffentlechen Transport an de betroffene Gemenge géif duerstellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Mobilitéitsministère bestätegen, dass aktuell Gespréicher mam TICE amgaange sinn?
2. Wat erwaart sech de Mobilitéitsministère vun der neier Konventioun?

Wat fir Punkte wéll ee vusäite vum Mobilitéitsministère duerchsetzen?

3. Wäert de Minister dofir suergen, dass all d'Buslinne beim TICE, wéi se aktuell bestinn, bäibehale ginn? Falls nee, wéi eng Kierzungen si geplangt?

Réponse (20/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zënter Dezember 2022 huet eng Delegatioun vu mengem Ministère an der Administration des transports publics sech dräimol mat de politesche Vertreter vum TICE getraff. D'Verhandlungen ware ganz konstruktiv. De Minister selwer huet den 18. Abrëll 2023 den OGB-L/Landesverband getraff, fir iwwert d'Zukunft vum TICE ze schwätzen. Och dës Reunion ass ganz positiv ofgelaft.

D'Regierung an den TICE si sech eens, datt d'Südregioun sech verännert an datt den ëffentlechen Transport dëser Metamorphos Rechnung droe muss.

Fir nëmmen ee Beispill ze ginn: Déi ëmmer méi grouss Mobilitéitsbedürfnisse vun de Grenzpendler, déi am Süde schaffen, erforderen d'Kreatioun oder d'Verlängerung vun enger Rei Buslinien, fir dës Fluxen eng Alternativ zum Privatauto ze bidden an d'Stied am Süde soumadder ze entlaaschten.

Laut den Analyse vum nationale Mobilitéitsplang 2035 mussen CFL, RGTR, Luxtram an TICE bis 2035 zesumme fir 70.000 zousätzlech Reese pro Aarbechtsdag am Süde suergen. D'Organisation vum ëffentlechen Transport muss an den nächste Jore weesentlech änneren, fir de Mobilitéitsufuerderunge vun der Zukunft am beschten ze entsprechen. Dat bedeit ee massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport an der Südregioun.

Dat erfuerdert awer och ënner anerem eng Weiterentwicklung vum aktuelle Busreseau a virun allem eng nei Verdeelung vun Aufgaben tëscht dem TICE an dem RGTR.

Am Kader vun dëser Reorganisatioun vum Reseau, an deem den TICE zanter den éischte Studien involvéiert ass, hunn ech als Minister ëmmer ënnerstrach, datt keng Aarbechtsplazen am interkommunale Syndikat TICE a Gefor sinn. Dat wier e komplett falscht Bild bei deene monumentalen Aufgaben, déi am Süden op den ëffentlechen Transport waarden.

Mat dëser Reorganisatioun soll ënnerstrach ginn, datt den TICE an Zukunft eng droend Roll bei der Entwécklung vum Süden spillt.

Den aktuellen Accord huet misse resiliéiert ginn, well e sech op RGTR-Kontrakter bezunn huet, déi elo net méi a Kraaft sinn. Ech hat den TICE schon am November 2022 op d'Noutwennegkeet vun dëser Kennegung higewisen, duerno hunn d'Diskussionen ugefaang, fir d'Afféierung vun engem neien, verbesserten Dräi-Jores-Kontrakt ab Januar 2025 ze erméiglechen. Dësen Accord gesäit eng etappeweise Ëmsetzung vum neie Buskonzept vir.

De staatlechen Deel vun der Finanzéierung vum TICE ass bis den 31. Dezember 2024 ënner den aktuellen Konditiounen geséichert. Soubal deen neien TICE-Verwaltungsrot, deen aus de Gemengewalen am Juni 2023 ervirgeet, konstituéiert ass, kënnen d'Verhandlungen am Hibleck op den neien Accord weidergoen. Duerno bleift et un der neier Regierung, ee Gesetzprojet iwwert d'Finanzbedeelegung virzubereeden, deen eng staatlech Finanzéierung vu sënnavolle Buslinien am Süde bis 2027 garantéiert.

Et gëtt also kee Grond, sech Suergen iwwer TICE-Mat-aarbechter ze maachen. Am Géigendeel, de Süden huet sech zu enger dynamescher Regioun mat enke Verbindungen mam noen Ausland entwéckelt, an den TICE, als interkommunalen Transportsyndikat muss

der Region hëllef, dës Dynamik och a geuerdent Bannen ze lenken.

Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram | Question 8147 (12/07/2023) de Mme Diane Adehm | M. Marc Lies (CSV)

Am Finanzéierungsgesetz iwwert de Bau vum Tram vun der Gare op de Kierchbierg ass festgehalen ginn, dass Geschäftsleit, déi laanscht de Chantier vum Tram leien, géife finanziell entschidedegt ginn, wann et duerch de Bau bei hinnen am Geschäft zu finanziellen Abousse géif kommen.

Am Exposé des motifs zum Projet de loi 6626 war dozou Folgendes ze liesen: „La mise en œuvre de la première ligne de tram doit également s'accompagner de mesures visant à prendre en compte les conséquences de sa réalisation. Aussi est-il retenu le principe d'une indemnisation amiable des commerçants riverains. Pour ce faire, une commission d'indemnisation devrait être mise en place dont le but est d'examiner les revendications des professionnels implantés dans un périmètre à définir autour du couloir de passage du tram et qui subiraient une perte financière significative sur leur marge commerciale brute. L'examen des dossiers relèvera de critères prédéfinis et il sera suivi d'une proposition d'indemnisation de la part de la commission ad hoc soumise à l'accord de Luxtram, maître d'ouvrage, qui en assumera ensuite la charge financière.“

An der Fiche financière vum Gesetzestext ass ënnert dem Punkt „Divers et imprévus“ dann och een entspriechende Budget fir ënnert anerem d'Entscheidung vum de „commerçants riverains“ virgesinn. Dëse Punkt vum der Indemnisation stoung och an de Fiches financières vum de Gesetzestext iwwert Tramserweiderung vum der Gare op Cloche d'Or respektiv vum der Luxexpo op de Flughafen Findel.

De 14. September 2017 huet de Conseil d'administration vu „Luxtram SA“ d'Schafe vum engem Comité d'indemnisation decidéiert, deen sech ëm Entschiedegunge fir Commerçanten um Tronçon Gare–Luxexpo këmmert.

D'Bauaarbechten um Tronçon Module central vum der neier N3 sinn zanter geraumer Zäit amgaang a bewierken eng Rëtsch Spärungen an der Rue Orchimond, am Rangwee an an der Rue des Scillas. D'Geschäftsleit an deem Beräich vum den Aarbechten hu bedéngt duerch de laangwierige Chantier mat beträchtlechen Ausfäll ze kämpfen.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Ass de Comité d'indemnisation och responsabel fir Entschiedegunge fir Commerçanten um Tronçon Gare–Cloche d'Or respektiv Luxexpo–Flughafen?
- Wéi vill Dossiere vu Geschäftsleit si bis haut beim Comité d'indemnisation agereecht ginn?
- Kann den Här Minister eng Opschlëssung pro Tronçon ginn?
- Wéi vill Dossiere sinn acceptéiert gi respektiv si vum Comité ofgeleent ginn? Wat sinn d'Grënn vum den Ofleenen?
- Wéi vill Sue si bis haut un Entschiedegungen ausbezueelt ginn?
- Ginn déi an de jeeweilige Finanzéierungsgesetzter opgesate Budgeten duer, fir d'Entschiedegunge vum de „commerçants riverains“ vum den Tramschantieren ofzedecken?

Réponse (03/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Comité d'indemnisation, dee presidéiert gëtt vum enger Magistratin, huet insgesamt 56 Dossiere vu Geschäftsleit traitéiert an 315.519,28 Euro un déi jeeweileg Sociéiteiten iwwerwisen.

De Comité huet sech eng gemeinsam Reegel gi fir d'Pertenen, déi während dem Chantier vum Tram vun de Geschäftsleit gemaach goufen, zu 50 % ze iwwerhuelen.

Insgesamt goufen 18 Aiden accordéiert, 11 sinn nach amgaang evaluéiert ze ginn. D'Hauptgrënn, firwat 27 Dossieren ofgeleent goufen, waren:

- de Betrib huet keng Perte gemaach während dem Chantier,
- d'Geschäft louch net um Chantier vum Tram,
- d'Geschäft ass opgemaach gi während dem Tramschantier.

Ee Budget fir Indemnisation gouf just fir d'Finanzéierungsgesetz vum Tram tëschent der Gare a Luxexpo vum der Chamber votéiert. Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or goufe keng Indemnisation virgesinn.

Et gouf kee spezifesch Budget oder eng spezifesch Opschlëssung fir d'Indemnisationen am Finanzéierungsgesetz fir de Bau vum Tram tëschent Luxexpo an der Gare centrale. D'Indemnisation goufen aus der Gesamtbauzomm vum Gesetz ausgeschott.

Réorganisation du TICE | Question 8149 (13/07/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Aus engem Schreiwe vum Minister fir Mobilitéit un d'Personaldelegatioun vum TICE geet ervir, dass déi bestoend Konventioun bis 2024, tëscht dem TICE an dem Ministère fir Mobilitéit, net méi verlängert gëtt.

Wëssend, dass den TICE ee vun deenen eelste Syndikater zu Lëtzebuerg ass, bedauert d'Personaldelegatioun vum TICE an engem Schreiwe u seng Mataarbechter, dass am Süde verschidde Linnen unhand vum der neier Konventioun an Zukunft net méi subventionéiert wäerte ginn. D'Konsequenzen dovunner wäere gravéierend. Déi syndikéiert Gemenge missen déi zousätzlech Käschte selwer droen, wat logescherweis dozou féiert, dass Aarbechtsplaze kéinte gestrach ginn.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerruele fir ze evitéieren, dass d'Gemengen op de Käschte sëtzebleiwen?
- Wéi wëll de Minister evitéieren, dass Aarbechtsplaze musse gestrach ginn?
- Wat fir aner Konsequenzen huet déi nei Konventioun fir d'Gemengen, d'Personal an d'Clienten?

Réponse (02/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Ausso, dass d'Konventioun tëschent dem TICE an dem Staat net méi verlängert gëtt, ass falsch. Et soll eng nei Konventioun ausgeschafft ginn, well d'Referenzen an der aler Konventioun zum RGTR no senger neier Ausschreiwung net méi stëmmen an d'Remuneratioun vum Staat un den TICE sech muss dem Budgetgesetz konforméieren.

Wéinst der aktueller Suerg am interkommunale Syndikat TICE, hunn ech den 19. Juli 2023 Vertrieeder vum der Personaldelegatioun vum TICE getraff.

All Participanten hunn ënnerstrach, dass den TICE weiderhin eng wichteg Roll bei der Reorganisatioun vum ëffentlechen Transport am Süde muss spillen.

Ech hunn de Gewerkschaftsvertreder verséichert, dass mer keng Aarbechtsplaze géifen ofbauen oder d'Zuel vun de gefuerene Kilomeeter vum TICE géife reduzéieren. Mir sollten eis awer zesumme Gedanken maachen, fir an Zukunft nach besser op d'Mobilitéitsbedürfnisser vum der Südregioun ze reagéieren an e kohärent ëffentlecht Transportnetz ze plangen.

Et gouf betount, dass d'Personaldelegatioun an Zukunft aktiv un der Entwécklung vum neie Buskonzept fir d'Regioun Süd soll deelhuelen. D'Konzept kéint also vun der Expertise vun de Chauffeure profitéieren an d'Mëssverständnesse kënnen an Zukunft direkt während de jeeweilegen Aarbechtssätzungen aus dem Wee geraumt ginn.

D'Zil ass et, bis Enn des Joers iwwer e globaalt Konzept eens ze ginn, an déi zukünftige Buslinien ze definéieren, déi vum TICE bedriwwen ginn. D'Remuneratioun pro gefuerene Kilomeeter fir den TICE souwéi de Präis pro Aarbechtsstonn wäert d'Theema vum engem Finanzéierungsgesetzprojet sinn, dee vum der nächster Regierung op Basis vum engem validéierte Konzept deposéiert gëtt.

Ech wëll an deem Kontext och op meng Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen (8146) verweisen.

Bornes pour voitures électriques « Chargy » | Question 8150 (13/07/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Méi wéi 700 ëffentlech Luedstatiounen sti mëttlerweil zu Lëtzebuerg den Notzer vum Elektro- a Plug-in-Hybridgefierer zur Verfügung. Fir als Notzer um Chargy-Netz kënnen ze lueden, brauch ee just ee Kontrakt mat engem Service-Ubidders ofzeschlëssen, mat deem een dann Accès zu alle Luedstatiounen vum Chargy-Netz kritt.

Laut mengen Informatiounen wier rezent de Produzent vum de Bornë vum Chargy-Netz Faillite gaangen. Dës Situatioun géif eng sëllege Froen opwerfen, nottament a Saache Maintenance vum der Infrastruktur, awer och um Niveau vun den Netzbedreiwer vum de Statiounen, vum de Service-Ubidders respektiv den Notzer vum Chargy-Netz.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren?
2. Wa jo,
 - wéi soll den Netzbedreiwer, an deem Fall Creos, an Zukunft den Entretien vum der bestoender Infrastruktur assuréieren kënnen?
 - ass den Austausch vum den Daten tëschent dem „charge point operator“, ergo dem Netzbedreiwer an dem „mobility service provider“ weiderhi sécherstellt, Austausch, deen ee brauch, fir zum Beispill d'Facturation kënnen ze maachen?
 - wéi laang ass sécherstellt, dass de Service weiderhin assuréiert gëtt?
 - wéi héich ass de Risiko, dass een net méi op de Borne ka lueden?
 - wier duerch dës Faillite mat zousätzleche Käschte fir de Staat ze rechnen? Wéi eng Käschte kéinten op de Staat duerkommen an a wéi enger Héicht? Riskéiert den Chargy-Notzer méi héich Käschten, fir säi Stroum mussen ze bezuelen?
3. Wéi eng Konsequenzen hätt dës Faillite generell op Notzer vum den Chargy-Luedstatiounen?

4. Wat wieren d'Konsequenze vu sou enger Faillite fir d'Service-Ubidders?

Réponse (03/08/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Marché fir d'Liwierung a Maintenance vun den Chargy-Bornen an dem zentrale Supervisiounssystem vum Chargy ass no enger Ausschreibung 2016 un eng Association momentanée vun zwou Firmen attribuëiert ginn. Bei enger vun dese Firmen huet et sech ëm Powerdale gehandelt. Powerdale, déi d'Bornen hiergestallt huet, an den zentrale Supervisiounssystem bereetgestallt huet, ass effektiv säit dem 27. Juni 2023 an der Faillite.

ad 2. De Volet vum Entretien vun de Bornë war vun Ufank un duerch déi aner Firma aus der Association momentanée ofgedeckt, déi hir Engagementer weiderhi ganz normal erfüllt. D'Maintenance vun de Bornen ass also weiderhi garantéiert.

– D'Encevo huet, wéi se de 17. Juli per Communiqué matgedeelt huet, d'Plattform „Nexthmove“ vu Powerdale iwwerholl. D'Encevo iwwerhëlt domat och déi kontraktuell Obligatiounen vu Powerdale vis-à-vis vun deenen Netzbedréier. Domat ass de Betrieb vun der Nexthmove Plattform, déi och deen Austausch vun Daten am Chargy-System geréiert, geséichert.

– Op Nofro hin ass ons matgedeelt ginn, dass d'Kontrakter aus der Ausschreibung vun 2016 esou geschriwwen waren, dass den Datenaustausch am Chargy-System och am Fall vun enger Faillite vu Powerdale konnt vu Creos weider bedriwwen ginn. Duerch d'Reprise vun der Plattform duerch Encevo an d'Weiderbedreiwe vun der Plattform duerch eng Duechterfirma vun Encevo ass et allerdéngs wéi uewe beschriwwen net noutwenneg, dës Solutioun unzewannen.

– Creos huet op Nofro hi bestätegt, dass si dese Risiko als quasi negligabel aschätzen.

– Fir de Lëtzebuerger Staat wäerten duerch dës Faillite keng Käschten entstoen. Och op de Luedpräis op der Born wäert dës Situatioun laut Aussoe vu Creos keen Impakt hunn, well d'Kontrakter wéi uewe beschriwwen weider lafen.

ad 3. Duerch déi Solutioun, déi elo fonnt gouf, wäert d'Faillite keng Repercussiounen op d'Notzer vun der Chargy Luedinfrastruktur hunn.

ad 4. Och fir d'Fournisseurs de service de charge (FSC) wäert dës Situatioun keen direkten Impakt hunn. Duerch d'Reprise vun der Plattform duerch Encevo wäerten och déi FSC, déi selwer Client bei Powerdale waren, hir Servicer ganz normal kënne weider ubidden.

Campagne de sensibilisation sur la finance durable | Question 8151 (13/07/2023) de **M. François Benoy** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Du 1^{er} mars au 15 avril, le Ministère de la Protection des consommateurs, conjointement avec la Fondation ABBL pour l'éducation financière, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) ont mené une campagne de sensibilisation sur la finance durable. Selon un communiqué du ministère du 28 avril, la « campagne vise notamment à aider les consommateurs à prendre des décisions plus éclairées sur leur façon d'investir. [...] Globalement, cette campagne nationale de sensibilisation peut aider les consommateurs à mieux comprendre la finance durable et à faire un choix conscient d'investissement dans des produits durables. »

Le 16 mai, le ministère a tiré un bilan positif de la campagne, en concluant notamment que le nombre de recherches sur Google des internautes résidents luxembourgeois sur le thème de la finance durable a quadruplé pendant la campagne.

Or, il y a aussi de vives critiques par rapport à la campagne, notamment de la part de la société civile. En effet, force est de constater que le site mis en place dans le cadre de la campagne (www.finance-durable.lu) se concentre surtout sur la mise en valeur de la considération de critères ESG lors de décisions d'investissement, sans pour autant renseigner les consommateurs sur les risques de « Greenwashing » ou « Socialwashing » y associés. Se pose ainsi la question si la campagne ne risquait pas d'induire les consommateurs en erreur sur le vrai impact carbone et social de certains investissements.

En effet, la prise en compte de critères ESG ne garantit pas nécessairement un impact carbone moindre. Citons en guise d'exemple une étude récente menée par le plus grand gestionnaire de données ESG, qui a dévoilé que parmi plus de 500 fonds d'investissement ESG analysés, un fonds sur sept avait un impact carbone supérieur à la moyenne de tous les fonds répertoriés dans la base de données.

Au vu de ces constats, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre des Finances :

1) Dans quelle mesure la campagne en question a-t-elle pris en compte les points soulevés ci-dessus concernant les limites de la prise en compte de critères ESG en ce qui concerne le vrai impact carbone des investissements et plus précisément le renseignement des consommateurs.trices sur les risques de « Greenwashing » ou « Socialwashing » ?

2) Les ministres sont-elles d'accord avec le constat que la simple prise en considération de critères ESG n'équivaut pas à une approche d'investissement véritablement durable ?

3) Dans ce contexte, comment la campagne et le site web y associé ont-ils fourni aux consommateurs.trices les moyens nécessaires pour qu'ils.elles soient en mesure de rechercher et identifier la soutenabilité d'un produit financier au-delà de la simple considération de critères ESG ?

4) Les ministres envisagent-elles le cas échéant mener à l'avenir des campagnes de sensibilisation en matière de finance durable tout en prenant en compte les points soulevés ci-dessus ? Qu'amélioreraient-elles concrètement lors d'une future campagne ?

5) Quelle est la participation financière de l'État en faveur de la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

Réponse (11/08/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

Les honorables Députés s'enquière sur la campagne de sensibilisation sur la finance durable à laquelle a notamment participé le Ministère de la Protection des consommateurs.

Comme il ressort de la réponse à la question parlementaire 7891, les différents porteurs de la campagne ont voulu rebondir sur les résultats du sondage de l'ILReS et du constat du « Nouvel agenda du consommateur » pour inviter le public à s'intéresser davantage au sujet de la finance durable.

Sachant que les limites inhérentes à une campagne de sensibilisation ne permettent pas de présenter de manière détaillée tous les aspects d'une thématique donnée dont le citoyen a besoin pour s'informer de façon

ciblée sur un sujet, la démarche l'invitait justement à s'orienter vers les professionnels du secteur financier qui, selon les règles applicables en la matière, pouvaient fournir les renseignements selon le cadre réglementaire applicable tel qu'énoncé dans la deuxième partie de la réponse à la question parlementaire 7891.

L'investissement ESG, tout en englobant une approche plus large visant à protéger un portefeuille contre les risques opérationnels ou de réputation, est fondamentalement aligné sur les principes de l'investissement durable. Bien que l'objectif premier de l'investissement ESG puisse initialement sembler être l'atténuation des risques, l'intégration des facteurs ESG favorise intrinsèquement la durabilité. L'intégration des facteurs ESG dans les décisions d'investissement contribue à la durabilité à long terme en promouvant des pratiques commerciales responsables, en atténuant les risques liés aux défis de la durabilité et en encourageant un impact positif sur les parties prenantes et la société dans son ensemble. L'investissement ESG continue de gagner en importance, ce qui favorise l'adoption de pratiques durables et contribue à une économie mondiale plus durable et plus résiliente.

Il est tout à fait valable de débattre du fait que la simple prise en considération des critères ESG peut ne pas équivaloir à une approche d'investissement véritablement durable, mais il faut prendre en compte que le domaine est en évolution permanente en raison des réglementations et des pratiques en constante progression, en particulier au niveau de l'Union européenne.

Réglementations croissantes : L'Union européenne et d'autres régions du monde ont pris des mesures significatives pour promouvoir l'investissement durable en mettant en place des réglementations de plus en plus strictes concernant la divulgation des informations ESG et les pratiques des entreprises. Ces réglementations visent à accroître la transparence et la responsabilité des entreprises en matière de durabilité, afin de renforcer l'approche d'investissement durable à l'échelle mondiale. Il est essentiel de reconnaître que la mise en œuvre de ces réglementations n'est pas encore achevée. D'un côté, les critères environnementaux sont sur le point d'être adoptés, tandis que de l'autre, les critères sociaux seront examinés dans les années à venir. On peut alors s'attendre à ce que les réglementations européennes existantes ainsi que celles qui seront instaurées dans le futur favoriseront une plus grande transparence dans le secteur financier en ce qui concerne la mesure de l'impact.

Par exemple, le 13 juin 2023, la Commission européenne a publié une proposition législative pour un règlement sur la transparence et l'intégrité des activités de notation ESG qui fait partie du paquet de nouvelles mesures visant à stimuler l'investissement dans la finance durable. Le règlement vise à harmoniser la réglementation dans l'ensemble de l'UE, étant donné qu'il n'existe actuellement aucune loi régissant les fournisseurs de notations ESG dans les différents États membres de l'UE.

Évolution des pratiques d'engagement : Les investisseurs et les parties prenantes exigent de plus en plus que les entreprises assument leur responsabilité en matière d'ESG. Cette évolution est le résultat d'une prise de conscience croissante des enjeux liés à la durabilité, ainsi que des attentes changeantes de la société vis-à-vis du rôle des entreprises et organisations financières dans la construction d'un avenir plus responsable et durable. Cela conduit à une plus grande implication des investisseurs dans le dialogue avec les entreprises pour encourager des pratiques plus durables et responsables. Cette évolution crée un cercle vertueux où les entreprises qui adoptent des pratiques

durables et responsables sont mieux perçues et soutenues par les investisseurs, tandis que celles qui négligent ces enjeux risquent de faire face à des conséquences financières et de réputation négatives.

Il convient de souligner que la disponibilité restreinte actuelle de données ESG qualitatives et cohérentes, ainsi que des données pertinentes pour évaluer l'impact, crée actuellement une certaine lacune dans la mesure précise de l'impact. Mais étant donné que la Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR), qui impose des obligations de divulgation ESG aux gestionnaires d'actifs et aux autres participants du marché financier, n'est applicable que depuis 2021, et que la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), qui exige que les entreprises rendent compte de l'impact de leurs activités sur les facteurs ESG, ne sera applicable qu'à partir de janvier de l'année prochaine, il est à prévoir que les données manquantes seront progressivement mises à disposition. Cette évolution devrait contribuer à améliorer les rapports, et à renforcer la disponibilité et la fiabilité de ces données.

Il faut prendre en compte que l'investissement ESG est en constante évolution et, grâce à une prise de conscience et à des engagements croissants de la part des investisseurs, il a le potentiel d'entraîner des changements positifs en faveur d'un monde plus durable.

Si l'échange du Ministère de la Protection des consommateurs avec le groupement d'organisations civiles « finance durable » suite aux critiques émises par ce dernier a permis d'expliquer le fondement de la démarche poursuivie, elle a aussi été l'occasion d'évoquer des ajustements à opérer en cas de renouvellement d'une campagne similaire. Ils feraient le moment venu l'objet de réflexions communes.

La réponse à la question parlementaire 7891 a déjà fourni le montant de la participation financière de l'État comme il a été précisé que le Ministère de la Protection des consommateurs a contribué avec 20.000 €.

Subside de qualité+ pour les associations sportives | Question 8152 (13/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Lëtzebuergesch Veräiner, déi Member vun enger Federatioun sinn a bei Sportskompetitiounen matmaachen, kënnen iwwert de Subside de qualité+ bis zu 150 € fir all Kand am Veräi kréien. Deadline, fir seng Demande ofzeginn, ass ëmmer den 30. September vum jeeweilege Joer. Eisen Informatiounen no sinn d'Verbänn dëst Joer méi spët wéi soss, erëischt Ufank Juni, un de Subside Qualité+ erënnert ginn. 2020 war d'Circulaire de 15. Abrëll erausgaangen.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Firwat ass d'Informatioun dës Joer méi spët erausgaangen?

2. Da kann een an der Circulaire och nach liesen:

„Les demandes d'homologations de brevets et diplômes délivrés par une entité autre que le Ministère des Sports – ENEPS, sont à introduire à l'ENEPS avant le 1^{er} janvier 2024 au plus tard.“

Dës Deadline ass awer net esou am Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 festgehalen. Wéi koun dësen Delai zustanen, respektiv ass en an engem anere Règlement festgehalen?

3. Sinn d'Subsidë fir d'Joer 2022 schonn ausbezuelet? Wann nee, wéi vill Dossiere stinn nach op?

Réponse (16/08/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

ad 1. Déi genannte Circulaire ass dëst Joer e puer Woche méi spët erausgaangen, well séchergestallt wollt ginn, datt d'Applikatioun, iwwer déi d'Demandë fir de Subside eragereecht ginn, operationell wier. Et goufen effektiv e puer kleng Adaptatiounen an dëser Applikatioun virgeholl.

ad 2. Den Delai, sou wéi am uewe genannte Règlement zitëiert, ass nach ëmmer gültig. Allerdéngs ass d'ENEPS an der Vergaangenheet mat enger grousser Ufro confrontéiert ginn, soudatt si déi sellegen Diplomer net all kann a kierzter Zäit zertifizéieren. An Zesummenaarbecht mat der ENEPS hu mir dofir den Datum vum 1. Januar 2024 an der Circulaire fixéiert fir ze garantéieren, datt d'Veräiner d'Homologatioun den 1. Mäerz hunn.

ad 3. D'Subsidë fir 2022 si schonn ausbezuelet. Dëst fir déi Dossieren, déi vollstänneg sinn. Allerdéngs stinn der, vun deenen 376 Demanden, déi erakoumen, nach 18 op. Dëst, well nach Pièce feelen.

Réforme de la SNCA | Question 8153 (14/07/2023) de Mme Martine Hansen | M. Emile Eicher (CSV)

Als Konsequenz vun der Reform vun der SNCA ass, opgrond vun der Overture vun hirem neie Siège um Fridhaff de 17. Juli 2023, de Guichet vun der SNCA an der Regioun Clief den 13. Juli 2023 zougemaach ginn. Dës Fermeture kënnt 3 Joer, nodeems de Guichet den 9. Januar 2020 vu Wëlwerwolz op Maarnach transferéiert ginn ass, a bedeit eng kloer Benodeelung fir d'Leit aus dem Norden.

A senger Äntwert op d'erwéiert Fro N° 0182 bezitt de Minister fir Mobilitéit sech op duerchgefouert Analysen, déi den neie Standuert vum respektive Service vun der SNCA definéiert hunn. Dës Standuertiawiel bestätegt, dass Servicer aus dem Norden ewech beweegt ginn, a soumat net am Sënn vun der Dezentraliséierung gehandelt gëtt. Sou mussen elo beispillsweis Bierger aus de Kantone Wolz oder Clief een Trajet vun 30 bis 45 Minutte méi zeréckleeën, fir dëse Service an Usproch ze huelen.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte stellen:

– Wat huet zu der Fermeture vum Siège vum Guichet SNCA an der Regioun Clief gefouert?

– Wéi eng konkret Elementer, aus deene vum Här Minister genannten Analysen zum neie Siège, loosse drop schléissen, dass dëse Service vun der SNCA net hätt kënnen éierens anescht an der Regioun Clief ugebuede ginn?

– Wier et méiglech gewiescht, e Site méi héich am Norden ze fannen?

Réponse (18/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert wëlle weider Informatiounen zu der Fermeture vum Site Maarnach an der neier Overture vum Site vun der SNCA am Norde vum Land um Fridhaff.

De Site Maarnach war vun Ufank un als eng proviso-resch Léisung ugeduecht. No enger laanger Sich vu méiglechen Terrainen a Standuerten am Norde vum Land, huet sech de Site Fridhaff als bescht Léisung erginn, fir hei d'Aktivitéite vun der SNCA unzëbidden. Dëst, well dëse Standuert sämtlechen Ufuerderunge gerecht gouf. Tatsächlech ass et mat der Overture vum neie Site um Fridhaff an dem Erhale vun de Sitte Sandweiler an Esch méiglech, datt quasi sämtlech Bierger aus dem Land ee vun de Sitte vun der SNCA a 35 Minutte kënnen erreechen an esou vun de Servicer vun der SNCA profitéieren. Dëst gouf och am

Kader vun der parlamentarescher Fro 0182 am Detail beschriwwen.

Et war och esou, datt eng ganz Rei vun de bis dato benotzten Terrainen am Kader vum praktesche Führerschäin net méi wirklech den Ufuerderunge vun der SNCA gerecht goufen an dofir och dësen op dem neie Site vun der SNCA integréiert sollt ginn. Tatsächlech waren eng Rei vun deene bis dato genotzte Sitte der SNCA just zur Verfügung gestallt an hunn net der SNCA gehéiert. Mat dem neie Site, wou och dës Ufuerderung konnt ënnerbruecht ginn, huet d'SNCA d'Méiglechkeet, dësen Terrain a Funktioun vu méiglechen Upassunge vun europäesche Führerschäinsbestëmmungen ze amenagéieren. Esou kënnen um neie Site sämtlech praktesch Examen am Führerschäin ofgehalen ginn, bei deenen et néideg ass, verschide Manöveren op engem zouenen Terrain duerchzeféieren.

Zil an d'Visioun vun der SNCA ass et, an Zukunft op sämtleche Sitten am Land déi selwecht Aktivitéite kënnen unzëbidden, heescht sämtlech Servicer aus dem Portfolio vun der SNCA op all hire Sitte kënnen ze offréieren. Do dernieft ass allerdéngs och ugeduecht, sämtlech Servicer wou méiglech sinn ze digitaliséieren, esou datt d'Mataarbechter vun der SNCA d'Ofwécklung vun den Dossieren da kënnen am Backoffice maachen, an de Bierger, wann hien dat net wëll, sech net muss deplacéieren. Éischt Schrëtt heizou si scho lancéiert a schonn haut ass et iwwer MyGuichet.lu méiglech, eng ganz Rei vun den Demarchen ze maachen. Dës solle kontinuéierlech ausgebaut ginn. Natierlech wäert d'SNCA och weiderhi fir de Bierger an hir Guicheten do sinn.

Weider kleng Antenne vun der SNCA sinn dofir am Moment net ugeduecht, well d'Servicer daitlech méi effizient kënnen ugebuede ginn, wann d'Mataarbechter op deenen 3 Sitte polyvalent weider kënnen ausgebaut ginn an esou de Client beschtméiglech kënnen empfangen.

Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021 | Question 8154 (14/07/2023) de M. Max Hengel | M. Léon Gloden | Mme Octavie Modert (CSV)

An engem Artikel am „Lëtzeburger Wort“ vum 14. Juli ass ze liesen, dass d'Hëllef fir d'Schied vun den Héichwaasserkatastrophen ausbezuelet gi sinn. An Zukunft wären no Präivung vun den Dossiere keng weider finanziell Ënnerstëtze méi ze erwaarden. Déi ausbezuelten Zomme ginn Aussoe vun de Gemengeresponsablen no awer net duer, fir déi 2021 entstanen Schied an de Gemenge ganz ze couvréieren, wat déi concernéiert Gemengen a finanziell Schwierigkeete kéint bréngen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Finanzministesch an d'Madamm Inneministesch riichten:

– Wéi vill Geld ass insgesamt aus dem Hëllefspak vun der Regierung un d'Gemengen ausbezuelet ginn? Wéi eng Zomm ass vun de Gemengen ugefrot ginn? Wéi vill Prozent vun den ugefrotene Indemnisiatiounen sinn an den anere Gemengen ausbezuelet ginn?

– Kënnen d'Madame Ministeren d'Informatiounen confirméieren, dass keng weider Suen un déi concernéiert Gemengen ausbezuelet ginn? Wa jo – firwat?

– Wa jo – gëtt et nach aner Fongen, wéi z. B. e Katastrophefong, bei deem d'Gemenge kënnen Hëllef ufroen?

– Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze ënnerhuelen, fir d'Gemengen a sou Katastrophefäll besser kënnen ze ënnerstëtzen?

Réponse (24/08/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Minis-
tre des Finances

Virop ass et wichteg ze präzisieren, dass d'Indem-
nisatioun vum Inneministère sech net nëmmen un
d'Gemenge gericht huet, mee och un d'Gemenge-
syndikater.

Iwwert de Formulaire „Intempéries“, deen d'Gemen-
gen an d'Gemengesyndikater mat de Circulaires
N° 4021 an N° 4064 zur Verfügung gestallt kritt hunn,
hu 40 betraffe Gemengen a Gemengesyndikater
Schied an Héicht vun 30.802.478,46 Euro deklaré-
iert, déi hir jeeweileg Propriété betraff hunn (biens
meubles et immeubles). Et sief nach emol drun erën-
nert, dass déi ugefroten Entschiedegungen exklusiv
fir Propriété vum de betraffene Gemengen oder Ge-
mengesyndikater zielen an dass déi ugefale Käschte
weeder vun enger Assurance iwwerholl gi sinn, nach
vun anere staatlechen Entitéiten.

Am Ganze si bis dato 4.614.900,27 Euro u Gemengen
a Gemengesyndikater ausbezuelt ginn.

Mat Ausnam vun der Gemeng Iechternach, déi Schied
an Héicht vun 22.313.823,63 Euro (Stand 9.8.23) dekla-
réiert huet, si ronn 44 % vun den ugefroten Indemn-
satiounen (8.488.654,83 Euro) un déi aner Entitéiten
ausbezuelt ginn, dat heescht 3.744.902,12 Euro. Et
muss een awer präzisieren, dass 18 Dossieren nach
en cours sinn, well se nach net komplett sinn.

D'Ausso, dass keng weider Suen un déi concernéiert
Gemengen ausbezuelt géife ginn, ass net richtig. Am
Staatsbudget ass fir den Exercice 2023, ënnert dem
Artikel 09.5.35.010 „Secours dans le cadre de cata-
strophes naturelles et en cas d'assistance internatio-
nale“, eng Enveloppe vu 5 Milliounen Euro virgesinn,
fir d'Gemengen an d'Gemengesyndikater kënnen wei-
der finanziell ze entschueden (an der Haaptsaach
déi Gemengen, deenen hiren Dossier nach net kom-
plett ass).

Fir an Zukunft besser op Katastrophe präparéiert ze
sinn, müssen d'Gemenge méi resilient ginn a virun
allem op Präventionsmesurë setze mam Zil, fir d'Ri-
sike vu Katastrophen ze reduzieren. Fir sou Mesu-
ren en place ze setzen, kënnen d'Entitéiten aus dem
Gemengesektor zum Beispill beim Waasserfong
eng finanziell Ënnerstëtzung froen (cf. Artikel 65 vun
der Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à
l'eau). D'Gemenge wäerten awer och an Zukunft op
d'Ënnerstëtzung vum Inneministère ziele kënnen,
natierlech ënnert der Bedéngung, dass dat jeeweilegt
Evenement vun der Regierung als Katastroph dekla-
réiert gëtt¹⁴.

Pollution de la Syre à Munsbach | Question **8155**
(14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Il me revient que la Syre aurait subi jusque récemment
une pollution continue pendant plusieurs semaines à
Munsbach, ceci en raison du déversement de boues de
forage provenant du chantier d'extension de la station
d'épuration.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivan-
tes à Madame la Ministre de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informa-
tions relatées ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle
fournir des informations détaillées quant à l'origine et
aux répercussions sur la faune et flore aquatiques de
cette pollution ?

3) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle don-
ner à cet incident ?

Réponse (08/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Mi-
nistre de l'Environnement, du Climat et du Développe-
ment durable

ad 1) Ces informations sont correctes.

ad 2) Lors d'une visite du chantier par des agents de
l'AGE, un vaste dépôt de boues de forage était constaté
à l'endroit de déversements récents, visible grâce aux
tuyaux de la foreuse encore submergés dans le cours
d'eau « Syre ». La durée exacte du déversement des
boues est cependant inconnue. Prenant en compte la
dimension du dépôt constaté ainsi que la date du dé-
but du forage, un déversement récurrent pendant plu-
sieurs semaines semble probable.

Selon l'estimation de mes services, la pollution a altéré
l'état écologique du cours d'eau « Syre », au moins
temporairement, quoique son ampleur ne soit pas
quantifiable. Cependant lors des visites des agents de
l'AGE, aucun poisson mort n'a été détecté.

En principe, le déversement substantiel et de longue
durée de boues et sédiments dans un cours d'eau peut
engendrer de multiples altérations et détériorations de
son état naturel dont :

- perte de la capacité d'accueil des interstices naturels
du lit du cours d'eau qui, généralement bien oxygénés,
représentent un habitat essentiel pour les larves d'in-
sectes, mollusques, le frai de différentes espèces pisci-
coles par un colmatage ;
- mort de poissons par asphyxie suite à un colmatage
des branchies des poissons provoqué par une concen-
tration très élevée de matières suspendues ;
- blessures d'abrasion et endommagement de la bar-
rière protectrice de mucus des poissons.

Les effets à long terme d'une pollution restent incer-
tains, d'autant plus que les écosystèmes aquatiques
ont un certain pouvoir d'autoépuration.

ad 3) Au niveau administratif, des mesures urgentes
ont été prises conformément à l'article 23 de la loi
modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau par la
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Déve-
loppe-ment durable, une copie de ce document a été
transmise au parquet. Ces mesures consistent nota-
mment en l'arrêt du déversement d'eaux chargées en
matières en suspension vers le cours d'eau « Syre » et
la rédaction d'un rapport expliquant clairement la
cause et les circonstances du déversement des eaux
polluées.

Au niveau pénal, un rapport est dressé par un officier
de police judiciaire de l'Administration de la gestion de
l'eau à l'attention du parquet, à qui appartient l'oppor-
tunité de poursuite. Madame la Ministre ne peut pas
se prononcer sur les conséquences juridiques de cet
incident, étant donné que cela relève des autorités ju-
diciaires compétentes.

Pollution du Dipbach à Esch-sur-Alzette | Ques-
tion **8156** (14/07/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

En date du 10 juillet une quantité importante de pois-
sons morts a été découverte dans le Dipbach à Esch-
sur-Alzette. Par la suite, une enquête de l'Adminis-
tration de la gestion de l'eau sur la cause a relevé qu'un
déversement d'eaux usées depuis la canalisation de la
Ville d'Esch-sur-Alzette serait à l'origine de cet incident.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions sui-
vantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable :

1) Comment le déversement d'eaux usées dans le Dip-
bach a-t-il pu se produire ?

2) À part la mort des poissons susmentionnée, quelles
en sont les répercussions sur la faune et flore aqua-
tiques ?

3) Quelles suites Madame la Ministre entend-elle don-
ner à cet incident ?

Réponse (08/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Dévelop-
pement durable

ad 1) En date du 11 juillet, les agents de l'Adminis-
tration de la gestion de l'eau (AGE) ont constaté un déver-
sement d'eaux usées vers le cours d'eau « Dipbech » à
hauteur de la rue d'Ehlerange. Ce déversement acci-
dental provenait d'une canalisation d'eaux usées obs-
truée au niveau de la place Benelux à Esch-sur-Alzette.
Les agents ont alors alerté le service technique de l'ad-
ministration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette
afin d'identifier la cause exacte de la pollution et d'ar-
rêter le déversement d'eaux usées vers le cours d'eau.

Selon les informations fournies par un rapport circons-
tancié (voir point 3), la pollution a résulté de la défail-
lance voire du défaut de fabrication du couvercle d'un
orifice de révision dans un regard spécial dit « Twin-
schacht » du fabricant Rehau qui permet d'intégrer
dans un même regard les deux réseaux du système sé-
paratif. Au point bas du regard, les eaux usées sont
évacuées par une cunette ouverte tandis que les eaux
de pluie s'écoulent par un tuyau fermé, situé plus haut
et équipé dudit orifice de révision. Après analyse
détaillée du problème par l'administration communale
de la Ville d'Esch-sur-Alzette, il s'avère que les boulons
du couvercle de l'orifice ne répondent pas aux exi-
gences d'un environnement corrosif et que le couvercle
s'est détaché et que la protection du réseau de pluie
dans le regard était ainsi compromise. En raison de
l'obstruction de la canalisation d'eaux usées, dont la
cause exacte n'a pas pu être déterminée, les eaux
usées se sont refoulées et ont pu s'écouler par
l'ouverture mentionnée précédemment dans la canali-
sation d'eaux pluviales et puis vers le cours d'eau
« Dipbech ».

ad 2) Les conséquences d'une pollution par des eaux
usées sont multiples et peuvent entraîner diverses
pressions sur l'écosystème aquatique. À part des taux
de mortalités élevés de poissons, des pollutions par
des eaux usées peuvent engendrer, en fonction de la
quantité et de la concentration des substances pollu-
antes déversées, une eutrophisation, des effets toxiques
ou un colmatage du lit du cours d'eau :

– Une eutrophisation d'un écosystème aquatique est
un déséquilibre déclenché à la suite d'un apport excès-
sif de nutriments (azote et phosphore). La forte dispo-
nibilité de nutriments peut entraîner une croissance
excessive des plantes et des algues. Ces proliférations
impactent les milieux aquatiques et leur biodiversité
car elles absorbent de grandes quantités d'oxygène, ce
qui peut provoquer un dépérissement des organismes
aquatiques.

– La production de substances à effets toxiques pour
les organismes aquatiques, comme par exemple la for-
mation d'ammoniac (un gaz provenant de la transfor-
mation de l'ammonium), constitue souvent un effet
secondaire d'une pollution par des eaux usées.

– Un colmatage du lit du cours d'eau, c'est-à-dire le dé-
pôt de particules dans le sédiment, peut empêcher une
bonne oxygénation de cet habitat essentiel pour cer-
tains organismes comme des larves d'insectes ou des
frais de différentes espèces piscicoles.

L'envergure des répercussions sur la faune et la flore
est difficile à déterminer vu les facteurs multiples qui
sont en jeu et vu l'état naturel initial du cours d'eau
impacté par les activités anthropogéniques. Les cours

¹⁴ cf. Äntwert op d'QP 6492 „Inondations de 2021“

d'eau modifiés sont moins résistants à des perturbations à cause de leur capacité d'autoépuration réduite.

ad 3) Au niveau administratif, l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette a été demandée de prendre position sur cet incident et d'envoyer à l'AGE un rapport indiquant les circonstances et les raisons exactes du déversement des eaux usées vers le cours d'eau. Ce rapport décrit et définit également des mesures de précaution et des actions prises ou à prendre afin d'éviter qu'un tel incident ne se répète dans l'avenir.

À ce stade et en absence de l'identification d'un responsable exact de l'obstruction de la canalisation des eaux usées, étant source de la pollution, aucune mesure pénale ne sera entamée par un officier de police judiciaire de l'AGE à l'attention du parquet.

Contournement des sanctions contre la propagande russe | Question 8157 (14/07/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

En février 2023, le média allemand TAZ avait publié une recherche affirmant qu'une société luxembourgeoise, en l'occurrence G-Core Labs SA, participerait à la diffusion en Europe de la propagande russe de la chaîne télévisée Russia Today, alors que de telles activités sont interdites.

En réponse à la question parlementaire n° 7623 des honorables Députés Marc Spautz et Laurent Mosar, Monsieur le Ministre a affirmé que toutes les informations ont été transmises au parquet. Après enquête des experts techniques du CIRL, l'entreprise aurait effacé certains contenus.

Dans un nouvel article daté au 14 juillet 2023, le média allemand TAZ affirme que les liens entre G-Core et Russia Today n'ont été coupés que superficiellement. Du moins jusqu'à la fin du mois d'avril, le certificat SSL du serveur russe, qui a livré les contenus de Russia Today, était toujours établi au nom de G-Core Labs SA à Luxembourg.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que les services luxembourgeois sont au courant de ces nouvelles informations ? Est-ce que ces informations se recoupent avec les résultats de l'enquête du CIRL ?

2) Pouvez-vous m'assurer que la société luxembourgeoise en question n'a effectivement plus aucun lien avec la chaîne télévisée russe sanctionnée ?

3) Avez-vous constaté d'autres problèmes concernant le respect des sanctions européennes contre les organes de désinformation soutenus par le Kremlin par des sociétés luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'en donner des détails ?

Réponse (19/07/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg a apporté un soutien inconditionnel à la mise en place des 11 paquets de sanctions adoptés par l'Union européenne en réponse à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Les autorités compétentes s'emploient à assurer une mise en œuvre robuste, cohérente et efficace des sanctions.

Suite à la publication de l'article cité par l'honorable Députée en février 2023, les autorités compétentes, conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale, l'ont transmis au parquet puisqu'il faisait

référence à d'éventuels actes délictueux. Le Parquet de Luxembourg a entre-temps classé ce dossier.

Après publication d'un nouvel article en date du 14 juillet 2023, les autorités compétentes ont analysé les nouvelles informations et ont immédiatement consulté le CIRCL (Computer Incident Response Center Luxembourg) afin de recevoir une analyse technique des allégations.

Le CIRCL, après revue interne, a conclu que les éléments présentés étaient à voir dans le contexte de la transition organisationnelle du subsidiaire russe de G-Core. Un certificat SSL est un document cryptographique public contenant des informations organisationnelles, qui permet d'assurer une connexion cryptée entre deux ordinateurs, par exemple entre un serveur et un ordinateur personnel. En l'occurrence, il apparaîtrait que le certificat en question n'ait pas été mis à jour après la cession du subsidiaire russe, désormais nommé « Edgecenter », de G-Core. Le serveur doté du certificat SSL en question est un serveur qui n'est pas sous le contrôle de G-Core ; celui-ci n'a donc pas d'influence sur les activités de ce serveur. Les conclusions du CIRCL ne se recoupent donc pas avec les informations présentées dans l'article mentionné.

Partant, le Gouvernement n'a pas d'éléments qui laisseraient conclure à un lien commercial, technique ou organisationnel entre le groupe G-Core et une entité visée par les sanctions européennes et qui permettraient d'établir une violation des sanctions. Toutefois, les autorités compétentes ont fait suivre l'article mentionné au Parquet de Luxembourg.

Toute nouvelle information contraire à cette conclusion ferait l'objet d'une communication au parquet, et les autorités compétentes prendraient toute mesure qui s'impose.

Hormis la question de la mise à disposition de services satellitaires dans le cadre de la diffusion, par des sociétés non russes établies hors de l'UE, de bouquets de programmes, qui avait déjà fait l'objet d'un échange avec la Chambre des Députés (réponse à la question parlementaire n° 7364), les autorités compétentes n'ont pas constaté d'autres problèmes.

Enquête publique sur l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat | Question 8158 (14/07/2023) de M. Gusty Graas (DP)

À la suite de la publication de l'avant-projet de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) en date du 17 avril, une enquête publique a eu lieu du 17 avril au 16 mai.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

– Combien de commentaires, avis et propositions ont été soumis ?

– Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils informer quant au contenu et à la nature des avis soumis ?

– Quelles suites le Gouvernement entend-il y réserver ?

Réponse (01/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Faire participer les parties prenantes, citoyen-ne-s et organisations, à l'élaboration respectivement la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), est un objectif important de la loi

modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat et du règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et l'action pour le climat.

Ainsi, la loi relative au climat prévoit une enquête publique d'une durée de 30 jours permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations au sujet de l'avant-projet de mise à jour du PNEC. L'enquête était ouverte du 17 avril au 16 mai 2023 et accessible via les portails emwelt.lu et enquetes.public.lu. Pendant cette période, les personnes intéressées étaient invitées à consulter une série de documents, notamment l'avant-projet de mise à jour du PNEC, tel qu'adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 31 mars 2023, un résumé de l'avant-projet et une foire aux questions, et, ensuite, à fournir leur avis. Elles avaient aussi la possibilité de soumettre leurs commentaires par courrier électronique ou par voie postale.

Au total, 42 contributions ont été reçues, dont 19 provenant de citoyen-ne-s et 23 de la part d'organisations. De façon générale, les avis soumis sont à la fois d'ordre technique, politique et aussi procédural. Un résumé détaillé des résultats de la consultation publique est joint en annexe du projet de mise à jour du PNEC et peut être consulté ici¹⁵.

Toutes les contributions ont été analysées et dûment considérées dans une démarche collaborative entre les ministères et administrations compétents, coordonnée au sein du comité interministériel pour l'action climat, en vue d'une intégration dans le projet de mise à jour du PNEC. Un certain nombre des contributions reçues ont mené à des modifications de mesures contenues dans l'avant-projet de mise à jour et à quelques nouvelles mesures. Comparé à l'avant-projet, le projet a été élargi de 4 mesures et comprend désormais 201 mesures. Une cinquantaine de mesures ont été renforcées ou complétées.

En outre, certaines propositions nécessiteront des analyses et échanges supplémentaires en vue d'une intégration éventuelle dans la version finale de la mise à jour du PNEC due pour le 30 juin 2024. Finalement, de nombreux commentaires concernent des précisions de mise en œuvre de mesures contenues dans le plan, dont il sera tenu compte lors du processus d'implémentation, le cas échéant en concertation avec les parties prenantes concernées.

À noter que suite à son adoption par le Conseil de Gouvernement en date du 21 juillet 2023, le projet de mise à jour du PNEC a été transmis le jour même à la Commission européenne.

Inflation au Luxembourg | Question 8159 (17/07/2023) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Dans un article du 26 juin dernier publié sur le site Internet du Fonds monétaire international (FMI), les auteurs – sur fond d'une analyse faite de l'inflation sur l'année 2022 en Europe – expliquent qu'il appert que seulement une partie de l'augmentation des prix est due à la flambée des prix énergétiques. En effet, selon leurs recherches, les profits des entreprises en zone euro comptent pour près de la moitié de l'inflation qui a atteint son pic à 10,6 % en octobre 2022.

De même, les auteurs constatent que les salaires peinent à suivre cette évolution ce qui résulte en une importante perte de pouvoir d'achat des consommateurs. Sachant qu'à l'opposé de la plupart des autres pays européens, au Luxembourg, nous pouvons

¹⁵ <https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/actualites/2023/juillet-2023/pnec/jung/pnec-projet-de-mise-a-jour-resume-consultations.pdf>

compter sur l'indexation automatique des salaires qui compense une large partie de la perte de pouvoir d'achat, je voudrais néanmoins savoir de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Avons-nous des données plus concrètes sur comment se compose en détail l'inflation au Luxembourg ?

2) Existe-t-il des informations sur l'évolution des profits des entreprises luxembourgeoises au courant de l'année 2022 ?

3) Les taux d'intérêt ayant entre-temps grimpé à 3,5 %, quel impact peut être mesuré sur la marge d'intérêts ainsi que sur les résultats des banques luxembourgeoises ?

Réponse (30/08/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

ad 1) Pour analyser plus en détail l'inflation au Luxembourg, il est notamment possible de reproduire avec les données du Luxembourg la décomposition de l'inflation telle qu'effectuée par le FMI (Fonds monétaire international) à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa question. Celle-ci est présentée dans le graphique ci-dessous, tout comme celle de la zone euro, pour comparaison :

(graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il s'agit d'une décomposition basée sur le déflateur de la consommation finale (issu des comptes nationaux), dont l'évolution peut différer de l'indice des prix à la consommation national (IPCN), habituellement considéré comme mesure de l'inflation.

Cette décomposition met en évidence pour 2022 une contribution bien plus forte des prix à l'importation que des profits à la hausse des prix à la consommation relevée au Luxembourg, mais aussi une contribution des salaires relativement plus importante que dans la zone euro.

Il est cependant important de préciser que cette décomposition se base majoritairement sur des données issues des comptes nationaux et que celles-ci ont actuellement un caractère provisoire, en particulier pour les périodes plus récentes (2021, 2022 et le 1^{er} trimestre 2023). Ces données se basent en effet en grande partie sur des estimations, notamment pour ce qui concerne la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation qui sont des variables clés pour effectuer cette décomposition. Par ailleurs, cette décomposition n'est rendue possible que par le recours à certaines hypothèses, notamment concernant les parts étrangères de la valeur ajoutée des différentes branches de l'économie dans la consommation finale (basées sur des données de 2018 publiées par l'OCDE).

Il est également important de préciser qu'une hausse de la contribution des profits dans cette décomposition n'implique pas forcément une hausse de la rentabilité des entreprises. Ce point est mis en avant dans l'analyse du FMI mais aussi dans d'autres analyses, notamment celles publiées récemment par l'OCDE.

Il est également possible de s'intéresser à la décomposition de l'inflation selon les 12 divisions de l'indice des prix à la consommation. Ci-dessous les résultats chiffrés correspondant à l'observation du mois de juin 2023 (<https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2023/stn32-23-ipc.html>) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Dans sa dernière note de conjoncture (n° 1-23, parue en juin 2023), le Statec a reproduit les profits (ou excédent brut d'exploitation) rapportés à la valeur ajoutée, ce ratio est également appelé taux de marge

(et il correspond à l'inverse de la part salariale, qui se définit elle-même comme la part des salaires dans la valeur ajoutée).

Pour ces données, les mêmes réserves précédemment expliquées s'imposent concernant leur caractère provisoire.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Concernant les résultats des banques, au 1^{er} trimestre 2023, on constate une hausse de la marge d'intérêts des banques au Luxembourg de 66,5 % en comparaison avec la même période de l'année 2022, avant la remontée des taux directeurs. La CSSF constate que cette tendance est observée pour 80 % des banques et s'explique par le contexte de hausse généralisée des taux d'intérêt (communiqué de presse de la CSSF : <https://www.cssf.lu/fr/2023/06/comptes-deprofits-et-perdes-des-etablissements-de-credit-au-31-mars-2023/>). Le résultat avant provisions et impôts du secteur bancaire a augmenté de 57 % sur un an.

Il faut toutefois mettre en perspective l'augmentation de la rentabilité observée ces derniers mois : En effet, la rentabilité bancaire au Luxembourg avait atteint des niveaux historiquement bas au cours des quinze dernières années. La crise sanitaire de 2020 a aggravé cette situation, accentuant encore davantage le déclin de la rentabilité cette année-là, tout comme les impacts indirects liés aux tensions géopolitiques.

De plus, la rentabilité demeure la première ligne de défense des banques face à des chocs négatifs. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne surveille de près la rentabilité des banques afin de garantir la stabilité et la résilience du système bancaire de la zone euro. Elle mentionne notamment dans sa dernière revue de la stabilité financière en mai que la rentabilité opérationnelle des banques s'est améliorée en 2022, mais que les perspectives sont devenues plus incertaines en raison des vulnérabilités dans les secteurs non financiers. Si la rentabilité de la plupart des banques de la zone euro a donc bénéficié de marges d'intérêt croissantes, les incertitudes ont également augmenté concernant la perspective de rentabilité.

Bachelor en sciences de l'éducation et Bachelor en formation pédagogique | Question **8160** (17/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Fir Enseignant an der Grondschoul ze ginn, gëtt et vun der Rentrée un zwee Ausbildungsweeër: de classesche „Bachelor en sciences de l'éducation“ (BScE) an deem elo neie „Bachelor en formation pédagogique“ (BFP) als Successeur vum sougenannte „Quereinsteiger-Modell“.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend respektiv Héichschoul a Fuerschung riichten:

– Betreffend de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE):

- Wéi vill Studieplaze si fir dat kommend akadeemescht Joer virgesinn?
- Wéi vill Studenten hunn eng Demande d'admission agereecht?
- Wéi vill Studente sinn ugeholl ginn?

– Betreffend de Bachelor en formation pédagogique (BFP):

- Wéi vill Studieplaze si fir dat kommend akadeemescht Joer virgesinn?
- Wéi vill vun de ronn 110 Studenten, déi laut Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 26. Mee eng „demande d'admission“ fir dat éischt Semester agereecht hunn, sinn ugeholl ginn?

Réponse (08/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 huet de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) bis 180 Plazen am éischte Joer virgesinn, ofhängeg vum Resultat vum Examen d'admission. D'Universitéit krut 369 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum BScE. 228 Kandidaten hunn den 11. Juli den Opnamexamen fir de BScE gemaach. 172 Kandidaten goufen ugeholl; 30 vun hinne goufen „conditionnellement“ ugeholl, dat heescht, dass si Defiziter an engem Fach hunn an eng Remédiatioun musse maachen. Dat ass eng Steigerung vu 24 % par rapport zum akadeemesche Joer 2022/2023, wou 139 Kandidaten ugeholl goufen.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 huet de Bachelor en formation pédagogique (BFP) bis 60 Plaze virgesinn, ofhängeg vum Resultat vum Opnamexamen. 110 Kandidaten hu sech fir de BFP interesséiert an 73 Kandidaten si fir den Opnamexamen den 11. Juli zougeloo ginn. 50 Kandidaten hunn um Examen deelgeholl an 32 vun hinne sinn ugeholl ginn; 4 vun hinne goufen „conditionnellement“ ugeholl, dat heescht, dass si Defiziter an engem Fach hunn an eng Remédiatioun musse maachen.

Incident grave lié au service Adapto | Question **8161** (17/07/2023) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Selon des informations circulant sur les réseaux sociaux, un chauffeur du service Adapto aurait déposé ce samedi, le 15 juillet 2023, une personne en chaise roulante, incapable de se déplacer soi-même et de communiquer clairement, devant un bâtiment inoccupé sur un terrain privé des CFL à Bettembourg, au lieu de la déposer devant la maison de soins. Malgré des recherches lancées par la famille et l'aide de la police de Dudelange, la personne n'aurait été découverte que quatre heures plus tard, vers 19.45 heures, par une personne des CFL.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?
- 2) Dans l'affirmative, comment un tel incident grave a pu se produire ? Est-ce que la question de la responsabilité est déjà clarifiée et quelles seront les suites ?
- 3) Comment peut-on éviter à l'avenir de tels incidents potentiellement dangereux pour les personnes transportées en situation de handicap ?

Réponse (17/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée soulève à juste titre un incident déplorable qui s'est produit en date du samedi 15 juillet 2023 à la fin d'un trajet du service de transport pour personnes handicapées Adapto.

ad 1) Je peux malheureusement confirmer les informations de l'honorable Députée. Un usager du service a été déposé à côté d'un bâtiment CFL à Bettembourg au lieu de l'adresse indiquée dans la réservation, non loin du bon endroit. La personne en question était en situation de handicap et en chaise roulante ; pour ce qui est de ses capacités de communication, je ne peux pas m'y prononcer.



ad 2) Le poste de commande de l'Administration des transports publics avait été saisi en urgence ce 15 juillet, pour la raison que l'usager en question n'était toujours pas arrivé à destination, et ceci plus de 3 heures après l'heure d'arrivée prévue.

Les premières analyses ont été entamées dans l'immédiat et la société de transport a été interpellée. Les raisons de l'incident semblent être une combinaison malheureuse de plusieurs facteurs, dont voici le détail :

- Malgré que l'usager en question doit obligatoirement être accompagné par une 3^e personne lors du transport Adapto, l'usager a voyagé seul ;
- Or et malgré le fait que l'usager était seul, le conducteur a assuré son transport, ce qu'il n'aurait pas dû faire ; suivant les informations de la société de transport, un membre de la famille était sur place lors de la montée du client dans le véhicule au lieu de départ, et aurait assuré au conducteur qu'une autre personne allait attendre et prendre en charge le client à destination ;
- Vers la fin du trajet et aux alentours de destination indiquée dans le système de réservation, le client aurait demandé au conducteur de le déposer à un autre endroit, un peu plus loin de la destination. Le conducteur s'est fait confirmer le nouvel endroit par le client, et l'y a déposé puisque le client réaffirmait sa demande et indiquait qu'une personne allait le prendre en charge. Le conducteur a finalement déposé le client, pour continuer son service puisqu'il devait aller prendre le prochain client.

ad 3) L'incident a fait ressortir de manière cruelle, surtout pour l'usager et ses proches, qu'il est indispensable que les conditions d'utilisation et les procédures de fonctionnement soient respectées par chacun des acteurs. L'incident confirme aussi que le principe d'un accompagnement dans le transport Adapto constitue un élément de sécurité essentiel du transport. L'acceptation de ces conditions par le requérant fait partie de la demande pour bénéficier du service, elles sont publiées en ligne sur les sites de mobilité.lu et guichet.lu.

Un certain nombre de mesures et de procédures sont déjà en place et leur respect scrupuleux est tout autant important.

Un établissement minutieux des demandes d'accès et des certificats médicaux permettant à la cellule d'évaluation un traitement consciencieux des demandes d'accès, une indication précise des informations importantes dans le système de réservation et une mise à jour régulière des besoins spécifiques des bénéficiaires du service, sont indispensables pour assurer un transport sûr.

Une formation adéquate du personnel de conduite et des instructions régulières quant au fonctionnement existent de la part de l'Administration des transports publics et devront être répétées, elles sont d'une importance primordiale pour garantir la sécurité du service.

Le personnel de conduite peut à tout moment joindre le centre d'appel de l'Administration des transports publics et une prise en charge des appels d'urgence est garantie tout au long des heures de fonctionnement de l'Adapto à travers la permanence assurée par le poste de commande. Pour l'incident en question, et en cas de doute sur une adresse, le conducteur aurait pu appeler pour demander des précisions quant à la destination ou la procédure à suivre.

La digitalisation du service pourra évoluer encore davantage et mes services du Département de la mobilité et des transports et de l'Administration des transports

publics se concerteront en vue des pistes d'amélioration du service et d'un suivi des transports en temps réel.

Accord de transfert de données entre les États-Unis et l'Union européenne | Question 8162 (17/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Säit dem 11. Juli ass dat neit Dateschutzofkommen tëscht der EU an den USA a Kraaft. D'Ofkommen ersetzt de „Privacy Shield“ Accord, deem duerch Kloe bei der CJUE gekippt gi war. D'Dateschutzorganisatioun Noyb, déi fir d'Enn vum „Privacy Shield“ verantwortlech war, huet awer och dat neit Ofkommen als Kopie vun deem ale kritiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

- A wéi enge Reunioun war den Accord am EU-Conseil oder dem Ministerrot Thema?
- Ass Lëtzebuerg der Meenung, dass ënnert dem neien Ofkommen den Austausch an d'Späicherung op US-Serveren den europäeschen Dateschutzstandard-entreprécht?
- Hat Lëtzebuerg Remarque par rapport zum Text gemaach?
– Wa jo, wéi eng?
– Wann nee, hat Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, dëst ze maachen?
– Sinn dës Remarken an de finalen Text agefloss oder net?

Réponse (22/08/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Den Transfert vun Donnéeën vu Lëtzebuerg oder aneren EU-Länner an Drëttlänner (ausserhalb vun der Europäescher Unioun) gëtt vum Kapitel V vum generellen europäeschen Dateschutzreglement (GDPR) regléiert, deem den Europäer en héije Schutzniveau vun hiren Donnéeën garantéiert.

Nodeems am Juli 2020 d'Decisioun „Privacy Shield“, déi den Transfert vun Donnéeën tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staate vun Amerika gereegelt huet, vum Geriichtshaff vun der Europäescher Unioun (Schrems II Urteel) fir ongëlteg erkläert gouf, huet d'Europäesch Kommissioun mat den USA intensiv verhandelt, fir besser Konditiounen fir de Schutz vun de perséinlechen Date vun EU-Matbierger ze schaffen.

Dës Verhandlungen hu schlussendlech dozou gefouert, dass den amerikanesche President sougenannten „Executive Orders“ adoptéiert huet, déi nei Garantien fir Europäer virgesinn: ënnert anerem betreffend den Zougang zu perséinlechen Donnéeën vun Europäer fir déi amerikanesch national Sécherheitsautoritéiten, an en zweestufigen onofhängegen Appellmechanismus, fir datt d'Europäer hir Rechter an Usproch huele kënnen. Am Kader vun dësen Entwécklungen huet d'Europäesch Kommissioun eng Evaluatioun vum amerikaneschen Dateschutzsystem gemaach. Vu dass déi Bewäertung positiv ausgefall ass, huet den 13. Dezember 2022 d'Europäesch Kommissioun en Entwurf fir eng Adäquatiounssentscheidung (EU-US Data Privacy Framework oder DPF) proposéiert, an am Kader vum Komitee, dee vum Artikel 93 vum GDPR virgesinn ass, eng Examensprozedur mat de Memberstaate lancéiert.

Lëtzebuerg huet aktiv dësem Austausch deelgeholl mam Zil, fir den Datefloss ze garantéieren op Basis vun engem stabillen a vertrauenswidergegen Accord, deem Individue schützt a Rechtssécherheet fir Firmen ubitt. Och de „European Data Protection Board“ (EDPB), wou d'CNPD vertrueden ass, an

d'Europaparlament hunn hir respektiv Positiounen zu der DPF Propos presentéiert. Dës gouf iwwerschaft, fir d'Kommentare vun de verschiddenen Acteuren ze berécksiichtegen.

D'Examensprozedur mat de Memberstaaten huet d'DPF-Propositioun positiv aviséiert, inklusiv Lëtzebuerg, sou dass d'Europäesch Kommissioun deemno den DPF den 10. Juli 2023 ugeholl huet. Mat dëser Entscheedung erkennt d'Europäesch Unioun, dass den amerikanesche System, dank den neie Garantien, e Schutzniveau vu perséinlechen Donnéeën garantéiert, deem equivalent mam europäesche System ass.

Zousätzlech ass eng éischt Evaluatioun vum DPF ee Joer no senger Adoptioun geplangt. Weider Evaluatiounen wäerten op d'mannst all véier Joer stattfannen. Schlussendlech ass et virgesinn, den DPF zu all Moment kënnen ze ënnerbriechen, ze änneren oder zeréckzezéien, falls de Schutzniveau vun de perséinlechen Donnéeën an de Vereenegte Staate vun Amerika sollt erofgoen.

Travaux sur l'A13 | Question 8163 (17/07/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Opgrond vun engem Chantier an Aarbechten op der A13 Richtung Péiteng op der rouer Bréck bei Schëffleng, ass déi riets Spuer laut Medieninformatiounen „bis op Weideres“ gespaart. De 17. Juli 2023 moies ëm 6.00 Auer sollt d'Spuer opgoen, bis se dunn um 8.00 Auer nees zougaangen ass.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Aus wéi enge Grënn huet déi riets Spuer no esou kuerzer Zäit rëm misse gespaart ginn?
- Wéi eng Zäitfenster ass mat „bis op Weideres“ gemengt?

Réponse (16/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et missten Aarbechten um Trottoir vun der Bréck duerchgefouert ginn, déi ee réischt, nodeems déi riets Spuer a Richtung Péiteng fir de Verkéier gespaart war, an Ugrëff konnt huelen.

Virdru war dëst net méiglech, well de Verkéier op der rietser Spuer gefuer ass.

D'Aarbechte konnte virum Kollektivcongé ofgeschloss ginn.

Examen du permis de conduire | Question 8164 (18/07/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Eisen Informatiounen no falen aktuell ronn 50 % vun de Leit beim éischte praktesche Führerschäinsexamen duerch a kréien zum Deel während der Faart Fale gestallt. Dës Zuele confirméiert de Minister och a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7521 a schwätzt vun engem Taux d'échec vu 47,5 % fir d'Joer 2022.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem héijen Taux d'échec?
- Wéi hunn d'Zuelen iwwert déi lescht 10 Joer evoluéiert?
- Wéi gedenkt d'Regierung, dës Zuelen ze verbessern?

– Kann d'Regierung confirméieren, dass d'Fahrprüwer de Kandidate Fale stellen?

– Wat kascht de Führerschäin ee Fuerufänger an der Moyenne, wann een den Taux d'échec mat arechent?
• Wéi steet Lëtzebuerg do par rapport zum Ausland?

Réponse (14/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Taux de réussite beim Führerschäinsexamen.

Et ass effektiv esou, dass den Taux d'échec beim praktesche Führerschäinsexame sech an de leschte Jore bei ronn 50 % agependelt huet. Dëst ass en Effekt, deen een och an anere Länner feststelle kann. Sou lounge d'Duerchfallquote fir de praktesche Führerschäinsexamen an Däitschland bei ronn 40 %, a Frankräich bei ronn 42 % an an der Belsch bei ronn 45 % an der rezenter Vergaangenheet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Experten erklären sech dëse Phenomeen ënnert anerem mat der verännerter Approche vun de jonke Führerschäinskandidaten zum Führerschäin an der Mobilitéit als solches. Engersäits huet de Führerschäin bei ville Jonken en anere Stellwäert wéi nach virun 20 Joer, wat mat de verännerte Mobilitéitsgewunnechten (alternativ Mobilitéit oder och de gratis ëffentlechen Transport) ze erklären ass. Dëst féiert awer och dozou, dass déi jonk Chaufferen net méi esou bei den Elteren am Auto de Verkéier ophuele léiere wéi fréier, well si oft net méi op de Verkéier als Bäi- oder Matfuerer oppassen (Smartphone) an esou vill Reflexer an Automatismen net méi hunn oder kennen, iert si an eng Fahrschoul kommen an dat dann do eréischt léiere mussen. Dozou kënn awer och, dass de Verkéier ëmmer méi komplex gëtt a stänneg zouhëlt, aner nei Verkéiersteilnehmer wéi z. B. d'Trottinetten oder och den ëmmer zouhuelende Vëloverkéier verlaangen de jonke Chaufferen ëmmer méi of.

Fir op dës Entwécklungen ze reagéieren, muss effektiv an Zukunft méi de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness“ geluecht ginn. Fir insgesamt déi jonk Chauffere besser op d'Erausforderunge vum moderne Verkéier virbereeden ze kënnen, misst een eventuell bei enger Reform vum Apprentissage driwwer nodenken, fir d'Ziel vun den obligatoreschen Stonnen an d'Luucht ze setzen, fir esou dann och den Taux d'échec erofzekréien.

Wat d'Führerschäinsexamen ugeet, esou ass awer ze betounen, dass d'Examineuren, déi all staatlech agreéiert an assermentéiert sinn, kengem Kandidat eng Fal stellen.

Wat d'Käschte fir de Führerschäin ugeet, esou läit den duerchschnëttleche Präis (fir Theorie a 16 Stonne Praxis) bei ronn 1.600 Euro, wat awer vu Fahrschoul zu Fahrschoul variéiere kann, well d'Präisser net reglementéiert sinn. Bei engem Echec kommen dann am Schnëtt nach emol ronn 750 Euro dobäi.

Wat d'Ausland ugeet, esou läit laut ADAC de Präis vun engem Autoführerschäin an Däitschland tëschent 2.106 a 4.456 Euro, jee nodeems, wéi vill Stonnen ee muss huelen, fir den Examen ze packen. An der Belsch läit de Führerschäin jee no Quell bei ronn 1.700 Euro an a Frankräich bei ronn 1.800 Euro.

Contournement des sanctions contre la Russie | Question **8165** (18/07/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Schonn am Februar war de Verdacht opkomm, dass déi lëtzebuergesch Firma G-Core Labs SA als Fournisseur vun engem Content Delivery Network d'EU-Sanktiounen

géint Russland ënnerlaf hätt. De Kommunikatiouns- a Medieminister huet a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7623 vum 21. Mäerz erkläert, dass d'Entreprise kontrolléiert an de verbuedene Contenu gelöscht gi wier. Laut rezente Berichter an den däitsche Medien soll d'Firma G-Core Labs de Kontakt zum Sender Russia Today (RT) net direkt an och net ganz ofgebrach hunn. Laut den Auteurs vum Artikel kéint bewise ginn, dass et bis Enn Abrëll eng Verbindung gouf tëschent G-Core Labs an de Serveren, iwwert déi RT Contenu verbreet gëtt.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen, dass d'Firma G-Core Labs SA d'Kontakt mat RT net direkt a komplett ofgebrach huet, nodeems si am Mäerz mat de Virwërf konfrontéiert gi war?

– Wann nee, wat wëllt d'Regierung maache fir sécherzestellen, dass d'Firma G-Core Labs SA d'EU-Sanktiounen géint Russland net weiderhin ënnerleef?

2. Sinn der Regierung nach aner Lëtzebuurger Firma bekannt, déi d'EU-Sanktiounen géint Russland an de leschte Méint ënnerlaf hunn?

Réponse (22/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. De Sujet ass schonn an enger anerer parlamentarescher Fro beäntwert ginn, mir bidden den honorabelen Deputéierten, sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8157 ze referéieren.

ad 2. Der Regierung hires Wëssens ass de Parquet nach an 2 aneren Affäre saisiéiert ginn.

Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) | Question **8166** (19/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

„D'Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) fir d'Schüler, déi ee Schoulbroch riskéieren oder schonn ofgebrach hunn, sinn eng wichteg Mesure, déi d'Verlängerung vun der Schoulpflicht begleet. [...] Aktuell gëtt et schonn eng Partie CISPen, an et sollen nach anerer a verschiddene Regiounen vum Land geschaf ginn.“ Dëst steet an der aktueller Ausgab vun „EduZoom“ ze liesen, déi virun e puer Deeg vum Educatiounsministère un d'Eltere vu Schüler gemailt ginn ass.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend richten:

1. Wou am Land gëtt et aktuell e Centre d'insertion socioprofessionnelle?

2. Wéi vill wäerten der gebraucht ginn, wann d'Schoulpflicht bis 18 Joer voll gräift?

3. Op wéi enge Plazen am Land sinn der nach geplangt a bis wéini sollen déi operationell sinn?

4. Muss nach eng gesetzlech Basis fir d'Centres d'insertion socioprofessionnelle geschafe ginn?

– Wa jo, wat genau muss gesetzlech gereegelt ginn?

Réponse (12/10/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Vun der Schoulreintree 2023/24 u gëtt et véier Centres d'insertion socioprofessionnelle:

- de Centre Formida (ARCUS ASBL) zu Esch-Uelzecht,
- de Centre Movida (ARCUS ASBL) zu Furen,
- d'Jongheem (SOLINA ASBL) zu Bartreng an
- de Liewenshaaf (Päerd's Atelier ASBL) zu Mëttscheid.

ad 2. an 3. E Centre d'insertion professionnelle (CISP) ka Jonker mat verschiddene Profiller ophuelen. Déi schoulpflichteg Schüler tëschent 16 an 18 Joer, déi vun deem neie Gesetz iwwert d'Verlängerung vun der Schoulpflicht betraff sinn, sinn nëmmen een Deel vun der Populatioun. Donieft kënnen esouwuel Schüler tëschent 12 a 16 Joer, wéi och Jonker, déi net méi schoulpflichteg sinn, opgehooll ginn.

Am Kontext vun der Verlängerung vun der Schoulpflicht ass d'Betreiung an de Centres d'insertion socioprofessionnelle nëmmen eng Mesure ënner anere fir Jonker, déi ee Schoulbroch riskéieren oder d'Schoul schonn ofgebrach hunn.

Déi geographesch Verdeelung vun de CISPen hëngt esouwuel vun de Kandidaturen of, déi wäerte gestallt ginn, wéi och vun der Lag vun de Partnerlycéeën.

En internen Aarbechtsgrupp am Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) wäert unhand vun dësen Donnéeën en nationale Plang ausschaffen.

ad 4. Aktuell ginn d'Aktivitéiten an engem Centre d'insertion socioprofessionnelle engersäits duerch d'Lycéesgesetz an andersäits duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 17. August 2011 gereegelt.

– Am Artikel 9 vum Lycéesgesetz (loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) ass virgesinn, dass Schüler ausserhalb vum Lycée, oder an enger Institution spëzialiséiert kënnen beschoult ginn. D'Coursé gi gehal vum Enseignant an dem Lycée an d'Schüler bleiwen am Lycée ageschriwwen. De Volet vum Enseignement gëtt vum Lycée organiséiert an assuréiert, sou dass den Träger do net intervenéiert.

– Den non-formale Volet vum Centre gëtt vun engem Träger assuréiert, mat deem de Ministère eng Konventioun ënnerschreift, an deen een Agreement kritt. Den Agreement gëtt ausgestallt op Basis vum Artikel 2.7. vum Règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

De Gesetzesprojet Nr. 7994 portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles [...] gesäit am Artikel 17 den Accueil an engem Centre d'insertion socioprofessionnelle als eng vun de Mesures d'accueil de jour vir, dëst fir Jonker, déi am Décrochage scolaire sinn, oder riskéieren ze décrochéieren.

Alphabétisation en langue française | Question **8167** (19/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

En septembre dernier, à la rentrée scolaire 2022-2023, le projet pilote de l'alphabétisation en langue française fut lancé dans quatre écoles de l'enseignement fondamental public, à savoir à Larochette, à Dudelange (École Deich), à Differdange (École fondamentale Oberkorn) et à Schifflange (École Nelly Stein). Le projet pilote se limitait à une classe de la première année du cycle 2 à Schifflange respectivement à trois classes du cycle 1 dans les trois autres communes, dont une partie des élèves intégreront le cycle 2 en 2023-2024.

Avant d'intégrer une école de l'enseignement secondaire, selon la réponse du ministre à ma question parlementaire du 8 avril 2022, ces élèves seront regroupés avec leurs camarades alphabétisés en allemand au cycle 4: „De Pilotprojet ass esou ugeluecht, dass d'Schülerinnen an d'Schüler, egal op wéi enger Sprooch se alphabétiséiert ginn, den noutwennege Sproochesbagage hunn, fir souwuel an de Lycéeën mat traditionelle Programmer wéi och an de Lycéeën mat internationalen oder europäesche Programmer hiren Ofschloss kënnen ze maachen. D'Zesummeffierung

soll um Enn vum Cycle 4 geschéien, soudatt déi normal Orientatiounsprozedur ugewannt ka ginn.“

C'est dans ce contexte que je voudrais interroger Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures qui seront mises en place afin de garantir que les élèves alphabétisés en français ainsi que leurs camarades alphabétisés en allemand auront atteint un niveau linguistique comparable dans les deux langues, au moment où ils seront regroupés au cycle 4 ?

– De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il garantir qu'au bout de leur parcours scolaire dans l'enseignement fondamental les élèves alphabétisés en français seront aptes à intégrer un établissement de l'enseignement secondaire public « traditionnel » ?

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les élèves alphabétisés en français seront prioritairement orientés vers un établissement des écoles internationales publiques ?

• Dans l'affirmative, pour quelle raison ?

Réponse (29/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Dans le cadre du projet pilote, les socles de compétences à atteindre pour la langue française comme pour la langue allemande sont fixés de façon à ce que les élèves atteignent à la fin de l'enseignement fondamental un niveau leur permettant de prendre pied dans l'enseignement secondaire. Afin d'atteindre les objectifs définis par le plan d'études, les enseignants participant au projet pilote sont tenus de mettre en œuvre des mesures de différenciation pédagogiques telles que prévues à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental applicable pour toutes les classes de l'enseignement fondamental.

Il n'est pas prévu d'orienter les élèves alphabétisés en français prioritairement vers les écoles internationales publiques. Il s'agit d'une alternative supplémentaire d'orientation qui s'offre aux élèves alphabétisés en allemand ou alphabétisés en français lors de leur passage vers l'enseignement secondaire.

Pour de plus amples informations concernant le projet pilote, nous vous invitons à consulter le site Internet <https://alpha.script.lu>.

Raccordement au réseau de distribution de gaz naturel | Question **8168** (19/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Klimawandel an de Krich an der Ukrain hunn dozou gefouert, datt déi energieatesch Transition méi séier wéi geplangt muss ëmgasat ginn. Et war scho méi laang geplangt, fir lues a lues aus de fossilen Energien erauszeklammen an alternativ Energiequellen ze notzen. Dozou gehéiert de Stroum an als Instrument d'Wärmepompe. Ab 1. Januar 2023 mussen och all Neibauten dem energieatesche Standard A+ entspriechen.

Duerch dës Decisiounen kënnen awer elo speziell Situatiounen entstoen, déi dozou féieren, datt Investitiounen an d'Gasnetz, déi och nach um Terrain realiséiert goufen, well se viru Jore geplangt a virgeschriwwen waren, sech net méi notze loosse.

Sou ass mir z. B. zu Ouere komm, datt e fuschneit Lotissement (PAP), wou d'Prozeduren iwwer 15 Joer gedauert hunn, bis datt et endlech fäerdeggestallt konnt ginn, net méi d'äerf un de Gasreseau

ugeschloss ginn, obwuel d'äer awer expressis verbis bei der Planung virgeschriwwen gi war.

Elo muss all nei Wunneng mat enger Wärmepompe equipéiert ginn, obwuel d'Plang absolutt net dono ausgeluecht gi waren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie folgend Froe stellen:

– No wat fir enge Bestëmmungen ass et verbueden, fir d'äer fäerdeg PAP, deen noweislech virum 1. Januar finaliséiert gouf, un de Gasreseau unzeschliessen?

– Ass et net méiglech, fir an d'äsem spezifesche Fall eng Iwwergangsléisung ze fannen, wou de Gas nach eng Zäit genotzt ka ginn?

– Gëtt et nach iwwer Land änlech Situatiounen, wou e fäerdeg Lotissement net méi un de Gas d'äerf ugeschloss ginn?

Réponse (04/08/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Mam „règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments“ (Energiepass-RGD) ass, nieft verschiddenen aneren Upassungen am Sënn vun der Dekarboniséierung vun den nei gebaute Gebaier, eng Ännerung vun der Referenztechnologie fir den Heizungssystem agefouert ginn, dat heescht, de Gas-Brennwäert-Kessel ass duerch eng Loft-/Waasser-Wärmepompe ersat ginn. Dës Ännerung bedeit konkret, dass bei der Berechnung vum Energiepass fir een neit Gebai, d'äer mat enger Gasheizung d'Ufuerderunge betreffend d'Primärenergie, déi duerch eng Wärmepompe als Referenz vergi sinn, praktesch net méi kann erreichen an deemno eng Wärmepompe fir all neit Gebai d'Standardléisung ass. Dës Ännerung ass fir all Baugeneemegung, déi säit dem 1.1.2023 fir ee Wunnegebaier erdeelt gëtt, a Kraaft. Bei Baugeneemegungen, déi bis den 31.12.2022 erdeelt goufen, konnt een neit Wunnegebaier nach mat enger Gasheizung gerechent an equipéiert ginn. Et sief drop higewisen, dass dës Iwwergangsphas vun innerhallwem Joer, also vum Akraafttriede vum Energiepass-RGD den 9. Juni 2021 bis zum 1. Januar 2023, extra esoulaang gewielt gouf, fir et dem Secteur ze erlaben, sech op déi nei Ufuerderungen anzustellen an d'Gebaier entspriechend kënnen ze plangen.

Ob een neit Wunnegebaier kann un de Gasreseau ugeschloss ginn oder net, ass onofhängeg vum Gasreseau selwer a vum PAP, mee hänkt dovunner of, wéini d'Baugeneemegung fir dat betreffend Gebai erstallt ginn ass (virum oder ab dem 1.1.2023).

Dës Ännerung vun der Referenztechnologie op eng Wärmepompe ass mat dee wichtegste Schrëtt, fir dass all Neibau vun engem Gebai esou gebaut gëtt, dass net méi op fossill Energien zeréckgegraff gëtt an d'äer ass ee ganz weesentleche Baustee fir d'Dekarboniséierung vun de Gebaier zu Lëtzebuerg am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang an am Kader vun den europäeschen Ziler fir d'Reduktioun vun den Zäregaser an d'Energieeffizienz.

D'Iddi, fir d'Referenztechnologie vun enger Gasheizung op eng Wärmepompe fir Neibauten ëmzestellen, ass bei engem Event mam Secteur schonn den 10. Dezember 2018 eng éischte Kéier presentéiert ginn an dunn am Kader vun der Ufro fir d'Avise zum Projet zum Energiepass-RGD den 29. Juni 2020 och offiziell kommunizéiert ginn.

Bei engem Neibau vun engem Wunnegebaier ass et haut scho Standard, fir eng Wärmepompe anzusetzen, an et mécht wierklech kee Sënn an ass och aus technescher Siicht net néideg, fir eng Iwwergangsléisung op Basis vun engem fossille Brennstoff wéi dem Gas virzugesinn.

Wéi scho virdrun erkläert, ass et net explizitt verbueden, an engem Lotissement ee Gasreseau virzugesinn, mee doduerch, dass d'Referenztechnologie fir den Heizungssystem zanter dem 1.1.2023 d'Wärmepompe ass an et doduerch rechneresch quasi net méiglech méi ass, mat enger Gasheizung de verlaangte Standard aus dem Energiepass-Règlement ze erfëllen, wäerten och keng Gasheizunge méi an neie Wunnegebaier installéiert ginn. Doduerch besteet och kee wirtschaftlechen Interêt méi, fir weiderhi Gasreseau an neie Lotissementer virzugesinn.

Travaux de réfection le long de la route B7 entre Ingeldorf et Schieren | Question **8169** (19/07/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Entre Ingeldorf et Schieren des travaux de réfection modestes ont été effectués récemment le long de la route B7. Force est de constater que la couche de roulement du pont routier sur la Sûre est en voie de se dégrader si bien qu'il mérite de réfléchir à son renouvellement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-il prévu de renouveler la couche de roulement du pont routier de la B7 dans un avenir proche ?

2) Comment les flux de trafic passant par ce pont ont-ils évolué depuis 2018 ?

3) Serait-il nécessaire de procéder à d'autres travaux de réfection et de sécurisation le long de la B7, notamment sur le pont routier ?

Réponse (16/08/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Il n'est pas prévu de renouveler la couche de roulement de l'ouvrage d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » dans un avenir proche.

ad 2) Entre 2018 et 2023, le nombre de véhicules passant sur l'ouvrage d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » est resté relativement stable à l'exception de l'année 2020 (début de la crise sanitaire).

Le nombre de véhicules comptés par jour (3 jours moyens) dans les deux sens combinés tourne autour des 22.500 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) La réalisation des réhabilitations complètes des ouvrages d'art OA1120 « Viaduc Ingeldorf » et OA1122 « Viaduc de Schieren » situés sur la B7 est prévue en concordance avec les réflexions menées dans le cadre du Plan national de mobilité 2035.

Évaluation de l'alphabétisation en langue française | Question **8170** (20/07/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Géintiwuer der Press huet den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend sech d'äer Deeg zefridde mam Pilotprojet ronderëm d'Alphabetisatioun vu Schüler op Franséisch am Cycle 1 an der Grondschoul gewisen. Him léich um Häerz, dass een de Projet spéiderhi verallgemengere kéint. De Feedback wier jiddefalls positiv, heescht et vusäite vum SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques).

Éier et zu enger Auswäitung vun der Alphabetisatioun op Franséisch mat Bléck op d'Rentrée 2026/2027 kënn, soll de LUCET (Luxembourg Center for

Educational Testing) de Pilotprojet via Questionnairen un d'Elteren, standardiséiert Epreuven a Reflexiounsgruppen auswäerten, heescht et. Éischt Resultater sollen 2024 virleien, an e méi approfondéierten Tëschebilan soll laut Site vum Ministère 2026 erauskommen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech am Detail driwwer informéieren, wouranner déi Questionnairen un d'Elteren an déi standardiséiert Epreuv wäerte bestoen a wat an deene Reflexiounsgruppe konkret wäert ugeschwat ginn?

– Wéi eng Kompetenze vun de Kanner ginn evaluéiert?

– Wéi gëtt d'Objektivitéit vun dëser Evaluatioun garantéiert?

Réponse (29/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Pilotprojet „Zesumme wuessen! – Alphabetisierung op Franséisch“ gëtt vum LUCET (Luxembourg Centre for Educational Testing) am Laf vun deenen nächste Joren am Kader vum nationale Schoulmonitoring, de längsschnëttlech ugeluechten Épreuves standardiséies (kuerz ÉpStan), wëssenschaftlech begleet. Dofir ginn d'ÉpStan och an deenen nächste Jore kontinuierlech ausgebaut.

An de franséische Pilotklassen am éischte Joer vum Cycle 2 ginn, genau wéi an deene Klassen, déi op Däitsch alphabetiséiert ginn, Tester zum lëtzebuergeschen Héiervirstoen an zur Mathematik duerchgefouert. Well an de franséische Pilotklassen den Accent net um Däitschen, mee um Franséische läit, ginn zur Erfaassung vun de Virleefefäegkeete vun der Alphabetisierung op Franséisch folgend zwee zousätzlech ÉpStan-Tester duerchgefouert:

– compréhension de l'oral en français;
– premiers pas vers l'écrit.

Esou wéi fir déi aner ÉpStan-Tester, ginn dës konzeptuell änlech Tester vu Fuerscher an Enseignanten zesummen an Aarbechtsgruppen entwéckelt.

Nieft de Kompetenztester wäerten d'Schüler aus dem Pilotprojet och déi existéierend ÉpStan-Questionnairen zur Motivatioun, fir op Franséisch ze léieren, ausfüllen. D'Elterequestionnairen, wéi et se haut gëtt, ginn net just duerchgefouert, mee och erweidert (zum Beispill am Bezuch op d'Aart a Weis, wéi Elteren hir sproochlech Méiglechkeeten aschätzen, hir Kanner an hirem scholesche Léieren ze ënnerstëtzen).

Schliisslech wäerten och Reflexiounsgruppen an d'Liewe geruff ginn, an deene sech mat den Elteren iwwer d'Wuelbefanne vun de Kanner an d'Méiglechkeete vun den Elteren, fir de Léierprozess ze ënnerstëtzen, berode gëtt.

Fir méi Informatiounen zum Pilotprojet invitéiere mir Iech, den Internetsite <https://alpha.script.lu> ze konsultéieren.

Fir d'Objektivitéit ze garantéieren, gouf en externe Partner mat der Etude beoptraagt.

Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier | Question 8171 (20/07/2023) de M. André Bauler (DP)

Ech si gewuer ginn, datt eng industriell Firma, déi am Beräich vun der Fabrikatioun vu prefabrizéierte metallesche Gebaier spezialiséiert ass, hir Produktioun ze Dikrich soll zoumaachen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Aarbechtsminister riichten:

– Kann den Här Wirtschaftsminister mech am Detail driwwer informéieren, ob hie schonn iwwer dës Decisioun vum Management vun där Firma a Kenntnis gesat ginn ass? Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir dës méiglech Fermeture a wat hunn d'Gespräicher erginn?

– Weess den Här Aarbechtsminister, wéi vill Aarbechtsplazen hei um Spill stinn? Ass schonn eng Demande fir d'„aide au réemploi“ ugefrot ginn?

– Wäert den Här Wirtschaftsminister, zesumme mat de Verantwortleche vun dëser Firma, versichen, fir den Knowhow vun dësem Betrib, deen iwwer 60 Joer hei zu Lëtzebuerg installéiert ass, an déi domat verbonnen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze halen?

Fermeture d'un fournisseur de solutions de construction en acier | Question 8172 (20/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

La société anonyme Astron Buildings SA, établie et ayant son siège social à L-9230 Diekirch, 34, route d'Etteblbruck, a pour objet social l'achat et la distribution, la vente et la fabrication, l'usinage et l'assemblage de pièces de fonderie ou autres produits métallurgiques, le commerce et le montage de bâtiments à structures métalliques et travaux de constructions connexes.

D'après nos informations, la société en question envisage la cessation de ses activités de production sur le site sis à Diekirch, ce qui impliquerait une suppression considérable de postes de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la situation au sein de la société anonyme Astron Buildings SA et comment l'évalue-t-il ?

– Que compte faire le Gouvernement pour venir en aide aux salariés concernés par une éventuelle cessation des activités de la société en question ?

Réponse (18/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le Gouvernement est au courant de la situation au sein de la société Astron Buildings, celle-ci se trouve actuellement dans une situation où elle est tenue de se restructurer afin d'assurer sa pérennité et sa compétitivité sur un marché international en transformation et qui devrait rester tendu sur le long terme. 95 emplois sur 142 au total sont impactés.

Le Gouvernement regrette la cessation des activités de production au Luxembourg et la suppression des emplois qui y sont liés, néanmoins des discussions constructives ont été menées entre partenaires sociaux, à l'issue desquelles un plan de maintien dans l'emploi a été signé. Le Gouvernement constate donc que le modèle du dialogue social luxembourgeois a de nouveau permis de trouver des solutions équilibrées en tenant compte des besoins respectifs de la société et des salariés.

Des représentants aussi bien du Ministère de l'Économie que du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire étaient présents lors des négociations du plan de maintien dans l'emploi, afin de soutenir les partenaires sociaux dans la mise en place d'un tel plan. L'aide temporaire au réemploi est une des mesures qui figurent dans le plan de maintien

dans l'emploi convenu entre les partenaires sociaux. Ce plan de maintien dans l'emploi a été avisé favorablement lors de la séance du Comité de conjoncture du 25 juillet 2023.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a homologué en date du 26 juillet 2023 le plan de maintien dans l'emploi en question. Cette homologation permet aux parties concernées de bénéficier de modalités spécifiques et plus avantageuses en ce qui concerne les mesures et aides retenues. Parmi celles-ci, les mesures suivantes ont été retenues dans ce plan de maintien dans l'emploi :

- chômage partiel ;
- prêt temporaire de main-d'œuvre ;
- aide temporaire au réemploi ;
- préretraite ajustement ;
- préretraite pour travailleurs postés et travailleurs de nuit ;
- soutien de l'ADEM en ce qui concerne le reclassement des salariés impactés dans une autre entreprise ;
- aide pour salariés âgés ;
- formations cofinancées par le Fonds pour l'emploi pour les salariés visant un nouveau poste interne ou externe.

Un comité de suivi avec des représentants des syndicats OGB-L et LCGB, la direction de l'entreprise et la délégation du personnel a été mis en place. En cas de besoin ou à leur demande, des représentants du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et du Ministère de l'Économie peuvent y participer pour suivre l'application du plan de maintien dans l'emploi et des mesures prévues.

De manière générale, à chaque fois qu'une entreprise est amenée à licencier des salariés, les ministres précoisent l'option d'un plan de maintien dans l'emploi et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et les salariés concernés puissent bénéficier des avantages et instruments qui y sont liés.

Pour soutenir les partenaires sociaux dans ce processus, le Gouvernement fournit diverses aides, en particulier une assistance financière destinée aux employés concernés et aux entreprises, y compris celles qui emploient les salariés impactés sans passer par le chômage ordinaire.

Nouveau bureau pour la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette | Question 8173 (21/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Escher Police sollt een neie Policebüro kréien. Dofir war och schonn een Terrain am Gespréich, dee mengen Informatiounen no awer elo net un d'Police an de CGDIS, mee nëmmen nach un de CGDIS soll goen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

– Kann de Minister dës Informatiounen confirméieren?
• Wa jo, ass schonn eng nei Plaz fir d'Police festgeluecht?
• Wann nee, denkt de Minister net, dass hei scho genuch Zäit vergaangen ass, an et am Dossier méi schnell muss virgoen?

Réponse (17/08/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Et ass richteg, dass zimmlech laang zu Esch gekuckt ginn ass, fir en adequaten neie Site fir déi ganz Servicer vun der Regionaldirektioun Esch (haut „Région Sud-Ouest“) an dem Escher Deel vun der

Police judiciaire, déi haut nach um Boulevard Kennedy schafft, ze schafen. Aus enger Rei vu Grënn wor et schwierig, en adequate Site fir e grousst Policegebai zu Esch ze fannen.

D'Situatioun ass elo sou, dass an deene leschten 2 Joer d'Hauptgebai um Boulevard Kennedy renovéiert ginn ass, an dass en neie Kommissariat fir de Quartier Gare just niewendru gebaut gëtt (fir e Kommissariat op 2 Schichten).

Des Weidere gëtt et eng rezent Decisioun, dass déi ganz Servicer vun der Regionaldirektioun Esch (haut „Région Sud-Ouest“) an dem Escher Deel vun der Police judiciaire zu Raemerech beim Rond-point deemächst en neit Gebai gebaut kréien.

Mat der Entscheidung, datt d'Autobunn geréckelt ginn ass, huet sech do eng adequat strateegesch Plaz fonnt.

Op dem Site wäerten dann dat neit 3-Schichte-Kommissariat vun Esch souwéi och d'Fourrière Süden etoos. D'Planunge fir déi néideg Infrastruktur lafen op Héichtouren – Pläng existéieren an engem Avant-projet.

Tests sur des animaux | Question 8174 (21/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Och wann eng rezent ECI d'Déiereversich ganz staark och an der Grondlagefuerschung kritizéiert an a Fro stellt, sinn se an Europa nach ëmmer eng Realitéit. Och zu Lëtzebuerg. Ënnert der EU NTS Database On The Use Of Animals For Scientific Purposes Under Directive 2010/63/EU kann een d'Unzuel an d'Aarte vu Fuerschungsprojeten hei am Land, déi Déiereversich notzen, nokucken. Dës Datebank ass awer net komplett, well déi Déieren, déi fir d'Versich genotzt ginn, déi eenzeg sinn, déi an de Rapporten ugi ginn. Et sinn nämlech och Déieren, déi fir Projekte geziicht respektiv akaaft ginn, mee um Enn net genotzt (kënnen ginn) an dann dout gemaach ginn, falls keng aner Optioun wéi z. B. Adoptioun méiglech ass.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Etablissementer hu mir zu Lëtzebuerg, déi eng Geneemegung hunn, fir Déiereversich laut Direktiv 2010/63/EU auszuféieren, an a wéi ee Beräich falen déi (Schoul, akadeemesch, Industrie, Pharmaindustrie, CRO-Contract Research Organization)?

2. – Wéi vill Déiere goufen an deene leschten 10 Joer a wëssenschaftlechen Experimenten genotzt? Bei dësen Zuelen net nëmmen déi Déieren, déi fir de Projet validéiert gi sinn, mee och déi, déi fir de Projet geziicht gi sinn an net genotzt konnte ginn (opgelëscht no Joer)? – Wéi vill Déiere waren dat fir edukativ Zwecker (z. B. am Lycée an de Biologiescoursen, fir déi noutwenneg Kompetenzen ze léieren)? Wann der fir dee leschten Zweck benotzt ginn, wousou gëtt hei net op „Dummies“/Modeller gesat, wéi dat och op Veterinäruniversitéite méttlerweil de Fall ass? Wann an de Lycéeën Déieren, déi ënnert dës Gesetzgebung falen, benotzt ginn, wéi ass dat gereegelt?

3. Wat fir een Experiment huet hei am Land an deene leschten 10 Joer zur gréisster Unzuel un Déieren-zucht an Doud gefouert? Wéi vill Déiere waren et? Waren hei d'3R-Prinzipien ugewant ginn?

4. Wéi vill Déiere goufen an de leschten 10 Joer (opgelëscht no Mount) jeeweils als „Stock animals“ vun den Etablissementer, déi Déiereversich maachen, gehalen?

5. D'EU huet sech zum Zil gemaach, d'Déiereversich esou vill wéi méiglech duerch sougenannte NAMs (Non-Animal Methods) ze ersetzen an nëmmen do, wou et nowieslech net anescht méiglech ass, no strengsten Evaluatiounen a Krittären en Déiereversich ze erlaben. Et ass eis zu Ouere komm, dass eng gréisser nei Unitéit fir Déiereversich zu Lëtzebuerg soll kommen.

Kann de Minister dëst bestätegen?

– Wa jo, wat sinn d'Argumenter, fir esou eng Struktur opzebauen? Wat bréngt se eis als Land?

– Wa jo, wat sinn d'Argumenter, fir net dat ëmzesetzen, wat d'Regierung sech laut diversen Artikelen virgeholl huet a wat och d'Zil vun der EU ass, nämlech eng Reduzéierung vun Déiereversich?

– Wa jo, wéi grouss soll dës Unitéit sinn a wat ass de Budget, deen duerfir virgesinn ass (och pro Joer)?

Wat ass am Géigesaz de Budget fir NAMs?

6. Benotzen d'Acteuren, déi hei zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun hunn, fir Déiereversich ze maachen, d'„PREPARE“ an och „ARRIVE 2.0“ Guidelines? Wa jo, gëtt um Enn vun engem Projet eng Evaluatioun gemaach fir ze kucken, ob se sënnvoll an noutwendig waren?

7. Déiereversich solle vun engem sougenannte „vétérinaire désigné“ iwwerpréift ginn. Am Reglement vun 2013 kann ee liesen:

„Art. 24. Tout éleveur, fournisseur ou utilisateur doit disposer de la part d'un vétérinaire désigné, compétent en médecine des animaux de laboratoire, ou d'un expert ayant les qualifications requises, des conseils sur le bien-être et le traitement des animaux.“

Am Ausland gëtt et a verschiddene Länner Mindestkrittäre vun Ausbildung an Erfahrung, fir dass een als Vétérinaire désigné schaffe kann. Dëst gëtt och vun internationalen Associatiounen gefuerdert fir sécherstellen, dass déi Persoun(en) och dat noutwendeg Wëssen an d'Erfahrung hunn, fir déi Funktioun auszeüben.

– Wat sinn déi genee Krittären u Formatioun a Spezialisatioun, déi esou ee Vétérinaire désigné zu Lëtzebuerg muss hunn? Wat sinn d'Mindestufuerderungen zu Lëtzebuerg? Wann se net gefrot sinn, wousou ass dat esou?

– Laut engem Dokument vun der Uni Lëtzebuerg sinn et 1,5 Veterinäre, déi dës Poste 24/7 besetzen, och während de Weekender an de Vakanzen. Ginn dës Informatiounen vun der Autorité compétente iwwerpréift?

– Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi ee Vétérinaire désigné huet, falls e Mëssstänn feststellt? Sinn déi gesetzlech festgeluecht a ginn déi Méiglechkeete vun der Autorité compétente iwwerpréift?

• Wa jo, wéi?

• Wann nee, gëtt et do Iwwerleeungen, fir dës Funktioun méi genee gesetzlech festzeleeën?

– Fir d'Onofhängegkeet vum Vétérinaire désigné ze garantéieren, sollt déi Fonctioun weisungsfräi sinn an et sollt séchergestallt ginn, dass seng Jugementer en net a Situatiounen vun eventuellen Interessekonflikter bréngen.

• Wéi ass dat séchergestallt?

• Wat fir ee Budget steet dësem Posten zur Verfügung, fir seng Kontrollen effizient kënnen ze maachen?

• U wéi enge Reuniounen hëlt de Vétérinaire désigné reegelméisseg deel?

8. Op der Universitét Utrecht an Holland gëtt aktiv dru geschafft, fir déiereversichsfrei Fuerschung duerch eng eege Professur weiderzedreiwen. Wéi steet Lëtzebuerg zum Projet aus Utrecht an ass dat eppes, wat och fir Lëtzebuerg envisagéiert ass? Wéi

eng Initiative gëtt et do konkret a wéi ee Budget ass do virgesinn?

9. Am Reglement vun 2013 kann een dann d'Konditiounen fir den Akaf vun den Déieren noliessen:

„Tous les éleveurs, fournisseurs et utilisateurs doivent présenter une demande écrite, dans une des langues officielles du pays, à l'autorité compétente en vue d'un agrément et d'un enregistrement auprès d'elle. L'agrément peut être accordé pour une durée limitée.“

Wéi eng Fournisseuren hunn am Moment sou eng Geneemegung? Aus wéi enge Länner sinn dës?

Handelt et sech ëm lieweg Déieren oder agefrueren Organismen, déi geliwwert ginn?

10. Laut dem Reglement vun 2013 kann ee liesen, dass et ee „Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques“ gëtt. Dee soll ënnert anerem d'Autorités compétentes beroden. Laut Mémorial B gouf d'Zesummesetzung am Arrêté ministériel du 19 octobre 2021 festgehalen. Wann een d'Gesetzgebung an och d'Ausféierung mat anere Länner vergläicht, déi och um Site vum Agrikulturministère opgelëscht sinn, muss ee feststellen, dass eleng d'Kompositioun vum Comité erstaunlech ass.

– Wéi genee gëtt d'Roll vun dëser Kommissioun ausgeféiert a wie leet se?

– Wat sinn d'Qualifikatiounen an d'spezziell Expertis am Domaine vun den Déiereversich an Eethik, souwéi am „Experimental Design“, déi déi verschidde Membere mussen hunn?

– Ass een oder méi Verrieder vun enger Déiereschutzorganisatioun Member vun der Kommissioun?

– Wéi oft kënn se zesummen?

– Wou kann een d'Rapporte vun der Kommissioun noliessen?

– Ass de Minister der Meenung, dass dës Zesummesetzung sënnvoll ass an dat beschtméiglecht Resultat fir Lëtzebuerg garantéiert? Ass d'Onofhängegkeet vun der Kommissioun garantéiert?

– Ass de Minister der Meenung, dass d'Expertis vun den aktuelle Memberen déi ass, déi sécherstelle kann, dass hei zu Lëtzebuerg een héchste Standard agehale ka ginn?

– Ass de Minister der Meenung, dass et sënnvoll ass, dass d'Autorités compétentes sech selwer beroden?

11. An Holland ginn d'Projete vun der „central authority for scientific procedures on animals“ autoriséiert. Dëst ass eng QUANGO (quasi-autonomous non-governmental organization) mat Experten an den néidege Beräicher. Dëst stellt sécher, dass d'Evaluatioun vun de Projeten onofhängeg a mat héijer Expertis ka gemaach ginn.

Ass de Minister der Meenung, dass d'Beispill aus Holland méiglecherweis och eng Optioun fir Lëtzebuerg wier?

– Wa jo, wéini kéint dëst ëmgesat ginn? Wann nee, firwat?

– Wann nee, gëtt et extern Auditen, déi d'Qualitéit vun deene Prozessen an Evaluatiounen iwwerpréift hunn?

12. Laut EU-Direktiv 2010/63 Punkt 38 soll eng eethesch Evaluatioun an de Memberstaate stattfannen.

– Op wéi engem Niveau passéiert déi?

– Wéi genee gëtt hei virgaangen?

– Wéi eng Experte sinn hei implizéiert?

13. Laut den Internetsäite vum Agrikulturministère gouf zweemol een 3R-Symposium zu Lëtzebuerg ofgehalen, wou Präisser verdeelt gi sinn. De LIST ass hei allkéiers als Gewënner ervirgaangen.

Wéi eng aner Institutiounen hu matgemaach a wéi gutt hunn se ofgeschnidden? Erfüllen si d'3R-Virgaben zu den héchste Krittären, besonnesch déi vum „Replacement“? Wéi ee Gremium huet dës Wettbewerber evaluéiert a wéi eng Krittäre sinn applizéiert ginn? Kann een dozou méi genee Informatiounen anzousch noliesen?

14. Op der Internetsäit vun der Uni.lu kann ee liesen, dass ee Comité éthique pour l'expérimentation animale opgestallt ginn ass.

https://www.uni.lu/research/researchers_research/ethics_policies_and_committees

Wéi een hei lese kann, si just Leit, déi Salarié vum der Uni.lu sinn, an deem Comité representéiert. De President vum deem Comité ass, wéi een nosiche kann, eng Wëssenschaftlerin, déi selwer Déiereversich mécht an de Vizepresident ass laut Dokumenter op der Internetsäit de Manager vun der Maudéierhaltung.

– Wéi gëtt séchergestallt, dass et net zu Interessenskonflikter kënn?

– Wéi vill Gewicht huet den Avis vum deem Comité a wat bedeit dat fir d'Autorisatioun vu Projeten?

– Huet de Comité scho misse Projete stoppen, well de Respekt vun den 3Ren net garantéiert war? Wa jo, wéi oft?

– Huet den LIH, op deem laut Internetsäiten och Déiereversich gemaach ginn, och esou eng Eethikkommissioun? Wa jo, wéi ass déi opgestallt a wéi fonctionéiert se?

– Wéi gëtt dat an aneren Institutiounen, déi Déiereversich maachen, gehandhaabt?

15. Laut dem Règlement vun 2013 muss all Joer a mindestens bei engem Drëttel vun den Utilisateuren vun Déiereversich Kontrolle gemaach ginn.

– Wéi héich war de Prozentsaz u Kontrollen an de leschten 10 Joer (opgeléicht no Joer)?

– Wéi vill Persounen waren am leschte Joer zoustänneg, fir dës Kontrollen ze maachen?

– Wéi eng Qualifikatiounen haten d'Leit, déi déi Kontrollen duerchgefouert hunn? Si bei dëse Kontrollen och extern Experte mat abezu ginn, fir souwuel der Qualitéit wéi och dem potentiellen Interessenkonflikt Rechnung ze droen?

– Sinn an de leschten 10 Joer Nonkonformitéite festgestallt ginn? A wéi engem Beräich sinn an de leschten 10 Joer Verstéiss géint d'Reglement festgestallt ginn, speziell wat de Bien-être animal an d'Anhalen vun den 3R (net d'Konformitéit vun den Infrastrukturen) ugeet?

• Wa jo, wéi vill?

• Wa jo, wat waren d'Konsequenzen?

16. Am Fall vu Verstéiss géint den Déiereschutz gëtt et an anere Länner Whistleblower-Méiglechkeeten, fir am Fall vun Onreegelméissegkeeten déi Persounen ze schützen, déi se rapportéiere wëllen.

Gëtt et esou eng Whistleblower-Méiglechkeet och zu Lëtzebuerg?

– Wa jo, u wie kënnen dës Persounen sech wenden a wéi genee fonctionéiert et?

– Wann nee, firwat net?

17. D'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), fréier Administration des services vétérinaires (ASV), ass zoustänneg, fir d'Anhalen vum ofgeännerten Déiereschutzgesetz vum 2018 grad wéi d'Reglement vun 2013 ze kontrolléieren.

– Wéi vill Persounen sinn am Moment fir dee Beräich bei der ALVA ugestallt?

– Ëm wéi vill voll Tächten handelt et sech? Wéi vill Zäit gëtt fir d'Déiereversich ze iwwerpräiwe benotzt?

– Wat sinn d'Profiler vun de jeeweilige Mataarbechter? Hunn dës Persounen och ausserhalb vun

hiren Tächte bei der ALVA am Beräich vun den Déiereversich Erfahrung?

– Wéi vill Kontrollen huet d'ASV/ALVA an de leschte 5 Joer gemaach?

Réponse (31/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Fro mat dëse Prezisiounen.

ad 1. Dräi Etablissementer hunn zu Lëtzebuerg een Agreement als Établissement utilisateur no dem Artikel 19 vum Règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques (heiderenner ofgekierzt: Règlement vun 2013). Déiere ginn a Beräicher vun der Grondlagefuerschung, transnationaler an ugewanter Fuerschung a fir Formatiounszwecker benotzt.

ad 2. Sait 2014 publizéiert de Landwirtschaftsministère de Bericht mat den Informatiounen, wéi vill Déiere pro Joer an Experimenten benotzt gi sinn. Dës Publikatioun ass am Aklang mat de Virgäbe vun der Annex II vun der Décision d'exécution (UE) 2020/569 de la Commission du 16 avril 2020 établissant un format commun et un contenu d'information pour la transmission des informations à déclarer par les États membres en vertu de la directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques, et abrogeant la décision d'exécution 2012/707/UE de la Commission.

Dësen Tableau gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel vun Déieren, déi vun 2014 bis 2022 a wëssenschaftlechen Experimenten genotzt gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dës Rapporte beinhalten net d'Informatiounen zu Déieren, déi net an Experimenten benotzt ginn.

D'Unzuel vun den Déieren, déi fir Projete geziicht ginn, sinn no dem Artikel 54§1 vun der Direktiv 2010/63/UE all 5 Joer am Kader vum 5-Joer-Implementéierungsrapport ze sammeln:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zu Lëtzebuerg ginn Déieren zu Formatiounszwecker benotzt am Kader vun der Aus- a Fortbildung vun de Persounen, déi implizéiert sinn un der Fleeg souwéi bei der Duerchféierung vun den Déiereversich.

Natierlech verfügen d'Instituter och iwwer Dummies, op deenen als éischt geübt gëtt. Dëst ass d'Prozedur scho seit zwee Joer an erméiglecht et, den Asaz vun Déieren ze limitéieren an de Stress vum ongeübte Manipulator ze senken. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, datt zum Schluss d'Personal och u lie-wegen Déieren trainéiert muss ginn.

Relevé vun den Déieren, déi fir Formatiounszwecker benotzt gi sinn an de Joren 2014–2022:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir d'Benotze vun Déiere fir edukativ Zwecker an engem Lycée schreift d'Déiereschutzgesetz eng Autorisatioun vir. Ier de Lycée iwwerhaupt een Experiment zu Lëtzebuerg dierf duerchféieren, muss am Virfeld eng Autorisatioun beim Landwirtschaftsminister ugefrot ginn. En Déiereversuch kann nëmmen ënnert bestëmmte Konditiounen geneemegt ginn, woubäi och iwwerpräift gëtt, ob de Versuch indispensable ass, dat heescht:

– ob de Versuchsprojet vu wëssenschaftleche Standpunkte justifiéiert ass;

– ob d'objektiv Benotze vun den Déiere gerechtfäerdigt ass;

– et gëtt een Ofweien duerchgefouert, ob den Notzen, d. h. d'Erkenntnisser, déi duerch dës Studie gewonnen ginn, par rapport zu enger méiglecher Belaschtung oder Péng kloer an d'äitlech iwwerwiegen;

– ob d'Reegel vum 3R-Prinzip (cf. Äntwert 12 fir eng Definitioun vun dësem Prinzip) respektéiert gëtt.

Et gëtt och iwwerpräift, ob keng Alternativmethod zur Verfügung steet, d. h. ob d'Experiment ouni Déiere kéint duerchgefouert ginn. Dorënner falen: In-silico-, In-vitro-Methoden, Computersimulatiounen, Zellkulturen, Mikroorganismen, Versich vu Mënschen. Am Fall vum Benotze vun Déieren am Lycée sinn Dummies, 3D-Modeller oder aner Ressourcë verfügbar, déi z. B. erfaasst si vun „InterNICHE“.

Zudeem muss als Grundvoraussetzung de Lycée initial een Agreement als Établissement utilisateur accordéiert kritt hunn. Dësen Agreement ass u streng Oplage gekoppelt, wéi z. B. Personal (Vétérinaire désigné, Formatioun vum Personal, Infrastruktur, Surveillance etc.).

Bis dato sinn zu Lëtzebuerg keng Déiereversich vun engem Lycée beim Landwirtschaftsminister ugefrot respektiv autoriséiert ginn.

ad 3. Am LIH war dëst e Projet aus der Onkologie mat 2.097 Mais, déi iwwert e gesamten Zäitraum vu 5 Joer benotzt gi sinn. Dat finaalt Zil vun dësem Projet war et, Weeër ze fannen, fir net responsiv Kriibspatienten op eng Immunotherapie äntweren ze loossen. De Projet huet niewent den Déieren och Zell-an-In-Silico-Modeller ëmfaasst. Dës Technike goufen komplementär agesat, mee konnten d'Fuerschung op den Déieren net komplett ersetzen (Replacement). Zudeem gouf eng statistesch Berechnung gemaach, fir d'Déierenzuel esou kleng wéi méiglech ze halen (Reduction). D'Déiere goufen all Dag iwwerwaacht an ënnersicht, fir onnëtz Leiden ze vermeiden, konnten a Gruppen hebergéiert ginn an hate Spillsaachen (Enrichment) am Käfig (Refinement).

D'Universitéit Lëtzebuerg an den LIH hale sech bei allen Etappe vun engem Fuerschungsprojet un déi erfuerelech 3R-Prinzipien (cf. Äntwert 12), an zwar vun der Virbereedung vum Projet, iwwert den Design vum Experiment, bis zur Duerchféierung vum ganze Projet.

ad 4. D'Zuel vu Stock Animals vun enger Animalerie ass definéiert als d'Zuel vun Déieren, déi zu engem gewëssen Zäitpunkt gehale ginn. Dës Zuel changéiert also all Dag.

ad 5. Duerch Infrastrukturearbechten un engem ëffentleche Gebai huet den LIH 2022 eng vun zwou Animaleriemisse schlëssen an huet d'Decisioun getraff, fir dës Déieren an déi besteeënd Animalerie ze integréieren. Dës Decisioun ass am Sënn vun den Déiere getraff ginn, well doduerch d'Haltung zentraliséiert gëtt, d'Zuchtdéiere minimiséiert kënnen ginn an de Suivi erlichtert gëtt. Et ass fir den LIH keng nei Unitéit geplangt.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet mëttelfristeg keng Pläng, fir eng nei Unitéit fir Déiereversich opzebauen. D'Universitéit verfügt iwwert eng adäquat Animalerie fir Mais an Zebrafesch, déi den héchste Qualitätsstandarden entsprécht. Am Kader vum strateegesch wichtege Opbau an der Weiterentwécklung vun der Medezinn a Biomedezinn zu Lëtzebuerg ass awer virauszegesinn, dass d'Zuel vu Fuerschungsprojeten an deem Beräich laangfristeg an d'Luucht wäert goen. Dofir ass eng Erweiderung vun der besteeënder Struktur net ausgeschloss.

Parallèl dozou hunn d'Universitéit an den LIH verschidde Projete lafen, déi sech speziell mam Entwéckele vun NAMs (Non-Animal Models) beschäftegen. Dat ass net ee spezifesch Budget, mee et handelt sech ëm verschidde Budgete jee no Fuerschungsprojete. Ausserdeem huet d'Universitéit zesumme mam LIH eng spezifesch Plattform (Disease Modelling and Screening Platform) zur Entwécklung an Teste vun NAMs etabliert. Generell kann een ënnersträichen, datt NAMs weesentlech manner kaschten ewéi Déiereversich a schonn eleng doduerch d'Déiereversich weesentlech manner attraktiv sinn.

ad 6. D'PREPARE Guidelines gi bei der Evaluatioun an der Autorisatioun vum eethesche Protokoll kontrolléiert, souwuel institutsintern wéi och op staatlecher Säit. D'Anhale vun den ARRIVE Guidelines gëtt bei der Publikatioun an der wëssenschaftlecher Fachliteratur erfrot.

ad 7. Zu Lëtzebuerg sinn d'Mindestufuerderunge festgeluecht duerch d'Lignes directrices déterminant les exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises pour les personnes visées par les articles 22, 23 et 24 du règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet 1,5 FTE Veterinären als Vétérinaire désigné am Déngscht. Den Ënnerhalt an d'Wuelbefanne vun den Déiere gëtt op der Universitéit vu speziellem Personal (Animal Caretakers) assuréiert, déi, falls néideg, 24 Stonnen den Dag a 7 Deeg an der Woch Kontakt mat designéierte Veterinären ophuele kënnen.

Zu den Aufgabe vun den designéierte Veterinäre gehéiert, dass si proposéiert Déierenexperimenter préiwen an approvouieren, ier et eng institutionell Approbatioun gëtt, déi den zoustännegen Ministèren zur Entscheedung virgeluecht gëtt. Wann déi proposéiert Projeten net den europäesche Standarden entsprechen, respektiv wann déi néideg Upassungen net agesat ginn, ginn d'Projeten net vum Veterinär approvouiert. Bei der Duerchféierung vun engem Experiment huet den designéierte Veterinär ausserdeem d'Recht, en Experiment fir eenzel Déieren oder, falls erfuerderlech, e ganz Experiment ze änneren oder ofzebriechen.

Déi designéiert Veterinären hunn dat spezifesch Mandat, d'Wuelbefanne vun den Déieren ze kontrolléieren an de Fuerscher praktesch Rotschléi ze gi beim Ëmsetze vun de beschtméigleche Standarden am Émgang mat Déieren. Si si selwer keng Benotzer vun der Animalerie a sinn hierarchesch net un d'Animalerie gebonnen.

Déi designéiert Veterinären huele reegelméisseg un de Reunionne vum Comité d'éthique pour l'expérimentation animale (CEEA) deel, souwéi och un de Reunionen, déi sech mam Wuelbefanne vun den Déiere befaassen (Animal Welfare Bodies).

ad 8. De Ministère fir Landwirtschaft organiséiert reegelméisseg Seminairen iwwert alternativ Methoden an der Fuerschung fir eng déiereversichfräi Fuerschung, respektiv fir d'Unzuel vun den Déieren an der Fuerschung ze limitéieren. D'Institutuer huelen all Joer un dësem Kongress deel, fir hir Projeten an deem Beräich virzestellen.

ad 9. Zu Lëtzebuerg hunn dräi Etablissementer en Agreement als Fournisseuren. Deen Agreement concernéiert lieweg Déieren. Am Fall vun engem Transfert vun Déieren aus engem Etablissement aus dem Ausland, sinn dës Fournisseure vun den Autoritéiten aus dem jeeweilege Memberstaat autoriséiert no dem Artikel 20 vun der Direktiv 2010/63/EU. D'Universitéit

importéiert souwuel lieweg Déiere wéi och agefrueren Embryoën. D'Fournisseure vun der Universitéit sinn ausschliisslech approvouiert Fournisseuren.

ad 10. D'Ausféierung vun den Aufgaben ass festgeluecht duerch den Artikel 48 vum Règlement vun 2013. Konkreet beinhalt dëst ee reegelméisseg Austausch mat der zoustänneger Autoritéit souwéi mat de Structures chargées du bien-être vun den Instituter. Vu datt bis dato keng offiziell Ufro weeder vun den zoustännegen Autoritéiten nach vun de Structures chargées du bien-être vun den Instituter un de Comité adresséiert ginn ass, iwwerhëlt de Comité eng méi proaktiv Roll, z. B. huet e contribuéiert beim Ausschaffe vun de Lignes directrices déterminant les exigences minimales concernant le niveau d'études et de formation, ainsi que l'acquisition, l'entretien et la démonstration des compétences requises pour les personnes visées par les articles 22, 23 et 24 du règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. Eng aner Initiativ vum Comité war d'Initiatiiv vum Luxembourg 3R-Symposium. D'Hauptzil war d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun allen Acteuren iwwert d'Bonnes pratiques an nei Erkenntnisser a puncto Haltung, Zucht a Fleg vun de Versuchsdéieren.

D'Leedung vum Comité gëtt assuréiert vum Président, conformément zum Artikel 48 Punkt 3 vum Règlement vun 2013.

De Comité ass zesummegesat aus Vertrieeder nominéiert vun dem Landwirtschaftsministère, vun dem Gesondheitsministère, vun dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung a vun der ALVA.

D'Kompositioun vum Comité ass duerch den Artikel 48 Punkt 3 festgeluecht; de Moment ass kee Vertrieeder vun enger Déiereschutzorganisatioun virgesinn. Am Kader vun enger Ofännerung vum Artikel 48 vum Règlement vun 2013 kéint dëst uviséiert ginn (cf. heidrënner).

De Comité taagt an der Reegel eemol pro Joer, wéi dat am Artikel 48 Punkt 4 vum Règlement vun 2013 festgeluecht ass. Déi lescht Reunion huet de 17. Mäerz 2023 stattfonnt.

Zudeem participéiere Vertrieeder vum Comité un de järeliche Reunionne vun dem European National Committee Network, wou de 4. Abrëll 2023 eng Reunion ënnert polnescher Leedung stattfonnt huet. De European National Committee Network ass eng Plattform, déi et erlaabt, Recommandatiounen a Publikatiounen tëschent den nationale Kommissiounen auszetauschen.

De Landwirtschaftsministère ass derbäi, een Amendement vum Artikel 48 vum Règlement vun 2013 auszuschaffe mat dem Zil, d'Zesummesetzung vun Experten am Comité national pour la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques unzupassen. Des Weidere soll de Comité déi néideg Moeenen erhalen, fir senger Roll kënnen gerecht ze ginn, notament technesch Moeenen an administrativ Ressourcen.

D'Kompositioun vun den aktuelle Membere garantéiert déi néideg Expertis an de Fachberäicher vun den Naturwëssenschaften, der Veterinärmedezinn an dem Droit.

Zum aktuellen Zäitpunkt besteet a puncto Berodung vun der Autorité compétente d'Méiglechkeet, fir op extern Experten zeréckzegreife, déi onofhängeg fungéieren. Fir d'Zukunft wäerten duerch ee virausiichtlechen Amendement vum Règlement vun 2013 gesetzlech Moyene gi sinn, fir d'Kompositioun vun de Vertrieeder auszewäiten. Domadder wär et méiglech,

datt spesialiséiert Experten, déi aktiv an engem Rechercheinstitut schaffen, mat hire Kompetenzen de Comité beräicheren, fir allen Ufuerderunge gerecht ze ginn.

ad 11. De Landwirtschaftsministère ass derbäi, ee Projet d'amendement vum Déiereschutzgesetz auszuschaffen, fir e Comité d'éthique ze kreéieren mat der Aufgab, d'eethesch Evaluatioun vun de Projeten no dem Artikel 38 vun der EU-Direktiv 2010/63 duerchzuféieren. Heifir muss een d'Delaie vun der offizieller Prozedur en considération zéien, déi bei enger Ofännerung vun engem Gesetz ufalen, éier den neie Comité d'éthique kéint a Funktioun trieden.

ad 12. D'eethesch Evaluatioun vun de Fuerschungsprojete gëtt fir d'éischt op Institutsniveau gemaach am eethesche Comité, ier de Gesondheits- an de Landwirtschaftsministère eng weider eethesch Evaluatioun maachen.

D'eethesch Evaluatioun vun all Demande fir eng Autorisatioun vun engem Projet gëtt op zwee Niveauen duerchgefouert. An éischter Instanz evaluéiert den zoustännegen Service vum Gesondheitsministère, ob de Versuch vum wëssenschaftlechen oder edukative Standpunkt justifiéiert ass an ob de Projet d'Benotze vun den Déiere justifiéiert (Artikel 37 1.a) a 37 1.b)).

Ausschliisslech am Fall vun enger positiver Evaluatioun gëtt an engem zweete Schrëtt eng Evaluatioun vun dem Landwirtschaftsministère/ALVA duerchgefouert, déi iwwerpréift, ob de Projet esou konstruéiert ass, datt eventuell Leiden a Péng op ee Minimum reduzéiert ginn (Artikel 37 1.c)).

Bei dëser Evaluatioun gëtt een Ofweien duerchgefouert, ob den Notzen, d. h. d'Erkenntnisser, déi duerch dës Studie gewonnen ginn, par rapport zu enger méiglecher Belaaschtung, Leiden oder Péng kloer an daitlech iwwerwee.

Et gëtt iwwerpréift, ob den 3R-Prinzip respektéiert ass:

1. Replacement: Dëst bedeit d'Ersetze vun den Déiereversich duerch een Experiment ouni Déieren, wéi z. B. In-vitro-Methoden, Zellkulturen oder Computersimulatiounen, Versuch u Mikroorganismen, Organ-on-Chip etc.

2. Reduction: Heirënner falen all Methoden, déi et erméiglechen, d'Zuel vun den Déieren an enger Versuchsrei ze verréngeren oder méi Informatiounen mat der gläicher Unzuel vun Déieren ze erhalen, z. B.: Uwende vu statistesche Methoden, fir d'Déierenunzuel am Protokoll ze reduzéieren, Verbesserung vun der Konzeptioun vun de Versuch, Austausch vun den Daten a Ressourcen (Déieren, Organer, Equipement) mat anere Fuerschungsgruppen, Benotze vun Technologie wéi Bildgebung (z. B. IRM); dëst erlaabt et, fir longitudinal Studien an Déieren duerchzuféieren.

3. Refinement: All Moeenen, déi d'Déiere wuel verbessern an d'Leiden, de Stress an d'Schmäerzen op ee Minimum reduzéieren, d. h. d'adäquat Uwendung vu Schmäerzméttel an Narkoseméttel, Vermeidung vu Stress duerch geschulte Personal, den Déieren erlaben, hiert aartspezifesch Verhalen auszeüben duerch eng adäquat Haltung, z. B. duerch d'Bereetstellung vun Nestbaumaterial etc.

Zudeem ginn ënnert anerem Punkte kontrolléiert wéi déi hei:

- Ginn d'Reegele vum Déiereschutz respektéiert?
- A wéi engen Tester ginn Déiere benotzt?
- Wéi ass de Suivi/d'Iwwerwaachung vun den Déieren?
- Wéi een Impakt hunn dës Tester fir d'Déier, a wéi ass dës Belaaschtung klasséiert?

– Wat ka konkret ënnerholl ginn, fir d'Wuel vun den Déieren ze verbesseren, z. B. d'Benotze vu Schmärer-mëttelen?

– Wat sinn d'Ofbrochkrittäre vun dëse Versuch? D'Zil ass, scho fréizäiteg onzoulassegt Leiden a Péng vun den Déieren ze erfassen an ze erméiglechen, datt d'Déier fréizäiteg aus dem Versuch erausgeholl gëtt.

– Wat geschitt mat den Déieren um Enn vum Projet? Am Fall vun enger Euthanasie, wéi leeft dës of? Hunn all Wëssenschaftler d'Kompetenzen an d'Formation fir déi eenzel Tester duerchzeféieren?

An der Evaluatioun no Punkt 38 vun der EU-Direktiv 2010/63 sinn Experte vum Gesondheitsministère a vun der ALVA implizéiert.

ad 13. D'Lëtzebuurger Déiereschutzliga huet 2022 fir d'éischte Kéier een 3R-Präis verginn un eng signifikativ Leeschtung, fir Déiereversich ze ersetzen, ze reduzéieren oder ze verbesseren (3R-Prinzip). Dëse Präis ass un de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) iwwerreecht gi fir déi ausgezechent an innovativ wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi duerch de Projet Development of in vitro models of the human alveolar region konnte gewonne ginn. Heibäi handelt et sech ëm ee Projet, deem ee komplette Replacement erlaabt duerch d'Entwécklung vun engem Zellmodell, fir d'Sensibiliséierung vun den Otemweeër ze testen.

Eurogroup for Animals, den europäeschen Daachverband vun Déiereschutzorganisatiounen, huet zesumme mat der Lëtzebuurger Déiereschutzliga de komplette Prozess vun der Bewerbung (d. h. d'Ausschaffe vun dem Formulaire, fir bei der Kompetitioun ze participéieren), d'Festleeë vun de Krittäre vun der Evaluatioun, d'Auswiele vun an d'Kommunikatioun mat de véier internationalen Experte fir d'Evaluatioun vun den Dossiere bis hin zur Determinatioun vun dem Gewënner bewierkstellgt. D'ALVA huet an dësem Prozess exklusiv déi administrativ Chargen iwwerholl, wéi z. B. d'Sammele vun de Bewerbungen.

All Dossiere fir den 3R-Präis sinn no folgend Krittäre vu véier internationalen Experten evaluéiert ginn:

- Qualitéit vun der Contributioun;
- aktuell a potentiell zukünftigen Impakt, fir den 3R-Prinzip an de wëssenschaftlechen, regulatorischen, industriellen an edukative Beräicher ze verbesseren;
- Transparenz, Innovatioun a Robustheet vun dem Projet;
- Méiglechkeet, d'wëssenschaftlech Erkenntnisser an anere Fuersungsgebieder oder Methoden unzewinnen;
- Niveau vun der Vulgarisatioun/Verbreedung/Publicatioun vun der Aarbecht;
- Stärkt vun de Pläng fir d'Präisgeld ze benotzen an haaptsächlech fir d'3Ren ze verbesseren.

Et goufe folgend véier international Experte vun Eurogroup for Animals involvéiert:

- Prof. Dr Dania Movia vun der University of Dublin;
- Dr Laura Gribaldo vum European Commission, Directorate General Joint Research Centre (JRC);
- Prof. Dr Merel Ritskes-Hoitinga vun der Faculty of Veterinary Medicine Utrecht University;
- Dr Pandora Pound vu Safer Medicines UK.

Zudeem gouf ee Posterpräis un den LIH vergi fir de beschte Poster Brain tumors: How to refine the use of animals for patient-derived xenografts. D'Poster gouf vun den externe Riedner um 3R-Symposium bewäert no de folgend Krittären:

- wëssenschaftlech Relevanz, Exzellenz an Innovatioun;
- potentiellen Impakt, fir den 3R-Prinzip ze verbesseren;

- strukturéiert a logesch Argumentatioun;
- Opbau vum Poster (d. h. Balance tëschent Text, Tableaux a Figuren).

D'Experten, déi d'Postere bewäert hunn, waren:

- Prof. Dr Malcolm Macleod (Professor of Neurology and Translational Neurosciences and Academic Lead for Research Improvement and Research Integrity at the University of Edinburgh);
- Prof. Dr Dorte Bratbo Sroensen (Associate Professor of Preclinical Disease Biology at the University of Copenhagen);
- Prof. Dr Winfried Neuhaus (Professor for 3Rs and New Approach Methodologies at DPU Krems);
- Dr Michelle Stewart (Scientific Manager at the Mary Lyon Centre at Harwell).

Bei dem 3R-Präis a bei den 3R-Posterpräis-Kompetitiounen hu Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg, dem LIH an dem LIST participéiert.

ad 14. De CEEA ass en universitéitsinterne Comité, wou d'Membere Salarié vum der Universitéit sinn. Wéi an der EU-Direktiv 2010/63 virgesinn, si folgend Kategorien am Comité vertrueden, fir eng gutt Iwwersiicht iwwert d'Protokoller ze garantéieren:

- a. Kategorie A – Veterinären;
- b. Kategorie B – Fuerscher mat Expérience am Beräich vun den Déierenexperimenter;
- c. Kategorie C – Leit ouni Expérience am Beräich vun den Déierenexperimenter;
- d. Kategorie D – Leit, déi deeglech mat der Fleeg vun den Déiere beschäftegt sinn, y inclus Leit, déi d'Animalerie bedriewen.

D'Protokoller gi vun alle Memberen am Liicht vun hirer spezieller Kompetenz ënnersicht a wann néideg a regulären oder extraordinäre Sëtzunge vum Comité diskutéiert. Fir en Interessenkonflikt auszuschléissen, huelen d'Membere vum Comité, déi selwer aktiv un engem Protokoll bedeelegt sinn, deem ënnersicht gëtt, net deel un der Evaluatioun vun deem Protokoll. Dat gëllt och fir d'Presidence vum Comité. Eng Ausnam gëtt et nëmme fir d'Veterinäre wéinst hirer spezieller Roll bei der Kontroll vun den Experimenter.

Fuerscher dierfe keng Déierenexperimenter maachen ouni d'Autorisatioun vun den zustännegen Ministère. D'Ergebnis vum interne Comité ass néideg, ier d'Demande vum Projet bei de Ministère kann ageeicht ginn.

D'3R-Reegele gi konsequent agehalen. De Comité huet deemno nach keng Projekte misse stoppen; et kënn awer vir, dass Ännerungen un engem Projet gefrot ginn, ier de Projet accordéiert gëtt.

D'Kompositioun an de Fonctionnement vum Comité am LIH sinn an engem interne Qualitéitsdokument festgehalen, wat folgend Kompositioun virgesäit:

- a. Expert an der Expérimentation animale;
- b. Vétérinaire désigné;
- c. 1–2 Labotechniker;
- d. 1–3 biomedezinnesch Fuerscher;
- e. 1–2 Laien (i. e. Statistiken, Quality Officer).

Et gëtt keng aner Instituter zu Lëtzebuerg, déi Déiereversich maachen.

ad 15. Vu déi geréng Unzuel un Etablissementen, läit de Prozentsaz u Kontrolle bei 100 %, d. h. an der Periode 2013–2022 ass all Institut mindestens eemol pro Joer kontrolléiert ginn.

Dës Kontrolle gi vun zwee Veterinäre vun der ALVA duerchgefouert.

D'Leit, déi d'Kontrollen duerchféieren, hunn een Diplom an der Veterinärmedezinn an eng universitär

Zousausbildung an de Sciences des animaux de laboratoire.

Lëtzebuerg huet een Austausch tëschent den offiziellen Veterinären aus aneren EU-Memberstaaten initiiert, wou reegelméisseg gemeinsam Kontrollen an Instituter zu Lëtzebuerg, an der Belsch an an Holland organiséiert goufe mat dem Zil, d'Kontrollen ze harmoniséieren a Fachwëssen auszutauschen.

Des Weidere besëtzt d'ALVA eng Akkreditatioun fir de Kontrollsystem, woubäi een Element vun dëser Akkreditatioun ass fir sécherzestellen, datt keen Interessenkonflikt stattfënn.

Et goufen Nonkonformitéite bei de Kontrolle festgestallt.

Et sinn administrativ Mesurë geholl ginn, déi et erlaabt hunn, datt d'Nonkonformitéite behewee gi sinn.

D'Constatatiounen souwéi eng Ordonnance de rectification si schrëftlech de Responsable vun den Etablissementen matgedeelt ginn. Bei den Nokontrollen waren d'Nonkonformitéiten an alle Fäll behewen.

ad 16. D'Universitéit huet an der Animalerie eng Bréifkëscht, wou Mataarbechter sech anonym zu Wuert melle kënnen. Am Kader vum neie Whistleblower-Gesetz, ass d'Universitéit amgaangen, eng allgemeng Prozedur fir Whistleblowing fir all hir Aktivitéiten anzeféieren, déi via hiren neien Internetsite zougänglech wäert sinn.

ad 17. De Service Bien-être animal vun der ALVA ass en charge vum Déiereschutzgesetz a vun de Kontrollen no dem Règlement vun 2013. Aktuell sinn 2 Persounen säitens der ALVA bei dëse Kontrollen involvéiert, woubäi ze bemerken ass, dass dëse Service am September eng Verstärkung vun engem Veterinär erhält.

Et handelt sech ëm eng voll Tâche.

D'Aarbechtszäit, déi ufält, fir een Déiereversuch ze evaluéieren (no de Prescriptionen vum Artikel 37 Punkt 1.c)), ass ofhängeg vun der Komplexitéit vun dem Projet, der Gréisst vun der Demande, der Aart vun den Experimenter, der Envergue vun der Literatursrecherche an der Vollstännegkeet vun der Demande.

D'Aarbechtszäit, déi ufält, fir een autoriséierten Déiereversuch sur place ze kontrolléieren, ass ofhängeg vun der Dauer vum Experiment, den néidegen Explikatiounen an dem Austausch mat den implizéierte Wëssenschaftler a Responsabelen.

D'Profiler vun de Mataarbechter sinn een Ofschloss an der Veterinärmedezinn an eng universitär Zousausbildung an de Sciences des animaux de laboratoire. Zudeem participéieren d'Veterinäre reegelméisseg u Weiterbildungen a Fachberäicher wéi Science des animaux de laboratoire (ETPLAS, FELASA, NC3R). Zudeem huelen d'Veterinären deel un de Reuniounen vun den nationale Kontaktpunkten zur Ëmsetzung vun der Direktiv 2010/63/EU, organiséiert vun der EU-Kommission zesumme mat de Vertrieder vun allen EU-Memberstaaten.

Lëtzebuerg huet een Austausch tëschent den offiziellen Veterinären aus aneren EU-Memberstaaten initiiert, wou reegelméisseg gemeinsam Kontrolle vun Instituter organiséiert goufe mat dem Zil, d'Kontrollen ze harmoniséieren a Fachwëssen auszutauschen.

Oplëschtung vun de Kontrollen/Inspektiounen sur place an den Etablissementen vun der ALVA an de leschte 5 Joer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).



Dës Inspektiounen ginn zum Deel annoncéiert wéi och net annoncéiert duerchgefuert. Et kann een net vermeiden, verschidde Visitten unzëkennen, fir bestëmmten Interventiounen ze gesinn oder fir datt déi concernéiert Persounen present si während der Kontroll.

Bei der Kontrolle gëtt Wäert op d'Fleg an d'Haltung vun den eenzelne Déiere geluecht. Et gëtt iwwerpréift, ob d'Krittären aus dem groussherzogleche Reglement erfüllt sinn, z. B. d'Gréisst an d'Héicht vun de Käfeger an den Aquariume vun den Déieren. Déiere wéi Mais a Raten däreferen awer och net eenzel gehale ginn, well si vun der Natur aus Gruppendéiere sinn, an Zebrafesch si Schwarmfesch.

Ee weidere Punkt vun der Kontroll ass d'Ausstattung, dozu gehéiert z. B. bei de Mais Astreematerial, Nestbaumaterial an dat sougenannten Enrichmentmaterial. Dëst Enrichmentmaterial gëtt och Wellness Material genannt, an huet den Zweck, den Déieren ze erlaben, hiert aartspezifesch Verhalen kënnen auszeüben, z. B. datt d'Déieren eng Verstoppméiglechkeet hunn, wéi z. B. een Tunnel oder ee klengt Haus, ee Stéck Holz fir ze knabben, fir datt si sech net langweilen.

Den Déiereregëster gëtt iwwerpréift.

Aner Paraméteren, déi kontrolléiert ginn, sinn: Temperatur, Loflichtegkeet, Ventilatioun vu Käfeger, Lichtintensitéit an den Dag-an-Nuecht-Rhythmus vun den Déieren. Weider Beräicher sinn d'Fidderung an d'Drénkwaasser. Bei den Zebrafesch gëtt z. B. och nach d'Waasserqualitéit (PH-Wäert, Leetfäegkeet) an d'Funktioun vum Filtersystem kontrolléiert. Hei ass et wichteg, datt den Ammoniakgehalt am Waasser net iwwerschritt gëtt, wat strengstens kontrolléiert gëtt.

Een anere Schwéierpunkt vun den Inspektiounen ass d'Iwwerpréiw vum Gesondheetszoustand an d'Verhale vun den Déieren. Weisen d'Déiere Verhalensstéierungen op, wéi z. B. stereotypes Verhalen? Sinn d'Déiere verletzt? Hu si Péng? Da muss gekläert ginn, wéi eng Moosnamen dozu geholl gi sinn.

Des Weidere gëtt iwwerpréift, datt d'Déieren aartgerecht manipuléiert ginn, ob d'Fuerscher an der Lag sinn, Mais richteg ze fixéieren an ob d'Methode vum Refinement, z. B. Tunnel Handling, ugewant ginn. Ginn déi eenzel Techniken korrekt duerchgefuert? Lëeft d'Euthanasie déiereschutzrechtlech of?

Ginn Tester entspriechend zu den Autorisatiounen duerchgefuert? Ginn déi festgeluechten Ofbrochkritäre vun den Experimenten agehalen?

Een anere Beräich vun de Kontrollen ass, ob d'Oploe vum Personal agehale ginn. Hei gesäit d'Gesetzgebung vir, dass all Laboratoire iwwer de Veterinärverfüügt, spezialiséiert an der Médecine d'animaux de laboratoire. Dësen huet d'Roll, sech ëm d'Déieregesondheet, d'Déierewuel an d'Déierefleg ze bekëmmern.

Zudeem muss derfir gesuergt sinn, datt all Déier mindestens eemol pro Dag vu geschoultem Personal betreit an iwwerwaacht gëtt, an zwar 7 Deeg op 7.

Interdiction de construction d'éoliennes en forêt | Question 8175 (21/07/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Am 6. Juni 2023 haben in Nordrhein-Westfalen der Bundesminister Robert Habeck und die NRW-Wirtschaftsministerin Mona Neubaur einen Waldwindpark mit 4 Windkraftanlagen eingeweiht.

Von der Bundesregierung kommt die Aufforderung an die deutschen Landesregierungen, ihre Gesetzgebungen bezüglich Windkraftanlagen zu öffnen, damit

in Waldgebieten Windkraftanlagen genehmigt werden können. Ziel ist es, bis 2032 in jedem Bundesland 2 Prozent der Flächen für Windenergie auszuweisen.

In Luxemburg sind Windkraftanlagen in Waldgebieten nicht erlaubt. Um die Distanzen zu Wohnsiedlungen einzuhalten, müssen sie vielerorts an Waldrändern aufgestellt werden, genau dort wo Bodenbrüter, Rotmilane und Fledermäuse ihren Lebensraum oder ihr Jagdgebiet haben.

Schwierig gestalten sich in allen Genehmigungsverfahren auch die Studien zu Schattenwurf und Lärmbelastung. Durch den Bau im Waldgebiet verringern sich diese Konflikte wesentlich oder stellen sich nicht. Die Genehmigungsphasen können reduziert und die Akzeptanz erhöht werden. Die Klimaziele können schneller erreicht werden. Daneben erlaubt dies den Waldbesitzern Einnahmen durch Pacht, welche unter anderem der Aufforstung dienen können.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Umweltministerin und den Herrn Energieminister stellen:

– Gedenkt die Regierung, Genehmigungen von Windkraftanlagen in Waldgebieten in naher Zukunft auszustellen? Wenn nein, warum nicht?

– Teilen die Minister die Aussagen, dass Bodenbrüter, Fledermausbevölkerungen und Rotmilan, sowie Schattenwurf und Lärmbelastungen im Wald kaum Auswirkungen auf Menschen und Natur haben?

– Hält die Regierung am prinzipiellen Verbot fest?

– Wenn ja, warum?

Réponse (25/09/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes**, Ministère de l'Énergie

Zurzeit schreitet der Ausbau der „erneuerbaren Energien“ und insbesondere der Windkraft in Luxemburg in raschen Schritten voran: Die Stromproduktion der Windkraftanlagen wird sich im Jahre 2024 gegenüber 2013 versechsfacht haben. Rund 76 % Prozent aller Windräder, die in Luxemburg entstanden sind, wurden seit 2013 gesetzt.

Aktuell gibt es 62 große Windkraftanlagen, die ins Netz einspeisen, mit einer gesamten Nennleistung von 172,1 MW, was ungefähr einer Erzeugung von erneuerbarem Strom von rund 400 GWh entspricht, die im nationalen Klima- und Energieplan (PNEC 2020) von 2020 vorgesehenen 288 GWh für das Jahr 2023 übertreffen.

Bis Ende 2023 sollen noch 8 weitere Windkraftanlagen in Betrieb genommen werden. Diese werden ab 2024 noch zusätzlich rund 60,5 GWh pro Jahr ins Netz einspeisen, wobei wir dann bei einer Gesamtproduktion von rund 500 GWh wären.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Konstrukteure der Windkraftanlagen in den letzten Jahren enorme Fortschritte bei der Steigerung der Leistungskapazität der Anlagenmodelle erreichen konnten. So werden einerseits neue Standorte für Windkraftanlagen interessant und rentabel, andererseits werden auch Repoweringprojekte möglich, wobei trotz Senkung der Anzahl der Anlagen eine deutliche Leistungssteigerung verzeichnet wird. Weitere Details zum „Repowering“ befinden sich in der Antwort auf die parlamentarische Frage 6609 vom 4. August 2022.

Da die für 2030 festgelegten hohen Ziele zum Ausbau der Windkraft, welche im überarbeiteten nationalen Klima- und Energieplan (PNEC) festgelegt sind, dem jetzigen Wissensstand nach auch ohne Vorstoß in Waldgebiete erreichbar sind, die derzeitigen

Potenziale außerhalb der Waldes signifikant sind und die durch Windkraftanlagen im Wald verursachten Schäden aus naturschutzfachlicher Sicht derzeit nicht ausgeschlossen werden können, ist es vorzuziehen, Windkraftanlagen außerhalb des Waldes zu installieren.

Das Projekt zur Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplan (PNEC Mise à jour) sieht neben der Förderung von Großanlagen, insbesondere durch Rückgriff auf das „Repowering“, und der Beschleunigung des Genehmigungsverfahrens die Identifizierung neuer Standorte vor, zum Beispiel in der Nähe von Gewerbegebieten oder entlang der Verkehrsinfrastrukturen, dies im Sinne des „REPowerEU“-Plans, der einen beschleunigten Ausbau erneuerbarer Energien vorsieht. In Zahlen ausgedrückt, beläuft sich laut PNEC Mise à jour die Erzeugung erneuerbaren Stroms aus Windkraft für das Jahr 2030 auf 1.043 GWh, im Gegensatz zu den 674 GWh, die noch im PNEC 2020 vorgesehen sind. Luxemburg befindet sich auf gutem Weg, das ehrgeizige Ziel von 1.043 GWh zu erreichen.

Auszug aus dem Projekt zur Aktualisierung des nationalen Energie- und Klimaplan (PNEC Mise à jour)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg | Question 8176 (21/07/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

En 2018, il a été créé à l'Université du Luxembourg un Institut Confucius (IC) en coopération avec l'Université Fudan de Shanghai. Le but de cet institut, dont il existe désormais quelque 500 dans environ 140 pays à travers le monde, sont l'apprentissage du mandarin et l'échange culturel.

Les IC, dont celui existant au Luxembourg, sont souvent installés directement auprès d'un campus universitaire et ils sont gérés conjointement par les partenaires locaux et chinois. Selon les dires du directeur de l'IC à l'Université du Luxembourg, ce dernier est financé à part égale par le bureau « Hanban », ainsi que par l'institution d'accueil. Or, dans un article de presse de 2022, il est indiqué que le financement serait majoritairement d'origine chinoise.¹⁶ Quant à la gouvernance, toujours selon les indications du directeur, celle-ci serait assurée par un conseil d'administration comprenant cinq membres, qui pourtant ne sont pas affichés nommément sur le site web de l'institut, ni figurent dans les derniers rapports annuels de l'université ou du conseil de gouvernance de celle-ci. Dans un article de presse récent, il est indiqué que la convention actuelle avec le CI au Luxembourg viendra à échéance en 2026.¹⁷ De même, l'article contient quelques informations sur la composition du conseil d'administration du CI.

De prime abord, l'échange culturel avec la Chine est un enjeu important et ce d'autant plus pour une université à vocation internationale comme l'Université du Luxembourg. Toujours est-il qu'au cours des dernières années, à l'étranger, il y a eu bon nombre de protestations et parfois de fermetures d'IC installés auprès d'universités et ce tant aux États-Unis que dans des pays européens dont l'Allemagne et la Belgique. En résumé, les accusations portent essentiellement sur les enjeux de restrictions de la liberté académique, de manque de transparence quant au fonctionnement des instituts ainsi que du risque d'une prise d'influence

¹⁶ « L'essentiel », 18 novembre 2022.

¹⁷ « Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek », 19 juillet 2023.



sur les activités ou programmes des universités d'accueil. Or, il est à noter qu'un certain nombre d'experts ne se prononcent pas pour une fermeture d'office des instituts Confucius, mais plutôt pour la transparence en ce qui concerne leur financement et leur fonctionnement.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels sont les éléments essentiels de la convention entre l'Université du Luxembourg et l'Université de Fudan, respectivement le bureau de coordination « Hanban » ? La convention peut-elle être rendue publique ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la composition du conseil d'administration de l'IC et nous fournir une liste des membres ? Concernant la gouvernance, quelles sont les responsabilités respectives du conseil et du directeur de l'IC ?

3) Au sujet du financement, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le budget annuel de l'IC ? Quelle est la charge budgétaire respective assumée par les côtés luxembourgeois et chinois ? La gestion financière est-elle entièrement séparée de l'université ?

4) Quant au choix des formations et thématiques de l'IC, les textes organiques de l'IC contiennent-ils des dispositions ou restrictions portant sur leur contenu ?

5) L'IC intervient-il dans ou a-t-il un impact sur les cours, conférences ou autres événements organisés par l'Université du Luxembourg ? Y a-t-il eu des tentatives de prise d'influence depuis la création de l'IC ?

6) Les étudiant.e.s inscrit.e.s dans une formation officielle à l'Université de Luxembourg, ont-ils/elles la possibilité de faire valider leur participation à des activités de l'IC dans le cadre de cours obligatoires ou facultatifs, notamment en vue d'obtenir des crédits ECTS ?

7) Existe-t-il un lien entre les programmes et contenus offerts par l'IC et les cours de langue chinoise offerts dans les lycées luxembourgeois ?

Réponse (22/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Marc Hansen et Djuna Bernard concernant l'Institut Confucius auprès de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

L'Institut Confucius (IC) auprès de l'Université du Luxembourg a pour mission de promouvoir la langue et la culture chinoises, à travers des activités spécifiques, en particulier au niveau éducatif, culturel, scientifique et économique. Ces activités ciblent les étudiants, mais sont ouvertes à toute personne intéressée au Luxembourg.

La plupart des conférences de l'IC portent sur la langue et la culture chinoises, sur l'histoire et l'actualité de la Chine et ses activités économiques. L'IC propose aussi des cours de calligraphie, de même qu'une série d'activités culturelles telles qu'un festival de cinéma, une course de bateaux-dragons et des cours de tai-chi.

Le Learning Center de l'université héberge actuellement un centre de documentation regroupant plus de 5.000 documents en chinois, constituant ainsi la plus vaste source d'information sur la culture chinoise au Luxembourg.

L'IC est aussi le seul centre d'examen habilité au Luxembourg pour le HSK (Hanyu Shuiping Kaoshi ou Chinese Proficiency Test). Finalement, l'institut est un facilitateur pour les étudiants désireux de poursuivre des études en Chine et pour l'accès à des bourses

financées par la Chinese International Education Foundation.

En 2020, des changements dans les statuts du Confucius Institute Headquarters (Hanban) font en sorte que c'est maintenant la Chinese International Education Foundation qui chapeaute l'entente particulière entre l'Université de Fudan et l'Université du Luxembourg. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale. Son bras opérateur pour les cours de langue est le Center for Language Education and Cooperation (CLEC).

Les membres qui siègent actuellement au conseil d'administration de l'IC sont les suivants, en vertu de la composition retenue en 2018, au moment de l'inauguration officielle de l'IC :

- 2 personnes de l'Université du Luxembourg, dont une occupe d'office le rôle de président du conseil :
 - Le recteur Prof. Jens Kreisel (Président)
 - Prof. Adelheid HU
- 2 personnes de l'Université Fudan :
 - M. Chen Zhimin (Vice-Recteur) : Fudan (Coprésident)
 - Mme Lu Li'an
- 1 personne de la Chambre de Commerce ChinaLux :
 - M. Jacques Bortuzzo (Vice-Président)
- 1 personne de Luxembourg for Finance :
 - M. Nicolas Mackel

Les comptes de l'IC sont séparément identifiés dans la comptabilité de l'Université du Luxembourg.

Les contributions des différentes parties sont les suivantes :

- l'Université du Luxembourg fournit les espaces de travail et d'enseignement, emploie et finance le directeur et le secrétaire de l'IC, facilite le transport et le logement des étudiants entrants et des prestataires ;
- l'Université du Luxembourg recueille aussi des frais de quelque 15.000 euros pour les cours offerts ;
- l'Université du Luxembourg exerce également un rôle décisionnel sur le programme d'activités à travers le conseil d'administration ;
- la contribution financière de l'Université de Fudan varie d'année en année selon les activités prévues et s'élève à 123.000 euros pour 2023. Cette contribution assure les coûts d'hébergement et d'accueil des enseignants et artistes invités, des événements et activités organisés ;
- l'Université de Fudan fournit le personnel enseignant (au nombre de 5 actuellement) en langues, les intervenants pour les activités culturelles et le matériel didactique et de référence pour les cours et le centre de documentation.

En ce qui concerne les questions 4 et 5, l'Université du Luxembourg veille, pour tous les cours et activités ayant lieu en son sein, à un contenu scientifiquement correct et neutre. La promotion commerciale, politique ou militaire n'est pas permise. Pour la partie pédagogique, l'IC utilise des outils didactiques choisis et validés par le conseil d'administration de l'institut. En ce qui concerne le rayonnement, l'IC propose des conférences, des forums, ainsi que des ouvrages afin de créer des transversalités et de favoriser les échanges académiques dans divers domaines. Ces projets sont discutés et validés par le conseil d'administration de l'IC et doivent se conformer au cadre académique de l'Université du Luxembourg.

Aucune tentative de prise d'influence n'a pu être identifiée jusqu'à présent sur les campus de l'Université. Dans tous ses partenariats, l'université est vigilante par rapport à la liberté académique, la rigueur scientifique, un environnement sans discrimination et la neutralité militaire, religieuse ou politique.

Il n'y a pas d'intervention dans aucun des cours offerts dans les différents programmes de l'université. L'IC se présente, à un même niveau que tous les autres partenaires de l'université et participe entre autres à des événements publics destinés aux étudiants, tels que les journées portes ouvertes, l'accueil des nouveaux étudiants ou des foires étudiantes.

Si le sujet d'une conférence est en lien avec les activités de l'IC, les organisateurs sont libres de contacter ou de travailler avec l'IC, mais l'IC n'a pas de mandat pour participer à la décision ou à l'exécution d'activités ou d'événements à l'université.

En ce qui concerne les deux dernières questions, les étudiants inscrits dans une formation officielle à l'Université du Luxembourg peuvent en effet faire valider des crédits ECTS dans le cadre des cours de langue ouverts en option facultative.

C'est donc principalement dans le « complément transcript » (c'est-à-dire tous les cours suivis hors formation principale) que les cours de l'institut sont placés. Il est cependant possible que des programmes acceptent que les crédits ECTS obtenus dans le cadre d'un cours de langue suivi à l'IC soient reconnus en vue de l'obtention du diplôme, si le cours de langue chinoise en question est cohérent avec le plan d'études du programme concerné.

Les contenus proposés par l'IC sont tout d'abord destinés aux étudiants de l'université et au grand public. Il n'y a pas de lien direct entre les contenus proposés par l'IC et ceux offerts dans les lycées. Néanmoins, l'IC accompagne les classes sinisantes de l'enseignement secondaire en proposant des examens tels que le HSK (équivalent du TOEFL pour le chinois), des activités culturelles ou encore dernièrement l'organisation d'un Summer Camp en Chine en juillet 2023 pour une vingtaine d'élèves de l'Athénée de Luxembourg.

Contournement de Bascharage | Question 8177
(24/07/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Concernant le projet de contournement à Bascharage, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait déclaré vouloir présenter au Conseil de Gouvernement un projet définitif avant les vacances d'été.

Ainsi, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un nouveau projet pour le contournement à Bascharage a été présenté au Conseil de Gouvernement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner des informations sur le projet retenu ? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer les raisons et me donner un nouvel échéancier ?

Dans une présentation faite le 15 mars 2023 pour la commune de Sanem, plusieurs options avaient été présentées, dont une option avec tunnel sous la zone Natura 2000.

Partant, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

2) L'option avec le tunnel a-t-elle définitivement été abandonnée, comme le laissent supposer différentes déclarations publiques ? Si oui, pouvez-vous m'en donner les raisons techniques ou autres ? Dans cette hypothèse, est-ce que la variante « A3 » de cette présentation, longeant le Bobesch au sud, côté Sanem, est-elle abandonnée aussi dans son intégralité ?

3) Comme la variante « A2 » de cette présentation (variante à travers le Bobesch) et la variante « A1 » (variante entamant le Bobesch le long de la ligne de

chemin de fer au nord [côté Bascharage]), avec chaque fois un rond-point prévu au croisement avec le CR110 près de la gare, resteraient dans cette hypothèse comme variantes proposées, est-ce que Monsieur le Ministre peut préciser en quoi ces variantes constitueraient une amélioration par rapport au projet initial approuvé en 2016 ? Quelles seraient les incidences de ces deux sous-variantes sur le P&R prévu par les CFL, respectivement sur l'emplacement de la société Saint-Gobain ?

Quant à l'impact du futur projet sur la zone Natura 2000 (Zämerbësch), la présentation citée montrait trois alternatives : la version « B1 » qui garantirait l'accès direct à partir de la gare vers les zones économiques de Bascharage et sans impact notable sur la zone protégée, ainsi que deux variantes « B2 » et « B3 » qui continueraient de toucher la zone Natura 2000 à l'instar du projet initialement retenu en 2016.

4) Quelle est la variante privilégiée pour le moment par Monsieur le Ministre ? Quelles seraient en particulier les raisons de ne pas choisir le parcours sans incidence sur la nature à travers une voirie existante et actuellement utilisée comme voie de délestage de la N5 à Bascharage ?

5) Comme la procédure en cours a débuté en 2016 par une EIE, un APS et une enquête publique, suivis de la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil, je voudrais savoir si elle sera suivie d'un APD à approuver par la Ministre de l'Environnement sur cette base ou s'il y aura commencement d'une nouvelle procédure en raison des changements effectués au projet ?

Quand l'APD sera-t-il déposé le cas échéant et est-ce que Monsieur le Ministre, en tant que maître d'ouvrage, veillera à ne pas faire commencer le délai d'un éventuel recours (40 jours) pendant les vacances d'été ?

Réponse (18/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Suite à un avis juridique sollicité par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et dans un souci de limiter davantage l'impact du contournement projeté sur la nature, plusieurs idées alternatives concernant le tracé du contournement ont été analysées depuis l'été 2022. Parmi toutes les options étudiées, seule celle qui passe par un tunnel répondait tant bien que mal aux critères d'une conception routière conforme aux règles de l'art. Mais il s'est avéré que la faisabilité technique d'un tunnel n'était pas assurée. De plus, une telle conception ne permet pas d'assurer les fonctionnalités d'un contournement de proximité, nécessaires afin d'apaiser les localités adjacentes. Finalement, un impact sur la zone protégée Natura 2000 ne peut pas être exclu à ce stade des études.

Le Conseil de Gouvernement a été informé de l'étude de ces différentes options et s'est finalement prononcé en faveur de l'optimisation de la variante 2 approuvée en 2016. En plus de l'intégration d'un raccord au CR110 afin d'assurer la fonction de contournement de proximité, une diminution de l'impact sur le Bobësch et la zone Natura 2000 est également souhaitée.

ad 2) L'option d'un tracé souterrain n'a pas été approfondie pour des raisons géologiques, hydrogéologiques et géotechniques. En effet, les premières études géotechniques et les résultats des analyses du sol ont démontré que les moyens techniques à mettre en œuvre pour la réalisation d'un tunnel seraient démesurés et qu'il persisterait toujours un risque pour la protection de la forêt au-dessus.

En ce qui concerne la variante « A3 », celle-ci n'est également pas satisfaisante et fut abandonnée par la suite.

ad 3) Le nouveau tracé, qui est actuellement étudié et dont l'avant-projet détaillé est en train d'être finalisé, se rapproche d'avantage des voies CFL et permet un regroupement des couloirs. Cette variante a beaucoup moins d'impacts sur les surfaces forestières et présente aussi l'avantage de donner de l'espace pour un pôle d'échanges hautement efficient à la gare de Bascharage-Sanem.

L'emprise sur le site industriel de la société Saint-Gobain SA sera par contre plus importante et les pourparlers pour un déplacement de l'usine sont en cours.

ad 4) Les tracés alternatifs (D et E), analysés avec une route passant par la zone d'activités économiques Robert Steichen/Bommelscheier et la zone artisanale Op Zaemer, présentent un passage difficile sous les voies ferrées avec des carrefours à sens giratoire très rapprochés (raccordement au CR110 et à la rue Op Zaemer) de part et d'autre de la ligne ferroviaire. Une telle disposition est loin d'être conforme aux règles de l'art en matière de conception routière. En effet, les contraintes géométriques sur ce tronçon nécessiteraient de recourir à des rayons verticaux, des pentes longitudinales et autres éléments de conception routière qui dépassent de loin la réglementation en matière. Les conditions minimales de visibilité en approche des carrefours ne sont également pas garanties ainsi que celles en section courante avec le passage sous les voies ferrées.

De plus, ces deux tracés alternatifs qui passent par les zones d'activités de Bascharage ne permettent pas de dissocier les flux du contournement du trafic d'échanges avec le zoning.

Par ailleurs, pour le tracé alternatif D (contournement entre le Bobësch et les voies CFL), le niveau de sécurité du carrefour giratoire donnant accès au zoning est dégradé par le tracé des différentes branches contiguës, ne permettant pas de bonnes conditions de visibilité en approche du carrefour.

ad 5) L'avant-projet détaillée est en cours de finalisation et il est prévu de remettre un APD d'autorisation à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable au cours du mois de septembre.

Dangers liés au bois mort | Question 8178 (25/07/2023) de Mme Octavie Modert (CSV)

Èmmer erëm kënnt et a ganz Europa zu gefeierleche Bësch- a Vegetationsbränn. Och zu Lëtzebuerg souwéi an der Groussregioun war dat schonn de Fall, an dee Risiko besteet weiderhin. Beim Läsche vun de Bränn sinn d'Pompjeeën enger zousätzlecher Gefor ausgesat; ofgestuerwe Beem, déi nach net gehae goufen, kënnen duerch d'Feier urplätzlech ëmfalen. Weider kënnen ofgestuerwe Beem – egal ob se nach stinn oder schonn um Buedem leien – als Brandbeschleuneger fungéieren.

Awer och bei schlëmmem Héichwaasser, z. B. bei Baachen, déi duerch Bëscher an d'Dierfer lafen, ass Schwemmholz e reelle Problem.

An engem Reportage op 100,7 gouf 2022 gesot, dass de CGDIS an d'Naturverwaltung scho Kontakt opgeholl hätten, et war deemools awer nach net iwwert éischt Gespréicher erauskomm, an et missten nach Detailer vun der Zesummenaarbecht, zum Beispill, wat den Accès op d'Bëschweeër ugeet, gekläert ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch wéi och un d'Madamm Inneministesch stellen:

1. Erkennt d'Madamm Minister, dass eng Gefor vun ofgestuerwene Beem fir de Pompjee bei der

Bekämpfung vum Bëschbrand, oder och fir de Spadséiergänger am Bësch, besteet? Ass si sech och bewosst, wéi vill Schued Doudholz bei Iwwerschwemmungen mat sech bréngt?

2. Si Moosname geplangt, fir e bessere Kompromëss ze fannen tëschent Biodiversitéit a Sécherheet, dat heescht: op där enger Säit dem Totholz a senger Funktioun, fir dem Naturschutz gerecht ze ginn, an op där anerer Säit dem Besäitege vum Totholz als potenzielle Brandbeschleuneger respektiv géint Héichwaasserschued? Wéi wëll d'Regierung hei virgoen?

3. Wéini wëll een d'Gespréicher tëschent dem CGDIS an der Naturverwaltung ofgeschloss hunn? Kënnen d'Ministesch schonn Detailer zu de Resultater vun dëser Reunionne ginn?

Réponse (26/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1. Doudeg Beem sinn ee wichtegt Element vun engem naturnoe Bëschkosystem an droen dozou bäi, dass de ganzen Ekosystem méi resilient géint all méiglech Ëmweltafloss gëtt. Doudeg Beem, ob se elo stinn oder schonns um Buedem leien, wierke wéi ee Schwamp, dee mat Waasser gefëllt ass, well si nach ëmmer bis zu 50 % Waassergehalt opweisen an do-duerch net esou liicht a Brand geroden. Wéi ee Waasserspäicher gëtt Doudholz dem Bësch no an no dëst Waasser of (Florancic et al., 2022)¹⁸.

Am ufällegste fir Bëschbränn sinn net d'Lafbëscher, an deene just vereenzelt doudeg Beem stinn oder leien, mee et sinn éischter d'Nolebëscher, déi och deels flächeg doudeg oder ofstierwend Beem opweisen, déi hei eng Gefor duerstellen. D'Nolebeem kënnen duerch den Haarz, dee sech an hiren Nolen an hirer Schuel befënnt, méi liicht a Brand gerode wéi Lafbeem. Ausserdeem stellen d'Nolen, déi um Buedem leien, nach een zousätzleche Brandbeschleuneger duer, well si dozou bäidroen, dass während dréchene Perioden d'Krautschicht am Bësch séier a Brand gerode kann an sech dann zu engem Buedemfeier entwéckele kann, dat sech séier kann ausbreeden. Besonnesch ufälleg fir Bëschbränn si jonk Nolebëscher, an deenen d'Beem nach no beieneestinn an d'Feier dofir séier vun engem Bam op deen anere sprange kann. Op där anerer Säit sinn natierlech Bichebëscher (deen heefegste Bëschttyp zu Lëtzebuerg) manner ufälleg fir Bëschbränn, well hir Krounen net esou séier a Brand geroden a well sech um Buedem vun de Bichebëscher keng Nole befannen, déi séier a Brand geroden an dann d'Buedemfeier nach verstäerken.

An den ëffentleche Bëscher ginn d'Spadséierweeër reegelméisseg vun de Fierschter vun der Naturverwaltung op gefeierlech Beem hin ënnersicht. Falls esou Beem sollten opfale, hunn d'Fierschter kloer Instruktiounen, wéi si ze handeln hunn. Jee no Geforelag ginn d'Beem direkt oder eréischt méi spéit am Joer ewechgemaach.

An de private Bëscher ginn d'Spadséiergänger op hir eege Gefor hi spadséieren. Wann een Accident duerch Doudholz sollt geschéien, wäert mam Akraaftriede vum neie Bëschgesetz am Hierscht 2023 de geschiedegte Spadséiergänger mussen nowiese kënnen, dass de Bëschbesëtzer seng Virsuergpflicht net erfëllt huet.

¹⁸ Florancic, M. G., Allen, S. T., Meier, R., Truniger, L., Kirchner, J. W., & Molnar, P. (2022). Potential for significant precipitation cycling by forest-floor litter and deadwood. © 2022 The Authors. Ecohydrology published by John Wiley & Sons Ltd. Ecohydrology. 2023; 16: e2493. <https://doi.org/10.1002/eco.2493>

Doudholz ass och een natierlecht Element an a rondem d'Baachen an dréit zu engem gesonde Liewensraum bäi. Well Doudholz wichteg fir d'Biodiversitéit ass, soll dëst och a Beräicher, wou de potentielle Schued bedéngt duerch Héichwaasser geréng ass, toleréiert ginn.

Déi Materialien, déi an der Baach virkommen, wéi Doudholz, ofgebrachen Äscht asw. sinn net forcement d'Ursach vun Iwwerschemmungen: Si kënnen, wann se vereenzelt mam Waasser ewech geschwemmt ginn, lokal zu enger Erhéijung vum Iwwerschwemmungsrisiko an dem Schuedenspotential bäidroen, haaptsächlech um Niveau vun hydraulische Bauwierker innerhalb vun Uertschaften oder vu Baachen, déi duerch de Mënsch verännert goufen. Éischter sinn et eng net héichwaassergerecht Bebauung an net natierlech Baachleef, déi den Héichwaasserrisiko erhéijen.

ad 2. Wéi schonn uewe beschriwwen, ass doudegt Holz kee Brandbeschleuniger, mee ee wichteg Element fir d'Biodiversitéit vun eise Bëscher an dréit dozou bäi, d'Resilienz vun eise Bëscher ze stäerken, soudass dës hir villfältig Ökosystemdängschtleeschungen fir eis Mënsche weider erfëlle kënnen. Doudegt a vermodert Holz an eise Bëscher hëlleft awer och, duerch d'Späicherung vu Waasser am Holz, d'mikroklimatesch Bedéngunge positiv ze beaflossen, wat besonnesch wichteg ass an Zäite vun héijen Temperaturen. Am Kader vum Klimawandel dréit Doudholz duerch d'Späicherung vu Kuelestoff am Holz ausserdeem dozou bäi, dass een Deel vum Kuelestoff, dee sech ze vill an der Atmosphär befënnt, am Holz gebonne gëtt an eréischt no an no an de Kreeslaf zeréckkënn.

Wat elo d'Gefor betrëfft, déi vun doudegen a liewege Beem ausgeet, déi bei Héichwaasser vum Waasser matgerappt ginn an dann d'Infrastrukture beschiedeg kënnen oder zu Verstopfung feiere kéinten, do gëtt laanscht d'Baache bannent den Uertschaften respektiv virun Infrastrukture reegelméisseg iwwerpréift, ob Beem müssen ewechgeholl ginn. An der fräier Natur ass dat e bësse méi schwierig, well eis gréisser Waasserleef oft laanscht Bëscher fléissen, wou et net méiglech ass, iwwerall Sécherungsarbeiten duerchzuführen.

Während engem Héichwaasser gëtt allerhand Material mat geschwemmt a ka punktuell zu Problemer féieren. Allerdéngs ass et net just Doudholz, dat vun de Waassermasse matgerappt gëtt, mee och entwuerzelt vital (lieweg) Beem oder ofgebrachen Äscht. Dofir ginn an dës Hënsicht bei Waasserleef, wou een Héichwaasserrisiko besteet, präventiv Moossnamen an Interventionen ergräff, fir de Risiko an de Schued ze reduzéieren. An deem Kontext kann een erwänen, dass vill Gemengen domat amgaange sinn, un Héichwaasser- a Staarkreenvirsuergekonzepter ze schaffen, bei deene verschidde Léisungen zu dëser Problematik virgeschloen an ëmgesat ginn.

ad 3. Den Austausch tëschent dem CGDIS an der Naturverwaltung, wéi och deenen anere Verwaltungen, ass ee permanente Prozess. Am Kader vun der nationaler Plattform fir d'Reduktioun vu Katastropherisiken, déi vum Inneministère initiiert ginn ass, gouf dëst Joer och een Aarbechtsgrupp zum Thema Vegetations- a Bëschbränn an d'Liewe geruff. De CGDIS an d'Naturverwaltung huelen nieft aneren Institutionen an deem Grupp deel. Am Ufank vum Summer ass zum Beispill eng gemeinsam Kommunikatioun¹⁹ gemaach ginn, fir op d'Risiko vu Vegetations- a Bëschbränn opmierksam

ze maachen an de Leit déi richteg Verhalensregelen ze erklären, déi während der Vegetations- a Bëschbrand-saison anzehale sinn.

Pertes d'emplois dans le secteur de la construction | Question 8179 (25/07/2023) de M. Laurent Mosar | M. Marc Spautz (CSV)

Inflation, augmentation des taux d'intérêts, hausse des prix de l'énergie – le secteur de la construction et la conjoncture économique en général continuent à être sous pression. En témoignent le nombre en hausse de faillites et de liquidations, tout comme l'annonce de sociétés comme Astron Buildings de cesser l'activité de production sur le site de Diekirch, ou encore de Manuel Cardoso Constructions dont la faillite va être prononcée sous peu.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Sous quelles conditions est-ce que les personnes concernées par la perte de leur emploi pour les deux entreprises susmentionnées vont-elles être amenées à devoir quitter leur poste ? Est-ce qu'elles vont pouvoir toucher les salaires qui leur sont dus ?

– Il sera sûrement difficile pour les personnes concernées par la perte de leur emploi de trouver un emploi rapidement, vu la situation conjoncturelle actuelle. Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir les personnes qui vont se retrouver au chômage ?

– Il serait par ailleurs désastreux si cette main-d'œuvre qualifiée pour le secteur de la construction était perdue, en étant notamment réorientée vers d'autres secteurs économiques. Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir l'effort de trouver des postes de travail dans d'autres entreprises actives dans le secteur de la construction ?

– Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance d'autres cas d'entreprises en grave difficulté ? Comment est-ce qu'ils évaluent la situation de manière générale, en particulier après le congé collectif ?

– Comment est-ce que le Gouvernement entend soutenir ces entreprises en grave difficulté ? Est-ce que le Gouvernement estime que les mesures déjà prises sont suffisantes pour soutenir le secteur de la construction et le marché du logement ?

Réponse (11/09/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Comme expliqué dans la réponse aux questions parlementaires 8171 et 8172 du 20 juillet 2023 concernant la fermeture d'un fournisseur des solutions de construction en acier, à chaque fois qu'une entreprise est amenée à licencier des salariés, les ministres préconisent l'option d'un plan de maintien dans l'emploi et encouragent les partenaires sociaux à s'engager dans une telle démarche pour que l'entreprise et les salariés concernés puissent bénéficier des avantages et instruments qui y sont liés. Parmi ces instruments peuvent figurer l'application de la préretraite-ajustement, du chômage partiel ainsi que l'application du prêt temporaire de main-d'œuvre, l'organisation de formations pour les salariés concernés ou bien leur accompagnement pour la recherche d'un nouveau poste de travail.

La situation concernant la société Astron Buildings a également été exposée en détail dans la réponse aux questions parlementaires mentionnées ci-dessus.

En ce qui concerne la société Manuel Cardoso Constructions, cette dernière a été déclarée en faillite. L'ADEM a organisé dans ce contexte et encore avant les

congrès collectifs une séance d'information dans son agence à Esch-Belval à laquelle ont participé la quasi-totalité des 120 salariés actuels de la société. Ces salariés ont reçu toutes les informations sur les démarches à faire pour leurs salaires (indemnités de faillite et de chômage) et ont aussi pu ouvrir leur dossier d'inscription en tant que demandeur d'emploi directement sur place.

Le salarié résidant sans emploi peut, suite à la faillite de son employeur et sous certaines conditions, demander des indemnités de chômage auprès de l'ADEM.

Par ailleurs, le salarié doit déposer une déclaration de créance auprès du greffe du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale qui a prononcé la faillite (Luxembourg ou Diekirch). Les créances salariales peuvent, dans une certaine limite, être qualifiées de « superprivilégiées », puisqu'elles doivent être payées en priorité. Le paiement peut être pris en charge par le Fonds pour l'emploi dans le cadre de la garantie des salaires en cas de faillite. Cette garantie est limitée à un montant plafonné à 6 fois le salaire social minimum non qualifié.

Les déclarations de créances sont vérifiées par le curateur de la faillite qui les soumet au juge commissaire. Par la suite, le curateur transmet les déclarations de créances à l'ADEM qui procède au contrôle et au paiement de la créance couverte par la garantie. Le montant est ensuite versé par la Trésorerie de l'État.

Ainsi, les sommes versées au salarié (après contrôle du relevé de créances par l'ADEM) sont :

- le salaire du mois de survenance de la faillite ;
- le salaire du mois suivant ;
- une indemnité correspondant à 50 % du préavis auquel le salarié aurait pu prétendre en cas de licenciement.

Le salarié peut, sous certaines conditions, demander une avance sur les arriérés de salaire à l'ADEM si sa créance correspond à plus de la moitié de son salaire mensuel, calculé sur la moyenne des 3 mois qui précèdent le mois de la faillite.

Il est à souligner qu'actuellement, plus de 9.000 offres d'emplois sont ouvertes à l'ADEM, dont 878 dans les métiers de la construction.

Comme évoqué plus haut, l'ADEM a organisé encore avant le congé collectif une séance d'information dans son agence à Esch-Belval à laquelle ont participé la quasi-totalité des salariés de Manuel Cardoso Constructions et un grand nombre d'entreprises du secteur de la construction se sont déjà manifestées, que ce soit auprès des représentants de la société, auprès des syndicats ou encore auprès de l'ADEM, et souhaitent recruter les salariés concernés. Les démarches sont en cours et l'ADEM a organisé un Jobday le 29 août 2023 dans les locaux de la Chambre des Métiers auquel ont pu participer les anciens salariés de la société qui n'auraient pas encore retrouvé un emploi afin de leur permettre d'entrer en contact avec de potentiels nouveaux employeurs. Ce Jobday s'est évidemment aussi adressé aux autres demandeurs d'emploi souhaitant intégrer le secteur de la construction.

Le Conseil de Gouvernement effectue régulièrement le suivi des indicateurs de l'immobilier et de la construction afin de se rendre compte de l'évolution du secteur.

En date du 20 juin 2023, le Ministre du Logement, Henri Kox, le Ministre des Classes moyennes, Lex Delles, et le Ministre de l'Économie, Franz Fayot, ont présenté un paquet de mesures pour soutenir les métiers de la construction et l'accès au logement. Ciblant les PME, les communes et les ménages, ces mesures ont été élaborées par un groupe interministériel mis en place par le Gouvernement et placé sous la

¹⁹ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2023/07-juillet/14-sensibilisation-risques-feux-forets.html

direction du Ministre du Logement et ont un coût budgétaire indicatif de 150 millions d'euros. Ce paquet de mesures est donc de grande envergure. Le détail des mesures prises peut être consulté sous le lien suivant : <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2023/06-juin/20-kox-fayot-delles-mesures-construction/les-mesures-de-soutien-aux-pme-communes-et-mnages-20062023.pdf>.

Épreuves standardisées | Question 8180 (25/07/2023) de Mme Martine Hansen | Mme Diane Aehm (CSV)

Eemol pro Joer, jeeeweils um Ufank vun de Cyclen 2.1, 3.1 a 4.1 an der Grondschoul souwéi op 7^e a 5^e am Enseignement secondaire, ginn déi sougenannten „Épreuves standardisées“ duerchgefouert. Zil dovun ass et ze kucken, ob d'Leierziler vun deem jeeeweils ofgeschlossene Cycle bei de Schüler erreecht konnte ginn.

An deem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

Kann den Här Minister eis driwwer informéieren, ob d'Resultater vun den Épreuves standardisées vum Schouljoer 2022/2023 virleien?

- Wa jo:
- Zënter wéini leien se vir?
- Wiem goufen se presentéiert?
- Wat sinn d'Resultater an deenen eenzelne Fächer?
- Wéi eng Conclusioun goufe gezunn?
- Kann den Här Minister eis d'Resultater zoukomme loosse?
- Wann net:
- Firwat net?
- Wéini sollen d'Resultater presentéiert ginn?

Réponse (29/08/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Zesummenhang mat den Épreuves standardisées (ÉpStan) vum Schouljoer 2022/23 kann ech follgend Detailler matdeelen:

D'effentlech Schoule kruten de 7. Mäerz 2023 Accès op den Download vun hirem jeeeweilege Schüler-, Klassen- a Schoulfeedback. Déi international effentlech Schoule kruten den 21. Mäerz 2023 Accès op den Download vun hirem jeeeweilege Schüler-, Klassen- a Schoulfeedback. Zanter dem 18. Abrëll 2023 kann all interesséiert Persoun déi allgemeng Resultater um Portail <https://dashboard.epstan.lu/> nokucken.

Eng Eegenart vun den ÉpStan ass et, datt se net nëmmen e Feedback iwwer d'Resultater um Niveau vum Bildungssystem ginn, mee och op allen Ënnerneiveaun (Schoul, Klass, Schüler), an esou och fir d'Schoulentwécklung a fir d'Stärkung vun den diagnostesche Kompetenze vun den Enseignantë kënnen genotzt ginn, awer natierlech och fir individuell Léier- an Ënnerstëtzungsbefürdnisse ze bestëmmen. D'Enseignantë kréie souwuel hire Klassefeedback, wéi och déi eenzel Schülerfeedbacken. All Schüler kritt säi perséinleche Feedback matgedeelt, an d'Eltere kréien op deem Wee eng Réckmeldung iwwer den Entwécklungsstand vun hirem Kand.

Déi järelech ÉpStan-Resultater ginn der Allgemengheet oder de politesche Vertrieeder normalerweis net extra presentéiert. Ausnamen heizou ware viru Kuerzem d'Resultater iwwer den Impakt vun der Covid-19-Pandemie (Pressekonferenzen den 22. Abrëll 2021 an den 1. Abrëll 2022), d'Resultater iwwer d'freikandelech Betreuung an Erziehung zu Lëtzebuerg (17. Mee 2023) an d'Resultater iwwer international effentlech Schoulen (Pressekonferenz vum 7. Juli 2023). D'Resultater vun

den ÉpStan ginn awer zanter 2015 all dräi Joer am Bildungsbericht presentéiert.

Fir déi effentlech Schoule sinn d'Resultater vun all Fach um Dashboard ze fannen (<https://dashboard.epstan.lu/>).

D'Fachresultater an der Mathematik vun den internationale Schoulen zu Lëtzebuerg fënnt een an dëser Publikatioun: LUCET&SCRIPT (Eds.). (2023). European Public School Report 2023: Preliminary Results on Student Population, Educational Trajectories, Mathematics Achievement, and Stakeholder Perceptions. <https://doi.org/10.48746/eps2023>

Allgemeng Conclusiounen iwwer d'ÉpStan-Resultater (net spezifesch fir d'Resultater vun 2022/23) kënnen an de folgende Publikatiounen iwwer verschidden Theemeberäicher fonnt ginn:

- LUCET&SCRIPT (Eds.). (2018). Nationaler Bildungsbericht Luxemburg 2018. Luxembourg: LUCET&MENJE.
- LUCET&SCRIPT (Eds.). (2021). Nationaler Bildungsbericht Luxemburg 2021. Luxembourg: LUCET&MENJE.
- (<https://men.public.lu/content/dam/men/fr/actualites/articles/communiqués-conference-presse/2021/12/Nationaler-Bildungsbericht-Luxemburg-2021.pdf>)
- Hornung, C., Kaufmann, L. M., Ottenbacher, M., Weth, C., Wollschläger, R., Ugen, S., & Fischbach, A. (2023). Early childhood education and care in Luxembourg. Attendance and associations with early learning performance. LUCET. <https://doi.org/10.48746/epstanalpha2023pr>
- LUCET&SCRIPT (Eds.). (2023). European Public School Report 2023: Preliminary Results on Student Population, Educational Trajectories, Mathematics Achievement, and Stakeholder Perceptions. <https://doi.org/10.48746/eps2023>

Souwuel den Dashboard (<https://dashboard.epstan.lu/>) wéi och all déi hei uewen opgezielte Publikatiounen si fräi zougänglech a kënnen mam spezifizéierten DOI erofgeluede ginn.

Nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne | Question 8181 (26/07/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le 10 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une nouvelle décision d'adéquation concernant la circulation des données entre les États-Unis et l'Union européenne. Par cette décision, la Commission européenne conclut que les États-Unis garantissent un niveau de protection comparable en ce qui concerne le transfert de données à caractère personnel circulant de l'Union européenne vers les entreprises américaines. Cette décision s'inscrit dans le contexte de l'invalidation par la Cour de justice de l'Union européenne de la précédente décision d'adéquation (« EU-US Privacy Shield ») en juillet 2020.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- 1) Comment le Gouvernement évalue-t-il ce nouvel accord transatlantique ?
- 2) De quelle manière est-ce que cette décision d'adéquation va être mise en œuvre ? Qu'est-ce que cette nouvelle décision d'adéquation implique pour le travail de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) ?
- 3) Cette décision d'adéquation semble déjà faire l'objet de critiques, notamment par le Comité européen de la

protection des données (EDPB) qui pointe du doigt les transferts de données ultérieurs, le champ d'application des exemptions ou encore le fonctionnement pratique du mécanisme de recours. Quelle est la position du Gouvernement ? Est-ce qu'il estime que l'accord actuel comporte des points à améliorer ?

4) L'activiste Max Schrems, à l'origine des plaintes ayant invalidé les deux régimes de transfert de données personnelles précédents, a déjà annoncé vouloir retourner dans la Cour de justice de l'Union européenne pour y déposer une plainte. Est-ce qu'une nouvelle invalidation est à craindre pour cette troisième tentative ?

Réponse (22/08/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

ad 1) et 3) La réponse à la question parlementaire n° 8162 apporte les éclairages nécessaires pour répondre à ces questions.

ad 2) Les décisions d'adéquation comptent parmi les mécanismes énoncés par le « Règlement général sur la protection des données » (RGPD) afin d'encadrer les transferts de données personnelles de l'Union européenne vers les pays tiers.

La CNPD est l'autorité nationale de contrôle en matière de protection des données, et à ce titre, il lui appartient notamment de contrôler la bonne application des dispositions du RGPD sur les transferts de données vers les pays tiers.

ad 4) Tout citoyen peut introduire des plaintes sur base du RGPD s'il estime que ses droits ont été violés. De plus, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 8162, la décision d'adéquation elle-même prévoit des mécanismes d'évaluation et, au besoin, de suspension ou de révocation au cas où le niveau de protection du système américain en matière de données à caractère personnel ne s'avérerait pas « essentiellement équivalent » à celui du système européen.

Stratégie d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension | Question 8182 (26/07/2023) de M. François Benoy | M. Charles Margue (déi gréng)

Suite au débat de consultation du 9 février 2023, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à :

- s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ;
- inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne ;
- adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;
- encourager le FDC à soutenir la création de logements à coûts modérés.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à la réaction du conseil d'administration du FDC et à la mise en œuvre de la motion du 9 février 2023 ?
- 2) Quelles actions concrètes ont été menées pour adapter la stratégie d'investissement afin de renforcer

sa cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ?

3) Est-ce qu'une stratégie de désinvestissement en ligne avec la motion a déjà été conclue ? Si non, quels sont les obstacles et difficultés rencontrés le cas échéant ? Si oui, comment se déroule la mise en œuvre de cette stratégie et quel en est le calendrier ?

4) Comment le FDC mobilise-t-il ses avoirs afin de soutenir la création de logements à coûts modérés, notamment aussi afin de soutenir l'activité du secteur de la construction en soutenant la construction de logements abordables par des acteurs publics ?

Réponse (24/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Le conseil d'administration du Fonds de compensation (FDC) commun au régime général d'assurance pension a suivi avec intérêt le débat de consultation à la Chambre des Députés le 9 février 2023 – tenu suite à la demande du Ministre de la Sécurité sociale – et a pris note de la motion adoptée ce jour-là. En guise de mise en œuvre de la stratégie d'investissement dans un esprit qui suit la motion de la Chambre des Députés, le conseil d'administration du FDC a procédé selon un calendrier soutenu.

Ainsi, le conseil d'administration s'est prononcé en juillet 2023 sur un renouvellement de deux mandats d'investissements actifs avec une approche durable (obligations des marchés émergents et actions monde petites dénominations). Grâce à ces renouvellements, la totalité de la gestion active des investissements du FDC est aujourd'hui effectuée avec une approche durable. Deux autres mandats de gestion indexée ont aussi été renouvelés en juillet 2023.

En outre, le conseil d'administration a mandaté le gérant BlackRock Investment Management pour gérer de manière indexée, mais aligné à l'accord de Paris, un mandat d'investissements en obligations monde. Le nombre restreint de soumissionnaires participant dans la soumission publique relative à ce mandat témoigne de l'aspect innovateur d'une telle approche d'investissement indexé et des difficultés rencontrées de joindre l'expertise financière nécessaire pour pallier, à l'échelle requise, les exigences du FDC en matière d'investissements respectueux du climat.

Au cours de l'année 2023, le conseil d'administration du FDC prendra des décisions relatives à sa politique d'engagement vis-à-vis de sociétés productrices de gaz à serre dans lesquelles le FDC est investi et déterminera des critères pour complémentarément exclure des sociétés qui ne s'engagent pas suffisamment dans une voie d'amélioration en relation avec les critères d'exclusion du FDC et qui restent dès lors « sous observation » prolongée sans perspective positive.

En automne 2023, le FDC lancera un appel d'offres pour le mandat d'infrastructure en « Clean Energies » qui pourra être adjudiqué en début de l'année 2024.

Le FDC pourra dès lors effectuer une analyse Paris Agreement Capital Transition Assessment (PACTA) ou une analyse dédiée pour se rendre compte, en toute transparence, des efforts fournis pendant les dernières trois années pour aligner ses investissements avec l'accord de Paris, parallèlement à une mise à jour annuelle des données de l'empreinte de CO₂ des investissements du FDC.

En ce qui concerne la suite donnée par le Gouvernement à la motion du 9 février 2023, le Ministre de la Sécurité sociale a soumis cette motion au Conseil de Gouvernement et a proposé au conseil de faire sienne la position adoptée par la Chambre des Députés.

Lors de sa séance du 31 mars 2023, le Conseil de Gouvernement a décidé de suivre la proposition du

Ministre de la Sécurité sociale et de reprendre la position de la Chambre des Députés en tant que sa propre. Il s'ensuit que les représentants de l'État dans les organes décisionnels du FDC suivront cette position et appliqueront donc la motion adoptée le 9 février 2023.

ad 2) Comme noté ci-dessus, le FDC est en cours d'implémentation des mesures permettant de faire un monitoring tout à fait transparent de la cohérence de ses investissements au 31 décembre 2023 avec les objectifs de l'accord de Paris.

En ce qui concerne les critères ESG et le monitoring des droits de l'homme, les efforts substantiels du FDC pendant la dernière décennie, la liste « noire » d'exclusions mise à jour annuellement et la mise en place d'une « liste grise » ont permis au fonds de gagner une réputation exemplaire en matière d'investisseur responsable.

ad 3) Le conseil d'administration du FDC a conclu que la stratégie d'investissement est en ligne tout aussi bien avec la motion prise par la Chambre des Députés en février 2023 qu'en concordance avec la base légale l'habilitant de prendre des décisions relatives à la stratégie d'investissements du Fonds de compensation.

Les moyens exposés ci-dessus permettront de mieux cibler d'autres décisions en matière d'investissements ou d'ajuster, le cas échéant, la stratégie d'investissement du FDC.

ad 4) À côté des efforts considérables en matière de logement menés par la Société nationale d'habitations à bon marché (SNHBM), dans laquelle le FDC est le deuxième investisseur après l'État luxembourgeois, avec 246 logements nouvellement entamés, 289 logements achevés et 1.010 logements en cours de construction au cours de l'année 2022, le FDC mène ses propres projets destinés à la location. Notons en outre que le FDC est propriétaire du futur Centre administratif Nordstad qui permettra de libérer des surfaces notamment dans la Cité militaire à Diekirch afin de dédier cet espace au logement abordable pour la SNHBM.

Les projets actuels propres au FDC en matière de logement consistent dans le « Nouveau quartier Nei Hollerich » qui est en instance de consultation rémunérée restreinte avec des équipes d'architectes, de paysagistes et d'ingénieurs et dans le projet « Nouveau quartier accès Walebroch » développé ensemble avec la Nordstad Entwicklungsgesellschaft SARL.

En outre, le FDC développera dès que possible les autres parcelles dont il est propriétaire dans la « Zentralachse Nordstad » et continuera tout aussi bien à gérer et à agrandir son patrimoine immobilier administratif, commercial et destiné au logement, selon les moyens et ressources disponibles.

Courses illégales à Contern | Question 8184 (27/07/2023) de M. Claude Lamberty (DP)

Il nous revient que des personnes se rassemblent de manière régulière dans la zone industrielle de Contern pour se livrer à des rodéos motorisés. Ces comportements compromettent délibérément la sécurité des usagers de la route. De surcroît, les riverains sont exposés au bruit et à la pollution supplémentaire engendrée par ces comportements.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués à Contern et le cas échéant sur d'autres sites ?

2) Combien d'incidents semblables ont pu être constatés par la police pendant les deux dernières années ?

3) Combien d'infractions de ce type ont donné lieu à des amendes au cours des deux dernières années ?

4) Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin de mettre fin à ces pratiques ?

5) Monsieur le Ministre entend-il créer une infraction spécifique pour lutter contre les rodéos motorisés, à l'instar de la France et de la Belgique ?

Réponse (07/08/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les ministres ont connaissance des faits évoqués et renvoient aux questions parlementaires n° 6407 du 27 juin 2022 et n° 8119 du 3 juillet 2023 qui traitent la même problématique.

ad 2) et 3) En 2021, la police a relevé 3 incidents de ce genre à Contern dans le « Einsatzleitsystem (ELS) ». En 2022, 7 incidents ont été notés, dont un contrôle majeur de la part de la police. En 2023 jusqu'au 1^{er} août, un total de 16 incidents a été enregistré, dont 2 contrôles plus importants de la part de la police.

Lors des interventions et contrôles policiers, toute une panoplie d'avertissements taxés concernant l'aménagement des véhicules a été décernée.

Lors des 2 contrôles en 2023, plusieurs centaines de véhicules furent contrôlés, plus de 100 avertissements taxés furent décernés (la grande majorité suite à des défauts techniques ou à cause de modifications ou transformations illicites), 11 rapports « contrôle technique » ont été rédigés suite à certaines modifications et transformations non réglementaires, respectivement suite à l'état technique de certains véhicules, et 4 véhicules ont été immobilisés sur place.

Le cinémomètre mobile (radar automatique) a été installé à 4 points différents aux environs de Contern-Sandweiler-Itzig et 317 dépassements de la vitesse ont été constatés.

ad 4) L'honorable Député est renvoyé à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8119 du 3 juillet 2023.

ad 5) L'honorable Député est renvoyé à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8119 du 3 juillet 2023.

Stade d'athlétisme régional au sud du pays | Question 8185 (27/07/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déli Lénk)

La Chambre des Députés a récemment voté une loi qui prévoit la construction et le financement d'infrastructures sportives à Belval. Ce nouveau complexe sportif serait à disposition des élèves d'établissements scolaires des environs et des étudiants de l'Université du Luxembourg. En dehors des heures de cours, le grand public et les clubs et fédérations auraient également accès aux infrastructures sportives.

Le projet de construction ne semble pourtant pas prévoir d'infrastructures spécifiques destinées aux clubs d'athlétisme.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

1) N'aurait-il pas été opportun de prévoir la construction d'un stade d'athlétisme dans le cadre du nouveau complexe sportif à Belval afin d'en permettre une mise à disposition aux clubs d'athlétisme de la région en dehors des heures de cours ?

2) Quel est l'état d'avancement des planifications concernant un stade d'athlétisme régional à Differdange ?

3) Vos services analysent-ils d'autres options de sites pour l'implantation d'un stade d'athlétisme régional au sud du pays ?

4) Envisagez-vous éventuellement la construction d'infrastructures spécifiques pour l'athlétisme dans le cadre du nouveau lycée sportif à Mamer ?

5) Messieurs les Ministres ont-ils été saisis par les communes du sud du pays, les clubs d'athlétisme régionaux, la FLA ou le COSL en vue de la construction de ce type d'infrastructure ?

6) Les communes et clubs d'athlétisme, la FLA ou le COSL seront-ils impliqués dans la planification de nouvelles infrastructures ?

Réponse (05/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) Le programme de construction du centre sportif à Belval, arrêté en 2019, découle d'une longue procédure d'analyse des besoins menée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en collaboration avec le Ministère des Sports. Il se fonde sur la prise en considération en priorité d'un ensemble de nécessités d'ordre scolaire et universitaire pouvant, le cas échéant, répondre aux besoins des associations sportives et des résidents sur les plans locaux et régionaux.

Pour des raisons fonctionnelles et budgétaires, la construction d'installations spécifiques dépassant les besoins de la formation pédagogique et de l'enseignement dans le domaine de l'éducation physique, tel qu'un stade d'athlétisme régional, n'a donc pas été retenue lors de l'établissement du programme de construction.

ad 2) Les dernières informations officielles du Ministère des Sports datent de l'été 2022 selon lesquelles la Ville de Differdange avait informé que le projet d'un stade d'athlétisme régional serait en suspens.

ad 3) Actuellement les services responsables du Ministère des Sports n'analysent pas d'options alternatives pour la construction d'un stade d'athlétisme régional au sud du pays.

ad 4) Dans le cadre de la nouvelle construction du Sportlycée Luxembourg à Mamer, un terrain d'athlétisme extérieur avec une piste de 200 m et 6 couloirs est prévu. Pour l'entraînement des disciplines de sprint court (50 m/80 m/100 m/110 m) une piste droite d'une longueur de 128 m est planifiée. Des infrastructures spécifiques pour le saut en longueur, le saut en triple et le saut à la perche ainsi que pour le lancer du disque, du marteau, du javelot et du poids seront également réalisées.

Vu la surface limitée du terrain d'implantation disponible, l'aménagement d'une piste d'athlétisme de 400 m n'est pas possible ; le cas échéant, le Sportlycée prévoit l'utilisation du stade d'athlétisme de l'Institut national des sports à Luxembourg-Cents.

À noter qu'en complément aux infrastructures extérieures, les halls sportifs ainsi que les salles de musculation, endurance et réathlétisation sont à disposition et à partager avec les athlètes d'autres disciplines sportives.

ad 5) Le Ministère des Sports fut approché en mars 2018 par les responsables de la Ville de Differdange. Selon les informations du ministère, la Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA) a également été saisie à ce sujet.

ad 6) Comme pour tout projet d'infrastructure sportive relevant de la compétence communale, un dialogue

continu est maintenu entre ces entités et mes services. De surcroît, en ce qui concerne la construction d'un stade d'athlétisme, la Fédération luxembourgeoise d'athlétisme (FLA) est également étroitement consultée.

.....

Cardiologie du Centre Hospitalier du Nord | Question 8186 (27/07/2023) de M. André Bauler (DP)

Ech gouf drop opmierksam gemaach, datt de Moment an der Klinick zu Ettelbréck weesentlech manner „Herzschrittmacher“ gesat géife ginn. Wéi déi al Equipe vun Häerzdocteren am CHdN aktiv war, goufen awer nach reegelméisseg där „Schrittmacher“ gesat. Lo mussen d'Patienten aus dem Norden dacks an d'Stad oder op Esch an d'Klinick, wa se sou eng Operatioun gemaach kréien, well d'Waardezäit zu Ettelbréck spierbar eropgaangen ass.

Virun deem Hannergrond wollt ech d'Madamm Gesondheetsministesch Folgendes froen:

1. Ass d'Madamm Minister informéiert iwwer d'Aktivitéit vum neien Team vun Häerzdocteren am CHdN? Wa jo, wat ass hiert geneet Aarbechtsfeld?

2. Stëmmt et, datt spierbar manner „Schrittmacher“ zu Ettelbréck gesat ginn? Wa jo, firwat ass dat esou?

3. Gëtt nees envisagéiert, fir mëttelfristeg méi där Interventiounen zu Ettelbréck duerchzeféieren?

Réponse (20/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Missioune vum Service de cardiologie gi mat der erneierter Equipe vun zurzäit véier Kardiologen assuréiert, sou wéi déi gesetzlech Bestëmmungen et virginn. Et ass ze notéieren, dass zwee interventionell Kardiologen an och ee Rythmolog an där Equipe sinn.

ad 2. No enger temporärer Reduktioun vun den Zuelen ass d'Situatioun elo erëm wéi virum Wiessel vun de Kardiologen.

Am Iwwergang zu den neie Kardiologen am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) gouf et engersäits en Impakt op d'Unzuel vun den implantéierte „Schrittmacher“ an anerersäits gesäit d'Nomenklatur vun de medezinneschen Akte vir, dass gewësse „Schrittmacher“, ënnert anerem déi sougenannten Defibrillatoren, nëmmen am Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) därfer gesat ginn.

ad 3. D'Direktioun vum CHdN plangt mëttelfristeg nees méi kardiologesch Interventiounen zu Ettelbréck, an dëst, esoubal déi nei Equipe komplett operationell ass.

.....

Impact des nouvelles lois en matière de déchets | Question 8187 (27/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Rezent gouf an der Press Kritik vun den Handelsvertrieeder zu den neien Offallgesetzter geäussert. Am Spezielle geet et dorëms, dass zanter Ufank vun dësem Mount d'Supermarché verschidden Zorte vu frëschem Uebst a Geméis, bzw. Quantitéiten dovunner, net méi därfer am Plastik verkafen.

Laut de Branchevertrieeder missten doduerch Liewensmëttel, déi aus dem Ausland importéiert ginn – wat de Groussdeel vun de Produiten ausmécht – aus hire Verpackunge geholl an nei verpaakt ginn. Doduerch géif am Endeffekt nach méi Offall generéiert ginn. Leider ass de Marché fir Lëtzebuerg ze kleng, soudass d'Produzenten net extra Verpackunge fir Lëtzebuerg produzéieren.

An dësem Kontext géif ech gärer weider folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Ass d'Ministesch sech dëser Problematik bewosst? Steet si am permanenten Austausch mat den Handelsvertrieeder bzw. mat de Supermarchéen direkt?

2. Wa jo, ass d'Regierung gewëllt, eppes ze ënnerehuelen, fir eng Ëmverpakung vun de scho verpaakte Liewensmëttel ze evitéieren an esou zousätzlechen Offall ze spueren? Mussen do Upassungen um bestoende Gesetzestext gemaach ginn? Wa jo, wéi eng?

3. Gedenkt d'Regierung, eng Etüd duerchzeféieren, wéi vill Liewensmëttel nei verpaakt mussen ginn, fir konform mat der Lëtzebuurger Gesetzgebung ze sinn a wéi vill zousätzlechen Offall doduerch produziéiert gëtt?

Réponse (15/09/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Ursprung vun der gesetzlecher Dispositioun, déi mat 52 Stëmmen ugehall gouf, ass an der Motioun 2951 vun 2019 ze fannen. An der Motioun, déi beim „Débat d'orientation sur la stratégie „Zéro déchets“ et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg“ ugehall gouf, gouf gefuerdert: „formuler à cet effet [réduction déchets en matière plastique] des mesures ambitieuses et efficaces, y inclus, – le cas échéant, des mesures supplémentaires issues des résultats de l'étude de faisabilité juridique et d'opportunité d'une interdiction d'emballages ou d'autres produits plastiques au-delà de celles prévues par la directive relative aux plastiques à usage unique.“ Dës Motioun hat eng breet Zoustëmmung an der Chamber fonnt.

Fir déi Dispositioun ëmsetzbar ze maachen, ass d'Approche gewielt ginn, fir déi lëtzebuergesch Dispositioun un de franséische Kader unzeleeën. Déi franséisch Autoritéiten hunn den 20. Juni 2023 nach emol hiren Dekreet ugepasst, deemno konnt duerch déi verschidden Delaien an de legale Prozesser keng 100 % Kohärenz garantéiert ginn. Déi franséisch Dispositioun ass den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden, mee gesäit elo schlussendlech nach eng Iwwergangsbestëmmung bis Enn 2023 vir.

Scho virum Akraafttriede vun där Mesure gouf et schonns Gespréicher mam lëtzebuergesche Liewensmëttelsektor, souwuel mat de Branchevertrieeder wéi och mat eenzele Betriber. Déi Gespréicher waren dacks ganz praxisbezunn, zum Beispill fir een techneschen Avis zu alternative Verpackungen. Ausserdeem gouf zesumme mat der Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) eng Nott ausgeschafft, déi d'Ëmsetzung vun der Dispositioun soll begleeden. Déi Nott ass um Site www.nulloffall.lu ze fannen, op deem een och vill aner nützlech Informatiounen zum Thema Offall féinnt.

Den Austausch mam Sektour ass (net nëmmen) an deem heiten Dossier wichteg, notament, fir dass mer d'Entreprise an de Consommateur bei der Transitioun zu enger méi nohalteger Consommatioun begleeden. D'ekologesch Transitioun, zu där och d'nohalteger Consommatioun gehéiert, ass eng Erausforderung fir eis Gesellschaft. Dofir ass et wichteg bei all hiren Aspekter, mateneen ze kucken, wéi een dat am beschten hikritt.

Déi gesetzlech Obligatioun stellt sécherlech eng Ëmstellung vun der Logistik bei deem engen oder aneren Ateur duer. Well déi Dispositioun awer schonns während dem legislativ Prozess bekannt war, hu verschidden Ateuren och schonns fréizäiteg hir Logistik ugepasst a schonns zum Deel op plastikfräi Verpackungen ëmgestallt. Et gesäit een awer antëschent, dass

verschiede Produkter, duerch déi verschidde Liwwerketten, méi schwéier kënnen ëmgestallt ginn. Hei goufen, am Echange mat de Verrieder vun der Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD), aus enger Léscht vu ronn 60 Produkter d'Endiven an d'Physalis identifizéiert. Mir wäerten och nach weiderhi mat de Betriber am Echange stoen, fir léisungsorientéiert un der Ëmsetzung vum Gesetz ze schaffen.

ad 2. Wéi déi éierbar Deputéiert Madamm Martine Hansen et richteg bemierkt, kënn vill Uebst a Geméis, dat vun där Dispositionen betrëff ass, aus dem Ausland an d'Verpakung ass net ëmmer un déi national Legislatioun ugepasst. D'Verpakungen, an deenen d'Uebst a Geméis zu Lëtzebuerg ugeléiwert gëtt, sinn deementspriechend an enger éischter Etapp schwéier ze vermeiden a falen, wann se net erëm benotzt ginn, als Offall un. Dofir hunn déi hei betreffen Acteure selwer och Interessi drun, fir manner där Verpakungen ze kréien, well si fir déi konform Behandlung vum Verpakungsoffall opkomme mussen. D'Liwwerkette beschtméiglechst unzepassen ass deemno och an hirem Interessi.

Niewent de lafende Beméiunge mam Handel zu Lëtzebuerg, gëtt op EU-Niveau am Moment un engem neien EU-Reglement iwwer Verpakungen a Verpakungsoffall geschafft. Hei gëtt eng vergläichbar Mesure ewéi déi national Moosnam diskutéiert. Dëst soll zu enger weiderer Harmoniséierung ënnert de Memberstaate féieren. Aktuell ass an der EU-Propos virgesinn, dass keng Eeweeverpakung méi fir verschidde frësch Uebst- a Geméisarten därer benotzt ginn.

ad 3. Ewéi schonn an der éischter Fro uginn, si mer lafend am Kontakt mat der FLAD an des Echäng wäerten och weidergefouert ginn. Et ass wichteg, de Retour vum Terrain ze kréien, fir Problemer, déi bei der Ëmsetzung entstinn, direkt kënnen ze erkennen a gemeinsam Léisunge kënnen auszeschaffen. Mir hunn der FLAD proposéiert, fir een éischte Bilan mat hire Memberen ze maachen. Opgrond heivu kënnen verschidde Pisten analyséiert ginn, fir eventuell Problemer ze léisen. Heizou gehéieren ënnert anerem eng besser Informatioun a Berodung vum Client an de Betriber, mee och, wann de Besoin kloer identifizéiert ass, d'Preparatioun vu punktuellen Upassunge vum gesetzleche Kader. Zil soll et sinn, fir déi richteg Balance tëschent der Haltbarkeet vun de Produiten, de Liwwerketten an dem Verzicht op Plastikverpakungen hinze kréien.

Respect du RGPD par Ryanair | Question 8188 (28/07/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair est accusée de malmenier la protection des données personnelles en vérifiant de manière « abusive » l'identité des clients ayant réservé les services Ryanair via une agence tierce. La vérification de l'identité se ferait par reconnaissance faciale, que les clients doivent par ailleurs payer en supplément. D'après des articles de presse concordants, l'association autrichienne « Noyb », qui milite pour la protection des données personnelles, a porté plainte contre la société irlandaise et saisi l'autorité chargée de la protection des données en Espagne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la controverse entourant la compagnie aérienne irlandaise Ryanair ? Quelle est son appréciation de la situation ?

– Ne faudrait-il pas saisir également la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), comme Ryanair est également actif dans notre pays ?

Réponse (22/08/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

La CNPD est en charge de contrôler et de vérifier si les données soumises à un traitement sont traitées en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Elle est une autorité de contrôle indépendante et elle décide de l'opportunité des enquêtes qu'elle entreprend. Dans le cas d'affaires d'envergure européenne, ses travaux sont régis par le mécanisme de coopération et cohérence du RGPD.

La CNPD nous a confirmé que l'association « Noyb » a saisi l'agence espagnole de protection des données (en espagnol : Agencia Española de Protección de Datos, AEPD) concernant l'affaire mentionnée par l'honorable Député. Il appartient à l'AEPD d'apprécier quelle autorité de contrôle est compétente pour traiter la réclamation en question et quelle autorité de contrôle européenne est à considérer comme chef de file.

Elle indique qu'a priori l'autorité chef de file serait l'autorité irlandaise (en anglais : Data Protection Commission, DPC), étant donné que l'établissement principal de Ryanair est situé en République d'Irlande. La DPC serait alors en charge d'analyser et d'apprécier la conformité du traitement de données en question, y compris en ce qui concerne l'activité de Ryanair à Luxembourg ou dans d'autres États membres. Si un résident luxembourgeois introduisait une réclamation ayant un objet similaire auprès de la CNPD, celle-ci devrait alors transmettre la réclamation à son homologue irlandais.

Extension du réseau RGTR | Question 8189 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, den RGTR-Reseau bis 2030 emissiounsfräi ze maachen. Dëst bedeit ënnert anerem een Ausbau vun de Linnen, déi mat Elektrobussen gefuer ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit des Froe stellen:

1. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau nach 2018 ausgestouss (op dat ganz Joer gekuckt)?
2. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau 2022 ausgestouss (op dat ganz Joer gekuckt)?
3. Wéi vill Emissiounen hunn d'Busser vum RGTR-Reseau an den éischte 6 Méint vum Joer 2023 ausgestouss?

Réponse (24/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift de Regierungsprogramm op mam viséierten Ofbau vun den Emissiounen am RGTR duerch den Ausbau vun de Buslinnen, déi mat Elektrobussen gefuer ginn.

D'Emissiounen vun de Busse vum RGTR-Reseau goufen ausgerechent fir déi 3 gefrote Perioden. Allerdéngs mussen déi gerechent an theoreetesch Wäerter an e gewëssene Kontext gesat ginn, well déi disponibel Donnéeën net déi selwecht sinn:

- De Reseau ass komplett reorganiséiert ginn an déi gefuere Kilomeeterleschtung pro Joer ass ganz signifikativ eropgaangen.
- D'Kontrakter am RGTR goufen erneiert an déi disponibel Kilomeeterzuelen ënnerscheede sech duerch,
 - dass 2018 nach souwuel kommerziell Kilomeeter wéi eidel Kilomeeter statistesch erfaasst a bezuelt goufen,
 - duerno de Reseau no an no ënnert den neie Kontrakter gefuer gouf (ab dem 17. Juli 2022 ongeféier

2/3, de quasi gesamte Réseau eréischt de 16. Juli 2023); Leerkilomeeter sinn am neie Kontrakt net méi erfaasst.

Déi folgend theoreetesch Zuele sinn zesummege stellt aus de Kilomeeteren, déi an de jeeeweilege gefrote Perioden am RGTR-Reseau gefuer goufen, mat Berücksichtigung vun dem Verbrauch vun den eenzele Buskategorien.

ad 1. 44.284 Tonnen, bei gefuereenen 59,5 Milliounen Kilomeeter (mat Leerkilomeeter), ouni Elektrobussen.

ad 2. 43.876 Tonnen, bei gefuereene 75,6 Milliounen Kilomeeteren (deelweis ouni Leerfaarten), woubäi 22 % vum Gesamtkilometrage elektresch gefuer goufen.

ad 3. Vu Januar bis Juni 2023: 17.777 Tonnen, bei gefuereene 40,2 Milliounen Kilomeeter (deelweis ouni Leerfaarten), woubäi 40,6 % vum Gesamtkilometrage elektresch gefuer goufen.

Émissions du transport public | Question 8190 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung als Zil gesat, d'Emissiounen vun Treibhausgaser am öffentlichen Transport bis 2030 ze verréngeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit des Froe stellen:

1. Wéi vill Treibhausgaser (a %) goufen duerch den öffentlichen Transport 2018 ausgestouss (op dat ganz Joer gekuckt)?
2. Wéi vill Treibhausgaser (a %) goufen am öffentlichen Transport an den éischte 6 Méint vum Joer 2023 ausgestouss?
3. Ëm wéi vill Prozent sollen d'Emissiounen nach all Joer falen, fir dass d'Zil 2030 erreecht ass?

Réponse (12/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift de Regierungsprogramm op mam viséierten Ofbau vun den Emissiounen am öffentlichen Transport.

D'Passagéierzich esouwéi och den Tram ginn haut scho mat Stroum bedriwwen, deen zu 100 % aus erneierbare Quelle gewonne gëtt.

De Verbrauch vun der gesamter Busflott gëtt vun der Administration de l'environnement op Basis vun Zuele vum Statec a vun der SNCT berechent. Dës Zuele baséieren op dem reell verkaafte Carburant, der Zesummesetzung vun der Busflott an de gefuereene Kilomeeteren. Dëst bedéngt ee gewëssen Delai, wat d'Verfügarkeet vun dësen Zuelen ugeet, esou baséieren d'Zuele fir 2022 an 2023 op enger Previsioun vun der Ëmweltverwaltung.

Allgemeng ass ze bemerken, dass den öffentlichen Transport mat manner wéi 1 % vun der gesamte Klimagasemissioune par rapport zu den transportéierte Leit ee positiven Effekt op den Ausstouss vu Klimagasen huet.

ad 1. 2018 huet den öffentlichen Transport ronn 0,7 % vum Gesamtaustouss laut Klimagesetz vu Klimagasen ausgemaach.

ad 2. Laut der Previsiounen vun der Administration de l'environnement wäert den öffentlichen Transport 2023 ongeféier 0,9 % vum Gesamtaustouss vu Klimagasen ausmaachen. Bei dëser virleefeger Zuel handelt et sech allerdéngs ëm eng Previsioun, déi weeder op dem effektive Kraaftstoffverbrauch nach op Ännerungen an der Flottenzesummesetzung baséiert ass. Wéi an der Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N° 8189 erkläert, ass d'Gesamtziel vun

de gefuerene Kilomeeter am stroossegebonnenen ëffentlechen Transport säit 2018 staark geklommen. Dëst erkläert zum Deel d'Eropgoe vum Pourcentage am Gesamtaustouss vu Klimagasen.

An der Äntwert op déi selwecht parlamentaresch Fro ass och eng méi detailléiert Oplëschting vun der Evolutioun vun den Emissiounen vum Busser vum RGTR Réseau ze fannen.

ad 3. Fir d'Zil vun 0 % Klimagasemissiounen am ëffentlechen Transport ze erreechen, missten dës all Joer ëm ronn 14 % falen. Opgrond vun den aktuelle Kontrakter am Busberäich an der Entwécklung vun der Technologie, virun allem am Beräich vun de laangen Distanzen, wäert dës Entwécklung awer net linear stattfannen, mä an Etappen, wann dës Kontrakter erneiert ginn.

Représentation dans les conseils d'administration des établissements publics | Question 8191 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, dass 40 % vun de Vertrieeder an den ëffentlechen Etablissementer Frae solle sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Fro stellen:

1. Wéi vill Prozent Frae souzen 2018 an de Verwaltungsreiter vun den ëffentlechen Etablissementer?
2. Wéi vill Prozent vun de Fraen, déi 2018 schonn ernannt waren, sinn och haut nach an de Verwaltungsreiter aktiv?
3. Wat ass den Altersduerchschnitt vun de Fraen an de Conseilen?
4. Wéi vill Prozent Frae setzen haut an de Conseilen?

Réponse (18/08/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Den Taux vu Fraen an de Verwaltungsreiter vun den ëffentlechen Etablissementer louch op den 30. Juni 2018 bei 34,06 % an op den 31. Dezember 2018 bei 34,69 %. Als Rappel, beim éischte Recensement op den 31. Januar 2015 louch dësen Taux bei 27,41 %.

Op den 31. Dezember 2022 louch den Taux vu Fraen an de Verwaltungsreiter vun ëffentlechen Etablissementer bei 36,06 %.

Den Taux vun de Frae bei de Vertrieeder vum Staat an de Verwaltungsreiter vun ëffentlechen Etablissementer louch bei 39,47 % op den 30. Juni 2018 a bei 40,19 % op den 31. Dezember 2018. Als Rappel, beim éischte Recensement op den 31. Januar 2015 louch dësen Taux bei 30,34 %.

Op den 31. Dezember 2022 louch den Taux vu Frae bei de Vertrieeder vum Staat an de Verwaltungsreiter vun ëffentlechen Etablissementer bei 41 %.

D'Zuelen op den 30. Juni 2023 ginn am September dem Regierungsrot virgestallt an dono ëffentlech gemaach.

Et gi keng Donnéeë betreffend den Alter vun de Leit an de Verwaltungsreiter gesammelt an et gëtt och kee Suivi vun de Changementer gemaach, et besteet just eng Bestandsopnam op den 30. Juni an den 31. Dezember vun all Joer. An deem Kontext sief nach ervirgehuewen, datt d'Regierung weiderhin d'Zilvirgab am Koalitionsaccord 2018–2023 verfolge, fir 40 % Fraen an de Verwaltungsreiter vun den ëffentlechen Etablissementer ze erreeche respektiv ze halen. Och bei de Verwaltungsreiter vun de Privatentreprisen, wou de Staat Actionnaire ass, ass d'Regierung bestreift, en Undeel

vu Frae vu 40 % ze erreechen. D'Sozialpartner sinn doruwwer eraus an engem Schreiwes encouragéiert ginn, fir verstärkt Fraen an d'Verwaltungsreiter ze beruffen.

Wat de Beräich vun de PME ubelaangt, sou sinn dës Lescht encouragéiert, um Programm Actions positives²⁰ vum Gläichstellungsministère deelzehuelen, fir och um Niveau vun den Entscheedungsgremien e méi staarke Fraenundeel ze kréien.

Extension des capacités des P&R | Question 8192 (28/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, d'Kapazitéit vun de P&R bis 2020 ze vergrësseren a laangfristeg ze verduebelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Wéi grouss war d'Kapazitéit vun de P&R 2018?
2. Wéi grouss war d'Kapazitéit vun de P&R 2020?
3. Wéi grouss ass d'Kapazitéit vun de P&R haut?
4. Bis wéini viséiert d'Regierung eng Verdueblung vun de Plazen?

Réponse (06/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi et schonn am Modu 2.0 stoung, gouf et am Joer 2018 op nationalem Niveau eng ronn 13.000 P&R-Plazen.

ad 2. 2020 hate mir der du 14.700.

ad 3. Haut gëtt et op nationalem Niveau eng ronn 17.000 P&R-Plazen. Dobäi kënn nach de P&R op der Cloche d'Or mat 2.000 Plazen. D'Mise en service ass hei virgesi fir den Hierscht 2023, soudass mir Enn 2023 op ronn 19.000 P&R-Plaze kommen.

ad 4. Et sinn eng Rei P&R-Projekte wäit an der Planung, bzw. schonn am Chantier, dës si folgend:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

Wann een sech déi viraussichtlech Kapazitéit vun den ugefëhrte Projeten, un deenen am Moment schonn aktiv geschaff gëtt, ukuucht, gesäit een, datt d'Zuel vun 2018 sech iwwert déi kommend Jore sécher méi wéi verduebele wäert. Da kommen nach déi méi laangfristeg P&R-Projete dobäi aus dem PNM35. Dës si folgend Projete:

P&R Ouest, Déplacement du P&R Bouillon, P&R A4/A13, P&R Erpeldange-sur-Sûre, P&R Dudelange Sud (A3), P&R Midfield a P&R Bettembourg.

Habilitation de sécurité | Question 8193 (28/07/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Artikel „Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser“ vu reporter.lu gëtt op eng Rei Problemer beim legale Kader vun de Sécherheetsfräigaben opmierksam gemaach. Laut der NATO-Personalsécherheetsdirektiv ass eng Kontroll vun den zentrale Gerichtsarchiven an/oder anere vergläichbare Regierungs- a Police-dossieren néideg als Deel vun enger Sécherheetsenquête.

Am Originaltext vum Gesetzesprojet kann een an deem Zesummenhang liesen:

„À ce jour, l'Autorité nationale de sécurité n'accède légalement qu'aux données figurant dans la partie ‚recherche‘ de la banque de données nominatives de la

police générale. En revanche, elle ne dispose pas d'un accès à la partie ‚documentaire‘ de la banque de données prémentionnée. Alors que le fichier électronique y afférent fait renseigner sur la présence ou non d'un dossier correspondant, les procès-verbaux composant la partie ‚documentaire‘ de ladite banque de données décrivent les faits à l'origine dudit dossier. L'Autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité.“

An de parlamentareschen Amendementer vum Gesetzesprojet N° 7741 konnt een dann och liesen:

„L'accès de l'ANS à la partie ‚recherche‘ [...] n'étant plus opérationnel depuis la mise en place d'un nouveau fichier central en 2019.“

An de parlamentareschen Amendementer vum 25. Abrëll 2023 zum Gesetzesprojet 6961 kann ee liesen, datt den Auteur vun den Amendementer der Meenung ass, datt den Enquêteur en Iwwerbléck muss hunn iwwer déi Persoun, déi ënner Enquête steet, fir ofhängeg vum Niveau vun der „Security Clearance“ eng Risikoanalys ze maachen an esou feststellen, ob déi Persoun déi néideg Garantië presentéiert. Dës misst laut dem Auteur dozou féieren, datt den Enquêteur den integralen Accès zu all verfügbaren Informatiounen vun de repressive Verwaltungen an de Justizautoritéiten iwwer déi Persoun huet. Den Auteur argumentéiert weider, datt d'Critären, op deenen d'Sécherheetsenquête baséiert, d'Enquêteure verpflichten, d'Protokoller an déi verschidde Berichter ze analyséieren.

Den aktuelle gesetzleche Kader fir den Zougang vum SRE zu Donnéeën am Kader vu Sécherheetsenquêteen ass strikt limitéiert duerch den Artikel 22 vum geännerte Gesetz vum 15. Juni iwwer d'Klassifikatioun vun den Dokumenter a Sécherheetserklärungen. Dës gesäit vir, datt den SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêteen ausschliesslech Zougang zu den Dateverarbeitungsoperatiounen huet, déi am Artikel 10 Paragraph 2 vum SRE-Gesetz vum 2016 ernimmt ginn. Den Accès zu de Protokoller a verschidde Berichter vun de repressive Verwaltungen an der Justiz sinn hei net abegraff.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Deelt de Premier d'Aschätzung vum Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.04.2023 zum Gesetzesprojet N° 6961, no där d'Critären, op deenen d'Sécherheetsenquête baséiert, d'Enquêteure verpflichten, déi integral Protokoller a Berichter vun de repressive Verwaltungen an de Justizautoritéiten ze analyséieren, wëssend, dass dës vu senger Beamten an der Kommissioun virgestallt gi sinn?

2. Hunn d'Enquêteure vum SRE am Kader vun de Sécherheetsenquêteen integralen Zougang zu de Protokoller an de verschidde Berichter vun de repressive Verwaltungen oder de Protokoller a Berichter vum Procureur d'État?

– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

3. Hunn d'Enquêteure Stand haut Zougang zu den Informatiounen iwwer d'Behuelen an dem Entourage vum Bewerber (an ob dës stroferechtlech relevant sinn oder net) an ob se verurteelt goufen?

– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

– Muss all Persoun am Entourage hiren Accord ginn, fir datt dës Informatiounen vum SRE am Kader vun enger Sécherheetsenquête bewäert kënnen ginn?

²⁰ <https://actionspositives.lu/les-3-piliers/#piller-2>

4. Hunn d'Enquêteuren Zougang zu allen Informatiounen, déi zu enger Verurteilung, Fräispriechungen, Entloossungen oder der Rehabilitatioun gefouert hunn, esou wéi den Auteur vun de parlamentareschen Amendementer vum 25.04.2023 dat fir néideg hält?

– Wa jo, zanter wéini an op Basis vu wéi engem Artikel vu wéi engem Gesetz?

Ech bieden den Här Minister, follgend Tabell ze completéiere voire ze verbessern, falls néideg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

5. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporte vun der Police hat?

6. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporte vun der Justiz hat?

7. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux an de Rapporte vun der Douane hat?

8. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu den integrale Procès-verbaux a Rapporte vun der Administration de l'environnement hat?

9. Wat ass de Prozentsaz vun aktuell gültigen Habilitatiounen vu Mataarbechter vum Geheimdéngscht, déi op enger Enquête (initiale oder Renouveau) berouen, wou den Enquêteur Accès zu dem integralen Dossier personnel vum Demandeur hat?

Réponse (16/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1., 2. a 4. Den Amendement 6 zum Gesetzesprojekt N° 6961, op deem d'Fro sech bezitt an deem d'Krittäre vu Sécherheitsenquêtë betrëfft, konnt aus Zäitgrënn net, wéi vum honorabelen Deputéierten ugedeit, an der Institutioonekommissioun presentéiert an diskutéiert ginn an ass dofir och net ugehooll ginn (PV.1R21).

D'Autorité nationale de sécurité (ANS) ass responsabel, fir d'Sécherheitsenquêtën am Kader vun den Habilitatiounsprozeduren auszuféieren. D'ANS baséiert sech bei hiren Enquêtën op d'Gesetz vum 15. Juni 2004 (Loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité), dat a senger 3. Sektioen (Artikelen 21 bis 26) iwwer d'Enquête de sécurité handelt.

Am Kontext vun de Sécherheitsenquêtën ass méi generell ervirzeisträichen, datt d'Dispositiounen am aktuelle Gesetz vum 2004, souwéi am Projet de loi 6961, en Equilibre tëscht dem Schutz vun nationale Sécherheitsinteressen am Kader vun eisen internationalen Obligatiounen an dem Dateschutz a Respekt vun der Privatsphäre duerstellen, an datt d'Regierung net gewëllt ass, mat deem engen oder mat deem anere Prinzippe ze brieche.

Den Artikel 22 vum Gesetz vum 2004 garantéiert der ANS en direkten Accès zu den Datebanken, deem am Artikel 4 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert den SRE (loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du SRE) gereegelt war. Am neie Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwert d'Reorganisatioun vum SRE (loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du SRE) ass den direkten Accès op eng Rei Datebanken am Artikel

10 Paragraph 2 virgesinn. Wat der ANS hiren Accès op d'Policedatebanken ubelaangt, garantéiert d'Gesetz vum 2004 (Punkt b. vum Artikel 22) deem nämmelechen direkten Accès ewéi d'Gesetz vum 2016 (Punkt h. vum Artikel 10 Paragraph 2) op d'„partie ‚recherche‘ de la banque de données nominatives de police générale“.

Den direkten Accès op d'„partie documentaire“ ass an deenen zwee Texter net virgesinn.

De Staatsrot huet sech deemools a sengem Avis vum 12. März 2004, per „opposition formelle“, géint en „accès généralisé, incontrôlé et direct dans le contexte des enquêtes de sécurité“ ausgeschwat (doc. parl. 5134/2). Dëst erkläert de Renvoi vum Artikel 22 vum ANS-Gesetz op den Artikel 4 vum Gesetz iwwert de SREL vum 2004, wat déi opgelëschten Datebanken ugeet.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot a sengem Avis vum 27. Abrëll 2004 per „opposition formelle“ gefrot, den Accès op déi nominativ Datebanke vun der Police ze nuancéieren: „Le SRE ne peut avoir accès direct qu'à la seule partie ‚recherche‘ de cette banque de données, à l'exclusion des parties ‚documentaire et archives‘.“ (doc. parl. 5133/6).

Och a sengem Avis vum 13. Dezember 2014 huet de Staatsrot op den „accès automatisé direct du SRE à la partie recherche de la banque de données nominatives de police générale“ higewisen a follgendes festgehale: „[...] il faut veiller à ce qu'un tel accès direct ne porte pas sur des données de nature judiciaire“ (doc. parl. 6675/03).

Wat den Accès op déi nominativ Datebanke vun der Police betrëfft, gesäit d'Gesetz vum 2016 iwwert den SRE also keng Ännerung an der Legislatioun am Verglach zum Gesetz vum 2004 vir. Mee duerch de Renvoi vum Artikel 22 vum ANS-Gesetz op den Artikel 10 vum Gesetz iwwert den SRE vum 2016 krut d'ANS en direkten Accès zu weideren Donnéeën, deem 2004 nach net virgesi war.

Den initialen Text vum Projet de loi 6961 beim Depot vum 2. März 2016 hat als Zil, den deemolegen Ufuerrung vun der „Autorité de contrôle Art. 17“ (vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002) Rechnung ze droen, wat den Accès op de Fichier central betrëfft.

De Rôle vun der Autorité de contrôle Artikel 17 fir de SRE(L) ass vum Staatsrot ëmmer erëm ervirgehewe ginn, esouwuel a sengen Avisen am Joer 2004 zum Gesetz iwwert de SREL, wéi och a sengen Avisen an de Joren 2014 an 2015 zum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vum SRE.

Den 10. Juni 2015 huet d'Autorité de contrôle Art. 17 kloergestallt, datt den Artikel 4 vum SREL-Gesetz vum 2004 just den Accès op d'Partie „recherche“ vun der nominativ Datebank vun der Police virgesäit, an datt den Accès vun der ANS op Procès-verbaux, déi de Parquet vun der Police kritt, just mam Accord vum Parquet méiglech ass.

Op Basis vun deem Constat huet d'ANS vun deem Moment un d'Demanden un de Parquet adresséiert. Dës Prozedur ass deemno esou 2016 am Projet de loi 6961 iwwerhooll ginn (doc. parl. 6961/00) a bis August 2019 weidergefouert ginn.

An der Sessioun vum 28. Juni 2019 huet den SRE der Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht den Detail vu sengem Accès op d'Policedatebank exposéiert.

Opgrond vun der sougenannter Affäre „casier bis“, engem Audit vun der Generalinspektioun vun der Police (IGP) an engem Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPd) betreffend de Fichier central vun der Police, huet de Procureur général d'État

decidéiert, den Austausch vun Informatiounen mat der ANS am August 2019 anzustellen a sech op den Envoi vum Bulletin 2 vum Casier judiciaire ze limitéieren, bis datt eng eventuell gesetzlech Upassung gemaach wier.

No der Decisioun vum Procureur général d'État huet d'ANS Iwwergangsléisunge fonnt, déi dem Gesetz vum 1. August 2018 betreffend d'Ëmsetzung vun der Dateschutzdirektiv an dem Avis vun der CNPD Rechnung droen.

Déi Solutioun, déi aktuell en place ass, besteet an der Ëmsetzung vun der „loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière“ an Zesummenaarbecht mat der Police. Am Kader vun dëser Prozedur mécht d'ANS eng Demande un d'Police nom Recherchémoull „hit/no hit“, kritt awer keen Accès op d'Procès-verbaux a Rapporten. Den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën duerch d'Police an d'ANS ënnerläit der Kontroll vun der CNPD.

Wat d'Amendementen betreffend den neien Artikel 28 vum Projet de loi 6961 ugeet, sinn dës noutwenneg ginn opgrond vum Depot vum Projet de loi 7741 am Dezember 2020 betreffend d'Datebanke vun der Police am Allgemengen an dem Fichier central am Besonneschen, souwéi vum Depot vum Projet de loi 7882 betreffend d'Applikatioun JU-CHA.

Den Text iwwert den Accès op de Fichier central am Projet de loi 6961 muss alignéiert ginn op den Text am Projet de loi 7741, dee vun der Chamber gestëmmt ginn ass, a wou den Accès vun der ANS op den neie Fichier central gereegelt ass. An deem Sënn muss och den Avis complémentaire vun der CNPD vum 16. Juli 2019 consideréiert ginn (doc. parl. 6961/07).

D'CNPd huet sech an hirem Avis complémentaire vum 11. Juli 2023 betreffend den Accès vun der ANS op de Fichier central favorabel zu enger Previsibilitéit a méi Kloeerheet prononcéiert (doc. parl. 7741/10).

Well d'Gesetz betreffend d'Datebanke vun der Police, wat den Accès op de Fichier central (Artikelen 2 an 3) ubelaangt, eréischt 6 Méint no der Publikatioun a Kraaft trëtt, wäert déi aktuell Iwwergangsléisung bis d'Akraafttriede vun den entsprecheenden neien Dispositiounen applizéiert ginn.

Den neien Artikel 43quinquies (6) vum Gesetz beseet:

„Pour l'exercice de leurs missions légales en matière d'enquêtes de sécurité, un accès direct à la partie active du fichier central peut être accordé par le responsable du traitement aux membres de l'Autorité nationale de sécurité chargés des enquêtes de sécurité, nommément désignés par le directeur de l'Autorité nationale de sécurité. Les informations et données à caractère personnel accessibles sont celles prévues au paragraphe 7, à l'exception des procès-verbaux et rapports dont la personne fait l'objet. Les catégories de personnes qui peuvent être consultées sont celles prévues au paragraphe 3, points 1° et 2°, ainsi que par dérogation au paragraphe 5, alinéa 1°, celles prévues au paragraphe 4, points 1°, 2°, 5°, 8°, 9° et 10°. L'accès est exercé conformément à l'article 43quater, paragraphe 3, alinéa 1°, point 4°.“

Den neien Artikel 43quinquies (12) reegelt och den Zougang zu den Informatiounen, déi zu enger Verurteilung oder Fräispriechung gefouert hunn:

„Les décisions de condamnation, d'acquiescement, de non-lieu ou de classement sans suites sont mentionnées dans le fichier central.“

Den nei gereegelten Accès vun der ANS op de Fichier central ass eng logesch Suite vun de Gesetzer vum 2004 an 2016 a schaaft déi néideg Kloeerheet a

Rechtssécherheet fir d'Police an d'ANS. De Bulletin 2 vum Casier judiciaire ass dobäi eng wichteg Source fir Informatiounen, déi der ANS laut Gesetz ëmmer zur Verfügung steet. Den Accès vum den Enquêteure vum der ANS op d'Partie active vum Fichier central ass op bestëmmte Kategorië vu Persounen limitéiert, entweeder well den Accès op all d'Kategorien net néideg ass oder well d'ANS Accès zu dësen Informatiounen iwwer de Casier judiciaire huet.

Ofschlëssend soll bemierkt sinn, datt den Accès op d'Partie „recherche“ vum den nominativen Datebanke vum der Police aus dem Artikel 10 Paragraph 2 h) vum SRE-Gesetz definitiv duerch den Artikel 7 vum Projet de loi 7741 gestrach gëtt. Den SRE brauch dësen Accès a senger neier Form als Fichier central net, fir seng legal Missiounen ze erfëllen, esou wéi se am Artikel 3 vum SRE-Gesetz definéiert sinn. D'Kooperation mat der Police ass am Artikel 9 vum SRE-Gesetz festgehalen.

ad 3. D'Habilitatiounsprozedur an déi associéiert Sécherheetskontrollen, déi op der Basis vum Gesetz vum 15. Juni 2004 ausgefouert ginn, respektéieren déi entsprecheend international Reegelen, nämlech um Niveau vum der EU d'Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne, d'NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet an den Accord sur la Sécurité des informations entre les parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3, dee Lëtzebuerg de 14. Juli 1998 ënnerschrifwen huet an duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 approvouert gouf.

D'EU-Decisioun an d'NATO-Direktive gesi vir, datt den „entourage proche“ am Kader vum enger Habilitation de sécurité mat consideréiert gëtt.

D'Gesetz vum 15. Juni 2004 esouwéi d'EU-Direktiv an d'NATO-Direktiv gesi kee Consentement vum Entourage vir.

D'Regierung huet awer duerch den Amendement gouvernemental 20 vum 25. Juni 2018 proposéiert, d'Extensioun vum der Enquête de sécurité op den „entourage proche“ national ze encadréieren. (doc. parl. 6961/02).

De Staatsrot huet den Amendement 20 den 13. November 2018 aviséiert an d'Verstärkung vum der Rechter vun de concernéierte Leit approvouert, mat Aschränkungen, d'Proportionalitéit vum der Enquête ze garantéieren.

De Volet vum der Enquête de sécurité vum „entourage proche“ ass a verschidde Reunionen vum der Institutionekommissioun analyséiert an amendéiert ginn:

– An der Reunion vum 17. Juli 2019 gouf festgehalen, datt déi aktuell Legislatioun erlaabt, d'Enquête de sécurité op Leit aus dem Stot auszedeelen, opgrond vum der EU-Decisioun 2013/488. An deem Kader sinn nei Textpropositiounen diskutéiert ginn.

– An der Reunion vum 15. Oktober 2019 ass d'Enquête de sécurité vum „entourage proche“ diskutéiert ginn, wat Risiken ugeet, wéi den Traitement an d'Conservatioun vum den Donnéeën am Respekt vum Dateschutz (Gesetz vum 1. August 2018) sollte gemaach ginn. Als Konklusioun – och op Demande vum den Deputéierten an der Chamberskommissioun – ass zréckbehalen ginn, datt am Allgemenge beim Traitement vum den Donnéeën an der Extensioun vum den Enquêtes de sécurité restriktiv sollt virgaange ginn (PV. IR 29).

– An der Reunion vum 22. Oktober 2019 si parlamentaresch Amendementer ugeholl ginn, déi d'Enquête de sécurité vum Entourage proche, méiglech

Temoignagë vu Referenzpersounen a Gespréicher mat Persounen, déi mam Demandeur oder mat sengem „entourage proche“ zesummeliewen, betreffen.

De Staatsrot huet dës Amendementer den 28. Januar 2020 aviséiert a gefrot, d'Prozedur mat de Referenzpersounen ze sträichen. De Staatsrot huet och Virschléi gemaach, fir den Text méi kloer a lieserlech ze maachen (doc. parl. 6961/11).

– An der Reunion vum 4. Mee 2021 stoungen d'Regierung an den SRE der Institutionekommissioun Ried an Äntwert betreffend Affirmatiounen, déi am Communiqué vum der Personalverriedung vum SRE gemaach gi sinn. Am Suivi dovunner huet de Staatsministère op Demande vum der Kommissioun eng Note gemaach.

ad 5. bis 9. D'Habilitatiounen vum alle Mataarbechter vum Geheimdénst gi gemaach am Respekt vum den internationale Reegelen. Am Kader vum den Habilitatiounen erhieft d'ANS keng statistesch Donnéeën betreffend Accése vum den Enquêteuren zu de verschiddenen Informatiounsquellen.

Faillite de Kleos Space | Question 8194 (31/07/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

Der Press no gouf de 25. Juli 2023 op der Bourse vu Sydney bekannt, datt Kleos Space net fäeg ass, „temporär“ Finanzéierung ze fannen, fir op méiglech Keessrecetten ze waarden. Den Dag duerno huet Kleos Space confirméiert, datt se géif a Faillite goen.

Néng vun de 16 Satellitten, déi vu Kleos Space an d'Émlafbunn gesat goufen, hu potenziell gravéierend Problemer entwéckelt oder solle bis Enn 2024 onnëtz ginn. Déi ënnert der Lëtzebuerger Flagge fuerend Entreprise gouf am Kader vum der „New Space“-Politick vum Étienne Schneider (LSAP) invitéiert, sech 2017 zu Lëtzebuerg ze installéieren.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Wirtschaft stellen:

– Wéi vill huet de Lëtzebuerger Staat a Kleos Space investéiert? Wéi steet d'Regierung zu dëser annoncéierter Faillite?

– War de Minister sech de Problemer vum der Firma bewusst?

– Wéi erfollegräich sinn d'Investissementer vum Lëtzebuerger Staat an de Weltraumsektor?

Réponse (07/09/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

De Lëtzebuerger Staat huet net an d'Firma Kleos Space investéiert an och keng Participatiounen an der Firma geholl.

D'Luxembourg Space Agency (LSA) an de Wirtschaftsministère hu reegelméisseg Echangë mam Betrib a waren esou och iwwer de verstärkte Finanzéierungsbesoin an de Risiko vum enger Faillite vum der Firma informéiert. Et ass nach keng Prozedur fir eng eventuell Faillite opgemaach ginn an aktuell féiert d'Firma Kleos Gespréicher mat méigleche Repreneuren an Investisseuren, de Wirtschaftsministère an d'LSA sinn iwwer dës Gespréicher informéiert.

Haut zielt de Lëtzebuerger Weltraumsektor ronn 80 ëffentlech a privat Acteuren, a beschäftegt iwwer 1.400 Leit. Et ass ee vun den dynameschste Secteuren vum eiser Wirtschaft. Et ass och e Sektour, dee Lëtzebuerg international positionéiert.

De Lëtzebuerger Weltraumsektor konzentréiert sech op spezifesch Aktivitéitsfelder, dorënner Weltraumressourcen, Telekommunikatioun an Äerdobservatioun. D'Entwécklung vum Weltraumsektor ass op

enger Linn mat den digitalen an nohaltegen Ziler vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. D'Nohaltegkeet ass dofir am Zentrum vum der neier Weltraumstrategie fir d'Joren 2023 bis 2027. Dës ass a 4 grouss Beräicher opgedeelt:

- Nohaltegkeet vum Aktivitéiten op der Äerd
- Nohaltegkeet vum Aktivitéiten am Weltraum
- Nohaltegkeet vum Nutzung vum Space-Ressourcen
- wirtschaftlech Nohaltegkeet

De Weltraumsektor am Allgemengen, an d'Äerdobservatioun besonnesch, droen derzou bäi, déi grouss Defie vum Ëmweltschutz unzgoen.

Rue Clairefontaine à Diekirch (N17) | Question 8195 (31/07/2023) de M. André Bauler (DP)

D'Kléck zu Dikrich, also d'Rue Clairefontaine (N17), ass zënter Joren an engem schlechten Zoustand. Souwuel den Ënnergrond, wéi och den Tapis (Couche de roulement), missten an noer Zukunft erneiert ginn.

Ufank Oktober 2020 hat den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro 2729 geäntwert, datt am September 2020 den detailléierten Avant-projet finaliséiert géif an nach Emprisë misste gemaach ginn. Den Appel d'offres public kéint no enger Rei Demandes d'autorisation ofgeschloss ginn, sou datt d'Aarbechte viraussichtlech am Joer 2021 kéinten ufänken.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgendes Froen:

1. Wou ass d'Prozedur de Moment drun?
2. Gouf et Problemer bei den Emprisen?
3. Wéini kéinten d'Aarbechten ufänken a wéi géif dës Chantier konkret organiséiert ginn, fir den Impakt op d'Verkéiersflëss beschméiglech ze geréieren?
4. Wéi vill Gefrier fueren duerchschnëttlech iwwer dës Strooss?

Gëtt et do rezent Miessungen?

Réponse (21/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet scho méi laang ee fäerdege Soumissiounsdossier betreffend d'Erneierungsarbechten un der Nationalstrooss N17 virleien. Well awer d'Gemengen och vun där Geleeeënheet profitéieren wollten, fir hir Infrastrukturen (Waasserleitungen a Kanäl) an engens ze erneieren, konnten d'Aarbechte bis dato net ausgeschriwwen ginn.

Dës, well d'Gemengen (Dikrech a Bettenduerf) nach net souwäit an hirer Planung waren.

Am Abléck waart d'Stroossebauverwaltung op de Vote vum de Gemengeréit zu hirem Deel vum den Aarbechten, sou datt all d'Aarbechte gläichzäiteg kënnen ausgeschriwwen ginn.

ad 2. Et gouf keng Problemer bei den Emprisen.

ad 3. Esoubaal déi zwou Gemengen hiren Deel approvouert hunn, kann ausgeschriwwen ginn. Am Mee/Juni 2024 kéint de Chantier da viraussichtlech ufänken.

Während den Aarbechte wäert d'Nationalstrooss N17 tëscht der Bréck (OA171) zu Gilsdref an der Cité militaire komplett fir de Verkéier gespaart sinn.

Fir den Impakt op de Verkéier ze limitéieren, wäert eng Ëmleedung iwwer de CR356A, de CR356 (rue Principale/route de Gilsdorf), d'Rue Joseph Merten, d'N14 (route de Larochette) a schlussendlech iwwer d'N17A (rue Alexis Heck) ageriicht ginn.

Et sief och drop higewisen, datt den Accès bei d'Privathaiser, déi um concernéierten Deel vum der Rue Clairefontaine leien, garantéiert bleift.

ad 4. Op der Nationalstrooss N17 befënnt sech de permanenten an automatesche Compteur Nummer 449. D'Auswärtung vun den Donnéeën tëscht dem 1. Januar 2023 an dem 30. Juni 2023 weist, datt d'Zuel vun de Gefierer, déi am Duerchschnitt all Dag do fueren, bei 13.779 läit (Notzgefiierer mat abegraff).

Déi Donnéeën sinn ëffentlech a kënnen vu jiddwengem zu all Moment réckwierkend op déi fënnef lescht Joer um Portail des travaux publics opgeruff ginn (<https://travaux.public.lu/fr/infostrafic/comptage.html>).

Faillite de Kleos Space | Question 8196 (31/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Firma Kleos Space huet de 26. Juli Faillite ugemellt. 16 Satellitten huet d'Firma zum Zäitpunkt vun der Faillite bedriwwen, esou d'„Tageblatt“. Laut Advanced Television huet Kleos Space am Joer 2022 ronn 11 Millioune Verloscht gemaach.

D'Firma ass esouwuel zu Lëtzebuerg ewéi an Australien am Weltraumsektor aktiv. De Wirtschaftsminister hat d'Entreprise ënnerstëtzt. Esou war den deemolege Minister bei Pressekonferenzen dobäi an d'Firma krut och eng Plaz um Space Campus op der Kockelscheier.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Hat de Staat geschäftlech Relatiounen mat Kleos Space?

– Wa jo, a wat fir engem Kader?

– Wa jo, wat a wéi vill huet de Staat Kleos Space iwwert d'Joer fir dës Servicer bezuelt?

2. An engem Artikel vu „Luxembourg Times“ vum 3. Abrëll ass ze liesen:

„Kleos started providing daily data deliveries to government spy agencies and commercial customers – its primary customers – earlier this year, it has told investors, and is now betting its fortunes will rise on the back of that. It landed a contract with a government intelligence agency it did not identify, which should start revenue flowing in the first half of this year, the company said in a separate March statement. A dozen other government agencies – also unnamed – and 31 companies are examining the data offered by Kleos.“

– Awéifern ass d'Regierung iwwert dës Geschäfte informéiert?

– Ass der Regierung bekannt, ob Kleos Space hei mat Firma wéi NSO zesummeschafft?

– Handelt et sech bei dem staatleche Geheimdéngscht ëm den SRE?

– Weess d'Regierung, ëm wéi ee staatleche Geheimdéngscht et sech handelt?

3. Weider kann een am Artikel vun der „Luxembourg Times“ liesen:

„Luxembourg's Economy Ministry last month also authorised Kleos to operate a constellation of up to 80 spacecraft, the company said, as the tiny nation is hoping to grab a niche role in the rapidly growing sector.“

Wat geschitt elo mat deenen Autorisatiounen?

4. Wäert d'Plaz am Zenter op der Kockelscheier elo un eng aner Firma goen? U wéi eng?

Réponse (29/09/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1. D'Defense hat am Joer 2022 ee Kontrakt mat Kleos Space fir e Montant vun 1.053.000 Euro (TTC) ofgeschloss a realiséiert. Déi gesammelt Donnéeën

sinn der NATO zur Verfügung gestallt ginn am Kader vun der Entwécklung vum „Allied Persistent Surveillance from Space“-Projet.

ad 2. A reegelméisseg Reunionen, déi d'LSA an de Wirtschaftsministère mat Kleos Space hunn, gëtt och generell iwwert d'Entwécklung vun der Clientèle vum Betrib geschwat, an et ass eng ëffentlech Informatioun, dass Kleos Space Servicer am Beräich Renseignement an Defense ubitt. Informatiounen zu de genauen Identitéite vun de Clienten ënnerleien dem Geschäftsgeheimnis.

Den SRE war an ass net Client vu Kleos Space.

ad 3. Aktuell féiert d'Firma Kleos Space Gespréicher mat méigleche Repreneuren an Investisseuren, et ass keng Prozedur fir eng eventuell Faillite opgemaach ginn. Déi vum Staat ausgestallten Autorisatiounen kënnen gegebenfalls un e Repreneur vun den Aktivitéite weidergereicht ginn oder zeréckgezu ginn.

ad 4. Zu der Zukunft vun de Raimlechkeeten, déi Kleos Space um private Marché lount an déi net zum Space Campus gehéieren, kann d'Regierung keng Aussoe maachen.

Chantiers sur les routes | Question 8197 (31/07/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Moment sinn uechtert d'Land erëm op ville Stroossen, Schinnen an Tunneln Aarbechte geplangt. Et kann dofir virkommen, dass een ënnerwee bis an d'Stad méi Chantieren ënnerwee begéint. Dës war zum Beispill de Fall mam Chantier op der N12 tëscht Bour an Dondel, wou d'Deviatoun iwwert Miersch op d'Autobunn amgaangen ass, déi hirersäits wéinst den Aarbechten am Tunnel Gousselerbiereg dofir gesuergt huet, dass den Trafick just nach bidirektional gelaf ass.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Chantiere sinn dës Joer tëscht dem 15. Juli an dem 15. September geplangt? Ëm wéi eng handelt et sech?

2. Wat mécht de Ministère, fir d'Leit fréizäiteg iwwert dës Chantieren opzeklären?

3. Awéifern spillt et bei de Chantieren eng Roll, wann et sech ëm eng Haaptverkéiersachs handelt?

4. Wéi gëtt verhënnert, dass d'Deviatoun vun engem Chantier net d'Deviatoun vun engem anere verlängert?

Réponse (12/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An där vum Här Deputéierte genannter Period ginn natierlech vill Stroossenaarbechte gemaach, well allgemeng manner Trafick ass a well et sech am Prinzip ëm déi beschten Zäit handelt, fir gréisser Aarbechten duerchzuféieren. Heibäi handelt et sech esouwuel ëm Entretienaarbechten ewéi och ëm d'Ëmsetzung vun neie Projeten.

Et ass awer och esou, datt de Kollektivcongé an dës Period fält, wou de Génie civil fir ronn 3 Woche praktesch zum Stëllstand kënnt.

An der gefroter Period gouf et deemno op de Staatsstroosse 406 Chantieren a Manifestatiounen, dovunner eleng 36 Manifestatiounen, inklusiv d'Spärung fir de Vëlosommer 2023.

Allgemeng falen ënnert déi reschtlech Chantieren esouwuel Laangzäitchantieren, déi schonns amgaange waren oder an där Period ufänken oder fäerdeg ginn, ewéi och Dageschantieren a Weekendschantieren. Déi verbleiwend 370 Chantiere kann ee folgend kategoriséieren:

– Chantieren am Kader vun enger Permission de voirie (70);

– Entretienchantieren vun de Stroossen (154);

– Markéierungsarbechten (5);

– Stroossebelichtungen (13);

– Leitplankereparaturen (25);

– Bréckeninspektiounen an -arbechten (20);

– Tunnelchantieren (8);

– Eisebunnchantieren (3);

– Kanalisatiounsarbechten (18);

– Entretien vu begrenzten Flächen (16);

– Entretien vun elektreschen an elektromechanischen Equipementer (11).

Zousätzlech kommen dann eng Rei Einzelchantieren derbäi, déi lo net direkt ze kategoriséieren waren (27).

Fir déi gréisser Chantiere vun der Autobunn kann ee folgend Chantieren uginn, déi awer gréisstendeels während dem Weekend respektiv nuets stattfanne respektiv stattfonnt hunn:

– refonte des équipements CITA dans le tunnel Gousselerbiereg de l'autoroute A7 ;

– refonte de l'éclairage du viaduc de Lorentzweiler de l'autoroute A7 (LED) ;

– travaux en relation avec la réhabilitation de l'ouvrage d'art „Bowstring Schifflange“ et réfection couche de roulement entre la Jonction Esch et la Croix de Bettembourg de l'autoroute A13 ;

– renouvellement de la couche de roulement entre l'échangeur Helfenterbruck et l'échangeur Mamer de l'autoroute A6 ;

– renouvellement de la couche de roulement sur la Croix de Gasperich ;

– dans le cadre de la construction de la liaison Micherville : Fermeture de l'autoroute A4/B40 entre la Jonction Lankelz et l'échangeur Belval-Gare ;

– entretien de certains portiques de l'autoroute A1 avec fermeture de l'échangeur Strassen ;

– réfections sur l'OA1040 sur le CR231 entre Hespérange et Howald ;

– fermeture complète de l'échangeur Colmar-Berg de l'autoroute A7 pour réalisation de travaux pour le compte de Creos.

ad 2. D'Dauer an déi jeeweileg Deviatounen ginn am Trafickinfo agedroen, ewéi och op den Internetsitten „www.travaux.publics.lu“ a „www.cita.lu“ ugewisen.

Zousätzlech ginn och Communiquéen un d'Press an un déi concernéiert Gemenge geschéckt. Den RGTR an de CGDIS ginn natierlech och am Viraus informéiert.

Ausserdeem ginn och Panneauen op de Stroossen opgestallt, ewéi och d'Infopanneauen op eisen Autobunne benotzt, fir d'Leit ze informéieren.

ad 3. Natierlech huet ee Chantier op enger Haaptverkéiersachs ee méi däitlechen Impakt op de Verkéier an de Schoultransport. Well op dësen Achsen awer och reegelméisseg den Entretien gemaach muss ginn, gëtt opgepasst, fir d'Haaptachsen net gläichzäiteg ze spären an den Trafick esou gutt et geet, op Deviationsstrecken ëmzeleeden. Chantieren op esou Stroossen (Autobunne souwéi och eng Rei Nationalstroossen) ginn dohier sou geplangt, fir den Impakt op de Verkéier sou geréng wéi méiglech ze halen, andeems zum Beispill och an Zäite geschafft gëtt, wou manner Trafick op de Stroossen ass (Schoulvakazen, Weekender, nuets etc.).

Bei Spärung vum enger Haaptverkéiersachs kënnt et och mol zu méi laangen Deviatounen (cf. N12, Bréckechantier zu Bour), well et keng gëeegent Alternativen am direkten Ëmfeld gëtt. Do kënnt et dann och séier zu Konflikter mat Spärungen, déi bedéngt sinn duerch aner Contrainten, wéi d'Aarbechten am Tunnel Gousselerbiereg. Allgemeng gëtt natierlech versicht, den

Impakt op den Trafick esou kleng wéi méiglech ze halen an d'Deviations esou verständlech wéi méiglech auszeweisen.

Et sief och drop higewisen, datt (um Beispill vum Autobunnssereau) gréisser Stroossechantieren, déi eng komplett Spärung fir den Trafick erfuerderen, duerch all déi genannte Contrainten zäitlech op maximal 10 bis 15 Weekender pro Joer limitéiert sinn. Op dese Weekender muss dann och geschafft ginn, fir de bestoende Réseau fir déi nächst Jore resilient ze halen.

ad 4. Opgrond vun der Unzuel, der Komplexitéit an der Wiederofhängegkeet vun all de verschiddenen Aarbechten a Chantieren, ewéi och deene verschiddene Geneemegungsoplagen, ass d'Stroossebauverwaltung oft zäitlech limitéiert, fir déi verschidden Aarbechten duerchzeféieren. Ausserdeem kann et och virkommen, datt duerch Liwwerengpäss beim Material, zousätzlech Aarbechten duerch Imprevuen an Urgenzen et zu Verspéidungen am Planning kënn.

Dës waren ënnert anerem och d'Grënn, firwat d'Aarbechten op der N12 tëscht Bour an Dondel net ewéi geplangt virum Kollektivcongé fäerdeg gi sinn, mee bis Mëtt September verlängert hu misse ginn.

Allgemeng gëtt ëmmer probéiert, mat eisem aktuelle Stroossereseau déi beschtméiglech Alternativ unzebidden, wou awer net ausgeschloss ass, datt eng Deviationsstreck duerch een anere Chantier verleeft.

D'Stroossebauverwaltung huet eng informatesch Applikatioun, wou all d'Chantieren, déi op Staatsstroosse stattfannen, agedroe ginn. Sou soll verhënnert ginn, datt eng Deviation vun engem Chantier, d'Deviation vun engem anere verlängert.

Och all Informatiounen zu Manifestatiounen oder anere Spärungen duerch Drëtter (Gemengen, privat a kommerziell Organisateur etc.) déi der Stroossebauverwaltung matgedeelt ginn, ginn hei opgeholl.

Informatiounen vu Chantieren op Gemengestroossen, déi een Impakt op de Staatsréseau hätten, stinn awer nëmmen an engem ganz gerénge Mooss zur Verfügung.

Lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg | Question 8198 (31/07/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt et bei der Firma lux-Airport SA, Société de l'Aéroport de Luxembourg, am Kader vum Projet „Skypark Business Center“ um Findel Retarden, wat d'Bezuele vun de Rechnungen vun den engagierten Entreprises an de Fournisseuren ueget. Och géif et an de Kontrakter eng Klausel ginn, déi besetzt, datt lux-Airport bei Retarde vun de Rechnungen 10 Prozent Strofzëse bezuele muss.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Transportminister a Minister fir ëffentlech Baute stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt et bei der Firma lux-Airport SA Retarde beim Bezuele vun de Rechnungen gëtt?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Retarden?
- Wa jo, wéi vill Rechnungen stinn nach op an ëm wat fir eng Zomm handelt et sech?
- Wéini wäerten d'Rechnungen bezuelt ginn?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt an de Kontrakter mat den engagierten Entreprises a Fournisseuren eng Klausel virgesinn ass, datt am Fall vu Retarden 10 Prozent Strofzëse fälleg sinn?

– Wéi vill wäert de Projet „Skypark Business Center“ um Findel insgesamt kaschten?

- Gëtt den urspréngleche Budget agehalen?
- Wann nee, wat sinn d'Ursaache fir den Depasement?

Réponse (06/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung geréiert net den deegleche Betrib vun der Société de l'Aéroport de Luxembourg SA (lux-Airport).

Doriwwer eraus muss lux-Airport als privatrechtlech Gesellschaft keng Stellung an der Ëffentlechkeet huele bezüglech kommerziell Accorden oder kontraktuell Detailer mat ausféierende Firmen.

Réorganisation du Service de renseignement de l'État | Question 8199 (31/07/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser », il est question de la réorganisation du Service de renseignement de l'État (SRE), notamment en ce qui concerne l'accès aux pièces classifiées. Le SRE ne serait pas en mesure d'effectuer correctement son travail, notamment en ce qui concerne la « security clearance », soit l'habilitation de sécurité. L'article évoque également le licenciement d'un collaborateur faisant partie de la représentation du personnel, qui serait intervenu après avoir attiré l'attention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur une possible non-compatibilité de la réforme du SRE à venir avec les critères de l'OTAN.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) L'auteur de l'article estime que l'absence de réforme dans le domaine de l'accès aux pièces classifiées « constitue un risque pour la sécurité du Luxembourg – et de ses alliés ». Est-ce que Monsieur le Ministre partage cet avis ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure est-ce que la sécurité du Luxembourg est mise en danger ?

2) Les travaux parlementaires entourant la réforme de l'accès aux pièces classifiées semblent n'avancer qu'à très petits pas, puisque Monsieur le Ministre avait déposé le texte en question en 2016. À qui en revient la responsabilité ?

– Comment est-ce que Monsieur le Ministre explique que la réforme dans son ensemble du Service de renseignement de l'État ne soit toujours pas réalisée ?

– Comment est-ce que Monsieur le Ministre explique les délais parfois très importants séparant la préparation de documents nécessaires à la bonne poursuite des travaux parlementaires (amendements gouvernementaux, prise de position suite à un communiqué de presse de la représentation du personnel au sujet du texte de la réforme) ?

3) Le département du Service de renseignement de l'État qui s'occupe actuellement de la délivrance de l'habilitation de sécurité n'a qu'un accès limité à la base de données de la police et doit donc demander au parquet de pouvoir consulter un dossier de police, ce qui ne reposerait pas sur une base juridique solide. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état de fait ?

– Comment est-ce que le Service de renseignement de l'État pourrait-il délivrer en toute conscience des habilitations de sécurité s'il ne peut avoir accès aux bases de données nécessaires ?

– Combien de demandes du Service de renseignement de l'État ont été adressées au parquet depuis 2019 (par année) ?

– Dans le cas où Monsieur le Ministre refuserait de divulguer cette information, pourquoi est-ce que cette information ne peut-elle pas être rendue publique ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre estime la collaboration entre le Service de renseignement de l'État et le parquet comme étant satisfaisante ?

4) D'après l'article, le président de la représentation du personnel a été licencié pour avoir attiré l'attention de l'OTAN sur une possible non-compatibilité de la réforme à venir. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer le licenciement du collaborateur en question ?

– Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes ?

– En quoi est-ce que l'envoi d'un projet de réforme (qui est du reste disponible publiquement sur le site Internet de la Chambre des Députés) constituerait un motif de licenciement valable ?

– Est-ce que les amendements parlementaires adoptés plus récemment par la Commission parlementaire sur le projet de réforme tiennent effectivement compte des objections formulées par le collaborateur licencié, comme l'indique l'auteur de l'article, et est-ce qu'ils sont davantage en phase avec les obligations internationales en matière de sécurité du Luxembourg ?

• Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas que ces amendements parlementaires sont le fruit d'un dialogue social réussi ?

• Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'une communication formulée au nom d'un syndicat, sous condition qu'elle ait été validée par les membres de la représentation du personnel quant au contenu et à la forme, engage la responsabilité individuelle de la personne syndiquée ayant formulé cette communication, dans ce cas précis le président de la représentation du personnel ?

• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il s'agit d'une atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi ?

5) Si le Luxembourg ne remplit pas les standards minimums en matière de sécurité prévus par l'OTAN, les services secrets étrangers pourraient refuser de coopérer avec le Service de renseignement de l'État en matière d'échange d'informations. Le Service de renseignement de l'État ne serait d'ailleurs pas nécessairement au courant s'il était exclu de cet échange d'informations.

– Est-ce que Monsieur le Ministre voit un risque d'être exclu de la collaboration internationale ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre considère que l'approche du Gouvernement est en phase avec les obligations internationales du Luxembourg ?

Réponse (16/08/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) Le Luxembourg a à tout moment été à même de délivrer des habilitations de sécurité conformes aux normes nationales et internationales applicables. La gestion des habilitations de sécurité n'a donc pas constitué de risque pour la sécurité du Luxembourg et de ses alliés.

ad 2) Le projet de loi n° 6961 a connu, au cours de sa genèse, un certain nombre de vicissitudes qui ont ralenti les travaux, dont notamment en 2019 l'affaire dite du « casier bis » qui a conduit les auteurs du projet de loi à devoir composer avec les modifications législatives qui allaient être envisagées en matière de fichiers de police ou de l'application JU-CHA (projets de loi n° 7741 et n° 7882 respectivement) et qui allaient avoir un impact direct sur le projet de loi n° 6961. Plutôt que de poursuivre les travaux sur base de prémisses qui allaient rapidement être dépassées, il a (plutôt) été retenu de suivre la progression des réformes entamées dans le cadre des projets de loi n° 7741 et n° 7882 et d'adapter le projet de loi n° 6961 à cette nouvelle donne, a fortiori parce que la solution intermédiaire mise en place donne à l'ANS les accès requis pour mener à bien ses missions en matière d'enquêtes de sécurité.



Le Gouvernement renvoie à ce sujet à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8193 de l'honorable Député Sven Clement.

ad 3) Le Gouvernement renvoie à ce sujet à la réponse donnée à la question parlementaire n° 8193 de l'honorable Député Sven Clement.

ad 4) Le Gouvernement ne se prononce pas sur des affaires disciplinaires en cours devant les instances compétentes.

ad 5) Le Gouvernement renvoie à la réponse à la question n° 1 reprise ci-dessus.

Augmentation récente de la délinquance | Question 8201 (02/08/2023) de M. Léon Gloden | M. Laurent Mosar (CSV)

Rezent ass et zu aussergewéinlech villen Iwwerfäll a souguer Messerpickereien uechter d'Land komm. Eleng bannent deene leschte puer Deeg koom et zu enger Messerpickerei zu Gréiwemaacher, zu enger Schéisserei zu Esch an zu enger weiderer Messerpickerei zu Rëmerschen. Dobäi kommen eng ganz Partie Iwwerfäll an Abréich, déi vun der Police verzeechent gi sinn. Dës Tendenzen, déi eng kloer Hausse u graven Infraktiounen weisen, sinn a Vakanzenzäiten, wéi dat aktuell de Fall ass, ëmsou méi beonrouegend.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Woura gesäit den Här Minister d'Ursaache fir dës rezent signifikant Hausse u graven Infraktiounen?
2. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir dësen Tendenzen entgéintzewierken?
3. Wat ass schonn ënnerholl ginn, fir esou Virfäll preventiv entgéintzewierken?

Réponse (29/08/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. D'Froen vum den Hären Deputéierte mussen an de Kontext vun der Mediatisatioun vun eenzele Faite gesat ginn.

Wéi scho bei der Presentatioun vun de polizeileche Kriminalitätsstatistiken ufanks des Joers präziséiert, ass feststellen, dass eenzel Incidente grouss mediatiséiert ginn a vill iwwert d'Réseaux sociaux verbreet ginn, ouni dass dat awer statistesch aussokräfteg wier a punkto Unzuel bzw. Representativitéit.

Och kann ëmmer nëmmen de Fait brut matgedeelt ginn, sou wéi e sech déi éischt Momenter duerstellt. Ëfters ginn awer no den éischten Enquête-Elementer Aspekter ersichtlech, déi de ganzen Incident an engem anere Licht erschénge loosse, mee déi aus enquêtetechneschen a prozedurale Grënn vun der Justiz herno net méi kommunizéiert kënnen ginn.

Et gëtt eng generell Hausse vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, esou wéi se och an den Nopeschlänner feststellen ass. Allerdéngs ass zu de Statistiken vun deene grave Faite, op déi sech d'Froen vum den Hären Deputéierte bezéien (Messerpickerei, Schéisserei), aktuell keng Hausse feststellen, mee eng Tendenz zu enger Baisse. Aus deene bekannte Grënn, déi och ëmmer bei all Presentatioun vun de polizeileche Kriminalitätsstatistiken erwänt ginn, kënnen aktuell keng offiziell Zuele kommunizéiert ginn, well se ë. a. nach ze vill fluctuant sinn.

Deen Trend vun enger Baisse a verschiddene vun deene viséierte Faite vun dëser QP, ass iwwert déi lescht Méint konstant feststellen.

ad 3. Aktuell weist déi cibléiert Preventiounsarbecht vun der Police éischter positiv Entwécklung u

verschiddene polizeileche Kriminalitätsstatistiken an de vun dëser QP cibléierte Beräicher. Och gezielt Actiounen d'engvergen an Enquëten, déi säitens der Police an Zesummenaarbecht mat der Justiz duerghefuert goufen, weisen positiv Resultater. Den MSI an d'Police wäerte weiderhin d'Situatioun analyséieren a mat de kompetente Partner zesummeschaffen, fir adaptéiert Mesuren opstellen an d'Police weider ze stäerken.

Règles de rotation des cultures et utilisation des jachères | Question 8203 (03/08/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

D'lescht Joer hat d'EU-Kommissioun als Reaktioun op den Ukrainkrich déi obligatoresch Flächenstilllegung vu 4 Prozent an d'Rotatioun bei de Kulturen ausgesat, dat mam But, d'Liewensmëttelversuergung op internationalem Plang ze garantéieren. Nodeems Russland d'Kärofonkomes Mëtt Juli net méi verlängert huet, besteet nees de Risiko, datt et zu enger weltwäiter Liewensmëttelknappheet kënn. An der Sëtzung vun der Agrarkommissioun nom Agrar-Conseil vum 25. Juli zu Bréssel huet de Minister gesot, de Sujet kéim eréischt am September op den Ordre du jour vum Conseil.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

- Setzt Lëtzebuerg sech am September fir eng Verlängerung vum Aussetze vun der Flächenstilllegung an der Rotatioun an, fir esou d'Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren?
- Wann nee, aus wat fir Grënn ass d'Regierung géint e weider Aussetze vun der Stilllegung an der Rotatioun?

Réponse (12/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Lëtzebuerg huet am Moment eng ofwaardend Approche bezüglech der Aussetzung vun der Flächenstilllegung vu 4 % a vun der Rotatioun vun de Kulturen op den Akerflächen.

D'Entscheidung, fir sou eng Verlängerung ze erméiglechen, läit bei der EU-Kommissioun, ass awer à ce stade nach net geholl ginn an am aktuelle Kontext och net ze erwaarden.

Duerch den Ausbau vun de Solidaritéitskorridoren iwwert de Land- a Waasserwee konnt eng Liewensmëttelverknappung ofgediert ginn. D'Kärofonkomes aus der Ukrain an d'EU sinn esou am vergaangene Joer vum Wäert vu 7 Milliarden Euro op 13 Milliarden Euro geklommen.

D'Käropräisser hunn sech no extreeme Präishaussen am Joer 2022 aktuell op engem éischter niddregen Niveau agependelt.

Des Weideren ass et am Hëllef vum der Previsibilitéit vun der EU-Legislatioun a vun der Planungsécherheet an eise Betriber kontraproduktiv, déi elo a Kraaft getruede Reegelen op en Neits ze änneren.

Installation de la société américaine PureCycle à Luxembourg | Question 8204 (03/08/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans un article publié récemment sur paperjam.lu, « PureCycle ou le récit d'une autre occasion gâchée », il est question de la société américaine PureCycle, qui aurait eu l'intention de s'installer au Luxembourg. D'après l'article, la société a finalement préféré y renoncer face aux délais très longs de l'Administration de l'environnement. Il s'agirait donc d'un nouvel exemple d'une société qui a jeté l'éponge à la suite

des procédures fastidieuses et interminables de l'Administration de l'environnement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la société PureCycle avait manifesté son intention de s'installer au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que cette société n'a pas pu s'installer au Luxembourg comme elle le souhaitait ? Est-ce que le Gouvernement peut confirmer le montant des investissements qui étaient prévus et les emplois qui auraient pu être créés ? Quelle est son appréciation de la situation ?

– Les raisons invoquées dans l'article semblent pointer vers les procédures très longues de l'Administration de l'environnement. Est-ce que Madame la Ministre de l'Environnement peut faire l'inventaire des échanges ayant eu lieu avec la société PureCycle et quels ont été les délais de réponse ?

- Quels sont les délais de réponse normalement prévus dans ce type de situation ?
- Si les délais trop longs sont à l'origine de l'échec des négociations pour l'implantation de cette société au Luxembourg, est-ce que le Gouvernement n'estime pas que ces délais devraient être revus considérablement à la baisse ?
- La société en question indique sur son site Internet « voir les déchets plastiques comme une ressource renouvelable » et se spécialise donc dans le recyclage du plastique – une entreprise qui devrait donc s'inscrire pleinement dans la stratégie d'économie circulaire affichée par le Gouvernement. Pourquoi est-ce que le Gouvernement n'a pas fait les efforts nécessaires pour s'assurer de l'implantation d'une telle société au Luxembourg ?

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la société s'est finalement installée en Belgique pour son premier emplacement en Europe ?

– Est-ce que compte tenu des cas d'échecs cuisants pour attirer de nouvelles entreprises au Luxembourg ces dernières années – Fage, Knaf, Google et maintenant PureCycle –, le Gouvernement n'estime pas qu'il serait nécessaire de revoir sa politique d'attraction des investissements d'entreprises étrangères ?

Réponse (15/09/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Les ministres tiennent à préciser que plusieurs informations de l'article cité par l'honorable Député sont erronées.

Aucune demande d'autorisation n'a été introduite par l'entreprise et il n'y a eu aucun échange entre l'Administration de l'environnement ou bien avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et la société PureCycle.

Il y a eu des échanges généraux et peu concrets entre le Ministère de l'Économie et un cabinet de conseil dont l'entreprise PureCycle s'était attaché les services, ainsi qu'avec l'entreprise PureCycle. Ces échanges concernaient la collecte d'informations préliminaires, dans le cadre des démarches de la société pour évaluer ses possibilités de développement en Europe et préparer un éventuel projet d'investissement.

Le Ministère de l'Économie a ainsi fourni à l'entreprise et à ses conseillers des informations générales, notamment concernant l'environnement économique, la disponibilité de terrains de grande envergure en zones d'activités, les réseaux, les autorisations nécessaires



pour l'implantation d'une activité industrielle et les différents délais qui y sont liés et fixés légalement.

Après quelques échanges en 2020, aucun plan d'affaires pluriannuel ou projet d'investissement concret avec des montants d'investissement et un nombre de salariés envisagés n'a jamais été présenté au Ministère de l'Économie. Cependant, la très grande dimension du terrain apparemment nécessaire pour l'activité envisagée ainsi qu'une consommation particulièrement importante en eau de l'entreprise sur son site aux États-Unis laissent déjà planer un doute sur la faisabilité du projet dans un pays au territoire restreint. Les derniers échanges avec le cabinet de conseil en question en janvier 2021 indiquaient qu'un site en Allemagne ou aux Pays-Bas était envisagé et clôturaient ces échanges préliminaires.

De manière générale, tout intéressé peut s'adresser à tout moment aux services du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, que ce soit pour un projet non encore développé, des questions en amont de l'introduction d'une demande ou en cours de procédure et tout exploitant est encouragé à commencer les démarches administratives liées à son projet dès qu'il dispose des informations nécessaires à la constitution d'un dossier. Des informations sont également mises à disposition sur emwelt.lu et des mesures telles que le cycle de séminaires et le site Internet « Betriber&Emwelt » ou la permanence « commodo » assurée auprès du « House of Entrepreneurship », facilitent les échanges avec les entreprises, la diffusion d'information et la sensibilisation afin de familiariser les entreprises avec les dispositions de la législation environnementale.

Toutes les procédures d'autorisations environnementales, ainsi que celle de l'évaluation des incidences sur l'environnement, disposent de délais précis. Dans le contexte « commodo », ce délai est d'un an au maximum après l'introduction d'une demande d'autorisation concrète.

Cette période peut être fortement raccourcie si l'exploitant présente une demande complète et exhaustive comprenant toutes les informations requises. Le Luxembourg, contrairement à d'autres pays européens, affiche dans toutes ses lois environnementales des délais précis et ces délais respectent déjà les délais imposés par le règlement européen d'urgence de décembre 2022 relatif aux procédures pour le déploiement de l'énergie renouvelable qui a comme objectif de réduire les délais d'autorisation au niveau communautaire. D'ailleurs, une priorisation des dossiers e. a. en relation avec la décarbonisation est prévue (projet de loi n° 8284). Enfin, la nouvelle loi « commodo » qui suit actuellement la procédure législative va nettement simplifier la procédure d'autorisation (projet de loi n° 8302).

Finalement, il est rappelé que la mise en place du « Compatibilitätscheck fir Entreprises » fin 2022 assure une approche cohérente et un suivi efficace de nouveaux projets d'investissement industriel.

Le ciblage du développement économique et de la promotion économique est orienté vers des entreprises et des activités qui apporteront une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en consolidant le développement qualitatif et durable du pays.

Vaccins périmés | Question 8206 (03/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 6873 huet d'Madamm Minister mir een Tableau zoukomme gelooss mat all den Oflafdatum vum de Vaccinen zu deem Moment.

Dësen Tableau huet Informatiounen bis zum 31.7.2023 enthalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de Flaconen, déi een am Tableau vun der Äntwert vum 19. Oktober 2022 kann noliessen, sinn um Enn zerstéiert ginn? Respektiv un d'Hiersteller fir eng Zerstäierung zrëckgi ginn?

2. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatum grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffen ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

3. Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen insgesamt zerstéieren? Kann d'Regierung oplëschen, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

4. Wéi héich war de Käschtepunkt bis elo insgesamt vun deenen zerstéierte Flaconen?

Réponse (18/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé

ad 1. Fir an den Negociatiounen mat de Produzenten eng besser Positioun ze hunn, huet Lëtzebuerg sech um gemeinsamen Approvisionnement vun Impfdosen vun der Europäescher Unioen bedeelegt an ass deemno, genau esou wéi all aner Land aus der EU, kontraktuell gebonnen, eng proportionell Unzuel vun Dosen mat anzekafen. Genau wéi et och an deenen anere Länner vun der EU de Fall ass, war et och a Lëtzebuerg net méiglech ze verhënnern, dass eng gewëssen Unzuel vu Flaconen aus diverse Grënn hu missen zerstéiert ginn.

Vun de Flaconen, déi am Tableau vun der Äntwert vum 19. Oktober 2022 opgelëscht waren, si folgend Flaconen an Dosen zerstéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. De folgendenden Tableau renseigneiert iwwert de Stock op den 18. Oktober 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Op den 18. Oktober 2023 goufe 755.240 Dosen zu Lëtzebuerg zerstéiert respektiv fortgeschéckt fir zerstéiert ze ginn, dorënner:

- AstraZeneca: 17.900 Dosen
- Janssen: 31.520 Dosen
- Novavax: 61.550 Dosen
- Pfizer: 52.410 Dosen
- Moderna: 591.860 Dosen

Divers (gebrache Flaconen, net korrekt Manipulationen, Dokteren, déi d'Flaconen net receptionnéiert hunn, Ënnerbrechung vum Killprozess): 112 Dosen.

ad 4. De Gesamtkäschtepunkt vun den zerstéierten Dosen gëtt op EUR 16.789.430,15 geschätzt, wuel wëssend, dass d'applizéiert Wiesselcoursen zum Zäitpunkt vun de Paiementer vun de verschiddene Rechnungen de Gesamttotal liicht änneren kënnen.

Réduction du gaspillage alimentaire | Question 8207 (04/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, fir d'Iessensverschwendung ze verréngern. Wéi een um Landwirtschaftsportal liest, goufen Enn 2022 am Duerchschnitt 88,5 kg Liewensmëttel pro Stot ewechgehäit. Dës wieren, laut Portal, zu 21 % vermeidbar gewiescht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Liewensmëttelverschwendung 2018 (a kg pro Kapp)?

2. Wéi héich ass d'Liewensmëttelverschwendung haut (a kg pro Kapp)?

3. Wéi vill ass d'Liewensmëttelverschwendung bis elo erofgaangen (a % an an absoluten Zuelen)?

4. Wéi vill Prozent vun den Iessensoffäll ginn a Biogasanlage verschafft?

5. Wéi vill Prozent vun den Iessensreschter zu Lëtzebuerg goufe vu Stéit produzéiert? Wéi vill vun aneren Acteuren (Eenzelhändler, Restauratioun)?

Réponse (25/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2018 haten d'Privatstéit 94,9 kg Liewensmëtteloffäll pro Kapp produzéiert.

D'Zuel vun 88,5 kg, déi um Landwirtschaftsportal genannt gëtt, bezitt sech och op d'Joer 2018. Dës Zuel gouf an enger Etude ermëttelt, déi vun der Ëmweltverwaltung beoptraagt gouf: https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-dedechets/Biodechets/Gaspillage_alimentaire/Etudes_et_resultats.html. D'Berechnungsmethod ass hei awer liicht ënnerschiddlech wéi bei der offizieller Berechnung fir d'Soumissioun un Eurostat.

ad 2. Déi aktuellsten Zuele bezéien sech op d'Joer 2021. Am Joer 2021 haten d'Privatstéit 73,6 kg Liewensmëtteloffäll pro Kapp produzéiert.

ad 3. D'Liewensmëtteloffäll vun de Privatstéit sinn tëschent 2018 an 2021 ëm 0,415 t erofgaangen, wat ronn 18 % ausmécht.

ad 4. Enger grober Schätzung no kann ee soen, datt bal 50 % separat agesammelt an an enger Biogas- oder Kompostanlag verschafft goufen. Dës Zuel beinhalt och den Eegekpost.

ad 5. 2021 goufe folgend Liewensmëtteloffäll produzéiert: 46.727 t (56 %) vun de Privatstéit, 8.861 t (11 %) vum Einzelhandel, 9.466 t (11 %) vun der Restauratioun an 11.333 t (13 %) vun der Industrie. Zousätzlech sinn nach 7.235 t (9 %) an der Primärproduktioun ugefall.

Conséquences du vol d'une « Master Key » Microsoft | Question 8209 (04/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Verschiddenen däitsche Medien no ass et chineseschen Hacker gelongen, duerch ee geklaute Master-Key vu Microsoft, un d'E-Maile vun europäesche Verwaltungen ze kommen. Outlook, Sharepoint, Office 365, Teams, OneDrive an Drëttsäiten, déi „Sign in with Microsoft“ ubidden, solle betroff sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Huet d'Lëtzebuergesche Regierung Informatiounen zu deem Tëschefall vu Microsoft krut?

Wa jo, wéi eng?

Wann nee, wäert d'Regierung sech informéieren?

2. Wäert d'Regierung d'Verwaltungen uweise fir ze verhënnern, dass et zu Informationsleaks bei staatleche Servicer duerch vun den Hacker hannerloossen Hannerdiere kënn?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheetsgefor vun deem Tëschefall fir d'Lëtzebuergesche Verwaltungen an?

Réponse (05/09/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

ad 1. Microsoft huet keng Initiativ geholl, fir dem Lëtzebuerger Staat um direkte Wee Informatiounen zu dësem Tëscheffall matzedeelen. Microsoft huet eng gewëssen Zäit no dem Tëscheffall ëffentlech kommunizéiert, dat besonnesch iwwert verschidde Foren:

– MSRC Blog: Microsoft mitigates China-based threat actor Storm-0558 targeting of customer email (<https://msrc.microsoft.com/blog/2023/07/microsoft-mitigates-chinabased-threat-actor-storm-0558-targeting-of-customer-email/>)

– Microsoft on the Issues: Mitigation for China-Based Threat Actor Activity (<https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2023/07/11/mitigation-china-based-threat-actor/>)

– Microsoft Threat Intelligence: Analysis of Storm-0558 techniques for unauthorized email access (<https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/07/14/analysis-of-storm0558-techniques-for-unauthorized-email-access/>)

– Microsoft Security Blog: Expanding cloud logging to give customers deeper security visibility (<https://www.microsoft.com/en-us/security/blog/2023/07/19/expandingcloud-logging-to-give-customers-deeper-security-visibility/>)

Den Zentrum fir Informatiounstechnologien (CTIE) huet vu sech aus de Kontakt mat Microsoft gesicht, fir detailléiert Informatiounen zu dësem Tëscheffall ze kréien, an ass och weider am Kontakt mat Microsoft. Microsoft huet confirméiert, dass all direkt betreffen Entitéiten informéiert goufen. Well de Lëtzebuerger Staat net vun dësem Tëscheffall betraff ass, goufen d'staatlech Entitéiten net spezifesch vu Microsoft kontaktéiert. Dat selwecht gëllt och fir de CGIE (Centre de gestion informatique de l'éducation), dee jo een Deel vun der Microsoft Cloud gebraucht respektiv den HCPN/GOVCERT, deen zanter dem 13. Abrëll 2023 de „Government Security Program Agreement“ mat Microsoft ënnerschräiwen huet. Vu datt den Tëscheffall d'staatlech Servicer net direkt betraff huet, huet dësen Agreement laut Microsoft net gespillt.

De CTIE an de GOVCERT hunn doriwwer eraus gemeinsam eng Stellungnam vu Microsoft gefrot. Microsoft huet nach eemol confirméiert, dass dës speziellen Tëscheffall keen Impakt op d'Systemer vun der Lëtzebuerger Regierung huet, well de geklaute Schlëssel keen onerlaabten Accès op eis Systemer erméiglecht.

ad 2. De GOVCERT an de CTIE setzen all Dag hir Moeien an, fir zesumme mat de Verwaltungen eng zäitgeméis Cybersécherheet ze garantéieren. Dorënner falen esouwuel organisatoresch wéi och eng ganz Reichtesch Moossnamen. Well mir an dësem spezifische Fall net betraff waren, hat den Hacker keng Geléienheet, fir „Hannerdieren“ ze installéieren.

Zousätzlech organiséiert d'ANSSI reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Agenten op d'Problematik vun der Cybersécherheet opmierksam ze maachen.

ad 3. D'Sécherheetsgefor gëtt als relativ geréng ageschat, well d'Verwaltungen aktuell nach net vill Donnéeën an der Microsoft Cloud hunn.

D'Verwaltungen vum Staat benotzen den Ament, bis op punktuell Uwendungen, keng Servicer aus der Microsoft Cloud. Souwuel Outlook (Exchange), SharePoint wéi och Skype4Business gi vum CTIE a sengen Datenzentren hebergéiert. Teams gëtt, wéi och aner Plattformen wéi Zoom oder Webex, de Moment just genotzt, wa Beamten un externe Meetings deel huelen, déi op dës Plattformen organiséiert sinn.

Censure des réseaux sociaux | Question **8210** (04/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nodeems datt Frankräich rezent iwwert eng Woch laang vu massiven, gewalttätege Krawaller erfaasst gouf, huet de President Emmanuel Macron eng zäitlech limitéiert Zensur vun de sozialen Netzwierker an d'Gespräch bruecht. Hei handelt et sech ëm eng Praxis, déi ee virun allem aus net demokratesche Staate kennt a beispillsweis am Fall vun der Tierkei an der Vergaangenheet och vun der EU kritiséiert gouf.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu enger méiglecher Zensur vun de soziale Reseauen z. B. am Fall vun Onrouen? Géif d'Regierung wëllen esou eng Zensur vun de soziale Medien aféieren? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen a mat wéi enge méigleche Begrënnungen? Wéi e rechtliche Kader géif et ginn, fir esou eng Zensur anzeféieren? Wéi kéinten d'Bierger sech juristesches géint esou eng Zensur wieren?

2. Am Fall wou d'Regierung esou eng Zensur géif envisagéieren, wär dat net am Widdersproch zum Artikel 23 (2) vun eiser Verfassung?

Réponse (30/08/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

D'Regierung steet fir e fräien an oppenen Internet a wäert deemno keng Zensur vun de sozialen Netzwierker aféieren.

Campagne « Not sharing is caring » | Question **8211** (04/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Ëmmer rëm gouf d'Effentlechkeet zu Lëtzebuerg déi lescht Joren duerch Zeene vu Jugendgewalt schockéiert, wou d'Offer net nëmmen zerschloen, mee och nach entsprechend Filmer op de soziale Reseauen verbreet goufen. Dës Videoe bedeite fir d'Offer dacks eng Zousatzbelaaschtung, well si hir Péng ëmmer nees op en Neits virun Ae gefouert kréien an och nach hir Anonymitéit a Privatsphär verléieren.

Op där anerer Säit goufen d'Filmer, déi am Kader vun engem rezente Virfall bei der ZithaKlinik entstane sinn, mam Accord vun den Elteren bewosst weiderverbreet, fir d'Effentlechkeet op dës Brutalitéit opmierksam ze maachen an d'Identifizéierung vun Täter ze ënnerstëtzen. Och de Staat hânt op effentleche Plaze Kameraen op, fir Täter ze identifizéieren an ofzeschrecken. Doriwwer eraus verbreet d'Police déi entsprechend Biller dacks iwwer d'Press, fir weider Hiwaiser ze sammelen. Am gläiche Sënn kënnen Zeien, déi d'Police alarméiert hunn, awer sech fir eng weider Interventioun misste selwer a Gefor bréngen, den Handy asetzen, fir Beweiser ze sécheren an Täter sou eventuell ofzeschrecken. Och bei Gewaltvideoen am Kontext vun der Jugendkriminalitéit kënnen Filmer dozou bäidroen, Strofdoten ze dokumentéieren an Täter ze identifizéieren.

De Schoulministère huet ënnert dem Titel „Not sharing is caring“ elo rezent eng Campagne lancéiert, déi eesäiteg den Aspekt vun der Privatsphär vum Offer viséiert a just drop opmierksam mécht, dass een sech an all Fall, wou een esou e Video verbreet, strofbar mécht. Och am Fall virun der ZithaKlinik huet de Parquet e Schreiwes zirkuléiere gelooss, fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, dass si hei géint e Gesetz verstoussen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi eesäiteg Ausrichtung vun der „Not sharing is caring“ Campagne motivéiert ass an dobäi präziséieren, firwat d'Regierung de Fokus net och wëll op d'Ofschreckung vu potenziellen Täter leeën? Gesäit d'Regierung hei net d'Gefor, dass Leit aus Angscht, sech strofbar ze maachen, sech net trauen, Strofdoten ze dokumentéieren an ze denoncéieren?

2. Sollen eventuell Richtlinnen a Prozeduren definéiert ginn, fir et ze erméiglechen, iwwer d'Verbreedung vu privaten Handyvideoen, déi eng Strofdot dokumentéieren, vu Fall ze Fall ze entscheeden?

3. Besteet net och en Interessi vun der Effentlechkeet, fir transparent iwwer d'Zoustänn am Beräich vun der Kriminalitéit hei am Land informéiert ze sinn?

Réponse (11/09/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Campagne, déi vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend initiéiert gouf, ass duerch eng Zesummenaarbecht tëscht deem genannte Ministère, de Justizautoritéiten, vertrueden duerch de Parquet Lëtzebuerg, an der Police entstanden.

De gemeinsame Wëlle vun deenen uewe genannten Acteuren ass, fir d'Effentlechkeet ze sensibiliséieren fir e Phänomeen, deen et leider ëmmer méi heefeg gëtt. De Fokus läit um Schutz vum Offer, mee soll och d'Offer encouragéieren, eng Plainte bei der Police ze maachen, fir dass d'Justiz d'Täter verfolge kann. Duerch d'Campagne soll och déi grouss Majoritéit vu Jonken, déi mat Gewalt nëmmen als Zeien an net als Offer oder Täter konfrontéiert gëtt, encouragéiert ginn, Zivilcourage ze weisen a responsabel an empathesch Decisiounen ze treffen. Wichteg ass allerdéngs, dass d'Zeien sech net onnéideg a Gefor bréngen, wéi zum Beispill doduerch, dass si probéieren, Beweiser op Video opzehuelen. Dofir leet d'Campagne „Not sharing is caring“ de Fokus dorop, d'Police ze ruffen a Videoen net ze deelen.

Fir dass e Videoclip en Impakt op d'Publikum huet, muss e kuertz sinn a sech op e spezifesch Thema konzentréieren, an dobäi awer kënnen eng allgemeng Situatioun presentéieren.

D'Videokomponent vun der Campagne „Not sharing is caring“ ass effektiv haaptsächlech axéiert op de Message un de Grand public, dass d'Diffusioun vun Zeenen, déi Kanner involvéieren oder ënner gewësse Konditiounen u Kanner adresséiert sinn, strofbar ass. D'Internetsäit vun der Campagne (www.notsharing.lu) bitt nach zousätzlech Informatiounen an ënnerscheet tëscht zwee Cas-de-figures. Esou sinn Zeie gebieden, ee Gewaltvideo ze späichen an der Police ze weisen, wann si Persounen am Video erkennen. Sollt dat net de Fall sinn, sollen d'Zeien de Video läschen, well ouni Informatioun, wien op dem Video ass, kann d'Police net domat schaffen.

D'Lutte géint Gewaltvideoen beschränkt sech awer net nëmmen op dee Videoclip, mee geet doriwwer eraus. Et gëtt verschidde Mesuren, déi all concernéiert Acteuren implizéieren.

Sou wäert zum Beispill am Hierscht eng spezifesch Formatioun fir Enseignantë via den IFEN ugebuede ginn, wou Outile presentéiert ginn, fir an esou Situatiounen kënnen richteg an adäquat ze reagéieren. D'Enseignantë kréien an deem Kader zum Beispill vum Parquet d'Aspekter iwwer d'Offer, d'Täter an d'Zeien erkläert (déi handelen, déi kucken, déi encouragéieren a schlisslech déi filmen), mee och iwwer d'Roll vun den Elteren. Doriwwer eraus erkläert de Parquet och de Fonctionnement an d'Roll vun de

Justizautoritéiten an déi legal Konsequenzen, mat deenen déi jeeeweileg Persounen mussen rechnen.

ad 2. D'Justiz ass onofhängeg an applizéiert d'Gesetz. De Parquet huet d'Opportunité des poursuites an all eenzeler Affaire.

ad 3. Eng transparent Informatioun fir d'Effentlechkeet fënnt statt. Esou sinn Echäng mat der Chamber oder och Interviewen an der Press gewiescht.

D'Police grand-ducale publizéiert all Joer hir Statistiken zu der Kriminalitéit, déi och effentlech sinn an um Site vun der Police an dem Ministère fir bannen-zeg Sécherheet ze fanne sinn. Och de Justizministère publizéiert all Joer en Aktivitéitsbericht, an deem och d'Zuele vum Parquet Jugendschutz senger Aarbecht dra virkommen (Jugendschutz, Mëssbrauch, Delinquenz). An dësen Zuele sinn esouwuel déi, déi de Schutz wéi déi, déi d'Delinquenz betreffen, enthalten.

Parquet Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Parquet Diekirch:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Indemnisation des commerces dans le cadre du chantier du tram | Question 8214 (07/08/2023) de Mme Diane Aehm | M. Marc Lies (CSV)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8147 vum 12. Juli 2023 iwwert finanziell Entschiedegunge fir Geschäftsleit, déi laanscht de Chantier vum Tram leien, schreift den Här Minister Follgendes: „Ee Budget fir Indemnisation gouf just fir d'Finanzéierungsgesetz vum Tram tëschent der Gare a Luxexpo vun der Chamber votéiert. Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or goufe keng Indemnisation virgesinn.“

Am Document parlementaire N° 7209 iwwert d'Finanzéierung vum Tram op d'Cloche d'Or kann een op der Säit 39 d'„Fiche financière“ vum Gesetzestext kucken, wou ënnert der N° „C“ e Punkt „Divers et imprévus“ virgesinn ass an der Héicht vu 6.500.000 Euro. Ennen op der Säit 39 kann een dann och noliessen, wat de Punkt „Divers et imprévus“ beinhalt: „C – Les divers et imprévus, correspondant à environ 6 % du montant total des investissements, comprennent notamment : ... • L'indemnisation des commerçants riverains.“

Deemno geet kloer aus der Fiche financière vum deemolege Projet de loi ervir, dass am „Divers et imprévus“ och Budget fir d'Indemnisation fir Geschäftsleit virgesi war.

Dat selwecht géllt och fir d'Verlängere vum Tram op de Findel. Am Dokument N° 7210 kann een op der Säit 37 d'Fiche financière vum Gesetzestext liesen, wou och ënnert der N° „C“ e Punkt „Divers et imprévus“ virgesinn ass an der Héicht vu 5.600.000 Euro. An dëser Fiche financière kann een och ënnen op der Säit d'Explikatiounen zu den „Divers et imprévus“ nokucken, wou Follgendes ze liesen ass: „C – Les divers et imprévus, correspondant à environ 6 % du montant total des investissements, comprennent notamment : ... • L'indemnisation des commerçants riverains.“

Deemno si laut der Fiche financière vum deemolege Projet de loi iwwert d'Verlängerung vum Tram op de Findel och Indemnisation fir Geschäftsleit virgesinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

– Bleift den Här Minister weiderhi bei sengen Aussoen, dass: „Am Finanzéierungsprojet fir d'Verlängere vum Tram op de Findel an op d'Cloche d'Or keng Indemnisation virgesi goufen“?

– Wa jo, muss den Här Minister sech bei der Ëmsetzung vum engem Finanzéierungsgesetz net un den Inhalt vum engem Fiche financière halen? Gëtt a sou engem Fall d'Gesetz richteg ëmgesezt, wann een sech net un d'Virgabe vum der Fiche financière muss halen?

– Wa jo, wéi sinn den Inhalt an d'Explikatiounen an engem Fiche financière vum engem Gesetz ze bewäerten?

Réponse (22/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am parlamentareschen Dokument vum éischte Gesetzesprojet betreffend d'Finanzéierung vum Tram (Luxexpo–Gare centrale) aus dem Joer 2013 kann een op der Säit 18 follgenden Text am „exposé des motifs“ liesen:

„La mise en œuvre de la première ligne de tram doit également s'accompagner de mesures visant à prendre en compte les conséquences de sa réalisation. Aussi est-il retenu le principe d'une indemnisation amiable des commerçants riverains. Pour ce faire, une commission d'indemnisation devrait être mise en place dont le but est d'examiner les revendications des professionnels implantés dans un périmètre à définir autour du couloir de passage du tram et qui subiraient une perte financière significative sur leur marge commerciale brute. L'examen des dossiers relèvera de critères prédéfinis et il sera suivi d'une proposition d'indemnisation de la part de la commission ad hoc soumise à l'accord de Luxtram, maître d'ouvrage, qui en assumera ensuite la charge financière.“

Och war d'Natur vun den Aarbechten, déi am éischte Finanzéierungsgesetz vum Tram virgesi waren, eng aner.

Op der Säit 11 vum „exposé des motifs“ steet:

„Outre le positionnement latéral de la plateforme par rapport à la voirie, l'insertion de la ligne du tram tient compte des autres espaces fonctionnels composant l'espace public, à savoir les voies de circulation automobile, les cheminements piétons, les itinéraires cyclables, les emplacements de stationnement, les accès riverains, etc. Ainsi, les travaux qui accompagneront la réalisation de cette plateforme s'étendront de façade à façade entre la gare centrale et le Glacis.“

Den deemolege GIE Luxtram krut also den Optrag, ee Projet „façade à façade“ ze maachen an nié dem Tram, och d'Strooss, d'Trottoiren, d'Vélospisten, d'Bamreien an déi ënnerierdesch Infrastrukture komplett ze reamagéieren.

D'Dicht vun de Geschäfte, déi betraff waren, souwéi d'Aarbechten, déi vu Luxtram duerchgefouert goufen, waren immens intensiv. Et gouf an deem Kontext op politeschem Niveau net zu Onrecht vum engem „Joer-honnertchantier“ geschwat.

An de follgende Finanzéierungsgesetz vum d'Verlängerung vum Tram op de Findel a vun der Gare centrale op d'Cloche d'Or gëtt et keng Beschreiwung am „exposé des motifs“ iwwert méiglech Entschiedegungen. Et ass awer richteg, dass d'„fiche financière“ op eng méiglech Entschiedegung am Punkt C ënnert „divers et imprévus“ hiweist. Dëst bezitt sech awer logescherweis just op déi Aarbechten, déi an de Finanzéierungsgesetz virgesi sinn.

Anescht wéi am éischte Finanzéierungsgesetz vum Tram, belafen sech d'Aarbechte vun de follgende Finanzéierungsgesetz net op ee Projet „façade à façade“. D'Finanzéierungsgesetz vum d'

Verlängerungen op de Findel respektiv op d'Cloche d'Or limitéieren sech op der Säit 7 op follgend Aarbechten:

„Les travaux liés ... se limitent à l'infrastructure du tram. Le réaménagement et la création des voiries attenantes à la plateforme du tramway sont portés par l'Administration des ponts et chaussées et feront si nécessaire l'objet de lois de financement distinctes du présent projet.“

D'Gesetz bezéien sech also just op d'Leeë vun de Gleiser an d'Opstelle vun de Catenairen.

Follgend kënnen och just am Kontext vun deene spezifeschen Aarbechte vu Luxtram effentlech Gelder fir Entschiedegunge fir Geschäftsleit virgesi ginn.

Dës Aarbechte vu Luxtram loossen sech awer schwéier vun den Aarbechte vun der Stroossebauverwaltung trennen a maache just ongeféier 15 % vum Gesamtchantier aus. D'Ëmstänn, déi dës Aarbechte vu Luxtram fir Geschäftsleit maachen, sinn zäitlech och staark begrenzt. Réischt ganz zum Schluss vum Chantier, wann all d'Leitunge frësch geluecht gi sinn an d'Trottoire souwéi d'Strooss rëm op ass, ginn d'Gleiser op eng vun der Stroossebauverwaltung préparéiert Plattform geluecht.

D'Finanzéierungsgesetz säitens der Stroossebauverwaltung, déi nié gréissere Stroossenaarbechten, och Amenagementer betreffend d'Verlängerung vum Tram vun der Gare centrale op d'Cloche d'Or (loi du 24 août 2016 relative à la réalisation de la phase 1 de la route nouvelle N3 entre la gare centrale et le pôle d'échange Bonnevoie/loi du 21 août 2018 relative à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas) virgesinn, gesi keng Entschiedegunge fir Geschäftsleit vir. Et géllt hei de Prinzipp, wéi bei allen aneren Aarbechten, déi vun der Stroossebauverwaltung un effentlechen Infrastrukturen duerchgefouert ginn, och, datt dës een „intérêt général“ duerstellen a follgend keng Entschiedegunge virgesi sinn.

Am Règlement interne vum Comité d'indemnisation, deen och um Internetsite vu Luxtram ka konsultéiert ginn, ass dofir decidéiert ginn, méiglech d'Entschiedegunge just op d'Streck Gare centrale–Luxexpo ze limitéieren:

„Sont susceptibles d'introduire une demande en vue d'une compensation financière, les commerçants, artisans et restaurateurs situés le long du ou dans le périmètre d'intervention de Luxtram. Les commerces en question doivent subir des troubles sérieux et une diminution significative de leurs activités commerciales. Le lien du préjudice avec les travaux de la ligne de tramway (Gare centrale–Luxexpo), dans le périmètre défini par la loi de financement du tramway, doit être clairement identifié.“

Rentrée scolaire | Question 8215 (07/08/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

Avec la rentrée scolaire qui approche, de nombreux parents s'inquiètent de ne pas trouver de place pour leur enfant dans la formation de leur choix. Faute de places disponibles dans les lycées, les parents inscrivent leurs enfants dans des établissements qui ne correspondent pas forcément au premier choix de l'élève concerné. Dans un article paru dans « L'essentiel » en date du 6 août 2023, le Ministère de l'Éducation nationale reconnaît qu'il peut arriver qu'un élève ne puisse pas intégrer la formation souhaitée et que la Maison de l'orientation conseille l'élève (et les parents) afin de l'orienter vers une autre formation. Par ailleurs, le ministère précise que l'ouverture de classes supplémentaires est soumise « à la disponibilité des infrastructures et du personnel enseignant ».



Comme il ressort de différents témoignages et puis qu'il semble qu'il y ait un réel manque de places dans les lycées, empêchant les élèves de poursuivre les études de leur premier choix, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves se trouvent dans une telle situation, contraints de choisir un lycée différent de leur premier choix ?
– Combien d'élèves obtiennent effectivement leur deuxième respectivement troisième choix de lycée ?

2) Sur la base de quels critères les élèves sont-ils refusés ou admis dans un lycée ?

3) Le ministre ne pense-t-il pas qu'une telle situation est intolérable et démotive les jeunes ?

4) Quels sont les lycées qui manquent actuellement de places et doivent refuser des élèves ?

5) Le Gouvernement que prévoit-il pour remédier à cette situation ?

– Des places supplémentaires seront-elles mises à la disposition des élèves ?

– Est-il prévu d'engager des enseignants supplémentaires pour les lycées concernés ?

– Le Gouvernement a-t-il recherché des infrastructures susceptibles d'être développées ?

Réponse (31/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3) Je tiens tout d'abord à souligner que l'article de presse en question relatant le cas d'un élève n'ayant pu intégrer une formation dans le lycée de son premier choix s'appuie sur un cas particulier et qu'une solution a pu être trouvée dans la mesure où cet élève s'est vu offrir une place dans un autre lycée de la même région où il peut suivre la formation de son choix.

Il est à noter que pour des raisons organisationnelles, des élèves peuvent exceptionnellement être amenés à suivre leur formation dans un lycée autre que celui de leur premier choix ; de tels cas se sont présentés dans le passé au Luxembourg et peuvent se présenter également dans nos pays voisins où les distances supplémentaires à parcourir peuvent être bien supérieures à celles observées chez nous.

Concernant le nombre de cas où des élèves « se trouvent dans une telle situation, contraints de choisir un lycée différent de leur premier choix », signalons d'emblée que comme le traitement des demandes d'inscription n'est pas réalisé de manière centralisée, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne dispose pas de données chiffrées en la matière. Le MENJE n'a cependant pas connaissance d'une multiplication de ces cas au cours des dernières années.

D'une manière plus générale, le sujet abordé par l'honorable Députée est celui de l'organisation scolaire de l'enseignement secondaire ; il se résume à la question de savoir dans quelle mesure les lycées doivent procéder à l'ouverture de classes supplémentaires afin de permettre à chaque élève de poursuivre son parcours scolaire dans le lycée de son premier choix.

Il s'agit en l'espèce de trouver un équilibre entre les trois exigences suivantes :

- la volonté tant du MENJE que des lycées de répondre au mieux aux attentes et aux souhaits des élèves et de leurs parents ;
- la disponibilité des capacités en infrastructures et en personnel enseignant ;
- la gestion des ressources en bon père de famille.

Lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible dans le lycée de leur premier choix, les élèves se voient proposer un autre lycée dans la même région.

Les lycées accordent en général une priorité d'inscription à leurs propres élèves.

Les lycées, de même que le ministère, et notamment la Maison de l'orientation, mettent tout en œuvre afin de permettre aux élèves de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions possibles afin d'éviter tout problème de démotivation.

ad 4) Comme il est à supposer que le nombre de cas varie d'une année à l'autre et qu'il dépend des formations choisies, il n'est pas possible de désigner des lycées « qui manquent actuellement de places et doivent refuser des élèves ».

ad 5) Le ministère entreprend tous les efforts nécessaires en vue du recrutement de personnel enseignant et de la mise à disposition d'infrastructures.

Impact du changement climatique sur la végétation au Luxembourg | Question 8217 (08/08/2023) de M. André Bauler (DP)

De Klimawandel féiert dozou, datt d'Vegetationsperioden sech queesch duerch Europa verlängert hunn.

Verschiede Kulturen oder Feldfrüchte kréien et méi schwéier, fir gutt iwwer de Summer ze kommen, well et ze laang Drécheperiode gëtt. Dëst Joer sinn d'Kären an eenzelen Deeler vum Land scho fréi erageholl ginn (Mëtt Juli), während op anere Plaze weinst deem ville Ree vun Enn Juli bis Ufank August huet misse gewaart ginn.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Vegetationsperiod hei am Land am Verglach mat aneren europäesche Regione verännert?

2. Wéi gesäit aus der Siicht vum Landwirtschaftsministerium eng dem Klima ugepasste Landwirtschaft aus? Gëtt et do scho konkret Perspektiven a Konzepte, déi eise Baueren ënnerbreet gi sinn oder ginn, fir hir Betriber op weider Erausforderunge virzubereeden?

3. A wéi engem Mooss wäert sech d'Vegetationsperiod mat Fudder verännern? Wäert do ënner anere verstärkt op Kléigrasorte gesat ginn, déi ganzjäreg wuessen a méi déif wuzelen, sou datt se dréche Periode besser iwwerstinn?

Réponse (11/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir d'Vegetationsperiod ze charakteriséieren, gëtt et verschidden Definitiounen, awer keng, déi fir Eestëmmegkeet ënnert de Fachleit steet. An der Vergaangenheet gouf zum Beispill bei europäeschen Dossier d'Vegetationsperiod definéiert duerch d'Unzuel vun Deeg iwwert 5° C Dagesmëtteltemperatur iwwert d'ganzt Joer gekuckt. Eng agronomesch méi cibléiert Definitioin ass deen Zäitraum, wou d'Dagesmëtteltemperatur während 6 konsekutiven Deeg iwwert 5° C läit bis zu deem Zäitraum, wou während 6 Deeg d'Dagesmëtteltemperatur ënnert 5° C fält. Den Ënnerschied tëschent de Rechemethoden ass net grouss.

Geet een dann nach vun deene järeleche Schwankungen aus, kann ee festhalen, dass an deene leschten 12 Joer (2010–2022) d'Vegetationsperiod am Éislek tëschent dem 17. an 20. Mäerz ugefaangen huet an tëschent dem 8. an 13. November eriwuer war. Op der Musel, wou et méi waarm ass, huet se tëschent dem

5. an 21. Februar ugefaangen an tëschent dem 24. an 28. November opgehalen. Dat sinn 8 bis 9 Méint. Am Verglach mat Europa, läit Lëtzebuerg an där selwechter Klimazon wéi déi belsch Ardennen, de Grand Est a Frankräich, d'Eifel, d'Saarland an den Norde vun Däitschland. No Westen an no Süde vun Europa hi verlängeren sech d'Vegetationsperioden. A Portugal an a Spunien ass bal d'ganzt Joer wuessbaart Wieder. An Zentral- an Osteuropa sinn et 7 bis 8 Méint. A Skandinavien an an de baltische Länner sinn et 5 bis 7 Méint.

Déi generell Temperaturerhéijung vun deene leschte Joerzénge hat een Afloss op d'Längt vun der Vegetationsperiod. Vergläicht een d'Perioden 1990–2022 an 1960–1989 unhand vun 2.055 Wiederstationen aus dem European Climate Assessment Dataset, stellt ee fest, dass Nordeuropa an d'Biergregionen am stäerkste vun der Verlängerung betraff waren. An der Moyenne huet sech d'Vegetationsperiod an Europa ëm 3 bis 27 Deeg verlängert.

Zu Lëtzebuerg huet d'Vegetationsperiod am Éislek ëm 11 bis 15 Deeg an am Guttland ëm 16 bis 25 Deeg zougehoen. An der Moyenne mécht dat 16 bis 17 Deeg, verdeelt op 2/3 am Fréijoer an 1/3 am Hierscht. D'Guttland läit dobäi am selwechte Beräich wéi d'Beneluxländer, Nordfrankräich an den Norde vun Holland hu méi ee staarken Impakt vun der Temperaturerhéijung ze verzechnen. Am Süde vun Europa huet d'Erhéijung vun der Temperatur ee manner groussen Afloss op d'Verlängerung vun der Vegetationsperiod gehat.

ad 2. De Landwirtschaftleche Sektor muss, wéi all anere wirtschaftleche Sektor, flexibel bleiwen, wann d'Rahmbedingung chängéieren. Adaptatiounen an der traditioneller Vei- a Mëllechwirtschaft bedede virun allem, d'Fudderproduktioun iwwert d'Joer verdeelt ze diversifizéieren, fir souwuel mat laangen Drécheperiode wéi och mat laange Reeperioden eens ze ginn. An Drécheperiode kann dat z. B. duerch méi Feldfudderubau oder duerch d'Asilée vu Kären a Form vu Ganzplanzesilage geschéien. Am Grénglandberäich huet sech an der Praxis erausgestallt, dass déi 2 éischt Grasschnëtter am Fréijoer d'Grundlag musse leeën, fir souwuel vun der Qualitéit wéi vun der Quantitéit hier d'Fudderratioun vum Wanter ofzesécheren. Dat bedeit ënner anere, genuch landwirtschaftlech Flächen am eegene Betrib zur Verfügung ze hunn, well den Zoukauf vu Fuddermittelen deier ass. Zousätzlech gëllt et, den Zoustand vun de Wäsen a Weeden stänneg ze ënnerhalen mat Nöseine vu Grasarten, déi besser un d'Dréchent ugepasst sinn. D'Zortversuchsfelder vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) an deene verschiddene Regione vum Land leeën an deene leschte Jore ee verstärkten Akzent op d'Resistenz vun de Grieser an deenen anere Fudderplanzen op d'Dréchent an awer och op d'Regeneratioun vun den eenzelen Aarten an Zorten no der Dréchent.

Am Beräich vum Geméis- an Uebstbau spillt d'Bereetstelle vu genuch Waasser schonn an normale Jore eng entscheedend Roll. Fir d'Wuesstumspotential vum lokalen Ubaa kënnen anzuschätzen, leeft den Abléck eng grouss ugeluechte wëssenschaftlech Etüd op der Universitéit Léck iwwert déi global Waasserreserven zu Lëtzebuerg.

ad 3. Esou ewéi d'Klima an och d'Vegetationsperioden sech änneren, esou wäert och an d'Zukunft d'Fudderproduktioun sech änneren hei zu Lëtzebuerg. Et ass dovun auszegoen, datt opgrond vun der zouhuelender Summerdréchent d'Fudderproduktioun während de Summerméint zukünfteg ganz staark ageschränkt wäert sinn. Par contre kënn et, notament well och d'Vegetationsperiod méi fréi ufänkt a méi spéit ophält, esou ewéi an der Äntwert op d'Fro 1

ervirgestrach, zu enger Verlagerung vun der Fudderproduktioun an d'Fréijoer an och an den Hierscht.

Am Zesummenhang mat de Bestriewunge vun enger méi héijer Eewäissautarkie, hunn des Weideren d'Veibetriber an deene leschte Jore scho verstärkt op d'Verbesserung vum Gréngland mat Kléigrasmëschung gesat. Dat selwecht ass de Fall beim Ubau vu Feldfudder, dat aus Mëschung vu Grieser mat Kléi oder Grieser mat Luzerne besteet. Dës Leguminosen hunn de Virdeel, dass se ab dem 2. Joer méi déif Wuerzele maachen an iwwert de Summer nach viru wuesse kënnen, wann d'Gras stoe bleift. Ugepasst, resilient an drécheresistent Grieser a Kléiaarten an -zorte sinn effektiv een Element, fir d'Fudderproduktioun hei zu Lëtzebuerg un de Klimawandel unzupassen. Duerfir ginn dës Krittären an den Zorteversech vun der ASTA besonnesch gepréift. Allerdéngs stoussen an extreem dréchene Joren, wéi dat 2022 de Fall war, all Fudderkulturen un hir Grenzen.

Retrait de Luxair de la manutention de fret aérien au CargoCenter | Question 8218 (08/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

D'Luxair, déi bis dato den Handling vum CargoCenter um Findel assuréiert huet, huet Enn Mee an hirem Verwaltungsrot d'Decisioun getraff, net méi bei der aktueller éffentlecher Ausschreiwung matzemaachen. Dës Decisioun wier strateegesch, well sech d'Luxair an Zukunft op d'Airline wéilt konzentréieren. Deemno ginn elo zwou aner Gesellschaften gesicht, déi fir 7 Joer den Handling vu Cargo iwwerhuele sollen, an een Invest, deen op 200 Milliounen Euro geschätzt gëtt, missten iwwerhuelen. RTL-Informatiounen no hunn nieft der Cargolux zwou weider Gesellschaften bei der éffentlecher Ausschreiwung matgemaach.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

– Kann den Här Minister eis méi konkret soen, wéini mat enger Decisioun iwwert d'Ausschreiwung gerechent ka ginn?

– Wéi eng Konsequenz kéint fir déi ronn 1.200 Mitarbeiter beim Cargo Handling entstoen?

– Wat sinn déi méiglech Auswirkungen heivun op aner Services vun der Luxair respektiv op de Flughafen selwer?

Réponse (06/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ënner Virbehalt vun eventuellen Imprevuen, déi mat der Ausschreiwungsprozedur verbonne sinn, ass geplangt, d'Lizenz fir den Handling am CargoCenter am November 2023 auszuhänegen.

D'Matarbechter am Cargohandling sinn duerch e sektorielle Kollektivvertrag ofgeséichert, an och duerch d'Reglementatioun iwwer den Transfert vu Personal am Fall vun enger Lizenzüwernam duerch een drëtten Prestataire.

Duerch dëse Changement wäert d'Luxair sech kënnen méi op hir aner Sparte konzentréieren, besonnesch d'Aktivitéit vun der Airline an dem Tour Operator, wou och an den nächste Jore muss investéiert ginn.

Déi obligatoresch Neiausschreiwung vun den Handling-Lizenzen baséiert op der EU-Direktiv 96/67/CE vum 15. Oktober 1996, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 19. Mee 1999 iwwer den „accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg“ ëmgesat gouf. Duerch dës Règlementatioun soll een effikassen an adaptéierten Handling assuréiert ginn. lux-Airport, als Gestionnaire vum Flughafen, muss sech un dës Prozeduren halen.

Précarité des enfants et des jeunes | Question 8219 (08/08/2023) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La précarité des enfants et des jeunes est une réalité au Luxembourg. Comme Caritas Luxembourg l'a rappelé dans une prise de position en mars 2022, les enfants et jeunes constituaient déjà avant la crise sanitaire le groupe de personnes le plus exposé au risque de pauvreté, mais ce risque s'est encore aggravé depuis.²¹ Concernant les allocations familiales et autres aides pour les familles concernées, Caritas Luxembourg souligne que « nombreuses sont les personnes qui ne connaissent pas les aides auxquelles elles ont droit ou qui ont des difficultés à faire les démarches nécessaires pour l'obtention ». Dans cet ordre d'idées, Caritas estime qu'une « simplification administrative, ainsi qu'un système plus compréhensible (...) devraient être mis en place ».

En son ancienne qualité de député et rapporteur de la loi budgétaire pour l'année 2023, Monsieur le Ministre avait également soulevé la problématique en soulignant que : « Pour ce qui est des transferts sociaux monétaires, force est de constater que bon nombre de personnes éligibles pour une certaine aide sociale n'en profitent pas. »²²

En général, le non-recours des personnes éligibles aux aides sociales s'explique par une multitude de raisons, parmi lesquelles figurent notamment la crainte des conséquences négatives, la complexité des démarches, le souhait de s'en sortir soi-même ou encore le manque d'information sur les aides. Le phénomène est d'autant plus préoccupant dans le domaine des aides familiales qu'il désavantage des enfants issus des familles en question, alors que le non-recours ne leur est nullement imputable.

Voilà pourquoi l'une des recommandations émises dans le cadre du rapport budgétaire susvisé était de rendre plus accessible les aides étatiques à travers un regroupement et une simplification administrative, à l'instar de ce qui est pratiqué déjà aujourd'hui au niveau de la « Klima-Agence » pour les aides dans le domaine de l'énergie.

Dans cet ordre d'idées, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant l'ampleur du phénomène de non-recours aux aides financières et autres aides sociales s'adressant aux familles ? Est-il possible de chiffrer les montants des aides non touchées ?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un regroupement des aides en question constitue un pas important en vue d'assurer que les familles et notamment les enfants et jeunes éligibles ne passent pas à travers les mailles du filet social ?

En sus de l'accessibilité des aides, un autre volet important est la manière dont celles-ci sont aménagées, notamment en ce qui concerne l'aspect de l'équité. Dans ce contexte, le Statec a constaté ce qui suit :

« Les allocations familiales financent de manière inégale les budgets minimums directs des enfants selon leur âge. Pendant la petite enfance, les allocations directes couvrent de manière très généreuse les besoins minimums, avec même une couverture de 100 % pour un enfant de 6 mois. Entre 8 et 14 ans, les allocations directes couvrent encore presque ¾ du budget direct. C'est dans l'adolescence avancée que l'écart

entre le budget minimum et les allocations directes se creuse. »²³

3) Quelles sont les raisons pour cette dégressivité du taux de couverture par les allocations directes du surplus de budget induit par la présence d'enfants ? Existe-t-il des réflexions ou initiatives au niveau du Ministère de la Famille afin de pallier ce déficit ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'accord que la dégressivité peut constituer un désavantage pour certain.e.s adolescent.e.s, notamment pour ceux/celles issu.e.s des familles les plus désavantagées ?

Enfin, sous l'aspect de l'équité, un enjeu important est la situation des familles monoparentales. À ce sujet, le Statec a constaté que :

« (P)our l'adulte monoparental, ce surplus en budget est couvert à hauteur de 60 % (adulte avec deux enfants de 0-6 ans) et de 39 % (adulte avec un ou deux enfants de 14-18 ans). Pour les couples avec enfants, les ordres de grandeur sont similaires et varient entre 57 % et 36 %. »²⁴

5) Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette différence très faible en termes du taux de couverture est équitable au vu de la différence en termes de revenu qui est susceptible d'exister entre les couples et les familles monoparentales ?

6) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus équitable de façonner les aides à ce que le taux de couverture ne dépende pas de la situation familiale des parents ?

Réponse (06/10/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) et 2) L'honorable Députée fait référence à une étude menée par le Statec ensemble avec le Ministère de la Famille sur le budget minimum des enfants et sa couverture par les transferts sociaux publiée dans le cadre du « Rapport travail et cohésion sociale » de 2022²⁵ du Statec. En ce qui concerne l'idée préconisée par l'honorable Députée d'un regroupement des aides financières et aides sociales s'adressant aux familles afin de lutter contre le non-recours aux aides mises à disposition des familles et des enfants, il y aurait d'abord lieu d'analyser la faisabilité d'une telle démarche, sachant que les conditions d'accès à ces aides voire les attributaires de ces aides diffèrent d'une législation à l'autre. Cependant, comme l'honorable Députée le relève à juste titre, je reste très sensible au non-recours des personnes éligibles aux aides sociales. Voilà pourquoi j'ai chargé l'Observatoire des politiques sociales d'élaborer des recommandations afin de mieux appréhender le phénomène du non-recours aux aides sociales et de mettre en place des mécanismes de lutte contre ce non-recours. Dans ce contexte, et comme je suis persuadé que la circulation de l'information est cruciale dans la lutte contre le non-recours, j'ai invité les collègues des bourgmestres et des échevins ainsi que les conseils communaux nouvellement élus à une matinée d'information, le 25 septembre prochain, sur l'ensemble des aides étatiques qui sont de la compétence de mon Ministère.

ad 3) et 4) L'étude précitée a en effet constaté que dans l'adolescence avancée, l'écart entre le budget minimum et les allocations directes se creuse. Une étude intitulée « Des budgets de référence pour les jeunes âgés de 15 à 18 ans : les adolescents face à leurs besoins minimum », publiée en avril 2022²⁶ et réalisée par le Statec en collaboration avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

²³ Statec, Rapport travail et cohésion sociale, 2022, p. 184

²⁴ Ibid., p. 185.

²⁵ Statec, Rapport travail et cohésion sociale, 2022

²⁶ Statec, Économie et statistiques ; Working Papers du Statec ; n° 130 avril 2022

²¹ <https://www.caritas.lu/sites/default/files/imported/position-precarite-jeunes-enfants-20220513.pdf>

²² Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 (PL n° 8080), Rapport de la Commission des Finances et du Budget, p. 49.

explique les raisons à la base de l'augmentation du budget minimum des adolescents lorsqu'elle conclut que : « (...) les adolescents ont toutefois aussi une série de besoins spécifiques à leur tranche d'âge, besoins qui symbolisent leur quête d'une identité propre et des intérêts particuliers. Nous avons pu observer ceci notamment dans les paniers de l'éducation, des multimédias et de la mobilité ».

En ce qui concerne les familles les plus désavantagées je tiens à relever que le « Rapport travail et cohésion sociale » constate que « le REVIS augmenté des transferts sociaux couvre les budgets de référence de tous les types de ménages avec enfants » ; il y a lieu de préciser que tout exercice de définition d'un budget minimum se base sur des hypothèses théoriques qui peuvent différer du vécu d'une famille.

ad 5) et 6) L'extrait du « Rapport travail et cohésion sociale » de 2022 cité par l'honorable Députée se réfère à un surplus en budget minimum direct des enfants grâce aux allocations familiales. En effet, l'étude a montré que le taux de couverture du budget direct d'un enfant par rapport aux seules allocations directes (à savoir allocations familiales, allocations de rentrée scolaire et allocations de naissance) ne diffère que légèrement d'un ménage monoparental par rapport à un couple. Il y a lieu de rappeler que la réforme du système des prestations familiales (cf. doc. parl. n° 683210) avait justement comme objectif « une individualisation des droits de l'enfant selon l'adage "un enfant = un enfant" ». La philosophie à la base des allocations familiales fait donc en sorte que le système des allocations familiales est insensible à la composition des ménages et la leur situation financière. Dès lors je ne suis pas d'avis qu'il faille façonner les allocations familiales, de manière à ce qu'elles tiennent compte de la situation familiale des enfants.

Risque de pénurie de médicaments pour enfants | Question 8220 (08/08/2023) de M. Claude Lamberty | Mme Carole Hartmann (DP)

De Präsident vum däitsche Berufsverband vum de Kanner- a Jugenddokteren, den Thomas Fischbach huet an engem Artikel op en Neits drop higewisen, dass d'Medikamente fir Kanner den nächste Wanter an Däitschland knapp kéinte ginn. Esouguer haut scho kéint den Leitinnen net ëmmer agehale ginn, op ville Plaze géif et u Medikamente fir Kanner feelen, besonnesch Penicillin a Medikamente géint Féiwer a Péng.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheitsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun zu Lëtzebuerg aus? Gëtt et Medikamente fir Kanner, déi den Dokteren haut scho feelen? Wa jo, wéi eng wieren dat?
2. Wéi héich schätzt d'Madamm Ministesch de Risiko an, dass et dësen Hierscht a Wanter zu gréisserer Versuergungsknapp bei de Medikamente fir Kanner kéint?
3. Wéi eng Mesurë si virgesi fir ze evitéieren, dass et dëse Wanter zu engem Manktem u Kannermedikamente kéint?
4. Wéi eng Mesurë si virgesinn, falls dësen Zenario trotzdeem sollt antrieden?

Réponse (08/09/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Reegelméisseg goufen zu Lëtzebuerg, esouwéi an allen europäesche Länner Liwwerungsknapp vu Medikamente fir Kanner festgestallt. Et handelt sech haaptsächlech ëm den Amoxicillin an de Paracetamol. Och wann am Moment dës Produiten erëm disponibel sinn, gëllt et nach ëmmer virsichteg ze sinn, besonnesch am Fall vun enger Zounam vun

Infektiounskrankheete bei Kanner, déi eng gréisser Nofro vun dëse Medikamente mat sech bréngen.

ad 2. Zu dësem Zäitpunkt ass et schwéier méiglech, Liwwerungsknapp vu Medikamente fir Kanner konkret anzuschätzen. De Gesondheitsministère rechent allerdéngs, wéi all Hierscht a Wanter, mat enger Zounam un Infektiounen vun den Otemweeër, déi eng staark Nofro un Antibiotiken a Medikamente géint d'Péng an d'Féiwer wäerte mat sech bréngen.

Sou war d'Joer 2022 beispillsweis markéiert duerch en ongewéinlech fréien Ufank vun der Grippezeit, bedéngt duerch de Virus vun den Otemweeër (RSV), der Gripp vum Typ A a B a verschidden aner Virussen, déi d'Nofro vun Amoxicillin a vu Medikamente géint d'Féiwer an d'Péng gesteigert hunn.

ad 3. Op europäeschem Niveau sinn eng Rei Mesurë vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) virgesinn, fir esou Indisponibilitäten ze verhënneren an un deenen de Gesondheitsministère bedeelegt ass. An deem Zesammenhang iwwerwaacht d'EMA, an Zesammenaarbecht mat der Direction générale de la préparation et de la réaction aux urgences sanitaires vun der Europäescher Kommissioun (DG HERA), ganz no d'Offer an d'Demande vu verschiddenen Ennergruppe vun Antibiotiken, dorënner den Amoxicillin, fir direkt op eventuell Enkpäss kënnen ze reagéieren an dës beschtméiglech ze verhënneren.

Wat d'Medikamente géint Péng a Féiwer betreffen, encouragéiert d'EMA esouwéi och de Groupe de pilotage exécutif sur les pénuries et la sécurité des médicaments (MSSG), déi national Autoritéit vun de Memberstaaten, vu verschiddene Flexibilitäten ze profitéieren, déi am reglementaresche Kader vun der EU fir pharmazeutesch Produite virgesi sinn.

Et geet hei drëm, d'Liwwerung vu verschiddene Medikamente ze erlaben, déi beispillsweis an engem bestëmmte Memberstaat net autoriséiert sinn, oder verschidden Derogatiounen virzegesinn (ganz oder partiell) déi d'Etikettéierungs- an d'Verpackungsufuerderunge betreffen, fir esou eventuell Enkpäss ze verhënneren.

Do dernieft kënnen d'EMA an den MSSG déi verschidde Memberstaaten ënnerstëtzen, fir eventuell zousätzlech koordinéiert Mesuren ze huelen, fir d'Situatioun vun de concernéierte Patienten ze verbesseren an déi effentlech Gesondheet an der Europäescher Unioun ze ënnerhalen, zum Beispill duerch eng direkt Interventioun bei den Hersteller, fir d'Fabrikatiounskapacitäten eropzesetzen.

ad 4. D'Mesuren, déi musse geholl ginn, hänke vun den Ursache vum Enkpäss of. Well de Problem komplex a multifaktoriell ass, musse verschidde Mesuren op verschiddenen Niveaue geholl ginn, déi souwuel national wéi europäesch kohärent musse sinn. Onofhängeg vun den Aktiounen vun de verschiddenen Acteuren an der Fabrikatioun a Verdeelungsketten, mécht de Manktem enger Rei essenzielle Medikamente e rationalen Émgang mat dëse Medikamente zwéngend néideg.

Am Fall vun enger Penurie vun engem bestëmmte Medikament kënnen Recommendatiounen un d'Doktere betreffend d'Verschreiwung vun dësem Medikament respektiv d'Asetze vun alternative Medikamente hëllefen, esou engem Enkpäss entgéintzewierken. Och Recommendatiounen un d'Apdikteren an un d'Patienten selwer kënnen an esou engem Fall derzou bäidroen, esou en Enkpäss ze iwwerbrécken.

Situation au Centre socio-éducatif de l'État | Question 8221 (09/08/2023) de M. Léon Gloden | M. Laurent Mosar (CSV)

An engem aktuellen RTL-Artikel vum 8. August 2023 sinn Exmataarbechter aus dem Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) interviewt ginn. Dobäi erzielt ee vun den Exmataarbechter z. B.: „Déi Jonk hunn hiren Joint an der Hand oder an der Täsche, kiffe virun den Ae vum Personal a verstoppe sech mol net méi.“ D'Fouille des personnes soll generell net anstänneg duerchgefouert ginn, heescht et weider. Och de Geschlechtsverkéier am CSEE ass ee grouss Theema: „Eng Educatrice aus der Unisec ass souguer schwanger gi vun engem Jong, deen do placéiert war“, erzielt ee vum Expersonal. Doriwwer eraus soll eng weider Educatrice eng Affär mat engem knapp 16 Joer ale Pensionnaire gehat hunn, de Jong eleng gesinn hunn, em Kaddoe gemaach hunn an hie bei sech doheem verstoppt hunn.

An deem Kontext wéilt mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Kann de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend déi am RTL-Artikel genannte Faite bestätegen?
- Wa jo, säit wéini huet de Ministère Kenntnis iwwert dës Situatioun?
- Sinn déi am RTL-Artikel genannte Faite stroferechtlich porsuivéiert ginn?
- Wann nee, firwat?
- Wa jo, wat waren d'Konsequenzen dovun?
- Sinn déi am RTL-Artikel genannte Faite disziplinaresch porsuivéiert ginn?
- Wa jo, zu wéi enge Strofen ass et komm?
- Wann nee, firwat?
- Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung am Kader vun der Drogeproblematik am CSEE ze huelen? Wat ass scho gemaach ginn?
- No wéi enge Krittere gëtt d'Personal am CSEE agestatt?
- Si Formatiounen a punkto Drogeproblematik ugebuede ginn, fir d'Liewen an engem Prisong wéi dem CSEE besser ze verstoen?
- Kann de Ministère bestätegen, dass et kloer Instruktiounen un d'Personal ginn ass, dass keng Relatioun tëscht Jugendlechen an dem Personal entstoe soll?
- Ass d'Regierung der Meinung, dass d'Sécherheet an d'Kontrollen am CSEE substanzuell missten eropgesat ginn?
- Wa jo, wéi wäert dat ausgesinn?

Réponse (06/09/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Aussoe vun e puer fréiere CSEE-Mataarbechter si vu perséinlechen Erfarungen a subjektiven Opfaassungen an Interpretatiounen gezechent a kënnen op kee Fall als allgemeng Wourecht ugehol ginn. Dës Aussoe kënnen spezifesch Situatiounen, individuell oder och institutionell Konflikt- a Krisemomenter reflektéieren, awer sécher net déi alldéiglech Realitéit vun enger ganzer Institutioun. Et ass bedauerlech, dass esou d'Aarbecht an dëser Institutioun ofgewäert gëtt an datt jonk Leit, déi ënner de Jugendschutz gestallt ginn, esou stigmatiséiert ginn.

Et ass evident, dass intim Relatiounen tëschent Personal an enger sozialer Struktur an de Jonken, déi do betreit ginn, net akzeptabel sinn. An deem Fall, deen der Direktioun vum CSEE zougedroe ginn ass, huet d'Direktioun esouwuel disziplinaresch Mesuren ergraff, wéi och de Fall dem Parquet gemellt. Des Weideren huet d'Direktioun de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) iwwer dësen Tësche fall informéiert. De MENJE huet d'Direktioun an hiren

Demarchen ënnerstëtzt a ka confirméieren, datt si hire Responsabilitéiten als Supérieur hiérarchique nokomm ass. Déi honorabel Deputéiert wäerte mir zoustëmme, datt d'Feelverhale vun enger Persoun net dierf als Verfeelung vun enger ganzer Institutioon gewäert ginn.

Wat d'Suchtproblematik ubelaangt, huet de CSEE kloer Prozeduren am Émgang mat Drogekonsum. An enger Struktur wéi dem CSEE, wou verschidde Jonker mat Suchtproblematiken ze kämpfen hunn, kann et leider ni ganz ausgeschloss ginn, datt ee Pensionnaire Droge bei sech dréit. Wann ee Jonke mat Drogen erwëscht gëtt, kuckt d'Personal selbstverständlech net ewech. Och d'Fouillen, déi zu de belaauschtendste Situatiounen vun der Aarbecht am CSEE zielen, si gesetzlech kloer gereegelt (loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'État) a ginn no deene Reegelen a Prozeduren duerchgefouert. D'Mataarbechter si speziell fir dës Fouillé forméiert.

De CSEE huet eng ganz Rei Mesuren en place gesat, fir mat de Suchtproblematiken vu verschiddene Pensionnaires ëmzegoen. Engersäits hëlt d'Personal vum CSEE ëmmer erëm u Weiderbildungen zum Thema Drogekonsum deel an ass extra geschoult, fir mat Jonke mat enger Suchterkrankung ze schaffen. An der pädagogescher Aarbecht selwer setzt de CSEE dorop, de Jonken Handlungsalternativen ze ginn, fir de Besoin ze erfëllen, deen um Ursprung vun hirem Konsum ass. Sou léieren si zum Beispill, hir negativ Gefiller anescht ze reguléieren. An dëser Aarbecht schafft de CSEE enk mat externer Partner zesummen, déi ee spezifesch Suivi vu Jonke maachen, déi Drogen huelen. All Jonken, deen an d'Unité de sécurité (Unisec) placéiert gëtt, mécht och bei senger Admissioun een Drogescreeing.

Och an der Präventioun vum Drogekonsum ass de CSEE aktiv. Hei schafft de CSEE virun allem zesumme mat der Police, déi op Demande vum CSEE mat der Hondsstaffell kënn, fir Drogen, déi eventuell um Site vum CSEE verstoppt kéinte sinn, ze beschlagnamen. Natierlech ginn och all Drogen, déi de CSEE sécherstellt, der Police gemellt an iwwerginn. Zudeem gëtt zanter e puer Méint och den Ausseberäich verstärkt kontrolléiert.

Déi konzeptuell Ausriichtung vum CSEE leet de Fokus zanter enger Rei vu Joren op déi pädagogesch Ënnerstëtzung vu Jonken, déi dacks vill Schlemmes erlieft hunn, traumatiséiert sinn an deelweis psychiatresch an aner gesondheetlech Problemer hunn, a geet esou ewech vun enger reng punitiver Approche, déi dacks nëmme kuerzfristeg Resultater liwwert. De MENJE ënnerstëtzt de CSEE voll a ganz bei der Ëmsetzung vun sengem Konzept. Wéi rezent international Etudé weisen, ass een traumaorientéierten a systeemeschen Usaz bei der Aarbecht mat hinnen deen Usaz, deen am meeschte Potential huet, nohaltig Verbesserungen am Liewe vun deene Jonken ze bréngen. Esou eng Approche verlaangt vun de Professionelle vill Feingefill an si sichen dacks d'Gespréich mat de Pensionnaires, fir mat hinnen zesumme Léisungen a Strategien ze entwéckelen, fir zukünfftig onugepasstent Verhalen ze vermeiden. Datt d'Ëmsetzung vun dësem Konzept och beim Personal Zäit brauch, an datt et zu ënnerschiddlechen Opfaassungen innerhalb vum Personal kënn, wéi ee soll mat dëse Jonken ëmgoen, ass een Deel vum dësem Changementsprozess, dee voll amgang ass. Datt domat awer verstane gëtt, datt déi Jonk maache kéinten, wat se wëllen, respektiv ee Laissez-faire-Stil reprochéiert gëtt, ass absolutt inakzeptabel a falsch.

D'Direktioun vum CSEE ass drop beduecht, d'Sécherheet an d'Prise en charge vun deene Jonke kontinuierlech un déi sech verännerend Situatiounen

a Standarden unzepassen. D'Sécherheet an d'Kontrollen am CSEE entsprechen den internationale Standarden fir esou Institutiuonen. Zousätzlech fanne Sécherheitsaudite vun auslänneschen Experte statt, op Basis vun deenen d'Sécherheitsstandarden deene leschten internationalen Normen ugepasst ginn. Och de geplangten Émbau vun der Unisec an ee Centre pénitentiaire pour mineurs am Kader vum Gesetzesprojet Nr. 7991 (Jugendstrafgesetz) soll den héchste Standarden fir esou Strukturen entsprechen.

D'Direktioun bestätegt nach eng Kéier, datt de Mandat, deen hir vun de Justizautoritéiten uvertraut gouf, am beschten Interêt vun de jonke Leit ausgeübt gëtt a berücksichtegt déi neiste Resultater aus der wëssenschaftlecher Fuerschung a puncto Émgang mat enger Noutsituatioun an/oder dem Risiko vu Jugendkriminalitéit am Aklang mat dem aktuelle legislative Kader zu Lëtzebuerg.

D'Direktioun an déi multidisziplinär Ekip vum CSEE sinn dorop ausgeriicht, fir e psychopedagogesche Kader opzebauen, deen déi Jonk engersäits mat hire Verfeelungen a Schwierigkeete konfrontéiert a si anersäits op hir Ressourcen a Perspektiven hiweist.

Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel | Question 8222 (09/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mam Règlement grand-ducal vum 10. Juni 2013 iwwert de Barème médical fir d'Assurance accident gouf eng nei Referenz fir medezinnesch Ënnersichungen an Expertisen am Kontext vu bleiwende Schied no Accidenter agefouert.

Iwwert den nationale Kader eraus, ass d'Theema vun der Evaluatioun vu kierperlechen Aschränkungen an den domat verbundene finanziellen Entschiedungen och en Thema vun der Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel (CEREDOC).

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froen stellen:

1. Op Basis vu wéi enger reglementéierter Nomenclature a wéi enge Critères d'appréciations ginn d'Ënnersichunge beim CMSS gemaach? Gëllt hei och de Barème médical aus dem Règlement vum 10. Juni 2013 oder gëtt et eng aner legal Basis?

Falls de Barème vum 2013 gëllt: Mussen ëmmer all d'Krittäre genotzt ginn?

Bzw. ass et dem Dokter oder der Doktesch beim CMSS iwwerlooss, zousätzlech zum Règlement vum 10. Juni 2013 weider Krittären ze consideréieren, bzw. d'Krittäre jee no Fall liicht unzepassen oder Krittären ewechzeloossen?

Falls et fir d'Ënnersichunge beim CMSS guer keng eenheetlech Richtlinn gëtt: Ass d'Cellule d'expertise médicale oder en anere Service bei der Santé beoptraagt ginn, dës auszeschaffen?

2. Wéi wäit sinn d'Harmoniséierungsbeméiunge bei der Elaboratioun vun engem Guide unique fir kierperlech Aschränkungen an den domat verbundene finanziellen Entschiedungen vun der Confédération européenne d'experts en évaluation et réparation du dommage corporel (CEREDOC)?

Bréngt Lëtzebuerg sech an dës Aarbechten an a falls jo, wéi?

Ass d'Cellule d'expertise médicale oder d'Santé un den Aarbechte bedeelegt?

3. Gëtt et Harmoniséierungsbeméiunge vusäit vu Lëtzebuerg, fir d'Barèmes médicaux fir d'medezinnesch Kontrollen am Beräich vun der Sécurité sociale op europäeschem Niveau unzegläichen?

Falls jo: Wou sinn d'Aarbechten drun a wat fir eng Roll spillt Lëtzebuerg?

Ass d'Cellule d'expertise médicale oder d'Santé un den Aarbechte bedeelegt?

Réponse (11/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Ënnersichunge beim Kontrolléingsch vum der sozialer Sécherheet (CMSS), wéi dat an der Medezinn iwwerall Usus ass, ginn net op Basis vun enger reglementéierter Nomenclature gemaach. Fir déi medezinnesch Ënnersichung gëllen déi selwecht Standarden, wéi se am Medezinnstudium geléiert ginn an dono an der deeglecher Praxis ugewannt ginn. Do ënnerscheet de Kontrolldokter vum CMSS sech net vun all anerem Dokter, dee mat kranken, beziungsweis verletzte Persounen schafft. D'Appreciationskrittäre sinn eebenfalls déi, déi an der jeeeweils aktueller medezinnescher Wëssenschaft gëllen. D'groussherzoglecht Règlement vum 10. Juni 2013 ass applikabel an der Onfallversécherung a gëllt do selbstverständlech als legal Basis.

– Dat gëtt vu Fall zu Fall gekuckt; eng Verallgemeinerung gëtt et och hei net, vu datt net all Fall onbedéngt identesch ass, beziungsweis et (medezinnesch) Ënnerscheeder gëtt. Wat d'Krankensécherung an d'Pensionsversécherung betrëfft, ass den ugeschwate Barème (CEREDOC) net gesetzlech bindend; et ass ee Barème vu villen, mat deem de CMSS schafft. Do gëtt et zum Beispill déi offiziell franséisch an däitsch gesetzlech festgeluechte Barèmen, wéi och zum Beispill dee ganz bekannte Barème vum „Concours médical“, enger franséischer Fachzäitschrëft. Da stinn dem CMSS eng ganz Rei medezinnesch Fachbicher a Fachzäitschrëften zur Verfügung, déi ganz aktuell sech ëmmer nees mam Thema vun der Evaluatioun, beziungsweis der medezinnescher Expertise befaassen. Et ass och wichteg ze wëssen, dass d'Zuelen an engem Barème och ëmmer nëmmen eng Forschett ugin, am Kader vun där den Expert sech beweegt an och eventuell doriwäert erausgeet. Et ass jo gewosst, dass d'Medezinn keng exakt Wëssenschaft ass an all Fall anescht riskéiert ze sinn.

– Weeder d'Cellule d'expertise médicale (CEM) nach e Service bei der Direktioun vun der Santé sinn hei kompetent. Et gëtt awer eng Zesummenaarbecht mat engem Verrieder vum Contrôle médical, wat Krittäre fir de Statut vum „Salarié handicapé“ ubelaangt. De Representant vun der Santé assuréiert d'Présidentschaft vun der medezinnescher Kommissioun vum Handicap vum Aarbechtsministère. An engem interne Règlement vun dëser medezinnescher Kommissioun ass festgehalen, dass déi 5 Memberen sech op verschidde Barème stäipen, fir hir Decisioun ze huelen, ob ee Salarié dëse Statut kritt oder net.

Follgend Barème ginn dofir benotzt:

- Barème médical applicable à l'assurance accident (RGD du 10/06/2013);
- Barème d'évaluation médico-légale français de la Société de médecine légale et de criminologie de France et de l'Association des médecins experts en dommages corporels;
- Barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun du Concours médical;
- Évaluation du handicap et du dommage corporel du Dr. L. Melennec;
- Barème européen d'évaluation des atteintes à l'intégrité physique et psychique.

Déi medezinnesch Kommissioun muss verschidde Barème benotzen, well net all Krankheet a Sequelle vun Accidenter ausféierlech behandelt ginn an engem eenzege Barème.

ad 2. Weeder dem Ministère vun der sozialer Sécherheet, nach den zoustänneg Verwaltungen an

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Institutionne sinn esou Harmoniséierungsbeeméiunge bekannt. An dësem Kader ass et net oninteressant ze wëssen, dass et déi éischt an déi lescht Versioun vum dem Barème vun der CEREDOC, 2010 gouf. Dëse Barème ass och net en offizielle Barème vun der Europäescher Unioun. Dëse Barème ersetzt och net déi offiziell per Gesetz definéiert Barèmen aus den Nopeschlänner.

Laut den Informatiounen, déi dem Ministère fir sozial Sécherheet zur Verfügung stinn, ass de CEREDOC eng Confederatioun, déi verschidden national Associatiounen vereent, mee keng offiziell EU-Institution oder Änleches.

Weeder de CMSS, nach d'CEM oder d'Associatioun vun der Onfallversécherung sinn am CEREDOC vertruueden. De Ministère fir sozial Sécherheet huet net Kenntnis vun enger Lëtzeburger Associatioun oder soss enger Verwaltung, déi am CEREDOC vertruueden ass. Dëst gëllt och fir de Gesondheitsministère.

ad 3. Laut den Informatiounen, déi dem Ministère vun der sozialer Sécherheet esouwéi dem Gesondheitsministère zur Verfügung stinn, gëtt et am Moment op europäeschem Niveau keng Harmoniséierungsbeeméiungen op dësem Punkt. Dobäi muss een och präzisieren, datt d'sozial Sécherheet eng national Kompetenz ass. Legal bindend Krittäre missten also an der nationaler Gesetzgebung verankert ginn.

Courrier concernant les dispositifs de sécurité des marchés de Noël | Question urgente 0037 (23/11/2023) de M. Dan Biancalana | Mme Francine Cloesener (LSAP)

Les villes et communes de la Région « Sud » viennent de recevoir en date du 8 novembre 2023 de la part de la Direction régionale de la police un courrier les invitant à prendre des mesures de sécurité relatives à l'organisation des marchés de Noël et d'autres manifestations d'envergure rassemblant un grand nombre de personnes.

Ce courrier leur parvient fort tardivement, à un moment où elles sont en train d'organiser voire de finaliser ces événements.

Le plan « Vigilnat » est cité au niveau d'alerte 2. Les communes sont censées devoir en tenir compte. Il y a donc lieu de prévoir un renforcement des dispositifs de sécurité. Ils sont au nombre considérable de sept voire neuf.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Pour quelles raisons ce courrier a-t-il été envoyé si tardivement aux communes ?
- 2) Pour quelles raisons les communes n'ont-elles pas été associées aux discussions autour de la mise en place de ces dispositifs, notamment dans le cadre des comités de prévention communaux ?
- 3) À notre connaissance, un tel courrier n'a pas été communiqué aux communes les années précédentes. Nous aimerions savoir dans quelle démarche ledit courrier s'inscrit.
- 4) Quelle instance est chargée du contrôle de ces dispositifs ?
- 5) Quant aux « fouilles ciblées » suggérées dans le courrier de la Direction régionale de la police, quel type de fouilles est préconisé ?
- 6) Quelles sont les mesures prévues par la Police grand-ducale pour les marchés de Noël et autres manifestations jugées « sensibles » par la police ?

Réponse (29/11/2023) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

De prime abord, je tiens à relever que bien que la lettre, dont question, ait été envoyée le 8 novembre 2023, les honorables Députés n'ont soumis leur inquiétude qu'en date du 23 novembre 2023. Par ailleurs, eu égard au fait que la lettre précitée a été envoyée avant mon entrée en fonctions, je n'en ai pris connaissance que par le biais de la présente question parlementaire.

ad 1) La Direction de la Région Sud-Ouest a pris l'initiative de ce courrier et a décidé du moment de l'envoi. Elle entendait par le biais de ce courrier rappeler certains principes de sécurité à prendre en considération dans le cadre de l'organisation d'un marché de Noël ou autre événement d'envergure. Selon la police, il s'agit d'un type de lettre qui est régulièrement envoyé aux organisateurs privés et publics de tels événements.

Le niveau de la menace par rapport aux manifestations d'envergure ne diffère pas de celui des années précédentes. Le plan « Vigilnat » prévoit actuellement un niveau d'alerte 2.

ad 2) Les comités de prévention sont convoqués par le bourgmestre au moins une fois par an et toutes les fois que les circonstances l'exigent. D'après la police, de tels sujets ne sont en principe pas discutés au sein des comités de prévention communaux, mais s'inscrivent dans le cadre de l'article 36 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale qui dispose qu'en cas d'événements susceptibles de troubler l'ordre public, l'autorité communale et la police échangent les informations utiles, sans fournir de précision quant à la forme de ces échanges.

ad 3) Il est fait référence à la réponse à la question 1.

ad 4) La police se tient à disposition des organisateurs pour donner des conseils supplémentaires concernant les mesures envisagées, mais ne contrôle pas a posteriori le dispositif mis en place.

ad 5) Les « fouilles ciblées » mentionnées dans le courrier de la police visent le contrôle des accès.

ad 6) La police, par le biais de ses patrouilles préventives, assurera comme d'habitude une présence autour des marchés précités.

En tant que Ministre des Affaires intérieures, il m'importe de promouvoir la collaboration entre la police et les communes à travers notamment les mesures prévues dans l'accord gouvernemental. Dans ce même ordre d'idées, j'encourage une communication proactive et dans des délais appropriés.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-04

Séances publiques
n^{os} 3 à 5 p. 05-47

Questions au
Gouvernement p. 48-99

2023-2028

n°2



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-04

Séances p. 05-47

3^e séance du mercredi 22 novembre 2023 p. 05-09

4^e séance du jeudi 23 novembre 2023 p. 09-30

5^e séance du jeudi 23 novembre 2023 p. 30-47

Questions au Gouvernement p. 48-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

21/12/2023

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



La majorité a accordé sa confiance au Gouvernement

Au tout début de cette nouvelle législature, trois séances publiques étaient dédiées les 22 et 23 novembre 2023 à la déclaration du nouveau Premier ministre, M. Luc Frieden, sur le programme gouvernemental ainsi qu'au débat sur ce programme.

Les représentants des quatre groupes politiques et des trois sensibilités se sont positionnés sur les différents points exposés par le nouveau chef du Gouvernement.

À la suite du débat, les 35 députés membres de la majorité gouvernementale (CSV et DP) ont exprimé leur soutien au Gouvernement en votant « oui » lors du vote sur la question de confiance, alors que les 25 membres de l'opposition (LSAP, ADR, déi gréng, Piraten et déi Lénk) n'ont pas accordé leur confiance au Gouvernement en votant « non ».

La procédure de la question de confiance est prévue par la Constitution révisée à l'article 93 (1): « Le

Premier ministre engage la responsabilité du nouveau Gouvernement à l'occasion de la présentation du programme gouvernemental devant la Chambre des Députés. » Elle est également détaillée dans le Règlement de la Chambre (article 87bis).

Relisez le verbatim de la déclaration gouvernementale et du débat sur le programme gouvernemental aux pages 05 à 47 de ce numéro.



Le nouveau Premier ministre a présenté le programme gouvernemental aux députés.

La Grande Région à l'honneur du premier déplacement du Président de la Chambre

La promotion du rôle économique, social et culturel de la Grande Région ainsi que la coopération transfrontalière constituent les objectifs centraux du

Conseil parlementaire interrégional (CPI). Une délégation de la Chambre des Députés, menée par le nouveau Président du Parlement, M. Claude Wiseler,

a assisté à la deuxième réunion annuelle du CPI le 8 décembre 2023 à Trèves.

Si le CPI se réunit deux fois par an à l'occasion de ses séances plénières, le vrai travail se déroule au niveau des commissions qui sont au nombre de six. Le Luxembourg préside traditionnellement la Commission 4 « Environnement et agriculture » et invite ses membres régulièrement au Grand-Duché pour échanger sur des sujets rattachés à la compétence de ladite commission.

Une recommandation concernant les murs en pierre sèche dans la Grande Région

Les murs en pierre sèche dans la Grande Région, leur valorisation et leur protection en tant que patrimoine culturel et écologique avaient fait l'objet d'un débat lors de la réunion de la Commission 4 (C4) au Luxembourg en avril 2023, a rappelé le Président de la Chambre lors de la séance plénière à Trèves. La recommandation proposée sur base des conclusions de la dernière réunion de la C4 a été approuvée par l'ensemble des membres du Conseil parlementaire interrégional.

Rappelons que l'Unesco a inscrit l'art de la construction en pierre sèche sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2018. Le Luxembourg a déposé une candidature en 2023 en vue de rejoindre les pays déjà inscrits dans ce domaine.



De gauche à droite: M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, MM. Jeff Engelen et Fernand Etgen, membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, MM. Charel Weiler et Claude Haagen, membres de la délégation

Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Des valeurs communes pour un avenir commun

Le Liechtenstein préside depuis mi-novembre 2023 le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La toute première réunion de cette présidence a rassemblé les membres du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE les 28 et 29 novembre 2023 à Vaduz. M. Gusty Graas a représenté la Chambre des Députés dans la principauté et a prêté l'oreille aux priorités liechtensteinoises du prochain semestre. « Unis par nos valeurs pour un avenir meilleur répondant aux besoins de tous », telle est la devise directrice présentée par Mme Dominique Hasler, Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein.

Viabilité financière de l'organisation

Pour parvenir à cet avenir meilleur, diverses adaptations résultant des engagements pris lors du Sommet de Reykjavik ont été entamées. Adopté par consensus, le budget devrait garantir la stabilité des finances d'une organisation se devant plus axée sur les résultats. Il s'agit du premier budget de croissance réelle depuis 17 ans avec une hausse significative de 12 % entre 2023 et 2024. Selon le Secrétaire général adjoint, M. Bjørn Berge, le Conseil de l'Europe se dote ainsi du potentiel pour freiner, voire inverser le recul démocratique présent en Europe et dans le reste du monde.

Crise humanitaire au Proche-Orient

Au Proche-Orient, on assiste plutôt à une crise humanitaire accompagnée d'une spirale de la violence qu'à une simple régression de la démocratie. Un débat d'actualité auquel ont participé des représentants du Conseil législatif palestinien et de la Knesset d'Israël a été tenu à ce sujet.

Se félicitant de cet échange, M. Graas a souligné quant à lui l'importance d'une approche historique dans l'analyse du conflit. Il a notamment évoqué la Déclaration de Balfour ou encore la Guerre des Six Jours contenant respectivement des éléments de solution pour une issue pacifique. Après avoir condamné l'attaque du Hamas et mis en lumière le droit de défense revenant aux autorités israéliennes, il a insisté sur la nécessité de solliciter la communauté internationale – les États-Unis, l'Union européenne, mais aussi le Conseil de l'Europe – de s'empresse à trouver une sortie de ce conflit au plus vite, tout en privilégiant une approche humanitaire.

Modifications génétiques

Les pratiques de modification héréditaire du génome chez l'être humain ont fait l'objet d'un rapport adopté à l'unanimité des parlementaires présents. Ce texte

recommande aux États membres de légiférer au niveau national afin d'interdire les grossesses induites à partir d'embryons génétiquement modifiés.

La Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine de 1997, communément appelée Convention d'Oviedo, contient des dispositions rédigées dans la même logique. Si le Luxembourg a bien signé ce texte, il ne l'a pourtant pas encore ratifié.

Le Luxembourg assumera la présidence tournante du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de novembre 2024 à mai 2025. Au cours de celle-ci, la Chambre des Députés accueillera le Comité présidentiel, le Bureau et la Commission permanente de l'APCE à Luxembourg.



M. Gusty Graas lors de son intervention

LXX^e COSAC à Madrid

« La COSAC est un véhicule pour les préoccupations sociales de nos citoyens »



M. Fernand Kartheiser a représenté la Chambre des Députés à la 70^e réunion de la COSAC, qui s'est tenue cette année à Madrid.

C'est avec ces mots que M. José Ignacio Landaluce Calleja, Coprésident de la délégation du Parlement espagnol auprès de la COSAC, a ouvert la 70^e réunion plénière de la COSAC qui s'est déroulée à Madrid du 26 au 28 novembre 2023. Il a notamment rappelé l'importance de ce forum parlementaire visant à renforcer le rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne et ainsi donner la parole aux représentants des différents parlements sur la scène européenne.

M. Fernand Kartheiser y a représenté la Chambre des Députés en participant aux différentes sessions traitant de sujets très ambitieux. Les participants ont, en effet, échangé sur le pacte européen sur la migration et l'asile, la crise énergétique et la transition écologique, la situation en Ukraine et les relations de cette dernière avec l'Union européenne ainsi que l'autonomie stratégique ouverte et les relations avec l'Amérique latine. Les interventions des députés nationaux ainsi que des députés européens ont montré que les positions par rapport à ces questions sont très hétérogènes.

M. Kartheiser a eu l'occasion de prendre la parole au cours d'un débat sur la situation en Ukraine, en soulignant que ce conflit n'a pas débuté en 2022, mais en

2014 avec la guerre du Donbass. Le député luxembourgeois a encore fait référence aux accords de Minsk pour mettre en évidence que ceux-ci n'ont pas été entièrement respectés. Selon M. Kartheiser, il est important que l'Occident reconnaisse sa part de responsabilité dans ce conflit. Il a terminé son intervention en insistant sur la nécessité d'empêcher une guerre froide et d'atteindre une paix durable en Europe.

La 70^e réunion de la COSAC intervient à la fin de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne. Celle-ci passera en effet le flambeau à la Belgique le 1^{er} janvier 2024. La prochaine présidence luxembourgeoise, quant à elle, aura lieu de janvier à juin 2029.

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) a été créée en 1989 dans le but d'encourager l'échange entre les commissions des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne ayant les affaires européennes dans leurs attributions et de mettre à leur disposition une plateforme informelle.

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 05
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur le programme gouvernemental** p. 05
M. Luc Frieden, Premier ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Déclaration de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur le programme gouvernemental

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premierminister Luc Frieden iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert, fir de Regierungsplang vun der neier Regierung virzestellen. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken a seng Awunner zesummenhalen, dat ass déi Aufgab, déi mir eis fir déi nächst fënnf Joer ginn hunn.

Ech wëll eist Land a Fridden, Fräiheet a Wuelstand an d'Zukunft féieren. An ech si mer bewosst iwwert déi grouss Verantwortung vun dëser Funktioun als Premierminister, déi de Grand-Duc mer an der Konsequenz vun de Parlamentswale vum 8. Oktober uvertraut huet. Mee an enger parlamentarescher Demokratie ass dat ni eng Aufgab vun enger Persoun aleng, mee vun enger ganzer Regierung an och vun engem Parlament, virun deem dës Regierung Verantwortung dréit.

Fir mech ass et awer och virun allem eng Verantwortung virun alle Leit, déi hei am Land liewen a schaffen, egal wéi hir politesch Iwwerzeegung sinn. Mir sinn net de Verrieder vun engem Grupp, mee mir sinn de Verrieder vun Intérêt général. D'Wale vum Oktober hunn eng staark Koalitioun vun der politescher Mëtt ervirbruecht. A mir wëllen aus där politescher Mëtt eraus esou breet wéi méiglech d'Leit am Land bei eiser Aarbecht iwwerzeegen a mathuelen.

Je voudrais également dire à l'importante population non luxembourgeoise qui habite et travaille dans ce pays, et dont nous savons et apprécions la grande contribution au développement social et économique de notre pays, que le Gouvernement que j'ai l'honneur de conduire sera aussi leur Gouvernement. Je chercherai des moyens appropriés pour les écouter, notamment à travers les chambres professionnelles et les nombreuses organisations dans lesquelles ils s'engagent. Leur voix sera entendue.

Eng Regierungserklärung no Walen – besonnesch wann eng nei Koalitioun aus deene Walen ervirgeet – ass ëmmer e spezielle Moment, well en neit Kapitel an der Geschicht vum Land opgeschloe gëtt.

Mee dat neit Kapitel baut op op deem, wat vireg Generatione geleescht hunn. Duerfir ass mäin éischte

Gedanken als Premierminister, deene Merci ze soen, déi fir eis Fräiheet a Wäerter am Zweete Weltkrich an op anere Plaze gekämpft hunn – Wäerter, op deene mir haut hei kënnen opbauen –, a grad an dësen Deeg, an deenen dës Wäerter esou vill an esou brutal op der Welt a Fro gestallt ginn.

Mir bauen och op op dat, wat eis Virgänger an der Regierung an an der Chamber gemaach hunn. Duerfir wëll ech och haut all den austriedende Ministeren an Deputéierte Merci soe fir hiren Engagement, hir Zäit an hir Aarbecht fir eist Land. Déi nei Regierung wäert an der demokratescher Traditioun vun eisem Land déi institutionell a gesellschaftspolitesch Ännerungen, déi an de leschte Jore gemaach gi sinn, voll a ganz respektéieren.

Mir kënnen hounneng sinn op eis Lëtzebuurger Demokratie. Si huet bei de Walen an och duerno gutt funktionéiert – dat ass net selbstverständlech, wann ee kuckt, wat an der Welt geschitt.

Mir wäerten alles maachen, fir eis Demokratie, eis pluralistescht Gesellschaft an d'Mënscherechter ze verteidigen an ze stäerken. D'Demokratie verlaangt Kompromësser. Si ass duerfir heiansdo méi lues wéi aner Regimier, mee si stäerkt laangfristeg d'sozial Kohäsioun.

Si verlaangt awer och Versteesdemech fir d'Positioun vun deem aneren an de Respekt vun der demokratescher Decisioun, besonnesch bei schwieere politeschen Decisiounen. D'Sich nom Konsens, déi ech als meng Aufgab ugesinn, dierf awer net an der Demokratie zum Stëllstand féieren.

Mir wunnen an engem Land, dat eis Demokratie, Fridden a Sécherheet gëtt, mee doru musse mir och als nei Regierung an och Dir als Parlament all Dag schaffen.

De brutalen Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain, de schreckleche Konflikt am Noen Osten, déi rezent Ausernanerungen am Kaukasus an um Balkan erënneren eis drun, datt Fridden a Fräiheet keng Selbstverständlechkeet sinn.

L'Europe a été inventée comme alternative à la guerre. La table de négociation a remplacé le bruit des armes. Le marché intérieur et l'abolition des frontières intérieures dans l'Union européenne ont contribué à notre prospérité économique et facilité notre vie quotidienne. Je confirme ici la ferme volonté du nouveau Gouvernement à contribuer activement à approfondir la construction européenne dans l'intérêt de ses citoyens. Nous souhaitons renforcer l'Union européenne notamment sur les plans politique, économique, sécuritaire, ainsi que sur le plan de la résilience face à des États tiers. L'élargissement de l'Europe, dont nous comprenons l'importance dans le contexte de la stabilité sur notre continent, devra se faire dans le respect des critères de Copenhague, notamment de l'État de droit.

Face à la situation internationale qui remet en question l'ordre international établi au lendemain de la fin de la Guerre froide en 1990, le Luxembourg sera un allié fort de l'OTAN pour garantir notre paix et notre sécurité par des moyens politiques et militaires. La relation transatlantique avec notre allié historique que sont les États-Unis d'Amérique – à qui nous devons notre liberté et dont nous partageons tant de valeurs constitutionnelles – sera renforcée.

Dans le monde nous nous engagerons pour la paix, la liberté et le dialogue des cultures et des nations. Nous maintiendrons de bonnes relations avec la Chine, en cohérence avec nos intérêts économiques et nos valeurs – une Chine, dont l'importance politique, économique et technologique mérite notre pleine attention. En matière de coopération au développement, où nous continuerons à consacrer 1 % du revenu national brut, notre priorité sera le continent africain, dont la stabilité et le développement auront un impact majeur sur notre avenir.

Fir d'Wichtigkeet vun der EU a vun der NATO ze ënnersträichen, ginn ech och direkt schonn d'nächst Woch op Bréissel en Untrëttsbesuch maache bei d'Europäesch Unioun, a kuerz duerno, ugangs Dezember, bei d'NATO.

Nëmme wa mer an der Welt Fridden a Stabilitéit hunn, geet et eis och gutt. Mir hu gesinn, wéi eng Repercussiounen de Krich an der Ukrain oder d'Instabilitéit an Afrika oder am Noen Oste fir eis hunn. Mee mir hunn och vill reng national Defie virun eis, déi allerdéngs oft an enger klenger, oppener Ekonomie wéi eiser mam Ausland zesummenhänken.

Déi international wirtschaftlech Situatioun ass net gutt. No den neisten Zuele vum Internationale Währungsfond soll de Wuesstum vun Amerika d'nächst Joer bei ronn 1,5 %, dee vu China bei 4 % an dee vun der Eurozon bei ronn 1 % leien, dat ass vill manner wéi an der Moyenne vun de Jore virun, virun allem virun der Covidkris. Dat huet natierlech Repercussiounen op Lëtzebuerg an de Statec huet eis bei de Koalitiounsverhandlungen méi schlecht ekonomesch Perspektiven duergeluecht, wéi dat ugangs des Joers de Fall war.

Mir wëllen e Land, dat wirtschaftlech zolidd do steet, well mir sinn als Regierung iwwerzeegt, datt nëmme gesond Betriber gutt Aarbechtsplaze schaffen an eis déi Moyene ginn, fir eng staark an effikass Sozialpolitik kënnen ze maachen. Nëmme staark Betriber kënnen och fir sech selwer a fir de Staat déi néideg Moyenen opréngen, fir déi noutwendeg ekologesch an digital Transitioun ze finanzéieren.

Här President, eis Sozialsystemer an eise Wuelstand brauche Wuesstum. Mir stinn zu engem nohaltegen an inklusiv Wuesstum, engem Wuesstum, deen net ëmmer gläichzestellen ass mat méi Leit a méi Trafik, well och d'Technologie an nei Aarbechtmethoden hëllefen eis, Wuesstum mat anere Methoden ze errechen. En inklusiv Wuesstum, deen der Entreprise selwer, hire Besëtzer, hire Mataarbechter an der ganzer Gesellschaft zeguttkënn: Dat ass dee Wuesstum, dee mer eis wënschen. An duerfir wëlle mer d'Ramebedéngungen fir d'Betriber verbessern, mat méi kuerze Prozeduren, méi Dialog mat de Verwaltungen, an engem État d'esprit vun de Verwaltungen, fir mat de Leit, de Gemengen an de Betriber Léisungen ze sichen.

Ech hunn all Minister gefrot, derfir ze suergen, déi administrativ Ofleef a senge Verwaltungen, déi iwwer Joren – oft aus gudder Grënn – entstane sinn, ze iwwerpräieren, ze kierzten an de Verwaltungen Richtlinnen ze ginn, fir e modernen, birgerfrëndlechen, digitalen a schnelle Staat ze schaffen. Dat mécht och d'Schaffe vun de Staatsbeamten, och am Kontakt mat de Bierger, vill

méi flott. An ech wäert reegelméisseg mat de Ministerkolleegen de Point iwwert dës Fortschrétt maachen.

Lëtzebuerg an d'Zukunft ze féieren, heescht och, d'Defie vun dem Klimawandel, der Digitalisatioun an der kënschtlecher Intelligenz ganz seriö ze huelen an an all eis Politicke matanzebauen. Dës sinn Erausforderungen, déi an eisen Ae Moosname verlaangen, déi step by step, mat de Leit an net vun uewen erof musse gemaach ginn. Dës Regierung setzt op Erklärung, Iwwerzeegung an Ënnerstëtzung vun de Leit an de Betriber, an och do erëm op manner komplizéiert Prozeduren, fir Fortschrétt ze maachen, virun allem och bei den Theeme Klima a Biodiversitéit. Déi kënschtlech Intelligenz wäert eis Gesellschaft fundamental an deenen nächste Jore veränneren. Ech wäert och duerfir selwer mat den zoustännege Ministeren dës wichtege Sujet mat all senge wirtschaftlechen, sozialen an eethesche Froe behandelen.

Dës Visioun fir eist Land, déi ech elo grad resüméiert hunn, gëtt an deem Regierungsprogramm, dee mer an deene leschte Wochen ausgehandelt hunn, deklinéiert. E Regierungsprogramm muss eng Grondausrichtung ginn, mee net eng Äntwert hunn op all prezis Fro, well éischters Koalitiounsverhandlungen aus Zäitgrënn net kënnen dee leschten Detail diskutéieren, mee och well ech fannen, dat vill Sujeten eng länger Detaillarbecht verlaangen, déi déi eenzel Ministeren elo musse maachen, natierlech am Kader vum Koalitiounsaccord, mee och, well een haut net alles ka virausgesinn, wat an der Welt an an Europa an den nächste fënnf Joer geschitt. E Krich, eng Wirtschaftskris, eng Pandemie kann, wéi eis Virgänger wëssen, ganz séier nei Aktiounen néideg maachen. Dës Regierung wäert mat engem staarken Teamgeescht, op deem ech vill Wäert leeën, dat heescht, Kooperatioun tëscht de Ministeren an de Ministèren, Léisunge fir d'Land virleeën, déi der Zäit ugepasst sinn.

Duerfir hu mer och bewusst de Choix gemaach, d'Zuel vun de Ministere vu 17 op 15 erofzesetzen, fir méi effikass virzegoen. Duerfir hu mer och de Choix gemaach, bei verschiddene Politikberäicher, déi besonnesch komplex a villsäiteg sinn, méi wéi ee Minister zoustänneg ze maachen, fir derfir ze suergen, dat déi ganz Koalitioun un engem Strang an an déi selwecht Richtung zitt, zum Beispill beim Logement, dem Kampf géint d'Aarmut oder der Immigratioun. Ech wäert reegelméisseg déi zoustänneg Ministeren zesummeruffen, fir dës Politik gemeinsam, kohärent an effikass ëmzesetzen.

Eist Zil ass e bessert Zesummeliewen an engem moderner Lëtzebuerg. Dat ass méi wéi e Slogan. E modernt Lëtzebuerg, dat heescht, dat mer an der Digitalisatioun, bei den erneierbaren Energien, am Gesundheitssektor, bei den Infrastrukturen e gudden Schrack no vir musse maachen. An e bessert Zesummeliewen heescht virun allem, d'sozial Kohäsion ze stäerken an d'Aarmut ze bekämpfen. Mir brauchen eng dezent Wunneng fir jiddwereen a mir brauche gudd Aarbechtsplazen, net nëmme nei Aarbechtsplazen, mee och bei deenen, déi mer hunn, musse mer derfir suergen, dat se bleiwen a sech zugläich deenen neien Defie vun eiser Zäit upassen.

De Gruef tëscht Räich an Aarm dierf net méi grouss ginn. An ee vun den Hauptdefien an deem Beräich ass sécherlech de Wunnengsbau. Jiddwereen kennt heibannen d'Evolutioun vun de Präisser an Zënsen déi lescht Joren, déi et oft schwierig an oft onméiglech maachen, besonnesch fir Jonker oder elengerzéiend Elteren, eng Wunneng ze fannen. Bei dës Wunnengskris ass elo eng Baukris derbäikomm, déi e groussen Impakt op vill Kleng- a Mëttelbetriber am Bau an am Handwierk an a villen anere Beruffer ronderëm de Bau, wéi Architekten an Ingenieuren, mat sech

gezunn huet. D'Zil vun der Regierung ass et, nei Impulser ze ginn, fir dat erëm Beweegung an de Wunnengsmarché kënn. Mir wëllen Investissementer ënnerstëtzen, fir d'Offer vun Wunnenge méi grouss ze maachen. Mir wëllen d'Bauaktivitéit erhalen, fir och do eng sozial Kris ze vermeiden.

Mir wëllen, dat déi gréisstméiglech Zuel vu Leit eng dezent Wunneng huet, fir ze lounen oder ze kafen. Duerfir wëlle mer eng Wunnengsbauoffensiv fir den abordable Wunnengsraum maachen, mat allen effentlechen an och privaten Acteuren. Fir déi nei Regierung ass et wichteg, dat de Staat, d'Gemengen an de Privatsektor Hand an Hand matenee schaffen. Duerfir wäerte mer kuerzfristeg eng national Logementsreunioun tëscht dem Staat, de Gemengen an dem Handwierk maachen, fir dës gemeinsamen Effort an dës grouss national Aufgab beschtméiglech ëmzesetzen.

Mir wëlle souwuel steierlech wéi bei de Prozeduren aktiv ginn. Dat heescht, scho fir d'Joer 2024 wëlle mer zäitlech begrenzt den Taux vum Amortissement accéléré erhéijen, d'Besteuerung vun der Plus-value erofsetzen, en neie Steierkredit „bëllegen Akt“ aféieren an d'Ofschreiwungsméiglechkeet fir Scholdzënsen erhéijen. D'Philosophie vun dësen Moosnamen ass, dat erëm Beweegung an de Wunnengsmaat kënn, dat d'Leit Incentivë kréien, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, an dat esou nei Wunnengen entstinn an esou eng sozial Kris ka verhënnert ginn.

Mir wëllen, dat vill méi abordable Wunnraum entsteet. A fir d'Angebot vu Mietwunnengen ze erweitere, wäerte mer d'Aufgabe vun den effentlechen Acteuren verbessere an d'Kooperatioun mat de Privatakteuren stäerken, mee och d'Gemenge beim abordable Wunnengsbau méi finanziell an technesch ënnerstëtzen. De Gesetzprojet iwwert de Bail à loyer gëtt fundamental iwwerschaaft.

Mir leeën e besonnesche Fokus och virun allem op déi, déi fir d'éischt eppes wëlle kafen. Duerfir wëlle mer hei de Bëllegen-Akt-Steierkredit fir déi éischt Wunneng héijen a steierlech Moosname wéi Staatsgarantien iwwerpräiwen, fir se fir déi Jonk méi effikass ze maachen. Duerfir wäerte mer och Gesprécher mat der Europäescher Kommissioun féieren, fir d'Leit bei der TVA an der Besteuerung vun der Plus-value méi kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech wëll och, zesumme mat den zoustännege Ministeren, mat de Banken an de Regulateuren vum Finanzwiese Gesprécher féieren, fir ze kucken, wat ee vu staatlecher Säit, am Respekt vun europäesche Recht, ka méi maachen, fir dat de Staat de Leit bei der Prête fir de Wunnengsbau – besonnesch bei der éischter Wunneng – ka méi ënnerstëtzend hëllefen.

Mir müssen awer och virun allem méi schnell bauen. Duerfir wäerten d'Prozeduren iwwerkuckt a vereinfacht ginn. Op ville Plaze wëlle mer de Prinzip „silence vaut accord“ bei den Autorisatiounen aféieren, fir dat et méi schnell geet. Mir wëllen och d'Baugeemeunge méi séier, méi digitaliséiert a méi standardiséiert maachen, och mat der Hëllef vun engem Guichet unique an engem Trackingsystem, fir de Suivi ze maache bei de Gemengen.

De Schutz vun der Natur huet fir dës Regierung en héije Stellenwert. D'Prozeduren an d'Interpretatiounen vun der Gesetzgebung an dësem Domän sinn awer haut oft exzessiv, ze laang, ze komplizéiert a ginn och heiansdo méi wäit wéi déi europäesche Texter. Dat selwecht gëllt iwwregens och fir déi archäologesche Ausgruewungen do, wou soll gebaut ginn. Dat muss anescht ginn.

Mir iwwerkucke kuerzfristeg d'Kompensatiouns-moosnamen am Bauperimeter op hir Effikassitéit,

Vereinfachung a Proportionalitéit. Duerfir erlabe mer och déi sougenannt „Natur auf Zeit“, ouni dat dorausser nei Kompensatiounsverschrëften entstinn. Dës gëllt och a virun allem bei Industriebroochen, op deene vill a flott Wunnengen an nei Aktivitéiten sollen entstoen. Mir wëllen d'Biodiversitéit an de Quartieren encouragéieren, mee net de Wunnengsbau oder aner Infrastrukturen, déi mer dréngend brauchen, blockéieren.

D'Wunnengsoffer, Här President, ass e weesentlechen Deel vum Problem vun der Aarmuts- an Aarmutsrisikoproblematik zu Lëtzebuerg. Vill Probleemer bei Leit mat klengem Akommes, bei Elengerzéier, bei Sans-abrien, bei Asylanten entstie ronderëm de Wunnengsproblem. D'Regierung wëll versichen, d'Aarmutsproblematik an all hiren Dimensiounen ze reduzéieren. Dat ass net just d'Kompetenz vun engem Minister, mee vun der ganzer Regierung. Duerfir hu mer och Organisatiounen wéi d'Croix-Rouge an d'Caritas gläich zu Ufank vun de Koalitiounsverhandlungen gesinn, well d'Solidaritéit an der Gesellschaft ass de Schlëssel zur sozialer Kohäsion, zum gudden a friddlechen Zesummeliewen.

Mir wëllen de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale, an och de Revenu pour personnes gravement handicapées reegelméisseg un d'Evolutioun vun de Gehälter upassen. Dat gëllt och fir de Mindestloun a fir d'Allocation de vie chère. Dobäi ass et fir d'Regierung kloer, dat Schaffe sech lounen muss. Duerfir muss de soziale Mindestloun ëmmer iwwert dem REVIS leien.

Fir der Aarmut entgéintzotrieden, wäerte mer och nei Weeër goen, fir dat déi Hëllefen och wierklech bei deenen ukommen, fir déi se do sinn. Dat ass haut oft net de Fall. Duerfir wëlle mer e Guichet social aféieren an e besseren Echange vun Informatiounen tëscht de Verwaltungen. D'Simplification administrative ass hei e wichtegen Hiwiel fir unzesetzen. A mir wëllen och mat de Sozialpartner kucken, wéi mer d'Leit, déi de REVIS kréien, erëm besser an den Aarbechtsmaat kënnen integréieren.

Vill Leit, och déi, déi schaffen an e gudd Stéck méi verdéngt wéi déi, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, strueweले mat de finanziellen Moyenen, déi se hunn, fir eens ze ginn. Dat ass natierlech erëm bedéngt duerch d'Wunnengspräisser, mee och d'Liewensmëttel- an d'Energiepräisser si fir vill Leit an der leschter Zäit eng staark finanziell Belaaschtung ginn. Fir d'Kafkraaft ze erhalen, wäert dës Koalitioun den Index a senger aktueller Form bäibehalen. Et ass e wichtegt Element vum sozialen Friden an et evitéiert Streiker, wéi mer se weinst Lounforderungen an aneren europäesche Länner ëmmer erëm gesinn.

Mee d'Regierung ass sech bewusst, dat den Index zwou Säiten huet. Fir déi, déi e kréien, fir déi ass et gudd, mee et muss och een e bezuelen, an dat sinn d'Betriber. A besonnesch déi kleng Betriber oder Secteuren, déi staark an der Konkurrenz mam Ausland stinn, hunn natierlech heiansdo grouss Schwierigkeiten, fir domat eens ze ginn, besonnesch wa méi Indexranchen an engem Joer erfalen. Mir stinn zum Index, zum automateschen Index, wéi en haut besteet, mee wann e puer Indexranchen an engem Joer erfalen, da wëlle mer am Sozialdialog tëscht der Regierung, de Betriber an de Gewerkschaften diskutéieren, wéi een engersäits d'Kafkraaft vun de Leit erhale kann an anersäits de Betriber entgéintkomme kann, fir hinnen ze hëllefen, dat si och weider kënnen iwwerliewen a konkurrenzfähig bleiwen.

Mir wëlle generell d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. Wann ee schaffe geet, da verdéngt een normalerweis Geld an dann hält een och gären de Deel vun deem Geld mat heem. A besonnesch a schwierigen Zäite muss d'Steierpolitik och deem Rechnung droen.

Dës Regierung wëll d'Leit a virun allem d'Mëttel-schicht entlaaschten an d'Kafkraaft stäerken. Dat ass versprach ginn an dat gëtt gemaach! Dat hëlleft och dem Lëtzebuerger Handel, Handwierk, Restauranten a villen anere Betriber. Duerfir geet d'Steierlaascht op den 1. Januar 2024 fir jiddwereen erof. De Steuer-barème gëtt ëm véier Indextranchë berengegt. Dat ass finanzéierbar a gëtt de Leit méi Kafkraaft.

Aner Steuerreduktiounen, besonnesch fir Kleng- a Mëttelrevenue, wëll d'Regierung an dëser Legislatur-period maachen, parallel zu weideren Inflationsberengegung vum der Steiertabell. Am Koalitiounsaccord gëtt et och eng ganz Rei aner steuerlech Erliichtungen, wéi zum Beispill fir déi Jonk, fir de Wunnengsbau oder fir d'Betriber. Mir kucken, d'Steierlandschaft ëmmer erëm unzepassen en fonction vum der genereller Evolutioun vum der Wirtschaft an de Staatsfinanzen an och natierlech der Evolutioun vum der makroekonomescher Situatioun.

D'Regierung wëll eng attraktiv Steierlandschaft, besonnesch well mer vill Leit aus dem Ausland brauchen, déi heihinner schaffe kommen, fir datt eis Ekonomie uerdentlech funktionéiert. Duerfir musse mer ëmmer erëm kucken, datt eis Steierlaascht net méi héich ass wéi déi am Ausland. Dat gëllt fir de ganze Steiertariff bis hin zum Spëtzesteiersaz. Dës gëtt aus deem Grond net erhéicht.

Mir wëllen och de sozialen Opstig am Lëtzebuerger Land weider ënnerstëtzen. Dat geet och iwwert d'Steierpolitik an duerfir gëtt vum dëser Koalitioun keng Ier-schaftssteuer an direkter Linn a keng Verméigenssteuer fir Privatleut ageféiert. Esou huet all Generatioun e bësse méi duerch dat, wat vum hiren Elteren erschafft ginn ass a schonn do besteiert ginn ass.

Mir wëllen eis Steierlandschaft der gesellschaftlecher Evolutioun upassen. Duerfir wäerte mer an zwee Joer – well dat vill Aarbecht ass – e Projet presentéieren, wéi een eng eenzeg Steierklass kann aféieren. An der Tëschenzäit wäerte mer eng steierlech Erliichterung fir déi Leit an der Steierklass 1a aféieren.

Dës Regierung wëll d'Situatioun vum de jonke Leit verbesseren, steierlech, mee och an der Organisatioun vum hirem Familljen- a Beruffsliewen. Duerfir féiere mer e steierlechen Abatement a fir déi, déi just am Beruffsliewe ufänken. Domat kréie si méi finanziell Méiglechkeeten, fir all déi Depensé besser kënnen ze maachen, déi een huet, wann een a sengem Liewen, berufflech oder soss, ufänkt.

Mee mir wëllen och, datt d'Leit Beruffs- a Familljeliewe besser ënner een Hutt kréien. D'Wuel vum de Kanner an d'ënnerstëtzung fir d'Famillje stinn am Mëttelpunkt vum eiser Politik. Mir wëllen dës Moossnamen am Dialog mat de Sozialpartner ëmsetzen.

De Congé de maternité gëtt flexibiliséiert. Am Accord mat hirem Dokter an hirem Employeur kann eng Fra een Deel vum hirem Congé prénatal an de Congé postnatal ëmwandelen. Mir wëllen de Congé parental ausweite vu sechs op néng Méint. Fir de Käscht-punkt am Grëff ze halen, gëtt de Gesamt-revenu, deen een haut fir déi sechs Méint kritt, op déi nei Gesamt-lafzäit verdeelt.

Verschiede jonk Eltere wëllen, wann d'Kanner op d'Welt kommen, déi puer éischt Joren doheem si bei de Kanner. Mir respektéieren den individuelle Choix vum all Famill. Fir datt déi Elteren herno eng adequat sozial Ofsecherung hunn, ginn d'Babyjore vu 24 op 36 Méint pro Kand erhéicht.

Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, gi mer Elteren, déi Vollzäit schaffen an dat wëllen, e Recht op véier Stonne pro Woch onbezuelte Congé, en Temps partiel familial, bis hir Kanner 13 Joer al

sinn, fir esou méi Zäit mat de Kanner no der Schoul kënnen ze verbréngen.

A fir datt d'Kanner gutt opgehuewe sinn, wa se net doheem sinn, ginn d'Betreiungsstrukture weider ausgebaut an de Betreitungsschlüssel, besonnesch fir den Accueil vum deene ganz kleng Kanner, gëtt iwwerschafft.

D'Kannergeld gëtt reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst. D'Kannergeld fir Kanner iwwer zwielef Joer gëtt no uenen ugepasst.

Mir wëllen, datt eis Kanner opwuessen an enger gesonder Ëmwelt. Dat ass fir eis a fir si eng weesentlech Basis fir eng gutt Liewensqualitéit. De Klimawandel an d'Biodiversitéitskris si grouss Defie fir eis Gesellschaft. D'Regierung steet zu den internationalen Engagementer an deem Beräich an zu dem nationalen Energie- a Klimaplang. Mir wëllen eng ambitiéis, pragmatesch a sozialgerecht Klima- an Ëmweltpolitik. Mee de Wee dohinner wëll déi nei Regierung fundamental nei ugoen.

Mir wëllen net méi, datt iwwerdriwwen a komplizéiert Prozeduren a Reegelen de Fortschritt an anere wichtege Beräicher verhéieren, wéi zum Beispill beim Bau vum erneierbaren Energien, abordablem Wunnraum oder Vëlosweeër, fir d'Mobilitéit ze verbesseren. De Prinzip vum der Proportionalitéit an Effikassitéit vum de Reegele gëtt hei eis Guideline. Mir wëllen d'Leit an d'Betriber ënnerstëtzen, amplaz alles komplizéiert virzeschreien. Eng Ëmwelt- a Klimapolitik, déi d'Leit begeeschtert amplaz nervt.

All Prozedure mussen hei iwwerkuckt ginn, fir se ze vereinfachen, méi schnell ze maachen, ze informatiséieren an ze zentraliséieren, fir och esou kontradiktöresch Äntwerten aus deene verschiddene Verwaltungen ze vermeiden.

De massiven Ausbau vum erneierbaren Energien ass eng national Prioritéit fir déi nei Regierung. Och hei sinn d'Prozeduren ze laang an ze komplizéiert. Foto-voltaikanlagen op nie Wunn-, Büros- an öffentleche Gebaier ginn de Standard.

All dëst kascht vill Suen. Mir wëllen d'Leit an d'Betriber bei der energieetescher Upassung vum hirem Haus a bei den erneierbaren Energië méi ënnerstëtzen. Duerfir féiere mer de Prefinanzement vum den ekologesche Subventiounen an, fir datt d'Leit nach just hiren Deel musse bezuelen an d'Betriber direkt vum Staat Sue kréien an dat an engem kuerzen Delai. Mir erweideren d'Bonification d'impôt, déi d'Betriber kréien, déi an déi ekologesch Transitioun investéieren. Mir iwwerkucken d'Krittäre vum der Klimabank fir Klimaprëten, fir se méi effikass a sozial gerecht ze gestalten. Mir studéieren d'Aféierung vum engem Biergefong, un deem d'Leit sech kënnen finanziell bedeelege bei grouse Projekte vum erneierbaren Energien.

Mir wëllen, Här President, d'Liewensqualitéit vum de Leit verbesseren. Dobäi spillt d'Gesondheet natierlech eng grouss Roll. Den Accès zur Gesondheet wëll d'Regierung verbesseren. De Prinzip vum der konventionéierter Medezinn bleift bestoen. Mir wëlle méi Akzent wéi bis elo op d'Preventioun an der Gesondheetspolitik leeën.

Mir hu gutt Spideeler. Si gi gestärkt an hirer Roll, fir méi schwéier Krankheeten ze behandelen. Si musse méi Fräiheet kréie beim Akaf vum techneschen Ekipementen.

Déi ambulant Behandlung, also ausserhalb vum de Spideeler, gëtt ausgebaut. Dat hëlleft de Leit, well se manner wäit musse fueren, an d'Waardezäite ginn domadder méi kuerz. D'Gesetz iwwert de Virage ambulatoire gëtt ofgeännert. D'Lëscht vum den Apparaten, déi d'Dokteren ausserhalb vum de Spideeler dierfen hunn, gëtt erweidert.

Mir bauen d'Poliklinicken uechtert d'Land a puncto Capacitéen aus a féieren d'Hospitalisation à domicile mat engem adequate Kader an. Si hëlleft ville Kriibspatienten, komplizéierte Schwangerschaften oder de Leit no verschiddenen Operatiounen.

Mir verbesseren an acceleréieren d'Digitalisatioun vum dem Gesondheetssystem, dee weesentlech ass, fir datt gutt Soine kënnen gi ginn, a mir maachen dat zesumme mat alle Concernéierten.

Fir déi eeler Leit, déi Hëllef brauchen, wëll d'Regierung och weider investéieren an d'Schaffen an an d'Moderniséiere vu Wunnstrukturen a Centres de jour. Zesumme mat den Doktere ginn hei d'medezinnesch Servicer nach verdéift an et gëtt alles gemaach, fir déi bescht Qualitéit vum de Servicer fir eis eeler Matbienger an dese Strukturen ze assuréieren an, wou néideg, ze iwwerpräiwen.

D'Politik fir d'Gesondheet a fir den Alter ass weesentlech fir d'Liewensqualitéit a fir eist Zesummeliewen. Mir wëllen, datt jiddwereen e wierdegt Liewe ka féieren, och am Alter. Duerfir ass d'Ofsecherung vum eise Pensionssystem eng wichteg Fro fir d'Zukunft. Mir wëssen all, datt och déi oft geféiert Wuesstumsdebatt eng direkt Korrelatioun mat eise Pensionssystem huet. D'finanziell Situatioun vum der Sécurité sociale ass och e weesentlechen Deel vum eise Staatsfinanzen. Duerfir wäerte mer an dëser Legislaturperiod eng breet Consultatioun mat der ganzer Gesellschaft iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vum eise Pensionssystem féieren. Mir hoffen, dobäi e gesellschaftleche Konsens ze fannen. Dëst ass eng schwéier, mee mëttel- a laangfristeg absolutt noutwendeg Debatt fir eist Land.

Mir wëllen eng Politik vum der Inklusioun, och fir all déi Leit, déi an enger Situatioun vum Handicap sinn. Och hir Strukturen a Méiglechkeeten, fir um Aarbechts- a soziale Liewen deelzehuelen, gi weider verbessert.

D'Gesondheets- a Fleegepersonal mécht eng enorm a weesentlech Aarbecht an eiser Gesellschaft. D'Regierung wäert mat den Acteure kucken, wéi mer de Mangel u Gesondheetspersonal op allen Niveaue kënnen reduzéieren. Dozou gehéiert Formatioun, eng besser Aufgabebeschreibung a verschiddene Beräicher an d'Attraktivitéit vum dese Beruffer.

Wie Gesondheet seet, muss och un d'sportlech Aktivitéit denken. Mir wëllen de Sport an all sengen Dimensionen ënnerstëtzen, vum Fräizäitsport bis hin zum Héichleeschtungssport. De Sport huet eng grouss Bedeutung fir eis Gesellschaft an eis Gesondheet. An et mécht jo och Spaass, Sport ze maachen an heiansdo ze kucken. Et hëlleft eis duerfir och fir e bessert soziaalt Zesummeliewen.

D'Zesummeliewe gëtt och verbessert duerch d'Kultur, déi mer duerch d'ganz Land wëlle weiderentwéckelen. D'Regierung wëll eng participativ an inklusiv Kulturpolitik, déi méiglechst vill Leit interesséiert a mathëlt.

Zum friddlechen Zesummeliewen an enger Gesellschaft, zur sozialer Kohäsioun gehéiert och d'Sécherheet. Et ass eng Prioritéit vum der neier Regierung, derfir ze suergen, datt eise Rechtsstaat funktionéiert an eis Fräiheete garantéiert ginn. Duerfir wäerte mer der Police déi néideg Mëttel ginn: méi Leit, Ekipementen a gesetzlech Mëttelen, fir effikass kënnen anzegräifen. Duerfir gëtt de Platzweise verstärkt an ausgedéint. Mir wëllen den öffentliche Transport plazeweis duerch Videokameraen a Sécherheetspersonal méi sécher maachen.

Mir wëllen, datt méi Polizisten um Terrain sinn, bei de Leit. Duerfir gi verschiddene vum hiren Aufgaben op aner Servicer iwwerdreien, wéi zum Beispill de

Gefangenentransport. Duerfir féiere mer och eng Zort Gemeengepolice an, also eng lokal Policeunitéit innerhalb vun der Police grand-ducale, op déi de Buergermeeschter direkt Zougrëff huet am Kader vu sengen Aufgabe bei der éffentlecher Uerdnung.

Fir datt no der Policeaarbecht och stroferechtlech méi schnell eng Sanctioun bei der Justiz kënn, féiere mer bei kleng Strofdoten eng méi schnell Gerichtsprozedur an: d'Comparution immédiate. Dat geschitt am Respekt vun de Rechter vun der Defense.

Eng gutt fonctionéierend Justiz, déi mer wëllen, muss och personnel an digital gutt opgestallt sinn. D'Digitalisation vun der Justiz – paperless justice – gëtt virugedriwwen.

Mir wëllen e Staat, an deem et keng Diskriminatiounen gëtt, a mir wëllen eis Gesetzgebung am gesellschaftspolitesche Beräich eiser Zäit upassen. Duerfir gi bei den Adoptiounsprozeduren all Diskriminatiounen tëschent hetero- an homosexuelle Koppelen ofgeschaf. Duerfir féiere mer e gesetzleche Kader an, fir d'PMA – Procréation médicalement assistée – ze erméiglechen, och fir eng eenzel Persoun. Duerfir gesi mer vir, datt Kanner, déi aus enger PMA oder aus enger Leihmuttertschaft am Ausland gebuer ginn, hei zu Lëtzebuerg mat alle Rechter, wéi aner Kanner, unerkannt ginn.

Zu de gesellschaftlechen Erausforderunge vun deenen nächste Joren gehéiert och d'Migratioun. Kricher, politeschen Duercherneen a wirtschaftlech Nout op ville Plazen op der Welt brénge vill Mënschen aus der Welt an Europa an och op Lëtzebuerg.

Lëtzebuerg stoung ëmmer als oppent Land do, wat Leit hëllef, déi wéint Krich oder Verfolgung fortlafen, Hëllef brauchen. De Krich an der Ukrain ass do e rezent gutt Beispill. Dës Regierung steet zum fundamentale Recht op Asyl.

Well mer d'Asylrecht seriö huelen, wëlle mer déi Leit dann och uerdentlech bei eis ophuelen. Well eis besteeënd Struktur bal voll sinn, a fir Tensiounen duerch ze vill Leit op enger Plaz ze evitéieren, wäert d'Regierung d'Demandeurs de protection internationale gerecht a solidaresch iwwert d'ganz Land verdeelen. Véier Méint no hirer Demande dierfen dës Leit schaffen goen a Wirtschaftssecteuren, an deenen et eng Pénurie vun Aarbechtskräften gëtt. Dës Reegelung wäerte mer reegelméisseg op hir Effeten iwwerpréiwen.

Mir kënnen awer leider net all Mënschen, déi net politesch Flüchtlingen oder Krichsflüchtlinge sinn, bei eis ophuelen. Duerfir hu mir net genuch Wunnengen. Dat packt och eise Sozial- a Gesondheetssystem net. Dat riskéiert, zu Spannungen an eiser Gesellschaft ze féieren. Duerfir muss mer derfir suergen, datt mer d'Prozeduren, fir ze kucken, ob een dann elo de Flüchtlingsstatut kritt oder net, méi schnell maachen, an dozou gehéiert och, datt d'Decisiounen, déi do geholl ginn, och applizéiert ginn.

Dëst ass e ganz komplizéiert Sujet mat ville mënschlechen a politeschen Aspekter, déi mer als Gesellschaft net dierfen ënnerschätzen. De Bléck an d'Ausland weist eis, wat alles ka schifflafen, wann ee keng kloer Linn an dëser Politik huet. A well dëst eng grouss Responsabilitéit ass, war et mäi Wonsch, datt déi zwee Koalitionspartner dës Politik zesummen droen, ëmmer erëm diskutéieren an, wann néideg, upassen. Duerfir hu mer d'Responsabilitéiten op zwee Ministèren opgedeelt. Dat ass eng kloer Thematik fir déi ganz Regierung – an ech géif gär den derbäifügen: och fir dëst Parlament.

Här President, fir dës Koalitioun hänke Wirtschaft, Soziale an Ekologie enk zesummen. Mir wëllen e besseeren Equilibre tëscht deenen dräi Theemen erreechen.

Déi nei Regierung wëll eng zolidd a kompetitiv Wirtschaft. Nëmme esou ass et méiglech, eise

Sozialstaat ze finanzéieren. Nëmme esou ass et méiglech, eis ekologesch an digital Transformatioun ze packen an ze bezuelen. Nëmme esou ass et méiglech, flott a gutt bezuelten Aarbechtsplazen ze hunn.

Mir si fir en nohaltegen an inklusive Wuesstum. D'Regierung wëll en Ëmfeld, dat den Esprit d'entreprise ënnerstëtzt. Mir wëllen eis Finanzplaz als Grondpilar vun eiser Ekonomie weider ausbauen. D'Regierung ënnerstëtzt aktiv d'Entwécklung, d'Promotioun an d'Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz, heiheim an och an Europa. Mir wëllen eng konkurrenzfähigen Finanzplaz. Grad am Fongebereich, zum Beispill bei den ETF-Fongen a bei Fongen, déi an nohalteg Aktivitéiten investéieren, maache mer d'Ramebedéngunge méi attraktiv, fir kënnen mat eise Konkurrenten am Ausland matzehalen an eis Leaderroll am Fongebereich ze halen.

D'Regierung wëll all ekonomesch Secteuren – wéi Industrie, Handel, Handwierk, Servicer – weiderentwéckelen an d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft virundreiwen. Dobäi spillt natierlech déi digital an ekologesch Transitioun eng wichteg Roll. D'Économie circulaire gëtt weider developéiert. D'Regierung wëll de Secteur vun der intelligenter Mobilitéit als eng vun de Prioritéiten vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun ënnerstëtzen, fir aus eisem Land en europäesche Laboratoire fir autonomt Fueren ze entwéckelen, ouni dobäi natierlech d'Sécherheet vum Public aus den Aen ze verléieren.

D'Handwierk ass e wichteg Pilier vun eiser Ekonomie. Do gëtt et vill flott an interessant Beruffer. Mir wëllen d'Handwerksberuffer méi valoriséieren a besser bekannt maachen, duerch Programmer scho bei de klengen Kanner an och duerno am Lycée. D'Orientierung vun de Kanner, vun de Schüler gëtt verbessert a mir wëllen den DAP, den Diplôme d'aptitude professionnelle, fir déi, déi schonn eng Secondaires-Première hunn, méi einfach a schnell zougänglech maachen.

Mir wäerten d'Prozeduren iwwerkucken, fir se méi schnell an effikass fir d'Betriben ze maachen. Den administrativen Opwand fir d'Betriben muss erofgoen. An all Minister muss dat a sengem Departement an am Dialog mat de Betriben kuerzfristeg iwwerkucken. Mir féieren de Prinzip vum „once only“ an, deem no e Betrib nëmme emol dem Staat verschidden Donnéeën muss ginn, amplaz dass en allkéiers déi nimmlech Formularen an Donnéeën gefrot gëtt. Dat maache mer och fir d'Bierger an domadder spueren mer vill Nerven, Zäit, Leit a Suen. Déi verstärkten Digitalisation beim Staat ass duerfir och e wichteg Chantier, fir dat ze erreechen.

Mir wëllen d'Leit encouragéieren, a jonk, innovativ Entrepreneuren ze investéieren an dës esou an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Nieft der steierlecher Ënnerstëtzung bei der digitaler an ekologescher Transitioun wëlle mer duerfir d'Kierperschaftssteier, déi d'Betriben bezuelen, mëttelfristeg op d'Moyenne vun dem Steiersaz an den OCDE-Länner, also den internationalen Industriestaaten, erofsetzen.

Eist Land brauch Talenter, gutt Leit, fir se a ville Beruffer kënnen anzesetzen. Déi feelen haut. Mir setzen en Haut comité fir d'Attraktioun an d'Hale vun Talenter an, wou de Staat an de Privatsécteur zesumme kucken, wat muss gemaach ginn, fir hei déi Leit ze fannen, déi mer brauchen. Och d'Formation continue gëtt staark ënnerstëtzt, fir déi richteg Ausbildung bei de Leit ze hunn. Verschidde steierlech Moossnamen wéi d'Prime participative oder d'steierlech Mesure fir Talenter, déi nei op Lëtzebuerg kommen, gi verbessert. A mir wäerte steierlech Moossnamen huelen, fir Betriben ze ënnerstëtzen, wa se hire Mataarbechter Wunnengen zur Verfügung stellen.

D'Landwirtschaft an de Wäibau spillen och eng wichteg Roll an eiser Ekonomie, mee se spillen och eng weesentlech Roll an engem nohaltegen Ernährungssystem a sinn duerfir weesentlech fir d'Lëtzebuerger Gesellschaft. Duerfir hu mer och d'Ernährung an den Numm vum Landwirtschaftsministère bäigesat. Och de Baueren a Wénzer wëlle mer d'administratiiv Lieue méi einfach maachen. Mir iwwerkucke mat hinnen d'Prozeduren, féieren e Guichet unique an an applizéieren och do de Prinzip vum „once only“. Mir vereinfachen d'Realisatioun vu Constructiounen an der Zone verte, déi mat der landwirtschaftlecher Aktivitéit eppes ze doen hunn. Et gëtt och prozedural méi einfach gemaach, Saisonsaarbechter anzustellen.

Betriben funktionéieren nëmme gutt, wa se gutt ausgebildeten an zefridde Mataarbechter hunn. Eist Aarbechtsrecht ass op ville Plazen net méi der moderner Aarbechtswelt ugepasst. D'Regierung leet grouss Wäert op de Sozialdialog mat de Gewerkschaften an den Entrepreneuren, et ass de Garant vun eisem soziale Fridden a wirtschaftlechen Erfolleg. De Sozialdialog verlaangt – sou wënschen ech mer dat – ënnertenee Respekt a Kompromëssbereitschaft. Esou wëlle mer deen och als Regierung begleeten.

D'Aarbechtswelt huet geännert, d'Liewensorganisatioun vun de Leit och. Duerfir wëlle mer d'Aarbechtsrecht moderniséieren. Den Teletravail gëtt kee Recht a keng Obligatioun. Mee do, wou e besteet, wëlle mer de steierlechen a soziale Kader zousätzlech verbesseren, och an Diskussiounen mat eisen Noperen, wou dat méiglech ass.

D'Regierung wëll d'Aarbechtszäitorganisatioun reforméieren an eiser Zäit upassen. De Prinzip vum der 40-Stonnen-Aarbechtswoch bleift bestoen. De Plan d'organisation du travail gëtt iwwerschaaft an d'Sonndesaarbecht gëtt vun haut véier op muer aacht Stonnen erlaabt. Dat alles gëtt mat de Sozialpartner diskutéiert.

De Wee an d'Aarbechtswelt, de Wee an d'Gesellschaft gëtt weesentlech vun der Schoul gepräagt, vu klengem Alter u bis zum Lycée oder der Uni. An der gesamter Educationspolitik ass de schwaarz-bloie Fuedem deen, der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen. Mir wëllen den Eltere vu klengen Kanner eng méi breet Offer vum Accueil bei der Éducation non-formelle ubidden. Mir wëllen, datt d'Schoul Chancéglichheit garantéiert an all Kand dee Wee fënnt, deen am beschten zu him passt, onofhängeg vu sengem sozialen Hannergrond. De Schoulplang fir de Fundamental gëtt ugepasst, fir de Kanner méi d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert bäizebréngen, wéi Motivatioun, Kreativitéit, Participatioun oder Digitalisatioun.

Bei de Sproochen wäerte mer de Pilotprojet vun der franséischer Alphabetisierung wëssenschaftlech evaluéieren loossen an och am Secondaire wëlle mer de Sproochenunterricht méi flexibel mat méi Choix fir d'Schüler organiséieren. Nieft dësen Sproochneierungen an der klassischer Lëtzebuerger Schoul gi fir déi vill nei Kanner, déi bei eis kommen aus dem Ausland, och déi agreéiert Europaschoulen zu Esch an Diddeleng opgemaach. D'Universitéit an d'Recherche ginn och weider ënnerstëtzt; si si weesentlech fir de wëssenschaftleche Fortschritt an hëllef eis, eist Land op d'Defie vu muer virzebereeden.

De Wee an d'Aarbechtswelt geet intellektuell iwwert d'Schoul. E geet am Alldag awer iwwer d'Mobilitéit. Bei enger wuessender Bevëlkerung ass dat eng grouss Erausforderung. Duerfir wëlle mer d'Capacitéiten vun dem Zuchreseau erweiden, de Bus- an den Zuchhoraire besser openeen ofstëmmen, den Tram ronderëm d'Stad weider ausbauen. Vëlosweeër ginn ausgebaut, fir en zesummenhängende Réseau vu

Vëlosweeër ze schafen, a mir versichen, datt de Vëlo méi ka matgeholl ginn an den Zuch a Bus, fir domat déi sougenannte „last mile mobility“ ze verbesseren. Well d'Regierung gären d'Mobilitéit an d'Liewensqualitéit verbessert, wëlle mer de Bau vu Contournementen acceleréieren a regional Parkingen oder Parkinge bei de Grenze schafen, fir do méi Leit mam Bus an Zuch op hir Schaff an de Stied ze bréngen.

Här President, fir all déi do Politicke gutt ëmzesetzen, brauch eist Land gesond an zolidd Staatsfinanzen. Duerfir brauche mer eng gutt fonctionéierend Economie, déi Aarbechtsplazen a Wuelstand schafft. Nëmme sou geet et de Leit an de Betriber gutt a mir kënne mat engem rasonabele Steuerregime de Staat fonctionéieren doen. An all deem, wat déi nei Regierung wäert maachen, wëlle mer derfir suergen, datt Lëtzebuerg säin Triple-A behält. Dëst ass wichteg fir d'ekonomesch Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an erlaabt dem Staat, zu akzeptabelen Tauxe Geld ze léinen.

Mir wäerten eis am Kader vun den europäesche Reegelen beweegen an eng nohalteg Trajectoire bei der effentlecher Schold definéieren. Einfach ausgedréckt: D'Schold dierf net irresponsabel wuessen. An och nëmme fir grouss Infrastrukturen, déi eist Land stäerken, wéi den abordabele Wunnensbau oder d'erneuerbare Energien, soll Schold opgeholl ginn.

Mir wëllen och alternativ Finanzéierungsformen erunzéien, fir verschidde grouss Projete ze finanzéieren. Dat kënnen effentlech-privat Partenariate sinn, Biergerfongen, staatlech Fongen, staatlech Participatiounen a Gesellschaften oder och via eng moderniséiert SNCI oder mat Institutiounen wéi zum Beispill der Europäescher Investitiounsbank.

Et wier nach vill ze soen, mee et kann een a sou enger Ried wéi dëser jo net alles soen. Ech wollt Iech hei e bëssen, Här President, d'Grondausrichtung soen an e

puer Beispiller nennen. De Rescht a vill aner Detailer fannt Der am Koalitiounsaccord, deen um Internet-site vun der Regierung ze fannen ass. Zesumme mat all de Ministere freeën ech mech, mat Iech iwwert de Koalitiounsaccord ze debattéieren. De Regierungsprogramm setzt de Kader, d'Detailer gi selbstverständlech an de Gesetzprojete presentéiert – déi schreift een net an e puer Deeg oder Woche vu Koalitiounsverhandlungen.

Här President, ech géif awer och gär mat Iech – an och mam Conseil d'État – iwwert d'legislativ Prozedur schwätzen, fir dës ze verbesseren, fir e bessere Kalenner vun der legislativer Aarbecht fäerdegzebréngen. Ech géif och gär mat der Chamber driwwer diskutéieren, wéi een den Debat iwwert de sougenannten „État de la nation“ ka verbesseren, fir e vläicht thematesch ze straffen an domat och méi interessant ze maachen. Mee Dir a mir fänke jo eréischt un, also bleift eis Zäit duerfir.

Här President, an der neier Verfassung – Artikel 91 – ass d'Roll vum Premierminister fir d'éischte Kéier festgeschriwwen ginn: „Le Premier ministre coordonne l'action du Gouvernement et veille au maintien de l'unité de l'action gouvernementale.“ Dat ass eng kloer Missioun an no dësen zwee wichtege Prinzippien – „coordonne l'action“, „veille au maintien de l'unité“ –, déi do festgehalen ginn, wäert ech meng Roll ausüben.

Den noutwendege Leadership, deen ech gär mat dëser Roll verbannen, heescht fir mech: sech informéieren, nolauschten, diskutéieren, mee dann och entscheeden. Ech weess, datt et an der parlamentarescher Demokratie zu ville Sujeten ënnerschiddlech Meenunge gëtt. Dat ass de Räichtum vun der Demokratie an dofir gëtt et jo och Choix fir d'Leit bei de Wälen.

Fir dëse Regierungsprogramm ëmzesetzen, brauche mir besonnesch an dëse schwierigen Zäiten

d'Ennerstëtzung vum Parlament. Mir brauchen Är Propositionen a Kriticken, och wa mir eis um Enn net ëmmer kënnen eens ginn. Mir sinn eis bewosst, datt d'Chamber den éischte Pouvoir am Land ass an datt mir virun Iech als Volleksvertreder – an domat virum Land – verantwortlech sinn. Duerfir wollt ech och heibannen dem éischte Pouvoir fir d'éischt de Koalitiounsprogramm virstellen – dat ass net ganz gelongen.

(Hilarité)

Et ass de klere Wëllen a Wonsch vun dëser Regierung, e gudden a respektvollen Dialog tëscht Regierung a Chamber, tëscht den Institutionen, ze hunn. Ech weess – an dat ass dat, wat Lëtzebuerg staark mécht –, datt jiddwereen heibannen, iwwer all politesch Differenzen ewech, säi Bescht wëllt maache fir d'Wuel vum Land a senge Leit.

D'Regierung wëll dat och. Mir wëlle Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken. An duerfir froen ech d'Vetraue vum Parlament fir dëse Regierungsprogramm, an nom Artikel 93 vun eiser Constitutioun engagéieren ech d'Verantwortung vun der neier Regierung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

An domat si mer och schonn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech maachen Iech drop opmierksam, datt Dir eng Kopie vum Premierminister senger Ried an der Sortie vum Plenarsall ausgedeele kritt.

D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesumme fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.01 heures.)

4^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 09

M. Claude Wiseler, Président

2. Débat sur le programme gouvernemental

p. 09

M. Marc Spautz (interventions de M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Sam Tanson, M. Fernand Etgen, M. François Bausch et M. Sven Clement) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépot de deux demandes de convocation de réunion de commission) | M. Claude Wiseler, Président (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung elo op.

2. Débat sur le programme gouvernemental

Mir kommen elo zur Debatt iwwert de Regierungsprogramm, deen de Premierminister Luc Frieden eis gëschter hei virgedroen huet. D'Riedezäit ass nom

Modell 6 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: d'CSV 186 Minutten, d'DP 144 Minutten, d'LSAP 126 Minutten, d'ADR 90 Minutten, déi gréng 60 Minutten, d'Piraten 45 Minutten, déi Lénk 30 Minutten an d'Regierung duerno 120 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Ben Polidori. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, wannechgelift.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd agedroen, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn ageschriwwen. Ok, merci villmools!

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keng Angscht, ech schwätze keng 186 Minutten, mee ech hat gëschter chronométréiert: Et sinn der 178. Also, Dir braucht keng Angscht ze hunn, ...

(Hilarité)

... et gi keng 186 Minutten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“ – esou war dem Premierminister seng Regierungserklärung gëschter Mëtten

iwwerschriwwen, wou en eis de Koalitiounsaccord vun där neier CSV-DP-Regierung virgedroen huet. Ech soen direkt: „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“ heescht och a virun allem, „d'Leit zu Lëtzebuerg stäerken“! An dodran, mat där Ausso aleng, si mir mat der Regierung schonn direkt op enger Linn, well et wichtig ass, Lëtzebuerg als Land an d'Lëtzeburger, alleguerten déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ze stäerken. Dat ass wichtig an dofir ënnerschreibe mir dat mat zwou Hänn.

Ech wëll och soen: Den Accord, deen de Premierminister gëschter virgedroen huet, ware jo elo net déi iwwer 200 Säiten. Well dat wier vläicht eng Ried ginn dann net vun enger Stonn, mee fir déi 200 Säite virzedroen, dat wier dann och mat 186 Minutten net duergaangen. An dofir sinn ech och där Meenung – an ech géif dat och direkt am Ufank soen –, dass et och elo wichtig ass, dass, nodeem de Premierminister geschwat huet, déi aner Ministeren och mat deenen zoustännege Kommissiounen am Detail iwwert déi aner Punkte vum Koalitiounsprogramm diskutéieren. Well da bleiwen nach vläicht Froen, wéi ech haut de Moien an och gëschter Owend an der Press héieren a gelies hunn. Da kann een déi vläicht direkt klarifiéieren. A wa mer direkt wëssen, dass dat de Fall ass, dann hunn eis Kolleegen vun der Oppositoun och do vläicht d'Méiglechkeet, do déi Froen ze stellen, wou nach sollt eng Onkloerheet sinn.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass wichtig, wa mer elo e Regierungsprogramm hunn, e Koalitiounsprogramm hunn, dass dat och elo an Aktioun ëmgesat gëtt. Et ass wichtig – an dat ass och ënnerstrach ginn –, dass mer eng nohalteg a sozial Maartwirtschaft hei am Land hunn. A wann ech dann och trotz alle Kriticken, déi de Mouvement écologique zum Beispill virbruecht huet ... Ech wëll mech elo net onbedéngt de ganze Moie mam Mouvement ofginn, mee en huet ënnerstrach, d'Grondausrichtung vun deem Koalitiounsaccord wier richtig. An dat seet jo awer och eppes aus, wann de Mouvement esou eng Ausso mécht.

Ech wëll awer virun allem do un e Mann erënneren, deen ëmmer ..., en ass net méi ënner eis, dat war den däitsche Sozialminister Norbert Blüm. Deen huet ëmmer gesot, dass et wichtig ass, dass een eng sozial Maartwirtschaft huet an dass een en Ausgläich huet tëschent Aarbecht a Kapital. A wann Der dem Här Frieden seng Ried gutt nogelauschert hutt an de Koalitiounsaccord gelies hutt: 101-mol kënnt den Dénge vum Sozialen, sozial Kohäsioun, Sozialdialog an där Diskussioun vir – wou ech dann och fannen, dass dat awer och schonn eng Ausso ass, dass een aleng dat och iwwer 100-mol an där Erklärung zréckfënnit!

Ech mengen, dass et och wichtig ass, dass, wa mer vu Wirtschaft a Sozialem schwätzen, dat eng Verbindung ass. Ouni d'Wirtschaft kann dat Soziaalt net funktionéieren an ouni dat Soziaalt kann eng uerdentlech Maartwirtschaft och net funktionéieren. An dës Wiesselsäitegkeet zwëschen deem Sozialen an der Wirtschaft ass jo och ee vun de Kärtheemen an deem Koalitiounsaccord, well e Sozialstaat u sech ass kee Selbstzweck. E Sozialstaat ass wichtig, a grad déi Leit, déi wëssen, wou Lëtzebuerg haut ekonomesch steet, wëssen, dass dat och dermat ze dinn huet, dass mer e Sozialmodell hei zu Lëtzebuerg hunn, deen et an anere Länner net gëtt, wou reegelméisseg soss Streiker sinn. Dat ass eppes, wat mer hei zu Lëtzebuerg gottseidank net kennen, well mer et fäerdegbruecht hunn, e staarke Sozialstaat opzebauen, wat och de Fundament ass vun der Lëtzeburger Wirtschaft. Et ass wichtig, dass mer virukommen an dass mer et och do fäerdegbréngen, déi Pisten ze fueren

an déi Fundamente ze bauen, déi bluttnoutwendeg sinn.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et ass awer och wichtig, dass mer eng kloer Aussen- an Europapolitik hunn. An et ass ënnerstrach gi vum Premierminister, wéi wichtig Europa ass an och wéi wichtig d'NATO ass, wou Lëtzebuerg jo och an där Verteidigungsunioun derbäi ass, an dass Lëtzebuerg déi Asätz, déi mer op deem Niveau maachen, och wäert virufueren, an dass dat och e kloert Bekenntnis ass fir eist europäesch an eist NATO-Engagement.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et iwwerrascht Iech net: D'CSV-Fraktioun wäert dat Vertrauen, wat de Premier gëschter Owend gefrot huet, selbstverständlech mat Freed ënnerstëtzen. A fir et plakativ ze soen: Den „neie“ Luc a seng Ekipp, déi wäerte mir ënnerstëtzen, well et fir eis wichtig ass, dat am Interêt vu Lëtzebuerg, am Interêt vun der Wirtschaft, vum Sozialen a vun der Nohaltegkeet.

Ech wëll hei keng Schwaarz-Wäiss-Molerei maachen. Ech hunn hei eppes héieren an der Press. Déi lescht Wochen a Méint ass jo scho vill diskutéiert a spékuléiert ginn: „Wat bedeit dat? Wat geschitt elo?“ An do ass e bëssen esou eng Schwaarz-Wäiss-Molerei ervirkomm, wou et ... Entweder et ass dat eent oder et ass dat anert. Ech mengen, dass dat net de richtige Wee ass an dass do och schonn Diskussiounen gefouert gi sinn. Mir sollen déi Diskussiounen hei féieren, offe matenee féieren an duerno an de jeeeweilige Kommissiounen déi Detailler op den Dësch bréngen, déi deem enge manner gefalen, mee mir sollen als Politik, als Chamber hei konstruktiv déi Saach ugoen, well et wichtig ass, dass mer konstruktiv hei am Parlament schwätzen an och konstruktiv am Interêt vu Lëtzebuerg déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn. Dass mer do net ëmmer wäerte 60/0 heibanne kréien, dat weess och ech, mee ech mengen, déi 31/29-Mentalitéit, déi et elo eng laang Zäit ginn ass, déi misst awer fäerdeg sinn. Mir als CSV ...

(Brouhaha)

M. Georges Engel (LSAP) | 35/25 ass dat neit 29/31.

M. Marc Spautz (CSV) | Nach eppes, Här Engel? Dann ass et gutt.

Et ass awer elo wichtig, elo, wou de Regierungsprogramm do ass, dass mer et och fäerdegbréngen, de Regierungsprogramm a Musik ëmzesetzen. Do ass d'Regierung gefuerdert, mee do ass awer och d'Chamber gefuerdert, fir sech do konstruktiv mat anzubréngen. Mir musse Lëtzebuerg stäerken, mir mussen derfir surgen, dass d'Leit sech an dëser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg ermënnen. Well an der Politik ass et wéi am richtige Liewen: Wann een an enger Kris ass, dierf een net stoe bleiwen, mee et muss ee virugoen an et muss ee sech beweegen, fir dass eppes geschitt. An dat musse mer och an der Politik elo maachen, trotz all deene Krisen, déi mer erlieft hunn, och trotz all deem, vun deem mer hoffentlech zu Lëtzebuerg wäerte verschout bleiwen.

Mir reeche jiddwerengem heibannen eng Hand an dofir war ech am Ufank ganz begeeschtert, wéi ech d'Madamm Bofferdin héieren hat, wéi se als Fraktiounscheffin gewielt gi war, si wéilt net blann kritiséieren, si wéilt keng blann Oppositoun maache weinst der Oppositoun, mee si géif sech gär konstruktiv mat abréngen, an dat, wat hir manner gutt gefält, och op de Punkt bréngen, awer keng blann Oppositoun ausdrécken. Ech hunn dat ganz gutt fonnt an ech hoffen dann, dass dat och esou ass, dass dann net eng blann Oppositoun gemaach gëtt, mee dass een dann och konstruktiv dodrop ageet.

Ech hat dat selwecht héiere bei der Madamm Tanson. D'Madamm Tanson huet ënnerstrach, 85 % vun deem Programm, dee géif virleien, kéint si matënnerstëtzen. Dat huet se leschte Méinde gesot.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Leschte Méindeg. Gëschter Owend huet et schonn e bëssen anescht geklong, mee op alle Fall, e Méinden an der Pressekonferenz – ech hunn et och nach eng Kéier an den Zeitungen nogelies –, do stoung dat vu 85 %. Ech loosse mech dann emol iwwerraschen, wat herno an der Ried kënnt a wéi déi gréng Kolleegen dann och den Owend matofstëmme, ob se dat matënnerstëtzen, wat do gesot ginn ass oder net.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech wäert dat herno erklären, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | A, wonnerbar!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn ...

(Interruption)

... Kolleeginnen a Kolleegen, d'Bruttoinlandsprodukt geet zréck, ëm 1,7 %. Fir 2023 seet de Statec just e Wuesstum vun 1,5 % viraus. Fir 2024 dann 2,4 %. Et ass de Moment, fir d'Äerm eropzestréppen an zesummen ze kucken, datt mir neie Wuelstand produzéieren, an zwar Wuelstand fir jiddwereen, net fir déi eng oder fir déi aner, mee fir d'Leit alleguer. Mir wëllen aktiv d'Problemer ugoen. Et ass genee dat, wat och scho fréier Staatsministere gesot hunn. Ech erënneren un d'Stolkris, wou den Här Werner eng Kéier gesot huet: Problemer sinn do, fir se ze léisen. Problemer sinn net do, fir se ewechzeschiben. Et muss een de Problemer „kalbliddeg an d'Ae kucken“ an dann déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn, fir déi Problemer kënnen ze léisen. Et ass wichtig a fir eis als CSV ass dat och eng grouss Erausforderung.

Et ass net fir ze verwalten, mee et ass fir ze gestalten. An och dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen. Et gëtt Tempolimit op de Stroossen, well dat wichtig ass fir d'Sécherheet, mee hei an der Politik gëtt et keen Tempolimit. Hei kann een och mat Vollgas elo ufänken, déi Adaptatiounen an déi Decisiounen ze huelen, déi wichtig sinn, fir Lëtzebuerg an déi nächst Joren eranzeféieren a fir dass Lëtzebuerg och weiderhin ee vun den Hauptmatadoren an der europäescher Politik bleift.

Eng Klammer dozou, well dat, wat gëschter an Holland geschitt ass, soll eis alleguerten ze denke ginn. An ech ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Et sinn demokratesch Walen, Här Kartheiser, jo, mee trotzdem soll dee Ruck, deen do geschitt ass, eis ze denke ginn. An dofir ass et och wichtig, dass mer d'Leit alleguerte mathuelen, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Zoustänn kréien. Mee et ass net haut, fir iwwer d'hollännesch Walen ze schwätzen oder déi hollännesch Regierung, mee et geet haut drëm, iwwer Lëtzebuerg an d'Lëtzeburger Regierung ze schwätzen.

Mee dat vum Tempo, wat ech gesot hunn, dat huet déi nei Regierung jo och scho gewisen. Esou séier wéi dës Kéier ass nach keng nei Regierung zustane komm, wou nei Parteie sech fonnt hunn. A sechs Woche stoung déi nei Regierung. A sechs Woche war de Programm um Dësch. An dat beweist och, dass de Wëllen do ass, séier eppes ze maachen a séier déi Adaptatiounen hei am Land virzehuelen, déi mer elo brauchen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbecht bréngt et mat sech ... an dat ass eng grouss Aarbecht gewiescht, dee Koalitiounsprogramm

zwëschent deenen zwou Parteien hierzestellen, wat geschitt ass. An dofir meng Felicitatioun un déi Verhandlungsfürer an och un de Formateur, deen elo de Premierminister ass, dass dat esou séier gaangen ass.

Mir ënnerstëtzen als CSV sämtlech Prioritéiten, déi den neie Premier gëschter Mëtten a senger zukunftsweisender Regierungserklärung duergeluecht huet. Mee et ass och ganz kloer: D'Welt wäert sech all Dag änneren. An alles dat, op wat mer eis haut baséiert hunn, ka schonn erëm muer aneschtens sinn. Et muss een och do ëmmer reegelméisseg kucken, ob mer nach ëmmer an deem selwechte Rhythmus kënnen weiterfueren an ob mer op där selwechter Pist ënnerwee sinn.

Lëtzebuerg ze stäerken, heescht och, seng Wirtschaft ze stäerken. Wirtschaft a Soziales ginn haut mateneen. Si ootmen zesummen, wéi de Premier dat och gëschter mat Recht ënnerstrach huet. Ech wëll hei just den éischte Satz aus dem Ekonomieskapitel zitieren, fräi no mengem Lëtzebuergeschen iwwersat: „D'Wirtschaft huet e Bien commun, mee et geet awer och drëm, d'Allgemengwuel héichzehalen.“ Am Kloeertext heescht dat: De wirtschaftlechen an de soziale Fortschritt sinn zwou Säite vun enger Medail. Eng modern Zukunftspolitik vun der Mëtt muss esou gestalten ginn. Si schlësse sech net aus, am Géigendeel: Wirtschaft a Soziales mussen mateneen verbonne sinn a mussen mateneen weitergoen.

Et ass och dofir wichteg, dass an deem Regierungsprogramm esou vill vun deem Soziale geschwat ginn ass, wat domadder och den Interêt vun der Regierung ënnersträicht, déi se fir de soziale Volet huet.

Mir kommen elo alleguer, all zesummen, wéi mer heibanne sëtzen, aus engem laange Walkampf. Fir d'éischt hate mer Gemengewalen, duerno hate mer Chamberwalen. Dat war eng laang Zäit, wou mer bei de Leit ënnerwee waren. A mir hunn allegueren d'Ängscht an d'Suerge vun de Leit matkritt, déi Zukunftsängscht, déi déi eng hunn, déi Onsécherheetsgefiller, déi déi aner hunn. An et ass dofir och wichteg, dass mer elo do Neel mat Käpp maachen an de Leit dat Gefill vu Sécherheet erëmginn, wat net méi do war, an dass mer d'Suerge vun de Leit och mat virun huelen.

Mir dierfen also net einfach zréck an eng Bull falen, mee mir müssen dorop agoen, wat d'Leit brauchen, de Leit hir Problemer an hir Suerge och mat virun huelen. An do ass et och fir eis wichteg, dass mer déi eenzel Themaen nach eng kéier uschwätzen. Ech wäert awer och elo net all Kapitel vun der Regierungserklärung an all Kapitel vum Koalitionsaccord am Detail zitieren, mee dofir kommen ech nach eng kéier op mäin Appell zréck, dass een dat, wann déi Fachministere jo allegueren an déi jeeweileg Kommissiounen ginn, do am Detail ka maachen.

Mee fir eis ass et och wichteg – an dat wëll ech ënnersträichen –, dass mer d'Gesondheetswiese stäerken, eng vun den Haaptprioritéiten vun dëser Regierung, wou et och wichteg ass, dass mer eppes fir d'Gesondheet maachen, well d'Gesondheet geet eis allegueren eppes un. Do gëtt et keen Ënnerschied zwëschent Aarm a Räich, well krank ka jiddweree ginn, gesond ka jiddweree bleiwen, onofhängeg vun de soziale Schichten.

Mee fir eis ass et wichteg, dass mer méi nom Patient kucken, dass de Patient an de Mëttelpunkt kënnt. An et ass och wichteg, dass mer genuch Dokter, an de Gesondheetsberuffer och genuch Leit hunn, déi sech am Interêt vun der allgemenger Gesondheet asetze kënnen.

Mir brauche méi eng ambulant an eng dezentral Medezinn, an dofir mussen mer de Projet de loi vum

Virage ambulatoire upassen, fir deem och kënnen gerecht ze ginn.

Mir brauchen och méi flächendeckend medezinnesch Apparater. Ech denken ënner anerem un den IRM. Och hei mussen mer eppes beweegen, fir och do da méi Leit a méi séier d'Méiglechkeet ze ginn, den Zougang ze fannen. Mee et geet net duer, Maschinnen ze hunn, wa keen do ass, dee se ka bedéngen, wa keen do ass, dee se kann auswäerten a bewäerten. Dofir mussen mer och alles maachen, fir dass mer erëm méi Dokter an erëm méi medezinnesch Personal motivéiert kréien, fir sech um Terrain ze engagieren.

Grad d'Covidkris huet eis jo gewisen, wéi ofhängeg mer si vun de Leit. Wa mer eis Kolleeginnen a Kolleegen aus der Groussregioun net gehat hätten, hätte mer Schwierigkeete gehat, eise System oprechtzeerhalen. An ech wëll och do nach eng kéier ënnersträichen, dass mer jo och Ängscht haten, wéi d'Grenzen zougaange sinn: Wat geschitt a wéi kommen déi Leit all Dag op Lëtzebuerg, fir deene Leit, deene Patienten hei am Land déi Suerg an déi Fleeg kënnen ze ginn, déi do ass? Dofir ass et eebe wichteg, dass mer eng Revaloriséierung vun deene Beruffer maachen, dass mer och d'Leit motivieren, fir sech méi an deene Beruffer ze engagieren, an dass mer do och an der Formatioun dat nohuelen, wat mer hunn, fir dass mer erëm méi Infirmieren, Aide-soignanteën op de Marché kréien.

An dat selwecht gëllt och fir d'Dokteren, well och bei den Dokter ass de Problem, dass mer net genuch Dokter hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ass wichteg, dass mer dat méi attraktiv maachen, dass mer och driwwer nodenken, Dokteschgemeinschaftspraxissen, Dokteschgesellschaften kënnen ze maachen, fir dass dat och virugeet, dass de Patient sech zréckfënn, dass dem Patient och schnellstméiglech ka gehollef ginn an dass en net ze laang muss waarden, fir e Rendez-vous ze kréien, an dass mer och do e Suivi behalen.

Et geet och drëm, dass mer d'Spideeler ausbauen. Et geet drëm, dass mer méi Maison-médicale kréien, well och de ländleche Raum ... Als Minetter weess ech, dass och am ländleche Raum muss gehollef ginn an dass mer och do Prioritéiten setze müssen, fir dass méi Maison-médicall am ländleche Raum entstinn, am Norden, am Osten, fir dass och do de Wee, fir dee Soin ze kréien, deen d'Leit brauchen, méi séier gëtt. An och do ass et wichteg dann, Gemeinschaftspraxissen ze hunn, fir och dee Soin kënnen 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 ze erhalen.

Et geet drëm, eng national Preventiounsstrategie ze hunn. Et geet drëm, bei der Suchtbekämpfung, beim Gesondheetscheck a bei der Stärkung vun der Schoulmedezinn déi Prioritéiten ze setzen, fir dass och jiddweree sech erëmfënn.

An de Spideeler geet et ëm den Invest an d'Ekipement, ëm d'Fräiheet, déi Apparater ze kafen, déi gebraucht ginn, an de fräie Choix vum Patient muss och erhale bleiwen, dass de Patient de Choix huet, dohinne ze goen, wou hie wëll.

Et geet drëm, Ureizer ze schafe fir Gemeinschaftspraxen, och d'Méiglechkeet, mat Apparater an deene Praxen unzefänken. Dofir mussen mer Adaptatiounen maache fir Maison-médicall am Osten an am Norden.

Et geet drëm, d'Capacitéit vun de regionale Polikliniken auszubauen an Upassungen ze maachen an den Urgenzen. Well wann een do heiansdo en hallwen Dag verbréngt, bis ee bäikënn, dann ass dat net gutt an da mussen mer och do déi néideg Zeeche setzen, fir dass dat méi séier geet.

Et geet drëm, e legale Kader ze schafen an der Hospitalisation à domicile. Bei der Ausbildung an de Gesondheetsberuffer gëtt et ëm den Ausbau vun der medezinnescher Formatioun och op der Uni.lu. Et geet ëm d'Santé mentale. Et geet ëm d'Fuerschung, dass mer alles dat och an der Santé kënnen fäerdegbréngen. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass vläicht d'Vuen heibannen ënnerschiddlech sinn iwwert de Wee, fir dohinne ze kommen, mee dass jiddwerengem bewusst ass, dass d'Gesondheetspolitik global muss an de Mëttelpunkt gestallt ginn.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och, eis sozial Sécherheet stäerken. A wann ech vun der Santé schwätzen, dann dierf een d'Sécurité sociale net aus den Ae verléieren. Well alles dat, wat mer decidieren, wat am Santésberäich geschitt, muss normalerweis och ee bezuelen. An dat gëtt normalerweis bezuelt iwwert de Wee vun der Sécurité sociale. An dofir ass et och do wichteg, dass een do déi néideg Adaptatiounen an déi néideg Prozedure mécht. Mir mussen Bürokratie ofbauen a mir müssen et och fäerdegbréngen an der Sécurité sociale, endlech d'Nomenklatur ze entkrusten. Bei der Nomenklatur, wou scho vill Gesondheets- a Sécurité-sociales-Ministère sech d'Zänn ausgebass hunn, mussen mer alles drusetzen, dass mer déi ugepasst kréien. An ech sinn och zouversichtlech, dass dat eis geléngt, well allegueren déi, déi eppes no oder wäit domat ze dinn hunn, sech bewusst sinn, dass et Schwierigkeete gëtt, fir alles dat ze errechen, wat mer allegueren wëllen, wa mer d'Nomenklatur net upassen.

D'Sécurité sociale muss gestärkt ginn. Et ass wichteg, dass och gekuckt gëtt, wéi et mat de finanzielle Moyenen ass vun der Sécurité sociale. An ech wëll dofir och elo heibannen net virun de Won lafen, mee et ass och wichteg, dass mer do eng Diskussioun huelen ... net nëmme mir 60 heibannen, well d'Sécurité sociale gëtt nach ëmmer geréiert vun de Sozialpartner, mee dass een och do d'Sozialpartner muss mat an d'Boot kréien an dass et och wichteg ass, d'Zivillgesellschaft an déi Punkte matanzebannen, an dass een och do mat der Zivillgesellschaft muss diskutieren, fir dass mer do déi nohalteg Verbesserung kënne maachen, déi noutwendeg sinn.

An dat selwecht gëllt och erëm: Wa mer vun der Sécurité sociale schwätzen, huet dat och mat Familljepolitick ze dinn, huet dat och mat der Aarmut ze dinn, well am Code de la sécurité sociale – wat vill Leit wëssen –, do gëtt et e Livre I, e Livre II, e Livre III, do geet et ëm d'Pensiounskeessen, do geet et ëm d'Sécurité sociale, do geet et ëm d'Dépendance, mee et geet och ëm d'Kannergeld, well och d'Kannergeld – ech kommen zwar do beim Kapitel Familljepolitick nach drop zréck – ass e Bestandteil vum Code de la sécurité sociale.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir brauchen e Plang, en Aktionsplang géint d'Aarmut. De Formateur an haitege Premierminister hat gesot, dass et fir d'Regierung ganz wichteg wier, dass och en Aktionsplang géint d'Aarmut géif kommen. Ech mengen, dee brauche mir. Et mussen Saachen adaptéiert ginn. Mir brauchen eng Upassung vum REVIS, mir brauchen zousätzlech Bähilëfen, mir brauchen eng Stärkung vum Solidaritéitsfong.

Mee mir müssen awer och, an dat wësse virun allem d'Mammen an d'Pappe vun de Gemengen heibannen, bei den Office-socialen déi néideg Adaptatiounen maachen, déi noutwendeg sinn. Dofir misst een do d'Gesetzgebung iwwerschaffen. Mir brauchen eng digital Informatiounsplattform, wou vill méi séier en Austausch ka stattfannen. Mir müssen et fäerdegbréngen, de Sans-abrien ze hëllefen, a mir müssen et och fäerdegbréngen, dass mer d'Leit vum REVIS, déi sech wëllen aktivieren, och aktivéiert kréien.

Mir brauchen eng Upassung, ech hat et gesot, vun der Nomenclature. Mir musse kucken an der Assurance dépendance, mir mussen d'Analys maache vun der Assurance pension. Wat jo och de fréiere Sozialminister scho gesot huet, dass ee muss déi Analys am Detail maachen, fir duerno och déi néideg Adaptatiounen ze maachen. Mir brauchen eng Finanzéierung vun de Spideeler. Mir musse kucken, wat fir eng Adaptatiounen mer nach musse bei deenen anere Primmen aféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg stäerken heescht och, d'Aarbechtsrecht vun der Zukunft stäerken. Well d'Aarbecht an d'Aarbechtsrecht, dat ass ee vu mengen Dadaen. Déi Kolleegen, déi mech scho méi laang kennen an déi wëssen, wou ech hierkommen, déi verstinn och ganz gutt, dass mer do déi néideg Prioritéite musse setzen.

Ech erënneren awer och drun, dass mäi Frënd a Virgänger, de Gilles Roth, op dësem Podium hei oft ënnerstrach huet, dass Aarbecht sech muss lounen, an dat gëllt och weiderhin! Mee ech kommen do nach drop zrëck.

Wann ech soen: „Bei der Aarbecht muss eppes geschéien!“, da muss déi och geschützt a gereegelt sinn. An ech mengen, dass et dofir och wichtig ass, dass mer d'Gesetzgebung vun de Kollektivverträge iwwerschaffen, dass mer Méiglechkeete schafen, fir eng nei Organisatioun vun der Aarbecht méiglech ze maachen, mee dass et och gläichzäiteg drëm geet, d'Kollektivvertrag u sech ze stäerken an och d'Vertragsrecht vun de Kollektivvertragspartner an de Mëttelpunkt ze setzen. Gläichzäiteg muss een och do kucken, eng Moderniséierung ze maachen. Zum Beispill muss eng punktuell a sektoriell Aarbechtszäitverkürzung méiglech sinn, an dat muss iwwert de Vertragswee kënne gemaach ginn. Ob dat betrieblech oder sektoriell ass, déi Méiglechkeete musse geschafe ginn.

Ech wëll awer gläichzäiteg ënnersträichen, ier d'Fro kënnt: Mir sti selbstverständlech nach ëmmer zum Prinzip vun der legaler 40-Stonnes-Woch! Mee do muss een awer de Secteuren an de Vertragsméiglechkeeten, an de Kollektivverträge, déi Méiglechkeet erlaben, eng Aarbechtsszäitverkürzung ze maachen an dat och kënne ze begleeten. Dat selwescht gëllt, wa mer dervu schwätzen, dass mer et bei de Betriber musse fäerdegbréngen, dass de Betriber ëmmer kann ënnersträichen, wou d'Noutwendegkeet ass oder och net. Mir kenne Betriber, mir kenne Secteuren, wou et haut schonn Aarbechtszäitverkürzungen gëtt, wou dat keng grouss Diskussioun war, mee déi iwwer Kollektivvertrag gereegelt sinn, wou awer nach verschidden Adaptatiounen musse gemaach ginn, déi eist Gesetz de Moment net zouléisst.

Et muss ee gläichzäiteg driwwer nodenken, dass een déi Adaptatiounen kann zesumme mat de Sozialpartner maachen, an dat am Sozialdialog. Dofir muss een och deenen hir Roll kënne stäerken. Och aner Gesetzter, déi am Aarbechtsrecht an am Code du travail enthalen sinn, wéi Sonndesaarbecht, wéi den Teletravail, och do ass et wichtig, dass mer déi néideg Reformen an déi néideg Adaptatiounen maachen.

Mam Teletravail hu mer eis an der leschter Legislaturperiod vill beschäftegt, well den Teletravail hei zu Lëtzebuerg, ech wëll net grad soen, Anzuch gefeiert huet, mee eppes war, wat nach viru Covid bal ëmmer als schwierig an onméiglech duergestallt ginn ass a während dem Covid op eemol ganz séier fäerdegbruecht huet, an de Mëttelpunkt ze kommen. Do ass et wichtig, dass mer allequerten déi Punkten iwwert den Droit à la déconnexion klären. Et ass wichtig, dass an der Sécurité sociale – wou awer scho Saache geschitt sinn op europäischem Niveau – dat och méiglech muss si fir eis Kollege Grenzgänger, déi hei

zu Lëtzebuerg um Marché de travail sinn, dass déi do keng Nodeeler erliden.

Et dass de Punkt vum Steuerrecht. D'Steuerrecht ass awer net europäesch gereegelt, mee dat ka just a bilateralen Accord gemaach ginn, wou där Saache jo och schonn um Dësch leien, soudass mer et do musse fäerdegbréngen, mat Bréissel, Paräis a Berlin ze verhandelen, fir dass mer och do déi Léisunge fannen, déi bluttnoutwendeg sinn. Wat d'Sécurité sociale ubelaangt, si jo schonn Ouverturë gemaach ginn, mee et ass do wichtig, dass mer dat och kënne fortsetzen.

Mee et muss awer och sécher sinn. An zum Teletravail ka kee forcéiert ginn. Dat muss e Choix sinn, ob s de Teletravail wëlls maachen oder net, net dass et gläichzäiteg heescht: „Nee, elo maacht dir alleguerten Teletravail, an domadder brauch ech kee Bürosgebai méi, oder ech brauch net méi esou vill Büroen, wéi ech bis elo hat.“ Dat muss awer och ëmmer an Zesummenaarbecht mat de Kolleeginnen a Kolleegen, déi do schaffen, goen. Ech mengen, och dat ass wichtig, dass een dat fäerdegbréngt.

Mir mussen och eppes maachen, wat d'Gesetz iwwert de Maintien dans l'emploi ubelaangt. Mir hunn alleguerten matkritt, dass déi lescht Zäit verschidde Betriber an d'Strauchele komm sinn. Et ass wichtig, dass do gehollef gëtt an dass mer de Maintien dans l'emploi ganz héichhalen an dass mer do Upassung musse maachen, an dass do, wou d'Aarbechtsplazen net méi ze hale sinn, déi Leit awer gläichzäiteg fir e Maintien dans l'emploi Formatiounen kënne kréien, fir dass se awer nach d'Méiglechkeet hunn, am Berufsleewe kënne ze bestoen.

Mir gesinn, dass de Chômage klëmmt. E klëmmt lues, gottseidank, mee mir mussen dat awer am A behalen, dass et och do méiglech ass, déi Leit a Beschäftegung ze kréien, déi a Beschäftegung wëlle goen. Dat ass jo a sech e Paradox hei zu Lëtzebuerg: An enger Hinsicht feelen eis Leit lénks a riets, an op där anerer Säit hu mer Leit am Chômage sëtzen. Mer mussen et do fäerdegbréngen, de Leit déi Formatiounen unzibidden, woumat se och eng Zukunft an eng Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart ze bestoen.

Dat selwescht ass dat mam Laangzäitchômage, an dat weess och de fréieren Aarbechtsminister ganz gutt, well mir hu scho länger an ëfters doriwwer geschwat. Och de Laangzäitchômage ass eppes, wat mer mussen zesummen ugoen, fir do Méiglechkeeten ze schafen, fir déi Leit, déi elo keen Zil méi virun Aen hunn, erëm eng Keier op de Marché de l'emploi zrëckzebréngen.

Dofir, fir alles dat, wat ech elo gesot hunn, brauche mer e staarkt Aarbechtsrecht. Mir brauchen net fir alles wëll Deregulierungen, mee mir brauchen en Aarbechtsrecht an engem kloere Kader, wat déi Méiglechkeete schafft, fir d'Leit och dohinne ze bréngen.

Mir mussen eis awer och do de Gegebenheete vun der Zäit upassen, nämlech, dass een do weess, dass d'Work-Life-Balance, fir elo nëmmen déi ze erwänen, oder och aner Prioritéite bei de Mënsche sinn an dass een dat och an där ganzer Diskussioun net därëf vergiesse.

An deem Zesammenhang ass et och wichtig, dass mer d'Elteren do mat abauen an dass mer eis bewosst sinn, dass Elteren do sinn, déi gären eng aner Aarbechtszäituerdnung hätten, wéi dat an där gewinnter 8-12/2-6-Mentalitéit ass, an dass mer och do Adaptatiounen musse maachen. An dat alles kann awer nëmme geschéien am Sozialdialog. Mir mussen do gläichzäiteg den Teletravail, Travail à distance, d'Ausbildung, d'Fërdere vun den Talenter, d'Aarbechtsorganisatioun, aner Aarbechtsmodeller an de Bien-être kucken.

Mir mussen eis awer och, Kolleeginnen a Kolleegen, mam Absenteismus beschäftegen. Wat ass d'Ursach dovun? Wat kënne mer dogéint maachen, fir dass mer den Absenteismus an de Grëff kréien?

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken heescht, iwwerhaupt dat Sozialt an de Sozialstaat fir d'Zukunft ze stäerken an endlech d'Schéier tëscht Aarm a Räich méi kleng ze maachen, d'Aarmut ofzebauen an ofzeschaffen. Mee dat geet net einfach, dass mir elo heibannen decidéieren, d'Aarmut wier ofgeschafft an d'Aarmut géif ofgebaut ginn. Do muss mer och déi néideg Akzenter setzen, a mir mussen alles maachen, fir dass mer d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg an de Grëff kréien.

A wa mer schwätze vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg, ass och de Logement ee vun den, net Hauptproblem, mee vun den Hauptsaache vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Well wa mer hei d'Präisser vum Logement kennen – an ech soen Iech alleguerten näischt Neits –, da wësse mer, dass Leit, déi net Proprietär sinn oder déi net schonn eng Wunneng hunn, ganz vill Schwierigkeeten hunn, an dass de hei zu Lëtzebuerg vill méi Sue muss ausginn, fir kënne ze wunnen, wéi an den anere Länner. Do wäert ech och e bësse méi spët nach drop zrëckkommen. An dofir ass Logement och Aarmutsbekämpfung, well wa mer et fäerdegbréngen, de Leit rëm alleguerten fir e bësse méi sozial Präisser e Logement ze ginn, dann hëlleft dat deenen an hirer finanzieller Situatioun.

Dat heescht, wa mer d'Aarmut bekämpfen, geet et och drëm, eng Cohésion sociale hinzekréien. Dofir muss reegelméisseg de Mindestloun ugepasst ginn. An dofir ass et och wichtig, dass de REVIS reegelméisseg ugepasst gëtt an dass een do och kuckt, wat alles muss mat berechent ginn. Do si jo schonn Etüde gemaach ginn an do leie jo och Etüde vir, datt ee muss kucken, de REVIS ze iwwerschaffen.

Et muss een och eppes maachen, dass déi Leit d'Méiglechkeet kréien, zrëck an d'Aarbecht ze kommen, well och dat gehéiert derzou. De REVIS däerf net einfach akzeptéiert ginn, mee mir mussen alles maachen, fir deene Leit ze hëllef, erëm zrëckzekommen op den Aarbechtsmaart.

A mir däerfe jo och net vergiesse beim REVIS – dat gëtt oft an der Debatt vergiess –: De Gros vun deene Leit, déi de REVIS kréien, déi gi schaffen! Mee déi Leit kréien e Complement, well opgrond vun hirer familiärer Situatioun an der Composition de ménage Complementé mussen ausbezueelt ginn. An och dat däerf een an där ganzer Diskussioun beim REVIS net ënnerschätzen. Mee dofir ass et och gutt, dass déi Prime d'activité fir REVIS-Empfänger soll kommen an dass dat och e positive Modell ass.

Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken heescht och, eise Sozialdialog fir d'Zukunft ze stäerken. An hei ass et wichtig, dass mer d'Sozialpartner stäerken. An dat verstitt Der, mäin Häerz als Gewerkschaftler geet do drëm – an Dir wësst alleguerten, dass ech vun do kommen! –, dass mer d'Rechter vun de Gewerkschaften stäerken an dass et wichtig ass, d'Grundwäerter vun der sozialer Gerechtegkeet an dem soziale Fortschritt do héichzehalen. Dat ass méi wichtig wéi jee, an dat ass méi wichtig grad elo an an dësem Punkt.

An dofir ass et och gutt, dass d'Regierung ëmmer ënnerstrach huet, wéi wichtig hinnen de Sozialdialog ass an dass se och wäerten alles maachen, fir de Sozialdialog ze heegen an ze fleegen. Ech wëll awer soen: Och an der leschter Legislaturperiod huet de Sozialdialog wëschent der Regierung an de Sozialpartner jo bestanen! Well mir hu jo och vill Gesetzter heibanne gestëmmt, an och matgestëmmt, déi deemools gefouss hunn op Accorden, déi zwëschent de

Sozialpartner um Niveau vun der Tripartitt oder Bipartitt entstane sinn.

Lëtzebuerg stäerken heescht och, eis eeler Leit stäerken. Och dat huet fir eis eng enorm Wichtigkeet. An dat huet och fir eis als CSV eng grouss Prioritéit. Eis eeler Leit, déi doru bedeelegt waren, déi de Grondstee geleescht hu fir dee Räichtum, dee mer hei am Land kennen, deene mussen mer alles ginn, fir dass si och kënnen e rouegt Liewen no hirer aktiver Zäit féieren. Dofir ass et gutt, dass mer en nationale Plang „Gutt alteren“ hunn a kréien. Mir mussen an d'Altersheimer investéieren, d'Altersheimer upassen un déi Gegebenheete vun haut. Awer och do, an dat hunn ech scho bei der Santé gesot, mussen mer et fäerdegbréngen, genuch Personal ze hunn, fir kënnen an den Altersheimer, Alters- a Fleegeheimer, deene Leit déi Fleg zoukommen ze loosse, déi gebraucht gëtt. Déi kennen dee selwechte Problem, dee mer an de Spideeler kennen. Wa mer do net de Groussregiounsmarché hätten, wier et schwier, allegueren déi Posten ze besetzen, déi do sinn. Och dofir ass et, an ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, wichtig, op d'Attraktivitéit vun deene Beruffer hinzewiesen, och de Stelwäert vun deene Beruffer an der Gesellschaft, well nëmmen da kënnen mer de Leit déi Betreuer ginn, déi noutwendeg ass an déi se virun allem och verdéngt hu fir dat, wat se fir Land a Leit gemaach hunn.

Et ass och wichtig, fir mat der Renovéierung vun de CIPaE weiderzefueren. An ech hoffen, dass esou Geschichten ... Ech nennen et „eng Geschicht“, d'Madamm Cahen weess, wat ech mengen, wéi laang et gedauert huet fir Rémeleng, wat elo endlech ënnerwee ass. Do hate mer och eng Simplification administrative. Et ass do endlech elo no iwwer 20 Joer d'Decision gefall, dass misst nei gebaut oder neigemaach ginn, dass dat endlech emol kéint geschéien. Mee do mussen mer et fäerdegbréngen, dass dat méi séier geet, an dass et bei deenen aneren Haiser, déi mer mussen renovéieren, och e bësse méi séier geet, oder e gutt Stéck méi séier geet, wéi dat zu Rémeleng de Fall war. An ech sinn och do zouversichtlech, dass dat wäert geschéien. An ech sinn och zouversichtlech, dass mer et fäerdegbréngen, dass Qualitéitskrittären an deenen Haiser a) agefouert ginn a b) och duerno applizéiert ginn.

M. Fernand Etgen (DP) | Och d'Madamm Cahen.

M. Marc Spautz (CSV) | Wat gelift, Här Etgen?

M. Fernand Etgen (DP) | D'Madamm Cahen.

M. Marc Spautz (CSV) | Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och de Benevolat stäerken. Ouni Benevolat kéint Lëtzebuerg net esou fonctionéieren, wéi et dat haut mécht. A mir mussen och am Benevolat den No-wuess ofsécheren. Dofir begrësse mer, dass am Regierungsaccord ausdrécklech de Benevolat en neie Statut soll kréien. An do geet et zentral ëm d'Assurance accident. Eng grouss Fro, déi sech ëmmer gestallt gëtt am Benevolat: Wat geschitt, wann een en Accident huet? Dofir ass dat e wichtige Punkt, fir ze soen, dass do eppes kéint bei der Assurance accident, an dat mussen mer begrëssen. An dat selwecht gëllt, fir déi Leit weiderhin ze ënnerstëtzen an och weiderhin op d'Wichtigkeet vum Benevolat hinzewiesen.

Ech wëll just drun erënneren, an et si jo och vill Kollegen hei, déi dat nach aus hirem fréiere Liewe kennen: Eng Zäitchen hate mer e Pompjeswiesen, dat exklusiv op de Benevolat opgebaut war! Dat ass déizäit tipp-toppgaangen. Mee d'Entwécklung vun der Zäit huet et mat sech bruecht, dass et eng Professionaliséierung huet misse ginn. Mee wa mer déi Benevoller an der Zäit virdrun net gehat hätten – an och elo sinn nach e groussen Deel vu Benevollen do aktiv –, dann hätte mer dee Secteur an dee System, dee mer awer brauche fir eis Sécherheet, ni kënnen oprechterhalen.

Dat selwecht ass am Veräinsliewen. Wa mer am Veräinsliewe keng Benevoller méi hunn, da kréie mer Schwierigkeeten, wat net gutt ass fir eis Gesellschaft. An dofir ass et wichtig, och de Stelwäert vum Benevolat grousszeschreiwen.

Lëtzebuerg stäerken heescht fir eis awer och, d'Asylrecht fir d'Zukunft stäerken. Do brauch een eng Politick mat Härz a Verstand. An et ass och richtig, dass een heiansdo mat enger gutt gemengter Politick verschidde Resultater net erreicht, déi ee gären hätt. Et ass dofir fir eis dee richtige Wee, dass an der Asylpolitik net nëmmen ee Ministère gefuerdert ass, mee e puer Ministère gefuerdert sinn, fir déi Punkten ze errechen, fir dass mer eng Asylpolitik kënnen maachen, déi Lëtzebuerg würdeg ass. Asyl an och Immigration ass eppes, wat bluttnoutwendeg ass. Well ouni Immigration hätte mer et zu Lëtzebuerg net fäerdegbruecht, do ze stoen, wou mer haut stinn. A mir sollen dat ni vergiessen! An och am Asyl mussen mer eis Prozedur ginn, fir Leit net jorelaang an der Ongewëssheet ze loosse, mee fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, séier ze wëssen: Wou geet et hin? Kann ech bleiwen? Kann ech net bleiwen? An och do d'Prozeduren änneren.

Lëtzebuerg soll e Pays d'accueil bleiwen. Lëtzebuerg muss kuerz Prozeduren hunn. Et ka keen Automatismus einfach kommen. Den ONA muss ugepasst ginn. Mir mussen Procédure-acceléréeën aféieren. Mir brauchen e Plan pluriannuel, fir Structures d'hébergement ze maache fir déi Leit, déi kommen. Mir mussen eng gerecht Verdeelung vun den DPIen hei duerch d'ganz Land fäerdegbréngen. Mir mussen e Renforcement maache vun der Employabilitéit, well mer jo Secteuren hunn, wou mer Schwierigkeeten hunn, déi och schon definéiert gi waren a wou Leit bluttnoutwendeg gebraucht ginn, fir dass déi Leit, déi an d'Land kommen, dann och kënnen op de Marché de l'emploi kommen.

Mir brauchen eng Maison de retour. Mir brauchen och Diskussiounen – an dat ka Lëtzebuerg net aleng léisen – op europäeschem Niveau, dass mer d'Migration an Europa zesumme mussen ugoen. Mir hu keng Baussegrenz als Lëtzebuerg. An awer ass et wichtig, dass do eng Reform kéint vun Dublin, vum Dubliner Prozess. An dofir ass et och wichtig, dass hei zu Lëtzebuerg Prioritéit gesat ginn, mee och, dass op europäeschem Niveau déi Akzenter gesat sinn, déi bluttnoutwendeg sinn.

A mer schwätzen ëmmer erëm vun de Problemer, déi mer hunn, fir se ënnerzebréngen. Och do kommen ech nach eng Kéier op de Problem zréck, dass d'Hallschent vun deene Leit, déi de Moment a Strukture sinn, déi virgisiert ware fir DPIen, BPIen sinn, déi do dra setzen, well se net erauskommen. Och do mussen mer Akzenter setzen, fir dass et méiglech ass, déi Leit op den normale Marché ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, eis Kafkraaft fir d'Zukunft stäerken. An dofir wëlle mer ausdrécklech begrëssen, dass d'Regierung d'Berengung vun der Steiertabell op den 1. Januar vu véier Indextranchen decidéiert huet, déi elo op den 1. Januar soll kommen. Ech hu mat menge bescheidene Mëttele probéiert, Pi mol Daum auszerechnen, wat dat géif vun Entlaaschtung bréngen. Ech hu mech do baséiert op den Avis vun der Chambre des Salariés zum leschten Tripartitt-Accord. Dat gëtt no menger Berechnung – mee de Finanzminister wäert eis déi richtig Zuele sécherlech och bréngen –, 51 Euro, wann Der e Brutto hutt vun 3.000 Euro. Dat geet dann erop bis op 95 Euro, wou direkt Entlaaschtungen wäerte kommen ab dem 1. Januar.

An dann ass jo eréischt déi hallef Steiertabell berengt ginn. An de Minister, de Premierminister, huet

jo och gëschter a senger Ried ënnerstrach, dass elo déi véier éischt kommen, mee dass och duerno nach zolidd Ännerungen am Steiersystem wäerte kommen, an dass een och reegelméisseg kuckt, fir déi aner Retarde vun der Upassung nozehuelen, An et ass gläichzäiteg esou, dass fir 2026 och soll e Projet um Dësch leien, woumadder de Problem vun de Steierklassen, déi mer bis elo hunn, dann och do an Ugrëff geholl gëtt.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Merci, Här Baum.

Gëschter, oder net gëschter, mee et ass ëmmer erëm ënnerstrach ginn, dass Steuerpolitik och Sozialpolitik ass, an dat do ass ee vun de Beweiser dovunner. Fir eis ass et ganz kloer, dass et och do un eis als Chamber ass matzeschaffen. An de Finanzminister, deen huet jo eng Deadline gesat kritt vum Premierminister, bis weini dat muss fäerdeg sinn. An och mir an der Chamber an an deene jeeweilige Kommissiounen mussen proaktiv mat-schaffen, fir dass déi Deadline och kann agehale ginn. Dat si mir alle 60 heibannen de Leit schëlleg – well mer am Walkampf alleguer gesot hunn, mir géifen déi steierlech Diskussioun vum 1a a vun deene jeeweilige Steierklassen an Ugrëff huelen –, dass mer dat dann och maachen an dass bis 2026 dann dee Problem, ech wëll net soen, definitiv geléist ass, mee dass do nei Adaptatiounen komm sinn, an dat am Interêt vun deene Leit, déi dovou betraff sinn.

Et sinn och nach aner steierlech Incentivé méiglech, et sinn der jo schon do, et wäerten och sécherlech nach aner Saache kommen. An als Gewerkschaftler, wësst Der, dreemen ech nach ëmmer vu Verméigensbildung fir déi schaffend Leit, dass Méiglechkeete kënnen geschafe ginn, op verschidde Punkten, dass dat och kann erreicht ginn. Well Loun a Gehalt ass dat eent, mee et muss een och de Leit d'Méiglechkeet ginn, Verméigen opzebauen, fir Reserven ze hunn, fir net andauernd mussen Prête léinen ze goen, wann iergendeppes doheem geschitt ass. Dat ass nämlech e Bestanddeel vun enger sozialer Maartwirtschaft an dat ass och e Garant fir soziale Friden, an domadder kënnen mer och vläicht verhéieren, wat an anere Länner geschitt, wou reegelméisseg Leit op der Strooss sinn, well se déi Méiglechkeeten net hunn.

An dann, ganz wichtig: den Index! An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass et ganz gutt ass, dass d'Koalition ganz kloer gesot huet, dass si hantert dem aktuelle Modell vum Index steet, dass deen Index och wäert bestoe bleiwen an dass just gesot ginn ass, dass, wa méi wéi eng Indextranche kéint, dass dann d'Sozialpartneren sech an der Tripartitt zesummenfannen, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen. Ech mengen, dass dat e kloere Message ass fir eisen Indexsystem. An et war jo mol schon esou, dass dann temporär aner Léisunge hu misse fonnt ginn. Mee dat muss een am Sozialdialog maache mat de Gewerkschaften. Och dat féint ausdrécklech eis Zoustëmmung.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg stäerken heescht och eis Familljen an eis Kanner fir d'Zukunft stäerken. „D'Kanner sinn eis Zukunft!“, heescht et ëmmer, an dat ass och richtig a gutt esou. Dofir ass Familljepolitik dëser Majoritéit och besonnesch wichtig. A wann Dir, an ech gi jo dervunner aus, dass Dir dat allegueren gemaach hutt, déi Säiten allegueren gelies hutt, hutt Dir festgestallt, dass d'Familljepolitik eent vun de gréisste Kapiteln am Koalitionsaccord ass. An och dat muss een net an engem Term vu Schwarz-Wäiss-Molerei kucken, mee dat gëtt e faarwegt Bild vun der Politik, a jiddwede soll säi Liewe kënnen esou organiséieren an esou féieren, wéi en et wëllt. Et ass net um Staat, de Leit virzeschreiwen, wéi si solle liewen.

Dofir ass et gutt, an et geet och iwwregens ëm de Subsidiaritätsprinzip, dass mer hei schwätze vu Subsidiaritéit a Solidaritéit an dass et do wichteg ass, dass d'Kand am Méttelpunkt steet. Dofir kënnt eng Verlängerung vum Congé parental an eng Flexibiliséierung vum Congé de maternité. An eppes, wat mir ganz gutt gefällt, ass d'Verlängerung vun de Babyjore vun zwee op dräi Joer, well et wichteg ass, dass bei de Babyjoren eppes geschitt. An och eng Upassung vum Kannergeld gëtt ausdrécklech begréisst, well mir sinn eis jo och bewosst, deemno wéivill Kanner der hutt, dass et wichteg ass, dass mer déi Familljen ënnerstëtzen, well d'Kanner vun haut sinn och d'Beitragszahler vu muer, a wa mer schwätze vun enger Ëmwälzung am System, ass et och wichteg, dass mer déi Leit vun Ufank un ënnerstëtzen.

A wa mer vu Kanner schwätzen a vu Familljen, da schwätze mer net nëmme vun der Famill u sech, mee mir schwätzen och vun de Schoulen. Well och d'Schoulen hunn en enormen Afloss op d'Familljen, op d'Kanner, an et ass do, wou och d'Basis geluecht gëtt fir de Kanner hir Entwécklung an der Zukunft. Do ass et och wichteg, dass mer d'Qualitéit an der Kannerbetreiung verbesseren, héichhalen, dass mer de Betreuungsschlüssel iwwerschaffen, a meng Virgängerin als Fraktionschef, d'Martine Hansen, huet dat och ëmmer ënnerstrach, an et louch hir besonnesch um Häerz, dass mir do de Betreuungsschlüssel änneren.

Mir ënnerstëtzen och déi Elteren, déi soen: „Mir bleiwe gär nach méi laang doheem bei de Kanner, bis se an d'Grondschoul ginn.“ Dofir kënnt dat mat de Babyjoren an der Schoulpolitik. Ech wëll net grad soen, „Schoulpolitik ass Sozialpolitik!“, mee et ass och deelweis Sozialpolitik, well et ass do, wou de sozialen Ëmgang geschitt. D'Basis mussen zwar d'Eltere leeën. Et ass net un der Schoul, fir hinnen déi sozial Krittäre bäizebréngen. Mee do entsteet e soziaalt Liewen, well do sëtze Leit zesumme vun alle Bevëlkerungsschichten, vun alle Lounkategorien, an d'Kanner erfueren do déi Basis, déi wichteg ass, fir duerno an enger sozialer Gesellschaft wéi hei zu Lëtzebuerg kënnen ze bestoen. An dofir ass et wichteg, dass een an der Schoul déi Akzenter setzt, an och an der Kannerbetreiung, déi elo noutwendeg sinn, well mir mussen eis Kanner virbereeden op d'Zukunft.

Mir mussen eis Kanner ausstatten mat Kompetenze fir d'21. Joerhonnert, well mer och keng Betriber méi hu wéi an der Zäit, déi Plaz hate fir jiddwereen, fir déi mat den zwou lénken Hänn bis zu deene ganz Intelligenten. Esou Betriber gëtt et net méi. Mee mir mussen de Kanner dee Baggage matginn, dass se sech herno am Berufsliewe kënnen duerchsetzen an dass se och eng Méiglechkeet hunn, am Berufsliewe kënnen ze bestoen. All déi Basisfaktoren ginn an der Famill an an der Schoul geluecht, an dofir ass et wichteg, dass mer do déi néideg Adaptatiounen maachen. Et ass och gutt, dass de Secondaire soll moderniséiert ginn an zukunftsfit gemaach ginn.

An dann – an den Här Meisch weess elo direkt, mat wat ech kommen, an d'Madamm Hansen och – ass do deen anere Volet vun der Educationspolitik, dat ass d'Berufsausbildung. D'Berufsausbildung: Déi meescht – déi nei Kollegee männer wéi déi méi stänneg Kollegen, déi schonn e bësse méi laang heibanne sinn –, déi wëssen, dass d'Berufsausbildung a virun allem d'Handwerk fir mech e ganz grouse Stellewäert huet. An der leschter Legislaturperiod souze mer nach zu véier, déi aus dem Handwerkssektor komm sinn, hei an der Chamber. Elo sinn ech mam Här Engelen eleng. All déi aner Kollegee sinn net méi hei. Dat war nach de Carlo Weber an dat war nach den Aly Kaes. Déi sinn net méi an der Chamber vertrauten. An ech kann Iech soen, dass d'Handwerk awer wichteg ass

fir Lëtzebuerg. An Dir wësst et alleguer, well wann op eemol doheem eppes net méi geet, da sidd Dir frou, wann en Handwerker do ass, deen Iech dat flécke kënnt.

An dofir ass et wichteg, dass mer och en attraktiven Handwerkssektor behalen, dass mer et fäerdegbréngen, Handwerker ausbilden an och Handwerker am Handwerk ze behalen. Och dat ass e ganz wichteg Punkt. A mir mussen dofir d'Handwerk opwäerten. Well d'Handwerk ass och hei zu Lëtzebuerg, wann een dat ekonomesch kuckt, dee gréisste Wirtschaftszweig.

Mee déi Betriber – an dat weess esouwuel den Educationminister wéi och de Méttelstands- an haitege Wirtschaftsminister – kloen, dass se kee Personal méi fanne fir an deene Beruffer. Dofir ass et wichteg, dass mer dem Handwerk en anere Stellewäert ginn an dass mer och an der Berufsausbildung Akzenter setzen, fir dass mer rëm méi Leit fannen, déi bereet sinn, e Beruff ze erliewen, well dat ass wichteg. Mir sollen do och Allianze maachen zesumme mam Secondaire classique, wat alles vu Méiglechkeete besteet, fir och do d'Handwerk méi ze fërderen, wat och an anere Länner scho besteet. Dat ass wichteg, dat ass noutwendeg! An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Wa mer keng Handwerker méi an der Gesellschaft hunn, da wäert eis Gesellschaft vill méi aarm sinn an da wäerte mer dee Fortschritt net kënnen erliewen, dee mer jo alleguer wëllen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, Mënsche mat Behënnerung stäerken. An do ass et wichteg, dass mer de Statut vum Salaré handicapé iwwerschaffen, dass mer et fäerdegbréngen, d'Inklusioun um Aarbechtsmaart an Ugrëff ze huelen, an dass et och Méiglechkeete fir déi Leit gëtt, net nëmme an den Atelier-protégéen, mee dass mer erëm méi vun de Leit mat Behënnerung op dem legalen Aarbechtsmaart kënnen an d'Aarbechtswiese bréngen. Mir mussen eng Barriärfreiheet schafe fir d'Gesellschaft. Mir mussen awer och d'Barriären a verschidde Käpp ofschafen, wat de Stand an de Statut vum den Handicapéierten ubelaangt. Mir mussen d'Transportservicer Adapto a Mobibus iwwerschaffen, fir déi och méi no hire Besoine kënnen opstellen.

An e leschte Punkt, an dat war kuerz virun de Walen nach eng Kéier grouss am Méttelpunkt: Mir mussen och de Problem vun de Pensiounen vun deene Leit léisen, déi, ier de Statut geschafe ginn ass vum Travailleur handicapé, ëmmer déizäit mam RMG oder mat der Primm fir Travailleurs handicapés geschafft hunn a wou ni an d'Sécurité sociale abezuelt gouf. An do sinn awer elo Leit, déi voll Karriären hunn, soudass mer et do mussen fäerdegbréngen, dee Problem an Ugrëff ze huelen, fir dass mer och deene Leit déi Rechter ginn, déi se zegutt hunn. An mer mussen déi Adaptatioun am Code de la sécurité sociale maachen, fir dass déi Leit och bei der Pensiounskeess hir Berücksichtigung fannen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir mussen och eppes maache bei de Wunnengen, beim Wunraum. Et ass ee vun eise gréisste Problemer – ech hat et scho bei der Aarmut gesot, ech kommen nach eng Kéier drop zrëck. D'Offer vun de Wunnengen muss eropgesat ginn. A mir dierfen net vergiessen, dass och eise Bau u sech de Moment a Schwieregkeeten ass. Do si schonn Efforte gemaach ginn. Et si scho verschidden Iddie beschwat ginn. Mee et ass elo ganz wichteg, dass ganz schnell, esou wéi de Premier et ugekënnegt huet, eng Ronn stattfënn mam Staat, mat de Gemengen, mam Handwerk, fir ze kucken, wat mer kënnen maachen, fir dat alles méi ze fërderen, fir dass mer méi Wunnengen op de Marché kréien. A wann ech soen,

Reunioun mat Staat, Gemengen an Handwerk, dierf een do natierlech och d'Sozialpartner net vergiessen.

Mir mussen de Prozedurendschungel duerchschaafen, fir dass et méiglech ass, méi séier kënnen ze agéieren, a fir méi séier kënnen ze reagéieren – net nëmme agéieren, mee och reagéieren. A verschidde Prozeduren, déi komplizéiert sinn, vläicht vereinfachen an och no de soziale Krittäre kucken, wat mer deene Leit kënnen ubidden a wat net. Well den Aspekt Logement, wa mer dee Problem net an de Grëff kréien, da gëtt et schwier. Net an de Grëff kréien, dat ass eng Saach, mee mer mussen dee verbessert kréien, soss ginn d'sozial Problemer och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss. An dofir mussen mer do eppes maachen.

A wann ech dat soe vum Logement, dann ass et d'selwecht mat de Prëten. An ech begrëssen och gären ausdrécklech dat, wat de Premierminister gesot huet, dass een do och muss mat de Banke schwätzen. Well jiddwereen vum Iech heibannen huet op d'mannst ee während der Walcampagne gehat, dee gesot huet: „Et ass jo elo net nëmme de Prêt u sech, mee et ass och nach den Iwwergangsprêt, well ech elo vun engem Appartement an en Haus gewieselt sinn, wou ech vun den Zënse erdréckt ginn!“ Do mussen mer och un d'sozial Verantwortung vun de Banken appelléieren. An dofir begrësse mer och ausdrécklech, dass de Premier gesot huet, et misst ee sech mat de Finanzetablissementer zesummesetzen, fir do Léisungen ze fannen, fir dass et do méi Flexibilitéit gëtt.

Wann s de zweielef Méint laang gesot kriss: „Elo kuck, dass de an zweielef Méint derduerch bass!“, an et weess een, wat duerno am Bau an um Marché geschitt ass, dann ass ee sech bewosst, dass dat net vun haut op muer gekläert gëtt. Mee do missten d'Banke méi flexibel sinn. Dat ass op alle Fall meng Vue, an dat soen ech och en nom personnel. D'Banke waren och frou, wéi deemools d'Decisioun gefall ass, fir si ze retten. Da solle si och elo de Leit hëllefen, fir dass d'Leit kënnen gerett ginn. Och do muss eppes geschéien, fir dass mer dee Problem do an de Grëff kréien.

(Interruption par M. François Bausch)

Hutt Dir dat net verstanen, Här Bausch?

M. François Bausch (déi gréng) | Deen do Saz, dee leschte Saz.

M. Marc Spautz (CSV) | Dee leschte Saz?

M. Sven Clement (Piraten) | Dat do ass de Prinzip Hoffnung.

M. Marc Spautz (CSV) | Ma dass och d'Banken do mussen méi flexibel sinn, fir de Leit net ze soen no zweielef Méint: „Elo dréie mer d'Schrauf zou!“ Mee dass dat och e bëssle muss verlängert ginn, dass een do kann driwwer diskutéieren an dass net einfach gesot gëtt no zweielef Méint Iwwergangskredit, et wier vun haut op muer Schluss. Dat ass net de richtege Wee. Dat muss anescht gestaffelt ginn. An ech ginn dervun aus, dass de Finanzminister an och de Premierminister mat de Banken zesummen déi Diskussiounen wäerte féieren, déi do noutwendeg sinn.

M. Sven Clement (Piraten) | Et wär gutt, wann eis staatlech Bank dat géif maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här Präsident.

Dann ass et och wichteg, dass mer Mesüre maache fir jonk Leit, Éischteefer, fir dass déi och aner Hëllef kréien, well et ass wichteg, dass déi Leit och d'Basis geschafe kréien, fir sech kënnen en Haus ze bauen.

En anere Punkt, deen ausser dem Logement och ganz wichteg ass, ass den Ëmweltberäich. Et ass wichteg,

dass den Ëmweltschutz eng Prioritéit ass fir dës Regierung. Et ass och wichteg, dass mer d'EU-Direktiven am Ëmweltschutz anhalen an och proaktiv ëmsetzen. Mir brauchen e Buedeschutzgesetz, de Waasserschutz duerch Renaturéierung muss ënnerstëtzt ginn, an et ass och wichteg, dass mer an d'erneierbar Energien investéieren an do och weiderfueren an dass de Waasserstoff a Fernwärmereseauen domat ënnerstëtzt ginn. Och dat huet eng Entwécklung, dass, wann een e Logement baut, direkt Fernwärmenetzer do mat erageholl ginn.

A wann ech vun Ëmwelt schwätzen, ass et och net wäit bis bei d'Landwirtschaft. An ech mengen, och an der Landwirtschaft ass et wichteg, dass d'Schlüsselroll, déi d'Landwirtschaft spillt an der Gesellschaft, och ëmmer erëm erwänt gëtt, an dass och gewosst ass, dass, wa mer keng Landwirtschaft hunn, et och Schwierigkeete gëtt, well d'Essen an d'Dränke kommen aus der Landwirtschaft. A wann ech vu Landwirtschaft schwätzen, da wëll ech de Wäibau do mat erwänen. A mat den Hëllef, mat deenen mer déi Betriber, déi Mëlch a Fleesch hierstellen, ënnerstëtzen, muss et och an deene Produktzweiger fir si méiglech sinn, déi technesch Entwécklung, déi et do och gëtt, kënne fortsetzen. An och den Ëmweltpakt vun hirer Produktioun ass wichteg, do muss een déi gemeinsam Ëmweltziler zwëschen Landwirtschaft an Ennvironnement festsetzen. Mir brauchen eng gutt Landwirtschaft. Mee mir brauchen och e gudden Ëmweltschutz. An do muss gemeinsam gekuckt ginn, dat ze maachen.

Mir müssen och diversifizéieren. Wann et fréier virun allem Mëlch a Fleesch war, wat an der Landwirtschaft am Mëttelpunkt stoung, esou däerfe mer net vergiesen, dass mer och Geméis an Uebst hunn, an, wat vill Leit net esou an de Mëttelpunkt gestallt hunn, och d'Energiepolitik, déi ka gemaach ginn, déi kann aus der Landwirtschaft kommen, well mer och d'Moyene vun enger Energieproduktioun an der Landwirtschaft hunn. Och do muss alles, wat d'Investitiounen an d'Geneemegungen ubelaangt, vereinfacht ginn, fir dass mer et fäerdegbréngen, de regionale Liewensmëttelmarché an och déi regional Produktiounen oprechtzeerhalen. An do ass et wichteg, den Dialog mat deene Leit aus der Agrarpolitik ze sichen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, heescht och, eis Mobilitéit fir d'Zukunft stäerken.

Haut de Moie waren e puer Kollege vun heibannen, déi hu mer op eemol geschriwwen: „Ech weess net, ob ech et fir 9.00 Auer packen, ech stinn hei am Stau, oder ech stinn do am Stau.“ Dofir ass et och wichteg, dass mer do Saachen an Ugrëff huelen.

Den ëffentlechen Transport ass déi lescht Joren ausgebaut ginn, en ass méi modern ginn. Mir müssen awer nach e bëssen un der Fiabilitéit schaffen, well haut de Moie waren och erëm eng Kéier zwou Linne vum Zuch, déi ënnerbrach waren, wou et net gaangen ass. Mee mer müssen do d'Investissementer op engem héijem Niveau halen. Et ass wichteg, dass am ëffentlechen Transport – virun allem den Tram – d'Reseue méi grouss gemaach ginn.

Et ass wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, déi Contournementen, déi scho säit joerzéngten diskutéiert ginn, och elo an Ugrëff ze huelen. Well och wa mer heibannen d'Gesetz bis gestëmmt hunn, dann ass de Contournement nach net gemaach. Do si Leit heibannen, déi wëssen dat besser wéi ech: Wa mer d'Gesetz gestëmmt hunn, bis de Contournement da fäerdeg ass, vergeet och nach eng gewëssen Zäit. Mee et ass wichteg, dass déi Contournementen elo endlech kommen, well an enger Rei Stied an och Dierfer muss mer et fäerdegbréngen, dass manner Verkéier derduerch

geet, mee dass dee laanscht geet. Mir däerfen net d'Stroossebaue verdäiwelen! Heiansdo hunn ech d'Ge-fill, dass verschidde Leit dat verdäiwelen. Mee mir müssen déi Stroosse bauen, déi noutwendeg sinn.

Mir müssen och ëmmer drun denken, dass Leit, déi am Schichtbetrib sinn, a virun allem déi, déi am ländleche Raum sinn, méi Schwierigkeeten hunn, fir do op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen, an dass een dofir och nach ëmmer Stroosse brauch. An dofir ass et awer wichteg, dass mer d'Investissementer souwuel an den Travaux publics wéi och am Eisebunnsreseau héich halen an dass mer och do d'Prozeduren, wou mer heiansdo eis selwer am Wee stinn, och kënne vereinfachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken heescht och, eis Demokratie stäerken.

De Président-doyen, dee mer déi éischt véier bis sechs Wochen hei haten, an och de Chamberpräsident, de Claude Wiseler, hunn an hire jeeweilige Rieden allkéiers drop higewisen, wéi wichteg et ass, dass mer hei am Haus e konstruktiven a sachlechen Dialog féieren, an dass et och wichteg ass, dass mer als Chamber konstruktiv u Problemer eruginn.

Ech wëll dofir och profitéieren, fir dem Alterspräsident nach eng Kéier Merci ze soe fir déi véier Wochen, wou en um éischte Stull souz, an Iech, Här President, och ze felicitéieren fir Är nei Aufgab, déi Der heibannen hutt, an och ausdrécklech deenen zwee Hären ze felicitéieren fir déi Rieden, déi se gehal hunn iwwert de Stellwäert vun der Chamber an de Stellwäert vun der Demokratie.

Ech wëll an dat Ganzt dofir awer och d'Chamberpersonal mat abannen, well wa mer d'Chamberpersonal net hätten, de Backoffice vun heibannen, dann hätte mer alleguete Schwierigkeeten, an da wier et och schwierig, déi Politik kënnen ëmsetzen, déi an der Chamber ëmgesat gëtt, well de Personalbestand vun der Chamber an de Personalbestand vun der Regierung, dat ass e ganz, ganz, ganz groussen Ënnerschied. An dofir och dem Personal e ganz grouse Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Mir sinn hei d'Haus vun der Demokratie. An ech wëll do ënnersträichen – an dat huet de fréiere Chamberspräsident och ëmmer gesot –: Et ass d'Haus vun alle Leit, d'Chamber, an do geet et och heiansdo ganz haart zur Saach! Ech mengen, dat ass och gutt esou. Dat gehéiert zu enger Demokratie. Mee ech géif awer en Appell maachen, dass et do och soll si wéi am Fussball: Et soll een de Ball spillen an net de Mann oder d'Fra! Well et ass wichteg, dass mer sachlech mateneen ëmginn. Wann dat emol heiansdo emotional ausaart, ass dann de Président dofir do, fir een zur Uerdnung ze ruffen. Mee et ass awer och wichteg, dass mer mënschlech mateneen ëmginn.

Ech hunn emol fréier Äishockey gespillt. En Check war erlaabt, mee e Bodycheck, da bass de op d'Bänk gaangen. An ech mengen, dass dat och heiansdo mol kann ausaarten, an dat ass net gutt. An ech hoffen, dass mer et all zesumme fäerdegbréngen, an engem haarden, awer faire Kader, wou et ëm d'Saach geet an net ëm de Mann, mateneen ëmzegoen.

Et geet drëm, Lëtzebuerg ze stäerken, dat heescht, zu gudder Lescht och d'Chamber an d'Demokratie ze stäerken. An et ass och wichteg, eis Aufgab als Deputéiert escht ze huelen. An dat géllt grad och fir d'Majoritéit. An et ass och wichteg, an der Majoritéit mat der Oppositoun sachlech ëmzegoen, an och konstruktiv-kritesch mateneen ëmzegoen.

Et ass och ënnerstrach gi vun deene verschiddenen neie Fraktiounsprésidente vu verschiddenen Oppositiousparteien, dass se dat wëlle maachen, sachlech-kritesch. Ech mengen, dat gehéiert derzou, an et ass och wichteg, dass mer dat sachlech maachen an dass och Kritik muss erlaabt sinn, och wa se engem net ëmmer gefält. Mee och dat gehéiert zum demokratesche Spill.

Ech mengen, dass et wichteg ass, als ganz Chamber d'Regierung ze kontrolléieren. Et ass net d'Aufgab vun der Oppositoun, d'Regierung ze kontrolléieren, mee et ass d'Aufgab vun der Chamber, d'Regierung ze kontrolléieren. An dofir ass dat eng Aufgab, déi mer alle 60 heibannen hunn. An net elo einfach soen: Dat eent ass vun der Oppositoun, an dat anert sinn déi vun der Majoritéit. Ech mengen, dat ass wichteg.

An dofir huet och gëschter de Premierminister gesot, d'Schwéierpunkte soll een diskutéieren. An d'Regierung wäert eis dat och weisen, wann elo all d'Ministernen an d'Fachkommissiounen kommen, wou dann all d'Deputéiert vu Majoritéit an Oppositoun d'Méiglechkeet hunn, déi Froen ze stellen, déi si interesséieren.

Gëschter Owend ass schonn an der Press – oder ech hunn et haut de Moien an der Press gelies – Kritik un der Regierungserklärung vum Premier gemaach ginn. Ech mengen, mir liewen de Moment a rauwen Zäiten. Et sinn och schonn Äusserunge gemaach ginn, hei géif elo eng schlecht Zensur ausgestallt ginn. Et sinn och Äusserunge gemaach ginn, dat hei wier e Feelstart.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech mengen, mir wëssen, wat de Programm ass, deen d'Regierung virgeluecht huet, a mir solle se duerno bewäerten op dat, wat geschitt ass an op dat, wat wäert geschéien. Dofir si mer jo hei an der Chamber, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Bei der Regierungserklärung huet de Premierminister ënnerstrach, dass e sech do aner Weeër wéi dat, wat mer bis elo gemaach hunn, ka virstellen. Ech mengen, fir eis ass et wichteg, dass de Kapitän u Bord ass, dass d'Regierung amgang ass, aus dem Hafen erauszefueren, an et ass wichteg, dass d'Chamber och mat agebonnen ass. An et ass un eis, all zesummen un engem Strang ze zéien, well mir hu jo alleguerten awer een Zil – an dat, soen ech, géllt souwuel fir d'Oppositoun wéi fir d'Majoritéit –: fir Lëtzebuerg no vir ze bréngen. D'Iddien, d'Weeër, wéi mer dohinner wëlle kommen, si vläicht anerer, mee och dofir soll ee richteg a fair mateneen ëmgoen.

Kolleginnen a Kollegen, d'Leit stärke fir d'Zukunft, dat muss eis alleguerten en Uleies sinn. An ech sinn der Meinung, dass et sozial a wirtschaftlech effikass ass, wa mer hei un eng Zukunftspolitik denken. A mir sollen der Regierung an deene jeeweilige Ministeren och elo d'Chance loossen, dee Regierungsprogramm, deen elo virgestallt ginn ass, a Musek ëmsetzen. An dann och mat hinnen zesummen alles dat ugoen, wat wichteg ass fir e gestärkent Lëtzebuerg. A wa mer eis och net ëmmer eens ginn, dat awer an engem fairen a sachlechen Dialog maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, nach eng Kéier, ech ënnersträichen: D'CSV ënnerstëtzt dës Regierungserklärung an déi Regierungsekip, déi do ass! An et ass eis eng Freed, déi nächst fënnf Joer déi Saachen am Interêt vu Lëtzebuerg a vum Lëtzebuerger Land unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President.

Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären aus der neier Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Vertrauensvott vun de Mëtteg wäert en neit Kapitel hei am Land opgeschloe ginn.

Dësen Exercice ass e Moment vu Spannung, awer och e Moment vu groussen Erwaardungen. E Moment vu Spannung, well déi politesch Weichen nei gestallt ginn an d'Land gewuer gëtt, wou d'Rees déi nächst fënnf Joer higeet. E Moment vun Erwaardungen, well d'Bierger an d'Biergerinne sech aus dem Koalitionsprogramm Äntwerten op hir Besoinen an op hir Suergen erwaarden.

Si erwaarde sech Äntwerten op d'Inflatiounskris. Si erwaarde sech Äntwerten am Kampf géint de Klimawandel. Si erwaarde sech Äntwerten op d'Wunnengsbaukris. A si erwaarde sech Äntwerten, wat d'Bekämpfung vun der Aarmut ugeet. Si erwaarde sech Léisungen, fir hir Kafkraaft ze stäerken. A si wëlle wëssen, wéi d'Regierung déi digital an déi energeetesche Transition begleet a sécherstellt, dass jiddweree mat op dee Wee geholl gëtt.

Wéi kann hir Work-Life-Balance weider verbessert ginn? Wéi steet et ëm gerecht Zukunftschancë fir all Kand? A wéi soll de Secteur vum Bau nees ugekuembelt ginn, fir dass jiddwereen zu Lëtzebuerg sech erëm en Daach iwwert dem Kapp kann erméiglechen?

Här President, wann ech soen, d'Erausforderungen, déi wäer grouss, da wëllt dat net heeschen, dass an deene leschte Joren net ganz, ganz vill geschafft gi wär. Au contraire. Als DP si mir hougereg op dat, wat déi lescht Zéng Joer gelescht gouf. An den Här Frieden, an ech soen ëm Merci dofir, huet dat gëschter och a senger Ried honoréiert.

De Bilan vun zéng Joer Blo-Rout-Gréng, mat engem Premier Xavier Bettel un der Spëtzt, ka sech weise loosson. Zesumme mat eise fréiere Koalitionspartner, der LSAP an deene Gréngen, hu mir viles am Land ugepak, viles ëmgesat an awer och vill Weiche fir d'Zukunft gestallt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An ech wëll de Kolleeg vun der LSAP an de Kolleeg vun deene Gréngen a mengem perséinlechen Numm, awer och am Numm vu menger Fraktioun, en opriichtege Merci soe fir déi exzellente Zesummenaarbecht, déi mer an de leschten Zéng Joer zesummen haten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Och wann d'Rollen ...

Une voix | De Merci geet zréck.

M. Gilles Baum (DP) | ... haut anescht verdeelt sinn, sinn ech mer sécher, dass mir ënnert de Regierungsparteien, awer och mat den Oppositionsparteien konstruktiv an op Aenhéicht kënnen zesummeschaffen. D'DP wäert eng konstruktiv Kritik vusaite vun den Oppositionsbänken eescht huelen.

Merci soen ech awer och eisem neie Partner an der Regierung, der CSV. Ech war an Aarbechtsgruppe mat derbäi an ech hu gemierkt, dass et wierklech ëm d'Saach geet, dass et ëm d'Zukunft vum Land geet.

Mir hunn eis mat dem néidege Respekt begéint an d'Iddien aus eise Walprogrammer nientenees geluecht. An ech hu mer soe gelooss, an der Pleniäre wär dat d'selwecht gewiescht. Et gouf a ville Beräicher grouss Schnëttmengen, an esou hu mer et dann och fäerdegbruecht, an awer relativ kuerz Zäit, an engem knappe Mount, e Koalitionsprogramm kënnen op den Dësch ze leeën.

Mat der Presentatioun vum Regierungssaccord ass och déi lescht Etapp vun engem dach awer laangen an ustrengende Superwaljoer ofgeschloss.

D'Demokratesch Partei huet an der Campagne ëmmer u sech gegleeft, och wann d'Sondag kuerz virun de Wale nach ganz anescht waren. Mir ware vun eise Programm iwwerzeegt a mir woussten och, dass déi 60 Kandidaten, déi mat an d'Landeswale gaange sinn, 100 % do hannendru géife stoen, a last but not least, dass mir mam Xavier Bettel de beschte Spëtzekandidat fir dëst Land hätten, well méi no bei dir wéi de Xavier Bettel, dat geet net.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass wouer!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Bal esou wéi Dir, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ze no.

M. Gilles Baum (DP) | Ze no? Ze no bei de Leit kënt Dir net sinn! D'Leit hunn dat Engagement unerkannt an d'DP gestärkt. D'Demokratesch Partei huet déi lescht Chamberwale gewonnen. Mir hunn an alle Bezierker zougeluecht an zwee Mandater bäikritt. An eise Spëtzekandidat Xavier Bettel krut uechtert d'Land déi meeschte Stëmmen.

Dat Resultat ass eng Bestätegung vun der geleschter Aarbecht. Et ass awer och e kloren Optrag, fir weider Verantwortung fir dëst Land ze iwwerhuelen. A mir als Demokratesch Partei, an och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, mir wësse mat deem Vertrauen a mat där Responsabilitéit ëmzegoen a mir huelen dat ganz, ganz seriö.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Legislaturperiod war vu Krise markéiert. Mir hunn alles drugesat, fir d'Mënschen an d'Betriben esou gutt wéi méiglech duerch d'Krisen ze féieren a fir keen am Rees stoen ze loosson.

An Zäite vu Pandemie an duerno vun der Energiekris goufen historesch Mesüeren am Kader vun den Tripartitte geholl, fir zéngtausenden Aarbechtsplazen ofzesécheren an d'Kafkraaft vun de Leit oprechtzeerhalen. A mat deenen Hëllef a Milliardenhéicht hu mer derfir gesuergt, dass d'Leit net an d'Aarmut gerutscht sinn.

An Zäite vun héijen Zënse gouf d'Zënslaascht vun de Stéit erfrogedréckt, andeems den Abatement fir d'Ofsetzbare mat de Scholdzënse eropgesat gouf.

A Krisemomenter gouf eng Politik fir d'Mënsche gemaach. Jo, mir waren no bei de Leit a mir wäerten dat och an Zukunft sinn. An dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi net esou vill hunn. Dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi et am Liewen net esou einfach hunn.

Während der leschter Legislaturperiod huet d'DP mat hire Koalitionspartner wichteg Mesüeren ergraff, fir d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung hei am Land ze bekämpfen. De Mindestloun an de REVIS goufe reegelméisseg un d'Loun- an d'Präisentwécklung ugepasst, eng Energieprimm gouf agefouert an d'Allocation de vie chère gouf däitlech opgewäert.

Fir Mënsche mat besonnesch niddregem Akommes nach besser ze ënnerstëtzen, goufen zousätzlech d'Offices sociaux mat 50 % méi Personal opgestockt.

Mir si frou ze gesinn, a mir hunn et gëschter héieren a mir hunn et de Moien héieren, dass dës Koalitioun de Kampf géint d'Aarmut wäert konsequent weiderféieren. De Premier huet gëschter de Kampf géint d'Aarmut als eng Prioritéit vun dëser Regierung

bezeecht, an dat begrësse mir als Demokratesch Partei ausdrécklech.

Vill Proposen aus eise Walprogramm hunn dann och de Wee an de Regierungssaccord fonnt, wéi zum Beispill d'Aféierung vun den digitalen Offices sociaux. Dës nei Offer soll d'Leit nach besser iwwert déi verschidde sozial Hëllefleeschungen informéieren an esou och derzou bäidroen, datt d'Hëllef do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn.

Aktuell ass et leider nach vill ze oft de Fall, dass concernéiert Leit guer net wëssen, dass se Sozialhëllef kënnen an Usproch huelen. Ech denken do zum Beispill un d'Aide au loyer.

Mam nämmelechte Gedankegang wäert och d'Schafe vun engem Guichet social unique an d'A gefaasst ginn, fir déi administrativ Prozedur fir d'Leit ze vereinfachen an den Accès zu Informatiounen esou en Discours, esou Gedankegang ënnerzeubelen. Et gouf der neier Regierung eng Austeritéitspolitik virgeworf, obwuel de Regierungsprogramm mol nach guer net am Public war.

Och d'Inklusioun an d'Accessibilitéit bleiwe Prioritéiten vun dëser Regierung. Et fënt een am Programm eng Hellewull u konkrete Mesüeren a Projeten, fir eng nach méi inklusiv Gesellschaft ze féieren.

Här President, ech wëll ganz däitlech ënnersträichen, dass an dësem Land keng Sozialleeschunge gekierzt oder gestrich ginn. Vu verschidde Säite gouf scho versicht, den neie Koalitionären esou en Discours, esou Gedankegang ënnerzeubelen. Et gouf der neier Regierung eng Austeritéitspolitik virgeworf, obwuel de Regierungsprogramm mol nach guer net am Public war.

Ech wëll et hei kloer an däitlech soen, dass mat der DP esou eng Politik net wäert gemaach ginn. An ech erënneren och un dat ganz kloer Bekenntnis zum Index am Koalitionsaccord.

Dofir stoung mir an der Vergaangenheet, dofir sti mir haut an dofir wäerte mir och an Zukunft stoen. Mir dréien d'Rad vun der Lëtzeburger Geschicht a vun der Lëtzeburger Politik net zréck.

Här President, d'Stärke vun der Kafkraaft bis déif an d'Mittelschicht era war eng vun de Prioritéiten an eise Programm. An dat Walversprieche gëtt och elo ageléist.

Als DP-Fraktioun begrësse mer ausdrécklech déi vill Mesüeren, déi d'Mittelschicht kuerzfristeg entlaaschte wäerten. Dat war fir eis Partei an der Campagne eng absolut Prioritéit. Nieft dem Engagement vun der Regierung, fir déi kleng a méttel Akommes geziilt ze entlaaschten, wäert zousätzlech zu där Upassung vun der Steiertabell an Héicht vun 2,5 Indextranchen, déi an der Tripartitt beschloss gi war, nach eng Kéier annerhallef Indextranche dropkommen, also eng Upassung vu 4 Indextranchen op den 1. Januar vum nächste Joer. Dat heescht: däitlech méi Kafkraaft fir alleguer d'Leit hei zu Lëtzebuerg.

Besonnesch erfreet si mir, dass dës Regierung e kloren Engagement geholl huet, net nëmmen, fir kuerzfristeg Mesüeren ze huelen, mee och, fir eng wichteg Reform weiderzedreien, an zwar d'Individualiséierung vun de Steiere bei de Privatleit, eng weider DP-Prioritéit.

Firwat ass dat eis esou wichteg? Ma et ass einfach net méi richtig, dass d'Aart a Weis, wéi d'Leit zesummeliewen, ob se gepacst sinn, ob se bestuet sinn, ob se als Koppel zesummeliewen, ob se vläicht de Partner verluer hunn, soll driwwer entscheeden, wéi d'Leit besteiert ginn. Dat ass kee Steiermodell méi vum 21. Joerhonnert.

An déi grouss gesellschaftspolitesch Steierreform wäert dës Regierung ugoen an e konkrete Plang bis 2026 ëmsetze vun der Individualiséierung vun de

Privatleit. An ech soen der Regierung elo scho Merci dofir an ech soen och d'Ennerstützung vun der Demokratischer Partei zou.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'DP-Fraktioun ass sech bewusst, dass de Start an d'Berufsliewen, a soumat och en eegestännegt Liewen, finanziell net ëmmer einfach ass. Mir verstinn d'Suerge vun deene Jonken, déi sech d'Fro stellen, ob se sech iwwerhaupt nach e Liewen zu Lëtzebuerg kënnen leeschten, an dat, obwuel se eng gutt Ausbildung hunn a vläicht obwuel se eng anstänneg Pai hunn.

Mir sinn deemno frou, dass d'Regierung e ganze Pak vu steierleche Mesürene wëllt en place setze respektiv Montanten no ënnen upasst, wat de wichtege Start an d'Liewe ka vereinfachen.

Nieft ganz ville Logementsmesürene, op déi ech herno nach wäert agoen, gehéiert de sozial cibléierten Abatement fir Berufsuufänger zu deene wichtigste Mesürene an deem Kontext. Dëst stäerkt Lëtzebuerg als Standuert fir Talenter; Talenter aus Lëtzebuerg, awer och Talenter, déi iwwer eis Grenzen eraus bei eis schaffe kommen, an déi sichen d'Betriber a ganz grousser Unzuel.

Zu de Betriber. Eis Betriber stinn a villen Hisiichten engem gudden Ëmfeld géigeniwwer. D'Prioritéit vun dëser Regierung ass, fir hinne weiderhin e Kader ze ginn, fir attraktiv Aarbechtsplazen ze schafen an esou de Wuelstand vun eise Land ofzesécheren. An dat fënnt natierlech den Zousproch vu menger Fraktioun.

D'Attraktivitéit vun eise Standuert ass kee Selbstzweck, mee d'Viraussetzung, fir e gudden an e generéise Sozialstaat kënnen ze finanzéieren. Nieft villen anere Voleten, wéi zum Beispill d'Bildungsoffer oder gutt funktionéierend Verwaltungen, dréit och d'Betriebsbesteuerung zur Attraktivitéit vun eise Land bäi.

Mir gesinn haut, dass dës Besteuerung iwwert dem Duerchschnitt vun der OECD läit. Mir ënnerstëtzen als DP-Fraktioun, dass Efforte gemaach wäerte ginn, fir dës Besteuerung a Richtung vun der OECD-Moyenne ze kréien a besonnesch, dass weider soll gekuckt ginn, déi kleng a mëttelstännesch Betriber ze entlaaschten, well si sinn d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Aart a Weis, wéi eis Betriber déi grouss Erausforderunge vun der energieetescher Transitioun an der digitaler Transitioun meeschten, wäert doriwwer entscheiden, ob mir als Land an Zukunft Virreider sinn an der Europäescher Unioun oder ob mir anere Länner hannendrunn. An d'Regierung wäert dowéinst de Betriber och méi Méiglechkeete ginn, fir an d'Zukunft ze investéieren an dëst och steierlech geltend ze maachen, zum Beispill iwwert de Regimm vun de Bonifications d'impôt fir Betriber. Oder déi steierlech Mesürene, fir Privatpersounen derzou ze beweegen, méi a jonk Entrepreneuren ze investéieren, déi déi duebel Transitioun virundreiwen.

Stéchuert duebel Transitioun. An deene leschten zéng Joer hunn d'DP-Finanzministere grouss Ustengungen ënnerholl, fir eis Finanzplaz ze diversifizéieren an och méi nohaltege opstellen.

Jo, Lëtzebuerg ass haut international Virreider a Saahe Sustainable Finance, notament wat d'Citatioun vun den nohaltegen Obligatiounen ugeet.

De Positionnement vun der Finanzplaz ass méi wéi jee wichtig an et gëllt och weiderhin, de Kader vun den Entwécklungen unzepassen. Dozou gehéiert notament d'Gouvernance vun de Regulateuren, awer och d'Poursuite vun der Finanzkriminalitéit, souwéi och

d'Kompetenz vun den nationalen Autoritéiten, alles Akzenter, déi mir positiv wäerte begleeten.

Zu de Realitéit vun haut gehéiert et awer och ze soen, dass mer international keng Kaddoe gemaach kréien. D'Konkurrenz vun anere Finanzplazen an der Europäescher Unioun ass immens grouss a gëtt ëmmer méi grouss, notament bei de Fongen. D'Regierung huet heizou kloer Stellung am Koalitionsaccord geholl, fir eist Land weiderhi konkurrenzfäeg ze halen.

Alles dat si wichteg Usätz, fir eis Finanzplaz a soumat eis Wirtschaft an eist Land ze stäerken. Well eng staark a gesond Wirtschaft ass de Garant fir e staarke Sozialstaat, héichwäerteg Infrastrukturen an eng héich Liewensqualitéit fir allegueren eis Bierger a Biergerinnen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren hu mer gesinn, wéi en ugespaant wirtschaftlecht Ëmfeld sech konkret op d'Liewensqualitéit vun de Leit auswirkt. D'Wirtschaftspolitik vun der neier Regierung wäert also den néidegen Equilibre tëscht dem Sozialen, dat heescht dem Schafe vun Aarbechtsplazen, an der Nohaltegkeet, besonnesch mam Bléck op d'Klima an op d'Ëmwelt respektéieren, dat duerch d'Dekarboniséierung vun eiser Ekonomie an dat, andeems d'Kreeslafwirtschaft weider ausgebaut gëtt.

Mir wäerten dobäi verstärkt op d'Digitaliséierung setzen. Dat ass nämlech haut ouni Zweifel d'Konditioun fir eng innovativ a performant Wirtschaft. Andeems déi administrativ Prozedure vereinfacht ginn, wäerte mir och am internationale Verglach méi attraktiv ginn.

De soziale Facteur ass e wichtege Facteur an der Wirtschaftspolitik. Dowéinst wäert de PIBien-être als Indicateur ugepasst ginn, fir nach méi performant Resultater ze liwweren.

De PIBien-être wäert och zouhuelend an den Debatten esouwéi an der Politik u Wichtigekeet gewonnen. Eng Wirtschaft kann net just quantitativ gemoss ginn, zum Beispill, wiwvill Bëton dass verkaaft ginn ass, mee et muss een och kucken, dass dës Aktivitéiten de Leit schlussendlech net nëmmen ekonomesch zeguttkommen.

En Hauptuleies an der Wirtschaftspolitik wäert och an den nächste fënnef Jore sinn, eis Ekonomie weider ze diversifizéieren an och ze dezentraliséieren. Just esou kënnen mer d'Resilienz konkret méi stäerken. A follgend Secteuren, am Aklank mat den nationale Gegebenheiten a Besoinen, wäerte prioritär gefërdert ginn: d'Logistik, d'Gesundheetstechnologien, den Espace, Data an d'Kënschlech Intelligenz.

Fir dës nei Ausrichtungen konkret festzehalen, muss an eisen Aen och d'Stratégie à long terme op de Leescht geholl ginn, en Engagement, dat dës Regierung geholl huet.

Eng vun de groussen Hürden um Terrain sinn déi sëlleg administrativ Constraints. A fir dass d'Aktivitéit zu Lëtzebuerg erëm u Schwung gewënnt, wëlle mir déi administrativ Vereinfachung wierklech a konkret virubréngen, mat engem Kompatibilitätscheck, dee wäert derfir suergen, dass déi national Krittären ugewannt ginn an dass d'Investisseure Planungssecherheet hunn. Dat begrëisst d'DP-Fraktioun ausdrécklech, well gewësse Projeten aus der Vergaangenheet hu gewisen, wéi et goe kann, wann een dat net mécht. Onglécklech Situatiounen kënnen esou evitéiert ginn. Och dat stäerkt de Standuert Lëtzebuerg an dat stäerkt de Ruff vu Lëtzebuerg.

Grad kleng a mëttelgrouss Betriber sollen administrativ entlaascht ginn, notament duerch gekierzt Reportingobligatiounen, de Once-only-Prinzip an

duerch den Trackingsystem, fir ze kucken, wou den Dossier drun ass.

Fir d'Talentattraction ze stäerken, wäert en Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents geschaf ginn, an och den Talent Hub wäert weider gefërdert ginn.

Als DP-Fraktioun ënnerstëtze mir natierlech, dass wichteg Hëllesregimenter, fir d'Betriber bei der nohalteger Transitioun ze ënnerstëtzen, ausgebaut ginn, fir eis Wirtschaft fit ze maache fir d'Zukunft, notament duerch d'Bonification d'impôt.

Dës Regierung wäert sech also derfir asetzen, dat Sozialt an dat Nohaltege an Zukunft nach besser mat der Wirtschaft ze verbannen. Et ass keng Floskel, mee si applizéiert dat och bei sech selwer. Deemnächst wäerten déi ëffentlech Ausschreiwungen zukünftig follend Krittären privilegiéieren: Soziales, Kreeslafwirtschaft, niddreg Emissiounen an Innovatioun. Doriwwer eraus wäerten d'Prozeduren op hir Effektivitéit analyséiert ginn.

Betreffend d'Fuerschung an d'Innovatioun wäert verstärkt op de Fonds national de la recherche, op Luxinnovation an och op d'Uni Lëtzebuerg gesat ginn. Och hei ass et en Haaptzil, eis Wirtschaft ze diversifizéieren a méi breet opstellen.

Besonnesch sectouriwwergräifend Schwéierpunkte leien nieft der Nohaltegkeet an der administrativer Vereinfachung bei der Kënschlechter Intelligenz, der Cybersécherheet an de Startups.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg e staarken Ekosystem fir Startuppen, deen zur Diversifizéierung vun der Ekonomie bäidroen kann. Hei huet d'Politik eng wichtige Roll ze spillen, fir e propice Kader ze setzen, zum Beispill bei der Reglementatioun an de Finanzéierungsméiglechkeeten.

Wie Startuppe seet, ass och séier bei den neien Technologien. Data, Quanteninformatiounen an artificial Intelligenz si keng Zukunftsmusek méi, mee haut schonn a ville Beräicher verbreet. Et sinn zukunfts-trächtig Beräicher, déi et weider gëllt ze begleeten an ze developpéieren. Eng Aktualiséierung vun der Strategie heizou wäert eis dobäi hëllefen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn op déi iwwergräifend Approche a puncto Wirtschaftspolitik agangen. Op dëser Plaz kann ech net op déi eenzel sektoriell Mesürene agoen a verweisen dowéinst natierlech op déi geschriwwen Versioun vum Koalitionsaccord. Wéi Der all gesitt, huet d'Koalitioun aus CSV an DP eng ambitiéis Wirtschaftspolitik vir, déi ganz am Zeeche vum Equilibre tëscht dem Wuesstum, dem Sozialen an der Nohaltegkeet steet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Logementskris huet sech an deene leschte Méint zu enger reegelechter Baukris entwéckelt an dofir ass et dréngend – dréngend! – noutwendeg, dass déi nei Regierung keng Zäit verléiert. Et musse séier, ganz séier kuerzfristeg Mesürene geholl ginn, fir de Secteur unzekuerbelen, fir d'Offer nees an d'Luucht ze setzen an der Demande unzepassen. An dofir ass et och wichteg, eppes ze maachen, fir d'Präisser an de Grëff ze kréien, och bei der Locatioun.

Mir begrëissen, dass d'Regierung en nationale Logementsdësch wëllt organiséieren, fir mat de Vertrieeder aus deene verschidde Beräicher Mesürene ze decidéieren a kuerzfristeg ëmzesetzen. Zum engen huet déi ëffentlech Hand hei hir Roll ze spillen a si soll dat och weidermaachen. Si soll dat och nach méi maache wéi virdu. De Staat muss massiv – massiv! – an de Bau vun ëffentlechen Wunnengen investéieren. Esou soll de Staat virun allem emol prioritär seng eegen Terrainen iwwer grouss Ausschreiwungen mobiliséieren,

fir abordabel Locatiounswunnenge kënnen drop ze bauen.

Fir eis als DP ass et evident, dass do an der nächster Zäit Efforte musse gemaach ginn an dass déi Efforten däitlech musse verstärkt ginn. Dat do ass fir eis eng absolutt Prioritéit.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Donieft hu mir als DP awer och ëmmer gesot, dass de Staat an d'Gemengen dat net kënnen eleng maachen. Mir brauchen de private Secteur, wa mer hei wëlle weiderkommen. Et ass net deem ee géint deem aneren, mee et ass deem ee mat deem aneren, fir zesumme kënnen zu Léisungen ze kommen. Wien elo nees just vun de Promoteure schwätzt, deem wëll ech soen, dass an der Konstruktioun ganz, ganz vill Kleng- a Mëttelbetrieber hannendrunhänke mat Dausenden Aarbechtsplazen, déi am Moment riskéieren, verluer ze goen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir begrëssen dofir als DP, dass de Regierungsaccord konkret méi zäitlech begrenzt Moossname virgesäit, déi den Invest an de Logement erëm sollen ukuerbelen. D'Tatsaach, dass d'Loyer an de leschte Méint därmoosse geklomme sinn, weist méi wéi genuch, wéi grouss d'Penurie bei de Locatiounswunnengen ass.

Fir de Leit ze hëllefen, mussen dowéinst méi Wunnen gen op de Marché kommen, souwuel vusäite vun der effentlecher Hand wéi och vu privater Hand.

Duerch d'Afféierung vun den ofsetzbare Scholdzënsen gëtt d'Kafkraaft vun de Leit gestärkt, fir hinnen den Accès zu enger Wunneng ze erliichteren. Mam Amortissement accéléré an dem bëllegen Akt fir d'Privatinvestoren gëtt gläichzäiteg d'Schafe vu Locatiounswunnengen encouragéiert. Wat fir eis als DP an dësem Kader virun allem zielt, ass, dass dës Mesure séier kommen an dass se och zäitlech begrenzt agesat ginn. Si sollen hëllefen, de Marché duerch dat Lach, an deem e sech befënnt, ze bréngen. A wann et nees rullt, da sollen déi Mesuren och erëm zrëckgefuert ginn.

An engem normalen Ëmfeld sinn esou Mesure fir d'Demande staark kontraproduktiv, well den Drock um Marché och schonn immens grouss ass, well vill Leit op der Sich no enger Wunneng sinn. Mee mir sinn net an normalen Zäiten. Mir sinn zu Lëtzebuerg a ganz aussergewöhnlechen Zäiten an dofir gëllt et och, eng antizyklisch Politik an deem heite Beräich ze maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Usproch vun der neier Regierung muss et sinn, eng dauerhaft Verbesserung vun der Situatioun ze bewierken. A fir dat ze erreechen, muss dowéinst och bei grondleeënde strukturelle Problemer Hand ugeleeht ginn.

Och hei hate mer als DP an de leschte Méint eng ganz Rei Propositionen gemaach, déi et effektiv och an de Regierungsprogramm gepackt hunn. An dat kënnen mer selbstverständlech nëmme begrëissen.

Eng vun den zentrale Fuerderunge war, ass a bleift d'Beschleunegung vun de Prozeduren. Wa mer soen: „Mir musse méi bauen! Mir musse méi séier bauen!“, da kann et dach net sinn, dass e PAP 15 bis 20 Joer brauch, bis en duerch alleguer d'Instanzen ass!

Mir hu wierklech keng Zäit méi ze verléieren. D'Afféierung vum Accord tacite mat kloren Delaien, do wou et méiglech ass, verspricht eng däitlech Beschleunigung. An anere Beräicher, wéi d'Autorisatiounen vun de Fotovoltaikanlagen oder de Wärmepumpelen op Gemengenniveau, fonctionéiert dat scho ganz gutt. A firwat soll dat net och beim Logement kënnen fonctionéieren?

Donieft wëllt d'Regierung e Guichet unique schafen, wou déi verschidden Demanden an Demarchen net just digital traitéiert ginn, mee wou se zentraliséiert ginn, wou se ofgewéckelt ginn a wou een och zu all Moment ka kucken, wou säin Dossier drun ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu selbstverständlech net d'Zäit, fir op all eenzelne Punkt aus dem Regierungsprogramm anzegoen, deen an eisen Ae voller gudder Iddien ass. Denke mer nëmmen un d'DP-Iddi vum Biergerfong, un de Prinzip „Natur auf Zeit“ oder nach de Baulandvertrag.

Ech wëll awer nach op ee leschte Punkt an dësem Kader agoen. De Logement ass en transversale Sujet, dee ganz vill verschidde Beräicher begräift. Dat geet vum Interieur iwwert d'Finanze bis bei den Environment. Och wa schlussendlech d'Kompetenzen am Logement net all op enger Plaz, en l'occurrence de Logementsministère, konzentréiert goufen, ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Kollaboratioun tëschent deene verschiddene Ministère verstärkt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Klimakris huet déi lescht Méint net u Virulenz verluer, och wa manner driwwer geschwat gëtt. 2023 wäert warscheinlech dat wärmste Joer ginn, wat jeemools gemaacht ginn ass.

Dat huet en Impakt op eist Liewen, dat huet en Impakt op eis Landwirtschaft, et huet en Impakt op eise Wäibau. An et ass dofir ganz besonnesch wichteg, dass mer eis Baueren an eis Wënzer ënnerstëtzen a begleeden, well si sinn et, déi derfir suergen, dass mer eppes um Teller hunn. Si sinn déi, déi derfir suergen, dass d'Liewensmëttelkette fonctionéieren. A mir sinn eis däers bewosst a mir sinn och gewëllt, weiderhi méi op lokal an op regional Produktioun vun eise Baueren zrëckzegräifen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Fir eis als DP stellt de Kampf géint de Klimawandel déi nächst Jore ganz, ganz kloer eng absolutt Prioritéit duer. Mir müssen eis Efforten an deem Beräich konsequent weiderféieren an ausbauen. Dat ass an eisen Aen eng weesentlech Viraussetzung fir déi nei Regierung. Alles anescht wär fir eis net tragbar gewiescht.

Déi lescht Regierung huet an der Klimapolitik ganz wichteg Jalone gesat mat engem Klimagesetz, wat kloer Ziler festgehalen huet, mat engem Klima- a Energieplang, mat engem Klima-Biergerrot, mat generéis Hëllef bei den erneierbaren Energien, der energieetescher Sanéierung an der Mobilitéit, déi en plus och nach ëmmer ausgebaut goufen.

Déi lescht Regierung huet de Kader geschaaft, fir dass eist Land seng Klimaziler kann erreechen. Elo ass et un där neier Regierung, derfir ze suergen, dass dat och effektiv geschitt.

An deem Kader hu mer als DP vun Ufank un drop gepocht, dass et just mat de Leit ka geschéien. Mir sinn iwwerzeegt, dass de Leit de Kampf géint de Klimawandel, de Schutz vun der Natur an der Biodiversitéit net egal sinn, och wa Verschiddener dat nom 8. Oktober kéinte mengen.

Wann een no bei de Leit ass a wann ee mat hinne schwätze, da mierkt een, dass se sech Suerge maachen ëm hir Ëmwelt an d'Fro, a wéi enger Welt hir Kanner wäerten opwuessen. Et mierkt een, dass e grouss Wëllen do ass, derzou baizendroen, Lëtzebuerg méi nohaltig ze gestalten.

D'Fro, déi sech stellt, ass net den „ob“, mee de „wéi“ mer déi nei Erausforderungen uginn. Grad an dëse schwierigen Zäiten ass et net, fir Politik vun uewen erof ze maachen an d'Leit zousätzlech ze belasteschen.

Ganz am Géigendeel. Als Demokratesch Partei wëlle mer d'Leit mathuelen. Mir wëllen d'Leit abannen, se geziilt ënnerstëtzen an d'Viraussetzungen schafen, fir méi nohaltig kënnen ze liewen.

Als DP si mer dofir frou, dass an dësem Beräich de Koalitiounsaccord eng ganz däitlech liberal Handschrëft dréit. Besonnesch am Beräich vun der Nohaltgkeet begrëisse mer, dass eis Fuerderungen an Iddie quasi integral iwwerhol goufen.

Do steet un éischter Stell den Ausbau vun den erneierbaren Energien. An eisen Ae si weider massiv Investitiounen an déi erneierbar Energien onëmgängelech, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an eis Ofhängegkeet vun Energieexporter ze reduzéieren. Mir müssen déi nächst Joren – entschëllegt mer den Ausdrock – richtig Gas gi beim Ausbau vun den erneierbaren Energien! An dat geet nëmmen, wa mer anstänneg Suen an de Grapp huelen.

(Interruption)

Investitiounen a Wand a Sonn sinn donieft net just gutt fir d'Klima, mee och fir de Portmonni.

Ech hunn Iech héieren, Här Kartheiser.

Duerch attraktiv Subside sollen d'Leit also weider ënnerstëtzt ginn, fir hiren eegene Stroum ze produzéieren. Fir ze verhënnern, dass héich Investitiounen d'Leit dervunnerschrecken, dee Schrëtt ze maachen, si mir als DP ganz frou, dass d'Iddi vun der Virfinanzéierung an de Koalitiounsaccord matagefloss ass.

Bei neie Gebaier soll d'Fotovoltaik Standard ginn, och dat eng vun deene wichtigste Fuerderungen, déi elo ëmgesat gëtt.

Dat Wichtigst fir eis awer ass, dass déi zwou Regierungsparteie sech an der Philosophie eens sinn: ambitiéis, mee pragmatesch! Massiv Moyene mobiliséieren, fir eis Liewensgrundlagen ze erhalen, mee ëmmer zesumme mat de Leit! Keng Partei heibannen huet de Monopol vun der Nohaltgkeet. Keng Partei heibannen huet de Monopol vum Klima- oder vum Ëmweltschutz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Opground vun deem, wat mer héieren a gelies hunn, si mer als DP méi wéi zouversichtlech, dass dës Regierung net just den Eescht vun der Situatioun erkannt huet, mee och déi richtig Äntwerten op d'Erausforderungen parat huet.

Mir sinn iwwerzeegt, dass déi nächst Joren eng gutt Aarbecht geleescht gëtt op deem, wat scho gemaach ginn ass a wou ee kann opbauen an dass mer weider Schrëtt an déi richtig Richtung wäerten huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an deem Kader spillt natierlech och d'Mobilitéit eng weesentlech Roll. Mir wëssen, dass den Transportsektor ronn zwee Drëttel vun den Emissiounen ausmécht. D'Dekarboniséierung vum Verkéier, mee och d'Fördere vun Alternativen zum Auto muss och fir dës Regierung en zentraalt Uleies bleiwen.

Déi lescht zéng Joer goufe ganz, ganz vill Efforten ënnerholl, fir eist Land konsequent ze moderniséieren an derfir ze suergen, dass d'Infrastrukturen och op der Héicht vun de Besoine sinn. Bus, Zuch, Tram a Vëlo solle gläichwäerteg Alternativen zum Auto duerstellen. Dat geet awer nëmmen, wann een déi néideg Viraussetzungen dofir schafft. Nëmme wann d'Leit mam effentlechen Transport och zuverlässig a confortabel vun A op B kommen, wäerten d'Leit bereet sinn, den Auto stoen ze loossen.

Vill grouss Projekte goufen an der leschter Legislaturperiod an d'Weeër geleet a wäerte vun dëser Regierung fäerdeggestallt an ageweit ginn.

Gläichzäitig ass et un der neier Regierung, selwer nei a wichteg Projeten unzegoen. Ech denken do fir d'Éischt un de séieren Tram tëschent Esch an der Stad, wat an eisen Aen eng absolutt Prioritéit ass, well en déi zwee gréisste Ballungsgebieder aus dem Land matenee verbënnt, déi zwee gréisste Ballungsgebieder, déi sech och wäerten an Zukunft widerentwéckelen.

Lëtzebuerg huet, obscho ganz vill geschafft ginn ass, nach ëmmer e gewëssene Retard a sengen Infrastrukturen an an der Mobilitéit. Déi lescht Joren ass ganz vill geschafft ginn, fir dat lues a lues opzeschaffen. Et ass an den Ae vun der DP awer ganz wichteg, dass mer op deem Wee, deem ageschloe ginn ass, weiderfueren, fir eist Land fit ze maache fir d'Zukunft.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee vun Zukunft schwätzt, dann denkt een natierlech och direkt un d'Zukunft vun eise Kanner. Am Bildungsberäich setzt déi nei Koalitioun op Kontinuitéit a gëtt de Mesüren emol Zäit fir ze gräifen. Et wier kee gutt Zeeche gewiescht, wann eng nei Regierung alles op d'Kopp gestallt hätt, dat aus parteipoliteschen Ursachen, an et hätt missen am Enseignement vu vir ugefaange ginn.

Den neie Koalitiounsprogramm knäppt also un d'Efforten an d'Verdängschter vun der leschter Regierung un, mam Zil, all Kand hei zu Lëtzebuerg déi beschte Bildungschancen ze erméiglechen.

Am Beräich vun der Kannerbetreuung wäert weider an d'Qualitéit an an den Ausbau vun der nonformaler Bildungsoffer investéiert ginn an d'Finanzéierung vun de Strukture wäert op de Leescht geholl ginn.

Bis 2030 wëlle mer derfir suergen, dass all Kand Accès op eng héichwäerteg Betreuungsoffer huet, andeems mer d'Capacitéit vun de Crèchen an de Maison-relaisens däitlech an d'Luucht setzen, an dat queesch uechtert d'Land. Dat ass en Zil, dat mer och an eise Walprogramm stoen haten. Mee mir wäerten och d'Diversitéit vun der Offer garantéieren, andeems mer innovativ Projete wéi zum Beispill d'Bëschrëchë weider ënnerstëtzen, souwéi och d'Ouverture vu Minicrèchen, d'Assistants parentaux ënnerstëtzen, awer och d'Crèchen an den Entreprisë féerden.

Och am Beräich vum Fundamental huet sech d'Regierung ambitiéis Ziler gesat, woubäi de gréisste Projet d'Moderniséierung vun eise Schoulprogramm wäert sinn.

Bis 2026 soll dee komplett iwwerschafft ginn, fir de Kanner déi wichteg Zukunftskompetenze mat op de Wee ze ginn, wéi zum Beispill kritescht Denken, Kommunikatioun, Kreativitéit, Zesummeschaffen, awer och den Émgang nach den neien Technologien.

Hei dernieft wäert de Pilotprojet vun der Alphabetiséierung op Franséisch wëssenschaftlech ausgewäert ginn an et wäert dann och iwwer eng Generaliséierung vun deem Projet nogeduecht ginn. Dat ass an eisen Aen e wichtige Schratt fir eis Bildungslandschaft.

Och d'Inklusioun vu Schüler mat spezifesch Besoine gëtt an deem Regierungssaccord nach emol gestärkt, ënner anerem duerch d'Schafe vum neien Assistant pour enfants à besoins spécifiques.

Eis Schoullandschaft wäert och weider an der Breet wuessen. Nieft der Schafung vun dräi weideren internationale Schoulen an der Stad, zu Esch an zu Diddeleng gëtt och weider an d'Qualitéit vun eise traditionelle Schoulsystem investéiert. Et bleift een dem Motto trei: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner“.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e weidert zentraalt Uleies vun der Demokratescher Partei ass och d'Verbesserung vun der Work-Life-Balance vun de schaffende Leit. Mat der Aféierung vum neie moderne Congé parental 2016 huet d'DP den Eltere méi Zäit fir hir Kanner ginn an och méi Flexibilitéit bei der Andeelung vun deem Congé erméiglecht, an dee grouss Succès virop bei de Pappe schwätzt fir sech. Grad des Flexibilitéit huet vill Leit bei deem Congé ugeschwat. Eng gréisser Flexibilitéit soll awer net op dese Congé beschränkt ginn. Allgemeng wënsche sech ëmmer méi Salariéen eng besser Andeelung vun hirer Aarbechtszäit, déi sech der Organisatioun vun hirem Privatliwen, ob dat mat Famill, Frënn oder Hobbyen ass, besser upasst.

Als DP begrësse mer, dass wichteg Punkten zur Flexibiliséierung an eise Walprogramm de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, zum Beispill d'Iddi vun enger Joresaarbechtszäit oder d'Erweiterung vun den Aarbechtszäitkonten op de Privatsektor.

Dës béid Modeller erlaben op onkomplizéiert Manéier eng flexibel Aarbechtszäitorganisatioun, déi souwuel de Betriber wéi de Salariéen zeguttkënn. Esou kënnen Stonnen, déi während intensiven Aarbechtsperiode gesammelt ginn, zu engem aneren Zäitpunkt, wou maner Aarbecht ufält, fräi genotzt ginn.

Dës Outils wäerten natierlech keng Obligatioun fir d'Betriber ginn an am Virfeld mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Dat selwecht gëllt fir den Ausbau vum Congé parental vu sechs op néng Méint. Zesumme mat der Flexibiliséierung vum Congé de maternité sinn dat zwou weider Mesüren, déi de Wee aus eise Programm an de Koalitiounsaccord fonnt hunn.

Nieft enger Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit gesäit dese Regierungsprogramm och eng weider Fërderung vum Teletravail vir. An de leschte Joren hunn d'DP-Finanzministere wichteg bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, fir eng méi héich Unzuel un Teletravailleeg am Joer zouzeloossen ouni steierlech Nodeeler fir d'Frontalieren.

Mir begrëssen, dass weider Bestriewunge virgeholl wäerte ginn, fir dës bilateral Accorden am Interêt vun de Frontalieren ze verbessern. Mir begrëssen am selwechte Kontext, dass des Regierung sech engagéiert huet, op europäeschem Niveau eng Adaptatioun vun der Sozialversécherung op de Wee ze bréngen, déi de Frontaliere méi Teletravail erlaabt, ouni dass si awer an en anere Sozialversécherungssystem falen.

Et ass eng Tatsaach, dass den Teletravail fir vill Salariéen en effikasse Moya ass, fir d'Aarbecht an de privaten Alldag besser ënner en Hutt ze kréien.

Et ass dofir och net verwonnerlech, dass beim Choix vun enger Aarbechtsplaz d'Méiglechkeet vum Teletravail eng ëmmer méi grouss Roll spillt. Andeems mer den Teletravail weider féerden, hëllef mir eise Betriber, kompetitiv ze bleiwen. An deem Kontext wäert och den Ausbau vun de Coworkingspaces an der Groussregioun encouragéiert ginn. Dat kéint virop Leit zeguttkommen, déi sech e laangen Aarbechtswee erspuere wëllen, mee aus ënnerschiddleche Grënn net vun doheem aus kënnen schaffen.

D'Dezentraliséierung vun der Aarbecht kann och fir d'Gemengen an der Grenzregioun ekonomesch vu Virdeel sinn, well lokal Geschäfte an d'Gastronomie dovunner profitéiere kënnen.

D'Regierung wëllt och déi kulturell Offer weider dezentraliséieren. D'Kultur ass d'Fundament vun eiser Gesellschaft. Si formt eis Identitéit, si inspiréiert eis a si verbënnt eis mateneen. Als DP wëlle mir un d'Efforte vun der leschter Regierung uknäppen an déi kulturell Offer fir jiddwereen nach méi accessibel maachen, an dat an alle Regiounen vum Land.

D'DP wäert d'Regierung dobäi ënnerstëtzen, d'Kultur deene Jonke méi no ze bréngen. An ech fannen et dofir e staarkt Signal no baussen, dass e ganz jonke Minister do d'Responsabilitéit kann iwwerhuelen.

Den Zougang vun der Jugend zur Kultur ass net nëmme eng Fro vu Gerechtegkeet, et ass och eng Investitioun an d'Zukunft. Wa jonk Leit Kultur kenneleieren, wa jonk Leit Kultur schätzen, da gi se zu engagéierte Bierger a Biergerinnen. Si gi méi kreativ. Si gi méi kritesch, wat eiser Gesellschaft op eng villfältig Manéier zeguttkënn.

Nieft der Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden an dem Begleede vun der digitaler Transitioun, och am kulturelle Beräich, wäert d'Regierung och d'Lëtzeburger Traditionen a Gebräicher valoriséieren. Dës dierfen net a Vergessenheet geroden, an d'Schafe vun engem Institut vum immaterielle Patrimoine kann a wäert do eng gëeegent Plaz sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och op d'Gesondheetsspolitick wëll ech ganz gären ze schwätze kommen, well dese Sujet betrëfft nu wierklech jiddwereen.

Ob jonk, ob al, ob grouss, ob kleng, ob déck oder dünn, ob räich, ob arm, ob vulnerabel oder net vulnerabel, jiddwereen hei zu Lëtzebuerg huet e Recht op eng gutt Gesondheet an eng gutt Gesondheitsversuergung. Den Accès zu enger exzellenter Gesondheitsversuergung muss dowéinst och fir jidderee gläichermooes garantéiert sinn.

Datt mir eise Gesondheetssystem op zukünftge Herausforderungen preparéiere müssen, virop och d'Alterung vun eiser wuessender Populatioun, huet schonn 2019 de Rapport vun der Madamm Lair ënnerstrach a spéitstens d'Pandemie eis méi wéi däitlech gemaach.

De Lëtzeburger Gesondheetssystem ass à la base e gudd System, deem um Solidaritéitsprinzip baséiert. An dorunner wäert sech och näischt änneren. Mee, an dat huet d'Demokratesch Partei an de leschte Jore gesot, et gëtt awer och nach Verbesserungspotenzial. Laang Waardezäiten oder laang Displacementen fir d'Patienten, awer virun allem och den akute Mankem an Dokteren a Gesondheetspersonal sinn enger qualitativ héichwäerteger Gesondheitsversuergung am Wee.

Dofir begrësse mer ausdrécklech, dass déi nei Regierung sech fir d'Verbesserung vun eise Gesondheetssystem asetzt, fir e Gesondheetssystem, deem dem medezinnesche Fortschritt adequat Rechnung dréit, d'Prise en charge vun de Patienten optimiséiert a fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal méi attraktiv gëtt.

Zentral Punkte wéi d'Preventioun, de Virage ambulatoire, d'mental Gesondheet an d'Digitaliséierung fanne sech hei däitlech am Koalitiounsaccord zréck.

Fir eng gutt Gesondheet ass et natierlech am beschten, wann een iwwerhaapt net krank gëtt. D'Preventioun vun Krankheete wäert dowéinst en zentrale Stellwäert bei der Gesondheitsversuergung anhuelen. Well vill Facteuren zu enger effikasser Preventioun derzou gehéieren, wäert den Aktionsplang „One Health“ ausgeschafft ginn, an an deem schaffe verschidde Ministèren en zesummen.

Anerersäits wäerten d'Soins primaires an den Extrahospitalier gestärkt ginn. D'Generaliste ginn an hirer Funktioun als éischten Usprichpartner fir de Patient gefestegt an och d'Schoulmedezinn wäert eng méi zentral Roll bei der Preventioun kréien.

Den Extrahospitalier oder och Virage ambulatoire war an der leschter Legislatur e vill diskutéierte Sujet. Eis Spideeler sinn aktuell oft iwwerlaascht, well se

Aktivitéiten iwwerhuelen oder iwwerhuele mussen, déi entweder net an hire Kompetenzberäich falen – ech nennen do zum Beispill Urgencen, déi am Fong keng Urgencé sinn – oder net méi vun hinnen iwwerholl misste ginn, well duerch de medezinnesche Fortschrétt ëmmer méi Aktivitéiten och ausserhalb vun de Spideeler ugebuede kënne ginn.

Der mentaler Gesondheet gouf am neie Regierungsprogramm eng extra Plaz zougeschriwwen. Esou wäert den Accès zu psychiatreschen a psychologesche Behandlungen verbessert a virun allem wäert d'Personal an deem Beräich valoriséiert ginn. De Manktem un Dokteren a Gesondheitsberuffer ass nämlech besonnesch an deem Beräich däitlech spierbar. An deem Trend däerf net weider nogekuckt ginn. En drängenden Handlungsbedarf ass also noutwendeg a gouf och vun der Regierung als solchen erkannt.

Eise Gesondheetssystem muss insgesamt méi effizient ginn. D'Digitaliséierung kéint do vill vereinfachen, mee bei der Ëmsetzung ass nach Sputt no uewen. Den DSP, den Dossier de soins partagé, ass zwar wuel operationell, mee gëtt vun den Acteuren aus dem Gesondheitssektor a virun allem vun de Patienten net konsequent genuch genotzt. Den DSP wäert dofir méi benutzerfrëndlech gestalt ginn, soudass e säin enorm Potenzial voll kann ausschöpfen.

Selbstverständlech si fir e performante Gesondheits-system och qualifizéiert Dokteren, Infirmiären an aner Gesondheitsberuffer néideg. Nodeems déi éischt Studiegäng op der Uni Lëtzebuerg agefouert goufen, weise mir eis selbstverständlech zefridden, dass weider medezinnesch Studienofferen hei am Land sollen ugebuede ginn an dass och d'Attributiounen vun de Gesondheitsberuffer op de Leescht geholl wäerte ginn.

Här Kollegeen, ...

(Hilarité)

Här President, Kollegeinnen a Kollegeen – et ass schonn e bësse laang –, desén Accord ass e Versprechen, fir d'Zukunft fir eist Land weiderzuentwéckelen, fir d'Erausforderungen vun der Zäit unzuegoen a fir eise Wuelstand ofzesécheren. D'DP-Fraktioun wäert des Verantwortung mat der néideger Seriositéit a ganz vill Engagement ugoen. Mir wäerten an den nächste fënnef Joer de Pacemaker sinn. Mir loosse net labber a mir wäerten den Tempo héich halen.

Mir wäerten derfir suergen, dass d'Politick mat deenen Entwécklungen vun der Zäit ka Schrëtt halen. Mir wäerte mat eisem Slogan „No bei dir“ weiderfueren an dee Slogan all Dag mat Liewe fëllen. Mir wäerten d'Sueren an d'Ängscht vun de Leit weider eescht huelen, si ënnerstëtzen an hinnen ënnert d'Äerm gräifen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir wäerten eng Politick mat de Leit an eng Politick fir d'Leit maachen, eng Politick, déi net ee géint deenen aneren ausspillt, mee eng Politick, déi d'Leit zesummebréngt, eng Politick, déi Brécke baut.

Mir wäerten de sozial-liberale Fuedem weiderspannen a sozial Ongerechtegkeete konsequent bekämpfen. Mir wäerte fir nach besser Bildungschancë fir all d'Kanner hei am Land suergen. Mir wäerten d'Kafkraaft stäerken a besonnesch Famillje mat Kanner steierlech entlaaschten. Mir wäerten de Kampf géint de Klimawandel resolutt weiderféieren a mir wäerten d'Offer u Wunnenge massiv eropschrauwen an deene Jonken hiren Dram vum Eegenheim erfëllen. Mir wäerten d'Investitiounen héichhalen an d'Liewensqualität vun alle Bierger a Biergerinne verbessern. A mir wäerten en Ëmfeld fir eng staark Wirtschaft schafen, déi Aarbechtsplaze schafft an Innovatioun férdert.

Här President, Kollegeinnen a Kollegeen, Dir verstitt, dass een net kann an och net soll op alleguerten déi eenzel Mesüre vun den iwwer 200 Säiten agoen, a mir wäerten an den nächste Wochen a Méint nach dacks genuch heibannen d'Geleeënheet kréien, fir driwwer ze diskutieren. Fir eis dréit desén Accord däitlech d'Handschrëft vun der Solidaritéit, vum Fortschrétt a vun der Gerechtegkeet, an dat ass ganz kloer d'DNA vun enger demokratescher Partei. Ganz vill Iddien a Propose vun der DP hunn de Wee an desé Koalitiounsaccord fonnt. Am Koalitiounsaccord stécht richteg vill DP, am Koalitiounsaccord stécht richteg vill „No bei dir“. An dofir schwätzt d'DP-Fraktioun der neier Regierung och hiert Vertrauen aus.

Ofschléissend wënschen ech Iech, Här Premierminister, an alleguerten Äre Regierungskollegeinnen a -kollegeen am Numm vu menger Fraktioun eng glécklech Hand a vill Courage bei der Ëmsetzung vun deem Koalitiounsaccord. Loosst eis keng Zäit verléieren a séier mat der Aarbecht ufänken. Loosst eis déi grouss Erausforderungen zesummen ugoen an d'Chancen, déi sech bidden, notzen. D'DP-Fraktioun ass prett, fir d'Äerm eropzestréppen, a mir freeën eis op eng kollegial a konstruktiv Zesummenaarbecht mat Iech alleguerten heibannen. Dat si mer de Bierger a Biergerinnen dobause schëlleg. Dat si mer den zukünftege Generatiounen schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP ass gestärkt aus de leschte Walen erausgaangen. Mir hunn ee Sëtz derbäikritt an awer si mer an der Oppositoun. Jo, ech muss zouginn: Et huet e bësse gedauert, bis ee sech domadder offonnt huet. Et deet wéi. Här President, Dir hutt et nach selwer virun zwee Deeg gesot, wéi Der vun Ärer Erfahrung geschwat hutt. Jo, mee bon, dat sinn nun eemol d'Spillreegele vun der Demokratie, dat sinn d'Spillreegele vun der Politick.

Mir, op alle Fall, mir hunn eis Wonne geleckt. Mir si motivéiert, fir eis nei Roll unzuegoen. An obwuel mer gären an der Regierung bliwwen wäeren, wäerte mir net motzen. Mir wäerten net dem Land lo während Méint oder vläicht Joren erklären, firwat et ongerecht ass, dass mir eeben net an der Regierung sinn. Mir wäerten och net alles schlechtrieden, wat des Regierung mécht. Dat ass net mäi Stil an dat ass och net de Stil vun der LSAP.

De Staatsminister huet a senger Ried erkläert, wéi wichteg et ass, dass d'Land séier eng handlungsfäeg Regierung huet. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Leit och genausou séier eng staark, kompetent a bestëmmt Oppositoun wëlle gesinn. An ech kann Iech garantieren, dass mir prett sinn, dass mer prett sinn als stäerkste Fraktioun, d'Oppositoun unzeféieren. Mir wäerten eng Stëmm si fir alleguerten d'Leit hei am Land a mir wäerten oppassen, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich méi kleng gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, éier ech mech elo méi intensiv mam Koalitiounsprogramm beschäftegen, wëll ech als Éischt nach gären Iech, Här Chamberpräsident, an Ärer neier Funktioun am Numm vun der LSAP an och a mengem perséinlechen Numm all Guddes wënschen, bonne Chance an och op eng gutt Zesummenaarbecht.

Bonne Chance och dem Här Staatsminister mat senger Ministerinnen a Ministeren, och Iech eng glécklech Hand. Mir wäerten, Här Staatsminister, bei Iech sinn,

wann Dir mat Ärer Politick d'Interesse vun alleguerten de Leit hei am Land verteidegt. Wann dat net de Fall sollt sinn, da si mer jo do, fir Iech erëm op de Kurs ze bréngen. An ech sinn iwwerzeegt, et deet deser Regierung och gutt, eng staark Oppositoun – ze spieren, déi hinne konstruktiv a mat Rot zur Säit steet, wann et dem Allgemengwuel déngt. A mir wäerten awer och op d'Fangere klappen, wa mer d'Gefill hunn, datt verschidde Gruppe bevurdeelt gi respektiv aner Gruppe komplett vergiess ginn.

Domadder versécheren ech Iech, dass d'LSAP wäert konstruktiv matschaffen. Mir wäerte Proposen eraubringen, mir wäerte Projeten, déi eise Wäerter entsprechen, mat ënnerstëtzen. Vill Initiativen, déi mir an de leschte Joren an d'Weeër geleet hunn, hunn de Wee och an de Koalitiounsaccord fonnt. Dat begrësse mer ausdrécklech. An et wäerten och eng ganz Rëtsch Projeten, déi elo op den Instanzewee kommen, geschwënn hei an der Chamber gestëmmt kënne ginn. A wann se och nach an deem Esprit, an där Zilsetzung bleiwen, wéi mir se ausgeschafft hunn, da wäerte mer dat selbstverständlech och matdroen. Ech mengen, do si mir eis alleguerten eiser Verantwortung bewosst a mir baue jo och op déi Viraarbecht op.

Mee – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, mir kënnen och anescht! Mir kënnen och ganz onbequeem ginn! Datt d'Oppositoun wierkt, dat hu mer jo schonn d'lescht Woch gewisen, wéi mer net akzeptéiert hunn, dass Dir, Här Staatsminister, aus wéi engem Grond och ëmmer, de Koalitiounsaccord jo onbedéngt sou geheim wollt halen. Mir hunn dat kritiséiert, well mir mengen, dass am Joer 2023 dat definitiv déi falsch Manéier ass, fir Politick ze maachen an enger Zäit, wou d'Politick ëm d'Vertraue vun de Leit kämpft, an enger Zäit, wou Transparenz ëmmer méi groussgeschriwwen gëtt, an enger Zäit, wou alleguerten d'politesch Instanze versichen, duerch déi verschiddenst participativ Formen, wéi och hei an der Chamber, ganz vill Leit mat an d'Entscheidungsprozesser anzebannen. Ben, an esou enger Zäit ass et einfach e falscht Signal. Et ass e falscht Signal, souguer e schlechte politesche Stil, schlechte Leadership, fir esou e wichtegt Dokument – an ech mengen, de Koalitiounsaccord ass jo dat Dokument –, fir dat, wéi gesot, geheim ze halen an net mat der breeder Mass, mat der Gesellschaft ze diskutieren, fir och deement-sprechend eng Zoustëmmung ze kréien.

Dës si Momenter, dat wëll ech ganz kloer soen, wou Dir gesitt, dass mat eis an der Oppositoun net ëmmer wäert ze spaasse sinn. Mir huelen eis Roll ganz eescht a wéi gesot: Mir mellen eis zu Wuert, wann et eis duerno ass.

Lo dann awer zum Koalitiounsaccord, schliisslech ass dat jo lo haut eis Debatt: Et ass alles séier gaangen. No zéng Joer ass et Iech net séier genuch gaangen, fir kënne vereedegt ze ginn. Dat kann een duerch aus novollzéien. Dat versti mer. Ech gesinn et awer net grad esou wéi meng zwee Virriedner virdrunner, déi déi Schnellegkeet do lo als eppes ganz Positives gesinn, well de Problem ass: Déi Schnellegkeet huet hire Präis. An domadder soen ech ganz kloer: De Programm – an dat ass d'Haaptkritik, déi ech haut formuléieren – ass extreem vag a liest sech wéi eng Unenanerreeung vu gutt gemengte Virsätz an net wéi en Text, deen eng kloer Visioun huet, eng kloer Visioun, a wéi eng Richtung des Gesellschaft sech an Zukunft soll developpieren, wou Der eebe gäre wëllt herno erauskommen.

Datt e Koalitiounsprogramm net elo all Detailer beinhaltet, däs si mer eis och bewosst, well dat wäert warscheinlech elo Är Äntwert sinn, dass Dir nach wäert Konzepter ausschaffen. Trotzdeem ass et awer

flagrant, wéi vag voire evasiv den Text op ganz ville Punkten ass.

Méi Zäit wär sécher net verkéiert gewiescht, well dat, wat haut onkloer ass an net bis zum Schluss ausdiskutiert, dat riskéiert, muer zu Konflikter tëschent CSV an DP ze ginn, oder awer den „neie“ Luc schléit mat der Fauscht op den Dësch a verweist de Juniorpartner op seng Plaz, wann e sech dann eng Kéier ze vill sollt mucksen.

D'Besetzung vun den eenzele Ressorte kommentéieren ech elo net. Ech mengen, all Minister huet seng 100 Deeg Welpeschutz, fir sech a seng Dossierer anzeschaffen. De Staatsminister huet eis awer gëscher erkläert, dass fir déi grouss Ressorten zwee Ministeren néideg an zoustänneg wäeren. Do stellt sech awer trotzdeem d'Fro, firwat den Tourismus dann zwee Ministere kritt an de Logement just een Drëttel vun engem Minister dee Moment zegutt huet.

(Interruption)

Sou flou wéi den Text op deene verschiddene Passagen ass, esou konkret ass den Text bei de Steuerkapiteln. Bei de Steuererliichterungen ass fir jiddereen eppes derbäi, besonnesch gutt ewech kommen déi Leit, déi haut scho ganz villes hunn an eigentlech net onbedéngt nach méi brauchen. Mir hunn déi ieweschst Mëttelschicht, d'Betriber an d'Investisseuren, déi sech hei dierfte freeën, also passend zur Saison: De Kleesche kënnt. Wou de Kleeschen allerdéngs seng Kaddoe siche geet, an domadder schwätzen ech ganz gezielt d'Géigefinanzéierung un, ben, dat steet net am Koalitiounsprogramm.

Stéchwuert – dat ass mäin nächste Punkt –: Staatsschold. Déi nei Regierung wëll eng nei Trajectoire sichen zur Evolutioun vun der Staatsschold an op déi 30 % wëll se sech net festneele loosser. Am Oktober d'lescht Joer huet den Här Frieden nach als Invité vun der Redaktioun bei RTL gemengt – Zitat –: „Ech mengen, datt an enger klenger Economie alles iwwer 20 % Staatsschold ganz schwiereg ass“.

D'LSAP seet scho laang, dass mer eis eeben net op eng Zuel solle festleeën, dass mer net op enger Zuel solle reiden, an dofir sinn ech frou, feststellen, och wa mer net bei de Koalitiounsgesprécher derbäi waren, dass awer eis Positioun sech schéngt do duerchsetzen. Op deem Punkt kënne mer eis da jo scho mol eens ginn.

Nächst Stéchwuert: Akommessteuer. Ech ka verstoen, dass eng CSV hiert groust Walversprieche fir méi Kafkraaft duerch manner Steieren no de Walen och anhale wëll. Ech mengen, dat ass legitim. Ech bedauern awer, dass dat duerch eng einfach Adaptatioun vum Barème an der Héicht vu véier Indextranché geschéie soll.

Dir hat am Dezember 2022 – déi nammlechte CSV – nach an enger Motioun gefuerdert, dass eng Adaptatioun vum Barème säit 2017 soll geschéien. Ech mengen, dat misste fënnf Indextranche gewiescht sinn. Ben, ech kéint elo soen: Welcome to reality. Mee dat ass elo net meng Kritik. Meng Kritik ass elo net, dass Dir net am Endeffekt dann déi fënnf Indextranchen, déi Dir gefuerdert hutt, aacht mat 2003 (veuillez lire: 2023) derbäi, dass déi Upassung net kënnt. Meng Kritik ass eng ganz aner. Dat ass déi vun der sozialer Gerechtegkeet, iwwerhaapt vun der Gerechtegkeet. Well mir wëssen alleguerten, dass dëst net gerecht ass, well déi héich Akommesen hei besser ewechkomme wéi déi kleng, woubäi mer alleguerte wëssen, dass et virun allem déi Leit mat den nidderege Salairé sinn, déi besonnesch ënnert der Präisdeierecht ze leiden hunn. Mir verléieren also alljoers hei ronn 500 Milliounen Euro u Steuerrecetten, déi een hätt kënne vill méi gezielt verdeelen, fir eeben

esou méi Gerechtegkeet an der Gesellschaft hierzestellen.

Mir sinn och der Meenung, dass ee besser gehat hätt, bei deem ze bleiwen, wat am drëten Tripartitt-Accord festgehal ginn ass. A wann ee lo wierklech wëlles gehat hätt, séier zousätzlech Steuererliichterungen ze maachen, dann hätt een och kënne ganz aner Mesüre fannen, déi alleguerte méi sozial gerecht wäer wéi dës. Et hätt een zum Beispill kënne déi zwou ënneschtranché vum Barème sträichen. Mee d'Geisskan ass hei aus dem Tirang erausgezu ginn a beriselt, wéi gesot, virun allem déi, deenen et haut scho ganz gutt geet.

Da soll de Spätzesteiersaz net erhéicht ginn. Hei wëll ech drun erënneren, den Här Roth, aktuelle Finanzminister, huet nach während der grousser Steuerdebat d'lescht Joer vun engem Spätzesteiersaz vu 45 % geschwat respektiv dee virgeschloen. Am CSV-Walprogramm steet dann och en Taux vun 43 % mam Argument, an dat ass interessant, mam Argument vun der sozialer Verantwortung. An elo erkläert eis den Här Staatsminister, dass näischt gemaach gëtt, well mer soss net attraktiv genuch sinn, fir nei Talenter unzezéien. Wéi gesot: D'Gewënner bei dëser Regierung sinn also déi, deenen et elo haut scho gutt geet.

Fir d'Kafkraaft ze garantéieren, hu mer hei zu Lëtzebuerg den Index, fir Steiergerechtegkeet hierzestellen de Steuerbarème. D'Regierung verdréit hei e bëssen d'Logik.

Si wëll lo innerhalb vun den nächsten dräi Joer e Reformprojet fir eng eenzeg Steuerklass virleeën. Dat ass eng Initiativ, déi mir absolut begrëissen, well mir sinn der Meenung, dass et haut net méi zäitgeméis ass, dass hei en Ënnerschied gemaach gëtt, ob eng Persoun lo single ass, bestuet ass, gepacst ass oder verwitwet.

Zur Reform sti lo weider keng Detailler am Programm. Et gëtt ee jo net wierklech gewuer, wou et soll higoen, mee hei strecke mer Iech ganz gären d'Hand aus, dass mer bereet sinn, an engem konstruktiven Dialog mat Iech ze schaffen, well dat heite kann zu enger grousser Reform kommen, déi wichteg fir eist Land ass, an esou eng grouss Reform soll eiser Meenung no och vun engem ganz breede politesche Konsens kënne gedroe ginn.

Virrunner hunn ech vum Kleesche geschwat, elo schwätzen ech vum Houseker. E grouss Schwéierpunkt vun dëser Regierung ass nämlech d'Sécherheet, wou jiddereen, dee sech net schéckt, bestrooft gëtt. Esou ass elo virgesinn, d'Comparatioun immédiate anzeféieren. Wat also a Frankräich an an der Belsch net funktionéiert huet, soll dann elo hei d'Wonnerléisung zu Lëtzebuerg sinn. Hei sinn erëm al Rezepten fir aktuell Problemer geholl ginn.

Idem bei der Gemengepolice, änlech hate mer schonn. Dat schéngt dann och elo eng nei Wonnerléisung ze sinn.

An da soll och nach de Platzverweis verstärkt ginn. Ech ginn hei lo net méi op déi ganz Diskussiounen an. Ech mengen, do ass scho villes gesot ginn. D'Meenunge si bekannt. Ech wëll just soen, dass dëst wierklech keng Mesür ass, fir d'sozial Kohäsion hei am Land ze stäerken. Eng sozial Politick gesäit eebe grad och vir, dass se déi Vulnerabelst aus hirer Gesellschaft schützt. Och wann een déi Leit net gäre wëll ginn, si sinn do an do ass et eis Verantwortung, si ze schützen. An dofir ass et fir eis ganz kloer, dass mer müssen d'Aarmut bekämpfen an net déi Aarm.

An am Kapitel zu der Aarmutbekämpfung, fir nach dobäi ze bleiwen, ass hei am Zesammenhang mam REVIS opgefall, dass eigentlech alleguerten d'Leit – wéi soll

ech soen? – sou ënner e Generalverdacht gestallt ginn; ënner Generalverdacht virun allem eeben déi Beneficiaire vun de sozialen Hëllef. D'Regierung betount nämlech, dass déi, déi eebe Sozialhëlfe kréien, misste motivéiert ginn. Wat heescht dat: „D'Leit, déi am REVIS sinn, déi misse motivéiert ginn“? Dofir soen ech „Generalverdacht“, well dat kléngt sou, wéi wann dat alles liddereg Pittie wäeren, déi keng Loscht hätten, schaffen ze goen.

Dir schwätzt hei vun enger Prime d'activité. Ganz éierlech, ass dat wierklech d'Äntwert fir all déi Leit, déi all Mount Problemer hunn, nach hir Rechnunge kënne ze bezuelen a fir d'Enner beieneen ze kréien? Ass dat Är Äntwert fir déi Leit, déi müssen, obwuel se schaffen ginn ...? Well ganz vill Leit am REVIS gi schaffen. Ass dat Är Äntwert fir déi Leit, déi nach müssen zousätzlech Demarché maachen, fir eeben och nach d'Allocation de vie chère unfroen? An ass dat d'Äntwert fir déi Leit, déi an d'Épicerie sociales, an d'Vollekskirchen, an d'Kleederstuf musse goen, well si anescht hiren Alldag net gestëmmt kréien? Ech hoffen ... Et ass jo rieds vun engem Aktionsplang. Ech hoffen, dass Ären Aktionsplang méi beinhalt wéi just déi Prime d'activité, wat dat och ëmmer ganz genau da soll heeschen.

Ech hu virunner gesot, dass ech net nëmme géif kritiséieren. Da kommen ech och elo e bëssen zu deene méi – wéi soll ech soen? – positive Punkten, wou Der eis Ënnerstützung kéint kréien, wann dat dann och esou duerchgezu gëtt. Gefreet huet eis virun allem, dass um Indexsystem festgehal gëtt. Mir denken, dass domat dann och déi – wéi soll ech soen? – leideg Diskussioun ëm de gedeckelten Index ee fir allemol wäert vun Dësch sinn, dass mer eis op aner Aspekter kënne konzentréieren.

Mir begrëissen och, dass d'Regierung um Mechanismus vum Mindestloun festhält. Mir bedauern awer, dass hei net eng direkt Erhéijung vum Mindestloun virgesinn ass, esou wéi mir dat jo och an eise Walprogramm gefuerdert hunn. A mir denken och nach ëmmer, dass eis Fuerderung, fir de Mindestloun steierfräi ze maachen, wierklech vill Avantagë géif mat sech bréngen a virun allem dass et eng grouss Entlaaschtung fir d'Salarié wär. Virun allem wär dëst eng ganz konkret Mesür, fir eeben d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi kleng ze maachen.

A wann ech scho bei der Aarbecht sinn, nach e Wuert zur Work-Life-Balance, well do verkaaft Dir awer lo wierklech de Leit Schiet an den Tuten. Zousätzlech nämlech zu deem, wat et scho gëtt, verdeelt d'Regierung virun allem Bonbone fir déi Stéit, déi sech et eebe kënne leeschten, wéi d'Verlängerung vum Congé parental. Dat kléngt ganz gutt. D'Leit kréie méi Zäit, et geet vu sechs op néng Méint, si kréien awer net méi Suen.

Dat selwecht gëllt och fir de sougenannten „Temps partiel familial“. Dat soll jo e Recht op véier Stonne pro Woch sinn, allerdéngs och hei onbezuelt, ouni dass cotiséiert gëtt an nëmme fir déi Leit, déi Vollzäit schaffen. Hei hoffe mer, dass Dir do vläicht nach eng Kéier Är Meenung kéint änneren an dat weesentlech méi grouss opmaacht, fir dass dat wierklech eng Offer ka sinn, vun där alleguerten d'Famillje kënne profitéieren an eeben net nëmmen déi mam décke Portmonni. Well dat hei kléngt e bëssen esou, wéi wann dat esou Mesüre fir déi Happy Few wäeren awer sécherlech keng Offer, déi sech alleguerten d'Leit hei am Land, alleguerten d'Familljen hei am Land kënne herno leeschten.

An dann ass elo nach virgesinn, dass fir vill Leit d'Sonndesaarbecht zur Normalitéit ka ginn. Bon, mir wëssen, dass et Stëmme gëtt, déi fuerderen, dass

d'Sonndesaarbecht soll ausgebaut ginn, mee hei stelle sech trotzdem eng ganz Rëtsch Froen hannen-drunner. Virun allem froe mer eis, wéi dat och soll mam Wonsch vun de Leit, sech eebe weiderhi kënnen méi an der Famill ze engagéieren, sech méi kënnen benevoll ze engagéieren an de Veräiner, am Sport, an der Kultur, am Rettungswiesen ..., mir froen eis, wéi dat soll am Aklang sinn, wa mer lo nach dee Schrëtt maachen, fir d'Sonndesaarbecht nach weider ausdeelen.

Eng weider Offer fir d'Famillje maacht Dir och elo an der Kannerbetreuung, dat mat der Betreuungsplatzgarantie bis 2030. Dat erënnert mech, muss ech éierlech soen, ganz vill un déi Diskussiounen, déi viru Joren an Däitschland ware mat deene Konsequenzen, déi mer och kennen. Dofir stellt sech och direkt d'Fro: Wéi soll a manner wéi siwe Joer séchergestallt ginn, dass all Kand eng Plaz an enger Crèche oder Maison relais soll kréien? Mat wéi enger Ënnerstützung kënnen d'Gemengen hei rechnen? Well hei brauche mer jo onbedéngt d'Gemengen, fir dat do kënnen ëmsetzen. Gëtt da vläicht de Plaffong an d'Luucht gesat? Kommen do zousätzlech Aiden? Op alle Fall ass et wichteg, dass dat hei mat de Gemengen zesumme geplangt gëtt, well et sinn nach ëmmer d'Gemengen, déi decidéieren, wou an ob gebaut gëtt oder net.

Mir stellen insgesamt am Educationsssecteur ..., also mir stellen eis insgesamt hei eng ganz Rëtsch Froen a mir mierken och, dass et eng gewëssen Onrou am Educationsssecteur gëtt. Engersäits bleift de Minister, anerersäits huet d'CSV genau déi dote Politick awer jorelaang aus der Oppositionsbänk kritiséiert an net grad am léifsten Toun, an eebe grad dat féiert zu Konfusioon. An dofir hätte mir gären, dass den Educationminister wéi iwwregens och alleguerten déi aner Ministeren an déi zoustänneg Chamberskommissionen kommen, fir dat dote méi am Detail kënnen ze erklären a fir mat eis och kënnen d'Diskussioun ze féieren.

An dofir hunn ech och direkt hei eng Demande, fir dass eeben déi eenzel Ministere kommen. An opgrond vun den Aussoe vum Här Spautz, deem dat jo och schonn ugedeit huet, si mer hei op enger Linn. A mir hu jo nach e bësse Sputt an eisem Agenda, wann ech elo mol de Kalenner fir den Dezember gekuckt hunn, dann dierft et sécherlech net schwéier sinn, fir do nach Plagen ze fannen.

Wannechgelift.

(Mme Taina Bofferding dépose une demande de convocation de réunion de commission.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Et ass d'Demande fir d'Convocatiounen. Dir kënt awer gären herno soen, dass Dir dat gutt fannt.

(Hilarité)

Ech kommen da vun deene ganz Jonken ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech menge just, mir sollten – entschëllegt –, mee mir sollten eis awer Reegele ginn, wat mer dierfen ofginn a wat net. Mir hate an der leschter Legislaturperiod doriwwer schonn eng Diskussioun. Motiounen, Resolutiounen, awer esou Bréiwer, ech mengen, dat ass vläicht awer e prozedurale Problem.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Do schwätze mer nach eng kéier driwwer, Här Kartheiser.

(Interruptions)

Elo huet d'Madamm Bofferding d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech kommen da vun deene ganz Jonken – mir ware jo elo bei der Kannerbetreuung – eriwwer bei déi manner Jonk, awer en Theema, wat och eis alleguerten dierft interesséieren, et ass d'Theema vun de Pensiounen. Fir déi laangfristeg ofzesécheren, wëll d'Regierung, ech zitieren: „eng breet Consultatioun mat der ganzer Gesellschaft iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem féieren“, a bei där se hofft, „e gesellschaftleche Konsens ze fannen.“ Ben, hei froe mer eis och: Wou soll d'Rees higoen? D'Reform vun 2012 ass deemools der CSV net wäit genuch gaangen, dofir froe mer eis, a wéi eng Richtung et dann hei sollt goen. Wat Dir alles Genaues ...

Une voix | Och der DP!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Och der DP!

... och an dësem Beräich wëllt proposéieren. A virun allem gouf jo de Conseil économique et social beoptraagt, en Avis auszuschaffen. Do géif et eis och interesséieren, ob Dir deem iwwerhaapt wëllt consideréieren. E war weeder am Walprogramm vun der DP nach vun der CSV nach ass en an Ärem Koalitionsprogramm ze fannen. Mee ech mengen, et wär wichteg, eeben och op d'Stëmmen aus dem Secteur ze lauschten, wann een hei gären nach wëll eng Reform ugoen.

Da kommen ech eriwwer zur Santé. Do muss ech wierklech soen, sou schaarf wéi nach kierzlech am Walkampf geschoss ginn ass, sou vag ass Äre Programm genau op deenen dote Punkten. De Programm erwänt eng dezentraliséiert Prise en charge, Hëllef fir Dokter, déi sech néierloossen, oder d'Konzept vum Médécin référent ze stäerken. Ben jo, dat ass gutt, mee och hei: Et ass näischt Neies. Et si keng nei Mesürene, déi Dir proposéiert.

Ee Wuert dann zum Cannabis: Dat passt jo och ganz gutt zur Santé. Zweek, ganzer zwee Sätz ginn deem Theema hei gewidmet. An interessanterweis weisen dës zwee Sätz, wéi d'Diskussioun wuel während der Verhandlung tëscht der CSV an der DP verlaf sinn. Deen éischte Saz, wuel mat bloer Tënt geschriwwen: D'Gesetz iwwert déi véier Cannabisplanze gëtt net ofgeschafft. Gutt. Den zweete Saz, dës kéier da mat der schwaarzer Tënt geschriwwen: D'Regierung wäert d'Positioun vun eisen dräi Nopeschlänner a puncto Cannabis beobachten.

Jo. Vill Spaass beim Beobachten. Well dat heescht näischt anescht, wéi dass Dir net hei bereet sidd, e Schrëtt méi wäit ze goen, a genau dat ass net gutt. Well do ass awer vill Aarbecht och an der viregter Regierung geleescht ginn. An da wëll ech och nach eng kéier ganz kloer soen: D'Cannabis-Legalisierung ass net eng Fro vu Moud, et ass eng Fro vun der Santé publique. An dofir soll ee sech och net hei deem verschléissen an et soll ee virun allem net d'Aen zoumaachen. Au contraire: Mir wëssen, dass et Leit gëtt, déi dämpfen, a mir wëssen, dass déi Leit, wa mer et net reegelen, um Schwaarmarché sech nach weider wäerten hir Produite besuergen, an um Schwaarmarché mat alle Konsequenzen, déi mer da kennen, an dofir geet et net duer, just bei d'Nopere kucken ze goen. Au contraire: Hei wär eng Portioun Courage ubruecht.

An eng grouss Portioun Courage, wann ech scho beim Courage sinn, brauche mer och bei der gréisster sozialer Fro, déi sech hei am Land stellt: dem Logement. De Koalitionsprogramm versprécht massiv Investitiounen an dësem Beräich. Jo – wichteg! Allerdéngs gi se net chiffréiert an och hei wësse mer net ganz genau, wou et soll higoen. A virun allem wësse mer och net,

wiem dës Investitiounen sollen zeguttkommen. Gewëssen Tendenze loosse sech awer rausliesen, dat liest ee schonn e bëssen tëscht den Zeilen. An do fänkt et dann un, awer e bësse méi spannend ze ginn.

Grad beim Logement ginn et jo awer Hëllef fir Leit, déi scho vill Suen hunn, fir dass déi, jo, eng zweet, drëtt Wunneng nach kënnen kafen a se dann op de Locationsmarché bréngen. Dat huet weiderhin zur Konsequenz, dass d'Präisser eropgedréckt ginn, dass et vill Sue kascht an am Endeffekt net deenen zegutt kënt, déi et eigentlech brauchen.

E Beispill dofir ass, dass och elo d'Investisseuren den Accès zum bëllegen Akt kréien, dass si och elo de bëllegen Akt kënnen kréien. Domadder gitt Dir eigentlech vun der Philosophie vum bëllegen Akt an eng ganz aner Richtung. Do si mer rëm bei den ale Rezepten fir déi aktuell Problemer, well och hei hate mer Mesürene. Dir erënnert Iech un den éischte Pacte Logement, wou mer och Primmen ausbezuelt hate, déi herno eebe bei de Promoteure gelant si respektiv d'Zil, dass Wunnenge méi abordabel sinn, domadder net errecht gouf. Dofir hu mer déi ofgeschafft. Dofir hu mer de Pacte Logement 2.0 ausgeschafft. Mee hei, wéi gesot, gitt Dir erëm an déi aner Richtung. An dofir wonnert et mech eigentlech och net, dass Dir d'Bail-à-loyers-Gesetz fundamental wëllt änneren. Jo, och mir wollte Changementen bei deem Text. Dat hu mer ëmmer gesot. Mee just mam Ënnerscheid: Dir stellt Iech op d'Säit vun de Propriétaires a mir stellen eis op d'Säit vun de Locataires. An dat ass den Ënnerscheid.

Par contre fanne mer et gutt, dass déi nei Regierung wëll méi séier bauen. Allerdéngs net op Käschten ..., wannechgelift net op Käschten vun der Ëmwelt a vum Denkmalschutz. Mir warne virunner, déi dräi géinteneen auszuspielen. Fir eis muss dat schonn am Aklang sinn: de Logement, den Denkmalschutz an och d'Ëmwelt.

By the way, wann ech bei der Ëmwelt sinn: Déi ganz offällg Beurteilung vun der Ëmweltpolitik vun der leschter Regierung ass net kohärent mat deem, wat am Kapitel iwwert d'Ëmwelt steet, an dat fanne mer u sech ganz gutt, hei gëtt dem Naturschutz en héije Stellwäert ageraumt. Generell stellt een eng ganz grouss Kontinuitéit eebe fest par rapport zu deem, wat déi viregter Regierung gemaach huet. Versprach ginn och nei Initiativen, besonnesch wat de Schutz vun de Biedem, vum Waasser an och vun der Loft ugeet. Mir, wéi gesot, begrëissen dat allerdéngs, dass hei eng Kontinuitéit ze fannen ass. Et ass wichteg, dass Dir dat och zu Ärer Prioritéit erkläert.

Ech erënnere awer nach drun, dass d'Landwirtschaft an dëse Beräicher viru ganz groussen Erausforderungen steet an dofir hoffe mer, dass et och der neier Regierung geléngt, eeben déi Interessenkonflikter kënnen ze léisen, ouni dass herno mussen Ofstrécher am Ëmweltschutz gemaach ginn, eeben och hei, dass net dat eent géint dat anert ausgespillt gëtt, mee dat muss herno zesummen harmonéieren. Dat muss herno e Ganzt ginn.

Idem beim Klimaschutz: D'Klimapolitik soll jo lo, wéi Dir et schreift, sozial gerecht ginn. Do si mer absolutt bei Iech. Mir sinn ëmmer derbäi, wann et drëms geet, fir sozial Gerechtegkeet hierzustellen. Allerdéngs hätte mer et besser fonnt, wann hei am Accord méi prezisiert gi wier, dass virun allem de soziale Kompensationsmoossnamen d'Hallschent vun de Recetté vun der CO₂-Steier zeguttkomm wäeren, sou wéi dat och schonn déi lescht Jore versicht ginn ass ze maachen. Dat wär e ganz staarkt Zeeche gewiescht. Dir allerdéngs setzt hei e bësse méi op déi Fräiwëllegkeet, op déi fräiwëlleg Mesürene, an do stellt sech einfach d'Fro, ob dat duergeet, fir awer déi ganz ambitiéis Ziler do ze

errechen, ob een do net vläicht awer misst d'Schrauf vun der Fräiwëllegkeet e bëssen zoudréinen, fir eeben déi ambitiéis Ziler, déi mer eis am Klimaschutz ginn, och ze errechen.

Dat ass eng Fro, déi sech net nëmmen hei am Parlament wäert stellen, wou mer eis nach an Zukunft wäerten domadder auserneesetzen, mee et ass och eng Fro, déi elo bei der nächster COP, déi usteet, sécherlech och debattéiert gëtt. An do ass et fir eis wichteg, dass d'Regierung hei eng ganz kloer Haltung huet, virun allem dass Dir gläufwiedeg sidd, well vag Absichtserklärungen ginn definitiv net duer. An och hei ass eis Demande, dass den zoustännige Minister sou séier wéi méiglech an déi zoustänneg Kommissioun kënnt. Dofir hu mer och eng separat Demande gemaach, fir eis ze erklären, wann en op d'COP geet, wéi eng Ziler respektiv wéi eng Richtung en do wäert verteidigen.

(Mme Taina Bofferding dépose une demande de convocation de réunion de commission.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci!

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Da kommen ech elo zu deem Kapitel, dat eigentlech weist, wat de Schwéierpunkt vun der neier Regierung ass: Business first. Fir unzefänke muss ech soen, huet kee wirklech verstanen, wat den Term „inklusive Wuesstum“ bedeit. Ech hunn et gegooelt an ech muss soen, ech hu lauter Sätze vu Wirtschaftsberoder, vun de Big Four a vu Banke fonnt. Bon, dat gëtt mol dann zumindest eng Richtung un. Wat et sécherlech net ass, dat ass d'Économie sociale et solidaire. Dat ass et sécherlech net, well Dir och an Ärem Koalitiounsprogramm keen ee Wuert doriwwer verléiert, wat mer immens bedauern. Well ëmmerhi mécht dëse ronn 8 % vum PIB um europäeschen Niveau aus. Mee hei gesäit een eeben, dass et net den Deel vun der Économie ass, deen déi konservativ-liberal Regierung interesséiert.

Fir meng Kritik op de Punkt ze bréngen: D'Regierung wëll en Ëmfeld schafen, wou de fräie Maart all d'Problemer léist. Eng wirklech extreem aktuell Theorie vun engem Ekonomist vu virun 100 Joer. Och déi konkret Mesüre sinn net innovativ, wéi d'Ausweidung vum „silence vaut accord“ oder nach dem „once only“. Dat sinn al Formelen, fir Kompetitivitéit unzekuerbelen, déi awer net einfach ëmzesetze sinn. Bref, hei feelt et, wéi gesot, un der Visioun. Et feelt un der laanger Siicht, wéi Dir gären d'Gesellschaft wëllt opbauen.

E Beispill, dass eeben d'Visioun feelt an dass Dir net de Bléck fest an d'Zukunft geriicht hutt, ass och d'Digitaliséierung an d'kënschtlech Intelligenz. Den Här Staatsminister hat gëschter d'Wuert „Digitaliséierung“ ganz oft gebraucht, mee wann een dann awer de Koalitiounsprogramm duerchliest, da liest een: Wi-Fi iwwerall, 5G an e bessere MyGuichet.

Dat klängt alles ganz gutt, mee och dat: näischt Neits. Ech mengen, dass d'Digitaliséierung weesentlech méi Erausforderungen stellt wéi déi doten. Ech freeë mech awer – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, dass Dir wëlls hutt, den eMINT, den elektronischen Interieur, weider auszubauen, an dass dat Standard beim Staat soll ginn. Op alle Fall: Do hutt Dir mol meng vollsten Ënnerstëtzung.

Mee, an da kënnt de spannende Punkt respektiv dat ass et, firwat ech eeben och d'Digitaliséierung bewusst uschwätzen, well mer hei virun enger industrieller Revolutioun stinn. Dee gréissten Challenge ass d'kënschtlech Intelligenz, d'KI, an déi huet e Risepotenzial, eist Liewen ze veränneren, wéi dat an den 90er-Joren den Internet war oder och an den 2000er-Joren den éischte Smartphone. D'KI wäert net nëmme Konsequenzen op eist deeglecht Liewen hunn, mee

virun allem wäert se och eis Aarbechtswelt ëmkrämpelen an dofir ass et wichteg, dass mir eis wirklech intensivst domadder auserneesetzen an dass mer och intensivst kucken, wéi mer d'kënschtlech Intelligenz ..., wéi mer do kënnen eng Reglementéierung ginn a wéi mer et och kënnen besser encadréieren, fir eeben déi Konsequenzen, déi kommen ..., dass mer dat och gestëmmt kréien an dass mer net herno vum Zuch iwwerrannt ginn. An dofir ass et och wichteg, dass kritescht Denken an eise Schoule gefërdert gëtt, dass déi Jonk och do gestärkt ginn an dass se och wëssen, wéi se eebe mam Contenu vun de Medie vu muer sollen ëmgoen, wéi se dëst och sollen anuerdnen.

Vu dass d'Changementer, déi do op eis duerkommen, sou villfältig sinn an esou grouss sinn, muss ech ganz éierlech soen, hätt ech mer awer och bei deem Kapitel méi erwaart an och do méi Mesüeren erhofft, a wéi eng Richtung et soll goen, eebe grad well et sou villen wäert mat sech bréngen, wat eist Liewe wäert veränneren. An eeben och grad well Dir jo an der Économie sou interesséiert sidd, mengen ech, si mer eis och alleguerten eens, dass d'kënschtlech Intelligenz eng enorm Chance och um ekonomesche Plang bitt, sou eebe fir d'Entreprisë kënnen ze ënnerstëtzen, fir eeben och a verschiddenen aneren Domänen aktiv ze ginn. An do ass et eeben och wichteg, dass een de Bléck an d'Zukunft richt, fir eeben ze kucken, wéi een och do kann d'Entreprisë mat abannen, wéi gesot, fir dass mer net herno vum Zuch iwwerrannt ginn.

Mee dat ass net nëmmen eng Fro vun der Ambitioun, wéi gesot, et ass d'Fro, wéi ech et scho puermol gesot hunn, vun der Visioun, déi eis op ganz ville Plaze feelt am Koalitiounsaccord a wou mer bedauern, dass Dir do net méi prezis gitt.

E Lëtzebuerg, wou de Staat méi ass wéi just e Businesscenter fir Entrepreneuren, dat schwieft eis vir. Mir hätte gären e Staat, dee solidaresch ass an dee keen op der Streck leie léisst. Dat ass, wéi gesot, dat Lëtzebuerg, dat mer eis virstellen, mee et ass leider net dat Lëtzebuerg, wat aus dësem Koalitiounsaccord erauszefannen ass. Am Gëschter ware mer schonns. Et ass wichteg, dass mer lo d'Zukunft preparéieren an dass mer dat och zesumme preparéieren, dass mer d'Zukunft gestalten an eis all deenen Challenges, deenen Erausforderungen stellen, déi op eis duerkommen.

Dir gesitt also, dass mir gréisstendeels mat der Zilsetzung vun der Regierung averstane sinn, mee leider net mam Wee, fir dohinne ze kommen. Den Här Spautz huet virunner gesot, dass et Iech gefält, dass mir keng blann Opposition maachen. Bon, da verstitt Dir och, dass mer hei der Regierung kee Blankoscheck kënnen ausstellen.

Här Staatsminister, Dir hutt gesot, Dir braucht eis Proposen, Dir braucht eis Kriticken. Ma, Här Staatsminister, déi gi mir Iech ganz gären. Mir freeën eis op eis Zukunft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech wollt nach ganz kuertz zur Remark, déi den Här Kartheiser virdru gemaach huet, Saache kloerstellen. Et ass effektiv esou, dass eng Rei Dokumenter hei an der Plenië kënnen ofgi ginn. Ech hunn elo déi Bréiwer vun der Madamm Bofferding geholl. Mir sinn nach alleguer am Rodage, gradso wéi d'Regierung nach Welpeschutz huet, mee ech wëll eng Kéier just kloer soen, wéi mir hei procedéieren.

Dat, wat Dir hei kënnt ofginn an der Plenië, dat si Proposition-de-loi, Propositions de révision de la Constitution, Propositione vu Modifikatiounen vu Reglementer, Amendementen, Motiounen, Resolutiounen, Motion-d'ordren, Demandë fir an eng net publicker

Seance ze siegieren an explikativ Dokumentatiounen iwwert dat, wat Dir amgaang sidd ze soen.

Bréiwer, déi schéckt Dir mir wannechgelift einfach esou. Dir kënnt se selbstverständlech an Ärer Ried ernimmen an och explizéieren. Déi Bréiwer, déi Dir mir elo ofginn hutt, hunn ech fir muer 14.00 Auer an der Conférence des Présidents op den Ordre du jour gesat an do wäerte mer se duerchdiskutéieren. Dat just fir d'Saache kloer ze soen, dass mer eis eens sinn, wéi mer hei matenee verfueren.

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, dat war just eng Explikatioun ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn Iech elo explizéiert, Här Di Bartolomeo, wéi mir an Zukunft virginn, an dat ass alles elo tipptopp an der Rei esou. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Tipptopp, Här President!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Léif Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ee sou schéi seet: D'Vollek huet geschwat. D'Wierfel si gefall. Dat, wat dobäi rauskomm ass, ass dobäi rauskomm. Deenen enge gefält et méi, deenen anere manner. Mir als ADR soen op jidde Fall Merci deene Wieler, déi eis gewielt hunn. Mir konnten eis verstärken, doriwwer si mer ganz frou. Mir hunn eng staark Demokratie hei zu Lëtzebuerg an dorop kënnen mer houfreg sinn a mir solle kucken, dass dat och esou bleift.

Allerdéngs sinn eng Partie Punkten, wou ee sech kann eng Rei Froe stellen, an ech wëllt hei op deen een oder aneren agoen.

Deen éischten, dat ass d'Zuel vun de Wieler a méi genee nach den Taux d'abstention, dee mer hei zu Lëtzebuerg hu bei eise Chamberwalen. E puer Zuelen: 1991 hate mer 271.000 Lëtzebuerger hei am Land liewen. Am Ausland hunn deemools wéineg Lëtzebuerger gelieft. 2023, also plus/minus 30 Joer duerno, sinn et der 341.000 hei am Land an 130.000 Lëtzebuerger am Ausland. Dat mécht en Total vu 471.000 Lëtzebuerger, déi et haut op der Welt gëtt, woubäi een awer muss soen, dass den Ausseministère bis elo ëmmer Schwieeregkeeten hat, fir déi genee Zuel am Ausland och erauszefannen. Dat wier vläicht och eng Iddi, fir eng Kéier do dat méi genee ze kucken.

Mir haten dann 286.000 Wieler ageschriwwen. Bon, et muss een natierlech wëssen: D'Kanner ginn net wielen. Déi iwwer 75 Joer, déi mussen net. An déi am Ausland wunnen, déi mussen och net, déi hunn d'Walrecht a keng Walpflicht. Soudass mer am Endeffekt op en Taux komme vu Leit, déi gewielt hunn, dee sou zwëschent 65 a 70 % läit, an en Taux d'abstention vun 30 bis 35 % bei dëse Walen. Also, et hu ronn 250.000 Leit gewielt vu warscheinlech 380.000 Walberechtigten.

Einfach eng Kéier esou als Iddi hei an de Raum geworf, dass et dat och zu Lëtzebuerg gëtt trotz der Walpflicht, déi mir hei am Land hunn. Mee doduerch, dass vill Lëtzebuerger haut am Ausland wunnen, huet déi Situatioun sech vläicht geännert an et ass eng aner wéi déi, déi mir ëmmer kannt hunn.

Dann ass et sou: No de Wale gëtt ëmmer geschwat iwwert de Walsystem, dass deen eventuell net méi gutt ass a misst geännert ginn. Och hei si mer eis am Fong warscheinlech alleguerten eens, dass e puer Punkten do net méi zäitgeméis sinn an dat ass d'Proportionalitéit vun de Deputéierten an deene verschiddene Bezierker par rapport zur Bevëlkerung op där enger Säit, wann Dir dat esou wëllt, oder zu de Wieler, zu

de Lëtzebuurger, déi an deene Bezierker wunnen. Dir wësst allegueren, dass den Osten an den Norden ënnerrepresentéiert sinn, dass den Zentrum iwwerrepresentéiert ass. Eigentlech misst et an der Logik sinn, fir dat ze änneren. Déi Zuele si festgeluecht ginn an den 80er-Joren. Dat ass scho ganz laang hier. Deemools hat Lëtzebuerg vill manner Awunner an, wéi ech lo grad gesot hunn, vill, vill manner Wieler. An, wann ech einfach kéint eng Iddi hei an de Raum werfen, déi zwar e bësse gewot ass, dat ass, dass een och eng Kéier kéint sech d'Fro stellen, ob een net awer e bësse soll erhéijen.

Dat heescht, mir hunn am Moment 60 Deputéierter. Ech hu gesot, dat ass eng Zuel, déi ass festgeluecht ginn, du waren nach vill manner Awunner hei, vill manner Lëtzebuurger an ech mengen, dass et net schlecht wier, wann een d'Zuel géif erhéijen, fir rëm do awer méi representativ ze sinn. An zweetens, dat ass eppes, wat mer déi lescht dräi Joer hei opgefall ass, dat ass, dass et awer relativ schwéier ass, hei an der Oppositoun. Mir sinn elo zu 25 Oppositouns-deputéierter ... Bon, mir hunn och déi 35 Deputéiert, déi zur Majoritéit stinn. Mee eis Missioun ass et jo, d'Regierung ze kontrolléieren. A 25 Oppositouns-deputéierter par rapport zu 15 Ministere mat hire ganz Spëtzebeamten, dat ass eng relativ grouss Mammutaufgab an ech mengen, dass ee sech do eng Kéier misst d'Fro stellen, ob een déi Zuel also net sollt erhéijen. Mee bon ...

D'Vollek huet geschwat, hunn ech gesot. Et gëtt Walgewënner, et gëtt Walverléierer. Walgewënner sinn d'DP, déi hu gewonnen, an d'Piraten hu gewonnen an d'LSAP huet och gewonnen a mir hunn och gewonnen. Et gëtt ee grouse Walverléierer, dat ass déi gréng, déi hu fënnef Sëtz verluer. An da kann een natierlech soen: Jo, d'CSV misst jo och zu de Walgewënner zielen, well se déi stäerkst Partei gi sinn. Dat gëtt awer hei am Land oft anescht gedréint an da gëtt effektiv de Verglach gemaach mat de Wale virdun an dorobber gëtt sech da baséiert, ween d'Wale gewonnen huet a wee se verluer huet.

Bon, wann een déi Parteie geholl hätt, déi gewonnen hunn, hätt een och kënnen eng Koalitioun zesumme maachen, mee ech mengen, dat wier zimlech abenteuerlech ginn, sou dass mer lo an dëser Situatioun sinn. Eng Zweeërkoalitioun, déi ee sech vläicht esou virun zwee Joer nach net hätt kënne genee virstellen.

Jo, déi gréng hu staark verluer. Fënnef Sëtz, dat ass schonn impressionnant. Ech géif och soen, hei allgemeng, och fir eis elo: Dat huet net nëmme mat Bashing ze dinn. Well wann et nëmme mat Bashing ze dinn hätt an ech kucken dee Bashing, dee mir als ADR awer trotzdeem och heiansdo musse matmaachen, och an den normale Medien, dann hätte mir jo och misse verléieren. Hu mer awer net, d'ADR huet gewonnen. An ech gesinn dat och als eng Bestätegung vun eiser gudder Aarbecht a mir wäerten eis natierlech weider staark engagéieren.

Mir kruten d'Fraktiounstäerkt a mir wäerten eis Aarbecht dann och weider gutt maachen, souwuel konstruktiv wéi och kritesch. An ech wëll drun erënneren: Déi politesch Debatt an enger Demokratie, déi leeft vum Meenungspluralismus. Mir sollten eis allegueren freeën, wann hei am Gebai verschidde Meenunge kënnen ausgetosch ginn. Dat mécht jo dat Interessant un der Debatt aus, soss géif jo kee méi nolauschteren.

Nach e Wuert: Interessant ass jo d'Entwécklung vun der CSV vun 2018 op 2023. Mir haten am Fong en identescht Resultat: 2018 21 Sëtz, 2023 och 21 Sëtz. A wéi eeben, ech soen elo mol, d'Schicksal heiansdo esou zouschleift, hu mer awer eng komplett aner

Interpretatioun vum Resultat. 2018 ass de Spëtze-kandidat, den Här Wiseler, als Verléierer duergestallt ginn, an 2023 den Här Frieden als Gewënner, an dat mat deem selwechte Resultat.

Jo, wat huet dann elo d'Ännerung bruecht, wann et net d'CSV selwer war? Majo da géif ech soen, dann ass d'Ännerung komm duerch aner Parteien. An et ass ganz einfach esou, ech mengen, d'Piraten an d'ADR hunn deene Gréngen zwee Sëtz ewechgeholl am Osten an am Norden. An ech mengen, dass dat ausschlaggebend war, dass déi Gambia-Koalitioun, déi mer haten, net méi genuch Sëtz krut an dass dat och ausschlaggebend war, dass den Här Frieden elo Staatsminister ass.

An ech géif em duerfir roden: All Moien, wann en opsteet, kann en de Piraten an der ADR Merci soen, dass en haut Staatsminister ass.

(Hilarité et interruptions)

Voilà! Da kommen ech elo awer allgemeng e bëssen zum Programm vun der Regierung. Ech géif dräi grouss Erkenntnisser hei ervisträichen. Dat Éischt, wat eis opgefall ass, dat ass, dass et elo net hei de grouse Wiessel ass, eigentlech quasi net, obwuel d'CSV haaptsächlech ugetrueden ass mat „nei Politik, grouse Wiessel“. Wat konnt ee sech dorënner virstellen? Ech weess et net alles. Am Endeffekt huet een e Wiessel am Personal, jo gréisstendeels, awer och net iwwerall. Vläch leider, soe vill Leit. Mee am Inhalt gesinn ech elo och net de grouse Wiessel.

An dat ass am Fong schued, well ech mengen, dass vill Leit, déi d'CSV och gewielt hunn, dee Wiessel wollten. An e Wiessel heescht eng Verännerung an eng Verännerung heescht an dësem Fall, eppes anescht ze maache wéi dat, wat d'Gambia-Regierung déi leschten zéng Joer gemaach huet.

An an eiser Meenung wier et och Zäit duerfir gewiescht. Ech verstinn och ganz gutt déi Leit, déi e Wiessel wollten, well ech mengen, dass d'Situatioun an den zéng leschte Joer sech a Lëtzebuerg dach awer ganz kloer verschlechtert huet. Ech géif dat un e puer Kriterie festmaachen, déi mer déi leschten zéng Joer gesinn hunn. Et sinn ëmmer méi Lëtzebuurger, déi d'Land verlosse mussen an an d'Grenzgebitt wunne ginn, well se sech hei keng Wunneng méi kënne leeschten. D'Aarmut geet erop. Ëmmer méi Leit falen ënnert d'Aarmutsgrenz, haaptsächlech Leit mat Kanner, Leit, déi gescheet ginn. D'Famill ass manner wäert. D'Kafkraaft hëlt of. D'Energiepräisser klammen. Ok, do kann ee soen, dat ass net d'Schold vun der Regierung vu Lëtzebuerg eleng. Ech mengen, dat gëtt op engem aneren Niveau oft decidéiert oder entscheet wéi bei eis.

Dann awer d'Kriminalitéit, déi déi lescht zéng Joer ganz staark eropgaangen ass; d'Natur hei am Land, déi weider zerstéiert an zoubetonéiert gëtt. Eise Gesondheetssystem mat Waardezäiten zum Beispill an den Urgencen, déi immens eropgaange sinn. D'Zuel u Better, déi erfogaangen ass. Dann d'Liewensqualitéit allgemeng ass natierlech subjektiv, mee wann een eppes ka festmaachen, dann ass et natierlech un där Zäit, déi een am Stau steet. A wann ech da kucken, dass och do déi lescht zéng Joer d'Situatioun trotz enger ganzer Partie Infrastrukturprojeten ... An et ass jo och virdru gesot gi vun, ech mengen, et war d'LSAP, déi gesot huet, oder d'DP, déi gesot huet: „Jo, mir hu vill gemaach, mee et geet awer nach net duer!“ An dat gesäit een och, well d'Situatioun gëtt dach awer ëmmer méi schlecht och an de leschten zéng Joer.

D'Staatsverscholdung ass eropgaangen. Jo, do gëtt et och Erklärungen derfir.

An ech mengen och, wat wichteg ass awer fir vill Lëtzebuurger a wat haut nach net ugeschwat ginn

ass, och dat, wat Lëtzebuerg ausmécht, ech mengen, d'Lëtzebuurger Sprooch, eis Traditioun, eis Identitéit, esou wéi mer Lëtzebuerg kannt hunn, dat geet och ëmmer méi verluer.

Ech géif also soen, am grouse Ganzen, dass déi Regierung, déi mer haten, eng schlecht Politick gemaach huet an deene leschten zéng Joer. An ech géif mer duerfir erwaarden, wann eng Partei kënnt an untrëtt, fir e Wiessel ze maachen, dass dann och e Wiessel gemaach gëtt, dee wierklech e Wiessel ass, fir d'Saachen ze verbesseren an net méi ze verschlechteren.

Et ass ganz kloer, dass op deene Punkten do wäert dës nei Regierung gemooss ginn – op deene Punkten!

Dann hu mer effektiv d'Education, wou iwwerhaapt kee Wiessel do ass – ech kommen eng Kéier duerno kuerz dorop zrëck –, wou ganz vill Leit enttäuscht si vun der CSV. Et ass och virdru gesot ginn hei, eng CSV, déi ëmmer erëm d'DP-Educationpolitick kritiséiert huet an elo se awer da praktesch ënnerstëtz. Do kann ee sech och nëmme wonneren.

Bon, insgesamt, wann een de Programm liest – ech wëll och net nëmme kritiséieren, wéi gesot –, erkennt een eng gewëssen ekonomesch Vernunft. Dat freet eis. Awer a ville Punkten, och gesellschaftspolitesch, éischter eng Richtung Gambia 3.0. Et gëtt eng gewësse Kontinuitéit an do froe mer eis awer ..., do hätt een awer kënne viles besser maachen.

Dann eppes Zweetes, wat mer gemierkt hunn, wéi mer de Programm gelies hunn, an dat ass och scho vill diskutéiert ginn, dat ass dee Flou, deen am Programm ass. Et ass ganz viles vag gehalen. Op Lëtzebuergesch géif ee soen: „Mir kucken. Mir kucken. Mir kucken.“ Op Franséisch heescht dat dann: „évaluer“, „analyser“, „étudier“, „examiner“, „sera examiné“, „sera étudié“ an esou weider. Also bal 400-mol kënnt dat op deenen 200 Säite vir, wou also keng kloer Position geholl gëtt, mee wou esou eppes an de Raum gehäit gëtt: „Jo, mir kucken emol, wat mer maachen.“

Dat klängt dann zum Beispill esou: „Le Gouvernement étudiera l'introduction d'un statut spécifique pour les médecins en voie de formation.“ Bon, firwat net einfach soen, wat ee wëlles huet? Oder: „La création d'un cadre légal spécifique pour les coopératives de logement et les communautés résidentielles sera analysée.“ Och hei: Firwat dann net kloer soen, wat ee wëlles huet?

Oder: „Le Gouvernement analysera la création d'un Institut du patrimoine culturel immatériel“ an esou weider. Dat ass fir eis eng super Saach. Mee firwat net einfach soen: „Jo, mir wëllen esou en Institut du patrimoine culturel“? Firwat seet een hei: „Mir analyséieren, ob déi Kreatioun da gemaach gëtt oder net“?

An do stellt ee sech dann d'Fro: Firwat esou vill Flou? Firwat esou vill Ongenaues? A menger Meenung no gëtt et nëmme zwou Äntwerten. Déi éischt, déi ass, dass e bëssen de Courage feelt, fir wierklech kloer ze soen, wat ee wëlles huet. Dat ass déi éischt Alternativ. An déi zweet, déi ass: Dir sidd Iech net ëmmer eens ginn an der Koalitioun zwëschen CSV an DP, an dann hutt Der, wann Der Iech net eens waart, gesot: „Ma da schreiw mer dran, mir kucken, mir analyséieren, mir etudiéieren, dann ass dat méi vag an da kënne mer dach ëmmer méi spët eng Kéier decidéieren oder eeben net.“ Ech mengen, wat net am Koalitiounsprogramm drasteet, dat verflucht eis jo och net. Dat ass e bësse schued. Ech hätt mer do méi Konkreetes gewënscht.

An dann en drëtten Punkt allgemeng, dat ass, dass dat heiten awer e Programm ass an eisen Aen, dee

Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat geet. Allerdings am Bevölkerungswuesstum Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat, awer an der Äntwert dorobber, wat d'Infrastruktur an esou weider ugeet, absolut net oder net genuch. An dobäi muss ee soen, dass mer elo schonn iwwerfuert sinn. An dat ass jo dat, wat ëmmer hei och an de Rieden deelweis gesot gëtt, och wann net esou explizitt. Mee ech mengen, mir sinn elo an engem Land, wou mer gläich 700.000 Awunner hunn, a mir sinn a ville Beräicher – Infrastrukturen, Personal an esou wieder –, eigentlech op engem Niveau bliwwen, dee fir 500.000 Leit gutt wier, awer net fir méi. Mir müssen also en immense Retard ophuelen – wat jo och scho gesot ginn ass – a mir müssen eis da virbereeden, wa mer effektiv Richtung eng Millioun Awunner ginn, well dat ass dat, wat mat deem Programm fir mech op jidde Fall e bëssen erauskënnt.

Aktuell zum Beispill hu mer e Problem an de Klinicken. Mir kréien nach vill méi Patienten. Mir hunn net genuch Klinicksbetter. Mir hunn e Problem am Verkéier. Mir brauche méi Stroossen. A wann Der bedenkt, wann Der gär vu 500.000 op eng Millioun gitt, da muss Der alles verduebelen. Da muss Der d'Schoule verduebelen, d'Kläranlage verduebelen, den öffentlichen Transport verduebelen, Prisonge verduebelen, Proffen, Schoulmeeschteren, Giischtercher, Polizisten, Infirmiëren, d'Doktere verduebelen, d'Crëchen, Fussballsterrainen, Klinicken, Dreckscamionen, Gerichtssäil, Magistraten, da muss Der alles verduebelen. An dat ass dat, wat mir grondsätzlech hei an deem Programm e bësse feelt, einfach eng Visioun vu Lëtzebuerg, wéi mer Lëtzebuerg gären hätten an 20 Joer.

Den Här Juncker huet virun 20 Joer eng Kéier geschwat vum 700.000-Awunner-Staat. Du kruten d'Leit ganz vill Angscht a jiddweree war dergéint. Mee dat war en Horizont, dat war nach vill méi wäit wéi elo. An elo si mer quasi schonn do drun.

An ech mengen, dass déi Fro vun der Croissance démographique zu Lëtzebuerg esou eng wichteg ass, dass dat am Fong zentral och misst an esou engem Regierungsprogramm stoen. Well et geet jo net nëmmen ëm déi nächst fënnef Joer, mee et geet och ëm à long terme. An ech géif gär wëssen, wat mat deem Land virgesinn ass an 20, 30 Joer.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dann, jo, e puer Elementer erausgepickt einfach. Et soll ee jo och dann heiansdo eppes Positives soen, gutt Elementer. Dorënner och Fuerderungen, déi mir selwer an eisem Walprogramm haten. Ech zielen einfach e puer Saachen op: den Out of hospital, dann dat Ganzt mam Benevolat – ganz gutt –, d'Maisons médicales, déi solle kommen am Osten, eventuell am Norden.

Dann eng Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Pensionssystem fannen ech och ganz gutt. Mir haten dat an eisem Walprogramm stoen – ech mengen, mir ware quasi déi Eenzeg –, wou mer och gesot hunn, dass do musse Saachen änneren an dass dat net ëmmer wäert da jiddwerengem zegutt kommen.

D'Comparution immédiate – ech kommen nach drop zrëck –, d'78-Woche-Reegel bei laange Krankheete verännere, e Méi u Realismus an der Agrikultur, dann nach vill Detailer, wéi zum Beispill och d'Finanzéierung vun de Kirchen als Patrimoine culturel.

Also och villes, wat drasteet, fanne mer och ganz ok an et geet elo net drëms, fir hei alles schlechtzeréien. Natierlech wäert ech elo, wann ech méi genee op d'Punkten aginn, als Oppositionspolitiker haapt-sächlech déi Punkt erauszéien, déi mir kritiséieren.

An dat geet dann u mam Kapitel État moderne – ech zéien einfach e puer Punkten eraus –, do geet et ëm

de Staatsrot. Do steet dann, de Staatsrot soll moderniséiert ginn, et steet awer net do, wéi a wou a wat. An dat ass erëm dee Flou, dee sech duerch de ganze Programm zitt wéi e roude Fuedem. A mir géife gär e bësse gewuer ginn: jo, wat soll dann do moderniséiert ginn am Staatsrot? Dat géif eis interesséieren.

Wa mer awer scho beim Staatsrot sinn, da wëll ech nach eng Klammer opmaachen: Vu dass d'ADR elo hei op fënnef Sätz ass – a wann een déi lescht 25 Joer kuckt, ware mer ëmmer esou an der Moyenne op bal fënnef Sätz –, steet eis am Fong an der Proportionalitéit, déi de Staatsrot jo soll hu par rapport zu de Parteien, déi vertruede sinn an der Chamber ..., misst eis eigentlech elo, wou e puer Plaze fräi ginn, am Staatsrot en zweete Sätz zoustoen. Objektiv gesi wier dat esou. Gutt, Klammer zou.

Da geet et ëm de 5G, woubäi ech mech froen: Ass eng 5G-Couverture wierklech néideg? Mir hunn am Moment nach Funklächter, wou schonn den 3G net funktionéiert, mee bon, dat sinn alles Saachen, déi mer nach wäerte méi spéit da gesinn.

Simplification administrative, dat ass en Theema säit, ech weess net, zënter 10, 15 Joer. Et huet een awer net ëmmer richteg d'Gefill, dass sech do och eppes deed. Ech denken alt ëmmer weinst menger beruflecher Vergaangenheet och un d'Schoulen, wou sécherlech administrativ alles ëmmer méi schwéier ginn ass mat onméiglechen administrative Prozeduren, Bilanen, Reuniounen a sou weider. An ech mengen, dass et wierklech sënnavoll wier, fir och un déi Saachen ze denke bei enger Simplification administrative.

D'Digitaliséierung weiderdreien – jo, ganz wichteg fir e Land wéi Lëtzebuerg. An Dir hutt och drageschriwwen, awer och de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, an de Guichet ze goen, och dat fanne mer natierlech ganz richteg.

Da geet et drëms, elektronesch ze wielen – also Dir gitt an eng Walkabinn, wou Der dann och mat sou enger Maschinn kënn wielen – respektiv d'Digitaliséierung, wou d'Leit dann och kënnen vun doheem aus vill Prozedure matmaachen. An eppes, wat mir ëmmer gefrot haten am Kader vum Referendum – vun der Referendumsfro, et ass jo kee ginn –, vun der Referendumsfro d'lescht Joer iwwert déi nei Verfassung, dat war, dass d'Leit net müssen, wa se wëllen ënnerschreibe bei enger Verfassungsännerung fir e Referendum, op d'Gemeng goen a sech do aschreien op eng Lëscht, mee dass se dat och kënnen vun doheem maachen, wéi ganz vill aner Saachen, an dat am Kader vun der Digitaliséierung, sou wéi och bei Petitiounen, dass déi Leit dat vun doheem kënnen maachen. An dat wier eppes, wat mir och hei géifen der neier Regierung mat op de Wee ginn, fir och déi Prozedur ze vereinfachen.

Da geet et ëm d'Medien, d'Pressehëllef. Jo, d'Pressehëllef, do sti mir natierlech och derhannert, déi de Pluralismus an engem gewëssene Sënn hei am Land erméiglecht. Awer mir géifen nach gär e bësse méi Pluralismus hunn, an dofir kéint de Staat och higoen an eng Partie..., soen ech elo mol, eng Contrepartie froe vun de Medien. An ech denken do zum Beispill drun, fir a reegelméissegem Ofstänn och Communiqué vum de Parteien ongekierzt ze publizéieren an den Zeitungen. Dat wier eng Iddi.

Ech géif och roden, wa mer iwwert den RTL-Verwaltungsrot schwätzen – d'Fro stellt sech och beim 100,7 –, do wär et interessant, wann net nëmmen e puer Parteien do vertruede wäeren am Verwaltungsrot, mee ech mengen, dass eigentlech sollt all Partei, déi an der Chamber ass, och do mat vertruede sinn. Dat an engem Sënn vun Transparenz a politescher Neutralitéit.

Voilà, dat loosse mer ewech.

Komme mer bei d'Fonction publique. Do ass dann e Kapitel Égalité des droits. „Le Gouvernement s'engage à promouvoir l'égalité des droits et la représentation équilibrée au sein du service public.“ Ech weess elo net genee, wat et heescht. Geet et ëm Quoten, Mann a Fra? Also mir sinn op jidde Fall géint Quoten! Wat ass heimadder gemengt? Ech kommen awer nach eng Kéier duerno dorop zrëck.

En aneren interessante Punkt: mobilité professionnelle. Jo, dat ass e ganz wichteg Punkt. Mir haten ëmmer déi Proposition als ADR, dass ... Mir hunn déi Situatioun, dass ganz oft Leit, déi ausgebild gi sinn an engem Handwerk, an engem Betrib, dann duerno, soubal se ausgebild sinn oder kuerz duerno, bei de Staat wiesselen oder bei d'Gemeng. A mir haten déi Proposition gemaach, fir op d'mannst dann déi Betriber ze entschiedegen. Dat ass jo grad déi Mobilité professionnelle. Mee et wär gutt, wann de Staat deene private Betriber géif an deem Fall och eng Entscheedung ausbezuelen.

Op der anerer Säit hate mer och d'Diskussioun an deem Kontext driwwer, dass Leit aus dem Privatsektor bei de Staat kommen, dat war an deem Kontext, wou et ëm d'Schouldirektore gaangen ass. A verschiddene Schoule sollt dat méiglech ginn, dass een aus dem Privatsektor do virun d'Nues gesat gëtt vun de Beamten, déi do sinn. Dat ass natierlech eppes, wat mer dee Moment, zumools an de Schoulen, net kënnen ënnerstëtzen.

Da steet do am Kontext vun de Gemengen och eppes, wat zimmlech vag ass. Do steet dann: „mener des discussions“, dass de „Gouvernement entend mener des discussions avec les représentants des communes“, an dann eng ganz Partie Punkten. Do freet ee sech och: Wat ass dann d'Zil vun der Regierung? Wat wëlle se hei? Also hu mer hei och erëm dee relativ grouse Flou. An do war ee Punkt, dee mer an d'A gesprongen ass, well mer d'lescht Kéier doriwwer Diskussiounen haten, do geet et ëm d'Bezuele vu Matériel informatique. Do war d'Diskussioun, ob et soll vum Staat bezuelt ginn oder vun der Gemeng bezuelt ginn. D'CSV war komplett op der enger Säit, d'DP komplett op der anerer Säit. Do sinn ech elo gespaant, wéi Dir Iech op deem Punkt eens gitt.

Dann eppes, wat eis net gefällt, Här Staatsminister. Do geet et ëm d'Steiererhéijungen. An zwar soll d'Grundsteuer an d'Luucht goen, dat steet am Kapitel vun de Gemengen, och duerno kënn dat nach eng Kéier erëm. An ech mengen, mir sinn als Partei ganz kloer géint eng Steuer op eidele Wunnengen. Et gëtt aner Méiglechkeeten, Propositione fir eng Liberaliséierung a Vereinfachung vum Miet- a vum Verkaufsrecht, wou d'Leit kéinten déi Wunnengen éischter fräimaachen a méi motivéiert d'fir wieren. Dat wier, mengen ech, de bessere Wee. Dat, wat mer elo do gesinn, ass an eisen Aen och en Agréff an d'Eegentumsrecht a mir sinn also net der Meenung, dass dat dote sollt gemaach ginn. Et wonnert mech och vun dëser Regierung, wou jo da virun nach gesot ginn ass, déi wier konservativ-liberal. Hei ass sou eng Iddi, wou een ëmmer geduecht huet, déi kéim éischter aus dem gréngen a lénksen Eck, dofir wonnert eis dat, datt Dir dat wëllt maachen. Mir wëllen dat op jidde Fall net. Grad och fir Zweetwunnengen, Weekendhaisercher oder soss eidel Wunnengen, mengen ech, wier dat do keng gutt Iddi.

Da steet do, dass de „Gouvernement encouragera les communes à favoriser la création de logements abordables.“ Jo, dat hu mer och elo jo scho gehat. Et si jo eng Partie Gemengen, déi och ganz vill investéiert hunn. An ech denken un d'Gemeng Kielen zum Beispill, wou e ganz neie Quartier entsteet vu Logement abordable. De Staat sollt awer och net vergiessen, dass déi Gemengen déi néideg finanziell Moyenen

derfir brauchen, fir d'Infrastrukturen opzeriichten. An ech weess, dass eng Partie Gemengen, déi sech sou vill elo fir d'Kreatioun vu Logement agesat hunn, vir bai an hanne widder si mat de Finanzen, well se eeben déi ganz Infrastrukturkäschte mussen droen. An do wier et wichteg, wann de Staat dat scho gäre favoriséiert, dass en och de Gemengen déi finanziell Méiglechkeeten do méi gëtt, wéi dat elo war.

Da steet och eppes Interessantes dran: Majorzgemenge sollen elo bis 6.000 Awunner goen. Jo, dat kënnen mer ënnerstëtzen. A beim Punkt Fusiounen huet eis am Fong och gefreet, dass et awer weider sou geet wéi bis elo, dass d'Leit gefrot ginn, ob se eng Fusioun wëlle vun hire Gemengen an dass et net méi sou richtig vun uewen erof soll decidéiert ginn, well ech wëll hei ganz kloer soen: An eisen Aen huet eng Fusioun vu Gemengen ëmmer Virdeeler, mee och ëmmer Nodeeler. An ee vun den Nodeeler ass einfach déi direkt – wéi soll ech soen? – politesch Representatioun. Et verléiert een an eng grousser Gemeng dach awer de Kontakt zu senger politesch Gewielten an et huet een net méi deen einfachen, gudde Kontakt vun de Buergermeeschteren an den anere Gewielten zu der Populatioun, wat ee vun den Nodeeler ka sinn, nieft aneren natierlech an och nieft enger Partie Virdeeler – dat wëll ech och gesot hunn. Mir hätten eis gewënscht bei deem ganze Kapitel, dass eng Confirmatioun dra gewiescht wier fir d'Autonomie communale; déi ass fir eis ganz wichteg an déi feelt awer leider.

Da komme mer op d'Aussepolitik. Bon, do hate mer elo ganz laang den Här Asselborn als Minister. Dir wësst, dass mir do net ëmmer ganz domat averstane waren. Mir haten eng Kéier d'Demission vum Här Asselborn gefrot aus verschiddene Grënn, an dat wier och fir eis deemools néideg gewiescht. Do ass viles sou gemaach ginn, wéi mir et net gutt fonnt hunn. Elo kommen eng Partie Ännerungen. Ech sinn elo gespaant, wéi et weidergeet. Bon, ech ginn net hei bei all Punkt an den Detail. Mir kréie sécherlech Geleeënheeten, wou mer iwwert d'Aussepolitik hei kënnen schwätzen. E puer Punkten erausgepickt: Et steet dann do ... A jo, d'„Répartition équitable de la charge d'accueil“. Dat ass eng Diskussioun, déi op europäeschem Niveau scho laang gefouert gëtt, do geet et jo drëms, fir Asylbewerber op ganz Europa ze verdeelen, woubäi een awer muss soen: Dat huet ni och nëmme annäherend geklappt an et wäert och net klappen. Ech géif also hei dat doten och net esou an de Programm schreiwen, well et absolut net méiglech ass a well déi meescht Länner souwiesou am Moment eng ganz aner Politik maachen, an zwar eng vill méi restriktiv Politik, wat – soe mer mol – d'Migratioun ugeet.

Da steet dran, jo, en europäesche Sätz am UN-Sécherheitsrot. Jo, do kann een derfir sinn. Et schéngt mer awer ganz illusoresch, dass déi Länner dat zouloossen, déi dra sinn am Moment. Voilà.

Kooperatioun dann: Gutt ass, dass d'Aide humanitaire méi kloer genannt gëtt, méi unerkannt gëtt, dat ass eng gutt Saach. Mir brauchen och an deem Kontext Stocke fir national Reserven am Fall vun enger Kris hei am Land oder an aneren.

Interessant ass dann: „Des règles plus strictes devront être appliquées à l'égard des pays partenaires prioritaires“. Wat heescht dat konkreet? „Règles plus strictes“ fir eis Relatiounen mat deene Länner, wou mir bis elo Kooperatiounen gemaach hunn? Ech denken do ganz besonnesch un d'Sahel-Staaten, wou elo iwwerall Putsche waren a Militärregierungen sinn. Wat heescht an deem Sënn dat dote méi konkreet? Dat géif mech och interesséieren.

Dann d'Kapitel iwwert d'Europäesch Unioun: Jo, et geet kloer an eng Richtung, dat ass mäi Gefill, wann

ech dat liesen, dass mer elo eng Regierung hunn, déi éischter an déi Richtung geet à long terme vun engem méi federalen Europa, wou ëmmer méi Kompetenzen op Bréissel ginn an d'Länner ëmmer manner Kompetenzen hunn. Dat ass eppes, wat mir natierlech och net kënnen ënnerstëtzen. Genausou wéi mer och virsiichteg wieren am Hëlleck op aner international Organisationsen, déi wëllen d'Politick vun hire Memberlänner matdiktéieren. A mir soen ëmmer, dass Lëtzebuerg muss seng Souveränitéit behalen, egal a wéi enger internationaler Organisatioun, ob dat d'EU ass, d'WHO ass oder sou weider a sou fort. A mir hätte gären en Ënnerschied tëscht Recommandatiounen an Obligatiounen. Recommandatiounen kréie mer ganz gären, Obligatiounen wëlle mer guer net kréien.

Defense, do gëtt geschwat vun enger „Union de la défense“, awer net genee, wat dat soll sinn. Dat kléngt, jo, speziell. Wien decidéiert dat? Wéi eng Engagementer géif dat mat sech bréngen, wéi eng Risiken? Wat wëlle mer erreeche mat enger Union de la défense?

An dann eppes, wat mer schued fannen, dat ass, dass am Programm de bilaterale Battalioun mat der Belsch hei weider ugestriift gëtt. Dat ass eppes, wat mer net gutt fannen. Mir hunn eng kleng Arméi, mir sollen déi komplett zu Lëtzebuerg halen a mir sollen och komplett d'Méiglechkeeten, iwwert dës Battalioun ze decidéieren, bei eis halen. Dat do, dat geet iwwer eis Méiglechkeeten, et geet iwwer eis Besoinen. A firwat soll dat gutt sinn a géint wien a mat wem? Dat schéngt eis dofir keng gutt Iddi a mir géifen dat dofir net ënnerstëtzen. Grad och, well zum Beispill op Sait 31 steet: „un déploiement éventuel dans le cadre d'un conflit de haute intensité“. Also ech weess net, ob et interessant ass, fir e Lëtzeburger oder e Lëtzeburgergesch-belsche Battalioun an e Conflit de haute intensité ze schécken, dat géif warscheinlech net gutt ausgoen.

An eng gutt Fuerderung fanne mer dann och nach den Hôpital militaire, wou hei och mäi Kolleg, de Fernand Kartheiser, sech jorelaang ëmmer derfir agesat huet. Dat steet elo am Programm, dat freet eis natierlech ganz besonnesch.

Dann d'Finanzen: Am Prinzip si mer d'accord mat de véier Prioritéiten fir d'Relance. Allgemeng ass dat eng gutt Saach, awer d'Regierung seet näischt iwwert de Remboursement oder de Plafonnement vun der Schold, dat fanne mer e bësse schued. Et gëtt hei viles ugekënnegt an deem ganze Programm a proposéiert, mee et freet ee sech dann awer och, wéi dat Ganzt soll bezuelt ginn. A mir wëllen op jiddwer Fall weidermaachen mat enger rasonabler Politik, déi och dorop ass, dass mer den Triple-A behalen. Grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass dat, mengen ech, immens wichteg, dofir hate mer ëmmer ..., net e Konsens heibannen, mee, soen ech emol, eng Majoritéit, déi gesot huet, mir wëllen déi 30 % anhalen. An dat wier gutt, wa mer also onbedéngt den Triple-A géife behalen, eis Staatsschold net nach weider géifen an d'Luucht dréien.

Da kréien d'Leit och bësse méi eppes an d'Täsch: Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Dat ass natierlech flott, woubäi ee muss soen, dat ass am Fong elo kee Kaddo, mee dat ass am Fong eppes, wat de Staat de Leit schëlleg war, an dat säit Joren. Ganz einfach well d'Steiertabell ni ugepasst ginn ass, an zwar aachtmol net ugepasst ginn ass. An der Tripartitt war decidéiert ginn, et soll lo zwee an en halleft Mol geschéien. Elo ass et erhéicht ginn op véiermol. Dat ass natierlech eng gutt Saach.

Ech hu mech gefrot, wéi vill ass dat dann elo? Den Här Spautz hat virdrun d'Rechnung gemaach, do huet hie gesot, bei ongeféier 3.000 Euro wieren dat, ech

mengen, 40, 50 Euro, déi dat ausmécht. Dat ass jo schonn eng gutt Saach, well dat si Suen, déi stinn de Leit am Fong zou. A wann een dat doten ... Am Fong misst een de Leit déi aacht Tranché ginn, quitte dass ech weess, dass dat fir de Budget vum Staat net machbar wier. Mee wann ee wëll eng Steiererhéijung maachen, da soll een och kloer soen: „Mir maachen eng Steiererhéijung!“, an da soll een déi och maachen. Mee et soll een net higoen an et iwwert de Wee maache vun enger Netindexéierung vun der Steiertabell, ech mengen, dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreut.

Interesséiere géif eis an deem Fall nach, wéi et dann elo weidergeet. Gëtt et eng automatesch Upassung elo bei all Indexbranche vun der Steiertabell? Doriwwer hu mer näischt gelies. Dat géif eis nämlech och freeën, wann dat de Fall wier.

Da kënn erëm d'Theema op vun der grousser Steuerreform. Mir si gespaant, wéi dat soll ausgoen. Déi stoung schonn d'leschte Kéier am Programm, wann ech mech net ieren. A wann een déi finanziell Situatioun kuckt, déi mer hunn, da stellt ee sech awer d'Fro, ob dat méiglech ass, eng grouss Steuerreform ze maachen, sou wéi Verschiddener dat hei fuerderen.

Mir haten iwwerens an eise Programm geschriwwen, dass eng grouss Steuerreform net méiglech wier, well déi finanziell Moyenen net do wieren. Also, dat war dat, wat mir gesot haten an der Walcampagne virun de Wahlen, well mir wossten, dass déi finanziell Méiglechkeeten net déi wieren, déi Verschiddener no bausse vertrueden hunn. Et ass also warscheinlech relativ schwierig.

Et gëtt geschwat vun der Upassung vun deene verschiddene Steierkategorien, et gëtt geschwat vun enger Individualiséierung – finanziell ganz schwierig an awer och bedenklich, well et och e bëssen en ideologesche Projet kéint sinn. An et muss een awer oppassen, dass een och d'Famille steierlech nach ëmmer awer trotzdeem wäertschätzt a mir wëllen op jidde Fall keng steierlech Ofschafung vun der Famill an eise Steiersystem. Dat heescht, mir wëllen net, dass déi eppes verléieren.

D'CO₂-Steier, déi bleift bestoen. Dat ass schued. Mir wollten déi op d'mannst emol aussetzen, zumools an dësen Zäiten, wou d'Leit scho finanziell Schwierigkeiten hunn. D'CO₂-Steier kënn och, souwäit ech weess, net an de Wuerekerf. Dat war eppes, wat den Här Gilles Roth ëmmer gefuerdert huet, wann ech mech net ieren. Dat kënn elo net. Et steet op jidde Fall näischt am Koalitionsaccord, dass e géif indexéiert ginn. Et wier awer net schlecht, wann dat ëmmer sou wier.

Dann eppes, wat nach net ugeschwat ginn ass: Den 1. Januar geet d'TVA erëm an d'Luucht, vu 16 % op 17 %. Ass dat sou? Dat ass als Kriseninstrument agefouert ginn, fir déi héich Inflatioun ofzufiedere. An et gëtt elo erëm ofgeschaaft. An ech froe mech, ob mer eis dat kënnen erlaben. An ech froe mech och, nieft dem groussen administrativen Opwand, deen dat Ganzt erëm mat sech bréngt, ob dat net erëm d'Inflatioun e bëssen och ufeiert. Dat heescht, ech géif mech ganz kloer hei ausschwätzen, fir d'TVA op 16 % ze loosser.

Eng Partie Steiererlicherunge stinn am Programm. Domadder si mer d'accord, wéi och duerno mam Logement. Do kënn endlech e bëssen ekonomesch Vernunft mat an de Programm. Dat fanne mer eng gutt Saach.

Wéi gesot, net d'accord si mer mat der Besteuerung vun eidele Wunnengen, Terrainen a mat der Erhéijung vun der Grondsteuer. Dat gëtt et mat eis net. Frou si mer och, dass et keng Ierfschaftssteuer gëtt, a frou si mer och, dass et keng Vermögenssteuer gëtt, dat ass eng ganz gutt Saach. A ganz frou si mer och,

dass d'Unanimitéit en matière fiscale op europäischem Niveau ugestrieft gëtt, fir déi bäizebehalen. Dat ass ganz wichteg fir eist Land. Mir musse kënnen selwer decidéieren, well soss decidéieren déi aner fir eis an dann ass eis Finanzplaz fort – ganz wichteg.

À propos Finanzplaz: Mir si géint eng Ideologiséierung vun der Finanzplaz. Et gëtt geschwat vun enger grénger Finanzplaz, vun enger feministescher Finanzplaz. Dat ass eppes, wat mir net ustriewen. Mir sollen d'Entreprises, d'Banken no kommerzielle Kriterien schaffen loossen an net eis amäschchen a mam moralesche Fanger dostoos an hinne virschreiwen, wéi a wat se ze maachen hunn. Dat, mengen ech, ass net d'Iddi vun der Economie an d'Moral soll een do loossen, wou se higeheiert. Mir ënnerstëtzen als Schluss op jiddwer Fall an allen Hisiichten eis Finanzplaz.

Logement: vill gutt Iddie beim Logement och. Dat ass ee vun deene Punkten, wou mer eis och kënnen bei villem uschléissen: Bedeelegung vum private Secteur, méi Hëllef, méi grousszügig steierlech Dispositiounen, Natur op Zäit, Location-vente. Kënnen mer alles matdroen. Leider och hei beim Logement kee Wuert iwwert déi eigentlech Ursaach vun deem ganze Mangel – wann ech dat sou ka soen – u Wunnengen, dee mer am Land hunn. An dat ass eeben den onkontrolléierte Bevëlkerungswuesstem, d'Croissance démographique. Et ass dat, wat eis de Mangel u Wunnenge bréngt, et ass och dat, wat d'Präisser sou an d'Luucht dreift. Et ass och dat, wat mat sech bréngt, dass d'Leit mussen d'Land verloossen, déi hei gebuer sinn, déi hei opgewuess sinn, fir sech nach kënnen eng Wunneng dann ze leeschten am Ausland. Dat ass eppes, wat hei net ugeschwat gëtt, dat ass schued.

Dann ... Bauschutt ... Jo. A!

Wat eis vläicht feelt: D'TVA war jo eropgesat ginn op Zweetwunnengen vun 3 % op 17 % virun e puer Joer. A mir hätten eis hei gewënscht, dass d'Regierung géif ustriewen, erëm eng Kéier erofzegoen an deem Prozentsatz. Ech weess net, ob 3 %, mee op jiddwer Fall bei den Zweetwunnengen erofzegoen op manner wéi 17 %, fir sou nach méi eebe grad déi Baukris, wou driwwer geschwat ginn ass, ofzefiedere respektiv ze verhënnern an d'Baubranche ze ënnerstëtzen an hiren Investissementer, fir nei ze bauen an esou eng weider Kris mat Aarbechtslosegkeet a sou weider ze verhënnern.

An nach e leschte Punkt, dat ass d'Densifikatioun, déi drasteet. Dat kléngt och ganz gutt, mee et muss een ëmmer wëssen, Densifikatioun ass oft contraire zur Liewensqualitéit. Dat ass schéin, wann ee seet: „Mir baue grouss Gebaier mat 20, 30, 50 Appartementer dran.“ Dat ass immens. An et sinn och Leit, déi wëllen dat; dat gëtt et och, déi wëllen an esou engem Raum liewen. Mee ech mengen, an grouse Ganze muss een awer, wann een éierlech ass, soen: Liewensqualitéit huet een an der Reegel do, wou een en Haus huet mat op d'mannst engem klengen Gaart. Mir hunn dat gesinn an der Covidpandemie a grad och gesi bei Famille mat Kanner. Wann ech also hei vun Densifikatioun beim Logement schwätzen, da geet dat fir eis ganz kloer géint d'Liewensqualitéit vun de Leit.

Jo, dann d'Kapitel Environnement, Klima et cetera: enttäuschend! Enttäuschend, well hei déi illusoresch Klimaziler weider verfollegt ginn, déi an der leschter Legislaturperiod festgeluecht gi sinn. An et ass e bësse paradox, dass déi nei Regierung wëll am Fong déi gréng an ideologesch Politik weidermaachen, och déi vum PNEC, wou dann zum Beispill drastesch Mesürene dra sinn, wéi d'laangfristeg schrëttweis Verbidde vun der Masuttheizung a sou wieder. Dat wëlle se weiderféieren. Dat ass eng Politik, an dat ass de Paradox, déi d'Leit am Fong den 8. Oktober hei am Land ganz kloer

ofgewielt hunn. Dat gesäit ee beim Walresultat. Ech wëll net weider drop agoen, mee dat ass d'Realitéit. An dofir hätt ech mer och hei eng Ännerung an der Politik gewënscht.

D'Realitéit ass jo déi heiten – kommt, mir maachen eis näischt vir, mir kréien nach vill Geleeënheeten, doriwwer ze schwätzen –: Mir hunn am Moment am Land 1,6 % Elektroautoen. 1,6 % bei de Privatleit. Mir produzéieren vum eise 50 Terawattstunden Energie, déi mer all Joer brauchen, manner wéi 1 % selwer mat alternativen Energiequellen, also quasi näischt. An och, wann Der dat elo erhéicht, Dir kommt ëmmer nëmmen op e minimale Prozentsatz. A fir hei sou ze maachen, wéi: Mir riichten elo e puer honnert Wandmillen op a maachen op all Daach Solarenergie an da funktionéiert dat hei, dann hu mer genuch Stroum an Energie. Dat ass net d'Realitéit. Et feelt nach ganz, ganz vill an do brauche mer aner Méiglechkeeten, an dat ass am Moment eeben net mat alternativen Energiequelle méiglech.

Mir hätten eis och gewënscht – mee mir wossten, dass Dir dat net géift maachen –, dass Der iergendwéi Iech géift setzen, fir de Verbrennermotor bäizebehalen, och no 2035. Dat géif och ..., dat gëtt eng ... Ech mengen och, datt et net wäert funktionéieren. Ech mengen, dass dat wäert net sou duerchgezu ginn. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass do eng Ännerung wäert kommen, well et wäert net méiglech sinn. Mir sinn net virbereet fir déi Situatioun 2035. An dat kann een och änneren. Et gëtt ëmmer gesot: „Jo, mee d'Europäesch Unioun huet dat decidéiert, d'Kommissioun, an dat sinn net mir.“ Ma dach, ech mengen, d'Europäesch Unioun ass jo awer eng Demokratie an an enger Demokratie kann e Gesetz aféieren, Gesetz änneren, Gesetzerschafen. An ech mengen, an der Europäescher Unioun kann een alles, wat do ass ..., alles vun A bis Z kann een änneren. Dat geet. An och de Verbuet vum Verbrennermotor.

Jo, massiv Investissementer an alternativ Energien ... Also dass mer eis gutt verstinn: Mir sinn net géint Solarpannoen op den Diecher, dat kann effektiv e gudde Bäitrag leeschten, mee et muss een ëmmer realistesch sinn. Wou mir eis méi Gedanke maachen, dat ass bei sou Sätz wéi: „éliminer les obstacles“. Dass elo wierklech sou quasi gesot gëtt: „Hei dat doten ass elo ..., do gëtt et elo keng Géigestëmm méi. Wann eng Wandanlag soll gebaut ginn, da gëtt se gebaut.“ Éliminer les obstacles. An ech mengen trotzdem, et muss een awer nach de Leit eng Méiglechkeet ginn, sech do dergéint ze wieren. Wann an enger Gemeng soll sou eppes opgericht ginn an d'Leit vum Duerf niewendrun, déi wëllen dat net, ma da muss een dat awer en considération zéien an de Leit och d'Méiglechkeet ginn, dergéint virzegoen. An et dierf een och net all Obstacle, mengen ech, eliminéieren. Ech mengen och, dass ee muss oppassen, wou een déi Apparater baut. Wann dat a Bëscher ass, wou vill Beem mussen ofgeholzt ginn oder wou eeben eng gewësse Fauna ass, déi dann op d'Kopp gehäit gëtt, muss een also do virsiichteg sinn. An ech mengen, dass et also net esou ass, dass een all déi Obstacles soll eliminéieren, mee zesumme mat de Leit an am Sënn vun der Natur soll een déi gutt Entscheedunge bei industrielle Wandanlagen treffen.

E Saz, dee mer komesch virkomm ass, ben, wou ech e bësse rose gi sinn, dat ass: „Chaque citoyen doit participer et apporter sa contribution à la transition énergétique.“ Et ass den „doit“. Den „doit“ ass eigentlech och eppes, wat, mengen ech, ofgewielt ginn ass bei de Walen dëst Joer. Den „doit“, dat ass den Zwang, an den Zwang, dat si Verbuet. An dee Saz hei, deen heescht: All Bierger muss, gëtt gezwongen, seng Contributioun ze leeschte fir d'Transition énergétique. Dat ass eppes,

wat mer net kënnen ënnerstëtzen. Mir hoffen, dass dat einfach e Saz ass, deen elo do drasteet an dass dat duerno keng konkret Auswierkunge wäert hunn.

Voilà. Dat doten ...

A, dat hei ass nach en interessante Punkt ..., dat ass d'Atomenergie. Iwwert d'Atomenergie steet näischt dran. Enfin, ganz wéineg steet dran: dass d'Regierung sech asetzt géint Cattenom a géint déi Atomkraftwierker, déi ganz al sinn a rondérem Lëtzebuerg leien. Ok, dat kann een esou och mat deelen. Awer wéi Der vläicht wësst, huet gëschter d'EU-Parlament entscheet, dass d'Atomenergie elo eng gréng Technologie ass – enfin, bei hinnen – an dëst, well se keen CO₂ produzéiert an déi energieatesch Onofhängegkeet vun Europa garantéiert. Dofir ass am Fong an der Europäescher Unioun och déi Tendenz do, fir d'Atomenergie ze ënnerstëtzen. An elo musst Dir Iech als Regierung och dozou positionéieren. Dat hutt Der awer elo hei am Programm net gemaach. Dir wäert dat awer elo musse maache par rapport zur Europäescher Unioun. Elo sinn ech da gespaant, ob Der déi Decisioun vun der Unioun matdroet oder ob Der do dergéint wäert sinn. Hei steet op jidde Fall näischt dran.

D'Famill: de Revenu de remplacement vu sechs op néng Méint verdeelt, awer de selwechte Montant. Dat heescht, dättelech manner all Mount. Dat hunn ech net richtig kënnen novollzéien. Wann een dat scho mécht, da soll een et anstänneg maachen, da soll een et och voll bezuelen. Ech sinn nach ëmmer der Meinung, wann een d'Famill wëll ënnerstëtzen an d'Familljepolitik an den Zentrum vun eisen Iwwerleeunge wëll stellen, da muss een eppes aféiere wéi dat, wat mir proposéiert hunn: en Elteregeld, wou een engem vun den Elteren d'Méiglechkeet gëtt, op d'mannst emol en Deel vun der Zäit, ech soen hallefdeegs, eng Partie Joren doheem ze bleiwe beim Kand, mat de Cotisatiounen a sou weider, mat engem Ausglaach vun der Pai, déi ee verléiert, deen dann dee Montant kéint sinn, deen een och bezilt, wann een an d'Crèche geet oder an eng Maison relais geet. Dat wier fir eis de bessere Modell gewiescht, dat wier d'Famill an den Zentrum gestallt. Dat ass hei leider net geschitt. U wem et läit, kann ech mer e bëssen denken.

Da kommen eng Partie Saachen, déi hei méi kriddleg sinn, och gesellschaftspolitesch. Eppes, wat ech elo net richtig verstane hunn, dat ass d'Adoptioun. D'Adoptioun soll och méiglech gi fir elengerzéiend Leit. Do verstinn ech elo net wierklech, firwat dass een dat soll zouloossen. Mee bon, dat wäerte mer dann nach erkläert kréien, wann dat sou ass. A mengen Ae schaafft een do vu virera scho grouss Problemer.

(Interruptions)

Komme mer, Här President, bei en anere Secteur: d'Santé, de Secteur hospitalier. Mir haten do an de leschten zéng Joer d'Zuel u Better, déi erofgaangen ass. Mir gesinn hei elo net wierklech am Programm, wéi dat erëm sollt ausgebaut ginn. Ech hunn och virdru gesot, grad bei engem Programm, deen dach awer um Horizont eng Millioun Awunner gesäit, misst am Fong sou eppes drastoe wéi: Mir bauen dräi grouss nei Spidoler iergendwou am Land mat x-dausend oder -honnert Better. Dat steet awer net dran, ausser eeben d'Militärspidol, wat eng gutt Saach ass. Mee hei feelt eis e bëssen awer wierklech eppes fir d'Zukunft.

Urgenzen: Do heescht et dann, mir géifen do eppes adaptéieren. Mir géifen dat awer besser amelioréieren. Ech mengen, et ass dat, wou d'Leit alleguer a Kontakt domat kommen a wou een onbedéngt derfir muss suergen, dass dat besser funktionéiert.

Beim Dossier médical numérique steet näischt iwwert d'AMMD dran.

Don du sang ... PMA ...

A! Jo. PMA

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Iwwert d'AMMD?

Une voix | Ech mengen, Dir verwieselt do eppes.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Iwwert d'AMMD? Här President, ech hu just net verstanen, wat de Riedner mengt, dass soll eppes iwwert d'AMMD drastoen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo ... Nee, ech mengen den Dossier médical numérique, dat hunn ech gemengt, dass do eppes misst drastoen, wat méi konkret wier wéi dat, wat do ass. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A, Dir hat geduecht, dat géif do stoe fir den Dossier médical ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo, et sollt méi drastoen do-riwwer, wéi dat genee wier, Här Di Bartolomeo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, loosst Iech net duerchernebréngen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Dir hutt ganz Recht, Här President. Ech sinn ze gutt. Voilà, ech probéieren, dass mer net ze wäit an d'Mëttesstonn erakommen.

Une voix | Merci!

M. Fred Keup (ADR) | Leihmutterschaft gëtt interessant, déi soll a Lëtzebuerg verbuede bleiwen, souwäit ech de Programm verstinn, gëtt awer unerkannt, wa se am Ausland gemaach gëtt. Dat schéngt mer e bëssen hypokritesch ze sinn. Ech mengen, dass och eng Leihmutterschaft weeder am Interesse ass vum Kand nach vun de Leit, déi do bedeelegt sinn. Ech mengen, dass et och eng Kommerzialisierung vum Mënsch ass. An ech mengen, wann een dat hei zu Lëtzebuerg verbueden huet, da soll een et och restriktiv behandle fir déi Leit, déi dat dann am Ausland maachen, sou wéi een dat och an anere Beräicher mécht, wou Saachen, déi hei am Land verbuede sinn, och verbuede sinn, wann ee se an engem anere Land, am Ausland mécht, an och dofir ka verurteelt ginn. Mir sinn also do strikt dergéint.

D'Sécurité sociale: Wéi gesot, et ass gutt, dass iwwert d'Pensiounen soll diskutéiert ginn, do muss awer och eng Wuesstumsdiskussioun mat derbäi gefouert ginn, well et geet jo am Fong ëm dat. Wäerte mer eis Pensiounssystemer net änneren, wäert et iergendwann net méi duergoen oder mir müssen nach méi schnell an der Bevëlkerung wuessen an nach méi Leit kréien, déi cotiséieren. Allerdéngs muss een och wëssen, dass d'Bezuele vun de Pensiounen esou lues e Problem gëtt an alle Länner an Europa. An do stelle sech fir ganz Europa ... Et ass en Thema, wat kee sou gären uschwätzt vun all de Politiker, mee da stelle sech fir d'Zukunft an Europa nach ganz, ganz grouss Froen, wéi déi Pensiounen an den nächsten 10, 20 Joer sollen iwwerall bezuelt kënnen ginn.

Dir hutt geschwat vum Mindestloun. Ech fannen dat schéin, dass dat drasteet. Leeschtung soll belount ginn an Aarbecht muss sech lounen. Dir schreift dran, dass de Mindestloun soll méi héich si wéi de REVIS. Ech gesinn dat guer net als Attack on de REVIS un, ech fannen dat ganz richtig. Et sollt een d'Leit encouragéieren ze schaffen an dofir sollt de Mindestloun och héich genuch sinn. Mir haten eis am Walprogramm och derfir agesat, dass de Mindestloun sollt erhéicht ginn. Dat hunn ech leider elo hei net gelies, mee ech mengen och, dass den aktuelle Mindestloun net duergeet, fir hei am Land mat der Präisdeierrecht, mat de Präisser vun de Wunnengen, trotz den Hëllef, anstänneg ze liewen.

Droit de la famille, Leihmutterschaft, Ofdreiwung: Bei der Ofdreiwung soll den Délai de réflexion vun dräi

Deeg ofgeschaaft gi. Dat gesinn ech net wierklech an, dat stéiert am Fong net vill. An ech mengen, dass eng Ofdreiwung am Fong eppes ass, wat, och wann et elo am Moment erlaabt ass, awer och sou wéineg wéi méiglech sollt gemaach ginn, well et awer ëmmer eppes ass, wat, mengen ech, eng negativ Situatioun ervirbréngt.

Internet: Do geet et dann ëm Actions de haine. Do soll et eng „poursuite systématique de toute action de haine sur Internet“ ginn. Do ass en interessanten Detail: Wat heescht „action“, „action de haine“? Action de haine ass dat e Like? Ass dat e Smiley? Wat kann dat alles sinn, a wéi engem Kontext? An ech géif hei wierklech drop pochen, dass mer eis Geriichter – an engem Rechtsstaat ass dat sou – decidéiere loosse, wat erlaabt ass a wat net erlaabt ass a wat d'Strofen dierfe sinn a wat dierf gesot a wat net dierf gesot ginn. An net vu virera scho virgi géint – ech weess net – all méiglech Saachen, déi gesot ginn. Dat ass eng Gefor fir d'Meenungsfräiheet, ganz einfach. An do muss ee ganz gutt oppassen, fir dat Gläichgewicht ze halen tëschent deem, wat wierklech Hatespeech ass, an zwëschent deem, wat Meenungsfräiheet ass.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | D'Sécurité intérieure, eng vun de gréissten Erausforderungen a mengen Aen, och en vue vun der steigender Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, wou mer aktuell, wat d'Iwwerfall ugeet an d'Abrech ugeet, op fënnefter Plaz am europäesche Verglach si mat all den europäesche Länner, also eng ganz schlecht Situatioun hunn. Et ass also do, wou muss ugepaakt ginn. Ech liesen hei, d'Comparution immédiate soll agefouert ginn. Dat ass eng super Saach, well am Ausland klappt dat och op deene meeschte Plazen. Allerdéngs muss een oppassen op eppes, mat deem Wuert „immédiate“. Dat ass natierlech eppes, wat een net iwwerdreiwé soll. An do gëtt et dann effektiv méi schlecht Beispiller am Ausland. An ech géif et éischter gesi mat enger Comparution – wéi soll ech soen? –, mat engem Schnellgericht oder wou et einfach e bësse méi schnell geet, mee wou een awer trotzdem ka soen: Hei an zwou, dräi Woche kréie mer ...

(Interruption)

... – pardon –, an zwou, dräi Woche kréie mer awer en Urteil eraus. Haut muss ee méintlaang drop waarden, fir viru Geriicht ze kommen. Dat hei ass eppes ganz, ganz Wichteges, dass dat méi schnell gemaach gëtt, a mir wäerten eis do och natierlech Iech uschléissen, wann Der domadder kommt.

De Gefaangenentransport gëtt op d'Giichtercher iwwerdroen. Dat fanne mer och ganz gutt, dat entlaascht d'Police. D'Police soll besser ausgerüst ginn, och dat ass endlech méiglech. Dir schreift och an de Programm, den Taser „sera évalué“. Do hu mer erëm de berühmten „évalué“. Ech denke mol, wann et drasteet, sinn d'Chancë grouss, dass et och ka kommen. Déi Polizisten, déi ech kennen, géifen et op jidde Fall ..., kéinte besser hir Aarbecht maachen, wa se déi Méiglechkeeten hätten. Dat heescht, mir kënnen och dat just ënnerstëtzen. A mir géifen eis wënschen, dass den neie Policeminister sech och wierklech viru seng Beamte stellt an deene schwierige Situatiounen, deene si begéinen Dag fir Dag. Si hunn e ganz schwierigen Job a si brauchen d'Politik a si brauchen e Minister, den honnertprozenteg hannert eise Poliziste steet.

De „Platzverweis sera renforcé“. Jo, dat wäerte mer och ënnerstëtzen. Méi Poliziste steet do. Jo. Ech erënnere dorun, dass den Här Gloden als Deputéierten eng Motioun hei eraginn hat, fir och auslännesch Poliziste kënnen anstellen. Ech mengen, do si mer awer mëttlerweil ewech dovunner. Ech mengen, dass

dat e falschen Usaz war a mir hunn der jo och elo genuch kritt duerch déi Rekrutierung, déi an de leschte Jore gemaach ginn ass, och wann dat net ëmmer alles sou einfach war.

D'Police locale: Do gesi mer net onbedéngt elo den direkte Meerwäert. Ech weess och net, wéi dat an der Praxis soll ëmgesat ginn, eng Police nielt enger Police. Bon, da gëtt gesot: Jo, déi gehéieren zur Police grand-ducale, mee de Buergermeeschter kann awer deenen eppes soen. Ech si gespaant, wat dobäi erauskënnt. Dat schéngt fir mech elo relativ iwwerflësseg ze sinn.

Jo, Educatioun, dat ass de grouse Punkt. Do kann een am Fong alles dat widderhuelen, wat een déi lescht Jore gesot huet. Oder dat, wat d'Madamm Hansen gesot huet déi lescht zéng Joer, kéint ech och elo hei widderhuelen als Kritik un der Regierung, well et ass am Fong d'Politik gréisstendeels vum Här Meisch, déi weidergefuert gëtt. An dat ass natierlech eng Politik, géint déi mir eis als ADR ëmmer gewiert hunn. An dat, mengen ech, och zu Recht. An dat och, mengen ech, zesumme mat ganz ville Leit aus dem Beruff hei am Land.

Fir mech ass scho ganz wichteg: d'Zilsetzung vun der Schoul. Et gëtt ëmmer nëmme gesot: Jo, mee dat eenzelt Kand muss kënnen da seng Schoul maachen. Dat ass alles ganz richtig, dat ass och en Zil vun der Schoul, mee ech mengen, d'Zil vun der Schoul geet awer doriwwer eraus. Et geet ëm eist Land, et geet ëm Integratioun an et geet drëms, eng sozial Kohäsion ze schafen hei am Land. Och dat ass eng Dimensioun, déi ganz wichteg ass, déi awer hei felt.

An da muss een ëmmer bedenken, d'Schoul soll sech op d'Käraufgabe konzentréieren: Leeschtung bréngen, liesen, schreiwen, rechner léieren. Culture générale, Allgemengbildung, héiert een an de leschte Jore mol net méi sou vill. Dat war an den 90er-Jore e ganz wichteg Thema, wou ee gemierkt huet, dass et erofgaangen ass. Et ass net besser ginn, mee et gëtt einfach net méi thematiséiert; da schéngt de Problem fort ze sinn.

Konkreet Alphabétisation en français: Dir wësst, dass mer do dergéint sinn. Fir eis ass dat getrennt Wuessen a mir wëllen net, dass eis Kanner getrennt sinn. Mir wëllen, dass se zesumme sinn. An elo gëtt dann hei gesot, dass eng Évaluation scientifique ofgewart gëtt, 2026/2027, fir dann ze decidéieren, ob dat flächendeckend agefouert gëtt oder net. Eiser Meenung no sollt déi Evaluatioun fréistens da gemaach ginn, wann déi éischt Kanner, déi dat am éischte Schouljoer ugefaangen hunn, am Lycée sinn; dat heescht siwe Joer duerno. Dat misst 2030 sinn, wann ech mech net ieren, also e bësse méi spët. Et ass eng wichteg Decisioun, do kann ee sech och Zäit huelen, fir déi richtig Decisioun ze huelen. An et ass och eng Decisioun, déi a mengen Aen net ka vun engem Scientifique geholl ginn, well et ass eng politesch Decisioun. Natierlech kann ech als Scientifique soen, dem eenzele Kand kënnst dat zegutt, mee als Politik – an dat ass iwwerengens dat och, wat d'Wissenschaftler eis an der Kommissioun ëmmer gesot hunn –, huet een awer méi eng breet Vue dorobber an do geet et ëm Saache wéi Integratioun, sozial Kohäsion, an déi müssen och mat afléissen an eng Decisioun, déi een hëlt, fir eng franséisch Alphabétisierung oder dergéint.

Sprouche weider: „langue luxembourgeoise [...] commune au cycle 1“. Also et steet do, dass d'Langue luxembourgeoise d'Langue commune au cycle 1 soll sinn. Et steet awer net do, wat duerno soll sinn. Dat wonnert mech. Firwat steet net do, dass an der ganzer Primärschoul Lëtzebuergesch soll d'Langue commune sinn?

Dann d'Extension ponctuelle vun den Écoles internationales, also déi staatlech international Schoule gi monter weider gebaut. D'CSV hat gesot, mir solle mol eng Paus maachen. Hei schéngt da wierklech d'CSV virum Här Meisch – et ass e staarke Minister – kapituléiert ze hunn. Mir kréien eng nei international Schoul zu Esch, mir kréien eng zu Diddeleng. Ech wëll ëmmer nëmme widderhuelen, wat ech gesot hunn: Et ass eng Trennung fir eist Land a mir mussen an eisem Land zesammenhalen an net getrennt sinn. A fir mech ass déi allergréisst Ongerechtegkeet déi, dass an de staatlechen internationale Schoulen een d'Première mécht mat 18 Joer, also no 12 Joer Schoul, an an den effentlechen traditionelle Schoulen eréischt mat 19 Joer, also no 13 Joer Schoul. Dir hutt ee Joer Schoul manner, Dir kritt Ären Diplom, Äre Bac, wéi een dat a Frankräich nennt, an enger internationaler effentlecher Schoul ee Joer éischter wéi an enger traditioneller effentlecher Schoul. Ech mengen, dass dat einfach aus Gerechtegkeetsgrënn net ze akzeptéieren ass hei zu Lëtzebuerg.

Dann hu mer eng Modernisation des programmes. Jo, dat ass ëmmer modern, fir eng Modernisation ze froen. Do steet dann och vill dran, mee et steet näischt dran iwwer Liesen, Schreiwen, Rechnen, Allgemengbildung. Et geet ëm Développement durable – gëtt et alles schon, hu mer scho gemaach an den 80er-Joren an der Schoul –, Santé sexuelle a sou weider. Ech mengen, dass ee sech mol sollt op déi wichteg Saache konzentréieren vun der Schoul, op d'Käraufgaben.

Interessant ass nach ee Punkt hei, d'Éducation à la citoyenneté. Dat ass jo e Fach, wat et gëtt am Lycée, awer allerdéngs net an den effentlechen internationale Schoulen. An den internationale Schoulen, do gëtt et keng Éducation à la citoyenneté. Vläch sinn dat jo eebe grad déi Schüler, déi wëssen, wéi d'Institutionen hei am Land funktionéieren an déi brauche keng Éducation à la citoyenneté.

Allgemeng wëll ech soen, dass d'Programmer solle vun deene Leit ausgeschafft ginn, déi um Terrain schaffen – Schoulmeeschteren a Proffen – an de Programmkommissionen. Si sinn déi, déi d'Situatioun am beschte kennen, si sinn d'Spezialiste vun der Education hei am Land an net iergendwellech Leit, déi aus dem Ausland heihinner kommen a keng Anung hunn, oder Politiker.

Apprentissage des langues: interessant. „La diversité linguistique constitue un atout [...]“, mais elle „risque aussi d'être un obstacle“. Jo, dat ass sou, säit et Sproochenunterrecht gëtt. All Sprooch, déi ee weider léiert, ass en Obstacle an der Schoul. Wa mer also wëllen d'Obstacelen ofschaffen, da schafe mer de Sproochenunterrecht am beschte ganz of.

Hei muss een also ganz gutt oppassen, wéi wäit ee wëll goen. Dat hei, dat kléngt fir mech ganz staark no Nivellement vers le bas. Ech mengen, mir hunn allegueren hei an der Schoul Sprooch geléiert. Déi meescht vun eis hate warscheinlech och iergendwann an hirem Liewen an der franséischer Sprooch hir Problemer. A wann ee se deemools gefrot hätt: „Jo, wëlls de keent maachen?“, dann hätte vläch verschidder gesot: „Jo, da maachen ech léiwer keent. Dat ass da méi einfach, da kréien ech meng Première méi einfach.“ Ech mengen net, dass dat de Sënn ka si vun der Schoul. Mir brauchen eng Leeschtung. Mir brauche wierklech eng Leeschtungsgesellschaft, wou d'Kanner och derzou motivéiert ginn, fir ze schaffen a fir sech ze verbessern a fir eis Dräisproochegkeet, déi net méi am Programm virkënn, mee dat Wuert „Dräisproochegkeet“, woufir mer ëmmer am Ausland bewonnert gi sinn, ze erhalen.

„Abolir les sections“, do weess ech elo net genee, fir wat dat soll gutt sinn. Déi hu mer elo scho ganz laang,

dat huet jo awer ëmmer anstänneg funktionéiert. Firwat soll eppes, wat – ech weess net – 60 Joer funktionéiert huet, elo net méi funktionéieren? Komesch.

Dann nach e Punkt zur Kannerfréibetreibung: Mir hunn déi Crèche hei am Land, wou villes och net sou leeft, wéi et sollt. Déi sollten am Fong méisproocheg sinn, dat funktionéiert awer net, dat wësse mer allegueren. Et sollt am Fong och besser kontrolléiert ginn, wéi déi Fréibetreibung an de Crèche ausgesäit, net nëmme an de Maison-relais. Gutt.

Agrikultur: Do hu mer allgemeng eng méi realistesch a pragmatesch Approche. Dat fanne mer gutt. Et muss een awer oppassen, dass een net an déi Situatioun kënnt, wou een de Baueren hei am Land d'Responsabilitéit gëtt fir eng Ännerung am Klima. Dat geet net. An do steet hei nämlech: „le Gouvernement analysera l'élaboration d'un concept d'une comptabilisation écologique.“ Ech wëll ganz däitlech drop opmierksam maachen, dass een net soll higoen an d'Baueren nach weider kujenéieren. Si hunn et ganz schwéier an hirem Job, an der Aarbecht, déi se maachen, déi ganz wichtig ass, a si kënnen net verantwortlech gemaach gi fir den CO₂ an der Atmosphär a fir de Klimawandel. Do muss mer hinne méi Fräiheete loossen, amplaz Zwäng opzedrängen.

Ekonomie, och dat kléngt no ganz vill Vernunft. Produktivitéit steigern, Finanzsecteur ënnerstëtzen, Talenter unzéien. Jo. Woubäi ech mech ëmmer froen: Wat ass d'Definitioun vun „Talent“? Sinn dat all d'Mains-d'oeuvre oder sinn dat wierklech Talenter, déi erausstechen?

Bei den Energiepräisser gëtt geschwat, dass déi sollen ugepasst sinn, och an Europa mat eisen Nopeschlänner. Mir sinn an direkter Konkurrenz mat der ganzer Welt, mat den USA, mat China. Mir brauchen Energiepräisser, déi konkurrenzfähig sinn an an der weltwäiter Konkurrenz. Dat ass ganz wichtig. Mir brauchen niddreg Energiepräisser zu Lëtzebuerg.

Mir wëllen e Laboratoire vivant gi „pour véhicules autonomes“. E Laboratoire vivant pour véhicules autonomes, jo, ok. Ech sinn da gespaant. Ech hoffen, dat geet gutt.

Energie: Leider hu mer och do erëm eng Kéier e bëssen – wéi soll ech soen? – e Mangel u Realismus. De PNEC gëtt weidergefuert an et gëtt dovun geschwat: Mir brauche sécher Energie. Jo! Mee mir brauchen och bëlleg Energie. Bëlle Energie fir d'Leit, bëlleg Energie fir d'Industrie, bëlleg Energie fir d'Wirtschaft. Ech mengen, dass dat ganz, ganz, ganz wichtig ass. An dofir muss mer och technologieoppe sinn, dofir dierfe mer eis net zoumaachen an dofir muss mer hei am Land an och am Ausland nei méiglech Technologien ënnerstëtzen. Well ech soen Iech eppes: Déi ganz CO₂-Emissiounen an dat mam Klima, wat hannendrunhänkt, kritt Der net geléist mat deene Punkten, déi mir hei déi ganzen Zäit diskutéieren. A wann dat soll geléist ginn, da geet dat just mat Fuerschung a mat ganz neien Technologien, an dat geet och nëmme mëttelfristeg a laangfristeg. Kuerzfristeg wäert Der dat net hikeréien.

Séier e Wuert nach zum Tourismus: Mir hätten eis gewünscht, dass am Horeca-Secteur erëm d'TVA erofgeet. Déi war erhéicht gi viru puer Joer vun, ech mengen – wat war et? –, 3 % op 17 % op Wäin a Béier. Mir sollen déi erëm erofsetzen, fir de Secteur ze ënnerstëtzen. Mir hunn e Stierwe vu Lokaler hei am Land, zumools am méi ländleche Raum. Deem muss entgéintgewierkt ginn.

Dat do loosse mer op der Säit. Generaliséierung ...

Travail, ee Punkt erausgezunn: Effektiv d'Generaliséierung vun der Sonndesaarbecht oder och op

Feierdeeg, do si mer ganz skeptesch. Mir sinn der Meenung, dass e Sonndeg soll am grouse Ganze mol e fräien Dag bleiwen, wou ee sech ëm d'Familljeliewe ka këmmere respektiv ëm dat soziaalt Liewe respektiv, wann een och wëll, ka raschten. Mee et soll keen ...

(Interruption)

Oder op de Fussball goen, voilà.

Mee et soll keen Dag sinn, wou et iergendwéi eng Reegel gëtt, fir net all d'Leit, mee e puer Leit, fir schaffen ze goen. Dat wier net gutt fir eist Zesummeliewen.

Migration: Do kéint een och nach vill soen. Et ginn hei prozedural Verbesserung virgeschloen. Dat ass gutt. Et gëtt awer nach ëmmer kee kloren Ënnerschied gemaach tëscht Asyl an ekonomescher Migration. Dat ass awer am Fong de Kär vum Problem, wou ee misst eppes maachen. Wat ass Migration a wat ass tatsächlech asylberechtigt hei am Land? D'Tendenz an Europa geet jo dohin, dass mer d'Grenze vun Europa méi stäerken an dass mer manner Migration zouloossen. Dat sinn am Fong elo praktesch all déi europäesch Gouvernemente, ob se riets oder léns sinn, déi sinn am Moment an déi Richtung ënnerwee.

An och zu Lëtzebuerg gesi mer jo elo lues a lues dohin, dass et och e bëssen an déi Richtung geet, dat ganz einfach, well mer iwwerfuert sinn. An a ville Länner si mer iwwerfuert, zu Lëtzebuerg si mer och iwwerfuert. Mir hunn et elo gesinn, wéi den Här Asselborn huet missen d'Noutbrenns zéien a verschidde Leit eeben och net méi ënner Daach koumen. Dat ass net d'Schold vu Gemengen oder sou oder d'Schold vu Leit, déi iergendwéi net wëlle genuch Better zur Verfügung stellen. Déi Zuel ass immens an d'Luucht gaangen. Dat ass einfach e Punkt, deen erreicht ass, wou et net méi geet. A wa mer elo géifen nach weider Asylheemer opriichten, dann ass dat Ganz jo just verschoben. Da kréie mer déi Problematik eeben zwee, dräi Joer méi spët nach eng Kéier. Et ass also d'Politik vun der Migration, déi op europäeschem Plang endlech muss verbessert ginn, a wou mir och iwwerzeegt sinn, dass et wäert geschéien.

Mir fannen et och an deem Kontext net richtig, fir de Gemengen eppes opzewéngen. Mir sinn do fir d'Autonomie communale. D'Gemenge solle selwer decidéieren, wat se op hirem Territoire wëlle maachen. Et gëtt ënnerschiddlech Situatiounen, a fir déi eng Gemengen ass dat sécherlech méi einfach wéi fir aner. Och, wéi gesot, déi Redistribution équitabel an der EU wäert net kommen, dat ass net méiglech, dat ass eng Dreemerei. Dat wäert net kommen!

Gutt, dat anert loosse mer op der Säit.

Kultur nach schnell: Bei der Offer vun der Kultur do steet sou e Saz, wéi wann de Public soll un d'Offer ugepasst ginn. Mir mengen awer och, dass et an der Kultur wichtig ass, dass d'Offer un de Public ugepasst gëtt, wann ech dat sou ka soen. D'Offer hei am Land ass vläch oft éischter politesch tendenziell an eng Richtung a verschidde Beräicher, Theater oder sou. Et ass natierlech flott, wann d'Offer méi grouss ass. Mir ënnerstëtzen op jidde Fall ënnert dem Stréch, dass méi Leit d'Offer vun der Kultur notzen. Dat ass eng gutt Saach.

Wat eis feelt am Programm, dat ass méi eng Bekenntnis zur Lëtzeburger Kultur. Dat mécht keen anert Land op der Welt. Wa mir et net maachen, da mécht keen et. Mir sollen eis also do méi asetze fir d'Lëtzeburger Kultur, net nëmme d'Traditiounen, déi och, oder d'Pratiques culturelles. Et soll och méi sinn: eis lëtzebuergesch Kultur. Et ass jo och dat, wat eis interessant mécht. Wéi mir iwwer Tourismus geschwat hunn: Den Tourist kënnt op Lëtzebuerg, dee géif

gär gesinn: Wat ass da Lëtzebuerg? Dee géif gär dat typescht Lëtzebuergesch gesinn. A mir sollten onbedéngt dat héichhalen, och an d'Vitrinn stellen.

En Institut du patrimoine culturel immatériel soll kommen, net nëmmen analyséiert ginn, dee soll kommen.

An eis Sprooch soll natierlech ënnerstëtzt ginn. Hei steet: „promouvoir encore davantage“. Mir géifen eis do wierklech méi wënschen, dass eis Sprooch an d'Vitrinn gesat gëtt. Dir wësst, dass mer wäerten an den nächste fënnf Joer ganz oft d'Lëtzebuurger Sprooch hei am Land uschwätzen. Mir sinn der Meenung, dass vill méi muss gemaach ginn, fir och an Zukunft der Lëtzebuurger Sprooch hei am öffentliche Raum eng wichteg Plaz ze ginn. Mir hätten och hei de Programm op Lëtzebuergesch geschriwwen. Bon, dat ass e Choix. Ech géif Iech awer roden, wann ech mer dat erlaben dierf, fir de Programm an déi zwou aner administrativ Sproochen iwwersetzen ze loosse. Ech mengen, dat wier einfach e flott Zeeche fir déi dräi administrativ Sproochen.

Dann de Vivre-ensemble interculturel, ech stelle just fest, dass dat Wuert „Integratioun“ erëm eng Kéier net méi virkënnt. Ganz laang ass dat Wuert „Integratioun“ benotzt ginn, elo gëtt et net méi benotzt. Ech fannen awer, dass Integratioun ee vun den Erfollegsmoedeller hei a Lëtzebuerg war, wou mer ganz vill Auslänner opgeholl hunn, an déi sech integréiert hunn. An ech verstinn net wierklech, wou déi Ofneigung géintwärt esou eppes Positivem wéi der Integratioun hierkënnt a firwat een dat elo Vivre-ensemble interculturel nennt, wat bëssen esou alles an näischt heescht. Am Endeffekt warscheinlech éischter laanschtenee lieue wéi matenee lieuen.

Égalité des chances, égalité entre les genres: Ech hätt dat éischter genannt „Chancëgläichheet fir déi zwee Geschlechter“. Ech mengen net, dass et eng Gläichheet tel quel ka ginn zwëscht Mann a Fra. Et gëtt ëmmer Ënnerscheeder vun Natur aus an et soll een dann net nach d'Leit ideologesch iergendwéi do wëllen indoktrinieren, dass et eppes sou kéint gi wéi: Fra a Mann si komplett gläich. Dat geet net. Et gëtt Ënnerscheeder.

Et ass och dann einfach, a Sonndesrieden ëmmer vun Égalité des chances ze schwätzen. Ech hu virdu geschwat iwwert d'Situatioun vun der Migratioun, déi un hir Limite komm ass. Wat huet den Här Asselborn gemaach? Hien huet gesot: Männer, déi kommen, kommen net méi an de Strukturen ënner, d'Frae kommen awer ënner. An do gesitt Der un engem ganz einfache, prakteschen ..., an ech wëll dat net bewäerten. Mir gesinn einfach e ganz einfacht, praktescht Beispill, wéi an deem Sënn also trotzdeem da Männer benodelegt ginn a Frae bevirdelegt ginn. Dat heescht, ech soen elo mol einfach: Et ass net esou einfach, wéi ëmmer gesot gëtt an de Sonndesrieden.

An elo kënnt eppes ganz Interessantes op der Sait 194: „Le Gouvernement s'engage de prendre des mesures pour atteindre une représentation plus équilibrée au niveau des postes de haut niveau dans la fonction publique.“ Dat heescht, Dir wëllt bei den héije Staatsbeamte warscheinlech da méi Fraen, dass dat méi equilibréiert ass. Jo, wann ech Iech dann elo do kucken, et ass jo awer eng Virlag, déi Der mir elo geliwwert hutt. Dir sidd, wann ech mech net ieren, zu zéng Ministeren, männlech, an zu fënnf weibleche Ministeren. Da mengen ech, dass den Equilibre jo awer och net ganz sou do ass, wéi dat hei am Programm steet. An ech erënnere mech un dem Här Bettel seng Wierder, dee war ugeschwat gi vun RTL, wéi den Accord ënnerschriwwen ginn ass, do huet den Här Bettel gesot, o, et géif drop ukommen, ob ee gutt ass oder net gutt ass, an d'Quote wäeren an deem Sënn net sou wichteg oder d'Geschlecht. Do ginn ech Iech Recht. Mee firwat steet dann am Programm awer op e puer Säiten erëm eng Kéier sou en Abschnitt, wou dat awer no vir bruecht gëtt? A firwat, wann Dir et draschreift, maacht Dir et net selwer als Regierung?

Bei der Mobilitéit, do si mer dobäi, se auszubauen ..., öffentliche Transport ... Mir sollen awer och net d'Stroosse vergiessen.

Voilà, maache mer schnell, ech kommen dann zum Schluss. Mir wënschen Iech alles Guddes. Mir hu vill schéi Wierder héieren, gëscht an och haut de Moien, wat gemaach soll ginn. An Dir wäert awer

dorunner gemooss ginn, wat Dir tatsächlech maacht. An ech hoffen, dass, wa mer a fënnf Joer de Bilan zéien hei vun Ärer Regierung, dass mer kënne soen: D'Kriminalitéit ass zrëckgaangen. Doru gitt Der gemooss. Dass d'Liewensqualitéit erëm eropgeet, dass d'Verkéierssituatioun sech verbessert, dass ech manner laang brauch vun Doheem fir hei op d'Aarbecht – doru gitt Der gemooss. Mir wäerte bewäerten, wéi d'Kafkraaft ass a fënnf Joer, d'Energiepräisser. Mir wäerte gesinn, wéi d'Situatioun an de Kliniken ass, an den Urgencen: Huet dat sech verbessert oder verschlechtert? Dorunner gitt Dir gemooss. Mir wäerte gesinn, wéi d'Schulde sech entwéckelt hunn, d'Finanzen. Mir wäerte gesinn, ob d'Natur weider zerstéiert gouf. Mir wäerten och kucken, wéi d'sozial Kohäsioun hei am Land ass, ob eis Sprooch nach benotzt gëtt dobaussen, méi oder manner. Mir wäerten d'Detailer och kucken – ech ka se net all opzielen –: Wéi steet et mam Denkmalschutz, mat der Kultur? Mir wäerte ganz gutt kucken, wéi d'Aarmut hei am Land sech entwéckelt huet. Mir hoffen, dass se no fënnf Joer erofgaangen ass. Dorop wäert Der bewäert ginn. A mir wäerte kucken, ob nach ëmmer vill Lëtzebuurger mussen an d'Ausland plënnere, fir kënne ze wunnen. Doru wäert Dir als Regierung, un deene Krittere wäert Dir a fënnf Joer bewäert ginn, nodeems Der Är Aarbecht gemaach hutt, an net elo un deem, wat Der hei an de Programm drageschriwwen hutt.

Dat gesot, hoffen ech dann, dass d'Situatioun sech wäert verbessert hunn a fënnf Joer, an ech wënschen Iech allegueren dofir e bessere Bilan wéi dee vun der leschter Regierung. Ech wënschen Iech am Numm vun der ADR, am Interesse vum Land a vun de Lëtzebuurger alles Guddes.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt haut um 14.00 Auer nees zesummen, fir d'Debatt iwwert de Regierungsprogramm weiderzeféieren.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.34 heures.)

5^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 31

M. Claude Wiseler, Président

2. Ordre du jour

p. 31

M. Claude Wiseler, Président

3. Désignation d'un représentant de la Chambre des Députés à la Commission de suivi de la Convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision et d'activités digitales

p. 31

M. Claude Wiseler, Président

Vote

4. Changement de composition et de dénomination de commissions parlementaires

p. 31

M. Claude Wiseler, Président

5. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

p. 31

Mme Sam Tanson (dépôt des résolutions 1 et 2 et de la motion 1) | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Marc Baum (interventions de M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre, et M. Sven Clement) (dépôt de la résolution 3) | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Résolution 1 : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Sven Clement (interventions de Mme Sam Tanson et M. Gilles Baum) | M. François Bausch (intervention de M. Sven Clement) | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferdin | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur le renvoi de la résolution 1 à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés (adopté)

Résolution 2 : M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Fred Keup

Vote sur le renvoi de la résolution 2 en commission (adoptée)

Résolution 3 : M. Marc Baum | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson

Vote sur la résolution 3 (rejetée)

Vote sur la question de confiance posée par le Premier ministre (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem ëffentlechen Televisiouns- an Digitalservice als éischte Punkt op den Ordre du jour vun haut de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Désignation d'un représentant de la Chambre des Députés à la Commission de suivi de la Convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision et d'activités digitales

Mir fänken deemno d'Sëtzung vun de Mëtte mat der Designatioun vun engem Member fir d'Commission de suivi vun der Conventioun iwwert d'Prestatioun vun engem ëffentlechen Televisiouns- an Digitalservice un. Laut Artikel 163 vum Chambersreglement gëtt de Member vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Présidentekonferenz proposéiert den Här Tom Weidig als Kandidat.

Well mer ee Kandidat fir e Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et esou vill Kandidate gëtt, wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif den eenzege Kandidat zum Member vun der Commission de suivi proklaméiert ginn.

Vote

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bidden, déi domat averstan sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Da maache mer d'Géigeprouf. Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dat esou decidéiert. Den Här Tom Weidig ass domat zum Member vun der Commission de suivi vun der Konventioun iwwert d'Prestatioun vun engem ëffentlechen Televisiouns- an Digitalservice proklaméiert.

4. Changement de composition et de dénomination de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung vun der CSV-Fraktioun matgedeelt kritt: An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Laurent Zeimet den Här Félix Eischen fir de Volet Espace. Deemno behält den Här Félix Eischen déi aner Voleten, ausser de Volet Espace.

Wat d'Denominatioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung matgedeelt kritt: D'Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Intégration et de l'Accueil gëtt ëmbeenannt an heescht deemno Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn: Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Une voix | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

Une voix | Très bien!

5. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

M. Claude Wiseler, Président | Mir fueren dann de Mëtte weider mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm. An et hu sech fir de Mëtten ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Marc Baum an den Här Ben Polidori. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President. Dir Dammen an Hären, hei sti mer also elo haut schonn dee ganzen Dag an debattéieren u sech déi éischte Kéier esou richteg nom Walkampf. An déi Fro, déi sech stellt, déi Dir eigentlech selwer an de Raum gestallt hutt, dat ass déi, ob dat, wat Der elo hei virgueluecht hutt, wierklech Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerkt oder ob et éischter eng ongedeckte Wett op eeben déi Zukunft ass, eng Wett ouni Plan B, ob mat deem, wat hei virläit, jiddwerengem seng Zukunft hei am Land gestäerkt gëtt oder alle virop deenen hir, déi scho vill hunn, an ob dës Regierung sech och bewosst ass, datt mer nëmme staark an d'Zukunft goe kënnen, wa mer ons ofsécheren, datt mer och do nach gesond Bëscher, propper Loft a Waasser hunn an d'Villercher päifen héieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Dokument, wat mer haut debattéieren, provozéiert bei mir gemëschte Gefiller. Fir d'éischt emol, et ass schonn e bëssen ugeklongen haut, well esou viles am Ongewëssen ass, wat hei steet. Entweder et ginn Iddien developéiert, ouni ze soe wéi, wéini, wéi vill – zum Beispill virun allem am Finanzberäich –, oder et gëtt fir d'éischt nach

„studéiert“, „analyséiert“, „examinéiert“, „envisagéiert“. Insgesamt hunn ech eleng dës Wieder op enger 200 Säite fonnt, also op all Sait vun deem Accord. Ech ënnerstëtze vum Prinzip hier ganz gär, dass ee sech Zäit hält, fir Dossieren ze kucken, dass ee Saachen am Detail studéiert, éiert een eng Decisioun hält – awer net, wann dat quasi bei all e bësse méi delikate Sujet de Fall ass!

Ech gesinn hei also dräi Méiglechkeeten:

Entweeder war d'Harmonie awer net esou grouss, wéi Der eis dat wollt gleewen doen, fräi nom Prinzip „Wenn du nicht mehr weiterweißt, gründe einen Arbeitskreis“.

Oder awer d'Symbios war absolutt, CSV an DP wësse scho genee, wat se maache wëllen, mee si hu sech geduecht: „Et kommen elo gläich nach Walen. Alles, wat vläicht e bësse fir Sprengstoff suert, dat pake mer elo mol an eng Examenstut. Mir sinn ons souwiesou eens, wéi schlëmm mer et duerno maachen.“

Oder awer et giong duerch déi Tentative, déi den Här Spautz jo de Moien hei och nach wierklech esou ënnerstëtzend an de Vierdergrond gestallt huet, vun engem Vitesrekord fir déi Koalitiounsverhandlungen, esou séier, datt iwwerhaapt keng Zäit war, fir sech am Detail mat all deene ganz wichtege grondleeënde Froen ausenannerzusetzen. An et war och de Verhandler vläicht ganz e bëssen egal: „Haaptsaach an der Majoritéit, de Rescht kucke mer duerno. Mir si souwiesou eng Eenheitspartei.“

Meng gemëschte Gefiller kommen awer och dohier, datt trotz där dach ganz staarker Stëmmungsmache géint déi soi-disant „falsch Politik“, déi déi viereg Regierung gemaach hätt, et op d'mannst emol am Uschäin – an ech verweisen op de grad ernimmte Flou – dach awer ganz vill Kontinuitéit gëtt. Mir hu festgestallt, datt extreem vill vun de Projeten, déi mer ugeleiert hunn, op den Instanzewee bruecht hunn an déi an der Maach sinn, sech an deem Accord erëmfinden. An de meeschte Fäll gëtt dat net explizit ernimmt, datt et Projete sinn, déi et scho gëtt. Erstaunlecherweis grad do net, wou keen DP-Minister d'Fanger am Spill hat. Honni soit qui mal y pense!

Et geet rieds vun dese Projeten, ouni drop ze verweisen. Heescht dat, datt ee sech mat frieme Fiedere wëll schmëcken? Oder heescht et, datt een déi Projeten awer komplett nei definéiert? Oder – mee dat wëll ech natierlech kengem ënnerstellen – datt ee se net kennt? Alles an allem gesäit een, datt viles an deem Vertrag net nei ass. De Rescht deelt sech op a Proposen, déi ons extreem Suerge maachen, an a Proposen, déi esou schwammeg formuléiert sinn, datt een net weess, a wéi eng Richtung et finalement wäert goen. Ech wäert Iech an deenen nächste Minutten heizou e puer Beispiller soen a Froe stellen.

Wat sech allerdéngs confirméiert – fir op d'mannst op meng éischt ugangs gestallte Fro anzegoen –, ass, datt eng ongedeckte Wett op d'Zukunft vun onsem Land gemaach gëtt. Ech liese vu Steierreduktiounen, Steierofsetzbarkeeten a Projeten, déi sollen ëmgesat ginn, mee keng Zeil iwwert d'Géigefinanzéierung vun

all dëse Moossnamen, déi an d'Milliard ginn, a keen Inventaire vun de groussen Investitiounen, déi musse getäteg ginn, a virun allem a wéi enger Prioritéit. Gouf et bewosst oder onbewosst vergiess? Egal wéi, et ass net seriö!

Wat sech och confirméiert, ass, datt an Zukunft virun allem déi solle gestärkt ginn, déi schonn eppes oder vill hunn, alle virop d'Multiproprietären. Mee och bei den zousätzlechen neie Steuererliichterunge kommen elo mol déi méi an de Genoss, déi vill verdéngen, idem an der Familljepolitik.

Och ons Basis, fir iwwerhaupt an Zukunft weider gutt liewen ze kënnen, d'Natur, gétt nach ëmmer net verschount vun deem dach populisteschen Narrativ géint den Ëmweltschutz, d'Duerstellung, wéi wann den Ëmweltschutz den Haaptproblem wier bei der Baukris an och elo bei den erneierbaren Energien a bei de Völosweeër. An och gëschter konnt Der et Iech net verbäissen, mam décken Hummer virzegoen. Natierlech kann et emol zu Blocagë kommen duerch den Naturschutz. Mee genesou – a laut Vertrieeder um Terrain esouguer vill méi oft – kann et zu Blocagë komme wéint Gemeengeprozeduren, wéint der Deierecht vum Terrain, wéint den héijen Zësen. Déi Vehemenz, mat där sech hei awer géint den Naturschutz ausgedréckt gétt, déi vermessen ech op anere Plaze wéi zum Beispill beim Kampf géint d'Aarmut.

Ech héieren och, datt bei de Gemengen – ech froe mech par ailleurs, ob déi all wëssen, wat op se duerkënn – mat just Digitaliséierung an Tracking an esou weider soll agéiert ginn. Mee d'Gemengenautonomie stellt Der op dësem Punkt am Contraire zum Naturschutz net a Fro. Dobäi ass do och ganz vill ze huelen.

Mir wäerten da gesinn, ob Der mat engem Kalschlag am Naturschutz wierklech alles esou acceleréiert, wéi dat Iech virschwief. Et ass och den Holzwee, léif Regierung. Dir schwätzt dovun, datt Der d'Leit wëllt mat huelen an der Ëmwelt- an an der Klimapolitik. Wann ech mer erlauen dierf, Iech e Rot ze ginn, Här Premierminister, dann haalt op, de Bierger an de Biergerinnen hei am Land kloerzemaachen, datt Ëmwelt- a Klimaschutz nerverg an onverhältnisméisseg ass! Et ass eng Noutwendegkeet. Ouni Biodiversitéit, keng Mënschen. Ouni usprochsvoll Klimapolitik, keng gesécher Lievenskonditiounen fir ons Kanner.

Wann Der d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land dovun iwwerzeege wëllt, hiert Stéck dozou bäiedroen, da geléngt dat net, wann Der selwer dës enorm Erausforderungen ëmmer nees klengriet, et als Laascht duerstellt amplaz als Chance an et hannen an d'Rei stellt vun de Problemer, déi Der wëllt ugoen. E staarkt Lëtzebuerg, e staarkt Europa, kréie mer just, wa mer déi Transition all zesummen hikeréien a wa mer um Wee dohin net blannemännerches d'Natur an d'Déieren als „nice to have“ degradéieren!

Mer bedauern och, datt den exzellenten Usaz aus de Koalitiounsverhandlungen, transversal ze denken a Sujeten ze regruppéieren, sech net an der Ressortopdeeling an am Koalitiounsvertrag erëmfënnt, au contraire! E gutt Beispill ass de Logement: Ass d'DP nach mam Walversprechen opgetrueden, all pertinent Attributioun ronderëm de Wunnengsbau an engem Ministère ze regruppéieren, sou ass dat net geschitt. De Wunnengsbauminister krut wuel den Aménagement du territoire derbäi. A fir datt em net langweilig gétt, behält en de personalintensivste Ressort, d'Education. Wéi eleng d'Signalwirkung dovunner ass, dat konnt ee schonn déi leschten Deeg gesinn!

Och ass et interessant, datt d'DP scho virgräift an elo och endlech unerkennt, datt de Wunnengsbauminister, esou wéi mer e bis elo kennen an dann eeben

och déi nächst Legislatur kenne wäerten, nëmme den Minister vum abordable Wunraum ass. Dem Henri Kox war dat leider net vergénnt.

Gradesou remarkabel: d'Immigratioun. Hat 2018 nach déi deemoleg Familljeminitesche – a ganz zu Recht! – derfir plädéiert, d'Prozeduren an den Accueil vun de Refugiéen nees beieenezebréngen, sou gétt dat elo a) vum Ausseminister ewechgeholl, deem dat géint Kooperatioun, Commerce extérieur an d'Groussregioun getosch huet, fir och sécher ze sinn, wierklech ni méi mussen am Land ze sinn, kéint ee bal mengen, ...

(Interruption)

... b) et gétt nees gespléckt ...

(Interruption)

... an c) direkt erëm op zwou Parteien opgedeelt. De Premierminister huet jiddwerfalls kloergemaach gëschter – an dat rechnen ech ëm un –: Hien iwwerhëlt hei d'Responsabilitéit, falls dës Politicken net kohärent an effikass ëmgesat kënnen ginn. Mir wäerten dat natierlech am Bléck halen.

Bemerkenswäert ass awer och, datt d'DP hir weineg rout Linne géintwuer der CSV iwwerschratt huet an a puncto virsiichteg Staatsfinanzen, Herdprämie a Familljepolitik gradwéi Naturschutz mam Glyphosat – wou nach am Walkampf gesot gouf: „Mat mir net!“ – wéi och Atomenergie, wou den elo Ausseminister bis ewell ëmmer op der internationaler Bün vehement dergéint plädéiert huet, alles eng Kéier geholl gétt.

Wéi kréie mer e staarkt Lëtzebuerg? Dat ass eng Fro, déi sécherlech méi Zäit verdéngt wéi déi, déi mer haut hei hunn, och wa mer laang Debatten hunn. D'Iddi vun der aktueller Koalitioun ass déi, datt et quasi vum selwe geet. Dat ass kohärent mat enger ganz liberaler Politikgesënnung. D'Iddi ass déi, datt duerch Senkung vun de Steiere fir déi, déi genuch hunn, fir doduerch méi auszegeen, an duerch d'Ofbaue vun administrativen Hürden et quasi vum selwe geet a Richtung weider Croissance an a Richtung gesond Staatsfinanzen an doduerch den Invest kann héichgehal ginn.

Eventuell geet dës Wett op, wann d'international Konjunktur dréit, wann d'Kricher, déi ons ëmginn, op en Enn kommen, wann d'Vertrauen an d'demokratesch Parteien an Europa net weider noléisst. D'Beispill an Holland léisst dorun zweifelen. Ech wënschen ons dat awer. Ech wënschen Europa dat an ech wënschen onse Biergerinnen an onse Bierger dat. Mee da geet et op, well den internationale Kontext positiv ass. Eventuell awer geet dës Wett net op, well den internationale Kontext schlecht ass a mer ze kleng sinn, fir dat mat steierleche Moossnamen opzefänken. An dann? Wat gedenkt dës Regierung dann ze maachen?

Ass et wierklech seriö? Dir sidd jo mat dësem Seriö an d'Wale gaang, mee ass et wierklech seriö, esou héich ze poken? Ech kommen nach op dës Fro.

Ech wollt awer virop nach e Wuert zum Ëmgang mat den Deputéierte soen. Mir hu scho musse Bréiwer schreiwen an Drock maachen, fir den Accord matzäit ze kréien. Ech weess net, wéi inhaltslos déi Debatt hei gi wär, wann um urspréngleche Plang vun der Regierung festgehal gi wier a mer déi 200 Säite gëschter Mëtteg kritt hätten. Merci dofir dem Michel Wolter, datt e sech agesat huet an d'Regierung zum Alenke bruecht huet. Ee Gléck awer krut d'Press den Accord e Freiden, wat ons Zäit gelooss huet, wierklech am Detail dat Dokument ze liesen, wat d'Grundlag vun den nächste fënnf Joer duerstellt an opgrond vun deem mer dann haut sollen decidéieren, ob mer Iech onst Vertraue schenken.

Ech hu bis haut net verstan, wat déi Geheimniskräimerei sollt bedeuten oder wat sech doraus erhofft

gouf. Well och de Fait, datt mer net genuch Zäit gehat hätten, fir d'Dokument uerdentlech ze liesen, hätt sécherlech net derzou bäiedroen, datt mer elo méi duuss mat deem Accord ëmgaange wieren, au contraire! Ech hoffe jiddwerfalls, datt dës Aart a Weis, wéi se elo iwwert déi lescht Woche vis-à-vis vun der Press an der Chamber gefuer gouf, net symptomesch wäert si fir déi nächst fënnf Joer.

D'CSV huet sech déi lescht zéng Joer hei agesat fir eng staark, eng onofhängeg an transparent Chamber. Ech begrëssen och ausdrécklech hei dem neie President Claude Wiseler seng Untrëttsried, déi de richtegen Toun getraff huet an déi néideg Ambitioun fir seng Fonctiounen un den Dag geluecht huet.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wäert un där Ried gemooss ginn. Mee ech hunn elo mol Vertrauen, datt Der zu deem stitt, wat Der sot.

D'Chamber ass an de leschte Joren och wierklech gestärkt ginn: méi Personal, eng Cellule scientifique, d'Méiglechkeet vun Enquêtékommisssiounen mat engem Drëttel vun den Deputéierten. An ech begrëssen och, datt no den awer zolitte perséinlechen Attacken, déi de Fernand Etgen sech an der leschter Legislaturperiod huet missen unhéieren, dann awer och elo d'CSV dem President dat unerkennt.

Mee de Wee ass nach net fäerdeg gemaach. Méi Presidencë vu Chamberkommisssiounen fir d'Opposition, d'Effentlechkeet vun de Chamberkommisssiounen, e Vollzäitdeputéiertmandat, alles dat steet nach op. Mir hunn ons an der Vergaangenheet ëmmer fir eng staark Chamber agesat a wäerten dat och an Zukunft maachen. Mir zielen dann op d'CSV als Alliéierten an der Majoritéit.

Wat d'Effentlechkeet vun de Chamberkommisssiounen ugeet, sou hunn ech déi Ouverture vum Claude Wiseler mat Interêt gelauscht. A fir dat ze ënnerstëtzen a sécherzegoen, datt mer net nees fënnf Joer mat enger Partei doriwwer streide mussen, deposéieren ech elo hei och eng Resolution an deem Sënn.

Résolution 1

« relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires »

La Chambre des Députés,

– constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;

– notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;

– constatant que les séances plénières de la Chambre des Députés sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;

– constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;

– constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative,

décide

– dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;

– de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions

parlementaires via retransmission télévisée sur Chambre TV et en différé via retransmission sur le site de la Chambre des Députés ;

– de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wësst: D'Droits d'auteur leie mer um Häerz. Et ass Copy-Paste vun enger Resolutioun vun der CSV. Ech ginn also dovunner aus, datt dat hei ganz zäitno ka gestëmmt ginn.

Wat d'Vollzäitmandat vun Deputéierten ugeet, esou hunn ech mat Interêt am Koalitiounsvertrag gelies, datt all Buergermeeschtermandat vu Gemenge mat 6.000 Awunner e Vollzäitmandat soll kréien. Positiv! Kielen an Nidderaanwen zum Beispill kréien also e sou ee Vollzäitbuergermeeschter. Mir sinn der Iwwerzeugung, datt mer bei 60 Deputéierten a 643.000 Awunner och e Vollzäitdeputéierte brauchen. Och hei hunn ech mat Interêt dem Claude Wiseler seng Aussoen dozou héieren. An hei kënn dann och d'Resolutioun an deem selwechte Sënn.

Résolution 2

« relative à la revalorisation du mandat de Député.e »

La Chambre des Députés,

considérant

– qu'il existe un grand consensus parmi les partis représentés à la Chambre des Députés en ce qui concerne l'objectif d'abolir le cumul du mandat de Député avec celui de bourgmestre ou d'échevin ;

– la proposition de loi 8201 y relative, qui a pour objectif « d'étendre les incompatibilités avec le mandat de député [...] d'autres mandats politiques, en introduisant une incompatibilité entre le mandat de député et les mandats de bourgmestre et d'échevin » ;

– que ce non-cumul des mandats présuppose cependant une revalorisation et une professionnalisation des différents mandats, y inclus :

• l'adaptation du cadre légal pour les bourgmestres et échevins et l'augmentation du congé politique pour les bourgmestres et échevins ;

• la transformation du mandat de Député.e en un mandat plein-temps,

saluant dans ce contexte que

– selon le programme gouvernemental une de ces deux étapes en direction du non-cumul des mandats sera abordée et que « le Gouvernement établira un cadre légal pour le poste de bourgmestre à temps plein, avec un congé politique de 40 heures, dans les communes de 6000 citoyens et plus »,

décide

– d'entamer également dès à présent l'autre étape nécessaire pour le non-cumul des mandats en augmentant le congé politique des Député.e.s de 20 à 40 heures par semaine et de transformer le mandat de Député.e en mandat à plein-temps.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nach e leschte Punkt zur Transparenz. Déi vieregte Regierung hat nach eng Nott ugeholl, wéi den Informatiounszougang fir Journaliste kéint verbessert ginn. De Communiqué heizou sot, et géif eng Nott un de Formateur ausgeschafft ginn, fir op verschidde wichteg Schrëtt hinweisen,

déi da wieren: en Informatiounszougangsrecht fir Journalistinnen a Journalisten, den Informatiounszougang vun de Biergerinnen a Bierger generell ze stäerken, d'Pouvoir vun der Commission d'accès aux documents ze stäerken. De Medieminister gouf op seng eege Propos hin – also dee vun der vieregter Regierung – dann och kuerz virun de Wale chargéiert, den Avant-projet de loi an deem Sënn auszuschaffen.

De Communiqué aus dem Juli 2023 weist, datt hei schonn e substanzuellen Entwurf vun engem Text virläit, deen och scho mat de Beträffenen diskutéiert gouf. Am Koalitiounsvertrag ass dat ganz vag gehalen. Duerfir meng Fro: Gehéiert den Informatiounszougang zu de Conditions d'exercice, déi ernimmt ginn am Vertrag vum Journalistebuerf? Oder ass déi Avancée elo vum Dësch? Dat heescht, hätt d'CSV sech hei vis-à-vis vun der DP duerchgesat?

A Saachen Transparenz huet dës Regierung definitiv e Feelstart higeluecht. Offensiv elo de Projet vum vieregte Medieminister ëmzesetzen, wier eng gutt Manéier, dat direkt ze redresséieren. Dowéinst deposéieren ech dann och elo heizou eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, dat a Musek ëmzesetzen.

Motion 1

« relative à l'accès aux documents administratifs »

La Chambre des Députés,

– considérant que la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte consacre le droit de toute personne à avoir accès aux documents administratifs détenus par les autorités publiques ;

– soulignant l'importance de la transparence et de l'accès à l'information pour le fonctionnement de notre démocratie ;

– soulignant qu'une presse indépendante et forte constitue un pilier de notre démocratie ;

– considérant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition :

• à « poursuivre sa politique de communication ouverte entre les administrations de l'État et les journalistes » ;

• à étudier « avec les représentants du secteur, le cadre juridique existant, pour vérifier si une réforme de la définition de la profession de journaliste ainsi que des conditions de son exercice (...) est nécessaire » ;

– estimant qu'un accès efficace aux documents administratifs est un élément essentiel desdites conditions d'exercice de la profession de journaliste ;

– considérant la décision en été 2023 par le Conseil de Gouvernement, sur proposition du ministre des Médias, de procéder à l'élaboration d'un avant-projet de loi portant révision de ladite loi ;

– considérant le communiqué du ministère d'État du 25 juillet 2023 détaillant plusieurs pistes relatives à une telle réforme, dont notamment :

• de prévoir un droit d'accès à l'information pour les journalistes professionnels ;

• de renforcer le droit d'accès aux documents afin de rendre la loi conforme à la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (dite Convention de Tromsø) ;

• de rendre l'application de la loi plus efficace en renforçant le rôle de la Commission d'accès aux documents ;

– soulignant « les besoins particuliers des médias dans l'exécution de leur mission » mis en avant dans ledit communiqué ;

– considérant la « note au formateur » élaborée par le ministre des Médias qui est mentionnée dans le communiqué et qui contiendrait des pistes de réforme concrètes

représentant le résultat de consultations avec les journalistes et la Commission d'accès aux documents,

invite le Gouvernement

– à communiquer à la Chambre des Députés la « note au formateur » visée ci-haut ;

– à informer la Chambre des Députés sur l'état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet de loi visé ci-haut ;

– de procéder à une réforme de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;

– à prendre en compte dans le cadre de cette révision les principes esquissés ci-haut tels qu'ils résultent des consultations avec les principales parties prenantes.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Elo zu de groussen Theemebléck am Accord. Ech wäert mech méi konzentrieren op déi grouss Zukunftsfroen, d'Finanzen, Klima an Ëmwelt, sozial Gerechtegkeet a Kultur.

Zu de Finanzen. Den Accord ass voll mat Mesüeren, déi Geld kaschten. Där, déi Sue sollen erabréngen, fënnt ee kaum. D'Theorie vum Trickle-down, vum Recetten-Erakréien duerch Steiersenkungen, ass also de finanztechnesche Leitmotiv vun dëser Regierung. Et gëtt gehofft, datt doduerch, datt Entrepreneuren a Persounen manner Steiere bezuelen müssen oder Steierkaddoe kréien, se déi Suen nees op en anere Wee an d'Lëtzebuerger Ekonomik afléisse loosse a sou zu méi Räichtum féieren.

Loosst mech heizou e bedeitende Finanzpolitiker zitieren: „Et ass en [internationalen] Virgank, deen esouguer d'Wissenschaft am Ausland ufänkt ze interesséieren [...], datt an engem Land, wou eng Steuerreform gemaach ginn ass, et awer zu engem Konsumréckgang kënnt. Dat huet mat der Taille vun eiser Ekonomik ze dinn, mat dem Behuele vun der Lëtzebuerger Konsumentensociologie, déi relativ vill vun deem, wat se u Kafkraaft gewënnt, ausserhalb vun de Landesgrenzen zum Asaz bréngt“. Dat sot de Jean-Claude Juncker hei am Haus am Dezember 2002 als Analys zu der vieregter Trickle-down-Tentative vum deemolege Finanzminister Luc Frieden.

Mir bedauern dës Approche. Si mécht ons Suergen a mir gleewen doriwwer eraus och net, gradewéi de Constat vum Jean-Claude Juncker, datt déi Wett einfach esou opgeet, au contraire. Mir fäerten, datt dës Politik richteg deier gëtt fir d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land. Mir hanken of vun der internationaler Konjunktur, mir sinn e klengt Land mat enger oppener Ekonomik. Wann déi international Konjunktur net gutt ass, dann erreeche mir mat där do Politik net onst Zil. Just wann et boomt, geet et op. Mee gerecht ass et dofir nach laang net!

Et dierf een och gespaant sinn op dat, wat de Finanzminister elo alles hei iwwert déi nächst fënnef Joer proposéiert, an inwiefern et kohärent ass mat deem, woufir en déi lescht fënnef Joer agetrueden ass. De Walprogramm vu senger Partei setzt e scho mol net elo wierklech ëm. Amplaz vu wäitreechende Steiermesüeren am éischte Joer fir de Mëttelstand kënnt elo nëmmen – a wierklech, kommt, mir sinn all éierlech! – déi 1,5-mol-Upassung un d'Steiertabell, ...

Une voix | Genau!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... déi elo bei déi derbäikënn, déi déi vieregte Regierung schonn decidéiert hat. Wann de Premier dann am RTL-Interview seet: „Véierfach Upassung un d'Inflatioun ass jo awer net näischt!“, dann ass dat Limit de Wieler fir net

ganz gescheit verkaft! Et ass net véiermol dat, wat Dir elo decidéiert hutt, Dir hutt 1,5-mol decidéiert! Och den Här Spautz huet de Moien dëse ganz klengen Detail a senger Ried vergiess.

De ganze Pak kascht schätzungsweis 700 Milliounen, déi zousätzlech Upassung 180 Milliounen. An Dir sot da gëschter, Här Premierminister: „Dat ass finanzéierbar“, nodeems Der awer virdrun de Constat gemaach hutt, datt déi international Situatioun esou schlecht ass wéi scho laang net méi.

An Dir sot: „Dat schaaft Kafkraaft bei de Leit.“ Här Spautz, ech hunn e bëssen en anert Rechebeispill, well ech mech konzentréieren op dat, wat Der reellement elo érischt decidéiert hutt, nämlech déi 1,5-mol. Do mécht et bei engem Loun vun 3.000 Euro ganzer 14 Euro de Mount aus. Bei engem Revenu vun 12.000 gëtt et scho méi interessant, kënn Der mat 3 multiplizéieren.

Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéini kënn de Rescht vun der versprachener Upassung? De Finanzminister sot bei „Luxembourg Times“: „An den nächsten zwee Joer.“ Wisou steet dat net esou am Accord? Wéini a mat wéi enge Moyenen engagéiert sech dës Regierung, déi kleng a mëttel Revenuen ze entlaaschten, wéi Der sot? A wisou dauert et bis 2026, bis eng Propos fir d'Ofschaf vum de Steierklassen iwwerhaupt emol op den Dësch kënn? Quitte dass ech de Moien de Gilles Baum héieren hunn, dee gesot huet, bis dohinner wier se a Kraaft. Wéi ass et elo?

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ok. Et ass gutt. Très bien! Voilà, da froen ech mech trotzdem – oder nach méi –, wat dann déi Aarbechten, déi Viraarbechten, waren, déi bis elo zu deem Sujet do gemaach gi sinn. Et ass op alle Fall eppes, wat mir weiderhi ganz staark ënnerstëtzen, well mer der Meinung sinn, dass et am Joer 2023 – oder 2026 – net ka sinn, dass ee besteiert gëtt en fonction dovun, ob ee bestuet ass oder net.

Iwwert d'Staatsverschuldung gëtt net méi vill geschwat, woubäi dat souwuel e Mantra vun der CSV wéi och vun der DP war, just nach den Hiweis op den Triple-A, deen elo déi nei Relioun ass. Wellt Der domat soen, datt d'Ratingagencen decidéieren, wéini d'Staatsverschuldung ze héich ass?

An nach e Saz zu de Walversprieche: An den CGFP-Préifsteng steet, datt d'CSV an d'DP sech zu zwou Saachen engagéieren: eemol den Index an eemol d'integral Upassung un d'Steiertabell. Déi zwee Versprieche si vun den zwou Parteien an der Koalitioun awer e bësse méi nuancéiert ginn. Mir hate genee wéi e puer anerer zéimol op der zweeter Fro méi virsiichteg geäntwert. Dat war effektiv net esou sexy fir de Wieler, mee huet awer méi der Wourecht entsprach. Alt nach eppes, wat e bëssen ad acta geluecht gouf.

Och de Logementsproblem soll haaptsächlech duerch steierlech Mesüre fir Multipropriétaires geléist ginn. Dobäi sinn et genee dës Mesüren, déi schonn ënnert viregten CSV-Regierung probéiert goufen an net vill bruecht hunn, sief et d'Mannerbesteuerung op Plusvalûe bei Immobilieverkeef oder d'Nees-méi-breit-Opmaache vum Amortissement accéléré. Oder fir et mat de Wieder vum Pierre Gramegna ze soe bei der Debatt hei am Haus zum éischten Ofschwäche vum Amortissement accéléré: „A wann den Amortissement accéléré“, ech zitieren, „hätt sollen en Instrument sinn, fir d'Offer vu Logementer ze fëderen – ça se saurait an da bräichte mer am Fong geholl keng aner Mesüren ze huelen. Et ass eng Mesür, déi gutt ugeduecht war, mee där hiren Effet limitéiert war.“

Zoustëmmung krut e vun der Madamm Hansen: „Den Taux d'amortissement accéléré fir de Logement

locatif gëtt erofgesat. Heimadder soll d'Spekulatioun verhënnert ginn. Dës Mesür ass an der Rei, si bréngt och nach Suen an d'Keess, dat ass gutt.“ Och den neie Finanzminister hat dat bei der Debatt 2023, beim neien Ofschwächen, begréisst. Ma de Pierre Gramegna hat absolutt Recht: „Ça se saurait“, wann dat eppes géif hëllefen!

Hei gëtt elo erëm al Politick bedriwwen, wou d'Kaf- a Finanzkraaft vun Investisseure massiv steierlech ënnerstëtzt gëtt, also och bei de private Stéit net sozial gestaffelt – oder elo loosst mer soen: negativ sozial gestaffelt –: Wat s de méi hues, wat s de méi kriss. Et ass e Sammelsurium u Steierkaddoe fir déi, déi sech Investitiounen an de Stee leeschte kënnen, wéi eeben den Amortissement accéléré an den neie bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen.

An der Vergaangenheet goufen d'Präisser domat nees ugedriwwen, ouni dass genuch virun allem abordabel Offer geschaf gouf. Dat soen eis ënnert anere seriö international Institutione wéi d'OCDE. Dat féiert net zu enger Stabiliséierung vun de Wunnengspräisser am Rapport zur Kafkraaft vun de Leit.

Et ass och onverständlech, datt contrairement zu deem, wat mëttlech gesot gouf, déi steierlech Logementskaddoe laut Koalitiounsvertrag net kloer zäitlech begrenzt ginn, fir grad an dëser Zäit hiren incitative Charakter ze stäerken, zumools bei deene fir d'Investisseuren.

Et gëtt och net kloer gesot, wat den Deckel soll si fir Wunnengen, Terrainen, op déi sech dës Kaddoe bezieien. Et ass awer e groussen Ënnerscheed, ob mer vun 2 oder 10 oder 50 Immobilie schwätzen. Och wat dat de Staat an domat all eenzelne Bierger kascht, seet dës Koalitioun net.

Wonneren dinn ech mech och beim bëllegen Akt. Dee gouf schonn eropgesat virun e puer Méint, vun 20.000 op 30.000 Euro, a spillt bei niddrege Revenuë bis zu 50.000 Euro. Wéi héich soll en dann elo nach goen? A wisou net weider sozial gestaffelt? Hei gëtt eigentlech dat gemaach, wat vum Premier am Walkampf dauernd zrëckgewise gouf: mat der Géisskan verfuere – awer mat der Géisskan fir déi, déi sech iwwerhaupt kënnen en Invest an de Stee leeschten!

Mat Interessi liesen ech och, datt soll gekuckt ginn, wat kéint bei de Kreditter gemaach ginn am Dialog mat de Banken an de Kontrollinstitutionen. Bis elo huet et dozou ëmmer geheescht, dat géif net goen, do kéint ee sech net amëschen, do kéint een näischt maachen. Ech si gespaant, ob dann elo mam neie Finanzminister eng nei Dynamik do erakënn.

Et geet wuel glécklecherweis nach vill rieds vu Logement abordable. Mir hoffen, dass dës net verwässert gëtt duerch en Ofschwäche vum Pacte Logement zum Beispill an datt och weiderhin alles gemaach gëtt, fir datt déi, déi et am schwéiersten hunn, en Daach iwwert de Kapp ze kréien, net de Kierzeren zéien.

Positiv och, datt all déi Initiative wéi Mobiliséierungstax, Tax op eidelstoend Wunnengen a Grondsteuerreform weidergedriwwen ginn, genee wéi den Text iwwert d'Kopropriétéit. A kritesch begleele wäerte mer natierlech och d'Reform vun der Reform vum Bail à loyer. Déi batter néideg Loyerbrems gëtt net ernimmt, rieds geet just vun engem „besseren Equilibre tëschent Propriétaire a Locataire“. Dat kann een, wéi esou viles an dësem Accord, an déi eng Richtung an an déi aner verstoen.

Insgesamt si vill Mesüre virgesinn, déi Sue kaschten, sief et Kaf vun Terrainen, Subside fir d'Gemengen, Ofsetzbarkeet vun den Zësen, bëllegen Akt, Plusvalue, Amortissement accéléré. Mee d'Géigefinanzierung hunn ech net am Text fonnt. Meng Fro also:

Wéi vill kascht dat alles? Net: Wat mengt Der an der Theorie vun de Voodoo Economics, wat et indirekt erabrëngt? Mee: Wat kascht et? Wéi vill Steuerrecetté ginn doduerch verluer? A wisou steet dat net méi ausgedäitscht an dësem Programm, wann et jo awer elo direkt komme soll?

Ech hu Versteesdemech, datt mer hei net e fäerdeg Text geliwwert kréien, mee ech hätt mer erwaart, dass an där Urgence, wou mer elo sinn, grad bei de Steierfroen vill méi kloer formuliert géif ginn, wat elo alles géif kommen. Dir frot ons, en gros eng Kaz am Sak ze kafen. Op d'Fro also, ob Der mat Ärem Finanzpak Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerkt, kënnen mer net mat Jo äntwerten.

Wéi gesäit et bei der Ëmwelt- a Klimapolitik aus? Hei hu mer eng Medail mat zwou Säiten. D'Bedeutung vun de Wieder ass Iech, Här Premierminister, mengen ech, wichteg. Mir ass gëschter opgefall, datt „de Schutz vun der Natur en héije Stellwäert huet“. Dat ass eppes aneres wéi eng Prioritéit, eng Prioritéit, déi se muss sinn!

Positiv ass, datt sech bekannt gëtt zum Klima- an Energieplang, zu der CO₂-Steier, zu de Paräisser Ziler, zum Naturschutzplang. Bei der Energie gesi mer, datt ausser dräi Mesüre se all aus dem Energie- a Klimaplang stamen. Mir stellen also fest, datt d'CSV am Endeffekt trotz hefteger Kritik vill vun der grénge Klima- an Energiepolitik iwwerholl huet.

Dir sot elo gëschter: „De Wee dohi gëtt e ganz aneren.“ Mir si gespaant. Well et geet effektiv net duer, sech zu existierende Pläng ze bekennen. D'Ëmsetzung muss virugedriwwen ginn. Duerfir brauch et déi richteg Prioritéitesetzung a finanziell a personell Ressourcen, déi dës Prioritéiten erëmispigelen. An dofir froen ech Iech, Här Premierminister, Här Finanzminister: Engagéiert d'Regierung sech formell dozou, datt de Klimafong an den nächste fënnf Joer ëmmer genuch Suen huet, fir déi Subventionsmoossname fir Solar a Wand, Wärmepumpen, Renovéierung an d'Wärmenetzer an an d'Elektromobilitéit auszebezuelen?

Ech muss och soen: Et ass net grad dat gréissten Zeeche vu Gréisst, datt Der et gëschter esou duergestallt hutt, wéi wa Mesüren an der Vergaangenheet sozial ausschléissend gewiescht wieren. D'CO₂-Steier mam Klimasteierkredit, Energieiden, Mobilitéitsaiden; mir hu stänneg d'Biergerinnen an d'Bierger finanziell begleet an en Accent gesat op déi, déi et méi brauchen. Et wier flott, wéi Der esou gäre sot, wann Der op dësem Punkt séier an der Majoritéit géift ukommen an ophale géift ze polariséieren!

Mir wäerten natierlech och ganz enk suivéieren, ob déi Ambitiounen, wéi se hei drastinn, agehale ginn, nämlech ob d'Ziler vun der CO₂-Reduktioun erfëllt ginn. Doru gitt Der och gemooss. Bis elo ware mer do gutt op onser Trajectoire. Mir wäerten dat och am A halen.

Mir gesinn och, datt d'Denominatioun vum Projet „Natur auf Zeit“ am Koalitiounsaccord iwwerholl gëtt, dem Projet, deen d'Joëlle Welfring virun e puer Méint mat engem Gesetzesprojet deposéiert huet, engem Projet, deen et méiglech mécht, begleet iwwert eng gewëssen Zäit, Natur entstoen ze loossen op Plazen, wou duerno wäert gebaut ginn.

D'Formuléierung, muss ech awer soen, interpelléiert ons, well do heescht et: „sans déclencher les mécanismes de protection et de compensation“. Mir froen ons also, ob dann hei, anescht wéi bei dem allgemenge Passage zu de Kompensatiounen am Bauperimeter, net gekuckt gëtt, wat kompatibel ass mam europäesche Recht. A wann ech dann op dës allgemeng Kompensatiounsmoossname kommen: Am Contraire zu deem, wat ëmmer nees ganz plaktiv

an d'Fenster gestallt gouf – „keng Kompenséierung am Bauperimeter“ –, gouf dës Formuléierung glécklecherweis zrëckgeschrafft an et soll elo mol gekuckt ginn, wat mat EU-Recht kompatibel ass. Et ass jo schonn erstaunlech, datt déi Verifikatioun net gemaach gouf, éier et stänneg am Walkampf widderholl gouf!

De Bauperimeter aus all deene Moossnamen erauszehuelen, riskéiert och, zu Bëtonswüsten an eisen Dierfer a Stied ze féieren amplaz zu klimaresiliente Plaze fir ze wunnen, déi mer brauchen, fir duerch déi waarm Summeren ze kommen. An et ass och a Kontradiktioun mat der anerer Propos, fir den Espace public ze vegetaliséieren. Dat kléngt no engem net ganz responsablen Ëmgang mat der Natur an de Staatsfinanzen.

Vill rieds geet och am Vertrag vum „silence vaut accord“ oder dem Accord tacite. Et kann heiansdo Sënn maachen. Mee et geet nëmmen, wann déi zoustänneg Verwaltung genuch Personal hunn, fir datt d'Dossieren awer seriö kënne gekuckt ginn. Well soss féiert et zum Contraire vun deem, wat Der wëllt erreechen, zur der Planungssécherheet, well d'Dossiere bleiwe weiderhin attackabel um Geriicht. Wa se net uerdentlech gekuckt gi sinn oder attackabel sinn, da verléiert herno deen, deen d'Autorisatioun gefrot huet, e Recours. Et gëtt och e Risk, datt heiduerch Ongerechtegkeeten an onnéidegen Drock op de Verwaltungen entstinn. Och kann et net sinn, datt d'Enquête publique doduerch hiren Zweck verléiert, wann dës net méi seriö ausgewäert kënne ginn.

Beim Glyphosat da kann ech mech ganz gutt un eng Tëleesdebatte erënneren, wou de Spëtzekandidat vun der DP zu Recht ganz houfreg war, datt ënnert der viregter Regierung de Glyphosat verbuede gouf. Elo steet hei am Accord: „Le Gouvernement s'engagera en faveur de l'élimination progressive du Glyphosat au niveau européen et soutiendra parallèlement l'abandon volontaire de celui-ci par le biais de subventions.“ Hei ass kee kloren Nee méi zum Glyphosat erauszuliesen. Wéi eng Positioun, Madamm Hansen, wäert Lëtzebuerg dann an Zukunft an Europa vertrieeden?

Och stelle sech Froen zum allgemengen Ëmgang mat Pestiziden. „Le Gouvernement promouvra une utilisation durable des produits phytosanitaires afin de garantir la préservation de la biodiversité et la protection de nos eaux de surface ainsi que de nos sources.“ Ech géif hei wierklech gär verstoen, wéi dat goe soll, eng nohalteg Nutzung vu Pestiziden, fir Biodiversitéit a Quellen ze schützen.

Last but not least: d'Atomenergie. D'Regierung wëll sech wuel fir d'Sécherheet bei den Atomzentralen asetzen, mee e kategoresch Nee zum Atom, dee kléngt anescht. Mir froen ons och, wéi déi vill Hiwaiser op d'technologesch Neutralitéit ze verstoe sinn. Heescht dat, datt fir déi aktuell Regierung Atom an erneierbar Energië gläich gutt sinn?

E wichtegen Deel vun der Klimapolitik ass d'Mobilitéitspolitik. Hei gëtt sech zum nationale Mobilitéitsplang bekannt, dem François Bausch sengem grouse Projet, deen duerleet, wéi d'Mobilitéit sech soll an deenen nächste Joren hei am Land weiderentwéckelen, fir datt mer net erëm an déi Situatioun wéi virun zéng Joer kommen, wou mer permanent der Saach hannendrunn. Wat mer vermessen, genee wéi generell bei den Investitiounen, ass e Prioritéitsplang am Accord fir déi nächst fënnf Joer, wat dann elo direkt komme muss. 2018 gouf et esou eng Annex, an dat an enger Zäit, déi finanziell net esou komplizéiert war wéi déi elo.

Positiv ass jo, datt méttlerweil souguer d'DP, déi den Tram iwwer 30 Joer verhënnert huet mam Argument,

e géif näischt bréngen, elo zur Konklusioun kënnt, et wär e „formidabile Succès“ – am Koalitiounsaccord –, an en iwwerall ausbaue wëll, ouni awer ze soen, wou a wéi genee. Den Tram hëlt manner Plaz am Koalitiounsaccord a wéi d'Eurovisioun a bal esou vill wéi déi nei individualiséiert Placken – et gesäit een, wou d'Prioritéite leien!

Mee vläicht muss déi nei Transportministesch jo nach parteiintern mat der Stater Buergermeeschtesch verhandelen, ob den Tram dann elo endlech dierf duerch d'Porte-Neuve a bei de CHL fueren, eng Decisioun, déi d'Stad Lëtzebuerg virun de Walen net wollt huelen. Dobäi ass all Mount, wou deen hei verluer geet, wichteg fir d'Entwécklung vun der Stad Lëtzebuerg, vu Stroossen a Bartreng.

Beim Stroossebau gëtt alles an näischt versprach, Beispill Ausbau vun der N7 bis Wempehaart. D'Veierspüerregkeet bis op d'belsch Grenz gëtt do, wou et méiglech ass, analyséiert. Dobäi ass virun allem d'CSV während Joren tëscht dem ganzen Norde getingelt an huet de Leit versprach, si géifen dat direkt ugoen. Fënnf Wochen no de Wale gëtt et elo mol analyséiert!

Näischt am Accord vun CSV an DP ännert sech, wann et ëm de Vëlo geet: De Vëlofuerer soll emol erzu ginn. Sécherlech gëtt et Vëlofuerer, déi sech net un de Code de la route halen. Datt déi Zort och bei den Automobilisten verbreet ass, gëtt net ernimmt. A puncto Vëlo geet och rieds dovun, datt bei öffentliche Gebaier Vëlosparkinge mussen gebaut ginn. Gëllt dat och fir de grouse Vëlosparking op der Starter Gare? Oder fällt deen der Parteiräson zum Affe? Hei och leider nees keen Indice driwwer, wat mat de Projekte geschitt.

D'Kapitel traitéiert och nach de sougenannten „Uber-Chauffer“. Dëse Service soll direkt erlaabt ginn, mee ënnert der Konditioun, dass d'Chaufferen eng Lizenz hunn an eng Sécurité sociale. Dat ass interessant, well ënnert deene Konditiounen kënne se et haut scho maachen – se wëlle just net.

Wat zu Lëtzebuerg gebraucht gëtt, ass en nationale gesetzleche Kader fir d'Sharing Economy an do gëtt jo bekanntlech op den Text vun der Direktiv gewaart.

Fir nach ee Moment beim François Bausch sengen exzellent hannerloosenen Dossier ze bleiwen: D'Bâtiments publics huet jo keen eegent Kapitel an dësem Accord. Ausser der Klimaneutralitéit, déi soll erreecht ginn, fanne mer näischt dozou. Mir begrëssen dat natierlech ausdrécklech. Mir gi just och ze bedenken, datt, wann dat bis 2030 soll erreecht ginn, d'Personal muss massiv opgestockt ginn, eppes, wat bis elo dem Bauteminister net accordéiert gouf.

D'Kapitel Defense iwwerhëlt alles, wat de François Bausch souwisou schonn ageleet huet. Déi eenzeg Neiegkeet ass de faméisen Hôpital militaire. Et mécht awer wéineg Sënn, der Defense an der Arméi an der Santé hir Energie ze beusproche fir eppes – an dat wësst Der! –, wat scho probéiert ginn ass a wat fale gelooss ginn ass, well et fir Lëtzebuerg schwéier war, guer net ëmsetzbar ass!

Amplaz elo nach emol onnëtz Energie bei der Arméi an der Defense ze verschwenden, fir sech mussen mat esou engem Projet ze beschäftegen, wär et méi sënnavoll, dës Energie zousätzlech an de Beräicher Cyber an Espace anzusetzen. Do hu mer Kompetenzen, et gëtt vill Opportunitéiten a mir kënnen och derfir suergen, dass d'wirtschaftlech, ekonomesch Kompetenz zu Lëtzebuerg dovun profitéiert.

An och am Gesondheetsberäich gëtt et sécherlech aner Prioritéite wéi e Militärspidol oder IRMen. Hei si mer zentral bei de Froen vun der Gerechtegkeet an

engem gerechten Accès zur Medezinn. Allgemeng ass dësen Deel och extreem vag gehalen an et feelee wichteg Punkten.

Wéi ass et mat der Uniklinik, mat de Garden? Wa mer vu Preventioun schwätzen: Wat geschitt mat der Besteuerung vun Tubak an Alkohol? De Volet Pédiatrie vermessen ech komplett. Wéi gi mer de Manktem u Pédiateren un? Wat ass mat der Ëmweltmedezinn? Mam Projet medezinnesche Cannabis? Mir gesinn, datt d'Accente bei der Digitaliséierung leien – sécherlech e ganz wichteg Element – an awer och bei der Liberaliséierung. An hei wäerte mer natierlech ganz genee kucken, wéi dat sech auswirkt. Den Accès zum Dokter dierf net vum Portmonni ofhänke vun deem Einzelen!

Positiv ass den Ausbau vum Studium op der Uni – mee wat genee soll ausgebaut ginn? – an de reegelméisseg Bilan beim Dokter gradewéi d'Gebuerthaiser, déi analyséiert ginn, an d'Notéiere vun der Penurie bei de Psychiateren. Mee wéi gëtt dat alles geléist? A wat heescht de Passage iwwert d'Apdikten? Sollen déi komplett liberaliséiert ginn? Och hei ass et à ce stade onméiglech ze soen, ob dës Skizzen onse Gesondheetsystem wierklech stärke wäerten oder net. Et wier jiddwerfalls ze wënschen, datt d'Gesondheetspolitik hei am Land déi nächst Joren net géif just iwwer IRMen definéiert ginn.

Wa mer iwwert d'Gerechtegkeet an onser Gesellschaft schwätzen, da stellt sech och d'Fro vun der Generationengerechtegkeet. Den Accord erkläert, datt ab 2027 de Finanzéierungsmodell vun de Pensiounen a Fro gestallt ass. Zweek Léisungssätz fënnt een hei: besser Ofsetzméiglechkeete vun de Privatpensiounen – dat ass weeder gerecht nach effikass – an „une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet“.

Wat bedeit dat? Soll an enger Biergerbedeelegung decidéiert ginn, wat d'Regierung proposéiert, fir de Finanzéierungsproblem ze léisen: méi héije Pensiounsalter, méi héich Cotisatiounen, méi niddreg Pensiounen oder eng aner Cotisationsbasis? Ech woen ze behaapten, ech géif wëssen, wat dann herno als Äntwert géif do erauskommen, an ech woen och ze behaapten, datt dat net mat Ärer Äntwert géif iwwerteneestëmmen. Wat schwieft der Regierung vir? A wéi ass et mat de Sozialpartner? Rieds geet just vun der Société civile. Leider och hei méi Froen wéi Léisungen.

D'Ongerechtegkeete fänken am jéngsten Alter un. Allgemeng hu mer gëschter fonnt, dass de Premier d'Educatiounskapitel eigentlech ënner Wäert verkauf huet, an zwar souwuel, wat den Inhalt ugeet, wéi och d'Gewicht a senger Ried. Zwar bleift de Koalitiounsaccord och hei a ville Beräicher extra vag an awer verspricht en, eng ganz Rei Chantieren unzegoen. Hei gesäit ee kloer d'Handschrëft vun engem Minister, deen d'CSV elo schéngt ze ënnerstëtzen, nodeems se zéng Joer laang kee gutt Hoer un ëm gelooss huet.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass wuel och ee Grond, firwat d'Detailer hei gëschter e bëssen ze rar geséit waren.

Als Oppositioun wäerte mer awer ganz genee op dës Beräich kucken an d'Regierung un der Ëmsetzung vun all deem moossen, wat se um Pabeier verspricht. Et ass iwwert déi lescht Jore vill geschitt am Educatiounssektor. Mee national an international Etüde weisen ons, datt et ëmmer nach e Gerechtegkeetsdefizit gëtt, dee fir déi nächst Joren eng absolut Prioritéit muss sinn. Mir hunn elo zwee Systemer, déi parallel fonctionéieren, eppes, wat ganz staark déi lescht fënnf Joer vun der CSV kritiséiert gouf, wat

awer mam Ausbau vun zwou weideren esou Schoule weidergedriwwen gëtt.

Et ass eng Evaluatioun ugeduecht. Wéi soll déi konkret geschéien? A wat ass den Timing bei deem Prozess? Grondleeënd ass d'Erausfuhrerung, d'On-gerechtegkeeten, déi haut am traditionelle System bestinn, engem System, dee grad fir déi Schwächst an onser Gesellschaft weider ganz kloer déi éischt Ulaftell ass, unzegoen. Mir brauchen och eng Stärkung vun der traditioneller Lëtzebuurger Schoul, net nëmmen de Parallelsystem vun Europaschoulen, dee sécherlech och seng Missioun erfëllt a säin Zweck huet. Mee mir dierfe keng Entdemokratiséierung vun där anerer Schoul kréien!

Et gëtt och weider positiv Usätz wéi e Recht op eng Betreiuingsplaz oder méi Personal am Cycle 1. Mee wéi kënne mer genuch Educateuren heifir ausbilden? Se feelen elo schonn. Eng Schoul ze bauen ass eleng bestëmmt net d'Léisung fir de Problem. A wiso gëtt d'Formatioun um Enseignant net direkt op de Masterniveau ausgeweit? Dat géif dach sécherlech och zur Attraktivitéit bäidroen.

Méi Zäit fir d'Famill war jo vu ville Säiten e Leitmotiv am Walkampf. Mee hei stelle mer leider fest, datt och dat virun allem soll fir déi gëllen, déi sech et leeschte kënnen. Méi laange Congé parental, awer manner Suen de Mount; véier Stonnen Deelzäitarbecht, awer onbezelt; Babyjore vun zwee op dräi Joer eropgesat: Hei gëtt genee dat gemaach, wat d'OP am Walkampf als ganz grouss rout Linn opgezeechent huet. Hei kënnt eng Herdprämie duerch d'Hannerdier – an en plus eng fir déi, déi op kee Revenu ugewise sinn. Domat gëtt ënnerstëtzt, datt ee kenger Aarbecht no-geet, datt een de Lien zur Aarbechtswelt nach méi laang kappt. Dat ass weider dat, wat mer an de Betriber brauchen, nach dat, wat eng staark Zukunft fir d'Mammen hei am Land garantéiert. Well dës, wéi Der et nennt, „sozial adequat Ofsécherung“, déi spillt am Pensiounsalter. Dat ass nach laang keen Job.

Wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, stellt sech natierlech och d'Fro vun der Aarmutsbekämpfung. Ech fannen et absolutt begrëssenswäert, datt méi Housing First soll kommen an datt de REVIS soll gehéicht ginn. De Mindestloun awer, dee soll net méi an d'Luucht goe wéi bis elo, e soll awer weider indexéiert bleiwen.

Wann ech awer Formulierung kucken tëscht engem Aarmutsbekämpfungsprogramm, wou viles emol fir d'éischt nach gekuckt an analyséiert muss ginn, wéi e besseren Zougang zu den Aiden oder de Once-only-Prinzip mat engem Guichet social, da bedauern ech, datt dat hei net méi zolidd formuléiert ass wéi beim Naturschutz zum Beispill. Och gëtt de REVIS-Text scheinbar net esou fundamental ugepaakt, trotz de ville Kritikke vum Terrain, ausser bei de BPIen.

D'Regierung wëll sech jo eng gesamtheetlech Strategie ginn. Mir fannen dat gutt. Et muss een elo ofwaarden, wéi dat a Musek ëmgesat gëtt. Et ass jiddefalls ee vun de ganz groussen Defien. Ob déi néideg Ambitioun hei un den Dag geluecht gëtt, dat ass aus dem Koalitiounsaccord net kloer ze erkennen. Do waarde mer dann op d'Ëmsetzung, déi awer direkt muss ugaange ginn.

Eng staark Demokratie brauch och e grouse Respekt fir d'Mënscherechter, a virun allem vun de vulnerabele Persounen, eppes, wat net ganz groussgeschriwwen gëtt, ugefaang mat eppes, wat mer net erëmfannen: d'Fuerderung no engem Mënscherechtsverdeedeger, deen der Chamber géif ënnerstoen. Dës huet leider keng Plaz am Accord fonnt.

Am Justizdeel fannen ech extreem vill Kontinuitéit. Dossier, déi ech ugaange sinn iwwert déi lescht

véier Joer: d'Ressourcen an der Magistratur, d'Digitaliséierung, d'Assistance judiciaire, d'Médiatioun, d'Tutellen, ASBLen, d'Violence sexuelle an esou weider.

Et gëtt awer e puer notabel Ausnamen. Insgesamt huet een zwar den Androck, datt den Inneminister zur Bad Bank vun der Law-and-Order-Politik vun dëser Regierung ginn ass, mee trotzdem sinn och am Justicedeel e puer Dossier, déi et a sech hunn, a virun allem déi faméis Comparution immédiate. De Wording hei ass schonn zolidd verwässert par rapport zu de Waldiskussionen, wat mer natierlech begrëssen. Mee och hei kann ee sech froen: Wouhier de Sinneswandel? Hu béid Walprogrammer nach haart fir e Schnellverfahren ouni ze vill Nuancé plädéiert, soll elo den Accord vum Beschëllegte gefrot ginn an d'Prozedur gi just op e puer Prozedur beschränkt. Natierlech wäerte mer hei am A halen, wéi dat ëmgesat gëtt. Et dierf net sinn, datt de Beschëllegten ënner Drock gesat gëtt, fir esou eng Prozedur unzegoen. Et muss ëmmer genuch Zäit do sinn, fir d'Defense ze preparéieren.

Ech sinn extreem frou, datt Dossier wéi de Jugendschutz a Stroferecht weidergefuert ginn. Mee ech froe mech en vue vun der Formulatioun, ob d'Interdictioun, Mannerjäreger am Erwuesseneprisong ze platzéieren, am Gesetzestext bleift. Am Accord steet nämlech just, et géifen nei Strukture geschafe ginn, pour „éviter leur placement dans un établissement pénitentiaire“. Ech sinn och frou ze liesen, datt de Projet vum kompletten Ëmbau vu Schraaseng soll weidergefuert ginn. Ech maachen Iech just drop opmierksam: Et ass deen deierste Projet, dee jee an der Bauteverwaltung an Ugrëff geholl ginn ass. Dat sinn e Grappvoll Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Mee et ass e wichtige Projet an ech hoffen, dass deen net enger Kris zum Trotz fält.

Geneesou frou sinn ech driwwer, datt den Adoptiounstext, deen ech op den Instanzewee ginn hunn, schéngt weidergefuert ze ginn. Hei froen ech mech allerdingen au vu vun der Formulatioun am Justice-deel – de Famillendeel ass méi oppen –, ob d'Adoptioun vun de Celibatairen och bestoe bleift.

Suerge mécht mir och d'Formulatioun beim RBE-Text, wou ee kéint mengen, datt den Accès nees méi reduzéiert gëtt, sou wéi d'Vertreider vun der CSV dat an der Justizkommissioun wollten. An datt den Abschnitt zum Mënschenhandel mat „Mendicité“ iwwerschríwen ass, léisst op d'mannst virsiichteg ginn. De Kampf géint de Mënschenhandel muss weiderhi seriö ugaange ginn. Ech hoffe just, datt en net zum Kampf géint déi Äermst an onser Gesellschaft gëtt.

Am Volet bannenzeg Sécherheet soll dann elo dat aner grousst Walversprieche, d'Gemengepolice, realiséiert ginn. Hei si mer weiderhin extreem gespannt, wéi dat an der Praxis soll ëmgesat ginn. Wéi eng speziell Formatioun gëtt et fir de Buergermeeschter? Wéi gi méiglech Interessenkonflikter evitéiert? Wéi interagéieren och d'Beamte mateneen? A wou kënnt dat zousätzlech Personal hier?

Rieds geet och dovun, e Platzverweis anzeféieren, e weidert Instrument vu ganz punktueller Symptombekämpfung, dat risquéiert, d'fräi Beweegung a Fro ze stellen. D'Police soll Tasere kréien, woubäi ech net iwwerzeegt sinn, datt dat och am Interêt vun der Police selwer ass, wann een all déi Incidenten a Frankräich gesäit. An dann huet souguer den Dauerbrenner Gefangenentransport et an de Koalitiounsaccord gepackt. Dobäi gëtt ignoréiert, datt et en Accord gouf tëscht Prisongsverwaltung a Police, fir dee ganz bei d'Police wéinst ganz villen organisatoresche Problemer ze verlagere, an d'Police och dofir extra Moyene krut. Hei gëtt net fir d'éischt analyséiert, hei

gëtt dat emol drageschriwwen. Et gëtt dobäi vergiess, datt all Personal, wat een op där enger Säit aspuert, dann op där anerer Säit feelt. Dat ass da bei den Agents pénitentiaires.

Och bei der Migratioun wäerte mer genee kucken, wéi ee Wand do an Zukunft bléist. D'Schütze vun de Grenzen huet e ganz héije Stellwäert am Accord. Mee mir fannen och positiv Elementer wéi méi en einfachen Accès op den Aarbechtsmarché an datt elo op d'mannst gekuckt gëtt, ob Mënschen, déi BPIe bei sech doheem hebergéieren, kënnen dofir entschidegt ginn.

De Minister wëll och eventuell net méi selwer d'Decisioun iwwert d'Härfäll huelen. Och dat kann eng gutt Saach sinn. Mee et steet direkt hannendrun: „Les décisions administratives et de justice [...] seront appliquées. Les demandeurs d'asile déboutés seront renvoyés.“ Dat klängt dann awer net duerno, wéi wann do reellement Härfäll géife gekuckt ginn. Wéi gesot, och do musse mer ofwaarden, wéi dat an der Praxis wäert kommen.

D'EU an d'Aussepolitik: Hei läit de Fokus nees ganz kloer méi um Handel an der Finanzplaz wéi op de Wäerter. E Beispill ass den Abschnitt iwwert d'Liwwerkettendirektiv. Et gëtt sech dozou bekannt, fir et dann direkt duerno ze relativéieren a vu Level-Playingfield ze schwätzen, wat net verwonnerlech ass, wann een d'Positiounen vun deenen zwou Parteien heizou kennt.

Mee wéi huet d'Regierung et mat den aktuelle Projekten am Beräich Ëmwelt a Klimaschutz? Wéi ass d'Positioun zu den institutionelle Reformen, déi op EU-Niveau diskutéiert ginn? Bei all deem wäerte mer ons dann déi nächst Méint mussen iwwerrasche loosse. Am Accord steet näischt.

Och eng feministesch Aussepolitik mécht Lëtzebuerg net méi.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A ganz um Enn nach e Wuert zur Kultur: Definitiv e Stéifkand vun dësem Accord an nach méi, och wann ech dat net fir méiglech gehalen hätt, bei Ärer Ried geschéit, Här Premierminister. Zwee ganzer Satz: „D'Zesummeliwe gëtt och verbessert duerch d'Kultur, déi mer duerch d'ganz Land wëlle weiderentwéckelen. D'Regierung wëll eng participativ an inklusiv Kulturpolitik, déi méiglech vill Leit interesséiert a mathält.“ Dat ass emol eng grouss Ambitioun fir eng staark Kulturzeen zu Lëtzebuerg!

Bei der Lektür vum Accord dunn hunn ech mech gefrot, wou d'Redaktere vum Text déi lescht fennef Joer waren, well ausser Esch2022 schéngt se net allze vill matkritt ze hunn. Et gëtt kee Gesamtbild vun der Kulturwelt hei am Land gezechent. Wou wëlle mer hin? Wéi eng Moyene gi mer ons? Gëtt e Kulturentwécklungsplang fir déi nächst zéng Joer gemaach? Wat ass mat de sëllegen Infrastrukturprojekten, op deene schonn esou vill geschafft gouf? Ausser dem Centre fir Collections publiques an der Maison des Arts de la Danse fannen ech näischt. Wéi ass et zum Beispill mat der Villa Louvigny? Heescht dat, datt déi aner fale gelooss ginn? A virun allem: Wéi soll d'Kultur dann elo wierklech besser an d'Schoul integréiert ginn? Et geet rieds vun engem Délégué an de Foyers scolaires. Positiv! Wéi ass et mat de Lycéëen?

An dann de Patrimoine: Dat ass also elo den neien Naturschutz. Net d'Gemengeprozedur stellen e Problem duerno beim Bau, mee nieft dem Naturschutz d'Archéologie. Et ass eng vun de Pärelen aus dem Accord! Dir wëllt d'Fraisen op de Staat verleeën an de „silence vaut accord“ aféieren.

Dozou e puer Iwwerleeungen: Net nëmmen hate mer hei eng extreem breet Zoustëmmung an der

Chamber, mir hu laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert. Et ass immens vill Input vun DP- an CSV-Kulturkommissiounsmemberen erëmgeholl ginn. D'Fro vun der Finanzéierung vun de Fouillen, do hutt Der mäin absolute Support. Ech fannen dat eng gutt Saach. U mir louch et net, datt dat net vu viran esou am Gesetz drastoung. Dat waren DP-Deceiduren, déi dat net wollten. An de „silence vaut accord“, dat braucht Der net hei am Text anzeféieren, et steet nämlech schon am Text dran. Interessant och, datt dës Passage just am Logement steet an net bei der Kultur. Vlächtt wollt Der dem fréiere Schiereener Buergermeeschter net direkt Angscht maachen, dass en elo misst de Patrimoine, deen a senger Gemeng esou eng wichteg Roll huet, ofschwächen.

(Interruption)

Wichtig Sujete wéi déi néideg Reform vum Archivgesetz, déi an de leschte Wochen intensiv an der Effentlechkeet debattéiert goufen, gi komplett ausgeblent. A leider féinnt een och beim Filmfong keng Detailer fir Verbesserungen, sief et eng Upassung vum Budget un d'Inflatioun oder eng Stärkung vun den Eegeproduktiounen hei am Land.

Am Resümee: Deen Accord, wéi en hei virläit, zeechent keng Ambitioun fir e staarkt Lëtzebuerg op. Et feelt u Kohärenz, et feelt u Kloeerheet an et ass vill Gepokers dran. Déi eenzeg Richtung, déi kloer ass, ass déi vun enger ganz liberaler Wirtschafts- a Finanzpolitik. Kloeer ass den Accord, wann et drëm geet ze soen – ouni et natierlech genee esou ze soen –, datt déi entlaascht ginn, déi scho vill hunn. Fir all déi aner riskéiert d'Rechnung extreem deier ze ginn.

Virun allem awer si mer an engem extreem ongewëssen internationale Kontext. Dir hutt Iech an deem Accord keng Gedanken driwwer gemaach, wat geschitt, wann Är Wett net opgeet. Wat gëtt dann nach emgesat? Wat gëtt dann nach gebaut? Wéi eng Subventionne ginn da gekierzt? Gëtt an deem Fall och nach um Klima- an Energieplang festgehalten?

Ech wënschen ons all heibannen, datt et net esou wäit kënnt, datt Dir Iech déi Froen net braucht ze stellen a mir net brauchen op Är Spuermoossnamen, op Är Kierzungen an Op-d'Spill-Setze vun der Zukunft vu Lëtzebuerg ze reagéieren. Mee et ass onverantwortlech, an deem komplizéierte Kontext, an deem mer elo sinn, einfach dovunner auszegoen, datt dat scho wäert esou opgoen. „Augen zu und durch!“ Et ass eng riskéiert Wett. Bei all Wett gëtt et jo normalerweise en Asaz. Dir spillt hei mat der Zukunft vum Land. Mir gi jo dovun aus, datt, wann déi Wett ieren net sollt opgoen, net d'Schold bei anere gesicht gëtt, net dann op eemol den internationale Kontext aus dem Hutt gezaubert gëtt, mee datt Dir dann d'Verantwortung iwwerhuet.

Mir hoffen all, datt et net dozou komme muss. En attendant wette mir hei net mat. Dës ass net déi sozial nohalteg a gerecht Politik, déi eist Land a seng Leit brauchen, fir déi grouss Erausforderungen, virun deene mer stinn, unzegoen. Mir wäerten Iech also haut net onst Vertraue schenken.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorablen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass deen zweite Regierungssaccord, dee mir Piraten hei an der Chamber analyséiere kënnen. An ech wäert probéieren, de Point ze maachen iwwert déi grouss Theemen, eiert de Ben Polidori herno nach eng Kéier op e Kärtheema

vun eis ageet, nämlech op d'Digitalisatioun, en Theema, wat jo gëschter ëmmer erëm e bëssen an der Ried opkomm ass, och wann et am Koalitiounsaccord dach e bësse méi dënn ausgedréckt ass.

Ech kann et direkt virewech soen: Mir Piraten fannen dann och eng ganz Rei positiv Saachen an deem Accord, eng ganz Rei Saachen, fir déi mer eis scho säit Joren asetzen, an och nei Saachen, déi emol op den éischte Bléck gutt ausgesinn an déi mer kéinte guttheeschen. Mir gesinn hei deen ominéise mofe Fuedem, mee e geet net duerch de ganze Programm an e gëtt ganz heefeg rabiat ënnerbrach.

Generell muss ee soen, datt mer mat dësen 200 Säiten net kënnen soen, wou d'Rees fir déi nächst fënnf Joer higeet. Op deene puer Plazen, wou mer da méi konkret ginn, gi fir eis och deelweis rout Linnen iwwerschratt.

Wéi sot den neie Finanzminister a sengem fréiere Liewen hei an der Chamber? Ech zitieren: „An do gesi mer leider ganz, ganz weineg Principe de précaution, mee éischter e grenzeloost Wuesstumsvertrauen, fräi nom Prinzip Hoffnung a géint all budgetär, mee och géint all ekonomesch Vernunft.“ Zitat Gilles Roth beim Koalitiounsaccord 2018.

Här President, ech kéint mer déi Wieder zu eege maachen an dem Här Roth seng Ried vun deemools hei halen. An ech mengen, all Punkt, deen en deemools gutt ubruecht huet, géif och haut gutt géint deen heite Koalitiounsaccord ubruecht kënnen ginn.

Mee ech kommen direkt zu engem vun deene wichtigsten Punkten. Ee vun deene Punkten, dee fir d'Leit dobausséier wirklech eminent wichtig ass, nämlech d'Steieren, d'Steierpolitik an d'Steierreform.

D'Mesür vun dem Berengege vum Barème vu véier Tranchen op den 1. Januar ass eng vun deene weinege konkrete Mesüren, déi am Programm stinn. Eng Mesür, déi mer och begrëissen an déi op d'mannst a Richtung „méi Netto vum Brutto“ geet. Fir de Rescht gi leider vill Etüde versprach iwwert dat, wat méiglech ass, iwwert dat, wat kéint gemaach ginn. Mee reell Entlaaschtungen op Basis vun engem gerechte Steiersystem, dat siche mer an deem Programm, ouni et ze fannen.

Mir Piraten hate virum 8. Oktober kloer Linne gezunn an eng absolutt Prioritéit fir eis war an ass eng Steuerreform. An do kënnen mir Piraten mat deem Accord hei net zefridde sinn! Eng Propos fir eng Individualiséierung fir 2026 – eng Etüd – an eng Erliichterung fir d'Leit an der Klass 1a, dat geet net duer! Mir Piraten fuerdere weiderhin eng Steuerpolitik, déi net méi opgrond vu single, gepacst, gescheet oder verwittwet diskriminiéiert. Mir wëllen, dass d'Steierklass 1a esou séier wéi méiglech ofgeschafft gëtt.

A jo, Här President, elo kéint ee soen: „Wou sinn dann d'Géigefinanzierungsmaßnahmen?“ Ma och déi siche mer an deem Dokument verzweifelt. Vlächtt steet dofir esou vill vun „Etüden“ an „Analyséieren“ dran.

Haut de Moie gouf vum honorabele Kolleeg Marc Spautz hei opgezielt, wéi oft verschidde Wieder an der Ried gëschter virkonn waren. Mir hunn eis dann och de Spaass gemaach, eng Kéier ze zielen, wéi oft „analyse“, „étudier“ an esou weider am Programm virkënn. Ech mengen, Dir hat de Moie gesot, et wär 110-mol „Digitaliséierung“ oder „Sociales“ virkonn. Ech kann Iech soen: Et ass iwwer 160-mol, wou „Etüd“ oder „Analys“ am Programm steet.

Deementspriedend kann ech just soen: Mir siche wirklech heiansdo verzweifelt no méi Substanz am Accord a mir fanne se net. An ech ginn der Madamm Tanson Recht, datt et vlächtt ganz séier gaangen ass

an datt et dofir och heiansdo e bëssen un der Substanz gefeelt huet.

Och den neie Spätzesteiersaz, wéi d'CSV en am Walprogramm hat, jo, dee kënnt net! Eng weider méiglech Source vu Revenue gëtt hei ignoréiert a kategoresch ausgeblent: d'Finanztransaktionssteuer. Dës Regierung geet souguer an déi ëmgedréinte Richtung a wëll dem Staat seng Recetté weider kierzten. Ech sot et gëschter: „Robin Hood, mee ëmgedréint.“

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier sot: „Mir wëllen e Land, dat wirtschaftlech zolidd dosteet.“ Mir Piraten wëllen dat och! An eis ass et wichtig, datt d'Staatsfinanzen op wirklech zolitter Basis stinn.

D'Taxe d'abonnement op de Fonge bréngt dem Staat ronn e Siwenteel vu senger Recetten an – iwwer 1,2 Milliarden Euro. Dofir dierf et Reduktiounen op der Tax, wéi d'Regierung se wëllen huet, fir eis nëmme fir richtig gréng Fonge ginn. Elo, wou d'Taxonomie Atomenergie a Gas nohalteg astuut, muss kloer sinn, datt dës Energien hei am Land net zu enger Reduktioun vun der Tax féieren dierfen.

Alles anescht wier Greenwashing a géif dat selwer proklaméiert Zil vun enger weltwäiter grénger Finanzplatz goen. Et freet ee sech wirklech, wou déi nei Regierung also hir Suen an Zukunft nach wëll hierhuelen. Dat ass keng zolidd Finanzpolitik, mee e gewotend Pokerspill – oder: ech kéint nach eng Kéier den Här Roth vu viru fënnf Joer zitieren.

Mir Piraten wëlle gesond Staatsfinanzen a keen ausgehängerte Staatsapparat, deen herno net méi kann déi Reformen ëmsetzen, déi sech imposéieren an déi mer och ënnerstëtzen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer zu engem anere groussen Thema – warscheinlech dem zweete groussen Thema, wat de Walkampf dominéiert huet –: de Logement.

D'Wunnengspolitik vun dëser Regierung ass kuerz ze resüméieren. Et sinn duerchaus konkret Iddien dran, déi och zum Deel gutt sinn, zum Beispill – an Dir mierkt, ech probéieren ëmmer unzefänke mat deene positive Punkten, déi mer an deenen eenzelne Punkte fonnt hunn – den Ausbau vun der Steuerexemption bei der Gestion locative sociale. Déi ass positiv ze bewäerten, well ee fair Loyere belount, amplatz ze bestrofen. Hei kéint ee sécherlech méi wäit goen, wéi just iwwert déi méi niddreg Besteuerung ze schwätzen. Hei kéint een och iwwer Steuerabattamente schwätzen. Mee d'Iddi ass gutt.

D'Iddi, fir Firme méi bauen ze loossen, ass och positiv ze bewäerten, well aktuell besteet déi Méiglechkeet jo am Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement. Mee de Maximum vun der Hëllef ass bei lächerleche 6.200 Euro plafonéiert. Also, domadder baut och haut kee méi.

Wa mer wëllen, datt d'Firmen hei selwer méi aktiv ginn, fir hir Employéen ze logéieren, da muss dee Plaffong ugepasst ginn. Dat géif der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft déngen a gläichzäiteg Steiergelder spueren, well privat Gelder kéinte genotzt ginn, esou wéi et zum Beispill fréier op de Schmelze gemaach gouf.

De grouse Kritikpunkt vun der ugekënnegter Wunnengspolitik ass awer, datt virun allem d'Demande am Marché mat kloer Moossname fir de Privatinvestisseur ugekuerbelt gëtt. Well d'Demande ass do! Vill Locataire heien am Land a vill Lëtzeburger/innen iwwert de Grenze wëllen eng Wunneng hei.

De Problem läit net bei der Demande – se läit beim Geld! D'Leit géifen haut hir Wunneng kafen a se iwwert déi nächst 30 Joer ofbezuelen, mee et gëtt keen

hinne méi e Kredit. A wa se kee Kredit fir eng Privatwunneng kréien, dann hu se och de Problem, datt se keng Offer ausserhalb vum Privatmarché fannen.

E weidere Problem, deen dës Regierung net upeekt, ass also d'Offer vun de Wunnengen. Eppes, wat eis Piraten bei der ganzer Logementspolitik ëmmer erëm immens stéiert, ass déi Onkloerheet, mat deenen déi lescht Regierungen an och dës Regierung erëm untrieden. Et gëtt vu Wunnengsbauoffensive geschwat, mee mir hu keen een Zil fonnt, wéi vill Wunnengen dann elo an deenen nächste Jore solle gebaut ginn a wem se wäerten zeguttkommen. Weineg steet dran, wéi d'Locataires, also dat schwächst Element an deem Ganzen, sollen entlaascht ginn – fir net ze soen „näischt“.

Wa mer vum Stateg a sengen Zuelen zum Wirtschaftswuesstem ausginn, déi no ënne korrigéiert goufen an déi haut schonn e puermol erwäant goufen, mee dem Wirtschaftswuesstum awer zugronn leien, da mussen zu Lëtzebuerg all Joer op d'mannst 8.000 weider Wunnunitéite gebaut ginn.

An eisen Héchstzäite ware mer bei knapp 4.000 Unitéiten d'Joer – d'Hallschent. Mir si vun deenen 8.000 Unitéiten haut esou wäit ewech wéi SpaceX vum Mars. Déi eenzeg Äntwert, déi kloer aus dem Koalitionsaccord ervirgeet, ass, datt et net zu enger Demokratiséierung vun de Besëtzerhältnissen um Wunnamarché wäert kommen. D'Investisseuren, d'Groussgrondbesëtzer, d'Multiproprietären a grouss privat Promoteure wäerte sech weiderhin eng gëllen Nues mam Misär vun anere Leit verdéngen.

Eppes ass deemno haut kloer: Déi Party vun engem groussen Promoteur huet sech gelount, well deem säin Invest ass haut schonn am Koalitionsaccord ofgesécher.

M. Marc Goergen (Piraten) | Richteg!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, d'Piraten stinn zu enger moderner Familljepolitik, déi um Prinzip vum der fräier Selbstbestëmmung vum perséinleche Liewe berout an der Villfalt vun de Liewensstiler gerecht gëtt, an déi virun allem net um Portmonni vun de Famillje predeterminéiert gëtt.

Positiv kéint een elo ervirhiewen, datt bei der Adop-tioun homosexuell Koppelen endlech net méi beno-deelegt solle ginn an och datt gläichgeschlechtlech Eltere sollen automatesch uerkannt ginn. Eng Fuer-derung, déi mer och am Walprogramm haten a mat zwou Hänn ënnerstëtzen.

E gudden Ufank ass et och, datt d'Elteren zum Beispill am Fall vun enger Fausse couche vun engem Congé spécial solle profitéieren kënnen. Dat ass e wichtegen Ufank, fir endlech dem Verloscht eng Unerkennung ze ginn, och wann et fir eis do nach net ophält.

De Slogan vun dëser Regierung – an ech zitieren en –: „Le bien-être des enfants au cœur de la politique familiale“ gëtt dësem Usproch an eisen Aen awer nach net gerecht. Hei gëtt eng Politik gemaach fir déi, déi sech d'Zäit mat der Famill leeschte kënnen. Wéi een Elterendeel, dee knapps 4.000 Euro verdéngt an hei am Land 2.000 Euro oder méi Loyer muss bezuelen, wäert et sech leeschte kënnen, fir seng Tâche ëm véier Stonnen erfrozesetzen an 10 % vu sengem Salaire ze verléieren, mam Risiko, an Zukunft vläicht net méi kënnen op säi volle Loun ze kommen? Wéi een Elterendeel an där Si-tuatioun ka sech dat leeschten, dee Risiko anzegoen?

D'Annonce vun der Verlängerung vum Congé parental op néng Méint ass u sech asoufieren iwwerraschend, well d'Leit mam nämmeleche Montant, mat deem se virdu sechs Méint hu missen iwwert d'Ronne kommen, an Zukunft néng Méint mussen iwwert d'Ronne

kommen. Och dat dréit der ekonomescher Realitéit um Terrain net Rechnung.

Dat, wat d'Regierung hei proposéiert, ass Politick vum fräie Choix, fir wann s de der et leeschte kanns. Jo, fräie Choix, dat ass e bëssen d'Theema, wat een elo kéint weiderspannen. An do kënnt dann och d'Educatioun an d'Spill. Well och an der Educatioun mécht d'Regierung – an ech mengen dat wierklech éierlech – e puer gutt Proposen.

Et wonnert mech, datt verschidde Proposen dovun net schonn an deene leschten zéng Joer ëmgesat goufen, esou gutt si se – zum Beispill, datt am Cycle 1 en Educateur als zweeten Intervenent soll agestellt ginn an datt d'Handwierk soll promovéiert ginn. Ech kann nëmmen all déi, déi d'Handwierk promovéieren wëllen, invitéieren, nach déi nächst Deeg sech dann och d'Biennale vun De mains de maîtres ukucken ze goen a sech mol eng Kéier d'Breet vun deem, wat d'Hand-wierk zu Lëtzebuerg och kënschtlersch hierstellt, zu Gemitt ze féieren.

D'Fuerderung, datt een nieft dem Classique oder General och soll en DAP am Handwierk kënnen maachen, stoung a méi wéi engem Walprogramm an dat ass eppes, wat mer ganz kloer begreisse kënnen. Och datt an der Formation professionnelle eng méi grouss Offer op Franséisch an Englesch soll ugebuede ginn, ass an eisen Ae begreissenswäert. Ech kenne perséinlech Fäll, wou Leit herno hu missen eppes aneres léiere wéi dat, wat se wollten, well et soss sproochlech net gaange wär. Dat dierf net sinn, mir kënnen net nach Handwierker verléieren opgrond vu sproochleche Kompetenzen! Mir Piraten maachen eis dann och weiderhi staark fir e legale Kader fir d'fräit Deele vu kulturelle Gidder a Wëssen, fir dass esou vill Leit wéi méiglech dovun profitéieren kënnen.

Et stellen sech awer wéi bei der Familljepolitik eng ganz Rei Froen an dat ass haaptsächlech am Volet En-fance et jeunesse, wa mer iwwert d'Beispill vun der Reform vum System vum Chèque-service d'accueil schwätzen, wou am Programm steet, et sollt eng Harmonisatioun vun de Finanzen an Zesummenaarbecht mam Syvicol, der FEDAS an der FELSEA gemaach ginn. Wat dat elo konkret heesche soll, weess ech net. Et steet och net méi am Koalitionsaccord. Wat ech awer weess, ass, datt vill Strukturen haut Supplemente froe mussen, well de Bäitrag vum CSA net indexéiert ass. Mir wëlle jo awer gutt bezuelen – an de préférence nom Kollektivvertrag vum Secteur bezuelen – Ekippen an de Crèches a Maisons-relais. Deementspriedend sollte mer dann och beim CSA derfir suergen, datt déi automatesch Augmentatiounen, déi do ufalen, kom-penséiert ginn.

Mir stellen eis dann och d'Fro, wéi et soll méiglech sinn, datt bis 2030 all Kand soll eng Plaz an enger Be-treierungsstruktur hunn. Och dovunner si mer nach wäit, wäit ewech. An dann d'Hausaufgabenhëllef: D'Haus-aufgabenhëllef soll, ech zitieren, „optimiséiert“ ginn. Och hei keng konkret Ausso, wat dann elo optimiséiert gëtt. Mee ech hu mer dann nach eng Kéier d'Riede vun der CSV zu deem Thema aus deene leschte Joren ugekuckt an do, muss ech awer soen, war d'Kritik un der Hausaufgabenhëllef esou heftig, datt ech mer net virstelle kann, wat dann elo optimiséiert soll ginn, well d'CSV huet u sech ëmmer erëm kloer gesot, datt et haut essentiellement reng Études surveillées wäeren. Mir hätten eis méi erwaart, wéi nëmmen de Wëllen ze optimiséieren. Mir hätten eis Verbesserungen erwaart. Mir hätten eis vläicht konkret Ännerungen erwaart.

E Widdersproch ass dann och, datt all d'Sektiounen a Formatiounen iwwerall am Land sollen uge-buede ginn, fir dann am nächsten Abschnitt awer direkt ze soen, datt se e Konzept ausschaffe wëllen,

fir d'Sektiounen ofzeschaffen an de Schüler méi ee grouss Choix tëscht de verschiddene Sektiounen ze bidden. Wat dann elo, dat eent oder dat anert? Oder ass et éieren – mee da sidd couragéis genuch, et ze soen! – e moduläre System, wéi et iwwregens sënnavoll wär, wéi mer et am Walprogramm stoen haten, wat ech begreisse géif, datt mer de Leit méi Choix loos-sen, och am jonken Alter? Mee dann nennt et och dat, wat et ass, mee sot net op där enger Sait A an da B a maacht herno C – dat ass awer e bësse jiddwereen un der Nues ronderëmgefuert!

Ausser enger administrativer Vereinfachung ass dann och nächst am Accord ze fannen, wéi déi nei Regie-rung gedenkt, de Beruff vum Enseignant méi attraktiv ze maachen an esou nees méi jonk Leit fir de Beruff ze begeeschten. An och d'Chargés de cours gi wei-derhin am Ree stoe gelooss, jo, reegelrecht vum Edu-catiounsministère ausgebeut. Heimat beweist déi nei Regierung, datt et hir um néidege Courage feelt, fir wierklech géint d'Penurie bei den Enseignanté virze-goen!

Wa mer vu Penurie vu qualifiziertem Personal schwätzen, dann ass et relativ kloer, wat dat nächst Kapitel ass, wat ech uginn, nämlech d'Santé. Datt an Zukunft méi Wäert op Preventioun soll geluecht ginn, jo, dat ass gutt. Hei gëtt et dann direkt e puer Pläng, déi genannt ginn. Wéi déi dann awer konkret ëmge-sat solle ginn, jo, dat steet dann erëm eng Kéier net do.

Ech zitieren erëm sou en ominéise Saz aus deem Ac-cord: „Les cabinets médicaux ne pourront être exploi-tés que par des médecins et d'autres professionnels de la santé agréés au Luxembourg.“ Op den éischte Bléck klängt dat super. Datt mer fir eng licht Öffnung sinn, wat verschidde medezinnesch Geräter an de Cabine-te vun Dokteren ugeet, ass bekannt. Mir haten hei länger Diskussiounen an der leschter Legislatur. Bei dëser spezifischer Ausso gi bei mir awer d'Alarmklacken un. Déi Ausso ass nämlech kee klore Nee fir eng méiglech Finanziéierung duerch Privatinvestisseuren. Datt esou Geräter reng vu medezinneschem Personal dierfen exploitiert ginn, dat steet haut schonn am Gesetz. Dat musse mer net nach eng Kéier an den Accord schrei-ven. Wat fir eis Piraten awer kloer misst verhénnert ginn, ass, datt privat Investisseure finanziell dierfe be-deelegt ginn. Well mir hu gesinn, wéi dat zum Beispill bei den Zänndokteschpraxen zu Abusen – haaptsäch-lech bei de Radioen – gefuert huet.

An och d'Hospitalisation à domicile klängt am Prinzip mol no enger gudder Iddi. D'Fro, déi ech mer awer stellen – an ech hunn et virdu beim Enseignement gesot –, ass, wouhier dat Personal soll kommen. Mir hunn elo schonns eng Penurie an de Spideeler. Oder wéi een Acteur gesitt Der, deen dann d'Hospitalisation à domicile soll maachen? Well och déi privat Träge-ren – ech wëll elo keng Nimm nennen – sinn net drop préparéiert an hunn och haut scho mat Personalpro-blemer ze kämpfen.

An da kënnt dat ominéist Wuert: Jo, mat Digitalisa-tioun gëtt alles besser! An da gëtt den DSP genannt, den Dossier de soins partagé. Datt deen dann ëm-mer erëm genannt gëtt an datt deen als Succès duergestallt gëtt, datt ass, mengen ech, net zu Enn geduecht, well kuckt ee sech d'Statistik zur Notzung dovunner un, wäert dat Konzept dann hei schonn net funktionéieren. Gläichzäitg soll den DSP, dee bis elo en Echec war, awer komplett reforméiert ginn. A jo, nee, déi Reform, dat ass essentiellement, datt ee sech dann an Zukunft mat MyGuichet ka beim DSP umel-len. Ob et elo duerch déi méi einfach Umeldung soll méi genotzt ginn? Ech woen et ze bezweifelen. Ech hunn awer grouss Hoffnungen, datt déi nei Ekip un der Spëtzt vun der Agence eSanté mol eng Kéier e

Kassensturz an där Agence mécht a kuckt, wou mer wierklech sinn a wéi et weider ka weidergoen.

A wou – déi Fro hunn ech mer beim Liese vum Accord gestallt – ass dann eigentlech dat kloert Bekenntnis, fir endlech déi medezinnesch Versuergung am ländleche Raum auszubauen, grad am Hospitalier? Et sollen zwou Maisons médicales bäikommen. Mee dat aleng geet net duer! Grad am Norden an am Oste muss hei vill méi gemaach ginn, mee dofir schéngt et u Wëllen ze feelen. Fir de Rescht ginn awer keng wierklech kloer Propose gemaach, wéi een erëm – an da si mer erëm wéi bei der Education – méi Leit fir d'Gesondheetberuffer wëlle begeeschteren, fir sou géint d'Penurie, déi mer hunn, virzegoen. Ech si gespaant, wat de Bilan a fënnef Joer wäert sinn. Ech hoffen op alle Fall, dass déi Froen, déi ech opwerfen, a fënnef Joer eng positiv Äntwert kréien. Wéi de Gilles Roth dat beim leschte Koalitionsaccord sot: „Et gëllt de Prinzip Hoffnung.“

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg bleift e proeuropäesch Land. Dat ass hei an Europa net méi selbstverständlech an dofir wëlle mer dat och hei explizitt nach eng kéier ervirhiewen. An ech soen dem Premier Merci, dass en dat gëschter nach eng kéier explizitt a senger Ried erwänt huet. Perséinlech hätt ech mer nieft deene léiwe Wieder fir China och gewünscht, dass nach ganz kloer d'Bekenntnis dozou komm wär, dass mer der Ukrain weiderhin zur Säit stinn, sou laang, wéi et néideg ass, an och sou staark, wéi et néideg ass, fir dass d'Ukrain erëm an hire Grenze ka weiderbestoen.

Mee zréck zu der Aussepolitick a Migratioun: Datt mer och an Zukunft e Land sinn, wat sech fir de Rechtsstaatlechkeetsmechanismus an eng feministesch Aussepolitick asetzt, dat ass gutt a wichteg. Datt eis Kooperatiounshëllef mat engem Prozent vum RNB net reduzéiert gëtt, ass gutt. Mir Piraten haten heibannen derfir plädéiert, dass mir e méi stabilen Budget mat dräi Joer Referenzzeit amplaz vum engem Joer géife maachen. Mee besser wéi aner Parteien hei am Sall, déi de Prozentsaz carrement wollten erfsetzen, kann ech dat Engagement vun der Regierung hei nëmme begrëssen.

Mir Piraten wëllen awer keng Kooperatiounspolitick, déi reng no eise wirtschaftlechen Interessen ausgeluecht ass, sou wéi dat hei am Accord uklängt. Et ass heiansdo wichteg, dass mer och Saache maachen, déi am Interêt vläicht vill méi long terme si wéi just elo kuerz de Shareholdervalue vu verschiddene Firmen oder Banken ze erhéien.

An da si mer bei de Visiounen. D'Visioun vun der Grande Région, déi elo de Ministère wiesselt – bon, et passt elo iergendwéi awer besser bei de Ministère, deen alles mat Aussepolitick ze dinn huet –, ass awer leider extrem kuerz gegräff. Et ass keng wierklech Visioun, nëmme eng Volontéit, vläicht eng an der Zukunft ze hunn. Also, mir kéinten eis virstellen, vläicht eng kéier eis Gedanken doriwwer ze maachen. Et ass immens vill Konjunktiv dran! Ech hätt mer do e bësse méi gewünscht, virun allem wann ee weess, dass d'Dezentraliséierung muss iwwert d'Grenze geduecht ginn. D'Groussregioun wäert wuel leider d'Stéifkand vun der Aussepolitick bleiwen, amplaz Deel vun eiser Landesentwécklung a Landesplanung ze ginn.

An dann zu engem weidere Volet, woubäi eis Linnen iwwerschratt ginn: der Migratioun. Mir Piraten stinn hei fir d'Rechter vun de Leit, déi heihi flüchte mussen. Mir setzen eis a géint illegal Pushbacks a Gewalt géint dës Persounen. An dofir kënnen mer keen Accord guttheeschen, an deem ee seet: „Mir stärke Frontex.“ Éiert ee Frontex stärke kann, muss Frontex als Éischt emol all déi Skandalen, déi ënnert dem leschte

Generaldirekter stattfonnt hunn, opklären. Et kann een net eng Agence ënnerstëtzen a stäerken, déi et mat Rechtsstaatlechkeet déi lescht Joren net esou hat!

Mir kënnen och keen Accord guttheeschen, deen d'Dier opmécht fir Ënnersichungen vun der Intimsphär vu Kanner, fir esou erauszefannen, ob se dann elo mannerjäreg sinn oder net. Et gëtt manner invasiv, manner grav Prozeduren. Mir stinn hei kloer hannerter der Fuerderung vum Mënscherechtsrot, dass ze verbidden!

An et geet esou weider am Accord: BPIen, déi musse vun hirem REVIS ofginn, mat deem se schonns knapps hir Haaptbesoine kënnen bezuelen, d'Maison de retour, wou mer fäerten, dass dat just e schéint Wuert fir weider Centres de rétention ass, et j'en passe.

Datt eenzegst Positiivt an deem Volet ass, dass d'Demandeure solle gläichméisseg an alle Gemenge verdeelt ginn. A vu dass d'CSV an d'DP eng Majoritéit vun deene Buergermeeschterinnen a Buergermeeschter stellen, erwaarde mer eis dann hei och séier Resultater. Och wann déi nammlecht Buergermeeschterinnen a Buergermeeschter déi lescht Joren dach alles anescht gemaach hunn, wéi solidaresch ze sinn. Mee alles an allem kann ee soen, dass d'Migratiounspolitick weist, wéi eng kal Sozialpolitick wäert op eis duerkommen, wou mer deenen, déi Hëllef brauchen, keng Hand reechen, mee en nach dräi Su aus der Täsche zéien!

De Premier sot gëschter hei: „De Gruef tëscht Aarm a Räich dierf net méi grouss ginn.“ Hei muss ee kloer soen: Mir Piraten wollte méi! Well mat de Mesüeren, déi hei proposéiert ginn, gëtt de Gruef tëscht Aarm a Räich net méi kleng – an dat misst u sech d'Zil sinn. Net, dass en net méi grouss gëtt, mee d'Zil vun enger ambitiöser Sozialpolitick misst u sech sinn, dass de Gruef méi kleng gëtt.

Allocations complémentaires fir eeler Leit oder Guichet social an Egalitéit tëscht den Offere vun den Offices sociaux si gutt Mesüeren. Déi lescht zwou hate mer och gefuerdert. Mee mir hunn nach vill méi gefrot: Manner administrativ Demarchen an den Office-socialen a méi Zeit fir d'Sozialaarbecht – net dran. Eng Opwäertung vum Beruff vum Assistant social duerch d'Schafe vun engem Masterstudiegang – net dran. En automatischt Ausbezuere vun Aidé wéi der Allocation de vie chère an eng Indexéierung dovunner – net dran. Eng Opstockung vun den Disponibilitéite vum Guichet vum FNS – net dran. Ech loossen Iech roden: Bei der Karenzzeit am Fall vun neie Liewensgemeinschaften, fir ze verhënnern, dass Leit mat REVIS néirewou ënnerkommen oder déi Leit bestrooft ginn, déi en hëllef wëllen – och net dran. Jo, dass geet eis Piraten net duer. Hei wëlle mir Piraten méi an hei wäerte mir och an deenen nächste fënnef Joer op méi pochen.

Dofir annoncëiert de Premier dann awer eppes, wat et zanter 2021 well gëtt: d'Upassung vum Kannergeld un d'Inflatioun. Dat gëtt et schon! Zanter Oktober 2021 gëtt et nämlech automatesch indexéiert. Mee dass ass wuel sou wéi den neien Aarbechtsminister, deen de Mindestlohn direkt mol indexéiere wollt, obwuel en dat well laang ass.

An dann hunn ech och d'Bréck geschloen zur Aarbechtspolitick. Mir Piraten begrëssen, dass aktiv soll dru geschafft ginn, den Teletravail auszewäite fir déi Leit, déi iwwert d'Grenz wunnen. Mir wëllen hei der Regierung eis staark Ënnerstëtzung ausdrécken, well et ass am Interêt vun de schaffende Leit, dass mer do konkret eppes leeschten. Mee méi Konkreetes gëtt et am Aarbechtsprogramm net. Mee d'Gefill, dass een huet, wann een dëst Kapitel liest, ass dann awer e komesch, iergendwéi sou e Flou am Mo.

Beispill Index: Mir hunn eis kloer fir den Index ausgeschwat. Mir sinn der Meinung, dass en ëmmer soll

ausbezuelt ginn, wann en declenchéiert gëtt. An an deem Accord steet och, dass e soll ausbezuelt ginn – fir dann awer direkt am Saz duerno rëm ze soen: „Ausser wa méi wéi een Index am Joer fällt. Jo, da maache mer eng Tripartitt an da kucke mer mol, wat geschitt.“ Dat ass kee Bekenntnis zum Index, wéi et hei gëschter geklongen huet. Dass ass e Bekenntnis zum Index am Konjunktiv!

An och dass ass fir eis definitiv net d'Léisung, wéi mer hei sollte mam Index ëmgoen. Well eng Tripartitt ass oft eng Kompromëssich en vue vun engem Problem an e Kompromëss bei der Ausbezuierung vum Index dierf et fir eis net ginn, ausser d'Regierung huet de Plang an d'Suen, fir et esou ze maache wéi déi lescht Regierung an dann dat Ganz ze kompenséieren. Da muss een awer soen, dass ech schonn deemools hei op der Tribün gesot hunn, dass dat e geféierleche Präzedenzfall wär an dass dat géif derzou féieren, dass eppes, wat u sech misst um Aarbechtsmaart geléist ginn, an Zukunft vun der öffentlecher Hand finanzéiert gëtt. Ech fannen dat geféierlech. Mir bekennen eis op alle Fall kloer zum Indexsystem.

Och d'Iddi vun engem Chèque d'emploi ass vag, mee schéngt eis geféierlech. Ass dat éieren en öffentlechen Interimsystem oder huet sech do iergendee bei deene schlechtesten Iddie vun der Schröder-Regierung mat hirenartz-Reformen inspiréiert? Mir Piraten schwätzen eis kloer géint sougenannten Null-Stonnon-Kontrakter aus, mee esou Chèques d'emploi kéinten och derfir suergen, dass d'Leit an d'Prekaritéit rutschen, well se laut Accord nëmme an deene Stonnen, wou se geschafft hunn, och sozial verséichert sinn. Hei wäerte mer also ganz genau d'Aen drophalen.

Här President, well eis Riedezeit dann awer e bësse knapp ass, fir de ganzen Tour vum Koalitionsaccord ze maachen – et sinn awer 200 Säiten –, wëll ech op déi nächst Kapitelen e bësse méi kuerz agoen. Ech betounen awer explizitt, dass se net manner wichteg si wéi déi Theemen, déi bis elo genannt goufen!

A puncto Wirtschaft muss ee soen, si mer bei engem Kapitel, wou am meeschte philosophéiert gouf, mee am mannste Konkreetes drasteet. Et sinn och hei eenzel gutt Punkten, ech nennen se: Actionariat salarier, dee mer schonn 2020 hei an enger Motioun gefuerdert haten – an d'CSV an d'DP hunn dat deemols net matgedroen. Bon, déi gréng an d'LSAP och net. Elo steet et am Accord. Mir sinn awer frou, dass et soll kommen.

Fir eis Piraten steet bei der Wirtschaft awer dann och d'Nohaltegkeet am Vierdergrond. Net nëmme, well mer de Klimawandel bekämpfe mussen an eist Land liewenswäert hale wëllen, mee och, well mer eise Räichtum an eise Sozialsysteem als Land erhalte wëllen. Dovu liest een dann an deem Accord awer häerzlech wéineg. Et gëtt kee Plang presentéiert, wéi eng Firma mer dann elo konkret wëllen. An d'Ënnerstëtzung bei de klengen a mëttelstännesche Betriber ass zwar liewenswäert, mee et feelt awer e Konzept, wéi een dat Ganz zesummebrénge wëll. Aktuell schéngt et, wéi wa mer ganz vill Betriber a verschiddenen Domäne wëllen unzéien, anerersäits déi lokal Betriber an deene Beräicher awer och ënnerstëtze wëllen. Also och do erëm A a B gläichzäiteg, ouni wierklech e Choix wëllen ze maachen. Dass ass keng Politick!

Do ass dann d'Fro: Gëtt de Kuch méi grouss oder ginn d'Stécker méi kleng? Ech hunn ëmmer méi d'Gefill, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi wa mer dat Geld, wat mer dem Här Rifkin ginn hu fir seng Analys a seng Proposen, gradesou gutt hätte kënnen notzen, fir de Kamäin ze hëten. Well mir stellen elo erëm déi nammlecht Analysen, Evaluatiounen an eventuell Upassungen an de Vierdergrond, amplaz endlech un engem groussen Ganzen ze schaffen – jo, ze maachen!

Här President, bei de Persounen mat spezifesch Besoinen wëll ech awer nach op zwee Punkten agoen. Éischtens, et solle méi Logementen fir se gebaut ginn. Gutt. Leider gëtt hei awer net dovun geschwat, wou esou Wunnengen sollen entstoen a wéi se sollen entstoen. Hei misst déi nei Regierung méi Courage weisen a méi decidéiert Mesuren proposéieren.

Da geet et och fir eis net duer, duerch Sensibilisationekampagnen ze sensibiliséieren oder ze probéieren, méi Leit mat spezifesch Besoinen op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien. Och hei wäerte mer also fir méi Inklusiounspolitik kämpfen an et wär mol scho gutt, wann de Staat géif ënnert enger nei Regierung bei sech selwer ufänken an déi Travailleurs handicapés astellen, déi e laut Gesetz misst astellen.

Mir Piraten sinn dann och frou, datt aus der „Égalité entre les femmes et les hommes“ elo d'„Égalité des genres“ gëtt; eng Motioun, déi de Marc Goergen 2019 – et war eng vun deenen éischten, déi mer hei deposéiert haten – deposéiert hat. Se gëtt elo ugeholl – iwwert d'Bande muss ee bal soen –, och wann d'DP deemools dergéint gestëmmt hat. Sou ännere sech d'Zäiten!

Da kommen ech nach bei eng aner rout Linn vun de Piraten an dat ass am Volet Justiz a Police, nämlech d'Responsabiliséierung vu Jonker ab 13 Joer. D'UN freet an der Kannerrechtskonventioun 14 Joer – an dat ass scho jonk. Elo froen ech mech, firwat d'Regierung dann hei méi haart wéi haart wëll sinn an 13 Joer freet. Fir eis Piraten dréit dat de Kannerrechter keng Rechnung a verurteilt déi Kanner éischter zu engem Liewen op der falscher Bunn, wéi datt et hinne hëlleft, hir Plaz an eiser Mëtt ze fannen.

An och d'Comparution immédiate ass engem Rechtsstaat net wierdeg. Mir wëlle keng Lynchjustiz!

Eng rout Linn ass fir eis dann och kloer d'Gemeengepolice, wou mer vun Ufank u soten, datt mer dat net kënne matdroen, well et en Non-sens ass. Mir wëlle keng Politiker, déi sech an d'Justiz an an d'Police amänschen. Mir hu keng Polizeibeamten ze vill, fir se op anere Plazen ewechzehuelen, fir se an déi lokal Brigaden, déi elo geplangt sinn, anzubauen.

An och de massiven Ausbau vu Videoiwwerwaachung ass eppes, wat mir Piraten aus Iwwerzeegung net matdroe kënnen.

Bei dësem Volet sinn also fir eis Piraten vill rout Linnen iwwerschratt a mir wäerten eis derfir asetzen, datt esou mann wéi méiglech vun deene Proposen ëmgesat ginn!

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu engem leschte Punkt, engem vun deene wichtegste Punkten: wa mer vun der Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen: der Ëmweltpolitik. Bei der Ëmweltpolitik gesi mir Piraten, datt d'Dossieren, déi Blo-Rout-Gréng an deene leschte Joren ugefaangen huet, sollen zu Enn gefouert ginn. Et gëtt och näischt réckgängeg gemaach. Et sinn also e puer gutt Usätz derbäi, zum Beispill, datt d'Wichtigkeet vun der Virfinanzéierung vun erneuerbare Projeten erkannt ginn ass.

Bon, et muss een och soen: Och dat ass elo keng wirklech Neierung. De fréiere Premier Xavier Bettel huet dat schon am État de la nation hei ugekënnegt, fir da kuerz drop a sengem Budget awer näischt dovunner méi ze wëssen, fir et dann elo erëm an den Accord de coalition schreiwen ze loosse. Ech sinn da mol gespaant, ob am nächste Budget dann endlich Zuelen derfir virleien, well am Ament klängt dat sou, wéi wa mer de Leit ëmmer erëm d'Karott virun d'Nues halen, soen: „Dir kritt dat, Dir kritt dat, Dir

kritt dat“, a schlussendlech hu mer et versprach, nach eng Kéier versprach an nach eng Kéier versprach, mee gemaach gouf näischt. Och hei gëllt: Weise gëllt!

Och eis Fuerderung, Lëtzebuerg zu engem Virreider bei Technologie wéi Carbon Capture ze maachen, fënnt an dësem Accord Plaz. Dat fanne mer gutt, mee och hei gëllt, datt mer et maache mussen. Hei kéint d'Regierung jo dann och eis Proposition de loi nach eng Kéier méi detailléiert kucken, och wann déi lescht Regierung déi negativ bescheet huet. Wie weess? Et kënne jo nei Ae vläicht eng aner Meinung doriwwer hunn.

An och bei der Fotovoltaik op Autobunne krute mer viru Jore vun der Regierung erkläert, dat wier vill ze deier, dat géif kee Sënn maachen. Elo fënnt dann en Deel vun där fréierer Regierung dat awer gutt genuch, fir et an den Accord de coalition ze schreiwen. Dat heescht, dat fannen ech da positiv.

Wou ech dann awer d'Schudderer um Réck spieren, Héngerhaut kréien a mer Suerge maachen, ass, wann ech ..., an Zitat aus dem Koalitiounsaccord: „Le Gouvernement procédera à une analyse approfondie des effets possibles du changement climatique sur notre société dans tous les domaines.“ Ma iwwert dee Punkt misste mer dach säit Joerzéngten eraus sinn! Mir si beim sechsten IPCC-Rapport, mir si bei der 27. Weltklimakonferenz, mir hunn d'Donnéeën ..., mir gi lo op déi 28., déi 27. ass hannert eis. De sechste Rapport ass och publizéiert, fir korrekt ze sinn. D'Wëssenschaftler probéieren, eis zënter Joerzéngten iwwert d'Konsequenzen opzeklären.

Mir brauche keng weider Analysen, mir brauchen Aktiounen! A mat Aktiounen menge mer keng Perimetererweiderung op Käscht vun der Ëmwelt. Mir hunn nach Hektare vu Bauland am Perimeter, déi kënne genotzt ginn. Mir sollten eist Land net weider zoubetonéieren. Och dat ass also eppes, wat mer net kënnen ënnerstëtzen.

(Interruption)

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Generell wëll ech op dëser Plaz soen, datt een an dësem Accord e puer gutt Iddie gesäit. E mofe Fuedem wéi beim leschten Accord gesi mer awer net. Et gëtt vill iwwert d'Leit geschwat, mee Proposen, se matschwätzen ze loosse, gëtt et keng. Eis feele vill Aktiounen an Detailer am Accord, virun allem am soziale Beräich. Mir gesinn Iddien, déi kloer géint eis Positiounen ginn an et feelen och ze vill konkret Aussoen. Op deenen 200 Säite war keng Plaz fir ze soen, wéi d'Entlaaschtung vun der Steierklass 1a soll ausgesinn, mee et war Plaz, fir iwwert de Space Traffic Management ze schwätzen an en Ausbau vum bëllege Flaggemodell (veuillez lire: Bëlleflaggemodell). Dat hei ass net d'Politik, déi d'Land an d'Bierger weiderbréngt, mee eng, déi d'Land wäert vulnerabel fir Krisen an der Zukunft loosse an den Happy Few méi bréngt wéi all deenen aneren. Mir kënnen do kee Vertrauensvirschoß ginn, mir hoffen awer op dat Beschit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorablen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, de Premierminister Luc Frieden huet gëschter bei senger Regierungserklärung relativ am Ufank gesot, datt mer kéinten houfreg sinn op eis Lëtzeburger Demokratie, datt se erëm gutt funktionéiert hätt – bei de Walen an no de Walen. Ech si mat där Ausso net ganz averstanen. Den 8. Oktober hunn 231.344

Walberechteter e gültege Walziedel ofginn – bei ronn 660.000 Mënschen, déi an eisem Land liewen. Dat ass knapps méi wéi en Drëttel.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Vun deene gültege Walziedele si 47,91 % vun de Stëmmen op déi zwou Regierungsparteien CSV an DP erfall, also manner wéi d'Hallschent vun de gültege Stëmmen. An anere Wieder: Nëmme e Sechstel vun der Bevëlkerung huet säi Vertrauen a seng Ënnerstëtzung deenen zwou Regierungsparteien ausgedréckt.

Wann eng Regierung zu Lëtzebuerg ka forméiert gi mat esou wéineg populärem Support, dann hu mer, mengen ech, en Demokratiedefizit! Da brauche mer méi wéi jee eng eeschthaf Diskussioun doriwwer, wéi méiglechst vill Bierger an eisem Land kënne matdecidéieren, wéi den éischte Pouvoir, also d'Chamber, zesummegeat ass, aus där sech dann eng nei Regierung erausbilt. Als Lénk bleiwe mer der Meinung, datt dëst eng vun deenen zentralen Erausforderungen vun eiser Demokratie ass.

A wann dëst awer net geschitt – an dovun hunn ech leider gëschter näischt héieren –, da riskéiere mer, datt d'Parlament ëmmer méi u Kredibilitéit a Legitimitéit bei de Leit verléiert, déi an eisem Land liewen, wunnen a schaffen.

Mee souguer onofhängeg vun der Fro vum Awunnerwahlrecht musse mer feststellen, datt zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich nach keng Regierungskoalition esou wéineg Stëmme krut wéi dës: 47,9 %.

Jo, et stëmmt: Och déi viiregt Koalition aus Blo, Rout a Gréng hat manner wéi 50 %, nämlech 49,6 %. Mee dës prekär Situatioun huet sech zumindest och an der Sëtzverdeelung vun der Chamber erëmgespigelt, nämlech mat der denkbar knappster Majoritéit vun 31 zu 29.

An elo? Elo hu mer zwou Regierungsparteien, déi nach eng Kéier 1,7 % manner Stëmme krute wéi Gambia an déi awer iwwer confortabel 35 Sëtz verfügen. Also: 1,7 % manner Stëmme bedeit 4 Sëtz méi? Mat manner Stëmmen net méi 31 zu 29, mee elo 35 zu 25?

Här President, something's rotten in the state of Luxembourg!

(Interruption)

Wann déi onpopulärste Regierungskoalition aus deene leschten 80 Joer iwwer imposant 35 Sëtz verfüügt, dann, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann hu mer eng ausgewise Kris vun der repräsentativer Demokratie; da spigelt d'Zesummesetzung vun der Chamber net nëmme d'Bevëlkerung net méi erëm, mee se verzerrt esouguer déi politesch Kräfteverhältnisse vun deenen, déi den 8. Oktober wéi gaange sinn; da brauche mer ganz dréngend eng fundamental Revisioun vum Walgesetz, ganz einfach well d'Kompositioun vun der Chamber d'Walresultat net erëmgëtt a representéiert. An dat ass dat Schlimmst, wat an enger repräsentativer parlamentarescher Demokratie geschéie kann!

Ech hu bis elo nach net vill dovunner héieren, mee ech mengen, datt mir als Chamber eis där Fro seriö stelle mussen. Bon, elo frot Der mech vläicht: Wat ass da vun där Majoritéit ze erwaarden, déi dann elo vun deem System jo sou profitéiert?

(Interruption)

Eh ben, ech hätt mer zumindest erwaart, datt een net selbstgefrieden dohinnergeet a behaupt, eis Demokratie géif gutt funktionéieren!

Mee ech mengen awer, datt sech dës Regierung och muss an Uecht huelen, well Demokratie leeft net nëmme an den Institutiounen, mee och an de Betriber,

an de Schoulen an op der Strooss. An eng onpopulär Regierung géif gutt drun doen, sech däers bewusst ze sinn!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, en änlech bedenklecht Demokratieverständnis hunn CSV an DP nom 8. Oktober un den Dag geluecht. D'Koalitionsgesprécher goufe gefouert hannert deenen extreem zouenen Diere vum Sennenger Schluss. D'Press an d'Effentlechkeet hu misse biedelen, iergendeppes gewuer ze ginn, a si meeschtens mat Belanglosegkeeten – wéi super schnuckeleg d'Stëmmung dach wier – ofgespeist ginn. Et hat ee relativ séier den Androck, datt d'Politick vun der Chape de plomb nees Anzuch gehalen hätt. Vun Transparenz war net vill ze gesinn.

Mee a Rekordtempo stoung dunn eng nei Regierung. Ministeren an hir Ressorte si bekannt ginn, mee keng Spuer vun engem Koalitionssaccord, keng Spuer vun Inhalter. Dat sollt, wier et dem Premier no gaang, der Chamber eréischt gëschter Mëtteg presentéiert ginn.

Dee Freudsche Lapsus vum Xavier Bettel op enger Pressekonferenz, dee sot, et wéilt een der Chamber den Accord virenthalen, iert en dunn natierlech de Lapsus gemierkt huet a korrigéiert huet, war finalement guer net esou wäit vun der Wourecht ewech.

(Interruption par M. Xavier Bettel et hilarité)

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Dir mesinpretéiert meng Wierder.

M. Sven Clement (Piraten) | En hält Iech beim Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, huet déi viereg Regierung sech scho schwéiergedoen, der Effentlechkeet wichteg Informatiounen zoukommen ze loossen, sou huet ee bei dëser Constellation den Androck, et wier een ëm Joerzëngten zréckgehaï!

Wat d'Ressortopdeeling ugeet, sou kann ech mech just wonneren, datt eenzel Ministere fir Ressorte responsabel sinn, déi praktesch keen organesche Lien zueneen hunn. Ee Minister ass fir Education a Logement zoustänneg, en anere fir Ëmwelt a Fonction publique, eng drëtt Ministesch fir Verdeedegung a Chancëgläichheet. An et gëtt een d'Gefill net lass, datt hei Saache beieneegepraft gi sinn, déi net zueneegehéieren. Eng Politick aus engem Goss gesäit anescht aus!

Dat selwecht gëllt fir d'Struktur vum Koalitionssaccord. Et fänkt u mat Digitaliséierung, da kënn d'Fonction publique, dann d'Aussepolitik an esou weider an esou virun. De Koalitionsvertrag wierkt wéi e willkürlech zesummegewürfelte Koup vun zum Deel widerspréchechen Iddien. Mee et feelt virun allem all Form vu Virstellung, wou d'Land a fënnf Joer stoe soll. A vun esou enger Visioun huet een och gëschter am Premier senger Ried näischt héieren.

Mee, dat muss ee soen, et gëtt awer e Fuedem an deem Accord. Kee rouden, ëm Gottes wëllen! Et ass kee roude Fuedem. Et ass en däischterschwaarzen, dee sech duerch alleguer d'Kapiteln zitt an deen doranner besteet, datt déi, déi bis elo vum System extreemst profitéiert hunn, nach méi solle profitéieren. Déi Räich sollen nach méi räich ginn an déi Aarm, jo, bon, déi solle kucken, datt se eens ginn. Dat ass de Resümee vum Regierungsprogramm vun CSV an DP.

Ugefaange bei der Steuerpolitik: Déi ugekënnegt Steiermesüre sinn zwar ganz vag beschriwwen, mee den Text gëtt awer ganz kloer eng Richtung vir: D'Steierlaascht soll nach méi op de Schellere vun de schaffende Leit gedroe ginn; dat, well d'Uewerschicht an d'Kapitalbesëtzer massiv Kaddoe versprach kréien, während fir déi schaffend Leit just en Trouschtpräis virgesinn ass.

Fir d'éischt zu de Kaddoe fir d'Uewerschicht: Wie sech eng Zousazpensioun leeschte kann, soll steierlech entlaascht ginn. Wien a Startuppen investéiert, soll steierlech entlaascht ginn. Wie genuch Kapital huet, fir a Mietwunnengen ze investéieren, oder wie Wunnengen oder Terrainen ze verkafen huet, soll steierlech entlaascht ginn. D'Transmissioun vum Patrimoine soll steierlech entlaascht ginn. D'Manager vun der Finanzplaz – haut nennt een déi „Talenter“ – solle steierlech entlaascht ginn. D'Firmebesëtzer solle steierlech entlaascht ginn duerch eng Baisse vun der Betriebsbesteuerung. Bei de Kapitalsteiere soll d'Taxe d'abonnement erofgoen an eng international Besteuerung vun de Finanztransaktiounen soll verhënnert ginn, während d'Besteuerung vum Kapitalverkäier duerch weider Steierkonventiounen soll gedréckt ginn. Ma dat ass net schlecht!

A wat ass dann den Trouschtpräis fir déi schaffend Leit? Ma eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation an Héicht vun annerhallwer Indextranche ab dem 1. Januar, dat zousätzlech zu deenen zwou an eng hallef Tranchen, déi scho vum Parlament votéiert goufen. Dës Mesur kascht ronn 180 Milliounen Euro an ass an der Essenz eng Tournée générale. Dat heescht, jiddweree kritt eppes, woubäi déi héich Revenuen natierlech méi kréie wéi déi kleng. An déi kleng Leit mussen déi 180 Milliounen u Steiererliichterungen also och nach mat deene Räichen deelen.

(Interruption)

Eenzege Liichtbléck aus sozialer Perspektiv ass de Saz am Accord, datt parallel dozou déi kleng a mëttel Revenue sollen entlaascht ginn, an och datt en Abatement fir Berufsfünger soll kommen. Mee wat heescht dat genau an Zuelen? Ass et verbindlech? Ass et eng richteg Entlaaschtung oder ass et nees erëm en Trouschtpräis? Sécher ass just, datt domadder keng strukturell Reform gemengt ass.

De Fazit ass eendeiteg: Déi strukturell Ongerechtegkeeten an eisem Steiersystem ginn net ugepaakt. Se ginn am Géigendeel weider ausgebaut an zementéiert.

An déi Fro, déi säit Deeg duerch d'Editoe vun den Zeitungen an duerch d'Stammdëscher vun der Natioun geeschtet, ass: Wie soll dat bezuelen? Well mer därefer jo net vergiessen, datt den Zentralstaat aktuell schonn en zolitten Defizit opweist an datt duerch steigend Defense- a Klimabudgeten d'Depensé viraussiichtlech weider eropginn. Net ze schwätze vun de finanzpolitesche Risiken, déi an der Nott un de Formateur ernimmt goufen. Wou sollen also déi sëllegen Honnerte Milliounen Euro hierkommen, déi dës Koalitioun zousätzlech un déi iewescht 10 % an un d'Betriben verdeelt?

Tatsächlech gëtt déi Fro net wierklech thematiséiert am Accord. Et kann ee se awer tëscht den Zeilen erauslesen. De Plang vun dëser Regierung ass, d'Wirtschaft ze boosten an de Wuesstum ze maximéieren, wat dann erëm fir nei Recettë suerge soll. Voodoo Economics aus den alen Zäite vum Neoliberalismus! Fir déi, déi sech an den 2000er scho fir Politik interesséiert hunn, ass dat Ganzt en desagreablen Déjà-vu. An ech si frou, datt d'Sam Tanson de Jean-Claude Juncker zitéiert huet an deem dote Kontext.

En zentrale Fokus vun de wirtschaftlechen Iwwerleeunge vun dëser Regierung läit op der Entwécklung vun der Finanzplaz. An dat ass och net verwonnerlech, wann een dem Premier säi Werdegang e bësse kennt, virun allem nodeems en am Summer 2014 vun der Oppositionsbänk an d'Londoner City gewieselt ass.

Als Lénk soe mer et scho säit Joren: Déi finanziell Ofhängegkeet vum Lëtzebuurger Staat par rapport zur

Finanzplaz ass problematesch a riskant. Se ass demokratiepolitesch a moralesch problematesch. A se ass riskant, well wann et nees am Finanzsystem eng Kéier ordentlech kraacht – an dat soll jo awer reegelméisseg virkommen –, da kann dat fir Lëtzebuerg fatal Konsequenzen hunn!

Soulaang mer de Wuesstum vun der Finanzplaz mat alle fairen an onfaire Mëttele maximéieren, wäerte mer net aus der Ofhängegkeet vun der Finanzplaz erauskommen – trotz aller Rhetorik iwwer Diversifikatioun. Dës Ofhängegkeet weider ze forcéieren, ass net nohalteg an ass net responsabel!

D'Wirtschafts- a Finanzpolitik, déi een aus dësem Accord erausliese kann, huet kee Plang, mee et ass eng gewote Wett. Mee mer sinn awer net méi an den 2000er-Joren an et muss ee sech och d'Fro stellen, wéi héich d'Wuesstumspotenzial vun eiser Wirtschaft iwwerhaupt nach ass an deem aktuellen Ëmfeld. Et gëtt oft gesot, datt d'Potenzial vun der Finanzplaz wäitgeënd ausgereizt wier, an et wäert wuel kaum méiglech sinn, Honnerten nei Groussbetriben unzesiedelen, zemoos och well eis Infrastrukturen elo scho vir bäi an hanne widder sinn.

Mee wat ass, wann déi Wett net opgeet? Dat ass déi Fro, déi ech gär ganz direkt un dës Regierung stellen. Wat ass de Plang B? Kënn dann déi grouss Spuerpolitik? Oder awer vläicht Steiererhéijungen? Wann d'Finanzsituatioun sech degradéiert, zweifelen ech net dorunner, datt dës Koalitioun net zécke wäert, de roude Stëft erauszehuelen – ganz einfach, well dat an hire Geene läit.

Am Beräich Logement, Här President, ass et net vill anescht. Déi, déi hunn, déi kréien nach méi. Groussgrondbesëtzer kënnen sech mat Perimetererweiderungen eng gëllen Nues verdéngen. Privatpromoteure kréien e Stéck vum Kuch vun den effentleche Gelder fir de Wunnensbau. Investisseuren, grouss wéi kleng, kréien Faveure gemaach. Bailleure sollen nach méi geschützt ginn.

Fir déi kleng Leit gëtt et scho weesentlech manner konkret. Mat de Banke soll eng Kéier geschwat gi wéinst den Zësen, gëtt gesot, a Locataire ginn de facto als Laascht fir d'Bailleure bezeechent. Vu Subvention loyer gëtt iwwerhaupt net méi geschwat. D'Reform vum Bail à loyer ass keng Prioritéit méi a wann, da soll et éischter ëm de Schutz vun de Bailleure goen. Op d'Locataire wäert da wuel nach méi Repressioun duerkommen.

D'Regierung seet zwar, se wéilt eng „offensive publique de construction de logements abordables“ maaachen, seet awer a kengem Wuert, wéi dat zesumme passe soll mat enger Politick, déi effentlech Mëtten hält a se privaten Investisseuren gëtt, fir dass déi baue sollen. De private Marché soll also nees de Wunnensproblem léisen, dee private Marché, deen an deenen 30, 40 leschte Jore komplett an där doter Fro versot huet.

An ech wëll och hei nach eng Kéier un déi Nott vun der Autorité de concurrence erënneren, déi drop opmierksam gemaach huet, datt d'Gewënnmargé vun deene grouss Baupromoteuren sech an deene leschten zéng Joer veraachtacht huet, ouni datt eng eenzeg Wunneng méi gebaut ginn ass. Wat wëll dës Regierung dann eigentlech? Datt d'Gewënnmargé sech verzéngfachen, verzwielfachen? Dat do ass eng Sakgaass, déi d'Regierung am Beräich Logement amgaang ass anzegoen!

Et richt och staark dono, dass de Pacte Logement 2.0, eng vun deenen éischter positive Reforme vun der Virgängerregierung, verwässert wäert ginn. Déi

Automatismen aus dem Gesetz respektiv de Prinzippi selwer sinn zumindest a Fro gestallt, wat erëm eng Kéier d'Dier opmécht fir Promoteuren, awer och fir Gemengen, sech aus hirer sozialer Verantwortung ze zéien.

Quasi en échange kéim dann d'Propos fir eng Perimetererweiderung op d'Käschte vun der Landesplanung an op d'Käschte vum Schutz vun der Biodiversitéit. Effentlech versus privat: CSV an DP setzen den Haaptakzent am Kampf géint d'Wunnengsnout op d'Mobiliséierung vu Privatkapital. D'Wuertwal ass hei wichteg. D'Regierung, sou heescht et, „envisage“ d'Schafung vun enger Cellule, déi de Gemengen hëlleft bei der Realiséierung vun effentleche Wunnengen. Par contre heescht et weider: D'Regierung „renforcera la collaboration entre l'État et le secteur privé pour la création de logements abordables“. De Privatsektor an d'privat Interessien, d'Profitinteressien, kréien alles zougeséichert. Den effentleche Sektour gëtt higehalen.

Här President, de Premierminister hat gëschter a senger Ried ugekënnegt, an deene „plus brefs“ Delaien eng national Reunion zum Thema Logement ze maachen, wou Staat, Gemengen an awer och aner Acteure solle gemeinsam iwwert déi dote Problematik diskutéieren.

Här President, ech iwwerreechen Iech eng Resolution, wou mir mengen, als Lénk – an ech hoffen, datt hei eng breet Zoustëmmung kennt –, datt d'Chamber Partie prenante vun esou enger grousser nationaler Reunion misst sinn.

Résolution 3

La Chambre des Députés,

– considérant que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit l'organisation d'une réunion nationale « logement » réunissant l'État, les communes et les représentants des secteurs concernés et dont le but serait de discuter des mesures pour encourager rapidement les investissements privés et publics dans la création de logements ;

– considérant que Monsieur le Premier ministre a annoncé lors de sa déclaration gouvernementale son intention d'organiser ladite réunion dans les plus brefs délais ;

– saluant que le nouveau Gouvernement entend mettre en œuvre une action concertée et immédiate pour lutter contre les crises du logement et de l'immobilier ;

– considérant le profond respect du Premier ministre pour la démocratie parlementaire et donc pour l'institution de la Chambre des Députés ;

– considérant que les mesures potentiellement discutées et proposées lors de la réunion nationale « logement » seront d'une grande importance pour la situation socio-économique du pays et méritent de faire l'objet d'un débat démocratique le plus inclusif possible,

exige

– l'invitation de ses membres à la réunion nationale « logement » annoncée par le Gouvernement.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, als grouss Prioritéit ugekënnegt gouf d'Aarmutsbekämpfung. A wann een den Accord liest, stellt ee fest, datt se elo just nach en Ennerkapitel ass. Transversal ass se net. Am Géigendeel, se ass just op de REVIS limitéiert. Am Logement oder bei de Léin geet kaum rieds vun Aarmut.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dobäi ass et de Loyer, deenen den Haaptarmutsfacteur zu Lëtzebuerg ass. An dobäi ass et de Mindestloun,

deen zu Lëtzebuerg net duergeet, fir anstänneg ze liewen.

Dat, wat am Programm iwwert d'Bekämpfung vun Aarmut steet, ass a mengen Aen e schlechte Witz. D'Léisung, sou heescht et, läit bal ausschliesslech an der Simplification administrative. Et ass sécher sënnavoll, eng Zort Guichet unique fir sozial Demanden ze maachen, mee Dir gleeft dach net am Eescht, datt domadder strukturell de Problem vun där ëmmer méi wuessender Aarmut zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien ass!

Méi kloer Virstellungen huet déi nei Regierung bei der Bekämpfung vun den Aarmen. Déi Leit, déi de REVIS bezéien, solle verstärkt aktivéiert ginn, sou heescht et am Koalitionsaccord. Mee ganz vill REVIS-Bezéier, déi ginn elo scho schaffen – an de Fraktiounspriecher vun der CSV, de Marc Spautz, huet och de Moien dorobber higewisen –, just hire Revenu geet net duer, fir sech oder hir Famill duerchzebréngen. Ech froen Iech also: Wat der Däiwel wëllt Der do nach alles aktivéieren?!

Wann ee wierklech wëllt géint d'Aarmut virgoen, da missten d'Léin strukturell an d'Luucht gesat ginn, ugefaange mat deem niddregsten, dem Mindestloun. Mee dat schléisst dës Regierung kategorieesch aus! Dat Eenzezt, wat den Accord seet, ass, datt et reegelméisseg eng Upassung soll ginn un d'Loun- an d'Präisentwécklung. Dat ass awer nun näischt Neits, mee gängeg Praxis zënter Joerzéngten. Solle mer eis elo freeën, datt dat net och nach ofgeschaaft ginn ass?!

Här President, dass dës Koalitionsprogramm dee vun den ieweschten 10 % ass, zitt sech och duerch d'Kapitelen Aarbecht a Sécurité sociale. Déijeener, déi aner Leit fir sech schaffen loosse an domadder hir Sue verdéngen, kréie vill versprach. Fir déi grouss Majoritéit, déi muss schaffen goen, fir hiert Liewen ze verdéngen, gëtt häerzlech weineg geschriwwen.

Den Index gëtt zwar net tel quel ofgeschaaft, mee den Automatismus besteet just nach bei niddreger Inflation. Soubal méi wéi eng Tranche erfällt, sollen d'Sozialpartner zesummekommen an negociéieren, wéi et da virugeet. Mee dat ass e Schéiwiederindex! Dat ass en Index, dee spille soll, wann een den Index net brauch. Dat ass näischt anescht wéi e strukturellen Ugrëff op den Index.

Den Här Spautz huet de Moie gesot, datt mer e staarkt Aarbechtsrecht brauchen. Jo, do huet hie Recht, mee an dësem Accord steet awer de Géigendeel dran! D'Aarbechtsrecht gëtt duerchlächert a flexibiliséiert, zuongonschte vun de Salariéen. D'Regierung wëllt d'Sonndesaarbecht komplett liberaliséieren. D'Annonce, den Achtstondendag op Sonndeg anzeféieren, bedeit, dass d'Fräizäit an d'Familljeliewen a ville Fäll op den absolute Minimum reduzéiert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An ech wëll dann änlech wéi d'Madamm Tanson och hei e bedeitenden CSV-Politiker zitéieren, dee sot: „Mir solle Rücksicht huelen op déi Salariéen, déi Famill a Kanner hunn, op déi Leit, déi an de Veräiner aktiv sinn, op déi Leit, déi de Sonndeg brauche fir duerchzeootmen. [...] Ech wëll keng Gesellschaft, wou déi eng mat hiren Enkele sonndes akafe ginn an d'Kanner vun deenen Elteren, déi schaffen müssen, eleng doheim setzen. Ech wëll dat net. An et kennt zu kenger weiderer Ausweidung vun der Sonndesaarbecht. Net, soulaang wéi ech hei am Land eppes ze soen hunn.“ Dëst huet de Jean-Claude Juncker 2008 hei an der Chamber gesot.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Datt de Jean-Claude Juncker hei am Land näischt méi ze soen huet, dat wësse mer.

(Interruption et hilarité)

Mee datt hien, an domadder de ganze soziale Fligel, och näischt méi an der CSV ze soen huet, dat ass nei. Dat ass nei!

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mir hunn et am Sozialen net mat engem neie Luc ze dinn, mee mat engem ale Luc. Dat, wat nei ass, ass d'CSV, déi opgehal huet, Sozialpolitik ze maachen.

Une voix | Och keen „C“. Keen „C“, keen „S“.

M. Marc Baum (déi Lénk) | CSV an DP kommen och der Demande vum Patronat no, fir géint den Absenteismus virzegoen. Hei gëtt dann direkt vun Abus geschwat an d'Salariat ënner Generalverdacht gestallt. Dobäi weise sëllegen Etüden, wat d'Grënn fir gesondheetlech Problemer sinn: Stress, Drock, permanent Konnexioun, ëmmer méi Flexibilitéit, déi vum Saliarié gefrot gëtt.

Mee genau an déi Richtung soll et weidergoen: D'40-Stonne-Woch soll net méi d'Reegel sinn, mee just nach de Prinzippi. Sou steet et schwaarz op wäiss am Koalitionsaccord. Eng geféierlech Individualiséierung bei der Aushandlung vun de Schaffhorairé gëtt annoncéiert. Mat der Annualisatioun vun de Schaffstonne kritt de Patron d'Méiglechkeet, d'Aarbecht vun de Salariéen no sengen eegene Wënsch ze flexibiliséieren.

Här President, Stéchwuert „Gesondheetskeess“: Am Fall vun engem Defizit bei der CNS si Cotisationserhéijungen oder eng Endplafonéierung d'office ausgeschloss. Den Equilibre, sou heescht et, soll villméi iwwer eng sougenannt „épuration“ vun der Prise en charge vun der CNS goen. Also, fir mech heescht dat iwwersat näischt anescht wéi: manner Prise en charge vun der CNS. Déi Räich kënnen sech jo da privat versécheren – se kréien et jo och nach steierlech begënschtet – an déi aner, jo, ma déi kucken dann, wou se bleiwen.

Iwwert d'Pensioone verléiert den Accord ganz weineg Wierder, mee och hei verstoppt sech dee selwechte Problem: Betribs- a Privatversécherunge solle weider steierlech Erliichterunge kréien. Anescht ausgedréckt: Déi Leit, déi et sech leeschte kënnen, solle sech méi Rent kënnen sécheren wéi déi aner, mee et sinn awer déi aner, déi d'Steiererliichterungen iwwert de Staatsbudget dierfe matfinanzéieren. Dat ass Ëmverdeelung vun ennen no uewen.

Wat dës Programm bei der Sécurité sociale undeit, zitt en am Kapitel Santé duerch: D'Privatiséierung vun eiseffentlech finanzierten universelle Gesondheetssystem gëtt weider verstärkt virugedriwwen.

Ech froe mech, ob et net genuch katastrophal Biller aus dem Ausland gi sinn, aus eise Nopeschland Frankräich, aus Italien an iwwerhaupt uechtert d'Welt, vun Ausfäll vu Gesondheetssystemer an Zäite vu Corona. Et ware grad déi liberaliséiert Gesondheetssystemer, wou d'Profitlogik zum Ofbau vun de Better an de Spideeler gefouert huet. Déi Länner, déi am meeschte mat der Pandemie ze kämpfen haten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wat sinn d'Lektioone vun dëser Regierung dorauer? Scheinbar keng.

Déi verstärkt Auslagerung vu Spidolsaktivitéiten a privat Cabineten oder bei de Patient doheim bréngt vläicht net automatesch mat sech, dass de Patient méi Käschen huet, mee et bedeit awer eng Explosioun vun de Käschen fir d'Krankekeess. An da si mer erëm beim Defizit a bei der Epuratioun. An da si mer an deem Däiwelskrees dran.

Här President, och den Ëmweltschutz an d'Energietransitioun ënnerleien der Maartlogik. Alles, wat rentabel ass, woumat Suen ze verdénge sinn, gëtt vun dëser Regierung ënnerstëtzt a gefërdert, wéi zum Beispill den Ausbau vu grouse lukrative Wandkraaftanlagen. Par contre ginn de kllasseschen Ëmwelt- an Naturschutz, d'Protektioun vun der Biodiversitéit an och den Denkmalschutz als onnéidegen Obstacle duergestallt. Do kënnen d'Baggeren da rullen an alles plattmaachen, well domadder losse sech jo keng Sue verdénge. Hei gëtt perverserweis Naturschutz géint Klimaschutz ausgespillt, geneesou wéi de Logement géint den Ëmweltschutz ausgespillt gëtt. Dat ass keng pragmatesch Politik, mee en Zréck an eng Vergaangenheet, an déi kee méi wëllt.

Här President, dës Koalitioun steet mat hirem Programm stellvertredend fir eng Elitt, déi sech weltoppen a liberal am kllassesche Sënn gëtt, déi gebilt ass, déi Kapital besëtzt. Eng Elitt, déi sech ëmmer erëm den Uschäi gëtt, individuell Fräiheeten ze verdeedegen am Numm vum Progrès an der Prosperitéit. Mee a Wierklechkeet si si déi Eenzeg, déi vun dëser Fräiheete profitéieren. Congé parental, Babyyears, dat sinn alles Mesüeren, déi sech just déi erlabe kënnen, déi et sech leeschte kënnen.

Wat bleift an esou enger Weltanschauung deenen, déi net vill hunn? Ma Repressioun a sozial Keelt. Fir d'Sans-abrie gëtt et elo e „richtege“ Platzverweis. D'Ple kënnen legal exploitéiert ginn, ier se erëm heemgeschéckt ginn. Krank Leit kréien Abus virgeheit an de Staat wäert géint si virgoen. Virun de Locataire mussen d'Bailleur geschützt ginn. Kuerz: Law and Order fir déi doënnen an ëmmer manner sozial Responsabilitéit fir déi, déi mam gëllene Löffel op d'Welt komm sinn.

Trickle-down-Economics sollen et richten. All déi déck Stécker vum Kuch, déi déi Räich kréien, wäerte scho genuch Grimmele produzéieren, fir d'Plebs iergendwéi roueg ze halen, esou déi wirtschaftsliberal Theorie, déi dësem Koalitiounsaccord zugronn läit an déi iwwerall op der Welt vun der Realitéit widderluecht gouf.

Här President, dësen Accord ass eng Gebrauchsweisung, fir d'sozial Inegalitéiten an eisem Land zum Explodéieren ze bréngen.

Virun zéng Joer ass Blo-Rout-Gréng ugetrueden, fir d'Fënstere grouss opzerappen. Dat war de Mot d'ordre virun zéng Joer. Leider hu se déi Fënsteren net grouss opgerappt, mee just op Kipp gesat, soudass d'Hëtzt zwar erausgaangen ass, et ganz wéineg Loftaustausch gouf, mee d'Keelt erakomm ass, déi sozial Keelt.

An elo hu mer CSV an DP. D'Fënster ass nach ëmmer op Kipp, an alles, wat déi zwou Parteien elo maachen, ass d'Rollueden erfroloossen. Elo ass et net nëmme kal, mee elo gëtt et och nach däischter.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori ageschriwwen. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nom Sven Clement dann nach eemol konkret op zwee Kärtheeme vun de Piraten agoen: d'Digitalisatioun an d'Medien. Och wann d'Digitaliséierung net nach eemol zur Chefsaach erkläert a beim Premierminister ugesidelt gouf, muss den Ausbau vun eisen digitalen Infrastrukturen eng Prioritéit bleiwen.

D'Digitaliséierung erméiglecht gesellschaftlech a politesch Participatioun. Si vereinfacht de Kontakt tëschent Staat a Bierger an dréit derzou bäi, wichteg Ressourcen intelligent ze notzen. Dat steet och esou

am Koalitiounsaccord an domadder si mir averstannen. Mee et ass net déi éischte Kéier, dass et drastet, an ech hoffen, dass et elo endlech ëmgesat gëtt.

Wann een d'Texter vun der Regierung liest, da mengt ee säit Joren, d'Zukunft géif direkt virun der Dier stoen. Alles gëtt méi innovativ, méi séier a méi einfach. Mir schwätze vun engem E-Wallet, kënnschtlecher Intelligenz, der Blockchain, Smart Cities, autonomem Fueren, mee an der Realitéit brauche mir Jore fir d'Programmation vun all klenger App, hunn ëmmer nach Funklächchen an onsen Handysreseauen an déi digital staatlech Servicer sinn esou ëmständlech, dass vill Leit léiwer drop verzichten.

De Premier huet souguer fir all Fraktioun a Sensibilitéit, ob se wollt oder net, de Koalitiounsaccord op Pabeier printen a laanschtbrénge gelooss, eebe ganz esou, wéi dat sech fir en digitale Staat gehéiert.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (Piraten) | An dat dëschdes, nodeems e freides schonn digital an der Press ze liese war. Nu ja, ganz esou no si mer der Zukunft da wuel awer nach net.

A wann een éierlech ass, dann ass och de Projet vum Wi-Fi am Zuch näischt, wat sech dës Regierung op de Fändel schreiwe kann, mee eng Entscheidung, déi schonns virun enger Zäitchen hei am héijen Haus an enger Motioun geholl ginn ass.

Insgesamt bleift bei der Digitaliséierung also nach genuch Aarbecht fir déi nei Regierung. An d'Fro bleift, ob déi am Accord genannten Digitalisatiounsprojeten tatsächlech ëmgesat a finanzéiert wäerten a kënnen ginn. Wou d'Suen dofir hierkommen, seet nämlech keen.

Mee kloer ass, dass eppes muss geschéien. An dat gëllt och fir de Beräich vun den elektronische Medien. Och hei muss mir aktiv ginn. Dofir freet et mech, dass am Accord steet, dass d'Regierung eng Gesetzesreform vun den elektronische Medien wëllt plangen, och wann den Text nach net wëllt verroden, wat dat konkret be-deit.

Mir Piraten soe scho säit Joren, dass mir en neit Mediengesetz brauchen, well dat aalt trotz an och wéinst de villen Upassungen der Realitéit net gerecht gëtt. Eist Gesetz ass aus enger Zäit ouni Social Media, Podcasts, Influencer, Bots a Co a mir begreifen dofir, dass d'Urgence erkannt gouf, an hoffen, dass zäitno gehandelt wäert ginn.

Wat mir kritesch gesinn, ass den Abschnitt iwwert de sécheren Internet. Natierlech wëllen och mir e sécheren Internet. Kee wëllt, dass Erwuessener oder Kanner am Netz Affer vu Kriminalitéit ginn. An der Vergaangenheet ass awer grad ënnert dem Deckmantel vum Jugendschutz an dem Verweis op Sécherheet ëmmer nees probéiert ginn, d'Privatsphär vun de Bierger anzuschranken, an dat zum Beispill duerch déi sougenannten „Chatkontroll“. An dat ass fir eis kloer eng rout Linn.

Dass d'Regierung sech am Koalitiounsaccord net kloer géint all Form vun Iwwerwaachung vun der privater Kommunikatioun ausschwätzt an awer explizit hire Wunsch no méi Sécherheet äussert, stellt Froen an de Raum. Ass dat esou ze liesen, dass de fräien Internet an déi privat Kommunikatioun ageschränkt kéinte ginn, well ee mengt, domat den Internet méi sécher ze maachen? Wéi op ville Plaze feelen d'Detailer an dofir kann ech déi Fro net ofschléissend beäntweren.

Mee fir eis Piraten steet op alle Fall fest: Eng flächendeckend Iwwerwaachung vun der privater digitaler Kommunikatioun an den Aktivitéiten am Netz ass keng Sécherheitsmesur, mee en Agrëff an d'Grondrecht vun der Privatsphär! Mir hoffen, dass d'Regierungsparteien

dat och esou gesinn an net plangen, d'Formuléierung aus dem Koalitiounsaccord als Hannerdier fir Chatkontrollen oder Änleches ze benotzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Dat war de leschten ageschriwwene Riedner.

Dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géif fir d'éischt gären allen Deputéierten a Fraktiounscheffe Merci soe fir déi wichteg, flott, interessant Debatt. Dat ass jo eréischt den Ufank vun enger Legislaturperiod an dofir si ganz vill vun deene Remarken, déi gemaach gi sinn, intensiv vu mir a vun de Regierungskolleege gelauschtert ginn an déi wäerten och Afloss hunn op déi Aarbecht, déi mer an deenen nächste Woche maachen.

Et sinn och eng ganz Rei Froen zu verschiddene Sujete gestallt ginn; Froen, wou zum Deel deenen, déi se gestallt hunn, d'Äntwerte bekannt sinn. Bei aneren ass et evident, dass dat muss an Detailaarbecht an den eenzele Ministère gemaach ginn. Duerfir, eng Regierung ass net zwou Wochen am Amt, se ass fënnf Joer am Amt, wa se déi Majoritéit behält, an duerfir, et sinn eng Rei Saachen, déi brauchen hir Zäit.

Ech huelen nëmmen zwee Beispiller. Et ass hei gesot ginn, dass Der erstaunt wäert, dass déi Aarbechte fir eng eenzeg Steuerklasse géifen zwee Joer daueren, bis se virgestallt ginn. Mee ech soen deenen – ech mengen, et waren d'LSAP an déi gréng, déi dat gesot hunn –: Si waren zéng Joer an der Regierung an de Projet ass net komm! Dat selwecht gëllt ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | D'DP awer och!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat selwecht gëllt zum Beispill beim Cannabis. Et ass gesot ginn: „D'Regierung geet hei mat klenger Schrëtt vir ...“

(Interruption)

Dat selwecht ass gesot ginn ... Ech ginn Iech just zwee Beispiller. Beim Cannabis ass gesot ginn: „D'Regierung geet hei mat klenger Schrëtt vir, well dës Koalitioun der Meinung ass, dass ee soll kucken, dat ze maachen am Aklang mat eisen dräi Noperen, fir do e gewëssenen Tourismus ze evitéieren, wéi en notament an Holland entstanen ass.“ Ech kann nëmme soen: Déi, déi dat kritiséieren, waren zéng Joer do, fir dat anescht ze maachen!

Eng nei Regierung ass elo ugetrueden, déi e Koalitiounsprogramm huet, deen an der Zilsatzung dee selwechten ass, déi an den Detailer och eng ganz Rei Punkte beschwat huet, mee sech bewusst ass, dass eng Rei Saachen an de Projet-de-loien am Detail elaboréiert mussen ginn.

Mir hunn awer ofgemaach an der Regierung – an dat war och mäin ausdréckleche Wunsch –, dass déi eenzel Ministeren an deenen nächste Wochen an déi eenzel Kommissiounen kommen an do Kapitel fir Kapitel erklären, wat d'Iddie sinn hannert deene grouse Prinzippien an där Zilsatzung, déi mer gesot hunn. Och da kritt Der net eng Äntwert op all Är Froen, well, wéi gesot, eng Rei Saache mussen ausgeschafft ginn. Déi eng gi méi séier, déi aner gi méi lues.

Ech kann Iech zum Beispill soen, dass de Projet de loi iwwert d'Adaptatioun vum Steuerbarème, also d'Steierlech Entlaaschtung, an deenen nächsten zwou Woche wäert an d'Chamber kommen, well dat ass eppes, wat technesch méi séier geet wéi aner Saachen, déi ee vill méi am Detail muss maachen.

Mir wäerten d'Chamber ëmmer dann, wann et geet oder wann et gewënscht ass, abannen an eis Aarbecht. An dat ass mäin zweete Punkt niewent dem grouse Merci fir déi interessant Debatt. Ech muss wirklech soen, ech hunn et flott fonnt. Ech muss och soen, ech soe Merci fir de respektvollen Ëmgang. Et war hei keen Toun ... Ech hu mech no enger Rei Joren, wou ech jo net an dësem Haus war, op eng vill méi heftig Attack am Kapp virbereet gehat. Ech muss soen, et fret mech, datt mer op engem ...

(Hilarité)

Et fret mech ...

(Interruption)

Nee, nee, nee, nee, huet dat net als eng Invitation ...

(Hilarité)

... fir méi heftig Debatten. Ech mengen, mir fuere vill besser zesummen an eisem klengem Land, wa mer op eng respektvoll Aart a Weis ënnerschiddlech Vuen debattéieren. Dat war haut de Fall, dat hunn ech empfand als e gudden Ufank.

An dofir wollt ech och soen: Ech fannen, datt d'Demokratie gutt funktionéiert, well mir contrairement zu anere Länner keng laang Debatte féieren iwwert d'Walen u sech an iwwert d'Resultat vun de Walen. An zu mengem Saz wollt ech dem Här Baum äntweren, well ech gesot hunn, d'Demokratie hätt funktionéiert: Mir akzeptéieren de Walprozess. Mir akzeptéieren d'Walprozedur. Mir akzeptéieren d'Walresultat. Et gëtt aner Defien an der Demokratie an déi hunn ech ugeschwat. Dat sinn notament all déi, déi Netlëtzeburger sinn, a wéi mer déi matabannen. An dofir hunn ech och iwwert déi gëschter e puer Sätz gesot. Mee dat just, fir ze erklären, firwat ech der Meinung sinn, dass eis Demokratie gutt funktionéiert. An ech fannen, dat, wat haut heibanne geschitt ass, ass och erëm e Beispill vun enger respektvoller, gutt funktionéierender Demokratie.

An dozou kënnt meng zweet Remark. Déi betrëfft déi Kriticken, déi komm sinn iwwert d'Kommunikatioun. Ech kann Iech soen, datt ech mer dat haut intensiv ugelaschtert hunn an och déi leschten Deeg an datt ech do och eng gewësse Kontradiktioun tëschent deem, wat hei gesot ginn ass a wat bemängelt ginn ass, eigentlech gesinn. Ech wollt a guddem Glawen der Chamber d'Primeur ginn. Dat ass esou kritiséiert ginn, datt ech dat héchstwahrscheinlech an Zukunft net méi ka maachen.

(Exclamations)

Dat heescht, d'Press wollt souguer meng Ried schonn deen Dag hunn, wou se mol nach net fäerdeg getippt war. Ech verstinn dat alles, mee ech soen Iech, datt der Iech also net dierft doriwwer bekloen als Chamber, wann an Zukunft eng Rei Saache fir d'éischt an der Zeitung stinn an dann an d'Chamber kommen.

Mee wat ech proposéieren: Vu datt ech jo gesot hunn, datt mer nei ufänken, wollt ech mat der Presidentekonferenz, mam Chamberspräsident oder mat deenen, déi de Chamberspräsident designéiert, eng Kéier iwwert dee Modus vivendi schwätzen. Ech wëll dat zuguëch maache mat de Medien.

Dofir kann ech och direkt soen, datt ech déi Motioun, déi do erabruucht ginn ass, am Numm vun der Regierung net wëll unhuelen. An ech soen Iech, firwat. Ech sinn nämlech direkt och zoustänneg fir d'Medien, zesumme mat der delegierter Ministerin, déi bei mir och fir d'Medien zoustänneg ass, der Madamm Margue. Hei gëtt an där Motioun Referenz gemaach op Decisiounen vum Regierungsrot vum Summer 2023. Also, mat allem Respekt fir d'Kollegen hei, déi an där

Regierung waren, soen ech: Ech war net an där Regierung derbäi! Ech sinn zënter e Freiden zoustänneg fir dee Volet. Ech géif mer gären déi Froen emol ukucken: Wéi kann ee gutt Relatiounen mat där wichteger Aarbecht vun der Press maachen? Wéi kann een d'Relatiounen mat der Chamber esou maachen, datt d'Chamber net ëmmer no der Press kënnt? Oder vläicht ass dat de Wee, deen ee muss goen. An da kucke mer och deen Avant-projet de loi, deen do anscheinend ënnerwee ass, ob a wéi mer mat deem an dëser Regierung weidermaachen.

Mee gitt mer wannechgelift dach awer e puer Deeg, fir mat der Chamber ze schwätzen, fir mat de Medievertrieeder ze schwätzen – dat dauert souguer méi wéi e puer Deeg! –, fir mer och e Bild ze maachen vun deenen Avisen a Consultatiounen, déi anscheinend vun der viregter Regierung gemaach gi sinn, déi ech begrëssen. Mee ech muss zouginn, ech hunn déi nach net gelies! An dat muss ech maachen an deenen nächste Wochen, an d'Madamm Margue och, an da komme mer dorobber zréck.

Ech wëll soen, datt vill Riedner iwwert de Logement geschwat hunn. Dat ass effektiv ee vun de ganz groussen Defie vun dëser Regierung. An do ass eng Rei vun deene Moosnamen, déi mer huelen, vill kritiséiert ginn. Ech respektéieren dat, mee ech soe just: Déi Moosnamen, déi virdu geholl gi sinn, déi hunn zu enger Situatioun geféiert, déi haut net satisfaisant ass. Mir hunn e Wunnengsbauproblem a mir hunn zënter e puer Méint e Riseproblem am Bau an am Handwierk. An duerfir hu mir eng Rei Moosnamen geholl, souguer eng Rei Moosnamen, déi vläicht fréier net gutt fonnt gi sinn, well mer gesot hunn: Mir müssen elo alles probéieren, steierlech a prozedural, fir datt mer dee Problem do, souwuel am Bau fir d'éischt an dann am Logement en général, verbessert kréien!

An duerfir sinn och eng Rei vun deene Moosnamen elo mol op ee Joer beschränkt. Am Koalitionsaccord steet 2024, well mer gesot hunn: Vlächcht brénge mer et da fäerdeg, eng Rei Leit ze encouragéieren, en Appartement ze kafen, dee se verlounen, dann hu mer méi Wunnengen zur Verfügung. Dat ass d'Philosophie do derhannert.

Duerfir, wa gesot ginn ass, verschidde Moosnamen wäeren an der Vergaangenheet rejetéiert ginn, da kann ech Iech nëmme soen: D'Situatioun ass extreem grav duerch eng Rei Facteuren, an duerfir wëlle mer alles probéieren, fir datt et besser gëtt, an duerfir eng Rei temporär Moosnamen, niewent deene Moosnamen, déi virun allem prozeduraler Natur sinn, déi e bësse méi laang daueren an déi och Gespräicher, och mat de Gemengen, verlaangen. Dat ass jo och vun enger Rei Leit hei gesot ginn.

An da wëll ech soen: Wunnengsbau a Croissance hängen enk mateneen zesummen, Croissance a Pensionen hängen enk mateneen zesummen. Ech mengen, datt mer iwwert déi Sujeten e breeden Debat brauchen. Ech wëll nach eng Kéier soen: D'Regierung wëllt en Debat iwwert déi laangfristeg Ofsecherung vum Pensionssystem. An ech géif gären drunhänken: en Debat iwwert de Wuesstumsmodell.

Ech sinn der Meinung, datt mir hei zu Lëtzebuerg Wuesstum brauchen. Ech soen och nach eng Kéier deenen, déi gegoogelt hunn: Iwwer inklusiven an nachhaltigen Wuesstum, do fënnt ee ganz vill. Ech si fest dervun iwwerzeegt an dës Regierung ass fest dervun iwwerzeegt – an dat ass vlächcht en Ënnerschied zu aneren –, datt et ouni Wuesstum de Leit an dem Land hei net gutt geet, datt mer dann net eis Léin kënnen behalen, datt mer net eis Pensionen kënnen behalen, datt och d'Betribler, déi Wuesstum hunn, natierlech en ekologesche Footprint hunn, mee datt se och nëmme duerch Wuesstum Sue kréien, fir

d'ekologesche Transition iwwerhaupt kënnen ze finanzéieren. An dofir soen ech, datt souwuel d'Leit wéi d'Land wéi d'Betribler Wuesstum brauchen.

Mee gäre sinn ech bereet fir eng breeder Debatt eng Kéier iwwer Wuesstum a virun allem doriwwer, wat et heescht, kee Wuesstum ze hunn. Well contrairement zu deem, wat oft gesot gëtt, kann ee Wuesstum bremsen. Wa mir d'Steieren op der Fongenindustrie zum Beispill géife massiv héijen, wat dës Regierung net wäert maachen, da krite mir de Wuesstum ganz séier gebremst. Mee ech soen Iech: Dann hu mer ganz vill aner Problemer! An duerfir hätt ech gären, wa mer sollten eng breet Debatt eng Kéier féieren op enger Plaz, déi ee muss definéieren, an engem Forum, deen ee muss definéieren, da géif ech och gär doriwwer diskutéieren, wat et heescht, kee Wuesstum ze hunn.

Dës Regierung steet fir en inklusiven an nohaltege Wuesstum, fir eng Politick, déi Wirtschaft, Soziales an Ekologie mateneen verbënnt. An dat ass de schwaarzbloe Fuedem, deen duerch dës Koalitionsprogramm geet an dee mer och wëllen duerchsetzen.

An dofir brauche mer selbstverständlech d'Meenung an d'Ënnerstützung vum Parlament, mee mir sinn ëmmer op fir gutt Kriticken. An ech wëll och deene vun der Oppositioun, och wa se eis haut net d'Vertraue ginn, soen, datt mir fest gewëllt sinn, och der Oppositioun nozelauschten an engem konstruktiven Debat, datt ech fest gewëllt sinn, och reegelméisseg d'Oppositioun ze gesinn, fir och nozelauschten, wat se soen, och wa mer eis um Enn net eens ginn. Mee ech mengen, zu enger gutt funktionéierender Lëtzeburger Demokratie gehéiert dat och. A gitt mer op d'mannst d'Chance, dat ze probéieren! Ech weess nach net genee, a wéi enger Form, a wéi engem Format, mee den Dialog mam Parlament als dem Vertrieeder vum Vollek muss sinn, den Dialog mat der Gesellschaft generell muss sinn.

An duerfir wollt ech awer soen: Wann Der an enger Resolution – iwwert déi jo d'Regierung näischt ze soen huet – sot, datt d'Membere vun der Chamber sollen invitéiert ginn an d'Reunioun „Logement“, da soen ech: Ech weess net, a wéi enger Form dat soll geschéien, well d'Chamber huet nun emol 60 Deputéiert, vill Sensibilitäten, wéi een déi allegueren do géif abauen.

Dofir, mengen ech, wär et och gutt do, datt d'Regierung kéint mat der Presidentekonferenz oder mam Bureau vun der Chamber driwwer diskutéieren, ob een dat net soll an enger Kommissiounssitzung maachen, well ech gesi keng ..., datt ee mam Handwierk, mat de Gemengen och elo all d'Parteien oder all d'Fraktiounen géif an esou eng Reunioun ruffen. Dat ass och net eng Reunioun, déi elo zéngmol zesummekënn, mee et ass en Echange mat dem Secteur, och iwwert déi Moosnamen, déi mer am Koalitionsaccord stoen hunn, an do si mer och oppe fir e Gespräich, wéi een d'Chamber an déi Diskussiounen abanne kann.

(Interruption)

Pour le reste wëll ech nach eng Kéier soen, datt mir e Koalitionsprogramm verhandelt hunn, a kuerzer Zäit. Dat war eise Wëllen. Ech fannen, datt en eng kloer Linn huet. Et ass net „Augen zu und durch“, am Géigendeel, well dat entsprécht absolut net menger Visioun dovun, e Land ze leeden.

Ech sinn awer och net esou, datt ech permanent mat engem Pessimismus liewen, datt ech fir alles muss e B-Plang hunn. Ech hunn an zwou Rieden de Mëtten héieren iwwert dee B-Plang, dee mir net hätten. Mee, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir sinn ugetruede mat engem A-Plang, dee mer wëllen ëmsetzen, well mer gleewen u d'Zukunft vun dësem Land, fir et ze stärke mat deene Moosnamen, déi mer maachen! An ech mengen och net, datt déi Regierung virdu B-Plang haten, well se konnten

natierlech net den Ukrain-Krich, d'Covidkris an aner schrecklech Saachen, déi geschitt sinn, virausgesinn.

Eng Regierung ass och do, fir zesumme mam Parlament, wann eppes aneschtlers geschitt, dann Adaptatiounen ze maachen. Mee dëse Plang, dee fonctiونيéiert, dat wäert Der gesinn! A mir wäerten alles maachen, fir en ëmzesetzen, a mir si frou, d'Ënnerstëtzung vum Parlament dofir ze kréien.

Dat ass de But vun dëser Debatt gewiescht, dat war de But vu mengen Erklärungen vu gëschter, an déi Debatt hält fir eis, och wann dee Vott, deen elo kënnt, natierlech de Startschuss ass fir déi Aarbecht, déi mer musse maachen, jo net den Owend op. Déi Debatt, déi fänkt elo eréischt richteg un. An zesumme mat de Kollegen an der Regierung freeë mer eis op déi Debatt mat dëser Chamber, Här President, mee och mat all de Leit hei am Land.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass d'Diskussion ofgeschloss.

Motion et résolutions

Eier mer elo zum Vott vun der Motioun an de Resolutiounen kommen, géif ech gär dat soen, wat mäi Virgänger, de Fernand Etgen, allkéiers gesot huet viru Votten: Wann Der wëllt matstëmme, dann hutt Der besser, Iech anzeloggen, well soss gëtt Äre Vott net gezielt!

(Hilarité)

Voilà, wa jiddwereen dat gemaach huet, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen an duerno iwwert d'Resolutiounen, déi zur Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Mir fänken u mat der Motioun iwwert den Accès aux documents administratifs. Wëllt den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wollt just nach eppes soen. Also, ech hunn natierlech mat Interesséierten Erklärungen vum Här Premierminister nogelauschert. Ech verstinn, dass en net all Decisioun aus dem Regierungsrot kennt, mee an deem Communiqué stoung och, et géif eng Nott un de Formateur gemaach ginn – dat waart Dir jo nach bis viru ganz Kuerzem –, wou eeben och géif dat do alles relevéiert ginn. Dofir hate mir gemengt, dat wier Iech bekannt. Vläch gouf et dat och net an der Nott un de Formateur, mee vu dass mer déi Notten net hunn, wësse mer och net, wat an deenen Notten drastoung.

Mee wat ech awer wollt proposéieren, fir Iech d'Zäit natierlech ze loossen, Iech do anzuschaffen, ass, ob mer dat dann net kéinten an enger Kommissioun diskutéieren, wann Der da bis Zäit gehat hätt, dat ze kucken, well mer wierklech der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass mer op deem Dossier do weiterkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? De Premierminister wollt dozou Stellung huelen.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Also, dat ännert näischt un dem Fait, dass ech mengen, dass déi Motioun sech net kann un dës Regierung adresséieren. Se baséiert op Decisiounen vum enger Regierung, an där ech net Member war. Mee ech fannen awer d'Proposition vum der Madamm Tanson konstruktiv. Ech si bereet, wann ech dat bis alles gelies hunn, dass ech dann an déi zoustänneg Kommissioun mat der Madamm Margue kommen. Déi Notes au formateur kann ech Iech och gäre ginn, mee dat ass wéi bei villen aneren

Dokumenten: Dat sinn Dokumenter, déi engagéieren net d'Regierung. Déi hu Beamte geschriwwen. Mee ech maache mir gären eng eege Meenung doriwwer.

Dofir mengen ech nach ëmmer, Är Motioun engagiert mech zu Saachen, déi ech awer an dësem Stadium net à même sinn, Iech ze versprechen, well ech mer gären doriwwer meng Meenung maachen, en ligne mam Koalitionsaccord. Mee ech fannen et awer richteg. Et ass och en ligne mat deem, wat ech virdru gesot hunn. Dat gëllt och fir déi aner Ministeren. Ech komme ganz gären an déi zoustänneg Kommissioun an huelen déi Proposition vum der Madamm Tanson gären un.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

Domat ass dann d'Proposition, fir de Renvoi vun där Motioun an d'Kommissioun ze maachen. Ech mengen, doriwwer kéinte mer à main levée ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien ass mat där Proposition d'accord?

Wien enthält sech?

Wie stëmmt dergéint?

Dann ass déi Proposition à l'unanimité ugeholl.

(La motion 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Médias et des Communications.)

Résolution 1

Da komme mer zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussion iwwert d'Resolutioun relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires. Wëllt den Auteur nach eng Kéier Stellung dozou huelen? Et ass alles gesot. Gëtt et eng Fraktioun, déi wëll Stellung huelen? Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Resolutioun ass ganz sympathesch, mee ech wollt proposéieren, wann d'Madamm Tanson averstane wier, dass mer géifen an der Conférence des Présidents doriwwer schwätzen an dass mer dann Ufank des Joers an de Plenum mat der Resolutioun géifen erëmkommen, wann dat den Accord géif fanne vun den Auteurs vun der Resolutioun, fir elo net direkt eng Decisioun ze huelen, mee dass mer dat da wierklech an der Conférence des Présidents diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech kann dem Här Spautz seng Position hei deelen, mee ech wëll awer op zwou Saachen opmierksam maachen: dass am Wording steet „portant sur des dossiers sensibles“. Ech mengen, dass mer wierklech an der Conférence des Présidents mussen definéieren, wat „dossiers sensibles“ sinn. Dat wär den éischte Punkt.

Den zweete Punkt: Et gëtt e Courrier vum delegéierten Minister aux Relations avec le Parlement vum 16.11.2022, deen drop opmierksam mécht, wéi d'Beamten exposéiert ginn, wa mer eng Liveiwwerdroung maachen. An ech mengen och, dass mer deem musse Rechnung droen, wa mer soen: „Ok, mir maachen elo eng Öffnung, mir wëllen dat elo iwwerdroen, fir dass d'Leit dat kënne live ukucken.“ Ech mengen, dass een aus Respekt virun de Beamten och do muss eppes, eng Gangaart, fannen, déi och fir si anneembar ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Clement nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, also, et wonnert mech, dass den Här Spautz et net méi einfach gemaach huet an et dohinner verweisen huet, wou nämlech schonn eng Resolutioun vun der CSV läit, ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... nämlech am Bureau, déi, mengen ech, souguer bal verbatim dat Nämmelecht ass. Ech géif deene Gréngen zoutrauen, dass se verbatim d'Nämmelecht ass.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn dat jo gesot!

(Interruption par Mme Octavie Modert)

M. Sven Clement (Piraten) | Déi ... Nee, et ass jo attribuéiert ginn, Madamm Modert. Ech wëll just drop hiweisen: Déi Resolutioun hei läit dem Bureau vir! Déi Resolutioun hei läit dem Bureau scho säit Jore vir an et ass de Bureau, dee sech dozou prononcéiere wollt. Dofir gëtt et och déi Nott vum Minister – vum fréiere Minister – mat de Relatiounen zum Parlament. Iwwergens war do deemools och d'Opposition, inklusive der CSV, der Meenung, dass et d'ailleurs och deene Beamte géif fräistoen, eeben net do ze setzen, wou d'Kamera ass, an dass de Minister jo kéint d'Wuert ergräifen a seng Gesetzesprojeten erklären, sou wéi dat, mengen ech, souwisou Usus sollt sinn.

Mee doriwwer eraus wëll ech just feststellen: Mir stëmme déi Resolutioun mat, well mer se schonn eng Kéier matgestëmmt hunn. Ech géif mech awer éischter freeën, wann déi Resolutioun, déi schonn am Bureau läit, endlech ëmgesat géif ginn, well déi ass unanime heibannen ugeholl ginn, ënner anerem mat de Stëmme vun der Demokratescher Partei. An et ass d'Demokratesch Partei, déi déi lescht dräi Joer an deem doten Dossier mat zwee Féiss op der Brems stoung am Bureau, an ech fannen et dofir net verwonnerlech, dass d'Demokratesch Partei haut erëm éischter fir Intransparenz Lobbyarbeit mécht wéi fir richteg Transparenz hei am héijen Haus!

M. Gilles Baum (DP) | Dat do, dat do geet awer net!

M. Sven Clement (Piraten) | Ma et ass d'Wourecht, Här Baum!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Gilles Baum (DP) | Wat ass dann hei d'Wourecht? Ech hunn Iech zwee Argumenter gesot, déi fir eis ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir musst fir d'éischt d'Wuert froen, éier Der ufänkt ze schwätzen!

(Exclamations et brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Also, Här President, dat do geet awer net!

M. Claude Wiseler, Président | Dir kritt gären d'Wuert duerno, mee fir d'éischt huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, ech wëll dem Här Baum soen, dass ech déi zwee Argumenter, déi en elo ginn huet, gutt kennen. Et ass déi Leier, déi ech och ëmmer an der Regierung – wéi ech nach an der Regierung war – gesot kritt hunn, well ech war och do schonn d'fir, dass d'Parlamentssätzungen sollen ëffentlech iwwerdroe ginn, well ech dat eng ganz gutt Saach fanne fir d'Transparenz, dass déi eigentlech näischt wäert ass, well, Här Baum – ech war jo zéng Joer an der Regierung –, op alle Pressekonferenzen vum alle Ministere setzen ëmmer d'Beamten un den Dëscher.

(Hilarité)

Mengt Der, déi géifen allkéiers do gefrot ginn, wa se op de Pressekonferenzen op de Biller owes am Journal sinn? A wéi oft erlieft Der an der Ëffentlecheit, dass d'Beamte souguer fir Ministere Stellungnamen ...

(Interruption)

Jo, ech wëll ... Mee et ass d'Argument vum Här Baum, dass esou schlagkräfig ass, fir hei ze behaupten, do-wéinst kéint een d'Kommissiounssätzungen net iwwerdroe.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Dach, Här Baum, dat gött et a ville Parlamenter op der Welt an dat ass och eigentlech kee Problem. Kommt, mir maachen et einfach!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Baum, wann Der wëllt.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | D'Madamm Bofferding ...

M. Claude Wiseler, Président | Pardon, Madamm Bofferding. Dir kritt direkt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Ech sinn ... Entschëllegt, mee ech sinn net der Meenung – ech hunn d'Pressekonferenzen déi lescht fënnf Joer suivéiert –, dass bei all Pressekonferenz Beamten derbäi waren. Ech hunn och wéineg matkritt op deene Pressekonferenzen, dass d'Beamten de Mikro ënnert d'Nues gehale kruten, fir e Statement ze maachen.

Ech bleiwe bei menger Positioun: Mir sollten dat hei en détail beschwätzen, en détail klären am Sënn vun der Protektioun vun de Beamten, déi dat dote vläicht guer net wëllen. A mir kënnen awer net soen: „Ma du wëlls net an de Fernsee kommen, ...

(Interruption)

... da këns de net mat an d'Kommissioun.“ Dat ass jo awer och net the way to go!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Sven Clement (Piraten) | De Minister kann et dach selwer maachen!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

D'Madamm Bofferding huet d'Wuert gefrot.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ben, finalement. Gutt, ech mengen, mir mieren, dass do nach ganz vill Diskussionsbedarf ass. Vum Prinzip hier hu mir awer guer kee Problem, nach eng Kéier d'Resolutioun matzestëmme, mee effektiv läit jo nach eng Resolutioun um Dësch. An ech mengen, de Bureau soll sech domadder beschäftegen an da soll ee kucken, dass een do Neel mat Käpp mécht, well mer hu jo awer gemierkt, dass d'Transparenz eis alleguer wäerteg ass, an ech mengen, da solle mer eis och trauen, déi nächst Etappen ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat heiten ass natierlech eng sympathesch Iddi, fir och fir méi Transparenz ze suergen. Ech ginn awer ze bedenken: Dat, wat mer alleguer wëssen, dat ass, dass d'Natur vun deene Kommissiounssätzunge sech dach awer géif, mengen ech, staark änneren, wann dat dobaussen alles transparent nogekuckt gi kann, an – dat wësst Der allegueren – dass déi Gesprécher vläicht net méi esou stattfanne kënnen, wéi se elo stattfannen, déi Froe kënnen gestallt ginn, wéi se elo gestallt ginn, dass och e Risiko do besteet, dass d'Leit do probéieren – ech soen emol –, sech an Zeen ze setzen, fir eebe grad duerno bei de Leit dobausse gutt eriwuerzekommen.

Jee, ech soen, dat Ganzt ass net esou einfach wéi elo ze soen: „Jo, mir maachen dat, mir maachen Transparenz.“ Dat muss ee sech gutt iwwerleeën, a wéi engem Beräich een et da géif zouloossen. Hei steet, an deene sensibele Momenter vläicht net. Mee et muss ee sech gutt iwwerleeën, ob een dat wierklech ëmmer wëll dann effentlech maachen oder net. Also, ech wëll einfach soen, dass dat heite wierklech eng Fro ass, bei där ee sech ganz déifgräifend muss iwwerleeën, wéi een déi beäntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Spautz hat eng Propositioun gemaach fir de Renvoi an d'Kommissioun. Ech wollt d'Madamm Tanson froen, ob se domadder d'accord ass.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An de Bureau.

M. Sven Clement (Piraten) | An de Bureau.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

M. Claude Wiseler, Président | Déi virdu war an der Conférence des Présidents an am Bureau. Ech mengen, mir maachen dat op déi zwou Plazen, well déi hu verschidde Flichten allen zwou a verschidden Aspekter dovunner ze diskutéieren.

D'Madamm Tanson huet déi Propositioun ugeholl, da kënnen mer à main levée ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés

Wien ass domadder averstanen? Deen hieft d'Hand.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dee Renvoi à l'unanimité esou ugeholl.

(La résolution 1 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Conférence des Présidents et au Bureau de la Chambre des Députés.)

Résolution 2

Da komme mer zur nächster Resolutioun iwwert d'Revalorisatioun vum Mandat vum Deputéierten. Madamm Tanson, wëllt Der do nach eng Kéier eng Explikatioun ginn? Neen, dat hutt Der scho virdu gemaach. Wie wëll Stellung dozou huelen? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir hutt an Ärer Untrëtsried drop higewisen, wéi wichteg et wier, dass mer iwwert de Statutt vum Deputéierte géife schwätzen, an dofir mengen ech och, dass et do wichteg wier – Dir wollt eng Consultatioun mat de jeeweilige Parteien, déi am Parlament vertruede sinn, doriwwer féieren –, dass een dat soll ofwaarden, Är Consultatiounen, déi Der maacht. Dir hutt en Engagement hei ginn an dofir wier ech och där Meenung, mir sollen iwwert déi de Moment net ofstëmme, mee dass do soll dee Consultatiounsprozess, deen Der amgang sidd – oder ugekënnegt hutt –, mat de Parteien ze maachen, gemaach ginn an dass mer dann Ufank des Joers drop zrëckkommen, wéi et ass.

Well do sti verschidde Saachen dran, déi ganz gutt sinn, et sinn aner Saachen dran, déi ee soll diskutéieren, mee et soll een op alle Fall d'Chance elo notzen, fir déi Saach unzegoen, an do hutt Dir eis Ennerstëtzung an ech géif eis gréng Kollegee bieten, mat op dee Wee ze goen, dass mer dat maachen, dass mer dann och hei an de Plenum zrëckkommen, wann Dir Är Consultatiounen ofgeschloss hutt.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Mir fannen déi heite Resolutioun ganz sympathesch. Mir hate jo och schonn driwwer diskutéiert respektiv och e Projet de loi iwwert d'Opwärtung vum Lokalmandat. An där ganzer Diskussioun Anticumul passt dat heite ganz gutt zesummen. Dofir fanne mer et wichteg, dass och hei déi nächst Etappe gemaach ginn.

Natierlech stelle sech hei ganz vill Froen hannendrunner, d'Opwärtung vum Deputéierten ass jo net aleng elo de Congé politique. Ech mengen, do gött et déi ganz Cotisatiounen, sozial Ofsécherung eebe mat der Pai an och, wéi een an Zukunft wëll schaffen. Ech

mengen, do si vill Froen hannendrunner, mee et mécht Sënn, a mir hoffen och, dass mer an dëser Legislaturperiod an där ganzer Anticumuldiskussioun, déi mer iergendwéi ëmmer fuerderen an heiansdo an de Walprogrammer optaucht, eng Kéier Neel mat Käpp maachen, dofir begrëisse mer déi heiten Approche.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fannen d'Resolutioun ganz sympatesch. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer eis am Ufank vun enger Legislatur déi Gedanke maachen an dat net erëm fënnf Joer virun eis hierschiben an dann an den nächste Walprogrammer erëm jiddwereen dat nimmlecht schreift an um Enn vum Dag komme mer net wierklech weider.

Ech mengen, datt et richtig ass, datt mer eis dat heite vläicht an enger Kommissioun eng Kéier am Detail ukucken. Wéi eng dat genau ass ... Warscheinlech Institutiounen, vum Bauchgefill hier, well et awer och zum Deel ëm konstitutionell Froen an ëm d'Walgesetz geet.

Ech hätt gemengt, datt ee se direkt hätt kënnen stëmmen an dann d'Aarbecht maachen, wann net ee ganz konkreeten Detail nämlech schonn drastoe géif, nämlech de Congé politique vun 20 op 40 Stonnen ze erhéien. Wann deen Detail net dra gewiescht wier, dann hätte mer eis hei just d'Wuert gi mam Vott, datt mer déi Aarbechte géifen entaméieren. Sou steet awer eng ganz konkreet Fuerderung dran, soudatt ech et och éischter géif virzéien, et an der Kommissioun ze behandelen an da vläicht zrëckzekomme mat de méi konkreete Pisten, ob dat nämlech iwwert de Congé politique oder iwwer aner Piste ka goen. Dat, mengen ech, musse mer diskutéieren, an deementspriedend, mengen ech, ass et gutt an der Kommissioun opgehewen, an ech soen dem Marc Spautz Merci fir déi Propos.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir si jo och ganz kloer géint Duebelmandater an an deem Kontext wiere mer och hei derfir, fir de Statutt vum Deputéierten allgemeng eng Kéier ze iwwerschaafen. An hei schéngt fir eis och kloer ze sinn, dass dat e Mandat à plein temps soll sinn. Ech froe mech och, vu wou dat do iwwerhaupt hierkënn, historesch gesinn, dass dat just 20 Stonne solle sinn. Ech weess och net, wéi et am Ausland ass. Ech ka mir net virstellen, dass et iergendwou ... Et kann awer sinn, ech weess et net, am Bundestag oder wou, dass dat do och hallef Täch sinn. Mee fir mech op jidde Fall, mengen ech, ass d'Aarbecht vum Deputéierten eng Aarbecht à plein temps.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Hei also och huet den Här Spautz eng Propositioun gemaach, fir dës Resolutioun an d'Kommissioun ze schécken. Madamm Tanson, sidd Der domadder averstanen? Dat ass positiv, da kënnen mer iwwert dat hei och mat Handophiewen ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la résolution 2 en commission

Wien ass derfir, fir se an d'Kommissioun ze schécken?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och hei d'Resultat ganz kloer.

(La résolution 2 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Institutions.)

Résolution 3

An da komme mer zur drëtter Resolutioun. Déi drëtt Resolutioun vun deene Lénken, déi geet iwwert

d'Invitatioun an d'Reunion nationale „Logement“, déi vun der Regierung ugekënnegt ginn ass. Wëllt Dir, Här Baum, nach e puer Wuert doriwwer soen?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech géif e puer Wuert doriwwer soen. Ech wëllt dem Premier Merci soen, datt en drop reagéiert huet. An en huet an engem Punkt definitiv Recht: datt dat hei eng Fro ass, déi d'Chamber betrëfft – et ass eng Resolutioun – an net direkt d'Regierung. Et ass, mengen ech, e Statement, deen d'Chamber soll maachen, datt, wann esou eng Réunion nationale „Logement“ zesummekënnt, d'Chamber do och hir Plaz huet, datt dat de Wonsch vun der Chamber ass. Wéi dat herno konkret ausgesäit, ob do eng Kommissioun dohinnergeet – d'Logementskommissioun géif sech do zum Beispill ubidden –, fir d'Representatioun vun der Chamber ze sinn, dat ass dann och, mengen ech, Saach vun der Chamber, wéi dat genau konkret soll ausgesinn.

Dir sot, Dir wëllt staatlech Institutiounen invitéieren, d'Gemenen. Mir hunn eng 100 Gemenen am Land. Wann all déi Representanten do sinn, da wäerten, mengen ech, déi 13, 14 Membere vun der Logementskommissioun do schonn net zu engem gréissere Platzmangel féieren.

M. Claude Wiseler, Président | Wie freet nach d'Wuert zur dëser Resolutioun? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Also, esou sympatesch, wéi mer déi Resolutioun och ass, kann ech mer schlecht virstellen, dass 60 Deputéierter an 100 Gemenen – dat wiere schonn 160 Leit! – do géife sëtzen, fir dorun deelzehuelen. Dat gëtt näischt. Mee ech mengen, wichteg ass, datt schnellstméiglech esou en Dësch zesummegeruff gëtt an dass dat, wat un deem Dësch diskutéiert ginn ass, dann hei an dëse Raum kënnt, dass heiriwwer diskutéiert gëtt an dass dann och hei déi Entscheedunge geholl ginn, déi e Parlament ze huelen huet.

Dofir sinn ech der Meenung, esou sympatesch d'Iddi och ka kléngen, dass et net de Moment ass, fir déi Resolutioun hei kënnen unzehuelen, an dass mer déi Resolutioun géifen ofleenen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. déi Lénk schwätzen hei vun enger nationaler Reunion. Mir hu vun engem nationale Logementsdësch geschwat. Ech mengen, do si mer ganz no. Mir hunn dat jo gefuerdert, well et wichteg ass, dass déi verschidden Acteuren aus dem Secteur zesummenkommen, dat och zesumme mat der Politick. An dass dat fonctionéiert ... Do gouf et jo an der Vergaangeneheet – dat war 2004, 2005 – de Rentendësch. Do waren och ganz vill Leit zesummen an dat ass gaangen. An de President huet jo selwer gesot, dat hei wär déi stäerkste Chamber, déi et jeemoools gouf. Ech mengen, da solle mer eis elo net kleng maachen an trauen, dat doten ze maachen.

Merci.

Une voix | Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, mir sinn och där Meenung an den Här Baum, deen hutt eis och do elo e bëssen iwwerzeegt, ...

(Hilarité)

... dass do wuel kënne Membere vun der Logementskommissioun zum Beispill derbäi sinn. Dat ass absolut machbar.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Spautz huet eppes gesot, wou ech fundamental anerer Meenung sinn, nämlech: „Dat gëtt dann do diskutéiert an da gëtt et jo souwisou och hei am Haus nach eng Kéier diskutéiert.“ Mee dat ass e bësse genau dat, wat mer bei deene leschten Tripartitt-Verhandlungen zum Deel kritiséiert hunn, wou mer gesot hunn: Et gëtt negociéiert, et gëtt en Deal ficeléiert an dee kann d'Chamber jo u sech just nach entweeder unhuelen oder ofleenen. Mee Gestaltungsméiglechkeeten huet den éischte Pouvoir vum Land dann de facto net méi, well en net um Dësch souz. E souz net derbäi. E weess net, wéi et zu deem Deal koum. E weess just: „Vogel, friss oder stirb!“

A well et dann am Interêt vun de Leit ass, iwwerhëlt d'Chamber dann hir Responsabilitéit an et gëtt meeschtens gesot: „Ma dann avaléiere mer dat. Mir huelen dat un a mir stëmmen et.“ Mee a Wierklechkeet misst dach, wann dat hei déi stäerkste Chamber ass, déi d'Land jee gesinn huet, d'Chamber och mat impléziert sinn.

An datt dat op vill méi groussen Niveaue wéi Lëtzebuerg geet, weist d'Conférence sur l'avenir de l'Europe, wou d'Chamber, wou all europäesch Parlament associéiert war, zesumme mat der Zivilgesellschaft. Mir hu souguer breet zivilgesellschaftlech Consultatiounen gemaach. Ech mengen, de President vun der leschter aussepolitesser Kommissioun, den Yves Cruchten, erënnert sech ganz gutt un deen zum Deel wierklech heroeschen Effort, fir dat ze stemmen. Mee et gouf gemaach! Et ass also méiglech, fir en amont mateschwätzen an net eréischt bei de Faits accomplis herno dat mussen ze schlécken, wat iergendwou anescht hanner zouenen Dieren ausgehandelt gouf. Mir stëmmen dat heite mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Tanson huet d'Wuert gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech géif et och wichteg fannen, dass an engem Dossier, wou mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen eens sinn, datt et eng vun deene ganz grouse Prioritéiten ass, jiddwereen alleguerten d'Argumenter um Dësch kennt an am Detail ka suivéieren an och matdiskutéieren. An d'Roll vun der Chamber gouf jo an de leschten Deeg ganz vill ënnerstrach. Dofir ënnerstëtze mir och deen heiten Text vun deene Lénken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Et ass keng weider Wuertmeldung do.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dëser Resolutioun. Ech ginn dervunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la résolution 3

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 25. Nee-Stëmmen: 35. Abstentionen: 0.

Plusieurs voix | O!

M. Georges Engel (LSAP) | Dat neit 29:31.

M. Claude Wiseler, Président | D'Resolutioun ass also mat 35 Stëmmen géint 25 Stëmmen ofgeleent ginn.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Vote sur la question de confiance posée par le Premier ministre

De Premierminister huet gëschter am Kader vu senger Deklaratioun iwwert de Regierungsprogramm der Chamber d'Vertrauensfro gestallt, iwwert déi mir elo ofstëmmen, esou wéi et am Artikel 87bis vum Chambersreglement virgesinn ass.

An d'Fro ass: Ass d'Chamber averstanen, der Regierung hiert Vertrauen auszeschwätzen? Ech ginn och dervunner aus, datt mer elo e Vote électronique maachen.

(Hilarité)

D'Ofstëmmen fänkt un. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 35.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Nee-Stëmmen: 25.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | A keng Enthaltung.

Domadder schwätzt d'Chamber mat 35 Stëmmen géint 25 Stëmmen der Regierung hiert Vertrauen aus.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

Une voix | Oder 47 %. Mat 47 %!

M. Claude Wiseler, Président | An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.48 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023				Composition des collèges échevinaux	8253	Marc Goergen	63
Fermeture de BSH Luxembourg	8127	Marc Spautz	49	Arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols	8254	André Bauler	63
Mobbing dans les écoles	8137	Martine Hansen	49	Publication des tests de l'INLL sur Internet	8255	Fernand Kartheiser	63
Fonctionnarisation des chargés de l'enseignement national	8142	Martine Hansen	50	Prévention suicide à l'école	8256	Fernand Kartheiser	64
Rénovation de la plage d'Insenborn au lieu-dit « an der Bæch »	8183	Martine Hansen	50	Habilitation de sécurité	8257	Marc Spautz	64
Enquête climat interne auprès de POST Luxembourg	8200	Gusty Graas	50	Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8258	Fernand Kartheiser	65
Enquête de l'Autorité de la concurrence	8202	Elisabeth Margue, Marc Lies	51	Encadrement personnalisé par l'ADEM	8259	Sven Clement	66
Fermeture des routes à la circulation dans le cadre des chasses en battue	8205	Guy Arendt, Gusty Graas	51	Crédits-relais immobiliers	8260	Laurent Mosar, Gilles Roth	67
Agriculture biologique	8208	Marc Goergen	51	Présence du loup au Luxembourg	8261	Diane Adehm	67
Regroupement familial	8216	Sven Clement	51	Concept du « Housing First »	8262	Djuna Bernard, François Benoy	68
Projet Expertisa	8223	Octavie Modert	52	Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité	8263	Myriam Cecchetti	69
Connexion entre le Holleschbiert et Howald	8224	Claude Lamberty	52	Biocarburants de deuxième génération	8264	Marc Goergen	69
Travailleurs saisonniers	8225	André Bauler	53	Indemnisation des pompiers volontaires	8265	Marc Goergen	69
Viande de cheval	8226	Marc Goergen	53	École privée à Medernach	8266	Martine Hansen	70
Encadrement personnalisé par l'ADEM	8227	Sven Clement	53	Centre de primo-accueil	8267	Sven Clement	70
Viande de gibier	8228	Sven Clement	54	Location d'un appartement au Trump Tower à New York par l'État luxembourgeois	8268	Sven Clement	71
Comité interministériel pour une meilleure qualité de l'air	8229	Sven Clement	54	Déclaration d'une indemnité de volontariat dans le cadre d'une demande d'allocation de vie chère	8269	Fred Keup	71
Pension des anciens prisonniers	8230	Marc Spautz	55	Déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle	8270	Diane Adehm	71
Achat rétroactif de périodes d'assurance	8231	Léon Gloden	55	Flambée des prix pétroliers	8271	André Bauler	72
Domaine thermal à Mondorf-les-Bains	8232	Jeff Engelen	55	Modèle espagnol de lutte contre les violences conjugales	8272	Nathalie Oberweis	72
Élargissement de l'A3	8233	Gusty Graas	56	Situation financière des victimes de violence domestique au Luxembourg	8273	Nathalie Oberweis	73
Modifications au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières	8235	Marc Spautz	56	Violences économiques et financières subies par les victimes de violence domestique	8274	Nathalie Oberweis	73
Limitation de vitesse dans le tunnel « Gousselerbiert » lors du chantier	8236	André Bauler	57	Statistiques concernant le divorce, le féminicide et le récidivisme dans le contexte de violence domestique	8275	Nathalie Oberweis	74
Loi sur le bail à usage d'habitation	8237	Yves Cruchten	57	Interventions et plaintes policières en matière de violence domestique	8276	Nathalie Oberweis	75
Hausse du nombre d'infections Covid-19	8238	Cécile Hemmen	58	Violence judiciaire	8277	Nathalie Oberweis	75
Augmentation du prix de vente des carburants	8239	Gilles Roth	58	Effectif de la Police grand-ducale	8278	Laurent Mosar, Léon Gloden	80
Départs volontaires dans la Police grand-ducale	8240	Marc Goergen	59	Hausse des importations de GNL russe	8279	Laurent Mosar, Paul Galles	80
Inhibiteurs de la pompe à protons (IPP)	8241	Gusty Graas	59	Compensation de l'index	8280	Marc Goergen	80
Fuite de données de clients Luxair	8243	Diane Adehm, Laurent Mosar	59	Bilan du secteur de l'espace	8281	Laurent Mosar, Diane Adehm	81
Maison de répit pour jeunes au Luxembourg	8244	André Bauler, Gilles Baum	60	Service médico-sportif	8282	Laurent Mosar, Georges Mischo, Nancy Arendt épouse Kemp	81
Offre publique du LNS	8245	Diane Adehm	60	Projet « Megaverse »	8286	Sven Clement	82
Réforme du service « Adapto »	8247	Fernand Kartheiser	60	Traitement par l'ITM des dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes	8289	Myriam Cecchetti	82
Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8248	Léon Gloden, Laurent Mosar	61				
Pratiques douteuses au commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8249	Marc Goergen	62				
Agréments pour gérer des logements thérapeutiques	8250	Gusty Graas, Gilles Baum	62				
Campagne de maintenance et de nettoyage des tunnels autoroutiers	8251	Diane Adehm, Martine Hansen	62				
Prix du permis de conduire	8252	Nancy Arendt épouse Kemp	62				



Attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes	8290	Gusty Graas	83	Impact d'un jugement de la Cour administrative concernant les PAG	8310	Fred Keup	90
Recrutement d'infirmières au Ministère de la Santé	8291	Roy Reding	83	Évaluation du cours « Vie et société »	8311	Fernand Kartheiser	91
Habilitation de sécurité	8292	Fernand Kartheiser	84	Éducation à la sexualité	8312	Fernand Kartheiser	91
Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction	8293	Sven Clement, Marc Goergen	84	Congé pour raisons familiales	8314	Max Hengel	92
Maladies de l'amiante	8294	Marc Spautz	85	Centre de primo-accueil	8315	Paul Galles	92
Conséquences de la restructuration de Goodyear	8295	Martine Hansen, Marc Spautz	85	Expériences suite à l'introduction de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions	8316	Fernand Kartheiser	93
Consommation énergétique des bâtiments étatiques	8296	Elisabeth Margue	86	Grève chez Cargolux	8317	Myriam Cecchetti	93
Rénovation du domaine thermal à Mondorf	8298	Jeff Engelen	86	Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports	8318	Jeff Engelen	93
Problème concernant l'horaire des lignes RGTR 131 et 146	8299	Martine Hansen	87	Rupture de stock du cannabis médical	8319	Sven Clement	94
Incapacité de prise en charge de nouveaux patients	8300	Gusty Graas	87	Voyager avec du cannabis médical	8320	Sven Clement	94
Calibrage des radars mobiles en cas de pluie	8301	Marc Goergen	87	Reconnaissance du diplôme de l'École nationale de la météorologie de Toulouse	8321	Martine Hansen	94
Problème avec les bornes de recharge « Chargy »	8302	Gusty Graas	88	Aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye	8322	Laurent Mosar	95
Prise de rendez-vous au service de gastro-entérologie du Centre hospitalier de Luxembourg	8303	Diane Adehm	88	Réglementation au sujet de la conservation des cendres d'un défunt	8324	Marc Goergen	95
Suppression de la ligne RGTR 179	8304	Martine Hansen, Emile Eicher	88	Ligne de bus RGTR 305 Luxembourg-Saarburg	8327	Jeff Engelen	95
Prise de rendez-vous au département de cardiologie du Centre hospitalier de Luxembourg	8305	Jeff Engelen	89	Mobibus	8328	Paul Galles	96
Déclaration de postes vacants auprès de l'ADEM	8306	Marc Goergen	89	SMA (Service moyens accessoires)	8329	Fernand Kartheiser	96
Aides pour les propriétaires forestiers	8307	Martine Hansen	89	Pénurie d'antibiotiques	8330	Gilles Baum, Gusty Graas	97
Durée des incapacités de travail	8308	Sven Clement	90	Droits de cabaretage	8332	Marc Goergen	97
Projet de construction d'un hélicoptère privé à Urspelt/Clervaux	8309	Stéphanie Empain, Jessie Thill	90	Accès aux mines	8335	Georges Mischo	98
				Système de facturation électronique Peppol	8336	Jean-Paul Schaaf	98
				Enfants ukrainiens déportés en Russie	8337	Claude Wiseler	99

Fermeture de BSH Luxembourg | Question 8127 (05/07/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Le groupe Siemens a annoncé le 3 juillet 2023 sa décision de mettre un terme aux activités de BSH Luxembourg SA. Cette décision fait suite aux résultats en recul pour l'année 2023. D'après un communiqué du syndicat OGB-L, la décision de fermer la filiale luxembourgeoise est « surprenante », puisque « la société BSH Luxembourg SA est une entreprise qui s'est avérée pérenne dans le temps et qui dispose par ailleurs d'une très bonne convention collective de travail. Au cours des dernières années, l'entreprise a affiché de très bons chiffres au Luxembourg et a même fait des résultats records lors de la pandémie de Covid. L'entreprise venait même d'ouvrir une boutique au cœur de la capitale, pour se rendre plus accessible et accroître sa notoriété. »

Cette annonce va entraîner une série de licenciements ; environ 50 salariés seraient concernés par cette fermeture des activités.

Dans ce contexte, je voudrais poser ces questions à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Est-ce que le Gouvernement est informé de la situation au sein de la société BSH Luxembourg SA ? Comment évalue-t-il la situation ?

– Que compte faire le Gouvernement pour venir en aide aux 50 salariés concernés par cette fermeture des

activités, surtout dans la mesure où la conjoncture actuelle rend la recherche d'un nouveau travail plus difficile et incertaine ?

Réponse (29/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Par le biais du Comité de conjoncture, il est assuré que le Ministre de l'Économie et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire sont informés de telles situations.

La fermeture de l'entité luxembourgeoise du Service après-vente des articles ménagers de l'entreprise Bosch Siemens Services, appartenant à 100 % au Groupe Bosch mais assurant le service après-vente des produits Siemens, Bosch, Neff et Gaggenau, est due à la décision de l'entreprise d'assurer dorénavant ce service via l'Allemagne pour des raisons de rationalisation et de réduction de coûts, ceci dans le contexte général de la baisse de ventes au niveau européen.

L'ADEM accompagne toutes les personnes à la recherche d'un nouvel emploi et les conseille dans leur recherche, tout en proposant des services et un encadrement adapté à leurs besoins.

Ainsi, une délégation de l'ADEM s'est rendue en date du 24 juillet 2023 dans les locaux de l'entreprise BSH pour informer les salariés sur les modalités d'inscription à l'ADEM ainsi que sur les conditions des différentes aides et mesures en faveur de l'emploi.

Le 26 juillet 2023, une séance d'information sur la rédaction d'un CV a été organisée sur place, sur demande de BSH, par l'ADEM pour les salariés de BSH.

Mobbing dans les écoles | Question 8137 (10/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

An de Lëtzebuerger Schoule kënn et ëmmer nees zu Fäll vu Mobbing. Mengen Informatiounen no huet rezent d'Elterevereenegung vun engem Lycée sech souwuel un d'Direktioun wéi och un de Ministère gewannt, wéinst engem Fall vu Mobbing vun engem Enseignant vis-à-vis vu Schüler.

Vum Ministère selwer krut d'Elterevereenegung bis elo nach keng Réckmeldung, dofir awer vun der Direktioun: Hir wieren a sou Fäll d'Hänn gebonnen, heescht et. Et gött op de Ministère verweisen, deen der Direktioun géif soen, déi betreffen – manerjärege – Schüler missten alleguer eng „attestation sur l'honneur“ ausfüllen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Ass dem Här Minister de beschriwwene Fall bekannt?

– Wa jo, wéi huet hie reagiert respektiv wéi gedenkt hien ze reagieren?

– Kann hie confirméieren, dass vun de betraffene Schüler eng „attestation sur l'honneur“ verlaangt gött?

2. Ganz allgemeng, wéi eng Méiglechkeeten an Instrumenter hunn déi ëffentlech Schoulen, fir op Mobbing-Attacken op Schüler, déi vun Enseignanten ausginn, ze reagéieren?

3. Wéi eng Roll wäert den „Child Protection Officer“, dee vun der Rentrée un an de Schoulen zum Asaz soll kommen, bei Mobbing-Attacke vun Enseignanten op Schüler spillen a wéi wäit geet säin Handlungsspillraum?

Réponse (29/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Ech bieden ëm Versteesdemech, datt de Ministère net kann zu Eenzelfäll Stellung bezéien. Am Allgemenge sief awer gesot, datt Virwërf, déi engem Beamten oder engem Employé vum Staat am Kader vun enger disziplinarescher Prozedur gemaach ginn, duerch präzis Fakte mussen beluecht sinn. Dës kënnen zum Beispill och Aussoe vu Concernéierten sinn, déi eng sougenannten „attestation testimoniale“ maachen. Wann et sech dobäi ëm Mannerjäreger handelt, ginn dës vun hiren Eltere begleet an assistéiert.

Am Fall, op deem déi honorabel Deputéiert sech bezieht, hunn d'Vertrieder vun den Eltere bei Geleeënheet vun enger rezenten Entrevue déi uewe genannten Informations an Explicatiounen kritt.

ad 2. Wann et zu Mobbingfäll kënnert, sou spillen déi gesetzlech verankert disziplinaresch a stroferechtlech Prozeduren.

ad 3. Nom modifizéierte Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwert d'Organisation vun de Lycéeën huet den Délégué à la protection des élèves (DPE) – deen oder déi innerhalb vum Personal vun de SePAS oder den SSE designéiert ginn – den Opdrag, als Referenzpersoun fir d'Fachleit vun de Lycéeën souwéi och fir d'Schüler, déi Affer oder Zeie vun enger Gewaltsituatioun gi sinn, ze fungéieren.

Den DPE huet laut Gesetz déi folgend Aufgaben:

1° de Schutz vun de Rechter vum Schüler an d'Preventioun vun all Form vu Mëssbrauch ze fërderen;
2° déi éischt Ulafstell ze si fir Berodung an Ënnerstëtzung vun der ganzer Schoulgemeinschaft an den Elteren, mam Zil fir d'Schüler virun all Form vu Mëssbrauch ze schützen;
3° all Fachleit aus der Schoulgemeinschaft ze informéieren an ze beroden, wéi ee mat Informatiounen a Situatiounen ëmgeet, déi d'Wuelbefannen oder d'Rechter vun de Schüler a Gefor bréngen, souwéi och am Kontext vun der Transmissioun vun dësen Informatiounen un d'Justizautoritéiten;
4° den Acteuren aus der Schoul déi néideg Konzepter a Weiderbildungen zur Verfügung ze stellen.

D'Funktoun vum DPE ass eng Funktioun, déi d'Expertis an d'Aufgabe vum psychosoziale Personal am Beräich vum Afferschutz formaliséiert a méi siichtbar mécht fir d'Acteuren aus der Schoul.

D'Funktionsbeschreiwung vum DPE, déi ab der Rentrée 2023/2024 wäert a Kraaft treden, beschreift déi divers Aufgabe vum DPE am Kontext vun enger „wholeschool approach“, déi vum DPE initiiert, ënnerstëtzt, entwéckelt an ëmgesat gëtt, sief et an der Ënnerstëtzung vum Jonken a senger Famill, an der Entwécklung vun der interner Zesummenaarbecht am Lycée, an der Zesummenaarbecht mat de Famillje souwéi och an der Qualitéitsentwécklung vun der psychosozialer an der pädagogescher Praxis.

Am Fall vun enger Plainte an/oder engem Signalement, informéiert den DPE d'Affer a seng Famill iwwer hir Rechter an de Verlaf vun der Prozedur a begleet se wann néideg. Op Basis vun enger

gemeinsamer Aschätzung am multidisziplinären Team ënnerstëtzt den DPE all Etapp vun der Interventioun. Hien ass och zoustänneg, fir präventiv eng „culture de bientraitance“ am Lycée anzeféieren, ënner anerem mat Hëllef vun engem Verhalenskodex bezüglech der Protektioun vun de Schüler. Am Dialog mat de Familljen an an Zesummenaarbecht mam Elterecomité wäerten hir Besoinen zum Thema „bientraitance“ erfaasst an a Betruecht gezu ginn.

Well et d'Zil ass, d'Affer ze ënnerstëtzen a seng Rechter ze schützen, ginn all Situatiounen, egal ob d'Iwwergrëff baussent oder bannent der Schoul geschitt sinn, an och onofhängeg vun der Funktioun vum Auteur (Schüler, Enseignant oder Member vum Personal vum Lycée), individuell an un d'Situatioun ugepasst behandelt.

Fonctionnarisation des chargés de l'enseignement national | Question 8142 (11/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Déi national Vereenegung vun de Chargéen (Association des chargés de l'enseignement national ASBL – ACEN) huet dëser Deeg op d'Aarbechtskonditiounen vun hire Memberen higewisen. Dobäi gouf ënner anerem Kritik un de Modalitéiten vun der Méiglechkeet vun der Fonctionnarisation ausgedréckt.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wat geschitt am Kader vun der Fonctionnarisation mat deene Chargéen, déi den „examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant“ inklusiv Legislatiounsexamen zwar gepackt, sech awer net „en rang utile“ klasséiert haten? Kréie si de bestanene Concours unerkannt?
– Wa jo, a wéi enger Form gëtt de bestanene Concours unerkannt?
– Wann net, firwat net?

2. Wat geschitt am Kader vun der Fonctionnarisation mat deene Chargéen, déi virun hirem Wiessel an den Enseignement an engem aneren Domaine an der Fonction publique geschafft hunn? Kréie si deen Deel vun hirer beruflecher Karriär unerkannt?
– Wa jo, a wéi enger Form?
– Wann net, firwat net?

Réponse (29/08/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et sief fir d'alleréischt ervirzehiewen, datt et zwee Cas-de-figuré gëtt, déi net solle matenee vermëscht ginn: engersäits den Examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant an anerersäits den Examen de fin de stage.

ad 1. Vu datt et sech beim Examen-concours en vue de l'admission au stage d'enseignant ëm e Concours handelt, bei deem all Sessioun eng Clôture huet, muss eng Persoun, ob Chargé d'enseignement/Chargé de cours oder net, déi sech net „en rang utile“ klasséiert huet an Enseignant-fonctionnaire wëll ginn, sech dem Concours op an Neits stellen. Et sief bemierkt, datt dee Concours kee Legislatiounsexame virgesäit.

En vue vun der Fonctionnarisation stellen d'Kandidaten sech dem Examen de fin de stage an net dem uewe genannte Concours. Et handelt sech dobäi ëm een anere Genre vun Epreuves; deemno kënnen d'Resultater vun Epreuve vum Concours och net am Kader vun der Fonctionnarisation unerkannt ginn. An deem Sënn gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 30. Juli 2015 (Loi modifiée du 30 juillet portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale), wat d'Fonctionnarisation fir d'Agenten aus dem Sous-groupe

Enseignement reegelt, och keng Dispens fir de Legislatiounsexame vir.

ad 2. Chargéen, déi sech der Fonctionnarisationsprozedur stellen, müssen ënnert anerem 15 Joer Déngscht als Employé de l'État virweise kënnen, sou wéi de Statut vum Fonctionnaire et a sengem Artikel 80 virgesäit. Hei gi souwuel Contrats à durée déterminée (CDD) wéi och Contrats à durée indéterminée (CDI), onofhängeg vum Sous-groupe oder dem Domaine, mat considéiert, soulaang et keng Ënnerbriechung tëscht den eenzelne Kontrakter gëtt.

D'Astufung vum fonctionariséierten Employé a puncto Carrière gëtt vum Artikel 80 vum modifizéierte Gesetz vum 16. Abrëll 1979 (Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) gereegelt.

Rénovation de la plage d'Insenborn au lieu-dit « an der Bäech » | Question 8183 (26/07/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

D'Ënsber Plage um Stauséi, méi genee de Lieu-dit „an der Bäech“ soll eisen Informatiounen no neigemaach ginn. Bei dësem Projet gëtt et eng Rei Onkloerheeten, wat den Zougang op dëse Site ubelaangt. De Site garantéiert momentan den Zougang zum Solarboot an och e barrièrefräien, befestegten Zougang zum Waasser. Fir vill Leit mat enger Gehbehënnerung ass schwammen eng onersetzlech sportlech Aktivitéit, déi si maache kënnen, awer nëmme wann den Zougang zum Waasser befestegt an och barrièrefräi méiglech ass.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Tourismus stellen:

1. Ass e befestegten a barrièrefräien Zougang op dës Plage virgesinn?
2. Wa jo, wéi gëtt dësen assuréiert?
3. Wann nee, firwat net?
4. Fält dësen neien Amenagement vum Site ënnert d'Kompetenz vum Service national de la sécurité dans la fonction publique, vu d'Presenz vum Accès zum Solarboot?

Réponse (28/08/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre du Tourisme | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Projet vum Reamenagement vun den Uferen zu Ënsber gesäit vir, de bestoenden Zougang zum Stauséi duerch ee befestegten an zum Deel barrièrefräien Amenagement ze verbessern.

ad 2. D'Amenagement, déi virgesi sinn, ëmfaassen d'Hierstelle vu befestegte quasi horizontale Palieren, déi sech progressiv dem Niveau vum Stauséi upassen a jee no „Stauhaltung“ vun de Leit benotzt kënnen ginn.

Zousätzlech wäert och am ieweschten Deel vum Projet eng barrièrefräi Plattform mat direktem Zougang op d'Ramp, déi bei d'Solarboot féiert, geschafft ginn.

ad 4. Dësen neien Amenagement fält ënnert d'Kompetenz vun der Stroossebauverwaltung.

Enquête climat interne auprès de POST Luxembourg | Question 8200 (01/08/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Dans sa newsletter de juillet 2023 le président du Syndicat des P&T renvoie sur une enquête climat interne 2023 qui a été réalisée auprès de POST Luxembourg. D'après ces assertions « les résultats sont sans

aucun doute catastrophiques et nécessitent des mesures urgentes ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les résultats de cette enquête ?

– Dans l'affirmative, quelles mesures devraient être prises afin de donner suite à cette enquête ?

Réponse (29/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

POST Luxembourg réalise à intervalles réguliers des enquêtes sur le climat interne. L'entreprise précise que l'analyse des résultats lui permet de rester régulièrement informée sur le ressenti de ses salariés et de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposeraient. Le format des questions posées assure la comparabilité des résultats dans le temps.

Concernant les résultats de l'enquête « climat interne 2023 », publiés sur le site Intranet de POST Luxembourg, sur l'ensemble des questions posées, 63 % des employés sont satisfaits ou très satisfaits, en outre 69 % des collaborateurs sont fiers de travailler pour l'entreprise POST.

Les résultats de l'enquête mentionnée ont été soulevés lors de la dernière réunion du conseil d'administration de POST Luxembourg en juillet. La direction générale, sur base d'une analyse détaillée des réponses, a indiqué qu'elle mettra sur pied, comme par le passé et en concertation avec les représentants du personnel, un plan d'action sur les points où cela s'avérerait nécessaire.

Enquête de l'Autorité de la concurrence | Question 8202 (03/08/2023) de Mme Elisabeth Margue | M. Marc Lies (CSV)

Kierzlech huet déi Lëtzebuergesch Konkurrenzautoritéit eng Enquête iwwert de Wunnengsmaart publizéiert, wou den Immobiliensektor analyséiert ginn ass. Sou ass ënnert anerem gekuckt ginn, ob d'Promoteure respektiv bei der Promotion immobilière wei och beim Bau an der Commercialisatioun d'Reegele vum Marché respektéiert gi sinn. An dësem Kontext huet d'Konkurrenzautoritéit Constaten a Recommandatiounen formuléiert, déi fir vill Diskussiounen a Reaktiounen am Sektour gesuergt hunn an op déi och vusäit vum Ministère aus a Form vun enger Stellungnam reagéiert ginn ass.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Ass déi Enquête vun der Lëtzebuergesch Konkurrenzautoritéit iwwert den Immobiliensektor representativ?

– Wéi sinn déi Betriber selektionéiert ginn, déi ugeschriwwen gi sinn? Ass en Ënnerschied gemaach ginn tëscht Bau-Enterprises a Promoteurs immobiliers respektiv den Enterprises, déi a béiden Domainen aktiv sinn?

– Mécht d'Enquête kloer genuch den Ënnerschied tëscht de verschiddenen Acteuren?

– Wéi eng Froe sinn de Betriber gestallt ginn iwwer Salaireskäschten?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Konkurrenzautoritéit genuch Fakten hat, fir zur Conclusioun ze kommen: „[...] et ass net ausgeschloss, dass eng Concertatioun besteet“, oder handelt et sech bis lo just ëm Hypothesen opgrond vum Constat, dass d'Salaren niddreg sinn?

– Misst d'Autorité de la concurrence net eng Instruktioun maachen, wann se e konkreete Verdacht huet? Wäre et net méi sënnavoll gewiescht, Conclusiounen eréischt no enger Instruktioun ze zéien?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass de Sozialdialog am Sektour immobilier funktionéiert?

– Wéini krut den Här Här Minister d'Resultater vun der Enquête presentéiert?

Réponse (29/08/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

D'Regierung äussert sech net iwwert d'Methodologie oder déi genee Konditiounen, op Basis vun deenen dës – oder aner – sektoriell Enquête vun der Konkurrenzautoritéit duerchgefouert ginn. Déi Aarbechte ginn onofhängeg a vertraulich vun der Konkurrenzautoritéit gemaach. De Wirtschaftsminister war also zu kengem Ament an dës Enquête implizéiert. D'Regierung huet weeder dës, nach aner Enquête vun der Konkurrenzautoritéit, jeemoools an Optrag ginn.

Déi um Internetsite vun der Konkurrenzautoritéit verëffentlecht Dokumenter enthalen awer detailléiert Informatiounen an Erklärungen, wéi d'Konkurrenzautoritéit bei hirer Enquête iwwert den Immobiliensektor virgaangen ass: <https://concurrence.public.lu/fr/avis-enquetes/enquetes/2023/immobilier-residentiel.html>.

D'Konkurrenzautoritéit ass eng onofhängeg Autoritéit, déi nieft anere Missiounen zoustänneg ass fir d'Uwende vum Konkurrenzrecht zu Lëtzebuerg. Duerch d'Gesetz vum 30. November 2022, dat déi europäesch Direktiv 2019/1 an nationaalt Recht ëmgesat huet, ass d'Onofhängegkeet vun der Konkurrenzautoritéit weider gestärkt ginn: Aus enger Administratioun, dem fréiere „Conseil de la concurrence“, gouf en Établissement public.

Am Kader vun hire Missiounen kann d'Konkurrenzautoritéit sech selwer befaassen, fir Enquêtes a bestëmmte Sektoren ze realiséieren, wou de Fonctionnement vun der Konkurrenzbestëmmungen analyséiert gëtt. Déi vun den Deputéierten ugeschwate sektoriell Enquête iwwer den Immobiliensektor, déi am Juli 2023 verëffentlecht gouf, ass d'Resultat vun esou enger Analys.

Dës Aarbecht ass eng Suite vun der „Enquête sectorielle dans le secteur de la construction et des marchés publics“, déi schon am Oktober 2021 vun der Konkurrenzautoritéit verëffentlecht gouf. D'Enquête „Immobilier résidentiel“ ass also keng nei Initiativ vun der Konkurrenzautoritéit, mee souzeseen de Suivi respektiv den zweeten Deel vun enger Analys, déi zanter e puer Joer amgaang ass.

Wat de Sozialdialog am Immobiliensektor an doriwwer eraus am Generellen ugeet, esou ass sécher gestallt, dass dës funktionéiert, ënnert anerem iwwert déi regelméisseg Echanges tëscht de Sozialpartner an der Regierung am Kader vum Comité de conjoncture.

Fermeture des routes à la circulation dans le cadre des chasses en battue | Question 8205 (03/08/2023) de M. Guy Arendt | M. Gusti Graas (DP)

Et ass eis zu Ouere komm, dass verschidde Jeeër der Meenung sinn, dass d'Vitess op de Stroosse während den Dréckjuegte soll kënne verflüchtend reduzéiert ginn. Et ka jo mol virkommen, dass Wëld während der Dréckjuegd z. B. op eng ëffentlech Strooss oder eng Autobunn flücht. D'Zil wier ze verhënneren, dass Automobilisten oder Kläpper duerch schwéier, oder souguer déidlech, Accidenter zu Schued kommen.

An deem Kontext wollte mer den Här Mobilitéitsminister Folgendes froen:

1. Gëtt et eng Statistik iwwer Accidenter, déi am virgenannten Zesummenhang stattfonnt hunn?

2. Besti momentan Pläng, fir eng Vitessreduktioun op de Stroosse bei enger Dréckjuegd anzeféieren?

Réponse (29/08/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et gi keng Statistike vu menge Servicer an deem Kontext gefouert.

ad 2. Op de Staatsstroosse gëllt allgemeng Folgendes:

Fir Klappjuegte ginn op Basis vun enger Permission de voirie Warnschëlde (A,14 „indication de l'approche d'un tronçon de voie publique où existe un risque que des animaux traversent la chaussée“ oder A,21 „indication de l'approche d'un tronçon de voie publique qui comporte ou peut comporter un danger autre que ceux indiqués par les autres signaux d'avertissement de danger“) mam Zousaz „ATTENTION BATTUE“ op de betreffenen Ofschnëtter opgestallt.

Dës Schëlde gi vun de Jeeër selwer matzäit opgestallt an de selwechten Dag och erëm ewechgeholl.

Eng zousätzlech Reduktioun vun der maximal erlaabter Geschwindegkeet, déi iwwert e Règlement ministériel de circulation misst ugefrot a geneemegt ginn, ass net virgesinn.

Konform zum Code de la route, kënnen Verbuets- respektiv Gebotsschëlde op de Staatsstroossen och nëmmen duerch d'Stroossebauverwaltung opgestallt ginn. Op de Gemengestroosse kann dës just duerch déi zoustänneg Gemeng realiséiert ginn.

Fir d'Automobilisten besser ze sensibiliséieren an op méiglech Risiken duerch d'Klappjuegd hinzewiesen, ass et allerdéngs duerchaus denkbar, duerch spezifesch Schëlde besonnesch op déi ausgeschëlde Gefor (A,14 oder A,21) hinzewiesen, fir datt d'Automobilisten hiert Fuerverhalen an och hir Geschwindegkeet der Gefor entspreche upassen an esou de Risiko vun engem Accident reduzéiert gëtt. Dës Moossnam ass och schon an der Vergaangenheet mat Verrieder vun der Juegd ugeschwat ginn.

Agriculture biologique | Question 8208 (04/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verflücht, bis 2025 minimum 20 % vun der landwirtschaftlecher Uewerfläch fir biologesch Landwirtschaft ze benotzen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent Uewerfläch gouf 2018 fir biologesch Landwirtschaft benotzt?

2. Wéi vill Prozent Uewerfläch gëtt haut fir biologesch Landwirtschaft benotzt?

Réponse (28/08/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Stand Enn Oktober 2018 si 4,55 % vun der nationaler SAU (surface agricole utile) fir zertifizéiert Biolandwirtschaft genotzt ginn.

ad 2. Stand Enn Juli 2023 si 6,94 % vun der nationaler SAU fir zertifizéiert Biolandwirtschaft genotzt ginn.

Regroupement familial | Question 8216 (07/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass Persounen, déi am Kader vun engem Regroupement familial op Lëtzebuerg

komme sollen, fir d'Arees een „titre de voyage valide“ gefrot ginn, dëst och a Fäll, wou si schonn d'Recht op Asyl an engem anere Land zougesprach kritt hunn. Ouni de gültege Pass gëtt d'Demande an deem Fall da mengen Informatiounen no net traitéiert.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Immigration an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi ginn Demandé fir ee Regroupement traitéiert, wann de Familljemember vum Regroupant schonn Asyl an engem anere Land zougesprach kritt huet?

2. Wéi eng Dokumenter ginn hei gefrot?

3. Wéi gëtt mat Fäll ëmgaangen, wou kloer ass, dass d'Familljemembere kee Pass kënnen bei den Autoritéite vun hirem Hierkonftsland froen?

Réponse (28/08/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Allgemeng gëllt nom Artikel 34 vum Immigrationsgesetz vum 29. August 2008, datt en Drëttsaatler, deem a Lëtzebuerg areese wëll, am Besët vum engem valabele Reesdokument muss sinn.

Déi Reegel gëllt och fir en Drëttsaatler, deem am Kader vun enger Demande fir e Regroupement familial bei e Familljemember op Lëtzebuerg komme wëll, egal ob en sech am oder ausserhalb vum Schengen-Raum befënnt. En Drëttsaatler, dee vun engem Memberstaat internationale Schutz uerkannt krut, ass deementsprechend am Besët vum engem Reesdokument, deem dat Land ausgestellt huet, wéi zum Beispill e Flüchtlingsspass (titre de voyage pour réfugiés).

All Drëttsaatler muss seng Demande fir e Regroupement familial ausserhalb vu Lëtzebuerg maachen an därer och just a Lëtzebuerg areesen, wann déi Demande, duerch d'Ausstellung vun enger Autorisation de séjour temporaire, accordéiert gouf. Wann den Drëttsaatler visaflichteg ass, muss mat där Autorisation e Visa ugefrot ginn, fir kënnen an de Schengen-Raum anzereisen.

Wéi eng Dokumenter am Kader vun enger Demande fir e Regroupement familial gefrot ginn, hänkt vun der familiärer Bindung of. Op alle Fall muss d'Identitéit vun der Persoun, déi wëll op Lëtzebuerg kommen, an d'familiär Bindung mat der Persoun, déi schonn am Land ass, bewise sinn. Et gëtt keen Ennerscheid gemaach, ob déi Persoun sech nach am Hierkonftsland, a soss engem Drëttsaat oder an engem Memberstaat befënnt a wat fir ee Statut um Niveau vun der Immigration déi Persoun an deem Land huet.

All Demande gëtt traitéiert; wann nach Dokumenter feelen, ginn déi nogefrot.

Wann all d'Konditiounen vum Regroupement familial erfëllt sinn, an d'Identitéit vum Concernéierte gekläert ass, d'Persoun awer net am Besët vum engem valabele Reesdokument ass an och kee vu sengen nationalen Autoritéite kréie kann, gëtt d'Autorisation de séjour temporaire ausnahmsweis awer ausgestellt. Deemo a wat fir engem Land d'Persoun sech befënnt, kann entweder en Emergency travel document bei den Autoritéite vum Land, wou si sech befënnt, ugefrot ginn. Als Alternativ kann e Laissez-passer vun der kompetenter Lëtzeburger Ambassador oder enger Verriedung ausgestellt ginn. Mat deem Dokument, an dem eventuelle Visa, kann d'Persoun dann op Lëtzebuerg reesen.

Projet Expertisa | Question **8223** (09/08/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Le CID Fraen an Gender a annoncé récemment la fin du projet Expertisa, une base de données recensant des femmes expertes de différents domaines

professionnels pour participer à des interviews, conférences et débats.

L'origine de cette base de données remonte à 2010 : le premier « Projet mondial de monitoring des médias » (« Global Media Monitoring Project », GMMP), auquel le Luxembourg avait participé, avait montré une représentation des femmes à moins de 20 % dans les informations au Luxembourg. Un résultat très faible – et qui a conduit en 2013 à la mise en ligne de ce répertoire d'expertes disponibles pour participer à des interviews, conférences et débats et ainsi valoriser leur expertise en augmentant leur visibilité dans l'espace public. L'idée était donc de fournir un outil à disposition de toute personne – journaliste, mais aussi organisateur de manifestations – qui serait à la recherche d'une femme possédant une expertise particulière.

Le projet Expertisa était porté par le Cid-femmes et le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL), et financé par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Comment est-ce que le Gouvernement explique la fin du projet Expertisa ? Quelle est son évaluation de la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement a cherché à empêcher la clôture de ce projet ?

– Parmi les raisons évoquées dans le communiqué pour expliquer la fin de la base de données et du site web Expertisa, on retrouve le « manque flagrant de personnel et d'heures de travail payées ». Comment le Gouvernement évalue-t-il cette analyse ?

• De quelle manière est-ce que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes s'est impliqué dans le projet Expertisa ?

• À combien s'élevait l'aide financière accordée ? Est-ce que le Gouvernement estime cette aide suffisante pour vaquer à la tâche prévue ?

– Par ailleurs, le communiqué mentionne « beaucoup d'obstacles lors de la mise en œuvre du projet », notamment en termes de gestion du contenu de la base de données, son développement et sa mise à jour. Est-ce que le Gouvernement était au courant des difficultés rencontrées ?

• Dans l'affirmative, quelles actions concrètes ont été effectuées pour apporter le soutien nécessaire au développement du projet ?

• Pourquoi est-ce que ces actions n'étaient pas suffisantes ?

– Si l'actuel Gouvernement ne voyait pas l'utilité d'une telle base de données en lui accordant un financement et un soutien insuffisants, n'aurait-il pas été judicieux de continuer à soutenir le projet au moins jusqu'à ce que le prochain Gouvernement puisse décider de son sort ?

– Est-ce que le Gouvernement estime que la visibilité des femmes dans les informations au Luxembourg a sensiblement augmenté ? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement voit un lien avec la mise en ligne de la base de données Expertisa ?

– Dans son communiqué, le Cid-femmes attire l'attention sur un projet alternatif, le « International Female Board Pool », dont l'objectif est « d'augmenter la part des femmes dans les conseils d'administration des institutions privées et publiques et des corps intermédiaires ». Comment est-ce que le Gouvernement évalue ce projet alternatif ?

Réponse (11/09/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Malgré les progrès considérables réalisés au Luxembourg au cours des dernières années en matière d'égalité, les femmes restent encore sous-représentées dans certains domaines de la vie et notamment dans les médias.

L'engagement du Gouvernement en vue d'une amélioration de cette situation est documentée à travers plusieurs mesures du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, à savoir :

- participation du Luxembourg au Global Media Monitoring Project ;
- rechercher une collaboration active avec les professionnels du secteur et notamment le Conseil de presse pour évaluer la situation et discuter des pistes d'amélioration ;
- rendre visibles les compétences des femmes dans la prise de décision.

En date du 4 octobre 2021, les résultats luxembourgeois de l'édition 2020 du Global Media Monitoring Program (GMMP) ont été présentés et n'ont pas affiché de progrès substantiels en la matière.

Vu le rôle essentiel joué par les médias sur les mentalités et la perception des genres dès le plus jeune âge, j'ai eu, en octobre 2021, un échange de vues avec des représentants du Conseil de presse pour, tout en respectant le principe de la liberté de la presse, leur rappeler leur responsabilité dans ce domaine et pour les inviter à s'associer activement aux objectifs du Gouvernement de transformer l'égalité de droit entre les femmes et les hommes en une réalité de fait vécue au quotidien.

Étant donné qu'un répertoire de femmes expertes dans des domaines très variés est certainement un élément précieux d'une stratégie visant à mettre en avant leurs compétences respectives des femmes, les gouvernements successifs ont soutenu, depuis sa création, la mise en place et la gestion du projet « Expertisa » par le Cid-femmes/CID Fraen an Gender et le Conseil national des femmes du Luxembourg.

C'est pourquoi, je ne peux que regretter la décision des initiatrices de mettre fin à ce projet. Je confirme que les ressources financières, liées intimement aux ressources humaines, attribuées au Cid-femmes/CID Fraen an Gender n'ont pas été réduites depuis la création d'Expertisa, mais ont fait l'objet d'augmentations régulières : le budget alloué au CID est ainsi passé de € 319.441 en 2011 à € 528.220 pour l'année 2023.

Le projet « Female Board Pool », auquel Madame la Députée se réfère, contient plus de 900 profils de femmes faisant preuve de compétences très variées et prêtes pour briguer un mandat au sein de conseils d'administration. Le projet est soutenu financièrement par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes avec un budget de € 18.150 pour l'année 2023.

Connexion entre le Holleschbiert et Howald | Question **8224** (10/08/2023) de **M. Claude Lamberty** (DP)

Duerch den Ausbau vun der Dénkschtbréck ënner der Autobunnsbréck „Pont Victor Bodson“ wier et méiglech, den Holleschbiert zu Hesper mam Houwald fir Foussgänger a Vëlofuerer ze verbannen. Laut engem rezenten Artikel an der geschriwwener Press gëif dës Iddi allerdéngs aktuell vum Mobilitéitsministère net a Betruecht gezu ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dëst confirméieren?
2. Wa jo, aus wéi enge Grënn gëtt dës Iddi vum Mobilitéitsministère am Moment net consideréiert?
3. Gëtt et vusäite vum Ministère alternativ Proposen, fir den Houwald mam Holleschbiere fir déi douce Mobilitéit ze verbannen?
4. Wann net, wéi géif en eventuelle Projet ausgesinn?

Réponse (26/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Déi aktuell Passerell ënnert dem Pont Victor Bodson ass eng Struktur, déi ausschliesslech drop ausgeluecht ass, fir Inspektiounen respektiv den Entretien vum der Bréck ze erméiglechen. Deemno ass déi disponibel Héicht duerch d'Struktur vum der Bréck op 1 bis 2 Meeter limitéiert.

D'Passerell ass also weeder fir eng Benetzung duerch de Foussgänger nach fir Vëlosfuerer gëeegent. Zousätzlech sief och drop higewisen, datt eng Benetzung (ausser fir Inspektiounen an den Entretien) vum dëser Struktur am Géigesaz zum Sécherheetskoncept vum der Bréck géif stoen.

ad 3. a 4. Aktuell gëtt keng direkt Verbindung tëscht dem Houwald an dem Holleschbiere studéiert. Ee Vëloswee, deen Houwald an Hesper laanscht d'Drosch matenee verbënnt, an zu Hesper och un d'PC1 uschlësst, ass aktuell an der Detailplanung. Den Holleschbiere kann an Zukunft iwwert ee kommunale Vëloswee vum der PC1 aus erreicht ginn.

Travailleurs saisonniers | Question **8225** (10/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass gewosst, datt et méi schwéier gëtt, fir Saisonsaarbechterinnen an -aarbechter ze fannen, déi am Déngscht vum der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Ubau bzw. der Recolte vu Geméis stinn. D'Betriber sinn dacks op Aarbechtskräften aus Drëttstaaten ugewisen, well et bannent der EU ëmmer méi schwéier gëtt, fir disponibel Leit ze fannen.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung souwéi den Här Aarbechtsminister Follgendes froen:

1. Kann den Här Landwirtschaftsminister iwwer déi spezifesch Situatioun bei der Saisonsaarbecht informéieren? Gëtt et do Zuelematerial? Wat fir eng Betriber hunn traditionell déi meeschte Schwierigkeiten?
2. Ass den Här Aarbechtsminister bereet, fir d'Prozeduren, déi d'Ustellung vu Saisonsaarbechter reegelen, ze vereinfachen – dat awer am volle Respekt vum eise nationalen Aarbechtsrecht?

Réponse (06/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. De Landwirtschaftsministère a seng Verwaltungen hu keen Zuelematerial. Saisonsaarbechter ginn haaptsächlech am Wäibau, Uebstbau a Gaardebau gebraucht. Also a Kulturen, wou vill Aarbechten net kënne mechaniséiert ginn, wéi beispillsweis d'Recolte vum Uebst a Geméis, d'Lies vum de Qualitéitswäiner, oder de Winterschnatt vum den Uebstbeem an de Riewen. Et handelt sech ëm punktuell Aarbechtsspëtz, déi déi betraffe Betriber dann ouni Saisonnière net gemeschert kréien.

Um Landwirtschaftsportal (<https://agriculture.public.lu>) si wichteg Informatiounen zu dësem Thema fir d'Betriber zesummegeallt.

ad 2. D'Veereinfachung vum de Prozeduren ass ëmmer e Sujet, dee wichteg ass. D'Simplification administrative dierf dobäi keen negativen Afloss op d'Rechter vum de Saisonsaarbechter, Aarbechter, déi sécherlech méi vulnerabel si wéi Salariéen an engem anere Statut, hunn. An deem Sënn huet den Institut viti-vinicole (IVV) zesumme mat der ITM och Informatiounsversammlungen organiséiert, fir datt d'Wënzer iwwert d'Prozeduren, déi d'Aarbechtsrecht betreffen, informéiert sinn. Zudeem gouf zesumme mat der ADEM en Jobday organiséiert, fir d'Vermëttlung vum Aarbechtssichenden u Wënzer- an Uebstbaubetriber ze ënnerstëtzen. Fir Saisonsaarbechter ass och d'Prozedur am Kader vum der Aarbechtsmedezinn vereinfacht ginn.

Viande de cheval | Question **8226** (10/08/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Obwuel Pärdsflesch sech hautdesdaags manner Beléiftheet erfreet, ass et a villen traditionelle Kichen nach ee Bestanddeel vum Menü, sief et als Bifdeck, a Form vu Wurscht, Roulade oder Sauerbraten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteng Entwécklung dës Froen stellen:

1. Wéi vill Tonne Pärdsflesch ginn all Joer op Lëtzebuerg importéiert? Wat sinn déi 3 Haaptimportlänner?
2. A wat fir Länner sinn dës Pärde opgewuesst?
3. Wéi vill Pärde ginn alljoers hei am Land geschluecht? Wéi ginn d'Schluechtungen hei kontrolléiert?

Réponse (08/09/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Wat den Import vu Pärdsflesch aus den EU-Länner betrëfft, huet de Landwirtschaftsministère keng Zuelen, vu dass hei de Prinzip vum der „libre circulation des marchandises“ besteet, an also och keng Kontrollen op de Grenze sinn.

Déi eenzeg Zuelen, iwwert déi de Ministère verfüegt, sinn d'Direktimporte aus Drëttlänner, déi iwwer Lëtzebuerg an d'EU komme via eise Cargoenter an och do vum de Beamte vum der Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmittelverwaltung (ALVA) kontrolléiert ginn.

No dëser Kontrolle kann dat Flesch fräi an der EU zirkuléieren.

Mir importéieren zimmlech all Woch Pärdsflesch aus Kanada.

D'Zuele vum Pärdsflesch, déi op eise Postes de contrôle frontalier déi lescht 3 Joer kontrolléiert goufen:

- 2020: 1.136.589,23 kg
- 2021: 721.863,25 kg
- 2022: 191.235,71 kg

All dat Flesch ass vum Cargoenter direkt a Betriber a Frankräich an an der Schwäiz transportéiert ginn.

De Konsumenteschutzministère ass de Moment amgaang ze analyséieren, wéi een en Observatoire de la consommation op d'Bee kéint stellen. D'Ëmsetze vum esou engem Observatoire géif et erlaben, fir méi Zuelematerial, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, am Konsumeräich ze kréien.

ad 2. Dat Flesch aus Kanada kënnt vu Pärde aus Kanada an aus den USA.

ad 3. D'Statistike vum deene leschte 6 Joer, déi och am Rapport annuel vum Ministère publizéiert sinn:

- 2017: 14
- 2018: 15
- 2019: 4
- 2020: 10
- 2021: 2
- 2022: 1

Dës Schluechtungen gi wéi all d'Schluechtungen vum aneren Déieren an eise Schluechthaiser vum de Veterinäre vum der Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmittelverwaltung systematesch kontrolléiert.

Encadrement personnalisé par l'ADEM | Question **8227** (10/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An hirem Programm vum 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, bei der ADEM d'Aféierung vum enger personaliséierter Betreierung fir Leit, déi op Sich no enger Aarbecht sinn, anzeféieren. Dës Form vu Betreierung soll der Diversitéit vum de Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, Rechnung droen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froen stellen:

1. Gouf déi ugekënnegt personaliséiert Betreierung bei der ADEM 2019 agefouert?
2. Wa jo, wéi gestalt sech déi eebe genannte Betreierung?
3. Wéi gëtt séchergestallt, dass de sozialen, ethneschen a reliéisen Hannergrond vum den Demandeurs d'emploi, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, bei der Sich no enger neier Aarbecht genügend respektéiert gëtt?

Réponse (17/08/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Et gëtt eng personaliséiert Betreierung vum der ADEM proposéiert. Dës gouf 2019 agefouert. Den Aarbechtsichende gëtt eng individuell Ënnerstëtzung offéiert, fir hir (Re)Integratioun an den Aarbechtsmaart ze vereinfachen.

D'Beroder vum der ADEM schaffen op Rendez-vous, fir qualitativ dee beschtméigleche Service unzibidden.

ad 2. All Aarbechtsichender sinn ënnerschiddlech, wat hir Kapazitéiten, hir Aptituden an hir Besoinen a puncto Accompagnement betrëfft. Wa si sech als aarbechtsichend bei der ADEM aschreiwten, gëtt e Profilage gemaach.

De Profilage ass e Prozess, mat deem d'ADEM d'Charakteristike vum den Aarbechtsichenden evaluéiert an analyséiert, fir si besser kennen anzuschätzen an hinnen eng personaliséiert Ënnerstëtzung bei hirer Aarbechtssich ze proposéieren. Dëse Prozess soll et erlaben, e „Portrait“ vum all Aarbechtsichenden ze erstellen, wou hir Kompetenzen, Berufserfahrung, Qualifikatiounen, Präferenzen, Uspréich a spezifesch Besoinen (a puncto Formatioun, Homologatioun vum den Diplomer, sozial Problemer, Gesondheetsproblemer asw.) festgestallt ginn. Aspekter wéi déi sexuell Orientatioun, d'Nationalitéit, d'Ethnie oder de Glawe gi bei deem Profilage net a Consideratioun geholl.

D'Resultat vum Profilage bestëmmt de spezifesch Besoin un Accompagnement, deen den Aarbechtsichende brauch.

Eng normal Begleedung gëtt deenen Aarbechtsichende proposéiert, déi „no“ beim Aarbechtsmaart sinn, also deenen, déi d'Kompetenzen an d'Qualifikatiounen hunn, déi den aktuelle Besoin vum Aarbechtsmaart entsprechen, mee déi eventuell nach e bëssen Hëllef brauchen, fir hir Chancen ze erhéien, eng Plaz ze fannen, déi hirem Profil entsprécht. D'Haaptzil vum normalen Encadrement ass, dësen

Aarbechtsichenden ze hëllef, dee leschte Schrëtt ze maachen, fir den Aarbechtsmaart ze (re)integrieren, andeems si eng personaliséiert Ënnerstützung proposéiert kréien (d'Ausschaffe vun engem CV oder engem Motivationsbréif, Formatiounen, Mesuren, Aarbechtsproposen asw.)

Eng intensiv Begleedung gëtt vu spezialiséierte Beroder proposéiert; dat sinn Assistants sociaux, Édicateurs gradués oder Aarbechtspsychologen. Si sollen hëllef, d'Hindernisser bei der Sich no Aarbecht „aus dem Wee ze raumen“. Déi Hindernisser kënnen ganz variéiert sinn an hänken vun der individueller Situatioun vum Aarbechtsichenden of. Dat kënnen Lücke bei der Kompetenze sinn, Sproochbarriären, Gesondheetsproblemer, sozial Problemer asw.

Dësen Typ vun Encadrement ka changéiere mat der Evolutioun vum Parcours vum Aarbechtsichenden.

De personaliséierte Werdegang/Parcours vum Aarbechtsichende gesäit och eng sougenannt „convention de collaboration“ vir, déi tëscht him an der ADEM ënnerschriwwen gëtt. Si leet d'Rechter an d'Flichte vum Aarbechtsichende vis-à-vis vun der ADEM fest.

Déi Konventioun ënnerläit de Bestëmmunge vum Artikel L. 521-9.(4) vum Aarbechtsgesetzbuch.

D'Konventioun gëtt den Aarbechtsichenden ënnert 30 Joer virum Oflaf vum 3. Mount vun hirer Aschreiwung proposéiert an deenen iwwert 30 Joer virum Oflaf vum 6. Mount.

En Aktiounsplang fir déi Leit, déi vun enger intensiver Begleedung profitéieren, gëtt der Konventioun bäigefügt. Dëse Plang, dee reegelméisseg à jour gesat gëtt, soll hëllef, d'Hindernisser, déi eng professionell Agiliderung verhénnen, opzehiewen. Dësen Aktiounsplang detailléiert all d'Aktiounen, déi d'ADEM dem Aarbechtsichenden an deem Sënn proposéiert.

D'ADEM suivéiert d'Evolutioun an d'Fortschrëtt vum Aarbechtsichenden an ajustéiert den Aktiounsplang och gegebenefalls.

ad 3. Et ass kloer, dass d'ADEM keng Diskriminatioun bei der Betreiwung vun den Aarbechtsichende mécht, weeder eng positiv nach eng negativ Diskriminatioun.

Laut der Verfassung, an notament dem Artikel 15, sinn all d'Lëtzebuerger gläich virum Gesetz an et kann och keen diskriminéiert gi wéinst senger perséinlechen Ëmstänn a senger Situatioun.

Wéi virdru beschriwwen, hëlt d'ADEM déi spezifesch Besoine vun de Leit a Betruecht wéi Sproochbarriären, Gesondheetsproblemer, sozial Problemer asw.

Aspekter wéi déi sexuell Orientatioun, d'Nationalitéit, d'Ethnie oder de Glawe gi bei deem Profilage net a Consideratioun geholl.

Viande de gibier | Question 8228 (10/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Handel feelt et u Kennzeechnunge fir Wëldprodukter. Esou léisst sech net ëmmer feststellen, aus wéi engem Land d'Wëldfleesch kënnt an ob et sech ëm fräi liewend Déieren oder Züchtunge gehandelt huet.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz, fir Landwirtschaft a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ginn hei zu Lëtzebuerg am Moment Wëldfleeschprodukte verkaaft, déi ee Label hunn?
 - Wa jo, wéi eng Label sinn dat?
 - Wa jo, wéi vill Prozent vun de Wëldprodukte hu schätzungsweis dës Labelen?

– Wann nee, sinn d'Ministère d'accord, dass hei ee Label muss kommen? Ass hei eppes Konkreetes virgesinn?

2. Gëllt eng Kennzeechnungspflicht fir Pärdsfleesch?

3. Wéi vill Wëldfleesch gëtt all Joer hei an d'Land importéiert? Wat sinn hei méiglech Grënn?

4. Wéi vill vum importéierte Wëldfleesch kënnt aus Gatterhaltung oder Züchtung?

Réponse (04/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Paulette Lenert, Ministere de la Protection des consommateurs

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt de Moment kee Wëldfleesch ënner engem offiziell unerkannte spezifesch Label verkaaft.

De Ministère ass oppe fir esou e Label an huet eng spezifesch Legislatioun geschaft, fir en Agreement op deene verschiddene Labelen vu landwirtschaftleche Produkter ze accordéieren, falls si déi Kritterien erfëllen, déi am Gesetz virgesi sinn (loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles).

Ënnert d'Definitioun vun engem „produit agricole“ fällt och Wëldfleesch.

ad 2. Ofgesi vum Fait, dass Pärdsfleesch kee Wëldfleesch ass, gëtt et bei Pärdsfleesch keng Obligatioun fir eng Hierkonftskennzeechnung, sou wéi se beim Fleesch vun aneren Déierengattungen existéiert (Ranner, Schwäin, Schaf, Geessen a Geflügel).

Et muss just eng Identifizéierung bei verpaaktem Fleesch vum Betrieb, wou dat Fleesch produzéiert gëtt, drop sinn, déi ugëtt, a wéi engem Land dee Betrieb läit a wéi eng Nummer en huet.

ad 3. Heizou huet eise Ministère keng Statistiken, well den Import aus EU-Länner dem Prinzip vum der „libre circulation des marchandises“ ënnerläit, an iwwer eise Cargoenter kee Wëldfleesch aus Drëttlänner importéiert gëtt.

De Fait, dass verschidde Betriber hei am Land Wëldfleesch importéieren, läit warscheinlech dodrun, dass si um nationale Marché net genuch Fleesch fannen.

De Konsumenteschutzministère ass de Moment amgaang ze analyséieren, wéi een en Observatoire de la consommation op d'Bee kéint stellen. D'Ëmsetzung vun esou engem Observatoire géif et erlaben, fir méi Zuelematerial, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, am Konsumeräich ze kréien.

ad 4. Heizou gëtt et keng Statistiken, well dat Wëldfleesch net spezifesch gekennzeechent ass.

Comité interministériel pour une meilleure qualité de l'air | Question 8229 (10/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

De Koalitionsaccord vun der Regierung gesäit d'Afféierung vun engem interministerielle Comité vir, deen sech mat der Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg beschäftege soll.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Gesondheet an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Gouf esou ee Comité agefouert?
2. Wa jo, wéi oft huet sech dës säit senger Grënnung getrafft?
3. Wa jo, wéi eng Ministère oder Administratiounen si Member vum Comité?

4. Wa jo, goufen och extern Experten zu deem Sujet an de Comité fir Sitzungen invitéiert? Ëm wien handelt et sech?

5. Wa jo, huet de Comité Rapporte verëffentlecht zu senger Sitzungen a wou si se ze fannen?

6. Wann nee, firwat net?

Réponse (13/10/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé

De Comité interministériel, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, gouf finalment net en place gesat, well een e méi ëmsetzungsorientéierte Wee gewielt huet, dee vill méi staark op déi verschidde concernéiert Secteuren ausgerichtet ass:

Am Kader vun der Approbatioun vum Aktiounsplang zur Reduzéierung vun de Loftschadstoff (NAPCP) duerch d'Regierung gouf d'Instrument vum „Compatibilitétscheck fir Betriber“ (ufanks „Nohaltegkeetscheck“ genannt) en place gesat. Dëst Instrument huet ënnert anerem d'Zil, den Impakt vu verschiddenen ekonomeschen Aktivitéiten op d'Loftschadstoffemissiounen an domat och d'Loftqualitéit anzuschätzen; et adresséiert awer och nach aner Auswirkungen. Dëst Instrument gëtt vu Representanten aus verschiddene Ministère genotzt, well nieft den Ëmweltfroen och Wirtschafts-, Aarbechts-, Transport- an Energiefroen an dem Check adresséiert ginn.

Doniewent sinn an dëser Legislaturperiod awer och verschidden aner Pläng à jour gesat ginn, déi d'Loftqualitéit betreffen. An deem Kontext wär de „Plan national relatif à la qualité de l'air“ an och den Update vum NAPCP ze erwänen. An dësen Aarbechte gouf et Ofstëmmungsprozesser, notament tëschent de Ministère, déi den Transport an d'Landwirtschaft an hire Kompetenzen hunn.

De Loftqualitéitsplang huet ënnert anerem confirméiert, datt de Stroosseverkéier ee vun den Haaptgrënn fir Loftverschmutzung zu Lëtzebuerg ass. An dësem Kontext spillt d'Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten (MMTP) eng zentral Roll. Béd Ministère schaffen enk zesammen, fir d'Erausforderungen ze adresséieren, déi sech aus dem Verhältnis tëschent dem Verkéier an den Ëmweltfacturen Loftqualitéit a Kaméidi erginn.

Bei der Ëmsetzung vum nationale Loftqualitéitsplang (PNQA) an dem nationale Mobilitéitsplang (PNM) kucken de MECDD an MMTP sech beschtméiglechst ze koordinéieren. Wärend de Loftqualitéitsplang sech op d'Reduktioun vu Loftpolluante an de Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet konzentréiert, zielt de Mobilitéitsplang drop of, d'Fortbewegungsmethoden an -infrastrukturen ze moderniséieren an se dobäi méi ëmweltfrëndlech ze gestalten. Et ass grad an dësen zwee Pläng, wou sech Synergien erginn, well se d'Visioun vun enger nohalteger Mobilitéit mat enger propperer Ëmwelt kombinéieren.

E konkret Beispill fir dës Synergie sinn zwee Pilotprojeten, déi aktuell an zwou ausgewielte Gemengen (Schëtter an Déifferdeng) an der Ëmsetzung sinn. Duerch eng nei Klassifizéierung vun de Staatsstroossen am PNM wäert et an Zukunft méiglech sinn, op verschiddene Plaze méi déifgräifend verkéiersberouegend Mesuren ëmzesetzen. Am Kader vun dem Pilotprojet goufen hei bestëmmte verkéiersberouegend Mesurë simuléiert, déi drop ofzelen, den Autosverkéier ze reduzéieren a gläichzäiteg d'Loftverschmutzung an der Kaméidi ze reduzéieren. D'Resultater vun dëser Etude droen dozou bäi, de positiven Effekt vu bestëmmte Mesuren op d'Loftqualitéit ze bewäerten. An Zukunft sollen dofir d'Verbesserung vu Loftqualitéit a

Kaméidi eng wichteg Roll bei der Planung vu verkéiersberouegende Mesurë spillen.

Säit 2018 organiséiert d'Ëmweltverwaltung ausserdeem an Zesummenaarbecht mat der Klima-Agence all Joer Informatiounsversammlungen a Formatioune fir d'Gemengen, déi un der Stéckstoffdioxid-Miesscampagne am Kader vum Klimapakt deelhuefen. Bis haut hunn 68 Gemengen op d'mannst während engem Joer un der Miesscampagne deelgeholl. All d'Rapporte mat de Resultater sinn op folgender Säit publizéiert:

<https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagne-communesNO2.html>

Tëscht der Industrie an der Ëmweltverwaltung ass e konstanten Austausch d'Reegel, insbesonnesch och, wat d'Loftschadstoff ugeet. Dobäi gëllt jo de Prinzip vum de „meilleures technologies disponibles“, d. h. wann e Betrib méi emettéiert, ewéi d'Valeuren aus de „meilleures techniques disponibles“ entsprécht, muss en sech besser opstellen. Esou eppes am lafende Produktiounsprozess ze änneren ass net ëmmer einfach ëmzesetzen an hält eng gewëssen Zäit an Usproch.

Et ass och ze erwänen, dass de Gesondheitsministère aktuell um éischte Plan national santé environnementale schafft, wou et ëm Facteuren an eise Ëmfeld geet (cheemesch Substanzen an eise Produiten a Liewensméttel, Bannen- a Baussofthausqualitéit, Kaméidi, elektromagnéitesch Stralungen, Urbanismus ...), déi e potentiellen Impact op d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vum Mënsch kënnen hunn. Een interministeriellen Aarbechtsgrupp, zesummegeat aus Vertrieeder vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, souwéi vum Gesondheits-, Landwirtschafts- an Aarbechtsministère begleet d'Entwécklung vum deem Plang a bréngt den néidegen Input.

Ënnert anerem geet et an deem zukünftege Plang drëm, drop opmierksam ze maachen, dass eng integrativ Approche soll gefuerdert ginn, wou déi betraffe Ministèren aktiv zesummeschaffen a wou d'Gesondheet an d'Wuelbefanne solle mat consideréiert ginn, ganz nom Konzept „One health“ an „health in all policies“, wat vum der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) promovéiert gëtt.

Interministeriell Zesummenaarbecht, déi och d'Acteure vum Terrain an d'Wëssenschaftler integréiert, ass essentiel, fir theemeniwwergräifend an nohalteg Léisungen ze fannen, déi eis et erlaben, e gesond Ëmfeld fir déi ganz Populatioun ze schafen.

Pension des anciens prisonniers | Question 8230 (10/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Bis dato ass et esou, dass d'Aarbecht, déi ee Prisonéier während senger Zäit am Prisong mécht, net fir seng Pensioung ugerechent gëtt. Dëst féiert dozou, dass wann hie bis op fréiem Fouss ass an ee Recht op eng Pensioung huet, dës ka ganz niddereg ausfallen. Den Ex-Prisonéier, fir dee soss eng Rei Saachen ënnerholl ginn, fir him eng zweet Chance ze ginn, gëtt esou mat enger ze niddreger Pensioung un d'Aarmutsgrenz gedréckt. Fir dëst ze vermeiden, wier et a mengen Ae sënnavoll, am Kader vum dëser zweeter Chance den Ex-Prisonéier eng Hëllef ze ginn, fir op eng éierbar Pensioung ze kommen. Wann ee Leit wëll resozialiséieren, dierf een se net nees an d'Aarmut dreiwien.

Dowéinst hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

– Gedenkt den Här Minister, den Ex-Prisonéier eng Hëllef ze ginn, fir hinnen ze erméiglechen, eng éierbar Pensioung ze kréien?

– Wier et an deem Kontext denkbar, dass d'Aarbecht, déi ee Prisonéier während senger Zäit am Prisong mécht, fir seng Pensioung ugerechent kéint ginn?

Réponse (11/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

De Lëtzebuerger Pensioussystem ass ee contributive System, an deem déi ugerechent Zäiten deene Méint entsprechen, an deenen een op senger Revenuen oder Ersatzrevenuen, wéi Krankegel, Congé parental, Congé maternité, Chômage etc. cotiséiert huet, oder Zäiten, déi dës Situatioune kënnen assimiléiert ginn. De Cotisatiounstaux läit bei 24 % vum dëser Assiette aus de Revenuen, woubäi de Cotisant, säin Employeur an de Staat jeweils een Drëttel vum de Cotisatiounen iwwerhëlt.

Urechnungsperioden, déi net duerch Cotisatioune gedeckt sinn, wieren also à charge vum Pensiounsregimm selwer, wéi dat beispillsweis bei de Babyjoren de Fall ass.

Déi Indemnitéiten, déi eng Persoun fir Aarbechte kritt, déi am Prisong gemaach ginn, sinn net cotisabel a kënnen och net assimiléiert ginn.

Allerdéngs kann d'Persoun sech fräiwëlleg weider versécheren, bei enger Ënnerbriechung vum der professioneller Aktivitéit, oder fakultativ versécheren, am Prinzip, wann d'Aktivitéit scho länger zréckläit.

D'Froen, déi vum honorabelen Deputéierte gestallt ginn, ware schonn Deel vum interministeriellen Echange (Justiz a sozial Sécherheet), a méi spezifesch, wat déi legal Situatioun vum Prisonéier betrëfft, déi während hirem Openhalt am Prisong schaffen. D'Conclusioun war, datt déi aktuell Situatioun vum Prisonéier an déi aktuell Indemnitéit net kéinte wéi een Aarbechtskontrakt respektiv ee Salaire oder professionnelle Revenu ugesi ginn an deemno net änlech cotisabel sinn.

Fir datt eng Persoun, déi am Prisong eng Aarbecht leescht, fir déi si eng Indemnitéit kritt, kéint op dësen Indemnitéite fir d'Pensiousversécherung Cotisatioune bezuelen, misste scho grondleeënd Ännerunge gemaach ginn an och de legale „Statut“ zum Beispill punkto Aarbechtsrecht, fir nëmmen dësen ze nennen, definéiert ginn. Déi selwecht Fro géif sech awer dann och fir déi aner Piliere vum der sozialer Sécherheet stellen, woubäi do och Rechter fir den Assuré am Code vum der sozialer Sécherheet definéiert sinn, déi eng Persoun am Prisong a priori net kéint an Usproch huelen.

Betreffend d'Pensiousversécherung, ass eng punktuell Ännerung am Code vum der sozialer Sécherheet net méiglech, ouni grondleeënd Froen an anere Beräicher ze klären, fir datt e méigleche reegelrechte Statut vum Prisonéier an der sozialer Sécherheet kann definéiert ginn. Dofir ass aktuell eng fräiwëlleg Pensiousversécherung de beschte Wee, fir dem Prisonéier eng spéider Unerkennung vum engem Openhalt am Prisong an der Pensioung ze garantéieren.

Achat rétroactif de périodes d'assurance | Question 8231 (11/08/2023) de M. Léon Gloden (CSV)

Persounen, déi opgehale hu mat schaffen, fir sech ënnert anerem ëm d'Erzéiung vum hire Kanner ze këmmen, hunn d'Méiglechkeet, retroaktiv Pensiousrechter nozekafe fir déi Zäit, wou se net cotiséiert hunn.

Wann d'„demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance“ guttgeheescht gëtt, muss ee laut mengen Informatiounen nieft de geschëlte Cotisatiounen och nach ee gewëssene Montant un Intérêts échus bezuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen?

– Wéi an op wéi enger Basis ginn d'Intérêts échus berechent?

– Wier et net méiglech, de Leit, wann se ophale mat schaffen, e Bréif zoukommen ze loossen, wou se drop opmierksam gemaach ginn, dass, wann se wëlle Pensiousrechter zu engem spéideren Zäitpunkt nokafen, nieft dem Montant vum de Cotisations dues och nach Zënse mussen nobezuelt ginn?

Réponse (11/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Persounen, déi aus familiäre Grënn hir professionell Aktivitéit ënnerbrach oder reduzéiert hunn, ouni sech fir d'Pensioung weider ze versécheren, kënnen déi jeweileg Zäite spéiderhin nokafe mat engem Achat rétroactif.

Esou een Achat rétroactif ass ausserdeem nach méiglech, wann een sech ausbezuelt gelooss huet aus engem Pensiousregimm vum engem Land ouni bi- oder multilateral Konventioun mat Lëtzebuerg a Saa-che Pensiousversécherung, respektiv wann een aus engem Pensiousregimm vum engem internationaler Organisatioun austrëtt.

Den Achat rétroactif besteet aus enger Unerkennung vu Cotisatiounen a Perioden an der Vergaangenheet. D'Assiette cotisable, déi an d'Carrière vum Versécherchten enregistriert gëtt, an d'Cotisatiounen, déi dorausser erfalen, entsprechen also enger Valeur, déi sech op d'Vergaangenheet bezieht. Dës Valeur muss natierlech op dat lafend Joer aktualiséiert ginn. Dofir ginn Zënse op den entsprechende Montant applizéiert, pro vollendet Joer, ugefaangen dat Joer no der visierter Period, bis dat Joer virun der Conclusioun vum Achat rétroactif. Et handelt sech heibäi ëm „intérêts composés“, also Zënsezënse. Den Zënstaux beleeft sech op 4 %.

Dësen Taux beinhalt och all Consideratioun vum Indexatioun säit der visierter Period, déi dem Versécherchten zum Zäitpunkt vum der Pensioung da wäert zeguttkommen. Aus enger aktuareller Siicht eraus, iwwersteigt de Wäert vum Benefice vum enger méi héijer Pensioung de Käschtpunkt vum Achat rétroactif, mee den eenzele Versécherchte ka selwer jugéieren, ob een Achat rétroactif a senger Situatioun déi beschte Léisung ass.

Nom Traitement vum enger Déclaration de sortie informéiert de Centre commun de la sécurité sociale de Versécherchten iwwert d'Méiglechkeet vum enger fräiwëlleger Versécherung. Et handelt sech ëm eng Informatioun, déi an där Situatioun och pertinent fir de Versécherchten ass. De Ministère fir sozial Sécherheet huet ausserdeem am Joer 2020 ee Booklet erausbruecht, fir iwwert all d'Méiglechkeeten, fir seng Pensiousrechter ze behalen, ze informéieren. Dëst Dokument, dat och informéiert iwwert déi applizéiert Zënse beim Achat rétroactif, ass a fénnef Sproochen online disponibel (<https://mss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/brochure-pension-2020/AssurancePension-fr.pdf>) an ass och op villen öffentleche Verwaltungen op Pabeier ze fannen.

Domaine thermal à Mondorf-les-Bains | Question 8232 (14/08/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, ginn am Domaine thermal vu Munnereff, engem öffentlechen

Etablissement, moies beim Kaffi verschidde Produite vun auslännesche Fournisseuren, zum Beispill Botter, zerwéiert, fir déi och Lëtzebuerger Ubidder géifen zur Verfügung stoen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, hei op auslännesch Produiten zeréckzegräifen, amplaz deene vun Entrepreneuren, déi och hei am Land Steiere bezuelen? Gesäit d'Madamm Minister am Kader vun der ëffentlecher Tutelle vir, fir hei ze intervenéieren? Falls net, firwat net?

Réponse (20/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Den Domaine thermal vu Mondorf ass en Etablissement public, wat no de Richtlinne vum Privatrecht geréiert gëtt. Säit op d'mannst 15 Joer kënnen de Botter, dee moies beim Kaffi zerwéiert gëtt, zu 95 % vu Lëtzebuerger Produzenten. Duerch ee rezente Liwwerungskpass huet kuerzfristeg missen eng Iwwergangsléisung fonnt ginn. D'Situatioun huet sech entre-temps rëm regulariséiert.

Den Domaine thermal vu Mondorf engagéiert sech säit Joren derfir, fir méi ökologesch, biologesch a „produits du terroir“ anzekafen (wuel bemierkt, dass d'Notioun vun „terroir“ op déi speziell geografesch Situatioun vum Domaine ze bezéien ass, besonnesch wat d'Proximitéit zu der franséischer an däitscher Grenz betrëfft).

An dësem Sënn ass de Kaffisbuffet esou gutt wéi zur Hallschecht aus lokalen a regionale Produkter zesummegeallt, dorënner lëtzebuerger an hausgemaachte Produkter. Et sief erwänt, dass den Domaine thermal vu Mondorf säin eegenen Hunneg hierstellt an een Deel vun den Eeër, d'Gebeess esouwéi d'„pâte à tartiner“ hausgemaach sinn.

Des Weidere staamt een Deel vum Uebst vun den 150 Uebstbeem, déi säit 2020 an engem Bongert geplanzt goufen. Des Weidere sicht den Domaine thermal vu Mondorf permanent no Alternativen am Kontext vun engem ökologeschen, biologeschen a regionalen Akaf. Dëst ass och de Fall fir de Lëtzebuerger Botter, deen aktuell nach a Plastik verpaakt ass. Et sief an deem Kontext ze erwänen, dass den Domaine thermal säit Februar 2020 den „EcoLabel niveau or“ huet (ee Label, dee vum Ekonomiministère verdeelt gëtt). Aus dësem Grond muss op esou vill Plastik wéi méiglech verzicht ginn.

Élargissement de l'A3 | Question 8233 (14/08/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Les travaux de l'élargissement de l'autoroute A3 avancent bien et s'approchent des localités de Peppange et Bettembourg. Les habitants de ces localités sont extrêmement soumis au bruit causé par le trafic très élevé sur ce tronçon de l'autoroute. Il s'ensuit que l'élargissement de l'A3 doit tenir compte de ces nuisances quotidiennes, d'autant plus que lors des débats du 14 décembre 2017 au sujet du projet de loi en question dans la Chambre des Députés une motion a été votée invitant le Gouvernement à « examiner le prolongement des dispositifs anti-bruit en direction de la Croix de Bettembourg et à mettre à disposition les crédits nécessaires en cas de besoin ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que des plans concrets concernant l'élargissement de l'A3 au niveau des localités prémentionnées ont été élaborés définitivement ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que des écrans anti-bruit plus efficaces sont prévus ?

3) Dans quelle mesure sera tenu compte de la motion du 14 décembre 2017 ?

4) Est-ce qu'il est envisagé de modifier respectivement de remplacer le pont pour piétons et cyclistes à la hauteur du château d'eau de Bettembourg ?

5) Est-ce que le Monsieur le Ministre ne juge pas nécessaire d'informer davantage la population touchée par les travaux à réaliser dans les alentours de Bettembourg ?

6) Est-ce que le délai de sept ans prévu pour l'exécution des travaux peut être toujours garanti ?

Réponse (06/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les travaux sur les premiers lots sont en cours. Les autres lots sont en phase de soumission, respectivement d'approbation.

ad 2) Oui, l'étude de bruit a été revue afin d'adapter les écrans anti-bruit.

ad 3) En ce qui concerne l'échangeur de Livange côté est, la hauteur des écrans anti-bruit a été augmentée de 60 centimètres et ils ont été prolongés de 100 mètres. Au niveau de Bettembourg, les écrans d'une hauteur de 4,8 mètres ont été prolongés jusqu'au chemin repris CR151A (rue de Riedgen) du côté ouest.

ad 4) Le remplacement de la passerelle cycliste/piétonne (OA1184) qui se situe à proximité du château d'eau de la commune de Bettembourg est prévu. Le dossier de soumission y afférent (lot C2) est approuvé et sera mis en soumission prochainement.

ad 5) Des communiqués de presse informent régulièrement le public sur les fermetures de routes et autres incidents impactant le trafic. En outre, des concertations régulières ont lieu avec les responsables des communes adjacentes.

ad 6) Le phasage des travaux est très complexe. Les cinq grands lots du projet de loi ont été subdivisés en sous-lots pour des raisons de coordination des chantiers et d'organisation du trafic. Selon le planning actuel, les travaux du dernier lot (lot D : Croix de Bettembourg) débuteront début 2027 et l'achèvement est prévu pour fin 2030.

Modifications au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières | Question 8235 (16/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Selon mes informations, la mise en vigueur de la loi du 29 juillet 2023 ayant modifié entre autres la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière comporterait des modifications implicites au niveau de l'accès aux prestations de santé transfrontalières.

En effet, l'article 20 du Code de la sécurité sociale prévoit que les prestations de soins de santé, énumérées à l'article 17, alinéa 1, sont pris en charge par la CNS, même si elles sont dispensées ou prescrites dans un État membre de l'Union européenne, en Suisse ou dans un pays de l'Espace économique européen, sauf si elles impliquent le recours aux infrastructures hautement spécialisées et coûteuses que sont les réseaux de compétences nationaux, les centres de diagnostic, les services nationaux et les établissements hospitaliers spécialisés de réhabilitation neuropsychiatrique, de

rééducation fonctionnelle, de rééducation gériatrique, de réhabilitation physique et postoncologique et de cures thermales ou à des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux, nécessitant une planification nationale ou exigeant des conditions d'emploi particulières, dont l'acquisition est soumise à l'obtention d'une autorisation ministérielle selon la loi précitée du 8 mars 2018. Dans ce cas la prise en charge est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé, sur avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. En outre et avant de saisir le Contrôle médical de la sécurité sociale pour avis, la Caisse nationale de santé décide de la recevabilité de la demande quant au respect des conditions de forme déterminées par les statuts.

Or la loi du 29 juillet 2023 précitée a, entre autres, modifié l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018 qui énumère les équipements et appareils dont l'acquisition est soumise à l'obtention d'une autorisation ministérielle. Les modifications ont complété la liste et ont donc fait en sorte qu'y soient ajoutés d'autres appareils et équipements nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières. Ces appareils et équipements tombent donc depuis cette modification également dans le champ d'application de la dérogation précitée, de sorte qu'une autorisation préalable est nécessaire avant de pouvoir accéder aux prestations impliquant de tels appareils ou équipements à l'étranger.

De ce constat je désire adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'analyse de la situation juridique en vigueur ?

– Si oui, comment entend-il garantir que des traitements ayant eu lieu après le 29 juillet 2023 soient toujours remboursables même après la mise en vigueur de la loi précitée ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il avertir le grand public des modifications intervenues et porter à leur connaissance la nécessité de disposer d'une autorisation préalable concernant les prestations en relation avec les équipements et appareils nouvellement insérés à l'annexe 3 précitée ?

3) Quelles sont les raisons pour lesquelles il est désormais nécessaire d'inclure ces équipements et appareils parmi ceux dont les prestations nécessitent une autorisation préalable alors que jusqu'à la mise en vigueur de l'annexe modifiée une autorisation préalable n'était pas nécessaire ?

Réponse (07/09/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) La loi du 29 juillet 2023 portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ; 3° du Code de la sécurité sociale, a créé le cadre légal pour que des sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires puissent être déployés en dehors des sites principaux de ces mêmes établissements. En même temps, la loi a apporté les précisions légales devenues nécessaires suite à l'arrêt du tribunal administratif en la matière. Dans ce contexte, la liste des équipements et appareils médicaux nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières a dû être complétée.

Les modifications apportées par la loi précitée visent donc à augmenter le nombre de sites pour faciliter l'accessibilité géographique à des prestations de

qualité et augmenter le nombre d'appareils hors sites principaux. Ces modifications sont donc la continuation des efforts déjà entamés pour réduire les délais d'attente, notamment l'élargissement des plages d'accessibilité aux appareils IRM et mammographie.

Néanmoins, il va de soi que de nouveaux sites et appareils requièrent un certain temps pour être opérationnels.

Or, le critère de l'accessibilité aux prestations est une des conditions pour bénéficier d'une prise en charge à l'étranger, tel que prévu également à l'article 20 du Code de la sécurité sociale qui prévoit que « la Caisse nationale de santé ne peut refuser d'accorder une autorisation préalable [...] si les prestations de soins de santé transfrontaliers font partie de la prise en charge de l'article 17, alinéa 1, mais que ces prestations ne peuvent pas être dispensées sur le territoire luxembourgeois dans un délai acceptable sur le plan médical [...] ».

Dès lors, rien ne s'oppose à une prise en charge par l'assurance maladie des prestations mentionnées par l'honorable Député dans sa question parlementaire si cette condition est remplie.

Comme les nouveaux sites créés hors sites principaux requièrent un certain temps pour leur mise en service (construction de nouveaux locaux ou aménagements de locaux existants, acquisition et installation du matériel nécessaire, recrutement du personnel spécialisé, etc.), il va de soi que le délai de dispensation de prestations d'imagerie médicale ne sera réduit que progressivement.

Ainsi, et après évaluation du délai raisonnable, d'un point de vue médical, à apprécier dans le cas de figure sous rubrique par le Contrôle médical de la sécurité sociale, ce constat a été communiqué par le Ministre de la Sécurité sociale et la Ministre déléguée à la Sécurité sociale aux différentes caisses de maladie, y compris la CNS.

Par ailleurs, dans le cadre du même courrier, les ministres invitent les institutions de l'assurance maladie maternité à continuer d'appliquer la procédure simplifiée en place jusqu'à présent. Sur base du constat qu'une prise en charge ne peut être refusée en cas de délais dépassant le délai raisonnable, la demande préalable est donc à considérer comme superfétatoire dès que l'urgence est constatée par le médecin traitant et que la prestation ne peut être fournie dans un délai raisonnable sur le territoire luxembourgeois, au cas où l'assuré n'a pas introduit une demande préalable.

En pratique, cela veut dire qu'une analyse IRM réalisée à l'étranger sera prise en charge, puisqu'un accord est implicitement donné eu égard aux délais actuels.

Cette précision vise tant à faciliter l'accès à des prestations endéans le temps requis d'un point de vue médical, qu'à garantir une sécurité pour les assurés.

Néanmoins, il est recommandé aux assurés de procéder, si possible, par la procédure de demande préalable auprès de la CNS qui pourra vérifier l'applicabilité de la réglementation européenne de la coordination des systèmes de sécurité sociale, ce qui permettrait, le cas échéant, à l'assuré de bénéficier de la prise en charge directe de la prestation. De la sorte, l'assuré ne doit point avancer par ses propres moyens les coûts relatifs à la prestation de soins transfrontalière.

ad 2) En complément des informations disponibles sur le site Internet de la CNS et autres types de support, une communication plus ciblée aura lieu dans les jours à suivre. Les informations déjà disponibles seront également complétées pour apporter les clarifications nécessaires.

ad 3) Tel que déjà précisé dans la réponse à la première question de l'honorable Député, l'article 20 du Code de la sécurité sociale n'a pas été modifié par la loi précitée du 29 juillet 2023. Il en va de même pour les statuts de la CNS régissant les transferts à l'étranger qui ne furent pas modifiés suite à l'entrée en vigueur de la loi précitée.

Limitation de vitesse dans le tunnel « Gousselerbiertunnel » lors du chantier | Question 8236 (18/08/2023) de M. André Bauler (DP)

Während enger Rei Woche goufen Aarbechten am Gousseler Tunnel duerchgefuert. Dat huet zu remarkabele Stau gefouert, virun allem an de Stousszäiten. Scho beim Tunnel Miersch war d'Vitess op 50 km/h erofgesat – bis hannert de Gousseler Tunnel.

Datt d'Vitess aus Sécherheetsgrënn erofgesat muss ginn, dat versteet sech vum selwen. Vill Leit froen sech awer, ob 70 km/h net besser wier, fir den Trafic méi flëssig ze halen. Am Gotthardtunnel an der Schwäiz gëtt et déi selwecht Situatioun, wou och nëmmen zwou Spueren disponibel sinn; do ass d'Vitess awer op 80 km/h festgesat.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Aus wat fir enger präziser Ursach ass d'Vitess op 50 km/h festgesat ginn an net op 70 km/h? Huet dat just mat der Sécherheet ze dinn?
2. Mécht d'Vitesse vu 50 km/h de Verkéiersfloss net manner flëssig, well etlech Leit drënner fueren?
3. Kann den Här Minister déi gelescht Aarbechten an deenen zwee Tunnellen, déi jo bis bal Métt September daueren, kuerz virstellen?

Réponse (21/09/2023) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

ad 1. Den Tunnel Gousselerbiertunnel ass en Tunnel mat zwee Tüben, jeeeweils ee pro Verkéiersrichtung. Wann esou een Tunnel, dee fir Richtungsverkéier konzipéiert ginn ass, während enger längerer Zäit ënnert Géigeverkéier an engem Tüb bedriwwen gëtt, mussen Mesuren ergraff ginn, fir de gläiche Sécherheetsniveau ze garantéieren, wéi am normale Betrib. Mat Hëllef vun enger quantitativer Risikoanalys ginn déi verschidde méiglech Mesuren op hir Effikassitéit gepréift. Déi ganz Planung vum Projet gouf doropshin ausgeriicht, fir d'Aarbechten am Tunnel Gousselerbiertunnel während den 2 Méint vum der Schoulvakanz duerchzeféieren. Doraus hunn sech folgend Mesuren aus der Risikoanalys erginn:

- Tüb am Chantier: Schaffen op zwou Schichte pro Dag vu jeeeweils 10 Stonnen, fir d'Dauer vum Chantier op zwee Méint ze limitéieren;
- Tüb am Géigeverkéier: Vitess limitéiert op maximal 50 km/h, Kontroll vum der gefuerener Vitess, geschoult Sécherheetspersonal a stänneger Bereetschaft 24/7 beim Tunnel, dat bei engem Tëscheffall direkt kann agräifen.

All déi Mesur si laut der Tunnelgesetzgebung an der „décision d'exploitation“ vum Tunnel laut der „Inspection du travail et des mines“ (ITM) noutwenneg, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Eng Vitesslimitatioun op maximal 70 km/h wär laut der quantitativer Risikoanalys net duergaangen, fir déi gefuerdert Sécherheetskrittäre während zwee Méint ze erfüllen.

ad 2. D'Flëssigkeet vum Verkéiersfloss huet net nëmmen mat der maximal zoulässeger Vitess ze dinn, mä och mat der Quantitéit vum Verkéier. De Chantier am Tunnel Gousselerbiertunnel ass an d'Schoulvakanz am

Summer geluecht ginn, also och zum Deel an d'Period vum Kollektivcongé, wou wäit aus manner Verkéier ass wéi normal, fir de Verkéiersfloss gréisstendeels flëssig ze halen.

ad 3. Zu deene verschiddenen noutwenneg Sécherheetsequipementer am Tunnel Gousselerbiertunnel gehéiert och eng Iwwerwaachung vum Verkéier mat Hëllef vu Videokameraen, gradesou wéi eng automatesch Detektioun vu méiglechen Tëscheffäll iwwert zousätzlech Kameraen, déi redundant mat weidere Sécherheetsequipementer (Brandmeldekabel, Dampdetektioun asw.) verbonne sinn. Déi bestoend analog Technik vun de Kameraen ass säit der Ouverture vum Tunnel Gousselerbiertunnel am Joer 2008 am Betrib an no 15 Joer op hirem Liewensenn ukomm. Déi analog Technik gëtt net méi produziéiert, et kritt een also keng Ersatzdeeler méi, soudatt op eng digital Technik gewieselt huet misse ginn. Dat bedeit net nëmmen d'Austausch vu ronn 250 Kameraen, mä och d'Verleed vu ronn 50.000 Meeter Kabel, d'Installatioun vun engen 130 neie Switchen, gradesou wéi d'Installatioun an d'Programmation vum neien Analyseuren an d'Ausféiere vu verschiddenen anere klengen Aarbechten.

Am Kader vum selwechte Chantier goufen och d'Luuchte vun der ëffentlecher Beliichtung um Viaduc Luerenzweiler ausgetosch (zirka 2.800 Luuchten) an déi komplett Usteierungen dovunner ersat, ewéi och eng Glasfaserverbindung vun engem Netzbedreiwer verluecht. Weider kleng Aarbechte goufen dann och nach mat gemaach wéi d'Reparéieren an d'Botze vun de CITA-Panneauen/Signalisatiounen.

Am Tunnel Miersch goufen déi selwecht Aarbechten duerchgefuert.

Zu gudder Lescht gouf och während dem Chantier déi semestriell Hierschtmaintenancen an deenen zwee Tunnellen duerchgefuert.

Loi sur le bail à usage d'habitation | Question 8237 (18/08/2023) de M. Yves Cruchten (LSAP)

L'article 12 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit qu'un bail ne pourra être résilié par le bailleur que sous des conditions bien précises, notamment si le bailleur déclare avoir besoin des lieux loués pour les occuper lui-même ou pour les faire occuper de manière effective par un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Étant donné que le locataire qui estime que les motifs avancés par le bailleur pour justifier la résiliation du contrat sont fictifs ne peut pas prouver d'avance que le bailleur ou un parent n'occupera pas vraiment le logement en question, il y a un risque important d'abus, d'autant plus que la loi ne prévoit pas de sanction pour le bailleur qui ne respecterait pas les conditions fixées au niveau de l'article 12 précité. Ce risque devient encore plus important à un moment où la demande pour les logements locatifs augmente du fait que même des personnes à revenu moyen stable ne se voient plus accorder de prêt immobilier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Madame la Ministre peut-elle me dire combien de plaintes ont été déposées par des locataires qui considéraient que leur contrat de bail avait été résilié de manière abusive au cours des cinq dernières années ? Combien de ces plaintes ont abouti par un jugement favorable au locataire ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que le bailleur devrait être tenu de démontrer qu'il a bien

respecté les dispositions de l'article 12 précité après le déguerpissement du locataire et qu'une sanction dissuasive devrait être prévue s'il s'avérait que la résiliation du contrat de bail était abusive ?

– Monsieur le Ministre du Logement juge-t-il opportun de modifier la loi précitée en ce sens afin de protéger les locataires contre une résiliation du bail qui aurait pour seul but de permettre au bailleur de louer le logement à un prix nettement supérieur ?

Réponse (19/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

En matière de bail à loyer, seul les nombres totaux des affaires nouvelles, des décisions de justice prononcées et des affaires rayées ou mises au rôle font l'objet de statistiques. Ces statistiques ne reprennent que les affaires introduites devant les justices de paix par voie de requête sur base de l'article 19 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. Elles ne font pas de distinction entre l'objet des affaires introduites. Par conséquent, le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir des chiffres relatifs aux seules affaires en lien avec l'article 12, paragraphe 2, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, c'est-à-dire aux affaires intentées par les locataires dont le bail a été résilié par le bailleur sous prétexte d'avoir besoin des lieux loués pour les occuper lui-même ou pour les faire occuper de manière effective par un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les bailleurs comme les locataires doivent respecter les dispositions de la loi de 2006 sur le bail à usage d'habitation, qui sont impératives et d'ordre public. Contrairement à ce que le libellé de la question laisse sous-entendre, la loi prévoit bien une sanction en cas de résiliation abusive. Ainsi, l'article 14 de la loi de 2006 stipule que : « sauf cas de force majeure, l'ancien locataire a droit à des dommages-intérêts si, dans les trois mois qui suivent son départ, les lieux ne sont pas occupés aux fins invoquées comme motif de la résiliation du bail soit dans l'acte de dénonciation du bail, soit dans la requête introductive d'instance, soit dans le jugement. (-) Le délai de trois mois est suspendu pendant la durée des travaux de rénovation et de transformation entrepris de manière effective. (-) Si le tribunal constate que le motif invoqué pour empêcher la prorogation légale était dolosif, le locataire a droit à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs au montant des loyers d'une année ».

Par conséquent, si au vu des faits de l'espèce, l'ancien locataire introduit une demande en dommages-intérêts devant le juge de paix, le bailleur devra bien démontrer au juge que le motif de résiliation qu'il a invoqué pour faire sortir le locataire de son logement était légal et réel, et donc non-fictif, sinon il risque d'être condamné à des dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs au montant des loyers d'une année.

Hausse du nombre d'infections Covid-19 | Question **8238** (18/08/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

En cette période estivale, le nombre d'infections à la Covid-19 connaît une tendance à la hausse, tant en France qu'en Allemagne. Si cette hausse est à faible niveau, elle semble due à la présence d'un nouveau variant nommé EG.5 et désigné « variant of interest » par l'Organisation mondiale de la santé le 9 août 2023. Selon le dernier rapport ReViLux du Laboratoire national de santé disponible en ligne, ce variant est également présent au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quel est le dispositif de surveillance actuellement en vigueur en matière d'évolution de la Covid-19 ? Quels sont les chiffres actuels pour le Luxembourg ? Faut-il s'inquiéter de l'évolution actuelle ?

– Alors que des groupes pharmaceutiques travaillent sur des vaccins adaptés au nouveau variant, le Luxembourg compte-t-il en acquérir ?

– Étant donné que pour de nombreuses personnes, la date d'administration du dernier rappel remonte désormais à plusieurs mois, une nouvelle campagne de vaccination est-elle prévue cet automne ? Si oui, avec quel type de vaccins ? Une vaccination conjointe avec le vaccin contre la grippe est-elle envisageable ?

Réponse (08/09/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

La Direction de la santé continue à recevoir chaque jour par voie électronique les résultats des tests PCR pour Covid-19 réalisés dans les différents laboratoires d'analyses médicales sur base de la loi du 1^{er} août 2018 sur les maladies à déclaration obligatoire. En parallèle, le Laboratoire national de santé (LNS) reçoit, sur base de la même loi, les échantillons testés positivement dans les différents laboratoires du pays et réalise sur un certain nombre le séquençage de l'ARN viral à des fins de surveillance moléculaire (variants et sous-variants). Le troisième système de surveillance toujours en place concerne le contrôle de la présence du virus dans les eaux usées réalisé par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST). Comme dans la plupart des pays, il n'existe plus de monitoring systématique des hospitalisations Covid-19 au Luxembourg.

La Direction de la santé reçoit en outre la partie médicale de chaque certificat de décès établi au Luxembourg et peut donc toujours suivre les éventuels décès qui seraient liés à l'infection Sars-CoV-2.

Actuellement, la situation est plutôt rassurante. Pour la semaine 33 de l'année, nous avons noté 118 cas d'infection Covid-19 ce qui est légèrement plus élevé que les semaines précédentes (le nombre le plus bas ayant été de 28 infections à la semaine 25), mais largement en dessous des 1.800 infections hebdomadaires pour les semaines 10 et 11 en début d'année. Le rapport des eaux usées confirme également la stabilité de la situation avec des taux faibles. Le dernier rapport ReViLux du LNS nous apprend que 59 % des échantillons séquencés étaient du variant EG.5 qui a été récemment considéré comme « variant of interest » (et non pas « variant of concern ») par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le variant EG.5 est connu depuis février 2023, il s'agit toujours d'un sous-variant Omicron. Il a fait l'objet d'un suivi rapproché essentiellement dans le cadre de la surveillance des infections respiratoires dans l'hémisphère sud (p. ex. en Australie) où il fait actuellement hiver. Même s'il a une transmissibilité accrue, le variant EG.5 ne possède pas de pathogénicité (c.-à-d. pouvoir de rendre malade) augmentée comme le témoignent les chiffres de l'Australie sur ces derniers mois. Il est bien couvert par le vaccin actuellement disponible qui, pour rappel, n'empêche pas l'infection mais prévient les formes graves de maladie.

Les contrats signés par l'Union européenne avec les producteurs de vaccin prévoient la mise à disposition de vaccins adaptés dès que disponibles et autorisés par l'Agence européenne des médicaments. Il est donc prévu que le Luxembourg en reçoit également.

Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) se réunira courant septembre pour arrêter une recommandation de vaccination pour cet automne. Le Ministère de la Santé communiquera cette recommandation dès que disponible et prendra les dispositions

nécessaires pour que le public cible puisse bénéficier de la vaccination dans les meilleurs délais. En principe, le vaccin à utiliser sera toujours le plus récent disponible.

Une vaccination concomitante au vaccin grippe sera possible (une injection dans chaque bras), comme elle l'était en 2022 déjà. Actuellement, il n'existe cependant pas encore de produit sur le marché qui réunit les deux vaccins dans une seule injection.

Augmentation du prix de vente des carburants | Question **8239** (18/08/2023) de **M. Gilles Roth** (CSV)

An deene leschte Woche sinn d'Spritpräisser kontinuierlech an d'Luucht gaangen an hunn een héijen Niveau erreecht, deen ee spierbaren Impakt op d'Kafkraaft vun de Leit huet.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Wéi setzt sech aktuell de Literpräis fir Bensinn an Diesel zesummen?
2. Wat fir Facteur beaflossen déi kontinuierlech Hausse?
3. Wat ass den Impakt vun dësen Haussen op den Index?
4. Wéini erfält déi nächst Indexbranche?
5. Falls dës soll fir den 1. Oktober erfalen, gëtt dës och an de Salären am ëffentlechen Dénsgsch fir dee Mount berécksichtegt?

Réponse (19/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. De Präis vum Diesel a vum Bensinn (SP95) setzt sech aus folgende Komponenten zesummen: Basispräis (Produkt- an Distributiounskäschten), Accisen an TVA.

Den Undeel vun de jeeweilege Komponenten um Maximalpräis vum Diesel war Ufank Mee a Mëtt September Follgenden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Undeel vun de jeeweilege Komponenten um Maximalpräis vum Bensinn (SP95) war Ufank Mee a Mëtt September Follgenden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An deem Kontext sollt een och drun erënneren, dass den normalen TVA-Taux am Kontext vun der Tripartitt vu 17 % op 16 % erofgesat ginn ass.

ad 2. De Präis vum Bensinn a vum Diesel gëtt haapt-sächlech duerch d'Präisser vum Réiueleg op de Weltmäert (z. B. vum Brent), mee och vum Wiesselkurs vum Dollar/Euro a vun der Situatioun um Maart vun den Endprodukter (Raffineriemargen, Niveau vun de Stocken an der Regioun, Produktiounskapazitéiten ...) bestëmmt.

De Präis vum Brent ass tëschent Juni a Mëtt September 2023 ëm bal 20 US-Dollar de Barrel geklommen. Dës Hausse vum Brent ass op eng héich Demande, gestärkt vum Tourismus am Summer, an eng kënscht-lech Reduktioun vun der Offer, duerch Produktiounskierzung vum der OPEC+, haapt-sächlech op Initiativ vu Saudiarabien a Russland, zeréckzeféieren.

ad 3. Den Impakt op d'Inflatioun hänkt generell esouwuel vun der Evolutioun vun de Präisser of wéi och vun der Gewichtung vun de jeeweilege Kategorien am Indice des prix à la consommation national

(IPCN). Dës Gewichtung gött all Joer iwwert e groussherzoglecht Reglement festgeluecht. Fir 2023 huet den Diesel eng Gewichtung vun 1,5 %, an de Bensinn vun 1,4 % am IPCN.

Den Diesel ass am Mount August 10,0 % méi héich wéi am Juli, beim Bensinn ass et eng Hausse vu 6,2 %. Trotz dëser rezenter Hausse, war de Präis vum Diesel am August 2022 8,6 % méi héich wéi am August 2023. Beim Bensinn ass e minimalen Ennerschied vun 0,1 %.

Déi monatlech Evolutioun vun der Inflatoun tëscht Juli an August 2023 läit bei 1,45 %. Dës staark monatlech Progressioun erkläert sech, dem Statec no, duerch de Retour no de Summersolden. Kleeder a Schong contribuëieren esou zu 0,69 Prozentpunkten zu dëser Entwécklung, den Diesel zu 0,13 Prozentpunkten an de Bensinn zu 0,09 Prozentpunkten.

ad 4. Mat den offizielle Resultater vum Mount August war de Seuil fir déi nächst Indexbranche erreecht, sou dass déi nei Indexbranche zanter dem 1. September 2023 a Kraaft ass. Alleguer d'Léin, Paien a Pensiounen gi vun deem Datum un ëm 2,5 % erhéicht.

ad 5. Well d'Salären am ëffentlechen Déngscht virausbezuelt ginn, ass den Traitement vu September iwwerwies ginn zu engem Zäitpunkt, wou déi offiziell Resultater vum IPCN nach net bekannt waren. Beim Traitement fir Oktober gött d'Indexbranche vum September 2023 also eng éischte Keier berécksiichtegt, an et gött e Recalcul fir de Mount September gemaach.

Départs volontaires dans la Police grand-ducale | Question 8240 (21/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de leschte Jore gouf et vill Diskussiounen doriwwer, dass d'Police méi Personal brauch, fir hiren Aufgabe kënnen gerecht ze ginn. Resultat vun dëser Diskussioun war, dass eng Rekrutement-Offensiv gestart gouf, fir iwwert déi nächst Jore ronn 200 nei Polizist:innen pro Joer anzustellen. Et geet allerdéngs net dier, fir nei Leit anzustellen, mee de Groussdeel vum Personal soll der Police och erhale bleiwen. Dat erreecht een am beschte mat attraktiven Aarbechtskonditiounen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

- Wéi vill Leit hunn d'Police grand-ducale fräiwëlleg zënter 2018 verlooss,
- opgeléicht pro Joer,
- opgeléicht pro Service?

Réponse (20/09/2023) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure

Säit dem 1. August 2018 bis elo hunn am Ganzen 399 Leit d'Police verlooss:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Iwwerdeems eng Opléschung pro Service net verfügbar ass, geet aus den Zuelen ervir, dass déi meescht Beamten opgrond vun der Pensioun d'Police verloosen um Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit. Nëmme ee klengen Undeel vun den Departee besteet aus Beamten, déi virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit aus anere Motiver vun der Police ausgescheet sinn, esou wei et an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7971 vum 5. Mee 2023 erkläert ginn ass.

Inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) | Question 8241 (21/08/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Une étude parue le 9 août dernier dans « Neurology », le journal de l'Académie américaine de neurologie,

montre que les inhibiteurs de la pompe à protons (IPP), souvent utilisés pour traiter les troubles gastriques, augmenteraient le risque de démence quand ils sont pris durant de longues années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre a pris connaissance de cette étude ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles conclusions peuvent en être tirées ?
- 3) Selon des chiffres de 2019 de la Haute autorité de santé (HAS) pas moins de 16 millions de personnes consomment des IPP en France. Cela représente un coût de 260 millions d'euros pour l'assurance maladie. Est-ce que de tels chiffres sont également connus pour le Luxembourg ?
- 4) Des autorités étrangères alertent depuis des années sur le mésusage de ces médicaments. Quelle est l'attitude de Madame la Ministre face à ces assertions ?

Réponse (13/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Le Ministère de la Santé, et plus particulièrement les services de la Direction de la santé ont bien pris connaissance de cette étude en même temps que d'autres autorités compétentes et l'ont analysée en suivant les principes de revue scientifique critique¹.

Après analyse, il s'avère que cette étude ne permet pas de prouver que les médicaments contre le reflux acide provoquent la démence. Elle montre une association, positive mais non significative, entre l'utilisation actuelle des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) et un risque de démence sur une période médiane de suivi de 5,5 ans.

Cette étude est intéressante mais présente des limites méthodologiques importantes pour pouvoir évoquer une potentielle relation causale. En effet, une association entre deux phénomènes n'implique pas de facto que l'un en soit la cause de l'autre. De plus, le risque de démence est trop multifactoriel pour tirer des conclusions sur base des données actuellement disponibles. Des études supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ou infirmer ces résultats.

En outre, les données disponibles actuelles de la littérature scientifique ne plaident pas en faveur d'une augmentation réelle du risque de démence lié à l'emploi des IPP.

ad 3) Le tableau ci-dessous affiche le nombre d'assurés distincts ayant acheté des IPP par année ainsi que les dépenses y relatives à charge de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise. Les médicaments considérés dans le tableau sont ceux pour lesquels une ordonnance² a été émise et qui sont achetés dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le bon usage des IPP et des médicaments en général est une priorité pour le Ministère de la Santé. Il y veille grâce à la mise en place d'un système de

pharmacovigilance robuste, une collaboration étroite avec les professionnels de santé, l'implication de patients experts et, de plus en plus, la participation à des campagnes de sensibilisation, tant au niveau national qu'international.

Il y a lieu de rappeler que les IPP sont indiqués dans la prise en charge du reflux gastroœsophagien (RGO) et des ulcères duodénaux. Ces pathologies sont liées à un reflux acide qui se produit lorsque l'acide gastrique s'écoule dans l'œsophage, généralement après un repas ou en position allongée. Les personnes souffrant de reflux acide peuvent présenter des brûlures d'estomac et des ulcères. Lorsque ce reflux acide est fréquent, il est possible de développer un RGO qui, à long terme, peut entraîner un cancer de l'œsophage.

Les IPP réduisent l'acidité de l'estomac en ciblant les enzymes de la paroi de l'estomac qui produisent cette acidité et sont un outil utile pour aider à contrôler le reflux acide et les risques qui en découlent.

Un traitement au long cours par IPP est très rarement justifié et expose à un risque lié à la polymédication, en particulier chez les sujets âgés. Seul le caractère chronique de la maladie peut justifier des traitements prolongés. Il est donc primordial de respecter le bon usage de ces médicaments afin d'en minimiser les risques.

Comme pour tout médicament, la prescription d'un IPP doit faire l'objet d'une évaluation du bénéfice-risque par le médecin prescripteur pour son patient, à savoir : évaluer l'intérêt de ce médicament en termes d'efficacité, de qualité de vie, de potentiels effets indésirables ou interactions médicamenteuses.

Fuite de données de clients Luxair | Question 8243 (21/08/2023) de Mme Diane Aehm | M. Laurent Mosar (CSV)

Laut RTL-Informatioun vum 18. August 2023 si perséinlech Passagéier-Donnéeën bei der Luxair gehackt ginn, well dës an enger Cloud stockéiert waren, déi net adaptéiert geséichert war. Dobäi sollt et sech ëm Donnéeën vun dausende Passagéier handelen, déi tëscht Enn 2020 a Juli dës Joer weinst engem Retard oder Annulatioun vun engem Luxair-Vol eng SMS respektiv e Bong fir en Hotel oder e Restaurant kritt hunn. Et besteet eng handfest Méiglechkeet, dass Donnéeën vun all dëse Passagéier am Émlaf sinn, ouni den Accord vun de betroffene Leit. D'Luxair huet d'Leit doropshi viru Phishing-Attacke gewarnt.

An dësem Kontext wëllt mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kann d'Regierung eis erklären, wéi et zu esou engem graven Incident komme konnt?
- Wat gesinn d'Richtlinne vun der Airline vir, fir esou Hacking-Attacke virzebeugen?
- Wat ass zënter der leschter Cyberattack op d'Luxair-Donnéeën am Joer 2016 ënnerholl ginn?
- Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir esou Hacking-Attacken an Zukunft virzebeugen?

– Wéi wäerten déi beträff Passagéier entschiedegt ginn?

Réponse (29/08/2023) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Entgéint der Ausso vun den honorabelen Deputéierten, si keng „perséinlech Donnéeën bei der Luxair gehackt ginn“. Wéi et och per Pressecommuniqué vun der Luxair kommunizéiert gouf, handelt et sech ëm ee potentielle Problem mat engem externe Prestataire vun der Fluchgesellschaft. D'Manier, wéi dës Donnéeën

¹ La lecture critique se base notamment sur des critères tels que :
– la recherche des résultats informatifs, c'est-à-dire qui répondent de manière utile à la question posée et qui apportent un réel bénéfice pour la pratique,
– le jugement que les méthodes sont crédibles (schéma d'étude, sélection, observation, analyse et taille d'échantillons adéquats)
² Au Luxembourg, un médicament IPP (IPRAALOX 20mg cpr. gastro-res.) peut être acheté en pharmacie sans ordonnance. Les médicaments IPP délivrés sans ordonnance ne sont pas considérés.

vun deem Prestataire stockéiert goufen, huet net den adaptéierte Sécherheetsstandarden entsprach an ee potentiellen Zougrëff vu bausse méiglech gemaach. Eng Analyse ass um Lafen, fir déi genau Ursaachen an d'Enquëte kënnen feststellen. Luxair huet matgedeelt, dass de System säit dem 4. Juli erëm securiséiert ass.

Et ass aktuell kee materielle Schued vu Passagéier bekannt, deen duerch dësen Incident soll ervirgeruff gi sinn. Déi betraffe Passagéier kënnen sech mat der Luxair a Verbindung setzen, fir méi Informatiounen ze kréien. Am Fall vu Verdacht op „phishing“ kann och ëmmer op d'Initiativ „BEE SECURE“ vun der Regierung zeréckgegraff ginn, déi ee séchere Gebrauch vun den digitalen Technologië promovéiert an och iwwer eng Helpline verfuegt.

Doriwwer eraus geréiert d'Regierung net den deegleche Betrib vun der kommerzieller Gesellschaft Luxair SA.

Maison de répit pour jeunes au Luxembourg | Question 8244 (21/08/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

Dans certains pays européens, tels l'Allemagne et la France, des maisons de répit accueillent temporairement des parents dont les enfants, adolescents et jeunes adultes sont atteints d'une maladie sévère. Dans de telles structures, l'hébergement peut se faire soit de façon ponctuelle, soit de manière régulière, et cela à partir d'un diagnostic de maladie grave, y compris les périodes d'aggravation. L'hébergement peut répondre également à des situations d'urgence et assurer, le cas échéant, un accompagnement en fin de vie.

Ces maisons, qui portent le titre de « Kinder-Hospiz » en Allemagne, accueillent donc les jeunes et leurs aidants familiaux. Il s'agit aussi de venir en aide aux parents, de les soulager et de les conseiller selon leurs besoins. À noter aussi que les familles concernées peuvent être prises en charge au-delà de la mort de leur enfant.

Au Luxembourg, il n'existe pas de telle structure à l'heure qu'il est. Comme la population va croissant, il s'avère recommandable, voire indispensable de réfléchir à la création d'une maison de répit pour jeunes âgés de 0 à 27 ans. Une telle institution pourrait former un lieu de pause, de conseil, d'information voire de formation pour les membres de famille, les aidants et des professionnels de santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre aurait-elle déjà organisé des échanges de vues avec des spécialistes en la matière afin de discuter le concept d'une maison de répit pour jeunes au Luxembourg et de déterminer des sites potentiels pour implanter une telle structure ?

2) Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

3) Le Ministère de la Santé dispose-t-il de statistiques concernant le nombre de jeunes (enfants, adolescents et jeunes adultes) qui sont actuellement confrontés à des maladies graves si bien qu'il est recommandable de les soigner et de les accompagner, ensemble avec leurs parents et aidants, dans une maison de répit ?

4) Comment le financement d'une telle maison pourrait-il être assuré ? Quelles sont les aides publiques qui pourraient être octroyées dans ce contexte ?

Réponse (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) et 2) Le Plan national « fin de vie et soins palliatifs 2023-2026 » élaboré par un groupe de travail sous

la guidance du Directeur de la santé et approuvé par le Conseil de Gouvernement fin juillet 2023 prévoit en effet à l'objectif 4.4. la mise en place d'une structure de répit, et précise notamment :

« Le concept de maison de répit est basé sur le concept allemand du Kinderhospiz et de celui des maisons de répit françaises et belges, qui assurent des soins palliatifs pédiatriques et proposent des accueils ambulatoires et stationnaires, selon les besoins des enfants et/ou de leurs familles. Les familles ayant un enfant en soins palliatifs avec des soins parfois continus à domicile, sont confrontées à des charges intenses et prolongées (p. ex. les prises en charge médico-thérapeutiques, incertitudes, expériences d'insécurité émotionnelle, ...) qui peuvent conduire à l'épuisement psychique et/ou physique. Ainsi une structure de répit au Luxembourg permettrait de donner un moment de répit à l'enfant malade, aux parents et à la fratrie (qui ne doit pas être oubliée lors de l'accompagnement de l'enfant malade). Un projet de maison de répit élaboré par l'ASBL « Pour une Parenthèse » et intitulé « Une maison de répit pour enfants et adolescents en soins palliatifs et leurs familles au Luxembourg » peut servir de référence. »

ad 3) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques précises sur le nombre de jeunes qui sont confrontés à des maladies graves et qui pourraient bénéficier d'une telle structure. Les jeunes concernés seraient essentiellement des patients oncologiques ou souffrant de maladies rares à évolution défavorable. Même si leur nombre est probablement limité, une structure d'accueil de ce type se justifie certainement.

Dans le contexte de l'implémentation du plan national, un groupe de travail dédié à cet objectif devra être constitué avec la mission de développer un concept détaillé d'une telle structure. Ce concept sera alors à valider par le Conseil de Gouvernement.

ad 4) Le financement d'une telle maison pourrait s'imaginer dans le cadre d'une adaptation de la loi hospitalière en lui accordant le statut d'un établissement hospitalier, à l'instar de la maison Omega 90. Alternativement, un financement entièrement pris en charge par l'État serait aussi envisageable, en fonction du concept final à valider par le futur Gouvernement.

Offre publique du LNS | Question 8245 (21/08/2023) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

2019 hat de Laboratoire national de santé (LNS) am Zesummenhang mat dem informatéschen Helpdesk eng öffentliche Ausschreibung gemaach. Den Zouschlag krut deemools d'Firma „Abakus-IT-Solutions“. Fir de praktischen Ofaf vum der Ausschreibung hat den LNS op en externe Beroder zréckgegraff. Dëse Beroder soll laut dem Onlineportal „Reporter“ um Text vun der „offre publique“ matgeschriwwen hunn an och um Auswielverfare bedeelegt gewiescht sinn. Weider heescht et am Artikel, de Beroder hätt vun Ufank un eng Präferenz fir d'Firma Abakus gehat an hätt sech mam Direkter iwwert d'Offer ausgetosch. Mëttlerweil soll den LNS selwer eng Untersuchung gemaach hunn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Gesundheitsministesch stellen:

– Kann d'Regierung confirméieren, dass den externe Beroder vum LNS 2019 d'Offer vun der Firma „Abakus-IT-Solutions“ mam Direkter vun der Entreprise ofgeschwat huet?

• Wa jo, wat fir Konsequenze wäert dës Ofsprooch hunn?

• Gëtt d'Firma „Abakus-IT-Solutions“ vun der neier Ausschreibung, déi virun zwou Wochen ausgelaf ass, ausgeschlossen?

– Aus wat fir Grënn ass 2019 bei der Ausschreibung op en externe Beroder zréckgegraff ginn?

• Wéi vill hunn d'Servicer vum externe Beroder kascht?

• Goufen 2019 3 Offeren ugefrot?

• Wat eng Moossnamen huet den LNS 2019 ergraff fir sécherzestellen, dass keen Interessenkonflikt beim externe Beroder géif virleien?

– Kann d'Regierung confirméieren, dass den LNS selwer am Kontext vun der Ausschreibung vun 2019 eng Untersuchung an d'Weeër geleet huet?

• Wa jo, wat koom bei der Untersuchung eraus?

• Wat huet den LNS beweegt, fir haut eng Untersuchung zur Ausschreibung vun 2019 ze maachen?

– Wéi vill Ausschreibungen huet den LNS iwwer déi lescht 5 Joer gemaach a wéi vill goufen der vun externe Beroder begleet?

– Gëtt et Richtlinnen, wéini en externe Beroder kann ageschalt ginn?

• Wa jo, sinn déi an all Fall agehale ginn?

• Wann nee, firwat goufen se net agehalen?

– Ass bei der aktueller Ausschreibung op déi fréier Ausschreibung zeréckgegraff ginn?

• Wa jo, wéi den LNS un der aktueller Ausschreibung festhalen oder gëtt dru geduecht, fir se ze annulléieren an eng nei ze lancéieren?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir Ofsproochen bei öffentlichen Ausschreibungen an Zukunft ze verhënnern?

Réponse (07/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Am Joer 2019 huet de Laboratoire national de santé (LNS) sech vun engem externe Consultant begleetde gelooss wéinst senger spezieller Kompetenzen am Beräich „marchés publics“. Dëse Kontrakt war bei 12.000 EUR plafonéiert³.

2023 huet dee selwechte Beroder den LNS nach emol begleet am Kader vum Renouveau vun dësem Marché public.

De 26. Juli 2023 huet ee Journalist ee potentiellen Interessenkonflikt gemellt am Zesummenhang mam „Service Desk“ vum LNS, wouropshin an de Méint August a September 2023 eng intern Enquête duerchgefouert gouf, déi erginn huet, dass dee Consultant un der Finalisatioun vun der Offer vun Abakus fir de Marché public vun 2019 matgeschafft huet. Dee concernéierte Consultant huet schréfflech deklaréiert, keng intern a confidentiel Informatiounen weiderginn ze hunn, déi d'Offere vun Abakus an iergendenger Form beaflosst hätten. Den LNS hat dës Informatiounen net zur Verfügung an Abakus konnt deemno fir 2023 net zum Marché public ecartéiert ginn.

Den LNS ass der Meenung, dass de concernéierte Beroder seng Kontakter zu Abakus hätt misse vun Ufank u matdeelen, an net réischt 2023. Dat selwecht gëllt och fir Abakus. Säit engem Joer mécht den LNS eng strukturéiert Kontroll betreffend e méiglechen Interessenkonflikt tëschent de jeeweilege bedeelegte Firmen u Marchéen.

Et sief nach erwänt, dass, nodeems all d'Offeren ausgewäert goufen, Abakus de Marché public net attribuéiert krut.

Réforme du service « Adapto » | Question 8247 (22/08/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säit Laangem ass bekannt, dass et beim Adapto-Service ëmmer rëm schwéier Probleemer gëtt. Nodeems

³ Un montant inférieur au seuil d'exigence de trois offres (conformément à l'article 20 (1) a) (livre I) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics).

eng Adapto-Reform koun, déi de Service verbessere sollt, krut eng Petitioun (N° 2749), déi sech mat enger Rei Mängel beschäftegt huet, bannent dräi Deeg déi néideg Ënnerschrëften. Kritiséiert gouf zum Beispill, datt nei Busser bestallt, an an de Betrieb kumm sinn, déi net behënnertegerecht wieren. Et sinn och puer Fäll bekannt, wou Leit, déi blann sinn an e Servicehond dobäi haten, de Begleethond net mathuelen duerften.

De Lëtzeburger Konsumenteschutz (ULC) hat den 18. Abrëll an enger Pressematdeelung eng Rei Propose virgestallt, déi den Adapto-Service verbessere sollen. Generell soll de System an d'Kommunikatioun tëschent der Uruffzentral, dem Client an dem Chauffeur verbessert ginn. Weider goufe kloer Krittären etabléiert, fir eng Adapto-Kaart ze erhalen, oder verweigert ze kréien.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi huet den Här Mobilitéitsminister vir, fir op déi Kriticken ze reagéieren?

2. Gouf eng Analys vun der Reform schonn an d'Weeër geleet? Wa jo, wat fir eng Verbesserung se virgesinn? Wann nee, firwat net?

3. Wéi sinn d'Reegele vum Adapto aktuell fir Leit, déi eng Begleetpersoun oder e Begleethond brauchen? Ass den Här Minister och der Meenung, datt et muss méiglech sinn, speziell fir Leit mat enger Behënnung kënnen eng Begleetpersoun oder e Begleethond am Adapto matzehuelen?

4. D'ULC fuerdert, datt de System an d'Kommunikatioun tëschent der Uruffzentral, dem Chauffeur an dem Client verbessert sollte ginn. Sinn Initiativen um Lafen, fir de System an d'Kommunikatioun ze verbesseren a falls jo, vu wéini u sollen dës Moosnamen sech am Fonctionnement vum Service bemierkbar maachen?

Réponse (16/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten huet Froen iwwer den Adapto-Transport an d'Adapto-Bussen.

Zu de Bussen ass ze soen, datt et verschidden Zorte Gefierer gëtt, déi agesat ginn, mat spezifischen Ekipementen wéi Rampen oder Hebebühnen, déi néideg sinn, fir Persounen am Rollstull kënnen opzehuelen, mee net all Notzer vum Adapto huet de Rollstull, dofir ginn och Gefierer agesat ouni Rampen oder Hebebühnen.

Meng Servicer reagéieren op all Ufro, Reklamatioun oder Suggestioun, déi un si eruedroen ginn. Bis haut ass den ULC mat senger Kriticken net un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten erugetrueden. Wat d'Krittären ugeet, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, verweisen ech op déi entsprecheend Informatiounen adapto.lu a guichet.lu an doriwwer eraus op de Gesetzesprojet 8005 iwwer de spezifischen Transport.

Et gouf keng extra Analys vun der Reform an d'Weeër geleet. Déi lescht Reform huet offensichtlech eng ganz Rei Verbesserung bedeit, a virun allem mat sech bruecht, dass d'Unzuel vun de Benotzer ganz staark geklommen ass, wat ënner Beweis stellt, wéi néideg an awer och attraktiv den Adapto ass.

Esou ass tëschent 2019 (dat Joer virun der Reform) an 2022 d'Effizienz vum zentraliséierte System bewise ginn, well d'Unzuel vun den transportéierte Persounen staark an d'Luucht goug, ouni datt d'Käschten zougeholl hätten, am Géigendeel:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Verbesserunge kounen och mat der Reform; ech erënneren drun, dass Follgendes eréischt duerch d'Reform iwwerhaupt méiglech war:

- dem Notzer konnt eng App zur Verfügung gestallt ginn,
- d'Notzer kënnen mat der App hir Buchunge selwer maachen oder stornéieren,
- d'Notzer kënnen de Bus an Echtzäit suivéieren,
- den Notzer kann de Chauffeur uruffen an ëmgedréint,
- eng Telefonszentral ass ronderëm d'Auer erreechbar, souguer wann eng Urgence ass,
- owes gëtt de Service eng Stonn méi spéit ugebueden.

Natierlech ass et erstriewenswäert, de Service weiderhin ze verbesseren, respektiv bei punktueller Problemer den Ursachen nozegoen, fir datt déi an Zukunft net méi virkommen.

Den honorabelen Deputéierte freet no den aktuelle Reegele betreffend eng Begleetpersoun oder e Begleethond. Ech erënneren drun, dass d'Notzungsbedingung vum Adapto ënnert där entsprechender Rubrick op mobilitéit.lu oder um Formular op guichet.lu ze fanne sinn. Et war an ass ëmmer eng Begleetpersoun erlaabt. Wa laut Certificat médical eng Begleetpersoun onerlässlech ass oder eng ze staark Orientationsbeurteilung besteet, ass eng Begleetpersoun obligatoresch. Dëst ass eng wichteg Measure, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Weiderhin ass et och erlaabt, en Hond oder Blannenhond matzehuelen.

Den honorabelen Deputéierte werft dann de Bäräich Kommunikatioun tëschent Telefonszentral, dem Chauffeur an dem Client op, an deem awer vill geschitt ass an dee wier, wéi uewe gesot, ouni Reform net méiglech gewiescht:

De Callcenter vu mobilitéit.lu steet bei all Fro oder Problemer während enger Faart oder mat engem Client fir all Adapto-Chauffeur zu Verfügung. D'Chaufferen hunn dofir och eng prioritär an direkt Linn zu Verfügung. De Chauffeur huet och d'Méiglechkeet, selwer direkt iwwer seng Tablett den Notzer ze kontaktéieren, zum Beispill bei gréisserer Perturbatiounen. Owes den Dag viru senger Faart, kritt de Client per SMS eng Notifikatioun mam Recapitulatif vu senger Buchung. Derbäi kritt hien nach eng SMS, wann de Bus ukomm ass.

Ausserhalb den Öffnungszäite vum Callcenter iwwerhëlt d'Leetstell vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport eng Permanence fir all urgent Fro souwuel vu Chaufferssäit wéi och vum Client senger Säit. D'Kommunikatioun ënnert de verschiddene Servicer souwéi mat den Notzer funktionéiert gutt.

Ausserdeem ass virgesinn, fir Push-Notifikatiounen fräzeschalten.

Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question 8248 (22/08/2023) de **M. Léon Gloden | M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi aus der éischter an der zweeter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8234 ervirgeet, war d'Police-Kommissariat op der Garer Plaz effektiv an der Nuecht vum 11. op den 12. August 2023 formell zou. De Manque un néidegem Effectif u Poliziste gëtt an der Äntwert erkläert mat enger „série d'absences imprévisibles“, obwuel et sech hei net nëmme ëm Krankeschäiner gehandelt huet, mee och ëm Polizisten, déi juristesche poursuivéiert ginn. Deemno hunn am Garer Policebüro 4 Polizisten hir Waffe missen ofginn a sëtzen aktuell an Untersuchungshaft. Eisen Informatiounen no gëtt et

och op enger Rei anere Police-Kommissariater duerch d'Land aktuell eng Partie Krankschreiwungen.

An deem Kontext wëlte mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Wéi vill Poliziste sinn aktuell um Police-Kommissariat op der Garer Plaz am Dénsgsch?
- Geet dës Unzuel duer, fir dass d'Kommissariat onofhängeg a voll operationell ass?
- Kann de Minister confirméieren, dass op anere Police-Kommissariater och Krankmeldunge gewiescht si respektiv nach sinn?
- Ëm wéi eng Kommissariater handelt et sech genau?
- Sinn déi betraffe Police-Kommissariater trotzdeem déi ganzen Zäit voll funktionsfäeg gewiescht?

– Kann de Minister eis Informatiounen iwwer déi eventuell Ursache fir dës Krankmeldunge ginn?

– Ass et richtig, dass elo eng Rei Poliziste vum Garer Police-Kommissariat op aner Kommissariater sollen transferéiert ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir?

Réponse (22/09/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

– Viroop muss hei präziséiert ginn, dass de d'Police op der Gare keng eegestänneg Entitéit ass an dofir kann déi Entitéit ni „onofhängeg“ a „voll operationell“ sinn. Et ass e Sous-ensemble vum C3R Lëtzebuerg um Verluerekascht (commissariat à trois roulements), wat bedeit, dass z. B. de Chef d'unité vun deem C3R Lëtzebuerg och de Chef d'unité vun där Grupp op der Gare ass.

De Grupp Gare zielt 32 Memberen: 30 Polizisten an 2 Beamtinnen aus dem Zivilkader (Stand 1.9.2023). Dës Zuel ka variéieren, well dës Agenten op Schichten ageedeelt sinn an et ëmmer kann zu Krankmeldunge kommen, esou wéi dat bei all Police-Unitéit de Fall ass.

Aktuell gëtt et effektiv bei der Entitéit Gare 4 imprevisibel Ausfäll, déi warscheinlech längerfristeg sinn, mee déi awer amgaange sinn, duerch eng Note d'appel aux candidatures kompenséiert ze ginn.

Et muss op dëser Plaz rappelléiert ginn, dass d'Police national an homogeen organiséiert ass. Dank dëser Organisatioun si primär Interventiounen a proaktiv Missiounen assuréiert, wei de Service um Bierger (besonnesch a sensibelen Zonen), an dat och am Fall vun engem plötzlechen Ausfall vu 4 Agenten an engem Sous-ensemble.

Et gëtt eng staark Zesummenaarbecht um operationellen Niveau mat weidere Kommissariater aus der Region Capitale an der Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO), wouduerch déi aktuell Ausfäll an der Zon kompenséiert sinn.

– Krankmeldunge kommen op sämtlechen Unitéiten a Servicer vir. Déi betraffe Kommissariater si gréisstendeels voll funktionsfäeg. Wann dat ausnamsweis mol net de Fall war, wéi zum Beispill während der Covid-19-Pandemie, dann huet d'Police déi néideg Measure geholl, fir trotzdeem hiren Aufgaben nozekommen. Informatiounen zu den Ursache vu Krankmeldunge ginn net un de Policeminister weidergeleet.

– Aktuell ass et fir de Fonctionnement net noutweneg an net geplangt, fir déi Poliziste vum Grupp Gare (C3R Lëtzebuerg) op déi aner Gruppen ze transferéieren oder dës Grupp anescht ze organiséieren. Et kann allerdéngs sinn, dass Beamten aus aarbechtsrechtlechen/medezinnesche Grënn mussen op aner Unitéiten transferéiert ginn. Dës ginn dann erëm ersat. Dat gëllt prinzipiell fir all operationell Unitéit an der Police.

Generell sinn Transferte méiglech an d'Grënn heifir kënnen ganz verschidde sinn. All Fäll ginn eenzel

analyséiert. Sou ass beispillsweis ee Wiessel am Kader vum Artikel 6 vum Staatsbeamtestatut denkbar, sief et op perséinleche Wunsch vum betraffene Polizist oder op Basis vum Intérêt de service. Des Weidere kann eng eventuell Inaptitude laut Artikel 32 vum Staatsbeamtestatut zum Droe kommen, falls d'Gesondheet vun engem Beamten a Gefor ass.

Pratiques douteuses au commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question 8249 (22/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am „Lëtzebuurger Wort“-Artikel „Fragwürdige Vorgänge in der Bahnhofswache“ a laut Recherche vun der Zeitung „Quotidien“ gëtt et an dem Commissariat op der Gare ee Verdénchschtssystem, no deem jonk Polizist:innen sech fir d'éischt emol beweise mussen, ier se vun hire Supérieure respektéiert ginn. Et géif ee bei minus 10 Punkten ufänken a misst sech da mat „mutigen Taten“ de Respekt vun anere verdéngen, esou d'Recherchen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– Huet de Minister Kenntnis iwwert esou Praktiken? Wa jo, wat wëll e géint dës ënnerhuelen? Falls nee, wei konnt esou eppes onentdeckt bleiwen? Falls nee, wäert een de Resultater vun de Recherche vun de Journalisten nogoen?

Réponse (22/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Am Moment sinn Enquêtes pénales amgaangen, déi ënnert der Leedung vun den Autorités judiciaires, vum Kontrollorgan vun der Police duerchgefouert ginn. Sollten an deem Kader Irregularitéiten betreffend de Fonctionnement vum betraffene Commissariat festgestallt ginn, wäert d'IGP déi néideg Schrëtt ënnerhuelen.

Agréments pour gérer des logements thérapeutiques | Question 8250 (23/08/2023) de M. Gusty Graas | M. Gilles Baum (DP)

La Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychiatrie et psychothérapie a récemment publié un communiqué de presse dans lequel il fait état de rumeurs selon lesquelles le Ministère de la Santé étudierait la possibilité « de délivrer des agréments pour gérer des logements thérapeutiques destinés à accueillir des personnes vulnérables à des sociétés commerciales alors que la psychiatrie extrahospitalière conventionnée à but non lucratif a pu développer un modèle de prise en charge pluridisciplinaire ambulatoire depuis plus d'un demi-siècle ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, est-il vrai que le Ministère de la Santé a l'intention de délivrer des agréments pour la gestion de logements thérapeutiques à des sociétés commerciales ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons a-t-il été décidé d'emprunter cette voie, qui peut être considérée comme une commercialisation de la médecine ?

2) Madame la Ministre, n'est-elle pas d'avis qu'il serait plus judicieux de soutenir la psychiatrie extrahospitalière conventionnée, qui s'est jusqu'à présent occupée de la prise en charge, avec des moyens supplémentaires ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (16/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) La loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans

les domaines social, familial et thérapeutique établit le cadre et les modalités de délivrance des agréments pour la gestion de logements thérapeutiques. L'article 1^{er} dans son alinéa 3 précise que « l'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales de droit privé et de droit public ». Le législateur a donc souhaité couvrir tout type d'acteur pour permettre de répondre aux différents besoins de la population entière.

À noter que jusqu'à présent, les dossiers d'agréments relevant des compétences du Ministère de la Santé ont été déposés uniquement par des ASBL.

ad 2) Comme la loi précitée permet à tout acteur de requérir un agrément, le Ministère de la Santé ne peut pas privilégier un acteur par rapport à un autre, mais est tenu d'analyser chaque demande introduite en vérifiant si les conditions imposées par la loi sont remplies.

Campagne de maintenance et de nettoyage des tunnels autoroutiers | Question 8251 (23/08/2023) de Mme Diane Aehm | Mme Martine Hansen (CSV)

Wéi RTL-Lëtzebuerg an engem Artikel vum 22. August 2023 schreift, ginn d'Tunnelle Gousselerbiërg a Grouft déi nächst Wochen nees temporär zougemaach. Vu Mëtt Juli bis Mëtt August war den Tunnel Gousselerbiërg a Richtung Echängeur Luerenzweiler fir den Trafick zou. Zënter Mëtt August gëtt am Tüb a Richtung Schëndels geschafft an de Verkéier leeft bidirektional a Richtung Luerenzweiler. Ausserdeem ass bis an den Angang vum Tunnel Grouft Tempo 50 an de ganze Chantier soll nach bis Mëtt September daueren. Dobäi kënn, dass vun der Stad a Richtung Norden am Tunnel Grouft eng Temporeduzierung vun 90 op 70 ass, obwuel do net geschafft gëtt. Elo huet de Ministère wësse geden, dass vum 28. August 2023 un nees Maintenance- a Botzaarbechten an diversen Tunnelen uechter d'Land sinn, dorënner ënner anerem d'Tunnelle Gousselerbiërg, Grouft, Markusbiërg, Péiteng a Biff. Den Tunnel Gousselerbiërg, souwéi eng Partie anerer wieren also op en Neits gespaart.

An dësem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Aus wéi enge Grënn gëtt an deenen Tunnelen, wou aktuell Aarbechte stattfannen, net vum Chantier respektiv der Spärung profitéiert, fir an engem d'Maintenance- a Botzaarbechten ze maachen?

Réponse (04/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Aarbechten am Tunnel Gousselerbiërg waren Aarbechten, déi iwwert de Kader vun den normale Maintenanzen erausgaange sinn. D'Aarbechte si mëttlerweil ofgeschloss an hu vum 14. Juli bis den 12. September 2023 gedauert.

Parallèlement zu all deenen Aarbechten, déi während dëser Period gemaach goufen, ewéi och schonn a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8236 vum Här Deputéierten André Bauler beschriwwen, gouf och vun der Spärung profitéiert, fir d'Maintenance vum Tunnel Gousselerbiërg, déi vum 11. bis den 12. September 2023 geplangt war, matzemaachen.

Prix du permis de conduire | Question 8252 (23/08/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

An senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 8164 zum Taux d'échec am praktesche

Fürerschäinsexame confirméiert de Minister fir Mobilitéit, dass sech dësen aktuell bei ronn 52 % agependelt huet, an iwwert déi lescht 10 Joer konstant an d'Luucht gaangen ass. Dofir soll an Zukunft „de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness“ geluecht ginn. Fir insgesamt déi jonk Chauffere besser op d'Erausforderunge vum moderne Verkéier virbereeden ze kënnen, misst een eventuell bei enger Reform vum Apprentissage driwwer nodenken, fir d'Zuel vun den obligatoreschen Stonnen an d'Luucht ze setzen, fir esou dann och den Taux d'échec erfroze kréien.“

Ausserdeem gëtt an der Äntwert een ongläiche Verglach gemaach tëscht dem duerchschnëttleche Präis fir de Fürerschäin zu Lëtzebuerg an dem Präis am Ausland. Zu Lëtzebuerg bezitt een am Duerchschnëtt 1.600 EUR fir eleng 16 praktesch Fuerstonnen an d'Theorie. Am Fall vun engem Echec kommen nach emol ronn 750 EUR dobäi. An der Belsch kascht de Fürerschäin 1.700 EUR, alles abegraff mat duerchschnëttlech 20 Fuerstonnen an a Frankräich läit ee bei engem Duerchschnëttspräis vun 1.800 EUR, dat awer fir 35 Fuerstonnen. An eisen Nopeschlänner ginn deemno méi praktesch Virbereedungsstonnen ugebuede fir den ongeféier gläiche Präis.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wéi eng konkret Mesurë gesäit de Minister vir, fir „de Fokus an der Ausbildung op de sougenannte „risk awareness““ ze leeën?

– Firwat sinn d'Präisser fir eng Fuerstonn zu Lëtzebuerg sou exponentiell méi héich wéi an eisen Nopeschlänner?

• Wéi steet Lëtzebuerg am EU-Verglach do a punkto Präis fir eng Fuerstonn?

• Wéi kéinten d'Leit nach besser op de praktesche Fürerschäinsexame virbereet ginn, ouni datt et méi deier gëtt?

– Ass de Minister net der Meenung, dass doduerch, dass vill Leit beim éischte Versuch vum prakteschen Examen duerchfalen, d'Präisdifferenz par rapport zum Ausland ëmmer méi grouss gëtt an d'Leit sech de Fürerschäin net méi leeschte kënnen?

– Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg kee Gesamtpreis, wou extra Fuerstonnen abegraff wiere fir de Fall, wou een de Praxisexamen net beim éischte Versuch packt?

Réponse (26/09/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang am Kader vun der Führerschäin-ausbildung.

Wat de sougenannte „risk awareness“ betrëfft, esou soll an der Ausbildung nach méi wéi bis elo schonn, souwuel an der theoreetescher wéi och an der praktescher, awer och nach dono an de Coursé vum CFC (Colmar a Suessem), esou wéi den Numm et seet, de Kandidat bäibruucht ginn, fir geféierlech Situatoune schonn am Virus besser kënnen ze erkennen an deementspreechend och reagéieren ze kënnen. D'Komplexitéit vum moderne Verkéier verlaangt vun de Kandidaten e gewëssent Virausdenken an och déi richteg Aschätzung vu Verkéierssituatoune. All dëst soll verstärkt mam Kandidat geübt ginn. Eng heierop ausgeriichten Ausbildung léiert de Kandidat och, de Verkéier insgesamt besser ze verstoen, an dat féiert och zu enger besserer Mäîtrise vum Gefier, wat sech dann och op den Taux d'échec wäert auswirken.

Wat de Präis vum Führerschäin ugeet, esou ass e Verglach mam Ausland, wat déi eenzel Präisser ugeet,

schwierig. Fir d'éischt sief emol dorops higewisen, dass déi Präisser, déi als Beispill a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 8164 de Gesamtpräis vun engem Führerschäin an deene verschiddene Länner war, also souwuel den theoretesche wéi och de prakteschen Deel vun der Ausbildung beinhalten. E Réckschloss op déi eenzel Präisser fir déi praktesch Stonnen ass soumat net méiglech. Dobäi kënn nach, dass d'Tariffer vun de Fahrstonnen an dës Länner net reglementéiert sinn. Et handelt sech also ëm Duerchschnittspräisser, déi jee no Fahrschoul a souguer der Plaz vun der Fahrschoul staark variéiere kënnen. A Frankräich zum Beispill sinn d'Fahrstonnen an de Stied an der Reegel méi deier wéi d'Fahrstonnen a ländleche Géigenden.

Laut der franséischer Konsumentenschutzorganisatioun UFC-Que Choisir ware bei enger Enquête aus dem Joer 2016 d'Präisser vum Führerschäin zu Paräis mat 2.140 EUR am deiersten, an am Territoire de Belfort mat 1.468 EUR am gënschtegsten. Déi national Moyenne fir Frankräich lounge deemools, opgrond vun der realiséierter Enquête bei 1.374 Fahrschoulen, bei 1.804 EUR. UFC-Que Choisir huet drop higewisen, dass et ganz ënnerschiddlech jee no Regioun ass, wéi vill Fahrstonnen d'Kandidaten tatsächlech geholl hunn. Net all hu 35 Stonne gebraucht – just 20 Stonne waren obligatoresch –, fir de Führerschäin ze packen.

Am Joer 2022 lounge a Frankräich den Taux de réussite global bei de Führerschäinsexamen (Épreuves du permis B) bei 56,8 %. Dës ass tendenziell méi niddereg wéi zu Lëtzebuerg. D'Qualitéit vun enger Ausbildung kann deemno, opgrond vun deem Beispill aus Frankräich, och net un der Unzuel vun de Fahrstonnen an der Fahrschoul gemoooss ginn.

Wat de Präis vun de Fahrstonnen zu Lëtzebuerg ugeet, esou waren dës bis 2011 staatlech reguléiert, wat awer vun der deemoleger CSV-LSAP-Regierung ofgeschaaft ginn ass, esou dass d'Präisser fir d'Fahrstonnen haut vun de Fahrschoule selwer festgeluecht kënnen ginn, also nom Prinzip vum fräie Marché. De Staat huet säitdem keen Afloss méi op d'Präisser vun de Fahrstonnen.

Doriwwer eraus ass en einfache Verglach vu Präisser vu Fahrstone mat dem Ausland schwierig, well een och hei déi ënnerschiddlech Liewenshaltungskäschte vun deene jeeweilege Länner misst mat abezéien, grad wéi och déi ënnerschiddlech Sozialkäschten a Gehaltsstrukturen. All dës mécht en 1-1-Verglach vu Präisser fir Fahrstonnen onméiglech.

Kuckt een elo de Gesamtpräis, wat de Führerschäin kascht, esou läit Lëtzebuerg verglach mat eisen Nopeschlänner an der Mëtt. An och hei hänkt et dovunner of, ob de Kandidat den Examen direkt packt (souwuel Theorie wéi och Praxis) a wéi vill Stonnen hien huele muss oder wëllt. Wéi an der normaler Schoul och, ass hei och all Kandidat verschidden. Munch Kandidat si schonn no der minimal vageschriwwener Zuel vu Stonne prett fir an den Examen, anerer brauchen nach méi Stonnen, iert si prett sinn. Dat huet natierlech Auswierkungen op de Präis. Et ass dofir eng wichteg Aufgab vum jeeweilege Fahrlehrer fir ze jugéieren, ob e Kandidat prett fir an den Examen ass oder eeben nach net. Generell ass d'Ausbildung vun de Kandidaten e wichteg Krittär, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren a fir d'Zil vun der „Vision Zero“ ze erreechen. Et ass deemno wichteg, och wirklech nëmmen déi Kandidaten zum Stroosseverkéier zouzeloossen, déi och wirklech déi dozou néideg Fäegkeete geléiert hunn a beherrschen.

Composition des collèges échevinaux | Question 8253 (23/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem „Tageblatt“-Artikel vum 22. August steet ze liesen, dass d'Politik nach ëmmer haaptsächlech Mannersaach wier a Fraen a Gemengen- oder Schäfferéit ënnerrepresentéiert sinn. Am Artikel gëtt och d'Beispill vu Miersch ugefuert, wou just eng eenzeg Fra an de Gemengerot gewielt gouf, obwuel 42 Prozent vun de Kandidaten, déi sech fir d'Gemengewalen opgestallt haten, Frae waren. Miersch ass awer net déi eenzeg Gemeng, wou manner Fraen am Gemengerot vertruede sinn an et stellt sech d'Fro, ob et och reng männlech Gemengen- oder Schäfferéit hei am Land gëtt.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Wéi vill reng männlech Schäfferéit gëtt et aktuell hei am Land an ëm wéi eng Gemengen handelt et sech dobäi?

Réponse (24/08/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Nei verreedegt, reng männlech Schäfferéit gëtt et der 44 (Beckerich, Bettendorf, Bous-Waldbredimus, Clervaux, Consdorf, Diekirch, Differdange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Goesdorf, Heffingen, Helperknapp, Junglinster, Kayl, Kehlen, Kiischpelt, Kopstal, Lenningen, Lintgen, Mersch, Mertert, Mertzig, Parc Hosingen, Préizerdau, Reckange-sur-Mess, Rumelange, Saeul, Schengen, Schifflange, Schuttrange, Stadtbredimus, Steinsel, Troisvierges, Useldange, Vallée de l'Ernz, Vianden, Weiler-la-Tour, Weiswampach, Wincrange, Winseler a Wormeldange).

An deenen zwou Gemengen, an deenen den 11. Juni net gewielt ginn ass (Beaufort, Berdorf), huet aktuell d'Gemeng Beaufort och nach e reng männleche Schäfferot. Bei dësen zwou Gemenge muss een déi reportéiert Wale vum 8. Oktober nach ofwaarden.

Arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols | Question 8254 (23/08/2023) de M. André Bauler (DP)

Dans la localité de Bohey-Doncols (commune de Winseler), il n'existe actuellement pas d'arrêt de bus desservant la ligne de bus 130 (Ettelbruck-Bastogne). L'arrêt en question devrait être placé en effet à Bohey, point central entre les arrêts de Bras et de Knauf à Pommerloch (distants de quelque cinq km). L'installation d'un tel arrêt n'impacterait guère la durée du trajet Bastogne-Ettelbruck. De plus, il pourrait également desservir tout un quartier du village de Doncols et permettrait aux personnes habitant à Bohey-Doncols de pouvoir se déplacer plus facilement et en toute sécurité au centre commercial. L'installation d'un tel arrêt pourrait donc être réalisé sans aménagement particulier ni coûts supplémentaires – puisque l'arrêt scolaire est déjà existant.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire insérer, dans le cadre de la ligne 130, un arrêt de bus dans la localité de Bohey-Doncols afin de venir en aide aux habitants concernés ?

2) Combien de personnes utilisent régulièrement la ligne de bus 130 entre Ettelbruck et Bastogne ?

Réponse (11/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'ajout d'un arrêt supplémentaire à Bohey sur la ligne RGTR 130 n'est pas envisageable. Il est difficile de trouver un emplacement adapté pour un arrêt de bus, en particulier dans la direction de Wiltz vers Bastogne. En effet, cela impliquerait un détour considérable avec deux intersections complexes pour un autobus de ligne, notamment au carrefour Duerfstrooss-chemin des douaniers et à l'accès sur la N15.

La localité de Doncols est desservie par la ligne 144, offrant ainsi une liaison directe vers le centre commercial de Pommerlach et la ville de Wiltz.

ad 2) Sur la ligne 130, 78 % des courses sont actuellement équipées d'un comptage automatique de voyageurs (CAV). Ceci représente 9.228 courses exécutées en 2023. Depuis le 1^{er} janvier 2023, 182.494 clients ont été dénombrés, soit une moyenne de 19,77 clients par trajet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Publication des tests de l'INLL sur Internet | Question 8255 (23/08/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Op Internet si Bicher opgedaucht, déi déi integralen Texter vum Sproochenexame Lëtzebuergesch am INLL erëmginn an op eng aner Sprooch – an deem Fall, deen eis zu Ouere komm ass, ass dat Russesch – iwwersetzen. Wann et och international net onüblech ass, datt esou Tester oder Beispiller vun Examensfroen publizéiert ginn, dann ass awer hei festzehalen, datt dës Texter bis elo net offiziell publizéiert waren an datt déi Bicher also op Informatiounen baséieren, déi sech aller Warscheinlechkeet no illegal beschafft goufen.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister dës Faite confirméieren?
2. Wa sech déi Texter effektiv illegal beschafft goufen, huet den INLL oder den zoustännegen Ministère eng Plainte gemaach?
3. Wéi eng Konsequenzen zitt de Ministère aus dësem Virgang, och am Hëlleck op de Sproochenexamen?
4. Anscheinend freet den Auteur vun deene Bicher och nach „droits d'auteur“. Sollen d'Texter illegal beschafft gi sinn, wéi stellt sech de Ministère zu der Fro vun den „droits d'auteur“?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass gewosst, datt esou Materialien an Internetsitten existéieren, an déi ginn natierlech och genau analyséiert.

Wéi am Gesetz definéiert, baséiert de sougenannte Sproochentest, deen Test, deen ee gepackt muss hunn, fir déi Lëtzeburger Nationalitéit ze kréien, op dem Niveau A2 fir de mëndlechen Ausdrock an dem Niveau B1 fir d'Hiéiverstoen. Den Institut national des langues Luxembourg (INLL) exekutéiert dës Tester fir de Ministère de la Justice.

De Contenu vun dësen Niveauen, also déi Saachen, déi ee sproochlech leeschte muss kënnen, fir esou een Niveau ze erreechen, sinn am Europäesche Referenzkader fir Sproochen definéiert an och fir all Mënsch zougänglech.

Déi Leit, déi sech also gewëssenhaft op deen Exame virbereeden, kennen d'Thematiken, déi op se duerkomme kënnen a riichten hir Virbereedung duerno aus. Et ass gewollt, datt d'Leit sech op dësen Examen, wéi och op all aneren Examen, virbereeden. Dofir huet z. B. och den INLL Beispiller vu méiglechen Examensfroen op sengem Internetsite.

An dësen Iwwerleeungen ass et dann och net aussergewéinlech, datt verschidde Sproocheschoulen um Internet oder och soss, d'Leit op dësen Test geziilt virbereeden. Dat ass legitim, natierlech nëmmen esoulaang, wéi keen authentesch Material vum INLL, deen dësen Test jo ausschafft an och duerchféiert, agesat gëtt.

ad 2. Et ass effektiv esou, datt um Internet Opnamen aus Esou engem offiziellen Test opgedaucht sinn. Et gouf direkt reagéiert an déi betreffen Opname goufen direkt aus dem Roulement vun den Tester erausgeholl. Och gouf eng Mise en demeure mat Undroung vu Plainte ausgesprach, well op deenen Opname Mataarbechter vum INLL ze héiere sinn, dat ouni deenen hiert Verständnis.

ad 3. Am INLL gouf eng nach méi grouss Aarbechtsgrupp geschaf, fir ëmmer méi Material auszuschaffen, an esou ëmmer méi verschidden Testversiounen esou séier wéi méiglech, asetzen ze kënnen.

Bei der Analys vun de Chifferen a Relatioun mam Sproochentest konnt net festgestallt ginn, datt, zanter der Apparitioun vun esou Offeren, fir präzis op de Sproochentest virbereet ze ginn, vill méi Leit e packen. Wa mer eis elo just déi lescht Joren ukucken, hunn am Schouljoer 2020/2021 63 % den Test gepackt, 2021/2022 waren et der 67 % an elo am leschte Schouljoer 2022/2023 och erëm 67 %. 2017/2018 waren et der awer nach 74 %.

ad 4. Beim Material, dat aktuell zirkuléiert an heemlech beschafft gouf, stellt sech natierlech d'Fro vun den „droits d'auteur“. Heizou kann ech äntweren, datt eng Expertis leeft an un engem Reglement geschafft gëtt, dat dës Rechter präziséiere wäert.

Prévention suicide à l'école | Question 8256 (23/08/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Viru Kuerzem ass eis zu Ouere komm, datt e Schüler bei engem Schoulausflug versicht huet, sech d'Liewen ze huelen. D'Eltere vum Bouf goufen awer réischt den Dag dono vun der Schoulleedung iwwer dësen trageschen Zwëschefall informéiert.

Dës Tatsaach werft d'Fro op, ob et am Émgang mam Thema Suizid(versuch) an der Kommunikatioun doriwwer am schoulesche Milieu méiglech ass, fir Schüler fréizäiteg ze erkennen, déi vläicht an enger Kris steechen an a Gefor sinn, ob geplangt oder als Kuerzschlussreaktioun, e Suizid(versuch) ze ënnerhuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob et Bestëmmunge gëtt, déi eng Schoul dozou verfluchten, am Fall vun engem schlimmen Zwëschefall, wéi z. B. engem Suizid(versuch), d'Eltere vum betreffende Schüler direkt doriwwer a Kenntnis ze setzen?

2. Am Artikel „Gerüstet gegen die Hilflosigkeit“ („Reporter“ vum 14. Februar 2022) konnt ee liesen: „François d'Onghia, der Leiter der Abteilung für Prävention und Information der, Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale“, schätzt die Anzahl der Schulen, die sich auf diese Weise auf einen Ernstfall vorbereitet haben, auf nur „etwa ein halbes Dutzend“. Und auch jene Schulen, die Vertreter und Vertreterinnen

zu den Fortbildungs- und Vorbereitungskursen seiner Vereinigung geschickt haben, kann der promovierte Psychologe an einer Hand abzählen. Dabei gibt es in Luxemburg insgesamt 37 staatliche Lyzeen, einige davon mit mehreren Standorten.“ Verfüügt den Här Minister iwwer aktuell Zuelen, wat Schoulen (Primaire a Secondaire) ugeet, déi sech, z. B. duerch d'Opstelle vun enger speziell formierter Ekip, op en Eeschtfall virbereet hunn?

3. Wéi de Psychologieprofessor Claus Vögele am erwähnten Artikel betount, ass e Suizid(versuch) vun engem Schüler „schrecklich, in den meisten Fällen aber auch schrecklich unnötig und vermeidbar“. Dat implizéiert, datt dat schoulescht Personal optimal op dës Thematik virbereet gëtt. Wat huet de Schoulministère säit 2018 konkret gemaach, fir dës Zil ze erreechen?

4. Verfüügt den Här Minister iwwer Statistiken, wat d'Zuel vu Schüler-suiziden a -suizidversich an de leschten zéng Joer ugeet? Wann nee, firwat gëtt et keng esou Statistiken?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir d'éischt wéilt ech ënnersträichen, datt meng Servicer keng Kenntnis hu vun deem Zwëschefall, deen Dir an dëser parlamentarescher Fro beschreift.

E Suizidversuch ass ëmmer en Ausdrock vu grousssem psychologesche Leiden an et ass der Schoul hir Pflicht, d'Wuelbefanne vun de Kanner an de Jonken am A ze behalen an ugepasst dorop ze reagéieren, dës an der Zesummenaarbecht mat den Elteren an de mandatierte Servicer.

De Partenariat tëscht den ënnerschiddlechen Acteure vun der Schoulcommunitéit ass deemno vun zentraler Bedeutung. D'Schouldirektioun stinn an enkem Kontakt mat den Elteren an informéieren se, wann et zu engem Tëscheffall kënn, deen hiert Kand betrëfft, oder wann eng Gefor fir d'Kand besteet, sief et an der Schoul oder während enger Aktivitéit, déi am schoulesche Kontext ugebued gëtt. Wann e Jonken z. B. mat der Ambulanz an d'Klinik gefouert gëtt, informéiert d'Schouldirektioun d'Elteren doriwwer, a wéi eng Klinik de Jonken ageliwwert gouf. Do kréien d'Eltere vun deenen zoustännegen Experte méi Detailler iwwert den Zoustand vun hirem Kand mat allen noutwennegen Erklärungen.

Um Niveau vum Enseignement fondamental gëtt et eng spezialiséiert Ekip fir all d'Membere vun der Schoulcommunitéit, d'Krisenteam (KIT). D'KIT ass ee Service, dee bei belassende Situatiounen ronderëm Noutfäll, Accidenter, Krankheet a Stierffäll an der Schoul kann intervenéieren. Intervenéieren heescht an dësem Zesammenhang, der Schoul konkret zur Säit ze stoen an/oder d'Schoulacteuren ze beroden. Heibäi steet d'KIT esouwuel de Regionaldirektiounen, den Enseignanten, de Schüler wéi och den Elteren zur Verfügung. Fir d'Schoule besteet zousätzlech d'Méiglechkeet, eng Aféierung zum Thema „Noutfall- a Krisenmanagement“ an eng Presentatioun vum KIT schoulintern ze organiséieren.

Am Enseignement secondaire gëtt et zanter sëllege Jore Krisenteams, déi bei Fäll vu Suizid oder engem plötzleche Stierffall aktivéiert ginn. Mëttlerweil läit d'Unzuel vun dësen operationellen Ekippen (Équipes de postvention EPV) bei 32 Lycéeën (Stand August 2023). 26 vun dëse Lycéeën konnte scho vun enger direkter Ënnerstëtzung a Form vu Formation a Coaching duerch de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) oder der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale profitéieren, sief et duerch eng Simulatioun vum Eeschtfall oder duerch Reunionen an de jeeweilige Gebaier, wou d'Mise en

place vun dësen Ekippe geplangt an duerchgefouert gouf.

Während dem gesamte Schouljoer gi reegelméisseg national Austauschtreffen tëscht dësen Ekippen organiséiert, mam Zil, den Echange an d'Expertis ënnert de Professionellen ze förderen. Bei dësen Austauschtreffen sinn all EPV-Coordinateuren aus de Lycéeën present.

Am Fall vun engem dramateschen Event am Schoulëmfeld (Accident, Doud, Suizid, ...) huet d'Schoul och d'Méiglechkeet, sech mam CePAS a Verbindung ze setzen, fir eng Ënnerstëtzung vum GAP bei der Organisation an der Ëmsetzung vun esou Gesprächsgruppen unzefroen.

Dës sinn alles Moosname vun der Postventioun, déi awer ëmmer e präventive Charakter hunn, nämlech d'Acteure vun der Schoulcommunitéit ze stäerken, si an hirem Trauerprozess ze begleeten a virum sougenannte „Werther-Effekt“ oder „Nachahmungseffekt“ ze schützen.

D'Schafung vun engem neie sozioedukative Service (SSE), dee fir déi nidderschwelleg Jugendarbecht an de Lycéeën zoustänneg ass, ass eng vun deene wichtigste Präventionsmesuren, fir déi Jonk schonn am Virfeld ze erreechen.

Am spezifische Kontext vun der Suizidpräventioun ginn an all Lycée Multiplicateurs fir de „Premiers secours en santé mentale – PSSM“ forméiert, déi ganz cibléiert d'Unzeechen an d'Risikofacteurs bei de Jonken, awer och bei den Erwuesenen aus der Schoulcommunitéit erkennen an doropshin agéieren. Zil heibäi ass et, sou séier wéi méiglech dës Risikopersounen ze identifizéieren an hinne professionell Ënnerstëtzung unzebidden.

Duerch d'Ausbildung vun enger grousser Unzuel vu PSSM-Secouristen (bis dato ëm déi 500, wat ronn 10 % vum gesamte Personal aus de Lycéeën ausmécht), kréien déi Persounen, déi an emotionaler Nout sinn, d'Méiglechkeet, vun enger Uspriechpersoun identifizéiert a gehéiert ze ginn. Et geet dobäi och dorëms, den Tabu vun de mentale Gesondheetsproblemer ze verréngeren an d'Schoulgemeinschaft méi opmierksam ze maachen op déi psychologesche Schwiereregkeeten, déi souwuel d'Schüler wéi och d'Aarbechtskolleege kënnen begéinen.

Am Allgemenge kann ee soen, datt d'Grondschoulen an d'Lycéeën opgestallt sinn, sief et duerch d'Schafung vu Krisenkippen (Équipe de postvention EPV am Lycée bzw. Krisenteam KIT an der Grondschoul), sief et duerch déi eenzel Weiterbildungen oder Begleitmessen, déi fir déi Professionell an déi Jonk ugebued ginn.

Et läit net an den Attributiounen vu mengem Servicer, fir Suizidfäll ze repertoriéieren. De Ministère de la Santé ass fir dës Statistiken zoustänneg, des Weiteren huet d'Antwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 7247 vum November 2022 Prezisiounen ginn.

Habilitation de sécurité | Question 8257 (23/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Am Kader vun den nationalen Enquêtes de sécurité gesinn déi international Standarde vir, dass et erfuerderlech ass, dass de SRE (Service de renseignement de l'État) an d'ANS (Autorité nationale de sécurité) Accès zu den Archives judiciaires souwéi vergläichbaren Dossiere vun der Police oder anere Sécherheitsdëngschter hunn.

Fir kënnen eng vollstänneg Sécherheitsiwwerpräiung ze maachen an eng entsprecheend Habilitation de sécurité ausstellen, steet an der Decisioun 2013/488/UE vum Conseil an der Annex 1 geschriwwen: „vérification des antécédents aux niveau national

et local: il convient de procéder à des vérifications dans des fichiers de sûreté et les casiers judiciaires, lorsque ces derniers existent, et/ou dans d'autres registres analogues des administrations ou de la police. Il convient de vérifier les fichiers des services répressifs dans le ressort desquels la personne a résidé ou travaillé." Och d'NATO gesäit an der Directive sur la sécurité concernant le personnel vum 25. November 2020 vir, dass d'Habilitation de sécurité, déi Accès op klassifizéiert Informatiounen vum Niveau NC an NS gëtt, eng „vérification des dossiers nationaux et locaux – une vérification des dossiers des services de sécurité nationaux et des archives judiciaires centrales, si ces dernières existent, et/ou d'autres dossiers gouvernementaux et de police comparables, est effectuée“ erfuerdert.

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8193 geet ervir: „Opgrond vum der sougenannter Affär casier bis, engem Audit vum der Generalinspektioun vum der Police (IGP) an engem Avis vum der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) betreffend de Fichier central vum der Police huet de Procureur général d'État decidéiert, den Austausch vun Informatiounen mat der ANS am August 2019 anzustellen a sech op den Envoi vum Bulletin 2 vum Casier judiciaire ze limitéieren, bis datt eng eventuell gesetzlech Upassung gemaach gëtt.“ Wat den Accès zu de Policedonnées ugeet, sou steet och do geschriwwen: „Déi Solutioun, déi aktuell en place ass, besteet an der Ëmsetzung vum der Loi modifiée du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière an Zesummenaarbecht mat der Police nom Recherchemodell hit/no hit, kritt awer keen Accès op d'Procès-verbaux a Rapporten. Den Traitement vum der perséinlechen Donnéeën duerch d'Police an d'ANS ënnerläit der Kontroll vum der CNPD.“

Ausserdeem seet d'Regierung: „Wat den Accès op déi nominativ Datebank vum der Police betrëfft, gesäit d'Gesetz vum 2016 iwwert de SRE also keng Ännerungen an der Legislatioun am Verglach zum Gesetz vum 2004 vir.“ D'Gesetz vum Juli 2004 zur Organisatioun vum Service de renseignement de l'État huet awer bis 2016 geännert a gesäit elo notament vir, dass d'Autorités judiciaires et policières verpflichtet sinn, dem SRE an der ANS Donnéeën ze iwwermëttelen am Kader vum hire Missiounen.

Schlussendlech hatten de SRE an d'ANS den Accès op d'PVen an d'Rapporte vum der Police souwéi op d'Archives judiciaires schliisslech nach am Joer 2013, wéi een am Bericht vum der Sëtzung vum der Kommissioun fir d'Enquête sur le Service de renseignement de l'État vum 10. September 2013 op der Säit 996 noliess kann.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Premierminister stellen:

1. Ass de Premierminister der Meenung, dass Lëtzebuerg déi international Virschrëften aus der Decisioun du Conseil 2013/488/UE an den NATO-Direktiven zur Informatiounssécherheet am Kader vum der Habilitatiounsprozedur an den associéierte Sécherheetskонтроlle voll a ganz respektéiert?

2. Wéi steet Lëtzebuerg am internationale Verglach do betreffend d'Sécherheetskontrolle bei der Habilitatiounsprozedur?

3. Wéi vill Mataarbechter hunn aktuell eng gültig Habilitatioun, déi virun dem 1. Oktober 2016 ausgestellt ginn ass?

4. Wéi kann de Premierminister veräntwerthen, dass seng Administratioun zënter 2016 Habilitatiounen op Basis vun Enquêteën ausstellt, déi et sengen eegenen Aussoen no net erlaben, feststellen, ob den Demandeur all Garantie gëtt, fir esou eng Habilitatioun ze kréien?

– Wat heescht dat fir eis national Sécherheet a fir d'Sécherheet vun eisen internationale Partner?

Réponse (22/09/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. a 4. D'Regierung verweist op hir detailléiert Äntwerte vum 16. August 2023 op d'parlamentaresch Froen Nr. 8193 an 8199 zum nämmelechte Sujet.

ad 2. D'Regierung ka sech net ëffentlech zu Sécherheetskontrolle bei der Habilitatiounsprozedur äusseren, déi vun anere Länner duerchgefouert ginn.

ad 3. All d'Mataarbechter vum SRE hunn aktuell eng gültig Sécherheetshabilitation, onofhängeg vun hirem Ausstellungsdatum.

.....
Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question 8258 (24/08/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Zënter e puer Woche suerge Virfäll an Entwécklungen ronderëm d'Police op der Stater Gare fir ganz vill Diskussiounen. Déi Polizisten, déi do hiren Déngscht fir eis Sécherheet leeschten, hunn et dacks mat ganz schwielege Situatiounen ze dinn. Wann et elo zu Virwërf géintiwwer eenzele Polizisten kouw, déi um Garer Commissariat schaffen, ass et sécher wichteg, fir am Interessi vun eise Rechtsstaat d'Virfäll genee ze präziséieren, opzeklären an, wann néideg, viru Geriicht ze bréngen. Et ass awer och wichteg, fir iwwer déi Manéier nozedenken, ewéi d'Polizisten rechtlech an och anescht behandelt ginn a sécherstellen, datt hire Fall fair a korrekt traitéiert gëtt.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Policeminister an der Madamm Justizminister dës Froen stellen:

1. E puer Polizisten vum Garer Commissariat hu sech krankgemellt an/oder hir Déngschtwaaff ofginn. Et gëtt net ausgeschloss, datt et sech kéint ëm eng psychologesche Reaktioun oder och ëm eng Demonstratioun vu Solidaritéit mat hiren inhaftéierte Kolleegen handeln. Dowéinst stellt sech d'Fro no der Motivatioun an der Police. Wéi en Effekt hunn déi Virfäll op der Gare an d'Behandlung vun deene concernéierte Polizisten op d'Motivatioun vun de Polizisten allgemeng? Ass et richtig, datt och op anere Commissariater d'Behandlung vun deene Virfäll an déi vun deenen inhaftéierte Polizisten zu enger gewësser Onzufriedenheet, Demotivatioun a Beonrouegung geféiert hunn?

2. Wéi eng Poliziste ginn op esou schwieleg Commissariater, ewéi deen op der Gare, affektiert? Wéi ass et ze erklären, datt och ganz jonk Polizisten, ouni vill Erfahrung, op esou eng Plaz kommen?

3. Firwat sinn um Garer Commissariat keng Kame-raen ubrecht ginn, obwuel d'Beamte vum der Gare dat schonns jorelaang zu hirer eegener Sécherheet gefrot hunn?

4. Wat gouf gemaach, fir d'Aarbechtsbedéngungen vun de Polizisten op der Gare an op anere besonnesch geféierleche Plazen ze verbessern?

5. Déi vun de Virwërf direkt concernéiert Poliziste sëtze schonn iwwer e Mount an Untersuchungschaft. Wéi ass dat ze justifiéieren? Vun enger Fluchtgefor kann ee jo wuel net ausgoen. Ass d'Dauer vum dem Emprisonnement mat doduerch bedéngt, datt, wéi een et mol ka liesen, den zoustännegen Untersuchungsrichter soll am Congé gewiescht sinn? Firwat konnte si net provisoresch op fräie Fouss gesat ginn?

6. Firwat krut ee vun deenen inhaftéierte Poliziste refuséiert, mat Begleedung op d'Begräfnis vun engem Familljemember ze goen?

7. Firwat war et net méiglech, datt ee vun deenen inhaftéierte Polizisten no sengem Termäin beim Untersuchungsrichter nach konnt mat sengen Eltere schwätzen, déi virun der Dier gewaart hunn?

8. Goufen d'Polizisten an der Untersuchungschaft korrekt behandelt? Firwat goufen der zwee vun hinnen an der Infirmerie ënnerbruecht „eenzel an engem klengen Zëmmer“ bei „Gejälz vun aneren Häftlingen, Dreeungen asw.“, ouni kënnen d'Fënster opzeloosen, ouni Dusch an esou weider (Informatiounen aus de soziale Medien)?

9. Goufen déi Punkte fënneg bis siwen der Madamm Ombudsman an hirer Capacitéit als externe Kontroller vun de Prisonge gemellt?

10. Huet sech d'Direktioun vun der Police ëm déi inhaftéiert Poliziste gekëmmert? Wa jo, ënnert wéi enger Form? Wann nee, firwat net? Krute si eng „assistance judiciaire“?

11. Am „Quotidien“ vum 17. August 2023 stoung en Artikel mat dem Titel „Grand ménage au commissariat“. An deem Artikel stinn eng Rei Informatiounen, vun deenen ee kéint unhuelen, datt si ënner dem „secret de l'instruction“ misste behandelt ginn an dowéinst net dierften un d'Effentlechkeet kommen. Gouf et Indiskretiounen bei der IGP? Ass no der Publikatioun vun deem Artikel vum Parquet, vun der Police oder vun der IGP selwer eng Enquête weinst presuméierter Violatioun vum „secret professionnel“ oder vum „secret de l'instruction“ opgemaach ginn? Wann nee, firwat net?

12. Ass zu all Zäitpunkt vun der Enquête vun deenen inhaftéierte Polizisten d'Onscholdsvermuddung respektéiert ginn? Ass séchergestallt, datt esouwuel de Parquet ewéi och d'IGP „à charge et à décharge“ ermëttelen?

13. Wéi sinn d'Relatiounen tëschent der IGP an der Police? Ass et esou, datt d'Police och d'Instruktioun vu Plainté géint Membere vun der IGP iwwerhëlt?

14. Bestinn um Parquet Lëtzebuerg Plainté géint Beamte vun der IGP an engem beruffleche Kontext an, wa jo, wéinst wat an ewéi ee Suivi haten dës?

15. Anscheinend sinn déi allgemeng Relatiounen tëschent de Membere vun der Police an deene vun der IGP net gutt. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wéi erkläert sech den Här Minister dat Mëss-traue géintiwwer der IGP a wéi eng Moossname wëll hien treffen, fir déi Situatioun ze verbessern?

Réponse (25/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Fir d'éischt gëtt drop higewisen, dass kee Polizist einfach esou seng Déngschtwaaff kann ofginn. Esou Decisiounen ginn net eesäiteg vum Beamte geholl, mee am Zesummespill mat der Hierarchie an der Direction des ressources humaines.

De Policeminister ass net an deen Decisionsprozess agebonnen a kritt och keng Informatiounen iwwert d'Grënn, firwat e Beamte krankgemellt ass.

De Fait, datt 4 Beamte wéinst grave Fäiten an Untersuchungschaft sinn an och déi ëffentlech Diskussiounen ronderëm dës Virfäll, notament an de soziale Medien, beschäftegen natierlech vill Membres vun der Police.

De Service Santé et bien-être au travail vum der Police kann och hei eng wichteg Roll spillen, fir d'Leit, déi seng Ënnerstëtzung froen, ze begleeden.

ad 2. Der Police ass et generell wichteg, datt en Equilibre tëscht „erfuereenen a manner erfuereene Beamten“ op engem Commissariat besteet.

Nëmmen esou kann en adequaten Encadrement garantéiert ginn. Dës zielt souwuel fir d'Commissariat op der Gare wéi och fir all aner Commissariat.



All Polizist, deen sech fir eng Affektatioun an de Grupp op der Gare interesséiert, kann dat fräiwëlleg duerch eng Demande d'affectation maachen, wann do fräi Plaze sinn. Selbstverständlech mussen déi verschidde Kritteren, déi op der publizierter Nott stinn, wéi z. B. d'Karriär, d'Anciennetéit etc. agehale ginn. Och musse statutaresh Konditiounen respektéiert ginn, déi um generelle Statut vum Staatsbeamten hängen.

ad 3. Am Sënn vum Perimeterschutz si Kameraen am externe Beräich vun de Policekommissariater virgesinn, dëst natierlech an de Limite vum gesetzlechen Datschutzkader a sous réserve vun den techneschen Ëmsetzungsméiglechkeete sur place.

Doriwwer eraus wier eng systematesch Iwwerwaachung vun den individuelle Mataarbechter op hirer Aarbechtsplaz vum reglementaresche Kader hier net zoulässeg a géif ënner anerem och net dem Schutz vun der Privatsphär vun de Persounen (Affer, presuméiert Auteurs, Zeien etc.), déi op engem Policekommissariat passéieren, entsprechen.

ad 4. Duerch de massive Rekrutement konnten dëst Joer eng Rei Verstärkunge vun den Effectiver op de Commissariater gemaach ginn. De Rekrutement wäert et erlaben, datt dës Verstärkungen an den nächste Joren nach méi konsequent wäerten duerchgezu ginn, wann déi verschidde Promotiounen mat hirer Formatioun fäerdeg sinn.

De Grupp op der Gare ass an de leschte Joren a punkto Effectif verstärkt ginn. Dëst ass bei anere Commissariater, déi änlech Situatiounen kennen, nëmme bedéngt méiglech gewiescht weinst dem Personalmankem, dee sech iwwert eng länger Zäit opgestaut hat.

Donieft ginn d'Polizisten op der Gare vu Polizisten aus aneren Unitéiten an hirem Alldag ënnerstëtzt. Dat si Polizisten, déi ë. a. och op der Gare op der Gare detachéiert ginn, an déi ënner anerem Patroulle wéi och Kontrollen am Kader vun der Drogekriminalitéit maachen, an de Polizisten, déi op der Gare affektéiert sinn, zur Verfügung stinn.

Vill logistesche Pilotprojete ginn oft als éischt op der Gare respektiv op änleche Commissariater duerchgefouert, wéi z. B. d'Teste vun neien Déngschtteneuen oder Déngschtmaterial (Funk, Stick etc.), soudatt déi Polizisten d'Méiglechkeet hunn, hire Bäitrag zur Verbesserung vun hirem Alldag kënnen ze leeschten.

ad 5. Iert eng Persoun an Untersuchungschaft placéiert gëtt, mussen schlemm Indicë bestoen, datt d'Persoun eng Strofdot begaangen huet, déi mat enger Prisongsstrof mat engem Maximum vun op d'mannst zwee Joer bestrooft gëtt.

Ausserdeem muss eng Fluchtgefor, eng Verdonklungsgefor, oder eng sougenannte Widderhuelungsgefor bestoen.

D'Congésperiod vun engem Magistrat fléisst net an déi Decisiounen mat an, well se näischt mat der Appreciatioun vun deene Konditiounen ze dinn huet. Am Cabinet d'instruction an op de Parqueten ass ëmmer ronderëm d'Auer eng Permanence assuréiert.

Déi inculpéiert Persoun kann eemol am Mount eng Ufro op provisoresh Fräiloosung stellen. Souwuel de Parquet wéi och déi inculpéiert Persoun kënnen a Berufung géint d'Decisioun aus éischer Instanz goen. D'Chambre du conseil vun der Cour d'appel huet 10 Deeg, fir iwwert dem Parquet säin Appell ze statuieren, an 20 Deeg, fir iwwert der inculpéierter Persoun hiren Appell ze befannen.

ad 6. Vu dass et sech ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemo decidéiert

aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer ëffentlech ze kommunizéieren.

ad 7. En Untersuchungsgefaangene gëtt vun der Policeeskort duerch e verschlossenen Trakt bei den Untersuchungsrichter bruecht, an no senger Inculpation um selwechte Wee erëm zréck an de Prisong geféiert. Et ass net virgesinn, datt d'Visite vun Detenueen duerch hir Famill am „cabinet d'instruction“ stattfannen. D'Visite ginn, virausgesat et besteet e „permis de visite“, am Prisong organiséiert.

ad 8. D'Poliziste sinn a gi weiderhin am Centre pénitentiaire Uerschterhaff (CPU) korrekt, mat Respekt an d'selwecht wéi all aner Gefaange behandelt. Mat der Ausnam, dass si, zu hirer eegener Sécherheet, vun der genereller Bevëlkerung getrennt goufen. Dat ass och de Grond, firwat zwee vun de Polizisten am Ufank provisoresh an der Infirmerie ënnerbruecht goufen – méttlerweil sinn si all zesummen an engem Fligel ënnerbruecht. Am CPU läit, a priori, all Gefaangenen an engem Eenzelzëmmer. Déi zwee Polizisten an der Infirmerie haten zu all Moment Zougang zu enger Dusch. Wou d'Direktioun vum CPU vu méigleche Menacé géint d'Polizisten a Kenntnis gesat gouf, goufen direkt appropriéiert Mesurë geholl, fir dëst ze ënnerbannen.

ad 9. D'Regierung huet fir de Moment keng Kenntnis driwwer, ob d'Madamm Ombudsman saisiéiert gouf.

ad 10. Vu dass et sech ëm eng judiciaire Instruktioun handelt, déi vun der IGP ënner der Leedung vun de Justizautoritéiten ausgefouert gëtt, ass d'Policedirektioun net doriwwer informéiert, an deemno net mat de Beamten a Kontakt.

Eng Assistance juridique gëtt vum concernéierte Beamte bei der Fonction publique ugefrot.

E Soutien psychologique säitens dem Service psychologique vun der Police gëtt op Demande hin assuréiert. Sou e Service gëtt och dem familiären Ëmfeld vum Beamten ugebueden, wann dat gefrot gëtt.

ad 11. De „secret de l'instruction“ bënnt d'Magistraten, d'Affekote vun de Beschëllegten an d'Enquêteuren, déi um Dossier schaffen. Et gëtt keng Ursach unzuhuelen, datt ee vun deene Professionelle säi Secret violéiert hätt. A well dem Journalist seng Quelle geschützt sinn, dierf de Parquet do net nofroen, wien him déi Informatiounen zougespillt huet.

ad 12. De Parquet reprochéiert enger Persoun, géint déi hien eng „instruction judiciaire“ opmécht, eng oder méi Strofdote gemaach ze hunn. Vun deem Moment un, wou den Untersuchungsrichter befaasst ass, lafen d'Ermëttlungen ënner dem Untersuchungsrichter senger Autoritéit. Den Untersuchungsrichter instruéiert säin Dossier „à charge et à décharge“ a genau dat maachen d'Ermëttler vun der IGP, a sengem Optrag, och. D'Onscholdsvermuddung gëllt, bis datt e Richter definitiv eng Verurteilung ausgeschat huet.

ad 13. Am Fall vun enger Plainte géint e Member vun der IGP decidéieren d'Autorités judiciaires, de Parquet oder den Untersuchungsrichter, wéi e Service vun der Police an esou engem Fall mat den Ermëttlungen befaasst gëtt.

ad 14. Momentan si keng Dossierer um Parquet op, an deenen eng Plainte géint e Beamte vun der IGP gemaach gi wier. An der Vergaangenheet goufen dräi Dossiere géint Beamte vun der IGP klasséiert, an deene wuel Plainte géint si gemaach gi sinn, mee an deenen awer keng Strofdot konnt festgestallt ginn.

ad 15. D'Generaldirektioun vun der Police an d'Generaldirektioun vun der IGP hunn ee reegelméisseg an oppenen Echange.

De Policeminister kann net confirméieren, datt déi allgemeng Relatiounen tëschent de Membere vun der Police an deene vun der IGP net gutt wieren.

Dem Policeminister ass et wichteg, dass déi zwou Verwaltungen am géigesäitege Respekt mateneen ëmginn an dass d'IGP hir Roll als onofhängegt Kontrollorgan vun der Police esou kann ausüben, wéi dat vum Gesetzgeber gewënscht ass.

Encadrement personnalisé par l'ADEM | Question 8259 (24/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Fro N° 8227 huet den Aarbechtsminister de Prozess hannert der personaliséierter Betreueg vun der ADEM dokumentéiert.

Ënnert anerem seet de Minister:

„En Aktiounsplang fir déi Leit, déi vun enger intensiver Begleedung profitéieren, gëtt der Konventioun bäigefügt. Dëse Plang, dee reegelméisseg à jour gesat gëtt, soll hëllefen, d'Hindernisser, déi eng professionell Agliderung verhënnere, opzehiewen. Dësen Aktiounsplang detailléiert all d'Aktiounen, déi d'ADEM dem Aarbechtsichenden an deem Sënn proposéiert. [...] D'ADEM suivéiert d'Evolution an d'Fortschrëtt vum Aarbechtsichenden an ajustéiert den Aktiounsplang och gegebenefalls.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass dësen Aktiounsplang an seng gegebenefalls Evolution zu all Moment fir d'Leit an der Begleedung accessibel?

2. Wéi gesäit esou ee Suivi personnalisé fir Leit mat enger Behënnerung aus, déi op der ADEM ageschriwwe sinn? Wat ass den Oflaf? Wéi gëtt dësen dokumentéiert?

3. Sinn an dësem Suivi och all d'Schrëtt dokumentéiert, déi d'ADEM fir déi Betraffen ënnerhëlt?

Réponse (25/09/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den Aktiounsplang, deen an Zesummenaarbecht vum Aarbechtsichenden an sengem Beroder opgestallt gouf, gëtt dem Betraffenen ausgehändegt. Dat garantéiert, datt d'Erwaardungen, Ziler an Etappen, déi festgehalen goufen, fir jidderee kloer a verständlech sinn. Esou kann de Betraffenen dat Dokument och zu all Moment consultéieren an sech déi verschidden Etappen, Echeancen an Aktiounen rappelléieren.

ad 2. Den Aarbechtsichende mat enger Behënnerung huet d'Méiglechkeet, de Statut vum Salarié handicapé (SH) bei der Commission médicale unzefroen. Dëse Statut gëtt deem Betraffenen, deen eng Diminutioun vun senger Aarbechtskapazitéit vun op d'mannst 30 % huet, deen awer nach kann um éischten Aarbechtsmaart oder an engem Atelier protégé/Atelier d'insertion professionnelle schaffen, zouerkannt. Am Fall vun enger Reconnaissance vum Statut duerch d'Commission médicale gëtt d'Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) saisiéiert fir ze decidéieren, ob d'Persoun op den éischten Aarbechtsmaart guidéiert gëtt oder an en Atelier protégé.

D'Persoun, där hir Kapazitéiten den Ufuhrerunge vum éischten Aarbechtsmaart net méi gerecht ginn, gëtt an en Atelier protégé orientéiert. Esou kann dee Betraffenen eng Aarbechtsplaz integréieren, déi op seng spezifesch Besoinen an op seng individuell Fäegkeeten ugepasst ass. D'Persoun huet en Aarbechtsverhältnis a kritt eng professionell Formatioun mam Zil, den éischten Aarbechtsmaart ze integréieren.

Déi Leit, déi de Statut vum Salarié handicapé kruten, gi vun engem spezialiséierte Beroder bei der ADEM begleet. Den Aarbechtsichende mat enger Behënnerung, mat oder ouni Unerkennung vum Statut vum Salarié handicapé, huet selbsterständlech den nämmelechten Zougang zu all de Mesuren an Hëllef wéi all aneren Aarbechtsichende bei der ADEM (gemielten oppe Plazen, Formatiounen, Jobdays, Club emploi, Jobboard etc.).

Beim éischte Gespréich diskutéieren de Betraffenen an säi Beroder iwwert seng Situatioun, seng Virstellungen. Hie kritt och d'Mesuren an d'Hëllef erklärt mat den entsprecheuden Demarchen.

De Beroder erklärt hinnen och den Test IDA (Instrumentarium zur Diagnostik von Arbeitsfähigkeiten), deem am Kader vun der Orientatioun muss absolviert ginn.

Den IDA besteet aus Diagnostikmodullen, déi et erlaben, verschidde Kompetenzen vun der concernéierter Persoun um kognitiven, operationellen, psychomotorischen a kommunikative Plang ze identifizéieren. Dëst erlaabt net nëmme, Besoinen oder Aschränkungen, déi mat der Behënnerung zesummenhängen, feststellen, mee och, d'Kompetenzen an d'Kapazitéit vum Betraffenen a Relatioun mam Aarbechtsmaart ze erkennen. D'Resultater vum Test gi mam Betraffenen diskutéiert an a Rapporten am Dossier vun der Persoun ofgespäichert. Déi Rapporten ginn och vum d'COR weidergeleed.

Wann d'Orientatioun decidéiert a kommunizéiert ginn ass, mécht de Beroder eng Evaluatioun, fir den Typ vun Encadrement an de Bedarf u Begleedung vun der Persoun mat Statut festzeleeën.

Eng Persoun, déi op den normalen Aarbechtsmaart orientéiert gëtt, kritt jee no Bedarf en normalen oder en intensiven Encadrement – ofhängeg vun hire Kompetenzen, Berufserfahrung a spezifesch Besoinen an Zesummenhang mat hirer Behënnerung. Déi Betreuung ass ofhängeg vun der Evolutioun vum Parcours, de Kompetenzen an der Situatioun vum Concernéierten.

Eng Persoun, déi an en Atelier protégé orientéiert gëtt, kritt ëmmer en intensiven Encadrement proposéiert vun engem spezialiséierte Beroder, fir hirer spezifischer Situatioun Rechnung ze droen (ageschränkten Aarbechtskapazitéit a ganz limitéiert Offeren, fir den Aarbechtsmaart via den Atelier protégé ze integréieren).

De personaliséierten Aktionsplang fir Aarbechtsichender mam Statut vum Salarié handicapé beinhalt notament folgend Aktiounen:

– Eng cibléiert Recherche vun Offres d'emploi, déi den Interessen a Kompetenzen vum Betraffenen entsprechen. Fir déi Posten um Aarbechtsmaart, déi spezifesch fir Leit mat enger Behënnerung deklaréiert goufen, proposéiert d'ADEM de Kandidat nëmme mat deem sengem Accord. Fir Aarbechtsichender mam Statut vum Salarié handicapé, déi an en Atelier protégé orientéiert ginn, ginn d'Kandidaten direkt op d'Poste proposéiert, déi vun den Ateliers protégés gemielt goufen.

– Proposition vum Orientéierungs-, Formatiouns-, Reeducatiouns- a Reintegratiounsmesur wéi zum Beispill de Stage de professionnalisation, de Contrat de réinsertion professionnelle an de Projet Cosp-HR (Centre d'orientation socio-professionnelle – Handicap & Reclassement externe). Den Cosp-HR erlaabt et, d'Kompetenzen vum Betraffenen ze evaluéieren an ze renforcer, fir seng beruflech (Re)Integratioun ze erliichteren. D'Evolutioun an d'Resultater souwéi och eventuell Bilan ginn dem Concernéierte matgedeelt an a sengem Dossier festgehalten.

– Hëllef beim Erstelle vum Curriculum vitae souwéi beim Kompetenzprofil vum Aarbechtsichende mam Statut vum Salarié handicapé, déi och kënnen vun der Persoun op hirem Jobboard-Compte erofgeluede ginn. De Beroder hëllef dem Betraffenen och, Virstellungsgespréicher virzebereeden an erklärt him, wa gewünscht, d'Hëllef, déi beim Astelle vun enger Persoun mam Statut „SH“ kënnen spillen.

– Um administrativen Niveau gëtt de Concernéierten a seng verschiddenen Demarchen, déi mam Statut vum Salarié handicapé ze dinn hunn, ënnerstëtzt (Ufro vum Statut, Ufro vu finanziellen Hëllef, zum Beispill dem Revenu pour personnes gravement handicapées, Bedeelegung u Formatiounskäschten etc.).

ad 3. Jo, all d'Schrëtt an Aktiounen sinn am Dossier vun der Persoun festgehalten.

Crédits-relais immobiliers | Question 8260 (24/08/2023) de M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth (CSV)

Selon nos informations, un nombre croissant de clients de la place financière aurait des problèmes à remplir les conditions contractuelles de leurs crédits-relais immobiliers, également connus sous les noms de « crédit-pont » ou de « prêt-relais ». Les crédits-relais sont accordés à des particuliers qui financent l'acquisition d'un bien immobilier par la vente d'un autre bien, en attendant que celui-ci soit vendu.

Ces crédits sont, selon des sources bancaires, généralement accordés pour une période relativement courte, à savoir entre 12 et 24 mois et habituellement à taux variable. Dans le contexte de la situation très difficile du marché immobilier luxembourgeois et le net recul des ventes et des prix, c'est précisément cette période courte qui semble poser problème aujourd'hui à de nombreux emprunteurs. Les conditions d'octroi de ces crédits sont réglementées par la CSSF et devraient être revues, compte tenu de la crise actuelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer les précités problèmes relatifs aux crédits-relais ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous informer comment, le cas échéant, elle entend venir en aide aux clients des crédits-relais afin d'éviter une aggravation de la crise du logement au Luxembourg ? Est-ce qu'une révision des conditions d'octroi de ces crédits suivant discussion entre la CSSF et l'ABBL serait par exemple envisageable ?

Réponse (03/10/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire aux dernières évolutions en matière de crédits-relais sur le marché hypothécaire luxembourgeois.

Lors de ses récentes réunions, le Comité du risque systémique (CdRS), composé du Gouvernement, représenté par le Ministère des Finances, de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et du Commissariat aux assurances (CAA), a porté une attention particulière à la thématique des crédits-relais. Ces échanges s'inscrivaient dans le cadre de discussions plus larges concernant le marché immobilier luxembourgeois, couvrant tout autant les risques induits par ce dernier que de possibles mesures visant à soutenir son financement.

Il convient de noter que la thématique des crédits-relais fait par ailleurs l'objet d'un suivi attentif par la

CSSF en vertu du mandat de protection des consommateurs de cette dernière (loi du 23 décembre 2016 relative aux contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel). Il ressort des données préliminaires de la CSSF que le volume global de crédits-relais connaît une légère baisse pour se situer aux alentours de 1,4 milliard à la fin du 2^e trimestre 2023. Ces mêmes données suggèrent qu'en dépit d'une augmentation des crédits-relais en retard de paiement ces derniers mois, leur proportion ne dépassait pas 4,5 % du volume total en juillet 2023. En effet, dans la mesure où les banques sont requises, à travers la loi du 23 décembre 2016 susvisée, d'évaluer la solvabilité des emprunteurs de façon rigoureuse et de ne proposer que des crédits soutenables, il devrait généralement rester des marges suffisantes pouvant être explorées par les banques et leurs clients afin de solutionner les crédits problématiques.

Pour autant, sur base de discussions entre l'ABBL et la CSSF, l'orientation donnée par la CSSF en matière de traitement à appliquer aux crédits-relais vient, tout en maintenant un régime prudentiel solide, a été revue afin de permettre plus de flexibilité face au ralentissement observé sur le marché de l'immobilier. Ainsi, les crédits-relais peuvent désormais courir au-delà des 24 mois dans des circonstances exceptionnelles et dûment motivées.

De manière générale, le Gouvernement a déployé un ensemble de mesures dans le cadre du paquet de solidarité 3.0 afin de soutenir les personnes qui acquièrent un bien immobilier au Luxembourg. Ainsi, le crédit d'impôt « Bêllegen Akt » destiné à couvrir les frais d'enregistrement et de transaction a été augmenté, passant de 20.000 à 30.000 euros par acquéreur. De plus, les limites concernant les intérêts débiteurs liés aux emprunts immobiliers ont été portées de 2.000 à 3.000 euros.

Présence du loup au Luxembourg | Question 8261 (24/08/2023) de Mme Diane Adehm (CSV)

Wéi d'Naturverwaltung dës Woch matgedeelt huet, konnt d'Presenz vum Wollef am Beräich Iechternach an zu Beaufort an de leschte Wochen nogewise ginn. An dëser Regioun si besonnesch vill Touristen, ënnert anerem mat Kanner an Hënn, ënnerwee, dat zum Beispill um Mëllerdalltrail. Och kéinten d'Bauerebetriber mat Vei op der Wiss vun dëser Nouvelle betraff sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Fro un d'Madame d'Ëmweltministesch stellen:

– Gedenkt d'Regierung, eng Informatiounscampagne zu de Verhalensreegele géintwuer dem Wollef ze lancéieren, wuel wëssend, dass sech grad vill Touristen am Land, a speziell am Osten, befannen?

Réponse (03/10/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Nodeems sech d'Observatiounen an d'Noweiser vu Wëllef an den Nopeschregiounen gehéift haten, ass sät 2015 eng ganz offensiv Informatiounscampagne zum Retour vum Wollef zu Lëtzebuerg, ausgoend vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteng Entwécklung an der Naturverwaltung (ANF), gestart ginn. Lëtzebuerg huet sech sou an de vergaangene Joren op de Retour vum Wollef virbereet a kloer Leitlinne fir den Ëmgang mat dëser Déierenart entwéckelt.

Deel vun dëser Informatiounscampagne sinn:

– D'Ausschaffen an d'Publikatioun vun enger Broschür fir de breede Public (Éischtoplag 2017): Dës

Broschür ass an hirer drëtter Oplag (2023)⁴ frësch publizéiert ginn a liwwert déi néideg sachlech a fachlech Informatiounen fir d'Effentlechkeet am Émgang mam Wollef. Notamment enthält dës Broschür d'Verhaltensregelen am Fall vun engem Begéine mam Wollef.

– D'Ausschaffen an d'Publikatioun vun engem Aktions- a Managementsplang: Dëse Plang⁵ ass 2017 an Zesummenaarbecht mat Verrieder aus der Landwirtschaft, Wëssenschaft a Fuerschung, Naturschutz, Privatbëschesbësitzer a Juegd ausgeschafft an der Effentlechkeet presentéiert ginn. Dës Publikatioun enthält all wichteg Informatiounen, dorënner och Entschiedegungsméiglechkeeten, wéi och Verhaltensregelen am Fall vun engem Optriede vum Wollef. All enregistérierte landwirtschaftleche Betrib an/oder Schofsbësitzer hunn dëse Plang zur Verfügung gestallt a geschéckt kritt.

– Pressecommuniquéen an Informatiounskonferenzen: Sait 2015 gi reegelméisseg all Joer eng Rei vu Pressecommuniquéen zum Thema Wollef verëffentlecht an och Informatiounswender ofgehalen. Dës adresséiere sech un de breede Public; hei ginn ë. a. och d'Verhaltensregelen explizéiert. Nach a béide vergaangene Méint (August a September 2023) sinn 2 Pressecommuniquéen zum Thema Wollef verëffentlecht ginn an 3 Informatiounswender zum Thema Wollef ofgehalen ginn; eemol am Norde vum Land an zweemol am Osten.

D'Verhaltensregelen am Fall vun engem Begéine mam Wollef hu sech am Ausland bewäert. Dës Verhaltensregele ginn an alle Kommunikatiounen och ëmmer opgeléicht, an hei gëtt profitéiert, fir déi ze rappelléieren:

„Wölfe sind sehr scheu – Verhaltensregeln im Falle einer Begegnung mit einem Wolf

Wölfe meiden in der Regel den direkten Kontakt zum Menschen. Begegnungen zwischen Mensch und Wolf sind daher äußerst selten, aber nicht unmöglich. In der Regel ziehen Wölfe sich zurück, sobald sie einen Menschen bemerken. Sie können aber auch durchaus neugierig sein und den Menschen vor dem Rückzug erst einmal genauer mustern. Die Broschüre „Wölfe in Luxemburg?“ erläutert neben vielen anderen Informationen über den Wolf auch Verhaltensregeln, die man im Falle einer Begegnung mit dem Wolf einhalten sollte:

- Laufen Sie nicht weg, dadurch kann der Jagdinstinkt ausgelöst werden.
- Bewegen Sie sich nicht in Richtung des Wolfs.
- Behalten Sie den Wolf immer im Blick. Augenkontakt sollte dabei allerdings vermieden werden.
- Machen Sie den Wolf auf sich aufmerksam. Rufen Sie ihm zu und wedeln Sie mit den Armen.
- Zieht sich der Wolf nicht gleich zurück, sollte man sich langsam zurückbewegen und einen respektvollen Abstand herstellen.
- Nähert sich der Wolf weiter, so soll man ihm weiter zurufen und gegebenenfalls mit vor Ort liegendem Material wie Ästen, Steinen in seine Richtung werfen, um den Wolf auf Distanz zu halten.
- Versuchen Sie nie Wölfe mit Futter anzulocken (auch nicht um Fotos zu machen).“

All uewe genannten Informatiounen sinn digital disponibel, respektiv sinn a Pabeierform bestellbar an disponibel an den Natur- a Bëschezterezentren vun der ANF. Weider ass ugeduecht, ee Flyer ze preparéieren zum Thema Wollef, fir ë. a. an den Touristebüroen an zentralen auszeleeën. Op dësem Flyer sollen d'Basisinformatiounen stoen, z. B. déi graff Ausmoosse vun der Zon,

déi Wëllef fest an dauerhaft besidelen an notzen, an och d'Verhaltensregelen am Fall, wou ee géif engem Wollef begéinen. Hei sief awer drun erënnert: De Moment gëtt et zu Lëtzebuerg nach keng bekannten dauerhaft Präsenz vun engem oder méi Wëllef. D'Noeweiser an Observatiounen fanne vereenzelt a ganz sporadesch statt, dëst och verdeelt iwwert quasi ganz Lëtzebuerg.

Concept du «Housing First» | Question 8262 (25/08/2023) de Mme Djuna Bernard | M. François Benoy (déi gréng)

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 6848, l'ancienne Ministre de la Famille et de l'Intégration affirmait vouloir continuer les efforts en mettant en œuvre des actions en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment en mettant l'accent sur l'approche Housing First. En outre, Madame la Ministre mentionnait que le ministère aurait un total de 42 unités de logement répondant aux critères du Housing First conventionné.

Lors du premier recensement de personnes sans-abri sur le territoire de la ville de Luxembourg en octobre 2022, 197 personnes ont été comptées. Encore récemment, des associations du secteur ont regretté le manque de logements destinés au Housing First.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quels sont les résultats clés de l'évaluation finale de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) et concernant le Housing First ? Une actualisation de la stratégie nationale est-elle prévue ?

2) Dans quelle mesure le nombre d'unités de logement répondant aux critères du Housing First a-t-il évolué depuis l'année dernière ? Combien de personnes vivent actuellement dans des logements Housing First et combien de logements sont en cours de création ? Est-ce que différents types de logements sont prévus pour les différents groupes cibles concernés (jeunes, femmes, personnes âgées, toxicomanes, ...) ? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique des logements Housing First par commune ?

3) Quelles suites ont été données à la première édition du recensement de personnes sans abri depuis octobre 2022 ? Est-ce que des résultats du recensement annoncé pour mai 2023 sont déjà disponibles ? Existe-t-il des projets concrets d'étendre cette approche sur d'autres régions du pays ?

4) Selon le secteur, l'offre de logements dédiés au Housing First doit être augmentée. Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il la situation actuelle et comment envisage-t-il de soutenir les ONG afin de réaliser de tels projets au regard de la pénurie de logements actuelle ?

5) Selon un article publié sur le site Internet de la station « radio 100,7 » le 16 août 2023, le premier projet Housing First pour femmes sans abris à Luxembourgville reste confronté au manque de logements adéquats. Quelles démarches Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre pour soutenir le projet en question ?

Réponse (21/09/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le LISER, institut de recherche public, a mené une évaluation externe de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020. Les résultats de cette évaluation affirment que la

mise en œuvre des différentes actions de la stratégie a généré un réel progrès dans la prise en charge du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement. Grâce à cette dynamique, plusieurs projets de caractère novateur ont été initiés, notamment le Housing First, et des conditions favorables ont été créées pour augmenter la capacité d'accueil des personnes sans-abri et garantir une prise en charge adaptée à leurs besoins.

Le rapport du LISER peut être consulté sur le site Internet du ministère.

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la Déclaration de Lisbonne, dont celui de mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région souhaite faire évoluer les initiatives actuelles vers une stratégie transversale et inclusive, appelée Housing Led. Cette stratégie s'inscrira dans la continuité des actions politiques mises en œuvre ces dernières années et s'appuiera sur les recommandations formulées par le LISER, réitérant les engagements du Gouvernement dans la lutte contre l'exclusion liée au logement dans toutes ses formes. Il appartiendra au prochain Gouvernement d'inclure le projet dans son programme pour la prochaine période législative.

ad 2) Il convient de souligner que le concept du Housing First ne se fonde pas sur des critères relatifs au logement lui-même, mais est déterminé par l'accompagnement proposé aux bénéficiaires. Ainsi, les logements ne doivent pas remplir des conditions spécifiques autres que les critères usuels de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité de logements mis en location. Bien que l'accès inconditionnel à un logement durable constitue le début de la prise en charge d'une personne fragile sans-abri de longue durée, c'est le suivi mobile et intensif répondant aux besoins élevés du public cible qui qualifie cette approche de Housing First.

Afin d'adapter le concept du Housing First à la réalité luxembourgeoise et d'offrir aux associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme un cadre de travail précis, le ministère vient de s'adjoindre l'expertise de Madame Coralie Buxant, experte belge reconnue en la matière, et l'a mandatée de la création d'un label de qualité Housing First afin de veiller à ce que chaque structure respecte les mêmes standards. Ce travail se fait en étroite collaboration avec les associations œuvrant dans le domaine du sans-abrisme.

Les acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région accompagnent actuellement 40 personnes dans le cadre de projets qu'ils qualifient de Housing First (comparées à 32 personnes à la fin de l'année 2022). La répartition géographique des bénéficiaires par commune est la suivante :

- 30 personnes résident dans la ville de Luxembourg ;
- 1 personne réside dans la ville de Remich ;
- 1 personne réside dans la commune de Troisvierges ;
- 2 personnes résident dans la commune de Kayl/Tétange ;
- 1 personne réside dans la commune de Strassen ;
- 1 personne réside dans la commune de Dudelange ;
- 4 personnes résident dans la commune de Kopstal.

Le ministère ne peut toutefois pas fournir d'informations sur d'autres projets Housing First s'adressant à des groupes cibles spécifiques, tels que des personnes souffrant d'addictions. Ces projets sont du ressort des ministères compétents en la matière.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région continuera à soutenir ses associations partenaires dans le développement de projets augmentant l'offre Housing First. Pourtant, le Housing First n'est pas l'outil unique dans la lutte contre le

⁴ Wölfe in Luxemburg (2023) – Publications – Portail de l'environnement – environnement.lu – Luxembourg

⁵ ANF_614_BT05_wollespecial_2016.indd (public.lu)

sans-abrisme ; des actions en faveur de toute personne en détresse de logement seront le cas échéant reprises dans la stratégie précitée Housing Led (voir réponses aux questions 1, 4 et 5).

ad 3) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a confié à Inter-Actions ASBL la mission de coordination et de mise en œuvre de dénombremments physiques deux fois par ans.

Une première édition du recensement a été menée sur le territoire de la ville de Luxembourg en octobre 2022. Les résultats ont été présentés à l'occasion d'une conférence de presse et peuvent être consultés sur le site Internet du ministère.

Un deuxième recensement a été réalisé en juin de cette année. La publication des résultats de cette édition est prévue pour octobre/novembre 2023.

Le concept prévoit d'étendre cette initiative à l'échelle nationale. La troisième édition, prévue pour décembre 2023, se déroulera ainsi également sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette. Avec l'accord d'autres communes concernées, le champ d'application pourra être étendu constamment au cours des années à d'autres villes qui accueillent également un nombre significatif de personnes sans-abri. À terme, les résultats accumulés et analysés permettront au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région comme aux communes de promouvoir la mise en œuvre de mesures adaptées aux besoins du terrain.

ad 4) et 5) De manière générale, le ministère, en collaboration avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible.

Ainsi par exemple, en vue de pouvoir augmenter la capacité d'accompagnement des personnes ayant besoin d'un suivi intensif qualifié de Housing First, 29 logements individuels seront réalisés dans le cadre de la rénovation du Centre Ulysse.

Le ministère a également sollicité plusieurs administrations afin de mobiliser des logements au sein du parc immobilier de l'État et saisit toute opportunité pour faire connaître les besoins de ses bénéficiaires auprès des grands acteurs du logement dans le cadre de projets spécifiques dont par exemple « Portes de France » du Fonds de Belval.

En ce qui concerne plus particulièrement le projet Housing First pour femmes, dont le champ d'action n'est pas limité à la capitale, il convient de noter que le gestionnaire en charge du projet dispose de moyens financiers pour couvrir des frais de location de logements par le biais de sa convention avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Déconnexions du réseau de fourniture d'électricité | Question 8263 (25/08/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 8129 Monsieur le Ministre décrit la procédure prévue par la loi en cas de défaillance de paiement d'un client, mais il omet que les fournisseurs ont le droit de faire installer un compteur à prépaiement par le gestionnaire de réseau concerné, jusqu'au paiement de la dette. Dans ces cas, le client en défaillance de paiement est pris en charge par un office social et ne peut pas être déconnecté par le fournisseur.

Monsieur le Ministre précise également la législation qui s'applique aux clients résidentiels en défaillance de

paiement, mais cette dernière ne semble pas être cohérente avec la loi sur l'aide sociale qui garantit dans son article 29 « l'accès à l'eau ainsi qu'à une fourniture minimale en énergie domestique (...) à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, si elle se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses frais d'eau destinée à la consommation humaine ou d'énergie domestique ». Ainsi les personnes qui ne sont pas directement clientes auprès d'un fournisseur d'électricité, mais pour lesquelles un accès à une fourniture minimale en énergie domestique est néanmoins garantie par la loi risquent de passer entre les mailles du filet social.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de compteurs de prépaiement ont été installés auprès de clients résidentiels suite à la demande d'un fournisseur tel qu'il est prévu par la législation ? Comment Monsieur le Ministre apprécie-t-il, voire explique-t-il ce chiffre ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le cadre législatif actuel est adapté pour protéger tous les consommateurs résidentiels d'électricité d'une déconnexion ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il faudrait adapter la législation pour mieux tenir compte des divers statuts d'occupation et pour permettre aux offices sociaux de faire correctement leur travail de suivi social ?

Réponse (19/10/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) Aucun fournisseur au Luxembourg n'applique aujourd'hui la facturation avec prépaiement. La facturation avec prépaiement est conditionnée par l'article 2, paragraphe 8 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Ainsi, une facturation avec prépaiement peut se faire sur initiative du fournisseur ou sur demande de l'office social concerné. L'installation de compteurs à prépaiement n'est prévue que dans les cas où le client ne dispose pas d'un compteur intelligent. Dans le cas contraire, l'article 2, paragraphe 8 précité prévoit que le prépaiement est « [...] basé sur la surveillance des crédits du client concerné et l'émission d'ordres de limitation de puissance ou de coupure par l'intermédiaire d'un compteur intelligent ».

La facturation avec prépaiement est sans doute un moyen approprié dans certaines situations, mais il est lourd dans son application et risque de mener à des coûts supplémentaires. Le modèle luxembourgeois, dans lequel l'office social soutient les clients effectivement en difficulté et dans lequel les fournisseurs proposent régulièrement des plans de paiements adaptés à la situation du client, permet de résoudre un grand nombre de situations difficiles de manière plus efficace que la facturation avec prépaiement, voire l'installation d'un compteur à prépaiement.

ad 2) et 3) Je ne considère pas qu'il m'appartient de me prononcer sur ces questions, cette appréciation revient plutôt plutôt au nouveau Gouvernement.

Biocarburants de deuxième génération | Question 8264 (25/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung verpflichtet, am Kontext vun der Energietransitioun d'Verwendung vu Biokraftstoff aus der éischter Generatioun op 5 % ze limitieren an dofir d'Biokraftstoff vun der zweeter Generatioun, déi als méi nohaltig gëllen, ze fërderen. De Minister hat an der Äntwert op d'Fro n° 3593 erkläert, dass zënter 2019 den Undeel u Biosprit, dee Palmueleg beinhalt,

sougenannte Biosprit vun der éischter Generatioun (Biocarburant d'origine agroalimentaire), zu Lëtzebuerg op maximal 5 % begrenzt ass.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohaltig Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den haut zu Lëtzebuerg getanktene Biodreiftstoff si vun der éischter Generatioun a wéi vill Prozent vun der zweeter?

2. Viséiert d'Regierung eng weider Verréngerung vu Biodreiftstoff aus der éischter Generatioun par rapport zu deenen aus der zweeter Generatioun? Wa jo, wat ass de viséierte Prozentsaz vu Biocarburanten aus der éischter Generatioun?

3. Plangt d'Regierung, an Zukunft nëmmen nach vu Biokraftstoff aus der zweeter Generatioun Gebrauch ze maachen? Wa jo, wéini?

Réponse (24/10/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Direktiv 2018/2001/UE gesäit vir, dass Biokraftstoff aus der sougenannter éischter Generatioun, déi am Weesentleche fir den Zweck vun der Energieproduktioun op Agrarland ugebaut ginn, maximal 7 % vum Endenergieverbrauch am Stroossen- a Schinneverkéier däerfen ausmaachen.

D'Regierung huet schonns am Dezember 2019 iwwert d'Accisegesetz festgehalten, dass den Undeel vun deene Biokraftstoff zu Lëtzebuerg net méi wéi 5 % däerf ausmaachen a läit also daitlech méi niddereg wéi de maximalen Undeel, dee vun der Direktiv virgesinn ass.

Fir 2022 läit, éischten Estimatiounen no, den Undeel vun de Biokraftstoff aus der éischter Generatioun bei ongeféier 4,8 %, an dee vun de Biokraftstoff aus der zweeter Generatioun bei ongeféier 3,3 %, dat op de gesamten Dreiftstoffverbrauch gerechent.

ad 2. an 3. Dës Froe falen an den Zoustännegkeetsberäich vun der neier Regierung.

Indemnisation des pompiers volontaires | Question 8265 (25/08/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Als fräiwëllegen operationelle Pompjee huet een d'Méiglechkeet, zwou verschidden Indemnisationen ze kréien. Entweder eng Garde astreinte fir 1 €/h oder eng Garde casernée (haaptsächlech déi Leit, déi eng Ambulanzgarde garantéieren) 10 €/h. Mat der aktueller inflationärer Economie an der geleschter Aarbecht kann een sech d'Fro stellen, wéi zäitgeméis sou eng Indemnisation nach ass.

De Fräiwëllegen dréit déi selwecht Responsabilitéit bei engem Ambulanzasaz vis-à-vis vum Patient an et ass et och net onüblech, dass de Pompier volontaire Iwwerstonne mécht. Menges Wëssens ginn Iwwerstonnen net verrechent, anescht wéi dat bei de professionnelle Pompjeeën de Fall ass.

An deem Zusammenhang wëllt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Indemnisationen héich genuch sinn? Wa jo, wéini goufen dës fir d'lescht geännert? Wann nee, wéi héich sollten se sinn?

2. Wat sinn der Ministesch hir konkret Pist, fir de Beruff vum Pompjee méi attraktiv fir nei Rekrutementen ze maachen?

3. Wat sinn der Ministesch hir konkret Pisten, fir méi Fräiwëlleger fir de CGDIS ze beegeschteren?

Réponse (10/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur

De Verwaltungsrot vum CGDIS huet d'Indemnitéite fir fräiwëlleg Pompjeeën, de sougenannte „Recueil des règlements d'indemnisation du CGDIS“, eng éischt Kéier de 26. Juli 2018 fixéiert. De Regierungsrot huet dës de 6. September 2018 ugeholl. Eng éischt Upassung vum deem Recueil gouf de 16. Januar 2020 am Verwaltungsrot vum CGDIS entscheet an de 7. Februar 2020 vum Regierungsrot ugeholl.

Ob a wéini d'Indemnitéiten eng nächst Kéier wäerten ugepasst ginn, läit aleng an der Kompetenz vum Verwaltungsrot vum CGDIS.

De CGDIS baséiert sech beim Recrutement vum haaptamtleche Pompjeeën op de Plan national d'organisation des secours (PNOS), deem den 20. Oktober 2021 vum Regierungsrot ugeholl gouf an dee säitdem och konsequent ëmgascht gëtt.

Wat de Recrutement vu fräiwëllege Pompjeeën ugeet, kann den éierbaren Deputéierten sech gären emol eng Journée de recrutement fir fräiwëlleg Pompjeeën ukucke goen, déi eemol de Mount am Centre national d'incendie et de secours (CNIS) organiséiert gëtt. Detailler dozou fënnt een op <https://112.public.lu/fr/volontariat/Volontariat.html>.

École privée à Medernach | Question **8266**
(28/08/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'ASBL „École Nicomaque“ huet wëlles, an engem Gebai zu Miedernach eng alternativ Schoul fir bis zu 80 Schüler opzemaachen. Geplangt ass eng Privatschoul fir Kanner vun 3 bis 16 Joer, inspiréiert vum Educationmodell vum Lycée Ermesinde. Laut engem rezente Reportage vum RTL gouf déi entsprecheend offiziell Demande op Recommendation vum Educationministère via Arrêté grand-ducal refuséiert.

„De Ministère stéiert sech ënner anerem doran, dass d'Konzept vum der École Nicomaque keen Echec virgesäit an och net präziséiert gëtt, wéi eng Kompetenzen d'Schüler müssen erreechen“, heescht et op rtl.lu.

Am Kontext vum Refus vum der Demande fir eng Privatschoul zu Miedernach no engem änleche Modell wéi dee vum Lycée Ermesinde, wéilt ech zu dësem folgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, ob eng Evaluatioun vum Lycée Ermesinde – 2005 an der Stad gegrënnt an zënter 2012 zu Miersch installéiert – duerchgefouert gouf?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun?
– Wann net, firwat net?

2. Gedenkt den Här Minister virum Hannergrond vum der rezenter Demande vum der ASBL „École Nicomaque“ eng allgemeng Evaluatioun vum Lycée Ermesinde maachen ze loossen?
– Wa jo, wéini a vu wéi?

An deem Reportage vum RTL geet och nach rieds vum enger anerer Schwierigkeit beim Konzept vum der Privatschoul zu Miedernach: „Méi e fundamentale Problem gesinn de Ministère an d'Regierung doran, dass an der École Nicomaque solle Produiten a Services erstallt ginn, fir déi dann ze kommerzialiséieren. Esou wéi d'Konzept vum der ASBL beschriwwer wier, besténg de Risiko, datt et zu Kannerarbecht géif kommen an d'Schoul e Betrib géif ginn. Dat géif een net zouloossen, sou de Lex Folscheid.“

Entreprisë gehéieren awer och zum Konzept vum Lycée Ermesinde, op deem senger Websäit heizou ënner anerem geschriwwer steet: „Dans ses entreprises internes, à destination d'un public et d'une clientèle externes. (...)“ An där Beschreibung geet e bësse méi wäit dann och vum „distribution“ a „commercialisation“ rieds.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

3. Wéi erkläert den Här Minister de kommerziellen Aspekt vum den Entreprisë vum Lycée Ermesinde par rapport zum Refus vum Konzept vum der ASBL „École Nicomaque“?

4. Ass dëse spezifesch Volet vum Lycée Ermesinde evaluéiert ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen dovun?
– Wann net, firwat net?

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0106 vum 18. Dezember 2018 gesäit den Här Minister Bedarf fir eng zweet Schoul nom Modell vum Lycée Ermesinde, am Süde vum Land: „À côté de l'offre existant déjà au centre du pays avec le Lycée Ermesinde (LEM) installé à Mersch, la volonté de mon ministère est de voir implanté un établissement scolaire comparable dans le sud du Grand-Duché afin de répondre à un réel besoin pédagogique.“

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend riichten:

5. Wéi an op Basis vu wéi enge Kritären huet de Ministère dee „besoin pédagogique“ festgestallt?
6. Kann den Här Minister mech iwwer den aktuelle Stand vum der Iddi vum enger zweeter Schoul nom Modell vum Lycée Ermesinde am Süde vum Land informéieren?

Réponse (12/10/2023) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Den Artikel 18 vum Gesetz vum Lycée Ermesinde (Loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote), dem fréieren Neie Lycée oder Lycée-pilote, gesäit effektiv eng Evaluatioun vir: „Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi.“

De Bilan ass 2011 gemaach ginn, an zwar vum der Universitéit Lëtzebuerg a vum Professor Baudouin Jurdant vu Paräis. Béd Evaluatioun si global positiv a kënnen um Internetsite vum Ministère consultéiert ginn (<https://men.public.lu/fr/publications.html>).

D'Évaluation continue, déi am Gesetz virgesinn ass, gëtt zanter 2005 zweemol am Joer vum Comité d'évaluation et d'innovation pédagogique (CEIP) gemaach. Dëse Comité kennt all Joer am Januar an am Juni jee weils dräi Deeg an de Lycée Ermesinde. Dëst Joer am Juni war et déi 29. Kéier.

De Comité huet eng prestigéiës Besetzung mat internationalen Experten.

Bei all Sessioun besteet ee Programm, deem de Membere vum Comité et erlaabt, an déi verschidden Domainen vum der Schoul eranzegessinn, sech ee Bild ze maachen, a bestëmmte Konzepter mat der Direktioun vum der Schoul duerchediskutéieren.

ad 3. a 4. De kommerziellen Aspekt vum den sougenannten Entreprisë vum Lycée Ermesinde (LEM) ass bei Wäitem net esou developpéiert wéi deem, deem am Projet vum enger École Nicomaque virgëst war. En ass deemno onproblematesch a vermëttelt d'Schülerinnen a Schüler ee gudden Abléck an d'Beruffsliewen.

Dëse „spezifesch Volet“ ass schonn e puermol vum uewe genannte CEIP evaluéiert ginn. D'Membere vum deem Gremium hunn ëmmer erëm op d'Komplementaritéit vum den sougenannten Haiser vum LEM an den Entreprisë gepocht a virun allem guttgeheescht, datt d'Schüler an den Entreprene duerch de Kontakt mam Publikum de Bléck no bausse kréien.

ad 5. a 6. Zanter 2018 huet eis Schoullandschaft sech diversifiéiert, fir de Besoin vum eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

Dobäi ass de Fokus engersäits op nei Sektione a Formationen souwuel am Enseignement secondaire wéi an der Formation professionnelle geluecht ginn; dës nei Ausbildung sollen de Schüler et erlaben, e positive Choix beim Schloer vum hirem zukünftigen Ausbildungswee ze maachen an zugläch hir Studéierfäegkeet assureieren.

Anerersäits ass mam Ausbau vum der internationaler Schouloffier probéiert ginn, der Sproocheréalitéit zu Lëtzebuerg Rechnung ze droen.

Centre de primo-accueil | Question **8267**
(28/08/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den 100,7 de 25. August gemellt huet, ginn d'Leit, déi op Lëtzebuerg flüchten, nëmmen nach an de Centre de primo-accueil um Kierchbierg gelooss, wann se virun een Dossier opgemaach hunn:

„Déi Betraffe müssen elo fir d'éischt hir Demande bei der Direction de l'immigration op der Areler Strooss maachen. Där hir Büro sinn awer nëmmen op Wochendeeg, vun 8.30 Auer bis 12.00 Auer, op.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Ginn d'Öffnungszäite vum der Direction de l'immigration dann op nomëttes erweidert, fir beschmëglech ze verhënnern, dass d'Leit op der Strooss musse schlofen? Wäert eng Permanence de Weekend geschaf ginn?

2. An der Erklärung vum Ministère heescht et laut 100,7:

„Zu de Grënn, firwat d'Reegele fir den Accès an de Centre de primo-accueil geännert goufen, sot de Ministère eis, datt festgestallt gi wier, datt 30 Prozent vum de Leit, déi an de CPA koumen, duerno guer keng Demande fir Protektioun gemaach hätten oder verschwonne wieren.“

– Wéi vill Prozent maache keng Demande?
– Wat ass fir de Ministère den Delai, ab deem ee seet, dass eng Persoun keng Demande gemaach huet, nodeems se am Centre ukomm ass? Wat gëtt am deem Fall gemaach, fir d'Leit opzeklären, dass se eng Demande musse maachen?
– Goufen d'Leit dann no enger gewëssener Zäit aus dem Centre ausgeschloss, wann se keng Demande stellen? Wa jo, wat war den Delai?
– Wéi vill Prozent si verschwonne?

3. Ginn d'Leit iwwer d'Iwwernuechungsstrukture fir Sans-abrisen opgekläert, wann se net an de Centre eragelooss ginn?

4. Weess de Ministère, wat mat deenen 78 Leit geschitt ass, déi an deene leschten 2 Wochen ofgewise gi sinn?

Réponse (26/09/2023) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Nee, fir de Moment ass net virgesinn, d'Öffnungszäite vum der Immigrationsdirektioun ze erweideren, well dat aus organisatoresche Grënn net méiglech ass. D'Prozedur, fir eng Demande op internationale Schutz

opzemaachen, dauert e puer Stonnen, esou dass et net méiglech ass, eréischt am Nomëtten domat unzefänken. Am deem Kontext wäert keng Permanence de Weekend geschaf ginn.

ad 2. – Wéi et an der Erklärung vum Aussen- an Europaministère un de Radio 100,7 schonn erwänt gouf, ass festgestallt ginn, dass 30 Prozent vun de Leit, déi an de Centre de primo-accueil um Kierchbiert koumen, duerno keng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigrationundirektioun gemaach hunn.

– Ier d'Reegele fir den Accès an de Centre de primo-accueil um Kierchbiert geännert goufen, sinn all d'Leit, déi do ukoumen a logéiert goufen, encouragéiert ginn, fir sech den nächsten Aarbechtsdag op d'Immigrationundirektioun presentéieren ze goen, fir do hir Demande fir internationalen oder temporäre Schutz ze deposéieren. Wann déi gesote Persoun net den nächsten Aarbechtsdag op der Immigrationundirektioun virstelleg gouf, gouf si als Persoun, déi keng Demande gemaach huet, consideréiert.

– Ee formellen Delai gouf et net. All Situatioun ass individuell behandelt ginn, am Respekt vun der Persoun an hiren eventuelle spezielle Besoinen. Déi Persounen, déi net op der Immigrationundirektioun virstelleg goufen, goufen individuell vun de responsables Equipe sur place opgekläert. Et gouf hinnen erkläert, dass e Passage op der Immigrationundirektioun noutwenneg ass, fir kënne weiderhin am Centre de primo-accueil um Kierchbiert logéiert ze ginn.

– cf. Fro 2.1.

ad 3. Persounen, déi nach keng Demande bei der Immigrationundirektioun agereecht hunn, ginn iwwer aner Iwwernuechungsstrukturen informéiert, déi hinnen an deem Fall zur Verfügung stinn. Vulnerabel Persounen wéi zum Beispill Famillje mat mannerjärege Kanner hu weiderhin Accès zum Centre de primo-accueil, och ouni virdrun eng Demande agereecht ze hunn. Kanner, déi eleng ennerwee sinn, sinn net vun deem Changement betraff a ginn och weiderhin an enger spezialisierter Struktur opgehol.

ad 4. Den Aussen- an Europaministère hält keng perséinlech Donnéeën vu Persounen op, déi nach keng Demande bei der Immigrationundirektioun agereecht hunn.

Location d'un appartement au Trump Tower à New York par l'État luxembourgeois | Question 8268 (29/08/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass zu New York d'Residenz vum Lëtzeburger Ambassadeur bei der UN grad renovéiert gëtt. Dës Residenz gehéiert dem Staat. Fir d'Zäit vun de Renovatiounsarbechte lount de Lëtzeburger Staat aktuell angeeblech fir vill Suen een Appartement am Trump Tower op der 5th Avenue. An deem Gebai hu souwuel den Donald Trump wéi och eng Rei vu senge Familljememberen eng Wunneng. Zudeem huet d'Trump Organization an deem Gebai e Sëtz.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleechenheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dës Informatiounen der Realitéit entsprechen?
2. Fir wéi vill Dollar gëtt d'Appartement am Trump Tower pro Mount gelount?
3. Wéi laang sollen d'Renovatiounsarbechten dauere respektiv fir wéi vill Méint gëtt d'Appartement am Trump Tower gelount?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et moralesch ze verrieden ass, dass ausgerechent am Trump Tower eng Wunneng gelount gouf?

5. Ass de Minister der Meenung, dass d'Loune vum Appartement am Trump Tower een diplomatesche Faux-pas duerstellt?

Réponse (26/09/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Eng Rei Elementer an der Fro vum honorablen Deputéierten entsprechen net der Realitéit.

Zënter November 2021 gi gréisser Renovatiounsarbechten ausgeféiert am Gebai vun der Residenz vun der Lëtzeburger Vertretung bei de Vereenten Nationen zu New York, wou den Ambassadeur a permanente Vertrieder wunnt. D'Arbechten an dëser Propriétéit vum Lëtzeburger Staat sollen Enn 2023 ofgeschloss sinn.

Fir den Ambassadeur a seng Famill während de Renovatiounsarbechten ze logéieren, lount de Lëtzeburger Staat en Appartement an engem Gebai op der éischter Avenue, dat den Numm „Trump World Tower“ dréit. Dëst Gebai ass net ze verwiessele mam „Trump Tower“ op der fënnefter Avenue.

D'Appartement ass fir 13.500 US-Dollar de Mount vun August 2021 bis Mee 2023 gelount ginn a gëtt fir 15.500 US-Dollar de Mount vu Juni bis Dezember 2023 gelount. Déi Wunneng huet ënnert anerem de Virdeel, dass se géigeniwwer vum Sëtz vun der UNO ass, souwéi och an der direkter Noperschaft vun der Lëtzeburger permanenter Vertretung bei der UNO. Wéinst der Proximitéit mat der UNO wunne vill Diplomaten an deem Gebai. D'Appartement gouf zeréckbehalen, well de Rapport qualité/prix gutt war.

Anescht ewéi den „Trump Tower“ op der fënnefter Avenue, ass den Donald Trump net Propriétaire vun deem Gebai. Hie wunnt selwer net do. Et wunnt och kee vu senge Familljememberen do. An d'Trump Organization huet kee Sëtz an deem Gebai. D'Gebai dréit den Numm „Trump World Tower“, well den Här Trump, deen ee vun de Promoteure war, deen d'Gebai baue gelooss huet an de Joren 1999–2001, dem Gebai deen Numm ginn huet.

Déclaration d'une indemnité de volontariat dans le cadre d'une demande d'allocation de vie chère | Question 8269 (29/08/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Leit, déi eng Deierungsoulag (Allocation de vie chère) ufroen, si verpflichtet, dem nationale Solidaritéitsfong déi integral Revenue vun hirem Stot matzedeelen. Op Guichet.lu kënnen d'Leit nokucken, bis zu wéi engem Plaffong si kënne vun dëser Hëllef profitéieren a wéi eng Forme vun Akommes si bei der Berechnung am Eenzele musse berécksiichtegen. Indemnitéiten, déi een am Kader vun enger fräiwëlleger Aktivitéit, beispillsweis als Arbitter am Sport ausbezult kritt, ginn net genannt.

Esou wéi et mir zougedroe gouf, gouf e Bierger allerdéngs lo genee mat där Fro konfrontéiert a gebieden ze motivéieren, firwat hien seng Indemnitéit aus dem Benevolat bei senger Demande bis ewell net mat uginn hat.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Sozialminister gär dës Froe stellen:

1. Zielt eng Indemnitéit, déi een am Kader vun engem Benevolat bezult kritt, zum Akommes vun engem Stot, wann een d'Deierungsoulag ufreet? Falls jo, kann den Här Minister da preziséieren, op wéi enger legaler Grondlag an a wéi engem Wuertlaut dës bis ewell op MyGuichet genannt gëtt? Ass

gegebenefalls dru geduecht, fir d'Beschreibung vun de Krittäre bei der Deierungsoulag ze iwwerschaffen, fir Mëssverständnesser ze vermeiden?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob déi genannt Indemnitéit am Sënn vun der Fro virdru bei enger Demande fir de REVIS ze berécksiichtegen ass, vu datt dës op MyGuichet aktuell och hei net genannt gëtt?

3. Hält den Här Minister et allgemeng fir ubruecht, esou Indemnitéiten am Kader vu Sozialleeschungen ze verrechnen?

Réponse (06/10/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Den Artikel 4 vum Règlement du Gouvernement en conseil vum 25. November 2022 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2023 gesäit Follgendes vir:

„Est considéré comme revenu annuel global au sens de l'article 3 ci-dessus, l'ensemble des revenus bruts dont la communauté domestique a disposé pour une période de référence de 12 mois précédant le mois de l'introduction de la demande en obtention de l'allocation et du complément auprès du Fonds national de solidarité.

Sont notamment pris en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique :

- le revenu provenant d'un travail régulier ou généralement d'une activité professionnelle quelconque ;
- les revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;
- les revenus de biens mobiliers et immobiliers ;
- les rentes et pensions ;
- les allocations ou prestations touchées de la part d'un organisme public ou privé, à l'exception des allocations familiales, de l'allocation de rentrée scolaire et de l'allocation de naissance ;
- les pensions alimentaires.”

Am Artikel 4 ass de Prinzip festgehal, dass all Zorte vu Revenuen ze consideréiere sinn. Dat Wuert „Revenu“ englobéiert all méiglech Akommes, vun deenen e Stot ka beneficiéieren, onofhängeg dovun, ob ee se aus engem Salaire, enger Indemnitéit oder aus Kapitalertrag zitt. An deem Sënn ass déi Opzielung, déi den Artikel 4 mécht, och nëmmen exemplativ an déi eenzeg Akommes, déi ausgeschloss sinn an där Opzielung, an déi also net consideréiert ginn, sinn d'Kannergeld, d'Schoulufanksoulag an d'Gebuertenzoulag. Indemnitéite wéi déi vum Arbitter si vum Text net ausgeschloss.

ad 2. Den Artikel 9 vum ëmgeännerte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS gesäit eng änlech Formulatioun fir d'Berechnung vun de Revenuen, vun deenen e Stot beneficiéiert, vir.

ad 3. Déi Fro stellt sech an deem Kontext net, well am Prinzip net gekuckt gëtt, wat d'Origine vun enger Indemnitéit ass, fir se mat an d'Berechnung vun de Revenuen ze huelen, ausser et handelt sech eeben ëm déi Allocations, déi vum Text ausdrécklech ausgeschloss sinn.

Eng Opschlüsselung vun de Revenuen en Fonctioun vun der Aart vun der Aktivitéit, fir déi se bezult ginn, géng och riskéieren, dem Gläichheetsgrondsaz ze widersprechen.

Déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle | Question 8270 (30/08/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

Dans une « lettre de lecteur » publiée sur le site rtl.lu, l'ancien directeur de l'administration fiscale luxembourgeoise, Guy Heintz, revient sur une problématique

thématisée précédemment par la Confédération générale de la fonction publique (CGFP). Il est question de la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle.

L'auteur constate une « une flagrante discrimination entre celles et ceux qui achètent une maison ou un appartement nouvellement construit et celles et ceux qui achètent une maison ou un appartement déjà habitable ». En effet, suite à une différence d'interprétation des textes législatifs entre le législateur et la Cour administrative et pour éviter que des frais d'entretien ne puissent être déduits préalablement à l'occupation d'une habitation par son propriétaire, l'article 4b du règlement grand-ducal y relatif, qui prévoyait la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement avant l'occupation d'une habitation, avait alors été supprimé. Selon l'interprétation de Madame la Ministre, la déduction déplaçonnée des frais de financement pour une habitation nouvelle est dorénavant acceptée, tandis que la déduction déplaçonnée des frais de financement jusqu'à l'occupation effective du propriétaire d'une habitation déjà utilisée dans le passé est refusée.

L'auteur rappelle à juste titre que ce sont surtout les jeunes qui ne disposent que de peu de moyens ou ne veulent pas acheter une habitation neuve qui se retrouvent pénalisés par les dispositions existant actuellement. Je rappelle que j'avais attiré l'attention du Gouvernement sur cette problématique lors d'une question orale posée lors de la séance publique du 7 février 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer cette « discrimination » entre ceux qui achètent une habitation nouvellement construite et ceux qui achètent une habitation déjà habitable ? Quelle est son appréciation de la situation ?

• Dans l'affirmative, comment est-ce que cette problématique pourrait être résolue ?

• Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que le Gouvernement n'a encore rien entrepris pour rectifier la situation ? La problématique est bien connue, puisqu'elle a été abordée par la CGFP et par au moins deux partis politiques dans le contexte du travail législatif.

– Comme solution à la problématique évoquée ci-dessus, l'auteur explique qu'il « faudrait juste réinsérer l'ancien article 4b dans [le] règlement grand-ducal afin d'accéder aux doléances des intéressés, et le problème serait résolu ».

• Est-ce que Madame la Ministre estime qu'il s'agit là d'une solution à la problématique en question ?

• Est-ce que Madame la Ministre a l'intention de réintroduire l'article 4b ? Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre va faire les démarches nécessaires ?

• Dans la négative, qu'est-ce qui s'oppose à la réintroduction de l'article 4b ?

• Dans la négative, de quelle manière est-ce que Madame la Ministre entend remédier à la problématique en question ?

Réponse (13/10/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

En ce qui concerne le sujet thématique par la CGFP ainsi que par l'ancien directeur de l'ACD au sujet de la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle, il est tout d'abord renvoyé à la réponse à la question parlementaire du 7 février 2023 qui reste d'actualité.

Le constat selon lequel les dernières modifications apportées au règlement grand-ducal modifié du 12 juillet

1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal (ci-après « le règlement grand-ducal ») créent une situation « discriminatoire » entre, d'une part, les acquéreurs d'un immeuble par un acte de vente en état futur d'achèvement (ci-après « VEFA ») et d'autre part, les acquéreurs d'un immeuble déjà achevé, ne peut qu'être réfuté.

En effet, la situation entre un acquéreur d'un immeuble par une VEFA et un acquéreur d'un immeuble déjà achevé, n'est ni identique ni équivalente, ce qui engendre des traitements fiscaux distincts quant à la déductibilité des intérêts débiteurs. Si l'acquéreur d'un logement existant peut l'occuper rapidement sinon immédiatement, l'acquéreur d'un logement en cours de construction peut l'occuper au bout d'une période d'attente plus ou moins longue seulement et devra subir la charge financière entière des prêts bancaires de financement, non atténuée par la jouissance du logement ; il se retrouve dans une situation de double charge ou il devra financer cette nouvelle acquisition parallèlement à une ancienne acquisition ou une location courante.

Ainsi, l'acquéreur d'un immeuble par une VEFA ne dispose pas encore de la possibilité d'occuper son habitation future étant donné que celle-ci n'est pas encore achevée et qu'elle ne peut donc pas encore être qualifiée d'« habitation ». Dès lors, la valeur locative ne peut être fixée et l'acquéreur d'un immeuble par une VEFA peut dans ce contexte déduire intégralement, jusqu'au moment de l'achèvement et de la fixation de la valeur locative, ses intérêts débiteurs et ses frais de financement, étant donné que contrairement à la valeur locative qui représente un revenu forfaitaire (article 98, alinéa 1^{er}, n° 5 de la loi concernant l'impôt sur le revenu), le revenu propre à l'immeuble, avant la fixation de la valeur locative, est déterminé selon la règle générale définissant le revenu comme correspondant à l'excédent des recettes sur les frais d'obtention (articles 98, alinéa 1^{er}, n° 1 et 103 de la loi concernant l'impôt sur le revenu).

Au contraire, lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un bien déjà achevé se trouvant dans un état habitable, il revient au nouvel acquéreur de décider à quel moment il désire occuper, ou pas, son immeuble qui, contrairement à celui en état futur d'achèvement, a la qualité d'« habitation » et peut servir comme telle. La valeur locative forfaitaire est fixée dans ce cas lors du changement de propriété et les plafonds spécifiques de déductibilité prévus par le règlement grand-ducal s'appliquent dès le transfert de propriété.

À titre de précision, il est à souligner que les frais de financement (p. ex. : acte d'ouverture de crédit, commission bancaire, etc.) en lien avec l'acquisition d'une habitation déjà existante pourront continuer à être intégralement déduits étant donné que ces frais interviennent avant le moment de la fixation de la valeur locative forfaitaire.

Par conséquent, il y a lieu de conclure qu'il n'existe pas de « discrimination » en ce qui concerne la déductibilité des intérêts débiteurs et des frais de financement en relation avec une habitation personnelle, mais que la situation décrite par l'honorable Députée vise en réalité deux cas différents qui occasionnent deux traitements fiscaux spécifiques.

Flambée des prix pétroliers | Question **8271** (31/08/2023) de **M. André Bauler** (DP)

La récente flambée des prix pétroliers risque d'alimenter de nouveau l'inflation au Luxembourg qui,

selon les estimations actuelles, se situe autour de 3,9 % en moyenne pour cette année et à environ 2,5 % pour l'an prochain.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quels sont les déterminants qui font grimper les prix pétroliers de manière assez régulière depuis juillet 2023 ? S'agit-il d'un phénomène plutôt passager ?

2) Dans une perspective comparative, Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant l'évolution de ces prix dans nos pays voisins durant le même laps de temps ?

Réponse (19/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Les prix pétroliers sont étroitement liés au prix du pétrole brut sur le marché mondial (p. ex. du Brent), mais aussi au cours de change dollar/euro et à la situation sur le marché des produits finis (marges des raffineries, stocks dans la région, capacités de production, ...).

Le prix du Brent a augmenté de presque 20 dollars US le baril entre juin et mi-septembre 2023. Cette hausse du prix du Brent s'explique par une forte demande (stimulée par la reprise des voyages en été) et par une réduction artificielle de l'offre (du fait de la réduction de la production dans les pays de l'OPEC+, notamment en Arabie Saoudite et en Russie).

Quant à savoir s'il s'agit d'un phénomène passager, il est impossible de se prononcer. Les déterminants macroéconomiques feraient plutôt baisser les prix, mais les réactions et décisions de cartels et de certains pays sur un marché très concentré peuvent inverser cette tendance.

Dans ses prévisions d'inflation, le Statoc fait habituellement l'hypothèse d'un prix du Brent relativement constant sur l'horizon de prévision et proche des derniers niveaux observés. Cependant, le prix du pétrole est régulièrement affecté par de fortes variations qui dépendent de phénomènes particulièrement difficiles à anticiper.

ad 2) Les prix à la pompe dans les pays voisins du Luxembourg dépendent également fortement de l'évolution du prix du pétrole. Par conséquent, ils suivent aussi une tendance à la hausse au cours des dernières semaines. De manière générale, il y a cependant lieu de noter que les prix des produits pétroliers au Luxembourg sont significativement moins élevés que dans les pays voisins.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Modèle espagnol de lutte contre les violences conjugales | Question **8272** (31/08/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Avec la loi-cadre « Mesure de protection intégrale contre les violences conjugales », votée en 2004, l'Espagne a mis en place un système de conseil juridique gratuit pour les victimes de violences conjugales ainsi qu'une représentation gratuite par un.e avocat.e de garde et un.e procureur.e spécialisé.e dans le domaine des violences domestiques et conjugales. Ces aides juridiques sont assurées durant toutes les procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies.

Il existe pour les victimes pouvant attester de décisions judiciaires ou des services sociaux compétents :

- le droit à une assistance juridique gratuite ;
- le droit à l'assistance sociale intégrale (psychologique, sociale, etc.) ;

– le droit à des aides économiques spécifiques ;
– le droit à un accès prioritaire aux logements sociaux et aux maisons de retraite ;
– le droit à une réduction ou aménagement du temps de travail, à la mobilité géographique, au changement de site, à la suspension du poste avec maintien du contrat de travail, à la rupture du contrat de travail, ou encore à des programmes spécifiques d'accompagnement professionnel.⁶

Le Luxembourg en tant que signataire de la Convention d'Istanbul n'a pas encore entrepris des démarches juridiques allant dans le sens du modèle espagnol afin d'endiguer les violences conjugales et domestiques et de protéger les victimes de ces violences. Or, selon une enquête publiée en juillet 2022 par le Statec, au Luxembourg, deux tiers des femmes déclarent avoir été victimes de violences physiques, psychologiques, sexuelles ou économiques au moins une fois dans leur vie⁷. Le premier rapport du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), rend compte pour le Luxembourg d'un ensemble de recommandations pour améliorer le dispositif législatif, dont notamment la mise en place d'une assistance judiciaire à l'image du modèle espagnol.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Quelle est la position de Mesdames les Ministres concernant le modèle juridique espagnol en matière de protection des victimes de violences conjugales et domestiques ?

2) Est-ce que Mesdames les Ministres estiment que le Luxembourg devrait mettre en place un dispositif législatif similaire au modèle espagnol en question ?

3) Si non, pourquoi ? Quelles alternatives proposeriez-vous ?

4) À part un suivi psychologique gratuit, quels autres services l'État luxembourgeois offre-t-il aux victimes de violence domestique et conjugale afin de les protéger et de prévenir la violence et la victimisation secondaire (frais d'avocat, police, tribunal) telle que stipulée dans la Convention d'Istanbul ?

Situation financière des victimes de violence domestique au Luxembourg | Question 8273 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Le rapport du Comité de coopération décrit le statut professionnel des victimes majeures suivies par le SAVVD. En 2022, 48 % des victimes étaient engagées en tant que salariés, 13 % recevaient un revenu de remplacement et 10 % étaient sans revenus.

Afin d'obtenir davantage d'information sur la situation économique des victimes de violence domestique en rapport avec leurs moyens de défense et mise à l'abri, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Quelles observations les différentes associations encadrant les victimes de violence domestique (VD) ont fait concernant l'impact de la situation économique et financière des victimes sur les tendances de séparation ou de retour avec l'auteur ?

⁶ Rapport alternatif sur les mesures d'ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). Conseil national des femmes du Luxembourg, 2022.

⁷ Les femmes face à la violence. Statec. 2022. <https://statistiques.public.lu/dam-assets/cataloguepublications/regards/2022/regards-05-22.pdf>

2) Parmi les victimes de VD disposant d'un revenu d'une activité salariale, combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

3) Parmi les victimes de VD disposant d'un revenu de remplacement, combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

4) Parmi les victimes de VD sans revenus combien se sont séparées de leur agresseur et combien sont restées dans la relation violente ?

5) Quel est le revenu moyen annuel des victimes de VD suivies par le SAVVD disposant d'un salaire ?

6) Combien de victimes de VD rompent réellement et durablement avec leur relation violente suite à une prise en charge du SAVVD ?

7) Concernant les victimes qui ne se séparent pas de leur partenaire violent, quelles en sont les raisons les plus fréquemment constatées par les associations ?

8) Parmi les 1.323 victimes adultes de VD enregistrées en 2021 et les 1.369 enregistrées en 2022, combien subissent des situations de violence économique et financière ?

9) Dans le cas d'une expulsion, est-ce que le SAVVD informe systématiquement les victimes sur la possibilité de les assister à introduire la prolongation de la mesure d'expulsion par requête au tribunal ?

10) Parmi les victimes de VD encadrées par le SAVVD, combien n'ont pas droit à l'assistance judiciaire ? Parmi celles qui n'ont pas droit à l'assistance judiciaire, combien ont les moyens d'engager un avocat, combien n'ont pas les moyens ?

11) Combien de demandes de prolongation de la mesure d'expulsion par requête sont faites par le SAVVD par an ?

– Combien par la victime elle-même ?

– Combien par un avocat dans le cadre de l'aide judiciaire ?

– Combien par un avocat hors aide judiciaire ?

12) Dans le cas où une demande d'expulsion n'est pas accordée, combien de victimes de VD doivent abandonner leur domicile suite aux violences ou à la séparation ? Combien se retrouvent sans domicile fixe ? Combien de victimes de violence domestique connues du SAVVD ont pu être relogées par l'État ?

13) Combien de victimes de VD enregistrées par les services collaborant au « Rapport violence » se retrouvent surendettées à cause des violences économiques et financières subies ? Combien souffrent d'anxiété, de stress posttraumatique et autres, suites à ces violences économiques et financières ?

14) Combien de victimes de VD ont perdu leur travail dans le cours ou suite aux procédures d'éloignement, de séparation et de divorce ? Les victimes de violence domestique en quête d'emploi bénéficient-elles d'aides et d'un soutien spécifiques de l'État ? Si oui lesquels ?

Au Luxembourg, l'association/fondation « Wäisse Rank » procure un ensemble d'aides financières aux victimes de violence domestique.

15) Mesdames les Ministres disposent-elles d'informations relatives au nombre de demandes faites par an depuis 2018 à l'association dans le cadre de la violence domestique ? Combien de demandes sont accordées ?

16) Quel est le temps nécessaire pour traiter chaque dossier ?

17) Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir une aide ? Et quels sont les critères de refus ?

Les victimes d'infractions volontaires (coups et blessures volontaires, viol, etc.) qui ont entraîné des dommages corporels ont, sous certaines conditions, droit à une indemnité à charge de l'État lorsqu'elles ne peuvent pas être indemnisées par l'auteur de l'infraction qui n'a pas pu être identifié, trouvé ou qui est insolvable. Les demandes d'indemnité à charge de l'État sont adressées au Ministère de la Justice.

Partant je voudrais demander à Madame la Ministre de la Justice :

18) Combien de demandes sont faites dans le cadre de la violence domestique par an depuis 2018 ? Combien de demandes sont accordées ? Et quels sont les critères de refus ?

19) Quel est en moyenne le temps nécessaire pour traiter chaque dossier ? Combien de temps après la décision de la commission la victime est-elle informée et reçoit l'indemnité ? Est-ce que le paiement de la condamnation des dommages et intérêts pour les préjudices physique et moral causés par l'auteur de violence domestique, est couvert par « l'indemnité à charge de l'État » ?

20) Quels sont en moyenne les montants accordés aux différentes victimes de violence domestique ? Sur quels critères les montants sont-ils basés ?

21) Est-ce que l'État demande systématiquement aux coupables d'infractions le remboursement de l'indemnisation octroyée aux victimes ?

22) Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur d'un octroi systématique de cette indemnisation aux victimes de violence domestique à la charge des coupables ? Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une telle responsabilisation des auteurs d'infraction pourra décourager d'éventuelles récidives ?

Selon la note d'information que la police met à disposition des personnes victimes d'infraction : « Dans l'hypothèse où une demande de dommages et intérêts a été intentée par la victime, soit dans le cadre d'une action publique, soit dans le cadre d'une action civile, la victime peut saisir la juridiction des référés aux fins de se voir accorder une provision avant l'issue du litige, pour autant que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable. »

23) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me dire de quelle provision il s'agit précisément ?

24) Que signifie concrètement « la victime peut saisir la juridiction des référés aux fins de se voir accorder une provision avant l'issue du litige, pour autant que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable », notamment concernant les démarches impliquées pour les victimes de violence domestique ?

Violences économiques et financières subies par les victimes de violence domestique | Question 8274 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

De nombreuses victimes de violence domestique souffrent de plusieurs actes de violences. Il en existe qui se manifestent par un chantage financier et économique ainsi que le vol. Ce qu'on nomme la violence financière et économique est la stratégie de contrôle la plus récurrente des auteurs de violence domestique et conjugale. D'après des données provenant des États-Unis 94-99 % des victimes de violence domestique ont également fait l'expérience de violences financières et économiques⁸. Cette forme de violence reste néanmoins la moins considérée.

⁸ National Coalition Against Domestic Violence. USA. <https://ncadv.org/blog/posts/quick-guide-economic-andfinancial-abuse>

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Existe-t-il des chiffres sur les violences économiques et financières que subissent les victimes de violence domestique et conjugale au Luxembourg ?

2) Quelles lois protègent les victimes de violences économiques et financières ? De quels moyens légaux les victimes de violences économiques et financières disposent-elles pour poursuivre leurs abuseurs ?

3) Existe-t-il des aides spécifiques pour dédommager les victimes de violence domestique ayant subi des violences financières et économiques ? Dans l'affirmative, de quelles aides s'agit-il ? Combien de demandes d'aides sont faites par an depuis l'existence de telles aides ? Combien d'aides ont été accordées ?

Le site Web violence.lu instauré par le Gouvernement dans l'objectif d'informer et d'accompagner les victimes de violence dénombre et décrit une multitude de formes de violence. La violence économique et financière y fait défaut.

4) Pourquoi la violence économique et financière n'est pas listée sur le site Web violence.lu ?

Les procédures judiciaires et administratives étant souvent très complexes, l'assistance d'un avocat est une mesure nécessaire pour permettre aux victimes de violence domestique de faire valoir utilement leurs droits⁹. Les coûts les plus élevés d'un procès sont en principe constitués par les frais et honoraires des avocats¹⁰, ce qui évoque la question du droit aux assistances judiciaires.

Selon l'« article 57 » de la Convention d'Istanbul, les parties veillent à mettre en place une assistance et une aide juridique gratuite selon les conditions prévues par leur droit interne¹¹. D'après le Conseil national des femmes du Luxembourg « il n'existe pas au Luxembourg d'assistance judiciaire gratuite mise en place spécifiquement pour les femmes victimes de violence. La seule aide juridictionnelle dont elles peuvent éventuellement bénéficier est celle fournie par le Ministère de la Justice et le Conseil national des avocats pour les justiciables à revenu modeste. En contre-exemple, l'Espagne dispose d'une loi qui depuis 2004 fournit une assistance juridique gratuite aux victimes de violence domestique.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres :

5) Où sont publiés les chiffres du barreau sur les assistances judiciaires ? Combien de demandes d'aides sont faites par an dans le cadre de la violence domestique ? Combien de demandes proviennent des victimes adultes et combien en sont introduites par les accusés de violence domestique adultes ? Combien en sont accordées ? Combien en sont refusées et sur quelles bases ces demandes sont-elles refusées ? Combien d'assistances judiciaires accordées sont par la suite retirées, et, combien avec effet rétroactif au jour de l'introduction de l'instance ?

6) Pour quelles démarches précisément le recours à un avocat est-il obligatoire ? Cette obligation vaut-elle tout au long des procédures individuelles ?

7) Combien de taxations (contestations des frais d'honoraires) sont envoyées au barreau ? Pourriez-vous

m'indiquer pour ces taxations, la quantité de celles provenant de victimes de violence domestique ? Combien de taxations sont accordées, voire refusées ? Combien de temps en moyenne est nécessaire pour répondre à cette contestation des frais d'honoraires ? Combien de requérants sont invités par le rapporteur du barreau responsable du dossier pour une prise de position en face-à-face ? Combien d'avocats sont finalement pénalisés suite à ces taxations ?

8) Existe-t-il des informations, notamment auprès du Service d'information et de conseil en matière de surendettement, sur la quantité de demandes liées à un surendettement par des dépenses judiciaires (frais d'avocats, etc.) de victimes de violence domestique ? Dans la négative, Mesdames les Ministres sont-elles prêtes à ordonner des enquêtes plus approfondies sur le sujet ?

9) Mesdames les Ministres ne sont-elles pas d'avis qu'il faille systématiquement condamner les auteurs de violence domestique à payer tous les frais de justice et d'avocat de la victime dans toute affaire en lien avec des démarches impliquant des frais financiers telles que la prolongation d'expulsion, divorce, démarche contre la violence économique et financière, la partie civile, l'injonction d'éloignement ? Pourquoi l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile qui prévoit que le juge peut condamner une partie à payer un certain montant « lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge de l'autre partie une partie des sommes exposées par elle et non comprises dans les dépenses » n'est-il pas systématiquement appliqué dans le cas des auteurs de violence domestique ? Autrement dit, pourquoi les victimes de violence domestique ne bénéficient-elles pas systématiquement de l'indemnité de procédure ?

10) Est-ce que Mesdames les Ministres envisagent d'offrir une aide et assistance juridique gratuite pour toutes les victimes de violence domestique comme recommandé par le CNLF ?

11) Que font Mesdames les Ministres pour prévenir cette violence économique et financière qui découle également des frais engendrés par les procédures judiciaires pouvant être considérés comme une victimisation secondaire décrite dans la Convention d'Istanbul que le Luxembourg a ratifiée ?

Statistiques concernant le divorce, le féminicide et le récidivisme dans le contexte de violence domestique | Question 8275 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Pour l'instant, la seule référence en matière de statistiques sur les violences basée sur le genre au Luxembourg est le « Rapport violence » du Comité de coopération interprofessionnel (Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité intérieure, Police grand-ducale, Parquets Luxembourg et Diekirch, Service d'assistance aux victimes de violence domestique, Service d'aide aux auteurs de violence domestique, etc.) qui recense principalement les cas de violence domestique.

Or, dans l'objectif d'obtenir davantage de données chiffrées sur différents aspects de la violence domestique afin de mieux lutter contre cette violence et pour aider davantage les victimes et prévenir les actes potentiels de violence, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Lorsque la police est sollicitée pour intervenir dans le contexte de violence domestique :

– Combien d'interventions policières en moyenne ont lieu suite à un appel de la victime de violence domestique ?

– Combien en ont lieu suite à un appel de l'auteur de violences ?

– Et combien d'interventions policières ont eu lieu suite à l'appel d'une tierce personne, comme par exemple les voisins, membres de la famille, amis, etc. ?

2) Est-ce que le Luxembourg compte intégrer une ou plusieurs victimes de violence domestique, formées en la matière, dans le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence ? Si non, pourquoi ?

3) Concernant les interventions policières en cas de violence domestique :

– Combien d'interventions policières résultent en une plainte portée (1) par la victime, (2) par l'auteur ou (3) par les témoins de violence domestique ?

– Dans combien de cas y a-t-il constat de violence réciproque ?

– Dans combien de cas y a-t-il constat d'autodéfense de la part de la victime ?

– Est-ce que la police fait cette distinction entre violence univoque, réciproque et autodéfense ?

4) Concernant les plaintes :

– Combien de plaintes pour violence domestique sont déposées par des personnes de sexe féminin ?

– Combien le sont par des personnes de sexe masculin ?

– Combien de plaintes pour violence domestique sont retirées par les plaignant.e.s ? Combien le sont par des personnes de sexe féminin et combien concernent des personnes de sexe masculin ?

– Combien de temps s'écoule en moyenne avant que la/le plaignant.e décide de retirer sa plainte pour violence domestique ?

– Quelles sont généralement les motivations du retrait en distinguant en fonction du sexe du/de la plaignant.e ?

5) Quelles sont les missions concrètes en matière de protection des victimes de violence domestique de la « Cellule recherche fugitifs et protection des victimes du service de la police judiciaire » ? Quel est le rapport d'activité de cette cellule pour les années 2020, 2021, 2022 ?

6) En cas de requêtes de divorce dans le contexte de violence domestique :

– Combien de requêtes de divorce en moyenne sont formulées par la victime, combien par l'auteur ?

– Combien d'auteurs de violence domestique apparaissent aux audiences de divorce ?

– Combien de demandes de délai de réflexion afin de retarder le divorce sont faites par les auteurs de violence domestique en instance de divorce ?

– Combien de ces demandes sont accordées et pour quelles raisons ?

– Combien de ces délais sont soumis à une médiation pourtant interdite par la Convention d'Istanbul ?

7) Combien de demandes/ordonnances le centre de médiation reçoit en matière de violence domestique et dans combien de cas le centre de médiation a accepté ces demandes de médiation ?

8) Est-ce que les juges de divorce ont accès aux plaintes déposées à la police concernant la violence domestique ? Est-ce qu'ils prennent en considération les circonstances de violence domestique dans leur décision ?

9) Toujours, en cas d'instance de divorce dans le contexte de violence domestique :

– Quelle loi protège les victimes dans le cas où il n'y a pas eu de séparation de biens et que l'auteur de violences n'a jamais contribué au ménage tout en faisant des dettes aux frais de la victime ?

⁹ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Conseil de l'Europe. 2011

¹⁰ <https://guichet.public.lu/fr/citoyens/citoyennete/voies-recours-reglement-litiges/frais-avocat/frais-proces.html>

¹¹ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Conseil de l'Europe. 2011



– Dans combien de cas le juge prend-il en compte les violences pendant l'instance de divorce ou de partage des biens ?

10) Combien d'audiences en moyenne sont nécessaires pour finaliser un divorce en cas de violence domestique ?

11) Combien de victimes de violence domestique en moyenne paient une pension alimentaire basée sur la loi sur le « secours entre époux » à leur ex-mari auteur des violences après le divorce ?

12) Combien de victimes de violence domestique perdent leur logement, voire sont à la rue, suite à un divorce ?

– Que fait l'État pour garantir un logement en sécurité aux victimes de violence domestique pendant la procédure de divorce ?

13) Combien de victimes de violence domestique en instance de séparation bénéficient d'une protection de la police ?

14) En cas de demande de séparation/divorce, dans le contexte de violence domestique, à quel taux s'estime le refus de séparation/divorce des auteurs de violences ?

15) Mesdames les Ministres disposent-elles d'informations permettant de constater si les violences augmentent ou perdurent suite à une séparation/divorce pour violence domestique ?

16) Quel est le taux de féminicide au Luxembourg ? – Quels sont les risques et taux de féminicide constatés par la police pendant la relation et suite à une séparation/divorce ?

17) Quelles mesures préventives l'État a-t-il mis en place pour prévenir le féminicide, surtout pendant la phase de séparation/divorce ?

18) Existe-t-il des chiffres et données sur les homicides commis par des victimes de violence domestique envers leurs partenaires violents ?

19) Dans l'affirmative, quel est le motif le plus généralement constaté en cas d'homicide et/ou féminicide dans le contexte de violence domestique ? Est-ce que « l'autodéfense » est actuellement considérée et reconnue dans la problématique de la violence domestique au Luxembourg ?

20) Combien de victimes se séparent tout de suite après un incident de violence domestique sans porter plainte ?

Interventions et plaintes policières en matière de violence domestique | Question 8276 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

D'après le Rapport violence du comité de coopération : « Toute intervention policière conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention et, le cas échéant, à une expulsion avec rapport d'expulsion.¹² »

La loi prescrit que : « [...] Le procureur d'État avise la victime, dans les 18 mois de la réception de la plainte, des suites qu'il donne à l'affaire. [...] Toute victime a le droit, d'après les termes de la loi, d'être informée d'office du classement sans suites de sa plainte et de son motif.¹³ »

Devant ces faits je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité entre les hommes et les femmes :

1) Est-ce qu'un rapport d'intervention de la police prévaut au dépôt d'une plainte en police ?

2) Combien de plaintes en police (avec ou sans intervention policière) sont déposées par an en matière de violence domestique depuis les 5 dernières années ?

3) Est-ce que le parquet peut procéder à une expulsion en cas de violence domestique sans que les victimes ne portent plainte en police ?

4) En matière de violence domestique, le parquet a été saisi pour 1.420 dossiers en 2021 et 1.489 en 2022 : Combien en ont résulté en classement sans suite et quelles en ont été les raisons ? Combien de dossiers ont été poursuivis ? Combien de victimes ont été informées des suites données afin de pouvoir faire valoir leurs droits respectifs endéans les délais prévus ? Comment les victimes peuvent-elles faire valoir leur droit d'être informées du classement sans suite de leurs plaintes respectives ?

5) En consultant les chiffres des récents Rapports violence on constate que même pas 1/3 des interventions policières pour violence domestique résultent en une ordonnance d'expulsion par le parquet : Quels sont les critères pour qu'un procureur prononce une ordonnance d'expulsion ou pas ?

6) Toujours selon les mêmes données des Rapports violence, le nombre de récidives des auteurs de violence domestique est extrêmement élevé : Que fait le tribunal avec les auteurs qui ont récidivé 3, 4 ou même 5 fois ? Combien de récidives, expulsions ou avertissements sont nécessaires pour donner lieu à des poursuites pénales ?

7) Pourquoi les auteurs de violences ne sont pas poursuivis et sanctionnés, voire mis en détention tout de suite après une deuxième récidive/intervention policière et/ou deuxième expulsion ou avertissement ? Quelles contraintes ou ensemble de sanctions implique un avertissement qui n'est pas respecté ?

8) En 2022, 246 auteurs de violence domestique ont été expulsés. En 2021, il s'agissait de 249 expulsions. En 2020 on comptait 278 expulsions selon les Rapports violence respectifs : Combien d'auteurs de violence domestique expulsés ont été condamnés et emprisonnés ? Combien de récidivistes (59 en 2022, 46 en 2021 et 47 en 2020) ont été condamnés et/ou mis en détention ?

9) Combien d'auteurs de violence domestique mis en avertissement par le parquet (18 en 2021 et 11 en 2022) qui n'ont pas respecté leur consultation avec le service Riicht Eraus, ont été condamnés et emprisonnés ? Combien des 9 récidivistes parmi ces 18 auteurs avertis en 2021 et 5 des 11 en 2022 ont été condamnés et/ou mis en détention ?

10) Mesdames les Ministres s'expriment-elles en faveur du port du bracelet électronique pour les auteurs récidivistes et avertis afin de garantir la sécurité de la victime ?

11) Combien d'auteurs de violence domestique sont condamnés par année ? Et combien sont finalement mis en détention ? Parmi ceux condamnés à une peine de prison ferme, combien purgent/ont purgé l'entièreté de leur peine ?

12) Quel dispositif de mesures est mis en place pour protéger les victimes de violence domestique contre leurs agresseurs respectifs tout au long des procédures judiciaires entamées contre ceux-ci ?

13) Étant donné le nombre important de récidives, Mesdames les Ministres estiment-elles qu'un entretien obligatoire auprès des services compétents (Riicht Eraus, Croix-Rouge) après une expulsion est suffisant pour encadrer les auteurs de violence

domestique ? Combien d'auteurs expulsés continuent le suivi après le premier entretien ? Et pour combien de temps ? Combien de demandes volontaires Riicht Eraus reçoit en moyenne par an ?

14) Dans la mesure où l'État met à disposition des places en foyer pour auteurs de violence domestique expulsés, est-ce qu'un suivi psychologique et une surveillance policière leur sont imposés ? Combien de demandes pour ce genre de logement sont faites chaque année depuis 2020 ?

15) Comment les tribunaux responsabilisent-ils à l'heure actuelle les auteurs de violence domestique, et plus spécifiquement les récidivistes et récidivistes avertis ? Comment Mesdames les Ministres envisagent-elles de réduire le nombre de récidives ?

16) Combien d'auteurs de violence domestique au total sont récidivistes ?

17) L'application Bright Sky, qui permettrait à la victime d'appuyer sur un bouton qui informera la police de la géolocalisation du lieu de violence, est-elle fonctionnelle ? Si non, pourquoi ?

18) Que fait le Luxembourg pour atteindre les femmes migrantes victimes de violence domestique et les femmes de la communauté afro-descendante qui sont hésitantes de faire appel aux forces de l'ordre ou aux services d'assistance aux victimes de violence domestique par crainte de stigmatisation raciale et de répression (pour les sans-papiers) ?

19) Combien d'interventions policières, expulsions et plaintes ont été enregistrées dans un contexte où la victime de violence domestique a été une personne racisée ? Comment ces chiffres évoluent-ils par rapport aux chiffres concernant les mêmes aspects pour les victimes de violence domestique non racisées ?

20) Combien de plaintes déposées par des personnes racisées sont déclarées sans suite par rapport au nombre de plaintes déclarées sans suite par des personnes non racisées ?

21) De manière générale, les statistiques de la police tiennent-elles compte de l'origine ethnique et de la couleur de peau des personnes déposant plainte ? Dans la négative, pourquoi ces facteurs sociologiques ne sont-ils pas pris en considération ?

Violence judiciaire | Question 8277 (31/08/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

1) Madame la Ministre de la Justice, combien de plaintes sont faites de manière générale par an auprès de l'Inspection générale de la police contre le comportement et les pratiques de la police pendant une intervention policière ou lors du dépôt de plaintes ? Quels sont le plus souvent les motifs de ces plaintes ?

2) Combien de plaintes auprès de l'IGP sont déposées dans le contexte d'une mauvaise prise en charge par la police de victimes de violence domestique et sexuelle ?

3) Combien de plaintes sont faites par des victimes de violence domestique à l'encontre du tribunal ? Quels sont les motifs de ces plaintes ?

4) Combien de procédures de taxation d'honoraires sont lancées de manière générale par an ?

5) Combien de plaintes par an sont généralement formulées auprès du barreau contre les avocats ? Quels en sont les motifs ? Combien de ces plaintes proviennent de victimes de violence domestique ? Quels en sont les motifs ?

6) Combien de ces plaintes envoyées au barreau par an sont acceptées ou refusées, notamment dans le cadre de la violence domestique ? Pourquoi ?

7) Le personnel au contact direct avec des personnes victimes et/ou auteurs de violence domestique ainsi que le personnel des instances judiciaires en charge de

¹² Rapport au Gouvernement pour l'année 2022. Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

¹³ Note d'information à l'attention des personnes victimes d'une infraction. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Ministère de la Justice. 2010

dossiers relatifs à la violence domestique suivent-ils des formations en matière d'inégalités de genre et de prise en charge de victimes de violence domestique et basées sur le genre ?

8) Est-ce que ce personnel a obtenu une formation autour de la Convention d'Istanbul et de ses articles ?

9) Combien d'avocats qui traitent les dossiers des victimes de violence domestique sont formés en matière d'inégalités de genre et de violences basées sur le genre ?

10) Existe-t-il une liste publique d'avocats explicitement spécialisés dans la prise en charge d'affaires de violence domestique ?

11) Quelles sont les mesures en place pour éduquer et former les corps professionnels tels la police, les avocats et les autorités du tribunal, en matière de violence domestique ?

En matière de violences psychique, physique et sexuelle ou encore économique la législation luxembourgeoise prévoit des sanctions (en l'occurrence des mesures d'éloignement et d'interdiction d'approcher), des peines (divers articles dans le Code pénal¹⁴) ainsi que d'autres démarches dans le cadre du divorce¹⁵ et la partie civile.

12) Pour quelles démarches précitées est-ce qu'un avocat est obligatoire ? Est-ce tout au long de ces procédures individuelles ?

13) Combien de demandes pour les sanctions, peines et autres démarches précitées sont introduites par des victimes de violence domestique par an sur une période comprenant les 5 dernières années ? Pour combien de ces procédures demandées une audience est-elle accordée au tribunal ?

14) Concernant la partie civile, combien de demandes en moyenne portent sur un montant de dommages et intérêts supérieur à 10.000 euros ? Combien de demandes portent sur un montant inférieur à 10.000 euros ?

15) Combien de jugements dans toutes ces procédures précitées sont prononcés en faveur de la victime ? Combien d'auteurs de violence sont condamnés dans tous ces cas précités ? Combien d'appels y a-t-il contre les jugements ? Combien de jugements sont finalement accordés en faveur de la victime, dans le cas où l'auteur de violence n'a plus la possibilité d'aller en appel contre le jugement ?

16) Quel est le taux de non-poursuite et de non-condamnation des auteurs de violence dans toutes les matières en relation avec la violence domestique, procédures administratives et judiciaires directement ou indirectement liées aux violences subies ?

La Convention d'Istanbul qui est entrée en vigueur au Luxembourg en décembre 2018 définit et pénalise les diverses formes de violence à l'égard des femmes ainsi que la violence domestique. Concernant les procédures judiciaires, la Convention prévoit que « (...) les États parties devront garantir que les droits des victimes seront respectés à toutes les étapes de la procédure et que toute victimisation secondaire sera évitée. »¹⁶ En plus des questions précédentes

également relatives à un risque de victimisation secondaire, j'aimerais poser d'autres questions qui concernent les démarches de la justice en faveur de la protection des victimes de violences et de la prévention de leur victimisation secondaire :

17) La présence de l'auteur de violences aux audiences est-elle obligatoire, sinon des sanctions sont-elles prévues en cas d'absence injustifiée ?

18) Dans la mesure où l'absence de l'auteur de violences aux audiences ralentit la procédure, les frais engendrés par la prolongation de la procédure incombent-ils entièrement aux auteurs de violences ? Si non, Madame la Ministre est-elle en faveur d'une telle mesure ?

19) Combien d'auteurs de violence domestique sont mis en détention préventive ?

20) En cas d'emprisonnement de l'auteur de violences et s'il ou elle est condamné(e) à payer des dommages et intérêts à la victime, quelles mesures sont en place pour garantir le paiement des dommages et intérêts au bénéfice de la victime ?

21) Les victimes de violences sont-elles systématiquement informées de l'incarcération ainsi que de la libération de leurs agresseurs ?

22) Quel est le rôle du SCAS, notamment le service victime et le service probatoire en matière de violence domestique ?

23) Combien de détenus pour violence domestique disposent d'une aide judiciaire gratuite ?

Réponse (08/11/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

I. Introduction

La lutte contre la violence domestique est une priorité du Gouvernement luxembourgeois.

Ensemble avec ses partenaires de terrain, le Gouvernement s'investit au quotidien pour briser le tabou qui continue à entourer le sujet de la violence domestique, à optimiser le dispositif de prise en charge des victimes et des auteur-e-s de violence domestique et à encourager un engagement sociétal visant à éliminer toute forme de violence.

À cette fin, le Gouvernement mise sur une approche globale et multidimensionnelle qui vise aux côtés de la prise en charge et de la protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs et la sensibilisation de la société entière en matière de violence domestique. Il s'agit là de développer la responsabilité civique et d'outiller le grand public à agir.

Le Gouvernement est convaincu que le modèle luxembourgeois centré autour de la prise en charge des victimes, permet au Luxembourg d'endiguer ce fléau sociétal et d'offrir une assistance de qualité à toute personne qui subit de la violence domestique. Le Gouvernement tient à mentionner dans ce contexte, le site de référence en matière de violence domestique « www.violence.lu » mis en place par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (ci-après « le MEGA ») comme plateforme digitale pour informer et sensibiliser sur toutes les facettes et formes de la violence à l'égard des femmes, des hommes et des enfants, couvertes par la Convention d'Istanbul, pour rassembler les informations de contact de tous les acteurs publics et non publics dans le domaine de la lutte contre la violence et pour informer sur le réseau d'aide et le cadre légal en vigueur.

C'est notamment par le biais de ce site accessible que les différents types de violence incriminés, dont la

violence domestique, sont expliqués. Au Luxembourg la violence domestique couvre deux types de violence : la violence conjugale, relationnelle ou amoureuse et la violence familiale. Elle ne se limite en outre pas à la violence physique mais inclut aussi la violence psychologique, la violence sexuelle, y compris le viol, la violence économique et la violence sociale. C'est notamment le Service d'assistance aux victimes de violence domestique (ci-après « le SAVVD ») qui recense sur base des déclarations des victimes les différents types de violence subis par les victimes de violence domestique. Ainsi, le Rapport violence de l'année 2022 indique que 4,6 % des victimes ont aussi subi des violences économiques.

II. Cadre légal

A. Droit matériel

L'un des piliers du dispositif luxembourgeois de lutte contre la violence domestique est le cadre légal efficace. Soulignons que toutes ces formes de violences sont condamnées par le Code pénal. Lorsqu'elles surviennent dans le cadre de la violence domestique prédéfinie, les sanctions appliquées sont plus sévères (circonstances aggravantes). Plus particulièrement, le non-respect des obligations alimentaires des parents envers leurs enfants et des conjoints entre eux est sanctionné par l'article 391bis du Code pénal (infraction d'abandon de famille).

B. Droits des victimes

De plus, les victimes de violence domestique, à l'instar de toute victime d'infraction, bénéficient d'un certain nombre de droits et de garanties procédurales, qui figurent par ailleurs sur la « Fiche Infodroit », disponible en 14 langues, distribuée par la Police grand-ducale à toute victime d'infraction. Cette fiche contient également les adresses et numéros de téléphone de services d'assistance juridique et sociale.

Plus particulièrement, toute victime a droit à une indemnisation de son préjudice (moral, matériel, financier, etc.) résultant de l'infraction pénale commise à son égard, en application des règles de la responsabilité civile. Cette indemnisation peut être obtenue soit par le biais d'une constitution de partie civile dans le cadre d'un procès pénal, soit par le biais d'une demande d'indemnisation présentée devant les juridictions civiles.

Dans ce contexte, la victime peut également demander une provision, qui est une somme allouée par le juge à titre provisionnel pour parer aux besoins urgents de la victime réclamant une somme plus importante en attendant la fixation de cette dernière par la justice. Une telle provision peut être demandée en justice dans le cadre d'une action en référé-provision.

Nonobstant le fait que la responsabilité pénale de l'auteur de violences domestiques n'a pas encore été établie à défaut d'une condamnation afférente, une demande en paiement de provision pour dommages causés du fait de blessures résultant de violences domestiques doit être accueillie par les tribunaux lorsque la responsabilité civile ne peut être sérieusement contestée. Tel est par exemple le cas lorsque l'auteur des violences domestiques a avoué les faits lui reprochés.

Concernant les frais de la victime, l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile dispose que « toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens [...] ». Le tribunal ne peut déroger à cette règle que par une décision spéciale et motivée. La condamnation de la partie succombant aux dépens intervient obligatoirement et d'office. En application du prédit article, les auteurs de violences sont, lorsqu'ils succombent en justice, condamnés à payer les dépens de justice.

¹⁴ cf. les articles 260-1 à 260-4 (actes de torture, traitement inhumain et dégradant), 327 à 330-1 (menaces par gestes ou emblèmes/menaces verbales ou par écrit), 371-1 (non-représentation de l'enfant), 391bis (abandon de famille), 442-2, 443 (diffamation ou calomnie), 448 (injure délit), 561 (injure contravention), 563 et 564 (voies de fait ou violences légères). Pour certaines formes de violences psychologiques, il existe des circonstances aggravantes en cas de violence domestique.

¹⁵ Art. 1011 du Nouveau Code de procédure civile (NCPC) et art. 214 du Code civil.

¹⁶ <https://www.coe.int/fr/web/gender-matters/council-of-europe-convention-on-preventing-and-combating-violence-against-women-and-domestic-violence>

Contrairement à d'autres pays membres de l'Union européenne, le Luxembourg ne connaît pas des frais d'accès à la justice. Les dépens de justice sont assez faibles et ne constituent de ce fait pas une source de victimisation secondaire.

Les frais d'avocat ne font pas partie des dépens de justice. Par principe, chacune des parties au litige doit assumer seule la charge des honoraires de son avocat. Les honoraires d'avocat qu'une partie a dû exposer pour faire valoir ses droits peuvent toutefois constituer un préjudice réparable au titre de la responsabilité civile de droit commun. Les victimes de violences domestiques peuvent demander au tribunal l'attribution de dommages-intérêts au titre d'une faute commise par l'adversaire dans le cadre de l'introduction ou du déroulement d'une instance.

Outre des dommages-intérêts, les juridictions peuvent allouer, sur demande, une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile. L'indemnité de procédure est fixée de façon forfaitaire en fonction de ce qui commande l'équité et non pas en fonction de l'évaluation d'un dommage qu'il conviendrait d'indemniser. L'indemnité de procédure peut être allouée pour couvrir tout type de frais non compris dans les dépens. Elle peut ainsi être allouée pour couvrir des frais d'avocat. Lorsque des dommages-intérêts couvrant l'intégralité des honoraires d'avocat exposés ont été alloués par la juridiction, l'indemnité de procédure ne peut être allouée qu'à un autre titre que celui des frais d'avocat.

L'indemnité de procédure comporte un fondement juridique et un objet distincts de ceux des dépens, de sorte que les juridictions ne peuvent pas statuer d'office comme pour les dépens. La question de l'allocation d'une indemnité de procédure doit être expressément déferée par la partie qui la réclame à la juridiction pour que cette dernière puisse statuer sur ce chef.

Lorsque la victime ne peut pas obtenir une indemnisation de son préjudice à un titre quelconque, notamment lorsque que l'auteur de violence domestique est insolvable ou inconnu, elle peut obtenir sous certaines conditions une indemnité à charge de l'État, en application de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse. La victime doit notamment avoir subi un dommage corporel ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois.

Le préjudice doit consister en un trouble grave dans les conditions de vie et il est présumé lorsque la personne a été victime d'un viol ou d'un attentat à la pudeur, et lorsque la personne mineure a été victime de la traite des êtres humains.

La demande doit être introduite par la victime, son assistant social ou son avocat dans un délai de 2 ans à compter de la date des faits ou à compter de la date de la décision de la juridiction qui a statué définitivement sur l'action publique (p. ex. le jugement de condamnation de l'auteur), ou à compter de la décision définitive sur les intérêts civils, si ces intérêts civils ont été toisés dans une décision séparée de la décision de condamnation de l'auteur.

La loi du 12 mars 1984 précitée prévoit également pour l'État un droit au remboursement des indemnités versées par celui-ci à charge de l'auteur.

Toute victime d'infraction a le droit de bénéficier d'une assistance judiciaire dans le cadre de sa constitution de partie civile sans condition de résidence au Luxembourg et quelle que soit sa nationalité (comme cela est le cas pour toute victime d'infraction pénale faisant l'objet d'une procédure pénale au Luxembourg). Il faut

que la condition de ressources insuffisantes soit néanmoins remplie. Une loi du 7 août 2023 a introduit l'assistance judiciaire partielle afin que les justiciables à revenus modestes, mais quelque peu supérieurs au REVIS, puissent bénéficier de l'assistance judiciaire.

En 2021, 27 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, ces chiffres se rapportant aux assistances judiciaires accordées tant aux victimes de violence domestique qu'aux auteurs de violence domestique. En 2022, 17 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques, et jusqu'au 14 septembre 2023, 17 assistances judiciaires ont été accordées pour des litiges de violences domestiques en 2023. Parmi ces 61 assistances judiciaires, une a été retirée et aucune n'a été retirée avec effet rétroactif au jour de l'introduction de l'instance.

Concernant de manière plus générale le droit à l'assistance d'un avocat, il n'existe pas de liste publique d'avocats explicitement spécialisés dans la prise en charge d'affaires de violence domestique, mais les avocats du Barreau de Luxembourg peuvent être recherchés dans l'annuaire de l'Ordre accessible librement sur le site Internet du barreau, suivant leurs activités préférentielles. Le Barreau de Luxembourg fournit également au public une liste d'avocats pour enfants, avocats formés par le Barreau de Luxembourg, dont les professionnels peuvent également traiter de la question des violences domestiques concernant des mineurs.

Le Barreau de Luxembourg participe et organise également tous les samedis matin un accueil gratuit au public durant lequel les questions de violence domestique sont aussi traitées.

Enfin, la victime a le droit d'être informée des suites de la procédure pénale. Elle est informée d'office du classement sans suite et de son motif (article 4-1 du Code de procédure pénale) et est informée directement par le parquet si l'auteur de violences domestiques fait l'objet d'une mise en détention, d'un avertissement ou d'une citation à l'audience. En outre, si l'auteur de violences domestiques a été condamné à une peine privative de liberté, la victime est informée, sur demande, de toute mesure d'aménagement de peine comportant une remise en liberté de l'auteur (article 673 (8) du Code de procédure pénale).

Si une victime souhaite avoir des informations sur son dossier elle peut également s'adresser directement au parquet.

C. Chaîne d'intervention et procédure pénale

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique se distingue par sa sévérité et son efficacité. Le cadre légal luxembourgeois définit en effet de manière claire et transparente la chaîne d'intervention en matière de violence domestique allant de l'expulsion de l'auteur à la prise en charge des victimes de violences majeures et mineures (obligatoire pour ces dernières) par le SAVVD qui est informé de la mesure d'expulsion et l'obligation de l'auteur de prendre contact avec le service prenant en charge les auteurs de violences domestiques, une copie du rapport de police étant également adressée à un service prenant en charge les auteurs de violence domestique (le service Riicht Eraus de la Croix-Rouge).

L'expulsion de l'auteur ordonnée par le substitut de service du parquet, est la première mesure pour mettre en sécurité la victime. Cette décision permet en effet à la victime de rester dans son environnement et logement habituels, tout en interdisant à la personne expulsée de retourner au domicile familial pendant une période initiale, mais prolongeable, de 14 jours, de prendre contact avec la victime et de s'en

approcher. Lors d'une expulsion la personne protégée reçoit une fiche d'information dans une langue qu'elle comprend indiquant la durée de la mesure d'expulsion ainsi que les coordonnées du SAVVD, qui contacte d'office, dans chaque cas, les victimes pour leur offrir une assistance éventuelle. Un rapport d'intervention sommaire est, par la suite, transmis au parquet. Tant le SAVVD que le service Riicht Eraus transmettent un rapport sommaire au parquet indiquant si la victime respectivement l'auteur a ou non pris contact avec le service et si un entretien avec le service a eu lieu par la suite.

Une telle mesure d'expulsion peut être prise à l'égard de toute personne cohabitant dans un cadre familial avec la victime. La décision d'ordonner ou non une expulsion est prise sur base des constatations des agents de police sur place et en fonction du danger d'atteinte à l'intégrité physique de la/des victime(s), sans qu'il soit obligatoire que la victime dépose une plainte.

Dans les cas de violences/menaces graves, une arrestation de l'auteur des violences conjugales peut dans tous les cas être ordonnée par le substitut de service, ceci en complément d'une mesure d'expulsion.

La demande d'interdiction de retour consécutive à l'expulsion peut être demandée par la personne protégée par simple requête au juge aux affaires familiales.

En 2022, 246 auteurs ont été expulsés de leur domicile. 113 demandes d'interdiction de retour au domicile suite à une mesure d'expulsion ont été introduites auprès des juges aux affaires familiales des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch. 130 prolongations d'interdiction de retour au domicile ont été ordonnées en 2022 (demandes introduites en 2021 et en 2022). Une telle demande peut être formulée directement par la victime, avec le soutien du SAVVD ou par un avocat – un choix qui dépend in fine de la volonté de la victime, l'assistance par un avocat n'étant pas obligatoire dans le cadre d'intervention de la justice en cas de violences domestiques.

Outre l'expulsion, l'auteur de violences domestiques fait l'objet d'une procédure pénale de droit commun. Chaque procès-verbal relatif à la violence domestique, qu'il y ait eu expulsion ou non, est distribué à un substitut spécialisé de la section jeunesse/famille du parquet qui décide des suites à donner à ce dernier en fonction de la gravité des infractions constatées. À noter que les procès-verbaux relatifs au même auteur/même victime sont centralisés auprès du même substitut – que ce soit relatif à des infractions commises tant pendant qu'après la cohabitation (harcèlement obsessionnel, infractions à l'article 439 du Code pénal – violation du domicile, etc.).

De plus, de manière générale, la Police grand-ducale lutte au quotidien contre les violences domestiques et travaille en étroite collaboration avec divers acteurs tels que le parquet ou encore les services sociaux afin de garantir un soutien adéquat aux victimes et de s'assurer que les auteurs soient effectivement poursuivis et sanctionnés.

Parmi les dispositifs mis en place au sein de la Police grand-ducale, il convient de mentionner la cellule Recherche fugitifs et protection des victimes (RFPV) du Service de police judiciaire. Cette cellule assure la protection des victimes de violence domestique qui ont été exposées à des menaces extrêmes représentant un danger réel et imminent pour l'intégrité physique. Les membres de la cellule, en étroite collaboration avec d'autres unités de la police, sont chargés de prendre les mesures les plus appropriées afin de garantir la sécurité des victimes, ainsi que des personnes vivant avec elles-ci.

Il est à souligner que le fait de se trouver en instance de séparation n'est pas un critère clé pour la mise en

place de mesures de protection spécifiques. En général, la cellule RFPV assure la protection de toute personne se trouvant en situation de danger extrême, réel et imminent et contre laquelle une attaque pourrait avoir lieu à tout moment. La cellule assure également la protection des témoins, ainsi que l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains conformément aux dispositions de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

La cellule réalise de nombreuses évaluations de risque et décide, en étroite collaboration avec le parquet du tribunal d'arrondissement concerné, si des mesures de protection sont nécessaires.

La cellule RFPV ne dresse pas de rapport d'activités séparé de celui de la Police grand-ducale. Par contre, il est précisé que depuis 2020, deux victimes de violence domestique en instance de séparation ont bénéficié d'une protection de la cellule RFPV.

Parallèlement ou à la suite d'une procédure d'expulsion ou d'une procédure pénale, il est fréquent que la victime introduise une demande de divorce. Il convient de préciser tout d'abord que depuis la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, le divorce est prononcé en tout état de cause, sans qu'une faute quelconque ne doive être établie, le constat de la rupture irrémédiable des relations conjugales étant suffisant. L'existence d'actes éventuels de violence domestique n'a dès lors aucun impact sur le prononcé du divorce. De plus, il n'existe pas de possibilité légale d'empêcher le prononcé du divorce.

L'article 1007-35 du Nouveau Code de procédure civile prévoit cependant des mesures spécifiques pour les divorces si un conjoint a été condamné par une décision ayant acquis force de chose jugée pour un fait visé à l'article 250 ou 251 du Code civil ou lorsqu'un conjoint a déposé plainte pour un fait visé auxdits articles. En effet, dans ce cas, le juge aux affaires familiales ne peut pas ordonner de médiation, ni un délai de réflexion en cas de contestation de la rupture irrémédiable des relations conjugales. La médiation pénale est également exclue, de sorte que le Centre de médiation ne reçoit aucun dossier relatif à des violences domestiques.

Les articles 250 et 251 du Code civil prévoient la perte du droit à une pension alimentaire, respectivement la perte des avantages matrimoniaux pour le conjoint condamné pour certaines infractions ou tentatives de certaines infractions énumérées par le Code pénal (dont les violences sexuelles et les violences domestiques) commises pendant le mariage à l'encontre du conjoint ou d'un enfant vivant au même foyer, sur demande de l'autre conjoint.

Les juges aux affaires familiales ont par ailleurs accès aux plaintes déposées à la police concernant les violences domestiques, soit par l'intermédiaire des parties au procès, soit par le biais des articles 1007-6 (2) et 1007-56 en ce qui concerne les décisions sur l'autorité parentale et l'exercice du droit de visite et d'hébergement. Ces articles prévoient la possibilité de communication d'informations relatives à la violence domestique ou à une éventuelle procédure de protection de la jeunesse par le procureur d'État au juge aux affaires familiales.

Le juge aux affaires familiales a accès à la base de données JUCHA relative aux mineurs dans laquelle se trouvent listés l'intégralité des rapports d'enquête sociale, signalements, procès-verbaux de police et décisions du juge de la jeunesse reprenant partant l'intégralité des informations disponibles sur le mineur et notamment les incidents de violence domestique auxquels ce dernier a pu être confronté.

Comme pour les autres affaires, le juge aux affaires familiales apprécie dans une affaire de violence domestique toutes les circonstances lui soumises dans le respect des règles de preuve et du contradictoire pour parvenir à une décision. Les décisions doivent être motivées sur base des éléments du dossier et les pièces fournies par les parties.

Il est précisé que la présence de l'auteur aux audiences pénales et aux audiences du juge aux affaires familiales n'est pas obligatoire. Lorsque l'auteur ne comparaît pas alors qu'il a été convoqué par une notification à personne, la décision prise à son encontre sera réputée contradictoire et il ne pourra pas former opposition à l'encontre de la décision malgré son défaut de comparution.

L'auteur peut également bénéficier d'une assistance judiciaire pour ces procédures, étant précisé que si l'auteur se trouve en détention, l'assistance judiciaire lui est octroyée indépendamment de son revenu, sans préjudice du droit de l'État de demander le remboursement des frais avancés si l'auteur revient à meilleure fortune après sa libération.

Le service de probation du Service central d'assistance sociale (ci-après « SCAS ») met en place le suivi et le contrôle des personnes condamnées à une mesure probatoire (sursis probatoire, libération conditionnelle, contrôle judiciaire, etc.), soutient et vise la réhabilitation ainsi que la réinsertion des détenus libérés.

III. Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence et collecte de données

Outre la définition de la chaîne d'intervention en cas d'expulsion, la loi modifiée du 8 septembre 2003 a instauré le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (ci-après « Comité violence ») qui a pour missions de veiller à la mise en œuvre de la loi sur la violence domestique, de centraliser les statistiques et d'examiner de problèmes éventuels au niveau de son application pratique. Tous les acteurs qui ont un rôle actif dans la chaîne d'intervention y sont représentés, y inclus des représentants des autorités judiciaires, de la police des services prenant en charge victimes et auteur-e-s de violence domestique. Aujourd'hui le Comité violence est un acteur essentiel dans la lutte contre la violence, la collecte des données et le travail de réseautage. C'est sur base de son ancrage dans le dispositif de lutte contre la violence domestique, du fait que tous les acteurs clés y sont représentés, et de la possibilité d'inviter des expert-e-s externes, que le Gouvernement ne voit à ce stade aucune nécessité directe et urgente de réformer ce comité ou de l'élargir par d'autres acteurs de terrain.

Par rapport à la collecte de données assurée elle aussi par le Comité violence, le Gouvernement est d'avis que les chiffres disponibles en matière de violence domestique permettent d'analyser la prise en charge de victimes et d'auteurs, de prendre des décisions réfléchies, et d'évaluer de manière concise le dispositif en place. C'est notamment le rapport annuel au Gouvernement publié par le Comité violence qui fournit une image détaillée et complète de l'évolution en matière de violence domestique au Luxembourg. Il est à noter toutefois que la Police grand-ducale ne fait pas de distinction de genre ou d'origine ethnique dans l'exécution de ses missions, de sorte qu'il n'existe pas de statistiques sur les féminicides, qui ne constituent d'ailleurs pas une infraction spécifique au sens du Code pénal, ni sur l'origine des personnes déposant plainte.

Ce rapport, qui inclut aussi des recommandations concrètes au Gouvernement, est ainsi le recueil officiel de données en la matière et permet au Gouvernement

de réformer le dispositif de lutte contre la violence domestique en cas de besoin.

Ces données sont d'ailleurs complétées par les chiffres collectés par l'Observatoire de l'égalité entre les genres mis en place par le MEGA en 2022, qui regroupe aussi des données d'autres acteurs et institutions prenant en charge les victimes et auteurs de violence domestique en dehors du cadre prévu par la loi modifiée du 8 septembre 2003.

Grâce à ce recueil très détaillé de données par rapport à l'évolution de la violence domestique décrit ci-dessus, le Gouvernement est d'avis qu'il n'est à ce stade pas nécessaire d'étendre la collecte des données institutionnalisées par d'indicateurs supplémentaires, mais plutôt de revoir le recueil des données en vue d'une future harmonisation.

Il convient néanmoins d'apporter quelques précisions quant à certains des chiffres demandés.

En 2022 il y a eu 55 plaintes et 12 condamnations en première instance pour infractions à l'article 391bis du Code pénal.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Concernant la collecte des données par rapport aux nombres de dossiers dont le parquet a été saisi (1.489 en 2022) en comparaison avec le nombre de jugements (159), il convient de noter que chaque procès-verbal dressé est compté comme une affaire mais que plusieurs de ces affaires/procès-verbaux entrants au parquet peuvent concerner une seule et même personne de sorte que ces affaires sont jointes dans une audience pénale et il en résulte un seul et unique jugement avec une seule condamnation à comptabiliser.

Concernant le nombre de jugements en matière de violence domestique, le tableau ci-dessous reprend le nombre de condamnations pour violences domestiques des années 2020 à 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Afin de pouvoir tenir compte des décisions définitives et ainsi des personnes condamnées au cours d'une année, il faut considérer les inscriptions au casier judiciaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La différence entre le nombre de jugements/arrêts prononcés et les inscriptions au casier judiciaire s'explique par le fait que dans le tableau 4 tous les jugements rendus sont comptés (s'il y a eu opposition sur un jugement, deux jugements sont comptabilisés), et non seulement la dernière décision (jugement ou arrêt) devenue exécutoire, qui est la seule comptabilisée dans le tableau 5.

Les tableaux suivants renseignent sur la nature des peines prononcées :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les tableaux suivants renseignent le nombre d'instructions ouvertes en matière de violence domestique et harcèlement obsessionnel au total et avec mandat de dépôt et contrôle judiciaire :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est à noter que depuis 2020, un homicide a été commis par une victime de violence domestique envers son partenaire. Les motifs de la violence sont majoritairement l'honneur blessé, une jalousie extrême ou des troubles mentaux de l'auteur.

Concernant la collecte des données par rapport à la situation financière des victimes de violence domestique, il convient de préciser que le SAVVD se limite à saisir des données par rapport au statut professionnel de leurs usager-e-s, sans pour autant collecter des informations salariales détaillées des personnes prises en charge. Ainsi, il n'est à ce stade pas possible de déterminer de manière précise le lien entre le niveau de salaire d'une victime suivie par le SAVVD et sa décision de quitter une relation violente ou de retourner chez un partenaire violent, une information qui n'aurait d'ailleurs aucun impact direct sur le traitement égalitaire des victimes et leur prise en charge personnalisée.

Rappelons dans ce contexte que la mission du SAVVD est principalement d'informer, guider et conseiller les victimes de violence domestique sur leurs droits et perspectives, d'assurer leur prise en charge psychosociale et de les accompagner dans leurs démarches chez la police, l'avocat, le tribunal ou d'autres services sociaux spécialisés. Cette approche personnalisée ambitionne à promouvoir des interventions efficaces et durables contre la violence domestique, à interrompre le cycle de la violence, à mettre en sécurité la victime et à élaborer un plan de protection personnel pour la victime et ses enfants. Une offre qui n'est jamais statique mais est toujours adaptée aux besoins et attentes de la victime et les spécificités de son cas individuel.

S'il est certes vrai que la situation économique et financière d'une victime a un impact sur ses décisions futures, il est néanmoins difficile de juger à quel point le niveau de salaire est déterminant pour une séparation d'un partenaire violent ou pas. Cette séparation est avant tout une décision individuelle, qui dépend de facteurs personnels propres à toute victime. Des obstacles éventuels au départ peuvent avoir un lien avec la situation économique, sociale ou financière de la victime, mais aussi avec le souhait de maintenir l'unité familiale et une relation affective, la peur de jugements ou d'un isolement social ou même l'espoir que la situation pourra s'améliorer. À cela s'ajoute qu'un départ en urgence est rarement un départ définitif et qu'une victime peut faire plusieurs aller-retours avant de se séparer définitivement. Ce comportement peut être expliqué par le modèle du cycle des violences qui explique l'évolution des violences dans le temps.

IV. Assistance des victimes et sensibilisation

Pour le Gouvernement, il est important que toute victime reçoive une assistance indépendamment de son statut social, son état civil, sa situation économique et le fait de faire une plainte ou pas. Rendre assistance à une personne en détresse est toujours au centre de l'intérêt de nos gestionnaires.

Dans ce même ordre d'idées, le Gouvernement rappelle le lancement de la stratégie gouvernementale pour renforcer le dispositif de protection contre la violence domestique en novembre 2021. Un document qui souligne davantage la volonté de renforcer et d'adapter le dispositif en place et sa réactivité par rapport à des demandes de nos acteurs opérationnels prenant en charge victimes et auteurs de violence. Au lieu d'introduire le « modèle espagnol », qui est d'ailleurs similaire au nôtre, le Gouvernement est d'avis qu'il vaut mieux renforcer le « modèle luxembourgeois » qui a non seulement fait ses preuves mais qui est aussi adapté au contexte national.

Cette volonté est reflétée dans la stratégie commune des Ministères de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Justice et de la Sécurité intérieure susmentionnée, qui regroupe des mesures et actions à implémenter à court, moyen et long terme pour renforcer et améliorer la protection des victimes, la prise en charge des auteurs et la sensibilisation du grand public. Ainsi, il a été proposé par le Gouvernement :

- d'adapter la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique pour rendre obligatoire le suivi psychologique des auteur-e-s assuré par le service d'aide aux auteurs de violence domestique Riicht Eraus ;

- d'introduire progressivement le placement sous surveillance électronique des auteurs de violences domestiques pendant la phase présentencielle ;

- d'intensifier l'information, la sensibilisation et la prévention en matière de violence domestique aussi par rapport à des victimes de pays tiers, y inclus envers des femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou étant en séjour illégal. Réitérons dans ce contexte, que toute victime de violence domestique a accès à nos centres de consultation et reçoit de l'assistance indépendamment de son statut légal et ses origines.

Les campagnes de sensibilisation et les différents outils d'information à disposition du MEGA visent toujours la société entière et prennent aussi en compte la situation linguistique et la multiculturalité de la société luxembourgeoise. Il convient toutefois de souligner que le MEGA collabore aussi avec l'Office national de l'accueil et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (ci-après « MIFA ») pour sensibiliser de manière directe des ressortissants de pays tiers et de manière indirecte par la formation des personnes en contact direct avec de telles personnes. Les attachés de justice suivent aussi une formation en matière de violence domestique et dans le cadre de leur formation continue, les magistrats peuvent suivre une formation à l'École nationale de la magistrature en matière de violences au sein du couple. Le barreau et la Conférence du jeune barreau organisent régulièrement des formations dans ce domaine. Soulevons en outre la participation à la journée d'information et d'orientation du MIFA, les échanges réguliers avec la Direction de l'immigration et aussi l'organisation d'une journée d'information sur la violence domestique en collaboration avec le CLAE en date du 2 décembre 2023.

Il importe par ailleurs de noter que la police veille à ce que ses membres soient adéquatement formés en matière de violence domestique. Cette matière fait partie intégrante de la formation à l'École de police. Ces formations ont comme cadre de référence la loi sur la violence domestique et couvrent de ce fait toutes les victimes, quel que soit leur genre. Les cours relatifs au droit pénal et à la violence domestique comprennent bien entendu les modifications apportées au Code pénal suite à la Convention d'Istanbul relative à la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Il est aussi prévu d'adapter la pièce de théâtre sur la violence domestique pour la rendre plus accessible pour des personnes migrantes et pour inclure aussi des sujets plus spécifiques sur leurs demandes et besoins, tels que les violences basées sur le genre et les pratiques culturelles néfastes.

Le barreau s'associe également depuis plusieurs années au Conseil national des femmes de Luxembourg dont la campagne vise à sensibiliser le grand public à la violence envers les femmes et les filles pour mettre fin à la violence sexiste.

Durant cet événement qui se déroule durant le mois de novembre de chaque année, le barreau placarde sur sa façade des banderoles « Lët'z say NO to violence against women » et relaye auprès de ces membres les initiatives et événements organisés pour cet événement.

En ce qui concerne l'application « Bright Sky », il convient de préciser que cet outil a été développé par l'association Femmes en détresse avec le soutien financier et technique de la Fondation Vodafone. Si

différents ministères ont certes été consultés lors du processus de développement de cette application, cet outil n'a reçu aucun financement de la part du Gouvernement et les différents ministères ne sont pas impliqués dans sa gestion.

Un autre pilier de cette approche globale est la prise en charge des victimes par le réseau de partenaires qui gèrent des structures d'accueil et des centres de consultations à travers tout le pays. Le Service d'aide aux victimes du SCAS occupe également une place importante au sein de ce réseau, étant donné qu'il offre un accompagnement et une information aux victimes, ainsi qu'un suivi psychologique et psychothérapeutique aux victimes et à leurs proches.

Ce dispositif s'adresse aux victimes adultes et mineures, tant aux femmes qu'aux hommes, en situation de détresse, dont prioritairement des victimes de violences et offre des consultations notamment psychologiques, pédagogiques, juridiques et une aide dans les démarches administratives, y inclus auprès de l'ADEM et des offices sociaux – il s'agit là en effet d'un genre d'assistance sociale intégrale comme celle promue par le modèle espagnol.

Toute victime majeure ou mineure qui a subi des violences psychique, physique, sexuelle ou économique dans un cadre domestique ou familial et indépendamment de toute considération d'ordre idéologique, philosophique ou religieux peut recevoir un accompagnement personnalisé.

Une prise en charge qui a différents objectifs : être à l'écoute des victimes, améliorer leur qualité de vie, élaborer un nouveau projet de vie et renforcer leurs compétences psychiques et sociales en vue de reprendre une vie quotidienne autonome sans violence.

Les modalités de la prise en charge de femmes victimes de violence domestique, dont les conditions d'admission, les prestations à fournir et les responsabilités du gestionnaire sont en outre détaillées dans des conventions annuelles telles que prévues par le règlement grand-ducal du 19 mars 1999. Les conventions signées entre le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et ses gestionnaires, financés à 100 %, assurent une prise en charge professionnelle, cohérente et de qualité.

Outre cette assistance sociale intégrale et la prise en charge psychosociale, les gestionnaires du MEGA gèrent des centres d'accueil classiques offrant un logement urgent aux victimes et des logements de deuxième phase qui peuvent accueillir des usagères plus autonomes suite à leur départ d'un centre d'accueil. Cette option s'applique d'ailleurs surtout aux victimes qui ne bénéficient pas d'une expulsion, leur permettant de rester dans leur domicile, et qui ont par conséquent besoin d'un logement temporaire suite à la séparation de leur partenaire ou suite à un incident de violence. Soulignons dans ce contexte, que toute victime de violence est accueillie.

À ce jour, les gestionnaires du MEGA disposent de 166 lits dans des centres d'accueil pour femmes avec ou sans enfants et de 15 places auprès de « InfoMann » pouvant accueillir des hommes en détresse avec ou sans enfants. Notons que le service prend en charge les auteurs de violence domestique « Riicht Eraus » par le biais de son service « Hold » qui accueille en moyenne six hommes par an sous condition qu'ils acceptent un suivi thérapeutique. Notons que les centres d'accueil pour victimes de violence domestique disposent tous d'une adresse secrète pour assurer un hébergement en sécurité. À cette fin les usager-e-s sont aussi informé-e-s de différentes mesures de sécurité définies dans leur règlements internes et les services disposent d'outils pour pouvoir identifier d'éventuelles applications de

localisation sur leurs téléphones pour éviter le dévoilement des adresses.

À cela s'ajoutent 95 logements de deuxième phase que les gestionnaires peuvent mettre à disposition de femmes prêtes à quitter le centre d'accueil classique offrant un encadrement psychosocial intensif pour une structure offrant plus d'autonomie aux usagères. En 2023, la Fondation Pro Familia a ouvert des logements supplémentaires pouvant accueillir une vingtaine de familles, un projet qui aura un impact considérable sur la liste d'attente existante sur laquelle figurent en moyenne une cinquantaine de femmes avec ou sans enfants.

Dans ce contexte, il est pourtant aussi important de rappeler que toute femme admise dans un centre d'accueil classique est aussi inscrite sur les listes d'attentes des promoteurs de logements sociaux, car l'accueil dans un foyer doit toujours être une mesure temporaire et l'autonomisation des victimes doit rester le principal objectif.

Vu cette offre complète de logements, qui inclut d'ailleurs la possibilité de loger des victimes de manière urgente et temporaire dans des hôtels, le Gouvernement ne planifie à présent pas d'introduire une priorisation spécifique pour victimes de violence domestique par rapport à l'accès au logement abordable. Cette décision est aussi basée sur la volonté du Gouvernement de traiter toute personne en détresse de manière égale et de ne pas introduire un genre de classement des « vulnérabilités ». Le Luxembourg dispose par le biais des gestionnaires du MEGA d'ores et déjà de plus de 300 places pouvant accueillir des femmes et hommes en détresse avec une priorité pour victimes de violence domestique ce qui répond largement aux besoins identifiés.

De ce qui précède le Gouvernement estime que le modèle luxembourgeois est non seulement bien rodé, réactif et flexible, mais qu'il offre aussi une prise en charge professionnelle pour toute victime de violence domestique et une panoplie de services permettant leur rétablissement psychosocial et le développement d'un nouveau projet de vie.

Effectif de la Police grand-ducale | Question 8278 (31/08/2023) de M. Laurent Mosar | M. Léon Gloden (CSV)

Am Kontext vum Personalengpass bei der Police wéilt mir folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell vum Déngscht suspendéiert?

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell an engem onbezuelte Congé (Congé sans traitement pour raisons personnelles)?

– Wéi vill Poliziste sinn aktuell net am Déngscht weinst engem méi laange „congé de maladie“?

Réponse (21/09/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Folgend Zuele kann ech den honorabelen Deputéierten, op de Stéichdatum vum 1. September 2023 gekuckt, matdeelen:

– 18 Poliziste si vum Déngscht suspendéiert (Art. 15 vum Disziplinargesetz),

– 35 Poliziste sinn an engem onbezuelte Congé, sief et aus perséinlechen oder aus beruffleche Grënn (Art. 30 an 31.-2 vum Staatsbeamtestatut),

– 24 Poliziste sinn an engem laange Krankeschäi vu méi wéi 6 Wochen (Art. 22 Abschnitt 6 vum Staatsbeamtestatut).

Hausse des importations de GNL russe | Question 8279 (01/09/2023) de M. Laurent Mosar | M. Paul Galles (CSV)

Laut engem Pressecommuniqué vun der ONG „Global Witness“ importéiert d'Europäesch Unioun aktuell méi Flësegäerdgas aus Russland wéi virum Iwwerfall op d'Ukrain. An den éischte 7 Méint vum Joer wier d'Quantitéit mat 22 Milliounen Kubikmeter LNG aus Russland ëm 40 Prozent eropgaangen – par rapport zum selwechten Zäitraum 2021, virum Ukrainkrich.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Energieminister riichten:

1. Trëfft déi beschriwwen Entwécklung beim Import vu russeschem Flësegäerdgas op EU-Niveau och op Lëtzebuerg zou?

– Wa jo, ëm wéi vill Prozent ass den Import vu Lëtzebuerg am genannten Zäitraum par rapport zu 2021 eropgaangen a wat sinn d'Grënn dofir?

2. Wéi gesäit d'Strategie vum Import vu Flësegass fir déi kommend Méint aus?

3. Mat Bléck op de kommende Wanter, wéi wäit sinn d'Gasspäicher zu Lëtzebuerg aktuell gefëllt?

Réponse (18/10/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1. Am Joer 2021 gouf de Lëtzebuerg Gasverbrauch zu ronn 80 % iwwer d'Belsch gedeckt an de Rescht iwwer Däitschland. Däitschland war an deem Joer duerch déi verschidde Pipelinen a Kontrakter nach ee vun de weltwäit gréissten Importateure vu Gas aus russescher Produktioun. De Gas aus der Belsch hat säin Ursprung gréisstendeels aus Norwegen. Och wann en Traçage vu Gasmolekülen an engem europäesch interconnectéierte Reseau net exakt méiglech ass, gëtt et statistesch Methoden, fir d'Origine vum Gas ze estiméieren. Esou huet Bruegel fir 2021 estiméiert, dass 13,8 % vum Lëtzebuerg Gas ursprénglech aus Russland koumen¹⁷. Et ass gläichzäiteg ze bemierken, dass dës Estimatiounen reng op physische Flëss, an net op kontraktuelle Relatiounen baséieren. Weeder an der Vergaangenheet, nach aktuell hunn d'Lëtzebuerg Fournisseuren direkt kommerziell Relatiounen mat russesche Liwweranten.

Déi staark Reduktioun vum Import vu russeschem Pipeline-Gas an d'EU iwwer déi lescht Méint (méi wéi 40 % am Joer 2021 op elo manner wéi 10 %) gouf zum gréissten Deel iwwer Consumatiounsreduktiounen kompenséiert. Och Lëtzebuerg huet am leschte Wanter 26,3 % manner Gas wéi an der 5-järeger Referenzperiod verbraucht an doduerch och zu enger méi niddereger Ofhängegkeet vu Gasimporter bäigedroen. Gläichzäiteg goufen an Europa d'LNG (Liquified Natural Gas) Infrastrukture genotzt a weider ausgebaut, fir d'europäesch Versuergungssécherheet ze stäerken. De gréissten Undeel vum LNG-Importer an Europa kënnt mat 48 % dobäi aus den USA. Och wann ca. 14 % vum LNG an der EU aus Russland kommen, läit deen insgesamten Undeel vu russeschem LNG an der EU-Gasconsumatioun nëmme bei 6 %. Absolutt ass de Verbrauch vu russeschem Gas an der EU vum insgesamt 150,2 bcm am Joer 2021 op 28,5 bcm am Joer 2023 (Januar bis inklusiv August) zrëckgaangen.

Op Nofro hin huet de gréisste Lëtzebuerg Gasimportateur matgedeelt, dass fir 2023 fir ronn 80 % vum Lëtzebuerg Verbrauch Transportkapazitéite fir d'Liwwerung vu Gas an Norwege gebucht sinn. De Rescht vum Verbrauch gëtt iwwer verschidden aner

Sourcen am Belsch-Lëtzebuerg Marché gedeckt, wou den Undeel vu russeschem LNG an der Consumatioun bei aktuell 10 % läit. Et kann deementsprechend estiméiert ginn, dass Lëtzebuerg aktuell en Undeel vun ca. 2 % vu russeschem LNG a senge Gasmengen huet.

ad 2. Déi wichtegst Strategie ass, d'Importofhängegkeet duerch eng generell Reduktioun vum der Gasconsumatioun an Europa ze reduzéieren, esouwuel duerch Energieeffizienzmoossnamen wéi och duerch Elektrifizierungsmesuren.

Do dernieft wäert d'EU och weider staark op LNG setzen, fir dee Gas ze kompenséieren, deen historesch iwwer Pipelinen aus Russland an Europa koum. Esou hunn zum Beispill Däitschland, Frankräich, d'Belsch an Italie konkret Pläng, fir bis den Hierscht 2024 hir LNG-Infrastrukture weider auszubauen. Um globalen LNG Marché sinn och eng Rei nei LNG-Produktiounsanlagen geplangt, déi an de Joren 2024 a 2025 a Betrib geholl solle ginn. Hei plangen zemoools d'USA e gréisseren Ausbau. Fir vun dësen Anlagen ze profitéieren, ass d'EU am enken Echange mat dëse Länner.

ad 3. Et ass wichteg ze bemierken, dass et zu Lëtzebuerg aus geologeschen Ursaache keng Gasspäicher gëtt. Fir de kommende Wanter ass d'Situatioun an Europa par rapport zu de Gasspäicher ganz gutt. Déi europäesch Späicher sinn zu ronn 94 %¹⁸ gefëllt an domadder ass dat europäesch Zil aus dem Artikel 6bis vum „règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) n° 994/2010“, dass d'Gasspäicher bis den 1. November zu mindestens 90 % mussen opgefëllt sinn, schonn erreecht.

D'Fournisseuren, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sinn awer duerch den Artikel 6quater vum selwechten europäesche Kader an der entsprecherender nationaler Ëmsetzung vun dëser Dispositioun gebonnen, eng Partie vun der Demande vun hire Clienten an auslännesche Gasspäicher ze späicheren. Fir dëser Obligatioun nozekommen, notzen d'Fournisseure gréisstendeels Gasspäicher an Däitschland, awer och a Frankräich. An dëse Länner sinn d'Späicher am Moment zu 94 % an 90 % gefëllt.

Compensation de l'index | Question 8280 (01/09/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Duerch den Tripartitt-Accord 3.0 gëtt d'Indextranche, déi nach virun Enn des Joers soll falen, dem Patronat duerch d'Mutualité des employeurs kompenséiert. D'Patrone kréien also bis den 31.1.2024 d'Indextranche iwwer d'Reduktioun vum der Cotisatioun erëm.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelestand, Wirtschaft a fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung mat dem Patronat iwwer d'Erhéijung vun de Präisser geschwat? Wäert d'Patronat vun enger Erhéijung ofgesinn, esoulaang d'Kompensatioun leeft?

2. Wéi gesäit et mat den Altersheemer aus, wou d'Regierung festgehalen hat, dass d'Präisser bis op Weideres net duerch erhéichten Energiepräisser klammen dierfen?

3. Mussen d'Firmen op d'Rechnungen dobäi schreiwen, wann se hir Präisser duerch déi kompenséiert Indextranche héijen? Kann de Client géint esou eng Erhéijung reklaméieren?

¹⁷ <https://www.bruegel.org/blog-post/preparing-first-winter-without-russian-gas>

¹⁸ <https://agsi.gie.eu/>

Réponse (20/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Den Tripartitt-Accord, deem de 7. Mäerz 2023 ënnerschriwwen gouf, gesäit vir, datt de Staat, iwwer d'Mutualité des employeurs, vum Ausléise vun der 3. Indexbranche am Joer 2023 bis Januar 2024 mat, den zousätzleche Käschtepunkt fir dës Indexbranche iwwert déi genannt Period wäert kompenséieren.

D'Zil vun dëser Mesure ass, datt d'Ausléise vun der 3. Indexbranche finanziell ofgefiedert gëtt, fir datt d'Benefitäre Zäit hunn sech unzupassen.

Dës Mesure gräift fir all Betrieb, deem an der Mutualité des employeurs affiliéiert ass.

ad 2. Dat modifizéiert Gesetz vum 16. Dezember 2022 iwwer d'Participatioun vum Staat am Surcoût vun den Energiekäschten an den Alters- a Fleegeheemer an an de Logements encadrés¹⁹ seet, dass keng Hëllef geschéit ass, wann de Bedreiwler während der concernéierter Period seng Pensionspräisser héicht. Vun dëser Dispositioun ass awer d'Hausse vum Pensionspräis, déi duerch eng automatesch Indexéierung bedéngt ass, net concernéiert. Esou steet am Artikel 3. vun dësem Gesetz, dass „[...] Ne sont pas visées par cette disposition les adaptations des prix à l'évolution de l'échelle mobile des salaires“.

ad 3. Generell kann d'Regierung net allgemeng eng Erhéijung vun de Präisser verbidden oder limitéieren, och net an der Period, déi d'Basis vun der Kompensatioun vun der 3. Indexbranche 2023 duerstellt. Esou eng Mesure ass net mat der nationaler an europäescher Gesetzgebung kompatibel.

Et ass drop hinweisen, dass Präisser net eleng duerch d'Paie vun de Salariéë bestëmmt ginn. Eng ganz Partie Facteurs hunn en Impact op d'Präisser, ënnert anerem d'Präisevolutioun vu Matière-première oder Tëscheprodukter.

De Code de la consommation gesäit explizit vir, dass de Präis vun engem Produkt oder Service muss kloer affichéiert sinn. Dëst gëtt vun de Services vum Enforcement am Konsumenteschutzministère och regelméisseg kontrolléiert. Präisevolutiounen op Produiten a Services gëtt et natierlech ëmmer nees an eng Firma ass net verflücht, dem Client eng schrëftlech Justifikatioun fir eng Präiserhéijung ze ginn.

All Konsument ka bei enger Evolutioun vun de Präisser Detailler nofroen, reklaméieren oder op aner Produkter oder Services zeréckgräifen.

Bei de Marchés publics, wou de Staat als Client agéiert, ass zum Beispill virgesinn, dass et keng duebel Entschiedegung fir d'Indexbranche gëtt. Iwwert eng Circulaire ass festgehalen, dass ze evitéieren ass, dass Benefitäre, andeems se eng Präisupassung am Kader vun der Ausféierung vun engem Marché public ufroen, souwuel eng Präisupassung wéi och eng Entschiedegung ënnert dem Solidaritéitspak 3.0 kréie fir de selwechte Marché, deem an der Period vum 1. September 2023 bis den 31. Januar 2024 ausgefouert gëtt.

Bilan du secteur de l'espace | Question 8281 (04/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Aehm** (CSV)

Le secteur de l'espace fait partie de l'une des priorités du Gouvernement dans sa stratégie de diversification

¹⁹ Loi du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psychogériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

de l'économie, depuis que l'ancien Ministre de l'Économie a annoncé vouloir promouvoir ce secteur via des investissements publics. Comme la législature actuelle approche de sa fin, nous voudrions voir dresser un bilan des résultats accomplis dans ce secteur économique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– À combien s'élève le montant des investissements publics de l'État dans le secteur de l'espace ?

– Combien d'entreprises sont actuellement actives dans ce secteur ? Combien d'entreprises se sont installées au Luxembourg ces cinq dernières années ? Combien d'entreprises sont reparties ?

– Est-ce que le Gouvernement estime sa stratégie d'attraction des entreprises actives dans le secteur de l'espace satisfaisante au vu de ce bilan ?

– Combien de postes de travail sont actuellement liés à ce secteur ? Combien de postes de travail ont été créés au Luxembourg ces cinq dernières années ?

– Quelles sont les retombées économiques du secteur de l'espace pour les recettes de l'État ?

– Avec quels pays est-ce que le Gouvernement a pu conclure des collaborations dans le domaine de l'espace ? Où en est-on au niveau de la régulation internationale de ce secteur économique important pour l'avenir ?

Réponse (19/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Les investissements publics de l'État sont définis dans la stratégie spatiale. Au cours de la législature actuelle, le Gouvernement a approuvé deux éditions de la stratégie spatiale, en 2019 et en 2022. La dernière mouture a été approuvée par le Conseil de Gouvernement en novembre 2022, en vue du Conseil ministériel de l'ESA des 22 et 23 novembre 2022. L'enveloppe financière mise à disposition par l'État pour soutenir le développement du secteur spatial s'est élevée à 210,5 millions EUR pour la stratégie 2020-2024 et à 256 millions EUR pour la stratégie 2023-2027.

Les acteurs publics et privés dans le secteur spatial sont environ 80 à l'heure actuelle. À la connaissance du Ministère de l'Économie, aucune des entreprises étrangères du secteur spatial qui se sont installées au Luxembourg n'est repartie, mais certaines start-ups n'ont pas réussi à se développer avec succès et ont dû arrêter leurs activités. Au cours des 12 derniers mois, 6 entreprises nouvelles ont été créées dans le secteur au Luxembourg. L'emploi dans le secteur dépasse les 1.400 personnes.

La politique menée par le Gouvernement a donc fait du Luxembourg un site attractif pour les entrepreneurs désireux de développer leurs activités spatiales.

Depuis 2017, le Luxembourg a conclu des protocoles d'accord avec une quinzaine de pays dans le domaine de l'espace, dont la moitié sont des pays européens.

Le Luxembourg a ratifié 3 traités des Nations Unies concernant le spatial : le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes de 1967, la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux de 1972 et la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique de 1976.

Certains sujets concernant le secteur spatial continuent d'être débattus au niveau des Nations Unies, dont deux sont particulièrement pertinents pour le Luxembourg :

les « Long Term Sustainability Guidelines » et l'utilisation des ressources spatiales.

Sur ce dernier sujet, des avancées significatives ont été faites ces dernières années. Le sous-comité légal du COPUOS, groupe chargé du suivi des sujets en lien avec l'espace, a décidé de mettre en place un groupe de travail dédié à la question de l'utilisation des ressources spatiales. Ce groupe s'est réuni pour la première fois en 2023. La feuille de route de ce groupe de travail prévoit d'organiser une conférence internationale sur le sujet en 2024 que le Luxembourg et la Belgique ont proposé conjointement d'organiser au Luxembourg.

Cette conférence d'experts aura donc lieu au Luxembourg, en marge de la Space Resources Week 2024. Ainsi, des experts en la matière du monde entier viendront au Luxembourg débattre d'un futur cadre international pour l'utilisation des ressources spatiales. Cette décision est la reconnaissance de l'approche pionnière et de la crédibilité du Luxembourg sur la thématique des ressources spatiales.

Service médico-sportif | Question 8282 (10/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Georges Mischo** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Virun der grousser Vakanz gouf et e Fall vun engem American-Football-Spiller, dee via de Service médico-sportif seng Lizenz erneiere wollt, do awer ofgewise gouf, respektiv laut RTL-Reportage e „Sursis“ bis den 12. September krut. Laut Service médico-sportif ass de Mann ze déck a gouf an d'Clinique de l'obésité geschéckt. Do gouf him geroden, nach weider medezinnesch Rendez-vousen ze maachen: bei engem Sportsdokter, enger Dietéticienne, engem Pneumologue an engem Psychiater.

Wéi den American-Football-Spiller am Reportage seet, ass de BMI (Body Mass Index) a sengem Fall de Problem fir d'Erneuerung vun der Lizenz. Mee a Sportaarte wéi dem American Football oder dem Rugby bräicht ee Leit vun all Gabarit, seet hien.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un den Här Sportminister riichten:

1. Kann den Här Minister de beschriwwene Fall confirméieren?

– Wa jo, aus wéi engem Grond ass den American-Football-Spiller opgefuerdert ginn, Rendez-vous bei engem Psychiater ze huelen?

2. Hält den Här Minister déi konsequent Applikatioun vun de Reegelen vum BMI duerch de Service médico-sportif am beschriwwene Fall fir adaptéiert oder ass hien der Meinung, dass et fir bestëmmte Sportarten eng Ausnamereegelung misst ginn?

3. Sinn nach weider, änlech gelagert Fäll bekannt an op wéi eng Sportaarte bezéien se sech?

Réponse (15/09/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. De Contrôle médico-sportif gëtt no Krittären a Prozeduren ofgehalen, déi am ofgeännerte groussherzogleche Règlement vum 23. Dezember 2016 festgehalen sinn an zum Volet vun der Preventivmedezinn gehéieren.

Bei der Evaluatioun vun engem Dossier baséiert sech d'Division médico-sportive (DMS) aus dem Sportsministère zousätzlech op d'Recommandatiounen vun der Société européenne de cardiologie.

Fir en Dossier auszewäerten, gëtt speziell no kardiovaskuläre Risikofactoren gekuckt, notament:

- den Alter vum Sportler*in;
- d'Geschlecht vum Sportler*in;
- de Bluttdrock vum Sportler*in;
- Diabetes;
- d'Iwwergewicht, mat der Berécksiichtegung vum Tour de taille;
- den Tabagissem;
- d'Sportsdisziplin.

Bei engem Zesummespill vun e puer vun dëse Risikofacturen gëtt eng zousätzlech Kontroll beim Hausdokter an/oder Spezialist gefrot, eier eng Decisioun iwwer d'Sportfäegkeet geholl gëtt. Esoubal den zousätzleche Bilan virält, gëtt iwwer eng definitiv Sportfäegkeet fir de Kompetitiounssport entscheet. Hei gëllt et nach eng Kéier ze betounen, dass de Contrôle médico-sportif just fir de Kompetitiounssport zoustänneg ass.

Spezifesch Detailer aus engem konkreeten Dossier vum Contrôle médico-sportif ënnerleien esouwuel dem Secret médical, wéi och der Protection des données am Allgemengen a kënnen deemno net hei kommunizéiert oder kommentéiert ginn.

Ouni elo op Detailer an engem konkreeten Dossier anzegoen, aus deenen hei uewendriwwer erkläerten Ursachen, kann ech just generell confirméieren, dass DMS bei verschiddenen uewe genannte Risikofacturen en Avis an der Clinique de l'obésité freet.

D'DMS huet awer keen Afloss op déi intern Prozedure vun der Prise en charge vun engem Patient an der Clinique de l'obésité a weess deemno och net, wéi eng zousätzlech Bilanen oder Tester an deem Fall weider gemaach oder gefrot ginn.

ad 2. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass net eleng de BMI ausschlaggebend ass, fir en zousätzleche Bilan beim Hausdokter an/oder Spezialist unzefroen. Esou ass d'Sportsdisziplin ee vu ville Facturen, déi bei der Evaluatioun vun engem Dossier berécksiichtegt ginn.

Et gëtt awer aus medezinnescher Siicht kee Grond, fir spezifesch Krittären, eleng opgrond vun enger Sportsdisziplin, unzewenden.

De Contrôle médico-sportif setzt den eenzele Sportler*in ganzheetlech an de Mëttelpunkt vun der Evaluatioun. Deemno ass d'Sportart just ee vu ville Facturen, déi gekuckt ginn.

ad 3. All Dossier a Fall aus dem Contrôle médico-sportif ënnerleien esouwuel dem Secret médical, wéi och der Protection des données am Allgemengen a kënnen deemno och net kommunizéiert ginn.

Projet « Megaverse » | Question 8286 (05/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Eng Lëtzebuerger Agence fir VR an AR Experienze baut de „Megaverse“, eng digital Plattform, déi d'Iddi vun engem virtuelle Lëtzebuerg a Form vun engem „Metaverse“ wëll ëmsetzen. Nieft verschiddenen aneren Entrepriß fannen sech ë. a. d'CFL, POST, awer och Luxinnovation, de CTIE, myGuichet an eSanté an deemem Projet erëm, iwwer einfach Bannière bis hin zu virtuelle „Guicheten“.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besëtzt, sinn un deemem Projet bedeelegt oder hunn eng Presenz an dëser Versioun vum Metaverse?
2. Wéi vill hunn Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besëtzt, säit dem Start vum Projet, fir Presenzen an deemem, oder anere „Metaversen“ ausginn

(opgeschlëselt no Joer, Projet a staatlecher Entitéit oder Firma, wou de Staat Parte besëtzt)?

3. Wéi eng Mesurë sinn en place gesat ginn, fir den Impakt vun dëse Presenzen ze moossen, z. B. d'Unzuel u Visitte pro Mount oder d'Unzuel vun den Interaktiounen an dëse virtuelle Guicheten?

4. Wéi vill Visiteuren haten déi verschidde staatlech Entitéiten oder Firmen, wou de Staat Parte besëtzt, an deemem Metaverse, säit dem Start vum dem Projeten, opgeschlëselt no Mount?

Réponse (12/10/2023) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation

De Luxembourg Megaverse gouf am Juni 2022 vum lëtzebuergesche Betrib Virtual Rangers lancéiert. Mir kënnen nëmme vun der Experienz vum CTIE am Luxembourg Megaverse schwätzen a kënnen dofir och net soen, ob aner staatlech Entitéiten oder Firma mat staatlecher Bedeelegung an anere Metaverse-Plattformen vertruede sinn.

D'Basispräisser fir e Spot wéi dee vum CTIE sinn op 5.000 € HTVA eemoleg Käschte fir de personaliséierten Design, an 150 € pro Mount fir Maintenance-Fraise festgeluecht. Et gëtt awer verschidde Packagé mat Optiounen, déi dann och jee weils facturéiert ginn. Fir d'Kreatioun vum Spot vum Guichet.lu, leien d'initial Käschte bei 19.000 € HTVA a 415 € pro Mount fir d'Maintenance.

Virtual Rangers huet dem CTIE confirméiert, dass de Luxembourg Megaverse virum 15. September nach an enger Testphas war, an dofir net déi néideg technesch Fonctionnalités en place waren, fir d'Interaktiounen vun de Visiteuren cibléiert ze moossen.

Traitement par l'ITM des dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes | Question 8289 (06/09/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est consacrée par les articles L. 225-1 et suivants du Code du travail : « Tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes. » Le non-respect de ce principe constitue une discrimination par référence au sexe des salariés.e.s visée à l'article 454 et suivants du code pénal.

L'ITM a comme mission le contrôle de l'application de l'ensemble de la législation relative aux conditions de travail – dont le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes – et à la protection des salariés ayant un contrat de travail. En 2018 l'ITM a mis en place un service d'accueil concernant la thématique de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Le rapport de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour l'année 2022 précise que l'ITM a été saisie par 8 dossiers en matière d'inégalités de salaire entre femmes et hommes mais ne fournit pas d'informations supplémentaires sur les suites données à ces dossiers. Les rapports plus anciens de l'ITM montrent dans ce contexte que le nombre de dossiers traités en matière d'inégalités salariales n'a guère évolué depuis le lancement du nouveau service pour se situer toujours entre 5 et 12 dossiers par an.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- 1) Quelles sont les missions du service mis en place en 2018 concernant la thématique de l'égalité salariale et comment ont-elles évolué depuis 2018 ? Le service est-il également chargé du traitement des dossiers ouverts et repris dans les rapports annuels de l'ITM ?

2) Comment la charge de travail du service (nombre de requêtes traitées) a-t-elle évolué depuis sa création ?

3) Quelles suites ont été données aux dossiers traités par l'ITM concernant les inégalités salariales entre femmes et hommes ? Quelles mesures ont été prononcées ? Dans combien de cas la situation a-t-elle été régularisée et dans combien de cas des amendes ont-été prononcées ?

4) Dans combien de dossiers en matière d'inégalités salariales par lesquels l'ITM a été saisie le/la/les salarié.e.s ont-ils/elles saisi le tribunal ?

5) De quelle manière l'ITM intervient-elle dans les cas cités sous 4) tout en sachant qu'il incombe aux salariés.e.s concerné.e.s de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de caractériser une inégalité de rémunération ?

Réponse (18/10/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le règlement grand-ducal du 10 juillet 1974 relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes prévoyait déjà l'obligation pour l'employeur d'assurer pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Par la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, les dispositions en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ont été érigées au niveau de la loi et insérées aux articles L. 225-1 et suivants du Code du travail. Par ailleurs, la loi précitée a défini la notion de « travail à valeur égale » et a introduit des sanctions pénales en cette matière.

Depuis le 8 mars 2018, un service d'accueil spécifique a été mis en place auprès de l'ITM permettant aux salariés.e.s et employeurs de s'adresser directement à l'ITM en vue d'obtenir des informations ou pour dénoncer des infractions en matière d'égalité salariale soit moyennant la ligne téléphonique dédiée « 247 76102 », l'adresse e-mail « egalite.salariale@itm.etat.lu » ou bien en se présentant à l'un des quatre guichets de l'ITM situés à Strassen, Esch-sur-Alzette, Diekirch et Wiltz.

Par ailleurs, des questions-réponses en matière d'égalité salariale sont mises à disposition des salariés.e.s et des employeurs pour les informer en la matière (<https://itm.public.lu/fr/questions-reponses/droittravail/remuneration/f.html>).

À noter également que le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes met à disposition des entreprises un outil LOGIB qui leur permet d'acquérir des connaissances quant à leur structure salariale et d'identifier les causes des inégalités salariales (<https://mega.public.lu/fr/travail/generecartsalaire.html>).

Le service d'accueil spécifique de l'ITM a pour mission :

- a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés.e.s et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;
- c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;

d) de constater les infractions en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes et d'en aviser le procureur d'État.

Depuis l'année 2018, le nombre suivant de dossiers en matière d'égalité salariale entre les hommes et les femmes ont été traités par le service d'accueil spécifique de l'ITM :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les trois plaintes qui ont été déposées auprès de l'ITM, il s'est avéré que l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes n'était pas avérée, de sorte que ces dossiers ont été clôturés sans suites.

L'ITM ne dispose pas d'informations sur le nombre de dossiers en matière d'inégalités salariales entre les hommes et les femmes par lesquels l'ITM a été saisie et qui ont été soumis par le/la salarié.e aux juridictions compétentes.

À noter également que l'ITM n'intervient pas dans le cadre de dossiers pour lesquels le/la salarié.e a saisi une juridiction.

Attractivité du Luxembourg en tant que siège des institutions européennes | Question 8290 (06/09/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Selon un article récent au « Luxemburger Wort », le Luxembourg perdrait son attractivité en tant qu'une des trois capitales européennes qui accueille les institutions de l'Union européenne. La tendance négative émanerait de plusieurs motifs : dans un premier lieu, le coût de la vie au Luxembourg, en comparaison avec Bruxelles, demeure peu favorable pour les fonctionnaires dont les rémunérations ne sont pas adaptées au lieu de résidence. En outre, l'article constate que la politique de recrutement pour des postes établis au Grand-Duché favorise davantage des candidats installés à Bruxelles de manière à décourager des fonctionnaires locaux à poser leur candidature pour faute de réelle opportunité d'avancement dans leur carrière.

Nombre d'institutions européennes sont installées au Grand-Duché. L'attractivité du site est importante afin de retenir les fonctionnaires ainsi que de maintenir sa pertinence en tant que capitale européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer qu'au niveau du recrutement un nombre croissant de postes est assumé par les fonctionnaires résidant en dehors du Grand-Duché ?

2) Selon l'article, il s'avère de plus en plus difficile de trouver et de retenir des fonctionnaires européens au Grand-Duché. Monsieur le Ministre, peut-il confirmer cette tendance ?

3) À travers les institutions européennes établies au niveau national, combien de postes établis au Luxembourg sont effectivement exécutés par des fonctionnaires domiciliés en dehors du Grand-Duché ?

4) Monsieur le Ministre, où en sont les discussions portant sur la différence entre le coût de vie au Luxembourg et Bruxelles ainsi que sur l'instauration d'un coefficient correcteur pour les fonctionnaires européens locaux ?

Réponse (05/10/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas de chiffres spécifiques sur le lieu de résidence des fonctionnaires

européens et travaillant pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne au Grand-Duché, ni de son évolution au cours des années.

Selon un rapport publié par le Statec en juin 2023 concernant l'impact des frontaliers dans la balance des paiements en 2021, 3.682 employés travaillant pour les organisations internationales au Luxembourg résidaient en dehors du Grand-Duché en 2021 (3.408 personnes en 2019).

Les chiffres du Statec prennent en compte la totalité de l'emploi des organisations internationales au Luxembourg et ne permettent donc pas d'établir un aperçu exact concernant le personnel travaillant pour les institutions, organes et agences européens.

ad 2) Le Gouvernement attache une grande importance à la présence des institutions, organes et agences européens à Luxembourg et met tout en œuvre pour garantir les meilleures conditions d'accueil, d'hébergement et de travail à leurs employés et pour assurer, de manière générale, l'attractivité du site de Luxembourg. Au-delà de la coopération étroite et de longue date que le Gouvernement a mis en place avec les institutions, organes et agences européens pour notamment réaliser des projets immobiliers, il se concerte de manière régulière avec elles dans le cadre des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions, organes et agences de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux).

C'est dans cette enceinte qu'est coordonnée entre autres l'initiative interinstitutionnelle sur l'« attractivité du site Luxembourg », lancée fin 2020 par Monsieur Johannes Hahn, commissaire européen en charge du budget et de l'administration, afin de développer conjointement des actions avec le but de renforcer la présence des institutions, organes et agences européens au Grand-Duché.

Le Gouvernement est conscient des défis qui se posent aux institutions, organes et agences européens au niveau du recrutement et des vacances de postes.

Le Gouvernement insiste à tous les niveaux de la Commission sur la nécessité de créer et de transférer au Luxembourg des postes durables, dotés de pouvoir décisionnel et offrant des perspectives de carrière.

Cependant, et nonobstant les défis que pose le coût de la vie pour attirer des agents en début de carrière, il convient de noter que le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg, toutes institutions, organes et agences confondus, a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 en 2023.

ad 3) cf. réponse à la question 1.

ad 4) D'après l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, il y aurait un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles, un écart qui est susceptible d'avoir augmenté au cours des dernières années. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solutions potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur.

Il y a lieu de noter que certaines des options, dont celle de l'introduction d'un coefficient correcteur, nécessiteraient une modification du cadre juridique applicable, à savoir le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (règlement n° 31 (CEE) 11 (CEEA)). Cette modification serait à agréer au niveau des 27 États membres de l'Union européenne.

Cependant, le monopole de l'initiative pour présenter une proposition de règlement modifiant le statut des fonctionnaires de l'Union européenne, et donc d'ouvrir la voie à une éventuelle introduction d'un coefficient correcteur, revient à la Commission européenne.

Or, selon un rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil du 26 avril 2022,²⁰ la Commission européenne considère que l'introduction d'un coefficient correcteur ne saurait pas à ce stade contribuer à garantir l'égalité de pouvoir d'achat entre les membres du personnel de l'UE.

Ainsi, la Commission étudie actuellement, avec les autres institutions, organes et agences européens concernés, des mesures permettant de faire face aux coûts élevés du logement auxquels sont confrontés certains membres du personnel résidant à Luxembourg, dont notamment l'introduction d'une indemnité de logement.

Pour sa part, le Gouvernement continuera de s'engager activement en faveur d'une fonction publique européenne attractive, y compris dans le contexte des négociations sur la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027).

Recrutement d'infirmières au Ministère de la Santé | Question 8291 (07/09/2023) de M. Roy Reding (Liberté - Fräiheet!)

Mir ass zu Ouere komm, datt ganz rezent 25 net lëtzebuereschproocheg Infirmiëren am Gesondheitsministerium engagéiert goufe fir Impfzentren, déi dësen Hierscht sollen nees opgemaach ginn.

1. Kann d'Madamm Gesondheitsminister dat bestätegen?

2. Kann d'Madamm Minister mer soen, ob, wou a wéini et geplant ass, nees Impfzentren opzemaachen?

3. Ass deen dote Schrëtt am Zesammenhang mat de Pläng vun dëser Regierung ze gesinn, d'Impfpflicht anzeféieren?

4. Wisou ass de Choix op frankophon Infirmiëre gefall ?

Réponse (12/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

De Regierungsrat huet den 28. Juli 2023 eng Autorisatioun gi fir 13 Infirmiersposten am Kader vun der „réserve sanitaire“, fir Personal tëschent dem 1. September 2023 an dem 31. August 2024 anzustellen. Op dëst Personal kann zeréckgegraff ginn, falls een Impfzentrum erëm misst opgemaach ginn, z. B. am Kontext vun enger gréisserer Epidemiewell am Wanter.

Am Moment gëtt et awer kee konkrete Besoin, fir een Impfzenter opzemaachen. Eventuell Opfrëschunge vun den Impfungen fir eeler oder vulnerabel Leit am Hierscht, kënnen vun den Hausdokteren an den Apdikter gemaach ginn.

D'Bäibehale vun enger „réserve sanitaire“ ass eng reng Virsichtsmoossnam an huet näischt mat enger Impfpflicht ze dinn. Aktuell gëtt et och keng Pläng, eng Impfpflicht anzeféieren.

D'Annonce fir de Rekrutement gouf vum 4. bis den 12. Juli 2023 op „GovJobs“ publizéiert. 25 Leit hunn sech gemellt a 17 Kandidat goufe fir e Virstellungsgespräch invitéiert. Ënnert dëse Kandidaten hunn der 9 deklariert, dass si kee Lëtzebueresch schwätzen, 3 hunn

²⁰ Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de l'annexe XI du statut et de son article 66bis ; 26.04.2022 ; COM(2022) 180 final

en Ufänger- oder A1-Niveau, 4 en A2-Niveau an een e B2-Niveau ugin. No individuellen Interviewen an enger Selektioun op Basis vun Erfahrung an Ausbildung, goufen 13 Kandidate vum Selektiounscomité zeréck-behalen.

Et sief bemierkt, datt de Kandidat mat Niveau B2 am Lëtzebuergesche schlussendlech d'Aarbechtsoffer refuséiert huet. Esou konnten dunn 12 Kandidate rekrutéiert ginn (6, déi net Lëtzebuergesch schwätzen, 3 mat A1 an 3 mat A2 Niveau).

Habilitation de sécurité | Question 8292 (07/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3607²¹, Monsieur le Ministre d'État souligne que les directives de l'OTAN relatives à la sécurité, énoncent seulement des « end requirements », sans imposer par quels moyens les États membres doivent arriver à la conclusion que les détenteurs d'une habilitation de sécurité présentent les garanties nécessaires en termes de loyauté, d'intégrité, et de discrétion.

Un article récent publié par Monsieur Guy Kaiser²² révèle que le Ministre d'État a informé la Chambre des Députés dès 2016 du fait que :

« L'Autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure de connaître le contenu du dossier policier de l'intéressé et ne peut de ce fait pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Comment Monsieur le Ministre peut-il réconcilier l'affirmation faite en 2021 selon laquelle le Luxembourg respecte ses obligations internationales alors qu'il avait déjà concédé en 2016 que son administration n'est pas à même d'apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

Dans sa réponse à la question parlementaire 3607, Monsieur le Ministre affirmait que les procédures d'accès aux bases de données n'auraient pas été modifiées entre 2004 et 2016. Or, la procédure applicable encore en 2013 était que « d'une manière générale, les autorités policières, judiciaires et administratives sont appelées à communiquer au SRE les informations susceptibles d'avoir un rapport avec les missions du SRE²³ ». Un document déposé au parlement en date du 27 avril 2023 confirme que tel a bien été le cas mais que soudainement, les autorités policières, judiciaires et administratives ont refusé de communiquer au SRE des données en relation avec les enquêtes de sécurité, alors que celles-ci faisaient partie des missions du SRE. Selon le même document déposé par Monsieur le Ministre, le directeur du SRE l'aurait averti en octobre 2015 qu'il considérerait que le Luxembourg violait ses obligations internationales²⁴.

2) Comme les procédures régissant la collecte de renseignements ont manifestement changé dans les faits au cours de l'année 2015, Monsieur le Ministre a-t-il informé nos alliés que « l'Autorité nationale de sécurité ne peut actuellement pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente

toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité » ?

3) Si Monsieur le Ministre n'a pas informé les alliés, quelles étaient ses raisons ? Les États n'ont-ils pas, selon les accords de sécurité en vigueur, l'obligation de se tenir mutuellement informés des lois et réglementations nationales en vigueur régissant la protection des informations classifiées²⁵ ?

4) Quelle a été la réaction de Monsieur le Ministre d'État aux observations du directeur du SRE d'octobre 2015 relatives à la non-observation par le Luxembourg de ses obligations internationales ?

5) L'annonce inattendue de la démission du chef du SRE en novembre 2015 était-elle liée à la conclusion qu'il a tirée en octobre 2015 relative à une possible violation des obligations internationales du Grand-Duché ?

Il ressort du document parlementaire 6050 qu'en 2007 le SRE fut membre du Club de Berne et de la Middle European Conference. L'on apprend par ailleurs que sous présidence luxembourgeoise, les directeurs ont décidé d'ajouter une clause à leur code de procédure interne fondant la suspension, voire l'exclusion d'un service du club au cas où la présence de ce service serait de nature à perturber l'activité de cette enceinte et à entamer le haut niveau de confiance qui caractérise ce forum informel²⁶. La presse autrichienne a récemment publié²⁷ un rapport du groupe Soteria du Club de Berne. Selon ce rapport, les chefs de service auraient évalué entre les 15 et 17 octobre 2019 à Londres si le service autrichien pouvait rester membre du Club de Berne au vu des conclusions du « security assessment » établies par le groupe Soteria.

6) Est-ce que le SRE est toujours membre du Club de Berne ?

7) Quel pourcentage des membres du Service de renseignement disposent actuellement d'une habilitation de sécurité en cours de validité qui a été établie avant le 1^{er} janvier 2016, c'est à dire pour laquelle l'enquête a été effectuée selon l'ancienne procédure ?

8) Est-ce que le directeur du SRE a informé les membres du Club de Berne que depuis 2016, l'Autorité nationale de sécurité ne peut actuellement pas apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

9) Monsieur le Ministre estime-t-il que les déficiences procédurales actuelles risquent d'entamer le haut niveau de confiance qui caractérise ce forum informel ?

10) Monsieur le Ministre considère-t-il qu'il existe un risque de voir le groupe Soteria recommander l'exclusion du SRE du Club de Berne pour des raisons de sécurité ?

De nombreuses sociétés luxembourgeoises à la pointe de la technologie essaient de gagner des contrats classifiés auprès de l'Agence spatiale européenne, de l'OTAN ou encore de la Commission européenne.

11) Combien d'habilitations de sécurité ont été émises pour des employés du secteur privé depuis 2016 ?

12) Monsieur le Ministre estime-t-il que les sociétés luxembourgeoises pourraient avoir un désavantage par rapport à leurs concurrents européens du fait que depuis 2016, l'Autorité nationale de sécurité ne peut pas apprécier objectivement et en connaissance de

cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité ?

13) Monsieur le Ministre craint-il que les sociétés luxembourgeoises puissent être exclues de contrats intéressants en raison des déficits décrits ci-dessus ?

Il ressort d'un document parlementaire que des membres de la Chambre des Députés se demandent si le transfert volontaire des effectifs vers l'ANS risque de priver la future ANS du savoir des agents du SRE, jusque-là en charge des enquêtes de sécurité.

14) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est probable que suffisamment de fonctionnaires soient motivés à assumer une mission pour laquelle ils n'ont pas les moyens légaux et procéduraux nécessaires ?

Réponse (09/10/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1) Le Gouvernement renvoie à ce sujet aux réponses détaillées fournies aux questions parlementaires n° 8193 et 8199 du 16 août 2023.

ad 2), 3), 4), 8), 9), 10), 12) et 13) Le Luxembourg a à tout moment été à même de délivrer des habilitations de sécurité conformes aux normes nationales et internationales applicables. La gestion des habilitations de sécurité n'a donc pas constitué de risque pour la sécurité du Luxembourg et de ses alliés.

ad 5) Non.

ad 6) Oui.

ad 7) Tous les agents du SRE disposent actuellement d'une habilitation de sécurité valable, indépendamment des dates d'émission respectives.

ad 11) En application de l'article 27 de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, 527 habilitations de sécurité (renouvellements inclus) ont été émises pour des employés du secteur privé depuis 2016.

ad 14) Oui.

Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction | Question 8293 (07/09/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Am Dezember 2020 huet de Bausektor mat der Regierung verhandelt, fir Covid-19-Aiden ze kréien. D'Regierung wollt dës am Ufank net ausbezuelen, mee se de Betriber iwwert d'Steieren zeguttkomme loossen. Esou schéngt se sech ëmentscheet ze hunn, well d'Betriber am Sektore kruten elo ee Bréif, deem se oprift, „d'indemnité pour perte d'efficience“ via de Site vun der Chambre de Métiers unzefroen. D'Firmen hunn 222 € pro Mataarbechter zegutt.

An deem Zusammenhang wéilt mir dem Minister fir Mëtzelstand dës Froe stellen:

1. Wéi ass et dozou komm, dass eng Aide, iwwert déi am Dezember 2020 geschwat ginn ass, elo ausbezueelt gëtt?

2. Kann een d'„indemnité pour perte d'efficience“ nach als Covid-19-Hëllef bezeechnen oder ass et eng Aide fir ee Sektore, deem elo wéinst den héijen Zënse Problemer huet?

3. Gouf d'Zuel vun de Mataarbechter vun haut gekuckt oder vum Dezember 2020?

4. Wéi vill Entreprises aus dem Konstruktionssektor sinn tëscht dem Dezember 2020 an haut faillite gaangen an hunn elo näischt méi vun dëser Aide?

5. Wéini soll dës „indemnité pour perte d'efficience“ un all d'Betriber ausbezueelt sinn?

²¹ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0116/145/233459.pdf>

²² <https://guykaiser.lu/nato-allo-letzebuerg-mir-hunn-e-problem/>

²³ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/141/287/124806.pdf> (page 996)

²⁴ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0139/137/279370.pdf> (page 40)

²⁵ voir p. ex. <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/074/626/067235.pdf> (page 6)

²⁶ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/011/874/081703.pdf> (page 3)

²⁷ <https://express.at/exklusiv-der-report-der-oesterreichs-geheimdienst-erschuetert/>

6. Gëtt et soss nach Aidë fir Entreprises, déi während der Pandemie verhandelt gi sinn, déi awer nach net ëmgesat gi sinn? Wa jo, wéi eng? Ëm wéi eng Montanten handelt et sech heibäi?

Réponse (18/10/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

Bei der „indemnité pour perte d'efficience“ handelt et sech net ëm eng Aide, mee ëm eng Indemnitéit, déi d'Entreprises aus dem Konstruktionssektor vun der Regierung während der Coronapandemie zougeschwat kruten, fir d'Frais vum de strenge sanitäre Mesuren ze kompenséieren am Kader vun der Reouverture vun de Chantiers am Abrëll 2020. Dës Indemnitéit gëtt elo iwwer d'Chambre des Métiers ausbezult.

Zënter Dezember 2020 hunn 218 Entreprises aus dem Bausektor faillite gemaach.

D'„indemnité pour perte d'efficience“, déi aktuell un déi eligibel Betriber ausbezult gëtt, bezitt sech op d'Unzuel vun de Mataarbechter, déi am Dezember 2020 an der jeeeweileger Entreprise geschafft hunn.

D'Corona-Aidë fir d'Betriber sinn an der Tëschenzäit ofgeschloss.

Maladies de l'amiante | Question **8294** (08/09/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An der Vergaangenheet gouf Asbest oft als Baumaterial benotzt, well e gönschteg, elastesch a besonnesch hëtzebestänneg war. An Däitschland geet zum Beispill d'Gewerkschaft IG Bau dovunner aus, dass tëscht 1950 an 1989 ca. 9,4 Milliounen Wunnhaiser gebaut goufen, déi all méi oder manner mat Asbest verseucht sinn. Schätzunge vun der Europäescher Kommissioun gi vun ca. 8.000 virzäitegen Doudesfäll an der EU aus, dovunner ronn 1.500 eleng an Däitschland. Fir ons Klimaziler ze erreechen, si mir an den nächste Joren dorop ugewise, vill Wunnhaiser an och soss Gebaier ze renovéieren an energeetesche ze sanéieren. Doduerch ginn Experten dovunner aus, dass et an noer Zukunft nach zu méi Fäll vun Asbestose, besonnesch an der Bauwirtschaft, kéint kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch, den Här Aarbechtsminister an d'Madamm Ëmweltministesche stellen:

1. Wéi vill virzäiteg Doudesfäll sinn zu Lëtzebuerg all Joer duerch Asbest verursaacht?

2. Wéi vill Gebaier/Wunnhaiser schätzt d'Regierung si mat Asbest verseucht?

3. Wéi vill Verdachtsfäll vun Asbestose gouf et an de leschte 5 Joer?

4. Geet d'Regierung dovunner aus, dass et an den nächste Joren duerch déi zousätzlech energeetesche Sanéierung bzw. Renovéierungen zu méi Fäll vun Asbestose komme wäert?

5. Wann nee, firwat net? Wa jo, wat gedenkt d'Regierung dogéint ze ënnerhuelen?

Réponse (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. D'Zuel vun den Doudesfäll, déi duerch Asbest verursaacht sinn, léisst sech zu Lëtzebuerg just duerch d'Unzuel vun diagnostizéierte Mésothéliomen (speziell Kriibsort) feststellen. D'International Classification of Diseases 10th Revision (ICD-10) Codes, déi vun der Gesondheitsdirektioun opgehuewe ginn an déi am Kader vun den Doudesfäll am Zesammenhang mam Asbest stinn, sinn:

- C45.0: mésothéliome de la plèvre
- C45.1: mésothéliome du péritoine

- C45.2: mésothéliome du péricarde
- C45.7: mésothéliome d'autres sièges
- C45.9: mésothéliome sans précision (de siège non précisé)
- J61: pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales
- J92.0: plaque pleurale avec asbestose

D'Asbestose, eng Longenerkrankung, déi an de Statistiken ënnert d'Beruufskrankheet „Pneumoconiose due à l'amiante et à d'autres fibres minérales“ fält, differenziert net tëscht Asbest an anere Fibernen.

Den annexéierten Tableau: „Décès liés à l'amiante 1998-2022 au Luxembourg“, erheft am Ganzen 129 Doudesfäll fir déi Period.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Dem Gesondheetsministère leie keng Donnéeën betreffend d'Unzuel vu Gebaier vir, déi eventuell mat Asbest verseucht wieren.

Et sief erwänt, dass et säit 2001 verbueden ass, zu Lëtzebuerg asbesthaltig Materialien ze verbauen.

ad 3. Den Tableau weist d'Doudesfäll op no Joer, Residence, Diagnos (ICD-10 Code) an Alterskategorie.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. An Däitschland warnt d'Industriegewerkschaft Bauen-Agrar-Umwelt (IG BAU) vir, dass massiv Renovéierung vum ale Gebaier – ouni strikt Sécherheetsmoossnamen ze huelen – zu enger Well vun Asbestkrankunge kënnfeieren (an 20–30 Joer, esoulaang kann et daueren, bis een no enger Exposition krank gëtt). <https://igbau.de/Warnung-vor-Asbest-Welle-9-4-Mio.-wohnhäuser-in-deutschland-sind-asbest-fallen-bei-sanierung.html>

A Frankräich gëtt et säit 2015 e Plan de recherche et développement amiante (PRDA). D'Zil ass et, duerch innovativ Methoden, d'Detektioun vum Asbest ze verbesseren an, falls et Asbest an engem Haus gëtt, wat renovéiert soll ginn, d'Käschten esou déif wéi méiglech ze halen. A Frankräich gëtt et finanziell Hëllef fir de Propriétaire, wat d'Diagnostik an och d'Aarbechten ugeet am Fall vun Asbest: Lutte contre l'amiante | Ministères Écologie Énergie Territoires (ecologie.gouv.fr). Dës Moossname si geholl ginn, fir d'energetesch Transition an domat déi néideg Renovatiounen vum Bestand a séchere Konditiounen ze förderen.

Och de Conseil européen huet zur Protektioun vun den Aarbechter eng Direktiv erausginn: <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/06/27/asbestos-council-and-parliament-strike-deal-on-new-rules-protecting-workers/> (nouvelle directive visant à renforcer la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante).

Wann Asbest fachgerecht eliminéiert oder ëmmantelt gëtt, ass de Risiko fir d'Aarbechter reduzéiert.

D'Benotze respektiv d'Verschaffe vun all Zort vun Asbest ass hei am Land zënter 2001 komplett verbueden. Renovatiouns- oder Demolitiounsarבעchten dierfen an Haier, déi virun 2001 gebaut gi sinn, eréischt virgeholl ginn, wann den obligatoreschen Reperage vun Asbest vun engem zertifizéierte Professionelle virgeholl ginn ass.

Conséquences de la restructuration de Goodyear | Question **8295** (08/09/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Direktioun vu Goodyear Luxembourg huet de 6. September matgedeelt, dass 55 Aarbechtsplazen am administrativen Beräich solle gestrach ginn. All méiglech Optiounen fir déi betraffe Persounen si laut der

Direktioun méiglech. Den OGB-L an den LCGB froen no engem Plan de maintien dans l'emploi (PME). Déi betreffend Diskussioun misste sou seier wéi méiglech entaméiert ginn, sou déi zwee Syndikater.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren? Wa jo – wéi gedenkt d'Regierung hei ze agéieren?

– Kann de Minister eis Informatiounen ginn, ob an Zukunft nach weider Aarbechtsplazen bei der Firma Goodyear a Gefor sinn?

– Wat gedenkt d'Regierung an Zukunft ze ënnerhuelen, fir den Industriestanduert Lëtzebuerg besser ze protegéieren/ze promovéieren?

Réponse (23/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Goodyear huet den Ofbau vu 55 Aarbechtsplazen a sengem Fuerschungszentrum ugekënnegt. Eng éischt Informatiounsversammlung mat der Delegatioun huet stattfonnt an et gëtt no Léisunge wéi d'Erhale vun der Beschäftigung, intern Ëmklasséierungen, fräiwëlleg Departementen an e Frépensionsprogramm gesicht. Et leien aktuell keng Informatiounen vir, dass doriwwer eraus weider Aarbechtsplazen bei Goodyear géifen ofgebaut ginn.

Dat aktuell europäescht an internationaalt wirtschaftlecht Ëmfeld, mat héijer Inflatoun, héijen Energiepreiser a schwachem Wuesstem, ass eng grouss Erausforderung fir d'Betriber a schränkt d'Previsibilitéit an. De Wirtschaftsministère ass zouversichtlech, dass Goodyear och weiderhin eng staark Presenz zu Lëtzebuerg wäert hunn. De Lëtzebuerger Site vun der Firma ass staark innovatiounsgedriwwen an e wichtege Standuert fir de Grupp, ee vun deene wichtegsten ausserhalb vun den USA, an domat dierft eng gewësse Stabilitéit vun den Aktivitéiten zu Lëtzebuerg gi sinn. Et sief och drun erënnert, dass Goodyear weider zu Lëtzebuerg investéiert huet a réischt d'lescht Joer am Mee zu Diddeleng eng nei héich modern an automatiséiert Pneufabrik ageweit gouf.

Déi lescht Jore war den Industriestanduert Europa a Lëtzebuerg mat Krisen konfrontéiert wéi et scho laang keng méi gi sinn. D'Regierung huet Entschlossenheet, Reaktivitéit a Flexibilitéit bewisen, fir d'Betriber mat den néidege Mesuren ze begleeten an ze ënnerstëtzen, an esou och den Emploi ze schützen. Souwuel an der Pandemie wéi an der Energiekrisen sinn a Rekordzäit nei Aiden decidéiert, ëmgesat an un d'Entreprises ausbezult ginn, fir hinnen ze erméiglechen, operationell ze bleiwen. Dëst huet derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg gutt duerch déi lescht Jore komm ass an d'Industrie weiderhin ee wichtege Piliere vun der Wirtschaft ass.

Mëttelfristeg huet de Wirtschaftsministère mat der Feuille de route „Ons Wirtschaft vu muer“ de Grondstee geluecht, fir den Industriestanduert fit ze maache fir d'Zukunft. An och méi laangfristeg gëtt am Kader vum „Haut comité pour l'industrie“ zesumme mat Vertrieber vun der Industrie eng Strategie fir d'Dekarboniséierung vun der Industrie zu Lëtzebuerg ausgeschafft. D'Entreprise ginn also ënnert anerem bei der Ëmsetzung vun der Digitaliséierung an der Nohaltegkeet begleet, dëst am Kader vun der duebeler Transition. Esou kënnen d'Betriber déi néideg Kompetenzen an Technologien opbauen an entwéckelen, fir kompetitiv ze bleiwen. Fir nei Entrepreneuren, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen usidelen, gëtt d'Kompatibilitéit mam Ökosystem gekuckt an och, a wéi wäit hir Technologien an hiren Knowhow zukunftschräit ginn.

Consommation énergétique des bâtiments étatiques | Question 8296 (08/09/2023) de Mme Elisabeth Margue (CSV)

Conformément aux objectifs fixés par le PNEC, la rénovation énergétique des bâtiments publics, est cruciale afin de promouvoir une gestion plus économe en énergie dans le secteur public. L'État a, en effet, un rôle précurseur à jouer dans le cadre de la transition énergétique du pays.

Aux termes d'un communiqué du 1^{er} août 2022 sur la Stratégie nationale de réduction de la demande d'énergie, le Gouvernement a annoncé que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, élaborerait des instructions claires pour une gestion plus économe en énergie des bâtiments publics. En juin 2023, le Gouvernement a présenté une Feuille de route – Construction bas carbone – Luxembourg, visant notamment la collecte de données pour le secteur de la construction. Dans son projet de mise à jour du PNEC, présenté au printemps de cette année, le Gouvernement a encore une fois insisté sur le rôle précurseur de l'État en matière de bâtiments.

Cependant, très peu d'informations sont communiquées concernant les consommations énergétiques des bâtiments étatiques, les réductions déjà effectuées et les rénovations prévues. Ces informations sont essentielles pour évaluer les progrès réalisés dans la rénovation énergétique des bâtiments publics et pour s'assurer que les objectifs fixés sont atteints.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est la consommation énergétique actuelle des bâtiments de l'État ? Quel est le bilan carbone associé à ces bâtiments ?

2) Quelle réduction de la consommation d'énergie a été atteinte depuis la mise en place de l'objectif de 1,9 % par an ?

3) Combien de bâtiments ont été rénovés depuis 2020 ? Combien de bâtiments sont prévus d'être rénovés dans les prochaines années ?

4) Quelle méthodologie est utilisée pour prioriser les rénovations énergétiques des bâtiments publics, et comment sont sélectionnées les mesures d'efficacité énergétique à mettre en œuvre ?

5) Existe-t-il un plan de rénovation détaillé, comprenant les rénovations à effectuer et le budget associé, afin d'atteindre les objectifs mentionnés ?

Réponse (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Étant donné que les frais relatifs aux consommations énergétiques sont pris en charge pour la plupart des bâtiments par les occupants, l'Administration des bâtiments publics ne dispose pas des données de tous les bâtiments étatiques.

Pour les bâtiments gérés par l'Administration des bâtiments publics, une extrapolation sur base des données des certificats de performance énergétique (CPE) disponibles permet d'estimer les consommations correspondantes de manière approximative.

Ainsi, les consommations électriques totales pour les bâtiments susmentionnés peuvent être estimées à environ 200 GWh par an, alors que l'estimation des consommations relatives au chauffage se chiffre à environ 560 GWh par an.

Le bilan carbone concernant les besoins énergétiques dépend fortement de la nature des sources d'énergie.

Étant donné le caractère incomplet des données de base et vu qu'il n'existe pas encore de référentiel officiel au Luxembourg pour le calcul du bilan carbone, ce bilan ne peut pas être déterminé.

ad 2) L'objectif de réduction de la consommation finale d'énergie de 1,9 % par année de toutes les activités du secteur public (incluant la consommation des bâtiments publics) est introduit par la nouvelle directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (UE) 2023/1791 (refonte) du 13 septembre 2023, et plus précisément par son article 5 intitulé « Rôle moteur du secteur public dans le domaine de l'efficacité énergétique ». Cette directive est entrée en vigueur le 10 octobre 2023 et sera transposée en droit national jusqu'au 11 octobre 2025 au plus tard. Elle prévoit que l'objectif des 1,9 % est indicatif lors d'une période transitoire. Il n'est donc pas encore possible actuellement d'indiquer la réduction de la consommation résultant de l'application de ladite directive.

ad 3) De 2020 à 2022, l'Administration des bâtiments publics a réalisé 6 projets d'assainissement énergétique de grande envergure :

2020 :

- Wunnengshëllef à Luxembourg (assainissement énergétique, remplacement des menuiseries extérieures et isolation de la façade)
- Lycée de Garçons à Luxembourg (assainissement de l'enveloppe et des installations techniques du hall des sports)
- Hémicycle à Luxembourg-Kirchberg (assainissement énergétique)

2021 :

- Lycée Michel Rodange à Luxembourg

2022 :

- École internationale Anne Beffort à Mersch
- Centre pour réfugiés Hélier à Weilerbach – rénovation et assainissement

Les projets d'assainissement énergétique de grande envergure actuellement en cours d'études ou de réalisation sont :

- Centre militaire Herrenberg – réaménagement et extension ;
- Domaine thermal à Mondorf-les-Bains – rénovation et mise en conformité ;
- Château de Walferdange – rénovation et assainissement ;
- Bibliothèque nationale, rue Notre Dame – réaménagement ;
- Ancien laboratoire national – réaménagement pour INPA ;
- Lycée technique d'Ettebruck – réaménagement et extension de l'ancien LTA et infrastructures communes ;
- Lycée des Arts et Métiers – mise en conformité et assainissement ;
- Antenne régionale MENJE à Esch-sur-Alzette ;
- Centre maternel sur le site « Pro Familia » à Dudelange – transformation ;
- Centre Hollenfels.

À ces projets s'ajoutent les assainissements énergétiques de moindre importance réalisés dans le cadre des autres rénovations, réaménagements, entretiens, remplacements d'éléments constructifs ou d'installations techniques. Les dépenses relatives aux mesures d'assainissement énergétique s'élevaient à environ EUR 2.700.000 pour l'année 2022.

ad 4) L'Administration des bâtiments publics a défini sa stratégie d'assainissement énergétique en 2014 et l'a mise à jour en 2019. Les documents y relatifs sont accessibles sur le site Internet : <https://travaux.public.lu/fr/publications/documentation/strategie.html>.

Cette stratégie se base sur deux approches distinctes, la démarche active et la démarche réactive.

La démarche active vise à identifier, en amont, les bâtiments dont la performance énergétique n'atteint pas les standards requis par la législation en vigueur, respectivement dont la consommation énergétique est très élevée.

La démarche réactive, quant à elle, vise à incorporer des mesures d'assainissement énergétique dans le cadre de travaux d'envergure à effectuer lors d'une rénovation et/ou transformation d'un bâtiment, suite à une demande de l'utilisateur ou bien en raison d'un degré de vétusté avancé.

À noter dans ce contexte que chaque bâtiment est à considérer individuellement, toute construction possédant ses propres caractéristiques et contraintes, constructives et techniques ; une analyse spécifique au cas par cas est nécessaire.

La stratégie susmentionnée devra cependant être adaptée suite aux nouvelles dispositions de directives européennes à venir ; d'un côté, la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte) entrée en vigueur le 10 octobre 2023 qui définit le taux d'assainissement énergétique annuel à réaliser pour les bâtiments de l'État à au moins 3 % de la surface totale au sol des bâtiments appartenant à des organismes publics, alors que la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments (refonte en cours de finalisation au niveau européen) (EPBD), permettra de fixer pour le Luxembourg le standard de performance minimal (nZEBrenovation) à atteindre lors d'une rénovation.

ad 5) Les projets de rénovation en planification respectivement en réalisation, ainsi que les budgets y associés sont renseignés dans la loi du 23 décembre 2022 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2023. Un planning précis des travaux dans des bâtiments existants est difficile à établir au vu des imprévus et aléas qui se présentent en cours d'études et d'exécution ou au niveau des autorisations ou relogements.

Dans les années à venir, les rénovations devront atteindre le taux d'assainissement énergétique annuel d'au moins 3 % de la surface totale au sol des bâtiments appartenant à des organismes publics, comme fixé par la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte) entrée en vigueur le 10 octobre 2023.

Les budgets y relatifs devront être établis et mis à disposition en fonction de la définition du standard de performance minimal à atteindre lors d'une rénovation tel que prévu dans la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments (refonte) (EPBD).

Il est à noter qu'outre les budgets nécessaires pour l'assainissement énergétique, le projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit également de prendre en compte le besoin en ressources supplémentaires au niveau du secteur public lors de la transposition en droit national de la directive européenne relative à l'efficacité énergétique (EED) (EU) 2023/1791 (refonte).

Rénovation du domaine thermal à Mondorf | Question 8298 (08/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Mam Gesetz iwwer d'Renovatioun an d'Upassung vum Thermalbad zu Munneref gouf d'Regierung autoriséiert, sech an Héicht vun 133 Milliounen Euro un de Moderniséierungskäschte vum lo just genannten,

gesondheetlechen Institut ze bedeelegen. Am Exposé des motifs vum entspreche Geseztesprojet hat d'Regierung d'Demande fir dës Participatioun ënner anerem folgendermoosse begrënn:

„Bien conçu, bien construit et bien entretenu, il présente actuellement des soucis liés à son âge. Une rénovation de l'enveloppe, des toitures, des façades et des châssis est indispensable. La rénovation des deux piscines thermales, fortement détériorées par une eau thermale acide est incontournable. Une réflexion sur la gestion des énergies et d'un assainissement énergétique global avec mise à niveau des techniques s'avère indispensable. Une mise en conformité visant à répondre aux règlements actuels en vigueur, en matière de sécurité et de santé, tant pour les visiteurs que pour le personnel, est également programmée.“

Esou wéi et mir zougedroe gouf, hunn d'Renovatiounsarbechte bis ewell allerdéngs nach guer net ugefaangen. Réckbléckend ka sech eng gewëss Verzögerung verstëndlecherweis duerch d'Covidsituation erklären loossen, déi allerdéngs well och bal zwee Joer hannert eis läit.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi entspreche Renovatiounsarbechten nach ëmmer net ugefaangen hunn? Falls jo, wéi erkläert d'Regierung dës laang Verzögerung a wéi een Delai ass aktuell fir de Start vun den Ëmbaumarbechte virgesinn?

2. Wéi eng provisoresch Moosname goufe geholl, fir de Gesondheetsschutz vun de Patienten an dem Personal trotz deene vun der Regierung genannten aktuellen, baulechen Onzoulänglecheete vun der Arichtung bis zum Ofschloss vun den Aarbechten ze garantéieren?

Réponse (07/11/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. D'Renovatiounsarbechte vum Thermalbad vu Mondorf hunn entre-temps ugefaangen. An enger éischter Phas sinn dat Preparatiounsarbechten en vue vun der Realisatioun vum neie Gebai „Les Sources“. Dat Gebai kënn op d'Plaz vum ale Vestiairesgebai, dat dofir aktuell ofgerappt gëtt.

Des Weidere lafe Viraarbechte wéi de Remplacement vum Transformator, vun der Opbereedungsanlag vum waarme Waasser a vun den ale Chaudières an der Installatioun vun enger Klimatisatiounsinstallatioun.

D'Soumissiounsdoossiere fir d'Rëbauaarbechte sinn amgaangen, fäerdeggestallt ze ginn.

Aktuell ass d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsarbechte respektiv den Neibau vum Gebai „Les Sources“ awer nach net ausgestellt.

ad 2. Et ginn eng Rei Moosname geholl, fir d'Sécherheet vun de Patienten an dem Personal ze garantéieren. Eng vun dësen ass zum Beispill d'Erriichte vum Gebai „Les Sources“, wat déi éischt Phas vum Chantier duerstellt. An dëst Gebai wäerten eng ganz Rei vu Services aus den aktuelle Gebailecheete vum Domaine thermal temporär relogéiert ginn (z. B. Service Cure, Centre médical, ...).

Dëse Relogement erméiglecht sou d'Renovatioun vun den Haaptgebäier, ouni dass dëst weider Repercussiounen op de Fonctionnement vum Domaine thermal huet. Nodeems d'Renovatiounen ofgeschloss sinn, wäerten dës Services gréisstendeels erëm an den Haaptgebäier integréiert ginn an d'Gebai „Les Sources“ wäert ënnert senger finaler Affektatioun als Annex vum Hotel funktionéieren, mat de Raimlecheete vum Centre médical um Rez-de-chaussée.

Problème concernant l'horaire des lignes RGTR 131 et 146 | Question **8299** (08/09/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Fuerpläng vun den RGTR-Linnen 131 an 146 passen zu Esch-Sauer net iwwerteneen. Och elo, wou de Plang vun der Linn 146 den 10. September 2023 soll ugepasst ginn, ass et de Leit net méiglech, wann ee mam Bus 131 aus der Richtung Ettelbréck kënn, zu Esch-Sauer a Richtung Woltz an de Bus 146 ëmzeklappen. Hei entsti Waardezäite vu bis zu enger Stonn. Wéi aus de parlamentaresche Froen N° 7227 an N° 7233 ervirgeet, gouf et och Enn des leschte Joers scho grouss Probleemer mat der Linn 146, wou zemools zu de Schoulzäiten net genuch Plazen am Bus waren, a Kanner um Arrêt stoe gelooss gi sinn.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Firwat gëtt de Busplang vun der Linn 146 net esou ugepasst, dass d'Leit, déi mam Bus 131 aus der Richtung Ettelbréck kommen an op Woltz wëllen, direkt zu Esch-Sauer kënnen ëmklappen, ouni musse méi wéi 50 Minuten ze waarden?

– Besteet donieft keng Méiglecheet, dass d'Linn 146 och iwwert Ënsber firt?

Réponse (18/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäert Deputéiert freet no, fir den Horaire vun der Linn 146 tëschent Woltz a Kautebaach iwwer Esch-Sauer unzepassen.

De Busplang vun der Linn 146 ass op den Zuch zu Kautebaach ausgeriicht. Et ass fir d'Awunner um Nacher Plateau eng wichteg Ubannung op den Zuch zu Kautebaach. Et ass leider net méiglech op enger an der selwechter Linn den Horaire esou auszeriichten, dass villfälteg Korrespondenze garantéiert kënnen ginn.

Och den Horaire vun der 131 kann net wéi gefrot ugepasst ginn, well do d'Zuchkorrespondenz zu Ettelbréck am wichtegsten ass. D'Demande, fir zu Esch-Sauer ëmzeklappen, ass net esou grouss ewéi d'Demande, den Zuch ze kréien.

D'Linn 146 ass schonn op Esch-Sauer verlängert ginn a firt domat e vertriebaren Ëmwee. De Bus bis op Ënsber fueren ze loossen, géif d'Linn nach weider ëm 7 Kilometer pro Richtung an d'Fuerzäit vun de Léit, déi am Bus sinn, ëm ronn 15 Minute verlängeren. Déi Ännerung kann aus deem Grond net ëmgesat ginn.

Incapacité de prise en charge de nouveaux patients | Question **8300** (11/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Récemment un hôpital du pays a adressé un courrier à des patients ayant demandé un rendez-vous dans les services de gastro-entérologie respectivement cardiologie. Il est précisé dans cette lettre que l'hôpital en question, dû à une demande accrue, n'est actuellement pas en mesure de donner suite à ces requêtes et qu'une priorité est seulement accordée aux cas complexes/urgents. Il est conseillé aux patients de faire recours à un autre service de leur choix.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Pour quelles raisons cet hôpital n'est pas en mesure de donner une suite favorable aux demandes de patients ? Combien de personnes sont concernées ?

2) Est-ce que d'autres hôpitaux du pays connaissent des problèmes similaires ?

3) Par quels moyens Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation préoccupante ?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) L'augmentation progressive des demandes de rendez-vous implique dans certaines spécialités des délais d'attente importants qui en découlent, notamment lorsque les examens ne sont pas signalés comme urgents. Étant donné que les rendez-vous non urgents et non complexes peuvent être pris en charge par des médecins spécialistes en dehors de l'hôpital en fonction de la pathologie concernée, le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) s'est vu obligé de prioriser les examens relatifs aux cas complexes et aux urgences, assurant ainsi leur prise en charge sans exception des examens gastro-entérologiques. Cette procédure concerne actuellement 7 à 10 demandes par semaine en gastro-entérologie, ce qui représente moins de 5 % de l'ensemble des demandes.

L'hôpital informe que malgré les améliorations infrastructurelles et en ressources mises en œuvre, notamment par l'ajout d'un spécialiste supplémentaire par rapport à 2022 et des mesures d'optimisations qui devraient permettre de réaliser 800 examens de plus en 2023 par rapport à 2022 (en 2022, un total de 7.147 examens a été réalisé, comprenant 3.191 gastroscopies et 3.148 coloscopies), la demande en gastro-entérologie de consultations ambulatoires et d'examens ambulatoires continue d'augmenter.

Cette augmentation de la demande d'examens ne se limite pas à la gastro-entérologie, mais affecte également d'autres spécialités, notamment la cardiologie. Une mesure similaire a donc été mise en place. Dans le contexte de la cardiologie, 73 patients ont été renvoyés sur 6 mois sur 13.060 patients vus en consultation de cardiologie, ce qui correspond à 0,55 % et 4.269 demandes ont été adressées par des médecins externes dont 73 ont été refusées, ce qui correspond à moins de 2 %.

ad 2) Une mesure similaire à celle de l'hôpital précité n'a pas été renseignée par les autres hôpitaux.

ad 3) Le Ministère de la Santé a sensibilisé les acteurs à optimiser leur processus de prise de rendez-vous et de mettre en place une interaction entre les différents hôpitaux afin de pouvoir adresser au mieux les demandes d'examens urgents.

Il est à souligner que des rendez-vous non urgents peuvent également être pris en charge par des médecins spécialistes en dehors de l'hôpital en fonction de la pathologie concernée.

Calibrage des radars mobiles en cas de pluie | Question **8301** (11/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Code de la route gesäit vir, dass d'Vitesslimitatioun op den Autobunne bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat gëtt, well bei naasse Stroossen de Bremswee méi laang ass wéi op dréchene Stroosseverhältnissen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1380 hat de Mobilitéitsminister geschriwwen, dass „d'Schwellewäerter vun de mobille Radare gi systematesch ëmgestallt, wann d'Wiederkonditiounen dëst erfuerderen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Schwellewäerter vun de mobille Radare geännert? Mussen d'Polizisten dofir op d'Plaz, geet

dat mëttlerweil och schonn digital aus der Distanz oder mécht de Radar dat automatesch?

2. Bei wéi vill Nidderschlag ginn d'Schwellewäerter ugepasst?

Réponse (02/11/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Aktuell ass eng Ännerung vun de Vitesse-Schwellewäerter bei mobille Radaren, sief et automatesch oder aus der Distanz, net méiglech an d'Poliziste mussen heifir op d'Plaz fueren. Déi fix Radare kéinten technesch ugepasst ginn, mä dës Optioun gëtt awer net am Zesummenhang mat de Wiederkonditiounen genotzt. Dëst aus de Grënn op déi an der Fro zwee agaange gëtt. Do dernieft sief bemierkt, datt aktuell keng fix Radaren op Plazen installéiert sinn, wou d'Vitesse bei Nidderschlag vun 130 km/h op 110 km/h erofgesat ass.

ad 2. De Code de la route gesäit keng detailléiert Definitioun vum Nidderschlag vir, esou dass et am Ermiesse vum Beamten ass, fir situatiounsbedéngt ze appreciëieren, ob de Schwellewäert muss ugepasst ginn. Bei dëser Appreciatioun vun der Situatioun spillen e. a. folgend Facteuren eng Roll: d'Intensitéit vum Nidderschlag, den Zoustand deen Ament vun der Strooss an déi previsibel Dauer vum Nidderschlag.

Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | Question 8302 (11/09/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article récent du « Tageblatt », les bornes de recharge « Chargy » seraient atteintes d'un problème de réseau depuis des semaines. Conformément à l'article, le problème serait causé par les cartes SIM, qui n'arriveraient pas à se connecter au serveur, de façon à rendre une recharge des voitures électriques impossible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer les assertions relatées dans l'article en question ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont exactement les raisons ayant causé le problème de connexion des bornes de recharge au réseau mobile ?

3) Est-ce que des démarches ont déjà été entreprises pour remédier au problème ?

4) Dans quel délai une solution peut être envisagée ?

Réponse (12/09/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Oui, en effet le réseau de recharge Chargy a rencontré quelques problèmes de connectivité sur un certain nombre de bornes. Le réseau SuperChargy n'est pas concerné par ce problème de connectivité.

ad 2) Les problèmes proviennent d'une mise à jour faite sur un module de communication par le prestataire de service du réseau mobile responsable de la communication entre la borne et le système de supervision. Cette mise à jour a eu comme conséquence la perturbation de certaines connexions.

À noter que le problème n'a aucun lien avec la faillite du prestataire Powerdale ou avec la plateforme Nextmove, ni avec les bornes elles-mêmes.

ad 3) Oui. L'opérateur Chargy s'est tout de suite mis en contact avec les parties concernées afin de localiser la cause du problème et ainsi voir comment y remédier directement. En parallèle, l'opérateur Chargy travaille sur une solution alternative avec les mêmes parties

concernées dans le but de rendre l'infrastructure encore plus stable et d'éviter qu'une telle situation se reproduise.

ad 4) Les analyses sont encore en cours mais un correctif a été appliqué le 8 septembre par l'opérateur mobile et le réseau s'est stabilisé. D'ici quelques jours, le problème devrait être résolu et le réseau de recharge à nouveau opérationnel à 100 %.

Prise de rendez-vous au service de gastro-entérologie du Centre hospitalier de Luxembourg | Question 8303 (11/09/2023) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

Eisen Informatiounen no, vergëtt den CHL och op Ordonnance vum Dokter am Moment keng Rendez-vous méi fir Endoskopien a Koloskopien, well de Service vun der Gastroenterologie sengen eegenen Aussoen no total iwwerlaf ass. Aus der ZithaKlinik komme ganz änlech Informatiounen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt een am Moment an deenen zwou Kliniken trotz Ordonnance vum Dokter kee Rendez-vous fir eng Endoskopie oder eng Koloskopie kritt?

– Wa jo, firwat kréien d'Patienten kee Rendez-vous?

– Wat wëllt d'Regierung dogéint maachen?

2. Wat waren déi duerchschnëttlech Delaie fir gastroenterologesch an alle Kliniken an de leschten 2 Joer?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère géif am Kader vun dëser parlamentarescher Ufro betreffend d'Rendez-vousen am Spidol fir eng Endoskopie oder eng Koloskopie op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 8300 zum selwechte Sujet verweisen. Ergänzend ass ze soen, dass den Delai, fir ee Rendez-vous fir eng Endoskopie an engem Spidol ze kréien, vun der Urgence vun dëser Ënnersichung ofhänkt, déi op der Ordonnance ausgewise gëtt. Eng urgent Ënnersichung muss selbstverständlech kënne sou séier wéi méiglech gemaach ginn, wat net onbedéngt de Fall fir eng normal Kontrollënnersichung ass. Et ass net méiglech, en detailléierte Rapport mat den duerchschnëttleche Waardezäiten ze erstellen, well dës Delaieren en fonction vun den Disponibilitéiten vun den Dokteren an de verschiddene Spideeler variéieren.

Suppression de la ligne RGTR 179 | Question 8304 (11/09/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Opgrond vum Abroch vum Tunnel Schieburg am August 2022, war d'Zuchstreck tëscht Kautebaach a Clierf, mat kuerzen Ënnerbriechungen, elo iwwert ee Joer gespaart. Doropshin ass tëscht Ettelbréck a Clierf d'RGTR-Linn 179 agesat ginn, fir de Schinneverkéier op dëser Streck ze ersetzen. Zu de Stouss- a Schoulzäiten ass dës Linn bis dunn zweemol pro Stonn gefuer a war ëmmer gutt geféllt. Zemoos fir de Schülertransport huet d'Linn eng Entlaaschtung vun anere Linnen duergestallt. Insgesamt hu vill Leit dës Bus benotzt, net just weinst der Fermeture vun der Nordzuchstreck, mee och, well aner Busser op änleche Parcoursen dacks iwwerfëllt sinn. Zënter dem 10. September 2023 ass d'Zuchstreck tëscht Ettelbréck a Gouvy, no laangem Waarden, rëm voll befuerbar an d'RGTR-Linn 179 soll nees ofgeschaaft ginn.

An dësem Kontext wëlte mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Kann de Minister eis soen, wéi vill d'RGTR-Linn 179 an de leschte Méint benotzt ginn ass?

– Kann de Minister eis soen, ob iwwerpréift ginn ass, ob et méiglech wier, dës Linn, zousätzlech zum Zuchverkéier, oprechtzeerhalen?

• Wa jo, wäert dës Buslinn weider am Asaz bleiwen?

• Wann nee, besteet d'Méiglechkeet, d'Linn 179 trotz deem als Entlaaschtung fir de Schoultransport ze erhalen?

Réponse (26/09/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäerten Deputéierte schwätze mat dëser Fro d'Linn 179 un, déi eng zousätzlech Mesure war, déi vum RGTR am Kader vum Accident Tunnel Schieburg en place gesat gouf.

Et ass richtig, dass d'CFL an d'ATP deemools nom Äerd-rutsch schnell reagéiert hunn an zesumme kuerzfristeg zousätzlech Offere geschafen hunn. Fir dës Mesurë sinn och zousätzlech finanziell Mëttele vum Finanzministère accordéiert ginn. Wat den RGTR betrëfft, war déi gréisste Mesure d'Aféierung vun enger zousätzlecher Buslinn op der N7 vu Clierf op Ettelbréck, fir do dann d'Korrespondenz mam Zuch an d'Stad ze maachen a Form vun dëser Linn 179. Dës Offer hat den Zweck, fir d'Clientë vum Zuch ze transportéieren, well den Zuchersatzdëngscht eleng net duergaange wier, fir déi erwaarden Unzuel vu Clienten ze transportéieren. Ewéi déi éierewäerten Deputéierte richtig erkannt hunn, ass déi Offer gutt ugeholl ginn an huet domat hiren Zweck erfëllt. Wéi d'Zuchstreck nees konnt opgoen, war déi Linn net méi noutwenneg a gouf agestallt.

Hei d'Äntwerten op d'Froen:

– Op der Linn 179 waren d'Hallschent vun de Busse mat automateschen Zielmaschinen ausgestatt. Dofir gëtt et eng relativ gutt Iwwersiicht vun der Notzung vun der Linn. An der Moyenne sinn an de Spëtze-stonnen tëscht 7 an 8 Leit matgefuer. Zu den aneren Zäite waren d'Zuelen änlech. Et gouf awer Deeg, wou iwwer 30 Leit op eenzele Faarte gezielt goufen. Dat sinn elo zwar keng schlecht Wäerter fir eng regional Linn; et ass awer och elo kee Grund, d'RGTR-Offer permanent ze erhéijen, wann ee bedenkt, dass jo keen Zuch gefuer ass.

– Et gëtt e puer Argumenter, firwat dës Linn net weiderhi ka weiderlafen.

Meng Verwaltung fir ëffentlechen Transport huet keng Analys gemaach, dës Linn oprechtzeerhalen, well et sech hei ëm eng Mesure am Kader vun enger Reseau-stéierung handelt. Mir loosse dacks am Kader vu Perturbatiounen oder Chantiere vun enger grousser Envergue zousätzlech temporär Offere lafen, a stellen déi dann nom Ophiewe vun der Stéierung an.

An dësem konkrete Fall wier et och net méiglech, dës Linn einfach weider lafen ze loosse, well dat méi eng grouss Envergue géif ginn, an eng nei Ausschreiwung vun dëser Offer noutwenneg géif maachen. Am Finanzéierungsgesetz vum RGTR (Loi du 17 décembre 2021 relative au financement de l'exploitation des services publics d'autobus) ass dës Linn och net budgetiséiert a virgesinn. Si konnt just am Kader vun der Urgence esou schnell agefouert ginn. Den Exploitant huet vill Entrepreneursgeesch misse weisen, fir dës Linn kuerzfristeg an dunn iwwer ee Joer kënnen ze bedriewen.

Nieft den organisatoresche Consideratiounen gëtt et awer nach eng Rei Argumenter, déi géint d'Weiderfëiere vun der Linn schwätzen:



D'Linn 179 ass, ab Maarnesch, d'nämmlecht gefuer ewéi d'Linn 170 Huldang-Dikrech-Ettelbréck, an ass domat eng Parallelloffer zum RGTR op der N7 an zur Zuchstreck. Et besteet mat der Linn 170 eng Offer am Hallefstonnetakt tëschent 4.13 Auer an 9.13 Auer, an dann nees vu 15.13 Auer bis 19.13 Auer (Richtung Ettelbréck); a vu 5.50 Auer bis 9.50 Auer respektiv 15.50 Auer bis 19.50 Auer. De Rescht vun der Zäit firt de Bus am Stonnetakt. Dat ass eng Offer, ewéi se op all Haaptachs am Land ugebuede gëtt an entsprécht och der Demande.

De Schoultransport ass onofhängeg vum RGTR-Reseau ze betruechten, well et gëtt eng parallel Busschouloffer. Falls e Bedarf während der Schoulzäit besteet, wäert an der Offer vum Schoultransport reagiert ginn.

Fir eng zousätzlech Linn besteet den Zuelen no keng Noutwennegkeet.

Prise de rendez-vous au département de cardiologie du Centre hospitalier de Luxembourg | Question 8305 (11/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Patienten, déi eng kardiologesch Ënnersichung verschriww kreien, ginn am CHL aktuell zeréckgewisen, well d'Kapazitéiten duerch eng erhéicht Demande iwwerlaff sinn an duerfir just nach schwéier a komplex Fäll, déi eng héich Spezialisatioun erfuerderen, ugeholl ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Op wéi enger interner Uweisung berouen dës Refusen? Wéi goufen d'Kritären definéiert, fir iwwert d'Akzeptanz vun engem Patient ze decidéieren a wéi muss ofschléissend doriwwer befannen?

2. Wéi vill Patienter ware säit dem 1. Januar 2023 vun dëser Decisioun betraff an u wéi eng alternativ Aariichtunge kënnen si sech adresséieren?

3. Säit wéini besteet dës Situatioun? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang d'Zuele vun den Demandé fir kardiologesch Ënnersichungen a Behandlungen aus dem Zäitraum 2010 bis 2023 matdeelen an d'Zuel vun den Demandé pro Dokter während der genannte Jore präziséieren?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministère de la Santé

Ech erlabe mir, bei dëser Question parlementaire op d'Äntwerten zu de parlamentareschen Ufroen N° 8300 an 8303 ze verweisen, déi allebéid déi selwecht Problematik betreffen.

Déclaration de postes vacants auprès de l'ADEM | Question 8306 (12/09/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Op der Websäit vun der ADEM kann een noliessen, dass am Prinzip all oppen Aarbechtsplaz bei der ADEM muss gemellt ginn:

„Gemäß der luxemburgischen Gesetzgebung und im Interesse eines funktionierenden Arbeitsmarktes muss jeder Arbeitgeber, der eine freie Stelle zu besetzen hat, eine Stellenmeldung bei der ADEM einreichen.“

D'Ausschreibung vun enger Plaz bei der ADEM ka souwuel fir Patronen, wéi och fir déi Aarbechts-sichend, verschidde finanziell Virdeeler mat sech bréngen. Wann eng Plaz awer net bei der ADEM gemellt gouf, kënnen dës Virdeeler net geltend gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill oppe Stelle goufen an deene vergaangene 5 Joer (opgeléicht pro Joer) bei der ADEM gemellt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel un oppene Stelle* bei der ADEM iwwert déi vergaangene 5 Joer entwéckelt (opgeléicht pro Joer, all Kiéiers um Enn vum Kalennerjoer)?

* (also d'Zuel vum besteende Stock un Aarbechtsplaze minus d'Zuel u verschwonnenen/attribuée Stelle plus d'Zuel un Neiausschreibungen)

3. Wéi vill Affiliatiounen (déclaration d'entrée pour salarié du secteur privé) goufen an deene vergaangene 5 Joer (opgeléicht pro Joer) bei der CCSS gemaach?

4. Existéiert eng Schätzung bei de Ministère, wéi vill Plazen am Duerchschnitt pro Joer net bei der ADEM ausgeschriww ginn an direkt besat ginn?

Réponse (09/10/2023) de **M. Georges Engel**, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Als Äntwert op d'Froen 1-4 fannt Dir ënnendrénnere déi néideg Zuelen.

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aides pour les propriétaires forestiers | Question 8307 (12/09/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

De „règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier“ an de „règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers et modifiant le règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel“ gesinn Aidé fir Bëschbesëtzer vir, déi hire Bësch wëllen nei opforsten, ë. a. fir se méi resistent géint de Borkenkäfer oder ganz generell géint de Klimawandel ze maachen.

Eisen Informatiounen no gëtt et bei der Ausbezuellung vun den Aiden engersäits grouss Retarden. Op der anerer Säit sollen eng ganz Rei Aiden zwar accordéiert, mee net vun der Naturverwaltung ausbezuel gi sinn, mam Argument, de betreffende Budget wier opgebraucht. Am concernéierte Gesetz, bzw. an de RGDen steet effektiv dran, dass d'Subsiden nëmme soulaang kënnen ausbezuel ginn, wéi och e Budget do ass. Bei de private Bëschbesëtzer, déi hir Projete mussen virfinanzéieren, gëtt et dowéinst eng grouss Onsécherheet.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch d'Retarde beim Ausbezuellung vun de Primme bestätegen?
– Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Retarden?

2. Kann d'Madamm Ministesch bestätegen, dass de betreffende Budget schonn ugangs September opgebraucht war?

3. Wéi vill Demandé fir Subsiden aus dem Joer 2023 stinn nach aus? Ëm wéi ee Betrag geet et do?

4. Wéini ginn déi Aiden, déi an de leschte Méint accordéiert goufen, ausbezuel?

5. No wat fir Prioritéit gëtt d'Waardelëscht opgeschafft? Wéi gëtt gereegelt, wien als éischt d'Subsiden ausbezuel kritt? Geet et do nom Prinzip „first come, first served“?

6. Wat geschitt mat den Demanden, déi nach bis Enn vum Joer agereecht ginn?

7. Ass d'Regierung der Meenung, dass de Budget fir ökologesch Moossnamen an de Bëscher muss gehéicht ginn?

8. Gedenkt d'Regierung an Zukunft de System vum Ausbezuelen ze chängéieren, soudass d'Rechnungen direkt vun de staatlechen Institutionen iwwerholl ginn, fir esou d'Proprietären ze entlaaschten?

Réponse (24/10/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Bësch ass ee vun eise wichtegsten Ökosystemer hei zu Lëtzebuerg an en erfëllt fir eis Mënsche vill Dëngschtleeschungen. De Bësch ass eng vun de Grondlage vun eiser Liewensqualitét: e filtert eis Loft, rengelt a späichert eise Waasser, hien ass Liewensraum vun Déieren a Planzen, en ass eng beléifte Plaz fir eis ze erhuelen. E produzéiert en natierlecht Baumaterial, hëlleft, eise Klima ze reguléieren a späichert grouss Quantitéit vu Kuelestoff. De Bësch ass ouni Zweifel, nieft all sengen anere Funktiounen, eise beschten natierleche Partner am Kader vun der Bekämpfung vun der Klimakris.

Mir stellen awer fest, dass de Bësch selwer och ënnert der Klimakris leit; dat weist eis den Zoustand vun de Beem am Bësch. De Bëschzoustand ass awer keng Fatalitéit, gradesou wei den Dereglement vum Klima keng Fatalitéit ass. Mir mussen méigleseg fueren: engersäits muss ee bei den Ursachen usetzen, z. B. de Loftemissiounen, anerersäits muss een d'Bëschgestioun upassen.

Hei huet d'Regierung sech ambitiéis Ziler gesat an an deene leschte Joren och erreecht. An esou muss et och virgoen: nieft der Bekämpfung vun den Ursaache mussen mir eis dofir asetzen, dass esou e wäertvolle wéi komplexe System wéi de Bësch sech méiglechst gutt upasst a méi resilient (widerstandsfäeg) gëtt.

De Bësch ass en natierleche System, deen sech nëmme lues un extern Verännerunge wéi de Klimawandel upasst. E brauch Honnerte vu Jore fir sech unzupassen a gesäit warscheinlech duerno anescht aus, wéi mir en haut kennen. Déi Entwécklung mussen mir sou gutt et geet ënnerstëtzen, wa mir an déi folgend Generatiounen weider vu senger Virdeeler an Dëngschtleeschungen (Biodiversitéit, Grondwaasserqualitét, Holziwwerant, Erhuelungsraum asw.) profitéieren wëllen.

Déi weider Entwécklung vun eise Bëscher läit an der Hand vu ville verschiddenen Acteuren, déi Bëschbesëtzer:innen oder -gestionnaire:innen sinn. Engersäits brauch een dofir ee Reegeliwerk fir den Ëmgang mat de Bëscher; dës ass mam neie Bëschgesetz opgestallt ginn, dat den 1. Oktober 2023 a Kraaft getrueden ass. Anerersäits brauch een en attraktive Subsiden- a Primmeregime, fir d'Bëschgestioun ekonomesch wéi och ökologesch attraktiv ze gestalten; och dës läit vir, hei e puer Präzisiounen dozou:

– D'Primm vum Klimabonusbësch (Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2021), ass eng am Joer 2021 vun der Regierung nei geschafte Primm fir d'Privatbëschproprietären:innen. D'Primm viséiert déi resilient naturno Bëscher, well déi ökologesch Servicer liwweren, vun deenen déi ganz Bevëlkerung profitéiert, dorënner och d'Ofpuffere vun den Effekter vum Dereglement vum Klima. Dës Primm ass en Deel

vun eiser Klima-Upassungsstrategie a gëtt iwwert de Klima- an Energiefong ausbezuelt.

– D'Bëschesubsiden existéieren zanter 1995. Dat respektiivt groussherzoglecht Reglement huet iwwer d'Zäit changéiert. Aktuell gëllen d'Konditiounen vum groussherzogleche Reglement vum 3. Mäerz 2022. An de Genoss vun dëse Subside komme souwuel privat wéi ëffentlech Bëschesëtzer:innen. Dës Subside cibléieren aktiv Ëmsetzungsmaassnamen an der Bëschesgestioun, fir de Bësche nei unzeplanzen, ze protegéieren, ze restauréieren, ze erhalen asw., awer och, fir d'Bëschesgestioun ze plangen an duerchzuféieren. Dës Subside ginn iwwert den ordinäre Budget ausbezuelt, mä genee iwwert den Article budgétaire 52.2.53.020 am Budgetgesetz. Dësen ass „non limitatif“ a „sans distinction d'exercice“, wat bedeit, datt en Depassement kann ugefrot an accordéiert ginn. Reegelméisseg gouf an der Vergaangenheet een Depassement fir d'Bëschesubsiden ugefrot an accordéiert. Dat ass awer net alljoers néideg, well d'Demande vun deene Subside vu Joer zu Joer staark variéiert an net previsibel ass. Si hänkt z. B. vun der phytosanitärer Situatioun vum Bësche of (z. B. Borkenkäferbefall). De genannte Budgetartikel dréit d'Variabilitéit Rechnung. En Depassement unze-froen ass eng ganz normal staatsintern administrativ Prozedur a geet an der Reegel séier; dofir kënn et doduerjer net zu Verzögerungen beim Ausbezuelen vum Subsid. Fir d'Joer 2023 gouf esou en Depassement ugefrot an accordéiert.

Dës Hëllef ginn ëmmer méi an Usproch geholl, wéi och déi follgend Tabell weist:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 1. Nee, et gouf keng Retarde beim Ausbezuelen.

ad 2. Ugangs September ass festgestallt ginn, datt déi reservéiert Enveloppe budgétaire fir 2023 net géif duergoen an et gouf dowéinst een Depassement vum Budget ugefrot an accordéiert; de Budget ass dohier net opgebraucht.

ad 3. Vu datt den Depassement fir 2023 approvouéiert ginn ass, kann all accordéiert Demande no de géltege Reegelen ausbezuelt ginn.

ad 4. D'Aid ginn, esou wéi d'Gesetzgebung dat virgesäit, no Finalisatioun vun den Aarbechten ausbezuelt.

ad 5. Et gëtt weeder eng Waardelëscht nach eng Prioritéitelëscht, dës wär nämlech konträr zum Prinzip vum der Gläichbehandlung.

ad 6. Dës Demandé gi wéi all anerer traitéiert. Vu datt d'Hëlfeferen eréischt no den Aarbechten ausbezuelt ginn, kann een haut nach näischt dozou soen, aus wéi engem Joresbudget se ausbezuelt ginn.

ad 7. Jo. An déi Meenung huet och hir Zoustëmmung vun der Chamber fonnt a spigelt sech och am Budget pluriannuel erëm: Doranner ass nämlech virgesinn, de järeche Budget fir d'Bëschesubsiden all Joer ëm 200.000 EUR fir d'Joren 2024, 2025 an 2026 par rapport zum Virjoer ze erhéien.

ad 8. Nee, d'Regierung denkt net drun, de System vum Ausbezuelen an Zukunft ze changéieren, well de besteende System gutt funktionéiert.

Durée des incapacités de travail | Question 8308 (12/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS huet am Joer 2022 ronn 1.037.000 Krankeschäiner traitéiert. Dat ass e Plus vun 30 % par rapport zu 2021. Dës Zuel setzt sech aus den Accidents de travail, de Krankeschäiner wéinst Krankheet an de Krankeschäiner wéinst Covid-19 zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi laang war den Duerchschnëttskrankeschäin an de leschte 6 Joer, opgelëscht pro Joer (eng Kéier jeeweils op Maladie, Maladie Covid-19 an Accident de travail opgedeelt an eng Kéier zesumme gezielt)?

2. Wéi laang war den Duerchschnëttskrankeschäin an den éischte 6 Méint 2023 (eng Kéier jeeweils op Maladie, Maladie Covid-19 an Accident de travail opgedeelt an eng Kéier zesumme gezielt)?

Réponse (31/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Duerchschnëttsdauer, déi an Deeg ausgedréckt ass, vun de Krankeschäiner vun de Privatsalariéen, opgedeelt op 3 verschidden Aarte vun Absencen: d'Krankheet ouni Covid-19, d'Krankheet Covid-19 an d'Absencen duerch en Aarbechtsaccident fir d'Joren 2017 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Den Tableau 2 weist d'Duerchschnëttsdauer, déi an Deeg ausgedréckt ass, vun de Krankeschäiner vun de Privatsalariéen, opgedeelt op 3 verschidden Aarte vun Absencen: d'Krankheet ouni Covid-19, d'Krankheet Covid-19 an d'Absencen duerch en Aarbechtsaccident fir déi éischt Hallschent vum Joer 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Projet de construction d'un hélicoptère privé à Urselt/Clervaux | Question 8309 (13/09/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Le village d'Urselt est concerné depuis un certain temps par un projet de construction d'un hélicoptère privé pour un hôtel. L'autorisation de construction a déjà été accordée par l'ancien bourgmestre de la commune de Clervaux, mais selon nos informations, le projet n'aurait pas encore obtenu toutes les autorisations étatiques nécessaires. Le projet continue par ailleurs à défrayer régulièrement l'actualité régionale et a également été à l'ordre du jour de la séance du conseil communal de Clervaux du mois d'août 2023. Il semblerait que tou.te.s les représentant.e.s du nouveau conseil communal s'opposent désormais à la construction de l'hélicoptère, mais que l'interprétation des moyens d'agir diffère. Selon nos informations, un projet de motion visant à inviter le Collège échevinal à initier une modification ponctuelle du PAG afin d'interdire explicitement la construction d'hélicoptères dans la zone concernée voire sur tout le territoire communal, fut finalement retiré de l'ordre du jour en vue de clarifier la situation juridique en vue de la prochaine séance du conseil communal prévue le 29 septembre 2023.

En effet, certain.e.s élu.e.s ainsi que le nouveau bourgmestre, se basent sur une interprétation large des prescriptions du nouveau Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Clervaux – approuvé par le Ministère de l'Intérieur en mars 2023 – pour argumenter qu'au vu du PAG, qui ne mentionne pas expressément la possibilité de mise en place d'un aérodrome/hélicoptère dans la zone visée, le permis de construire accordé par le bourgmestre précédent, serait non conforme à la loi et devrait être soit retiré soit annulé. D'autres élu.e.s font par contre une interprétation plus restrictive des dispositions du PAG et argumentent que les règles urbanistiques liées à la zone concernée permettent la construction d'une telle construction parce qu'elles n'interdisent pas expressément la construction d'un aérodrome/hélicoptère, que

l'autorisation de construire était donc conforme et que, partant, seule une modification ponctuelle du PAG introduisant l'interdiction explicite d'un aérodrome/hélicoptère pour cette zone, permettrait à la commune de s'y opposer.

Face à ces argumentations diamétralement opposées, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'une ou l'autre de ces deux argumentations relatives à l'interprétation des prescriptions urbanistiques communales, respectivement nous donner une interprétation propre en amont du prochain conseil communal du 29 septembre 2023 ?

2) En cas de confirmation de l'approche d'une lecture stricte des dispositions réglementaires et légales visées et au vu du risque d'une multiplication des demandes d'hélicoptères privés dans nos communes, Madame la Ministre, ne considère-t-elle pas utile de modifier les dispositions légales afférentes de manière à ne pas permettre la construction d'hélicoptères partout où celle-ci n'est pas explicitement interdite ?

3) En cas de réponse négative à la question 2, Madame la Ministre invitera-t-elle au moins les communes luxembourgeoises à analyser la nécessité éventuelle d'une modification ponctuelle de leur PAG afin de limiter ou d'interdire la mise en place d'hélicoptères privés sur le territoire communal ?

Réponse (13/10/2023) de **Mme Taina Boffending**, Ministre de l'Intérieur

Il me revient qu'en date du 4 septembre 2023, les autorités communales de Clervaux ont décidé de procéder au retrait de l'autorisation de construire N° 6/2022-2022 0045 portant sur l'aménagement d'une hélistation sise à L-9774 Urselt, t'Schlass.

J'estime, par conséquent, que la question de savoir comment interpréter le Plan d'aménagement général (« PAG ») de la commune de Clervaux à cet égard en vue de l'établissement d'une hélistation privée est devenue, de ce fait, sans objet.

Je n'envisage pas d'inviter les communes à revoir leur PAG en vue de réglementer l'établissement d'hélistations privées sur leur territoire alors qu'il appartient aux communes en vertu de l'autonomie communale de décider souverainement et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain si elles envisagent d'adapter leur PAG dans ce sens.

Impact d'un jugement de la Cour administrative concernant les PAG | Question 8310 (13/09/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro 3878 huet d'Madamm Minister d'Rechtsméissegkeet vun hiren Interventiounen bei de Gemengen am Virfeld vun der Approbatioun vum jeeweilege PAG betount. Och géif esou eng Interventioun net géint d'Autonomie vun de Gemengen verstoussen. Dës Interpretatioun gouf duerch e rezent Urteel vum Verwaltungsgericht (48500C) allerdéngs widderluecht:

„Force est de constater en l'occurrence que l'acte litigieux est particulier à plusieurs égards. D'une part, d'un point de vue procédural, s'il a été pris par le Ministère de l'Intérieur au courant et dans le contexte de la procédure d'élaboration du PAG et avant l'intervention de l'acte final prévu par l'article 18 de la loi du 19 juillet 2004 et si a priori il a les apparences d'un acte préparatoire, il n'en reste toutefois pas moins qu'il ne

se situe pas dans le cadre de la procédure d'élaboration du PAG telle que prévue par la loi du 19 juillet 2004, dans la mesure où il n'est, en tant que tel, pas prévu par ladite loi, qui n'envisage pas une telle intervention préalable du Ministre de l'Intérieur et en l'occurrence ne lui accorde pas le pouvoir de donner aux communes des instructions en amont quant au sort à réserver au projet d'aménagement général et qui ne lui accorde pas un pouvoir décisionnel autre que celui envisagé par l'article 18 de la loi du 18 juillet 2004."

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Madamm Minister aus deem entsprechenden Urteel?

2. Ass d'Madamm Minister net der Meinung, dass d'Urteel hir Kontroll op d'Legalitéit vun der Prozedur limitéiert, an dass si a kengem Fall ee Refus op Basis vun enger Kontroll vun der Opportunitéit dierf huelen?

3. Ass et konform mat de rechtsstaatleche Prinzipien, wann d'Kontrollfunktioon och hir eegen Interventionen ëmfaasst an domat ee massiven Interessenkonflikt entsteet?

Réponse (10/10/2023) de Mme Taina Bofferdin, Ministre de l'Intérieur

Als éischt wëll ech nach eemol drun erënneren, dass meng Recommandatioun un d'Gemeng, e komplementare Vott am Kader vun der Refonte vun hirem allgemenge Bebauungsplang (PAG) ze huelen, sech op en Urteel²⁸ vum Verwaltungsgeriicht baséiert, dat sou eng Virgoensweis als eng „façon régulière et efficace, voire souhaitable dans le cadre d'une bonne administration“ qualifizéiert huet. D'Gemeng bleift hei souverän a kann am Kader vun hirem Gemengenautonomie entscheiden, ob si sou enger Recommandatioun nokënnert oder net.

D'Urteel vun der Cour administrative, dat den Deputéierten zitëiert, betrëfft ausschliesslech d'Ufegbarkeet vum Courier, deem ech der Gemeng zoukomme gelooss hunn a mat deem ech hir recommandéiert hunn, e komplementare Vott ze huelen.

An éischter Instanz hat d'Verwaltungsgeriicht²⁹ déi besote Recommandatioun vun der Inneministesch un d'Gemeng als e rengen „acte préparatoire“ qualifizéiert, deen een net separat kann usichen. D'Riichter aus zweeter Instanz sinn awer zur Schlussfolgerung komm, dass sou e Courier eng administrativ Decisioun ass, déi kann ugefecht ginn.

Aus dem uewe genannten Urteel geet deemno net ervir, dass sou e Schreiwes, wat enger Gemeng recommandéiert, e komplementare Vott ze huelen, eng illegal Praxis wier.

Évaluation du cours « Vie et société » | Question 8311 (13/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Mat der Aféierung vum Cours „Vie et société“ an de Schoulen, gouf simultan matgedeelt, dass no enger gewësser Zäit eng Evaluatioun vun deem Cours géif gemaach ginn, an dat andeem de Conseil des cultes conventionnés reegelméisseg punkto reliés a philosophesch Froe géif consultéiert ginn. An der Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg steet am Art. 12: „La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.“

An deem Zesummenhang géif ech gär dem Här Educationminister folgend Froe stellen:

1. Bis dato ass, menges Wëssens, nach keng Analys vum „Vie et société“-Cours verëffentlecht ginn. Ass eng an der Maach? Wa jo, wéini gëtt déi publizéiert? Wann nee, firwat net?

2. Ginn déi verschidde reliés Kierchen a Communautéiten (Conseil des cultes conventionnés) reegelméisseg zu den Entwécklungsebene consultéiert? Wa jo, ënnert wat fir enger Form? Wann nee, firwat net?

Réponse (12/10/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richtig, dass keng Analys vum Fach „Vie et société“ (VIESO) verëffentlecht gouf.

Am Joer 2017 gouf eng intern Ëmfro duerchgefëhrt, fir en Iwwerbléck iwwer den Erfolleg vum Fach ze kréien a feststellen, wou Verbesserungspotential bestoe géif. Am Utschloss goufen ë. a. all d'Materialien zum Cours fir den Enseignement fondamental an den Enseignement secondaire iwwerschaaft, fir méi no un d'Besoinen vun den Enseignanten ze kommen. Dës Ëmfro war awer net representativ, sou dass se just fir intern Zwecker benotzt gouf.

Eng méi breet Analys gouf am Joer 2019 geplangt, huet awer duerch d'Covidsituatioun net méi wéi virgesinn duerchgefouert kënne ginn.

Den 19. Oktober 2023 ass fir d'éischte Kéier zanter dem Lancement vum Fach ee „VIESO-Dag“ fir all VIESO-Enseignanten a -Enseignanteën aus de Secondaireeschoule geplangt. Dës Gedankenaustausch ass de Startschoss fir eng méi ëmfaassend Analys vum Fach VIESO am Lëtzebuurger Schoulsystem.

Et sief nach ernimmt, dass d'Programmkommissiounen vum Fach plangen, e schoulformiwwergräifenden Aarbechtsgrupp anzesetzen, dee mat der Iwwerarbechtung vum Rahmenlehrplan befaasst gëtt.

ad 2. Den Austausch mat Lëtzebuurger Reliönscommunautéiten a Kulte gouf ufanks gefleegt, huet sech awer mat de Jore verlaf. Zanterdem dass d'Fach VIESO méi a méi als reguläert Schoulfach betruecht gëtt an déi vermeintlech Sonderstellung méi an den Hannergrond getrueden ass, ass och den Austausch mat de verschidde Reliönscommunautéiten an den Hannergrond getrueden. Dobäi muss och gesot ginn, dass et an de leschte Jore keng Ufro méi gouf fir weider Consultatiounen.

Den Educationminister verschléisst sech net engem Echange mat gesellschaftlechen Acteuren am Kader vun der Entwécklung vun Programmer a Léiermaterialien, allerdéngs mussen dobäi pädagogesch Aspekter an d'Zilsetzung vum Léierplang agehale ginn.

Éducation à la sexualité | Question 8312 (13/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De Sexualunterrecht fir behënnert Kanner kann opgrond vun hire spezifesch Bedierfnesser Problemer mat sech bréngen. Oft sinn d'Léiermaterialien an d'Unterrechtsmethoden net dem kognitiven Entwécklungsstadium an de Kommunikatiounsméiglechkeeten vun dese Kanner ugepasst. D'Léierpersounen an d'Educatoren si méiglecherweis net ëmmer genuch op dës delikat Erausforderung virbereet. Eng aner Gefor besteet doran, dass d'Elteren oder d'Betreier vun dese Kanner net genuch, wann iwwerhaapt, an d'Planung an d'Duerchféierung vun deem Unterrecht abezu ginn oder dass hir grondsätzlech Bedenke géint

Sexualunterrecht oder verschidde Formen oder Inhalter vun deem Unterrecht net respektéiert ginn.

Lëtzebuerg, wou de Sexualunterrecht am Secondaire eng éischter marginal Roll spillt, bleift vun deem Problemfeld net onberéiert. Dat beweist e rezente Fall aus dem „Centre pour le développement intellectuel (CDI) – Annexe Differdange“, wou engem Grupp vu 15-järeg Kanner mat Behënnerung vun enger Infirmière (oder vun e puer Infirmièren) eng Form vu Sexualunterrecht erdeelt gouf, déi, sou ass eis zu Quere komm, bei op d'mannst engem vun dese Kanner zu enger séilecher Traumatiséierung gefouert huet. Bei deem Sexualunterrecht goufen de Kanner net just Zeechnunge vun alle Form vu Geschlechtsverkéier a vun de verschidde Stellungen beim Geschlechtsverkéier gewisen, an dat op eng besonnesch explizitt Aart a Weis, mee et gouf hinnen (wéi een am „Bilan de fin d'année scolaire 2022-2023“ noliese kann), och „Spiller“ ugebueden, woubäi an der betreffender Broschür awer net steet, ëm wéi eng „Spiller“ et sech dobäi handelt.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, dass den Inhalt an d'Unterrechtmaterialie vum Sexualunterrecht am CDI Annexe Differdange mam Educationminister ofgeschwat goufen? Wa jo, opgrond vu wéi enge Kritäre gouf dësen Inhalt an dat betreffend didaktesch Material guttgeheescht?

2. Wéi eng pädagogesch Iwwerleeunge stinn hanner dem Tatsaach, dass dës Form vun „explizitem“ Sexualunterrecht an engem Kompetenzzentrum kann ugebuede ginn, awer net an de klassischen oder technesch Lycéien?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Infirmière bzw. d'Infirmièren, déi dese Sexualunterrecht duerchgefouert huet/hunn, speziell op dës Form vun Unterrecht virbereet gouf(en)? Wa jo, goufen hir Kenntniss a pädagogesch Kompetenze vun enger staatlecher Instanz iwwerpréift? Wa jo, ëm wéi eng staatlech Instanz handelt et sech dobäi?

4. Kruten d'Eltere vun de behënnerte Kanner am Virfeld vum Sexualunterrecht d'Inhalter bzw. dat „didaktesch Material“ gewisen? Wann nee, firwat goufen den Elteren dës Informatiounen virethalen?

5. Gëtt dës Form vu Sexualerzéiung och an anere Kompetenzzentren duerchgefouert? Wa jo, hunn d'Elteren d'Méiglechkeet, hir Kanner aus dese „Coursen“ erauszehuelen? Wa jo, wéi oft ass dat an de leschten 3 Joer geschitt?

6. Geet den Här Minister net dervun aus, dass sexuell Opklärung primär eng Aufgab vun den Elteren, an net vum Staat ass?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et ass essenziell ze erkennen, dass jonk Leit mat enger Behënnerung déi selwecht Bedierfnesser, Wënsch a Rechter hu wéi aner jonk Leit, wann et ëm Sexualitéit an intim Bezéiunge geet. Allerdéngs gëtt et dacks Barrieren a spezifesch Erausforderungen, deene jonk Leit mat enger Behënnerung begéine kënnen. Dozou gehéieren, ënnert anerem, Virurteeler a sozial Stereotypen, kierperlech oder kognitiv Barrieren esouwéi en Zougang zu Informatiounen. An et ass grad zu deem leschte Punkt wou d'Schoul ka bäidroen, méi Gläichheet tëscht de Schüler ze schafen.

ad 1. Nom Prinzip vum der Subsidiaritéit an ugepasst un déi respektiv Programmer aus dem Enseignement secondaire bitt de Centre pour le développement intellectuel (CDI) fir d'Fach Vie et société ënnert anerem ee Cours mam Thema Éducation à la vie affective et sexuelle fir jonker ab 13 Joer un.

²⁸ Urteel N° 15435 vum Verwaltungsgeriicht

²⁹ Urteel N° 44899 vum Verwaltungsgeriicht

ad 2. D'Éducation à la vie affective et sexuelle ass och e Sujet an de Programmer vum Enseignement secondaire, ë. a. am Fach Vie et société an och an de Sciences naturelles.

Sexualunterricht ass „par essence“ explizit. Dofir ass et wichteg, datt grad Jonker mat enger kognitiver Beanträchtegung unhand vun enger differenzierter Approche un d'Theema Éducation affective et sexuelle erugefouert ginn.

ad 3. Am Fach Vie et société gëtt d'Theema Éducation à la vie affective et sexuelle vun den Titulaires de classe mat der Ënnerstëtzung vun Infirmière gehalen. Dës Zesummenaarbecht vun zwee Spezialiste garantéiert, datt am CDI déi spezifesch medezinnesch Inhalter mat enger adaptéierter Methodik ugebuede ginn an déi Jonk mat der néideger Professionalitéit un dëst sensibelt Theema erugefouert ginn. Infirmière hunn extensiv Kenntniss vum der Physiologie a vu sexueller Gesondheet, wat hinnen et erlaabt, korrekt, evidenzbaséiert Informatiounen ze liwweren. Infirmière kënnen spezifesch medezinnesch Froen betreffend Contraception, sexuell iwwerdrobar Krankheeten a kierperlech Verännerunge beäntweren.

ad 4. D'Eltere sinn am Virfeld iwwert de Wee vum Carnet de liaison informéiert ginn, wéini d'Theema Éducation affective et sexuelle am Fach Vie et société ënnerriicht gëtt.

ad 5. Och an anere Kompetenzzentren ginn dës Themen ënnerriicht. Wéi schonns erwänt ass et wichteg, datt och Jonker mat spezifesch Besoinen eng Sexualerzëhung kréien. Selbstverständlech gëtt am Dialog mat den Elteren d'Noutwendegkeet vun der Sexualerzëhung thematiséiert.

ad 6. Bei der sexueller Opklärung, ee klengen Deel vum Cours Éducation affective et sexuelle, solle beschtefalls d'Schoul an d'Elterehaus gemeinsam an der Verantwortung stoen. Duerfir bitt d'Equipe aus dem CDI, déi de Cours hält, och den Austausch mat den Elteren un. Doriwwer eraus stinn och Pädagogen a Psychologen aus dem CDI den Eltere bei dësem sensibelen Thema zur Säit, fir si ze beroden an ze ënnerstëtzen.

Congé pour raisons familiales | Question 8314 (14/09/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

De Congé pour raisons familiales kann am Fall vun enger Krankheet vun engem Kand vun engem Elterendeel geholl ginn, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt, fir d'Betreiung vum Kand ze garantéieren.

D'Dauer vum Congé pour raisons familiales hänkt vum Alter vum Kand of. Sou kann een op guichet.lu liesen:

1^{re} tranche d'âge : Enfant âgé de 0 à moins de 4 ans accomplis : 12 jours de congé par enfant

2^e tranche d'âge : Enfant âgé de 4 ans accomplis jusqu'au jour précédant son 13^e anniversaire : 18 jours de congé par enfant

3^e tranche d'âge : Enfant âgé de 13 ans accomplis à 18 ans accomplis et hospitalisé : 5 jours de congé par enfant en cas d'hospitalisation

An deem Sënn kënnen d'Eltere bis zu hirem Kand sengem 13. Gebuertsdag de Congé pour raisons familiales huelen, wann d'Kand krank an doheem ass. Ab sengem 13. Gebuertsdag bis zu sengen 18 Joer, hunn d'Elteren dann nëmmen nach d'Rescht op de Congé pour raisons familiales, wann hiert Kand hospitaliséiert ass.

Dëst kann awer problematesch sinn, zemoos wann d'Kand réischt 13 Joer huet an d'Elteren sech net

kënnen de Congé de récréation huelen, fir mat ëm doheemzebleiwen, dëst wëll se en duerch organisatoresch Grënn am Betrib net accordéiert kréien oder just, well se keng Deeg vum Congé de récréation méi iwwreg hunn. Och hunn d'Elteren oft keng Méiglechkeet, fir eng aner Persoun, zemoos kuerzfristeg, ze fannen, déi mam Kand doheembleift.

An der Fonction publique beneficiéieren d'Employéë vum sougenannte Congé social. Mam Congé social huet een, dee ganzdaags schafft, 24h respektiv 12h fir een, deen hallefdaags schafft, zegutt, an dëst all 3 Méint.

An deem Kontext wëilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung net der Meenung, dass een e Congé ënner gewësse Konditiounen sollt virgesinn och oder grad, wann d'Kand net hospitaliséiert ass?

2. Kéint een de Congé social net och virgesi fir déi Leit, déi am private Secteur schaffen?

Réponse (05/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den Dispositif vum Congé pour raisons familiales (CPRF) ass als Spezialcongé an den Artikelen L.234-50 bis L.234-54 vum Aarbechtsgesetzbuch (Code du travail) definéiert a gereegelt.

De Code gesäit och vir, datt eng Verlängerung méiglech ass am Fall vun enger „maladie ou [...] une déficience d'une gravité exceptionnelle“, déi an engem groussherzogleche Reglement definéiert sinn. Enner anere ass bei enger Hospitalisatioun vun op d'mannst 2 Wochen oder bei enger Kriibserkrankung esou eng Verlängerung méiglech.

Dëst Reglement stamt ursprénglech aus dem Joer 1999. Fir datt dës Dispositiounen besser un déi aktuell an zukünfteg Besoinen alignéiert sinn, hunn de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an de Ministère fir sozial Sécherheet eng Revisioun vun den Dispositiounen lancéiert gehat. Dës Aarbechte sinn nach amgaangen a betreffen esouwuel déi legal ewéi déi reglementaire Dispositiounen.

Dobäi ass enner anere virgesinn, eng méi grouss Flexibilitéit ze erméiglechen a Fäll, wou eng Presenz vun den Elteren néideg ass am Krankheitsfall vun engem Kand.

ad 2. Zousätzlech zu den Aarbechten, fir den Dispositif vum CPRF ze iwwerschaffen, gouf fir déi genannte Fäll eng weider Mesure am Aarbechtsgesetzbuch agefouert. Esou huet de Ministère fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft de Gesetzesprojet N° 8016 ausgeschafft, deen den 11. Juli 2023 unanime an der Chambre des Députés gestëmmt gouf an den 21. August 2023 a Kraaft getrueden ass.

D'Gesetz vum 15. August 2023³⁰ gesäit am Fong 2 nei Congéé vir.

Den éischten ass de „congé d'aidant“. Hei handelt et sech ëm e Congé vu 5 Deeg pro Joer, deen de Salaré kann huelen, fir e Familljemember ze fleegen, wann

dëse méi schwéier krank ass an Hëllef brauch. Dorënner falen d'Kanner, de Papp an d'Mamm oder de Conjoint oder Partner vum Salaré.

Den zweeten ass de „congé pour raisons de force majeure liée à des raisons familiales urgentes en cas de maladie ou d'accident rendant indispensable la présence immédiate du salarié“, deen de Salaré kann huelen, wann hie wéinst familiäre Grënn direkt muss present sinn, well e Familljemember en Accident hat oder krank ass. Hei handelt et sech ëm e Congé vun engem Dag pro Joer.

Soumat hunn d'Leit och elo d'Méiglechkeet present ze sinn, wann hir Kanner iwwer 13 Joer krank sinn an net hospitaliséiert an d'Leit aus dem private Secteur hunn och elo d'Méiglechkeet, fir sech Congé ze froen, fir engem Familljemember ze hëllefen.

Ausserdeem gesäit dat Gesetz och nach vir, datt e Salaré, deen op d'mannst 6 Méint op senger Schaff agestellt ass an deem seng Kanner nach keng 9 Joer hunn, ka méi flexibel Aarbechtsstonnen ufroen.

Centre de primo-accueil | Question 8315 (14/09/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Am August koum et zu enger Ännerung bei der Opnam vu Flüchtlingen. Am Centre de primo-accueil um Kierchbiereg gi Flüchtlingen nëmmen nach opgeholl, wann se virdru schonn hir Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdiectioun op der Areler Strooss gemaach hunn. Dës Ännerung bréngt mat sech, datt verschidde Flüchtlinge risquéieren, op der Strooss ze landen, ë. a., well d'Büroe vun der Administratioun an der Woch just tëschen 8.30 Auer an 12.00 Auer op sinn an de Weekend ganz zou sinn.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

1. Aus wat fir Grënn ass d'Prozedur fir den éischten Accueil vu Flüchtlinge geännert ginn?

2. Wat passéiert mat deene Leit, déi ausserhalb vun den Öffnungszäite vun der Immigratiounsdiectioun ukommen an Asyl wëllen ufroen?

3. Wéi vill Leit sinn zanter der Ännerung vun der Prozedur am Centre primo-accueil um Kierchbiereg ofgewise ginn?

4. Envisagéiert de Ministère, d'Öffnungszäite vun der Direction de l'immigration an der Woch unzepasse respektiv ze verlängeren?

5. Envisagéiert de Ministère, eng Ulaftell fir de Weekend ze schafen?

Réponse (26/09/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Et gouf festgestallt, dass 30 % vun de Persounen, déi am Centre de primo-accueil um Kierchbiereg ukomm sinn, dono keng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz bei der Immigratiounsdiectioun gemaach hunn.

Well d'Plazen am Centre de primo-accueil um Kierchbiereg ëmmer méi limitéiert sinn, ginn dofir nëmmen nach déi Leit opgeholl, déi och eng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz gemaach hunn.

ad 2. Wann sech ausserhalb vun den Öffnungszäite vun der Immigratiounsdiectioun Leit presentéieren, déi eng Demande fir internationalen oder temporäre Schutz wëllen areeche, ginn si iwwer aner Iwwernuechtingsstrukturen informéiert, déi hinnen an dësem Fall zur Verfügung stinn. Vulnerabel Persounen,

³⁰ Loi du 15 août 2023 portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil



wéi zum Beispill Famillje mat mannerjäreg Kanner hu weiderhin Accès zum Centre de primo-accueil, och ouni virdrun eng Demande agereecht ze hunn. Kanner, déi eleng ënnerwee sinn, sinn net vun dësem Changement betroff, a ginn och weiderhin an enger spezialisierter Struktur opgehol.

ad 3. Vum 10. August 2023 bis den 20. September 2023 gouf et 169 Ofweisungen am Centre de primo-accueil um Kierchbiert.

Et sief unzemierken, dass an dësem Kader vun Ofweisungen an net vu Persounen geschwat gëtt. Et ass méiglech, dass zum Beispill eng Persoun sech e puer Mol am Centre de primo-accueil um Kierchbiert ouni agereechten Demande presentéiert huet.

ad 4. a 5. Nee, fir de Moment ass net virgesinn, d'Eröffnungszäite vun der Immigrationsdirektioun ze erweideren, well dat aus organisatoreschen Grënn net méiglech ass. D'Prozedur, fir eng Demande op internationalen Schutz opzemaachen, dauert e puer Stonnen, esou dass et net méiglech ass, eréischt am Nomëtten domat unzefänken. An deem Kontext wäert keng Permanence de Weekend geschaf ginn.

Expériences suite à l'introduction de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions | Question 8316 (14/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Scho bei senger Aféierung ass dat neit Waffengesetz ganz staark kritiséiert ginn, besonnesch och vu Leit, déi Waffe sammelen. Kritiséiert gouf zum Beispill, datt d'Reegelen esou geännert goufen, datt d'Sammler konnten e materielle Schued erliden. Verschidener hate Waffe vollkomme legal kaf, déi méi spéit duerch déi nei Reegelen an d'Illegalitéit gefall sinn an dowéinst hu missen technesch verännert oder ofgi ginn.

An der Tëschenzäit konnte jo éischt Erfarunge mat dem Gesetz gesammelt ginn an et wär interessant gewuer ze ginn, wéi dat Gesetz an der Praxis ugewannt gëtt.

Och de Fonctionnement vun deene Servicer, déi sech ëm de Waffeschäi këmmere, steet geleeëntlech an der Kritik. Sou ass mir zum Beispill zu Quere komm, datt Leit, déi eng Verlängerung vum Waffeschäin ufroen, heiansdo méintelaang keng Äntwert vum Justizministère kréien an eréischt op Nofro gewuer ginn, datt eventuell kéint e Problem bestoen. Et dierf een net vergiessen, datt déi Leit mussen am Besët vun hirem Waffeschäi sinn, fir hirem Hobby kënnen nozegoen.

Dowéinst géif ech der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi kann et sinn, datt ee staatleche Service en Dokument, ewéi zum Beispill e Waffeschäin, méi ewéi dräi Méint anhält, ouni dee betroffene Bierger ze kontaktéieren? Wéi sinn d'Prozeduren an d'Delaien an esou enger Situatioun? Wéi eng Rechter huet de Bierger an där Prozedur?

2. Wéi vill Leit sinn, dem Ministère sengem aktuelle Wëssensstand no, an enger Situatioun, an där si Waff, déi si legal kaf haten, missten technesch verännere oder ofginn?

3. Gëtt et aktuell eng Prozedur oder, wann net, ass geplangt eng Prozedur anzeféieren, fir déi concernéiert Leit fir hire materielle Verloscht ze entschueden, amplaz datt si einfach op hir Waff mussen ouni Kompensatioun verzichten? War d'Modifikatioun a posteriori vun de gesetzlechen Bestëmmungen fir déi betroffene Leit net mat den Auswierkungen vun enger Expropriatioun ze vergläichen?

4. Wäer et aus Fairness net sënnavoll, déi aktuell gesetzlech Reegelen esou unzepassen, datt de Stéchdatum fir d'Applikatioun vun deenen nei Reegelen, och bei der Detentioun vun enger Waff, no hanner géng verleeht ginn, z. B. an d'Joer 2021, also op en Zäitpunkt, op deem déi nei Reegelen schoonn allgemeng bekannt waren?

Réponse (12/10/2023) de Mme Sam Tanson, Ministère de la Justice

ad 1. Gültig Waffeschäiner ginn an der Regel net zeréckbehalen, wann eng Demande fir eng Verlängerung virliit.

Déi Hypothese, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro viséiert, kënn nëmme vir, wann e Waffeschäin aus administrativen oder strafrechtlechen Grënn séchergestallt gëtt. An esou Fäll muss eng Regularisatioun gemaach gi vum Waffeschäin, iert dës kann zeréckgi ginn. D'Delaien, déi bei deene Prozeduren applikabel sinn, sinn déi, déi am Kader vum groussherzoglechen Reglement vum 8. Juni 1979 iwwer déi net gerichtlich administrativ Prozedur („règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes“) gëllen.

Do dernieft huet natierlech all Bierger d'Recht, fir sech all Moment un de Waffeservice ze adresséieren, per Telefon, E-Mail, oder Brëf, wann e gären eng Informatioun zu senger lafender Demande huet.

ad 2. Aus dem Artikel 66 Paragraph (5) vum neie Waffengesetz vum 2. Februar 2022 ergi sech déi zousätzlech Aarbechten, déi aus der Iwwerpréiwung vun deenen nei verbuedene Waffen entstinn. Bei all Demande fir eng Verlängerung vun engem Waffeschäin, déi nom Akraaftriede vum neie Gesetz (1. Mee 2022) gemaach ginn ass a wäert gemaach ginn, muss de Waffeservice kontrolléieren, ob sou eng Waff um Waffeschäi steet. Vu dass d'Lafdauer vun engem Waffeschäi fënnf Joer ass, kann een dovun ausgoen, dass déi zousätzlech Iwwerpréiwungen bis de Mee 2027 undauern. Et gëtt geschat, dass, bis dato, eng 40 bis 50 Leit an deem Fall waren, an dass et sech dobäi, pro Persoun, am Duerchschnitt ëm zwou bis dräi Waffen handelt.

ad 3. Et gëtt aktuell keng Entscheedungsprozedur fir déi genannte Fäll.

ad 4. De Stéchdatum vum 13. Juni 2017, deen am Artikel 66 vum neie Waffengesetz virgesinn ass, ergëtt sech direkt aus der Waffendirektiv N° 2021/555 Artikel 10 Paragraph 5. Den nationale Legislatuer kann do also keen anere Stéchdatum festhalen.

Grève chez Cargolux | Question 8317 (15/09/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Après des mois de négociations sur une convention collective pour le personnel du groupe Cargolux, les deux syndicats LCGB et OGB-L ont dû rejeter la dernière proposition de la direction de Cargolux et le personnel est entré en grève le jeudi 14 septembre. Rappelons que le groupe Cargolux a enregistré pour 2022 un chiffre d'affaires record de 5,1 milliards de dollars US avec un bénéfice après impôt de 1,6 milliards de dollars US et que l'État luxembourgeois est indirectement l'actionnaire largement majoritaire du groupe Cargolux.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) N'êtes-vous pas d'avis que la direction du groupe Cargolux devrait se montrer flexible dans les

négociations sociales et accepter les propositions des syndicats ?

2) Êtes-vous prêt à intervenir auprès des représentants de l'État dans le conseil d'administration du groupe Cargolux afin que celui-ci accepte les propositions des syndicats ?

Réponse (10/10/2023) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Considérant qu'un accord a entre-temps pu être trouvé entre la direction de Cargolux et les syndicats, les questions posées ne sont plus d'actualité.

Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | Question 8318 (15/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Ech kommen zrëck op d'Äntworte vum Här Minister op meng parlamentaresch Froen Nr. 7819 an Nr. 8040 iwwer extern Mataarbechter vun der ENEPS.

An deem Zesummenhank hunn ech folgend Froen un den Här Sportsminister:

1. No der Meinung vum Här Minister sinn d'Regierungsbeschlëss vum 2001, 2015 resp. 2022 intern Dokumenter. Laut Verfassung si Gesetzer, Reglementer an allgemeng administrativ Decisiounen réischt mat der Verëffentlechung an der gesetzlech bestëmmter Form verbindlech. Kann den Här Minister soen, wéini déi mentionéiert Regierungsbeschlëss am Mémorial publizéiert goufen? Wann dat net de Fall sollt sinn, wéi erkläert den Här Minister dës Versäumnis, dat besonnesch d'Validitéit vum Regierungsbeschluss vum 2022 ënnergrueft? Kann den Här Minister confirméieren, datt am Fall vun enger Netpublikatioun vun de besotenen Regierungsbeschlëss d'Bestëmmungen vun der Verfassung net respektéiert goufen an datt déi mentionéiert Regierungsbeschlëss, an notament dee vum 2022, net applizéierbar sinn?

2. Déi mentionéiert Regierungsbeschlëss gëllen anscheinend och fir d'Assistenztrainer vum den Ausbildungszentren vun de Sportverbänn, déi vum Sportlycée koordinéiert ginn. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wa jo, kann den Här Minister déi, och laut Verfassung, betreffend noutwendeg gesetzlech a reglementaresch Basis am Joer 2022 uginn?

3. Eng legal Basis gouf viru Kuerzem per Gesetz geschaaft. Wéi wëll de Minister an deem Kontext déi verfassungsrechtlech Awänn vum Staatsrot ëmgoen? Dat gëllt souwuel fir d'ENEPS wéi och fir d'Entscheidung vum den Assistenztrainere vun de Sportverbänn.

4. Wat d'Formule betreffend d'Iwwerstonnereegelung ugeet, gëtt den Här Minister a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7819 fir 225 Punkten e Stonneloun, laut Formule, vu 40,36 Euro un. Laut senger Äntwert op d'parl. Fro Nr. 8040 gëtt de Stonneloun fir 560 Punkte mat 123,89 Euro uginn. Ass et méiglech, datt bei mentionéierter Berechnung iertemlecherweis de sougenannten „méi héije“ Punktwäert berechent gouf an de besotenen Stonneloun eigentlech 38,22 Euro ausmaache misst? Dat selwecht gëllt fir d'Beispill mat de 560 Punkten, woubäi hei den eigentlechen Stonneloun 95,12 Euro misst sinn. Kann den Här Minister dat confirméieren? Wa jo, wat wëll de Minister maachen, fir dësen Iertum ze behiewen?

Réponse (30/10/2023) de M. Georges Engel, Ministère des Sports

ad 1. Dës kann esou net confirméiert ginn. Regierungsbeschlëss mussen net am Journal officiel verëffentlecht ginn, fir dass se applizéiert kënnen ginn.

ad 2. Jo, déi mentionéiert Regierungsbeschloss hunn och fir d'Assistenztrainer aus den Ausbildungszentren vun de Sportverbänn am Sportlycée gegollt.

Déi gesetzech a reglementaresch Basen, op deenen de Regierungsbeschloss vun 2022 geholl gi war, ware folgend:

- loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (art. 23);
- loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports;
- loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport;
- loi modifiée du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée;
- règlement grand-ducal du 13 avril 1984 déterminant les conditions et modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale prévue à l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
- règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives;
- règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives.

ad 3. No Analys vun den Avice vum Staatsrot zu deene genannten Texter gouf all Opposition formelle Rechnung gedroen an entsprechend de Suggestiounen vum Staatsrot ugepasst.

ad 4. Wéi an der Question parlementaire N° 8040 geschriwwen, gëtt de Stonneloun folgendermoosse berechent:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice: 100) x (1:22) x (1:52).

Konform zu den Texter, déi an deem Kontext am Abrëll 2023 en vigueur waren, entsprécht dëst, bei engem Beispill vu 560 Punkten, 123,89 Euro brutto.

Hei um Beispill vu 560 Punkten eng konkret Uwendung vun deene verschiddenen Indicen, wéi se konform zum Code vun der Fonction publique benotzt musse ginn:

$560 \times (2,2889833 \times 12) \times (921,4/100) \times (1:22) \times (1:52) = 123,89 \text{ Euro}$

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7819, wou de Stonneloun bei „engem fiktive Beispill vu 5.000 Euro Bruttoloun“ gefrot gi war, war menge Servicer effektiv ee Feeler an der Ëmrechnung vum fiktive Bruttoloun op besote fiktive Stonneloun ënnerlaf. Dëse wier effektiv 49,78 Euro an net 40,36 Euro. Well dëst awer just ee fiktivt Rechebeispill war, wat ni konkret applizéiert ginn ass, hu mir mat dëser Richtegstellung den Iertum behuewen.

Ofschléissend kann ee bemerken, dass zënter dem 15. September 2023 mam Akraafttriede vum modifizéierte Sportgesetz vun 2005 an zënter dem 1. Oktober 2023 mam Akraafttriede vum INAPs-Gesetz déi uewe genannte komplex Formele mat schwéier novollzéibaren ënnerschiddlechen Indicen net méi uwenbar sinn an d'Tariffer duerch folgend groussherzoglech Reglementer nei definéiert goufen:

1. „règlement grand-ducal du 29 août 2023 modifiant 1° le règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives et 2° le règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives“,

2. „règlement grand-ducal du 23 août 2023 déterminant l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux“.

Rupture de stock du cannabis médical | Question 8319 (15/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut eisen Informatiounen gëtt et schonn erëm eng Rupture de stock beim medezinnesche Cannabis. Nëmme Cannabisueleger wieren am Moment nach ze kréien. Eisen Informatiounen no, soll dann och d'Aart vum Produit, deen de Patient gi gëtt, geännert ginn: vun Tilray op Schroll Medical.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Firwat gëtt dëse Wiessel gemaach?
2. Firwat gouf net séchergestallt, dass et bei dësem Wiessel net zu engem Enkpass u Cannabis kënn?
3. Firwat gëtt de Faarfcode Rout/Blo/Giel erëm agefouert, nodeems e mam neie Fournisseur ofgeschaaft gi war?
4. Wéini wäerten déi 3 Sorten erëm disponibel sinn?
5. Wéi vill bleift tëschenzäitlech un Ueleg?

Réponse (18/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. De Kontrakt mat Tilray als Cannabisfournisseur ass den 3.8.2023 op en Enn komm. Am Mee 2023 gouf dowéinst en neien Appel d'offres lancéiert fir de Cannabismarché. Dëse gouf vu Schroll Medical gewonnen.

Dowéinst den aktuelle Wiessel vun den Tilray op Schroll Medical Cannabisbléien.

ad 2. Et gouf probéiert, fir de Mount Juli eng gréisser Bestellung Cannabisbléien ze bestellen, fir dës Iwwergangsphas tëscht deenen 2 Fournisseuren ze iwwerbrécken. Allerdéngs ass en Deel vun där Bestellung net ukomm, an deen neie Cannabisfournisseur brauch och e bëssen, bis dass genuch Cannabisbléie fir de Lëtzebuergesche Marché produzéiert sinn.

ad 3. De Faarfcode rout/blo/giel gouf mat Tilray net „ofgeschaaft“, mee dës Optioun war mat Tilray net méiglech. Schroll Medical proposéiert ganz personaliséiert Verpackungen; fir de Gebrauch vun deene verschiddene Referenze sou erkennbar a sécher wéi méiglech ze maache fir den Apdikter an de Patient, gouf d'Optioun vum Faarfcode rout/blo/giel mat deenen neie Produite vu Schroll Medical erëm opgegraff.

ad 4. Rout: THC18 % Bléien → säit dem 19.9.2023 Blo: THC/CBD Bléien → nach keen offiziellen Datum (geplangt fir November 2023)
Giel: CBD18 % Bléien → ab Enn Oktober 2023.

ad 5. Stock u Cannabisueleg: (Stand: 18.9.2023)

Tilray THC10/CBD10, 25 ml → 140 Fläschchen
Tilray THC5/CBD20, 25 ml → 76 Fläschchen.

Voyager avec du cannabis médical | Question 8320 (15/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Cannabispatienten, déi an d'europäescht Ausland wëlle reesen, müssen déi hinne vum Dokter verschriwwen Quantitéit Cannabis bei sech féieren, wa si hiert d'Traitement weiderféiere wëllen. Deemno wéi laang d'Rees ass, kënn esou eng gewësse Mass zsummen.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wéi eng Dokumenter muss een am Viraus ufroen, fir dierfe säi medezinnesche Cannabis mat an d'EU-Ausland ze huelen? Wou freet een dës un?

2. Wéi eng Dokumenter muss een am Viraus ufroen, fir dierfe säi medezinnesche Cannabis mat an Drëtlänner ze huelen? Wou freet een dës un?

3. Wat muss ee beuechte beim Mathuele vum Cannabis?

4. Wat ass déi beschten Ulafstell, un déi Concernéierter sech kënnen wenden, ier se fortginn?

Réponse (18/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. Fir mat medezinneschem Cannabis, wéi mat all aner medezinneschem Betäubungsmittel³¹ och, ze reesen, gëtt geroden, folgend Dokumenter bei sech ze hunn als Patient:

- eng Kopie vun der Verschreiwung,
- eng Attestatioun vum Verschreier, déi bestätegt, dass de betraffene Patient mat medezinneschem Cannabis a Behandlung ass,
- en Zertifikat vun der Gesondheitsdirektioun ënnerschriwwen.

Déi entspriechend Zertifikater sinn op der Internetsäit vun der Santé ze fannen: (<https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/m/medicaments-humains.html>).

Fir an d'EU-Ausland mat Cannabis ze reesen, wier de Certificat pour le transport de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans le cadre d'un traitement médical – États Schengen vum Patient a sengem Dokter auszufüllen, a mat enger Kopie vun der Verschreiwung un d'Gesondheitsdirektioun ze schécken:

- per E-Mail: infostupefiants@ms.etat.lu
- per Post: Division de la pharmacie et des médicaments
2a rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

ad 2. Fir an Drëtlänner ze reesen, zielt dat selwecht, allerdéngs ass do de Certificat international pour le transport de stupéfiants et de substances psychotropes dans le cadre d'un traitement médical ze notzen.

ad 3. Medezinnesche Cannabis ass am Ausland net iwwerall als Medezinn/Medikament ugesinn, an och net iwwerall erlaabt; et soll een sech am Viraus informéieren (bei auslännesche Gesondheitsautoritéiten), ob medezinnesche Cannabis als solchen erlaabt ass, mat deenen néidege Pabeieren. Et gëtt Patienten ugeroden, sech am Viraus bei der Fluchgesellschaft ze mellen (wa mam Fliger gereest gëtt).

ad 4. Bescht Ulafstellen, wou Concernéierter sech kënnen mellen, iert se fortginn, si folgend:

- d'Gesondheitsdirektioun zu Lëtzebuerg (infostupefiants@ms.etat.lu),
- déi auslännesch kompetent Autoritéite vum Destinationsland,
- déi betreffend Ambassade vum Land vun der Arees.

Reconnaissance du diplôme de l'École nationale de la météorologie de Toulouse | Question 8321 (18/09/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt den Diplom, deen d'Previsionniste vun der MeteoLux op der École nationale de la météorologie zu Toulouse a Frankräich

³¹ Folgend de Guidelines for national regulations concerning travellers under treatment with internationally controlled drugs (https://www.incb.org/documents/psychotropics/guidelines/travel-regulations/Intl_guidelines_travell_study/12-57111_ENG_Ebook.pdf).

maachen, net vum Héichschoulministère uerkannt. Allerdéngs schéckt d'Direction de l'aviation civile, déi fir MeteoLux zoustänneg ass, hir Mataarbechter op déi Schoul.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Héichschoulminister, den Här Minister fir Mobilitéit an un den Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht weiderleeden:

– Firwat schéckt de Staat Fonctionnairen eng Héichschoulausbildung maachen, déi net vum Héichschoulministère uerkannt gëtt?

– Ass d'Regierung sech dëser Problematik bewosst?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir de Problem ze léisen?

– Wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Fall, fir de Fonctionnairen dës zousätzlech Ausbildung ze remuneréieren?

Réponse (13/10/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den zoustänneg Service vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung steet ëmmer zur Verfügung, fir och am Virfeld anere Ministèren oder Administratiounen Informatiounen iwwer d'Eligibilitéit vu Formatiounen an Diplomen en vue vun enger méiglecher akadeemescher Unerkennung ze ginn.

Den Titel vum Technicien supérieur de la météorologie, deen d'Absolvente vun der concernierter Formation an der École nationale de la météorologie vun Toulouse kréien, kann effektiv net an de Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, agedroen an domat net als akadeemesche Grad uerkannt ginn, well et sech ëm eng Certification professionnelle handelt, also ëm eng Qualifikatioun, déi eng Berufsausbildung um tertiären Niveau sanctionéiert. D'Formatioun ass iwweregeng och net eligibel fir d'Studiebahillefe vum Staat.

Et ass richtig, datt eng Rei Agenten, déi als Previsionniste bei MeteoLux schaffen, déi Formatioun am Kader vun hirem Stage an der Fonction publique suivéieren. Et handelt sech also an deem Kontext net ëm eng initial Formatioun, mee ëm eng spezifesch Weiterbildung fir d'Agenten, déi d'Fonktioun vum Previsionniste ausüben.

Et sief bemierkt, datt net d'Direction de l'aviation civile „fir MeteoLux zoustänneg ass“, mee datt dës ee Service vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) ass. Duerch déi spezifesch Ufuerderunge bei der ANA, gi vill vun hiren Agenten am Stage op spezialiséiert Schoule geschéckt. Dës gëllt fir d'Previsionniste vum Département météorologique (MeteoLux), mee och fir d'Fluchlotsen, d'Agenten vum Département des opérations aéronautiques oder fir Mataarbechter vun den technesche Services.

D'Zil vun dësen Formatiounen ass net an éischter Hinsicht, datt de Stagiaire e gewëssen Diplom kritt, mee datt de Stagiär déi feelend spezifesch Kompetenze kritt, fir kënne seng Aarbecht ze maachen.

Am Prinzip gëtt an der Fonction publique eng Formatioun, déi während der bezuelter Aarbechtszäit stattfënnt a bei där d'Käschte vun der Schoul an de Logement vum Staat bezuelt ginn, net och nach extra remuneréiert.

Aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye | Question 8322 (18/09/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le grave tremblement de terre au Maroc et les inondations dévastatrices en Libye ont fait des milliers de

blessés et de morts. En Libye, la situation difficile est aggravée par la guerre civile.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération :

– Est-ce que le Luxembourg participe à l'aide humanitaire internationale au Maroc et en Libye ?

• Si oui, quel montant le Gouvernement met-il à la disposition des victimes au Maroc, respectivement en Libye ?

• Si non, pour quelles raisons le Luxembourg ne participe-t-il pas à l'aide humanitaire internationale ?

– Le Gouvernement peut-il garantir qu'en Libye l'aide parviendra aux personnes qui en ont besoin ?

Réponse (09/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

En réponse aux appels d'urgence de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) pour la Libye et pour le Maroc, la Coopération luxembourgeoise a mis à disposition de celle-ci une contribution financière à hauteur de 600.000 EUR d'aide humanitaire, répartie à parts égales entre les deux contextes.

Dans les deux cas, l'aide sera acheminée à travers la FICR qui veillera à ce que l'aide parvienne aux personnes qui en ont besoin.

Réglementation au sujet de la conservation des cendres d'un défunt | Question 8324 (18/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz vum 1. August 1972 an den dozou gehéierende Reglementer ass festgehalen, dass d'Äsche vu Verstuerwenen nëmmen dierfen op ausgewiesene Plazen opgehuewe ginn. De Gemengerot ka mam Aveständnis vum Inneministère Plazen dofir op engem Gemengekierfecht designéieren. De Buergermeeschter/-esch huet d'Recht, fir d'Verstreeë vun den Äschen och op privatem Terrain ze erlaben. Et ass awer net erlaabt oder op d'mannst net gängeg, fir d'Äsche vun enger verstuerwener Persoun doheem an enger Urn ze halen, sou wéi dat a verschiddenen anere Länner de Fall ass. Fir vill Matmënschen, déi ee geléifte Mënsch verluer hunn, wier et wichteg, wa si de Choix géife kréien, fir d'Äsche vun hire geléifte Matmënsche bei sech doheem dierfen halen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Artikel 3 vum Reglement vum 21. Juni 1978 (relatif à la dispersion des cendres) steet Folgendes dran:

„Nonobstant les dispositions de l'article 2, alinéa 1, le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit.“

Wéi sinn d'Termen „dispersion“ an „tout autre endroit“ vum Artikel 3 vum Reglement vum 1978 ze verstoen? Kann een dës Termen esou interpretéieren, dass et méiglech wier, fir d'Äschen an enger Urn op engem Privaterrain ze halen?

Kann ee mam aktuellen Text d'Äsche vun enger verstuerwener Persoun an enger Urn behalen, falls ee Buergermeeschter/-esch d'Autorisatioun dofir gëtt?

2. An enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3609 vum 2018 hunn déi deemoleg Ministeren Dan Kersch a Lydia Mutsch geschriwwen, dass d'Gesetzgebung geschwé misst un d'Entwécklung vun der Gesellschaft ugepasst ginn. Et ass awer bis haut nach net zu enger Ännerung vun de Reegele komm.

Gëtt et scho konkret Aarbechte bannent de Ministèren, fir d'Gesetz vum 1972 respektiv d'Reglementer vum 1972 an 1978 ze änneren?

– Wa jo, wéi eng Ännerunge si virgesinn, wéini goufe schonn Aarbechten dozou ofgehalen, wat sinn d'Fortschrëtt a wéi eng Zäitschinn hunn d'Ministère ginn?

– Wann nee, sinn d'Ministère net méi der Meenung, dass d'Gesetz misst moderniséiert ginn?

Réponse (09/11/2023) de **Mme Taina Bofferdin**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Begruewe vun den Äschen um Kierfecht, grad wéi den Depot an engem Kolumbarium an d'Verstreeën op enger Parzell um Kierfecht, sinn duerch d'Gesetz vum 1. August 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles gereegelt. D'Verstreeë vun den Äschen op enger Parzell, déi speziell dofir virgesinn ass, ass per Reglement grand-ducal gereegelt ginn. Laut dem Reglement grand-ducal vum 21. Juni 1978 iwwert d'Verstreeë vun den Äschen ass déi Parzell am Prinzip um Kierfecht, mä de Buergermeeschter kann d'Verstreeë vun den Äschen och op enger privater Propriétéit oder op all anerer Plaz autoriséieren.

Déi aktuell Legislatioun erlaabt et net, fir eng Urn op engem Privaterrain ze halen.

Ligne de bus RGTR 305 Luxembourg-Saarburg | Question 8327 (19/09/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mat der Aktualiséierung vun de Farpläng am Dezember d'lescht Joer gouf d'Buslinn 305 (fréier 157) vu Saarburg an d'Stad de Weekend komplett agestallt. Et steet keng alternativ Verbindung mam ëffentlechen Transport zur Verfügung. Dës Decisioun betrëfft grad an den däitschen Dierfer op där Streck esouwuel ganz vill Lëtzebuurger, déi hire Wunnuert déi Sait vun der Musel verluecht hunn, well si sech déi héich Logementspräisser hei am Land net méi leeschte kënnen, ewéi och Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen. Duerch d'Sträiche vun der Buslinn gouf dës Leit all Méiglechkeet geholl, de Weekend nach ouni Auto op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, Bekanntere ze besichen oder och nëmmen akafen ze goen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënn den Här Minister seng Decisioun, fir dës Leit de Weekend komplett vum ëffentlechen Transport ofzeschneiden? Gouf alternativ d'Méiglechkeet gepréift, den Takt unzepassen, respektiv déi grouss Bussen duerch Minibussen ze ersetzen? Falls jo, firwat gouf keng vun dësen Optiounen zeréckbehalen? Falls net, firwat net?

2. Kann den Här Minister begrënnen, wéi dës Decisioun sech mat deem gréngen Zil verbënnt, d'Leit ze motivéieren, méi op den ëffentlechen Transport zeréckzegräifen?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt déi Leit a ländleche Géigenden duerch seng Verkéierspolitick gläich duebel gestrooft ginn, well si iwwert hir Steieren den ëffentlechen Transport matbezuelen, deen si selwer net notze kënnen, a parallel nach vun der Steierpolitick, déi op méi héich Bensinnspräisser ofziilt, mat beaffrafft?

Réponse (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Offer vum ëffentlechen Transport muss a Relatioun mat der Nofro stoen. Déi grenziwwerschreidend Linnen hu primär d'Zil, fir de Frontalieren eng Méiglechkeet ze bidden, op hir Aarbecht ze kommen. Sou och d'Linne 305 vu Saarburg op Lëtzebuerg.

Aus de Comptagen ass kloer ervirgaangen, dass de Weekend d'Demande ganz niddreg war. An deem Sënn fuere mir op de grenziwwerschreidende Linnen haaptsächlech just wiertes an et gouf decidéiert, net méi de Weekend ze fueren.

ad 2. Fir Leit ze motivéieren, méi op den öffentlichen Transport zréckzegräifen, ass a bleift et wichteg, e performanten öffentlichen Transport unzebidden. Enner Berücksichtigung vun der Nofro, de Käschten an der Strategie vun der Organisation vun der Mobilitéit.

ad 3. Den éierewäerten Deputéierte behaupt, dass déi ländleche Géigende „bestrooft“ géifen. Mee de ländleche Raum kann een net mat engem urbane Raum vergläichen. Alleng d'Densitéit vun der Populatioun ass net déi selwecht.

Enner menger Verantwortung als Transportminister ass den öffentlichen Transport am ländleche Raum massiv ausgebaut ginn. Dat mat engem kohärente flächendeckenden Takt, enger besserer Offer am RGTR an dat bis owes spët an och um Weekend. Zudeem ass och d'Rullmaterial der Demande ugepasst ginn. Wann een d'Offer am Kilometervolume géif mat der Populatioun a Relatioun stellen, gesäit een dat aus engem anere Bléckwénkel. Steierpolitik gëtt iwwerengs net vum Transportminister gemaach.

Mobibus | Question 8328 (19/09/2023) de M. Paul Galles (CSV)

Eis ass zougedroe ginn, dass et mat der Schoulrentrée zu enger ganzer Partie Komplikatiounen beim Mobibus komm ass. Laut dem Mobibus sinn d'Informatiounen iwwert d'Passagéier vum leschte Schouljoer op dëst Joer iwwerdroe ginn, an der Praxis schéngt dat awer net de Fall ze sinn. De 15. September 2023 koom et zu immens ville Probleemer beim Transport vun de Passagéier vum Mobibus. Deemo hunn eis concernéiert Leit matgedeelt, dass Befestigungsgurter fir Rollstill an engem Mobibus gefeelt hunn, net genuch Plazen an engem anere Bus waren, et zu Verspéidunge vun deelweis iwwer 4 Stonne komm ass, d'Horairé vum Depart net gestëmmt hunn, bei engem Bus d'Batterie eidel war, ee Kand guer net ofgeholll ginn ass a beim Retour stoung ee Bus op der falscher Adress.

Den 18. Abrëll 2023 ass de Minister a senger Äntwert op d'Fro N° 0423 op aner Mëssstänn beim Mobibus agaangen an huet an deem Zesummenhang d'Probleemer mat der neier Software ugeschwat, d'Penurie u Chauffeuren an den neie Centre de compétence.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte stellen:

1. Sinn dem Minister déi genannten Tëscheffäll vum 15. September 2023 bekannt?
2. Sinn dem Minister rezent nach weider Mëssstänn beim Mobibus zougedroe ginn? Wa jo, wéi enger Natur sinn dës?
3. Sinn d'Probleemer mat der neier Software vum Mobibus entre-temps behuewen?
4. Wéi gesäit den Outcome vum neie Centre de compétence aus?
5. Ass d'Penurie u Chauffeuren bei Mobibus behuewe ginn?
6. Wat gedenkt d'Regierung kuerz-, mëttel-, a laangfristeg ze ënnerhuelen, fir ee méi sécheren a zuverlässigen Mobibustransport ze garantéieren?

Réponse (18/10/2023) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte werft de Sujet Mobibus op, wou et zejoert eng Partie Komplikatiounen gouf, déi ënner anerem duerch d'Zentralisatioun an d'Digitalisatioun vun der Gestiou vun dësen Transporter entstane sinn.

Déi betraffe Software gouf komplett iwwerschaaft. Am Summer 2023 goufen d'Daten an en neien Envrionnement iwwerdroe, zanterhier gëtt mat deem geplangt a gefuehrt.

ad 1. Ewéi bei all Rentrée, säit et iwwerhaupt e spezifischen Transport fir Kanner mat enger Beantwärtung gëtt, koom et och bei dëser Rentrée zu verschiddenen Tëscheffäll. Déi gi menges Servicer och zougedroe, entweder vun de betraffene Kompetenzzentren wéi och vu Busfirmen.

Ech weisen drop hin, dass de Mobibus am August schonn, also virun der Rentrée, mat der neier Software funktionéiert huet. Am Summer funktionéiere jo d'Ateliers protégés an aner Strukturen, déi keng Vakanz hunn, an dëst huet ouni nennenswäert Tëscheffäll geklappt. Dat weist drop hin, dass d'Ufuerderungen am Schoulberäich weesentlech méi héich sinn ewéi am professionellen oder therapeutischen Beräich.

ad 2. Déi meescht Mëssstänn kommen aus dem Beräich fir an d'Kompetenzzentren, manner fir an déi aner Strukturen.

A vereenzelte Busse waren net iwwerall déi richteg Fixatiounsgurten. Ursach: Bei der Migratioun vun den Date waren net direkt all Elementer eriwuerge-droe ginn, dës Problem gouf awer direkt mat den néidegen Zousatzinformatiounen un d'Busbetreiber behuewen. Verschiddenlech koom et trotzdem nach zu Onstëmmegkeeten, déi awer éischter op menschlech Inadventancen zréckzeféiere sinn.

Verspéidunge goufen och gemellt, mee och déi tauche bei all Rentrée op. D'Ursache sinn ënnerschiddenlech (Verkëier, ze laang Trajeten, menschlech Feeler) an d'Léisunge mussen jee no Ursach ëmgesat ginn.

Verschidde Famillje kloen och iwwer ze laang Trajete fir e Kand, oder dass hiert Kand ze fréi ofgeholll gëtt; aner fannen hiert Kand géif ze spët ofgeholll ginn, well se wëlle schaffen fueren. Bei engem kollektiven Transport, deem nach un esou vill aner Contrainté gebonnen ass, kritt een dat schwéier ënnert en Hutt.

ad 3. Jo.

Wéi schonn erwänt, sinn déi méi reegelméisseg Faarte virun der Rentrée gutt gelaf. Wann et elo nach Probleemer gëtt, da läit dat net un der Software, mee dorunner, dass een eigentlech reegelméisseg Schoultransport engersäits mat engem garantéierten a stabelen Horaire soll fueren, an anerersäits, ëmmer méi op Mooss soll funktionéieren an eng grouss Flexibilitéit a Reaktivitéit bidden. Dat ass en enormen Challenge, well deem enge Schüler seng Flexibilitéit kann op engem anere Schüler seng Käschte goen.

Ech erënneren drun, dass:

- am Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwer d'Kompetenzzentren rieds geet vun engem „transport scolaire“, deem ze assuréiere wier, ouni weider Präzisatiounen, wat dat bedeit, an deemno Interpretatiounsspillraum léisst,
- de Mobibus laut Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwer den öffentlichen Transport ënnert d'Definitioun vun engem Service „régulier“, „spécialisé“ a „spécifique“ fällt an net ënner e Service „à la demande“,
- am Gesetzesprojet 8005 iwwer d'Spezialtransporter déi betraffe Schüler sollen esou e „service de transports spécifiques réguliers spécialisés“ zegutt hunn.

ad 4. Et ass net ersichtlech, wéi ee Centre a wat mat Outcome gemengt ass.

ad 5. Neen. D'Ressourcen, wat souwuel Chauffeuren ewéi och Minibussen ugeet, sinn un hire Limiten ukomm. Dat féiert elo schonn zu punktuellen Probleemer. Nach ganz rezent, Ufank Oktober, huet eng Busfirma ugekënnegt, dass se fir den Dag drop muss 2 Tier zesummeleeën, well fir deen Dag net genuch Chauffeuren disponibel waren.

ad 6. Déi Fro muss sech déi zukünfteg nei Regierung stellen.

A mengen Ae schéngt et mir onerlässlech:

- sech iwwer méi prezis Krittären a Reegelen Gedanken ze maachen,
- wéi vill Flexibilitéit en zentral organiséierten Transport iwwerhaupt kann zuverlässig bidden,
- a wéi engen Delaien Ännerunge vu geplangte Buslinnen kënnen ëmgesat ginn,
- wéi eng Moyenen een dofir brauch (Leit bei den diversen Entitéiten, Logiciellen, Bussen a Chauffeuren).

Och sollt een iwwer eng dezentraliséiert Organisation nodenken, esou wéi dat am Ausland oft üblech ass, falls iwwerhaupt en Transport zur Verfügung gestallt gëtt. Do gëtt et Beispiller, wou deen z. B. vun de Behindertenwerkstätten oder Förderschulen organiséiert gëtt, an net esou en zentral organiséierten Transport ewéi zu Lëtzebuerg. De Virdeel dovunner ass, dass d'Centrë vill besser wëssen, wat d'Bedürfnisse vun de betraffene Persounen sinn.

SMA (Service moyens accessoires) | Question 8329 (19/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Mir ass zu Ouere komm, dass eng Fra mat ageschränkter Mobilitéit, op engem Freide bei der SMA (Service moyens accessoires) Bescheid ginn huet, dass hiren Apparat, fir Persounen ze hiewen, füttigaangen ass. Doropshin huet d'SMA gesot, dass si réischt méindes ee laanschtschécke kënnen, fir sech de Problem anzueucken. Op Nofro, firwat dat sou wier, sot d'SMA, déi ënnert der Krankekeess ugegliddert ass, dass d'Krankekeess kee Budget zur Verfügung stellt, fir Permanenzen iwwert de Weekend oder Feierdeeg ze garantéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär folgend Froen stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, firwat d'Krankekeess der SMA kee Budget fir Permanenzen iwwert de Weekend a Feierdeeg zoukomme léisst an op wéi eng Manéier an deem Zäitraum während enger Urgence kann intervenéiert ginn?
2. Gesäit d'Regierung vir, sou Situatiounen an Zukunft ze vermeiden? Falls jo, op wéi eng Manéier? Falls net, firwat net?

Réponse (10/11/2023) de M. Claude Haagen, Ministère de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé

D'Relatiounen tëschent der Gesondheitskeess (CNS) an dem Service moyens accessoires (SMA) ASBL, sinn duerch eng Konventioun gereegelt. D'CNS hat op Ufro vum SMA hin hiert Averstännis fir eng Permanence ausserhalb vun den Öffnungszäiten vum SMA a während de Weekender fir den Depannage vun de Sauerstoffkonzentratoren ginn.

No der Feststellung, dass de Volume vun dëser Aktivitéit ganz limitéiert bliwwen ass, ass d'Entscheidung geholl ginn, dass dës Volet un d'Firma Dussmann soll sous-traitéiert ginn. Aktuell besteet also eng Permanence fir déi besote Sauerstoffkonzentratoren, och

wann se net direkt vum SMA assuréiert gëtt, mee vun enger externer Firma.

Doriwwer eraus huet d'CNS keng Demande fir e Budget fir d'Erweiterung vum Permanenceservice op weider technesch Hëllef kritt. Allerdéngs ass d'CNS oppen, fir eng Diskussioun zu dësem Sujet ze féieren.

Pénurie d'antibiotiques | Question **8330** (19/09/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La pénurie de médicaments préoccupe les systèmes de santé à l'échelle mondiale. La France veut désormais lutter contre la pénurie d'antibiotiques. Il serait question de lier l'obtention d'antibiotiques à la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique (TROD) en pharmacie. Ce test permet de déterminer s'il s'agit d'une infection bactérienne ou virale. Ce n'est qu'après confirmation d'une infection bactérienne que les patients reçoivent les antibiotiques prescrits. L'objectif est d'une part de réduire la pénurie d'antibiotiques et d'autre part de lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'antibiotiques ont été prescrits au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) À notre connaissance, des tests rapides d'orientation diagnostique ne sont pas utilisés au Luxembourg en cas de suspicion d'infection bactérienne. Madame la Ministre envisage-t-elle une telle approche pour le Luxembourg ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut sensibiliser les médecins à prescrire de tels tests ?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Il convient de préciser d'abord que le projet français auquel les honorables Députés font allusion concerne uniquement la délivrance d'antibiotiques sans ordonnance médicale par le pharmacien afin de désengorger les services d'urgence. Ainsi, la délivrance d'antibiotiques ne pourra se faire que pour deux types d'infections mineures (angines/pharyngites et infections urinaires) et après test d'orientation rapide positif (TROD) réalisé en pharmacie.

À ce titre, il faut insister sur le fait que la délivrance d'antibiotiques reste soumise à la prescription médicale au Luxembourg.

ad 1) Les données du dernier rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) sur la consommation d'antimicrobiens dans l'UE/EEE (ESAC-Net) fournissent des informations sur les dix dernières années.

En 2021, la consommation totale moyenne (secteurs ambulatoire et hospitalier confondus) d'antibactériens à usage systémique dans l'UE/EEE était de 16,4 DDD pour 1.000 habitants par jour³², soit le même qu'en 2020. Au Luxembourg, la consommation était de 15,9 DDD pour 1.000 habitants par jour.

Au cours de la période 2012-2021, une diminution significative a été observée pour l'ensemble de l'UE/EEE.

³² L'indicateur « doses journalières définies (DDD) pour 1.000 habitants par jour » est utilisé comme principal indicateur pour rendre compte de la consommation d'antimicrobiens. Il fournit une estimation approximative de la proportion de la population traitée quotidiennement avec des antimicrobiens. La consommation totale (secteurs ambulatoire et hospitalier) d'antibactériens à usage systémique (groupe ATC J01) exprimée en « DDD pour 1.000 habitants par jour » a été choisie comme principal indicateur de résultat harmonisé par l'ECDC, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Des tendances à la baisse statistiquement significative ont été observées pour 13 pays. La baisse observée pour le Luxembourg est visible en chiffres absolus, mais n'a pas pu être validée statistiquement, en raison d'un changement du processus de traitement des données en 2020.

ad 2) En médecine générale et en pédiatrie, la plupart des antibiotiques sont prescrits pour des infections respiratoires pendant la période hivernale. Or, nous savons qu'environ 80 % des infections sont d'origines virales et ne nécessitent donc pas de prime abord un traitement antibiotique.

Le premier test d'orientation diagnostique (TROD) pour la détection de streptocoques du groupe A (*Streptococcus pyogenes*) en cas d'angine ou de pharyngite a été recommandé au Luxembourg depuis au moins une douzaine d'années (cf. publication du Conseil scientifique du domaine de la santé en date du 21 juillet 2010, version 2.1 : la laryngite aiguë). Initialement, afin d'en promouvoir son utilisation, le test a été même distribué gratuitement aux médecins par la Direction de la santé.

Par la suite d'autres TROD ont été mis sur le marché, notamment pour le dépistage rapide de certaines infections virales aiguës et chroniques (HIV, HCV, HBV, Covid-19, grippe ...). Ces tests permettent d'orienter le diagnostic vers une infection virale, et donc d'éviter potentiellement une antibiothérapie (surtout pour Covid-19 et grippe).

Un autre type de tests rapides d'orientation sont des tests qui recherchent des paramètres inflammatoires comme la protéine C-réactive (CRP) ou la procalcitonine (PCT) dans le sang. Une augmentation de ces paramètres est le plus souvent associée à une infection bactérienne, alors que lors d'infections virales ces paramètres ont tendance à rester normaux. De larges études sur l'utilité pratique de ces tests donnent des résultats parfois contradictoires avec cependant une tendance en faveur de leur utilisation.³³

Finalement, des tests rapides pour prédire la réponse aux antibiotiques sont également en développement et seront probablement utilisés en médecine dans les années à venir.

Il convient enfin de mentionner que l'automatisation et la digitalisation des laboratoires d'analyses médicales avec présence de centres de prélèvements dans presque tous les villages, ou des prélèvements ambulatoires au lieu choisi par le patient, combinés aux nouvelles méthodes de détection des pathogènes, comme la biologie moléculaire et la spectrométrie de masse, permettent actuellement une très forte réduction du temps nécessaire pour obtenir un résultat d'une analyse bactériologique ou virologique. Or, ces nouvelles technologies sont largement disponibles dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg. Sauf vrai cas d'urgence médicale, une mise en route retardée d'une antibiothérapie en attendant le résultat de l'analyse de laboratoire constitue une alternative à la prescription immédiate d'un antibiotique.

ad 3) La stratégie de la Direction de la santé pour réduire la consommation excessive des antibiotiques ne se limite pas simplement à recommander l'un ou l'autre test, mais est nettement plus large et peut être consultée sur le site sante.lu dans le document « Plan national antibiotiques 2018-2022 (prolongé jusqu'en 2024) ». Ce plan national associe de multiples actions et mesures d'information et de prévention dans une optique « one health » (donc en associant également la médecine vétérinaire) et met l'accent notamment

³³ Clinician-targeted interventions to influence antibiotic prescribing behaviour for acute respiratory infections in primary care: an overview of systematic reviews. SK Tonkin-Crine et al. Cochrane Database Syst Rev 2017, Sep7;9(9).

sur une démarche communément utilisée dans tous les pays, appelée « antibiotic stewardship ». Le plan national s'inscrit dans des programmes similaires par l'Union européenne (ECDC et DG-Santé) ainsi que de l'OMS. Les TROD peuvent évidemment faire partie d'une telle démarche de réduction d'utilisation des antibiotiques.

Par ailleurs, le Conseil scientifique du domaine de la santé a comme mission de tenir à jour ses recommandations thérapeutiques et inclura, si scientifiquement justifié, l'utilisation des TROD dans les prochaines mises à jour concernant les infections les plus fréquentes.

Droits de cabaretage | Question **8332** (20/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Geschäfte, déi zu Lëtzebuerg wëllen Alkohol verkaufen, brauchen dofir eng Schanklizenz (Licence de cabaretage). D'Gesetz vum 29. Juni 1989 portant réforme du régime des cabarets reegelt de System esou, dass d'Unzuel u Schanklizenzen begrenzt ass un d'Awunnerzuel vum enger Gemeng. D'Lizenzen kënnen, soubal se am Besëtz vum enger Firma sinn, fräi um Marché verlount ginn. D'Reegel huet awer de perversen Effekt, dass verschidde Firmen sech konnten iwwer Joerzéngten ee lukrative Quasimonopol sécheren, well se där Schanklizenzen a Massen horden.

Scho viru 17 Joer gouf an enger parlamentarescher Fro (N° 1032) kritiséiert, dass dës Reegel vill Leit dovunner ofhält, fir eegestänneg ze ginn, well d'Ausléine vun de Konzessiounen vill Geld kascht an d'Cafée meeschtens vum Grousshändler, deem am Besëtz vum der Lizenz ass, virgeschriwwen kréien, wéi eng Produkter si ze verkaufen hunn. Dem fräien Unternehmertum sinn esou Grenzen gesat. Domadder stäerkt d'Gesetz grouss Monopoler, wat och dem deemolege Justizminister Luc Frieden a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro net entgaangen ass, mee wougéint bis haut awer vu kenger Regierung eppes ënnerholl gouf:

„C'est ainsi que bon nombre de droits de cabaretage, qui avaient originellement été accordés à des particuliers ou à des sociétés ont été rachetés par les brasseries locales.“

Begrënn't gëtt d'Reegel vum Gesetz doduerch, dass ee mam Lizenzsystem den exzessiven Alkoholkonsum wëllt aschränken an esou d'Gesondheet vun de Leit wëllt schützen. Oder, wéi den deemolege Justizminister geschriwwen huet: „La ratio legis de cette législation spécifique était et continue d'être la protection contre l'abus de boissons alcooliques.“ Den Donnéeë* vun der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) no loun den Alkoholkonsum pro Persoun hei am Land

1988 bei 15,11 Liter;
1990 bei 15,08 Liter (nom Akraafttriede vum Gesetz vun 1989);
2006 bei 12,5 Liter (Aféiere vum Verbuet, fir a Restauranten ze fëmmen);
2014 bei 11,42 Liter (Aféiere vum Verbuet, fir a Caféeen ze fëmmen);
2019 bei 11 Liter.

Als Vergläich, eis Noperen an der Belsch weisen dës Zuele vir:

1988 bei 12,52 Liter;
1990 bei 12,08 Liter;
2006 bei 10,94 Liter;
2014 bei 10,57 Liter;
2019 bei 9,15 Liter.

Tëschent 1988 an 2019 ass de Konsum souwuel zu Lëtzebuerg wéi och an der Belsch ëm ronn 27 %

erofgaangen. Et kann een deemno also net behaapten, dass d'Afféiere vun de Schankklizenzen een Impakt op den Alkoholkonsum gehat hätt.

* [https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/alcohol-recorded-per-capita-\(15-\)-consumption-\(in-litres-of-pure-alcohol\)](https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/alcohol-recorded-per-capita-(15-)-consumption-(in-litres-of-pure-alcohol))

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schankklizenze sinn aktuell hei am Land am Ëmlaf, opgelëscht no Gemeng, a wéi huet sech d'Zuel am Laf vun der Zäit (1989, 1990, 2006, 2014, 2019 an 2022) entwéckelt?

2. Wéi gesäit et mat de Besëtzerhältnissen bei de Schankklizenzen aus: Wéi enge 5 Firme gehéieren déi meeschte Schankklizenzen (opgelëscht pro Firma, anonymiséiert, falls d'Firmennimm net wëlle genannt ginn)?

3. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung an de leschten 10 Joer ëmgesat, fir den „abus de boissons alcooliques“ ze reduzéieren? Ab wéi engem Moment schwätzt ee vun engem Abus?

Réponse (24/10/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Am Tableau heidrënner sinn d'Zuele vun de Schankklizenzen opgelëscht, déi an de Joren 2006, 2014, 2019 an 2022 am Ëmlaf waren. Fir d'Joren 1989 an 1990 sinn Zuelen ënnert där Form net disponibel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am 2. Tableau sinn déi 5 Gesellschaften mat de meeschte Schankklizenzen op den 31.12.2022 opgelëscht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Januar 2020 huet d'Regierung den éischte „Plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool (PALMA)“ ugeholl.

Dës Plang huet als Zil, de Mëssbrauch vum Alkohol ze reduzéieren an en Ëmfeld ze schafen, dat et erlaabt, e gesonden a rasonnablen Ëmgang vis-à-vis vum Alkoholkonsum ze fërderen a virun allem déi jonk Leit ze schützen. Et geet hei och drëm, eng koordinéiert Prise en charge vun de Persounen ze organiséieren, déi therapeutesch Hëllef brauchen, fir vun enger Alkoholsucht lasszekommen an hir Familien an deem Kampf mat ze ënnerstëtzen.

Do dernieft lancéiert de Santésministère reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnë fir de grousses Public a schafft an Zesummenaarbecht mam konventionéierte Sektore.

Wann ee vun Abus schwätzt, muss ee verschidde Facteure berécksiichtegen. Dat si gesellschaftlech Komponenten oder och nach d'Offer an d'Accessibilitéit vun alkoholesche Produiten, déi um Marché ugebuede ginn. Dozou kommen nach individuell Facteure wéi den Alter, d'Geschlecht, dat familiärt Ëmfeld oder nach de sozioekonomesche Kontext vun der Persoun.

Fir déi gesondheetlech Risiken, déi vum Alkoholkonsum ausginn, ze reduzéieren, réit d'Santé de Fraen, net méi wéi e Glas Béier (25 cl) oder Wäin (10 cl) den Dag ze drénken. Männer sollen net méi wéi zwee Glieser den Dag konsuméieren. Jonk Leit tëscht 18 an 20 Joer solle manner drénke wéi Erwuessener, well d'Entwécklung vum Gehier bis dohinner nach net ofgeschloss ass. Et soll een och op d'mannst 2 Deeg an der Woch guer keen Alkohol konsuméieren.

.....

Accès aux mines | Question **8335** (20/09/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Depuis un certain temps, les entrées des mines suscitent un intérêt grandissant auprès de groupes organisés, qui s'introduisent dans les galeries pour des raisons récréatives. Sur base d'un échange avec les communes françaises frontalières, une réunion a eu lieu avec des représentants d'ArcelorMittal, propriétaire des terrains. Lors de cette réunion, plusieurs questions et remarques ont été soulevées afin de pouvoir résoudre cette problématique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre à la Grande Région :

1) Est-ce que la législation environnementale limite le propriétaire des terrains dans ses moyens afin de sécuriser les entrées en mine ?

2) Est-ce que vous pouvez me confirmer qu'un projet de loi sur les mines est en cours de rédaction par les services de l'ITM ?

3) Dans l'affirmative, les communes concernées pourront-elles être impliquées dans la rédaction de ce projet de loi ?

4) Étant donné que la problématique est de nature transfrontalière, est-ce que le ministre en charge prendra-t-il contact avec les autorités françaises afin de se concerter ?

Réponse (24/10/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Corinne Cahen**, Ministre à la Grande Région | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La législation environnementale ne constitue nullement un frein aux mesures de sécurisation des mines visant à interdire au public l'accès des sites miniers. Les ouvertures, telles que les entrées ou sorties, peuvent et doivent faire l'objet d'une sécurisation empêchant l'accès du public, telle que l'utilisation de clôtures anti-intrusion.

En revanche, les mesures et dispositifs techniques à mettre en œuvre pour la sécurisation des sites miniers doivent, à l'instar de tous autres travaux, tenir compte des dispositions légales et réglementaires existantes en matière environnementale le cas échéant applicables, dont la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

ad 2) Les services de l'ITM sont à présent bien en charge de rédiger un premier avant-projet, en tant que document de base pour l'élaboration d'un futur projet de loi, lequel impliquera encore des discussions avec les ministères concernés et autres parties prenantes.

Cette réforme est importante, alors que la fin de l'industrie extractive des mines dans notre pays laisse entiers nombre de problèmes résultant des anciennes exploitations, dans cette nouvelle ère dite de « l'après-mine ».

La fermeture des anciennes exploitations minières n'induit pas en effet la disparition définitive des risques et des nuisances qui en résultent. Même non exploités, ces anciens sites peuvent engendrer des désordres ou des nuisances susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens situés dans l'emprise des travaux miniers, ou de perturber l'utilisation possible des terrains impactés.

Pour affronter ces défis contemporains, notre législation apparaît comme étant largement surannée. Héritage du droit napoléonien, notre législation minière n'a en effet quasiment pas évolué, au contraire du droit français notamment.

La loi modifiée du 21 avril 1810 concernant les mines, les minières et les carrières, reste la législation principale en la matière. La dernière loi importante intervenue remonte à 1975 et ne comporte que des aménagements de la loi du 12 juin 1874 sur le régime des mines et minières de fer.

Dans ce contexte, l'ITM a donc effectivement été chargée d'élaborer un avant-projet de loi ayant pour objet la rétrocession à l'État des concessions des mines et la sécurisation des sites miniers.

ad 3) Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi, des consultations sont prévues pour enrichir le texte portant la réforme souhaitée, recueillir les avis et réflexions, et anticiper l'application concrète sur le terrain de la loi en gestation. À ce titre, les communes concernées seront bien entendu consultées, et également plus largement au travers du Syvicol.

Cet aspect est d'autant plus important que l'un des volets du projet de loi en préparation est celui de la gestion et de la prévention des risques miniers, impliquant une coopération accrue des autorités publiques concernées afin d'établir un plan d'action et de coordonner leurs interventions.

À noter que pour le cas où les représentants de l'ITM auraient été invités à la réunion qui a eu lieu entre les représentants des communes respectives et d'ArcelorMittal, ceux-ci auraient également participé à ladite réunion.

ad 4) L'ITM a déjà eu l'occasion d'avoir des échanges avec les autorités françaises et il est confirmé qu'un dialogue sera mené entre les services du ministre et les autorités françaises dans le contexte de l'élaboration d'une législation sur « l'après-mine ». De plus, cette question pourrait être abordée, si besoin est, dans le cadre des travaux de la Commission intergouvernementale pour le renforcement de la coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise.

Il est en particulier important que la mise en sécurité des ouvertures et des orifices des mines s'applique également dans le cadre des zones frontières souterraines, afin d'empêcher tout accès non autorisé en direction ou en provenance de galeries situées sur les territoires des États voisins du Grand-Duché de Luxembourg.

.....

Système de facturation électronique Peppol | Question **8336** (21/09/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Mam neie Bezuelssystem Peppol soll op de Gemengen den administrativen Opwand verréngert, a soumat insgesamt d'Aarbecht vun dem Gemengepersonal vereinfacht ginn. D'Fournisseure brauchen dann och keng Rechnungen méi a Pabeierform eranzeschécken. Et ass awer esou, dass all déi Rechnungen müssen op de Gemengen erausgedréckt ginn, fir hannert de Mandat de paiement ze heften, an dat, obwuel se am Gescom all digital hannerluecht sinn. Dëst ass, laut mengem Informatiounen, eng Demande vum Contrôle financier vum Inneminister a bedeit e grousses Pabeierverbrauch a vill administrativen Opwand.

An dësem Zesammenhang géif ech der Madamm Inneministesch gären eng Rei Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch meng Informatiounen confirméieren?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

– Wa jo – firwat mussen all dës Rechnungen op de Gemengen erausgedréckt ginn?

– Wa jo – kéint een hei net op d'Erausdrécke verzichten, dat am Sënn vum Naturschutz an engem verréngerten administrativen Opwand?

Réponse (23/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur

D'Fro vun der Presentatioun vun de Pièces comptables stellt sech allerdéngs net just um Niveau vum Contrôle, mee och bei de Schäfferéit.

Fir d'Schäfferéit ass et onëmgängelech, dass si beim Ënnerschreiw vum de Mandats de paiement an den Titres de recettes Accès op d'Rechnungen an aner Pièces justificatives hunn. Si selwer mussen zu deem Moment novollzéie kënnen, wat fir Ausgabe si mat hirer Ënnerschrëft veruerdnen a wat fir eng Recetten si andeewe loossen.

Wat dono de Contrôle vun de Gemengekonten ugeet, do ass et weesentlech, dass déi digital Presentatioun vun de Pièces comptables de Contrôle op d'mannst genee esou gutt erméiglecht, wéi dat aktuell bei der Pabeierdokumentatioun de Fall ass. Dofir muss et méiglech sinn, fir all Budgetsartikel d'Mandats de paiement an déi entspriechend Rechnungen an aner Pièces justificatives fortlafe op engem Bildschirm ze gesinn. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Titres de recettes vun de Gemengen.

De System Peppol kann awer just richtig funktionéieren, wann déi informatesch Systemer am Gemengesektor esou konfiguréiert sinn, dass d'Consultatioun vu sämtleche Rechnungen an alle Pièces justificatives méiglech ass, souwuel beim Ënnerschreiw vum de Mandats de paiement an den Titres de recettes, wéi och beim Contrôle vun der Comptabilitéit duerch d'Agente vum Innenministerium.

E weidere Bausteen an deem Sënn ass déi gesetzlech Aféierung vun der elektronischer Ënnerschrëft, déi am Ablack nach um Instanzewe ass.

Enfants ukrainiens déportés en Russie | Question
8337 (21/09/2023) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a thématisé, une fois de plus, le destin tragique des enfants ukrainiens déportés en Russie. Dans son discours il a accusé la Russie de commettre un « génocide » en Ukraine.

Dans ce contexte que je désire poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

– De quelle façon le Luxembourg compte-t-il intervenir auprès des instances internationales, afin de trouver le plus rapidement possible une solution qui permet de ramener les enfants ukrainiens déportés en Russie dans leur pays d'origine ?

Réponse (19/10/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier
Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn**, Ministre
des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg a fermement et à de multiples occasions dénoncé dans les organisations internationales le programme de déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie et d'adoption forcée d'enfants ukrainiens par des familles russes, en particulier au sein des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de l'OSCE. Le Luxembourg restera résolument engagé aux côtés de l'Ukraine et des Ukrainiens, de ses partenaires internationaux ainsi que des juridictions internationales pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et intensifier les efforts visant à garantir la protection effective des droits des enfants d'Ukraine.

À cette fin, le Luxembourg est notamment très engagé au niveau du Conseil de l'Europe, pour lequel la déportation des enfants ukrainiens vers la Russie constitue une violation flagrante des droits humains et une forte priorité dans le cadre de son soutien à l'Ukraine. Ceci a été rappelé lors du sommet du Conseil de l'Europe de Reykjavik par les 46 chefs d'État et de Gouvernement

avec la Déclaration sur la situation des enfants d'Ukraine, adoptée le 16 mai 2023. Le Luxembourg soutient pleinement la mise en œuvre de cette déclaration.

Afin d'aider à documenter et à enquêter sur un large éventail de violations et d'exactions perpétrées par la Russie sur le territoire de l'Ukraine au préjudice d'enfants ukrainiens, le Luxembourg a aussi apporté son soutien à l'invocation du mécanisme de Moscou de l'OSCE portant sur le transfert et l'expulsion forcés d'enfants ukrainiens vers la Russie, ainsi qu'aux travaux de la commission d'enquête sur l'Ukraine mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le Luxembourg apporte également un soutien politique et financier au mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Madame Virginia Gamba, dont les équipes documentent les violations des droits des enfants dans les conflits armés, y compris en Ukraine. Le Luxembourg continuera d'appuyer tout mécanisme et organisation internationale en vue d'enquêter sur le sort des enfants ukrainiens déportés en Russie, ceci afin de garantir le droit à la vérité, à la justice et à la réparation pour les victimes.

La Cour pénale internationale a délivré, le 17 mars 2023, des mandats d'arrêt à l'encontre du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et de la Commissaire aux droits de l'enfant au sein du cabinet du Président de la Fédération de Russie, Maria Lvova-Belova, en estimant qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la responsabilité de chacun des suspects est engagée pour le crime de guerre de déportation illégale de population et du crime de guerre de transfert illégal de population depuis certaines zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, ces crimes ayant été commis à l'encontre d'enfants ukrainiens. Le Luxembourg continue d'appuyer les travaux menés par le Bureau du procureur de la Cour pénale internationale en Ukraine. Le Luxembourg a fait une contribution volontaire de 100.000 euros au Bureau du procureur de la Cour pénale internationale dans ce contexte.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-11

Séances publiques
n^{os} 6 et 7 p. 12-81

Questions au
Gouvernement p. 82-99

2023-2028

n°3



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-11

Séances p. 12-81

6^e séance du jeudi 14 décembre 2023 p. 12-36

7^e séance du mardi 19 décembre 2023 p. 37-81

Questions au Gouvernement p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

24/01/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Le Président de la Chambre des Députés en visite à Bruxelles : les moments clés

Rencontre avec la Présidente du Parlement européen

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rencontré Mme Roberta Metsola, Présidente de nationalité maltaise du Parlement européen, le 11 janvier 2024 à Bruxelles dans le cadre de ses efforts pour placer les enjeux de politique européenne au centre du travail de la Chambre des Députés.

« Ce déplacement à Bruxelles, sous le signe de l'Europe, est très important pour moi et figure parmi mes premières visites en tant que Président de la Chambre des Députés ». Le suivi et le positionnement concernant les questions de politique européenne sont au cœur des préoccupations du nouveau Président de la Chambre. Ce dernier a réitéré plusieurs fois, lors de son déplacement dans la capitale belge, l'importance qu'il accorde aux dossiers européens.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été reçu par son homologue européen, Mme Roberta Metsola.

Ces dossiers ont également été parmi les points abordés par la Présidente du Parlement européen. M. Wiseler a renchéri en disant qu'il accorde une importance capitale à ce que les dossiers européens, tels que les directives et les règlements, soient mieux compris et traités politiquement au sein du Parlement luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a eu un entretien en tête-à-tête avec Mme Metsola dans les bureaux de la Présidente du Parlement européen qui a porté sur le renforcement du dialogue politique et législatif entre le Parlement européen et les parlements nationaux ainsi que sur les manifestations interparlementaires. Il s'agissait essentiellement de voir quelles formes de collaboration pourraient être mises en place permettant au Parlement luxembourgeois de subvenir à ses besoins d'information en matière de travail législatif en cours au Parlement européen. Les deux Présidents ont réaffirmé leur volonté de s'engager pour la défense de l'État de droit et des valeurs qui sont à la base de l'Union européenne.

Entretien avec le Premier Vice-Président du Parlement européen

À l'occasion de son déplacement au Parlement européen, le Président de la Chambre des Députés s'est également entretenu en tête-à-tête avec le Premier Vice-Président du Parlement, l'Autrichien Othmar Karas.

Parmi les autres sujets abordés lors des échanges du Président de la Chambre et de ses interlocuteurs européens figuraient la question de la révision des

traités européens, des listes électorales transnationales ou encore la Conférence sur l'avenir de l'Europe.



M. Claude Wiseler a eu l'occasion de s'entretenir avec le Premier Vice-Président du Parlement européen, M. Othmar Karas.

Visite de courtoisie chez la Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique

Les questions d'égalité des genres, le rapport entre les parlements nationaux et la politique européenne et la participation citoyenne ont été les sujets de discussions entre Mme Éliane Tillieux, Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique, et M. Claude Wiseler.



La Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique, Mme Éliane Tillieux, a reçu M. Claude Wiseler lors d'un petit-déjeuner de travail.

Les sujets de conversation étaient nombreux lors du petit-déjeuner de travail entre Mme Tillieux et M. Wiseler. Le Président de la Chambre a souhaité aborder plusieurs thèmes avec son homologue belge, première femme à présider, depuis octobre 2020, la Chambre des Représentants de Belgique.

L'égalité passe par un ensemble de mesures

L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les parlements a été le premier sujet abordé. Mme Tillieux a parlé d'un problème de société plus profond qu'on ne le pense et informé M. Wiseler sur les initiatives entreprises dans son parlement. Pour elle, la question passe par des éléments de langage et d'aménagement de l'environnement de travail, comme le fait de féminiser son titre ou de mettre en avant des profils de femmes de responsabilité.

Parmi les mesures évoquées, la création d'un poste de « référent genre » au sein de la Chambre des Représentants ainsi que la prise en compte du genre dans le cadre des recrutements pour le personnel en

donnant, à compétences égales, un avantage au genre sous-représenté.

Comment amener plus d'Europe dans les parlements nationaux ?

Le second sujet de conversation, d'autant plus important pour M. Wiseler qui souhaite en faire un des axes forts de sa présidence, a été le traitement par les parlements nationaux des enjeux politiques européens.

Cela concerne par exemple le travail sur les directives européennes, qui sont « souvent traitées de façon trop tardive » à la Chambre des Députés, a relevé M. Claude Wiseler. Les deux dirigeants ont partagé leurs expériences en la matière et comparé les modèles appliqués ou envisagés dans leurs institutions respectives, mais également les modèles appliqués dans d'autres États européens. Mme Tillieux a notamment signalé que, parmi les mesures appliquées par la Chambre des Représentants de Belgique, il existait une priorité donnée aux directives européennes dans l'organisation des débats.

Les deux Présidents ont encore abordé le sujet de la participation citoyenne au travail parlementaire. Parmi les formats appliqués à la Chambre des Représentants figurent celui des commissions mixtes entre citoyens et parlementaires ou encore celui des commissions entièrement citoyennes, notamment dans le cadre des systèmes de pétitions. M. Wiseler a quant à lui présenté le concept des propositions motivées aux fins de légiférer (PML), système récemment introduit au Luxembourg qui doit permettre aux citoyens de rédiger et proposer directement des textes législatifs.

Déjeuner de travail avec les députés européens luxembourgeois

Réunis à Bruxelles sur invitation du Président de la Chambre des Députés, les députés européens luxembourgeois ont mené un échange sur les modalités d'un potentiel renforcement de leurs interactions avec la Chambre des Députés.

Mmes Tilly Metz (2^e à droite sur la photo ci-dessous), Isabel Wiseler-Lima (4^e à gauche), Monica Semedo (3^e à gauche) et Martine Kemp (3^e à droite), ainsi que M. Charles Goerens (1^{er} à droite) ont répondu à l'invitation du nouveau Président de la Chambre des Députés lors de son déplacement à Bruxelles (M. Marc Angel s'était fait excuser). M. Wiseler a affiché clairement son intention d'améliorer le traitement des dossiers européens à la Chambre des Députés et les députés européens ont, pour le nouveau Président, toute leur place dans le dispositif qu'il envisage.



M. Wiseler a rencontré les députés européens luxembourgeois lors de son déplacement à Bruxelles, qui se sont montrés ouverts à un renforcement de la collaboration avec la Chambre des Députés. Il a également pu s'échanger avec la Représentante permanente, Mme Sylvie Lucas (2^e à gauche).

Les députés européens étaient convaincus du bien-fondé d'une telle initiative et se sont, lors de l'entretien, globalement montrés intéressés par un renforcement de leur collaboration avec la Chambre des Députés et ont spontanément fait des suggestions pour améliorer leurs interactions avec le Parlement du Luxembourg.

« Créer des automatismes européens »

Introduction d'une commission des affaires européennes, répartition des dossiers européens dans les commissions compétentes, modalités et timing pour une plus grande participation des députés basés à

Bruxelles, choix des dossiers européens à traiter en priorité, implication de l'Administration parlementaire : les questions à éclaircir restent nombreuses.

Globalement, M. Wiseler a fait part aux députés européens de sa volonté de « mettre en place des automatismes » afin que le travail sur les dossiers européens soit pleinement intégré dans les usages et le calendrier du Parlement luxembourgeois.

Il a également souligné qu'il était essentiel de réussir ce changement de mode de travail dès le départ, de trouver les « bons automatismes », car une fois que des habitudes se sont installées et que des procé-

dures sont fixées d'un point de vue réglementaire, il serait très difficile de les modifier.

Réunion à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE

Le Président de la Chambre des Députés s'est encore rendu dans les locaux de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne. Il y a notamment retrouvé la Représentante permanente, Mme Sylvie Lucas, qui l'a informé des enjeux européens et de ceux liés à la Belgique.

Quelles perspectives en 2024 pour la Chambre des Députés ?



La désormais traditionnelle réception de Nouvel An s'est déroulée le 8 janvier 2024 à l'Hôtel de la Chambre.

« Le Parlement doit redevenir le centre du débat politique. » C'est un des objectifs que le nouveau Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a annoncés lors de la traditionnelle réception de Nouvel An qui s'est déroulée le 8 janvier 2024 à l'Hôtel de la Chambre. M. Wiseler, les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, ont exprimé leurs vœux aux représentants du Gouvernement, du Conseil d'État et du Service central de législation (SCL), à la presse, aux représentants des organes rattachés au Parlement, à savoir l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) et le Centre pour l'égalité de traitement (CET), ainsi qu'à l'ensemble des personnels des groupes et sensibilités politiques et de l'Administration parlementaire.

La réception était l'occasion de retracer les temps forts de 2023, une année marquée par le commencement d'une nouvelle législature et l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution, et de donner des perspectives pour l'année 2024. D'un point de vue politique, « 2023 était l'année des promesses et des engagements, 2024 est l'année pour les réaliser », a déclaré M. Wiseler.

Dans son tout premier discours de Nouvel An, le nouveau Président a souligné le rôle symbolique de la Chambre des Députés en tant que « maison de la démocratie ». « Le devoir des députés est de reconstruire la confiance dans la démocratie et les institutions démocratiques, en constante diminution dans le monde entier, et également au Luxembourg », a rappelé M. Wiseler. Les membres de la Chambre doivent, toujours selon lui, assurer une exemplarité dans l'exercice de

leur mandat, convaincre par le contenu de leur travail et garantir que les débats essentiels pour la société aient lieu à la Chambre.

Le Président a avancé plusieurs pistes pour adapter le cadre du travail et du débat parlementaire afin d'augmenter leur impact. Ces adaptations devraient concerner les temps de parole en séance publique, la publicité des réunions des commissions parlementaires, les rapports des commissions sur le travail législatif ou encore la communication. « Nous devons mener des débats nuancés à la hauteur de la complexité des sujets. Rien n'est noir et blanc. Un parlement doit pouvoir discuter des détails pour être en mesure de prendre des décisions valables sur le long terme. » Trop vouloir s'aligner sur la tendance actuelle de communiquer de plus en plus par des messages simples serait un piège, selon M. Wiseler : « Ne pas devenir un parlement des réseaux sociaux, c'est ce que nous devons aux citoyens. » L'institution est bien préparée à affronter des changements, a encore constaté le Président de la Chambre devant la presse et les autres invités.

Les députés peuvent s'appuyer dans leur travail sur l'Administration parlementaire, qui a vécu une transformation profonde ces dernières années. Le Secrétaire général et donc chef de l'Administration parlementaire a expliqué comment les réformes ont contribué à améliorer la qualité du travail législatif, à développer l'expertise scientifique et à donner plus d'importance à la diplomatie parlementaire. Il est revenu sur des moments forts de l'année passée, comme les festivités pour les 175 ans de la Constitution luxembourgeoise, l'organisation d'événements d'envergure tels que la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN avec quelque 600 participants du monde entier ou encore une journée portes ouvertes. L'Administration parlementaire compte 162 collaborateurs travaillant au sein de 17 services.

L'Administration parlementaire recrute :

un assistant (m/f/d) pour les besoins du service des commissions sous le régime du salarié de droit privé (CDD 1 an)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Programme de travail pour 2024 de la Commission européenne

À six mois des élections européennes, la Commission européenne affirme avoir réalisé 90 % de son travail pour cette législature. Pourtant, toutes les initiatives n'ont pas encore abouti et 18 nouvelles initiatives stratégiques sont annoncées pour 2024. C'est ce qui ressort de l'échange de vues des députés et des eurodéputés luxembourgeois avec le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux et ancien ministre luxembourgeois, M. Nicolas Schmit, sur le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2024, qui a eu lieu le 18 décembre 2023 à la Chambre des Députés.

« Il est important que les députés connaissent dès que possible le programme de travail de la Commission européenne », a constaté d'emblée le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, « car nous, députés nationaux, serons forcément saisis de ces dossiers dans les mois à venir pour légiférer au Luxembourg », a-t-il ajouté.

Garantir l'aide à l'Ukraine

Les dossiers d'actualité européenne ont dominé l'échange de vues. Un des plus grands chantiers sera celui de la révision du budget à long terme. Celui-ci inclut par ailleurs une enveloppe de quelque 50 milliards d'euros destinée à soutenir l'Ukraine sur le chemin de l'intégration européenne. Cette aide financière avait été bloquée par le veto de la Hongrie lors du Conseil européen, a déploré M. Schmit devant les députés. « Il faudra réunir les moyens nécessaires pour accompagner l'Ukraine dans son adhésion à l'Union européenne », selon le Commissaire européen.

L'ancien ministre luxembourgeois a également souligné l'importance de faire aboutir en début d'année le paquet migration et d'établir de nouvelles règles pour gérer la gouvernance économique européenne.

Aux yeux de M. Schmit, il est nécessaire que l'Union européenne se dote de règles qui lui permettent de se positionner en tant qu'acteur économique compétitif face aux États-Unis ou la Chine. Il s'agit de libérer plusieurs centaines de milliards d'euros pour « assurer des investissements massifs dans la transition numérique et écologique ».

Certains députés se sont intéressés à l'orientation potentielle de ces règles ainsi qu'aux possibilités d'accentuer le rôle des acteurs comme la Banque centrale européenne ou encore la Banque européenne d'investissement dans cette démarche d'investissement.

« Le monde ne s'arrête pas parce qu'il y a des élections en Europe. Nous devons rester en mesure d'évaluer face aux défis qui se présentent et dans un contexte où de nouvelles crises ne sont pas exclues », a expliqué M. Schmit. La pandémie a montré, selon le Commissaire européen, que la Commission européenne était capable de réagir vite, comme cela a été le cas pour l'approvisionnement des vaccins contre la Covid-19, de sorte à réduire les potentiels impacts sur l'économie européenne. Les députés se sont renseignés dans ce contexte si une suite était prévue pour prolonger l'instrument « SURE » créé dans l'urgence pour sauver les entreprises en difficulté. M. Schmit a répondu par la négative en affirmant que cet instrument était un « atout » et « une expérience », mais qui resterait sans suite à l'heure actuelle.

Règles européennes pour le travail des plateformes, le télétravail, le chômage, les stages ?

Les députés ont interrogé le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux sur des sujets qui concernent son portefeuille et qui revêtent une certaine importance pour le Luxembourg. M. Schmit a ainsi salué l'accord politique trouvé visant à mettre en

place un cadre pour le droit des travailleurs des plateformes numériques. Il espère néanmoins que les colégislateurs arriveront à faire aboutir le texte.

Pour ce qui est de la directive sur le salaire minimum et le dialogue social, M. Schmit a estimé que l'existence de ce texte était en elle-même un succès : « Si vous m'aviez demandé il y a 10 ans [...] comment j'évaluerais la possibilité d'un cadre européen pour le salaire minimum, je vous aurais répondu qu'on peut toujours rêver. » Il a par ailleurs recommandé au Luxembourg de « regarder le contenu de cette directive de plus près ». Un des objectifs est que 80 % des salariés soient couverts par une convention collective.

Les députés se sont également intéressés à l'avancement du dossier concernant le paiement des indemnités de chômage, en discussion depuis des années, et pour lequel une nouvelle proposition est attendue début 2024, selon le Commissaire européen. Tout changement du principe actuel pourrait avoir un impact financier important pour l'État luxembourgeois. Il s'agit de clarifier si le pays de résidence ou le pays de travail indemnise un travailleur frontalier au chômage.

Les préparatifs pour un cadre européen concernant les stages, le devoir de diligence des entreprises ou encore le télétravail et le droit à la déconnexion ont attiré l'attention des députés. Pour ce qui est des règles homogènes pour le télétravail, le Commissaire européen a rappelé que la fiscalité restait une compétence réservée aux États membres, ce qui réduit la marge de manœuvre de la Commission européenne. Les règles pour les travailleurs frontaliers doivent dès lors passer par des accords bilatéraux, « même si nous sommes conscients qu'il existe une discrimination dans les faits pour les frontaliers », a déploré M. Schmit.



Le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a été reçu à la Chambre des Députés pour y présenter le programme de travail pour 2024 de la Commission européenne.

Recherche scientifique au Parlement

Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde

Il est à présent admis que le changement climatique planétaire est directement lié aux émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES). Afin d'atténuer ses effets, plusieurs mesures politiques sont entreprises au Luxembourg et à travers le monde.

La principale avancée au niveau global a eu lieu fin 2015 par l'approbation de l'Accord de Paris, un traité international ambitieux juridiquement contraignant. Il vise entre autres à maintenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels ».

Au niveau de l'Union européenne fin 2019, le « European Green Deal » a fixé comme objectif de réduire de 55 % les émissions de CO₂ à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 1990 dans l'UE. Chaque État membre a l'obligation légale de contribuer à cette étape essentielle dans la poursuite de l'objectif long terme de neutralité carbone pour 2050.

Le Luxembourg s'est aligné sur ces mesures via la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat. Des objectifs par secteur ont été définis par le règlement grand-ducal du 22 juin 2022. Il faut noter que les émissions de CO₂ visées par les mesures politiques concernent uniquement les émissions produites/territoriales (directes), et non consommées (indirectes, biens d'importation).

Pour atteindre ces objectifs, le Conseil de Gouvernement a adopté en mai 2020 (et mis à jour en juillet 2023) le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Une de ses mesures principales consiste à introduire une taxe carbone. Celle-ci consiste à transférer la charge des dommages sociaux et environnementaux causés par les émissions de GES à leurs responsables et à corriger les impacts de la pollution. En 2021,

une taxe carbone de 20 €/tCO₂eq a été fixée selon la valeur moyenne de la tarification du carbone dans les pays voisins. Cette taxe augmente annuellement de 5 €/tCO₂eq, au moins jusqu'en 2026. Actuellement en 2024, elle est donc de 35 €/tCO₂eq.

La taxe carbone porte sur la consommation de produits énergétiques d'origine fossile et est fondée sur les GES émis par les produits fossiles destinés au transport (p. ex. l'essence) ou à des installations fixes (p. ex. le mazout, le gaz naturel, le charbon). Cette taxe est entre autres justifiée par le fait qu'au Luxembourg, les actions ciblées sur le transport (en particulier le transport routier, représentant 69 % des émissions du secteur et dont 70 % des carburants sont vendus à des véhicules immatriculés à l'étranger) ont le plus grand potentiel de contribution aux objectifs nationaux d'atténuation du changement climatique, étant donné qu'il s'agit du secteur émettant le plus de CO₂ : il représentait plus de 57 % des émissions totales en 2022.

Afin de quantifier et d'évaluer l'impact des mesures politiques sur les émissions de GES, le Statec propose des projections à l'horizon 2050 sur base de différents scénarios de montants de taxe carbone au Luxembourg et à l'étranger. Les objectifs de la loi climat seront atteints rapidement dans le cas d'une augmentation annuelle constante, mais pas dans le cas d'une augmentation des prix carbone à l'étranger supérieure à celle du Luxembourg. De plus, la taxe n'est pas suffisante pour l'atteinte de la neutralité climatique en 2050. Le Statec montre également que la taxe carbone aura un impact majeur sur les ventes de carburants (et donc sur les GES) aux véhicules non immatriculés au Luxembourg, alors que les ventes de carburants aux résidents du Luxembourg connaîtront une diminution lente et linéaire.

Les recettes fiscales sont également dépendantes du montant de la taxe. Selon le PNEC, elles seront

affectées de façon équitable aux investissements dans la transition énergétique et aux mesures de protection du climat, et pour l'autre moitié à des mesures de compensation sociale. En effet, la taxe carbone étant régressive (i.e. les ménages plus modestes dépensent une plus grande part de leurs revenus pour les combustibles domestiques que les ménages plus aisés, moins pénalisés), des instruments tels que le crédit d'impôt climat et autres subventions sont mis en place pour la rendre plus équitable.

Le document identifie dès lors le besoin d'analyses économétriques plus détaillées de l'impact social et environnemental des subventions actuelles et futures. Il relève également l'importance de considérer une échelle globale dans les débats concernant les tarifications du carbone et le changement climatique au sens large.

Note de recherche scientifique par E. Mennicken, M. Pauly et C. Penny : « Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 novembre 2023.

Note de recherche scientifique par E. Mennicken, M. Pauly et C. Penny : « Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 novembre 2023.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



La COP28 « a un impact direct sur notre travail législatif »

Les députés ont débattu le 14 décembre 2023 en séance publique des résultats de la 28^e Conférence des parties (COP28) à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. MM. Franz Fayot et Paul Galles ont participé au forum parlementaire de la COP28 à Dubaï pour y représenter la Chambre des Députés. Témoignages.

Vous avez participé à la 28^e édition de la COP. Avez-vous l'impression que le cadre est adapté pour traiter l'urgence climatique ?

M. Franz Fayot : Une telle action collective est nécessaire pour résoudre une crise qui nous concerne tous.

Il faut que le monde entier soit dans le même bateau. C'est la diplomatie environnementale. À vrai dire, c'est une expérience frustrante. En Europe, nos pays sont ambitieux. Mais pour nous, la lutte contre le changement climatique n'avance pas assez vite.

M. Paul Galles : J'ai beaucoup réfléchi à cette question. D'un côté, le modèle de la COP présente une opportunité d'échanges pour les députés. Mais on pourrait le rendre plus efficace. Certes, il faut un endroit pour se rencontrer physiquement comme c'était le cas cette année à Dubaï. Je pense que les échanges ne devraient pas se faire par visioconférence. 100.000 personnes

étaient accréditées, mais il faut faire en sorte que les délégations des différents pays ne deviennent pas un moyen pour cacher des lobbyistes du pétrole.

Pourquoi la présence de parlementaires présente-t-elle une plus-value ?

M. Galles : Nous étions à Dubaï pour remplir notre mission de parlementaires qui consiste à contrôler nos gouvernements, à accompagner la démarche de notre pays de manière critique et constructive. Le fait que la première ébauche de la déclaration finale ait créé un tollé pareil montre que l'on procède selon des règles démocratiques.

M. Fayot : Les discussions sur place et les contacts que nous établissons nous permettent de découvrir des initiatives à mettre en place chez nous. Il peut également s'agir d'initiatives que le Luxembourg pourra soutenir. Nous, députés, pouvons faire pression sur nos gouvernements. Nous pouvons également faire fonction de porte-paroles de la société civile. De toute façon, au point où on en est, la pression doit venir de tous les fronts pour accélérer le mouvement.

Quel est l'impact de cette visite sur votre travail parlementaire au Luxembourg ?

M. Fayot : Les débats à la COP sont des discussions globales qui ont un impact direct sur les lois et réglementations. Le message est clair : on ne pourra pas revenir dans 30 ans pour constater que rien n'aura changé. Nous, députés, nous avons une responsabilité spécifique parce que nous sommes les législateurs. Nous devons créer les règles dans le but de

décarboniser nos sociétés et atténuer la crise climatique. Nous ramenons la dynamique de la COP à la Chambre.

Les grands sujets discutés à Dubaï comme le « phasing out » des énergies fossiles, les questions autour du financement nous concernent directement dans notre travail législatif. Le changement climatique est le sujet prédominant. Rien que cette semaine, nous avions deux projets à l'ordre du jour des commissions parlementaires à la Chambre qui sont directement liés aux questions de changement climatique : la bonification des investissements qui doivent inciter les entreprises à investir dans la transition énergétique ou encore la taxe CO₂. À nous de poser constamment les bonnes questions : Quel est l'impact de la taxe CO₂ ? La taxe est-elle juste ? Il faudra accélérer son impact parce qu'il y a une urgence absolue.

M. Galles : C'est pour cette raison que j'ai demandé un avis scientifique sur la question. D'autres idées

concrètes concernent par exemple l'aménagement de nos villes. Comme il s'agit de modèles à suivre au niveau local, les communes ont également un rôle important à jouer.



MM. Paul Galles et Franz Fayot (à droite) ont participé au forum parlementaire de la COP28 à Dubaï.

Commémoration annuelle au « Schumann's Eck »



Le Président de la Chambre lors de son discours au Mémorial Schumann's Eck.

Le devoir de mémoire et de soutien de ceux qui souffrent des guerres d'aujourd'hui était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a prononcé le 16 décembre 2023 lors de la cérémonie de commémoration annuelle au « Schumann's Eck » près de Nothum.

Jadis théâtre des combats de la « Bataille des Ardennes », le « Schumann's Eck » est devenu un lieu de mémoire nationale. Des tranchées et des cratères de bombes sont toujours visibles sur ce site où des milliers de soldats américains et quelques centaines de civils ont laissé leur vie pour la liberté du Grand-Duché entre décembre 1944 et fin janvier 1945.

« Nous avons la responsabilité d'aider d'autres pays à conserver leur liberté »

Lors de son discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration pour les 79 ans des événements, M. Wiseler a rappelé que le Luxembourg a aujourd'hui le devoir d'apporter son soutien à des pays qui souhaitent garder leur indépendance. « Nous avons aujourd'hui la responsabilité d'aider d'autres pays à conserver leur liberté. De nos jours, une telle cérémonie de commémoration est donc un signe fort. »

La cérémonie de cette année a accordé une attention particulière à l'implication des jeunes générations

dans le travail de mémoire. Ainsi, des élèves du Lycée du Nord ont pris le micro pour présenter leur travail de mémoire effectué dans le cadre d'activités scolaires. Un élève ayant dû fuir l'Afghanistan ainsi qu'une jeune Ukrainienne ont témoigné de leur vécu.



Les élèves du Lycée du Nord ont présenté leur travail de mémoire effectué dans le cadre d'activités scolaires.

Visite des locaux de la « Stëmm vun der Strooss »



Sur invitation des responsables de l'association « Stëmm vun der Strooss », le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a visité le 10 janvier 2024 les locaux de l'ASBL à Hollerich, au numéro 7, rue de la Fonderie.

La Directrice de l'association, Mme Alexandra Oxacelay, et des membres du Conseil d'administration lui ont montré les différents services installés sur le site de Hollerich, dont le restaurant social, la rédaction, la Kleederstuff ou la blanchisserie. Le Président a pu rencontrer différents collaborateurs et des clients et se faire une idée de leur situation.

Lors d'un échange de vues, la directrice a expliqué le fonctionnement concret de la « Stëmm ». Elle a également sensibilisé le Président aux problèmes quotidiens et expliqué les défis de l'ASBL.

Le Président a remercié tous les responsables, les collaborateurs et les bénévoles pour leur engagement précieux en faveur des plus démunis.

Engagement du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement

8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

L'objet du projet de loi consiste en l'actualisation des engagements du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID), et ce à concurrence de 61.210.000 euros.

L'AID est l'institution de la Banque mondiale qui aide les 74 pays les plus pauvres du monde.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action.

Les négociations pour la vingtième reconstitution des ressources de l'AID (AID-20) se sont conclues en mars 2022 par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains pour le financement de projets sur la période de trois ans se terminant le 30 juin 2025.

Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Le financement aidera ainsi les pays à faible revenu à reconstruire leur économie dans un contexte de crises en cascade : changement climatique, Covid-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire. Les pays contributeurs se sont engagés à apporter 23,5 milliards de dollars qui viennent s'ajouter aux financements supplémentaires levés sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux remboursements sur les crédits antérieurs et aux contributions de la Banque mondiale elle-même.

Le Luxembourg, qui a pris part aux dix-neuf reconstitutions précédentes, a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21 % de l'enveloppe globale de l'AID. Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains. La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61.210.000 euros.

L'amortissement de ce billet et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant :

Année	Montant en EUR	Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)
2024	15.185.000 €	24,81 %
2025	10.740.000 €	17,55 %
2026	9.945.000 €	16,25 %
2027	8.660.000 €	14,15 %
2028	7.130.000 €	11,65 %
2029	5.260.000 €	8,59 %
2030	3.215.000 €	5,25 %
2031	1.075.000 €	1,76 %
Total	61.210.000 €	100,00 %

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

05/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 834, page 1

Bonification d'impôt pour investissement

8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi envisage de mettre en place certains éléments de l'accord dit « Solidaritétspak 2.0 » conclu à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022. Il vise à reformer la bonification d'impôt pour investissement en élargissant le champ d'application notamment aux investissements et aux dépenses effectués par les entreprises dans le cadre de la transformation digitale et de projets de transition écologique et énergétique. Le nouveau régime de la bonification d'impôt pour investissement est applicable à partir de l'année d'imposition 2024.

Le cadre légal existant se limite aux investissements dans des biens amortissables corporels et exclut les dépenses d'exploitation de manière générale, y compris les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de la transformation digitale ou de la transition écologique et énergétique.

Afin de favoriser et d'accélérer la transition écologique et énergétique ainsi que la transformation digitale au niveau des entreprises, le projet de loi entend entre autres étendre le champ d'application de la bonification d'impôt pour investissement en visant spécifiquement les investissements et dépenses effectués par les entreprises luxembourgeoises dans le cadre de projets de transformation digitale ou de transition écologique et énergétique. Il contribue en outre à la réalisation des objectifs nationaux ambitieux du plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adopté par le Conseil de Gouvernement le 21 juillet 2023.

La modification principale prévue par le projet de loi est la suppression de la bonification d'impôt complémentaire et l'introduction d'une nouvelle bonification d'impôt sur le revenu en raison des investissements effectués dans le cadre de la transformation digitale ou de la transition écologique et énergétique de l'entreprise.

La nouvelle bonification d'impôt sera également accordée pour des dépenses d'exploitation en relation avec ces investissements, ce qui n'est pas permis à l'heure actuelle.

Le taux de la nouvelle bonification d'impôt applicable aux investissements et aux dépenses d'exploitation dans le digital, l'écologie ou l'énergie s'élève à 18 %.

Vu que la nature des investissements peut être très diversifiée englobant tant des dépenses d'exploitation que des investissements en relation avec la transformation digitale ou la transition écologique et énergétique, le projet de loi propose de mettre en place un système d'attestation et de certification.

La deuxième modification proposée par le projet de loi concerne la bonification d'impôt pour investissement global. Le taux de base de la bonification d'impôt pour investissement global dans des biens corporels amortissables autres que les bâtiments, le cheptel vif agricole et les gisements minéraux et fossiles sera augmenté de 8 % à 12 % et la condition de la tranche d'investissement de 150.000 euros est supprimée. Les dépenses et les investissements engagés dans le cadre d'un projet de digitalisation ou d'un projet de transition écologique et énergétique profiteront de taux spécifiques. En ce sens, il est proposé que des investissements en biens amortissables corporels réalisés dans le cadre d'une transformation digitale ou d'une transition écologique et énergétique seront éligibles à une bonification d'impôt supplémentaire de 6 %. Ainsi, un tel investissement aura droit à une bonification d'impôt totale de 18 %.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/07/2023

Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

12/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 836, page 1

Financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers

8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en

vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Le présent projet de loi poursuit trois objectifs différents.

En premier lieu, il crée une base légale pour le système national d'indemnisation des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés qui, pour l'année 2023, était réglé dans le cadre d'un projet pilote par une convention entre l'État et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (ci-après « FHL »).

La consécration légale dudit financement par le budget de l'État se situe dans la lignée du projet de loi 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et l'avis afférent du Conseil d'État.

L'ancrage légal du système d'indemnisation dans la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et plus particulièrement dans son article 24 tient au fait que les établissements hospitaliers concernés sont responsables pour garantir la continuité de service conformément à la loi précitée et aux règlements d'exécution afférents. Alors que, d'une part, l'organisme gestionnaire est responsable pour définir l'organisation médicale et donc pour planifier les gardes et astreintes des services hospitaliers dont il a demandé l'autorisation d'exploitation et que, d'autre part, ces gardes et astreintes sont effectuées par les médecins hospitaliers de l'établissement en question, l'indemnisation est versée à l'organisme gestionnaire pour être reversée aux médecins hospitaliers en raison de leur disponibilité médicale au sein des services hospitaliers mêmes ou sur appel.

Les coûts prévisibles des gardes et astreintes à charge du budget de l'État s'élèvent à 60,5 millions d'euros pour l'année 2024.

Le volume horaire pris en charge par le budget de l'État reste inchangé par rapport au projet pilote.

Ainsi, les astreintes sont indemnisées sur un créneau horaire allant de 18 heures du soir à 7 heures du lendemain matin (13 heures au total) les jours ouvrables et 24 heures sur 24 les week-ends et jours fériés.

Les gardes sont indemnisées tous les jours, 24 heures sur 24.

Les taux horaires des gardes et des astreintes sont fixés respectivement à 10,95 euros et à 4,56 euros (cote 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948).

Le projet de loi procède, en second lieu, à une augmentation des nombres de lits maximaux autorisés par la loi hospitalière dans son annexe 2 pour les services de gériatrie aiguë, de pédiatrie de proximité et de psychiatrie juvénile.

Il est en même temps profité de l'occasion pour rectifier une erreur qui s'est glissée dans le nombre maximal total de lits de moyen séjour pouvant être autorisé suivant l'annexe 1 de la loi modifiée du 8 mars 2018 précitée.

En troisième lieu, le projet de loi revoit à la hausse le nombre de certains équipements soumis à planification nationale.

Il s'agit d'abord d'une augmentation du nombre de tomographes à émission de positrons, encore appelés « PET-CT », d'une unité à deux en raison de la progression notable de passages au Centre national PET passant de 2.233 passages en 2010 à 6.478 examens réalisés en 2022 et du taux d'occupation de l'équipement PET-CT proche de 100 %, le but étant d'éviter de longs délais d'attente. Puis, le nombre d'équipements pour mesure de la densité osseuse selon le procédé DXA est augmenté de 1 à 3 unités pour diminuer les délais d'attente existants et en même temps tenir compte de l'augmentation progressive de la population âgée.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/07/2023

Rapporteur : M. Max Hengel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Président : M. Max Hengel) :

06/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

13/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 839, page 1

Le présent projet de loi a pour objet de clarifier les conditions et modalités de l'émission par la Commission européenne de titres de créance de l'Union européenne ou la Communauté européenne de l'énergie atomique dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de financement diversifiée et soumise au droit luxembourgeois, sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

Il vise ainsi à soutenir la Commission dans sa quête de rendre plus efficaces les opérations d'emprunts et de gestion de la dette dans le cadre du financement des programmes et instruments de l'UE et de l'Euratom. Le texte du projet de loi est étroitement inspiré du texte de l'article 2 de la loi du 21 juillet 2021 portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021, qui a clarifié de manière similaire que les titres de créance créés par le mécanisme de stabilité européen qui sont soumis au droit luxembourgeois peuvent valablement être émis sans contrepartie.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 831, page 1

Relèvement de la taxe CO₂

8290 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de relever pour les années à venir les taux maximums du droit d'accise autonome additionnel sur les produits énergétiques, dénommé « Taxe CO₂ », pour atteindre un prix de 45 euros la tonne de CO₂ en 2026. De plus, le projet de loi prévoit une augmentation du « crédit d'impôt CO₂ » afin d'atténuer l'impact de cette augmentation progressive sur les ménages à revenu faible ou moyen.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne dispose d'un système d'échange de quotas d'émission pour les installations industrielles. Il s'applique aux grandes installations, y compris celles qui opèrent dans l'industrie, la production d'électricité et l'aviation.

Outre ce système, la tarification du carbone joue un rôle important dans de nombreux pays en tant qu'outil supplémentaire pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Au Luxembourg, une telle taxe CO₂ a été introduite en 2021. Actuellement, elle s'élève à 30 euros par tonne de CO₂.

La mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adoptée par le Conseil de Gouvernement le 21 juillet 2023, prévoit que le prix du carbone continuera à être majoré annuellement de 5 euros par tonne de CO₂ pour atteindre en 2026 un niveau de 45 euros par tonne de CO₂.

Le projet sous rubrique augmente le seuil maximal des taux du droit d'accise autonome additionnel dénommé « Taxe CO₂ » pour atteindre le prix de 45 euros la tonne de CO₂ en 2026. Cette mesure est ainsi conforme au PNEC, prévoyant une augmentation du prix du carbone à 35 euros par tonne de CO₂ en 2024, à 40 euros par tonne de CO₂ en 2025 et à 45 euros par tonne de CO₂ en 2026.

Lors de la mise en place de la taxe sur les émissions de CO₂ en 2021, les crédits d'impôt destinés aux salariés, pensionnés et travailleurs indépendants ont été majorés de 96 euros afin de compenser socialement l'impact de la taxe CO₂ pour ces contribuables.

Suite à l'accord tripartite du 3 mars 2023, la somme de 96 euros attribuée pour la compensation de la taxe CO₂ a été dissociée des crédits d'impôt susmentionnés pour constituer un crédit d'impôt CO₂ à part entière (CI-CO₂).

La loi du 5 juillet 2023 a augmenté le crédit d'impôt CO₂ de 48 euros supplémentaires, pour former un CI-CO₂ plein de 144 euros à partir du 1^{er} janvier 2024. Celui-ci est applicable pour un revenu salarial brut ou un bénéfice net de 936 euros ou une pension de 300 euros jusqu'à un revenu annuel de 40.000 euros. Le crédit d'impôt

Émission de titres de créance par la Commission européenne

8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée

diminue progressivement jusqu'à un revenu de 80.000 euros par an. Au-delà de ce montant, il n'est plus applicable.

Suite à l'augmentation de la taxe CO₂ de 5 euros par tonne de CO₂ à partir du 1^{er} janvier 2024, le présent projet de loi propose d'augmenter le CI-CO₂ de 24 euros afin que ce dernier s'élève à un montant plein de 168 euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 832, page 1

Convention de non double imposition avec l'Allemagne

8311 – Projet de loi portant approbation de l'avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Le projet de loi a pour objet d'approuver un avenant à la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023.

L'avenant a plusieurs objectifs. Il vise d'abord à intégrer dans la Convention fiscale précitée les standards minima prévus par les travaux BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) ainsi que certaines dispositions figurant dans les accords amiables signés en 2011 concernant le traitement fiscal des salaires des frontaliers ainsi que l'imposition des indemnités telles que des indemnités payées suite à un licenciement et/ou un plan social et des indemnités de chômage. Seront également intégrées dans la Convention fiscale les dispositions issues desdits accords relatifs à l'imposition des salaires des chauffeurs routiers, des conducteurs de locomotives ainsi que du personnel accompagnant qui sont des résidents d'un des États contractants et employés par une entreprise résidente de l'autre État contractant.

L'avenant propose en particulier de relever le seuil de tolérance de 19 jours à 34 jours dans le cadre de l'application de l'article 14 de la Convention relatif aux revenus d'emploi concernant l'imposition des revenus provenant des activités salariées. Ainsi, les personnes résidant en Allemagne et qui travaillent au Luxembourg ont désormais le droit d'exercer leur activité salariée pendant 34 jours au maximum en dehors du Luxembourg tout en demeurant soumis à l'impôt au Luxembourg. Avec cette modification, le seuil sera identique à celui en vigueur entre le Luxembourg et la Belgique et celui en vigueur entre le Luxembourg et la France.

De plus, ce nouveau seuil de tolérance a également été étendu à certaines situations mentionnées à l'article 18 de la Convention relatif aux rémunérations tombant dans le champ d'application de la fonction publique.

L'avenant contient également des dispositions qui ont pour objet de régler des divergences d'interprétation entre les autorités compétentes en ce qui concerne l'application de certains éléments des accords amiables signés en 2011. Il s'agit notamment du droit d'imposition des primes d'astreinte ainsi que des salaires et rémunérations touchés par un salarié durant la période de préavis en cas de licenciement avec dispense de travail.

Les dispositions de l'avenant seront applicables conformément aux règles de l'article 14 relatives à l'entrée en vigueur de l'avenant dans les deux États contractants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/09/2023

Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 842, page 1

Financement de la deuxième phase du projet Elmen

8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser l'État à participer à la réalisation de la deuxième phase du projet Elmen, en modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen. Le maître d'ouvrage, la Société nationale des habitations à bon marché (ci-après « SNHBM »), promoteur public, réalise sur le site d'Elmen, dans la commune de Kehlen, environ 800 logements permettant d'accueillir plus de 2.000 personnes.

La réalisation du projet se faisant en trois phases, le plan d'aménagement particulier (PAP) 2 (« Village Est ») permet de construire 51 maisons unifamiliales, 103 appartements dans dix résidences et la Maison pour tous, qui sera le noyau du développement sociétal du nouveau quartier.

L'enveloppe initiale du budget, telle que fixée dans la loi précitée du 25 novembre 2020, s'élevait à 76.000.000 euros, correspondant à la valeur 821,57 de l'indice semestriel des prix de la construction d'octobre 2019. Rapporté à la valeur 1.127,38 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2023, ce montant correspond à 104.026.267 euros.

La présente loi en projet prévoit d'augmenter l'enveloppe budgétaire pour atteindre 188.000.000 euros, dont 83.632.242 euros pour la réalisation du deuxième PAP en question.

Les concepts particuliers développés pour le PAP 1 d'Elmen sont maintenus lors de la réalisation des PAP 2 et 3. Toutefois, une série d'efforts de densification ont été entrepris pour rendre le projet plus économique en améliorant le ratio des coûts induits par les espaces publics en relation à la surface habitable créée.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

Rapporteur : M. Luc Emering

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. Gilles Baum) :

12/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 845, page 1

Financement du projet « Itzigerknupp »

8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

L'objectif du projet de loi consiste à autoriser l'État à participer à la réalisation du projet « Itzigerknupp » à Bonnevoie, à la périphérie sud-est de la ville de Luxembourg, prévoyant la construction de 786 logements pour environ 2.000 habitants.

La SNHBM est le maître d'ouvrage pour une partie des lots, l'autre partie étant réalisée par des acteurs privés. Selon les planifications du promoteur public, la réalisation du projet « Itzigerknupp » s'étendra sur une période d'environ dix ans, avec le début des premiers travaux en 2023-25 et une fin estimée des travaux en 2034-35.

L'enveloppe budgétaire accordée ne peut pas dépasser le montant de 193.000.000 euros pour le financement des dépenses en lien avec la réalisation du projet.

Le projet « Itzigerknupp », conçu selon les principes du développement durable, bénéficie d'arrêts des transports publics, d'infrastructures publiques et scolaires, de services et d'espaces verts à proximité.

Avec une densité de logement de soixante logements par hectare, le PAP propose 786 logements pouvant être développés, dont 108 maisons unifamiliales et 32 maisons plurifamiliales distribuées sur quatorze lots. Ces maisons plurifamiliales représenteront au total 678 appartements.

La SNHBM réalisera 74 maisons unifamiliales destinées à la vente abordable et 484 unités dans les maisons plurifamiliales, dont 289 destinées à la location abordable et 195 à la vente abordable, correspondant à près de 59 pour cent du nombre total de logements. Les 228 unités de logement restantes seront réalisées par des acteurs privés.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023
Rapporteuse : Mme Lydie Polfer

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

12/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 846, page 1

Transfert du siège de l'OIV de Paris à Dijon

8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Le projet de loi, qui se compose d'un article unique, entend ratifier le Protocole d'amendement de l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (ci-après : l'OIV) qui vise à transférer le siège de l'OIV de Paris à Dijon à partir du printemps 2024 et qui a été proposé par la France.

Pour rappel, l'Accord portant création de l'OIV, signé à Paris, le 3 avril 2001, a été approuvé par une loi du 22 juillet 2003. En date du 21 mai 2022, l'assemblée générale de l'organisation a adopté par consensus le Protocole d'amendement à l'accord susmentionné, afin de transférer le siège de l'organisation de Paris à Dijon.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/10/2023
Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :

14/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 841, page 1

Augmentation de la part des biocarburants

8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Le présent projet de loi a pour objet d'augmenter à partir du 1^{er} janvier 2024 la part des biocarburants à incorporer dans les carburants mis à la consommation. À l'origine, cette modification faisait partie du projet de loi 8338 relatif au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024. Afin de tenir compte de l'avis du Conseil d'État, ce point est traité dans le présent projet de loi distinct.

Le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (ci-après « PNEC ») a été mis à jour au courant de l'année 2023. Il met l'accent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique de 44 % à l'horizon 2030 (par rapport à la référence EU PRIMES (2007) européenne pour l'année 2030, exprimée en énergie finale) et sur l'augmentation conséquente de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie par rapport au PNEC initial de 2020 qui passe à 35-37 % en 2030.

Dans le secteur des transports, le Luxembourg prévoit un objectif de 18 % d'énergies renouvelables dans sa consommation finale brute d'énergie en 2030, avec une part « physique » de 10 % de biocarburants.

Ainsi, le PNEC prévoit, pour la période de 2021 à 2030, une augmentation progressive des biocarburants dans le secteur des transports afin d'atteindre les objectifs intermédiaires.

Le pourcentage des biocarburants à additionner dans l'essence et le gasoil routier mis à la consommation est actuellement fixé à 8 %. Pour 2024, il est prévu de fixer ce pourcentage à 8,4 % en vue de l'augmenter graduellement pour l'objectif à atteindre en 2030. La possibilité de réduire le pourcentage en cas de circonstances exceptionnelles est maintenue.

La part des biocarburants repris à l'annexe IX, partie A, de la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables devra être augmentée et atteindre au minimum 1 % en 2025 et 3,5 % en 2030. Ainsi, il est proposé d'élever ce taux actuel de 0,2 % à 0,4 % en 2024.

La directive 2018/2001/UE précitée exige encore que la part des biocarburants et bioliquides ainsi que des combustibles issus de la biomasse, consommés dans le secteur des transports et produits à partir de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale dans un État membre, soit limitée à une part inférieure à 7 %. Les États membres peuvent décider de limiter davantage ce pourcentage. Au Luxembourg, ce seuil est actuellement fixé à 5 % et est gardé constant. À compter du 31 décembre 2023 et jusqu'au 31 décembre 2030 au plus tard, les biocarburants, qui ont une haute incidence sur les changements indirects dans l'affectation des sols, devront progressivement diminuer et atteindre 0 % en 2030, raison pour laquelle un seuil de 2 % est désormais introduit pour l'année 2024.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/12/2023
Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Aehm) :

05/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 837, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 13	Motion 1 : M. Franz Fayot M. David Wagner M. Gilles Baum M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) Mme Sam Tanson Mme Diane Adehm M. Fred Keup M. Gilles Baum (parole pour fait personnel) M. Sven Clement
M. Claude Wiseler, Président		
2. Communications	p. 13	Vote sur la motion 1 (rejetée)
M. Claude Wiseler, Président		Motion 2 : Mme Diane Adehm
3. Ordre du jour	p. 14	Vote sur la motion 2 (rejetée)
M. Claude Wiseler, Président		Motion 3 : M. Sven Clement M. Franz Fayot M. Gilles Baum Mme Sam Tanson Mme Diane Adehm M. Sven Clement M. Michel Wolter
4. Hommage à la mémoire de Mme Ferny Nicklaus-Faber, Députée honoraire	p. 14	Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté) (interventions de M. François Bausch et M. Sven Clement)
M. Claude Wiseler, Président		Vote sur la motion 3 (rejetée)
5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 15	10. 8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023
M. Claude Wiseler, Président		p. 25
6. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)	p. 15	Rapport de la Commission des Finances : M. Marc Spautz
M. Claude Wiseler, Président		Discussion générale : M. Guy Arendt M. Franz Fayot M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) M. David Wagner
7. 8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)	p. 15	Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer		Vote sur l'ensemble du projet de loi 8311 et dispense du second vote constitutionnel
Discussion générale : M. André Bauler M. Franz Fayot M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner		Motion 1 : M. Marc Spautz M. Franz Fayot Mme Sam Tanson (intervention de M. Gilles Baum) M. David Wagner M. Fred Keup M. Sven Clement M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances		Vote sur la motion 1 (rejetée)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8257 et dispense du second vote constitutionnel		11. Heure d'actualité de la sensibilité déi gréng au sujet de la conférence sur les changements climatiques à Dubaï – COP28
8. 8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée	p. 17	p. 28
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm		Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)
Discussion générale : M. André Bauler M. Franz Fayot M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner		Débat : M. Paul Galles (intervention de Mme Joëlle Welfring) (dépôt de la motion 2) M. Luc Emering M. Franz Fayot (dépôt des motions 4 et 3 et de la résolution 1) M. Jeff Engelen M. Ben Polidori M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances		Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8289 et dispense du second vote constitutionnel		Motions : Mme Joëlle Welfring M. Franz Fayot M. Michel Wolter
9. 8290 – Projet de loi portant modification :		Vote sur le renvoi des motions 1 à 4 en commission (adopté)
1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;		Résolution 1 : M. Franz Fayot M. Marc Spautz M. Fernand Kartheiser
2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques	p. 18	Vote sur la résolution 1 (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm		
Discussion générale : Mme Corinne Cahen M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1) M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) Mme Sam Tanson M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) M. David Wagner		Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances		Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8290 et dispense du second vote constitutionnel		

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Gilles Roth, Ministre | Nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

2. Communications

Ech hunn e puer Kommunikatiounen ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zrëckgezu gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 14 décembre 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8342 – *Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 24/11/2023

8343 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/11/2023

8344 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/12/2023

8345 – *Projet de loi modifiant la loi du 5 février 2021 relative à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 06/12/2023

8346 – *Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022*

Dépôt : Commission des Comptes, le 07/12/2023

3) Les propositions de loi suivantes ont été retirées du rôle des affaires :

7556 – *Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 08/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 24/11/2023

4979 – *Proposition de loi relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Députée, le 04/07/2002

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

6486 – *Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales*

Dépôt : M. François Bausch, Député, le 11/10/2012

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

6538 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Camille Gira, Député, le 31/01/2013

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

7392 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, M. Marc Goergen, Député, le 18/12/2018

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

7482 – *Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 09/10/2019

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

7797 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 01/04/2021

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

5553 – *Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale*

Dépôt : M. Laurent Mosar, Député, Mme Marie-Josée Frank, Députée, le 14/03/2006

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7013 – *Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport*

Dépôt : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Députée, le 07/07/2016

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7174 – *Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt : M. Serge Wilmes, Député, le 01/09/2017

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7308 – *Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, M. Léon Gloden, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, le 15/05/2018

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7435 – *Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 25/04/2019

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7436 – *Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 25/04/2019

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7551 – *Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux*

commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7552 – *Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevable pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7553 – *Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des micro-entreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7554 – *Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Spautz, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7564 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 18/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7687 – *Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 21/10/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7754 – *Proposition de loi portant modification de 1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et*

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 27/01/2021

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7766 – *Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 10/02/2021

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

8149 – *Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier*

Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Lies, Député, Mme Elisabeth Margue, Députée, le 08/02/2023

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

8261 – Proposition de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et 2. portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt : M. Aly Kaes, Député, le 29/06/2023

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7921 – Proposition de loi portant modification de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt : Mme Françoise Hetto-Gaasch, Députée, M. Serge Wilmes, Député, le 01/12/2021

Retrait du rôle des affaires : 04/12/2023

3699 – Proposition de loi ayant pour objet le silence de l'Administration

Dépôt : M. Henri Grethen, Député, le 24/11/1992

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

4548 – Proposition de loi portant modification de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924

Dépôt : Mme Lydie Polfer, Députée, M. Henri Grethen, Député, le 11/03/1999

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

5746 – Proposition de loi
– modifiant la loi communale du 13 décembre 1988 ;
– modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Camille Gira, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Paul Helming, Député, le 10/07/2007

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6450 – Proposition de loi
– portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat ;
– portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Dépôt : M. André Bauler, Député, le 10/07/2012

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6509 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes

Dépôt : Mme Anne Brasseur, Députée, le 04/12/2012

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6621 – Proposition de loi relative au statut des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen et modifiant la loi électorale du 18 février 2003

Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 01/10/2013

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6621 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution

Dépôt : M. Paul-Henri Meyers, Député, le 21/04/2009

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2956 – Demande de pétition publique : Syndic de copropriété – Renforcement de l'encadrement réglementaire / Property managers – Strengthening the regulatory framework

Dépôt : M. Benjamin Crivelli, le 21/11/2023

2957 – Demande de pétition publique : Violences faites aux enfants / Agir autrement ! / Renforcer la prévention contre toutes formes de violence / Assurer la protection des victimes / Assurer de punir les auteurs

Dépôt : Mme Estelle Massé, le 21/11/2023

2958 – Demande de pétition publique : Demande d'exception à la politique de stationnement P+R des CFL pour les étudiants de l'Université du Luxembourg

Dépôt : M. Alen Prasevic, le 22/11/2023

2959 – Demande de pétition publique : Augmentation 6,5 % salaire minimum national

Dépôt : M. Luis Pinto, le 22/11/2023

2960 – Demande de pétition publique : Sécurité sur les pistes cyclables

Dépôt : M. Patrick Guillaume, le 23/11/2023

2961 – Demande de pétition publique : Uniformes scolaires

Dépôt : M. Ricardo Jorge Cristina Alves, le 24/11/2023

2962 – Demande de pétition publique : Suspendre automatiquement les droits parentaux des pédophiles lorsqu'ils sont condamnés et augmenter les peines pour ces délits, créer un registre public afin de protéger les enfants

Dépôt : Mme Sanida Babic-Pranjic, le 24/11/2023

2963 – Demande de pétition publique : Fëmmverbuert op Terrassen, wou et eppes ze iesse gëtt

Dépôt : M. Pierre Karges, le 27/11/2023

2964 – Demande de pétition publique : Für die Abschaffung von Restopolis an Schulen

Dépôt : M. Chris Zeimes, le 28/11/2023

2965 – Demande de pétition publique : Die Mieten sollen an die individuelle Situation des Mieters angepasst werden, um die Armut durch überbezahlte Mietwohnungen zu bekämpfen

Dépôt : M. Joe Schmit, le 28/11/2023

2966 – Demande de pétition publique : (FR) Vignette pour les véhicules étrangers / (DE) Vignette für ausländische Fahrzeuge

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 29/11/2023

2967 – Demande de pétition publique : Remboursement total de lunettes par la CNS

Dépôt : Mme Jade Emini, le 30/11/2023

2968 – Demande de pétition publique : Améliorer les services d'urgences dans les hôpitaux et surtout le temps d'attente. Le temps d'attente de 5-6h n'est malheureusement pas une exception. Les services sont trop souvent débordés. Il faudrait soit une structure différente (maison médicale 7j/7 24/24) pour les cas moins urgents, soit plus de personnel

Dépôt : M. Pascal Radermecker, le 02/12/2023

2969 – Demande de pétition publique : Appel à l'aide – Secteur AEF

Dépôt : M. Mike Marques, le 05/12/2023

2970 – Demande de pétition publique : Une excursion pour toutes les classes de l'enseignement secondaire à la fin de l'année scolaire pour que le climat de classe devienne meilleur

Dépôt : Mme Celia Goergen, le 06/12/2023

2971 – Demande de pétition publique : Car-free Sunday in Luxembourg-City / Dimanche sans voiture en Luxembourg-Ville / Autofreier Sonntag in Luxemburg Stadt

Dépôt : M. Timothy Eastwood, le 08/12/2023

2972 – Demande de pétition publique : Petitioun géint den absolut iwwerdrüwenen, konstante Wan no neien, sënne Petitiounen

Dépôt : M. Charles Truffelli, le 08/12/2023

2973 – Demande de pétition publique : Nëmmen nach 2 Wochendeeg a 5 Deeg Weekend. Déi 3 lescht Wochendeeg (Mëttwoch, Donneschden a Freiden) mat an de Weekend abezéien

Dépôt : M. Mick Majerus, le 10/12/2023

2974 – Demande de pétition ordinaire : „Fallout shelter“ fir all Awunner

Dépôt : M. Leon Daenen, le 10/12/2023

2975 – Demande de pétition publique : Pour plus de crèches publiques dans les communes du pays

Dépôt : Mme Meryem Carrat, le 11/12/2023

2976 – Demande de pétition publique : Am Tram extra Waggone fir d'Fraen a Meedercher reservéieren

Dépôt : Mme Denise Dostert, le 12/12/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Hommage à la mémoire de Mme Ferny Nicklaus-Faber, Députée honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch krute mer d'Nouvelle vum Doud vun eiser fréierer Kolleegin, der Éierendeputéierter Ferny Nicklaus-Faber. Si ass am Alter vu 86 Joer gestuerwen. D'Ferny Nicklaus-Faber war 10 Joer Member vun dësem Haus.

D'Madamm Nicklaus-Faber gouf den 2. November 1937 an der Stad Lëtzebuerg gebuer. 1958 ass si Member an der CSV ginn. Si war duerch déi politesch Aktivitéit vun hirem Mann Albert Nicklaus staark an d'Politick agebonnen. Nom Doud vun hirem Mann 1987 ass si selwer politesch aktiv gi mam Zil, fir mat der politescher Aarbecht vun hirem Mann weiderzefueren.

1993 ass d'Ferny Nicklaus-Faber an de Staater Gemengetrot an ee Joer dorops eng éischte Kéier am Bezierk Zentrum an d'Chamber gewielt ginn.

An der Chamber war d'CSV-Deputéierter eng ganz engagéiert Presidentin vun der Kommissioun fir Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer. D'Familljen- an d'Sozialpolitik louchen hir ëmmer um Häerz. Si huet sech ëmmer fir eng Politik, wou de Mënsch am Mëttelpunkt steet, staarkgemaach.

No de Wale vun 1999 an nom Doud vum deemolegen CSV-Deputéierten Alphonse Theis ass d'Madamm Nicklaus-Faber am November 1999 erëm an d'Chamber nogeréckelt.

Ech hunn d'Madamm Nicklaus kennt als eng Fra, déi sech net nëmme fir Sozial- a Familljefroen agesat huet, mee déi och ëmmer interesséiert war, ze hëllefen, notament jonke Politiker, déi hir éischt Schrëtt an der Politik gemaach hunn an deene si Rotschléi ginn huet iwwer all déi Saachen, déi een esou an der Politik alt muss léieren. A wann een eng Suerg, e Problem oder einfach eng Fro hat, da wusst een, datt ee bei hir konnt eng Äntwert kréien an och eng Hëllefstellung, wann et dann noutwendeg war.

Eis Kolleegin Ferny Nicklaus-Faber ass de 4. Dezember am Alter vu 86 Joer gestuerwen. Hirer ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken. Ech géif Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir der Verstuerwener eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Max Hengel als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt den Här Max Hengel d'Madamm Stéphanie Weydert als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Claire Delcourt d'Madamm Liz Braz als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ass den Här Jeff Boonen net méi Membre suppléant.

A schliisslech an der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC gëtt d'Madamm Barbara Agostino effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Dann ass dat och esou decidéiert.

6. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Mir designéieren haut de Mëtten och e Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 157 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Présidentekonferenz proposéiert d'Madamm Isabelle Goubin als Kandidatin. D'Reglement gesäit vir, datt den Artikel 7 (5) kann ugewannt ginn, ausser et freet een Deputéierten e Vott heibannen.

Well mir ee Kandidat fir de Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraph 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et sou vill Kandidaten gëtt, wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemo géif d'Kandidatin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bidden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

An d'Géigeprouf: eng Abstentiuon?

Dann ass déi Saach kloer: Domat ass dann d'Madamm Isabelle Goubin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

7. 8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8257 iwwert d'Aktualiséierung vun de Lëtzeburger Engagementen bei der AID. An AID heescht „Association internationale de développement“. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen respektiv Sensibilitäten hunn alleguer fénnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot an d'Madamm Sam Tanson. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng ganz grouss Eier a Freed, fir dierfen als Rapporteur den éischte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod ze presentéieren; e Projet, wou Lëtzebuerg sech vu senger schéinsten Säit weist, nämlech andeems eist Land sech solidaresch weist an deenen ärmste Länner vun der Welt hëllef. Et geet dobäi ëm de Projet de loi 8257, wou et drëms geet, fir Lëtzebuerg bei der 20. Reconstitution vun de Ressourcen vun der Association internationale de développement, kuerz AID, matzemaachen duerch eng Contributioun vun 61,21 Milliounen Euro via d'Emissioun vun engem sougenannte „billet à ordre“ oder „promissory note“.

An Zäite vu grouse geopolitischen Onrouen an Unsécherheet ass et ëmsou méi wichteg, an dëser Situatioun engger sou wichteger internationaler Organisatioun wéi der AID ze hëllef an esou hir Ressourcen ze stäerken. Déi international Entwécklungsassociatioun AID ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank. Si gouf 1960 gegrënnt mat dem Zil, déi 76 ärmste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung ze ënnerstëtzen.

Wat elo speziell d'Reconstitution AID-20 ugeet, esou steet dës ënnert dem globalen Theema vun „Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif“. Déi rezent Reconstitution AID-20 ass am Mäerz 2022 ofgeschloss ginn an huet en neie Rekordvolumen vun insgesamt 93 Milliarden Dollar mobiliséiert, 11 Milliarde méi wéi bei der leschter Reconstitution vun 2020. Déi 93 Milliarde setze sech zesummen aus de Contributiounen vun den eenzelne Länner fir e Montant vun 23,5 Milliarden, Eegecontributiounen vun der Weltbank, Remboursementen an dem weidere Financement iwwert d'Kapitalmäert, wou et interessant ass ze notéieren, dass all d'Emissiounen, déi d'AID bis elo gemaach huet, op der Lëtzeburger Bourse cotéiert sinn – eng gutt Noriicht fir d'Lëtzeburger Finanzplatz!

Dank dësem innovativen an hybride Finanzéierungsmodell vun der AID, deen der Organisatioun den Triple-A an niddereg Zenssätz garantéiert, ass et méiglech, méi wéi dräi Euro ze mobiliséieren pro investéiertem Euro vun deenen Länner, déi bei dëser Reconstitution matmaachen.

Mat dësem Programm soll de Financement vu Projeten assuréiert ginn iwwert d'Period vu Juli 2022 bis Juni 2025, deen et den ärmste Länner vun dëser Welt erlaabt, hir Wirtschaft erëm opzemaachen par rapport

zu deenen diverse Krisen, mat deene si konfrontéiert sinn: Klimawandel, Covid-19, Konflikter, Inflatoun, Erhéijung vun der Schold a Crise alimentaire.

A fir en Equilibre ze fannen tëscht der Kontinuitéit vun der AID-19 an enger weiderer Innovatioun mat neien Theemen, gouf fir dës AID-20 decidéiert, op där enger Säit déi véier Spezialtheeme vun der AID-19 ze iwwerhuelen, an zwar de Klimawandel, d'Fragilitéit, Konflikter a Gewalt, de Genre an d'Egalitéit tëscht de Geschlechter an d'Beschäftegung a wirtschaftlech Transformatioun. Op där anerer Säit gouf als neie Spezialtheema de Capital humain mat ënner anerem och dem Handicap identifiéiert.

Lëtzebuerg huet bei allen 19 Reconstitutionen vun der AID bis elo matgemaach an op dësem Wee der AID am Ganze schonn eng 466 Milliounen Dollar Mëttel zur Verfügung gestallt. Dës laangjäregen Engagement vu Lëtzebuerg weist d'Vertrauen an d'AID an d'Weltbank, fir deenen ärmste Länner op der Welt op eng effikass, séier an adaptéiert Manéier ze hëllef, an de Wëlle vun eisem Land, fir och weiderhi Responsabilitéit ze iwwerhuelen am Kampf géint d'Aarmut an der Welt.

Mat dësem Projet de loi 8257 gëtt d'Regierung autoriséiert, sech un der 20. Reconstitution vun der AID hire finanzielle Ressourcen ze bedeelegen. Lëtzebuerg hat sech an deem Zesammenhang engagéiert, fir e Montant vun 61,21 Milliounen Euro ze iwwerhuelen. Domadder hält Lëtzebuerg seng Participatioun op engem Niveau vun 0,21 % vun der globaler Enveloppe vun der AID. Dat ass e Plus vu ronn 140.000 Euro am Verglach mat der leschter Reconstitution, déi d'Chamber den 8. Juni 2020 (veuillez lire: de 7. Juli 2020) guttgeheescht huet. Dës Montant vun 61,21 Milliounen wäert iwwert d'Period vun 2024 bis 2031 ausbezuel ginn.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 13. Juli 2023 keng Bemierkungen zum Fong gemaach, en huet just proposéiert, d'Ofkierzung AID bäizesetzen, fir méi kohärent am Text ze sinn, an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 3. Juli 2023 de Gesetzesprojet approuvéiert an ënnersträicht den Engagement vum Grand-Duché am Kampf géint d'Aarmut an der Welt. Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Fraktioun vun der CSV erlaben ech mer gläichzäiteg, eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Bauer. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen an exzellente mëndleche Rapport. An ech maachen dat am Numm vun Iech alleguer, da brauch dat elo net siwemol repetéiert ze ginn.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech hunn direkt verstanen.

(Hilarité)

Zënter Mäerz 2022 sinn d'Erausforderungen an eiser Welt nach méi komplex a schwierig ginn. Mir liewen effektiv an engem Zenario vu multiple Krisen. Ech

brauch se wierklech net all opzeielen, Dir kennt se. An dës Krisen treffen natierlech och besonnesch déi Äermst op dëser Welt. Et heescht also, mat dësem Aktionsplang, dem AID-20, eng Rëtsch Akzenter ze setzen, wéi zum Beispill d'Investissementen an d'Mënschen, deenen eng Prioritéit ze ginn, also weider an d'Gesondheet, an d'Widerstandsfäegkeet vun den Ernährungssystemer an an d'Education vun de betroffenen Leit ze investéieren.

Wichtig ass och an deem Kontext déi multilateral Approche, déi hei agesat gëtt, déi et eeben erlaabt, fir Synergien ze erreechen a vu Skaleneffekter ze profitéieren. Dës sollen et jo erlaben, fir ze vermeiden, datt Gelder, ëffentlech Gelder, verbëtzt ginn. Et soll also zesumme geschafft ginn an domadder soll eng besser Koordinatioun erreecht ginn.

Eis DP-Fraktioun freet et, datt besonnesch hei an dësem Kontext laangfristeg Ziler sollen erreecht ginn, wéi zum Beispill och, déi digital Fraktur ze reduzéieren an déi sozial respektiv wirtschaftlech Transformatioun ze begënschtigen.

Schlussendlech begrësse mer, datt Lëtzebuerg sech hei erëm op e puer Joer engagéiert, bis d'Joer 2031, an dat mat eebe ronn 61 Milliounen Euro. Grad dëst kontinuéierlecht Engagement gëtt der AID – der Internationaler Entwicklungsassociatioun, fir dat emol op Lëtzebuergesch ze formuléieren – déi néideg Planungssécherheet, fir hir Aktivitéiten kënnen duerchzeféieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz faassen. Mir droen dëse Projet de loi och mat. D'AID ass effektiv eng wichteg Institution. Et ass och en Deel vum Finanzministère senger APD, senger Aide publique au développement. An ech mengen, et ass wichteg, fir hei an der Kontinuitéit ze bleiwe vun deem, wat mer scho säit jore maachen, soudass mer hei kënnen eisen Accord ginn. Pour le reste ass alles gesot gi vum Rapporteur an och elo nach vum André Bauler.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, hei gëtt et jo am Fong dräi Äntwerten drop. Entweder et seet een: „Mir ginn ze vill.“ Oder et seet een: „Et ass richtig esou.“ Oder et seet een: „Mir ginn net genuch.“

Hei waren elo all d'Riedner der Meenung, dass dat heite richtig ass, dass mer dat maachen. An där Meenung si mir och, well mir sinn der Meenung, dass et muss eng Solidaritéit ginn an dass dat heiten eng Saach ass, déi elo scho ganz laang leeft an och gutt leeft. An duerfir gi mer eisen Accord hefir.

Allerdéngs si mir jo och der Meenung, dass dat soll ugeréicht gi bei eiser Entwicklungshëllef, d'Kooperationshëllef, an dass mer dann do awer trotzdem och müssen oppassen, dass eise Budget dat ka stemmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson ageschriwwen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech ka mech och ganz kuerz faassen. Ech mengen, dat gefält Iech, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir fannen natierlech och, dass dat heiten en extreem wichtige Projet ass a begrëissen d'Kontinuitéit, déi hei un den Dag geluecht gëtt, a wäerten deen heite Projet och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement ageschriwwen. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, d'AID huet ee grouse Virdeel zu enger ganzer Rëtsch anere Fongen, an dat ass, datt se konkret hir Resultater moossen. A genau dowéinst ass et esou wichteg, datt mer och no 19 Kéiere bei der 20. Kéier derbäi sinn, well eebe grad déi Resultater, déi gemooss goufen, och gewisen hunn, datt se bei de Leit ukommen. Et ass net eppes, wat iergendwou am Elfenbeintuerm gemaach gëtt, mee et sinn Hëllef, déi ganz konkret um Terrain ukommen a wou déi Successstories och beleebbar sinn. An ech mengen, grad dowéinst ass dat heiten e Projet phare vun eiser Entwicklungshëllef a mir sollten deen och weiderhin esou ënnerstëtzen, wéi mer dat maachen.

An dofir ginn d'Piraten och hiren Accord, fir déi 61 Milliounen elo an dee Fong dranzestechen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner ageschriwwen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Och ganz kuerz: Mir wäerten dann och derzou bäidroen, datt deen heite Projet de loi unanime ugeholl gëtt. Mir stëmmen deem zou. A wéi och scho gesot gouf, ass d'AID bekannt derfir, fir awer ganz seriö ze schaffen a verschiddenen Domänen: Enseignement a Landwirtschaft, Santé et cetera. Also eisen Accord hutt Der. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci jiddwerengem, a virun allem dem Maurice Bauer, deem säin éischte Rapport an dësem heijem Haus et war, fir säin exzellente Schrëftlechen a mëndleche Virtrag.

Ech soe jiddwerengem Merci fir déi breet Zoustëmmung.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net stéieren, Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Kee Problem. Ech soen och jiddwerengem Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Dat hei ass, wéi et ënnerstrach gouf, en Akt vu Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat deenen äermste vun deenen äermste Länner op der Welt. An et ass besonnesch op der COP déi lescht Deeg ënnerstrach ginn, dass Postcovid, Klimawandel an aner Erausforderungen an deene Länner natierlech vill méi e groussen Challenge sinn, wéi dat bei eis zu Lëtzebuerg ass. Dofir sinn déi Suen hei richtig a gutt investéiert.

A fir keen Zweifel opkommen ze loosse a fir och op dat anzugeen, wat den Här Fayot gesot huet: Jo, och déi nei Regierung wäert zu deem Engagement um Niveau vun der Entwicklungshëllef stoen, souwuel wat d'Zilsetzung ubelaangt wéi och, wat de Montant vun deenen Engagementer ubelaangt! An duerfir och dëse Gesetzesprojet. Dat steet also net zur Diskussioun.

Dee Punkt, deen ech nach wéilt ënnersträichen, dat ass, dass dat hei och en Engagement ass, an e weideren Engagement vu Lëtzebuerg um Niveau vun dem Multilateralismus. Firwat? Well mir maachen dat Investissement hei iwwert d'Weltbank, iwwer en Organ vun der Weltbank. Dat ënnersträicht och dat Engagement, dat Lëtzebuerg scho ganz fréi geholl huet, iwwerens no dem Zweete Weltkrich, fir och um Niveau vun internationalen Institutionen seng Engagementer als klengt Land ze iwwerhuelen an och déi Solidaritéit ze weisen, déi néideg ass.

Duerfir merci fir déi grouss Zoustëmmung. Et war och mäin éischte Gesetzesprojet vun dëser Säit an ech hoffen, dass et an där ganzer Serenitéit an deem gудden Dialog esou weidergeet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung villmools Merci.

An éier mer zum Vott kommen, wollt ech Iech just drun erënneren, datt Der Iech op Ärem Poste sollt aloggen, fir kënnen mat ofzestëmmen, soss geet dat nämlech net.

Wann dat elo vu jiddwerengem gemaach ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8257. Den Text steet am Document parlementaire 8257³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8257 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. Voilà, mir hunn de Quorum erreecht. De Vote par procuration ass och gemaach. Dann ass de Vott heimat ofgeschloss.

An d'Resultat ass dat folgend: present 60, Participants au vote 60. Hei steet: Jo-Stëmmen: 50, Nee-Stëmmen: 4, an Abstentionen: 6. Sou hunn ech op mengem Ecran stoen.

(Brouhaha)

Do ass beim Ecran manifestement eppes schifgaangen.

(Brouhaha)

Och, ech verifiéieren op deem aneren Ecran. Do steet eppes anescht wéi bei mir um Ecran.

Do steet: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Enthaltung. An ech denken, datt dee Vott, wann ech Iech all virdru richtig héieren hunn, déi richtig Ofstëmmung ass. Also, mir huelen déi richtig Ofstëmmung, an dat ass déi, datt de Projet de loi mat 60 Stëmmen, also eestëmmeg, ugeholl ginn ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée

Mir kommen also elo zum Projet de loi 8289, deen d'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Emissioun vu Scholdtitelen duerch d'EU-Kommissioun klärt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeeweils 5 Minutten an d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. An deem Gesetzprojet geet et ëm d'Konditiounen an d'Modalitéiten, wann d'Europäesch Kommissioun Titres de créance erausgëtt vum der Europäescher Unioun oder vum der Europäescher Communautéit fir Atomenergie.

Dës Titres de créance ginn erausginn am Kader vum der Strategie de financement diversifiée a si ënnerleien dem Lëtzebuurger Recht. D'Titré bleiwen am Besëtz vum der Europäescher Kommissioun a si hu keng Kontepartie, wa se geschafe ginn. Dese Gesetzprojet ënnerstëtzt d'Europäesch Kommissioun, fir hir Emprunten an hir Gestiou vum der Schold méi effikass ze maachen.

Doriwwer eraus konsolidéiert dese Gesetzprojet awer och d'Roll vum Lëtzebuurger Recht am Kader vum der Emissioun vum europäeschen Titre-de-crédit. Lëtzebuerg als Finanzplaz an als Sëtz vum den europäeschen Institutiounen gëtt domadder gestärkt.

Wann Der mer et erlaabt, géif ech direkt op de Comptable vum eenzegen Artikel vum deem Gesetzprojet agoen.

Mir ginn der Europäescher Kommissioun hei déi néideg juristesche Sécherheet, fir hir eegen Titren ze halen ab deem Moment, wou se geschafe ginn.

Den Artikel 1300 Paragraph 2 aus dem Lëtzebuurger Code civil gëtt hei ugewannt. Normalerweis erläscht eng Schold, wann eng an déi selwecht Persoun Creancier an Debiteur vum dëser Schold ass. Wann awer d'Schold aus engem Titre besteet, da ginn d'Rechter, déi un deem Titel hänken, suspendéiert, an dat esou laang, wéi den Debiteur selwer am Besëtz vum deem Titre ass. Wann den Titre de Besëtzer wiesselt, dann hält d'Suspendéierung vum de Rechter op.

Et gëtt keng Restriktioun op der Form oder dem Contenu vum dësen Titren.

Dese Gesetzprojet ass wichteg, fir dass d'Europäesch Kommissioun kann hirer Missioun nokommen, fir déi néideg finanziell Fongez ze mobiliséieren.

Här President, dese Gesetzprojet gouf nach vum der viregter Finanzministesch de 4. August 2023 deposéiert. Den Avis vum der Chambre de Commerce ass op de 15. September datéiert a si approuvéiert dese Gesetzprojet.

De Staatsrot huet säin Avis den 10. Oktober erausginn an huet just eng Observation d'ordre légistique a bemängelt, dass d'europäesch Reglement, op dat dese Gesetzprojet sech berëfft, net komplett ausgeschriwwen gouf.

Den 30. November gouf de Gesetzprojet an der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt an ech gouf als Rapporteur genannt. De Rapport selwer gouf den 8. Dezember 2023 ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien, soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Mir soen Iech Merci, Madamm Adehm, fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An dat maachen ech aus dem selwechte Grond wéi virdrun.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. E vollständige rechtliche Kader a puncto Finanzen ass eng vun de grouse Stärken vu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et och begrëssenswäert, dass duerch dese Gesetzprojet en zousätzlecht Puzzlestéck derbäikënn.

Andeems dës Titres de créance iwwer Lëtzebuurger Recht ofgewéckelt ginn, gewënnt natierlech och ons Finanzplaz u Stellwäert. Et ass e Schratt, e wichtige Schratt a Richtung vum enger méi diversifizierter an unerkannter, jo, renommierter Finanzplaz.

Dat gesot, wollt ech nach den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vum der Demokratescher Partei, zu deem Projekt ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech kann hei effektiv och ganz, ganz kuerz sinn an och heizou den Accord gi vum der LSAP-Fraktioun.

Dat ass, mengen ech, eng Applikatioun vum der Konfusioun oder éischter eng Aussetzung vum der Konfusioun am Code civil. Dat ass, mengen ech, scho gemaach ginn an der Vergaangenheet, an dat hei ass also en technesch, awer trotzdem wichtige Projekt. Dofir gi mer heizou eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | De Mikro geet net. Dach, ok. Merci.

Merci, Här President. Jo, engersäits hu mer hei en Text, deen ageet op europäesch Scholden. An ech mengen, als ADR hu mer gesot, dass mer keng europäesch Scholde wëllen a mir halen dat och bäi. D'Tendenz zu méi europäesche Scholden, déi gëtt et a mir wëllen eis dogéint wieren an dofir géife mer hei am Fong an deem Sënn dergéint stëmmen. Dat maache mer awer net, well dat hei ass och eppes, wat eiser Finanzplaz zeguttkënn. An als ADR si mer ëmmer do, fir eis Finanzplaz ze verteidigen. An dofir wäerte mer eis hei am Endeffekt enthalten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Als nächste Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir ënnerstëtzen dee Projekt hei a ginn och dowéinst eis Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et gëtt Texter, do geet et ëm grouss Politick, do reiwe mer eis u politeschen Differenzen. An da gëtt et Texter, déi hunn esou Technicité, déi sinn esou technesch, dass u sech, also warscheinlech, vun eis 60 heibannen net jiddweree genau versteet, wat mer elo genau maachen.

Dofir war et immens spannend, dass an der Kommissioun ze diskutéieren, well mir hunn immens vill bäigeléiert dee Moment, wéi mer do souzen. A mir si souguer bis zréck an Artikele vum Code civil wulle gaangen, déi mer an der Finanzkommissioun éischter rar kucken. An dofir fannen ech et ëmmer ganz flott, och déi technesch Dossierer awer zumindest unzschneiden heibannen.

Vum Fong hier gouf schonn alles gesot, ech kann Iech just soen: Och technesch Dossierer sinn heiansdo wichteg, fir dass mer weiderkommen. An dofir ginn ech mat Plesier den Accord vun eis dräi Piraten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner agedroen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten hei och eisen Accord zu deem Projekt de loi ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

D'Regierung, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Merci fir d'éischt der Presidentin vum der Finanzkommissioun an der Rapportrice, dem Diane Adehm, fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. A virun allem och merci fir déi der breet Zoustëmmung zu deem Gesetzprojet.

Et ass richtig gesot ginn: Et ass en technesch Gesetzprojet! Mee d'Konfusioun am Code civil, dass ass e weesentleche Prinzip vum den Obligatiounen, dass heescht, vum Obligatiounsrecht. A wat hei geschitt, dass ass, dass mir eng Ausnam maachen zu deem Prinzip, fir der Europäescher Kommissioun an doriwwer eraus der Europäescher Gemeinschaft et ze erlaben, fir Scholdtitren ze emettéieren, ouni dass se muss engem Drëtten déi aushändegen. Well, wéi d'Konfusioun dat virgesäit, kann een net selwer Schold maachen an als Creancier déi Schold selwer halen. Dat wier am Business e bëssen ze einfach.

Ech wëll awer drop agoen, dass iwwert dat eraus, wat jo eng technesch Approche ass, et hei ëm Weesentleches geet. Hei geet et drëm, dass d'Europäesch Unioun kann e sougenannte „Plan de relance“ opleeë vu 750 Milliarden Euro. Ech wëll dat eng Kéier soen: 750 Milliarden Euro! Dat geet bis zur Ënnerstëtzung vun all deene Mëttelen, déi breet parteilech – zumindest hei zu Lëtzebuerg – gedroe ginn an an der internationaler Staatgemeinschaft, fir ënner anerem der Ukrain kënnen ze hëllefen an och fir déi Dynamik ze kréien an der Relance no Covid, no Energiekris, fir de Marché an der Europäescher Unioun erëm un d'Lafen

ze kréien. Et ass awer och en Engagement vu Lëtzebuerg par rapport zu senger Sëtzpolitik um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Dir wësst, dass mir niewent Bréissel a Stroossbuerg en drëtten Piliër si vun de Sëtzer. A genau déi Direction générale vun dem Budget, déi déi heite Schuldtitren emetteiert, déi huet hire Sëtz op der Cloche d'Or an engem Gebai. Duerfir ass et och en Engagement par rapport dozou. An de Franz Fayot hat et richteg ugeschnidden. Et ass net déi éischte Kéier, dass mer déi Exceptioun hei maachen, wou och de Conseil d'État gesot huet: „Dat geet.“ Firwat? Well et an engem héijeren effentlechen Interessi ass. An dat selwecht ass geschitt, wéi deemools den Europäesche Stabilitéitsmechanismus opgeluecht gi war, wouvunner e fréiere Virgänger vu mir, den Här Pierre Gramegna, de Chef ass. An deemools ass och do déi Ausnam gemaach ginn, soudass et kee Präcedent ass, mee dass et e sënnavolle Gesetzestext ass, d'autant plus wou déi Titren och nach op der Lëtzeburger Bourse quotéiert ginn, also eng Win-win-Situatioun, wou mer frou sinn als Regierung, dass dat hei ka mat engem breeder Zoustëmmung am Parlament guttgeheescht ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Finanzminister villmools Merci. An dann ass d'Diskusioun domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8289. Den Text steet am Document parlementaire 8289³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8289 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: keng, an Enthaltungen: 5. De Projet ass also domat mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8290 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Mir kommen elo zum Projet de loi 8290 iwwert d'Erhéijung vum maximalen Taux vun der CO₂-Tax bis 2026, esou wéi vum Crédit d'impôt CO₂. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeeweils fénnef Minutten, d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Corinne Cahen, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Aehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. De Gesetzesprojet, iwwert dee mir elo diskutéieren, gesäit vir, de maximalen Taux vun de sougenannten „Droits d'accises autonomes additionnels“ op den energieetesche Produiten eropzesetzen. Déi sougenannten „Taxe CO₂“ also, soll an den nächste Joren eropgesat ginn, fir 2026 op de Präis vu 45 Euro pro Tonn CO₂ ze kommen.

Op den 1. Januar 2024 geet also des Tax ëm 5 Euro pro Tonn CO₂ erop, fir sech dann op 35 Euro ze belafen. Fir deene Leit mat méi kleng Revenuen awer weiderhi kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, gëtt mat deem Gesetzesprojet och de Crédit d'impôt CO₂ ëm 24 Euro ugehuewen, fir vun 144 op 168 Euro ze klammen. Hei geet et ëm de sozialen Ausgleich.

Dese Gesetzesprojet ass ze gesinn am Kader vum sougenannte PNEC, dem Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, dee vun der viregter Regierung den 21. Juli 2023 aktualiséiert gouf.

De 4. August 2023 gouf dese Gesetzesprojet nach vun der viregter Finanzministesch deposéiert.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 25. Oktober eraginn. Si widderhëlt nach eng Kéier, dass si géint d'CO₂-Tax ass. Och wa si approuvéiert, dass de Betrag vum Crédit d'impôt CO₂ eropgeet, esou fënnt si, dass dat nach laang net duergéet.

D'Chambre de Commerce weist sech mam Gesetzesprojet averstanen an hirem Avis vum 2. November 2023. Si weist awer op de Secteur vum Giddertransport hin, dee riskéiert, Problemer ze kréie mat der Erhéijung vun der CO₂-Tax.

D'Chambre des Salariés stellt an hirem Avis vum 16. November fest, dass d'Regierung hirer Demande nokomm ass, fir de Crédit d'impôt CO₂ unzehiewen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 28. November och keng fundamental Problemer mam Gesetzesprojet, mee huet just verschidden Observations d'ordre légistique gemaach. Dës Observatiounen goufen all iwwerholl, mat der Ausnam vum aktuellen Artikel 3 respektiv dem ursprénglechen Artikel 6. Hei proposéiert de Staatsrot, d'Wierder „à l'exception des articles 1^{er} à 3 qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2024“ ewechzelossen, an dëst mat der Begrënnung, dass dese Gesetzesprojet nëmmen ab dem Steuerjoer 2024 applikabel ass, wann en den 1. Januar 2024 a Kraaft trëtt.

Well awer net all Steuerzueler en Exercice d'exploitation huet, deen den 1. Januar ufänkt, huet déi zoustänneg Kommissioun decidéiert, dese Bezuch op d'Année d'imposition stoen ze loosser. Fir all weider Detailler weisen ech op mäi schrëftleche Rapport esou wéi op déi verschidden Avisen.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Aehm villmools Merci fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport. Ech maachen dat am Numm vun deenen eenzelne Fraktiounen an der Chamber an ech wollt et, ouni d'Prerogative vun der Regierung ze beschneiden, och am Numm vun der Regierung maachen. Da brauche mer dat net alles ze widderhuelen, wann d'Regierung domat d'accord ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Corinne Cahen agedroen. D'Madamm Cahen huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et direkt: D'Weiderféierung vun der CO₂-Steier ass fir eis als Demokratesch Partei déi eenzeg logesch Konsequenz.

Allerdéngs, an dat soen ech och elo direkt, si muss sozial kompenséiert ginn, fir dass déi, déi net esou gutt do stinn, net drënner leiden.

D'CO₂-Steier gouf 2021 agefouert mat zwee Ziler: Déi, déi polluéieren, déi sollen natierlech och bezuelen. Dat ass de Prinzip vum Pollueur-payeur, wat den Ausstouss vu klimaschiedlechen Emissiounen betrëfft. Dat muss natierlech esou gëllen. An da geet et natierlech och drëms, de Gebrauch vu fossille Brennstoffen ze reduzéieren.

De Gros vun eisen Emissiounen zu Lëtzebuerg kënnt vum Transportsektor, an do virun allem vum Tanktourismus. Wa mer eis Klimaziler erreeche wëllen, da muss mer d'Tanken zu Lëtzebuerg progressiv ëmmer manner attraktiv maachen.

Am Kader vun der Aktualiséierung vum PNEC huet de Statec kloer gewisen, dass och an Zukunft d'CO₂-Steier e wichtege Hiewel bleift, fir op deem Wee weiderzefueren an eis Emissiounen ze reduzéieren.

Aus deem Grond huet déi viregt Regierung och decidéiert, d'Trajectoire vun de leschte Jore weiderzeféieren, dat heescht, dass de Präis fir eng Tonn CO₂ pro Joer ëm fénnef Euro klëmmt. Ech erënneren drun, dass dat ronn ee bis zwee Cent de Liter Bensinn oder Diesel sinn.

Beim Präis fir eng Tonn CO₂ hu mer 2021 bei 20 Euro ugefaangen, d'Rapportrice huet dat grad gesot. Mir géifen d'nächst Joer fir eng Tonn CO₂ bei 35 Euro leien, fir dann 2026 op 45 Euro ze kommen.

Doduerch, dass mer dese Projet stëmmen, deen nach vum Här Roth senger Virgängerin, der Madamm Yuriko Backes deposéiert gouf, bleiwe mer an der Kontinuitéit vun der Klimapolitik vun der leschter Regierung. Et ass evident, dass mir do als DP weiderhin och voll dohannert stinn.

Ech hat et ugangs scho gesot: Fir ons als DP war a bleift déi sozial Gerechtkeet en essentiell Element hei an deemem Projet de loi. Et ass an onsen Aen essentiell, dass d'Leit matmaachen, dass mer se mat an d'Boot huele bei der energieetescher Transitioun. Et kann een dat net géint d'Leit maachen, mee mer müssen do all zesammen en engem Strang zéien.

Zousätzlech Belaaschtunge musse sozial ofgefiedert ginn, fir besonnesch deene Stéit, déi manner gutt do stinn, dann ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir begrüessen dowéinst, dass den aktuelle System bäibehale gëtt, dee virgesäit, dass d'Recetten aus der CO₂-Steier zur Hallschent a Sozialmesüre fléissen an zu der anerer Hallschent dann an de Klimafong, fir d'Klimasubsiden ze finanzéieren.

De Statec hat bei der Aféierung vun der CO₂-Steier kloer gewisen, dass deen neie Steierkredit seng Funktioun voll a ganz erfüllt an den Impakt op déi ënnescht Decillen effikass offiedert. Dass mat der Progressioun vun der CO₂-Steier och de Steierkredit weider no uewen ugepasst gëtt, kënnen mer an deem Kader also nëmme begrüessen.

Wa mer eng Akzeptanz vun der Klimapolitik bei de Leit wëlle schafen, dann dierf se net als Bestrofung wouergeholl ginn – am Géigendeel. Mir mussen d'Leit mathuelen an hinne viabel Alternativen ubidden, besonnesch och duerch attraktiv a cibléiert Subsidien.

Här President, erlaabt mer, nach ganz kuerz op e leschte wichtege Punkt anzegoen. Opgrond vum europäesche Kader, an deem mer eis hei beweegen, wäert den Emissiounshandel an den nächste Jore sou oder sou op d'Secteur vum Transport, dem Logement a sou weider ausgeweit ginn.

Elo ass et d'Decisioun vun de Memberstaaten, ob se bei deem europäesche System matmaache wëllen an ob d'Recetten dann aus dem Emissiounshandel op Bréssel solle goen, oder ob se en nationale System aféieren an da selwer iwwert déi Sue verfüge kënnen. Wa mir de Choix hunn, da liicht et, mengen ech, jidderengem an, dass mir déi Sue léier hei zu Lëtzebuerg géifen halen an domadder eeben da Politik hei am Land fir d'Leit hei am Land maachen, andeems mer notamment, wéi bis elo, generéis Klimasubsidie finanzéieren.

Här President, ech hätt jo elo Merci gesot. Ech maachen dat dann elo net, mee ech géif Iech awer soen, dass ech heimadder och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei gi fir dëse Projet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Mammad Cahen. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, mir wäerten duerno nach hei an der Chamber iwwert d'COP28 schwätzen, mee et ass elo scho kloer, wann een de Wëssenschaftler nolauschtert, dass d'Joer 2023 dat wäermst Joer ass säit d'Temperature gemooss ginn, säit dem industriellen Zäitalter.

Am Oktober dëst Joer sinn d'Temperaturen am Duerchschnitt schonn 1,6 Grad méi héich gewiescht wéi am preindustriellen Zäitalter. Dat ass dat groust Thema gewiescht op der COP28: dem Phasing-out endlech e Signal ze ginn, dass mer aus de fossillen Energien erausklammen. Do ass natierlech d'CO₂-Bepräisung e Schlëselelement an där Diskussioun.

De Gesetzestext, iwwert dee mer haut befannen, setzt am Endeffekt eng politesch Decisioun vun der viregter Regierung aus dem aktualiséierte PNEC ëm. Mir fuere weider mat der Trajectoire vun der CO₂-Steier, fir um Horizont 2026 op en Niveau vun 45 Euro pro Tonn CO₂ ze kommen. Gläichzäiteg féiere mer en eegestännegen CO₂-Steierkredit an an adaptéieren iwwert dee Wee déi sozial Kompensatioun vun der CO₂-Steier.

Déi zwou Komponenten – d'Bepräisung an hir sozial Kompensatioun – sinn immens wichteg, well se ouni Alternativ sinn. Mir mussen der Pollutioun e Präis ginn, fir dass déi immens Käschten, déi se verursaacht an ëmmer méi verursaache wäert, net eleng vun der Kollektivitéit gedroe ginn. Gläichzäiteg ass eng sozial Kompensatioun onverzichtbar, wa mer déi gesellschaftlech Adhesioun an Akzeptanz zur Lutte géint de Klimawandel behale wëllen.

De Kampf géint de Klimawandel musse mer als e kollektiven Effort ugesinn, als e Gesellschaftsprojekt. Mir maachen dat natierlech aus Léift zur Ëmwelt, well dat ass eisen Habitat, eis Grondlag. Mir maachen dës Efforten awer och aus Léift zu eis selwer an zu zukünfte Generatiounen, well et sinn eis eege Grondlagen, mat deene mer hei spillen.

Dofir musse mer och éierlech si mat eis selwer. Mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer am Moment ambitiéis genuch sinn. Mir mussen eis notamment och éierlech d'Fro stellen, ob dat duergeet, wat mer mat eiser CO₂-Steier wëllen hunn am Hibleck op d'Vitess vun der Transitioun, ob mam Phasing-out oder – fir de Language vun der COP28 ze huelen – mat der Transitioun eraus aus de fossillen Energien.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer och hei an der Chamber wäerten an deenen nächste Méint a Jore kréien. Mir hunn do en Avis virleie vun der Cellule scientifique vun der Chamber, deen och eng Rei Konklusiounen an Analyse mécht zu der CO₂-Steier, wéi mer se fir de Moment hunn. An ech mengen, mir mussen eis als Chamber a verschiddene Kommissiounen mat deem Avis ausenansetzen an och do vis-à-vis vun der Regierung Force de proposition sinn, wéi mer déi CO₂-Steier, och hirsichtlech der Ëmsetzung vun der Decisioun vun der COP28, wëllen an Zukunft ëmsetzen.

D'Bepräisung vum CO₂ – ech hunn dat gesot – ass den Haaptfacteur, fir fossill Energie manner attraktiv ze maache wéi erneierbar Energien. Déi gutt Nouvelle ass, dass de Point d'inflexion elo schonn erreecht ass. Mee wat mer den CO₂ méi staark bepräisen, wat mer natierlech méi séier virukommen. Schweden huet hir CO₂-Bepräisung schonn 1991 agefouert an zielt mat engem Präis vun 117 Euro pro Tonn CO₂ zu de Virreider an der Lutte géint de Klimawandel.

Une voix | Bravo!

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, bravo, effektiv.

Den Avis vum Observatoire de la politique climatique par rapport zur Mise à jour vum PNEC huet sech fir eng CO₂-Steier vun 200 Euro ausgeschwat. Och de Klimabiergerrot huet a sengem finale Rapport eng Hausse vun der CO₂-Steier op 200 Euro – an Etappe – proposéiert. D'OECD huet sech eis Situatioun zu Lëtzebuerg méi genee ugekuckt a kënnt zur Konklusioun, dass, wa mer d'Vitess vun eiser Trajectoire géife verduebelen – dat heescht, mat Etappen, mat Schrëtt vun 10 Euro alljoers géifen dropleeën, amplaz vu 5 Euro –, dass mer eleng doduerch eis Emissiounen géifen ëm 50 % reduzéiere kënnen bis Horizont 2050.

Natierlech klénkt dat alles immens ambitiéis, mee wann een awer dat Signal net gëtt, da beweegt sech och näischt. D'Politik soll een och ëmmer ausrichten no der Realitéit, wéi se ass. Wa mer als Weltgemeinschaft op där Schinn weiderfuere, op där mer ënnerwee sinn, da wäerte mer plus 3 Grad Äerderwärmung um Enn vun dësem Joerhonnert erreecht hunn. Dat ass justement dat, wat mer net wëllen. An dat ass och dat positiivt Signal, wat aus der COP28 elo erausgoung.

Här President, ech géif gäre fir ofzeschlëssen heizou natierlech soen, dass mer dee Projet de loi hei ënnerstëtzen. Et ass, wéi gesot, an der Kontinuitéit, wat mer

an deene leschte Legislaturen decidéiert hunn. An, ech mengen, dat ass och sou, wéi mer et sollte maachen. Mee, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir mussen eis froen, ob mer ambitiéis genuch sinn, am Sënn och vun enger juster Transitioun, an där mer dra sinn.

Här President, ech géif och nach gären eng Motioun hei ofgi bei Iech am Numm vun der LSAP-Fraktioun. Et ass jo sou, dass d'Recettë vun der CO₂-Steier sollen opgedeelt ginn, engersäits fir Mesüre géint de Klimawandel an anerersäits och fir sozial Mesuren ze finanzéieren. A mir hätte gär, dass d'Regierung eis géif och transparent weisen oder soen, wéi déi Opdeelung do effektiv gemaach gëtt, an och kucken, dass an Zukunft déi Enveloppe fir déi sozial Kompensatiounsmesuren effektiv och der Hallschent vun deene Recetten, déi duerch d'CO₂-Steier generéiert ginn, weiderhi soll korrespondéieren, an dann natierlech och weiderhin déi CO₂-Kompensatioun ënner Form vu Crédit d'impôt och allkéiers revaloriséieren – allkéiers wann d'CO₂-Steier dann och ugehewe gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant la nécessité de répondre à l'urgence climatique ;

– soulignant que les mesures prises pour remédier au réchauffement climatique doivent faire l'objet d'une adhésion large au sein de la population pour être efficaces ;

– considérant que la taxe CO₂ introduite en 2021 représente un outil indispensable pour mettre en œuvre le principe « pollueur-payeur » et pour favoriser la transition énergétique ;

– rappelant que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC), actualisé en 2023, retient que « les recettes générées par la taxe CO₂ sont utilisées de façon équitable pour financer des mesures climatiques et de transition énergétique et des mesures de compensation sociales en faveur des ménages à faible revenu »,

invite le Gouvernement

– à chiffrer de manière transparente les moyens budgétaires alloués pour les mesures de compensation sociales en faveur des ménages à faible revenu ;

– à veiller à ce que l'enveloppe budgétaire relative aux mesures de compensation sociales équivaut à la moitié des recettes générées par la taxe CO₂ ;

– à revaloriser systématiquement le crédit d'impôt CO₂ chaque fois que la taxe CO₂ augmente.

(s.) Franz Fayot, Georges Engel.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Voilà, villmools merci. An da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Ech maachen Iech just drop opmierksam, dass normalerweise d'Motiounen net an der Riedezäit explizéiert ginn, wann Der schonn iwwert d'Riedezäit ewech sidd, mee Der duerno nach Zäit hutt, fir se ze explizéieren. Ech denken, dass mer d'Prozeduren och solle strikt anhalen, da komme mer besser an eisen Diskussiounen virun.

Ech soen Iech Merci, Här Fayot. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup, deen agedroen ass. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir stelle fest: Eng Regierung oder, besser gesot, eng Partei, déi ugetrueden ass, mam Motto „manner Steieren, méi Kafkraaft“, mécht also elo als quasi éischt Amtshandlung eng Steiererhéijung.

Eng Steiererhéijung, well dat ass d'CO₂-Steier. Dat ass dat, wat hei gestëmmt gëtt. A mat der ADR géif et dat net ginn. A sou wéi et ausgesäit, schénge mir déi Eenzeg haut hei ze sinn, déi géint déi Steiererhéijung stëmmen.

An dat ass de richtege Wee, well et geet ëm d'Kafkraaft. Mir hunn héich Energiepräisser, mir hunn héich Zënsen, mir hunn eng ëmmer méi grouss Aarmut. An et geet ville Leit schlecht. An dat Lescht, wat ee ka maachen, wann et ville Leit schlecht geet, dat ass eng Steiererhéijung. An dat gëtt hei gemaach.

(Interruption)

Parallèl dozou muss ee soen, dass et e gewëssenen double Emploi ass. Mir hu schonn eng CO₂-Steier, an zwar d'Autossteier. Och déi ass virun e puer Joer esou geännert ginn, dass se op den CO₂ gerechent gëtt. Also gëtt een zweemol op den CO₂ gerechent. Och do stelle mer eis déi Froen.

Et ass eng Mesür, déi ongerecht ass. Et ass ongerecht, well si hält net a Consideratioun, wou d'Leit zum Beispill wunnen. An et ass ganz evident, dass wann ee méi wäit ewech wunnt, aus deene groussen Zentren, wann ee méi grouss Weeër muss zrëckleeën, wann een am ländleche Raum wunnt, wann een ugewise ass op den Auto aus verschiddene Grënn, well een zum Beispill Kanner huet, déi ee muss féieren oder well een eng Behënnerung huet, wou een den Auto brauch, da kënnt een hei bei dësem Gesetz schlecht ewech. Et ass ongerecht an dat misst een a Consideratioun huelen. Ech kommen dorobber zrëck.

Et ass iwwert den Tanktourismus geschwat ginn. Ech kann et net oft genuch soen: Den Tanktourismus bréngt eisem Land, eisem Staatsbudget alljoers eng Milliard Euro. Wann een dorobber wëll verzichten, da muss e mir awer och erklären, wou dann déi Sue sollen hierkommen. Mir brauchen déi eng Milliard an eisem Budget, fir sozial Moosnamen, fir Infrastrukturen an esou weider ze finanzéieren. An den Tanktourismus ass am Fong eppes, wou mer ouni grouss Aarbecht – dat muss een esou soen – dach awer vill Suen erakréien, déi mer brauchen. Et ass eng fantastesch Saach an deem Sënn. A mir hätten duerfir gär, dass de Bensinn an den Diesel hei am Land ëmmer dältelech méi bëlle ass wéi am Ausland.

Doriwwer eraus ass et jo och ganz egal, ob de Camion, deen duerch Lëtzebuerg fiert, elo zu Lëtzebuerg tankt oder zu Diddenuewen – egal am Sënn vun CO₂-Emissiounen, well dat ass dat selwecht, wat duerno erauskënnt. Mee et ass awer net egal fir eise Staatsbudget. An duerfir wëlle mer onbedéngt den Tanktourismus bäibehalen.

E Wuert zum Index – a mir soe ganz kloer, dass mer och der Meenung sinn, dass et e Feeler war, fir déi CO₂-Steier aus dem Index erauszehuelen, well mer der Meenung waren a weiderhi sinn, dass de Leit hir Kafkraaft muss erhale bleiwen. A wann Der eigentlech dat doten a Fro stellt, da stellt Der dee ganzen Indexsystem a Fro; den Indexmechanismus am Sënn vun der sozialer Kohäsioun, deen d'Kafkraaft vun alle Bierger – vun deenen, déi manner verdéngen, an och vun deenen, déi méi verdéngen – soll ausgläichen. Deen Index gëtt am Fong hei manipuléiert. Komescherweis reegt et awer net ze vill Leit op.

Da kommen ech zu der Kilomeeterpauschal – an dat ass dee richtege Punkt. Mir wëssen, dass et fir de Moment mat dëser Zesummesetzung hei am Parlament schwéier wäert sinn, déi CO₂-Steier ofzeschaffen. Mir hunn dat virdrun héieren. Duerfir proposéiere mer hei eng Alternativ.

An ech hunn och eng Motioun do matbruecht derzou. Här President, wannechglift.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Sprittpräisser zu Lëtzebuerg säit geschwënn dräi Joer op engem héijen Niveau leien;

– déi reegelméisseg Erhéijung vun de Steiere während de leschte Joren zu där Entwécklung bäigedroen huet;

– vill Leit aktuell ënner finanziellem Drock stinn,

ass sech bewosst, datt

– vill Leit net kënnen als Alternativ op de gratis ëffentlechen Transport zeréckgräifen, a besonnesch Leit, déi Fréi- oder Spéitschichte schaffen, vun där Méiglechkeet ausgeschloss sinn, ëmsou méi a ländlechen Deeler vum Land, déi dacks wäit ewech vun der Aarbechtsplaz leien;

– d'Kilomeeterpauschal, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen, zënter dem Gesetz vum 6. Dezember 1990 net méi ugepasst gouf,

fuerdert d'Regierung op,

– gläichzäiteg zu der Erhéijung vun der CO₂-Steier eng Adaptatioun vun der Kilomeeterpauschal, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen, ze ënnerhuelen, an dëst no geografeschen a sozioprofessionelle Krittären.

(s.) Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Mir sinn der Meenung, dass ee parallèl zu enger weiderer Erhéijung vun der CO₂-Steier, déi elo geplangt ass fir 2024, eng Ëmgestaltung virhuele soll vun der sougenannter Kilomeeterpauschal, an dat no soziale Krittären, no professionelle Krittären an dann och no geografesche Krittären. Mir sinn der Meenung, dass et keng Schan ass, wann een enger Persoun, engem Stot, déi méi wäit ewech wunnt, déi net d'Méiglechkeet huet, fir sech op de gratis Transport ze raccordéieren, méi Kilomeeterpauschal gëtt, dass een hinnen d'Chance gëtt, méi ofzesetze bei de Steieren.

An ech zitieren am Fong do den aktuelle Finanzminister a fréieren Deputéierten Här Roth, firwat dass mer dat wëlle maachen. Ma déi Kilomeeterpauschal, déi ass 1990 bei der Steierreform agefouert ginn. Dat waren 99 Euro. Dat waren 3.900 Frang, déi ëmgewandelt goufen. Dat heescht, déi Kilomeeterpauschal ass zënter 1990, also während geschloenen 30 Joer, guer net méi ugepasst ginn, soudass deen Avantage, deen een iwwert d'Kilomeeterpauschal kritt, sech natierlech praktesch halbéiert huet.

Den Här Roth hat dat deemools och ëmgerechent par rapport zum Index, wéi en 1990 war. Déi 99 Euro, dat wieren haut 182 Euro. An duerfir wëlle mer proposéieren, dass déi Leit, déi méi wäit ewech wunnen an doduerch méi Belaaschtungen hunn, doduerch solle kompenséiert ginn.

Ech kommen nach zur Konklusioun, an ech widerhuelen dat, wat mer schonn ëmmer gesot hunn: D'CO₂-Steier belaauscht d'Familje besonnesch staark. An et geet op d'Käschte vu méi Schwaachen, vu méi Aarmen, och wa Kompensatiounsmoosnamen do sinn, well och net jiddweree kritt se, a si sinn ongerecht verdeelt. Fir deen, deen zu Wäiswampech wunnt ..., jo, dee kuckt dann eeben domm dran.

An d'äers si mer eis och bewosst, dass dee wirklechen Impakt vun där Zäregassteier, deen hei ass, dee wirklechen Impakt op wirklechen den Zäregas – d'Emissiounen weltwäit, an Europa – wirklechen keng Roll spillt. An duerfir soll ee sech och bei esou engem Gesetz elo net hei an d'Vitruin stellen a soen, wéi wann een d'Welt géif retten. Mat dësem Gesetz geschitt dat net!

A mir fuerderen duerfir hei d'Regierung op, an alleguer d'Parteien, fir d'Zäregassteier op Masutt fir ze hëtzen an op Brennstoffer fir d'Gefrierer op den Datum vum 1. Januar 2024 am beschten auslafen ze looszen. An natierlech stëmme mer hei géint dat Gesetz. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson ageschriwwen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, mir kréie jo duerno nach d'Geleeënheet, fir iwwert den Ausstieg aus de fossilen Energien ze diskutéieren am Kader vun der Heure d'actualité iwwert d'COP, mee dat ass awer ganz enk liiert mat där Diskussioun hei.

2023 – et ass schonn ugeklungen – ass dat wärmst Joer zënter 125.000 Joer! Plus 0,4 Grad am Verglach zum viregte Rekord 2016. An de Grond fir d'Ärderwärmung, dat sinn ons Emissiounen, an alle virop den CO₂. An ee vun de Lenkungseffekter – et ass sécherlech net deen eenzegen, mee et ass e wichtegen, fir hei ze agéieren – ass d'CO₂-Steier. Et geet drëms, iwwer eng Steier d'Consommation vu méi schiedleche Quellen ze reduzéieren an e weideren Incentive unzëbiden, fir op erneierbar Energien zrëckzegräifen – kuerz: dem CO₂ e Präis ze ginn. An et wierkt!

Dass Lëtzebuerg déi lescht Jore seng Klimaziler erreecht huet, kënnt net vun ongeféier. Den CO₂-Präis ass eent vun deenen Instrumenter, dat dozou bäigedroen huet. An dat bestätegt och de Statec, dee ganz kloer seet, dass duerch den CO₂-Präis eis Emissiounen konnte reduzéiert ginn. Duerfir begrësse mer och, dass d'Regierung, déi am Klimaplang vun der viregter Regierung festgeluechten Erhéijung ëm 5 Euro d'Joer bis 2026 weiderféiere wëll.

Duerch den CO₂-Präis ginn déi verstoppte Käsche vun den Emissiounen, déi bei der Verbrennung vu fossilen Brennstoffen entstinn, mat an de Präis integréiert. Fossill Brennstoffe verléieren domat hiren onfaire Kompetitivitéitsvirdeel par rapport zu méi nohaltegen Alternativen. Oder anescht ausgedréckt: Et gëtt finanziell méi attraktiv fir d'Stëit an d'Betribler, amplat fir a klimaschiedlech fossill Technologien a bestoend nohaltege Alternativen ze investéieren. Oder nach méi einfach ausgedréckt: Ouni CO₂-Präis ass et, wéi wann een a sengem Stammcafé just all siwente Patt géif bezuelen, all déi aner opschreiwé géif looszen. Dat kann een natierlech maachen, mee um Enn vum Joer gëtt d'Rechnung da richteg deier.

D'Besteuerung vun Emissiounen ass mëttlerweil näischt Aussergewöhnlech méi. Den CO₂-Präis gëtt scho säit den 1960er-Joren diskutéiert. An 1990 huet Finnland als éischt Land eng eegen CO₂-Steier agefouert, mam Resultat, dass se haut op engem wierkech substantziellen Niveau sinn. An dat ass jo och dat, wat wichteg ass: dass ee lues a progressiv kann op en héijen Niveau hikenommen. An der EU hu mëttlerweil 20 Länner eng eegen CO₂-Steier. An och d'EU verfüügt elo iwwert de sougenannten „ETS“, den Emissiounszertifikatenhandel, fir verschidde Secteuren.

Wat d'Evolution vum CO₂-Präis ugeet, leet de Klimaplang elo mol de Wee bis 2026 vir. An et wier wëschenswäert, dass d'Regierung och matzäite kommunizéiere géif, wéi se no 2026 wëll weiderfueren. Dat schaaft Planungssécherheet – fir d'Entreprise an d'Stëit gläichermoossen. Wat op alle Fall kloer schénegt, ass, dass se weider muss an d'Luucht goen, fir den néidege Bäitrag zum Erreeche vun de Klimaziler och ze leeschten.

Eng Analys vum Statec, där no mer d'Klimaziler bis 2050 mat de Mesüeren aus dem Klima- an Energieplang – d'Klimaneutralitéit – ganz knapp errechen, huet als Hypothees, dass d'CO₂-Steier och no 2026 all Joer ëm 5 Euro pro Tonn klëmmt. Aner Instanze fuerdere souguer nach vill méi héich Tauxen, fir d'Ziler ze errechen.

Beim CO₂-Präis geet et net drëm, d'Leit ze bestrofen. Et geet ëm en Ureiz a Richtung vun enger méi nohalteger Gesellschaft, sief dat an der Mobilitéit, wou net just den Elektroauto, mee och den öffentliche Transport doduerch méi attraktiv gëtt, oder beim Choix vun enger neier Heizung, wou och hei déi nohaltig Alternativen doduerch un Attraktivitéit gewannen.

Ma mam CO₂-Präis eleng, wäerte mer d'Klimaziler net errechen. Et muss en Deel vun engem Gesamtpackage sinn. Den CO₂-Präis ass virun allem do effikass, wou d'Alternative schonn do sinn a sech just de Choix stellt tëscht der fossiller an der nohalteger Alternativ. Ech ginn Iech e Beispill: Wann ech op enger Plaz wunnen, déi gutt uegbonnen ass mam öffentliche Transport, dann ass e méi héijen CO₂-Präis e gudden Incentive, de fossillen Auto stoen ze loossen an eeben op eng aner Alternativ ëmzeklappen.

Ouni eng staark Sozial- an Investitiounspolitik, déi nohaltig Alternative schafft a gläichzäitig sozial verträglech ass, wäerte mer déi ökologesch Transitioun net packen. Dofir ass et essenziell, niewent engem méi héijen CO₂-Präis engersäits, d'Alternativen zu de fossillen Energie massiv auszubauen. Do dernieft ass et awer och extreem wichteg, dass mer an deemem Projet de loi, wéi och schonn an deene viregten Decisiounen, de Crédit d'impôt climat elo hunn, dee grad deene klengen a mëttle Revenuen zegutt kënnt. Dëse Mechanismus muss och déi Joren duerno mat all Erhéijung vum CO₂-Präis automatesch virugefouert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Mammad Tanson villmools Merci. An als nächste Riedner ass den honorablen Här Sven Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deemem Projet soll also d'CO₂-Steier no uewen ugepasst ginn a gläichzäitig awer och de Steierkredit, fir dat auszegläichen. Dat huet awer dräi Joer gedauert, well virun dräi Joer hu mer dee Steierkredit fir d'lescht ugepasst.

Also, als Éischt emol zum Steierkredit: Mir Piraten fanne et als Éischt emol gutt, dass de Steierkredit dann, deen d'CO₂-Steier soll ausgläichen, ugepasst gëtt. Dat wëll ech ganz virewech soen, dass ass nämlech wichteg. Wa mer dovunner schwätzen, dass mer d'Kafkraaftverloschter wëllen ausgläichen, da kënne mer net op där enger Säit eppes eropsetzen an den Ausgläich net eropsetzen.

Säit senger Aféierung sinn nämlech schonn eng Rei Indextranchë gefall, an domat gëtt et ëmmer manner Leit, déi de Steierkredit och kruten, respektiv si krute manner oder si kréien haut manner wéi nach 2020. An deementsprechend misst een u sech nach eng aner Upassung maachen, net nëmmen de Steierkredit upassen, mee et misst een och d'Barème upasse vun deem Steierkredit. Mir haten eng Diskussioun dozou an der Kommissioun.

Et ass nämlech esou, dass – an dat huet d'Salariatskummer am Avis zu engem anere Gesetz geschriwwen – zënter 2017 ronn 10 % vun de Leit aus dem Steierkredit fir Salariéen erausgefall sinn; dat aleng doduerjer, dass se duerch Indextranchë méi kruten – wat jo de Kafkraaftverloscht ass – a gläichzäitig awer d'Barème vun de Steierkreditter sech net geännert hunn. A genau den

nämmlechte Problem, nieft dem Montant vum Steierkredit, hu mer och hei. Dat heescht, dass ëmmer manner Leit de maximale Montant kréien, obwuel se ausser dem Index keng Lounerhéijung kruten. An dat ass an eisen Aen net gerecht an dofir, Här President, hunn ech dann eng Motioun matbruecht, déi freet, dass dës Barème vun de Steierkreditter an Zukunft indexéiert solle ginn. Wannechgelift.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– *datt et eng Rei Steierkreditter ginn, vun deenen d'Leit dobaussen am Moment profitéiere kënnen, dorënner den CI-CO₂;*

– *datt säit dem 1.01.2020 6 Index-Tranchen erfall sinn, déi fir eng nominativ Erhéijung vun de Paien a Pensioune gesuergt hunn, déi awer néideg waren, fir d'Präisdeierecht ze kompenséieren an dofir net zu engem Plus u Kafkraaft gefouert hunn. D'Leit, déi d'Steierkreditter deemools gebraucht hunn, brauche se also haut och nach;*

– *datt d'Chambre des Salariés an hirem Avis zum Projet de loi 8290 erkläert huet, dass zum Beispill beim Crédit d'impôt salarié säit 2017 10 % vun de Leit duerch eng Net-Indexéierung vum Steierkredit dës reduzéiert krute respektiv verluer hunn;*

– *datt d'Regierung mat der Berengung vun der Steiertabell ëm 4 Index-Tranchen zum 1.01.2024 unerkant huet, dass et zu enger kaler Progressioun kënnt, wann ee Steieroutillen net indexéiert.*

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. *de Barème vun der Eligibilitéit vun de Steierkreditter ze indexéieren.*

(s.) *Sven Clement.*

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Zréck dann zur Steier per se: Mir Piraten si bekanntlech fir en anere Modell. Mir setzen op e Belounungsprinzip duerch de Klimabonus an net op e Bestofungsprinzip reng duerch d'Steier, och wa se dann ex post erëm iwwer e Steierkredit kompenséiert gëtt – wa se da kompenséiert gëtt, well eebe genau do Leit onbewusst erausgefall sinn.

Mir Piraten wëllen e Klimabonus, fir all d'Leit mat an de Kampf géint de Klimawandel anzebannen. Mir müssen d'Bierger/innen virun allem mat positiven Ureizer zu enger méi ökologescher Liewensweis motivéieren. Leit, déi am Respekt mat der Natur a mam Klima liewen, sollen dofir belount ginn. Den aktuelle Prinzip vun der CO₂-Steier bestrooft awer nëmmen d'Leit, ouni se zur Reduktioun vun hirem CO₂-Ausstouss ze motivéieren.

All Persoun kritt mat eiselem Klimabonus all Mount eng Direkthëllef op hire Salaire, hir Rent oder anert Akommes ausbezuelt, an dës gëtt, änlech wéi d'Kannergeld, ouni vill Bürokratie u jiddereen ausbezuelt. Esou kéint ee jidderengem an enger Ufanksphas zum Beispill 50 Euro de Mount ginn an no e puer Joer kéint een dat erhéijen a gläichzäitig dann och d'CO₂-Steier als Lenkungsoutil erhéijen.

Op der anerer Säit wëlle mer virun allem d'CO₂-Steier op verschidde Produiten, grad deene mat engem héijen CO₂-Footprint, upassen. Produite mat laangen Transportweeër, déi net aus enger lokaler Economie kommen, zum Beispill. Déi wäeren dann e bësse méi deier wéi lokal Produiten, déi eebe grad lokal, an der Géigend produzéiert ginn, an hoffentlech och nach nohaltig. Och domadder géife mer zum Beispill eis Agrikultur kënnen ënnerstëtzen. An doduerch, dass d'Leit awer de Mount vun Ufank un déi 50 Euro méi an der Täsch hätten, géife se dovunner näischt spieren,

wa se net iwwerméisseg konsumméieren, an déi, déi eebe verbëtzen, de Pollueur-payeur souzoesen, géife bezuelen. D'Leit hätten de Choix iwwert de Präis vun de Produiten.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sinn also bei der Zilsetzung mat der leschter an och mat dëser Regierung op enger Linn, mee bei der Ëmsetzung ginn dann awer d'Visiounen ausereneen. Mir wëllen d'Leit belounen, déi am Kampf géint de Klimawandel mathëllefen, a se net bestrofen an dofir wäerte mer eis och bei deem heite Projet enthalten. Et ass nämlech esou, dass mer der Meenung sinn, dass et zwar déi richtig Zilsetzung ass, awer de Wee dohinner definitiv en anere kéint sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hate mat der viregter Regierung eng Klimapolitik, déi hatt sollen d'Leit matrappen oder begeeschteren. Mat dëser Regierung krute mer gesot, mir géifen eng Klimapolitik kréien, déi d'Leit net soll nerven. Komescherweis hu mir elo nach ëmmer Schwierigkeiten, fir den Ënnerschied ze mieren, a mir fäerte ganz, dass déi heite Regierung sou weiderfuere wäert, wéi eebe liberal Regierungen dat haut esou maachen: Si hofen emol drop, dass de fräie Marché de Problem léist, e bësse sou, wéi d'Regierung och drop hofft, dass de fräie Marché d'Wunnungskris géif léisen.

D'Resultat ass dann och dat selwecht wéi am Logement, nämlech dass de Won ëmmer méi déif an den Dreck geréit. Well wie sech d'Zuele méi genee ukuckt, merkt schnell, dass mir bei der Energietransitioun net vum Fleck kommen, op alle Fall bei Wäitem net sou schnell, wéi et néideg wier – trotz deem flotte grénge Kapitalismus, dee mer hei esou virbildhaft ëmsetzen. An dass d'CO₂-Steier ënner hirem aktueller Form derzou bäidréit, dass eis Emissiounen erof géife goen, ass op alle Fall nëierens wierklech ze erkennen, an dat misst jo d'Zilsetzung sinn.

Wouzou d'CO₂-Steier awer bäidréit, dass ass, de soziale Gruef hei am Land nach ze vergrësseren: op där enger Säit den Aarbechter, deen och zolidd op säi Crédit d'impôt dropbezilt, well en all Dag 50 Kilomeeter mat sengem ale Ford muss op d'Schicht fueren an enger schlecht isolierter Mietwunneng mat Masuttheizung wunnt, an op der anerer Säit de gutt situéierte Bourgeois, deem d'CO₂-Steier häerzlech egal ass, dee säin Tesla vum Staat subventionéiert krut an deen dofir elo gudde Gewëssens och dräimol d'Joer op d'Malediven an d'Vakanz fléie kann – esou laang et déi nach gëtt!

Eng Klimapolitik, déi dem Eescht vun der Situatioun gerecht gëtt, gesäit ganz aneschtens aus. De Staat muss seng Responsabilitéit selwer huelen, amplaz se de Biergerinnen a Bierger an d'Schong ze schiben. Mir brauche massiv öffentliche Investitiounen mat Suen, déi een duerch eng progressiv Steierpolitik bei deene siche geet, déi bei Wäitem déi meeschten Emissiounen hunn, nämlech bei den ieweschten 10 %.

Firwat sinn net scho längstens op allen öffentlichen Diecher Fotovoltaikanlagen installéiert? Firwat stinn op der anerer Säit vun der Musel méi Wandrieder wéi op eiser Säit? Firwat ass nach ëmmer e groussen Deel vun den Albawunnengen schlecht isoléiert? Firwat investéiert de Fonds de compensation nach ëmmer Honnerte Milliounen a Pétrolskonzerner? Amplaz sech deene Froen ze stellen an haart Brieder ze bueren, wíelt d'Regierung d'Facilitéit: einfach eng Tax an e puer Subventionen aféieren an dann ass et gedoen.

An elo nach e bèsse méi konkreet zu dësem Projet de loi a wat et do ze kritizéiere gëtt. Éischtens: D'CO₂-Steier späert, wéi gesot, d'Leit mat wéineg Revenu an enger Energiefall an, well se sech d'Investitiounen net leeschte kënnen, fir sech der Steier ze entzéien.

Zweetens: D'CO₂-Steier ass ze bezuelen um reale Verbrauch, während de Crédit d'impôt jo just op eng Moyenne gerechent gëtt. Dat féiert justement derzou, datt déi Leit an der Energiefall besonnesch ofgestrooft ginn.

Drëttens: D'CO₂-Steier ass am Indexkuerf neutraliséiert an dat bedeit onweigerlech e reale Kafkraaftverloscht fir d'Leit.

Véiertens: De Montant vun der CO₂-Steier gëtt net automatesch ugepasst an en ass jo och tatsächlech zwee Joer laang net ugepasst ginn. Dat verstärkt den Effekt vun enger Strofsteier.

Fënneftens: D'Seuile vum Crédit d'impôt ginn net ugepasst, soudatt mat der Zäit ëmmer manner Leit ëmmer manner vum Crédit d'impôt hunn.

Sechstens: Mat der CO₂-Steier hutt Dir et fäerdegbruecht, ganz Deeler vun der Gesellschaft innerhalb kierzester Zäit géint de Klimaschutz opzebréngen – net nëmmen Dir, Dir sidd nei, mee Dir fuert weider!

Dobäi kënnt, datt vun de Suen, déi duerch d'Steier erakommen, just e klengen Deel tatsächlech an d'Energietransitioun investéiert gëtt. Laut dem Pluriannuel 2023 sollen d'nächst Joer 268 Milliounen un CO₂-Steier erakommen. Dovunner fléissen awer just 60 Milliounen an de Klimafong, an dovunner just knapps 35 Milliounen an national Moossname fir d'Energietransitioun.

Här President, déi liberal a marktkonform Klimapolitik mat CO₂-Tax, Green Finance a Subventiounen ass eng Sakgaass. Klimaschutz, deen um sozialen A blann ass, wäert net funktionéieren. Eréischt wann d'Leit gesinn, datt de Klimaschutz hiert Liewe méi abordable, méi confortabel a méi sécher mécht, wäerte mer kënne real Fortschritte maachen. D'CO₂-Steier lenkt just of vun deene wicthegen Entscheedungen, déi eigentlech misste geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen och Merci fir déi ganz engagéiert an animéiert Debatt, déi mer haten, wou jiddwereen eenzel Fuerderunge gestallt huet, déi och zum groussen Deel argumentativ ennermauert waren. Ech soe Merci, dass eng grouss Majoritéit an dëser Chamber ass, fir dëse Gesetzesprojekt ze stëmmen.

An ech soen och ganz kloer: Och déi nei Regierung steet zu deenen Engagementer, wat de PNEC ubelaangt, zu den Engagementer, wat d'Fortféierung an d'Eropsetze vun der CO₂-Steier ubelaangt, a parallel och zu der Upassung vun den entspreche Steierkreditte, déi, wéi gesot, sozial cibléiert sinn an och sozial cibléiert bleiwen.

Ech wëll duerfir soen, dass déi CO₂-Steier, déi an d'Luucht gesat gëtt – an dat gëtt net geännert –, op deene Berechnunge berout, déi seinerzeit vum Statec gemaach goufen, wat den Impakt ass op den eenzelne Menage, op déi eenzel Persoun an no den ënnerschiddleche Quintilë vun enger Erhéijung vun der CO₂-Steier ëm fënnf Euro d'Tonn. Dat heescht fir deen Einzelnen – ech mengen, dat soll een och eng kéier soen, d'Madamm Cahen war kuerz dorobber agaangen – op der Pompel ee bis zwee Cent méi op dem Liter, wann een dat erfrobrécht.

Da wëll ech och soen, dass dës Regierung net a Fro gestallt huet, fir dës Steierkreditte CO₂ separat ze consideréieren an net an de Steierkreditte, déi fir d'Salariéen, déi fir d'Pensionnairen a virun allem och fir d'Indépendantë sollten dra sinn. Mir hunn also Steierkreditte, déi fir déi dräi Kategorien, déi ech genannt hunn, weiderhi bleiwen. An dat hei ass e separaten CO₂-Steierkreditte, deen, wéi gesot gëtt, an dem nächste Joer vun 144 op 168 Euro an d'Luucht geet.

Ech wëll awer och preziséieren, dass dee Steierkreditte vun 168 Euro natierlech net fir jiddwereen zielt, mee en ass sozial cibléiert. Wat heescht dat? Mee dass e voll spilt bis 40.000 Euro versteierbaart Joresakomes an da geet en degressiv erof bis zu engem Akomes vun 80.000 Euro.

Ech wëll awer och ganz kloer am Sënn vun der Transparenz, an do ännert dës Regierung näischt, dass parallel deen urspréngleche Steierkreditte, deen nach gezielt huet, vu 696 Euro maximal – zum Beispill fir d'Salariéen – op 600 zrëckgefuer gëtt. Also och do ännert sech näischt.

Da gëtt gesot: Wéi ass et mat der Kafkraaft vun de Leit? Abée, déi nächst Woch, e Mëttwoch, wann ech mech net ieren an den Ordre du jour zumindest provisoersch vun der nächster Woch virleien hunn, wäert de Steierbarème ëm véier Indexranchen ugepasst ginn. An eng Upassung vum Steierbarème, jo dat ass eng Stärkung vun der Kafkraaft fir all Steierpflichtegen. An domat gëtt och fir den 1. Januar, esou wéi dat an der Regierungserklärung virgesinn ass, d'Kafkraaft an deem Sënn weesentlech gesteigert.

Da komme mer zu dem Punkt: Wéi ass et mat der Nobesserung? Ech mengen, den Här Clement huet dat évoquéiert. Wéi geet et mat den Upassung vum deene Seuil-de-revenuen, nodeems een an de Genoss vun dës Steierkreditte kënnt?

An der Virbereedung op dës Sitzung wëll ech e konkreet Beispill ginn. Eng Persoun, déi zum Beispill bis elo oder virdu 39.500 Euro verdéngt huet, kritt op d'Upassung vun eenzelnen Indexranchen dann e Revenu, losse mer soen, deen iwwer 40.000 Euro läit. Wat mécht dat um Niveau vum Steierkreditte aus? Well dat ass d'Äntwert op dem Här Clement seng Fro. Déi hätt, well se ënner 40.000 Euro versteierbarem Joresakomes louch, 168 Euro de Mount kritt, an dat gëtt erfrogefuer op 164,5 Euro. Dat ass also de konkreeten Impakt vun deem, wat den Här Clement gesot huet.

Ech soen Iech och: Ech sinn elo dräi Wochen am Amt, ech si Finanzminister, mir huelen dat do mat u Bord. Mee ech schéissen net aus der Héift fir ze soen: Mir maachen dat do elo an ënner wat fir enger Form. Ech mengen, do musse Berechnunge kommen, wat de budgetären Impakt ass. Et musse Berechnunge kommen, wéi een dat sozial och richteg ausluecht. An ech hunn awer absolut kee Problem, fir mat deene Berechnungen eng kéier an d'Finanzkommissioun ze kommen, fir de konkreeten Impakt dovunner ze ënnersträichen.

Dat selwecht ass zu der Kilometerpauschal ze soen, déi den Här Keup virdu ugeschwat huet. Abée, de Regierungsprogramm gesäit vir – an en e Regierungsprogramm huet jiddwereen, och de Finanzminister, sech ze halen –, dass à ce stade net dru geduecht gëtt, d'Kilometerpauschal ze änneren. Dozou stinn ech och a menger neier Funktioun. Dat ass heiansdo esou, mee alles ass e Kompromëss. An och e Regierungsprogramm ass e Kompromëss an dat behale mer an deem Sënn esou zrëck.

Dann ass déi Fro vun dem Här Fayot komm: „Wéi gëtt dat opgedeelt, dat heescht déi Recetten, déi iwwert d'CO₂-Steier erakommen?“ Ech kann Iech just doriwwer berichten, wat ënner Virgängerregierungen do

geschitt ass. An ech mengen, dass dës Regierung sech och drun hält, dass, esou wéi et am PNEC festgehalen ass, „les recettes générées par [la taxe CO₂ sont] utilisées de façon équitable : pour financer des mesures [...] climatiques“ et de „transition énergétique“ et „des mesures de compensation sociale“. Dat ass dat, wat ech Iech à ce stade dozou ka soen. Alles anescht muss am Detail gekuckt ginn no deene Berechnungen, déi da vun der Verwaltung respektiv an de Ministère dozou gemaach ginn.

Op jidde Fall wëll ech Iech nach eng kéier soen, dass ech frou sinn, dass dës Gesetzesprojekt, och wann e keng Unanimité kritt, eng breet Zoustëmmung an der Chamber kritt. An dat beweist eis dach, dass déi Engagementer, déi geholl goufen, elo schonns op Proposition ..., an ech gesinn, en ass elo agelaf, en ass zweemol schonns zrëckkomm vun der COP, ... Dir wësst och, dass virun allem de Privathaushalter, ...

(Brouhaha)

... jo, dat sinn international Engagementer vun de Privathaushalter. Op Proposition vum Serge Wilmes gouf gëschter am Regierungsrot zrëckbehalen, dass déi Aiden, dat heescht déi sougenannt Top-up-Aiden – sief dat bei energieetescher Sanéierung, sief dat um Niveau vun der Fotovoltaik, sief dat bei anere Punkten –, elo emol ëm sechs Méint verlängert ginn, soudass och dës Regierung „allen Unkenrufen zum Trotz“ un deenen Engagementer festhält, wéi se ënner der viregter Regierung gemaach goufen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Finanzminister. Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschlossen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8290. Den Text steet am Document parlementaire 8290⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8290 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt un. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschlossen.

D'Resultat vum Vott ass: 50 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 50 Jo-Stëmmen géint 7 Nee-Stëmmen an 3 Enthaltungen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 8311, en Avenant tëschent Lëtzebuerg an Däitschland.

(Interruptions)

A pardon! Dir hutt ganz Recht, mech dorunner ze erënneren.

Motions

Da komme mer zu den dräi Motiounen, déi nach hei um Dësch leien, eng vun der LSAP, eng vun der ADR an eng vun de Piraten.

Motion 1

Mir fänke mat der éischter Motioun vum Här Franz Fayot vun der LSAP un. Här Fayot, Dir hutt se scho méi oder wéineger explizéiert. Wëllt Der nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

M. Franz Fayot (LSAP) | Nee, Här President. Ech hu se effektiv explizéiert. Ech hat zwar och gemengt, wéi mer dat soss gemaach hunn, am Uschloss u meng Ried kënnen ze presentéieren an deenen zwou Minuten, wou ech dann awer trotzdem „dans les temps“ war mat menger Riedezäit. Mee ech constatéieren, dass dat dann elo anescht geet an dass mer eis mussen da sëtze goen an da vläicht erëmkommen, fir d'Motioun ze presentéieren. Dont acte. Da maachen ech dat an Zukunft esou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech probéieren d'Reglement strikt ze applizéieren. Da komme mer och a keng Diskussiounen an deenen nächste Méint a Joren. Dat ass d'Zilsetzung vun deem, wat ech probéieren, hei ze maachen.

Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen? Ech gesinn den David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun matstëmme vun den Häre Fayot an Engel, allerdéngs well mer mat den Invitten och averstane sinn. Mir fannen déi richtig. Mir hunn e puer Schwierigkeete mat de Consideranten, soss wiere mer och an enger gewëssener Kontradiktioun par rapport zu deem, wat ech elo virdrun zur CO₂-Steier gesot hunn, well mer net mengen, dass dat wierklech en Outil indispensable ass. Mee bon, dat ass e Considerant, mee d'Invitte ginn awer an eisen Aen an déi richtig Richtung. An dofir wäerte mer dann och net chipotéieren a matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Baum huet sech zu Wuert gemellt.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn, an den Här Minister huet et virdru gesot ... Den éischten Invite, wou d'Kolleege vun der LSAP eng transparent Evaluatioun froen, ech mengen, mir hunn déi kritt iwwert de Statec, deen et an de Quintilen duergeluecht huet. Dat heescht, deen Invite do bräicht een net ze stëmme.

An dann ass et esou, dass mer hei awer déi CO₂-Steier degressiv huelen. Dat heescht, si spillt ganz vu 40.000 Euro un a si geet progressiv erof op 80.000 Euro. Do géife mer elo näischt drun änneren. An ech wëll drun erënneren, an den Här Minister huet et gesot: Mir wäerten d'nächst Woch e Gesetz stëmme, wou mer awer véier Indexbranchen upassen. Ech mengen, dass dat awer substanzéiell ass, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. Ech géif et an dësem Moment dobäi beloosen, och well mer wierklech an enger Phas sinn, wou

och den Här Minister sech muss eraschaffen. Och wann en eng grouss Kenntnis huet vun de Finanzen – dat huet hien déi lescht Jore bewisen, mengen ech –, gëtt et nach ëmmer Saachen, déi hie warscheinlech, esou wéi mir, och entdeckt. An dofir géif ech meng Kolleege proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Merci, Här President. Et ass e ganz neien Toun vum Här Baum. Hien huet elo fënnef Joer laang dem Här Roth gesot, en hätt keng Anung vu Finanzen. Elo seet en de Contraire.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Voilà. Motioun ofgeleent!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt duerno, Här Baum.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass ... Spaass bei-säit. Dat ass jo de bonne guerre an der Politick, wann d'Koalitionspartner wiesselen.

Eis ass déi Motioun sympathesch, och wa mer, wéi ech virdru gesot hunn, u sech en anere Modell géife virzéien. Eis wär et just am zweeten Invite wichteg gewiescht, ze soen, dass mindestens d'Hallschent vun de Recettë géif fir sozial Kompensatiounen ausgi ginn an net genau d'Hallschent, well mer der Meenung sinn, dass ee vläicht och heiansdo eng Situatioun kritt, wou ee méi bräicht.

A wat fir eis ganz kloer ass, dass hunn ech virdrun an der Ried gesot, ass, dass mer dee Crédit d'impôt systematesch revaloriséieren. Mee et geet net nëmmen duer, de Crédit d'impôt ze revaloriséieren. Den Här Roth huet et selwer virdrun illustréiert, an do kommen ech nach eng Kéier bei eiser Motioun drop zeréck, dass een och bei de Barèmi vun de Crédit-d'impôt muss drop schaffen. Mee mir wäerten dat heite matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Da maachen ech den Tour hei fäerdeg: d'Madamm Tanson an dann d'Madamm Adehm.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen déi heite Motioun. D'autant plus well se viles vun deem erëmhëlt, wat schon am PNEC steet. Dofir sinn ech émsou méi erstaunt iwwert dem Här Baum seng Deklaratioun elo grad, well et strictement näischt mam Här Roth seng Kompetenzen oder sengem Eraschaffen ze dinn huet, mee et einfach drëms geet, op der enger Säit ze soen, dass et soll transparent beluecht ginn, wat jo souwisou gemaach gëtt, op der anerer Säit ze soen, dass d'Hallschent dovunner soll ..., „l'enveloppe budgétaire relative aux mesures de compensation sociales équivalent à la moitié des recettes“. Dat ass jo och eppes, mengen ech, wou mer schon en Acquis déi lescht Joren driwwer haten, wat och am PNEC esou d'Zilsetzung erëmgëtt. An dann eeben och, dass de Crédit d'impôt ëmmer erëm soll revaloriséiert ginn, wann d'Taxe CO₂ an d'Luucht geet. Och dass eppes, wat aus dem PNEC decolléiert. Dofir, ech ënnerstëtzen dat, mir ënnerstëtzen dat, mee ech wollt awer hei nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi ..., also, bon, ech stellen net d'Fro, mee eng Kéier ervirsträichen, dass dem Här Baum seng Positioun mech e bëssen interpelléiert huet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Madamm Adehm d'Wuert gefrot.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech sinn e bëssen am falsche Film hei haut de Mëtteg. Hei hu mer fréier Regierungsparteien, déi eng Transparenz froen. Si selwer hunn dee PNEC sengerzäit mat en place gesat. Déi Chifferen, déi misste jo awer transparent iergendwou ze fanne sinn. Oder gesinn ech dat elo iergendwéi falsch an där doter Saach?

An da wéilt ech nach just soen zum leschte Punkt, „revaloriser systématiquement le crédit d'impôt“. Et ass awer genee dat, wat mer mat deem heite Projet de loi vun haut de Mëtteg maachen.

Plusieurs voix | Nee.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | De Crédit d'impôt gëtt eropgesat.

Une voix | Eeben net.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, dës Kéier.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, sot Dir Äre Punkt, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Mee mir setze jo haut och d'CO₂-Steier fir ee Joer erop an dann duerno komme mer mat engem neie Projet de loi an dann ass mat Sécherheet am PNEC virgesinn, fir dat nach eng Kéier ze maachen, an da gëtt dat dee Moment nach eng Kéier gemaach. Dofir, also mir gesinn net an, firwat dass mir déi heite Motioun sollen ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Keup. An dann hu mer nach den Här Baum an den Här Clement, déi sech fir d'zweet gemellt hunn. Dir wësst, dass Der zweemol zu engem Sujet dierft schwätzen an net dräimol. Här Keup, elo hutt Dir d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, dës Motioun ass gutt geduecht, mee vu dass mer géint d'CO₂-Steier sinn, kënne mer kaum matstëmme a wäerten eis enthalten. Mee wa mer alleguer géint d'CO₂-Steier wieren, da kéinte mer eis souwisou dat ganz Gedeessens an déi ganz Gesprecher hei spueren. Dat wier och net schlecht.

Erlaabt mer, nach e Wuert ze soen. Et ass elo geschwat gi vun der nächster Woch, vun deene véier Tranchen, wou den Index dann ugepasst gëtt un d'Inflatioun.

Une voix | Annerhallef.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, annerhallef. Also et ass richtig: zwee an eng halleft plus annerhallef. Ech mengen, et soll een d'Saachen net vermëschen. Et huet näischt mat dëser Saach ze dinn, ne?

Wann Der op der enger Säit Steieren aféiert, dann heescht et net, wann een op anerer Plaz de Leit eppes – endlech – zeréckgëtt, wat een hinne laang ewechgeholl huet, wat hinnen am Fong laang zougestane hätt, dass een dann domadder eppes guttmécht. Dat ass net de Fall an dat soll een dofir net vermëschen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Baum huet kuerz d'Wuert nach.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Et huet zéng Joer gedauert, lo mellen ech mech fir déi éischt Kéier fir e Fait personnel, deen den Här Clement virdru gesot huet. Den Här Clement huet gesot, ech hätt an der leschter Legislaturperiod oft gesot, den Här Roth hätt keng Anung vu Finanzen. Dat ass absolut falsch, ech hunn dat zu kengem Moment gesot.

Wat mir zwee gemaach hunn: den Här Roth war Fraktiounschef, ech war Fraktiounschef, Majoritéit,

Opposition. Mir hunn eis bei de Budgetsdebatten ausgetosch, heiansdo och méi hefteg ausgetosch.

(Hilarité)

Mir waren och oft a Punkten net enger Meenung, mee ech wëll ënnersträichen, dass ech zu kengem Moment gesot hunn, den Här Roth ..., an et si jo ganz vill Kolleegen heibannen, déi och schonn déi lescht fënnf Joer hei waren. Ech hunn zu kengem Moment dat gesot, wat mer elo vum Här Clement ënnerstallt ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war kloer. Den Här Clement. Kuerz, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech entschëllege mech formell beim Här Baum, ... datt en ni gesot hätt, den Här Roth hätt keng Anung, mee en huet just gesot, et wär absolut net seng Meenung. Do gi mer eis, mengen ech, eens.

Ech wëll awer do nach der Madamm Adehm soen, datt se elo grad hei eppes Falsches gesot huet an dat wëll ech awer richtegstellen. Mat deem heite Gesetz erhéije mer net d'CO₂-Steier fir d'nächst Joer a mir hunn eis och keng Clause de rendez-vous ginn, fir d'nächst Joer nach eng Kéier ermëzkommen. Mir erhéijen heimadder den Taux maximal, dee per Règlement grand-ducal da ka festgeluecht gi vun der Regierung. An dat heescht, d'Regierung muss fir déi nächst Erhéijungen net zeréckkommen, well wann een dat richteg duerchrecht, erhéije mer u sech mat deem heite Gesetz, wat jo scho gestëmmt ass, ... kann an Zukunft pro Liter Bensinn, also pro Tonn, déi duerch Litere Bensinn entsteet, u sech eng theoretesch CO₂-Steier vu 56 Euro pro Tonn applizéiert ginn, well sou héich hu mer den Taux maximal u sech gehuewen, wat mer elo mam Gesetz gemaach hunn. Dat ass eng einfach Règle de trois. Wann een eng Kéier sech d'Méi mécht, déi eenzel Montante mat den Dausend Liten ze rechnen, kënn een op dee Montant. Dat heescht, et ass falsch, hei ze soen, mir géifen et haut just ëm 5 Euro erhéijen. Mir hunn der Regierung hei d'Carte blanche ginn, fir bis op 56 Euro d'Tonn eropzegoen, an dat ass mat ee vun de Grënn, firwat mir eis enthalten hunn an ech wollt dat awer nach kloerstellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn elo keng Wuertmeldung a jiddwereen huet säi Punkt zu dëser Motioun gemaach, sou datt mer se elo kënnen zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la motion 1

De Vott iwwert d'Motioun vum Här Fayot fänkt elo un. D'Procuratiounen.

Déi Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie

Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Domat komme mer zur nächster Motioun, der Motioun 2 vun der ADR. Wëllt den Auteur, den Här Keup, nach eng Kéier kuerz Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall.

Wie freet d'Wuert, fir zu dëser Motioun Stellung ze huelen? Keen? D'Madamm Adehm freet d'Wuert. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, ech wollt nach eng Kéier kuerz drop zrëckkommen, fir ze soen, datt mir dat hei net unhuelen. Ech mengen, et ass ugeklongen: Et ass virgesinn, an den nächste Joren eng global Steierreform oder zumindest emol e Projet virzeleeën. Den éischte Pak hu mer d'nächst Woch mat enger Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation a mir halen eis un dat, wat am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Ass soss nach eng Wuertmeldung am Sall? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géife mer och zum Vott iwwert d'Motioun 2 vum Här Fred Keup kommen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. D'Procuratiounen. A Schluss vum Vott.

Ech checke léiwer d'Resultater no, well mäin Ecran am Ufank net gaange war, mee et schéngt awer elo ze funktionéieren.

Dës Motioun ass ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 3

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun 3 vun de Piraten. Här Clement, wëllt Dir nach eng Kéier kuerz explizéieren?

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz kuerz, Här President, merci. Ech hunn et virdu gesot, an den Här Roth huet jo och duerch e Rechebeispill nach eng Kéier gewisen, wou de Problem ass. Dat ass elo beim Crédit d'impôt CO₂ de Fall. Dat ass awer och bei all deenen anere Crédit-d'impôts de Fall. Ech si mer ganz bewusst, datt een dat heiten net kann haut oder muer ëmsetzen. Mir sinn och um Enn vun engem Budgetsjoer, mir fänken elo dat nächst un. Dat doten ass net eppes, wat fir muer kann ëmgesat ginn. Ech wär also ganz frou, wa mer dat an der Kommissioun kéinten diskutéieren. Dat géif eis largement lo mol duergoen, mee et ass wichteg, datt mer deen Impuls awer setzen, haut ze soen, datt mer déi Barëmen zumindest eng Kéier op de Leescht huelen an dann och kucken, wat dat géif kaschten, datt een dat och en connaissance de cause kéint maachen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Hu mer dozou eng Wuertmeldung? Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci Här President. Ech muss soen, also mir hunn duerchaus Sympathie fir déi Motioun hei, mee ech mengen effektiv, dass ee sech eng Kéier misst domadder ausernanersetzen, och kucken, wat d'Interaktioun ass mat deem Gesetz, wat nach soll virun Enn des Joers gestëmmt ginn, wou jo d'Barëmen, de Barème allgemeng ugepasst gëtt un déi véier Indexbranchen a kucken, wéi dat zesumme funktionéiert. Ech mengen, dat sinn technesch Froen, déi sech stellen, wou ee muss kucken och natierlech, wat den Opwand dovunner ass, mee am Prinzip fanne mer dat hei am Fong eng interessant Motioun a géife proposéieren, dass mir dat dann an d'Kommissioun géifen huelen, an d'Finanzkommissioun, fir dat weider ze analyséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv wär et eng Kéier interessant, well mer jo awer och ganz vill Kolleegen heibannen hunn, déi nei sinn, wann ee mol eng Kéier géif kucken: Wat gëtt et alles vu Steierkreditter? An déi richteg Plaz do, déi wier natierlech an der Finanzkommissioun, fir eng Kéier ze kucken: Wou sti mer lo? Wéi vill gëtt ausbezueelt? Wat géif dat ausmaachen, wa mer se effektiv géifen upassen? Dass ee mol eng Kéier géif ee globalen Iwwerbléck kréien. An dofir kënnen mir als Demokratesch Partei dermat averstane sinn, wa mer géife soen: Mir huelen déi heiten an d'Finanzkommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et geet mir änlech wéi dem Här Fayot. Mir fannen och, dass déi Demarche sympathesch ass. Mir haten eeben och gesinn am Avis vun der Chambre des Salariés zu dem Projet 8290 ... Et geet jo net nëmmen ëm deen heite Crédit d'impôt, raison de plus, fir et wierklech an der Kommissioun ze diskutéieren. Net fir en Iwwerbléck iwwer all d'Crédit-d'impôts ze kréien, mee fir ze gesinn, wat et effektiv beim Eenzelen ausmécht an u wéi enge Schrauwen ee kéint dréien a wat och kéint herno den Impact financier vu verschiddene Mesüre sinn. Dofir ënnerstëtze mir, fir et an d'Kommissioun ze huelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Madamm Adehm huet d'Wuert gefrot.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, ech géif dann einfach proposéieren, wann den Här Clement domadder d'accord wier, se zrëckzezéien, well de Minister huet jo säin Accord ginn, fir eng Kéier an der Kommissioun doriwwer ze diskutéieren.

(Hilarité)

Dach!

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, Dir sidd hei ugeschwat.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, dat wär lo awer eng ganz nei Prozedur.

(Hilarité)

Also, mir bleiwe schonn dobäi: Wann hei eng grouss Majoritéit sech weist, fir se an der Kommissioun ze thematiséieren, dann hätte mer se och gären do thematiséiert.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, ech fannen dat guer net, datt d'Interventioun vun der Madamm Adehm hei zu där grousser Hilaritéit sollt féieren, déi lo hei geschitt ass, well dat, wat elo proposéiert gëtt, ass eppes anescht, wéi dat, wat hei an der Motioun steet. Wann de Minister sech d'accord erkläert, fir an der Chamberskommissioun eng Kéier iwwert déi Problematik hei ze diskutéieren, dann heescht dat nach laang net, datt, wann een dat elo an d'Kommissioun hält, dass een domadder d'accord ass, dass een de Barème géif upassen. An dowéinst géif ech eigentlech den Här Clement froen, fir sech vläicht mat der Äntwert vun der Regierung zefridden ze ginn, déi hei vun alle Bänke gedeelt gëtt, fir de Punkt op den Ordre du jour ze huelen. Ech soen Iech och firwat: Well dës Motioun dem Reglement vun der Chamber no no dräi Méint muss erëmkommen. Wa mir se also tel quel an d'Kommissioun ginn, da muss se innerhalb vun dräi Méint erëmkommen. Ech gleewen awer net, dass mer innerhalb vun dräi Méint hei eng Solutioun op d'Fro hunn. Dat heescht, da kéint ee se eigentlech direkt ofleenen a soen: Mir diskutéieren awer an der Kommissioun driwwer. Mee déi Prozedur, fir eigentlech eng Opfuerderungen un d'Regierung an eng Debatt vun der Chamberskommissioun ëmzewandelen, ouni dass een eigentlech seng Finalitéit ännert, hunn ech ëmmer schonn eng schlecht Prozedur fonnt a fannen ech och nach ëmmer eng schlecht Prozedur.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Kommt, mir maache lo hei keng zwee Gespréicher. Ech hunn hei eng Motioun vun de Piraten leie mat enger Demande, fir se zrëckzezéien an um Ordre du jour an der Kommissioun eng Kéier de Punkt ze abordéieren. Den Här Clement ass net bereet, dës Motioun zrëckzezéien. Ech hunn eng aner Proposition hei leien, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Ech géif déi Proposition zum Vott stellen, ob se an d'Kommissioun soll iwwerwise ginn. Wann dat net de Fall ass, géife mer driwwer ofstëmmen.

Kënne mer dee Vott par main levée maachen?

Une voix | An d'Kommissioun?

M. Claude Wiseler, Président | De Vott ass, ob mer se an d'Kommissioun zrëck renvoyéieren. Kënne mer dee Vott par main levée maachen oder ass een, deen e Vote électronique wëllt?

(Brouhaha)

Haalt emol Är Fanger, Är Äerm erof. Meng Fro ass elo: Ass een, deen e Vote électronique freet?

Une voix | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Wann dat net de Fall ass, kënne mer se par main levée ofstëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien ass d'accord, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

(Hilarité et brouhaha)

M. François Bausch (déi gréng) | ... Dir hutt et dach selwer proposéiert!

M. Sven Clement (Piraten) | Här Baum!

Une voix | Wat ass hei lass?

M. Sven Clement (Piraten) | Awer wéinstens Dir ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Ech gesinn, datt d'Oppositioun bereet ass, se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Dat ass ...

Wien ass dergéint, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

Dat schéngt mer d'Majoritéit hei ze sinn, sou datt se net an d'Kommissioun iwwerwise gëtt.

An deem Fall gëtt se hei ofgestëmmt. Mir procedéieren also elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 vun de Piraten.

M. François Bausch (déi gréng) | Déi nächste Kéier frot Dir fir d'éischt, éier Dir esou eppes sot, Här Baum!

Une voix | Gelift?

Vote sur la motion 3

M. Claude Wiseler, Président | De Vott fänt elo un.

(Brouhaha)

De Vott ass ofgeschloss.

(Brouhaha)

Dës Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 14 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schackmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding).

10. 8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Voilà, domat komme mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, also dem Projet 8311,

engem Avenant tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, dee souwuel d'Duebelbesteuerung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéit jeeweils fënnf Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, Iech hei kënnen e mëndleche Rapport ze maachen iwwert de Projet de loi 8311. Virun e puer Joer hätte mer vill méi laang iwwert dat geschwat, wat an dësem Projet dran ass. Do geet et nämlech ëm d'Duebelbesteuerungsofkommes mat Däitschland, wou et ganz wichteg ass, dass mer do déi néideg Akzenter setzen. An ech hu mer erlaabt, Här President ...

(M. Marc Spautz montre un journal.)

De leschte Sonnde stoung an enger däitscher Zeitung ganz grouss am Kader vum Homeoffice, wéi wichteg et ass, dass deen Accord tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, deen am Juni 2023 vun der Madamm Yuriko Backes an dem Här Christian Lindner ënnerschriwwen ginn ass ..., wéi wichteg deen ass als Akzent och am europäesche Volet.

Ech wëll drun erënneren: Mir schwätzen hei iwwert d'Upassung wéinst dem Teletravail, mee et ass net nëmmen den Teletravail, deen an dësem Kader geännert ginn ass. Et ass eng Ännerung vun der Konventioun vun 2012, déi zwëschen Lëtzebuerg an Däitschland gemaach ginn ass. Hei geet et och drëm, fir d'Mindeststandarde vun de BEPS an de Steuerreegele vun der OECD ..., dass dat alles mat opgehol gëtt. Hei geet et och drëm, alleguerten deene Saache Rechnung ze droen, déi säit 2012 komm sin. An ech muss och soen, mir haten och an der Kommissioun doriwwer rieds, och fir eis ass et wichteg, dass dat, wat am Kader vun de Plan-socialen a vun de Licenciementen ass, och an Zukunft aneschtens berücksichtegt gëtt am Kader vun dësem Steierofkommes.

Et muss een och drun erënneren, wéi wichteg et och war am Teletravail – an dat hu mer grad während der Covidzäit gemierkt –, dass mer et do fäerdegbréngen, eenheetlech Reegelen ze hu mat eisen dräi Nopeschlänner. Mat deenen zwee anere Länner ware mer schonn op 34 Deeg, et war just Däitschland, déi nach op 19 Deeg waren. A mat dësem Gesetz wäerte mer och do op 34 kommen, woumadder et kloer ass, dass eis dräi Nopeschlänner déi selwescht Behandlung hu fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech wëll dann elo och op déi eenzel Avisen agoen, déi dozou komm sinn.

Et ass en Avis komm vum Conseil d'État, deen näischt Extraes ze soen huet.

Et ass och nach en Avis komm vun der Chambre des Salariés, déi och nach eng Kéier drun erënnert, dass dat nach ëmmer wäit ewech ass vun deenen 49,9 %, déi an der europäescher Direktiv, wou den deemolege Sozialminister, den Här Haagen, mat dru geschafft huet, festgehale goufen, fir dass d'Sozialversécherungsbeitrag op 49,9 % vun der Gesamtaarbechtszäit géife kommen. Wa mer do géifen eropgoen, da wiere mer iwwer 100 Deeg. Dat ass nach wäit ewech dovunner.

D'Chambre des Salariés seet, dass et awer fir si wichteg wier, dass mer et vläicht géife fäerdegbréngen, op 25 % vun der Aarbechtszäit ze kommen. 25 % vun der Aarbechtszäit, dat géif ausmaachen, dass mer awer iwwert déi 34 Deeg missten erausgoen. An dat ass jo an engem europäesche Reglement, an an den Diskussiounen ass virgesinn, dass mer och eng Kéier spéiderhin dozou géife kommen. D'Chambre de Commerce, déi huet extra dese Punkt begréisst.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soulignéieren, dass och dee Problem, dee mer kannt hu während dem Teletravail, fir déi Leit aus der Fonction publique, déi an Däitschland gewunnt hunn, mat deem duebele Besteuerungsofkommes gekläert ass an dass déi an Zukunft och kënne bis 34 Deeg bei där Besteuerung maachen.

Dat gesot, dréien ech mech dann eng Kéier, Här President, net als Rapporteur, mee als Spriecher vun der CSV. D'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu deem Gesetz. Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Spautz villmools Merci fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

An den éischte Riedner, deen hei ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, ech ka mech ganz kuerz halen. De Rapport huet quasi alles gesot: de Seuil de tolérance vun 19 op 34 Deeg, d'Fonction publique ass mat dran, d'Work-Life-Balance vun de Leit huet hei och Prioritéit, si kënnen op den Teletravail zrëckgräifen, méi Flexibilitéit, d'BEPS-Reegele si respektéiert ginn.

Ech sinn och frou, dass duerch dee Projet de loi hei an duerch d'Gesetz, wat dann hoffentlech votéiert gëtt, mer fir dee Projet vun der Madamm Backes, dee si ugeleiert huet, hei en Ofschluss fannen. An ech kann nëmmen den Accord vun der DP zu deem Projet de loi ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir begrëssen dese Projet och a mir wäerten en och matstëmmen aus zwee Grënn. Éischtens, well Däitschland den Haapthandelspartner ass vu Lëtzebuerg a well et wichteg ass, dass mer ëmmer eng Condi (nldr: Convention de non double imposition) hunn, déi à jour ass, déi aktuell ass. An dat maache mer mat där heite Konvention iwwert d'Duebelbesteuerung. An zweetens, well och effektiv den Teletravail zu engem Kompetitivitéitsfacteur ginn ass.

Mir brauchen den Teletravail. Den Teletravail ass e Facteur d'attractivité vun eisem Land. An dofir ass et ze begrëssen, dass mer effektiv elo hei op 34 Deeg eropgaange sinn am Kader vun deem Duebelbesteuerungsofkommes. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir begrëssen och dese Projet a wäerten e matstëmmen. Mir géifen eis och freeën, wann déi Unzuel vun den Deeg nach weider erweidert géif ginn an den nächste Joren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och déi gréng ginn hiren Accord zu deem Projet de loi. Et ass e wichteg Projet, well en och déi Inegalitéite fir Residenten aus Däitschland e bësse manner grouss mécht a se op dee selwechten Niveau setzt wéi déi aner Nopeschlänner, fir kënne méi vun doheem aus ze schaffen, eppes, wat extreem wichteg ass. Mir sinn ugewisen dorobber, dass mer Leit vun iwwerall hier aus der Groussregioun hei zu Lëtzebuerg schaffen hunn, an déi mussen dat och kënne vun doheem aus maachen. Duerfir ass dat wierklech e gudd Schrëtt an déi richteg Richtung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, Däitschland war bis elo d'Nopeschland mat deene mannsten Deeg, wou ee konnt vun doheem aus schaffen an dat wäert elo gläich en Enn hunn. Mir setzen d'Deeg also vun 19 op 34 Deeg erop an dat ass e gudden Ufank.

Mee ech soen et ganz kloer: Et ass u sech en Ufank. Et kann net de Schluss sinn! Et muss eis kloer sinn, datt dat net duergeet. Well och bei 34 Deeg bleift nach ëmmer e groussen Ënnerschied zwëschen dem Resident an dem Frontalier, an dat op där nämmlecher Aarbechtsplaz. Dat heescht, genau déi nämmleche Tätigkeet gëtt ënnerschiddlech behandelt, ob ech dann elo an Däitschland liewen oder ob ech zu Lëtzebuerg liewen. Dat kënnen e puer Meeter Ënnerschied maachen, jee nodeem, wou un der Grenz ech wunnen.

Fir eis Piraten gëtt Teletravail de Leit ganz kloer d'Flexibilitéit an d'Zäit, fir virun an no der Aarbecht, och emol dertëschen mat méi kuerzen Ënnerberäichungen, nach hir Work-Life-Balance wierklech an de Grëff ze kréien a wierklech an der Balance ze halen.

An zousätzlech huet den Teletravail e positiven Afloss op de Verkéier. Mir hu virdrun iwwert d'CO₂-Steier geschwat. Ma wien am Teletravail ass, dee muss manner CO₂-Steier bezuelen, well e manner mat sengem Auto muss fueren.

Gläichzäiteg kann een den Teletravail natierlech och notzen, andeem een net forcéiert op de Siège muss kommen. Mee dofir kéint een iwwer grenzüwwerschreidend Geschäftszonen, Büroszone schwätzen, mat engem kloer legalen a steierrechtleche Kader dee Moment.

Mir vergiessen awer och net déi Leit, déi net kënnen am Teletravail sinn. An do muss een, och wann d'Regierung anerer Meinung ass, nach eng Kéier iwwert d'Kilometerpauschal schwätzen. Zumindest en Deel, e groussen Deel vun der Regierungsfraktiounen huet jo awer an deene vergaangene fënnf Joer reegelméisseg fir eng méi héich Kilometerpauschal plädéiert.

Mir musse weider mat eisen Nopeschlänner verhandelen, fir datt d'Inegalitéiten tëschent Residenten a Frontalieren erofginn. Datt dat net einfach ass, jo, dat wësse mer. Datt dat eppes kaschte wäert, also net gratis wäert sinn, dat wësse mer och. Mee et ass awer wichteg fir de sozialen Zesammenhalt an de Betriber, datt jidderee ka vum Patron d'nämmleche behandelt ginn.

An, Här President, da wëll ech awer op eppes hiweisen, wat haut guer net ugeschwat gouf, wat awer ganz verstoppt e bëssen am Rapport drasteet. An dat ass de Problem vun den Astreinten. Well laut dem Accord mat Däitschland gëtt eng bezuelten Astreinte

als Aarbecht consideréiert an ass domadder Deel vun deene 34 Deeg, déi een dierf ausserhalb vu Lëtzebuerg schaffen. Den Accord mat der Belsch gesäit vir, datt déi Deeg, wou een eng Astreinte mécht, dann och ënnert déi 34 Deeg falen.

An och mat Frankräich ass de System net gutt, well de franséische Staat huet ... Also, Dir mierkt, souguer d'Press huet sech scho fir den Theema interesséiert. A wéi d'Lëtzebuurger Press sech souwuel bei der lëtzebuergescher Steierverwaltung wéi bei der franséischer Direction des finances gemellt huet, konnt keen de Journalisten eng Äntwert drop ginn, wéi et dann a Frankräich de Fall ass. Ëmmerhi kommen do 52 % vun eise Frontalieren hier. Et wär also wichteg, datt mer zumindest kloer wësst, wat bei enger Astreinte de fiskaleschen Impact ass, well e Risiko ass, vu datt mir zu Lëtzebuerg Astreinten net als Aarbechtszäite rechnen, datt vill Betriber d'Reegel vläicht guer net richtig applizéieren. An dat bréngt da mat sech, datt den eenzelne Salaré herno bei enger eventueller Steuerkontroll a sengem Heemechtsland deen ass, dee muss erklären, firwat en eppes falsch deklaréiert huet, obwuel en et guer net besser wousst.

Dat ass de Problem, dee mer am Moment mat där Onkloerheet bei den Astreinten hunn. An dofir wäere mer frou, grad well Astreinten awer e beléiften Outil sinn an de Kommunikatiounsbetriber, ech denken un d'Informatik, awer och zum Beispill an der Santé – mir stëmmen nach e Gesetz iwwert d'Astreinten an der Santé –, datt een do awer misst Kloerheet schafen.

An dofir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi d'Regierung opfuerdert, fir bei deem spezielle Punkt nach eng Kéier nozebesseren an nach eng Kéier Verhandlung mat eisen Nopeschlänner ze féieren, fir eebe grad déi speziell Fro vun den Astreinté kloer ze reegelen. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Am Prinzipp gëtt d'Astreinte net als Aarbechtszäit gezielt. D'Astreinte zeechent sech doduerch aus, dass d'e Salaré:e net op enger bestëmmter Plaz muss sinn, mee just muss zu all Moment erreechbar sinn, fir dass en, wann néideg, seng Aarbecht kann ophuelen. D'e Salaré:e ka sech also fräi deplacéieren a sengem Privatliwien an där Zäit nogoen.

– D'Duebelbesteuerungs- an Homeoffice-Accorden, déi Lëtzebuerg mat sengen Nopeschlänner getraff huet, gesi vir, dass d'Astreinten zur Aarbechtszäit am Wunnland zielen an des deemno vun den erlaabte 34 Deeg Homeoffice ofgerechent ginn;

– deemno ka just d'Disponibilitéit fir ze schaffen déi Betreffen ee ganzen Dag Homeoffice kaschten.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– nei Verhandlung mat den Nopeschlänner ze féieren, mam Zil, dass d'Astreinten net méi an de Seuil vun de 34 Deeg falen.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, mir sinn eis bewosst, datt et keng einfach Aufgab ass, an, och wa mer elo erëm nei Verhandlung fir e spezifischen Deel maachen, datt dat sécherlech näischt ass, wat vun haut op muer geschitt.

Mir denken awer, datt et wichteg ass, der Regierung hei e kloert Mandat vum Parlament mat op de Wee ze ginn, well et sech hei ëm systemrelevant Secteur handelt. Mir kënnen net d'nächst Woch e Gesetz

stëmme, fir eng Base légale fir d'Astreinten an de Santéberuffer ze huelen, a gläichzäitig rechtlech Onkloerheeten hunn, wat d'Besteuerung vu genau deenen Astreinté bei de Frontalieren ugeet. Well mir därfer net vergiessen – ech hunn et op alle Fall net vergiessen aus de Covidjoren –, dass mer ganz, ganz vill Leit aus deem Secteur iwwert der Grenz wunnen hunn an déi deementspriedend och dovunner beträff wäeren. An et wär desastréis, wann déi just kéinten op 34 Deeg Astreinte zrëckgräifen am Joer.

Ech soen Iech dofir Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen op e konstruktiven Austausch zu där Motioun. Villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir si gewéinlech relativ skeptesch, wann et ëm fiskal Konventiounen geet, well dat oft och dozou benotzt gëtt, fir d'Steierlaascht erofzesetzen. An deem Fall ass et awer eendeitig méi interessant, well et awer och géint Abuse soll goen an och Richtlinie vun dem BEPS soll ëmsetzen an och géint Abuse vun den Immobilienfonge soll goen an do och d'Besteuerung eropsetzt.

An eisen Ae geet u sech an deem Fall deen Avenant an déi richteg Richtung an dofir wäerte mer en och matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Och merci fir deen Debat.

Dat hei ass e wichteg Projékt an dat ass net einfach en Avenant zu engem Duebelbesteuerungsofkomme, wat een dann einfach esou duerchwénkt. An et ass ugeklongen, dass et eng Zäitche gedauert huet, bis dass dat hei konnt zustane kommen. Déi éischt Diskussiounen ginn nach op 2012 – jo, 2012 – zrëck.

Ech wëll och e puer Prezisiounen ginn. Et ass richtig, dee wichtegste Punkt: Et si 50.000 – 50.000! – Frontalieren, déi vun där Konventioun concernéiert sinn. Also dat ass net näischt! Dir hutt also e gréisseren Impakt och op de Lëtzeburger Aarbechtsmarché.

Et geet awer doriwwer eraus, iwwert de sougenannten „Homeoffice“ oder wivill Deeg ech da kann a mengem Heemechtsland schaffen, ouni dass do e Besteuerungsrecht ufält. Et geet och ëm e Besteuerungsrecht am Fall vun Indemnitéiten bei enger Entloossung. Et geet ëm d'Besteuerungsrecht vu professionnelle Chaufferen oder Lokführer, déi jo dann hin- an hierfuere. An et gëtt och niewent dem steuerlechen Traitement vun de Pendler Prezisiounen um Niveau vun deene Leit, déi zum Beispill an Däitschland wunnen a beim Lëtzeburger Staat schaffen. Och där gëtt et der net manner.

Ech wëll eppes kloer soen, wann elo gesot gëtt, dee Seuil vu 34 Deeg sollt an d'Luucht gefouert ginn. Also, éischtersinn ech emol frou, dass mer elo bei deenen dräi Nopeschlänner, nämlech der Belsch, Frankräich an Däitschland, op deem selwechte Seuil vu 34 ukomm sinn. A bei Däitschland hu mer dee gréisste Sprong gemaach, well bei de Fransouse si mer ëm fénnef Deeg an d'Luucht gaangen a bei den Däitsche gi mer elo vun 19 op 34, also ëm ganzer 15 Deeg an d'Luucht!

Et ass och esou, dass net dat eent Land kann diktéieren: „Mir géifen elo gär bis dohinner kommen an dann hutt Der dat ze akzeptéieren!“ Neen! Eng Steuerkonventioun ass e bilaterale Accord. An déi Däitsch

schwätze jo bei deene 34 Deeg Toleranz vun enger „Bagatellgrenze“. An ech wëll dat wuelverstane hunn.

Firwat? Mee et ass esou: Wann en däitsche Resident op Lëtzebuerg schaffe geet, dann huet e jo am Prinzip d'Lëtzeburger Besteuerungsrecht op säi Salaire. Wann ech elo mat deene 34 Deeg an d'Luucht fuere, da verzicht eigentlech Däitschland méi op d'Besteuerungsrecht, well theoreetesch fir déi Aarbechtszäit, déi an Däitschland verbruecht gëtt, ab dem éischten Dag u sech déi Däitsch d'Besteuerungsrecht hätten.

Dann den zweete Punkt: Et kann een elo schonns op 50 Deeg eropgoen. Dat erlaabt déi Konventioun. Blouss ass et dann esou, dass ech da fir déi 50 Deeg net zu Lëtzebuerg, mee fir déi 50 Deeg an Däitschland besteiert ginn. Duerfir nach eng Kéier: Bagatellgrenze. Mee déi kann een net endlos eegemächteg einfach esou an d'Luucht féieren. Och dat muss ee mat bedenken.

Ech wëll och soen, dass dat heiten Duebelbesteuerungsofkomme zustane kënn, ouni dass et Kompensationszulunge gëtt vis-à-vis vun däitsche Gemengen. Och dat muss ee mat a Betruecht zéien.

An e lescht Argument géintiwier vun deenen, déi soen: „Dir musst elo nach an d'Luucht fuere, zum Beispill op déi 25 %.“ Déi 25 %, dat entsprécht 55 Aarbechtsdeeg. Wéi gesot, mir leie mat där Konventioun elo grad ewéi mat der Belsch a mat Frankräich op 34 Deeg. Duerfir wëll ech, bei allem Enthusiasmus – wat ech och kann novollzéien – drop hiweisen, wat fir eng aner Auswierkung dat am Konkreete kann hunn. Et ass esou, dass d'Duebelbesteuerungsofkomme e bilaterale Ofkomme ass. Dat, wat um Niveau vun der Sécurité sociale, also bei de Sozialversécherungen, gemaach gëtt, dat ass eng europäesch Reglementéierung. Duerfir muss een dat, mengen ech, an deem globale Kontext kucken.

An da wëll ech nach eppes soen, dat ass: Och wann déi Nopeschlänner mat Lëtzebuerg opgrond vun enger Spezifitéit vun dem Pendel vu Frontalieren natierlech eng aner Dimension hunn, ass dat jo net nëmme Lëtzebuerg, dat sinn och aner Nopeschlänner vun Däitschland, an ech kann novollzéien, dass dat fir déi däitsch Autoritéiten, fir déi däitsch Regierung, och an deem Kontext muss beliicht ginn. Duerfir, jo, wann et sollt bilateral – well et geet nëmme bilateral – zu enger Erhéijung vun där sougenannter „Bagatellgrenze“ oder dem Seuil de tolérance vu 34 Deeg kommen, ass d'Regierung selbstverständlech bereet. Ech wëll awer just nuancéieren, dass mir dat net kënnen eleng an eegemächteg maachen, mee dass dat och mat Zoustëmmung vun den däitschen Autoritéiten an deem Fall muss geschéien.

Fir de Rescht, géif ech soen, ass dat hei e gudden Accord, deen am Sënn ass vun eisem Aarbechtsmarché, deen den Aarbechtsmarché och weiderhi fërdert a sécherstellt, dass mat deene 34 Deeg weiderhin déi Betriebsstätten, déi zu Lëtzebuerg sinn, net a Fro gestallt sinn. Well wat heescht et, wann e Salarié während 50 a méi Deeg eleng vun Däitschland aus schafft? Da kéint dat ugesi gi vun den däitschen Autoritéiten, wéi wann dat eng Betriebsstätte wär an dass mer dann net nëmme d'Besteuerungsrecht um Niveau vum Salarié senge Salarié géife verléieren, mee och nach dat vun der Betriebsstätte, déi kéint zu Lëtzebuerg abhande kommen.

Ech wollt dat eng Kéier gesot hunn, dass déi Decisioun vun deene 34 Deeg – a kuckt, dass Der nach weidergitt! – vill Facetten huet an dass een déi och muss am Kapp hunn, ier een hei weider Schrëtt ënnerhëlt, déi, wéi gesot, an engem bilaterale Kontext wäerte musse geschéien.

Ech kann Iech op jidde Fall soen – an dat steet an dem Regierungsprogramm –, dass Lëtzebuerg éischters d'Netz vun den Duebelbesteuerungsofkomme weltwäit wëllt ausbauen, an zweetens wëll ech och kloer soen, dass, wa sech weider Opportunitéiten géife ginn am Interessi vun eisem Land, am Interessi vum Aarbechtsmaart bei eis am Land, am Interessi vun deene 50.000 Frontalieren, d'Lëtzeburger Regierung selbstverständlech dofir op ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci och dem Finanzminister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projékt de loi 8311. Den Text steet am Document parlementaire 8311⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8311 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme an dann natierlech keng Nee-Stëmm a keng Abstentoun. De Projékt de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

An dann hunn ech hei op mengem Pult nach eng Motioun leie vun de Piraten. Här Clement, Dir hutt se schonn erkläert, wëllt Der nach e Wuert dozou soen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wie wëllt zu der Motioun vum Här Clement Stellung huelen? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Clement. Déi Motioun, dat kléngt ganz sympathesch fir ze soen: Mir müssen do nach an d'Luucht fuere. Mee mir sinn eis allegeruete bewosst, dass mer an deenen nächsten dräi Méint keen Accord fannen, weeder mat Däitschland nach mat Frankräich nach mat der Belsch – innerhalb vun dräi Méint en Accord –, fir vu 34 an d'Luucht ze

fueren. An dofir, mengen ech, ass zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do verfréit, an ech proposéieren eise Kollegeen, déi Motioun ofzeleenen, well et ass superfetatoire de Moment, fir dat elo schonn an dës Richtung ze maachen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach eng Wuertmeldung? Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo. Also bon, déi Motioun ... Ech soen, mir hunn dat effektiv elo net recherchéiert, an do schéngt jo effektiv e gewëssene Flou juridique ze herrschen. Dir sot och: „Am Prinzip gëtt d'As-treinte net als Aarbechtszäit gezielt.“ Et muss een effektiv eng gewëssen Disponibilitéit hunn. Et ass ee jo „de garde“, dat heescht, et schafft een a priori net. Dat heescht, effektiv géif et Sënn maachen, déi Deeg auszuschléissen. Bon, muss een dee ganzen Dag am Homeoffice sinn? Ech weess et net. Do stelle sech eng Rei juristeschen Froen, déi een, mengen ech, awer sollt préiwien, well ech mengen, et ass awer effektiv eng justifiéiert Fro.

An dofir wäert mir am Fong der Meenung, dass een déi Motioun hei eng Kéier kéint an der Kommissioun diskutéieren, och mat de Beamten, fir ze kucken, wéi effektiv d'Rechtslag ass a wéi ee mat där Situatioun hei wëllt ëmgoen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also de Grondgedanke gefält eis och, fir ze soen, dass eng Astreinte, wou ee souwisou net heihinner komm wär, net géif an déi 34 Deeg kontabiliséiert ginn. Mir wëssen natierlech awer och, dass et net evident ass, fir dat elo einfach nozeverhandelen, well soss kéint ee jo och nach ganz aner Saachen hei fuerderen, notament och d'Zuel vun den Deeg an d'Luucht setzen. An et stelle sech och eng Rei technesch Froen, soudass mir eigentlech och léiwer hätten, dat doten nach eng Kéier a Rou ze diskutéieren. Well mir hunn elo jo schonn héieren, wéi dat mat dem Verweisen an d'Kommissioun geet. Ech hoffen, dass d'DP dann dës Kéier och gekläert huet mam Koalitionspartner, wéi een domadder ëmgeet.

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Et ass gutt, dass dat do elo an der éischter Sëtzung ass, well fir de Rescht vun der Legislaturperiod ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien, Här Baum. Notéiert, notéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Op alle Fall, bon, mir hätten natierlech léiwer, mir kéinten dat do eng Kéier diskutéieren. Mee egal, wat elo mat der Motioun geschitt, froe mer dann, dass mer déi Fro awer kënnen eng Kéier an der Kommissioun thematiséieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, mir mengen och, dass een déi heite Motioun awer misst an der Kommissioun diskutéieren. Et wier schued, déi einfach esou net unzuhuelen, well d'Frostellung ass awer ganz berechtigt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Ech wëll mech deem och uschléissen. An ech mengen, et wier och wichteg, wa mer eng Kéier kéinten an aller Rou an der Kommissioun doriwuer diskutéieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Jo, et kéint een och an der Kommissioun drüwer diskutéieren. Mee u sech, wat gefuerdert gëtt an der Motioun, ass jo, dass nei Verhandlungen sollen ugefaange gi mam Zil ... Dat heescht net, dass déi an dräi Méint missten ofgeschloss sinn, Här Spautz. Esou naiv sinn ech net, dass, nodeem mer eelef Joer gebraucht hunn, fir deen heiten Accord ze fannen, ech géif mengen, dass dat no dräi Méint ofgeschloss wär.

Ech mengen, et wär scho gutt, wann déi Motioun hei zumindest zum Nodenken ugereegt hätt, fir déi Fro eng Kéier ze klären, wéi mat den Astreinté vun eise Frontalieren an deenen dräi verschiddenen Nopeschlänner fiskalrechtlech ëmgaange gëtt. Well wann d'Steierverwaltung vum zwee Länner op eng Fro vum engem Journalist net kënnen äntwerten oder net wëllen äntwerten, dann ass do méi wéi nëmmen e Flou juridique. An deemspriechend kënnt Der Tech ... Mir stëmmen dat elo of, d'Majoritéit refuséiert et. Da kënnt de Bréif, dass mer dat an enger Kommissioun dann eng Kéier diskutéieren. Dann diskutéiere mer et eng Kéier an enger Kommissioun. Mee et wär awer gutt, dass mer entre-temps awer eng rechtlech Kloe-stellung hätten, wéi domadder ëmzegoen ass. Well dat ass dat, wat mir awer haut am meeschte Suerge mécht, dass mer do Leit hunn, déi am gudden Glawen hir Astreinten unhuelen, hir Astreinten dann och disponibel bleiwen a wann dann an dräi, véier, fënnef Joer eng Kéier eng Steuerkontroll kënnt an hirem Residenzland, se déi sinn, déi da gesot kréien: „Dir waart am Feeler, well Der et falsch gemaach hutt.“ Dat géif ech ganz schued fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Doropshin huet de Finanzminister nach d'Wuert gefrot. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech mengen, och dës Regierung brauch keng Motioun fir ze wëssen, wéi se soll regéieren. Ech soen hei am Kloertext ...

(Interruptions)

Ech soen hei am Kloertext dat hei, dass d'Regierung sech engagéiert. Wat ech virdru gesot hunn: Mir engagéieren eis, fir déi néideg Klarifikatiounen ze bréngen. Dat ass dat Éischt. An dat Zweet, ech soe ganz kloer och: Mir kënnen net, nodeems dat hei elo ofgestëmmt ass, erëm eng Kéier nei Negociatiounen ufänken. An do ass dat, wat den Här Spautz gesot huet, vollkommene richteg.

Nach eng Kéier: d'Engagement, wann den Här Clement do kéint dermat d'accord sinn, fir déi néideg Klarifikatiounen an der Chamberskommissioun ze bréngen. An Noutfalls, soen ech, bleift jo nach ëmmer d'Méiglechkeet um Niveau vun de Steiersaachen, dass et eng Circulaire gëtt, déi déi doten Explikatiounen gëtt, esou wéi dat sollt sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Esou wéi den Här Clement et gefrot huet, stëmme mer elo iwwert dës Motioun of.

Vote sur la motion 1

An de Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Et si 5 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 19 Absten-tiounen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëm-men ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdig, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferdig) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

11. Heure d'actualité de la sensibilité déi gréng au sujet de la conférence sur les changements climatiques à Dubaï – COP28

Da komme mer zum nächste Punkt. D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'COP28 zu Dubai, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, all Fraktiounen respektiv Sensibilitéiten hunn duerno 5 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot an den Här Ben Polidori. Ech ginn dovunner aus, dass nach deen een oder deen aneren derbäikënn. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Joëlle Welfring als Vertriederin vun där politesch Sensibilitéit vun déi gréng.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegeen, säit bal 30 Joer kuckt d'Welt all Joer während e puer Deeg op en Evenement, zu deem sech, wéi et schéngt, ëmmer méi Leit treffen. Jo, et ginn hei bal alljoers Rekorder gebrach op en Neits, wat d'Zuel vun de Participanten ugeet, dës fir am Kader vun der Weltklimakonvention e gemeinsame Wee aus der Klimakris ze verhandelen.

Déi eng waarde gespaant oder éischter verzweifelt op konkret Schrëtt an Engagementer, iwwert déi sech déi politesch Responsabel eens solle ginn, fir eis Emissiounen an de Grëff ze kréien. An déi aner hunn et opginn a gesinn dat Ganzt als eng Aart Farce un, dat virun allem als Bün fir Politiker, Lobbyisten a Schaulusteger dëngt, an dat och nach an engem Land, dat selwer Pétrol exportéiert, mat engem President, dee selwer am Handel mam Pétrol involvéiert ass.

Ech hat d'lescht Joer d'Geleëenheet, fir selwer derbäi ze sinn. An och d'lescht Joer hu mer eis duerno hei op dës Plaz gesinn, fir am Kader vun enger

Aktualitésstonn de Point iwwert d'Resultater ze maa-chen. Erlaabt mer wannechgelift trotzdeem, kuerz op dës Andréck zrëckzekommen.

Ech hat deemools d'Éier, fir als Member vun der Verhandlungsekip vun der EU matzewierken a kouw och mat ganz gemëschte Gefiller heem. Ech war engersäits, esou wéi vill anerer, enttäuscht driwwer, dass eng Rei Erwaardungen net erfëllt goufen. Zum Beispill konnt sech och do net op e staarkt Engagement zum Ausstieg aus de fossilen Brennstoffen gëeene ginn, dat op Awierkung vu Länner, déi um Export vu Pétrol interesséiert sinn.

Ech war awer positiv gestëmmt weinst der Decisioun zur Schafung vum Fong fir Verloschter a Schied. Dëse Fong war säit ville Joren an Diskussioun a gouf och vu verschiddenen EU-Memberstaaten eng laang Zäit ëmmer nees verworfen aus Angscht, hei eng Zort Faass ouni Buedem ze kreéieren, e weidert Instrument, un deem jorelaang misst gedoktert ginn, ier jee en Dollar oder en Euro géif bei de vulnerabelen Entwécklungslänner ukommen. No deeglaangen Diskussiounen op der COP27 huet ee sech fir d'Éischt innerhalb vun der EU heirop gëeene ginn, ier och aner Länner konnten heivun iwwerzeegt ginn, wat gehollef hat, fir weider Verhandlungspunkten zum Deel ze deblockéieren. Et war e Revirement, jo eng Zort Duerchbroch, deen do och op der COP28 zum Droe kouw.

Esou eng Dynamik kann nëmmen opkommen, wa sech Leit physesch treffen, déi e Verhandlungsmandat hu souwéi e gewëssene Spillraum, fir dës ze notzen.

Et fonctionéiert och besser, wann ee mat Partner verhandelt, deenen hir Positioun kloer ass, och wa se engem net ëmmer gefält, an déi et zu engem gewëssene Mooss gewinnt sinn, Kompromësser anzegoen. Och dat gëtt méi einfach, wann ee sech reegelméisseg treëft an austauscht.

Eng COP ass dofir a mengen Ae méi wéi en eenzelt Event. Et ass e Prozess, engersäits, well tëschent deene järeliche Reunionen eng Hellewull vun Echan- gen a Reunionen tëschent enger Villzuel vun Experte stattfannen, fir d'Decisiounen ze preparéieren, an anerersäits, well op all COP Entscheedungen falen, déi op deene viregte Konferenzen heiansdo iwwer Joren an d'Weeër geleet goufen.

Och dës Joer – iwwregens, an et gouf schonn elo eng Kéier gesot, am wärmste Joer säit Laangem, och säit de klimatologeschen Opzechnungen, an dat si keng vereenzelt Wiederphenomeener, mee en Effekt vum Klimawandel, eng wëssenschaftlech validéiert Tatsaach – kucken ech mat gemëschten Andréck op d'Resultater vun der COP28.

Et ass jo evident, jo, quasi banal: D'Wuerzel vum Klimaproblem ass d'Verbrenne vu fossilen Brennstoffen. Dass dës Joer nees keng konkret Formulatioun iwwert den Ausstieg aus de fossilen Energien an der finaler Decisioun steet, ass eng Defaite fir all déi, déi sech drëm beméit hunn, fir dës als Prioritéit an en Text ze kréien, virop d'EU, mee och fir all d'Aktivisten aus der Zivilgesellschaft.

Et ass awer virun allem e Schlag an d'Gesicht fir déi vulnerabel Länner, zum Beispill Inselstaaten, deenen d'Waasser fërmlech scho bis un den Hals steet. Och si setze sech op all dës Konferenzen ganz staarkt fir ambitiéis Klimaziler an.

Trotzdeem ass et wichteg, dass den Term „Transition ewech vu fossilen Brennstoffen an Energiesystemer op eng gerecht, geuerdent an eng equilibréiert Manéier“ – Zitat Enn – et endlech a fir d'Éischt an e finalen Text gepackt huet. Et ass en neit Kapitel an de

Verhandlungen an eng nei Basis, fir d'Verhandlungen an Zukunft op dësem Punkt weiderzedreien. Mee et ass wichteg, an Zukunft e kloert a staarkt Signal mat engem konkreten Zildatum vun engem Ausstieg ze hunn, fir weider Investissementer a fossile Infrastrukturen ofzewenden a soumat eis Ofhängegkeet vun dësen Energieformen an déi domat verbonnen Emissionen zäitno ze reduzéieren, statt se fir an Zukunft a fir Joerzëngten ze zementéieren.

Och dass d'Atomenergie nieft den Erneuerbaren als sougenannte Léisung opgezielt gëtt, ass sécher net richtungsweisend fir eng nohalteg a sécher Energieversuergung.

Zu de gudden Neierunge kann een awer och kloer dat gemeinsaamt Bekenntnis zum néidege Peak vun den Emissionen virun 2025 zielen, och wann d'Erreechen heivu mat all neier Buerung, fir Aerdueleg ze gewannen, ëmmer méi wäit an d'Zukunft rëckelt.

Dann ass et sécher positiv ze wäerten, dass och direkt um éischten Dag sech konnt drop gëeene ginn, fir de Fong fir Verloschter a Schied mat Liewen oder éischer mat finanzielle Mëttelen ze fëllen. Laut Medie si mer elo bei 800 Milliounen Dollar, oder bal, an dat, fir déi besonnesch vulnerabel Länner ze ënnerstëtzen, déi elo scho staark ënnert dem Klimawandel musse leiden, obwuel si selwer awer quasi näischt dozou bäigedroen hunn.

Et gi sécher nach vill aner Theemen an Decisiounen vun dëser COP, op déi ech nach kéint agoen, wéi zum Beispill dat chiffréiert Zil, fir d'erneierbar Energie fir 2030 ze verdäifachen. An dat ass och e Beispill, wat dank der Mobiliséierung vu progressive Staaten a Bewegung vu jonke Mënschen elo decidéiert gouf. An nach vill Weideres. Mee ech zielen do op meng Noriedner/innen.

Mee wat mer virun allem um Häerz läit, dat sinn déi nächst Schrëtt, déi mer heiheem wäerten ënnerrhuelen, fir eisen Deel derzou bäizedroen, fir eng gesond Zukunft mat engem funktionéierende Klima ze erméiglechen.

Déi lescht Regierung huet an der Klimaschutzpolitik wichteg Grondsteng geluecht souwuel mat ambitiësen a gesetzlech verankerten Ziler, déi warscheinlech dës Joer déi drëtt Kéier hannereneen erreecht ginn, mat Strategien, Pläng, konkrete Moosnamen, fir eis Emissionen an de Grëff ze kréien, jo mat Pakten, fir mat Gemengen als wichtige Partner um lokale Plang de Klimaschutz an de proaktiven Naturschutz an d'Realität ëmzesetzen. Well Klimaschutz – ech ënnersträichen – an Naturschutz sinn déi zwou Säite vun där selwechter Medail.

Och eis staatlech Bähëllef fir Privatleit goufen an de leschte Jore staark ugekuerbelt. A wann een d'Zuele gesäit, da si se och gutt ugehall ginn.

Mee wann ee weess, dass mer eis national Reduktionsziler och an Zukunft just mat villen Ustengunge wäerten erreechen an och dass mer a verschiddene Beräicher, wéi zum Beispill am Gebaiberäich, iwwer eis sektoriell Ziler erausschëssen, dann ass et kloer, dass elo sécher net de Moment ass, fir labberzeloossen.

Den nationale Klimaplang ass kee Selbstleef a gesäit e ganz Arsenal u Mesüre vir, déi musse weidergedriwwen ginn.

Här President, an dësem Sënn deposéieren ech heimat eng Motioun – wannechgelift –, ...

Motion 1

« relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique »

La Chambre des Députés,

considérant que la décision de la vingt-huitième Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28)

– reconnaît la nécessité de réductions marquées, rapides et durables des émissions de gaz à effet de serre conformément aux trajectoires axées sur le scénario des 1,5 °C ;

– souligne la primordialité d'accélérer l'action pour abandonner progressivement les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;

– demande le triplement de la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– souligne que la planification à long terme et la mise en œuvre accélérée de l'adaptation, en particulier au cours de cette décennie, sont essentielles pour combler les écarts en matière d'adaptation et pour créer de nombreuses opportunités ;

– reconnaît les lacunes importantes, notamment financières, qui subsistent pour répondre à l'ampleur et à la fréquence croissantes des pertes et des dommages, ainsi qu'aux pertes économiques et non économiques qui en découlent,

invite le Gouvernement

– à veiller à la mise à disposition des moyens financiers et personnels nécessaires pour garantir une mise en œuvre accélérée du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;

– dans ce contexte, à présenter ses priorités et un calendrier détaillé de mise en œuvre des priorités du Plan national d'énergie au plus tard en janvier 2024 ;

– à maintenir les aides financières pour la rénovation énergétique, la valorisation des sources d'énergie renouvelables et la mobilité durable à un niveau élevé au-delà de juin 2024 et à prévoir des mécanismes de soutien supplémentaires pour les ménages à revenu modeste ;

– plus particulièrement, à intensifier les efforts de décarbonation des bâtiments existants et à développer des dispositifs complémentaires permettant l'accès des ménages à revenu modeste au logement durable ;

– à présenter sous peu l'approche choisie pour établir au niveau national le plan social pour le climat, impliquant les acteurs clés, sachant que ce plan devrait entre autres avoir pour objectif d'assurer les ressources nécessaires aux ménages et entreprises les plus vulnérables pour financer la décarbonation ;

– à entamer les travaux pour déterminer la poursuite du mécanisme du prix du carbone après 2026 ainsi que sa compensation sociale et à communiquer les conclusions y relatives en temps utile ;

– à renforcer l'adaptation du Luxembourg aux conséquences climatiques inévitables dans tous les domaines et, pour ce faire, présenter la mise à jour de la stratégie nationale d'adaptation au plus tard en janvier 2024 à la Chambre des Députés, ainsi que doter la stratégie d'objectifs mesurables, d'une gouvernance solide et d'un mécanisme de révision clair ;

– à inclure dans le projet de budget pluriannuel 2024-2028 un engagement financier pour le financement des « pertes et préjudices » ;

– dans ce contexte, à fournir et présenter à la Chambre des Députés une vue d'ensemble des engagements financiers d'ores et déjà conclus voire planifiés par l'État dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des pertes et dommages au niveau national ainsi qu'international.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... déi gedroe gëtt vun de Kolleege vun der LSAP, de Piraten an déi Lénk, an där mer d'Regierung ënner anerem dozou opruffen, fir déi néideg Moyene fir d'Ëmsetzung vum Energie- a Klimaplan virzugesinn an eis hire Kalenner an hir Prioritéiten, zum Beispill fir d'thermesch Isolatioun vu Wunngebaier, ze presentéieren.

Mir begrëssen ausdrécklech, dass d'Regierung mat Hëllef vum Drock aus der Zivilgesellschaft an der Politik zum Schluss komm ass, dass den Top-up vun de Klimaaideen net ouni Weideres auslafe gelooss gëtt. An dëser Motioun fuerdere mer d'Regierung duerfir ausserdeem dozou op, fir och nom Juni 2024 d'Aiden op engem héijeren Niveau ze halen, well dës Transitioun wäert eis nëmme geléngen, wa méiglechst vill Leit matmaachen. A fir vulnerabel Stéit brauche mer zousätzlech nach méi geziilt Ënnerstëtzung.

Och wat d'Weiderentwécklung vum CO₂-Präis ugeet, fuerdere mer mat eiser Motioun d'Regierung op, fir sech ze iwwerleeën an eis matzäiten ze kommunizéieren, wéi se no 2026 wëll weidermaachen.

Mat eisem Liewensstil an deenen domat verbonnenen, sougenannte konsumbaséierten Emissiounen – ech erënneren hei un den Overshoot Day, deen all Joer éischter fält –, mat eiser Finanzplaz, déi trotz verschiddene positiven Usätz, wéi zum Beispill Luxembourg Sustainable Finance Initiative, déi nach e wäite Wee viru sech huet, fir hir Ausrichtungen dem 1,5-Grad-Zil unzegläichen, jo, mat dësen an aneren Eegeenarte steet eis eng gewësse Bescheidenheet, gekoppelt mat enger wierklech staarker Ambitioun a Saache Klimaschutz, gutt zu Gesiicht.

Mir sinn net op der gewonnener Säit a mir hunn och als klengt Land eng grouss Verantwortung um internationale Plang an och heiheim.

Multilateral Prozesser si méi lues, wéi mir eis et géife wënschen. An am Fall vun dëser COP devoiléiere se och staark finanziell Interessen, déi ëmmer nees probéieren, d'Succèsen ze torpedéieren. Mee et soll een net an den Defaitismus verfalen. Den Emissions Gap Report vum UNEP weist eis och, dass d'Welt grad säit dem Paräisser Accord Fortschrëttler gemaach huet. Wou et weltwäit virun zéng Joer nach a Richtung plus 4 Grad gaangen ass, leie mer elo éischter bei enger 2,5-Grad-Erwärmung. Mee och dat geet nach laang net duer an et geet och just zesummen.

D'Regierung muss an der Klimapolitik och heiheim Faarf bekennen, well eis Zukunft ass näischt Figéiertes. Et läit un hir an un eis alleguer, fir se esou ze gestalten, dass se fir déi kommend Generatiounen nach liewenswäert bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här Präsident. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, Här Minister, et deet mer leed fir meng e bësse beluechte Stëmm. Ech probéieren dofir, et net ze laang ze maachen. Et ass eng Traditioun elo ginn, dass mer hei an der Chamber eeben alljoers no der COP eng Heure d'actualité doriwwer ofhalen. Dofir och merci, dass dat och dëst Joer esou ass.

Ech hat am Ufank selwer d'COP28 aus ganz kritischen Ae gekuckt, an dat hat haaptsächlech dräi Grënn. Den éischte Grond ass deen, dass mer alleguer wëssen,

dass d'Veereenegt Arabesch Emirater selwer hire Geschäftsmodell um Pétrol opgebaut hunn an dat se natierlech an en Interessekonflikt féiert, wann een eng COP28 organiséiert.

D'nächst Joer ass se héchstwahrscheinlech am Aserbaidjan, ginn ech emol dovun aus. Da wiessele mer vum Pétrol eriwuer bei de Gas. Da si mer bei engem aneren Thema, awer ëmmer nach am selwechte Fall.

Deen zweete Grond war deen, dass de President vun der COP dëst Joer och a sech selwer e gewëssenen Interessekonflikt einfach dran huet, en ass och nach CEO vun der ADNOC, also vun der Abu Dhabi National Oil Company. Dat heescht, och dat war net ganz kloer, wat dee Mann dann eigentlech géif wëllen. An am Ufank vun der COP huet en och direkt duerch e puer Aussoe gewisen, dass et net ganz kloer ass, a wat fir eng Richtung dass e wierklech wëll goen an dass en ambitionéiert ass.

An deen drëtten Grond ass deen, dass ech mer awer och d'Fro gestallt hu vun der Form vun esou enger COP, well ech denken, dass se trotzdeem och u gewësse Grenze stéisst. Mir haten dëst Joer iwwer 100.000 Akkreditierungen. Mir haten ongeféier 2.500 Lobbyisten vun der Pétrolslobby, déi sech zu engem groussen Deel ageschlaach haten, well se Member ware vun Delegatiounen, wou se dann net gelabelt sinn als dat, wat se sinn, dat heescht an Delegatiounen da kënnen hire Message och ënnerschwellig weiderginn an duerfir och heiansdo da sech dertëscht filtréieren. An ech mengen, déi Fro ass oft opkomm och elo an der Gesellschaft: Wéi soll esou eng COP organiséiert ginn?

Ech sinn der Meinung, dass eng Visiokonferenz do héchstwahrscheinlech schwéier wäert sinn, besonnesch an de leschten Deeg, wann d'Verhandlungen stattfannen. Mee héchstwahrscheinlech gëtt et awer trotzdeem gutt Iwwerleeungen, fir dat Ganz e bessen ze straffen oder méi effikass ze organiséieren.

Wat mer erlieft hunn zesumme mam Franz Fayot um Parlamentarierdag, wéi mer dunn do waren, awer och am Austausch mat den Aktivisten, mat Journalisten, mat der Delegatioun vun der Lëtzebuurger Regierung, awer och mat Leit, déi ech selwer iwwer déi lescht Joren elo kennegeleiert hunn, dat war, dass e puer Themen erausgestach hunn.

Dat éischt Thema war zum Beispill eeben, dass dee Loss-and-Damages-Fong do endlech och mat Sue gefëllt ginn ass. Ech mengen, Dir hat elo 8 Milliarden Dollar genannt als Zomm.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | 800 Milliounen.

M. Paul Galles (CSV) | Milliounen, ok. Well et gëtt nämlech Berechnungen, déi soen, dass een awer misst bis bei 350 Milliarde goen. Dat heescht, dat sinn onheemlech héich Zuelen, fir dee Loss-and-Damages-Fong do ze fëllen. Dat heescht, hei si mer nach wäit, wäit ewech vun deem, wat wierklech gebraucht gëtt.

Ech mengen, ech hat och schon aner Zuelen héieren, déi e gutt Stéck nach méi héich sinn. Awer et ass e Virdeel an et ass e groussen Avantage, dass ugefaange ginn ass, en ze fëllen. E war deemools zu Glasgow entschiet ginn, elo ass ugefaang ginn, en ze fëllen.

Da war eeben déi ganz grouss Fro déi vum Phasing-out oder vum Phasing-down. Gottseidank ass et net einfach nëmme bei der Diskussioun bliwwen. Ech bedauren, dass mer herno just bei engem Phasing-down sinn, dass mer net bei de Phasing-out komm sinn. Dat ass ganz schued. Dat ass, mengen ech, hei e Verloscht vun de Méiglechkeeten, déi mer haten op dëser COP.

An dat drëtt Thema war iwwer déi Carbon-Capture-and-Storage-Thematik, ob een dat just notzt fir déi CO₂-Emissiounen, déi net vermeidbar sinn, zum Beispill bei

der Zementproduktioun, oder ob ee méi wäit geet. An ech mengen, déi COP-Presidence hei, déi wollt vill méi wäit goen an herno ganz vill CO₂-Emissiounen nach zouloossen an der Hoffnung, dass déi Technologie géif do eng Gewinnerwirkung bréngen. An dat ka se awer net bréngen.

De Schlusspabeier ass net den Optimum, mee e stëmmt mech perséinlech awer relativ optimistes. An zwar huet een engersäits gesinn, dass d'EU wierklech eng staark Virreiderroll gespillt huet. Si hat sech och staark Ziler gesat, si huet gutt funktionéiert, vill Verhandlungen gefouert. Lëtzebuerg huet an deem Verbond vun der EU eng ganz staark an eng gutt Roll gespillt. An et gesäit een och, dass an esou Verhandlungen dann eeben esou Partner, Verhandlungspartner, eeben net nëmme bremsen – dat hate mer d'lescht Joer virun allem beziéungsweis och zu Glasgow –, mee och kënnen pushen an och kënnen méi wäit féieren. An d'EU huet do eng ganz gutt Roll gespillt.

Ech begrëssen, dass den CCS, de Carbon Capture and Storage, just nach do virgesinn ass, wou et wierklech néideg ass, an net déi grouss Gewinnerlösung, déi technologesch Gewinnerlösung op dësem Pabeier ass.

Mir begrëssen och, dass den Energiemix net elo nëmmen nach formuléiert war wéi um Ufank: „majoritairement net fossill“, mee dass elo all fossill Energie genannt ginn, dass de Phasing-down fir all fossill Energien elo zielt. An ech begrëssen och – ech hunn dee Pabeier gelies vun der Evaluatioun vum Global Stocktake –, wéi staark och do d'Roll vun de Finanzen dës Kéier erausgestach ass, well mer mengen, dass dat wierklech elo e Wee ass, deen immens interessant ass, och grad mat Privatfinanzierungen zesummenzeschaffen. Dat Kapitel ass an deem Rapport nach vill méi staark wéi dat technologesch.

D'COP28 ass eng Dier, déi wäit opgeet. Elo musse mer just nach derduerchtrëppelen. An ech deposéieren och hei eng Motioun, zesumme mat de Kolleegeinnen a Kolleege vun der DP, och ënnerschriwwen vum Luc Emmering a vu mir selwer, déi Lëtzebuerg opfuert, genau dat ze maachen, nämlech duerch déi Dier do ze goen, déi elo wäit opgaangen ass.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *rappelant l'importance de la COP28 dans le renforcement de nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, tels que définis dans l'Accord de Paris ;*

– *rappelant que l'Union européenne a adopté une réglementation exigeant une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;*

– *rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;*

– *saluant que pour la première fois, une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue dans les conclusions de la COP28 ;*

– *saluant les avancées qui ont été atteintes à la COP28 en matière de suivi des pays développés dans leur contribution au fonds pour les pertes et dommages, créé en 2022 ;*

– *regrettant que dans la déclaration finale de la COP28, un plan de « sortie » des énergies fossiles fait défaut, mais qu'un éloignement de ces fossiles fût arrêté ;*

– *estimant que l'ambition de réduire progressivement, voire d'éliminer à terme, la consommation de combustibles fossiles au niveau mondial est impérative afin de respecter les objectifs de l'Accord de Paris,*

invite le Gouvernement

– à continuer à s'engager au sein de l'Union européenne pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre ;

– à poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris ;

– à mettre en œuvre au plus vite les mesures prévues par le PNEC.

(s.) Paul Galles, Luc Emering.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, wann déi anonym Alkoholiker sech géife Rendez-vous an enger Wirtschafft ginn, fir driwwer ze schwätzen, wéi se ophale kënnen mat drénken, da géifen déi meescht de Kapp rëselen.

Et ass also verständlech, dass et am Virfeld vun der COP28 schnonn eng Rei Kritiken an der Organisatioun vum Evenement gouf. Schlisslech huet dës Kéier de weltwäit siwentgréisste Pétrolsproduzent, d'Veere-negt Arabesch Emirater, op d'Konferenz zu Dubai invitéiert. De President vun der COP ass och an engens den Direkter vun der staatlecher Pétrolsfirma Abu Dhabi National Oil Company an ass déi lescht Deeg mat Aussoen opgefall wéi dass d'Erausklammen aus de fossille Brennstoffen net onbedéngt noutwendeg wier, fir d'Paräisser Klimaziler ze respektéieren.

Déi initial Skepsis un der COP28 ass also duerch aus nozevollzéien a berechtigt. Grad elo sinn ambitiéis Mesuren an eng séier Reduktioun vun den Emissiounen op der Welt sou dréngend néideg wéi ni virduen. 2023 – et ass haut schnonn e puermol gesot ginn – wäert als dat wäermtent Joer an d'Geschicht agoen zënter dass gemooss gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Et ass entre-temps bal all Joer dat selwecht: op där enger Plaz Dréchenten, Canicullen, Bëschränn, op där anerer Plaz Iwwerschwemmungen, Héichwaasser, Äerdrutscher. De Moment, entschloss ze handelen an de Kurs ze korrigéieren, ass elo! D'autant plus, well mer mat där aktueller Trajectoire éischter zwéischent 2,5 bis 2,9 – wann net 3 Grad – landen.

Dofir ass et émsou méi dramatesch, wann ee gesäit, dass verschide Länner et nach ëmmer net verstan hunn, oder net verstoe wëllen, a riicht weider Ueleg, Gas a Kuel pushen. Et ass dowéinst émsou méi wichtig, dass Lëtzebuerg an d'EU eng staark Positioun vertrieeden an international Allianze schmiden, fir e méiglechst kloert Bekenntnis vun alle Staaten ze erreechen, aus de fossille Brennstoffen erauszeklammen.

Fir eis als DP ass et evident, dass nëmme e séiert Émklammen op erneierbar Energien eng Léisung ass. An deem Sënn gesi mir den Opruff vu verschidde Länner, d'Atomenergie massiv auszubauen, méi wéi kritesch. Souguer wann et net déi riseg Probleemer mat der Endlagerung vum Atommüll géif ginn, d'Er-farung weist eis méi wéi daitlech, dass eng Atomzen-tral, déi haut geplangt gëtt, mindestens an 10 bis 15 Joer a Betrib geet. Derbäi kommen déi enorm Käsch-ten, fir dës Zentralen ze bauen, an déi fatal Konse-queren fir Mënsch an Émwelt, wann dann tatsächlech awer eng Kéier eppes geschitt.

Mir begreifen et dowéinst, dass déi zwee Ziler vun, engersäits, der Verdräifachung vun den erneierbaren Energien an, anersäits, der Verdueblung vun der Energieeffizienz bis 2030 et an d'Schlussdeklaratioun gepackt hunn.

Fir dass esou Absichtserklärungen net just eidel Wier-der bleiwen, sinn déi eenzel Länner gefuerdert, hir Hausaufgabe bei sech doheim ze maachen. Lëtze-buerg huet et déi lescht Jore fäerdegbruecht, seng Klimaziler ze respektéieren. Och fir 2022 gesäit et sou aus, wéi wa mer daitlech ënnert den Emissiouns-allocatione léichen, déi virgesi waren. D'Leeschung vun den erneierbaren Energien huet sech méi wéi verdräifacht a mir erliwien och, dass vill Leit mat op de Wee wëlle goen, hiert Doheim ze sanéieren, op d'Elektromobilitéit ëmzeklammen a sou weider.

Mee et bleift awer nach vill ze dinn. D'Efforte vun de leschte Jore mussen konsequent virgefouert ginn an et muss besonnesch drop opgepasst ginn, dass mer d'Leit dobäi mathuelen an net nerven. Dat geet an eisen Ae virun allem doduerch, dass mer d'Méiglech-keete schafen, fir op klimafrendlech Alternativen ëm-zeklappen, sief et an der Mobilitéit, sief et bei den erneierbaren Energien oder am Logement.

Här President, direkt um Ufank vun der COP gouf et dann awer och eng aner positiv Nouvelle: D'Mem-berstaate si sech eens ginn, fir e Kompensatiouns-fong ze schafen, e sougenannte „Loss and Damage Fund“, fir d'Länner aus dem globale Süden ze ënner-stëtzen, déi elo schnonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Och wann déi 700 Milliounen Euro, déi virgesi sinn, net duerginn, fir d'Schied ze be-hiwen, déi duerch d'Suite vun der Äerderwiermung an deene Länner verursaacht gi sinn, ass et awer e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Hei zu Lëtzebuerg bleiwen och weiderhin nach vill Hausaufgaben ze maachen. Et gëtt haut vill iwwert d'COP geschwat. Ech wëll just hei soen, dass een déi lescht Joren och erlieft huet, dass mer duerch ege Reglementatiounen oder Interpretatiounen vu bei-spillsweis dem Naturschutzgesetz oft klimafrendlech Transitiounen ausgebremst hunn.

Grad an där doter Diskussioun ass zum Beispill och d'Landwirtschaft e wichtige Partner als eenzege Secteur, dee fäeg ass, aktiv Kuelestoff dauerhaft am Buedem ze späicheren, mee do muss ech dach dann awer feststellen, dass grad déi Betriber, déi alternat-iv Produktiounen gesicht hunn oder nach sichen, déi manner véilasteg sinn, manner Ammoniak ausstous-sen, manner Lachgas fräisetzen, dach awer déi sinn, déi jorelaang ëm Autorisatiounen kämpfen an ee Steen nom anere virun d'Féiss geluecht kréien.

Dat nämmleche trifft zou bei energieetesche Sanéie-rungen vun Haiser, wou et an der Vergaangenheet dach awer eng hallef Éiwegkeet gedauert huet, bis de Bierger en Euro vum Subsid um Kont hat a soumat dann dach léiwer d'Isolatioun vum Daach oder der Fassad do gelooss huet, wou se war.

Dës si just zwee Beispiller. Wat als Konklusioun ze soen ass: Wa mer hei zu Lëtzebuerg wëllen am Klimaschutz virukommen – an do sinn ech ganz beim Wording vun eise Premier, dem Här Frieden –, da brauche mer ganz kloer e Changement vum État d'esprit vun enger ganzer Rei Leit an deene concernéierte Verwaltungen. Ech sinn awer do ganz zouversichtlech, dass den Här Wilmes hei déi richteg Akzenter wäert setzen. Dat gesot, hoffe mir als DP, dass et net bei eidele Verspriche bleibt an datt déi verschidden Ukënnegunge séier an effikass ëmgesat ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci Här Emering. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Wéi ech zu Dubai war virun enger Woch, war deemools

nach alles an der Schwief, mee trotzdem war d'Stëmmung iergendwéi optimistes, virsichteg op-timistes.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Natierlech kann een, wéi no all COP, d'Glas hallef voll an hallef eidel gesinn, dat ass och scho vu Virriedner gesot ginn, mee fir eis als LSAP ass trotzdem d'De-cisioun, déi den Dënsche verëffentlecht gouf, dach in globo positiv. An dat, obwuel effektiv d'Virzeechen net gutt waren: Eng COP an den Emirater zu Dubai, mat engem President, dee Chef vum Uelegproduzent war, dat war alles effektiv am Virfeld net positiv. Mee heiandsdo hëllef et vläicht, wann den Elefant am Raum därmoosse grouss ass, dass een en net méi do-raus erauskritt.

Dee grouse Schrëtt, trotz schwierige Premissen, wéi gesot, ass éischter eng positiv Decisioun. Éischters ass et e Succès vun der EU-Delegatioun, déi sech ef-fektiv staark agesat huet fir eng ganz ambitiéis De-cisioun. An ech géif an deem Kontext och wierklech gär dem Minister, och haaptsächlech senge Beamten, Merci soen, déi sech während zwou Woche wierklech staark agesat hunn am Kader vun der EU-Delega-tioun, fir an deenen Negociatiounen do weider-zekommen.

Et ass awer och eng Victoire vum Multilateralismus an enger Zäit, wou oft gesot gëtt, dass de Multilateralis-mus futti ass, dass d'UNO futti ass. An ech mengen, doriwwer soll een och frou sinn. Well dat heiten ass en Challenge fir d'ganz Mënscheit, wou jiddweree muss zesummekommen, an et ass kloer, dass eng COP ëmmer just e „plus petit dénominateur com-mun“ ass. Mee, ech mengen, an dës schwierigen Zäiten, wou et ëmmer méi polariséiert ass, ass dat heiten en éischter gutt Resultat.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Trotz alle Reserven, déi een also kann hu par rapport zu dëser Decisioun, ass et positiv. Et gëtt eng ganz Rei positiv Saachen. Et ass – an, ech mengen, dat ass den Haaptschrëtt – e staarke Fokus op dat 1,5-Grad-Zil aus dem Paräisser Klimaaaccord. An et ass och jiddwerengem kloer, dass et, fir dat ze erree-chen, net anescht geet, wéi eng Transitioun – mir hätte léiwer e Phasing-out gehat – eraus aus de fossillen Energien ze maachen. An de Fait, dass d'fossil Energie fir d'éischte Kéier an esou enger Decisioun vun enger COP zweemol mentionéiert sinn, ass aleng schnonn nëmme eng Victoire vun dëser COP28 an et ass e kloert Signal un d'Economie, un d'Banken, un d'Finanzwelt, dass an Zukunft fossil Projete keng Daseinsberechtigung méi hunn an och an Zukunft ëmmer méi Schwierigkeete wäerten hunn, fir nach bankable ze ginn, dat heescht, fir kënnen finanziéiert ze ginn. Och e kloert Signal un d'In-dustrie, un d'Economie insgesamt, dass déi Transitioun hei elo kloer ënnerwee ass.

Eng aner positiv Saach ass de Loss and Damage Fund, deen effektiv direkt um éischten Dag operationaliséiert ginn ass. Awer och um Niveau vun der Adaptatioun ass ganz viles geschitt mat engem Finanzement, deen och elo au rendez-vous ass. Awer och eppes, wat wichtig ass an där Decisioun, dat ass de Fokus op d'Inklusivitéit. Mir wäerten eis Klimaobjektiver net erreechen, wa mer net eng Genderegerechtigkeit hunn, wa mer net indi-gène Vëlker mathuelen, mir wäerte müssen déi Jonk mathuelen. Hei ass eng grouss Fro vun intergenera-tioneller Gerechtigkeit, déi matspillt. An alles dat gëtt och ënnerstrach an där Decisioun, déi elo virläit. An, ech mengen, och dat soll ee begreifen.

Här President, mir mussen gemeinsam handeln a mir hunn net méi vill Zäit. Dat ass de Message vun der Wëssenschaft an, ech mengen, dee Message ass och gehéiert ginn op der COP28. Mir müssen ambitiéis

sinn an et als e Gesellschaftsprojekt ugesinn, fir eis Klimaziler ze erreechen. An dofir muss d'Klimapolitik am Zentrum stoe vun all de Politicken, déi mer heizuland maachen, an net just als eng Kompetitivitéitsbremis ugesi ginn. An ech hoffen och wierklech, dass d'Regierung an déi Richtung wäert handelen an déi néideg Ambitioun wäert dozou weisen.

Här President, ech hunn dofir zwou Motiounen an eng Resolutioun, déi ech hei nach gäre géif eragin am Kader vun dëser Diskussioun.

Déi éischt Motioun, déi och ënnerstëtzt gëtt vun de Kollege vun deene Gréngen, de Lénken an och de Piraten, ass eng Motioun, wou mer u sech d'Regierung opfuere, fir och d'Finanzplaz transitéeieren ze doen. Mir wëssen, dass eng ganz Rei positiv Elementer do si fir eng méi gréng Finanzplaz an och eng méi inklusiv Finanzplaz, mee et ass e Message vun der Decisioun fir ze soen, dass d'Finanzen allgemeng mussen méi gréng ginn. A mir wëssen, dass do nach ganz vill Wee ze maachen ass, och hei zu Lëtzebuerg. An dofir géife mer d'Regierung opfuere, d'Lëtzebuerg Finanzplaz transitéeieren ze doen an an Zukunft och fossill Projeten ze decouragéieren. A mir géifen d'Regierung och opfuere, d'Chamber schnell ze informéieren, op wat fir eng Aart a Weis se déi Ziler vun dëser Decisioun vun der COP28 wëll ëmsetzen.

Motion 4

*La Chambre des Députés,
saluant*

– la décision de la 28^e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28),

considérant que la décision

– a, pour la première fois dans l'histoire des conférences climatiques, reconnu la nécessité de transition vers la sortie des énergies fossiles, nécessaire pour préserver le but de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ;

– prévoit une feuille de route ambitieuse pour la décarbonation au moyen du triplement des énergies renouvelables et le doublement de l'effort d'améliorer l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– opérationnalise le fonds « Loss and Damage », avec d'ores et déjà une dotation de quelque 700 millions de dollars ;

– invite à une réforme de l'architecture financière internationale afin de l'aligner sur les objectifs de la transition climatique,

invite le Gouvernement

– à veiller à une transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques et à décourager dorénavant les investissements par les banques et les fonds luxembourgeois dans des projets fossiles ;

– à informer rapidement la Chambre des Députés sur la manière dont elle compte mettre en œuvre, au Luxembourg, la décision de la 28^e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dann hunn ech eng zweet Motioun, Här President, déi ze dinn huet mat engem Prinzip vu Justice climatique intergénérationnelle. Ech hat sur place eng Entrevue mat World's Youth for Climate Justice, déi en Avis vun der internationaler Cour de Justice ënnerstëtzen, deen op eng Resolutioun vu Vanuatu zréckgeet vum März dëst Joer, wat jo ee vun deene Small Island Developing States ass, déi direkt bedrot si vum Klimawandel, an do geet et drëm, beim internationale Geriichtshaff en Avis ze kréien, ob et am Korpus vum internationale Recht e

Prinzip gëtt vun intergenerationeller Klimagerechtigkeit. An ech géif d'Regierung opfuere, un där Prozedur do ze participéieren a fir och eng schrëftlech Resolutioun do eranzeginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– la résolution 77/276 adoptée par consensus le 29 mars 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

– l'impact du changement climatique sur les futures générations,

rappelant

– que le Gouvernement luxembourgeois peut intervenir auprès de la Cour internationale de justice par l'intermédiaire d'une soumission écrite ou orale,

invite le Gouvernement

– à s'engager, au moyen d'une soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe de justice climatique et intergénérationnelle.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | An da schlussendlech eng Resolutioun, déi mer hei selwer un eis, un d'Chamber riichten. Den Här Galles an ech, mir hate geschwat, fir vläicht mam Vëlo op Dubai ze fueren. Dat ass leider net gaang. Dat heescht, dofir hu mer missen de Fliger huelen. An do hunn ech dee Vol lo selwer kompenséiert, sou gutt wéi dat geet. Mir wëssen alleguer, dass och dat natierlech net déi bescht Léisung ass. Déi bescht Léisung ass, dass ee guer net flitt, mee hei war dat lo net anescht méiglech. An do hunn ech erausfonnt, dass hei an der Chamber eis Vollen, déi mer maachen als Parlamentairen, net kompenséiert ginn. An dofir géif ech d'Chamber gären invitéieren, sech dat unzekucken. Bei der Regierung a bei de Beamte gëtt dat elo gemaach. An ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer och als Deputéiert déi Vollen, déi mer mussen maachen an eisen internationalen Deplacementer, géife kompenséieren, an dat de préférence mat engem Projet vun der Kooperatioun – well d'Kooperatioun huet Projeten, wou se Karbonkreditte mécht, zum Beispill mat Reforestatiounsprojeten an eise Partnerlänner –, awer och eis selwer opruffen, fir, wa méiglech, méi durabel Transportmëttelen ze privilegiéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

– les efforts entrepris par la Chambre des Députés dans le cadre de la résolution 4057, et notamment l'engagement d'atteindre la neutralité climatique de la Chambre des Députés jusqu'à l'horizon 2030 ;

– l'accord de coalition et son objectif d'atteindre la neutralité climatique de toutes les administrations publiques au plus tard en 2030 ;

– l'urgence climatique,

constatant

– que dans le cadre de certaines missions parlementaires, l'avion reste un moyen de transport indispensable ;

– que les vols parlementaires se trouvent en contradiction avec les objectifs climatiques,

s'engage

– à mettre en place un système de compensation climatique pour les vols parlementaires ;

– à lier le système de compensation climatique à une collaboration étroite avec l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement ;

– de manière générale, à privilégier les modes de transport durables aux vols dans le cadre des missions parlementaires.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den nächsten geschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, et ass un Iech.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll fir unzefänken der Madamm Joëlle Welfring dann och en häerzleche Merci soe fir d'Ufro vum dëser Aktualitéitsstonn, zu där mer gäre Stellung huelen.

Eng 70.000 Leit sinn op der UN-Klimakonferenz beeenekomm, fir no Léisungen ze sichen am Hibleck op d'Erausfuere vum Klimawandel. Eleng iwwert d'Organisatioun an den Oflaf vun der ëmstriddener COP28 kéint ee laang diskutéieren. Onverständlech ass fir vill Leit, dass e Mann zum President vun dëser Konferenz ernannt gouf, dee gläichzäitig eng vun de gréissten Ueleg- a Gasfirmaen op der Welt leet. Dobäi komme mangelnd Transparenz an onkloer Grenzen tëscht wirtschaftlechen a politeschen Interessen.

Den ofschléissenden Accord vun dëser Konferenz hat den Här Ëmweltminister als Schrack an déi richteg Richtung bezechent. Gefuerdert gëtt ënner anerem, déi weltwäit Capacitéit un erneierbaren Energien ze verdräifachen. Allerdéngs stéiert eis, dass eng wichteg Erkenntnis, déi vu féierenden Industrielänner gedroe gëtt, medial manner ze fannen ass. Erlaabt mir dofir, dass ech op dee Punkt vu menger kuerzer Ried e bësselchen aginn.

Féierend Industrienatiounen wéi d'USA, Frankräich, England, Japan a Kanada a weider 70 Länner hunn e gemeinsamen Opruff gemaach, fir verstärkt op nuklear Energie ze setzen. Am Hibleck op déi ugestrieten Energieneutralitéit soll d'Energie aus nukleare Quelle bis 2050 verdräifacht ginn. Ënnert der Leedung vum belsche Premierminister, dem Här De Croo, sollen duerfir 2024 zu Bréissel eng 30 Natiounen beeenekommen, fir iwwert den Ausbau vun der Nuklearenergie ze debattéieren. Froen zu Sécherheet a Fuerschung stinn dobäi am Mëttelpunkt.

De Grond fir dës Entwécklung ass einfach an novollzéibar. Déi dräi wichtegst Energiequellen bleiwe weiderhin d'Alternativenergien, d'Kuelenenergie an Nuklearenergie. Alternativenergie ginn aktuell eleng nach net duer, fir de Bedarf ze decken. Kuelenenergie ass desastréis fir de Schutz vun der Ëmwelt a vum Klima. D'Fachzeitschrëft „Deutsches Ärzteblatt“ geet dovun aus, dass an der EU eleng duerch Feinstaubbelastung vun de Kuelekraaftwierker de Mensch am Duerchschnitt en halleft Joer manner laang leeft.

Drëtens, Nuklearenergie bleift also weiderhin e grouse Facteur, op dee gesat gëtt. Mam néidege Realismus sinn déi féierend Käpp an deem Beräich zur Konklusioun komm, dass d'Nuklearenergie de Moment dee beschte Wee ass, fir de Klimawandel ze bekämpfen. Richteg ass op alle Fall an där Situatioun, wou mer eis elo befannen, dass mer wichteg Zäit gewinnen, wa mer weiderhi Fuerschung an d'Sécherheet vun der Nuklearenergie ënnerstëtzen (veuiliez lire: wa mer weiderhin d'Fuerschung zur Sécherheet vun der Nuklearenergie ënnerstëtzen). Wa mer nieft den Alternativenergien och op eng sécher a

verlässlech Nuklearenergie kënnen setzen, ass dat och fir de Wirtschaftsstanduert Europa ganz wichteg. Hei spillt och d'Kompetitivitéit eng Roll. Eng staark Wirtschaft ass iwwregens d'Basis, fir kënnen innovativ no natur- a klimafreundlechen Technologien ze sichen.

Virun allem bréngt dëst awer ee weidere wichtige Virdeel: Mir gewannen Zäit. Zäit, fir besser a méi sécher nuklear Technologien ze entwéckelen. Et gëtt ënner Héichdruck gefuerscht, fir de Problem vun den nuklearen Offäll ze léisen, awer och fir datt dat vill méi ëmweltfrëndlech soll ginn.

Och am Beräich vun der Alternativenenergie muss weider gefuerscht ginn no méi effizienten Technologien. Bei der Elektromobilitéit gewanne mer Zäit, fir besser Batterien ze entwéckelen. Och déi desastréise Situation vun de Mënscherechter beim Ofbau vu Sielenen Äerde muss ophalen, d'Naturzerstörung, déi sech duerch den Ofbau vu Sielenen Äerden ergëtt, muss behuewe ginn. Wat déi kruzial Energiefro ugeet, bleiwe mir als ADR realistesch an technologieoppen.

D'Gretchfro bleift elo awer, wéi sech eis nei CSV-DP-Koalitioun an deem Punkt positionéiert. Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi steet Lëtzebuerg ganz konkret zum ufanks genannte Virstouss vun de féierenden Industrienatiounen, fir d'Fuerschung an den Ausbau vun der Nuklearenergie ze fërderen?

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet an och fir eng Äntwert vum Här Minister. Merci.

Une voix | Très bien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Klima op der Äerd verännert sech. Planzen, Déieren a Mënsche stierwen all Dag, well mir d'Loft, d'Waasser an d'Bëscher verschmutzen. Mir liewen iwwer eis Verhältnissen. Lëtzebuerg ass nom Katar op der zweetschlechtesten Plaz. Mee d'Äerd gehéiert eis net!

De President vum Europäesche Rot, de Charles Michel, huet et gutt gemengt, wéi en a senger Ried op der COP28 sot, dass d'Äerd net eis, mee eise Kanner gehéiert a mir dofir oppasse mussen, wat mir maachen.

Mee wann een éierlech ass, da muss een awer soen: D'Äerd gehéiert och net eise Kanner, d'Äerd gehéiert kengem, Punkt a fäerdeg! Mir müssen ophalen, iwwer eise Planéit hierzefale wéi e Parasitt. An dat bedeit, dass weltwäit Efforte mussen gemaach ginn. Dofir ass d'COP28 e wichtige Forum, an dat eleng schonn, well mir keen aneren hunn.

Et gëtt ganz berechtigt Kriticken un der COP. Natierlech richt et staark no Greenwashing, wann esou e Forum an engem Land ofgehele gëtt, dat vun Ueleg leeft a ganz bewusst international Reklamm mécht fir de Liewensstil vun de Räichen a Schéinen, dee jo net grad fir säi klengen ökologesche Foussofdruck bekannt ass.

Mee mir hunn aktuell keng aner, besser Alternativ. Kee Land kann aleng de Klimawandel stoppen. An dofir mussen mir déi Foren notzen, déi mir eeben hunn. Grad dofir ass et fir eis onverständlech, dass den neie Premier entscheet huet, sech net selwer op der COP fir de Klimaschutz staarkzemaachen a Lëtzebuerg duerch de Grand-Duc an den Ëmweltminister vertriebe gelooss huet. E Regierungschef huet op der COP schlisslech aner Mëglechkeete wéi de Grand-Duc an e Minister. De Grand-Duc däreft keng politesch Entscheedungen treffen an de Minister kënnt a Verhandlungsrone vu Staats- a Regierungschefen guer net emol eran.

Wéi mir an der Kommissioun bestätegt kruten, huet Lëtzebuerg matten an der Klimakris also bewusst drop verzicht, op der COP28 esou vill Afloss ze huele wéi méiglech, während aner Staats- a Regierungschefen aus eisen Nopeschlänner awer do waren. Dat ass méi wéi schued an dat stellt d'Fro an de Raum, wat Lëtzebuerg op der COP28 iwwerhaupt gemaach huet. Hat eis Presenz wierklech en Impakt? Hu mir éierlech drëms gekämpft, dass eis Klimaziler erreecht ginn? Ech muss soen: Ech weess et net. Aus deem, wat ech aus der Press gelies hunn, hat ech mol net dat Gefill. A jo, mir waren do. Souguer zweemol. Mee finalement si mir jo mol net bis zum Schluss bliwwen.

Huet eis sporadesch Presenz also tatsächlech eppes bruecht? Wéi vill Wuertmeldungen a Bilateralen hat ons Delegatioun? An dobäi huet ee jo awer um Enn gesinn, wéi wichteg et ass, fir e verbindleche Phase-out vun de fossille Brennstoffe ze kämpfen, well en huet et jo och dës Käier nees net an den Ofschosstext gepackt.

Mir freeën eis natierlech, dass d'Opfuerderung, aus de fossille Brennstoffe erauszeklammen, am Text steet, mee mir wëssen dach awer all, dass déi vill Schlupflächer, déi opbliwwen sinn, och benotzt wäerte ginn, an dat op d'Käschte vum Klima.

Dobäi misst eigentlech kloer sinn, dass mir Veränderung brauchen, wa mir net wëllen, dass d'Klimaschied ëmmer méi grouss ginn. Natierlech ass et gutt, de Kompensatiounsfong fir Klimaschutz ze fëllen an déi Entscheedung begrësse mir och explizitt. Mee nach besser, wéi fir eppes ze bezuelen, wat ee futti gemaach huet, ass et, et guer net futti ze maachen. Mir brauchen eng ambitiéis Klima- an Ëmweltpolitik a mir Piraten wäerten eis weiderhi fir dës staarkmaachen.

Zum Schluss wollt ech och nach der Madamm Welfring Merci soe fir dës wichteg Aktualitéitsstonn. Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauscheren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

(Brouhaha)

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir d'Demande vun dëser Heure d'actualité, déi wichteg ass. An där kuerzer Zäit, déi ech dann eeben zur Verfügung hunn, wéi och all déi aner, wéilt ech op e puer Aspekter agoen, notament, an dat wier den éischten Deel, dee vun den Illusiounen, d'Illusiounen an den aktuelle Mechanismen. Do muss ee scho mat engem Mëssverständnis opramen. Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ersetzt net d'Verpflichtung, den CO₂ erofzesetzen. Zurzäit si mer weltwäit an der Situatioun, datt zwar de Gebrauch vun den erneierbaren Energien eropgeet, mee gläichzäiteg geet och de Verbrauch vun de fossilen Energien erop! An dobäi misst et aneschtens sinn: déi erneierbar erop an déi fossill erof! Soss hu mer näischt geschafft.

Mir hunn zum Beispill dann och Pétrolfirmen, déi soen: „Jo, mir investéieren staark a Miereswandmilen.“ Mee dat ass soss näischt wéi d'Excuse, fir weider no Ueleg ze bueren an ergo weiderhin CO₂ an d'Loft ze puchen. Firwat maache se dat? Mee well d'Finanzmäert hinne verbidden, op déi déck Profitter vun de fossilen Energien ze verzichten.

An da komme mer och bei déi aner Illusioun, déi vun der Kompenséierung vun CO₂. En gros heescht dat soss näischt wéi d'Rechter, déi déi räich, industrialiséiert Länner oder grouss Firmen, déi vill mat hirem CO₂ d'Welt verpeschten, sech bei deene méi aarme Länner

akafen. Dat huet zwou negativ Auswirkungen: Déi industrialiséiert Länner kënnen weiderhi verpeschten an déi ënnerindustrialiséiert Länner wäerten ekonomesch ënnerentwéckelt bliewen. Well doduerch, dass d'Länner aus dem Norden – fir déi mol esou ze nennen – hiert Recht op Verpeschten esou kompenséieren, müssen d'Länner aus dem Süden op hir CO₂-Wäerter verzichten. Dat heescht, mir hunn esou eng Pyramid: Innerhalb vun de räiche Länner verpeschten déi räichsten am meeschten, an op Weltniveau verpeschten déi räich Länner och méi wéi déi aarm Länner. Dee System vu Kompensatioun ass also net nëmmen ineffikass an ongerecht, en ass och pervers!

Do gëtt et zum Beispill och dee System vu REDD a REDD+, wou da grouss Firmen a sougenannt „CO₂-Pëtzer“ investéieren kënnen, also zum Beispill an en Tropebësch, fir datt deen net ofgeholzt gëtt. Dat si Firmen, déi haaptsächlech am Pétrol oder an der industrieller Landwirtschaft aktiv sinn an déi innerhalb vun deene Projekte sech och mol net un d'Mënscherechter halen. D'Pétrolindustrie an d'Agrarindustrie zielen zu deene gréisste Verbrieche géint Mënscherechter, wou a ville Länner – Latäinamerika notament – Ëmweltaktivisten vu private Milizen ëmbruecht ginn, Frae vergewaltigt ginn oder ganz Bevëlkerunge manu militärisch hire Lännereien ewechgedruegt ginn.

Op der COP an hei och e bësse gouf vill op déi Länner geklappt, déi Pétrol produzéieren, haaptsächlech vu Länner aus dem Norden. Firwat net? Dat kann ee maachen. Norwegen ass zwar och bësse vergiess ginn, well déi stelle sech och ëmmer wéi de schéine Männchen do, mee dat ass och eng Pétrolnatioun. Mee ech mengen, et ass awer och e bësse staark hypokritesch, sech nëmmen op déi ze fokaliséieren. Et sinn nämlech och d'Länner aus dem Norden, déi mat hire Pensiounsfonge fossill Energien a Milliounenhéicht finanzéieren. Esou huet zum Beispill och eise Pensiounsfong weiderhi laut Greenpeace iwwer 800 Milliounen Euro an déi klimaschiedlechste Entrepreneuren op der Welt investéiert.

A fir rëm och bei d'COP zréckzekommen an awer och zu Lëtzebuerg ze bliewen, mussen mer iwwert de Fonds pertes et dommages schwätzen. Den Här Minister sot, e géif en ënnerstëtzen, wat och ganz gutt ass. Dee Fong, dee muss geféllt ginn. Bei deem Prinzip, bei deem Fong, dee jo zejoert beschloss gouf, geet et jo drëms, datt Länner nom Prinzip Responsabilités communes mais différenciées bäidroen sollen. Dat heescht, do spille jo déi zwee Facteurs mat: den Undeel un CO₂, dee vun engem Land produzéiert gëtt – Lëtzebuerg läit do ganz, ganz héich – an dann och seng Bezuelkapazitéiten. Do läit Lëtzebuerg natierlech och ganz héich. An deementsprechend misste mer laut dem Instrument „Climate Equity Reference Calculator“ ëm déi 320 Milliounen Euro pro Joer bezuelen. Do misste mer och eng konkret Ausso kréien. Déi 700 Milliounen, vun deene geschwat gëtt, dat entsprécht warscheinlech der Jorespai vun deene fënnf beschbezuelte Fussballer op der Welt. An ech mengen, de räichste Mann op der Welt, den Här Bernard Arnault, dee gesäit dat als Täschegeld un. Dat ass d'Situatioun. Dobäi bräichte mer bis 2030 warscheinlech bal 600 Milliarden Dollar, fir iwwerhaupt all d'Konsequenze vum Klimachaos ze bezuelen.

An zu allerlescht: Virun dräi Joer hate mir, den Här Baum an ech selwer, eng Motioun deposéiert, déi mat 56 Stëmmen ugeholl gouf, wou gesot gouf, oder d'Regierung opgefuerdert gouf, fir all Joer an der Chamber iwwert déi konkret Accomplissementer innerhalb vum Klimaplang hei zu Lëtzebuerg ze debattéieren. Ee Joer drop gouf dat nach ëmmer net gemaach an dunn haten eis Nofolgerinnen, d'Madamm Cechetti an d'Madamm Oberweis, Äre Virgänger, Här President, ugeschriwwen fir ze froen, wou mer dru sinn. An et ass weiderhin näischt geschitt.

Et ass eng Motioun, déi nach ëmmer gëllt, an ech hoffen, dass mer se wierklech dës Kéier och kënnen ëmsetzen, well mer si jo net just e Poterklub, hoffen ech.

Hei, wannechgelift, pour information, Här President.

(M. David Wagner dépose une documentation.)

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Ëmweltminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Här President, léif Kolleegeinnen a Kollegen, ech wëll fir d'éischt der Madamm Welfring Merci soe fir d'Initiativ, déi si geholl huet, fir hei iwwert déi wichteg Konferenz, déi dat nun emol ass, ze diskutéieren. Dat ass e ganz normalen, fir mech selbstverständleche Prozess, fir heihinner ze kommen an Iech do och Ried an Äntwert ze stoen. Ech soen och all deene Kollegen Deputéierte Merci, déi heizou Stellung geholl hunn.

Éier ech awer elo eng Kéier kuerz an deenen zéng Minutten, déi ech hunn, dann nach op déi Impressiounen, op déi COP selwer, wëll agoen, mengen ech, ass et wichteg, e puer Saachen ze soen iwwert dee ganze Prozess, well den Här Polidori e puer Remarken dozou gemaach huet a well dat och net iwwerall ëmmer esou bewosst ass.

Ech muss éierlech soen, ech war mir och net bewosst, wéi ech dohinner gaange sinn, wéi genau dee ganzen UNO-Prozess u sech organiséiert gëtt. Fir d'éischt emol, wéi déi Länner iwwerhaapt erausgesicht ginn, déi esou eng COP organiséieren. D'Welt gëtt vun der UNO a fënnf grouss geografesch Bléck agedeelt, an all déi Länner, déi an deene geografesche Bléck dra sinn, kënnen eng Kandidatur stellen, fir d'COP ze organiséieren.

Dëst Joer war et um Block Asien. An do hunn eeben dann d'Vereenegt Arabesch Emirater eng Kandidatur gestallt. An all déi Länner, déi do dra sinn, déi mussen d'accord sinn, an déi hu sech dorop gëeeneegt, datt et do sollt sinn. Dofir ass et dann elo d'nächst Joer den Aserbaidjan. Dat ass de Block Zentralasien an Osteuropa. Do hat Bulgarien eng Kandidatur gestallt, déi awer blockéiert ginn ass vu Russland. An d'Russe sinn hannert Aserbaidjan gaangen an hu probéiert ze vermittelte mat Armenien, an dat ass hinnen och gelongen, esoudatt et d'nächst Joer am Aserbaidjan wäert stattfannen. An da kënnt déi Kéier drop, well dann eebe Latäinamerika drun ass, Brasilien drun, well deenen hir Kandidatur akzeptéiert ginn ass. Dowéinst déi Plaz.

Bon, hei ass vill Kritesches gesot ginn. Mir kënnen effektiv och kritesch gesinn, datt et d'Vereenegt Arabesch Emirater waren, déi et dëst Joer organiséiert hunn, mee d'Madamm Welfring huet dat, mengen ech, awer och ganz richtig gesot: Et muss een awer dohinner goen, well nëmme wann ee sech physisch iergendwou trifft, kann ee matenee schwätzen. An et ass dat Matenee schwätzen, wat nun emol determinant ass, wann ee sech gär wëllt eens ginn, an dat ass jo och d'Voraussetzung. Et kann hei nëmme an l'unanimité en Text ugehall ginn.

Dir hutt d'Fro gestallt, wat Lëtzebuerg do fir eng Roll gespillt huet. Och do muss een eng Kéier preziséieren: Net Lëtzebuerg féiert d'Negociatiounen, mee d'Europäesch Unioun féiert d'Negociatiounen, am

Numm vun deene 27 Memberstaaten. Dat ass ëmmer deejéinegen, deen d'Presidence huet. Dat waren hei d'Spuenier, an dat war déi spuenesch Ëmweltminister, an de Kommissär fir d'Klima, den Här Hoekstra, déi hu se gefouert.

Déi 27 Memberstaate gesi sech awer all Dag, wann dee Segment drun ass, wou d'Minister eeben zesummekommen – dat ass de Schluss dovunner –, fir sech ofzestëmmen. Éischtens gi mer informéiert iwwert de Stand vun den Negociatiounen, déi déi zwee Verhandlungsféierer fir ons gefouert hunn, a mir hunn eis dann ofgestëmmt.

An da sinn nach ganz vill bilateral Gespréicher, woubäi et och esou ass, datt verschidde Ministeren vun der Presidence gefrot ginn, fir eng Roll ze spillen, fir do aktiv matzemaachen, fir zum Beispill da Gespréicher ze deblockéieren mat anere Partnerstaaten oder mat anere Staaten, déi do vertruede sinn. Dat ass awer net esou, datt een dat einfach esou kritt. Do gëtt normalerweis gekuckt, fir op Ministeren zréckzegräifen, déi e bësse méi eng laang Erfahrung hunn. Ech si ganz nei derbäi. Ech war knapps dräi Wochen am Amt, wéi ech dohinner komm sinn, ech konnt net déi Roll do schonn zougewise kréien.

An awer ware mer net inaktiv. Ech hunn eng ronn 32 Gespréicher gefouert, virun allem mat verschiddeenen UNO-Agencé respektiv verschiddeenen internationale Gremien an och mat Partnerlänner, wou Lëtzebuerg och ganz konkret Projekte finanziéiert am Beräich vun der Entwicklungshëllef respektiv am Beräich vun der internationaler Finanzéierung. An dat waren also wierklech Reunione vu moies bis owes. An déi sinn och ganz wichteg, fir eis Partnerlänner ze rassuréieren a fir och mat hinnen zesummen ze kucken, wéi mer weidermaachen.

Mir hunn awer och zesummen als EU-Minister grad mat deene vulnerabelste Länner geschwat, de Pazifikstaaten zum Beispill, och mat afrikanesche Staaten, déi haut schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. An och do hunn ech matgehollef gehat, déi Gespréicher ze féieren. Also, et ass schonn esou, dass een eng aktiv Roll spillt, mee déi Hauptverhandlungsféierunge gi gemaach vun der Europäescher Unioun, der Presidence an der Kommissioun.

Zum Text selwer. Ech mengen, wéi och verschidde Riedner et scho gesot hunn, dass een awer muss fir d'éischt emol unerkennen, datt 200 Länner et fäerdegbréngen, fir sech op een Text ze eenegen. 200 Länner, déi ganz ënnerschiddlech an hirer Entwécklungsphas sinn, der wirtschaftlecher Entwécklungsphas, déi ganz ënnerschiddlech geografesch leiden, déi also d'Auswirkung vun deem Klimawandel och ganz ënnerschiddlech ze spiere kréien. An datt déi et trotzdem fäerdegbruecht hunn, sech op en Text ze eenegen, dat ass – an den Här Fayot huet et gesot, ech hunn et och gesot gehat, ech ginn him ganz Recht – e Succès vum Multilateralismus. An et ass och de Beweis, dass an där Welt vun haut, déi ganz polariséiert ass, wou ganz vill Spannunge sinn, Kricher sinn, Krise sinn, et trotzdem nach méiglech ass, als Weltgemeinschaft sech kënnen zesummen op en Text ze eenegen.

Jo, et ass ëm all Komma, ëm all Wuert do gekämpft ginn, nuechtelaang Sëtzunge sinn do gefouert ginn. An awer huet d'Weltgemeinschaft et fäerdegbruecht, sech drop ze eenegen. Dat ass trotzdem e Risesuccès an e grouss Schratt no vir.

An zum Contenu dodranner: Och wann d'Europäesch Unioun an déi sougenannt „High Ambition Coalition“, déi et gëtt vun deene Länner, déi déi héchst Ambitiounen hunn an dem Klimaschutz an an der Klimaupassung, gewollt hätten, dass d'Sortie aus de fossillen Energië géif drastoen, dee „phase-out“ op Englesch, a

mer elo mat engem „transitioning away“, engem Fortkommen, eis gëeeneegt hunn, ass et awer den Ufank vum Enn vun de fossillen Energien, deen hei op der COP zu Dubai decidéiert ginn ass. Et ass awer eréischt den Ufank dovunner, do sinn ech mer och eens mat de Kolleege, déi dat kommentéiert hunn. Well selbstverständlech ass elo dat nächst Joer déi nächst COP an dann déi COPen, déi nach duerno kommen, do, fir dat mussen elo am Detail och ëmsetzen.

D'Europäesch Unioun, d'Europäesch Kommissioun besser gesot, huet elo zum Beispill sechs Méint Zäit, fir eng nei Propos ze maachen dem Parlament an och dem Conseil, de Memberlänner, fir och déi nei Phas anzelaude vun 2030 bis 2040. Do mussen nei Klimaziler vun de Memberstaaten ugehall ginn. Dat heescht, och eisen nationale Klima- an Energieplang muss spéitstens dann aner Ziler errechen, an zwar ëmmer méi ambitionéiert Ziler. Et gëtt kee Wee méi zréck. Dat ass och ee vun de Grondmechanisme vum Paräisser Accord gewiescht, datt et einfach figéiert ass. Et kann net méi no hanne goen, et kann nëmme méi no vir goen. D'Ambitiounen mussen eropgeschrafft ginn, fir datt mer aus de fossillen Energieträger erauskommen an hikommen op eng Verdräifachung, wéi elo hei eebe festgehal ginn ass emol bis 2030, vun den erneierbaren Energien, an enger Verdueblung vun der Energieeffizienz.

Mee no 2030 muss dat nach vill méi eropgoen. Wat hei elo festgehal ginn ass, ass bis 2030 minus 43 % vun den Zäregasen a bis 2040 minus 60 % vun den Zäregasen, an da bis 2050 déi sougenannt „Net Zero“, also „Net Zero Carbon“, also CO₂-Emissiounen. Dat sinn awer schonn ambitionéiert Ziler! An do gëtt et och kee Wee méi zréck. An och wann elo net de Phase-out dra steet, dann huet den Här Fayot dat richtig gesot, ass awer d'Signal erausgaangen un d'Privatwirtschaft an och un d'Finanzwelt, datt et sech u sech net méi lount, fir nach dodranner ze investéieren op laang Zäit.

Mee mer mussen eeben elo higoen an déi Finanzéierungsstréim – an do huet d'Finanzplaz Lëtzebuerg hir Roll ze spillen, däers si mer eis ganz bewosst, mat der Expertis, déi hei ass, an och d'Lëtzebuerger Regierung, déi jo gutt Relatiounen dozou huet, an och mir selwer hunn eis Verantwortung ze iwwerhuelen – och elo an déi nohalteg Projeten op der ganzer Welt mat investéieren, natierlech och hei zu Lëtzebuerg. A mir wäerten do als nei Regierung och eis Verantwortung voll a ganz iwwerhuelen.

Virun allem hu mer och Solidaritéit a Responsabilitéit ze droe mat deene Länner op der Welt, déi elo aktuell schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Dat maache mer. A mir wäerten och als Lëtzebuerger Regierung nach de genaue Montant festleeën, wat mir wäerten an dee Loss and Damage Fund ginn. Dat wäert awer e substantielle Bäitrag pro Kapp sinn, well mer eis och eiser grousser Responsabilitéit bewosst sinn.

Ech ginn Iech awer eng Gréisstenuerdnung, wat aner Länner maachen. Zum Beispill huet Holland decidéiert, 16 Milliounen Euro dran ze investéieren, dat si 17 Milliounen Awunner, dat ass mol net grad een Euro pro Kapp, dee si de Moment doranner ginn. Mir wäerte wäit doriwwer goen. Mee ech wäert nach mat de Kolleege aus der Regierung doriwwer diskutéieren, wat eis Contributioun wäert sinn. Elo scho sinn awer an deem Segment – alles, wat Loss and Damages ass, zesummegezielt – vun der viregter Regierung, déi dat och richtig gemaach huet, ronn 13 Milliounen Euro aus dem grousser Klimafong schon dodranner investéiert ginn. Loss and Damage, nëmme Loss and Damage! D'Gesamtveloppe ass eng vun 220 Milliounen fir déi ganz international Klimafinanzéierung bis 2025, déi

natierlech och nach weiderhin herno muss fir deen Zäitraum duerno ugepasst ginn.

Wat mech am meeschte markéiert huet, sinn awer zwou Saachen. Dat eent ass déi grouss Solidaritéit an d'Ambitioun, déi d'Europäesch Unioun entwéckelt huet fir de Klimaschutz an d'Klimaupassung. Wann eng Kéier ee sollt Zweifel un der Plus-value vun der Europäescher Unioun hunn, hätt ech mer gewénst, datt en hätt kënne mat mer do si fir ze gesinn, wéi d'Europäesch Unioun un engem Strang gezunn huet an och richteg higaangen ass an Drock gemaach huet, fir datt mer wirklech ambitiéis Ziler erreechen. Jo, zesumme mat aneren ambitionéierte Länner wéi Amerika, déi dat och ganz kloer matënnerstëtzt hunn. Mee eleng op ons gestallt wiere besonnesch och Länner, déi sech selwer nach fir grouss halen, wéi eis franséisch oder och däitsch Noperen, Zwerge gewiescht, déi net an d'Gewicht gefall wieren.

Mee d'Europäesch Unioun konnt do Drock ausüben an huet et eebe fäerdegbruecht, datt deen éischten Text, mat de Partner zesummen, dee sou schwach war, nach eng Kéier ugepasst ginn ass an datt mer wäit aus méi héich Ziler kënne erreechen a mer Minimum deen Transitioning Away kruten. Dat ass och dank der Europäescher Unioun.

An, wéi gesot, all déi, déi heiansdo zweifelen: „Wat huet d'Europäesch Unioun fir eng Plus-value?“ – mat esou Momenter gesäit een dat ganz gutt. An ech war och frou, fir dat och do kënne matzegesinn.

A wat mech immens markéiert huet, war och déi Begéinung mat ... also déi Treffte mat deene Représentantë vun deenen Inselstaaten am Pazifik respektiv amerikanesche Staaten, déi elo scho sou dorënner leiden. An de Représentant vu Samoa huet zum Beispill ganz kloer och an där Ronn gesot, wéi den éischten Text presentéiert gi war a wéi doriwwer konnt diskutéiert ginn, datt hien net prett wier, fir säin Doudesurteil ze ënnerschreien, well deene Länner wirklech carrement d'Waasser bis zum Hals steet. A mer kënne natierlech net akzeptéieren, datt dat geschitt.

Dat ass eeben elo och déi ganz grouss Erausforderung: dee Fong, deen elo alimentéiert gëtt, an nach aner Fongen, déi deene Länner zur Säit stinn, fir datt se sech upasse kënnen, datt se sech besser schützen kënnen mat Fréiwarnsystemer, mat technologeschen Transferten, déi mer hinnen och musse mat zur Verfügung stellen, datt déi sech do besser un de Klimawandel upasse kënnen, fir datt si net vun der Aerdfläch verschwannen.

A mir hunn och eis Contributioun do ze maachen an och allgemeng, wéi ech virduon och gesot hunn, de Wëssensstand an den Knowhow, déi et hei zu Lëtzebuerg bei der Finanzplaz gëtt, matzenotzen, datt och méi dodran investéiert gëtt, mat eeben de Garantien, déi gi ginn, mat och De-Risking, fir datt eeben och méi privat Investoren dohiginn, well – däers musse mer eis och bewusst sinn – eleng mat éffentleche Gelder kréie mer deen Effort net gestemmt.

Hei muss och d'Privatwirtschaft mathëllefen. Privatkapital muss matinvestéiert ginn, well mir brauchen Honnerte Milliarden – Dausende Milliarde ginn et warscheinlech herno, deen Émfang –, fir déi ganz Schied an och d'Upassung an och d'Dekarboniséierung vun eiser Wirtschaft kënnen ze maachen, fir deene Länner alleguerten op der Welt och kënnen ze hëllefen.

E ganz wichtige Message, dee mer och kruten, ass deen, datt een net soll déi zwou aner COPe vergiesen. Well et gëtt net nëmmen eng COP: déi, iwwert déi am meeschte geschwat gëtt, déi iwwert de Klima, mee et gëtt och eng iwwert d'Biodiversitéit. An et gëtt

eng iwwert de sougenannte „Kampf géint d'Wüstenbildung“, wou et haaptsächlech ëm d'Landnutzung geet, well jo awer och vill Géigenden op der Welt amgaange sinn, massiv dorënner ze leiden: Deforestatioun, Dürren, déi do entstinn.

An déi gëtt et och! An déi sinn net sou um Ecran, déi sinn net esou um Radar. Mir denken ëmmer nëmmen, wa mir u COP denken, un déi Klima-COP. Mee et hânt awer alles zesummen. Et ass e Ganz! Et ass Ëmwelt, Natur a Klima. An dat eent an dat anert gëtt beaflosst. An dofir musse mer dat och zesumme gesinn. An et muss een och méi iwwert déi COPe schwätzen an déi heiansdo méi zesummeféieren, well et, wéi gesot, e Ganz ass.

Mir gesinn dat och als Ganz hei als nei Regierung. Dat huet jo och déi viregt Regierung gemaach. Dofir musse mer och do méi de Fokus op déi Biodiversitéit an och, wéi mer d'Land, de Buedem notzen, setzen an dodriwwer schwätzen.

D'nächst Joer ass et am Aserbaidjan. Wéi gesot, ech hunn erkläert, firwat. Mee do kënnt et drop un, datt dann – wat elo decidéiert ginn ass – besonnesch de ganze Finanzdeel och méi am Detail ausgeschafft gëtt, an datt mol all déi Decisiounen, déi elo geholl gi sinn, eeben eng gewësse Roadmap och kréien, fir datt mer no vir kommen. An dat wäert also dann och erëm ganz spannend ginn.

An dann nach e Wuert och zu den Deplacementer. Och déi viregt Regierung, och viregt Ëmweltministeren, sinn zweemol – net all –, mee se sinn awer och zweemol op eng COP gaangen, well sou eng COP huet och ëmmer zwee Momenter: en Ufank, wou meeschtens d'Staats- a Regierungschefen zesummekommen. An déi verhandelen net. Dat ass net richteg – déi verhandelen net. Déi kommen zesummen, fir sech ze gesinn, fir de Start ze ginn, fir natierlech ënner sech ze schwätzen, mee fir dat Ganz ze lancéieren.

An da fänken d'Verhandlungen u sech um techneschen Niveau un, wou eis Beamte sinn. An do soen ech och dem Här Fayot Merci, datt hien dat erwänt huet. Well dat wollt ech och nach eng Kéier vun dëser Plaz aus soen: Merci eiser Delegatioun, onse Beamten, déi do mat waren, déi eng exemplaresch Aarbecht gemaach hunn, déi sou engagéiert sinn an déi déi technesch Verhandlungen féieren. Wat u sech déi sinn, déi och herno mussen hëllefen, déi Texter ze iwwerpräiwen, mat Berechnungen maachen. Déi hunn do wirklech eng remarkabel Aarbecht geleescht. An déi bleiwen och déi zwou Wochen do.

An dann ass déi Schlussphas vun esou enger COP, wou dann eeben d'Ministeren zesummekommen, vun der ganzer Welt, fir sech dann op en Text ze eenegen. An do ass eeben och ëmmer Pflichtprogramm, datt een do ass. Mee fir dann zwou Wochen eleng do ze sinn, do mengen ech net, datt dat gerechtfertegt ass, well mir hunn och heiheem eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Wann eng Chamber hei ríft, fir virun enger Chamberskommissioun kënnen de Regierungsprogramm ze erklären iwwert deen Deel, fir deen ee verantwortlech ass, da mengen ech, datt ee Ried an Äntwert sollt stoen. Wa mer Regierungsrôt hunn, mengen ech och, datt ee soll dohinner goen, fir do wichteg Decisiounen unzehuelen oder driwwer ze diskutéieren, wéi zum Beispill déi mat deem Subsidi.

An do wollt ech just nach op eng Remark vun der Mardamm Welfring agoen. Et ass net ënnert dem Drock vun der Zivilgesellschaft, wou mer decidéiert hunn, datt ze verlängeren. Mir waren eis scho bewusst, dass do iwwert déi Subsidi mussen tranchéiert ginn. Mee mir sinn awer eng nei Regierung! Mir si réischt dräi Wochen am Amt gewiescht, oder knapps zwou Wochen.

Et ass gesot ginn: „100 Deeg huet een Zäit, fir sech kënnen ze beweisen, fir kënne mol a Rou Saachen ze maachen.“ Mee mir kruten net emol zwou Wochen, dunn hu mer scho misse wichteg Decisiounen do huelen, obwohl mer nach net woussten, wat dee genaue finanziellen Impakt ass. Mir wëllen dat awer och gär seriö ugoen. Dowéinst wollte mer eis eng Kéier Zäit huele fir ze wëssen: Wéi vill Subside si bis elo ausbezuelet ginn? Wat ass d'Gesamttenveloppe dovunner gewiescht? Fir dann en toute connaissance de cause kënnen och eng Decisioun ze huelen. Wat mer jo dës Woch gemaach hunn – also bannent mol knapps da véier Wochen, wou mer do waren.

Mee et ass net, well een Drock op eis ausgeübt huet – mee aus eegener Iwwerzeegung. A wat mer jo wëlle maachen, ass: net einfach weiderfuere mat deene Subsidien, mee se op de Leescht huelen a se grad méi sozialfäeg ze staffelen, fir datt och déi, déi et am meeschte brauchen, gehollef ze kréien, déi ganz Energietransitioun matzemaachen, datt déi eeben och méi kënnen ënnert d'Äerm gegräff kréien. An dat wäerte mer maachen.

Da wollt ech nach just ee leschte Punkt ... Ech weess, d'Zäit ass ofgelaf. Et steet mer och vläicht net onbedéngt zou, mee ech wollt awer e Virschlag maachen. Hei sinn elo dräi Motiounen deposéiert ginn, oder véier. Ech wollt virschloen, datt mer se an d'Kommissioun huelen an datt mer géife versichen, vläicht een Text draus ze maachen. Well wann 200 Länner vun der COP et fäerdegbréngen, sech op een Text gemeinsam ze eenegen, ...

(Interruptions)

... dann, mengen ech, misste mer och kënne bei esou engem Thema eis als 60 Deputéiert eens ginn. Dann hätte mer e staarkt Zeechen no bausse gesent.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Hoffentlech kënnt net e schlechte Kompromëss eraus.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt dann ofgeschlossen.

Motions et résolution

Wéi de Minister et elo gesot huet, sinn effektiv véier Motiounen an eng Resolutioun hei um Büro ofgi ginn. A mir wäerten dann elo kucken, wéi mer domadder eens ginn.

Motions

Ech wëll vläicht fir d'éischt der Auteurs vun der éischter Motioun nach eng Kéier d'Wuert ginn, wa se wëllt Stellung huelen, ...

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | ... och zu deem, wat de Minister proposéiert huet. Wann Der wëllt.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech kann dozou eppes soen. Also zu menger eegener Motioun muss ech näischt méi soen. Ech mengen, ech hunn dat a menger Ried gemaach.

D'Proposition, fir do eng Fusioun vun all de Motiounen an de Resolutiounen ze maachen, fannen ech elo manner sënnavoll, wéi dass een den Inhalt diskutéiert. Ech mengen, et ass net ëmmer dat selwecht. Et sinn eenzel Froen, déi net genau déi selwecht sinn. Et si verschidderne ... Déi meescht si complémentaire, an dofir fannen ech elo manner d'Form interessant, éischter den Inhalt. Also, ech fanne schonn, dass een an der Kommissioun sollt doriwwer diskutéieren, awer, ech fannen, elo manner doriwwer, fir een Text

ze maachen, mee iwwert d'Inhalter an d'Froen. Dat sollt ee wierklech zesumme verdéiwen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, sidd Der bereet, dës Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Solle mer dann doriwwer schwätzen? Wie wëllt nach d'Wuert?

M. Franz Fayot (LSAP) | Wann den Här Wolter averstanen ass.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Fayot.

(Hilarité)

Une voix | Här President, Dir musst jo awer do nofroen.

M. Claude Wiseler, Président | Also wann Dir provoziert, da kritt Der et och.

(Hilarité)

Den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech mengen effektiv och, et sinn zum Deel Motiounen, déi sech regroupéieren, mee awer och mat aneren Usätz zum Deel a mat e bëssen anere Prioritéiten dran. An ech mengen, et kéint effektiv interessant sinn, fir dat ze diskutéieren an och e bëssen déi Orientatioun vun deene Motiounen, plutt wéi elo e gemeinsamen Text ze maachen, deen e bëssen alles zesummegeheet. Dat heescht, ech hätt am Fong och d'Sympathie, fir d'Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn nach aner Wuertmeldungen. Den Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech weess net ... War et den Här Goergen virdrun, dee mäin Numm do an de Raum geheet huet?

M. Claude Wiseler, Président | Et war elo zwar kee Fait personnel, wëll ech soen.

(Hilarité)

Dir kritt awer d'Wuert, fir hei Stellung ze huelen.

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, ech wollt soen, datt et an deem Fall ganz vill Sënn mécht, fir et an d'Kommissioun ze ginn, fir eng inhaltlech Diskussioun kënnen ze féieren, déi och zillfürend ass. Zillfürend, sou wéi Dir et wëllt maachen, sou hunn ech dat verstanen. An d'Reglement vun der Chamber applizéiere besteet doranner, datt eng Motioun, déi an eng Chamberskommissioun verwise gëtt, no dräi Méint spëtstens am Plenum nees zur Debatt soll kommen.

Wann ech dat doten dann ... Ouni en Expert ze sinn an der Matière, an ech hunn dem Minister nogelauschtert an deenen aneren Orateuren nogelauschtert, schéngt et mer scho ganz sénnvoll, dass een dat diskutéiert. Ob dat elo herno een Text gëtt oder dräi Texter, dat ass mir, muss ech soen, relativ egal. Mee se ass op jidde Fall esou zillfürend, dass et innerhalb vun den nächsten dräi Méint hei kéint zu eppes kommen, wat eng Diskussioun misst ausléisen.

Dofir, fir mech – ech hunn elo mat kengem bei eis hei geschwat – absolut, ...

(Hilarité)

... well ech ernimmt gi sinn, kéint ech zum Beispill ganz gutt domadder liewen, dass d'Chamberskommissioun sech mat deene verschiddene Motiounen do ausernanersetzt an dass mer déi dann zu gegebener Zäit, dat wäert jo dann am Januar sinn, ginn

ech emol dovunner aus, nach eng Kéier an de Plenum vun der Chamber huelen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech och Merci, Här Wolter.

Wann ech dat elo richteg verstanen hunn an elo resüméieren, dann hu mer den Accord vun der Madamm Welfring, vun der CSV iwwert den Här Fayot, an ech ginn dovunner aus, datt den Här Galles déi selwecht Meenung huet, a vun dem Här Fayot, fir seng zwou Motiounen, also fir déi véier Motiounen an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Ech géif Iech froen, ob mer dat kënnen an engem Vote à main levée ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur le renvoi des motions 1 à 4 en commission

Wien ass mat där Prozedur d'accord?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

An dann ass dat à l'unanimité esou ugehall an d'Kommissioun soll sech dann drëm bekëmmern, datt mer se innerhalb vu spëtstens den nächsten dräi Méint hei an de Plenum zrëckkréien, entweeder déi, déi hei deposéiert gi sinn, oder dann eng aner, déi eventuell vun der Kommissioun ausgehandelt ginn ass.

(Les motions 1 à 4 sont renvoyées à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)

Résolution 1

Dann hu mer nach eng Resolutioun hei leien. Fir d'éischt ... Ass et den Auteur, deen nach eppes wëll dozou soen? Hien huet se schon explizéiert, kann awer nach eng Kéier dozou schwätzen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, ech mengen effektiv, ech hunn alles dozou gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech Wuertmeldungen. Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Resolutioun ass ganz sympathesch. Ech si just der Meenung, dass de Bureau soll e Règlement dofir ausschaffen, dass een ëmmer weess, wéi et ass. Net dass deen een, den Här Fayot hat et gesot, mam Vëlo anzwousch hifert an deen anere mam Fliger, mee dass mer eis do Prinzippe festleeën, wéi dat soll oflafen an enner wat fir enger Form mer do ëmmer reesen. Dofir kënne mer där Resolutioun zoustëmmen, mat där Remark, déi ech gesot hunn, dass mer am Bureau solle festleeën an engem Règlement, wéi dat soll goen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, wann ech elo richteg verstanen hunn: Dat do ass keng Proposition, fir se tel quel an de Bureau ze renvoyéieren, mee Dir sollt se hei ofstëmmen an da schwätze mer am Bureau iwwert d'Detailer dovunner.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Wëllt nach een aneren dozou Stellung huelen? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Also mir kënnen dat selbstverständlech gär an de Bureau huelen, dat ass bestëmmt interessant.

Ech wollt just drop opmierksam maachen, datt et do och grouss Diskussiounen gëtt. Et ass zum Beispill esou, a mir wëssen dat alleguer heibannen, datt zum Beispill Greenpeace jo dat do kritiséiert, dee Kompensatiounsmechanismus. Déi soen, dat wär Greenwashing. Hei géifen eis also den Här Fayot, d'Madamm

Welfring an den Här Polidori eppes proposéieren, wat elo Greenpeace als Greenwashing bezeechent, wat eis ëmmer Suerge mécht, wa mer dat Wuert héieren.

(Interruptions)

An dofir géif ech just vläicht drun erënneren, Här President, datt et ee Mëttel gëtt, fir sou Emissiounen ze evitéieren, dat ass: iwwerhaupt net dohi fueren. A wann d'Parlamentarier mengen, et soll kompenséiert ginn, ass déi besser Method, einfach d'Emissiounen ze reduzéieren, amplaz se fir d'éischt ze verursaachen an da mat Jore Retard deelweis ze kompenséieren. An dofir wär et vläicht eng Iddi, datt déi Leit, déi op esou Konferenzen ginn, sech dat virdrun iwwerleeën: Wann 100.000 Leit op sou enger Konferenz sinn oder 100.000 Akkreditatiounen, wéi mer haut héieren hunn, wat ass d'Valeur ajoutée heiansdo vun der enger oder anerer Presenz?

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Ass nach eng Wuertmeldung zu dëser Resolutioun do?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da géife mer iwwert déi Resolutioun hei ofstëmmen. Ech géif déi also zum Vott stellen.

Vote sur la résolution 1

An de Vott fänkt heimadder un. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

(Brouhaha)

Dës Resolutioun ass ugehall mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Eng?

M. Claude Wiseler, Président | A kenger Abstentioun. 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Dat ass d'Resultat.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Paul Galles), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat ass och dese Punkt ofgeschloss an domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 19. an den 20. Dezember virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.15 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 38
M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 38
M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 39
M. Claude Wiseler, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 39
M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 39

Question n° 1 du 19 décembre 2023 de M. Christophe Hansen relative au douzième paquet de sanctions contre la Russie, adopté par l'Union européenne le 18 décembre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 39

M. Christophe Hansen | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Question n° 2 du 18 décembre 2023 de M. Dan Biancalana relative à l'étude « Racisme et Discriminations au Luxembourg – À l'écoute des victimes » du CEFIS, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 39

M. Dan Biancalana | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Question n° 3 du 19 décembre 2023 de Mme Corinne Cahen relative à la sécurité au quartier Luxembourg-Gare et l'organisation de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 40

Mme Corinne Cahen | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de Mme Corinne Cahen)

Question n° 4 du 18 décembre 2023 de M. Tom Weidig relative aux activités de l'ASBL „Stroossenengelen“, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 40

M. Tom Weidig | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Question n° 5 du 19 décembre 2023 de Mme Françoise Kemp relative à l'évolution actuelle des infections, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 41

Mme Françoise Kemp | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 6 du 14 décembre 2023 de M. François Bausch relative aux faits survenus et à la situation auprès de l'entreprise Ampacet et aux implications pour le dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail

Question écrite n° 36 du 23 novembre 2023 de M. Dan Biancalana relative au risque de grève chez Ampacet

Question écrite n° 38 du 23 novembre 2023 de M. Marc Baum relative aux négociations sociales dans l'entreprise Ampacet p. 41

M. François Bausch | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Question n° 7 du 19 décembre 2023 de M. Sven Clement relative au paiement immédiat direct, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 42

M. Sven Clement | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 8 du 18 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement par rapport aux conséquences des opérations militaires menées par le gouvernement israélien à Gaza, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Question écrite n° 97 du 12 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza p. 43

M. Franz Fayot | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
6. **8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen** p. 44
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Luc Emering
Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Mme Simone Beissel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg** p. 47
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : Mme Lydie Polfer (interventions de M. François Bausch)
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Taina Bofferding | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8328 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen (suite)** p. 49
M. Claude Wiseler, Président | Mme Lydie Polfer
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu** p. 50
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 1) | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8276 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur la motion 1 (adoptée)
10. **8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques** p. 56
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de M. Christophe Hansen) | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8344 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés** p. 57
Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : M. Max Hengel
Discussion générale : M. Gérard Schockmel | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8277 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

p. 62

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8337 et dispense du second vote constitutionnel

13. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'interdiction de la mendicité au Luxembourg

p. 62

Exposé : Mme Taina Bofferding | M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Laurent Mosar (interventions de Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding) | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Sven Clement, Mme Sam Tanson, M. Marc Goergen, Mme Paulette Lenert et M. François Bausch) | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehic (dépôt de la motion 2) (interventions de Mme Lydie Polfer et Mme Sam Tanson) | Mme Sam Tanson (parole pour fait personnel) | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 3) | M. Marc Baum | M. Claude Haagen (parole pour fait personnel)

M. Maurice Bauer, Mme Lydie Polfer (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Sven Clement, Mme Sam Tanson, M. Claude Haagen, M. Marc Goergen et M. Marc Baum) | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de Mme Paulette Lenert) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (interventions de M. Marc Goergen et M. Claude Haagen et Mme Sam Tanson) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le

Ministre Léon Gloden | M. Claude Haagen (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden | M. Meris Sehic (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de Mme Taina Bofferding) | M. Dan Biancalana (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Léon Gloden | Sam Tanson (parole pour fait personnel) (interventions de M. le Ministre Léon Gloden) | Mme Lydie Polfer (parole après ministre)

Motion 1 : M. Dan Biancalana | M. Laurent Mosar | M. Marc Goergen | Mme Paulette Lenert | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. François Bausch et Mme Françoise Kemp)

Motion 2 : M. Meris Sehic | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehic | M. le Ministre Max Hahn

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez et M. Léon Gloden, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Nee.

M. Max Hahn, Ministre | Dat ass net de Fall.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall.

2. Communications

Da kommen ech zu de Kommunikatiounen.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 19 décembre 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

6092 – Proposition de loi visant

– à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

– à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt : M. Roger Negri, Député, le 09/12/2009

Retrait du rôle des affaires : 18/12/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2977 – Demande de pétition publique : [FR] Permis cyclomoteur – catégorie AM – à partir de 14 ans / [DE] AM-Führerschein – ab 14 Jahren

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 13/12/2023

2978 – Demande de pétition publique : Libre choix du statut après le divorce

Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 13/12/2023

2979 – Demande de pétition publique : Les transports publics payants. Et non à la suppression des lignes

Dépôt : M. Luis Carlos Gomes Faria, le 13/12/2023

2980 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière en hiver vu que les pneus hiver sont obligatoires au Luxembourg. Obligation aux garagistes : lors de la vente d'un nouveau véhicule un kit pneus hiver et un kit été devraient être obligatoires

Dépôt : M. Henrique Barreira, le 13/12/2023

2981 – Demande de pétition publique : Système de récupération d'eau de pluie obligatoire à la construction de nouvelles résidences, écoles, bâtiments, ...

Dépôt : M. Filipe Constantino, le 13/12/2023

2982 – Demande de pétition ordinaire : Accord de double imposition entre le Luxembourg et l'Allemagne concernant une succession

Dépôt : M. Robert Schroeder, le 14/12/2023

2983 – Demande de pétition publique : Ophiewe vun der politescher Entscheedung a Reouverture vun der Garer Policeunitéit esou wéi si virum 1.11.2023 fonctionéiert huet fir méi Schutz vun de Bierger an d'Anhale vun de Gesetzter an der effentlecher Uerdnung

Dépôt : M. André Steffen, le 14/12/2023

2984 – Demande de pétition publique : Petits animaux de compagnie autorisés en tant que locataire par la loi

Dépôt : M. David Da Silva, le 14/12/2023

2985 – Demande de pétition publique : Nationalité luxembourgeoise par option à partir de 12 ans, à la personne née au Luxembourg (cas n° 4). / Revoir le terme de « précédant immédiatement » de la condition de résidence légale au Luxembourg pendant au moins 5 années consécutives et précédant immédiatement la déclaration d'option

Dépôt : M. Ahmed Amrani, le 15/12/2023

2986 – Demande de pétition publique : Duerch de Pacs autoriséiert sinn, eng Verbrennung vum verstuerwene Partner ze ënnerschreien

Dépôt : M. Misch Hendrickx, le 15/12/2023

2987 – Demande de pétition publique : Abschaffung der CO₂-Steuer.

Dépôt : M. Marc Bier, le 15/12/2023

2988 – Demande de pétition publique : Pétition pour une publicité responsable : Restreindre la publicité pour les produits alcoolisés et le CBD

Dépôt : M. Jhang Chaussy, le 17/12/2023

2989 – Demande de pétition publique : Augmentation du chèque service à 7,30 EUR. Les crèches augmentent tous selon l'index, à partir de janvier 2024 les crèches sont à 8,30 EUR et le chèque service reste avec ses 6 EUR de l'aide. Si cela continue, nous les parents on paye cher même avec l'aide de l'État et cela ne suffit plus à survivre même avec 2 salaires entrants

Dépôt : Mme Ana Lourenço Lopes, le 18/12/2023

2990 – Demande de pétition publique : Augmenter le taux de chèque service

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 18/12/2023

2991 – Demande de pétition publique : D'Heeschen zu all Zäit an iwwerall erlaabt loosse!

Dépôt : M. Marc Faramelli, le 18/12/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zusammensetzung vun der Commission des Comptes ugeet, huet d'LSAP-Fraktion folgend Ännerunge matgedeelt: D'Madamm Taina Bofferding ersetzt d'Madamm Claire Delcourt an den Här Yves Cruchten ersetzt den Här Claude Haagen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 1 vum Här Christophe Hansen un den Här Ausseminister iwwert den zwieleften EU-Sanktiounspak géint Russland. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hunn d'Éier, Här President, déi éischt an déi lescht Fro ze beäntweren.

M. Claude Wiseler, Président | À tout seigneur, tout honneur.

(Hilarité)

– Question n° 1 du 19 décembre 2023 de M. Christophe Hansen relative au douzième paquet de sanctions contre la Russie, adopté par l'Union européenne le 18 décembre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här Ausseminister, wéi den Här Chamberspräsident et grad gesot huet, ass den 18. Dezember deen zwieleften EU-Sanktiounspak géint Russland a Kraaft getrueden, e Sanktiounspak, deen a mengen Ae wichteg ass, mee trotzdem e Sanktiounspak, deen och gewësse Lacunne weist, notament well eng ganz Rëtsch vun deene Mesüeren och Derogatiounen virausgesinn, notament e Phase-in a verschidde Sanktiounen, zum Beispill am Beräich Stol.

A meng Fro do un den Här Ausseminister wier: Wéini ass déi Deadline fir dee Phase-in zum Beispill beim Stol, mee awer och bei anere Produkter, well dat natierlech ganz wäit an der Zukunft ass? A mir wëlle jo natierlech elo en Impact direct hunn. Dat heescht, wéini ass deen Datum a wéi kënne mer dat dote méi effikass gestalten?

Eng zweet Fro, déi direkt domat zesummenhängt: Mir wëssen, datt ganz vill Gidder laanscht eis Sanktiounen

ginn, notament iwwer China. A wa mer dann de Listing vun den Entreprisë gesinn, gesi mer, datt virun allem Betriber a Firms viséiert sinn am Listing, déi alt zu Hongkong, déi zu Singapur baséiert sinn, awer ganz séier ganz weëneg, déi och chineesesch Betriber direkt sinn. Wat ass do machbar, fir datt mer och déi chineesesch Entrepreneuren an d'Visië kreieren? A virun allem: Wéi kënne mer do verhënnere, datt eis Sanktiounen eigentlech laanscht d'Zil ginn an datt se ganz einfach contournéiert ginn, besonnesch am Beispill China?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, e grouesse Merci. Ech wëll awer fir d'éischt dem Här Hansen Merci soen, well e mech och haut de Mëtteg prezis informéiert huet, wat d'Fro sinn. Ech wëll just soen, hei steet dran: iwwert den zwielefte Paquet de sanctions. Ech weess, dass dat Usus ass. Ech hunn dat déi lescht zéng Joer gesot an enger anerer Fonctioun, ech soen dat och hei: Et ass schwéier, wann een einfach schreift „den zwielefte Pak Sanktiounen“, wann een duerno prezis Fro gestallt kritt, wéi zum Beispill Stol oder wéi et elo ass mam Contournement. Dowéinst wär et schwéier, prezis Detailler ze ginn, wann den honorablen Deputéierten net hei och sech d'Méi ginn hätt, fir Kontakt mat eis ze sichen.

Den neie Pak vu Sanktiounen ass ëmmer e Kompromëss, Här Hansen. An Dir wësst, dass dat unanime muss duerno och gestëmmt ginn. An dowéinst, déi Derogatiounen mat där Période transitoire – ech mengen, déi geet bis 2028 souguer fir verschidde Stolprodukter – ass op d'Demande vun dräi Länner. Ech zitëiere se elo net, well, ech mengen, ech wëll keen Namedropping maachen, mee et sinn dräi Länner, déi gesot hunn, soss wiere se iwwerhaupt net averstanen. An dowéinst ass dann de Kompromëss, deen erauskomm ass, dass een do dann eng Période transitoire bis 2028 sollt hunn.

Et si bei de Gel-d'avoir – an ech ginn elo hei net den Aperçu exhaustif – eng 140 Leit, wou och e Gel vun den Avoirs do ass. Et ass och e Verbuet vu russeschen Diamanten, wat och ganz laang eng Diskussioun war, wou verschidde Länner aner Interëten haten, och fir déi net drop ze hunn, wat awer elo drop komm ass.

Et ass eeben och d'Importatioun vun deem Stol, wéi Der et gesot hutt, an dann awer och zum Beispill verschidde Verboter vu Capacité-industriellen, déi och d'Russe kéinte gebrauchen.

An dann och nach d'Interdictioun vu Locigiels d'entreprise an och de concepcioun un déi russesch Regierung oder russesch Betriber (veuillez lire: An dann ass och eng nei Interdictioun afgouert ginn, verschidde Logiciels d'entreprise souwéi Software fir industriellen Design a Fabrikatioun un déi russesch Regierung oder russesch Betriber ze verkafen oder ze liwweren).

Beim Contournement, deen Der och gesot hutt, spezifesch mat China, do lafen nämlech och Echanges. An do sinn d'Contacts diplomatiques eeben och amgaang, fir China weider drop ze sensibiliséieren. An dofir ass eeben decidéiert ginn, China elo net namentlech och hei an dësem Fall ze ernimmen.

Déi Obligatioun fir den Anticontournement ass eng, déi méi strikt ass, fir dass een am Fong och de maniere proactive den Tracé mécht vum Suivi, wann de Produit kënnt, well soss ass eeben de Contournement deen, deen en ass. Dat heescht, dass den Enndestinataire och sollt bekannt sinn an dass och

d'Vente vu Petroliers un Drëttstaate muss gekuckt ginn, well dat ass dann och eeben duerch Plattformen contournéiert ginn, am Fong duerch déi, wat genannt ginn ass ... Flottes fantômes sinn déi genannt ginn, déi d'Russen dann och benotzt hunn, fir eeben de Contournement vun dëse Sanktiounen och ze maachen.

Et ass och e Verbot fir d'europäesch Exploitanten, an dat contractuellement, fir d'Reexportatioun vu verschidde Kategorien vu Gidder vis-à-vis vu Russland. Dat ass och eebe kontraktuell elo virgesinn. An eeben och d'Inscriptioun vun de russeschen Entitéiten op d'Lëscht vun Entitéiten, déi an engem Complexe militaire-industriel sinn, och vun Entitéiten vun États tiers, déi eeben impliquéiert sinn an deem Contournement vun de Sanktiounen, déi enregistréiert gi sinn. Dat ass am Usbekistan an a Singapur och de Fall gewiescht.

Bei verschidde Biens à usage strictement personnel, wéi d'Articles d'hygiène personnelle ou les vêtements portés par les voyageurs, do gëtt autoriséiert, fir verschidde Saachen och kennen eranzehuelen. Dat ass eeben och nei.

Fir eis war et wichteg, dass och Klarifikatiounen géife kommen, fir dass do evitéiert gëtt, dass Sanktiounen geholl ginn an dass dann aner Länner se contournéieren. Mee hei nach eng Kéier, nei Saachen, déi drop komm sinn, esou wéi Der et gesot hutt, mat eeben enger Unanimitéit, déi heiansdo da Période-transitoire mat sech bréngt.

Merci. A bis duerno, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Ausseminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 2 vum Här Dan Biancalana un den Här Familljeminister iwwert d'Rassismus- an Diskriminatiounsetüd vum CEFIS. Här Biancalana, et ass un Iech.

– Question n° 2 du 18 décembre 2023 de M. Dan Biancalana relative à l'étude « Racisme et Discriminations au Luxembourg – À l'écoute des victimes » du CEFIS, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, an der Schoul, bei der Aarbecht, um Wunnengsmaat, beim Sport oder ganz allgemeng am Alldag, an all dëse Beräicher erliewe Mënschen hei zu Lëtzebuerg reegelméisseg Rassismus an Diskriminierung. Den zweeten Deel vun der Etüd vum CEFIS, dem Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales, liwwert eis do en erschreckende Bilan iwwert d'Ausmooss vun dësem Problem hei zu Lëtzebuerg; Lëtzebuerg, mat senger EU-Haaptstad, dat mir ganz gären och als oppent a multikulturellt Land gesinn. Mir hunn e Rassismusproblem, a kee klengen. Eng Feststellung, déi sech iwwerengs och mat de Resultater vun der Etüd „Being Black in the EU“ vun der Europäescher Agentur fir d'Grundrechte, wat Lëtzebuerg betrëfft, deckt.

Am Kader vun der Etüd goufen deels ganz, jo, schockéierend, deels awer och ganz touchant Témoignagë vu Betroffene gesammelt, déi och weisen, wat Rassismus an Diskriminatioun mat den Affären maachen, wéi eng psychesch Belaaschtung dat fir si bedeit oder wéi en Impakt dat op hiren Alldag, hir Liewensqualitéit an och op hire Liewenswee huet. De CEFIS formuléiert och eng Rei vu Recommendationen, fir geschützte Raim anzeriichten, fir d'Affären potentiell fir besser iwwer hir Rechte ze informéieren, och fir géint Stereotypen a Virurteiler virzegoen. A virun deem Hannergrond wollt ech den zoustännege Minister och froen, wéi hien op d'Resultater vun dëser Etüd wëll reagéieren, éischstens.

Zweetens: Wéi eng Mesüeren dass hie plangt an effektiv wéi hien zu de Recommandatiounen vum CEFIS steet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Familljeminister huet d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här Président. Och merci dem Deputéierten Dan Biancalana fir déi ganz pertinent Fro, déi en hei stellt.

Et ass esou, dass sech an dësem Haus spéitstens no dem Rapport iwwer Being Black in Europe an duerno Being Black in Luxembourg och seriö Froe gestallt gi sinn, op dat mer all ganz gären – an ech och – ganz houg sinn. Och wa mer mol am Ausland ënnerwee sinn, ziele mer ganz gären dovunner. An awer gëtt et och hei zu Lëtzebuerg Rassismus.

An et ass eis drëm gaangen, wéi déi Etüd hei am Haus gefrot ginn ass an duerno am Ministère ausgeschafft ginn ass mam CEFIS a mam LISER, fir mol Zuelematerial ze hunn, fir faktebaséiert kënnen ze diskutéieren a fir dodropshi kënnen Iwwerleeungen ze maachen, wou eis Politicken, déi mer bis elo gemaach hunn, gräifen, wéi eng Form vu Rassismus et gëtt, a virun allem: Wéi musse mer eis Politicken ausrichten, och déi nächst Joeren, fir – an, ech mengen, do si mer allegueren hei bannen eens – dem Rassismus keng Plaz ze loossen.

Mir hunn null Toleranz fir Rassismus, an dat huet dat heiten Haus och nach eng Kéier gewisen am Juli, wéi dat neit Gesetz gestëmmt ginn ass iwwert de Vivre ensemble interculturel, wou ee ganz wichtege Volet och dodranner besteet, fir dem Rassismus entgéintzewierken, och an de Gemengen, wou dann och an de Kommissiounen eng gutt Aarbecht geleescht ka ginn. Dat ass Bestanddeel vum Gesetz, an dat Gesetz wäert elo am nationalen Aktiounsplang, dee geschafft gëtt, fir de Vivre ensemble interculturel hei zu Lëtzebuerg ze schafen, och konkret Pisten a konkret Prioritéiten an och Moossname kréien.

Do dernieft ass et esou, dass et e Plan d'action national gëtt iwwert d'Integratioun, wou bis elo Diskriminatiounen opgrond vun eethnesch-rassiale Grënn mat ofgedeckt waren. Et ass awer sou, dass d'Acteure vum Terrain d'Demande haten, fir spezifesch en Aktiounsplang auszeschaffen, fir ganz konkret dem Rassismus an den domat verbonnen Diskriminatiounen op de Fong ze goen. An do huet eis natierlech den éischten Deel vun der Etüd geholfen.

Et ass awer sou, dass deemols der Regierung an och dem Parlament nach eppes gefeelt huet, an dat war den zweeten Deel vun der Etüd, déi Dir elo hei ugeschwat hutt, nämlech, fir och mat den Affer selwer ze schwätzen, fir vun hinne ze héieren, wat si da wierklech erlief hunn. Do hu mer ganz vill Iwwerschneidungen mat der éischter Etüd, zum Beispill, dass et och opgrond vu Logement, Educatioun, Travail ganz vill Benodeelegunge gëtt, Diskriminatiounen gëtt. An dofir huet de Familljeministère sech och zesumme mat deenen anere Ministère konsultéiert, fir deen nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, fir konkret Mesüeren auszeschaffen, an deen Aktiounsplang denke mer, ugangs d'nächst Joer kënnen ze presentéieren. Et ass eppes, wou mer net vill Zäit wëlle verléieren.

Et ass och esou, dass d'Acteure vum Terrain sech och hei mat abruucht hunn an d'Etüd, déi Dir ugeschwat hutt, wou et drëms gaangen ass, Temoignagé Plaz ze ginn.

Ech hat och d'Chance, derbäi ze si bei der Presentatioun vum CEFIS, déi gemaach ginn ass. Ech kann Iech soen, dat ass ganz touchant – Dir hutt dat richtig gesot –, wat een do héiert. An do musse mer konkret virgoen an dat ministèreiwwergräifend, well Rassismus huet hei zu Lëtzebuerg keng Plaz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hahn.

Mir kommen zur Fro Nummer 3 vun der Madamm Corinne Cahen un den Här Inneminister iwwert d'Sécherheet am Garer Quartier. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 3 du 19 décembre 2023 de Mme Corinne Cahen relative à la sécurité au quartier Luxembourg-Gare et l'organisation de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Minister, deem wäert meng Fro bekannt virkommen, déi ech elo stellen, well ech mengen, en huet se selwer dacks gestallt, an ech wollt him se dann elo a senger neier Funktioun direkt mol awer eng Kéier stellen.

An enger schrëftlecher Fro géif ee soen: „Il me revient que ...“, an ech géif da soen: Il me revient que ..., dass d'Leit am Stater Garer Quartier sech bekloen, dass se scho laang keng Poliziste méi gesinn hunn, dass ganz vill Leit do sinn, déi illegal Substanze verkafen, dass ganz vill Leit do sinn, déi och illegal Substanze konsuméieren, mee dass awer keng Polizisten do sinn. An dofir wollt ech den Här Minister mol froen, wat hie lo virhuet, fir dee Garer Quartier. Sinn do méi Poliziste virgesinn? Ass do virgesinn, dass de Kommissariat an der Glesener Strooss méi laang opmécht? Well do soen déi Polizisten, mat deenen ech konnt schwätzen, selwer, dass do d'Öffnungszäiten einfach net laang genuch sinn. Ob Dir virhutt, dass awer opgestockt gëtt a puncto Personal an engem Quartier, deen et wierklech néideg hätt. Hutt Dir vläicht wëlles, oder ass et iwwerhaapt méiglech, och Leit an Zivil mol duerch de Quartier ze schécken, fir ze kucken, wat do genau lass ass an an deem Quartier?

Well d'Leit am Quartier fille sech am Stach gelooss. Si soen dat. An dofir wollt ech Iech mol d'Fro stellen, well ech mengen, Dir kennt d'Problematiséierung ganz gutt, well Dir selwer ganz vill Question-parlementaire gestallt hutt mam Kolleeg Laurent Mosar. An ech wollt Iech dann elo mol als Minister d'Fro weiderginn, net well dat mer Spaass mécht, mee well ech mengen, dass wierklech eppes muss geschéien an deem Quartier.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. An den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci der Madamm Cahen fir déi Fro. Si huet Recht, a menger fréierer Qualitéit als Deputéierten hunn ech vill Froen iwwert d'Sécherheet gestallt.

Ech wëll mol fir d'éischt hei betounen, dass et mer als Policeminister dru läit, dass mer Rou an de Police-corps kréien, dass mer déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen och verbessern, an Dir wësst: En Donneschden hu mer eng Reunioun mat de Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg, wou Dir och selwer ugemellt sidd, mat der Police, fir iwwert déi do

Punkten och ënner anerem ze schwätzen. Ech hu mer d'Ziele gi gelooss iwwert d'Abréch elo, well ech elo ..., dat war net preziséiert, iwwert d'Drogen. Dat heescht, d'nächst Kéier musst Dir mer dat awer e bësse besser preziséieren, fir datt ech och geziilt kann op Är Fro äntwerten.

Vu September bis Dezember hate mer 137 enregistriert Fäiten, wat Vol par infraction war, an ee Cambrilage de voiture. Am September waren et der 41, am Oktober 35 an am November 31, a bis elo am Dezember si mer bei 30 Virfäll. Dat sinn der nach ze vill, mee et geet awer liicht erof.

Par rapport zu der Presenz am Garer Quartier, sinn ech och der Meenung, datt mer mussen, net nëmmen am Garer Quartier, mee generell d'Presenz verstärken.

Wéi funktionéiert dee Büro op der Gare? Do si Leit am Büro an et si Patrullen, déi och ..., also Leit, déi do am Büro schaffen, déi dann och op Patroull ginn, a si ginn och ënnerstëtzt vu Patrullen aus dem Büro vun der Gare/Hollerech an och vu Bouneweg. Owes sinn da separat Patrullen.

Mee dat, wat Dir mir sot, hunn ech och vu Leit gesot kritt, an ech wäert och dofir suergen, an Zesummenaarbecht och mat der Stad Lëtzebuerg, datt dat an Zukunft sech wäert verbessern. Dir wësst, am Koalitiounsaccord hu mer och déi Unité de police locale stoen, op déi ech grouss Stécker setzen, och an der Preventioun. Well hei geet et jo och ëm d'Preventioun, och am Garer Quartier.

Ech wëll awer och zugläich soen, opgrond vun deenen Zuelen, déi ech kritt hunn: A verschiddeenen anere Quartieren an der Stad Lëtzebuerg ass et anscheinend méi schlëmm. De Garer Quartier kënnt op Plaz Nummer fënnef. Dat gesot ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Net bei den Drogen!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Net bei den Drogen, awer bei den Abréch zum Beispill, do ... An egal, wou et geschitt, dat schüürt en Onsécherheetsgefill, a mir wäerten am Kader vun den eenzelne Mesüeren, déi mer am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, dat do verbessern. Well d'Proximitétsaarbecht um Terrain ass den A an O vun enger effektiver Policeaarbecht, an ech si frou, en Donneschde kënnen déi Punkte mat Iech a mat der Buergermeeschtesch a mat de Verrieder vun der Police ze beschwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 4 vum Här Tom Weidig un den Här Familljeminister iwwert d'Aktivitéit vun der ASBL Stroossenengelen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 4 du 18 décembre 2023 de M. Tom Weidig relative aux activités de l'ASBL „Stroossenengelen“, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chamberspräsident. Här Minister, virun zwee Méint hu mir Iech e Bréif geschriwwen, fir ze froen, ob Dir bereet wäert, perséinlech mat de Stroossenengelen ze schwätzen, fir ze kucken, ob een hinne Hëllef kann. Bis elo hu weeder mir nach d'Stroossenengelen eng Äntwert kritt.

D'Stroossenengelen si viru fënnef Joer op Privatinitiative hi gegrennt ginn, a si hu leider ëmmer méi Aarbecht, well de Besoin do ass. Si versueren e puer Honnert Familljen an eenzel Persounen mat deem Néidegsten, an dat reng mat Hëllef vu privaten Donen. Duerch déi grouss Demande stousse si elo un hir

Grenzen a riskéieren, net méi kënne weiderzemaachen.

Duerfir nach eng Kéier eis Fro: Wäert Dir bereet, perséinlech mat de Stroossenengelen ze schwätzen, fir ze kucken, ob een hinnen Hëllef kann?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den Här Familljeminister huet d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Sou, merci, Här Weidig.

Ech krut dohanne gesot: „Du kéints et jo ganz kuerz maachen, du kéints Jo oder Nee äntweren.“ Mee ech mengen awer, dass dat méi Äntwert verdéngt. Ech géif virun allem gär all deene Leit, déi sech benevoll oder professionell engagéieren, fir deenen Ärmsten ze hëllefen, vun dëser Plaz e ganz grouse Merci soen. Op där anerer Säit wëll ech Iech soen, dass mäi Ministère d'Stroossenengelen dëst Joer zweemol gesinn huet, hinnen och erkläert huet, dass, wa se systematesch Hëllef wëilten hunn, si sech dann un d'Konditiounen mussen halen, déi d'ASFT-Gesetz virgesäit, dass et dann och zu enger Konventioun ka kommen. Dat krute se erzielt. An doriwwer eraus, wa se punktuell Subside fir konkret Projete wëllen, da kënne se och do Demandé maachen, wéi aner Acteure vum Terrain dat och maachen.

Doriwwer eraus ass et esou, dass d'Stroossenengelen och vu mengem Haus, vum ONIS, vum Office national d'inclusion sociale, dräi Posten zur Verfügung gestallt kréien, sougenannt „TUC-Mesuren“. Dat sinn Travail-d'utilité-collectif, déi se dann zur Verfügung gestallt kréie fir haaptsächlech hir Livreuren, déi da mat de Camionettë kënne fueren, déi kréie se da vum ONIS zur Verfügung gestallt.

Fir Iech elo konkret op Är Fro ze äntweren: Soubal ech eng Demande hunn, wa si mech nach eng Kéier wëlte gesinn – ech war der Meinung, dass all dat ofgedeckt wier, well se all déi Informatiounen, déi normalerweis ASBLen brauchen, fir eebe kënne vun Hëlfele se profitéieren, vu menge Mataarbechter gesot krute während zwou Entrevuen –, wann do de Minister awer nach eng Kéier sollt gebraucht ginn, da steet deen natierlech ganz gär zur Verfügung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Familljeminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 5 vun der Madamm Françoise Kemp un d'Madamm Gesondheitsministesch iwwert déi aktuell Evolutioun vun den Infektiounen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 5 du 19 décembre 2023 de Mme Françoise Kemp relative à l'évolution actuelle des infections, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz virun de Chrëschtdeeg sinn erëm méi Leit krank. An der lo kaler Joreszäit sinn d'Bedingunge fir d'Iwwerdroung vun den Otemweeerkrankunge wéi Sars-CoV-2, Influenzaviren oder RSV besser wéi am Summer. Laut dem Rapport 173 vum LIST ass e kloren Opwärtstrend ze gesinn.

Dowéinst wollt ech d'Madamm Gesondheitsministesch froen, wéi déi aktuell Infektiounslag a puncto Otemweeerkrankungen ausgesäit. Wéi huet d'Situatioun sech an deene leschte Woche verännert? Wéi ass den aktuellen Taux de positivité fir Sars-CoV-2?

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dann ass et un der Madamm Gesondheitsministesch. Madamm Deprez, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci der Madamm Kemp fir hir Fro.

Jo, effektiv sinn an de leschte Wochen d'Infektiounen geklommen. Wann der de Site list.lu consultéiere gitt, fannt der fir d'Woch 47, 48, 49 folgend Zuelen: D'Covidinfektiounen si gaange vun 319 op 460 op 658 an der Woch, d'Gripp, d'Influenza, vun 41 op 49 op 134 an d'Otemweeinfektioun Bronchiolite vun 100 op 116 op 134.

Dat heescht, bei dem Covid hu mer eng Multiplikatioun mat 2 a bei der Gripp eng Multiplikatioun mat 3. Dat huet och d'Inspektioun vun der Santé, d'Direktioun vun der Santé veranlasst, nach eng Kéier e grouse Rappel ze maachen, dass ee sech soll impfe loosse, an d'Recommandatiounen fir déi verschidde Kategorië sinn nach ëmmer public um Santéssite affichiert.

Well mer déi Infektiounszuele matgedeelt kruten, hu mer och esou séier wéi méiglech probéiert, den Tour vun de Spideeler ze maachen, fir d'Situatioun an de Spideeler ze recenséieren. Do war jo een Dispositif d'lescht Joer am Abrëll opgehale ginn, dass heescht, si ginn net méi reegelméisseg hir Donnéeën eran. Net méi spéit wéi de Moien hu mer awer vun deene véier Centre-hospitalieré gesot kritt, dass d'Bettenzuel nach ëmmer normal ass fir d'Saison. Do ass keng Recrudescence vun akute Fäll opgezeechent ginn. Wat awer net heescht, dass een net soll vigilant bleiwen! Dofir e groussen Appell vu menger Säit, fir d'Geste-barrières anzehalen.

An dann nach eng kleng Info on the top: D'Teleconsultatioun, déi agesat gi war zu Covidzäiten, sollt den 31. Dezember oflafen. Och do si mer mam Direkter vun der Santé iwwerenee komm, dass déi elo mol weiderlaffe gelooss gëtt bis de Juni, bis mer prett sinn, d'Telemedezinn definitiv an d'Nomenclature anzuschreien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Gesondheitsministesch.

Da komme mer zur mëndlecher Fro Nummer 6 vum Här François Bausch un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Situatioun bei Ampacet an d'Implikatiounen fir de sozialen Dialog. Mir behandelen awer an engems och zwou schréftlech Froen iwwert dee selwechte Sujet, déi un den Här Aarbechtsminister an un den Här Wirtschaftsminister gericht sinn, an dat sinn d'Froen Nummer 36 vum Här Dan Biancalana iwwert de Streikrisiko bei Ampacet an duerno d'Fro Nummer 38 vum Här Marc Baum iwwert d'Sozialverhandlung bei Ampacet. Dat mam Accord, zweemol, vun den Auteuren. Mee elo ass et um Här Bausch. Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 6 du 14 décembre 2023 de M. François Bausch relative aux faits survenus et à la situation auprès de l'entreprise Ampacet et aux implications pour le dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail**

– **Question écrite n° 36 du 23 novembre 2023 de M. Dan Biancalana relative au risque de grève chez Ampacet**

– **Question écrite n° 38 du 23 novembre 2023 de M. Marc Baum relative aux négociations sociales dans l'entreprise Ampacet**

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. An ech wëll direkt virausschécken, dass ech e grouse Fervent dervunner sinn, an och bleiwen, dass weeder eng Regierung nach eng Chamber sech sollen améschen an eng Kollektivvertragsverhandlung, dat heescht, dass se net op eemol géifen ufänken,

matzediskutéieren, wéi de Kollektivvertrag soll ausgesinn an esou weider.

Ech sinn awer genauou e Fervent dervunner, dass, wann an eiser Gesellschaft en haarde Streik stattfënnt, dann d'Regierung muss vigilant sinn, well de soziale Fridden ass eppes, wat wichteg ass an engem Land, och fir den ekonomesche Site vu Lëtzebuerg an natierlech och wéinst deene Leit, déi do betraff sinn. Do deet dann d'Regierung gutt dorunner, relativ séier, wann e Streik haart an exzeptionell ass, sech anzuschalten an ze versichen ze mediéieren.

An dee Streik bei Ampacet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass een esou. Et ass e Streik, deen en Novum zu Lëtzebuerg ass, well op eng Aart a Weis d'Kollektivvertragsrecht a Fro gestallt ginn ass, wat bis elo an där Form nach net do war. An ech muss soen, Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass, wann et sech net géif ëm eng Firma handeln, wou weineg Leit schaffen, wou mol keng 100 Leit schaffen, mee wann et sech zum Beispill hei géif ëm e Streik handeln vum där Envergere, mat dem nammlechten Hannergrond, an enger gréisserer Entreprise, wéi zum Beispill ArcelorMittal, oder och an anere Beräicher, da wär d'Regierung scho laang aktiv.

An dat kann net sinn! Et ka jo net sinn, dass d'Regierung herno an der Mediation versicht, d'Leit ronderëm en Dësch ze kréien, mee eréischt aktiv gëtt, wa se gesäit, dass de soziale Fridden net nëmme fir d'Land a Fro gestallt ass, a virun allem och d'Rou vun der Regierung méi a Fro gestallt ass, wéi wann dat an engem méi klengen Betrib geschitt. An duerfir sinn ech iwwerzeegt, dass hei den Aarbechtsminister hätt missen eng Initiativ huelen a probéieren, hei vill méi ze agéieren als Mediateur an ze versichen, déi un en Dësch ze kréien.

Dee Streik dauert scho vill ze vill laang an dee vergëft dee ganze Klima zu Lëtzebuerg. An duerfir ass meng Fro och un den Aarbechtsminister, ob hien dann net gedenkt, wierklech ze léieren aus deem heite Konflikt an an Zukunft sech méi séier anzuschalten an ze versichen, déi sozial Konflikter ze entschärfen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Ech wëll dem Här Aarbechtsminister soen, dass mer déi dräi Froen, mengen ech, zesammen huelen, da braucht Der just eng Kéier ze äntweren.

Dofir géif ech elo dem Här Biancalana d'Wuert ginn, dass hie seng Fro ka stellen, an duerno och dem Här Baum d'Wuert ginn, dass hien d'Fro ka stellen. An dann, Här Aarbechtsminister, kritt Dir d'Wuert fir ze äntweren, well et ass de selwechte Sujet. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, jo, d'Situatioun bei Ampacet zu Diddeleng, wou säit gutt dräi Woche gestreikt gëtt – och wann ee jo héieren huet, dass d'Verhandlung ganz rezent opgeholl goufen –, suert fir vill Roserei bei de 60 Salariéen. Mee net nëmme bei hinnen!

An effektiv, kuerz viru Chrëschttag ass nach déck Loft mat ville Froen am Raum. Et si Froen, déi sech d'Salariéen zu hirer Zukunft, zu hirem eventuell – hoffentlech! – neie Kollektivvertrag stellen, ma et geet awer mëttlerweil och ëm d'Fro ronderëm déi sozial Gerechtegheet an och ëm de sozialen Dialog hei am Land. An effektiv, wéi mäi Virriedner et och gesot huet, et geet hei ëm e Prezedenzfall!

Mir wëssen och, dass mer et hei mat engem Betrib ze dinn hunn, deen e puer Milliounen Euro Benefiss gemaach huet. Mee bon, op där anerer Säit huet awer och d'Regierung derfir ze dueren, dass de soziale Fridde garantéiert ass. Dass den Aarbechtsminister net soll a lafend Kollektivvertragsverhandlungen

agräifen, ass evident. Mee et gëtt Beispiller, wéi zum Beispill Husky, DuPont a Guardian, wou de vieregten Aarbechtsminister proaktiv d'Sozialpartner zesummebruecht huet, fir de Sozialdialog um Liewen ze halen an net ofgewart huet, dass et zu engem groussen Konflikt koum, esou wéi dat effektiv och elo de Fait bei Ampacet ass. Et geet also och anescht!

Et ass um Enn och um Staat, ze garantéieren, dass d'Leit op hirer Aarbecht effektiv gerecht behandelt ginn. An et huet een op alle Fall ganz kloer den Androck, dass d'Regierung sech hei wëllt ganz bewusst a resolutt eraushalen, och wann ee weess, dass elo anscheinend effektiv béid Parteien endlech haut geruff goufen, esou wéi ech mol d'Informatiounen kritt hunn. Virun allem ass et schued, ze gesinn, dass d'Regierung net mat där néideger Determinatioun effektiv hannerst hinne steet, esou ass op d'mannst den Androck.

An d'fir hei och meng Froen un den Aarbechtsminister: Wat ass dann elo, Här Minister, Är Position zu deem Streik? A wéi engem Rôle gesitt Dir Iech? Wat ass Ären Handlungsspillraum? Wéi eng Optiounen stinn Iech zur Verfügung a wéi eng konkret Moossname sinn dann elo no dräi Woche virgesinn? Bon, mir wëssen, d'Verhandlungen lafen zwar, wat positiv ass. A wat huet de Minister bis elo, fir an deem soziale Konflikt anzewierken, fir Léisungen skizzéiert, fir dat dann ze bewirken?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass et um Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi meng Virriedner wëll ech och ënnersträichen, datt dee Konflikt, dee bei Ampacet ass, en ausserordentlechen ass. En ass ausserordentlech doduerch, datt d'Patronat quasi eesäiteg de Sozialdialog ofgebrach huet an et doduerch och zu engem Streik huet misse kommen.

D'Fro geet an déi selwecht Richtung wéi déi vum Här Biancalana an och vum Här Bausch, déi éischt op jidde Fall: Wéi gesäit d'Regierung hir Roll am Sozialdialog? Natierlech soll e Minister sech aus Verhandlungen eraushalen. Mee de Sozialdialog zu Lëtzebuerg huet och Prozeduren. A wann déi Verhandlungen echouéieren, da gëtt den Office national de conciliation ageschalt an zumindest nom Artikel 163-3 gëtt den Office national de conciliation vum Minister presidéiert. Dat heescht, d'Aktioun vum der Regierung ass am Code du travail virgesinn.

An deem konkrete Fall huet de Minister dorobber verzicht, dës Roll anzuhuelen. Duerfir wier d'Fro, wéi en dat an Zukunft gedenkt ze maache bei Sozialkonflikter, déi vun änlecher Natur eventuell sinn a wou d'Aktioun vum der Regierung awer gefuerdert wier.

Déi zweet Fro riicht sech och un den Aarbechtsminister. Et betrëfft generell d'Kollektivvertragswiesen, wéi mer et zu Lëtzebuerg kann hunn, wat duerch déi doten Aktioun vum Ampacet awer risquéiert, a Fro gestallt ze ginn. Gëtt et d'Intentioun vum der Regierung, do eventuell néideg legistesche Verbesserungen virzehuelen am Code du travail, wat Kollektivverträge ugeet? Wuel wëssend, datt mer geschlechter nach den Nicolas Schmit hei setzen haten, laut deem als Europäesch Direktiv 80 % vun de Beschäftegten a Kollektivverträge sollen als Zil virgesinn.

Déi leschte Fro, déi hat ech schrëftlech och un de Minister vum der Ekonomik gestallt, dat war d'Fro vun den Hëllef. Ech mengen, do kann e mer entweder nach schrëftlech drop äntwerten oder wann en et direkt weess, da wier ech och frou, wann en déi Äntwert kéint ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An elo ass et um Aarbechtsminister, deen dann direkt déi dräi Froen ka matenee beäntweren.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, merci, Här President. Merci och dem François Bausch, dass hien déi Fro gestallt huet, dass een endlech elo mol kann opdraume mat Gerüchter, dass näischt geschaff gi wier oder dass näischt gemaach gi wier.

Dofir wëll ech awer dann op den Historique zrëckkommen, dee laang viru menger Zäit als Aarbechtsminister ugefaangen huet. Dat war nämlech am September 2022, wéi d'Kollektivvertragsverhandlungen tëschent Ampacet an dem OGBL ugefaangen hunn.

Et war dann e Blockage am Juni 2023 vun dese Verhandlungen. An de 14. Juli 2023 huet Ampacet de Kollektivvertrag denoncéiert. Duerno waren nach zwou Reunionen bei der Conciliatioun an am Oktober 2023 ass Ampacet mam OGBL nach dräimol a Reunionen zesummekomm, ier dann den 13. November Ampacet no der Non-Conciliatioun gefrot huet, wat richteg en Novum ass an och ongewéinlech ass fir eise Sozialdialog.

De 27. November sinn dann zwee Drëttel vun der Belegschaft vum Ampacet an de Streik gaangen. Si hunn dat esou decidéiert. Den 28. November, also den Dag drop, hunn ech déi éischte Kéier mam OGBL iwwert d'Situatioun bei Ampacet geschwat, wou ech déi verschidde Sozialpartner um Ministère empfaangen hunn.

Den Dag drop huet den OGBL e Bréif geschéckt, fir eeben eng Kéier iwwert d'Situatioun vum Ampacet ze schwätzen, deen de 4. Dezember bei mir am Ministère ukommt ass. An de 6. Dezember hunn de Minister Delles an ech selwer dann e Bréif geschriwwen un déi zwee Partner, dat heescht un den OGBL an och un Ampacet, fir sech nach eng Kéier un den Dësch ze setzen, fir de Sozialdialog nach eng Kéier opzehuelen, fir net einfach de Kapp an de Sand ze steechen an näischt ze maachen.

De 7. Dezember, also den Dag drop, huet d'Direktioun vum Ampacet den OGBL invitéiert, fir weider Gespréicher ze féieren. An do hu mir am Fong geholl als Ministère keng weider Noriichte kritt. Dann hunn ech e Freiden d'Initiativ geholl, zesummen an Ofsprooch mam Minister Delles, fir déi zwee Partner fir haut nach eng Kéier ze rufen. Dann hu mer de Moie souwuel d'Direktioun vum Ampacet, d'Fedil, awer och den OGBL empfaangen an och mat hinne geschwat.

Dem Minister Delles, mir, awer och der ganzer Regierung ass de Sozialmodell an de Sozialdialog immens wichteg. An et ass schonn e puermol elo gesot ginn, dass d'Regierung, de Minister sech net soll a Kollektivvertragsverhandlungen amëschen. Dat ass genau déi Positioun, déi mer bis elo geholl hunn an déi och op enger Linn ass mam OGBL, mat deenen ech dat beschwat hunn a Reunionen, awer och um Protestpiquet virun der Chamberkommissioun Travail.

Well ech mengen, wann d'Regierung oder den Aarbechtsminister sech deementsprechend a Kollektivvertragsverhandlungen amëscht, dann ass et d'Politik, déi herno decidéiert. Dat wëlle mer net. Dat wëllen d'Gewerkschaften och net. An dann ass de Sozialdialog fäerdeg. Dann ass de Sozialdialog dout. Dat, mengen ech, huet de François Bausch virdu gesot an dat hat en och schonn am Mee 2023 zu de Kollektivvertragsverhandlungen vum der Cargolux deementsprechend gesot. Do war nach eng aner Situatioun, well de Staat do mat Aktionär ass bei der Cargolux, also nach eng ganz aner wéi elo bei Ampacet.

Och de Verglach mat deenen zwee Streike vun de Plätterchersleer an de Convoyeurs loosse ech net gëllen, well dat war am Fong geholl e sektorielle Streik an hei ass am Fong geholl elo just eng eenzeg Firma, déi dann elo bestreikt ginn ass déi lescht Deeg.

Mee de Moien hate mer dee ganze Moien dräi Reunionen, wou mer extrem vill, ganz intensiv an och ganz konstruktiv mat deene verschiddene Partner geschwat hunn. An et ass dobäi – wéi soll ech soen? – d'Stëmmung opkomm, dass déi dote Situation deblockéiert wier an dass eng Léisung ganz no wier, wat eis natierlech als Minister vum der Ekonomik an als Aarbechtsminister ganz vill freet.

Fir nach op dem Här Baum seng Fro zrëckzekommen zu de Kollektivverträgen, hat ech och schonn an der Chamberskommissioun gesot, dass d'Kollektivvertragsgesetz op de Leescht geholl gëtt an dass do Adaptatiounen wäerte gemaach ginn elo an der Legislaturperiod, an dat wäert och geschéien.

Voilà, fir déi weider aner Äntwerte géif ech dann un de Kolleege Lex Delles verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Vu datt et dräi Froen waren, déi hei gestallt gi sinn, mengen ech, gi mer der Regierung e weëneg méi Zäit, fir och kënne korrekt drop ze äntweren. Här Delles, wann Dir nach wëllt eppes soen, hutt Dir d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, Här President, merci villmools. Zu der Fro vun den Aiden: Et ass esou, dass d'Aiden, déi un d'Betriben ginn, och um Transparenzregister vun der EU public sinn. Et ass en Total iwwert déi lescht fënnef Joer, esou wéi et an der Question parlementaire gefrot ginn ass, vu ronn 2,2 Milliounen Euro un de Betrib ausbezuegt ginn. Dat sinn Aiden am Kader vun der Recherche. Dat sinn Aiden am Kader vun Investitiounen. An et sinn Aiden, an dat ass dee gréisste Block, vu ronn 1,9 Milliounen vun den Energieaiden, déi de Betrib kritt huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Delles. Do mat sinn dann och d'Fro 36 an 38 beäntwert a brauchen net méi schrëftlech beäntwert ze ginn, well se hei mëndlech beäntwert gi sinn.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 7 vum Här Sven Clement un d'Madamm Gesondheitsministesch iwwert de Paiement immédiat direct. Här Clement.

– Question n° 7 du 19 décembre 2023 de M. Sven Clement relative au paiement immédiat direct, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Am September huet de vieregte Minister fir Sozialversicherung ugekënnegt, datt de PID endlech géif kommen. Dann hat ech ganz rezent schonn eng éischt Question parlementaire dozou gestallt, fir erauszefannen, wou mer dann dru wäeren, wéi wäit mer dann do wäeren a wéi wäit et géif goen. An do ass erauskomm, datt ganzer 3 % vun de Generalisten innerhalb vun den éischten zwee an en hallwe Méint dann dorobber zrëckgegraff hätten an datt virun allem och net d'Doktere selwer en Ureiz géife geschafte kréien, fir de PID ëmzesetzen, mee just d'Installateuren vun de Logiciellen an net, wéi nach eng Kéier gesot, d'Dokteren.

Ech fannen, datt bei esou engem groussen Projet, deen esou wichteg ass ..., an ech weess, datt d'Madamm Ministesch elo ganz rezent eréischt op deem Posten ass. Ech weess awer och, datt hir Partei déi lescht Joren immens Drock gemaach huet, datt dee PID géif séier ëmgesat ginn. Duerfir hunn ech mer d'Fro gestallt: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt dat méi séier deployéiert gëtt? Et ass jo net nëmmen esou, datt et ... Et betrëfft elo mol just d'Generalisten.

D'Zänn doktere sinn nach guer net dran. Vun de Spezialiste schwätze mer nach guer net. A scho bei de Generaliste couact et. Mir kommen net wierklech weider.

Et ass e Projet, deen awer grad, wa mer dovunner schwätzen, datt et Leit ginn, déi eebe grad net kënnen d'Sue fir eng Rechnung virstrecken an déi deelweis drop ugewise sinn, awer bei den Dokter ze goen ... Mir wäerten haut nach eng Kéier iwwer Aarmut hei am Haus schwätzen. Mee ech mengen, datt et wierklech wichteg wär, datt mer de Leit endlech dat Versprieche aléisen, datt bei den Dokter goen net heescht, der Krankeess e Prêt maachen. An dat ass eeben, wat haut de Fall ass. An dofir wollt ech froen: Wat gedenkt Der ze maachen, datt endlech méi Patientinnen a Patiente kënnen profitéieren a méi Dokteren dee System installéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert huet d'Madamm Gesondheitsministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Dat heiten ass eigentlech kee Gesondheitsproblem, mee e Problem um Niveau vun der Sécurité sociale, an dofir äntwert d'Gesondheits- an d'Sécurité-sociales-Ministesch.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An der Question parlementaire, effektiv, ass erauskomm bei der Beantwortung, datt just 15 Dokteren ongeféier de Moment dee System en place gesat hunn. Dat huet awer näischt mam Ureiz ze dinn, fir dee System en place ze setzen.

Och wann ech elo eréischt ee Mount do sinn, hunn ech mer deen Dossier ganz genau ugekuckt. Et gëtt souwuel technesch Problemer wéi mënschlech Problemer. Net méi spët wéi de Moien hat ech d'AMMD op eng Entrevue agelueden, well si hunn déi aner Hallschent, déi bei de PID passt, mat entwéckelt. An deen Dossier ass an d'Stock komm.

Dat heescht, mir hunn de PID en place gesat vun der Sécurité sociale aus. Dee funktionéiert och, wann ee wëllt dermat schaffen. Mee dat mécht net vill Sënn. Ech erklären Iech firwat.

De PID ass déi iewescht Hallschent vum Krees. A wann ee „Krees“ seet, da feelt déi ënnescht Hallschent. An déi ënnescht Hallschent ass en Outil, dee wéi den DHN (ndlr: Digital Health Network) funktionéiert, oder eng aner Alternativ, déi diskutéiert ginn um Terrain a wou mer awer de Moment nach net wëssen, wéi mer wéi séier do erauskommen.

Also, de PID funktionéiert. Dat heescht, wann d'Leit bei den Dokter ginn, kënnen se roueg froen, ob deen dat net wëll en place setzen. Vläch geet et dann och besser, wann d'Leit froen: „Däerf ech dat net benotzen?“

An dat ass just fir d'Ofrechnung mat der Keess. Mee dann huet de Patient seng Dokumenter awer nach net elektronesch. Dat heescht, dee kritt dann ëmmer nach e Mémoire d'honoraires erausgedréckt a kritt iwwer säi Guichet.lu d'Ofrechnung geschéckt. Hie brauch awer just de Montant ze avancéieren, deen op seng Kap geet. Dat heescht, den Dokter kritt déi aner Suen direkt erëm.

De Moien hu mer de Point gemaach mat der AMMD, a mir gesinn eis ugans Januar nach eng Kéier. A soubal mer dann dee Krees komplett hunn, denken ech, datt den Ureiz, fir dee ganze System ze installéieren, bei de Generaliste vill méi grouss gëtt, well dann hu se e Rundum-Package, wou se eigentlech kee Mémoire d'honoraires méi musse erausdrécken, mee wou de Mémoire d'honoraires direkt an enger Boîte eDelivery beim Patient wäert landen.

Also, gitt mer nach e puer Wochen! Dir hutt jo scho gesot: Ech sinn eréischt véier Wochen am Amt. Gitt mer nach e puer Wochen an da kommen ech d'nächst Joer erëm! Mee ech zielen, wéi mir weidergefuer sinn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Ministesch vun der Sécurité sociale Merci.

An da komme mer zu der nächster mëndlecher Fro Nummer 8 an zur schrëftlecher Fro Nummer 97. Alle béid vum Här Franz Fayot iwwert d'Position vun der Regierung géint iwwer de Militäroperatiounen vun Israel an der Gazasträif an iwwer eng Resolutioun fir eng Waffrou an der Gazasträif. Déi zwou Froen sinn un den Här Ausseminister gestallt a ginn zesumme behandelt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 8 du 18 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement par rapport aux conséquences des opérations militaires menées par le gouvernement israélien à Gaza, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

– Question écrite n° 97 du 12 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo merci, Här President. No de schrecklechen terroristeschen Attacke vun der Hamas an Israel de 7. Oktober ass d'israeelesch Arméi elo säit zwee an engem hallwe Mount, a mat Ausnam vun e puer Trêvë während Geiselechangen am November, amgaang, Gaza ze bombardéieren an huet och de 27. Oktober eng gréisser Grondoffensiv do gestart.

De mënschleche Bilan geet Dag fir Dag an d'Luucht. Laut dem Hamas-kontrolléierte Gesondheitsministère wiere mëttlerweil ronn 19.000 Zivilisten ëm d'Liewe komm, dovun iwwer 70 % Fraen a Kanner. Dee Chiffer ass tel quel net ze iwwerpräiwen, gëtt awer vun der UNO als gläfwierdeg ageschat. Eng ONG, Euro-Med Monitor, geet souguer vun 21.700 Doudegen aus, dovun 8.700 Kanner. Viru Kuerzem sinn och dräi Geiselen an enger Offensiv vun der israeelescher Arméi ëm d'Liewe komm, an d'lescht Woch gouf d'Kamal-Adwan-Spidol zu Bait Lahiya an Nordgaza zerstéiert, wat vun der WHO gëscher verurteelt gouf.

D'Leed vun de Mënschen a Gaza, deenen hir Liewensgrundlag wuel definitiv zerstéiert gëtt an deenen et un alles feelt, ass immens.

Dës Attacke gi vun der israeelescher Regierung trotz ëmmer méi staarke Kriticken, och vun hiren onkonditionellen Alliiéierte wéi den USA, Dag fir Dag weidergefouert ënner staarkem Protest an vun der internationaler humanitärer Communautéit. Den Dënschden, 12. Dezember, gouf d'UNO-Resolutioun GA/12572 mat 153 Stëmme ugeholl – och där vu Lëtzebuerg –, déi Israel zu engem humanitäre Cessez-le-feu opfuert, nodeem freides, den 8. Dezember, eng Resolutioun vum Sécherheetsrot – just mat engem Veto vun den USA – konnt rejétéiert ginn. Haut ass zu New York eng weider Resolutioun, déi am Sécherheetsrot ofgestëmmt gëtt iwwer e Cessez-le-feu.

Déi ganz Operatioun gläicht ëmmer méi enger kollektiver Bestrafung vun de Palästinenser a Gaza an der Haaptsaach, mee och ëmmer méi an de besatenen Territoiren.

Dofir wollt ech den Här Ausseminister froen, eischens, wat d'Position vun der Regierung géint iwwer dem Refus vun Israel ass, e Cessez-le-feu unzuhuelen an, am Géigendeel, seng Attacken nach ze verschärfen, an zweetens, ob hien an d'Regierung dës erbaarmungslos Attacken op Gaza, mat all hire Konsequenze fir d'Zivilpopulatioun, verurteelt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keen Dag, wou een net déi schrecklech Biller vum Gaza gesäit. An ech hunn och keng Reunionen déi lescht Woche gehat, wou net de Sujet selbstverständlech Nummer 1 op der Dagesuerdnung war, obwuel – ech widderhuelen et – d'Ukrain net dierf vergiess ginn.

Mir hunn dës Attacke vum 7. Oktober ... E et gëtt e „Virun-dem-7.-Oktober“ an et gëtt en „No-dem-7.-Oktober“. Et sinn Diskussiounen lassgaangen, ob e Land d'Recht huet, sech selwer ze verteidigen oder net. E Land huet selbstverständlech, wann dausend Leit ëmbruecht ginn ... D'Awunner hunn eng Reaktioun erwaart vun Israel. Eng Reaktioun, fir den Hamas wëlen ze suppriméieren.

Ech muss Iech soen: Wann ee vu Krichsrecht schwätzt – an et ass een awer an engem Krich –, da muss och eng Proportionalitéit do sinn. Ass zwee Méint derno nach eng Proportionalitéit do? Ass et denkbar, dass am Fong probéiert gëtt, eng Ideologie ze eradiquéieren? Dass een enger Ideologie d'Moyenen net méi gëtt, se sou kleng wéi méiglech kritt, ass e But! Mee fir ze mengen, dass een eng Ideologie eradiquéiert kritt, ass eppes, wat wierklech bal onméiglech ass.

Dass een ... An den Här Fayot huet et ganz richteg gesot: Déi 70 % sinn net contestéiert. 70 % vun de Victime si Fraen a Kanner. Dat wëllt net heeschen, dass déi aner 30 % nëmme Militär sinn. Et sinn och Männer derbäi, déi net Militär sinn – zivill. Dat heescht, dass den Impakt op d'Population civile awer ganz, ganz grouss ass.

Dee Waffestëllstand ... Ech hunn et schonn zu Bréissel gesot: Et ass mir egal, wéi en heescht. An ech souz an engem leschte Conseil européen, nach als Premierminister, wou mer stonnelaang diskutéiert hunn, wéi et soll heeschen: ob et eng „Waffepaus“ wier, „Waffrou“ wier, „humanitär“, „Peace“ et cetera, et cetera. Och iwwer en „S“ hu mer stonnelaang diskutéiert: ob et „ceasefires“ oder „ceasefire“ wier oder „human ceasefire“.

Mir ass et egal, wéi et heescht! Mir hu just bis elo gesinn, dass déi eenzeg Geiselen, déi fräikomm sinn, dat war während engem Cessez-le-feu! Dat heescht, während engem Cessez-le-feu, deen negociéiert ginn ass, hu Länner et fäerdegbruecht, dass den Hamas Geisele fräigeloo ass huet. Dat ass net de Fall gewiescht säit dem leschte Cessez-le-feu.

Mir gesinn, dass Spideeler an der Gazasträif net méi kënnen funktionéieren, dass Leit net nëmme stierwen, well se bombardéiert ginn, mee och, well se d'Soins net kënnen kréien an deene verschiddene Spideeler!

Dowéinsder, erwaart net vu mir, Här President, dass ech Iech soen, dass ech fir Palästina sinn a géint Israel sinn! Erwaart och net vu mir, dass ech Iech soen, dass ech géint Israel sinn a fir Palästina sinn! Hei geet et ëm de Friden, hei geet et ëm d'Zivill Populatiounen! Et soll een net an déi Fal tappen, fir ze soen, dass ee géint deen een a fir deen aneren ass! Ech sinn hei weeder géint Israel nach géint Palästina. Ech si géint den Hamas! A mir sollen och net de Feeler maachen, dass een den Hamas verwiesselt mat de Palästinenser, sou wéi ee mengt, datt déi Attacke vun Israel vun all Israeli och ënnerstëtzt ginn.

An dofir sinn déi Diskussiounen, déi um internationalen Niveau stattfannen, wichteg. Lëtzebuerg huet sech am Moment engagéiert fir déi Waffrou ..., dat hu mer zu New York ..., dat wäerte mer och haut ... Ech hunn och dee Mot d'ordre weiderginn. Ech hat

eng Reunioun zu Barcelona mam EUROMED. Ech hat eng Reunioun zu Oslo mam jordaneschen, mam katarschen, mam palästinenseschen, mam türkeschen a mam saudeschen Ausseminister. Ech hat eng Reunioun mam israelleschen Ausseminister. Ech hat eng Reunioun mam palästinenseschen Ausseminister. Ech hunn och zu Paräis eng Konferenz – eng Kéier als Premier an eng Kéier elo als Kooperatiounsminister –, wou mer kucken, wéi mer kënnen der Gazasträif hëlfen.

Déi eenzeg Solutioun ass, Här President, en Zweestaatesystem. Et gëtt keng aner Léisung! An dat ass do, wou mer mussen allegueren drécken, fir dass dat och Realitéit gëtt. All Doudegen – egal, vu wou en ass! –, ass een Doudegen ze vill. Well d'Politicker huelen d'Decisiounen, mee et sinn d'Zivilisten, et si Leit, déi näischt mam Krich ze dinn hunn, déi déi éischt Victimme sinn – hei Kanner a Fraen. Dofir maacht de Feeler net, condemnéiert net deen een oder deen aneren! Condamnéiert déi Responsabel!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Merci, Här Ausseminister. Domat wäre mer um Schluss vun eiser Froestonn ukomm.

6. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

An den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8327 iwwert d'Bedeelegung vum Staat un der Finanzéierung vum Elmen-Projet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, all Fraktiounen respektiv all d'Sensibilitäten hu 5 Minutten an duerno huet d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Lexy Schoos an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Luc Emering (DP), rapporteur | Här President, Léif Kollegeinnen a Kollegen, mam Projet de loi 8327 ännere mir d'Gesetz vum 25. November 2020, dat et dem Staat erlaabt huet, sech um éischte Plan d'aménagement particulier, PAP, also dem Deel „Village central“ vum Projet Elmen, ze bedeelegen.

Eemol schwätze mir elo net méi vum „Logements subventionnés“ mee vu „Logements abordables“. Den Total vun den Dépenses gëtt vu 76 Milliounen Euro op 188 Milliounen Euro no uewen ajustéiert.

A bedéngt duerch d'Gréisst vun deem Projet Elmen gëtt e véierten Artikel bäigesat, deen et erlaabt, dass déi ganz Kontrakter, déi un d'Aarbechten, d'Material an alles gebonne sinn, dierfen iwwert d'Dauer vun zéng Joer erausgoen – onofhängeg vun deem, wat am Gesetz vun 2018 iwwert d'Marchés publics festgehalten ass.

Wat heeschen dës Ännerungen am Gesetz elo genau? Wéi déi meesch vun Iech wëssen, ass de Projet Elmen an der Gemeng Kielen zu Ollem lokalisiert. Et ass praktesch eng nei Uertschaft, déi hei entsteet. D'SNHBM als Bauhär soll um Enn ronn 800 Wunnengen fir eng 2.000 Leit bereetstellen. De gesamte

Projet ass a Phase geplangt. Déi éischt Phas, de „Village central“, huet, wéi gesot, schonn ugefaangen.

Mam Projet de loi 8327 maache mir elo de Wee fräi fir déi zweet vum insgesamt dräi Phasen, fir dass de Staat och den zweete PAP, den Deel „Village Est“, matfinanzéiere kann.

Dëse Projet de loi couvriert dobäi och nach déi sougenannte „Maison pour tous“, déi praktesch als Kär vun deem neie Quartier soll funktionéieren. Ech ginn duerno nach eemol kuerz op dëst Haus an.

De PAP 2 erméiglecht de Bau vun 51 Eefamiljenhaiser an 103 Appartementer an 10 Residenzen. Allgemeng gëtt d'Konzept, wéi et och scho beim PAP 1 festgehal war, weidergefuert, allerdéngs sinn Efforte gemaach ginn, fir eng besser Densitéit ze erreichen an de Projet sou méi rentabel ze maachen.

Et sinn och Léisunge gesicht ginn, fir de Contrainten a Probleemer, déi an der éischter Phas identifizéiert goufen, entgéintzewierke respektiv Léisungen ze fannen: D'Densitéit vun de Logementer ass op 41 Wunnengen pro Hektar amplaz op 35 gehéicht ginn; de Gemengenterrain, deen als Sportskomplex déngt, gouf als Zon fir öffentlech Gebaier an Ekipementen an net als Zone d'habitation ausgewisen; et gëtt evitéiert, fir isoléiert Haiser ze bauen an amplaz gëtt op Jumeléien oder Haisergruppe gesat. Dëst, fir e puer Beispiller ze nennen.

Et gëtt eng Reduktioun bei den Eefamiljenhaiser vu 5 amplaz vun 9. Méi Haiser ginn „en bande“, also uneneen, gebaut. Et kommen 10 bis 12 Unitéiten a Méifamiljenhaiser. Et gi méi grouss Parkméiglechkeete gebaut. An d'Gemeng kritt en Terrain zur Verfügung gestallt, fir e Sportskomplex ze errichten.

Här President, Léif Kollegeinnen a Kollegen, zu deene verschidde Phasen an dem Planning: D'Prozedur soll Enn 2023 bis 2024 ufänken. D'Infrastruktur vum PAP 2 solle zwëschen 2026 an 2027 gebaut ginn. Déi éischt Wunnengen sollen 2028 bis 2029 ugefaange gi mat bauen, fir dass d'Phas vum PAP 2 dann 2032 bis 2033 kéint ofgeschloss ginn.

Ganz kuerz nach zu der Maison pour tous: D'Maison pour tous, déi am Projet de loi, also am PAP 2, mat virgesinn ass, ass am Prinzipp eng Plaz, wou ee sech begéint. Et ass ugeduecht als eng Plaz, wou Duerfliewen oder Quartiersliewe soll entsto an wou de Vivre ensemble, genee ewéi och déi ekologesch a gesellschaftlech Transitioun soll gefërdert ginn. D'Maison pour tous soll de Leit zu enger besserer Liewensqualitéit verhëlfen, de Lien maachen zwëschen deene verschidde Quartieren. Et soll eng Plaz sinn, déi Nohaltegkeet fërdert an déi – als innovativ Iddi – och als Basis fir aner Projeten zu Lëtzebuerg soll agéieren.

Här President, bei där éischter Phas war eng budgetär Enveloppe vu 76 Milliounen Euro virgesinn. D'Bedeelegung fir de PAP 2 läit bei engen 83.600.000, wat eeben d'Gesamtparticipatioun vum Staat aktuell op 188 Milliounen Euro bréngt. Dëse Chiffer gouf deemno an deem neie Projet de loi ersat.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat säin Avis am November dëst Joer eragin. Si haten awer bezüglech deem Projet de loi keng Oppositiounen an och keng Remarken.

All weider Detailer fannt Dir, wéi ëmmer, am schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann heimat och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Emering villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

An den éischte Riedner, deen elo ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, haut stëmme mer iwwert déi zweet Phas vum dem Projet Elmen an der Gemeng Kielen of, wou nach eng Kéier zousätzlech 150 Wunnunitéiten derbäikomme bei déi bal 400 aus der Phas 1, wou ronn zwee Drëttel scho fäerdeg gebaut sinn.

Um Dag vu gëschter ware schonn 381 Leit zu Elmen wunnhaft oder op Elmen. Dat sinn am Ganzen 127 Stéit. Et ass séier gaangen. 2018 sinn d'Bauaarbechte fir d'Infrastrukturen ugaangen, 2019 fir d'Haiser, an Enn des leschte Joers sinn dann déi éischt Leit agezunn.

Lo ginn – an dat soll ënnerstrach ginn – awer net nëmme Wunnengen gebaut, mee och eng Schoul mat enger Maison relais, enger Crèche; eng sougenannt „Maison pour tous“ – de Virriedner hat schonn dovunner rieds – mat Brasserie a Versammlungsraum, engem Supermarché an zentrale Parkhaier.

Déi Honnerte Leit, déi lo schonn do wunnen, sinn e kloert Zeechen, dass de Projet richtig ass, dass et net vu Muttwéll war an ass, an zoustätzlechen abordable Wunnraum ze investéieren; obschonn et och elo do Leit gëtt, déi keng Sue geléint kréien, och wa se sech eppes op Elmen wëlle kafen. Also, déi ugespaant Situatioun am Beräich vum Wunnengsbau huet och Elmen erfaast.

Sécher richtig ass et dann, dass vun deenen neien 150 Wunnunitéiten 100 Appartementer sinn – dovunner der dann och 50 fir d'Locatioun. Och am Kontext vun der aktueller Wunnengsnout gëtt an dëser Phas 2 méi dense gebaut: vu 26 Unitéiten op 41 um Hektar. Iwwer 50 Biene sinn de Moment am Bau an nach net verkaaft, souwuel Haiser wéi och Appartementer. All déi Logementer, déi nach fräi sinn, kommen dann elo am Januar op de Site vun der SNHBM, an da kënnen d'Leit hiren Dossier ofginn.

Léif Kollegen, et war deemols bal eng eemoleg Chance, dass d'SNHBM beienee konnt 27 Hektar kafen. Et ass och der Wäitsicht an dem politesche Courage vun den deemolege Gemeengeverantwortelege geschëllt, dass dëse Projet iwwerhaupt konnt an d'Ausarbechtung kommen.

Ech wëll hei wierklech de Courage ënnersträichen, well dat war jo deemols eppes, wat et an deem Mooss nach ni gouf, a scho guer net an enger mëtelgrousser Gemeng mat knapp 5.000 Awunner. Allerdéngs ass et wéi iwwerall: Um Pabeier mécht sech villes, mee wann da bis d'Wierklechkeet kënnt, dann heescht et bäihalen, souwuel fir deen, an deem Fall, staatleche Promoteur wéi och fir d'Gemeng.

Als Gemeengepapp vun do erlaabt mer just ze soen, dass mir immens houfreg sinn op dëse Projet an dass d'Zusammenarbecht tëscht der SNHBM an der Gemeng ëmmer exemplaresch war.

Et muss ee sech allerdéngs och bewosst sinn, wann op eemol a kuerzer Zäit 300, 400, 500 Leit bäikommen, dass dës natierlech an alleguer gär déi Servicer hätten, déi eng Gemeng ze bidden huet. An deem Kontext spillt den Neibau vun der Schoul mat Maison relais eng extreem wichteg Roll. E Projet vu 45 Milliounen zulaaschte vun der Gemeng, wou d'Diere fir d'Entrée 2025 wäerten opgoen, a wou d'Leit elo schonn ongedëlleg drop waarden. Déi genannt Maison pour tous mat Brasserie, dem Supermarché an esou weider, jo, do kënnt eréicht richteg Liewen dran, wann d'Schoul och bis funktionéiert.

An der zweeter Phas, iwwert déi mer haut ofstëmmen, ass dann och eng Sportshal geplangt, fir dass d'Kanner net all mussen op Kiele bruecht ginn. An et gëtt och dru geduecht, eventuell eng Piscine ze bauen – eventuell eng regional mat enger anerer Gemeng zesummen. Och do leie mer herno iwwer 30 Milliounen Euro.

Déi finanziell Eerausforderung op Gemengenniveau ass ganz einfach enorm. Ech verheemlechen net, dass mir als Verantwortlech méi wéi eemol gesot hunn: „Léiwe Staat, dat doten, dat ass e Projet d'envergure, mat deem sech wäit iwwert d'Gemengengrenzen eraus gäre gewise gëtt, och profiléiert gëtt, mat schonn engem liicht atypesche Wuesstum.“ Fir eis als Gemeng misst dann u sech och méi dra sinn, wéi wa se normal géif wuessen.

Dat waren Diskussiounen, déi waren heiansdo spannend, och mat Momenter ernüchterend. Mee schlussendlech konnte mer virun e puer Méint schonn en Accord fannen, och mam deemolege Minister Henri Kox, fir dass de Staat nach méi finanziell Verantwortung iwwerhëlt a Form vum Finanzement vun der sougenannter „Maison pour tous“, wat, wéi den Numm et jo seet, en Haus wäert gi fir jiddwereen.

Et geet hei ëmmerhin ëm 10 Milliounen, déi an dem Gesetz natierlech mat dra sinn.

Ganz frou si mir och an deem Kontext, dass d'Ligue HMC, wat eisen Noper zur Caper Säit hin ass, mat hirer Theaterekip do Raimlechkeete wäert fannen.

Mee et ass net nëmme déi finanziell Fro respektiv de finanziellen Opwand fir d'Gemeng, deen hei spillt. Honnerte Leit, a kuerzer Zäit mateneen, hunn natierlech, ech géif bal soen, Honnerte Froen. An déi riichte se un d'Gemeng. Dat heescht, do mussen dann och Leit sëtzen, déi sech där Saach unhuelen, fir de Bierger zefriddenzestellen, esou wéi se dat dann och fir déi aner Awunner mécht. Ech erspueren Iech elo d'Rechnungen, déi mer gemaach hunn, wou zousätzlech Ressourcen erfuerdert sinn, fir Elmen richteg un d'Dréien ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn zesumme mat dem staatleche Promoteur zu 100 % hannert dem Projet Elmen. Et ass eng Form fir ze liewen, déi zukunftsweisend ass, déi Modellcharakter huet a wou sécher och op anere Plazen hei am Land kann a soll an dës Richtung geduecht ginn.

Elmen an och eng Rëtsch aner Projeten – mir schwätzen haut nach vun engem – si méi wéi eng Drëps op de gliddege Stee vun der Wunnengsnout. Dofir géif ech merder Confrèren am Grand-Duché soen: Wann Der d'Méiglechkeet hutt, an déi dote Richtung ze plangen, dann huet de Courage an de Grapp a macht et! Et muss jo net ëmmer esou grouss si wéi Elmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eischen. An elo huet déi nächst ageschriwwene Riednerin, d'Madamm Taina Bofferding, d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, fir d'LSAP ass dat heiten e ganz wichtege Dossier. A virun allem si mer frou, dass weiderhin an esou Projeten investéiert gëtt, dat, well mer doduerch den Undeel u bezuelbarem Wunnraum vergréisseren.

Souwuel de Projet Elmen wéi och Izeger Knupp weisen, dass déi ëffentlech Bauträger duerchaus an der Lag sinn, esou Projete mat ganz ville Wunnunitéite virunzebréngen. A grad och an dësen Zäiten, wou awer

déi privat Investisseuren éischter méi zréckhalend sinn, ass et wichteg, dass de Staat, an dat zesumme mat de Gemengen, all d'Efforte mécht, fir eeben nach zousätzlechen ëffentleche Wunnraum ze schafen.

Mir begrüessen et och, dass bei der zweeter Phas vum Projet d'Zuel vun de Logementer duerch eng méi grouss Baudichte konnt erhéicht ginn. A mir hoffen, dass an Zukunft nach weider esou Projete kommen. Da wëll ech Iech och soen, dass mir als LSAP och d'Regierung op dësem Punkt hei wäerte weiderhin ënnerstëtzen. Wéi gesot: Et ass wichteg, dass hei d'ëffentlech Bauträger nach méi bezuelbare Wunnraum schafen.

Ee Punkt, deen ech awer nach onbedéngt wëll uschwätzen, dat ass dee vum Präis vun dëse Wunnengen, wéi och d'Krittären, déi d'Leit mussen erfëllen, fir iwwerhaupt an de Genoss vun esou enger Wunneng ze kommen. Och wann de Präis vun esou enger Wunneng elo ënnert dem Marchéspräis läit, sou bedeit dat awer net automatesch, dass alleguerten d'Leit sech dann och esou eng Wunneng da kënnen leeschten, wa se zum Deel awer och d'Krittäre eeben erfëllen.

D'SNHBM mécht sécherlech hei hiert Besch, fir kënnen méiglechst – wéi soll ech soen? – rational käschte-gënschteg ze bauen; dat mat och enger uerdentlecher Qualitéit, déi och muss da garantéiert ginn. Esou ka se awer net onbedéngt herno d'Wunnenge verkafe mat engem Verloscht. A soulaang d'Zësen – an dat ass och de Punkt – héich bleiwen, wäerten et ëmmer méi Leit ginn, déi eeben déi Krittären och net kënnen erfëllen, respektiv déi drop ugewise sinn, ëmmer méi mussen an d'Locatioun eriwuerzegoen.

A wéi gesot, dat ass de Punkt, op deen ech eraus sinn: Wann ëmmer méi ëffentlech Bauträger eebe wéi d'SNHBM, soe mer emol, Schwierigkeete kréien, fir déi Wunnengen ze verkafe, dann, mengen ech, sollt een driwwer nodenken, dass ee méi an déi Richtung geet: eeben och méi an d'Locatioun eranzegoen, fir dass nach méi Leit eeben esou eng Wunneng kënnen kréien.

Mir wieren vun Beispill och averstane mat esou enger Aart vu Mietkauf, fir dass d'Leit, déi an der Lag sinn, soe mer emol, méi en héije Loyer ze bezuelen, awer kee Bankkredit kréien, kéinten eeben op dës Manéier eng Méiglechkeet kréien, fir, soe mer emol, iwwert d'Zäit zu enger Wunneng ze kommen. Dat, mengen ech, ass e Modell, deen ee weiderhi kéint ustriewen, fir eeben esou de Leit ze hëllefen, dass se eng bezuelbar Wunneng kréien.

Voilà, dëst gesot, wäert meng Fraktioun souwuel de Projet vun Elmen wéi natierlech och de Projet vun der Izeger Knupp matstëmmen. A wéi gesot, mir hoffen, dass weiderhin esou Projete wäerten an Zukunft realiséiert ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos agedroen. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR begrüsst och dee Projet natierlech fir den abordable Wunnraum. Mir brauchen en. Mir wëllen awer op e puer Punkten opmierksam maachen, déi elo grad och scho vu mengen zwee Virriedner ugeschwat gi sinn.

Et dierf op kee Fall op Käschten an zu Laaschte vun de Gemenge sinn. Mir hunn et grad héieren: Do komme ganz vill Käschten op eng Gemeng zou, fir och d'Infrastruktur en place ze setzen, wéi zum Beispill Schoulen oder Sportshalen. Mir hunn héieren: D'Gemeng kritt en Terrain zur Verfügung gestallt, fir e Sportskomplex ze bauen, mee d'Gemeng muss en nach selwer bauen.

Ech hu mech also elo gefreet, ze héieren, dass awer d'Gemenge finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir déi gewëssen Infrastrukturen en place ze setzen. Well déi Leit, déi elo dohinner kommen, wéi den Här Eischen och richteg gesot huet, déi hätte gär eppes, déi mussen zerwéiert ginn.

Een anere Punkt ass am Moment och: Déi Leit, déi 381 – ech hat nach vun der Kommissioun 380 a mengen Notte stoen –, déi elo do wunnen, déi wunnen, soe mer, nach op engem Chantier. Dat heescht, et ass net wierklech déi beschte Liewensqualitéit. An déi jonk Familljen, déi do wunne mat hire Kanner, mussen hir Kanner am Moment an d'Schoul vun der Gemeng Kiele schécken. Dat heescht, do ass eng Iwwerlaaschtung och vun deene Schoulen. Dat ass nach net en place.

Dat heescht, fir d'Zukunft wier et wëschenswäert, wann ee géif probéieren, d'Infrastrukturen, wéi zum Beispill Schoulen haaptsächlech a Maison-relais, zäitgläich mat de Logementer op d'Been ze stellen, fir deem Problem e bëssen aus dem Wee ze goen; op jidde Fall net mat engem groussen zäitlechen Delay.

En anere Punkt och, dee grad och d'Madamm Bofferding ugeschwat huet, dass net méi jiddweree sech et hautzudaags ka leeschten, och den abordable Wunnraum ze kafen – do wëllt d'ADR op en Neits hir Proposition opgräifen, wat mer scho säit e puer Joer soen, ob mer net vun enger Staatsgarantie fir de Keefer solle schwätzen. Dann hätten d'Banken engersäits eng Garantie, an de Keefer géif eventuell méi liicht dann de Prêt kréien. Dat ass eppes, wat d'ADR scho laang fuerdert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech hat am Fong wëlles, e bësse méi kuerz ze schwätzen, mee et si mer awer elo e puer Saachen hei opgefall an där Diskussioun, déi mech awer op de Plang geruff huet, fir awer e bësselche méi wäit zréckzegoen a fir den Historique ze maache vun dësem Projet.

Awer och wann dat dann elo esou gutt an esou schéi kléngt, wat hei alles gezeit gëtt a gemaach gëtt, wéi wann et fir jiddweree selbstverständlech gewiescht wär, datt esou e grouse Projet wéi deen heite géif gebaut ginn, da war dat an der Geschicht vun deem Projet nach laang net ëmmer de Fall. Well dee Projet hei, dee geet zréck ... En huert schonn, wéi den Här Eischen et gesot huet, e laenge Baart. E geet op schonn eng ganz Rei Joren zréck.

An deemools, wéi d'Iddi komm ass a wéi de Staat déi Terraine kaft huet, do wëll ech drop hiweisen, datt deemools de Landesplanungsministère komplett géint dee Projet war, an zwar, well gesot ginn ass, well argumentéiert ginn ass deemools vum Landesplanungsministère, datt dee Projet op enger Plaz géif gebaut ginn, wou am Fong d'Accessibilitéit vun de Leit, déi do wunnen, fir op hir Aarbechtsplazen ze kommen, net extreem gutt wier. Et wier schlecht ugebonnen un den ëffentlechen Transport, fir net ze soe guer net. Et wier och esou, datt d'Belaaschtung fir d'Gemeng Kielen immens grouss géif ginn. Mee net nëmme fir d'Gemeng Kielen, well ech wollt och drun erënneren, datt et eng Biergerinitiativ ginn ass vun anere Gemenge ronderëm, déi deemools géint dee Projet war.

An et muss ee soen: All déi Argumenter, déi deemools virgedroe gi sinn, déi sinn alleguerde richteg. A firwat wëll ech déi hei widerhuelen? Mee well ech well drop hiweisen, datt dee Projet hei am Fong am Ufank

Widderstänn hat, déi louchen net bei der Natur a bei de Fliedermais, mee déi louche bei de Mënschen – nämlech bei all deene Leit, déi ronderëm gewunnt hunn an déi am Fong dee Projet aus verschiddene berechtigten, vläicht och nach manner berechtigten Grënn net onbedéngt esou wollten.

An duerfir wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, wa mer iwwert de Logement schwätzen, datt et eise grundsätzleche Problem ass hei zu Lëtzebuerg de Moment, datt Problemer sinn tëschent de Gemengen. Hei waren et zwou Gemengen oder souguer méi Gemengen eng Zäit, wou Problemer waren ënnereenen, well deen ee gefaart huet, e kréich Verkéier duerch deen aneren, déi hunn da provoziert, well verschidden anerer dat net wëilten, respektiv well och domadder alles ausgenutzt ginn ass vu prozedurale Méiglechkeeten, déi et gëtt, fir kënnen drop hinzwierken, datt dee Projet esou laang gedauert huet, wéi en nun emol gedauert huet!

An ech soen dat hei bewosst, well ech nach ëmmer erëm héieren, och elo rezent um Radio, vun engem eminente Premierminister, datt anscheinend den Naturschutz un allem Schold wier, wann et drëms géif goen, wann ze lues gebaut gëtt respektiv verschidde Saachen net séier genuch géife goen.

Hei ass en typesche Projet an en typescht Beispill, datt beleet, datt et net wouer ass an datt just ganz aner Saachen hannendrustiechen oft, firwat datt esou grouss Projekte wéi déi heiten net realiséiert ginn.

Dat ännert awer näischt drun, datt ech frou sinn, datt mäi Kolleg Henri Kox sech vill engagéiert huet, fir dee Projet an deene leschte Joer weiderzebréngen. Ech sinn och frou, datt deen neie Minister e relativ séier an d'Chamber bruecht huet, fir datt mer deen erschwéngleche Wunnraum kréien, dee mer brauchen, datt mer dee Projet hei kënne séier realiséieren.

An dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktion dozou. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten wäerten hei eisen Accord ginn. All bezuelbare Wunnraum, dee geschafft gëtt ..., a jo, dat ass e groussen, mee den Drock um Marché ass och grouss. Et sinn immens vill Leit, déi hir Wunneng sichen an ech sinn immens frou, dass hei och un d'Locatioun geduecht gëtt. An der leschter Logementskommissioun hat ech do mam Minister nach eng Diskussioun driwwer, dass eeben d'Locatioun am Moment um Marché explodéiert, wann een d'Präisser kuckt, an dass do am Moment net vill gemaach gëtt, fir dass d'Leit hir Wunneng fannen.

Et ass virdu schonn ugeklungen: Ech si frou, dass de Mietkauf bei ëmmer méi Parteien Uklang kritt. Ech mengen, ech hu mech hei wondgeschwat fënnef Joer laang, mat 10 Euro de Meeterkaree a mam Mietkauf. An ...

Une voix | Mir hunn dat nei entdeckt hei.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech weess net, ob Der et nei entdeckt hutt bei der LSAP, mee zumindest ...

(Hilarité)

Ech mengen, et war den Här Lies, deen et och schonn e puermol hei ugedeit huet ...

(Interruptions)

... während deene fënnef Joer. An du war fir d'LSAP dee Mietkauf net sou wëllkomm, well soss hätte mer dee Mietkauf nämlech scho gehat. An dann hätten déi Leit, wéi Der et haut ugedeit hutt, haut schonn dese

Mietkauf kënnen an der Formule huelen. Ech wollt eigentlech just soen, dass de Mietkauf eng gutt Formule ass an ech och frou sinn, dass Dir dat och mat ënnerstëtzt.

Mir wäerten zu dësem Projet eisen Accord ginn. An, ech kann och scho virgräifen, och zum nächste Projet vun der Madamm Lydie Polfer, dee si wäert presentéieren, wäerte mer eisen Accord ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Goergen villmools Merci. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet och mat ënnerstëtzen, genauso wéi mer och deen nächste Projet, d'Izeger Knupp, wäerte mat ënnerstëtzen. Allerdéngs hu mer awer och eng Partie Saachen ze soen, déi mer och hei repetéieren, ausserhalb vun der Logementskommissioun, well et ass jo och net esou, wéi wann alles total am Botter wier. An ech begreissen och déi Aussoe vum François Bausch virdu.

Mir hu permanent Schwierigkeeten, och wann et drëms geet, um Net-profitorientéierte-Marché ze bauen. Do gëtt et Resistenzen hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt Resistenzen op verschiddenen Niveauen: an der Chamber. Et kënnen och Resistenz ginn um Niveau vun der Regierung. Et kënnen och Resistenz ginn an engem ongewielten Organ wéi dem Staatsrot zum Beispill, wou dann awer och d'Privatpropriété ëmmer u sech an éischter Linn steet. Dofir ënnerstëtze mer och deen heite Projet de loi, well et ëmmerhin an déi Richtung geet, fir op den Net-profitorientéierte-Marché ze goen.

Et wier och net schlecht gewiescht – dat adresséiert sech net onbedéngt un déi heite Regierung –, wann een och vun der Baukris profitéiert hätt, fir weiderhin och nach ëffentlech Bauprojeten an deene leschte Méint massiv ze ënnerstëtzen. Mir si souwisou der Meinung, datt Lëtzebuerg eng ëffentlech Wunnensbaugesellschaft bräicht, fir och Projekte vill méi séier op d'Been ze bréngen, well mer net mengen, datt de private Marché dat eleng ka bewältegen.

An da si mer och der Meinung – an dat ass en Hauptproblem, mir hunn och driwwer diskutéiert an der Logementskommissioun –, datt weiderhin och déi ëffentlech Träger eendeiteg méi op d'Vente setzen, wéi op d'Locatioun setzen. An der aktueller Situatioun, déi mer hunn hei zu Lëtzebuerg, déi mer erliewen, si mer der Meinung, datt eendeiteg méi op d'Locatioun misst gesat ginn, fir datt iwwerhaupt d'Leit kënnen an de Genoss komme vun enger Wunneng.

Mir wëssen, wéi ugespaant de Marché ass. An och wann et heescht, et wier Vente abordable, hu mer et nach ëmmer weiderhin net fir modest Foyere mat Abordabilitéit ze dinn. Am leschte Projet de loi, an der éischter Phas vun 2020, deen do gestëmmt ginn ass, do goufen nach Präisser genannt: bei Haiser 700.000 Euro a bei Appartementer tëschent 400.000 a 500.000 Euro. Hei ass et net sou chiffriert, mee et kann ee sech virstelle mat den héijen Zënstauxen, datt mer locker op d'Millioun ropkommen, wou Leit misste léine goen – an dobäi hu se natierlech net den Terrain.

Dat heescht, dat sinn awer nach ëmmer beträchtlech Zommen. A mir musse weiderhin eendeiteg méi op de Locatiounsmarché goen. Dat huet den Här Meisch och ugedeit an der Kommissioun. A mir wäerten op jidde Fall weiderhin drop drängen, datt mer awer méi a Richtung gi vu Locatioun – zumools an der aktueller Situatioun.

Dann nach zum Schluss eng Saach: Mir erfreen eis awer och trotzdeem dorun, datt fir d'Infrastrukture gesuergt gëtt, notament och datt eng Buslinn kënnt. Et ass jo net onbedéngt eng Plaz, déi äussert zentral ass. Et komme jo ganz vill Leit duer wunnen. Et ass e richtige neie Quartier, deen do entsteet. An d'Leit wäerten net op der Plaz schaffen. Ech mengen awer och, datt déi ëffentlech Träger eng gutt Aarbecht maachen an do och op deem Niveau eng gutt Aarbecht geleescht hunn duerno, vun deenen anere Kritiken ofgesinn.

Wat d'Mobilitéit ugeet: Bei deem anere Projet wäert ech duerno ganz kuerz do nach dorobber zeréckkommen. Mee mir wäerten dat heiten natierlech mat ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Da wär et elo un der Regierung. Här Logementsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'alleréischte fir déi breet Zoustëmmung. Merci a Felicitatiounen awer och un de Rapportier, de Luc Emering. Ech denken, et ass säin éischte Rapport, deen en hei presentéiert huet a sécherlech net säi leschten.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och wa mer haut hei eng breet Zoustëmmung gesinn zu dësem wichtege Projet, d'Extensioun vun engem Projet, och wa mer haut hei den Historique gemaach kritt hunn, wësse mer, datt nach munches virun eis läit. Ech wëll drun erënneren, datt et bal bis an d'Mëtt vum nächste Joerzéngt wäert daueren, bis déi lescht Haiser respektiv Appartementer da fäerdeggestallt sinn an do dann déi Locataire oder Propriétaire de Schlëssel wäerte kënnen iwwerreicht kréien. Dat weist, datt vill Ustrengungen noutwendeg sinn, datt heiansdo e laangen Otem noutwendeg ass an datt een natierlech och, wann et ëm d'Bekämpfe vun der Wunnensbaukris geet, net vun haut op muer ka reagieren.

Mir hunn awer och haut hei an där kuerzer Debatt festgestallt, datt vill Acteuren noutwendeg sinn, fir datt Projekte wéi deen heite kënnen aboutéieren, an hei virun allem natierlech och d'Gemengen. D'Gemengen, déi decidéieren, wou a wéi an ob iwwerhaupt an hire Gemenge gebaut gëtt. D'Gemengen – an dat huet den Député-maire Félix Eischen, mengen ech, hei och nach eng Kéier flott dokumentéiert –, déi awer och musse bereet sinn, déi Projeten do net nëmme mat ze begleeden, net nëmme ze autoriséieren, mee awer och duerno am Alldeeglechen dann och déi Leit ze accueillieren an ze kucken, datt hir Infrastrukturen deem Plus u Populatioun dann awer och gewuess sinn.

An dat bedeit dann hei net nëmme e staatlechen Invest, dee mer haut hei decidéieren, mee dat bedeit dann awer och nach eng Kéier en Invest vun de Gemengenautoritéiten an d'Entwécklung vun deene Quartieren, an awer gläichzäiteg, denken ech, och domadder an hir eegen Zukunft. Wa mer insgesamt méi wëlle bauen, wa mer méi schnell e wëlle bauen, wa mer och méi abordable Wunnraum wëlle schafen hei zu Lëtzebuerg, da gëtt et ee Partner Nummer 1: Dat sinn d'Gemengen, déi mer dofir brauchen.

Et sinn eng ganz Rei vu berechtigten Remarken heizou nach gemaach ginn, trotz der absolutt breeder

Grondzoustëmmung zu sou engem Projet, wéi deem heiten. Mir wëssen, datt mer an enger Phas momentan sinn, wou d'Bauzënsen nach ganz héich sinn. An dat féiert dann och derzou – obschonn hei ee sech dach awer nach zu räsonebale Präisser kann en Appartement oder eng Wunneng kafen –, datt net alles fortgaangen ass bis elo, well déi Präiten net allegueren autoriséiert goufe vun de Banken. Dat soll eis ze denke ginn.

Jo, am Regierungsprogramm stinn och Iwwerleeunge wéi de Mietkauf. Ech denken, do sollt mer e Modell entwéckelen, deen d'Strooss hält. Ob dat d'Äntwert ass fir dësse Projet oder fir déi Haiser, déi elo am Bau sinn, gleewen ech awer kaum.

Ech wëll awer och der ADR soen: D'Staatsgarantie hu mer schon. Déi brauche mer net nei ze erfannen. Dat gëtt et schon, och zanter enger ganzer Rei vu Joren. Ech denken, datt een elo kuerzfristeg nach eng Käier iwwert d'Krittäre sollt nodenken, wie bei der SNHBM ka kafen, fir ze kucken, datt dat, wat do an der Produktioun ass, dann och wierklech awer duerno ka bewunnt ginn. Well mir hätten zesummen iergendanzwousch eppes falsch gemaach, wa mer Haiser do stoen hätten, Appartementer do stoen hätten, déi eis aus iergendengem Grond net herno géife bewunnt ginn.

Jo, ech denken, datt mer sensibel sollte si fir den Hiweis, deen hei gemaach ginn ass, och vun der Sait vun deene Lénken, datt mer och méi Mietwunnenge brauchen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer de Fonds du logement hunn, deen e grouse Schwéierpunkt dorobber leet, fir Mietwunnengen ze schafen, datt mer eng SNHBM hunn, déi éischter traditionell ëmmer d'Wunnenge verkaaft huet, awer den Terrain zanter enger ganzer Rei vu Joere jo och gehalen huet, soudatt déi Wunnengen ëmmer nees deem selwechten Zweck kënnen zougefouert ginn. D'SNHBM ka se zeréckkafen a weidervverkaafen. An ech wëll awer och drun erënneren, dass d'SNHBM déi lescht Joeren och en Deel vun hirem Park opgemaach huet an hirer Produktioun opgemaach huet fir d'Locatioun, an datt dat awer och schon an déi dote Richtung geet.

An insgesamt musse mer ënnert dem Stréch, denken ech, herno jo och méi bauen, virun allem och fir méi abordable Mietwunnengen op eise Marché ze hunn, fir engem groussen Zil, bei deem mer eis allegueren eens sinn heibannen, kënnen méi nozekommen: nämlech datt jiddereen zu respektabele Konditiounen hei am Land ka wunnen.

Fir dësen éischte Projet haut de Mëtte lo mol Är Zoustëmmung. An ech géif einfach soen: Bis gläich!

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss an, wéi üblech, machen ech Iech drop opmierksam, datt, éier mer lo zum Vott kommen, Der Iech wannechgelift sollt op Ärem Posten aloggen, fir datt Der kennt mat ofstëmmen. Soss gëtt dat näischt.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech wëll Iech just informéieren, dass ech weeder de Projet Elmen nach de Projet Izeger Stee matstëmme wäert duerch mäi Mandat am Conseil d'administration vun der SNHBM. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Beissel villmools Merci fir déi Prezisioun.

Da kënnen mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 8327 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8327².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 59, keng Nee-Stëmm, keng Enthaltung. De Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm a keng Enthaltung ugeholl ginn, dat heescht, eestëmmeg ugeholl ginn.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8327 est adopté par 59 voix pour et 1 abstention.

(Ndlr: Ce vote sera annulé et répété ultérieurement.)

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

Mir kommen elo zum Projet de loi 8328 iwwert d'Beedeleung vum Staat un der Finanzéierung vum Projet Izeger Knupp. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten, jiddwer Fraktioun a jiddwer Sensibilitéit 5 Minuten an d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Tom Weidig an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Finanzéierungsgesetz, iwwert dat mer also haut befannen, erlaabt dem Staat, mat 193 Milliounen um Finanzement vum Projet Izeger Knupp deelzehuelen. Hei sinn am Ganze 786 Logementer virgesinn, ongeféier also – wann ee mat eppes méi wéi zwee Leit rechent an engem Appartement – iwwer 2.000 Awunner, déi zu Bouneweg kënnen bäikommen.

An ech mengen, dat Gesetz hei, esou wéi dat virun, kennt zu engem Moment, wou mer et wierklech brauchen: duerch d'Kris am Wunnengsbau, awer virun allem och duerch d'Kris am Secteur vun der Konstruktioun.

D'Société nationale des habitations à bon marché ass de Bauhär fir en Deel vun dëse Loten, an zwar ganz genau fir 558 Wunnengen. Während deen aneren Deel – 228 – vu privaten Acteure realiséiert gëtt. Déi éischt Aarbechten hunn d'ailleurs elo am Oktober ugefaangen, mee et ass virgesinn, datt déi ganz Aarbechten eng zéng Joer wäerten daueren, bis also 2034/2035.

Beim Projet Izeger Knupp gouf ganz grouse Wäert op nohalteg Entwécklung geluecht. Et läit, wéi Der wësst, am Süde vum Bouneweger Quartier, direkt op der Limitt mat der Gemeng Hesper, an ass mat verschiddenen Arrëten un den öffentlichen Transport ugebonden. An nobäi sinn och déi Infrastrukturen, iwwert déi virun elo scho geschwat ginn ass, wéi

Schoul, wéi sportlech Infrastrukturen. An et si souguer nach zousätzlech sportlech Infrastrukturen niewendrun och geplangt.

Bei enger Wunndicht vu 60 Logementer pro Hektar sollen also 786 Logementer gebaut ginn, an zwar: 108 Eefamilljenhaiser an 32 Méifamilljenhaiser a Residenzen. An deene Méifamilljenhaiser wäerten am Ganze 678 Appartementer dra sinn. De Projet gesäit och eng Plaz vir, fir eng Schoul ze bauen. An deen Terrain kennt am Kader vun der Mise en oeuvre un d'Stad Lëtzebuerg.

D'SNHBM realiséiert am Ganze 74 Eefamilljenhaiser, déi fir de Verkaf zu erschwéngleche Präisser geduecht sinn. An zousätzlech realiséiert d'SNHBM 484 Wunnunitéiten an de Méifamilljenhaiser. Dovu sinn der 289 geduecht fir d'Locatioun zu erschwéngleche Präisser an 195 fir de Verkaf zu erschwéngleche Präisser. Déi verbleiwend 228, wéi scho gesot, Logementsunitéite gi vu privaten Acteure realiséiert.

D'urbanistescht Konzept vum Projet gesäit vir, dass d'Densitéit vun der Konstruktioun degressiv méi niddereg zu deenen net urbaniséierte Limitte vum Projet higeet. Et gëtt vermeit, dass ze vill massiv Konstruktiounen gebaut ginn op der Limitt tëschent dem Quartier an der Zone verte, an et gi ganz vill Schneise virgesinn, déi garantéieren, dass een d'Silhouette vun der Stad an d'Gréngfläche weider ka gesinn.

E wichtegen Aspekt vum Projet ass och déi duuss an aktiv Mobilitéit an d'Vernetzung mat deenen natierleche Liewensraim an der Émgéigend. Et sinn also Foussgängerweeër a Velosweeër duerch d'Lotissementer geplangt.

Verschiede Strukturen vu Gréngflächen a Plantatiounen, ergänzt duerch e Reseau vu Foussgängerweeër, schafen eng Verbindung mat den existéierenden öffentlichen Gréngflächen. Op dës Manéier gëtt derfir gesuergt, datt eng harmonesch Transitioun zwëschen deem besteeënden an deem neie Quartier soll geschéien.

Wat elo d'ökologesch Konzeptioun ubelaangt, ginn all d'Gebaier am Respekt vum Regelement vum 9. Juni 2021 iwwert d'energetesch Performance vun de Gebaier gebaut. Et ginn Net-Zero-Energy-Gebaier gebaut, souwuel fir de funktionellen Deel wéi fir den Deel, wou d'Leit dra wunne wäerten. D'Installatioun vu Fotovoltaikpannoen ass och virgesinn.

Wat d'Gestioun vum Reewaasser ubelaangt, ass eng Trennung vum Ofwaasser an dem Reewaasser virgesinn. E Reenréckhaltebecken ass och am nördlechen Deel vum Site virgesinn.

Wat elo den Zäitplang vum Projet ubelaangt, soll, wéi scho gesot, d'Konstruktioun sech iwwer zéng Joer zéien. An dat wäert an dräi Phasen oflafen.

An där éischter Phas gëtt den nördlechen Deel, deen, deen un d'Rue Anatole France – fir déi, déi zu Bouneweg e bësse méi doheem sinn – ustéisst, gebaut. Dat ass d'Rue Lily Uden. D'Verbindung gëtt och nach zur Anatole France virgestallt duerch eng aner Strooss, an dat ass d'Rue Simone Veil.

Ech wëll also dorop hiweisen – an dat mécht hoffentlech Verschiddenen heibanne Freed –, datt mer fir dës ganze Quartier, fir déi sechs Stroossen, déi et gëtt, sechs Nimm vu Fraen erausgesicht hunn, déi fir Lëtzebuerg eng Bedeitung hunn; Lëtzebuerg an awer och international. Wéi gesot: Lily Uden, Simone Veil, Lise Rischard-Meyer, Helen Buchholtz, Marie-Paule Molitor-Peffer a Pearl Mesta.

Une voix | Très bien!

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Voilà! Erlaabt mer, dat mat menger Kap als Buergermeeschter ze soen.

Wéi gesot, déi zweet Phas, dat ass dann den ëstlechen Deel, deem ass zwëschen 2025 a 2026 virgesinn.

An déi drëtt Phas ass déi, déi am méi südlechen Deel ass.

Ee Wuert nach zu dem Käschtepunkt. Et sinn also 193 Milliounen virgesinn, an dat zum Indice semestriel des prix de la construction vum Mount Abrëll 2023. Dëse Montant wäert aus dem Fonds spécial de soutien au développement du logement kommen.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht an huet säin Accord zum Gesetz ginn. Weider Explikatiounen sinn och nach am schriftleche Rapport.

Erlaabt mer awer vläicht hei, e puer Wieder ze soen, well ech sinn dat e puermol gefrot ginn, firwat datt dat zéng Joer dauert, vun deem Moment un, wou mer de PAP am Gemengerot ugeholl hunn, iert d'Aarbechte konnten ugoen. Et gëtt der eng Rei. Mir hunn dee PAP ugeholl – also d'Stad Lëtzebuerg huet en ugeholl – den 28. Januar 2013 an engem Moment, wou den Här Bausch nach am Schännerot war. E gudde Projet also.

M. François Bausch (déi gréng) | 2013 war ech awer net méi am Schännerot.

(Hilarité)

Ausser et war Ufank Februar.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Et war den 28. Januar.

M. François Bausch (déi gréng) | Du war ech nach do.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Ech hat gutt gekuckt.

(Hilarité)

Mir kruten do och ...

Nee, ech wollt Iech berouegen, datt et e gudden urbanistesche Projet ass.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech hunn net gesot, et wär keen.

(Hilarité)

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Mir kruten dunn och d'Autorisatioun am Abrëll 2013. Dann ass och den Accord vun der Administration de la gestion de l'eau gefrot ginn. Deen ass den 8. Dezember 2015 gefrot ginn. Dee krute mer och dat Joer drop. Mir schreiwen also elo schon 2016. D'2020 vun der ANF, do ass dann eng MOPO (ndlr: modification ponctuelle) gemaach ginn. An dunn hu mer festgestallt, datt eng Haselmaus do ass. Do hu mer fir déi missen en neit Heem sichen. Dat hu mer och gemaach. Dat ass och 2021 geschitt.

D'Ponts et chaussées hunn hir Autorisatioun de 16. August 2022 ginn.

An dunn ufangs vun dësem Joer waren awer och nach Sondag vum eise Service archéologique. Déi waren awer relativ schnell gemaach.

(Interruption)

Dee gréisste Problem awer bei deem Ganzen – dat muss ech awer soen –, dat war de Remembrement.

(Interruption)

Jo, majo, ech kommen dozou. Dofir halen ech mer dat Bescht zum Schluss.

(Hilarité)

Dee gréisste Problem war de Remembrement, well eeben hei ganz vill eenzel Propriétaire waren. An ech ka mech dofir nëmme freeën an dem Här Minister et

mat op de Wee ginn, well ... Ech mengen, hei huet dee viregte Logementsminister scho gutt Preparative gemaach, fir de Remembrement ministériel kënnen ze maachen. Dat hätt ons an dësem Fall d'Saach wierklech vereinfacht, mee méi schnell gemaach. An dat hu mer eis jo virgeholl, fir dat och nach op anere Plazen ze maachen.

Datt alles gesot, kann ech Iech nëmme recommandéieren, dee Projet – wat e gudden a flotte Projet ass, een, dee mer brauchen – ze stëmmen. Ech ginn heimat och den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schriftlechen a fir hire mündleche Rapport.

Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Alex Donnersbach agedroen. Här Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Här President, am Numm vun der CSV wëll ech och ganz gär den Accord fir dëse groussen a wichtege Logementsprojet ginn op der Izeger Knupp, wou, wéi elo grad gesot ginn ass, 786 Wunnengen fir 2.000 Leit iwwert déi nächst zéng Joer wäerten entstoen.

Datt si Wunnengen, déi dréngend gebraucht ginn, souwuel fir de Bausektor wéi och fir d'Leit dobaussen. Laut Eurobarometer, deem d'EU-Kommissioun elo viru Kuerzem virgestallt huet, ass fir 53 % vun de Leit hei zu Lëtzebuerg de Logement nach ëmmer dee gréisste Problem. Et kann also och net bei deenen zwee Projeten hei bleiwen, mee wa mer wëllen, datt d'Offer hei zu Lëtzebuerg substanzuell an d'Luucht geet, da mussen nach weider Projete kommen.

D'Madamm Polfer als Rapporterin huet Iech all d'Detailler ginn an ass och bëssen op dee Punkt agaan, op deen ech elo wollt agoen. Et ass e bëssen den Historique vun deem Projet. Den Historique ass interessant, well en Rei Problemer weist, déi net nëmmen eis ëffentlech Promoteuren, mee och privat Promoteure reegelméisseg begéinen an un deenen et gëllt ze schaffen.

Et ass e Projet, deen, wann ee mat den Acteure schwätzt, schon an den 80er, 90er diskutéiert ginn ass. An de groussen Problem war de Problem mat den Terrainen. Den Direkter vun der SNHBM ... Wéi de Projet 2006 erakomm ass, dunn huet et geheescht: „Dat ass e Projet, do geet et elo gläich lass.“

Bon, et ass net direkt lassgaangen. 2013 ass jo emol de PAP gestëmmt ginn, wéi elo och gesot gouf. Mee de Problem vun de Verhältnissen vun der Propriétéit war nach ëmmer net geléist. De Remembrement huet sech higezunn an et huet Jore gedauert, bis dat endlech komm ass. Dowéinst och d'Wichtigkeet vum Remembrement ministériel, datt deen endlech kënnt. Ech mengen, dat ass eppes, wat villen hei bewosst ass. An dee muss och elo absolutt kommen, fir datt all déi Projete kënnen méi séier weidergoen!

Da gëtt et natierlech och prozedural Problemer. Et si wuelverstan mënschlech Problemer bei all Logementsproblem, mee et gëtt och Prozedurproblemer – an och am Naturschutz. An hei ass e gutt Beispill, wéi eng kleng Haselmaus, déi entdeckt ginn ass, e Projet e puer Joer no hanner geschloen huet, bis dann endlech d'Stad Lëtzebuerg, wéi mer an der Kommissioun erkläert kruten, en Terrain fonnt huet, deen a Proximitéit war. Well déi konnt net iergendwou ëmgeplanzt ginn, mee déi huet missen innerhalb vun engem ganz klengen Ëmkrees ronderëm deen hei Projet ëmgeplanzt ginn.

(Interruption)

Grad bei esou Reegelunge mussen mer an Zukunft anescht denken.

Une voix | Très bien!

M. Alex Donnersbach (CSV) | D'SNHBM hat d'Ge-fill, wann eng Hürd ëmgeluecht gouf, ass déi nächst erausgesprongen. Als Anekdot: De Geomeeter, deen an dësem Projet ugefaangen huet, hat 30 Joer, wéi en ugefaangen huet, déi éischt Moossungen ze maachen. Hien ass elo an d'Pensioun. De Projet ass nach net gebaut.

Et ass dowéinst gutt, datt dës Regierung ugekënnegt huet, all déi Saachen do eng Grëtz ze acceleréieren an ze kucken, datt mer do méi séier weiderkommen. Well nëmmen esou komme mer och eise Zil méi no, méi Wunnengen hei zu Lëtzebuerg ze bauen, wa mer wëllen, datt mer der Demande gerecht ginn.

Nëmme mat méi Projeten, déi méi séier ginn, kënnen mer also de Logementsprojet ugoen. An dowéinst hoffen ech, datt mer dat an der Zukunft och wäerte maachen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Donnersbach Merci. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn heimat dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Meng zwee Virriedner hu grad vum Remembrement ministériel geschwat. Ech gesinn dat genauso. Et ass ganz wichteg. A genau aus dësem Grond hunn ech dat jo och selwer an de Projet de loi erabruucht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den nächsten ageschriwwenen Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegen Deputéiert, als Stater Gemengerot begrëssen ech och dëse Logementsprojet op der Izeger Knupp, fir datt méi Leit et sech leeschte kënnen, an der Stad, an hirer Stad, wunnen ze bleiwen.

Mee datt mir iwwerhaupt esou e Projet brauchen, ass ee vun den negative Symptomen vum onkontrolléierte Wuesstum an enger Laisser-faire-Politik iwwert déi lescht 20 Joer vun de Gambia-Parteien DP, déi gréng, LSAP, an elo och nees vun der CSV.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Dësen Turbowuesstum huet Wuelstand bruecht, mee elo fänke mir un, fir de Wuesstum deier ze bezuelen. Oder op d'mannst déi, déi net esou vill Suen hunn, müssen deier derfir bezuelen. Dat si virun allem Leit, déi all Dag schaffen a produktiv an eiser Ekonomik deelhuefen, mee eeben net eng esou gutt Pai hunn – de Mindestloun oder e bësse méi –, mee awer och keng Sozialwunnengen kréien.

Während dem Gemengewalkamp sinn ëmmer nees Bierger bei eis komm, Stater, déi hei gebuer sinn, hei an d'Schoul gaange sinn an hei geléift hunn, mee elo net méi an hirer Stad wunnen kënnen.

80 % vun de Salariéer vun der Gemeng wunnen och net méi an hirer Gemeng. Si gi vun den héije Wunnengspräisser ekonomesch verdrängt. Dat ass net nëmme perséinlech, mee och kulturell eng Katastroph, well doduerch vill vum Stater aktive Clublieden an der Identitéit verschwonne ass a fir ëmmer verschwonne wäert. D'Stad huet e schéine Patrimoine, mee ouni

d'Awunner mat hirer Sprooch an Traditioun gi mir eng Aart Disneyland oder griicheschen Tempel ouni Griichen.

Dofir begrësse mir dës Initiativ.

(Interruptions)

Si ass zéng Joer ze spéit. Mee besser elo wéi ni. Mir brauchen nees eng Stad, mee och e Land, wou déi Lëtzebuerger schaffend Mëttelschicht lieue kann oder nees zréck am Land wunne kann.

An nach e wichtege Punkt: All dës gutt Moosname fir méi bezuelbare Wunnraum bréngen näischt, wann déi Massenimmigratioun iwwert déi lescht 20 Joer weidergeet. Mir als ADR si fir qualitative Wuesstum.

Firwat wëllt Der nach méi Awunner an domat nach méi héich Wunnungspräisser? Dir kënnt net de Problem vum Wuesstum mat nach méi Wuesstum léisen. Dobäi ass awer grad de Wuesstum de Problem. Et kann een net de Problem mam Problem léisen, wat d'Regierungen an d'Gemengen déi lescht 30 Joer probéiert hunn – mam Resultat, datt de Problem net méi kleng ginn ass, mee en nach ëmmer méi grouss gëtt.

Mir verstinn net, firwat datt dës Schinn weider gefuer soll ginn an net gesot gëtt: „De Buttek ass zou, a mir mussen elo mol déi nei Awunner integréieren a méi bezuelbare Wunnraum schafen!“

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Weidig Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll weeder op eng Wuesstumsdebat agoen nach op d'Logementsdebat. Do kréie mer nach genuch Geleeënheet, mam zoustännegen Minister, mat der Regierung driwwer ze diskutéieren an ze streiden. An ech wëll mech duerfir reduzéieren op deen ee Projet hei. Ech mengen, et ass alles gesot ginn.

Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir de Rapport. An ech wëll och soen: Ech si frou, datt ... Virdrun hat ech méi den Accent geluecht op dat, wou ech mengen, dass ëmmer de Gros vun de Problemer sinn, wann et ëm Logementsprojete geet. Dat ass d'Angscht virun der Mobilitéit a virun der Verkéiersbeweegungen. D'Madam Polfer huet et hei richteg ënnerstrach: Hei ass et de Remembrement, also den Accès zum Terrain, deen de Problem ass. An dat sinn och zwee vun den, menger Meenung no, Grondproblemer zu Lëtzebuerg, wann et drëms geet, de Logementsproblem ze léisen, wou mer och ëmmer erëm Diskussioune kréien.

Fir de Rescht soen ech hei och mengem Kolleeg Henri Kox Merci fir säin Engagement an dem Claude Meisch, well en de Projet esou séier an d'Chamber bruecht huet.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bausch villmools Merci. Vu datt den Här Goergen schonn den Accord ginn hat, ass elo deen nächsten ageschriwwene Riedner den honorablen Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn dësem Projet de loi och eisen Accord. Et ass och gutt, datt dee Projet och endlech an der Haaptstad weiderhin nach realiséiert gëtt. Bis repetita: Et wier natierlech besser gewiescht, wann ee méi Locatioun hätt wéi Vente – well do hu mer erëm eng Kéier dee selwechte Problem wéi beim viregte Projet, mee trotzdem ass e begrëssenswäert.

Mir bräichte méi Locatioun, well mir brauchen och a grad an der Haaptstad ... Grad an der Stad, déi am deiersten ass am Land musse mer och kënnen deene Leit, déi manner Revenuen hunn, d'Méiglechkeet ginn ze wunnen, wéi dat och iwwer Joerzénge de Fall war a wéi meng Elteren a meng Grousselteren haaptsächlech sech dat konnte leeschten an dëser Stad. Dat war guer kee Problem. Och wann een en Aarbechter war an net vill Revenuen hat.

Hautzudaags ass dat e bësse méi schwéier. Dat huet näischt mam Wuesstum ze dinn, an anere Wieder mat den Auslänner, well ... Ech iwwersetzen d'ADR-Sprooch e bëssen.

(Hilarité)

Et huet näischt domadder ze dinn.

Et huet domadder ze dinn, datt d'Promoteuren an deene leschte Joerzénge konnte maachen, wat se wollten – eng Saach, déi d'ADR och ëmmer weiderhin ënnerstëtzt –, an datt d'Propriétéit sech konzentréiert an e puer Hänn. An dat ass de Problem, dee mer hei hunn.

Dofir brauche mer méi ëffentlech Wunnengen. Mir brauchen och méi strikt Reegelen, wat d'Loyerer ugeet an esou weider. An da wäerte mer dat scho packen an der Stad. An der Stad si mer gewinnt, relativ kosmopolit ze liewen. Dat mécht eis e bëssen aus. Dat soen ech als Stackstater. Mir si relativ stolz drop.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Den Här Logementsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei och merci der Rapportrice, der Députée-maire, fir déi interessant Explikatiounen an den Historique vun deem ganzen Dossier. Den Historique, nach eng Kéier, deen hei och erëm gewisen huet, wéi vill Etappen noutwendeg waren, an och heiansdo wéi vill Kollege vun eis heibannen op ënnerschiddleche Plazen dann derzou bäigedroen hunn, datt déi doten Dossier weidergaange sinn. An och hei ass et d'Remark, datt et natierlech nach eng Zäitchen dauert, bis gebaut ass. Awer merci fir déi breet Zoustëmmung.

Ech stellen och fest de Mëtteg an där kuerzer Debat, déi mer hei iwwert de Logement haten – mir wäerte sécherlech d'Geleeëngeet kréien, eis nach méi ausgiebig mat deem Sujet ze befaassen –, datt et awer eng Rei vu Mesüre gëtt, déi méi e breede Konsens och maachen: hei de Remembrement ministériel. Also alles dat, wat mer zesumme kënnen maachen, fir datt Projete wéi deen dote méi schnell zum Zil kommen, datt se gutt ginn, mee datt mer se awer och an d'Realisierung erakréien, datt mer d'Rechter vu jidderengem hei – och vun ënnerschiddleche Propriétaires – kënnen garantéieren. Dat ass jo och d'Iddi vum Remembrement ministériel. Mee awer och vun deenen, déi eppes wëlle maachen, déi eppes wëlle weiderdreien, déi hir Terraine wëllen enger Bebauung zouféieren, datt och déi hir Rechter kënnen exekutieren.

An da gläichzäitig och nach d'Recht vun där ëmmer méi prominenter Hieselmaus, ...

(Hilarité)

... déi de Mëtteg och nach eng Kéier zitëiert ginn ass. Datt dat natierlech och en Aspekt ass vun deene dote Prozesser a Prozeduren, dat ass eis alleguerter bewusst.

Dofir merci fir déi schnell Zoustëmmung, och déi schnell Aarbecht hei an der Chamber. Soudatt dat heiten ee vun deene leschte Projete war, deen duerch de Regierungsrot vun der leschter Regierung gaangen ass, an ee vun deenen éischte Projeten ass, dee vun där neier Chamber kann ugeholl ginn. Dat weist nach eng Kéier de gemeinsamen Interêt um Sujet Logement.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8328. Den Text steet am Document parlementaire 8328².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8328 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. Domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 59, Nee-Stëmmen: keng, an Abstentiuon: keng. Domat ass de Projet de loi eestëmmege ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closer, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen (suite)

Ech kommen zréck op dee Projet de loi vu virdrun, den 8327. Deen hu mer esou schnell ofgestëmmt, ...

(Interruption)

... datt d'Madam Beissel, nodeem datt se hire Conflit d'intérêts hei en bonne et due forme a korrekt ugemellt hat, keng Zäit hat fir erauszugeen, wat awer no eiem Reglement misst als Abstentiuon agedroe ginn. Dofir géif ech einfach proposéieren, datt mer dee Vott hei widderhuelen. Da si mer korrekt an der ganzer Prozedur.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Jo, Här Präsident, ech hätt gären hei en Avis juridique, well ech mengen net, datt dat do richtig ass. Ech soen Iech och firwat.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Well hei ass jo kee Conflit personnel. Hei ass jo kee perséinleche Konflikt. Soss ka keen heibannen, dee Staatsbeamten ass, nach eng Kéier matstëmme, wann de Punkt wäert gehéicht gëtt!

(Brouhaha)

Da ka keen, deen am Conseil d'administration ...

(Interruptions)

Nee. Ech ginn Iech e puer Beispiller.

Luxtram ass eng SA, déi zu zwee Drëttel Staat, een Drëttel d'Stad Lëtzebuerg ass, wou e puer eminent Membere vun dëser Chamber dräsetzen, wou keen e perséinlechen Interêt drun huet. An am Conflit d'Intérêts gëtt jo – an deene Jurisprudenzen, déi ech kennen an un déi ech mech erënneren – ganz kloer den Ennerscheid gemaach, wann een e Conflit d'Intérêts personnel hätt.

Ech huelen elo dat heite Beispill: Wann d'Madamm Beissel géif à titre personnel an dem Conseil d'administration vun der SNHBM sëtzen, da wier dat natierlech wouer. Mee si sëtzt net do an hirem perséinlechen Numm! Et ass net d'Madamm Simone Beissel, déi do sëtzt. Et ass de Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg, deen do sëtzt! Sou wéi a villen anere Gremien!

Dofir – mäi Gott! –, maacht et elo sou! Mee ech fannen dat do ..., well dat do geet vill, vill, vill méi wäit! Dat sinn der immens vill: Syvicol, CGEDIS ... Dat si lo mol déi éischt, déi mer an de Kapp kommen – awer nach vill aner.

Also, wann een den éffentlechen Interêt vertritt an net e perséinlechen, da kann dat do net stëmme! Mee kommt, mir ginn eis en Avis juridique! Kommt, mir ginn eis en Avis juridique, an aller Rou!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Polfer villmools Merci. Dat ass effektiv fir eise gudder Funktionement heibannen eng wichteg Fro. A mir wäerte fir déi nächst Sëtzung vum Bureau en Avis juridique ufroen, datt mer sécher sinn, wat mer alles maachen en matière de conflit d'intérêts, well domat spille mer net!

Par contre proposéieren ech awer elo hei, datt mer dee Vott widderhuelen, schonn eleng fir kloer an daitlech op dësem Projet ze sinn, an datt mer keng Schwierigkeet maachen, weeder eis nach der Madamm Beissel.

Da géif ech proposéieren, datt mer déi Ofstëmmung elo widderhuelen. Da si mer op jidde Fall korrekt. Den Avis juridique, dee kritt Dir dann, an da wësse mer sécher Bescheid fir déi nächst Sëtzung. Ech maachen domat de Vott op.

(Interruptions)

Mir klären dat, datt mer sécher sinn. Dofir brauche mer lo net hei driwwer ze diskutéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott nach eng Kéier op.

(Interruption)

Dir hutt keen Accès? Ok.

Dann ass d'Resultat: 58 Jo-Stëmme, mat engem Apparat, deen do net funktionéiert. Dat heescht, 59 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm a keng Enthaltung. Domet ass de Projet eestëmmege ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emilie Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech ginn dovunner aus, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt.

(Assentiment)

Dann ass dat decidéiert.

Ech soen Iech Merci, datt mer dat elo en bonne et due forme konnte maachen. An, wéi gesot, mir kommen op déi juristesche Fro nach eng Kéier zesummen zréck.

9. 8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8276, eng Ofännerung vun der Steuerbonifikatioun am Kader vun der digitaler, ekologescher an energieescher Transitioun vun de Betriber. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an deemno folgendenmuossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minuten, d'CSV huet 31 Minuten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung huet 15 Minuten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här Präsident, léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, geet zeréck op de Solidaritéitspak 2.0 aus der Tripartitt vum September 2022. Et geet drëm, fir Betriber ze ënnerstëtzen an der ekologescher an energieescher Transitioun an an der digitaler Transformatioun. Fir dëst Zil ze erreechen, gëtt d'Bonification d'impôt pour investissement reforméiert.

Dëse Gesetzesprojet huet net nëmme e groussen Impakt op PMEen a grouss Betriber, en ass och

wichtig fir d'Erreeche vun eisen nationale Klimaziler, sou wéi se am PNEC arréiert sinn. Am Koalitionsaccord fir d'Joren 2023 bis 2028 ass virgesinn, d'Betriber ze ënnerstëtzen, wa se an d'hohalteg an digital Transitioun investéieren. An dofir soll de Regime vun der Steuerbonifikatiounen iwwerschaaft ginn.

Den aktuelle System vun der Bonification d'impôt gesäit Follgendes vir:

Et gëtt engersäits eng Steuerbonifikatioun pour investissement complémentaire. Hei gëtt gekuckt, wat e Betrib am Duerchschnitt an der leschte fënnf Joer investéiert huet. Op dësem Betrag kritt dee Betrib, dee méi investéiert huet wéi dësen Duerchschnitt, eng Steuerbonifikatioun vun 13 %.

Dës Bonification pour investissement complémentaire gëtt awer mat dësem Gesetzesprojet ofgeschafft.

An da gëtt et andersäits eng Steuerbonifikatioun fir Investissement global. An dës Bonifikatioun gëtt reforméiert.

Aktuell kritt e Betrib 8 % Steuerbonifikatioun op engem Betrag bis 150.000 Euro, wann en a Biens amortissables corporels investéiert. Fir e Betrag iwwer 150.000 Euro gëtt et just nach 2 %. Alles, wat Betribskäschte sinn, also Dépenses d'exploitation, sinn ausgeschloss vun der Steuerbonifikatioun.

An dës Bonification pour investissement global gëtt, wéi gesot, reforméiert.

Beim neie System falen Tranchen ënner an iwwer 150.000 Euro ewech an et gëtt nach just de ganze Betrag gekuckt.

D'Steuerbonifikatioun geet och vun 8 % op 12 % erop. Am Fall vun Investissementer an Immobilisations, déi ënnert den Amortissement spécial vum Artikel 32bis vum Steiergesetz falen, geet d'Steuerbonifikatioun op 14 % erop. A wann a Logicieller investéiert gëtt, gëtt et an Zukunft och 12 % Steuerbonifikatioun.

Déi grouss Neierung mat dësem Gesetzesprojet ass, wann e Betrib an d'digital Transformatioun oder d'ekologesche an energieesche Transitioun investéiert, a sougenannt Biens amortissables corporels, da kënn zu den 12 % de base nach eng Kéier zousätzlech eng Steuerbonifikatioun vu 6 % derbäi. Deemno kann e Betrib duerch dat neit Gesetz eng Steuerbonifikatioun vu bis zu 18 % kréien.

Zousätzlech kann e Betrib an Zukunft och d'Dépenses d'exploitation, also d'Betribskäschten, geltend maachen. Dëst ass awer nëmme de Fall, wann dës Dépenses d'exploitation a Relatioun sti mat den Investissementer an d'digital Transformatioun oder d'ekologesche an energieesche Transitioun.

Am Gesetzesprojet ass och definéiert, wat genee ënnert dës digital Transformatioun oder ënnert d'ekologesche an energieesche Transitioun fällt.

Fir et just ganz kuerz ze soen: Digital Transformatioun bedeit, dass e Betrib muss entweder eng nei oder wesentlech verbessert Produktiouns- an Distributionsmethod a Plaz setzen oder d'Organisatioun vum Betrib muss ëmgeännert ginn. Dat Ganzt soll natierlech duerch d'Implementatioun an d'Benotze vun nimmerechen Technologie stattfannen.

Fir dës Steuerbonifikatioun eeben an der digitaler Transformatioun oder an der ekologescher an energieescher Transitioun ze begleeten, gëtt e System vun enger Certificatioun en place gesat; an dat ënnert dem Lead vum Wirtschaftsminister. Am Virfeld mussen d'Betriber beim Wirtschaftsminister eng Attestation d'élégibilité vun den Investissementer an den Dépenses d'exploitation ufroen, déi si wëllen an

dësem Kader maachen. De Wirtschaftsminister stellt da pro Exercice d'exploitation e Certificat aus, deem dem Betrieb Urecht gëtt op d'Steierbonifikatioun fir d'digital Transformatioun oder d'ekologesch an energieetesche Transitioun.

Här President, den Detail vun de Konditiounen, fir d'Steierbonifikatioun ze kréien, a wat eligibel ass respektiv wéi een d'Steierbonifikatioun ka geltend maachen, dat kann een a mengem schrëftleche Rapport noliessen. Et ass mir awer wichteg, drop hanzeweisen, dass dës Steuerbonifikatioun keen Abatement ass, mee datt se vun de Steieren, déi ufalen, ofgezu gëtt. Falls an engem Steuerjoer méi Steuerbonifikatioun ufällt, wéi Steieren ze bezuele sinn, da kann d'Steierbonifikatioun iwwert déi follgend zéng Steuerjore vun de Steieren ofgezu ginn.

Ech wëllt dann och zu den Aweise vun de Berufskummere kommen.

D'Chambre de Commerce steet dësem Gesetzesprojekt positiv géintiwwer a betount, dass en ënner anerem noutwenneg ass, fir d'Klimaneutralitéit am Joer 2050 ze erreechen. Si freet awer och, dass solle verschidde Prezisiounen a Klarifikatiounen a Circulären oder groussherzogleche Reglementer ageschriwwen ginn. Zousätzlech weist si drop hin, datt am Kader vum Gesetzesprojekt 8292 iwwert d'Minimalbesteuerung vun de Betriber, iwwert déi mir muer ofstëmme wäerten, d'Steierbonifikatioun aus dem haitege Gesetzesprojekt en negativen Impakt kann hunn op den Taux d'imposition effectif, andeems si den Taux effectif erofsetzt, mam Risiko, dass dësen dann ënner 15 % fält.

D'Chambre des Métiers begreift och dëse Gesetzesprojekt. Si freet awer, fir d'Prozedur mat der Attestation sur l'éligibilité des investissements et des dépenses d'exploitation souwéi de Certificat, déi alle béid vum Wirtschaftsministerium ausgestellt ginn, esou einfach wéi méiglech ze maachen.

D'Chambre des Salariés erkennt d'Noutwennegkeet vun dësem Gesetzesprojekt un, mee si ass awer net domadder averstanen. Si wësst gär, wéi vill den Déchet fiscal ass, an ob dee méi héich oder méi nidder ass, wéi den Déchet fiscal aus dem aktuelle System vun der Steuerbonifikatioun. Ausserdeem hätt si gär eng Evaluatioun vum Impakt vun dësem Gesetzesprojekt op d'Investissementen vun de Betriber an d'igital, ekologesch an energieetesche Transitioun.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis verschidden Oppositionen formelles gemaach. Ier ech awer op déi aginn, wëllt ech drop hiweisen, dass de Staatsrot allgemeng begreift, datt mat dësem Gesetzesprojekt e System agefouert gëtt, bei deem all d'Experten aus de verschiddene Beräicher, déi d'igital Transformatioun an d'ekologesch an d'energieetesche Transitioun, mee awer och d'Steiere betreffen, an enger interministerieller Kommissioun zesummeschaffen. Dës Kommissioun analyséiert d'Demanden, déi vun de Betriber kommen.

Op der Basis vun der neier Verfassung, déi zënter dem 1. Juli vun dësem Joer a Kraaft ass, gëtt dës Kommissioun awer net méi iwwer e Gesetz geschaaft, mee iwwert de Règlement interne vun der Regierung. Domadder gëtt der Opposition formelle vum Staatsrot Rechnung gedroen.

Des Weidere ginn d'Certificaten, déi vum Wirtschaftsminister ausgestallt ginn, an Zukunft bindend fir de Steuerbüro. Och dës war eng Opposition formelle vum Staatsrot.

Falls e Betrieb e Certificat vum Wirtschaftsminister sollt refuséiert kréien an dowéinst virun d'Verwaltungsgericht geet, da gëtt de Betrieb provisoresch besteiert, bis d'Verwaltungsgericht tranchéiert huet. Hei matder gouf och dem Staatsrot senger Opposition formelle Rechnung gedroen.

Eng lescht Opposition formelle huet de Montant vun 20.000 Euro betraff, deem am ursprünglechen Text als Mindestbetrag virgesi war, fir kënnen an de Genoss vun dëser Steuerbonifikatioun ze kommen, am Kader vun der digitaler Transformatioun an der energieetescher an ekologescher Transitioun. De Staatsrot huet keen objektive Grond gesinn, fir dës Limit anzeféieren. An dëse Mindestbetrag gouf aus dem Gesetzesprojekt gestrich. Och beim Avis vum Staatsrot verweisen ech fir weider Detailler op mäi schrëftleche Rapport.

Ofschléissend soen ech alle Bedeelegten e grouesse Merci, dass mir dëse Gesetzesprojekt haut stëmme kënnen a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech wëllt awer nach ee Moment stoe bleiwen, well ech wëllt nach eng Motioun ofginn. Dat ass ...

(Interruption)

Jo, ech si fäerdeg mat mengem Rapport.

(Hilarité)

Ech hunn den Accord vu menger Fraktioun ginn. Voilà, dat ass domadder ofgeschloss.

Dann dinn ech net d'Kap of, well ech di keng Kap un, mee ech wiesselen dann eng Kéier.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee lo huet d'Madamm Adehm dann d'Wuert als Riednerin vun der CSV. An ech obligéiere se net, sech nach eng Kéier setzen ze goen an dann zrëck ze kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt also elo d'Wuert als Riednerin vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà! Dofir soen ech och: Ech ginn den Accord. Ech soen Iech alleguete Merci an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Dat hunn ech jo dann domadder gemaach.

An da wëllt ech awer als mandatéiert Spriecher in vun der CSV nach eng Motioun ofginn, déi och vu sämtleche Fraktiounen hei an der Chamber ënnerschriwwen ginn ass, ausser vun déi Lénk. Déi hu se elo net matënnerschriwwen.

Ëm wat geet an där Motioun? Et geet ganz einfach drëm, fir d'Regierung opzufuerderen, fir innerhalb vun dräi Joer, eng Evaluatioun vun dëser neier Steuerbonifikatioun ze maachen, fir einfach ze kucken, wat se bréngt, wat se net bréngt. Well dat och a verschiddenen Avisen ugeklongen ass an de Minister och gesot hat, dass e bereet wier, fir op deem dote Wee ze goen. Duerfir wëlle mer en da mat där heiter Motioun drun erënneren, dass en dat och net vergësst.

Voilà, merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant le projet de loi n° 8276 qui prévoit la réforme du régime de la bonification d'impôt pour investissement ;*

– *saluant que le projet de loi envisage de favoriser les investissements des entreprises dans la transformation digitale ainsi que dans la transition énergétique et écologique ;*

– *constatant qu'il résulte de la fiche financière accompagnant le projet de loi n° 8276 que :*

- *l'impact budgétaire général de la bonification d'impôt pour investissement devrait rester constant, d'une part, et*
- *pour le cas où des éventuelles répercussions budgétaires se présenteraient néanmoins, celles-ci ne se matérialiseraient qu'à partir de l'année budgétaire 2025, d'autre part,*

invite le Gouvernement

– *à présenter à la Chambre des Députés au plus tard 3 ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation du nouveau système de la bonification d'impôt pour investissement ;*

– *à analyser les effets du nouveau régime fiscal sur le budget de l'État et sur l'évolution du nombre d'entreprises ayant bénéficié de ce régime.*

(s.) Diane Adehm, Sven Clement, Franz Fayot, Patrick Goldschmidt, Fred Keup, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport. An domat hutt Der dann och als Riednerin vun der CSV scho geschwat. Da kommen ech also op deem nächste Riedner. Dat ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Politick muss ee Prioritéite fixéieren. Et muss ee sech als Gemeng oder als Staat decidéieren, wéi eng Sujete méi dringend sinn, an da muss een och handeln. Dat geschitt mat dësem Gesetzesprojekt, deem un Solidaritéitspak 2.0 berout, also eng breet Zoustëmmung fonnt huet, an dee gläichzäiteg dem Energie- a Klimaplang gerecht gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Demokratesch Partei huet sech fir dës Ännerungen och am Kader vun de Wälen engagéiert. Mir sinn nämlech der Iwwerzeugung, dass den ëffentleche Secteur déi grouss Erausforderunge vun onser Zäit net eleng ka meeschteren. Dofir musse mir d'Betriber, de private Secteur, mathuelen. Mat steierleche Mesüeren, wéi der Bonification d'impôt, vun där mir hei schwätzen, suert d'Politick dofir, dass substanzuell a strukturell méi an déi Domänen investéiert gëtt, déi noutwendeg sinn, fir Lëtzebuerg fit fir d'Zukunft ze maachen.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Jo, Investitiounen an d'Digitaliséierung, d'Energie an d'Ëmwelt sinn onëmgänglech, fir Lëtzebuerg op d'Zukunft virzubereeden. Wa mir steierlech Mesüere proposéieren, dann ass dat net just, fir déi bestoend Betriber am Land ze ënnerstëtzen, nee, eis Steuerlandschaft ass och e wichtegen – bei Wäitem net deem eenzegen, mee e wichtegen – Deel vun der Attraktivitéit vun onsem Land.

Wa mir d'Steieren op den Aktivitéiten, déi mir encouragéiere wëllen, erofsetzen, da kënnen mir sou och konkret nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg unzéien: Entrepreneuren, déi qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplazen schaffen; Entrepreneuren, déi eis erlaben, eis ambitiéis Ziler ze erreechen; Entrepreneuren, déi Steiere bezuelen an onsen Tissu économique diversifiéieren.

Ech wäert d'Erklärung vum der Madamm Rapporterin net nach eng Kéier widderhuelen, ma erlaabt mir ze soen, dass meng Fraktioun et ausdrécklech begreift, dass elo och Betribskäschtchen vun der Bonification d'impôt couvréiert ginn. Dat ass e ganz wichtege Schratt, fir d'Betriber an der Transitioun matzehuelen an och wierklech iwwergräifend ze stäipen.

An dësem Sënn wëll ech och ënnersträichen a begreissen, dass déi nei Bonification d'impôt op d'Investitiounen an d'Betribskäschtchen, betreffend dat Digital, d'Energie an d'Ekologie, op 18 % eropgesat gëtt.

Ech hu virdru gesot, datt d'Mesüeren aus dësem Projet de loi op engem Konsens berouen, vu dass se am Solidaritéitspak 2.0 mat abegraff sinn. Doriwwer

eraus wëll ech awer och ënnersträichen, dass, wéi et scho gesot ginn ass, d'Chambre de Commerce de Projet de loi begreësst. Si gesäit dës Initiativ effektiv als ee Schlësselstéck, fir déi digital, ekologesch an energiegesch Transitioun ze realiséieren. D'Chambre des Métiers huet hir Ënnerstëtzung jo och ginn. An d'Chambre des Salariés erkennt d'Noutwendegkeet un, d'Wirtschaft op déi grouss Erausforderunge vun dëser Zäit virzereeden. Si stellt awer d'Fro vum Déchet fiscal.

Erlaabt mir awer, hei op dëser Plaz nach eng Kéier ze widderhuelen, dass een an der Politick muss Prioritéiten definéieren a se dann och ëmsetze muss. Jo, a wann een dat wëllt maachen, dat kascht, mee d'Konsequenze vun engem onkontrolléierte Klimawandel an enger geschiedegter Ëmwelt kaschten nach vill méi.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | An dësem Zesammenhang muss ech awer fairerweis vis-à-vis vun de Betriber soen, datt duerch d'Ewechfale vun der Bonification d'impôt pour investissement complémentaire eng Partie Betriber wäerten am neie System manner Bonifikatiounen kréien. Dofir ass et och wichteg, fir zousätzlech steuerlech Erliichterunge fir d'Betriber an Zukunft virzugesinn.

Eng lescht Remark betrëfft d'Simplification administrative; och am Avis vum Staatsrot ugeschwat. Do gëllt et opzepasst an an Zukunft ze evaluéieren, ob d'Betriber net ze vill administrativ Hürden ze erfëllen hunn, éier se an de Genoss vun dëser Bonifikatioun kënne kommen.

Déi breet gesellschaftlech a politesch Zoustëmmung ronderëm d'Tripartittmesure sinn eendeiteg. Ech freeë mech, dass dës wichtege Projet déi néideg Zoustëmmung fënnt an dass mir an deem selwechten Esprit weider konkret kënnen derfir suergen, dass den ëffentlechen an de Privatsektor a puncto Digitales, Energie an Ekologie un engem Strang zéien.

Ofschléissend ginn ech dann den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauscheren.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goldschmidt. An da wier et um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Jo, also, ech géif gärten ufänken domat, fir dës Projet hei ze begreëssen. Et ass effektiv e Projet, deem ech nach d'Éier hat, selwer am Summer mat der fréierer Finanzministesch ze presentéieren. E Projet, deem effektiv op d'Tripartitt vu September 2022 zeréckgeet a wou mer am Fong effektiv d'Betriber encouragéieren, fir an déi duebel Transitioun ze investéieren iwwert dës Bonification d'impôt pour investissement.

Mir hunn d'lescht Woch hei iwwert d'COP28 geschwat. Mir hate gesäit en Echange mam Kommissär Nicolas Schmit iwwert de Programme de travail vun der Europäescher Kommissioun fir dat kommand Joer. An et ass kloer, dass mer effektiv méttendré sinn an där Transitioun – déi een allgemeng „déi duebel Transitioun“ nennt: ekologesch an digital – an dass mer an deem Kontext all d'Instrumenter mussen aktivéieren, fir déi Transitioun och ze acceleréieren. Well – an dat ass eng vun deene grouss Konklusiounen vun der COP28 – d'Zäit leeft eis e bësse fort. An dofir ass effektiv all Instrument gutt, mat deem mer dee Mouvement do kënnen acceleréieren.

Dat ass och hei bei dësem Instrument sou. D'Rapportrice huet dat gutt erkläert. Mir simplifiéieren et engersäits, a mir maachen et méi cibléiert op déi duebel Transitioun: ekologesch an digital. Dat Eenzecht, mengen ech, wat wichteg ass – et soll een et och nach eng Kéier soen a mir haten déi Diskussioun och schonn an der Kommissioun –, dat ass, dass mer dat hei wierklech och reegelméisseg mussen justéieren. Mir mussen kucken, wéi dat Instrument hei gräift. An deem Kontext begreëssen ech och déi Motioun, déi hei eragi ginn ass, déi ech och mat ënnerschriwwen hunn, dass mer dat hei, wéi gesot, evaluéieren an och adaptéieren, wann et muss adaptéiert ginn.

Et gëtt eng Rei Beräicher vun eiser Ekonomie, déi fir de Moment net hei dra sinn. Ech hat d'Logistik genannt. Dat ass och ee Sektour, wou et e rësege Besoin gëtt vun Investissementer, wou d'Technologien evoluéieren, a wou ee sech, mengen ech, an Zukunft soll froen, ob een do net d'Bonification d'investissement méi grouss soll opmaachen, fir och de Logistiksektor méi staark nach ze bezouschossen a fir och deem ze accompagnéieren an där Transitioun, wou en och dran ass. An et gëtt sécher och nach anerer, déi een an Zukunft vläicht hei wëll mat eranhuelen a wou een déi Bonification d'impôt méi breet wëll opmaachen. An dofir géif ech de Finanzminister och invitéieren, dat ze maachen.

Mir hunn national Instrumenter, wéi d'Bonification d'impôt. Mir hunn och natierlech europäesch Instrumenter wéi déi europäesch IPCEIen, Important Projects of Common European Interest, wou mer eis mat abréngen. Mir hunn natierlech och eng Rei aner Instrumenter, déi iwwert déi lescht Jore verabschit gi sinn: den Net Zero Industry Act – d'Antwort op den amerikaneschen IRA –, awer och natierlech all déi Mesuren, déi no der Pandemie geholl gi sinn, wou och Investissementer dra virgesi sinn.

Mir hunn och an deem Kontext – an ech géif dat hei och gär mentionéieren – e weidere Projet de loi, deem ënnerwee ass. Dat ass de Projet de loi 8314, wou et geet ëm deem neie Régime d'aides environnement a Régime d'aides RDI. Dat ass eng Adaptatioun op déi europäesch Block Exemption. Do si mer an deem selwechte Kontext, well am Endeffekt geet et drëm, fir d'Betriber dozou ze kréien, ze investéieren an Innovatioun, a Recherche, awer och an déi ekologesch Transitioun.

An dësem Projet de loi gi mer och nei Weeër, notament iwwer Appels à projets, wou mer kënnen a strateegesch Beräicher, déi wichteg si fir eis Diversification économique, wéi zum Beispill d'Decarbonisation, d'Kreeslafwirtschaft, d'Industrie 4.0, Santéstechnologien, méi cibléiert Appel-à-projekte maachen an dann eeben och op eng méi effikass Aart a Weis ëffentlech Gelder an déi Secteuren do hindraieieren.

Do kënnen och Cofinanzementer gemaach gi mat Rechercheinstituter. Et kënnen Infrastrukture gebaut gi fir Essaien an Experimentéierung, och fir Kleng- a Mëttelentreprisen. An an deem Projet de loi gëtt et och méi eng héich Intensitéit vun Aidé fir verschide Projeten, déi an déi Richtung ginn, wou mer se gär hätten – nach eng Kéier: Kreeslafwirtschaft, Efficacité énergétique, Digitaliséierung.

Wéi gesot, dat ass e Projet, dee sech an dee selwechte Beräich wéi déi Bonification d'impôt pour investissement hei areit an deem och scho vun der viregter Regierung lancéiert gouf. Ech mengen, hei si mer eis eens, dass mer dee Mouvement mussen weider maachen, dass mer och do mussen nach méi an Zukunft maachen, well d'Besoinen, wéi gesot, enorm sinn.

An, Här Minister, wann et an déi Richtung geet, da kënnt Der och do op de Support vun der LSAP-Fraktioun zielen an deem Kontext. Voilà, dat gesot, géif ech gärten heizou och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, ech mengen, et huet och wéineg Wäert, elo alles dat ze widderhuelen, wat hei gesot ginn ass, wat ganz richteg ass. Domadder langweile mer d'Leit just. D'Zäit, déi ass wäertvoll, dofir maache mer schnell.

Mir begreëssen dës Projet, deem zeréckgeet op e Konsens an der Tripartitt, deem an der Chamber hei esou ofgestëmmt ginn ass.

An elo erlaabt mer do eng kleng Remark ze maachen. Ech wëll am Fong dorun erënnere, dass déi Decisiounen, déi am Solidaritéitspakt ëmgesat gi sinn, déi Resultater vun der Tripartitt, déi sinn ugeholl ginn. Dat ass net eng Decisioun gewiescht vun der Regierung, mee dat ass eng Decisioun vun der Chamber! Dat gëtt oft dobauss vergiess. An ech mengen, et muss een dat kloer dobaussen de Leit och soen: D'Chamber decidéiert dat, an d'Chamber hält dat un.

Mir hunn dat hei matgestëmmt. Natierlech stëmme mer dann och dat heite mat. De Sënn dovunner ass jo och gutt. A bei enger Tripartitt, do solle jo och net nëmmen déi schaffend Leit gutt derbäi ewechkommen, mee och d'Betriber solle sou wäit wéi méiglech gutt derbäi ewechkommen. An da fuere mer gutt zesammen hei am Land.

Ech soen Iech alleguete Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass schonn ugeklongen: Et handelt sech hei ëm en extreem wichtege Bausteen an der digitaler an an der nolahalger Transformatioun vun eiser Ekonomie. Dësen Text geet, wéi gesot, op déi viregt Regierung zeréck, op de Solidaritéitspakt 2.0. A mir wäerten deem natierlech och matdroen.

Wisou ass evident. Mir hunn eis nach ëmmer staarkgemaach fir Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land an, natierlech virop, wann et drëms geet, eng klimapositiv Politick ze maachen, eis Klimaziler ze errechen. Dofir brauche mer d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land an naiterlech och ons Entrepreneuren.

An de Projet hei erweidert d'Méiglechkeeten, fir vu Steiervirdeeler ze profitéieren, wann een nolahalger oder digital Investitiounen tätég oder eeben Exploitationsfrais huet. Dat ass nei. Meng Virriedner sinn dorobber agaangen. An dat ass natierlech och positiv.

Mir wëllen op där enger Säit ons Betriber, déi an d'Digitaliséierung an an d'Nolahalgekeit investéieren, stäerke, an op där anerer Säit soll dat Ganzt awer och e positiven Impakt hunn op déi Wirtschaftssektoren hei am Land, déi grad an deenen dote Secteuren tätég sinn an déi sech eeben op d'Entwécklung vun der Nolahalgekeit, vun der Digitaliséierung och spezialiséiert hunn.

A laut Eurostat, dat kann een och am Avis vun der Chambre des Salariés noliessen, gesäit een, datt mer awer net grad zu de Virreider gehéieren en termes

vun Investitioune vun eisen Entreprises hei am Land. Dat musse mer änneren. Et ass e Kompetitivitéitsfacteur, et ass en Nohaltegkeetsfacteur. An dofir ass dat hei eng extreem gutt Mesür.

Ech komme vläicht och nach kuerz och op déi Opposition formelle vum Staatsrot zrëck, dee jo gesot huet, dass déi Limitt vun 20.000 Euro, déi ausgeklammert waren ..., also all d'Investitiounen ënner 20.000 Euro, déi ausgeklammert waren am initialen Text, wat den ongläichen Traitement sollt duerleeden ...

D'Erklärung, déi ursprüngelech vun der Regierung beim Depot gi war, dat war, dass doduerch eeben d'Verwaltungsvergure, d'Chargen ze héich wäeren. An dat huet de Staatsrot zu Recht, géif ech soen, net gëlle gelooss, mam Argument, datt et jo grad géif dréms goen, dass hei all d'Betriben an deen Transformationsprozess solle matgehoen ginn. D'Regierung huet dann och de Choix gemaach, dës Ongläichheeten erauszestrichen. Dat ass extreem positiv, well et nämlech och grad kleng Betriben erlaabt, méi kleng Investitioune steierlech ofzesetzen.

Natierlech ass dat awer och elo annexéiert mat enger méi grousser Erausforderung, déi dann déi ass, datt och genuch Manpower zur Verfügung gestallt gëtt, fir datt all déi Dossieren – an där kéinten et der elo bedeitend méi ginn, duerch eeben d'Ophiewe vun där Limitt vun 20.000 Euro – awer nawell séier kënnen traitéiert ginn. Et ass och ugeklongen: Et ass en neie Mechanismus, deen eeben elo agefouert gëtt mat enger Certificatioun, déi da ka bei der Steuererklärung bäigefügt ginn.

Mee fir dass et fonctionéiert, muss och deen Accord séier kommen. An d'Entreprise muss séier wëssen, wou se dann och drun ass. Dofir, Dir hutt Iech ..., d'Ministèren hu sech engagéiert, fir, wann et misst sinn, déi néideg Manpower zur Verfügung ze stellen. An alternativ kënnst Du jo hei vläicht schonn Äre Prinzip vum „Silence vaut accord“ aféieren, wann et soss net séier genuch gëtt.

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt, ass déi vum Käschtepunkt vun der Mesür insgesamt, an dem Zousatzkäschtepunkt natierlech och vun deem Opmaache vun den Investitiounen an den Exploitationsfraisën ënner 20.000 Euro.

De Projet ass awer och d'Geleeënheet, an ech hat d'Fro an der Kommissioun opgeworf – ech sinn och frou, dass dat elo vun de Majoritéitsparteien als Motioun opgegraff ginn ass –, wéi dat heiten och analyséiert gëtt. An dofir droen ech déi Motioun och mat ..., droe mir se mat.

Ech hat och eng änlech Motioun préparéiert. Ech hat allerdéngs do proposéiert, dass mer géifen eng Evaluatioun no zwee Joer maachen, sou wéi Der Iech engagéiert hat an der Kommissioun. D'Madamm Adehm huet mer elo erkläert, firwat dräi Joer besser wäeren. Et gëtt Iech genuch Zäit, fir dat dann ze kucken. Mir hunn och domadder kee Problem. Dofir droe mer dann déi Motioun och mat.

D'Chambre des Salariés freet an hirem Avis, dass insgesamt déi eenzel Steierbonifikationsmechanismen, déi mer hunn, sollen op de Leescht geholl ginn a soll gekuckt ginn, wat den Impakt dovunner ass. An ech fannen et eng ganz gutt Demarche, dass dat heiten elo bei engem ..., et ass net e ganz neie Mechanismus, mee en iwwerschaffte Mechanismus eng éischte Kéier dann och esou gemaach gëtt, well et eis wierklech soll weisen, wat de reellen Impakt do dervunner ass.

Ech hoffen och, dass et iwwert déi reng Gréissten-uerdnungsanalys erausgeet, dass mer eis effektiv och Gedanke maachen, ob dat Zil, wat mer eis hei setzen

– nämlech dass massiv an eng Digitaliséierung, an eng nohalteg Verbesserung vun den Entreprisén gesat gëtt –, och erreicht gëtt duerch sou Mesüre wéi déi heiten.

An ech erënneren och nach un d'Aschätzung vun der Chambre des Salariés, dass et insgesamt utile wier, eng grouss Transparenz iwwert den Déchet fiscal vun den eenzele Steiermesuren hei ze hunn.

Et ass e gudde Projet. Dir hutt den Accord vun deene Gréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An als nächste Riedner steet den Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e bësse wéi en Déjà-vu bal, Iech erëm hanner mer setzen ze hunn.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Gesetz ass, wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleegen et virdru gesot hunn, nach en Deel vum Tripartitt-Accord an domat vum Solidaritéitspak 2.0. Ech hunn extra nogekuckt, déi wivillt Versioun dovunner et ass; et verléiert ee jo e bëssen den Iwwerbléck. Mee et ass en Deel vum Accord, dee mer definitivënnerstëtze kënnen, dat kann ech Iech direkt soen.

Et ass en Deel, deen eis Firma soll fir d'Zukunft staarkmaachen. Déi Mesuren, déi geholl ginn, déi – an ech schwätze bewosst vun de Mesuren, déi geholl ginn – begrësse mer. Mee: Si komme relativ spët! Et sinn, wéi gesot, wichteg Mesuren, déi d'Firma prett maache fir d'Zukunft.

Et muss een awer och soen, datt hei muss verhënnert ginn, datt eng weider onproportionell Charge op déi Firmen zoukënn. Well déi Firmen, déi eppes wëlle maachen, sollen net éiweg amgaange sinn, fir deen Dossier zesummenzestellen, deen dann herno hofentlech approvouéiert gëtt vum Wirtschaftsministère.

An ech kann Iech soen: Et ass heiansdo wierklech en ustrengende Wee, fir Dossiere fäerdeg ze maachen, wann een et mam Wirtschaftsministère ze dinn huet, wann et ëm Subside geet. Hei geet et elo ëm e Certificat. Bon, et wär also gutt, wa mer de Firmen, sou wäit et geet, géifen entgéintkommen, fir dann och sou mann wéi méiglech administrativ Aarbecht op béide Säiten ze hunn. Well et bréngt näischt, wa mer heimat eng Aarbechtsbeschaffungsmoossnam fir Computable maachen – och wann déi natierlech frou wäere fir all Stonn, déi se méi facturéiere kéinten.

(Hilarité)

Hei war jo dann awer och ganz kloer e Versprieche vun der Regierung – an ech wäert se dorunner festhalen –, fir d'administrativ Demarchen ze vereinfachen, fir datt d'Firma gradwéi d'Biergerinnen an d'Bierger manner am Pabeier ënnerginn, wa se gären Hëllef vum Staat hätten.

Jo, da kréie mer gesot, dass soll dann iwwer MyGuichet goen oder iwwer guichet.lu goen, an da freet een de Verrieder vum Wirtschaftsministère an der Kommissioun an da kritt een als Äntwert: „Jo, also, mir kënnen sécher de Formulaire online setzen, fir d'Demande ze maachen, mee den Traitement hannendrun, dat ass dann awer näischt anescht, wéi wa mer e Bréif géifen erakréien, well bis dat hei elo a Kraaft trëtt, sou séier si mer da jo awer och net prett.“ Bis weini, dat konnt en eis awer och net soen. Dat heescht, hei ass e bësse sou ... D'Biergerinnen an d'Bierger kréie virgegaukelt, datt et schonn digital géif goen, mee hannendru sëtzt e Beamten, deen et ausprint an da warscheinlech an en anere Computersystem erëm aklappt. Dat ass net, wéi ech mer Digitaliséierung a Simplification

administrative virstellen! Dat heescht, hei wär eng Zouso, wéi laang et dauert, bis déi Systemer dann och ginn, sécherlech vu Virdeel gewiescht.

Mir halen dann och drop, dass dës Regierung dat Versprieche aléist an net bei deem bleift, wat hir Virgängerinne gemaach hunn. A vläicht – dat heiten ass jo e Projet, dee soll incitéieren, d'Digitaliséierung an de Betriben weiderzedreiwen –, vläicht motivéiert den nämmeleche Projet da jo och d'Regierung, dat nämmelecht ze maachen, wat se vun de Betriben gären hätt, nämlech méi séier ze digitaliséieren, d'digital Transition bei sech selwer umsetzen ze looschen an ëmzesetzen. Et wär op alle Fall e flotte Gedanken, wann dat géif elo kuerz viru Chrëschttag dann ugestouss ginn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Här President – deen, deen dann elo do sëtzt –, da wëlle mer als Piraten awer ausdrécklech begrëssen, datt mat deem Projet och de Carbon Capture e Finanzéierungsweg kritt; en éischte Finanzéierungsweg kritt, muss ee soen, well mir, d'Piraten, géifen eis wënschen, datt een do méi wäit géif goen. Mir hunn och dofir eng Proposition de loi deposéiert, déi dat ganz kloer an e Kader setzt, wou pro Tonn CO₂, déi agefaange gëtt, déi u sech recycléiert ka ginn, géif subventionéiert ginn. Domat géife mer en neie Wirtschaftssektor op Lëtzebuerg bréngen an et ass gutt, datt mer hei en éischte Schratt maachen, datt esou Projekte kënnen zu Lëtzebuerg subventionéiert ginn, well dat sécherlech e Wee ass, fir eng méi nohalteg Wirtschaftsplaz ze schafen.

D'Regierung huet jo och de Carbon Capture an hirem Koalitionsaccord ugeschwat a mir hoffen, datt dat heiten dann nëmmen en éischte Schratt an net dee leschten an déi Richtung ass an datt och weider Initiative wäerte kommen. Wéi gesot, Dir kënnst gären och eis Proposition de loi nach eng Kéier kucken a vläicht méi positiv aviséiere wéi d'Virgängerregierung.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech eisen Accord an ech hoffen, datt d'digital Transition net nëmme bei de Betriben, mee och bei de staatlechen Administratiounen ukënn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, et gouf e puermol gesot haut, datt deen heite Projet de loi ..., deen entspréngt jo engem Accord tripartite, deen zustane komm ass a wou e Projet de loi deposéiert gouf vun der viregter Regierung a wou elo en neie Projet de loi opgrond vun deem viregte Projet de loi deposéiert gouf. Et gouf dann e puermol gesot: „Jo, deen entspréngt engem Accord tripartite.“ Ech muss awer feststellen, datt d'Chambre des Salariés, dat ass jo och scho gesot gi vun der Madamm Rapportrice, u sech géint deen heite Projet de loi ass. Si ënnerstëtzen deen net. Dat heescht, d'Chambre des Salariés, dat sinn d'Gewerkschaften, an ech mengen, datt si am Prinzip och en Deel vun der Tripartitt sinn. Dat heescht, dass muss een awer och feststellen, datt deen heite Projet de loi u sech net den Accord, wann ee sou wëll, vun der Tripartitt huet. An ech sinn e bëssen erstaunt, datt mer awer esou e groussen Enthusiasmus hu par rapport zu deem Projet de loi, dee mir net wäerte matstëmmen.

Mir mengen och, datt mer vläicht e bëssen ze vill liichtfankeng a relativ séier mat Steierausschäi hei ëm ginn. Et gëtt gesot ..., an et ass jo och eng Motioun deposéiert gi vun der CSV, déi mir zwar net ënnerschriwwen hunn – dat huet éischter mat den Invitten

ze dinn, well mir dee Projet de loi net saluéieren –, mee mir wäerten déi Motioun awer mat ënnerstëtzen, well mir net géint eng Evaluatioun sinn duerno vun deem Projet de loi, vun dem Gesetz, wann dee bis jo gestëmmt ginn ass. Mee mir haten och eng Diskussioun an der Finanzkommissioun: Et ass zur Zäit onméiglech, virauszegesinn, wat fir en Déchet fiscal do erauskomme wäert. Beim aktuelle Bonifikatiounssystem krute mer vun der Steierverwaltung gesot, datt mer bei engem Ordre de grandeur vun 200 Milliounen d'Joer géife leien. Bon, warscheinlech geet et hei elo e bëssen driwwer, vläicht och drënner, dat muss een nach kucken.

Mee op jiddwer Fall, d'Fro, déi sech stellt – well et gouf gesot, den Här Goldschmidt huet dat zurecht gesot, datt ee muss Prioritéite setzen am Liewen an an der Politik och an datt de Kampf géint de Klimawandel ganz wichteg ass; där Meenung si mer och –: Muss dat systematesch iwwer Bonifikatiounen fir d'Betriber gemaach ginn? Kann dat net och anescht gemaach ginn? Déi 200 Milliounen Déchet fiscal oder méi oder wat och ëmmer, déi Milliounen Déchet fiscal, déi mer hunn, kënnen déi net anescht agesat ginn, och wat d'Betriber ugeet, iwwert Hëllef, déi méi geziilt sinn, haaptsächlech fir méi kleng Betriber, déi wëllen tatsächlech eng Transitioun maachen, eng méi durabel Transitioun maachen? Kann een deenen net ënnert d'Äerm gräifen iwwert en anere Wee?

Ech mengen, mir soen dat och, an ënnert anerem, well awer de Soupçon vun Abusen net komplett ausgeklammert ass mat deem System vu Bonifikatiounen. Mir hunn och an der Kommissioun driwwer geschwat. Muer wäerte mer och nach déi Ëmsetzung ..., iwwert déi Minimalbesteuerung vu 15 % diskutéieren an ofstëmme, wou een och net richtig weess, a wat fir eng Direktioun dat geet. Doriwwer wäerte mer muer diskutéieren. A prinzipiell soll deen heite System vu Bonifikatiounen jo net derzou féieren, datt mer ënnert déi 15 % wäerte falen.

Et ass awer gesot ginn, et kéinten Extreemfäll entstoen, mee et gouf gesot: „Mee dat kann een nach net sou richtig aschätzen“, an déi Extreemfäll kënnen sech vläicht och reduzéieren op een, zwee, dräi Gruppen, déi extreem grouss sinn. Dat heescht, do muss ee ganz gutt oppassen. Mir ginn e bëssen ..., on va un peu vite en besogne.

Duerno, wann ech och liesen, wat d'Chambre des Métiers seet – well mir schwätzen hei vu Klima, also Transition climatique, Transition énergétique –, d'Chambre des Métiers huet zum Beispill bedauert oder seet, warnt, datt een zum Beispill och net muss all Véhicules automoteurs ausschleissen. Dorënner kann ee sech virstellen – ech weess net, wat d'Chambre des Métiers sech wierklech dorënner virstellt –, et kann ee sech virstellen, datt d'Chambre des Métiers mengt, datt zum Beispill Elektroautoen an esou weider net sollen ausgeschloss gi fir d'Bonifikatiounen. Mee da komme mer an d'Diskussioun, ob dat tatsächlech och eng Mesure climatique ass. Dat heescht, mir kënnen och an eng Richtung goe vu Greenwashing oder datt gewësse Saachen, déi net a Wierklechkeet a Richtung vun Energietransitioun ginn, duerno als Energietransitioun ugesi ginn an datt duerno eng Bonifikatioun dorausert entsteet.

An nach zuallerlescht, muss een awer och oppassen: Mir schwätze vun digitaler Transitioun, vun Energietransitioun, vu Klimatransitioun – ech géif dat net onbedéngt ëmmer am selwechten Otemzuch nennen. D'digital Transitioun an och den CO₂-Impakt vun der Digitaliséierung sinn och eng Diskussioun, an déi zwou Saachen hunn net onbedéngt eppes mateneen ze dinn. Dat heescht, doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren.

Voilà, dat gesot, wäerte mer géint dese Projet de loi stëmme, well mer der Meenung sinn, datt mer e bëssen ze séier hei zu Lëtzebuerg ginn. Et ass immens schwéier zu Lëtzebuerg, fir wierklech iwwer de PNEC ze diskutéieren, fir richtig Envergnure-Planifikatiounen ze maachen, fir d'energetesch Transitioun, fir d'Klimatransitioun. Et ass ... Zu Lëtzebuerg geet et ëmmer relativ séier, fir duerno Bonifikatiounen fir Betriber ze maachen, fir datt se manner Steiere bezuelen, an dat gëtt dann och duergestallt, wéi wann dat eppes domadder ze dinn hätt, an do si mer relativ skeptesch, genausou wéi d'CSL och skeptesch ass, a mir wäerte jo dann och an zwee, dräi Joer gesinn, wat dat alles bruecht huet. Op jiddwer Fall si mer léiwer dergéint.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Wagner villmools Merci.

An dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen der ganzer Chamber villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung, och wann déi lescht Wieder vum Här Wagner e bësse manner positiv ware par rapport zu dem Gesetzesprojet. Dat hei ass, wéi vu ville Virriedner ënnerstrach ginn ass, e wierklech wichtige Gesetzesprojet.

Richtig ass, dass en op den Accord tripartite zeréckgeet, deen, wéi och richtig ënnerstrach gouf, e large Support hei hat an der Chamber, nämlech vun der fréierer Majoritéit, mee och vun der deemoleger Oppositioun. An duerfir hu sech eng ganz Rei Moossnamen aus deem Tripartit-Accord och an dem Regierungsaccord erëmfonnt. An dat hei ass eng vun deene weesentlechen. An d'Ursach ass déi, well déi Investissemente, déi geschéie fir d'Erreche vun der Klimaneutralitéit, dass de Staat déi net kann eleng bewerkstellige. An den Här Goldschmidt huet dat goldrichteg ënnerstrach, ...

(Hilarité)

... jo, dass alles dat, wat an dat Digitaal geet, alles dat, wat an d'Ekologesch erageet, an alles dat, wat an déi energetesch Transitioun erageet, de Staat net eleng ka maachen, mee dass dat muss en Effort commun sinn, deen de Staat zesumme mat de Partner, an dat sinn an deem Fall d'Betriber, realiséiert. Dat ass eng Approche, déi dës Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet, dat Zesummespill vun dem Staat zesumme mat den Entrepreneuren, fir déi Zilsetzungen, déi mer eis gemeinsam ginn hunn, kënnen ze errechen.

Richtig ass awer och, dass all Efforten, souwuel vun der Chamber wéi och vun dem Staatsrot wéi och vun der Regierung gemaach goufen. An den Här Clement huet gesot: „Dat huet mer ze laang gedauert.“ Also, ech wëll soen, ech sinn elo knapps véier Wochen am Amt, ech war, mengen ech, néngmol an der Finanzkommissioun, an déi Finanzkommissiounen hu méi wéi annerhalfe Stonne gedauert. Mir setzen all d'Servicer a Beweegung um Niveau vun dem Finanzministère, fir ënnert der Regie vun der Chamber kënnen am Interessi vum Land schnell reaktiv ze sinn, a wa mer dat hikeré bis muer, mengen ech, dann hu mer net manner wéi aacht oder néng Gesetzesprojeten, déi schonns aus dem Finanzberäich an dëser Legislaturperiod ëmgesat goufen.

Et huet awer och eng aner Ursach, firwat dass mer drop gedrängt hunn, och als Regierung, fir dee Gesetzesprojet hei eranzebréngen. Firwat? Fir den Entrepreneuren Incitativen ze ginn, an dat Digitaal, an dat

Ekologesch an an dat Energetesch ze investéieren, fir den Entrepreneuren Previsibilitéit ze ginn, well déi Dispositiounen si ganz kloer geschriwwen, fir dass ee weess, firwat dass een déi Bonifikatioun kritt a firwat dass ee se och net kritt.

An dann ass mäin Tour, fir ze soen: Jo, et ass richtig, et ass vun eenzele Verrieder ënnerstrach ginn, fir Investissemente, déi net an déi spezifesch Krittäre vun deem Gesetzesprojet falen, ass den Traitement fiscal liicht, mee sécher manner favorabel. Well et konnt ee fir eenzel Investissemente, Stand haut, 15 % Bonifikatioun kréien, a fir déi Investissemente kritt een an Zukunft nëmme méi 12 %. A well dat also an Traitement fiscal ass, dee manner favorabel ass, muss een, wann een dat wëll applizéieren op e Steuerjoer, dat ab dem 1. Januar a Kraaft hunn.

Op déi eenzel Prezisiounen aus dem Gesetzestext ginn ech net méi an. D'Madamm Rapportrice huet dat am Detail erkläert. Ech wëll just kloer soen, dass séchergestallt ass mat deem Gesetzesprojet, dass net nëmmen Entrepreneuren, déi sech ënnert der Form vun enger Gesellschaft organiséiert hunn, iwwert dës Steuerbonifikatiounen kënnen profitéieren, mee och zum Beispill en eenzel Entrepreneur, en eenzele Geschäftsmann, deen dat mécht en nom personnel, dat heescht, ouni dass en eng Gesellschaftsform ugeholl huet.

Et muss een och ganz kloer soen – an ech soen dat an aller Transparenz! –: Déi Investissemente, déi vun enger Lëtzebuerger Entreprise, vun engem Lëtzebuerger Geschäftsmann gemaach ginn, dat sinn net nëmmen déi Investissemente, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mee opgrond vun der europäescher Rechtssprechung a vun der libre Circulation vun de Services, Libre prestation de services an och libre Circulation vun de Kapitaler, fält heiderënner och eng Lëtzebuerger Entreprise, déi zum Beispill en Investissement an den europäesche Memberstaate mécht. Ech mengen, och dat soll een hei an aller Transparenz soen.

Dann ass déi Fro opgeworf ginn, ënnert anerem vun der Chambre des Salariés – den David Wagner huet sech Firsprécher dovun gemaach –: Wat ass dee budgetären Impakt do dervun? Ech wëll mech hei net op eng konkret Zuel avancéieren. Ech wëll just soen, an dat hunn ech och an der Finanzkommissioun schonn indiquéiert, dass opgrond vun dem aktuelle System den Impakt vun der Steuerbonifikatioun op ronn 200 Milliounen Euro pro Joer am Duerchschnitt ze chiffréieren ass. Dat heescht, dat ass deen, wann ee seet, Steierausschlag, deen een huet, wéi wann dee System hei net géif fonctionéieren, da wieren dat ronn 200 Milliounen Euro pro Joer. Elo muss een natierlech och wëssen, dass opgrond vun deenen Incitativen, déi bestinn, fir dass d'Leit ënnerstëtzt ginn, an dat Digitaal ze investéieren, an dat Ekologesch oder an dat Energetesch, natierlech vill méi Investissemente gemaach ginn. Dat ass also déi Konterpartie, déi jo e Wëllen ass, net nëmme vun enger Regierung, mee en Ausdrock vun dëser Chamber.

Wéi vill Entrepreneuren falen ongeféier heiderënner? Concernéiert sinn opgrond vun de Schätzungen, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen, 7.800 Entrepreneuren. Et kéint sinn, dass hei dee Montant an d'Luucht geet, dat muss een einfach soen, an deementspreechend kéint dann och sinn, dass de budgetären Impakt méi substanzuell wier wéi déi 200 Milliounen, déi virgesi waren.

Dem Här Fayot seng Fro – ech soen him Merci fir déi Ënnerstëtzung, hien ass och méi wäit nach dodriwwer erausgangen – iwwert d'Evaluatioun: Jo, ganz kloer, mir maachen eng Evaluatioun. An der Motioun, déi d'Chamber, mengen ech, iwwer verschidde

Fraktiounen dréit, sinn déi dräi Joer virgesinn. Déi dräi Joer, firwat si se virgesinn? Majo, wann dat elo 2024 a Kraaft trëtt, da gi jo 2025 emol déi Steuererklärungen gemaach vun deem Joer 2024, an dann dauert dat jo nach eng Zäit, bis dass déi gepréift sinn a bis dann all Entreprise hir Steuererklärung eraginn huet.

Ech wëll Iech ganz kloer soe vu menger Säit hier – an ech mengen, de Wirtschaftsminister stellt dat net a Fro –: Sollten eenzel Adjustementer gemaach ginn en cours de route, si mir déi Éischt, déi éischter an d'Chamber kommen, fir ze kucken, wou eventuell Nobesserungen um System musse gemaach ginn. Dann ass den Här Fayot agaangen op de System vun der Logistik – wat richtig ass. Ech wëll awer och soen, dass d'Logistik hei net vu vireran ausgeschloss ass, well zum Beispill an der Logistik selwer, do kann och de Fuerpark ënnerstëtzt ginn, wann en eenzelne Krittären entsprécht, mat bis zu 12 %. Et ass awer d'Logistik selwer, dat heescht d'Gestioun vun engem Entrepôt, wann déi iwwert déi digital Manéier geschitt, wann déi Gestioun de ganzen Entrepôt wëllt aneschtens organiséieren, jo, da kann ee bis zu 18 % kréien. An ech wëll Iech emol eng Kéier soen, wat dat ausmécht. Wann een zum Beispill e Projet hätt, sief dat en Direktinvestissement oder Betriebsausgabe vu 500.000 Euro, dann ass dat eng Steuerbonifikatioun vun 18 % vu 500.000 Euro, dat heescht, dat sinn 90.000 Euro pro Joer fir déi Entreprise, déi se net als sougenannten Abatement ..., dat heescht, wat se vun de Steiere kann ofsetzen, mee datt se carrement vun där Cote vu Steieren, déi se bezilt, kann ofzéien. Dat heescht, wann déi Entreprise zum Beispill eng Steiercote vun 200.000 Euro hätt, da ka se hei e Steierkredit geltend maache vun 90.000 Euro. Da bezilt déi also praktesch nach just d'Hallschent vun deene Steieren, déi hir ugefall sinn.

Den Här Clement huet gefrot: „Wéi séier geet dat elo vonstatten?“ Abee, Dir hutt an der Kommissioun d'Engagement vun de Leit aus dem Wirtschaftsministère héieren, dass si prett sinn, fir déi Certificatiounen en place ze setze fir all Investissement, wat ab dem 1. Januar sollt realiséiert ginn. Mir wäerten eis do selwer testen, fir d'Digitalisation beim Staat, bei sou engem konkrete Projet wéi deem hei, virunzedreiwen. Ech kéint mer virstellen, vu dass déi De-minimis-Regel vun den 20.000 Euro opgrond vun der Remark, mengen ech, vun dem Conseil d'État, ewechfält, dass ganz vill Dossieren erakommen. Abee, da muss de Staat kucken, selwer deenen Uspréich, déi e sech gestallt huet, gerecht ze ginn. An ech mengen, dat muss een zesumme maache mat deem Ministère, deen d'Digitalisation en charge huet, an dat ass an deem Fall – d'Nobearbechtung, déi geschitt iwwer de CTIE –, dat heescht, de fréieren oder och nach ëmmer jëtzege Centre informatique de l'État. Dat zur administrativer Vereinfachung.

Ech mengen, op de Gros vun deene Froen, déi gestallt goufen, sinn ech agaangen. Sollte weider Präzisiounen en cours de route néideg sinn, wäerte mer dat iwwert eng legislativ Nobesserung kënnen maachen oder, wat jo och geet am steuerleche Beräich, dat ass iwwer Circulaire vun dem Steierdirektor.

Och fir déi Froen zum Beispill, wou den Här Fayot drop agaangen ass vun der Logistik zum Beispill. Et muss ee wëssen, dass an engem Cargozerter d'Gestioun vun dem Zenter heivunner ka profitéieren, mee et kënnen och zum Beispill Aeronoffen, dat heescht zum Beispill e Fliger, och heivunner kënnen profitéieren. An Dir wësst, dass dat natierlech bei de Käschte vun engem Fliger, déi vun 100 bis 200 Milliounen ginn, e gréisseren Impakt huet, an dofir och en Impakt fir d'Wirtschaftsleeschtung insgesamt hei am Land.

Dofir nach eng Kéier Merci gesot fir déi breet Zoustëmmung! An op jidde Fall vu menger Säit engagéieren ech mech, och onofhängeg vun der Motioun. An ech weess, dass ech mech un d'Motiounen – a gären u Motiounen, déi eng Majoritéit an der Chamber kréien – wäert halen, mee och en cours de route reegelméisseg Bericht mat de Servicer maachen, wat den Impakt vun dëser Moossnam ass.

Duerfir nach eng Kéier merci, Här President. Entschëllegt, dass ech e bësse méi laang war, mee ech war a menger Zäit.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd an Ärer Zäit an et ass gutt, datt Der Iech un d'Motiounen haalt. Dat hunn ech mat Pleséier hei héieren. Domat ass dann elo d'Diskussioun nach net ofgeschloss, well den Här Fayot nach d'Wuert freet, d'LSAP huet och nach Riedezäit.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President, och merci dem Minister, dass en op all déi Observatiounen a Froe vun den Deputéierten agaangen ass. Ech fanne dat e flotte Stil. Ech hätt just eng – ech hunn Iech gutt nogelauschert –, just eng Nofro. Dir hutt bei den Entitéiten, déi méiglecherweis heivunner kënnen beneficiéieren, dat op 7.800 geschat. Ech froe mech, ob dat ..., well mir haten d'Diskussioun an der Finanzkommissioun och iwwert de Pilié 2 an do hat Der op eng fréier Question parlementaire verwisen, wou effektiv de Chiffer vu 7.500 ugi gouf, an ech froe mech, ob ... Schwätze mer hei vun där selwechter Saach? Well hei, ech mengen, hei si mer jo am Kader vun der Bonification d'impôt, ech froe mech och, wéi Der dat kënnt wëssen de prime abord, wat fir eng Entreprises elo heivunner kënnen beneficiéieren. Gëtt et do elo keng Confusioun zwëschen deenen zwee Projeten? Well ech ka mech erënneren, dass Der an der Diskussioun iwwert de Pilié 2 de Chiffer vu 7.500 Entreprisé ginn hat, baséierend op enger Äntwert op eng Question parlementaire zum Pilié 2. An ech wollt just kloer sinn, ob mer hei vun der selwechter Saach schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. An ech ginn dovunner aus, datt de Finanzminister wëllt eppes dozou soen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, et ass wéi am Examen. Merci, Här Fayot. Dir hutt dat ganz richtig gesot: De Pilié 2, fir déi Leit, déi net alles am Detail an der Finanzkommissioun suivéieren, dat ass d'Mindestbesteuerung vun de multinationalen Entreprises, wourop mer muer zrëckkommen, wat en extreem wichtige Gesetzesprojet ass. Do steet an dem Exposé des motifs an och an deene Präzisiounen, déi, ech mengen, souguer d'Chambre des Salariés ginn huet – an déi stëmmen –, dass do ronn 7.500 Entreprises oder Entitéite vun Entreprisé concernéiert wieren zu Lëtzebuerg. Dat ass de Pilié 2.

Hei, déi 7.800, wat e Chiffre sensiblement similaire ass, dat ass een, dee sech eenzeg an eleng op d'Steierbonifikatioun bezitt, an dat sinn Informatiounen, déi ech net einfach sou avancéieren, mee dat ass op Base vun deene Präwungen – well ech hunn dat och selwer nogefrot – vun der Steierverwaltung. Wann e Projet eligibel ass, ass et en fin de compte, dat wësst Der, herno d'Steierverwaltung, déi, wa se de Bulletin emetteiert, an et ass eng Steuerbonifikatioun, déi ee ka geltend maachen, kann eigentlech, mengen ech, statistesch relativ novollzéien, wéi vill Entreprises dovunner beneficiéieren. Wéi gesot, déi 7.800 Entreprises, dat ass d'Schätzung, also dat sinn d'Statistiken, déi iwwert déi vergaange Besteuerungsjoren opgelaf sinn.

Ob et der elo mat deem System méi oder manner ginn, dat weess ech net, duerfir kënnen mer och net de genaue Steuerimpakt schätzen. Mee géif ee sech op déi selwecht Moossname berouen, da kënnt een op

déi ronn 200 Milliounen Euro steuerlechen Impakt, déi och an der Finanzkommissioun vun der Steierverwaltung genannt goufen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8276. Den Text steet am Document parlementaire 8276⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8276 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: 2, an Abstentiounen: keng. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Elo hunn ech nach eng Motioun hei um Büro leien, vun der Madamm Adehm ofginn, mee ech mengen, Madamm Adehm, Dir hutt se schonn erkläert, Dir wëllt jo net nach eng Kéier erklären. Wëllt een dozou Stellung huelen?

Wann dat net de Fall ass, ginn ech dovunner aus, datt mer e Vote électronique maachen, well mer hei net an der Eestëmmegkeet sinn. Da maache mer de Vote électronique doriwwer.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

An d'Resultat vum Vott ass 60 Jo-Stëmmen an natierlech domat keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dann hätte mer och kee Vote électronique gebraucht, mee soumat ass d'Preuve dann awer ganz kloer.

D'Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Pölfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. 8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Elo komme mer dann zum nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Sëtzung, zum Projet de loi 8344 iwwer d'Accisen an d'Taxen, fir den Undeel u Biokraftstoffer a Brennstoffen an d'Luucht ze setzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoosen opgedeelt: d'Rapportrice huet 10 Minuten, all Fraktiounen an all Sensibilitéit hu jeeeweils 5 Minuten, d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech schonns ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Gesetzesprojet soll den Undeel vu Biocarburants am Treibstoff eropsetzen. Ursprünglech stoung dësen Text am Gesetzesprojet vun den Douzièmes provisoires fir d'nächst Joer. Well de Staatsrot sech awer dorunner gestouss huet, gouf beschloss, en eegene Gesetzesprojet fir dës Upassung vum Undeel vun de Biocarburants ze maachen.

Dës Upassung geet och op de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat zréck, de sougenannte PNEC. Dës PNEC gouf vun der viregter Regierung am Summer vun dësem Joer ugepasst. Den Transportsektor soll zu Lëtzebuerg bis 2030 18 % erneierbar Energien a sengem gesamten Energieverbrauch hunn. Den Undeel vu Biocarburants soll 2030 bei 10 % leien. Fir op der richteger Trajectoire ze bleiwen, gesäit dës Gesetzesprojet Follgendes vir:

Den Undeel vu Biocarburant soll vun 8 op 8,4 % eropgesat gi fir den 1. Januar 2024. Den Undeel vu sougenannten avancéierte Biocarburants soll vun 0,2 % op 0,4 % eropgesat ginn. Hei ass d'Trajectoire 1 % fir 2025 an 3,5 % fir 2030. Den Undeel vu Biocarburanten, deenen hir Produktioun en Impakt huet op d'Affektatioun vum Buedem, soll op 2 % begrenzt ginn.

Här President, de Staatsrot huet keng Remarken zu dësem Gesetzesprojet gemaach. D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis zu dem Douzièmes provisoires drop higewisen, dass duerch dës Gesetzesprojet den Treibstoff méi deier gëtt, an doduercher och d'Mobilitéit an den Transport vun de Gidder. Mee si versteet awer och, dass d'Trajectoire bis 2030, esou wéi vum PNEC virgesinn, soll agehale ginn.

Voilà, an domadder wier ech scho fäerdeg. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

An d'Wuert huet elo deen nächsten ageschriwwene Riedner an dat ass den Här Patrick Goldschmidt.

Discussion générale

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, et ass ganz am Sënn vun enger geuerdenter Transitioun, dass mat reegelméissegem a previsibelen a maachbaren Etappen a Richtung null Nettoemissionen geet. An d'Rapporterin huet alles am Detail erkläert, déi dräi Taxen, déi geännert ginn. An an deem Sënn gëtt ons Fraktioun hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech och ganz kuerz faassen: Eis Fraktioun ënnerstëtzt dës Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Den Undeel u Biotreibstoff soll eropgoen op 8,4 % beim Bensinn, beim Diesel. An dat huet net nëmme gutt Suiten. Et muss ee soen, dass en Deel vun deem Undeel, deen dann do beim Spritt soll bäigemëscht ginn, och zum Beispill aus der Liewensmittelproduktioun kënnt. An ech mengen – fir de e Slogan vu Greenpeace ze widerhuelen, déi gesot hunn –: „Liewensmittel gehéieren net an en Tank!“

Ech mengen, bei sou Problemer kann ee sech dach awer e bësse froen, firwat dat heite sou staark begréisst gëtt. Och wann ee wierklech de Bilan kuckt vum CO₂, da falen engem eng Partie Saachen op. Elo kann een natierlech soen, mir planzen eng Planz un, déi wiisst, déi speichert CO₂, an déi gëtt deen CO₂ dann erëm fräi, wa se verbrannt gëtt, dann hu mer eng Null-auf-Null-Rechnung, déi dann opgeet.

Dat kann ee sou soen, mee et muss een awer och bedenken, dass dat, fir dass déi Planze wuessen, guer net sou einfach ass, dass een do eng ganz Produktionskette brauch vun der Planz bis un d'Tankstell. Dat sinn déi Maschinnen, déi an der Landwirtschaft gebraucht ginn, dat ass d'Produktioun vu Stéckstoffdünger an aner Dünger a sou weider. Alles dat produzéiert och vill CO₂, sollt een net vergiessen. An dann och d'Weiderveraarbechtung da vun der Planz bis et dann zu Ethanol gëtt, och dat verursaacht vill CO₂,

soudass Greenpeace dann och seet: „De positive Bäitrag vu Biospritt ass ganz, ganz, ganz geréng!“

Dann hu mer nach do derbäi d'Zerstéierung vum Urwald a soss natierlech Landschaften, eebe grad fir den Ubau. A wa mer den Ubau net grad do maachen, wou fréier Urwald war, dann ass et awer oft sou, dass aner Produktiounen da verluicht ginn an den Urwald, wann traditionell Felder benotzt ginn, eebe fir Biotreibstoff ze produzéieren.

Letztendlech kann een also soen, dass d'Risiko beim Biospritt oder beim Agrarspritt net ganz geréng sinn: Mir hu Risiken, dass d'Präisser vun de Liewensmittelen eropginn; mir hunn e Risiko, dass d'Präisser fir de Spritt eropginn; mir hunn e Risiko, dass d'Natur zerstéiert gëtt, an d'Aspuere vun CO₂ ass ganz geréng. An dofir kënne mir hei als ADR dësem Projet net zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Keup Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et ass scho schéin, ze gesinn, dass d'Aspuere vum CO₂ méttlerweile hei jiddwerengem am Sall Gedanke mécht. Mir wäerten dee Projet natierlech matstëmmen, et ass en Deel vun der Ëmsetzung vum PNEC. Ech wollt och dem Finanz- an dem Wirtschaftsminister Merci soen, dass se dat awer nach séier elo aus dem Budget provisoire erausgeholl hunn an hei eragesat hunn no där Remark vum Staatsrot. Well u sech de PNEC et esou gerechent huet, dass et vum 1. Januar u sollt gëllen. Dat heescht, wa mer elo hei e Retard kritt hätten, da wier dat Zil vläicht e bëssen a Fro gestallt. Dofir ass dat heiten elo eng gutt Saach, dass dat sou séier konnt iwwer d'Bün goen. Merci dofir an d'Zoustëmmung deene Gréngen hutt Der och. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, am nächste Joer soll de Prozentsaz u Biodreifstoff am normale Bensinn oder Diesel op 8,4 % eropgoen op 8 %. Also, et muss een dat ëmmer a Relatioun setzen. An éischter Linn héiert sech dat emol e bësse positiv un, et ass jo am PNEC virgeschriwwen, virgeschloen ginn. Et setzt een och manner op fossill Brennstoffen, och dat grundsätzlech gutt. Mee déi Biodreifstoff, déi stinn awer zum Deel – an och zum Deel zu Recht! – an der Kritik.

Biodreifstoff gëtt als Alternativ zu de fossille Brennstoffen gesinn, d'Hierstellung vu Bioethanol ass awer contestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder Palmueleg brauch – an dat net a geréng Mengen, mee a grouss Mengen! D'Kommissioun huet 2019 dofir decidéiert, dass den Asaz vum Palmueleg, fir Bioethanol ze maachen, bis 2030 op Null soll gefuer ginn. Si huet festgehalten, dass d'Palmuelegproduktioun zu enger Ofholzung vu Bëscher féiert. Also, dat soen net ech, ech soen et zwar och, mee dat huet d'Kommissioun gesot – an d'Kommissioun ass net grad dofir bekannt, dass se ëmmer déi ambitiëste Klimaziler an der rezenter Vergaangenheet gesat huet.

An dofir, seet d'Kommissioun, därer en net als Wee fir d'Ëmsetzung vun de Klimaziler benotzt ginn. Ok. Dann denkt ee sech, Lëtzebuerg, mir si First Mover, mir sinn e gudder Schüler, wann et ëm Klimaziler geet, mir si besser wéi de Rescht. Schonns haut ass Lëtzebuerg – an do si mer richtig – méi streng wéi déi aner Länner an der EU. Mir hunn nämlech am Moment e

maximalen Taux vu 5 % vum sougenannten agro-alimentäre Biospritt, deen aus der éischter Generation. Dat begrëssen ech. De Biodreistoff, also dee spezifesch agroalimentäre Biodreistoff, huet nämlech de Risiko vun der Ofholzung vun de Bëscher a kann zu Monokulture féieren. Dat erkenne mer un an do dergéint géllt et ze schaffen, mat dem Schutz vu Bëscher an dem Verbuet, fir Iessplanzen unzabauen, just fir fir Biodreistoff ze produzéieren.

Mee e gëtt eis och d'Méiglechkeet, onofhängeg vun Exportlänner vu fossille Dreistoffer ze sinn, gläichzäiteg tausche mer u sech eng Ofhängegkeet géint eng aner an. Ob dat elo wierklech besser ass, ech stellen dat emol an de Raum.

An deem Sënn gëtt jo och de Biospritt aus der zweeter Generation, dee besseren, aus Offäll vun der Agrar- a Liewensmëttelbranche, also aus Produiten, déi net als Konkurrenz zu eiser Liewensmëttelproduktion stinn, hiergestallt. En ass also méi nohalteg. Dann hätt ech mer elo gewënscht, datt Lëtzebuerg net nëmme haut besser ass wéi déi aner Länner, mee och an Zukunft seet: „Mir wëlle méi séier wéi déi aner Länner op Null kommen, net bis 2030.“

Jo, virun de Walen hat de Kolleg Marc Goergen eng Fro gestallt un d'Regierung, wéi se dat da wéilt evaluéiere loossen. An du krut en als Äntwert, datt dës Fro an den Zoustännegkeetsberäich vun der nächster Regierung géif falen.

(Interruption)

Bon, elo si mer bei der nächster Regierung an dann hunn ech an der Kommissioun nogefrot, an do ass et dann awer nach ëmmer sou, datt mer ab dem 1. Januar elo, wa mer dat hei gestëmmt hunn, weiderhin 2 % Dreistoff aus der éischter Generation däeren am Spritt hunn. Et ass besser wéi 5 %, certes. Et ass awer nach ëmmer net super. A virun allem hätt ech mer gewënscht, datt mer e klere Plang hätten, virun 2030 op Null ze kommen. Op Nofro hi gëtt et dee Plang awer net. Mir hätten eis do méi Ambitioun gewënscht.

Dat ëmzesetzen, ass net einfach, well mir hänke jo vun der Belsch of. Mir importéieren eise ganze Spritt iwwer d'Ausland, mir hu keng eege Sprittproduktion, et ass also elo net sou einfach, fir ze soen: „Mir ginn op Null“, an et ass gemaach. Mir hätten eis et awer gewënscht, datt mer wéinstens d'Ambitioun géife weisen. An anere Beräicher ass dës Regierung jo ganz staark, fir einfach emol ze dekrétéieren, datt et eppes net méi gëtt. Bon, hei hätt ee jo och kënnen dekrétéieren, datt mer wëllten op 0 % Palmueleg am Spritt kommen. Dat ass net gemaach ginn, datt ass deen ee grouse Kritikpunkt un deem heite Projet.

Fir de Rescht: Jo, et ass gutt, datt mer méi Biodreistoffer an eise Spritt mëschen – ob elo 8,4 % sou substanzuell besser ass wéi 8 %, dat stellen ech emol an de Raum, mee et ass e klengen, minimale Schrëtt an déi richteg Richtung. An dofir gi mer eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn elo den Här Hansen, deen d'Wuert gefrot huet. Här Hansen, wollt Dir Iech aschreiwen oder wollt Dir dem Här Clement eng Fro stellen?

M. Christophe Hansen (CSV) | Ech wollt dem Här Clement eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, erlaabt Dir, datt den Här Hansen Iech eng Fro stellt? Dann ass et um Här Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President.

Ech wollt dem Här Clement eng Fro stellen. Palmueleg ..., ech mengen, mir sinn eis bewosst, mir wëllen net, datt iergendwou Bëscher ofgeholzt ginn, fir Palmueleg ze produzéieren, deen dann duerno an eise Tank soll landen. Ech mengen, do si mer eis all eens. Ech wollt Iech just froen, ob Der Iech bewosst sidd, datt mer am Europaparlament a mam Conseil zesummen – ech war de Rapporteur derfir – e Reglement gestëmmt hunn an duerchbruecht hunn, dee justement sou Produkter ..., siwe Produkter sinn am Champ d'application dran, déi ab dem Stéchdatum 2020 ..., dat heescht, alles wat no 2020 ofgeholzt gi war fir ze produzéieren ... Palmueleg ass am Champ d'application dran, dat heescht, de facto ass Är Remark a mengen Aen net méi relevant, vu datt mer keng Produkter méi eranhuelen, déi op Deforestatioun baséieren. Sidd Der Iech däers bewosst, datt mer dat Reglement hunn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech si mer bewosst, datt mer dat Reglement hunn. Ech stelle just fest, datt Palmueleg nach ëmmer Monokulture sinn an datt Monokulturen definitiv net derzou bäidroen, eis Klimaziler méi séier ze erreechen. An deementsprechend wäert ech mech och weiderhin derfir asetzen, datt an eise Spritt kee Palmueleg, ob 2 % oder 5 %, dra soll sinn. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, den nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Mir wäerten dat Gesetz och net matstëmmen. Mir gesinn och an, souguer opgrond vun dëser Diskussioun vum Biospritt vun zweeter Generation, datt mer deen och kënnen weiderhi limitéieren ..., si mer ëmmer nach der Meenung, datt u sech och d'Produktioun selwer vu Biospritt nach ëmmer och op fossill Energie muss zréckgräifen, datt d'Produktioun vu Biospritt och nach ëmmer e groussen Emetteur vun CO₂ weiderhin ass. An de Problem ass jo deen, datt mer u sech mussen an eng aner Logik kommen, amplaz wëllen einfach esou dat eent géint dat anert ze ersetzen, wat erëm op dat selwecht erauskënnt.

Et muss een u sech den Energieverbrauch selwer reduzéieren, den Energieverbrauch op de Stroossen, an den ëffentlech Transport massiv ausbauen, d'Elektrifizéierung massiv ausbauen. Aus deene verschiddeenen Ursache wäerte mer deen heite Projet de loi och net mat ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech kann hei och kuerz sinn. Ech soen och nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung, mat eenzelnen Ofstrécher. Ech wëll awer just dräi Präzisatiounen ginn.

Dat hei, datt ass keng Erfindung vum Lëtzeburger Staat, dat geet zréck op eng Direktiv vun 2009. Ech wëll och scho soen, dass mer bei der Baimëschung vun de Biocarburanten, oder Biodreistoffer, wéi dat da vläicht méi Lëtzebuergesch klénkt, vun 2 % am Joer 2011 eropgaange si bis 8 % am Joer 2022. 2023 hat déi fréier Regierung decidéiert, dass een näischt géif zousetzen, an elo 2024 gi mer dann op 8,4 %, fir bis 2030 weiderzefuere bis op 10 % Baimësche vu Biodreistoffer am Kontext vun dem Carburant. Dat Ganz, fir dann déi Ziler vun dem PNEC, nämlech

18 % erneierbar Energie um Niveau vum Transport, ze erreechen.

Nach eng Kéier: Dës Regierung wäert wéi hir Virgängerregierung un den Ziler vun dem PNEC festhalen, an dofir sinn ech och frou, dass dës Projet eng grouss Zoustëmmung kritt. Ech wëll awer och an aller Transparenz hei soen: Den Ennclient kascht dat natierlech och eppes! An dat ass an dësem Fall ëmgeréicht – ech mengen, dat soll ee soen – 1 Cent pro Liter verbrauchtem Bensinn oder Diesel.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8344. Den Text steet am Document parlementaire 8344².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8344 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 53, Nee-Stëmmen: 6, Abstention: 0. De Projet de loi ass also mat 53 Jo-Stëmmen géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8344 est adopté par 53 voix pour et 7 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Jo? Dann ass dat esou ugehall. Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8277 iwwert d'Bezuelung vun de Garden an den Astreintë fir Spidolsdokteren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hengel, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Lexy Schoos, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Mir schwätzen éreischt duerno iwwert de Wäin, soulaang drénken ech dann nach gutt Wasser vun der Sauer.

Här President, dir Dammen an dir Hären, Madamm Minister, de Projet, deen ech haut virstellen, de President huet et scho gesot, reegelt fir d'Joer 2024 de Finanzement vun de Garden a vun den Astreintë vun de Spidolsdokteren an ännert och d'Spidolsgesetz vum 8. März 2018 of.

Op de Contenu vum Text ginn ech duerno nach eng Kéier kuerz an. Ech wëll awer direkt am Ufank jiddwerengem Merci soen, dee souwuel beim Rapport wéi och bei deem ganzen Text matgeholfen huet.

Et ass e ganz witzegen Exercice, deen ech hei grad maachen, well ech si Rapporteur vun engem Gesetz, dat nach vun der viregter Regierung duerch d'Gesondheitsministesch Paulette Lenert deposéiert gouf, an zwar de 17. Juli 2023. Den 2. Oktober ass den Text an déi deemoleg Commission de la Santé et des Sports renvoyéiert ginn.

Den 10. Oktober huet de Staatsrot säin éischten Avis zum Text ofginn. A well do Opposition-formellen dra waren, waren d'Madamm Lenert an hir Léit och esou fein a frëndlech, fir eng Serie vun Amendements gouvernementaux ze preparéieren, déi dann de 24. November onverännert vun der neier Gesondheitsministesch, déi grad hannert dem Finanzminister sëtzt, der Martine Deprez, un d'Chamber geschéckt goufen.

Et war och gutt a richtig, datt dës Amendementer scho preparéiert waren, well, ech hunn et virdu scho gesot, dësen Text muss den 1. Januar 2024 a Kraaft treden, fir datt d'Spidolsdokteren hir Garden an Astreinten och am neie Joer bezuelt kréien. De 24. November ass de Projet de loi och un déi nei Kommission, déi jo dann elo Commission de la Santé et de la Sécurité sociale heescht, verwise ginn.

De 5. Dezember 2023 huet de Staatsrot säin Avis complémentaire ofginn, an de 6. Dezember sinn de Projet de loi gradwéi d'Avis vum Staatsrot an der Kommission presentéiert an och diskutéiert ginn, gradwéi och d'Avis vum Collège médical a vun der Chambre des Salariés.

De selwechten Dag huet d'Kommission mech dann och zum Rapporteur ernannt. Mä Rapport konnt den 13. Dezember 2023 eestëmmeg vun der Kommission ugeholl ginn.

Fir komplett ze sinn, weisen ech nach drop hin, datt de Collège médical den 20. September 2023 en Avis zum Text ofginn huet, an de 6. Dezember en Avis complémentaire zu den Amendementer.

D'Chambre des Salariés huet en éischte Avis den 19. Oktober ofginn, an den 11. Dezember en Avis complémentaire.

Souvill zum Oflaf vun den Aarbechten un dësem Text.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho gesot: Wéinst engem Volet vun dësem Projet de loi besteet Urgence, nämlech deem vun ...

(Brouhaha)

Et ass relativ vill Kaméidi, dat ass heiansdo relativ ustrengend.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt Recht, Här Hengel. Ech géif Iech ëm e bësse Rou bidden.

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Ech drénken an där Zäit eng Kéier.

Wéinst engem Volet vun dësem Projet de loi besteet eng Urgence, fir dësen Text ze stëmmen, nämlech de Volet, deen de Finanzement vun de Garden an Astreintë vun de Spidolsdoktere reegelt. Firwat ass do eng Urgence? Et ass esou, datt de besote Finanzement fir d'Joer 2023 duerch e Pilotprojet per Konvention tëscht dem Staat an der Fédération des hôpitaux luxembourgeois gereegelt war. Dëse Projet leeft awer elo den 31. Dezember aus.

Den éischten Objet vun dësem Text ass et also, dem nationale System vun der Indemnisation vun de Garden an Astreintë vun de Spidolsdokteren eng legal Basis ze ginn. Wat d'Organisation vun de Garden an Astreinten ugeet, esou mussen dës, wéi et am Artikel 24 vum Spidolsgesetz vun 2018 virgesinn ass, vun de Spideeler organiséiert ginn, well si den Organisme gestionnaire sinn an eeben och responsabel si fir d'Continuité des services, an d'Organisation médicale muss si definéieren, an dorënner fällt d'Planifikation vun de Garden an Astreinten. Dowéinst ginn d'Indemnisationen un d'Spideeler iwwerwisen, a si gi se dann un d'Dokteren, déi Garden an Astreintë geleescht hunn, weider.

D'Käschten, déi virgesi sinn an à charge vum Staatsbudget sinn, belafen sech fir 2024 op geschate 60,5 Milliounen Euro.

Wat d'Zäiten ugeet, déi indemniséiert ginn, ass et esou, datt d'Astreinten, also d'Disponibilitéit vun den Dokteren, vun 6.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies an der Woch indemniséiert ginn. Op Feierdeeg a week-ends gi se 24 op 24 Stonne bezuelt. Den Taux horaire hei ass 4,56 Euro cote 100 vum Indice des prix à la consommation, dat si ronn 43 Euro.

D'Gardë ginn all Dag 24 Stonnen op 24 indemniséiert zu engem Taux horaire vun 10,95 Euro cote 100, dat entsprécht ronn 103 Euro. Souvill zum éischten Objet vum Text.

En zweeten Aspekt vum Projet de loi ass d'Unhiewe vun der maximaler Bettenzuel, esou wéi et an der Annex 2 vum Spidolsgesetz virgesinn ass.

Déi virgesinne Bettenzuel gëtt engersäits fir d'Gériatrie aiguë vun 120 op 195 ugehewen. Dëst ass néideg, well eis Populatioun ëmmer méi al gëtt an och ëmmer méi enger Polymorbiditéit ausgesat ass. D'Unhiewe vun de Geriatriebetter muss eng medezinnesch Versuergung garantéieren, déi de besonnesche Besoine vun dëse méi vulnerabele Leit och ugepasst ass, och duerch eng méi holistesche Prise en charge. Et ass och wichtig, mat dëser Upassung net nach ze waarden, well d'Geriatrieservicer si momentan schonn zu 95 % ausgelascht.

Wat d'Pédiatrie de proximité am CHEM, am CHdN an an den HRS ugeet, esou gi momentan scho méi Better genotzt, wéi der am Fond geneemegt sinn. Dëse Bettmangel gouf d'lescht Joer – ech mengen, Dir erënnert Iech alleguerten drun – scho relativ evident duerch déi ganz vill Fäll vu Bronchiolite bei klengen Kanner, an dofir ass et wichtig, dass mer hei

d'Bettenzuel vun 12 op 40 unhiewe fir d'Pédiatrie de proximité.

Da komme mer bei de Service national vun der Psychiatrie juvénile an den HRS. Dee muss och opgestockt ginn, well engersäits ass eis Gesamtbevölkerung gewuess an anersäits spiere mer awer nach ëmmer den Impakt vun der Pandemie op d'mental Gesondheet vun de Jonken. An dowéinst gëtt eeben hei d'Bettenzuel vu 35 op 45 ugehewen.

Da kommen ech zum drëtten Objet vun dësem Projet de loi, an dee betrëfft verschidden Ekipementer, déi der nationaler Planifikation ënnerleien.

Do ass et eng Kéier de PET Scan, ech mengen, do ass eng ganz grouss Progressioun u Patientenzuelen: Do sinn d'Zuele vun 2.233 am Joer 2010 op 6.478 Ënnersichungen am Joer 2022 geklomm; d'Auslaaschtung läit quasi bei 100 %. Ech mengen, hei ass et wichtig, datt d'Leit net laang musse waarden, an dowéinst gëtt dann eeben och d'Unzuel vun de PET Scannere vun engem op zwee ugehewen.

Fir dann och där ëmmer eeleerer Gesellschaft Rechnung ze droen, gëtt d'Unzuel vun de sougenannten „DXA-Geräter“, déi d'Knachendicht moossen, vun engem op dräi ugehewen.

Souvill zum Contenu vum Text. Erlaabt mer just nach ganz kuerz e puer Wieder – ech hunn nach e bëssen Zäit Rescht – zu den Avisen zum Text respektiv zu den Amendementer.

Am éischten Avis vum Staatsrot huet déi héich Kierperschaft sous peine d'opposition formelle drop higewisen, datt eng Rei prezis Definitioune feelen, wat zum Beispill d'Terme „Garde“, „Astreinte“, „Temps de présence effective“ an „Temps de disponibilité“ ugeet.

Dann huet de Staatsrot och nach gefuerdert, datt d'Zuel vun de geleeschte Stonnen, déi indemniséiert ginn, och soll am Projet de loi integréiert ginn.

De Staatsrot war och am éischten Avis der Meinung, datt deen éischten Artikel vum Projet de loi superfetatoire wär, aus deem Grond, datt am Fond den Artikel 3 initial, elo Artikel 2 nouveau, d'Krittäre fir d'Mise en place vun engem staatleche Finanzement vun der Indemnisation vun de Garden an Astreintë festhält, an dowéinst wär den Artikel 1 superfetatoire.

An den Amendements gouvernementaux, déi jo, wéi ech virdu gesot hunn, nach vun der Madamm Lenert virbereet goufen, gouf den Artikel 1 awer bäibehalen, mam Argument, datt déi nei Regierung, déi aus de Wale vum 8. Oktober géif ervirgoen, sollt de maximale Montant fir d'Joren no 2024 fixéieren. Am Avis complémentaire vum 5. Dezember huet de Staatsrot och all seng Opposition-formellen opgehewen.

Dann nach kuerz e puer Wieder zum Avis vum Collège médical. Dee weist sech averstane mam Unhiewe vun de Better gradsou wéi mam Uschafe vun engem zweete PET Scan. Hei wëll ech nach dervu profitéieren, fir ze soen, datt am Fond d'Uschafe vun den zwee zousätzlechen DXA-Geräter éreischt duerch d'Amendementer am Text integréiert ginn ass.

Méi kritesch huet de Collège médical sech beim Choix vun de Ligne-de-garden, déi indemniséiert ginn, gewisen, gradsou wéi beim Volume horaire. An des Weideren hu se sech och nach Gedanken iwwert de Statut vun den Doktere gemaach. Am Avis complémentaire vum 6. Dezember ass de Collège médical awer mat den Amendementer averstanen, verweist awer nach eemol op seng Kriticke vum éischten Avis.

D'Chambre des Salariés begréisst an hirem Avis vum 19. Oktober de Projet de loi, ass awer der Meinung, datt d'Regierung de Besoin u Better géif ënnerschätzen, an donieft weist se drop hin, datt dëse

Projet d'Ursaache vun der Penurie vun de Gesondheitsberuffer net géif bekämpfen. Am Avis complémentaire vum 11. Dezember ass d'Chambre des Salariés awer averstane mat den Amendementen, verweist awer och nach emol op hir Remarken aus dem éischten Avis.

Kolleginnen a Kollegeen, souvill zu mengem Rapport. Ech doen dann elo ... Ech weess net, ech doen da meng Rapportierhoer aus, déi hunn ech schonn ausgedoen, dann doen ech elo meng Kap vum Fraktiounssprecher un a ginn dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hengel, fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, zu engem funktionéierende Gesondheetssystem gehéiert et, datt Garden an Astreintë gelescht ginn, an dat 7 Deeg an der Woch a 24 Stonnen all Dag.

An dem Spidolsgesetz vun 2018 steet dann och, datt d'Doktere Garden an Astreinten ze leeschten hunn, an dat hunn eis Dokteren och gemaach. E Problem war allerdéngs, datt si dofir net bezuelt goufen. Dat féiert och zu engem Akommesverloscht, well en Dokter, dee Garden an Astreintë mécht, kann natierlech keng Operatioune plangen oder Rendez-vous festleeën, an en Dokter, deen déi ganz Nuecht iwwer geschafft huet an den Dag drop moies seng Praxis zoumécht, huet och keen Akommes.

Fir dëst Joer gouf et dann dee Pilotprojet, eng Konventioun zwëschen dem Gesondheitsministère an der FHL fir eng Indemnisation vun de Garden an Astreintë fir d'Dokteren. Mee dee leeft natierlech elo aus um Enn vum Mount. Haut stëmme mer iwwer e Gesetzesprojet of, deen déi Indemnisation dann elo definitiv am Gesetz festschreiwe soll. Fir d'éischt fir 2024, mee dat soll duerno natierlech verlängert ginn, an och de Montant kann ugepasst ginn, jee nodeem, wéi d'budgetär Verhandlungen a wéi d'Bedürfnisser sinn.

Et bleiwen oppe Froen, zum Beispill bei der Astreinte. Eng Astreinte op 24 Stonnen, dovunner ginn nëmmen 13 Stonne bezuelt, déi vu 18.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies. Dat heescht, 11 Stonne vun der Astreintë während der Woch sinn net bezuelt. Dat ass natierlech net zefriddestellend. An da muss natierlech och opgepasst ginn, datt, wa gewësse Spezialitéiten elo nach keng Indemnitéit kréien, an enger zweeter Phas esou séier wéi méiglech nogebessert gëtt, soudatt jiddwereen, dee Garden an Astreintë prestéiert, dat och bezuelt kritt.

An zwee Joer soll de Spidolsplang reforméiert ginn, iwwerschaft ginn, an dat ass natierlech e gudde Moment, fir op Basis vun deenen Erfarungen, déi mer bis dann hunn, Adaptatiounen ze maachen, wat d'Garden an Astreinten ubelaangt.

Här President, och d'Bettenzuel gëtt erhéicht an dat begrësse mir natierlech ganz ausdrécklech als DP. Dat betrëfft jo dann d'Akutbette Geriatrie, dat betrëfft d'Pédiatrie, och déi juvenill Psychiatrie um Kierchbiereg. Baséierend op de Chifferen 2022–2024 soll erëm eng Analys duerchgefëiert ginn a fir eis, fir d'DP, ass et ganz wichteg, datt déi Bettenzuel reegelméisseg ugepasst gëtt un d'demografesch Entwécklung hei am Land.

An der Gesondheitskommissioun hat ech dann och e puer Prezisiounen gefrot an op e puer Problemer higewisen. D'Indemnitéite ginn net un den Dokter bezuelt, mee un d'Spidol. Hei muss natierlech séchergestallt sinn, datt den Dokter och den integrale Montant kritt, wéi et virgesinn ass, an doraus dierf och keen Ugestallteverhältnis ofgeleet gi fir liberal praktizierend Dokteren.

Eppes, wat och oppe steet, dat ass d'Haftpflichtversicherung. Den Dokter huet eng, d'Spidol huet eng, an am Moment muss dann an all eenzele Fall gekläert ginn, wéi déi zwou intervenéieren. Et wier méi einfach, zum Beispill ze soen, datt d'office déi zwou Haftpflichtversicherungen, déi vum Dokter an déi vum Spidol, zu gläichen Deeler intervenéieren, wann e Versicherungsfall antrëtt.

An dann hunn d'Dokteren och während de Garden Honorairen, déi net bezuelt ginn, an do hu mer elo d'Versicherung kritt, datt awer an de Spideeler d'Sozialservicer sech wäerte beméien, fir datt déi Situation regulariséiert gëtt.

Här President, Garden an Astreintë si weesentlech fir eng gutt Versuergung vun eise Patienten, Dag an Nuecht, während der Woch, de Weekend, de Feierdeeg, an et ass gutt, datt d'Indemnitéit, also d'Entscheidung, d'Finanzéierung vun deene Garden an Astreinten, elo gesetzlech verankert gëtt.

Mir wëllen als DP eis Unerkennung net nëmmen den Dokteren aussprechen, mee allen anere Gesondheitsberuffer och. A bei hinnen ass besonnesch drop ze uechten, datt d'Reform vun hiren Attributiounen elo ouni Verzögerung an Ugrëff geholl gëtt.

Meng Fraktioun gëtt heimat hiren Accord fir dese Gesetzesprojet, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Rapportier fir deen ausféierleche Rapport zu engem Projet, deen, wéi Der ënnerstrach hutt, mir elo net onbekannt ass. Et ass e Projet, wou vill dran investéiert ginn ass. Et ass och e Meilesteen, kann ee soen, am Beräich vun der Spidolsmedezinn hei zu Lëtzebuerg, wéi den Dokter Schockmel et scho richtig gesot huet.

Historesch gesinn, sinn ëmmer Garde gemaach ginn an ofgehele ginn, d'Bereitschaftsdéngschter sinn net eréischt elo erfondt ginn. Mee et sinn zwee nei Momenter. Dat war ni eng Virschrëft vusäite vum Gesetzgeber an et ass ee sech iergendwéi eens ginn. Dat war am Géigenzuch zu enger gratis Bereetstellung vun de Plateau-techniquen, et sinn Éischt-Klass-Tarif fer ageféiert ginn, bref, et war eppes, awer net dat Richtegt.

Deen neie Moment, dee komm ass, dat ass, datt de Legislature, dat Haus hei, verlaangt huet, wéi déi Garden an Astreintë sollen ofgehele ginn, och mat Strofbestëmmungen, déi drop sinn, dat heescht, eng Verflichtung fir d'Dokteren. An am Géigenzuch schéngt et normal, dass een dat dann och remuneréiert als Gesellschaft.

D'Spidolsmedezinn fuerdert vill vun den Dokteren. Dat ass e ganz spezielle Kontext, wou Imprevue sinn, wou ee muss nuets Déngscht halen, wou een ni weess, wat genau usteet. An dat soll een och honoréieren, dat soll honoréiert ginn. Op där Toile de fond sinn déi Diskussiounen lassgaangen.

Ech hat d'Éier, wéi ech ugefaangen hunn als Gesondheitsministesch, effektiv op deem doten Dossier direkt zesumme mat der AMMD ze schaffen, a mir sinn och als LSAP der Meinung, dass dat eng Selbstverständlechkeet ass, dass déi gelescht Aarbecht, déi verlaangt gëtt iwwert d'Gesetz, och remuneréiert gëtt duerno. Natierlech sinn Diskussiounen komm iwwert de Scope, wéi ëmmer, wann eppes nei ass. Wien ass couvréiert, wien net? Dat muss sech fannen. Dofir och déi Approche vun engem Pilotprojet, fir erauszefannen, ob dat de Realitéiten entsprécht, dat Ganz am Dialog.

Dat ass och dat, wat mir eis fir d'Zukunft wënschen: dass deen Dialog oprechtgehele gëtt. E Gesetz ass ni a Stee gemeesselt, dat ass do fir ze liewen a mir kënnen nëmmen encouragéieren, dass och weider den Dialog gesicht gëtt, fir ze kucken, ob dat doten dat ass, wat et brauch.

Déi budgetär Envelopp, natierlech, dat ass ëmmer eng Fro vu Verhandlungen. Déi si geféiert ginn a relativ schnell och op en Enn bruecht ginn, bon, aus zwee Grënn.

Et war wichteg, hei ze remuneréieren, fir dass mer aus de Startlächer kommen. Dat heescht, do konnt een net onendlech laang, jorelaang verhandelen, well mer wirklech wollten, dass déi Gelder sollte fléissen, dass se deene Leit sollten zeguttkommen.

An dat anert ass, dass ee sech natierlech och als Ressortminister muss no där Decke strecken, déi engem accordéiert gëtt. Dat ware schwierig Diskussiounen. Natierlech hu mer en Accord fonnt op engem Montant, deen eebe konnt zu enger Ënnerschrëft féieren, wat een och elo hei zrëckfënn. An ech sinn och frou, dass deen Text tel quel iwwerholl ginn ass vun där neier Regierung, mat enger Enveloppe, déi dach considerabel ass, déi sécher elo net genau den Uspréich entsprécht, déi ugeféiert gi sinn, mee ëmmerhin ass en Accord mat der FHL fonnt ginn. A vun eiser Säit aus kënne mir dat nëmme begrëssen.

Och den zweite Volet vun deem Projet, d'Better, ass ugeschwat ginn. Mir sinn an engem Land, wou d'Bevëlkerung extrem gewuess ass iwwert déi lescht Joren. Et muss ee sech bewusst sinn, dass dat vill Previsiounen gesprengt huet. Ech géif gären nach eng Kéier ënnersträichen, dass keng Better ofgebaut gi sinn, och wann dat gären ëmmer erëm widderholl ginn ass, grad während der Walcampagne. Dat ass net richtig!

Et sinn néierens Better ofgebaut ginn. Mir si just als Bevëlkerung natierlech immens gewuess. An et ass och wichteg gewiescht an eisen Aen – an dofir sinn ech och ganz frou, dass dat doten elo opgegraff gouf an och tel quel vun der neier Regierung guttgeheescht ginn ass –, elo kuerzfristeg do, wou et wirklech brennt, schonn d'Better an d'Luucht ze setzen, wëssend, dass déi richtig Echeance fir déi nächst Evaluatioun d'nächst Joer wäert sinn, wou een opgrond vun der Documentation hospitalière Projektiounen ka maachen, déi dann och hoffentlech hei zu Debatte wäerte féieren. Dat ass net ze ënnerschätzen! Et muss ee vorausschauend sinn. Mee déi Better, déi hei eropgefuert gi sinn, eebe grad an der Jugendpsychiatrie, an der Geriatrie, bei den Eeleren an och an der Pédiatrie de proximité, dat war absolut noutwendeg, wann een d'Situatioun kuckt, wéi se war!

Am Moment stéisst dat Ganz natierlech och un d'Grenze vun den Infrastrukturen, mee et ass eng Saach, déi sécherlech gutt ass, an op alle Fall wäert Der vun eiser Säit aus eisen Accord kréien zu deem Projet, den Accord vu menger Fraktioun. Mir begrëssen, dass de Projet ganz schnell esou weidergereicht ginn ass, wéi e preparéiert war. Dat ass am Sënn vum System.

An ech kann ofschléissend nëmme meng Nofollgerin, d'Gesondheitsministesch, encouragéieren, fir och standhaft ze bleiwen an den Negociatiounen. Et ass net ëmmer einfach an et soll ee sech d'Gesondheet eppes kaschte looszen. Do muss ee ferm bleiwen, och wann dat heiansdo schwiereg Diskussiounen sinn an enger Koalitioun. Et ass wichteg, dass weider an d'Gesondheet investéiert gëtt. Eis Ënnerstëtzung hutt Der op alle Fall an där Hisiicht.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi alleguer meng Virriedner begrëssen och mir de Gesetzesprojet vum Finanzement vun de Garden an Astreintë souwéi d'Erhéijung vun der Unzuel u Better an déi dräi zousätzlech Apparater, déi ugeschaaft ginn.

Ech wäert mech hei a menger Ried haaptsächlech op den éischte Volet, op de Finanzement, bezéien, oder ausschliisslech souguer. Ech fannen et, oder mir fannen et ganz normal, dass, wann op eemol – bon, net op eemol – eng Regulatioun vu Garden an Astreintën an e Gesetz opgeholl gëtt, dann och eng Remuneratioun do muss matgoen. A wann een dann och nach vu Strofbestëmmunge schwätzt, ëmsou méi! Virdrun huet dat och ëmmer geklappt, d'Dokteren hunn dat organiséiert, an et ass elo an d'Gesetz komm. Dat heescht, mir mussen eng Remuneratioun do virgesinn.

Wéi d'Madamm Lenert grad gesot huet, gëtt vill gefuerdert vun eisen Dokteren. Dofir empfangen ech et ëmsou méi – an ech zitieren do d'Dokteren, mat deenen ech geschwat hunn – als e Schlag an d'Gesicht, dass déi budgetär Envelopp un d'Organismes gestionnaires soll iwwerwise ginn. Mir hu grad héiere vum Här Hengel, datt dat ass, well den Organisme gestionnaire déi ganz Organisatioun vun deene Garden an Astreintë soll iwwerhuelen. Souwäit ech informéiert sinn, ass Pabeier gedéleg an um Terrain leeft dat e bëssen anscht of. Et sinn am Fong d'Dokteren direkt, déi an de spezifesche Servicer hir Garden an Astreintën organisieren. Och wa mol een ausfällt, kucke si, dass si sech organiséiert kréien, an et geet keen erop bei d'Direktioun kräischen, dass se elo e Mangel hunn.

Am Kader vun deem Organisme gestionnaire sinn nach e puer aner Problemer. Dat heescht, am Fong sinn déi Suen an der Hand vun de Spideeler. Eiser Meenung no kann domat e gewëssenen Drock op d'Dokteren ausgeübt ginn an och Sanktiounen als Konsequenz hunn, wéi et jo och am Gesetz virgesinn ass.

Anerersäits stelle mer eis och d'Fro, wien dann decidéiert, wie Garden oder Astreintën – wann ech just vun deem enge schwätzen, mengen ech och ëmmer dat anert – dierf maachen a wie remuneréiert gëtt. Well mir wëssen och: D'Zuel ass limitéiert fir dee Budget. Am Total waren et 60,5 Milliounen fir 34 Garde plus 4 als Backup. Wat ass, wann déi Unzuel Garden iwwerschratt gëtt? Wien decidéiert dann, wéi een Dokter elo ausbezuelet gëtt a wéi een net? A wien ass schlussendlech wierklech responsabel fir d'Garantie vun deene Garden a vun deenen Astreintën?

Dann, am Koalitiounsaccord – et zitt sech vun Ufank bis zum Enn – schwätze mer vun enger Simplification administrative. Hei brauche jo awer elo d'Organismes gestionnaires, d'Spideeler, eng zousätzlech Verwaltungsstruktur, fir déi ganz Verwaltung vun de Garden an Astreintën auszuféieren. Mir hoffen, dass déi Leit, déi dann elo do vläicht agestallt ginn an de Spideeler,

déi dat dann organisieren sollen, wann dat da wierklech esou ass, net vun där Enveloppe budgétaire bezuelet ginn, déi am Fong fir d'Garden an d'Astreintë vun den Doktere virgesinn ass.

Dann hat och de Collège médical e Commentaire gemaach zu den Ongläichheiten, wat d'Steiere betrëfft, tëscht de Salariéen a Prestataire-de-servicen, well mir hunn déi zwee Fäll bei den Dokteren hei am Land. Hei stelle mir och d'Fro am Fong: Wann e Spidol Gestionnaire ass, ass dann den Dokter eventuell dach an engem Salariéverhältnis a muss dann och esou besteeiert ginn, an net an als Prestataire de service? A wien decidéiert dat? Och d'Spidol oder een aneren?

Wa mer vun de Salarié schwätzen, ass et ganz interessant, ob d'Astreintën an d'Garden iwwereneekomme mam Aarbechtsgesetz, oder kënnen iwwerenee kommen, well mer e Manktem hu vun Dokteren. D'Aarbechtsgesetz schreift vir: am Ugestallteverhältnis net méi wéi 48 Stonnen. Mir hu schonn e Manktem an Dokteren, bei zwou Astreintë komme mer op 26 Stonnen, a wa mer vu Garde schwätzen, da schwätze mer scho vun 48 Stonnen. Da si mer schonn um Enn. En Dokter, deen zwou Garde mécht an der Woch, deen ass färdig an där Woch, wann en am Salariatsverhältnis ass, fir nach weider ze schaffen. Do hat jo och schonn den Här Clement d'lescht Woch déi Remark gemaach, an och, wéi et bei den Astreintën ass, wa se am Ausland sinn. Zielt dat als Aarbechtszäit? Dat muss ganz kloer gekläert ginn, wéi déi Astreintën unzegesi sinn.

Ech wëll awer net nëmme vusäit vun den Dokteren schwätzen, mee et ass och e Problem, dee sech vläicht fir den Organisme gestionnaire stellt: Wéini kritt deen déi Enveloppe budgétaire? Muss deen a Virleeschung treden an déi Garden an Astreintën ausbezuelen?

An dann nach ganz kuerz – meng Zäit ass ofgelaf, ech gesinn dat grad –, den Här Schockmel hat et scho gesot: Et sinn net all d'Dokteren erfaasst! Ech wollt just soen: D'Zänn doktere falen net an dee Garde- an Astreintësystem eran. Dat heescht, do mussen mer onbedéngt kucken, dass sech och mat deenen ausereneegesat gëtt, d'nämmlecht wéi d'Deierendokteren.

Also, mir stëmmen elo derfir, mir hoffen awer, dass, wa mer an engem Joer de Bilan zeien, mer do och nach ëmmer derfir kënnen stëmmen, wann déi Suen och wierklech bei den Dokteren ukomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här Präsident, fir d'Wuert. Merci och dem Rapportier fir säi gudde schrëftlechen a mündlechen Rapport. An ech mengen, et ass relativ kloer. Wéi de Rapportier et gesot huet, sinn et dräi Elementer, déi an deem Gesetzesprojet dra sinn, an dat sinn och dräi Elementer, déi wichteg si fir d'Qualitéit vun de Servicer, déi sollen ugebuede ginn. Hei geet et zwar an deem Fall am Haaptdeel ëm d'Garden an ëm d'Remuneratioun vun deene Leit, déi d'Garde mussen assurieren, mee et sinn och Froen dran iwwert d'Qualitéit am Zesummenhang mat de Better am Spidol, an de Spideeler, déi eropgesat gi sinn, respektiv vun Apparater, déi ugeschaaft gi sinn.

Dat alles si wichteg Elementer, mee leider gëtt et nach en anert wichtegt Element, iwwert dat ass nach net vill de Mëtteg hei geschwat ginn: Fir datt dat Ganz funktionéiert, muss een och Personal hunn!

Et ass natierlech wichteg, datt d'medezinnescht Personal gutt bezuelet gëtt, wann et eng Dénagschtleeschung bréngt. Mee et kann een nach esou vill Apparater a Better hunn an nach esou vill Remunerationsméiglechkeeten, wann et u Leit feelt, un Dokteren oder u medezinneschem Personal en général, dann ass et natierlech schwiereg, fir déi Leeschtunge kënnen unzibidden. An dat ass ee vun de groussen Problemer, dee mer, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer hunn.

An ech wëll och do soen, wann ech heiansdo hei Rieden héieren: „Mir mussen d'Immigratioun stoppen, mir musse kucken, dass mer eis éischter méi zou maachen, mir dierfe manner op d'Ausland setzen!“, da stellen ech mer d'Fro, virun allem am Gesondheitsberäich, wéi dat géif goen, wëssend, datt, wa mer dat géifen uwennen, mer relativ séier zu Lëtzebuerg géife verhéieren an eise Spideeler, an eise Gesondheitsinfrastruktur generell, well mer de Moment iwwerhaupt guer net d'Potenzial am Land hunn, fir kënnen aus eegener Kraaft déi néideg Qualitéitsservicer unzibidden.

An duerfir brauche mer Oppenheet. Mir musse kucken, wéi mer d'Formatioun duerfir ausbauen, virun allem op der Uni ausbauen, fir datt mer déi néideg Fachleit op Lëtzebuerg unzéien. Iwwerhaupt, dat gesamt Gesondheitspersonal ass extreem wichteg, wa mer gären all déi Problemer, déi et reell gëtt an eisem Gesondheitswesen, déi net ze niere sinn, geléist hätten.

An do brauche mer eng gesamtheetlech Strategie, wéi een dat kann ugoen. An déi gesi mer de Moment nach ëmmer net ganz. Et gëtt zwar effektiv en Zéngjoresplang, deen ënnert där leschter Regierung ausgeschafft ginn ass, mee et feelt eis nach un Detailer vun der Gesamtstrategie, wat d'Formatioun ubelaangt.

An da kommen ech och bei d'Fro vun der Attraktivitéit vum Doktescheruff, virun allem an deem heite Kontext a virun allem och am Kontext, wou mer dann iwwert de Virage ambulatoire schwätzen. D'Ministesch huet zu Recht an der Kommissioun gesot: „Dat hei huet jo am Fong net direkt eppes domadder ze dinn.“ Et ass eng indirekt Konnotatioun sécherlech do, mee dee Virage ambulatoire, dat ass vill méi komplex a vill méi komplizéiert, an do stelle sech ganz aner Froen.

A virun allem stelle sech zum Beispill Froen am Zesummenhang mat der Attraktivitéit vun de Spideeler fir d'Dokteren. An ech muss soen, ech hunn de Moien de Jean Reuter um Radio héieren. Eigentlech brauch ech deem näischt bäizefügen. Ech géif jiddwerengem uroden, em entweder nozelauschten oder op RTL ze lisen, wat am Resümee steet, wat en do seet. Menger Meenung no treëft dat den Nol op de Kapp. An da gesäit een awer och schonn, wéi komplex datt dat wäert ginn, wa mer an Zukunft alleguerten zesumme wëllen e Gesondheitssystem opstellen, deen eng héich Qualitéit huet.

Fir de Rescht gi mir natierlech d'Zoustëmmung zu deem Projet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gi eis geet deen heite Projet de loi an déi richteg Richtung. Datt d'Garden an d'Astreintën an de Spideeler bezuelet mussen ginn, dat ass u sech jiddwerengem kloer. Datt mer dat elo an d'Gesetz schreiwen, ass u sech och – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo erkläert – historesch gewuess. An elo maache mer de Point. Wann een dat bezeule wëllt, da muss een och d'Geld an de Grapp huelen, an duerfir ass dee betreffende Montant jo och an d'Gesetz geschriwwen ginn.

Dat heiten ass also eng Mesür, déi am Interêt ass vun der Attraktivitéit vum Gesondheitswiesen, fir datt mer d'Attraktivitéit héichhalen a fir datt mer déi Attraktivitéit och weider férdere. Mee fir géint d'Penurie vum Personal an de Spideeler virzegoen, mussen awer nach vill aner Mesüre matergraff ginn. Dat ass awer haut net d'Thema an ech wäert elo net e groussen Exkurs doriwwer maachen; mir wäerten, mengen ech, an den nächste Méint a Joren nach oft genuch doriwwer schwätzen.

Wat fir eis Piraten dann awer ganz besonnesch wichtig ass, au-delà vun den Astreinten a vun de Garden, dat ass, datt mat dësem Projet de loi d'Unzuel vu Better, déi maximal hei am Land a verschidde Spezialitéite respektiv Servicer erlaabt sinn, an d'Luucht geet.

Déi Lëtzebuerger Populatioun ass an deene leschte Jore massiv gewuess, an net nëmme d'Populatioun, mee och d'Leit, déi hei schaffen, déi heihinner schaffe kommen, déi awer op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, eis Frontalieren, déi an d'Lëtzeburger Krankkeess cotiséieren an domadder och hei zu Lëtzebuerg däre Soinen an Usproch huelen. An deem muss natierlech an eise Spideeler Rechnung gedroe ginn.

Dat aalt Gesetz ass vun 2018. Deemools hat Lëtzebuerg 607.950 Awunner. Op den 1. Januar 2023 waren et der 660.809. Dat sinn der bal 53.000 méi, dat sinn 9 %. Waren an der Pédiatrie de proximité 2018 nach maximal zwielef Better méiglech – dat war ee Bett op 50.662 Awunner! –, sinn et der 2023, wa mer dat heiten dann elo gestëmmt hunn – an ech mierke jo, datt eng ganz breet Zoustëmmung do ass –, maximal 40, an domadder ee Bett op 16.520. Dat ass e Quantesprung, an dat geet an déi richteg Richtung!

Gläichzäitig muss een awer dobäi bedenken, datt dat net automatesch heescht, datt et déi Better och an der Realitéit gëtt. Mir erlabe se, a mir hunn an deene leschte Joren oft gemierkt, datt et zwëscht Erlaben, Bauen an dann och d'Personal dofir fannen, awer heiansdo e Couac gëtt. Déi Leit fale jo net vum Himmel! An ech mengen, dat hu mer och déi lescht Jore gemierkt.

An da begrësse mer trotzdem, datt hei eng Croissance ass, grad déi zéng zousätzlech Better an der Psychiatrie juvénile. Mir schwätze vill iwwer Mental Health. Et ass also wichtig, datt mer net nëmme driwwer schwätzen, mee eis och tatsächlech d'Moyene ginn, fir de Leit ze hëllefen.

Mir mussen awer och derfir suergen, datt dës Better dann och an der Realitéit bei de Spideeler ukommen. Wéi maache mer dat? Do ass et erëm d'Attraktivitéit vum Gesondheitsberuff, dat ass: Duerfir suergen, datt mer optiméieren, duerfir suergen, datt de Beruff attraktiv bleift duerch d'Remuneratioun, duerch d'Aarbechtszäiten, duerch d'Aarbechtskonditiounen. Bref, et geet drëm, datt mer méi Leit kënnen rekrutéieren, fir déi Aarbecht ze maachen.

Wa mer eis dat Ganz ukucken ... Ech ginn elo net op dat onsäglecht Thema vun der Knochendichtemesung an, dat hu mer hei och schonn déi lescht Méint laang a breet diskutéiert. Et ass gutt, datt mer déi zwee Geräter bäikréien. Och do geet et hoffentlech dohin, datt déi Delaien dann erofginn. Normalerweis misste mat zwee Geräter méi jo dann d'Delaien erofgoen.

Mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt dat heiten erëm, wéi esou oft, en éischte Schrëtt ass, fir deelweis Retarden, déi mer iwwert déi lescht Joren e bëssen accumuléiert hunn, opzeschaffen.

Dat ass awer elo d'Infrastruktur. Elo muss mer dat mat Liewe fëllen. An dat, mengen ech, Madamm

Ministesch, gëtt Ären Challenge fir déi nächst fënnf Joer, fir déi Better, déi mer elo schafen, dann och reell ukommen ze loosse a mat dem néidege Personal ze ekipéieren, fir datt se och fir Patientinnen a Patienten disponibel sinn.

Mir stëmmen dat heite mat. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Als Lénk ënnerstëtze mir den heite Projet natierlech och. An ouni alles dat ze widderhuelen, wat meng Virriednerinnen a Virriedner scho gesot hunn, géif ech vläicht just op dräi Elementer agoen.

Ech mengen, datt d'Fro vun der Finanzéierung eng wichteg ass an datt eng nohalteg Finanzéierung vun de Garde muss eng sinn, déi och laangfristeg geplangt ass. An dësse Projet de loi geet an där heiter Fro sécher an déi richteg Richtung. Mee iwwert déi staatlech Finanzéierung eraus misst garantéiert ginn, datt et, éischters, en Evaluatiouns- an Adaptatiounssystem gëtt, fir op Dauer reegelméisseg kënnen déi finanziell Moyenen unzepassen un d'Besoin vum Terrain an, zweetens, och sécherstellen, datt d'Finanzéierung vun de Garden an Astreinten net spéiderhin eventuell eng Kéier kéint op d'Krankekeess iwwerdroe ginn an domadder aner Problemer schafe géif, also méi Problemer eventuell schafe géif, wéi se kéint léisen.

D'Fro stellt sech awer och méi generell bei der Fro vun de Better: Wat sinn déi Instrumenter, fir Evaluatiounen a Statistiken ze maachen, wéi d'Besoin sech an Zukunft wäerten entwéckelen? Sinn déi Moyenen, déi mer do hunn, adaptéiert? Musse mer net och dat selwer nach eng Kéier hannerfroen? Also, anescht gesot, wéi ass d'Verhältnis tëscht Offer an Demande an engem Spidolssystem, dee selwer awer och an enger permanenter Evaluatioun ass? Dat ass net evident. An dat huet jo och derzou gefouert, datt notament d'Salariatskummer gesot huet: „Mir sinn eigentlech net à même, fir kënnen anzeschätzen, ob déi doten Zuel genuch ass, ob dat duergeet oder net.“

An déi drëtt Remark, déi ech maache wollt, ass déi, datt d'Fro vun de Garden natierlech och indirekt d'Fro stellt vun der Entlaaschtung vun den Urgencen. An d'Maison-médicallen, do stellt sech déi grouss Fro, awéiwäit déi et wierklech fäerdegbruecht hunn an der Vergaangenheet, zur Entlaaschtung vun den Urgencen bäizedroen. Eng Evaluatioun, mengen ech, wier och hei gefrot, an et wier och wichtig, sech Gedanken ze maachen, wéi do d'Entwécklung kéint sinn.

Effektiv, ëmmer dee groussen Elefant am Raum an deenen Diskussiounen ass d'Personal. Et geet net nëmme duer, anstänneg ze bezuelen. Dat ass sécherlech och wichtig, mee et muss een et virun allem och fannen, fir déi Aarbecht kënnen ze maachen.

Wéi gesot, dësse Projet de loi ass e klengt Puzzlestéck doranner, a mir ënnerstëtzen en.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo d'Gesondheits- a Sécurité-sociales Ministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Et ass déi éischte Kéier, dass ech hei e Rapport vun engem Projet de loi begleeten. Ech soe fir d'éischt mol dem Rapportier Max Hengel villmools Merci fir déi gutt Ënnerstëtzung an der Kommissiounssitzung a fir dee komplette Rapport. Villmools merci un de Max. Ech hoffen, datt mer esou viruschaffen.

Da soen ech och Merci all de Kontributiounen, déi hei gemaach gi sinn. Dir hutt am Fong geholl scho bal dee ganze Programm fir déi nächst fënnf Joer opgesot, dee mer zwar muer an der Chamberskommissioun eréischt ofschléissen, d'Presentatioun vum Accord de coalition. Mee Dir hutt schonn alles mat op de Wee ginn, wat mer an deenen nächste fënnf Joer um Plang stoen hunn.

Merci och der viregter Gesondheitsministesch fir de Relais, dee se organiséiert huet. Dat hei war ganz einfach, d'Amendementer ware geschriwwen. Ech hunn net vill musse maachen, ech hu just musse begleeten.

An ech si frou, datt ech bei menger éischter Intervention zu engem Projet de loi kann op 100 % Zoustëmmung hei aus dem Haus zielen. A mäi Wunsch wier, datt dat déi nächst fënnf Joer esou géif weidergoen.

(Hilarité)

Mee ech sinn awer net ganz blauäugeg. Ech mengen, mir kréien nach ganz interessant Diskussiounen, an ech freeë mech op all déi Diskussiounen. A merci elo mol dofir, de Mëtten deen heite Projet ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8277. Den Text steet am Document parlementaire 8277^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8277 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. D'Votes par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60. Follgendermoosse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closerer, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Foyot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

12. 8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Mir kommen elo zum Projet de loi 8337 iwwert d'Verlagerung vum OIV-Sëtz vu Paräis op Dijon. Op Proposition vum der Kommissioun – an ech ënnersträichen dat nach eng Kéier! –, gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. Folgendermoossen huet och kee sech ageschriwwen, fir heiriwwer ze diskutéieren. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, am Gesetzesprojet 8337 geet et drëms, e Protocole d'amendement zum Accord iwwert d'Grënnung vum der Internationaler Organisatioun fir d'Rief an de Wäin, kuerz OIV, ze ratifizéieren. D'OIV wäert hire Sëtz ab dem Fréijoer 2024 vu Paräis op Dijon verleeën, wat den Objet vum dësem Amendement ass.

Esou wéi et am Accord iwwert d'OIV virgesinn ass, kann all Memberland vum der OIV Ännerungen zum Accord proposéieren. Dës Ännerung gouf vu Frankräich proposéiert, an déi vum Accord virgesinnene Prozedur, déi gouf och à la lettre ugewannt.

Et muss ee wëssen, dass de Bail vum Sekretariat vum der OIV zu Paräis schonn 2019 ofgelaf war an d'OIV zënterhier provisoresch an engem anere Gebai zu Paräis ënnerbruecht ass.

Dräi franséisch Stied a renomméiert Wäiregiounen hu kandidéiert, fir den neie Sëtz vum der OIV ze stellen: Dat ware Bordeaux, Reims an Dijon, déi och allen dräi d'Krittäre vum der OIV erfëllt hunn.

D'Decisioun, de Sëtz op Dijon ze verleeën, gouf den 21. Mee 2022 an der Generalversammlung vum der OIV approvéiert vum allen 39 Memberen, déi deemools an der Generalversammlung present waren.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | E bësse méi roueg. Wann ech ëm Calme kéint bieden, fir datt d'Rapportrice och kann hire Rapport maachen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. D'OIV wäert soumat am Fréijoer d'nächst Joer an den Hôtel Bouchu d'Esterno, en Härenhaus aus dem 17. Joerhonnert am Härzer vum Dijon, plënnere. Et ass eng flott Location, wou een och eng Kéier kéint mat der Kommissioun hifueren.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Mat der ganzer Chamber, Madamm Weydert.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Weydert, maacht Äre Rapport.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Pardon. 1924 ass als Reaktioun op déi international Wäibaukris de Virgänger vum der OIV, dat Internationaalt Wäinamt, gegrennt ginn, fir d'weltwäit Situatioun vum Wäibau ze harmoniséieren.

Den erneierten Accord iwwert d'Grënnung vum der OIV gouf den 3. Abrëll 2021 (veuillez lire: 2001) zu Paräis ënnerschriwwen an duerch e Gesetz vum 22. Juli 2003 vu Lëtzebuerg approvéiert.

D'OIV huet aktuell 50 Memberlänner op fënnf Kontinenten, déi representativ fir d'Produktioun an de Konsum vum Wäin sinn. Aus de Memberlänner stamen nämlech 86 % vun der weltwäiter Wäiproduktioun, an 71 % vum weltwäit produzierte Wäin gëtt an dëse Länner konsuméiert.

D'OIV huet verschidde Kärmissiounen am Wäibau, déi am Konsens mat de Memberlänner festgeluecht ginn. D'Hauptmissioun vum der OIV ass et, international unerkannten a kohärenten Standarde festzeleeën fir d'Hierstellung vum de Produkter aus dem Wäibau. Dëst geet vum Hierstellungsprozess, der Liewensdauer bis bei d'Etikettéierung vum de Produkter, sou wéi se um Enn an de Verkauf kommen. Donieft bedreift d'OIV Fuerschung an diverse Beräicher, fir de Wäibau no vir ze bréngen, sammelt a senge Memberlänner Daten a stellt Statistiken an Analysen zu spezifischen Theemen aus dem Wäibausektor op.

D'OIV ass also eng Plus-value fir Lëtzebuerg, fir eise Wäibau hei, well mer eis zesumme mat de wichtegste Länner, déi aktiv am Wäibau sinn, weltwäit déi selwecht Standarde ginn an esou och kompetitiv um Weltmarché bleiwen.

De Gesetzesprojet gouf de 26. Oktober 2023 an der Chamber vum deemolegen Ausseminister deposéiert an den 30. November 2023 gouf en an d'Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture renvoyéiert.

De Staatsrot huet de Gesetzesprojet den 28. November 2023 ouni Observatiounen um Fong aviséiert an hat awer zwou Bemierkungen d'ordre légistique: Dat war, datt zum Schluss vum Intitulé e Punkt war an datt den Text vum Protocole d'amendement mam Intitulé „Annexe“ direkt huet missen hannert d'Approbatioun kommen.

D'Chambre de Commerce huet dunn den 1. Dezember 2023 och dëse Projet favorabel aviséiert.

An hirer Sëtzung vum 14. Dezember 2023 gouf de Gesetzesprojet vum der Madamm Ministesch Martine Hansen an der zoustänneger Kommissioun virgestallt an den Avis vum Staatsrot a vum der Chambre de Commerce goufen analyséiert. An der selwechter Sëtzung sinn ech zur Rapportrice ernannt ginn an de schrëftleche Rapport ass unanime ugeholl ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an déi verschiddenen Avisen, déi virleien. Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert ...

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Am Numm vum der ...

M. Claude Wiseler, Président | A, pardon.

Plusieurs voix | Nee, nee!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Pardon?

M. Claude Wiseler, Président | Dat braucht Der net ze soen, well mer hei a sech an engem Modell sinn, wou mer keng Diskussioun hunn a wou och keng Fraktioun da muss eppes soen. Da brauch Är Fraktioun och elo net hei ...

(Hilarité)

... e Kommentar doriwwer ofzeginn.

A wann d'Regierung elo och näischt ze soen hätt oder net géif insistéieren, eppes ze soen, da kéinte mer direkt zum Vott eriwergoen.

D'Diskussioun ass ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8337. Den Text steet am Document parlementaire 8337³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8337 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'Votes par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60. Nee-Stëmmen: 0. An Enthaltung selbsterständlech dann och keng.

Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat elo esou decidéiert.

13. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'interdiction de la mendicité au Luxembourg

D'Chambre féiert haut de Mëtten – oder plutôt schonn haut den Owend – eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Heescheverbuet, déi vum der LSAP-Fraktioun ugefrot gouf.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. D'Auteure vum der Aktualitéitsstonn hunn zéng Minutten. D'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hu jee weils fënnf Minutten. D'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'LSAP-Fraktioun huet decidéiert, datt se d'Riedezäit vun den Auteuren, déi zéng Minutten, déi se huet, ënner zwee Auteuren deelt, der Madamm Bofferding an dem Här Biancalana. A wéi ech gesinn, fänkt d'Madamm Bofferding un. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, mir hunn dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well mer et net

bei eiser Pressekonferenz wollte beloossen a well mer och gären hätten, dass dëse Sujet weiderhin op der politescher Agenda bleift. A mir hoffen, haut och eng sachlech Debatt heibanne kënnen ze féieren.

D'Mendicitéit ass e Sujet, deen eis net kal léisst. Mir gesinn et och als eis Pflicht, grad deene Leit, déi keng Stëmm hunn, eng Stëmm ze ginn. An a mengen Ausféierunge wäert ech elo net op déi juristesche Elementer weider agoe vun där juristesche fundéierter Analys, déi deemools derzou gefouert huet, dass ech den Artikel als deemoleg Inneministesche refuséiert hunn. Ech hunn op ville Plaze schonn erkläert, wat de Bestanddeel vun deem Contrôle de légalité ass, deen een dee Moment als Ministesch huet.

Vill méi wichteg ass eeben, dass mer kucken, wéi et elo weidergeet, respektiv wéll ech och hei an deem Kontext nach eng Kéier soen, dass ech et wierklech bedauern, datt d'Decisioun vum Verwaltungsgericht net ofgewart gouf, well dann hätte mer nämlech eng kloer Rechtssécherheet kritt, amplaz elo hei d'Decisioun ze huelen, fir dass e Riichter net kann tranchéieren. Ech mengen, do hätte mer méi Kloerheet gehat an domadder wär eis alleguerter gehollef. Bon, mir dréien hei weider am Krees.

Genausou ass et och ze bedauern – oder besser gesot ass et eigentlech och e Skandal –, dass grad dat Éischt, wat dës Regierung ëmsetzt, dat, wat se mécht, eigentlech déi Schwächste vun eiser Gesellschaft viséiert. Déi, déi näischt hunn, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, déi kee Su an der Täsche hunn, déi ginn direkt hei weiderhi bestrooft.

„Knaschtsak“, „Lidderhanes“, „Wouscht“. Dat si Begrëffer, déi een an de leschten Deeg ëmmer erëm an der Debatt héieren huet, wuel wëssend, dass mer hei vu Mënsche schwätzen. Ech hu selwer viru Joren eng Persoun, déi ech aus menger Kandheet kannt hunn, op der Gare sëtze gesi mat engem Becher, fir Suen ze sammelen. Wéi ech erausfonnt hunn, war déi Persoun och drogéiert an ech hu mer ëmmer erëm d'Fro gestallt, wat do geschitt ass, dass se esou déif gefall ass.

Leit, déi reegelméisseg an den Interieur gaange sinn, déi si sécherlech op d'Lilu getraff. Dat ass eng Fra, déi all Dag virum Ministère souz, déi Bicher gelies huet an déi ëmmer ganz frëndlech war, wann een hir e Su an hire Becher ginn huet. Viller hu gemengt, dass et sech net gehéiert, dass eng Persoun virun engem Ministère sëtzt. Bon, ech hunn dat aneschtens gesinn, well all Dag, wa se do war, wosst ech, dass déi Persoun nach leeft. Am Eck, wou se souz, war se protegéiert a si gouf och mat Essen a Gedrénks versuergt. Méi dramatesch gouf et, wéi déi Persoun krank gouf an nach méi déif gefall ass.

Den Adalbert Boros, dat ass wuel dee bekanntste Strummert. Ech selwer hunn en net kennegeleiert, mee ech kenne ganz vill Anekdoten, virun allem – voilà, do grinst schonn een – wann e bei de Mathes-aufgabe vun de Leit gehollef huet.

Ech nenne just dës puer Beispiller, einfach fir den Term „heesche“ kënnen ze vermënschlechen an einfach ze weisen, dass dat Persoun sinn, jo, déi sech zum Deel vläicht och schonn opginn hunn, mee trotzdem steet et eis net zou, fir deene Leit nach hire leschte Fonken u Wärd an hire leschte Fonken u Selbstbestëmmung ewechzehuelen. Genausou wéi et eis och net zousteet, deenen Äermsten an der Gesellschaft d'Méiglechkeet ze huelen, en Appell un d'Generositéit vun hire Matmënschen ze maachen.

Elo kéint vläicht deen een oder anere soen: „Bon, d'Stater Policereglement verbitt jo elo net déi einfach Form vun der Mendicitéit. Et ass jo just déi aggressiv an déi organiséiert Form gemengt.“ Ben, dat ass net

ganz richtig, wann dat ëmmer gesot gëtt. Well kucke mer eis eng Kéier déi Plazen an déi Zäiten un, déi am Reglement definéiert sinn, déi do festgeschriwwen sinn, sou ass feststellen, dass grad op deene Plazen a grad zu deenen Zäiten, wou een iwwerhaapt Leit untrëfft, déi kéinte spenden ..., dass genau déi Plaze gemengt sinn.

Déi consultativ Mënscherechtskommissioun huet dat och nach eng Kéier ganz kloer an hirem Communiqué vu gëschter prezisiéiert an och Leit wéi de Mënscherechtsspezialist Frank Wies schwätzen hei och ganz kloer de facto vun engem generelle Verbuet.

Duerfir stellt sech also d'Fro grondsätzlech: Wat seet dat iwwer eis als Gesellschaft aus, wann esou e Verbuet geholl gëtt? Ben, et weist virun allem, wéi mer mat deenen Äermsten a mat deene Vulnerabelsten ëmginn. Mënschen, déi elo schonn ausgebeut ginn, ginn nach méi bestrooft. An enger fräier, an enger oppener Gesellschaft dogéint gehéiert et dozou, dass déi Äermst ënner eis, och wann hiren Ubléck vläicht muncher stéiert, wann dat net ëmmer schéin ass ze kucken oder einfach als stéierend empfongt gëtt, trotzdem zu eiser Gesellschaft gehéieren a mir si net einfach aus der Effentlechkeet verbanne kënnen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Well spille mer och eng Kéier déi praktesch Handhabung vun deem Verbuet duerch, wat dat da ganz genau an der Realitéit elo bréngt. Ben, gi mer dervun aus, den Heeschert gëtt dann op der Plaz do vum Polizist protokolliert. Da gëtt e PV ausgestallt, dee geet bei de Parquet. Eventuell kéint d'Affär och nach viru Geriicht an den Heeschert, déi concernéiert Persoun, kritt dann eng Strof vu 25 bis 250 Euro, déi en natierlech net ka bezuelen. Vlächtaucht den Heeschert och ni viru Geriicht op an déi Amende an d'Stof errechen en, wéi gesot, iwwerhaapt net. Och dat huet d'Präsidentin vun der Polgewerkschaft SNPGL ugefouert, Zitat: „Wéi de Riichter awer mat Persounen ouni Kont an ouni Wunnsätz verfuere soll, dat ass net gewosst.“ A schlussendlech – an dat ass de sprangende Punkt – bleift déi Persoun op der Strooss, hei oder éierens anescht. A mat „éierens anescht“ mengen ech ganz kloer, dass et dee Moment zur Verlagerung kéint.

Well déi Persounen, déi verschwanne jo net einfach, déi léise sech jo och net einfach a Loft op. An interessant ass och an deem Kontext den Escher Buergermeeschter, dee ganz kloer gesot huet: „Vun eis aus wäert et keen Heescherverbuet ginn.“ Wou also sollen déi Leit higoen, wann d'Stad Lëtzebuerg dann elo hiert Reglement do en vigueur huet respektiv wat ass eigentlech déi Strategie, dee Plang hannendrunner, wou déi Leit sollen higoen? Well kucke mer d'Uewerstad, wou jo dee ganze Verbuet ausgeschwat gouf, ben, do ass déi nächst Plaz, wou déi Leit da kënnen op hir Matmënschen treffen, zum Beispill um Belair virun engem Supermarché, zu Märel bei engem Supermarché oder bei der Fondation Pescatore.

De Wunsch vu Verschiddenen, „aus den Augen, aus dem Sinn“, dee geet hei net op. Nach eng Kéier: Déi Leit, déi gehéieren zur Gesellschaft. Och wann net jidderee wéll déi Nout gesinn, si ass do a mir kënnen net einfach maachen, wéi wann déi Leit net géifen existéieren, a se eeben op aner Plaze verdrängen.

An dofir ass et och net fair a virun allem ass et och Gëft fir d'Debatt, wann ëmmer erëm déi verschidde Formen vun der Heescherei an een Dëppe geheit ginn. Mee warscheinlech gëtt dat och bewosst gemaach, well esou léisst sech Law and Order och besser verkafen.

An nee – well dat ass jo ëmmer déi Kritik, déi mer dann direkt ze héiere kréien –, nee, mir sinn net naiv.

A wann et Problemer gëtt, da soll een och d'Kand beim Numm nennen. A wann een net déi néideg Moyenen huet, da soll ee sech déi néideg Moyene ginn.

An dofir verstinn ech och net, wann et vum Inneminister – dat muss bei engem Interview um 100,7 gewiescht sinn – dann heescht, et géif genuch Preuv ginn, Zitat: „déi déck däitsch Limousinne mat de belsche Plackenummeren, déi all Moien um Boulevard Royal hir Banden erausloossen“. Bon, d'Fro direkt un Iech: Wann Der dat wësst, firwat gëtt net intervenéiert? Firwat geschitt dann do näischt?

(Interruption)

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Déi organiséiert Mendicitéit ass jo ënner Strof gestallt respektiv hu mer och nach am Stroferecht Artikelen zu der Traite humaine, wou een eebe genau dës ka verbidden – wann déi Preuv schlussendlech do sinn, well soss huet et ëmmer am Debat geheescht, et géif keng Preuv ginn. Wa se do sinn, firwat intervenéiert Der net an Dir huelt och hei déi richtig Kriminell, fir se eeben der Justiz ze presentéieren?

Da gouf och vun der Säit vun der Gemeng ëmmer erëm betount, dass se en Artikel brauch, well se soss net nowise kéint, wéini déi einfach a wéini déi kriminell Mendicitéit stattfënnt. An esou hätt een dann ëmmer eng Base légale, dat heescht, déi einfach verséichert, dass just déi Kriminell domadder viséiert wäeren an net déi aner. Ben, wou wéi mer matkritt hunn, säit d'Reglement dann elo en vigueur ass, ginn alleguerter déi Leit, déi op der Strooss sëtzen, sensibiliséiert. A mir gesinn hei schonn, dass keen Ennerscheed gemaach gëtt, dass hei all Mënsch domadder viséiert gëtt. An dat weist ganz kloer, a wéi eng Richtung et geet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg de Sproch „Du bass emol net méi gutt genuch, fir heeschen ze goen“. Ben, Dir sidd amgaangen, genau dat doten a Realitéit ëmsetzen. Dir weist hei erëm, dass Der op komplex Problemer just mat einfache Léisunge reagéiert. Dir sicht hei déi einfachsten Optioun, fir dat unzegen, an eng reng repressiv Äntwert kann net de Problem sinn (veuillez lire: kann net d'Äntwert op de Problem sinn). Et brauch weesentlech méi Facetten, fir déi dote Problematike kënnen unzegen. An dofir si mer mat där Approche, déi Der do gewielt hutt, definitiv net averstanen. Et gräift einfach vill ze vill kuerz. An dofir géif ech gären elo déi verbleiwend Riedezäit mengem ...

(Brouhaha et hilarité)

... Fraktiounskolleeg ginn, fir nach op deen Aspekt eng Kéier anzegen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Madamm Bofferding. Här President, et kann eng kloer politesch affichéiert Volontéit sinn, déi Aarm – an d'Heescherte gehéieren dozou – auszegrenzen. Domadder verschwénnt awer nach laang net d'Aarmut. Ech mengen, hei gëtt op restriktiv Mesure gesat, déi géint Mënschen a prekäre Situatiounen geriicht sinn. An ech mengen, d'Aarmut an d'Prekaritéit am effentleche Raum wäerte vlächtaucht manner visibel ginn duerch dës Decisioun, mee si wäerte sécher net verschwannen. An et weess een awer och, dass eng repressiv Approche ëmmer méi visibel ass wéi eng preventiv a sozial, och fir dann déi gewünschte Resultater um soziale Plang ze kréien, an dat trëfft och deementspriedend hei zou.

D'Commission consultative des droits de l'homme huet ganz kloer och dës Decisioun kritiséiert. An

doropshin hu mer och als LSAP d'Cellule scientifique, wéi gesot, saisiéiert, fir där Saach och nach eng Kéier nozegen.

Dofir, mengen ech, och vun dëser Plaz aus mat No-drock en Appell vun der LSAP, Här Inneminister, Är Decisioun am Numm vum Respekt vun de Mënscherechter an de Libertés publiques – mat deene Leit, mat deene mer hei ze dinn hunn; dat si keng Pariaen –, réckgäנגeg ze maachen. An déi Motioun deposéieren ech hei am Numm vun der LSAP a si gëtt ënnerstëtzt – merci och – vun de Kollegee vun deene Gréngen, vun de Piraten a vun deene Lénken.

Motion 1

*La Chambre des Députés,
considérant*

– la décision récente du ministre des Affaires intérieures relative à l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville ;

– que lors du deuxième recensement des personnes sans-abri à Luxembourg-ville réalisé le 14 juin 2023, un total de 193 personnes ont été recensées ;

– que le fait d'interdire la mendicité à certaines heures à des endroits définis par la Ville de Luxembourg n'est de nul secours pour les personnes réduites à devoir mendier pour subvenir à leurs besoins ;

– que la mendicité est à considérer comme une problématique globale et qu'elle nécessite dès lors une réponse de type holistique ;

– que des mesures sociales visant des effets durables sont nécessaires afin de lutter contre la pauvreté en général et la mendicité en particulier,

vu

– la prise de position de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché du Luxembourg du 18 décembre 2023 selon laquelle l'interdiction de la mendicité constitue « une violation des droits humains des plus vulnérables »,

invite le Gouvernement

1) à consacrer une partie des acquisitions dites VEFA¹, réalisées récemment afin de contrer les effets de la crise du bâtiment, à des projets de Housing First ;

2) à doter au plus vite le projet de Couverture universelle des soins de santé (CUSS) de la base légale nécessaire ;

3) à présenter un projet de décentralisation des offres et des fonctions de la structure Abrigado au courant de l'année 2024 ;

4) à revenir sur sa décision concernant l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville.

¹ vente en l'état futur d'achèvement

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Taina Bofferding, Marc Goergen, Meris Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Villmools merci. A wéi de Schwäizer Pedagog sot, de Pestalozzi: „Wer die Armut erniedrigt, der erhöht das Unrecht.“

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, léif Ministere, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der sozialistescher Fraktioun Merci fir hir Initiativ, och wann ech dach e gewëssent Erstaunen heiriwwer net ka verstoppen. Ech wëll zu där ganzer Thematik Heescherei fënnef kuerz Remarque maachen.

Deen Éischten, dee laang virun der Stad Lëtzebuerg en deelweist Heescherteverbuet a senger Gemeng duerchgesat huet, ass de fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Dikrech gewiescht, dee bekanntlecherweis weeder a menger Partei nach an der DP ass.

(Interruption)

Genau dat selwecht Heescheverbuet ass iwwregens duerno an der Gemeng Ettelbréck agefouert ginn, wou meng Partei niewent der LSAP an der Majoritéit ass.

An deenen zwou Gemenge sinn déi Decisiounen par ailleurs à l'unanimité geholl ginn, dat heescht och mat de Stëmme vu Parteien, déi hei an der Chamber setzen an déi am Moment dergéint Stueren lafen.

Ech hunn iwwregens och festgestallt, datt säit der Decisioun vun der Madamm Bofferding deemools am März (veuillez lire: am Mee) dëst Joer keent vun deenen zwee Reglementer zréckgehol ginn ass, weeder dat vun Dikrech nach dat vun Ettelbréck.

Zweet Remark: D'Madamm Bofferding, fréier Innenministesche – si huet dat de Mëtteg net méi gemaach, dat gestinn ech hir gär zou –, huet awer an der Pressekonferenz dem aktuellen Inneminister Léon Gloden virgeworf, hie géif hei Riichter spillen. Madamm Bofferding, wéi Dir deemools eng Decisioun fir d'Stad Lëtzebuerg geholl hutt, déi mat grousser Majoritéit am Gemengerot geholl ginn ass, hutt Dir och Riichter gespillt, andeem der en Arrêt vun der Europäescher Cour interpretéiert hutt an op Base vun deem, zumindest deelweis, déi Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg anuléiert hutt. Wat aneschtens war dat, wéi och Riichter ze spillen? Allerdéngs muss ech soen: Dat, wat den Här Gloden elo gemaach huet, ... Hien huet nämlech och nach eng Kéier déi Interpretatioun vun dem Arrêt Lacatus gemaach an hien huet se richtig gemaach.

(Hilarité)

Well den Arrêt Lacatus huet nämlech eng ganz aner Situatioun beschriwwen wéi déi, déi mer elo an der Stad hunn. Do geet et ëm e generell Heescheverbuet, Här Baum, e generell, wat geholl ginn ass, wat net de Fall vun der Stad Lëtzebuerg ass, well hei geet et just ëm en deelweist Heescheverbuet, wat sech op eng Rei vu Stroosse limitéiert. A wann ech dat mol vun der Surface hier kucken, an ech géif all deene Leit, déi net ëmmer duerch d'Stad ginn, vläicht soen, sech dat emol eng Kéier unzekucken, dat mécht emol net een Zéngtel ...

(Interruption)

... vun der Surface vun der Gemeng Lëtzebuerg aus, a grouss Quartiere sinn ...

(Interruptions)

... Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Dir sidd et eenzeg an eleng, deen d'Wuert huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Grouss Quartieren, wéi zum Beispill de Kierchbiert, wat ee vun deene Quartieren ass, wou am meeschte Leit am Dag zirkuléieren, si vun deem Verbuet ausgeholl, gradewéi Bouneweg, dee Quartier, deen am meeschte peupléiert ass an der Stad.

Drétt Remark. D'Regierung an d'Stad kréien elo reprochéiert, si géifen hei Mesüre géint déi Aarm a géint d'Aarmut huelen a se géifen net genuch a puncto Preventioun a generell an der Sozialpolitik maachen.

Léif Kolleeginnen a Kollegee vun der LSAP, ech muss Iech soen: Weeder Dir nach soss een huet de Monopol vun der Generositéit an dësem Haus oder och soss enzwousch! A wann ech kucken, wat souwuel meng Partei – an dat gesäit een och am Koalitiounsaccord – wéi och d'Stad Lëtzebuerg um Niveau vun der Sozialpolitik an deene leschte Jore gemaach hunn, mengen ech, brauche mir eis wierklech net ze schummen.

An erlaabt mer just eng Zuel ze ginn, an ech schwätzen hei och ënnert dem Contrôle vun deenen zwee exzellente Sozialschaffenen, fir d'Éischt dem Maurice Bauer an elo dem Corinne Cahen: Mir haten am Budget 2021 27 Milliounen an eise Sozialbudget, mir hunn der elo am Joer 2024 67 Milliounen. Bal eng Verdräifachung vun deem, wat um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt! Duerfir, mengen ech, brauche mer hei ons wierklech keng Reprochen ze maachen.

Eng lescht Remark, Här President, an da sinn ech fäerdeg. D'Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg, déi vum Inneminister confirméiert ginn ass, leeft net drop eraus, generell d'Heescherei am öffentliche Raum ze verbidden. Jiddwer Mënsch ka weider a ville Stroosse vun dëser Stad heesche goen. Allerdéngs – a lauschtert gutt no, och hei op menger rietser Säit – ass och d'Fräiheet fir heeschen ze goe keng unbegrenzt a kann net op d'Käschte vun de Fräiheete vun anere Mënsche goen, déi sech duerch eng aggressiv an organiséiert Heescherei och an hirer Beweegungsfräiheet agegrenzt an ugegraff fillen.

Eis Regierung huet sech de Respekt virum Rechtsstaat op de Fändel geschriwwen.

Une voix | O Mamm!

M. Laurent Mosar (CSV) | Och de Respekt, och de Respekt vun de Fräiheete vun de Mënschen, an zu deene gehéiert nun emol d'Recht op d'Sécherheet an och dëse Respekt virum Rechtsstaat.

Mat dëser Decisioun, mengen ech, hunn d'Regierung an den Inneminister gewisen, wéi wichteg hinnen dëse Respekt virum Rechtsstaat ass. An duerfir ënnerstëtze mir 100%eg déi Decisioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. D'Wuert ass fir d'Madamm Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här President.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wollt Dir mir nach eng Fro stellen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech hätt eng Fro, wann ech därff.

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech, wann den Här Mosar d'accord ass, därff d'Madamm Tanson eng Fro stellen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, et géif elo vill ze soe ginn, mee do hu mer nach e Riedner herno. Mee well Der Iech op den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'homme baséiert: Dat ass e ganz interessanten Arrêt, a wat notament ganz pertinent ass, ass déi Opinioun, déi de Riichter Ravarani dozou geschriwwen huet, wou en am Fong op dee Punkt, deen Der elo grad gesot hutt, extrem gutt ageet, dat heescht d'Fro vun der Limitatioun vun der Fräiheet fir ze heesche par rapport zu der Fräiheet vun all deenen aneren.

An ech hu mech gefrot, wat dann elo d'Aschränkung vun der Fräiheet vun der Allgemengheet ass, wann einfach ee just do sëtzt, wann en net aggressiv ass, wann e mol näischt proaktiv mécht, mee wann e just an der Strooss sëtzt, wat jo duerch Äert Reglement verbueden ass. Wou ass do d'Aschränkung vun iergendengem aneren? Dat ass meng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Eng kuerz Äntwert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Madamm Tanson, ech mengen, et ass elo e puermol gesot ginn, ech widderhuelen et nach eng Kéier: Et geet an deem Reglement vun der Stad Lëtzebuerg ëm dat aggressiivt ...

(Interruptions)

Jo, Dir liest dat, Dir liest dat dann aneschters, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et steet net dran!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Mosar huet d'Wuert an den Här Mosar gëtt eng Äntwert op eng Fro, déi e gestallt krut.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et ass schwéier, Här Präsident, wann ee permanent hei ënnerbrach gëtt.

Ech soen dat nach eng Kéier: Dat ass fir eis ganz kloer hei fir déi aggressiv an organiséiert Heescherei! An ech mengen, ech ka ganz gutt novollzéien, datt vill Mënschen, an ech begéinen der all Dag, sech duerch dat Verhalen an hirer perséinlecher Beweegungsfräiheet ageschränkt fillen.

M. Claude Wiseler, Président | Elo huet d'Madamm Bofferding nach eng Fro ze stellen. Här Mosar, huet Der déi Fro un?

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech huelen all d'Froen un, hoffen awer, datt ech Zäit hunn, drop ze äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Am Fong geholl ass et keng direkt Fro. Ech wëll just e kleng Faktencheck maachen, well ëmmer esou ënnerstallt gëtt, ech hätt aner Reglementer duerchgewonk an hätt fir d'éischt bei der Stad Lëtzebuerg e Refus ausgeschwat. Ech wëll just soen, dass et eréischt säit dem Januar dës Joer d'Approbation op de Policereglementer gëtt. Virdrun ass et dat net ginn. A wann ech duerno schonn aner Dossierien um Dësch leie gehat hätt, mengen ech, wär déi Konklusioun déi selwecht gewiescht opgrond vun där juristescher Analys.

Duerfir, wannechgelift, haalt op, ëmmer ze ënnerstellen, ech hätt bei de Sozialisten duerch d'Fangere gekuckt. Do hat ech nach guer näischt ze kucken!

M. Laurent Mosar (CSV) | Léif Madamm Bofferding, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | ... ech kann Iech just soen, souwäit ech ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Mosar huet d'Wuert ganz eleng!

M. Laurent Mosar (CSV) | Souwäit ech d'Kompetenze vun Inneminister kennen, muss den Inneminister ëmmer d'Konformitéit mat der Legalitéit vun all Decisioun, déi vun engem Gemengerot geholl gëtt, kontrolléieren. Dat steet am Gemeengesetz.

Dir hätt also parfaitement, wéi deemools déi Reglementer vun Dikrech respektiv vun Ettelbréck geholl gi waren, kënnen do eng Kontroll maachen an dann

hätt Der déi och kënnen annulléieren. Dat Recht huet en Inneminister ëmmer.

Zweetens wëll ech och soen: Ech sinn awer elo e bësselchen erstaunt. Dir sot jo awer net, Dir hätt net gewosst, datt Äre Kollege Claude Haagen 2020 dat Gemengereglement geholl huet! Wann ech an der CSV mat esou engem Gemengereglement konfrontéiert gi wier, dann hätt ech dat awer a menger Fraktioun virbruecht, an da wär et zu enger – an Dir kennt mech! – méi hefteger Diskussioun do komm. Ech muss awer soen, ech war jo och déizäit schonn an der Chamber: Ech hunn do eigentlech ganz weëneg Opreegung an de sozialistesche Reie verspuert!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, Madamm Tanson, datt kee méi wéi zweemol d'Wuert därer huelen. Wann Der et elo huet, da war dat et, wann den Här Mosar Är Fro unhëlt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech ka se nach eng Kéier unhuelen, Här Präsident, mee ech fannen, et ass och elo net gutt, datt d'Madamm Tanson mat mir en Dialog hei féiert.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet d'Fro net un.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech féiere mat jiddwengem gären en Dialog, mee ech mengen, dat ass eigentlech net den Zweck vun enger Heure d'actualité.

M. Claude Wiseler, Président | Do hutt Der abso-lutt Recht. Dir braucht jo d'Fro net unzehuelen, Här Mosar. Da kann déi gréng Fraktioun déi Froen duerno stellen. Si huet jo nach Riedezäit.

(Interruption)

Si huet nach Riedezäit. An als nächste Riedner ass d'Madamm Polfer ageschriwwen. Madamm Polfer, elo hutt Dir d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss soen, ech sinn erschreckt iwwert d'Duplicitéit an d'Onverfuereheet hei vun onse sozialistesche Kolleegen, déi awer och vun deene Grénge gedeelt ze gi schéngt.

Hei gëtt wierklech, hei gëtt wierklech en „double standard“ applizéiert, an et gëtt keng Erklärung dofir! D'Madamm Bofferding huet ons elo just virgelies, wéi schrecklech et wier, dat Reglement, dat d'Stad Lëtzebuerg do geholl huet. Et mengt een, mir hätten d'Doudestrof ageféiert! A si berëfft sech op d'Mendicité simple. Ech liesen Iech – an ech kommen dann op dat, oder ech fueren do weider, wou den Här Mosar elo just opgehalen huet – den Artikel 54bis vun Dikrech vir: „Pour des raisons de sécurité et de salubrité, la mendicité est interdite“, an da kommen all déi Stroossen an och d'Zäiten, wou et ass. Genau dat nammlecht fannt Der, mat deenen nammlechten Termen, dat ass dann den Artikel 45 (veuillez lire: den Artikel 42), zu Ettelbréck: „Pour des raisons de sécurité et de salubrité, la mendicité est interdite pendant la période estivale“, an da kommen d'Zäiten an da kommen d'Stroossen. Genau wuertwärtlech deenen nammlechten Text!

Wann Der ons wëllt e Reproche maachen, da sot, mir hätten ofgeschriwwen!

(Hilarité)

An dann, ...

(Brouhaha)

... an da soen ech Iech: „Dir hutt net Onrecht!“ Da soen ech Iech: „Dir hutt net Onrecht!“ Well wéi koume mir dozou? Wéi koume mir dozou, am Mäerz dës Joer, 2023, effektiv eist Reglement ...

Mir schwätzen elo mol guer net vun Diddeleng. Ech mengen, déi hu sech laang, vill méi laang scho géint d'Mendicité gewiert an esou schéi Flyere gemaach.

(Mme Lydie Polfer montre un des flyers mentionnés.)

Ech soen Iech just: Eise gëtt besser!

(Hilarité)

Wéi koume mir effektiv dozou? Mee well mer zënter Joren, zënter Joren an x – méi wéi zéng – Reuniounen mat der Regierung, a wann ech soen d'Regierung, da war et d'Police an da war et d'Justice, op déi onhaltbar Zoustänn higewisen hunn, déi mer an eise Stroosse kannt hunn an déi an deene leschte Joren effektiv ëmmer méi schlëmm gi sinn.

Mir haten x Debaten am Gemengerot an hei an der Chamber. Ech muss soen, dat Eenzezt, wat op all dat erfollegt ass, dat ass dat Gesetz, wat mer d'lescht Joer, am Juli 2022, ugehall hunn, dee Platzverweis, weinstens do, wou d'Leit an den Entréesagäng sinn, wou d'Kanner mussen iwwert d'Sprëtzen trëppele fir erauszekommen. An ech muss do dem Här Bausch nach eng Kéier Merci soen, well hien hat gesot: „Dat do kann net sinn!“ An dunn ass do effektiv deen Text komm. Bon, den Här Kox hat e virbruecht. Dat war mat dat Eenzezt.

Mir souze mam Parquet zesummen a mer souze mam Procureur d'État zesummen, a wat krute mer ëmmer gesot? Well datt d'Mendicité organisée vum Code pénal verbueden ass, dat wësse mer alleguer. Dat wësse mer alleguer! Mir soten a mir hunn nëmmen dorop higewisen: „Ma da maacht eppes!“ An da war ëmmer d'Äntwert: „Jo, mee et ass ganz schwéier, fir dat ze beweisen. Dat ass ganz schwéier. Wéi solle mer dat beweisen?“ Dat hunn ech de Moien, also den Owend, hei och schonn nees héieren, datt dat esou schwéier ass, ...

Une voix | Dir wësst jo Bescheid, wéi et geet.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... datt dat esou schwéier ass, dat ze beweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech muss soen, mir ware wierklech, also, mir woussten eiser Hänn kee Rot méi! An dunn hu mer héieren effektiv, an da kommen ech do derbäi, dunn hu mer héieren, datt Dikrech an Ettelbréck dat do ageschriwwen hätten an hirem Reglement. An effektiv: keng Reaktioun!

Mir hunn och nogefrot, jo. Sou. An du hu mer gemengt, mir kéinten dat och, et wier vläicht eng gutt Iddi, well da kéinte se eis weinstens ... Well d'Police an d'Justice wëssen, wat mir mengen a wou de Problem ass. An et ass effektiv net, Madamm Tanson, bei deenen, déi roueg um Buedem setzen a sech net aggressiv verhalten.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Jo, mee wannechgelift. Et ass net do, et ass bei deenen Aggressiven! An ech kann Iech soen: Mir hunn – komm, ech maachen der Rei no –, mir hunn also dat nammlecht geholl, wéi Dikrech an Ettelbréck haten. An ech muss Iech soen, mir waren effektiv immens erstaunt, wéi dunn de 15. Mee d'Madamm Bofferding déi zwee Artikelen, déi dorëm ginn, net approuvéiert huet.

Ee Wuert just, Madamm Bofferding: Et ass wouer, datt eng nei Prozedur ass fir d'Reglementer. Dir braucht se elo net méi tel quel ze approuvéieren. Mee, an den Här Mosar hat 100%eg Recht, Dir kënnt ëmmer d'Legalitéit vun engem Text iwwerpräiwen. Fazit! Fazit!

Sou, mir waren also immens erstaunt, datt mir dat do refuséiert kruten, woubäi déi aner kee Problem

schénge duerstellen. A mir hunn do direkt, den Dag drop hu mer dat och annoncéiert, e Recours en annulation gemaach. Mir hunn dee Recours en annulation am August Ärem Ministère iwwerginn. Et ass e Recours en annulation vun 48 Säiten. En ass extreem explizitt an e geet op all déi Punkten an, déi Dir opgeworf hutt fir ze soen, Dir géift dat net approvouieren. An ech kann Iech soen: E widderleet dat an alle Punkten, souwuel deene juristeschen ... An ech gesinn elo, d'Zäit mat de fénnef Minutten, déi ass scho bal fäerdeg. Dierf ech awer nach weiderschwätzen?

M. Claude Wiseler, Président | Déi si schonn iwwerschratt, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, ech mierken. Mee dee geet op all déi Punkten an an e widderleet se ganz, ganz kloer.

(Interruption)

An och den Artikel vun der Konventioun vun dem Mënscherechtsurteil vu Stroossbuerg, ech ginn elo net méi dorop an. Ech wëll nëmme just hei nach eng Kéier eppes soen: An dem Communiqué vun der Commission consultative des droits de l'homme – an ech war wierklech frou, fir dat ze liesen, fir déi, déi sech nëmme drop konzentréiert hu fir eis ze soen, wat hei legal wier, do legal wier oder net richteg –, do steet dran: „La traite dans le contexte de la mendicité forcée existe au Luxembourg“, an: „Lutter contre la traite des êtres humains, y inclus la mendicité forcée, devrait être une priorité politique“ fir d'Regierung. Ech kann nëmme soen: ganz d'accord!

(Interruption par M. Marc Baum)

Ganz, ganz d'accord. Mee entschëllegt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zur Konklusioun kommen, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... Här Baum, Dir kennt jo eise System, do muss effektiv fir d'éischt eng Instruktioun gemaach ginn. Dat ass d'Police. An déi aner ass dann d'Justice. Wéi vill PVe sinn an deene leschte Joren, vun 2020 bis haut, gemaach ginn am Kader vun der Mendicitéit?

Eng 120. Wéi vill sinn der sanctionéiert ginn? Een! Een! Dat sinn déi Situatiounen, déi effektiv net méi tolerabel sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir hëllef en de Leit, d'Stad Lëtzebuerg, a mir sinn déi éischt! Jo, et ass natierlech an et ass normal, datt mer Mënschen, déi an Nout sinn, wëllen hëllef. A mir als Gemeng, den Här Mosar huet et scho gesot, maachen et. Ech weess net, ob et eng Gemeng gëtt, déi och esou vill mécht. Dat maache mer, an dat maache mer och weider! An dat maache mer nach méi, och mat dem Housing First. Mee firwat mir awer verantwortlech sinn, dat ass, datt d'Leit sech an hirer Stad nach sécher spieren an datt se net, wa se an der Strooss sinn, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, Dir musst elo zum Schluss kommen, wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | ... belästegt ginn, harceléiert ginn, ugespaut ginn, jo, ugespaut ginn, wa se näischt ginn! Dat sinn alles Situatiounen, déi an eisem Recours mat Biller a mat de Bréiwer vun de Leit festgehale ginn. An dofir kann ech nëmme soen: Mir ware frou – mir ware frou! –, wéi de Minister op déi Decisioun vun der Madamm Bofferding zrëckkomm ass.

A mir wäerten an deene kommenden Deeg en Depliant gi jiddwerengem, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... net nëmme deene Leit, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... mee jiddwerengem, mat allem dran, wat mer maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Et sinn nach zwou Wuertmeldungen elo. Madamm Polfer, huet Der vum Här Clement a vun der Madamm Tanson eng Fro un?

Mme Lydie Polfer (DP) | Gären, gären. Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech dem Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Den Här Mosar an och d'Madamm Polfer hunn elo grad ganz vill vun der Mendicité aggressive geschwat.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | An den Här Mosar huet gesot, datt et net wär, datt d'Mendicité simple verbuede wär an Ärem Policereglement. Ass et dann esou, an ech stellen Iech d'Fro als Buergermeeschtesch an Deputéiert, datt am Artikel 42 dra steet, ech zitieren: „Toute autre forme de mendicité est également interdite“?

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo. Ech hunn ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Ben.

M. Claude Wiseler, Président | Eng kuerz Äntwert, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Et ass esou, ech hunn Iech d'Äntwert virdru ginn: Mir hunn deen nammlechten Text geholl wéi Dikrech a wéi Ettelbréck!

(Interruption)

Ma firwat hu mer et gemaach? Mee wann een natierlech net wëllt verstoen! Firwat hu mer et gemaach? Mee well mer virdru souwuel vun der Police wéi vun der Justice ëmmer gesot kruten: „Jo, déi Mendicité organisées, dat ass schwéier festzustellen.“

(Interruptions)

Woubäi, woubäi, ...

(Interruption)

... da soen ech Iech, dat ass ons ... Wien huet vun dem Auto geschwat? D'Madamm Bofferding huet vum Auto geschwat. Ech kann Iech dovu schwätzen: Wann ech mat der Police owes duerch d'Groussgaass gaange sinn, wou bal bei all Geschäft a bei all Residenz Leit louchen – do war ech dann eng Kéier en Tour maache mat e puer Polizisten – a wa mer bei deem engen ugefaangen hunn a mir koume bei deen zweeten, da kum direkt ee gefuer, direkt, d'ailleurs mat engem Vëlo, dee kum direkt an huet mat deene Leit geschwat. En huet mat deene Leit geschwat ... Ech erzielen Iech dat einfach, dat do ass eng Saach, déi ech erlieft hunn.

Mir kruten ëmmer gesot: „Dat ass schwéier ze bewiesen, déi Mendicitéit.“ Mee da soen ech et hei kloer, an den Här Minister huet jo och nach d'Chance, drop anzegoen: Mir si jo och mat der Police zesumme komm. Et ass evident, et ass evident, datt déi Persounen, wéi d'Madamm Tanson se elo genannt huet, déi do sëtzen, déi roueg sinn a kee belästegen, net déi sinn, déi am Viséier vun der Police sinn an och net vun der Justice. An ech vertrauen, ...

(Interruptions)

... an ech vertrauen op d'Police, fir deen Ënnerschied ze maachen.

(Interruptions)

An da soen ech Iech eppes. Soll ech Iech eppes soen? Wa mir opgrond vun der Mendicité organisée, vun der Traite des êtres humains, deen éischen – deen éischen! – Arrêt eng Kéier kréien, wou versicht gëtt, déi an de Grëff ze kréien, dann huele mer dat do eraus!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Polfer huet hire Punkt gemaach. Et ass d'Madamm Tanson, déi nach wollt eng Fro stellen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et ass esou. Merci, Här Clement, dass Dir elo déi Fro gestallt hutt, déi den Här Mosar virdrun net vu mir wollt ophuelen. Well dat war jo genau de Punkt. Hei gëtt souwuel vum Här Mosar wéi och scho vun der Regierung an och der Madamm Polfer mir elo erëm eppes an de Mond geluecht, wéi se gesot hunn, et géif jo elo hei net ëm déi Leit goen, vun deenen ech elo géif schwätzen, déi roueg géifen do sëtzen. Fair enough. Firwat schreift Der dat dann net an Äert Reglement, dass et ëm déi do Leit geet?

Une voix | Genau!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An do ass jo jiddweree mat Iech d'accord. An dat ass jo och haut schonn net erlaabt, dass een d'Leit belästegt, dass een op se späitz, dass een aggressiv mat deenen anere Leit ass. Firwat, ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee Madamm Tanson, et ass awer ni eppes geschitt!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... Madamm Polfer, ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Net Dir als Minister, als Justizminister, an och net de Polizeiminister hutt eppes am Kader vun deenen Artikelen, déi am Code pénal sinn, gemaach.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson stellt hir Fro fäerdeg. Madamm Tanson, Dir stellt Är Fro an d'Madamm Polfer äntwert Iech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also ech mengen, Madamm Polfer, d'Séparation des pouvoirs hunn ech Iech scho méi wéi eng Kéier duergeluecht.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, ech kenne se.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass net um Justiz... Ma ech sinn e bëssen dubitativ grad. Et ass net um Justizminister, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, wannechgelift, stellt Är Fro!

Plusieurs voix | O!

Mme Lydie Polfer (DP) | Also, mir kënnen elo gären iwwert den Artikel 5 (63) schwätzen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... et ass net um Justizminister, fir der Justice ze erklären, wéi d'Decisiounen ze huele sinn, déi se ze huelen huet. Dat wësst Dir, mengen ech, ganz gutt.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir kënnen gären iwwert den Artikel 5 (63) schwätzen, wou d'Justice dat awer gemaach huet a wou se awer gottseidank, nodeem ech mam Minister Braz geschwat hunn, drop zrëckkomm ass.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass eng Interpretatioun, et ass eng Interpretatioun ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, kënnt Dir wannechgelift Är Fro elo stellen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, d'Madamm Polfer kann hei soen, wat se wëllt an ech net!

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee. Dir stellt elo Är Fro an dann äntwert d'Madamm Polfer drop.

(Interruptions)

Une voix | D'Madamm Polfer ännerbriecht Der ni!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ännerbriechen d'Madamm Polfer och. Elo wannechgelift, d'Madamm Tanson stellt hir Fro a si huet elo eleng d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Meng Fro ass ganz prezis. Firwat hutt Der dat Reglement net op dat limitéiert, wat Der elo hei sot, wat Der gären hätt? Well firwat mécht een eng Interdictioun an e Reglement, wann een herno seet: „Ech vertrauen drop, dass d'Police dat awer ganz aneschters kuckt, wéi et am Fong am Reglement steet.“

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, gitt eng kuerz Äntwert!

Mme Lydie Polfer (DP) | Ma allerléifst Madamm Tanson, Dir erënnert Iech vläicht – nee, Dir erënnert Iech vläicht net, soss hätt Der dat do elo net gesot –, mir hu schonn 2015 eist Gemengereglement ugepasst. Et war den Här Mathis Prost, deen en Artikel an d'Gemengereglement bruecht huet. Do hu mer nach zesummen an och ganz gutt geschafft, dat soen ech gären. An do hu mer eeben en Artikel an eiselem Reglement gehat, dat war den Artikel 41, wou mer gesot hunn, nach virdrun, datt et defendu ass, d'Leit unzegoen an d'Leit eeben ze harceléieren. Dat hu mer 2015 scho gemaach.

(Interruption)

Mee et ass awer näischt geschitt, Här ...

(Exclamations)

Mee et ass awer näischt geschitt!

Une voix | Dat ass d'Regierung jo awer da mat der Police!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Polfer huet d'Wuert. Gitt elo eng kuerz Äntwert an da fuere mer weider.

(Interruption)

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, also ech war an esou ville Sitzungen, wou mer zesummesouze mat der Regierung. D'Regierung, dat heescht Policeminister, Justizminister, de Procureur a mir, d'Gemeng, wou mer alleguer festgestallt hunn, datt déi Situatiounen, déi mer all Dag erliewen an der Stad, net méi tolerabel sinn! All Mënsch war d'accord.

An nach! An nach, egal wéi eng Texter iwwert d'Traite des êtres humains, do, wou een d'Leit op d'Strooss schéckt, an dat ass ganz kloer, ass de Code pénal net applizéiert ginn. Dat huet ons jo eeben op eemol ... Wéi mer gesinn hunn, wéi dat eeben zu Dikrech ass, an zu Dikrech, hunn ech héieren, mécht d'Police dat och oder huet d'Police dat och gemaach, an och zu Ettelbréck, hu mer gemengt, da kéinte mir eeben deen nammlechte Wee goen, wëssend, datt et net ass fir déi Leit, an ech wollt Iech net ze no trieden, mee fir déi Leit, déi ... Ma Dir hat gesot, déi Leit, déi elo roueg sinn. Dir hat den Här Mosar gefrot: „Déi Leit, déi roueg do setzen, ass et dann och fir déi?“ Nee, et ass net fir déi!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Mee mir hunn elo...

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech mengen, ech weess just, datt ...

(Brouhaha)

Et steet esou do. Et steet ...

(Interruptions)

Ma et steet esou do. Mee wann een et net wëllt verstoen, da versteet een et net!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, ...

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Et steet eent zu eent esou am Text.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, wannechgelift, et ass elo ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat doten ass awer scho bal eng Beleidegung fir eisen Intellekt.

M. Claude Wiseler, Président | Elo hu mer déi Argumenter op där enger an op där anerer Säit. Ech hunn nach eng Fro, huet Der déi un?

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Dann nach eng Kéier just ofschléissend: Den Text seet „tout autre type de mendicité“, dat couvréiert och een, deen einfach do sëtzt an harmlos frëndlech heescht.

Mme Lydie Polfer (DP) | Vun dem Text hier, jo, vum Text hier, jo.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Vum Text hier. Mir schwätzen hei iwwert den Text!

Mme Lydie Polfer (DP) | Majo, mir si jo net domm, mir si jo net blöd. Vum Text hier jo, vum Text hier jo.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, genau.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee och déi Texter, déi extreem kloer sinn an déi elo scho Joerzénngen – Joerzénngen! – am Code pénal sinn, do ass näischt geschitt! A mir waren effektiv ...

(Interruption)

Majo ...

M. Claude Wiseler, Président | Mee ech mengen, Madamm Polfer, ...

M. François Bausch (déi gréng) | Mee et ass d'Police, déi d'Responsabilitéit huet.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, et ass net nëmmen d'Police.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Polfer huet elo d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Fir d'éischt ass et d'Police an duerno ass et d'Justice.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, et ass de Polizist, deen aarme Polizist, dee muss den Ënnerscheed maachen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Polfer schléisst of.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, mir dréien elo hei am Krees.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech mengen och.

M. Claude Wiseler, Président | D'Opposition huet hire Punkt gemaach, d'Madamm Polfer huet hire Punkt gemaach. Do sinn Ënnerscheeder an déi hält jiddwereen zur Kenntnis.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Deen nächste Riedner, dat ass elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci, et ass eng wierklech ganz lieweg an interessant Debatt. Eist Land an eis Stied hu ganz vill Problemer. Ech mengen, mir kennen dee vun der Kriminalitéit, dee vläicht dee schlémmsten ass, mee och dee vun der Mendicité. An ech soen dat och ganz bewosst, et ass och vun anere Kollege scho gesot ginn: Zemools an der Chrëschtzäit sollte mer mat grousser Verantwortung a Sensibilitéit iwwert déi Sujete schwätzen.

An ech wëll Iech elo mol zwou Perspektiven offréieren. Déi éischt ass emol déi allgemeng vum Bild vun der Hauptstadt, ier ech un déi méi wichteg kommen, nämlech déi sozial Problemer derhannert.

Mee eis Hauptstadt mécht och no baussen e ganz gemëschten Androck, well déi Heescherei, déi mer hei hunn, ass keng gutt Visittkaart. Wann Der an aner Stied gitt, do ass dat net, dat ass zum Deel verbuede ginn. Et ass schonn esou, datt Lëtzebuerg do eng Ausnam ass.

Et ass och net normal, datt et Geschäftsleit hei an der Stad gëtt, déi verschidde sougenannte „Strummeren“ engagéieren, fir datt déi derfir suergen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt hir Kollegen net virun hire Geschäfte sinn, well dat kéint Clienten ofhalen. Och dat ass Deel vun der Realitéit vun der Stad Lëtzebuerg. An dat ass net normal a mir wëllen dat net. An dofir begrëisse mir, datt dës Initiativ an dës Debatt elo mol komm sinn.

Mee ech wëll nach eng Kéier betounen – dat ass ganz wichteg fir d'Suite vum Exposé – datt ee muss ganz kloer ënnerscheeden tëschent deene Leit, déi duerch e Schicksalsschlag oder duerch Krankheet oder soss op der Strooss gelant sinn, duerch hir Fragilitéit eigentlech, Drogen, Laangzäitarbechtslosegkeet, Iwwerverschuldung an esou weider. Well firwat ass dat wichteg? Ma well dat Saache sinn, déi u sech zu engem groussen Deel duerch Moosnamen an der nationaler Politick kéinte geleist ginn. An dann hutt Der déi aner Kategorie, dat ass déi organiséiert Mendicité, an dat ass eppes, wat vu bausse meeschtens hei erakënnert a wat an engem ganz anere Kontext muss gesi ginn, an et gëtt och esou gesinn, nämlech strofrechtlech. An dat sinn zwou verschidde Saachen. Ech kommen dorobber zrëck.

Elo huet den Här Gloden dat Policereglement autoriséiert. Mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech. Dat hu mer och schonn am Conseil vun der Stad Lëtzebuerg iwwert den Här Weidig gesot. Mir hätten och gär, datt e Bilan no enger gewëssener Zäit gemaach gëtt.

Awer mir müssen zwou wichteg Bemierkunge maachen. Déi éischt ass: Dat do muss duerchgesat ginn! Well elo ass d'Situatioun déi: Entweder d'Regierung setzt sech duerch oder déi organiséiert Bande setze sech duerch! Dat ass déi Situatioun, an déi mer elo kommen. An do ass et un der Regierung ze kucken, datt de Rechtsstaat sech hei duerchsetzt. An dofir müssen dann natierlech och déi néideg Moyenen definéiert ginn.

An do ass déi zweet Kritik, déi mer maachen. Et ass am Virfeld net mat der Justizministesch ofgestëmmt ginn. Mir haten d'Madamm Justizminister hei setzen. Si wousst dat net, obschonn et am Regierungssaccord och an hirem Kapitel steet: „Lutte contre la mendicité“.

organisée“. Déi Koordinatioun hätt misse gemaach ginn a si muss elo onbedéngt gemaach ginn!

Well u sech kann ee sech jo froen, wann een hei déi ganz Debatte lauschtert: Firwat stinn eigentlech hei véier Parteien, wat stellen déi sech eigentlech laangfristeg vir? Well hiert Virgoe géint dat, wat elo gemaach ginn ass, d'LSAP, déi gréng an esou weider, d'Piraten, ...

(Interruption)

... dat féiert jo eigentlech, dat féiert derzou, ...

(Interruption)

... dat féiert schlussendlech derzou, datt se d'Mendicité organiséée ënnerstëtzen. An dat kann net a Fro kommen!

(Interruption)

Ech wëll de Kollege vun der LSAP a vun deene Gréngen awer och déi politesch Appreciatioun mat op de Wee ginn, well et schockéiert, an dofir hunn ech virdrun déi Ursache rappeléiert, firwat Leit op der Strooss landen: Si waren zéng Joer an der Regierung a si hunn näischt gemaach! Si schwätze vun enger kaler Politick, enger Politick ouni Häerz, mee Si kommen aus enger Regierung eraus. Zéng Joer laang hätte se d'Geleeënheet gehat, e Foyer ze baue fir déi Leit, fir Assistants sociaux, déi mer fir aner Zwecker mobiliséieren ... Wou war dann Är „Politick vum waarmen Häerz“ fir déi Leit, déi duerch e Schicksalsschlag op der Strooss landen?

Dat Eenzezt, wat Dir haut hei maacht, ass: Dir verdeelegt hiert Recht, weider op der Strooss setzen ze bleiwen, wou Der zéng Joer d'Geleeënheet hat, deene Leit ze hëllefen, fir datt se aus där Situatioun erauskommen! An Dir hutt näischt gemaach als sozialistesche Partei fir déi kleng an déi schwach Leit. Dir hutt näischt gemaach! An haut kommt Der heihinner, elo wou mer d'Thematik hunn, an Dir verdeelegt nach – iwwer en Ëmwee, ech ginn et zou – déi organiséiert Mendicité, am Endresultat. Et ass eng ganz traureg Politick!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hätten erwaart, datt déi Regierung, déi deemools do war, de Leit hëlleft, fir net mussen heeschen ze goen. Dat ass Politik vu gelieferter Solidaritéit, déi mir gar hätten!

An da gëtt iwwer legal Ursachen hei geschwat. Do gëtt gesot: „Jo, mir mussen dann ..., dass se hiert Recht, heeschen ze goen, ...“ Et ginn Arrêten zitëiert an esou weider an esou virun. Dat ass ze kuerz geduecht! Et geet net ëm Legalismus. Et geet ëm Notiounen vu Gerechtegkeet. Och do ass „Recht“ dran. Et geet drëm, fir de Leit, wéi gesot, ze hëllefen. An engem Sënn vu Libertés publiques kann een dach net soen: „D'Libertés publiques, dat ass och da schlussendlech d'Grundrecht. D'Grundrecht, do gehéiert Heeschegoen ...“ Jo dat ass alles wouer. Awer zu de Grundrechter gehéiert och d'Notioun vun der Dignité humaine!

(Exclamations)

Mir hätte solle kucken an deene leschte Joren, wou Dir an der Regierung waart, datt déi Definitioun an dee Commitment zu der Dignité humaine eeben dora bestinn, déi Leit aus där Situatioun erauszehuelen, an net, hei derfir ze plädéieren, datt se kënne weider do an der Aarmut existéieren!

Et muss sechs Saache gemaach ginn, Här President, an domadder halen ech op. Well dat si sechs oder siwe Recommandatiounen, déi mir wëllen nennen.

Déi éischt ass: Et mussen Interpretatiounskonkloerheeten aus de Gesetzter erausgeholl ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun der Madamm Justizminister.

Zweetens muss de Code pénal applizéiert ginn, den Artikel 342 géint déi organiséiert Heescherei.

Drëttens: Et ass eng grenziwwerschreidend Dimensioun an deem Ganzen. Schengen: selbstverständlech. Mee D'Fräizüggkeet vum Persouneverkéier an der Europäescher Unioun gouf net ageféiert, fir datt Leit iwwer d'Grenz kënne kommen, fir do organiséiert ze heeschen!

(Interruption par la présidence)

Ech halen direkt op, Här President.

Véiertens: D'Gesetzter mussen iwwerkuckt ginn, fir datt mer do, wou mer kënne preventiv sinn, kënne aktiv sinn.

Fënneftens: Mir mussen deene Leit, déi keng Adress hunn, eng Adress ginn, well dat ass dacks d'Ursach vun hirem Misär.

Sechstens: Mir mussen d'Modalitéiten, fir an Noutsituatiounen kënne méi laang sozial verséichert ze bleiwen, iwwerkucken. Den Här Familljeminister, d'Madamm Minister vun der Sécurité sociale kënne sech dorëm këmmern. A mir mussen d'Modalitéiten iwwerpräiwen, fir kënne an de Genoss vum REVIS ze kommen – och eng komplizéiert Debatt, wat den Alter ugeet an esou weider.

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi Debatt muss mer awer féieren!

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd scho wäit iwwer d'Zäit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well et sinn net, Här President, an ech halen domadder op, d'Gerichter, déi dat do sollen tranchéieren. Et ass eng politesch Fro. Mir als Politiker stinn an der Verantwortung, fir deene Leit ze hëllefen, déi op der Strooss sinn, a mir brauchen net op iergendwelch Prozesser oder Gerichtsuerdeeler ze waarden. Kommt, mir maachen eis Aarbecht a mir hëllefen deene Leit an Nout!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Stater Policereglement an notament den Artikel 42 ass schonn zënter méi Laangem an der Diskussioun.

Virun e puer Wochen, do wollt den neien Inneminister eier Neel mat Käpp maachen. Seng Virgängerin hat Bedenken ugemellt, dass den Artikel 42 am Kader vum Contrôle de légalité eeben net konform wär mat der europäescher Mënscherechtscharta an och net konform wär mat eiser Verfassung, an huet dowéinst och den Artikel 42 fir ongültig erkläert. Elo also mécht den neie Minister kuerze Prozess a mécht déi Decisioun réckgängig.

D'Regierung wëll domadder e kloert Zeeche setzen, dovunner ginn ech aus. Abee: vu Kloeerheet keng Spuer! Froen iwwer Froen, op déi d'Regierung an och de Stater Schafferot bis elo nach keng Äntwert konnte liwweren.

Geet et der Regierung drëms, effektiv géint déi sougenannten aggressiv an organiséiert Mendicité virzegoen? Dës Fro ass ganz daitlech mat Nee ze beäntweren. An ech erlaube mer awer nach eng Kéier, den Artikel 42 aus dem Policereglement dann hei ze zitieren. Pour rappel: Den Artikel 41, do geet et ëm d'Mendicité organiséée. An dann heescht et am Artikel 42: „Dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité

publique, toute autre forme“ – „toute autre forme“! – „de mendicité est également interdite“.

Här Inneminister, dat heescht also an der Konkusioun, dass och déi Madamm an der Groussgaass, vun där Der scho mol geschwat hutt um Radio, déi just do sëtzt mat hirem Becher a kee stéiert, mee och déi Madamm ass an der Illegalitéit mat där Decisioun, déi Der approvüiert hutt!

Geet et der neier Regierung drëms, Rechtssécherheet ze schafen? Offensichtlech net. Well dann hätt se ofgewart, bis den Tribunal administratif Kloeerheet, Rechtskloeerheet, geschaf hätt an där Affär, déi scho genannt ginn ass. Dann hätt se vläicht och emol en Avis juridique an Optrag ginn, fir sech juristesche ofzesécheren. Här Minister, gëtt et esou en Avis juridique? A wa jo, kann d'Chamber e gesinn?

En absence vun all deem schwieft also d'Fro vun der Constitutionnalitéit wéi en Damoklesschwäert iwwer dem Policereglement an och der Decisioun vum Inneminister.

Well déi nei Verfassung an hirem Artikel 37 ass jo ganz kloer: „Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel.“ Dës sougenannte Clause transversale ass och hei am héijem Haus virun net allze laanger Zäit debattéiert ginn.

Am März 2022, wéi hei iwwer d'Verfassung geschwat ginn ass, do huet déi honorabel Deputéiert Simone Beissel op dëser Tribün zum konstitutionelle Schutz vun de Grondfräiheete Folgendes gesot – Zitaz: et geet ëm den Artikel 37: „Mir hunn an den Artikelen virdu scho ganz oft stoen: „sauf les exceptions prévues par la loi“. Hei hu mer dat nach eng Kéier bestäerkt.“ An da weider, ëmmer nach Zitaz: „Deen Artikel, dee seet, dass eeben d'effentlech Fräiheeten nëmme ënner ganz strikte Konditiounen ..., dass d'Proportionalitéit, de Contenu essentiel muss gewaart ginn, den Intérêt général muss gewaart ginn. All déi Konditiounen mussen erfüllt sinn, fir dass de Gesetzgeber – an de Gesetzgeber aleng – ..., dat heescht, nëmme duerch d'Gesetz kann hei iergendepes dru geännert ginn an haaptsächlech ageschränkt ginn.“ An ech kann der Madamm Beissel hei nëmme Recht ginn!

(Interruption)

Nëmme de Legislatuer, nëmme d'Chamber, kann ënner ganz strikte Konditiounen Aschränkunge vun de Grondfräiheete legiferéieren! An duerfir stellen ech elo hei och nach eng Kéier d'Fro, déi ech schonn an der Kommissioun gestallt hunn: Mat wéi engem Argument setzt Dir e kommunalt Policereglement mat engem Gesetz gläich?

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Regierung huet mat dëser Decisioun ganz sécher och keng Rücksicht op d'Police geholl. A wann ech héieren, dass mer elo op där enger Säit en Text hunn an dass een da grousst Vertrauen huet an d'Police, dass d'Polizistinnen an d'Polizisten an hirem Alldag da sollen tranchéieren, en absence vu Kloeerheet, dann ass dat, ...

(Interruption)

... dann ass dat eng Katastroph fir all Polizist an all Polizistin, well si ginn aleng gelooss, si ginn am Ree stoe gelooss ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... vun de politesche Responsabelen.

Et gëtt keng Rücksicht op d'Police geholl, well anescht kéint ech mer net erklären, wisou fir d'éischt d'Decisioun geholl gëtt – annoncéiert gëtt! – an eréischt fir den Dag

drop eng Reunion aberuff gëtt mat der Plicedirektion. A wéi ass et soss ze erklären, dass bis haut eigentlech net kloer ass, wéi dat, wat d'Stad Lëtzebuerg an d'Regierung plangen, ëmgesat soll ginn? Dat soen net nëmmen ech, dat soen d'Leit um Terrain, dat seet och d'Präsidentin vun der Policegewerkschaft SNPGL.

De Minister huet eis erkläert, dass an enger éischter Phas d'Sensibiliséierungsarbeit bei de Concernéierte soll stattfannen an dass Polizistinnen a Polizisten um Terrain eréischt an enger zweeter Phas duerchgräife wäerten. Léif Regierung, wat bedeit dat konkret? Wéi soll dat hei sanktionéiert ginn? Wéi wëllt Dir ee bestrofen, deen näischt méi huet? Wëllt Dir him déi puer Euro aus sengem Kartrongsbecher nach huelen?

An der Lescht ass ëmmer erëm de Geescht vu Senneng beschwuer ginn. Zu Senneng hunn d'Koalitionären ënner anerem d'Sozialverbänn getraff a se hunn eis versprach, d'Aarmutsbekämpfung a -preventioun zu absolutte Prioritéiten ze maachen. Abee, wou bleift da Konkreetes zu dëse Prioritéiten?

Wéi wëllt d'Regierung beispillsweis d'Offer un Housing First séier ausbauen? Wou bleiwen d'Detailer zu den annoncéierte Plans d'action nationaux pour la prévention et la lutte contre la pauvreté? Wat mécht d'Regierung dann, fir géint Mënschenhandel virzegoen?

An dësem Sënn, Här President, deposéieren ech am Numm vun der grénger Fraktioun, mat Ënnerstützung vun de Piraten a vun der LSAP an deene Lénken, eng Motioun, wou mer do weider Erklärungen a Fuerderungen opstellen an deem Kontext.

Motion 2

« relative au sujet de la prévention et de lutte contre la pauvreté »

La Chambre des Députés, considérant

– l'approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le Règlement général de police de la Ville de Luxembourg ;

– que le Gouvernement a déclaré la lutte contre la pauvreté comme une priorité absolue dans son Accord de coalition 2023-2028 ;

– les récents propos du Premier ministre sur la motivation du Gouvernement concernant l'interdiction de la mendicité ;

– que l'accord de coalition fasse un amalgame entre le sujet de la mendicité, la traite et le sans-abrisme, également regretté par la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg (CCDH) dans son communiqué de presse du 18 décembre 2023,

invite le Gouvernement

– à collecter des données statistiques concernant le phénomène social multidimensionnel et les origines de la mendicité, complémentaires au recensement des personnes sans-abri, afin d'élaborer une approche plus nuancée et efficace pour aider les personnes dans le besoin, qu'elles soient sans abri ou qu'elles mendent pour d'autres raisons ;

– à faire un maximum d'effort dans sa politique de prévention et de lutte contre la pauvreté et à accélérer la mise en œuvre des mesures de l'accord de coalition 2023-2028 concernées, notamment :

- l'élaboration d'une stratégie transversale et d'un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté avec les partenaires sociaux et les acteurs du terrain ;*
- la conception d'une stratégie coordonnée, transversale et inclusive contre le sans-abrisme ;*

• la mise en place de plus de structures « Housing first » et de logements pour des personnes en situation de précarité ;

• une augmentation, diversification et décentralisation du suivi social au bénéfice de la personne en situation de précarité ;

• et la création d'une équipe d'intervention mobile composée de différents profils de professionnels de santé, pour garantir une prise en charge médicopsychologique des personnes sans-abri ;

– à communiquer le calendrier actuel envisagé pour la mise en œuvre des différentes mesures mentionnées.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Marc Goergen, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Fakte schwätzen also eng kloer Sprooch.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zur Konklu-sioun kommen, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, Här President, direkt.

D'Regierung seet, se wëllt Aarmut bekämpfen. An der Realitéit bekämpft se aarm Leit.

De Minister an d'Regierung wollt kuerze Prozess maachen, fir séier Sécherheet ze schafen. A wat bleift elo?

(Interruption)

Mee au contraire: keng Sécherheet, mee méi Onsécherheet – méi Rechtsónsécherheet, méi Onsécherheet fir d'Polizistinnen an d'Polizisten, déi um Terrain dat heite mussen applizéieren. A finalement, an dat ass am schlëmmsten: méi Onsécherheet fir déi vulnerabelst Mënschen an eiser Gesellschaft, déi elo an d'Illegalitéit, nach méi an d'Illegalitéit gedriwwen ginn. Dat setzt den Toun, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir e kale Wanter.

Merci.

Et gëtt eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn, datt eng Fro vun der Madamm Polfer un Iech gestallt gëtt. Huet Der se un?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Gären.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Här Sehovic, ech huelen un, datt Der den Artikel 563, Punkt 6 kennt.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo. Dir wësst jo, dass de sechsten Tiret abrogéiert ginn ass an deem Artikel, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, nee, eebe just net, eebe just net!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | A, da géif ech awer eng Kéier op Legilux kucke goen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech liesen Iech, Här Sehovic, ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Entschëllegt, Madamm Polfer, ech sinn nach nei.

Mme Lydie Polfer (DP) | Dofir, ech soen et jo och dofir. Et muss awer den Owend ...

M. Claude Wiseler, Président | Loosst d'Madamm Polfer hir Fro stellen an dann äntwert Der drop.

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech sinn do esou frou, datt d'Madamm Tanson effektiv op eng Fro vun der Madamm Oberweis elo am Mäerz dëst Joer och eng ganz, ganz kloer Äntwert ginn huet, wou eebe gefrot ginn ass ..., well eng Zäit, an zwar bis 2015, hate se

effektiv de ganze Punkt 6 ewechgeholl. Et war awer ni – ni! – de Wëlle vum Legislateur, fir deen éischten Alinea ewechzehuelen.

An deen éischten Alinea, dee seet jo eebe ganz kloer, Punkt 6: „les vagabonds et ceux qui auront été trouvés mendians“. Dat steet och haut nees am Code pénal, well ech effektiv 2015 bei deem deemolege Ministre de la Justice mat de Procureurs d'État intervenéiert sinn. Well hei ass sech op eng Jurisprudenz vun Dikrech beruff ginn, wou gesot ginn ass: „O, ma nee, ma et ass de ganze Punkt 6, dee fort ass, déi zwee Alineaen.“

Wann Der awer nokuckt – an dat steet jiddwerengem zou, nozekucken –, war dat ni de Wëlle vum Legislateur. A wie war dee Moment an der Regierung? Net déi „Kälhärzeg“ wéi mir dann. Enfin dach, d'CSV war dran. Mee mir sinn awer net kal.

(Hilarité et brouhaha)

Mee d'Sozialisten ...

Une voix | Ech fannen et awer léif, datt Der et zougitt.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Madamm Polfer, et ass konstant Juri...

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee d'Sozialiste waren eeben och do, an d'Madamm Tanson ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst zum Schluss kommen, Madamm Polfer, wannechgelift.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... äntwert do ganz kloer: „Il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563. Il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6.“ Le commentaire des articles de la loi susmentionnée explique en effet que „les références à la reconduite à la frontière des étrangers prévues aux articles [sou a sou] sont supprimées, alors qu'elles ne cadrent [pas] avec la terminologie et l'esprit de la [...] loi.“

Dat heescht, et war deen zweeten Alinea, dee sollt gestrach ginn, awer net deen éischten. An opgrond vun där Jurisprudenz vun Dikrech – dat ass, mengen ech, 2009 gewiescht – huet dunn effektiv d'Justice gesot: „O, ma dat ass alles fort.“ Deem ass awer net esou!

A mat allem Respekt vis-à-vis vun der Justice ass et net u Gerichter, d'Volontéit vum Legislateur ...

(Interruption)

... anescht ze interpretéieren. Jo, dach. An Dir wësst et ganz gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Ech maachen elo e weéneeg Uerdnung hei. D'Madamm Polfer huet de Kommentar gemaach an eng Fro gestallt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Kann ech pour fait personnel ...?

M. Claude Wiseler, Président | Et ass den Här Sehovic, deen hei steet fir ze äntweren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Ech hätt och gär duerno d'Wuert pour fait personnel, wannechgelift.

M. Claude Wiseler, Président | Deen äntwert elo drop. Dann ass et esou, datt mer net hei Diskussiounen ufänken tëschent Deputéierten. Wann e Fait personnel gefrot gëtt, dann erkläert Der ganz kuerz duerno Äre Fait personnel. An da fuere mer weider. Mee elo ass et fir d'éischt um Här Sehovic, fir Stellung ze huelen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, ech hunn d'Fro net genau matkritt.

(Hilarité)

Ech mengen och, dass dat net wichtig ass.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Mee Dir äntwert awer elo drop.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg. Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg!

Mme Lydie Polfer (DP) | Dach, d'Fro war, ob Der Iech bewosst waart, datt de 563 vum Code pénal nach ëmmer dran ass.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass europäesch Recht.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, den Här Sehovic huet eleng d'Wuert. Setzt Iech duerch, Här Sehovic!

(Interruption par M. François Bausch)

Mme Lydie Polfer (DP) | Dach, deen ass nach ëmmer dran.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg!

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, wann ech gelift, Äre Parteikolleg, den Här Sehovic, huet elo d'Wuert. Setzt Iech duerch!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci. Merci, Här President. Ganz kuerz: Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg, Madamm Polfer. Et ass europäesch Recht, et ass internationaalt Recht. Also d'Rechtslag ass méi wéi kloer. Ech soen Iech Merci.

Mme Lydie Polfer (DP) | O! Dat ass jo net wouer!

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci, Här Sehovic. Fir e Fait personnel an eng kuerz Richtegstellung – net fir eng ganz Ried, fir eng kuerz Richtegstellung –, d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, mee ech wäert awer kennen op d'mannst sou laang dann dorobber agoe wéi d'Madamm Polfer elo grad.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'Madamm Polfer huet eng Fro gestallt, Dir maacht elo eng Richtegstellung.

(Exclamations)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Si huet keng Fro gestallt.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Si huet en Deel vun enger Question parlementaire zitëiert, awer natierlech nëmmen en Deel. Well éischtens: Dat, wat se zitëiert huet, dat ass net dat, wat ech schreiwen. Ech zitëieren dat, wat am Code pénal als Note de bas de page ënne steet. An da geet et awer weider an där Reponse op d'Question parlementaire.

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „Cependant, ...“

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. D'Madamm Tanson mécht hir Rektifikatioun.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „Cependant, comme le précise la note de bas de page précitée, les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité.“

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An da geet et nach weider: „Rappelons également que l'interdiction de la mendicité simple risque d'être contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.“

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Well de deux choses l'une, Madamm Polfer: Entweder hu mer eng Interdiction générale vun der Mendicité simple an dann applizéiert sech den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'homme, iwwert dee mer déi ganzen Zäit schwätzen, well dee seet, dass dat net geet, oder mir hu keng Interdiction générale vun der Mendicité simple an dann applizéiert sech vläicht deen Arrêt net, mee da spillt awer déi Reegel, déi den Här Sehovic virdru genannt huet, déi seet, dass nëmmen eis Gesetzgebung kann eng Liberté fondamentale aschränken.

An dann nach eng kleng Klamer: Natierlech kënnen d'Gerichter, a si sinn dofir do, interpretéieren, wat mir hei decidéieren. An et kann een och par mégarde ...

(Brouhaha)

... eppes ofschafen, och wann et vläicht net sou gewollt war. Et kann een och par mégarde en Artikel am Code pénal ofschafen. An ech wëll just drun erënneren, dass d'Madamm Margue an der Justizkommissioun och gesot huet, si géif net drun denken, dat erm anzeféieren an de Code pénal, well dat wier jo dann ... Wa se der Meinung wier, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... dat wier dee richteg Wee ... Esou kéint ee jo dann all Problem aus der Welt schafen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou Madamm Tanson, elo hutt Der Är Rektifikatioun gemaach. Ech autoriséieren elo net, datt hei Diskussiounen zwëschen Deputéierte kommen. Elo ass et um nächsten ageschriwwene Riedner, dem Här Marc Goergen, deen elo d'Wuert huet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wësst Der, et ass net einfach, fir meng éischt Ried ënner d'Är nach neier Majoritéit hei am Haus unzefänke mat esou engem häerzlosen Thema. Ech hat mer en anert Thema erhofft déi Woch virun Hellegowend.

Bis zum Accord vum dem CSV-Minister zum Verbuet hat ech jo och nach e bessert Bild vun där neier CSV-DP-Majoritéit. An déi Entscheedung wäert wuel net just mäi Bild, mee d'Bild vu ville Leit fir déi nächst fënnf Joer prägen.

Ongeféier dës Woch viru ronn 2.023 Joer waren eng Fra an e Mann ënnerwee, déi keng Méiglechkeet fonnt hu fir ze iwwernuechten, keen Iwwerdaach. Se sinn dunn an eng Scheier gaangen, well d'Fra schwanger war. Dat Gefill, keen Iwwerdaach ze hunn, ofgewisen ze ginn, hunn och si erlieft. De Jong ass an enger Fuderkrëpp op d'Welt komm. Wéi d'Geschicht weidergaangen ass, wësst Dir alleguer, besonnesch déi mat dem „C“.

Déi kal Aart a Weis hätt wuel kee sech ronn 2.000 Joer méi spéit erwaart, scho guer net, wann eng vun de Parteien am Numm den „C“ nach ëmmer dréit – net just e Buschtaf, mee eng Liwenssaart, a sech e Grondsaz, deen ee sech gëtt.

D'Leed vun de Leit ass awer haut fir déi Partei zum Instrument ginn, fir fir Stëmmung ze suergen. Virun de Wale konnt een déi Strategie bei der CSV schon erkennen. Mat onzielege Pressekonferenzen hunn d'CSV-Politiker iwwer Méint d'Angscht an de Raum gehéit virun der Heescherei. Et ass hinne gelongen. Si sinn un hirem Zil ukomm.

Ënnert dem neien – dat kann een dann emol hannerfroen – Luc Frieden ass dat éischt wierklech Grousst, wat déi nei Regierung fäerdegbruecht huet, déi Äermsten am Land nach eng Kéier méi aarm ze maachen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ob Dir als Regierung oder als Majoritéitsdeputéiert domat liewe kënn esou e puer Deeg viru Chrëschttag, dat musst Dir mat Iech selwer ausmaachen. Ech kéint et net.

„Méi an der Täschen“ – dat waren d'Plakater vun der CSV – ass wuel manner an der Täschen fir déi, déi schon näscht hunn. Dir wëllt propper Luxusgeschäfte an der Uewerstad, do dierf jo och kee stéieren, deen et am Liewe vläicht net esou gutt hat. Et ass dach keen, an do si mer ganz éierlech, dee fräiwëlleg mat allem, wat en huet, op der Strooss setzt mat engem Becher, fir op e puer Cent hoffen ze müssen a sech den erniddregende Blécker aussetzen.

Dir wëllt, dass déi, déi hei hir iwwerdeiert onnëtz Luxusposche souwéi -auren an der Stad kafen, net solle gesinn, wéi déi Leit leider liewe müssen. Zu deem Präis, wou déi Butteker hir Artekele verkafen, kéinten déi Leit hire Loyer méintelaang bezuelen.

Déi Partei mam „C“ gëtt och net midd ze soen, et wär kee komplett Verbuet. Nee, si erlaben et jo awer nach vun 22.00 bis 7.00 Auer – wat sinn déi guttmiddeg! –, dann, wa keen an der Stad ass, dann, wann et am Wanter am keelsten ass. Dat heescht, Dir schéckt se och nach bei Minustemperaturen nuets eraus. Et dierf ee jo vun 22.00 bis 7.00 Auer. Dat ass jo eng weider Fauscht an de Mo vun de Leit, déi schon näscht z'essen hunn! Hinne virzegaukeln, nuets dierf se, heescht, se och nach fir blöd ze verkafen!

Si missten och nach hir sécher Schlofplaz an enger Wanteraktioun an anere Strukture verloossen, well se da jo dierf fir e puer Cent froe goen.

Zur organisierter Heescherei als Argument: Pff, Dir setzt d'Police da jo awer net géint se an. An ech si frou, dass d'Madamm Polfer, déi awer zéng Joer elo och an enger Majoritéit ass, dat bestätegt huet, dass déi viregt Majoritéit komplett op deem Punkt versot huet. Well et ass schon zënter Jore verbuede gewiescht, also braucht Der Iech elo guer net opzereegen! Et ass just virdru net ëmgesat ginn.

Mee bei der organisierter Heescherei, vergiesst awer och do net, wien d'Affer sinn! Well d'Affer sinn déi, déi mam Becher do setzen an déi owes dann d'Geld an hire Boss ofginn. Also musst Der beim Boss usetzen an net bei den Affer, déi op der Strooss setzen!

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee Dir gitt jo alt nees géint jiddereen. Am Reglement steet nämlech ganz kloer, Artikel 42, Dir hutt et virdru gesot kritt: All Heescherei ass verbuede. Dat ass moralesch ganz fragwürdig, fir et brav auszudecken!

Also all déi Leit, déi sech näscht zu Schold komme gelooss hunn, huelt Dir mat eran. Dat ass d'kaalt Häerz vun der neier Regierung! Duerch déi nei Moosnam gëtt riskéiert, dass méi Leit, fir un e puer Suen ze kommen, an d'Geschäft mat Drogen oder Géigestänn eraklappen. Si ginn einfach Fudder fir Dealer, déi hinnen eng ondankbar Alternativ kéinten ubidden fir ze iwwerliewen.

Och eisem Policecorps maacht Dir en ondankbare Kaddo. Viru Chrëschttag müssen eis Beamtinnen a Beamte géint déi Schwächste virgoen, dat ouni dass de Policecorps dës iwwerhaupt wëll. Dir notzt si, Dir forceiert si fir Är Zwecker a gitt hinnen och nach keng kloer Reegel mat.

Wien ass déi nächst Grupp vu schwache Matbirger, géint déi dës Regierung wäert ugoen? Dat sollt sech all Bierger froen. Jidderee kann d'Keelt vun der CSV an der DP treffen.

Déi Leit op der Strooss, déi hu keng Lobby. Si hu keng Méiglechkeet, sech ze wieren. Just d'Chamber ass hir lescht Rettung. Déi Politiker hei, déi, egal wéi eng Partei, dem Spuk en Enn setze wellen a sech fir d'Leit asetzen, kënnen hinnen elo nach hëllefen.

Déi Leit op der Strooss konnten net d'CSV an d'DP op eng Luxus-Summerparty op Monnerech invitéieren a sech do fir hir Interessen asetzen, d'Politiker beaflossen, wéi d'Promoteuren et maachen a wéi dës Regierung brav iwwert. Wien op der Strooss leeft, ass scho gestrooft genuch duerch eng jorelaang falsch Logementpolitik, déi Leit, déi hiren Daach iwwert dem Kapp ewechgeholl kruten. Oder mengt Dir, dat wär flott, do ze liewen? Dat ass net fräiwëlleg, mee gezwongen!

Fir mech ass et de schlechteste Start, deen eng Regierung kann hunn, wann een als Éischt un déi Schwächst an der Gesellschaft geet, un déi, déi sech net wiere kënnen. Aarmut verschwénnt net op Uso oder mat engem Verbuetstext! Aarm ze sinn an no Hëllef ze froen ass kee Verbrechen! Mee deenen Ärmsten d'Recht ze huelen, ëm dës Hëllef ze froen, ass e Verstooss géint d'Mënscherechter.

Merci, Här President.

An ech hunn Iech nach eng Motioun matbruecht, déi ech Iech herno nach wäert am Detail erklären. Mee do geet et drëm, fir de Leit ze hëllefen – well Dir verbitt hinne jo elo, dass se hire Cent kënnen verdéngen –, dass d'Wanteraktioun op ganzjäreg ëmgestallt gëtt, dass Der weinstens dat Härz hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir erkläert se duerno, Här Goergen. Villmoos merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech erkläre se herno nach eng Kéier gäre méi laang.

M. Claude Wiseler, Président | Ech zweifelen net drun.

(Hilarité)

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Vill Mënschen, déi op der Strooss liewen, hu wéineg Méiglechkeeten, en Ennerdaach ze fannen, wou se geschützt sinn a sech ausrouwen kënnen. Extrem héich Temperaturen am Summer, äiskal Wanteren an Zäite vu kuerzem, heftegen Nidderschlag treffe virun allem déi Schwächst an eiser Gesellschaft.

– Duerch d'Heescheverbuet, wat elo a verschiddene Gemengen applizéiert gëtt, hëlt een dës Leit eng Méiglechkeet, fir selwer Sue fir en Ennerdaach, lessen an Drénken ze sammelen.

– Et gëtt laut dem Familljeministère zwar schonn eng ganz Rei Hëllefsmesuren, mee dës si punktuell a mat groussen zousätzleche Belaaschtunge fir d'Leit um Terrain verbonnen.

Aus dës Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. d'Wanteraktioun duerch eng Ganzjoresaktioun ze ergänzen. Et soll dat ganz Joer iwwer eng Struktur fir Sans-abrien opgemaach ginn. Hei soll hinnen och eppes Klenges z'iesse an ze drénken zur Verfügung gestallt ginn.

(s.) Marc Goergen.

Merci, Här Goergen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Datt mer haut iwwert d'Verbuet vum Heesche schwätze mussen, empfangen ech als Schan. Et ass eng Schan, well et net nëmmen en Ugrëff op

fundamental Mënscherechter ass, mee och, well et e groussen a fir déi Betreffen existenzielle soziale Problem net léist, mee verlagert an am Contraire souguer nach verschlimmert. A mir ass et egal, ob dat an der Stad Lëtzebuerg ass, zu Ettelbréck, zu Dikrech oder wou och ëmmer.

A well dat esou ass, ass et kee Wonner, datt souwuel déi national Mënscherechtskommissioun wéi och d'FEDAS, also d'Federatioun vun alle sozialen Acteuren hei am Land, sech schockéiert, jo, indignéiert weisen! Heeschen ass näischt anescht wéi den Ausdrock vun extremer Prekaritéit, vun extremer Nout a vun extremer Aarmut. Heeschen ze verbidde bedeit, déi Leit, déi guer näischt hunn, nach weider ze kujenéieren.

Wourëms et hei geet, ass beängstgend kloer: Dat Heescheverbuet ass contraire zur Mënscherechtskonventioun. D'Heescheverbuet ass contraire zu eiser Verfassung, well et keng gesetzlech Basis duerfir gëtt. An et ass contraire zur bestoender Jurisprudenz.

Am rosenste mécht een awer d'Hypokrisie, mat där de Minister, awer net nëmmen hien, wéi een haut héieren huet, dës aarmefeindlech a liberticide Decisioun versicht ze rechtfertegen. Et ass schonn zitéiert ginn, jidderee géif dach déi déck däitsch Limousinne mat belsche Plackennummere kennen, déi all Dag Heescherten um Boulevard Royal oflueden, esou de Minister. Ma wann de Minister déi Limousinne gesinn huet, dann hätt e sollen hir Plackennummere opschreiwen, se der Police mellen oder beim Parquet denoncéieren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Well effektiv: Dat ass verbueden! Dat ass eng Affär fir Police a Justice. Duerfir brauche mer keng nei Reglementer, mee d'Applikatioun vun deene Reglementer, déi elo schonn do sinn!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | En plus hu mer um Boulevard Royal, wou jo anscheinend jiddwereen dat gesäit, Videoiwwerwaachung. Dat heescht, och do kéint een nach nodréiglech, well den Här Gloden eventuell kee Bic a kee Bläistëft derbäi hat, ...

(Hilarité)

... kucken, wien déi Leit da sinn an deene Limousinnen. Mee et gëtt een d'Gefill net lass, datt d'Profiteure vum Mënschenhandel iergendwéi kee Mënsch interesséieren. Mee et sinn d'Affär vum Mënschenhandel, déi hei bestrooft ginn.

Esou zimmlech all Organisatiounen, déi mat Mënscherechter oder mat Sozialarbecht ze dinn hunn, lafe Stuermer bei esou enger Ausso. Well all seriösi Virgoe géint Mënschenhandel dærf eeben net bei der Kriminaliséierung vun den Affär ufänken, mee genau dat geschitt hei.

A bei allem Respekt, Madamm Polfer, wann Dir de fënnefte Punkt vum Avis vun der nationaler Mënscherechtskommissioun zitéiert, muss een awer soen, dee fänkt u mat, als Titel: „Un amalgame dangereux entre traite des êtres humains et mendicité“. Och dat geschitt hei weider, andeem Dir just ee Saz aus deem fënnefte Punkt aus sengem Kontext erausrappet. Well: „S'il y a véritablement des indices de traite, il faut protéger et soutenir ces personnes et punir les auteurs et non les victimes.“ Hei, mat Ärem Reglement an der Zoustëmmung vum Minister, ginn d'Affär bestrooft.

An dat zweet Argument, wat ëmmer erëm envirbruecht gëtt – och do: egal, vu wéi enger Gemeng, an deem Fall awer vun der Stad Lëtzebuerg –, ass, datt dach esou vill gemaach géif gi fir déi aarm Leit. Jo, ech stellen awer fest, datt d'Zuel vun deenen Aarmen net ophält mat klammen! Ech stelle fest, datt eis Strukturen

zum Baschte voll sinn an aus den Néit platzen. Esou dichteg vill kann also net gemaach ginn, wann et der ëmmer méi gëtt, déi näischt méi hunn!

An da si mer iwwerhaupt bei den Zuelen. Mir wësse ganz wéineg hei am Land iwwer extreem Aarmut, weeder quantitativ nach qualitativ. Et gëtt elo zënter Juni éischt Zuelen, wat d'Obdachlosegkeet an der Stad Lëtzebuerg ugeet. Et gëtt awer kaum qualitativ Analysen iwwert de Phenomeen vun der Mendicité, keng Analysen doriwwer, wéi d'Evolutioun dovunner ass, a scho guer net, wat d'Parcours vum deene Leit sinn. Jo, wann een dat net alles huet, wat soll een dann dergéint maachen? Do misst ee jo ufänken, wann een e seriösi wéilt ugoen, de Problem! Dorausser misst een d'Konklusiounen zéien an en Aktionsplang entwéckelen, amplat déi Schwächsten nach weider ze marginaliséieren an an d'Faubourge vun der Stad ze verdriewen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e gesellschaftleche Problem mat extremer Aarmut. A fir dee brauche mer sozial Léisungen. Da misst mer endlech ufänken, d'Aarmut ze bekämpfen an net déi Aarm. A genee dat geschitt hei awer net. An dat ass et och, wat ech als Schan empfangen.

Här President, de Premierminister Luc Frieden huet am Walkampf gesot, den „C“ am Numm vun der CSV géif net méi fir Relioun stoen, mee fir ons Grondwäerter. Eppes ass sécher: D'Heeschen ze verbidden ass net chrëschtlech, well all Chrëscht géif de Bic aus den Hänn fléien, wann en esou eppes ënnerschreiw misst. An et ass nach eppes net: Et trëppelt nämlech eis Grondwäerter, wat d'Mënscherechter sinn, mat Féiss!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dir waart de leschten ageschriwwene Riedner. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert ... Här Haagen, Dir musst mer just erklären, firwat Der d'Wuert frot.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ganz gären, Här President: Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn deen awer elo net héieren.

M. Claude Haagen (LSAP) | O, mäin Numm ass dräimol gefall, „Buergermeeschter vun Dikrech“ ass gefall, „Reglement“ ass gefall.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt e Rectificatif dozou ginn?

M. Claude Haagen (LSAP) | Gelift?

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt just e Rectificatif dozou ginn? Zu deem, wat iwwer Iech gesot ginn ass?

M. Claude Haagen (LSAP) | Nee, Fait personnel. Hei ass mäin Numm gefall an där heiter Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Dat ass e Rectificatif zu deem, wat iwwer Iech gesot ginn ass. Dir haalt net nach eng Ried.

M. Claude Haagen (LSAP) | Et ass eng Erklärung.

M. Claude Wiseler, Président | Dir gitt eng Erklärung.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech denken, dat wier awer dat mannst, wat ee kéint maachen, oder net?

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Wuert. Fuert lass.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer: Ech mengen, hei ass d'Reglement ernimmt ginn, hei ass Dikrech, hei ass Ettelbréck zitéiert ginn, mäin Numm ass zweemol gefall – „fréiere

Buergermeeschter". Da misst ech scho bal d'Recht hunn, awer vläicht Explikatiounen ze ginn, fir dat ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass absolutt richtig. Mee dat war virun enger Rei Riedner.

M. Claude Haagen (LSAP) | Soss verstinn ech, Här President, de modus vivendi mat engem Fait personnel net.

M. Claude Wiseler, Président | Fuert lass!

M. Claude Haagen (LSAP) | Gutt. Ech mengen, et ass ugeklungen: Aarmut bekämpfen an net déi Aarm. An dat war am Fong den Ausgangspunkt vun der Iwwerleeung vun der Stad Dikrech. Lo kann een natierlech dräi an en halleft Joer doriwwer diskutéieren, ob dat erfollegt ass oder net erfollegt ass.

Mee d'Stad Dikrech ass net unanime dohinneergang fir ze soen: „Elo probéiere mer dat doten emol aus an elo schikanéiere mer déi Leit“, well d'Mendicitéit bis zu engem gewëssenen Dag zu Dikrech guer kee Problem war an an den Alentouren och net, well keng Heescherten op der Plaz waren.

Ech sinn och bëssen, staark erstaunt, datt een dann hei e Reglement vun Dikrech applizéiert op d'Situation vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, dass déi zwou Uertschafte mat 7.500 Awunner a grosso modo 130.000 Awunner net mateneen ze vergläiche sinn, et sief dann, ... Op eng Manéier lueft et e bëssen d'Stad Dikrech, datt d'Stad Lëtzebuerg dräi an en halleft Joer gebraucht huet, fir e Reglement auszuschaffen, wat dann zur Diskussioun soll stoen.

Mee bon, mir hunn dat heiten, an do schwätzen ech fir d'Kollegen aus dem Gemengerot mat. An et ass jo den aktuelle Buergermeeschter och hei, deen dat matgestëmmt huet déizäit, fir eeben och déi Leit, déi zu Dikrech heeschen, wa se d'Mendicité simple gemaach hätten, a sozial Strukturen ze kréien, fir se sozial ze begleeten, fir iwwert d'Assistant-socialen dat doten ze maachen. Dat war d'Iddi vun der Stad Dikrech do dohannert.

Wat ass awer geschitt? An dat denken ech, wësst Der allegueren: Wéi déi éischt Demandeurs de protection internationale op Lëtzebuerg komm sinn, sinn tëschent 300 a 600 Leit an d'Infrastrukturen, déi hu misse gebaut ginn, op den Härebiere komm. A wann an enger Uertschaft vu 7.500 Awunner déizäit, oder 7.000, ronn 8 % Awunner bäikommen op ee Schlag, da bréngt dat vill Diskussiounen mat sech. Dat weess all politesch Interesséierten.

An zu Dikrech ass et vill Hëllef ginn. Et war keng Oppositiooun do vu kengem. An déi Leit, déi sinn do waarm empfaange ginn an déi sinn och betreit ginn an déi sinn an déi sozial Struktur komm, déi sinn an d'Schoul komm. Déi sinn och duerno betreit ginn. Awer een, zwee Méint duerno ware Leit zu Dikrech, déi op eemol ugefaangen hu mat heeschen a wou et ganz kloer drop higewisen huet, datt et eng Mendicité organisée war, ganz kloer.

An ouni elo an d'Schoul wëllen ze goen an doriwwer ze schwätzen, huet dat Polizeireglement, wat déizäit en vigueur war, dat net hierginn, fir dogéint virzegoen. Elo kann ee soen: „Et ass e penale Fait.“ Mir krute vun der Police gesot, op jidde Fall ech déizäit: „Mir kënnen dat dote maachen. Dir musst Äert Reglement änneren.“

Jo, jo, jo, Här Mosar, ech kommen nach zu Iech.

(Interruption)

Wann dat geännert ginn ass, dann ass dat jo och geännert ginn, fir eeben déi Leit a sozial Strukturen ze kréien, fir se ze begleeten, fir, an dat ass mer dat

Wichtigst awer heirun, an enger Uertschaft vu 7.500 Awunner d'DPIen an d'Bénéficiaires de protection internationale ze schützen, well d'Leit allegueren gemengt hunn: „Elo kommen déi Leit, déi wierklech am ärmsten an och wierklech betraff waren, déi traumatiséiert waren, op Dikrech, fir och nach hei ze heeschen!“ Dat war den Ursprungspunkt. An dat soll een net mateneen vermëschen, datt, wann Demandeurs de protection internationale a soziale Strukturen wunnen, wou hir Kanner an d'Schoul ginn, dann op eemol Bande kommen an dovunner profitéieren ...

Sou, an dunn ass dat Reglement vun Dikrech ëmgeännert ginn an et ass och ëmgeännert ginn, fir e juristeschen Avis ze maachen. Ech schwätzen hei vum August 2020. An do ass och en Avis bei der Police gefrot ginn: „Wéi musse mer dat da maachen, fir datt Der, wann Der organiséiert Kriminalitéit, an deem Fall bei der Mendicité, gesitt ..., wéi kënt Der dann do virgoen?“

Bon, et si verschidde Punkten erkläert ginn. An do ass och en Avis gefrot ginn, juristesche, vum deomolege Procureur d'État vum Dikrecher Gericht. D'Stad Dikrech huet kee Jurist bei sech schaffen. Mir hätte kënnen Aweise froen. Mee vu datt dat jo herno huet missen och weider un d'Gericht goen, wat mécht een aneschtens, wéi dann den Avis do ze froe beim Procureur selwer, ob dat d'Strooss hält oder net?

Esou ass dat Ganzt gemaach ginn zu Dikrech. An et ass och nach eppes, wou ech haut dozou stinn, well mer d'Demandeurs de protection internationale an och d'Bénéficiaires de protection internationale geschützt hunn.

Iwwerens hu mer se och mat Wunnengen ..., déi sinn a Wunnengen zu Dikrech komm. Dat heescht, och d'Populatioun fir abordabele Wunnraum huet appreciéiert, datt d'Demandeurs de protection, wa se herno Bénéficiaires de protection internationale sinn, an déi Wunnenge kommen, well si eeben déi selwecht Rechter hunn.

An dat ass also wichtig, datt mer net hei – wéi soll ech soen? – en Duerchernee vu verschiddenen Iwwerleeungen maachen.

Wat mech an der Diskussioun hei stéiert, dat ass, datt mer hei, an ech ënnerstelle kengem dat, d'Mendicitéit mam Platzverweis zesumme vermëschen. Fir mech sinn dat zwou verschidde Saachen. D'Mendicitéit ass eppes aneres wéi Platzverweis, ganz kloer, op jidde Fall a menger perséinlecher Iwwerleeung.

Dofir nach eng Kéier, vu datt Dikrech hei e puermol zitéiert ginn ass an och gesot ginn ass, dat Reglement wier geholl ginn an d'Policereglement: Dat mag sinn. Ech hunn dat Reglement selwer gehollef mat auszuschaffen. An dat ass den Ursprung dovun. An ech muss Iech nach ëmmer soen, datt haut all Demandeurs de protection internationale a Bénéficiaires de protection internationale, ech mengen dat kann ech Iech soen, zu Dikrech op jidde Fall wëllkomm sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Haagen, e Fait personnel huet fënnef Minutten. Déi hutt Der elo ausgenotzt. Elo ass keng Wuertmeldung méi do, da gi mer der Regierung d'Wuert. Dach, den Här Bauer huet nach d'Wuert gefrot. Firwat hutt Dir d'Wuert gefrot, Här Bauer?

(Interruption)

M. Maurice Bauer (CSV) | Fir hei ze äntwerten, fir ze soen, dass mir ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee. Et ass elo kee Fait personnel hei gewiescht. Ech mengen, dat

passt elo net hei an déi ganz Diskussioun eran. Et deet mir leed, Här Bauer, mee elo komme mer bei d'Regierung. An et ass un der Regierung, eng Äntwert ze ginn. Mir mussen elo hei virukommen. Ech hu kee Fait personnel hei kënnen feststellen. Här Gloden.

Mme Lydie Polfer (DP) | Den Här Bauer ass ernimmt ginn. Den Här Bauer ass ernimmt ginn, entschëllegt. Dem Här Bauer säin Numm ass ernimmt ginn.

(Interruption)

Jo. Voilà.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, e war gelueft gi vum Här Mosar.

Mme Lydie Polfer (DP) | Gelift? Nee, en ass vum Här ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Gloden huet elo d'Wuert. Wann duerno nach eppes nom Minister ze soen ass, kritt den Här Bauer d'Wuert nom Minister mat Parole après ministre. Wann en dat da freet, kann e sech do ausschwätzen.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci. Merci, Här President. Hei steet net der Däiweil virun Iech.

(Brouhaha)

Hei steet och kee Mann ouni Häerz virun Iech. Hei steet den Inneminister virun Iech, deen e Contrôle de légalité fir Gemengereglementer mécht. Dat ass als Inneminister säin Job.

Dës Regierung steet fir e staarke Sozialstaat. Dës Regierung steet fir d'Aarmutsbekämpfung. An dës Regierung steet fir e staarke Rechtsstaat. Dat eent schléisst net dat anert aus. Si ginn zesummen. Well wa mer wëllen zesummeliwwen, mussen mer eis och Reegele ginn, déi dat Zesummeliwwen kënnen méiglech maachen.

An déi Leit, déi mech besser kennen, déi wëssen, wat ech als fréiere Buergermeeschter vun der Stad Gréiwemaacher am Sozialberäich an d'Liewe geruff hunn. An och wéi den Här Haagen hu mer zu Gréiwemaacher eng Rei DPIen a BPIen a Sozialwunnengen opgeholl a gekuckt, datt se bei Privatleut ënnerkommen. An och perséinlech hëllef en och oft sozial schwache Leit, fir datt se e bëssen iwwert d'Ronne kommen.

An et ass och net akzeptabel hei zu Lëtzebuerg, an de Premier ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Dir schwätzt permanent dran. Sidd Der opgereegt, Här Clement?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift.

(Interruption)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, mee lauschtert no, Dir kënnt eppes léieren, Dir kënnt eppes bäiléieren!

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, Dir hutt d'Wuert. An et huet keen aneren d'Wuert wéi den Här Gloden elo.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also d'Piraten reege mech scho laang net méi op, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Also ech mengen, Dir sidd opgereegt, Här Gloden. Esou e kaalt Häerz huet heibannen nach kee gewisen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | D'Piraten reege mech scho laang net méi op, Här Clement.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Mir féiere keng Dialogen. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An de Premier huet et och gesot: Wat gehéiert zum Respekt vun der Vie privée an zur Dignitéit vun engem Mënsch? Mee datt een net muss krank op enger Strooss oder an enger Gaass iwwernuechten! Well zum Droit de la vie privée, zu dem Droit humain gehéiert och Droit à la santé. Et ass eng Komponent vum Artikel 8 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun an d'Regierung wéi och d'Stad Lëtzebuerg wéi och vill aner Gemenge maache ganz vill, fir datt dat geschitt. Mee, ech mengen, et ass emol wichteg, datt mer fir d'éischt zur Faktelag kommen, éier ech dann op déi juristesche Argumenter kommen.

Fir d'éischt wëll ech emol ënnersträichen: Et ass eng Decisioun vum Stater Gemengerot. Also et ass eng Decisioun vun engem demokrateschen Organ opgrond vun der lokaler Autonomie. D'Policereglement vun Dikrech ass elo schonn e puermol hei ernimmt ginn. Ech wëll net méi dorop agoen. Fakt ass: Dat Reglement ass net vu menger Virgängerin annuléiert ginn. Si hätt et theoreetesch kënne maachen. D'Reglement vun der Stad Ettelbréck, wat genau ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dach, Här Haagen! D'Reglement vun der Stad Ettelbréck vum 7. Juni 2023 ass expressis verbis vu menger Virgängerin autoriséiert ginn.

An da komme mer zum Reglement vun der Stad Diddeleng, wou jo de Kolleg Biancalana Buergermeeschter ass a President vun der LSAP. Do stoung säit 2010 en Artikel dran: „La mendicité peut être limitée par le bourgmestre à certains endroits du territoire de la ville de Dudelange et à certaines époques afin de garantir la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique. Les conditions et les modalités en sont fixées par le bourgmestre.“ Also, wat falsch drun ass, ass, datt de Buergermeeschter déi Konditiounen ka festsetzen. Dat heescht, den Här Biancalana hat sech all d'Pouvoiren ugerappt, fir do aleng iwwert de Gemengerot esou Decisiounen kënnen ze huelen.

Du kënnt de Projet vum Policereglement vun der Stad Diddeleng 2023 an den Inneministère an do ass en Artikel bäikomm: „Toute forme de mendicité organisée ou en bande est interdite. La mendicité est interdite aux mineurs de moins de 18 ans ainsi qu'aux majeurs accompagnés de mineurs de moins de 18 ans qui pratiquent ou ne pratiquent pas la mendicité.“ Dunn, a well du jo déi Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg war, ass gesot ginn: „Dir musst dat abrogéieren!“ Also den Här Biancalana selwer wollt eng absolutt Interdictioun vun der Mendicitéit op sengem Territoire, a well dunn déi Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg war, ass gesot ginn am Inneministère: „Huelt dat eraus!“ Wat dunn och finalement vum Gemengerot vun der Stad Diddeleng gemaach ginn ass.

(Brouhaha)

Da gëtt sou gemaach, wéi wann ech soss näischt am Kapp gehat hätt, wéi ech an d'Beaumontsgaass komm sinn, wéi dat Reglement do zréckzezéien. Ech sinn an d'Beaumontsgaass gaang, ech hu meng Mataarbechter kennegeleiert a knapps 14 Deeg no der Vereedegung kënnt e Mataarbechter bei mech a seet: „Leo, mir hunn hei deen Dossier. Mir missten en elo bis de 15. Dezember concluéieren.“ Du sot ech: „Da geëff mer mol den Dossier. Ech kucke mer mol gären den Dossier un.“ An ech hunn den Dossier och gelies. An ech hunn de Recours gelies. An ech hunn d'Decisioun gelies. Souwuel vum europäesche Gerichthaff. Ech hunn déi Decisioun vum franséischen a

vum belsche Staatsrot gelies. Ech weess net, ob Dir se gelies hutt am Detail, Madamm Bofferding.

An ech hunn du meng legal Analys gemaach, well dat ass meng Missioun. Dat ass meng Missioun als Inneminister. A mir hu keen Avis gefrot, well duerch mäi fréiert Liewe kann ech de Code pénal a juristesche Argumenter verstoen. Fakt ass: All Gemeng baséiert nach hire Règlement de police op den Dekreet vu 1789 a vu 1790. Ech sinn d'accord, datt dat en alen Dekreet ass, mee dat huet Valeur de loi. An effektiv sollte mer kucken, dat an eng modern Form vun engem Gesetz anzefügen.

Dunn hunn ech mer nach eng Kéier de Refus vu menger Virgängerin ugekuckt. An d'Haaptmotiv vu menger Virgängerin war, datt keng Preuve vun der Stad Lëtzebuerg virbruecht gi wier, fir dee Passus do anzusetzen. An ech zitéiere meng Virgängerin, oder besser gesot en Deel vum Refus: „Partant il convient de relever que ni la délibération visée ni le règlement de police général ne précise aucune motivation. Plus encore, le conseil communal omet de présenter les motifs qui démontreraient que la mendicité avait des conséquences négatives sur la sécurité ou la tranquillité publique.“

Ech kucke mer de Recours un, réimesche Punkt I, Punkt C, d'Säit 11 et suivantes: eng Hellewull vu Preuve, E-Mailen, Bréiwer vu Leit, déi do wunnen, déi do spadseiere gi mat hire Kanner, déi do e Commerce hunn, d'ailleurs och Bréiwer, ee Bréif op d'mannst, vun enger Ambassade. An ech kommen zur Konklusioun opgrond vun där Preuve, datt d'Faiten etabliert sinn. Dat ass den éischte Punkt.

Da komme mer zu där Diskussioun, an ech kann elo wéinst der Zäit hei net an den Detail goen, ob e Règlement de police kann eng Libertéit begrenzen. Mee Här President, et ass e falschen Debat! De Code pénal begrenz d'Libertéiten. Mir hunn elo hei den Artikel 563 schonn zitéiert. Et gëtt eng Rei aner Artikelen am Code pénal iwwert d'Mendicité agressive an esou virun. Et ass also de Code pénal, also de Legislatuer, deen decidéiert huet: „Dat do geet net, dat do geet net an dat do geet net.“ An ech si vollkommen d'accord mat der Madamm Buergermeeschtesch um juristesche Plang. Leider ass d'Mendicité simple haut nach am Code pénal. Mee dat viséiert keen. Dat huet jiddwereen hei dräimol ënnerstrach. An ech sinn domadder total d'accord. Mee wann Der et hätt wëlle sträichen, Madamm Tanson, Dir waart Justizministesch, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass gestrach ginn!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... et ass net gestrach.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dach!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et ass eng Nott, eng Note de bas de page am Code pénal vun enger Autorité judiciaire, déi seet: „Mir applizéieren et net.“ On ne peut pas être législateur et juge, wann Der scho wëllt de Leit eng Lektioun ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech kommen ... Ech fuere virun. Ech fuere virun. Da gëtt gesot, den Artikel 45, an et ass net méi den Artikel 36/37 aus der Verfassung, et ass den Artikel 45 aus der Verfassung, dee seet, datt e Pouvoir réglementaire nëmme kann Decisiounen huelen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, d'Madamm Lenert wollt Iech eng Fro stellen. Wëllt Dir déi elo direkt ...?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Nee, ech wëll elo meng juristesche Argumentatioun fäerdeg maachen an duerno ka jiddweree Froe stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... eppes decidéieren, wann d'Gesetz kloer de Kader gëtt. Mir sinn do am Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc. Dat ass guer net den Theema hei, well de Grand-Duc huet hei mat der Saach absolutt näischt ze dinn.

Da gëtt et och keen Avis, Här Sehovic, mee ech soen Iech awer och, Här Sehovic: Zënter Dir Schaffen an der Gemeng Esch sidd, ass d'Sozialpolitik net zum Beschten an der Press, ne! Da komme mer ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wien ass dann de Koalitiounspartner?

(Interruption par M. Marc Baum)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, mee ech schwätzen hei, ech schwätzen hei vum Här Sehovic. Ech schwätzen hei vum Här Sehovic ...

(Interruptions par M. Marc Goergen et M. Marc Baum)

Keng Opreegung op der rietser Säit, keng Opreegung!

Une voix | Mir reegen eis net op, mir setzen eis fir déi Aarm an.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dann: Urteel. Da komme mer zu dem berühmten Urteel. Da komme mer zum berühmten Urteel vum Europäesche Mënscherechthaff, Lacatus géint d'Schwäiz. Also, ech hunn déi Decisioun gelies. Ech weess net, ob meng Virgängerin se am Detail gelies huet. Éischte Punkt: D'Gemeng ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Firwat sot Der dat ëmmer?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ma well ...

(Brouhaha)

Mee et war meng Virgängerin!

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, Dir hutt d'Wuert. Loosst Iech net ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et geet, et geet ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Gloden huet eleng d'Wuert! Loosst Iech net stéieren.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här Haagen, ...

(Interruptions par M. Georges Engel et Mme Taina Bofferding)

Ech gi staark dovunner aus. Voilà.

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dann, éischte Punkt: Dat Urteel ënnersträicht, datt et éischters e Reglement vun der Stad Genève war, zweetens, datt e e generell Verbuet war, drëtzens, datt déi Leit keng Hëllef kruten, weeder vun der Stad nach vum Staat. Also war deen eenzege Moyen fir déi Persoun, heeschen ze goen.

An da kommen ech op déi Opinion dissidente zum Deel vum Här Ravarani, wou ech jo gesot kréien, ech hätt dat net richtig verstan. Den Här Ravarani ënnersträicht, datt dat Urteel esou gefall ass wéi et gefall ass, well – ech zitéieren –: „Les faits de l'espèce sont très importants puisque le raisonnement de

l'arrêt repose pour l'essentiel sur le constat factuel", dat heescht, et waren déi prezis Fakten, déi zu deem Dispositif vun deem Urteel gefouert hunn.

Da kommen ech awer op d'Opinion dissidente vum Här Ravarani, well e war eeben net mat där Analyse des faits d'accord. Op der Sait 44, ech zitieren, Punkt 6: „La majorité ne répond pas à l'argument du Gouvernement lorsque celui-ci expose que la Constitution suisse prévoit que personne ne doit être laissé dans la pauvreté et que la loi genevoise assure à toute personne qui se trouve sur le territoire du canton une aide sociale, alors même qu'elle n'y est pas résidente. Elle balaie d'un revers de main la supposition que la requérante puisse avoir été membre ou victime d'un réseau. Elle n'analyse pas cette possibilité dans le cadre de raisonnement sur l'applicabilité de l'article 8 et sur le fond, et elle se borne à énoncer que la criminalisation des victimes de réseaux ne constitue pas une solution.“

Des Weidere gëtt geschriwwen, op der Sait 46, Punkt 13: „Le dénominateur commun de la légitimité des limitations est à rechercher, bien classiquement, dans la liberté d'autrui. Ainsi, dès qu'elle est active, agressive ou insistante, la mendicité peut être encadrée, limitée ou interdite.“ A mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicité visiéiert.

(Hilarité et interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Et steet esou am Text!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et steet esou am Text am Artikel 42!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Wat ech der vieregter Regierung awer wierklech da reprochéieren: Éischtens ass net richtig gelies ginn, zweetens hat déi fréier Justizministesch och all Pouvoir, fir déi Ambigüitéit dann aus der Welt ze schafen, fir deen Artikel oder dee Paragraf/Tiret kënnen ze sträichen.

Dann nach e Punkt. Dann héieren ech: Et kann ee kengem Plakegen eppes aus der Täsche huelen! Also, dat do Argument zielt fir ganz vill Infraktiounen. Mee dat ass awer eng Kapitulation vum Rechtsstaat! A fir dat vun enger fréierer Justizministesch ze héieren, muss ech soen, ...

(Interruptions)

... ass scho staarken Tubak.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat hunn ech net gesot!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dir hutt et gesot. Et ass an der Press zitéiert ginn, datt Dir dat gesot hätt! Ech muss soen: Dat ass staarken Tubak! Mir liewen an engem Rechtsstaat...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Da weist mer, wou ech dat gesot hunn, Här Gloden! Dat stëmmt net.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mir liewen an engem Rechtsstaat an et ass de Rechtsstaat. D'Reegelen ...

(Interruptions)

... d'Reegelen an engem Rechtsstaat sinn applikabel.

Sou. Ech kommen zu der Konklusioun.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënt fir Fait personnel duerno d'Wuert kréien.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech kommen zu der Konklusioun vum éischte Punkt. Dat heescht, déi Decisioun ass faktuell fondéiert, déi

Decisioun ass juristesche fondéiert an déi Decisioun ass proportionell. Also kommen ech legal zur Konklusioun, datt et richtig ass, déi Decisioun zréckzezéien.

Meng Zäit ass elo ofgelaf. Ech wollt nach zwee Wieder soen, wéi et geet.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach eng Minutt Zäit.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci. Wéi gëtt et kontrolléiert? Ech hat eng Reunioun mat der Stad Lëtzebuerg a mat der Police d'Iescht Woch, wou ebe gesot ginn ass, datt d'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg an enger éischer Phas sensibiliséieren an datt an enger zweeter Phas d'Police dat kontrolléiert. Wann eeben do eng Mendicité aggressive stattfënnt, da verbaliséiert d'Police dat a gëtt dat un d'Justiz virun.

Zu de Motiounen, Här President, huelen ech herno dann nach Stellung mam Kolleg Max Hahn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Gloden. Elo hunn ech eng ganz Rei Wuertmeldungen. Elo muss mer e weineg Uerdnung an déi Wuertmeldungen erakréien. Et sinn eng Rei Froen un de Minister ze stellen. Wie wëllt den Minister eng Fro stellen? Ech muss mer dat elo alles hei notéieren, well soss geet dat do guer net.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Hei huet ee säin Handy vergiess.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, dat sinn ech.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, wannechgelift! Sou, den Här Baum huet säin Handy erëm. Dat ass scho mol net schlecht. Dann huet d'Madamm Paulette Lenert als Éischt d'Wuert gefrot, duerno den Här Sven Clement, dann den Här Marc Goergen an d'Madamm Tanson fir Fait personnel, an den Här Sehic och fir Fait personnel, huelen ech un, an den Här Biancalana och fir Fait personnel.

(Hilarité)

Sou, dat wär et elo. Den Här Haagen nach eng Kéier fir Fait personnel.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An d'Madamm Polfer.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Gutt. Dat gëtt awer elo kuerz gehalen. Mir hunn Zäiten, déi an eise Reglement virgesi sinn, déi och net iwwerschrott wäerte ginn. Sou, éischtens eng kuerz Fro vun der Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech probéieren, se kuerz ze faassen. Ech hunn dräi kuerz Froen. Déi éischt ass iwwert dem Minister säi Verständnis vun deem franséische Saz „toute autre forme de mendicité“. Bedeit dat fir Iech op franséisch „agressiv Mendicité“? Ech mengen, mir haten dat elo e puermol hei héieren. Fir mech bedeit et dat net. Dat ass dat éischt.

Déi zweet Fro, déi ech stellen: Wat mécht fir Iech foi? De Code pénal? Den Text, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. Dat ass net eng Foussnout, déi iergendeen derbäischreift. Den Text hei am Land, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. An deen Artikel, dee Punkt 6 vum Artikel 563, deen ass erausgeflunn aus dem Gesetz. Dat hunn d'Gerichter analyséiert. Dat ass och hir Roll. Si hu gekuckt: Wat war d'Intentioun? Et ass gesot ginn: „Jo, dat war vläicht en Iertum.“ Mee d'Jurisprudenz ass konstant. Si consideréieren, dass et dee Punkt 6 net méi gëtt. Dat ass

Fakt. Dat ass d'Jurisprudenz. An deen Text, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. Ass dat fir Iech anescht?

Dann eng Fro: Dir hutt gesot, Dir hätt déi Argumentaire gelies vum Recours. Ech hu keng Kenntnis vum Recours. Dir sot, do si Beweiser dran. Déi Beweiser, ginn déi an d'Richtung, dass een, deen eng Mendicité simple mécht, deen net aggressiv ass, deen do sëtzt, aner Leit an hirer Sécherheet contrariéiert? Well dat ass déi Proportionalitéit, ëm déi et hei geet. Dat ass de „Stein des Anstoßes“. Mir schwätzen hei net vun der organisierter Mendicité, mir schwätzen net vun der aggressiver Mendicité. Mir schwätze vun deem Saz, an dat war meng éischt Fro, wou mir anscheinend eng aner Interpretatioun hu vun deem franséische Saz, wat einfach eng Mendicité simple ass: „toute autre forme de mendicité“. Dat ass fir mäi Verständnis alles. Fir Äert Verständnis bedeit dat aggressiv Mendicité. Ass dat esou? Dat ass meng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Elo äntwert den Här Gloden nach eng Kéier op déi do Fro, an da stelle mer se net nach eng Kéier hannendrun. Den Här Gloden äntwert elo.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech fänke mat där leschter Fro un, well dat, wat Dir sot, datt et just par rapport zur Sécurité publique gekuckt gëtt, ass net richtig. Well de Buergermeeschter oder de Gemengerot hunn d'Obligatioun, souwuel d'Sécurité wéi d'Tranquillitéit an d'Salubrité publique ze assuréieren. Do gëtt et masseg Jurisprudenz driwwer.

Zu der éischer Fro, dat ass elo e puermol hei undiskutéiert ginn, et ass vun der Madamm Polfer gesot ginn, et ass vu mir gesot ginn: D'Mendicité simple soll net poursuivéiert ginn! Ech sinn awer net d'accord mat der Argumentatioun, datt se aus dem Code pénal gestrach ginn ass. Ech hunn Iech dat och gesot, an ech sinn net d'accord, datt an enger Nott vun enger Autorité judiciaire eppes, wat dëst Haus decidéiert huet, net agehal gëtt, wann eng Incoherence hei ass. D'ailleurs hunn ech selwer als Deputéierten, dat kann een noliessen, a Kommissiounen ëmmer erëm gesot: „Mir müssen dat do klären!“ D'Justizministesch wollt dat awer net klären.

(Interruption)

Voilà, jo, ech ginn Iech Recht, mee dat war nach net.

An déi Nott gëtt et, déi ass offiziell publizéiert am Code pénal. Déi ass offiziell publizéiert am Code pénal. Wat hat der nach, déi zweet Fro?

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech hu gefrot, ob et de Code pénal ass oder ob et de Memorial ass, deen an deem Land hei gëllt. Mengem Verständnis no ass et de Memorial, dee foi mécht. An Ärem Verständnis no ass et dat net, wann ech dat richtig verstinn.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et ass de Memorial, wou d'Gesetz publizéiert ginn, mee déi Nott ass awer offiziell an engem Code pénal de codification publizéiert ginn, an dir sot selwer, d'Gerichter hunn déi do Nott applizéiert. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, déi Fro do, déi hu mer elo puermol gestallt. Do sinn einfach aner Äntwerten, déi eng an déi aner, dat hu mer elo ganz kloer gesinn. Mir brauchen déi Fro also net nach eng Kéier ze stellen. Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot fir eng aner Fro.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech hunn eng aner Fro. Ech gi guer net op déi Fro an, ob et rechtlech richtig ass, well ech mengen net, datt et eis, an och net engem Minister, zousteet, iwwert d'Rechtmeissegkeet dovunner ze jugéieren, mee dat sinn d'Gerichter. Dat ass, mengen ech, d'Trennung vun de Pouvoiren.

Mee de Minister huet gesot, hie wär der Meenung, et wär rechtlech richtig. Ech froe mech awer, mäi Kolleeg Marc Goergen huet do virdrun, mengen ech, extensiv ausgeholt: Ass et dann eethesch a moralesch richtig, an den Ae vum Minister, fir an e Policereglement ze schreiwen „toute autre forme de mendicité est également interdite“? Ass dat moralesch oder eethesch richtig? Meng Äntwert hu mer, mengen ech, kloer gemaach, mee mech géif Är Äntwert dorop interesséieren.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, ech mengen, ech an aner Leit hunn elo oft genuch iwwert déi do Expressioun hei Explikatioun ginn. An nach eng Kéier: Als Ministre de tutelle exercéieren ech e Contrôle de légalité, well wann Der...

(Interruptions)

Nee! Ma nee! Ma ech äntweren Iech: Et ass e Contrôle de légalité! Well géif ech eppes aneres maachen, géif ech d'Verfassung violéieren, well ech géif iwwer meng Pouvoire goen. An d'Gemengen ...

(Interruption)

A firwat ass dee Contrôle de légalité do? Nee! Dach, dat ass d'Fro. Dir wëllt just d'Äntwert net verstoen. De Contrôle de légalité ass do, fir datt eebe keen esou oder esou eng Decisioun kritt, mee mir diskutéieren iwwert d'Moyens légaux. Dat ass an engem Rechtsstaat esou! Dat ass an engem Rechtsstaat esou, Här Clement. Ech weess, d'Piraten ..., bei de Piraten ass ëmmer d'Rechtsstaatlechkeet e bësse méi komplizéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet eng Fro gestallt, den Här Gloden huet him seng Äntwert ginn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech constatéieren, Dir wëllt net äntweren!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Wat Dir constatéiert, Här Clement, ...

M. Claude Wiseler, Président | Deen nächsten, deen hei Parole après ministre ugefrot huet, ass den Här Marc Goergen. Kuerz Froestellung, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, ech maachen dat och ganz onopgereegt. Et beréiert mech zwar, wann ee géint déi Äermsten am Land geet, mee ech maachen et ganz onopgereegt.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir sinn eis jo elo eens, Dir hutt och den Artikel 42 elo puermol interpretéiert, dofir stellen ech och keng Fro zum Artikel selwer. Mee ech stellen awer d'Fro, wat Der Äre Policebeamten dann elo mat op de Wee gitt. Wat sot Der deenen? Wéini muss dann dee Beamten do entscheiden: „U! Dat dat doten ass awer elo ..., nee, hei komm, dee muss ewech! Déi doten net!“ Wann ech d'Interpretation virdru richtig héieren hunn, wëllt Dir jo flexibel sinn. Dat kënnt Dir Iech e bessen esou virstelle wéi bei enger Vitesskontroll, wann een do flexibel wär: „U, 90, u 95, u 93. O! 100. Ech kann deen awer besser leiden, mat 100.“ Dat ass dat, wat Dir hei wëllt maache mat eisem Policecorps.

Wat hutt Dir dem Policecorps elo konkret mat op de Wee ginn? Wéi sollen déi dat iwwerhaapt ëmsetzen, d'Beamten? Wat ass, wann do een e Recours aleet? Wéi stitt Dir dann zum Beamten, wann deen eng Entscheidung geholl huet, déi vläicht net richtig war? Well dee muss dat jo sur place maachen. Wat hutt Dir dem Policecorps matginn?

Merci.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mir hunn der Police gesot, datt d'Mendicité simple

net ze poursuivéieren ass. Dat ass eng kloer Instruktioun!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat war ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat heescht, mir müssen haut net diskutéieren, well et gëtt souwisou net decidéiert.

(Brouhaha)

An d'Madamm Polfer wäert keng Léisung kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt eng Fro gestallt, Dir hutt eng Äntwert kritt. Den Här Haagen huet elo d'Wuert. Den Här Haagen huet d'Wuert, fir nach eng kuerz Fro ze stellen. Här Haagen.

(Brouhaha)

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, Merci, ech wollt e bessen ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Haagen huet ganz eleng d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

(Interruption par Mme Diane Aehm)

M. Claude Haagen (LSAP) | Parole après ministre, Madamm Aehm. Fënnf Minutten.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här ...; nee, nee!

M. Claude Haagen (LSAP) | Just fir dat kloerzestellen!

M. Claude Wiseler, Président | Nee, den Här Gloden huet akzeptéiert, op eng Rei Froen ze äntweren. Dir stellt him elo eng Fro ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech maachen d'Prozedur Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Da muss Dir dat ufroen. Ech hunn ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Dat hunn ech jo gemaach elo.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, jo, ech hunn eng Rei Froen. Ech hunn elo gefrot, wien dem Här Minister wëllt eng Fro stellen, an op déi Froen ass e bereet ze äntweren. Dat heescht, wann Dir Parole après ministre wëllt, dann huele mer dat elo an der nächster Etag. Also, ass nach ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat nach Fait personnel!

M. Claude Wiseler, Président | ... iergendeen, deen dem Här Gloden, deen esou gentil ass, déi Froen ze beäntweren, eng Fro wëllt stellen? Elo huele mer nach eng Fro.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat e Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Dat kënnt alles dono. Ech muss dat hei uerdnen a schéi propper der Rei no maachen, soss komme mer net zu engem Schluss. Elo sinn d'Froen drun. Dir hutt nach eng Fro, Här Baum?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech hu virdrun héieren, datt den Här Gloden sech ganz kritesch iwwert déi Escher Sozialpolitik geäussert huet an ech wollt e froen, wat e genau domadder gemengt huet.

(Hilarité)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ma anscheinend ass Chaos bei der Bongerdeedung.

Une voix | A?

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Esou. Elo kritt nach ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Den Här Sehovic huet mech ugeschwat an den Här Sehovic ass Member vum Schäfferot vun der Stad Esch.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Sehovic kritt duerno fir Fait personnel d'Wuert. Här Gloden, elo hutt Dir all d'Froen beäntwert. Dir kënnt hei stoe bleiwen, Dir kënnt Iech awer och sëtze goen. Elo komme mer zu de Parole-après-ministère. A wann Dir dann nach wëllt Stellung huelen, kënnt Dir dat vun do oder vun dohanne maachen. Et ass elo um Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, ech wollt Iech just, well Dir geschwat hutt iwwert de Contrôle de légalité, soen, well dat oft gesot ginn ass: Ech mengen net, datt hei den Uschäin ass, wéi wann d'Stad Dikrech deemols d'Prozeduren net respektéiert hätt. Deemools ass dee Vott geholl ginn, dee war virun der Erweiderung vun de Kompetenzen vun den Agent-municipallen. Do ass also e Vott geholl ginn, an dat ass direkt public gemaach ginn. Dat huet een also net brauchen an den Interieur ze schécken.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Nee. Mir sinn eis eens. Ech si jo d'accord mat Ärem Text, Här Haagen.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech wollt dat just preziséieren, ob Dir d'accord sidd oder net.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Haagen huet elo Parole après ministre exercéiert. Mir sinn net an der Dialogprozedur. Mir sinn net an enger Dialogprozedur, déi et am Reglement net gëtt.

Ech hunn hei dräi Fait-personnellen: den Här Sehovic, den Här Biancalana an d'Madamm Tanson. Elo huele mer déi och nach duerch. Dat ass also fir d'éischt den Här Sehovic. Dir hutt d'Wuert fir Fait personnel, kuerz.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, meng Heemechtsstad ass ugeschwat ginn an d'Politick, déi mer am Escher Schäfferot maachen. Dofir erlaabt mir awer ganz kuerz, e puer Richtegstellungen ze maachen.

Här Minister, d'Stad Esch, an dovunner sinn ech déif iwwerzeegt, ass Virreider a Saache Sozialpolitik. An ech wëll et ganz kloer soen: Et ass net mäi Meritt! Ech sinn nämlech net Sozialschäffen. Et ass de Meritt vum fréiere Sozialschäffen an haitege Buergermeeschter, Ärem Parteikolleeg Christian Weis. Et ass de Meritt vun dem fréiere Buergermeeschter an dem neie Minister Georges Mischo, deen en exzellente Plan local sécurité presentéiert huet, deen enorm eeben dat mécht, wat wichteg ass: den Akzent ze setzen op d'Preventioun, op den Urbanismus, op d'Sozialpolitik.

Mir sinn an der Stad mat der Aarbecht, déi d'Coordination sociale mécht, déi den Office social mécht, déi eise Logementsservice mécht, Virreider, och beim Schafe vum abordabele Wunnraum. Mir hunn en exzellente Streetwork-Service an, wéi gesot, e Plan local sécurité, deen exzellent ass an dee mer ëmsetzen. An dat, nach eng Kéier, ass net mäi Meritt, dat soen ech ganz unerkennd, dat sinn d'Kolleginnen an d'Kolleege vun der CSV mat mir am Schäfferot, déi eng exzellente Aarbecht maachen. Dat wëll ech hei ënnersträichen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng Rektifikatioun, dat brauch elo net onbedéngt eng Äntwert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Sehovic. Dir hutt jo dann de Beweis bruecht, datt wierklech vill Gemengen, ënner anerem d'Gemeng Esch, eppes maachen, fir géint d'Mendicitéit virzegoen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, dat war elo eng Rektifikatioun vum Här Sehovic.

(Brouhaha)

Dat war elo eng Rektifikatioun vum Här Sehovic. Deen nächste Fait personnel ass beim Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President, ...

M. Claude Wiseler, Président | Ee Moment. D'Madamm Bofferding freet och nach d'Wuert. Firwat frot Dir d'Wuert?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech mengen, ech sinn awer wuel déi Persoun, déi am meeschten elo zitiiert ginn ass.

(Hilarité)

Ech mengen, do hunn ech och d'Recht, eng Kéier drop ze reagieren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, et geet net duer, datt een zitiiert ginn ass. Et geet drëm: Fait personnel ass, wann Dir eng Rektifikatioun wëllt maache vun eppes, wat iwwert Iech gesot ass a wat net stëmmt. Wann Dir dat wëllt ufroen, da musst Dir och dozou schwätzen an zu näischt anerem. Elo huet den Här Biancalana d'Wuert, deen ugeschwat ginn ass als Diddelenger Buergermeeschter an deen domat wëllt eng Rektifikatioun maachen. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Minister huet richtegerweis gesot, dass am Polizeireglement vum der Stad Diddeleng vum 2010, dat vum Gemengerot gestëmmt gouf, eng Dispositioun dra war, déi dem Buergermeeschter e gewëssenen Ermessensraum ginn huet, fir d'Mendicitéit um Territoire vun der Stad effektiv ze refuséiere respektiv ze limitéieren.

Mir hu säit Juli 2023 en neit Polizeireglement. Da muss ee wëssen, datt an där doter Zäitspan vum 13 Joer – ech si säit 2014 Buergermeeschter vum der Stad – weeder mä Virgänger nach ech selwer déi doten Dispositiounen applizéiert hunn, well mer der Meenung waren, dass effektiv d'Latitude, déi de Buergermeeschter hei huet, an och de Pouvoir, deen de Buergermeeschter huet, vill ze vill grouss ass. An dat war jo och an Zäiten, wou d'Polizeireglementer net hu misse vum Interieur approuvéiert ginn. Éischstens.

Zweetens: Natierlech, wéi mer dat neit Polizeireglement adoptéiert, hunn, hate mer déi proaktiv Approche geholl, als Stad Diddeleng mam Interieur eng Diskussioun ze féieren, wéi déi Mouture kéint gi vun deem neie Polizeireglement, dat unhand vun deem neie Gesetz, dat mer gestëmmt hu ronderëm d'Sanctions administratives communales. An do war natierlech och, no Avisen, déi mer eis erageholl hunn, an effektiv och no der Lektür vum arrêêt Lacatus, d'Diskussioun, wéi ee mat der Mendicitéit soll ëmgoen. A compte tenu vun de Gegebenheete si mer zur Konklusioun an och zu der Decisioun komm, dass d'Mendicitéit am neie Polizeireglement vun der Stad Diddeleng, contrairement zu deem, wat mer 2010 haten, deementspreechend net méi sollt drakommen. Also hei ze insinuéieren, dass déi politesch Volontéit vun der Féierung vun der Stad Diddeleng do war, fir d'Mendicitéit rëm mat an d'Polizeireglement eranzehuelen, ass net richtig.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng Rektifikatioun ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat ass net richtig. Dir hat e spezielle Paragraf bäigesat am Projet, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... ech hunn dat extra kontrolléiere gelooss am Haus, an dunn hutt Dir e gestrach, dee ganze Paragraf. Dir hutt et fir d'éischt verschäerft!

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif elo den Här Gloden bieden, mir sinn hei bei der Rektifikatiounen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ma duerfir grad!

M. Claude Wiseler, Président | Elo gi mer d'Wuert un d'Madamm Tanson.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Genau, Här Bausch.

M. Claude Wiseler, Président | An da probéiere mer, déi Diskussioun hei ofzeschléissen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Ech muss feststellen, den Här Gloden brécht bei senger éischter Interventioun hei schonn all Rekorder fir Fait-personnellen. Kee Wonner och, well mer fir d'éischt mussen nolauschtere fir ze léieren, well verschidde Leit net schreiwen oder liese kënnen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat hunn ech net gesot!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A well mer nëmme kënne méi gescheit hei ginn.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Maacht wannechgelift d'Rektifikatioun vum Fait personnel a keng aner Remarken.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Voilà, bon. Zwou Saachen, déi gesot gi sinn. Dat eent ass, ech hätt hei iergendeppes deklaréiert – an ech wier immens frou, dann deen Artikel ze gesinn, wou ech dat soll deklaréiert hunn, well ech mengen, dass Dir Iech iert, Här Gloden –, ech hätt deklaréiert, ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Da war et déi aner Säit.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Watgelift?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Da war et déi aner Säit. Op jidde Fall stoung iergendwou an der Press, datt entweeder déi gréng oder d'Sozialisten dat gesot hunn.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Déi aner Säit? Wien, wat ass déi aner Säit?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Wann Dir et net gesot hutt, huelen ech et zrëck. Mee et stoung an der Press! Et ass esou vill geschriwwen ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Also Är Rektifikatioun ass: Dir hutt dat net gesot, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Ech hunn dat esou net gesot!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat ass esou e Koup Artikelen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Här Gloden, d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn dat esou net gesot. Mee ech wollt awer dann dervu profitéiere fir ze soen, dass et e groussen Ënnerscheid ass, ob een ee bestrooft, well e fir Suen heescht an en dann dowéinst soll eng Strof kréien, déi e soll finanziell bezuelen, oder fir iergendeng aner Infraktioun. Dir hutt jo elo hei de Parallelismus gezunn, wou Der gesot hutt, da kéint ee jo kee méi belangen, dee méi aarm wär. Ech mengen, dass dat net ganz kohärent ass.

Dat anert, wat Dir gesot hutt, dat ass: Ech hätt jo kënnen de Code pénal änneren! Nee! Well ech si fundamental net mat Iech averstan. An d'ailleurs, e ganz eminente Jurist, den Här François Biltgen – wa mer scho bei der Citatioun vum de Questions parlementaires sinn –, huet bei enger Question parlementaire am Joer 2012 – ech hunn déi och schonn der Justizkommissioun zitiiert – gesot: „Le législateur a adopté le 29 août 2008 une loi par laquelle l'infraction de mendicité simple a été supprimée.“ Voilà! „Il n'est dès lors que normal, du moins dans un État de droit, qu'il n'y a ni poursuites ni condamnations pour des faits qui ne constituent pas (ou plus) une infraction pénale.“

Dat heescht: Ech ginn dann net hin an ech änneren de Code pénal fir eppes, wou ech der Meenung sinn, datt et net am Code pénal drasteet. Fir elo hei ze probéieren, mer dat ze ënnerstellen, fannen ech e bësse schwierig.

(Brouhaha et interruption)

An da wëll ech just awer ënnersträichen – an och dat weist jo rëm déi Vermeschung, déi hei gemaach gëtt –: Op där enger Säit sot Der, et géif jo déi Infraktioun vum der Mendicité simple am Code pénal ginn, an op där anerer Säit sot Der déi ganzen Zäit, mir géifen iwwerhaupt net vun der Mendicité simple schwätzen.

Dofir froen ech mech wierklech, wat déi Vermeschung vun der Diskussioun soll. Ech weess, dass Dir just hei d'Approbatioun vun engem Règlement communal ginn hutt, mee ech fannen et schwierig, dass Der argumentéiert, andeem Der déi ganzen Zäit vun der Mendicité organisée oder aggressive schwätzt. Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, lo komme mer erëm op dee selwechte Punkt zrëck, wéi mer e scho fënnemol diskutéiert hunn. Den Här Gloden huet doriwwer seng Meenung gesot. An ech mengen, dat wär gutt esou. Et ass déi eng an et ass déi aner Meenung. Sou ass dat an der Demokratie.

(Interruption par Madame Lydie Polfer)

Madamm Polfer, firwat frot Dir d'Wuert, wannechgelift?

Mme Lydie Polfer (DP) | Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hutt Dir d'Wuert Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci.

Ech bleiwe sëtzen, mengen ech. Nee.

Ech wollt fir d'éischt dem Minister Merci soe fir déi ganz kloer Duerstellung, well ech kann och nëmmen déi, déi sech hei gefrot hunn, ob en Avis juridique ... Jo, mir hu fir dee Recours, dee mir gemaach hunn – dee Recours en annulation –, natierlech eis e ganz fondéierte Avis ginn an, ech hunn et virdru gesot, 48 Säiten, wou all déi Argumenter, fir déi d'Madamm Bofferding et net ugeholl huet, duerchgaang sinn.

Wat ech awer nach eng Kéier ... An et deet mer elo wierklech leed, mee ech muss et awer soen ..., besonnesch, wann d'Madamm Tanson elo den Här Biltgen zitiiert huet. Also: Souguer den Här Biltgen ka sech ieren!

(Hilarité et brouhaha)

Well ..., well ..., well ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Lydie Polfer (DP) | Kee vun eis ass onfeelbar!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Polfer huet d'Wuert ganz eleng.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci villmools.

(Brouhaha)

An ech wëll dat ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech wëll dat och der Madamm Lenert soen.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | Well ...

Une voix | Well?!

Mme Lydie Polfer (DP) | Well dat, wat effektiv am Gesetz festgehal ginn ass, dat ass eppes, wat inaplikabel ass, well et et net gött! Am Gesetz ...

Jo, nee, et ass net, fir mam Kapp ze rëselen! Dat ass esou!

Do steet: „[...] à l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé.“ Or, et gött keen „deuxième alinéa“ an deem Artikel! Also beschtefalls hätt ee misse soen: „Et ass näischt geännert an deem do.“ Mee fir net wëllen ze verstoen, wat de Legislateur an all de Viraarbechten awer gesot huet, dat geet e bësse wäit. Dat wollt ech soen.

An dann nach ee Wuert ...

M. Claude Wiseler, Président | Just ee Wuert, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nach just ee Wuert. Ech si bannent de fënnf Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech gleewe mol dem Här Mangel (veuillez lire: dem Här Haagen).

M. Claude Wiseler, Président | Mee mir hunn d'Argumenter awer lo schonn alleguer gesot.

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech muss soen ...

Nee, ech hunn nach eppes bäizefügen.

Ech fannen éischtens d'Dikrecher Explikatiounen ganz richtig, also ganz gutt, an ech hu se och gutt verstoen.

Ech wollt awer just soen, an och nodeem ech dem Här Sehic nogelauschert hunn – mir koun et e bëssen ze kuerz; den Här Bauer wollt et am Fong soen –: Mir als Stad Lëtzebuerg, mir ënnerstëtze 16 Infrastrukturen, déi nëmme fir déi Leit do sinn, deenen et net gutt geet! Wann eppes eis um Häerz läit, da sinn et déi!

Keen – awer keen! – muss fäerten, fir dohinner ze goen! Mir, eleng d'Stad Lëtzebuerg, hunn 22 Streetworker, déi all Dag mat deene Leit zesumme sinn, déi all Dag mat deene schwätzen! An an deenen Infrastrukturen, déi mer ënnerstëtzen, si 67 Plein-temps-Leit, déi dofir schaffen.

Also, fir hei sou ze maachen an ze versichen, dat Märchen ze zielen, hei wieren déi Leit mat kalem Häerz, déi géint déi Äermste wëlle virgoen: Mir sinn do fir all déi! A mir hunn ni – ni! – iergendeng Méi gescheit a keen Effort, weeder an der Aarbecht nach an de Suen.

Ech wollt awer, well op de Sozialschafften an déi jëtzeg Sozialschaffin higewise ginn ass, dat awer nach e

bësse méi kloer soen. An dem Här Minister nach eng Kéier merci fir déi kloer Wierder.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Also, et ass esou, datt den Här Minister elo näischt gesot huet. Et ass och elo net, fir Parole après un député ze huelen.

(Hilarité)

Sorry, mee dat hu mer net. An ausserdeem seet d'Reglement, datt jiddweree just zweemol d'Wuert huet bei enger Diskussioun. Do sinn elo scho vill Leit, déi wäit iwwert där Reegel sinn.

Motions

Dofir schlësse mer elo hei mat dësem Punkt of a mir kommen zum Vott iwwert d'Motiounen, wou Der Iech och nach kënn äusseren. An déi, déi wëllen do nach eppes soen, hu jo dann d'Geleeënheet, fir dat ze maachen.

Motion 1

Ech kommen zur Motioun Nummer 1. Dat ass d'Motioun vun dem Här Dan Biancalana. An ech wollt den Här Biancalana froen, ob en nach kuerz wëllt Stellung dozou huelen.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, ganz gären. Merci, Här President. Jo, déi Motioun, déi mer hei effektiv eraginn hunn, do, mengen ech, invitéiere mer hei d'Regierung – an, ech mengen, Dir hutt et jo kloer eraushéieren, och an de Positiounen, déi mer geholl hunn –, natierlech d'Decisioun engersäits rückgängig ze maachen, well mer ganz kloer och der Meenung sinn, an et ass och méi wéi eng Kéier hei ugefouert ginn, wa mer eng Decisioun vum Verwaltungsgericht hätten, dass dat eis méi Kloeerheet an och Rechtssécherheet ginn hätt.

Da maache mer awer och, mengen ech, hei zousätzlech den Invite, dass een natierlech déi Efforten, déi och déi viregt Regierung gemaach huet, fir 114 Logementer an der Héicht vun 69 Milliounen Acquisitiounen ze maachen am Kader vun de VEFAen, ganz kloer och kéint huele fir sozial Projeten, notament effektiv ronderëm den Housing First. Also, mengen ech, och hei eng Attributioun un de Logementsminister.

An dann natierlech och dee Projet vun der CUSS, vun der Couverture universelle des soins de santé, dass dat esou schnell wéi méiglech och e Gesetz soll ginn an aus dem Stadium vum Projet pilote eraus soll goen. Mir wëssen, dass iwwer 1.000 Leit effektiv déi Couverture universelle de Moment och kënnen an Usproch huelen.

An natierlech, um Niveau vun der Sozialpolitik och weider Dezentralisatioun vun den Offeren ze maachen am Kader vum Joer 2024, d'Strukture ronderëm den Abrigado, fir effektiv där sozialer Aarmut hei deementspriedend och kënnen Rechnung ze droen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Elo wësse mer, ëm wat et geet, ganz genau. Wie wëll dozou Stellung huelen? Ech gesinn den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Och merci fir déi Motiounen.

Ech huelen hei Stellung zu der Motioun 1. Do si besonnesch zwee Punkten, wou ech iwwer ee ganz staark erstaunt sinn. Dat muss ech awer soen. Hei gött nämlech dës Regierung opgefuerdert – ech liesen dat nach eng Kéier vir –, „à présenter un projet de décentralisation des offres et des fonctions de la structure Abrigado au courant de l'année 2024“.

Ech wollt lo mol soen: Dat ass jo d'Kompetenz vun der Santé. Wien hat während 20 Minutt..., eh Joer – Joer! – ...

(Interruptions et hilarité)

... de Santéministère? Wien huet do kee Millimeter a Richtung ënnerholl, fir effektiv iwwert d'ganz Land déi ...

Une voix | Dat ass falsch!

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mee dat gött gefrot. Hei gött gefrot „à présenter un projet de décentralisation“. Ech stelle just fest: Mir hate virdru Regierungen, a besonnesch sozialistesche Gesondheetsministeren a -ministreschen, déi hei kee Millimeter virukomm sinn. Da fannen ech et awer trotzdeem e bëssen – erlaabt mer, dat ze soen – affrontéiert, elo ze froen, datt an engem Joer dës Regierung an dës Gesondheetsministesch esou e Projet solle presentéieren.

Dir verstitt natierlech och, datt mir als CSV net d'accord sinn, datt mer op déi Interdictioun vun der Mendicitédecisioun vum Polizeiminister zeréckkommen. Dofir verstitt Der och, datt mir dës Motioun net kënnen matstëmmen.

Une voix | Bravo!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet den Här Goergen d'Wuert gefrot, an duerno huet d'Madamm Lenert d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech bezéie mech op de véierte Punkt, wou ... wéi ech matënnerschriften hunn, dass eigentlech d'Verbuet misst zréckgezu ginn. Wéi ech se ënnerschriften hunn, hat ech eng aner Optik. Dat muss ech éierlech soen.

Wann ech elo kucken, wat de Minister eis hei geäntwert huet, da wäert dat Verbuet jo souwisou net duerchgesat ginn.

(Hilarité)

Dat heescht, mir sinn an engem Modell, wou all déi Dreem vun der Madamm Polfer an dem Här Mosar net wäerte stattfannen, ...

Une voix | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... well d'Policebeamte krute gesot, an dat huet de Minister eis viru fënnf Minutten hei gesot, dass se näischt wäerte maachen.

Dat heescht, déi Méi an déi ..., dat hätt Der Iech alles kënnen spueren, Här Mosar a Madamm Polfer. Är Reglementer ginn net duerchgesat! Dat huet de Minister hei gesot. D'Stad Lëtzebuerg hëlt Reglementer – déi kënn Der elo an eng Vittrinn hänken. D'Police wäert se net ëmsetzen. Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Goergen Merci. Ech ginn der Madamm Lenert d'Wuert. D'Sozialistesche Partei huet vun deene fënnf Minutten nëmme der zwou an eng hallef benotzt, also huet d'Madamm Lenert nach zwou an eng hallef Minutt fir ze schwätzen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech wär frou, och eng Kéier d'Reegele richtig ze verstoen, ob ech kann op en Deputéierte reagéieren, wann ech direkt ugeschwat gi sinn.

Ech wollt just ... Zwee Wuert zum Abrigado. Do ass ganz viles gemaach. An et ass ganz richtig, dass et eng Kompetenz vun der Santé ass. Mee et kann awer nëmme gemeinsam am Terrain vun der Stad Lëtzebuerg geschéien. Do si mer op verschiddene Punkte weiderkomm, op aneren nach net. Et ass en Zesummespill. Also, dat kënn Der net esou vereinfacht an de Raum setzen.

A wann Der déi Politick an Ärer Gemeng suivéiert, da wésst Dir dat och! Et ass also absolutt de mauveise foi, wat Der hei maacht! Et ass eng gemeinsam Saach. A mir si bei der Renovatioun vun deem Gebai nieft dem Abrigado gescheitert. Do war dee leschte Stand, fir dat mat Bâtiments publics ze maachen, well d'Gemeng et net wollt maachen. Dat schleeft a schleeft.

Mee ech hunn hei kee Stee gehäit an Är Richtung. An ech fannen dat do absolutt onfair! Déi Leit, déi um Dossier schaffen, wëssen, dass ech op alle Fall vum éischten Dag un, wou ech am Amt war, reegelméisseg op deem Dossier mat der Gemeng zesumme-geschafft hunn, fir e weiderzekeréien. Mir sinn aus diversen Ursaachen net weiderkomm. Ech verdéiwen dat net. Mee dat do ass absolutt onfair! Et ass eng Aart a Weis, déi ech net kann akzeptéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Lo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, hei sinn e puer Saachen, déi ee muss soen.

Éischstens: Natierlech wëlle mer dem Här Dan Biancalana Merci soe fir deen Text, deen en eis presentéiert. E proposéiert, déi Decisioun vum Här Minister Gloden réckgängeg ze maachen. Ech mengen, do muss mer awer ganz kloer gesinn, an de Minister huet dat och ausgefouert, datt en e Contrôle de légalité gemaach huet mat deenen Argumenter, déi en eis duergeluecht huet. An ech mengen, datt dat och déi Basis ass, op där mer dat muss jugéieren. Ech gesi lo kee Grond, fir dee Contrôle de légalité, sou wéi en eis vum Minister an och vum der Madamm Polfer presentéiert ginn ass, an Zweifel ze stellen. Dofir kënnen mer dat heiten net matdroen.

Awer zwou aner Bemierkungen och.

Dat Éischt ass: An dësem Text, an dat ass och ganz interessant, gëtt mat kengem Wuert iwwert d'Mendicité organisée geschwat. An et kéint ee sech jo awer erwaarden, datt och vun der Säit vun eise sozialisteschen an anere lénke Kolleegen hei besonnesch d'Mendicité organisée kritiséiert gëtt, well déi Leit, déi an deene Reseauen exploitéiert ginn, si warscheinlech ënnert deene Schwaachen déi Schwächst. An dofir: Fir d'Kredibilitéit vun deem Exercice, fir d'Kredibilitéit vun Ärer Demarche hei ze ënnermauern, wär et néideg gewiescht, iwwert deen Aspekt besonnesch ze schwätzen.

(Interruptions)

An eng lescht Bemierkung, Här President, dat ass, datt mer hei en Amalgam hunn. En Amalgam vun Iddie vu sozialer Natur, wou der e puer derbäi sinn, déi een absolutt kann diskutéieren. Selbstverständlech! Mee, ech mengen, déi verdéngen eng eegen Diskussioun: Wéi maache mer et mat dem Abrigado? Wéi maache mer et mat der Couverture universelle sociale?

Den Här Mosar hat jo gesot: „Dat eent ass an dem Kompetenzberäich vun der Santé“, an esou wieder. An, ech mengen, mir sollten eis awer zu Häerz huelen, datt mat deene Paragraphen awer op sozial Problemer higewise gëtt, déi mer onbedéngt sollten diskutéieren a kucken, ob mer Léisunge fannen. Mee si passen net richteg an dëse Kontext eran.

D'ADR, mengen ech ... Dat Wichtigst ass: De Contrôle de légalité vum Minister ass valabel. An dofir wäerte mir dat heiten net matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci Här President.

Mir wäerten dat hei selbstverständlech matdroen, well d'Heure d'actualité ass jo och gefrot ginn, fir Alternativen ze entwéckelen. Hei ass eng Motioun, wou Alternativen an Äntwerten op Froen opgeworf ginn. Genau dat, wat den Här Kartheiser jo déi ganzen Zäit a Fro stellt.

Et ass ëm Mendicité simple gaangen. Mir hunn et elo héieren, an ech joignéieren déi Wieder vum Här Goergen, datt et jo anscheinend net ëm d'Mendicité simple geet. Dat steet awer dann am Text dran. Bon, dat ass dann e Problem, deen den Inneminister selwer ka léisen oder ka mat sech selwer ausmaachen.

Mee bei deem, ëm wat et geet – wat geschitt mat deene Leit? –, ass dat hei an deenen dräi éischte Punkten op jidde Fall eng seriö Proposition. A wann et ëm Dezentraliséierung geet, da wëll ech och nach eng Kéier hei drun erënneren, och wann ech a kenger Majoritéit sinn, datt et och eng Stad Esch gëtt, déi Opfangstrukturen huet, déi Opfangstrukturen huet fir Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn: Abri-sud. A mir hunn och eng Fixerstuff. Mir huelen och ... Et gëtt och aner Stied zu Lëtzebuerg, déi hir Verantwortung wouerhuelen. Leider net genuch, leider net genuch! An dofir ass dat hei richteg. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Biancalana, Dir ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ech wollt just eng Kéier kuerz dem Här Kartheiser äntworten. Laut dem Code pénal kann d'Mendicité organisée poursuivéiert ginn a vun de Juridictionne sanctionéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et ass kloer ...

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Lo si mer um Schluss vun der Debatt iwwert d'Motioun 1 ukomm.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'sozialistesche Partei huet awer elo schon e puermol op déi hei Saachen ... Här Cruchten, a wat fir engem Kontext wëllt Dir elo d'Wuert huelen?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Zu där Motioun.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee zu der Motioun ... Da waart!

(Interruptions)

Pardon, ech muss do kloer sinn: Zu der Motioun war et esou, datt jiddwer Fraktioun fënnf Minutten huet an datt d'Sensibilitäten zwou Minutten hunn. Bei Iech hunn elo schon dräi Leit driwwer geschwat. Dofir, mengen ech, komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun. A wann Der dono wëllt bei enger anerer Motioun nach Stellung huelen, fir dat ze soen, wat Iech um Häerz läit, kënnst Der dat ganz gäre maachen.

Ech géif also elo gär de Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 ufänken.

Une voix | Nach den Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister wëllt nach d'Wuert huelen. Ok.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir d'Wuert. Also, ech hu jo lo héieren, mir hu lauter ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nach een.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, d'Regierung hält jo awer ... Hutt Dir ni zu der Motioun geschwat, déi presentéiert ginn ass?

Une voix | Den Här Cruchten sécher net!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif soen, Här Gloden, Dir maacht elo Äre Punkt.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, et ass e juristesche Feeler hei dran. Dofir ass déi Motioun irrecevable, fir dann am Langage juridique ze sinn, well: Du kanns net d'Regierung opfuerderen, eng Decisioun zrëckzehuelen, déi en Inneminister geholl huet. Dat heescht, wann de Minister d'Decisioun geholl huet, da kann och just de Minister se zrëckhuelen.

(Interruption)

Dat hu mer jo lo hei dran. Dofir, dat geet net.

An ech muss awer och eng Kéier soen, datt politesch ... Dat hei ass ...

Une voix | Mee si sinn net an der Regierung.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Hei ass d'Bankrotterklärung vun der Politick vun de Virgänger – vun de grénge fréiere Ministeren a vun de sozialistesche fréiere Ministeren –, well si haten d'Méiglechkeet, während zéng Joer, dat do alles ze maachen. Dofir proposéieren ech der Chamber, dës Motioun net unzehuelen. Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, Dir hutt elo geschwat. Dat heescht, datt no Iech kënnen Deputéiert schwätzen. Ech sinn also obligéiert eise Reglement no, dem Här Clement d'Wuert ze ginn an dem Här Cruchten d'Wuert ze ginn als Parole après ministre.

(Brouhaha)

Et deet mer leed, mee dat ass eist Reglement an dat gëtt applizéiert.

(Brouhaha)

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech bleiwe beim Reglement. Ech fannen et ganz, ganz staarken Tubak, wann e Minister hei wëllt der Chamber soen, wat fir Motiounen recevable oder irrecevable sinn! Ech hätt mer vun engem fréieren Deputéierten hei däitlech méi Respekt virun der Chamber erwaart!

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech fannen dat staarken Tubak!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet säi Punkt gemaach.

(Brouhaha général)

Elo huet den ... Sou!

(Coups de cloche de la présidence)

Den Här Cruchten huet d'Wuert ganz eleng. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, ech verspriechen och, ech maachen et kuerz an ech ... Et deet mir och leed, dass mir Iech haut esou ploen.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass mäi Beruff, Här Cruchten. Maacht Äre Punkt!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll just zu där Motioun soen: Eigentlech misste mer eis bei deenen dräi éischte Punkten, wou mer Wunnenge froen, wou mer d'Couverture universelle froen a sou weiter, jo alleguerten eens sinn. An eigentlech missten no där Debatt hei, nodeems mer annerhalfe Stonn, bal zwou Stonnen doriwwer gestriden hunn, iwwer juristesche Feinheiten – deen ee liest dat eent, deen

aneren dat anert, interpretéiert sou oder interpretéiert sou, geet en Arrêt vun enger Cours sichen an hei an do –, missten eigentlech all 60 Deputéiert och deem véierte Punkt zoustëmmen.

Well dat géif et nämlech erlaben, dass dann déi Decisioun, de Recours, deem d'Stad Lëtzebuerg geholl huet, och bei e Geriicht kënn an dass e Geriicht eng Kéier tranchéiert. An da géife mer gewuer ginn, wien da lo Recht hat. Ob mir Recht haten oder ob d'Regierung oder ob d'Stad Lëtzebuerg Recht haten.

An dofir géif ech wierklech nach eng Kéier allegueren d'Deputéiert bidden, sech ze iwwerleeën, ob se dat heiten net sollte matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

Elo komme mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 vum Här Dan Biancalana.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. D'Procuratiounen.

(Interruption)

M. François Bausch (déi gréng) | Ech hunn awer näischt dermat ze dinn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Wat ass de Problem?

(Interruptions)

Madamm Kemp, wat ass de Problem?

Mme Françoise Kemp (CSV) | Den Ecran.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Den Ecran geet net. Ok.

(Interruptions et hilarité)

De Vott ass ofgeschloss.

59 Leit hu participéiert. Also, Madamm Kemp, Dir gitt derbäigerechent. Jo hunn 20 Deputéiert gestëmmt, Nee 39 Deputéiert. Dës Motioun ass also mat 39 Stëmme, also warscheinlech 40 – wann Der dat confirméiert, Madamm Kemp –, géint 20 Jo-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun 2 vum Här Meris Sehovic. Här Sehovic, wëllt Dir nach e puer Wuert driwwer soen?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo. Merci, Här Präsident.

M. Claude Wiseler, Président | Da maacht et!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mir hu versicht, an engem konstruktive Geescht an der Motioun de Fokus ze setzen op d'Aarmutsbekämpfung an op d'Preventioun, also op d'Sozialpolitik. Mir hunn e Constat gemaach, nämlech dass et wuel Statistike gëtt iwwert ... eng statistesch Erfassung vum Sans-abrisme, mee dass d'statistesch Datelag bei der Fro vun der Mendicité, vum Kontext, vun de Grënn, voilà, vun de Circumstances dovunner, dass do d'Datelag weesentlech manner gutt ass. Dowéinst invitéiere mer d'Regierung, fir do méi ze maachen am Interêt vun engem méi se-reinen Debat a vu méi Objektivitéit an deem Ganzen.

Do dernieft, an do wëll ech och direkt soen – ech mengen, dat war virdu schonn ugeklungen –: Net mä Meritt! Do hu mer e Copy-Paste gemaach. Eng ganz Rei vu Mesüren, déi am Koalitionsaccord vun der Majoritéit stinn ënnert deem Kapitel „Lutte contre la pauvreté“, mat der Forderung, mat der Invitatioun, fir déi Saachen ze acceleréieren.

An drëttens, op engem drëtten Punkt, wou mer einfach froen, fir en Zäitplang, fir e Kalender ze kréien, fir déi Mesüren och ëmzesetzen.

Ech bidden dofir ëm d'Ënnerstëtzung och vu béide Säite vun der Chamber. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn elo puer Wuertmeldungen: Den Här Hahn als Regierung huet fir d'éischt d'Wuert gefrot. Da kritt hien et.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci, Här Präsident. Jo, dës Heures – an der Mehrzahl – d'actualité dann, et sinn der jo lo mëttlerweil zwou, hannerloosse bei mir zwou Saachen, déi ech vläicht e bësse bedauern.

Dat eent ass, dass e bëssen en Amalgam gemaach gëtt tëscht der aggressiver Heescherei, ...

(Interruptions)

... déi hei viséiert ass, an op där anerer Säit den obdachlose Mënschen. Op där anerer Säit bedauern ech, dass vu Verschiddene gesot ginn ass, dass net vill geschitt wier déi lescht Joren, weeder an de Gemengen nach beim Staat. Ech wëll just soen: Hei si ganz vill Vertrieder, déi an de Gemenge Responsabilitéit hunn, beim Staat Responsabilitéit hunn oder déi virun allem och a Kontakt si mat de sozialen Träger. Ech hunn op d'mannst déi lescht Wochen a Méint ganz vill Echanging um Terrain gehat. Ech kann Iech soen: Et sinn immens vill Leit dobaussen, well politesch d'Decideuren um Gemengenniveau vun alle Faarwen an och um Landesniveau vun alle Faarwen Decisiounen geholl hu fir de Kampf géint d'Aarmut a virun allem och fir de Kampf géint d'Obdachlosegkeet!

Eppes, wat ech awer begrësse bei dëser Diskussioun, wat ech positiv zrëckbehalen ..., an da kommen ech op Är Motioun, Här Sehovic, wou Der en nationalen Aktionsplang fuerdert, deem ... Majo, Dir hutt et selwer gesot, ech widderhuelen et trotzdeem, verzeit mer. D'Madamm Polfer huet virdu gesot, si hätt geknäipt, also d'Stad Lëtzebuerg hätt geknäipt, si hätten

sech inspiréiert un anere Gemengentexter, wéi et ëm dee faméisen Artikel, iwwert deem de Mëtten hei, oder den Owend villméi, diskutéiert ginn ass. Et ass esou, dass bal alles, wat hei drasteet, bal integral – huele mer mol d'Consideranten ewech, am Koalitionsaccord sti se – sécherlech superfetatoire ass. Ech wëll Iech awer soen: Grad deem éischte Punkt, deem Der elo ugeschwat hutt, wou Der drop agaang sidd, wou Der sot: „Ma mir musse méi Fakte kréien, mir mussen op den Terrain goen, mir musse Recensement ...“, dat ass eppes, dat ass 2022 ugefaang ginn, am Juni an am Oktober, wann ech mech net schwéier ieren, an d'lescht Woch hat ech d'Chance, beim neiste Recensement derbäi ze sinn, deem da fir d'éischte Kéier net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg gemaach gouf. Also de Recensement vun obdachlose Persounen. Pardon, ech hat mech net ganz kloer ausgedréckt.

Ech hat dovu profitéiert, fir als zoustänneg Minister do derbäi ze sinn. Dat war de leschten Donneschden den Owend. Dat war vu 17.00 Auer bis an d'Nuecht eran, wou hei an der Stad ëm 60 Leit um Terrain waren. An zu Esch waren et der, mengen ech, ëm 30, déi och do Bestandsopname gemaach hunn. An do ass et net drëms gaang, ze zielen: „Wéi vill sinn et der elo?“, an dann alt Strécher ze maachen. Mee et ass virun allem drëms gaang – an dat hutt Dir hei ugeschwat, Dir fuerdert eppes, wat et gëtt –, eis Politicke kënnen ze steieren, andeems mer wëssen: Firwat sinn dann déi Leit op der Strooss? A besonnesch elo, an dat ass nei, dat ass am Dezember gemaach ginn, wou eng Wanteraktioun op ass, wou en Abrigado do ass: Firwat profitéieren d'Leit net vun deene Strukturen? Firwat sinn d'Leit an déi Situatiounen erakomm, an deenen se sinn? An ech kann Iech soen oder ech muss Iech soen: Ech hunn do bei deenen, allez hopp, 20 bis 30 Sondag, wou ech derbäi war, just an deem Quartier – ech war am Quartier vun der Gare derbäi – ware mer um Terrain, vu kengem déi selwecht Geschicht héieren.

Ech hunn awer vu ganz villen héieren, dass se Drogeproblematiken hunn, dass se psychesch Stéierungen hunn, dass se vläicht och einfach eng Kéier Pech am Liewen haten, en Accident de la vie, wéi mer dat dann nennen, de Partner verluer, e Stierfall oder d'Aarbecht verluer an doduerch an déi Situatioun erakomm sinn. An et gëtt – an dat wëll ech eigentlech domat soen –, et gëtt net eng Léisung fir all déi eenzel Fäll, déi mer dobaussé gesinn, wa mer vun Obdachlosegkeet schwätzen. An dofir sinn dee soziale Suivi an all déi Leit, déi Dag fir Dag an neteweis um Terrain aktiv sinn, fir dee soziale Suivi ze maachen, sou wichteg.

An dofir ass et och net sënnavoll – da kommen ech scho bei dem Här Goergen seng Motioun, ech wäert dann och herno net derzou schwätzen, wann Der erlaabt –, fir d'Wanteraktioun d'ganzt Joer opzemaachen. Mir hu Strukturen hei zu Lëtzebuerg, Halte-de-nuiten, mir hu Foyer-d'urgences, wou et grad drëms geet ..., a jo, Här Baum, Dir hutt Recht, net nëmmen hei an der Stad Lëtzebuerg, och doriwwer eraus, Dir hutt d'Stad Esch ugeschwat, wou Gemengeresponsabel sech staarkmaachen an ech freeë mech och doriwwer an ech si frou doriwwer, wou et wichteg ass, an deene kleng Strukturen, wou ee wéineg Leit beieene huet, wou een Zäit fir soziale Suivi huet, d'Leit ze begleeten, fir se opzefänken an se aus där Situatioun erauszuhuelen, an där se sinn. A sorry, dat kritt een an der Wanteraktioun net hin! D'Wanteraktioun ass e ganz aneren Objectif, deem do derhannert steet. Do geet et drëms, während de kale Méint, während de Wanterméint, obdachlos Persounen opzefänken, derfir ze suergen, dass keen dobaussen erfréiert.

(Interruption par la présidence)

Dat ass e Modell, fir deem d'Wanteraktioun geschaf ginn ass. Dofir brauch een och d'Wanteraktioun net

d'ganz Joer ze schafen, well do kann een net déi individuell Betreierung maachen, wourëms et eis geet. Bei der Wanteraktioun geet et drëms, primär Besoinen ze erfüllen, an eist Zil ass et eeben, d'Leit ze stabiliséieren, an dat geet a kleng Projete besser. Dofir hunn ech dann elo – Här President, verzeit mer, ech sinn iwwert d'Zäit – probéiert, déi zwou Saache beieeneen ze maachen, déi zwou Motiounen beieeneen ze maachen. Dofir géif ech der Chamber proposéieren, dann och déi zweet Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien. Dir hutt effektiv nëmme fënnf Minutten an elo ginn ech dovunner aus, dass Der bei der nächster effektiv dann d'Wuert net méi huet. Dann ass dat alt gemaach heimmadder. Elo hunn ech nach dräi aner Wuertmeldungen: den Här Goergen, den Här Kartheiser an den Här Sehovic. Mir fänke mam Här Goergen un.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech ka ganz viles, wat den Här Hahn elo gesot huet, an der Analys deelen, wéi een zur Aarmut kéint an dass et net déi eng Léisung gétt. Mee, ech mengen, dat war awer och – zumindest hei an do am Eck – dat, wat mer elo an all eise Riede gesot hunn: dass een dat eeben net vermësche sollt. An dat ass jo eis Kritik um Stater Gemengerot, un deem Reglement, dat de Minister ugeholl huet, dass eebe genau déi Vermëscherung stattfonnt huet, dass net déi eenzel Fäll respektéiert ginn, mee jiddereen et verbuede kritt. An dofir kann ech déi Motioun vun deene Grénge just ënnerstëtzen, fir dass mer hei déi Date kréien, fir dass mer e weidere Wee ginn, dass mer an engem konstruktiven Austausch hei erauskommen. Well Dir hutt vollkommene Recht an ech mengen, dee Message muss een och eng Kéier dann dem Stater Schafferot matginn: Et dierf een net alles vermëschen! Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och dem Här Sehovic merci fir dësen Text. Mir wëllen elo net hei ufänken, Hoer ze splécke bei de Consideranten. Do kéint een iwwert dëst oder dat diskutéieren. Mee ech wëll Iech soen, Här Sehovic, an deenen anere Kolleegen heibannen, datt dat, wat Der opgezielt hutt, alles gutt Initiative sinn. A wa se och am Regierungsprogramm scho stinn, ëmsou besser. A wat Dir jo wëllt maachen, de Sënn vun Ärer Initiative, dat ass, d'Regierung ze encouragéieren, séier mat deem virunzemaachen, wat mer, mengen ech, all heibannen deelen, nämlech en eierlechen Interessi, fir deene Leit, deenen et schlecht geet, ze hëllefen. An ech mengen, d'Regierung sollt sech eigentlech doriwwer freeën, datt mer hei eng Rei vun deene Saachen approvüieren, déi an hirem Koalitionsprogramm stinn. Mir als ADR wëllen op jidde Fall op deem Wee matgoen, fir deene Schwaachen ze hëllefen, an déi Initiativen, déi Dir hei opgezielt hutt, déi droe mir alleguer mat an dowéinst och deen Text, deen eis proposéiert ginn ass. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Elo huet den Auteur vun der Motioun nach ganz kuerz d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, just ganz kuerz, fir ze soen, dass ech effektiv och déi Vermëscherung bedauern, mee d'Cause vun där Vermëscherung sinn eeben déi Mesüeren, déi d'Regierung beziéungsweis de Stater Gemengerot majoritairement geholl hunn.

Par rapport zu deem Recensement, wou et effektiv super ass, déi Aarbecht, déi mer scho maachen, mee wat ganz wichteg ass an der Motioun, dat ass eeben, dass mer net nëmme dee Recensement am Sans-abrisme fuerderen, mee dass mer parallell dozou,

complementaire dozou, eeben dee selwechten Exercice, déi selwecht Datenerhiewung sollte maachen och am Kontext vun der Mendicité, fir dee Phenomeen besser ze verstoen a fir méi Objektivitéit an de Kontext vun deem Phenomeen och ze hunn. An dowéinst, dat maache mer nach net an dat wär e groussen Encouragement, fir awer op dee Wee ze goen. An dann nach eng Kéier: Ech bieden ëm Ënnerstëtzung, well ech mengen, dass dat heiten, wat hei steet an där Motioun, eigentlech misst vu 60 Fraen a Männer kënne gedroe ginn. Ech bieden ëm Ënnerstëtzung.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Just vläicht, Här President, wann Dir erlaabt, well et, mengen ech, interessant ass. Et dauert och wierklech just 30 Sekonnen. An deem Questionnaire, deen ofgefrot gétt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn, éischters musst Der opstoen!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... ass ënner anere dovun ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn, wann Dir d'Wuert hutt, stitt Dir op, wannechgléift Dir hutt 30 Sekonnen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma villmools merci, da maachen ech et ganz kuerz. Ma dee Questionnaire, deen ofgefrot gétt mat deenen obdachlose Leit, freet ënner anere: Wou kommt Dir u Revenuen? Wéi kommt Dir u Geld? Do ass ënner anere dat ofgefrot, wat Der sot, wou eebe grad och dee Votet vun der Heescherei mat couvriert ass.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wär déi Diskussioun dann ofgeschloss.

Vote sur la motion 2

Da géif ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Sehovic zum Vott stellen. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Vott: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dës Motioun ass also mat 35 Stëmmen géint 25 ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

An da komme mer zur drëtter Motioun vun de Piraten. Dat ass d'Motioun vum Här Goergen. Här Goergen, Dir hat ugekënnegt, datt Der d'Wuert nach eng Kéier wëllt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech erklären Iech just ganz kuerz d'Idi derhannert. D'Idi derhannert ass eigentlech ganz banal. Mat deem neie Reglement gouf de Leit d'Méiglechkeet geholl, e puer Euro ze sammelen, fir dass se kënnen iwwernuechten. Da wär et eigentlech moralesch verpflichtend, dass mer soen, wa mer hinnen d'Méiglechkeet huelen, fir dass se bësse Geld sammele fir ze iwwernuechten, sief dat an enger Jugendherberg oder anzousch anescht – well dee Moyer huet Dir hinne jo, Dir loosst déi Leit jo do quasi am Ree stoen –, dass mer hinnen a mir soen, dat Gebai, wat mer hu fir eng Wanteraktioun, dass mer dat opmaachen op d'ganz Joer. Dat heescht, dee Schued, deen der ugeriicht hutt, dass mer deen op d'mannst e bësse begrenzen an de Leit en Iwwerdaach ginn.

Ech mengen, et war den Här Gloden, deen hei gesot huet, dass et onmenschlech wär, wann ee misst nuets op der Strooss schlafen. Hei ass e Gebai, hei ass eng Méiglechkeet, wou Dir als Regierung direkt kéint soen: „Mir maachen et net nëmme am Wanter op, mee mir maachen et d'ganz Joer op.“ An dat géif Iech net an de Budget falen.

De Finanzminister sëtzt do. Et sinn haut a muer aner Budgete mat Steiererlichterungen, déi Der diskutéiert, amplat dass der de Leit géift hëllefen, deenen Der elo d'Méiglechkeet geholl hutt, dass se sech en Iwwerdaach kënnen zesummesammelen!

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also, fir d'éischt emol, Här Goergen, fir Iech ze rassurieren: Déi Wanteraktioun, déi war d'ganz Joer op. Dat heescht, et ass net sou, dass do e Gebai eidel steet, mee dat war d'ganz Joer effektiv op, well mer Plaze gebraucht hunn, fir Leit ënnerdaach ze bréngen, an déi ass och dofir geduecht.

Zweetens: Dir schéngt d'Wanteraktioun net ze kennen, obwuel mer awer an der Vergaangenheet scho mat der Kommissioun e puer Visitten dohinner gemaach hunn. Dat ka keng nohalteg Léisung sinn, d'Wanteraktioun. D'Wanteraktioun ass geduecht, fir dass Leit net erfréieren am Wanter – dofir heescht se „Wanteraktioun“! A si ass de Rescht vum Joer dofir do, fir Leit ze hebergéieren, wann zum Beispill, wat gottseidank bis elo nach net de Fall war, e Brand ass. Mir haten zum Beispill d'Wanteraktioun ganz kuerzfristeg operéiert, wéi déi ganz schlëmm Iwwerschwemmungen am Summer waren, wéi dunn och Foyeren iwwerschwemmt waren uechtert d'ganz Land. Mir hunn de Foyer, d'Wanteraktioun, opgemaach, wéi ganz vill Flüchtlinge koumen, fir dass genuch Plaz wär, wou dunn den Ausseministère d'Struktur da fir d'Summerméint iwwerholl huet.

Dat heescht just emol, fir Iech ze rassurieren: Déi Wanteraktioun, déi steet net eidel bis elo – leider. Well, ech mengen, ech hätt léiwer, si géif eidel stoen. Déi Wanteraktioun ass keng nohalteg Léisung an am Regierungsprogramm steet ganz kloer, dass mer wëlle méi an den Housing First nach investéieren. Housing First, dat ass awer, wéi den Numm et seet, fir d'éischt emol en Doheem hunn, egal wéi eng Addictiounen een huet, egal wéi eng Problemer een huet. Mee dat muss och en Encadrement mat sech bréngen. Déi eng brauchen e bësse méi Encadrement an déi aner e bësselecher manner Encadrement. Dat sinn nohalteg Léisungen, wou een e Schlëssel huet vu bei sech doheem, wou ee kann d'Dier zoumaachen a wou ee bei sech doheem dee Moment ass.

An da géif ech hei profitéieren, well jo hei vill iwwert de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg geschwat ginn ass: Mir maache grouss Efforten a mir wäerten an der Zukunft och nach weider grouss Efforte maachen. Mee hei sëtzen an der Chamber nach ganz vill Leit aus ganz villen anere Gemengen. Wann Der d'Méiglechkeet hutt, wann Der eppes baut, wann e Gebai fräi ass, wann Der an Äre Gemengen d'Gebai eidel hutt, mee da consideréiert wannechgelift, och emol Housing First ze maachen, well éischters ass et, mengen ech, net sënnavoll, wann d'Leit alleguete beienee wunnen, mee et ass scho besser, wann dat e bëssen delokaliséiert ass.

An dofir wëll ech hei just eng Kéier den Opruff maachen, och un all déi aner Gemengen: Den Housing First ass net eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg. Den Housing First ass och eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg, mee et ass och eng Responsabilitéit vum Rescht vum Land. An ech mengen, an deem Sënn solle mer och dorunner erugeen. Mir solle weider dorunner schaffen, mee d'Wanteraktioun mat Dortoiren, wou 50, 60, 70 Leit an engem Dortoir leien, dat kann nëmme eng provisoresch Léisung sinn, fir effektiv net ze erfréieren nuets, mee dat ka keng Léisung si fir d'ganz Joer!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci an och merci un d'Kollege vun de Piraten fir dësen Text. D'Madamm Cahen huet Recht, mir waren déi Wanteraktioun kucken, a si huet eng ganz Rei vun deene Consideratiounen opgezielt, déi een da mécht, wann een dat gesäit. Mir hunn och de Problem – oder einfach en Zoustand –, datt och Leit aus anere Länner kommen, well se bei hinnen déi Méiglechkeet net hunn an da komme se eeben op Lëtzebuerg während där Zäit, well se hei da kënne waarm leien.

Mee de Problem ass effektiv richtig gesinn: Et ass keng definitiv Léisung. A mir hunn haut, mengen ech, den Androck kritt bei deenen Diskussiounen iwwert déi Heescherei, wou Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, duerch en Accident de la vie, wéi den Här Hahn gesot hat ..., datt mer eigentlech elo Statistike maachen, datt mer wëssen, datt de Phenomeen kann iwwerdroe ginn iwwer Iwwerverscheldung, iwwer Krankheet, iwwer vill verschidden Ursaache ka kommen. Mee wat feelt, ass nach déi Decisioun, dee feste Wëllen, fir dann dat alles ëmzesetzen an e Konzept. Wat maache mer da mat deene Statistiken, wa mer se hunn? Wat maache mer da mat där Beschreiwung vun de Liewensweeër, fir dat wierklech da kënne ëmzesetzen? Dofir hu mir proposéiert als ADR, datt een national schonn eng Strategie mécht oder e Rehabilitatiounszentrum, mee d'Zil muss et sinn, d'Leit aus där Situatioun erauszeféieren.

Mir hunn iwwert d'Land eng ganz Rei vun Initiativen, déi alleguer luewenswäert sinn, ob dat elo zu Esch ass oder an der Stad. Mir hunn héieren, wéi d'Gemengen sech investéieren an déi sozial Aarbecht. Mee, ech mengen, mir sollten dat doten, déi Reflexioun, einfach e Stadium méi wäit dreiwien. A mir wësse jo: Zumools wa mer déi Statistiken hunn an déi Ëmfroen, mengen ech, hu mer e gutt Bild iwwert déi Form vun Aarmut, déi spezifesch Form vun Aarmut an da muss mer dat probéieren, zesummen an e Konzept ze bréngen an dat ze verbesseren.

Wéi gesot, de kloren Ënnerschied: organiséiert Heescherei, Code pénal; déi Leit, déi an eng Noutsituatioun geroden, well d'Liewen se dohibréngt, déi muss mer ënnerstëtzen. An dat ass, mengen ech,

déi Aufgab, déi mer eis sollte fixéieren an dëser Debat. Wat elo déi Motioun hei ugeet, ech mengen, d'Madamm Cahen huet et beschriwwen, si mir och där Meinung: Dat kann net déi definitiv Léisung sinn. Wann et awer sollt den Ufank vun deem sinn, wat mer eis wënschen, nämlech e Rehabilitatiounszentrum, da wiere mer méi wéi glécklech, fir sou eppes kënne ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Baum, vum Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass sécher richtig, datt d'Wanteraktioun keng Léisung ass. Also, déi beschte Wanteraktioun wier déi, déi een iwwerhaupt net géif brauchen. Et ass awer nun emol d'Realitéit, datt mer se brauchen. A wann een awer och sech e bëssen erënnert, wéi et virun Ufank Dezember war, datt Leit ënnert der Adolphebréck ënner fräiem Himmel hu misse schlofen, da mengen ech, datt zumindest d'Philosophie vun där Iddi do déi ass, ze soen: „Mee mir müssen eis zumindest Gedanke maachen, fir eng Struktur ze hunn, déi och a sou Fäll ka wirken“, datt dat eppes ass, wat een awer, mengen ech, ënnerstëtze sollt, an duerfir, och wann ee vläit iwwert de ganz genaue Wording schwätze kéint, menge mer, datt dat hei eng gutt Initiativ ass.

M. Claude Wiseler, Président | Esou. Elo hunn ech nach eng lescht Wuertmeldung vun der ..., net eng lescht, eng zweetlescht. D'Madamm Cahen huet nach 30 Sekonne vun deene fënnf Minutten, déi d'DP hat, fir op déi Motioun hei ze äntweren.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, da ganz séier. Ech wëll just den Här Kartheiser rassurieren: Mir ginn net nëmme kucken, firwat d'Leit op der Strooss sinn, fir Statistiken ze hunn, mee souwuel déi viregt Regierung wéi hoffentlech och elo déi jëtzege Regierung – an et steet op jidde Fall mol am Accord de coalition – wäert och Strukturen opmaachen, justement ganz spezifesch fir déi Leit. Sou hu mer zum Beispill elo am Januar eng Struktur fir Sans-abri-vieillissanten. Mir wäerten zesummen och kucken, d'Stad Lëtzebuerg zesumme mat der Regierung, fir eng Struktur opzemaache fir Leit, déi psychiatresch oder psychesch Problemer hunn, well mer där ganz vill op der Strooss hunn. Also Dir braucht Iech do keng Suergen ze maachen, mir wäerte schonn do kucken, adequat ze reagéieren an de Leit ze hëllefen, déi Hëllef brauchen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, an eng lescht Wuertmeldung ass vum Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, Madamm Cahen, ech war mat Iech d'Wanteraktioun kucken. Deemools war Dir jo nach Ministesch. Ech ginn Iech och Recht, dass et keng nohaltig Léisung ass – mee dat ass d'Heeschverbuert och net!

(Interruption)

Et ass awer eng Léisung, fir d'Leit op d'mannst ënnerdaach ze kréien. A mäin Text seet jo dofir ganz kloer: „D'Wanteraktioun duerch eng Ganzjoresaktioun ze ergänzen.“ Dat kéint dat Gebai sinn, wou ech elo nach ëmmer net verstan hunn, ob et dann elo eidel ass am Summer oder net, well d'Sans-abrie kënne jo net eran. Dat heescht, déi, déi elo d'Heeschverbuert betrëfft, kënne jo net eran, well Dir hutt et fir Noutfäll bereetgehal, wann ech elo richtig verstanen hunn, a fir Flüchtlingen – wat schlëmm genuch ass, dass d'Regierung net genuch Flüchtlingsinfrastrukturen huet, mee do kéinte mer dräi Stonnen driwwer schwätzen.

(Brouhaha)

Dat heescht, de Projet hei ass, fir d'Ganzjoresaktioun ze ergänzen, ob Dir dat herno an där Wanteraktioun

géift ëmsetzen oder anzwousch anescht. Et geet drëm, deene Leit, déi elo net méi ëm e puer Cent froen, en Iwwerdaach ze ginn dat d'ganz Joer iwwer, och am Summer, wann et reent, wann et waarm ass oder och kal ass. An dat ass dat Häerz, wat mer eis gewünscht hätten: dass d'Leit ganz einfach nom Modell vun enger Wanteraktioun de Summer iwwer kéinten dohinnergoen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo muss mer ...

(Brouhaha)

De Punkt ass kloer, souwuel vun der Madamm Cahen wéi vun dem Här Goergen...

(Interruption)

Hei gëtt et net Parole après ministre, well den Här Goergen net Minister ass.

(Hilarité)

An dofir komme mer elo zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 3

Ech fänke mam Vott un. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass ...

(Brouhaha)

Wannechgelift, mir sinn nach net grad fäerdeg! D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, a 5 Abstenttiounen. Hei ass dës Motioun also mat 35 Stëmme géint 20 a 5 Abstenttiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ech maachen Iech just d'Propositioun, datt mer bei der nächster Reglementskommissioun den Titel vun „Heure d'actualité“ an „Discussion d'actualité“ ëmwandelen.

(Hilarité)

Dat entsprécht zumindest méi der Realitéit. An domat ass dës Punkt ofgeschloss.

An domat si mer och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.51 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023				Déviations d'un vol Luxair	8343	Serge Wilmes	93
Produits psychotropes dits « gouttes KO »	8098	Myriam Cecchetti	82	Abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998	8344	Laurent Mosar, Martine Hansen	93
Accidents de la route mortels en hausse	8100	Nancy Arendt épouse Kemp	82	Coup d'État au Niger	8345	Nathalie Oberweis	94
Intelligence artificielle	8128	Fernand Kartheiser	83	Policiers recrutés depuis 2020	8346	Fernand Kartheiser	94
Décentralisation de l'offre bas-seuil pour personnes toxicomanes	8212	François Benoy	86	Rites funéraires des différents cultes	8347	Fernand Kartheiser	94
Études dans le domaine forestier	8283	Gusty Graas, Guy Arendt	87	Conflit d'intérêts potentiel au LNS	8348	Diane Adehm	95
Contrôle médical dans la fonction publique	8285	Sven Clement	88	Subside qualité+ pour les associations sportives	8349	Sven Clement	95
Amendes infligées par l'ITM concernant l'absence de visite médicale d'embauche dans le délai imposé	8297	Myriam Cecchetti	88	Sauvetage d'animaux	8351	Claude Lamberty	96
Exposition à des substances et produits chimiques au Luxembourg	8323	Marc Goergen	89	Location d'un appartement au Trump World Tower à New York par l'État luxembourgeois	8352	Sven Clement	96
Caméras pour animaux	8325	Marc Goergen	90	Examen du permis de conduire	8353	Marc Lies	97
Importation de pétrole russe	8326	Marc Goergen	90	Locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux	8354	Carlo Weber	97
Pénurie d'antibiotiques	8330	Gilles Baum, Gusty Graas	90	Accidents mortels sur des sites de la branche kazakhe d'ArcelorMittal	8355	Nathalie Oberweis	97
Indemnités dans le cadre du Covid-19	8331	Jeff Engelen	91	Loyer du Stade de Luxembourg	8357	Laurent Mosar, Georges Mischo	98
Psychothérapie	8333	Max Hengel	92	Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux	8358	Marc Goergen	98
Incident en marge d'une manifestation d'opposants au régime syrien	8338	Fernand Kartheiser	92	Législature 2023-2028			
Propositions de la Commission européenne relative au permis de conduire	8339	Fernand Kartheiser	92	Taxe sur les véhicules agricoles	0149 urgente	Alexandra Schoos, Fred Keup	98
Audit de l'IGP concernant la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale	8340	Dan Biancalana	92	Taxe sur les véhicules agricoles	0150 urgente	Octavie Modert	98
Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française	8342	Georges Mischo	93	Difficultés financières dans le secteur sportif	0174 urgente	Sven Clement	99

Produits psychotropes dits « gouttes KO » | Question **8098** (21/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La Police grand-ducale informe sur son site Internet sur la prévention et la protection en matière des produits psychotropes dits « gouttes KO » (GHB). À côté des gestes de prudence à respecter, la police conseille aux personnes victimes ou soupçonnées d'avoir été victimes de « gouttes KO » de s'adresser immédiatement à la police.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7370 Monsieur le Ministre indique pourtant que la police ne tiendrait pas de statistiques en matière d'infractions liées à l'administration de « gouttes KO » du fait que ces substances ne seraient détectables que pendant une très courte période. J'en déduis que la police ne soumet donc pas systématiquement les personnes victimes ou potentiellement victimes de « gouttes KO » à un contrôle médical pouvant confirmer ou infirmer l'administration d'une substance du type « gouttes KO ».

De plus et selon mes informations, les hôpitaux ne feraient pas systématiquement un prélèvement de sang ou un test de l'urine de personnes potentiellement victimes de « gouttes KO ». De tels contrôles médicaux ne seraient effectués que sur demande de la police ou en cas de danger immédiat.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'un contrôle médical de personnes soupçonnées d'avoir été victimes de « gouttes KO » devrait être effectué obligatoirement ?

2) Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que des analyses des cheveux permettent de détecter les gouttes KO jusqu'à trois mois après la prise ?

3) Dans l'affirmative, de telles analyses sont-elles effectuées dans les cas où d'autres infractions (viol, vols, etc.) ont été commises ?

Réponse (20/07/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Remarque introductive :

Dans la réponse à la QP 7370 invoquée par l'honorable Députée, il est expliqué que la banque de données de la police ne permet pas d'isoler le nombre de plaintes enregistrées basées sur le soupçon d'avoir été victime de « gouttes KO ». Il n'est pas correct d'en déduire que des analyses ne sont pas faites en cas de suspicion.

ad 1) La police ne peut pas forcer une personne à se soumettre à des tests, comme suggéré dans la présente question.

ad 2) Oui.

ad 3) Jusqu'à présent, la police n'était confrontée à ce type d'analyse qu'en cas de suspicion d'infraction sexuelle.

Accidents de la route mortels en hausse | Question **8100** (22/06/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Op enger Pressekonferenz vum 22. Juni 2023 huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten erkläert, dass et am Joer 2022 op eise Stroosse 35 déidlech Verkéiersaccidenter gouf. De Radiosender „100,7“ meldt dobäi 36 Verkéiersdoudeder fir d'Joer 2022. Dat ass eng Hausse vu 67 % par rapport zum Joer virdrun. Des Weidere louch d'Zuel vun de Schwéierblessierten d'lescht Joer bei 267 Persounen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Ursaache gesäit d'Regierung fir déi signifikant Hausse un déidleche Verkéiersaccidenter?

– Wéi vill vun deenen Accidenter si bedéngt duerch aner motoriséiert Gefierer wéi Autoe geschitt?

– Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dëse Resultater?

– Gedenkt d'Regierung, hir Preventiounspolitik samt de Campagnen nei ze iwwerdenken?

2. Wéi effektiv sinn d'Radaren, d'Alkoholkontrollen an d'Vitesslimitatiounen op eise Stroossen?

– Kann d'Regierung heifir quantifizéierbar Erklärungen virweisen?

– Kann d'Regierung een detaillierte Bilan mat den Ursaache vun de schwéieren an déidlechen Accidenter dresséieren?

Réponse (27/07/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam Bilan fir d'Verkéierssicherheit op eise Stroosse fir 2022.

2022 war effektiv kee gutt Joer, wat d'Verkéierssicherheit ugeet. Et gouf eng signifikant Hausse, wat déi Doudege op eise Stroossen ugeet. Lëtzebuerg bleift domadder net vum sougenannte „Post-Covideffekt“ verschount, deen och a villen anere Länner festgestallt ginn ass. Esou sinn d'Zuele vun de Verkéiersaffer a ville Länner, och a Länner, déi soss zu deene Beschte gehéiere wéi zum Beispill Dänemark oder Schweden, an d'Luucht gaangen. Fir Lëtzebuerg, wéi bei deenen anere kleng Länner och, muss een awer bedenken, datt mir, opgrond vun eise statistesch klengen Zuelen, enger staarker Fluktuation vun eisen Zuelen ausgesat sinn. Dofir muss een d'Zuelen iwwert e längeren Zäitraum kucken, fir Aussoen iwwert en Trend maachen ze kënnen. Hei ass et dann awer d'Erkenntnis, datt Lëtzebuerg zanter 2013 eng Reduktioun vun 20 % vun de Verkéiersaffer ze verzechnen huet. Vergläicht een dann och eis Zuele mat deenen aus dem europäeschen Ausland, esou läit Lëtzebuerg, op 1 Millioun Awunner gekuckt, op der 9. Plaz am europäesche Vergleich.

Wann een sech d'Bild vun de Verkéiersaccidenter méi genee ukuckt, esou ergëtt sech fir 2022 follgend Bild, wat d'Ursaache vun den Accidenter ugeet:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Aus dëser Statistik ass also ze erkennen, datt, esou wéi déi lescht Joren och, d'Haaptgrënn fir schwéier an déidlech Accidenter op eise Stroossen d'Vitess an den Alkohol sinn.

Wat d'Accidenter vun anere motoriséierte Gefierer wéi Autoen ugeet, esou waren dat 8 déidlech Accidenter mat Motorrieder an eent mat enger Camionnette. Hei ass ze konstatéieren, datt d'Accidenter mat Motorrieder säit Joren e gewësse konstanten Deel vun de Verkéiersaffer ausmaachen. Dofir ass zesumme mat der Police e Konzept op d'Bee gestallt ginn, wou speziell an de Summerméint spezifesch Motoskontrollen op deene vu Motocycliste beléifte Strecken am Land gemaach ginn.

Dës Zuele weisen awer och, datt bei deene meeschten Accidenter mat Persouneschued ëmmer nach 2 Autoen implizéiert waren.

Wat d'Kontrollen ugeet, esou sinn déi ordonéiert Alkoholkontrolle vum Parquet e wichteg Element, fir géint den Alkoholmëssbrauch um Steuer ze kämpfen. Bei der Vitess sinn déi automatesch Radaren am effektivsten. Virun allem bei de Streckeradare kann een déi beschte Resultater konstatéieren. Esou gouf et op der N11 am Beräich vum Radar kee schwéiert Accident méi, säit en a Betrib geholl ginn ass. Dofir gouf dëse Modell vu Radar och no an no op anere besonnesch geféierleche Plazen am Land installéiert wéi zum Beispill an den Autobunnstunnellen.

Generell ass et awer esou, datt, fir laangfristeg Resultater an der Verkéierssicherheit kënnen ze erreechen, een op kontinuéierlech Mesurë muss setzen, déi e Mix aus Ausbildung, Präventioun an awer och Repressioun duerstelle mussen. Dofir ass et wichteg, d'Leit ëmmer nees fir d'Geforen am Stroosseverkéier ze sensibiliséieren. Fir op d'Gefore vun der héijer Vitess opmierksam ze maachen, wäert dofir zum Beispill déi nächst Campagne vum Ministère an der Sécurité routière sech mat dësem Sujet am Hierscht befaassen. Des Weidere

muss awer trotzdem och op permanent Verkéierskontrollen zeréckgegraff ginn, souwuel wat d'Vitess an den Alkohol ugeet, awer och zum Beispill, wat d'Benotze vum Handy um Steuer ugeet, wat och e grouss Problem duerstellt.

Intelligence artificielle | Question 8128 (05/07/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Den 31. Mäerz 2023 hat déi italienesch Regierung den Zougang zur kënschtlecher Intelligenz (KI)-Plattform ChatGPT vun Open AI an Italien gespaart. Ee vun den Haaptgrënn fir dës Spär war, datt Open AI onrechtméisseg persounbezunn Date veraarbecht huet. Duerch Feeler an enger Open-Source-Bibliothék ass et dozou komm, datt eng Asicht an d'Informatiounen vu frieme Benotzer ewéi och vun hire Bezuelendoneeë méiglech war. Nodeems déi italienesch Autoritéit fir den Dateschutz awer gewëss Bedéngunge fir d'Fräiggi vun ChatGPT gesat hat an déi och ëmgesat goufen, ass ChatGPT an Italien elo erëm erlaabt. De 14. Juni huet dat Europäesch Parlament mat enger iwwerwältgender Majoritéit de Standpunkt vun der EU-Kommissioun ugehall an domat de Wee fir interinstitutionell Verhandlungen opgemaach, déi zum Ofschloss vum weltwäit éischten ëmfaassende Gesetz iwwer kënschtlech Intelligenz (EU AI Act) féiere sollen. Sollten dës Verhandlungen zu enger endgültiger Reguléierung féieren, da géif déi fréistens am Joer 2026 agefouert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech gär der Regierung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum Här Minister fir d'Digitaliséierung op déi parlamentaresch Fro Nr. 7646 stoung, datt et der Regierung wichteg ass, fir am Kader vun der KI Risiken an Opportunitéiten ze identifizéieren. Wat fir eng konkret Risiken an Opportunitéite gesäit d'Regierung?

2. Wéi wäert sech Lëtzebuerg bei de Verhandlungen vum EU AI Act positionéieren?

3. Google ewéi och Microsoft an Open AI asw. bidden de Benotzer Chatboots fir d'Beäntwerte vu Froen. Dës „Tools“ beäntwerte Froen awer zum Deel falsch, wat natierlech ka Risiken a Gefore mat sech bréngen. Wat fir eng preventiv oder begleedend Moossname ginn hei getraff? Wéi eng Garantië kann e Client vun enger KI erwaarden a wéi kann hie sech wieren, wann him duerch eng Falschinformation Schued entstanen ass? Wéi eng Haftpflichtreegele gëlle beim Benotze vun der kënschtlecher Intelligenz? Wéi bereet sech d'Justiz op eventuell Kloe vir?

4. D'Regierung huet vir, am Kader vun der Initiativ AI4GOV mat Hëllef vun der KI den ADEM-Profiling ze ënnerstëtzen. Am „woxx“-Artikel vum 13.3.2023 mam Titel „Künstliche Intelligenz: Regulierung statt Hype“ gouf drop opmierksam gemaach, ewéi grad bei der Sich no enger Aarbecht eng Diskriminatioun vu Kandidaten duerch eng KI opriede kann. Och ee vun de Fondatore vum Open AI, den Elon Musk, huet scho méi dacks op dës Problematik opmierksam gemaach. Wat mécht d'Regierung, fir esou Risiken auszuschléissen?

5. Am „Quotidien“ vum 20.4.2023 steet am Artikel mam Titel „Ma Langue au Chat GPT“, datt verschidde lëtzebueresch Ministeren d'Applikatioun ChatGPT benotzt hätten, fir hir Äntwerten op parlamentaresch Froen ze redigéieren. Stëmmt dat? A wa jo, wat fir eng parlamentaresch Froe goufe mat Hëllef vun enger KI-Applikatioun geschriwwen?

6. Wéi stellt de Staat sécher, datt KI-Systemer, déi hie selwer schafft oder benotzt, sécher, robust a resilient sinn, an net ufällig fir e Mëssbrauch sinn? Mat wat fir

enge KI-Applikatiounen/Technologien/LLMe schafft d'Regierung bei der Entwécklung vun AI4GOV-Projeten? Wat fir Entwécklungen an der Uwendung vu KI-Systemer fir Regierungszwecker erwaart d'Regierung sech an den nächste fënnf bis zéng Joer?

7. Wéi huet d'Regierung vir, eis Ekonomie an eis Bierger viru méiglecher Spionage duerch KI-Plattformen oder Applikatiounen ze schützen?

8. Wéi eng Projekte bestinn aktuell fir den Asaz vu KI-Systemer am Gesondheetsberäich? Wéi eng legal Grondlage gëtt et dofir a wéi kann den Dateschutz garantéiert ginn?

9. Bedeelegt sech Lëtzebuerg un internationale Projekte fir d'Entwécklung vun Normen am Beräich vun der KI?

10. Wëll d'Regierung aus Grënn vun der Transparenz reegelméisseg all Prozesser publizéieren, déi am ëffentlechen Dëngscht mat Hëllef vu KI oflafen? Sollen dofir vläicht legal Grondlage geschaf ginn, déi och fir de private Secteur solle gëllen, fir de Leit matzedeele, ob hir Uleies mat Hëllef vu KI oder Algorithmen bearbecht ginn?

11. Sollen d'Leit e Recht dorop hunn, vun engem Mënsch beroden ze ginn, ouni Hëllef vun enger KI?

12. Wat hält d'Regierung vun enger onofhängeger Präifinstanz fir d'Kontroll vun Uwendungen vun der KI no hirer Opportunitéit, Funktionalitéit, Sécherheet, Ethik an hirer Konformitéit mat rechtliche Grundlagen? Wéi eng Instanze kéimen a Fro, fir déi Roll ze iwwerhuelen?

13. Op der Internetsäit vum Ministère fir Digitaliséierung ass ze liesen: „De Premierminister, Minister fir Digitaliséierung, huet a senger Deklaratioun an der Chamber de Wëlle vun der Regierung betount, hir Efforte virunzeféiere fir eng méi grouss Transparenz, a fir de Bierger verstärkt anzebeziehen. Deemno setzt de Ministère fir Digitaliséierung a verschiddene vu senge Projeten op eng Approche, déi „Open Innovation“ oder „open Innovation“ genannt gëtt, déi gewéinlech definéiert gëtt als „bewusst Agang an Ausgang vu Kenntniss, fir d'intern Innovatioun ze beschleunegen.“ Wéi ginn déi Moossnamen ëmgesat, respektiv wéi huet d'Regierung vir, dësem Usproch eventuell mat Hëllef vun der KI gerecht ze ginn?

14. Et ass och ze bemierken, datt ChatGPT vun Open AI dacks net neutral ass, an dëst zu berechtigter Bedenke bei der Uwendung féiert. E vill zitéiert Beispill dofir ass dëst: Bei der Fro, fir e Witz iwwert e Mann ze schreiwen, äntwert d'Software positiv. Bei der Fro, fir e Witz iwwert eng Fra ze schreiwen, ass d'Äntwert awer negativ. Wéi wëll d'Regierung bei enger méiglecher Reguléierung virgoen, fir esou Phänomene bei der Benotzung vun der AI ze ënnerbannen? Wéi wëll d'Regierung virgoen, fir datt d'KI-Applikatiounen faktuell argumentéieren ouni ze jugéieren?

15. Wéi eng Moossname wëll d'Regierung huelen, fir den Dateschutz am Beräich vun der KI ze garantéieren?

16. Vu wéi engen ëffentlechen a privaten Instanze léisst sech d'Regierung bei der Implementatioun vun der KI a Regierungsprojete beroden? Gouf et an deem Beräich schon ëffentlech Ausschreiwungen, a wéi héich waren d'Depensé fir dee Beräich?

17. Déi eethesch Froen, déi d'KI betreffen, si bei militäreschen Applikatiounen besonnesch wichteg. Enn November 2021 goufen am Kader vun de Verhandlungen iwwer d'Weiderentwécklung vu konventionelle Waffen (Convention on Certain Conventional Weapons, CCW) vun 193 Regierungen, dorënner och där lëtzebueresch, eng Rei vu Prinzippien ugehall. An deem

Dokument steet, datt keng vital Entscheedungen duerch eng KI däerfe geholl ginn (Punkt 36) an datt de Mënsch net däerf zu engem rengen Objet vun enger maschineller Berechnung ginn. KI muss tëschent der militärescher Noutwennegkeet an der humanitärer Erwägung e Gläichgewicht fannen. Sou Prinzippi sinn awer warscheinlech onrealistes, well schwéier ëmzesetzen. Aus enger Etüd mam Titel „Advanced artificial agents intervene in the provision of reward“ (AI Magazine, Volume 43, Issue 3, pp. 282–293), engem bekannten Interview mam Elon Musk, oder och aus engem Interview ënnert dem Titel „Faktor Mensch: Akteur oder Sündenbock“ mam fréieren US-Army-Ranger Paul Scharre iwwer automatesch Waffesystemer („Tagblatt“) losse sech ganz geféierlech Entwécklung fir de Mënsch erausliesen. Et wäert ee wuel mussen dovun ausgoen, datt d’KI selwer Entscheedungen trëfft, mat alle Geforen, déi dat mat sech bréngt. Dohier ass et och wichteg, fir d’Krichsrecht an deem Beräich weiderzuentwéckelen. Wéi steet Lëtzebuerg zur Entwécklung vun autonome Waffe mat der Hëllef vun LLMen? Wéi gesäit d’Regierung eng méiglech Regulierung vun de Krichstechnologien an eng Weiderentwécklung vum „jus in bello“?

18. Schliisslech ass och d’Benutzen oder d’Verbidde vun ChatGPT an de Schoulen en Thema. Wéi ass d’Positioun vun der Regierung an deem Beräich?

19. Ass den Här Educationminister der Meenung, datt den Ëmgank mat KI soll an der Schoul thematiséiert ginn an datt eng Zort „KI-Fürerschäin“ sollt kënne gemaach ginn?

20. Am Artikel mam Titel „KI: Chance und Risiko“, deen den 1.6.2023 am „d’handwerk“ publizéiert gouf, gëtt drop higewisen, datt d’KI eng Rei vu repetitiven a kierperlechen Akten ersetze kéint. Et gëtt awer och behaupt, datt déi grouss Handwerksfirmen en daitleche Wettbewerbsvirdeel géintwuer mëttelestännege Betriber hätten, well déi iwwer déi néideg Infrastruktur verfügen, fir dës KI-Systemer ze implementéieren. Kéint d’Regierung soen, wat fir eng handwierklech Aufgaben duerch KI këinten ersat ginn? Wéi geet d’Regierung vir, fir och déi méi kleng Betriber a punkto Datesammlung a KI ze ënnerstëtzen? Ginn do speziell Coursen ugebueden?

21. Zu Lëtzebuerg schaffen um Europäesche Geriichtshaff ëm déi 600 juristesche Linguisten. An deenen europäeschen Institutiounen schaffen och vill Iwwersetzer/Dolmetscher. Lëtzebuerg ass och de Siège vum Office des publications. Mat der Entwécklung vun den automatesche kënschtleche Stëmme ewéi och der integraler Entwécklung vun der KI seet d’Zeitung „Politico“, datt geschwënn vill vun dësen Iwwersetzungsberuffer duerch d’KI ersat kéinte ginn. Eleng an de leschten zéng Joer ass d’Unzuel vun den EU-Iwwersetzer ëm 17 Prozent zeréckgaangen, woubäi d’Unzuel un iwwersaten Dokumenter ëm 28,3 Prozent eropgaangen ass. Wéi gesäit d’Regierung d’Konsequenze fir de Standuert Lëtzebuerg?

22. Am Artikel „Wie die Justiz schneller werden soll“ vum September 2021 gouf drop opmierksam gemaach, datt eise Justizapparat daitlech iwwerlaascht ass. Wou gesäit d’Regierung Méiglechkeeten a Grenze fir den Asaz vu KI am Beräich vun der Justiz?

23. Wéi ka Lëtzebuerg errechen, datt mir géintwuer anere Länner méi kompetitiv am Beräich vun der KI sinn?

24. Wéi wëll d’Regierung errechen, datt d’Méiglechkeete vun der KI am Finanzsektor optimal agesat kënne ginn an datt dobäi d’Intressen vun de Clientéi protegéiert ginn?

Réponse (15/11/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministère de la Digitalisation, Ministère des Communications et

des Médias | **M. Georges Engel**, Ministère du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire | **Mme Paulette Lenert**, Ministère de la Santé | **M. Claude Meisch**, Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes**, Ministère des Finances | **M. Jean Asselborn**, Ministère des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch**, Ministère de la Défense | **M. Franz Fayot**, Ministère de l’Économie | **M. Lex Delles**, Ministère des Classes moyennes | **Mme Sam Tanson**, Ministère de la Justice

ad 1. Kënschtlech Intelligenz (KI) bréngt vill Opportunitéite mat sech, mee och Risiken. Am Verlaf vun der Äntwert op dës parlamentaresch Fro gi mir méi am Detail op verschidde Risiken awer och op d’Opportunitéite an, déi jee no Asazberäich ganz ënnerschiddlech kënne sinn.

ad 2. Lëtzebuerg huet d’Textproposen an hir grondleeënd Prinzippi säit dem Ufank vun de Verhandlungen ënnerstëtzt a sech am Laf vun den Diskussiounen am EU-Ministerrot ë. a. fir eng realitéitsno Ëmsetzung vun de Reportingobligatiounen agesat. Dëst, fir et och klengen a mëttelestännege Betriber ze erméiglechen, KI ze benotzen, ze entwéckelen an ze verkafen. Der sougenannter „approche générale“, déi déi éischt Lecture am EU-Ministerrot am Dezember 2022 ofgeschloss huet, konnt Lëtzebuerg sech uschlëssen. D’Verhandlung vum AI Act si méttlerweil am Stadium vun den Trilogen, dëst ënnert der Leedung vun der spuenescher Presidence vum EU-Ministerrot. Lëtzebuerg wäert dës Diskussiounen weiderhin am EU-Ministerrot begleeden.

ad 3. Ablécklech gëtt et keng spezifesch Reegele fir d’Haftpflicht beim Benotze vun der KI. Et applizéiere sech déi allgemeng Reegele vun der Haftpflicht vum Code civil.

Lëtzebuerg verfollegt d’Evolutioun vun der Doktrinn betreffend d’KI souwuel heiheem wéi och am Ausland. Donieft behält se och déi europäesch Legislatioun am An, déi amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, wéi uewe scho gesot, den AI Act, souwéi och den Direktivvorschlag vun der Europäescher Kommissioun iwwert d’Haftpflichtreegelen am Domaine vun der KI, deen och eng legislativ Ëmsetzung an der nationaler Legislatioun wäert verlaangen.

ad 4. D’Initiativ AI4GOV ënnerstëtzt en aktuelle Pilotprojet vun der ADEM, wou et drëms geet, e statistesche Modell ze entwéckelen, deen eng Probabilitéit ausrechent, dass en Demandeur d’emploi e Laangzäitchômeur gëtt (also méi wéi 12 Méint Chômage). Dee Modell gëtt trainéiert op den historeschen Donnéeën vun der ADEM vun de leschte 5 Joer, also d’Dauer vun der Aarbechtssich am Zesummenhang mat de Charakteristike vun den Demandeurs d’emploi, wéi zum Beispill hirem Diplom, Sproochenniveau, Fürerschäin, Alter oder Sektuer, an deem se sichen.

De But vum Profiling ass et, déi richteg Intensitéit vum Encadrement vun der ADEM ze proposéiere souwéi cibléiert Mesuren an Aidé fir déi Persounen, déi méi en héije Risiko hunn. Esou e Profiling ass och schon haut Deel vum Aschreiwungsprozess bei der ADEM; dëse baséiert sech op fix Reegelen ze de Charakteristike vum Demandeur d’emploi. De Virdeel vu Methode vu KI ass, dass se vun der Realitéit vum Marché léiere kënnen a komplex Zesummenhäng tëschent verschiddene Variabele kënnen erkennen. Zum Beispill ass den Impact dovun, kee Fürerschäin ze hunn, en anere jee no Beruff oder deemno, wou ee wunnt.

D’ADEM ass sech bewosst, dass verschidde Variabele wéi zum Beispill den Alter, d’Geschlecht oder d’Nationalitéit e Lien hu mat Biais, déi et um Aarbechtsmaart ka ginn. Et ass awer grad wichteg, d’Realitéit vum Marché ze reflektéieren an och den Impact vun

dëse Variabele ze moossen, fir eebe grad kënnen déi Persounen, déi engem méi héije Risiko vu Laangzäitchômage ausgesat sinn, cibléiert ze ënnerstëtzen. Et gëtt besonnesch drop opgepasst, dass déi Biais, déi et eventuell um Aarbechtsmaart gëtt, korrekt vum Modell erfaasst ginn an dass de Modell net seng eege Biais huet.

D’ADEM rappéléiert, datt dës Resultater och just genotzt ginn, fir en Typ vun Encadrement bei der ADEM ze bestëmmen, an net mat an de Matching tëschent Demandeurs d’emploi an Offres d’emploi fléissen.

D’ADEM ass och virbereet op d’Implicatiounen vum AI Act, deen et wäert verbidden, dass eng Decisioun vum Encadrement automatesch vum IT-System getraff gëtt, ouni dass et eng mënschlech Kontroll gëtt. Dee Modell, deen hei entwéckelt gëtt, falls en da sollt implementéiert ginn, soll just eng Entscheidungshëllef sinn. D’final Decisioun iwwert den Encadrement vum Demandeur d’emploi trëfft nach ëmmer de Conseiller vun der ADEM.

D’ADEM passt och drop op, dass de Modell, deen hei entwéckelt gëtt, zu honnert Prozent erklärbar ass, dat heescht, dass bei all Prediktioun ka gekuckt ginn, wéi eng Variabel wéi een Impact op d’Prediktioun hat.

Last but not least ënnersträicht d’ADEM, dass de Kontakt mam Conseiller iwwert déi ganz Period, an där eng Persoun bei der ADEM ageschriwwen ass, bestoe bleift.

Nieft der technescher Ënnerstëtzung gëtt am Kader vun den AI4GOV-Projeten och de juristeschen an eetheschen Aspekt duerch en interministeriellen Aarbechtsgrupp analyséiert. Dëse Grupp setzt sech aus Mataarbechter aus dem Ministère fir Digitaliséierung, dem Departement fir Medien, Connectivitéit an digitalen Agenda (SMC), dem Informatiouns- a Presedéngscht vun der Regierung (SIP) an dem „Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l’État“ zesummen. Am Dialog mat de Verwaltungen kënnen Ännerunge proposéiert ginn, fir eventuell Risiken ze minimiséieren. Et handelt sech ëm eng éischt Grondlag fir eng risikobaséiert Gouvernance-Approche vum ëffentleche Sektuer a punkto KI.

ad 5. Am Kontext vun der parlamentarescher Ufro N° 7757 hat den delegéierte Minister fir Digitaliséierung ChatGPT net genotzt, fir d’Ufro selwer ze beäntweren, mee fir ënnert anerem ze demonstréieren, wat ChatGPT maache kann. Deemools gouf ChatGPT gefrot, fir eng Appreciatioun vu sengem Potenzial ze ginn. Weider Informatiounen kënnen an der Äntwert op d’parlamentaresch Ufro N° 7757 fonnt ginn.

ad 6. KI-Applikatiounen sinn ëmmer fallspezifesch an dohier kann ee keng allgemeng Äntwert ginn iwwert „wéi eng KI-Applikatiounen/Technologien agesat ginn“. Bei den AI4GOV-Projete gëtt recommandéiert op lokal Léisungen zeréckzegräifen, esou dass d’Sécherheet ka maximiséiert ginn. Dëst fir de Verwaltungen d’Kontroll iwwert hir Donnéeën, de KI-Modell an d’Resultater ze ginn.

D’Zilsatzung vum AI4GOV-Komitee ass et, d’Ministèren an d’Verwaltungen ze encouragéieren, d’KI an d’Datewëssenschaft anzesetzen, fir Servicer méi effizient ze gestalten an z. B. dem Bierger nei Déngschtleeschungen unzibidden. D’AI4GOV-Initiativ soll de Staatsbeamten déi néideg praktesch Erfahrung ginn, fir nei KI-Technologien ze beherrschen, a laangfristeg eng Expertise innerhalb vum Staat opzestellen, fir déi ëffentlech Verwaltung als Innovationsmotor ze positionéieren.

Dësen Innovationsmotor fir KI-Technologien erlaabt et eis, an den nächste Joren nei Methoden a Servicer

dem Bierger ze proposéieren, fir besteeënd Problemer ze léisen, notament andeems mer och nei Kommunikatiounskanäl kënnen proposéieren, an anerersäits d'Effikassitéit vun der Dateveraarbechtung ze erhéijen an esou de Verwaltungen hir Servicer a Prozedure kënnen optimiséieren.

KI spillt eng ënnerstëtzend Roll an ass en Hëllefsmëttel fir d'Beamten. Eng mënschlech Kontroll iwwer d'KI muss ëmmer garantéiert bleiwen, wéi dat vun der „human-centric approach“ a punkto KI vun der Regierung gefuerdert gëtt.

ad 7. D'Efforten an Investissementer vun der Regierung aus de leschte Joren an d'Cybersécherheet erlaben et och, d'Protektioun vu Bierger a Betriber beim Émgang mat KI-Plattformen an -Applikatiounen ze stäerken.

De Wirtschaftsministère huet scho virun 20 Joer ugefaangen, an d'Cybersécherheet ze investéieren. Sou ass Securitymadein.lu, d'Cybersécherheet-Agence fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft a Gemengen, entstanen, grad wéi den Nofolger dovun, d'Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), an e ganze Beräich mat ënnerschiddlechsten Aktivitéiten ronderëm d'Cybersécherheet huet sech no an no entwéckelt.

ad 8. Et gëtt keng spezifesch Gesetzer, wat de Gebrauch vu KI am Gesondheetsberäich ugeet. Dëst gëllt och fir d'Meldeflicht vun esou Projeten. De Gesondheitsministère weess Bescheid, datt op verschiddene Plazen esou Systemer evaluéiert ginn, wéi zum Beispill am Kader vun der Mammographie. Dës Systemer sinn awer natierlech just eng Ënnerstëtzung fir den Dokter. Den Dokter selwer bleift weiderhi responsabel fir all Entscheedung.

Och beim Benotze vu KI-Systemer muss de legale Kader vun Datschutz vum „responsable de traitement“ agehale ginn.

ad 9. Lëtzebuerg bedeelegt sech ë. a. un de KI-zentréierte Standardisatiounsarbechte vum CEN-CENELEC, déi besonnesch fir den europäesche Marché wäerten u Bedeitung gewannen, an ass och aktiv an der technescher Normaliséierung vum Beräich „Artificial Intelligence and Big Data“ bedeelegt. De Grand-Duché ass en deelhuelende Member vum techneschen Ënnercomité „ISO/IEC JTC 1/SC 42 Artificial Intelligence“ an dréit aktiv zur Aarbecht vun der „CEN-CLC JTC 21 Artificial Intelligence“ bäi. Och déi normativ Entwécklung vum ETSI (European Telecommunications Standards Institute) an ITU-T (International Telecommunications Union) gi suivéiert. Méi Detailler zu dësem Theema fënnt een um „portail de la qualité“ vum ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services): <https://portail-qualite.public.lu/fr/normes-normalisation/secteurs/tic/artificial-intelligence.html>.

Et ass och wichteg ervirzehiewen, dass den ILNAS 2021 e „White Paper Artificial Intelligence and Technical Standardization“ publizéiert huet, deen ënnert folgendem Link erofgeluede ka ginn: <https://portail-qualite.public.lu/fr/publications/normes-normalisation/etudes/ilnas-white-paper-artificial-intelligence-and-technical-standardization.html>.

ad 10. Et ass wichteg ze betounen, datt den AI Act essenziell legal Grondlage schaaft, déi zu engem staarke Kader, souwuel fir ëffentlech wéi fir privat Acteuren, féieren. Konkreet bedeit dëst fir Héich-Risiko-Applikatiounen, datt néideg Transparenzgarantië festgehale ginn, déi d'Benotze vu KI-baséierte Servicer encadréieren, an z. B. festschreien, wéi eng Informatiounen musse vun engem KI-Service gespäichert ginn, fir seng Resultater kënnen nozevollzéien an esou zouen technesch Systemer ze verhënnern.

D'Regierung gesäit deemno den Ament kee Besoin deem virauszegräifen, bezéiungsweis zousätzlech Instrumenter ze kreéieren. De Grondprinzip vum der KI-Notzung am ëffentleche Secteur bleift dee vun der Transparenz. Dozou musse weiderhin d'Prinzipie vum RGPD respektéiert ginn (transparency by design, data minimisation etc.).

ad 11. KI gëtt prinzipiell als Decisiounsënnerstëtzung benotzt, fir der Administratioun e bessere Service um Bierger ze erméiglechen. D'Regierung garantéiert, datt all Bierger den Echange mat der Administratioun och muss kënnen um traditionelle Wee erméiglechen. De mënschleche Jugement wäert och weiderhi priméieren.

ad 12. KI gëtt als horizontal Technologie bezechent, well se a ganz villen existéierende Secteuren agesat ka ginn. Dëst bedeit, datt an Zukunft KI-baséiert Produiten a Servicer vu verschiddene secteurspezifeschene Autoritéiten kontrolléiert wäerte ginn. An der aktueller Situatioun wëll d'Regierung sécherstellen, datt déi existéierend Autoritéiten (z. B. d'CNPd oder den ILNAS) déi néideg Ressourcen hunn, fir hir Aufgaben, och a Präsenz vu KI-baséierte Servicer a Produiten, kënnen optimal ze exekutéieren.

ad 13. De Ministère fir Digitaliséierung an de staatelechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) hunn am November 2020 de GovTech Lab kreéiert. De GovTech Lab verbënnt GovTech an oppen Innovatioun, fir d'Entwécklung an d'Verbesserung vun den digitalen ëffentleche Servicer ze beschleunegen an eng Kultur vun Innovatioun a Verännerung beim Staat ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen.

De GovTech Lab huet definéiert Missiounen, fir dës Ziler ëmzesetzen, fir d'Innovatioun beim Staat ze beschleunegen. De Ministère verëffentlecht dofir reegelméisseg „calls for solutions“. D'Zil ass, mat externen Acteuren wéi Start-uppen, Fuerscher, Selbstännegen, Betriber oder och Studenten zesummenzeschaffen, fir innovativ Léisungen ze entwéckelen. Déi Léisungen kënnen op verschiddenen Technologie baséieren, ewéi z. B. KI oder Blockchain.

ad 14. Den AI ACT adresséiert d'Grondproblematik vun der Diskriminatioun an „agebaute“ Biaisen a KI-Systemer wéi och d'Notze vu KI-Servicer fir Zwecker, déi net mat den europäesche Wäerter iwwerteneestëmmen. Dëst andeems en z. B. am Héich-Risiko-Beräich Bestëmmungen zu der Transparenz, der Date-Gouvernance oder och nach der Qualitéit vun de KI-Servicer festleet, déi garantéieren, datt e KI-Service, deen diskriminatoirech Biaisen enthält, net an der EU op de Marché komme kann.

D'Regierung wäert kontinuëerlech iwwert d'Risiken an Opportunitéiten vu KI-Servicer informéieren an d'Kompetenz vun de Bierger par rapport zu dëser neier Technologie ënnerstëtzen.

ad 15. De GDPR, dee säit dem 25. Mee 2018 an allen EU-Memberstaten a Kraaft ass, ass als technologesch neutral konzipéiert ginn, andeems en op allgemenge Prinzipie baséiert. Dëst erlaabt et dem GDPR nei Technologien ze couvréieren, fir déi déi selwecht allgemeng Prinzipie gëllen. Dëst schléisst natierlech net d'Noutwendegkeet aus, kontinuëerlech d'Relatioun tëschent technologescher Entwécklung an dem GDPR ze analyséieren. An deem Sënn huet den „European Data Protection Board“ (an deem all déi europäesch Datschutzautoritéiten, inklusiv der CNPD, vertruede sinn) am Abrëll eng Task Force zum Theema „general purpose AI“ lancéiert.

ad 16. Am Prinzip entwéckelt de CTIE seng Projete selwer a gräift eventuell op en externe Partner zou. Et gëtt, wéi an der Fro 4 erwänt, am Kader vun der Initiativ AI4GOV, den „AI Legal & Ethics Working Group“,

deen den ausgesichte Projeten eng juristesche an eethesch Ënnerstëtzung bitt.

ad 17. Dat ëmfaassend a komplex Theema vun der Benotzung vu KI am militäresche Secteur ass an de leschte Joren ëmmer méi wichteg ginn, och am Hëlleck op déi aktuell geopolitische Situatioun an de rezente KI-Hype, gedriwwen vu KI-baséierte Systemer wéi ChatGPT, déi d'Interessien um Theema duerch d'Allgemengheet vergréissert.

Fir déi reell Auswierkunge vun der KI an ënner anerem d'Entwécklung mat Hëllef vun z. B. LLMs méi präzis ze identifizéieren, gouf 2022 op Initiativ vum Verdeedungsminister, ënnert der Leedung vun der Direction de la défense, en interministeriellen Aarbechtsgrupp „groupe de travail interministériel sur les systèmes d'armes létales autonomes (SALA)“ aberuff. Vertrieeder vu verschiddene Ministèreen hunn deelgeholl. Déi eenzel Aspekter vum Theema goufen ëmfaassend analyséiert. Dorënner waren déi eethesch Aspekter, déi aktuell national an international Definitiounen, Positiounen an Entwécklung souwéi déi verbonne Risike beim Asaz vu kënschtlecher Intelligenz am militäresche Secteur. Den Aarbechtsgrupp huet säi Rapport Enn vum zweeten Trimester 2023 ofginn. Zousätzlech zu enger detailléierter Analys vum Theema beinhalt dëse Rapport 8 Empfehlunge fir den Émgang mat automatiséierten déidleche Waffesystemer op nationalem an internationalem Niveau. D'Regierung bereet am Moment eng méi detailléiert Positioun iwwer autonome Waffen op Basis vun dësem Rapport vir. D'Lëtzebuerger Regierung huet awer schonn e puermol op internationalem Niveau Positiounen zur Regulatioun vun autonome Waffesystemer ënnerstëtzt a sech virun allem géint den Asaz vun déidlechen autonome Waffesystemer ausgeschwat, sou z. B. an enger rezenter gemeinsamer Deklaratioun am Kader vun der éischter Kommissioun vun der Generalversammlung den 21. Oktober 2022 (Appel à l'interdiction des systèmes d'armes létaux autonomes en l'absence de cadre normatif limitant leur impact humanitaire).

Nieft dësem interministeriellen Aarbechtsgrupp huet d'Direction de la défense d'Konferenz „Luxembourg Autonomous Weapon Systems“ organiséiert, déi am Abrëll 2023 um Universitëitscampus zu Esch-Belval stattfont huet. Mat der Bedeelegung vun nationalen an internationalen Experte souwéi politesche Vertrieeder goufen déi eenzel Aspekter am Émgang mat automatiséierte fatale Waffesystemer diskutéiert. Des Weideren ass d'Direction de la défense och a reegelméissegem Kontakt mat nationalen an internationalen Experten an Organisatiounen, fir d'Weiderentwécklung vum Gebrauch vun der KI am militäresche Secteur ze iwwerwaachen.

ad 18. Wéi et schonn aus der Äntwert vum Educatiounsminister Claude Meisch op d'parlamentaresch Fro Nr. 7495 vum 14. Februar 2023 vun der honorable Deputéierte Francine Closener ervirgeet, ass d'Regierung fest dovun iwwerzeegt, datt et absolut net ubruecht wier, déi nei Technologien aus dem Beräich vun der KI, vun deenen ChatGPT nëmmen eng ass, an de Schoulen ze verbidden, well ee sech domat enger Realitéit géif verschléissen, déi definitiv am Alldag vun de Schüler a vun eis all existéiert an déi groussen Afloss op eist Liewe kann hunn. Villméi huet d'Schoul d'Missioun, déi Jonk staark fir d'Zukunft ze maachen, an där den technologesche Fortschritt ganz sécher net wäert opzehale sinn. A well dozou och KI gehéiert, muss och déi an de Schoulen thematiséiert ginn, fir datt d'Schüler mat de Risike kënnen ëmgoen an awer och léieren, d'Chancë vun der KI ze erkennen an ze notzen, do wou et sënnavoll ass.

ad 19. Et ass elo schonn esou, datt der Schoul hiren Optrag, d'Schüler op den Émgang mat der KI

virzebereeden, an dediéierte Coursé wouergeholl gëtt, wéi am Cours Digital Sciences, wou eng Achs sech mat der KI befaasst, awer och fächeriwwergräifend gëtt d'Thematik behandelt, sief et an de Sproochecoursen, an der VieSo, an der Philosophie, an der Mathé, an der Ekonomie oder an der Konscht. Donieft ginn d'Schüler och duerch d'Interventiounen vu BEE SECURE am Enseignement fondamental a secondaire op de Sujet KI sensibiliséiert.

Den Educationsministère schafft zanter enger Rei Joren drun, fir d'Schoulprogrammer esou ze entwéckelen, datt d'Kanner an déi Jonk op eng Welt, an där KI eng ëmmer méi wichteg Roll spillt, virbereet sinn. Ze nenne sinn an deem Kontext d'Aféieren an d'algorithmescht Denken an der Grondschoul, d'Aféierung vum neie Fach Digital Sciences am Secondaire, spezialiséierend Filiären am Secondaire an am Héichschoulberäich (BTS). Zousätzlech gëtt an Initiativen investéiert, wéi de Projet AI4T (AI for and by teachers), an deem et ëm d'Aschätzung vum der Relevanz an der Nützlechkeet vu KI-baséierte Ressourcen an engem pädagogesche Kader geet, oder de Projet DA-LI4US (Data Literacy for Upper Primary Schools), en Erasmus +-Projet, deem nach an der Validatiounsphas ass an an deem en Outil soll entwéckelt ginn, fir Kanner an de Grondschoulen d'Basics vu KI nozebréngen.

ad 20. KI-Systemer hu sech an deene leschte Jore staark entwéckelt, wouduerch den Impakt an de Betriber am Kader vum den Digitalisatiounsprozesser gewuess ass. D'KI-Systemer sollen dobäi hëllefen, fir d'Produktivitéit vum de Betriber ze hiewen, zum Beispill duerch eng Optimiséierung vum de Prozesser.

Den Impakt vum der KI variéiert jee no Secteur an no Aktivitéit. Aufgaben, déi haaptsächlech dovun betraffen sinn, sinn éischter repetitiv Aufgaben. Dëst kann d'Mataarbechter entlaaschten, esou dass si sech op aner Aktivitéite konzentréieren kënnen. Dofir ass et wichteg an d'Mataarbechter ze investéieren, fir datt dës gutt mat de KI-Systemer schaffe kënnen.

Aktuell gëtt et scho Workshopen a Formatiounen, déi vun de Partner aus dem Ökosystem ugebuede ginn, fir deene kleng Betriber dobäi ze hëllefen, d'KI-Systemer besser kennenzelieren an ze gesinn, wéi si dës an hirem Betrib ëmsetze kënnen.

ad 21. D'KI ass een Outil, deem den Iwwersetzungs-servicer vun der Europäescher Unioun, déi hire Standuert zu Lëtzebuerg hunn, hëlleft, fir méi schnell an effizient ze schaffen. Och wa KI e wäertvollt Hëllefsmittel fir d'Iwwersetzungsservicer ass, sou bleift d'mënschlecht Fachwësse weiderhin onverzichtbar, besonnesch wann et ëm technesch komplex Nuancen oder kontextspezifesch Verständnis geet. D'KI wäert net kënnen all d'Täch vum den Iwwersetzer an Dolmetscher iwwerhuelen, wéi zum Beispill d'Korrekturlesen. Wéinst der ëmmer méi grousser Demande vum Iwwersetzung vum Dokumenter fir d'Servicer vum der Europäescher Unioun wäert déi mënschlech Komponent och an Zukunft en integralen Deel vun dëser Aarbecht bleiwen. D'KI erméiglecht den Iwwersetzungsservicer Zäit ze spueren, hir Produktivitéit ze stäerken an och Käschten ze reduzéieren, an de Standuert Lëtzebuerg wäert och weiderhin eng wichteg Roll fir d'Iwwersetzungsservicer vum der Europäescher Unioun spillen.

ad 22. Aktuell gëtt op de Gerichter eng KI-Software benotzt am Kader vum der Pseudonymisatioun vum den Urteeler. Déi pseudonymiséiert Urteeler ginn dann op der Internetsäit vum der Justiz publizéiert.

D'Funktioun vum Richter kann net vum enger KI-Léisung ersat ginn, well all eenzel Prozedur spezifesch Situatiounen opweist souwéi perséinlech Elementer vum all Partei. Et gëtt ganz wéineg Prozeduren, déi engem Standardtyp entsprechen. De Richter muss vu Fall

zu Fall d'Faiten an d'Beweiser appreciieren, wat een enger KI-Léisung net uvertraue kann. Deelweis hält de Richter och seng Entscheidung mat enger gewësse Portioun Mënschlechkeet, natierlech am Kader, deem him vun de Gesetzter festgeluecht gëtt.

ad 23. Lëtzebuerg begleet an ënnerstëtzt déi digital Transitioun vum der nationaler Wirtschaft aktiv, ënnert anerem mat Infrastruktur wéi dem Supercomputer MeluXina an dem Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) souwéi dem House of Cybersecurity. Do derbäi komme spezifesch finanziell Hëllef vum Wirtschaftsministère, wann e Betrib a seng Digitaliséierung investéiert. Dëst kennt der Kompetitivitéit vum Land am Beräich vun den digitalen Technologien zegutt, zu deenen och d'kënschtlech Intelligenz gehéiert.

Et sief och drop higewisen, dass etabliert Betriber souwuel ewéi Start-uppen, déi am Beräich vum der kënschtlecher Intelligenz Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun bedreiwen, reegelméisseg vum Wirtschaftsministère mat Bähëllef fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun (RDI – Recherche, développement, innovation) ënnerstëtzt ginn.

ad 24. Laut enger globaler Studie vu Gartner¹ hunn 53 % vum de globale Finanzinstitutiounen schon eng KI-Applikatioun implementéiert oder plangen eng Implementatioun an de kommenden 12 Méint. D'Studie nennt folgend Hauptgrënn fir eng Aféierung vum dëser Technologie:

- d'Verbesserung vum de Servicer an den Erfarunge vum Nutzer (zum Beispill duerch d'Personaliséieren an d'Segmentéieren vu Clienten oder d'Prediktioun vu Clientsverloschter);
- d'Käschtenanekung (zum Beispill duerch d'Optimiséieren an d'Analyséieren vu Kontrakter, en intelligente Schuldenausgläich, d'Optimiséieren vu Kreditrisiken a Portefeuillen);
- d'Verbesserung vum Risikomanagement (zum Beispill duerch d'Prediktioun vum Defaute bei der Bezuehlung, d'Analys AML, d'Prediktioun vu Bedruch, d'Investigatioun vu Bedroungen an der Cyber Security, de Credit Scoring).

Déi selwecht Grënn goufen an enger gemeinsamer Studie vum der BCL an der CSSF² iwwert d'Aféieren vum der KI a Kreditinstitutiounen, Zuelungsinstitutiounen an Institutiounen fir elektronesch Suen um Lëtzeburger Marché³ constatéiert. Laut där Studie benotze schon 30 % vum de mentionéierten Institutiounen KI-Applikatiounen.

Folgend Initiative sollen d'Aféieren vum dëser Technologie am Finanzsektor iwwerwaachen an optiméieren, a gläichzäiteg d'Interesse vum de Verbraucher schützen:

- a. D'CSSF huet Enn 2018 e „Livre blanc“⁴ publizéiert, deem d'Opportunitéiten vum der Notzung vum der KI-Technologie am Finanzsektor, mee och d'Risiken (Gouvernance, Ethik, Technologie, Outsourcing) a Recommendationatiounen fir déi Risiken ze adresséieren opweist.
- b. Déi gemeinsam Studie vum der BCL an der CSSF analyséiert och Mesuren, déi vu Lëtzeburger Entitéiten ergraff goufen, fir KI-Risiken ze adresséieren.
- c. International Organisatiounen, wéi IOSCO⁵, hu spezifesch Richtlinn fir de Risikomanagement vu KI

publizéiert, déi d'CSSF analyséiert fir an hir Circulären ze integréieren.

d. Expertegruppe wéi d'ISACA⁶ hu „Livres blancs“ iwwert den Audit vu KI-Systemer publizéiert, déi d'CSSF analyséiert an an hir Kontrollprogrammer um Site integréiert.

De Finanzministère suivéiert d'Developpementen am Beräich KI. Wann noutwenneg géif dru geschafft ginn de Gesetzeskader ze adaptéieren, fir Rechtssécherheet ze schafen an de Konsument ze schützen.

Décentralisation de l'offre bas-seuil pour personnes toxicomanes | Question 8212 (04/08/2023) de M. François Benoy (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3882 du 18 mars 2021 relative à la décentralisation de l'offre à bas seuil pour toxicomanes, Madame la Ministre a annoncé vouloir mener des réflexions sur une potentielle délocalisation du centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado ainsi que de mettre en place une nouvelle structure destinée exclusivement aux femmes toxicodépendantes.

Sachant que la « Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires », de même que le « National Drug Report 2022 » recommandent de poursuivre les efforts pour décentraliser les offres de bas seuil pour la prise en charge des personnes toxicomanes, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Quel est l'état d'avancement des réflexions menées au sujet de la décentralisation des centres d'accueil à bas seuil pour toxicomanes ?
- 2) Quelles pistes sont actuellement étudiées afin de décentraliser davantage l'offre à destination des personnes toxicodépendantes aussi bien dans la ville de Luxembourg que dans le reste du pays ? Quels projets pourraient être implémentés dans un futur proche ?
- 3) Sachant que la structure « Abrigado » se trouve dans un mauvais état, quels sont les plans pour rénover voire remplacer la structure modulaire actuellement en place ? Comment la continuité de l'offre sera-t-elle garantie durant les travaux ?
- 4) Quand et endéans quel délai la structure dédiée exclusivement aux femmes toxicomanes pourra-t-elle voir le jour ? Sur quel site cette nouvelle offre sera-t-elle accueillie et combien de femmes pourront y être encadrées ?

Réponse (12/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) et 2) Conformément aux recommandations de l'évaluation externe de la stratégie nationale et du plan d'action national drogues par le Trimbos Instituut (NL), le Ministère de la Santé poursuit ses efforts pour décentraliser l'ensemble des offres de prise en charge et d'encadrement pour personnes toxicodépendantes et notamment la décentralisation nationale des offres bas-seuil ainsi que la décentralisation de ces offres au niveau de la capitale du Luxembourg, qui fait face à des besoins spécifiques.

Le Plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues, d'acquisition illicite et de leurs corollaires prévoit la création d'une structure « Housing First » pour personnes toxicodépendantes à besoins médicaux accrus (logement bas-seuil pour usagers de drogues en détresse médicale). En effet, nombre de personnes qui

¹ 2022 Gartner CIO and Technology Executive Survey, 22 November 2021

² CSSF and BCL: Thematic review on the use of Artificial Intelligence in the Luxembourg Financial sector

³ CSSF and BCL: Thematic review on the use of Artificial Intelligence in the Luxembourg Financial sector

⁴ CSSF : Livre blanc – Intelligence artificielle : Opportunités, risques et recommandations pour le secteur financier

⁵ IOSCO (International Organization Of Securities Commissions): The use of artificial intelligence and machine learning by market intermediaries and asset managers

⁶ ISACA (Information Systems Audit and Control Association): Auditing Artificial Intelligence

profitent de l'offre d'Abrigado à Luxembourg-ville présentent des problèmes de santé connexes et ne disposent pas de logement, ce qui est une des raisons pour lesquelles elles continuent à fréquenter la structure Abrigado et ses alentours. Bien que la recherche d'un objet immobilier approprié se soit révélée difficile, un immeuble approprié a pu être trouvé à Esch-sur-Alzette au mois de juin. La structure offrira 11 places et un encadrement psychosocial et médical à des bénéficiaires masculins et féminins et sera gérée par la Croix-Rouge luxembourgeoise. Cette offre, conventionnée par le Ministère de la Santé, permettra d'offrir une vraie alternative notamment à différents clients de longue date d'Abrigado, en contribuant à leur stabilisation et en leur offrant une nouvelle perspective, un logement et un encadrement médico-psychosocial afin d'initier un processus de réintégration. Actuellement, les travaux de transformation et d'aménagement sont en cours et l'ouverture de la structure est prévue pour le troisième trimestre de cette année.

Dans cette même visée, suite à l'ouverture d'une deuxième salle de consommation à moindres risques à Esch-sur-Alzette, les travaux se poursuivent afin de pouvoir également proposer des traitements assistés à l'héroïne (TADIAM) à Esch-sur-Alzette dans un avenir proche.

Grâce aux efforts continus de régionalisation, des offres bas-seuil pour personnes toxicodépendantes existent entre-temps dans le centre et les régions sud et nord du pays. En ce qui concerne la dernière, les heures d'ouverture du CONTACT Nord, géré par la fondation Jugend- an Drogenhëllef, sont en train d'être élargies suite à l'octroi des moyens nécessaires par le Ministère de la Santé en 2023.

Par ailleurs, les démarches de la fondation Jugend- an Drogenhëllef se poursuivent afin d'offrir également des traitements de substitution à Ettelbruck, en rappelant toutefois que des traitements de substitution sont actuellement déjà assurés par quelque 150 médecins agréés à cette fin sur l'ensemble du territoire du Luxembourg.

À noter que l'offre de traitement de substitution bas-seuil de première ligne, mise en place au sein d'Abrigado au moment de la pandémie Covid-19, a pu être consolidée ensemble avec l'équipe du Comité national de défense sociale (CNDS) pour faciliter tant que faire se peut l'accès aux soins de personnes dépendantes vivant le plus souvent dans la précarité et la marginalité. Cette offre connaît à ce jour un franc succès au sens d'une (ré)entrée de nombre de bénéficiaires dans le système de soins et de leur distanciation de la scène de drogues ainsi que de leur orientation vers d'autres services à plus haut seuil.

L'offre outreach à bas seuil MOPUD/Xchange (Mobile de prévention pour usagers de drogues) qui va à la rencontre des usagers de drogues dans différentes villes et qui a débuté à Luxembourg-ville, a été étendue dans un esprit de décentralisation aux villes d'Esch-sur-Alzette et Differdange. Par ailleurs, des pourparlers avec les villes d'Ettelbruck, de Clervaux et de Wiltz ont déjà eu lieu afin de pouvoir déployer l'offre en question également au nord du pays. L'accueil favorable des communes concernées permet de viser l'inclusion de ces dernières dans les tournées MOPUD/Xchange d'ici la fin d'année. Suite à l'augmentation des moyens mis à disposition par le Ministère de la Santé au Comité national de défense sociale (CNDS) en 2022, les heures d'ouverture de l'offre TABA (Activités structurantes et occupationnelles pour personnes toxicodépendantes) ont pu être élargies. À ajouter que des moyens supplémentaires ont été octroyés au CNDS en 2023 pour mettre en place une deuxième structure régionalisée du même type (TABA II). La recherche d'un site approprié est actuellement en cours.

Le déploiement d'une antenne de la Stëmm vun der Strooss au nord du pays a eu lieu en 2023. Cette offre accueille également un nombre de personnes souffrant de problèmes d'addictions. À noter que la Stëmm vun der Strooss dispose ainsi actuellement d'antennes dans le centre, dans le sud et dans le nord du pays.

Il convient également de citer la Couverture universelle des soins de santé (CUSS) mise en place en 2022. Cette dernière peut également être considérée comme une mesure de décentralisation étant donné qu'elle permet aux bénéficiaires un meilleur accès aux soins médicaux de tous genres indépendamment de leur région de séjour.

ad 3) Alors que le CNDS, l'organisme gestionnaire d'Abrigado, est le mieux placé pour connaître les problèmes et besoins des usagers ainsi que les adaptations nécessaires et améliorations potentielles au niveau d'une nouvelle structure, il est actuellement occupé à esquisser les contours d'une restructuration de l'offre Abrigado, qui, faut-il le rappeler, a dû être adaptée déjà à plusieurs reprises par le passé et le devra certainement encore à l'avenir en fonction notamment des tendances de consommation émergentes et des besoins des usagers.

Dans ce contexte, le Ministère de la Santé ensemble avec le CNDS ont déjà eu plusieurs réunions préliminaires avec l'Administration des bâtiments publics. Ceci afin de présenter les analyses et avis élaborés par les experts du CNDS et discuter des adaptations nécessaires et améliorations potentielles au niveau d'une nouvelle structure. La continuité de l'offre et sa garantie durant les travaux fait partie des discussions qui sont en cours.

ad 4) Une mesure supplémentaire de décentralisation sur le territoire de la capitale est la création d'une structure intégrée et spécialisée pour femmes toxicodépendantes au vu des besoins spécifiques et en guise de protection de cette population cible particulièrement vulnérable. Un objet immobilier adéquat a pu être identifié, ensemble avec la Ville de Luxembourg. Cette mesure est entièrement financée par le Ministère de la Santé et les moyens nécessaires ont été accordés au Comité national de défense sociale, qui figure en tant que gestionnaire de l'offre en question. Outre les services de jour pouvant accueillir une quinzaine d'usagers et de soins médicaux/infirmiers, 5 lits d'hébergement de nuit y seront aménagés. Actuellement, les procédures d'autorisation pour les travaux de transformation et d'aménagement sont en cours et, sauf imprévus, la structure pourrait ouvrir ses portes à la fin de cette année. Il s'agit ici d'une mesure additionnelle de décentralisation locale de l'offre Abrigado sur le territoire de la ville de Luxembourg étant donné qu'elle propose une offre dédiée notamment aux femmes usagères qui fréquentent actuellement Abrigado, faute d'alternative.

.....
Études dans le domaine forestier | Question 8283 (05/09/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Guy Arendt** (DP)

Am Editorial vum leschte „Fësch, Jeeër an Hondsfrenn“ (Nr. 4, August 2023, S. 5) huet de President vun der Jeeërfederatioun op Problemer am Kontext vun Etüden, déi uechter d'Land gemaach ginn, higewisen. Nuechtelaang géinge Leit mam Accord vum Ministère mat Täscheluuchten duerch Bëscher lafen. De Juegdpiechter géing net informéiert ginn, a scho guer net gefrot ginn. Déi Leit vun de Bureaux d'études géinge sech op Privatterraine breetmaachen, wéi wann se bei sech doheem wieren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi Aussoe confirméieren?
2. Wa jo, ëm wéi eng Etüden handelt et sech?
3. Wéi vill d'Etüde sinn an de leschten zwee Joer gemaach ginn?
4. Firwat ginn d'Juegdpiechter net doriwwer informéiert?
5. Wat ass den Impakt vun deene Leit hirem Virgoen an de Bëscher op d'Fauna an d'Flora?
6. Mussen déi Leit net eventuell och fir Wëltschued opkommen?

Réponse (13/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Artikel 29 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 2018 schreift vir, datt dee fir d'Ëmwelt zoustänneg Minister d'Umweltwaachung vum Erhaltungszustand vun de wëllen Aarten an hire Liewensraum secherstellen muss. Fir dës Obligationen nozekommen, mussen reegelméisseg Erhiewungen um Terrain duerchgefouert ginn. Dës Erhiewungen dengen och dozou, den europäesche Reporting-Obligationen am Kader vum der Vullschutzdirektiv (2009/147/CE – Art. 12) an der Habitatdirektiv (92/43/CEE – Art. 17), awer och vun der Waasser-Kader-Direktiv (2000/60/CE) nozekommen. Des Weidere gi verschidde Monitoringsaarbechte gemaach, fir d'Effikassitéit vu Gestionsmesuren, besonnesch an Naturschutzgebiddern, awer och soss an Naturräim, ze kontrolléieren. Och dës Informatiounen sinn Deel vun eisen europäeschen Obligationen aus deenen Direktiven. D'Majoritéit vun den Erhiewungen gëtt dobäi am Dag ausgefouert an net an der Nuecht. Fir verschiddenen nuetsaktiv Aarten, notament fir d'Fliedermais, sinn Aarbechten an der Nuecht allerdéngs onëmgänglech.

ad 1. Dës Ausso kann nëmme bedéngt confirméiert ginn, wéi an den Äntwerten heidrënner präziséiert gëtt.

ad 2. Wéi an der Introductioun beschriwwen handelt et sech bei den Erhiewungen, déi am Ëmweltministerium am Optrag gestallt ginn, ëm Etüden, déi am Kader vum Biodiversitéitsmonitoring respektiv fir de Suivi vu Gestionsmesuren um Terrain duerchgefouert ginn.

Doriwwer eraus ginn awer och vill weider Etüden duerchgefouert, déi net am Optrag vum Ëmweltministerium ausgefouert ginn. Dës sinn Etüden, déi am Kader vu verschiddenen Impaktstudien gefouert gi sinn. Déi Etüd ginn am Optrag vum respektive Porteur de projet gemaach.

ad 3. Am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung goufen an de leschten zwee Joer 35 d'Etüden duerchgefouert, wou och Erhiewungen nuets verlaangt waren.

D'Informatioun zur Unzuel, wéi vill aner Etüd gemaach goufe fir Impaktstudien fir aner Projekte läit dem Ëmweltministerium net vir, well d'Interventiounen op der Plaz an den doraus entstoeende Rapport zäitversatt sinn.

ad 4. Iwwer den Agreement vun de Bureaux d'études, Organisatiounen an Instituter, déi am Optrag vum Ëmweltministerium op den Terrain ginn, sinn dës Persounen dru gehalen, am Virfeld vun hirer Visitt den zoustänneg Fierschter ze informéieren.

Et gëtt a kenger Legislatioun eng Obligation, fir d'Juegdpiechter iwwer sou Begehungen ze informéieren. De Juegdpiechter ass (meeschtens) och net

de Besëtzer vum Terrain, mee huet eenzeg an aleng d'Juegdrecht gepacht. Et ass also net un engem Juegd-piechter, anere Mënschen den Accès op den Terrain ze erlaben oder net.

ad 5. a 6. D'Fachleit, déi sou Etudë maachen, sinn sech der Sensibilitéit vum Bësch an sengen Aarte bewosst a ginn ëmmer a besonnenesch an deem Kontext ëmsiichteg vir. Jee no Fall kéinten Onopmierksamkeiten och déi envisagéiert Erkenntnisser verfälschen. Deemno kann een Impakt duerch eng Begehung quasi ausgeschloss ginn.

Am Fall, wou ee Schued géing entstoën, géif deen an alle Fäll ënnert d'Zivilrecht falen an huet näischt mat der Legislatioun ronderëm d'Juegd an de Wëltschued ze dinn.

.....

Contrôle médical dans la fonction publique | Question 8285 (05/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Fall vun engem Krankeschäi ka bei de Mataarbechter:inne beim Staat de Kontrolldokter saiséiert ginn, deen eng Evaluatioun vum Gesondheitszoustand vun der betroffener Persoun ka maachen. Dëse kann dann d'Incapacité de travail bestätegen oder als net justifiéiert ugesinn. An deem Fall gëtt CGPO saiséiert, fir d'Paie fir dës Zäit zrëckzefroe respektiv zrëckzehalen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir effentlechen Dëngscht dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Mataarbechter:inne vum Staat eng Decisioun vum Kontrolldokter matgedeelt?

2. A wat fir engem Delai muss dës Decisioun de Betreffene matgedeelt ginn?

3. Wat fir Méiglechkeeten huet een dee Moment, fir Recours géint dës Decisioun anzeleeën? Gëtt et hei Ennerscheeder tëscht Salarié, Employé a Fonctionnaire de l'État? Wa jo, wéi eng?

4. Huet den/déi Betreffen Accès op hir Dossiere vum Aarbechtdokter?

Réponse (14/12/2023) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

An alle Fäll, wou en Agent aus gesondheetleche Grënn feelt, ob dat mat oder ouni Certificat médical ass, kann de Verwaltungschef de Kontrolldokter saiséieren. De Kontrolldokter convoquéiert den Agent fir eng Untersuchung a kuckt, ob et gesondheetlech Grënn gëtt fir dem Agent seng Absence. Wann de Kontrolldokter zur Conclusioun kënnt, dass dëst net de Fall ass, gëtt den Agent aarbechtsfäeg erkläert a muss dee Moment seng Aarbecht nees direkt ophuelen. De Kontrolldokter deelt dem Agent um Enn vun der Untersuchung mat, ob hien aarbechtsfäeg ass oder net, an informéiert parallel de Verwaltungschef. D'Texter gesinn hei kee spezifeschen Delai vir. Weiderhi, gesinn d'Texter och kee spezifesche Recours vir, deen den Agent ënnerrhuele kéint, wann de Kontrolldokter den Agent aarbechtsfäeg erkläert, an hie seng Aarbecht nees muss ophuelen.

Wann den Agent der Meenung ass, dass seng statutaresch Rechter net respektéiert goufen, da kann hie säin „droit de réclamation“ geltend maachen. Am Fall, wou den Agent vun enger individueller administrativer Decisioun betrëff ass, kann hien e Recours beim Verwaltungsgericht maachen.

D'Bestëmmungen, déi an der uewe genannter Situation gëllen, si follgend:

– fir Beamten a Staatsemployéen applizéiert sech de Beamtestatut an déi groussherzoglech Veruenderung vum 5. Mäerz 2004 iwwer d'Gesondheet an

d'Sécherheet op der Aarbecht. Am Fall, wou den Agent d'Aarbecht net erëm ophëlt oder refuséiert, sech vum Kontrolldokter ënnersichen ze loosse, ass dat nom Beamtestatut een onerlaabt Feelen (Article 12 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État). No der selwechter Dispositioun vum Beamtestatut verléiert den Agent, deen onerlaabt feelt, „de plein droit“ seng Pai fir déi entspriechend Zäit;

– fir Staatsaarbechter applizéiert sech de Staatsaarbechterkollektivvertrag. De Salarié verléiert fir déi Zäit, wou en onerlaabt gefeelt huet, entweder Congé oder een Deel vu senger Pai. De Staatsaarbechterkollektivvertrag gesäit weiderhi vir, dass d'Conclusioun vum Kontrolldokter de Verwaltungschef wéi och den Agent liieren.

Et sief nach präziséiert, dass den Aarbechtdokter an der hei beschriwwener Prozedur net intervenéiert, sou dass hien och keen Dossier iwwert den Agent huet. Den Agent huet awer selbstverständlech zu all Moment Accès op säin Dossier personnel esouwéi all gängeg Rechter, wéi se am Datschutz virgesi sinn.

.....

Amendes infligées par l'ITM concernant l'absence de visite médicale d'embauche dans le délai imposé | Question 8297 (08/09/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Le Code du travail prévoit que la visite médicale d'embauche doit être faite dans un délai de deux mois après l'embauche. Cependant, et selon mes informations, le Service de santé au travail multisectoriel (STM) fixerait les rendez-vous souvent plusieurs mois après le traitement de la demande faite par les employeurs. Il deviendrait ainsi impossible de respecter le délai imposé par le Code du travail de deux mois et ce non-respect entraînerait désormais la fixation d'amendes par l'ITM suite aux contrôles effectués dans les entreprises.

Or, le dernier rapport annuel du STM démontre que ce service manque cruellement de médecins ce qui explique très probablement les délais d'attente plus longs. Le STM disposerait ainsi actuellement de 42,7 médecins (équivalent temps plein) mais en aurait besoin de 60 pour pouvoir fonctionner de manière efficace.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Quel est le temps d'attente moyen entre l'enregistrement de la demande pour une visite médicale d'embauche et la fixation du rendez-vous par le STM ? Comment ce temps d'attente a-t-il évolué au fil des années ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il augmenter le nombre de médecins du STM afin d'améliorer l'efficacité du service dans l'intérêt des salarié.e.s et des employeur.e.s ?

3) Monsieur le Ministre prévoit-il d'autres mesures pouvant réduire le temps d'attente tout en garantissant la qualité des examens médicaux ? Si oui, lesquelles ?

4) À combien de reprises l'ITM a-t-elle fixé des amendes pour le non-respect du délai imposé par le Code du travail concernant la visite médicale d'embauche ? Dans combien de ces cas l'absence de l'examen médical d'embauche était-elle due à une fixation tardive du rendez-vous par le STM ?

5) Quel est le montant total des amendes que l'ITM a infligées aux entreprises pour les deux cas de figure cités dans la question précédente ?

Réponse (26/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée au sujet de la médecine du travail, il y a tout d'abord lieu de préciser que, suivant les dispositions du Code du travail, tout employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. Tout employeur est tenu d'organiser ou de s'affilier à un service de santé au travail tel que prévu à l'article L. 321-1 du Code du travail. À l'heure actuelle, le Luxembourg compte trois services de santé au travail d'entreprises, trois services de santé au travail interentreprises et le Service au travail multisectoriel (STM). Les employeurs qui n'organisent pas de service de santé au travail à l'intérieur de leur entreprise ou qui ne participent pas à un service interentreprises doivent s'affilier obligatoirement au STM.

Ensuite, chaque personne prétendant à un poste de travail doit passer un examen médical d'embauche effectué par un médecin du travail faisant partie d'un service de santé au travail. Pour ce qui est tout particulièrement des examens d'embauche réalisés par un médecin du travail relevant du STM, le délai d'attente moyen entre l'enregistrement de la demande pour une visite médicale d'embauche et la fixation du rendez-vous par le STM dépend de la nature du poste pour lequel un salarié doit être examiné dans la mesure où les prises de rendez-vous des examens d'embauche sont organisées suivant un système de priorisation.

Actuellement, le temps d'attente pour un examen d'embauche pour des postes à grand risque, comme par exemple grutier et chauffeur de bus est à Luxembourgville, Ettelbruck et Grevenmacher d'environ 2 à 3 semaines, à Esch/Alzette par contre d'environ 6 semaines.

Les salariés travaillant sur un poste à moyen risque, comme par exemple les maçons, doivent patienter environ 2 mois à Luxembourgville, Ettelbruck et Grevenmacher, le temps d'attente à Esch/Alzette étant supérieur à 2 mois.

Le temps d'attente pour les salariés du secteur tertiaire est relativement court, vu la possibilité d'établir une fiche d'aptitude qui est basée sur un questionnaire médical. Cette possibilité a été introduite durant le confinement par différents services de santé au travail.

Il n'y a pas de statistiques sur l'évolution du temps d'attente au fil des années. La situation est en évolution constante, tout dépend du nombre des médecins du travail disponibles. À noter que le délai des examens pour femmes enceintes se situe aux alentours de 7 jours.

ad 2) Le Luxembourg, à l'instar de beaucoup de pays européens, doit faire face à une pénurie chronique de médecins du travail disponibles sur le marché du travail. Pour augmenter le nombre de médecins du travail dans les services de santé au travail, il faut continuer à travailler sur l'attractivité et la valorisation de la profession et garantir une rémunération adéquate.

Comme pour d'autres professionnels de santé où il existe un besoin accru au Luxembourg, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Ministère de la Santé ont entamé des démarches pour analyser la faisabilité d'offrir un cursus en médecine du travail à l'Université du Luxembourg. Offrir une formation spécialisée au Luxembourg est certainement une possibilité pour lutter contre cette pénurie chronique.

De même, avec l'appui du Ministère de la Santé, le STM est actuellement le seul service agréé au Luxembourg à pouvoir encadrer des jeunes médecins en vue d'accéder à une formation de médecins spécialistes. Le



Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire soutient financièrement cette mesure qui permet d'accroître le nombre de médecins du travail dans ce service.

ad 3) Afin de réduire le temps d'attente, un certain nombre de services de santé au travail ont mis en place une possibilité d'établir une fiche d'aptitude à l'embauche, basée sur un questionnaire, pour les salariés du secteur tertiaire non soumis à un poste à risques. Cette possibilité, instaurée durant le confinement, comme par ailleurs la téléconsultation, ont fait leurs preuves et ont permis aux services de santé au travail de réduire le temps d'attente pour les catégories de postes où un examen s'impose comme par exemple postes à risques, femmes enceintes, reclassements et à la demande de l'employeur ou du salarié. Tous les salariés sont naturellement examinés par un médecin du travail sur demande du salarié, de l'employeur ou après évaluation du questionnaire médical.

De même, le STM a optimisé les procédures pour diminuer le nombre de rendez-vous annulés ou non respectés afin de réduire le temps d'attente. En cas de besoin, le STM oriente les salariés vers une autre antenne du STM pour qu'un examen puisse se faire plus rapidement.

ad 4) et 5) L'article L. 326-1 du Code du travail dispose que toute personne briguant un poste de travail est soumise en vue de l'embauchage à un examen médical effectué par le médecin du travail.

Pour les salariés de nuit visés à l'article L. 326-3, point 4, et pour les postes à risques dont question à l'article L. 326-4 du même code, l'examen doit être fait avant l'embauchage. Pour les autres postes, l'examen doit être fait dans les deux mois de l'embauchage. Au cas où l'examen médical d'embauche a lieu après l'embauchage, le contrat de travail est conclu sous condition résolutoire.

En 2022, l'ITM a effectué 10.072 contrôles en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et d'établissements classés. Le montant global des amendes administratives qui ont été infligées cette année s'élève à 10.426.800 euros.

Dans le cadre de ces contrôles, l'ITM a constaté que 570 employeurs n'avaient pas soumis 930 de leurs salariés à un examen médical d'embauche.

À noter qu'en cas de constatations d'infractions, l'ITM enjoint en premier lieu l'employeur de mettre fin endéans un délai imparti aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail.

Ce n'est qu'en cas de non-respect des injonctions du directeur ou des membres de l'inspectorat du travail endéans le délai imparti, que le directeur de l'ITM est en droit d'infliger à l'employeur une amende administrative conformément à l'article L. 614-13 du même code.

En 2022, 273 des 570 employeurs ont régularisé leur situation et pour 297 employeurs une amende administrative leur a été infligée.

Actuellement, en ce qui concerne les 297 dossiers, pour 229 de ces dossiers l'amende administrative est devenue définitive suite à l'épuisement des voies de recours, 2 dossiers sont en cours de procédure administrative suite à un recours gracieux, 5 dossiers sont pendants devant les juridictions administratives et 61 dossiers peuvent encore faire l'objet d'un recours devant ces mêmes juridictions.

Dès épuisement des voies de recours, ces 61 dossiers précités pourront également être transmis pour recouvrement à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

À noter que dans le cadre des 229 dossiers, 61 amendes ont été infligées uniquement pour des infractions en matière d'examens médicaux d'embauche, alors que pour les 168 autres dossiers les amendes administratives ont été infligées également en raison d'autres infractions.

Le montant des 61 amendes, qui ne concernent qu'uniquement les infractions en matière d'examens médicaux d'embauche, s'élève à 105.500 euros, ce qui représente 1 % du montant total des amendes infligées en 2022.

Exposition à des substances et produits chimiques au Luxembourg | Question 8323 (18/09/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Fuerschungsdate vun der Europäescher Ëmwelt-agence (EEA) weisen, dass d'Bierger an der EU ze ville Chemikalien ausgesetzt sinn. Ënnert den 3 Länner, wou d'Bierger dee gesondheetsschiedleche Seuil vu Bisphenol A iwwerschratt hunn, ass och Lëtzebuerg. Bisphenol A gëtt normalerweis fir d'Hierstellung vu Plastik genotzt. D'Follge vun enger ze héijer Exposition vu Bisphenol A kënnen ee geschwächten Immunsystem, Onfruchtbarkeet an Hautirritatiounen sinn.

Am Juli d'lescht Joer hat de Luxembourg Institute for Health (LIH) schonn an enger Studie vu Kanner festgestallt, dass all ënnersichtend Kand am Duerchschnitt 61 cheemesch Verbindungen a sengen Hoer hat. Am meeschte virkomm ass och hei de Bisphenol A.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Ëmwelt, Klima an nohaltig Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi reagiert d'Ministesch op d'Resultater vun der EEA?
2. Wat wäert gemaach ginn, fir d'Exposition vun de Leit ze reduzéieren?
3. Wat fir Schrëtt hat d'Regierung no de Resultater vum LIH vum Juli 2022 geholl?
Wat si bis ewell ëngesate Mesuren?
Gesäit ee schonn éischt Resultater?

Réponse (25/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Viroop e puer Informatiounen iwwert déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Substanz Bisphenol A a Perturbateur endocrinien:

An all de Länner ass d'Exposition zum Bisphenol A (ee Perturbateur endocrinien) héich. Déi europäesch Agence fir Liewensmittelsécherheet (EFSA) huet am Abrëll 2023 eng nei TDI (Tolerable Daily Intake) proposéiert an d'Echantillonnen aus der Etude vun der Europäescher Ëmweltagence (EEA) leien alleguer do driwwer. Iwwert eng europawäit Unerkennung vun dëser TDI gëtt aktuell nach diskutéiert. Et muss een awer soen, dass et ganz schwier ass, e Grenzwäert fir d'Exposition vun engem Perturbateur endocrinien festzesetzen.

Et ass esou, dass d'Relatioun tëschent Dosis a Wierkung net ëmmer lineair ass bei de Perturbateurs endocriniens an d'Latenzperiod tëschent Exposition an dem Effekt op d'Gesondheet ka laang sinn.

Et kënn derbäi, dass kleng Kanner a schwanger Fraen (Konzept vu les 1.000 premiers jours, wou d'Période de gestation dobäi gehéiert) speziell vulnerabel

sinn, wat d'Exposition vu Perturbateurs endocriniens ugeet.

Et ass allgemeng schwier, fir eng korrekt valabel Limite d'exposition fir eng Substanz festzesetzen, an et muss een och a Betruecht zéien, dass d'Populatioun konstant engem Cocktail vu Substanzen ausgesetzt ass an dass et dozou wéineg toxikologesch Etüd gëtt.

Et ass also am Allgemenge gewollt, och vun der WHO (Environmental Health Task Force an der EEA), dass cheemesch Substanzen, déi um Marché sinn, solle „save by design“ sinn an dass Substanzen, déi potentiell een Impakt op d'Gesondheet kënnen hunn, sënnavoll solle substituéiert/ersat ginn.

Och wann et schwier ass konkret Limite festzeleeën, ass et wichteg, dës Expositionen ze iwwerwaachen. Gemäss dem Principe de précaution ass et wünschenswäert, d'Exposition zu esou Substanzen esou niddereg wéi méiglech ze halen.

ad 2. D'Alimentatioun ass eng vun den Haaptexpositionsquellen. D'Gesondheitsdirektioun schafft intensiv un engem allgemengen Aktionsplang zur Ëmweltgesondheet. An deem Kader ass och eng Sensibilisatiounsstrategie ugeduecht, fir d'Populatioun besser ze informéieren, wéi een zum Beispill Substanzen wéi de Bisphenol A an senger Ernährung optimal evitéiere kann.

E Fokus soll och op schwanger Fraen a ganz kleng Kanner gesat ginn, fir déi vulnerabelst Populatioun ze schützen. Während der Schwangerschaft an an den éischten 2 Liewensjore soll d'Exposition zu potentiell schiedleche Substanzen esou niddereg wéi méiglech gehale ginn, fir d'Gesondheet vum Kand ze schützen.

Et ass och virgesinn, fir weider Biomonitoring Etuden zu Lëtzebuerg ze maachen, dës fir nach e besseren Iwwerbléck ze kréien, wéi enge potentiell gesondheetsschiedleche cheemesche Substanzen d'Populatioun ausgesetzt ass.

ad 3. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg bei den europäesche Projete matmécht, wéi beim HBM4EU, wou déi zitéiert Etude dran abegraff war. Dës erlaabt eis, en Iwwerbléck iwwert d'Exposition vun der Populatioun zu verschiddene cheemesche Substanzen ze kréien an eventuell dës mat anere Länner ze vergläichen.

Lëtzebuerg ass och beim „follow up“-Projet vum HBM4EU an dem PARC-Projet mat derbäi, wou ënnert anerer eng Etude mat 300 Kanner wäert gemaach ginn.

An der Gesondheitsdirektioun ass en onofhängege Service santé environnementale gegrënnt ginn, deem d'Ausschaffen an d'Realisatioun vum éischte Plan national santé environnementale geréiert.

Wat d'Exposition vun de Kanner an der Schoul an an der Crèche ugeet, sou sinn zum Beispill 2 Projeten um Lafen:

- eng gesond Loft fir d'Kanner an der Schoul, wou d'Banneloftqualitéit a Schoulgebaier analyséiert gëtt;
- e gesond Ëmfeld fir déi kleng Kanner an der Crèche, wou et dorëms geet, zesumme mat de Professionellen um Terrain Expositionsquellen ze detektéieren a Léisungen ze proposéieren, wéi een d'Exposition vun de kleng Kanner ka limitéieren.

D'Resultater vun dësen 2 Projete wäerte genotzt ginn, fir speziell Guiden auszeschaffen, fir déi responsabel Leit ze sensibiliséieren, ze informéieren an ze beroden.

Éischt Resultater leie vir; et schienen sech dobäi Tendenzen eraus. Soubal d'Gesondheitsdirektioun déi éischt Campagne ofgeschloss huet, wäerten dës Resultater dann och der Effentlechkeet zougänglech gemaach ginn.

Caméras pour animaux | Question 8325
(19/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wëldkamerae gi vu Jeeër, awer och zum Deel vu Wëssenschaftler:innen benotzt, fir Informatiounen iwwert d'Wëld ze sammelen. Dës Kamerae si mat engem Beweegungsmelder ausgestatt a ginn duerch Bewegungen ausgeléist. D'Fotoen an d'Videoen, déi vu sou Kameraen opgeholl ginn, ginn op enger Carte-mémoire gespäichert. Verschidde Kameraen erlaben et och, d'Informatiounen direkt op e Computer oder Handy ze iwwerdroen.

Well dës Kamerae virun allem am Bësch opgestallt ginn, kann et virkommen, datt Naturfrënn, Spadséiergänger:innen, Jogger:innen oder och Aarbechter:inne vun der Forstverwaltung vu sou Kamerae gefilmt ginn, ouni datt se sech däers iwwerhaupt bewusst sinn. Deemno stellt sech d'Fro no hiren „droits à l'image“.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ënnerläit den Asaz vu sou Kameraen dem RGPD?
– Wa jo, mussen dës Kamerae bei der CNPD ugemellt ginn? Wat sinn d'Bestëmmungen fir den Asaz vu sou Kameraen, notament, wat d'Plaz, wou se opgestallt ginn, an d'Ausrichtung betrëfft?

– Wann nee, ass den Asaz vu sou Kameraen iwwert aner gesetzlech Bestëmmungen, zum Beispill d'Juegdgesetz, reglementéiert a wéi eng sinn dat? Wéi gëtt séchergestallt, datt Persounen net ouni hiert Wësse gefilmt an hir Billerrechter respektéiert ginn?

2. Wat fir eng Méiglechkeeten hu Persounen, déi feststellen, datt se vu sou enger Kamera gefilmt goufen, fir de Propriétaire vun der Kamera ze identifizéieren an ze verlaangen, datt hir Biller gelöscht ginn?

3. Sinn d'Ministernen der Meenung, dass dës Kameraen obligatoresch doriwwer misste rensignéieren, wem se gehéieren, zu wat fir engem Zweck se agesat ginn, an u wien een sech wende kann, wann ee Froen zu hirem Asaz huet?

4. Wéi stinn d'Ministernen zu enger Kenntlechmachung vun de Plazen, op deenen d'Kameraen hänken, esou wéi et an der Belsch de Fall ass?

Réponse (14/11/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministere des Communications et des Médias | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Zougang zum Bësch gëtt vum 1. Oktober 2023 un duerch dat neit Bëschgesetz vum 23. August 2023 gereegelt. Generell applizéiert sech de Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données („RGPD“) an deem Kontext, soubal d'Kamera esou positionéiert ass, datt Leit, déi sech legal laut dem Bëschgesetz am Bësch ophalen, op den Opnamen ze erkenne sinn.

Wat d'Umelle vun de Kameraen am Bësch bei der CNPD ugeet, gëllt et ze bemierken, datt säit dem Akraafttriede vum RGPD, de System vun de prealabelen Notifikatiounen an Autorisatiounen net méi existéiert. Den neie Regime gesäit vir, datt de Responsabele vum Traitement, also am Prinzipp deejéinegen, deen d'Kamera ophängt an d'Opname benotzt, d'Konformitéit zum RGPD muss assureieren a kënnen bewisen.

Bezüglech der Plaz an der Ausrichtung vun der Kamera ass de Prinzipp vun der Dateminimisierung ze

respektéieren. Fir datt den Traitement RGPD-konform ass, dierf nëmmen dat gefilmt ginn, wat strikt néideg ass, fir déi gewünschte Finalitéit ze erreechen. Am Kontext vu Wëldkamerae suggeréiert d'CNPD, d'Kamera op Héfhéicht ze installéieren an de Wénkel esou anzestellen, datt haaptsächlech de Buedem viséiert gëtt, dëst fir ze evitéieren, datt Persounen, déi an de Bléckfeld vun der Kamera geroden, ze erkenne sinn. Zousätzlech sollte Wëldkameraen net an direkter Ëmgéigend vun engem Wee, op deem jidderee spadséiere goe kann, installéiert ginn.

Ausserdeem gesäit den RGPD vir, datt all Persounen, déi susceptibel si gefilmt ze ginn, am Viraus iwwer d'Präsenz vun de Kameraen informéiert musse ginn.

Et ass ze erwänen, datt d'CNPD an de Joren 2017 an 2018 een Austausch mat der Naturverwaltung (ANF) zu deem Theema hat. Am Kader vun der Aféierung vum RGPD huet d'CNPD d'Mataarbechter vun der ANF iwwert d'Prinzippe vum RGPD informéiert a Recommandatiounen zur Benotzung vu Wëldkamerae ginn.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro beschriwwen, muss laut dem Transparenzprinzip all Persoun, déi susceptibel ass am Bléckfeld vun enger Kamera opzetrieden, am Viraus iwwer dësen Traitement informéiert ginn. Dës Informatiounsflucht kann, zum Beispill, unhand vum Ophänke vun engem Panneau oder engem Piktogramm an direkter Ëmgéigend vun der iwwerwaachter Zon realiséiert ginn a muss e Minimum un Informatiounen enthalen, ënner anerem d'Identitéit an d'Kontaktinformatiounen vum Responsabele vum Traitement a fir wat fir eng Finalitéit d'Kamera genotzt gëtt.

Zudeem mussen déi betraffe Persounen iwwert hir Rechter am Bezuch op den Dateschutz informéiert ginn. Dës Informatioun kann sech direkt um Panneau befannen. Et besteet awer och d'Méiglechkeet, op eng méi detailléiert Informatiounsnotiz ze verweisen, déi beispillsweis op engem Internetsite publizéiert ass.

ad 3. Wéi an den Äntwerten op déi zwou éischt Froen erkläert, ass dëst esou vum RGPD virgesinn.

ad 4. Den Ament ass net virgesinn, iwwert déi hei driwwer beschriwwen RGPD-Ufuerderunge mat anere gesetzleche Verflüchtungen eraszegoen.

Importation de pétrole russe | Question 8326
(19/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Als politesch Reaktioun op d'militäresch Invasioun vun der Ukrain duerch Russland, hunn d'EU-Staate wirtschaftlech Bestrofung geéint Russland decidéiert, dorënner een Importverbuuet vu Pétrol.

D'Plattform tagesschau.de bericht, dass trotz den EU-Sanktiounen weiderhin russesche Pétrol op den europäesche Maart gelaangt:

„Zahlen des Statistischen Bundesamts lassen den Schluss zu, dass Deutschland über Indien weiterhin größere Mengen russisches Öl importiert. Die Einfuhren aus Indien haben sich vervielfacht.“

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Aussenugeleeenheeten an Europa a fir Energie dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen oder bestätegen, dass och Lëtzebuerg nach ëmmer russesche Pétrol importéiert oder indirekt notzt an deemno nach ëmmer russesche Pétrol am Tank vu Lëtzebuurger Autoe Int?

2. Wéi d'Plattform weider schreift:

„Nach Untersuchungen des KSE Institute der Kyiv School of Economics wurde russisches Öl in den

wichtigsten Exporthäfen des Landes aber zu deutlich höheren Preisen verkauft, zuletzt für mehr als 70 Dollar pro Barrel. Die von den westlichen Staaten erdachte Regelung könne nur funktionieren, 'wenn Regierungen den Firmen glaubwürdig demonstrieren, dass sie diese auch durchsetzen werden', hatte Benjamin Hilgenstock vom KSE Institute dem 'Spiegel' gesagt.“

Wéi eng Moossname sinn op europäeschem Niveau geplangt, fir d'Sanktiounen géint Russland konkret ëmzesetzen, soudass een d'EU tatsächlech komplett vu russeschem Pétrol ofschott?

3. Gëtt et op EU-Niveau Iwwerleeungen, fir Handelspartnerlänner wéi Indien, déi russesche Pétrol un d'EU weiderverkafen, ze sanktionéieren? Wéi steet déi Lëtzebuergesch Regierung zu esou Proposen?

Réponse (25/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministere des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie

ad 1. Lëtzebuerg importéiert just Pétrolsprodukter aus der Belsch, Frankräich, Däitschland an Holland. Deementspreechend kann ausgeschloss ginn, datt op engem direkte Wee russesche Pétrol op Lëtzebuerg importéiert gëtt.

Indirekt Importer op Lëtzebuerg, wann de russesche Réiueleg an engem Net-EU-Land raffinéiert gëtt an dann als Endprodukt nees an d'EU importéiert gëtt, kënnen awer net ausgeschloss ginn. Dës Importer si laut den EU-Texter net verbueden, well dat raffinéiert Endprodukt net vu russescher Origine ass.

ad 2. De Fokus vum 11. Sanktiounspak, deen den 23. Juni 2023 ugeholl gouf, ass op de Kampf géint d'Ëmgoe vun EU-Sanktiounen ausgeluecht an huet de Sanktiounsregime allgemeng weider ausgebaut; sou ass och zum Beispill an de Sanktiounstexter festgehal, dass Däitschland a Polen ab deem Datum kee russesche Pétrol méi iwwer „pipelines“ importéieren dierfen.

ad 3. D'EU-Sanktiounen applizéieren sech op EU-Territoire. Dës Sanktiounen gesi vir, dass et verbueden ass, iwwert d'Mier russesche Pétrol an d'EU ze importéieren, wann en aus Russland kënnt oder aus Russland exportéiert ginn ass. D'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt eng effikass Ëmsetzung vun de Sanktiounen.

Pénurie d'antibiotiques | Question 8330
(19/09/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La pénurie de médicaments préoccupe les systèmes de santé à l'échelle mondiale. La France veut désormais lutter contre la pénurie d'antibiotiques. Il serait question de lier l'obtention d'antibiotiques à la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique (TROD) en pharmacie. Ce test permet de déterminer s'il s'agit d'une infection bactérienne ou virale. Ce n'est qu'après confirmation d'une infection bactérienne que les patients reçoivent les antibiotiques prescrits. L'objectif est d'une part de réduire la pénurie d'antibiotiques et d'autre part de lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'antibiotiques ont été prescrits au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) À notre connaissance, des tests rapides d'orientation diagnostique ne sont pas utilisés au Luxembourg en cas de suspicion d'infection bactérienne. Madame la Ministre envisage-t-elle une telle approche pour le Luxembourg ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut sensibiliser les médecins à prescrire de tels tests ?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Il convient de préciser d'abord que le projet français auquel les honorables Députés font allusion concerne uniquement la délivrance d'antibiotiques sans ordonnance médicale par le pharmacien afin de désengorger les services d'urgence. Ainsi, la délivrance d'antibiotiques ne pourra se faire que pour deux types d'infections mineures (angines/pharyngites et infections urinaires) et après test d'orientation rapide positif (TROD) réalisé en pharmacie.

À ce titre, il faut insister sur le fait que la délivrance d'antibiotiques reste soumise à la prescription médicale au Luxembourg.

ad 1) Les données du dernier rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) sur la consommation d'antimicrobiens dans l'UE/EEE (ESAC-Net) fournissent des informations sur les dix dernières années.

En 2021, la consommation totale moyenne (secteurs ambulatoire et hospitalier confondus) d'antibactériens à usage systémique dans l'UE/EEE était de 16,4 DDD pour 1.000 habitants par jour⁷, soit le même qu'en 2020. Au Luxembourg, la consommation était de 15,9 DDD pour 1.000 habitants par jour.

Au cours de la période 2012-2021, une diminution significative a été observée pour l'ensemble de l'UE/EEE. Des tendances à la baisse statistiquement significative ont été observées pour 13 pays. La baisse observée pour le Luxembourg est visible en chiffres absolus, mais n'a pas pu être validée statistiquement, en raison d'un changement du processus de traitement des données en 2020.

ad 2) En médecine générale et en pédiatrie, la plupart des antibiotiques sont prescrits pour des infections respiratoires pendant la période hivernale. Or, nous savons qu'environ 80 % des infections sont d'origines virales et ne nécessitent donc pas de prime abord un traitement antibiotique.

Le premier test d'orientation diagnostique (TROD) pour la détection de streptocoques du groupe A (*Streptococcus pyogenes*) en cas d'angine ou de pharyngite a été recommandé au Luxembourg depuis au moins une douzaine d'années (cf. publication du Conseil scientifique du domaine de la santé en date du 21 juillet 2010, version 2.1 : la laryngite aiguë). Initialement, afin d'en promouvoir son utilisation, le test a été même distribué gratuitement aux médecins par la Direction de la santé.

Par la suite d'autres TROD ont été mis sur le marché, notamment pour le dépistage rapide de certaines infections virales aiguës et chroniques (HIV, HCV, HBV, Covid-19, grippe, ...). Ces tests permettent d'orienter le diagnostic vers une infection virale, et donc d'éviter potentiellement une antibiothérapie (surtout pour Covid-19 et grippe).

Un autre type de tests rapides d'orientation sont des tests qui recherchent des paramètres inflammatoires comme la protéine C-réactive (CRP) ou la procalcitonine (PCT) dans le sang. Une augmentation de ces paramètres est le plus souvent associée à une infection

bactérienne, alors que lors d'infections virales ces paramètres ont tendance à rester normaux. De larges études sur l'utilité pratique de ces tests donnent des résultats parfois contradictoires avec cependant une tendance en faveur de leur utilisation.⁸

Finalement, des tests rapides pour prédire la réponse aux antibiotiques sont également en développement et seront probablement utilisés en médecine dans les années à venir.

Il convient enfin de mentionner que l'automatisation et la digitalisation des laboratoires d'analyses médicales avec présence de centres de prélèvements dans presque tous les villages, ou des prélèvements ambulatoires au lieu choisi par le patient, combinées aux nouvelles méthodes de détection des pathogènes, comme la biologie moléculaire et la spectrométrie de masse, permettent actuellement une très forte réduction du temps nécessaire pour obtenir un résultat d'une analyse bactériologique ou virologique. Or, ces nouvelles technologies sont largement disponibles dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg. Sauf vrai cas d'urgence médicale, une mise en route retardée d'une antibiothérapie en attendant le résultat de l'analyse de laboratoire constitue une alternative à la prescription immédiate d'un antibiotique.

ad 3) La stratégie de la Direction de la santé pour réduire la consommation excessive des antibiotiques ne se limite pas simplement à recommander l'un ou l'autre test, mais est nettement plus large et peut être consultée sur le site sante.lu dans le document « Plan national antibiotiques 2018-2022 (prolongé jusque 2024) ». Ce plan national associe de multiples actions et mesures d'information et de prévention dans une optique « one health » (donc en associant également la médecine vétérinaire) et met l'accent notamment sur une démarche communément utilisée dans tous les pays, appelée « antibiotic stewardship ». Le plan national s'inscrit dans des programmes similaires par l'Union européenne (ECDC et DG-Santé) ainsi que de l'OMS. Les TROD peuvent évidemment faire partie d'une telle démarche de réduction d'utilisation des antibiotiques.

Par ailleurs, le Conseil scientifique du domaine de la santé a comme mission de tenir à jour ses recommandations thérapeutiques et inclura, si scientifiquement justifié, l'utilisation des TROD dans les prochaines mises à jour concernant les infections les plus fréquentes.

.....

Indemnités dans le cadre du Covid-19 | Question 8331 (20/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Bei der sozialer Ofsécherung vu Patronen – grad och am Hibleck op déi vergaange Covidpandemie – schéngen eng Rei Problemer ze bestoen. Esou ass mir zougedroeg ginn, datt e Patron, deen en Horeca-Betrieb féiert, an dee krankheetsbedéngt hätt misse fir eng gewëss Zäit zoumaachen, mat engem Berechnungsschlëssel entschiedegt gouf, deen sech op d'Duerchschnittsgelalt vun deenen zwee Jore virdu bezitt. Well de Patron, covidbedéngt, awer déi zwee entspreche Jore quasi kee Revenu hat, krut hien am Krankeschäi bal näischt ausbezuelt.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe beschriwwen Faite confirméieren?

⁸ Clinician-targeted interventions to influence antibiotic prescribing behaviour for acute respiratory infections in primary care: an overview of systematic reviews. SK Tonkin-Crine et al. Cochrane Database Syst Rev 2017, Sep7;9(9).

2. Wa jo, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerthen, datt e Patron, deen eng gewëssen Zäit am Krankeschäi war, quasi kee Krankegeld kritt, well hie pandemiebedéngt jo déi zwee entspreche Jore virdu keen Akommes hat?

3. Wéi gedenkt d'Regierung deem Mëssstand entgéintzewierken?

4. Kënnen d'Patronen, déi an deem nämmelechen oder an engem änleche Fall sinn, retroaktiv mat enger finanzieller Ennerstëtzung rechnen?

Réponse (16/11/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

ad 1. an 2. D'Berechnung vum Krankegeld vun engem Fräiberuffler gëtt op Basis vum Artikel 12 vum Code vun der sozialer Sécherheet etabléiert, dee Follgendes beseet:

„Pour les non-salariés, l'indemnité pécuniaire est calculée sur la base du revenu professionnel défini aux articles 35 et 36 relatif aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail et respectant les limites définies à l'article 39. Si la période indemnisée est inférieure à un mois, chaque jour est compté uniformément pour un trentième du mois. Toute modification du revenu professionnel implique le recalcul de l'indemnité pécuniaire.

L'indemnité pécuniaire ne peut dépasser le quintuple du salaire social minimum.

L'indemnité pécuniaire accordée aux non-salariés reste suspendue jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois 5) de calendrier successifs. L'indemnité pécuniaire est de nouveau suspendue au début du mois suivant celui pour lequel cette limite n'est plus atteinte.“

Falls de betraffene Fräiberuffler bei der Mutualité des employeurs affiliéiert ass, wéi vum Artikel 52 vum Code vun der sozialer Sécherheet viséiert, kann dës d'Ausbezuelt vum der finanzieller Entschiedegung während der legaler Konservationsperiod assuréieren, esou wéi et laut Artikel L. 121-6 Paragraph 3 Alinea 2 vum Aarbechtsgesetzbuch virgesinn ass. D'Affiliatioun bei der Mutualité des employeurs ass fir e Fräiberuffler fräiwëlleg.

D'Agräife vun der Mutualité des employeurs trëtt dem Artikel 15 vun hire Statuten no, an dee beseet, dass:

„Les personnes exerçant l'activité professionnelle pour leur propre compte sont indemnisées à quatre-vingts pour cent de l'assiette cotisable appliquée au moment de la survenance de l'incapacité de travail. Toute période d'incapacité de travail doit être justifiée par un certificat médical. Si la période indemnisée est inférieure à un mois, chaque jour est compté uniformément pour un trentième du mois. Toute modification de l'assiette cotisable implique le recalcul de l'indemnité pécuniaire.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'indemnisation est intégrale pour les périodes d'incapacité de travail correspondant à une mesure de mise en quarantaine ou une mesure de mise en isolement par le directeur de la santé ou son délégué.“

ad 3. a 4. De Mëttelestansministère huet am Kader vum Covid-19 dräi verschidden Aid⁹ bezuelt, fir de

⁷ L'indicateur « doses journalières définies (DDD) pour 1.000 habitants par jour » est utilisé comme principal indicateur pour rendre compte de la consommation d'antimicrobiens. Il fournit une estimation approximative de la proportion de la population traitée quotidiennement avec des antimicrobiens. La consommation totale (secteurs ambulatoire et hospitalier) d'antibactériens à usage systémique (groupe ATC J01) exprimée en « DDD pour 1.000 habitants par jour » a été choisie comme principal indicateur de résultat harmonisé par l'ECDC, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA).

⁹ – Indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19
– Nouvelle indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 (mise en place par le règlement grand-ducal du 6 mai 2020)
– Nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19.



Patronen ze hëllef, well se déi Zäit net esou vill Revenu erakuten.

Et ass net virgesinn, nach weider Aiden ausbezuelen.

Wann awer elo d'Revenuen, bzw. d'Aidë vum Staat, net vum Fräiberuffler un de CCSS gemellt goufen, oder dës nach net iwwer d'Steierverwaltung konnten un de CCSS iwwermëttelt ginn, well déi nach net disponibel waren (iwwer d'Steierklärung), esou kann sech déi betraffe Persoun beim CCSS mellen, fir déi Donnéeën ze ginn, fir datt säi Revenu ugepasst gëtt. Bei der Mutualité des employeurs gräift dës awer just, wann d'Persoun och affiliéiert ass, anerefalls kann d'Mutualité keng Leeschtungen ausbezuelen.

Psychothérapie | Question 8333 (20/09/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Zanter dem 1. Februar gi psychotherapeutesch Behandlung vum CNS rembourséiert. Allerdéngs ass et schwéier, fir zäitno e Rendez-vous ze kréien, well et un unerkannte Psychotherapeute feelt.

An dem Zesummenhang wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch an un den Här Minister fir Soziales stellen:

1. Wéi vill unerkannte Psychotherapeute gëtt et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Persounen hunn zanter dem 1. Januar 2023 eng Demande beim Gesondheitsministère gemaach, fir de Beruff vum Psychotherapeut hei zu Lëtzebuerg kënnen auszeüben?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis esou eng Demande beäntwert gëtt?

Réponse (15/11/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Unzuel vun de Psychotherapeuten, déi e Code prestataire kritt hunn am Kader vun der Krankenversicherung, bezitt sech aktuell op 217. Duvunnen hunn 169 Prestataire am Joer 2023 och ee vun den 3 Akten an der Nomenclature (SP01, SP02 oder SP03) verrecht, fir déi d'Krankenversicherung och schonn e Mémoire d'honoraires iwwer d'Assurée erakrut.

ad 2. Sait Januar 2023 sinn eng 40 Demandé fir eng nei Autorisation d'exercer fir de Beruff vum Psychotherapeut erakomm.

ad 3. An der Regel dauert et tëschent 3 Woche bis 3 Méint fir den Traitement vun engem Dossier, jee no senger Komplexitéit. Dësen Delai kann awer variéieren, wa Pièces am Dossier feelen a mussen nogeliwert ginn. De Gesondheitsministère probéiert, all Demande schnellstméiglech ze traitéieren.

Incident en marge d'une manifestation d'opposants au régime syrien | Question 8338 (21/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De 17. September huet RTL a Bezuch op eng Demonstratioun op der Paräisser Plaz dat hei geschriwwen: „Bei enger Demonstratioun vun der syrescher Communautéit géint den aktuelle Regime a Syrien, koom et zu Provokatiounen vu Leit ausserhalb der Demo. Déi Provokatiounen sinn eskaléiert, wouropshin 2 Persounen op engem Motorrad duerch d'Leit gefuer sinn an dobäi eng eeler Damm liicht verwonnt hunn. Dat huet zu Handgräiflechkeete gefouert, woubäi de presuméierten Täter eng Persoun mat engem Messer verwonnt huet. Déi huet musse medezinesch behandelt ginn. D'Leit, déi fir d'Provokatiounen gesuergt hunn, konnten ermëttelt a protokolléiert ginn.“

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. War d'Eskalatioun bei där genannter Demonstratioun op e politeschen Hannergrond zeréckzuféieren a wa jo, wéi een? Wéi eng Nationalitéit haten déi Leit, déi fir d'Eskalatioun verantwortlech waren?

2. A leschter Zäit liest een an der internationaler Press ëmmer rëm, datt et a Länner wéi beispillsweis Däitschland a Schwede verstärkt zu importéierte Konflikter tëschent Migrante kënnt. Laangfristeg ass e klenge Land wéi Lëtzebuerg heifir natierlech besonnesch ufälleg. Wéi eng Moosnamen hält d'Regierung, fir en Zesummeschoss vun an hiren Hierkonftslänner politesch verfeinte Gruppe sou fréi wéi méiglech ze ënnerbannen? Wéi wäit gehéiert dozou och de Refus vun engem Openthaltstatus fir Membere vu bestëmmte politesche Gruppéierungen?

Réponse (19/10/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Fir de Moment besteet nach kee konkreeten Hiweis, deen op ee politesch motivéierten Akt hiweist. Ee vun den Auteurs huet déi syresch Nationalitéit. D'Police kann aus prozeduralrechtliche Grënn keng Angab iwwer den zweeten Auteur liwweren.

ad 2. Sou wéi am Immigratiounsengesetz vun 2008 virgesinn, ass ee Refus vum Openthaltstatus just méiglech, wann déi gesetzlech Krittären dofir erfëllt sinn an no enger individueller Iwwerprüfung vun der Situatioun vun der concernéierter Persoun.

Propositions de la Commission européenne relative au permis de conduire | Question 8339 (21/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Am EU-Parlament gëtt aktuell, ënner anerem am Kader vun engem Projet fir eng nei Führerschäinsdirektiv, e Moosnamepak fir méi Verkierssicherheit diskutéiert, deen ënner der aktueller Form kéint staark an d'Fräiheets-, d'Eigentums- an d'Selbstbestëmmungsrechter vun allen, awer besonnesch vun deenen eeleeren, Automobilisten agräifen. Zu dëse Moosnamen zielen ënner anerem d'Vitesslimit vum 90 km/h fir Leit, déi de Führerschäin nei gemaach hunn, en extra Examen fir Autoen iwwer 1.800 Kilo, souwéi eng Reduktioun vun de Periode vun der Erneuerung vum Führerschäin.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkiersminister gär dës Froe stellen:

– Wéi steet déi Lëtzebuerger Regierung zu dëse Fuerderungen? Huet si vläicht schonn dozou am Virfeld vun dësen Diskussiounen oder och elo rezent Positioun op europäeschem Niveau geholl?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat der neier Führerschäinsdirektiv.

Déi vum honorabelen Deputéierten opgefouerten Ännerungen si keng Ännerungen, déi sech am Dokument befannen, wat aktuell am Conseil verhandelt gëtt. Dës Propositionen si Virschléi, déi d'Madame Karima Delli, Rapportrice am Europaparlament fir d'Führerschäinsdirektiv, gemaach huet, déi awer och an dëser Form nach net an der zoustänneger Kommissioun am Europaparlament verhandelt gi sinn.

Och wa sech dës Froen also aktuell op Conseilsniveau net stellen, esou steet Lëtzebuerg der Aféierung vu Vitesslimitatiounen fir nei Chaufferen esou wéi der Aféierung vun enger neier Führerschäinskategorie bis

1,8 Tonne ganz kritesch géintiwier. Och eng Verkierzung vun der Gültegkeet vun de Führerschäiner leent Lëtzebuerg of.

Audit de l'IGP concernant la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale | Question 8340 (21/09/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

En date du 19 mai 2020, la Chambre des Députés a mené un débat de consultation au sujet des effets de la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018. Dans ce cadre, les différents partis politiques ont pu exposer leurs pistes de réflexion, leurs critiques et leurs recommandations. Depuis ce débat, plusieurs projets de lois ont été votés pour renforcer l'effectif et les dispositifs de la Police grand-ducale comme celui relatif à l'utilisation des caméras-piétons ou celui relatif aux fichiers centraux de police. En outre, plusieurs débats au sein de la Chambre ainsi qu'une interpellation du 7 mars 2023 sur les défis de la Police grand-ducale montrent combien la thématique était au cœur de l'actualité politique.

Actuellement, l'Inspection générale de la police (IGP) est en train de procéder à un audit concernant l'impact de cette réorganisation sur le citoyen. Pour ce faire, l'IGP procède à des entrevues avec différents acteurs dont la Police grand-ducale elle-même, le Syvicol et différents responsables communaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Quand l'IGP a-t-elle été mandatée pour réaliser cet audit ? À quelle date l'audit sera-t-il clôturé et son rapport finalisé ?

– Comment et par qui le contenu de l'audit a-t-il été défini ?

– Dans le cadre de l'audit, quels acteurs ont été interrogés aux différents niveaux (communal, étatique, etc.) ? Le rapport final de l'audit sera-t-il transmis aux acteurs sollicités ? Sera-t-il aussi transmis à la Chambre des Députés ?

– De quelle manière les conclusions et recommandations dudit audit seront-elles communiquées ?

Réponse (25/10/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

L'accord de coalition prévoit que l'IGP pourra « étudier la mise en place de la réforme de la police et ses retombées concrètes pour le citoyen ».

Dans ce contexte, l'IGP a été chargée par le ministre en date du 7 mars 2023, sur base de l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police, d'un audit concernant l'impact sur le citoyen de la réorganisation territoriale consacrée par la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. La remise du projet de rapport avait été fixée pour le 1^{er} octobre 2023.

Eu égard aux nombreux entretiens à mener, au contexte politique lié aux élections communales de juin 2023, à la période des congés estivaux, l'IGP n'était pas en mesure de finaliser le projet de rapport dans le délai imparti. Actuellement, elle est en train de terminer la phase de terrain avec les interviews des divers intervenants. S'en suivra la phase de conclusion, consistant dans l'analyse des informations recueillies et l'établissement d'un projet de rapport d'audit contenant d'éventuels constats et recommandations.

Selon la procédure arrêtée en matière d'audit et en fonction de l'avancement des travaux, ce projet de

rapport pourrait être soumis à la Direction générale de la police prévisiblement pour fin janvier 2024 pour lui permettre d'exprimer ses observations et d'établir son plan d'action. Après cela, le projet de rapport deviendra rapport final. Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'IGP, le rapport final de l'IGP sera transmis au ministre compétent.

Les sujets à aborder par l'audit ont été définis dans une lettre de mission adressée par le Ministre de la Sécurité intérieure à la direction générale de l'IGP. Les démarches relatives à l'audit ont été préparées par l'IGP et validées par le Ministère de la Sécurité intérieure. Avant le lancement de l'audit, l'IGP avait organisé une réunion d'ouverture avec les membres de la Direction générale de la police en vue de leur exposer les objectifs, les conditions de déroulement et les limites de l'audit mais également de recueillir leurs remarques et suggestions.

L'IGP mène, entre autres, des entretiens avec des membres de la police, du groupe de travail « Réorganisation territoriale » constitué en vue de préparer le travail législatif devant aboutir à la loi sur la police, des chefs et adjoints de commissariats de police établis en milieu rural et urbain, différents bourgmestres et membres des collèges échevinaux ou encore le Syvicol.

Je renvoie au dernier alinéa de la réponse précédente. Le cercle de diffusion du rapport d'audit n'a pas encore été arrêté. Relevons que l'IGP publie sur son site Internet un résumé du résultat de ses missions d'études et d'audits.

Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française | Question 8342 (22/09/2023) de M. Georges Mischo (CSV)

Les relations transfrontalières entre le Grand-Duché du Luxembourg et la République française se définissent au niveau gouvernemental par l'organisation de réunions plus ou moins régulières de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière.

À côté des entités telle que le « Groupement européen de coopération territoriale » (GECT) Alzette-Belval, le réseau « tonicités » ou « Quatropole » entretiennent des relations régulières au niveau communal, intercommunal et régional.

Depuis quelques mois, le « Pôle métropolitain frontalier (PMF), syndicat mixte regroupant 8 intercommunalités le long des frontières belges, luxembourgeoises et allemandes, entretient des relations avec le syndicat intercommunal ProSud.

Le périmètre du PMF, de ProSud et du GECT Alzette-Belval a été retenu par la DG REGIO de la Commission européenne, afin de se soumettre à une analyse sur la multigouvernance et des stratégies de développement transfrontalières, menées par l'OCDE.

Le président du PMF est membre de la délégation française lors des réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre à la Grande Région :

– Est-ce que Monsieur le Ministre, dans un souci de cohérence, pourrait intégrer le président du syndicat intercommunal ProSud dans la délégation luxembourgeoise lors des réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière ?

– Me référant à ma question parlementaire n° 5379 et la réponse de votre prédécesseur, serait-il possible d'associer des fonctionnaires des communes et syndicats impliqués dans les groupes de travail préparant les réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière ?

Réponse (17/10/2023) de M. Max Hahn, Ministre à la Grande Région

La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale. Une éventuelle révision du processus de concertation devrait faire l'objet de consultations au sein du prochain Gouvernement luxembourgeois.

Déviations d'un vol Luxair | Question 8343 (22/09/2023) de M. Serge Wilmes (CSV)

An der Nuecht vum 21. op den 22. September 2023 ass et zu engem ongewéinleche Virfall um Findel komm. Ee Luxair Fluch vu Malaga, deen zu Lëtzebuerg lande sollt, ass nom Usetzen zur Landung kuerzerhand op Léck ëmgeleet ginn. De Grond heivir waren Aarbechten, déi ab Mëtternuecht op der Landebunn vum Findel geplangt waren. Duerch ongëschteg Wiederverhältnissen wier de Fliger vu Malaga réischt ëm 0.04 Auer gelant, also 4 Minutten ze spët. Obwuel d'Besatzung Drock gemaach huet, wëssend, dass 171 Passagéier, dorënner 4 Puppelcher a vill eeler Persounen u Bord waren, huet d'Flughafeleedung d'Landung refuséiert. Doropshin ass d'Maschinn op Léck ëmgeleet ginn, wou d'Passagéier mat 6 Stonne Retard mat Busse op Lëtzebuerg bruecht gi sinn.

An dësem Kontext wëilt ech follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat ass d'Begrënnung fir dës Decisioun vun der Flughafeleedung vum Findel?

– Wéi gesäit déi generell Prozedur an esou Fäll aus?

– Wéi ginn déi concernéiert Passagéier entschidedgt?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op Nofro bei lux-Airport SA an der Luxair kann ech Iech follgend Informatiounen liwweren:

Déi deeglech Ouvertureszäite vum Fluchhafen si vu 6.00 bis 23.00 Auer. Den 21. September 2023 hunn Aarbechten un der Pist stattfonnt, déi scho geplangt an ugekënnegt waren. Bedéngt duerch schlecht Wieder-konditiounen an Deeler vun Europa, si verschidde Fluch mat Verspéidung gestart, wat dozou gefouert huet, datt déi no 23.00 Auer hu missen um Findel landen.

Dowéinst hunn d'Aarbechten, déi de selwechten Dag fir 23.00 Auer geplangt waren, méi spët missen ufänken. Dräi Luxair-Fligere (LG8904, LG3838, LG886) gouf esou erméiglecht, och no 23.00 Auer nach ze landen, an dës Fluch hunn net missen ëmgeleet ginn.

Well de Fluch LG662 vu Malaga op Lëtzebuerg awer réischt no Mëtternuecht sollt landen, war seng Ëmleedung leider net ze evitéieren.

Et war deemno keng „Landeverweigerung“ weinst enger Verspéidung vun e puer Minutten, mee weinst enger Verspéidung vu méi wéi enger Stonn, déi zu der Ëmleedung op de Fluchhafen vu Léck gefouert huet.

Luxair huet awer natierlech no de Passagéier gekuckt an een alternativen Transport bis op Lëtzebuerg organiséiert. De Passagéier hir Rechter sinn duerch d'europäesch Reglementatioun EC 261/2004 ofgedeckt.

Abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 | Question 8344 (22/09/2023) de M. Laurent Mosar | Mme Martine Hansen (CSV)

Le 26 juillet 2023, la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a été abrogée avec effet immédiat. Cette circulaire avait pour objet la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

D'après nos informations, le fait d'avoir abrogé cette circulaire a des conséquences non négligeables pour les revenus des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Avant abrogation de la circulaire en question, certaines collectivités pouvaient passer les paiements des cotisations sociales dues par leurs associés ou actionnaires par un compte de charges et les déduire. Alors que les paiements des cotisations sociales obligatoires doivent dorénavant s'effectuer via des fonds privés des associés ou actionnaires.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Pourquoi la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a-t-elle été abrogée ?

– Quelles sont les conséquences de l'abrogation de la circulaire en question ?

– D'après nos informations, il semblerait que l'abrogation de la circulaire en question pourrait avoir des répercussions négatives pour les personnes travaillant sous le statut d'indépendant. Est-ce que Madame la Ministre peut expliquer les répercussions de cette situation pour les personnes travaillant sous le statut d'indépendant ?

– Est-ce que l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a un effet rétroactif ? Dans l'affirmative, sur quelle période ?

Réponse (06/11/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

La circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 concernant la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités a été abrogée du fait notamment qu'elle a coexisté avec la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 104/1 du 16 juillet 2018 ayant trait à l'évaluation de certains avantages accordés par l'employeur à ses salariés.

Cette abrogation produit ses conséquences par rapport aux cotisations sociales payées par une collectivité pour le compte de l'associé ou actionnaire à partir du 27 juillet 2023.

À relever d'abord que les cotisations sociales légalement obligatoires font l'objet de l'article 110 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sachant que le numéro 1^{er} dudit article 110 L.I.R. traite des cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des salariés, tandis que le numéro 2 dudit article 110 L.I.R. traite des cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des non-salariés. Dans les deux cas de figure, les cotisations sociales légalement obligatoires, rangeant fiscalement parmi les dépenses spéciales au sens de l'article 109 L.I.R., sont déductibles dans le chef de la personne physique qui les a personnellement subies, et ce indépendamment du fait qu'il s'agit d'un salarié ou d'un non-salarié.

Les cotisations personnelles sociales légalement obligatoires à charge des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités ayant en principe le caractère de dépenses privées, celles-ci n'interviennent partant pas dans la détermination du bénéfice commercial de la collectivité.

En ce qui concerne les cotisations personnelles sociales légalement obligatoires à charge des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités, la démarche et procédure régulière est donc que l'affilié paie lui-même le montant des cotisations sociales dues.

Or, il s'avère que certaines collectivités dérogent aux principes généraux spécifiés ci-dessus en passant les paiements des cotisations sociales dues par leurs associés ou actionnaires par un compte de charges. Il s'agit de situations qui en principe ne devraient pas se présenter.

En effet, dans ce cas de figure, l'affilié ne paie justement pas lui-même les cotisations qui, tout de même, lui sont personnellement réclamées par le Centre commun de la sécurité sociale, mais il procède au règlement de ces dernières par le biais de « sa » société, sachant que cette dernière constitue une entité juridiquement disjointe de la personne de son associé, de sorte qu'ils doivent agir entre eux comme des parties tierces, non liées l'une à l'autre.

Suite à l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998, il convient dorénavant, en cas d'une telle intervention de la collectivité dans le paiement des cotisations sociales incombant aux associés ou actionnaires, de se référer, outre aux dispositions légales en vigueur, tel notamment l'article 164, alinéa 3 L.I.R., à l'approche retenue, pour ce qui est d'avantages accordés à des actionnaires de sociétés de capitaux, par la circulaire précitée du directeur des contributions L.I.R. n° 104/1 du 16 juillet 2018.

Coup d'État au Niger | Question 8345 (25/09/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Le 26 juillet 2023 le Gouvernement démocratique du Niger a été renversé par la junte militaire. Le président Mohamed Bazoum est détenu par les putschistes. Le chef de la garde présidentielle, le général Abdourahmane Tchiani, s'est déclaré chef de l'État.

Je me permets de poser au Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire des questions concernant les projets de l'agence de coopération Lux-Development et les salariés au Niger sachant que le Niger constitue un des pays les plus pauvres au monde, que le Niger est un pays cible de la coopération au développement luxembourgeoise et que les salariés locaux de LuxDev au Niger se trouvent face à des incertitudes graves.

1) Quel est l'état des projets de LuxDev au Niger ? Quels sont les scénarios possibles concernant l'avenir des projets ?

2) Est-ce qu'actuellement les employés locaux de LuxDev continuent de bénéficier de leur salaire ?

3) Si les projets de LuxDev devront s'arrêter, est-ce que les employés locaux bénéficieront de droits à une pension ?

Réponse (26/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) La coopération bilatérale au Niger, dont font partie les projets et programmes de la Coopération luxembourgeoise mis en œuvre via l'agence LuxDev, est actuellement suspendue. Le soutien à travers les organisations non gouvernementales et les agences et

organes multilatéraux tout comme l'aide humanitaire n'ont pas été suspendus. L'avenir des projets bilatéraux, mis en œuvre étroitement avec et à travers des instances étatiques, sera tributaire de l'évolution de la situation à la fois politique et sécuritaire dans ce pays et se fera en concertation avec nos partenaires européens sur place. À ce stade il n'est pas encore possible de se prononcer sur l'évolution précise de la situation.

ad 2) Oui, actuellement les employés de l'agence LuxDev continuent de bénéficier de leur salaire.

ad 3) Le système de retraite au Niger est régi par le décret n° 67 025 du 2 février 1967 portant détermination des règles de gestion du régime des retraites de la Caisse nationale de sécurité sociale. Conformément à ce décret, l'agence LuxDev verse les cotisations au titre des contrats de travail de ses employés locaux trimestriellement à la Caisse nationale de sécurité sociale.

Policiers recrutés depuis 2020 | Question 8346 (25/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Op enger Pressekonferenz huet den Här Minister den 21. September 2023 betount, datt zanter 2020 insgesamt 780 Leit bei der Police agestellt goufen. Fir d'nächst Joer, sou sot den Här Minister, ass virgesinn, 160 weider Persounen ze rekrutéieren an ze forméieren.

An deem Zesammenhank hunn ech folgend Froen un den Här Policeminister:

1. Kann den Här Minister déi 780 rekrutéiert Persounen opglidderen no Alter, Ofschlossdiplom, Geschlecht, sportlechem Niveau a linguistesche Kenntnesser, déi iwwer eis dräi Verwaltungssproochen erausginn?

2. Wat de sportlechen Niveau ugeet, deen erfuerderlech ass, fir bei der Police opgeholl ze ginn: Wéi verhält sech deen am Verglach zum sportlechen Niveau, dee fir d'Opnam an d'Armée verlaangt gëtt?

Réponse (20/10/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Bei de genannten Zuele vum honorablen Deputéierten handelt et sech net ëm d'Rekrutement, mee ëm d'Augmentation vum Effectif, deen d'Police tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 1. Juli 2023 erreicht huet. Konkreet heescht dëst, datt op den 1. Juli 2023, wann een d'Départee vum den Neizougäng ofrechent, 781 méi Leit bei der Police schaffen. Dëst ass eng netto Hausse vum 33 % an dräi an engem hallwe Joer. Dëst geet och esou aus dem Communiqué ervir, deen een um Internetsite vun der Regierung kann noliessen: https://gouvernement.lu/fr/gouvernement/koxhenri/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniqu%C3%A9s%2B2023%2B09-septembre%2B21-kox-msi.html.

D'Situatioun vum Alter a vum Geschlecht stellt sech folgendermoossen duer bei de Stagiairen, déi hir Ausbildung jeeeweils am Mee 2021, 2022 an 2023 op der Policeschoul ugefaangen hunn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat de schouleschen Niveau betrëfft, gëtt iwwerpréift, ob d'Kandidaten den néidegen Diplom hunn, fir kënnen am jeeeweiligen Traitementsgrupp ugestallt ze ginn. Dëst ass eng Troisième fir den C1 an eng Première fir de B1. Eng Differenz tëscht deenen eenzelen Diplomer (Secondaire, Secondaire technique, DAEU ...) gëtt iwwerdeems net gemaach, an och de Fait, ob d'Kandidate weiderféierend Studien ofgeschloss hunn, gëtt net erfaasst.

Sproochlech Kenntnisser, déi iwwer déi dräi Verwaltungssproochen erausginn, gi weeder getest, nach systematesch erfaasst.

ad 2. Wat de sportlechen Niveau ugeet, muss all zukünftege Polizist de Sporttest packen, deen am modifizéierte groussherzogleche Règlement vum 29. Juli 2020 festgehalen ass. Männlech Kandidaten hu fir dee Parcours 1 Minutt an 10 Sekonnen Zäit, iwwerdeems et bei de Fraen 1 Minutt an 20 Sekonnen sinn. Andeems dëse Parcours speziell op Situatiounen ausgeriicht gouf, déi sech an änlecher Form kënnen am Alldag vum engem Polizist ermënnen, kann iwwerdeems keen direkte Verglach mam Sporttest vun der Armée gemaach ginn.

Rites funéraires des différents cultes | Question 8347 (25/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Eng Rei vu Reliounsgemeinschaften hei am Land hu Problemer domat, fir hir Verstuerwe kënnen op engem Kierfecht ze begrüewen, dee konform zu den Exigence vum hirem Glawen ass. Dëst schéngeit besonnesch bei de jiddeschen a muslimesche Communautéiten de Fall ze sinn, awer och z. B. bei de Bahá'í. Och bei de Begriifnisrite selwer kann et Problemer ginn, well d'Hygiënesbestëmmunge verschidde Gesten net zouloossen.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reliounsgemeinschaften froen am Ablack, fir Parzellen ze kréien, op deene si hir Verstuerwe kéinte konform zu hire Glawensbestëmmunge begrüewen? Wéi eng Kierfechter gëtt et scho fir déi Communautéiten a wat wëll d'Regierung maachen, fir datt genuch Parzelle fir si zur Verfügung gestallt ginn? Ass si an där Fro am Dialog mat de Gemengen? Envisagéiert d'Regierung, datt fir déi gréisser Communautéite regional Léisunge kéinte fonnt ginn?

2. Verschidde Reliounen hu speziell Riten, ewéi z. B. wat d'Delaie vum Begriifnis ugeet oder, datt dee verstuerwene Mënsch muss gewäsch ginn, wat awer no de Bestëmmungen hei am Land net ëmmer geet. Wéi eng Problemer stelle sech konkret an deem Kontext a wat envisagéiert d'Regierung ze maachen, fir Léisungen ze fannen?

Réponse (26/10/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Taina Bofferdin**, Ministre de l'Intérieur

Et gëtt am Ablack keng offiziell Ufro vum enger Reliounsgemeinschaft, fir eng Parzell ze kréien, op där d'Reliounsgemeinschaft kann hir Verstuerwe konform zu hire Glawensbestëmmunge begrüewen. De Kultusminister huet reegelméisseg Echangé mat de verschiddene Reliounsgemeinschaften, déi vun der Problematik betraff sinn, fir si mat anzebannen. Déi lescht Reuniooun war de 24. Oktober 2023.

Op där anerer Säit gouf et och Echanges tëschent de Vertrieder vum Staat an dem Syvicol.

Dowéinst huet d'Regierung schonn en techneschen Aarbechtsgrupp um Niveau vum de Ministère aberruff, deen als Missioun kritt hat, fir all d'Bestëmmungen (um Niveau vum Staat), déi mat der Bestattung ze dinn hunn, inklusiv wat den Amenagement vum de Kierfechter ugeet, op de Leescht ze huelen.

Dat betrëfft zemoals d'sanitär Mesuren, mee och Froe vu Geologie, Hydrologie, Naturschutz an déi kulturell respektiv kulturell Aspekter, déi alleguer zesummenhänken an och ee vun deem aneren ofhänken.

Säit dem Gesetz vum 1. August 1972 leien d'Kierfechter an der Kompetenz vum de Gemengen a sinn esou, wéi all aneren effentleche Service, neutral.

D'Neutralitéit vun engem Kierfecht verhënnert net, datt d'Bierger, wa se dat wëllen, sech no hiren eegene reliëse Convictiounen kënnen begruewen loossen.

Fir dat adequat kënnen ze garantéieren, streeft d'Regierung eng holistesche Approche un a viséiert, op där enger Säit, de Gemenge respektiv de Gemengesyndikater e Katalog u moderniséierten techneschen a sanitäre Standarden a Prozeduren ze proposéieren, déi eng modern Gestiou vun engem Kierfecht duerch d'Gemenge kënnen garantéieren, an op där anerer Säit, et de Bierger ze erméiglechen, hir reliéis Bestatungsriten am neutrale Kader vun engem Kierfecht kënnen ze vollzéien.

An dësem Kontext schafft d'Regierung och u regionale Léisungen, déi den Doleancé vu verschiddene Reliounsgemeinschaften Rechnung droen.

Des Weidere gëtt vun dësen Aarbechte profitéiert, fir d'Demarchen, déi d'Famillje mussen/kënnen nom Doud vun engem Familljemember maachen, ze vereinfachen.

Conflit d'intérêts potentiel au LNS | Question 8348 (26/09/2023) de Mme Diane Adehm (CSV)

D'Madamm Evelin Schröck ass zanter dem 1. Dezember 2019 Präsidentin vum Verwaltungsrot vum Laboratoire national de santé (LNS). An der Funktioun ass si och fir de Geneetikdepartement vum LNS, den National Center of Genetics (NCG), responsabel.

Am Handelsregister vum Amtsgericht Dresden ass d'Madamm Schröck als 1 vun 3 Geranté vum der Firma „GePaDo – Softwarelösungen für Genetik – GmbH“ opgefouert. Dës Informatioun ass och op der Internetsäit vun der Entreprise ze fannen. D'Firma GePaDo ass op d'Entwécklung an d'Vermarktung vu Praxis- a Laborinformatiounssystemer z. B. fir Geneetik a Pathologie spezialiséiert.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Gesondheitsministesch stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, datt d'Präsidentin vum LNS-Verwaltungsrot, d'Madamm Evelin Schröck, Geschäftsführerin vun der däitscher Firma „GePaDo – Softwarelösungen für Genetik – GmbH“ ass?
– Wa jo, féiert dës Duebelfunktioun net zu Interessenkonflikter?

2. Schafft de Laboratoire national de santé respektiv den National Center of Genetics mat Software vun der Firma GePaDo?
– Wa jo, ëm wat fir Programmer handelt et sech?
– War dës Software Géigestand vun enger offizieller Ausschreiwung?
– Wat huet déi Software kascht?

3. Lafen am Moment nach weider Ausschreiwunge fir spezifesch Software?

Réponse (17/11/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Präsidentin vum LNS-Verwaltungsrot ass haaptberufflech Direktesch vun engem groussen akademeschen Institut vun Humangeneetik op enger Universitét an Däitschland. Donieft war si effektiv beedelegt un der Grënnung vun enger Spin-off-Gesellschaft, déi Software fir Geneetik entwéckelt. D'Präsidentin hat dëst an aller Transparenz dem Verwaltungsrot deklaréiert.

ad 2. Den LNS benotzt eng ganz Rei verschidde spezialiséiert Software-Léisungen, fir seng Missiounen an de verschiddene medezinneschen Departementer esouwéi an der Administratioun ze erfëllen.

Am Joer 2021 huet den LNS eng Demoversioun vun der GEPADO-Software kaaft fir 17.000 Euro. D'Zil war deemools, d'Fäegkeete vun dëser Software am diagnostesche Betrib vum Lëtzebuurger Geneetikzentrum ze evaluéieren. Bis haut ass awer nach keng definitiv Decisioun gefall, an et gouf nach keng Software a Routineproduktioun geholl.

Am Fréijoer 2023 huet dunn den LNS decidéiert, eng definitiv Software-Léisung fir déi geneetesche Berodung ze sichen. Dobäi huet den LNS mat enger Consultance-Firma zu Lëtzebuerg zesummegeschafft, fir de komplexe Selektiouns- an Evaluatiounsprozess ze ënnerstëtzen.

Als Éischt gouf eng Lëscht vu Bedierfnesser, Ufuerderungen an Evaluatiounscriterien entwéckelt an déi potentiell Ubidden identifizéiert.

No enger éischter Iwwerpräiwung vun de Léisunge mat de verschiddene Fournisseuren, gouf d'Decisioun geholl, fir eng Ausschreiwung mat op d'mannst dräi Offeren opzemaachen. Den deemolegen Informatiounen no ass sech erwaart ginn, dass déi dräi Offeren ënnert dem Seuil vun engem Marché public géife bliewen.

Den LNS huet dunn och dräi Offeren erakritt. Déi grëndlech Evaluatioun vun de medezinneschen, techneschen a finanziellen Aspekter huet zu engem Ranking vun de verschiddene Léisunge gefouert, woubäi d'GEPADO-Software sech als éischt placéiert huet. Dës Offer war och ënnert dem Seuil vum Marché public, mee wann een d'Offer vun 2023 zesumme mat dem Kaf vun 2021 an de Maintenancekäschten zesummenzielt, gouf de Seuil dépasséiert. Aus dësem Gronn ass den LNS am Moment amgaangen, eng éffentlech Ausschreiwung fir eng „genetic counseling“-Software ze preparéieren, déi nach virun Enn des Joers publizéiert soll ginn.

ad 3. An den nächsten zwee Joer si viraussiichtlech nach éffentlech Ausschreiwunge fir ee Laboratory Information Management System (LIMS) an een Enterprise Resource Planning (ERP) System geplangt.

Subside qualité+ pour les associations sportives | Question 8349 (26/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Juli 2023 hat ech dem Minister e puer Froen zum Subside de qualité+ an dem Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 gestallt (Fro N° 8152).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froen stellen:

1. Wéi eng kleng Upassung goufen um Programm geholl, wëssend, datt am Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 keng Ännerunge gemaach goufen an datt d'Demanden all Joer gläichzäiteg sollen agereecht ginn, an dat net méi spéit wéi den Termin vum 30. September?

2. An der Äntwert op d'Fro, wou den Delai vum 1. Januar festgehalen ass, huet de Minister gesot: „An Zesummenaarbecht mat der ENEPS, hu mir dofir den Datum vum 1. Januar 2024 an der Circulaire fixéiert fir ze garantéieren, datt d'Veräiner d'Homologatioun den 1. März hunn.“ Ass de Minister net der Meinung, dass dat eng Insécurité juridique kéint duerstellen? Op wéi enger reglementarescher Basis gi „verspéiten“ Ufroen an deem Sënn refuséiert? Huet de Minister wëlles, den Datum vum 1. Januar an dem Règlement festzehalen?

3. De Minister huet a sengen Äntwerten och erklärt, dass d'ENEPS mat villen Ufroen konfrontéiert ass. Wat fir Schrëtt wäerten an Zukunft geholl gi fir

sécherzestellen, dass d'ENEPS all d'Ufroen bis den 1. März traitéiert huet?

4. Ass de Minister der Meinung, dass d'Reglement vum 2016 an d'Reglement vum 1. Juli 2021 kohärent sinn?

5. Stëmmt et, datt zënter Kuerzem Traineren, déi zum Beispill am Volleyball een EQ5-Klassement hunn, och automatesch d'Konditiounen fir en EQ5-Klassement an engem Fussballveräin erfëllen? Ass dëst am Aklang mam Règlement iwwert d'Formatioun an d'Weiderbildung vun den techneschen an administrative Responsable vum de Sportsveräiner?

6. An hirem Programm vum 2018 huet sech d'Regierung folgendermoosse geäussert: „Le relèvement de la qualité de l'encadrement à travers l'octroi du subsidé 'qualité+' s'opérera en cohérence avec les nouveaux règlements grand-ducaux sur la structuration des formations des entraîneurs dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives.“

Wat ass an deem Sënn konkret een de groussherzogleche Reglementer gemaach ginn?

Réponse (17/11/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

ad 1. Et goufe kleng Upassungen technescher respektiv informatescher Natur gemaach. Reglementaire Upassung goufen net gemaach.

D'Demande mussen och net all gläichzäiteg agereecht ginn. D'Federatiounen haten 2023 vum 6. Juni 2023 un, deem Dag wou d'Circulaire verschéckt ginn ass, bis den 30. September 2023 Zäit.

ad 2. D'Homologatiounsdemande vun engem Trainer-schäin ass eng Prozedur, déi onofhängeg vun der Demande fir de Subsidé Qualité+ muss gemaach ginn, wann een een Trainer beschäftegt, deem säin Trainer-schäin net hei zu Lëtzebuerg gemaach huet. Aus deem Grond ass et net néideg, den 1. Januar als Delai an dem Règlement festzehalen. Juristes ass a bleift den 1. März de Stéchedatum.

Den INAPS brauch eng gewëssen Zäit, fir dës Demanden ze analyséieren, ier eng administrativ Decisioun ka geholl ginn. An deem Sënn war an ass et mir als Minister wichteg, ee rasonablen Datum an d'Circulaire dranzeschreiwen, wou ech ka garantéieren, nach kënnen eng administrativ Decisioun virum Delai vum 1. März ze huelen.

A besoter Circulaire hunn ech och probéiert, d'Veräiner ze sensibiliséieren, dass d'Trainer hir Homologatiounen direkt am Ufank vun der Saison ufroen – also an deene meeschte Fäll 16 Méint viru besotem Delai vum 1. Januar. Dëst virun allem, fir d'Sportsveräiner viru bësen Iwwerraschungen ze schütze bezüglech dem Formatiounsniveau vum Trainer, dee vläicht net deem entsprécht, wat de Veräin sech virstellt. Ausserdeem hu mir et an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier erlieft, dass een Trainer dem Veräin säin Homologatiounsdokument net méi wollt aushännegen, wann de Kontrakt no der Saison net méi erneiert ginn ass.

ad 3. An der Fiche financière vum neien INAPS Gesetz ass eng Persoun virgesinn, déi sech prioritär ëm d'Homologatioun wäert këmmern. Dës Persoun ass allerdéngs nach net agestallt ginn. Trotzdem declenchéiert eng Homologatiounsdemande ëmmer ee Prozess, vun der Etude vum Dossier, vum Schäin, vun den Inhalter, vum Volume vun der Formatioun, vun engem Verglach mat de Lëtzebuurger Schäiner, mat deenen d'Formatioun ka gläichgestallt ginn. Le cas échéant gëtt eng sportartspezifesch Programmkommissioun consultéiert, iert dann d'Homologatiounskommissioun dem Minister een Avis proposéiert, deem dann déi final Decisioun mat enger administrativer Decisioun aktéiert.

Mir hoffen, d'Delaian zukünftig erofzesetzen, mee grad zu gewësse Stousszäite kréie mir et net garantéiert, dass d'Waardezäite bedeiend wäerten erofgoen.

An deem Sënn hoffe mir, wéi an der Fro 2 detailléiert beschriwwen, duerch Sensibiliséierung an Informatioun vum de Veräiner, d'Stousszäiten ze verréngeren, fir dass si déi am Prinzip 18 Méint vum 1. Mäerz notzen, fir fréizäitig eng Homologatioun unzefroen.

ad 4. D'Zilsetzung vu béide Reglementer si kohärent an deem Sënn, dass béid Reglementer doropper hincillen, dass d'Qualitéit vun den Traineren an hirer Aarbecht um Terrain verbessert gëtt. Op där anerer Säit stellt de Règlement grand-ducal vum 20. Mee 2021 eng grouss Reform an der Ausbildung vun den technesch an administrative Kaderen duer, sou dass et virun allem an der Nomenclature Ënnerscheeder a béiden Texter gëtt.

Dës Ënnerscheeder hunn awer keen Impakt op d'Praxis, well via d'Circulaire erkläert gëtt, wéi déi nei Brevet a Brevet-d'État am Kader vun der Berechnung vum Subsid Qualité+ unerkannt ginn.

ad 5. Am Kader vun enger Demande fir de Subsid Qualité+ gëtt effektiv keen Ënnerschied tëscht de Sportarten an der Spezialisatioun gemaach, wann et drëms geet, fir Schäiner unzekerken. Effektiv geet et an der Kohärenz zum RGD vum 23. Dezember 2016, dem RGD vum 20. Mee 2021 an dem Rahmenkonzept LTAD-Lëtzebuerg leeft Sport am jonken Alter an de Veräiner net dorëms, d'Kanner ze fréi an enger Sportart ze spezialiséieren, mee breetgefächert hir physisch, motoresch a sportlech Kompetenzen an engem holisteschen Usaz ze férdere an ze entwéckelen. Entsprechend ass dës Praxis am Aklang mam Règlement iwwert d'Formatiounen an d'Weiderbildung vun den technesch an administrative Kadere vun de Sportveräiner.

ad 6. An enger Analys vum Conseil supérieur des sports vum aktuelle Règlement vum Qualité+ ass erauskomm, dass de RGD Qualité+ enger déifgräifender Reform misst ënnerzu ginn.

Dës Reform misst villméi wäit goe wéi dat, wat am Koalitionsaccord vum 2018 virgesi war. Entsprechend hu mir dovunner ofgesinn, den aktuellen Text marginal unzepassen, mee et gëtt un enger wäitgräifender Reform vum RGD fir d'Subside fir d'Sportsveräiner geschafft.

Sauvetage d'animaux | Question 8351 (27/09/2023) de M. Claude Lamberty (DP)

De Veräin „Sichhënn.lu“ gouf 2017 gegrënnt an hëlleft säitdem Privatleit, vermëssten Déieren ze sichen an ze sécheren. Iwwert d'Joren ass de Veräin awer och schonn ëffers vun Autoritéiten aus Lëtzebuerg, der Belsch an aus Frankräich kontaktéiert ginn, fir si beim „mantrailing“, also bei der Sich no vermëssten Persounen, ze ënnerstëtzen. Och Asyller, den 113 an aner Servicer vun der Police hu schonn op d'Hëllef vum Veräin zeréckgegraff.

D'Nofro no den Dénchscher vun de Sichhënn, déi sech aktuell duerch Spende finanzéieren, ass an de leschte Joren ëmmer weider geklommen. Fir gutt Hëllef kënnen ze leeschten an hir Existenz ze sécheren, sinn dës Veräiner op Lokalitéiten an e gudden Materialbestand ugewisen.

An deem Kader wëll ech der Madamm Innenminister, dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wälbau a ländlech Entwécklung an dem Här Policeminister follgend Froe stellen:

– Wie këmmert sech ëm d'Déiererettung, wann en Noutruff erakënnt, bei deem och Déiere betraff sinn?

– Wat passéiert mat dësen Déieren?

– Huet de Staat Usprichpartner, déi direkt mat kontaktéiert ginn, wann en Déier aus engem accidentéierten Auto verletzt oder fortgelaf ass?

– Wie sinn si?

– Wéi vill Asätz haten dës Ekippen iwwer déi lescht 10 Joer?

– Wéi oft sinn d'„Sichhënn.lu“ säit hirer Grënnung vun offiziellen Autoritéiten wéi Police oder dem CGDIS scho fir Hëllef kontaktéiert ginn?

– Wéi vill Associatiounen a Veräiner sinn offiziell Partner, déi vum Staat an esou Fäll fir Hëllef ugefrot ginn?

– Kréien dës Veräiner finanziell a logistesche Hëllef vum Staat oder de Gemengen?

– Falls nee, wiso net?

Réponse (09/11/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Déiererettung hei zu Lëtzebuerg an iwwert d'Roll vun der ASBL „Sichhënn.lu“ an dësem Kontext.

Am Fall, wou d'Police een Noutruff erakritt, bei deem och Déiere betraff sinn, maachen d'Beamten déi éischt Feststellungen op der Plaz an handele jee no Situatioun. D'Missiounen vun der Police variéieren jee no Fall, ob d'Déier entweeder fortgelaf ass oder bleséiert oder dout opfonnt ginn ass.

Et ass och ganz punktuell virkomm, dass d'Police engem Bierger, deen am Kontext vu fortgelafenen Hënn no Hëllef gefrot huet, d'ASBL „Sichhënn.lu“ als Kontakt uginnt huet.

D'Sich no vermëssten Déieren ass keng Missioun vum CGDIS, an dofir huet hien déi genannten ASBL och nach net ëm Hëllef gefrot. De CGDIS intervenéiert bei der technescher Rettung vun Haus- an Notzdéieren, déi an enger Noutlag sinn, aus där se selwer net méi erauskommen (z. B. e Päerd, dat an eng Fosse gefall ass). An dëse Fäll kënn gemengerhand de Groupe de sauvetage animalier zum Asaz. Am Joer 2022 gouf et 23 Asätz weinst Déiererettung beim CGDIS.

Am spezifesche Fall, deen den Deputéierten uschwätzt, wou en Déier aus engem accidentéierten Auto gerett muss ginn oder fortgelaf ass, huet de Staat verschidden Usprichpartner, ënner anerem d'Administration des ponts et chaussées, d'Gemengeservicer, d'Naturverwaltung, Veterinären oder déi betraffe Proprietären.

Bei Bedarf gëtt och an esou engem Fall e Veterinär vum Groupe de sauvetage animalier vum CGDIS op d'Asazplaz geruff.

En Déier, wat gebuerge gouf an nach leeft, gëtt entweeder dem „Wëlldéier Drop-off“ iwwergelieft respektiv dem Proprietär, engem Déierenasyl oder dem „Centre de soins pour la faune sauvage“.

Location d'un appartement au Trump World Tower à New York par l'État luxembourgeois | Question 8352 (28/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Leschte Mount hunn ech de Minister zur Ënnerbrëngung vum Ambassadeur zu New York befragt. De Bausminister huet erkläert, dass den Ambassadeur a permanente Vertrieder am Trump World Tower wunnt,

esoulaang d'Gebaiheekte vu Lëtzebuerg renovéiert ginn.

De Minister seet dann a senger Äntwert:

„Anescht ewéi den ‚Trump Tower‘ op der Fënnefter Avenue, ass den Donald Trump net Propriétaire vun dësem Gebai.“

Wann een awer um Site vum Trump World Tower no den Appartemenen kuckt, gesäit een, dass hei „Trump International Realty“ als Immosagence zoustänneg ze si schéngt. D'Jong vum Donald Trump, den Donald Trump Jr. an den Eric Trump sinn „Executive Vice Presidents“ vun der Firma, een Executive President schéngt et net ze ginn. De Copyright vun der Websäit vum „Trump World Tower“ gehéiert dann och der Trump Organization.

Reuters huet dann och 2019 Follgendes bericht:

„[...] Trump does earn income through the Trump Corporation, a Trump-owned company that manages Trump World Tower and draws its income from fees paid by unit owners, according to the building's financial records.

In 2017, the president earned more than \$ 15 million in management and related fees through the properties managed by the Trump Corporation, according to the president's financial disclosure. The document did not reveal how much of that sum came from Trump World Tower.“

An deem Zesummenhang wëll ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère ausschléissen, dass hei Gelder vum Lëtzeburger Staat un eng Firma gefloss sinn, déi ganz oder zum Deel dem Donald Trump gehéiert?

2. Huet de Staat dës Wunneng duerch Trump International Realty gelount? Wa jo, wat waren d'Kommissiounskäschten?

3. Irak, Kuwait, Malaysien, Saudi-Arabien a Russland lounen respektiv besetzen Appartemenen am Trump World Tower. Wéi ass séchergestallt, dass d'Appartemenen, déi vu Lëtzebuerg gelount ginn, sécher si viru Cyberkriminalitéit oder soss Spionage?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et moralesch ze verrieden ass, dass am Trump World Tower eng Wunneng gelount gouf?

5. Wat fir een Afloss op d'Aschätzung huet an deem Kader d'Urteil vum Letitia James, New York State's attorney general, géint den Donald Trump? <https://www.nytimes.com/2023/09/27/nyregion/trump-fraud-trial-ny-ruling.html>

6. Ass de Minister der Meenung, dass d'Loune vum Appartement am Trump World Tower een diplomatesche Faux pas duerstelt?

7. Wéi stellt de Minister sécher, datt an Zukunft Äntwerten op parlamentaresch Froen déi ganz Wourecht ofbilden?

Réponse (26/10/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Appartement, an deem den Ambassadeur a permanente Vertrieder vu Lëtzebuerg bei de Vereenten Nationen zu New York mat senger Famill während der Renovatioun vun der Residenz vun der Lëtzeburger permanenter Verriedung wunnt, ass am Juli 2021 vermëttelt ginn iwwert d'Immobilienagence „Compass“. Et si keng Kommissiounskäschten fir de Lëtzeburger Staat ugefall, well dës Käschten direkt vum Propriétaire vun der Wunneng iwwerhol gi sinn.

D'Wunneng lount de Lëtzeburger Staat vun engem Affekot a privaten Investisseur, dem Warren A. Estis, dee selwer, bis zu sengem Verscheeden am Abrëll

2022, am Trump World Tower gewonnen huet. Zënterhier ginn de Loyer an d'Chargé fir d'Wunneng iwwert eng Société de gestion immobilière, Akam, un d'Entitéit „Estis Investor Condo Portfolio“ bezuelt.

Déi eenzeg Käschten, déi un eng Firma iwwerwise gi sinn, déi dem Donald Trump gehéiert, sinn administrativ Käschten an Héicht vu 1.500 Dollar, well déi Firma zoustänneg ass fir d'Gestioun vum Trump World Tower. Déi Käschte sinn am Juli 2021 bezuelt ginn.

Wat d'Sécherheet ugeet, esou ass ze bemerken, dass d'Equipement, déi d'Diplomaten am Kader vun hirer Aarbecht gebrauchen, adäquat gesécher sinn.

D'Urteil vum 26. September 2023 am Prozess vum Staat New York géint den Här Trump huet keen Afloss op eis Aschätzung.

Ech wëll ofschléissend dorop hiweisen, dass ech op all parlamentaresch Fro äntweren op Basis vun alle Fakten, vun deenen de Ministère Kenntnis huet.

Examen du permis de conduire | Question 8353 (28/09/2023) de M. Marc Lies (CSV)

No engem net bestanene Führerschäinsexamen kann et zu Interpretationsdivergenzen bei de Grënn kommen, déi um „bulletin d'examen pratique“ vum Examineur vun der „Société nationale de la circulation automobile“ (SNCA) ugekräizt respektiv opgeschriwwen gi sinn. Een Diskussionspunkt kann hei de Reproche vun enger „intervention de secours de l'instructeur“ sinn, déi direkt zum Echec féiert: Heifir ginn 20 vu 60 Punkten ofgezunn, a fir den Examen ze packen, muss ee mindestens 45 vu 60 Punkten hunn.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte richten:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi eng „intervention de secours de l'instructeur“ am Führerschäinsexamen definéiert gëtt?

– Wéi eng Recoursméglechkeeten huet e Kandidat, fir den Echec vun engem prakteschen Examen ze contestéieren?

– Wéi eng Recoursméglechkeeten huet e Fahrlehrer, fir de Virwurf vun enger „intervention de secours de l'instructeur“ ze contestéieren?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam prakteschen Führerschäinsexamen.

Eng sougenannten „intervention de secours“ ass eng Handlung vum Fahrlehrer während engem Führerschäinsexamen, egal ob proaktiv oder reaktiv, déi néideg ass, fir e schwéiere Feeler oder eng onmëttelbar Gefor op der Strooss ze vermeiden. De Fahrlehrer kann entweder direkt agreifen, z. B. bremsen oder an d'Steierad gräifen oder och verbal agreifen. Dëst kann eng Interventioun sinn, fir eng Kollisioun mat anere Stroossenotzer oder awer och Obstakelen ze vermeiden, den Trottoir ze beréieren, den Netrespekt vun engem Verkéiersschëld (enger Virfaart zum Beispill) ze vermeiden oder een anert geféierlecht Verhalen ze ënnerbanen. D'Haaptzil vun esou enger Interventioun ass et, fir d'Sécherheet vun alle Bedeelegten ze garantéieren.

Wann e Kandidat oder Fahrlehrer eng Decisioun, déi während dem Examen geholl gouf, contestéiere wëll, da kann hien eng schrëftlech Reklamatioun bei der SNCA maachen. De Chef vum Departement Führerschäin an de Chef d'équipe vun den Examineuren analyséieren dann zesummen dëse Fall. Opgrond vun dëser Analys

gëtt dann eng schrëftlech Äntwert un de Kandidat oder Fahrlehrer gemaach, an där eng detailléiert Erklärung iwwert den Ofaf vum Examen an de contestéierte Punkte steet. Sollt sech am Kader vun dëser Analys erausstellen, dass den Examineur e Feeler gemaach huet, gëtt dann natierlech den Examen annulléiert an de Kandidat kann den Examen mat engem aneren Examineur nach emol nei maachen.

Locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux | Question 8354 (28/09/2023) de M. Carlo Weber (LSAP)

De schlechten Zoustand vun de Gebailechkeeten vun der Stroossebauverwaltung zu Clervaux ass säit Jore bekannt. Zousätzlech ass mir och zougedroen ginn, datt déi bestoend Capacitéiten net méi duerginn, fir all déi betraffe Servicer ënnert een Dag ze bréngen.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Ass ee passenden Terrain fonnt ginn, fir d'Gebailechkeeten vun der Stroossebauverwaltung ze erwidere respektiv auszebauen?

2. Wat ass de leschte Stand vum Projet?

3. Ass en Zäitfenster fir dëse Projet definéiert?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Moment ass nach kee gëeegenten Terrain fir de Bau vun neie Gebailechkeeten fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clervaux fonnt ginn.

ad 2. Dat neit Zentralgebai vun de verschiddene Brigaden vun der Stroossebauverwaltung zu Clervaux soll net nëmmen de Besoin vum Personal Rechnung droen, mee och deem fir d'Material an d'Maschinen, souwéi den aktuelle Sécherheitsvirschrëften entsprechen.

Et gëtt awer zu dësem Zäitpunkt nach kee Projet vun engem Neibau fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clervaux, well nach no engem gëeegenten Terrain gesicht gëtt.

ad 3. Aus de virdru genannte Grënn, ass et am Moment net méiglech, en Zäitraum fir de Projet ze nennen.

Accidents mortels sur des sites de la branche kazakhe d'ArcelorMittal | Question 8355 (28/09/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Récemment, l'agence de presse internationale AFP a diffusé des informations sur des accidents mortels au Kazakhstan dans les mines d'ArcelorMittal Temirtau, la branche locale du géant de l'acier ArcelorMittal. Il y aurait eu 10 morts parmi les ouvriers lors de deux accidents en moins de 12 mois. Ces accidents seraient, selon des témoignages locaux, la conséquence de la politique de la branche locale d'ArcelorMittal qui investirait trop peu dans les équipements. Un ancien ouvrier est cité par France 24 avec les mots : « Ces accidents mortels arrivent à cause de la cupidité des dirigeants de l'entreprise. Les investissements dans les nouveaux équipements et les règles de sécurité sont insuffisants, et il manque de personnel. [...] Dans cette entreprise, on nous traite comme des esclaves et voilà les conséquences, les gens meurent et vont continuer à mourir. »

Sachant que le siège social d'ArcelorMittal est installé au Luxembourg, que l'État luxembourgeois détient des participations de la société et qu'un représentant de l'État siège au sein de son conseil d'administration, je

voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que vous détenez de plus amples informations sur les accidents mortels et autres incidents sur des sites miniers et/ou industriels de la filiale kazakhe d'ArcelorMittal ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me faire part des informations dont vous disposez ?

2) Est-ce que vous avez essayé de vous procurer de plus amples informations sur les accidents susmentionnés et sur les conditions de travail chez la société en question, que ce soit auprès des responsables de l'entreprise, du Gouvernement kazakhe ou d'acteurs locaux comme les syndicats ou associations en contact avec les ouvriers locaux ?

3) Est-ce que vous détenez des informations sur des accidents, des incidents ou des pratiques semblables impliquant d'autres filiales d'ArcelorMittal dans d'autres pays ?

4) Jugez-vous que les accidents et incidents au Kazakhstan sont en violation avec les principes directeurs internationaux, lesquels, quoique juridiquement non contraignants, forment un cadre internationalement reconnu en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises ?

5) Quelles démarches le Gouvernement luxembourgeois propose-t-il d'entreprendre afin de favoriser le respect des droits de l'homme, des normes sociales et des normes environnementales par l'ensemble du groupe ArcelorMittal ?

6) À la lumière des incidents décrits, le Gouvernement ne juge-t-il pas nécessaire la rapide mise en place d'une loi nationale contraignante relative au devoir de vigilance des entreprises ?

Réponse (13/11/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Concernant les accidents sur les sites de production d'ArcelorMittal Temirtau, y compris le récent accident suite à un feu dans une mine de la région de Karaganda, le Luxembourg dispose des informations relayées par les médias et de celles qui lui ont été communiquées par le Gouvernement du Kazakhstan et l'entreprise concernée. Notons qu'ArcelorMittal a communiqué qu'elle était en négociations depuis plusieurs mois avec le Gouvernement du Kazakhstan pour lui transférer la propriété d'ArcelorMittal Temirtau et qu'un accord préliminaire a été trouvé la semaine précédant l'accident tragique du samedi 28 octobre. Par ailleurs, ArcelorMittal a publié un communiqué en date du 30 octobre (consultable sous <https://corporate.arcelormittal.com/media/news-articles/update-regarding-kostenkomining-tragedy>) qui annonce une compensation financière considérable aux familles endeuillées. Ce communiqué fait suite à la communication initiale susmentionnée de l'entreprise du 28 octobre (consultable sous <https://corporate.arcelormittal.com/media/pressreleases/statement-regarding-tragic-accident-in-kazakhstan>) et au message du CEO du 29 octobre (consultable sous <https://corporate.arcelormittal.com/media/casesstudies/message-from-our-ceo-aditya-mittal-regarding-tragic-accident-in-kazakhstan>).

ad 2) Le Luxembourg a eu des échanges au sujet des accidents susmentionnés aussi bien avec les responsables du groupe ArcelorMittal au Luxembourg qu'avec des représentants du Gouvernement du Kazakhstan. Il n'est pas habituel pour un ministère d'entrer directement en contact avec des syndicats d'un autre pays ou avec des ouvriers locaux.

Le Point de contact national luxembourgeois de l'OCDE (PCN) a en outre pris contact avec ses homologues au

PCN au Kazakhstan pour savoir s'ils possèdent des informations supplémentaires concernant les incidents allégués, ou plus généralement, concernant les conditions de travail dans la mine susmentionnée. Il n'y a jusqu'à présent pas eu de retour.

ad 3) Non.

ad 4) Le Gouvernement luxembourgeois s'engage sans réserve en faveur de la mise en œuvre des lignes directrices des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme. Il ne dispose actuellement pas des éléments nécessaires pour évaluer la situation entourant les accidents survenus au Kazakhstan, et a fortiori ne peut se prononcer au sujet de conjectures dans ce contexte.

ad 5) Le Luxembourg encourage toutes les entreprises établies au Luxembourg, y compris ArcelorMittal, à prendre les mesures nécessaires afin qu'elles, ainsi que leurs filiales, respectent pleinement les normes sécuritaires, sociales et environnementales en vigueur dans les pays où elles mènent leurs activités.

ad 6) L'accord de coalition actuel prévoit que le Luxembourg appuiera toute initiative législative européenne visant à créer un « level playing field » pour les entreprises en matière de devoir de vigilance. Le Luxembourg s'investit ainsi au niveau européen dans les travaux en cours sur une proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, qui sera transposée après son adoption en droit national.

Loyer du Stade de Luxembourg | Question 8357 (28/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Georges Mischo** (CSV)

„Le stade étant censé accueillir des matchs de rugby et de football, la surface de jeux permet l'aménagement d'un terrain de jeu de football (105 m x 68 m) et d'un terrain de rugby (115 m x 70 m)“, steet op der Websäit vum neie „Stade de Luxembourg“ op der Cloche d'Or ze liesen. An der Praxis ass et awer esou, dass de Stadion net vill vun der Rugbyfederatioun genotzt gëtt. De Grond dofir sinn déi héich Loyerskäschen.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un den Här Sportminister richten:

1. Wéi eng Léisung proposéiert den Här Minister, fir der Rugbyfederatioun bei de Loyerskäschen fir de Stadion entgéintzekommen?

2. Gesäit den Här Minister eng Méiglechkeet, entweeder de Loyer ze adaptéieren oder der Federatioun en entsprechende Subsid zoukommen ze loossen?

3. Ganz allgemeng, awéiwäit hält den Här Minister et fir legitim, d'Rugbyfederatioun méi staark ze ënnerstëtzen?

Réponse (26/10/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. Wéi schonn aus menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6588 vum 1. August 2022 ervirgaangen ass, ginn d'Tariffer, wat d'Benotze vun de verschiddenen Infrastrukturen am Stade de Luxembourg betrëfft, vun der Stad Lëtzebuerg, a senger Qualitéit als Propriétaire vum Stade de Luxembourg, fixéiert. Donieft ginn d'Konditiounen vun der Bereetstellung vum Stade de Luxembourg un d'Federatiounen respektiv un d'Veräiner per Konventioun tëschent dem „Exploitant“, der Stad Lëtzebuerg an dem „Organisateur“, der Federatioun oder dem Veräin, festgehalten.

Aus der selwechter Äntwert geet och ervir, dass d'Tariffer vun der Gemeng Lëtzebuerg bei Wäitem net käschendeckend sinn.

Ech rappeléieren och nach eng Kéier gär, dass déi entspriechend Verbänn een aussergewéinleche Subsid beim Sportsministère ufroe kënnen op Basis vun engem detailléierten Decompte, deen déi do Käschten abegraift.

ad 2. Nieft den Erklärungen op d'Fro 1 wëll ech informéieren, datt aktuell en enger lichter Adaptatioun vun der Präisstruktur fir d'Locatioun vum Stade de Luxembourg tëscht Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg an dem Sportsministère geschafft gëtt. Donieft gëllt et ze betounen, dass de Loyer vum Stade de Luxembourg fir déi betraffe Federatiounen finanziell wuel ze stemmen ass, mee d'Anhale vum, vun Experten ausgeschafften, Sécherheetskoncept vum Stade de Luxembourg e grouse finanziellen Opwand bedeit. Dëst Sécherheetskoncept ass allerdéngs d'Conditio sine qua non, fir dass iwwerhaapt e Match kann am Stadion gespillt ginn.

ad 3. Aus logesche Grënn vu Gläichbehandlung, huet d'Rugbyfederatioun déi selwecht finanziell Hëllefeng zegutt wéi déi aner Sportfederatiounen.

Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux | Question 8358 (28/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Walkampfokkommes ass festgehal ginn, dass Ministeren a Ministeschen an der Ausübung vun hirem Mandat während der Period vum Walkampf keng bezuelte Reklammen iwwert Ministèreren akafen, déi net direkt eppes mat hiren Informations- an Opklärungsflächten ze dinn hunn. Dëst fir ze evitéieren, dass ëffentlech Steiergelder, déi fir d'Aarbecht vum Ministère geduecht sinn, net fir de Walkampf mëssbraucht ginn. Op Social Media gesäit een aktuell vill gesponsert Bättrëg vun de Ministère mat Fotoe vun de Ministeren a Ministeschen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Cultes, Digitalisatioun, administrativ Reform, bannenzeg Sécherheet, Aussengeleeënheeten an Europa, Immigratioun an Asyl, Verdeedegung, Mobilitéit, Bildung, Héichschoul a Fuerschung, ëffentlechen Déngscht, Landesplanung, Energie, Konsumenteschutz, Kultur, Gläichheet tëscht Fraen a Männer, Interieur, Mëttelestand, Tourismus, ëffentlech Aarbechten, Gesondheet, Justiz, Wirtschaft, Kooperatioun, Finanzen, Aarbecht, Sport, Sozialversécherung, Landwirtschaft, Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, Wunnengsbau, Famill an Integratioun a Groussregioun des Froe stellen:

1. Wéi vill Social-Media-Bättrëg hunn d'Ministère säit dem 4. September publizéiert an des mat bezuelter Werbung op de Plattformen gepusht?

2. Ëm wéi ee Geldbetrag handelt et sech insgesamt?

Réponse (30/10/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. François Bausch**, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Énergie | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la

Justice, Ministre de la Culture | **Mme Taina Bofferd**, Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Ministre des Sports | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région

ad 1. Zanter dem 4. September hunn 9 Ministèreren am Ganzen 89 gepushte Social-Media-Bättrëg publizéiert.

Den Informatiounen no, déi der Regierung virleien, ass et wichteg ze präziséieren, datt des Bättrëg sech op Campagnë vun de Ministère bezéien, déi direkt eppes mat hiren Informations- an Opklärungsflächten ze dinn hunn.

ad 2. Et handelt sech am Ganzen ëm e Geldbetrag vun 13.632,67 Euro HTVA.

Taxe sur les véhicules agricoles | Question urgente 0149 (03/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

Gëschter (2.1.2024) krute vill landwirtschaftlech Betriber iertemlecherweis e Brëf vun der Administration des douanes et accises, fir Cotisatiounen vun hire landwirtschaftleche Gefierer ze bezuelen, obwuel des zu Lëtzebuerg gesetzlech vun där entspriechender Steuer ausgehollt sinn. Esou Feeler bedeite fir d'Betriber eng zousätzlech zäitlech Belaaschtung an deemno wéi feelen d'Suen och temporär am Betrib, falls si der Opfuerrung guddem Wëllens nokomm sinn. Schlussendlech droen se och net dozou bäi, dat allgemengt Vertraue vun de Bierger an d'Verwaltungen ze stäerken.

An deem Kontext géife mir dem Här Finanzminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill landwirtschaftlech Betriber si vun dëser Pann betrafft?

2. Si sämtlech landwirtschaftlech Betriber offiziell doriwwer informéiert ginn, dass des Cotisatiounen opfuerrung iertemlecherweis verschéckt gouf, fir sämtlech weider Rechtsongesécherheeten ze vermeiden?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob séchergestallt ass, datt déi landwirtschaftlech Betriber, déi scho bezuelt hunn, hir Suen onmëttelbar zeréckkréien? Falls net, firwat net?

4. Wéi kouw et dozou, dass des Opfuerrung iertemlecherweis verschéckt ginn ass? Gesäit den Här Minister no dësem Tëscheffall eng intern Evaluatioun vun den entspriechenden Aarbechtsfleef vir? Kann den Här Minister an deem Sënn och preziséieren, ob et sech hei ëm eng intern Simulatioun vun zousätzleche Recettë gehandelt huet? Falls jo, kann den Här Minister der Chamber, als Souverän vun der Steierpolitik, déi entspriechend Resultater zoukomme loossen?

Taxe sur les véhicules agricoles | Question urgente 0150 (04/01/2024) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Virum Joreswiessel kruten d'Bauere vun der Douanes an Akziseverwaltung eng Opfuerrung geschéckt, fir d'Steiere fir hir Trakteren ze bezuelen, dat, obwuel landwirtschaftlech Maschinnen net steierpflichteg

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

sinn. Eisen Informatiounen no soll et sech dobäi ëm en Iertum vun enger Déngschtstell, der SNCA, handeln. Wéi et an deem Schreiwes heesche géif, wär d'Tax bis den 12. Januar 2024 ze bezuelen.

Dofir wollt ech folgend Froen un d'Madamm Transportminister an un den Här Finanzminister stellen:

– Stëmmt et, datt d'Tractersbesëtzer eng Opfuerderung kruten, fir Steieren op hiren Trakteren ze bezuelen?

• Wa jo, wéi vill Formulairë si verschéckt ginn?

– Kënnt Dir eis Informatiounen bestätegen, datt et sech dobäi ëm en Iertum handelt?

– Wéini a ggf. wéi wäert déi zoustänneg Verwaltung déi betrafte Besëtzer informéieren an hinnen offiziell matdeelen, wat ze maachen ass?

– Wann et en Iertum ass, a well den Datum vum Verschécken an dee vum Bezuele ganz no beienee leien, an dat iwwer d'Feierdeeg, fënnt d'Regierung et net ubruecht, fir am Virfeld eng offiziell Kommunikatioun, eventuell a Form vun engem Communiqué o.ä. ze maachen, fir déi Betrafte vum richtege Sachverhalt ze informéieren?

Réponse (05/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Verschieden Tractersbesëtzer krute virum Joreswiessel fälschlecherweis vun der Douanes- an

Akziseverwaltung eng Opfuerderung geschéckt, fir d'Autossteuer op hir Trakteren ze bezuelen.

Dësen Iertum ass op e Feeler an engem Informatiksprogramm vun der Douanes- an Akziseverwaltung zereckzeféieren. De Feeler gouf zanterhier behuewen.

346 Tractersbesëtzer si vun dëser falscher Opfuerderung betraff.

D'Douanes- an Akziseverwaltung mécht e Communiqué, fir all concernéiert Leit a Betriber iwwert den Iertum ze informéieren.

All déi Concernéiert, déi scho bezuelt hunn, ginn eenzel ugeschriwwen, fir dass si hir Suen direkt kënnen rembourseréiert kréien.

Dësen ongléckleche Virfall ass reng nëmmen engem Feeler an engem Informatikprogramm geschéit. Et handelt sech deemno net ëm eng Simulatioun vu Recetten.

Difficultés financières dans le secteur sportif | Question urgente **0174** (15/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Sportsektor ka vu staatleche finanziellen Hëllef profitéieren. Eng Rei Federatiounen an Organisme bedauern zuzäit awer, dass déi staatlech Gelder, mat deene geplangt gouf, Verspéidung hunn. Weeder

d'Sue vum 2. Decompte vun 2023 sollen iwwerwise gi sinn, nach d'Avancé säit Januar 2024. Obwuel virauszegesi war, dass iwwert en Douzième provisoire Budget gefuer géif ginn, steet de Sportsektor, wou Paie bezuelt a lafend Käschte gedeckt musse ginn, aktuell dowéinst ënnert engem onerwaarte finanziellen Drock.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Firwat kouw et zu de Verzögerungen beim Ausbezuelen vun den Aiden a wat gëtt gemaach, fir de Problem esou séier wéi méiglech ze behiewen?

2. Bis wéini kann de Sektor mam Ausbezuelen vun de Sue vum 2. Decompte vun 2023 rechnen?

3. Bis wéini kann de Sektor mam Ausbezuelen vun de Sue vun den Avancé fir 2024 rechnen?

Réponse (16/01/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Ech ka confirméieren, datt et keng Retarde gëtt beim Ausbezuelen vun den Aiden. Weeder fir d'Decompté vun 2023, nach fir d'Avancé vun 2024.

ad 2. D'Solde vun 2023 ginn, sou wéi dat schonn déi lescht Joren de Fall wor, tëscht Mëtt Januar a Mëtt Mäerz 2024 ausbezuelt.

ad 3. D'Avancé fir 2024 ginn tëscht Mëtt Januar an Ufank Februar ausbezuelt. Och dës Delaie sinn déi selwecht wéi an de leschte Joren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques
n^{os} 8 et 9 p. 09-58

Questions au
Gouvernement p. 58-99

2023-2028

n°4



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances p. 09-58

8^e séance du mercredi 20 décembre 2023 p. 09-33

9^e séance du mardi 16 janvier 2024 p. 33-58

Questions au Gouvernement p. 58-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

07/02/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



D'Chamber erënnert un d'Affer vun der Shoah



D'Chamber gedenkt am Kader vum Internationalen Holocaust-Gedenkdag der Liberatioun vum Konzentratiounslager Auschwitz-Birkenau de 27. Januar 1945. Schätzungen no koumen am KZ Auschwitz-Birkenau iwwer eng Millioun Mënschen ëm d'Liewen. Eng 1.300 lëtzebuergesch Judde si vun den Nazien ëmbruecht ginn.

L'Administration parlementaire recrute :

**un gestionnaire des ressources humaines (m/f/d) sous le régime du fonctionnaire
(par la voie du changement d'administration)**

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Visite de la Présidente du Parlement européen

« Les élections européennes, un investissement dans notre avenir commun »



La Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a été reçue au Luxembourg dans le cadre de sa « tournée européenne » en vue des élections européennes du mois de juin 2024.

Dans le cadre de sa « tournée européenne » en vue des élections européennes qui auront lieu du 6 au 9 juin 2024, Mme Roberta Metsola a été accueillie à la Chambre des Députés le 24 janvier 2024 pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que les députés européens luxembourgeois.

L'objectif de la visite de travail de la Présidente du Parlement européen au Grand-Duché était clair : sensibiliser les citoyens à voter aux prochaines élections européennes. Devant les parlementaires luxembourgeois réunis en salle plénière, la Présidente a précisé qu'« elles ne doivent pas être considérées comme une obligation ou un exercice forcé, mais comme un investissement dans notre futur commun ». Mme Metsola a poursuivi en affirmant que si « nous ne nous engageons pas maintenant, nous ne ferons pas passer le message ».

La Présidente de nationalité maltaise du Parlement européen a souligné l'importance de mettre en avant le travail réalisé par les institutions européennes afin que les citoyens européens puissent prendre conscience de l'impact direct des décisions prises au sein de ces institutions sur leur vie quotidienne. Revenant sur ce qu'elle considère comme étant des réussites européennes, Mme Metsola a rappelé que, ces dernières années, l'Union européenne a dû faire face à des défis exceptionnels, tels que la crise sanitaire, l'invasion russe en Ukraine ou encore le conflit au Proche-Orient. Sur le plan législatif, elle a mis en avant le fait que le Parlement européen aura validé, d'ici la fin de la législature, quelque 1.000 textes législatifs. « Ceux-ci faciliteront la vie des citoyens européens », a-t-elle encore souligné face aux parlementaires.

La relation des jeunes face à la politique

Interrogée par un membre luxembourgeois du Parlement européen sur la manière dont les hommes

et les femmes politiques devraient réagir au désintérêt des jeunes pour la politique, la Présidente du Parlement européen a relevé la nécessité pour les responsables politiques de mener des campagnes ciblées lors des élections européennes, particulièrement parmi les jeunes. Elle a insisté dans ce contexte sur l'importance de la lutte contre la désinformation en ligne. Une autre approche efficace pour sensibiliser les jeunes à la politique européenne consisterait à engager un dialogue direct en visitant les établissements scolaires. De plus, il serait essentiel de rappeler aux citoyens européens, en particulier aux jeunes, que certaines opportunités ne seraient pas possibles sans l'UE. Mme Metsola a exprimé des regrets quant à la tendance de considérer de nombreux acquis comme allant de soi. Au cours des discussions avec les parlementaires, la Présidente a également signalé les difficultés rencontrées pour recruter des jeunes et des femmes candidates.

La politique d'élargissement de l'UE

Dans le cadre des discussions sur la politique d'élargissement de l'UE, un député a exprimé le souhait de connaître les préparatifs du Parlement européen pour accueillir de nouveaux pays candidats. Mme Metsola a souligné l'importance de la décision des 27 chefs d'État et de Gouvernement en décembre 2023 d'entamer des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. Cependant, elle a également appelé à « ne pas être naïfs, car les Balkans occidentaux patientent depuis 20 ans pour entrer dans l'Union ». En termes d'attribution de sièges supplémentaires au sein du Parlement européen, la Présidente a rassuré les députés que l'institution était prête à « s'adapter ».

Les députés luxembourgeois ont sollicité l'avis de la Présidente du Parlement européen sur la manière de réduire la distance entre Bruxelles et les citoyens européens. Mme Metsola a reconnu qu'il s'agissait d'un phénomène auquel est confrontée la politique en général, ce qui explique également la montée de l'extrémisme, car « les citoyens expriment leur frustration en votant pour des partis qui proposent des solutions simplistes à des questions complexes ». Dans cette optique, elle a appelé tous ceux qui s'investissent politiquement à assumer leur responsabilité en ne détournant pas le regard des problèmes et se poser la question cruciale en quels domaines l'UE a échoué.

Le traitement des dossiers européens à la Chambre

Les députés ont informé la Présidente du Parlement européen que la Chambre des Députés prévoit prochainement la mise en place d'une sous-commission des affaires européennes afin d'améliorer le suivi des directives et règlements européens. Dans ce contexte, ils ont souhaité savoir comment les parlements nationaux pouvaient améliorer leur relation avec le Parlement européen. Mme Metsola a salué cette initiative et encouragé les parlementaires à recourir plus fréquemment au mécanisme de contrôle du principe de subsidiarité. Selon elle, il s'agit d'un « instrument sous-estimé » par les parlements nationaux dans son potentiel effet sur la procédure législative européenne.



Les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes ont reçu la Présidente du Parlement européen à la Chambre. Les députés européens luxembourgeois ont fait le déplacement au Luxembourg pour participer à cet échange.

Trois questions à Roberta Metsola



Quel message souhaitez-vous faire passer aux députés luxembourgeois ?

Dans un peu moins de cinq mois, les citoyens européens, y compris tous les Luxembourgeois, parti-

ciperont aux élections européennes pour choisir leurs représentants pour les cinq années à venir. Ces cinq années seront un grand défi pour l'Europe et nous aurons besoin de chaque député, y compris au Luxembourg, pour faire transmettre ce message.

Les citoyens doivent voter pour décider qui les représentera pour les décisions que nous prendrons sur l'immigration, sur le climat, sur la sécurité ou sur le digital, des thématiques qui ont un impact sur la vie quotidienne de tous les citoyens luxembourgeois. Ce sont des décisions qui sont prises aussi bien au niveau européen qu'au Luxembourg. Si nous travaillons ensemble, nous pouvons arriver à surmonter les grands défis de la distance, du soi-disant déficit démocratique, que nous avons connus pendant les dernières décennies.

Les décisions au niveau européen doivent-elles être prises à l'unanimité de tous les États membres ou à la majorité ?

Le Parlement européen est clair sur le fait que le système actuel ne peut pas continuer à fonctionner en l'état, tout d'abord en ce qui concerne l'attribution de plus de compétences au niveau européen, pour surmonter ce qui semblerait être des situations impossibles à cause des vétos, ou encore pour essayer de trouver des solutions au fait que les décisions qui sont actuellement prises à 27 seront prises à 32, 33 ou même 35. Cela nécessitera

une grande réforme de la manière dont nous prenons les décisions. Mais ne vous méprenez pas, nous avons eu les moyens de prendre des décisions à la majorité depuis de nombreuses années et parfois, il n'y a pas eu la volonté politique de le faire. Nous avons surmonté ce manque de volonté politique, que ce soit pendant la pandémie ou pendant l'invasion russe illégale en Ukraine.

Je pense que nous pouvons continuer dans cet élan qui consiste à améliorer la vie de nos citoyens européens.

En 2024, près de 50 % de la population du monde participeront à une élection. Comment appréhendez-vous cette situation ?

C'est effectivement une méga année électorale avec un exercice démocratique très large aux États-Unis et une absence d'exercice démocratique en Russie où des élections auront également lieu.

En ce qui me concerne, je m'engagerai toujours contre la désinformation pour que les électeurs aient un vrai choix en ce qui concerne les personnes qu'ils peuvent élire pour les représenter. C'est un droit fondamental et il ne faut pas le considérer comme un acquis, parce que trop de millions de personnes dans le monde n'ont pas ce droit. Je dirais : « Utilisez votre vote, choisissez de manière avisée afin de vous sentir représentés après les élections ! »



Ausstellung op der Chantiersclôture vum Wiltheim-Gebai

D'Clôture vum Chantier vum Wiltheim-Gebai ass gläichzäiteg Raum vun enger temporärer Ausstellung. De Fotograf Marc Schoentgen huet dem Chamberpresident Claude Wiseler Erklärunge ginn zu senger Fotoen, déi architektonesche Elementer vum historeschen Hauptgebai weisen.

Comment sauver des documents menacés lors de sinistres ?

Les bons réflexes pour sauver des documents et des ouvrages, par exemple en cas d'inondation, ont fait l'objet d'une formation à la Chambre des Députés. Elle est en effet responsable de 1,45 kilomètres de documents d'archives, certes stockés dans des conditions optimales, mais une catastrophe n'est jamais entièrement exclue. Une formation a ainsi été animée par des experts en conservation préventive et restauration de collections patrimoniales à destination des membres de l'Administration parlementaire.

L'objectif était d'acquérir, comme cela serait le cas pour du secourisme, les bons gestes pour préserver au maximum des documents mis en péril. Cela

consiste entre autres à mettre en place rapidement une chaîne de traitement d'urgence post-sinistre consistant à documenter le sinistre, évaluer et constater l'état du document, évacuer et trier les documents, identifier la bonne technique de nettoyage ou encore à emballer les ouvrages selon les normes afin de les stocker ensuite dans un environnement réfrigéré.

Après une introduction théorique, les membres de l'Administration parlementaire ont pu pratiquer les différentes techniques directement dans les locaux de la Chambre des Députés et sont désormais prêts à prendre une part active dans la résilience de la Chambre face aux sinistres.



Visite du Commissaire européen à la Justice

« L'État de droit au Luxembourg fonctionne de manière efficace »



Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders (au premier plan), s'est rendu au Grand-Duché pour présenter le rapport de la Commission européenne sur l'État de droit.

Le Luxembourg est un bon élève en matière d'État de droit, mais il doit fournir des efforts supplémentaires concernant le registre de transparence et l'encadrement du « lobbying ». Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a présenté le 22 janvier 2024 son rapport sur l'État de droit aux députés réunis en salle plénière.

Pour la quatrième année consécutive, le Commissaire européen à la Justice s'est rendu au Grand-Duché pour présenter son rapport sur l'État de droit. D'emblée, le Commissaire européen a qualifié le Luxembourg de « partenaire fort et fiable de la Commission européenne dans ses efforts pour promouvoir et défendre l'État de droit au sein de l'Union européenne ». Selon lui, « l'État de droit au Luxembourg fonctionne de manière efficace ».

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné que ce rapport est un « instrument de travail d'une importance primordiale – aussi bien au niveau européen qu'au niveau national ». Il a encore mis en avant le fait que les députés utilisent régulièrement les recommandations émises dans le rapport dans le cadre de leur travail législatif. Un exemple concret est celui des travaux législatifs qui ont mené à l'adoption d'une nouvelle Constitution, a précisé M. Wiseler. Le Président de la Chambre a encore souligné le fait « qu'à l'époque où l'Union européenne et ses valeurs sont mises à dure épreuve et que certains États membres s'éloignent toujours plus des principes de l'État de droit, nous devons faire preuve – maintenant plus que jamais – de fermeté dans la protection de l'État de droit et de nos valeurs fondamentales ».

Les efforts qui restent à réaliser au Luxembourg

De manière générale, le Commissaire européen a salué les efforts entamés par le Grand-Duché pour adopter toutes les réformes constitutionnelles prévues. La création du Conseil national de la justice, les réformes législatives concernant la composition du Conseil national de la justice – avec un alignement sur les normes européennes – et le renforcement de l'indépendance du ministère public sont plusieurs points positifs soulevés par le Commissaire européen. M. Reynders a notamment mis en avant le fait que le Luxembourg est régulièrement cité en tant que modèle par d'autres États membres de l'UE.

En 2022, la Commission européenne a émis pour la première fois des recommandations aux États membres dans le cadre du rapport sur l'État de droit. Dans son rapport de 2023, la Commission a ainsi pu mener pour la première fois une évaluation quant à la mise en œuvre de ses recommandations. Le Luxembourg a pleinement mis en œuvre ou a accompli des progrès significatifs quant à l'adoption de la réforme des pouvoirs du Conseil national de la justice et la garantie de ressources adéquates pour les services de poursuites chargés de la criminalité économique et financière. Il doit cependant fournir davantage d'efforts dans la poursuite de la mise en œuvre et de l'évaluation de la nouvelle législation sur le lobbying au Parlement, y compris le registre de transparence.

Lors de sa présentation, M. Reynders a relevé que le Luxembourg n'a pas réalisé de progrès concernant la réforme visant à rendre l'aide juridique plus accessible. De plus, la Commission européenne n'a observé aucun développement supplémentaire en ce qui concerne l'amélioration du processus de prise de décision législative, en offrant aux parties prenantes des possibilités plus larges de participer aux débats publics.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné que des efforts ont d'ores et déjà été mis en œuvre qui n'ont pas pu être inclus dans le rapport de 2023, mais il espère que ces évolutions seront prises en compte dans le rapport de 2024. Il s'agit notamment de la transparence et de l'accessibilité du travail parlementaire avec la publicité de certaines séances de commissions parlementaires et de la révision du code de conduite des députés en précisant les règles de déontologie (notamment les relations avec les lobbyistes). Concernant la recommandation relative à l'assistance judiciaire, M. Wiseler a mentionné que les députés ont approuvé, lors de la législature précédente, un projet de loi visant à réformer ce mécanisme.

De manière générale, les députés et les députés luxembourgeois siégeant au Parlement européen ont profité de l'occasion pour aborder les relations entre Bruxelles et Budapest, notamment la décision de la Commission européenne du mois de décembre 2023 ayant abouti au déblocage d'une enveloppe de 10 milliards d'euros en faveur de Budapest sur les quelque 30 milliards qu'elle avait auparavant suspendus en raison des manquements de la Hongrie en matière d'État de droit.

Un autre sujet évoqué par les députés a été celui de la situation des médias et des journalistes, qui, selon l'avis de certains députés, se dégrade partout en Europe. Un constat partagé par M. Reynders qui met en avant que le « Media Freedom Act » – sur lequel s'est accordée l'UE en décembre 2023 – permettra de mieux protéger l'indépendance éditoriale et le pluralisme des médias. En outre, ces règles prévoient des garanties sans précédent pour permettre aux journalistes d'accomplir leur travail librement et en toute sécurité.



Le Commissaire européen s'est livré aux questions des députés et députés européens luxembourgeois.

Échange et protection d'informations classifiées avec la France

8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1^{er} juillet 2022

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver un accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1^{er} juillet 2022.

L'accord visé par le projet de loi sous rubrique remplace l'accord général de sécurité du 24 février 2006 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française.

Une réforme de la réglementation relative à la protection du secret de la défense nationale et des changements apportés au système de classification français, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021, a imposé la négociation et la signature d'un nouvel accord concernant l'échange et la protection des informations classifiées entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

08/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

Échange et protection d'informations classifiées avec la Lituanie

8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver un accord concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Lituanie, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020.

L'accord visé par le projet de loi s'inscrit dans une série d'autres accords bilatéraux que le Luxembourg a déjà conclus en la matière avec d'autres États. Il a pour but de garantir la protection des informations classifiées échangées ou produites dans le cadre de la coopération des deux pays et d'établir un ensemble de règles et de procédures régissant leur protection réciproque.

L'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre le Gouvernement de la République de Lituanie et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg seront désormais régis par cet accord, ainsi que par les lois nationales respectives en vigueur. Il est fait exception des pièces classifiées tombant sous l'empire d'un régime de protection qui leur est propre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

08/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

Jours fériés tombant sur un même jour

8266 – Projet de loi portant modification : 1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ; 2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi entend compléter le libellé de l'article L. 232-3 et apporter des modifications aux articles L. 232-6 à L. 232-9 du Code du travail pour tenir compte expressément de l'hypothèse dans laquelle deux des onze jours fériés légaux énumérés à l'article L. 232-2 tombent sur un même jour de calendrier. Par la même occasion et dans un but identique, une précision en ce sens sera insérée à l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 avril 2019 portant modification : 1) des articles L. 232-2 et L. 233-4 du Code du travail ; 2) de l'article 28-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, chaque travailleur tombant sous le Code du travail ou le statut général des fonctionnaires de l'État a dès lors droit à onze jours fériés légaux par année de calendrier.

En 2024, deux de ces onze jours, à savoir l'Ascension et la journée de l'Europe, tombent sur le 9 mai alors qu'un tel cas de figure n'est actuellement pas expressément réglementé par les dispositions légales.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 30/06/2023

Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Marc Spautz) :

10/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis des chambres professionnelles
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/01/2024

Imposition minimale effective des sociétés

8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union

Le projet de loi 8292 vise à assurer un niveau minimal d'imposition de 15 % pour tous les groupes d'entreprises multinationales réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros. Cette initiative (communément appelée « Pilier Deux »), qui repose sur un accord politique conclu en 2021 au niveau de l'OCDE, a été rendue juridiquement contraignante pour les États membres de l'UE avec la publication de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union (ci-après « directive 2022/2523 »). Le présent projet de loi vise donc à transposer la directive 2022/2523, dont le délai de transposition est fixé pour le 31 décembre 2023.

Le projet de loi introduit trois mécanismes correctifs fiscaux, qui visent, en fonction de la situation d'un groupe d'entreprises multinational donné, à garantir qu'un niveau minimal d'imposition de 15 % lui est appliqué. Ces mesures se résument comme suit :

– Si un groupe d'entreprises, dont le siège social est à Luxembourg, n'atteint pas un niveau d'imposition minimal de 15 % au niveau d'une juridiction déterminée, alors la société mère se verra prélever par le Luxembourg un impôt complémentaire « top-up » correspondant à la différence entre le taux minimum de 15 % et le taux effectif appliqué aux entités constitutives faiblement imposées situées dans cette juridiction (règle d'inclusion du revenu, ci-après « RIR ») ;

– Si le siège d'un groupe d'entreprises se trouve dans une juridiction qui n'applique pas la règle d'inclusion du revenu, alors les entités constitutives de ce groupe situées



au Luxembourg (indépendamment du fait qu'elles soient faiblement imposées ou pas) doivent payer un impôt complémentaire correspondant à la différence entre le taux minimum de 15 % et le taux effectif appliqué à toutes les entités faiblement imposées de ce groupe et pour lesquelles une RIR ne s'applique pas (règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés, ci-après « RBII »).

Les juridictions des entités constitutives faiblement imposées ont le droit de leur appliquer prioritairement un taux minimum d'imposition de 15 %, avant que le Luxembourg applique la RIR ou bien la RBII pour les groupes, respectivement les entités constitutives qui se trouvent sur son territoire (application d'un impôt national complémentaire qualifié).

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Aehm) :

05/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation des amendements gouvernementaux
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'un projet de rapport
18/12/2023 Présentation (suite) et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 864, page 1

Budget provisoire de l'État

8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024

Le présent projet de loi a pour objet d'ouvrir des crédits provisoires pour les quatre premiers mois de l'année 2024, à valoir ultérieurement sur le budget voté de l'État pour l'ensemble de l'exercice 2024. Il vise en outre à autoriser la perception des impôts directs et indirects existants au 31 décembre 2023 et à proroger certaines dispositions de la loi budgétaire de l'exercice 2023. Il permet d'assurer le fonctionnement des services publics au-delà de la fin de l'année budgétaire en cours ainsi que de permettre au Gouvernement issu des élections du 8 octobre 2023 de préparer le projet de Budget de l'État pour l'exercice 2024.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/10/2023
Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Aehm) :

28/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 829, page 1

Autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée

8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous avis a pour objectif de modifier l'article 61 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (loi TVA) afin de modifier les dispositions relatives à l'autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le champ d'application des opérations à soumettre au mécanisme d'autoliquidation est étendu aux livraisons de téléphones mobiles, de tablettes informatiques, d'ordinateurs portables, de consoles de jeu et de circuits intégrés, ainsi qu'aux livraisons de métaux bruts ou semi-finis.

L'article 61 de la loi TVA définit la personne qui est redevable, à l'égard du Trésor public, de la TVA en raison d'une livraison de biens ou d'une prestation de services effectuées. En principe, cette personne est l'assujéti qui effectue la livraison de ces biens ou la prestation de ces services.

En raison de fraudes à la TVA, notamment de « fraudes carrousel », l'article 199bis de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée offre aux États membres la faculté de mettre en œuvre un mécanisme d'autoliquidation. Les États membres peuvent ainsi désigner, pour des livraisons de biens et des prestations de services, prédéfinies, qui présentent un risque de fraude, l'acquéreur comme redevable de la TVA due.

Certaines facultés offertes par l'article 199bis de la directive 2006/112/CE ont été transposées au paragraphe 3 de l'article 61 de la loi TVA. Le Luxembourg a mis en place un mécanisme d'autoliquidation en cas de cessions de certificats d'émission de gaz à effet de serre, d'électricité ou de gaz entre deux assujettis établis à l'intérieur du pays.

L'application des dispositions basées sur l'article 199bis de la directive 2006/112/CE est limitée dans le temps. La période d'application a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2026.

La prolongation de la période d'application du mécanisme d'autoliquidation résulte de la conviction que le risque en la matière est toujours d'actualité et relève souvent de la criminalité organisée, voire du financement du terrorisme. Il est donc fort probable que la directive 2006/112/CE sera à nouveau adaptée au niveau des règles en matière de TVA. Or, jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte les faiblesses subsisteront en la matière.

Pour éviter de s'exposer à un tel risque financier majeur, le projet de loi entend parfaire la législation nationale en étendant le champ d'application des opérations à soumettre au mécanisme d'autoliquidation.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 03/11/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Aehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023
Loi du 22 décembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 838, page 1

Impôt sur le revenu des personnes physiques

8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter le barème d'imposition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à hauteur de 4 tranches indiciaires dès l'année d'imposition 2024. Il introduit par ailleurs une adaptation à l'évolution de l'indice des prix à la consommation des coefficients de réévaluation prévus à l'article 102, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.).

Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages constitue l'une des priorités du nouveau Gouvernement. Ainsi, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit, entre autres, qu'au 1^{er} janvier 2024, le barème d'imposition des personnes physiques sera adapté de 4 tranches indiciaires, y compris l'adaptation du barème de 2,5 tranches indiciaires déjà arrêtée par la loi du 5 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Le présent projet de loi vise donc à rajouter 1,5 tranches indiciaires supplémentaires dès l'année d'imposition 2024. Concrètement, les limites des tranches sont adaptées de 10,38 % par rapport au tarif applicable depuis 2017.

Cette mesure se comprend comme une première étape d'une démarche plus générale pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus.

Le déchet fiscal de cette modification du tarif de 4 tranches indiciaires est estimé à un total de 480 millions d'euros.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/11/2023
Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

12/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

15/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 826, page 1

8^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 10

M. Claude Wiseler, Président

2. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

p. 10

M. Claude Wiseler, Président

3. 8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

p. 10

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot (dépôt des amendements 1 et 2) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement (dépôt de la motion 2) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

M. François Bausch | M. Marc Spautz

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur une proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés (adoptée)

Motion 1 : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson | Mme Taina Bofferding | M. Patrick Goldschmidt | M. Sven Clement | M. Marc Spautz | M. Fred Keup | M. David Wagner

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8343 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 2 : M. Sven Clement | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Taina Bofferding | Mme Sam Tanson | M. Marc Spautz | M. Patrick Goldschmidt | M. Fred Keup

Vote sur la motion 2 (rejetée)

4. 8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024

p. 20

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. André Bauler | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Fred Keup (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8338 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union

p. 25

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8292 et dispense du second vote constitutionnel

6. 8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

p. 31

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8339 et dispense du second vote constitutionnel

7. Discours de M. le Président

p. 32

M. Claude Wiseler, Président | M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum (intervention de M. Claude Wiseler, Président) | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Gilles Roth, Ministre | Nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

2. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt: An der EISC, dat heescht der European Interparliamentary Space Conference, ersetzt den Här Gérard Schockmel d'Madamm Carole Hartmann als effektive Member an d'Madamm Hartmann gëtt Membre suppléant. Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8343 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 8343 iwwert d'Upassung vum Steuerbarème u véier Indextranchen un. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Aehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Aehm (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir elo ofstëmme wäerten, beinhalt zwee wichteg Punkten. Den éischte Punkt ass d'Adaptatioun un d'Präisdeierecht vun de Coefficients de réévaluation vum Prix d'acquisition oder vum Prix de revient vun den Immobilien, esou wéi se am Artikel 102 Alinea 6 vum Steiergesetz virgesinn ass. Dës Adaptatioun gëtt all zwee Joer gemaaht.

Dësen éischte Punkt stoung ursprünklech am Gesetzesprojet iwwert d'Douzièmes provisoires, mee gouf op Urode vum Staatsrot aus deem Text erausgeholl an an dësen Text integréiert.

Den zweete Punkt aus dem Projet de loi vun haut de Mëtteg, an dat ass de weesentleche Punkt vun dësem Gesetzesprojet, gesäit d'Adaptatioun vum Steuerbarème vun de Privatpersounen ëm véier Indextranchë vir, an dat ab dem 1. Januar 2024.

D'Kafkraaft vun de Stéit stäerken ass eng vun de Prioritéite vun der neier Regierung. Duerfir huet si an hirem Koalitionsofkommes festgehalten, op den

1. Januar 2024 d'Steiertabell vun de Privatpersounen ëm véier Indextranchen unzepassen.

Dozou ass awer ze soen, dass d'Gesetz vum 5. Juli 2023, dat d'Steiergesetz vum Dezember 1967 ofännert, schonn eng Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchë virgesinn huet. Mat dësem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, kommen also nach eng Kéier 1,5 Indextranchë bäi. Esou ginn d'Limite vun den eenzelen Tranchen aus der Steiertabell jeeweils ëm ronn 10,38 % ugepasst par rapport zu 2017.

Bis elo huet e Steierzueler an der Steierklass 1 ab engem Joresakomes vum 11.265 Euro ugefaangen, Steieren ze bezuelen. Ab dem 1. Januar 2024 ginn eréischt ab engem Joresakomes vum 12.438 Euro Steiere bezuelt. D'Steierfräit Joresakomes geet also ëm ronn 1.200 Euro pro Joer erop.

D'Upassung vun der Steiertabell kënnt alle Steierzueler zegutt. Deemetspriedend gräift och de Spätzesteiersaz méi spéit. Goufe bis elo 42 % Steieren ab 200.004 Euro an der Steierklass 1 bezuelt, esou fänkt elo de Spätzesteiersaz eréischt ab 220.788 Euro un ze gräifen.

Mir hunn an der zoustänneger Chamberkommissioun och verschidde Rechebeispiller virgestallt kritt. Ech huele just eent, ech mengen, déi aner kënnt der noliesen. Ech huelen d'Famill mat zwee Kanner, déi e järelecht Bruttoakomes vu 75.000 Euro huet. Dës Famill bezitt aktuell 5.252 Euro Steieren. Ab dem 1. Januar 2024 bezitt dës Famill just nach 4.468 Euro u Steieren. Dat si 784 Euro manner.

Fir komplett ze sinn, muss awer heizou gesot ginn, dass am Gesetz vum 5. Juli 2023 e Crédit d'impôt conjoncture fir d'Joer 2023 agefouert gouf. D'Zil vun dësem Crédit d'impôt conjoncture ass, fir de Steierzueler direkt an de Genoss vun der Adaptatioun vum Steuerbarème un zwou Indextranchë kommen ze loossen. An dësem Gesetz ass virgesinn, dass Enn vun dësem Joer dësse Crédit d'impôt conjoncture ausleeft. Aus dësem Grond huet dës Famill aus dem zitierete Beispill ab dem 1. Januar 2024 net déi theoreetesche 784 Euro, mee 250 Euro weider.

De Minister huet eis awer och matgedeelt, dass am Kader vun der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet festgestallt gouf, dass verschidde Steierzueler duerch d'Ewechfale vum Crédit d'impôt conjoncture bei der Adaptatioun vun der Steiertabell un d'Inflatioun e gewëssene Manque à gagner hunn. De Finanzminister huet eis zougesécher, dass géif dru geschafft ginn, fir e Genre „Crédit d'impôt barème“ fir dës Steierzueler ze schafen. Laut provisoiresche Rechnunge léich de Käschtepunkt vun dëser Mesür tëschent 3,5 a 5 Milliounen Euro.

De Käschtepunkt vun deem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, gëtt op 480 Milliounen Euro geschat. Dat sinn also 180 Milliounen méi wéi déi, déi schonn am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesi sinn.

Fir komplett ze sinn, wéilt ech awer och drop hiweisen, dass d'LSAP an der zoustänneger Chamberkommissioun en Amendement deposéiert huet, dee virgesäit, dass d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun soll duerch en Eropsetze vum Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants ersat ginn. D'LSAP wëll awer um Gesetz vum 5. Juli 2023 festhalen, dat d'Berengung vun der Steiertabell ëm 2,5 Indextranchen ab dem 1. Januar 2024 virgesäit. Dësen Amendement gouf an der Finanzkommissioun ofgewisen, well e contraire zum Koalitionsofkommes vun der aktueller Regierung ass.

Här President, de Staatsrot huet keng Awänn zu dësem Gesetzesprojet gemaaht.

D'Chambre des Salariés begréisst dës Adaptatioun vum Steuerbarème un d'Inflatioun. Si rechent aus, dass dës Mesür haaptsächlech de kleng Revenuen entgéintkënn, mee an hiren Ae geet et net duer, ënner anerem och well zënter der Steuerreform vun 2017 am Ganzen aacht Indextranchen erfall sinn. Duerfir freet si, fir de Steuerbarème reegelméisseg un d'Inflatioun unzepassen.

Des Weidere weist d'Chambre des Salariés op e Problem um Niveau vun de Crédits d'impôt hin. Wann nämlech de Seuil, bis deen eng Persoun kann e Crédit d'impôt kréien, net reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst gëtt, da geet d'Zuel vun de Leit, déi an de Genoss vun engem Crédit d'impôt kommen, duerch d'Inflatioun erof. Wann op der anerer Säit de Seuil, bis deen een e Crédit d'impôt kritt, ugepasst gëtt, mee de Betrag vum Crédit d'impôt gëtt net ugepasst, da geet de reelle Wäert vum Crédit d'impôt erof. Laut der Chambre des Salariés hunn duerch dës Phenomenen ronn 10 % vun de Salariéë keen Urecht méi op de Crédit d'impôt salarial. Fir d'Chambre des Salariés mussen also souwuel de Betrag vum Crédit d'impôt wéi och de Seuil, bis wéini eng Persoun eligibel ass, reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst ginn.

D'Chambre des Métiers huet keng Observatiounen zum Gesetzesprojet a geet dervunner aus, dass duerch dës Gesetzesprojet de Leit hir Kafkraaft gestärkt gëtt an dass d'Betriber dat positiv ze spiere kréien.

Fir all weider Detailer zu dësem Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an all aner Dokumenter, déi virleien. Ofschléissend soen ech alle Bedeelegte Merci.

Voilà, Här President, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech géif Iech vläicht bieden, meng Auer erëm op Null ze stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech kann dat elo net selwer hei maachen, mee ech ginn dervunner aus, datt d'Regie Iech héieren huet.

Mme Diane Aehm (CSV), rapportrice | Voilà, merci, et ass geschitt. Voilà, an ech géif dann elo weiderfueren als mandatéierte Spriecher vun der CSV.

Discussion générale

Här President, versprach ass versprach. Mat dësem Gesetzesprojet léist d'CSV eent vun hire Walversprieden an. An dëst geschitt elo schonns, nodeems déi nei CSV/DP-Regierung nëmme knapp ee Mount am Amt ass! All Steierzueler gëtt ab Januar 2024 entlaascht an huet dann um Enn vum Mount méi Netto vum Brutto. An den Ae vun der CSV a vun der jëtzege Regierung ass et wichteg, d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, well dëst kënnt eiser Wirtschaft zegutt. Dës Gesetzesprojet ass e wichtegen éischte Schratt an d'Richtung, fir de Leit weider Steiererleichterungen zeguttkommen ze loossen.

Am Koalitionssaccord ass virgesinn, dass och déi aner véier Indextranchen, déi zënter 2017 erfall sinn, am Steuerbarème neutraliséiert ginn, wann d'Staatsfinanzen et zouloossen. D'Zil ass, fir am Joer 2026 e Projet virzeleeë mat enger eenzeger Steierklass fir all Steierzueler.

Här President, wéi scho gesot, d'Leit brauche Kafkraaft. Duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un aacht Indextranchen zënter 2017 hunn d'Leit vill Steiere weider bezuelt. Vun der Steierverwaltung gëtt dës Betrag u Meereinnahme vum Staat op ronn 1,8 Milliarde geschat. Dozou muss awer gesot ginn, dass duerch de Crédit d'impôt conjoncture – 260 Milliounen –, de Crédit d'impôt énergie – 500 Milliounen – an duerch d'Eropsetzung vum Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants – 110 Milliounen – dës Meereinnahme vum Staat erofgedréckt ginn op ongeféier eng Milliard

Euro. Et kann een och soen, dass d'Leit eng Milliard Euro manner Kafkraaft zur Verfügung haten.

Et ass mir awer och wichteg ze soen, dass duerch déi aacht Indextranchen, déi zënter 2017 erfall sinn, dem Staat seng Ausgaben och eropgaange sinn.

Mat deem Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, ginn d'Steierzueler also ëm 480 Milliounen Euro entlaascht. Dat sinn 180 Milliounen méi wéi déi 300 Milliounen, déi schonn am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesi waren.

Komme mir dann zum Amendement, dee vun der LSAP d'lescht Woch an der Chamberkommission proposéiert gouf. Amplaz d'Leit weider steierlech ze entlaaschten, wëll d'LSAP just un der Inflationssberengung vun 2,5 Indextranché vun der Steiertabell festhalen, esou wéi se am Gesetz vum 5. Juli 2023 virgesinn ass. Si wëllen déi 1,5 supplementär Tranchen aus deem Gesetzesprojet net matdroen. Hir Propos ass, fir de Crédit d'impôt salariés, pensionnés an indépendants eropzesetze vun 300 op 725 respektiv vu 600 op 1.025 Euro.

D'Steierverwaltung huet ausgerechent, dass dës Propos vun der LSAP géif d'Recettë vum Staat ëm 230 bis 240 Milliounen Euro no ënnen drécken – pro Joer! Dat wier dättelech méi wéi den aktuelle Gesetzesprojet mat 180 Milliounen Euro. Ech si gespaant op de mandatéierten LSAP-Sprieche, well ech wësst gären, wou si déi zousätzlech Milliounen hierhuelen, déi hir Propos weider kascht.

(Interruption)

En plus stelle mir fest, dass d'Propos vun der LSAP just en Deel vun de Leit entlaascht. Déi Leit, déi e méi héicht Joresakkomes hu wéi 80.000 Euro, kréiche bei de Sozialisten also näischt bäi. Mee och dës Leit brauche Kafkraaft.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Interruption)

Mme Diane Aehm (CSV) | Mat der LSAP hirer Propos bleift déi breet Mëttschicht außen vor. Si musse weiderhi kucken, an dësen Zäiten iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech soen dobäi just dat Stéchnuert Logement. An ech mengen, domadder ass alles gesot. Am Kloertext kascht d'LSAP-Propos vill méi deier an et gëtt net jiddereen entlaascht, mol net déi breet Mëttschicht.

Als CSV kënnen mir net domadder averstane sinn an hunn dowéinst dës Proposen ofgeleent. En plus ass dës Propos net am Aklang mam Koalitionsaccord vun der CSV/DP-Regierung.

Här President, méi Netto vum Brutto, manner Steiere fir jiddereen, steierlech Entlaaschtung fir d'Leit, ech hunn et ugangs gesot: Dat war eent vun den zentrale Walversprieche vun der CSV. D'Regierung huet alle Kriticken zum Trotz hiert Wuert gehalen. Ab dem 1. Januar 2024 hunn all d'Leit méi an der Täsche.

Dofir ginn ech den Accord vun der CSV zum Gesetzesprojet iwwert d'Upassung vun der Steiertabell u véier Indextranchen a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Mamm Aehm villmools Merci an hirer éischter Qualitéit als Rapportrice fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den internationale Kontext, multipel Krisen, d'Inflation, méi héich Zënse, fir d'Inflation an de Grëff ze kréien, hu mat sech

bruecht, dass d'Kafkraaft vun de Bierger massiv negativ impaktéiert gouf. Dëst mécht et a mengen Aen onëmänglech, datt mir all déi virgesinnen Adaptatiounen vun deem Projet de loi ënnerstëtzen.

Dowéinst wëll ech och direkt iwwergoen zu de Moosnamen, déi d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei matdréit, fir d'Kafkraaft vun de Leit substanzuell ze stäerken.

Jo, d'Kafkraaft vun de Leit ass eng vun de Prioritéiten och vun der Demokratescher Partei. An de leschte Joren huet d'Demokratesch Partei derfir gesuergt, dass konkret Mesure geholl goufen, fir d'Leit ze entlaaschten. An och dës Gesetzesprojet steet ganz am Zeeche vun den Tripartitt-Negotiationen, déi d'DP mat verhandelt an ënnerstëtzt huet.

Haut steet d'Upassung vum Barème ëm véier Indextranchen zum Vott. Dat ass en Equilibre tëscht der Prioritéit, d'Leit ze entlaaschten, op der enger Säit, awer op der anerer Säit och den Auswirkungen op d'Staatsfinanzen. Mëttelfristeg wäert de Steuerbarème integral un d'Inflation, wéi scho vu menger Virriednerin gesot ginn ass, ugepasst ginn.

Och wann et ëm e Projet zu der Akommessteuer fir Privatpersounen geet, wëll ech ervirhiewen, dass mir mat dëser Approche och der Ekonomik insgesamt erëm neie Schwong ginn, dëst net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an der Groussregioun. Dës Steuerentlaaschtung kënnt och de Betriber zegutt, well d'Demande gestärkt gëtt, spréich, d'Leit wäerten erëm méi akafen.

Dofir begréisst d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei de Gesetzesprojet, fir de Steuerbarème ëm véier Indextranchen op den 1. Januar unzepassen.

Dat heescht, d'Steiertabell gëtt ëm 10,38 % no ënnen ugepasst. 10,38, fir déi, déi sech froen, wéi mer dorop kommen, mee dat ass 1,025 héich 4 oder 4-mol 1,025 an dann ëmmer matenee multipléiert, da kommt Der op dee Prozentsatz. An dëst ass nëmmen d'Hallschent vun deem, wat mer misste säit 2017 adaptéieren.

Jo, de Lëtzebuurger Modell beinhalt eeben eng automatesch Indexatioun vun de Salären, an dozou steet och d'Demokratesch Partei. Dëst bedeit op der enger Säit, datt d'Geld, den Euro, manner wäert gëtt, awer och dass d'Leit duerch déi Augmentatiounen vun hirem Akommes, déi se kréien, och méi Steiere musse bezuelen. Dëst nenne mer déi kal Progressioun an dëst gëllt et, eeben an deem Gesetzesprojet ze adaptéieren an ze kompenséieren.

Fir kloer ze sinn a fir dass mer all hei vun dem selwechte schwätzen: Dës Adaptatioun vum Steuerbarème betrëfft d'Steieren oder d'Steierzueler, also d'Leit, déi haut Steiere bezuelen. Et gëtt awer och vill Leit, déi net vill verdéngen an net vun dëser Adaptatioun wäerte profitéieren. Dofir sinn an de leschte Joren eng Partie Steierkreditter agefouert ginn, sougenannt negativ Steieren, op déi ech spéider eng Kéier kuerz zrëckkommen.

Soulaang déi grouss ugekënnegt Steuerreform net do ass, ass et onëmänglech, fir d'Steiertabell un d'Inflation unzepassen, an dëst huet déi aktuell Majoritéit och wëlle, elo an engem éischte Schratt eeben, wéi gesot, mat der Hallschent vun der Upassung.

Ech géif och gären der Kritik virgräifen, et géif een net wäit genuch goen oder bei den aneren ze wäit, well déi viregt Regierung hat jo 2,5 Tranché mat de Sozialpartner decidéiert. Wéi Der all matkritt hutt – an et ass schonn de Mëtte gesot ginn –, sinn an de leschte Joren eng Partie Steierkreditter agefouert ginn, ob dat elo de Crédit d'impôt salariés ass, ob dat de Crédit d'impôt salaire social minimum ass, ob dat de Crédit d'impôt CO₂ ass, ob dat de Crédit d'impôt énergie ass oder elo de Crédit d'impôt conjoncture. Jo, all déi Steierkreditter,

déi, mengen ech, och schonn déi eng oder aner Kéier vum Staatsrot a Fro gestallt gi sinn.

Ech kommen awer elo op zwee Steierkreditter zrëck. Dat eent ass de Crédit d'impôt énergie, dee vun Abrëll 2022 bis Mäerz 2023 agefouert ginn ass an deen haaptsächlech deene schwache Revenuen zegutt-komm ass, wou d'Leit maximal 84 Euro de Mount kritt hunn. An dëst war, fir eng Indextranche ëm ee Joer ze verréckelen, mee awer och virun allem, wéi gesot, fir déi kleng Revenuen direkt mat enger negativer Steuer ze entlaaschten. Am Juli 2023, nodeems dass dann dräi Méint d'Leit déi 84 Euro manner haten, ass réckwierkend op den 1. Januar de Crédit d'impôt conjoncture agefouert ginn, maximal 54,25 Euro, Maximum awer op den héije Salären, dësen, fir zwou Indextranchen ze kompenséieren. Dës Kreditt leeft, wéi och scho vu menger Virriednerin gesot ginn ass, den 31. Dezember 2023 aus. Dat heescht zwee Kreditter, déi a sech dëst Joer oder Enn dëst Joer zumindest net méi do sinn an an deem Sënn net kompenséiert gi sinn.

Dir verstitt elo hoffentlech, wou ech wëll erauskomme: Falls mer d'Steiertabell nëmmen um 2,5 Indextranché géifen upassen, da géifen d'Leit dobaussen am Januar maximum d'Kompensatioun vun enger hallwer Indextranche spieren.

Dofir huet dës Majoritéit, vu déi schwierereg ekonomesch Zäite fir all d'Stéit – oder vill Stéit zumindest –, decidéiert, véier Indextranchen an der Steiertabell unzepassen. An de Finanzministère huet och ugekënnegt, d'nächst Joer en neie Steierkredit auszuschaffen, fir och deene Schwächsten hire Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Dofir ass dat heiten de richtige Wee.

D'DP ass mat enger Haaptambitioun an dës Chamberwale gaangen: d'Leit steierlech ze entlaaschten, fir hir Kafkraaft ze stäerken. An dës Visioun gëtt duerch dës Gesetzesprojet Realitéit. Ech ginn domadder schlussendlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si weiderhin an enger ugespaanter wirtschaftlecher Lag, wéi de Statec eis dat a senger leschter Note de conjoncture dës Mount gesot huet. D'Inflation geet zwar erof ënnert dem Effet vun der restriktiver Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank – d'nächst Joer ginn 2,6 % virausgesot –, mee d'Ekonomie dréit méi lues, wat jo natierlech och gewollt ass, wann een esou eng Geldpolitik mécht, fir alles e bëssen erfroezueren. An och d'nächst Joer wäerte mer net vill Wuesstem hunn. Mir sinn also weiderhin an enger schwierere wirtschaftlecher Lag.

An deem Kontext huet d'Regierung annoncéiert, dass se wëll d'Kafkraaft stäerken. An d'Regierung ass also hei, wéi déi viregt Regierung och, beméit, de Leit méi Kafkraaft ze ginn, wat – dat wëll ech och direkt soen – mir als LSAP begrëissen.

Et ass awer u sech kee ganz neie Moment par rapport zu där Politik, déi vun der viregter Regierung gemaach gouf, well och déi huet schonn eng ganz Rei Mesure geholl, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. An ech wëll just pour rappel nach eng Kéier soen, dass mer zum Beispill de 25. Abrëll dëst Joer e Gesetz gestëmmt hunn hei an der Chamber, dat de bëllegen Akt ëm 10.000 Euro gehéicht huet, an zwar eestëmmege.

E weideren Deel vun den Tripartitt-Mesuren zur Stäerking vun der Kafkraaft ass den 29. Juni ugehall ginn,

och hei eestëmmeg: eng direkt Adaptatioun vum Steuerbarème ëm zwou Indextranchen iwwert de Wee vum Konjunktursteierkredit, deem de Patrick Goldschmidt elo nach eng Kéier rappelléiert huet; d'Adaptatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchë vum nächstem Joer un; den neien, eegestännegen CO₂-Steierkredit an Héicht vu bis zu 144 Euro och vum nächste Joer un an dann och nach weider iwwer e Règlement grand-ducal d'Erhéijung ëm 50 % vum Plaffong vum den ofsetzbaren Zënse op engem Immobilienprêt.

Mir hunn also net ganz op dës nei Regierung gewaart, fir d'Kafkraaft ze stäerken, dat ass och schonn an der leschter Regierung geschitt. Mir wëssen, dass d'Leit weiderhi konfrontéiert si mat héijen Zënse, mat Deierecht op enger ganzer Rei Produits de base, déi se brauchen an hirem Wuerekuerf all Dag, an dass mer eis dowéinst eens sinn, dass mer d'Kafkraaft musse stäerken.

Déi grouss Fro allerdéngs ass déi, ob een dat, virun allem wann een eng méi kleng budgetär Marge huet an dësen Zäiten, soll bei alle Revenue maachen, bei all Niveau de revenu quer duerch d'Bänk, also och bei deene Leit, déi ganz vill verdéngen. Dat ass eng Diskussioun, déi mer iwwert déi lescht zwéi Joer des Éfteren haten an Tripartitten a wou mer oft fonnt hunn, och an der viregter Regierung, dass et sënnavoll wier, iwwer Steierkreditter gezéilt a sozial differenzéiert anzegräifen, haaptsächlech bei deene Revenuesklassen, bei deene Quintillen, wou de Schong am meeschte gedréckt huet.

An hei ginn dann och eis Meenung an déi vun der Regierung bei dësem Gesetzesprojet dach relativ wäit ausenaner. Et ass nämlech kloer, dass net jiddwereen d'selwecht leit ënnert der Deierecht an deene méi héijen Zënse. Natierlech leiden déi kleng an déi mëttel Revenue vill méi drënner wéi déi mat enger décker Pai.

Wann een elo higeet an de Barème nach eng Kéier ëm 1,5 Indextranchë berengegt, da kritt jiddwereen, en appearance nëmmen, eng „Tournée générale“, wéi de Marc Baum dat d'lescht Kéier genannt huet a senger Ried. Mee awer nëmmen op éischt Siicht, well a Realitéit kënn deejeinege vill besser dobäi ewech, dee vill huet, wéi deen, dee wéineg huet, bei där Tournée générale. Et kann een allerdéngs ... Dat kann een iwwregens och gutt mat Botter illustréieren, dat kënn op de selwechte Rasonement eraus.

Eise Wee ass hei ganz kloer en aneren, Här President. De Premier huet a senger Regierungserklärung gesot, seng Regierung wier net de Vertrieeder vun enger Grupp, mee vum Intérêt général. Abee, bei dësem éischte Steierprojet vun der Regierung schwätzen déi plakeg Zuelen eng aner Sprooch: E Jonggesell mat engem Bruttoakomes vum 150.000 Euro kritt 662 Euro Steiererlicherung, ee mat engem Bruttoakomes vu 37.000 Euro huet just 189 Euro méi an der Täscht iwwert dës Steierreform. Also deen, dee ronn véiermol sou vill huet, kritt nach eng Kéier dräi an en halleft Mol sou vill Steiererlicherungen derbäi. Dat ass net eis Iddi vu Steiergerechtegkeet.

Déi dote Politik passt allerdéngs och e bësse bei de Verglach, deem Dir, Här Finanzminister, beméit, wann Der vun de Bierger/inne schwätzt als „Aktionäre“ vun dësem Land. Här Finanzminister, fir eis ass d'Lëtzebuerger Land keng Aktiengesellschaft. An nee, an eisen Ae soll och deen, dee méi Steiere bezuele kann, dofir net besser behandelt gi bei enger Steierreform.

Ech hunn et gesot, eise Wee ass hei ganz kloer en aneren. De Barème ass natierlech eng Méiglechkeet, fir Steiererlicherungen ze maachen. En ondifférenzéierten, wéi ech dat elo just gewisen hunn, deen

deenen, déi méi verdéngen, vill verdéngen, disproportionéiert méi zeguttkënn wéi deenen, déi kleng voire mëttel Paien hunn. Dofir huet eis Léisung am Fong dee wichtegste Avantage, dass d'Suen an eisen Ae besser verdeelt ginn. De Steierkredit ass e wäertvollt Instrument, och haaptsächlech well ee ka selektiv bei deene Leit d'Steierlaascht erofsetzen, wou den zousätzleche Sputt am meeschte gebraucht gëtt.

De Steierkredit, dat sinn, vereinfacht gesot, Sue cash an d'Täsch op der Paitut um Enn vum Mount, déi d'Steierlaascht direkt erofsetzen. Zanter 2017 ass de Steierkredit sozial gestaffelt. Wie manner verdéngt, kritt méi Entlaaschtung, bis zu engem Bruttoakomes vum 80.000 Euro, wou dann de Steierkredit ausleef. De Steierkredit huet och praktesch Virdeeler: E bedeit par rapport zu anere Steiermesuren administrativ och manner Opwand fir d'Steierverwaltung.

Mir ginn och mat deem Amendement, dee mer proposéiert hunn, op eng Suggestioun vum Direkter vun der Saliariatskummer an, deen nach eng Kéier en Appell gemaach hat un d'Politik, fir de Steierkredit ze revaloriséieren. Méi wéi zwéi Drëttel vun de Saliariéen heizuland profitéieren vum Steierkredit. Mat de successiven Indextranchen allerdéngs hu se awer schrittweis ëmmer manner dovunner kritt.

Här President, eng aner Deklaratioun, déi d'Regierung gemaach huet, dat war, dass se gären hätt, dass de Gruef tëscht Aarm a Räich sollt manner grouss ginn. Eis Ambitioun geet an déi selwecht Richtung. Mir wëllen och, dass dee Gruef net nëmme manner grouss gëtt, mee virun allem dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich och erëm méi kleng gëtt, méi zesummekënn. An aus deem Grond hu mer scho bei där Steierdebat, déi d'lescht Joer am Summer hei stattfont huet, an och an eise Walprogramm u sech d'Propositioun gemaach, dass mer eng ambitiéis Steierreform brauchen, bei där de Mindestloun steierfräi gemaach gëtt, wou d'Progressioun ënnen am Barème méi lues eropgeet an och en contrepartie zwou zousätzlech Tranchen uewe solle bäigesat ginn, fir dat Ganz geéigenezefinanzéieren.

Ech géif gär soen an dësem Kontext, dass mer gespaant sinn op Är Proposen, déi jo bis 2026 solle kommen, wou Der wëllt eng Individualiséierung vun eise Steiersystem maache mat enger eenzeger Steierklass. Ech wëll Iech och soen, dass mer prett sinn, bei där Diskussioun matzemaachen, dass mer do wëlle konstruktiv matschaffen, well ech mengen, et ass evident, wann een eng Steierreform mécht, ass dat net nëmmen eng Steierreform, mee dat ass och eng Gesellschaftsreform, wou jiddwereen, mengen ech, dru gewënnt, wann een do e breede politesche Konsens huet.

Här President, e weidere Kritikpunkt an eisen Ae bei dësem Projet de loi an och an deem ugekënnegte Plang, fir aacht Tranchë ganz am Barème ze adaptéieren, dat ass effektiv, dass dat heiten all Joer e strukturelle Käschtepunkt wäert gi vun enger Milliard Euro, just fir eng Inflatiounsberengung, wou dann nach keng Spuer vun iergendenger politescher Visioun ass a wou och virun allem an eisen Aen an dës schwieregen Zäite wéineg Sputt wäert bleiwe fir all déi Saachen, déi musse gemaach ginn hei am Land, all déi vill Investitiounen, déi op eis duerkommen, sief et Infrastruktur, sief et Logement, sief et an der Defense, Kooperatioun – ass d'APD um selwechten Niveau? –, mir mussen an eis Economie investéieren. Bref, mir hunn x Beräicher, wou mer riseg Besoine wäerten hunn a wou mer net kënnen stoe bleiwen. A mir hunn hei e bëssen d'Gefill, dass d'Regierung sech mat dëser, dach, jo, automatescher Upassung un den Index déi Marge de manoeuvre a ganz schwieregen Zäiten hält. An dat fanne mer net gutt.

Mir gesinn och net wierklech déi Géigefinanzéierung duerch d'Croissance. Mir wëssen, dass dat de Credo ass vun dëser Regierung, dass u sech duerch déi Steiererlicherungen, duerch déi aner Mesuren, déi geholl ginn, zum Beispill am Beräich vum Logement, d'Croissance géif ugekuerbelt ginn an dass déi Croissance och erëm géif integral dann an d'Economie zrëckfléissen. Mir hunn Iech schonn e puermol international Experten, och international Organisatiounen zitéiert, déi dat invalidéieren, haaptsächlech an enger klenger Economie, déi immens op ass a wou ganz vill vun eise Wuesstem an d'Ausland geet, well mer och natierlech sou vill hei importéieren, a wou just e klengen Deel finalement hei am Land bleift. An och do, mengen ech, ass eis Propos an eisen Ae méi pertinent, well et ass och erweisen – och dat soen eng ganz Rei vun internationalen Organisatiounen –, dass méi Suen an de Circuit zrëckkommen, wann d'Entlaaschtung effektiv ënnen ukënn. An an eisen Aen ass eis Propos eng, wou d'Suen effektiv do ukommen, wou se gebraucht ginn, a wou dann och géif méi zrëck an eis Economie fléissen.

Här President, mir stinn als LSAP fir e gesonden Equilibre vu Mesuren, déi e Ganzt erginn. Mir stinn zu där Adaptatioun ëm 2,5 Indextranchen aus dem Tripartitt-Accord, deem, wat mer natierlech matgedroen hunn, och zu den anere Steiermesuren vun der viregter Regierung, notament am Beräich vum Logement, der zousätzlecher Ëmverdeelung, déi mer proposéieren duerch eng Revalorisatioun vum Steierkredit ëm bis zu 425 Euro a wou eng Persoun mat engem qualifizéierte Mindestloun bei eiser Propos 236 Euro méi géif erauskréie wéi mat der Adaptatioun ëm annerhalfe Indextranchë vun der Regierung.

An, Här President, ech ginn Iech hei och elo nach eng Kéier deen Amendement eran, dee mer an der Kommissioun proposéiert hunn. Deen Amendement ass am Fong ëmgeännert, fir déi effektiv 50 Milliounen Surcoût erauszehuelen, well dat war effektiv e Feeler, well mer ausgaange si vun där Base ouni deen CO₂-Steierkredit. Mir hunn deen elo erausgeholl an domat ass am Fong eisen Amendement an eis Propos, fir iwwert de Steierkredit ze fueren, wat den Déchet fiscal ugeet, wat de Coût ugeet, dee selwechte wéi dee vun Ärer Propos, fir déi zousätzlech annerhalfe Tranchen iwwert de Barème ze huelen. Här President, ech ginn Iech dann heimadder den Amendement.

Amendement 1

L'article 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifiée comme suit :

À l'article 152ter, paragraphe 2, 1^{er} alinéa, premier tiret, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au second et au troisième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au troisième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».

À l'article 154quater, paragraphe 2, 1^{er} alinéa, premier tiret, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au second et au troisième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au troisième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».

À l'article 154quinquies, paragraphe 2, 1^{er} alinéa, le montant de « 300 » est remplacé par celui de « 725 », le montant de « 600 », figurant au troisième et au quatrième tiret, est remplacé à chaque fois par celui de « 1.025 » et le coefficient de « 0,015 » au quatrième tiret est remplacé par celui de « 0,025625 ».

Commentaire de l'amendement de l'article 2

L'amendement de l'article 2 a pour objet de recourir à une revalorisation du crédit d'impôt pour indépendants, du

crédit d'impôt pour salariés ainsi que du crédit d'impôt pour pensionnés d'un montant maximal de 425 euros à partir de l'année d'imposition 2024. Une telle revalorisation permet d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages de manière plus ciblée qu'une adaptation supplémentaire du barème d'imposition de l'impôt sur le revenu à hauteur de 1,5 tranches indiciaires. L'accord entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB, CGFP et OGBL à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023, prévoit déjà une adaptation du barème à hauteur de 2,5 tranches indiciaires. Cette adaptation du barème d'imposition a été consacrée par la loi du 5 juillet 2023 portant modification 1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 2^o de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers. Les auteurs de l'amendement sous rubrique tiennent à confirmer leur adhésion à l'adaptation de 2,5 tranches indiciaires prévue par cette loi. Par rapport aux montants du CII, CIS et CIP, il convient d'appliquer le principe lex posterior derogat lex priori. La baisse des montants du CII, CIS et CIP, prévue par ladite loi du 5 juillet 2023, est donc implicitement abrogée.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.

Amendement 2

L'article 3 est supprimé.

Commentaire de l'amendement de l'article 3

L'adaptation supplémentaire du tarif de l'impôt ayant été remplacée par une revalorisation du CII, du CIS et du CIP, il convient de supprimer la modification de l'article 120bis L.I.R. étant donné que la modification s'avère superflue.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ofschléissend géif ech gären nach eng Kéier soen, dass mer der Meenung sinn, dass mat der Regierung hirer zousätzlecher Adaptation déi 180 Milliounen net do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn, fir aldeegleche Ausgaben ze decken. Mir sinn och der Meenung, dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich weider wäert auserneegoen an d'Ongläichheeten an eisem Land wäerten zouhuelen, mat alle Problemer, déi dëst fir eise sozialen Zusemmenhalt bedeit. Drëtzens si mer och der Meenung, dass d'Regierung hei den einfachste Wee hält an et u sech bei der Gestaltung vum Barème, mat all sengen Ongerechtegkeeten, beim Ale bleift. D'Chancen, fir hei och e bësse méi Steiergerechtegkeet materanzebréngen, si verpasst ginn.

Aus dese Grënn wäert d'LSAP dësen Text net matstëmmen. Mir sinn awer och net der Meenung, dass mer elo hei blann wëlle géint den Text stëmmen. Mir hunn och, mengen ech, eng konstruktiv Propos gemaach fir en Amendement, fir en anere Wee, a mir hoffen, dass den Zoustëmmung fënnt, mee mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Dammen, léif Hären, léif Kollegen, d'Steiertabell soll also elo endlech ugepasst ginn un den Index, méi genee u véier Indextranchen, un déi se ni ugepasst ginn ass. Am Ganzen ass d'Steiertabell net un acht Indextranchen ugepasst ginn. Acht Indextranchen, dat ass de Verloscht, deen de Steierzueler ze bekloen huet, well d'Regierungsparteie sech geweigert hunn,

eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation ze ënnerhuelen, soudass d'Kafkraaft, also dat, wat d'Leit an der Täsch hunn, bei all Indextranche zrëckgaangen ass. Et ass eigentlech näischt anescht wéi eng verstoppte Steiererhéijung. Oder wéi de Mann am Bistro géif soen: „Si hunn eis beklaut!“

Et handelt sech also hei net ëm e Kaddo, dee mir als Chamber de Leit maachen, mee mir ginn hinnen dat, wat hinnen eigentlech zousteet. An dat ass och néideg. Dat mierkt een dorunner, dass vill Leit an enger schlechter finanzieller Situatioun sinn, Leit an d'Aarmut rutschen, Leit um Enn vum Mount d'Enner net méi beieneekréien. Dat ass nämlech de Fall hei am Land ëmmer méi – Lëtzebuerg 2023.

Dofir ass net nëmmen déi verstoppte Steiererhéijung hei verantwortlech – mee awer och! Ech erënnere drun, dass dës Regierung als quasi éischte Projet eng Steiererhéijung virgeholl huet, an zwar d'CO₂-Steier, duerch déi och d'Kafkraaft erofgeet. Manner Cash an der Täsch. Mir als ADR hätten eis eng Aussetzung vun der CO₂-Steier gewünscht.

Wat elo d'Zukunft vun der Steiertabell ugeet, sou wier et elo ubruecht, fir sou schnell wéi méiglech déi ganz Upassung vun acht Tranchë virzehuelen an dann eng reegelméisseg automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation virzehuelen. Gëtt dat net gemaach, da si mer nach ëmmer am System vun enger verstoppter Steiererhéijung, wou d'Leit net dat kréien, wat hinnen eigentlech zousteet.

Här President, mir als ADR stëmmen hei kloer fir dese Projet vun der Upassung u véier Indextranchen, well déi schaffend Leit an déi Pensionéiert hei méi Geld iwwer wäerten hunn. D'Chamber hat hei schonn decidéiert no den Tripartitt-Accorden – an ech betounen och, dass d'Chamber dat decidéiert hat, net d'Regierung! –, fir zwou an eng hallef Tranchen unzepassen.

Mir hoffen dann elo, dass d'Chamber haut ofstëmmt, fir weider 1,5 Tranchen unzepassen. Dat ass och eng Entscheidung vun der Chamber an do soe mir als ADR kloer Jo. Et war en zentraalt Thema am Walprogramm vun der ADR a mir kënnen hei e flotten Deel vum ADR-Walprogramm zum Wuel vun de Leit erfëllen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren also elo haut iwwert déi éischt legislativ Mesür, déi d'Walversprechen, haaptsächlech vun der CSV, soll ëmsetzen. Et ass net déi éischt richteg Mesür, déi a Kraaft tritt – iwwert déi hu mer gëschter diskutéiert; dat war den Accord vum Verbuet vun alle Forme vum Heeschen an der Stad Lëtzebuerg –, mee et ass dann dat éischt Gesetz, wat wierklech de Stempel vun der CSV dréit.

Contrairement awer zu deem, wat am Walkampf versprach gouf, nämlech datt grad déi Kleng- a Mëttelverdénger an d'Mënschen an der Steierklass 1a sollen entlaascht ginn, ass et en fin de compte eng Mesür, déi virun allem Leit mat engem méi héije Verdéngscht méi entlaascht. Ech kommen nach drop zrëck.

Fir d'éischt awer emol zur Kommunikatioun ronderëm dës Mesür: Am Kader vun der Tripartitt war schonn eng Upassung vun zwee an en halleft Mol vun der Steiertabell un d'Inflation decidéiert ginn. Dat war e Kompromëss tëscht de Sozialpartner, deen den Indextranchen, déi gefall sinn zënter der leschter Upassung, sollt Rechnung droen, sachant, datt – an

dat gëtt hei dacks a gär vergiess – d'Ofschafe vun deem Automatismus bei den Indexupassungen net an de leschten zéng Joer decidéiert gouf, mee 2012, an dat vum deemolege Finanzminister Luc Frieden an Zesummenaarbecht mam Rapportier Gilles Roth.

Den Text, deen 2012 ofgeschaaft gouf, war schonn 1996 ëmgeännert ginn. Ob dat elo eng Ofschwächung oder eng Verbesserung war, do sinn d'Meenungen deemools ausenanergaangen. Fakt ass jiddwerfalls, datt zënter 2012 néierens méi esou eng automatesch Upassung virgesinn ass. Ech fannen et also pour le moins ulkeg, datt ënner anere méi Partei, déi de ganze System ofgeschaaft huet, hei elo e bësse mécht, wéi wann de Staat zéng Joer laang dem Bierger e bëssen d'Suen aus der Täsch gezunn hätt, mat deene Rechnungen, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, déi elo nach eng Kéier virbruecht gi sinn. Well d'Gronddecisioun, fir net méi automatesch d'Steiertabell unzepassen, déi geet op d'CSV zrëck.

An och d'CSV hat deemools hir Grënn, dat ze maachen. Am Exposé des motifs steet lapidairesch: „Dans le contexte actuel, les considérations de politique budgétaire ne permettent pas de maintenir [...] une disposition en matière de l'impôt sur le revenu qui renferme l'adaptation du tarif à la variation de l'indice pondéré des prix à la consommation“.

Wéi mer an de leschte Méint d'Inflationsberengung vun der Steiertabell diskutéiert hunn – den honorabele Franz Fayot ass schonn dorobber agaangen op déi Diskussiounen, déi waren –, do ass awer och vill gesot ginn, dass net méi Sputt do wär wéi déi zwou an eng hallef Upassung plus de ganze Pak un anere Mesüren, déi decidéiert goufen. Miraculeusement ass dat elo de Fall, obwuel déi zousätzlech Mesür, déi Der jo elo decidéiert hutt, 180 Milliounen kascht a mer ons an enger Phas vu wirtschaftlech Ralentissement befannen, wéi de Statec eis nach gëschter confirméiert huet.

Wéi dëst géigefinanzéiert soll ginn, wësse mer net, a wat och den Impakt vun dësen 180 Milliounen op zukünfteg Investitiounen, noutwenneg Investitiounen, wäert sinn, och dat ass à ce stade net bekannt. Dofir fannen ech et bal sarkastesch, wann elo d'Riednerin vun der CSV d'LSAP freet, wéi si dann hir Mesür wëlle géigefinanzéieren, well mir wësse bis haut nach net, wéi déi 180 Milliounen solle finanzéiert ginn.

(Interruption)

Wat awer gewosst ass, dat ass, ween am meeschten heivu profitéiert. Natierlech kann een dat, wéi Der dat gemaach hutt, a Prozenter ausdrécken a soen, datt prozentual gesinn ee mat engem méi klengen Revenu méi doduerch gewënnt. Wann een awer déi absolut Zuelen hält, da gesäit een, datt déi Prozenter fir Klengverdénger relativ moer an absoluten Zuele sinn. Zuelen awer, déi leider net sou verëffentlecht goufen – ech hat dat och gefrot an der Kommissioun –, mee just de Gesamtpak gouf an d'Vitriinn gestallt, vun deem allerdéngs de Gros, also 2,5 Tranchen, schonn decidéiert war.

Just dann als Rappel: Eng Persoun, déi 3.000 Euro de Mount verdéngt, wäert duerch dës zousätzlech Mesür 14 Euro de Mount méi hunn. Eng Persoun, déi 12.000 Euro de Mount verdéngt, kritt schonn 41 Euro de Mount bäi. Sozial gerecht ass anescht! A mer wësse jo awer, datt grad déi, déi net esou vill hunn, déi meescht Problemer hunn, d'Enner beieneenze-kréien, virun allem eeben an Zäite vun engem zolitten Inflationsdruck.

Fir e Pak, deen 180 Milliounen kascht, ass dat net grad gerecht. Wa mer schonn a méi komplizéierten Zäiten esou vill Suen an de Grapp huelen, da wier et gutt gewiescht, dat méi cibléiert ze maachen. Duerch déi éischt Decisioun gouf jo en Deel vun der Tabell

ugepasst, fir jiddwerengem entgéintzekommen, also déi Decisioun aus der Tripartitt. Et wier elo d'Geleeënheet gewiescht, séier eppes prioritär fir déi ze maachen, déi et am meeschte brauchen an déi am meeschten ënnert der héijer Inflatioun leiden.

Wat mech awer fundamental stéiert, ass déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten an déi och hei elo erëm ugeklungen ass, wann et duergestallt gëtt, wéi wann iwwert déi lescht Joren d'Bierger d'Sue quasi aus der Täsche gezu kritt hätten. Déi Debatt geet komplett laanscht de Fait, dass Steiere bezuelen net eng Strof ass, mee eng Bedelegung vum Einzelen en fonction vu senger Méiglechkeeten zur Allgemengheet, grad eeben och a méi komplizierten Zäiten.

Natierlech kann een der Meinung sinn, et bräicht een e schlanke Staat, de Staat sollt sou mann wéi méiglech agräifen an ergo bräicht een och net vill Steieren anzedriewen. Wa mer awer visionär an d'Zukunft vum Land investéiere wëllen, an ons Schoulen, an ons Kliniken, an ons Mobilitéit, da brauche mer e staarke Staat. A wa mer wëllen, dass déi, déi manner hunn, déi, déi am Besoin sinn oder méi Hëllef brauche wéi anerer, wa mer gär hätten, dass déi kënne vum Staat ënnerstëtzt ginn, brauche mer dofir och Steuerrecetten. Dat klaut de Staat net, e verdeelt em, en hëllef, Ongerechtegkeeten aus der Welt ze schafen.

Duerfir brauch de Staat och Flexibilitéit bei der Festleeung vu Steieren, och grad an Zäite vun héijer Inflatioun. Dat hat de Legislatioun 2012 ënnert dem Impuls vum CSV-Finanzminister deemools zu Recht decidéiert. Déi Contraintes budgétaires, déi 2012 richtig waren, déi sinn och haut pertinent.

Mir hoffe jiddwerfalls, dass dat hei elo net ausschlaggebend gëtt fir d'Steierpolitik vun den nächste fënnf Joer. Mir hoffen, dass en attendant déi grouss Steuerreform, an där d'Steierklassen ofgeschafft solle ginn an eng eenzeg fir jiddweren geschaf soll ginn, eppes, wat absolut luewenswäert, noutwendeg ass a wat mer ënnerstëtzen, kënn, och eppes fir déi Kleng- a Mëttelverdénger geschitt, sou wéi dat am Walkampf an am Koalitionsaccord versprochen gi war, genee wéi och fir d'Mënschen, iwwert déi mer scho ganz laang hei schwätzen, an der Steuerklass 1a. Dat hätt een och elo scho relativ komplizéiert kënne maachen, et ass nach net geschitt.

Dowéinst awer meng zwou Froen un Iech, Här Finanzminister: Dir sidd elo e bësse méi wéi ee Mount am Amt. Mir hunn all scho gemierkt, Dir hutt Iech schon intensiv ageschafft. A wéi enger Echeance maacht Der eppes fir d'Steierklass 1a? An ass geplangt, ausserhalb a virun allem virun där grousser Steuerreform, mat där d'Steierklasse sollen ofgeschafft ginn, och eppes méi geziilt ze maache fir Kleng- a Mëttelverdénger?

Mir hunn och an deem Sënn eng Motioun préparéiert a froen, dass iwwert déi als Question préalable virum Vott zu deem Projet de loi ofgestëmmt gëtt, konform zum Artikel 41 vum Chamberreglement. Mir froen heiran, dass bei zukünftigen Adaptatiounen vum Barème méi sozial cibléiert virgaange gëtt, dass en Allègement bannent 12 Méint proposéiert gëtt fir d'Personen aus der Steuerklass 1a an dass mer alles maachen, fir déi nächste Joren och genügend Steuerrecetten ze hunn.

Mir wäerten onst Ofstëmme bei deem Text vun där Motioun hei ofhängeg maachen. Mir sinn nämlech der Meinung, dass dat hei zu engem groussen Deel nach op den Accord mat de Sozialpartner zrëckgeet, deen an der viregter Regierung ausgehandelt gouf, mee et geet ebe méi wäit. Et stellt d'Fro vun der Géifinanzéierung an et verstärkt d'Ongerechtegkeeten. Wa sech elo bei nächsten Adaptatiounen awer méi zolidd em déi méi Schwaach gekëmmert gëtt,

da kënne mer dëst hei matdroen. Wann dat net de Fall sollt sinn an et just en éischte Schratt ass an, wéi schon ugeklungen, an den nächste Méint dann déi nächste véier Tranchen decidéiert ginn, ouni dass e méi staarken Akzent op déi méi Schwaach geluecht gëtt, op déi, déi et am meeschte brauchen, dann enthalte mer ons bei deem Text.

Wann d'Regierungsmajoritéit sech mat engem Jo zu dëser Motioun elo haut derzou engagéiert, fir an den nächste Joren eng verantwortungsvoll a sozial gerecht Steuerpolitik ze maachen, da kënne mer dëse Projet de loi matdroen. Wann dat net de Fall sollt sinn an et just en éischte Schratt ass vun enger genereller Politik vu manner Steieren, vun där an der éischter Linn déi Räichst profitéieren an déi riskéiert, op laang Siicht zu enger Spuerpolitik bei Investitiounen a Sozialtransferten ze féieren, da kënne mer dat hei net matdroen an dann enthalte mer eis bei deem Text.

Merci.

Motion 1

« relative à l'adaptation du barème d'imposition »

La Chambre des Députés,

– notant la proposition d'adaptation générale du barème d'imposition à l'inflation de 1,5 tranches indiciaires de la part du Gouvernement, venant s'ajouter à l'adaptation du barème de 2,5 tranches indiciaires déjà votée par la Chambre des Députés ;

– considérant que l'accord de coalition du Gouvernement prévoit, « à moins que la trajectoire budgétaire ne le permette pas », que « les autres tranches indiciaires échues depuis le 1^{er} janvier 2017 ou à échoir seront neutralisées dans le barème au courant de la présente législature » et que « parallèlement, le Gouvernement s'engagera pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus » ;

– soulignant l'importance de soutenir fiscalement les ménages à bas et moyens revenus pour lutter contre le risque de pauvreté et stimuler la consommation des ménages en temps de ralentissement économique selon le principe du « trickle-up » ;

– considérant l'incertitude entourant le développement de la situation économique et par conséquent des finances publiques dans leur globalité ;

– soulignant l'importance de continuer voire accroître les investissements publics dans les années à venir afin de faire face aux crises multiples actuelles,

invite le Gouvernement

– à mettre l'accent à l'occasion de la prochaine modification du barème sur des mesures prioritairement plus ciblées en allégeant la charge fiscale prioritairement pour les revenus bas et moyens ;

– à proposer endéans les 12 prochains mois un allègement temporaire – en attendant la réforme promise pour 2026 – des personnes imposées dans la classe 1a ;

– à garantir les recettes fiscales nécessaires pour garantir le financement de dépenses et d'investissements publics indispensables dans les années à venir.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi. Netto bleiwen awer keng 2,5 % iwwreg, well ee mat méi Bruttoloun och méi Steiere muss bezuelen. All Indextranche kënn deemno mat enger Steuererhéijung an doduerch geet d'Kafkraaft vun de Leit“ zwar op den éischte Bléck erop, mee gläichzäitig awer och erëm erof. All Index bréngt engem

Mindestlounempfänger – aktuelle Mindestloun – ronn 65 Euro méi brutto a kascht en direkt em déi 16 Euro Steieren – 15,9, fir genau ze sinn. An de Staat hält sech also déi direkt erëm.

„Fir déi Situatioun ze änneren, muss de Steuerbarème mat indexéiert ginn.“ Dat kompenséiert dass zumindest zum Deel. „D'Piraten wäerte sech [weiderhi] fir eng järelech Indexéierung vum Steuerbarème asetzen. Dat awer mat enger Deckelung op den héchsten Tranché vum Barème. Richtig gesi kascht dës Moossnam de Staat näischt, well bei de Steuerrecetten alles esou bleift, wéi et der aktueller Realitéit entsprécht, an d'Leit behalen d'Indextranche vun 2,5 % [...]. Domadder gëtt d'Kafkraaft [...] gestärkt.“

Dat, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, war en Extrait aus eisem Walprogramm, eent zu eent zitéiert. An dat ass eppes, zu deem mer och weiderhi wäerte stoen. Mir begrëssen also, dass dës Upassung kommen. Et ass och gutt, dass mer a Richtung Automatismus wëlle goen, wat d'Upassung ugeet, well d'Regierung der Chamber ab elo all zwee Joer wëll d'Donnéee fir eng eventuell Upassung virléieren.

Mee dat geet eis net duer. Nëmmen duerch eng järelech Upassung kann een dës indirekt Steuererhéijung duerch gefallen Indextranchen op e Minimum reduzéieren. Well och dann nach keng Indextranche, soe mer, am Februar falen an d'Leit bezuelen zéng Méint laang op déi 2,5 % méi Pai Steieren.

Wann een déi momentan Situatioun kuckt, da sinn zanter Januar 2022 véier Tranché gefall. Do sinn zwee Joer da scho ganz laang fir eng Upassung. An och wann et nëmme eng eenzeg Tranche wär, déi mer no 20 Méint kompenséieren, hätten d'Leit 20 Méint indirekt eng Steuererhéijung bezuelt. Dofir, Här President, wäert ech ganz um Schluss nach eng Motioun deposéieren, fir dass de Steuerbarème all Joer amplaz all zwee Joer ugepasst soll ginn.

An de leschte fënnf Joer huet de Lëtzebuerger Staat ronn 2 Milliarden Euro Steieren duerch eeben dës Indextranché méi kritt. Mir ginn also de Leit just dat Geld zrëck, wat se u sech dem Staat géleint hunn. Et ass eng Neutralisatioun, keng Erlicherung an deem Sënn.

Well, Här President, fairerweis muss ee jo soen, dass dës Kéier net véier Tranchen ugepasst ginn, mee dass mer annerhalfe Tranchen derbäisetzen, well dës Chamber huet schon dëst Joer zwou an eng halfe Tranchen ugepasst. Dat war am Summer, a sou laang geet mäi Gediechtnes nach zrëck, dass ech mech ganz gutt kann drun erënneren, dass mer dat hei gemaach hunn. Dat heescht, u sech mécht dës Regierung net véier Tranchen, se mécht annerhalfe Tranchen, well dat anert hu mer virdru scho gestëmmt.

(Interruptions)

Déi al wéi déi nei Regierung hunn hei also ee Schratt an déi richtig Richtung gemaach, mee se sinn nach net do, wou mir hiwëllen.

Här President, ech wëll awer och ganz kuerz op den Amendement vun der LSAP agoen. Generell ass et ëmmer gutt, wann Oppositionsparteien am Parlament Gesetzesännerunge proposéieren oder och Amendementer proposéieren. Mir hunn eis d'Alternativ awer ugekuckt an ech wëll ganz kloer soen: Mir wäeren derfir gewiescht, dass de Staatsrot hätt kënnen en amont aviséieren, well ech mengen, dass dat zu de gudde Gepflogenheete vum Parlamentarismus gehéiert, dass mer zumindest en Avis froen.

Um Fong, wa mer da vun der Form ofgesinn, si mer awer net ganz averstane mam Amendement, well wann een dat eng Kéier duerschrecht, da fänkt et ab 4.000 Euro brutto de Mount un, dass d'Leit eppes

verléiere par rapport zu der aktueller Propos. 4.000 Euro de Mount brutto, dat ass ongeféier d'Medianakommes pro Personne adulte an engem Menage. Dat heescht ganz konkret, datt den Amendement vun der LSAP d'Hallschent vun de Steierzueler méi schlecht géif stelle wéi d'Propos, iwwert déi mer kennen ofstëmmen. Dat ass fir eis net akzeptabel an deementspriedend kënne mer déi Amendementer och am Fong net matdroen.

Wann ee méi sozial Steierpolitik wëll maachen, da muss een déi breet Mëttelschicht mathuelen. Da muss mer definitiv iwwert d'Medianakommes erausgoen. Da muss mer driwwer schwätzen, datt mer bei 70 %, 75 % mindestens vun de Steierzueler derbäi sinn. Ech géif souguer soen, 80 % bis 85 %, well dat ass déi breet Mëttelschicht, déi mer müssen abannen, net just déi Leit, déi bis d'Medianakommes verdéngen, wat ganz konkret heescht, datt d'Hallschent vun de Steierzuelerinnen a Steierzueler méi schlecht ewech géif kommen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten wäerten dofir éischter d'Propos vun der Regierung ënnerstëtzen, well och wann déi net dat ass, wat mer wëllen, well et keen Automatismus ass, well et och kee Plaffong fir d'Groussverdénge gëtt – ech denken, datt déi iewescht 20 % vun de Steierzueler zum Beispill net misste voll berengegt ginn –, esou ass et besser wéi näischt oder just d'Upassung vum Steierkredit.

Mir rappeléieren awer nach eng Kéier, datt et hei drëms geet, de Leit dat zréckzeginn, wat hinnen zousteet, an datt dat heite kee Chrëschtagskaddo ass. Oder anescht: Deen heite Kaddo – wann Der et da Kaddo wëll nennen –, deen hunn d'Leit sech selwer gemaach.

Ech soen Iech Merci. An Dir kritt nach eng Motioun.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Mat all Indextranche kritt een 2,5 % um Bruttoloun bäi, mee netto bleiwe keng 2,5 % Kafkraaft iwwreg, well eng Persoun mat all Erhéijung méi Steiere muss bezuelen (= kal Progressioun).

– Zënter der leschter Steierreform 2017 sinn aacht Indextranchë gefall a mam Gesetzesprojet 8342 gëtt de Steierbarème vun der Akommessteier ëm véier Indextranchen ugepasst.

– Fir ze verhënneren, dass d'Upassung Joren ze spët duerchgefuert ginn, misst de Steierbarème an Zukunft järelech un d'Indextranchen ugepasst ginn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. an dëser Legislatur ee Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir d'Indexéierung vum Steierbarème ze automatiséieren, mam Zil, dass de Barème ufanks vun all Joer um Stand vum leschten Index um 31.12 ugepasst gëtt.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidor.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dann zweemol, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet et grad gesot – an ech mengen, et ass wichteg, dat ze soen, a mir wollten och nach eng Kéier dorun erënneren –, datt d'Regierung sech et e bëssen einfach mécht, wa se seet, se géif elo véier Tranchë berengegen. Dobäi sinn tatsächlech 2,5 Tranchë scho gestëmmt ginn. Ech hu se leider net matgestëmmt, well ech dee Moment net an der Chamber war, hätt dat awer gemaach. Mee

elo stëmme mer 1,5 Tranchen. Dat ass en Deel vun de Walversprieche vun der CSV, déi ëmgesat ginn. Warscheinlech ass et och ee Walversprieche vun der CSV, wou ech nach domadder ka liewen, deen ëmgesat gëtt, well déi aner Walversprieche si vläicht net onbedéngt sou agreabel fir d'Leit. Ech mengen, et wäert och warscheinlech dobäi bliewen.

Mee natierlech, mir sinn der Meenung, datt dat eng Steiererliichterung fir d'Salariat bedeit. Dobäi gëtt et Kriticken, déi gemaach gi sinn an op déi ech och wäert zréckkommen. Mee nodeems awer och no der leschter Tripartitt – därerf een och net vergiessen – immens vill Kaddo gemaach gi si fir d'Betriber, war et och un der Zäit, fir eppes fir d'Salariat ze maachen.

Am grouse Ganzen huet d'Salariat 8 Tranchë verluer. Et kritt dann elo 2,5 plus 1,5 bäi. Hätte mer déi 8 Tranchen adaptéiert, hätt zum Beispill eng Persoun an der Kategorie 1, déi 5.000 Euro brutto verdéngt, ongeféier 100 Euro Steiere manner bezuelt de Mount, also quasi 1.200 Euro manner d'Joer.

De Problem ass tatsächlech deen – dee gouf och vu jidderengem oder e puer Leit ugeschwat –, datt mer trotzdeem och mat dëser Adaptatioun e bësse mat der Géisskan fueren an dat u sech all d'Tranchë wäerten an de Genoss dovunner kommen, och déi Räichst. An d'CSV huet vun enger breeder Mëttelschicht geschwat. Ech weess net, wéi breet déi Mëttelschicht geet an den Ae vun der CSV, mee et muss een awer och trotzdeem bedenken, wann et eis och drëms geet, datt d'Salariat erëm Konsumfäegkeet kritt, nodeems et Konsum verluer huet duerch d'Inflatioun, an datt en Deel elo berengegt gëtt, datt u sech awer och déi iewescht Klassen, déi, déi och am meeschte verdéngen, och wann déi duerno méi wäerte kréien, nodeems mer dat heite gestëmmt hunn ..., datt dee Surplus net onbedéngt an de Konsum erageet. Dee geet op aner Plazen. Doriwwer kënne mer och nach diskutéieren herno bei den Douzièmes provisoires, dozou gëtt et nach villes ze soen, mee u sech iergendeng Kéier, ab iergendengem Niveau geet de Surplus net an de Konsum an ass an deem Sënn och net onbedéngt berechtigt.

Mir maachen eis awer och eng Partie Suergen, wa mer schonn dobäi sinn, well et geet jo drëms, datt de Steierbarème inflatiounsberengegt gëtt. De Problem ass jo och deen, datt den Automatismus vum Index a Fro gestallt ginn ass, an dee gëtt och vun deem heite Koalitiounsaccord a Fro gestallt, well am Koalitiounsaccord steet dran: Sécher ass eng Tranche pro Joer. Déi ass sécher. Déi ass sécher. Déi aner Tranchen, déi géifen erfalen, wann d'Inflatioun – wee weess? – erëm eng Kéier an d'Héicht géif goen. Déi aner Tranchen, do gëtt driwwer diskutéiert innerhalb vun der Tripartitt an do kucke mer, wat mer maachen. Dat ass sou, wéi mir dat gelies hunn. Dat heescht, dat stëmmt eis awer och nach net ganz positiv u sech, déi heiten Ausso.

D'Madamm Adehm huet sech gewonnert, well si huet vun der Propos vun den Amendementer vun der LSAP geschwat, huet sech gewonnert, wou mer deen Déchet fiscal vun 230 Milliounen kéinte siche goen. Et ass eng legitim Fro. Et ass ëmmer eng legitim Fro, sech d'Fro ze stellen, wou een en Déchet fiscal siche geet. Dorobber gëtt et awer och Äntwerten. An do wiere mer erëm beim Steierbarème iwwerhaapt a bei enger Steierreform.

An dat ass jo och vläicht de Problem, dee mer elo hei hu mat der Upassung un d'Inflatioun vum Steierbarème, datt een dat aneschtens misst upaken, fir datt et och méi gerecht gëtt. Dat heescht, datt ee fir d'éischt emol eng Steierreform mécht an datt een och de Spätzesteiersaz an d'Luucht setzt an deen, wéi mir et proposéieren, wéi d'Chambre des Salariés

et d'ailleurs och proposéiert, bis 50 % eropgeet an enger éischter Phas. A mengen Ae kéint et roueg driwwer goen. An den 80er-Jore ware mer op 56 % an ech mengen net, datt d'Liewen deemools sou problematesch war. An datt een och iwwert d'Palieren, iwwert d'Seuilen diskutéiert, well iergendeng Kéier déi héijer ... Beim Mëttelstandsbockel geet et jo relativ séier, fält ee relativ séier an eng aner Tranche, mee duerno déi iewescht, wou et duerno och bei 200.000 Euro ophält, 42 %, do gëtt et awer nach vill Sputt no uewen.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, fir d'éischt emol misst de Steierbarème reforméiert ginn an dann hätte mer och en enger gerechter Upassung un d'Inflatioun geschafft. Dat gëtt elo net gemaach an elo hu mer e Problem. A Wierklechkeet, wou mer ... Géife mer deen heite Projet de loi net matstëmmen, géif et awer och bedeuten, datt déi ënnescht Schichten net ugepasst géife ginn. A mir sinn awer trotzdeem der Meenung als Lénk, datt dat awer misst geschéien. D'autant plus, datt et schlussendlech dann nëmme 4 Tranchë sinn, also 1,5 fir dese Coup, mee schlussendlech nëmme 4 Tranchë sinn amplat vun 8. Anerersäits natierlech kritt jidderengem d'Tournée générale. Dat ass e Problem och an eisen Aen. An eisen Aen ass dat awer keen Argument, fir ze soen, datt mer dese Projet de loi net géife matstëmmen, quitte datt mer et léiwer aneschtens gestalt hätten.

Mir kennen och an deem Sënn d'Amendementer vun der LSAP matdroen an, ech mengen, warscheinlech déi Motioun vun de Gréngen och. Ech muss déi nach liesen, mee ech mengen, déi ginn an déi richteg Richtung. Ech mengen, datt et kohärent ass, déi zwee Amendementer vun der LSAP matstëmmen, déi warscheinlech net ugeholl ginn. Souwäit ech verstanen hunn, géife se net ugeholl ginn. Ech weess et net.

Trotzdeem géife mer deen heite Projet de loi awer matstëmmen, well et gëtt nach nozebesseren. A wee weess, vläicht wäert des Majoritéit duerno nach eng gréisser Steierreform maachen, wou déi héijer Revenue méi misste bäidroen. Ech hunn d'Hoffnung nach net komplett opginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Wagner.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech villmools Merci soen, dass mer dese wichtege Gesetzesprojet kennen elo virum Enn vum Joer stëmmen. E Merci dofir un déi ganz vill Aarbecht, déi geleescht gouf an deene leschte véier Wochen no Untrëtt vun dëser Regierung, souwuel um Niveau vun dem Ministère, um Niveau vun der Steierverwaltung, awer och um Niveau vun der Chamber. Mir haten eng Rei vu gudden Meinungsustauschen iwwert dese Gesetzesprojet an der Chamberskommissioun, an der Finanzkommissioun. An ech wëll Iech och ganz opriichteg Merci soe fir déi flott an argumentéiert Debatt, déi mer elo déi leschte Stonn hei haten.

An ech géif eigentlech soen, wann ech héieren, wat argumentéiert a gesot gouf – an ech wëll dat wierklech ënnersträichen, ech appreciéieren dat! – souwuel vun der LSAP, vun der DP, vun der CSV, vun der ADR, de Piraten, deene Lénken an déi gréng: Dese Gesetzesprojet ass eigentlech da bëssen de goldene Mëttelwee vun deene Meenungen, déi am Parlament ausgedréckt goufen.

Dese Gesetzesprojet dréit eppes Rechnung – an ech mengen, dat ass net a Fro gestallt –, nämlech dass

d'Leit méi Kafkraaft kréien ab dem 1. Januar vum nächste Joer. Dat ass sou virgesinn, net an engem Koalitiounsaccord eleng, mee et ass virgesinn an engem Regierungsprogramm, deen hei an der Chamber mat enger grousser Majoritéit gestëmmt gouf. Et ass och dat, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Gewerkschaften an anerer dobaussen am Virfeld vun de Chamberwalen gefuerdert hunn an och elo nach mat Nodrock fuerderen.

Et ass virun allem eng Entlaaschtung vun all de Steuerzueler iwwer de Barème. Et ass eng strukturell Moosnam, déi bewierkt, dass d'Leit ab dem Januar 2024 méi Netto vum Brutto hunn, déi bewierkt, dass d'Leit méi Suen an der Täsche hunn, well all Netupassung – an et ass op ville Plazen, an och haut erëm an dëser Debatt, ënnerstrach ginn – vun der Steiertabell, dat ass de facto eng verstoppte Steuererhéijung. An dat wëlle mer verhënnere, well eng verstoppte Steuererhéijung, Dir Dammen an Hären, dat ass Géif an enger Zäit, wou d'Leit méi Kafkraaft brauchen!

Et ass richtig, dass mer eng ugespaante Situatioun hunn, den Här Fayot ass drop agaangen. Et ass haut och nach eng Kéier de Bericht vun dem Stätec komm. Mee grad dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss een de Leit ënnert d'Äerm gräifen. Et muss een de Leit hëllefen, fir méi Kafkraaft um Enn vum Mount ze hunn, sief dat fir d'Konsumausgaben ... An den Här Goldschmidt huet dat richtig gesot, de Konsum hëlleft jo och der Geschäftswelt, dat hëlleft de Kleng- a Mëttelbetriber, dass d'Leit weider de Konsum hunn, an et hëlleft och de Leit bei héijen Zënsen, déi se müssen op hir Prête bezuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi véier Indextranchen, déi sech ab dem 1. Januar 2024 strukturell wäerten am Steuerbarème ermënnen – par rapport zu dem Steuerbarème 2023, och dat ass e Fakt –, dat ass dat eng Entlaaschtung vun iwwer 10 % vun der Steuerlaascht, déi d'Leit am Duerchschnitt ze droen hunn. An et si besonnesch déi Kleng- a Mëttelverdënger, déi am meeschten dervu profitéieren. Ech kommen herno nach dorüber zrëck. Et si besonnesch déi Leit, déi an der Steuerklass 1a sinn, déi am meeschten entlaascht ginn an zu Recht entlaascht ginn.

Well kuckt emol, bei engem versteierbaren Akommes vu 50.000 Euro brutto an der Steuerklass 1a mécht dat ëmmerhin 1.160 Euro aus par rapport zum Barème, wéi en haut applikabel ass. A wann een de Crédit d'impôt conjoncture, dee jo just op dëst Joer limitéiert ass, ewechhëlt, da mécht dat nach ëmmer e Plus vu 709 Euro aus. Dat ass net näischt!

Bei engem versteierbare Bruttoakommes vun enger Famill, d'Madamm Adehm huet dat ugefouert, vun 125.000 Euro an der Steuerklass 2 sinn dat ëmmerhin 2.189 Euro. Hëlt een de Crédit d'impôt conjoncture ewech, dann ass dat nach ëmmer e Plus vun 1.333 Euro Steieren, déi déi Famill muss manner bezuelen. Aner Rechebeispiller sinn an der Presentatioun, déi de Finanzministère gemaach huet, déi ëffentlech zougänglech war, opgefuert.

Dësé Projet dréit och enger laangjäerger Fuerderung Rechnung, nämlech där, dass de steuerbefreien Agangsmontant, dat heescht dee Montant, ab deem een iwwerhaupt Steiere bezilt, natierlech doduerch, a berechtigterweis, an d'Luucht geet. An ech wëll Iech just ee Beispill ginn: Dee läit de Moment bei 11.265 Euro an der Steuerklass 1. Dee geet erop mat dëser Upassung, op 12.438 Euro geet deen an d'Luucht.

An ech wëll just allegueren deene Leit eppes soen, déi soen: „Ma dat ass eng einfach automatesch Applikatioun vun engem Steuerbarème.“ Nee! Et ass en Entgéintwierke géint déi kal Progressioun, wou an Däitschland d'Bundesregierung gesetzlech verpflichtet

ass, fir där besonnesch bei dem Agangsmontant Rechnung ze droen. Ech wëll Iech just soen, Madamm Tanson, dass an Däitschland aktuell de Betrag, ab deem ee Steiere bezilt, wäert ab dem 1. Januar 2024 op 11.604 Euro an d'Luucht goen. Dat heescht am Umkehrschluss: Hätte mer déi Adaptatioun hei net gemaach, da géif een an Däitschland ab dem 1. Januar méi spët Steiere bezuele wéi dat, wat haut aktuell zu Lëtzebuerg ass.

E weidere Punkt ass deen, dass d'Steiertranchë verbroedert ginn. Dat ass eng arithmeetesche Applikatioun, mee bréngt awer och mat sech, dass de berühmte Seuil vun de 40 %, dat heescht déi 39 % aus dem Barème plus d'Solidaritätssteuer, plus d'Contribution zu der Fleegeversicherung ... Domadder kënnt een nämlech da schonn iwwer 40 %, wat awer net näischt ass – ouni mol dat, wat zousätzlech d'Soziallaaschten derbäimaachen. Dann heescht dat am Kloertext, dass ee bis haut an der Steuerklass 1 ab 45.000 Euro iwwer déi 40 %, also global, komm ass fir all 100 Euro, déi ee méi verdéngt. Ab dem 1. Januar wäert dee Montant op iwwer 50.000 Euro an d'Luucht goen, a fir Leit an enger Steuerklass 2 ass dat iwwer 100.000 Euro.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass dat hei eng éischt Upassung vun dem Steuerbarème ass. D'Hallschent vun deenen aacht Indextranchen, déi opgelaf sinn zanter 2017 duerch eng Netupassung vun der Steiertabell, déi gëtt heimat berengegt.

Jo, et sinn Einzeler, déi hu méi gefrot. Dat hei ass dat, wat à ce stade am Regierungsprogramm festgeluecht gouf. An ech mengen och, wann ech déi verschidden Intervenanten héieren, ass dat effektiv net nëmmen d'Hallschent vun aacht, mee et ass och de goldene Mëttelwee, wann ech déi eenzel Intervenanten hei héieren.

Ech wëll awer ganz kloer ënnersträichen, well dat ass jo och vu Verschiddene gefrot ginn, berechtigt gefrot ginn, fir net ze soen och duerch Motiounen gefuerdert ginn: Jo, de Regierungsprogramm gesäit och vir, dass an Zukunft – an ech hoffen, dass dat ka sou schnell wéi méiglech bewerkstelt ginn – deenen Indextranchen, déi nach opstinn, nämlech deene véier reschtliche plus deenen, déi eventuell nach erfalen en cours de route – a wann ech richtig gelies hunn, huet de Stätec haut gesot, dass um Enn vum Joer 2024 kéint nach eng weider Indextranche erfalen –, muss a wäert natierlech och a weidere Schrëtt vun der Upassung vun dem Steuerbarème Rechnung gedroe ginn.

Dat ass also en éischte Schrëtt, anerer kommen no. Ech hoffen, dass déi finanziell a budgetär Méiglechkeete vum Staat erlaben, fir datt deem sou schnell wéi méiglech – och am Interessi vun der Kafkraaft an am Interessi, dass d'Leit net permanent steuerlech méi belaauscht ginn – Rechnung gedroe gëtt. Et ass also e Punkt aus engem Gesamtpak.

Eng weider Moosnam wäert zäitno an de Méint Januar, Februar kommen – an ech hoffen och an engem Konsens; dat ass net ëmmer en unanimmen Accord, wat mer mussen maachen – am Wunnengsbau, well Dir wësst, déi, déi fréier an der Regierung waren, déi do héich Verantwortung, besonnesch am Wirtschaftsberäich, gedroen hunn, dass de Wunnengsbaumaart ugespaant ass. A mir müssen alles drusetzen, dës Regierung muss a wäert och alles drusetzen, fir dass de Wunnengsbaumaart erëm eng Kéier ugekuert gëtt, fir dass, jo, virun allem och séchergestallt gëtt, dass déi vill Leit, déi am Constructiounssecteur beschäftegt sinn – an ech mengen, do si mer eis allegueren eens –, sech net, wa se aus hirem wuelverdëngte Kollektivurlaub zrëckkommen, dann herno op der Strooss ermënnen.

An ech komme bei eng weider Moosnam, dat ass déi, déi d'Madamm Tanson ugeschnidden hat. Dat ass déi vun der Steuerklass 1a. Ech bannen dat, wann Der erlaabt, Här President, a meng Ried mat an, well dann ass dat ...

(Interruption)

... e ganze Pak. Dass Der mech do net ze vill sanctionéiert op menger Riedezäit. Wann Der sot: „Ech hale strikt um der Riedezäit fest!“, da wier dat entgéint deem, wat Der gëschter gemaach hutt, mee dann halen ech mech un d'Riedezäit. Also, dat musst Der mer just elo soen.

(Hilarité)

Une voix | Dir hutt nach e bëssen Zäit.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif elo mol déi Zäit ausnotzen, déi Der hutt, Här Roth. Dir hutt der nach vill.

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ok. Also, puncto Steuerklass 1a: De Regierungsprogramm gesäit ganz kloer vir, dass méttelfristeg – an do ass jo eng Zäitschinn dragesat: 2026 – de Finanzminister invitéiert ass, no Consultatioun e Projet op den Dësch ze leeën, dass mer net méi ënnerscheeden, ob mer gepacst, gekummert, gescheet, bestuet sinn, mee dass all Mënsch iwwer déi selwecht Steuerklass gefouert gëtt. Dat heescht, dass de facto déi Steuerklassen 1, 1a an 2 ofgeschafft ginn.

Dir wësst awer allegueren, déi, déi fréier Regierungsverantwortung gedroen hunn, déi, déi fréier an de Majoritéitspartei waren, dass dat net ka vun haut op muer bewerkstelt ginn. Och dee System vun enger eenzeger Steuerklass oder vun der Individualiséierung vun der Steuer, dee muss een, och scho fir verfassungsrechtliche Problemer aus dem Wee ze goen, op eng gewësse Période transitoire strecken.

De Regierungsprogramm hëlt awer en attendant – an dat steet och ganz kloer dran – d'Engagement, dass an där Transitionphas d'Leit an der Steuerklass 1a schonns virdru weider a verstärkt entlaascht ginn. Dat kann ee maachen iwwer eng Adaptatioun vun der berühmter Formel, wou ee vun der Steuerklass 1 an d'Steuerklass 1a kënnt. An et ass virgesinn, fir dat am Laf vum nächste Joer ze maachen, fir dass ab 2025 déi Entlaaschtungen kënne gemaach ginn. Dat zu deene Punkten.

Ech wëll nach kuerz agoen op déi Amendementer, déi vun der LSAP an der Finanzkommisioun virgeluecht goufen an déi haut an der Substanz nach eng Kéier reitériert goufen, nämlech dass een déi Steuerkreditte fir déi niddregst Akommessen sollt erhéien. An d'LSAP huet gesot: „Mir wëllen duerfir net, dass véier Indextranchë berengegt ginn, mee dass nëmmen zwou an eng hallef berengegt ginn an déi aner Sue sollen da verwent ginn, fir déi Steuerkreditte an d'Luucht ze setzen.“

Ech begrëssen et ëmmer, well dat ass eng héich komplex Matière, wann eng Fraktioun, ob dat vun der Majoritéit oder vun der Oppositioun ass, sech eege Gedanken mécht an och kuckt, fir déi an en Text ze coulëieren. Dat ass eng technesch schwierig Aufgabe. Mir hunn net déi Moyenen, d'Parteien zu Lëtzebuerg, wéi dat an anere grouse Länner ass, fir dat ze bewerksteltgen. Ech hunn dat selwer gesinn an deenen zéng Joer, wou ech an der Oppositioun war. Duerfir merci fir allegueren déi Efforten. Et kann een eng aner Meinung hunn. An dësem Fall huet d'Regierung eng aner Meinung. Déi ass och argumentéiert

ginn. Mee ech soe Merci, fir deen intellektuellen Input gemaach ze hunn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Regierung gesäit heivun of, net well dat net an engem Koalitionsaccord steet. Also, wa mer eis esou anengen, da komme mer un e Punkt, wou mer praktesch net méi handlungsfäeg sinn. Mir sinn an engem liewegen Debat an ech mengen, besonnesch a weesentleche Punkte wéi deem vun der Steuerpolitik, wat oft an d'Gesellschaftspolitik erageet, do muss een och kucken, e gréisstméigleche Konsens ze hunn, quitte dass ee sech ëmmer op eng Majoritéit an enger Chamber muss kënne baséieren.

An duerfir wëll ech och soen – an dat hunn ech an der Finanzkommissioun gesot an ech stinn derzou an ech soen et och hei eng Kéier an enger öffentlecher Sitzung –: Déi Ëmuerdnungen um Niveau vun der Steuerklasse 1a wäert ech, op jidde Fall vu mengem Point de vue, kucken, mat engem gréisstméigleche Konsens ze maachen, soudass verschidde Modellen op den Dësch geluecht ginn an dass mer déi an der Finanzkommissioun offen diskutéieren. An dann op Base vun där Diskussioun muss d'Regierung eng Kéier d'Verantwortung iwwerhuelen an dat an e Projet de loi acalculéieren.

Hei ass de weesentleche Punkt, dass de Regierungsprogramm virgesinn huet, dass mer gären hätten à ce stade, fir d'Kafkraaft vun all Steuerzueler ze stäerken, dass mer dat wëllen duerchzéien duerch de ganzen Tarif. An den Här Clement – wou ass en; deen ass kuerz eraus – huet dat eigentlech gesot: Mir sinn der Meinung, dass och Leit, déi iwwer méi wéi de Medianakommes verfügen, zu enger Mëttelschicht gehéieren an dass een net hei sollt higoen, dass déi an deser Zäit sollte steuerlech méi belastscht ginn, wat de facto géif geschéien, wa mer se net géifen iwwert d'Inflationsberengung an der Steiertabell berücksichtegen. An dat soen ech och nach eng Kéier ganz kloer: Dat ass eigentlech dat Argument, firwat dës Regierung plädéiert, fir deem do net Rechnung ze droen.

An da wëll ech ofschléissend, Här President – ech maachen dat méi kuerz –, soen, dass d'Gewerkschaften, a besonnesch d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, iwwregens och fannen, dass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, dass déi och eng Äntwert dorobber ginn. An do sinn ech mat der Madamm Tanson – mee ech respektéieren Är Meinung – net d'accord, dass hei éischter d'Spëtzeverdrénger géife méi entlaascht ginn. Nee, déi ginn eebe prozentual manner entlaascht. Elo sot ... Jo, Dir kënnt elo eng Kéier laachen, mee et sinn och déi breet Schëlleren, déi richtegerweis an enger Solidargemeinschaft, meeschtens och am Montant absolu, méi Steiere bezuelen. Dat muss een och esou unerkennen.

Also, wéi gesot, hei seet d'Chambre des Salariés ... an ech liesen Iech nach eng Kéier dee Saz. Et ass zwar op Franséisch, mee dat hält dat dann erëm, wat ech Iech elo op Lëtzebuergesch gesot hunn. D'Chambre des Salariés, net d'Regierung, seet: „En vertu de la progressivité fiscale, le premier contribuable paie davantage“, dat ass also deen, dee méi vedéngt, „d'impôts que le second et, de ce fait, le premier se fait donc rembourser davantage que le second en cas d'allègement linéaire et proportionnel des contributions fiscales. Proportionnellement“, an dat ass fett gedrukt, „cependant, cette mesure bénéficie davantage aux petits revenus.“ Hei ass den Avis vun der Chambre des Salariés zu deem Punkt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat gesot, Här President, wëll ech Merci soe fir all déi konstruktiv Abréngunge vu Meinungen, déi

ënnerschiddlecher Natur sinn. Ech mengen, dovunner leeft eng Demokratie. An d'Demokratie leeft och dovunner, dass eng Majoritéit iwwer e Projet de loi decidéiert.

Ech soen Iech Merci. Ech hu 50 Sekonne méi geschwat an ech hu mech fir de Rescht awer un Är Zäit gehalen. De Rescht maachen ech vun donidden. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Gesitt Der, et ass souguer mat Amendementen bal gaangen. Voilà, domat hätte mer dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An da komme mer zum Vott. An ech widderhuelen nach eng Kéier wéi ëmmer: Déi Leit, déi wëlle matstëmmen, hu vläicht besser, sech anzeloggen, well soss geet dat net.

Mir kommen also fir d'éischt zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8343, mee awer fir d'éischt iwwert d'Amendementen.

(Interruption)

Fir d'éischt iwwert d'Amendementen. An dat, wat ech ofgi krut oder um Büro läit, ass zwar een Ziedel, mee zwee Amendementen. An dofir musse mer separat iwwert deen éischten an duerno iwwert deen zweeten ofstëmme. Här Bausch, Dir frot nach d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President. D'Madamm Tanson hat gefrot, fir laut dem Artikel 41 eng Question préalable ze stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass alles ... Dat maache mer, Här Bausch. Do komme mer duerno drop. Mee fir d'éischt stëmme mer d'Amendementen. D'Madamm Tanson huet gefrot, fir iwwer hir Motioun als Question préalable virum Vott vum Projet de loi ofstëmme ze loossen. An deen ass no den Amendementen. Also fir d'éischt d'Amendementen.

M. François Bausch (déi gréng) | Dann entschëllegt mech.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass guer kee Problem. Da weess och jiddwereen, ëm wat et elo geet. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass zwar net, fir zu den Amendementen ze schwätzen, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Nee, ech wollt just soen, dass mir déi Amendementen ofleenen.

(Hilarité)

Mee et iert awer d'LSAP – dat ass scho gesot ginn –, dass se sech d'Aarbecht gemaach huet, et auszuschaffen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Marc Spautz (CSV) | Mee et geet net mat deem iwwereneen, wéi mir et gesinn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Mee trotzdem nach eng Kéier: Bei den Amendementen ass a sech keng Riedezäit virgesinn. Dat soll am Prinzip gemaach ginn an der Discussion générale selwer.

Amendements

An dofir komme mer och elo zu der Ofstëmmung iwwert den Amendement 1.

Vote sur l'amendement 1

An ech maachen de Vott op. D'Procuratiounen. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo: 17, Nee: 43, Abstentioun: keng. An domat ass den Amendement Nummer 1 mat 43-Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Boffending, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Den Artikel 2 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer bei de Vott zum Amendement 2 vun der LSAP, deen als Objet huet, den Artikel 3 ofzeschaffen.

Vote sur l'amendement 2

Och do maachen ech de Vott op. D'Procuratiounen. An da schlësse mer de Vott of.

D'Resultat vum Vott: Jo: 17, Nee: 43, Abstentioun: keng. An domat ass den Amendement Nummer 2 mat 43-Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Boffending, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Luc Emering), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Den Artikel 3 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Vote sur une proposition de priorité pour une motion conformément à l'article 41, point 4, du Règlement de la Chambre des Députés

An éier mer zum Vott iwwert de ganzen Text kommen, hu mer eng Motioun vun deene Grénge, d'Motioun Nummer 1, hei kritt, wou gefrot ginn ass op Basis vum Artikel 41 iwwert d'Question-préalables, de Punkt Nummer 4, fir eng Proposition de priorité pour une résolution ou une motion ze froen. Normalerweise hu mer dat ëmmer nëmme gefrot, wa mer bei Propositionen oder Motiounen waren, fir eng virzehuelen. Et gesäit awer näischt am Règlement vir, datt et net kann och virun engem Gesetzestext gemaach ginn. Mee well et eng Proposition ass, géif ech d'Chamber froen, ob se mat där Proposition d'accord ass.

A wien domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ech maachen d'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat ass also unanimement ugeholl, soudatt mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 vun der Madamm Sam Tanson kommen.

Motions

Motion 1

An ech wollt do froen, ob et nach Wuertmeldungen dozou gëtt. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Fir dass mer eis op de kloer Wuertlaut vun der Motioun vun der Madamm Tanson ..., d'Meenung vun dem Finanzminister oder vun der Regierung, dass déi kloer ass. Et gëtt éischters gefrot, dass een an enger „prochaine modification du barème“ den Akzent op „mesures socialement plus ciblées en allégeant la charge fiscale prioritairement pour les revenus bas et moyens“ setze soll. Bon, dat hänkt natierlech dervun of, wéi een dat bewäert.

Ech hunn Iech virdu gesot, wat, mengen ech, och richteg ass: dass, wann een eng Adaptatioun vum Barème mécht, dann natierlech besonnesch déi Kleng- a Mëttelevenuen automatesch duerch d'Inflationserengung vum Barème méi entlaascht ginn. Ech mengen, dat ass dat, wat ech Iech dozou ka soen.

Ech kann Iech och weider soen, ouni dass ech mech dozou kann – well do musse jo Berechnunge gemaach ginn – engagéieren: Mir haten an der Finanzkommission d'Fro: Wéi ass et mat dem Echelonement vun de Steierkreditte? Dat heescht: Wéi wäit gräifen déi? Ech hu mech engagéiert ... Dat war d'Motioun, déi mer d'lescht Woch vum Här Clement haten. Do hunn ech mech engagéiert, dass ech géif déi Berechnunge mat der Steierverwaltung – ech kann déi net maachen – zesumme kucken, an da géif ech der Finanzkommission ënnerbreeden, wat een do ka maachen a wat dann den entspreechenden, ech soen, estiméierten Déchet fiscal dovunner ass.

Mee ech ka mech net méi prezis zu Saachen elo engagéieren. Well wann Dir zu mer sot: „Jo, eng Adaptatioun vum Barème ass fir eis keng Mesure socialement ciblée an Dir hutt Iech awer deemools engagéiert, fir Mesures socialement plus ciblées ze maachen“, jo, da si mer eis op der Form do net eens.

Ech hunn Iech och virdu an der Chambertribün gesot, Madamm Tanson, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass ee géif en attendant déi Individualiséierung vun der Steuerlandschaft fir d'Privatpersounen un der Schrauf dréien, fir dass een déi Leit, déi an der Steuerklasse 1a sinn – dat sinn also Leit, déi verwitwet sinn; dat si Leit, déi Elengerzéier sinn, oder Leit, déi 65 Joer sinn an eleng sinn –, transitoire, also kuerzfristeg, dann ab dem 1. Januar 2026 géif entlaaschten. Wéi wäit ee se entlaascht, dat muss ech

Iech an der Chamberskommission no Berechnunge matdeelen.

An deen drëtten Punkt ass deen: Jo, all Staat huet natierlech d'Obligatioun, fir ze kucken, fir méiglechst vill Steieren eranzekréien, fir Investissementer kënnen ze maachen. Ech soen Iech awer och – an dat gëtt jo och ëmmer gefrot –, dass et muss e gesonden Equiliber sinn zwëschen deene Leit, déi d'Investissementer finanzéieren. Dat sinn op där enger Säit d'Privatpersounen an op där anerer Säit sinn dat och d'Betribler. An dat muss ee kucken an enger Globalitéit. Et muss ee kucken, fir d'Kompetitivitéit vun de Betribler generell ze erhalen. Well et kann een natierlech bei de Betribler nëmme dropschloen, mee wa se herno anzwousch aneschtens ginn, jo da stitt Der mam Fanger am Mond do, well da si keng Sue méi do. An dat selwecht zielt och nun eeben emol bei der Steuerlaascht, déi den eenzele Privatpersounen entsprécht, well wa mer do ze vill dropdrécken, da si besonnesch déi Leit, déi natierlech de Choix hunn, ob se zu Lëtzebuerg schaffen oder ob se zu Lëtzebuerg hir Steiere bezuelen oder soss an aneren europäesche Memberstaaten oder doriwwer eraus, och net do. Et ass also e gesonden Equiliber.

An der Zilsetzung hunn ech kee Problem mat där Motioun, mee ech loosse mech awer och net gären esou festleeën, dass ech keng Marge de manoeuvre méi hunn. A virun allem d'Regierung, déi handelt am Kader vun hirem Regierungsprogramm als Ensemble, als Unitéit. Dat huet se bis elo gemaach an ech hätt och gären, dass se an deem Ensemble, an där Unitéit kéint weiderfuere.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth. Ech hunn eng Rei Wuertmeldungen. Ech fänke mat der Auteure vun där Motioun un, der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci, Här Finanzminister, fir d'Explikatiounen. Also, fir den éischten Tiret, dat ass och dee Punkt, wou ech u sech keng Äntwert op meng Fro krut, weeder elo haut nach an der Kommission. Dat baséiert sech eigentlech op Äre Koalitionsaccord, well do beschreift Der, op der Säit 33 sot Der, dass Der eeben de Barème neutraliséiere wëllt. Dat ass jo elo hei eng Etapp. Dir hutt och ugekënnegt, Dir maacht déi nächst Tranchen och nach.

An da steet dee Saz hannendrun, dee mech scho méi wéi eng Kéier interpelléiert huet: „Parallèlement, le Gouvernement s'engagera pour réduire la charge fiscale des petits et moyens revenus.“ An dat ass jo meng Fro, dat heescht: Ass dat onofhängeg vun där grousser Reform, déi Der fir 2026 maacht? Dat heescht, Dir maacht nach eppes virun 2026, virun där grousser Reform, wat fir déi Kleng- a Mëttelevenue soll gëllen?

Bis elo huet kee mer confirméiert, dass dat och effektiv wäert sinn. An ech schwätzen net vun der Steuerklasse 1a an ech schwätzen net vun der automatescher oder vun der Upassung vun der Steiertabell, dat heescht nach eng drëtt Variant. An dat ass dat, wat mer hei mengen. Maacht Der onofhängeg vun den Adaptatiounen ... Mir froen Iech am Fong, dass Der dat maacht, zu deem Der Iech engagéiert an Ärem Koalitionsaccord, dass Der méi cibléiert eppes maacht, esou wéi och den Amendement vun de Kollege vun der LSAP zum Beispill, fir déi, déi et am allermeeschte brauchen.

Natierlech bezuelen déi méi Steieren, déi méi verdéngen. Mee mir wëssen, dass grad – an ech mengen, Dir hutt dat am Walkampf vertrauden a vill anerer och – bei deenen, déi wirklech ënnen an där Tabell sinn, de Besoin am gréissten ass, fir nach zousätzlech eppes ze maache wéi just déi Upassung. Dat ass et am Fong, méi froe mer net.

An dat anert, deen zweeten Tiret, ass jo dat, wou Der Iech engagéiert hutt. Dir hutt dat elo hei haart gesot, dass der am Laf vum nächste Joer dat géift proposéieren, den 1a.

An den drëtten, do sidd Der souwisou och d'accord, wann ech Iech richteg verstinn. Dat heescht, dat ass am Fong net eng Anengung an e Carcan, dat ass eppes, wou Der mer elo eigentlech confirméiert hutt, dass Der et wëllt maachen. An den éischten Tiret steet am Koalitionsaccord. Duerfir sinn ech e bëssen erstaunt, dass Der elo an der Logik sidd: „Mir stëmmen dat do net mat. Mir sinn do dergéint!“

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, de Finanzminister huet grad gesot, dass vun him e prezist Engagement verlaangt gëtt. Bon, grad dat fanne mer ganz gutt. D'Madamm Tanson huet grad erklärt, am Kader vun där Upassung vum Steuerbarème, dass een do méi cibléiert soll virgoen, an huet och direkt gesot, dass eisen Amendement do kann eng Äntwert drop sinn, fir eeben déi Revalorisation vum Steierkredit ze maachen. Genau duerfir stëmme mer deem heiten zou, bis eeben d'Konzept vun der eenzeger Steuerklasse 2026 um Dësch läit.

Et kann een duerch Initiativen huelen. Ech mengen, do kann ee kuerzfristeg och scho méi sozial equilibréiert Moossnamen huelen. Mir hunn do jo e Steuerpositionspabeier ausgeschafft, do kann ee sech gären drun inspiréieren, wat ee kuerzfristeg do ka maachen. An dann, jo, selbstverständlech brauch een déi néideg Recetten, fir och kënne weiderhin ze investéieren.

Wéi gesot, dofir stëmme mer dat heite gäre mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Nächst Demande de parole ass vum Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Zu där Motioun kann ech soen, dass mir als Demokratesch Partei déi net kënne matdroen. Ech sinn e bëssen iwwerrascht: Mir schwätzen hei vun enger Adaptatioun vum Steuerbarème. Dat ass dat, wat mer haut wäerte stëmmen. An an deem Kader gi mer da gefrot, fir bei der nächster Modifikatioun vum Barème cibléiert Allégementer ze maachen, wat a sech näischt domadder ze dinn huet. Eng Adaptatioun vum Steuerbarème, déi kënnt duerch d'Indextranchen, duerch den Indexsystem, dee mer jo allegueren hei verrieden. An den Indexsystem, dee bréngt eebe mat sech, dass effektiv méi héich Revenue méi bäikréie wéi déi méi niddreg. An dofir huet de Finanzminister jo och gesot, dass e kuckt, fir do Adaptatiounen ze maachen, dass mat negative Steieren aner Kreditte géife kommen.

Mee méi cibléiert bei enger nächster Modifikatioun vum Barème, déi vläicht net kënnt, géifen also keng Mesure méi kommen, wann de Barème elo an deenen nächsten zwee Joer aus iergendengem Grund net kéint adaptéiert ginn. Dofir geet den éischten Tiret schonn net.

Den zweeten Tiret, majo, do huet d'Regierung jo gesot, se géif dat maachen an deenen nächsten zwielef Méint. Do gesinn ech net an, firwat mer dat elo hei sollen nach eng Kéier stëmmen. Ech wëll Iech drun erënneren: 1a, dat si vill méi Leit. Dat sinn déi iwwer 65, dat sinn der, déi zesummeliwen a Kanner hunn. Do muss ee genee oppassen, wann der zwee an engem Stot sinn, déi zwee Kanner hunn an eent an eent opdeelen, da si se an der 1a, dass een do net

besser ewechkënt wéi an enger 2. Dofir ass jo déi Individualiséierung wichteg.

An deem drëtten, d'Recette-fiscallen. Jo, mir hunn de Leit a sech déi lescht Jore vill Recetten ewechgeholl, déi hinnen zoustoungen. Dofir sinn ech der Meenung, dass dat elo hei net erapast, „garantir les recettes fiscales“. Déi kënne mer nëmme garantéieren, falls mer e gutt ekonomeschtfeld hunn a wa vill Leit op Lëtzebuerg kommen. Déi, déi Interessi hunn, sollen e bësse googele goen, wat a Frankräich Leit mat héije Revenuen u Steiere bezuelen. Komescherweis ass dat bei ganz héije Revenuen deelweis manner wéi hei, well mir sinn hei, wann ee bei iwwer 200.000 oder iwwer 150.000 ass, mengen ech, bei 47 %, ouni d'Sécurité sociale mat bäizerechnen. Also, se sollen ophalen, hei elo ze soen, dat muss nach eropgoen, quitte dass dat elo net an där heiter Motioun derbäistee. Mee awer dee leschte Punkt, „garantir les recettes fiscales“, huet fir mech elo näischt mat der Adaptatioun vum Steuerbarème ze dinn.

Dofir wäert d'DP-Fraktioun des Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Ech hunn nach dräi Wuertmeldungen. Dat ass den Här Clement, den Här Spautz an duerno den Här Keup. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass déi Motioun ganz sympathesch. Ech muss awer och soen: Den éischten Tiert, wéi en elo interpretéiert gouf vusäite vum der Majoritéit, interpretéieren ech net esou. Ech interpretéieren deem éischter esou, dass mer Allëgementer fir déi ënnescht Akommesstranché mussen maachen. A wann Der mer virduen nogelauschtert hutt, do hunn ech Iech gesot: Bei enger Indextranche kritt een um Mindestloun haut 64 Euro bäi an et bezilt ee 16 Euro méi Steieren. Dat si 25 % Steuerlaascht op där Indextranche, also ouni d'Sécurité sociale. Um Mindestloun gëtt eng Indextranche mat 25 % besteiert.

Wann ech dat nämmelecht maachen um Plafond cotisable – dat ass fënnemol de Mindestloun; ech hunn einfach iergendee Montant missen huele fir e Besserverdenger –, da bezilt ee 45 % op seng Indextranche. Dat heescht, et ass eng Progressivitéit dran. Mee eis Meenung ass, dass déi Progressivitéit am Ufank vill ze héich ass. 25 % scho mussen ze bezuelen, wann ech eng Indextranche bäikréie beim Mindestloun! An eisen Ae misst dee steierfräi sinn! An dofir mengen ech, dass een dat genau iwwert de Barème reegele kann, andeem een de Barème modifizéiert – net adaptéiert, mee wierklech modifizéiert. Dofir huet deem éischte Punkt, esou wéi en hei geschriwwen ass, eise vollste Support.

An déi zwee aner Punkten, dat si jo souwisou Fuerderungen, déi genannt goufen. Déi kënne mer tel quel ënnerstëtzen. Mee ech mengen, dass Beispill, dass eng Indextranche um Mindestloun mat 25 % besteiert gëtt, dass misst eis awer allegueren d'Aen opmaachen, dass mer do definitiv de Barème eng Kéier mussen upassen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier drop agoen. Hei gëtt ëmmer elo gläichzäiteg Index- a Steuerpolitik matenee vermëscht. An der Indexpolitik ass gesot ginn: „Mir maache gären, dass d'Inflatioun ugepasst gëtt un d'Steiertabell.“ Elo gi véier Indextranchen ugepasst. Duerno sollen der och nach eng Kéier véier ugepasst ginn, wann de Moyen besteet. A wann et ze laang dauert, eventuell souguer fënnf, wann d'nächst Joer dann, wéi de Statoc et gerechent huet, nach eng

Indextranche géif bäikommen. Ech hunn dës Deeg eng Botterfra gesinn, déi erkläert huet, wéi den Index hei zu Lëtzebuerg fonctionéiert.

(Hilarité)

An dee fonctionéiert schéi propper, queesch duerch de Gaart.

(Interruptions)

Mee dat war e bëssen eng Mëllechmeedcherechnung, déi do gemaach ginn ass, well eng Adaptatioun ass keng Modifikatioun. A mir maachen hei eng Adaptatioun vum de Steiertabellen, vum deem, woufir mer eis engagéiert hunn. Mir hu gesot: Déi éischte Kéier déi zwou an eng hallef, déi schonn an der Tripartitt ofgemaach gi sinn. Dunn huet et geheescht, et gëtt der elo op den 1. Januar véier. An duerno huet de Minister nach eng Kéier drun erënnert, dass der nach eng Kéier véier respektiv fënnf bäikommen.

Mir hunn hei net geschwat vum enger Modifikatioun. An dem Invite steet dran: „eng Modifikatioun vum Barème“. A fir eng Modifikatioun kënnen ze maachen – dat huet de Minister ënnerstrach an der Finanzkommission, och elo nach eng Kéier heibannen –, mussen kënnen Berechnungen gemaach ginn, déi an den Detail ginn. An et kann een net aus der Héft eraus elo einfach soen: „Mir maache Modifikatiounen.“

Déi Adaptatiounen, déi kommen, an dofir ass et fir eis net méiglech, des Motioun esou, wéi se hei formuléiert ass vum deene Gréngen, unzehuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Elo huet den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, et geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Wéi ech dat hei gelies hunn, hunn ech mer geduecht: „Hei ginn awer zwou Saache matenee vermëscht.“ Engersäits schwätze mer hei dervun, fir eeben eng verstoppte Steuererhéijung, déi leider do ass wärend e puer Joer, erëm riichtzebéien a fir de Leit am Fong dat ze ginn, wat hinnen zousteet.

A wann ech dat heiten esou liesen, da kënnt dat mer esou vir – den éischten Alinea bei den Invitten –, wéi wann et do am Fong drëms geet, fir dat déi nächste Kéier aneschtens ze maachen a fir also souzosen deenen engen dat net méi ze ginn, wat hinnen am Fong awer zousteet, wat am Fong op näischt aneschtens erauskënt wéi eng Steuererhéijung fir verschidde Leit.

Mee ech mengen, wann een dat wëllt maachen, wann déi gréng dat wëlle maachen an och anerer, da solle se heihinnerkommen an eng Steuererhéijung fir en Deel vun der Populatioun konkret hei virschloen. Dann ass dat méi éierlech.

(Interruption par M. François Bausch)

Well et kënnt op dat eraus.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, wann ech gelift.

M. Fred Keup (ADR) | Dat anert, dass mer hei och e bëssen eng Aart vum Deckelung hunn, déi jo dohinne geet, dass een dat Ganz jo wëllt deckelen an allkéiers ab engem gewëssene Loun de Leit dat net méi wëllt zougestoen. Do komme mer an eng Logik era wéi bei der Deckelung vum Index, wat ëmmer zur Diskussioun steet, wat awer eng ganz geféierlech Saach ass a wat näischt anescht ass wéi eng Manipulatioun vum Index.

A wann een hei ufänkt, esou Saache gären ze deckelen, dann ass de Wee net méi wäit bei d'Deckelung vum Index. An do géif ech soen, grad déi Parteie vu lénks, déi sollen do ganz virsiichteg sinn. Mir maachen op

jidde Fall esou eppes net mat a mir stëmmen dofir och déi Motioun hei net mat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Wagner d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech verstinn elo d'Argumentatioun vum der CSV manner, nodeems den Här Spautz d'Wuert ergraff huet.

(Hilarité)

Une voix | Dir net aleng.

M. David Wagner (déi Lénk) | Well u sech, esou komplizéiert ass et jo net. Mir hunn zurzäit eng Steuerstruktur, e Steuerbarème, dee justement net en faveur ass vum den ënneschte Schichten. Et geet jo relativ séier bis zu 39 %. Do si mer eréischt bei Leit, déi bei 45.000 Euro d'Joer leien. An dono waart ee laang. 40 %, do muss ee schonn 100.000 Euro d'Joer verdéngen et cetera. An et hält relativ fréi op. Et geet elo net drëms, bis an de leschten Detail ze goen.

Et muss een elo keng grouss Etüd maachen, wéi dat elo vum der CSV gefuerdert gëtt, fir ze wëssen, dass ee muss de Steuerbarème esou änneren, dass déi, déi duerno um Enn kommen, also an den ieweschte Schichten, méi besteiert ginn an dass déi allegéiert ginn, déi relativ wéineg verdéngen oder am Mëttelstand sinn.

Iwwert d'Detailer kann een natierlech diskutieren, iwwert de Komma kann een natierlech och diskutieren, mee ech verstinn elo net, wat do esou komplizéiert soll sinn, fir dee Prinzip iwwerhaupt kënnen unzehuelen a fir déi Motioun dann deementspriedend net wëllen unzehuelen. Also, mir wäerte se op jidde Fall matstëmmen. An dat ass net aus der Héft geschoss, dass ass eng laang Diskussioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech mengen, domat sinn elo d'Positiounen alleguer kloer.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 vum der Madamm Tanson.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Domat ass des Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdig, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick

Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An da kënne mer zum nächste Punkt kommen, an dat ass d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8343. Den Text steet am Document parlementaire 8343⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8343 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen kann elo ufänken. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 45 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen a 15 Abstentionen. Domat ass dee Projet de loi mat 45 Jo-Stëmmen a 15 Enthaltungen ugehoill.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 8338 iwwert ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Motions (suite)

Motion 2

Mir hunn nach eng Motioun. Mir hate schonn eng Motioun, dofir hat ech d'Motiounen ofgeschloss. Mee selbstverständlech huet den Här Clement Recht an d'Piraten hunn och d'Recht, fir datt hir Motioun ofgestëmmt gëtt. Dofir wollt ech den Här Clement froen, ob en nach eppes dozou wëllt soen.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wirklech ganz kuerz. Ech mengen, ech hunn et virduun an der Ried ugeschwat: Dat heiten ass eng Motioun, déi u sech d'Regierung just invitéiert, fir an absebarer Zäit ze legiferéieren, fir déi Upassung net all zwee Joer ze proposéieren, mee all Joer. Ech hunn och a menger Ried virgerechent, wat dat fir en Impact kann hunn. Dat kann zéng Méint haut schonn hu mat deem, wat mir proposéieren. An deem System, deem d'Regierung huet, kann dat och gäre mol véier Indextranchen ausmaachen. Deementspriedend ass

dat einfach eng Motioun mat engem fromme Wunsch un d'Regierung, datt een dat méi séier ausgläicht an Zukunft, soubal déi véier Indextranchen, déi elo nach ausstinn, dann och ausgeglach sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Wie freet d'Wuert zu dëser Motioun? Ech fänken u mat dem Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, Här President. Ech wëll kloer soen, dass d'Regierung zu deem steet, wat am Regierungsprogramm steet, an dass d'Engagement och do festgehalen ass, dass iwwert déi nächst Joren déi Indexupassungen kommen.

Hei gëtt gefrot, dass praktesch, wann eng Indextranche kënnt – loosse mer soen am Oktober d'nächst Joer –, automatesch d'Steiertabell dann dat Joer drop schonns ugepasst gëtt. Dat ass an der Vergaangenheet och net de Fall gewiescht. Wat awer net ausschléisst, dass ee sech Gedanken ka maachen, fir erëm eng Kéier op dee System ze kommen, deen, wéi richtegerweis drop higewise ginn ass, 2012 ofgeschaaft gouf. Dat war nämlech de berühmten Artikel 125 aus der Akommessteuer, nämlech dass, wann eng gewäsen Inflation ugestaut ass, d'Regierung dann obligéiert ass, fir e Gesetzesprojet ze deposéieren, fir där Rechnung ze droen. Dat ass an der Vergaangenheet net ëmmer genau esou gemaach ginn, mee et ass an der Vergaangenheet ëmmer esou gewiescht, dass dat awer no enger Rei vu Joren, an der Reegel ëmmer mindestens eng Kéier an enger Legislaturperiod, ënner verschiddene Regierungskonstellationen, gemaach gouf. Dat war mat der CSV/LSAP sou, dat war och virdu mat der CSV/DP sou.

Meng perséinlech Meenung ass déi, dass dat e System ass, op deem ee lues, mee sécher erëm eng Kéier sollt histeieren, ouni dass ech awer hei dat Engagement wëll konkret huelen, dass, wann eng Indextranche erfällt, een dann direkt dat Joer drop automatesch déi voll Adaptation an dem Barème soll erëmfannen. Dat ass d'Positioun vun der Regierung. Mee selbstverständlech, mir fügen eis enger Majoritéit, déi déi Motioun entweeder unhëlt oder ofleent.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass och gutt esou. An elo kucke mer, ob se dann ugehoill gëtt oder net ugehoill gëtt. Ech hunn dräi Wuertmeldungen zu deem Sujet ganz genau. Dat sinn d'Madamm Bofferding, d'Madamm Tanson an den Här Spautz. Ech fänke mat der Madamm Bofferding un.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, grondsätzlech si mer jo ëmmer frou, wann den Index spillt. Hei ass awer elo de Punkt, dass mir fir e ganz anere Barème stinn. Ech mengen, do hate mer scho ganz kloer Propositionen ausgeschafft, déi méi sozial gerecht, méi sozial equilibréiert sinn. Dat ass fir eis de bessere Wee wéi eeben elo eng automatesch Indexéierung a fir och déi Ongerechtigkeeten, déi mam aktuelle Barème bestinn, weiderzeféieren. An duerfir wärte mer dëser Motioun net zoustëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Also, wéi schonn a menger Interventioun virdu gesot, mir halen et mam Finanzminister vun 2012, dee fënnt, dass de Staat, d'Regierung, sech soll den néidege budgetäre Spillraum loosse an dass een dat eeben net iwer e Gesetz soll imposéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Spautz d'Wuert an duerno den Här Goldschmidt.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, also mir leenen déi Motioun och of. Ech mengen, den Här Finanzminister huet kloer duergeluecht, firwat a wisou. An dofir wäert d'CSV dëser Motioun och keng Zoustëmmung ginn. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Här Goldschmidt, et ass un Iech.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. D'Demokratesch Partei leent déi Motioun och of. An d'Argumenter sinn elo all vum Här Minister scho virbruecht ginn. Ech soen Iech Merci.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Madamm Tanson. D'Saache si kloer. D'Wuert ass elo fir den Här Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, wann ech mech net ieren, sinn et schonn esou Motiounen ginn an de leschte Joren, déi dann och vun enger ganzer Partie Oppositionsparteie matgestëmmt gi sinn. An deemools war dat alles kee Problem. Also, ech géif soen, dass dat hei awer eng positiv Saach ass. A mir wärten dat hei op jidde Fall, esou wéi d'leschte Kéier, dann och dës Kéier matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass dann d'Diskussion iwwert dës Motioun ofgeschloss an ech géif déi Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Vote par procuration. An ech schléissen elo de Vott of. De Vott ass ofgeschloss.

Jo-Stëmmen: 10, Nee-Stëmmen: 48, Abstentionen: 2. An domat ass dann dës Motioun vun de Piraten ofgeleent mat 48-Nee-Stëmmen géint 10 Jo-Stëmmen an 2 Abstentionen.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 8 voix pour, 50 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

4. 8338 – Projet de loi relative au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024

Da komme mer zum zweete Punkt vum Ordre du jour, an zwar dem Projet 8338 iwwert de provisoresche

Budget fir d'Period vum 1. Januar bis den 30. Abrëll 2024, déi sougenannten „Douzièmes provisoires“. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an duerno d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm duerno fir d'CSV, den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, an dësem Gesetzesprojet geet et ëm déi sougenannten „Douzièmes provisoires“. Sait 2014 ass dës Prozedur an eiser Gesetzgebung verankert. Genée wéi et schonn 2013 an 2018 de Fall war, gëtt mat deem heite Gesetzesprojet e provisoiresche Budget gestëmmt, an dës provisoiresche Budget géllt, wéi säin Numm et seet, fir déi éischt véier Méint vum Joer 2024.

Dës Budget ass wichteg, well en erlaabt et dem Staat, fir säi Fonctionnement sécherzestellen. Dat bedeit u sech, dass domadder kënnen d'Ministèren an d'Verwaltungen an all d'Organer vum Staat fonctionéieren an dass och d'Paie vun de Leit, déi beim Staat schaffen, kënnen bezuelt ginn. Dës ass iwwregens och déi gesetzlech Basis, fir dem Staat et ze erlaben, Steieren anzendreiwen.

Technesch gesinn, fir deen heite Budget opzestellen – oder déi Douzièmes provisoires –, baséiere mir eis op de Budget vum Joer 2023 a mir huele véier Zwielftel dovunner fir déi éischt véier Méint vum 2024.

Et gëtt awer eng ganz Partie Ausnamen zu dësem generelle Prinzip vum de véier Zwielftel. Do gëtt et zum Beispill engersäits Ausgaben, déi een net pauschal kann duersch zwielf dividéieren an da mat véier multiplizéieren, well et Ausgabe sinn, déi entweder éischter am Joer integral ufalen, oder et sinn aner Ausgaben, déi net gläichméisseg iwwert déi véier Méint verdeelt sinn. Dës Ausgabe sinn am Gesetzesprojet ganz detailléiert opgeléicht. Ausserdeem dréit de Prinzip vum den Douzièmes provisoires der Entwécklung vun der Échelle mobile des salaires net Rechnung.

Här President, ech kommen zu den Avisen. De Staatsrot begréisst a sengem Avis, dass et eng gesetzlech Basis gëtt fir de Gesetzesprojet iwwert d'Douzièmes provisoires. Ursprénglech war an dësem Projet de loi och nach eng Uppassung vum Steiergesetz virgesinn. Et geet ëm d'Adaptatioun un d'Präsideierrecht vun de Coefficients de réévaluation vum Prix d'acquisition oder Prix de revient vun den Immobilien, esou wéi et am Artikel 102 Alinea 6 vum Steiergesetz virgesinn ass. Dës Adaptatioun gëtt all zwee Joer gemaach. No enger Remark vum Staatsrot gouf dës Uppassung an de Gesetzesprojet iwwert d'Uppassung vun der Stierteabell iwwerholl. Dat ass dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo grad ofgestëmmt hunn.

De Staatsrot huet och virgeschloen, d'Uppassung vum Taux vun de Biocarburanten an Treibstoff am Gesetz iwwert d'Accises separat ze maachen. An dat war och ursprénglech an dësem Gesetzesprojet virgesinn. Och dës Remark vum Staatsrot gouf Rechnung gedroen a mir hunn dës Uppassung gëschter Mëtteg gestëmmt.

D'Chambre de Commerce huet keng Observatioun zu den Douzièmes provisoires en tant que tel, mee si huet awer vun der Geleeënheet profitéiert, fir hir Revendicatiounen zum Thema Index ze rappelléieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och keng Remarken zu den Douzièmes provisoires.

Nodeems de schréfftleche Rapport iwwert dës Gesetzprojet den 8. Dezember an der Finanzkommissioun ugeholl gouf, sinn och nach Avisen vun der Chambre des Salariés, der Chambre des Métiers an dem Syvicol erakomm. Duerfir komme si net a mengem schréfftleche Rapport vir. Ech wéilt awer ganz kuerz a mengem mëndleche Rapport drop agoen.

D'Chambre des Salariés huet hir generell Analys virgeluecht iwwert déi wirtschaftlech Situatioun vum Land an huet Recommandatiounen virgestallt zu Sujete wéi Aarmutsbekämpfung, Logement a Steieren.

D'Chambre des Métiers notzt och dës Projet de loi, fir hir Revendicatiounen un d'Regierung a puncto budgetärer Politik vun der Regierung ze maachen an op hir Forderungen a puncto Wunnengsbau hinzewiesen.

De Syvicol huet a sengem Avis keng speziell Observatioun zu den Douzièmes provisoires.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Rapport zu den Douzièmes provisoires an ech géif nach just e puer Wuert als Message am Numm vum mandatéierte Spriecher vu menger Partei mat op de Wee ginn.

Ech waarden dann, bis d'Auer erëm op null ass. Voilà, merci.

Discussion générale

Als Spriecher vun der CSV wollt ech der viregter Regierung Merci soen, dass si dës Projet de loi deposéiert huet. Genée wéi 2013, wou mir och de Budget provisoire deposéiert haten, dréit dës zum richtege Fonctionnement vum Staat bäi, an dat ass och gutt esou. Dës gehéiert zu enger geuerdenter Transitioun vum Pouvoir an och zum richtege Fonctionnement vum Rechtsstaat.

Ech wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, dass dës Gesetzesprojet vun den Douzièmes provisoires e reng technesch Text ass. En dréit der neier Opdeelung vun de Ministère net Rechnung an en erlaabt och net, Réckschlëss ze zéien op d'zukünftge Regierungspolitik. Dës provisoiresche Budget gëtt der neier Regierung déi néideg Zäit, e komplette Budget fir 2024 ze deposéieren. An eis als Chamber gëtt en déi néideg Zäit, dësen ze analyséieren a virum 30. Abrëll unzuhuelen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV fir dës Projet de loi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, och fir Äre schréfftlechen a mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, an e puer Woche geet dës Joer op en Enn an domadder och de Budgetexercice vum Joer 2023. Et ass virduerlich och ugeklongen: Genau wéi am Hierscht vun de Joren 2013 an 2018 – déi zwee Joer also, wou och Landeswale waren – läit keen detailléierte Budgetsprojert vir, well et der neier Regierungsekip eben aus verständleche Grënn nach net méiglech war, dësen am Detail opzestellen.

All déi Deputéiert heibannen, déi schonn eemol d'Éier haten, dierfen de Budgetsrapporter ze sinn, an un den Aarbechte vun der Finanzkommissioun deelgeholl hunn, wëssen, dass dat natierlech eng opwändeg Aufgab ass. D'Regierung brauch also och hei déi néideg Zäit, fir de Staatsbudget vum Joer 2024 a Rou opzestellen.

De klassesche Budgetskalenner kann dofir also net agehale ginn an dowéinst géife mer, wéi d'Rapportrice gesot huet, op d'Douzièmes provisoires zrëckgräifen, fir eeben dem Här Finanzminister a sengem Ministère a senger Beamten déi néideg Zäit ze ginn, fir de Budget vum kommende Joer auszeschaffen.

Ech wéll nach drun erënneren, dass d'Douzièmes provisoires keng parlamentaresch Ausnam sinn. Tëscht de Joren 1945 an 1969 gouf de Staatsbudget och eréischt eng Rei Méint nom Ufank vum Budgetexercice gestëmmt. De Grond fir dës Retard vum Budget war an der Zäit nom Zweete Weltkrich, dass iwwer all eenzelne Punkt an der Chamber ofgestëmmt an diskutéiert gouf an et dowéinst méi laang gedauert huet.

Och eis Noperen Däitschland an d'Belsch hu schonn esou Mesure geholl am Fall, wou hir nei Regierung nach keng Zäit hat, fir de genaue Budget opzestellen. Déi ganz Debatt, déi Der elo an de leschte Wochen a Méint an Däitschland konnt suivéieren, iwwert déi sougenannt „Scholdebremse“, huet elo derzou gefouert, dass et och bei hinne virum 31. Dezember dës Joers keen definitive Budgetsrapport fir 2024 wäert ginn. Dofir wäerten och si mat engem sougenannten „Iwwergangsbudget“ schaffen. Ech hunn extra nogekuckt, an der Bundesrepublik nenne si dat „vorläufige Haushaltsführung“. Voilà.

Et kënnt also och net zu engem Shutdown, wéi mer dat aus Amerika kennen, aus de Vereenegte Staaten. Och den däitsche Staat sengersäits bleift voll handlungsfäeg a ka seng Leit bezuelen.

Mir heiheem fueren also mat den Douzièmes provisoires. Domadder ass de Fonctionnement vum Staat zu all Moment garantéiert a gläichzäiteg huet déi nei Regierung genuch Handlungsfräiheet respektiv Spillraum, fir de Budget, den neie Budget, auszeschaffen, deen op de Prioritéiten vun der neier Koalitioun baséiert.

Et dierft och keen heibanne verwonneren, dass ech als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci fir Äre Opmerksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, dat heiten ass effektiv éischter en technesch Exercice, esou wéi d'Rapportrice dat och ganz gutt erkläert huet, a vu dass et och e Budget ass, deen nach ënnert der viregter Regierung souzeseen opgestallt ginn ass, wäert d'LSAP dës Projet de loi och matstëmmen. Well et eeben haaptsächlech déi lafend Käschten deckt, wäert ech och elo net spezifesch op déi De-tailer do agoen.

Ech géif awer gäre vun deem Iwwergangsbudget op de Budget 2024 eriwergoen, well niewent der Presentatioun vum Koalitiounsaccord ass awer den nächste Budget, mengen ech, dee grouss Moment vun dëser neier Regierung. Mäi Rot, deen ech Iech nämlech wéll mat op de Wee ginn, Här Finanzminister, zesumme mat Ärer Regierung, ass: Verpasst d'Chancen net! Huelt net fir déi komplex Schwierigkeiten, déi mer elo hunn, ëmmer déi einfachsten Optiounen! A virum allem: Reagéiert net op d'Defien, d'Erausforderungen, déi sech stellen, mat Äntwerten, déi mer scho gëschter haten, wou mer wëssen, dass se net déi Léisunge kënnen sinn!

An ech hat och scho bei der Presentatioun vum Koalitiounsprogramm gesot: Mir wëllen e Lëtzebuerg, wou de Staat méi ass wéi just e Businesscenter fir

d'Entreprises. Mir wëllen e Staat, dee solidaresch ass a keen op der Streck leie léisst.

A wa mer nach eis Debatt gëschter kucken, déi mer am Kader vum Verbuut vun der Mendicitéit haten, wou mer jo och ganz vill iwwert d'Aarmutsbekämpfung geschwat hunn, do huet effektiv d'Regierung och gesot, dass d'Aarmutsbekämpfung eng vun hire Prioritéiten ass, an et ass wichteg, dass hei weider Mesüre geholl ginn.

Den entscheidenden Ënnerschied awer tëschent – soen ech emol – Iech an eis ass: Dir sot, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich net weider duerf ausereengoen. Ben, mir soen, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich muss erëm méi enk zesummekommen. An dofir ass et wichteg, dass eebe Mesüeren nach kommen. A mir hoffen, dass am Budget 2024 do eebe Moossnamen erëmfanne sinn. Ech denken, gëschter ass d'Housing-First-Konzept e puermol am Debat genannt ginn. Do wäre mir frou, wa mer déi géifen, wéi gesot, am kommende Budget erëmfannen.

A wann ech scho beim Thema Logement sinn, dem Problem Nummer 1 hei am Land: Och do hate mer gëschter nach d'Projeten Elmen an Izegerknupp gestëmmt. Do ass et och wichteg, dass weider déi Investitiounen gemaach ginn, grad esou grouss Projete vun esou enger grousser Envergure. An hei wëll ech just drop hiweisen, dass am Fonds spécial fir den Développement vum Logement elo 2023 ronn 200 Milliounen virgesi waren, also festgeschriwwen waren, an am Pluriannuel sollt deen op 300 Milliounen eropgoen. Am Koalitionsprogramm steet, dass weider Investitiounen solle gemaach ginn. Et ass net ganz kloer, wéi eng. Mir hoffen natierlech, dass domadder awer de Fong gemengt ass. A mir wäerten eis natierlech och net deem verschléissen, wann Der wëlles hutt, deen nach weider mat finanzielle Moyerene opzestocken.

Wat allerdéngs scho bekannt ass, ass den Amortissement accéléré an och de bëllege Akt fir d'Investisseuren – wa mer elo beim Thema Logement bleiwen. Do si mer der Meinung, dass et déi falsch Akzenter sinn. Mir hätte léiwer, mir géifen dat net am nächste Budget begéinen. Virun allem hoffe mer, dass awer net nach nei Mesüre bäikommen, Iwwerraschungen, déi nëmmen d'Säit vun der Offer bedénge respektiv doduerch och manner Recetté generéieren. A wéi ech grad gesot hunn, ass et wichteg, dass mer d'Recetté kréien, fir eeben déi grouss Investissemente kënnen ze tätigen.

Dann nach eng Remark allgemeng zur Steuerpolitik. Dat ass jo awer och dee Sujet, deen eis dës Woch an der Chamber bei ganz ville Projet-de-loie beschäftegt. Et ass haut scho gesot ginn: 2026 wëll d'Regierung gären eng Reform, also e Konzept fir eng eenzeg Steuerklass, virleeën. An och haut ass scho gesot gi vum Här Fayot, dass mer dat absolutt begreissen. Allerdéngs heescht dat net – an dat hu mer och scho virdrun an der Debatt bei de Motiounen gesot –, dass een net awer scho kann Initiativen huelen, bis déi grouss Reform steet. An och hei hat ech schon op eise Positionspabeier higewisen. Also, näischt steet am Wee, dass een awer kuerzfristeg zum Beispill de soziale Mindestloun géif steierfräi maache respektiv och ka kucken, do nach weider Initiativen ze huele respektiv och elo eng direkt Erhéijung vum Mindestloun, wéi mer dat emol gefuerdert hunn.

En anere Punkt ass ..., an ech mengen, och do musse mer – wäerte mer – e bësse méi opmierksam sinn, an zwar ass dat de Punkt: Wann d'Steuerrecetten net esou wäerte sprudelen, wéi d'Regierung dat hofft, ben, da besteet de Risiko, dass natierlech herno op verschidde Plazen am Budget wäert gestrach ginn. Well déi Equatioun, déi ëmmer sou gutt presentéiert gëtt, d'Equatioun „Steiererlicherunge fir alleguerte

bedeit méi Recetté fir de Staat“, ben, dat ass eng Theorie, déi relativ al ass, déi net ëmmer opgaangen ass. A virun allem, mengen ech, ass d'Finanzpolitik méi komplizéiert wéi dat. An dofir ass et wichteg, trotzdeem och do de berühmte Plang B ze hunn, well dat alles net esou opgeet, fir eeben dem fräie Marché hei all d'Problemer ze iwwerloossen an eeben ze kucken, dass de Staat hei eng ënnergeuerdent Roll spillt.

Eng Mesür, déi wuel net am Budget wäert optauchen, wou mer eis awer géife wënschen, dass se am Budget optaucht, dat ass d'Verlängerung vum Congé parental vu sechs op néng Méint wéi och de sougenannten „Temps partiel familial“, deen Der wëllt aféieren. Firwat soen ech „net optauchen“? Ben, well e jo wäert onbezuelt ginn. Dat ass eng Mesür, déi sech jo nëmmen déi Leit eigentlech kënnen herno leeschten, déi genuch verdéngen. A mir wäre frou, wann déi Mesüeren herno am Budget wären, well dat géif nämlech bedeuten, dass de Staat géif do eeben Depensé fir d'Familljen tätigen, zum Beispill en Deel vun de Cotisatiounen iwwerhuelen, wéi mir et gefuerdert hunn. Duerfir hoffe mer natierlech, dass déi Mesüeren do optauchen. Mee esou, wéi Der et natierlech schonn uklänge gelooss hutt, wäert et net op deem Punkt sinn.

Dann, fir ofzeschléissen nach e Wuert zur Santé, well dat fir eis och e Beräich ass, wou an den nächste Jore nach ganz vill muss investéiert ginn, net nëmmen a Material an a Gebaier, mee virun allem och an de Formatiounen. Ech erënneren drun, dass méi wéi eemol hei am Haus gesot ginn ass, dass mer méi Gesondheetspersonal brauchen, méi Dokteschen, méi Dokter, Medezinner. Ben, déi fale jo net einfach vum Himmel erof. Ech mengen, och do muss een investéieren. Do muss ee kucken, dass et attraktiv genuch ass, dass Leit sech hei wëllen ausbilde loossen. Hei muss een och kucken, dass een dat mat der Uni Lëtzebuerg nach weider kann ausbauen.

Wéi gesot, dat bedeit Investitiounen, genausou wéi och de Preventiounsprogramm, eppes, wat fir eis, d'LSAP, enorm wichteg ass, an och den Ausbau vun de Strukturen an der Santé sociale, fir eeben och esou d'Suchtverhalten ..., och dat war jo e bëssen d'Diskusioun gëschter an eiser Debatt, an och fir Leit mat psychesche Problemer kënnen ze hëllefen.

Dann ee Punkt, deen ech mer nach opgeschriwwen hunn, well ech nämlech net weess, ob de Finanzminister doriwwer a Kenntnis ass, dat war eng Ausso vum Inneminister an der zoustänneger Chamberskommission, dee gesot huet, dass ee sech kéint virstellen, dass eventuell an Zukunft de Staat géif d'Pensiounen vun de Gemengebeamtinnen a -beamten iwwerhuelen. Ech erkläre mech. Dir hutt warscheinlech matkritt ... Op d'mannst déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, wëssen, dass d'CPFEC – dat ass d'Caisse de prévoyance vun de Fonctionnaires an Employés communaux – ab dësem Joer defizitär ass. Ech hat och deemools als Inneminister en Arrêté ministériel geholl, fir dass awer genuch Liquiditéiten do sinn.

Mee trotzdeem, et ass e Punkt, deen ech hei wëll uschwätzen, well dat eis natierlech frappéiert huet, wéi den Inneminister gesot huet, dass an Zukunft d'Pensiounen fir d'Gemengepersonal kéinten iwwert de Staatsbudget, jo, ausbezuelt ginn, wuel wëssend, dass d'Gemengen nach ëmmer déi Zoustänneg sinn, déi d'Leitustellen. Dofir froe mer eis, wéi dat herno sollt kommen.

A just fir Iech hei awer och nach eng Info mat op de Wee ze ginn: Deemools hate mer och am Pluriannuel gekuckt, dass fir 2026 en Defizit vu 87 Milliounen virgesi wär. Also, wann Der dat Lach herno sollt an Ärem

Budget hunn, dann ass dat schonn awer e gudder Montant.

Dofir wollt ech just matginn, fir dass Der einfach Bescheid wësst, wat den Inneminister do versprochen huet, wat eng Léisung kéint sinn. An ech mengen, do musse mir nach eng Kéier driwwer diskutéieren, tout en sachant, dass et souwisou eng Reform vun där Keess brauch. Mee wann dann an Zukunft sollen d'Pensiounen vum Gemengepersonal iwwert de Staatsbudget finanziert ginn, mengen ech, kréie mer nach gutt Diskussiounen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, dat hei ass wierklech en aussergewöhnlechen Exercice, dee mer elo fir d'Drëtt Kéier an de leschten zéng, eelef Joer hei virhuelen. Et ass sécherlech net vergläichbar mat enger normaler Budgetsdebatt. Et ass kloer, datt de Staat och vum 1. Januar u muss fonctionéieren, souwuel op där enger Säit, wat d'Recetten ubelaangt, wéi och op där anerer Säit, wat d'Depensen ubelaangt. An dofir versteet een och, datt d'Chamber an dëser Situatioun eeben elo esou ee Gesetz muss hei stëmmen, fir iwwert déi berühmten Douzièmes provisoires eeben déi Méiglechkeeten ze schafen, fir datt de Staat sengen Obligatiounen an deenen zwou Richtungen nokéint.

Et ass natierlech fir déi eng Parteien heibanne méi licht a fir déi aner méi schwéier, esou engem Projet zoustëmmen. Fir Parteie wéi d'LSAP an déi gréng, déi vun der Majoritéit an d'Oppositioun gaange sinn, ass et méi licht. Si hunn éischters de Projet gemaach, zweetens stëmme se also elo engem Drëttel vun hirem eegene Budget vum leschte Joer nach eng Kéier nodréiglech zou – aus hirer Siicht, well deen esou gutt war. An op där anerer Säit ass natierlech eng Partei, déi an d'Majoritéit komm ass, d'CSV, déi d'lescht Joer wéi déi gesamt Oppositioun am Kader vun der Budgetsdebatt vum Budget vun 2023 am Fong kee gutt Hoer un deem Budget gelooss huet. Déi kommen dann heinner, mussen elo noutgedrungen awer een Drëttel vun deem Budget nodréiglech guttheeschen an deem zoustëmmen.

Fir eis als ADR ass d'Situatioun vill méi licht. Mir kënnen konsequent an eiser Positioun bleiwen. Dee Budget war 2023 am Ganzen näischt an aus eiser Siicht ass en dofir och zu engem Drëttel net besser. An duerfir kënnen mir net zoustëmmen a wäerten dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dat war elo ganz séier gaang. Ech hunn elo séier missen heinner kommen. Also, et geet, wéi schonn ugeklungen ass, jo bei deem Gesetz hei drëm, datt de Staat ka weider fonctionéieren, bis d'Regierung dann den definitive Budget fir 2024 virgulecht huet. Deementspriedend enthält natierlech de Projet elo keng nei politesch Akzenter. Dat ass normal. En ass an der Kontinuitéit ze gesi vun deem, wat déi viiregt Regierung am Budget 2023 decidéiert hat. A mir droen also duerfir dësen Text och mat.

Mee wéi och schonn dem Taina Bofferding seng Approche ass och fir mech déi Debatt hei eng gutt

Geleeënheet, e bësse méi wäit no vir ze kucken – net ganz wäit, well ech ka mer virstellen, dass Der ganz geschwënn ufänkt, de Budget vum nächste Joer dann och richteg ze preparéieren. A mir hunn an de vergaangene Woche jo schonn déi eng oder déi aner Saach vun dëser Koalitioun gelies oder héieren. Ganz villen ass nach vag, wat jo och zum Deel normal ass, Dir sidd en décke Mount am Amt.

Den definitive Budget 2024 wäert dofir nom Koalitiounsaccord dann deen éischte richteg Praxistest fir d'Regierung ginn, wou mer dann och wäerte méi doriwwer gewuer ginn, wéi d'CSV an d'DP dann d'Roll vum Staat an Zukunft nach gesinn.

Dat, wat mer bis elo héieren hunn – och de Projet vu virdu war jo schonn d'Geleeënheet, doriwwer ze diskutéieren –, ass, dass de Staat soll méi schlank ginn, d'Prozedure solle vereinfacht ginn, d'Steieren erofgesat. Wéi ass et mat Investitiounen? Wéi ass et mat de Sozialausgaben? Duerfir vläicht e puer Deeg viru Chrëschttag esou eppes wéi eng Wonschläscht fir de Budget 2024, wou Der jo bestëmmt schonn amgaange sidd, drun ze schaffen.

Mir wënschen ons, dass d'Onsécherheet ëm d'Verlängerung vun de Subside fir energieetesche Renovéierung a Fotovoltaik, wou jo glécklecherweis elo decidéiert gouf, se emol fir sechs Méint ze verlängeren, just op normal Startschwierigkeeten zrëckzeféieren ass an datt mer awer och an Zukunft net erliewen, wéi d'Regierung zwar verséichert, hir wier de Klimaschutz wichteg, se awer gläichzäiteg probéiert, Klimaschutzmesuren an Hëllef fir jiddwereen zrëckzeféieren.

Mir hoffen och, dass d'Duerchwénke vum Heescherte-verbuet um Réck vun deene Vulnerabelsten net d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg symboliséiert, an där et drëms geet, dem Grand public d'Gefill ze ginn, et géif ee sech ëm d'Sécherheet suergen. Mir wënschen ons eng koordinéiert Aktioun vun der Regierung an deem Beräich a prioritär hei an deem Beräich eng Simplification administrative, fir datt grad déi Leit, déi et am meeschte brauchen, onkomplizéiert déi Hëllef kréien, déi se brauchen. Mir héieren ëmmer nees, dass mer vill manner Aarmut zu Lëtzebuerg hätten, wann déi Aiden, déi existéieren, vu jiddweregem genotzt géife ginn. Dat muss eng absolutt Prioritéit sinn an dat muss sech och am Budget 2024, deem definitiven, erëmspigelën.

Mir wënschen ons och, dass d'Steierkaddoen, déi dës Koalitioun elo kuerzfristeg verdeele wëll a vun deene virun allem déi mat den héije Paie profitéieren, just d'Alése vun engem Walversprieche kuerz no de Chamberwalen sinn a sech net do hannendrun den Ufank vun enger allgemenger Politick vu Steuerreduktiounen verstoppt, quitte datt Der jo virdu net d'accord waart, meng Motioun matzestëmmen. Duerfir gesi mer dann do am Budget 2024, wéi et wäert ausgesinn.

Mir wënschen ons och, dass am Wunnensbau prioritär un de Logement abordable geduecht gëtt an net just blannemännchen eng Politick aus den 1990er-Jore gemaach gëtt, andeem just privat Promoteure gestärkt ginn. Dobäi wësse mer, dass grad beim erschwéngleche Wunraum de gréisste Besoin ass.

Mir hoffen, dass mer den Äntwerten op dës Wënsch beim Depot vum Budget an e puer Wochen e gutt Stéck méi no kommen. A mir hoffen och, dass mer am Interêt vum Land a senge Bierger a Biergerinnen an och deenen nächste Generatiounen op all dës Froe kënnen déi berouegend Äntwert ginn, dass dës nei Regierung fir e staarke Staat steet.

Well wann déi lescht Joren eppes gewisen hunn, dann datt, eis Zukunft eleng an d'Kraaft vum private Marché ze setzen, de falsche Wee ass. Au contraire, mir

brauchen e staarke Staat, deen de richteg Kader setzt, deen investéiere kann a bezuelbare Wunraum, an erneierbar Energien, an eng kamoud an nohaltig Mobilitéit a gutt Infrastruktur, deen ëmverdeelt, déi Äermst a Vulnerabelst an eiser Gesellschaft schützt an domat och de sozialen Zesummenhalt héichhält.

Jo, mir brauchen e Staat, deen net just passive Spectateur ass, mee deen och an Zukunft handlungsfäeg bleift. Alles dat si Jalonen, déi grad a Krisenzäiten fir deen Eenzelne gradesou wéi och fir d'Betriber noutwenneg sinn. An duerfir wäerte mer da mat Spannung op de Budget vum nächste Joer kucken. An deen heiten, dee stëmme mer elo mol mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. A wann ech elo richteg verstanen hunn, ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projet schaaft déi nei Regierung sech Zäit, fir e Budget fir 2024 opzesetzen. En Iwwergangsbudget ass wichteg, fir sécherzestellen, dass d'Paie bezuelt kënnen ginn, nei Leit agestellt kënnen ginn a Projekte weiderlaffe kënnen. Mir Piraten haten de Budget 2023 lescht Joer op dëser Plaz net matgestëmmt. Mir haten en net matgestëmmt, well mer gradewéi déi Jore virdu eis méi vum Budget erhofft hunn haten. D'Logements-, d'Energie- an d'Klimakris sinn déi Theemen, déi eist Land an d'Bevëlkerung am meeschte beschäftegen. Leider huet de Budget 2023 keng Léisunge fir déi Krise gewisen an dësen Iwwergangsbudget logescherweis och net.

Mir fäerten, dass bis op d'mannst nach Enn Abrëll weider mat der Géisskan iwwert d'Land geschott gëtt. Mir haten eis dofir a ville Punkte méi cibléiert Hëllef gewünscht, méi sozial Mesuren, déi déi Schwächsten an eiser Gesellschaft an dësen Zäite schützen: Elengerzëind, Kanner, d'Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen an net wëssen, wéi se mat den héijen Energiepräisser nach sollen iwwert d'Ronne kommen. Dat gouf mat dem Budget vun 2023 an och mam Iwwergangsbudget fir 2024 net gemaach. Dat hätt an eisen Aen awer missen de Kär vun deem Iwwergangsbudget sinn.

Op dëser Plaz hat den Här Clement virun engem Joer gesot, dass net alles schlecht ass, wat am Budget virgesi war. Mee mir Piraten wollten a wëllen nei Prioritéiten. Mir hoffen, dass déi nei Regierung hei méi Courage weist a méi cibléiert schafft. Dofir hoffe mir och, dass déi nei Regierung sech net Zäit bis Enn Abrëll hält, well dee Moment schonn 10 % vun hirer Amtszäit ëm sinn, mee éischter mat engem Projet fir e Budget an d'Chamber kënn.

Här President, mir wëllen dann och hei drop opmierksam maachen, dass mat deem neie Budget och eng Hëllef fir d'Leit auslaffe gelooss gëtt. D'TVA wäert den nächste Mount erëm ëm 1 % klammen. Wann d'Betriber sech dann alleguerten un der Reduktioun bedeelegt hunn, da wäerten also d'Präisser ëm 1 % klammen. Mir Piraten sinn der Meinung, dass d'Inflatioun nach net genuch ofgeflaacht ass, fir dass et responsabel wier, déi TVA-Reduktioun elo ofzeschaffen. D'Leit leiden nach ëmmer ënnert der Präisdeierecht. Dat huet och déi rezent Ëmfro vun Eurostat nach eng Kéier gewisen. Mir hunn un d'Regierung appelléiert, fir déi Reduktioun vun 1 % weiderlaffen ze loossen. Dat gëtt awer elo net gemaach. D'Leit kämpfen nach ëmmer mat de Präisser. Mir Piraten si ganz kloer géint eng Erhéijung vun der TVA!

Här President, da wëll ech och hei eng kleng Klammer maachen a soen, dass mir eis vun der neier Regierung dann eng besser juristesche Aarbecht erhoffe

wéi vun der aler Regierung. Well och an deem Dossier – dat ass scho bal Tradition an de Budgetgesetzter – ass versicht ginn, Gesetzter ëmzesetzen, déi näischt am Budget ze sichen hunn. Dës Kéier war et dann d'Treibstoffgesetz. Wéi gesot, mir hoffen, an den nächste Budgetgesetzter keng esou Saache méi ze gesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deene Kritikke wäert et Iech net iwwerraschen, dass mir Piraten dësen Iwwergangsbudget net wäerte matstëmmen. E baséiert op dem Text vum Budget 2023, dee mir net matgestëmmt hunn, well en net den Erausforderunge vun haut gerecht gëtt. D'TVA klëmmt erëm op 17 %, an dat ass net am Sënn vun all Biergerinnen a Bierger dobaussen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Douzièmes provisoires matstëmmen, net well mer mat der Ausrichtung vum auslafende Budget averstane wieren, mee well mer och mengen, datt de Staat fir déi nächst véier Méint funktiounsfäeg soll bleiwen. An den USA géif esou eng Situatioun, also datt kee Budget um Enn vum Joer gestëmmt gouf, zu deem berüchtigte Shutdown féieren, wou Beamten net méi géife bezuelt ginn. An dat wëlle mer jo net a mir si jo och net an den USA. An ech hoffen och, datt mer um Enn vun dëser Legislaturperiod, am Prinzip a fënnf Joer, keng US-amerikanesch Verhältnisser kréien nach an aneren Domänen.

Ier dës Regierung awer am Amt war, do, wou déi zwou biergerlech Parteie matenee verhandelt hunn, huet den Här Frieden den Toun ugin, déi ekonomesch Situatioun wier „ganz komplizéiert“. Also, mir si jo net naiv a mir wëssen, op wat et histeiert, wa biergerlech Regierungen erzielen, mir wieren an enger komplizierter Situatioun. Mee d'Fro stellt sech: komplizéiert fir wien?

Wann ee sech d'Zuelen ukuckt, da schéngt et awer net onbedéngt esou komplizéiert fir jiddereen ze sinn. Mir mengen och, dass zu Senneng deemools de Formateur Luc Frieden net ganz éierlech op deem Niveau war. Mir hu jo och Zuelen. Et gëtt Zuele vun der Comptabilité nationale, an do schneiden déi verschidde Secteure vun der Lëtzeburger Wirtschaft guer net sou schlecht of, wat d'Profitter ugeet. Wann een de Volume vum PIB kuckt, deen net wierklech ausschlaggebend ass, da kéint ee mengen, datt et der Wirtschaft schlecht oder immens schlecht géif goen. Mee dat ass net de Fall, wann een de reale PIB kuckt, also do, wou d'Profitter gemaach ginn a gemooss ginn.

Well wie gëtt besteiert? D'Besteierung geschitt op der Valeur, op dem Meerwäert, dee geschafe gëtt, also och op de Profitter, net op dem Volume vum PIB, mee um Wäert, dee geschafe gëtt. An deen eenzege Secteur, wou et wierklech staark biergof gaangen ass – an am Wäert souguer méi wéi am Volumen –, ass dee vum Transport a vum Entropose. An dat erklärt sech och doduerch, datt dee Secteur während dem Covid iwwerperformant war. Zum Bausecteur wäert ech och nach eppes soen.

Fir de Finanzsecteur ass d'Situatioun och net onbedéngt sou komplizéiert. Am Volume geet et natierlech fir d'Banken zrëck, wat jo och kee Wonner ass. A mir wësse jo och all firwat: Well d'Zënse sinn eropgaangen an et gouf manner Kreditter accordéiert. Mee d'Margé vun de Banken, déi sinn net erofgaangen. D'Gewënner op den Zënse si souguer zolidd eropgaangen: Fir déi éischt sechs Méint vun deem Joer

si se op 5,1 Milliarden eropgeklommen, 2,1 Milliarde méi wéi déi sechs éischt Méint vum leschte Joer. Natierlech hunn déi héich Zënsen en Impakt op déi wirtschaftlech Aktivitéit. D'Banke profitéieren natierlech dovunner a sanen of an d'Wirtschaft trëppelt dann deementspreechend e bësse méi lues. Mee dat heescht bei Wäitem net, datt hei keng Profitter gemaach ginn, ganz am Contraire.

An dat seet och d'Europäesch Kommissioun d'ailleurs: D'Realprofitter vun de Betriber zu Lëtzebuerg sinn dëst Joer ëm 4,71 % eropgaangen. Dat ass méi wéi d'Léin. D'Léin sinn nëmme ëm 3,68 % eropgaangen, also manner wéi d'Profitter. An dat hu mer glécklecherweis och dem Index ze verdanken, deen d'Deierrecht nach relativ opgehooll huet. Dat war d'lescht Joer nach net esou. Do sinn d'Realprofitter ëm 0,38 % eropgaangen, währenddeems d'Realléin awer ëm 2,76 % erofgaange sinn. Dat ass souwiesou eng europawäit Tendenz.

An obwuel d'Profitter vum Patronat eropginn, wat seet d'Regierung dann? D'Steiere vun de Betriber mussen erofgesat ginn. Den Här Finanzminister huet versicht, eis dat e bëssen als eng antizyklesch Mesur ze verkaufen, mee ech mengen, manner Steiere fir d'Betriber, zemoos wa se Profitter maachen, dat ass bei Wäitem keng antizyklesch Politik. Et ass souguer éischter de Géigendeel. Well wat heescht antizyklesch? Dat heescht u sech, géint d'Tendenz vun der Wirtschaft ze goen. Wann et der Wirtschaft schlecht geet, da gräift de Staat an. An de Staat ass – aneschtens, wat oft och den Här Bettel ëmmer gesot huet –, net e Stot. Wann ech 4.000 Euro de Mount verdéngen an ech ginn all Mount 5.000 Euro aus, da kommen ech ganz séier an d'Laberenten.

Mee de Staat, dee funktionéiert jo aneschtens. Dee kann investéieren, ka sech souguer verscholden, wann en och richteg investéiert, wann en zum Beispill massiv Wunnenge baue léisst oder den ëffentlechen Transport ausbaut oder ëffentlech Crèche baut oder an ëmweltfrëndlech Energien investéiert. Da gi Leit beschäftegt an dat schafft Aarbechtsplazen. Dat gëtt Paieren, op déi och Steieren a Cotisationsen bezuelt ginn. An dat gëtt Recettë fir de Staat an et mécht och d'Liewe fir jidderee méi agreabel.

Mee d'Regierung mengt, en anere Wee goen ze mussen, a wëll d'Kapital manner besteieren. A woumadder finanzéiert sech de Staat? Dat krute mer och nach net gesot. Mir wësse just, datt de Räichtum, dee schonn do ass, sech weiderhi wäert unhäufen, datt déi puer Räich a Glécklech – enfin, glécklech weess ech net, mee op jidde Fall räich – nach méi räich wäerte ginn.

D'Regierung seet awer: „Jo, mee wann d'Betriber manner Steiere bezuelen, dann investéiere se méi.“ Dat géllt vläicht fir kleng Betriber – vläicht. Mee a Wierklechkeet gi Steiererliichterungen an Dividen den oder Renditten investéiert. An dat si Suen, déi de Staat a mir all dann och verléieren!

Mir si vläicht en enger komplizierter Situatioun, mee mir mengen net onbedéngt dat selwecht. De Bau ass jo ee vun de Secteuren, wou et tatsächlech och komplizéiert ass. Allerdéngs mécht dee Secteur och nach Profitter, och wann de Volumen erofgaangen ass. A wa manner gebaut gëtt, wa manner kauft gëtt, dann huet dat mat zwou Saachen ze dinn: d'Zënsen, déi ze héich sinn an déi zu décke Profitmargen am Bankesecteur bäidroen, an d'Präisser, déi ze héich sinn. A wann Dir dohinnergitt an Dir setzt d'Steieren nach weider erof iwwert den Amortissement accéléré, iwwert d'Meerwäertsteier, dann erreecht Dir nëmme eng Saach: De Secteur wäert weider Profitter

maachen, mee d'Präisser wäerte weiderhi fir Normalstierflecher onerreechbar bleiwen!

An Dir wäert eis nach froen: „Wat soll een da maachen?“ A mir mengen, datt een de Géigendeel muss maachen. Ech hunn dat scho virdrun ugedeit: investéieren. Kommt, mir maachen dat, wat och an anere Länner funktionéiert, wat och gemaach gëtt, an da funktionéiert et och: ëffentlech bauen an investéieren, iwwer eng ëffentlech Wunnungsbaugesellschaft zum Beispill. Mir brauchen 30.000 ëffentlech Wunnengen. An da gëtt gesot: „Jo, mee dat kascht!“ Jo, dat kascht, mee wann een d'Betribssteier erofsetzt, wann een déi Villverdenger aus hirer Verantwortung bäizedroe léisst, da kritt een natierlech keng Recetten.

Dofir, wa mir soen, datt déi Räichst méi Steiere bezuele sollen, dann ass dat net aus Jalousie. Eis geet et drëms, esou vill materiell Gläichheet wéi méiglech ze schafen, engersäits, well dat besser fir d'Gesellschaft ass a besser fir d'Ëmwelt souguer, mee och, fir fir déi néideg Finanzementer ze suergen.

An do stellt sech dann och d'Fro, wou een d'Sue siche geet, wann ee weess, datt d'Personnes physiques, also d'Leit, eendeiteg méi zu de Recettë bäidroen wéi d'Personnes morales, also d'Betriber. A fir méi genau ze sinn: Tëscht 2000 an 2022 hu sech d'Recettë vun de Steieren, déi d'Leit bezuelen, verfënneffacht, währenddeems d'Recettë vun de Steieren, déi d'Betriber bezuelen, sech nëmme e bësse méi wéi zweefacht hunn.

An dann, wa mer scho bei der Besteuerung vun de Leit sinn, da kann et och net sinn, datt de Gros vun der Steuerlaascht beim Mëttelestand läit an datt de Spëtze steiersaz bei 42 % läit an och an der Tranche vun 200.000 Euro d'Joer ophält. Dat heescht, datt déi, déi 400.000, 500.000, 600.000 d'Joer an driwwer verdéngen, net méi Steieren ze bezuele brauchen.

Mir sinn net méi an den 80er-Joren, wou de Gros vun der Regierung och nach jonk war, wou ech e Kand war a wou quasi jiddereen Aarbechtsperspektiven an Zukunftsperspektiven hat, och ouni vill Schoule gemaach ze hunn. D'Leit, zemoos déi méi jonk, maache sech hautzudaags ëmmer méi Suergen ëm hir Zukunft. An dat éischt, wat se vun dëser Regierung matkréien, ass, datt déck Promoteuren a Patronen nach manner Steiere wäerte bezuele mussen – fir dann herno ze behaupten am Koalitiounsaccord, datt Aarbecht sech erëm soll lounen, wat e bëssen eng Frechheet ass, well et si grad déi, déi schaffen, déi ënnerbezuelt sinn! Et si grad déi, déi 4.000 Euro de Mount oder drënner bis zum Mindestloun verdéngen, déi am meeschte schaffen. An de Gros vun hirer Pai mussen se dann och de Proprietären iwwerweisen, de Proprietären, déi vun dëser Regierung nach weider Steuerkaddoe gemaach kréien.

Déi heite Regierung, Här President, soll eis also net erzielen, se géif iergendeppes maachen, fir datt Schaffe sech erëm lount! Mee wie vill huet an dofir net vill muss schaffen, dee wäert vun dëser Regierung belount ginn. Dat ass op jidde Fall den Trend, dee mir an deenen nächste Méint oder Jore wäerte bekämpfen.

Dat gesot, wäerte mer awer déi Douzièmes provisoires matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir déi eenzel Beiträg, déi gemaach goufen. Ech

mengen, et ass richtiggestallt ginn, souwuel vun der Rapportrice wéi och vun deem éischte Spriecher, dem Här Bauler, dass et sech hei ëm en Iwwergangsbudget handelt mat de sougenannten Douzièmes provisoires, deen eenzeg an eleng dorobber zrëckzeféieren ass, dass d'Walen am Oktober waren an dass et an der Reegel fir eng nei Regierung schwierig ass, a manner wéi zwee Méint e funktionelle Budget opstellen, dee seng Globalitéit beinhalt, an dat an där kuerzer Zäit, déi zur Verfügung steet.

Duerfir ass dat hei e Budget, dee virgesinn ass an dem Kontabilitéitsgesetz an deem vun de sougenannten Douzièmes provisoires, an deem u sech näischt aneschtens virgesäit, wéi dass engersäits de Staat d'Autorisatioun kritt, fir Steieren ze erhiewen, an anersäits och, fir déi Investissementsausgaben, déi en cours sinn, weiderzeféieren, a virun allem och de Staatsbeamten emol d'Pai ze ginn. Dat sinn déi sougenannten Dépenses obligatoires, déi hei virgesi sinn.

Duerfir soen ech Merci, dass och parti- a koalitiouns-iwwergräifend hei eng, mengen ech, breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet ass. Also, wa mer hei mat Jo stëmmen oder wa mat Jo gestëmmt gëtt, da kréien d'Leit aus dem ëffentlechen Dénsgsch emol hir Pai. D'Pensioun lafe virun, wat jo och emol eng gutt Saach ass.

Ech weess awer och, dass doriwwer eraus eng Rei vu politeschen Debaten ugefouert goufen. Ech géif dozou soen: Dës Koalitioun, och wann dat wëllt esou klischehaft duergestallt ginn, ass net déi vum kalen Häerz. An dës Koalitioun ass och déi – d'Madamm Bofferdin huet et ugefouert –, déi wäert d'Schéier zwëschen Aarm a Räich, wann déi elo breet ass, zesummeféieren. Dat sinn Engagementer, déi sinn an dem Regierungsofkomme gemaach ginn. Dat sinn Engagementer, déi hei och an der Chamber eng breet Majoritéit fonnt hunn.

An ech soen awer och gradesou daitlech, dass dës Regierung net déi ass vum Kulturkampf oder vum Klassenkampf. Mee et ass eng Regierung, déi ass ugetrueden, fir alle Facettë vu Lëtzebuerg Rechnung ze droen, vun engem kompetitive Lëtzebuerg fir d'Entreprises, vun engem attraktive Lëtzebuerg, wat de Finanzsecteur ubelaangt, a vun engem Lëtzebuerg, wou déi breet Mëttelelchicht soll déi néideg Kafkraaft kréien, déi se brauch an dësen Zäiten, fir och kënnen déi Investissementer ze tätigen, fir déi Konsumausgaben ze tätigen. An dozou steet dës Regierung an duerfir huet se och e klore Plang A, dee se duerschzitt, a se brauch duerfir och net Plan-Ben, wann ënnerstallt gëtt, mee dat géif alles net opgoen.

Dann ass et och net hei, dass mer grouss Steuerkaddoe verdeelen. Nee, mir maachen dat, wat an deem Projet virdrun gesot gouf a wat e breede Konsens, mengen ech, hei awer fonnt huet, zumindest eng breet Majoritéit: dass mer de Leit déi néideg Kafkraaft ginn an dass mer d'Leit net permanent mat méi Steiere belastschen. Dat ass dat, wou dës Regierung wëll drop erausgoen.

Da wëll se och deen néidege Spillraum hunn – ech soen dat och ganz kloer –, fir op d'Erausforderunge vun der Zäit anzugehen. An zu den Erausforderunge vun der Zäit gehéiert natierlech – ech mengen, dat stellt keen heibannen a Fro – de Wunnengsbau, wou de Premierminister ugekënnegt huet, dass en an den éischten zwee Méint géif e klore Programm op den Dësch leeën, deen net nëmme Steiermoosname beinhalt, deen och Investitionsausgabe beinhalt an dee virun allem all Acteure vun deem Secteur ouni Beréierungsängscht wëll zesummeféieren. Och dat wëll ech eng Kéier kloer soen: Dat ass de Staat, dat

sinn d'Gemengen, dat sinn och d'privat Promoteuren, dat sinn d'Leit, déi an dem Bau schaffen, an dat sinn och déi Leit, déi sech derzou bereet fillen, fir Investissementer als Privatpersoun um Niveau vun dem Wunningsbau ze maachen.

Well et ass nëmmen duerch e kollektiven Effort an et ass nëmmen duerch en Effort, deen op déi éischt Zäit strikt gemooss ass, dass een dee Kick erëm eng Kéier an deem Bausecteur gëtt, fir dass dee Bausecteur, deen immens wichteg ass fir eis Economie, deen immens wichteg ass fir eis Land, erëm eng Kéier un d'Fuere kënnt. Duerfir muss ee souwuel Moossname maachen um Niveau vun der Offer, mee et muss ee se och kuerzfristeg maachen um Niveau vun der Demande.

Da kommen ech op weider Punkten, wou gefrot gouf: „Wéi ass et mat den Infrastrukturen?“ Mee selbstverständlech wäert dës Regierungskoalitioun, dës Regierung, dofir Suerg droen, dass d'Infrastrukture weider héichgehal ginn. Mir wäerte kucken, dass déi néideg Investissementer an d'Mobilitéit wäerte gemaach ginn. Mir wäerten derfir suergen – an ech mengen, dat hu mer ënnerstrach, och wann dat vläicht haut e bëssen a Fro gestallt gëtt.

Déi Engagementer, déi gemaach goufe fir eng nohalteg Gestaltung vum Land, déi Engagementer, déi gemaach goufen zum PNEC, déi sinn net a Fro gestallt. An déi Gesetzer, déi bis elo hei an der Chamber gestëmmt goufen, déi hunn dat och alleguerde ganz konkret ënnerstrach. Klimaschutz wäert och ënnert dëser Regierung eng weesentlech Erausforderung bleiwen. Dat steet am Regierungsprogramm, dat steet an dem Regierungsprogramm an dat hu mer och ënner Beweis gestallt bei deene Gesetzer, déi déi lescht Deeg hei gestëmmt goufen.

Dann ass déi Fro ... Ech hunn awer eng Kéier – dat muss der mer erlaben, Madamm Bofferding, als fräier Inneministesch – missen e bëssen driwwer schmunzelen: Dir waart nach Inneministesch bis virun engem Mount an do gitt der eis gutt Rotschléi, wat alles op eis géif zoukomme bei dem Finanzement vun de Pensionne vun de Gemengebeamten. Bon, ech mengen, dee Problem – dat soen ech Iech awer richteraus, well ech awer bis virun engem Mount och nach Buergermeeschter vun enger gréisserer Gemeng am Land war an e bësse weess, wat am Gemengesector ass –, dee Problem, deen ass net nei. Also, deen huet sech am Laf vun der Zäit opgestockt.

A wann Dir sot: „Dir musst oppassen, et komme 67 Milliounen Euro (veuillez lire: 87 Milliounen Euro), déi op Iech duerkommen, a si kommen net vun haut op muer“, bewäerten ech dat net, Är Assou, mee ech soen: Selbstverständlech wäert dës Regierung derfir suergen, dass och fir d'Gemengebeamten, déi an der Pension sinn, a fir déi Gemengebeamten, déi wäerten an d'Pension goen, déi Versprieche, déi se gemaach kruten, wéi se Beiträg bezuelt hunn, ofgeséichert sinn. Mee schiibt awer wannechgelifit elo net dee Problem eenzeg an eleng op déi Regierung, déi elo zënter engem Mount am Amt ass. Ech wëll dat eng Kéier kloer gesot hunn: Jo, mir stinn zu deenen Engagementer, mee dréckt net alles op déi, déi elo am Amt sinn!

Da wëll ech och soen zum Här Polidori – ech soen Iech Merci, ech verstinn och, dass Dir sot: „Mir bleiwen eis trei. Mir hunn de Budget net gestëmmt, duerfir stëmme mer och net déi Douzièmes provisoires.“ –: Mir suergen awer derfir, dass d'Paie vun de Staatsbeamte weidergefouert ginn an dass Är Pai – entschëllegt, mee déi hutt der zegutt – och weider kann assuréiert ginn.

Dir hutt awer eng konkret Saach opgegraff, dat ass déi vun der TVA. Jo, et ass richteg, dass gemääss den

Tripartitt-Ofkommessen ... An déi huet – bon, ech däerf et elo net soen – déi fräier Chamber an enger Globalitéit gestëmmt, wat och richteg war. Mee Dir wësst, an dat soll een eng Kéier konkret soen, dass déi Reduktioun vun 1 % vun der TVA, nämlech vu 17 % op 16 % an dann déi intermédiaire Tauxen, ab dem 1. Januar ophält. Jo, déi hält op, well d'Tripartitt gesot huet: „Dat ass eng Ënnerstützungsmoossnam vun den Entrepreneuren, mee déi ass zäitlech begrenzt.“

Wat ass den Impakt, dee budgetären Impakt, gewiescht op dat lescht Joer? Dir wësst, dass mer an der Finanzkommissioun driwwer rieds haten an dass d'Vertreder vum Enregistrement gesot hunn, dat kann een iwwert den Domm mat ronn 150 Milliounen Euro Belaaschtung fir de Staatsbudget op d'Joer 2023 bewäerten.

Elo wëll ech awer soen, dass net alles méi deier gëtt. Mee d'Marge vun de Betriber geet ënner Ëmstänn ëm 1 % – verhältnisméisseg, muss ee soen, 1 % verhältnisméisseg; vu 16 % op 17 % ass fir e Betrib méi – fir Verschiddener erof. Dat ass net fir den normale Konsum, well alles dat, wat d'Leit an de Supermarché kafen, läit an der Reegel mol net bei de 16 % oder 17 %.

Den zweete Punkt ass deen, dass natierlech fir grouss international Gruppen ..., do kascht d'Jeansbox – fir dat vereinfacht ze soen – zu Arel, zu Metz oder zu Lëtzebuerg an der Reegel dat selwecht, well dat einfach international Präisser sinn, déi fixéiert sinn. An d'Marge ass dann eebe vu Land zu Land ënnerschiddlech. Dat ass de reellen Impakt. Ech mengen net, dass, wann elo d'TVA erëm vu 16 % op 17 % eropgeet, doduerch géifen all d'Präisser duerschloend och deementspreechend an d'Luucht goen.

Dat war also eng zäitlech begrenzte Moossnam. Déi Moossnam war och an der Tripartitt festgehalen, déi huet och hei an der Chamber e largë Konsens fonnt.

Fir de Rescht géif ech soen: Déi Wonschlescht, déi vu Verschiddenen ausgedréckt gouf, déi huet d'Regierung zur Kenntnis geholl. Den Detail, dee wäert den nächste Budget an enger gewëssener Mooss schonns erëmspigelten. Et ass och esou, ech soen Iech et nach eng Kéier ganz kloer: Dës Regierung stellt net alles a Fro, wat an der Vergaangenheet geleescht gouf. Duerfir wäert et och 2024 en – ech soen – Iwwergangsbudget si mat lichten Adaptatiounen, mat neie Moossnamen, déi natierlech an dem Regierungsprogramm och stinn.

An ech wëll soen, dass deen Zäitraum – an duerfir géif ech domadder ofschléissen – och fir de Budget 2024 relativ sportlech gëtt. Well Dir wësst, mir mussen dat bis den 30. Abrëll stoen hunn. Et ass och eng Ouschtervakanz do. An ech hu mat eenzelne Vertreder vun der Finanzkommissioun rieds gehat, dass dat, soubal de Budget deposéiert ass, dann hoffentlech zäitno kann a ville Sitzungen, déi sech kënnen op méi wéi zwou pro Woch ausdeenen, analyséiert ginn, sou wéi sech dat gehéiert. Déi néideg Budgetscirculaire, déi war e Méindeg am Regierungsrot an déi ass och e Méindeg de Mëtten, mengen ech, mat menger Signature un déi eenzel Departementer geschéckt ginn.

Duerfir nach eng Kéier merci fir de largë Support. Och 2024 wäert d'Vergaangenheet net total a Fro gestallt ginn. Mir wäerten zesummen, hoffentlech mat engem breede Konsens, hei an der Chamber am Interessi vum Land déi Erausforderungen ugoen, déi ustinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. A wat fir engem Propos?

M. Fred Keup (ADR) | Parole après ministre. Jo, den Här Minister huet hei gesot, wéi och virdru scho

verschidde Leit ugedeit haten, dass, wann een elo hei déi Verlängerung vum Budget net mat Jo géif stëmmen, dann d'Staatsbeamte keng Pai méi krien. Dat kann een e bësse relativéieren, well bis dohinner kéint ee jo och nach eppes anescht maachen, fir dass se awer hir Pai géife kréien.

Ech wëll awer hei ganz einfach Follgendes soen: De Budget, dee mer d'lescht Joer gestëmmt hunn, also virun engem gudden Joer, engem Joer an – weini war dat? – zwee Méint, wa mer deen net gestëmmt hätten, dann hätte se och keng Pai kritt. Also déi Parteien, déi géint e Budget stëmmen, déi stëmme jo dann an där Logik och dergéint, dass d'Staatsbeamten hir Paie kréien. Duerfir géif ech do e bësse méi virsiichteg sinn. Also weeder do nach hei sinn d'Staatsbeamtepaien, mengen ech, a Fro gestallt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, dat war elo keng Fro, Här Keup, soudatt mer op keng Fro och keng Äntwert brauchen. An domat géif ech also d'Diskussioun ëm dëse Projet de loi ofschléissen.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8338. Den Text steet am Document parlementaire 8338⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8338 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo: 52, Nee: 8, Abstentoun: keng. De Projet de loi ass also mat 52-Jo-Stëmme géint 8 Nee-Stëmme ugehall ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Mars Di Bartolomeo), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Sven Clement) et Ben Polidori.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8292 – Projet de loi relative à l'imposition minimale effective en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum

d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union

A vu datt mer keng Motioun a keng Resoloutioun hunn, komme mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass de Projet de loi 8292, d'Upassung vun der Pilier-2-Initiativ, déi fir e minimale Steierniveau vu 15 % soll suerge fir all multinational Firma, déi en Émsaz vun iwwer 750 Milliounen Euro mécht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten. All Fraktioun an all Sensibilitéit huet 5 Minutten. D'Regierung huet 10 Minutten. Et ass mer gesot ginn, datt d'Kommissioun decidéiert hätt, datt de Rapporteur vläicht eng oder zwou Minutte kéint méi hunn. Ech ginn also och Akt dovunner. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Den Här Rapporteur huet elo d'Wuert. Här Mosar.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, de Projet de loi, deen d'Direktiv iwwert d'Mindestbesteuerung vu groussen Entreprises transposéiert, ass sécherlech ee vun deene wichtigste Projet-de-loien, deen an de leschte Joren am Kontext vu méi Steiergerechtegkeet weltwäit, EU-wäit, awer och an eisem Land wäert gestëmmt ginn.

Erlaabt mer, Här President, iert ech op de Projet selwer aginn, eng generell Remark zu den Aarbechte vun eiser Kommissioun zu dësem Projet ze maachen. De Projet, dee mer haut an hei diskutéieren, ass net nëmmen en extreem wichtige Projet, mee en ass och vun enger extreem grousser Technicité an esouguer Spezialisten, déi behaapten, vun dëser Thematik eppes ze kennen – an dozou zielen ech mech net –, hu Problemer, fir sech an dëser komplexer Matière erëmzefannen.

Mir sinn, Här President, am Ufank vun enger Legislaturperiod a mir sinn eis warscheinlech op alle Säiten hei eens, datt mir als éischte Pouvoir vun dësem Land net nëmme wëllen eng Caisse enregistreuse sinn, mee datt mer au contraire och versichen, eise parlamentareschen Input an d'Gesetzestexte, sou wéi se eis da vun der Regierung presentéiert ginn, materanzebriengen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dat setzt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viraus, datt mer eis besonnesch bei komplizéierten Texte wéi deem heiten och déi néideg Zäit ginn, fir se am Detail kënnen ze studéieren, awer och op alle wichtige Punkte kënnen d'Regierung ze hannerfroen, wat zum Beispill dës Texte och fir Repercussione fir eis Entreprises hei am Land wäerten hunn.

Mir haten duerfir als Finanzkommissioun an der éischter Sitzung, wou mer dëse Projet virgestallt kritt haten, eigentlech decidéiert, eis hei déi néideg Zäit ze ginn, déi noutwendeg ass, fir dee komplexen Text och kënnen a Rou an am Detail ze analyséieren, a gesot, et kéint ee sech och virstellen, datt een deen Text eréischt géif am Ufank vum nächste Joer stëmmen.

Mir sinn eis dunn awer de leschte Freiden an der Kommissioun eens ginn, datt mer dat net géife maachen, dat aus verschidde Grënn, op déi ech elo kuerz wëll nach eng Kéier agoen.

Dës Direktiv gesäit vir, datt se muss vun alle Memberslänner bis den 31. Dezember vun dësem Joer transposéiert ginn, fir datt se och kann den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden. Et si bis haut nëmme fënnf Länner, déi et warscheinlech net wäerte fäerdegbréngen – zum Deel och aus verständlechen innerpolitische Grënn, well se grad Walen haten –, fir dës Direktiv an de virgeschriwwenen Delaien ëmzesetzen.

Et hätt eisem Land net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mir an esou engem sensibelen Theemeberäich wéi der Besteuerung vu ganz groussen Entreprises net an de virgesinnenen Delaien transposéiert hätten, a mir wäeren och domadder de Risk agang, vun der Kommissioun virun den Europäesche Gerichtshaff zitéiert ze ginn.

Et kënn awer och derbäi, datt an dëser extreem wichtiger Thematik elo scho ganz vill Länner transposéiert hunn an déi nei Reegelen vun der Mindestbesteuerung also vum nächsten 1. Januar u wäerten uwenden, wa mir déi Reegelen net d'nächst Joer oder eventuell mat enger Retroaktivitéit ugewannt hätten (veuillez lire: Et kënn awer och derbäi, datt mir an dëser extreem wichtiger Thematik, wou elo scho ganz vill Länner transposéiert hunn an déi nei Reegelen vun der Mindestbesteuerung also vum nächsten 1. Januar u wäerten uwenden, d'nächst Joer nach déi besteeënd Reegelen ugewannt hätten). Dës wär net am Interessi vun deene concernéierten Entreprises gewiescht an hätt kënnen fir Rechtsongesécherheet an Netprevisibilitéit suergen. Och aus deem Grond ass et duerfir eminent wichtig, datt de Projet de loi nach virum 31. Dezember wäert adoptéiert ginn an och kann den nächsten 1. Januar a Kraaft trieden.

Dës, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soll awer an deenen nächste Méint a Joren net d'Reegel ginn, an duerfir géif ech och en Appell an eis alleguerte riichte, natierlech fir d'éischt och un d'Regierung, mee awer och un eis, och un de Staatsrot, datt mer versichen, besonnesch bei esou technesch schwierige Projete éischter mat eisen Aarbechten unzekommen, an eis ouni Zäitdruck och kënnen eist Bild oder e komplett Bild iwwert déi Projete maachen. Dës wär op jidde Fall e Wonsch, deen ech och als Rapporteur vun dësem Projet, ech mengen, och am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun, wëll artikuléieren.

Dat gesot, Här President, erlaabt mer dann awer elo, op de Fong vum Projet de loi anzegoen. Wéi ech scho kuerz a menger Introductioun ausgeféiert hunn, geet et hei also ëm eng Initiativ, déi den 8. Oktober 2021 vun 135 Membere vun der OECD geholl ginn ass an déi eng Mindestbesteuerung vu multinationalen Entreprises virgesäit, déi mindestens 750 Milliounen Joresëmsaz maachen.

Et geet hei virun allem drëm, datt dës multinational Entreprises iwwerall do e gerechten Deel u Steiere bezuelen, egal wou se hir Aktivitéiten ausüben an egal wou se hir Benefisser generéieren.

Op dëser Base a mat deenen Objektiven huet d'OECD de 14. Oktober 2021 e Rapport ugeholl iwwer Steiererausforderungen, déi duerch d'Numerisatioun vun der Wirtschaft soulevéiert ginn, an hunn do e Modell vu globale Reegelen vun der Besteuerungsbase festgeschriwwen, déi als sougenannten „zweete Peiler“ elo qualifizéiert ginn.

Wat sinn elo d'Objektive vun dësen neie Reegelen? Hei geet et virun allem drëm, datt elo mol soll e sougenannte „Seuil-plancher“ fixéiert ginn, op Base vun deem d'Steiertauxen op de Benefisser vun de Gesellschaften an deem eng weltwäit Mindestbesteuerung fixéiert gëtt (veuillez lire: Hei geet et virun allem

drëm, datt elo mol soll e sougenannte „Seuil-plancher“ fixéiert ginn, op Base vun deem d'Steiertauxen op de Benefisser vun de Gesellschaften harmoniséiert ginn, andeem eng weltwäit Mindestbesteuerung fixéiert gëtt).

Fir dat Objektiv ze erreechen, baséiert sech de sougenannten „zweete Peiler“ op d'Festleeung vun enger sougenannter „Zousazsteuer“ op de Benefissen, déi an enger Juridictioun realiséiert ginn, wann den Taux effectif vun der Besteuerung vun engem multinationale Grupp an dëser Juridictioun ënnert der Mindestbesteuerung vu 15 % läit.

Déi Prinzippien, déi ech elo hei kuerz virgestallt hunn, sinn dann och relativ schnell vun der Europäescher Unioun an enger Direktiv ficeliéiert ginn, déi den 22. Dezember 2021 vun der Kommissioun och definitiv presentéiert an zréckbehal ginn ass. Am Dezember 2022 huet dann och de Conseil déi Direktiv, déi mer dann och haut sollen transposéieren, definitiv ugeholl.

Här President, wat elo relativ einfach kléngt, huet awer zu enger „Gebrauchsanweisung“ – wann ech déi mol sou kann nennen – geféiert vun engem Text vun iwwer 200 Säiten, dee mir dann och elo integral an eis Gesetzgebung iwwerhuelen.

Här President, eng relativ komplex Gebrauchsanweisung vun engem a sech einfache Prinzippien.

Am Dezember, genau de 15. Dezember 2022, huet de Conseil vun der Europäescher Unioun duerfir déi Direktiv verabschit, déi eebe genau dës minimal Besteuerung och op all déi Groupes d'entreprises multinationales an aner grouss Gruppen an der Europäescher Unioun applizéiert.

D'Direktiv alignéiert sech och hei méiglechst genee op de Contenu, awer och un d'Struktur vun de Reegelen vun der OECD.

Fir an Zukunft d'Exigence vun dësen neie Bestëmmungen ze respektéieren, wäerten also all déi Gruppen, déi déi Envergure vun engem Chiffre d'affaires vu 750 Milliounen erfüllen, och hei zu Lëtzebuerg integral ënnert déi nei Bestëmmungen falen.

Wat heescht dat elo ganz konkret? Fir déi minimal Besteuerung vu 15 % anzeféieren, ginn a sech an eisem Steuerrecht zwou nei Steieren agefouert, déi op zwou verschiddenen, onofhängege Reegelen baséieren: op där enger Säit de sougenannten RIR, dat heescht dann op Franséisch Règle d'inclusion du revenu, an dat anert de sougenannten RBII, an dat ass déi Règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés. Kléngt alles ganz komplizéiert, et ass awer nach méi komplizéiert, wéi et kléngt. Méi generell wäert deen RIR sech op d'Entités mères applizéieren par rapport zu engem Montant vun Zousazsteuer, deen am Virfeld determinéiert gëtt, vun allen Entitéiten, déi direkt oder indirekt vun dëser Entitéit mère gehale ginn.

Nom Depot, Här President, vum Projet de loi sinn awer den 10. November vun dësem Joer vun der Regierung eng ganz Rei vun Amendementer adoptéiert ginn, déi a sech och schonn am Laf vun dem Avancement vun den Aarbechten eng Rei vu Klarifikatiounen mat sech bruecht hunn.

An ech maachen och direkt hei eng Klammer: D'Aarbechte vum Pilier 2 sinn a sech e permanente Prozess, an deem och ëmmer erëm déi sougenannten „administrativ Instruktiounen“, op Englesch „agreed administrative guidance“, mat solle verschafft ginn, eng Rei vu Punkten, déi dann och de Fonctionnement a sech solle veränneren, awer och an deene meeschte Fäll preziséieren. Dofir ass et och net ausgeschloss – an dat huet esouwuel d'Kommissioun och an hirem schrëftleche Rapport zréckbehal wéi ech et dann och elo

nach eng Kéier a mengem mëndleche soen –, dass dës Gesetzgebung och muss am Laf vun deenen nächste Méint oder Joren nach eng Kéier amendéiert ginn.

Wat elo d'Avisu betrëfft, fir unzefänke mam Avisu vum Staatsrot, ass deen eigentlech äusserst positiv an huet ausser enger klenger Opposition formelle, déi éischter mat der Terminologie vun enger Notion ze dinn hat, eigentlech just eng Rei vu legisteschen Ännerungsvirschléi materabruecht, ouni datt awer hei substanzuell Kritikken um Contenu vum Projet artikuléiert gi sinn.

Den Avisu vun der Chambre des Salariés begreist de Projet an ennersträicht och nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun esou enger minimaler Besteuerung, suggeréiert allerdéngs, den Taux vu 15 % op 25 % eropzesetzen.

D'Chambre de Commerce huet an engem éischten Avisu de Projet och begreist, weist awer op eng Rei vu Risiken hin, notament wat d'Kompatibilitéit vun dësem Projet mat anere Projekte betrëfft, a gëtt entre autres do d'Beispill vun der Bonification d'investissement vun den Entreprises. D'Chambre de Commerce huet dann och kritizéiert, datt d'Regierung net genuch op Optionnen zréckgegraff hätt, déi eigentlech an deem zweete Peiler virgesi wieren. Entre-temps sinn allerdéngs eng Rei vun deenen Optionne gezu ginn iwwert de Wee vun deenen Amendementen, déi d'Regierung jo den 10. November heizou agereecht huet.

Déi Thematik vun der Netkompatibilitéit ass och eng, wou d'Kommission sech bewusst ass, datt do eventuell muss nach eng Kéier nogebessert ginn, natierlech – an dat wëll ech och nach eng Kéier hei preziséieren – mat der ganz klorer Oplag, datt d'Objektiv vun deene minimal 15 % Besteuerung net dierf op déi eng oder aner Manéier ennerhielegt oder contournéiert ginn.

An hirem zweeten Avisu, dee mer leider e bësse kuerzfristeg kritt hunn, ass d'Chambre de Commerce dann nach eng Kéier op eng Rei vun Interpretationsschwierigkeeten agaan, notament wat d'Fongebetrëfft, an haaptsächlech op d'Entitéiten, déi vun dësen Fongen direkt oder indirekt gehale ginn an déi net konsolidéiert sinn.

Eng lescht Kritik, déi och an eenzelnen Avisen erëmkomm ass, ass déi, datt et keng kloer Fiche financière géif fir dëse Projet ginn, mee dorobber huet de Finanzminister an der zoustänneger Kommission jo scho méi wéi kloer geäntwert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausféierungen, andeem ech hei nach eng Kéier ennersträichen, datt dat Gesetz, wat mer dann hoffentlech elo mat grousser Majoritéit an deenen nächste Minutte wäerte stëmmen, e Meilesteen um Wee vun enger méi gerechter Besteuerung, ganz besonnesch vu grousser multinationalen Entreprisweltwäit, an der Europäescher Union, awer och bei eis ass.

Et bleiwe sécherlech nach ganz vill praktesch Froen op, wat déi konkret Ëmsetzung betrëfft, an et kann een elo scho soen, datt an den nächste Joren nach wäerten oft Modifikationen zu deene grousser Prinzipien kommen.

D'Kommission ass op jidde Fall der Meinung, datt dëse Gesetzestext am Interêt vun enger méi grousser Sécherheet an awer och Previsibilitéit fir d'Entreprises och bei eis am Land ass, soudatt mir Iech alleguer suggeréieren, dëse Projet och nach haut ze stëmmen.

An dann, Här President, dréien ech mech eng Kéier ëm, fir Iech och ze soen, datt meng Fraktioun, d'CSV, dëse Projet mat grousser Begeescherung wäert

stëmmen. An ech soen Iech Merci fir Är ganz laang Opmerksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Här Rapporteur Laurent Mosar Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech profitéieren dovunner, fir dës Kéier awer dem Rapporteur Merci ze soen, fir dass en et färdigbruecht huet, dës komplexe Projet all de Memberen hei, all de Kolleegen a Kolleeginnen, gutt erkläert ze hunn, dass se et elo och alleguer ganz gutt verstinn. A sech hätt ech net méi vill dozou ze soen, mee ech hoffen awer, dass trotzdeem déi Professionell dobaussen an deenen nächste Wochen, net an deenen nächste Joren, wäicht nach déi eng oder déi aner Circulaire kréien, wou verschidde Saachen awer nach e bësse méi kloer sinn, wéi dat dann duerno ze handhaben ass.

Haut stëmme mer iwwer en immens wichtige Gesetzesprojet of: d'Minimalbesteuerung vun de grousser Sozietäten. Et ass e Constat, deen net nei ass: An enger globalisierter Welt mussen d'Staaten zesummeschaffen, fir eng effikass a fair Besteuerung vun de multinationalen a grousser Gruppen ze garantéieren. Fir dat Zil ze erreechen, mussen d'Staate sech also zesummenfannen an no Léisunge sichen. Dat ass an deene leschte Jore geschitt, wéi de Rapporteur et scho gesot huet: Um OECD-Niveau hunn 135 Staaten dorunner geschafft a sinn och zu gudde Konklusione komm.

Duerch déi enk Zesummenaarbecht ass eng effikass a gerecht Besteuerung hautzudaags méiglech, dofir begreisse mir de Progrès, an ech si frou, dass déi Direktiv, déi mer haut an e Gesetz stëmmen, an dës laangjärege Prozess domadder a Musek ëmgesat kënne ginn.

Fir d'Demokratesch Partei steet fest: Lëtzebuerg muss sech weiderhin un déi international Reegelen a Standards halen. Just esou kënne mer d'Vertrauen an eis Finanzplaz garantéieren an esou och fir déi nächst Jore a Joerzénge zolidd opstellen. Sait 2013 schon hunn d'Finanzministere vun der DP sech konsequent derfir agesat, fir Lëtzebuerg am internationale Verglach méi kooperativ an transparent opzestellen.

Une voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Et war eng bewusst Decisioun an déi nei Politick gouf och konsequent ugewannt, mam Resultat, dass ons Finanzplaz haut eng staark opgewäerte Renommée huet.

Mat dëser Direktiv kënnt elo eng ganz nei Etapp derbäi. Dës Direktiv huet als Zil, de Piller 2, deen am Oktober 2021, wéi scho gesot, op OECD-Niveau approvouéiert gouf, ëmzesetzen. Am Prinzip gëtt e Seuil fixéiert, a wann en enger Juridiction e Grupp ze wéineg Steiere bezilt, da muss dës Grupp an enger aner Juridiction déi Differenz bezuelen. Dës Seuil, déi effektiv Mindestbesteuerung, gëtt an enger éischter Etapp op 15 % ugesat. Ënnert dës Champ d'application fält e Grupp also ab 750 Milliounen Euro Ëmsaz. Dat bedeit, dass déi kleng a mëttelgrouss Entreprises, eis Mëttelstand, vun dësem Gesetzesprojet, wéi en hei virläit, net betraff sinn.

Fir eis Fraktioun ass et evident, dass de Level-Playingfield zu all Moment muss garantéiert sinn. Mir brauchen also déi selwecht Reegelen fir jiddereen.

Dat ass keng nei Fuerderung. De fréiere Steierdirekter vun der OECD, den Här Pascal Saint-Amans, huet

alt gesot, de Level-Playingfield wier e Lëtzebuergesch Wuert, vu dass ons Politiker sou staark drop insistéieren.

Effektiv ass Lëtzebuerg eng kleng an oppen Ekonomie an dowéinst si mir nach e gutt Stéck méi vum internationalen Kontext ofhängeg. Mir müssen also derfir suergen, dass dës Level-Playingfield och an Zukunft vu jiddwerengem respektéiert gëtt.

Niewent dem Risiko, dass dat eent oder aner Land sech kéint Virdeeler verschafe par rapport zu deenen aneren, kënne sech nach aner Risiken manifestéieren. Dofir ass et och fir ons Fraktioun immens wichteg, dass d'Risiko fir ons Finanzplaz konstant evaluéiert ginn, soudass mir och eis Méiglechkeeten no an Zukunft besser opgestallt kënne ginn.

Ech hu virdru gesot, dass Lëtzebuerg sech un internationalen Standards muss halen. Wann ech op déi nächst Jore kucken, da wëll ech awer insistéieren, dass Lëtzebuerg sech och proaktiv un den Initiative fir méi Kooperatioun an Transparenz bedeelege muss, sief dat op EU-Niveau oder och um OECD-Niveau.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Fir dës ze garantéieren an eeben och fir dass kee Land benodelegt gëtt, hunn d'Koalitionspartner sech déi Ambitioun ginn, dass méi Lëtzeburger an den europäeschen an internationalen Institutionen solle vertruede sinn. Detachementer sollen also encouragéiert ginn.

Här President, léif alleguer, d'Demokratesch Partei steet kloer zu méi Transparenz an internationaler Kooperatioun, e Choix, fir dee mir eis konkret seit Joren asetzen. A gläichzäiteg muss mir kucken, wat d'Auswirkungen op eist Land kënne sinn, an eis deementsprechend opstellen. An dësem Sënn gëtt d'DP-Fraktioun och hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech all Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Mat dësem Projet de loi iwwert de sougenannte Piller 2 féiere mer hei direkt dräi nei Steieren an. Dat kann der neier Regierung net schmaachen, déi sech jo virgeholl hat, guer keng nei Steieren opzehiewen oder anzeféieren. An de Rapporteur, dat ass de Laurent Mosar. Dir kënnt Iech awer, mengen ech, drun tréischen, dass dat heiten effektiv en internationalen Accord ass an eng Ëmsetzung vun enger Direktiv vun Dezember 2022.

Mir begreissen als LSAP dësse Projet de loi. Et ass e Gesetzesprojet, deen um Enn vu jorelaangen Efforte fir méi Steiergerechtegkeet, Transparenz a Fairness um internationalen Plang steet. Et ass e Projet de loi, dee sech och areit an eng méi breet Diskussioun iwwer international Steiergerechtegkeet, déi heimat ganz sécher net eriwuer ass, och wann een d'Besoin kuckt, déi d'Staaten hunn. A mir schwätze jo elo seit e puer Deeg iwwer Steierprojeten an iwwert d'Finanzierung vun der Regierung, och elo mat den Douzièmes provisoires. Wann een déi enorm Besoin gesäit, déi d'Staaten hunn, fir d'Transitioun ze finanzéieren, fir d'Besoinen an Infrastruktur an esou weider, all déi Saachen, iwwert déi mer scho geschwat hunn, dat ass also net eriwuer. An hei sinn natierlech och nach aner Steieren, déi diskutéiert ginn um internationalen Plang, wéi zum Beispill d'Finanztransaktionssteuer, wéi d'Iddi vun engem Impôt sur la fortune op ganz grousser Fortunnen, déi notament vum Observatoire européen

de la fiscalité an engem rezente Rapport och presentiert gouf.

Här President, mir begrüessen dëse Projet de loi. Mir begrüessen och de Fait, dass en nach dëst Joer ka gestëmmt ginn an dass en och kann den 1. Januar 2024 a Kraaft treden. An ech si frou iwwert d'Begeeschterung, déi nei Begeeschterung vum Laurent Mosar iwwert dëse Projet de loi. Et huet ee Moment esou ausgesinn an der Finanzkommissioun, dass do ausgerechent aus dem Finanzminister senger Partei Géigewand zu dësem Projet de loi war, fir deen elo nach am Dezember ze stëmmen. Justement am Numm vum Level-Playingfield sinn do ganz vill Bedenken ugemellt ginn. An dunn ass awer e bëssen op eng verwonnerlech Aart a Weis dat heiten an d'Rei gaangen, soudass mer haut alleguete begeeschtert dann dëse Projet de loi hei kënnen stëmmen.

Doriwwer sinn ech frou a meng Fraktioun och, aus dräi Grënn haaptsächlech: éischstens weinst der juristesch Onsécherheet, déi bestanen hätt, wa mer dat heite gäre retroaktiv applikabel gemaach hätten. Zweetens, och ganz einfach, well et de Staat géif Sue kaschten. Wann zum Beispill e franséische Grupp zu Lëtzebuerg 2024 misst eng complémentaire Steuer bezuelen, well se an hiren Operationen net op déi 15 % Besteuerung komm wären, dann hätte se, à défaut vun enger Base légale zu Lëtzebuerg, missen dee Complement un de franséische Fisk bezuelen. Mat aller Léift zu eise franséische Frënn wär dat schued gewiescht. Dofir ass et gutt, dass mer dat Gesetz effektiv elo hei direkt kréien. An dann drëttsen och aus Reputationsgrënn. Ech mengen, et hätt eis net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mer dat heiten als Lëtzebuerg, als e grouse Finanzzentrum, elo net an den Delaien ëmgesat hätten.

Den Impakt: Mir hunn och iwwert den Impakt vun dësem Gesetz geschwat an der Kommissioun. Et ass, wéi gesot, e komplexen Text, deen och nach evolutiv ass. Do hänken OCDE-Normen drun, och Norme vum International Accounting Standards Board, déi hei erspillen an deen Text. Et gëtt geschat, dass ongeféier 7.500 Gesellschaften zu Lëtzebuerg kéinten heivunner concernéiert sinn. Ech mengen, et muss een net erwaarden, dass der elo vill heiweinst fortginn, mee et ass kloer, dass bei verschiddene Finanzgesellschaften vläicht awer sech d'Fro gestallt gëtt, ob et dann nach derwäert ass, fir d'Presenz hei zu Lëtzebuerg ze behalen, wann een natierlech och nach aner Coûte vun der Presenz heizuland dann derbärechent. Mee ech mengen, grosso modo muss een net fäerten, dass mer elo heimadder e Kompetitivitätsdesavantage kréien. Et muss een, hoffen ech, domadder rechnen, dass et awer e positive budgetären Impakt kritt; eppes, wou mer da mol e bësse Suen domat kënnen verdéngen – dat ass jo och schön – a wou een dann, mengen ech, och, wéi gesot, grosso modo e positiven Impakt kritt.

Et sinn effektiv zwou Froen, déi vill diskutéiert goufen an déi eis och als LSAP immens wichteg sinn an där Diskussioun. Déi éischt, dat ass, dass déi Mindestbesteuerung net ka contournéiert ginn oder ausgehielegt ginn duerch national Steierinstrumenter wéi zum Beispill d'Bonification d'impôt. Dat ass eis zougeséichert ginn. Dat ass och am Rapport sou verankert, dass dat net ka stattfannen. An dann ass et awer esou, dass et hei effektiv och eng Partie Inkompatibilitéte gëtt mam nationale Steierrecht, déi mussen an deenen nächste Méint och dann ausgebigelt ginn.

Mee, wéi gesot, dat hei ass definitiv fir eis e grouse Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass kee perfekten Text. Et gëtt awer nach ... En ass e bësse verwässert ginn, och an deene villen Diskussiounen, mee et ass awer e ganz wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung, an dofir wäerte mer deen Text hei och matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wäert et och féx maachen hei. Ech héieren hei jo vill Begeeschterung fir dëst Gesetz, vum Här Mosar, och den Här Fayot huet sech an déi Richtung geäussert, woubäi mir dat heiten och elo matstëmmen. Mee esou begeeschtert si mer awer net sou richtig, well mer och net genee wëssen, wéi alleguerten déi aner Leit heibannen, wat dat dote wäert an Zukunft bedeiten.

Kloer ass, dass mer en internationalen Accord hei ëmsetze vu ganz ville Länner op der Welt. Dat ass jo mol prinzipiell eppes Guddes, och well dat natierlech zu enger gewëssener Gerechtegkeet féiert a verhënnert, dass Betriber, ouni Steieren ze bezuelen, dervukommen, wat och eng gutt Saach ass.

Mir soen och ëmmer: Wat gutt fir d'Finanzplaz ass, dat ass gutt fir Lëtzebuerg. An dofir steet d'ADR och ëmmer do fir d'Finanzplaz. An ech mengen, dat hei ass och eppes, wat der Finanzplaz, wa mer dat elo ëmsetzen, wäert zeguttkommen.

Allgemeng muss een awer oppassen, wann een esou Steuerungläichunge mécht tëscht de Länner, well et ass awer och esou, dass eng Steierkonkurrenz och gewësse positiv Säiten huet. An een Haaptpunkt, dee gutt ass bei enger Steierkonkurrenz, ass am Fong deen, dass d'Steierkonkurrenz de Staat och derzou zwéngt, fir gewëssenhaft mat de Steieren ëmzegoen, an en net ëmmer erëm Steieren doduerch kann erhéijen. Et ass also eng ganz effizient Manéier, d'Steierkonkurrenz, fir dass d'Staaten effizient ëmgi mat hiren Ausgaben.

Wat dat hei elo genee fir d'Zukunft bedeit, dat schéngt jo da kee sou richtig nach ze wëssen. Wat genee et fir eise Budget vum Lëtzeburger Land bedeit – méi Einnahmen, manner Einnahmen –, schéngt och kee sou ganz genau ze wëssen. Ech hoffen dann och emol, dass et gutt geet. Bei sou villen Onsécherheete wier dat ubruecht, fir positiv ze denken, optimistesches, an da stëmme mer dat heiten an enger gudder Laun mat.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

Merci, Här Keup. Dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Den Text, et ass schonn ugeklongen, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass e ganz wichtigen Text. En ass sécherlech net perfekt, wat elo näischt mam Lëtzeburger Finanzministère ze dinn huet, mee mat den internationalen Negociatiounen. Déi ganz Demarche awer hannendrun, déi laangwiereg Negociatiounen um Niveau vun der OCDE, déi schliisslech an déi Direktiv an dann an dat Gesetz hei eragefloss sinn, déi weisen awer, dass et méiglech ass, dass weltwäit eng 140 Staate sech zesummendinn, fir géint d'Steierflucht virzegoen.

A bon, d'Diskussioun zitt sech e bësse wéi e roude Fue dem iwwert de ganzen Nomëtten, mee grad bei

der Betriebsbesteuerung a bei der Besteuerung vun de ganz Räichen an onser Gesellschaft huet een heiansdo d'Impressioun, et wier esou en heikele Sujet, eng Zoomuddung quasi an et misst een alles Méiglech maachen, fir dass se sou mann wéi nëmmen néideg misste bezuelen.

Dobäi wësse mer, dass grad Mënsche mat manner Revenu wéi och méi kleng a mëttel Betriber vill manner Auswäichméiglechkeeten hunn, wann et drëms geet, Steieren ze bezuelen, an déi Agilitéit, fir Steieren ze evitéieren, duerch d'Globaliséierung verschäerft gëtt. An dat dréit derzou bäi, dass grad Milliardären an international Konzernern am beschte wëssen, wéi se op 0 % Steiere kommen.

An do ass natierlech d'Gerechtegkeetsfro an d'Fro vun der sozialer Kohäsioun enk domat verbonnen. Wéi soll ee Mënschen an och Betriber mat manner Revenu vun der Wichtegkeet iwwerzeegen, Steieren ze bezuelen, wa se gesinn, dass de Billionär oder déi Multinationale niewendrun nëmmen do contribuëiert, wou et hir och wierklech an de Krom passt?

Mee d'Steierflucht ass keng Fatalitéit. Mir heibanen, gradesou wéi ons Pairen an anere Länner, sinn déi, déi derfir suerge kënnen, dass d'Steierflucht agedämmt gëtt. Et sinn d'Gesetzer, déi maache kënnen, dass dat net geschitt, a virun allem, wann déi Reegelen international änlech sinn, sou wéi dat hei de Fall ass, hu se e groussen Impakt.

Ech ginn elo net nach eng Kéier dorobber an, wisou et wichteg ass, dass mer Steiere bezuelen, mee wéi aneschtens sollen d'Staate kënnen Investitiounen an d'Zukunft tätegen, wann net iwwer Steieren? An esou coordonéiert Aktiounen wéi dës, andeem esou vill Länner un engem Strang zéien, sinn dowéinst en extreem wichtige Schratt a Richtung méi Gerechtegkeet op villen Niveauen.

Jo, et gëtt nach ëmmer Schlupflöcher, Kompromësser, ouni déi den Text hei iwwerhaupt net zustane komm wier. A jo, den Taux kéint méi héich leien, zum Beispill bei 20 %, wéi ursprüngelech geplangt. E kéint awer och méi niddereg sinn, wéi aner Länner dat wollten. Dofir ass dat heiten eppes, wat e wichtegt Instrument ass, wou ech ganz frou sinn, dass dat elo schlussendlech awer nach virum Enn vun dësem Joer gestëmmt ka ginn. Et hätt natierlech juristesch Onsécherheete ginn. Et hätt awer och grad Lëtzebuerg wierklech net gutt zu Gesiicht gestanen, wa mer do der Saach hannendrugelaf wären an dëse fundamentalen Text net matzäit ëmgesat hätten.

An da kënnt natierlech nach derbäi: De Mechanismus ass jo scho vum Reporter duergeluecht ginn, mee wa mir den Text net ëmsetzen, dann heescht dat net, dass déi Steieren net vun engem anere Land agedriwwen ginn, soudass mer en plus dann nach op wäertvoll Steierrecettë verzicht hätten. Dowéinst ginn ech hei den Accord vun der grénger ... Sensibilité politique.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, bei dësem Projet muss ee jo als Éischt – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo och gemaach zu engem groussen Deel – iwwert d'Objektiv vum Gesetz schwätzen an duerno méi an den Detail mat den Zuele goen.

Mir Piraten setzen eis a fir Steiergerechtegkeet – Punkt! Dëst tëscht de Bierger/innen duerch eng Steierreform, déi mer nach ëmmer fuerderen, mee och tëscht dem Staat an de Firmen. Lëtzebuerg huet

an der Vergaangenheet drop verzicht, fir de grouschen, den internationale Firmen déi Steieren ze froen, déi se eis u sech schëlleg gewiescht wären. Mir hunn zougelooss, datt Amazon 250 Milliounen net muss u Steiere bezuelen. Ech kéint elo nach op aner Urteeler agoen, wou de Lëtzeburger Staat bis op den Europäesche Gerichtshaff gaangen ass, fir derfir ze suergen, datt d'Firme Steieren net musse bezuelen, obwuel d'Europäesch Kommissioun gesot huet, déi misste se bezuelen.

Et kann ee ganz laang doriwwer diskutéieren, ob dat sënnavoll ass oder net. Mir hunn dat op alle Fall kritiséiert, an dat maache mer nach haut. Mat dësem Véierelsmilliard Euro hätt ee vill Projete fir eist Land, d'Biergerinnen an d'Bierger, kënne finanzéieren. Ech erënnere och drun, datt d'Ofschafe vun der Steuerklasse 1a domat hätt kënne méi wéi bezuelt ginn. Esou Zäite sollen dann elo mat dësem zweete Pilier eriewer sinn – an dat ass nëmme richteg esou!

Mir hunn an den 2000er-Jore vill vun deem ominéisen engleschen Term „Level-Playingfield“ héieren. Also, een, dee Fussball spillt – an ech kucken op mäi Kolleg, de Ben Polidori, deen dat laang gemaach huet –, dee weess, datt et sech am beschte spillt op engem Fussballsterrain, dee flaach ass, wou net de Ball automatesch an ouni datt een dra rennt an de géigneresch oder an den eegene Gol géif lafen. Deementsprechend ass dee Level-Playingfield net ganz onwichtig, och wann et ëm eis Ekonomie geet, ...

(Interruption)

... an dofir ass et e Wuert, dat Verschiddener hei gebetsmühlenaarteg ëmmer an ëmmer erëm widderhuelen. An ech mengen, bei deem heite Projet erreeche mer genau dat: Mir erreechen en eebenen Terrain, mir erreechen dee Level-Playingfield a mir kommen ewech vum Gromperenacker, op deem an der internationaler Ekonomie vill ze laang gespillt gouf. Mir maachen also e grouse Schrëtt a Richtung vun enger gerechter Besteuerung.

Bon, dat zum Fong. Da gëtt et awer och nach e puer Zuelen. Et gouf geschat, datt 2012 eleng d'Länner an der EU eng Billioun Euro u Recettë verluer hunn duerch Taxevasioun an Taxerduktioun. 55 % vun eiser Betrëbsbesteuerung gëtt vu Multinationale bezuelt. Am „Lëtzeburger Land“ konnt een eng Analys iwwer 287 Multinationale liesen. Dës Firms bezuelen an Däitschland 12,9 % Steieren, an Irland 3,4 % an hei zu Lëtzebuerg 5,47 %. Do si mer wäit ewech vun den affichéierte 24,9 % hei am Land, déi kleng Betrëber musse bezuelen.

A laut der leschter Finanzministesch wäerten zu Lëtzebuerg vun deem heite Projet, mat enger Mindestbesteuerung vu 15 %, bis zu 7.500 Firms beträff sinn. Wéi vill se eis abréngen oder kaschte wäert, dat wësse mer net. Dat ass awer e bësse schlëmm, wann et hei ëm de Bifdeck vum Lëtzeburger Budget soll goen a mir wëssen net, wat déi Ännerung hei bréngt. An et ass jo keng Ännerung, déi eréischt geschter sou op eemol vum Himmel gefall ass an op eemol ënnert dem Beemche louch, och wann de Rapport ganz séier huet misse gestëmmt ginn, och wann d'parlamentaresch Aarbechte ganz séier hu misse gemaach ginn. Deen Debat ronderëm déi Mindestbesteuerung gëtt et elo scho säit Joren.

An aner Länner hunn et jo och fäerdegruecht, fir Studien ze maachen. D'Belsch geet vun 360 Milliounen méi aus fir de Budget, Frankräich huet 1,1 Milliarden, Däitschland huet 2,2 Milliarden. A Lëtzebuerg? Mir wëssen et net. Nogeftrot bei Ärem Virgänger, bei Iech, bei Äre Beamten: „Mir wëssen et net. Mir hu keng Studie gemaach.“ Firwat? „Ze komplizéiert.“ Majo, mat där Excuse hunn ech och an der Schoul ëmmer

probéiert, laanscht d'Prüfungen ze kommen, meng Proffen hu mer et awer ni ofkaf. Dat heescht, ech hu se awer misse schreiwen. A genauou hätt ech mer hei och erwaart, datt u sech d'Regierung hir Hausaufgabe gemaach hätt an eis eng Studie geliiwert hätt.

Mee bis dohinner baséiere mer eis dann op d'Zuele vun der OECD an dem FMI, déi vun 9 % méi Recetten oder 5,7 % méi Recettë schwätzen. Do schwätze mer vu Milliarden un Euro, an ech géif mer wënschen, datt dat antrëtt. Wann, dann däreft et op alle Fall einfach gi mat deenen anere Versprieche, déi dës Regierung gemaach huet, well da wier op alle Fall d'Steierreform fir d'Personnes physiques méi wéi géigefinanzéiert a mir missten eis net allze vill Gedanke maachen. Falls et anescht kënnt, musse mer ganz séier dergéintsteieren, well soss ass de Bifdeck, vun deem Lëtzebuerg sech sou laang erniert huet, op eemol ganz, ganz kleng a ganz séier fort, an dat géif dann och geféierlech gi fir d'Personebesteuerung.

Dat gesot, gi mer den Accord zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Ben Polidori (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Präsident. Bon, mir begreissen natierlech, datt no Joerzénge Course no ënnen, wou ee Land probéiert huet, dat anert mat nach méi niddrege Steiersätz fir Multinationallen ze ënnerbidden, elo mol eng rout Linn gezu gëtt. An dat ass tatsächlech e Paradigmewissel.

Dat heiten ass jo eng Ëmsetzung vu Richtlinnen an der BEPS-Prozedur vun der OCDE, wou et u sech ëm zwou Saache geet: e gemeinsame Besteuerungstaux ze fannen, an anerersäits – et gouf e bësse manner gesot hei – soll et och drëms goen, datt d'Steiere vun de Multien do bezuelt ginn, wou och – et si jo d'Prinzipie gewiescht – u sech de Meerwäert produzéiert gouf. An dat ass oft och an extraeuropäesche Länner. An do hu mer vläicht e puer Problemer.

Et gouf och e puermol gesot ... Ech kommen dorobber zréck, mee et gouf och elo e puermol iwwert d'Komplexitéit vun deem Projet de loi geschwat. Also, wann den Här Fayot seet, et wier komplizéiert, wann den Här Mosar seet, et wier komplizéiert, dann ass et bestëmmt komplizéiert.

(Hilarité)

A wann och eis Steuerbeamten, déi wierklech gutt sinn – also, ech mengen net, datt keen et versteet –, selwer zouginn, datt et fierchterlech komplizéiert ass, dann hu mer e Problem.

(Hilarité)

A wa souguer am „Paperjam“ e Fiskalist vun der Plaz och nach seet, et wier komplizéiert, an ech zitieren – et ass op Franséisch, maacht kee Malaise, ...

(Hilarité)

Une voix | O! O! O!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... et geet séier –: „Au regard de la complexité, je crois que la plupart des administrations fiscales de par le monde seront dans l'incapacité de vérifier la juste application de ces règles.“

Wa just Experte vun de Big Four den Duerchbléck hunn, klëmmt natierlech och de Risiko, datt nees nei Strategien entworf ginn, fir d'Reegelwierk auszuhiewen an nei Schlupflächer ze fannen. A mir kommen och an en demokratesche Problem, wa mer hei an der Chamber selwer zouginn, datt u sech quasi kee Mënsch wierklech versteet, wat mer hei stëmmen.

(Hilarité)

Mee et ass d'Realitéit. An ech weess net – dat kéint ee souguer verfassungsméisseg eng Kéier diskutéieren –, wéi wäit mer kënne Saachen ... Also, e Gesetz misst jo zumindest kloer sinn. An hei ass et ganz kloer, datt et jo net méi kloer ass.

Bon, duerno ass awer och de Problem vum Seuil vu 15 %. Deen ass zimmlech niddreg. Deen ass ze vill niddreg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da maacht eng Proposition de loi.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, fir datt alles kloer ass.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, loosst Iech haaptsächlech net stéieren!

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo. Den Här Di Bartolomeo stéiert ni. En ass ëmmer konstruktiv.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Eng Proposition de loi, fir datt ech et och verstinn, dat ass ...

Neel! Dann zum Seuil vu 15 %: Deen ass eendeiteg ze niddreg. Dat ass natierlech eng Kompromëssléisung an et ass geckeg, wann ee bedenkt, datt nach virun 30 Joer d'Moyenne bei 40 % louch.

Bon, dat heescht, domadder riskéiert dee Projet och, an enger éischter Phas weider Steiersenkunge fir d'Betrëber auszeléisen u sech, well d'Länner elo en Ureiz kréien, och hir normal Betrëbssteiersätz op 15 % erofzesetzen. An zu Lëtzebuerg gëtt et déi Ambiance jo och schonn.

Drëttens ass de Projet während de Verhandlungen immens verwässert gi mat verschiddenen Iwwergangsregelen, mat Exemptionen, mat Mesures de sauvegarde. An doduerch ginn net just déi erhoffte Recettë staark erof. Et besteet och d'Gefor, datt sech de Steierwettbewerb elo vläicht och op aner Niveau verlagert. D'Länner wäerte sech net méi mam Taux ënnerbidde kënnen, mee se wäerte vläicht probéieren, iwwer aner Weeër Multinationallen unzezéien, zum Beispill iwwer Steierkreditter, iwwer Subventionen, iwwer Préférence fir Ultraräicher bis hin zu laxen Kontrollen.

An da wäert sech och d'Verdeelung vun de Besteuerungsrechter tëscht de Länner net fundamental änneren. An dat ass en Haaptproblem, well dat entsprécht jo net méi dem Gedanke vun dem BEPS. Déi Länner, déi bis elo vun den Optimiséierungsstrategien vun de Multinationale profitéiert hunn, wéi mir ënner anere, wäerten och weiderhin dovunner profitéieren. An déi Länner, déi bis elo eidel ausgaange sinn, virun allem d'Entwicklungslänner, wäerten och weiderhin eidel ausgoen.

An et ass net fir näischt, datt jo och an der UNO-Generalversammlung kierzlech derfir gestëmmt gouf, datt d'Ausschaffe vun internationaler Steuerregelen zukünftig op UN-, also op Weltniveau soll gereegelt ginn an net méi am Club vun de Räichen, also vun der OCDE. A Lëtzebuerg, mengen ech, huet dergéint gestëmmt. Ech hunn eng Question parlementaire d'ailleurs gestallt u den Här Ausseminister an ech mengen, en huet Iech se weiderginn, Här Roth. Et deet mer leed, mee do wollt e sech d'Fangere vläicht net verbrennen.

(Hilarité)

An ech wollt dat awer och soen, well déi afrikanesch Tax Association, déi ass elo guer net méi frou iwwert d'Ëmsetzung a verschiddenen europäesche Länner vun deenen Direktiven.

(Interruption par la présidence)

Ënner anerem d'Schwäiz huet et ëmgesat mam Resultat, datt, éischstens, u sech d'Steieren net dohin zréckginn, wou se missten, dat heescht do, wou d'Profitter erschafe ginn, dat heescht an diversen afrikanesche Länner. An zweetens huet déi Schwäizer Gesetzgebung derfir gesuergt, datt se u sech déi Steieren, déi dann déi Multinational der Schwäiz misste bezuelen, iwwer aner Weeër erëm zréckkréien.

(Interruption par la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, kommt zu Äre Konklusionen, wannechgelift!

M. David Wagner (déi Lénk) | Meng Konklusioun ass: D'Schwäizer, dat sinn awer kleng Filouen.

(Hilarité)

An ech hoffen, datt net jiddereen dat esou mécht. An deementspriedend, mir sinn u sech fir dee Prinzip, mee fir eis ... Mir wëllen net dergéint stëmmen. Mir wäerten och net derfir stëmmen. Mir wäerten eis enthalten, well et ze vill grouss Inconnuë gëtt, a mir hunn Angscht, datt et och net an déi Richtung geet, wéi et initialement geduecht war.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner epuséiert.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech ausdrécklech Merci soen, dass mer dëse Projet de loi nach elo um Enn vum Joer kënnen stëmmen. Ech soen awer riichterhaus: Jo, dat war keng glécklech parlamentaresch Prozedur, fir dozou ze kommen, huet awer dermat ze dinn, dass déi Contrainte de temps, déi och vun der Europäescher Unioun gesat gouf, ganz enk war.

Et ass richtig bemierkt ginn: Dat Ganzt ass e Kader, dee vun der OECD geschafe gouf, vu Paräis. Dunn huet d'Europäesch Unioun en Instrument, nämlech eng europäesch Direktiv, geschaf, fir dass zumindest um Niveau vun der Europäescher Unioun et eenheetlech Reegelen gëf ginn, wéi dee Kader vun der OECD gëf ëmgesat ginn. An dee Kader ass zréckbehalte gi virun engem gudden Joer, nämlech am Dezember 2022, fir da mussen ëmgesat ze si fir den 1. Januar 2024.

Dir wësst och, dass mer Walen zu Lëtzebuerg haten – dat ass en demokratesche Virgang – an dass eng exzellent an extreem gutt Aarbecht geleescht gouf mat engem Text, deen iwwer 200 Säiten huet, iwwer 200 Säite vun enger Steierverwaltung, vun engem Finanzministère vun engem dach klengen Land. An ech wëll och – une fois n'est pas coutume – all deene Leit villmools Merci soen, fir dat bewerkstelt ze hunn. Ech wëll och duerfir den Deputéierte fir déi Flexibilitéit Merci soen. Ech wëll och dem Conseil d'État Merci soen, well wann eppes 220 Säiten huet, da muss och een oder méi Leit am Conseil d'État dozou en Avis ginn. A wann dat eng héich komplex Matière ass, da muss een och deen Knowhow hunn, fir doriwwer e fundéierten Avis ze maachen.

Dat hei huet misse riichtgebéit gi virun dem 1. Januar 2024 an de Rapport, den Här Mosar, ass drop agaang. Et wier fir Lëtzebuerg, den Här Fayot huet et gesot, fir eis Reputatioun sécherlech net gutt gewiescht, wa mir an esou engem weesentlechen, fundamentalen Text, dee mer haut ofstëmmen, net bei deene gewiescht wieren, déi dat fristgerecht wéi anerem ëmgesat hätten.

Et ass zum Beispill Spuenien, zum Beispill Polen, zum Beispill Portugal, déi dat net fir den 1. Januar ëmgesat kréien. Mee Dir wësst, dass an deene Länner um Niveau vun der Regierung keng handlungsfäeg Regierung oder d'Majoritéit net vollends do ass. Mir hunn awer eng handlungsfäeg Regierung no Walen, déi stattfonnt hunn am Oktober. An duerfir, mengen ech, ass et och eis Pflicht aus deem Grond an als internationale Finanzzentrum a Businesszentrum, fir dat esou ëmzesetzen.

Ech soen awer gradesou riichterhaus: Dat hei wäert net déi leschte legislativ Upassung si vun deem Text. Dat wäert souwuel misse gemaach ginn um Niveau vun dem Gesetz oder iwwer Präzisiounen, souwäit dat méiglech ass, déi iwwer Instruktiounen vun der Steierdirektioun kommen.

An den Här Fayot huet och e juristescht Element, gradewéi d'Madamm Tanson, genannt: Wa mir deen Text hei net ugepasst hätte virun dem 1. Januar 2024, dann hätte mer fir eng Rei vun Entrepreneuren, déi heiderenner falen – an et ass jo de Chiffer genannt gi vu 7.500 potenziell méiglechen Entrepreneuren –, ënner Ëmstänn eng méi héich Steuerlaascht fir Einzelner bewierkt. An Dir wësst alleguerten, dass dee Prinzip net réckwierkend um Niveau vun der Steiergesetzgebung gaange wier. Dat heescht, dat Eenzege, wat mer hätte kënnen maachen, dat wier, dass mer eréischt 2025 operationell gewiescht wieren, mat alle Konsequenzen niewent der Reputatioun, niewent och eventuell dem Uleiere vu Sanktionsmechanisme vun der Europäescher Kommissioun.

Et huet och e grouse Virdeel, well mer heimat Rechtssécherheet schafen a mir schafe Vorausschaarkeet fir déi Leit, déi mat deem Instrument hei mussen schaffen. Dat sinn engersäits d'Entrepreneuren an zweetens, wéi Der mat Recht gesot hutt, alleguerten déi Cabineten, sief dat Affekotenetüden, sief dat och Big-Four, dat heescht grouss Kontabilitéitsentrepreneuren, déi domat mussen ëmgoen.

Jo, et ass richtig, hei kënnst eng Mindestbesteuerung vu 15 %, an et sinn eng Rei vun Entrepreneuren bei eis, déi heiderenner falen, déi ënner 15 % bezuelen, an et sinn och eng Rei vun Entrepreneuren, déi net heiderenner falen, déi an Zukunft och warscheinlech eng duerschnëttlech Besteuerung hunn, déi nach weiderhin ënner 15 % wäert leien.

Ech mengen, dat muss een och an aller Transparenz soen.

Et muss een och an aller Transparenz soen, dass et sech hei, fir op déi 15 % ze kommen, souwuel ëm d'Betriebssteuer handelt, dat heescht den Impôt sur le revenu des collectivités, wéi ëm d'Gewerbesteuer – déi fällt och dran an de Berechnungsmodus –, gradewéi ëm d'Vermögenssteuer, déi, wéi gesot, och vun den Entrepreneuren bezuelt gëtt. Dat sinn also déi dräi Steieren, déi a Betruecht gezu ginn, fir op déi 15 % par rapport zu dem Bénéfice d'exploitation ze kommen.

Dann ass déi Fro opgeworf gi vun der Madamm Tanson a vun dem Här Fayot: Wéi verhält dat sech an där Interaktivitéit mat deem Gesetzesprojekt, dee mer gëschter ofgestëmmt hunn, nämlech deem vun der sougenannter Steuerbonifikatioun, wann een Investisementer mécht? Ech hunn och do ganz kloer gesot, ech soen dat och hei op der Chambertribün: De Seuil

vu 15 %, do kann een och mat allem Awierke vun der Bonification à l'investissement net drënner kommen. Dat ass esou. Dat ass e Plancher minimum, dee muss also garantéiert ginn.

Drënner fale 7.500 Entrepreneuren. Elo ass déi Fro: Jo, de Finanzminister, weeder dee vieregten nach dee jëtzen nach d'Steierverwaltung kënnen soen, wat den Impakt ass, deen herno op de Budget dovunner kënn, spréch méi oder manner Steuerrecetten. Ech soen Iech haut riichterhaus an aller Éierlechkeet: Ech kann dat haut net soen. An et sinn eng Rei vu Facteuren, déi sinn awer och genannt ginn, firwat dass dat net méiglech ass.

Firwat? Mir hunn de System, dass eng Entitéit vun engem Grupp, dee méi wéi 750 Milliounen Euro Benefiss, also Ëmsatz, pro Joer mécht, wann déi zu Lëtzebuerg ass an déi fällt ënner 15 %, jo da kréie mer méi Steiere vun där eran, wa mer soen: „Dir leit ënnert deem Seuil vu 15 %.“

Et kéint awer och sinn, dass an engem anere Land esou eng Entitéit wier, déi net op 15 % géif kommen, a mir hätten d'Mammegesellschaft hei. Och där Struktüre gëtt et. Da gëtt déi upgrade mat enger Top-up-Steier, fir op déi 15 % ze kommen. Also géife mer do och méi Steiere kréien.

Da gëtt et nach en drëtten Fall. Wann d'Mammegesellschaft an engem anere Land ass plus eenzel Entitéit vun där Mammegesellschaft an engem anere Land sinn, wou déi allkéiers net op déi 15 % kommen, da kënnen mer, wa mer iergendeng anere Entitéit zu Lëtzebuerg hunn, déi och nach upgraden, fir op déi 15 % ze kommen.

Mee! Mee – an dat ass groussen M – déi aner Länner hunn och déi Méiglechkeeten. An dat ass dat, wat et esou schwéier mécht, fir ze evaluéieren, jee nodeems, wat an deenen anere Juridictiounen geschitt, wat dann am Endeffekt den Impakt konkret op Lëtzebuerg ass.

An dann ass geschwat ginn – do ginn ech Iech net ganz Recht, Här Wagner – vum Impakt op Drëttlänner. Mee och Drëttstaaten hunn d'Méiglechkeeten, wann an hirem Land Entitéit wieren, déi net op déi 15 % géife kommen, fir do en Impôt complémentaire ze verlaangen, souwäit se dëst Instrument applizéieren.

Also, et ass d'Wiesselwirkung vun deem Instrument hei, dat jo a villen anere Länner sech och applizéiert, déi mécht, dass een als Lëtzeburger Finanzminister, als Lëtzeburger Verwaltung haut keng konkret Indicatione ka maachen, wivill dat méi Steiere wäert generéieren oder net.

Ech engagéiere mech awer – an dat hunn ech an der Finanzkommissioun gesot –, dass mer, soubal mer éischt Erfahrungswärter hunn – an dat wäert da fréisstens 2025 sinn, well déi betreffend Entrepreneuren, déi gi jo hir Steuererklärung fir 2024, dat heescht 2025, of an da muss ee kucken, dass déi zäitno gepréift ginn –, an d'Finanzkommissioun kommen an dann e Rapport intermédiaire maachen, wéi dat sech ausgewierkt huet. Dat kann de Finanzminister ... Dat ass keng politesch Decisioun, mee ech mengen, dat wësst Der alleguerten, et gëtt e Steiergeheimnis an dat muss dann eng Steierverwaltung jee no Méiglechkeeten erklären.

Dat gesot, wëll ech Iech villmools Merci soen an ech sinn, éierlech gesot, houfreg drop, dass mer et als klengt Land zesumme fäerdegbréngen, an esou weesentleche Froe wéi där doter, souwuel vun eise Verwaltungen ... An Dir hutt déi Beamte gesinn, déi kennen déi Matière aus dem Effe, wat extreem

schwierig ass. Ech weess och, dass der vill vun de Big Four, dat heescht vun deene grouse Cabineten, op d'Steierverwaltung ugeruff hunn, op de Ministère ugeruff hunn a soen: „Wéi verhält dat sech? Well mir hu selwer Problemer ze wëssen, wéi dat konkret ëmgesat gëtt.“ An ech mengen, dat sinn net déi Eenzeg.

A virun allem sinn ech frou, dass mer déi Flexibilitéit – mat allen Ofstrécher, déi ech gären op meng Kap dann huelen, och wann ech net eleng derfir kann – bei der Chamber fonnt hunn, fir dee Projet hei – ech soen, net onbedéngt gemääss de Gepflogenheeten, wéi e Gesetzesprojet am Detail sollt analyséiert ginn – iwwert d'Bün ze kréien. An duerfir soen ech Iech wierklech vill, villmools Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8292. Den Text steet am Document parlementaire 8292⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8292 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt un. D'Votes par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo-Stëmmen: 58, Neen: keng, an 2 Abstentionen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydard, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdling, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8339 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

An da komme mer zum leschte Projet vum Ordre du jour vun de Mëtten. Mir hunn de Projet de loi 8339 um Ordre du jour, also eng Ofännerung vum TVA-Gesetz am Kader vum Autoliquidationsmechanismus.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: zéng Minutte fir de Rapporteur, jee weils fënnf Minutte fir all Fraktioun an all Sensibilitéit an d'Regierung huet zéng Minutten. Et sinn elo schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert. Här Mosar, et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mam virleende Projet de loi gëtt eng weider Upassung am Beräich vun der TVA virgeholl. Et geet hei drëms, Steuerbedruch ze evitéieren an déi sougenannten „TVA-Karusellsinfraktiounen“ ze bekämpfen.

An der Vergaangenheet ass dës Ëftere versicht ginn, iwwert dës sougenannte „fraudes carousel“ u Steuerfelder erunzekommen, an déi europäesch TVA-Direktiv huet deem virgegraff. An och eist Land huet natierlech dorobber reagéiert an zënter Längerem de Mechanismus vun der sougenannter „autoliquidation“ agefouert. Dese gëtt aktuell am Beräich vun den CO₂-Zertifikater am Emissionshandel, wéi awer och beim Kaf vu Gas- an Elektreschzertifikater ugewannt. Einfach ausgedréckt muss de Keefer vun dësen Zertifikater dem Staat d'TVA iwwerweisen an net de Verkeefer.

Mat dësem Gesetz gëtt elo den Uwendungsberäich vun dësem Mechanismus vun der Autoliquidation op de Verkauf vun Handyen, Laptoppen, Computeren an esou weider an awer och op Eedelmetaller a Metaller ausgeweit. Fir dës Produite gëtt elo och eng Autoliquidation virgesinn, wat a sech eng Exceptioun ass.

Am Projet ass awer eng kloer Limit drin. Dat heescht, d'Autoliquidatioun spillt nëmme bei Rechnungen vun iwwer 10.000 Euro. An dës Fäll ass et de Keefer, deen duerno d'TVA bezilt. Domadder ass séchergestallt, dass alles, wat virun der Chaîne de vente geschitt, wou keng TVA opgefouert ginn ass, och net als Fraude ka benotzt ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Bedenken zum Projet de loi geäussert an drop higewisen, datt déi europäesch Direktiv virgesäit, datt en änleche Mechanismus och fir Livraisons a Services am Beräich vun der Konstruktioun kéint agefouert ginn.

Léiwen Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dëst ass erëm eng komplizéiert, technesch Thematik. Duerfir géif ech mer och nach eng Kéier erlaben, fir fir all déi zalreich Froen, déi Der sécherlech hutt, op mäi schrëftleche Rapport hinweisen an haaptsächlech och op de Commentaire des articles.

Dat gesot, Här President, dréien ech mech nach eng Kéier ëm a wëll och hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn. A well et de leschte Projet de loi vun haut a vun dëser Woch ass, wënschen ech och direkt schéi Feierdeeg. Merci.

Plusieurs voix | A!

Une voix | Villmools merci!

Une autre voix | Merci gleichfalls!

M. Claude Wiseler, Président | Léiwen Här Mosar, dat ass ganz léif vun Iech. Ech soen Iech Merci fir Äre schrëftlechen a mündleche Rapport.

An als éischte Riedner ass den Här Patrick Goldschmidt ageschriwwen.

Discussion générale

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Ech hunn de Message verstane vum Rapporteur, dofir

wollt ech och just dervu profitéieren an den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi ginn a Merci fir dee gudden Rapport soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv, déi Fraudë bei der TVA sinn net just eng abstrakt Anekdote, mee dat si Fraudë mat ganz reellen a ganz substantziellen Ausfäll fir de Budget.

Zum Beispill déi sougenannte „fraude carousel“ bei den CO₂-Zertifikater, déi 2009 un d'Dageslicht komm ass, wou u sech an engem éischte Land e Kont opgemaach ginn ass, fir an engem zweete Land CO₂-Zertifikater opzekafen, déi vun der TVA fräigestallt gi sinn, déi dann duerno mat der TVA weiderverkaaft gi sinn. Dat war op EU-Niveau e Steierausschlag vun net manner wéi 5 Milliarden Euro. Dat heescht, hei si mer an engem Beräich, wou mer wierklech mussen handeln. Lëtzebuerg huet schonn eppes gemaach bei der Autoliquidation, mee deen hei Text mécht dat nach weider. An dofir ass dat e gudden Text, dee mer och mat wäerte stëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz: Mir stëmmen hei mat Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här President, och mir wäerten deen Text hei matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Fir et ganz kuerz ze maachen, kéint ech soen: „Mir droen et mat.“ Ech erlabe mer awer eng kleng Remark, well et hei awer, mengen ech, ëm eppes Wichteges geet. An der Vergaangenheet si wierklech fiktiv Geschäfte gemaach gi mat Handyen, Laptoppen an aneren, ënner anerem den ETS-Zertifikaten. An datt mer dat heiten elo maachen, ass, mengen ech, e Schlupflach zoumaachen, wou och bis elo net wierklech bekannt ass, wéi grouss de Schued fir Lëtzebuerg war.

Wat awer elo wichteg ass – an ech mengen, dat war am Rapport jo och ugeklungen –, ass, datt mer déi Grenz vun deenen 10.000 Euro halen. An dat wëll ech nach eng Kéier reiteréieren, wéi wichteg et ass, datt mer d'Grenz héich genuch usetzen, awer och niddreg genuch usetzen, fir datt déi Fraude effektiv ka bekämpft ginn. An ech hoffe wierklech, datt mer hei de „juste milieu“ getraff hunn. Wann net, wäerte mer dat an engem oder zwee Joer vläicht nach eng Kéier mussen nobesseren.

Dat gesot, ginn ech eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war bal ganz kuerz, Här Clement. Merci.

(Interruption par M. Sven Clement)

An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet absolutt Recht a mir stëmmen dee Projet de loi mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.
D'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Regierung ass net Spillverdiwer a seet Merci fir déi breet Zoustëmmung.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8339. Den Text steet am Document parlementaire 8339².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8339 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass fäerdeg.

D'Resultat ass dat follgend: 60 Jo-Stëmmen, deemgemääss keng Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. An de Projet de loi ass domat eestëmmeg uegeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par M. Jeff Engelen) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun der leschter öffentlecher Sëtzung fir dëst Joer ukomm. D'Traditioun wëllt et, datt de Chamberpresident e puer Wuert un d'Chamber riicht, an déi Traditioun huelen ech natierlech ganz gären un.

A fir unzefänke wëll ech ganz kuerz e puer Leit Merci soen. Éischtens dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, a sengen zwee Adjointen, dem Benoît Reiter an dem Isabelle Barra; alle Mataarbechter aus der Verwaltung, déi ech an deene leschte Woche konnt kenneléieren, an och deenen, déi ech nach net

kennegeléiert hunn – mee déi meescht kennen ech awer esou lues –; de Fraktiounen an de Sensibilitäten. An all déi Leit, déi hunn eis an deene leschte Wochen duerch hir ganz wäertvoll Aarbecht ënnerstëtzt. An ouni si kéinte mer dëse Betrib oder dës venerabel Institutioun net un d'Fonctionéiere kréien a mir kéinten heibannen och net esou gutt schaffen, wéi mer schaffen. Merci och der parlamentarescher Press, déi mat derzou bäidréit, fir d'Bierger iwwer eis Aarbechten ze informéieren.

Et war fir eis alleguer, mengen ech, e komplizéiert Joer – oder fir déi meescht vun eis op jidde Fall –, e Joer mat zwou Walen. Dat hëlt mat, dat hëlt heiansdo physesch mat, dat hëlt heiansdo och mental mat. An dofir hu mer alleguer nom Ufanksspurt hei an der Chamber eis e puer Deeg Rou, mengen ech, verdéngt.

Mee ech wëll Iech awer soen: Och wann d'Walcampagne heiansdo méi haart war – et heescht jo net „Walkampf“ fir näischt –, dann huet de Wieler elo geschwat an de Wieler huet eis alleguer, esou wéi mer hei sëtzen, en Optrag heibanne ginn. En huet eis den Optrag ginn, hien ze vertriebe mat eisen Iddien, mee op eng Aart a Weis, déi déi ass vun engem respektvollen Dialog vun den Iddien, am Nolauschteren, am Verstoen an am Decidéieren heibannen.

An enger Zäit, wou an der Welt, wou an Europa d'Demokratie op ville Plazen a Fro gestallt gëtt, wou Krich och souguer an Europa present ass, agezunn ass, ass et, mengen ech, ganz einfach wichteg, datt mir heibannen op eis Aart a Weis weisen, datt d'Demokratie och eng grouss Iddi vun der Zukunft ass.

Ech wënsche ganz einfach Iech alleguer, Äre Familljen an deenen, déi Der gär hutt, e puer Deeg Rou, schéi Feierdeeg an e flotte Joreswiessel. Ech freeë mech drop, am neie Joer mat Iech kënne weiderzeschaffen. Maacht et gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleegen, oder Kolleeg aus der Regierung – virun e puer Méint souz en nach hei op dëser Säit –, léif Kolleegen aus der Chamber, léif alleguer, fir d'éischt wëll ech dem President an eiser aller Numm villmools Merci soe fir seng léif a perséinlech Wieder.

Ech mengen, e Joer geet zu Enn, wat wirtschaftlech, ekonomesch schwierig war – kuckt, wat lass ass weltwäit mam Fridden. An et huet och fir verschidde Leit politesch Ännerunge mat sech bruecht. Déi eng si frou doriwwer, déi aner si manner frou doriwwer.

Mir haten e Joer mat zwou Walen, zwou Walen, enger am Juni, wou d'Gemengen nei gewielt gi sinn – d'Basis vun eiser Demokratie, déi an de Gemenge läit –, an am Oktober Walen hei an der Chamber, wou et deenen enge Kolleeg besser ergaangen ass wéi deenen aneren. Verschidde Kolleegen hunn de Wee net méi heihinner erëmfonnt, anerer sinn nach ëmmer hei. Dofir war et e ganz intensiivt Joer fir eis allegueren an och en intensiivt Joer fir de President.

Ech wëll ganz besonnesch all de Kolleegen heibanne Merci soen, och wa mer net ëmmer enger Meinung sinn, och wann een heiansdo matenee streit. Et ass awer wichteg – an de President huet et ënnerstrach –, dass een dann awer och nach ëmmer gutt ka matenee schwätzen an et och fäerdegbréngt, wann d'Theema eriwuer ass, och nach wéi normal an erwuesse Leit mateneen ze diskutéieren. Ech mengen, dass dat wichteg ass an dass dat eng grouss Chance ass, déi mer hei am Parlament hunn.

Här President, Iech merci, Dir hat et dës Woch net einfach mat eis allegueren.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Mat Iech, jo.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech hoffen, dass et déi nächst Wochen a Méint, déi op eis zoukommen, déi sécherlech och net vill méi einfach ginn, awer dann e bësse méi gemässegt heibannen erofgeet. An ier dat awer alles kënnt, wëll ech och der Regierung Merci soen an alles Guddes wënschen an Iech allegueren schéi Chrëschtdeeg a virun allem, dass Der och kënnt no deenen zwou ustrengende Walen e bëssen erofkommen an dass Der allegueren zesumme mat Ärer Famill kënnt gemittlech Deeg verbréngen an d'Joer 2024 bei beschter Gesondheet ufänken, well d'Gesondheet ass dat Eenzege, wat wierklech richteg zielt, well ouni eng gutt Gesondheet ass alles näischt. Villmools merci a schéi Feierdeeg!

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, wann d'Ronn dann op ass, schléissen ech mech deene Wieder un.

(Hilarité)

Et ass grad gesot ginn, et war en intensiivt Joer. Esou wéi ech eis kennen, sinn ech ganz sécher, dass et intensiv weidergeet. Am Numm vun der LSAP wënschen ech Iech allegueren schéi Feierdeeg an da freeë mer eis op dat kommend Joer fir déi nächst Erausforderungen. An Iech allegueren e grouse Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc huet dat esou androcksvoll scho gesot. Ech wëll awer vläicht Leit Merci soen, déi ganz oft vergiess ginn, an dat ass d'Administratioun hannendrun. Ech mengen, mir hunn eng Administratioun vun ëm déi 140 Leit.

M. Claude Wiseler, Président | 160.

M. Gilles Baum (DP) | Vill vun deenen heibannen, mengen ech, besonnesch déi jonk Kolleegen, kennen déi net. Vill Leit sëtzen uewen am informatésche Service. Déi gesäit een och net all Dag. Mee ech wëll vun dëser Plaz aus hinnen allegueren e ganz, ganz grouse Merci soen.

Ech géif mer fir dat nächst Joer wënschen, dass mer esou, wéi mer et elo fäerdegbruecht hunn, a Kollegialitéit kënne weider zesummeschaffen. An et ass wichteg, dass ee sech och no engem Debat nach ka riicht an d'Ae kucken an dass een och nach kann zesummen e Patt huele goen.

Plusieurs voix | A!

M. Gilles Baum (DP) | Doropshin géif ech jiddwerengem vun Iech ... Jo, ech weess, dass ech bal ëmmer dee leschte sinn, deen heemgeet.

(Hilarité)

Ech géif jiddwerengem besënnlech Deeg wënschen, e gudden Rutsch an haaptsächlech eis allegueren eng gutt Gesondheet!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech mengen, d'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, ech weess, déi eng wëllen heem an déi aner hunn awer elo d'Wuert gefrot, fir eppes ze soen. An och am Numm

vun deene Grénge wënschen ech natierlech jiddwer-engem heibanne ganz schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch an dat nächst Joer an dass Der mat gudder Energie a Gesondheet zrëckkommt.

An ech wollt natierlech awer och, Här President, Iech scho felicitéiere fir Ären Ufank. Dir hutt dës Woch scho vill missen duerhalen. Ech sinn op alle Fall der Meenung, dass Der dat extreem gutt gemeeschtert hutt. An och wann et vläicht hefteg war gëschter, mir hunn dat awer, mengen ech, op engem ganz intensiven, mee fairen Niveau gemaach. A wa mer dat esou equilibriert kënnen iwwert déi nächst fënnef Joer weidermaachen, da kënnen mer hei e gudden Job maachen. An duerfir elo scho merci. An ech freeë mech, Iech dann all am nächste Joer ermëzgesinn – oder muer an der Kommissioun.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Keup nach.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, da muss ech jo och. Den ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dir dierft och.

M. Fred Keup (ADR) | Am Fong wollt ech elo schnell heemfuere, mee den Här Baum huet mech effektiv op eng grandios Iddi bruecht. Elo gi mer emol ee Gudden huelen. Mee ech wënschen Iech alleguerten och vun eis aus schéi Chrëschtdeeg, e gudde Rutsch an d'neit Joer an ech freeë mech, fir Iech alleguerte gesond a monter am nächste Joer hei ermëzgesinn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement an dann den Här Wagner, dann hu mer den Tour gemaach.

M. Sven Clement (Piraten) | Ob Der dann elo heemfuert oder ob Der op de Patt gitt, ech wënschen Iech alleguerten och vun de Piraten e ganz gudde Rutsch a ganz schéi Feierdeeg.

Ech mengen, de Gilles Baum huet mat engem Merci ugefaangen un d'Verwaltung. Et gëtt nach eng Kéier ronn 120, 130 aner Leit, déi ronderëm eis schwirren an déi derfir suergen, datt mer gutt preparéiert an eis Debaten eraginn, déi derfir suergen, datt d'Texter iwwerlies ginn, déi derfir suergen, datt dat Ganzt preparéiert gëtt, an dat sinn natierlech d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter an de Fraktiounen an an de Sensibilitäten. Och deenen e grouse Merci.

Fir Verschiddener ass et eng nei Tâche, fir anerer war et leider no de Walen, genausou wéi fir d'Kolleginnen an d'Kollegen, déi net ermëgiewelt goufen, e Schluss. Ech wënschen all deene vill Erfolleg op hirem weidere Wee. An ech hoffe wierklech, datt mer och mat deene weiderhi kënnen gutt zesummeschaffen, well och dat gehéiert zu der parlamentarescher Aarbecht derzou.

Dat gesot, schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ganz séier. Ech wënschen Iech natierlech och schéi Feierdeeg, Iech, Här President, Iech all hei am Sall, dem ganze Personal hei an och de Leit, déi et bis elo ausgehalen hunn, déi eis nokucken, an och deenen, déi net nokucken, deenen, déi d'Méiglechkeet haten, ...

(Hilarité)

... deenen, déi d'Méiglechkeet haten, eis am Oktober ze wielen, awer och deenen, déi hei liewen an déi

d'Méiglechkeet net haten, eis am Oktober ze wielen. Hoffe mer, datt dat sech eng Kéier ännert. Deenen och alles Guddes!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Wagner. An den Här Roth am Numm vun der Regierung.

(Hilarité)

Une voix | Dir musst!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Och am Numm vun der Regierung an a mengem perséinlechen Numm merci fir Är léif Wësch. Ech wëll virun allem dat ophuelen, wat d'Virriedner gesot hunn, dass ee sech no engem ustrengende Waljoer, nom Juni an nom Oktober, an no allen Divergenzen, déi waren, op Aenhéicht a virun allem mat Respekt begéint, egal op wat fir enger Plaz ee sëtzt, op dëser Säit, op där Säit, op dëser Säit oder douewen. Dat ass dat Wichtigst fir eis an engem klengen Land, well mir sollen zesummeschaffen, Regierung, Chamber an aner Institutiounen, am Interessi vum Land. A fir dass dat geet, wënschen ech Iech alleguerten an Äre Familljen dat Beschta frou a besénnlech Chrëschtdeeg a virun allem e gudde Rutsch an dat neit Joer. Merci.

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Villmools merci Iech alleguer. A mat deene gudde Virsätz si mer dann elo um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir de 16., 17. an 18. Januar 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.55 heures.)

9^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 34	
M. Claude Wiseler, Président		
2. Communications	p. 34	
M. Claude Wiseler, Président		
3. Ordre du jour	p. 35	
M. Claude Wiseler, Président		
4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés	p. 35	
M. Claude Wiseler, Président		
5. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire	p. 35	
M. Claude Wiseler, Président		
6. Changements de composition de commissions parlementaires	p. 35	
M. Claude Wiseler, Président		
7. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 35	
M. Claude Wiseler, Président		
8. Heure de questions au Gouvernement	p. 35	
Question n° 9 du 16 janvier 2024 de M. Jeff Boonen relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture	p. 35	
M. Jeff Boonen Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture		
Question n° 10 du 15 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative à qualification de la mendicité simple comme infraction de par son ancrage dans le code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice		p. 36
Mme Paulette Lenert Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice (interventions de M. Georges Engel, Mme Sam Tanson et Mme Octavie Modert)		
Question n° 11 du 15 janvier 2024 de M. André Bauler relative au projet « Schlaskéier » à Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale		p. 37
M. André Bauler Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale		
Question n° 12 du 16 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à la situation des droits de l'homme et à la confiscation éventuelle de biens de l'État russe en Ukraine, adressée à M. Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur		p. 37
M. Fernand Kartheiser M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur		
Question n° 13 du 16 janvier 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la Journée internationale du sport féminin (JISF), adressée à M. le Ministre des Sports		p. 38
Mme Nathalie Morgenthaler M. Georges Mischo, Ministre des Sports		
Question n° 14 du 15 janvier 2024 de M. François Bausch relative à la législation sur le contrôle des concentrations entre entreprises dans le contexte de la fusion annoncée de deux grandes sociétés du		

secteur de distribution de boissons au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 38

M. François Bausch | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Question n° 15 du 15 janvier 2024 de M. Gérard Schockmel relative au service d' Prescription dans le secteur de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 39

M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 16 du 16 janvier 2024 de M. Marc Goergen relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Question n° 17 du 15 janvier 2024 de M. Marc Baum relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Question n° 18 du 15 janvier 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Question urgente n° 176 du 15 janvier 2024 de M. Sven Clement et de M. Marc Goergen relative aux directives dans le cadre du contrôle de l'interdiction de la mendicité dans la capitale p. 40

M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Marc Goergen et M. Sven Clement) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Sam Tanson)

Question n° 19 du 16 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative au projet d'ouverture d'une maison médicale dans la région Est, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 42

Mme Paulette Lenert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

9. 8266 – Projet de loi portant modification :

1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ;

2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État p. 42

Rapport de la Commission du Travail : M. Marc Spautz

Discussion générale : M. André Bauler | M. Claude Haagen | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8266 et dispense du second vote constitutionnel

10. 8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement

de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1^{er} juillet 2022

8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020 p. 44

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8161 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8162 et dispense du second vote constitutionnel

11. Heure d'actualité du groupe politique déi Lénk au sujet du conflit au Proche-Orient p. 46

Exposé : M. David Wagner (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1)

Débat : M. Christophe Hansen | M. Gusty Graas (dépôt de la motion 2) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler, Président | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Franz Fayot | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser | M. Christophe Hansen | M. David Wagner

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten | M. David Wagner | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 2 (adoptée) (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et M. Gilles Baum)

Résolution 1 : M. Gusty Graas | M. David Wagner (interventions de M. François Bausch et M. Meris Sehic) | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

Da maachen ech e puer Kommunikatiounen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zrëckgezu gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 16 janvier 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8347 – Projet de loi portant approbation du quatrième Protocole portant amendement à la Convention du 27 octobre 1956 entre la République fédérale d'Allemagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, fait à Schengen, le 18 septembre 2023

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 11/01/2024

8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 11/01/2024

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

6092 – Proposition de loi visant

– à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

– à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État,

de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt : M. Roger Negri, Député, le 09/12/2009

Retrait du rôle des affaires : 18/12/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2992 – Demande de pétition publique : Pour une revue, voire l'abolition du plafond de l'indemnité de congé parental

Dépôt : Mme Chiara Biondi, le 19/12/2023

2993 – Demande de pétition publique : Pour une meilleure protection des professionnels contre les non-paiements et les retards de paiement

Dépôt : M. Nicolas Ribeiro, le 25/12/2023

2994 – Demande de pétition publique : Pétition pour lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles

Dépôt : Mme Sara Cardoso Jorge, le 01/01/2024

2995 – Demande de pétition publique : Silvester feieren, ewéi sech dat gehéiert, Feierwierk iwwerall!

Dépôt : Mme Belma Joldic, le 01/01/2024

2996 – Demande de pétition publique : [FR] Augmenter la limite des chèques-repas utilisés par jour. (minimum 10/ jour) / [DE] Erhöhung der täglich genutzten Essensgutscheine (mindestens 10/Tag)

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 02/01/2024

2997 – Demande de pétition publique : Transports publics de nouveau payants

Dépôt : M. Mike Schmit, le 03/01/2024

2998 – Demande de pétition publique : Obligatioun, fir Lëtzebuergesch ze beherrschen an oder ze léieren

Dépôt : M. Angelo Gusty Winandy, le 07/01/2024

2999 – Demande de pétition ordinaire : Garantéiere vun enger Policegarde zu Péteng 24/7

Dépôt : M. Bob Walisch, le 26/12/2023

3000 – Demande de pétition publique : Prime (chef de famille) pour toute la population ayant des enfants à charge au Luxembourg

Dépôt : Mme Dara Miranda, le 08/01/2024

3001 – Demande de pétition publique : Annulatioun vun der Konventioun tëschent Staat an der CLT-UFA an Ofschafe vun alle staatleche Subventiounen un RTL

Dépôt : M. Carlo Kirsch, le 08/01/2024

3002 – Demande de pétition publique : L'adoption plénière : Un droit pour les célibataires

Dépôt : M. João António Da Conceição Nunes, le 10/01/2024

3003 – Demande de pétition publique : Für die Abschaffung des Geschichtsunterrichts

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 11/01/2024

3004 – Demande de pétition ordinaire : Assurancë vun de Gefrierer sollten dem Alter ugepasst ginn an net ëmmer op den Neipräs

Dépôt : M. Carlo Luck, le 12/01/2024

3005 – Demande de pétition publique : Besteuerung vu Ministeren an Députés-Maires

Dépôt : M. Théophile Schickes, le 12/01/2024

3006 – Demande de pétition publique : Congé maternité en cas d'un accouchement prématuré plus de 6 semaines. / Qu'on a droit d'un repos supplémentaire si l'enfant est né plus de 6 semaines avant la date prévue et que son hospitalisation est obligatoire. / Dans ce cas, le congé maternité commence seulement le jour de la date prévue de

l'accouchement. / Et la durée du congé maternité (prénatal et postnatal) reste indentique de 6 semaines.

Dépôt : Mme Sabrina Persico, le 13/01/2024

3007 – Demande de pétition publique : Revoir l'accueil et l'assistance aux urgences dans les hôpitaux au Grand Duché de Luxembourg. Même en cas de situation grave, il n'y a pas d'assistance aux urgences, pour la raison qu'il n'y a pas de médecins. Clinique Bohler, Hôpitaux Robert Schuman, CHL, etc.

Dépôt : M. Igor Djouhou, le 14/01/2024

3008 – Demande de pétition ordinaire : Délai des voies de recours suite au décompte d'impôts

Dépôt : Mme Sonia Badna, le 15/01/2024

3009 – Demande de pétition publique : Soutenez la pétition pour une semaine de travail de quatre jours !

Dépôt : Mme Vanessa Defive, le 15/01/2024

3010 – Demande de pétition publique : Remplacement des jours fériés catholiques par des jours de congé mobiles

Dépôt : M. Jean-Christophe Demoors, le 15/01/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés

De Bureau huet den 20. Dezember 2023 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chamberreglement virgeschloen, follgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen: der Madamm Semiray Ahmedova, dem Här Jean Asselborn, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, der Madamm Tess Burton, dem Här Frank Colabianchi, dem Här Jean-Marie Halsdorf, dem Här Aly Kaes, dem Här Henri Kox, dem Här Charles Margue, der Madamm Lydia Mutsch, dem Här Roy Reding an dem Här Jean-Paul Schaaf. Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

Plusieurs voix | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat och esou decidéiert. Den neien Éierendeputéierten eis härerlech Felicitatiounen!

5. Octroi d'un titre honorifique à deux anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Gabrielle Fischbach, Redakter, an dem Här Patrick Nacciareti, Expéditionnaire dirigeant, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss hunn, den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt. Felicitatiounen un Iech!

(Applaudissements)

An eng schéi Pensioun vun eis alleguer!

6. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission des Comptes ersetzt d'Madamm Claire Delcourt d'Madamm Taina Bofferdin an den Här Claude Haagen ersetzt den Här Yves Cruchten.

An der Commission des Sports ersetzt d'Madamm Joëlle Welfring d'Madamm Sam Tanson.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Marc Goergen den Här Ben Polidori fir de Volet Déiereschutz.

An an der Commission de la Justice ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Goergen, ausser fir de Volet Penal.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

Plusieurs voix | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

7. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) ersetzt den Här Maurice Bauer den Här Charel Weiler als effektive Member an den Här Charel Weiler gëtt Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

Plusieurs voix | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 9 vum Här Jeff Boonen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wälbau iwwert de Landwirtschaftsdësch. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 9 du 16 janvier 2024 de M. Jeff Boonen relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

M. Jeff Boonen (CSV) | Här President, léif Kollegeginnen a Kollegeen. An Däitschland demonstréieren d'Bauern. Zanter enger gudder Woch si si mat hiren Trakteren ënnerwee a blockéieren d'Stroossen iwwer Land an an de Stied. Eis Lëtzebuerger Bauernorganisatiounen weisen Verständnis fir hir däitsch Kollegeen, soen awer och, dass d'Situatioun hei am Land nach méi entspaant ass.

Am Koalitionsaccord ass e Landwirtschaftsdësch virgesinn, deen a reegelméissegem Ofstänn stattfinne soll. Ech mengen, dass dës Versammlung mam Secteur wichteg sinn, fir engersäits de Bols ze fillen an andersäits gemeinsam Léisunge fir déi ënnerschiddlech Erausforderungen ze sichen. Et ass besser, mat de Leit a mam Secteur ze schwätze wéi iwwert d'Leit.

Dofir wollt ech op dëser Plaz d'Madamm Landwirtschaftsminister froen, wéi et mat der Organisatioun vu sou Treffere steet. Ass schonn e Landwirtschaftsdësch virgesinn? A wat kéinten zu dësem Zäitpunkt Theeme sinn, déi ugeschwat ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. D'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau huet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci fir déi Fro. Effektiv hu mer am Koalitionsaccord drastoen, an dat hu mer eis och fest virgeholl, datt mer den Dialog mat de Leit vum Terrain gäre wëlle verstärken an datt mer u sech och de Landwirtschaftsdësch reegelméisseg aberuffen, sou wéi den Här Deputéierten Boonen dat gesot huet. Mir hunn och schonn en éischten Datum fest, an dat ass de 4. Mäerz, wou mer also den éischte Landwirtschaftsdësch wäerte maachen.

Mir hunn och schonn d'Sujete souzese fest: Een Haaptujet wäert d'Bauen an der Gréngzon sinn, wou aktuell nach ëmmer immens vill Diskussiounen sinn. Een zweete Sujet wäerten d'Emissiounen sinn, do geet et virun allem ëm den Ammoniak. An een drëttes Sujet wäert d'Aktualitéit sinn, well et sinn ëmmer erëm aktuell Sujeten, aktuell Probleemer, déi och mussen a sollen diskutéiert gi mat den Acteuren vum Terrain. Also déi dräi Sujeten de 4. Mäerz.

A vu datt mer hei och e gudden Deel Ëmwelt dran hunn, wäerte mer den éischte Landwirtschaftsdësch dann net nëmmen zesumme mat de Bauere maachen, mee och zesumme mam Ëmweltminister, deen do wäert deelhuele. Mir wäerten dee Landwirtschaftsdësch awer och institutionaliséieren. Dat dierf kee One-shot sinn an en dierf och net nëmmen dann zesummekommen, wa grad e Problem ass. Nee, mir hu festgeholl, datt mer de Landwirtschaftsdësch reegelméisseg all sechs Méint wäerte maachen, organiséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 10 vum der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Justizministesche iwwert de Verbuet vum der einfacher Heescherei weinst senger Verankerung am Code pénal. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 10 du 15 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative à qualification de la mendicité simple comme infraction de par son ancrage dans le code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President, a merci fir d'Wuert och. Mir wëssen, dass am Moment eng grouss Debatt lassgetrëppelt ginn ass ronderëm déi „einfach Heescherei“, wéi een dat nennt. Dat ass dat, wat Stein des Anstoßes ass, well sech do d'Geeschter scheeden, wéi ee sou schéi seet, ob dat rechtens ass oder net hei am Land. Dat entspréngt dem Reglement vun der Gemeng Lëtzebuerg an dat, wat an der Debatt ass, ass d'Positioun vun der Regierung dozou, déi geäussert ginn ass duerch den Innenminister, de Léon Gloden.

An d'Fro, déi opkënnst a wou lo keng kloer Äntwert am Raum ass, ass déi: Hu mer eng Base légale am Code pénal oder net – wat, Madamm Minister, Ären Zoustännegkeetsberäich ass –, fir déi einfach Heescherei hei zu Lëtzebuerg ze verbidden? Dat ass 2008 op eng sécherlech onglécklech Aart a Weis verschwonnen aus dem Code pénal. Dat sinn déi eng Stëmme, déi dat soen. Mir hunn awer den Innenminister, dee ganz kloer a beharrlech behaupt, dass dat am Code pénal verankert bliwwen ass. E berëfft sech dobäi op eng Foussnout.

Haut, an dat ass déi Fro, déi ech Iech stellen, ech mengen, dat ass dat, wat Land a Leit interesséiert: Wéi ass d'Positioun vun der haiteger, neier Justizministesche zu dësem Punkt?

Mir wëssen, dass, historesch gesinn, eng Rei Leit sech prononcéiert hunn. Dat sinn net nëmme Regierungsmembere gewiescht. Dat war 2009 schonn den deemolege Staatsanwalt, dee ganz kloer Instruktiounen un d'Police ginn huet, dass dat net méi am Code pénal verankert wär. Et waren duerno successiv de François Biltgen an de Jean-Marie Halsdorf, deemools als Innenminister, déi déi selwescht Positioun schréiftlech bezunn hunn. Mir hunn d'Madamm Tanson, déi sech geäussert huet, a mir hunn entretemps och Gerichtsuerdeeler, déi eng ganz kloer Sprooch schwätzen, op déi och an där Foussnout verweise gëtt.

Mir wëssen, dass an engem Rechtsstaat d'Trennung vun de Gewalten eppes extreem Wäertvolles ass. Eng fräi Justiz, dat ass d'Réckgrat vum engem Rechtsstaat an dat dierf kee Pabeiertiger sinn. Mengem Verständnis no gehéiert dozou och, dass dat, wat e Gericht schwätzt, respektéiert gëtt vun der Exekutiv. Wéi stitt Dir zu der Trennung vun de Gewalten? Wat ass Är Interpretatioun vum Code pénal? Dat ass déi Fro, déi haut un Iech adresséiert ass.

Ech soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. D'Madamm Justizministesche huet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President an och merci der Madamm Lenert fir dës Fro. Ech mengen, datt et e bëssen e faux Débat ass, well mer net mussen dervun ausgoen, datt eppes muss am Code pénal stoen, fir datt mer dat kënnen an engem Gemengereglement aschränken.

Ech mengen, datt mer kënnen ... Fräiheete gi per Gesetz ageschränkt, mee et gëtt eng large Interpretatioun, notament vum Conseil de l'Europe. Wat heescht dat, e Gesetz, wat kann eng Fräiheet aschränken? Wann Der mech awer elo froet: „Steet et nach am Code pénal?“, da muss ech Iech soen: reng legistesche, techesch, wann een den Text kuckt ... Effektiv, mir schwätzen, wéi gesot, vun deem faméisen Artikel Artikel 563 Punkt 6 vum Code pénal, deen eeben d'Mendicité simple als Contravention vun der véierter Klass virgesäit, a wéi Der richteg sot, säit 2008 hu mer am Fong déi Diskussioun, ob dee Punkt net u sech ofgeschaf ginn ass duerch d'Immigrationsgesetz.

Dat Immigrationsgesetz, do ass et guer net ëm d'Heesche gaangen. Do ass et ëm d'Libre circulation des personnes gaangen an ëm d'Immigratioun. An do war virgesinn, datt den zweeten Alinea vum dem Punkt 6 vum Artikel 563, dee virgesinn huet, datt auslännesch Heescherten iwwert d'Grenz gefouert ginn, ofgeschafft gëtt, well dat effektiv net méi zäitgeméis war säit Schengen.

Do war kloer och am Artikel, also am Commentaire des articles, virgesinn, datt et guer net drëm geet, de Punkt 6 en tant que tel ofzeschaffen. An dunn ass natierlech dee Mëssel komm, datt d'Zuelen do

duerchernee geheet gi sinn an datt rieds war vum Alinea 2 vum Punkt 6. Et gëtt awer keen Alinea 2 an deem Artikel 563, soudatt et fir mech kloer ass, datt een eppes, wat et net gëtt, net kann ofschafen. A reng legistesche gesinn ass en an deem Sënn net ofgeschafft. Et ass awer richteg, wéi Der sot, datt d'Justizautoritéiten en net applizéieren. Dat ass eng Realitéit.

An deem Sënn ass eng gewëssen Onkloerheet am Moment, mee genau wéi déi Justizministesche viru mir gesinn ech elo kee Besoin, fir do ze legiferéieren, fir dee Punkt ze klarifiéieren. Ech hunn ...

(Interruptions)

Ech kann dat gären eng Kéier an engem Gesetz maachen, genau wéi d'Madamm Tanson dat geäntwert hat op eng Fro vum Mäerz, an engem Kontext vun enger méi genereller Reform vum Code pénal, mee et ass elo net virgesi vum dëser Regierung, do ze legiferéieren op deem Punkt. Et ass och net d'Iddi, fir national d'Heescherei ze verbidden. Ech mengen, dat verhënnert awer net, wéi den Här Gloden et gesot huet, datt d'Gemenge kënnen temporär an zäitlech begrenzt d'Heeschen aschränken, wa se da mengen, se hätten e Besoin dofir.

An dobäi wëll ech och soen, datt dës Regierung sech deem Problem iwwerhaupt mol unhëlt. Dës Regierung erkennt, datt mer e Problem op verschiddene Plazen hunn a si wëllt Léisunge bidden iwwert déi nächst fënnf Joer, fir datt vläicht d'Gemengen an Zukunft dat do net méi musse virgesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Georges Engel (LSAP) | Dir loosst den Doute bestoen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Justizministesche.

(Brouhaha)

Nee, mir sinn net hei am Fall vun engem Fait personnel elo. Mir sinn hei am Fall vun ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Nee. Lauschtert mol, mir sinn hei an enger Question Time.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mee ...

M. Claude Wiseler, Président | An enger Question Time gi Froe gestallt un d'Regierung an Äntwerten ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mäin Numm ass gefall, Här President, an ech wëll gär eppes rectificéieren, wat gesot ginn ass.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Nee. Et huet och näischt mat Ärem ... an et ass och net ...

(Interruptions et brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | D'Reglement ass explizit an der Heur de questions ...

M. Claude Wiseler, Président | Et deet mer leed, Madamm Lenert. Et ass net virgesinn an enger Question Time, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat do ass awer net an der Rei, dat ass net dat, wat am Reglement steet!

M. Claude Wiseler, Président | ... fir Zousatzfroen ze stellen. Dat kënnst Der bei der Question ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass keng Fro!

M. Claude Wiseler, Président | Dat kënnst Der bei der Question élargie maachen. Dat kënnst Der net an der Question Time maachen. Wann Der jugéiert, datt d'Fro net beäntwert ginn ass, dann hutt Der nach

aner Moyen-parlementairen, fir nozefroen a fir Är Prezisiounen ze kréien. Hei stellt Dir Froen, Dir kritt d'Äntwerten. D'Äntwerte gefalen Iech oder gefalen Iech net, mee dat ass d'Reegel, no där mir hei fueren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här President, ech hu keng Fro gestallt, mäin Numm ass gefall an et ass eppes gesot ginn, wat ech wëll rectificiéieren.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, et geet net duer, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo dach!

M. Claude Wiseler, Président | ... datt Ären Numm gefall ass, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A sou?

M. Claude Wiseler, Président | ... datt Der ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et steet am Reglement, wann een eppes wëllt rectificiéieren, da kéint een de Fait personnel ufroen. An ech wëll dat elo gär maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, et steet am Reglement, datt, wann eppes gesot ginn ass, wat falsch ass oder wat Iech concernéiert, Der et kënnt rektifizéieren. Hei si mer elo an enger normaler Prozedur vun ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mäin Numm ass gefall an et ass eppes gesot ginn, wat net stëmmt. Dat heescht, ech muss awer d'Recht kënnen hunn, dat ze rectificiéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

(Interruptions)

Kommt, elo fuere mer weider!

Mir kommen elo zur Fro Nummer 11 vum Här André Bauler ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat hei ass wierklech net an der Rei, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | ... un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Projet ...

Mme Octavie Modert (CSV) | An der Heure de questions ass et kloer dat, wat am Reglement steet, a soss näisch!

M. Claude Wiseler, Président | ... „Schlasskéier“ zu Wolz. An den Här Bauler huet elo d'Wuert.

– **Question n° 11 du 15 janvier 2024 de M. André Bauler relative au projet « Schlasskéier » à Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Nieft dem Spidol zu Wolz soll an Zukunft e medezinneschen Zenter entstoen, deen den Numm „Schlasskéier“ dréit. De Maître d'ouvrage ass d'Gemeng Wolz. De Moment schéngt et awer nach net ganz kloer ze sinn, wat dese Projet kaschte wäert.

Do wollt ech der Madamm Gesondheitsministesch folgend Froe stellen:

Wat kann d'Madamm Ministesch eis iwwert déi rezent Entwécklung an deem Dossier soen?

Gëtt et do och méi Kloerheeten, wat de Käschtpunkt ugeet? A wéi engem Mooss wäert de Gesondheitsministère zum Finanzement vun deem Projet bäidroen?

A wéi stellt d'Madamm Ministesch sech d'Zukunft vum Klinikstanduert Wolz vir, wuelwëssend, dass d'Bevëlkerung an der Stad Wolz, am Kanton Wolz an doriwwer eraus an den nächste Joren zolidd wäert wuessen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. D'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci dem Här Bauler fir dës Fro. De Projet „Schlassgaart“ (veuillez lire: „Schlasskéier“) huet seng Originen am Joer 2022. Do ass en offiziell ugeduecht ginn. Partner sinn d'Gemeng vu Wolz an de Centre Hospitalier du Nord. D'Commission permanente pour le secteur hospitalier huet elo den definitive Go ginn, fir déi nächst Phas vun der Planifikatioun no deenen éischte Pläng, an dat hu se gemaach de 27. Oktober an hirer Sitzung. Den 8. Dezember hunn ech d'Informatioun doriwwer viruginn un de CHdN.

Wat ass elo do geplangt? Ma d'Gemeng ass fir den Terrain zoustänneg, fir d'Gréisst vum Gebai, fir d'Architektur, an de Centre Hospitalier du Nord mécht d'Strategie vun der Spezialisatioun an der Diversifikatioun par rapport zu sengen zwee Sitten. Et muss een dozou soen, datt dee Site „Schlasskéier“ manner wéi 250 Meeter vum Site vu Wolz ewech ass, also ass dat elo keng Antenn „Nei Generatioun“, dat heescht dat ass Partie intégrante vum Site vu Wolz.

D'Strategie 2024–2029 vum Ettelbrécker Spidol gesäit vir, datt den Haaptsite zu Wolz an Zukunft méi Rééducation gériatrique a Gériatrie aigue mécht, e behält vläicht eng kleng Radio, fir Leit, déi falen, direkt an d'Radiologie kënnen ze huelen, an de Site „Schlasskéier“ kritt eng Intervention chirurgicale ambulatoire, dat heescht, déi kritt OPen, wou d'Leit kënnen moies ragoen an owes eraus. An e kritt ee grouss Centre de radiologie. An deem Centre de radiologie gëtt en IRM installéiert, et gëtt en Osteo-Densitometer installéiert an déi gängeg Radiologieapparaten.

Et kënnt keng Mammografie op Wolz, déi bleift zu Ettelbréck, a fir de Rescht ass d'Fläch 3.700 Meeterkaree. Et kënnt Parking derbäi. Alles ass op engem Stack an et gëtt eng llicht Augmentatioun vun de Ressources humaines benéidegt. Fir d'Käschte vum Site sinn 38,3 Milliounen Euro ugesat, wouvunner 80 % iwwert de Fonds hospitalier bezuelt ginn, an déi 20 %, déi bleiwen, iwwert d'CNS.

Wann doriwwer raus nach Froe sinn, da kënnt der eng nächst Kéier drop zrëckkommen. Dat ass alles, wat ech Iech de Moment wollt mat op de Wee ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 12 vum dem Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Menschenrechtssituatioun an der Ukrain an déi eventuell Konfiskatioun vu Wäertsachen, déi dem russesche Staat gehéieren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 12 du 16 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à la situation des droits de l'homme et à la confiscation éventuelle de biens de l'État russe en Ukraine, adressée à M. Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech sinn och frou, datt den Här Minister haut hei ass, fir mol iwwert d'Ukrain ze schwätzen. Mir schwätze jo herno nach, op d'Initiativ vun deene lénke Kolleegen, iwwert de Moyen-Orient, mee mir hunn eebe leider déi zwee grouss Konflikter, mat deene mer elo konfrontéiert sinn.

Den Här Minister weess, datt d'Lëtzebuurger Regierung sech als en noen Alliiéierte vun der Regierung zu

Kiew consideréiert, an do ass natierlech d'Menschenrechtsproblematik och eng, déi mer musse kucken. Mir haten elo nach rezent de Fall vum Här Gonzalo Lira, dat ass en amerikanesche Journalist, dee gestuerwen ass. E wollt an Ungarn goen. En huet e Video gemaach, fir politeschen Asyl an Ungarn ze froen. En huet an der Ukrain gelieft, ass awer verhaft ginn a kuerz drop, wéi et heescht, un enger Longenentzündung an engem ukrainesche Prisong gestuerwen.

Et gëtt och vill aner Suergen, déi ee kann hunn. Selbstverständlech kënnen mer hei nëmmen iwwert déi Situatioun diskutéieren an deenen Territoiren, déi och effektiv vun der Ukrain kontrolléiert ginn. Fir de Rescht kënnen se jo net verantwortlech sinn. Mee et sinn awer eng ganz Rei Suergen, wat d'Menschenrechtssituatioun och an deem Deel vun der Ukrain ugeet, wou Kiew nach eng effektiv Kontroll huet.

An d'Fro un d'Regierung ass: Gëtt dat och thematiséiert vun der Lëtzebuurger Regierung? Ech mengen, dem Här Selenskyj seng Regierung ass jo eng, déi dem Här Bettel och ganz no steet. Ass dat en Thema, wat do diskutéiert gëtt, d'Menschenrechtssituatioun och an deem Deel vun der Ukrain?

Deen anere Sujet betrëfft eigentlech déi Problemer – ursächlech kënnt dat och dohier –, datt et ëmmer méi schwéier ass, och an Amerika, fir eng finanziell Ënnerstützung fir d'Ukrain ze sécheren. Dir kennt déi Problemer mam amerikanesche Kongress. Dofir ass och méi Drock vun der Administratioun vum Här Biden, fir eng Finanzéierung iwwert d'Saisie vun de russesche Gidder, déi a verschidde Länner sinn ..., fir déi der Ukrain zur Verfügung ze stellen. Dat ass u sech d'Iddi, an d'Belsch ass concernéiert, och Lëtzebuerg ass concernéiert, och Frankräich, an dat ass elo e Problem an deem Sënn – och vun alle politesche Consideratiounen ofgesinn –, well et un d'Staatenimmunitéit erugeet.

U sech ass dat do net zoulässeg, ausser et ass een am Krich mat engem Land – a mir sinn net am Krich mat Russland! – oder et huet een e Mandat vum UNO-Sécherheetsrot, fir dat ze maachen, wéi et, mengen ech, nach beim Irak de Fall war. Déi Konditiounen sinn net erfüllt.

Dofir stelle sech da Froen, wa mer et sollte maachen, wann d'Europäesch Unioun oder eng aner Instanz esou eng Decisioun géif huelen, awéiwäit dat legal ass, well déi üblech legal Basen, Krichserklärung oder UNO-Sécherheetsmandat, also déi Motiver, déi ee kann hunn, fir d'Staatenimmunitéit ze verletzen, net gi sinn.

Ass et net e Prezedenzfall, wou dann eventuell och westlech Gidder an anere Länner kënnen saisiéiert ginn? Ass et net e Problem fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, déi politiséiert ka ginn an den Ae vu Leit, déi baussent der EU vläicht eng Finanzplaz sichen, a Konkurrenz zu Singapur, zu Hongkong, déi scho gesot hunn, datt se dat net géife maachen? An do sinn also eng ganz Rei vu Suergen, déi ee kann hunn an deem Kongress, ob mer esou wäit solle goen.

Ech weess, datt a Frankräich an och a villen anere Länner Hesitatiounen sinn. An dowéinst wär et ganz gutt ze wëssen – well och Lëtzebuerg eng grouss Finanzplaz huet, wou awer eng grouss Zuel vu russeschen Avoiren am Abléck, wéi et heescht, „gefreet“ sinn, mee net „geseizt“ –, wéi d'Lëtzebuurger Regierung dann dozou steet, fir eventuell vum „freezen“ op „seizen“ ze goen, fir am englesche Jargon ze bleiwen. Et ass eng wichteg Fro, mengen ech, souwuel wat de Respekt virum internationale Recht wéi och virum der Finanzplaz Lëtzebuerg ugeet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Minister fir auswärteng Ugeleeënheeten an Aussehandel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech wëll net polemiséieren, mee ech wëll drun erënnere, dass den Aggresseur am Ukrain-Krich Russland ass an dass mer awer net sollen eng Inversion des rôles maachen. An dass all Dag Honnerte vu Leit hiert Doheem verléieren, blesséiert ginn, aner Leit stierwen! A mir sollen elo net mengen, et wier eng ëmgedréite Situatioun, d'Ukrainer wieren am Fong déi Béis.

De Fall awer, deen den Här Kartheiser zitéiert huet, ass e Fall, wou ech elo keng genau Informatiounen hunn. Wann ech mech net ieren, war et e proruschesche Blogger, an dee wier vum anere Prisonéier maltréiert ginn, wann dat déi richteg Informatiounen sinn, déi ech hunn. Wann dat de Fall ass, wann esou Fall sinn, da soll ee selbstverständlech och mat den ukraineschen Autoritéiten driwwer diskutéieren kënnen. Mais j'insiste: On n'inverse pas les rôles! Den Aggresseur ass Russland an net d'Ukrain!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Zu deem zweete Punkt: Bei dem Gel vum den Avoire gehéiere mir zu deene Länner, déi éischter virsiichteg wëlle virgoen. Mir sinn der Meenung, dass et net gutt wier – an et wier souguer eng dramatesch Situatioun –, wa mer se géifen allouéieren an et géif eng Décision de justice kommen, dass dat falsch wär an dass se missten zréckbezuelt ginn. Well wie bezilt se duerno zréck?

Dowéinst: Am Moment si mir der Meenung, dass se solle weider gefreezed sinn. An esou laang keng international Decisioun gefall ass vum engem Organ, dat och déi Kompetenzen huet, fir esou eppes kënnen ze allouéieren, solle mer do ganz virsiichteg sinn. Et ass Drock do, Drock vum enger Rëtsch vu Länner, déi der Meenung sinn, mir sollte se direkt allouéieren. Mir sinn der Meenung, soulaang mer keng international Decisioun hunn, solle mer se freeze. D'Intérêt vum deene gefreezte Sue ginn attribuéiert un d'Ukrain, mee awer de Produit, de Fruit selwer, de Montant vum deene „frozen assets“, soll an onsen Aen nach net allouéiert ginn. Well et wier eng dramatesch Situatioun, wa se duerno missten zréckbezuelt ginn, a wa méiglech dann och nach vum deem, dee se kritt huet, an d'Ukrain se och net kéint zréckbezuelen! Dat wier en décke Problem, dee mer géifen hunn.

Dowéinst, bei där éischter: Ech kucken do no, mee ech géif wierklech net d'Rollen inverséieren.

A bei där zweeter: „Prudence“, mengen ech, ass hei e Maître-mot, dee muss geholl ginn. Et sinn net eis! A soulaang keng Justizdecisioun gesot huet, dass et engem anere seng sinn, sinn et nach ëmmer deem seng, deem se gehéieren. Voilà!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 13 vum der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Sportsminister iwwert den internationale Fraesporttag. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 13 du 16 janvier 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la Journée internationale du sport féminin (JISF), adressée à M. le Ministre des Sports

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. De 24. Januar ass den internationalen Dag vun de Fraen am Sport. D'Iddi, esou en Dag an d'Liewen ze ruffen, ass viru genee zéng Joer a Frankräich entstanden, nodeem de Conseil supérieur de l'audiovisuel festgestallt huet, dass de Fraesport an de Medien ënnerrepräsentéiert ass. Hien huet sech doropshi mam franséischen olympesche Komitee zesummegeesat, fir deem entgéintzewirken.

Aner Ziler waren donieft awer och zum Beispill, méi Fraen an de Sport ze kréien an hir Unzuel an der Direktioun vum de Veräiner oder de Federatiounen eropzeschrauwen. Dëst Joer fënnst dësen Dag dann eng éischte Kéier och zu Lëtzebuerg statt an den Här Sportsminister weess et selwer am beschten, well et eng Initiativ vum der Stad Esch war, där weider zéng Gemenge sech fir eng éischt Editioun ugeschloss hunn.

An dësem Kontext wéilt ech dem Sportsminister gären zwou Froen stellen:

Nodeems d'Gemenge sech elo schonn eens gi sinn, dësen Dag an Zukunft all Joer ze organiséieren, an dëst mat der Mathëllef vum CNFL, dem nationale Fraerot also, an hoffentlech och erëm ënnert dem Patronage vum Sportsministère, awer och dem Gläichstellungs- an dem Diversitéitsministère, ass et eventuell ugeduecht, dësen Dag bei nächsten Editiounen och finanziell ze ënnerstëtzen?

An zweet Fro: Wéi gedenken déi zwee Ministère, d'Ziler vum Regierungsprogramm, wat d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter am Sport ugeet, ëmzesetzen? Wat kann ee konkreet ënner „mesures spécifiques pour la promotion de l'égalité des genres dans le sport“ verstoen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An den Här Sportsminister huet elo d'Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci, Madamm Deputéiert, fir Är Fro zum enorm wichtege Sujet vum der Gläichstellung tëschent Fraen a Männer am Sport.

Fir mech perséinlech missten am Joer 2024 déi dote Froen iwwerflësseg sinn. Se sinn et awer leider net, an dat aus véier Grënn: dass nach ëmmer manner Frae Sport maache wéi Männer; dass de Fraesport, wéi d'Madamm Morgenthaler et schonn erwänt huet, manner mediatiséiert gëtt wéi den Häresport; dass an CAen nach ëmmer mat 79 % méi Männer wéi Frae sinn; an dass nach ëmmer Stereotypen, dass Frae kee Rugby oder kee Boxe solle maachen, bestinn.

D'Stad Esch war effektiv Virreider op deem Gebitt hei zu Lëtzebuerg an huet d'Thematik 2019 schonn opgegraff an den Debat mat verschiddenen Aktiounen och lancéiert.

Wann ech gesinn, dass dës éischter lokal Aktioun zwëschenzäitlech eng national Envergure kritt huet, sinn ech houfreg op meng al Ekip vum Service des sports vun der Escher Gemeng, an ech sinn iwwerzeegt dervun, dass och déi dësjäreg Editioun en Erfolleg wäert ginn.

Ech sinn als Sportsminister awer och ganz frou, dass elo insgesamt eelef Gemenge sech der Thematik ugehol hunn an Initiativen ergraff hunn. 2022 ass d'Thematik och verstärkt am Sportsministère opgegraff ginn, an zesumme mam INAPS an dem deemolege Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer ass den 23. September 2023 op der Uni Lëtzebuerg e grouse Symposium „Women in sports“ organiséiert ginn.

Wéi Der et gesot hutt, Madamm Deputéiert, sinn ech immens frou driwwer, dass d'Thematik vun der Gläichstellung tëschent Mann a Fra am Sport och am Koalitiounsaccord zréckbehalde ginn ass.

Da konkreet Äntwerten op Är Froen: Wéinst all deem, wat ech elo gesot hunn, ass et fir mech opportun an och eng Evidenz, dass de Sportsministère, wann dat gewënscht ass, d'Organisatioun vum esou engem Event zukünfteg chaperonéiert an och finanziell, logistesche matënnerstëtzt.

Fir de Regierungsprogramm ëmzesetzen, wäerte mir a véier Beräicher Akzenter setzen.

Deen éischte Beräich besteet doranner, dass mer am Kader vum enger Reform fir d'Subside fir d'Sportveräiner – wat iwwregens mäin Zil ass, wat eng vu mengen éischte Prioritéiten ass – wäerte Krittären afléisse loosse, déi d'Veräiner motivéieren, hir Offer esou weider ze entwéckelen, dass mer der Egalitéit dättelech méi no kommen.

Den zweete Beräich ass dee vum der Formatioun. Mir wäerten d'Thematik verstärkt via den INAPS an de Formatiounen am Sport verankere, an dëst souwuel am Beräich vun der Trainerausbildung wéi och an där vun den Dirigeanté vum de Sportsveräiner an de Federatiounen.

Duerch Formatiounen a béide Beräicher kann engersäits sensibiliséiert ginn, gläichzäiteg kënnen de Kandidat konkreet Tools an d'Hand gi ginn, wéi dës d'Egalitéit op allen Niveauen an hire Strukture kënnen fërderen: den Dirigeant an der Gouvernance an an der Verwaltung vum Veräin, an den Trainer mat senger Coaching Skills, an och op sportwëssenschaftlech Performanceniveau, wou een déi physiologesch Ënnerscheeder als Dammentrainer op kee Fall dierf ignoréieren.

Weiderhi wäert den INAPS d'Federatiounen an hire Konzeptarbechten duerch d'Expertis ënnerstëtzen, fir dass op allen Niveauen déi néideg Qualitéitsentwécklung gefërdert gëtt. Akzenter sollen och net nëmmen an der Formation initiale gesat ginn, mee och an der Formation continue via Symposien, Workshops, Ateliers, Seminären a Konferenzen.

Déi drëtt Achs si gréisser Sensibilisatiounscampagnen, wou mir mat Hëllef vum Ambassadrice an Ambassadeure vun innerhalb an ausserhalb der Sportswelt de Message breetflächeg an eisem gesamter Populatioun verankere. Mir wëllen domadder net nëmmen de Secteur erreechen, mee och d'Elteren, d'Léierpersonal, d'Educateuren an d'Dirigeanté vum all de Strukturen, déi Afloss op eis Kanner a Jugendlecher hunn. Etüden hu gewisen, dass den Dropout aus dem Sport bei de Meedercher während der Pubertéit méi héich ass wéi bei de Jongen. Hei musse mer also allegueren zesummen Efforte maachen.

Déi véiert a lescht Achs ass eng fest a prioritär Verankerung vun der Thematik an eisem nationale Strategieplang fir d'Entwécklung vum Sport an der Beweegung hei zu Lëtzebuerg, déi mer eis während dëser Legislaturperiod wäerte ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sportsminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 14 vum Här François Bausch un den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus iwwert d'Gesetzgebung, déi d'Konzentratioun vu Betriber kontrolléiert am Kader vum der ugekënnegter Fusioun vum zwee Betriber vum Secteur vun der Gedrénsverdeelung. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 14 du 15 janvier 2024 de M. François Bausch relative à la législation sur le

contrôle des concentrations entre entreprises dans le contexte de la fusion annoncée de deux grandes sociétés du secteur de distribution de boissons au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass an engem gewëssene Sënn och e bëssen, datt ech déi Geleeënheet hei wëll notzen, fir op eppes opmierksam ze maachen, wou zu Lëtzebuerg eng Lacune an der Gesetzgebung ass, wou jo och eppes am Koalitiounsofkommes, wéi ech gelies hunn, vun der Regierung steet. Mee ech mengen, datt dat hei e gudden Ulass ass, fir eis eng Kéier doriwwer ze ënnerhalen an ze lauschteren, wat d'Regierung dozou mengt.

Ech mengen, Dir wësst, datt zwee gréisser Acteuren aus dem Gedrénksbusiness zu Lëtzebuerg fusionéieren, also sech zesummendinn, an déi Fro, déi sech natierlech stellt, ass, ob dat net herno derzou féiert, datt déi eng Position dominante um Marché kéinte kréien. Am Moment ass et sou, datt d'Autorité de concurrence keng Befugnisser huet, weeder fir Fusiounen ze verhënneren nach fir déi direkt ze jugéieren. An et muss een och soen: Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wou et keng Kontrollinstanz duerfir gëtt. A wann ee weess, wéi staark den Trend vun de Konzentratiounen haut an eiser Gesellschaft an an eiser Économie ass, dann ass dat awer sécherlech noutwendeg.

De vieregte Minister, den Här Fayot, huet zwar am August 2023 nach e Gesetz deposéiert. Et ass och nach keen Avis vum Staatsrot do. Do geet et ënner anerem em Concentratione vun Entreprisefusiounen an -acquisitionsen oder och d'Kreatioun vu „certaines entreprises communes dans le droit national“, wou déi solle reevaluëiert ginn. An duerfir meng Fro – well dat dann natierlech och am Regierungssaccord sän Nidderschlag fonnt huet, datt d'Regierung dat wëllt iwwerschaffen – un de Minister, wat en zu deem heite Sujet spezifesch wëll soen, mee virun allem awer och zu der Gesetzgebung, an a wéi eng Richtung datt d'Regierung do wëll goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. Loosst mech och dem Här Bausch villmools Merci soe fir dës Fro, well se wierklech eng Kéier d'Geleeënheet gëtt, iwwert dee Punkt am Koalitiounssaccord ze schwätzen. Dir hutt et gesot: Et ass e Gesetz deposéiert ginn, e Projet de loi, den 23. August, also viru 6 Méint. Dir kënnt Iech virstellen, dass do nach keen Avis vum Staatsrot do ass, soudass et, souguer wann dat do net géif am Koalitiounssaccord stoen, dass mer dat Gesetz do nach eng Kéier géifen iwwerschaffen, och an deem konkrete Fall hei näischt ännere géif.

Jo, Dir hutt mech gefrot, wéi meng Meenung zu där Fusioun ass. Et ass net mäi Rôle, eng Meenung zu där Fusioun ze hunn. Op där enger Säit kennen ech net den Detail dovun, ech hu just en Zeitungsartikel gesinn, wou dat opbruecht ginn ass. Op där anerer Säit hunn ech also keng Elementer, fir mer kënnen doriwwer e Jugement ze maachen.

Dat, wat an deem Gesetz iwwert de Contrôle steet, dee Contrôle de concentration, dat ass jo am Fong dee Volet ... A jo, dat ass richtig. Dat eenzegt Land, wat an der OECD nach kee sou ee Gesetz iwwert de Contrôle huet, ass Lëtzebuerg. Dofir ass et och wichtig, dass dat Gesetz deposéiert ginn ass an dass mer

dann och domat eng Base légale ginn. Well dat Gesetz gesäit eebe vir, de Contrôle virun der Konzentratioun ze maachen.

Wéi Dir jo wësst, ass elo déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eng onofhängeg Autoritéit ass, d'Konkurrenzautoritéit, déi dat doten onofhängeg eréischt no enger Konzentratioun vu Betriber ka kucken, wat awer natierlech verschidde Problemer mat sech bréngt. Ech mengen, et huet een och schonn an aneren europäesche Länner gesinn, dass, wann e Contrôle duerno gemaach gëtt an et géifen Irregularitéiten duerno opfalen, dat ganz grouss Problemer mat sech bréngt, well dat setzt nämlech da viraus, dass déi ganz Transaktioun, déi virdu gelaf ass, annulléiert gëtt, wat ganz grouss Käschte mat sech bréngt, sou wéi dat och schonn an anere Länner an Europa war. Dofir steet déi Regierung hei ganz kloer zu deem Contrôle, dee soll virdu gemaach ginn.

Mir wäerten awer nach mat deene verschiddenen Acteuren eng Kéier en Tour dréien, notament vum Point de vue vun der Simplification administrative, well dat och ee Punkt ass, dee bei deemno wéi enge Betriber ganz schwierig ass. Dofir wäerte mer nach eng Kéier do en Tour dréien an dann déi néideg Amendementen maachen. Mee déi Regierung hei steet ganz kloer zu deem Gesetz, fir de Contrôle virdu kënnen ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 15 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den ePrescriptions-Service am Santésecteur. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 15 du 15 janvier 2024 de M. Gérard Schockmel relative au service d'ePrescription dans le secteur de la santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, zënter dem 1. Juli 2022 kënnen d'Dokteren Ordonnancen elektronesch ausstellen a se ginn dann och digital un d'Apdikte weidergeleet. An zu dësem Sujet hätt ech e puer Froen un d'Madamm Gesondheitsminister.

Déi éischt Fro ass: Madamm Minister, kënnt Dir eis eng Kéier de genaue Verlaf erkläre vun esou enger elektronescher Preskription? Wellech Ekipementen sinn dozou noutwendeg?

Dann: Wéi vill Dokteren hunn esou Preskriptione bis elo ausgefëllt? Wéi vill elektronesch Preskriptione goufen insgesamt säit dem 1. Juli 2022 ausgefëllt?

An dann: An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu Mee 2022 ass gesot ginn, datt déi elektronesch Preskriptione vu Medikamenter eng éischt Phas wier an datt an enger zweeter Phas och virgesi wier, datt elektronesch Preskriptione gemaach géife gi fir Radiologieënnersichungen oder fir medezinnesch Dénsgschtleeschungen, zum Beispill Kinesithérapie. Hei ass einfach d'Fro: Wou sti mer, wat déi zweet Phas ubelaangt? Wa se ugelaaf ass: Wéi vill radiologesch Preskriptione goufen ausgefëllt? Wéi vill Preskriptione fir aner Dénsgschtleeschungen goufen ausgefëllt? A falls dat nach net ugelaaf wier, dann ass natierlech d'Fro, wéini d'Ëmsetzung vun dëser zweeter Phas dann ugeduecht wier.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och heifir. Déi éischt Fro: Wéi

gëtt dat ausgestallt? Wéi eng Ekipementen brauch een? Ma den Dokter, dee stellt iwwer sän Outil logiciell, deen en huet, eng kodifizéiert, strukturéiert elektronesch Preskription aus. Wat heescht dat? Ma do ass op deem Pabeier, deen en ausstellt, e QR-Code drop an déi Donnéeë kënnen strukturéiert hannerluecht ginn. Dat kann awer och herno op engem PDF hannerluecht ginn.

Wichtig ass, datt de Patient op senger Ordonnance e QR-Code drop huet, a mat deem QR-Code kann en da bei de Prestataire goen, deen dee liest, och mat engem Outil, an da gëtt d'Ordonnance iwwersat. Alles dat ass mam Datschutz konform. À terme soll och d'Dispensatioun vu Medikamenter, dat heescht d'Ausstellung mat der Posologie, drakommen, mee dat ass de Moment nach net virgesinn.

Wéi eng Ekipementen brauch den Dokter dann, fir dat ze maachen? Ma d'Software vum Dokter a vum Apdikter respektiv vun anere Prestataire, déi dann och iergendwann eng Kéier d'ePrescription kënnen liesen, mussen mam zentrale Serveur vun der ePrescription verbundene ginn a kompatibel gemaach ginn. An déi Kompatibilitéit geet iwwer e Label, deen d'Agence eSanté ausstellt. Alles dat sinn extreem technesch Detailler, déi de Moment nach an Diskusioun sinn.

Wéi vill Doktere bidden de Moment d'ePrescription un? Ma, dat ass dann déi nächst logesch Konsequenz, wann ech soen, do sinn nach vill Detailler ze klären: De Moment keen eenzegen. Mee während der Covid-kris ass dat awer scho mol partiell gemaach ginn, fir ze probéieren am Kader vun der Teleconsultatioun.

Am Mäerz lo dëst Joer, 2024, wäert dann deen éischte Pilotprojet ulafe mat ongeféier zéng Dokteren. Dat heescht, zéng Dokteren hu sech fräiwëlleg erklärt, dat doten ze teste fir d'Verschreiwung, awer just vun de Labosanalysen.

Wéi vill elektronesch Preskriptione goufen dann zënter dem éischte Juli 2022 ausgestallt? Ma nach keng, well et nach vill Froen, Aktiounen, Elementer vun de verschiddenen Acteuren ginn: De legale Kader muss adaptéiert ginn, et gëtt keen Interfaçage mat den Editeuren, d'Gestioun vum Consentement vum Patient muss nach diskutéiert ginn.

Dann, am Kader vun där zweeter Phas: Dir hutt gefrot, ob déi zweet Phas schonn ëmgesat ginn ass. Ma natierlech net, well déi éischt Phas ass nach net ëmgesat. De Projet vum Ausschaffe vun op d'mannst zwee Referentielle fir d'Radiologie ass nach net fäerdeg an dofir mussen eng ganz Partie Entitéiten zesummeschaffen, fir déi fäerdeg ze maachen. Jo, radiologesch Preskriptione sinn dann och nach keng ausgestallt ginn. Dat heescht, ech äntworten op den Deel: „Falls net, ma wéini gi mer dann an déi zweet Phas?“ Ma, wéi ech virunner gesot hunn: All déi Aarbechten, déi elo nach net gemaach sinn, kënnen net zäitlech chiffréiert ginn. Dofir kënnen mer och nach net soen, wéini mer an déi zweet Phas ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zu enger Serie vu Froen iwwert dee selwechte Sujet, d'Mendicitéit an d'Opération-de-contrôlen. Do géif ech proposéieren, datt mer se lo zesumme behandelen. Also d'mëndlech Fro Nummer 16 vum Här Marc Goergen, déi mëndlech Fro Nummer 17 vum Här Marc Baum an déi mëndlech Fro Nummer 18 vum Här Marc Taina Bofferding sinn allen dräi un den Inneminister gericht a betreffen d'Policekontrollen an der Stad am Kader vum Heescheverbuet. Ech proposéieren och, datt mer déi

Fro Nummer 176 vun den Häre Sven Clement a Marc Goergen behandeln – do ass d'Urgence unerkannt ginn, soudatt mer déi och haut kennen op den Ordre du jour huelen an direkt matbehandele loosson –, déi a sech dee selwechten Inhalt oder en änlechen Inhalt huet, mat all den Nuancen, déi dann do an enger Fro kennen ausgedréckt ginn. Mir halen och déi Uerdnung bäi, sou wéi se a sech den Tablo normal géif beinhalten a mir huelen d'urgent Fro hannendrun.

Elo huet dann d'Wuert: den Här Goergen.

– **Question n° 16 du 16 janvier 2024 de M. Marc Goergen relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question n° 17 du 15 janvier 2024 de M. Marc Baum relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question n° 18 du 15 janvier 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'interdiction de la mendicité dans la capitale et plus précisément sur l'opération de contrôle, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question urgente n° 176 du 15 janvier 2024 de M. Sven Clement et de M. Marc Goergen relative aux directives dans le cadre du contrôle de l'interdiction de la mendicité dans la capitale**

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro geet un de Policeminister.

Et ass jo esou, dass den Inneminister a sengem schéine waarme Büro decidéiert huet, d'Heescheverbuet ze ënnerschreiwen, mee et muss jo awer och een dat um Terrain ëmsetzen. An ech mengen, et war Är Fraktioun, déi jorelaang hei stoung, et wäeren net genuch Beamten do. Ech héieren nach ëmmer d'Policegewerkschaft mat den Iwwerstonnen an dass et net méiglech wär, normal Kontrollen duerchzeféieren. Elo hutt Dir jo nach eppes bäigesat. An du war ech gëschter Owend, jo, scho bal erschreckt, wéi ech dann am „Wort“ gelies hunn, dass Dir dann elo aus anere Policebüroen, fir Äert Heescheverbuet ëmsetzen, géift Leit ofzéien. An dofir bréngen ech dann elo mol d'Fro mat. Ech huele jo un, Dir wësst, aus wéi enge Büroen Der dann elo déi Beamten ofgezunn hutt, well menges Wëssens ass et och nach esou, dass de Problem vun den Iwwerstonnen, déi ëmmer kritiséiert gi si virun dräi, véier Méint, wéi Der nach déi aner Säit souzt, nach ëmmer do ass an nach ëmmer net genuch Beamten do sinn.

Mee wann Dir awer elo a vereenzelte Kommissariater nach Beamten ofgezunn hutt, fir Är Politick elo duerchzusetzen an der Hauptstadt, da stellen ech mer awer d'Fro, wéi et mat der Sécherheet am Land ass.

An dofir hunn ech Iech konkreet Froe matbruecht, wéi vill Polizisten Der dann elo ageplangt hutt gëschter an och an den nächsten Deeg. Dann, a wéi enge Servicer dass Der déi ofgezunn hutt. An dann eng ganz wichteg Fro: Wéi eng Gemengen hunn dann elo den Nodeel? Aus wéi enge Gemengen hutt Der déi Beamten nach elo zesummegezunn, fir dass Der Äert Heescheverbuet an der Stad kënn ëmsetzen? A wéi een Impakt huet dat? Well d'Iwwerstonne sinn nach ëmmer do. Dir hutt méi Aufgabe ginn, well d'Polizisten dat elo fir Iech ëm, déi eng manner gären. Ech hunn nach kee getraff, deen et gären ëmsetzt. Si setzen et ëm, well Dir hinnen déi Instruktioun ginn hutt. An do wäert de Sven herno nach drop agoen. Well déi zweet Fro wäert sinn: Wéi genau hutt Der de Polizisten de Message weiderginn?

Duerfir elo emol d'Informatioun, wéi enge Gemengen dass Der d'Polizisten ewechgeholl hutt, fir Är Dreem an der Stad ëmzesetzen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum, et ass elo un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Gëschter, Méindeg, de 15. Januar, ass dat méi wéi ëmstriddent Heescheverbuet an déi sougenannte Repressivphas agetrueden.

An deem Kontext wollt ech den Inneminister froen, wéi vill Polizisten da bei dëser Aktioun mobiliséiert goufen. Ëmmerhi gouf et ugekënnegt mat engem „großes Polizeiaufgebot“, konnt een an der Press liesen. Wéi eng genee Consigné kruten d'Polizisten, wat hiert Virgoen ugeet? Gëtt et ee Bilan, wivill Leit kontrolléiert respektiv eventuell verbaliséiert gi sinn? Mécht d'Police d'Differenz tëschent aggressiver an organisierter Mendicité an där einfacher, also dat, wat an der leschter ..., virum leschte Mount hei versprach ginn ass, souwuel vum Inneminister wéi vun der Stater Buergermeeschtesch?

Eng weider Fro ass: Ass et bei dëser Aktioun zu Platzverweiser komm? Ëmmerhi konnt een haut an der gréisster Dageszeitung folgend Zeen beschriwwen liesen: Eng jonk Koppel gouf gëschter Moien an hire Schlofsäck vun der Police waakreg gemaach, well se e Kartrongsschëld viru sech stoen hat, op deem se beschriwwen huet, dass se obdachlos wier an Hëllef bräicht. D'Polizisten, esou den Artikel, hätten déi zwee waakreg gemaach, hinne gesot, dass dat verbuede wier, a se opgefuerdert, d'Plaz ze verloossen.

Ech wëll an dësem Fall also wëssen, opgrond vu wéi enger juristescher Basis hei e Platzverweis ausgeschwat ginn ass. Opgrond vum Artikel 5bis vum Policegesetz kann et jo wuel kaum sinn. Hunn d'Polizisten eventuell Instruktiounen kritt, fir dëst ze maachen? Mir wëssen, Här Gloden, dass Iech dat aktuell Platzverbot net wäit genuch geet. Nawell ass et esou, dass mer an engem Rechtsstaat sinn an datt et d'Chamber ass, déi driwwer decidéiert, wat d'Reegele sinn, fir e Platzverweis auszeschwätzen, an net anerer.

An dat féiert dann zu menger leschter a méi genereller Fro: Wéi wëllt Der den Ënnerscheed maachen tëschent Heescherten an Obdachlosen? Oder wëllt Der an der Praxis d'Heescheverbuet ausweiden, soudatt et an der Praxis dozou féiert, dass generell Leit ouni Daach iwwert dem Kapp op deene Plazen hei an der Stad kuenéiert ginn? Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass et un der Madamm Bofferding. Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Meng Froe bezéie sech och op deen éischten Asaz, deen da gëschter vun der Police duerchgefouert ginn ass eeben. Wéi vill Leit waren do am Asaz, aus wéi enge Kommissariater sinn déi Leit zesummegeallt ginn? An notament och, wéi eeben déi Differenz zwëschen der einfacher Form vum Heeschen an der organisierter, aggressiver Form soll gemaach ginn. Mir hunn nach de Moien déi Stater Buergermeeschtesch héieren, déi nach eng kéier kloer gesot huet, dass et net ëm déi einfach Form vun der Heescherei geet, wuel wëssend, dass am Reglement awer alleguerten d'Forme viséiert sinn. A mir wëssen och, dass d'Police gehalten ass, sech un d'Texter ze halen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Interesséieren deet eis och: Wéi geet et elo weider? Wat hutt Der elo

wëlles? Wat sinn do déi nächst Etappen? Déi Leit, déi gëschter eeben ugesprach gi si respektiv deenen hir Nimm opgeschriwwen gi sinn, wat ass, wann déi elo op där selwechter Plaz nach eng kéier setzen – ganz roueg, friddlech – mat hirem Becher fir ze heeschen? Ginn déi elo an Zukunft protokolléiert? Sinn do vläicht schonn Aktiounen Enn der Woch virgesinn?

Wat bedeit dat och, wann eng Persoun protokolléiert gëtt a vläicht souguer e puer Protokoller kritt, déi se net ka bezuelen? Wat ass do genau de Suivi, tout en sachant, dass déi Leit jo oft kee feste Wunnsätz hunn? Wéi sollen déi Strofe si dann errechen?

An een Aspekt géif ech nach gär mat an d'Diskussioun bréngen, dat opgrond vun der Ausso vum der Presidentin vun der Policegewerkschaft, déi an engem Zeitungsartikel an engem Interview gesot huet, dass eventuell och d'Agent-municipallen hei kéinten an den Asaz kommen, dat duerch d'Kompetenzerweidung, déi se jo kritt hunn, dass se elo déi kleng Incivilitäten, déi aus engem Policereglement kommen, kënnen bestrofe respektiv se och bei de Sanction-administrativ kënnen agesat ginn. Ech denken net, dass dat esou méiglech ass, mee ech géif och gären hei d'Stellung vum Minister dozou héieren.

A wann ech scho bei den Agent-municipalle sinn, wëll ech just drop hiweisen, an dat hu mer jo och am Gesetz deemools esou virgesinn, dass si duerchaus eng aktiv Roll och an der Sécherheetsfro kënnen iwwerhuelen, dat am net repressive Beräich. Do ass jo d'Méiglechkeet vun de Gemengen, dass se kënnen esou e Service de proximité aféieren, eebe grad, wou déi Agente kéinten aktiv agesat ginn, fir eeben derfir ze suergen, dass déi éffentlech Uerdnung agehale gëtt, an déi och duerno kucken, dass d'Leit sech och méi sécher spieren. Doduerch – wëll ech just soen – sinn och Méiglechkeeten haut scho ginn, wou een déi nach kann asetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass et elo un dem Här Clement. Den Här Clement stellt seng Fro am Kader vun enger Question écrite, wou d'Urgence unerkannt ginn ass. En huet also fënnf Minutten, fir seng Ausféierung ze maachen.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Gëschter, de 15. Januar, huet d'Police dann ugefaangen, wéi meng Virriednerin a meng Virriedner et gesot hunn, an der Stad dat an der Seance vum 14. Dezember an der Chamber dach staark kontrovers – an ech mengen, dat ass nach fein ausgedréckt – diskutéiert Heescheverbuet ëmzesetzen an éischt Persounen ze protokolléieren oder zumindest hir Nimm opzeschreiwen. Esou ganz kloer ass jo aus de Presserapporten net ervirgangaen, wat dann elo tatsächlech gëschter bei där „action coup-de-poing“, wéi se genannt gouf, gemaach gouf.

Esou wéi an der Chamber an der genannter Seance, huet et och an de Medien, zum Beispill vun der Presidentin vun der Policegewerkschaft, Aussoen dozou ginn, dass, entgéint den Erklärungen vum Minister hei an der Chamber, hei op der Tribün, keen Ënnerscheed dierf a ka gemaach ginn tëscht aggressiven an net aggressiven Heescherten, voire organisierteren oder net organisierteren Heescherten.

De Minister war a sengen Aussoen an der Chamber de 14. Dezember kloer, an ech zitieren aus dem Verbatim: „A mir sinn eis jo all eens, dass hei keen déi einfach Mendicité viséiert.“ Zitat Léon Gloden, Intérieurs- oder Policeminister hei an der Chamber.

Seng eege Policegewerkschaft seet, dat kéinte se guer net ëmsetzen. Verschieden Utilisateuren op de soziale Medie ginn esouguer esou wäit an nennen de Minister Gloden dowéinst e Ligener, soen, en hätt d'Chamber belunn.

Ech géif nach net esou wäit goen. Dofir stellen ech jo déi Froen haut. Et geet mer nämlech drëm, erauszefannen, wat de Minister dann der Police gesot huet. Well d'Madamm Presidentin vun der Policegewerkschaft huet ganz kloergemaach, se hätte keng Instruktiounen kritt. Se hätte weeder gesot kritt, wéi se dat sollen ëmsetzen, nach wéi se dat kéinten ëmsetzen. An dofir stellt sech dann nach ganz konkret d'Fro, wéi de Minister seng Ausso „mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicité viséiert“ dann um Terrain ëmgasat wëll gesinn.

Déi éischt Fro wär also: Huet et säitens vum Här Minister da schréfflech an/oder mëndlech Direktive ginn, wat d'Ëmsetze vum Règlement säitens de Policeagenten ugeet? Falls jo, kann den Här Minister preziséieren, wat dës Direktiven dann och waren?

An da stellt sech jo awer d'Fro: Wann déi Direktiven existéieren, op wat fir enger Base légale an engem État de droit – a mir sinn eis alleguerten eens, datt mer hei an engem État de droit liewen, et gouf virunner eng Kéier vun der Justizministesch ervirgestrach –, e Minister der Police seet, wéi eng Infraktiounen ze protokolléieren sinn oder net? Well och déi Fro stellt sech jo. D'Argumentatioun ass: D'Mendicité simple ka verbuede ginn, mee de Policeminister kann awer der Police soen: „Protokolléiert dat net!“

Also e Méindeg kënnt den Här Reynders an d'Chamber, fir eis de Rapport iwwert den État de droit virzestellen. Glücklecherweis ass déi heiten Episod nach net an dee Rapport drakomm, well ech mengen, soss hätte mer interessant Diskussiounen.

Ceci dit kann de Minister eis jo vläicht erklären, wat dann déi Base légale wär. Ech hunn op alle Fall d'Gefill, datt d'Police hei hänke gelooss gëtt, hänke gelooss an enger Onkloerheet, wou se net weess, wéi se dat, wat hire Minister decidéiert huet, wéi en d'Kap vum Inneminister unhat, dann elo soll ëmsetzen. A genau déi Onkloerheet wäert sech iwwert déi nächst Wochen a Méint weider zéien a wäert derfir suergen, datt virun allem och Decisiounen ongläich applizéiert wäerte ginn.

Déi eng Heescherte ginn erwächt, well se e Pabeierschëld viru sech stoen hunn, a kréie gesot, se missten d'Plaz verloossen. Anerer gi guer net réischt gestéiert, well déi Beamten dat, wat de Minister hei an der Chamber gesot huet, fir boer Mënz geholl hunn, an um Enn vum Dag féiert dat zu Ongerechtegkeeten, Ongläichheeten an zu engem System, enger Situatioun, déi eiseim État de droit net wierdeg ass an dofir, Här Minister, wär ech frou, wann Der kéint hei der Chamber dann awer ganz kloer emol soen, ob Der dann elo Direktive ginn hutt, a wa jo, wéi déi ausgesinn, a virun allem, op wat fir enger Base légale Der dat gemaach hutt. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi verschidde Froen. Fir unzefänke wëll ech soen, datt mer déi Policepresenz, déi gëschter ugefaang huet an an den nächsten Deeg a Wochen eropgefuert gëtt, mat der Stad Lëtzebuerg a mat der Police ofgemaach hunn, fir eng gréisser Presenz um Terrain ze weisen, fir géint den Drogenkampf virzegoen, fir déi illegal Immigratioun ze bekämpfen, fir d'Mendicité agressive an harcelante ze bekämpfen a fir d'Salubrité publique um Terrain hierzestellen, do, wou et muss sinn.

Generell Remark zu der éischter Fro vum Här Goergen: Wéi vill Poliziste ware gëschter um Terrain? Et ware sechs uniforméiert Agenten an zwee Agenten vun der

Police judiciaire an Zivil um Terrain, an ech wäert hei net en séance publique strateegesch-operationell Informatiounen ginn. Muer ass jo eng Commission jointe vun der Justizkommissioun a vun den Affaires intérieures, an ech sinn do gär bereet, wann deen Deel à huis clos ass, doriwwer Auskunft ze ginn.

Dann zu der Fro vum Kolleg Marc Baum. Hien huet mer do eng Rei Froe gestallt. Déi éischt Fro hunn ech beäntwert mat der Presenz vu gëschter. Wéi gesot, graduell gëtt d'Presenz ropgefuert, mee da kritt Der muer déi Infoen, déi der gefrot hutt iwwert déi zukünfteg Opstellung vun de Patrullen. Zu de Consignen: Ech hat mat der Madamm Buergermeeschtesch, mat Verrieder vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg, mat Verrieder vun der Police d'lescht Woch eng Reunioun bei mir am Ministère, wou mer gekuckt hunn, wéi mer eeben déi Presenz kënnen um Terrain verstärken am Sënn vun deem, wat ech elo grad gesot hunn.

Et ass do ganz kloer festgehal ginn, datt d'Police um Terrain sech soll e Lagebild maachen, datt se mat deene Leit soll schwätzen, fir och ze verstoen, firwat se do setzen. Et ass och ganz kloer gesot ginn, datt d'Mendicité agressive an harcelante soll bekämpft ginn an och do, wou et néideg ass, d'Salubrité soll hiergestallt ginn.

Et ass kee PV bis elo gemaach ginn. Et ass och keng Geldstrof prononcéiert ginn. Dat kënnen Poliziste guer net an duerfir, all déi, déi hei vun État de droit schwätzen, Här Clement, ... well dat muss an engem Text virgesi sinn, dat heescht hei ka guer keng Geldstrof vun engem Polizist ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hunn Iech déi Fro guer net gestallt, Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Generell vum État de droit. Ech erklären Iech d'Reegele vum État de droit.

(Exclamations)

Une voix | Här Gloden, wannechgelift. Wannechgelift.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | D'Poliziste kënnen hei guer net eng Geldstrof prononcéieren. D'Prozedur wier, déi PVe virunzeginn un de Parquet, an de Parquet muss dann decidéieren opgrond vum Principe d'opportunité des poursuites, fir eng Action judiciaire ze lancéieren an, le cas échéant, géif de Riichter dann am Fong eng Geldstrof prononcéieren.

Et gëtt och drop higewisen nach eng Kéier, an dat steet jo och ganz kloer um Flyer vun der Stad Lëtzebuerg, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir datt déi Leit kënnen waarm ënnerkommen, an ech hunn haut de Moien nach mat engem vun der Police geschwat, an dee sot mer, datt d'Polizisten och d'Leit nach eng Kéier drop hiweisen, wéi zum Beispill op d'Wanteraktioun, an datt do och vereenzelter Merci gesot hu fir déi Info, déi dat awer, trotz der grouss ugelleuechter Infoscampagne, bis elo net matkritt hunn.

Dunn ass gefrot ginn: Wat maacht Der géint d'Sans-abrien? Näischt, well déi si jo net viséiert. An nach eng Kéier ganz kloer: D'Agente si sensibiliséiert ginn, an déi Responsabel vun der Police ginn och mat op den Terrain, fir eebe kloerzestellen, datt hei d'Mendicité agressive viséiert ass. D'Leit kréien och Froe gestallt, fir eeben erauszefannen, ob et – entre guillemets – „einfach Heescherte“ sinn oder ob et Leit sinn, déi exploitéiert ginn, an datt d'Polizisten och do Informatiounen kréien.

Dann zu der Fro vun der Madamm Bofferding. Ech mengen, déi war ganz generell gehal. Op déi meescht Froen, déi Der elo hei mëndlech gestallt hutt, hunn ech Iech geäntwert, op déi Fro vun den Agents municipaux. Menger Meenung no ass dat net hir Aufgab opgrond vun deene 17 – ech mengen, et si 17 – Aufgabebereicher, déi mer am Gesetz festgehal hunn.

Da wëll ech awer och soen, quitte datt deen elo hei net mentionéiert ass, datt ech dem Här Engel och nach eng Kéier schréfflech drop äntwerte wäert, mee dat passt elo an de Kontext. Här Engel, wann Der erlaabt, soen ech Iech d'Äntwert, déi Der da schréfflech kritt op déi Froen, déi der de 15. Januar gestallt hutt mat de Limousinnen. Ech hunn nogefrot. De Parquet huet d'Police judiciaire beoptraagt, eng Enquête ze maachen, a vu datt ech mech net an eng Enquête amëschen, kann ech Iech net méi soen.

Dann zu der Fro vun de Kollege vun de Piraten: mëndlech Direktiven. Bon, ech hunn am Fong elo op d'Question urgente geäntwert. Ech wëll och nach derbäisoen: Et gëtt eng Note régionale. Déi ass amgaang, finaliséiert ze ginn, fir eeben déi Leit, déi aus deenen anere Kommissariater hei op Lëtzebuerg elo an d'Stad komme fir ze hëllefen. Ech wëll och dorop insistéieren, datt och allkéiers e Rappel vun den Instruktiounen gemaach gëtt an datt och en Debriefing gemaach gëtt, fir eebe sécherzestellen, datt just déi Saachen observéiert ginn, déi ech a menger Introductioun gesot hunn. Voilà, merci.

Une voix | Platzverweis!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Zum Platzverweis: Ech hunn net matgedeeft kritt, datt een opgrond vu Platzverweis ewechgehol gi wier.

(Interruption)

An der Zeitung steet och „coup-de-poing“. Dat ass keng Expressioun vu mir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | An Dir wëllt net soen, wéi eng Gemenge Beamten ewechgehol kruten?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

(Interruption par M. Sven Clement)

Dir musst mir erklären, wat de Fait personnel ass.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt selwer esou Question-parlementaire gestallt.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Ech wëll just kloerstellen, datt ech hei net insinuéiert hunn, datt Poliziste géife Geldstrofe verhängen. Dat huet de Minister mir an de Mond geluecht.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, mee dat ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll kloerstellen, datt dat net esou war.

M. Claude Wiseler, Président | Dat hutt Der scho virdu gesot gehat. Villmools merci, Här Clement. Da sinn d'Saachen elo kloer. Elo ass et ...

(Interruption)

Elo hu mer eng Stonn hei eriwuer, mee vu datt mer d'Question urgente ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass awer en „deux poids, deux mesures“, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Ok. Vu datt ...

(Interruption)

Also, et ass eng Stonn eriwuer, mee selbstverständlech, vu datt mer eng Question urgente haten, huele mer déi Fro vun der Madamm Paulette Lenert, déi nach um Ordre du jour steet, elo nach. Dat ass d'Fro Nummer 19 un d'Ministesch fir d'Gesondheet a sozial

Sécherheet iwwert de Projet vun enger Maison médicale am Osten. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 19 du 16 janvier 2024 de Mme Paulette Lenert relative au projet d'ouverture d'une maison médicale dans la région Est, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President, fir mir déi Geleeënheet nach ze ginn. Ech géif gärten drun erënneren, hei am Haus war de Sujet vun enger Maison médicale am Oste ganz oft um Ordre du jour. Ech hat oft d'Geleeënheet a menge fréiere Fonctiounen, hei ze erklären, firwat et net esou wäit komm ass. Dat war ni schlechte Wëllen – och a viregte Regierungen net –, mee et war e Problem vun Démographie médicale.

Nichtsdestotrotz erënnere mer eis, et ass net laang hier, dass an der Walcampagne grad vun de Regierungsparteie ganz grouss ugeféiert ginn ass, dass esou eng Maison médicale soll kommen am Oste, ganz kloer, an natierlech och am Norden, esou ass vun der Madamm Hansen ëmmer erëm taktéiert ginn.

Deemno war ech ganz erstaunt ..., bon, éischters emol war ech interesséiert, ze wëssen, wéi Der Iech dat da virstellt. Well mer jo vill Echangingen haten iwwert déi Problemer, déi gemaach hunn, dass et net esou wäit komm ass, war ech eigentlech gespaant, wat dann d'Wonnerléisung wär, fir dat esou schnell aus dem Steen ze schneiden. Ech war awer nach méi erstaunt, wéi ech gelies hunn, Madamm Minister, dass Der déi selwecht Constaten elo maacht, dass dat net esou séier wäert goen, dass Der eng Étude de faisabilité wëllt maachen, eebe grad och well d'Démographie médicale et am Moment net esou richteg hiergëtt – dee selwechte Constat also, dee mer scho säit Joren awer virleien hunn, dee gewosst war!

An d'Fro, déi ech Iech stellen: Wat wäert déi Étude de faisabilité sinn? Mengem Verständnis no ass et eng Rechnung, déi ze maachen ass. Eng Maison médicale brauch x Leit, fir bedriwwen ze ginn. Hu mer déi? Hu mer se net? Jo, et erënnt mech eigentlech un den Opnameexamen fréier, fir op Septième ze kommen, wou een dat hätt kënne ginn. Ech sinn awer ganz gespaant, wat Der virhutt als Étude de faisabilité a wat Der Iech erwaart a wat den Timing ass a wat d'Problemer sinn, déi Dir elo no esou kuerzer Zäit scho gesitt, déi net hei am Haus bekannt ware virun de Walen, wéi mer alleguerde lassgezu sinn, fir d'Leit ze iwwerzeegen, wat mer alles wäerte maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. An d'Wuert ass elo fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci fir d'Frostellung. Ech war net an der Walcampagne. Ech hu keng esou Aussoe gemaach. Ech ka mech just beruffen op dat, wat am Koalitiounsprogramm steet. Am Koalitiounsprogramm steet textuel: „Après une analyse de faisabilité, le Gouvernement se prononce pour l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est et d'une deuxième maison médicale dans la région du Grand Nord du pays dès que la démographie médicale le permettra.“

Dat heescht, et muss eng Analys gemaach ginn a mir maachen näischt aneschtens, wéi de Regierungsprogramm auszuféieren. Duerfir hunn ech en éischt Gespréich gehat mat de Servicer an der Santé, wéi déi sech dat virstellen. Hir éischt Reaktioun war net „Juppi, jo, mir maachen eng!“, mee se hu confirméiert, datt eng Étude de faisabilité muss gemaach ginn,

awer net nëmme mam Osten, mee och mam Norden an och mam Westen, an deementspreechend hunn ech och an deem Interview, deen Der uschwätzt an Ärer Fro, geäntwert.

An deem hunn ech elo näischt bäizefügen. Ech kommen dorobber zrëck, wa mer d'Étude de faisabilité da gemaach hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Ministesch. An domat hu mer dann eis Froestonn vun haut ofgeschloss.

9.8266 – Projet de loi portant modification :

1° du livre II, titre III, chapitre II, du Code du travail ;

2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

A mir kommen op den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten, an dat ass de Projet de loi 8266 iwwert d'Aféierung vun engem Ersatzcongésdag wéinst den zwee Feierdeeg, déi op den 9. Mee falen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapportier huet zéng Minutten, d'Fraktiounen a Sensibilitéit jeeweils fénnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et sinn ageschriwwen hei op menger Lëscht: den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapportier vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Merci, Här President. De Projet de loi, dee virläit, do geet et drëm, wa mer Feierdeeg hunn, déi openeefalen, dass déi géife verréckelt ginn. Ier den 11. Dag agefouert ginn ass, den Europadag, hate mer dat hei zu Lëtzebuerg weider ni, dass zwee Feierdeeg openeegefall sinn. Wat mer awer haten, dat ass, dass e Feierdag mat engem Sonndeg openeegefall ass. An do war och ëmmer d'Reegelung, wann e Feierdag op e Sonndeg fält, dass deen dann innerhalb vun dräi Méint géif eragehall ginn.

Ganz fréier, dorunner kënnen déi e bësse méi stänneg Kollegen heibanne sech nach erënneren, ass deen direkt op den Dag drop geluecht ginn. Mee dat ass ofgeschafft gi virun 20 Joer, wéi et geheescht huet, e géif net op den Dag drop geréckelt, mee e géif innerhalb vun dräi Méint eragehall ginn.

Dëse Projet de loi ass den 30. Juni 2023 vum Aarbechtsminister Georges Engel deposéiert ginn. An déi éischte Kéier ass an der Kommissioun ..., ass och e Renvoi gemaach ginn de 7. Juli 2023. Duerno sinn d'Avise komm vun de Beruffschamberen. Dee vun der Chambre de Travail koum de 24. November (veuillez lire: vun der Chambre des Salariés koum den 19. Oktober), dee vun der Chambre des Métiers den 22. Dezember an dee vum Conseil d'État och den 22. Dezember 2023.

An do wëll ech soen, do huet d'Kommissioun eppes gemaach, wat net grad üblech ass. Ech wëll dat direkt virewechhuelen an ech wëll och dofir ganz besonnenesch all Mënsch, dee Member ass vun där Kommissioun, villmools Merci soen.

Mir hunn an där selwechter Kommissioun d'Avise gekuckt. Mir hunn de Rapport gemaach. Mir hunn de Rapport ugehall, fir dass mer haut kënnen am

Plenum iwwert dat Gesetz ofstëmmen, well et nämlech wichteg ass, an dat geet och aus verschiddenen Avisen ervir, dass d'Leit gär Rechtssécherheet hätten, wéi dee Problem ass. Well bei der Interpretatioun ware mer eis scho méi laang eens, dass dat esou misst gereegelt ginn, mee dass elo endlech en definitiven Text virläit fir dat. An dofir wëll ech allegueren deene Leit, déi an der Commission du Travail sinn, e grouse Merci soen, dass mer dat esou konnte maachen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass kee Feierdag bäikënn. Et bleift nach ëmmer bei deenen eeleg legale Feierdeeg, déi mer hunn. A wéini dat elo nach eng Kéier ka geschéien, dass der zwee openeefale wéi den Europadag a Christi Himmelfahrt, dat huet och mam Kalenner ze dinn. Dir wësst, dass mer am Kalenner Feierdeeg hunn, déi ëmmer fest sinn, déi ëmmer op deem selwechten Dag sinn. An Dir wësst, dass mer Feierdeeg hunn, déi ëmmer 40 Deeg no anere Feierdeeg erfalen. An doduerch ass dat net alljoers d'selwecht, och net all siwe Joer d'selwecht, well och déi Kalennere wandere. Dofir ass dat iwwerhaupt och méiglech gewiescht.

De Conseil d'État huet drop higewisen, dass et e Problem géif gi fir de Secteur communal, notament dee vun de Musekschoulen, well et do Problemer gëtt. Mir hunn e Gesetz gestëmmt, Dir kënnt Iech allegueren erënneren, de 26. Juli 2023 hu mer hei a voller Begeeschterung e Gesetz gestëmmt iwwert d'Musekschoulen. An do huet de Conseil d'État ënnerstrach, dass et awer och wichteg wier, dass déi Situatioun vun deene Leit géif gekläert ginn an dass och de Ministère de l'Intérieur sech wäert dorëmmer bekëmmere.

Well aneschtens wéi am Privatsektor, ginn déi Dispositiounen ëmmer ..., all dräi Joer hält de Conseil de Gouvernement fest, wéini d'Vakanzen an d'Fräizäit an der Educatioun sinn. An do falen all Schoulen drënner. An do war d'Diskussioun, ob och d'Musekschoulen drënnerfalen oder net. Déi Interpretatioun ass esou ugehall ginn. Mee do muss den Interieur nach déi entsprechend Dispositiounen huelen.

An den Avisa vun de Chambre-professionellen ass ënnerstrach ginn, dass domadder endlech eng Clarification an eng Sécurité juridique kënnt. D'Chambre des Salariés huet och nach eng Kéier drun erënnert, dass een och nach hätt kënnen aner Dispositiounen mat eranhuelen, mee an der Vitess, wéi et eis drëm gaangen ass, déi Legalitéit ze schafen, hu mer eis op dat beschränkt, wat do war.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och drun erënnert, dass et wichteg ass, dass dat och fir d'Congéé vun de Fonctionnaire-communale gemaach ginn ass. Déi Leit, déi heibannen och kommunalpolitesch Verantwortung droen, déi wëssen, dass do schon d'lescht Joer am November eppes komm ass, wou festgehalen ginn ass, dass déi Deeg och esou rattrappéiert ginn, dass deen een Dag erfält an dass deen aneren innerhalb vun dräi Méint misst eragehall ginn.

Et ass och d'Diskussioun geféiert ginn, firwat déi Diskussioun wier mat deenen dräi Méint. Firwat net einfach en Dag Congé derbäi? Do huet den Aarbechtsminister an der Sitzung vum 10. Januar ënnerstrach, dass et eebe wichteg ass, dass deen net einfach wéi laang opgeschobe gëtt, mee dass dee wierkelech muss an engem Delai, wéi zum Beispill vun deenen dräi Méint, och eragehall ginn.

Dann hate mer nach den Avis vun der Chambre des Métiers, déi sech d'Fro gestallt huet, ob dat hei eng Solution politique wier, déi mer hei géifen huelen, déi dat e bësse méi kritesch gesinn huet, mee dass

et awer par hasard ëmmer emol kéint virkommen, dass zwee Deeg openeefalen. Ech wëll dobäi ënnersträichen: De Punkt ass, wéi ech virdu gesot hunn, dass dat eent fix Feierdeeg sinn an dat anert Feierdeeg sinn, déi net op engem festen Datum leien.

Duerno hu mer déi verschidde Positiounen gekuckt. Mir hunn och elo verschidde Cas-de-figures. Mir hunn ..., wann zwee Deeg ..., wa Leit op deem Dag schaffen, wou de Feierdag erfällt, wéi do d'Dispositiounen sinn, wéi déi dann erageholl ginn, dass den den Dag, wou e schafft, zegutt huet plus dann och nach eng Kéier den Ausfall, den en huet. Mir hunn d'Situatioun vun deene Leit, déi net géifen drop schaffen. Déi hu jo den ee Feierdag, esou wéi en erfällt, an den anere kënnen se innerhalb vun dräi Méint eranhuelen. An da muss een och nach eng Kéier soen, dass et och Leit gëtt, déi do nëmmen hallefdaags schaffen, well déi nëmme Kontrakter hunn, déi op hallefdaags ginn, wéi och do déi Kompensatioun géif gemaach ginn.

Dat sinn déi Positiounen, déi mer festgehalten hunn, déi och elo deemtspriechend am Gesetz agefouert gi sinn, a woumadder et, wann ech richteg gekuckt hunn, awer elo nach wäert méi wéi zéng Joer daueren, bis dat do nach eng Kéier geschitt, well duerch d'Schaltjore kënn jo och ëmmer eng Verschiebung all véier Joer vun deenen Deeg. Mee da misst déi Problematik awer och definitiv am Code du travail gekläert sinn, fir dass een net méi drop zrëckkënn.

Dat gesot, nach eng Kéier alleguerten de Kollege villmools merci fir déi konstruktiv Aart a Weis. An och versprach: Dat dote maache mer net méi op déi doten Aart a Weis, dass mer dat esou séier maachen. Mee et war dës Kéier am Interêt vun de Salariéen a vun de Betriber, dass jiddweree weess, wat d'Rechtslag ass mat dësem 9. Mee. Villmools merci. An ech ginn dann och, Här President – ech huelen dann eng Sekonn vun där anerer Zäit –, den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz, och fir Ären exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Och wann ech heihinner kommen, wëll ech Iech direkt soen, dass et net ze laang wäert maachen. Ech wollt Iech jiddefalls Merci soen, dass Dir an eiser aller Numm dem Rapporteur Merci gesot hutt.

(Hilarité)

Datt zwee Feierdeeg op dee selwechten Dag falen, ass eng Situatioun, déi sou rar virkënn, dass se bis ewell nach net gesetzlech gereegelt war. Haut leee mer also fest, dass kee Feierdag verluer geet, mee dass den zweete Feierdag mat engem zousätzleche Congésdag soll kompenséiert ginn.

Feierdeeg sinn nämlech net nëmmen Deeg, op deenen net geschafft gëtt, also aarbechtsfräi Deeg, mee si hunn dacks eng symbolesch Valeur. Si erënnere eis un Evenementer, déi eng Gesellschaft kollektiv erlieft huet oder déi sech aus der kultureller oder reliéiser Geschicht vun engem Land erginn a vu Bedeutung sinn oder als erënnungswierdeg empfונnt ginn.

Christi Himmelfahrt oder „Christi-klamm-op“, wéi verschidde Lëtzeburger soen, fällt wéinst dem variablen Datum vun Ouschtere vu Joer zu Joer op en aneren Datum. Et ass en ale Feierdag, den eebe 40 Deeg no Ouschtere stattfënn.

Den 9. Mee ass e gesetzleche Feierdag, den 2019 vun der leschter Regierung agefouert gouf. Dësen Dag erënnert un d'Deklaratioun Schuman vun 1950, déi eng éischte Kéier eng enk Zesummenaarbecht tëschent den europäesche Länner virgezeechent huet. Den 9. Mee gëllt domadder souzesoen als „Grënnungsdag“ vum Europa, wat mir haut kennen, an deem mir haut liewen. Als Grënnungsmitglied vun der Europäescher Gemeinschaft huet Lëtzebuerg der EU vill ze verdanken, virun allem eise Wuelfstand, eis Sécherheet an eis Beweegungsfräiheet. Aus dëser Iwwerzeegung eraus huet déi lescht Regierung ënnert dem deemolege Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, engem bekennenden Europäer, den 9. Mee zum Feierdag gemaach.

M. Fernand Etgen (DP) | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Dës Entscheedung soll awer net derzou féieren, dass de Leit dës Joer en anere Feierdag, nämlech Christi Himmelfahrt, verluer geet. All Feierdag huet eebe seng eege Bedeitung a säin eegene Wäert. An dofir soll dës Gesetzesprojet jo dann haut vun eis gestëmmt ginn.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Dat gesot, ginn ech natierlech gären den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soe Merci fir d'Opmierksamkeit.

M. Fernand Etgen (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun gëtt den Accord zu dësem Projet de loi, dee vum fréieren Aarbechtsminister, dem Här Engel, deposéiert ginn ass an den d'Problematik natierlech och léist mat deenen zwee Feierdeeg, wa se op een Dag falen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Haagen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wëll dem Här Marc Spautz dann en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem „Turbogesetz“, wann een esou wëllt soen. Ech hoffe jo net, dass et ëmmer virkënn. Den Här Spautz huet et jo gesot: Et war ausnamsweis am Sënn vun der Saach.

Ech mengen, et muss jo och iergendwéi Rechtssécherheet do si fir d'Leit dobaussen. An dat kann ee jo net besser maache wéi am Ufank vum Joer mat dësem Gesetz hei. Ech mengen, dass jo ganz kloer, well am Ufank vum Joer gi jo déi eenzel Congésdeeg festgeluecht an och de Betrib muss dat jo kënnen organiséieren.

Erlaabt mer awer vläicht eng ganz kleng Remark zum Schluss vu menger Interventioun. Wéi deemools de Feierdag agefouert ginn ass, do hu mir virgeschloen, mir sollten et den 10. Oktober maachen. Dann hätte mer dee Problem haut net gehat. Mee dat gesot, wollt ech awer drop opmierksam maachen, dass et dat deemools gesot hunn. Dat wier jo dann d'Journée de commémoration. Dann hätte mer dat du gehat, da wier dee Problem haut net komm.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz an ech soen dem Här Spautz nach eng Kéier Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech wollt dem Här Spautz Merci soe fir säi Rapport.

(Hilarité)

An och wann haut kee Feierdag ass, stëmme mer dat Gesetz mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, dat weist, dass et méi einfach wär, wann all d'Feierdeeg no engem gereegelte Kalenner géife stattfannen an net 40 Deeg no engem aneren Evenement, wat och nach vun iergendengem Moundkalenner erëm ofhänkt. Bon, mir hunn awer elo nach déi Feierdeeg an deemtspriechend ass et wichteg, dass mer hei eng Léisung hunn, déi vläicht dann an deenen nächsten 30, 40 Joer nach eng Kéier gebraucht gëtt. Dofir stëmme mer dat heiten och mat am Interêt vun de schaffende Leit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann ass et um Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Den 9. Mee hu mer dann dës Joer de Christi-klamm-op-/Europadag.

(Hilarité)

A well dat esou ass, dass zwee Feierdeeg openeentrefen, ass eeben een zousätzlechen Dag, den a Congé verwandelt gëtt, den innerhalb vun dräi Méint ze huelen ass. Et ass also net esou, dass e Congésdag einfach esou bäikënn, mee et ass e Feierdag, den an e Congésdag verwandelt gëtt.

Dozou dräi kuerz Bemierkungen: Déi eng ass – den Här Spautz huet et gesot –, dass mer a ganz séierem Tempo do derduerch gaange sinn, wat awer an dësem Fall, mengen ech, richteg war, fir Sécherheet ze ginn de Salariéen an awer och den Entrepreneuren, wat op se duerkënn. Duerfir ass et och wichteg, dass mer dat hei elo votéieren.

Déi Remark mat deenen dräi Méint huet eigentlech dorobber ofgeziilt, dass et awer zwee Regimenter gëtt: den ee vun der Fonction publique, wou den Dag einfach bäigesat gëtt, an den de Salariéen, de Privatgestallten, déi en innerhalb vun dräi Méint mussen huelen. Dat ass e klengt Hoer an der Zopp, mee mer loosse et an dësem Fall dann och do, wou et ass, nämlech an der Zopp, a waarden drop, dass endlech d'Congésdeeg eropgesat gi vu 26 op 30 an dass mer endlech eng Kéier eng sechste Congéswoch kréien.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

An dann ass et elo un der Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Ech wollt de Membere vun der Kommission och nach eng Kéier e grouse Merci soe fir déi Flexibilitéit, déi se un den Dag geluecht hunn, fir dat doten esou séier wéi méiglech kënnen ze evakuéieren. An ech mengen, et ass soss alles gesot ginn. Och dem Rapporteur nach eng Kéier villmools merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, d'Diskussioun ass also elo ofgeschloss.

An dann, éier mer zum Vott kommen, erënneren ech wéi üblech drun, datt Der Iech misst aloggen, wann Der wëllt matstëmmen. An dat wär gutt, wann Der géift matstëmmen.

Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8266. Den Text steet am Document parlementaire 8266⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8266 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. D'Votes par procuration sinn och gemaach. An de Vott ass dann heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 59, Nee-Stëmmen: keng, an Abstentioun: keng. De Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8266 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Boffering, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

10. 8161 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection des informations classifiées, fait à Paris, le 1^{er} juillet 2022

8162 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Bruxelles, le 7 décembre 2020

Mir kommen elo zum Projet de loi 8161, engem Accord tëscht Lëtzebuerg a Frankräich, an zum Projet de loi 8162, engem Accord tëschent Lëtzebuerg a Litauen, béid iwwert den Austausch an de Schutz vu

géigesäiteg klassifizierten Informatiounen. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi jeeweileg Sensibilitäten a Fraktiounen fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här Yves Cruchten, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement.

Ech krut virdru gesot, datt verschidde vun de Riedner net onbedéngt misste schwätzen. A wa se net géife schwätzen, géif dat heeschen, datt se den Accord vun hirer Fraktioun oder Sensibilitéit géife ginn, wat eng positiv Haltung zu eiser Zäitorganisatioun ass. D'Wuert huet also elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här Président. Mir liewe leider an enger Welt vun enger gewëssener Onsécherheet. Mir stellen all Dag permanent Konflikter fest, sief dat um militäresche Plang; mir hunn terroristesch Uuschléi; déi organiséiert Kriminalitéit hält ëmmer aner Dimensiounen un; an da gëtt et och d'Industriespionage an dann déi nei, modern Waff, dat ass jo déi sougenannte „Cyberattack“. Et heescht also da besonnesch an deenen demokratesch gesënnte Länner, Preventiounen festzehalen, fir all déi Attacken kënnen awer dee Moment ze evitéieren.

Dowéinst gëtt et schonn zënter méi Laangem eng Rei vun Accorden, fir sougenannte klassifizéiert Informatiounen auszetauschen. Dat heescht, hei geet et ëm de Schutz vu vitalen nationalen Interesse vun deenen eenzelne Staaten. Duerfir muss och versicht ginn, datt wichteg Informatiounen net einfach kënnen esou divulgéiert ginn, a fir datt net aner Staate kënnen versichen, eenzel Staaten ze destabiliséieren. A jee no Grad vun deenen Informatiounen ginn och da gewësse Kategorie festgehalen.

Et ass och nach vläicht hei ze bemierken, datt et awer och spezifesch Informatiounen gëtt, déi engem spezielle Protektionsregime ënnerleien, da schwätze mer vun engem sougenannte multilaterale Kader. Ech nennen hei d'NATO. Ech nennen natierlech och d'Europäesch Unioun. An an deenen eenzele Länner gëtt et dann awer erëm eng Kéier spezifesch Gesetz, fir am Fong geholl och eng Base légale ze schafen, fir datt deen Informatiouns Austausch do ka stattfannen. Hei zu Lëtzebuerg ass dat d'ifizéiert Gesetz vum 15. Juni 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Op Basis vun dësem Gesetz gëtt et hei zu Lëtzebuerg u sech véier Kategorie vun Informatiounen. Dat heescht fir d'éischt emol déi, déi streng geheim sinn, da sinn et déi, déi geheim sinn, da sinn et déi, déi vertraulich sinn, an dann och déi, déi enger limitéierter Verdee-lung ënnerleien.

Et dierft wuel keen iwwerraschen, datt déi Informatiounen, déi streng geheim sinn, datt déi just vun de Membere vun der Regierung, vum Chef d'état-major vun der Arméi respektiv vum Direkter vum Geheimdëngscht souwéi och eenzele Fonctionnaire kënnen natierlech agesi ginn.

Do gëtt et natierlech eng ganz spezifesch Prozedur, op déi ech elo am Detail net wäert agoen.

Haut stëmmen mer zwee Accorden. Deen een ass mat Frankräich, deen aneren ass mat Litauen. Mat Frankräich ass elo vläicht e bëssen den éischte Moment lichter iwwerraschend, well ee seet: Ma wéi ass et da

meiglech, datt mer mat deem Land nach keen Accord ënnerschriwwen hunn? Dat stëmmt awer nëmmen zum Deel. Mir hu selbstverständlech mat Frankräich schonn eng Kéier esou en Accord ënnerschriwwen, an dat war am Joer 2004. Mee vu datt Frankräich entre-temps hir Legislatioun ugepasst huet, mussen och eis Accorde mat hinnen nei verhandelt gi respektiv och dee Moment zréckgehalen ginn.

Ech behandelen elo am Fong geholl déi zwee Gesetzesprojeten och hei zesummen aus deem ganz einfache Grond, well se inhaltlech u sech dat selwecht erëmginn, soudatt et a sech net noutwendeg wär, dann zweemol getrennt iwwert déi eenzel Projet-de-loien ze schwätzen.

Dës Projet-de-loie respectivement den Inhalt dervu sinn natierlech och direkt liiert un de Geheimdëngscht hei zu Lëtzebuerg. Dat erkläert och, firwat, wéi mer déi Projeten an der Kommissioun presentéiert respektiv och diskutéiert hunn, datt do och Membere vum Geheimdëngscht natierlech uwiesend waren. Just entre parenthèses: De Geheimdëngscht besteet zënter 1960 hei zu Lëtzebuerg.

Wat wichteg ass an deem Accord, dat ass, datt déi jeeweileg Parteie sech dozou verfluchten, u sech déi ausgetoschen Informatiounen op deem selwechten Niveau ze behandelen an deenen zwee verschiddene Länner.

Da ginn natierlech och gewësse Reegelen opgestallt, wat d'Reproduktioun an d'Zerstéierung vun deenen Informatiounen ubelaangt. Wat och wichteg ass ze ënnersträichen, ass, datt déi Informatiounen nëmme kënnen um diplomatesche Wee ausgetosch ginn. Et ass also net esou, datt een dat dann iwwer, wéi mir dat jo esou reegelméisseg maachen, eng E-Mail oder sou ..., esou einfach ass et natierlech net. Ech mengen, dat ass ganz kloer, datt do scho mussen extreem streng Reegelen gellen.

Ech wëll och dann hei drun erënneren, datt déi zwee Projekte keen Impakt op de Staatsbudget hunn. Bis elo sinn eng ronn 31 Accorden esou mat enger Rei Länner ënnerschriwwen ginn. An d'Absicht vun der Regierung ass, fir doriwwer eraus natierlech och nach mat Länner aus der Europäescher Unioun, wou mer nach keen esou en Accord hunn, dann esou Accorden ze ënnerschreiwen. A firwat och net mat Länner, déi net onbedéngt Member vun der Europäescher Unioun sinn. Ech denken hei natierlech virun allem an éischter Linn un NATO-Memberstaaten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee Accorde goufen de 24. Februar 2023 vum fréieren Ausseminister, vum Här Jean Asselborn, hei deposéiert. An den 21. Dezember gouf de President vun der aussepo-litescher Kommissioun dann och vum Rapporteur vun deenen zwee Gesetzesprojeten hei designéiert.

Dann nach e Wuert vläicht iwwert d'Avisen. Déi zwee Avisen vum Conseil d'État si vum 21. Juli 2023 respektiv 10. Oktober 2023. Zum Fong hat u sech déi héich Kierperschaft näischt zu deenen zwee Projeten ze soen. Ech wëll allerdéngs op een Aspekt nach hei hiweisen aus dem Avis vum Staatsrot (ndlr. aus dem Avis vum Staatsrot zum Accord mat Frankräich). Dee betrëfft den Artikel 16.2., dee gesäit zum Beispill vir, datt „en tant que de besoin, les [...] Autorités de sécurité compétentes des Parties se consultent au sujet des aspects techniques spécifiques concernant l'application du présent Accord.“ De Conseil d'État huet dorauser beschloss, well et sech dann nëmmen ëm technesch Mesüeren handelt, datt déi u sech net méi misste vun der Chamber approvüiert ginn, mee se missten awer am Journal officiel publizéiert ginn.

D'Avisen vun der Chambre de Commerce, déi datéiere vum 18. Abrëll 2023 respektiv 25. Abrëll 2023. An

zweemol hat och d'Chambre de Commerce déi Projet-de-loien approuvéiert.

Wat elo d'Commentairë vun den Artikelen ubelaangt, sou hu mer als Kommissioun eng Remark ze maachen. U sech bestinn déi zwee Gesetzesprojete just aus engem eenzegen Artikel. Da bräichte mer u sech nëmmen e Commentaire zu engem eenzegen Artikel ze maachen. Mir waren allerdéngs der Meinung, wéinst der Transparenz a fir awer och e bësse méi den Inhalt no bausse bekannt ze maachen, datt een awer och de Commentaire des articles aus dem Exposé des motifs zu dem Accord selwer géif iwwerhuelen. Ech ginn natierlech elo net op déi eenzel Artikelen hei an, mee et ass awer wichteg, datt an deem Projet de loi dann och emol den Inhalt vum Accord méi bekannt gemaach gëtt.

Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill den Accord mat Litauen 13 Artikelen hat, an dee mat Frankräich, deem hat der 17.

Just, ëm wat ass et inhaltlech do gaang? Ganz kuerz déi wichtegst Theemen hei nach eng Kéier an Erënnerung bruecht: d'Sécherheetsprinzipien an d'Äquivalenzen zwëscht deene verschiddenen nationale Klassifikatiounen, awer och d'Visite vun den Echang, well, wéi gesot, och do kënnen déi Länner mutuel Visite maachen, fir ze kucken, wéi d'Entwécklung vun dem Echange vun deenen Informatiounen ass.

Voilà. Déi zwee Rapporte goufen eestëmmeg de leschten 8. Januar ugeholl. Ech weess, dat hei ass elo e bëssleche méi en technesche Projet, mee en ass awer mat Sécherheet net onwichtig, well et geet hei virun allem och ëm d'Sécherheet a vital Interesse vun eisem Land. An ech géif jo dovun ausgoen, datt keen heibannen ass, deem dat wëll a Fro stellen.

Dofir bréngen ech och ofschléissend den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'No-lauchteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre mëndlechen a schrëftleche Rapport.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Christophe Hansen.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An de Rapporteur Gusty Graas war immens komplett. Dat erlaabt mir dann och, immens kuerz ze sinn.

Ech mengen, déi zwee Gesetzestexter, déi mer hei haut stëmmen, sinn immens wichtig. Et geet hei ëm déi national Sécherheet, zum Beispill bei Menacë vun Terrorismus, bei Cyberkriminalitéit, Proliferatioun vu Waffen an änleche Bedroungen. Et geet ëm eng verbessert international Zesummenaarbecht an enger méi vernetzter Welt tëscht verschiddene Länner. An et geet natierlech och ëm d'Optimisatioun vu Ressourcen. Well wann Experten esou Donnéeën, déi klassifizéiert sinn, mussen traitéieren, wa se dat op béide Säite vun enger Grenz musse maachen, kascht dat natierlech méi Ressourcë vun dem Point de vue Ressource humaine, awer och vun der Aarbecht. Dat heescht, et ass zwar hei elo käschtenneutral, wat mer votéieren, mee et spuert awer och Käschten. An ech mengen, dat ass wichteg, eng Kéier ze ënnersträichen.

Mir wäerte bei Krisen a Menacen, wéi ech se genannt hunn, méi reaktiv kënnen sinn a besser anticipéieren kënnen. Dat erlaabt eis och, Risiken ze minimiséieren. An dat kann am schlemmste Fall dann eeben och, oder am beschte Fall, Liewe retten. An dofir sinn dat heiten zwee wichteg Texter, déi mer da wäerten ofstëmmen.

Ech mengen, déi Ofkommessen, déi zwee, sinn awer och en Zeeche vun engem staarke géigesäitege Vertrauen tëscht Länner. An ech mengen, et ass och e Beweis, dass eis Diplomatie funktionéiert. An dofir kann d'CSV hei och mat zwou Hänn mat ënnerschreiwelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. En huet mir matgedeelt, e misst net onbedéngt dozou schwätzen, dat géif awer heeschen, datt den Accord vun der LSAP-Fraktioun ofgeséichert wier.

Dann huelen ech den nächsten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. E puer Kommentare vun eiser Säit vläicht. Dat éischt ass, datt mer eis scho méi dacks gewonnert hunn, wéi laang et dauert, bis esou Accorden dem Parlament virgeluecht ginn.

Mir haten am Joer 2016 eng Nott kritt aus dem Staatsministère, datt den Accord mat Litauen „en voie de finalisation“ wär „en 2016“. 2016 hu mer dat gesot kritt, 2020 ass en dunn ënnerschriwwen ginn. 2023 ass en an de legislative Prozess komm an 2024 hu mer en elo hei leien. Dat ass ganz laang.

An deemools krute mer och gesot, et wär mat Italien, Malta, Rumänien an Ungarn, déi wäeren och ... Ech weess elo net, wou déi dru sinn. Mee d'Fro ass net nëmmen, ob mer elo geschwënn do sinn, wou mer hiwëllen, nämlech datt mer mat all NATO-Staat an all EU-Staat esou en Accord hunn, mee och, wéi déi Delaie sinn, datt dat vläicht ka méi séier goen. Mir liewen an enger onsécherer Welt, och aner Kolleegen hunn dat gesot, a mir wäeren op jidde Fall frou, wann déi Aarbechte kéinte séier virugeen.

Eng zweet Bemierkung betrëfft déi Habilitations de sécurité. Fir d'nächst Kéier, wa mer eng Pleniëre hunn, huet d'ADR eng Question élargie gestallt. Den Här Frieden ass dann d'nächst Kéier do, Enn Januar, da wäerte mer doriwwer schwätzen.

Et ass eis Suerg, datt déi Habilitations de sécurité net deem Niveau entsprechen, dee se missten hunn. Mir haten och schonn e puermol dem Här Staatsminister – dat war dunn an der Vergaangenheet den Här Bettel – eng Question parlementaire gestallt. Den Här Bettel huet eis geäntwert, datt hien déi Suergen net géif deelen. Mir hu se awer nach a mir wäerten elo dem neien Här Staatsminister och déi Froe stellen, och mat eiser Argumentatioun. Et ass fir eis ganz wichteg, datt Lëtzebuerg e kredibele Partner ass an datt déi Habilitations de sécurité esou ausgestallt kënnen ginn, datt se effektiv och zuverlässeg eng gewësse Sécherheet kënnen bidden.

Deen drëtten Punkt ass de Kommentar vum Staatsrot, dee mer gesinn hunn an deem Gesetz, wat eis mat Frankräich elo esou en Accord gëtt. Den Här Graas hat doriwwer geschwat. An do ass eigentlech gesot ginn, datt den Artikel 37 vun der Verfassung géif virgesinn, datt eebe just – an dat ass och richtig esou, mir haten en Avis juridique virun e puer Joer gehat am Kader vun der Defense – Accorden net der Ratifizierung vum Parlament hu misse virgeluecht ginn, déi reng en Echange vun techneschen Donnéeën géife betreffen, zum Beispill d'Telefonnummere vu verantwortleche Beamten an iergendengem Dossier. Sou Saache brauchen natierlech net am Parlament behandelt ze ginn. Alles anescht awer schonn!

Elo ass et awer esou, datt den Artikel 37 an där Form net méi existéiert, well mir haten an der Tëschenzäit eng Verfassungsrevisioun. Am Artikel 46, deem elo d'Traitée concernéiert an där neier Verfassung, feelt ee wichtige Saz an eisen Aen, deem am Artikel 37 vun där fréierer Versioun vun der Verfassung awer do war, an dee Saz ass: „Les traités secrets sont abolis.“ Esou huet et fréier geheescht an der Verfassung. An eisen Ae vollkommen zurecht. An där neier ass dee Saz net zréckbehalen ginn, wat mir bedauern.

Elo ass et awer esou, datt domadder och eng Rei Konsequenze kënnen verbonne sinn, an et ass natierlech d'Interpretatioun, wéi och de Staatsrot gesot huet, datt an Zukunft och weider alles soll dem Parlament virgeluecht ginn, ausser deene ganz techneschen Accorden.

An d'Fro un d'Regierung ass natierlech: Ass dat och d'Intentioun vun der Regierung, fir weiderhin all Accord, egal wéi en heescht, ob dat e Mémoire d'entente ass oder en Traitée oder soss iergendeen internationalt Ofkommen, wéi et och d'Jurisprudenz prezisiéiert, dem Parlament zur Ratifizierung virzeleeën? Wa jo, an dat hoffe mer jo, datt dat d'Linn vun der Regierung ass, dann ass natierlech och d'Fro un d'Regierung: Gëllt dat dann an Zukunft och fir d'Programmes indicatifs de coopération, déi bis elo, an eisen Ae fälschlecherweis, net dem Parlament virgeluecht goufen, wou mir awer ëmmer insistéiert hunn als ADR, datt mer och déi Accorde mussen hei an der Pleniëre kënnen diskutéieren en vue vun enger Ratifizierung, sou wéi all aner internationalen Accord och?

Dat ass eng Fro, déi mer alt bei dëser Geleeënheet dann och un d'Regierung wëlte richten, a mir soe villmools Merci fir d'Äntwert. Mir droen als ADR selbstverständlech och déi zwee Accorde mat. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Wann ech richtig verstanen hunn, wëllt d'Madamm Tanson d'Wuert elo net huelen. Dat heescht dann och, datt si den Accord vun der grénger Sensibilitéit ginn hätt, wa se geschwat hätt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech probéieren, et ganz kuerz ze maachen. A viwech: Mir ginn den Accord fir déi zwee Texter. Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt mer eis do musse mat eise Partner concertéieren an och eis mat eise Partner mussen eens sinn, wéi mer dat géigesäiteg maachen, wann et ëm de Geheimnisschutz geet.

Elo maachen ech awer e bëssen deen nammlechte Constat wéi mäi Virriedner. Mir hunn an e puer Question-parlementairen an der Vergaangenheet ëmmer rëm déi „security clearances“, wéi se genannt ginn, kritesch begleet, well eeben och schonn an der internationaler Press awer doriwwer geschwat gëtt a Lëtzebuerg u sech do ëmmer mat engem bloen Aen ewechkënn.

Et gëtt ëmmer erëm, ënner anerem och elo rezent an der europäescher Press, awer och schonn an der Lëtzebuergescher Press, doriwwer geschwat – „Reporter“ huet do ënner anerem zitéiert –, a souguer d'Regierung huet an engem Projet de loi, nämlech am 7741, gesot, datt d'ANS (ndlr: Autorité nationale de sécurité) zum Beispill op verschidden Datebanke wéi de Fichier central – do fillt ee sech dann op eemol rëm fënnf Joer méi jonk – keen Accës méi hätt. An – an dat ass da ganz witzeg – an den Amendementer zum Projet de loi 7741 steet dann dran, vun der Regierungshand geschriwwen, datt déi ANS, déi mam Gesetz 6961 – nach ëmmer um Instanzewee zënter 2016! – ze kreéiere wär,

da rëm géif Accès kréien, well mer et an deem Gesetz géife verankeren.

Jo, mir hunn dat Gesetz awer nach ëmmer net gestëmmt! Dat heescht, mir hunn nach ëmmer esou e Couac dran, datt dat eent Gesetz zwar een Accès rëm erméiglecht, dat anert Gesetz awer nach net gestëmmt ass, wat deen Accès operationaliséiert, sou datt zumindest en Deel vun deene Kritikpunkten, déi u Lëtzebuerg erugedroe gi vun der internationaler Press, fir mech net ausgeraumt sinn.

An deementspriedend sinn ech frou, wann d'Regierung do nach eng Kéier wäert an deenen nächste Woche kloer Stellung huelen. Mir waarden op alle Fall mat Nodrock drop, datt och dat ANS-Gesetz weidergeet um Instanzewe. Ech stelle just fest, datt do scheinbar keng Prioritéit ass, well wann dat zënter 2016 do läit an nach ëmmer do läit ...

(Interruption)

... dann ass dat net ganz, ganz séier. Déi lescht Amendement vum der Regierung si vum 25. Abrëll 2023.

Dat gesot, dat hunn ech scho virdru gesot, gi mir eisen Accord fir dee Projet hei, fir déi zwee Projeten. Nichtsdestotz wär et awer gutt, wa mer och géifen eis Hausaufgabe maachen an net nëmmen eis Accorde géife stëmmen, mee och géifen déi Security Clearances rëm op e stabilt Fundament setzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Domadder ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Gusty Graas Merci. Ech mengen, e war a sengem Rapport méi wéi kloer.

Ech wëll mech hei net amäsch an d'Aarbecht vun der Chamber, mee ech wëll just drun erënneren, dass et och Revendicatione vu Primmen et cetera, et cetera gi sinn, déi d'Saache mat an d'Längt gezunn hu bei verschiddenen Texter. Ech ginn elo net an den Detail, Dir wësst ganz genau, vu wat ech schwätzen.

Déi zweet Saach ass: Et gëtt och e Contentieux! Dofir ginn ech och net op de Fong an. Mee ech si selbstverständlech frou, als fréiere Responsabele vun der ANS, wann dat neit Gesetz esou séier wéi méiglech gestëmmt ka ginn, mee ech sinn net méi responsabel iwwert deen Dossier.

Dofir beschränken ech mech op deen heite Punkt, fir just dem Rapporteur Merci ze soen a fir och ze soen, dass et selbstverständlech wichteg ass, mat Partner en Echange ze hunn an och Vertrauenspartner ze sinn. Wa mer keng Vertrauenspartner wieren, géifen d'Leit och net mat eis Accorden ënnerschreiwen, dat wëll ech och just soen. Mee mir sinn och nach net fäerdeg, well hei ass d'Informatioun ...

(Brouhaha)

Ass de Kaffiskränzche fäerdeg hei oder net?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Also, wann Diskussionsinn, géif ech bieden, déi dobaussen ze féieren. Ansonst lauschtere mer dem Ausseminister no, deen d'Wuert huet.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just ... Nee, mee et ass kee Problem, de Stater Schäfferot hat eng wichteg Reunoun.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Ausseminister, zum Sujet.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Just, Här President, et ass wichteg, dass mer net hei d'Gefill ginn, mir wiere kee vertrauensvolle Partner, soss géife mer och net haut déi zwee Texter stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung vun de Projets de loi, well d'Diskussioun ofgeschloss ass. Mir haten zwar eng gemeinsam Diskussioun iwwert déi zwee Gesetzestexter, mussen awer selbstverständlech zwee separat Votte maachen.

An déi éischt Ofstëmmung geet iwwert de Projet de loi 8161. Deen Text steet am Document parlementaire 8161³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8161 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: 2, a keng Enthaltung. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch (par M. Meris Sehic), Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8162. Den Text steet am Document parlementaire 8162³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8162 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 57, Nee-Stëmmen: 2, a keng Enthaltung. De Projet de loi ass also mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch (par M. Meris Sehic), Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Heure d'actualité du groupe politique déi Lénk au sujet du conflit au Proche-Orient

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Konflikt am Noen Osten, déi déi politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen an d'Riedezäit sinn déi folgend: Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit huet jeeweils fënnef Minutten, d'Regierung huet fofzéng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: déi Häre Christophe Hansen, Gusty Graas, Yves Cruchten, Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Zanter de mäerdereschen a grujelege Krichsverbrieche, déi d'Hamas géint eng 1.200 Zivilisten, also géint eng 900 Ziviliste plus 300 Membere vun de Sécherheetsdängschter, am Süde vun Israel de 7. Oktober begaangen huet a wouropshin och eng 700 Geisele festgehall goufen, wouvunner der en Deel fräi gelooss goufen, huet déi humanitär a mënschlech Situatioun am Noen Oste katastrophal Proportiounen ugehall.

Doropshin huet Israel eng militäresch Offensiv gestart, déi e katastrophaal Ausmooss ugehall huet. Et ass schwéier ze soen, wéi vill Leit an der Gazasträif bis elo der israellescher Arméi zum Affergall sinn, well souwuel d'Press wéi och d'ONGen an d'UNO-Agencen net richtig schaffe kënnen oder beschoss ginn. Mee et kann een dervunner ausgoen, datt weinstens

23.000 Leit, dorënner ëm déi 10.000 Kanner, ermuert gi sinn an eng 60.000 verwonnt.

Mee net nëmmen dat! Fir déi, déi net ënnert de Bomme stierwen, do suert de Staat Israel derfir, d'Gazasträif onliefbar ze maachen, andeems Schoulen, Spideeler, Drénkwaasser, Liewensmëttel, Medikamenter an all liewenswichtig Infrastrukturen zerstëert ginn. D'israelesch Regierung erkläert, dat wär alles wichtig, fir d'Hamass ze zerstëieren.

Mee et gëtt vun Dag zu Dag méi kloer, datt de Krich géint d'Hamass zum Virwand geholl gëtt, fir d'Palästinenser aus Gaza ewechzedreiwen. Méi wéi eng Kéier hunn héichrangeg Regierungsmembere vun Israel kloergestallt, d'Palästinenser wiere „mënschlech Déieren“. Esou de Verdeedegungsminister Joaw Galant oder de Sécherheitsminister Itamar Ben-Gvir oder och de Finanzminister Bezalel Smotrich, déi der Meenung sinn, et wier besser, d'Palästinenser géifen hir Heemecht verloossen. Net ze vergiessen de Premierminister Benjamin Netanjahu, deen och d'Aalt Testament zitëiert, fir e Massemuert ze justifizéieren.

Natierlech sinn esou Aussoen net representativ fir déi gesamt Bevëlkerung an Israel a bestëmmt och minoritär. A genauou wéineg, wéi et falsch ass, déi palästinensesch Bevëlkerung mat der Hamass gläichzestellen, esou wéi déi israelesch Regierung et mécht, ass et falsch, d'Jude mam israelesche Staat gläichzestellen, iwwerhaapt israelesch Bierger mat hirem eegene Staat gläichzesetzen.

En anere Feeler, deen een net begoe soll, ass, eng Symmetrie tëscht den zwou Partien ze schafen. Mir hunn et hei net ze di mat engem Konflikt tëscht zwéi Staaten, déi an territorialer Konkurrenz wieren an déi iwwer vergläichbar Verdeedegungsmëttel verfüge géifen. Mir hunn et mat enger kolonialer Situatioun ze dinn, wou een dominante Staat, Israel, enger Bevëlkerung, der palästinensescher, d'Recht op Selbstbestimmung verneint. An net nëmmen, mee lues a lues, Stéck fir Stéck, déi unerkannte palästinensesch Territoire besidelt. D'Kolonien am Westjordanland sinn net just moralesch verwerflech, mee och juristescht illegal.

Dës Heur d'actualité hate mer de 14. Dezember ugefrot an an der Tëschenzäit huet sech d'Situatioun weiderhi staark entwéckelt. Den Zoufall huet et awer esou gewollt, datt dës Debatt um richtigen Zäitpunkt stattfënt, nämlech e puer Deeg nodeems den Här Ausseminister sech d'Situatioun op der Plaz ugekuckt huet a sech mat ville Responsabele vun der Palästinensescher Autoritéit, de Vereenten Natiounen an der israelescher Regierung ausgetosch huet. An dës Initiativ ass och ausdrécklech ze begrëssen. Si ass ëmsou méi ze begrëssen, well den Här Ausseminister kloer Wieder geschwat huet an ënner anerem de Stopp vun der Koloniséierung vum Westjordan gefuerdert huet a sech fir en humanitäre Waffestëllstand ausgeschwat huet.

Esou Aussoe sinn net extravagant. Si schreiwe sech an de Respekt vum internationale Recht an, deem sech all Natioun op dëser Welt ze verflichten huet.

Här President, ech muss awer och zouginn, datt d'Ausso vum Premierminister a sengem Neijoerschinterview op RTL mech relativ staark schockéiert huet. An ech war bei Wäitem net deen Eenzege, deen an deem Fall war.

(Interruption)

D'Ausso vum Här Frieden war, ech zitëieren: „Ech verbidde mer total ze jugéieren, wéini ee muss ophale mat reagéieren oder net!“ Ech mengen, Här President, jiddereen, deen e bëssen eppes vum internationale Recht hält, deem mussen d'Ouere spatz gi

bei esou enger Ausso, déi all Form vu kricherescher Aggressioun legitiméiert an d'internationalt Recht total aushiewelt. Esou eng Ausso dréit och derzou bäi, Lëtzebuerg international ze isoléieren.

Här President, souwuel de Massaker an der Gazasträif wéi och de Fakt, datt Israel zënter iwwer 70 Joer eng illegal Siidlungs- a Besatzungspolitik bedreift, gëtt fir ëmmer méi Leit op der Welt als ondrobar wouergeholl. Dat erkläert och, firwat zanter elo dräi Méint all Woch op der ganzer Welt Solidaritéitsdemonstratiounen stattfannen.

De Versuch vun der israelescher Regierung, dës Demonstratiounen als antisemitesch oder als vun der Hamass manipuliert duerzestellen, ass gréisstendeels gescheitert. D'Leit loosse sech net beieren. An dat mierkt een zemoos an den USA, wou Milliounen Leit reegelméisseg op d'Strooss ginn, fir hir Solidaritéit mat der palästinensescher Bevëlkerung auszudrécken. Dat sinn dacks jonk Leit, mee net nëmmen. Dat sinn dacks Leit, déi ekonomesch net privilegiéiert sinn. Dat sinn dacks Leit, déi selwer weinst hiren Originellen ënnerdréckt ginn oder goufen, Latäinamerikaner, Natives, Afroamerikaner, Araber an och Judden. An dat gëllt souguer net just fir d'USA.

Zréck bei den Droit international: Dee gëtt et! An e kennt Reegelen, déi fir all Staat gëllen. Allerdéngs ass et esou, datt d'Mënschen am sougenannte „globale Süden“, also Afrika, Latäinamerika oder Asien, ëmmer méi den Androck hunn, d'internationalt Recht géif ni fir déi räich Länner vun Europa, Nordamerika oder Australien, Japan an eeben och Israel gëllen. A leider gouf dat och an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier bestätegt.

An dat ass de Problem. De Weste gëtt sech gären als moraleschen an zivilisatoresche Kompass vun der Welt, verflucht sech a Sonndesrieden der internationaler Rechtsuerdnung. Mee wann et drëms geet, ass e bereet, seng Interessen ouni Rücksicht ze verdeedegen, a wann et muss sinn, bis an den Hindukusch.

Mee si mer eis sécher, ob de Rescht vun der Welt eis als moraleschen an zivilisatoresche Kompass ugesäit? Ech schwätzen emol net vun de Regierungen, mee vun der Bevëlkerung. Ech mengen net.

An der Politik ass et wéi am Liewen. Et sinn d'Doten, déi zielen, net d'Parolen. A wann d'Doten net folgen, wann d'Hypokrisie iwwerhand hält, dann ass et gläich eriwier mat der internationaler Rechtsuerdnung. Da komme vläicht och aner opstriedend Welt- oder Regionalmuechten op d'Iddi, fir hir Interessen, wann néideg, mat Gewalt duerchzesetzen. An dat ass jo och scho souguer hei an Europa de Fall.

Här President, d'Hamass ass eng reaktionär Organisatioun, an déi meescht Palästinenser wëssen dat och. Déi Organisatioun ass jo erësch 1987, 1988 entstanden. D'Hamass ass net um Ursprung vun der palästinensescher Befreiungsbewegung. Au contraire! Si ass haaptsächlech vu fortschrëttlechen, net reliéisen an emanzipatoresche Bewegunge gedroe ginn, déi vu Mëtt lénks bis ganz lénks gaange sinn. An déi goufe bekämpft. Si goufe bekämpft, an, wat vläicht nach méi schëmm ass, si goufen diskreditéiert. Zemoos d'Partei vum aktuelle President Mahmoud Abbas a sengem Virgänger, dem Jassir Arafat, also d'Fatah. Si goufen diskreditéiert, well se zu Kompromësser gezwonge goufen, déi vu ville Palästinenser als net akzeptabel ugesi gi sinn, zum Beispill iwwert d'Zesummenaarbecht mat der Besatzungsmuecht. Déi endemesch a vläicht och gewollte Korruptioun vun engem Deel vun der palästinenseschen Eliten huet och net gehollef.

Datt 2006 d'Hamass d'Wale gewonnen huet an herno och geputscht huet – mee datt se awer d'Wale gewonnen huet, och mat Stëmme vu Chrëschten! –, war

méi e Protestvott géint iwwer enger diskreditierter Féierung. Et hätt kënnen anescht kommen.

Déi katastrophen Situatioun an der Gazasträif ass also net vum Himmel gefall an et soll ee sech hidden ze mengen, d'Hamass wier den natierlechen Ausdrock vun enger réckwäerts gewanter arabescher Populatioun. Ech mengen, si wëilten a Wierklechkeet vun der Hamass befreit ginn, mee si wëilten dat warscheinlech och selwer maachen.

Wien also mengt, d'Hamass kéint ee mat Bomme bekämpfen, deen iert. Et gëtt aner Weeër, fir der palästinensescher Bevëlkerung ze hëllefen, derfir ze suergen, datt den Zyklus vun der Gewalt, deen onnéideg Zivilisten d'Liewe kascht, ophält. Déi bestinn an der Schafung vun engem liefbare Staat a senger voller Integritéit a Souveränitéit an dem Ofbau vun de Siidlungen. An dofir ass an enger éischter Phas e Cessez-le-feu unabdingbar.

An do kommen ech, Här President, dann un d'Enn vum menger Riedezäit. Mir wollten eng Resolutioun an eng Motioun presentéieren. Ech wollt awer just soen: Ech hat e kleng Mëssel elo mam Ausdréck vun der Motioun, déi ech elo awer hei krut.

An ech géif ufänke mat der Presentatioun vun der Resolutioun, eng Resolutioun, déi an Zesummenaarbecht geschriwwen ginn ass mat der LSAP-Fraktioun a mat de Gréngen, déi och vun hinne gedroe gëtt, an ech wollt hinnen och ausdrécklech Merci soen.

Mir hu festgestallt, datt d'Lëtzeburger Parlament warscheinlech eent vun de weinigen an Europa ass, dat sech um Konflikt nach net ausgedréckt huet, obwuel e schonn zanter iwwer zwee Méint amgaangen ass. Ech wëll dofir op d'Hauptlinn vun dëser Resolutioun agoen. An de Considerante gi mer engersäits op dee grauenhaften Attentat vum 7. Oktober am Süde vun Israel an, deen iwwer 1.200 Mënschen d'Liewe kascht huet, wou 3.400 blesséiert goufen an och eeben, wéi ech virdru gesot hunn, 700 Leit entfouert goufen.

D'Resolutioun rëfft och dozou op, sämtlech Geiselen direkt fräizeloossen.

Dës Resolutioun wëll och an deem Sënn mat grousser Fermetéit dat terroristescht Attentat vum 7. Oktober condemnéieren.

Genausou ferm wëlle mer déi israelesch Reaktioun an der Gazasträif condemnéieren, déi an eisen Aen an engem Blutbad vun der Zivilbevëlkerung resultéiert.

Mir erkennen dem israelesche Staat dat selwecht Recht wéi all Staat op dëser Welt zou: d'Recht, sech ze verdeedegen. Mee dat Recht, sech ze verdeedegen, schwiert net an engem loftleeren Raum, mee ass strikt encadréiert vum internationalen an humanitären Recht. Dat, wat elo an der Gazasträif geschitt, entsprécht deem net. D'Attacken hu bis elo iwwer 23.000 Mënscheliwe gefuerdert, dovunner iwwer 10.000 Kanner. A wéi ech och virdru gesot hunn, kënn derbäi, datt sämtlech iwwerliewenswichtig Infrastrukturen och zerstëiert ginn.

Dat geschitt alles an engem Kontext, wou ranghéich israelesch Regierungsmembere offen zouginn, d'Bevëlkerung vu Gaza op e Minimum reduzéieren ze wëllen.

Dofir soll d'Chamber sech och ausdrécklech fir en direkte Waffestëllstand ausdrécken, all Acteur opfuerderen, der ziviller Bevëlkerung ze hëllefen an e Fridensplang auszeschaffen, deen op enger Zweestaateléisung baséiert.

Mir géifen dann dofir och de Chamberspresident bidden, dës Resolutioun de kompetenten israeleschen a palästinenseschen Autoritéiten ze iwwerreechen. Voilà, ech iwwerreechen Iech an deem Sënn och eis Resolutioun. Wannechglift.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérant que, le 7 octobre 2023, le groupe terroriste Hamas a commis un attentat terroriste abject d'une cruauté sans précédent en Israël faisant plus de 1.200 victimes dont une grande partie de civils dont au moins 75 ressortissants étrangers dont des citoyens de l'Union européenne, y compris des actes de torture et des viols ; qu'au moins 3.400 personnes ont été blessées ; que le groupe terroriste Hamas a enlevé, selon les estimations, quelque 200 personnes dont une grande partie est toujours tenue en otage à Gaza ;

– considérant que le 7 octobre 2023 a été le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis la Shoah et qu'il est à l'origine du plus grand nombre de décès en une seule journée de l'histoire d'Israël ;

– considérant que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;

– reconnaissant à l'État d'Israël le droit légitime de se défendre, dans les conditions strictes définies par le droit humanitaire et international et en protégeant la population civile des dommages collatéraux de son intervention ;

– considérant la résurgence et l'aggravation de violences par l'armée israélienne et les colons extrémistes en Cisjordanie en parallèle avec l'opération militaire à Gaza ;

– notant avec inquiétude les déclarations convergentes de membres du Gouvernement israélien actuel tendant à qualifier les habitants de Gaza d'« animaux humains » et à vouloir « réduire la population de Gaza à son minimum » ;

– considérant que le Gouvernement israélien a procédé à un siège complet de la bande de Gaza, en coupant notamment la fourniture d'électricité, de nourriture et d'eau sur le territoire ; que les forces de défense israéliennes ont demandé l'évacuation irréalisable d'environ 1,1 million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et dans le nord de la bande de Gaza vers le sud de la zone ; considérant que les forces armées israéliennes procèdent également à des bombardements de la zone sud ; que la suspension de la fourniture d'électricité, de nourriture, d'eau et de carburant à la bande de Gaza entraîne une nouvelle détérioration grave de la situation humanitaire dans la région ; que selon les autorités palestiniennes, les représailles militaires israéliennes ont depuis causé la mort de plus de 23.000 personnes dont la plupart des personnes civiles ;

– s'interrogeant sur la proportionnalité des interventions militaires israéliennes par rapport aux objectifs déclarés d'éradiquer le Hamas du territoire de Gaza ;

– considérant que la Cour de justice internationale a été saisie en urgence à l'initiative de la République d'Afrique du Sud afin qu'elle statue sur le caractère génocidaire de l'intervention dans la bande de Gaza (entre-temps soutenue par un certain nombre de d'États) et afin qu'elle enjoigne à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires ;

– vu la résolution adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en date du 12 décembre 2023 et soutenue par le Luxembourg, réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire ;

– vu la résolution du Parlement européen du 18 octobre 2023 sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza ;

– rappelant ses motions et résolutions précédemment adoptées et son soutien à la solution dite « à deux États » ;

– condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes et les meurtres abjects commis par le Hamas contre Israël et sa population le 7 octobre 2023 ;

– condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée et disproportionnée et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile dans la bande de Gaza ;

– réclame un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et sûr dans la bande de Gaza ;

– demande la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des personnes prises en otage par le groupe terroriste Hamas et le rapatriement des dépouilles des otages décédés ;

– exige des parties belligérantes, ainsi que de tous les acteurs internationaux, à entreprendre tous les efforts possibles pour venir en aide aux populations civiles en souffrance et notamment pour rétablir des conditions de vie dignes dans la bande de Gaza ;

– exhorte les parties belligérantes, ainsi que tous les acteurs internationaux, à relancer un nouveau processus de négociation ambitieux pour conclure une paix durable basée sur la solution à deux États ;

– demande au Président de la Chambre des Députés de faire parvenir la présente résolution aux autorités israéliennes et palestiniennes compétentes.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Wat d'Motioun ugeet, Här President, wollt ech wëssen, ob ech déi duerno nach kéint presentéieren? Ass dat méiglech? Ech hunn nach Zäit warscheinlech.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt am Prinzip elo keng Zäit méi.

Une voix | Zwou an eng hallef Minutt.

M. David Wagner (déi Lénk) | Zwou an eng hallef Minutt. Ech mengen, et war ...

M. Claude Wiseler, Président | Wëllt Der dat duerno maachen?

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, duerno, wann dat méiglech ass.

M. Claude Wiseler, Président | Da kënn Der Är Motioun duerno theoreetesch presentéieren.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ok. Ech soen Iech villmools Merci, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant le soutien historique et constant du Luxembourg à la justice internationale en général et à la Cour permanente de justice internationale et sa successeuse, la Cour internationale de justice, en particulier ;

– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg de la Charte des Nations Unies et du Statut de la Cour internationale de justice, qui en fait partie intégrante et dont l'article 2 assure l'indépendance de cette juridiction en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies ;

– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, en particulier de son article I^{er}, qui impose aux États, entre autres, de « prévenir » et de « punir » ce crime ;

– considérant les obligations découlant pour le Luxembourg du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et du Titre I bis de son Code pénal qui transpose en droit national les crimes définis par ce Statut ;

– notant qu'en vertu de l'article IX de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la République d'Afrique du Sud a saisi le 29 décembre 2023 la

Cour internationale de justice d'un litige contre l'État d'Israël en raison de la violation potentielle par celui-ci de ses obligations au titre de ladite Convention ;

– rappelant que le Statut de la Cour internationale de justice permet aux États parties de ladite Convention d'intervenir ;

– condamnant par ailleurs solennellement l'ensemble des violations du droit international humanitaire commises par les belligérants dans le cadre du conflit au Proche-Orient et rappelant la compétence de la Cour pénale internationale et des juridictions nationales, y compris luxembourgeoises, d'en connaître et d'en punir les responsables,

invite le Gouvernement

– à évaluer, en temps opportun, une intervention du Luxembourg en soutien à la procédure initiée par la République d'Afrique du Sud contre Israël pour des actes de ou préparant à un génocide contre les Palestiniens ;

– à déclarer que le Luxembourg soutiendra l'exécution d'éventuelles mesures provisoires prononcées par la Cour internationale de Justice dans cette affaire en attendant le jugement de l'affaire sur le fond ;

– à intervenir le cas échéant dans cette procédure, comme le permet le Statut de la Cour, par des observations.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, merci. Ech soen dem Här Wagner Merci.

Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner den Här Christophe Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Dann och merci den Initiateure vun dësem Debat. Ech mengen, et ass e Konflikt, den Noostkonflikt, dee sécherlech net fir d'éischt um Ordre du jour vun dësem Haus steet an héchstwahrscheinlech och nach net fir d'lescht hei steet. An ech mengen, fir d'éischt muss ee kloerstellen: Déi terroristesch Attack vun der Hamas vum 7. Oktober verurteele mir op dat Schäerfst. An ech mengen, dat muss jidderengem heibanne bewosst sinn.

An egal wéi eng politesch Motivatioun ee kann hunn, et gëtt kee Grond, dee rechtfertegt, Zivilisten, Kanner, Fraen ze vergewaltigen, lieweg ze verbrennen, ze zerstëckelen oder ze entféieren. An déi aktuell Situatioun ass dramatesch. Verschidden Zuele si scho genannt ginn. No 100 Deeg vun deem Konflikt huet d'UNO Zuele publizéiert: an Israel 1.200 Doudeger, dovunner 36 Kanner a ronn 7.500 Blesséierter, an an der Gazasträif 23.357 Doudeger, dovunner ganz vill Kanner a Fraen, an 59.000 Blesséierter. Dat ass natierlech dramatesch, wann ee weess, datt déi meescht Spideeler dohannen net méi richteg fonctionéieren.

Et geet awer elo net drëms, fir hei ze determinéieren, wien deem aneren elo am meeschte wéigedoen huet oder net, wou déi meeschten onschëlleg Leit an Zivilisten an deem Konflikt sinn. An ech mengen, et geet och net ëm Schuldzuweisungen, wien à la base schold un deem Konflikt ass, deen et gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Fakt ass awer, dass onschëlleg Zivilisten, Fraen a Kanner, déi sinn, déi am Moment am meeschten ënnert dësem grausame Krich ze leiden hunn. A Fakt ass och, dass déi grouss Majoritéit vun de Palästinenserinnen a Palästinenser keng Hamas-Terroriste sinn an dass eng ëmmer méi grouss Majoritéit och an Israel Ofstand vun den Aktiounen vun hirer Regierung a vun hirem Militär hëlt.

Soulaang Kugelen, Bommen a Rakéite fléien, wäert et keng seriö Verhandlung ginn, fir Fridde oder op

d'mannst eng Wafferou an der Kris ze kréien. A wat méi laang geschoss gëtt, wat méi verbrannt gëtt, wat et méi schwéier gëtt, herno och erëm eng Kéier e Schratt zrëckzemaachen. An do musse mer elo definitiv usetzen. A wat méi laang Kugelen, Bomben a Rakéite fléien, wat et méi warscheinlech gëtt, dass déi nächst Generatioun un Terroristen erugezillt gëtt. An ech mengen, dat kann a kengem sengem Interêt sinn. A wann dat sollt de Fall sinn, dann, muss ech Iech soen, ass dat wierklech de Combel vum Zynismus an eng extreem bluddeg Ierfschaft an eng mäderesch Ierfschaft fir déi nächst Generatioun.

Well wann den Israel-Palästina-Konflikt weider opflaamt, kënn et och zu Spillover-Effekter a Konsequenzen an enger Regioun, déi wäit méi grouss ass wéi d'Gazasträif, d'Westjordanland oder Israel. Als Beweis, mengen ech, mussen d'Situatioun am Libanon mat der Hisbollah an d'Attacke vun den Huthien op Handelsschëffer am Roude Mier als Beweis definitiv duergoen. Well 12 % vum Welthandel lafen duerch de Suezkanal. A wann elo Schëffer alternativ mussen ëm ganz Afrika kuerven – dat dauert 20 Deeg méi laang –, huet dat natierlech och en Impakt op de Präis vun de Gidder, déi an der Europäescher Unioun ukommen, an natierlech och en indirekten Impakt op d'Inflatioun. Dat heescht, ech mengen, do ass nach vill méi hannendrun a mir mussen eis och bewosst sinn, dass déi do terroristesch islamistesche Organisatiounen och direkt an indirekt vum aktuellen iranische Regimm ënnerstëtzt ginn.

Mir brauchen elo direkt eng Wafferou. Mir brauchen eng humanitär Offensiv. Mir brauchen d'Fräiloossung vun alle Geiselen. Mir brauchen e Stopp vun der Kolonisierung. A mir brauchen endlech déi berüumten Zweestaateléisung. A wat mer net brauchen, ass eng Zwangsdeportatioun vun der Populatioun an der Gazasträif. Dat ass fir eis en absoluten No-Go.

An do musse mir och elo als EU eis Responsabilitéiten iwwerhuelen. Mir sinn als EU dee gréisste Geldgeber, och fir d'Palästinenser, finanzieller, awer och humanitärer Natur. Mee mir mussen eis Etapp méi wäit goen. An ech mengen, do ass et och um Service européen pour l'action extérieure ënnert der Leedung vum Josep Borrell a sengem Nofolger, fir do wierklech dat doten als Proufstee ze benotzen. Mir mussen do wierklech och diplomatesch en Impakt huele kënnen. An ech mengen, d'EU hëllef dem palästinensesche Vollek, wéi gesot, finanziell an humanitär, mee mir mussen ophalen, just eng Bank ze sinn. Mir mussen och endlech zu engem diplomateschen Acteur an der Regioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Leider ass dat heiten e Konflikt mat enger ganz laanger Vergaangenheet. Ech mengen, spéitstens d'Balfour-Deklaratioun vun 1917 huet derzou bäigedroen, dass mer haut an där Situatioun sinn, déi mer kennen. Déi huet u sech de Grondsteen, kann ee soen, fir deen eternelle Sträit geluecht. Deemools ass zrëckbehale ginn, dass d'jüddesch Bevëlkerung Urecht hätt op en eegene Staat, mat gläichzäiteger Ausso awer, dass och déi Leit, déi op deem Territoire liewen, déi net jüddesch sinn, hir Rechter géife behalen.

Déi definitiv Grënnung vum jüddesche Staat, dass war de 6. Ijjar 5708 (veuillez lire: de 5. Ijjar 5708). An eisem Sproochgebrauch war dat de 15. Mee 1948 (veuillez lire: de 14. Mee 1948). An zënterhier ass dat Land net zu Rou komm. Ech wëll net hei erëm déi eenzel Etappen opzielen, just 1967 de

Sechsdageskrich, 1973 de Jom-Kippur-Krich an, wéi gesot, zënter dem 7. Oktober elo dee grausame Krich, déi grausam terroristesch Attack, muss een hei soen, vun dem Hamas.

Evident ass et – an ech mengen, do si mer eis och alleguer heibannen eens –, wann e Land attackéiert gëtt, dass et e Recht huet op Verdeidigung. Natierlech muss een awer och eng Kéier d'Fro stellen, wéi wäit déi Verdeidigung ka goen, wéini se ufänkt, op eemol disproportional ze ginn.

Dat, wat de Moment an der Gazasträif geschitt, dass ass onvirstellbar. Déi Informatiounen, déi mir kréien, loosse drop schléissen, dass hei extreemt mënschlecht Leed geschitt. A wat ganz besonnesch schlëmm ass, besonnesch extreem dramatesch, ass, dass vill Kanner, vill Fraen hei hiert Liewe musse loosse. Ech mengen, dese Krich, kann ee roueg soen, iwwerschrëit praktesch all d'Grenze vun der Barbarei.

An Israel huet jo och ugekënnegt, dee Konflikt weiderzeféieren, bis se am Fong geholl hir gréisser Feinden, dat heescht d'Toppterroriste vun Hamas – entschëllegt den Ausdrock –, eliminéiert hunn, virun allem hire Chef, de Yahya Sinwar.

Et huet een d'Gefill, dass de Moment den Dialog am Fong geholl nach just duerch den Haass animéiert gëtt, an dat ass natierlech ni gutt an dat ass och ganz kloer eng Ausso, dass e Fridden de Moment jiddefalls net méiglech ze si schéngt.

Déi international Communautéit muss sech allerdéngs bewosst sinn, wat hei wierklech amgaangen ass ze entstoen, dass sech hei wierklech kann e Flächebrand entwéckelen, wat kéint mat ganz negative Konsequenze behaft sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kann dann elo an deem Konflikt hei eng dauerhaft Léisung fonnt ginn? An ech wëll direkt hei op déi Visitt vun eisem Ausseminister, dem Xavier Bettel, zrëckkommen. Ech wëll dem Här Bettel och e ganz grouse Merci aussprechen, dass seng éischt offiziell Visitt grad an där doter Regioun war, wat och beweist, wat fir eng Sensibilitéit e fir déi Problematik do weist. An ech ka mer och virstellen, dass en eis herno a senger Positioun och déi eng oder déi aner wichteg Informatiounen wäert iwwer seng Ennerriedungen hei matdeelen.

Dann natierlech ass et ganz kloer, an ech mengen, et ass och scho vu menge Virriedner hei gefuerdert ginn, dass e Cessez-le-feu immédiat muss hei gefuerdert ginn, dass ass ganz kloer – ouni dat ka keng weider Entwécklung, gutt Entwécklung, vun deem Konflikt entstoën –, an natierlech gläichzäiteg mat Fräiloossung vun deenen eenzelne Geiselen.

De Problem kann natierlech nëmme mat Wëlle vun deenen zwou Säite geléist ginn. Da si mer ganz séier och bei der Zweestaateléisung. Och do muss een awer éierlech soen: Dat ass natierlech keen neie Virschlag. Dat ass e Virschlag, dee scho Joerzéngten dorëmmer diskutéiert gëtt.

Ech wëll drun erënneren, dass zum Beispill de fréiere Ministerpräsident, den Ehud Olmert, schon 2006 konkret Propositionen gemaach hat, zum Beispill dass 94 % vum Westjordanland sollen an d'palästinensesch Hänn kommen, Ostjerusalem sollt ënner Protektioun dann och vun de Palästinenser kommen an d'ganz Alstad Jerusalem sollt ënner eng international Verwaltung kommen. Ech wëll net weider an d'Detailer agoen. Mee deemools war natierlech de Mahmoud Abbas awer géint déi Propositionen.

D'Fro ass natierlech och: Wéi soll den Territoire dann opgedeelt ginn? An dat ass warscheinlech de sprangende Punkt, ass och deen delikaatste Punkt, well da si mer natierlech ganz séier och bei der Fro vun der

Siedlungspolitik vun Israel. An och do muss een awer dann dach d'Ausso hei maachen, ob dat net eng Provokatioun ass, eng permanent Provokatioun vis-à-vis vun de Palästinenser.

Eppes ass ganz kloer: Et ka kee Fridden hei erreicht ginn an där Regioun ouni Interventioun och vun der internationaler Communautéit an an éischer Linn natierlech och den den USA, den Amerikaner, déi hei warscheinlech dee gréissten Afloss hunn, souwuel op Israel wéi vläicht och op d'Palästinenser. Ech denken awer och u gewëssen arabesch Staaten, déi hei och kéinten eng ganz wichteg Roll spillen.

Dann dierf een awer och net déi innepolitesche Situation ënnerschätzen de Moment. Den Här Netanjahu, dee steet jo awer, kann ee scho bal soen, mam Réck zur Wand. En huet och extreem intern Problemer. Déi lescht Deeg ware vill Demonstratiounen zu Tel Aviv, déi och souguer de Récktrëtt vum Här Netanjahu gefuerdert hunn. An et kënn een ëmmer méi och bal zur Konklusioun, dass d'Hamas besonnesch elo d'Situatioun ausgenutzt huet, fir grad elo déi Attacke ze lancéieren, well mer jo wëssen, dass och déi aktuell israelesch Regierung do awer d'Intentioun hat, fir eng Réforme judiciaire ze maachen, déi awer och elo gestoppt ginn ass vun dem Ieweschte Gerichtshaff vun Israel, soudatt mer do an enger Situatioun sinn, wou ganz kloer erkennbar ass, dass Israel och intern extreem Problemer huet.

Als Konklusioun ass festzehalen, dass et natierlech immens schwéier ass ze tranchéieren. An ech soen dat ganz éierlech: Et ass mat Sécherheet net richtig, sech reng op eng Säit festzeleeën. Wa mer den historichesche Kontext kucken, da muss een awer feststellen, dass souwuel déi eng Säit wéi och déi aner Säit Fehler gemaach huet, provokativ virgaangen ass. An do-wéinst – an dat ass, géif ech och soen, eng Attitüd, déi meng Partei vertritt – versiche mer, sachlech un déi Problematik erunzegoen, awer wierklech mat aller Determinatioun, fir dass mer esou séier wéi méiglech dee Problem do geléist kréien.

Wa mer dat net fäerdegrëngen, da riskéiere mer och, wéi gesot, iwwert dee ganzen Territoire eraus do nach zousätzlech antisemitesche Reaktiounen duerch d'ganz Welt ze kréien. Mir wëssen, wat dat bedeit.

Här President, wann et mer erlaabt ass, dann awer och kuerz nach op eng Motioun anzegoen, déi ech och hei am Numm vun der Regierungspartei wollt deposéieren, wou ech och frou sinn, dass se entretemps och souwuel vun de Kollege vun deene Grënnen wéi och vun de Piraten ënnerschriwwen ginn ass. Et ass mer och mëndlech zougesot ginn, dass souwuel d'Kollege vun der ADR wéi och d'Kollege vun der LSAP bereet wäeren, déi hei matzeënnerschreiwen. Ech hu se och de Kollege vun de Lénken zur Verfügung gestallt, hunn awer Verständnis, dass se se nach net konnten esou am Detail hei kucken.

Ech ginn och nëmme ganz kuerz drop an. Ech mengen, dass sinn eng Rei Fuerderungen, déi souwuel ..., mengen ech, wann ech dem Här Wagner hei nogelauschert hunn, deem ech Merci soe fir d'Demande vun där Heure d'actualité, déi ganz wichteg ass, dass ech, wéi gesot, do d'Gefill hunn, dass awer eng Rei Iwwerschneidungen do sinn, déi mer alleguer gläichermooße wëllen hei verrieden. Fir d'éischt natierlech ganz kloer eng Libération immédiate vun den Otagen, dann natierlech de Cessez-le-feu immédiat an dann natierlech awer och, dass Israel muss déi néideg Konditiounen schafen, dass awer humanitär Hëllef an Zukunft ka garantéiert ginn.

An dann, wéi gesot, nach e wichtige Punkt och, deen ech awer wëll hei ënnersträichen, dass ass, dass mer

am Fong déi Kolonisatiounspolitik vum Israel hei awer och méi wéi kritesch gesinn an am Fong geholl och si opfuerderen, hei awer iwwert de Wee vum diplomateschen Diskussiounen, Relatiounen ze versichen, hei där Politik en Enn ze setzen.

Dat kéint awer vläicht derzou bäidroen, datt mer zu engem eternalen Friden an där Géigend kommen. Dat wier dee ganz grouse Wonsch net nëmme vum eisem Parlament hei zu Lëtzebuerg, vum eis allegueren. Well wa mer dat net fäerdegbréngen, da riskéiert d'Welt awer, hei en nach méi e grouse Problem an Zukunft ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *condamnant l'attaque brutale par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 au cours de laquelle plus de 1.200 personnes ont été tuées et environ 250 personnes ont été prises en otage selon le Gouvernement israélien ;*

– *soulignant qu'un cessez-le-feu en novembre 2023 a conduit à la libération de 105 otages par le Hamas en sorte qu'Israël compte toujours 132 otages ;*

– *notant que chaque État a le droit de défendre ses citoyens contre des attaques terroristes, et ce dans les limites de la proportionnalité tout comme dans le respect du droit international humanitaire ;*

– *constatant que la guerre déclarée par Israël à la suite des attaques susmentionnées a fait au moins 24.000 morts dans la bande de Gaza selon le ministère de la Santé de Gaza ;*

– *considérant que le Luxembourg a récemment fourni des contributions d'un montant total de 3,5 millions d'euros à l'aide humanitaire d'urgence dans la bande de Gaza et la région ;*

– *affirmant que la résolution du conflit israélo-palestinien passe invariablement par la solution des deux États, soutenue de manière constante par le Luxembourg et l'Union européenne, impliquant la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, à savoir l'État d'Israël et l'État de Palestine ;*

– *considérant que la politique de colonisation menée par le Gouvernement israélien est contraire au droit international et constitue une entrave majeure au processus de paix dans la région,*

invite le Gouvernement

– *à continuer de soutenir les efforts de médiation afin de permettre la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas ;*

– *à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu immédiat ;*

– *à persister dans la demande adressée à Israël, l'exhortant à mettre en œuvre des mesures renforcées, absolument nécessaires, en vue de garantir la protection des populations civiles à Gaza ;*

– *à soutenir la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin ;*

– *à continuer ses propres contributions à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région ;*

– *à maintenir son attachement à la solution des deux États comme seul moyen de garantir une paix juste au Moyen-Orient en rendant justice aux aspirations légitimes de tous les peuples de la région ;*

– *à réitérer sa condamnation de la politique de colonisation du Gouvernement israélien et de continuer à soutenir les efforts diplomatiques de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique.*

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Christophe Hansen, Sam Tanson.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Jo, et ass wichteg, datt och mir als e klengt Land no deene schrecklechen Attentater vum der Hamas eis Verantwortung huelen an déi richtig Wierder fannen, fir eng kloer Positioun ze bezéien. Mir hate bis haut jo nach keng Geleeeënheet, fir dat hei an der Chamber ze maachen, an dofir soen ech de Kollege vum deene Lénken villmools Merci fir déi Aktualitéitsstonn.

Dat terroristescht Attentat vum der Hamas géint onschëlleg Israélien de 7. Oktober wäert als eent vum den allerschlämmsten an d'Geschicht agoen: 1.200 Doudeger, 240 Geiselen. Op dëser Plaz wëlle mer eis grouss Solidaritéit mam israeelesche Vollek ausdrécken. De Jean Asselborn hat dës brutal Attacke vum der Hamas direkt op dat Allerschäerfst verurteilt, an deem kann d'LSAP-Fraktioun sech nëmme uschléissen.

Mir fuerderen och, datt d'Geiselen, déi nach ëmmer festgehalte ginn, direkt fräizeloosse sinn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Nom 7. Oktober huet Israel du reagéiert. An den éischten Deeg nom Attentat stoungen d'Befreiung vum de Geiselen, de Schutz vum der israeelescher Populatioun an d'Eliminatioun vum der Hamas am Mëttelpunkt. Wéinstens huet et esou geschéngt.

Ma relativ séier huet d'Weltgemeinschaft misse feststellen, dass déi israeelesch Arméi wéineg bis guer keng Rücksicht op d'Zivilisten hëlt. Zivil Infrastrukturen, Kliniken, jo, ganz Wunnquartiere ginn all Dag ënner Beschoss geholl. Mir hunn et scho gesot: Iwwer 23.000 Mënsche sinn zanterhier ëm d'Liewe komm, dovunner anscheinend 10.000 Kanner. Hei ass ganz kloer, datt déi israeelesch Regierung net cibléiert géint Hamas-Terroriste virgeet, mee déi onschëlleg Populatioun vu Gaza reegelrecht massakréiert gëtt!

Et gëtt natierlech och fir Israel e Recht op Selbstverteidigung. Mee dat Recht huet Limiten a muss am strenge Kader vum humanitären an internationale Recht ausgeübt ginn. No dräi Méint Bombardementer an där graver humanitärer Kris, déi entstanen ass, sinn dës Limite wäit iwwerschratt. Eenzel israeelesch Regierungsmemberen zécken och net méi, haart ze soen, wat se wierklech wëllen, nämlech déi ganz palästinensesch Populatioun aus der Gazasträif ze verdriewen.

An den Nouriichten hunn ech gelies, dass Lëtzebuerg géif eng neutral Positioun anhuelen an dësem Konflikt. Mee a mengen Ae kann een hei net neutral sinn! Et kann een net neutral sinn, wann een engersäits Biller gesäit, wou israeelesch Ziviliste vergewaltet, geschloen an ëmbruecht ginn! An et kann een och net neutral sinn, wann ee gesäit, datt ganz Wunnquartieren, Spideeler a Schoulen zu Gaza plattgemaach ginn! Et kann een net neutral sinn, et muss een dat alles kloer denoncéieren! An dat ass haut eng Geleeeënheet.

Den Här Ausseminister sot, et soll een net géint deen een oder deen aneren an dësem Konflikt sinn. An do huet e jo och am Prinzip Recht. Mir sollen net géint ee sinn, mee mir solle fir ee sinn! Mir solle fir de Schutz vum Zivilisten sinn, fir de Schutz vum de Mammen an de Kanner, fir e laangfristige Friden an där doter Regioun!

D'LSAP verurteilt op ganzer Linn déi ondifferenziéiert militäresch Attacken op d'Zivilpopulatioun vu Gaza

an dat palästinensescht Vollek als Ganz. D'Gewalt vum den israeeleschen Autoritéite limitéiert sech och net méi op d'Gazasträif. Och an de besate Gebidder an am Westjordanland si Palästinenser der Gewalt ausgesetzt. Et gëllt awer onbedéngt, den Ennerscheid ze maachen tëschent enger terroristescher Hamas an engem ganze Vollek, de Palästinenser.

Ech brauch net méi am Detail drop anzegoen, wéi batter dréngend déi humanitär Hëllef ass. Ma eréischt leschte Freiden huet den humanitäre Büro vum der UNO deklaréiert, datt déi israeelesch Autoritéiten hinne systematesch den Accès zum Norde vum der Gazasträif blockéieren. Do muss een also feststellen, datt déi israeelesch Autoritéiten humanitär Operatiounen carrement verhënnern!

Fir d'LSAP ass kloer, datt et e bedéngungslose Waffestellstand muss ginn an en direkten humanitären Accès. A mir fuerderen, datt eis Regierung sech derfir asetzt vis-à-vis vum der israeelescher Regierung a bei eisen europäeschen an internationale Partner!

Här President, déi systematesch Gewalt vum den israeeleschen Autoritéite géint dat palästinensescht Vollek geet jo vill méi wäit zréck wéi Oktober zejoert. Mir kéinte Joerzénge zréckgoen. Mee ech gi just zréck op den 1. Februar 2022. Do hat Amnesty International e Rapport publizéiert, an deem duergeluecht gëtt, wéi déi systematesch Oppressioun an Domination vum israeelesche Staat géint d'Palästinenser all d'Konditiounen vum der Definitioun vum Apartheid nom internationale Recht erfüllen.

Mir schwätze vu systematescher Diskriminatioun, Gewalt, Entegnungen an Trennungen vu Familljen a villem méi. An der aussepolitescher Debatt verzejoert war ech méi genee op dee Rapport agaangen an hat derfir plädéiert, datt d'Cour pénale internationale sech d'Situatioun aus der Perspektiv vum internationalen humanitären Recht soll genee ukucken, notament an deem Kontext vum der Apartheid. Haut ass d'Situatioun nach vill méi schro, wéi ee sech dat hätt deemools kënnen virstellen.

D'LSAP ënnerstëtzt selbstverständlech weiderhin eng Zweestaatéisung mat engem séchere Staat Israel an engem onofhängegen a liewensfäege palästinensesche Staat mat de Grenze vum 1967. Mee den Ament ass d'Zweestaatéisung ganz, ganz wäit ewech.

Elo ass Haltung gefrot vum der internationaler Communautéit, och vum der Europäescher Unioun, déi ee kaum héiert den Ament. Wéinstens seet de Josep Borrell de Moien am „Monde“, datt et dräi Prioritéiten muss ginn. Éischstens: verhënnern, datt sech de Konflikt op de Libanon ausbreet. Zweetens: déi katastrophen Situatioun zu Gaza verbessere mat gläichzäitege Verhandlungen fir d'Fräilassung vum Rescht vum de Geiselen. An drëtzens: Weeër opmaache fir eng Lösung vum Konflikt, andeems d'Gewalt géint d'Palästinenser am Westjordan direkt ophéiert.

Wa mir wëllen, datt déi zukünftige Generatiounen jee-mools do sollen als gutt Nopere kënnen zesummeliewen, dann däre mer haut net de Bak halen!

Ech soen Iech Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Cruchten villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. A mir soen och deene lénke Kollege Merci, datt se d'Initiativ geholl hunn. Mir si frou, datt mer endlech kënnen och iwwert d'Situatioun am Noen Osten hei schwätzen.

De 7. Oktober ass d'Hamas op israeelescht Staatsgebitt agedrongen an huet op eng grausam an

indiskriminierend Manéier iwwer 1.200 Zivilisten ëmbruecht. D'ADR verurteelt dëst schrecklecht Verbrechen.

Doropshin huet Israel am Kader vu sengem onzweifelhafte Recht op Selwerdeedegung eng militäresch Campagne an der Gazasträif lancéiert, fir esou vill wéi nëmme méiglech vun der Hamas ze zerstëieren.

Haut nach sinn iwwer 132 israelesch Geiselen an der Gewalt vun der Hamas. Si an hir Famillje maache Schrecklech mat. D'ADR verlaangt, datt si direkt an ouni Konditiounen fräigelooss ginn.

Mir wëssen awer, och e bëssen als Reaktioun op dat, wat hei scho gesot ginn ass, datt déi israelesch Arméi och grouss Ustengunge gemaach huet, fir dat humanitært Krichsrecht anzehalen. Wa Spideeler, déi hei genannt gi sinn, als militäresch Base vun der Hamas benotzt ginn, ass dat natierlech eng besonnesch schwierig Situatioun.

Trotzdeem sinn an der Gazasträif Dausende vun zivilen Affer ze bekloen. Dacks sinn d'Zivilisten tëschent zwee Feieren Affer vu massive Bombardementer an där Regioun. An et ass ganz schwéier, sech dat ganz Leed wierklech virzestellen.

D'ADR géif dowéinst nach weider Efforte begrëssen, fir et ze erlaben, déi humanitär Noutlag vun der ziviler Populatioun an der Gazasträif opzefänken an d'Situatioun ze verbesseren. Dëst kann och a Form vun humanitäre Pause geschéien.

D'ADR rëfft d'Regierung dozou op, der palästinensescher ziviller Populatioun an der Gazasträif massiv a generéis humanitär Hëllef ze leeschten. Et ass schonn eppes gemaach ginn. Mir wiere frou, wann dat och kéint virugefouert ginn.

Mir waarden op d'Stellungnam vum Internationale Gerichtshaff an der Saach Südafrika géint Israel, fir d'Situatioun kënne juristescht besser anzeschätzen an doduerch och politesch nei ze evaluéieren.

Et muss alles gemaach ginn, fir de Krich – oder besser gesot: d'Kricher – am Noen Osten op en Enn ze bréngen an endlech zu enger ëmfaassender Friddensléiung ze kommen.

D'ADR begréisst, datt den Här Ausseminister Bettel op Jerusalem an op Ramallah gefuer ass. Si hofft, datt déi Lëtzeburger Regierung an Zukunft net méi esou pauschal a generell israelfeindlech optrëtt wéi ënner fréiere Regierungen, esouwuel an der EU ewéi och an der UNO, mee datt si et fäerdegbréngt, eng frëndschafleche, intensiv a vertrauensvoll Relatioun souwuel mam Staat Israel wéi och mat enger demokratesch legitimierter Palästinensescher Autoritéit opzebauen.

Här President, mir brauche politesch Léisunge fir d'Zukunft vun der Regioun a speziell vun de Palästinenser, dorënner och eng palästinensesch Autoritéit fir d'Westjordanland a fir de Gaza, déi d'Existenzrecht vun Israel unerkennt. Esou gëtt et méiglech, zu Verhandlungen ze kommen, déi déi Zweestaateléiung an unerkannten a séchere Grenze fir jidderee méiglech maachen. Wann dat geschitt ass, soll Lëtzebuerg selbstverständlech deen nei geschafene palästinensesche Staat diplomatesch unerkennen.

D'ADR wëll, datt déi multilateral Diplomatie an de Respekt vum internationalen öffentliche Recht nees méi zur Geltung kommen. Den UNO-Sécherheitsrot soll d'Méiglechkeet kréien, sengen Aufgabe gerecht ze ginn.

D'ADR wëll keng Ausweitung vum Konflikt a rëfft all Parteien an där Regioun derzou op, sech zrëckzehalen

a mat Verantwortung a guddem Wëllen u friddleche Léisunge matzeschaffen. An deem Kontext schéngt eis och e Waffestëllstand an der Gazaregioun e wichtegt Element ze sinn. Eng diplomatesch Léisung muss esouwuel vun Israel wéi och vun den islamische Staaten als dee méi vernünftege Wee kënnen akzeptéiert ginn. Si rëfft besonnesch den Iran an all bedeelegt Fraktiounen am Jemen derzou op, d'Sécherheet vun de maritim Verbindungen ze garantéieren an eng weider Eskalatioun ze verhënneren.

Här President, d'ADR mécht sech besonnesch Suerge ëm déi jüddesch Communautéit zu Lëtzebuerg an ëm den Antisemitismus, dee mir leider och an eisem Land musse bekloen. Si war entsat iwwer dee rezenten Tëscheffall um Bazar international, wou Israel kee Stand hat.

D'ADR akzeptéiert keen Antisemitismus, weeder vu riets nach vu lénks nach aus den islamische Communautéiten. Eis jüddesch Matbierger musse kënnen an aller Sécherheet hei liewen. D'ADR fuerdert de Staat op, alles ze maachen, fir dat ze garantéieren. Si hofft och, datt d'Schura e moderéierenden Afloss huet.

D'ADR ënnerstëtzt déi Fuerderung vum RIAL, datt besonnesch Organisatiounen, déi vun der Regierung finanziell ënnerstëtzt ginn, keng antisemitesch Propaganda dierfe maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir Dammen an Hären, 100 Deeg ass de Konflikt elo al, deen eng ganz Regioun nees op en Neits destabiliséiert. Eent virop: Dat, wat de 7. Oktober geschitt ass, déi Massakere, déi do waren, sinn terribel gewiescht. Et gëtt heifir keng Justifikatioun an och keng Legitimitatioun.

Onschëlleg Fraen, Männer a Kanner sinn op déi brutalst Aart a Weis ermueret ginn oder verschleift ginn. Ech weess net, wéi et Iech geet, mee mir perséinlech geet ee Bild net aus dem Kapp vun enger jonker Fra, déi wéi e Stéck Véi op e Camion gehäit gouf an esou duerch d'Géigend transportéiert gouf, hallef plakeg. An dobäi sinn nach vill méi schlëmm Saache geschitt, déi zum Deel dokumentéiert goufen. Mee et kann ee soen, datt dat, wat deen Dag geschitt ass, total onmenschlech ass.

Vun dohier ass et absolutt novollzéibar, datt Israel reagiert huet. D'israelesch Regierung wollt dat net esou hinhuelen a wollt géint déi virgoen, déi dat verursaacht hunn. D'israelesch Regierung wollt a wëll natierlech och d'Geiselen aus den Hänn vum Hamas befreien an erëmkreien.

Mee déi Reaktioun vun Israel, déi erlaabt et net, eng ganz Zivilbevëlkerung och an eng onmenschlech Situatioun ze setzen. Se erlaabt et net, Dausende vu palästinenseschen Zivilisten als Affer a Kaf ze huelen, fir géint den Hamas virzegoen. Se entschëllegt net, datt d'Palästinenser net méi genuch z'essen an ze drénken hunn a se net kënne medezinnesch versuergt ginn. Och dëst sinn onschëlleg zivil Affer an deem Konflikt.

Mir begrësse grondsätzlech de Positionnement vum Ausseminister am Kader vu senger Visitt an der Regioun, mee mir hätten ons méi zolidd Wieder och vum Premierminister an deem Fall erwaart, grad och – et ass schonn ugeklungen – am Neijoerschinterview op RTL. Et ass vläicht bedéngt duerch déi fréi Opnam, mee en huet jiddwerfalls refuséiert, kloer Wieder hei géint déi Ripost vun der israellescher Regierung ze benotzen.

Den Ausseminister huet Recht, wann e seet, datt d'Argumenter vun der Proportionalitéit a vun der legitimer Selbstverdeedegung ëmmer méi schwéier oprechtzerhalen sinn, jee méi zivil Affer d'Virgoe vun der israellescher Arméi fuerdert a jee méi zivil Infrastruktur och doduerch zerstéiert gëtt.

Mir begrëssen och d'Verurteilung vun den illegale Siidlungsaktivitéiten, déi vun der israellescher Regierung ënnerstëtzt ginn. Dës Aktivitéit sinn eent vun de ganz groussen Hindernisser fir eng Zweestaateléiung, déi längerfristeg deen eenzegen Ausweg aus deem Kreeslaf vun Aggressioun a Reaktioun ka sinn, mee déi – et ass och schonn ugeklungen – ëmmer méi wäit ewech vun eis réckelt.

Mee domat geet et net duer. All Dag kommen nei Entwécklungen derbäi. Esou hunn den 12. Januar d'UN-Mënscherechtsagence an hiren Héichkommissär festgestallt, datt verschidden Attacke vun der israellescher Arméi géint d'humanitært Völkerrecht verstoussen.

Mat der Klo vu Südafrika ass et elo um Internationale Gerichtshaff, fir Stellung ze huelen. Et ass vu baussen esou wäit fort, schwierig ze soen, wéi déi Faite juristescht ze qualifizéieren sinn. Dowéinst ass et och gutt, datt an dëser Urgenceprozedur den Internationale Gerichtshaff elo emol eng éischt méi juristescht Meinung, Analys, ka maachen an, souwäit et geet à ce stade, Kloorheet schafe kann.

Mee onofhängeg vun där juristescher Definitioun ass et net erdrobar, datt iwwer 20.000 Palästinenser gestuerwe sinn, dorënner vill Kanner, datt 80 % vun der Populatioun an der Gazasträif deplacéiert goufen, datt iwwer d'Hallschent vun den Haiser zerstéiert oder beschiedegt gouf, datt et keng sécher Plaz méi an der Gazasträif gëtt.

Natierlech weist Israel sech schockéiert iwwer de Virwurf vum Genozid. Déi bescht Aart a Weis awer, fir do dergéint virzegoen, fir deem entgéintzewierken, ass et, opzehalen, d'palästinensesch Populatioun ënner Beschoss ze huelen, ass et, humanitär Hëllef zouzeloossen, ass et, mat deem sënne Krich opzehieren.

Et bleift ofzewaarden, wéi Israel mat där zukünftiger Decisioun vum Gerichtshaff wäert ëmgoen. Et ass jiddefalls ze hoffen, datt, egal wéi déi Decisioun ausfällt, e Waffestëllstand kënnt an deen och aktiv vun der internationaler Communautéit gefuerdert gëtt.

An deem ganzen Debat dierf een eng wichteg Gefor net ignoréieren, dat ass d'Gefor vun der Radikalisierung vun extreem ville Jonken am Noen Osten.

Vill Observateure gesinn d'Aktioun vum Hamas als genee dat: Eng Provokatioun, fir zur Radikalisatioun vun der Populatioun ze féieren! Dass dee Plang net opgeet an d'Eskalatioun vu Gewalt an Haass gestoppt gëtt, dat muss d'Zil sinn, natierlech an éischter Linn vun de Konfliktparteien, mee och doriwwer eraus vun der internationaler Communautéit. Et muss elo schonn den Terrain preparéiert gi fir d'Zukunft, eng Zukunft, an där d'Palästinenser onofhängeg an a Fridde kënnen an hirem eegene Staat liewen an och d'Israelien a Sécherheet an a Fridden an hirem eegene Land sinn.

Mir erwaarden ons vun onser Regierung, hei net just d'Roll vun engem Observateur ze spillen a mat enger oder zwou Woche Verspéidung d'Positiounen vun europäesche Partner ze widderhuelen. Grad als Member vum UN-Mënscherechtsrot ass Lëtzebuerg hei an der Verantwortung.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass ëmsou méi wouer, wéi mer alleguer all Dag mat Biller an Niegkeeten aus Gaza konfrontéiert sinn. Ons politesch Decideure si gefuerdert, fir de Bierger/inne bei der Auerdnung vun deem ze hëllefen, wat si an Echtzäit op hire Bildschiermer gesinn. An deem Fall muss d'palästinensesch Populatioun Gehéier fannen a gehollef kréien. Dat geet nëmmen iwwer e Waffestëllstand. Deen aktiv bei Israel anzefuerderen a sech gläichzäiteg derfir anzesetzen, datt d'Geisele vum Hamas fräigelooft ginn, ass fir ons de richteg Wee.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An als leschten ageschriwwene Riedner huet elo den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Oktober sinn d'Terroriste vun der Hamas an Israel agefall an hunn de Mënschen, déi do ronderëm gelieft, gefeiert oder geschafft hunn, Schrecklech ugedoen. 1.139 Mënschen hunn hiert Liewen den Dag geloost. Anerer goufe verschleift an eng 200 bis 250 Geisele sinn haut nach an den Hänn vun den Terroristen. Israel war an ass am Schockzoustand no dëser Attack.

Et dierf een dat, wat de 7. Oktober geschitt ass, net verharmlen. An Israel, an dat huet glécklecherweis heibanne bis elo jiddweree gesot, huet kloer d'Recht, fir géint dës Terroriste virzegoen.

Mënsche sinn ëmbruecht ginn, zerstückelt, vergewaltet a vun hire Famillje fortgerappt. Kee vun hinnen oder hire Familljen huet dat Schicksal verdéngt. An näischt rechtfertigt dës onmënschlech Dote!

Et ass net ganz kloer, wéi vill Geiselen nach am Gaza verschleift sinn a wéi et hinne geet, mee kloer ass, datt et d'Zil vun der internationaler Communautéit muss sinn, dës Leit, dës Elteren, Geschwëster a Kanner fräizekréien.

Kloer fir eis Piraten ass och: D'Hamas ass net Palästina! D'Hamas steet net fir d'palästinensesch Zivilbevölkerung. Och si sinn nämlech Affer vun den Terroristen vun der Hamas, duerch déi elo hir Haiser zerstéiert gi sinn a si an hir Famill a Liewensgefor schwiewen. D'Affer vum Kampf géint d'Hamas ass d'Zivilbevölkerung op béide Säite vun der Grenzmauer, an onofhängeg vum Pass.

Mir Piraten fuerderen eis Regierung op, fir weider humanitär Hëllef ze leeschten, well d'Mënschen do am Moment a ganz kritischen Zoustand ouni genuch Stroum, medezinnesch Versuergung a villes méi mussen ëm d'Iwwerliewe kämpfen. A wa mer Mënsche soen, da menge mer zum gréissten Deel Kanner, well 2020 war all Zweeten an der Gazasträif ënner 18 Joer al. All Zweeten!

Mir Piraten fuerderen och, datt d'israelesch Regierung an hir Zaldoten a soss Leit am Asaz sech kloer un internationalt Recht halen. Jo, u sech ass dat eng Fuerderung, déi sou vum selwe kënn, déi jiddwereen, deen an engem Konflikt dran ass, wann de Konflikt dann onausweichlech gëtt, sollt anhalen, well all Attack muss eng proportional Äntwert fannen.

D'Zivilbevölkerung am Gaza ass net de Feind an dierf net als Feind consideréiert ginn. Am Gaza sinn et d'Zivilisten, déi sech net kënnen a Sécherheet bréngen, well et gëtt kee Wee eraus a se kënnen kengem trauen. Zegausenden hu schonn duerch d'Attack vun der Hamas mussen hiert Liewe loossen. Et kann net esou weidergoen!

Här President, d'Piratenpartei huet sech nach ëmmer fir eng Zweestaateléisung ausgeschwat. An dëser Positioun bleiwe mer weiderhin frei. D'Grenze vun

1967 misste laangfristeg erëm hiergestallt ginn. Dofir brauch een natierlech och en demokratesch gewielten Usprechpartner, deen d'Mënscherechter respektéiert, och op palästinensescher Säit. An deen hu mer nach net.

Wat dann d'Klo vu Südafrika zu Den Haag ugeet, esou si mir Piraten der Meenung, datt een d'Riichter hir Aarbecht soll maache loossen. Et steet jiddweregem fräi, fir esou eng Plainte ze deposéieren, an dat gouf jo gemaach. Et ass un de Gerichter ze entscheeden, ob dës begrënt ass a wat d'Konsequenze vun esou enger Plainte sinn. Ech halen et awer fir verfréit, datt mir heibanne géifen engem Urdeel oder anere Mesüre virgräifen. Mir si Signataire an deem-sprechend decouléieren eis Obligatiounen ganz kloer doraus.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis elo kennt dës Kampf géint d'Hamas keng Gewënner. Bis elo huet Israel net gewonnen an d'Zivilbevölkerung am Gaza ass definitiv de Verlëierer an deem Konflikt.

D'Piraten an Europa hunn dann och hire Support no den Hamas-Attacke gewisen an ee vun deenen éischten europäeschen Ausseminister war e Pirat, deen an Israel gereest ass, fir Support an Hëllef unzebidden.

Um Enn gëllt fir eis all: Et muss ee Versteesdemech an Empathie a sengem Kapp an a sengem Häerz fir béid Säiten hunn, fir d'Zivilbevölkerung op deenen zwou Säiten, well et sinn déi, déi am meeschte leiden. Et sinn déi, déi als Éischt de 7. Oktober gelidden hunn. An et sinn déi, déi och elo op där anerer Säit vun der Grenzmauer am meeschte leiden. A genau dowéinst brauche mer ganz dréngend e Cessez-lefeu. Genau dowéinst brauche mer endlech eng Resolution vun deem Joerdausenden ale Konflikt. Ech mengen net, datt mer dat an enger Stonn Heur d'actualité hei an der Chamber wäerten hëkréien. Mee all Dréps kann derzou féieren, datt d'Faass iergendwann eng Kéier voll ass a mir eng Léisung fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn dann elo – géint d'Reegele vun der normaler Heur d'actualité, mee well mer virdrun eng Rei technesch Problemer haten, ënner anerem, fir d'Motioun erauszedrécken – dem Här David Wagner ganz kuerz d'Wuert, fir seng Motioun ze presentéieren.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, kuerz. Ech wäert eng Motioun presentéieren, déi ech schonn deposéiert hunn an déi och schonn ausgedeele gouf. Ech hoffen, datt jidderee se konnt liesen. Wéi Der wësst – dat ass schonn e puermol gesot ginn –, hunn zu Den Haag an iwwert dës Weekend dann eeben déi Plaidoirie stattfont iwwert d'Requête vu Südafrika opgrond vum Artikel 9 vun der Konventioun fir d'Preventioun an d'Repressioun vum Crime de génocide, där Lëtzebuerg och ugehéiert. Do huet Südafrika dat dann eebe virun der Cour de justice internationale deposéiert.

Et soll drëms goen, festzeleeën, ob d'Aktioun vun Israel an der Gazasträif als Genozid ka qualifizéiert ginn. An der Tëschenzäit hunn eng ganz Partie Länner déi südafrikanesch Initiativ ënnerstëtzt. Lëtzebuerg huet natierlech d'Konventioun vun der Repressioun vum Crime de génocide ratifizéiert. Dat heescht och, datt Lëtzebuerg, wéi all Partie prenante vun där Konventioun, Obligatiounen huet, déi och am éischten Artikel festgeluecht goufen an déi follgendermoosse kléngen: „Les parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.“

Ech wollt awer och den zweeten Artikel vun dëser Konventioun kuerz zitieren, deen de Genozid definéiert. Well den Haaptkrittär ass net dee vun der Unzuel, mee dee vun der Intentionalitéit: „commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel,“ an da gi fënn Fäll opgezielt. Ech zielen déi elo net méi op, mee se sinn net cumulativ.

Mir mengen – dat ass op jiddwer Fall d'Meenung vun déi Lénk –, datt leider warscheinlech d'Definitioun misst getraff ginn. Dat ass „Meurtre de membres du groupe“, „Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe“, „Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre“ an esou weider.

Mir sinn der Meenung – an déi gréng an d'LSAP hunn dës Motioun och matënnerschriwwen –, datt mer géifen awer d'Regierung opfuerderen, en temps oportun déi südafrikanesch Prozedur ze ënnerstëtzen an och deemno wéi an der Prozedur Observatiounen ze maachen, an datt Lëtzebuerg och soll provisoresch Mesuren ënnerstëtzen, wéi zum Beispill e Waffestëllstand, well mir wësse jo net, wéi laang dat kann daueren, bis en Urteil gefallt gëtt.

Voilà, ech soen Iech Merci, Här President, a pardon nach fir dee kleng Messel. Voilà, mee ech hoffen, datt mer vläicht nach op e gréngen Zweig kommen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Mir hunn de Messel jo elo opgehuewe kritt. Ech gesinn, et sinn direkt Wuertmeldungen do. Ech géif elo proposéieren, datt mer et esou maachen, datt mer erëm déi normal Uerdnung drakréien.

Mir ginn der Regierung d'Wuert an duerno huele mer déi eenzel Motiounen an da kënnen selbsterständlech déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten dozou Stellung huelen. Da si mer erëm am normalen Oflaf dran. Här Ausseminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, e grouse Merci. Et kënn jo net oft vir, datt ech och dem Här David Wagner e grouse Merci soen, mee ech mengen, dass d'Agenda et fäerdegbruecht huet, dass et méi wichteg wéi jee ass, deen Debat haut an dëser Chamber och kënnen iwwert dës Sujet ze hunn.

Dir hutt et alleguer gesot: Ech war d'lescht Woch a Palästina. Ech war zu Ramallah an ech war och zu Jerusalem. An et ass am Fong meng éischt Auslandsmissioun gewiescht. Ech hat jo bilateral Visitten zu Berlin an zu Paräis. Dat ware Visites de courtoisie bei den Noperen, mee dëst ass déi éischt Visitt, déi ech gemaach hunn. An dat beweist och fir mech selwer an och fir d'Regierung, wéi wichteg dës Sujet ass.

Mir sinn op béide Säiten empfaange gi vun héichrangegen Politiker: a Palästina vum Premierminister, och vum Ausseminister an awer och vun der Zivilgesellschaft, vum President vun enger ganzer Medezinnsorganisatioun, an och enger Fra – déi eenzeg Fra, déi bis elo am Comité vun der OLP war, hate mer och d'Chance, kënnen ze gesinn –, an op israelescher Säit vum Staatschef, dem Isaac Herzog, iwwert de Chamberspräsident, och den Ausseminister konnte mer gesinn an och eng Vertriederin vun enger ONG. An a Palästina hate mer och d'UNRWA, den Här Lazzarini, begéint.

Erlaabt mer fir d'éischt, Här President, vun enger ... An et war eng Missioun – pardon, ier ech et vergiessen – zesumme mat menger Ekip aus den Affaires étrangères an och vun der Kooperatioun an dorops wäert ech och agoen. Här President, den éischten Deel war dee vun der Desolatioun. Mir sinn

ukomm, wéi mer de Kibbuz a Südisrael besiche gaang sinn, deen attackéiert ginn ass de 7. Oktober ... an ech sinn och frou, dass jiddwereen déi Attack vum Hamas condemnéiert huet. Et ass gräisslech, wat do geschitt ass. Et war Feiertag an Israel. D'Leit sinn do erschoss ginn, d'Leit si verbrannt ginn, d'Leit si lieweg verbrannt ginn, an et ass eng ... Ce sont des scènes de désolation, wou ee gesäit, wou jonk Leit, wou Kanner, wou Fraen, wou Leit ëmbruecht gi sinn duerch Terror-attacken, déi vum Hamas begaange gi sinn. Et war eng ganz komesch Situatioun, well mir waren do – an dir hutt jo och d'Fotoe gesinn – a mir konnten héieren, wéi Rakéite gefall sinn a wéi d'Mitrailletten op e puer Honnert Meeter fonctionéiert hunn. An ech kann Iech soen: Dat si Situatiounen – mir waren op där enger Säit, wou mer wéineg Geforenen hatten –, déi ee sech schwéier ka virstellen. An ech kann Iech soen: D'Biller, déi wäert ech och net vergiessen.

Desolatioun awer och, Här President, déi Deeg drop, wéi ech a Palästina war, wéi ech gesinn hunn, wéi do ... Et ass eng „*prison à ciel ouvert*“. Et ass eng Mauer ronderëm. Ech war e Camp vu Refugié besichen: déi Desolatioun, dee Manque de perspectives, dee Manque d'avenir, déi Situation d'hygiène. An dat war dann nach zu Ramallah, wou ech gesinn hunn, wou ee sech dann net ka virstellen, wéi zu Gaza d'Situatioun ass; zu Gaza, eng Situatioun, wou wierklech – an ech ginn duerno méi an den Detail och an iwwert d'Responsabilitäten – d'ganz Regioun do am Moment amgaangen ass, futti gemaach ze ginn. Dat ass ee Constat: d'Destructioun vun enger Regioun.

Zur Situation humanitaire muss ech Iech soen, dass déi dramatesch ass, mee och d'Situation économique. An ech kann de Risk net vun der Hand weisen ..., dass och e Risk vun ekonomeschem Kollaps vu Palästina besteet, well déi gréisst Rentrées financières, déi se kréien, sinn eeben duerch den Echange mat Israel, duerch Taxen, déi bezuelt ginn, duerch Steieren, déi bezuelt ginn. A wann do d'Grenzen zou sinn, da besteet de Risk, dass et op eng Kéier do, wou elo nach ..., net Gaza, mee dat heescht zum Beispill am Westjordanland an op deenen anere Plazen, och zu Meutereie kënn. D'Leit hunn déi lescht Woche keng Pai kritt. An déi lescht Pai, déi se kritt hunn, dat ass e puer Méint hier, dat war eng hallef Pai – juste pour vous dire. Dat heescht, dass och nach de Risk besteet vun engem Colapse économique an der Gazasträif.

Wann ee vu Responsabilité schwätzt, ech hunn Iech et virdru gesot: Den Hamas ass e Fait déclencheur gewiescht, mee d'Situatioun war net einfach virdru. Mee de 7. Oktober ass en neie Moment gewiescht, wou wierklech eng Attack komm ass vun enger terroristescher Organisatioun. Dat, wat een awer muss wëssen, ass, dass den Haass ganz déif sëtzt. An et ass och eng Etüd gemaach gi vum Palestinian Center for Policy and Survey Research. Déi seet am Fong, dass 72 % vun der Populatioun dat vum Hamas net condemnéieren. An ech waarden haut nach – an ech hunn dat selbstverständlech och mengen Interlocuteurs a Palästina gesot – op eng Condamnatioun vun den Attacke vum 7. Oktober, ob déi awer géif weisen, dass de Fatah an déi net dat cautionéieren, wat den Hamas gemaach huet.

Mee et muss een d'Situatioun gutt kennen, fir ze wëssen, dass den Hamas awer och eng politesch Partei ass an dass et eng Partei ass, déi am Moment an den Ëmfroen net déi lescht ass. Dat heescht, dass et scho kritesch ass. Mee et ass eng Haine, déi grouss ass, a mer mussen onbedéngt verhéieren, dass am Fong déi jonk ... Bal all Riedner huet et gesot: Et dierf ee Palästina net mat Hamas vergläichen. Dat wier dee gréisste Feeler. Mee de Risk ass, dass, wann déi jonk Leit, déi am Moment do sinn, keng Perspektive

gesinn, am Fong d'Bildung, déi se hunn, d'Bildung vum Hamas ass an de Support och vum Hamas ka sinn, well den Haass ... an déi Leit, déi Beamten, déi och mat mer do waren, soen, dass den Haass ee vis-à-vis vun deem aneren nach méi grouss ass wéi virdru 7. Oktober an dass et d'Vertrauen am Fong guer net méi gëtt tëschent den Israeelen an de Palästinenser.

Hei si vill Zuele gefall. Huelt mer et net iwwel, Här President, ech wäert keng Zuelen nennen. Ech weess haut net, wéi vill Geisele lieweg sinn. Ech weess haut net, wéi vill Dausende vu Leit ënnert den Trümmere leien an der Gazasträif, déi mer nach net konnte fannen. Dowéinst, ech wëll ... D'Zuele si sécher, op déi géif ech agoen: iwwer 20.000 Leit – iwwer 20.000 Leit; mir si bei 23.000 Leit –, déi gestuerwe sinn. An awer – Zuelen, dat si Fakten –: 70 % vun deene si Fraen a Kanner. An et wäert kee mir erklären, dass dat alles Terroriste si vum Hamas! Dat si keng Terroriste vum Hamas. Et war vläicht deen een oder deen aneren, deen e Sympathisant war, mee fir do ze soen, dass déi 23.000 Leit Terroriste vum Hamas wieren, wier falsch.

Et ass eng Reconstructioun, déi muss ganz opgebaut ginn. Gaza ass amgaangen, plattgemaach ze ginn. An Dir hutt am Moment ... De ganzen Norde gëtt am Fong evakuéiert an do sinn am Moment schonn iwwer 1,9 Millioun Leit, déi déplacéiert gi sinn. Stellt Iech vir, déi puer Meeterkaree – et sinn 30 Meeter (veuillez lire: 30 Kilomeeter), also an der Läng, wéi grouss et ass –, wéi vill Millioun Leit elo an 1,9 Milliounen, déi just an de Süde verfracht ginn, wat fir eng Situatioun mer do hunn, eng desolat Situatioun, eng humanitär, eng sanitär Situatioun. Déi wäert sech och net vill verbessern.

An och déi Kolonisatioun, déi Siidlungen: Do ass jo am Moment nach puer Provokatioun an där Situatioun, déi schonn esou brenzeleg ass. An et sinn Aussoe komm. Ech ginn och net op déi Aussoen an. Ech hunn déi awer zitéiert, well Dir hutt se net all zitéiert. Et ass souguer e Minister, dee gesot huet, Gaza misst et ginn ouni Gaza-Awunner. Et ass souguer vun engem gesot ginn, et misst eng nuklear Bomm benotzt ginn. Vun där anerer Säit wësse mer awer och, dass verschidde Leit soen, dass d'Enn vum Staat Israel en Zil muss sinn, dass d'Israëlie mussen och verschwannen. Dat heescht, vun deenen zwou Säite gëtt et Proposen, déi inakzeptabel sinn an déi och ze condemnéiere sinn!

Här President, mir hunn och säit dem 7. Oktober Hëllef gehat, direkt fir an d'Gazasträif. An erlaabt mer, fir dass ... Mailt se einfach de Kollegen hei an der Chamber weider ..., mee einfach d'Zuelen, wou wat kritt huet, och vun där Hëllef, déi mer gemaach hunn, vun 3.250.000 Euro, déi komm si fir am Gaza. An et ass och nach eng Kéier eng materiell Hëllef vun 142.000 Euro. Ech si ganz transparent. Ech ginn Iech déi of, wann Der se just de Kollege kënn mailen, dann hu se och déi Zuelen, wou elo och direkt gekuckt ginn ass, fir do déi humanitär Hëllef kënnen ze hunn.

(M. Xavier Bettel dépose une documentation.)

Eng Léisung, Här President, well mir schwätzen oft dovun, ass den Zweestaatesystem. Mee de Problem ass: Am Moment si mer nach net esou wäit. A mir kréie se och net direkt. D'Vertrauen ass wierklech ze vill fort, fir déi Zweestaateléisung am Moment kënnen op den Dësch ze setzen, fir se direkt kënnen ënnerschriwwen ze kréien. Dat wier den Dram, well Fridde bei deem engen ass dee beschte Garant fir Fridde bei deem aneren. Dat ass eng Realitéit, et huet een et och heibanne gesot, dat ass d'Realitéit! Wann deen ee Fridden huet, huet deen aneren en och. Well déi eng soen Iech: „Mir hunn Angscht vis-à-vis vun der Hamas, mir kënnen hei net als Bierger liewen,

währenddeems mer wëssen, dass mer terroristesch Aktivitéiten niewendrun hunn.“ An, selbstverständlech, d'Gaza-Awunner, déi si jo och net op Aenheicht vis-à-vis vum Staat Israel, hunn och Angscht. D'Palästinenser hunn Angscht vis-à-vis vun de Siidlungen oder vis-à-vis vun Aktiounen vun der israeelescher Arméi.

Dofir, wat fir eis wichteg ass am Moment, ass d'Fräiloossung vun de Geiselen. Déi Geisele sinn déi éischt wichteg Etapp. An et ass gesot ginn: „Jo, mee hält dann Israel op, wann d'Geiselen all fräi sinn?“ Op jidde Fall ass e groussen Argumentaire vun der Justificatioun vun de Bombardementen vum Gaza da fort. Ech wëll awer just drun erënneren, fir deen een oder aneren, deen et nach net matkritt huet, dass déi israeelesch Regierung awer gesot huet, dass dat net duergeet, dass se wëllen am Fong den Hamas lassginn.

Ech hunn och op menger Rees, Här President, insistéiert, dass den Hamas eng Ideologie ass. Eng Ideologie kritt Dir net aus dem Kapp esou geläsch! Ech wëll Iech just drun erënneren, dass nach viru puer Joren d'Aube dorée, eng Nazipartei a Griicheland, bal 10 Prozent vun de Stëmme gemaach huet – eng Nazipartei! Mir hu jo alleguer gemengt, nom zweete Weltkrich géif een net méi vun Nazie schwätzen. Just fir Iech drun ze erënneren, dass se mengen, et géif een eng Pensée lassginn, wat eppes ass, wat net méiglech ass. Mee tatsächlech ass et am Interêt vun der Regioun, dass den Impact matériel, d'Finanzméiglechkeete vum Hamas esou kleng sinn, dass se och keng Gefor méi si fir hiren Noper.

Mir brauchen e Waffestëllstand. Här President, ech war nach Premier, wéi ech an engem Conseil européen souz zu Bréissel, wou mer stonnelaang driwwer geschwat hunn, ob et e „Cessez-le-feu“ ass mat „s“, ouni „s“, ob et „humanitaire“ sollt sinn oder net „humanitaire“ – et ass mir esou laang wéi breet, Här President, wéi et heescht!

Mir hu just gemierkt, dass dee Moment, wou d'Geisele fräikomm sinn, während engem Waffestëllstand war. Mir hu just gemierkt, dass wa mer wëlle Corridors humanitaires maachen, fir dass d'Leit aus dem Süden nees kënnen an den Norden erop goe mat de Familjen, dat och just geet, wann e Waffestëllstand do ass. Dofir: Et ass mer egal, wéi Dir e wëllt nennen, mee et brauch een e Cessez-le-feu. Da kritt Dir d'Argument: „Jo, mee mat engem Cessez-le-feu gëtt nees den Hamas gestärkt, da kënnen se sech nees opbauen.“ Ech kann Iech just soen, dass wa kee Waffestëllstand eenzt, déi Situatioun sech do net verbessert. An déi kënnt Momenten, wou mer Geisele fräikritt hunn, waren och während engem Waffestëllstand. Déi Siidlunge mussen och ophalen. Si gi géint d'internationalt Recht. Do si mer eis och allegueren eens.

Ech hat e Message, Här President, deen ech eriwirginn hunn, an deem mer och gesot hunn, dass déi Situatioun am Moment, déi do ass, um europäeschen Niveau ..., dass een d'Gefill huet, et misst een d'Frënn vu Palästina sinn oder d'Frënn vun Israel sinn, et misst ee säi Camp eraussichen. Dir musst fir déi eng a géint déi aner sinn oder ëmgedréint.

Ech kann Iech just soen – an ech hunn dat och scho gesot –: Mir si Frënn vum Fridden! Mir sinn der Meenung, dass hei jiddwereen en Deel Responsabilitéit huet. Mir sinn der Meenung hei, dass et awer virun allem am Moment Generatiounen gëtt vu jonke Leit, déi, wa se keng Perspektive kréien, riskéieren, fir eng Doktrinn vun enger politescher Organisatioun méssbraucht ze ginn, dass se keng Chancen hunn, sech kënnen ze entwéckelen, wann net Fridde fir si garantéiert gëtt.

Dir hutt jo och Motiounen a Resolutiounen an ech fannen, ... Ech muss Iech ganz éierlech soen, Här President, ech weess, et ass Séparation des pouvoirs, ech hunn näischt dozou ze soen, mee déi Resolutioun an déi Motiounen – dat si verschidden Termen, do musst Dir driwwer kënnen diskutéieren – fannen ech, sinn akzeptabel. Ech ginn Iech meng perséinlech Meenung, well se awer rasonabel sinn. Mir ginn net ..., andeem mer soen: Deen doten huet honnertprozenteg Recht an deen doten huet honnertprozenteg Onrecht. Well hei huet keen honnertprozenteg Recht, keen!

Dat, wat och ass: Dir hutt och gefrot bei der CPI an d'Madamm Tanson an den Här Wagner sinn och drop agaang iwwert d'CPI. Dir wësst – mir hunn dat jo och schonn ëffentlech gemaach –, dass mer der Meenung sinn, dass mer elo sollen d'Hearingen ofwaarden an d'Konklusioun ofwaarden. Et war jo schonn Drock gemaach ginn, ob mer net wëilten och schonn dës le départ matmaachen. Nee, mir waarden do of, bis d'Etüde gemaach gi sinn. Déi zweet Motioun, déi dréckt e bëssen an eng Richtung, wéi wa scho Konklusioun misste gezu ginn. Ech kann Iech just hei d'Garantie ginn, Här President, dass dës Regierung déi ofwaart an dann och hir Konklusioun wäert hunn. An ech géif Iech proposéieren, dass mer eis och dee Rendez-vous ginn, dass, soubal d'Urteil – oder d'Decisioun – getraff gëtt vun der CPI, mer eis och an der Kommissioun kënnen treffen, fir doriwwer ze diskutéieren a gemeinsam eng Positioun ze hunn.

Ech fannen, d'Stärkt vun eisem Land, Här President, ass, wa mer et fäerdegbréngen, hei an dëser Chamber net eng Droite géint eng Gauche ze hunn, net eng proisraaesch géint eng propalästinensesch Politik ze maachen, mee dass mir eis bewosst sinn, wat de Fridde fir e Wäert huet. An dass mer eis bewosst sinn, dass et net la loi du plus fort ass, mee dass et awer och net ka sinn, dass een a Gefor leeft.

Et ass och an onsem Interêt, dass am Noen Osten Stabilisatioun kënn. An ech kann Iech just soen, dass mir et net eleng wäerte fäerdegbréngen – well hei ass gesot ginn, mir hätte Responsabilitéit –, mir wäerten et net eleng fäerdegbréngen! Wa mer wëllen eng Léisung fannen, kënnen mer nach 56 Friddenskonferenzen organiséieren – wann Israel net mat um Dësch ass, fanne mer och keng Léisung! An dofir géif ech wirklech insistéieren, fir ze soen, dass weeder d'Frënn vu Palästina nach d'Frënn vun Israel sech sollen zesummesetzen, mee d'Frënn vum Fridden. Et ass an hirem Interêt an och an onsem.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Ausseminister villmools Merci. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions et résolution

Mir kommen dann zu de Motiounen. Ech hunn hei um Büro zwou Motiounen an eng Resolutioun leien.

Motion 1

Ech proposéieren, dass mer mat de Motiounen a mat där éischter Motioun – quitte dass se méi spéit presentéiert ginn ass – vun dem Initiateur vun der Heure d'actualité ufänken. Den Här Wagner, mengen ech, huet seng Motioun schonn erkläert, ech géif also froen: Wie wëllt zu der Motioun 1 nach d'Wuert huelen? Ech gesinn den Här Graas, den Här Fayot. Ok. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, zu där Motioun ass allerdéngs elo nach déi eng oder aner Ausso ze maachen. Fir d'éischt muss ech natierlech emol d'Fro stellen: Wat ass e Genozid?

An d'Fro och ze stellen: Si mer de Moment schonn an enger Situatioun, wou ee ka vun engem Genozid schwätzen? Dorobber eng Äntwert ze ginn ass zu dësem Zäitpunkt, mengen ech, ganz schwieereg.

Da gëtt hei gefrot, dass mir eis als Lëtzebuerg sollen do ralliéieren, dass mer „en soutien à la procédure initiée par la République d'Afrique du Sud contre Israël“ ... Ech mengen, den Ausseminister huet elo am Fong schonn eng Äntwert dorobber ginn, dass mer elo emol sollen ofwaarden, bis dass déi Instruktioun vun der CPI fäerdeg ass, dass mer da gesinn, wat fir eng Resultater do erauskomm sinn an dass sech duerno Lëtzebuerg dann och ka positionéieren. Duerfir fanne mir et prematuréiert, fir zu dësem Zäitpunkt elo am Fong geholl schonn d'Regierung opzufuerderen, an déi Richtung ze goen. Aus deem Grond géif ech da menger Fraktioun – oder eiser Fraktioun – proposéieren, dës Motioun ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vun Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, also mir als LSAP, mir sinn der Meenung, dass dës Motioun eng gutt Motioun ass, dass mer déi ënnerstëtzen. Mir sinn iwwerhaapt der Meenung, dass mer dee Recours, dee Südafrika gemaacht huet géint Israel, sollen eescht huelen. Mir sinn e Land, wat sech zum Multilateralismus bekennt an och ëmmer e staarke Supporter vun der Cour internationale de justice ass.

Mir sinn eis natierlech och der Gravitéit vun dësem Recours bewosst. Et geet hei ëm Genozid, eng Infractioun, déi erfongt gouf 1948 vum Raphael Lemkin, engem polnesch jüddeschen Affekot, deem déi Infractioun erfongt huet mat Bléck op d'Shoah. An dass déi haut géint Israel invoquéiert gëtt, huet natierlech eng ganz besonnesch Gravitéit.

Nawell si mer der Meenung, dass mer eis elo hei net einfach kënnen do eraushalen. Mir kënnen net, mengen ech, wéi de Premier dat expriméiert huet a sengem Interview, einfach hei Israel gewäerde loos- sen, ouni eis mat där Fro ausernaneresetzen. Mir hunn Obligatiounen ënnert der Convention sur le génocide, déi eis verpflichten, dat do ganz enk am Bléck ze behalen.

Ech war och am September 2022 an den Territoires occupés. Ech hunn och dee Kontext gesinn, deen deemools schonn do virgeherrscht huet, déi Apartheid, wéi den Yves Cruchten dat genannt huet, déi schrecklech Konditiounen, ënnert deenen d'Palästinenser do diskriminéiert ginn. A mat aller Vehemenz an och mat aller Rigueur, mat deenen ee muss de 7. Oktober condemnéieren, ass dat net an engem Vakuum geschitt. An dofir, mengen ech, muss een, ouni hei Säiten ze huelen, trotzdeem wirklech ganz genee nokucken, wat do geschitt. Et sinn Deklaratiounen gemaach gi vun israaelsche Regierungsmemberen, déi weisen, wat hei de Geescht ass vun deenen Interventiounen, déi elo säit méi wéi 100 Deeg undauern.

An dofir menge mer wirklech, dass mer, wéi gesot, eis heimadder sollen ausernaneresetzen, dass mer dat sollen evaluéieren a le moment venu dann och net zécken, fir do eventuell ze intervenéieren an där Prozedur, déi do ugefaangen huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vun der Madamm Tanson, dem Här Clement, dem Här Kartheiser an dem Här Hansen. An ech ginn der Madamm Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Ech hänke bësse mech drun un dat, wat de Franz Fayot elo grad gesot huet. Et geet hei net drëm, ech mengen, definitiv

Positioun ze huelen. Dass deen Term Genozid hei puermol virkënn, ass absolut normal, well et ass déi Konventioun, ëm déi et geet a wou d'Fro gestallt gëtt, vu ville Leit d'ailleurs, och vun den Experten, wou kontrovers diskutéiert gëtt, ob een hei an deem Cas de figure ass oder net. An dat wat d'Cour de justice internationale elo muss decidéieren, dat ass virun allem och emol verschidde méi provisoresch Mesü- ren, wou dann och gesot gëtt oder ka ginn, zum Beispill zu Israel, se sollten ofhalen. Se sollen e Waf- festëllstand elo emol applizéieren.

A wat mir u sech froen, dass ass, dass Lëtzebuerg net einfach just ofwaart, mee dass eng Analys gemaach gëtt vun där Requête, déi Südafrika gemaach huet an dann, wéi dat och schonn emol gemaach gouf, Positioun geholl gëtt zu där Requête. Dat muss jo net eng honnertprozenteg Ënnerstëtzung sinn, mee dat kann awer eng Ënnerstëtzung vum internationale Recht sinn, zu deem mir eis ëmmer haut et fort bekennen an dat ass jo och richtig esou.

Wat mer awer och fuerderen, an dat fannen ech awer och elo scho preventiv ganz wichtig, dat ass, egal, wat herno déi Decisioun ass vun der Cour de justice internationale, dat ass, dass Lëtzebuerg dat ënnerstëtzt, dass déi och ëmgesat gëtt. Do ass e Risk, dass se net ëmgesat gëtt, well coercitiv Moossnamen huet d'Cour net, fir déi Decisioun herno ze renforcéieren, soudass dowéinter mir mat där Motioun hei vun deene Lénke ganz gutt kënnen liewen an déi och ënnerstëtzen, well se u sech just eng Affirmatioun vun deem ass, wat Lëtzebuerg säit Joerzéngte leeft a plä- déiert: dat ass déi vun der Ënnerstëtzung vun der internationaler Rechtsstaatlechkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Erlaabt mer, et licht anescht ze gesi wéi meng zwee Virriedner.

Ech fannen d'Motioun interessant. Et ass en Debat, dee mer féiere mussen. Et ass awer, mengen ech, wéi ech och a menger Ried gesot hunn, verfréit, fir elo hei u sech d'Regierung opzufuerderen, eng Prise de position ze huelen.

Ech mengen, dass déi Motioun hei ganz gutt gedoen hätt, perséinlech, wa se sech op den zweeten Tret, op den zweeten Invite, limitéiert hätt. Den 2. Invite ass nämlech deen, deen, mengen ech, krual ass. Dat ass, wann de CPI zu provisoresche Moossnamen kënnt, dovunner ginn, mengen ech, déi meeschte Länner aus, och déi, déi d'Mesüeren net ... déi, déi Prozedur net ënnerstëtzen oder net direkt ënnerstëtzen, dass Lëtzebuerg déi ënnerstëtzt, mee u sech decouléiert dat och direkt doraus, dass mir Deel vun der Konventioun sinn.

Dat heescht u sech, wa mer géife soen, mir géife se net ënnerstëtzen, géife mer soen, mer géifen eis ee- gen Engagementer brieschen an dat, mengen ech, wëll jo heibanne keen an dofir hätt ech mam Punkt 2 ganz gutt liewe kënnen. Mam Punkt 1 a mam Punkt 3 hunn ech awer meng Problemer. Dat gouf zum Deel schonn och vun anere Leit heibannen erzielt, mee ech mengen, et ass wirklech wichtig, dass mer eis um Punkt 2 eens si vun dëser Motioun, wou kloer drasteet, dass Lëtzebuerg d'Exekutioun vun esou provisoresche Moossnamen ënnerstëtzt, wat awer net heescht, dass Lëtzebuerg Partie prenante vun enger Plainte, wéi se elo deposéiert ass, gëtt oder dass Lëtzebuerg do Partei ergräift. Well ech mengen, dass mir guer net d'Moyen- en hunn, dat ze evaluéieren. A fir elo sech unzereien un all déi Leit, déi schonn eng Kéier zu Jerusalem an zu Ramallah waren: Ech hat d'Chance, virun zwee Joer och do ze sinn an ech muss Iech ganz éierlech soen, et ass

bedréckend, zu Ramallah ze sinn. Et ass bedréckend, wann een do gesot kritt: „Dir musst de Bus wiessele, fir iwwerhaupt kënnen mat Äre palästinenseschen Homologen ze schwätzen.“ Ech hunn dat immens bedréckend empfongen an dat ass, wéi mat den Auslänner ëmgaange gëtt. Da schwätze mer nach guer net dovun, wéi mat der Zivilbevëlkerung sur place ëmgaange gëtt.

Mee ech kann Iech soen, dat heescht awer nach laang net, datt mer hei direkt vu Genozid musse schwätzen, mee wann d'CPI dat fënnt, da muss Lëtzebuerg dat och ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Et ass elo um Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools Merci. Mir soen och deene Lénke Merci, well et ass natierlech e Sujet, wéi mer et haut och gesinn hunn, deen eis alleguer ganz déif beréiert an deen eng ganz grouss politesch a moralesch Dimensioun huet. Dofir ass dat hei, mengen ech, méi wéi legitim, fir sech déi Fro ze stellen, ob Lëtzebuerg an esou engem Prozess soll intervenéieren oder net. Ech mengen, mir müssen dat kucken no zwee Kritären.

Deen éischten: Ass dat néideg? An deen zweeten: Ass et opportun? Ass et néideg? Nee, well Südafrika huet jo déi Fro gestallt dem internationale Geriichtshaff a mir kréie jo eng Äntwert vum internationale Geriichtshaff onofhängeg dovunner, ob Lëtzebuerg sech elo an eng Prozedur amëscht, déi souwiesou amgaang ass. Mir brauchen eigentlech, fir déi Äntwert ze kréien, nëmmen ofzewaarden, ouni, wéi d'Virriedner gesot hunn, do onbedéngt musse Partei ze ergreifen. Also et ass net néideg, datt mer intervenéieren, fir déi Äntwert ze kréien op déi Fro, déi hei gestallt ginn ass.

Ass et opportun? Nee an ech wëll och do kuerz soe firwat, well mir hunn an dëser Situatioun einfach de Bedarf, datt mer géintiwuer Israel a géintiwuer de Palästinenser kënnen als Verhandlungspartner, als Europäesch Unioun an Zukunft optrieden.

Et ass dacks beklot ginn an an eisen Ae vollkommen zu Recht, datt déi Europäesch Unioun kee politesche Profill, op jidde Fall net genuch politesche Profill, net genuch Eenheet konnt weisen an dësem Dossier an et läit eis awer ganz um Häerz, datt mer musse méi wäit denke wéi déi Kris, an där mer am Abléck sinn, an dee Prozess och, deen hei vum Här Wagner ugeschwat ginn ass.

Mir müssen als Verhandlungspartner, als kredibel Verhandlungspartner fir déi zwou Säiten och no dem Enn vun dëser akuter Kris zur Verfügung stoen. Dofir ass et wichteg, datt mer an der Europäescher Unioun verënnern, datt deen een oder deen aneren ... Jiddereen kann natierlech maache wéi e wëll, awer u sech solle mer politesch an eng Richtung schaffen, datt mer e méiglechst breede Konsens hunn, datt mer an Zukunft géintiwuer vun deenen zwou Säiten als Verhandlungspartner, als Mediateur, als e kredibelen Interlocuteur kënnen optrieden.

Wa mer dat hei géife maachen, géife mer d'Unitéit an der Unioun a Fro stellen, well keen anere warscheinlech oder net vill anerer an der Unioun wäre bereet, esou e Schrëtt ze maachen. Mir géifen also deem Ganze schueden an och der Zukunft vun engem Fridensprozess, an deem Europa kéint e Profill weisen. Aus all deene Grënn kënnen mer dat hei wuel an der Intentioun unerkennen, datt dat sécher gutt gemengt ass, fir esou eng Initiativ ze proposéieren, mee no der Krittäre vun der Noutwendegkeet an der Opportunitéit géife mir dat hei net ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass nach eng Wuertmeldung vum Här Christophe Hansen do. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools Merci, Här President. An ech géif just nach eng Kéier ganz kuerz un de Virtrag vum Här Ausseminister Xavier Bettel erënneren, wou e gesot huet, wéi wichteg et ass, datt mer elo net mengen, mir misste Schwaarz-wäiss-Molerei maachen oder fir ee Partei ergreifen.

Ech mengen, dat ass dat Allerwichtigst, wa mer wëlle kredibel als Negotiateur iergendwann eng Kéier optrieden an, ech mengen, dat géife mer och am beschten zesumme mat eisen aneren europäesche Memberstaate maachen, datt mer do eng gëeente Positioun hunn, dann hu mer déi beschte Chance.

Wann elo jidderee seng Saach mécht, wäerte mer déi Positioun an den Negotiationen schwächen. Dat, mengen ech, wier e Problem an ech mengen, evaluéiert gëtt et. Den Här Ausseminister huet et gesot an ech mengen, dat ass och richtig esou. À ce stade géife mir do awer als CSV déi heite Motioun elo net matdroen aus deene Grënn, déi och den Här Bettel genannt huet. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Auteur vun der Motioun nach gefrot, fir kuerz Stellung ze huelen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et soll net den Androck entstoën, datt mer hei esou an enger klassischer Gerichtsprozedur wieren, wéi mer dat kennen a wéi jiddereen dat kennt, dat heescht wéi wann elo d'Chamber sech misst iwwert iergendeng Prozedur um Civil oder um Pénal ausschwätzen.

Do si mer an enger ganz anerer Prozedur, déi gängeg ass, wou Lëtzebuerg dat d'ailleurs och scho gemaach huet, en cours de route, datt et intervenéiert huet. Dat ass den Usus. Ech si keen Expert am Droit international, mee ech hu mech awer a leschter Zäit e bësse renseignéiert an och vun Experte conseilléiere gelooss an et ass immens spannend, wat do ass, an do muss een och soen, Lëtzebuerg huet justement déi Konventioun géint de Genozid ratifizéiert an déi seet awer ganz kloer Saachen an u sech, de Choix, dee mer géife maachen, wa mer déi Motioun géifen unhuelen, fir ze soen, datt, le temps important en plus ..., also d'Regierung kritt eng gewësse Latitud.

Et hätt ee kënnen dat ewechloossen, mee d'Regierung kritt eng gewësse Latitud, fir op Säite vun der Requête och kënnen ze intervenéieren, et entsprécht awer och dem éischten Artikel iwwerhaupt vun dëser Konventioun, déi ganz kloer seet, datt Partie-contraignanteë müssen „non seulement punir“ den Auteur vun engem Genozid, mee och „prévenir“, an dat ass net einfach esou gratis – ech mengen, et ass scho gesot ginn och vu Virriedner, dat heescht an deem Sënn, am Fall justement, datt Lëtzebuerg, als kleng Staat en plus, deen dat matgedroen huet, ... well mer all Interêt drun hunn, datt mir gesot hunn: „Mir ënnerschreien dat.“ An dat gëtt eise Staat och eng Obligatioun, fir justement e Genozid ze prevenéieren, an déi heite Requête kann och esou interpretéiert ginn, datt se justement e Genozid prevenéiert, well scho Mesures provisoires kënnen geholl ginn, déi derzou féieren, datt e Cessez-le-feu immédiat, also en Enn vum Doutmaachen an der Gazasträif kéint imposéiert ginn. Dat heescht, u sech respektéiere mer eng Konventioun, déi mir ratifizéiert hunn. Et ass an deem Geescht, wou een dat misst gesinn. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär déi lescht Stellungnam zu dëser Motioun ofgeschloss.

Mir géifen dann zum Vott iwwert d'Motioun 1 kommen, déi vum Här David Wagner deposéiert gouf.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration. De Quorum ass erreicht an de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 17 Stëmme, Nee: 43 Stëmme, Abstentionen: 0. Dës Motioun ass also mat 43 Stëmme géint 17 Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 2

Mir kommen zur zweeter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum dem honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt scho Stellung geholl. Wëllt Dir nach eng Kéier? Da froen ech, wien zu dëser Motioun wëllt d'Wuert huelen. Den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, mir soen Iech villmools Merci. Mir hunn als ADR dem Här Graas gesot ..., a mir soen och deenen anere villmools Merci, datt se déi Initiativ hei geholl hunn. Mir hunn deen Text hei, déi Motioun, net matënnerschriwwen, mir droe se awer mat. Firwat hu mer net matënnerschriwwen? Well enzel Aspekter heivunner awer vläicht e bëssche kënnen diskutéiert ginn. Ech wäert dat elo net maachen. Mir hunn et zum Deel scho virdrun an der Interventioun gesot.

Et ass awer eng Saach, déi ech wëllt ervirsträichen an dat ass déi Diskussioun ronderëm d'Kolonien. Et ass vollkomme richtig, a mir deelen dat als ADR, datt dat absolut diskutabel ass, datt Aspekter vun der Kolonisierung och géint internationaalt Recht verstoussen. Net alles, mee awer e gudden Deel. Et ass eng ganz komplex Fro. A mir müssen op jidde Fall och géintiwuer eisen israelesche Frënn ëmmer erëm insistéieren: dat internationaalt Recht muss respektéiert ginn, och an dem Kontext vun de Kolonisierungen am Westjordanland! Dat ass net bestridden.

Wat awer de Punkt ass, an et ass vläicht net ganz glécklech, datt mer dat haut esou vill ervirsträichen, et ass awer schonn e bësschen en anere Sujet: Wa mer net wëllen den Androck ginn, datt d'Kolonisation am Westjordanland kann iergendwéi eng

Justifikatioun si fir deen Terroruschlag, deen d' Hamas de 7. Oktober ugefëiert huet, dann hätte mer eis u sech gewënscht, datt dat separat diskutéiert gëtt, souwäit et kritikabel ass. Mir stellen dat net a Fro. Wéi gesot, d'Koloniséierungspolitik muss ee kënne kritiséieren. Awer mir gesinn et schlecht an dem Zesammenhang hei vun esou enger Motioun, well fir eis ass déi Attack egal wéi ze condemnéieren, absolutt ze condemnéieren, mat Kolonisierungspolitik oder ouni!

Et ass vläicht e kleng Schéinheitsfeeler an deem Text. Wéi gesot, mir droen et mat, awer mir ënnerschreiwen et net sou, wéi et hei steet.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Ech hunn den Här Cruchten, duerno den Här Wagner. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Auteur vun där Motioun. Mir wäerten déi Motioun och matdroen. Et sinn e puer Formulatiounen dran, wou ech mer e bësse Froe stellen, mee en général geet se awer an déi richteg Richtung. A virun allem steet hei dran, dass mer d'Regierung opfuerderen, fir en direkte Waffestëllstand ze plädéieren. Dat huet den Här Ausseminister an kloer an däitlech haut hei op der Tribün gesot an ech mengen, dass dat wichteg war, dass et do keng Ambiguité gëtt an dass et och do keng verschidden Nuancë gëtt, mee dass et ganz kloer ass, dass mer gären hätten, dass d'Waffe solle rouen.

An dann ass eng Saach, déi mech e bëssen interpelléiert huet an den Invitten. Hei steet: „à continuer ses propres contributions à l'aide humanitaire d'urgence à Gaza et dans la région“. Ech hoffen – ech hoffe jo wirklech –, dass kee Mënsch eis Aide humanitaire a Fro gestallt huet an der Vergaangenheet! Mee bon, selbstverständlech wäerte mir deen Text matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Cruchten. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hu se net matënnerschriwwen. Dat war éischter eng Fro vun Timing, mengen ech. Mee mir kënnen ... Voilà. Mee mir hunn eis se awer duerchgelies an u sech mécht se och e bëssen Echo an engem gewëssene Mooss och mat der Resolutioun, déi mir deposéiert hunn. Mee eng Motioun ass eng Motioun an eng Resolutioun ass eng Resolutioun an et ass jo och wichteg, datt souwuel d'Chamber d'Regierung invitéiert, Saachen ze ënnerhuelen, wéi och datt d'Chamber sech selwer prononcéiert. Mir gesi keng gréisser Schwierigkeete mat dëser Motioun. Deementspriedend: Also mir fannen, dass se an déi richteg Richtung geet. An dat berouegt eis och an deementspriedend wäerte mir se matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. D'Madamm Tanson huet d'Wuert nach gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat sou wéi meng zwee Virriedner: dass et extreem wichteg ass, dass mer eis hei net just eeben als Chamber selwer eng Positioun ginn, mee och d'Regierung opfuerderen. An dat geet definitiv an déi richteg Richtung. Ech sinn och frou, dass de Wording elo dee ganz kloer ass. Ech hat dat och esou gefrot, dass wirklech „un cessez-le-feu immédiat“ géif gefrot ginn. Ech hunn de Premier – pardon, ech sinn nach ëmmer net am richtige Film: den Ausseminister – héiere soen, dass vill natierlech diskutéiert gëtt iwwer „cessez-le-feu“, „cessez-le-feu humanitaire“ oder wéi ee „cessez-le-feu“ dann och géif schreiwen.

Ech weess net, ob dat esou eng Diskussioun ass, mee op alle Fall: Et ass scho wichteg, dass een do keng Nuancë mat erëbréngt, mee dass et drëms geet,

dass einfach elo e Waffestëllstand kënnt an deen net nach en Adjektiv hannendrugehaange kritt, dee kéint och mëssverstane ginn. Dofir geet dat hei och fir eis absolutt an déi richteg Richtung an natierlech ass et extreem wichteg, d'Aide humanitaire weiderzeféieren an och eebe fir eng Zweestaateléisung anzetrieden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung gesinn.

Da géife mer zum Vott iwwert dës Motioun, also d'Motioun vum Här Gusty Graas, kommen. Mir kënnen doriwwer par main levée ofstëmmen, wann Dir domat d'accord sidd. Ass een, deen e Vote électronique freet? Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 2

Da proposéieren ech de Vote par main levée. An domat d'Géigeprouf, dat froen ech awer aus Sécherheetsgrënn:

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domat ass dës Motioun à l'unanimité ugehall. Da komme mer zum leschte Punkt.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et ass net Usus, mee ech wollt Iech just Merci soen. Dir weist Grandeur als Chamber, dass mer et fäerdegbréngen, eng Unanimité ze hu bei dëser Fro! Ech wollt Iech just als Regierungsmember Merci soen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Chamber huet ëmmer gär, wa se Merci gesot kritt.

(Hilarité)

Merci, Här Premier. An da komme mer zum leschte Punkt vum ...

(Hilarité, brouhaha et interruption par Mme Sam Tanson)

Madamm Tanson, ech hunn déi selwecht Problemer wéi Dir!

M. Gilles Baum (DP) | Dat dauert nach e puer Joer!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Mir gewinnen eis awer nach drun. Et war déi leschte Kéier, jo. Ok.

Résolution 1

Also, komme mer elo zur Resolutioun Nummer 1, déi vum Här Wagner hei erabruecht ginn ass. Här Wagner, ech mengen, déi hat Dir schonn explizéiert. Dofir: Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Den Här Graas, den Här Kartheiser, den Här Clement an den Här Hansen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Also, a priori muss ech soen, dass déi Resolutioun hei eis och sympathesch ass. Mir mierke jo, dass et eng ganz Rei Interferenze gëtt mat där Motioun, déi d'Majoritéit virgeluecht huet, ouni elo erëm an den Detail ze goen. Mee, ech mengen, déi grouss Fuerderungen, déi an eiser Motioun dann enthalen sinn, déi fënnt een och hei an dëser Resolutioun erëm, soudatt mir a priori déi kënnen esou matdroen.

Allerdéngs wollt ech zwou Remarque maachen, déi awer méi textueller Natur sinn. Ech wier och frou, vläicht, wann den Auteur, den Här Wagner, géif sech dozou bereetklären. An zum Beispill ass dat elo am sechste Paragraph vun de Consideranten: „notant avec inquiétude“, hat Dir geschriwwen, „les déclarations convergentes de membres du Gouvernement“, do wiere mer frou, wann Dir géift schreiwen: „notant avec inquiétude certaines déclarations de membres du Gouvernement.“ Ech gesinn un Ärer Mimik an un Ärer Reaktioun, dass der domat d'accord sidd. Merci.

An dann direkt deen zweete Punkt, wou mer licht Problemer hunn, géife mer Iech och bieden, vläicht e bëssen ofzeschwächen. Dat ass dann, wou een dann d'Fro stellt a Fuerderunge stellt bei „condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée et disproportionnée et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile dans la bande de Gaza“. Do géif ech Iech proposéieren: „condamne avec fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée“. Bon, ech hat awer, ech mengen, Här Hansen, sidd mer net béis, wann ech Äre Virschlag direkt hei mat iwwerhuelen. Dat ass dat, wat vum Här Hansen kënnt: „étant démesurée dans le temps et disproportionnée d'envergure“, an dann e Punkt. Dat heescht, da géife mer dee Schluss vun deem Saz do sträichen: „et que celle-ci résulte en un carnage de la population civile de la bande de Gaza“.

Här Wagner, wann Der domadden d'accord wiert – ech mengen, dat dierft Iech jo net allze schwéierfalen –, da géife mer selbstverständlech dat do matdroen. Sidd Der domat d'accord? Ma dat ass léif. Da géif ech proposéieren, datt dee Moment den Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | Normalerweis stellen ech déi Fro, ob den Här Wagner domat d'accord ass. Mee ech mengen ...

(Hilarité)

M. Gusty Graas (DP) | Entschëllegt, Här President, datt ech meng Kompetenzen iwwerschratt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir hutt ... Et ass kee Problem. Se ass gutt gestallt.

Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, eng Saach: Ech sinn ee vun de Signatäir vum dëser Resolutioun, mee et sinn zwee aner Signatäir vum dëser Resolutioun, d'Madamm Tanson an den Här Cruchten. Inwiefern ech elo am Numm vu jidderengem ka schwätzen, ass eng aner Fro.

M. François Bausch (déi gréng) | Mir sinn d'accord.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo.

M. David Wagner (déi Lénk) | Dir sidd d'accord? Jo. Ech weess net, ob et an der LSAP ...

Ech kann och prinzipiell mat den Ännerunge vum Här Graas liewen. Mir hu bei den Invitten, bei de Condamnatiounen, do hu mer u sech dee selwechte Wording benotzt: „Condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes“, an duerno: „Condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire“. Ech wëll elo och net op de Wieder spillen. Et geet drëms, dat ze condemnéieren. Mee déi zwou mussen d'selwecht condemnéiert ginn. Ech mengen, dat ass schonn emol wichteg, fir ze soe „condamne“, ob mat der „plus grande fermeté“ oder just „avec fermeté“, mee da muss et richteg si fir déi zwee. Et ass just dat a mengen Aen awer e Prinzip. Mee soss si mer averstan.

M. Claude Wiseler, Président | Den Auteur ass also mat deenen Ännerungsvirschléi averstanen. Bei deenen nächste Wuertmeldunge schwätze mer also iwwert déi Versioun, wou den Auteur averstanen ass mat den Ännerungen. Här Cruchten. Ech hat zwar elo ... Pardon, et deet mer leed, Här Cruchten. Ech hat den Här Kartheiser, den Här Clement an den Här Hansen, mee Dir wollt vläicht iwwert d'Ännerungsvirschléi eppes soen?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Mee da kritt Dir vir-drin d'Wuert. Ech mengen, dat ass méi richteg.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Also ech wëll hei déi Harmonie, déi hei entsteet, och elo net brieche, dofir

wäert ech och selbstverständlech déi Propos do unhuelen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, dass dat net esou onschëlleg ass, wat mer hei drageschriwwen hunn. Mir hunn hei drageschriwwen, dass et eigentlech, op Franséisch, e „carnage de la population civile“ gëtt an der Gazasträif. An dat ass op Däitsch iwwersat e „Blutbad“ oder e „Gemetzelt“, fir eeben net den Term vun Genozid ze huelen.

Bon, Dir wëllt dat elo alles eraus hunn. Ech mengen, mir hunn eis alleguete kloer ausgedréckt hei op der Tribün, wat mir vun der iwwerdräwener militärescher Reaktioun halen. Dofir sinn ech frou, dass dat alles an de Minutte vun der Chamber festgehalten ass. Dowéinst kann ech domadder liewen. Mee ech halen och ganz staark dorobber, dass d'Terminologie bei der Verurteilung souwuel vun den terroristeschen Attentater vun der Hamas wéi och bei der Réaction militaire, dass dat eent an dat selwecht ass, fir do keng aner Gewichtung eranzebréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. An och hei e Merci un d'Auteurs, d'Signatairë vun deem Text, deen eis erlaabt, iwwert dës wichteg Froen ze diskutéieren.

Mir wäerten eis hei enthalen an ech wëilt Iech soen, aus wéi enge Grënn. Dat Éischt ass, dass wuel hei vollkommen zu Recht, muss ech soen, eng Rei vu Kommentare vu Membere vun der israellescher Regierung zitéiert ginn, déi revoltéieren. Mir haten dat hei e puermol diskutéiert. Verschidde Kolleegen hunn dat an hire Rieden ervirgestrich. Do sinn Terme gefall a Methode gefuerdert ginn, déi wierklech baussent engem ziviliséierten Ëmgang ënner Staate leien. An dat ass eppes, dat muss ee ganz kloer soen.

Et ass awer eppes, wat ganz wichteg ass, wat och feelt hei, dat ass, dass den israellesche Staatspräsident sech dovunner kloer distanzéiert huet an ënnerstrach huet, dass dat absolutt net d'Positioun vun Israel ass.

Wann een also seet, dass hei verschidden israellesch Politiker en Term gebraucht hunn, an dat hu se, dee fir eis net akzeptabel ass, mengen ech, géif et awer d'Éierlechkeet verlaangen, fir och ze soen, dass den israellesche Staatspräsident dat kloergestallt huet, dass dat net kann als israellesch Positioun considéiert ginn.

A mir sollen dat hei als Resolutioun och den israelleschen Autoritéite matdeelen. Et wär also falsch, wa mer da géifen higoen an den israelleschen Autoritéiten en Text iwwerreechen, wou mer de Propos vun hirem Staatspräsident einfach ignoréieren.

Dat Zweet ass, an dat ass dee groussen Ënnerschied mat där Motioun, déi den Här Graas an d'Regierungs-partie proposéiert haten, dat ass d'Artikulation an der Zäit.

Den Här Graas hat an där Motioun, déi si proposéiert haten als Regierungspartei, gesot, „œuvrer“ fir dee „cessez-le-feu“. Dat ass e wichteg zäitlecht Element. An hei froe mer „immédiat“. Mee do feelt dach d'Artikulation. An do wëll ech erëm insistéieren, dass jiddereen, deen an der internationaler Staatgemeinschaft am Abléck probéiert ze negociéieren, net de „cessez-le-feu immédiat“ als realistesch Optioun ka gesinn, well einfach d'Artikulation ass: Wéini ginn d'Geisele fräigelooos, ënner wéi enge Konditiounen? Wéi gëtt mat den Huthi verhandelt? Well d'Huthi am Jeme jo soen, dass si dat maachen als Reaktioun op d'Repressioun géigeniwwer de Palästinenser an der Gazasträif.

Dat heescht, mir hunn eng ganz Rei vu komplizéierten Negociatiounen, déi mer onbedéngt musse féieren, fir dat Resultat ze erreechen, dat mer wëllen erreechen, nämlech souwuel eng Berouegung an de maritimme Kommunikatioun wéi prioritär selbstverständlech déi humanitär Situatioun am Gaza reegelen. Mir brauchen also eng zäitlech Artikulation, obschonn eist Zil ass, fir dat Ganzt esou séier wéi méiglech op en Enn ze bréngen.

Dofir ass dee groussen Ënnerschied, an dowéinst hu mer och dem Här Graas säin Text matgestëmmt, „œuvrer en faveur de“, well dat ass dat Zäitlecht, genau déi Zäit, déi mer brauchen, fir déi Verhandlung ze féieren. De „cessez-le-feu immédiat“ ouni Konditiounen, Geiselen – „immédiat“ –, dat ass alles gutt gemengt. Et ass awer net dee realistesch Wee.

Dowéinst, zu deenen zwou Consideratiounen, déi praktesch, dass mer eng Artikulation brauchen, dass mer eis och hei als Lëtzebuerg net sollen isoléiere géigeniwwer eise Partner an der Europäescher Unioun, an der Transatlantischer Allianz, well mer eng Negociation musse kohärent féieren, wou mer als Westen och solle méiglechst geschloss oprieden, fir iwwerhaapt deen Afloss nach kënnen an där Region auszeüben, virun allem als Europäesch Unioun, déi mer awer hopen, kënnen als Mediateur ze erfüllen. E bëssen dee Rasonement, dee mer och virdu geféiert hunn.

Dat hei wär e gutt gemengt Signal, ganz kloer. Mee et wär alt nees eng Kéier e bëssen inopportun, notament géigeniwwer den israelleschen Autoritéiten, wa mer och dat ignoréieren, wat de Staatspräsident gesot huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Kartheiser. D'Wuert huet den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech si frou, dass mer net méi iwwer eenzel Wieder streide mussen, nodeem déi Ännerungen ugeholl goufen. Ech fannen, dass den initiale Wording, wann en och am Sënn ganz kloer war, an der Wuertwal, an den Yves Cruchten huet dat herno nach eng Kéier bestätegt, vläicht immens wäit gaangen ass.

Mir kënnen net op där enger Säit soen ..., an ech mengen, dass och do et wichteg ass, dass mer ganz kloer qualifizéieren, dass déi zwou Attacken inakzeptabel sinn, terroristesch Attacken inakzeptabel si wéi d'Reaktioun disproportionéiert ass. Dat hu mer an eise Riede gesot. Dass mer elo driwwer schwätzen, ob „object“ oder „carnage“ méi schlémm oder manner schlémm ass, ech fannen, dass dat e bëssen e geféierlecht Signal wär an u sech d'Unitéit, déi mer heibanen hunn an deenen heite Froen, géif a Fro stellen.

Ech ka mech ganz gutt domadder identifizéieren, hei e „cessez-le-feu immédiat“ ze fuerderen, ze reklaméieren. Well et ass en Ënnerschied, ob d'Chamber eppes fuerdert oder ob mer d'Regierung invitéieren, en vue vun eppes ze schaffen. An ech mengen, genau do ass déi Nuance, déi esou wichteg ass. Mir hu virun an der Motioun d'Regierung invitéiert, fir op de „cessez-le-feu“ hinzewierken. An d'Chamber als éischte Pouvoir geet hin a seet: „Mir fuerderen deen!“ Ma dat ass nëmme kohärent mat deem, wat mer viru fënnel, zéng Minutte gestëmmt hunn. Et ass kohärent mat der Fuerderung, mat deem Invite, dee mer der Regierung ausgedréckt hunn. An dat direkt hannendru steet, dass d'Otagë mussen ouni Konditioun fräikommen an och ouni e Cessez-le-feu musse fräikommen, ass, mengen ech, genausou wichteg. A genau dofir wäerte mir déi Resolutioun hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann ass et um Här Christophe Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President. De Gusty Graas huet scho meng Modifikatioun am zweeten Tiret presentéiert. Mir kënnen awer och domat liewen, aus Kohärenzgrënn, dass mer „condamne avec la plus grande fermeté“, wéi den Här Cruchten et och gesot huet, esou do stoenzeloossen. An da kënnen mir den Text matstëmmen, dee ganz gutt ass. An d'CSV, wéi gesot, steet do och ganz derhannert. An ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da proposéieren ech, déi Resolutioun vum Här David Wagner, déi op zwou Plazen ofgeännert ginn ass, esou wéi et proposéiert ginn ass an den Ofännerungen, zum Vott ze bréngen. Do kënnen mer elo kee Vote à main levée maachen. Mir mussen e Vote électronique maachen. Dovu ginn ech aus.

(Assentiment)

Ok. Da froen ech, dass de Vott lancéiert gëtt.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant que, le 7 octobre 2023, le groupe terroriste Hamas a commis un attentat terroriste abject d'une cruauté sans précédent en Israël faisant plus de 1.200 victimes dont une grande partie de civils dont au moins 75 ressortissants étrangers dont des citoyens de l'Union européenne, y compris des actes de torture et des viols ; qu'au moins 3.400 personnes ont été blessées ; que le groupe terroriste Hamas a enlevé, selon les estimations, quelque 200 personnes dont une grande partie est toujours tenue en otage à Gaza ;

– considérant que le 7 octobre 2023 a été le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis la Shoah et qu'il est à l'origine du plus grand nombre de décès en une seule journée de l'histoire d'Israël ;

– considérant que l'organisation terroriste du Hamas ne représente pas le peuple palestinien ni ses aspirations légitimes ;

– reconnaissant à l'État d'Israël le droit légitime de se défendre, dans les conditions strictes définies par le droit humanitaire et international et en protégeant la population civile des dommages collatéraux de son intervention ;

– considérant la résurgence et l'aggravation de violences par l'armée israélienne et les colons extrémistes en Cisjordanie en parallèle avec l'opération militaire à Gaza ;

– notant avec inquiétude certaines déclarations convergentes de membres du Gouvernement israélien actuel tendant à qualifier les habitants de Gaza d'« animaux humains » et à vouloir « réduire la population de Gaza à son minimum » ;

– considérant que le Gouvernement israélien a procédé à un siège complet de la bande de Gaza, en coupant notamment la fourniture d'électricité, de nourriture et d'eau sur le territoire ; que les forces de défense israéliennes ont demandé l'évacuation irréalisable d'environ 1,1 million de Palestiniens vivant dans la ville de Gaza et dans le nord de la bande de Gaza vers le sud de la zone ; considérant que les forces armées israéliennes procèdent également à des bombardements de la zone sud ; que la suspension de la fourniture d'électricité, de nourriture, d'eau et de carburant à la bande de Gaza entraîne une nouvelle détérioration grave de la situation humanitaire dans la région ; que selon les autorités palestiniennes, les représailles militaires israéliennes ont depuis causé la mort de plus de 23.000 personnes dont la plupart des personnes civiles ;

– s'interrogeant sur la proportionnalité des interventions militaires israéliennes par rapport aux objectifs déclarés d'éradiquer le Hamas du territoire de Gaza ;



– considérant que la Cour de justice internationale a été saisie en urgence à l'initiative de la République d'Afrique du Sud afin qu'elle statue sur le caractère génocidaire de l'intervention dans la bande de Gaza (entre-temps soutenue par un certain nombre d'États) et afin qu'elle enjoigne à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires ;

– vu la résolution adoptée par l'assemblée générale de l'ONU en date du 12 décembre 2023 et soutenue par le Luxembourg, réclamant un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire ;

– vu la résolution du Parlement européen du 18 octobre 2023 sur les attaques terroristes abjectes du Hamas contre Israël, le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international et la situation humanitaire à Gaza ;

– rappelant ses motions et résolutions précédemment adoptées et son soutien à la solution dite « à deux États » ;

– condamne avec la plus grande fermeté les attentats terroristes et les meurtres abjects commis par le Hamas contre Israël et sa population le 7 octobre 2023 ;

– condamne avec la plus grande fermeté la réaction militaire du Gouvernement israélien comme étant démesurée dans le temps et disproportionnée dans l'envergure ;

– réclame un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et sûr dans la bande de Gaza ;

– demande la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des personnes prises en otage par le groupe terroriste Hamas et le rapatriement des dépouilles des otages décédés ;

– exige des parties belligérantes, ainsi que de tous les acteurs internationaux, à entreprendre tous les efforts possibles pour venir en aide aux populations civiles en souffrance et notamment pour rétablir des conditions de vie dignes dans la bande de Gaza ;

– exhorte les parties belligérantes, ainsi que tous les acteurs internationaux, à relancer un nouveau processus de négociation ambitieux pour conclure une paix durable basée sur la solution à deux États ;

– demande au Président de la Chambre des Députés de faire parvenir la présente résolution aux autorités israéliennes et palestiniennes compétentes.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

Vote sur la résolution 1 modifiée

De Vott fänkt un. D'Procuratiounen. De Quorum ass erreecht. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, an Abstentionen: 5, soudatt dës Resolutioun mat 55 Jo-Stëmme a 5 Abstentionen ugeholl ginn ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Emile Eicher, Félix

Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, M. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 30. an 31. Januar souwéi fir den 1. Februar virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.50 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023			
Facturation électronique	8242	Marc Spautz	60
Projet de pont pour piétons et cyclistes entre Machtum et Nittel (DE)	8341	Chantal Gary	60
Formation professionnelle des conducteurs d'autobus	8359	Gusty Graas, Barbara Agostino	60
État d'avancement des projets de construction de logements publics	8360	Nathalie Oberweis	61
Courrier envoyé par le Ministère de la Santé à des personnes décédées	8361	Gusty Graas	61
Concert organisé par le chef d'état-major de l'armée	8362	Marc Goergen	61
Site du « Château de Schimpach »	8363	Martine Hansen	61
Licenciement du directeur de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)	8364	Laurent Mosar	62
Systèmes de défense antimissile	8365	Marc Goergen	62
Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	8366	Claude Wiseler	62
Évolution du football féminin	8367	Jeff Engelen	63
Nouveaux OGM	8368	Gusty Graas	63
Bronchiolite	8369	Léon Gloden	64
Nouvelle loi agraire	8370	Martine Hansen	64
Situation de l'ASBL BENU	8371	Marc Goergen	64
Structures d'accueil et d'éducation pour enfants	8372	Fred Keup, Fernand Kartheiser	65

Objet	N°	Auteur	Page
Lettre d'accompagnement du « diplôme de technicien »	8373	Fred Keup	66
Banque luxembourgeoise Fortuna Banque	8374	Max Hengel, Laurent Mosar, Marc Spautz	66
Soins à domicile	8375	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	66
Vote lors d'un conseil communal	8376	Jeff Engelen	67
Attaques par phishing	8377	Marc Goergen	67
Examen du secteur communal	8378	Marc Goergen	67
Gaspillage d'énergie auprès de l'Inspection générale des finances	8379	Marc Goergen	68
Familles d'accueil hébergeant des réfugiés ukrainiens	8380	Nathalie Oberweis	68
Parc locatif de l'Université du Luxembourg	8381	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	68
Risque de génocide dans la bande de Gaza	8382	Nathalie Oberweis	69
Déclarations d'impôt 2022	8383	Sven Clement	70
Aide de l'Union européenne à Gaza	8384	Sven Clement	70
Donations aux communautés religieuses	8386	Sven Clement	70
Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction	8387	Sven Clement, Marc Goergen	70
Réduction du service provisoire dans le secteur communal	8388	Sven Clement	71



Législature 2023-2028							
Plaintes de personnes privées contre des promoteurs	0001	Sven Clement, Marc Goergen	71	Rejet d'un projet visant à réduire l'usage des pesticides dans l'Union européenne	0042	Marc Goergen, Ben Polidori	84
Transparence relative à la composition des délégations dans le cadre des négociations de coalition	0002	Meris Sehovic	72	Bazar international	0043	Marc Goergen	84
Programme « Lëtzebuerger am Ausland »	0003	Sven Clement	72	Fräiraam Festival 2024	0044	Ben Polidori	85
Marchés publics de l'Administration de la nature et des forêts	0004	Ben Polidori	73	Prime à responsabilité pour le coordinateur de cycle dans l'enseignement	0045	Sven Clement, Ben Polidori	85
Imposition des jetons de présence au niveau communal	0005	Marc Goergen	73	Demande pour le congé parental	0046	Sven Clement	86
Accès aux documents des Archives nationales	0007	Sven Clement	73	Problèmes auprès du Service de renseignement de l'État	0047	Sven Clement	86
Situation des personnes dites « Dubliners »	0008	Corinne Cahen, Gusty Graas	74	Vols directs Luxembourg–Chine	0049	Sven Clement, Marc Goergen	86
Surfaces de bureaux de l'État	0009	Sven Clement	74	Salarié handicapé	0050	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	87
Payement immédiat direct	0010	Sven Clement	75	Pension de survie	0052	Alexandra Schoos	87
Baisse de la TVA pour l'année 2023	0011	Marc Baum	75	Accès au cannabis médicinal	0053	Sven Clement	87
Qualité du cannabis médicinal	0012	Sven Clement	75	Raccordement d'une installation photovoltaïque	0054	Sven Clement, Marc Goergen	88
Délais dans le cadre d'une demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile	0013	Sven Clement	75	Adaptation des taux de la TVA	0055	Sven Clement	88
Propreté dans les transports en commun	0014	Marc Goergen	76	Promotion du réseau ferroviaire au niveau européen	0056	Marc Goergen	88
Traités concernant les armes nucléaires	0015	Sven Clement	76	Licences pour le Cargocenter Luxembourg	0057	Francine Closener, Yves Cruchten	89
Gestion du numéro d'identification à la TVA via MyGuichet	0016	Sven Clement	77	Plateforme « Letzshop »	0059	Laurent Mosar	89
Structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale	0017	Meris Sehovic	77	Plateforme « Letzshop »	0071	Francine Closener, Dan Biancalana	89
Licences accordées par la CSSF	0018	Sven Clement	77	Lutte contre le tabac	0060	Gusty Graas	89
Protection des données dans le cadre d'une affaire juridique	0019	Sven Clement	77	Option « Forfait bloqué »	0061	Marc Goergen	90
Participation à une séance communale par visioconférence	0020	Sven Clement	78	Bureaux pour les juges d'instruction au Centre pénitentiaire « Ueschterhaff »	0063	Sven Clement, Marc Goergen	90
Estimation d'un bien immobilier par un algorithme	0021	Sven Clement	78	Échanges de données entre le Statec et l'OCDE	0064	Sven Clement	90
Liaison aérienne Luxembourg–Chine	0022	Marc Goergen	78	Absence d'Israël au Bazar international	0065	Fernand Kartheiser	91
Promotion de l'image du Luxembourg	0023	Sven Clement	79	Prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique	0066	Sam Tanson, François Bausch	91
Bornes d'appel d'urgence sur les autoroutes	0024	Marc Goergen	79	Autorisations environnementales pour les installations photovoltaïques	0067	Joëlle Welfring	91
Ostéodensitométrie	0025	Jeff Engelen	79	Conclusions des campagnes de vaccination contre la Covid-19	0068	Alexandra Schoos	92
Accès pour personnes à mobilité réduite	0026	Jeff Engelen	80	Rénovation du domaine thermal à Mondorf-les-Bains	0069	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	93
Prolongation annoncée de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne	0027	David Wagner	80	Imposition des sociétés de participations financières	0070	Sam Tanson	93
Décision de la Commission européenne de renouveler l'autorisation d'utilisation du glyphosate	0028	Joëlle Welfring	81	Réforme du cadre de gouvernance économique	0072	Taina Bofferding, Franz Fayot	93
Remboursement du REVIS	0029	Jeff Engelen	81	Résolution des Nations Unies sur la mise en place d'une convention fiscale	0073	David Wagner	94
Financement du film « Where is Anne Frank »	0030	Octavie Modert	82	Arrêté en matière de finances communales	0075	Fernand Kartheiser	94
Dissolution de l'ASBL Benu	0031	Marc Goergen	82	Situation de Liberty Steel à Dudelange	0076	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	94
Changement de direction au Service de renseignement de l'État	0032	Sam Tanson	82	P&R à Rodange	0077	Marc Goergen	95
Licenciement en cas de congé de maladie de longue durée	0033	Ben Polidori	83	Émissions et nuisances en relation avec le site de production d'acier à Esch-Belval	0079	Marc Baum, David Wagner	95
Format du document mis à disposition du conseil communal dans le cadre du vote du budget communal	0034	Marc Goergen	83	Extension du réseau de tramway	0080	Meris Sehovic	96
Arrêt récent de la Cour constitutionnelle concernant l'impôt sur la fortune	0040	David Wagner	83	Déclaration commune à la COP28 par rapport aux capacités de l'énergie nucléaire dans le monde	0081	François Bausch	96
Réseau téléphonique du personnel des infrastructures critiques	0041	Marc Goergen	84				

Digitalisation de l'info trafic	0083	Marc Goergen	96	Chômage de longue durée	0086	Dan Biancalana, Yves Cruchten	98
Conséquences de quatre arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de finances communales	0084	Meris Sehovic	97	Vaccins contre la Covid-19	0090	Sven Clement	98
Fête Sainte Barbe	0085	Marc Goergen	97	Déneigement des trottoirs	0193	Fernand Kartheiser	99
					urgente		

Facturation électronique | Question 8242 (21/08/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Aus diverse Gemenge gouf mir bericht, dass et Problemer an der Facturation électronique gëtt, déi op de Prestataire vun dëser Facturatioun zeréckzeféiere sinn. D'Opérateurs économiens hunn ugefaangen, de Gemengen héich Fraisen ze verrechnen, déi se begrënne mat de Käschten, déi een Abonnement beim Prestataire fir d'Facturation électronique mat sech bréngt. Eng Mesure, déi hätt solle Vereinfachunge bréngen, féiert zu méi Käschte fir Betriber, déi am Endeffekt vun der Allgemengheet gedroe ginn.

Dowéinst hunn ech folgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här delegéierte Minister fir Digitaliséierung:

– Sinn der Madamm Ministesch an dem Här delegéierte Minister dës Problemer bekannt?

– Wa jo, wat gedenken d'Madamm Ministesch an den Här delegéierte Minister dogéint ze ënnerhuelen?

– Wéi sollen d'Gemengen sech verhalten, wann se déi Fraise verrechten kréien?

Réponse (17/10/2023) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Duerch d'Gesetz vum 13. Dezember 2021 hunn all d'Opérateurs économiens säit spéitstens dem 18. Mäerz 2023 eng rechtlech Obligatioun, fir den öffentlichen Entitéiten, dat heescht och déi aus dem Gemengesector, Rechnungen am Kader vun engem Marché public oder engem Contrat de concession, elektronesch auszustellen.

D'Gesetz gesäit keng Dispositiounen zum Verrechnen vu Fraise fir d'Erstelle vun elektronesch Rechnungen vir. Eng elektronesch Rechnung ass d'nämmlecht ze behandelte wéi eng Rechnung um Pabeier.

Am Kader vun der Mengengautonomie an den Attributiounen vun den Exekutivorganer am Gemengesector kënnen d'Entitéiten aus dem Gemengesector hir Kontrakter mat externe Fournisseure fräi negociéieren. Fakt ass, dass e Fournisseur nëmmen dat ka verrechnen, wat tëschent him an der Entitéit ausdrécklech ausgemaach gouf – idealerweis iwwer eng schriftlech Offer, déi vun der Entitéit am viraus akzeptéiert gouf.

Projet de pont pour piétons et cyclistes entre Machtum et Nittel (DE) | Question 8341 (22/09/2023) de Mme Chantal Gary (déi gréng)

Lors du « Deutsch-luxemburgisches Wein happening » de 2022, à Machtum et Nittel (DE), l'idée de la construction d'un pont pour piétons et cyclistes traversant la Moselle et reliant les deux villages a été présentée au public. Il s'agit d'une initiative locale qui vise à redynamiser les relations amicales entre les villages voisins, qui, par le passé, étaient reliés par une liaison en ferry.

Selon les informations diffusées par la presse nationale en 2022, le projet aurait été accueilli favorablement par des représentants communaux des deux communes concernées, ces derniers estimant que le projet pourrait créer une valeur ajoutée pour le tourisme et permettrait en outre la connexion des

résidents de Machtum au réseau ferroviaire allemand. Dans le même article de presse, le maire de la commune de Wormeldange entendait demander un entretien avec les ministres compétents en 2023 pour présenter le projet.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire :

1) Monsieur le Ministre a-t-il eu des échanges avec des représentants communaux voire les initiateurs du projet au sujet de la construction d'un pont reliant Machtum et Nittel ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il en mesure de partager ses réflexions sur le projet ?

2) Encore dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les éventuelles suites données au projet voire sur son état d'avancement ?

3) Un des objectifs politiques du Plan directeur de l'aménagement du territoire étant le renforcement de la coopération des communes luxembourgeoises avec les territoires voisins, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un tel projet pourrait profiter d'un soutien financier du Ministère de l'Aménagement du territoire ?

Réponse (04/10/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Département de l'aménagement du territoire (DATer) est impliqué dans le projet à travers le management régional pour la mise en œuvre du concept transfrontalier de développement et de planification territoriale autour de la vallée de la Moselle (Entwicklungskonzept Oberes Moseltal – EOM) que le DATer cofinance. Le management régional est en contact avec les communes initiatrices, à savoir Wormeldange du côté luxembourgeois et Nittel (Konz) du côté rhénan-palatin, pour accompagner le projet. En effet, le projet correspond aux objectifs de la stratégie de l'EOM, dont l'amélioration du réseau transfrontalier de mobilité (douce), des structures et coopérations touristiques transfrontalières, de l'accès transfrontalier des citoyens locaux à des services et commerces ainsi que le soutien de la coopération transfrontalière en général. Le DATer ne peut donc que saluer l'initiative prise pour lancer ce projet.

ad 2) Sur base des premiers plans et visualisations effectués par les communes initiatrices, la prochaine étape est une étude de faisabilité. En tant que zone fonctionnelle transfrontalière, l'EOM profite d'un soutien financier du programme européen de coopération territoriale Interreg VI Grande Région pour la période 2021-2027 qui, pour la première fois, soutient la mise en œuvre de stratégies intégrées transfrontalières par un axe dédié (axe 3 – Une Grande Région plus proche des citoyens). Dans ce contexte, les communes initiatrices, avec le soutien du management régional de l'EOM, sont en train de préparer un projet Interreg pour pouvoir profiter des subventions européennes pour l'étude de faisabilité. En outre, du côté rhénan-palatin, la commune de Nittel/Konz est en contact avec le Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau du Land de Rhénanie-Palatinat, qui compte parmi ses responsabilités le tourisme ainsi que la mobilité.

Du côté luxembourgeois, les échanges avec les ministères potentiellement concernés seront concrétisés après les élections législatives. Par analogie aux premières démarches prises en Allemagne, les ministères potentiellement concernés seront les ministères qui comptent parmi leurs compétences le tourisme ainsi que la mobilité.

ad 3) Le Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) souligne effectivement l'importance de la coopération transfrontalière pour faire face ensemble à des défis que ni le Grand-Duché, ni les pays voisins ne sauraient aborder seuls. Voilà pourquoi, en 2020, le DATer a mis en place et cofinance le management régional pour la mise en œuvre du concept transfrontalier de développement et de planification territoriale autour de la vallée de la Moselle (EOM) et continuera à soutenir le projet sous objet par son implication dans et son cofinancement dudit management régional.

Formation professionnelle des conducteurs d'autobus | Question 8359 (28/09/2023) de M. Gusty Graas | Mme Barbara Agostino (DP)

Le secteur des autobus est actuellement touché par une pénurie de chauffeurs importante. Dans ce cadre, il nous revient que les temps d'attente auprès du Centre de formation pour conducteurs (CFC), sis à Sarnem, qui organise la formation professionnelle (code 95) que les conducteurs de bus professionnels sont obligés de suivre, serait actuellement d'environ 10 mois.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7569 du 9 février 2023, Monsieur le Ministre avait évoqué une éventuelle réforme de la formation professionnelle.

Ainsi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer les temps d'attente prolongés actuels ?

– Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Quelles mesures sont prévues afin de réduire le temps d'attente auprès du CFC ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant à une éventuelle réforme de la formation professionnelle des conducteurs d'autobus ? Où en sont les discussions y relatives ?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés se posent des questions en relation avec la formation professionnelle de conducteurs de bus. Le délai d'attente au Centre de formation pour conducteurs pour les cours de qualification initiale (code 95) pour les chauffeurs de bus a effectivement, temporairement, été de 6 à 8 mois. Ceci était notamment dû à une réduction du nombre de cours dispensés pendant les années de la pandémie (2020-2022). Depuis la fin de la pandémie, le Centre de formation pour conducteurs a continuellement mis en place des mesures pour remédier à cette situation des temps d'attente prolongés, en augmentant considérablement les ressources de personnel, de véhicules et

de salles de classe. Suite aux investissements, et à l'accomplissement des formations internes du personnel embauché, le Centre de formation pour conducteurs a, depuis le 18 septembre 2023, augmenté la capacité de cours de formations de qualification initiale bus de 50 % pour ramener le délai d'attente à 4 mois en moyenne actuellement. Afin de réduire encore davantage ce délai, à partir de janvier 2024, une augmentation supplémentaire du nombre de cours va être mise en place pour arriver à une capacité doublée vis-à-vis de janvier 2023. Avec ces augmentations de quantités de cours dispensés, les listes d'attente vont être résorbées complètement d'ici l'été 2024.

En ce qui concerne une réforme de la formation actuelle, il y a lieu de noter que la formation visée dans la question parlementaire n° 7569 évoquée par les honorables Députés n'était pas la formation professionnelle (qui elle découle d'une directive européenne) du code 95, mais celle de l'apprentissage pour accéder à la fonction d'agent de transport.

.....

État d'avancement des projets de construction de logements publics | Question **8360** (02/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, les entreprises de construction et de l'artisanat ont appelé le Gouvernement à accélérer la réalisation voire avancer la mise en travaux des projets de construction de logements publics afin de maintenir un certain niveau d'activités et d'éviter des licenciements économiques dans lesdits secteurs mis en difficultés à cause de la baisse de la demande sur le marché immobilier privé.

Sachant que la Chambre des Députés a voté une série de projets immobiliers d'envergure au cours des mois et des années passés, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que le ralentissement des activités dans le secteur immobilier privé peut permettre une accélération de la réalisation de logements des promoteurs publics ?

2) Monsieur le Ministre est-il déjà entré en discussion avec les promoteurs publics notamment le Fonds du logement et la SNHBM pour évaluer la possibilité d'une accélération voire d'un avancement dans le temps de projets de construction ?

3) Dans l'affirmative, quels projets de construction en cours ou planifiés pourraient être priorités ou accélérés ?

4) Dans la négative, quelles sont les raisons budgétaires, économiques, procédurales ou autres qui empêcheraient dans la situation actuelle l'accélération ou l'avancement dans le temps de projets immobiliers publics ?

Réponse (02/11/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Face au ralentissement des activités dans le secteur immobilier privé l'on pourrait en effet réfléchir à une accélération de la réalisation de logements des promoteurs publics.

Or depuis 2018 l'accélération des activités de promoteurs publics se présente de la façon suivante : pour la Société nationale des habitations à bon marché, le personnel a été augmenté de 55 % et le chiffre d'affaires en relation avec la construction de logements a été augmenté de 88 %, soit de 17 % en moyenne par an.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour le Fonds du Logement, les dépenses de construction ont connu sur la même période un accroissement

de 60 % voire de +130 % en y incluant les acquisitions foncières. Le personnel a augmenté de 80 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En d'autres termes, depuis 5 ans les deux entités ont mis tout en œuvre pour accélérer la production de logements abordables.

Ils sont ainsi en train de réaliser notamment les projets d'envergure suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....

Courrier envoyé par le Ministère de la Santé à des personnes décédées | Question **8361** (02/10/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Après le décès d'une personne, la commune compétente, ainsi que différentes administrations, doivent être informées de son décès. Le décès de la personne concernée est inscrit dans le registre communal et est ensuite mentionné dans le registre national.

On m'a cependant rapporté qu'il arrive parfois que des lettres du Ministère de la Santé soient envoyées aux personnes décédées, et ce même après plusieurs années. C'est une expérience supplémentaire inutile et douloureuse pour les membres de la famille qui sont déjà accablés par de nombreuses procédures administratives après le décès d'un être cher.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre, comment se fait-il que des personnes décédées reçoivent encore des lettres du Ministère de la Santé des années après leur décès ?

– Madame la Ministre, que compte-t-elle faire pour éviter que de tels événements se reproduisent à l'avenir ?

Réponse (08/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Les lettres mentionnées par l'honorable Député concernent probablement les envois réalisés dans le cadre des programmes de dépistage. L'envoi des invitations pour les différents programmes se fait exclusivement sur base des données du Registre national des personnes physiques (RNPP) et dépend ainsi de la mise à jour de ce registre.

D'autre part, l'envoi des invitations est automatisé et se fait en général un mois à l'avance de la date de la période de participation. Ceci peut avoir comme conséquence qu'une personne décédée au cours de ce mois, reçoive encore la lettre d'invitation.

Ces contretemps sont effectivement déplorables et il n'est nullement dans l'intention du Ministère de la Santé d'aggraver le chagrin des familles traversant une période difficile suite à la perte d'un être cher.

.....

Concert organisé par le chef d'état-major de l'armée | Question **8362** (02/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 18. Oktober invitéiert de Chef d'état-major vun der Armée op ee Concert mam Titel „Fënneg Joer Engagement fir d'Armée“. Dësen Owend, zu Éiere vum amtierende Verdeedegungsminister, gëtt organiséiert am Trifolion zu Iechternach. D'Lëtzebuerger Militärmusek spillt zesumme mat renomméierte Soliste Film- an Jazzmusek.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Premierminister an dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill wäert d'Verwaltung sech dëse Concert kaschte loosser? Wéi vill kascht d'Locatioun vum Sall, den Engagement vun de Solisten, d'Technik fir de Concert an och de Catering während an om Concert?

2. Ass et üblech, dass ee Minister um Enn vun enger Legislaturperiod zu sengen Éiere vu senger Verwaltung ee Concert organiséiert kritt? Gouf et dat an der Vergaangenheet scho bei Armée a Police oder och anere Verwaltungen a falls jo, kann d'Regierung e puer Beispiller nennen? Wosst de Minister vun dësem Concert Bescheed?

3. Kréien déi Leit, déi als Zuschauer dem Concert bäiwunnen, iergendeng Form vun Indemnitéit (pécuniaire an/oder en nature) oder gi si fir de Concert fräigestallt? Wa jo, wéi vill?

4. Wéi steet den zoustänneg Minister dozou, dass de Chef d'état-major eng Mail an Optrag ginn huet, dass jidder Militär, ausser fir „raisons impérieuses“, an Uniform soll deelhuefen? Fält d'Bäiwunnen an Uniform vum Concert an déi regulär Aarbechtsstonne vum Zaldot? Wäert de Minister deenen Zaldoten, déi dem Concert musse bäiwunnen, Iwwerstonnen accordéieren?

Réponse (19/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

D'Armée huet d'Initiativ geholl, fir bei Geleeënheet vum Enn vu sengem Mandat e Concert zu Éiere vum Verdeedegungsminister ze organiséieren.

Änlech ass am Ausland üblech.

De Verdeedegungsminister fillt sech geëiert a seet der Armée Merci.

.....

Site du « Château de Schimpach » | Question **8363** (03/10/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zu deem ale „Château de Schimpach“ zu Schëmpech zielt haut ee fréierter Gebai vun der Protection civile, eng al Gierwerei an ee grouss Park. Eisen Informationen no steet déi fréier Schoul vun der Protex zënter méi wéi 2 Joer eidel. De Park an d'Grénganlag ronderëm, déi fréier vun engem Portier vun der Protex ënnerhal gi sinn, si verwahrlost. Déi al Gierwerei ass mat engem grousser Reunionssall schéi reame-nagéiert ginn, steet awer och säit Joren eidel.

Virun 2 Joer hat d'Regierung annoncéiert, Demandeure vun enger Protection internationale op dem Site ënnerzebréngen. D'Wëntger Schoul huet sech doropshi préparéiert, fir eng Klass d'Intégration opzemaachen, wou d'Kanner vun dëse Famillje sollen opgeholl ginn. Bis haut sinn awer weeder Leit an d'Schëmpecher Schloss relogéiert ginn, nach si Kanner vun dësem Site an d'Schoul op Wëntger komm.

An dësem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten an un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

1. Wat plangt d'Regierung laangfristeg mat deem gesamte Site ze ënnerhuelen?

– Wat soll mam Übungstuerm vun der Protex geschéien?

– Wat ass konkret fir déi al eidelstoend Gierwerei geplangt?

– Ween ass zoustänneg fir d'Ënnerhale vum Park a vun der Grénganlag?

2. Gedenkt d'Regierung, de Site iwwergangsweis anescht ze notzen, bis DPlen dohinner wunne kommen? Wa jo, wéi?

– Kéint de Site der Gemeng zur Verfügung gestallt ginn?

Réponse (31/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean**



Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. De gesamte Site ass dem Office national de l'accueil (ONA) affektéiert. Fir Demandeur vum enger Protection internationale (DPI) am Haaptgebai an op den Dortoire kënnen ennerzebréngen, sinn Aarbechten noutwendeg, déi viraussiichtlech ufank 2024 ofgeschloss kënnen ginn.

Mam Tuerm ass de Moment näischt vum ONA geplangt.

An d'Gierwerei soll e Formationssall komme fir d'DPIen, déi um Site wunnen, oder eng Schoukllass fir d'Kanner, déi um Site liewen (falls et fir si keng Plazen an de Schoule vun der Gemeng gëtt).

D'Ennerhale vum Park a vun der Grénganlag sinn Deel vun der Gestuon vum Site, déi dem ONA ennerläit.

ad 2. Eng Iwwergaangsnotzung vum Site ass net virgesinn, bedéngt duerch d'Aarbechten, déi amgaange sinn, fir DPIen do kënnen ennerzebréngen.

Licenciement du directeur de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) | Question 8364 (03/10/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après une information relayée récemment par la station de radio 100,7, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) s'est séparée de son directeur Monsieur Marc Niederkorn pour le 1^{er} octobre 2023. L'intéressé aurait confirmé cette information, tout en contestant le motif pour lequel son contrat de travail a été résilié. De manière générale, il regrette n'avoir pu mettre en œuvre ses projets pour la SNCI dans le financement de projets de transition énergétique notamment. Il aurait été empêché de mettre en œuvre les réformes internes confiées par le Gouvernement et, toujours selon ses dires, la SNCI ne serait plus conforme aux exigences nationales et européennes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Monsieur Marc Niederkorn n'aura été en poste qu'un an. Pour quelles raisons est-ce que son contrat de travail a été résilié ? Qui a pris cette décision ?

– Qui assure le remplacement de Monsieur Marc Niederkorn ?

– Quelles réformes internes le Gouvernement voulait-il voir mises en œuvre au sein de la SNCI ? Pourquoi est-ce que ces réformes internes n'ont pas pu être mises en place ?

– À quelles exigences nationales et européennes la SNCI ne serait-elle plus conforme ? Est-ce que Madame la Ministre partage cette impression ?

– De manière générale, est-ce que Madame la Ministre estime que la SNCI remplit correctement sa mission de financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises ?

Réponse (13/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

La SNCI est un établissement bancaire public dont la mission d'intérêt général est de promouvoir le développement et la diversification économiques du Luxembourg, et ce de façon durable. En tant qu'établissement bancaire de droit public, elle agit de concert avec les banques commerciales et d'autres partenaires.

Les ressources financières de la SNCI constituent un patrimoine public qui doit être géré avec prudence et clairvoyance. Depuis plus de 45 ans, la SNCI joue un rôle clef pour accompagner les entreprises de toutes

tailles : PME des secteurs de l'artisanat, du commerce et de l'hôtellerie/restauration ainsi que grandes entreprises industrielles.

La SNCI a toujours œuvré pour financer le développement de secteurs industriels stratégiques, tout comme l'industrie traditionnelle, en passant par les secteurs des télécommunications et des satellites ou encore d'autres domaines relevant du secteur spatial. La SNCI et sa gouvernance se fondent sur la loi du 2 août 1977 telle que modifiée. La SNCI est administrée par un conseil d'administration qui est de composition tripartite. Y siègent des représentants des chambres professionnelles, des syndicats ainsi que du Gouvernement. Les ministres compétents, au titre de la loi organique de la SNCI, font le suivi de l'établissement public, par le biais de la gouvernance de la banque et notamment via leurs représentants au conseil d'administration.

Lors de sa réunion du 20 juillet 2023, le conseil d'administration de la SNCI a décidé de se séparer du directeur avec effet au 1^{er} octobre 2023. Le caractère confidentiel d'une relation employeur-employé ne permet pas de s'exprimer sur les motifs du licenciement.

Le comité de direction en place assure la direction de la SNCI. Le processus pour repourvoir le poste de directeur est en cours. Dans le cadre de cette procédure de sélection publique, l'annonce pour le poste vacant a été publiée dans la presse et peut être consultée sur le site Internet de la SNCI.

De par sa mission publique, la SNCI a une approche stratégique à long terme. Ainsi, elle joue un rôle de facilitateur pour les défis de financement liés à la double transition verte et digitale. Elle a d'ailleurs participé au financement de projets d'éoliennes dès la fin des années 90. La SNCI accompagne les efforts de transition énergétique des entreprises, notamment par le financement de projets d'installation de cellules photovoltaïques sur des sites industriels ou des surfaces agricoles, ainsi que de projets d'énergie hydraulique et de biométhanisation.

Dans ce contexte, la SNCI continuera d'adapter, voire de développer, des instruments de prêt répondant aux besoins des entreprises luxembourgeoises, de concert avec tous les acteurs de la place luxembourgeoise (ministères compétents, banques partenaires, chambres professionnelles, Luxinnovation) et en synergie avec tous les autres acteurs œuvrant au support des entreprises luxembourgeoises.

Les premiers fruits de la réforme des instruments financiers se sont matérialisés à travers le développement de nouveaux produits bancaires : (1) l'élaboration d'un projet de PPA (Power Purchase Agreement) dans le domaine des énergies de source renouvelables, (2) le prêt de relance afin de stimuler la demande dans le secteur de la construction, (3) le prêt crise pour financer les besoins du secteur de la construction. Le développement d'autres produits visant notamment la finance verte est en cours.

La SNCI est un établissement de crédit. Sa conformité aux règles européennes et nationales, qui évoluent constamment, est régulièrement contrôlée par les organes de direction de la banque, la fonction compliance, l'audit interne, le réviseur d'entreprises agréé externe nommé par la Chambre des Députés et la CSSF.

La SNCI contribue au développement et à la diversification économiques du Luxembourg. Ainsi, elle a décidé en 2022 des cofinancements globaux, tous instruments confondus, pour un montant total de plus de 426 millions d'euros. Elle a déroulé depuis 2021 un programme pour démarcher activement les clients potentiels, se traduisant par quelque 300 contacts par an. Cet effort des équipes en place, tout comme la

conjuncture économique et la hausse des taux d'intérêts, contribuent actuellement à un nouvel essor de l'activité de financement de la SNCI.

Afin de renforcer le développement et l'attraction d'entreprises technologiques spin-off, start-up et scale-up au Luxembourg, le développement de l'écosystème de fonds de capital à risque via la SNCI se poursuit notamment avec les participations de la SNCI dans le nouveau compartiment du Digital Tech Fund (DTF) et Orbital Ventures SCA ainsi que le lancement du Luxembourg Future Fund LFF II, successeur du LFF I lancé en 2015, pour lequel l'engagement financier de la SNCI s'élève à 160 millions d'euros (complété par 40 millions venant du Fonds européen d'investissement).

Systèmes de défense antimissile | Question 8365 (03/10/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Däitsch Medie mellen, dass Däitschland een Accord mat Israel fonnt huet, fir Rakéitenofwiersystemer vum Typ „Arrow 3“ ze kafen. Laut Berichter sollen dës Ofwiersystemer och dofir genotzt ginn, fir d'Nopeschlänner vun Däitschland ze schützen, dorënner Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Huet Lëtzebuerg dës Systemer zum Deel mat finanzéiert?

2. Huet Lëtzebuerg och esou Kafverträge ofgeschloss? Wa jo, wat soll kaaft ginn?

Réponse (11/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

ad 1. Nee.

ad 2. Nee.

Relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan | Question 8366 (03/10/2023) de M. Claude Wiseler (CSV)

Après une politique d'isolement, le Gouvernement azerbaïdjanais a lancé le 19 septembre une offensive militaire dans le Haut-Karabakh, enclave située en Azerbaïdjan presque exclusivement peuplée d'Arméniens. Craignant des répressions, plus de 100.000 personnes ont dû quitter leur pays d'origine afin de chercher refuge en Arménie. Pour Erevan, l'accueil de cet afflux de réfugiés est un défi majeur.

Les Nations Unies ont annoncé l'envoi d'une mission au Haut-Karabakh pour évaluer principalement les besoins humanitaires. Le Gouvernement luxembourgeois a annoncé de faire une contribution de 200.000 euros au Comité international de la Croix-Rouge.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Que compte faire le Gouvernement luxembourgeois au niveau européen pour améliorer la situation des personnes qui ont dû quitter leur pays et se réfugier en Arménie ?

2) Que compte faire le Gouvernement au niveau international pour contribuer à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

3) Le Gouvernement luxembourgeois serait-il favorable, le cas échéant, à soutenir des sanctions au niveau européen contre les responsables de Bakou ?

4) Le Gouvernement est-il prêt, le cas échéant, à augmenter l'aide humanitaire accordée au Comité international de la Croix-Rouge ?

Réponse (31/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz**

Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Luxembourg continue de suivre la situation sur le terrain avec grande attention et d'encourager l'action de l'Union européenne dans la région. Le Luxembourg a condamné avec la plus grande fermeté l'opération militaire menée par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh. L'action militaire, en particulier dans les zones peuplées, et le recours à la force pour résoudre les différends sont inacceptables. La vie des civils doit toujours être protégée. Prenant note des termes de l'accord de cessez-le-feu, le Luxembourg souligne que l'Azerbaïdjan ne peut se soustraire à la responsabilité de garantir et d'assurer le plein respect des droits et de la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh, en particulier leur droit de vivre dignement dans leur région ancestrale et le droit de retour des personnes déplacées, si elles le souhaitent. L'Azerbaïdjan doit en outre respecter tous ses engagements internationaux, permettre le cas échéant un accès humanitaire sans entrave et veiller à la sauvegarde du patrimoine culturel dans la région.

ad 2) Le Luxembourg soutient pleinement et sans équivoque la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie et attend de tous les acteurs qu'ils fassent de même. Le Luxembourg soutient la médiation du président du Conseil européen Charles Michel, en vue de faciliter le dialogue entre toutes les parties afin d'assurer une paix globale et durable dans l'intérêt de tous les habitants de la région.

ad 3) Cette question n'est à ce stade pas à l'ordre du jour au niveau européen.

ad 4) En réponse aux conséquences humanitaires dévastatrices suite à l'escalade des hostilités le 19 septembre 2023, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a décidé de faire une contribution financière additionnelle à hauteur de 200.000 euros pour la réponse opérationnelle du Comité international de la Croix-Rouge en Arménie.

Dans le cadre du mécanisme européen de protection civile et sous la coordination de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du Ministère de l'Intérieur et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), le Luxembourg a également procédé à trois évacuations médicales de blessés (MEDEVAC) vers l'Espagne. Cofinancés par le MAEE et l'Union européenne et opérés par Luxembourg Air Ambulance, les vols ont été effectués en utilisant des ressources réservées aux évacuations sanitaires (MEDEVAC) du dispositif emergency.lu, afin de fournir des traitements adéquats aux personnes déplacées ayant subi des blessures et brûlures graves à la suite des violences du conflit dans le Haut-Karabakh.

Évolution du football féminin | Question 8367 (04/10/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Sport zu Lëtzebuerg entwéckelt sech permanent, souwuel national wéi international. Besonnesch de Leeschtungsport erfuerdert vun den Athleten en honnertprozentegen Engagement a bréngt ëmmer nees ganz bemierkenswäert Resultater. A bestëmmte Sportarten kéint en awer nach Progrès gemaach ginn, fir e kontinuierlechen Training op héchstméiglechem Niveau ze erméiglechen.

Zu dësen Disziplinne gehéieren och verschidden Dammesportarten, an deenen et wuel Fortschritter gouf, awer nach méi kéint gemaach ginn, fir méi Fraen zu dem Schrëtt a Richtung Professionaliséierung ze encouragéieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Sportminister:

– Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum Damme-fussball zu Lëtzebuerg? Wat sinn déi nächst Schrëtt fir d'Professionaliséierung vun de Fraen am Fussball a wéi ass d'Zesummenaarbecht mat de Veräiner? Gëtt et finanziell Hëllef fir dës Disziplin? Wa jo, wéi eng?

Réponse (26/10/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

De Sportministère gesäit den Dammefussball net lassgeköpelt vum Fussball am Generellen an och net ewéi eng eegen Disziplin. Als Sportminister läit d'Gleichberechtigung mir ganz besonnesch um Häerz an et gëllt keen Ennerscheid ze maachen tëscht Dammen an Härren, an dëst egal a wéi enger Sportart.

D'Ënnerstëtzung vun de Federatiounen gëtt bei eis onofhängeg vum Geschlecht, no de festgeluechte Krittäre gemaach. Et läit dono un de jeeweilege Federatiounen, an dësem Fall der FLF, fir de beschtméiglechen Encadrement vu senger Spiller*innen, op Basis vum LTAD-Konzept an zesumme mat hire Memberen, de Veräiner, auszeschaffen.

Nouveaux OGM | Question 8368 (04/10/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans un récent communiqué d'une organisation internationale de protection de l'environnement, j'ai pris connaissance d'un nouveau projet de loi envisagé par la Commission européenne. Celui-ci vise à déréglementer une partie des « nouveaux OGM », obtenus grâce aux Nouvelles techniques génomiques (NGT). Si cette proposition de loi venait à être adoptée, les NTMG ne feraient plus l'objet d'étiquetage ni de contrôle des risques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant ce nouveau projet de loi envisagé par la Commission européenne ?

2) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait nécessaire de poursuivre les efforts contre l'usage des OGM et de rejeter la proposition de la Commission européenne ?

Réponse (10/11/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Un arrêt de la Cour européenne de justice (C-528/16), datant de 2018, a conclu que la mutagenèse dirigée est à considérer comme modification génétique et est soumise aux mêmes obligations concernant les procédures d'autorisation et d'étiquetage que les OGM conventionnels dans l'UE.

La mutagenèse dirigée induit une ou plusieurs mutations ciblées moyennant un ensemble de techniques permettant d'insérer, remplacer, inhiber ou retirer un ou plusieurs morceaux d'ADN d'un génome, de façon précise et volontaire. Elle réduit le risque de mutations parallèles non désirées. La plus connue de ces techniques d'édition du génome est le CRISPR, encore appelé « ciseaux génétiques ».

Contrairement aux OGM classiques, obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des

techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Ceci cause donc un souci majeur aux autorités compétentes des États membres de l'Union européenne et des laboratoires de référence, car ils ne disposent d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes.

Voilà pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019¹ de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

En juillet 2023, la Commission européenne a donc présenté sa nouvelle proposition pour un cadre législatif concernant les Nouvelles techniques génomiques (NGT).

La proposition classe les plantes issues de ces techniques en deux catégories.

Les plantes NGT qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle (« plantes NGT de catégorie 1 ») feraient l'objet d'une procédure de vérification, sur la base de critères définis dans la proposition. Les plantes NGT répondant à ces critères seraient traitées comme des plantes conventionnelles et exemptées des exigences de la législation sur les OGM. Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales.

Pour toutes les autres plantes NGT (« plantes NGT de catégorie 2 »), les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles feraient l'objet d'une évaluation des risques et d'une autorisation avant d'être mises sur le marché. Elles seraient tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique. L'évaluation des risques, la méthode de détection et les exigences en matière de surveillance seraient adaptées aux différents profils de risque et des incitations réglementaires seraient prévues pour les plantes génétiquement modifiées présentant des caractéristiques susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de durabilité.

Les deux catégories sont interdites dans l'agriculture biologique.

Suite à la décision du Conseil de 2019, le Luxembourg a ainsi accueilli avec intérêt la proposition de la Commission européenne.

Nous avons pris connaissance des études intéressantes du Joint Research Center de l'Union européenne qui prévoient une réduction potentielle de l'utilisation des pesticides de 80 % notamment pour les nouvelles sortes de pommes de terre issues de ces techniques. Par ailleurs, le développement d'un blé ayant une teneur réduite en gluten pourra constituer un progrès notable pour les personnes intolérantes ou allergiques.

Ces techniques promettent aussi des solutions au risque croissant de sécheresse dans l'Union européenne, qui devient une préoccupation aussi au Luxembourg comme l'indique l'Observatoire européen des sécheresses dans son rapport de juin 2023.

Plusieurs éléments doivent cependant encore être analysés en détail par nos experts. Notamment, le principe de précaution devra être garanti pour les deux catégories NGT. L'information des agriculteurs et des consommateurs, à travers un étiquetage adapté, devra permettre à tous un choix éclairé. La coexistence de la culture de ces nouvelles semences avec l'agriculture biologique devra être assurée. Des

¹ <http://data.europa.eu/eli/dec/2019/1904/oj>



mesures devront être établies au niveau national sur base d'un registre des semences. Par ailleurs, le maintien du système des droits d'obtention devra être garanti.

ad 2) La position critique face aux OGM du Luxembourg est clairement établie de longue date.

Concernant ces nouvelles techniques génomiques, la Commission européenne évoque le fait que sa proposition constitue une contribution importante aux objectifs de la stratégie « De la ferme à la table » et en faveur de la biodiversité, notamment ceux relatifs à l'amélioration de la résistance aux nuisibles, à la tolérance au changement climatique et au stress environnemental ainsi que l'objectif visant à renforcer l'efficacité de l'utilisation des nutriments et de l'eau et la séquestration du carbone. Cette innovation permettrait à l'agriculture européenne d'opérer avec succès la transition vers davantage de résilience et de durabilité.

La Commission environnement du Parlement européen, dans son projet de rapport datant du 16 octobre 2023², amende la proposition de la Commission en n'interdisant pas l'utilisation des NGT de catégorie 1 dans l'agriculture biologique en évoquant le fait qu'une telle interdiction ne serait pas basée sur la science.

Notre position définitive sur la proposition de la Commission sera établie par le prochain Gouvernement en se basant sur les connaissances scientifiques et en évaluant les avantages et désavantages de ces nouvelles techniques pour l'agriculture, l'environnement et les citoyens au Luxembourg.

..... **Bronchiolite** | Question **8369** (05/10/2023) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Den 28. September huet de Gesondheetsministère en Opruff gemaach, fir datt d'Elteren hir Kanner solle géint Bronchiolite impfe loossen. An de Maternitéen ass d'Impfcampagne fir déi Neigebuere méttlerweil ugelaf.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Dosen Nirsevimab sinn disponibel?
2. Wéi vill Dose sinn insgesamt bestallt ginn?
3. Geet dat duer, fir nieft den Neigebuerechen och all d'Kanner, déi tëschent dem 1. Januar an dem 30. September 2023 gebuer sinn, ze impfen?
4. Ass den Impfstoff och bei de Kannerdokteren disponibel?
– Wann nee, firwat net?
– Ab wéini kënnen och d'Pediateren d'Kanner impfen?

Réponse (16/10/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Am Kader vun der Impfcampagne fir kleng Kanner géint d'Bronchiolite sinn den 21. September 4.500 Dosen (dovunner 2.500 Dose vun 100 mg an 2.000 Dose vu 50 mg) Nirsevimab geliwwert ginn. Déi geliwwert Dose goufen un déi 4 Maternitéen verdeelt, fir Neigebuerechen ze impfen, an och eng Quot Dosen u privat Praxisen.

ad 2. Fir 2023/2024, sinn am Ganze 14.200 Dose bestallt ginn, dovun ginn 8.000 Dose bis Enn vum Joer geliwwert fir déi Neigebuerechen an d'Puppelcher, déi 2023 op d'Welt kommen, ze schützen.

ad 3. Wann ee vun de Statistiken vun de Gebueren vun deene leschte Joren ausgeet, ginn déi jeeeweileg Dosen, déi bis Enn vum Joer geliwwert ginn, duer fir

Puppelcher, déi an där vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Period gebuer goufen. Et ass awer ze bemierken, datt, ofhängeg vun hirem Gewicht am Moment vun der Impfung, verschidde Puppelcher, déi tëscht Juli a September 2023 gebuer sinn, de 50 mg Dosage wäerte kréien.

ad 4. D'Kannerdokteren hunn d'Méiglechkeet, déi zwee Dosagen am Kader vum Programme de vaccination national iwwert déi vun den Dokteren bekannten Impfstoffbestellungsprozedur ze bestellen.

D'Liwwerungen un d'Kannerdokteren hu freides den 29. September 2023 ugefaang an ab deem Dag ass et méiglech, säi Kand bei engem Pédiaater impfen ze loossen.

..... **Nouvelle loi agraire** | Question **8370** (05/10/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den 13. Juli huet d'Chamber dat neit Agrargesetz gestëmmt. Den Text gesäit eng ganz Rei groussherzoglech Reglementer vir, déi awer leider ëmmer nach net alleguer am Memorial publizéiert goufen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill groussherzoglech Reglementer si bis den 1. September publizéiert ginn?
2. Wéi vill groussherzoglech Reglementer stinn nach aus?
– Wéini gi se publizéiert?

3. Kann den Här Minister ausschléissen, datt et zu Retarde beim Ausbezuale vun de Primmen kënn, well déi entsprechend groussherzoglech Reglementer feelen?

Réponse (16/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Keen.

ad 2. Folgend Projekte sinn um Instanzewe, respektiv sinn nom 1. September 2023 publizéiert ginn:

règlement grand-ducal du 26 septembre 2023 relatif aux régimes d'aides prévus au titre 2 de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- projet de règlement grand-ducal portant application de règles relatives aux paiements directs prévus par la loi du xx concernant le soutien au développement durable des zones rurales
- projet de règlement grand-ducal relatif à la prise en charge par l'État des primes d'assurance contre certains risques agricoles
- projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles
- projet de règlement grand-ducal instituant des régimes d'aide pour des engagements en matière d'environnement et de climat et d'autres engagements en matière de gestion
- projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire destinée à indemniser une partie ou la totalité des coûts supplémentaires et des pertes de revenus résultant des contraintes naturelles ou d'autres contraintes spécifiques à une zone
- projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application d'une aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux
- projet de règlement grand-ducal portant introduction de règles communes à certaines interventions financières prévues par la loi du xx concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- projet de règlement grand-ducal relatif aux aides aux investissements et à l'aide à l'installation dans le secteur agricole

- projet de règlement grand-ducal portant exécution des dispositions du « chapitre 9 – Transfert de connaissances, recherche et innovation » de la loi du xxyy0000 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

- projet de règlement grand-ducal instituant des aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural.

D'Projete vum Recensement an iwwert d'Limitatioun vum Cheptel sinn nach amgaangen ausgeschafft ze ginn.

– Nodeems de Staatsrot säin Avis ofginn huet.

ad 3. Zu dësem Zäitpunkt ass kee Retard beim Ausbezuale vun de Primmen ze erwaarden.

..... **Situation de l'ASBL BENU** | Question **8371** (05/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Tageblatt“ an d'„Wort“ mellen, steet d'ASBL BENU vun Esch, déi sech op Kreeslafwirtschaft spezialiséiert huet, mat hire 40 Mataarbechter kuerz virun der Insolvenz. Et gouf Konventionne mat der Stad Esch an dem Ëmweltministère, mee duerch Kommunikationsfeeler schéngt et, wéi wann net kloer gewiescht wier, wéi BENU hätt solle mat wéi vill Geld ënnerstëtzen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Ëmwelt, Klima an nohalteng Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi eng änlech Projekte wéi de BENU existéieren nach am Land? Ass de Staat och an dës Projeten implizéiert? Wa jo, wat fir finanziell Mëttel stellt de Staat hei zur Verfügung?

2. Wéi vill Mataarbechter bei BENU sinn direkt iwwert d'ASBL agefallt? Wéi vill sinn iwwert Aarbechtsmoossname bei der ADEM agefallt?

Falls sech beim BENU d'Situatioun finanziell net verbessert an den nächsten Deeg a Wochen, wäerten d'Ministère versécheren, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen?

3. Wéi evaluéiert d'Ministesch d'Resultater vum Projet BENU no 5 Joer?

4. Hunn, ausser dem Ëmweltministère an der Gemeng Esch, nach aner Acteuren an de Projet BENU investéiert? Wa jo, wien a wéi een Undeel?

Réponse (16/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1. De Ministère si keng änlech Projekte wéi BENU bekannt.

ad 2. An de rezenten Echangë mat der ASBL ass matgedeelt ginn, dass um Stand 8. Oktober 2023 45 Persounen op verschidde Kontrakter bei der ASBL geschafft hunn. Aktuell schaffen zwou Persounen iwwert eng Aarbechtsmoossnam vun der ADEM bei der ASBL (1x „Contrat d'appui-emploi“ (CAE) an 1x „Emploi d'insertion“ (EMI)).

Et kann net garantéiert ginn, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen, falls sech bei BENU déi finanziell Situatioun an den nächste Wochen net verbessert.

Zu kengem Zäitpunkt gouf et Obligatiounen, Accorder oder aner Zousoe vu staatlecher Sait, fir an

d'Richtung vun dëser elo bekannter enormer personeller Opstockung ze goen. Dës Responsabilitéit läit eenzeg an eleng beim Verwaltungsrat vu BENU, dee Leit agestellt huet, ouni eng finanziell Zouschlag ze hu wat de laangfristige Finanzement vun den Aktivitéiten ugeet.

De Verwaltungsrat an d'Direktioun si fir déi finanziell an organisatoresch Ofleef responsabel. De Staat ass am Moment amgaangen, d'Finanzlag vun der ASBL ze analyséieren, fir dass déi effentlech Fongegesetzkonform agesat ginn. An engem Pressecommuniqué vum 14. November 2023 huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung Informatiounen zu dëser Analys matgedeelt.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet d'ASBL BENU bis elo net direkt finanziéiert, mee 2017 an enger éischter Phas d'Escher Gemeng, deemolegen Träger vum Projet, mat enger finanzieller Kontributioun ënnerstëtzt, fir de Projet op d'Been ze stellen. Dës Phas vum Projet ass ofgeschloss.

Déi weider Phase sinn iwwert d'Gemeng finanziéiert ginn. Eng Kontributioun vun der Sait vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung war net méiglech, well déi rechtlech Grondlag gefeelt huet. Deemo läit dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung och keng detailléiert Dokumentatioun vir, déi et géif erméiglechen, eng präzise Evaluatioun vun de Resultater duerchzuführen.

Als Acteur am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft gouf de Projet BENU, deen sech och an d'Promotioun vun enger sozial an ekologesch gerechter Ekonomie aschreift, vum Wirtschaftsministerium mat enger „aide de minimis“ ënnerstëtzt.

Et sief drun erënnert, dass et réischt zanter dem 4. September 2023 iwwerhaupt legal méiglech ass, enger ASBL am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft eng Subventioun iwwert den Ëmweltschutzfong ze accordéieren, deen an deem Fall géif a Fro komme fir eng finanziell Participatioun.

Am Fall wou eng Konventioun mat de concernéierten Acteuren op d'Bee gestallt géif ginn, wäert et dee Moment och Obligatioun fir BENU ginn, an dat op allen Niveaue, notament an der Gestiou vum dem Personal an de Finanze souwéi engem Monitoring vun de geleeschten Aarbechten a Relatioun mat den Objektiv. Dës Kader géif dann dem Staat d'Méiglechkeet ginn, d'Resultater par rapport zu den envisagéierten Ziler ze evaluéieren.

ad 4. Wat eventuell aner finanziell Ënnerstëtzen ugeet, vu kommunaler Sait oder anere karitativen Zwecker, leie just deelweis Informatiounen vir.

Structures d'accueil et d'éducation pour enfants | Question 8372 (05/10/2023) de M. Fred Keup | M. Fernand Kartheiser (ADR)

Am System vun de Strukturen fir Kanner gëtt et eng ganz Rei vu Phenomeener, déi bei ville Leit fir Irritatiounen suergen.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Familljeminister an den Här Schoulminister:

1. Ee vun deene grouse Problemer ass, dass vill Crècheën nëmmen Aschreiwunge fir pauschal 30 oder 60 Stonnen erlaben, och wann hir Déngschter eigentlech net an deem Mooss gebraucht ginn. Konkreet heescht dat jo och, dass fir vill Elteren an de Staat zum Deel ganz héich Käschten entstinn, fir déi awer op där anerer Sait keng Leeschtung erbruecht gëtt. An de Crècheën a Foyere ginn dat ganz Joer iwwer

Presenze verrechent, och wann d'Struktur zou ass, d'Kand krank oder mat den Elteren an d'Vakanz ass, obschonn do keng Leeschtung stattfënnt. Sollten d'Aschreiwungen an d'Crècheën oder aner Strukturen gesetzlech net esou encadréiert ginn, dass si méi flexibel musse ginn oder awer dass nëmme Presenzstonne vun de Kanner kënnen verrechent ginn?

2. Nom „congé parental“ si vill jonk Elteren, déi hir Kanner wellen an eng Struktur ginn, domat konfrontéiert, dass déi zwanzeg Gratisstonne fir de plurilinguale Programm eréischt de Mount nom Alter vun engem (1) Joer un applizéiert ginn. Dowéinst mussen déi jonk Elteren dann dräi oder sechs Méint laang op déi 20 Gratisstonne verzichten, a si fale während där Zäit an déi deier Tranche horaire a kréien och den Depassement op déi voll Stonnenzuel verrechent (den Depassement gëtt net op déi 20 Gratisstonne vum plurilinguale Programm verrechent). Well d'Regierung d'Gesetz esou änneren, dass déi 20 Gratisstonnen z. B. scho vun engem Liewensalter vun néng Méint u kënnen gräifen?

3. Bei den Dageseltere gëtt et keng Gratisstonnen, wann si och Lëtzebuergesch mat de Kanner schwätzen (also e plurilinguale Programm offéieren). Well d'Regierung op de Wee goen, fir och bei der Betreierung duerch Dageseltere, déi eng plurilingual Betreierung ubidden, zwanzeg Gratisstonnen ze verrechnen?

4. De facto schéngt et esou ze sinn, dass a ville Crècheën, déi behaapten, et géif och Lëtzebuergesch mat de Kanner geschwat ginn, dat an der Praxis net geschitt. De Staat bezitt de Crècheën awer e Supplement pro Stonn a pro Kand fir de plurilinguale Programm. An engem gewësse Mooss schéngt esouguer eng Praxis ze bestoen, dass bei „portes ouvertes“, bei der Aschreiwung vun de Kanner oder bei ugemellte Kontrollen zwar Lëtzebuergeschsproocheg Personal present ass, dat awer dono ofgezu gëtt an op anere Plazen „gewise“ gëtt. Weess d'Regierung vun esou Praktiken? Well d'Regierung d'Gesetz esou änneren, dass an Zukunft och net ugemellte Kontrolle vum plurilinguale Programm kënnen duerchgefouert ginn? Wéi vill net ugemellte Kontrolle goufen an deene leschte Jore gemaach, a mat wéi enge Resultater?

5. Net all Kand kritt eng Plaz an enger Maison relais, wat fir déi betraffen Eltere vill zousätzlech Käschte mat sech bréngt. Si mussen dann dacks den Depassement a Foyeren oder Crèche bezuelen, och während deene Méint, wou Schoul ass a wou d'Kannerbetreierung jo am Prinzip soll gratis sinn. Och während de Schoulperioden, an deenen d'Kanner jo 26 Stonnen an der Schoul sinn, gëllt fir vill Strukturen, dass si nëmme Kontrakter ubidden, déi wäit iwwer deene reelle Besoine vun den Eltere leien. Wéi well d'Regierung fir Gerechtegkeet tëschent deenen Eltere suergen, déi fir hiert Kand eng Plaz an enger Maison relais konnte kréien, an deenen, déi déi Chance net haten? Ass et akzeptabel, dass Kontrakter vu Strukturen ugebued ginn, déi finanziell oder temporär Dispositiounen hunn, déi u sech eng Exploitatioun vun deenen Eltere bedeuten, déi hir Kanner net konnten an enger Maison relais ënnerbréngen?

6. Bei der Berechnung vun den Tariffer an de Vakanze vun net schoufflichte Kanner kënn et duerch de Plaffong vun den 100 €/Woch bei engem Akommes vun > 2,5-mol de Mindestloun zu sozialen Ongerechtegkeeten. Während de Schoulzäiten an iwwer d'ganz Joer gerechent ass dës ongerecht Tarifikatioun souguer schonn vun 2-mol de Mindestloun u bemierkbar. Well d'Regierung un där aktueller Tariffstruktur festhalen (Erhéijunge pro Echelon SSM, Limitatioun op 100 Euro/Woch während de Vakanze respektiv Ophiewe vum Plaffong vun 100 Euro fir Kanner vu 4–12 Joer)?

7. Verschidde Crèche – froen no Dokumenter (Chèque-service accueil, Kontrakter, ...), aus deenen d'Akommes vun den Eltere kann ofgeleet ginn;

– verlaangen, dass d'Kanner laang am Virus ugemellt ginn, a froen dann och scho Sue fir déi Perioden tëschent der Umeldung an där effektiver Presenz vun de Kanner.

Kennt d'Regierung esou Praktiken, a wa jo, wat well si dogéint ënnerhuelen?

Réponse (17/11/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Eng Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreierungsstrukture war an der leschter Legislaturperiod ugeduecht ginn, mee konnt awer net méi agefouert ginn. D'Verrechne vun de Stonnen duerch déi verschidden Träger aus der nonformaler Bildung soll am Kader vun enger Finanzreform iwwerducht ginn.

ad 2. a 5. Déi 20 Gratisstonne fir de plurilinguale Programm gëllen net eréischt fir Kanner am Alter vun engem Joer an engem Mount, mee ab dem Mount, wou d'Kand 1 Joer kritt. Och dës Elementer wäerte Géigestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreierungsstrukture sinn.

ad 3. Och dës Elementer wäerte Géigestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreierungsstrukture sinn.

ad 4. Dem Service, dee fir d'Reklamatiounen am Secteur vun der nonformaler Bildung zoustänneg ass, si keng esou Doleancen zougedroe ginn.

De Programm vun der Méisproochegkeet (EPL) ass verpflichtend fir all Crèche, déi eligibel Kanner encadréiert. Et gi Kontrolle gemaach, ier d'Unerkennung fir de Prestataire Chèque-service accueil (CSA) accordéiert gëtt. Den Träger muss beleeden, dass all déi gesetzlech Konditiounen erfüllt sinn.

Net ugekënnegt Kontrollen, ënner anerem vum EPL, ginn elo scho vum zoustänneg Service duerchgefouert. Hei gëtt net aleng d'Meisproochegkeet, mee am Allgemengen d'Konformitéit zu de Gesetzer a Reglementer iwwerpréift. Um Niveau vum Personal, ginn an der Reegel all d'Servicer vun engem Gestionnaire/Grupp zesumme gekuckt fir ze vermeiden, dass d'Personal z. B. den C1 op méi Plazen deklaréiert.

Am Joer 2023 si bis elo 115 administrativ Kontrollen an/oder Inspektiounen duerchgefouert ginn. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7856 prezisiéiert gouf, sinn an de leschte Jore ronn 335 net ugekënnegt Kontrollen an de Bildungs- a Betreierungsservicer duerchgefouert ginn.

Fir sech par rapport zu de festgestallte Verstéiss ze konforméieren, gouf de jeeeweilegen Träger eng predefiniéiert Frist accordéiert. An zwee Fäll kruten d'Träger d'finanziell Hëllef vun der EPL gestrach, well si net konform waren. Zwou Suspensiounen vun der Hëllef fir d'Meisproochegkeet sinn ausgeschwat ginn. Eng Rei Träger hunn dem Staat missen d'Suen erëmbezuelen, well hire Service net konform war.

ad 6. Och dës Elementer wäerte Géigestand vun enger Reform vum Finanzement vun de Bildungs- a Betreierungsstrukture sinn.

ad 7. Wat d'Areche vun Dokumenter, aus deenen d'Akommes vun den Eltere kann ofgeleet ginn, ubelaangt, esou ass dës Praxis den Agente vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend net bekannt. D'Eltere ginn op d'Gemeng respektiv op d'Zukunftskeess, fir de CSA-Kontrakt ze ënnerschreien a ginn dee Moment Dokumenter zum Akommes of. Fir den Träger vun enger Crèche sinn dës Informatiounen net relevant, weeder fir seng Facturatioun am CSA nach fir de Kontrakt mat den Elteren.

Wat d'Umeldung vun de Kanner betrëfft, sou muss ee wëssen, datt d'Aschreiwung vun de Kanner ënnert d'Responsabilitéit vum Träger vun enger Betreiuungsstruktur fält. Den Träger ass verpflichtet, d'Kapazität, déi hie via Agreement accordéiert krut, ze respektéieren. Den Träger dierf net méi Kanner ophuelen, wéi hie Plazen huet an ass gläichzäiteg drun interesséiert, all seng Plaze besat ze hunn. Dofir ass et sënnavoll fir d'Elteren, fir hir Kanner sou frei wéi méiglech an enger Betreiuungsstruktur unzemellen. Fir eng Plaz kënne garantéiert ze kréien, froe verschidde Betreiuungsstrukture bei den Elteren eng Kautioun, déi net vum Staat iwwerholl gëtt, dëst ënner anerem och fir ze vermeiden, datt d'Eltere kuerzfristeg ofsprangen an den Träger seng Plazen net besat huet. Doriwwer eraus si keng aner Praktiken an dësem Kontext bekannt.

Lettre d'accompagnement du « diplôme de technicien » | Question 8373 (05/10/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Eis ass do e Fall zougedroe gi vun enger Schülerin, déi dëst Joer am LTAM en Diplom als Elektrotechnikerin am Beräich „Smart Technologies“ krut. Dësen „Diplôme de technicien“, ënnerschrifft vum Direkter vun der Chambre de Commerce, vun der Presidentin vun der Chambre des Salariés a vum Direkter vun der Berufsausbildung an ausgestellt vun der Regierung, ass an dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch an Englesch) ofgefaast. Allerdéngs ass de Begleebrief vum Ministère, mam „relevé pour la mention pour élève XY“, deen iwwer d'Modulen informéiert, déi d'Schülerin am Laf vun hirer Ausbildung absolviert huet an déi fir d'Berechnung vun der Mention considéiert goufen, just op Franséisch. Well d'Meedchen an Däitschland weiderstudéiere wëll an d'Héichschoul eng Iwwersetzung vum Begleebrief verlaangt huet, huet d'Schülerin misse en Iwwersetzer engagéieren, fir dëst Dokument iwwersetzen ze loossen, wat net nëmme eng zousätzlech finanziell Belaaschtung fir d'Schülerin duergestallt huet, mee och dozou gefouert huet, datt d'Schülerin hir Ënnerlagen net fristgerecht un d'Héichschoul schécke konnt an si elo riskéiert, ee Semester ze verléieren.

Wéi eis zu Ouere komm ass, handelt et sech dobäi net ëm en Einzelfall.

Dofir géif ech gär dem Här Héichschoulminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt de Begleebrief vum „diplôme de technicien“ grondsätzlech just op Franséisch ofgefaast gëtt? Wa jo, aus wéi enge Grënn gëtt dat Dokument just an där Sprooch ausgestellt?

2. Wier den Här Minister bereet, sech bei deene betreffenden auslänneschen Héichschoule fir Studenten anzesetzen, déi duerch dësen Ëmstand riskéieren, e Semester ze verléieren?

Réponse (17/11/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Präzisioenen.

Et ass richteg, datt deen zitéierte Relevé pour la mention nëmme op Franséisch bis ewell ausgestellt gëtt. Dëst wäert awer bis de Summer 2024 geännert ginn. Effektiv ass de Service vun der Berufsausbildung zanter enger Zäit amgaangen, all d'Dokumente, déi mam Ofschlossdiplom a Verbindung sinn, ze iwwersetzen. Esou gëtt et haut schonn den Diplom selwer,

d'Certification des modules préparatoires (ouni d'Annex), d'Note moyenne globale (op Demande an ouni d'Annex) an den dräi Sproochen. Des Weidere gëtt de Supplément descriptif au diplôme op Däitsch a Franséisch ausgestellt. Nieft dem Relevé pour la mention wäert dann och de Relevé des modules réussis ab Summer 2024 op dräi Sproochen verfügbar sinn.

Am Prinzipp sinn d'Universitëten an Héichschoulen autonom, wat d'Admissioun vu Studenten ubelaangt.

Banque luxembourgeoise Fortuna Banque | Question 8374 (05/10/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Am September an am November 2022 hate mir 2 parlamentaresch Froe mat den Nummere 6921 a 7118 zum Stopp vun den Aktivitéiten vun der Fortuna Bank gestallt. Mir wollten deemools wëssen, wat mat de Clienten an de Salarié vum der Bank géif geschéien. Ee Joer méi spët wëlle mir op dësen Dossier zeréckkommen, well nach eng Rei Onkloerheete bestinn.

Dowéinst wollt ech folgend Froen un d'Madamm Finanzministesch stellen:

– Huet d'Fortuna Bank hir Aktivitéiten definitiv agestallt?

– Gouf ee Plan social fir d'Salarié vum der Fortuna Bank gemaach?

– Wéi vill Salarié goufe vun der BCEE iwwerholl?

– Sinn d'Clienten vun der Fortuna vun der BCEE wéi annoncéiert iwwerholl ginn an/oder bei enger anerer Bank op der Finanzplaz ënnerkomm?

Réponse (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Den 12. Oktober 2023 huet den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg d'Liquidatioun vun der Fortuna Bank decidéiert. Dëst Urteel gouf am Kontext vun der Cessatioun vun den Aktivitéiten vun der Bank, déi schonn am August 2022 ëffentlech gemaach gouf, geholl. Saitdem konnt d'Bilanzsomm vun der Bank ëm 85 % reduzéiert ginn an d'Bank hat zum Schluss och nach just 5 Employéen. Et ass dem Finanzministère net bekannt, wéi vill vun deene fréiere Fortuna-Employéen haut bei der BCEE schaffen.

Am August 2022 hat d'BCEE eng vereinfacht a séier Onboarding-Prozedur fir Fortuna-Clienté lancéiert. Am Kader vun der Liquidatioun ginn d'Depote vun de Fortuna-Clienten, déi vun dëser Prozedur net Gebrauch gemaach hunn, an déi hir Konten och net bei eng aner Bank transferéiert hunn, vum Fonds de garantie des dépôts (FGDL) bis zu engem Montant vun 100.000 Euro rembourséiert.

Soins à domicile | Question 8375 (06/10/2023) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Ee vun de wichtegste Piliere vun der Fleegeversécherung sinn d'„soins à domicile“. Ëmmer méi Persounen benotzen dëse Service, wat natierlech entspriechend Käschte mat sech bréngt. Am Intressi vun de concernéierte Leit an der Qualitéit vum Service, awer och am Sënn vun enger responsabler Finanzgestioun, ass et wichteg, datt genuch Kontrollen an deem Domän gemaach ginn.

An deem Zusammenhang géife mir dem Här Minister fir sozial Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Qualitätskontrolle goufen am Beräich vun de „soins à domicile“ an der leschter Legislaturperiod duerghefouert? Wéi eng Resultater hunn déi Kontrolle bruecht?

2. Wéi eng Konsequenze fir déi eenzel privat Prestataire kënne geholl ginn, wann eng Qualitätskontroll net zefriddestellend ausfällt?

3. Wéi gesäit et mat de Sproochenkenntnesser vun deene Leit aus, déi an deem Secteur schaffen? Wéi eng Exigenze gëtt et a wéi ginn déi kontrolléiert?

Réponse (31/10/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. Am groussherzogleche Reglement vum 13. Dezember 2017³ sinn d'Critère festgehalen, wat den Inhalt vun der Fleegegedokumentatioun ubelaangt, déi de Prestataire muss assureieren, grad wéi och d'Qualitätsindicateuren an der Prise en charge vun de fleegebedierftege Persounen.

Fir kënne nozevollzéien, ob déi fleegebedierftege Persounen all d'Leeschungen, déi se zegutt hunn, och kruten, gëtt d'Dokumentatioun vun de realiséierte Leeschungen iwwerpréift. Esou eng Kontroll ass just méiglech, wann den Inhalt vun der Dokumentatioun standardiséiert, vollständeg an elektronesch zougänglech ass. Dës indirekt Mesure erméiglecht et ze iwwerpréieren, ob de Prestataire déi adequat Moyenen asetzt, fir eng qualitativ gutt Prise en charge ze assureieren an domadder esouwuel d'Sécherheet wéi d'Intégritéit vun der fleegebedierfteger Persoun ze garantéieren.

Déi eenzel Indicateure fir d'Qualitéit an der Fleege (z. B. d'Erfaassung vun de Chutten oder Escarren, de Suivi vum Gewiicht) erméiglechen et, e konkreten Unhaltspunkt ze hunn, wat déi vum Prestataire agesaten Hëllef- a Fleegeemoossnamen am Kader vun der Fleegeversécherung ubelaangt.

Am Ganze goufen an der leschter Legislaturperiod tëscht 2018 an 2023 (Stand bis Oktober 2023) 148 Kontrollvisiten duerghefouert, déi all d'Gestionnairen ofdecken, och d'Établissements à séjour continu an d'Établissements à séjour intermittent. Duvunner sinn 42 Kontrollvisite bei de verschiddene Fleegegedächter, déi doheem intervenéieren, duerghefouert ginn.

D'Qualitéit war och bei der Reform vun der Fleegeversécherung, déi den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass, en zentrale Punkt. Dofir gouf ënner anerem och am Code vun der sozialer Sécherheet festgeschriwwen, datt d'AEC all 2 Joer muss eng Analys vun der Qualitéit vun den erbruechte Leeschungen maachen. Dës Analys gëtt an engem Rapport vun der AEC detailléiert duergestallt an och der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt.

Déi integral Rapport mat all de Resultater, wéi och de Résumé an de Pressecommuniqué kënne um Internetsite vun der AEC nogelies ginn (Rapport biennal 2020 a Rapport biennal 2022⁴):

<https://aec.gouvernement.lu/fr/docetchiffres/rapportbiennalqualite.html>

ad 2. D'Kontrollvisite gi 14 Deeg am Viraus annoncéiert. Allerdéngs wëssen d'Prestataire net am Viraus, wat fir eng Dossiere vu wéi enge Beneficiair vum der AEC kontrolléiert ginn. Dëst gëtt de Responsablen eréischt sur place, am Moment selwer, vun der AEC matgedeelt.

³ Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 déterminant le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge

⁴ « [...] L'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance établit un rapport biennal relatif aux contrôles effectués, qu'elle transmet au comité directeur de la Caisse nationale de santé, aux ministres ayant la Sécurité sociale et la Santé dans leurs attributions et aux ministres compétents en vertu de la législation réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. »

Während der Visitt analyséiert a kontrolléiert d'AEC déi verschidden Dokumentatiounen vun den ausgewielte Beneficiairé vun der Fleegeversécherung. Den Debriefing gëtt direkt duerno mat de Responsabele realiséiert. An all Fall gëtt och e schrëftleche Rapport vun der AEC un de Prestataire verschéckt. Dëse Rapport hält fest, ob all d'Informatiounen disponibel waren a gëtt e Feedback iwwert déi adequat Fleegepraktiken an iwwert déi Beräicher, déi musse verbessert ginn. Ofhängeg vun dese Constate gëtt eng nächst Kontrollvisitt vun der AEC bei deem jeeweilege Prestataire ageplangt.

An der nächster Kontrollvisitt kuckt d'AEC, ob déi Verbesserungen, déi an deene verschiddene Punkte festgehalen goufen, gemaach goufen. D'AEC huet och d'Méiglechkeet, hir Visitt méi heefeg ze maache fir ze assuréieren, dass bestoend Schwieeregkeete behuue ginn an d'Qualitéit verbessert gëtt.

Déi verschidde Prestatairé sinn sech der permanenter Qualitätsverbesserung bewosst a benotzen d'Constaten, fir déi néideg Aktiounen ze ënnerhuelen. Aus deenen zwee vergaangene Rapports biennaux geet eng Qualitätsverbesserung ervir, wéi z. B. d'Erfaassen an d'Dokumentatioun vun den Dekubitus, Stierz oder de Suivi vum Gewicht.

ad 3. D'Sproochekenntnisser vun de Mataarbechter vun de mobillen Hëllef- a Fleegegedéngschter gi beim Erstelle vum Agreement an duerno am Kader vun den Agreementsvisitten kontrolléiert.

Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 10. Dezember 2009 gesäit a sengen Artikelen 10 an 13 vir, dass souwuel de Chargé de direction wéi och d'Betreiungspersonal vun engem mobillen Hëllef- a Fleegegedéngscht attestéiere mussen, 2 gängeg Sproochen aus dem Land, dorënner Lëtzebuergesch, ze verstoen an sech och kënnen auszedrécken. Wann dëst net ginn ass, kann de Familljeminister am Kader vum Agreement eng Klausel betreffend d'Weiderbildung erabréngen.

De Gestionnaire attestéiert, dass d'Sproochekonditiounen fir säi Personal erfëllt sinn. De Gestionnaire suergt och duerfir, dass säi Personal un deenen néidege Weiderbildung kann deelhuele.

Sinn d'Sproochekonditiounen net erfëllt, gëtt den Agreement op eng limitéiert Zäit ausgestellt (an der Reegel 1 Joer), an där de Gestionnaire Zäit huet, sech zum Reglement konforméieren.

Vote lors d'un conseil communal | Question 8376 (09/10/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den Artikel 34 vum Gemeengesetz schreift vir:

„Nul n'est admis au premier tour de scrutin s'il ne réunit plus de la moitié des votes valables.

Si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux personnes qui ont le plus de voix, et la nomination a lieu à la majorité des votes.

Si le premier tour de scrutin donne à plus de deux candidats le plus de voix et en nombre égal, un second scrutin est ouvert entre eux, et les deux candidats qui obtiennent à ce scrutin le plus de voix, sont seuls soumis au ballottage. Au cas d'une nouvelle parité de suffrages dans le second scrutin, le sort désigne les candidats à soumettre au ballottage.“

Am Gemengerot huet een normalerweis bei där genannter Wiel vun zwee Kandidaten dräi Méiglechkeete fir unzekräizen: Nief deenen zwee Kandidaten huet een nämlech nach déi drëtt Méiglechkeet, fir kee vun deenen zwee Kandidaten ze wälen – dës drëtt Optioun ass gekennzeechent mat „Niemand“.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un d'Madamm Banneminister:

– Am Fall wou déi zwee Kandidaten am Hëlleck op déi dräi Wiemeiglechkeeten (also ee vun den zwee Kandidaten oder „Niemand“) op genee déi selwecht Unzuel u Stëmme kommen: Muss dës Wal an deem Fall widerholl ginn oder kann et direkt zum Lousentscheed kommen?

Réponse (11/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Reegele fir d'Ofstëmmungen am Gemengerot.

An der Fro gëtt den Artikel 34 vum ofgeännerte Gemeengesetz vum 13. Dezember 1988 net vollständeg zitéiert. Et feelt den 2. Alinea: „En cas de partage de toutes les voix entre deux candidats, le sort décide.“ Dat heescht, wann all d'Stëmme vun de Gemengerotsmemberen op zwee Kandidaten gläich verdeelt sinn, entscheet d'Lous.

Falls den Deputéierten eng rezent Ofstëmmung vum Wëntger Gemengerot viséiert, wëll ech nach präziséieren, dass ech informéiert gi sinn, dass zwee Kandidaten bei der Ofstëmmung fir ee Posten als Delegéierten an engem Syndikat jeeweils 5 Stëmme kritt hunn, an dass et eng Stëmm géint déi zwee Kandidaten ginn ass. An deem Fall sinn d'Konditiounen, fir d'Lous ze zéien, net erfëllt, well déi zwee Kandidaten net alleguer d'Stëmme vun de Gemengerotsmemberen kritt hunn. An deem Fall muss e Ballottage op Basis vum Artikel 34 3. Alinea vum Gemeengesetz gemaach ginn.

Ech wëll och nach präziséieren, dass, wa méi wéi ee Kandidat sech presentéiert, all Member vum Gemengerot dräi Méiglechkeete muss hunn:

- fir ee vun de Kandidaten ze stëmmen;
- géint allegueren d'Kandidaten ze stëmmen;
- sech ze enthalen⁵.

Aus deem Grond mussen op all Bulletin separat Casé mat de jeeweilegen Nimm vun de Kandidaten an zousätzlech eng Case, déi „Aucun des candidats“ heescht, stoen.

Attaques par phishing | Question 8377 (10/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ëmmer méi heefeg kënn et vir, dass Krimineller Websäiten erstellen, déi ausgesinn, wéi wann se vun engem Geschäft oder enger Bank wieren. Mat falschen E-Mäilen oder SMSen, an deene behaupt gëtt, de Client misst dréngend seng Bankdunnéeën aginn, ginn d'Leit op esou Websäite gelackelt a kréien do hir Zougangsdate geklaut. Per Webbanking kënnen déi Kriminell dann op d'Konte vun de Beträffenen zougräifen a maachen se net seelen eidel.

D'Gesetz vum 10. November 2009 gesäit zwar vir, dass eng Bank hire Clienten d'Sue vun engem net autoriséierte Payement muss zeréck iwwerweisen, mee dëst trëfft awer nëmmen zou, wann de Client net duerch eegent Feelverhale selwer eng Matschold dréit.

Rezent waren och Clienté vum POST-Service Eboo be-traff.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Konsumenteschutz, Wirtschaft a Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi vill Utilisateur si vum rezente Phishing-Ver-such bei POST be-traff?
2. Wéi ee Gesamtmontant gouf geklaut?

3. Wäert POST de Beträffenen en Deel oder d'Gesamt-heet vun de geklaute Suen zeréckginn an eventuell gemaache Scholden net zeréckfroen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Erfalen op eng Phishing-Mesure e perséinlecht Feelverhalen duerstellt, wat geméiss dem Gesetz vum 10. Novem-ber 2009 dozou féiert, dass ee kee Remboursement zegutt huet?

Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Konsumenten no der aktueller Gesetzgebung gutt genuch ge-schützt sinn am Fall vu Phishing?

Réponse (13/11/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finan-ces | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

An de leschte Méint sinn effektiv eng Rei Phishing-Versch, déi Clienté vu verschiddene Banken zu Lëtze-buerg viséiert hunn, observéiert ginn.

POST Finance weist drop hin, dass se aus Sécher-heetsgrënn net iwwert d'Detailer vun dësen Attacke kommunizéiert.

A ville Fäll konnten déi frauduléis Payementer nach gestoppt ginn, oder d'Sue konnte vun der Bank vum Beneficiaire zeréckgefuerdert ginn. Dëst ass allerdéngs just méiglech, wann de betraffene Client d'Fraude a kierzter Zäit mélt an esou eng Fuerderung bei der Empfängerbank zäitno ka gemaach ginn. POST Finance recommandéiert dofir, hire Clienté méiglech Frauden direkt ze deklaréieren an eng Plainte bei der Police ze maachen.

Allgemeng hunn d'Banken wéi och POST Finance eng gesetzlech Obligatioun, Clienten ze dedommagéieren, wa Payementer ausgefuert goufen, déi net vum Client autoriséiert goufen. An dëse Fäll hunn d'Clienten hir E-Banking-Coordonnéen a LuxTrust-Ënnerschrëf-ten awer selwer uginn an ausgefuert, op frauduléise Websäiten, mat deenen d'Banken näischt ze dinn hunn. Deemo besteet hei aktuell kee gesetzlecht Recht op Entschiedung duerch d'Bank.

Um EU-Niveau lafen Aarbechten, fir den europäesche Gesetzeskader weider ze stäerken an sech eng harmo-niséiert Approche ze ginn, déi de Konsument och a sou Fäll besser schütze géif. Esou gëtt aktuell un der Revi-sioun vun der Payment Services Directive 2 (ëmgesat um nationale Plang an dem ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009) geschafft. Ee Schwéierpunkt ass d'Stärkung vun den Antifraude-Mesuren, sou ewéi d'Berécksiichtge vun neien Typen vu Fraude wéi dem Phishing.

Et ass an deem Kontext wichteg, wéi schonns an der Question parlementaire 7703 drop hinweisen, dass säit ville Joren an d'Cybersécherheet investéiert gëtt. Duerfir hei och den Appell un d'Konsumenten, ganz all-gemeng vorsichteg ze sinn, wann se online ënnerwee sinn, an och sech ze informéieren, sief et zum Beispill iwwert d'Helpline vu BEE SECURE (www.bee-secure.lu) oder um nationale Cybersecu-ritéportal (www.cyber-security.lu).

Examen du secteur communal | Question 8378 (10/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir dierfen am Gemengesector ze schaffen, muss een als éischt d'Épreuve d'aptitude générale packen an duerno den Examen d'admissibilité. Fir dës Ses-sioun waren d'Examens d'admissibilité fir d'Leit am Grupp B1, C1 an D1 awer virun deene fir d'Épreuve générale. Wat bedeit, dass dës Leit nëmmen den 1. Exame kënnen maachen, an dann een halleft Joer mussen waarde fir den 2. Deel. Dëst kascht net nëmmen d'Leit Zäit, mee suergt och dofir, dass d'Geme-ge Posten eréischt méi spéit kënnen mat dëse Kandidaten besetzen.

⁵ Pierre Lambert, Manuel de droit communal, Bruylant 1998, p. 139

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir effentlechen Dénsgsch a fir Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat goufen dës Delaien esou festgehalen?
2. Firwat betreffen dës ënnerschiddlech Delaien nëmmen een Deel vun de Gruppen?
3. Wäert an Zukunft drop gekuckt ginn, dass ee béid Examen op allen Niveaue kann an enger Sessioun maachen? Wann nee, firwat net?

Réponse (26/10/2023) de **Mme Taina Bofferdin**, Ministère de l'Intérieur | **M. Marc Hansen**, Ministère de la Fonction publique

De Projet de règlement grand-ducal modifiant : 1° le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2021 portant organisation de la formation pendant le service provisoire des fonctionnaires communaux ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés communaux⁶, deen d'Konditioun vum der Reussite bei der Épreuve d'aptitude générale fir d'Participatioun um Admissibilitésexamen fir de Gemengesektor ofschafft, ass den 21. Juni 2023 vum Regierungsrat ugeholl ginn.

Dës Modifikatioun huet dat duebelt Zil, fir engersäits d'Prozedur fir d'KandidatInnen ze vereinfachen an ze acceleréieren an anerersäits de Pool vu KandidatInnen, déi sech op ee Fonctionnairesposten am Gemengesektor mellen, ze vergréisseren.

Vun deem Moment un, wou dës Dispositiounen a Kraaft trieden, wäert sech d'Fro vum der zäitlecher Koordinatioun tëschent den zwou Epreuven net méi stellen.

De Projet ass säit dem 27. Juni 2023 beim Staatsrot.

Gaspillage d'énergie auprès de l'Inspection générale des finances | Question 8379 (12/10/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Un eis ass eruedroeg ginn, dass bei der Inspection générale des finances Wäert drop geluecht gëtt, dass d'Luuchten an de Pièces communes zu all Moment vum Dag mussen u sinn. Dëst widerspricht awer der Circulaire N° 4168, déi zum Energiespieren opriift.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat mussen dës Pièces communes zu all Moment vum Dag belicht sinn?
2. Wat ass den zousätzlechen Energieverbrauch duerch dësen Appell vun der Direktioun vun der IGF?

Réponse (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère des Finances

Am Kader vum der Energiespuercampagne „Zesumme spieren – Zesummenhalen“ sinn och fir staatlech Acteuren am September 2022 Moosname fir d'Reduzierung vum Energieverbrauch ugeholl ginn an eng „note d'instruction aux responsables techniques“ fir staatlech Gebaier ass un all Ministère a Verwaltung weidergeleet ginn.

De Regierungsrat huet doriwwer eraus de 14. Juli 2023 decidéiert, dës Mesurë weiderzeféieren. All d'Regierungsmembere sinn an engem Bréif vum Staatsminister ugehale ginn, fir déi entspreichend Note d'instruction weiderhin an alle Ministère a Verwaltungen ze applizéieren. Dës gesäit vir, dass d'bannenzeg Belichtung op den néidege Minimum ze limitéieren ass, fir d'Sécherheet vun den Agenten a Visiteuren

ze garantéieren, esou wéi dat och am Gebai vun der Generalinspektioun vun de Finanzen ëmgesezt gëtt.

Familles d'accueil hébergeant des réfugiés ukrainiens | Question 8380 (13/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Suite à l'agression militaire russe contre l'Ukraine en février 2022, de nombreux ressortissants ukrainiens ont été obligés de fuir leur pays et de chercher refuge dans d'autres pays européens. Au Luxembourg, des centaines de familles résidentes se sont spontanément proposées à héberger des personnes fuyant la guerre dans leur domicile privé. Les familles d'accueil ont pour cela signé un contrat avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, lequel portait initialement sur une période de trois mois et qui stipule notamment que l'hébergement proposé consiste en un acte de solidarité dans le cadre d'une crise humanitaire sans contrepartie financière.

Étant donné que le conflit en Ukraine perdure depuis lors, certaines familles d'accueil semblent avoir de plus en plus de peine à supporter la charge financière liée à l'hébergement des réfugiés. C'est en tout cas ce que certains représentants des familles d'accueil ont fait savoir à travers une lettre envoyée au partis politiques. Dans ce courrier, ils se plaignent surtout du manque de soutien par l'État, alors que leur engagement a considérablement aidé à décharger les structures de l'ONA (Office national de l'accueil).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- 1) Pouvez-vous me dire combien de ménages privés au Luxembourg accueillent des réfugiés ukrainiens, quelle est l'évolution de la situation et quel soutien leur a été fourni par l'État ?
- 2) N'êtes-vous pas d'avis qu'il conviendrait de mettre en place une compensation financière au profit des familles d'accueil ? Dans l'affirmative, cette compensation ne devrait-elle pas couvrir également les efforts financiers déjà fournis par les familles d'accueil ?
- 3) Pouvez-vous me dire de quel soutien étatique les familles d'accueil de réfugiés ukrainiens bénéficient dans nos pays voisins ?
- 4) Quels efforts sont entrepris par le Gouvernement afin de faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens dans la société luxembourgeoise, particulièrement en ce qui concerne la recherche d'un logement et l'intégration sur le marché du travail ?

Réponse (13/11/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministère de l'Immigration et de l'Asile | **M. Max Hahn**, Ministère de la Famille et de l'Intégration

Début novembre, 4.199 personnes étaient bénéficiaires de protection temporaire (BPT), dont 1.430 étaient hébergées par l'Office national de l'accueil (ONA). L'ONA ne dispose pas de chiffres détaillés quant au nombre de ménages privés accueillant des BPT. Les BPT hébergés en privé ou par l'État ont droit aux mêmes aides⁷ que les demandeurs de protection internationale (DPI), dont notamment :

- une allocation pécuniaire de 31,22 € par mois ;
- une aide pour l'alimentation de 243,67 € par mois ;
- une aide pour l'hygiène de 46,48 € par mois.

⁷ Montants conformes à la loi (art. 12 et 13 de la loi du 18.12.2015 relative à l'accueil des DPI et des BPT telle que modifiée par les art. 39 et 40 de la loi du 07.08.2023)/montants indexés au 1^{er} septembre 2023.

L'ONA propose également un suivi social régulier aux BPT hébergés en privé.

Les BPT ont droit aux aides matérielles de l'Office national de l'accueil à condition de ne pas disposer de moyens de subsistance suffisants, ni de prise en charge par une personne privée.

C'est un honneur pour la société luxembourgeoise qu'il y ait encore autant de familles d'accueil qui accueillent – par conviction et par solidarité – des personnes ayant fui la guerre.

Selon nos informations, les familles d'accueil de réfugiés ukrainiens ne bénéficient pas de soutien financier étatique dans nos pays voisins. Le Luxembourg a pris la même décision.

Les mesures d'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MIFA) s'adressent à toutes les personnes de nationalité étrangère qui résident sur le territoire du Grand-Duché. À la mi-septembre 2022, et afin de fournir un support administratif simple et efficace aux personnes fuyant la guerre en Ukraine, le MIFA a mis en ligne une plateforme d'orientation virtuelle InfoLux.lu.

Cette plateforme, qui a été pérennisée et qui s'adresse maintenant à toutes les personnes nouvellement arrivées sur le territoire, propose des informations et des webinaires sur des thèmes « pertinents » pour faciliter l'intégration des personnes arrivées au Luxembourg. Depuis septembre 2023, des sessions en ligne du webinaire « Welcome » sont également disponibles en ukrainien, à côté des langues anglaise et française.

Pour ce qui est du logement, le MIFA avait mis en place, dès l'arrivée des premiers réfugiés ukrainiens et en collaboration avec des organisations de la société civile (ASTI, Caritas, Croix-Rouge luxembourgeoise) et l'Office national de l'accueil, une plateforme en ligne permettant à des résidents d'héberger des réfugiés ukrainiens chez eux ou de mettre des logements à leur disposition. Dans le même ordre d'idées, le MIFA avait mis en ligne, en collaboration avec des organisations de la société civile (ASTI, Caritas, Croix-Rouge luxembourgeoise), une base de données dans laquelle ont été enregistrées les personnes privées qui souhaitaient s'engager bénévolement pour les réfugiés ukrainiens au Luxembourg. Les deux plateformes ont été désactivées ; les personnes intéressées à un engagement bénévole au service des réfugiés ukrainiens sont automatiquement redirigées vers la plateforme www.benevolat.lu de l'Agence du bénévolat.

Parc locatif de l'Université du Luxembourg | Question 8381 (13/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

L'Université du Luxembourg gère actuellement un parc locatif de 1.000 unités de logements étudiants ne parvenant qu'à couvrir 17 % des demandes. L'université compte actuellement 6.000 étudiant.e.s inscrit.e.s. Face à la nouvelle hausse des loyers sur le marché privé et la situation de crise générale sur le marché de l'immobilier, de nombreux étudiant.e.s surtout celles et ceux venu.e.s de l'étranger ont de plus en plus de mal à trouver des alternatives de logement sur le marché privé. L'université a par ailleurs changé ses critères de durée du contrat de bail, en limitant la durée de location à la durée légale du parcours d'études dans lequel l'étudiant.e est inscrit.e. L'université n'étant elle-même pas propriétaire du parc locatif étudiant, dépend fortement de l'action des communes et de bailleurs sociaux et privés ainsi que des fluctuations sur le marché de l'immobilier privé.

Face à l'urgence de la situation je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du

Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Combien de logements ont été inaugurés par l'Université du Luxembourg au cours des 20 dernières années ?

2) Combien de logements ont dû être abandonnés par l'Université du Luxembourg au cours des 20 dernières années ? Quelles en sont les raisons ?

3) Combien de nouveaux logements sont en phase d'inauguration ?

4) L'université devra-t-elle à l'avenir abandonner d'autres logements pour étudiant.e.s ? Si oui, pour quelles raisons ?

5) Messieurs les Ministres comptent-ils intervenir auprès des communes afin de les pousser à augmenter leur offre de logements étudiants ?

6) Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche compte-t-il s'engager en faveur d'une allocation budgétaire spécifique pour permettre à l'université d'acheter et de gérer son propre lot de logements étudiants ?

7) Quelles sont les conditions impliquées par un contrat de location entre le bailleur privé ou public et l'université ?

8) Quels sont les frais actuellement impliqués par la gestion du parc locatif de logements étudiants par l'université en tant que locataire ?

Réponse (13/11/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

En réponse à la question parlementaire des honorables Députées Nathalie Oberweis et Myriam Cecchetti concernant le parc locatif de l'Université du Luxembourg, nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Depuis 2008, date de création du parc locatif de l'Université du Luxembourg, 1.280 logements ont été inaugurés et 208 logements ont été abandonnés pour des raisons de sécurité, de mise aux normes, de vétusté ou encore de fin de bail non renouvelé (volonté du propriétaire).

Plusieurs nouveaux projets de construction sont en discussion, ou bien en cours de préparation :

- le projet « Porte de France » à Belval, avec 130 unités de logement, devrait être achevé en 2027 ;
- des discussions sont en cours avec le groupe CFL pour la construction d'une résidence d'environ 150 à 170 unités au centre-ville d'Esch-sur-Alzette ;
- des unités de logement à proximité du campus de Kirchberg sont en discussion ;
- la reprise de 23 logements actuellement gérés par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) à Belval est également prévue.

À ce jour, aucun abandon de logements n'est acté. Néanmoins, en fonction de l'engagement contractuel vis-à-vis de ses différents bailleurs, l'université étudiera, au cas par cas, les prochaines échéances de contrat.

L'université cible, de préférence, des projets ou logements situés à proximité de ses campus en intégrant différents paramètres :

- financement de l'opération ou de l'exploitation d'une résidence ;
- clauses contractuelles (durée d'engagement, loyer, etc.) ;
- conditions administratives de la commune concernée (enregistrement des étudiants) ;
- capacité d'hébergement ;
- conditions d'exploitation de la résidence (maintenance et attribution des logements) ;

- état, configuration et équipements de la résidence ;
- respect des normes en vigueur ;
- présence de moyens de transport à proximité.

Les projets soutenus par les partenaires publics sont privilégiés.

Les frais pour les loyers et charges de l'université pour le parc locatif de logements étudiants étaient de 0,6 million d'euros en 2022 (4,6 millions d'euros de frais, partiellement compensés par 4 millions d'euros de revenus locatifs), et de 1 million d'euros pour les coûts du personnel impliqué dans la gestion du parc locatif, frais qui sont pris en charge par la dotation de l'État.

Risque de génocide dans la bande de Gaza | Question **8382** (17/10/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Après les attaques criminelles du Hamas sur le sud d'Israël, qui ont causé la mort de centaines de civils, nous assistons aujourd'hui à une escalade de la violence sans précédent dans la région. La situation est particulièrement dramatique dans la bande de Gaza, où le Gouvernement israélien a décidé de répondre aux attaques illégales du Hamas par des représailles tout aussi illégales au regard du droit international humanitaire.

Monsieur le Ministre n'est pas sans connaître la situation humanitaire dramatique qui existait à Gaza avant cette nouvelle vague de violence. Déjà en 2012, les Nations Unies avaient prédit que Gaza deviendrait invivable à partir de 2020⁸. Aujourd'hui, en raison de la punition collective décidée par les autorités israéliennes, l'enclave est au bord d'une catastrophe.

Ainsi, je voudrais rappeler à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères les éléments suivants :

- la bande de Gaza compte plus de 2 millions d'habitants sur une superficie de 360 km², soit environ 1/7 de la superficie du Luxembourg ;
- la bande de Gaza est aujourd'hui soumise à un blocus total, comprenant notamment l'interruption de l'approvisionnement en eau, en nourriture, en médicaments et en carburant, qui constitue non seulement une punition collective de la population civile gazaouie totalement incompatible avec le principe de distinction entre civils et combattants en droit international humanitaire, mais expose également cette population au risque de sa destruction totale ou partielle ;
- la bande de Gaza subit des bombardements d'une intensité inouïe (6.000 bombes en 6 jours, soit plus que la moyenne mensuelle des États-Unis en Syrie et en Irak pendant la guerre contre Daech⁹), qui violent tantôt le principe de distinction, tantôt le principe de proportionnalité en droit international humanitaire, et rajoutent à la surmortalité de masse dans l'enclave ;
- les habitants de la bande de Gaza font l'objet de sommersations totalement illégales de la part des autorités militaires israéliennes, comme celle demandant à 1,1 million de Gazaouis de quitter la ville de Gaza en 24 heures, dont le caractère matériellement impossible et inhumain a été relevé par le Gouvernement luxembourgeois lui-même ;
- les hauts responsables israéliens, dont une grande partie sont issus d'une extrême droite revendiquant l'objectif d'un « nettoyage ethnique » de la région, multiplient aujourd'hui les affirmations à caractère déshumanisant à l'égard des Palestiniens (« we are fighting

human animals »¹⁰), remettant en cause la distinction entre combattants et civils palestiniens (« It's not true this rhetoric about civilians [being] not aware, not involved. It's absolutely not true »¹¹), voire ouvertement génocidaires (« They will not receive a drop of water or a single battery until they leave the world »¹²).

Au regard de ces éléments, de plus en plus de chercheurs, juristes et spécialistes en droit international parlent de risque de génocide à Gaza¹³. Cette qualification n'est pas simplement rhétorique. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, à laquelle tant le Luxembourg qu'Israël font partie, cite en effet cinq types d'actes qui tombent sous la définition de génocide lorsqu'ils sont « commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Sont visés en particulier le meurtre de membres du groupe, l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, ainsi que la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.

Sachant que la Convention impose aux États parties non seulement l'obligation de punir le crime de génocide une fois qu'il a eu lieu mais aussi de le prévenir avant qu'il ne soit trop tard, je voudrais poser à Monsieur le Ministre les questions urgentes suivantes :

1) Est-ce que vous envisagez d'émettre une déclaration selon laquelle le Luxembourg, vivement préoccupé par le risque de génocide dans les territoires palestiniens occupés, ne manquera pas de dénoncer de tels crimes auprès de la CPI en vertu de l'article 14 du Statut de Rome au cas où ils seraient commis ?

2) Quelles sont les autres actions que vous pourriez envisager d'entreprendre pour prévenir le risque d'un génocide à Gaza ?

3) Ne pensez-vous pas qu'au regard de la menace existentielle à laquelle fait aujourd'hui face le peuple palestinien, le moment est enfin venu de reconnaître l'État de Palestine, tel qu'il avait été prévu par la Chambre des Députés dans une motion adoptée le 17 décembre 2014, dans laquelle le Gouvernement est invité à « reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ?

Réponse (26/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Nous partageons votre inquiétude quant à la situation humanitaire très grave dans la bande de Gaza.

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux déjà en cours de la Cour pénale internationale. Le procureur de la CPI a ouvert une enquête en mars 2021 sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis dans le cadre de la situation depuis le 13 juin 2014, sur le territoire de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

¹⁰ Déclaration du Ministre de la Défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/defense-minister-announces-complete-siege-of-gaza-no-power-food-or-fuel

¹¹ Déclaration du Président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, le 13 octobre 2023, https://news.yahoo.com/israeli-president-says-no-innocent-154330724.html?guccounter=2&guce_referrer=aHR0cHM6Ly90aGV3aXJlLm1uL3dvcmxkL25vcnRoZjUuLWdhcmEtaXNyYVVsLXBhbGVzdGlzZS1jb25mbGljZDA&guce_referrer_sig=AQAAAL7FwOhFYr6VYg_6eM05qGgzl89cHFLbCZw3_63qYmi7_8t45huFs_F7u8Vfi1c7yS8twYHzRnjc7R0IKQKmsQyLlgoJcl6io4aysXmEdLbhZK3rY7Y5-BhDUYcNVF-tGZfAmNZkCs3f8KLzu59wYK10jK9-4-qacyxd7Z

¹² Tweet du Ministre de l'Énergie et des Infrastructures, Israel Katz, https://twitter.com/Israel_katz/status/1712876230762967222

¹³ Voir, p. ex. : <https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide-in-palestine/> ; <https://www.anbamed.it/2023/10/16/public-statement-schools-warn-of-potential-genocide-in-gaza>

⁸ Voir : <https://www.unrwa.org/userfiles/file/publications/gaza/Gaza%20in%202020.pdf>

⁹ Voir : <https://www.washingtonpost.com/world/2023/10/13/israeli-rhetoric-gaza-response-retribution-punishment>



ad 2) Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a exprimé à plusieurs reprises sans équivoque que le droit d'Israël de se défendre doit être conforme au droit international et au droit international humanitaire.

Le ministre a également appelé à une désescalade et à un cessez-le-feu humanitaire, afin d'acheminer en toute sécurité une assistance humanitaire vitale aux 2,3 millions d'habitants de Gaza assiégés. Ces communications ont été diffusées dans des interviews, par communiqué de presse et publication sur les médias sociaux. Le ministre a fait plusieurs déclarations lors de réunions au niveau de l'Union européenne et des Nations Unies.

ad 3) Le Gouvernement a accordé une importance particulière à cette question comme en témoigne sa demande en date du 9 décembre 2019 pour un débat au niveau de l'Union européenne sur la reconnaissance du statut d'État palestinien. Toutefois, le Gouvernement considère qu'une décision de cette ampleur ne doit pas être prise par un seul pays, mais qu'il importe que l'Union européenne se mette d'accord sur une position commune, consciente qu'une fragmentation des positions serait plus susceptible de nuire à la cause de l'État palestinien que de la servir. En ce sens, le Gouvernement maintient qu'un plaidoyer actif au sein de l'Union européenne est la voie la plus prometteuse pour la reconnaissance d'un État de Palestine.

Déclarations d'impôt 2022 | Question 8383 (17/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi all Joers gëtt och dëst Joer bei der Steierverwaltung op déi lescht Steiererklärung gewaart. Mengen Informationnen no, si Stand Mëtt Oktober awer manner Steierklärunge bis elo erakomm wéi déi Jore virdrun.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steierklärunge huet d'Steierverwaltung bis elo fir d'Joer 2022 kritt? Wéi vill waren et der bei de Personnes physiques? Wéi vill bei den Entrepreneuren?
2. Wéi vill Prozent vun de Steierklärunge denkt d'Steierverwaltung, dass am Moment nach feele fir d'Joer 2022?
3. Falls bis elo manner Steierklärunge erakomm si wéi déi Jore virdrun, hat dëst een Impakt op d'Op-schaffe vu Retarden?
4. Wéini wäert dëst Joer ee Rappel herausgoen, fir d'Steierklärung ze maachen?

Réponse (10/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Knapp zwee an en hallwe Méint virum Oflaf vum legalen Delai vum 31. Dezember 2023 fir d'Erareeche vun de Steierklärunge, wore bei de physische Persounen 168.357 a bei de Kollektivitéiten 41.239 Steierklärunge vum Steierjoer 2022 erakomm. Dat heescht, dass ronn 48 % bei de physische Persounen respektiv 65 % vun de Steierklärunge bei de Kollektivitéiten vum Steierjoer 2022 nach net dobanne waren.

Doduerch, dass de legalen Delai vum 31. Mäerz op den 31. Dezember no hanner verréckelt ginn ass, huet sech d'Verhale vum Steierpflichtegen, wann och nëmme liicht, verännert. Et si wuel manner Steierklärunge erakomm wéi soss zu dësem Zäitpunkt am Hierscht, mee de Steierpflichtegen huet jo och nach Zäit, fir deem nozekommen.

D'Steierverwaltung huet ee gudden Deel vun de Steierklärunge vum Steierjoer 2022 scho besteiert a konnt och hir Retarde besser opschaffe wéi

d'Jore virdrun, dëst awer och bedéngt doduerch, dass d'Steierverwaltung duerch Personal opgestockt ginn ass.

De 15. November 2023 kréien all d'Contribuablen, déi bis dohinner hirer Steierpflicht nach net nokomm sinn, ee Rappel geschéckt, wou d'Steierverwaltung si drop hiweist an drun erënnert, dass den Delai fir d'Erareeche vun hirer Steierklärung den 31. Dezember 2023 ass.

Aide de l'Union européenne à Gaza | Question 8384 (17/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

D'UNRWA freet dréngend 104 Milliounen US-Dollar fir hir humanitär Aarbecht an der Gazasträif. Déi Fong gi gebraucht, fir op déi direkt Liewensmëttel-, Gesondheets-, Ënnerdaachs- a Schutzbedürfnisser vu bis zu 250.000 Persounen ze reagéieren, déi Sécherheet an UNRWA-Strukturen a Gaza sichen an aner 250.000 Palästina-Flüchtlingen an der Gemeinschaft. D'Bedierfnesser vu spezifesch vulnerabele Gruppe si berécksiichtegt ginn, dorënner Fraen, Kanner, Leit mat Behënnerungen an eeler Leit. Dëst Geld soll fir déi nächst 90 Deeg de Leit a Gaza hëllefen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg sech un dësem Hëllefsschritt bedeelegen?
2. Wa jo, wéi vill Geld wäert Lëtzebuerg zur Verfügung stellen?

Réponse (30/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten vum Aussen- an Europaministère verfolge d'humanitär Situatioun an der Gazasträif ganz enk. Déi zoustänneg Servicer hunn d'Opriff fir Noutënnerstëtzung vu verschiddenen internationalen Organisatiounen, dorënner och déi vun der UNRWA, analyséiert.

Wéi de 24. Oktober annoncéiert, wäert Lëtzebuerg eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi humanitär Hëllef an der Regioun ginn, déi vun der UNRWA, mee awer och vun aneren internationalen Organisatiounen, wéi dem Internationale Komitee vum Roude Kräiz (CICR), dem Weltenernährungsprogramm vun de Vereenten Nationen (PAM), dem Koordinatiounsbüro fir humanitär Ugeleeënheeten (OCHA) an dem Norwegian Refugee Council (NRC) geleeicht gëtt.

Et ass och virgesinn, déi zwou lëtzebuergesch ONGen Handicap International Luxembourg a Caritas Luxembourg bei hiren humanitären Interventiounen am Libanon an am Westjordanland ze ënnerstëtzen.

ad 2. Als Reaktioun op d'Opriff fir Noutënnerstëtzung, ënnerstëtzt d'Lëtzebuerg Kooperatioun déi humanitär Hëllef fir Gaza an der Regioun mat engem Gesamtmontant vun 2,5 Milliounen Euro. Dës Contributioun dréit virun allem dozou bäi, Noutënnerkënnf, Liewensmëttel a psychologesch, gesondheetlech a schoulesch Ënnerstëtzung bereetstellen.

Dëse Montant beinhalt eng Contributioun vun 1,2 Milliounen Euro un d'Aktivitéiten vun der UNRWA an der Gazasträif.

Donations aux communautés religieuses | Question 8386 (19/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

ASBLen a Fondatiounen, déi Ierfschaften oder Schenkungen iwwer 30.000 Euro erhalen, mussen beim

Justizminister eng Geneemegung ufroen, fir dës Suen dierfen unzehuelen.

Am Artikel 10 vun der Konventioun tëscht dem Lëtzebuerger Staat an de reliéise Communautéiten heescht et: „Chaque organe représentatif de la communauté religieuse concernée pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.“

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Cultes a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Hunn all d'konventionéiert Reliounsgemeinschaften am Land sech dofir entscheet, eng Fondatioun ze ginn?

Falls net: Wéi ënnerscheet sech de Statut vun de verschiddene Reliounsgemeinschaften?

Wéi eng Alternativen zur Form vun der Fondatioun wiere fir d'Reliounsgemeinschaften méiglech?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis de Justizministère eng agerechten Demande fir eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Reliounsgemeinschaft autoriséiert oder ofleent?

Falls dës Informatioun net bekannt ass: Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis de Justizministère eng agerechten Demande fir eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Fondatioun autoriséiert oder ofleent?

Réponse (15/11/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Et ass net esou, dass verschidde Reliounsgemeinschaften sech entscheet hunn eng Fondatioun ze ginn.

Den Artikel 10 dréckt aus, dass déi konventionéiert Reliounsgemeinschaften, als eegestänneg Personne juridique, ënner hirer Responsabilitéit, eng Fondatioun als eng separat eegestänneg Personne juridique kënnen constituieren.

Vun de konventionéierte Reliounsgemeinschaften hu folgend eng Fondatioun constituéiert:

De Consistoire israélite huet d'Fondation du judaïsme luxembourgeois constituéiert (groussherzoglechen Arrêté vum 11.09.2018); an

d'Shoura huet d'Fondation Waqf constituéiert (groussherzoglechen Arrêté vum 28.01.2019).

Net konventionéiert Reliounsgemeinschaften kënnen soss d'Form vun enger ASBL unhuelen, wann se dat wëllen.

Wéi eng Form Reliounsgemeinschaften am Endeffekt unhuelen, hänkt vu verschiddene Faktoren of, wéi zum Beispill hiren Ziler, hirer Struktur an hire Bedierfnesser.

ad 2. Et dauert an der Moyenne 3-5 Wochen, vun deem Moment un, wou d'Demande komplett ass, bis dass de Justizministère eng Schenkung oder Ierfschaft iwwer 30.000 Euro un eng Reliounsgemeinschaft, déi als ASBL oder als Fondatioun constituéiert ass, autoriséiert respektiv ofleent.

Den Delai ass ëmmer d'nämmlechst laang, onofhängeg dovun, ob d'Demande vun enger Fondatioun oder enger ASBL gemaach gëtt.

Aides financières Covid-19 pour le secteur de la construction | Question 8387 (20/10/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Am Dezember 2020 huet de Bausektor mat der Regierung verhandelt, fir Covid-19-Aiden ze kréien. Et gouf decidéiert, eng „indemnité pour perte d'efficience“ auszebezuken. De Minister huet mer an enger éischter

Antwort verschidden Informatiounen ginn, aner Froen awer onbeantwortet gelooss.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Bis wéini soll dës „indemnité pour perte d'efficience“ un all d'Betriber ausbezuelet sinn?

2. Wéi vill Dossiere si schonn ofgeschloss, bei deenen d'Indemnitéte schonn ausbezuelet goufen?

Wéi vill waren der zum Zäitpunkt vun der Fro N° 8293 ausbezuelet?

3. Kann de Minister den zäitlechen Zesummenhang erklären, deen zu dëser Verspéidung vun 3 Joer gefouert huet?

Réponse (15/11/2023) de **M. Lex Delles**, Ministere des Classes moyennes

Am Regierungsrot gouf am Dezember 2020 festgehale, datt d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprise aus dem Konstruktionssektor d'Form vun enger fiskaler Mesure sollt kréien, fir d'Frais vum de strenge sanitäre Mesuren ze kompenséieren am Kader vun der Reouverture vun de Chantieren am Abrëll 2020. Well déi fiskal Mesure allerdéngs net ëmsetzbar war, ass et zu Verzögerunge komm an et gouf den 21. Juli 2023 am Regierungsrot eng direkt Ausbezuellung vun der Indemnitéit decidéiert.

Op den Datum vum 23. Oktober 2023 hunn 1.601 Betriber en Dossier bei der Chambre des Métiers eragereecht, fir d'„indemnité pour perte d'efficience“ an Usproch ze huelen, dës fir e Montant global vun 9.286.038 Euro. Dës Indemnitéit ass en bloc, ausser bei vereenzelten Exceptiounen bei deenen den Dossier nach net komplett ass, de 27. Oktober 2023 ausbezuelet ginn.

Réduction du service provisoire dans le secteur communal | Question **8388** (20/10/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Modalitéiten, fir eng Stagereduktioun als Gemeinemployé:e oder -fonctionnaire ze kréien, gi vum Règlement grand-ducal vum 14. August 2017 geregelt. Den 1. Juli 2023 gouf den Artikel 2 vum dësem Règlement ëm follgende Saz ergänzt: „L'agent bénéficie d'une réduction du service provisoire à condition que sa formation puisse être accomplie au cours du service provisoire.“

An der Circulaire N° 2023-091 huet de Ministère d'Gemeinen den 20. Juli 2023 iwwert dës Ännerung informéiert a kloergestallt, dass an Zukunft keng retroaktiv Nominatiounen méi méiglech wäerte sinn. Konkreet heescht et an Schreiwes: „Je tiens à préciser qu'une éventuelle nomination définitive future ne pourra, le cas échéant, pas avoir d'effet rétroactif.“

Och fir Gemeinemployé:en a -fonctionnaires, déi virum 1. Juli 2023 an den Déngscht vun de Gemeinde getruede sinn a schonn eng Réduction du service provisoire accordéiert kruten, sollen déi nei Reegele gëllen. Dës ass dowéinst problematesch, well net all déi concernéiert Gemeinemployé:en a -fonctionnaires während hirer reduzéierter Stagezäit d'Méiglechkeet kruten, déi gefrote Formatiounen ze maachen, well et net genuch Formatiounsplaze gouf. Dës Persounen mussen – anescht wéi et beim Untriede vun hirem Poste geheescht huet – hire Stage elo ouni d'Méiglechkeet vun enger Nomination définitive mat Effet rétroactif verlängeren a verléieren esou en Deel vun hirem Akommes.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat gouf decidéiert, op eng Iwwergangsreegelung ze verzichte fir Persounen, déi virum 1. Juli 2023

per Arrêté agestellt goufen an och virum dësem Datum hir Reduktioun vum Service provisoire accordéiert kruten?

Hält d'Regierung dru fest, hei keng Iwwergangsregelungen ze huelen?

2. Wéi vill Persounen, déi virum 1. Juli 2023 per Arrêté agestellt goufen an och hir Réduction du service provisoire virum dësem Datum accordéiert kruten, waren den 1. Juli 2023 bei de Gemeinen am Service provisoire?

3. Bei wéi ville Formatiounen/Coursé fir Gemeinemployé:en a -fonctionnaires war an de leschten 3 Joer d'Unzuel vun den Umeldungen méi héich wéi d'Unzuel u fräie Formatiounsplazen?

4. Wéi gesinn d'Pläng aus, fir d'Offer u Formatiounsplazen ze verbesseren?

Réponse (27/10/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministere de l'Intérieur

E Règlement grand-ducal vum 25. Mee 2023¹⁴ gesäit vir, dass Gemeinbeamte vum 1. Juli 2023 un eng Reduktioun vun hirem Service provisoire nëmme da kënnen kréien, wann et hinne méiglech ass, während hirem Service provisoire hir Formatiounen ze suivéieren an déi dozou gehéiereg Examen ze maachen. Eng änlech Dispositioun applizéiert sech schonn zënter enger Zäit fir d'Stagiaires beim Staat.

Dat Règlement gesäit keng Iwwergangsbestëmmung fir déi Persounen vir, déi virum 1. Juni 2023 eng Reduktioun vun hirem Service provisoire accordéiert kruten. Déi nei Bestëmmung betrëfft nëmme déi Reduktiounen, déi säit dem 1. Juli 2023 decidéiert gi sinn.

De Gemeinbeamtstatut gesäit net vir, dass eng definitiv Nominatioun ka retroaktiv applizéiert ginn. Opgrond vun der Pandemie an der Reform vun der Ausbildung vum Gemeinbeamten am Joer 2021, déi en Impact op d'Aschreiwungsdelaieen haten, hat den Inneministère de Gemeinautoritéiten duerch d'Circulaire N° 4149 vum 13. Juni 2022 erlaabt, hire Fonctionnaires a verschiddene Situatiounen retroaktiv eng definitiv Nominatioun ze ginn. Dës temporär Dero-gatioun ass den 31. Juli 2023 ausgelaf an huet näischt mat der Ännerung vum uewen ernimmte Règlement ze dinn.

De Saz, deen den Deputéierten aus der Circulaire N° 2023-091 vum 21. Juli 2023 zitéiert, a laut deem eng eventuell zukünfteg definitiv Nominatioun kee retroaktiven Effekt kann hunn, bezitt sech op dee Fall, an deem e Gemeinbeamte eng Reduktioun vum Service provisoire accordéiert krut, um Enn vu sengem Service provisoire d'Konditiounen, fir definitiv genannt ze ginn, awer net erfëllt an aus deem Grond vum Gemengerot de Service provisoire verlängert kritt. Wann de Gemengerot dem Beamten dono eng definitiv Nominatioun gëtt, kann dës sech net retroaktiv applizéieren.

Den Inneministère féiert keng Statistik iwwert d'Zuel vu Gemeinbeamten, déi eng Reduktioun vun hirem Service provisoire accordéiert kréien.

All Gemeinbeamte muss während sengem Service provisoire eng Formation générale an eng Formation spéciale suivéieren. Fir d'Employés communaux ass just eng Formation générale obligatoresch. D'Formation générale besteet aus engem „tronc commun“ vu 60 Stonnen, dee praktesch all Mount vum Institut national d'administration publique (INAP) organiséiert gëtt, esou dass all Agent, deen am Service provisoire ass, an engem raisonnablen Délai zu dëser Formatioun kann zougelouss ginn. Dobäi kommen nach Formatiounen au choix vun am Ganzen 30 Stonnen, déi de Beamten, jee no senger Disponibilitéit, ka suivéieren.

D'Formation spéciale gëtt vum Inneministère organiséiert an a Form vu Modullen ugebueden, woubäi all Fonctionnaire am Service provisoire 60 Stonnen Coursé maache muss. An deene seelene Fäll, wou e Beamten net konnt an e Cours ageschriwwen ginn, well net genuch fräi Plazen zur Verfügung waren, hunn d'Servicer vum Inneministère probéiert, eng Léisung ze fannen, andeems se mat dëser Persoun zesummen no engem alternative Cours gesicht hunn. D'Formation spéciale gëtt all Joer an zwou Sessiounen ugebueden. Wa Coursen iwwerbeluecht sinn, gëtt probéiert, an deene Matièreen zousätzlech Formatiounen ze organiséieren.

Déi aktuell Offer u Formatioun während dem Service provisoire vu Gemeinagenten erlaabt et, d'Demande aus dem Secteur ofzedecken.

Plaintes de personnes privées contre des promoteurs | Question **0001** (24/10/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Baumentreprise am Land stinn no der Covidkris, der Energiekris an den elo falende Präisser a Verkafszuelen um Wunnengsmaart viru groussen Erausforderungen. Retarde bei der Liwwerung vu Matière-première an bei der Färdegstellung vu Projete sinn net seelen. Och Faillitten a Verzögerunge bei der Bezuelung komme vir. Rezent war beispillsweis de Wunnprojet an der Cité Ouschterbuer zu Uewerkuer an de Medien thematiséiert ginn, well de Promoteur d'Baumentreprise zäitweilig net bezuele konnt an d'Chantieren dofir net méi weidergoungen. Fir d'Clienten kënnen esou Problemer mat héije Käschte verbonne sinn, wann si d'Zäit bis zur Färdegstellung vun hire Projeten iwwerbrécke mussen. Ëmmer nees kënn et vir, dass Clienté Baumentreprise an/oder Promoteure souguer virum d'Gericht huelen, well si keng aner Léisung méi gesinn.

An deem Zesummenhang wéilt mir de Ministere fir Konsumenteschutz a Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Zuelen doriwwer, wéi oft et virkënn, dass Privatleut géint Promoteuren/Maitred'ouvrage kloen? Falls jo: Wéi hunn dës Zuelen an de leschten 10 Joer evoluéiert?

– Wéi vill Fäll waren et pro Joer?

– Wéi oft hunn d'Clienté géint de Promoteur/Maitre d'ouvrage pro Joer gewonnen?

2. Wéi gesinn der Regierung hir Pläng aus, fir de Bausektor an d'Clienten duerch déi aktuell schwéier Zäiten ze begleeten?

Réponse (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen**, Ministere de la Protection des consommateurs | **Mme Elisabeth Margue**, Ministere de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Weeder d'Qualitéit, an där eng Persoun viru Gericht klot, nach d'Qualitéit, an där eng Persoun sech viru Gericht verdeelegt, gi statistesch erfaasst. Aus dësem Grond huet d'Regierung keng Zuelen doriwwer, wéi oft Acquireure géint Promoteure respektiv Persounen, déi fir de Maître de l'ouvrage schaffen, eng Klo viru Gericht areechen.

Vu ministerieller Säit kann de Konsumenteschutz follgend Zuele virleeden:

– d'Unzuel vun Dossieren, déi Reklamatiounen géint Immobiliefirmen oder Promoteure betreffen, läit ënnert 5 % (116 vun 2.429 Dossieren);

– Entwécklung iwwert déi lescht 3 Joer:

• 2020 – 33 Dossieren

• 2021 – 14 Dossieren

• 2022 – 45 Dossieren

• 2023 – 24 Dossieren

¹⁴ <https://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2023/05/25/a292/jo>



– déi heefegst Ursach bei der Ouverture vun engem Dossier si Retarden, Präiserhéijungen oder Penurie vu Materialien;
– generell gouf och festgestallt, dass Reklamatioune meeschtens am Gudden, d. h. aussergeriichtlech gereegelt ginn, sief dat duerch eenzel Transaktiounen oder Mediatioun.

De Centre européen des consommateurs Luxembourg huet sengersäits beim Traitement vu grenziwwerschreidenden Dossiere betreffend Immobiliefirmen oder Promoteure folgend Entwécklung:

- 2020: 11 Dossieren
- 2021: 22 Dossieren
- 2022: 42 Dossieren
- 2023: 35 Dossieren

D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), déi an der Reegel mat Dossiere befaasst gëtt, déi Lëtzebuurger Entreprisë betreffen, kann am Kontext vun der parlamentarescher Ufro folgend Informatioun matdeelen:

– Malfaçons et questions sur la garantie décennale

- 2020: 71 Dossieren
- 2021: 91 Dossieren
- 2022: 64 Dossieren
- 2023: 72 Dossieren

– Délais de construction, retards de construction (Covid-19 ou pénurie de matériaux et questions sur indemnité de retard)

- 2020: 87 Dossieren
- 2021: 63 Dossieren
- 2022: 106 Dossieren
- 2023: 93 Dossieren

– Révision des prix (application de l'indice sur salaires ou augmentation du prix du matériel)

- 2020: 10 Dossieren
- 2021: 19 Dossieren
- 2022: 45 Dossieren
- 2023: 27 Dossieren

– Questions relatives à la garantie d'achèvement

- 2020: 4 Dossieren
- 2021: 0 Dossieren
- 2022: 0 Dossieren
- 2023: 0 Dossieren

– Faillite du promoteur ou constructeur

- 2020: 2 Dossieren
- 2021: 5 Dossieren
- 2022: 5 Dossieren
- 2023: 5 Dossieren

– Problèmes facturation (tranches ou suppléments)

- 2020: 20 Dossieren
- 2021: 20 Dossieren
- 2022: 16 Dossieren
- 2023: 16 Dossieren

– Questions sur cahier de charge, réception de construction, réserves

- 2020: 8 Dossieren
- 2021: 77 Dossieren
- 2022: 46 Dossieren
- 2023: 46 Dossieren

– Questions d'ordre général sur contrats de réservation et actes notariés

- 2020: 13 Dossieren
- 2021: 72 Dossieren
- 2022: 43 Dossieren
- 2023: 52 Dossieren

– Total des demandes relatives aux constructions et promoteurs

- 2020: 215 Dossieren
- 2021: 347 Dossieren
- 2022: 325 Dossieren
- 2023: 311 Dossieren

ad 2. Am Koalitiounsaccord sinn all d'Mesuren opgelëscht, déi zum aktuellen Zäitpunkt virgesi sinn, fir de Marché vum Wunnengsbau kuerzfristeg ze relancéieren.

Pour rappel, hei e puer vun den Hauptmesuren:

– zäitno gëtt e „Logementsdësch“ aberuff, fir sech séier e breet Bild ze maachen an eventuell zousätzlech Mesuren auszeschaffen;
– déi aktuell schwierig Situatioun am Bausektor concernéiert och eng Rei aner Ministèren. Esou falen déi am Koalitiounsaccord genannte fiskal an an der Zäit limitéiert Mesuren, déi virgesi sinn, fir de Bausektor ze relancéieren, an d'Kompetenz vum Finanzministère, wéi:

1. d'Erhéijung vum Taux vum Amortissement accéléré a vun der Period vum Amortissement bei gebaute Wunnengen, déi fir d'Locatioun virgesi sinn; woubäi de Gesamtmontant vum steuerlechen Advantage plafo néiert gëtt;
2. den Taux d'imposition vu Plus-valuë beim Verkauf vun Immobilie soll erofgesat ginn;
3. d'Afëierung vun engem Steierkredit („Bëllegen Akt“) fir Investissementer an de Logement locatif duerch privat Persounen;
4. d'Montante fir Zënsofschreiwunge vun Immobilienkreditte fir Wunnengen, an deenen de Propriétaire selwer wunnt oder wäert wunnen, gi gehéicht.

Fir eng ausféierlech Oplëschung vun alle Mesuren an de méi detailléierten Erklärungen dozou verweise mir den honorabelen Deputéierten op de Koalitiounsaccord.

Transparence relative à la composition des délégations dans le cadre des négociations de coalition | Question 0002 (24/10/2023) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Le Service information et presse du Gouvernement a publié, en date du 20 octobre, la composition des délégations des 12 groupes de travail dans le contexte des négociations de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement.

Or, selon les informations véhiculées dans la presse, des expert-e-s qui ne sont pas renseigné-e-s sur ce document participent également aux réunions des groupes de travail.

L'article 5 de l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement stipule que « le Gouvernement tient un registre des entrevues ayant eu lieu entre les membres du Gouvernement et des représentants d'intérêts ou des tiers, tant pour les entrevues sollicitées sur initiative des membres du Gouvernement que sur l'initiative des représentants d'intérêts ou des tiers, pour autant que ces entrevues aient eu comme objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives ou réglementaires du Gouvernement ».

Étant donné que les délégations des 12 groupes de travail intègrent aussi bien des membres tant de l'actuel que du futur Gouvernement, et que l'objectif des réunions est clairement la définition de la future activité législative et réglementaire du Gouvernement, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre d'État :

- 1) Toutes les personnes participant aux réunions des groupes de travail dans le cadre des négociations de

coalition ne devraient-elles pas être renseignées sur le document en question ? Dans la négative, quelles sont les raisons qui justifient ce manque de transparence ?

2) Monsieur le Ministre d'État n'estime-t-il pas que les citoyen-ne-s méritent de connaître l'identité de toutes les personnes qui participent actuellement au processus de définition du prochain programme gouvernemental ?

3) La liste de tout-e-s les expert-e-s participant aux réunions des groupes de travail sera-t-elle publiée dans les meilleurs délais ?

4) D'une manière générale, l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement ne devrait-il pas être mis à jour afin d'inclure expressément les négociations de coalition en vue de la formation d'un nouveau Gouvernement, dans la section concernant le registre des entrevues ?

Réponse (23/11/2023) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) à 3) Comme l'accord de coalition l'énonce, le Gouvernement met un accent particulier sur le principe de transparence dans la fonction publique.

Un dossier complet au sujet des négociations de coalition et de la formation du Gouvernement est publié sur le site du Gouvernement, incluant les dates et documents y afférents et renseignant les interlocuteurs des groupes de travail : La formation du Gouvernement 2023 – gouvernement.lu/Le Gouvernement luxembourgeois.

ad 4) Les négociations de coalition représentent un processus politique mené par les délégations des partis rencontrant la majorité parlementaire et les membres de ces délégations représentent leurs partis respectifs. Par conséquent, le Gouvernement considère que les règles déontologiques s'appliquent exclusivement aux membres du Gouvernement assermentés suite à la signature des arrêtés grand-ducaux relatifs à la formation du nouveau Gouvernement.

Programme « Lëtzebuurger am Ausland » | Question 0003 (24/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mam „Lëtzebuurger am Ausland“-Programm – kuerz LamA – kënnen Residentë Bescheed soen, ier se eng Auslandsrees maachen oder ier se an d'Ausland plënnieren. Am Fall, wou Schwierigkeeten op der Plaz géifen optrieden (zum Beispill Konflikter oder Naturkatastrophen), soll de Lëtzebuurger Staat esou méi séier wëssen, wou d'Residenten dru sinn, an hinnen iwwert d'Netzwerk aus Ambassaden a Konsulater besser Hëllef kënnen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ausseugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit sinn am Moment op der Lëscht vum Ausseministère agedroen? Wat sinn hei déi heefegsten 3 Länner, déi d'Leit uginne hunn?

2. Wéi hunn dës Zuelen an de leschte 5 Joer (opgelëscht no Mount) evoluéiert? Wat waren, iwwert déi lescht 5 Joer gekuckt, déi heefegste Länner, déi d'Leit uginne hunn?

3. Ass de Ministère der Meenung, dass de LamA bekannt genuch ass zu Lëtzebuerg? Oder mussen hei nach Efforte gemaach ginn, fir dass méi Leit dësen notzen – virun allem wann se an d'Net-EU-Ausland reesen?

Réponse (16/11/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Momentan sinn 1.082 Leit am „Lëtzebuerger am Ausland“ (LamA) agedroen. Déi 3 heefegste Länner, déi d'Leit uginne hunn, si follgend: Däitschland, Frankräich an d'Belsch.

ad 2. (*Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.*)

De Graphique weist, dass déi meescht Leit sech am Summer umellen (an de Méint Juli an August).

Déi heefegste Länner, déi d'Leit uginne hunn, op der LamA-Plattform, sinn d'Vereenegt Staate vun Amerika, Thailand, Frankräich, Italien a Spuenien.

ad 3. De LamA fänkt un ëmmer méi bekannt ze ginn an de Ministère schafft weider drun, fir der Plattform nach méi Visibilitéit ze ginn duerch ënner anerem méi Kommunikatioun op de soziale Medien. Et ass och esou, datt, wa Leit en neie Pass siche ginn, da kréien si en Dépliant vum LamA mat den néidegen Explikatiounen ausgehännegt.

Marchés publics de l'Administration de la nature et des forêts | Question 0004 (24/10/2023) de M. Ben Polidori (Piraten)

D'Administration de la nature et des forêts (ANF) këmmert sech ënnert anerem ëm verschidden Aspekter vum Natur- an Ëmweltschutz an ëm eng nohaltegt Gestiou vum Bëscher. Dobäi muss si a verschiddene Fäll op d'Aarbecht vu private Firmen zeréckgräifen. Fir Projeten, déi méi ëmfangräich sinn, ginn dofir ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, esou wéi déi europäesch Reegelen iwwert d'Marchés publics an déi national Gesetzer et virgesinn. Bei méi klengen Projete si keng Ausschreiwungen néideg.

An deem Zesummenhang wéilt ech der d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltegt Entwécklung dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Projeten, déi d'ANF an Opdrag ginn huet, goufen an de leschte fënnef Joer ëffentlech Ausschreiwunge gemaach?

Wéi vill dovun waren national a wéi vill europäesch Prozeduren?

2. Bei wéi ville Projeten, déi d'ANF an Opdrag ginn huet, goufen an de leschte fënnef Joer keng ëffentlech Ausschreiwunge gemaach?

Wéi vill dovun ware jeeeweils Procédures négociées avec ou sans publication d'avis, procédures restreintes sans publication d'avis oder Marchéën, déi fräi vergi goufen?

3. Wéi eng Entreprisë waren an de leschte fënnef Joer déi fënnef gréissten Opdragsneemer vu Projeten ouni ëffentlech Ausschreiwungen?

Wéi vill Opdrag hunn déi fënnef gréissten Opdragsneemer krut a wéi vill Euro sinn un déi eenzel Firmen ausbezuelte ginn?

Réponse (13/12/2023) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Während de Joren 2019–2023 goufen am Ganzen 10 ëffentlech Ausschreiwunge fir Projete vun der Naturverwaltung (ANF) iwwert de Portail des marchés publics gemaach. Heibäi huet et sech ausschliesslech ëm „procédures ouvertes“ gehandelt. Dovun waren 2 Ausschreiwungen europäesch Prozeduren an 8 Ausschreiwungen national Prozeduren. Zwou vun deenen nationalen Ausschreiwungen sinn nach am Lafen.

ad 2. D'ANF gräift reegelméisseg fir verschidde Projete mat engem geschätzte Montant iwwer 60.000 € HTVA op „procédures restreintes sans publication

d'avis“ a „procédures négociées“ laut Artikel 20 vun der Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics (LMP) zeréck, souwéi op „procédures négociées sans publication préalable“ laut Artikel 64 LMP.

Während de Joren 2019–2023 goufe fir 33 Projeten an där Gréisstenuerdnung keng ëffentlech Ausschreiwunge gemaach, dovun waren 23 „procédures restreintes sans publication d'avis“ an 10 „procédures négociées“.

ad 3. Déi fënnef Opdragsneemer vun der ANF mat der héchster Ausbezuellung vu Projeten, wou „procédures restreintes“ oder „procédures négociées“ ofgeschloss goufen, ware fir d'Joren 2019–2023:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.*)

Imposition des jetons de présence au niveau communal | Question 0005 (27/10/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Op Basis vum Artikel 27 vum Gemengesgesetz bestëmmt all Gemengerot selwer doriwwer, ob d'Memberen aus dem Gemengerot an d'Leit an de consultative Kommissiounen fir hiert Engagement eng Indemnitéit a Form vu Präsenzjetonen ausbezuelte kréien. Dës Jetone variéieren deemno vu Gemeng zu Gemeng. Wat och variéiert, ass d'Prozedur bei der Besteuerung vun de Jetonen duerch d'Gemeng an d'Steierverwaltung. Verschidde Gemenge bezuelen de Bruttomontant direkt un d'Leit aus, während aner Gemenge schonn eng Retenue um Paiziedel duerchféieren. D'Steierbüroen agéiere mengen Informatiounen no och ënnerschiddlech, wann d'Beneficiairen hir Jetonen un d'Parteien ofrieden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reegelen betreffend d'Besteuerung vun de Präsenzjetonen fir d'Gemengeréit an d'Memberen aus de Gemeindegemengkommissiounen goufen an der Vergaangenheet vun der Steierverwaltung an/oder dem Inneministère opgestallt (Circulären, Reglementer, Arrêtées etc.)? Ginn dës Reegelen uniform vun alle Steierbüroen ëmgesat?

2. Kënne d'Ministèren eng Kéier erklären, wéi d'Besteuerung vun de Präsenzjetonen fir d'Gemengeréit an d'Memberen aus de Gemeindegemengkommissiounen muss oflafen?

Réponse (27/11/2023) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

D'Reegelen, no deenen d'Presenzjetone besteiert ginn, sinn an der Circulaire L.I.R. N° 91/1 vum 26. September 2003 festgehalen.

Presenzjetonen, déi u Memberen aus dem Gemengerot bezuelte ginn, fale generell ënnert d'Kategorie vun de Fräiberuffler no Artikel 91 L.I.R.

Ausnamen heizou si Präsenzjetonen, déi un d'Memberen aus de Gemeindegemengkommissiounen bezuelte ginn, wou de Jeton entweder un eng Persoun bezuelte gëtt, déi net zum Dénsgschtpersonal gehéiert, an dës Persoun awer an der Ausféierung vun hire Flichten a Missiounen un de Sëtzungen deelhëlt, oder wann de Jeton vum Employeur u säi Personal bezuelte gëtt. Dës Jetone ginn an der Kategorie vun de Salären no Artikel 95 L.I.R. besteiert.

Am éischte Fall gëtt et eng Dispens fir d'Lounsteier, an deemno mussen dës Jetonen iwwert de Wee vun der Steuererklärung besteiert ginn, am zweete Fall, wou den Employeur de Jeton u säi Personal bezilt, gëtt Lounsteier drop behuuewen.

Wann de Beneficiaire vum Jeton keng effektiv Käschten huet, kann de Steierzueler ee pauschale Fräibetrag ufroen, dee sech op 15 € pro Seance beleeft, ouni 45 € pro Mount respektiv 540 € pro Joer ze iwwerschreiden.

De Fräibetrag gëllt net fir déi Jetonen, déi vum Employeur u säi Personal bezuelte ginn. De Fräibetrag kritt de Steierzueler am Prinzip am Kader vun der Steuererklärung ugerechent. Bei deene Jetonen awer, déi der Lounsteier ënnerleien, kann de Fräibetrag och direkt vun der Gemeng ofgerechent ginn.

Et leie keng Informatiounen vir iwwer verschidden Traitementen an deenen eenzelne Büroen.

Accès aux documents des Archives nationales | Question 0007 (31/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Historiker:innen, déi sech fir d'Geschicht vu Lëtzebuerg a sengen Awunner:innen interesséieren, kënnen bei den Nationalarchiven eng Demande maachen, fir am Kader vun hirer Recherche Asiicht an nach net ëffentlech zougänglech Dokumenter ze kréien. D'Demande ka vum Direkter vum Nationalarchiv accordéiert ginn, wann d'Autorité versante hiren Accord gëtt a wann d'Asiicht keng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“ mat sech bréngt, esou wéi et mam Gesetz vum 17. August 2018 iwwert den Archivage festgeschriwwen gouf. Kritt eng Persoun e Refus op esou eng Demande, da steet et hir op, dem Artikel 17 (7) entspriechend, de Conseil des archives ze saiséieren, deen dann nach emol mat der Autorité versante a Kontakt trëtt.

Rezent soll et zu Fäll kommen, wou Persounen just partiell Zougang zu Dossiere kruten, obwuel d'Autorité versante den Accès net ofgeleent hat. Villméi hätt d'Nationalarchiv selwer decidéiert, d'Dokumenter just an anonymiséierter Form zougänglech ze maachen, obwuel keng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“ virlocht.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert d'Nationalarchiv eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“?

2. Ass et richteg, dass d'Nationalarchiv an dësem Kontext decidéiert huet, Wëssenschaftler:innen insgesamt just nach Zougang zu anonymiséierte Quellen ze ginn, onofhängeg dovun, ob eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“ virläit oder net? Falls jo: Firwat gouf dës Entscheedung geholl?

3. Gëtt et eng gesetzlech Basis dofir, dass d'Nationalarchiv onofhängeg vun der Autorité versante entscheet, ob a wéi Wëssenschaftler:innen Zougang zu Quelle kréien?

4. D'Gesetz vum 17. August 2018 gesäit vir, dass Wëssenschaftler:innen bei engem Refus vun hirer Demande de Conseil des archives kënnen saiséieren, fir dass dës mat der Autorité versante a Kontakt trëtt. U wéi kënnen sech Wëssenschaftler:innen wenden, wann de Refus awer net vun der Autorité versante, mee vum Nationalarchiv selwer koum?

Réponse (15/11/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

ad 1. D'Bestoe vun engem iwwerméissegem Agrëff an d'Privatliewe vun enger betroffener Persoun oder vu betroffene Persounen muss vum Fall zu Fall unhand vun verschiddene Facteuren analyséiert ginn, dorënner d'Empfindlechkeet vun de perséinlechen Donnéeën, de Lien vun de perséinlechen Donnéeën mat der

wëssenschaftlecher Aarbecht, d'Aart a Weis vun der Verëffentlechung vun den Donnéeën oder déi ze erwaardend Konsequenze vun enger Verëffentlechung fir déi betraffe Persounen.

ad 2. D'Nationalarchiv huet net decidéiert, Wëssenschaftler/innen insgesamt just nach Zougang zu anonymiséierte Quellen ze ginn. Wéi scho virun ugedeit, gëtt all Demande vu Fall zu Fall gekuckt. Fir e Gläichgewicht tëschent dem Schutz vu perséinlechen Donnéeën an dem Respekt vum Archivgesetz ze assureieren, kritt den Demandeur ab elo déi gefroten effentlech Archiven ënnert net anonymiséierter Form iwwermëttelt, am Fall wou d'Entité versante dës Anonymisation net gefrot huet. Falls d'Entité versante dës Anonymisation spezifesch gefrot huet, kritt den Demandeur déi gefroten effentlech Archiven ënnert anonymiséierter Form iwwermëttelt. An dësem Fall informéiert d'Nationalarchiv den Demandeur, datt fir en Zougang zu net anonymiséierten Dokumenter d'Erlabnis vun der Entité versante muss ageholl ginn.

ad 3. Am Fall vun enger Zougangsufru zu Archive virum Oflafe vun de Schutzfristen, gesäit d'Archivgesetz vun 2018 vir, datt den Direkter vum Nationalarchiv, nom Accord vun der Entité versante, dës Kommunikatioun autoriséiert, awer nëmmen ënnert der Konditioun, datt dës Kommunikatioun néideg ass fir d'Realisatioun vun der wëssenschaftlecher Recherche, déi am effentlechen Interessi gemaach gëtt a weeder eng „atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée“, nach eng „atteinte excessive aux intérêts protégés par la loi“ mat sech bréngt. Niewent dem Archivgesetz spillen och den RGPD an d'Gesetz vun der Datschutzkommissioun vun 2018.

ad 4. Et sief ze präzisieren, datt d'Archivgesetz virgesäit, datt et den Direkter vum Nationalarchiv ass, deen, nom Accord vun der Entité versante, den Zougang zu den Archivdokumenter autoriséiert respektiv refuséiert. D'Archivgesetz gesäit vir, datt am Fall vun esou engem Refus de Wëssenschaftler oder d'Wëssenschaftlerin (oder all aneren Demandeur) de Conseil des archives saisiéiere kann. E Recours virum Tribunal administratif ass och méiglech.

Situation des personnes dites « Dubliners » | Question 0008 (03/11/2023) de Mme Corinne Cahen | M. Gusty Graas (DP)

En date du 20 octobre 2023, Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a tenu une conférence de presse annonçant que les réfugiés hommes célibataires arrivant dans le cadre du système de Dublin et, par conséquent, ayant déjà entamé une procédure d'asile dans un autre pays européen, ne seraient plus automatiquement admis dans les structures d'accueil de l'État. Il s'avère que malgré les efforts mis en œuvre pour assurer un accueil de réfugiés, le nombre croissant d'arrivants se heurte au manque de capacités d'hébergement et les structures existantes ont atteint leurs limites. Dans ce contexte, RTL Télé Lëtzebuerg a diffusé fin octobre un reportage montrant des personnes vivant actuellement dans des tentes à Luxembourg-ville.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- 1) Combien de personnes dites « Dubliners » sont actuellement au Luxembourg ?
- 2) Combien de « Dubliners » ont été interdits de séjour sur le territoire luxembourgeois au cours des cinq dernières années ?
- 3) Combien de personnes sont actuellement placées au centre de rétention ? Quels sont les profils de ces

personnes (provenance, statut) et les raisons de leur détention ?

4) Combien de personnes n'ayant pas obtenu le statut de protection internationale ont été expulsées du Grand-Duché au cours des cinq dernières années ? Quelles étaient leurs origines et vers où ont-elles été expulsées ?

5) Combien de personnes déboutées vivent actuellement dans les structures d'hébergement au Luxembourg ?

6) Depuis les annonces récentes de Monsieur le Ministre, est-ce qu'une première diminution de personnes dites « Dubliners » arrivant au Luxembourg a pu être constatée ?

Réponse (16/11/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Une procédure de détermination de la responsabilité de l'État pour le traitement d'une demande de protection internationale (dite « procédure Dublin ») est en cours pour 318 demandeurs de protection internationale et pour 6 personnes en séjour irrégulier (qui n'ont pas introduit une demande de protection internationale au Luxembourg). Ce chiffre tient compte uniquement des personnes qui sont présumées séjourner encore au Luxembourg.

S'y ajoutent quelque 90 demandeurs de protection internationale pour lesquels la procédure Dublin n'est pas encore formellement lancée, mais qui sont susceptibles de tomber sous cette procédure au vu de forts indices qu'un autre État membre soit responsable du traitement de leur demande de protection internationale (notamment à cause d'un « hit » dans la base de données européenne Eurodac).

Il convient de préciser dans ce contexte que la procédure Dublin débute avec une prise de contact formelle avec le(s) autre(s) État(s) susceptible(s) d'être responsable(s) en vue d'établir la responsabilité conformément aux critères prévus par le règlement Dublin III. Les délais prévus par le règlement précité pour ces consultations entre États font en sorte que la procédure dure plusieurs semaines. Ce n'est qu'à l'issue de cette procédure que l'État responsable pour le traitement d'une demande est formellement établi et qu'une décision de transfert (actant l'incompétence du Luxembourg pour le traitement d'une procédure de protection internationale et l'obligation pour la personne de quitter le Luxembourg) est prise.

ad 2) Entre 2018 et novembre 2023, un total de 2.920 décisions de transfert, formalisant l'obligation pour les personnes concernées de quitter le Luxembourg vers l'État responsable en vertu du règlement Dublin III, ont été prises en application du règlement Dublin III, dont 2.487 décisions envers de personnes ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg.

Voici le détail par année :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il convient de rappeler qu'au vu des délais inhérents à la procédure Dublin (voir réponse précédente), il y a forcément un décalage temporel entre le moment de constatation d'indices en vue d'une procédure Dublin et le moment où une décision de transfert peut être prise.

ad 3) Le Centre de rétention compte 39 retenus (hommes seuls seulement) au 6 novembre 2023. Les concernés sont majoritairement originaires du Maghreb (23), de l'Afrique subsaharienne (9) et des pays de l'Est (5). Ils sont placés en rétention administrative sur base soit de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la

protection internationale et à la protection temporaire (8 personnes concernées), soit de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (31 personnes concernées) dans l'optique d'un retour dans leur pays d'origine ou d'un transfert vers leur pays de provenance.

ad 4) Depuis 2018, 697 personnes issues de la procédure de protection internationale sont retournées dans leur pays d'origine ou de provenance, soit par retour volontaire, soit par retour forcé.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aux retours enregistrés par la Direction de l'immigration peuvent s'ajouter des retours de personnes qui ont quitté le Luxembourg sans en informer les autorités.

ad 5) L'Office national de l'accueil (ONA) héberge 274 personnes déboutées dont 84 n'ont pas de titre de séjour ou autre document autorisant leur séjour au Luxembourg au 6 novembre 2023.

ad 6) Au cours du mois d'octobre 2023, 294 demandes de protection internationale ont été introduites auprès de la Direction de l'immigration, par rapport à 243 demandes en septembre 2023. Entre le 1^{er} novembre et le 14 novembre 2023, 95 demandes de protection internationale ont été introduites. On constate donc une diminution du nombre de demandeurs de protection internationale pour les deux premières semaines de novembre par rapport aux deux mois précédents. On constate également que le taux de demandeurs qui ont été enregistrés auparavant par un autre État dans la base de données Eurodac – indication que la personne est susceptible de tomber sous la procédure Dublin – a été de 53,4 % en octobre 2023 et qu'il est de 41 % pour les deux premières semaines du mois de novembre 2023.

Il convient de noter toutefois qu'il y a toujours des fluctuations dans les flux des arrivées, tant au niveau de la répartition des arrivées journalières qu'au niveau de la provenance des demandeurs, et que les raisons pour ces fluctuations ne sont pas toujours clairement identifiables.

Surfaces de bureaux de l'État | Question 0009 (08/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Lëtzebuerg affichéiert am europäesche Vergläich, wat den Taux de vacance vu Büroflächen ugeet, mat déi schlechtesten Zuelen. Och de Staat huet Efforten ënnerrholl a fir seng Servicer beispillsweis op der Kalchesbréck an zu Schieren zousätzlech Espace kaf oder gelount. Hei ass et an der Vergaangenheet och dozou komm, dass initial als Wunnfläch klasséiert Surfacen nei affektéiert gi sinn. An Zäite vun Digitalisatioun, neie Léisungen, wat d'Work-Life-Balance ugeet (z. B. Teletravail), an enger Logementskris sollt een och hei iwwerleeën, wéi eng nei Affektatiounen haut nach Sënn maachen.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Betreffend d'Surfacen, déi dem Staat gehéieren, respektiv déi gelount ginn an déi aktuell als Bürofläche genotzt ginn: A wéi vill vun dëse Surfacen (Propriétéit a Locatioun) ass et an de leschten 10 Joer zu Reaffektatiounen komm?
2. Wéi vill Meeterkaree stellen dës Fäll u Reaffektatiounen insgesamt duer?
3. Bei wéi vill vun dëse Fäll handelt et sech ëm Propriétéit vum Stat (an net ëm Locatiounen)?



Réponse (06/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

De Staat lount keng Surfacen, fir se ze reafektéieren. Dozou kënn, dass an de Locatiounskontrakter, déi de Staat ofschléisst, d'Propriétaires sech och ëmmer dozou engagéiere mussen, d'Surfacë konform zu den applikabele Reegelen an d'Locatioun ze ginn („La bailleuse confirme que l'utilisation prévue du bâtiment en vue de la location est conforme aux prescriptions en matière d'urbanisme de la commune de xxx").

Wat Propriétéite vum Staat ugeet, bei deenen et zu Reafektatiounen kouw, handelt et sech ëm fréier Dénagschwunnengen. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 6026 explizéiert gouf, ass d'Majoritéit vun deenen Dénagschwunnengen iwwert déi leschte Joren a Sozialwunnengen ëmfunktionéiert ginn. Déi eenzeg Surfacen, déi net konnte fir Wunnzwecker reafektéiert ginn, sinn déi Flächen, bei deenen et net méiglech war, se vun de Büroflächen ofzetrennen.

Et gëtt keng Statistiken a Meeterkaree vun de befafene Surfacen.

Paiement immédiat direct | Question **0010** (08/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am September huet de Minister ugekënnegt, dass d'Software fir de PID, de Paiement immédiat direct, mat deem d'Patient:innen hei am Land just nach hiren Deel vun der Rechnung iwwerhuele mussen, prett fir d'Installatioun wier. An enger éischter Linn soll de Programm bei de Generalisten installéiert ginn, éiert duerno d'Zännokteren an d'Spezialisten un d'Rei kommen. Gläichzäiteg goufe 625 € pro Installatioun an Aussicht gestallt, fir den Dokter ee finanziellen Incentive-Ureiz unzebidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froen stellen:

1. Bei wéi ville Generalisten ass de Programm fir de Paiement immédiat direct bis elo installéiert ginn?
2. Wéi vill Prozent vun alle Generalisten hei am Land sinn antëscht mat dem Programm ekipéiert ginn?
3. Wéini ka mat enger Installatioun bei den Zännokteren an anere Spezialisten ugefaange ginn?
4. Fir wéi ee Montant goufe bis elo déi fir d'Installatioun proposéiert finanziell Ureizer un Dokteren ausbezuelte?

Réponse (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zu dësem Zäitpunkt sinn eng 15 Generaliste mam System vum Paiement immédiat direkt ekipéiert.

ad 2. Am Joer 2022 si 523 Generaliste bei der Gesondheetskeess konventionéiert, déi eng bedeitend Aktivitéit hunn. Dat heescht, datt aktuell 3 % ekipéiert sinn.

ad 3. D'Aféierung vum Paiement immédiat direct bei den Zännokteren an anere Spezialisatiounen ass virgesinn am Laf vum éischten Trimester 2024.

ad 4. Als Éischt ass ze präziséieren, dass déi direkt finanziell Ureizer fir d'Installatioun vum Paiement immédiat direkt net un d'Dokteren ausbezuelte ginn, mee un d'Softwarehersteller, déi dësen Developpement an hirem System integréieren, an dono beim Dokter am Cabinet pro Aarbechtsplaz installéieren. Am Kader vum Paiement immédiat direkt ass bis dato nach keen eenzege finanziellen Ureiz ausbezuelte ginn,

well déi éischt Installatiounen réischt viru Kuerzem realiséiert goufen.

Baisse de la TVA pour l'année 2023 | Question **0011** (08/11/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suivant une décision du Comité de coordination tripartite de septembre 2022, le Parlement a voté en octobre de la même année à l'unanimité une baisse des taux de TVA pour l'année 2023. Ainsi, pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, le taux de TVA normal a été ramené de 17 % à 16 %, le taux intermédiaire de 14 % à 13 % et le taux réduit de 8 % à 7 %. Cette mesure avait été prise principalement en vue de réduire la poussée inflationniste. Notons que dans la loi correspondante, aucun mécanisme de surveillance formalisé n'a été prévu pour vérifier l'application de la réduction de la TVA pour le consommateur final par les entreprises.

Partant, je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

1) Disposez-vous d'éléments objectifs (sondages, échantillons ou autres analyses) pour évaluer en quelle mesure la baisse des taux de TVA pour l'année 2023 a été transmise par les entreprises aux consommateurs ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner les détails de votre évaluation ?

2) Pouvez-vous déjà tirer un bilan de l'impact réel de la baisse des taux de TVA sur le niveau d'inflation en 2023 ?

3) Pouvez-vous me faire part des projections de vos services concernant l'impact de la fin de cette mesure sur le niveau d'inflation à partir de janvier 2024 ?

Réponse (06/12/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Les informations demandées par l'honorable Député sont en grande partie disponibles dans la publication « Regards » n° 8 de juin 2023 du Statec qui peut être consultée sous le lien suivant : <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/regards/2023/regards-08-23.html>.

ad 1) Ainsi, dans ce « Regards » n° 8 le Statec constate que : « L'analyse des données relevées pour le calcul de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023 montre des réactions différentes face à la réduction des différents taux de TVA. » Un graphique afférent et plus de détails sont disponibles dans le « Regards » n° 8.

Par ailleurs, les agents du Ministère de la Protection des consommateurs ont interviewé début 2023 des commerçants à travers tout le pays sur le sujet. Ainsi, 20 % des personnes interrogées ont déclaré que leur commerce avait répercuté entièrement ou partiellement la baisse de la TVA. Une réponse récurrente sur les obstacles rencontrés pour l'application de la mesure était notamment que les produits sont souvent livrés préétiquetés avec le prix TTC par la centrale de distribution ou le fournisseur. À noter que les conclusions de cette enquête non représentative ont été présentées au Conseil de la consommation du 21 mars 2023 en présence, entre autres, des représentants des fédérations et des chambres professionnelles.

ad 2) La publication du Statec mentionnée ci-dessus indique également que : « Entre janvier 2023 et mars 2023, la réduction de la TVA a freiné l'inflation de 0,2 point de % ».

ad 3) Le Statec évalue que la fin de cette mesure de baisse de la TVA aurait un impact sur l'inflation de +0,3 point de %.

Qualité du cannabis médicinal | Question **0012** (09/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir sinn Informatiounen zougedroe gi vu Patienten vu medezinneschem Cannabis, déi nom leschte Fournisseurswiesel Problemer bei der Qualitéit vun de Bléien feststellen. D'Patienten bekloen ënnert anerem Bléien, wou d'Wirkung ofgeschwächt ass an déi vum Goût hier onangeneem sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froen stellen:

1. Krut de Gesondheitsministère schonn zougedroen, dass Problemer bei der Qualitéit vum medezinnesche Cannabis sinn? Wa jo, wéi huet de Ministère drop reagiert?

2. Wäert de Ministère Konsequenzen zéien a beim Fournisseur intervenéiere respektiv de Fournisseur wiesselen?

3. De Problem vun der Ofhängegkeet vun engem Fournisseur hunn ech schonn a fréiere Froen thematiséiert, well am Fall wou ee Problem wier, et laang dauert, fir een Ersatz ze fannen. Wéll de Ministère an Zukunft op eng Villzuel u Fournisseuren setzen?

Réponse (12/12/2023) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Remarquë betreffend d'Qualitéit vum medezinneschem Cannabis vum neie Fournisseur (Schroll Medical) goufen dem Gesondheitsministère zougedroen. Dëse Retour vun de Patienten gouf vun der Division de la Pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheitsdirektioun ugeholl als „quality defect“ an un de Fournisseur weitergeleet.

ad 2. Dem Fournisseur goufen dës Problemer matgedeelt. Falls dësen net reagiert, respektiv de Problem sollt bestoen bleiwen, muss ee kuerzfristeg weider Schrëtt envisagéieren.

Et sief erwäant, dass dëse Qualitätsproblem keen negativen Impact op d'Gesondheet an och net op d'Wirkung vum Produit huet.

ad 3. D'Gesondheitsdirektioun hält sech un d'Gesetzgebung¹⁵ betreffend d'Marchés publics. Fir de Cannabis gouf deementspreechend en „appel d'offre“ gemaach, mat engem Fournisseur pro Marché (1 Marché „Bléien“, an 1 Marché „Ueleg“).

Säit August sinn dat:

- Tilray Medical fir d'Cannabis-Ueleg-Extrakter
- Schroll Medical fir d'Cannabis-Bléien.

Dës Virgoensweis erlaabt och potentielle Fournisseuren, méi attraktiv Präisser ze proposéieren, wann e Marché exklusiv fir eng Dauer vun ongeféier 2 Joer un 1 Fournisseur geet.

Délais dans le cadre d'une demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile | Question **0013** (09/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een als Persoun doheim muss gefleegt ginn, kann een eng „demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile“

¹⁵ Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics

domicile“ bei der interministerieller Plattform vom Gesundheitsministerium maache, fir finanziell Ennerstützung ze kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi laang si Stand haut Delaie fir bei enger „demande en obtention d'une mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier en vue de garantir le maintien à domicile“ eng Acceptatioun oder ee Refus ze kréien?
2. Wéi laang dauert et no enger Akzeptatioun am Schnëtt, bis d'Geld iwwerwise gëtt?
3. Wéi vill Demandë fir d'Joer 2021 sinn nach net ofgeschloss?
4. Wéi vill Demandë fir d'Joer 2022 sinn nach net ofgeschloss?
5. Wéi vill Demandë vun 2021 sinn acceptéiert ginn a Gelder un déi Betraffe geschéckt ginn?
6. Wéi laang waren d'Delaie Stand Juli 2022, fir eng Demandé ofzeschleissen (mat Akzeptatioun oder Refus)?

Réponse (12/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. a 6. D'Plattform interministérielle kënnt esou oft zesummen, wéi d'Dossieren, déi ze traitéiere sinn, et verlaangen, si gesäit sech awer minimum zweemol d'Joer, sou wéi et am ROI virgesinn ass. Den exzeptionelle Charakter vun dësen Demandë mécht se och inhaltlech komplex, esou dass oft e puer Sitzunge vun der Plattform pro Demandé néideg kënne sinn. Heiansdo sinn och Réckfroen a Reunionne mat de Beträffenen néideg, éier d'Plattform e motivéierten Avis kann ofginn, wat och erkläert, firwat et bei eenzel Demandë méi laang kann daueren.

Wat elo déi eenzel Dossiere betrëfft, sou sinn am Joer 2021 am Ganzen 4 Demanden erakomm an den Delai, fir dës ze traitéieren, läit do an der Moyenne bei 4,5 Méint.

Fir d'Joer 2022 (Stand Juli) sinn 3 Demanden un d'Plattform gericht ginn, wou den Delai vum Traitement vun der Demandé an der Moyenne bei 10,3 Méint läit.

Dës Delaien erklären sech engersäits duerch d'Komplexitéit vun de Fäll, mee op der anerer Säit och, well d'Prozeduren hu missen ugepasst ginn, wat den Traitement, de finanziellen Engagement an och d'Paiement ubelaangt, an dat och, fir den Traitement ze beschleunegen. An deem Kader gëtt och eenzel mat de Leit an de Reseau gekuckt, fir dass d'Demande vu vireran esou komplett wéi méiglech ass.

Doduerch sollt an der Zukunft den Delai, ausser a ganz komplizéierte Fäll, bedeutend erofgoen.

ad 2. Wann d'Plattform interministérielle hiren Avis ofginn huet an d'Decisioun geholl ass, muss d'Engagement preparéiert a vum Finanzkontrollier viséiert ginn, éier déi ministeriell Decisioun kann ënnerschriwwen ginn. D'Geld gëtt fréistens nom Oflafe vun der Rechtsfrist, fir a Recours ze goen, iwwerweisen (ab Receptioun vun der Decisioun). Wann de Beneficiaire éischter säin Accord zu der Decisioun gëtt, kënnen d'Paiementer éischter stattfannen.

ad 3. Aktuell ass 1 Demandé fir e Remboursement fir d'Joer 2021, déi am August 2022 un d'Plattform adresséiert gouf, nach net finaliséiert. Dës Demandé gouf och bei verschiddenen Echangë mam Beneficiaire, sengem Entourage an dem Prestataire (Réseau d'aides et de soins) méi am Detail diskutéiert, och am Joer 2023, well verschidde Punkten opstoungen. Dës Demandé ass vun der Plattform aviséiert ginn an

d'Engagement gëtt an den nächsten Deeg preparéiert.

ad 4. Aktuell stinn 2 Demandé fir e Remboursement fir d'Joer 2022 op, déi am Juli 2023 un d'Plattform adresséiert goufen. Dës Demandë si vun der Plattform aviséiert ginn. An den nächsten Deeg ginn d'Engagementer preparéiert.

ad 5. Vun de 4 Demanden, déi am Joer 2021 un d'Plattform gestallt goufen, sinn der 4 accordéiert ginn. An 2 Fäll ass de Montant direkt un de professionellen Déngschtleeschter op Basis vu monatleche Rechnungen iwwerwise ginn. An deenen 2 anere Fäll handelt et sech ëm e järeleche Remboursement vum Joer N-1, op Basis vun engem Decompte vun den ufalende Käschten.

Insgesamt huet de Gesundheitsministerium am Joer 2021 EUR 889.331,76 u Subsidien ausbezuelet fir déi 4 Demanden.

Propreté dans les transports en commun | Question 0014 (10/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Coronapandemie huet eis an der Gesellschaft viles iwwer Gestë bäibruucht, déi jiddereen ënnerehuele kann, fir Infektionskrankheiten auszebremse. Ee wichtegen Aspekt dovunner ass sécherlech d'regelméisseg Botzen an Desinfizéieren. Während der Covidpandemie konnt ee feststellen, dass d'Busser an d'Zich am öffentlichen Transport ronderëm d'Auer propper waren an dass permanent d'Disponibilitéit vun Desinfizierungsmittelen garantéiert war. Dat war virun der Coronapandemie net ëmmer de Fall an ass och haut, wann een a verschiddenen Zuch- oder Buslinien ënnerwee ass, net méi de Fall.

An den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 2083 an 2285 hat de Mobilitéitsminister Auskonft dorüwwer ginn, wéi Desinfizierung vum Fuermaterial am öffentlichen Transport säit dem Ausbruch vun der Coronapandemie assuréiert gëtt a wat dat zousätzlech géif kaschten.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Op d'Joren 2019 bis 2023 gekuckt, opgeléicht no Joer, wéi vill Sue ginn all Joer fir d'Botze vun den Zich a Busser bei den CFL ausging?
2. Wéi oft ginn d'Sätzplazen am öffentlichen Transport, bei Bus an Zuch, pro Woch gebotzt an eventuell och desinfizéiert?
3. Wéi vill Aarbechtsopwand a -stonne brauch et am Duerchschnëtt, fir ee Bus oder ee Waggon bei den CFL ze botzen?
4. Wéi eng intern Servicer an extern Sociéité këmmen sech bei den CFL dorëms, dass d'Propretéit am Bus oder Waggon garantéiert ass? Wéi vill Persounen sinn hei, opgedelt no CFL-intern an extern Sociéitéiten, aktiv?

Réponse (07/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op d'Joren 2019 bis 2023 gekuckt, belafen sech d'Ausgabe fir d'Botze vun den Zich a Busser bei den CFL op déi folgend Montanten (€):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Déi méi héich Zuelen an de Joren 2020 an 2021 sinn op d'Tatsach zeréckzuféieren, dass während der Pandemie vum Covid-19 méi Desinfektionsprodukte benotzt goufen.

Niewent de reegelméisseg Propretéitskontrollen an Eidelmaache vun de Poubellen, ginn d'Sätzplazen an den CFL-Busser all 14 Deeg mam Staubsauger ofgesaugt an all 6 Méint mat engem speziellen Extraktions-Nassstaubsauger ofgesaugt.

Beim Zuchmaterial gëtt all Dag eng Sichtprüfung gemaach a bei Bedarf gebotzt. A Funktioun vum Trafic, gi systematesch Sätzplazen all Woch oder all zweet Woch gestaubsaugt. 5-mol am Joer ginn d'Sätz am Fong gemaach, also naass opgebott. Vu moies 6.00 Auer bis Mëtternuecht ginn och all Dag bei deenen Zich mat méi engem laangen Openthalt an der Gare Lëtzebuerg, esou vill ewéi méiglech, d'Kontaktpunkte gebotzt.

Betreffend den Aarbechtsopwand an d'Zäit, brauch ee fir ee CFL-Bus vun 12 Meeter an ee CFL-Bus vun 13,7 Meeter ongeféier 55 Minutten. Fir ee grouss CFL-Bus vu 15 Meeter oder ee CFL-Gelenkwon vun 18,75 Meeter brauch een ongeféier 1h15. All 6 Méint gëtt bei den CFL eng grouss Botz gemaach, do gëtt alles ofgewäsch an déi dauert tëschent 3h30–4h30 jee no Bustyp.

Beim Zuchmaterial versteet een als Waggon eng Unitéit, déi +/- 27 Meeter huet, deementspreechend besteet eng Automotrice aus 3 Unitéiten. D'Zäite kënne jee no Typ vum Gefier a Botzoperatioun variéieren, woubäi d'Botzdauer sech dann tëschent 10–15 Minutten (all Dag) an tëschent 75–90 Minutten (1-mol pro Joer) beleeft.

Beim CFL-Busbetrieb kommen all Dag 3–4 Leit vun enger externer Botzfirma an den Asaz.

Beim Zuchmaterial këmmert sech den CFL-Service Nettoyage mat 10 ETPen (Équivalent temps plein) ëm d'Bausewäsch vun de Gefier an d'Koordinatioun vun der externer Botzfirma. Fir d'Bannebotz vun den CFL-Gefier ass eng extern Botzfirma beoptraagt, déi, fir kënnen hirer Missioun nozekommen, ca. 65 Persounen brauch.

Traités concernant les armes nucléaires | Question 0015 (10/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Lescht Woch komm d'Nouvelle, dass Russland nees Nuklearwaffen teste wëll. De Wladimir Putin huet den internationale Vertrag gekënnegt, deen Tester vun Atomrakéite verbitt. Lëtzebuerg huet den Atomwaffenverbuetsvertrag (TPNW) bis haut net ënnerschriwwen a ratifizéiert. Lëtzebuerg huet d'UN-Resolutioun „Addressing the legacy of nuclear weapons: providing victim assistance and environmental remediation to Member States affected by the use or testing of nuclear weapons“ vum 12.10.2023 23-19839 matgestëmmt. Lëtzebuerg huet den Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) ratifizéiert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Mengen Informatiounen no sinn ëmmer méi NATO-Länner drun interesséiert, op d'mannst als Observateuren op d'Meetings of State Parties vum TPNW ze goen. Wäert Lëtzebuerg och ee Vertrieder op déi nächst Meetinge schécken?

2. Huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet Vertrieder op dës Meetinge geschéckt? Wa jo, wat war de Fazit vum leschte Meeting, un deem mir deelgeholl hunn?

3. Am August war déi éischt Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), déi soll déi grouss Konferenz vun 2026 preparéieren. Laut Speaking List huet sech Lëtzebuerg hei net zu Wuert gemellt (<https://meetings.unoda.org/npt-treaty-on-the-nonproliferation-of-nuclear-wea->

pons-preparatory-committee-for-the-eleventh-review-conference-firstsession-2023).

– War Lëtzebuerg bei dësem Treffen dobäi?

– Wann nee, firwat net?

– Wäert Lëtzebuerg beim nächsten Treffen dobäi sinn?

Réponse (01/12/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

ad 1. Nee, Lëtzebuerg wäert net als Observateur bei den nächste Meetinge vum Atomwaffenverbuetsvertrag (TPNW) deelhuefen.

ad 2. Nee, Lëtzebuerg huet bis elo kee Vertrieder op dës Meetinge vum TPNW geschéckt.

ad 3. Lëtzebuerg huet am August 2023 um Preparatory Committee for the 2026 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) deelgeholl, souwéi och um Working group on further strengthening the review process of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, deen Enn Juli stattfonnt huet. An dësem Kontext huet Lëtzebuerg un EU-Koordinationsmeetingen deelgeholl, an sech och op de Statement vun der EU alignéiert.

Gestion du numéro d'identification à la TVA via MyGuichet | Question **0016** (10/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 5005 hunn ech mech driwwer informéiert, ob och d'Ofmelle vun der TVA-Nummer soll geschwé kënne via MyGuichet gemaach ginn. Deemoools huet d'Ministesch erkläert:

„Et ass virgesinn, och am Kader vun enger Cessatioun dës TVA-Nummer iwwert eng Demarche bei myguichet.lu erëm kënne ofzemellen. Dës Prozedur soll am Laf vum Joer 2022 operationell sinn.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Ass et méttlerweil méiglech, fir d'TVA-Nummer via MyGuichet ofzemellen? Wann nee, bis wéini soll et méiglech sinn a firwat ass dës Projet a Verzug geroden?

Réponse (08/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Et ass zu dësem Zäitpunkt nach net méiglech, eng Betribsmeldung an der TVA iwwer MyGuichet ze maachen. Den Enregistrement ass awer zouversichtlech, dass déi Prozedur an der éischter Hallschent vum Joer 2024 operationell wäert sinn.

Dës Projet war beim Staat a Verzug geroden aus Grënn vum Novirzéie vun aneren digitalen Demarchen, déi Prioritéit kruten, am Zesammenhang mat verschiddene geopolitische Krisen, wéi dem Krich an der Ukrain, a mat sanitäre Moossnamen.

Structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale | Question **0017** (10/11/2023) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Depuis une décision de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 octobre 2023, les hommes célibataires et cherchant protection au Luxembourg dans le cadre du système Dublin ne sont plus accueillis automatiquement dans un centre de primo-accueil. Les conséquences sont connues, un certain nombre de personnes sont contraintes de passer leurs journées aussi bien que les nuits dans la rue et les premiers campements improvisés voient le jour. La raison indiquée étant la surpopulation des centres de

primo-accueil ainsi que des autres structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale.

Il n'est pas certain que l'ouverture de la Wanteraktioun puisse à elle seule résoudre le problème. Or, dans une interview accordée en date du 7 novembre au « Luxemburger Wort », le président du Syvicol explique que les communes ne pourraient pas simplement se charger de mettre en place des structures pour accueillir les demandeurs de protection internationale. Il dit néanmoins que: « der Staat besitzt zum Beispiel viele Gebäude, die nicht bewohnt sind, wo in der Zwischenzeit nicht viel vorangekommen ist [...]. Kleine und Mittelbetriebe suchen verzweifelt nach Arbeit. Das könnte deren Lage zumindest ein wenig entschärfen. » L'interview se réfère également à une « liste » énumérant les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale par commune.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Existe-t-il un relevé qui recense tous les terrains et bâtiments en possession de l'État et qui sont mobilisables à court terme pour créer des capacités d'accueil supplémentaires ? Quels sont les terrains et bâtiments en question et où se situent-ils ?

2) Lesquels de ces terrains et bâtiments entrent en ligne de compte pour y aménager des structures d'hébergement provisoires ?

3) Quelles sont les communes qui disposent actuellement de structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale ? Quelle est la capacité des différentes structures et leur degré d'occupation actuel ?

Réponse (11/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Au 30 novembre 2023, les structures d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale de l'ONA (SHTDPI) sont réparties sur 30 communes et ont une capacité maximale de 4.653 lits. Les SHTDPI hébergent actuellement 4.232 personnes tous statuts confondus (DPI, BPI, autres statuts administratifs), hors bénéficiaires de protection temporaire (BPT).

À ceci viennent s'ajouter les centres de primo-accueil et primo-accueil d'urgence composés de 1.325 lits. Seul le SHU Kirchberg peut encore accueillir de nouveaux arrivants en disposant au 29 novembre 2023 que de 106 lits libres.

Il est à noter que l'écart entre la capacité d'accueil des structures et les lits disponibles est lié en très grande partie à la structure familiale des personnes accueillies (taille des familles, personnes seules, etc.).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le relevé des terrains et bâtiments en possession de l'État ne renseigne actuellement pas sur le classement PAG. Une analyse est en cours pour déterminer les diverses structures susceptibles d'être aménagées à court terme pour créer des capacités d'accueil supplémentaires.

Licences accordées par la CSSF | Question **0018** (13/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Dag kommen Investisseuren op Lëtzebuerg a free Lizenzen un, fir hire Business ze starten. Net jidderee kritt eng Lizenz, net jidderee brengt d'Prozedur op een Enn. Zuele vun den Tentativen, déi ofgebrach gi sinn,

kënnen Auskonft ginn zur Schwierigkeet vun der Prozedur.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Kann de Ministère d'Zuele gi fir d'Joren 2021, 2022 an 2023 (bis Oktober) op monatlecher Basis an opgedeelt no Zort Lizenz (PI, EMI, AIFM, Bank, PSF, Kreditinstitut etc.):

- Unzuel vu Lizenzen, déi ausgestellt gi sinn;
- Unzuel u Lizenzen, déi refuséiert gi sinn;
- Unzuel vu Demanden, wou een onkompletten Dossier no dem Oflaf vum Delai clôturéiert ginn ass?

Réponse (13/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte fënnt heidrënner d'Tabell mat der Unzuel u Lizenzen, déi iwwert d'Period 2021–Oktober 2023 vun der CSSF accordéiert goufen. D'CSSF hält keng monatlech Zuelen. Dofir gëtt hei d'Gesamtzuel fir déi ganz Period zesummegeholl ausgewisen.

Et muss een dobäi verstoen, dass eng statistesch Erfassung vu Refusen net aussokräfteg wier, well eng ganz Rei un Entreprises aus diverse Grënn hir Lizenzenumfro am Laf vun der Prozedur zeréckzeien. An der Tabell fënnt een awer d'Unzuel vun den Demanden, déi aus diverse Grënn net zu enger Lizenz gefouert hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Protection des données dans le cadre d'une affaire juridique | Question **0019** (13/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Oft ass et esou, dass eng Affär, trotz dass se um Gericht jugéiert an entscheet gouf, fir d'Affär trotzdem nach net fäerdeg ass, grad wann Harcèlement am Spill ass. Heiansdo kënnt et souguer vir, dass d'Beschlëss vum Richter, doduerch, dass perséinlech Donnéeën enthalte sinn, d'Affär a weider Problemer brénge kënnen.

An engem Fall vu psycheschem Harcèlement gëtt bei enger Decisioun vum zoustännegen Richter och eng Kopie vum Beschloss un déi betreffen Acteure geschéckt. Hei ass et esou, dass d'Adresse vun de Persounen Deel op dësem Beschloss dropstinn an domat och dem Täter zur Verfügung stinn.

Een aneren, méi extreme Fall, fënnt een am Jugendschutzgesetz vum 10. August 1992. Ee Kand gëtt am Prinzip vu senger biologeschen Eltere versuergt a groussgezunn. Leider existéieren an all Gesellschaft Fäll, wou een d'Kanner virun hire biologeschen Eltere schützen muss a wou et besser ass, dass d'Kanner net bei hiren Eltere liewen, grad wa Gewalt am Spill ass oder d'Kanner staark vernoléisseg ginn. An dësen Extremfäll ginn d'Kanner duerch ee Richterbeschloss vum Jugendrichter, op Basis vum Jugendschutzgesetz, placéiert. An dësem Richterbeschloss ginn opbauend um Jugendschutzgesetz d'Konditiounen vum Placement festgeluecht. Eng Kopie vun dësem Beschloss, deen och d'Adress vun allen Acteuren enthält, gëtt och un d'biologeschen Eltere geschéckt.

A béide Fäll entstinn doduerch potenziell Risiken. Eng Fleegefamill an d'Kand, dat geschützt soll ginn, zum Beispill, ginn duerch de Beschloss exposéiert, dass eventuell déi psychesch erkrankte biologeschen Elteren hire Wunnuert matgedeelt kréien. Een Harcèlement-Affär gesäit seng perséinlech Adress un den Täter ausgelievert.

Grad wann et ëm de Schutz vun den Affär geet, stellen sech eiser Meinung no fundamental Froen, déi den Datschutz an och de Schutz vun de betroffenen Leit betreffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Dispositionen a Jurisprudenz (souwuel am Fall vum Droit pénal als och beim Jugendschutzgesetz) geet d'Decisioun zeréck, déi d'Vermittlung vu perséinlechen Adressen un all net institutionell Acteuren noutwenneg mécht?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, wéi een eng beschriwwen Transmissioun vun den Adressen un net institutionell Acteuren evitéiere kéint?

3. Wéi eng Mesurë gi geholl oder zukünfteg envisagéiert, fir déi beschriwwen, aus de Situatiounen entstoeend Risiken ze minimiséieren an domat déi be-
traffe Leit ze schützen?

Réponse (14/12/2023) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Et sief bemierkt, dass all geriichtlech Prozedur am Prinzip muss kontradiktorsch sinn („principe du contradictoire“), wat heescht, dass all Partei muss viru Geriicht convoquéiert ginn an dass all Partei muss d'Méiglechkeet hunn, hir Argumenter a Rechter viru Geriicht duerzeleeën.

D'Exigenz vun enger kontradiktorscher Prozedur viru Geriicht ass an enger Rei internationale Konventionen festgeschriwwen, esou zum Beispill an der Europäescher Mënscherechtskonvention, un déi och Lëtzebuerg gebonnen ass.

D'Coordonnéee vum de convoquéierte Partei sinn en Deel vun der Decisioun vum Geriicht.

Et gëtt eng Ausnam zu der Exigenz, d'Nimm an d'Adress vun de Parteien an enger Decisioun unzeginn, nämlech am Fall vun enger „élection de domicile“ op enger anerer Adress.

Et ginn aktuell Iwwerleeunge gefouert, fir en institutionaliséierten Affer- an Zeeschutzprogramm opzestellen, fir Affer an Zeie vu Strofdote besser ze beschützen.

Och wäert am Kader vun der Reform vum Jugendschutz dofir gesuergt ginn, dass eng Transmissioun vu gerichtlechen Donnéeën vun de betraffene Kanner un aner Administratiounen am Respekt vum Datschutz stattfënnt. De Gesetzesprojet N° 7994 gesäit och vir, dass d'Jugendgeriicht d'Méiglechkeet kritt, am Fall vun engem Placement vun engem Kand d'Anonymitéit vum Wunnuert vum Kand ze decidéieren. D'Jugendgeriicht soll dës maache kënnen, wann d'Anonymitéit vum Wunnuert am Interess vum Kand ass. Falls d'Anonymitéit vum Riichter decidéiert gëtt, ass et verbueden, dem Titulaire vun der Autorité parentale de Wunnuert vum Kand matzedeelen.

De Gesetzesprojet iwwert d'Rechter vun de Kanner, déi Affer oder Zeie vun enger Strofdot sinn, gesäit eng Rei Schutzmesurë fir dës Kanner vir, ënnert anere och d'Méiglechkeet vun enger „élection de domicile“.

Participation à une séance communale par visioconférence | Question 0020 (14/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Während der Covid-19-Pandemie goufen och fir d'Setzung vum de Gemengeréit hei am Land eng Rei Mesurë geholl. Esou war et méiglech, dass e Mandataire per Visio konnt un enger Sëtzung deelhuele. Dës Mesurë sollt just bis den 1. Abrëll 2023 gëllen. Duerno sollt dann nees op d'Reegele vu virun der Pandemie zrëckgegraff ginn an eng Participatioun iwwert Visio net méi méiglech sinn. Et ass antëscht och esou, dass, wann e Mandataire net un enger Sëtzung vum Gemengerot kann deelhuele, en eng anere Member

vum Gemengerot eng Procuratioun fir e Vote ka ginn. Bei dëser Procuratioun handelt et sech allerdéngs net ëm eng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre. De Mandataire, deen eng Procuratioun vun engem anere Mandataire krut, kann also no senger eegener Iwwerzeegung oder och willkürlech ofstëmmen, an eng Decisioun huelen, déi net am Interêt vum anere Mandataire war. Grad Mandatairen, déi als eenzeg Verrieder:in vun enger Partei an engem Gemengerot vertruede sinn, hunn domat ee groussen Desavantage par rapport zu Mandatairen aus Parteien, déi mat méi Persoune vertruede sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Gouf dësen Desavantage bei den Iwwerleeungen, fir just eng einfach Procuratioun, awer keng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre ze erlaben, beduecht? Falls jo, mat wéi engen Argumenter begrënnst d'Ministesch hir Decisioun, obwuel dës vill Mandatairen uechtert d'Land benodelegt? Falls nee, gëtt envisagéiert, fir an Zukunft och eng Procuratioun mat enger Précision du vote à prendre virzeginn?

2. Während der Covid-19-Pandemie goufen d'Gemengen obligéiert, fir dat entspreche Material, fir d'Gemengerotssëtzunge per Videokonferenz ofzehalen, zur Verfügung ze stellen. All Gemeng hei am Land misst also iwwert dat entspreche Ekipement verfügen, fir och weiderhin eng Participatioun iwwert Visio kënnen ze garantéieren. Firwat ass et trotzdeem zënter dem 1. Abrëll 2023 net méi méiglech, fir am Fall vun enger Verhënnung per Visio un enger Gemengerotssëtzung deelzehuelen?

Réponse (29/11/2023) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Den Deputéierte freet, wéi esou et am Gemeengegesetz keng Procuratioun mat Instruction de vote gëtt. D'Chamberskommissioun huet de Projet de loi N° 7514 den 23. November 2021 amendéiert an ënner anere d'Instruction de vote bei der Procuratioun virgesinn. De Staatsrot hat a sengem Avis complémentaire N° 60.104 folgend Observatiounen dozou gemaach: „L'instruction de vote doit-elle comporter des indications précises ou peut-elle être générale? Qui décide de la conformité du vote aux instructions? Le Conseil d'État estime que les contours du vote lié sont insuffisamment précisés, ce qui entraîne une insécurité juridique et amène le Conseil d'État à s'opposer formellement à la disposition sous revue.“ Well et net méiglech war, déi Froen ze léisen, déi de Conseil d'État opgeworf hat, huet sech d'Chamber op de franséische Regime vun der einfacher Procuratioun ouni Instruction de vote alignéiert.

D'Méiglechkeet, fir iwwert d'Zäit vun der Covid-19-Pandemie eraus d'Visiokonferenz weider ze benotzen, ass net vun der Chamber zrëckbehale ginn, an de Projet de loi N° 7514 ass unanime gestëmmt ginn.

Estimation d'un bien immobilier par un algorithme | Question 0021 (14/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

A Washington DC kënn et laut Medieberichte zu enger Gerichtsaffär géint grouss Wunnungsbesëtzer a géint eng Firma. D'Firma soll Software verkaaft hunn, mat där een als Besëtzer konnt via Algorithmen gewuer ginn, wéi vill Loyer ee fir seng Wunneng oder säin Haus ka froen. Doduerch koum et anscheinend zu Präisofsproochen, déi elo gekläert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass dem Logementsministère bekannt, ob et och zu Lëtzebuerg Firmen oder Apps gëtt, déi Servicer zur Präisbestëmmung vu Wunnengen ubidden?

Wa jo, wéi eng sinn dat a wéi ginn dës kontrolléiert, fir Präisofsproochen an d'Kënschtlecht Eropdreiwe vu Präisser ze verhënnern?

2. Wéi géif de Ministère reagéieren, wann esou Software zu Lëtzebuerg géifen optrieden? Wat fir eng Roll kéint hei zum Beispill eng Autorité de la concurrence spillen?

3. Wéi den Observatoire de l'habitat an de LISER viru Kuerzem geschriwwen an enger Nott nach eng Kéier erkläert hunn, gëtt et zu Lëtzebuerg eng staark Konzentratioun vu Bauland. Wéi de Fall an Amerika wéisst, sinn esou Algorithmen virun allem interessant op enger méi begrenzter Fläch, wou d'geografesch Krittären änlech bleiwen (hei zu Lëtzebuerg wier dat zum Beispill d'Proximitéit zur Stad).

« Les 1.000 personnes physiques avec le plus de foncier résidentiel détiennent entre 1.135 et 1.288 hectares (selon la méthode utilisée), soit plus de 40 % du foncier détenu par l'ensemble des personnes physiques. Les 10 groupes de sociétés aux surfaces constructibles pour l'habitat les plus étendues concentrent 391,3 hectares, soit près de la moitié (47,9 %) de tout ce que détiennent les 1.140 sociétés avec du foncier résidentiel. »

Dofir wier et an deem Kontext wichteg ze wëssen, wéi sech d'Konzentratioun vu Bauland op lokalem Gemengenniveau presentéiert. Huet de Ministère hei Zuelen dozou?

Réponse (14/12/2023) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. an 2. Hëllef zur Präisbestëmmung vu Wunnengen ass u sech e Service, deen all Immobilienagence ubitt. Doriwwer eraus gëtt et vum Justizministère unerkannten Experten am Beräich Immobilien, déi och Wäertevaluatiounen vun Immobilie maachen. D'Lëscht vun dësen Experte fënnt een um Site vum Justizministère.

Et ass dem Logementsministère net bekannt, awéi wäit dës Acteuren op informatesch Applikatiounen zrëckgräifen, fir esou Präisbestëmmungen ze maachen.

ad 3. Dozou huet de Ministère keng Statistik.

Liaison aérienne Luxembourg-Chine | Question 0022 (14/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'„Wort“ bericht an engem Artikel vun haut, dass d'Airline China Southern ab dem 21. Dezember eng nei Fluchverbindung Guangzhou-Zhengzhou-Luxembourg géif opmaachen. Dat wier deen éischten Direktvol tëschent Lëtzebuerg a China.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Tourismus dës Froe stellen:

1. War iergendeng Verwaltung direkt oder indirekt bedeelegt, fir déi Fluchverbindung op Lëtzebuerg ze kréien oder handelt et sech ëm eng reng privat Initiativ?

Falls dat net de Fall war, kann d'Regierung bestätegen, dass am Virfeld vun der Decisioun vu China Southern keng Gesprécher tëschent dem Staat an Interessegrupp gefouert goufen?

2. War d'Regierung schonn am Virfeld vun dëser Ukënnegung iwwert déi nei Fluchverbindung informéiert? Falls jo, zënter wéini?

3. Wéi oft wäerte Fligere vum Findel op Guangzhou an op Zhengzhou fléien?

Réponse (15/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dëse Fluch wäert op Basis vum „Air Services Agreement“ (ASA) tëscht China a Lëtzebuerg vum 18. November 2002 duerchgefouert ginn, deem déi lëtzebuergesch Autoritéite mat hire chineeseschen Homologen ausgehandelt hunn. De „Memorandum of Understanding“ iwwer „air services“ tëscht China a Lëtzebuerg vum 29. August 2018 erlaabt eng gewëssen Unzuel vu wéchentleche Frequenze fir Passagéierfluch op feste Routen tëscht deenen zwee Länner.

Der Regierung si keng Gespréicher mat „Interessengruppe“ bekannt am Kader vun der Entscheedung vu China Southern Airlines, fir dës Fluchverbindung duerchzuführen.

ad 2. Déi concernéiert Lëtzebuurger Autoritéite wousste vun der Intentioun vu China Southern Airlines, fir vum 21. Dezember 2023 un ee wéchentleche Passagéierfluch tëscht de Fluchhäfe vu Guangzhou a Lëtzebuerg ze operéieren.

ad 3. No de leschten Informatiounen ass aktuell eng Rotatioun Lëtzebuerg–Zhengzhou–Guangzhou pro Woch virgesinn.

Promotion de l'image du Luxembourg | Question **0023** (15/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Oktober 2023 huet erëm de järeleche Luxembourg Tennis Masters Tournoi stattfonnt. D'Event ass eent vu villen, dat am Kader vum Nation Branding ënnerstëtzt gëtt. Aner Beispiller sinn den Tour de Luxembourg oder och d'Expogast. Wéi Reporter.lu 2019 festgehalen huet, stellen sech Froen zur Verdeelung vun dem Budget fir d'„promotion de l'image du Luxembourg“. Am Ufank sollt dës Budgetposten eleng dem Ausseministère ënnerstoen. Bei der LTM huet awer och de Finanzministère 200.000 € bis 300.000 € aus dem Budgetposten „Manifestations culturelles ou sportives à portée internationale“ u Gelder ginn.

Wann een d'Budgetposte vum Finanzministère kuckt, gesäit een, dass et grouss Ënnerscheeder tëscht der Zäit ënnert dem Minister Gramegna an duerno gëtt. De Budgetposte fir kulturell Manifestatiounen ass 2018 entstanen. War am Budget 2018 vum Finanzministère fir Manifestatiounen nach ee Budget vun 1.500.000 € virgesinn, gesäit een am Budget vun 2020 fir d'Period 2020–2023 alljoers eng Millioun € vir. Am November 2021 ass de Pierre Gramegna aus der Regierung ausgetratt. D'Ministerin Yuriko Backes schéngt de Poste gekierzt ze hunn, well am Budget 2023 steet, dass 2022 eng hallef amplaz eng ganz Millioun genotzt ginn ass, an de Budgetposten ass am Joer 2023 ofgeschaaft ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ministèren hunn am Moment Budgetposten, déi der „promotion de l'image du Luxembourg“ sollen zeguttkommen?

2. Wéi héich waren d'Ausgabe vun de jeeweilege Posten an de leschte 5 Joer (no Joer opgezielt)?

3. Wéi héich waren d'Budgetposte fir déi Joren initial ugesat? Firwat goufen dës Budgetposte jeeweils iwwer- respektiv ënnerschatt?

4. Wéi eng Projete si mam Budget aus dem Finanzministère an der Period 2018–2022 ënnerstëtzt ginn?

5. Wéi eng Projete si mam Budget aus dem Ausseministère an der Period 2018–2023 ënnerstëtzt ginn?

6. Wäerten d'Budgetposte „Promotion de l'image du Luxembourg“ an Zukunft erëm just ënnert engem Ministère gebündelt ginn?

Réponse (19/12/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Den Ausseministère, Cellule vun der „promotion de l'image de marque“/Let's make it happen (LMIH) hat vun 2018 bis November 2023 e Budgetposte mam Libellé: „Promotion de l'image du Luxembourg“. Säit 2020 huet de Sportsministère e Budgetposte mam Libellé: „Promotion de l'image du Luxembourg dans le sport“.

ad 2. an 3. Déi entspriechend Informatiounen sinn am Budget respektiv am Compte général vun deene Joren transparent opgefouert. Si sinn am Tableau heidrënner och nach emol zesummegestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Well et sech erausgestallt huet, dass an eenzele Fäll Manifestatiounen mat internationaler Portée gläichzäiteg vu verschiddene Ministèren ënnerstëtzt gi sinn, gouf 2018 een Artikel „Participation financière à des manifestations culturelles ou sportives à portée internationale“ ënnert dem Finanzministère geschaf, fir eng besser Iwwersiicht iwwer d'Gesamtkontributioun vum Staat an esou Fäll ze erlaben.

Den Tennis-Tournoi „BGL BNP Paribas Tennis Open“ (haut: „Luxembourg Ladies Tennis Masters“) ass an deem Sënn iwwer deen Artikel finanzéiert ginn.

Aus praktesche Grënn ass dës Approche awer erëm fale gelooss ginn, an et gouf ee spezifeschen Artikel „Promotion de l'image du Luxembourg dans le Sport“ beim Sportsministère geschaf.

ad 5. D'Cellule vun der „promotion de l'image de marque“ ënnerstëtzt eng ganz Rei Evenementer oder Projeten, déi eng staark international Visibilitéit verspriechen an d'Krittäre vu Kreativitéit, Diversitéit an Durabilitéit erfëllen. Dës Ënnerstëtzung kann a Form vu Cofinanzementer (dat mussen obligatoresch Kommunikatiounskäschte sinn) geschéien oder awer a Form vu „matériel de prêt“ a Promotiounsmaterial.

D'Cellule vun der „promotion de l'image de marque“ vum Ausseministère war bis November 2023 zoustänneg fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun all aneren Evenementer oder Projeten a Secteure wéi Kultur, Gastronomie oder Innovatioun.

D'„promotion de l'image de marque“ ënnerstëtzt och Evenementer an anere Secteuren, andeem si „matériel de prêt“/Kommunikatiounsmaterial zur Verfügung stellen oder Promotiounsmaterial mat der Signature vu Lëtzebuerg.

ad 6. D'„promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger“ ass zanter November 2023 an den Attributiounen vum Wirtschaftsministère, an d'„promotion de l'image de marque dans le secteur du sport“ bleift weiderhin an den Attributiounen vum Sportsministère.

Fir déi 4 éischt Méint vum Joer 2024 gëtt beim Budget op de System vun den „douzièmes provisoires“ zeréckgegraff. Dës provisoiresche Budget ass berechent ginn op Basis vum Budget, dee fir d'Joer 2023 gestëmmt gi war. D'Budgetposten am finale Budget fir 2024 wäerten déi aktuell Attributiounen vun de verschiddene Ministère berécksiichtegen.

Bornes d'appel d'urgence sur les autoroutes | Question **0024** (16/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op den Autobunne fënnt een nach ëmmer Telefonsbornen, déi am Noutfall benotzt kënnen ginn, wann een zum Beispill eng Pann op der Autobunn hat. Fréier, wou et nach kee Mobilfunknetz gouf an déi meeschte Leit keen Handy haten, waren dës Borne sécherlech méi am Asaz, ewéi haut am digitalen Zäitalter.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Sinn d'Telefonsbornen op den Autobunnen nach allegueren aktiv?

2. Wat kascht den Entretien dovunner?

3. Wéivillmol sinn dës Telefonen an deene leschte 5 Jore benotzt ginn?

Réponse (18/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Virop, verweise mir den honorabelen Deputéierten op d'Antwort zur parlamentarescher Fro N° 6665 vum 17. August 2022, wou op änlech Froe geäntwert ginn ass.

ad 1. Aktuell gëtt et 245 Nouttelefonen um Lëtzebuurger Autobunnensreseau, déi och allegueren aktiv sinn.

De Moment lafen awer Moderniséierungsaarbechten, soudatt eng geréng Unzuel u Borne zäitweis kënnen ausser Betrib sinn.

ad 2. D'Entretienkäschte vun deenen 245 Bornen belafen sech op ronn 10.000 Euro am Joer. Ze bemerken ass, dass d'Borne mat Solarzellen equipéiert sinn an deementspriechend autark funktionéieren, also keen zousätzlechen Uschloss un de Stroumreseau erfuerderlech ass.

Doduerch, dass POST Luxembourg den 2G- an 3G-Reseau zäitno wäert ausser Betrib huelen, ass aktuell eng Migratioun op de 4G-Reseau noutwenneg. Heideruech entstinn eemoleg Käschte vu ronn 375.000 Euro.

ad 3. Säit 2018 sinn am Ganzen 1.126 Appeller enregistriert ginn:

– 2018: 217

– 2019: 223

– 2020: 209

– 2021: 224

– 2022: 253

Et stellt ee fest, dass dës Appeller, déi zum Beispill 2021 ronn 0,6 % vun allen Noutriff ausgemaach hunn, iwwert déi lescht 5 Jore konstant bliwwen.

Déi grouss Majoritéit vun den Uruff op den 112, déi vun enger Born aus gemaach gi sinn, ware Meldunge vun enger Pann. Am Joer 2021 goufen awer och 6 Accidenter, 3 Bränn an 2 medezinnesch Noutfäll iwwer eng Born gemellt. 213-mol gouf also eng Pann gemellt oder et huet sech ëm en Test oder en techneschen Defekt gehandelt. D'Pannmeldunge leet den 112 un de CITA weider.

Ostéodensitométrie | Question **0025** (16/11/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Persounen, déi un Osteoporos oder anere Knachestoffkrankheete leiden, sinn drop ugewisen, reegelméisseg eng sougenannte „Knochendichtemessung“ virzehuelen. D'Zoustänn, fir hei am Land – Lëtzebuerg

huet just 1 (!) Gerät – esou eng Ënnersichung virzehuelen – en Termin fir esou eng Ënnersichung ze kréien –, si leider dramatesch. Esou gouf de Patiente matgedeelt, datt en éischte fräien Termin, fir eng „Knochendichtemessung“ virzehuelen, eréischt am Januar 2025 (!) méiglech ass. Vill Lëtzebuerger ginn deemno an dat not Grenzgebit. An der Belsch zu St. Vith – e klenkt Stiedche mat grad emol 10.000 Awunner – kréien si innerhalb vun e puer Deeg direkt en Termin.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Fro stellen:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze verantworten, datt Leit, déi un Osteoporos oder anere Knachstoffkrankheete leiden, zu Lëtzebuerg bis 2025 waarde mussen, fir en Termin fir eng „Knochendichtemessung“ ze kréien?

2. Wéi laang sinn der Madamm Minister dës inakzeptabel Delaie scho bekannt? Goufe bis dato schonn Ustrengungen ënnerholl, fir där Situatioun entgéintzewierken?

3. Ass et an den Ae vun der Madamm Minister elo net dréngend noutwenneg, fir de Gesondheitssektor an deem Beräich ze reforméieren? Wéi sollen dës Ustrengungen konkret ausgesinn an ass elo virgesinn, weider Geräter unzeschaffen, fir esou eng Diagnos ze erméiglechen?

4. Kann d'Madamm Minister präziséieren, no wéi engem Berechnungsschlëssel gepréift gëtt, wéi vill Geräter noutwenneg sinn, fir datt Patienten an engem akzeptablen Delai kënnen esou eng „Knochendichtemessung“ virhuelen?

5. Sinn der Madamm Minister weider Fäll bekannt, wou Patiente mat inakzeptablen Delaie konfrontéiert sinn, fir eng medezinnesch Ënnersichung kënnen virzehuelen? Wa jo, a wéi engem medezinneschen Beräich trieden dës Delaie op a wat sinn d'Ursaachen (z. B. Personalmanktem, Manktem un techneschem Ekipement etc.) fir dës Delaie?

Réponse (06/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. bis 3. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass de beschriwwene Problem bekannt. Et sief awer gesot, dass dringend Terminer kuerzfristig zougedeele ginn, wann d'Ordonnance dat esou ausweist.

Am Kader vum Projet de loi vun de Gardes et astreintes¹⁶ ass eng Erhéijung vun der maximaler Unzuel vum medezinneschen Equipement, wat noutwenneg ass fir eng „Knochendichtemessung“, vun 1 op 3 Unitéite virgesinn a misst erlaben, den Delai fir net dréngend Terminer erofzesetzen. D'Unzuel ass determinéiert ginn am Sënn vun enger regionaler verbesserter Disponibilitéit vun Apparater.

ad 4. Am Kader vun den Dispositiounen vum Artikel 3 vum Spidolsgesetz wäert am Joer 2024 eng Mise à jour vun der Evaluatioun vun de Besoins sanitaires virgeholl ginn. Op dëser Basis gëtt déi national Planung och vun Equipementen an Apparater no den Dispositiounen vum Artikel 14 vum Spidolsgesetz determinéiert.

ad 5. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet sinn niewent der Situatioun bei der uewe beschriwwener Knochendichtemessung och

punktuell Delaie bei dem Accès zu dem Plateau médico-technique vun der Radiologie, notament bei den IRM, an och an der Mammographie bekannt.

Wéi an der QP 7582 zu der Mammographie an an der QP 7978 zu der Radiologie vun der deemoleger Gesondheitsministesch erkläert, goufen Aktiounen vum Ministère fir Gesondheet zesumme mat de Spideeler ënnerholl, fir dës Situatioun ze verbessern.

Generell kann ee soen, dass dringend Ënnersichungen ee Rendez-vous séier zougewise kréien, wann d'Ordonnance vum Dokter d'Drénglechkeet vun der Ënnersichung kloer uweist a motivéiert. An dësem Sënn si verbessert Organisatiounen vun de Sekretariater vun dem Radiologieservice duerch déi eenzel Spideeler en place gesat ginn an erlaben, d'Zoudeeling vum Rendez-vous, deels mat telefonescher Callcenterstruktur an deels mat engem digitalen Zougang, zu den Servicier ze verbessern.

An der Mammographie huet de Ministère fir Gesondheet mat der Gesondheidsdirektioun eng Hotline en place gesat, fir dem Dokter ze erlaben, Hëllef ze kréien, wann hie kee Rendez-vous fir säi Patient kuerzfristig kann zougedeele kréien.

Accès pour personnes à mobilité réduite | Question 0026 (16/11/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Et ass evident, datt mir als Gesellschaft verflucht sinn, och Persounen mat ageschränkter Mobilitéit e gudden Accès zu eisen Infrastrukturen ze erméiglechen. An deem Kontext ass mir e Fall zougedroe ginn, wou et enger Persoun zu Mäerzeg, déi op de Rollstull ugewise ass, (Strooss N° 21, déi Nidderfeelen a Mäerzeg verbonnt) onméiglech ass, de lokalen Tankstelloshop ze erreechen, fir alldieglech Akeef ze maachen, well den Trottoir ze héich ass, fir datt e Rollstull kéint passéieren. Dëst wär relativ liicht ze behiewen, wann een op där genannter Plaz eng Verschrägung vum Trottoir géif virhuelen, esou datt e behënnertegerechten Accès méiglech wier. Am genannte Fall schéngt awer net ganz kloer ze sinn, ob hei d'Verantwortung beim Staat oder bei der Gemeng läit.

Et wier an deem Kontext bedauernswäert, wann de Staat an d'Gemeng sech géigesäitig d'Verantwortung gi fir esou e Mëssel a letztendlech näischt géif passéieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister präziséieren, ob d'Verantwortung an deem genannte Fall beim Staat oder bei der Gemeng läit?

2. Sinn dem Här Minister – am Beräich vu senger Responsabilitéit – weider esou Fäll bekannt, wou duerch eng einfach ze behiewend Verschrägung vum Trottoir e méi behënnertegerechten Accès ze erméigleche wier?

3. Am Fall, wou d'Verantwortung bei der Gemeng géif leien: Wéi kann am Hibleck op d'Kommunikatioun tëscht dem Staat an de Gemenge séchergestallt ginn, datt d'Gemengen och zu all Moment wëssen, datt et an hirem Kompetenzberäich läit, fir e behënnertegerechten Accès zu allen Infrastrukturen sécherzestellen?

4. Wéi kann an deem Kontext an Zukunft ausgeschloss ginn, datt e behënnertegerechten Accès zu den Infrastrukturen net realiséiert gëtt, well net kloer ass, ob dëst an de Kompetenzberäich vum Staat oder vun de Gemenge fält?

Réponse (21/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Am Kader vun der Gemeng hirer allgemenger Verantwortung fir déi ëffentlech Sécherheet, dat no den Dekreeter vum 14. Dezember 1789 an deene vum 16. a 24. August 1790, huet d'Gemeng Mäerzeg sech déi lescht Woch (Woch 50) ëm d'Adaptatioun/Ofsenkung vum Trottoir bekëmmert, sou datt dee vum Här Deputéierte genannten Tankstelloshop elo allgemeng méi liicht an och fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit erreechbar ass.

ad 2. Aktuell si keng weider Fäll wéi dës bekannt. Allgemeng sief awer ze betounen, datt all neie Projet nom Gesetz vum 7. Januar 2022 iwwert d'Accessibilitéit vun ëffentlech zougängleche Plazen (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) amenagéiert gëtt.

Sollt een Amenagement fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit net méiglech sinn, géif, wéi fir a sou Fäll definéiert, eng Derogatioun bei der zoustänneger Kommissioun ugefrot ginn.

ad 3. a 4. An dëser parlamentarescher Fro geet et ëm d'Thematik vun der ageschränkter Mobilitéit (PMR) vun Infrastrukturen, wou e spezifesch Fall zu Mäerzeg ugeschwat gëtt.

Fir dat komplex Thema besser duerzeleeën, muss een awer fir d'éischt op déi allgemeng gesetzlech Basis agoen an dëst dann op de spezifesch Fall transposéieren.

Mam Gesetz vum 7. Januar 2022 ass festgeluecht ginn, datt ënner anerem all neien Infrastrukturprojet PMR-gerecht amenagéiert muss ginn. Zousätzlech muss no 120 Méint och de Bestand PMR-gerecht ëmgebaut sinn. Et schéngt evident, datt dëst am Kader vum Stroossebau natierlech eng ambitiéis Aufgab ass.

Mam Wëssen, datt et keng allgemenggëlteg Standard fir all déi méiglech Amenagementen gouf, huet d'Stroossebauverwaltung sech an der Tëschenzäit éischt technesch Reegele fir de Stroossebau ginn, fir kënnen bei neie Projeten op déi Demande ze reagéieren.

Och sief ze betounen, datt déi lescht Jore scho vill Projekte vun der Stroossebauverwaltung, der Administratioun fir ëffentlech Bauten, mee awer och vun de Gemengen als ëffentleche Bauträger PMR-gerecht amenagéiert goufen.

Allgemeng ass et sou, datt bannent der Uertschaft d'Gemenge sech ëm de ganzen Amenagement vun de Busarrëten, Trottoiren, Zebrastreifen an de PMR-Moosnamen bekëmmere mussen, a baussent den Uertschaften.

Prolongation annoncée de l'autorisation de glyphosate dans l'Union européenne | Question 0027 (20/11/2023) de M. David Wagner (déi Lénk)

La Commission européenne a annoncé le renouvellement de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne pour dix ans à la suite d'un vote des États membres qui n'a pas permis de dégager de majorité pour une telle prolongation. La décision de la Commission européenne interviendra en principe avant le 15 décembre 2023 puisque l'approbation actuelle du glyphosate expirera à cette date.

Le Gouvernement luxembourgeois précédent comptait parmi les opposants à une prolongation de ladite autorisation et avait introduit une interdiction de l'herbicide en janvier 2021 qu'il était pourtant contraint d'annuler en 2023 à la suite d'une décision de la Cour administrative.

¹⁶ Amendements gouvernementaux au projet de loi n° 8277 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Dans son communiqué suite à la réunion du Conseil du 16 novembre, Monsieur le Ministre Claude Haagen annonçait que « ... le Luxembourg, œuvrant pour une agriculture durable, continue par le biais de la loi agraire à encourager à renoncer aux produits phytopharmaceutiques et notamment au glyphosate ».

Face à cette évolution, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre soutient-elle la décision de la Commission européenne visant à prolonger l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne d'ici la fin 2033 ?

2) Le Gouvernement s'engagera-t-il en faveur d'une élimination du glyphosate au niveau européen ? Si oui, par quels moyens ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle de nouvelles mesures de soutien aux entreprises agricoles visant à favoriser l'abandon volontaire du glyphosate au vu de la prolongation annoncée de l'autorisation de celui-ci ?

4) Dans l'affirmative à la question précédente, Madame la Ministre envisagera-t-elle également des aides supplémentaires en faveur de l'agriculture biologique qui renonce de toute façon à l'utilisation de produits chimiques de synthèse dont notamment le glyphosate ?

Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement, n'ayant pas soutenu la prolongation de l'autorisation du glyphosate, prend note du renouvellement de son approbation par la Commission européenne.

ad 2) Le Gouvernement analysera les actions possibles dans le cadre réglementaire communautaire.

ad 3) Oui.

À partir de l'année culturale 2024-2025, une aide supplémentaire pour soutenir la renonciation au glyphosate sera introduite. Il s'agira d'un paiement additionnel alloué dans le cadre de la prime pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

ad 4) La justification économique du montant de l'aide en faveur de l'agriculture biologique (prime « bio ») prend en compte la renonciation à tous les produits phytopharmaceutiques de synthèse, y inclus le glyphosate. Les surfaces éligibles à la prime « bio » ne peuvent ainsi pas être prises en considération pour le versement d'une aide supplémentaire soutenant spécifiquement la renonciation au glyphosate.

Néanmoins le programme gouvernemental prévoit une évaluation en profondeur du Plan d'action national – Bio 2025, y inclus, le cas échéant, des aides à la surface en faveur de l'agriculture biologique.

Décision de la Commission européenne de renouveler l'autorisation d'utilisation du glyphosate | Question 0028 (22/11/2023) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En l'absence d'une majorité des États membres en faveur d'une interdiction du glyphosate, la Commission européenne a renouvelé, en date du 16 novembre 2023, l'autorisation d'utilisation de la substance au sein de l'Union européenne pour une durée de 10 ans.

En avril, suite à la confirmation de la décision de la Cour administrative luxembourgeoise de lever l'interdiction du glyphosate au Grand-Duché, le Ministre de l'Agriculture avait annoncé vouloir maintenir les

objectifs du « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques » qui prévoit une baisse d'utilisation des « big movers » – dont fait partie le glyphosate – de 30 % jusqu'en 2025.

Selon l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'engagera en faveur de l'élimination progressive du glyphosate au niveau européen. L'accord de coalition ne se prononce pas sur la mise en œuvre du « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la précitée décision de la Commission européenne ?

2) Étant donné que le Gouvernement entend s'engager en faveur de l'élimination progressive du glyphosate au niveau européen, Madame la Ministre peut-elle nous éclairer sur les points essentiels de la position luxembourgeoise à cet égard (délai de sortie du glyphosate visé, modalités de sortie, ...) ?

3) Quelles sont les mesures supplémentaires que Madame la Ministre compte implémenter au niveau national afin de soutenir par le biais de subventions l'abandon volontaire du glyphosate et afin d'éviter que les produits à base de glyphosate ne soient remplacés par des produits aussi dangereux, voire plus dangereux ?

4) Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre le « Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques » dans sa version actuelle ?

5) Les objectifs de réduction à l'horizon 2025 de ce plan pourront-ils encore être atteints ?

Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement, n'ayant pas soutenu la prolongation de l'autorisation du glyphosate, prend note du renouvellement de son approbation par la Commission européenne.

ad 2) Le Gouvernement analysera les actions possibles dans le cadre réglementaire communautaire.

ad 3) À partir de l'année culturale 2024-2025, une aide supplémentaire pour soutenir la renonciation au glyphosate sera introduite. Il s'agira d'un paiement additionnel alloué dans le cadre de la prime pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

Finalement, l'utilisation de certains produits phytopharmaceutiques, y inclus tous ceux contenant du glyphosate, par des personnes ne disposant pas du certificat dit « Sprëtzipass » ne sera plus possible au Luxembourg à partir de 2024 en raison de l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition réglementaire nationale.

ad 4) Dans un premier temps, le Gouvernement mettra en œuvre le PAN dans sa version actuelle, tel que décidé lors du Conseil de Gouvernement du 15 juillet 2022. Une prochaine évaluation est prévue pour 2027. En fonction des résultats de cette évaluation, le Gouvernement procédera éventuellement à des adaptations du PAN.

ad 5) Les dernières données disponibles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture luxembourgeoise portant sur l'année 2020-2021, indiquent une réduction de 37 % pour la catégorie des « big movers » par rapport à la période de référence 2017-2018. L'objectif de réduction fixé à 30 % est donc atteint.

Par ailleurs, la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques chimiques au Luxembourg a atteint, selon les données et la méthodologie de calcul de la Commission européenne, la valeur de 50 % en 2020-2021.

Remboursement du REVIS | Question 0029 (22/11/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Am REVIS-Gesetz sinn an den Artikelen 30, 31 an 32 d'Bestëmmungen opgelëscht, ënner wéi enge Konditiounen een de REVIS respektiv en Deel vum REVIS muss zeréckbezuelen un de Fong.

Op där anerer Säit ënnerläit de REVIS awer och der Steiergesetzgebung.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Am Fall, wou Persounen de REVIS respektiv en Deel vum REVIS müssen zeréckbezuelen: Gëtt dem Fait, datt dës Leit op dem REVIS scho Steiere bezuelt hunn, am Hëllef op d'Gesamtzomm, déi dës Leit mussen rembourseren, Rechnung gedroen?

2. Wa jo, wéi gesäit hei déi genee Prozedur aus, wéi de Staat dës berechent: Gëtt d'Zesummespill vun de bezuelt Steieren am Hëllef op d'Gesamtzomm, wat ee vum REVIS muss rembourseren, automatesch berechent oder muss de Betreffene selwer en Antrag stellen, fir dës berechnen ze loosseren?

3. Wéi gesinn déi genee Prozeduren aus, fir esou en Antrag ze stellen?

Réponse (22/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Besteuerung vum „Revenu d'inclusion sociale“ (REVIS) ergëtt sech aus den Dispositiounen vum Artikel 96, 1. Abschnitt, Nummer 3 L.I.R. Doduerch ënnerläit de REVIS kenger Loun- oder anerer Quellesteier. Ee Beneficiaire vum REVIS oder vum Complement ass gebonnen, souwäit eng vun de Limiten, déi am Règlement grand-ducal vum 13. Mäerz 1970 betreffend d'Exekution vum Artikel 116 an am Artikel 153 L.I.R. definéiert sinn, depasséiert ass, dësen iwwert de Wee vun enger Akommessteuerdeklaratioun ze versteieren.

Dem Prinzip vum der Annualitéit vun der Steuer no gëtt de REVIS, gradesou wéi de Complement, als Rent no Artikel 96, 1. Abschnitt, Nummer 3 L.I.R. an no Artikel 108, 1. Abschnitt, Nummer 1 L.I.R., a bezuch op dat Steuerjoer besteiert, wou d'Payementer zugonschte vum Berechtigte gemaach ginn.

Sollt de Berechtigte méi spéit de REVIS oder de Complement deelweis oder integral müssen zeréckbezuelen, esou ass dës Réckbezuelung, nom genannte Prinzip, am Joer vum Remboursement ze consideréieren. De Remboursement gëtt als negative Revenu mat Revenuen, primär aus där nämmlecher Akommeskategorie, kompenséiert, oder awer an enger zweeter Phas mat positive Revenuen aus enger anerer Kategorie.

Dobäi sief bemierkt, dass de Prinzip an d'Héicht vun engem méigleche Remboursement vum Fonds national de la solidarité (FNS) bestëmmt ginn.

Eng Regularisatioun fënnt statt, wann de betreffene Contribuabel de Remboursement iwwert de Wee vun enger Akommessteuerdeklaratioun vum Joer vum Remboursement an de virgeschriwwenen Delaien deklaréiert.

Wéinst dem Prinzip vum der Annualitéit vun der Steuer gëtt d'Besteuerung net réckgängig gemaach, oder déi an de betreffene Jore geschëllten

Akommessteier net mat engem dësem Montant entspreichende Steierkredit kompenséiert. D'Akommessteier gëtt opgrond vun där Capacité contributive festgesat, déi de Contribuabel an engem bestëmmte Joer tatsächlech hat. An deene Joren, wou de Berechtegten de REVIS respektiv de Complement krut, entsprécht seng Capacité contributive der Héicht vu senger gesamter Revenu. Am Joer oder an de Jore vun engem spéidere Remboursement entsprécht seng Capacité contributive der Héicht vun de Revenu, déi en dat Joer hat, gekierzt ëm d'Remboursement, déi en un den FNS misst bezuelen.

Wéinst dem Effekt vun der Progressivitéit vun der Steier esouwuel ewéi eventuellen Upassunge vum Barème, kann ee keen exakte Montant vun der Steier erausrechnen, déi en exklusiv Lien mam zréckbezielte REVIS hätt. Dëst ass de Fall, well d'Steier selwer net als Punctioun vum REVIS eleng ze gesinn, mä als Contributioun, déi sech aus der Capacité contributive ergëtt, déi op dat gesamt Akommes vum Berechtegten, an eventuell sengem Stot, berechent gëtt.

.....

Financement du film « Where is Anne Frank » | Question 0030 (23/11/2023) de Mme Octavie Modert (CSV)

L'origine du financement du film « Where is Anne Frank », une coproduction luxembourgeoise qui s'est vu décerner un prix au « Lëtzebuerger Filmpräis », a été remise en cause dans la presse récemment.

D'après un article publié sur Reporter.lu, « Der stille Filminvestor », le film aurait notamment profité de financements de la part du Film Fund Luxembourg à hauteur de 1,8 million d'euros, mais aussi de financements d'oligarques russes à hauteur de 3,5 millions d'euros. Ce dernier apport s'est fait au travers de différentes sociétés qui pouvaient cacher à première vue l'origine des fonds. Ces financements sont à voir en rapport avec l'enquête journalistique « Cyprus Confidential », qui a révélé récemment comment les sociétés de services financiers basées à Chypre ont permis à certains oligarques russes de protéger leur fortune contre la menace des sanctions financières dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des Médias et des Communications :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les informations sur l'origine des financements obtenus pour la coproduction luxembourgeoise « Where is Anne Frank » ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) D'après l'article de reporter.lu, le Film Fund Luxembourg ne contrôle que les financements du partenaire direct avec lequel un accord est trouvé pour la production d'un film. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cet état de fait ?

3) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait judicieux de trouver de nouveaux mécanismes de contrôle ?

Réponse (20/12/2023) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) Le film « Where is Anne Frank » est une coproduction multilatérale de la société de production belge Purple Whale Films, coproduit entre autres avec la société de production luxembourgeoise Samsa Film.

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le Film Fund) a accordé dans ses réunions du 8 février 2018 et du 15 février 2020 à la

société luxembourgeoise Samsa Film une aide financière sélective (AFS) à la production à hauteur totale de 1.700.000 euros, ce qui représentait une participation de 9,97 % du financement de l'œuvre en question.

Le 17 août 2020 le Film Fund a signé avec Samsa Film une convention gouvernant les conditions de l'aide accordée à la production du film « Where is Anne Frank ». Le plan de financement à ce moment prévoyait que Purple Whale Films avait, entre autres moyens de financement, un accord avec une société des Îles Vierges britanniques (BVI), Ronero Investments Limited.

Le Film Fund n'était pas informé qui était le bénéficiaire effectif de la société Ronero Investments Limited avec laquelle le Film Fund n'avait aucune relation directe. Toutefois le contrat stipulait que l'investissement de Ronero serait financé par un escrow account auprès d'une banque européenne, soumise aux obligations européennes en matière de KYC et de législation anti-blanchiment.

Le reste du financement du film a été assuré entre autres à travers divers organismes et incitants fiscaux et gouvernementaux belges (screen.flanders, screen.brussels, Taxshelter), par le Fonds Eurimages du Conseil de l'Europe, par la Fondation Anne Frank et par des investissements privés.

Il est par ailleurs à noter que l'invasion russe en Ukraine a commencé le 24 février 2022 et que donc, au moment où le Film Fund a pris les décisions relatives au financement du film, les sanctions financières mentionnées par l'honorable Députée, n'étaient pas en vigueur.

ad 2) Le Film Fund n'a aucune obligation légale de contrôler qui sont les bénéficiaires effectifs des investisseurs privés qui accordent des financements à un coproducteur étranger d'un producteur luxembourgeois auquel les aides du Film Fund sont accordées.

Le Film Fund ne peut effectivement contrôler que les financements du partenaire direct auquel il accorde des aides pour la production d'un film et qui sont calculées sur base des investissements faits en économie audiovisuelle luxembourgeoise.

ad 3) Même si le Film Fund était doté de nouvelles obligations dans le cadre d'un contrôle à exercer sur l'origine de financements privés accordés à une coproduction internationale, il n'est pas certain que le Film Fund aurait les moyens légaux et les ressources humaines nécessaires pour effectuer ces contrôles de manière efficace à l'égard de coproducteurs et de leurs investisseurs provenant de pays de l'Union européenne et également de pays tiers non membres de l'Union européenne.

.....

Dissolution de l'ASBL Benu | Question 0031 (23/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

De 15. November huet d'Associatioun hanner dem Ökoduurf BENU hir Opléisung an d'Weer geleet. Dee Moment hunn 42 Persounen fir d'ASBL geschafft. An der Äntwert op d'Fro 8371 hunn d'Ëmweltministesch an den Aarbechtsminister erkläert, dass net ka garantéiert ginn, dass aner Initiativen dës Mataarbechter iwwerhuelen, falls sech bei BENU déi finanziell Situatioun an den nächste Wochen net verbessert.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht an Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Ass d'Regierung doran intresséiert, fir de Projet BENU ze iwwerhuelen?

2. Wat wäert gemaach ginn, fir d'Mataarbechter ze ënnerstëtzen, déi duerch d'Opléisung elo musse fäerten, ouni Job an deelweis och ouni Chômage dozestoen?

Réponse (12/01/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Moment sinn d'Servicer vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB) a Kontakt mat der Stad Esch fir ze kucken, ob a wéi d'Gemeng de Projet weiderféiere wëll. Déi Gesprächer ginn elo mol ofgewart.

ad 2. All d'Servicer vun der „Agence pour le développement de l'emploi“ (ADEM), déi sech un Aarbechts-sichender adresséieren, sti selbstverständlech och den impaktéierte Salaréie vum der ASBL „Benu Village“ zur Verfügung – ëmmer mam Zil, dës Persounen schnellstméiglech eng adequat Astellungsméiglechkeet ze vermëttelen.

Prinzipiell engagéiert d'ADEM sech, all Demandeur d'emploi perséinlech ze betrieien. D'Objektiv ass eng komplett an individuell Ënnerstëtzung, fir den Demandeurs d'emploi ze hëllefen, hir Plaz um lëtzebuerger Aarbechtsmaart erëmzefannen. All Demandeur d'emploi huet deemno säi perséinleche Beroder, deen sech engagéiert, d'Situatioun, d'Kompetenzen, d'Aarbechtserfahrung an d'Wësch vum Demandeur d'emploi ze verstoen.

Dës Beroder informéiert zousätzlech iwwert déi verschidden individuell Finanzbäihëllefen, déi iwwert de Beschäftigungsfonds kënnen finanziert ginn.

Op Basis vun de Kompetenzen an de Wësch vum deenen hei betraffene Leit hëllefen d'Beroder, déi Secteuren ze identifizéieren, wou Leit agefallt ginn. De Beroder gëtt hinnen och Informatiounen iwwert aktuell Astellungsméiglechkeeten an iwwert déi allgemeng Tendenzen um Aarbechtsmaart.

Des Weidere kann d'ADEM hinne Servicer ubidden, fir hir Integratioun um Aarbechtsmaart ze vereinfachen. Dozou gehéiert, en cas de besoin, eng Hëllef beim Schreiwe vu Liewensleef a Motivatiounsschreiwen, esouwéi Simulatiounen vu Virstellungsgesprächer, Coachingen, Formatiounen a Beschäftigungsmoossnamen. All dës Mesuren hunn als Zil, d'Chancen op eng nei Aarbecht ze maximiséieren.

.....

Changement de direction au Service de renseignement de l'État | Question 0032 (23/11/2023) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon des reports dans la presse nationale, la directrice actuelle du Service de renseignement de l'État (SREL) partira en retraite le 1^{er} juin 2024, alors que son mandat avait été prolongé de 7 ans en novembre 2022.

Notons que la directrice actuelle du SREL a mis en place au cours des dernières années des réformes importantes du service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre peut-il fournir des explications concernant le départ à court terme de la directrice actuelle du SREL ?

2) Sur la base de quels critères Monsieur le Premier ministre choisira-t-il un.e nouveau.elle directeur.trice du SREL ? Quelles sont, selon lui, les compétences que le ou la futur.e directeur.trice devra apporter ?

Réponse (27/11/2023) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) Début novembre 2023, la directrice actuelle du SRE a informé le Premier ministre sortant de son intention de faire valoir ses droits à la retraite en juin 2024. Cette demande – qui relève d'un choix personnel de la directrice – a été formellement accordée par le

Gouvernement sortant lors du Conseil de Gouvernement du 15 novembre dernier.

ad 2) Le profil du nouveau directeur du SRE devra correspondre aux exigences de l'article 18 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 qui prévoit, concernant la direction du SRE, que « pour être nommé aux fonctions de directeur ou de directeur adjoint du SRE, le candidat doit remplir les conditions d'accès aux fonctions administratives de la carrière supérieure auprès des administrations de l'État prévues par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et avoir l'honorabilité professionnelle nécessaire ainsi que l'expérience adéquate pour l'exercice de ces fonctions.

Le directeur et les directeurs adjoints doivent justifier d'une habilitation de sécurité du niveau "très secret".

Le directeur ou l'un des directeurs adjoints doit être titulaire d'un diplôme de master sanctionnant un cycle d'études universitaires complet en droit. »

Licenciement en cas de congé de maladie de longue durée | Question 0033 (23/11/2023) de M. Ben Polidori (Piraten)

Am Fall vu schwéiere Krankheeten oder Accidenter kann een als Aarbechter:in ganz séier vill Deeg a Woche Krankeschäi sammeln. Momentan gëllt, dass d'CNS bis zu 1,5 Joer Krankeschäin op enger Referenzperiod vun 2 Joer bezitt. Duerno erfällt beim Staat eng Kënnegung. Eppes, wat zum Beispill d'AEE kritiséiert, well et dozou féiert, dass dës Persounen net méi kënnen zrëck bei de Staat schaffe kommen, wann se erëm gesond sinn. D'Regierung kënnegt an hirem Accord fir 2023–2028 un, dëst Gesetz reforméieren ze wëllen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir effentlechen Déngscht dës Fro stellen:

– Wéi vill Persounen sinn an deene leschten 10 Joer beim Staat entlooss ginn opgrond vun der 52- an duerno 78-Woche-Reegel? Wéi vill Leit waren et am ale Regimm vun den 52 Wochen? Wéi vill an deem vun 78 Wochen?

Réponse (10/01/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

A senger parlamentarescher Fro, wëll den honorablen Deputéierte wëssen, wéi vill Persounen „an deene leschten 10 Joer beim Staat entlooss gi sinn opgrond vun der 52- an duerno 78-Woche-Reegel“.

Déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel“ betrëfft beim Staat déi Agenten, déi ënnert dem Regimm vun Staatsaarbechter agestallt sinn. Do applizéiert sech dann de Code du travail an de Kollektivvertrag vun de Staatsaarbechter. Duerch déi Laangzäit-Krankmeldunge gëtt den Aarbechtskontrakt net gekënnegt (Licenciement), mee en hält op (Cessation).

Well et sech net ëm eng Kënnegung handelt, kënnen déi betraffe Persounen erëm beim Staat agestallt ginn.

Zanter 2013 huet bei ongeféier 80 Persounen de Kontrakt op der Basis vun där Reegel opgehal.

Wann een d'Aleedung vun honorablen Deputéierte senger Fro liest, wou en de Kontext beschreift, schéngt et awer esou ze sinn, dass et net ëm d'Staatsaarbechter geet, wou déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel“ spillt, mee dass et u sech ëm d'Statsemployéé geet, déi no längerer oder ville Krankmeldungen de Kontrakt kënnen gekënnegt kréien.

Bei de Statsemployéé gëtt et déi sougenannten „52- oder 78-Woche-Reegel“ net.

D'Gesetz iwwert de Regimm vun de Statsemployéé gesäit vir, dass, wann en Employé, deen nach net am Pensiounsregimm vun de Fonctionnaires ass, iwwert eng Period vun engem Joer gekuckt, méi wéi 6 Méint krankgemellt ass, säi Kontrakt ka gekënnegt ginn. Deen Delai vu 6 Méint kann op Basis vun engem ausféierleche medezinnesche Rapport ëm 3 Méint verlängert ginn. Duerno gëtt d'Pensiounskeess (CNAP) saiséiert, déi den Dossier da weidergëtt un de Contrôle médical. Op Basis vun de Conclusiounen vun engem Kontrolldoktor, gëtt dann decidéiert, ob déi betraffe Persoun eng Invalidérent kritt oder net. Wann net, da kann et eventuell sinn, dass déi zoustänneg Kommissioun fir Reklassementer saiséiert gëtt an den Agent en interne Reklassement kritt (eng aner Plaz oder eng Reduzéierung vun der Aarbechtszäit). Wann et net zu enger Invalidérent oder engem interne Reklassement kënn, da kann de Kontrakt gekënnegt ginn.

D'Konsequenz vun enger Entloossung ass effektiv esou, dass een net méi beim Staat als Fonctionnaire oder Employé kann agestallt ginn.

Well am Gestionsprogramm vun de Paie vum CGPO keen Ënnerschied gemaach gëtt, aus wéi engem Grond de Kontrakt gekënnegt gouf, kann ech dem honorablen Deputéierte keng genee Zuelen dozou ginn. Et kann een awer dovun ausgoen, dass an der Moyenne e Grappvoll Leit pro Joer betraff ass.

Format du document mis à disposition du conseil communal dans le cadre du vote du budget communal | Question 0034 (23/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Gestioun vun effentleche Gelder an dem domat zesummenhängende Vott vum Budget gehéieren zu de fundamentalen Aufgabe vun engem Gemengerot zu Lëtzebuerg. Fir dës wichtege Aufgab kënnen nozegoen, mussen dem Gemengerot am Virus vun engem Vott sämtlech Ressourcen, Donnéeën a Proposen zur Verfügung gestallt ginn.

A Gemengeréit, wou d'Piraten present sinn, ass opgefall, dass d'Budgetpropositioun de Membere vum Gemengerot als PDF-Dokument zur Verfügung gestallt gëtt. Ee PDF ass per Definitioun en Dokument, wou den Auteur vun initialen Dokument festleet, a wéi enger Form d'Dokument betruuecht gëtt. An anere Wieder ass et, ouni e gewëssen techneschen Knowhow an Zousazprogrammer, de weidere Lektoren net méiglech, fir d'Dokument no hirem Besoin ze traitéieren. Ee Member vum Gemengerot muss d'Zuelen traitéieren, analyséieren, vergläichen oder an enger aner Form betruuechten an dëst ass am PDF-Format esou net méiglech.

Idealerweis sollten dës Donnéeën an engem Open Source Format zur Verfügung gestallt ginn, esoudass all Gemengeconseiller dës Donnéeën kann analyséieren, onofhängeg vun techneschen Equipement an der finanzieller Situatioun. Et geet hei awer manner ëm d'Format vun engem Dokument, mee dorëms, dass een d'Dokument kann traitéieren an editéieren.

An engem zweete Schrëtt kann een dës Donnéeën dann och national op den effentleche Portaler publizéieren a fir weider Analyse vun Administratiounen an interesséierte Bierger:innen an aller Transparenz zur Verfügung stellen.

Et ass am Interêt vum Schafferot, vum Gemengerot an och vun der Bevëlkerung, dass e Vott vun engem Budget nom beschte Wëssen erfollegt an dofir brauche Membere vun engem Gemengerot och en Zuelendokument, wat et hinnen erlaabt, fir hir eegen Analysen a Berechnungen ze maachen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi positionéiert sech den Här Minister zu dëser Problematik?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, de Gemengeréit op nationalem Niveau e Recht op en editéierbaart Format zouzegestoen?

3. Falls net, wat schwätzt géint esou Iwwerleeungen?

Réponse (15/12/2023) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Aus der Kombinatioun vun den Artikelen 13 Alinea 4 an 122 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 geet ervir, dass de Schafferot dem Gemengerot de Budget presentéiert, an dass all Conseiller d'Dokumente, Akten a Piëcen, déi den Ordre du jour vun enger Gemengerotsséizung betreffen, am Gemenghaus consultéieren kann. De Règlement d'ordre intérieur (ROI) vum Gemengerot kann, zousätzlech dozou, aner Forme virgesinn, ënnert deenen de Budgetsprojert oder aner Dokumente, Akten a Piëcen de Conseillere kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

De Projet de loi N° 8218 proposéiert eng Modifikatioun vum Artikel 13 Alinea 4 vum Gemengegesetz, déi de Schafferot an Zukunft obligéiert, Dokumente, Akten a Piëcen zousätzlech elektronesch zur Verfügung ze stellen. Dofir soll all Conseiller eng perséinlech E-Mail-Adress vun der Gemeng kréien.

ad 2. Et gëtt keng Iwwerleeungen, fir per Gesetz op nationalem Plang en editéierbaart Format ze imposéieren, well et an der Gemeng hirer Autonomie läit, dat am ROI individuell ze reegelen. Déi Demarche huet de Virdeel, dass d'Gemenge méi séier a flexibel op d'Evolutiounen an d'Changementen am IT-Bereich kënnen reagéieren.

ad 3. Ech verweisen op d'Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

Arrêt récent de la Cour constitutionnelle concernant l'impôt sur la fortune | Question 0040 (24/11/2023) de M. David Wagner (déi Lénk)

La Cour constitutionnelle a récemment jugé que certaines dispositions de la loi concernant l'impôt sur la fortune sont contraires à la constitution (arrêt n° 00185 du 10 novembre 2023). Cela a été thématiqué aujourd'hui sur la radio 100.7. Selon cet arrêt, le paragraphe 8 de la loi entraîne une différence de traitement entre personnes morales dont la situation est comparable. Cette différence de traitement n'aurait pas pu être justifiée suffisamment par les autorités publiques, violant par ce fait le principe constitutionnel de l'égalité.

Dans les faits, certaines sociétés et principalement les sociétés à participation financière (SOPARFI), auraient été soumises à une imposition trop élevée en comparaison avec d'autres sociétés dans une situation semblable. Puisque dans son arrêt la Cour constitutionnelle demande, en attendant une réforme législative à intervenir, à ce que soit appliqué aux contribuables concernés un impôt sur la fortune minimum plus favorable, cela risque d'entraîner une perte de recettes fiscales importante pour l'État.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) À quelle hauteur estimez-vous la perte fiscale annuelle résultant de l'arrêt susmentionné sans modification de la législation ?

2) Envisagez-vous de modifier la loi concernant l'impôt sur la fortune de façon à neutraliser les effets



budgetaires de l'arrêt? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner des détails sur la façon dont vous comptez procéder? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons?

Réponse (22/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 00185 du 10 novembre 2023, un contribuable qui remplit les conditions qualificatives du § 8, alinéa 2, point a) VStG et dont le total du bilan ne dépasse pas 2 millions d'euros, tombera désormais sous la coupe plus favorable du § 8, alinéa 2, point b) VStG lequel prévoit un impôt sur la fortune minimum de 1.605 euros au lieu de 4.815 euros prévus par le point a) du même alinéa.

Il s'ensuit que, sans modification législative, le manque à gagner en termes de recettes fiscales que chaque SOPARFI, qui dispose d'un total du bilan supérieur à 350.000 euros, mais inférieur à 2 millions d'euros, engendrerait, s'élèverait à 3.210 euros au titre de l'impôt sur la fortune minimum.

Sur base des données de l'année 2021, le nombre de SOPARFI, qui rempliraient les conditions de bilan visé à l'alinéa précédent, s'élèverait à 5.000 entités. La perte annuelle en termes de recettes fiscales se chiffrerait dès lors à un peu plus de 16 millions d'euros.

Étant donné la dynamique propre au secteur des SOPARFI, il n'est cependant pas à exclure que le nombre de 5.000 entités pourrait être revu à la hausse pour l'année 2023. La détermination du déchet fiscal effectif au titre de l'année 2023 ne pourra dès lors avoir lieu qu'au moment où les données pour l'année en question seront complètes et disponibles.

À ce stade, le dispositif du § 8 VStG fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'optique de proposer une modification législative à la lumière de l'argumentation retenue par l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Dans la mesure où l'analyse précitée n'est pas encore achevée, il n'est pas possible de se prononcer dans l'abstrait sur d'éventuels décrets fiscaux qui résulteraient d'une modification législative à proposer.

Réseau téléphonique du personnel des infrastructures critiques | Question **0041** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kënn et, esou wéi z. B. um 24.11.2023, zu engem gréisseren Netzausfall bei engem vun den nationalen Handy-Ubidders, huet eng grouss Unzuel u Clientë keng Méiglechkeet méi, mobil ze telefonéieren. Grad wann et ëm d'Personal vun den Infrastrukturen critiques geet, kann dës sécherheetsrelevant Konsequenzen hunn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi gëtt garantéiert, dass d'Personal vun den Infrastrukturen critiques zu all Moment erreichbar bleift?

2. Bleiwen d'Déngschthandye vun z. B. der Police oder anerem wichtige Personal operationell a Momenter, wou et partiell oder komplett Netzausfall gëtt?

Réponse (28/11/2023) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Bedreiwer vun de kriteschen Infrastrukturen identifizéieren, analyséieren an evaluéieren an hire Sécherheets- a Kontinuitéitspläng d'Risiken, deenen

hir Aktivitéiten ausgesat sinn, an, deementspreechend, d'Moossnamen, déi geholl ginn, fir dem jeeweilege Risiko ze entgoen oder fir de Risiko ze reduzéieren. Dorennen fällt och, datt si evaluéieren, wou si vulnerabel sinn a wéi ofhängeg hir kritesch Infrastruktur vu verschiddene Ressourcen, wéi zum Beispill dem Personal oder der mobiller Telekommunikatioun, ass.

Fir de Fall vun engem gréisseren Netzausfall bei engem nationalen Handy-Ubidders hunn d'Bedreiwer vun de kriteschen Infrastrukturen ënnerschiddlech Moossnamen geholl. Dës Moossnamen variéieren ganz staark mat der Ofhängegkeet vun der kritescher Infrastruktur par rapport zu der Disponibilitéit vun hirem Personal respektiv par rapport zu der mobiller Telekommunikatioun. Verschidde Moossnamen, déi Bedreiwer vu kriteschen Infrastrukture geholl hunn a bei engem Netzausfall gräifen, begräifen zum Beispill:

- d'Personal gëtt iwwert d'Festnetz kontaktéiert;
- de mobil Reseau vun engem aneren nationalen Operateur gëtt benotzt;
- d'Personal krut zwou SIM-Kaarte vu verschiddenen Operateuren ausgedeelt;
- d'Personal krut eng zousätzlech SIM-Kaart vun engem belschen an/oder franséischen Operateur ausgedeelt;
- de Bedreiwer gebraucht en eegenen Telekommunikationsreseau, am Alldag oder am Fall vum Netzausfall;
- verschidde Collaborationsplattformen (zum Beispill Microsoft Teams, Webex) gi gebraucht;
- d'hausintern Kommunikatioun geet iwwer d'DECT-Telefonie (Digital Enhanced Cordless Telecommunications);
- Pläng a Prozeduren sinn do, fir determinéiert Personal automatesch oder manuell zeréckzerufen, mat oder ouni Bereitschaftsdéngscht;
- d'Déngschtpläng gi wochelaang am Virus opgestallt.

D'Personal vun der Police a vum CGDIS bleift iwwer Funk erreichbar.

ad 2. Den Haaptkommunikatiounsweg vum CGDIS a vun der Police ass de Funk, dee 24/7 genotzt gëtt. Am Fall vun engem Netzausfall vun den Handy-Ubidders, ass den Impakt op de CGDIS an op d'Police dofir ganz limitéiert. All Servicer vum CGDIS a vun der Police kënnen och nach op weider alternativ Méiglechkeeten zeréckgräife wéi Festnetz (Videokonferenz, Telefon, E-Mail) oder sech wann néideg nei organiséieren.

Rejet d'un projet visant à réduire l'usage des pesticides dans l'Union européenne | Question **0042** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 22. November 2023 huet dat Europäescht Parlament per Vott e Projet refuséiert, deen de Gebrauch vu cheemesche phytopharmazeutesche Produiten an der Agrikultur bis 2030 staark reduzéieren wollt. Och sollt den Asaz vu cheemesche Pestiziden an Natura-2000-Gebidder an ausgewiesene Gréngzonen verbuede ginn. Allgemeng sollten eis Natur a Planzen iwwert den Asaz vu méi nohaltege Produite besser geschützt ginn.

Och Lëtzebuerg huet iwwert de Vott vu senger 5 Representantë géint dës Projet gestëmmt. Offiziell, laut den Informatiounen vun dem öffentliche Sender 100,7, well vereenzelt Representanten net d'accord ware mat der ofgeschwächter Versioun vum Gesetzestext. Schlussendlech huet dës awer mat dozou gefouert, dass d'Zukunft elo ganz ongewëss ass, well den Text och net méi an déi europäesch Ëmweltkommissioun zeréckgeet.

Contraire zu dëser Entwécklung schwätzt déi nei Regierung am Koalitionsaccord vun engem systemateschen a konsequenter Ënnerstëtzung vun der Bioproduktioun, och am Sënn vun engem Schutz vun der Natur an engem méi nohaltegen Émgang mat eise Ressourcen. Et gëtt hei an dësem Kontext och vu Mesurë geschwat, fir déi biologesch Produktioun ze ënnerstëtzen. Gläichzäiteg gëtt awer och vu Proportionalitéit bei däraartege Mesurë geschwat, wou de genauen Equilibre net kloer ass, wat ëmmer Interpretatiounsspillraum zouléist. Am Kapitel zur Durabilitéit an der Resilienz steet dann och: „Le Gouvernement promouvra une utilisation durable des produits phytosanitaires afin de garantir la préservation de la biodiversité et la protection de nos eaux de surface ainsi que de nos sources. La formation initiale et continue dans le cadre de la réduction des produits phytosanitaires sera développée et la sensibilisation à ce sujet sera renforcée.“

An deem Zesammenhang wéilt mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

1. Wéi steet déi nei Ministesch zu dem Vott vu Lëtzebuerg an dem genannten europäeschen Dossier?

2. Wéi eng konkret Mesuren, nieft der Formatioun an der Sensibilisatioun, sinn zu Lëtzebuerg an dësem Kontext geplangt?

3. Wäert Lëtzebuerg sech onofhängeg vun der europäescher Entwécklung an dësem Sujet quantifizéierbar Ziler ginn?

Réponse (20/12/2023) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi Lëtzeburger Regierung kommentéiert allgemeng net d'Entscheedungen vum Europaparlament, an och net vun de Lëtzeburger Europadeputéierten, déi onofhängeg vun der Regierung sinn. Op Conseilniveau ënnerstëtzen de Landwirtschaftsministère an d'Regierung prinzipiell weiderhin de genannte Projet, och wa Modifikatiounen am Text vum Projet néideg sinn.

ad 2. Iwwert d'Agrargesetz ginn eng Rei fräiwéileg Mesuren zum Verzicht oder zur Reduktioun vu Spréitzmëttel finanziert. Am „Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques“ si weider Mesurë genannt.

<https://agriculture.public.lu/de/pflanzen-boeden/pflanzenschutz-gesundheit/pflanzenschutzmittelaktionsplan.html>

Eng vun de Mesuren aus dem Plan d'action national ass d'Aschränkung vun de Spréitzmëttel, déi fir d'Notzung duerch Amateuren zougelouss sinn. Dës Aschränkung gouf per Règlement grand-ducal festgeluecht an trëtt den 1.1.2024 a Kraaft.

ad 3. Lëtzebuerg huet sech 2017 mam Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques schonns esou Ziler ginn.

Bazar international | Question **0043** (27/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Israel hat dës Joer kee Stand um Bazar international. Als Grond, firwat si kee Stand haten, gëtt de Responsable fir den israelleschen Stand un, dass si, opgrond vun dem bewaffnete Konflikt an der aktuell ugespaanter Situatioun, ze grouss Sécherheetsbedenken haten. De Responsable fir den israelleschen Stand sot weider, dass si ee Bréif un d'Police geschéckt haten, an deem si froen, ob d'Police mat Beamte bannen am Gebai kéint Präsenz weisen. Op hire Bréif hätten si awer keng Äntwert kritt, soudass si d'Entscheidung hu missen huelen, fir dës Joer net matzemaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass esou e Bréif bei der Police agaangen ass?
2. Falls jo, kann de Minister soen, firwat et vusäite vun der Police keng Äntwert op dee Bréif gouf?

Réponse (27/12/2023) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Weeder op der Direction générale, nach an der Direction des opérations oder op der Direction de la région capitale ass e Bréif vum Responsabele fir den israellesche Stand um Bazar bekannt.

D'Police hat awer Kontakt iwwer E-Mail an Telefon mat den Organisateuren. Am Kader vun der Visitt vum israelleschen Ambassadeur um Bazar international, huet d'Police den Organisateuren vum Bazar international geroden, fir zousätzlech zum erhéichten Dispositif vun der Police, och selwer weider Sécherheetsmoossnamen ze huelen, déi ënnert d'Responsabilitéit vum Organisateur falen.

Fräiraam Festival 2024 | Question 0044 (27/11/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Vum 28. bis den 30. Juni 2024 gëtt vun der Philharmonie déi zweet Editioun vum Fräiraam Festival organiséiert. Et leeft ënnert dem Motto „E Fest fir déi national Musekszeen“ a soll Acteuren aus Lëtzebuerg souwéi och aus der Groussregioun d'Geleeënheet ginn, sech an engem professionnelle Kader ze presentéieren. Well et sech net ëm e kommerziellt Event handelt, brauch de Public keen Entréesbilljee an den Zougang ass fir d'Leit gratis. D'Philharmonie wäert de Kënschtler:innen all néideg Raimlechkeeten zur Verfügung stellen an och eng temporär Bün op der Place de l'Europe opriichten, mee d'Kënschtler:innen erhale keng Remuneratioun fir hir Aarbecht, obwuel d'Event mat hirer Participatioun steet a fält. Dat gëtt besonnesch ze denken, well et sech bei der Philharmonie ëm een Établissement public handelt, dat vum Staat ënnerstëtzt gëtt an dat och d'Charte de déontologie ënnerschriwwen huet, an där et heescht: „La structure culturelle valorise le travail de ses agent/es et des artistes qu'elle engage. Elle assure la reconnaissance du travail réalisé par ses agent/es et l'artiste en leur allouant une rémunération juste et équitable.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Firwat erhalen d'Kënschtler:innen, déi bei dësem Event optrieden, keng Remuneratioun fir hir Aarbecht, obwuel d'Philharmonie en Établissement public ass an d'Charte de déontologie ënnerschriwwen huet, an där si sech engagéiert, den engagierten Artist:innen eng fair Remuneratioun ze bezuelen?
2. Organiséiert d'Philharmonie nach aner Evenementer, bei deenen d'Kënschtler:innen net bezuelt ginn?
Falls jo: Wéi eng?

Réponse (20/12/2023) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Nieft hirer Missioun als nationaalt Concertshaus, dat dem Lëtzebuurger Publikum an deem aus der Groussregioun déi beschte Museker, Musekerinnen an Orchesteren ubitt, gesäit d'Philharmonie sech och als Plaz, déi d'Leidenschaft vun der Musek verméttelt, an dat op allen Niveauen. Dozou gehéieren och d'Fräizäitmuseker – Leit vun all Alter an all musikaescher Ausbildung, fir déi Musek spillen eng Passioun ass, ouni datt et hire Beruff ass. Dacks prouwen dës Harmonien,

Fanfaren, Chéier oder Bands a Gemengesäll oder Gargen a spillen a Kierchen oder a lokale Kulturhaiser, ouni Aussicht, eemol kënnen op esou prestigieise Büne wéi déi vun der Place de l'Europe opzetrieden. Der Philharmonie leien dës Fräizäitmuseker/innen besonnesch um Häerz, well et op dësem Niveau ass, wou den Enthusiasmus an d'Passioun fir d'Musek als éischt gefërdert an encouragéiert ginn – dofir dës Initiativ vun engem Fräiraam Festival. Doduerch, datt dës Museker/innen hei net nëmme Bünen, mee och déi ganz Begleedung vu Personal, Technik a Kommunikatioun zur Verfügung gestallt kréien, kréie si eng eemoleg Geleeënheet vun engem Abléck an déi international professionnell Musekswelt. Déi bal 800 Museker/innen, déi bei der 1. Editioun 2022 matgemaach hunn an och e ganz anere Publikum matbruecht hunn, ginn dësער Approche Recht.

Deemno grenzt sech dëst Evenement och fir seng zweet Oplo 2024 kloer vun deenen anere Concerten, Festivaler oder pedagogesche Manifestatiounen am Joresprogramm vun der Philharmonie of. Dat oppent Konzept vun dësem Festival gouf och esou am Appell formuléiert, mat deem all Museker/innen, Fanfaren, Harmonien, Schülerensembelen an Amateurgruppen ageluede ginn, sech unzemellen a matzemaachen, ouni datt hei déi professionnell oder semiprofessionnell Museker/innen ausgeschloss ginn. D'Gratuitéit vun der Participatioun gouf am Appell, souwéi an der Kommunikatioun ronderëm de Festival vu vieren annoncéiert. Mat all Participant gëtt eng Participatiounskonvention ofgeschloss, an där d'Konditiounen nach emol opgefouert ginn. Vu datt et sech ëm e Festival fir Amateuren handelt, gëtt och an der Konventioun d'Gratuitéit vun der Participatioun vun de Museker/innen nach emol ënnerstrach.

ad 2. Wéi schonn uewen ugedeit, besteet de Joresprogramm vun der Philharmonie virun allem aus Manifestatiounen, bei deene Professioneller aus dem Museks- a Kultursektor engagéiert a remuneréiert ginn. Nieft dem Fräiraam Festival, kann een nach dräi Voleten ernimmen, bei deenen d'Philharmonie mat net professionnelle Museker/innen zesummeschafft, a wou keng Remuneratioun stattfënnt:

– D'Philharmonie organiséiert a leet den „Orchestre de la Place de l'Europe“ (OPE), dee sech exklusiv aus Fräizäitmuseker zesummesetzt, fir déi Musek maachen net e Beruff, mee eng Passioun ass. D'Philharmonie gëtt hinnen d'Méiglechkeet, zesummen als Orchester ze prouwen an ee- bis zweemol d'Joer Concerten an der Philharmonie an ausserhalb ze spillen. Den OPE steet an der Traditioun vun de „civic orchestras“, déi et an all gréisser Stad uechter d'Welt gëtt. Am Géigesaz zu deene meeschten Orchesteren, verlaangt den OPE keng Frais de participation vu senge Memberen.

– Déi participativ Projeten, déi zum Bildungsprogramm vun der Philharmonie gehéieren, ginn de Participanten d'Méiglechkeet, sech während dëse Workshops weiderzibilde mam Zil, zum Schluss vum Projet op enger Bün opzetrieden.

– D'Philharmonie realiséiert och Kooperatiounsprojete mat de Conservatoirë vu Lëtzebuerg, bei deenen d'Conservatoirëschüler/innen d'Méiglechkeet kréien, zesumme mat de Museker/innen aus dem Luxembourg Philharmonic ze musizéieren, dëst besonnesch am Kader vum „Side by Side“ Projet a bei Concerten, wéi dem järeleche Chrëschtconcert.

Prime à responsabilité pour le coordinateur de cycle dans l'enseignement | Question 0045 (27/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Enseignement gëtt et sougenannte Coordinateurs de cycle. Zu hiren Tâchë gehéiert zum Beispill d'Organisatioun vu wéchentleche Versammlungen, déi an der Reegel 1,5 Stonn sollen daueren. Do dernieft mussen si zum Beispill och d'Versammlunge leeden, si si fir den Ordre du jour verantwortlech a schreiwen uschlëssend déi entsprecheend Rapporten. Well et sech beim Coordinateur de cycle ëm e Poste à responsabilité particulière handelt, kréie betraffe Persounen ënnert anerem e Supplement, eng sougenannte Prime de responsabilité. Do dernieft ginn hinnen dës Posten dann och mat Punkten am Echelon ugerechent.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Coordinateurs de cycle kréien hei am Land eng Prime de responsabilité?
2. Wéi eng Posten am Fondamental si fir dës Primm eligibel a wéi eng Poste sinn dofir net eligibel?
3. No wat fir enge Krittere ginn d'Persounen, déi dës Primm kréien, ausgesicht respektiv wat fir eng Fac-teure spille beim Choix vun de Persounen eng Roll?
4. Wéi vill Posten am Organigramm gëtt et, déi dës Primm kréien?

Réponse (06/12/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement fondamental gëtt et kloer definéiert Funktiounen, deenen ee Poste à responsabilités particulières zougedeele gëtt. Des Weidere gëtt et an dësem Zesummenhang eng Reiefolleg vun den eenzele Funktiounen am Organigramm, deene Rechnung gedroe gëtt. Esou falen am Sous-groupe Enseignement follgend Funktiounen ënnert d'Postes à responsabilités particulières fir déi concernéiert Agenten aus dem Enseignement fondamental:

- a) le collaborateur au service scolaire communal avec une demi-tâche administrative au moins ;
- b) le président du comité d'école et le responsable d'école ;
- c) l'agent remplissant la fonction d'instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) aussi longtemps qu'il est déchargé au SCRIPT et rémunéré au grade A2 ;
- d) le secrétaire CI ;
- e) le conseiller pédagogique sous condition qu'il encadre au moins trois stagiaires-fonctionnaires et qu'il suit une formation continue pour pouvoir assurer cette fonction ; la personne de référence des employés pendant la période d'initiation sous condition qu'elle encadre au moins trois employés ;
- f) le membre de la Commission nationale de l'enseignement fondamental ;
- g) le coordinateur de cycle dans l'enseignement fondamental.

Fir de Sous-groupe vum sozioedukative Personal aus dem Personalkader vum Enseignement fondamental si follgend Funktiounen fir d'Attributioun vun engem Poste à responsabilités particulières festgeluecht:

- a) l'agent qui assure la coordination avec la/les structure(s) d'accueil ;
- b) l'agent responsable d'école ;
- c) le conseiller pédagogique (statut fonctionnaire) sous condition qu'il encadre au moins trois stagiaires-fonctionnaires et/ou employés et qu'il suit une formation continue pour pouvoir assurer cette fonction ; la personne de référence (statut : employé) des employés pendant la période d'initiation sous condition qu'elle encadre au moins trois employés ;

d) le coordinateur de cycle dans l'enseignement fondamental.

Fir d'Schouljoer 2023/2024 gëtt et insgesamt 989 Membere vum Schoulpersonal, déi e Poste à responsabilités particulières ausüben. Vun dësen 989 Agenten hunn der 702 d'Funktioun vum Coordinateur de cycle. Fir d'Schouljoer 2023/2024 hunn allegueren d'Agenten, déi eng vun den uewe genannte Funktiounen aus dem Organigramm ausüben, e Poste à responsabilités particulières.

Demande pour le congé parental | Question 0046 (27/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Fro N° 2848 hat ech schonn eng Rei Froen zu der Obligation légale de tampon gestallt. Eis gouf rezent zougedroen, dass eng Persoun hir Demande fir de Congé parental refuséiert krut, well si nach an der Proufzäit wier, obwuel dës Proufzäit scho virum Ufank vum Congé de maternité op en Enn geet. Dowéinst soll de Patron ee Bréif erareeche, dass d'Proufzäit fréizäiteg gestoppt gouf, fir dass déi betraffe Persoun hire Congé parental accordéiert ka kréien. Dëse Bréif soll mat enger Ënnerschrëft an engem Stempel vum Patron beglaubegt ginn. Vill Entreprises hunn awer haut keng Stemple méi. Dowéinst soll am Bréif vun der Demande drageschriwwen ginn, dass de Patron kee Stempel huet a just mat senger Ënnerschrëft säin Accord gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann e Congé parental refuséiert ginn, well déi betraffe Persoun nach zum Moment vun der Demande an der Proufzäit ass, dëst, obwuel d'Proufzäit virum Ufank vum Congé de maternité op en Enn geet?

2. Goufen zënter 2020 Demandé fir Congé parental refuséiert, well op der Demande kee Stempel vum Patron war? Wa jo, wéi vill waren et der?

3. Huet zënter menger leschter Fro (N° 2848) zu dësem Theema d'Base légale geännert oder wat sinn d'Grënn dofir, dass d'Zukunftskeess nach ëmmer ee Stempel freet?

Réponse (20/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wat de Congé parental während enger Période d'essai ugeet, ass d'Gesetz kloer: „Art. L. 234-48. Dans le cas d'un salarié lié par un contrat à durée indéterminée comportant une clause d'essai, le droit au congé parental ne peut prendre effet et le congé ne peut être demandé qu'après l'expiration de la période d'essai.“ Dat heescht, dass een an enger Période d'essai kee Congé parental kann ufroen a kréien. Sollt d'Période d'essai éischter op en Enn komm sinn, da muss den Employeur dat zertifizéieren.

ad 2. Zënter 2020 goufe keng Demandé fir de Congé parental refuséiert, well e Stempel gefeelt huet.

ad 3. D'Zukunftskeess freet e Stempel aus Sécherheetsgrënn, ouni awer an iergendenger Form ze insistéieren, wann deen een oder anere Patron keen huet, wat awer d'Ausnam ass.

Problèmes auprès du Service de renseignement de l'État | Question 0047 (27/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mam Arrêté grand-ducal vum 16. November 2023 ass d'Demission vum der Direktesch vum staatlechen Norichtendéngscht (SRE) ugeholl ginn. Obwuel

virum Récktrëtt an der internationaler Press eng Rei Uuschlëgung vis-à-vis vun der Directrice huer Aarbechtsweis gemaach goufen, soll d'Demission net op e Feelverhalen zeréckgoen, mee just dem Wonsch op Pensionéierung vun der Directrice entspriechen. Trotzdeem stellt den Timing eng Rei Froen an de Raum an och d'Uuschlëgungen aus der Press verlaangen no Äntwerten. Konkreet hu Quelle vun der Press z. B. a Fro gestallt, ob Lëtzebuerg d'Geheimhaltung vun EU- an NATO-Informatiounen ënnert der Leedung vun der deemoleger Directrice konnt garantéieren, a kritiséiert, dass net genuch gemaach gi wier, fir russesch Spionageaktivitéiten ofzewieren. Och d'Bezéiungen an d'Zesummenaarbecht mam Ausland sollen an der Vergaangenheet gelidden hunn, an zwar esou staark, dass Lëtzebuerg vun enger Rei internationalen Informatiounskanäl net méi profitéiere kéint.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vun der Berichterstattung vum EUobserver?

Falls jo: Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung?

2. Ass et richtig, dass et Problemer gouf, d'Geheimhaltung vun internationalen Informatiounen/Dokumenten (z. B. vun der EU an/oder NATO) ze garantéieren?

Falls jo: Wat plangt d'Regierung ze maachen (oder wat gouf schonns gemaach), fir dës Problem ze léisen?

3. Ass et richtig, dass Lëtzebuerg op mindestens ee Kanal fir den internationalen Informatiounsaustausch net méi zougräife kann, op deen an der Vergaangenheet zougegraff konnt ginn, well et Spannungen tëscht Lëtzebuerg an den USA gouf?

Falls jo: Awéifern ass dëst fir Lëtzebuerg e sécherheetspoliteschen Nodeel a wat huet zu den ugespaante Beziéunge gefouert?

Réponse (22/12/2023) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. D'Regierung huet Kenntnis vun der Berichterstattung vum EUobserver, weist awer déi doran enthalen Aussoen zeréck.

Am Kader vun de reegelméissegem Echange mat sengen internationale Partner huet den SRE och selwer op déi Berichterstattung opmierksam gemaach, am Sënn vun enger enker a vertrauensvoller Zesummenaarbecht. Dës ass a bleift ganz gutt.

D'Regierung ka sech net zu disziplinaresche Prozedure géint eenzel Beamten äusseren, déi virum de kompetenten Autoritéiten nach net definitiv ofgeschloss sinn.

D'Regierung verweist fir de Rescht och op d'Äntwerte vun der viregter Regierung op déi parlamentaresch Froen 8193 vum 27. Juli 2023, 8199 vum 31. Juli 2023, 8257 vum 23. August 2023 an 8292 vum 7. September 2023 zum nämmelechte Sujet.

ad 2. Neen, dat ass net richtig.

ad 3. Neen, dat ass net richtig. Den SRE huet, op ënnerschiddlechen Niveaue, ganz gutt Relatiounen mat sengen amerikaneschen Homologen.

Volts directs Luxembourg-Chine | Question 0049 (28/11/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Rezent gouf ugekënnegt, dass ab dem 21. Dezember d'Gesellschaft China Southern plangt, eng Kéier d'Woch mat engem Airbus 350-900-Fliger vun de Stied Guangzhou a Zhengzhou aus op Lëtzebuerg ze fléien.

Mat engem vun dëse Volle kënnen bis zu 314 Passagéier gläichzäiteg ukommen, déi duerno natierlech duerch d'Kontrolle vun der Police an der Douane mussen. Dës Passagéierzuele géifen als an déi Dausende goen a si mat engem ganz groussen Aarbechtspowand verbonden, well de Findel just iwwert e klengen Net-Schenge-Beräich verfüegt.

An deem Zesummenhang wéilt mir der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt sech um lux-Airport op dës nei grouss Kapazitéit u Passagéier preparéiert?

2. Sinn d'Ekippe vun der Police um Flughafen op déi méi héich Belaaschtungen duerch dës zousätzlech Vollen aus China preparéiert?

3. Sinn d'Ekippe bei der Douane um Flughafen op déi méi héich Belaaschtungen duerch dës zousätzlech Vollen aus China preparéiert, wëssend, dass am Passagéierberäich aktuell verschidden Ekippen ënnerbesat sinn?

4. Wéi vill Taxe kritt lux-Airport duerch dës Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China eran?

5. Wéi vill Taxen a Recettë soll de Lëtzeburger Staat duerch dës Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China erakréien?

Réponse (29/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. Aktuell ass op Basis vun den entspreche Sloteservéierung vun enger Rotatioun an der Woch auszegoen, mat Arrivée donnesches owes an Depart freides am fréien Nomëtteg. Annoncéiert ass den Asaz vun engem Airbus A350-900 mat enger maximaler Kapazitéit vun 314 Passagéier. Zum Verglach, déi aktuell gréisste Passagéiermaschinnen, déi um Findel agesat ginn, hunn eng Kapazitéit vu ronn 200 Passagéier. Dobäi ginn aktuell schonn am Non-Schenge-Beräich zäitweileg méi Maschinne parallel ofgefärdet.

De Fluch ass operativ a Konzertatioun mat dem „Groundhandler“, souwéi mat der Police an der Douane virbereet ginn. Fir d'Offärdedegung si weeder zousätzlech Personal, nach Investitiounen an d'Infrastruktur virgesinn.

ad 2. D'Grenzkontrolle sinn esou opgestallt, dass d'Operationalitéit vun de Guichets bei Arrivée an Depart vun de geplangte Vollen aus China ka garantéiert ginn, am Respekt vun den Dispositiounen vum Schengen Border Code.

D'Unitéit UPA vun der Police, lux-Airport an China Southern Airlines hunn sech méimoleg concertéiert, fir de groussen Impakt op Net-Schengen-Operatiounen ze preparéieren.

D'Gestioun vun de Volle läit an der Verantwortung vu lux-Airport.

ad 3. D'Ekippe bei der Douane um Flughaf sinn op déi potentiell Méibelaaschtungen duerch déi direkt Vollen aus China preparéiert. Wéi bei all nei Drëttlandsvollen üblech, sinn d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert. An enger zweeter Phas, basierend op deenen éischten Erfahrungswäerter, ginn d'Ekippe gegebenefalls ugepasst. Dëst natierlech am Aklang mat de weideren Attributiounen vun der Douanesverwaltung.

ad 4. a 5. Et falen, wéi fir all aner Fluchbeweegungen, déi reguléiert a publizéiert „Airport Charges“ un. (<https://www.lux-airport.lu/corporate/business-partners/airport-fees-and-charges/>)

Am Fall vun de „Landing Charges“ sinn dës onofhängeg vum benotzte Fligertyp. Vusäite vu lux-Airport

gëtt et keng „Incentives“ a Form vu reduzéierten „Airport Charges“. Nieft dësen „Airport Charges“ kritt lux-Airport och nach indirekt Recetten duerch d'Parkingsgelder an d'Revenue vun de Commercen, also de Konsum vun de Passagéier vun den China Southern Flich um Fluchhafen.

Salarié handicapé | Question 0050 (28/11/2023) de Mme Alexandra Schoos | M. Jeff Engelen (ADR)

Aus der Broschür iwwert „Le salarié handicapé“ vom Februar 2023 vun der Chambre des Salariés Luxembourg (https://www.csl.lu/app/uploads/2023/02/salarie_handicape_fr_web.pdf) geet am Kapitel 2 (Les spécificités du contrat de travail) ervir, dass:

2.1. Les droits et devoirs : [...] l'engagement de l'atelier protégé à assurer au salarié handicapé une mise au travail dans des conditions d'emploi adaptées à ses besoins et possibilités. [...]

2.2. Les horaires de travail : La durée hebdomadaire normale du travail dans les ateliers protégés est de 40 heures, à moins que la durée effective de travail dans les organismes et structures concernés ne soit fixée différemment par une disposition légale, réglementaire ou par convention. [...]

2.3. Le salaire : Le salarié handicapé bénéficie dans l'atelier protégé d'un salaire dont le montant est au moins égal au taux horaire du salaire social minimum (note : salaire social minimum mensuel, au 1^{er} février 2023, indice 898,93 : 2.447,07 euros pour une personne adulte non qualifiée et 2.936,48 euros pour une personne adulte qualifiée) multiplié par le nombre des heures de travail fixé dans le contrat de travail conclu entre le salarié handicapé et l'atelier protégé. [...]

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Gëtt et eng Statistik (Moyenne, Min., Max., Verdee- lung), wéi vill Stonnen e „salarié handicapé“ ugestallt ass an den Ateliers protégés? Wa jo, wou kann een déi fannen?

Wann nee, gedenkt de Ministère, dat an Zukunft ze maachen?

2. Wéi gëtt de Quantum un Aarbechtsstonne festge- luecht, wann se net de 40 Stonne pro Woch entspre- chen? Medezinnesch? No de Bedierfnisser vun den Ateliers protégés?

3. Wat ass den Duerchschnittsrevenu vun engem Sa- larié handicapé an den Ateliers protégés?

4. Vu dass déi Persoun souwiso schonn zu der vul- nerabler Populatioun gehéieren, kënnen si mat dem Revenu, deen se hunn, adequat hei zu Lëtzebuerg liewen? Oder ëmgekéiert gefrot: Wéi vill Prozent vun de Salariés handicapés liewen un oder ënnert der Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (18/12/2023) de M. Georges Mischo, Mi- nistre du Travail

ad 1. An der Moyenne fir 2023 huet e Salarié handica- pé eng Tâche vun 93,83 %, wat enger 37,53-Stonne- Woch entsprécht.

ad 2. D'Aptitude fir ze schaffe gëtt vum Aarbechtdok- ter festgeluecht, a wann eng Persoun an en Atelier protégé schaffe geet, gëtt de Posten op d'Persoun an hir spezifesch Bedürfnisser ugepasst.

Am Artikel L. 563-4 vum Code du travail ass fest- gehalten, dass fir e Salarié handicapé, deen an engem Atelier protégé schafft an duerch den Transport déi regulär Aarbechtszäit net respektéiere kann, dës zou- sätzlech Zäit, déi duerch den Transport verluer gaan- gen ass, als Schaffzäit ugerechent gëtt.

Dat selwecht gëllt fir Persounen, déi während der Aar- bechtszäit un therapeutischen oder soziopädagoge- schen Aktivitéiten deelhuefen; och hei huet dës Zäit keen Afloss op déi üblich Aarbechtsdauer.

ad 3. E Salarié handicapé verdénkt am Atelier pro- tégé de soziale Mindestloun, dee säit der leschter Indextranche (944,43) den 1. September 2023 bei 2.570,93 € läit.

Falls eng Persoun mat Handicap, déi am Atelier protégé schafft, eng Qualifikatioun oder eng Expe- rienz an deem spezifesch Beruff vun iwwer 10 Joer nowiese kann, dierf eng Demande beim Aarbechts- ministère gemaach ginn, fir de qualifizéierte Mindest- loun ausbezuelt kënnen ze kréien. De qualifizéierte Mindestloun läit säit dem 1. September 2023 bei 3.085,11 €.

ad 4. Persoun mam Statut vum Salarié handicapé, déi an engem Atelier protégé ënner Kontrakt sinn, bezéien de gesetzleche Mindestloun respektiv de qualifizéierte Mindestloun. Et ass engem Atelier pro- tégé, genau wéi all anerem Patron, fräigestallt, fir e méi héije Salaire wéi de gesetzleche Mindestloun ausbezuelen.

Dëst ass och am Code du travail festgehalten:

Art. L. 563-5.

(2) L'atelier protégé peut payer au salarié handicapé une prime ou un autre avantage en espèces, en de- hors du salaire qui est dû au salarié en application du livre II, titre II, chapitre II. La prime ou l'avantage en espèces est à financer par l'atelier protégé.

Fir Salariés handicapés, déi um Marché ordinaire schaffen, gëllt, wéi och fir all anere Salarié, d'Égalité de traitement, wou de Patron un d'Gesetzgebung oder bestoend Konventiounen gebonnen ass.

Pension de survie | Question 0052 (28/11/2023) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Ech si kontaktéiert gi vun enger Madamm, well si keen Usproch huet op eng Hannerbliwwenerent. D'Grënn dofir si folgend laut Artikel 196 Kapitel 2 Buch 3 vun der Pensiounsversécherung:

– de verstuerwene Partner hat bei der Hochzäit schonn d'Pensioun

– d'Koppel hat méi wéi 15 Joer Altersënnerscheed a si war nëmme 7 Joer bestuet.

De Mann ass am Alter vu 74 Joer verstuerwen, een Al- ter, deen nach wäit ënnert der duerchschnittlecher Liewenserwaardung hei zu Lëtzebuerg läit (Männer: 80,06 Joer, 2023; Quell: <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/18657/umfrage/lebenserwartung-in-luxemburg/>). Hien hat sech mat 67 Joer rëm bestuet, engem Alter, an deem een dacks grad an d'Pensioun start a säi Liewen nach wëll genéissen an engem eng erneiten Hochzäit dierf zugestane sinn. Et wëll ee sécher sinn, dass de Partner/d'Partnerin finanziell ofge- séchert ass, am Doudesfall. Et stellt sech eraus, dass ee bei engem Altersënnerscheed vun > 15 Joer mindes- tens 10 Joer bestuet muss sinn/am Partenariat gelieft muss hunn. Hätt de Mann nach 3 Joer méi laang ge- lieft, hätt seng hannerbliwwe Fra en Usproch op d'Han- nerbliwwenerent gehat.

An deem Kontext wëllt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Rationale hannert der Festleeung vun der Unzuel Joren, déi ee muss bestuet gewiescht sinn? Wat ass den Ënnerscheed, ob eng Koppel 5, 10 oder 15 Joer bestuet ass, fir en Urecht op eng Hanner- bliwwenerent ze kréien (bei Altersënnerscheed > 15 Joer)?

2. Wat ass d'Rationale hannert der Festleeung vun der Héicht vum Altersënnerscheed?

3. Wat gedenkt d'Ministesch an der Hisiicht ze maa- chen, dass et sech heibäi ganz kloer ëm eng sozial Diskriminéierung a finanziell Benodeelegung vu Kop- pele mat engem gewëssen Altersënnerscheed han- delt (an Däitschland hunn 8,3 % vun de Koppelen > 10 Joer Altersënnerscheed, Quell: <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1004551/umfrage/alters- unterschied-der-paare-inlebensgemeinschaften-in-deutschland/>)?

Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Den Text vum Artikel 196 aus dem Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) baséiert op deem Text, deen duerch d'Gesetz vum 27. Juli 1987 iwwert d'Pen- siounsversécherung agefouert gouf.

De Legislaturet wollt duerch dësen Text e klere Kader setzen, fir géint Spekulationen an Abusen a Rela- tioun mat der Hannerbliwwenepensioun virzegoen.

Dobäi ass ze bemerken, dass eng Hannerbliwwe- nepensioun een „droit dérivé“ duerstellt an et sech heibäi net ëm eng eege Versécherung vun Hanner- bliwwenen handelt. Den Artikel 196 gesäit awer virun allem am zweeten Abschnitt eng Rei Exceptiounen vir, fir déi all Fro vu Spekulationen kann ausgeschloss ginn.

D'Cour constitutionnelle huet an engem Arrêt vum 7. Juli 2017 etabléiert, dass den Altersënnerscheed an d'Dauer vum Bestienis am Artikel 196 CSS keng Dis- kriminierung duerstellen, mee „[q]u'ils se trouve[nt] dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec le but poursuivi“.

Accès au cannabis médical | Question 0053 (28/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Patienten, déi medezinnesche Cannabis brauchen, mussen perséinlech an eng Klinicksapdikt goen, fir hire medezinnesche Cannabis ze kréien. D'Rezepter fir de Cannabis ginn dann och, anescht wéi bei normalen Or- donnancen, iwwer Carnets à souche un d'Doktere ver- deelt, déi si och mussen zrëckschécken un d'Division de la pharmacie et des médicaments, fir een neie Block ze kréien.

An der Äntwert op d'Fro 7876 hat déi deemoleg Minis- tesch erkläert:

„Laut dem Gesetz vum 19. Februar 1973 an sengem Artikel 30-1, dierfe Betäubungsmittel nëmmen u Pa- tienten verdeelt ginn, wann dës op engem Carnet à souches verschriwwen gi sinn. Well de Cannabis ënnert d'Betäubungsmittel fält, ass de System mat dem Car- net à souches bäibehale ginn.“

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

– Wäert déi nei Regierung hei Ännerunge virhuelen, fir den Accès zum medezinnesche Cannabis fir d'Pa- tienten, déi e verschriwwen kréien, ze vereinfachen? Wäerten Ännerungen um Gesetz vum 1973 virgeholl ginn?

Réponse (27/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Op Basis vun der Evaluatioun vum 2-järeg Pilotprojet fir den Accès zum medezinnesche Cannabis, lafen aktu- ell Reflexiounen fir ze kucken, awéiwäit d'Prozedur, fir medezinnesche Cannabis verschriwwen ze kréien, adaptéiert ka ginn. Eventuell Ännerungen wäerten zäit- no kommunizéiert ginn.

Raccordement d'une installation photovoltaïque | Question 0054 (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Leit maachen sech eng Fotovoltaikanlag op den Daach, fir selwer Energie hierzustellen. Nodeems d'Anlag um Daach installéiert ginn ass, muss een awer e Rendez-vous mat der Creos maachen, fir dass eng Verbindung zum Stroumreseau gemaach gëtt. Et gouf un eis erugedroen, dass et dacks awer extreem laang Delaie gëtt, bis d'Anlag finalmente un de Stroumreseau kann ugeschloss ginn, obwuel domat längst Stroum kéint produzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne tëscht der Färdegstellung vun der Fotovoltaikanlag an der Verbindung un de Stroumreseau duerch d'Creos?
2. Wat sinn d'Grënn, dass et deelweis e puer Méint dauert, bis d'Fotovoltaikanlag un de Stroumreseau ugeschloss gëtt?
3. Wat kéint gemaach ginn, fir dass den Uschloss un de Stroumreseau méi séier geet?

Réponse (28/12/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dëst dauert laut der Creos „ongeféier zwou Wochen“. Weinst enger rezenter reglementarescher Ännerung erlaben ech mir, Iech nach zousätzlech Präzisounen ze ginn.

Mam „règlement grand-ducal du 30 juin 2023 établissant des méthodes statistiques pour la détermination de la production de certaines installations photovoltaïques“ ass de Client résidentiel net méi – ënnert verschiddene Bedéngungen – obligéiert, bei enger Fotovoltaikanlag, déi am Eegeverbrauch bedriwwen gëtt, – an dat ass méttlerweil déi ganz grouss Majoritéit (> 90 %) vun den neien Anlagen –, e separaten (zweeten) Compteur zousätzlech zum bestoende Consommationszieler am Haus ze installéieren.

Säit dem 1. September kënnen d'Clientë bei hirer Demande bei der Creos och vun dëser Ännerung profitéieren. De Virdeel ass, dass de Client a säin Elektriker och fir d'Mise en service vun der Anlag kee Rendez-vous mat der Creos méi muss maachen. Säit dem Aféiere vun dëser Neierung sinn dann och 85 % vun den Demandë bei der Creos vum Typ „1-Stroumzieler“. Dëst bedeit dann och, dass et keen Delai méi gëtt tëscht der Färdegstellung vun der Anlag an dem Uschloss un de bestoende Stroumzieler.

Fir dës Aktivéierung vun der Anlag ouni Delai gëtt et zwou Bedéngungen: De Client huet seng Verträge mat der Creos (Contrat de raccordement, contrat d'utilisation) ënnerschrifwen an zeréckgeschéckt. Dës Etapp gouf dëst Joer vun der Creos integral digitaliséiert (E-Mail, elektronesch Ënnerschrëft). Des Weideren ass e Vertrag mat engem Fournisseur néideg, deen och virleie muss. De Client muss nämlech bei engem Fournisseur vu senger Wiel e Vertrag fir d'Opkaf vum deem Stroum, deen nom Eegeverbrauch eventuell nach iwwreg bleift an an d'Netz agespeist gëtt, ofschléissen. ouni dës Vertrag kritt den Netzbedreiwer (d'Creos) vum Fournisseur net déi néideg elektronesch Noriicht, déi et erméiglecht, de Stroumzieler fräizeschalten. D'Creos weist scho bei der Demande op dës wichtige Schratt hin a rappelléiert dës Konditioun an allen Dokumenter, déi mam Client echagéiert ginn. Och um Site vun der Klima-Agence gëtt dës Etapp explizéiert.

No der Mise en service muss dem Client säin Elektriker der Creos déi sougenannten „notification de fin

de travaux“ schécken, woumadder hie confirméiert, dass d'Aarbechten uerdnungsgeméis a konform zu den TABen (Technische Anschlussbedingungen) vun der Lëtzebuerger Netzbedreiwer ausgefouert gi sinn. Och déi Etapp gouf dëst Joer vun der Creos integral digitaliséiert (App).

Et gëtt awer och nach Demanden, wou de Client en zweete Compteur freet, respektiv en zweete Compteur muss hunn. An deem Fall kontrolléiert d'Creos d'Installatioun nom Erhalt vun der „notification de fin de travaux“ vum Elektriker. Dofir muss effektiv e Rendez-vous vereinbart ginn, bei deem den Agent vun der Creos préift, ob alles fachgerecht vum Elektriker installéiert ginn ass. Wann dat de Fall ass, da kann a ville Fäll och gläich de Compteur installéiert ginn, an domadder geet d'Anlag a Betrib. Am Moment dauert et an der Moyenne ongeféier zwou Wochen, fir esou e Rendez-vous ze kréien. Bis Joresenn sinn och nach Rendez-vousen fräi, a bei dringende Fäll gëtt zesumme mam Client no enger Léisung gesicht.

ad 2. En normalen Delai läit aktuell bei circa zwou Wochen. Am Fall vun „1-Stroumzieler“-Anlage gëtt et guer keen Delai – dëst ëmmer ënnert der duebeler Viraussetzung, dass d'Anlag technesch an der Rei ass an och all Verträge ënnerschrifwen virleien.

Ausnamsweis kann et laut Creos zu méi laangen Delaie kommen, wann de Client (respektiv säin Elektriker) seng Demande bei der Creos eréischt erareecht, wann d'Anlag scho gebaut ginn ass, oder awer, wann déi technesch Virgaben net agehale goufen an d'Installatioun muss verbessert ginn. D'Creos kontrolléiert déi Aarbechten an dat bedeit, dass de Client en 2. Rendez-vous sur place muss huelen.

Weinst der Neierung vum „1-Stroumzieler“-Modell war et rezent esou, dass eng Rei Clienten, déi hir Demande scho méi laang gemaach haten (wou nach zwou Zieler obligatoresch waren), fräiwëlleg gewaart hunn, bis dat d'Netzbedreiwer den „1-Stroumzieler“-Modell entsprechend dem neie Règlement grand-ducal en place gesat haten. Weinst der dofir néideger Upassung vun der Creos hiren IT-Systemer huet et effektiv zwou Méint gedauert tëscht der Méiglechkeet, d'Demandë fir 1-Zieler eranzerechen (dat war ab dem 1. September 2023 méiglech), bis zur Aktivéierung vun deenen Anlagen, déi fréistens ab dem 1. November 2023 méiglech war.

ad 3. Als gréissten Netzbedreiwer ass d'Creos sech hirer Roll als Facilitateur vun der Energietransitioun bewosst an huet 2021 mat engem ambitiösem Programm ugefaange mam Zil, d'Clientsprozesser ze digitaliséieren an eng beschtméiglech „expérience client“ ze bidden. Konkreet ass de Clientsportal mycreos.net en place gesat ginn, wou de Client einfach, séier an digital all seng Demandë kann erareeche.

Mëtt 2023 huet d'Creos hir Verträge digitaliséiert, esou dass d'Verträge elo per E-Mail un de Client geschéckt ginn an de Client se elektronesch ënnerschréie kann. Dëst spuert net nëmme Pabeier, mee och Zäit. Fir d'Elektriker huet d'Creos am Laf vum Joer 2023 déi digital Fertigmeldung fir PV-Anlagen an och fir Borne fir d'Elektroautoen doheem agefouert – e weidere Schrëtt an der Vereinfachung vun de Prozesser.

Adaptation des taux de la TVA | Question 0055 (28/11/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An enger Sëtzung vun der Commission des Finances ass eise Representant op Nofro confirméiert ginn, dass déi temporär Baisse vun der TVA zum 1. Januar 2024 opgehuewen an den Taux erëm op 17 % ugehuewe gëtt. Natierlech huet esou eng Adaptéierung,

bei der Hypothees vun enger normaler Consommation iwwert e Joer gekuckt, e positiven Effekt op d'Recettë vum Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

– Huet de Ministère Previsiounen virleien, wéi vill zousätzlech Recetten dës Adaptéierung vum Taux vun der TVA viraussiichtlech wäert generéieren? A falls jo, wéi héich sinn dës Recetten?

Réponse (22/12/2023) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Auslafe vun der temporärer Baisse vun 1 % vun den normalen, reduzéierten an intermediären TVA-Sätz gouf am Kader vum Staatsbudget 2023, geneesou wéi am Stabilitéitsprogramm 2023 an och bei de Viraarbechte vum Staatsbudget fir 2024 antizipéiert. De „positiven“ Effekt fir de Staatsbudget ass deementsprechend an de leschten Zuele scho mat berücksichtegt. D'Enregistrementsverwaltung schätzt aktuell den Effekt vum Auslafe vun der temporärer Mesure op den TVA-Sätz op 245 Milliounen Recetten. Et soll hei ënnerstrach ginn, dass et sech ëm Estimatiounen handelt, déi ganz staark vun der Konjunktur a vun der Kafkraaft vun de Leit beaflosst ginn. Dës zwee Facteure spille sécherlech eng méi grouss Roll an der Previsioun vun de Gesamtrechten ewéi d'Zrécksetze vum normale Steiersaz vum 16 % op 17 %.

Promotion du réseau ferroviaire au niveau européen | Question 0056 (28/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Europäesch Kommissioun huet am Dezember 2021 en Aktionsplang adoptéiert, deen d'Promotioun vun Zuchtrajeten iwwer laang Distanzen an domat eng méi nohalteg Mobilitéit virgesäit (Action Plan: boosting long-distance and cross-border passenger rail). De Schinnereseau soll an Zukunft vill besser a méi schnell kënnen op de Marché an d'Besoinen vun der Bevëlkerung reagéieren. An deem Kontext huet d'Kommissioun déi national Bedreiwer (ob staatlech oder privat) dozou opgeruff, Pläng vu Pilotprojeten eranzegi vun neie Verbindungen oder Verbesserungen vun existente Linnen. Aus all dëse Projeten huet d'Europäesch Kommissioun 10 Projeten ausgewielt, déi staark promouvéiert, begleet an ënnerstëtzt solle ginn. An der Lëscht vun de Projete fënnt ee Verbindungen quéesch duerch Europa, vu Schweden iwwer Däitschland, Frankräich an zum Beispill och Spuenien an Italien. E Lëtzebuerger Projet ass hei net ausgewielt ginn. Lëtzebuerg spillt an eisen Aen duerch seng zentral geographesch Positioun an Europa awer eng zentral Roll an der Promotioun vu laangen Trajeten a vum intraeuropäeschen Zucheseau.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech déi nei Regierung betreffend den Ausbau vun der Offer vu laangen Trajeten an Nuetszich?
2. Hu mir iwwert eisen nationale Bedreiwer am Kader vum Opruff vun der Europäescher Kommissioun eng Propositioun agereecht?
3. Falls eng Propositioun agereecht ginn ass: Wéi eng Proposen oder Propositiounen a Verbindungen sinn hei agereecht ginn?
4. Falls eng Propositioun agereecht ginn ass: Gëtt et Iwwerleeungen, dës Pläng onofhängeg vun dem Choix op europäeschem Niveau awer ëmzesetzen?
5. Falls keng Propositioun agereecht gouf: Wéi eng Iwwerleeungen hunn dozou gefouert, hei keng Proposen anzerechechen?

Réponse (06/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Lëtzebuerg ass drun interesséiert, gutt un international Verbindungen – am Dag an an der Nuecht – ugebonnen ze sinn. Allerdéngs bréngt eng Aféierung vun Nuetszich héich finanziell Käschte mat sech, déi eisen nationale Bedreiwer net eleng stemme kann. Am Géigesaz zu den Dageszich gëtt fir Nuetszich speziell Material gebraucht, dat op d'Besoin vum Client vum den Nuetszich ugepasst ass. All Plaz ka beispillsweis nëmmen eemol während der ganzer Faart vum Zuch beluecht ginn, wat d'Käschte pro Plaz an d'Luucht dreift. Well dës Zich duerch méi Länner fieren, mussen d'Sécherheetsmoossname vun all dëse Länner respektéiert ginn an et mussen extra adaptéiert Lokomotiven agesat ginn.

D'Europäesch Kommissioun hat en Opruff gemaach, fir verschidde Verbindungen duerch d'Nuecht ze proposéieren. Bei dëse Pilotprojete geet et drëms, fir eventuell technesch an operationell Barrieren aus dem Wee ze raumen. Sou Barrieren goufen an der Vergaangenheet schonn tëschent Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner eliminéiert. Eng finanziell Ennerstëtzung vun der Europäescher Kommissioun ass net virgesinn.

Lëtzebuerg ass an engem Aarbechtsgrupp vertrueden, wou et ëm Nuetszich geet, mee kann eleng ouni Kooperatioun mat aneren Eisebunnsfirmen keen eegenen Nuetszuch op d'Bee stellen. Verschidde Méiglechkeeten sinn iwwerluecht ginn, mee Lëtzebuerg ass vum Wëlle vun aneren Eisebunnsgeeselschaften ofhängeg, déi wëlle Lëtzebuerg mat ubannen.

Prioritéit ass den Ament, gutt un d'Nopeschlänner an driwwer eraus ugebonnen ze sinn, wouduerch et sech spéider wuel ergëtt, un en Nuetszuchreseau ugebonnen ze ginn.

Licences pour le Cargocenter Luxembourg | Question 0057 (28/11/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Säit dem 31. Oktober 2023 ass den Delai fir d'Ausschreibung vun den Handling-Lizenzen am Cargoberäich ofgelaf, mee nach ass net gewosst, wéi eng Gesellschaft den neie Gestionnaire vum Cargocenter um Findel wäert ginn.

An deem Zesammenhang wëlle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wéi vill Gesellschaften hu sech un dëser Ausschreibungsprozedur bedeelegt?

– Ass eng Decisioun iwwert den neie Gestionnaire gefall? Wa jo, wéi eng Gesellschaft wäert sech an Zukunft ëm den Handling vum Cargocenter këmmern?

– Wéi vill Investitiounen mussen an de Cargocenter getätégt ginn? Wäerten dës Investitiounen integral vum neie Gestionnaire iwwerholl ginn?

Réponse (28/12/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Un der Ausschreibungsprozedur fir d'Handling-Lizenzen am Cargoberäich hu sech am Ganze fënnf Gesellschaften bedeelegt an et hunn der zwou eng Kandidatur ofginn.

No der Auswärtung vun de Kandidaturen an der Consultatioun vum „Comité des usagers“ vum Flughafen huet de Flughafenedreier lux-Airport SA mir als zoustänneg Ministesch eng Propositioun gemaach. Op dëser Basis goufen zwou Lizenzen

attribuéiert: eng un d'Firma Luxcargo Handling SA an eng un d'Firma Goldair Handling SA.

Am Moment lafen Etüden iwwert den Zoustand an den Investitiounsbesoin am Cargocenter. Fir e genaue Montant kënnen ze nennen, ass et am Moment nach ze fréi, allerdéngs erwaart ee sech aleng weinst der Gréisst vum Areal e substanzuelle Montant.

D'Investissementer ginn am Prinzip an de Loyer dragerechent.

Plateforme « Letzshop » | Question 0059 (29/11/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'après une enquête d'opinion qui a fait l'objet d'un article publié récemment sur Paperjam.lu, « Letzshop, le sondage qui jette “un doute” », la plateforme d'achats en ligne Letzshop serait un échec. Les résultats de cette enquête d'opinion pointent vers un manque de notoriété et, plus inquiétant, vers un nombre important de visiteurs n'ayant pas concrétisé leur intention d'achat.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– D'après l'article de Paperjam.lu, des conclusions portant sur la notoriété de la plateforme Letzshop ont été communiquées « aux autorités compétentes ». Est-ce que Monsieur le Ministre peut donner de plus amples informations sur le contenu des conclusions en question ?

– Quelles sont les dernières statistiques disponibles concernant l'utilisation de la plateforme Letzshop (nombre de visiteurs, nombre de produits, nombre de commerçants) ? Comment pourrait-on caractériser l'évolution de ces chiffres sur les trois dernières années ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre est globalement satisfait de l'évolution de la plateforme Letzshop ? Ou estime-t-il qu'il voit du potentiel d'amélioration ?

Plateforme « Letzshop » | Question 0071 (30/11/2023) de **Mme Francine Closener** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le développement du commerce en ligne présente un défi majeur pour le commerce physique. C'est notamment pour cette raison que la plateforme « Letzshop », lancée en 2018, vise à soutenir le commerce local. Après avoir connu du succès en période de pandémie, un article de presse récent cite une enquête d'opinion de « Quest », qui tire pourtant un bilan plutôt négatif pour « Letzshop ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a reçu une note de synthèse sur les conclusions de cette étude ? Le cas échéant, quelles seraient les conséquences à tirer ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut chiffrer les dépenses de l'État et des communes en faveur de « Letzshop » ?

– Combien de personnes sont chargées de l'exploitation de la plateforme « Letzshop » ?

– Est-ce que le Gouvernement vise à soutenir la plateforme ? Le cas échéant, quelles mesures sont envisagées pour développer davantage « Letzshop », afin de lui conférer plus de notoriété ?

Réponse (22/12/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme |

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs

L'étude en question présente certains éléments d'ores et déjà connus sur le fonctionnement de Letzshop et certains éléments ne sont pas alignés avec d'autres analyses et études thématiques sur les activités de Letzshop, notamment avec l'enquête intitulée « Consommation et besoins des consommateurs¹⁷ », lancée à l'initiative du Ministère de la Protection des consommateurs en avril 2022. Selon les résultats de cette enquête, 948 personnes, soit près de 46 % de l'échantillon représentatif composé de 2.057 participations valides, utilisent régulièrement la plateforme Letzshop.

L'objectif de Letzshop, qui occupe actuellement 4 personnes, n'est pas et n'a jamais été de concurrencer une plateforme de commerce électronique d'envergure mondiale, ni de réaliser uniquement des transactions en ligne notamment avec des produits aux prix bradés, mais plutôt :

– de proposer au commerce de détail luxembourgeois une solution de commerce en ligne facile pour un coût raisonnable ;

– de sensibiliser les commerçants à la digitalisation et au commerce en ligne tout en leur proposant un accompagnement pour leurs premiers pas dans le commerce en ligne pour diversifier leurs canaux de distribution ;

– d'augmenter la visibilité du commerce de détail dans les centres-villes et d'attirer les clients vers les magasins physiques en présentant en ligne la diversité de leur offre. Le nombre de ventes réalisées sur Letzshop qui promeut également le principe de « rechercher en ligne et acheter sur place » ne reflète pas la clientèle drainée physiquement vers les commerces ;

– d'accroître la visibilité en ligne des commerçants et de les doter d'une vitrine digitale avec des photos professionnelles. Pour de nombreux commerces de détail, Letzshop est la première et la seule présence Internet, ils deviennent ainsi plus faciles à trouver lors de recherches par des clients potentiels.

Letzshop remplit ces missions et suit sur base de données analytiques et d'enquêtes auprès d'utilisateurs la composition, le ressenti et le potentiel de développement de sa clientèle ainsi que les améliorations possibles. Une mesure prise récemment suite à ces analyses était par exemple la traduction du site en anglais afin de correspondre aux besoins d'une clientèle de résidents non luxembourgeois intéressée par les achats en ligne et ayant les moyens financiers correspondants.

Le tableau suivant illustre l'évolution de Letzshop au cours des 3 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau ci-dessous reprend les cotisations des partenaires du GIE Letzshop pour 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Lutte contre le tabac | Question 0060 (29/11/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

La France compte à ce jour plus de 7.200 espaces sans tabac à travers plus de 73 départements. Lors de la présentation à la presse du programme national de lutte contre le tabac, le Ministre de la Santé français a

¹⁷ L'étude est disponible en ligne sous : <https://mpc.gouvernement.lu/dam-assets/leministere/inteco/report-survey-digital.pdf>



annoncé que le « sans tabac » deviendra désormais la norme en France.

Les espaces sans tabac seront donc généralisés à toutes les plages, parcs publics, forêts, et aux abords de certains lieux publics, tels que les établissements scolaires.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, quel est son avis sur l'extension des espaces sans tabac en France ?

2) Une mesure similaire serait-elle envisageable pour le Luxembourg afin de lutter contre le tabagisme ?

La France interdira également la vente des cigarettes électroniques jetables (« puffs »), en raison des risques qu'elles présentent pour la santé publique ainsi que pour l'environnement.

3) Madame la Ministre, serait-il opportun d'envisager une interdiction des « puffs » également pour le Luxembourg ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (28/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans sa question, le parlementaire se fait l'écho de différentes mesures prévues par le Programme national français de lutte contre le tabagisme (PNLT) 2023-2027, présenté fin novembre 2023 par le Ministre français de la Santé et de la Prévention. Il va sans dire qu'il s'agit de mesures que le Gouvernement français envisage de mettre en œuvre au courant des années à venir. Mes services suivent de très près l'évolution de chaque produit du tabac tant au niveau national que dans chacun de nos pays limitrophes. Ce suivi englobe également les mesures en projet afin de renforcer la lutte contre le tabagisme en France.

Actuellement, la Chambre des Députés est saisie du projet de loi n° 8333 qui vise à modifier la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, déposé en date du 20 octobre 2023. Ledit projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2022/2100/UE de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le retrait de certaines exemptions pour les produits du tabac chauffés. Ainsi, ce projet de loi introduit d'une part une obligation pour les nouveaux produits du tabac de porter les avertissements sanitaires sur les unités de conditionnements et les emballages extérieurs, et d'autre part une interdiction des arômes et additifs pour les nouveaux produits du tabac, ceci à l'instar de ce qui s'applique déjà actuellement pour les cigarettes.

Dans le cadre des travaux parlementaires relatifs à l'examen du projet de loi précité, la Chambre des Députés aura certainement l'occasion de s'exprimer par rapport à d'éventuelles mesures additionnelles permettant, le cas échéant, de renforcer le dispositif légal pour lutter contre le tabagisme.

En ce qui concerne plus particulièrement la mesure visant à interdire la vente des cigarettes électroniques jetables (puffs), force est de préciser que la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014¹⁸, transposée dans le droit national par loi du 13 juin 2017 (article 24) prévoit qu'un « État membre peut également interdire une certaine catégorie de produits du tabac ou de produits connexes pour des motifs relatifs à la situation spécifique dudit État membre et à condition que ces dispositions soient justifiées

par la nécessité de protéger la santé publique, compte tenu du niveau élevé de protection de la santé humaine qu'assure la présente directive ».

Cela étant, une telle mesure, qui doit être notifiée par l'État membre concerné à la Commission européenne, devrait encore être approuvée par celle-ci. Toujours est-il que dans le cadre d'une disposition visant à interdire les cigarettes électroniques jetables, celle-ci ne saurait, en exécution de l'article 24 précité, porter sur des arguments environnementaux mais devrait relever d'arguments de protection de la santé publique.

Option « Forfait bloqué » | Question 0061 (30/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ee Client, deen zu Lëtzebuerg een Abonnement fir Telefon an Internet kafe wëll, huet de Choix tëschent verschiddenen Ubidder a verschidde Flatraten, déi jee weils verschidde Servicer beinhalten.

Esou existéieren Abonnemente, bei deenen de Konsument kann illimitéiert uruffen, SMS verschécken an am Internet surfen. Et gëtt awer och Flatraten, bei deenen dës Servicer op ee fixe Montant begrenzt sinn, wou et dem Konsument awer fräi iwwerlooss ass, méi Donnéeën ze verbrauchen de Moment, wou hien d'Limit vu sengem Abo erreicht. Dës Zousazleeschunge kritt de Client dann um Enn vum Mount verrechent.

Verschidden Telekomentreprise bidden hire Clienten an dësem Zesammenhang eng Spärfunktioun un, déi dofir suergt, dass de Client net méi Uriff maache kann an och keng weider Online-Donnéeën ka verbrauchen, wéi a sengem Kontrakt virgesi sinn. Dës Spär gëtt vun de Firmen awer als Service verrechent an deemno muss de Client bezuelen, wann hie wëll, dass dës automatesch Spär gräift.

Déi deemoleg Regierung hat op meng parlamentaresch Froen N° 1662 an N° 4842 geäntwert, dass et um Konsument wier, dës Entscheedung ze huelen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Ass dës Regierung der Meenung, dass dës Aart vu Spären dem Client käschtefräi missten ugebuede ginn?

2. Wä et net am Sënn vum Client, dass hien der Telekomentreprise säin expliziten Accord misst ginn, am Fall wou hien seng Daten iwwerschreit, an hien och an dem Moment iwwert déi méiglech ufalend Käschten direkt informéiert gëtt?

Réponse (22/12/2023) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

Déi gesetzlech Basis huet sech zanter der QP N° 1662 vum 7. Januar 2020 an der QP N° 4842 vum 12. August 2021 mam Akraafttriede vum Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer elektronesch Kommunikatiounsnetzwerker a Servicer („loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques“) geändert.

Déi nei Bestëmmunge féiere Moossnamen an, déi et dem Konsument erlaben, seng Ausgabe besser ze kontrolléieren.

Esou gesäit den Artikel 113, an de Paragrafe 5 a 6, vir, datt den Telekommunikationsoperateur dem Konsument eng Funktioun (wei z. B. eng App) offréiere muss, déi et him erlaabt, säi Konsumationsniveau ze suivéieren.

Ausserdeem muss de Konsument notifiéiert ginn, wann ee bestëmmte Seuil vu sengem Forfait erreicht

gëtt. An dësem Kontext huet den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) am Reglement ILR/T23/10 dëse Seuil op 80 % fixéiert.

Wann de Konsument 50 EUR iwwert sengem Forfait ass, muss den Telekommunikationsoperateur dem Konsument all verfügbar Mëttele kommunizéieren, déi eng temporär Spär oder Verhënnerung vun enger weiderer Notzung erméiglechen.

Déi nei Bestëmmunge vum Gesetz a vum Reglement vum ILR stäerken also d'Informatioun an de Schutz vum Konsument.

Dës Servicer kënnen vum Operateur gratis offréiert ginn, mä müssen et net. Dat gëllt och fir d'Méiglechkeet vun der Spär, wann een seng Limitt erreicht huet. D'Regierung ass der Meenung, dass dës ze vertrieben ass, well de Konsument selwer d'Méiglechkeet huet, fir säi Verbrauch ze suivéieren.

Bureaux pour les juges d'instruction au Centre pénitentiaire « Ueschterhaff » | Question 0063 (29/11/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

De Centre pénitentiaire d'Ueschterhaff ass zoustänneg fir d'Leit, déi an Untersuchungshaft sinn. Eisen Informatiounen no, si beim Bau vum Ueschterhaff och Büroe fir Untersuchungsrichter virgesi gewiescht. Dës Büroe géifen et erméiglechen, dass d'Untersuchungsrichter d'Leit kéinten op der Plaz gesinn an dass kee Gefangenentransport méi misst bis bei d'Gerichter organiséiert ginn.

An deem Zesammenhang wëllt mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Firwat ginn dës Büroe am Moment genotzt? A wéi ville Fäll hu Richter dës Büroe genotzt?

2. Wéi eng Deeg si se besat a wéi vill Stonne waren se zënter der Ouverture besat?

3. Wéi vill Arrestantentransporter goufen trotzdem säit der Fäerdegstellung vum Ueschterhaff tëschent dem Prisong an dem Gericht organiséiert?

Réponse (02/01/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Déi betreffend Raim vum Prisong Ueschterhaff sinn esou amenagéiert ginn, dass si souwuel fir Videokonferenze wéi och am Presentiel kënnen vum Justizautoritéite genotzt ginn. Sou ginn dës Raim zum Beispill fir Videokonferenze vun der „Chambre du Conseil“ vum Bezirksgericht Lëtzebuerg a vun der Cour d'appel genotzt, fir Audienzen ofzehalen, wann et ëm eng „mise en liberté provisoire“ vun engem Prisonéier geet. Zu dësem Zweck ginn dës Raim ongeféier 10 bis 15 Stonnen d'Woch genotzt. Et gi keng Statistiken doriwwer gefouert, a wéi ville Fäll, wéi eng Deeg a wéi vill Stonnen déi Raim säit der Ouverture vum Prisong Ueschterhaff vun den Untersuchungsrichter gebraucht gi sinn.

ad 3. Säit der Ouverture vum Prisong Ueschterhaff de 5. Dezember 2022 bis op de 4. Dezember 2023 sinn 1.419 Prisonéier op d'Bezirksgericht Lëtzebuerg an op d'Cour d'appel gefouert ginn, an 265 Prisonéier op d'Bezirksgericht op Dikrech. Statistiken iwwer d'Zuel vun den Transporter selwer ginn net gefouert.

Échanges de données entre le Statec et l'OCDE | Question 0064 (29/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

¹⁸ relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes



An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6 huet de Minister geäntwert, dass de Stateg a „verschiddene spezifesch Fäll“ en „Data Handling Agreement“ mat der OECD ofschléisst.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. A wéi enge Fäll gëtt en Data Handling Agreement gemaach?
2. Wéi oft gouf schonns en Data Handling Agreement vum Stateg gemaach?
3. Wat enthält dësen Agreement vu Fuerderungen?
4. D'Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques hält net fest, wéini a wéi esou een „Data Handling Agreement“ gemaach ka ginn. Op wéi enger gesetzlecher Basis ginn dës Accorde gemaach?
5. Goufe schonns Daten, déi net no de primären a sekundäre Reegelen vum Confidentialitéit ugepasst goufen, iwwermëttelt, wann en Data Handling Agreement virlocht? Falls jo, wéi oft?

Réponse (20/12/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Bis ewell gouf just een Data Handling Agreement tëschent dem Stateg an der OECD ofgeschloss. Deen ass gemaach ginn, fir déi praktesch Aspekter vun där Datentransmissioun an Dateveraarbechtung ze reegelen. Et ass also en ad hoc Instrument, dat bis dato just an engem Fall benotzt ginn ass.

Deen Data Handling Agreement enthält Fuerderungen zu den Ziler vum Projet, zum Oflaf an den Eegenschafte vun der Dateveraarbechtung, zum Iwwermëttelen vum Output an zu de Sécherheetsmoossname fir d'Späicheren an den Zougrieff op den Output.

Am Kader vun deem Data Handling Agreement huet de Stateg Resultater vun Analysen, also keng Daten um Niveau vu Betriber, iwwermëttelt. Et goufe Parametere vu Regressiounen an deskriptiv Statistikresultater geschéckt, déi streng no de primäre Confidentialitéitsreegelen kontrolléiert gi sinn. Den Data Handling Agreement erméiglecht dem Stateg eng komplett Kontroll zu der Verëffentlechung vun de Resultater duerch d'OECD, et schéngt also ausgeschloss, dass et Problemer mat der sekundärer Confidentialitéit gëtt.

Och wann d'Gesetz vum 10. Juli 2011, an deem d'Organisatioun vun nationale Statistikinstitut Stateg an seng Missioun festgehalte sinn, net explizit festhält, wéini a wéi en Data Handling Agreement gemaach ka ginn, gesäit et vir, dass de Stateg d'Sécherheet vun den Date garantéiert.

Absence d'Israël au Bazar international | Question 0065 (29/11/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Déi Verantwortlech fir d'Organisatioun vum „Bazar international“ vu leschtem Weekend (24.-26. November) hu Verrieder vun israellesche Stand ausgelueden – dëst, wéi et heescht, aus „organisatoresch Grënn“. Op Nofro vun der Press, wat genee dës „organisatoresch Grënn“ da gewiescht wäeren, bleiwen déi Responsabel vum „Bazar international“ awer eng konkret Äntwert schëlleg. Ënnert anerem heescht et, et hätt ee Sécherheetsbedenke gehat. D'Police huet allerdéngs matgedeelt, dass een d'Sécherheitssituatioun analyséiert hätt a keng konkret Gefor gesinn hätt.

Evidenterweis hunn déi genannte Faiten zu Lëtzebuerg fir Opreegung gesuergt. D'Ausluedung vum

israellesche Stand gouf vu Verrieder vun der jüdescher Communautéit, awer och zum Deel vun der Zivilgesellschaft, am Hëllef op de wuessenden Antisemitismus als Signal an déi jüdesch Bevëlkerung interpretéiert, sech ze verstoppen. Besonnesch brisant war an deem Kontext, dass d'Grande-Duchesse an d'Regierung de Bazar besicht hunn, wuel wëssend, dass et dem israellesche Stand onméiglech gemaach gouf, Presenz ze weisen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Nodeems d'Police d'Sécherheitssituatioun analyséiert huet a keng konkret Gefor fir den israellesche Stand gesinn huet, huet si dëst och den Organisateure vum „Bazar international“ matgedeelt? Gouf et am Virfeld vum Event en Austausch tëscht Verrieder vun der Police an den Organisateure vum Event? Wa jo, wat gouf hei beschwat respektiv decidéiert? Wäre den Här Minister bereet gewiescht, fir den israellesche Stand ënner Polizeischutz ze stellen? Wéi eng „Sécherheetsbedenke“ goufe konkret diskutéiert? Vu weem wäeren déi Geforen ausgaangen?
2. Ass et an den Ae vum Här Bauseminister net skandaléis, dass den israellesche Stand am „Bazar international“, dee jo der Vëlkerverständegung soll dëngen, ausgeluede gouf?
3. Wéi ass et an den Ae vum Här Staatsminister ze veräntwerthen, dass d'Grande-Duchesse offiziell Presenz weist op engem Event, bei där d'Organisateuren et der israellescher Verriedung onméiglech gemaach hunn, hiert Land duerch e Stand ze verrieden?
4. Wéi reagéiert d'Regierung op d'Ausluedung vum israellesche Stand géintwärt den Organisateure vum „Bazar international“? Gi Konsequenze gefuerdert, ewéi z. B. eng offiziell Entschëllegung? Wéi eng Léiere gi fir d'Zukunft gezunn?

Réponse (02/01/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Wéi bei all gréisserem Evenement huet d'Police am Virfeld vum Bazar international eng Risikoevaluatioun duerchgefouert, a Fonctioun vun där si hire Sécherheetsdispositiv opstellt. D'Police hat am Virfeld vum Bazar en Austausch mat den Organisateuren iwwert e Sécherheetskonzept.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt allgemeng d'Wärter vum interkulturellen Echange an dem Multikulturalismus a fënn et begrëssenswäert, wann e Maximum u Länner a Kulturen um Bazar international vertruede sinn.

ad 3. Dass den israellesche Stand um Bazar international net vertruede war, ass net op Grënn oder Handlungen zréckzeféieren, déi der Regierung oder der Grande-Duchesse zouzeschreiw sinn. Wéi och an der Vergaangenheet huet d'Grande-Duchesse duerch hir Presenz um Bazar och déi aner Stänn a vill Fräiwëlleger ënnerstëtzt, déi hir Zäit an Energie fir luewenswäert humanitär Zwecker asetzen.

ad 4. D'Regierung ass net den Organisateure vun dësem Evenement a mëschet sech net an d'Organisatioun vu privaten Initiativen an.

Prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique | Question 0066 (29/11/2023) de Mme Sam Tanson | M. François Bausch (déi gréng)

Dans le contexte de la crise énergétique, l'ancien Gouvernement, ensemble avec les partenaires sociaux, a

décidé un paquet de mesures permettant de freiner l'inflation, d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques et de favoriser et accélérer la transition énergétique et digitale (« Solidaritétspak 2.0 », signé le 28 septembre 2022).

Alors qu'une partie des mesures de l'accord « Solidaritétspak 2.0 », a été prolongée d'une année jusqu'au 31 décembre 2024, les aides supplémentaires pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique, concernant entre autres le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable, les installations solaires photovoltaïques ou l'assainissement énergétique durable, vont écouler le 31 décembre 2023.

Considérant la primordialité de soutenir la transition vers une économie décarbonée, de renforcer les perspectives des PME du secteur de la construction ainsi que l'artisanat, nous nous permettons de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances concernant la prolongation des aides supplémentaires de l'accord tripartite pour accélérer la transition énergétique :

- 1) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prolonger les aides financières supplémentaires introduites lors de l'accord « Solidaritétspak 2.0 » ?
- 2) Dans la négative, quelles sont les raisons d'un défaut de prolongation ?

Réponse (12/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Lors de sa séance du 13 décembre 2023, le Conseil de Gouvernement a décidé de reconduire jusqu'en fin juin 2024 le régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (les subventions majorées « Klimabonus Wunnen »), de même que le régime d'aides pour la promotion des véhicules routiers à zéro émissions de CO₂ (« Klimabonus Mobilité »), en attendant la révision des régimes d'aides existants dans le sens d'un ciblage social accru de celles-ci.

S'y ajoute que la Chambre des Députés a adopté, en date du 19 décembre 2023, le projet de loi réformant le régime de la bonification d'impôt pour investissement visant à favoriser la transition écologique et énergétique ainsi que la transformation digitale des entreprises. Ce dispositif fiscal adapté convenu dans le cadre du « Solidaritétspak 2.0 » sera applicable à partir de l'année d'imposition 2024.

Autorisations environnementales pour les installations photovoltaïques | Question 0067 (29/11/2023) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Lors d'une interview récente dans un média national, Monsieur le Premier ministre a affirmé avoir émis la consigne à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité de déclencher un « changement d'esprit » au sein de ses administrations afin de chercher des solutions plutôt que de « bloquer des projets », notamment dans le domaine du photovoltaïque.

Il est à noter qu'actuellement, les installations photovoltaïques ne nécessitent pas d'autorisation commode pour le volet environnemental, ni d'autorisation

« protection de la nature » si les panneaux sont posés à plat sur les toitures de constructions existantes en zone verte. Elles ne tombent pas non plus sous le champ d'application de la loi EIE si elles ne sont pas considérées comme des installations industrielles de production d'énergie électrique.

Étant donné que le développement du photovoltaïque jouera certainement un rôle primordial dans la production énergétique dans les années à venir et que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) actuel accorde d'ores et déjà une priorité à « l'installation du photovoltaïque sur des surfaces déjà construites, imperméables ou impactées par des infrastructures », je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Au niveau des autorisations requises de la part du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité pour l'installation de panneaux photovoltaïques, quels sont les « blocages » concrets auxquels il est fait allusion et sur lesquels Monsieur le Ministre compte agir ?

2) Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il me fournir les éléments essentiels des réformes envisagées au niveau des autorisations environnementales pour l'installation de panneaux photovoltaïques ?

Réponse (22/12/2023) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Il arrive que des projets envisagés, que ce soit en matière d'énergie renouvelable ou autres, ne sont pas réalisables puisqu'ils ne remplissent pas les critères environnementaux et ne peuvent ainsi pas être autorisés.

Comme il existe des maîtres d'ouvrages qui ne lancent les procédures environnementales qu'en dernier lieu et seulement après que tous les autres aspects de leur projet (p. ex. de productivité) auront été analysés, il arrive que la durée nécessaire au déroulement de ladite procédure soit perçue comme étant un élément « bloquant » ou un « obstacle » dans la réalisation du projet.

Or, il serait de bon aloi que les aspects environnementaux soient attaqués à un stade précoce du développement du projet, ceci d'autant plus que les procédures d'évaluation ou d'autorisation sont définies de manière précise et bien connues par les bureaux d'études et experts agréés travaillant dans ce domaine.

De telles situations de « blocage » peuvent être évitées si le maître d'ouvrage se renseigne au début du processus de développement du projet auprès des services publics compétents ou auprès de bureaux d'experts et d'études spécialisés, qui sauront le conseiller et le rendre attentif aux aspects à considérer et aux points critiques en relation avec son projet et l'emplacement choisi.

Il importe en effet de choisir tout emplacement de manière judicieuse avant de développer les aspects techniques détaillés d'un projet. À rappeler aussi que les impacts potentiels d'un projet sur son voisinage peuvent différer d'un cas à l'autre, chaque projet et chaque emplacement présentant des caractéristiques singulières.

Il est par ailleurs prévu de publier une « FAQ – Photovoltaïque – Volet environnemental », similaire à celle déjà publiée pour les éoliennes et ayant pour but d'informer et de sensibiliser autant le public que les maîtres d'ouvrage à ce sujet.

Toujours est-il que dans certains cas les dispositions législatives découlant directement d'obligations supranationales ne permettront pas en fin de compte la réalisation d'un projet ou d'une partie d'un projet.

Conclusions des campagnes de vaccination contre la Covid-19 | Question 0068 (29/11/2023) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

An der Pressekonferenz vum 1. September 2021 huet d'Regierung deklaréiert, dass d'Impfung dat beschte Mëttel ass, fir eis Matmënschen ze schützen. Et ass gesot ginn, dass eng Impfung net nëmmen zum Eegeschutz, mee och Friemenschutz gutt ass. Dëst huet en immense politeschen an emotionalen Drock (Solidaritéit) op d'Bevëlkerung ausgeübt, fir sech impfen ze loosse. Mir wëssen, dass d'Pharmaindustrie d'Tester fir déi sougenannten „transmission control“ guer net duerchgefëhrt huet, an d'Impfstoffe och ausschlieslech eng Autorisatioun am Kontext vun der „personal protection“, dem sougenannten Eegeschutz, haten (cf. Brëif vum 18. Oktober 2023 vun der EMA un d'EU-Parlament). D'Impfstoffe waren also zu kengem Zäitpunkt fir den epidemiologeschen Schutz zougelooss an e Grond fir grouss Impfcampagnë vu gesonde Mënsche gouf et net. Et ass och seele vun Niewewierkunge geschwat ginn op de Pressekonferenzen. Hei wësse mir och mëttlerweil, dass et zu Impfniewewierkunge komme kann (874 Resultater bei PubMed mat der Sich „side effects of covid-19 vaccine“).

An deem Kontext wëllt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt d'Madamm Gesondheitsminister a fir sozial Sécherheet fir déi zukünfteg Informatiounspolitik vun der Regierung an deem Zesummenhang?

– Wéi gëtt d'Transparenz vis-à-vis vum Bierger am Krisefall verbessert?

– Wéi gëtt eng besser Kontroll vu wëssenschaftleche Quelle gemaach?

– Sinn an deem Zesummenhang Prozeduren opgestallt gi fir eng zukünfteg Pandemie?

2. Wéi erklärt d'Regierung, dass si eng riseg Impfcampagne lancéiert huet, obwuel den epidemiologeschen Schutz net getest gi war?

3. Wéi erklärt d'Regierung eng Legitimiséierung vun deem psychologeschen Drock op d'Mënschen, sech impfen ze loosse?

4. Gëtt et Statistiken oder Rapporten (fir Lëtzebuerg) iwwert d'Niewewierkunge vun der Impfung? Wa jo, wou sinn déi ze fannen? Wann nee, wéi ginn déi Donnéeën erhuewen zu Lëtzebuerg a wéi dono verschafft?

5. Gëtt eng Indemnitéit consideréiert fir entstanen gesondheetlech a wirtschaftlech Schied am Zesummenhang mat der Coronaimpfung? Wa jo, wéi soll déi ausgesinn? Wat sinn do d'Prozeduren? Wéi gëtt d'Héicht vun der Indemnitéit evaluéiert?

6. Gëtt et ëmmer nach eng Impfpflicht fir d'Coronaimpfung bei der Lëtzeburger Arméi? Wa jo, a mat allem Wëssen, dat mir haut hunn, muss déi Impfpflicht net ofgeschaaft ginn?

Réponse (27/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

Et ass korrekt, dass d'Europäesch Medikamenten-agence (EMA) hire positiven Avis fir d'Zouloossung vun de Covid-19-Impfstoffe ëmmer op de Schutz vun der geimpfter Persoun baséiert. E Medikament (an deemno och e Vaccin) gëtt primär dorop evaluéiert, wat fir e Benefice et fir d'Persoun selwer bréngt. Dëst schléisst awer op kee Fall aus, dass et doriwwer eraus ee weidere Benefice fir d'Bevëlkerung gëtt (de sougenannten epidemiologeschen Schutz).

Et ass falsch ze behaupten, dass dësen epidemiologeschen Schutz net nogewise ginn ass. Et gëtt mëttlerweil eng ganz Rei vu wëssenschaftlechen Etüden¹⁹, déi kloer bewiesen, dass et dëse Schutz gëtt, an et besteet keen Zweifel drun, dass dëst och zur Kontroll vun der Pandemie bäigedroen huet.

Et ass och initial erwaart ginn, dass dësen Effekt länger géif unhalen. Dëst ass awer leider net de Fall: Mir wëssen haut, dass, och wann den individuelle Schutz géint schwéier Krankheetsverleeft an Doud länger unhält, an nëmme lues iwwert d'Zäit nolléist, dëst net de Fall ass fir de Schutz géint d'Infektioun an domat de Risk, de Virus weider ze iwwerdreen, déi béid relativ schnell zréckginn²⁰. Well mir dëse Fakt mam Wësse vun haut verstinn, mécht et och elo, besonnesch an der Situatioun vun enger wéineg pathogeener Virusvariant, kee Sënn méi, systematesch déi ganz Populatioun ze impfen, mee et gëtt weider recommandéiert, vulnerabel an eeler Leit ze impfen, déi jo een héije Risk fir Komplikatiounen vum Covid-19 hunn. Leschten Informatiounen no, gesäit et awer esou aus, wéi wann d'Impfung och de Risiko vu Long-Covid géif erofsetzen.

Wat eng zukünfteg Informatiounspolitik bei enger nächster Gesondheitskris betrëfft, huet een aus der Covidpandemie geléiert, dass d'Wëssen ëm eng nei Krankheet sech progressiv iwwert d'Zäit opbaut, an dass d'Informatiounen, déi un d'Populatioun iwwermëttelt ginn, nëmmen déi kënne sinn, déi zu engem bestëmmten Zäitpunkt disponibel sinn. Réckbléckend weess een natierlech ëmmer méi, mee zum Zäitpunkt, wou déi generell Impfcampagne lancéiert gouf, hat Lëtzebuerg et nach mat méi pathogeene Virusvarianten ze dinn, an et gouf déi berechtigt Erwaardung, dass d'Impfung, nieft dem direkten Effekt fir déi individuell Persounen, och e längeren Effekt op d'Iwwerdroung kéint hunn. An deem Sënn kann een net soen, dass während der Pandemie net transparent kommunizéiert gi wier, oder wëssenschaftlech Quellen – déi deemools disponibel waren – net gepréift gi wieren.

Wat d'Evaluatioun vu wëssenschaftleche Quelle betrëfft, huet d'Regierung an den ëffentlechen Administratiounen eng Rei Leit mat der néideger Kompetenz, fir esou Publikatiounen kritesch ze hannerfroen a kann och – wéi dëst während der Covidkris reegelméisseg geschitt ass – op d'Kompetenze vun der Uni Lëtzebuerg, dem Laboratoire national de santé, an den ëffentleche Fuerschungszentren (LIH, LIST, LISER) zereckgräfen.

Während der Impfcampagne gouf och kee psychologeschen Drock op d'Mënsche gemaach, mee nëmmen déi Informatiounen kommunizéiert, déi zu deem Zäitpunkt disponibel waren.

Wat d'Froen iwwert d'Niewewierkunge vun der Impfung an d'Indemnitéiten, an déi betreffend Prozedure betrëfft, verweisen ech d'honorabel Deputéiert op déi ganz detailléiert Äntwerte vun der deemoleger Gesondheitsministesch op d'parlamentareschen Froen

¹⁹ E puer Referenzen als Beispill: 1. Effect of vaccination on household transmission of Sars-CoV-2 in England. RJ Harris et al. N Engl J Med 2021;385(8):759-760. 2. Effect of vaccination on transmission of Sars-CoV-2. ASV Shah et al. N Engl J Med 2021;385:1718-20. 3. The indirect effect of an RNA-based Covid-19 vaccination of healthcare workers' unvaccinated household members. J. Salo et al. Nature Communications 2022, 13, 1162. 4. Effect of vaccination on household transmission of Sars-CoV-2 Delta variant of concern. FP Lyngse et al. Nature Communications 2022, 13, 3764.

²⁰ Och hei zwou Referenzen, als Beispill vu villen: 1. Duration of effectiveness of vaccines against Sars-CoV-2 infection and Covid-19 disease: results of a systematic review and meta-regression. DR Feikin et al. Lancet 2022;399(10328):924-44. 2. Association between Covid-19 vaccination status, time elapsed since last vaccine dose, morbidity, and absenteeism among health care personnel: a prospective, multicenter study. HC Maltezos et al. Vaccine 2022;40(52):7660-66.

Nummer 7844 (30. März 2023) an 8046 (31. Mee 2023) vun den Häre Jeff Engelen a Fernand Kartheiser. Et gëtt zu dëse Punkte keng nei Elementer.

Betreffend d'Fro vun der Covidimpfflicht bei der Arméi ass et esou, datt d'Arméi weiderhin eng Impfflicht géint Covid-19 an hiren Opnamebedéngungen, fir zum Militärdéngscht zougelooss ze ginn, huet. Dës Impfflicht huet sech bewäert, well d'Arméi esou Infektiounsketten ënnerbannen a schwéier Krankheetsverleef verhënnere konnt. Effektiv gouf et keng schwéier Krankheetsverleef opgrond vu Covid-19 beim militäreschen Personal an d'Arméi war esou no der Aféierung vun der Impfflicht mat kengen operationelle Beanträchtege konfrontéiert.

D'Impfflicht bleift weiderhin aktuell am Kontext vun der Bedeelegung vun der Lëtzebuerger Arméi un internationalen Missiounen am Ausland, wou d'Partnerarméien, notament d'Belsch, Däitschland a Frankräich, an déi d'Lëtzebuerger Detachementer integréiert sinn, weiderhin eng Impfflicht hunn. En fonctioun vun der Aschätzung vun der sanitärer Lag an de Missiounsgebäiden an der Praxis vun de Partnerarméien, kann d'Impfflicht zu all Moment nei evaluéiert ginn.

Rénovation du domaine thermal à Mondorf-les-Bains | Question 0069 (30/11/2023) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 8298 aus der Legislaturperiod 2018–2023 huet d'Regierung zum Stand vun de Renovatiounsarbechte vum Thermalbad vu Munnereff ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Renovatiounsarbechte vum Thermalbad vu Mondorf hunn entre-temps ugefaangen. An enger éischter Phas sinn dat Preparatiounsarbechten. [...] Aktuell ass d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsarbechte respektiv den Neibau vum Gebai „Les Sources“ awer nach net ausgestallt.“ An engem RTL-Reportage vum 27. November zu der selwechter Thematik heescht et weider, datt verschidde „juristesche Probleemer“ wéinst „dem Parking“ nach net gekläert wieren. D'Direktioun vum Thermalbad erkläert iwwerdeems am selwechter Reportage, datt de Chantier soll an Etappe virgeholl ginn, fir kee Member vum Personal missen ze entloossen. Zousätzlech zu deem vun der Chamber schonn accordéierte Budget vun 133 Milliounen Euro, soll de Projet elo op d'mannst nach eng Kéier 57 Milliounen Euro méi deier ginn.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gären dës Nofro stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, ewéi eng Automatisatioun op Staats- an/oder Gemengenniveau nach ausstinn a wéi eng Émstänn zu dëser laangwieriger Prozedur gefouert hunn?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, ewéi eng juristesche Probleemer par rapport zu wéi engen Institutiounen am Bezuch op de Parking aktuell nach um Dësch leien a wéi eng Propose vun de Responsabele bis ewell gemaach goufen, fir dës méiglechst séier ze léisen?

3. D'Initiativ, fir kee Mataarbechter wëllen ze entloossen, ass natierlech ze begrëssen. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang allerdéngs matdeelen, ob a wéi eng aarbechtsrechtlech Méiglechkeete géife bestoen, fir d'Personal vum Thermalbad am Kader vun der effentlecher Finanzéierung vum Projet bei vollem Lounausgläich am Roulement ze halen? Kann d'Regierung dozou gegebenefalls eng Käschten-Notze-Rechnung presentéieren, déi weist, ewéi eng zousätzlech Laaschten der effentlecher Hand duerch

esou eng Moosnam géifen entstoen, an awéiwäit d'Baukäschten sech op där anerer Säit géife reduzéiere loosse?

Réponse (03/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Op Staatsniveau muss eng Verlängerung vun der Kommodo-Inkommodo-Geneemegung fir d'Exploitatioun ugefrot ginn. Des Weidere muss en nei Kommodo-Inkommodo-Dossier fir d'Terrassements-aarbechte vum Gebai „Les Sources“ agereecht ginn.

Op Gemengenniveau stinn aktuell d'Baugeneemegung betreffend d'Renovatiounsarbechte vum Thermalbad an den Neibau vum Gebai „Les Sources“ nach aus. Op Nofro gouf eis matgedeelt, dass d'Baugeneemegung kuerzfristeg erdeelt ginn.

D'Geneemegung fir d'Renovatiounsarbechten an den Neibau vum Gebai „Les Sources“ goufen den 8. Februar 2017 respektiv 9. August 2019 vun der Verwaltung fir effentlech Baute bei der Gemeng Munnereff ugefrot.

Am Juni 2021 gouf vusäit vun der Verwaltung fir effentlech Bauten eng Aktualiséierung vun den uewe genannte Baugeneemegungen agereecht op Basis vun aktualiséierte Pläng.

ad 2. Vu staatlecher Säit gëtt et keng juristesche Probleemer a Bezuch op de Parking.

Am Kader vum Gesetzesprojet betreffend d'Renovatioun vum Thermalbad, deen de 24. Abrëll 2020 gestëmmt gouf, si keng zousätzlech Parkplaze virgesinn.

Well d'Gemeng Munnereff am Kader vum Renovatiounsprojet laut gültigem Bautereglement fir d'Erdeelung vun der Baugeneemegung zousätzlech Parkplaze freet, ass virgesinn, eng global an detailléiert Etude vun de Fluxen um Site ze maachen. Déi Etude ass liiert un eng urbanistesche Analys vum Entwécklungspotential vum Site, fir engersäits kënnen ze bestëmmen, wéi vill Parkplazen an Zukunft fir dee ganze Site noutwendeg sinn an anerersäits déi beschte Plaz fir d'Parkingszonen ze definéieren.

Fir net mussen op d'Resultat vun der genannter Etude ze waarden, huet d'Verwaltung fir effentlech Bauten der Munnereff Gemeng eng Proposition fir e provisorische Parking ënnerbreet, déi et erlabt sollt, d'Baugeneemegung ze accordéieren, an domat de Projet vun der Renovatioun vum Thermalbad ze deblockéieren.

ad 3. Ee Renovatiounsprojet bei lafendem Betrib ass komplizéiert mee néideg a bedeit, dass op Basis vun der Evolutioun vum Chantier eenzel Aktivitéitsberäicher vum Domaine thermal Mondorf temporär Abousen am Émsaz wäerten hunn. Duerch Moosnamen am Beräich vun de Personalkäschten (Planung an Ersatz fir Ofgäng a Pensiounen), der Weiterbildung beim Personal an duerch Realiséierung vun Aspuer-moosname wäerten d'Käschte während der selwechter Zäit souwäit wéi méiglech reduzéiert ginn. Wann den detailléierte Phasage vum Chantier bekannt ass, wäert eng méi präzis Berechnung kënnen erstallt ginn.

Imposition des sociétés de participations financières | Question 0070 (30/11/2023) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Dans sa réunion d'hier, la Commission des Finances a abordé le récent arrêt de la Cour constitutionnelle sur la discrimination en matière d'impôts entre les entreprises et les sociétés financières. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre des Finances a précisé que

quelque 5.000 entreprises devront être régularisées, engendrant un déchet fiscal qui resterait à être chiffré.

Dans un article de presse d'aujourd'hui, il est fait état d'une remise en question plus générale, par un député membre de la Commission des Finances, de la conformité de l'imposition des sociétés de participations financières (SOPARFI).

Au vu de ces questionnements, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis dudit député qu'une analyse de l'arrêt de la Cour constitutionnelle laisse présager d'autres discriminations dans le cadre de l'imposition des sociétés financières ?

2) Dans l'affirmative, de quelles discriminations s'agit-il ?

3) Toujours dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre sera-t-il en mesure de fournir une estimation quant aux nouveaux déchets fiscaux qui en résulteraient ?

Réponse (22/12/2023) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'arrêt de la Cour constitutionnelle constate une discrimination qui résulte de la distinction légale opérée par les points a) et b) de l'alinéa 2 du §8 VStG et dont l'articulation mène à une différence de traitement entre contribuables se trouvant dans une situation comparable.

L'arrêt en question pose le constat que la condition liée au dépassement du seuil bilantaire de 350.000 euros (§8, alinéa 2, point a), VStG) n'est rationnellement pas justifiée.

À ce stade, le dispositif du §8 VStG fait l'objet d'une analyse approfondie dans l'optique de proposer une modification législative à la lumière de l'argumentation retenue par l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Dans la mesure où l'analyse précitée n'est pas encore achevée, il n'est pas possible de se prononcer dans l'abstrait sur d'éventuels déchets fiscaux qui résulteraient d'une modification législative à proposer.

Réforme du cadre de gouvernance économique | Question 0072 (30/11/2023) de Mme Taina Bofferding | M. Franz Fayot (LSAP)

En février 2020, la Commission européenne avait lancé un débat public sur le réexamen du cadre de gouvernance économique afin de dégager un consensus sur l'avenir dudit cadre.

En novembre 2022, la Commission a adopté une communication définissant des orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique. Ces orientations visent à établir un cadre mieux adapté aux spécificités des États membres, permettant de promouvoir une croissance durable au moyen de réformes et d'investissements judicieux qui répondent à la nécessité de construire une Union numérique, verte et stratégiquement autonome.

Suivant plusieurs articles de presse, les positions entre le camp dit « frugal » et le camp désireux de davantage de flexibilité se seraient récemment rapprochées.

Dès lors, à l'approche du prochain Conseil « Ecofin », nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la réforme du cadre de gouvernance économique ?

– Monsieur le Ministre soutient-il l'introduction de plans budgétaires et structurels nationaux à moyen terme ? Dans l'affirmative, quels types d'investissements devraient permettre aux yeux du ministre de rallonger la période de mise en œuvre dudit plan budgétaire de 4 à 7 ans ?

– Quel objectif minimal moyen de réduction de la dette publique à l'issue du plan budgétaire Monsieur le Ministre juge-t-il approprié ?

Réponse (02/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement a activement participé aux discussions autour de la réforme du cadre de gouvernance économique et salue le compromis qui a pu être trouvé entre les 27 États membres de l'UE lors d'une réunion informelle des ministres de l'économie et des finances décisive qui s'est tenue par vidéoconférence sous la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, le 20 décembre 2023.

Le compromis trouvé entre les 27 États membres vise à établir un cadre pour des règles budgétaires prudentes qui laisse une marge de manœuvre pour les investissements du futur. L'accord permettra d'assurer des finances publiques solides et ainsi renforcera la résilience de nos économies, au niveau tant européen que national. Il est en ligne avec les aspirations du Gouvernement de mener une politique budgétaire responsable et soutenable.

Résolution des Nations Unies sur la mise en place d'une convention fiscale | Question **0073** (30/11/2023) de **M. David Wagner** (déli Lénk)

Le 22 novembre 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté en faveur d'une résolution qui vise la promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies (A/C.2/78/L.18/Rev.1). La résolution, introduite par le Nigeria, crée un « comité intergouvernemental spécial à composition non limitée, chargé, sous la direction des États membres, d'élaborer un mandat pour une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale », cette dernière devant « renforcer la coopération internationale en matière fiscale et la rendre pleinement inclusive et plus efficace ».

Ce vote reflète la frustration grandissante d'un nombre important de pays avec le rôle dominant joué par l'OCDE dans l'élaboration des règles régissant la fiscalité internationale. Le reproche principal est que cette instance, composée principalement de pays riches, ne prenne pas suffisamment en compte les besoins, les intérêts et les capacités des pays en développement. L'idée centrale est donc de transférer l'élaboration des règles internationales en matière fiscale sous l'égide des Nations Unies.

125 pays ont voté pour la résolution, 45 pays ont voté contre la résolution et 9 pays se sont abstenus. Parmi les opposants se trouvent presque tous les pays de l'OCDE et notamment tous les pays membres de l'Union européenne, dont le Luxembourg. Selon de nombreux observateurs, les pays à haut revenu se seraient beaucoup mobilisés en amont pour empêcher le vote de la résolution.

Connaissant l'attachement du Gouvernement luxembourgeois au cadre multilatéral et à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région :

1) Pouvez-vous m'expliquer les raisons qui ont amené les pays de l'UE et plus particulièrement le Luxembourg à voter contre la résolution susmentionnée ?

2) Quelle attitude le Luxembourg adoptera-t-il face au processus lancé par le vote de la résolution susmentionnée ? Est-ce que le Luxembourg participera de manière constructive aux travaux et si oui sous quelle forme et avec quels objectifs ?

Réponse (02/01/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

La résolution évoquée par l'honorable Député, intitulée « Promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies » (document A/C.2/78/L.18/Rev.1), a été adoptée au niveau de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 novembre 2023. La résolution a ensuite été adoptée de manière formelle par l'Assemblée générale des Nations Unies en séance plénière le 22 décembre 2023. Le Luxembourg, à l'instar de tous ses partenaires de l'Union européenne, a voté contre la résolution au niveau de la Deuxième Commission et au niveau de l'Assemblée générale réunie en séance plénière.

L'Union européenne et ses États membres ont salué l'occasion de poursuivre les discussions sur les meilleurs moyens de promouvoir une coopération fiscale internationale inclusive et efficace, et se sont engagés de manière ouverte et constructive tout au long des négociations afin de trouver une voie acceptable pour tous concernant l'approche à suivre au niveau mondial.

La position de l'Union européenne et de ses États membres pendant le processus de négociations était basée sur une position commune sur la coopération en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies, qui a été préparée par le groupe de travail sur les questions fiscales au sein de l'Union européenne à Bruxelles. Cette position a été adoptée en amont des négociations à l'ONU au niveau du Comité des représentants permanents (COREPER) le 27 septembre 2023 et au Conseil Justice et affaires intérieures (JAI) le 28 septembre 2023 (<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST12967-2023-IN17/fr/pdf>). L'unité de l'Union européenne était un aspect primordial tout au long du processus.

Tout en reconnaissant l'importance de trouver un résultat consensuel, les États membres de l'Union européenne ont participé de manière active aux négociations à l'ONU, en cherchant le dialogue avec les autres États membres des Nations Unies, notamment le groupe des États africains, qui a initié le projet de résolution. Les États membres de l'Union européenne ont fait des propositions concrètes en vue de renforcer le rôle des Nations Unies en matière de coopération fiscale internationale, en reconnaissant le besoin d'inclusion et d'efficacité. Les propositions des États membres de l'Union européenne ont été conçues en prenant en compte la nécessité de ne pas faire double emploi avec les travaux en cours dans d'autres enceintes en matière de coopération fiscale internationale, notamment au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En dépit des efforts européens, soutenus par d'autres États membres des Nations Unies, le projet de résolution final soumis au vote ne reflétait pas les différents points de vue ni les propositions de compromis faites par de nombreuses délégations au cours des négociations. Le projet a en particulier souligné qu'il est « nécessaire d'élaborer une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale

pour renforcer la coopération internationale en matière fiscale et la rendre pleinement inclusive et plus efficace ». Ceci a amené les États membres de l'Union européenne à voter contre le projet de résolution.

Les États membres de l'Union européenne (donc aussi le Luxembourg) se concerteront pour définir l'approche constructive à suivre dans les mois à venir sans faire double emploi avec les efforts poursuivis au niveau de l'OCDE, auxquels participent de nombreux pays en développement.

Arrêté en matière de finances communales | Question **0075** (30/11/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

A sengem Arrêté Nummer 00187 vum 17. November 2023 huet d'Verfassungsgeriicht festgehalen, datt den Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 a) vum Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemeengefinanzierung net konform zum Artikel 107 vun der aler Verfassung (Artikel 122 no der neier Verfassung) steet. Dat aktuellte Urteel bezitt sech op d'Joren 2017 an 2018. RTL weist an engem Reportage zum selwechten Thema awer doropshin, datt och fir d'Joren 2019 an 2020 nach Gerichtsurteeler ausstinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Banneminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op dëst Urteel?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng potentiell Konsequenzen sech retroaktiv aus dësem Urteel fir d'Finanzierung vun de Gemengen erginn? Kann den Här Minister matdeelen, ob hien eventuell betraffe Gemengen onmittelbar doriwwer informéiert, falls si domat musse rechnen, Fongen ze rembourseren, fir den entspriechende Risiko bei der Opstellung vun hirem aktuelle Budget berücksichtigen ze kënnen?

Réponse (22/12/2023) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Urteel N° 187 stellt fest, dass de Krittär vun der „population ajustée“ fir d'Steierjoer 2017 net präzis genuch am Gesetz definéiert gouf. Ergänzungen zum Krittär ware virun 2019 an engem Règlement grand-ducal festgehalen, soudatt den deemolegen Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 Buschtaf a) vum geännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemeengefinanzierung net konform zum alen Artikel 107 vun der Verfassung war.

D'Effekter a Konsequenze vun engem Urteel vum Verfassungsgeriicht ginn an der Verfassung am neien Artikel 112 Paragraph 8 festgehalen. Dësen Artikel gesäit nämlech vir, dass d'legal Auswierkung vum Gesetzartikel, dee géint d'Verfassung verstéisst, den Dag nom Urteel ophalen. An dësem Fall ass et awer sou, dass den deemolegen Artikel 3 Paragraph 2 Punkt 2 Buschtaf a) vum geännerte Gesetz vum 14. Dezember 2016 iwwert d'Gemeengefinanzierung duerch d'Gesetz vum 26. Abrëll 2019 geännert gouf, soudass d'Dispositioun, déi d'Verfassungsgeriicht als net konform zum alen Artikel 107 vun der Verfassung deklaréiert huet, souwi sou säit 2019 keng Auswierkung méi huet.

ad 2. Zu de konkrete budgetäre Konsequenzen an Auswierkung kann eréischt Positioun geholl ginn, nodeems en Urteel vum administrative Riichter geholl ginn ass. Selbstverständlech wäerten d'Gemengen och onmittelbar informéiert ginn.

Situation de Liberty Steel à Dudelange | Question **0076** (01/12/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)



L'usine de Liberty Steel à Dudelange se trouve actuellement dans une situation dramatique. Les quatre dernières années ont été marquées par l'incertitude pour ses salariés. Un article de presse récent note que le nombre d'employés de l'aciérie en question est passé de 280 à 160 depuis 2019. En 2017, l'usine d'Arcelor-Mittal, qui se portait bien, a été vendue à Liberty Steel pour se mettre en conformité avec les règles de concurrence.

Cependant, quelques années plus tard, le nouvel employeur a connu des difficultés financières. Depuis, les salariés craignent pour leur emploi, même si leurs salaires ont continué à être versés jusqu'à présent. L'usine est toujours à l'arrêt et aucun nouvel investissement n'a été réalisé. C'est d'autant plus déconcertant qu'il existe toujours une réelle demande pour les produits de l'usine de Dudelange.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Comment et par quels moyens Messieurs les Ministres projettent-ils d'intervenir si la situation de l'usine de Liberty Steel à Dudelange se détériore encore davantage ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les moyens à leur disposition et ce qu'ils comptent entreprendre pour assurer les emplois ?

– Quelles sont les pistes actuellement en cours pour redynamiser la production sur le site de Dudelange ?

Réponse (22/12/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange.

Suite à des entrevues avec les syndicats ainsi qu'avec la direction de Liberty Liège-Dudelange (LU) SA afin de faire le point concernant les développements récents, le Gouvernement entend tirer profit des possibilités désormais offertes par la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation des droits de la faillite, entrée en vigueur en date du 1^{er} novembre 2023, afin de structurer les prochaines étapes. Un courrier y relatif a été adressé à la direction de l'entreprise début du mois de décembre.

P&R à Rodange | Question 0077 (01/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Dëst Joer gouf zu Rodange ee Park&Ride mat iwwer 1.500 Parkplazen opgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Am Koalitiounsaccord ass festgehalen, dass Parkingsfläche solle mat Solaranlagen equipéiert ginn. Ass dëst bei dësem Parking schonn de Fall?

– Falls jo, wéi vill Stroum kann hei am Joer hiergestallt ginn?

– Falls nee, bis wéini wäert dës Fläch mat Solaranlagen equipéiert ginn?

2. Op wéi engen aneren CFL-Parkinggen a Gebaier si Solaranlagen installéiert a wéi vill Stroum kann hei am Joer produzéiert ginn?

3. D'Belichtung vun dësem Parking zu Rodange ass och nuets un. Kann d'Ministesch bestätegen, dass d'Luuchten aus Sécherheetsgrënn ugelooss ginn? Falls jo, wéi vill Stroum gëtt dofir pro Nuecht verbraucht?

Réponse (02/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Betreffend d'Solaranlagen op de Parkingsflächen, esou ewéi am Koalitiounsaccord festgehalen, ass d'Gebai vum P&R zu Rodange zanter Ufank 2023 mat enger Fotovoltaikanlag equipéiert. Déi viraussichtlech Joresproduktioun beleeft sech op 216.000 kWh.

Och op dem Gebai vum P&R zu Miersch ass zanter Ufank 2023 eng Fotovoltaikanlag a Betrib. Dës viraussichtlech Joresproduktioun beleeft sech op 216.000 kWh.

Eng zousätzlech Fotovoltaikanlag ass op der Hal 4 um Site vum Centre de remisage et de maintenance installéiert a produzéiert 140.620 kWh pro Joer.

Bezüglech der Belichtung vum Parking zu Rodange sinn eng normal Belichtung an eng Sécherheetsbelichtung installéiert. Déi normal Belichtung gëtt tëschent 20.00 a 5.00 Auer iwwer Präsenzmelder aktivéiert.

Déi installéiert Leeschtung vun der normaler Belichtung ass 53 kW. Den Energieverbrauch ergëtt sech aus der Benetzung vum Parking an ass deemno variabel.

Émissions et nuisances en relation avec le site de production d'acier à Esch-Belval | Question 0079 (01/12/2023) de M. Marc Baum | M. David Wagner (déi Lénk)

Une réunion d'information publique initiée par une association de résident.e.s d'un quartier d'Esch-sur-Alzette avoisinant un site de production d'acier a fait apparaître de nombreuses doléances en relation avec des pollutions environnementales émanant du site en question. Ainsi, ce quartier serait concerné par des bruits excessifs, de la pollution lumineuse et des nuisances olfactives importantes. De plus, le quartier serait exposé à des retombées de poussières blanches et noires potentiellement nocives.

Les inspections environnementales les plus récentes effectuées par l'Administration de l'environnement montrent des non-conformités significatives. Ainsi l'inspection effectuée en 2022 du four électrique a montré que les valeurs limites d'immission sonore ont été dépassées. Vos services ont obligé l'exploitant du site d'introduire un plan d'action avec échéancier au plus tard pour le 31/12/2023 afin de se conformer aux valeurs limites fixées dans l'autorisation d'exploitation.

Un autre rapport d'une inspection effectuée en 2022 au niveau des trains de laminage a par ailleurs fait apparaître des non-conformités significatives en matière d'émissions à l'air (dioxyde d'azote) et d'émissions à l'air de poussières.

L'exploitant a été incité par vos services à réaliser un recontrôle avant le 31 juillet 2021 pour les dépassements au niveau des immissions sonores et d'installer des mesures en continu des paramètres NO₂, O₂ et SO₂ et de transmettre les premiers résultats d'analyse au courant du 2^e semestre 2021.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) L'exploitant du site en question a-t-il entre-temps introduit un plan d'action pour répondre aux non-conformités significatives en matière d'immissions sonores ? Dans l'affirmative, quelles mesures prévoit-il pour réduire les valeurs d'immissions sonores au niveau du four électrique ? Ces mesures permettront-elles à l'exploitant de se conformer aux valeurs limites fixées dans l'autorisation d'exploitation ?

2) Le recontrôle concernant les non-conformités significatives en matière d'émissions à l'air prévu pour l'année 2021 a-t-il bien eu lieu ?

3) Dans l'affirmative, les valeurs mesurées lors de ce contrôle étaient-elles inférieures aux valeurs limites ? Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les valeurs mesurées depuis le début des mesures en continu ?

4) Dans la négative à la question 3), quelles mesures supplémentaires vos services ont-ils imposées à l'exploitant pour faire baisser les émissions à l'air ? Dans quel délai ces mesures devraient-elles être mises en place ?

5) Quel a été le résultat du recontrôle exigé pour 2021 concernant le dépassement des valeurs limites en matière d'émissions à l'air de poussières ? Des mesures afin de faire baisser ces émissions ont-elles été réalisées ? Si oui, lesquelles ?

6) Les poussières en question sont-elles régulièrement analysées ? Dans l'affirmative, quelle est leur composition chimique ? Sont-elles nocives pour la santé humaine ? Sont-elles en relation avec les nuisances olfactives témoignées par les résident.e.s du quartier ? Dans la négative, d'où proviennent ces nuisances olfactives ?

7) Vos services effectuent-ils également des inspections au niveau de la pollution lumineuse émanant du site industriel en question ? Dans l'affirmative, quels en ont été les résultats ?

Réponse (11/01/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'étude acoustique, ayant comme but de définir les mesures nécessaires afin de se conformer aux valeurs limites acoustiques, mentionnée dans le rapport définitif de l'inspection environnementale de l'aciérie du 3 mars 2023 est une étude préliminaire.

Pour compléter cette étude l'Administration de l'environnement a demandé des mesurages acoustiques par une personne agréée à des points récepteurs dans le voisinage dont notamment celui dans le quartier Bruch. Ces mesures acoustiques sont censées identifier entre autres les sources de bruit gênantes dans ce quartier, qui ont été constatées par l'association des résidents et ArcelorMittal lors d'une visite sur le site.

En outre, différentes questions techniques doivent encore être clarifiées dans cette étude.

La version finale ainsi qu'une prise de position, comprenant un échéancier de mise en œuvre des différentes mesures antibruit, doivent être introduites par ArcelorMittal pour le 31 mars 2024.

ad 2) et 3) Le recontrôle a bien eu lieu en 2021 ainsi que 3 autres contrôles en 2021, 2022 et 2023. Pendant ces 4 contrôles, réalisés par une personne agréée, la valeur limite de 280 mg/Nm³ NO_x était respectée :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) n. a.

ad 5) Le contrôle en 2021 avait encore montré un dépassement de la valeur limite. Lors des contrôles en 2022 et 2023, la valeur limite des poussières était respectée.

Les mesures réalisées afin de faire baisser les émissions de poussières au four à longerons Train 2, étaient le remplacement de la voute du four et du récupérateur de chaleur qui est installé dans la cheminée de ce four ainsi que la remise en état du moteur de ventilation de l'air de combustion.

ad 6) Les poussières en question ne sont pas régulièrement analysées. Ces poussières proviennent de la combustion du gaz naturel dans le four à longérons et des demi-produits en fer qui y sont réchauffés. Dès lors, ces poussières ne sont pas supposées contenir des composants nocifs pour la santé humaine et être en relation avec les nuisances olfactives.

Avant celles introduites en août et en septembre cette année, la dernière plainte que l'Administration de l'environnement a reçue concernant l'odeur datait de l'année 2017.

Une source pour des nuisances olfactives hors chemin pourrait être la cheminée du four électrique. ArcelorMittal avait fait des investigations sur cette cheminée à l'époque qui n'ont pas révélé d'anomalies. Il est à noter que sur cette cheminée certains polluants sont mesurés en continu, 24h/24. En outre, une personne agréée procède à des mesures ponctuelles deux fois par année. De nouvelles investigations seront à réaliser lors de nouveaux signalements de nuisances olfactives. Il est recommandé d'adresser ces signalements rapidement (à court terme) directement à ArcelorMittal via son numéro vert (tél : +352 8002 2014) ou par courriel (elp.seeim-ebcomplaint@arcelormittal.com) et en parallèle à l'AEV via le formulaire de plainte administrative mis à disposition (<https://guichet.public.lu/fr/citoyens/justice/voies-recours-reglement-litiges/plaintesadministratives/plainte-aev.html>), un signalement rapide permettant en règle générale une meilleure identification des raisons et des sources de ces nuisances.

ad 7) Cet aspect n'est pas vérifié lors des inspections environnementales obligatoires en vertu des dispositions de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.

Les sources à l'origine de pollution lumineuse ne se réduisent d'ailleurs pas aux activités industrielles : elles sont indépendantes de l'utilisation du terrain dont l'éclairage émane. Il importe dès lors de l'éviter au mieux sur l'ensemble du terrain.

Les documents « Pollution lumineuse – préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité » (https://environnement.public.lu/dam-assets/fr/conserv_nature/publications/2021/pollutionlumineuse-GDL-2021.pdf) et « Leitfaden "Gutes Licht" im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg » (<https://environnement.public.lu/dam-assets/actualites/2018/06/Leitfaden-fur-gutes-Licht-im-Aussenraum.pdf>) ont été développés par mes services en 2018 : ils fournissent des recommandations concrètes pour différents domaines d'application ainsi que des exemples « best practice » et peut servir dans la planification de l'éclairage. Il va de soi qu'en ce qui concerne les activités pour lesquelles un éclairage nocturne est nécessaire pour des raisons de sécurité et de protection des salariés, il est indiqué de trouver un bon équilibre entre ces enjeux et des enjeux pour la biodiversité.

Extension du réseau de tramway | Question 0080 (04/12/2023) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon le 1^{er} Plan national de mobilité, pour l'horizon 2035 (PNM 2035), présenté en avril 2022, trois nouvelles lignes de tramway devront s'ajouter d'ici 2035 à la première ligne, actuellement en phase de finalisation entre le Findel et la Cloche d'Or.

Outre la ligne de tram rapide vers Esch et les deux extensions dont le projet de loi de financement a été déposé par le Gouvernement précédent (Kirchberg et Hollerich), le PNM 2035 prévoit également de prolonger le réseau au-delà du P&R Bouillon le long de l'autoroute A6 et de nouveaux boulevards de Merl et de Cessange en direction du futur P&R Ouest, avant de

rejoindre une autre extension qui vise à raccorder le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) au centre-ville via la route d'Arlon et de former ainsi une boucle par faite.

Ce dernier projet d'extension vers la route d'Arlon est particulièrement important et prévoit également un raccordement plus direct du centre-ville en quittant le tracé actuel du tram au rond-point Schuman pour tourner à gauche vers le boulevard Royal. Ce raccordement est indispensable pour assurer la qualité du service et pour éviter le passage obligé de la totalité des tramways par la place de l'Etoile et l'obligation, le cas échéant, pour les passagers d'y changer de ligne. Il fonctionnera comme raccourci vers Hamilius et permettra d'assurer une fiabilité et une fréquence de transport élevées au cœur du réseau, face à la multiplication des lignes.

L'accord de coalition 2023-2028 se doit de constater que « le tramway, en tant que moyen de transport public dans l'espace urbain, connaît un succès incontestable » et le Gouvernement s'y engage en conséquence « à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg. » Tandis que le développement du réseau de tramway présenté par le PNM 2035 ne semble donc pas remis en cause, l'accord de coalition ne fournit aucune information sur l'ordre de priorité politique des nombreuses extensions prévues.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement partage-t-il la conviction que l'extension vers le CHL et le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius sont des éléments essentiels pour le futur réseau de tramway, voire une précondition à la réalisation d'autres extensions ?

2) Les études techniques ayant déjà été réalisées, le Gouvernement prévoit-il de traiter l'extension vers le CHL comme prioritaire et d'adopter rapidement l'avant-projet de loi de financement afférent ?

3) Dans l'affirmative, quand est-ce que Madame la Ministre prévoit de déposer ce projet de loi à la Chambre des Députés ?

Réponse (14/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements au sujet de l'extension du tramway vers le CHL, y inclus la liaison entre le rond-point Schuman et le boulevard Royal.

Tout d'abord, je tiens à rectifier que le tramway sur le futur contournement de Cessange n'était pas prévu avant 2035 dans le Plan national de mobilité. Il s'agit d'une extension proposée « post-2035 » comme indiqué sur l'illustration à la page 56 du PNM 2035.

Incontestablement, le site du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) sur la route d'Arlon, ainsi que le futur « Wunnquartier Stade » devraient être reliés au tramway dès que l'avancement du PAP de la place de l'Etoile permettra une pose des rails et un embranchement sur la ligne de tram existante.

Dans ce contexte, j'ai l'intention de présenter au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi de financement le plus tôt possible.

De manière générale, le Gouvernement reconnaît le succès incontestable du tram et s'engage à développer de nouvelles lignes. Cela nous obligera de trouver des tracés qui permettront d'éviter un goulot d'étranglement de ces nouvelles lignes au centre-ville.

C'est pourquoi j'ai l'intention de me concerter en janvier avec la Ville de Luxembourg pour trouver des

solutions à ce défi, prioriser de façon claire les projets de nouvelles lignes et poursuivre ensemble le succès du tram.

Déclaration commune à la COP28 par rapport aux capacités de l'énergie nucléaire dans le monde | Question 0081 (04/12/2023) de M. François Bausch (déi gréng)

Dans une déclaration commune à la COP28, une vingtaine de pays dont les États-Unis, la France et les Émirats arabes unis ont appelé, ce samedi, à tripler les capacités de l'énergie nucléaire dans le monde d'ici 2050. Ceci avec l'argument de vouloir réduire la dépendance au charbon et au gaz, qui est le grand enjeu de cette COP.

Dans ce contexte, je voudrais avoir le renseignement suivant de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quel est le positionnement du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette déclaration ?

Réponse (22/12/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement luxembourgeois a pris note de la déclaration commune à laquelle fait référence l'honorable Député. Le Luxembourg n'a pas l'intention de se joindre à cette déclaration.

À noter qu'à l'occasion de la COP28, le Luxembourg était un des 195 pays cosignataires de l'accord qui a réuni pour la première fois le monde entier autour d'un langage clair concernant la sortie des énergies fossiles, les objectifs mondiaux de réduction des émissions de CO₂, la transition vers les énergies renouvelables, l'adaptation aux changements climatiques ainsi que les questions de financement dans les pays les plus exposés à ces changements.

Digitalisation de l'info trafic | Question 0083 (04/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Verkéiersmeldungen erhalen déi meescht Leit am Auto ëmmer nach iwwert de Radio. Wien en neien Auto huet, kritt awer och vun Zäit zu Zäit Meldung vum Auto selwer, dee mat engem Piiptoun an enger Textannonc viru kommende Baustellen oder Accidenter warnt, wann dës a senger Datebank verzechen goufen. De Virdeel vun dësem neie System ass, dass d'Warnungen net allgemeng sinn, mee konkret op eng Gefor hiweisen, op déi een amgaangen ass, zouzefueren. Wéi gutt d'Qualitéit vun de Meldungen, déi ee kritt, ass, hânt dobäi natierlech vun den Daten of, mat deenen den Auto schaffe kann. Wat méi Verkéiersmeldungen disponibel sinn, wat d'Warnunge méi prezis an aktuell sinn. An aneren EU-Länner ginn d'Autobunnen dofir elo mat Systemer ausgestatt, mat deenen d'Autoen sech beim Laanschtfuere connectéiere kënnen, fir déi aktuellste Verkéiersinformatiounen ze erhalen, déi vun der Verkéierszentral à jour gehale ginn. Laangfristeg sollen d'Autoen zousätzlech dozou am Fall vun engem Accident souguer selbststänneg eng Warnung erausginn, déi vum System erfaasst an dann un déi aner Persounen am Verkéier iwwermëttelt ka ginn. Accidenter kënten esou ouni gréisser Verzögerung gemellt ginn an de Risiko fir zousätzlech Onfäll duerch Autoen, déi an déi accidentéiert Gefier erafueren, géif staark reduzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et Pläng, fir och zu Lëtzebuerg am Stroossen-netz Punkten ze errichten, wou Autoe beim Laanscht-fueren aktuell Verkéiersmeldung kreien?

2. Falls jo:
Wéi wäit sinn d'Aarbechten?
Mat wéi engem System wäert geschafft ginn/gëtt scho geschafft?
Wéi gëtt garantéiert, dass d'Autoen Daten iwwermëttelt kreien, mee keng Date vun den Autoen, déi sech connectéieren, gespäichert ginn?

3. Falls nee:
Wäert d'Regierung sech an Zukunft mam Sujet befaassen, fir e Plang auszuschaffen oder besteet fir dësen Infrastrukturausbau keen Interesse?

Réponse (28/12/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Moment existéiere keng Pläng, fir op spezifesch definéierte Punkten am Stroossereseau eng Verkéiersmeldung direkt iwwer sougenannte „Road Site Units“ (RSU) u Gefierer, déi eng Optioun hunn, dat technesch ze interpretéieren, ze schécken.

ad 2. an 3. D'Stroossebauverwaltung verfolge déi Thematik, dëst awer an engem weesentlech méi grousser Kader, fir eng national Architektur matzupläng, déi laangfristeg op Lëtzebuerg passt an net nëmmen eng lokal oder punktuell Investitioun duerstellt. Wéi wäit et sënnvoll ass, engem bestëmmten Infrastrukturausbau nozagoen, kann haut nach net definitiv gesot ginn. D'Prioritéit läit haut op der lokaler Chantiers- an Accidentswarnung vun de Stroossenotzer*innen duerch déi schonns am Asaz befandend Of-sécherungsgefiere vun der Verwaltung.

.....
Conséquences de quatre arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de finances communales | Question 0084 (04/12/2023) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Par les arrêts n° 186, n° 187, n° 188 et n° 189 du 17 novembre 2023, la Cour constitutionnelle vient de déclarer non conforme à l'article 107, paragraphe 1 de la Constitution, dans son libellé antérieur au 1^{er} juillet 2023, l'article 3, paragraphe 2, point 2., lettre a) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation général des communes et l'article 8, paragraphe 2, de la loi du 30 juin 1976 portant création d'un fonds du chômage, tels qu'applicables pour l'année 2017 et 2018.

Sur base de questions préjudicielles soumises séparément pour les exercices fiscaux de 2017 et de 2018 par la commune de Niederanven et la commune de Leudelange, la cour se devait de constater que le critère de la « population ajustée » auquel se réfèrent les lois susmentionnées, n'était pas déterminable sur base de conditions et modalités suffisamment précises fixées dans la loi elle-même.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement estime-t-il que l'inconstitutionnalité du dispositif mis en cause pourrait également conduire, au-delà du probable octroi de fonds supplémentaires aux deux communes pour les exercices 2017 et 2018, à la réduction subséquente des fonds attribués aux autres communes au vu de l'enveloppe globale fixée ?

2) Quel est le calendrier prévu pour la réalisation de l'analyse et de l'évaluation de la réforme des finances communales de 2017 prévue dans l'accord de coalition

du Gouvernement ? Quels seront les principaux indicateurs et critères utilisés dans l'analyse et l'évaluation ? Quelles mesures concrètes sont envisagées pour garantir une collaboration efficace entre le Gouvernement et les communes dans le cadre de cette initiative ?

Réponse (22/12/2023) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les arrêts n° 186, n° 187, n° 188 et n° 189 constatent que le critère de la « population ajustée » pour les années fiscales 2017 et 2018 n'a pas été suffisamment défini dans la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes. Des compléments au critère avaient été fixés dans un règlement grand-ducal, de sorte que l'ancien article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a), de la loi précitée du 14 décembre 2016 n'était pas conforme à l'ancien article 107 de la Constitution.

À cet égard, il y a lieu de constater que les effets et les conséquences d'un jugement de la Cour constitutionnelle sont établis dans le nouvel article 112, paragraphe 8, de la Constitution. Cet article prévoit notamment que les conséquences juridiques de l'article de loi qui enfreint la Constitution cessent d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication des arrêts concernés. Cependant, à l'article 3, paragraphe 2, point 2, de la loi précitée du 14 décembre 2016, la lettre a) a été modifiée par la loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 de manière à ce que la disposition déclarée non conforme à l'ancien article 107 de la Constitution par la Cour constitutionnelle a été changée depuis 2019²¹.

Ceci étant, les conséquences budgétaires et les répercussions concrètes ne pourront être prises en compte qu'après le jugement du juge administratif.

ad 2) En définitive, et pour ce qui concerne les changements mentionnés dans l'accord de coalition, le Gouvernement réalisera, en collaboration avec les communes, une analyse et une évaluation de la réforme des finances communales mise en place en 2017. Dans cette optique et en vue d'une collaboration fructueuse, un calendrier sera mis sur pied en temps utile. C'est dans ce contexte que le Gouvernement prendra en compte les critères et indicateurs permettant d'offrir aux communes une plus grande flexibilité financière.

.....
Fête Sainte Barbe | Question 0085 (05/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

²¹ Art. 3. (1) ...
(2) Le Fonds de dotation globale des communes est réparti suivant les règles suivantes :

1. Une dotation forfaitaire graduelle en fonction de la population est allouée aux communes à raison de 0 euros pour les communes comptant moins de 1.000 habitants et à raison de 300.000 euros pour les communes comptant au moins 3.000 habitants. Pour les communes dont la population se situe entre 1.000 et 2.999 habitants, la dotation augmente graduellement de 150 euros par habitant supplémentaire à partir d'une population de 1.000 habitants.

2. Le solde est réparti à raison de :
a) 82 pour cent entre les communes d'après la population ajustée, l'ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité et effectué avec la somme des pourcentages définis comme suit :

i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, de Junglinster, de Mersch, de Redange-sur-Attert et de Steinfort à raison de 5 pour cent.

ii) Quant à la densité, l'ajustement de la population se situe dans un intervalle de -5 pour cent à 5 pour cent en appliquant une progression linéaire sur l'intervalle de densité allant de 0 à 2.000 habitants par km². Pour les communes où la densité dépasse les 2.000 habitants par km², l'ajustement est effectué avec 5 pour cent. Aux termes de la présente loi, on entend par « densité », le ratio entre la population et la superficie totale de la commune en km². [...]

De 4. Dezember gëtt a ville Südgemeinde Bärbelendag gefeiert. Et ass den Dag vun der Schutzpatrënesch vun de Mineuren an d'fir ass de Feierdag virun allem a Géigenden, wou et ee Minettobau gouf, Tradition. Um Site vum immaterielle Kulturierwen zu Lëtzebuerg, dem iki.lu, heescht et zum Bärbelendag:

„D'Traditioun vu Bärbelendag ass den 30. November 2022 vun der Kulturministesch Sam Tanson op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe gesat ginn. [...] Well Bärbelendag awer och an anere Länner, ewéi, zum Beispill, a Polen oder Éisträich eng déif verwuerzelt Tradition ass, kéint geschwënn eng multinational Demande gemaach ginn, fir d'Fest vun der hellegger Bärbel och op d'Unesco-Repräsentativ-lëscht vun der Mënschheet ze setzen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wäert den neie Kulturminister d'Beméiung fir d'Klassifizéierung vum Bärbelendag als Kulturierwen op Unesco-Niveau weiderféieren?

2. Wou sinn d'Beméiunge fir eng multinational Demande drun?

Réponse (16/01/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Wéi schonn an der parlamentarescher Ufro vum honorabelen Deputéierte vermerkt, ass d'Feier vum Bärbelendag net eng reng Lëtzeburger Tradition, mee soll souguer iwwer Biergaarbechter aus Schlesien am haitege Polen op Lëtzebuerg komm sinn.

Esou ass et och net erstaunlech, datt Pole Bestriewungen opgehooll hat, fir bei der Unesco eng Kandidatur ze stellen, fir Bärbelendag op d'Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet opzehuelen. Bekräftegt duerch de Fait, datt Bärbelendag am November 2022 vum Kulturministère op den nationalen Inventar vum immaterielle Kulturierwe geholl ginn ass (eng vun de grondleeënde Bedéngungen, fir kënne bei der Unesco eng Kandidatur ze stellen), an duerch de positiven Avis vun der Lëtzeburger Unesco-Kommissioun am November 2022, en faveur vun der Lëtzeburger Participatioun bei enger multinationaler Kandidatur bei der Unesco, huet Lëtzebuerg sech dem polnesche Projet fir d'Aschreiwung vum Bärbelendag op der Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet ugeschloss.

Zënterhier sinn, ënnert der Leedung vu Polen, Lëtzebuerg an Éisträich amgaangen, dës multinational Kandidatur fir Bärbelendag an déi entspreichend Gebräicher vun de Biergleit auszuschaffen. Esou wéi d'Unesco dat virgesäit, schafft de Kulturministère heier ganz enk mat den Trägergemeinschaften hei am Land zesummen. De Comité Sainte Barbe vun Téiteng ass momentan amgaangen, bei allen Trägergemeinschaften, déi d'hellegger Bärbel als Schutzpatrënesch vun de Biergleit hei am Land feieren, déi verlaangten Aversdneserklärungen fir d'Unesco-Kandidatur unzefroen. Do derneiew schaff de Kulturministère ganz enk mat PRO-SUD zesummen, fir Dokumentationsmaterial iwwert Bärbelendag am Süde vum Land ze kreien, esouwéi och mat dem Schiffermusée vun Uewermaartel fir den Norde vum Land. Parallell dozou huet de Kulturministère 2022 an 2023 och eegent audiovisuell Dokumentationsmaterial iwwert d'Feier vu Bärbelendag am Minett an zu Uewermaartel produziéiert an am Kader vun der Unesco-Kandidatur u Pole weidergeleert.

Dës gemeinsam Beméiunge solle sech am Laf vum Joer 2024 an enger gemeinsamer Unesco-Ufro fir d'Aschreiwung vum Bärbelendag op der Repräsentativlëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet konkretiséieren.

Chômage de longue durée | Question **0086**
(05/12/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les chiffres du chômage sont actuellement en hausse. Dans ce contexte, nous nous intéressons au chômage de longue durée. La loi du juillet 2017 portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée est un outil qui permet de faire sortir les demandeurs d'emploi du chômage de longue durée. Ce dispositif de lutte contre le chômage de longue durée vise à soutenir la création de nouveaux emplois dans le secteur communal, parapublic ou social. En 2021, une motion a été adoptée à la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à évaluer ce dispositif et adaptations y relatives pour aboutir à une baisse des demandeurs d'emploi inactifs. De plus, une étude intitulée « Le chômage de longue durée au Luxembourg : Mesure, contours et déterminants du phénomène » a été réalisée récemment par le Gouvernement sortant.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Comment la structure d'âge des chômeurs de longue durée a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

2) – Combien de chômeurs de longue durée ont trouvé un emploi auprès de la fonction publique ou des communes au cours des cinq dernières années ?

– Quelles sont les communes et les associations sans but lucratif qui ont embauché le plus de chômeurs de longue durée au cours des cinq dernières années ?

3) L'économie sociale et solidaire devrait jouer un rôle dans la lutte contre le chômage de longue durée. Néanmoins, l'économie sociale et solidaire n'est pas mentionnée dans l'accord de coalition. Compte tenu de l'importance du sujet, la question se pose de savoir si le Gouvernement a l'intention d'accorder une place à l'économie sociale et solidaire dans la lutte contre le chômage de longue durée. Dans l'affirmative, que prévoit-il concrètement ?

Réponse (28/12/2023) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) (Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

À la date du 31 octobre 2023, la catégorie des chômeurs de longue durée, définie comme les demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins 12 mois, représente 37 % du total des demandeurs d'emploi résidents disponibles, ce qui équivaut à 6.288 personnes. La part des chômeurs de longue durée est en baisse depuis quelques années.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Au cours des cinq dernières années, la répartition des chômeurs de longue durée par tranche d'âge n'a pas connu d'évolutions significatives.

ad 2) – (Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ce graphique présente l'évolution du nombre de sorties vers l'emploi²² vers le secteur de l'administration publique (catégorie O du code NACE : État et communes) de 2019 à 2022. En 2022, les sorties vers l'administration publique ont représenté 2,6 % de l'ensemble des sorties vers l'emploi des chômeurs de longue durée. Cela représente 133 personnes. Les secteurs

principaux ayant embauché des chômeurs de longue durée étaient les activités de services administratifs et de soutien (catégorie N ; nettoyage et jardinage), l'hébergement et la restauration (catégorie I), ainsi que le commerce (catégorie G).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La répartition par tranche d'âge révèle une relative stabilité des sorties vers l'emploi au sein des administrations publiques au cours des dernières années.

– Les communes et les associations sans but lucratif (ASBL) ayant recruté le plus de chômeurs de longue durée au cours des cinq dernières années sont, par ordre d'importance :

1. Commune de la ville de Luxembourg
2. Forum pour l'emploi ASBL
3. Commune de la ville d'Esch-sur-Alzette
4. Commune de Differdange
5. Commune de Dudelange
6. Stéftung Hëllef Doheim
7. Arcus Kanner, Jugend a Famill ASBL
8. CIGL Esch/Alzette ASBL
9. Commune de Sanem
10. Proactif ASBL C/O.

ad 3) Promouvoir le développement durable et encourager voire faciliter la transition en se mobilisant pour une justice sociale et une responsabilité écologique, telles sont les missions principales de l'économie sociale et solidaire.

Au vu de sa transversalité, l'économie sociale et solidaire concerne tous les domaines et se retrouve à la lecture de l'accord de coalition à plusieurs endroits. L'investissement à impact social, l'évaluation et les adaptations de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal ou le volet éducation n'en constituent que des exemples.

Comme par le passé, les sociétés agréées en tant que sociétés d'impact sociétal dont le capital social est composé à 100 % de parts d'impact, les fondations et les associations sans but lucratif pourront continuer à bénéficier des mesures proposées par l'ADEM dans le cadre de la lutte contre le chômage de longue durée.

Vaccins contre la Covid-19 | Question **0090**
(08/12/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vill Impfstoffer, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie akaf oder bestallt goufen, hunn um Enn missen zerstiërt ginn, well d'Demande net méi esou grouss war, wéi ufangs gefaart. Weinst lafende Laangzäitkontrakter, déi ënnerschriwwen goufen, si méi Vaccinen hiergestallt a verkaf ginn, wéi néideg. Dat war weeder nohalteg um Ressourcen- an Emissiounsniveau, nach gutt fir d'Staatsfinanzen. Trotzdem erwaarden d'Hiersteller, dass déi iwwerflësseg Vaccinen ofkak ginn, och wann d'Wuer net méi gebraucht gëtt. Dat huet sech och rezent nach emol gewisen an der Gerichtsaffair tëscht Pfizer an Ungarn, wou Pfizer geklot hat, well Ungarn 2022 refuséiert hat, fir déi bestallten, mee net méi gebrauchte Vaccinen, ze bezuelen.

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. – Wéi vill Impfstoffdosen hu säit menger leschter Fro vum Oktober 2023 zousätzlech zu de scho bekannten Dosen zerstiërt ginn? Wéi vill Vaccinen huet d'Regierung bis elo missen insgesamt zerstiëren? Kann d'Regierung oplëschen, ëm wéi vill Flacone vu wéi engen Hiersteller et sech heibäi handelt?

– Wéi héich war de Käschtepunkt bis elo insgesamt vun deenen zerstiëerte Flaconen (Präis fir d'Impfstoffer)?
– Wéi héich war de Käschtepunkt vun der Entsuerung vun deenen zerstiëerte Flaconen insgesamt (Präis fir eng konform Entsuerung)?

2. Wéi vill Dose vu wéi engen Hiersteller muss Lëtzebuerg nach akafen, well nach eng kontraktuell Verpflichtung dofir besteet?

3. Kann d'Ministesch eis d'Oflafdatum grad ewéi déi verbleiwend Unzuel u Flacone vun all deene verschiddenen Impfstoffer ginn, déi Lëtzebuerg am Moment op Stock huet?

4. Erwaart Lëtzebuerg nach Impfstoffliwwerungen? Falls jo: Ass geplangt, vollständneg fir dës Liwwerungen ze bezuelen, oder gëtt et Pläng fir Renegociatiounen? Wéi héich ass de Montant?

Réponse (09/01/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. – Wéi schonn den 18. Oktober 2023 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8206 vum 3. August vum honorabelen Deputéierte präziséiert, huet Lëtzebuerg sech um gemeinsamen Akaf vun Impfdose vun der Europäescher Unioun (EU) bedeelegt, fir soumat eng besser Positioun an den Negociatiounen mat de Produzenten ze hunn. Doduerch ass Lëtzebuerg, genau esou wéi all aner Land aus der EU, kontraktuell gebonnen, eng proportionell Unzuel un Dosen mat anzekafen. Deemo ass et och zu Lëtzebuerg, genau wéi an deenen anere Länner vun der EU, net méiglech ze verhënnere, dass eng gewëssen Unzuel vu Flaconen aus diverse Grënn hu missen zerstiërt ginn.

Tëschen dem 18. Oktober 2023 an dem 8. Januar 2024 goufen 349.942 Dosen zu Lëtzebuerg zerstiërt.

Op den 8. Januar 2024 goufen insgesamt 1.105.182 Dosen zu Lëtzebuerg zerstiërt respektiv fortgeschéckt fir zerstiërt ze ginn, dorënner:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– De Gesamtkäschtepunkt vun den zerstiëerten Dosen gëtt op EUR 23.487.499,15 geschätzt, wuel wëssend, dass d'applizéiert Wiesselcoursen zum Zäitpunkt vun de Paiementer vun de verschiddenen Rechnungen de Gesamttotal licht änneren kënnen.

– Op den 19. Dezember 2023 huet d'Zerstëierung selwer EUR 13.810,84 kascht. Enn Dezember sinn nach eemol 36.340 Dosen verschéckt gi fir entsuergt ze ginn. Dës Entsuerung ass nach net a Rechnung gestallt ginn, am Duerchschnëtt kascht d'Zerstëierung vun enger Dosis allerdéngs ëm déi 0,014 EUR.

ad 2. Et ginn nach 464.354 Dosen Comirnaty (BioNTech-Pfizer) erwaart. D'Liwwerunge sinn iwwer 3 Joer verdeelt an dat op d'Joren 2024 bis 2026. Dat entsprécht ongeféier 154.785 Dosen pro Joer.

ad 3. De follgenden Tableau liwwert d'Unzuel vum Stock op den 8. Januar 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Déi nach erwaarte Liwwerunge sinn an der Äntwert op d'Fro 2 präziséiert.

D'Verhandlung mat de Produzenten hunn et méiglech gemaach, déi reschtlech Liwwerquantitéiten un Impfdosen op déi nächst Joren ze verdeelen a beim initiale Präis ze bleiwen (EUR 19,50 € pro Dos) bis zum Enn vum Kontrakt. De Gesamtkäschtepunkt bis Enn 2026 läit bei EUR 9.054.903 HTVA.

²² Nombre de demandeurs d'emploi qui ont occupé un emploi salarié ou non salarié au Luxembourg, trois mois après clôture de leur dossier à l'ADEM.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Déneigement des trottoirs | Question urgente
0193 (17/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Uechter d'Land sinn d'Servicer vu Staat a Gemengen an och d'Leit mat enger akuter Eerausfuerverderung duerch Schnéi a Glatäis konfrontéiert. Vill Propriétaire vu Privathaiser a Geschäfte stellen sech wéi sou dacks an där Situatioun d'Fro, wéi eng Responsabilitéit fir d'Garantie vun der Sécherheet um Trottoir laanscht hir Gebaier dëst fir si mat sech bréngt.

Fir hei Informatiounen ze ginn, hat RTL ënnert dem Titel „Wien ass responsabel fir den Trottoir, wann ech net doheem sinn?“ de 16. Januar en Artikel mat engem Iwwerbléck iwwert déi wichtegst Modalitéite publizéiert. Um Enn vun deem genannten Artikel gëtt allerdéngs och de Maître Krieger mat folgender Ausso zitéiert: „No der Publikatioun vun eise Artikel huet de Maître Krieger preziséiert, datt en Trottoir zu der Voie publique gehéiert an d'Sécurité publique op dësen deemno gesetzlech ënnert d'Responsabilitéit vun der Gemeng fält. Zwar géife vill Gemengen an hire Reglementer festhalen, datt d'Bierger fir d'Sécherheet op den Trottoir responsabel sinn, ma d'Gesetz stéing allerdéngs ëmmer nach iwwer de Gemengereglementer.“

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Banneminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Deelt den Här Minister déi juristesche Interpretatioun vum Maître Krieger? Falls net, firwat net? Wéi eng gesetzlech Texter reegelen déi Matière?

2. Gesäit den Här Minister vir, d'Gemengereglementer, déi d'Responsabilitéit vun der Sécherheet op den

Trottoiren un d'Bierger delegéieren, op hir Legalitéit ze préieren an se opzefuerderen, dës ze revidéieren, fir eng kloer Rechtssécherheet fir all d'Bierger hei am Land ze schafen? Falls net, firwat net?

Réponse (24/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Trottoir gehéiert dem Code de la route no zur Voie publique²³ an doduerch sinn d'Gemengen och Propriétaire vun den Trottoiren, déi op hirem Territoire leien. D'Gemengen hunn also d'Garde iwwert hir Trottoiren a sinn, als Gardien, zoustänneg fir den Entretien vun den Trottoiren, dëst op Basis vum Artikel 1384 Alinea 1 vum Code civil²⁴.

Dëst verhënnert awer net, dass eng Gemeng, iwwert de Wee vun engem Gemengereglement, d'Obligatioun

vum Entretien un d'Bierger weidergëtt, net nëmmen op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790, mee och op Basis vum Code pénal, Artikel 551 Punkt 3, dee beseet: „Seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros : [...] Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ; [...]“. D'Gemengereglementer, déi dem Bierger d'Obligatioun octroyéieren, fir d'Trottoiren ze botzen, exekutéieren an deem Sënn eng Virgab vum Code pénal um lokalen Niveau.

Gëtt et an enger Gemeng keen esou ee Reglement, bedeit dat awer net, dass d'Bierger dispenséiert sinn, den Trottoir virun hirer Hausdier ze botzen. D'Jurisprudenz²⁵ präziséiert, dass all Bierger, als „personne prudente et diligente“ op Basis vun den Artikelen 1382 an 1383²⁶ den Trottoir vu Schnéi, Glatäis a Laf muss fräi maachen.

D'Gemengen an d'Bierger sinn also zesummen dofir zoustänneg, dass d'Trottoir gebotzt ginn.

ad 2. Op Basis vun der Äntwert zur Fro 1 ass et net néideg, d'Gemengereglementer op hir Legalitéit ze préieren.

²³ Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, art. 2. [...] 1.1. Voie publique : Toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouverts à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances ; les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voie publique

²⁴ Art. 1384. On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Les parents, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. Les artisans, du dommage causé par leurs apprentis, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les parents et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

²⁵ TA de Luxembourg, 06.05.2011, n° du rôle 132711, CA, 30.04.2003, n° 26545 du rôle : « [...] ; on ne saurait non plus, compte tenu des chutes de neige et du gel subséquent, reprocher à la commune Y de ne pas avoir immédiatement nettoyé routes et trottoirs dès la survenance du verglas étant donné qu'on ne saurait la contraindre de combattre le gel en même temps sur l'ensemble du territoire de la commune dès son apparition et de maintenir de façon permanente toutes les routes et tous les trottoirs dans un état parfaitement dégagé et entretenu. ».

²⁶ Art. 1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. Art. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Invitation to the lecture

“King William II (1792-1849) and the House of Orange in the Age of Revolution”

When? Thursday, 22 February 2024
at 6 p.m.

Where? Maison du Savoir
2, place de l'Université
L-4365 Esch-sur-Alzette
Auditoire 3.530

Registration: relations.publiques@an.etat.lu

The lecture is being organised as part of the exhibition “**1848** Revolutioun zu Lëtzebuerg” at the Luxembourg National Archives.

Jeroen Koch is Senior Lecturer of Modern European History at Utrecht University, The Netherlands. He is co-author of *The House of Orange in Revolution and War. A European History, 1772-1890* (London 2022).



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Archives nationales



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques
n^{os} 10 et 11 p. 09-66

Questions au
Gouvernement p. 66-99

2023-2028

n°5



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances plénières p. 09-66

10^e séance du mardi 30 janvier 2024 p. 09-32

11^e séance du jeudi 1^{er} février 2024 p. 33-66

Questions au Gouvernement p. 66-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

29/02/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Deux ans de guerre en Ukraine



M. Christophe Hansen (deuxième rangée, 3^e à droite) a fait le déplacement jusqu'à Kyiv pour y rencontrer ses homologues dans le cadre de l'initiative parlementaire « United for Ukraine ».

Un député à Kyiv pour les deux ans du début de l'agression russe

Le député Christophe Hansen a représenté le Parlement luxembourgeois à Kyiv les 23 et 24 février 2024 dans le cadre d'une initiative parlementaire dénommée « United for Ukraine », qui a rassemblé 26 Présidents et Vice-Présidents des commissions des affaires étrangères d'une vingtaine de pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

Le déplacement était hautement symbolique aux yeux de M. Hansen. « Il est important de manifester notre solidarité en ce 24 février. Il est primordial de faire preuve de notre soutien humanitaire et militaire et de montrer aux Ukrainiens que nous sommes de leur côté », a-t-il déclaré.

Le député a participé au voyage en sa qualité de Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région de la Chambre des Députés.

À Kyiv, les 26 parlementaires ont rencontré les représentants politiques clés de l'Ukraine, membres du Gouvernement et du Parlement. Ils ont notamment pu s'échanger avec M. Ruslan Stefanchuk, Président du Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada.

« Nous sommes convaincus que la victoire de l'Ukraine est décisive pour garantir la sécurité de l'Europe et du monde entier. Tous les efforts nécessaires en termes d'assistance militaire, économique, politique et humanitaire doivent être fournis dans le but de permettre à l'Ukraine de gagner cette guerre le plus rapidement possible », ont affirmé les parlementaires dans une déclaration commune. « Jusqu'à présent, le soutien militaire des pays occidentaux a permis à l'Ukraine de ne pas perdre la guerre, mais n'a pas été suffisant pour lui permettre de la gagner. »

Dans leur déclaration, ils réclament également que l'Union européenne revoie son aide financière et militaire en faveur de l'Ukraine. Ils demandent par ailleurs à la communauté internationale d'intensifier les sanctions à l'encontre de la Russie et de faire avancer la mise en place d'un tribunal spécial pour poursuivre des crimes de guerre. Enfin, ils demandent à leurs gouvernements d'adhérer au plan de paix proposé par le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky.

Les parlementaires ont eu l'occasion de rencontrer des victimes qui ont été blessées en conséquence de la guerre lors d'une visite dans un centre de réhabilitation. M. Hansen y a eu l'occasion d'échanger avec des actifs de l'association luxembourgeoise de soutien LUKRAINE.

« Le Parlement luxembourgeois soutiendra toujours l'Ukraine »

Le jour du deuxième anniversaire de l'invasion russe en Ukraine, une marche solidaire a été organisée à Luxembourg-ville. Lors d'un discours sur la Place de Clairefontaine, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a réaffirmé le soutien indéfectible des Luxembourgeois aux Ukrainiens.

« Le Parlement luxembourgeois soutiendra toujours l'Ukraine, indépendamment de la majorité en place », a affirmé le Président de la Chambre devant les membres de la communauté ukrainienne au Luxembourg et les représentants de l'association LUKRAINE, plusieurs députés et députés européens, des membres du corps diplomatique et des personnes manifestant leur solidarité.

« La guerre d'agression contre l'Ukraine est une attaque contre la démocratie. Nous allons lutter contre le fait que les gens s'habituent à la guerre ou se fatiguent de la guerre. C'est un objectif de la propagande russe, mais elle n'aura pas gain de cause », a assuré M. Wiseler. Le Président de la Chambre a rappelé que « la lutte des Ukrainiens n'est pas seulement une lutte pour l'Ukraine, mais également pour la démocratie, pour la liberté, pour les droits humains et pour nos valeurs ».



Le Président de la Chambre des Députés a exprimé son soutien au peuple ukrainien au nom des Luxembourgeois.

Retrouvez la déclaration commune (en anglais) de l'initiative parlementaire « United for Ukraine » en scannant le code QR suivant :



Commemoratiounsday fir d'Resistenz

Virun 80 Joer goufen 23 Lëtzebuurger Resistenzler am Konzentrationslager zu Hinzert an der Géigend vun Tréier ëmbruecht.

Am Kader vun enger Gedenkzeremonie de 25. Februar 2024 um nationale Commemoratiounsday fir d'Resistenz huet de Chamberpresident Claude Wiseler beim Hinzert Kräiz eng Gerbe niddergeluecht a Schüler vum Atert-Lycée Réiden begéint.



Visite du Ministre arménien des Affaires étrangères



Le Ministre arménien des Affaires étrangères, M. Ararat Mirzoyan, a été reçu à la Chambre des Députés dans le contexte du conflit opposant son pays à l'Azerbaïdjan.

Fin 2023, l'Azerbaïdjan a pris le contrôle de l'enclave arménienne Nagorny Karabakh en usant de la force. Plus de 106.000 Arméniens ont été contraints de fuir la région pour se réfugier en Arménie et les tensions du conflit restent d'actualité. C'est dans ce contexte que le Ministre arménien des Affaires étrangères, M. Ararat Mirzoyan, était en visite à la Chambre des Députés le 14 février 2024, le même jour où l'Arménie a inauguré son ambassade au Grand-Duché.

« Nous soutenons l'Arménie par les moyens de la diplomatie parlementaire et nous partageons les mêmes valeurs » : c'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a salué l'invitation de la République d'Arménie qui avait déjà été en visite à la Chambre en janvier 2022. « Nous apprécions votre soutien », a répondu ce dernier, en soulignant que les jeunes démocraties auraient besoin de support et la situation en Ukraine montrerait bien les dangers qui existent.

Le Ministre arménien des Affaires étrangères a présenté la situation telle qu'elle se présente dans la région à l'heure actuelle. Selon lui, l'Azerbaïdjan ne montrerait pas de vraie volonté de paix et voudrait relier les deux parties de son pays par une route

traversant l'Arménie, sans respecter la souveraineté et l'intégrité arméniennes. Il aurait déjà violé les frontières et traité en envahissant le Nagorny Karabakh.

L'Arménie n'a pas été seule dans ses efforts pour accueillir les réfugiés ayant fui l'enclave, mais a trouvé du soutien auprès de ses partenaires internationaux, dont le Luxembourg. Selon le ministre, un rôle important incombe à l'Union européenne. Au moment de sa visite au Luxembourg, M. Mirzoyan venait de rencontrer le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, M. Josep Borrell, à Bruxelles. Lors de cet entretien, il avait été convenu que l'Union européenne et l'Arménie renforceraient leur partenariat.

Les prisonniers politiques arméniens retenus par l'Azerbaïdjan sont au nombre de 23, a encore précisé le Ministre arménien des Affaires étrangères. Il a par ailleurs regretté que la Russie, dont une force de maintien de la paix se trouve en Arménie, n'ait pas réagi aux agressions de l'Azerbaïdjan. « Nous sommes de votre côté », ont souligné plusieurs députés luxembourgeois.

Au mois de mai 2024, une délégation de la Chambre des Députés se rendra en Arménie en visite officielle sur invitation du parlement d'Erevan.

Visite de travail du Premier ministre du Monténégro

« Nous voulons rejoindre la famille européenne »

C'était le but affiché par le Premier ministre du Monténégro, M. Milojko Spajić, accueilli le 29 janvier 2024 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Les députés se sont renseignés sur les avancées du Monténégro dans son processus d'adhésion à l'Union européenne. Le Premier ministre monténégrin a assuré aux députés que son pays a intégralement aligné sa politique étrangère et de sécurité sur celle de l'Union européenne.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a remarqué que le nom du parti politique du Premier ministre monténégrin exprime clairement son engagement européen avec la dénomination « Europe maintenant ». En effet, le Premier ministre a affirmé devant les parlementaires luxembourgeois que son pays dispose actuellement d'une majorité politique véritablement orientée vers les réformes nécessaires pour aboutir à son adhésion en tant que 28^e État membre de l'Union européenne.

Les députés ont salué le plan ambitieux du Premier ministre visant à accélérer le processus d'adhésion de son pays à l'UE. Les députés et le Premier ministre monténégrin ont identifié des réformes prioritaires liées à l'État de droit, au fonctionnement des principales instances judiciaires ainsi qu'aux domaines de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Le Premier ministre a exprimé le souhait de les concrétiser avant la fin de l'année.

En réponse à la question d'un député concernant la position du Monténégro à l'égard d'éventuels changements dans les traités de l'UE, notamment en ce qui concerne la majorité ou l'unanimité pour les décisions au sein du Conseil, M. Spajić a souligné que le Monténégro soutient toutes les réformes de l'UE,

pourvu qu'elles soient avantageuses pour les citoyens européens. Dans ce contexte, le Premier ministre a insisté sur le fait que son pays aspire à rejoindre la grande famille européenne, partageant les mêmes valeurs, et à avoir également accès au marché unique européen. Il a souligné la volonté du Monténégro d'apporter une contribution positive à l'UE, sans être un « fauteur de troubles ».

Le Monténégro : un partenaire « fiable » pour l'UE

Au cours des discussions avec les députés, notamment sur les relations entre la Russie et le Monténégro, M. Spajić a souligné que, malgré d'importants investissements russes dans le secteur touristique, son pays a été le premier des Balkans à mettre en œuvre les sanctions à l'égard de la Russie et ceci sans solliciter d'aides financières de l'UE. Selon le Premier ministre, le Monténégro se positionne en tant que « partenaire fiable en ces temps difficiles ».

Les députés se sont encore intéressés à la volonté du Monténégro de réformer son système de santé et son régime des retraites. Dans ce contexte, le Premier ministre a mis en avant l'importance de « retenir les jeunes Monténégrins dans le pays » en leur offrant des perspectives. Il s'est par ailleurs réjoui de la réussite de l'intégration de la diaspora monténégrine au Grand-Duché, soulignant les liens forts entre les deux pays.

Un autre député a souhaité obtenir des informations sur les progrès du Monténégro en matière d'environnement et de développement durable. M. Spajić a précisé que son pays figure parmi les premiers au monde à avoir inscrit la protection de l'environnement dans sa Constitution. Il a ainsi souligné que la Constitution oblige le pays « à prendre en compte l'impact sur l'environnement », en admettant toutefois que le Monténégro doit encore surmonter des défis écologiques hérités de l'époque communiste,

notamment liés à une centrale thermique et aux mines de charbon. Le Premier ministre a exprimé sa volonté de décarboniser le pays et d'investir dans les énergies renouvelables, tout en reconnaissant que cette transition énergétique nécessitera probablement une dizaine d'années. Finalement, il a mis en avant que, malgré les défis, l'utilisation du charbon a contribué à maintenir l'indépendance énergétique du pays et à maintenir l'inflation basse, en particulier après l'agression russe en Ukraine et la crise énergétique qui en a résulté.



Le Premier ministre du Monténégro, M. Milojko Spajić, accueilli à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Visite de travail en République démocratique du Laos



Les députés luxembourgeois ont pu visiter l'école hôtelière «The Academy», construite avec le soutien du Grand-Duché de Luxembourg.

MM. Gusty Graas et Sven Clement ont accompagné le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Xavier Bettel, lors de sa visite de travail en République démocratique du Laos.

À Vientiane, M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que M. Sven Clement ont eu un échange de vues avec leurs homologues de l'Assemblée nationale du Laos, la «Sapha Heng Xat».

deux parlementaires ont par ailleurs visité une série de projets soutenus par la coopération luxembourgeoise.

Visite d'un site de déminage

Une des visites a été celle, particulièrement marquante, du site de déminage situé dans la région de Luang Prabang. Au Laos, environ un tiers des bombes larguées pendant la deuxième guerre d'Indochine n'ont pas explosé. Par conséquent, le Laos demeure le pays le plus gravement affecté au monde par la présence de munitions non explosées.

Visite de projets prioritaires de la coopération luxembourgeoise

Les députés ont également visité plusieurs projets prioritaires de la coopération luxembourgeoise au Laos, axée principalement sur les domaines de la santé et du développement local. Ils se sont notamment rendus à l'hôpital Maria Teresa à Phonhong, au sein duquel ils ont pu voir différentes unités et discuter avec le personnel soignant. Cet établissement a été construit avec le soutien du Luxembourg.

À Vang Vieng, les deux parlementaires ont visité, conjointement avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le «Vientiane Province Technical College» et l'école hôtelière «The Academy». Les députés ont profité de l'occasion pour s'entretenir avec le personnel et les étudiants.

Traditionnelle Valentinsëmzuch an der Chamber

De 7. Februar 2024 si Verrieder vun der Gäertnerfederatioun (FHL) an d'Chamber komm an hunn de Membere vum Bureau an der Presidentenkonferenz e Blummebouquet iwwerreecht.

Et war och eng Geleeënheet, fir d'Erausfuerrunge wéi och d'Besoinne vun hirem Secteur virzedroen.



Trois députés en mission d'observation électorale à Bakou

MM. Fernand Etgen et Claude Haagen ainsi que Mme Liz Braz ont participé à la mission d'observation de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan du 7 février 2024, organisée par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE).

Les trois députés luxembourgeois ont fait partie des quelque 80 observateurs de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE envoyés en Azerbaïdjan pour l'élection présidentielle anticipée. Il s'agit de la dixième fois depuis 1995 que l'Assemblée parlementaire observe des élections dans ce pays.

Les journées des 5 et 6 février étaient consacrées à des sessions d'information et de formation. La véritable mission d'observation a débuté le 7 février. Les députés luxembourgeois ont été assignés aux alentours de la capitale Bakou.



5.000 parlementaires en mission d'observation électorale depuis 1993

Plus de 5.000 parlementaires de l'AP-OSCE ont observé quelque 170 élections depuis 1993, contribuant ainsi à établir l'OSCE en tant que modèle d'excellence en matière d'observation électorale. Le Luxembourg participe régulièrement aux missions d'observation des élections. Une délégation luxembourgeoise a récemment pris part à des missions d'observation électorale en Hongrie, en Serbie et en Ouzbékistan.

MM. Fernand Etgen et Claude Haagen ainsi que Mme Liz Braz ont participé à la mission d'observation de l'élection présidentielle en Azerbaïdjan.

Aarbechtsvisitt vum enger Delegatioun vum wallounesche Parlament

Eng Delegatioun vun der Kommissioun fir Économie, Landesplanung a Landwirtschaft vum wallounesche Parlament ass den 13. Februar 2024 fir eng Entrevue mat Deputéierte vun der Landwirtschafts-, Ernährungs- a Wäibaukommissioun op Lëtzebuerg komm.



Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



De gauche à droite: M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, Mme Stéphanie Weydert et M. Yves Cruchten

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie une nouvelle fois à Strasbourg du 22 au 26 janvier 2024 pour sa session d'hiver. M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Fernand Kartheiser, M. Paul Galles et Mme Stéphanie Weydert se sont déplacés à Strasbourg pour y représenter la Chambre des Députés.

La première partie de la session a été particulièrement riche en élections. Seul candidat à la présidence, M. Théodoros Roussópoulos, parlementaire grec, a été élu au poste de Président de l'assemblée par acclamation. Sa principale priorité pour l'année 2024 sera l'Ukraine et la reddition de comptes de la part de la Fédération de Russie. L'Irlandais Michael O'Flaherty a comptabilisé le plus de votes et endossera pour un mandat non renouvelable de six ans la fonction de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Les parlementaires ont par ailleurs élu en la personne de M. Stéphane Pisani un nouveau juge luxembourgeois à la Cour européenne des droits de l'homme. Il succédera à M. Georges Ravarani, qui au 1^{er} mai 2024 atteindra l'âge limite de 70 ans.

Contestation des pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise

Pour motif de non-respect du pays quant à ses engagements relevant de son adhésion au Conseil de l'Europe en 2001, la délégation de l'Azerbaïdjan s'est vu

contester ses pouvoirs à l'ouverture de la session. La contestation a fait l'objet d'un examen en commission de suivi et une résolution a été déposée décidant de ne pas ratifier les pouvoirs de la délégation. La séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, le développement de la situation au Haut-Karabagh ou encore la non-invitation du Conseil de l'Europe à observer les prochaines élections sont quelques éléments substantiels de cette contestation. À ce titre, M. Yves Cruchten a souligné qu'il n'y avait pas eu le moindre progrès depuis les vingt dernières années. Le député luxembourgeois a appelé à voter en faveur de cette résolution parce que la crédibilité de l'assemblée était en jeu: les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les ONG se retrouveraient en effet dans une incapacité de travailler en toute liberté. Il a précisé que la porte du Conseil de l'Europe resterait ouverte, mais ces problèmes devraient être abordés par les autorités azerbaïdjanaises. La résolution a été adoptée par 76 voix contre 10 et 4 abstentions.

L'avenir démocratique du Bélarus

En présence de Mme Sviatlana Tsikhanouskaya, leader de l'opposition du Bélarus en exil, l'APCE a voté en faveur de l'instauration d'une délégation représentative des forces démocratiques du Bélarus. Cette dernière aura la possibilité d'assister aux travaux des commissions et des réseaux de l'assemblée. Le député Paul Galles est intervenu à ce sujet en mettant en exergue trois points du rapport de son collègue Kimmo Kiljunen. Tout d'abord, il a mis le régime de Minsk devant sa propre responsabilité par rapport à ses crimes, entre autres celui des tentatives de russification de « la langue, de la culture et de l'identité bélarussiennes ». Ensuite, il a mis en avant le progrès de l'ancrage réseautique de l'opposition bélarussienne dans le Conseil de l'Europe par le biais d'un nouveau rapporteur général pour un Bélarus démocratique. Enfin, le parlementaire a souligné la nécessité de renforcer le soutien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour « toutes les aspirations démocratiques des Bélarussiens ». Il a d'ailleurs salué l'intention des forces démocratiques d'organiser des élections véritablement démocratiques en parallèle aux prochaines élections officielles au Bélarus.

La sécurité des journalistes

Les poursuites-bâillons, communément appelées SLAPP (« Strategic Lawsuit Against Public Parti-

cipation »), ont fait, avec les normes en matière de liberté des médias, l'objet d'un débat conjoint dans l'hémicycle. Lors des échanges, les parlementaires ont fait allusion à la campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes lancée le 5 octobre 2023 à Riga. Le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, est intervenu à ce sujet en regrettant la détention de journalistes, notamment en Azerbaïdjan et en Turquie, deux pays membres du Conseil de l'Europe.

Le parlementaire a déploré que « les droits à la liberté d'expression, à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes ne sont aucunement acquis » et qu'il était nécessaire de sensibiliser davantage sur ces droits. Il a encore dressé une illustration du paysage médiatique du Luxembourg, qui se positionne à la 20^e place du dernier classement de Reporters sans frontières. Finalement, il a précisé que l'assemblée dispose d'un rôle normatif considérable, par le biais de la fonction de législateur national qu'endossent les élus dans leur État membre respectif.

Mme Octavie Modert a été élue Présidente de la Sous-commission des droits de l'homme. La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, à laquelle cette sous-commission est rattachée, participe à la procédure d'élection du Commissaire aux droits de l'homme ainsi que des membres du Comité européen pour la prévention de la torture.



Entrevue mat der Verriederinnen vum der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg

Eng méi déifgräifend Zesummenaarbecht tëscht der EU an der Chamber fir e bessere Suivi vun den EU-Dossieren, dat war den Haapttheema an der Entrevue tëscht der Verriederinnen vum der Europäescher Kommissioun zu Lëtzebuerg Anne Calteux, dem Chamberpresident Claude Wiseler an dem President vun der aussepolitischer Kommissioun Gusty Graas.

D'Europäesch Kommissioun huet Verriedungen an allen Haaptstied vun de 27 EU-Memberstaaten.

Bureau intersessionnel de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

Le point sur les différentes situations politiques francophones



M. Mars Di Bartolomeo lors de son intervention sur le budget de l'APF

La section du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a convoqué les membres du Bureau de l'APF à Bruxelles les 26 et 27 janvier 2024. M. Mars Di Bartolomeo est, en sa qualité de trésorier de l'APF, également membre du Bureau. Il s'agit d'un rendez-vous annuel au cours duquel le député luxembourgeois a présenté son projet de budget pour l'année à venir. Il a notamment insisté sur la pertinence, la nécessité et les résultats des missions de diplomatie parlementaire, ceci dans la perspective de s'impliquer dans des démarches de médiation politique internationale.

Une situation financière saine

Comme à l'accoutumée, il revient au trésorier de présenter les comptes qui permettent à l'assemblée d'envisager « l'avenir avec sérénité et ambition ». M. Di Bartolomeo a souligné le support financier que peuvent apporter les sections sous forme de détachement de fonctionnaires. Dans ce contexte, il a rappelé que la Chambre des Députés a envoyé pour la première fois une agente à Paris pour une durée déterminée afin d'épauler le secrétariat général de l'assemblée. Pour ce qui est du budget, celui-ci est à la fois « ambitieux et réaliste ». En effet, les enjeux géopolitiques ont rendu nécessaire l'intensification ponctuelle des activités relevant de la diplomatie parlementaire.

Le Gabon – une exception ?

L'assemblée est actuellement en train de revoir de fond en comble ses mécanismes de vigilance démocratiques, c'est-à-dire les outils dont disposent les parlementaires pour réagir aux diverses situations de crise à travers le monde francophone. À cet égard, le député luxembourgeois a insisté sur le fait que pour bien réagir, l'assemblée devrait se doter d'une certaine flexibilité. Or, selon lui, toute « flexibilité présuppose une veille permanente ». Actuellement, l'APF compte un total de sept sections suspendues : la Syrie, le Mali, le Tchad, la Guinée, la Tunisie, le Burkina Faso et Haïti. Le

Gabon, dernier État d'Afrique subsaharienne à avoir connu un coup d'État le 30 août 2023, ne figure pas parmi cette liste. En effet, à la suite de deux missions sur le terrain, l'APF préfère accompagner la transition du pays alors que les nouvelles autorités gabonaises ne sont pas reconnues par les instances géopolitiques régionales telles que la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Par rapport à cette non-reconnaissance, l'élu luxembourgeois a insisté sur le caractère transitoire de la situation politique actuelle dans ce pays d'Afrique centrale. Il a par ailleurs souligné l'importance de respecter l'implémentation du calendrier de la transition avec la tenue d'élections en août 2025. D'autres messages à retenir de son intervention ont été la non-légitimation de la junte au pouvoir ainsi que l'importance de la trajectoire démocratique et pacifique du pays.

Les membres du Bureau ont encore renvoyé en examen les demandes d'adhésion de l'Angola, de Chypre et de Pondichéry, ainsi que la demande de changement de statut pour la section andorrane à la commission politique. Un corpus législatif sur les changements climatiques a aussi été présenté. Il s'agit d'un recueil de lois et de bonnes pratiques, servant de sources d'inspiration aux États membres de l'espace francophone. Finalement, les parlementaires ont tenu un débat sur le sujet « Résister aux ingérences hostiles dans les démocraties francophones ».

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

Échange sur la gouvernance économique et financière de l'UE

« Pour que l'Union européenne fonctionne, il faut la compétition qui stimule, la solidarité qui unit et la coopération qui renforce. » La Vice-Présidente du Parlement européen, Mme Dita Charanzová, a eu recours à cette citation de M. Jacques Delors, figure clé dans la construction européenne, pour ouvrir la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (SCEG).

Les députés nationaux et européens se sont donné rendez-vous les 12 et 13 février 2024 au Parlement européen à Bruxelles afin d'échanger sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Franz Fayot et Tom Weidig.

La première journée de conférence était consacrée aux réunions en commission. MM. Fayot et Weidig ont participé à la réunion de la Commission des affaires économiques et monétaires, respectivement à la Commission des budgets. M. Weidig a notamment insisté sur la nécessité de respecter les traités européens. Il a encore remis en question le principe d'une dette commune européenne dans le contexte de « NextGenerationEU », le plan de relance européen de 2020. Il était, entre autres, question des perspectives nationales et européennes sur la façon dont le budget de l'UE peut réagir en temps de crise.

Le lendemain, les 129 députés présents se sont réunis à l'occasion de la séance plénière. Les investissements stratégiques et réformes en vue de renforcer le



La délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la SCEG était composée de MM. Franz Fayot et Tom Weidig.

potentiel de croissance de l'UE, l'avenir du marché unique de l'UE et la fiscalité étaient au cœur des discussions. M. Fayot a pris la parole pour mettre en avant l'importance du marché unique européen et la nécessité de lutter en permanence contre la fraude fiscale, un sujet auquel le Luxembourg a dédié un travail considérable.

Les thématiques abordées s'inscrivent directement dans le programme de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Concernant les affaires économiques et financières, elle entend, en effet, favoriser une réponse européenne efficace aux différents

défis auxquels les États membres doivent faire face. Cette priorité est en lien avec l'agression russe contre l'Ukraine et les incertitudes présentes sur le plan de l'économie internationale qui impactent directement l'avenir socio-économique de l'UE.

Chaque État membre exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois à tour de rôle. Depuis le 1^{er} janvier 2024, ce rôle est assumé par la Belgique, succédant ainsi à l'Espagne. Six mois plus tard, le 1^{er} juillet 2024, la présidence reviendra à la Hongrie.

Pendant sa présidence, le pays en question dirige les réunions du Conseil de l'Union européenne. Celui-ci réunit les ministres des États membres en fonction de leurs domaines de compétence. Il partage le pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen.

La présidence est également revêtue d'une dimension parlementaire, c'est-à-dire que le parlement national du pays assurant la présidence devra prendre en charge l'organisation des cinq conférences interparlementaires européennes permanentes, dont fait partie la SCEG, et trois conférences sectorielles, avec la participation de députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des pays candidats à l'UE, d'observateurs et d'invités.

Extension de la ligne de tramway

8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich

L'objet de la présente loi en projet consiste à autoriser l'État à participer au financement de l'extension du réseau de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich à hauteur de 90.000.000 euros correspondant à la valeur 1071,67 de l'indice semestriel des prix de la construction d'octobre 2022.

Jusqu'à présent, cinq différents tronçons ont fait l'objet d'une loi de financement et se trouvent actuellement soit en exploitation, soit en construction :

- Tronçon A : Stäreplaz-Étoile/Luxexpo (en cours d'exploitation) ;
- Tronçon B : Gare Centrale/Stäreplaz (en cours d'exploitation) ;
- Tronçon C : Lycée Bouneweg/Gare Centrale (en cours d'exploitation) ;
- Tronçon D : Stadion/Lycée Bouneweg (mise en service durant 2024) ;
- Tronçon E : Luxexpo/Findel Aéroport (mise en service durant 2025).

Il est ainsi prévu de développer le réseau de tramway sur différents axes. Parallèlement au développement du plateau du Kirchberg et de la porte de Hollerich, deux extensions du tram y seront construites en fonction du développement des nouveaux quartiers : K2 et HO.

La ligne K2 s'embranchera sur la ligne existante à proximité de la station Rout Bréck-Pafendall, parcourt les quartiers existants du boulevard Adenauer, puis traverse les quartiers de Laangfur et Kuebebié avant de rejoindre, via le boulevard Pierre Frieden, le pôle d'échange Luxexpo. La finalisation de l'ensemble du tracé est projetée pour 2033.

La ligne HO, également projetée à horizon 2033, s'embranchera sur la ligne existante après la station Gare Centrale au niveau de la rampe du pont Buchler, parcourt le quartier Nei Hollerich, croise la route d'Esch, puis se prolonge jusqu'à la Porte de Hollerich.

Le coût total de la construction des tronçons K2A et HOA s'élève à 135.000.000 euros, dont 90.000.000 euros seront financés par l'État, la partie restante incombant à la ville de Luxembourg.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 23/05/2023

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

18/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01/02/2024

Modification des dispositions du mandat d'arrêt européen

8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dans l'objectif de se conformer aux conclusions de la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'infraction INFR(2022)2018 ouverte à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour transposition incorrecte en droit national de certaines dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et 2008/947/JAI, le projet de loi sous rubrique vise à insérer un nouvel alinéa 2 à l'article 12 de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne.

Dans une lettre de mise en demeure du 19 mai 2022, la Commission européenne a demandé au Luxembourg de présenter ses observations quant à la transposition incorrecte de certaines dispositions de la décision-cadre 2002/584/JAI. Dans le courrier précité, la Commission européenne estimait que le Luxembourg avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 15, paragraphe 1^{er}, et l'article 17, paragraphes 2 et 4, de la décision-cadre 2002/584/JAI concernant les délais pour prendre une décision sur l'exécution du mandat d'arrêt européen ainsi qu'à ses

obligations d'informer sans délai l'autorité judiciaire de l'État qui a émis le mandat d'arrêt européen.

En réponse aux observations formulées par le Gouvernement luxembourgeois par lettre du 20 juin 2022, la Commission européenne a adressé un avis motivé au Grand-Duché de Luxembourg le 1^{er} juin 2023, conformément à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'avis susmentionné constate que le Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 15, paragraphe 1^{er}, et de l'article 17, paragraphe 4, de la décision-cadre 2002/584/JAI en transposant de manière incorrecte la possibilité de prolonger, dans certains cas, les délais pour statuer sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen ainsi que l'obligation ultérieure d'en informer immédiatement l'autorité judiciaire d'émission en indiquant les raisons ayant mené au retard.

Le constat de la transposition incorrecte de l'article 17, paragraphe 2, relatif aux délais d'adoption d'une décision sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen après le consentement de la personne recherchée à sa remise, a été retiré à la suite des observations formulées par le Luxembourg. Conformément à l'avis motivé susmentionné, le Luxembourg dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis pour prendre les mesures nécessaires afin de remédier aux manquements constatés par la Commission européenne. En cas de non-conformité à la décision-cadre dans le délai fixé, la Commission européenne pourrait saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours en manquement à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg.

La Commission européenne a donc recommandé au Luxembourg d'élaborer une disposition légale permettant une application conforme et plus littérale du droit européen, afin de renforcer l'État de droit et les droits de la défense au Grand-Duché de Luxembourg. Par conséquent, le présent projet de loi vise à remédier aux manquements constatés.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2023

Rapporteur : M. Charel Weiler

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

25/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/01/2024

Attaques contre les systèmes d'information

8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

Des systèmes d'information performants sont tout aussi indispensables à la liberté, à la sécurité et à la justice d'un État qu'à la lutte contre la cybercriminalité. Afin de garantir un niveau de protection adéquat des systèmes d'information des États membres de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil ont adopté en date du 12 août 2013 la directive 2013/40/UE relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil.

Au plan national, cette directive a été transposée par la loi du 18 juillet 2014 portant 1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001, 2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination des actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003, 3) modification du Code pénal, 4) modification du Code d'instruction criminelle, 5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

La Commission européenne a toutefois constaté que le Luxembourg avait transposé de manière incorrecte l'article 9, paragraphe 4, notamment le point b), de la directive, lequel impose aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour que les infractions d'atteinte à l'intégrité d'un système d'information et à l'intégrité des données visées aux articles 4 et 5 de la directive soient passibles d'une peine maximale d'au moins cinq ans d'emprisonnement lorsqu'elles sont commises dans le cadre d'une organisation criminelle, qu'elles causent un préjudice grave ou qu'elles sont commises contre un système d'information d'une infrastructure critique.

Il a donc été recommandé au Luxembourg d'élaborer une disposition légale permettant une application conforme et plus littérale du droit européen. De ce fait, ce projet

de loi prévoit ainsi d'inclure les circonstances aggravantes prévues par la directive, tout en y appliquant une sanction efficace, proportionnée et dissuasive. In fine, il appartient aux autorités judiciaires d'apprécier au cas par cas s'il s'agit ou non d'une circonstance aggravante.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/09/2023

Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

21/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

25/01/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30/01/2024

10^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Communications** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Ordre du jour** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Changements de composition de commissions parlementaires** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
- 6. Heure de questions au Gouvernement** p. 11
Question n° 20 du 30 janvier 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au statut et au congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 11
Mme Stéphanie Weydert | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 21 du 29 janvier 2024 de M. Franz Fayot relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question n° 22 du 30 janvier 2024 de M. Laurent Mosar relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question n° 23 du 30 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 12
M. Franz Fayot | M. Laurent Mosar | M. Fernand Kartheiser | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question n° 24 du 30 janvier 2024 de M. Gusty Graas relative au financement des fonds de pension des fonctionnaires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 13
M. Gusty Graas | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 25 du 30 janvier 2024 de M. Tom Weidig relative à la production industrielle, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 13
M. Tom Weidig | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 26 du 30 janvier 2024 de M. Christophe Hansen relative au prolongement des avantages commerciaux accordés à l'Ukraine par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 14
M. Christophe Hansen | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Question n° 27 du 30 janvier 2024 de M. François Bausch relative au « Logementsdësch », adressée à M. le Premier ministre p. 14
M. François Bausch | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 28 du 30 janvier 2024 de Mme Carole Hartmann relative aux terrains et installations utilisés par les scouts en zone verte, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 15
Mme Carole Hartmann | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Question n° 29 du 30 janvier 2024 de M. Sven Clement relative à l'avis juridique concernant l'interdiction de la mendicité entre 7.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Premier ministre p. 15
M. Sven Clement | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 30 du 30 janvier 2024 de M. David Wagner relative à la taxe sur les véhicules routiers, adressée à M. le Ministre des Finances p. 16
M. David Wagner | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Question n° 31 du 29 janvier 2024 de M. Dan Biancalana relative à la phase répressive de l'interdiction de la mendicité entre 7.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 16
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 32 du 29 janvier 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative au système de pension, adressée à M. le Premier ministre p. 17
M. Mars Di Bartolomeo | M. Luc Frieden, Premier ministre
7. Question élargie n° 1 de M. Fernand Kartheiser relative à la « Clearance » du Service de renseignement de l'État p. 17
M. Fernand Kartheiser | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Fernand Kartheiser | M. le Premier ministre Luc Frieden
8. Question élargie n° 2 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive ATAD 3 p. 18
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Gilles Roth
9. Résolution de Mme Sam Tanson relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires p. 20
Dépôt et exposé : Mme Sam Tanson
Vote sur la résolution (adoptée)
10. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la diminution du nombre de personnes parlant le luxembourgeois p. 20
Exposé : M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen, M. Georges Engel et M. Meris Sehic) (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : Mme Françoise Kemp | M. André Bauler (dépôt de la motion 3) | Mme Liz Braz (interventions de M. Fred Keup) | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Ben Polidori | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture (intervention de M. Fred Keup)

Motion 1 : M. Fred Keup | Mme Liz Braz | Mme Sam Tanson | M. Ben Polidori | M. Marc Baum | M. Fred Keup

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. André Bauler | M. Marc Baum | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. André Bauler | M. Fred Keup

Vote sur la motion 3 (adoptée)

11. 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

p. 30

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charel Weiler

Discussion générale : Mme Simone Beissel | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8287 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

p. 31

Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Donnersbach

Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8316 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn e puer Kommunikatiounen ze maachen.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 30 janvier 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/01/2024

8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/01/2024

8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Sven Clement, Député, M. Fred Keup, Député, Mme Sam Tanson, Députée, M. Marc Spautz, Député, le 25/01/2024

8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, M. Marc Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Sven Clement, Député, M. Fred Keup, Député, M. Marc Spautz, Député, Mme Sam Tanson, Députée, le 25/01/2024

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7807 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22/04/2021

Retrait du rôle des affaires : 24/01/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3011 – Demande de pétition publique : Abolir la classe d'impôt 1a et le transfert vers la classe d'impôt 2

Dépôt : Mme Amel Meftah, le 16/01/2024

3012 – Demande de pétition publique : Retour à l'ancien plafond pour les chèques repas

Dépôt : M. Frédéric Nicolas, le 16/01/2024

3013 – Demande de pétition publique : Zusätzlicher Feiertag auch für Schulen wegen des Überschneidens von Christi Himmelfahrt und dem Europatag (9. Mai)

Dépôt : M. Leo Spiridigliozzi, le 16/01/2024

3014 – Demande de pétition publique : Méi Sécherheet a Schutz fir schwanger Fraen an engem Gesondheetsberuff oder Beruff mat kierperlecher Aarbecht! Dispensen direkt nodeems de Gynekolog eng Schwangerschaftsbestätigung ausgestellt huet

Dépôt : Mme Nina Kliska, le 16/01/2024

3015 – Demande de pétition publique : Interdiction des activités Auchan, qui soutient la Russie dans la guerre en Ukraine

Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/01/2024

3016 – Demande de pétition publique : Interdiction de vendre des marchandises à la société Knauf, qui sponsorise la Russie dans la guerre contre l'Ukraine

Dépôt : Mme Olga Orlovskaya, le 17/01/2024

3017 – Demande de pétition publique : Der Staat muss auch RTL1 finanzieren

Dépôt : M. Marc Kintgen, le 17/01/2024

3018 – Demande de pétition publique : Einführung eines regelmäßigen Winterstreudiens mit Sand zwischen 4 & 7h morgens durch die Kommunen gegen eine monatliche Gebühr in den Wintermonaten verteilt auf alle Haushalte

Dépôt : Mme Maria Tzanidakis, le 17/01/2024

3019 – Demande de pétition publique : Avoir plus d'aide pour les enfants et adolescents qui souffrent de mobbing dans les écoles. / Avoir un droit, une loi pour que la souffrance des enfants se termine positivement. Égalité pour tous !

Dépôt : Mme Filipa Andreia Teodoro Martins, le 17/01/2024

3020 – Demande de pétition publique : Vollständige Erstattung von Zahnimplantaten und Zahnbrücken durch die Krankenkasse

Dépôt : M. Théophile Schickes, le 18/01/2024

3021 – Demande de pétition publique : Suppression/modification du plafond des chèques repas; removal/modification of meal voucher limits; Ewechhuelen/Ännerung vum Plaffong vun Iessensbongen

Dépôt : M. Maxim Grauwms, le 18/01/2024

3022 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt pour veufs

Dépôt : Mme Sandrine Ferretti, le 19/01/2024

3023 – Demande de pétition publique : Unerkennung vum palästinensische Staat / Reconnaissance de l'État palestinien / Recognition of the Palestinian state / Anerkennung des palästinensischen Staates

Dépôt : M. Halid Karajbic, le 19/01/2024

3024 – Demande de pétition publique : Man hat B-Führerschein seit Jahren, mit B-100, an der Grenze hört doch nicht alles auf. Wir sind Europa, was soll das? Man kann Quad fahren ohne Restriktionen, 3-Rad (piaggio) ohne Restriktionen, aber B-100 ist nach der Grenze nicht erlaubt. Man hat ja mit B-Führerschein genug Erfahrung. Es soll legalisiert werden

Dépôt : Mme Danielle Streff, le 20/01/2024

3025 – Demande de pétition publique : Pétition afin de pouvoir garder les urnes de défunts à la maison

Dépôt : M. Thierry Roland, le 21/01/2024

3026 – Demande de pétition publique : Mietverträge

Dépôt : Mme Myriam Jung, le 21/01/2024

3027 – Demande de pétition publique : Le gouvernement luxembourgeois doit reconnaître l'État de Palestine et contribuer par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient, le plus vite possible

Dépôt : Mme Fatima Kurtic, le 21/01/2024

3028 – Demande de pétition publique : Suppression de la limite de 5 tickets/cartes repas par jour

Dépôt : M. Yann Wachowiak, le 23/01/2024

3029 – Demande de pétition publique : Le Luxembourg doit reconnaître la fibromyalgie comme une maladie réelle et handicapante

Dépôt : Mme Ann Clémentine Geismar, le 23/01/2024

3030 – Demande de pétition publique : Indemnisation des travailleurs sans possibilité de télétravail. / Entschädigung für Arbeitnehmer ohne Möglichkeit zur Telearbeit

Dépôt : Mme Sabrina Seyler, le 26/01/2024

3031 – Demande de pétition publique : Améliorer la visibilité des pétitions ouvertes en créant un système de notification automatisé

Dépôt : M. Eugenio Frisetti Carpani, le 26/01/2024

3032 – Demande de pétition ordinaire : Net gutt, dass Lëtzebuergesch op de Klasse 7^e, 6^e a 5^e ofgeschaaft gouf

Dépôt : M. Loris Stankovic, le 25/01/2024

3033 – Demande de pétition ordinaire : Sécherheet, Mobbing, Lycéeën

Dépôt : Mme Thérèse Ricquier, le 24/01/2024

3034 – Demande de pétition ordinaire : Gegen die Subventionierung des Wohnungsbauprojekts in Altrier, wenn es den Abriss der ehemaligen Schule beinhaltet

Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/01/2024

3035 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la mise en place d'un leasing social pour les voitures électriques au Luxembourg

Dépôt : M. Adnan Cindrak, le 27/01/2024

3036 – Demande de pétition publique : Méi Hëllef fir Fussballveräiner

Dépôt : M. Steve Seyler, le 28/01/2024

3037 – Demande de pétition publique : Primm fir Elektromobilitéit stoppen

Dépôt : M. Martin Ronck, le 30/01/2024

3038 – Demande de pétition publique : Un chemin piéton entre Sandweiler et la prison de Schrassig

Dépôt : M. Georges Bonkoua, le 30/01/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Octroi d'un titre honorifique à d'anciens députés

De Bureau huet de 17. Januar 2024 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, follgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen: dem Här François Benoy, der Madamm Cécile Hemmen an der Madamm Josée Lorsché.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert. Den neien Éieren-deputéierten eis Felicitatiounen!

(Applaudissements)

5. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si follgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Baum all Kéier fir de Punkt iwwert d'Gesetzespropositioun 8008, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Gesetzespropositioun. An den Här Laurent Mosar ersetzt den Här Félix Eischen fir de Volet Economie.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Sven Clement den Här Marc Baum all Kéier fir de Punkt iwwert d'Gesetzespropositioun 7966, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Gesetzespropositioun.

An der Commission du Travail ersetzt den Här Georges Engel den Här Yves Cruchten.

An der Commission de l'Exécution budgétaire ersetzt d'Madamm Françoise Kemp den Här Maurice Bauer an den Här Félix Eischen ersetzt den Här Laurent Mosar.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 20 vun der Madamm Stéphanie Weydert un den Här Inneminister iwwert de Statut an de Congé politique vun de Buergermeeschteren, Schäffen a Conseilleren. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 20 du 30 janvier 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au statut et au congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Här Inneminister eng Fro iwwert de Congé politique stellen. Een Objektiv am Koalitiounsaccord war et, d'Gemengemandater, also déi vun de lokale Politiker, méi attraktiv ze gestalten. Mir wëssen allequerten, datt op d'Kommunalpolitiker an deene

leschte Joren ëmmer méi Aarbecht duerkomm ass an dës ëmmer méi villfältig an usprochsvoll ginn ass.

Konkreet wollt ech dofir vun Iech wëssen, wéi eng Ännerungen Dir am Kader vum Congé politique, deen aktuell besteet, virgesinn hutt a wat Der wëllt aféieren. A wéini wäerten déi 40 Stonne Congé politique fir déi Buergermeeschteren a Buergermeeschtesche vun deene Gemengen, déi méi wéi 6.000 Awunner hunn, agefouert ginn, esou wéi dat am Koalitiounsaccord virgesinn ass? A wéini wäert Der den Dialog mat de Gemengepolitiker sichen? Dat war och eppes, wat Iech um Härzer louch.

Des Weidere wëllt ech nach wëssen, wéi et ausgesäit a puncto Exemptioun vun de Cotisatioune vun der Sécurité sociale, vun den Indemnitéiten a Jetons de présence vun de Gemengepolitiker, déi se kréie fir d'Vertriedung an de Gemengesyndicater oder an anere Verwaltungsreite vun aneren Entitéiten, wou se am Kader vun hirem Gemengemandat setzen. Sinn Iech do Schwiergekeete bekannt? A wéi wëllt Der dergéint virgoen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Fir d'éischt och der Madamm Weydert merci fir déi Fro. An op dëser Plaz, an ech mengen, do kann ech am Numm vum ganzen Haus hei schwätzen, e grouse Merci fir den Asaz vun alle Gemengepolitiker, déi sech dagdeeglech an der Gemeng fir d'Wuel vun de Bierger a Biergerinnen asetzen.

Déi viregt Regierung hat e Projet vun engem Règlement grand-ducal deponéiert den 22. Juli 2022, wou schonn eng Rei Adaptatioune beim Congé politique fir d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, bei de Conseil-lere vu Gemengen iwwer 20.000 Awunner virgesi waren, wéi och de Contingent, dat heescht déi Stonnen, déi ee kann ënnert dem Schäfferot verdeelen, fir zum Beispill a Syndicater ze siegieren, vun 9 op 15 sollt eropgesat ginn.

An der Regierungserklärung, am Accord de coalition steet, datt bei Gemenge vu 6.000 Awunner un, de Congé politique op 40 Stonnen eropgesat soll ginn. Dat géif 18 Gemenge betreffe wéi zum Beispill Dikrech, Jonglënster oder Nidderaanwen.

Fir d'Prozedur ze accelerieren, hunn ech decidéiert, de Projet vum 22. Juli zrëckzezéien. En neie Projet wäert ech an de Regierungsrot erabrénge, wou déi Modifikatiounen drakommen, déi déi viregt Regierung virgesinn huet, plus de Congé politique op 40 Stonnen eropzesetze fir Gemenge vu 6.000 Awunner un.

Et ass och vun der viregter Regierung e Projet de loi schonn deponéiert ginn, och am Juli 2022, wou et ënner aneren ëm de Statut vum Élu local geet an och ëm d'Deontologie. Hei war virgesi ginn, datt de Congé politique soll anescht genannt ginn, nämlech „décharge pour activités politiques“. Ech si mat där Expressioun, Denominatioun, net d'accord. Mir wäerte beim Congé politique bleiwen. Mir waarden elo op den Avis vum Staatsrot an da wäerte mer do zu dësem Projet déi néideg Amendementer erabrénge.

Betreffend Är Fro iwwert d'Exemptioun vun der Cotisation sociale op den Indemnitéite respektiv de Jetone vun de Membere vum Schäfferot a vum Gemengerot sinn ech amgaang, mat der Ministesch fir d'Sécurité sociale en Text auszeschaffen, fir datt mer déi Exemptioun aféieren; dat heescht, datt dorobber keng Sécurité sociale soll bezuelt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An dann nach zum Schluss wëll ech soen, datt ech am Laf vun dësem Joer wäert den Tour duerch d'Land maachen an déi véier Bezirker, mam Syvicol zesummen, fir mat de Gemengen aus deene verschiddene Bezirker en Dialog ze féieren, wéi mer hinne kënnen weider Hëllefstellung ginn a wéi mer kënnen och besonnesch d'Situatioun vun den Élus locaux an och wéi se mat eis, mam Ministère, an Zukunft zesummeschaffen, wäerte kënnen verbesseren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Innenminister Merci.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 21 vum Här Franz Fayot, zur Fro Nummer 22 vum Här Laurent Mosar an zur Fro Nummer 23 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Reprochë géint d'UNRWA-Mataarbechter am Kader vun den Hamas-Attentater vum 7. Oktober. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 21 du 29 janvier 2024 de M. Franz Fayot relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

– **Question n° 22 du 30 janvier 2024 de M. Laurent Mosar relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

– **Question n° 23 du 30 janvier 2024 de M. Fernand Kartheiser relative aux allégations d'Israël contre des employés d'UNRWA en rapport avec les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Et ass ze begreissen, dass de Commissaire général vun der UNRWA, dem UNO-Flüchtlingswierk fir Palästinenser am Noen Osten, direkt eng intern Enquête opgemaach huet zu den Accusatiounen, déi eng zwoelf Mataarbechter betreffen, déi bei den Attacke vum 7. Oktober vun der Hamas solle matgewierkt hunn an dës och direkt suspendéiert huet.

Nawell stelle sech eng Rei Froen an dësem Kontext. Éischstens stellt sech d'Fro vun der Verhältnisméissegkeet, wann elo enger Organisatioun wéi der UNRWA solle Finanzementer gestrach ginn, wëssend, dass d'UNRWA aktuell déi bei Wäitem wichtegst humanitär Organisatioun a Gaza ass, déi ëmmer nach mat 3.000 Mataarbechter ronn 2 Milliounen Mënschen a schlémmste Konditiounen tant bien que mal iwwer Waasser hält. Dës gëtt och vun der UNRWA selwer a vun der UNO ënnerstrach.

Zweetens si mer hei ëmmer nach am Beräich vu Behauptungen, déi nach net bewise sinn an déi laut engem Artikel an „Associated Press“ vum 29. Januar aus engem israelleschen Dokument ervirginn, dat net onofhängeg confirméiert konnt ginn. Wann een déi laangjäreg Tensioun kennt tëschent Israel an der UNRWA, da muss een dat hei also insbesonnesch an deem extreem ugespaanten aktuelle Kontext an och géint de Background vun der Decisioun vum Internationale Gerichtshaff mat ganz vill Virsicht kucken.

Dofir meng Froen un Iech, Här Ausseminister, wëssend, dass Lëtzebuerg e laangjäregen a verlëssleche

Partner vun der UNRWA ass, dass mer e Cadre pluriannuel hu mat der UNRWA an dass mer och, mengen ech, per capita ee vun den Haaptdonateuren si vun där Organisatioun: Ass Ären Tweet vum 28. Januar effektiv esou ze deiten, dass Lëtzebuerg säi pluriannuelle Finanzéierungskader mat UNRWA géif suspendéieren oder souguer stoppen, wann aus der Enquête géif eng Implikatioun vun e puer Mataarbechter an den Attacke vun der Hamas vum 7. Oktober ervirgoen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. An d'Wuert huet elo den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, den Här Fayot huet schonn de Kontext gesat, soudatt ech et ganz kuerz kann halen.

Ech wollt awer zousätzlech zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, mech op en Artikel referéieren, dee gëschter Owend oder de Moien am „Wall Street Journal“, wat jo awer eng ganz seriös Zeitung ass, erschéngen ass, wou dervu rieds geet, datt et sech hei net nëmme géif ëm zwoelf Mataarbechter handeln, mee datt et sech kéint ëm bis zu 10 % vun de ganzen Effektive vun UNRWA handeln. Dat wär natierlech nach eng ganz aner Envergure wéi déi, déi elo mol um Dësch läit.

Ech mengen, ech si mam Här Fayot d'accord, fir ze soen: Hei spillt natierlech eng Présomption d'innocence. Nach muss een awer wëssen: Wann dat déi Ausmoossen hätt, wéi dann elo dee „Wall Street Journal“ do behaupt, da géif dat effektiv méi wéi ëm eng Dose Leit goen an da géif sech effektiv d'Fro stellen, wéi et hei virugeet.

Dofir och meng Froen, déi änlech si wéi déi vum Här Fayot. Mir hunn och de Moie schonn den Ausseminister an der zoustänneger Kommissioun héieren, wou en eis gesot huet, wat do am Moment d'Positioun vun der Regierung wier. Eis a mech géif et awer och interesséieren, sollt sech erausstellen, datt do effektiv grav Dysfonctionnementen wieren – fir et mol net aneschter ze qualifizéieren –, wat och d'Positioun vun der Regierung wier, an, pour le reste natierlech och, wéi mir mat deenen Hëllef, fir déi mer eis engagéiert hunn, och mëttel- a laangfristeg wäerten ëmgoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An elo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Wann een als Drëtze schwätzt, dann huet een alt dee Virdeel, datt een net alles muss widerhuelen.

Ech wollt awer d'Regierung e bësse méi wäit féieren an dëser Diskussioun ronderëm d'UNRWA, well mer jo och an der Vergaangenheet schonn ëmmer erëm Problemer hate mat dëser Organisatioun. Ech wëll just drun erënneren, datt se – anescht wéi d'UNHCR zum Beispill – aner Reegelen huet fir d'Definitioun vun engem Refugié.

Et ass a Palästina, an där Géigend, ierflech – an anere Géigenden op der Welt net! Mir schwätzen haut bei deene jonken Däitschen, deenen hir Grousseltere vläicht aus Osteuropa verdriwwen goufen, net méi vu Refugiéen. A Palästina gëtt dat anescht gehandhaabt. Dofir ass dat emol e Problem, deen och an der Politik ëmmer rëm diskutéiert gëtt: Ass et iwwerhaapt legitim, Leit als Refugié ze bezeichnen, deenen hir Grousseltere verdriwwen goufen?

Dat Zweet ass, datt bei der UNRWA ëmmer rëm Schoulbicher-Problemer opgedaucht sinn: antisemitesch an antisraellesch Inhalter. Elo goufe Puzzlele fir

Kanner fonnt mat Iwwerfall op Israel an esou weider. Och do muss een ëmmer soen, an dat ass net nei, datt mer am Kader vun der UNRWA ëmmer rëm Problemer hate mat Antizionismus, Antisemitismus.

Mir hate souguer de Problem, datt an UNO-Infrastrukturen am Gazagebiet, a Schoulen notament, och an deene leschte Jore scho Waffe fonnt goufen, an dat och ëmmer nees thematiséiert gouf. Et ass also absolutt keen neie Problem, och wann dat hei elo an enger Dimensioun ass, déi mer bis elo net kannt hunn.

D'Lëtzeburger Regierung bezitt awer virun, während vill anerer vun eise Partner an Alliierten dat net méi maachen. D'Vereenegt Kinnekräich, Däitschland, d'USA, Australien, Kanada, Frankräich, Japan, Éisträich, Italien, Finnland an anerer hunn opgehalen ze finanzéieren – mir maachen et virun.

Ass dat sënnvoll? D'Regierung seet: „Jo, well et ass wichteg déi Leit humanitär ze ënnerstëtzen.“ Dorunner zweifelt kee Mënsch, a mir bestëmmt och net, mee et gëtt och aner Organisatiounen: de Rouden Hallefmound ... An et kéint een och der UNHCR déi Verantwortung fir déi Regioun iwwerdroen, déi elo am Ablék am Kompetenzberäich vun der UNRWA läit.

Et gëtt also Alternativen. An d'Fro un d'Regierung ass ganz kloer: Solle mer net op Alternativen zu der UNRWA zrëckgräifen? A brauche mer iwwerhaapt eng UNRWA, wann et jo eng UNHCR gëtt?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci deenen dräi Orateuren, déi elo just d'Wuert ergraff hunn.

D'Fro ... – ganz kloer: Jo, mir brauchen eng UNRWA! Déi Fro stellt sech net, ob een eng UNRWA brauch oder net. Mir hunn hautdesdaags eng 30.000 Leit, déi fir d'UNRWA schaffen. An ech muss Iech soen, dass dat déi Hëlleforganisatioun am Fong ass, och wann et eng Agence ass, déi awer all Dag kuckt, dass Soin-de-santéen, Educatioun an och Iesswueren, am Moment, ukommen. Dat heescht, d'Fro, ob een d'UNRWA brauch oder net: Am Moment ass et ...

An ech wëll just drun erënneren, dass et eng Agence ass, déi all dräi Joer frësch bestëmmt gëtt! Dat ass e „provisoire qui dure, qui dure, qui dure“, well am Moment och nach keen anere kapabel ass, déi Aarbecht, déi d'UNRWA iwwerhëlt, do och ze iwwerhuelen.

Jo, bei deenen 30.000 Leit, déi fir d'UNRWA schaffen, sinn, „selon les informations“ vun israellescher Säit, eng Rëtsch vu Leit, déi bedeelegt gewiescht wieren un den Attacke vum 7. Oktober. An et ass den Här Lazzarini selwer, deen als Kommissär erausgaangen ass a gesot huet: „Mir müssen direkt Konsequenzen doraus zéien.“

Ech kann Iech soen: Fir ons Lëtzeburger Regierung wëlle mer och déi Enquête ofwaard. An am Fong hu mer déi selwecht Positioun wéi d'Kommissioun.

Den Här Fayot huet eis gefrot, ob mer géifen ophalen oder net. Mir waarden op d'Enquête, bis déi fäerdeg ass –, wat eben d'Envergure ass, wat fir Konsequenzen ze zéie sinn, an dass och d'Impunitéit net dierf hei op eng Kéier zielen an dass déi Leit, wa se eppes gemaach hunn, och musse bestrooft ginn, an dat mat strofrechtleche Moyenen.

Mir hunn Engagementer geholl mat der UNRWA. Mir kéinte selbstverständlech soen: „Elo hale mer

op vun haut op muer, der UNRWA egal wéi eng Hëllef ze ginn.“ Et si jo verschidde Länner, déi dat esou ugekënnegt hunn. Ech kann Iech just soen, dass mer riskéieren, eng Crise alimentaire – mais aiguë –, ze kréien an der Gazasträif, wou d'Leit net nëmme wéinst Rakéiten ëm d'Liewe kommen, mee well se näischt méi z'essen hunn. D'UNRWA sinn déi, déi sech am Moment drëms këmmere, dass iwwerhaapt och Iessen an déi Géigend kënn.

D'Regierung huet Engagementer geholl. Do si Pluri-annuellen – ech mengen, den Här Fayot weess et, well e se och selwer ënnerschräwen huet –, déi geholl gi sinn. Mir wëllen do am Moment näischt drun änneren. Mir wëllen awer och elo net méi maachen, wéi dat, wat elo virgesinn ass. Mir wëssen, dass verschidde Länner sech elo net méi engagéieren an dass da bei der UNRWA wäert och e Choix ze treffen sinn an e Manque ka kommen.

Mir waarde bis déi Enquête fäerdeg ass op jidde Fall. Mee „on continue les engagements que l'on a pris“. Do gëtt näischt gestoppt. Mee wa bis d'Enquête gemaach ass, wäert d'Regierung och zesammen déi Decisiounen huelen, déi néideg sinn. Ech wëll just soen, dass bei deenen 30.000 Leit a bei där ganzer Hëllef, déi elo geschitt ass, een net eng ganz Organisatioun och dofir ka condemnéieren.

Wann hei Schëlleger sinn, sollen déi zur Rechenschaft gezu ginn. Mir sollen awer och net vergiessen, dass et hei drëms geet, deenen Äermsten an deenen, déi am schwächste sinn, an dëser Region vum der Welt och e bëssen Hëllef ze ginn. A gleeft mer: Ouni déi hätte mer nach aner Desasteren. A mir riskéieren, nach méi Onstabilitéit ze kréien, wann et d'UNRWA net méi géif ginn!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 24 vum Här Gusty Graas un den Här Inneminister iwwert d'Finanzéierung vum de Pensiounsfonge vum de Gemengebeamten. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 24 du 30 janvier 2024 de M. Gusty Graas relative au financement des fonds de pension des fonctionnaires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass jo en oppent Geheimnis, dass d'Pensiounskeest vum de Gemengebeamten an de Gemeindegestallten zënter Joren eng Rei Probleme kennt. D'Schéier zwëschen deenen, déi Pensioun kréien, respektiv de Cotisatiounen, déi ass ëmmer méi ausereegaangen. 2011 ass zum Beispill nach 1,80 Aktiven op ee Pensionnaire komm. 2022 war dat nach 1,43. An et gëtt och gerechent, dass bis zum Joer 2026 en Defizit vu 87,7 Milliounen wäert entstoen.

Bis elo waren d'Haaptrecetten 8 % vum de Bruttolëin, déi opgehuewe ginn als Cotisatioun. Dat war jo deemools op Basis vum deem Gesetz aus dem Joer 1999. Den Här Wolter ass elo net heibannen, deen hätt dat nach besser kënnen ënnersträichen. An d'Gemengen hunn 20,3 % an de Staat 14,7 % bäigedroen.

Elo sollen déi Tauxe jo progressiv bis d'Joer 2026 op 50 % cumuléiert ugehuewe ginn. An d'Gemenge goufe jo och iwwer eng Circulaire ministérielle vum 26. Oktober informéiert, dass den Taux fir d'Joer 2024 fir d'Gemenge schonn op 28,01 % gehuewe gëtt an de staatleche Fong op 20,28 %. Dobäi muss ee jo och wëssen, dass déi 20,28 % direkt vum Fong „dotation communale“ ofgezweigt ginn.

Dowéinst wollt ech an deem Kontext e puer Froe stellen. Ech ginn och ganz éierlech zou: Déi Zuelen hunn ech aus engem Artikel vum „Lëtzeburger Wort“ gëschter. Duerfir déi éischt Fro natierlech, ob Dir dat kënnt confirméieren, ob déi Situatioun, esou, wéi se do geschriwwen gëtt, tatsächlech der Wirklechkeet och entsprécht.

Wa jo: Wéi kann dann elo mëttel- bis laangfristeg awer dee Problem do geléist ginn? Besteet net awer och d'Gefor, an ech denke virun allem un eng Rei méi kleng Gemengen, dass déi awer elo vläicht iwwerbelascht gi mat deenen zousätzleche Cotisatiounen.

Dann ass och monéiert ginn an deem Artikel – an ech kucken do op de President vum Syvicol, dee weess dat besser wéi ech –, dass an deem Verwaltungsrot vum der Pensiounskeess kee Vertrieeder vum de Gemengen dran ass. An, ech mengen, véier Assurée sinn dran, an dräi vum Inneministère genannte Beamten. An d'Fro, déi sech awer effektiv do opdrängt: ob net awer vläicht och d'Gemenge solle gegebenefalls an deem Verwaltungsrot vertruede sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An dann huet den Inneminister d'Wuert fir d'Äntwert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Här Graas fir dës Fro. Ech wëll hei ganz kloer soen, dass d'Pensioun wäerte weider bezuelt ginn an dass déi garantéiert sinn. Mir mussen awer, opgrond vum politescher Inaktivitéit vum de leschten zéng Joer, eis mat der Fro ausereesetzen.

(Interruptions)

Vläicht zu den Zuelen, Här Graas. Den Defizit, dee virgesinn ass fir 2025, läit bei 73,4 Milliounen. 2026 géif e bei 82,8 Milliounen leien an 2027 bei 95,2 Milliounen. Wa mer näischt géife changéieren, da missten d'Gemengen elo fir 2024 – dat muss se jo maachen – 28,01 % bäisteieren, 2025: 28,75 %, 2026: 29,56 %, an 2027: 30,56 %.

Jo, et gëtt am Fong net méi genuch Beamten, fir an déi Pensiounskeess ze cotiséieren. Duerfir dréit de System net méi esou wéi fréier. D'Gemenge stellen och ëmmer méi Employés communaux an oder souguer Employés oder Salariés à tâche intellectuelle. Vill Fonctionnaire sinn an de leschte Joren och an d'Pensioun gaangen. An duerfir wëll ech eng Taskforce opstellen, wou Vertrieeder aus dem Interieur, aus dem Finanzministère, aus dem Syvicol, aus der Pensiounskeess an aus de Gewerkschaften dra sinn, fir eis Gedanken ze maachen – och well generell ëmmer méi finanziell Laaschten op d'Gemengen zoukomme mat hire villen Attributiounen, déi se hunn –, fir deen do Problem kënnen ze léisen.

Ech wëll och, dass de Syvicol Vertrieeder am Verwaltungsrot vum där Mutuelle huet. Dir hutt et richtig gesot: Dat ass bis dato net de Fall. Ech fannen dat net normal. An ech denken, dass mer, wa mer alleguer do um selwichte Strang zéien, och kënnen eng konkret Léisung fannen, fir deem do entgéintzewirken.

Ech kann Iech haut net konkret soen, wat déi verschidden Optiounen sinn. Bei mir an der Beaumontsgaass schaffe mer elo drun. A wéi gesot, déi Taskforce huet dann als Missioun, dat do och ze begleeden.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 25 vum Här Tom Weidig un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert déi industriell Produktioun. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 25 du 30 janvier 2024 de M. Tom Weidig relative à la production industrielle, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Minister, no den Zuele vum Statec, déi gëschter verëffentlecht gi sinn, ass d'Industrieproduktioun zu Lëtzebuerg d'lescht Joer staark erofgaangen ëm bal 6 %, méi wéi an deene meeschten anere Länner. A Frankräich ass se awer ëm bal 1 % geklommen.

Duerfir hunn ech dräi kuerz Froen un Iech. Éischtens: Firwat ass d'Produktioun zu Lëtzebuerg esou staark gefall, och par rapport zu anere Länner? Zweetens: Wësst Dir, firwat dass d'Produktioun a Frankräich souguer eropgaangen ass par rapport zu anere Länner? Ass et wéinst de méi bëllegen Energiepräisser? An drëttens: Wéi gesitt Dir d'Entwécklung an den nächsten zwee Joer?

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här Weidig, fir déi Fro. Jo, d'Zuele vum Statec sinn erauskomm an et ass e ganz wichtege Indicateur fir d'Regierung, fir ze gesinn, wéi den Développement vum der Industrie hei zu Lëtzebuerg ass. Mir gesinn, dass mer an der ganzer Eurozon eng Diminutioun vum der Aktivitéit an der Industrie hunn. Mir schwätzen hei vu ronn minus 3 %. Zu Lëtzebuerg ass se méi héich mat ronn minus 5,9 %.

Et gëtt eng Panoplie vum Ursachen, déi dat dote mat sech bréngen. Ech mengen, natierlech ass d'Aktivitéit an der Baubranche e ganz wichtege Volet dovun, well déi Materialien, déi produzéiert ginn, natierlech, och wa se net ofkaf ginn, en Impakt hunn op d'Produktioun. Op där anerer Säit wësse mer awer och, dass eisen Ökosystem vum der Industrie hei zu Lëtzebuerg en Tissu ass, dee relativ kleng ass. Mir hate verschidde grouss Industrien, déi zu engem gewëssene Moment net produzéiert hunn d'lescht Joer, well se zum Beispill en neien Uewe kruten, wat doduerch dann och mat sech bruecht huet, dass do déi Zifferen erofginn.

Wat awer berouegend ass, feststellen, dass ass, dass den Emploi an der Industrie stabill bliwwen ass, d'nämmlecht wéi d'Valeur ajoutée a Chiffres absolus stabill bliwwen ass, an dat net nëmme iwwert déi lescht zwee, dräi Joer, mee iwwert déi lescht zéng Joer. Natierlech, prozentual par rapport zum PIB gesäit een, well aner Secteuren eropgaangen sinn an d'Industrie stabill bliwwen ass, dass d'Industrie do prozentual gesinn ofhëlt par rapport zu der Valeur ajoutée, zum Rächtum vum Land. Wéi gesot, berouegend ass awer, feststellen, dass den Emploi an d'Chiffre absolu stabill bliwwen.

Grad dofir ass et wichteg, dass déi Mesüeren, wéi mer se als Regierung am Koalitionsaccord festgehalen hunn, och schnellstméiglech ëmgesat ginn. Sief et d'Simplification administrative, fir dass mer och muer eng Industrie 2.0 hunn, där mer hëllefen um Wee vum der Dekarbonisatioun am Sënn vun der Recherche et développement natierlech, awer och am Sënn vum grénge Stol oder vun anere Mesüeren, déi ëmgesat ginn, fir kënnen eis Industrie an deenen nächste Joren nach fit ze maachen, dass mer och iwwermuer nach eng Industrie hei zu Lëtzebuerg hunn.

(Interruption par la présidence)

Hydrogeen: e ganz wichtege Volet, wou mer och musse virukommen, net nëmme mat eiser Strategie,

mee ze gesinn, wéi mer den Hydrogeen eiser Industrie kënnen zur Verfügung stellen, fir dass mer d'Industrie vu muer och nach kënnen hunn.

(Interruption par la présidence)

Déi héich Energiepräisser bréngen natierlech mat sech, dass verschidden Industrien och hei zu Lëtzebuerg hir Produktioun gedrosselt, also erofgesat hunn. Dofir gesi mer déi Zuelen do och. Dat ass eng vun de weideren Erklärungen dozou. Awer och d'Energieproduktionsbetreiber fale mat an déi Kategorie vun der Industrie, vu dass mer do eng Diminution hunn, wat och nach eng Kéier Repercussionen op déi Zuelen huet, ...

(Interruption par la présidence)

... wéi se vum Statec presentéiert gi sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. Ech weess, datt et eng wichteg Fro war, dofir e weíneg méi Zäit, fir se ze beäntweren, well et ass schwiereg, esou vast Froen a véier Minuten hinzekréien. Dat lücht jiddwerengem an.

An déi nächst Fro ass dann d'Nummer 26 vum Här Christophe Hansen un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel iwwert d'Verlängerung vun de kommerzielle Virdeeler, déi der Ukrain duerch d'EU accordéiert goufen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 26 du 30 janvier 2024 de M. Christophe Hansen relative au prolongement des avantages commerciaux accordés à l'Ukraine par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Wéi Der wësst, ass um Conseil européen nächsten Donneschden e Punkt um Ordre du jour, wou et ëm en Hëllefspak fir d'Ukrain geet, deen awer leider vun engem eenzege Land en otage geholl gëtt. Dat ass regrettabel. Mee trotzdem mussen mer eis Hëllef an d'Ukrain weiderféieren. Dofir gouf et an der Vergaangenheet eng Handelsliberalisatioun. Dat heescht, d'Tariffer sinn ofgebaut ginn op enger ganzer Rëtsch Produkter, déi an d'Europäesch Uniooun zollfräi oder mat engem minimiséierten Zoll kënnen erakommen.

D'Kommissioun huet elo proposéiert oder wäert proposéieren, déi Handelspreferenzen ze verlängeren. Dat ass, mengen ech, richtig esou. Meng Fro dozou, Här Bettel: Wéi ass d'Lëtzebuurger Positioun zu deem Dossier, zu där Verlängerung? Dat ass déi éischt Fro. An déi zweet Fro wär: Dat huet natierlech och en direkten Impakt op eis landwirtschaftlech Produkter. Mir wëssen, datt an den Nopeschlänner d'Bauern op d'Strooss ginn, an, ech mengen, och mat Recht. Dat heescht, och an deem dote Pak mussen mer virgesinn, datt mer gewësse Sauvegärd fir eise Secteur agricole virgesinn. Wat schwieft Iech do vir, wat mer missten an deem Pak virgesinn, fir och eis Landwirtschaft ze schützen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. An dann huet den Ausseminister d'Wuert. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci dem Här Hansen fir déi Fro, déi e gestallt huet iwwer tatsächlech favoriséiert Accorden, déi d'Europäesch Uniooun zesumme mat der Ukrain hat. Well op där enger Säit hu se Krich, mee op där anerer Säit mussen se eng Ökonomie hunn, déi nach iergendwéi

e bësse fonctionéiert. A virun allem d'Exportatiounen vun der Ukrain bei der EU sinn och 2022 am Verglach zu 2021 ëm 15 % an d'Luucht gaangen. Dat heescht, dass et och schonn en Impakt hat.

Déi Liberatiounsmesure si bis 2023 och verlängert ginn an dann nach ee Joer bis de 5. Juni 2024. Dir wësst, Ungarn, Polen an och d'Slowakei hunn unilateral Restriktiounen geholl vis-à-vis vun ukraineschen Importer, eeben och fir déi Concurrence, déi si als „déloyale“ bezechent hunn, do kënnen ze bremsen. Mir solle wëssen, dass mer och Lëtzebuurger Interëten an der Ukrain hunn. Dat heescht, et ass och an eisem Interêt, dass an der Ukrain d'Ökonomie iergendwéi nach probéiert, ech wëll net soen, gutt ze fonctionéieren, mee ze iwwerliewen, fir dass, wann eng Kéier de Krich bis fäerdeg ass, net alles vun Null nees muss ugefaange ginn.

Bei Är Fro: Am Moment ass de Gros vun deem Export, dee gemaach ginn ass, op Zocker, op Kären, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet, an och op Poulet. An do muss ee soen, dass et lo net an direkter grousser Konkurrenz ass mat der Lëtzebuurger Landwirtschaft. D'Kommissioun ass amgaang, ze kucken, eeben an deem neien Text den Equiliber ze fanne vis-à-vis vun enger Concurrence, dass se net soll „déloyale“ ginn, an eeben och vis-à-vis vum Marché européen, net dass mer do eng Situatioun kréien, déi duerno ganz schwéier gëtt, fir de Baueren hei an Europa ze erklären.

An Dir wësst jo schonn, dass mer keng einfach Momenter hei an den Nopeschlänner an och hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, hunn. An dowéinsten, mengen ech, ass et wichteg, dass een do de richtigen Equiliber fënnt an net seet, dass et engem egal ass. Well och wa mer d'Ukrain mussen ënnerstëtzen, dierfe mer net vergiessen, dass mer hei mussen oppassen op d'Landwirtschaft an och d'Zukunft vun onser Landwirtschaft.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 27 vum Här François Bausch un den Här Premierminister iwwert de Logementsdësch. Här Bausch.

– Question n° 27 du 30 janvier 2024 de M. François Bausch relative au « Logementsdësch », adressée à M. le Premier ministre

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass esou, datt déi hei Regierung, wéi iwwregens schonn déi sechs Regierung virun där hei Regierung, deklaréiert huet, datt d'Logementspolitik eng grouss Prioritéit soll gi fir dëst Land. An ech wënschen dann där hei Regierung méi Succès wéi deene sechs Regierungen virun, datt se och do reusséiert.

An deementspriedend war dat jo och ganz grouss ugekënnegt gi beim Accord de coalition. De Premierminister huet souguer gesot, hie géif dat e bëssen als Chefsaach ugesinn, datt hei eng Reussite kënnt. An do ass e groussen Dësch ugekënnegt ginn, e sougenannte „Logementsdësch“, deen da soll stattfannen, an zwar relativ zügig. Dee sollt opgebaut ginn op bilateral Sëtzunge virun, fir datt déi dat solle virbereeden.

An duerfir hunn ech eng Rei Froen un de Premierminister als deen, dee jo dat zur Chefsaach gemaach huet. Éischstens emol: Déi bilateral Sëtzungen, hunn där scho stattfonnt oder hunn nach keng stattfonnt? Ech hu mer d'Méi gemaach, op de Registre vun den Entrevü vum der Regierung kucken ze goen, an ech war e bëssen iwwerrascht, well ech hu gesinn, datt

an der Period 2023–2028 keng eng – keng eng! – Reunioun bis elo agedroen ass vun der Regierung. Or, de Regëster an d'Gesetzgebung, also den Text, deen d'Regierung sech selwer ginn huet, gesi vir, datt déi an engem gewëssenen Delai – ech mengen, et si sechs Wochen, wa meng Erënnung elo gutt ass, wou d'Regierung Zäit huet, dat anzedroen – müssen agedroe ginn.

Also duerfir ass meng Fro: Hat d'Regierung nach keng Entrevuen entre-temps, déi an Zesummenhang mat legislative Prozesser waren, déi se hätt do missen adroen? Wann der awer solle gewiescht sinn – Dir sidd nach ëmmer an der, wéi soll ech soen, Gedold vun den 100 Deeg dran –, da géif ech Iech bidden, dat nozehuelen an an Zukunft awer méi dorobber opzepasst, datt déi Saachen ageschriwwen ginn. Mee da kënnt Der eis elo mol matdeelen, wat fir Entrevuen datt scho waren.

An da wollt ech wëssen, virun allem well ech do e bësse widderspréichlech Saachen héieren hunn a leschter Zäit oder net kloer genuch Saachen héieren hunn a letzter Zäit vu verschiddenste Ministeren: Ass nach ëmmer esou e grouse Renten ...

Pardon, e Rentendësch kënnt jo och nach.

(Hilarité)

Une voix | Dee kënnt och nach!

M. François Bausch (déi gréng) | ... e grouse Logementsdësch geplangt, wéi dat sou virgesi war, wéi dat deklaréiert ginn ass, oder fënnt dat elo alles just bilateral statt? Well et ass jo en Dossier, wou mer gär alleguer zesumme séier weiderkommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann huet de Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Ech géif dem Här Bausch gäre soen, datt selbstverständlech dat, wat mer am Regierungsprogramm ugekënnegt hunn, och no aacht, néng Wochen, wou d'Regierung am Amt ass, nach ëmmer alles richtig ass.

Ech mengen net, datt ech gesot hunn, ech géif dat zu enger „Chefsaach“ erklären, well et ass eng kollektiv Aarbecht vun der Regierung, fir datt mer hei an deem Logement virukommen. An duerfir hu mer och eng Rei Saache gemaach. Ech hu gesot: Éier mer déi national Reunioun iwwert de Logement maachen, mécht et Sënn, datt déi Moossnamen, déi mer am Koalitiounsaccord festgehalen hunn, vun de Fachministere mat enger Rei vun Interlocuteurs duerchdiskutéiert ginn.

Déi Reuniounen hunn zu engem groussen Deel stattfonnt an déi zoustänneg Ministeren – Wirtschaft, Finanzen, Logement, Interieur –, déi soe mer och, datt déi Saachen ageschriwwen goufen oder géifen ageschriwwen ginn. Ech hunn dat selwer net verifiéiert. Dat sinn iwwregens Reegelen, déi jo an deene leschte Joren eréischt komm sinn. Ech hat där Reunioun bis elo nach keng, mee et ass e gudder Rappel, Här Bausch, fir ze kucken, ob déi Saachen agedroe gi sinn. Mee ech gesinn op der Regierungsbänk, datt dat op d'mannst ënnerwee ass, fir gemaach ze ginn. Déi éischt Äntwert ass also: Jo, déi Reuniounen hu stattfonnt.

Déi zweet ass, datt mer eng national Logementsreunioun tëscht dem 20. an dem 29. Februar maachen, bei där d'Intentioun ass – an déi Lëscht ass elo net onbedéngt exhaustiv –, datt d'Gemengen, d'Bauhandwierk, d'Banken, déi Hypothekarkredit ginn, an de Staat drun deelhuelen. Do geet et drëm, d'Ëmsetzung vun deem, wat mer als Koalitioun wëlle maachen, ze kucken. Wéi kréie mer dat schnell

ëmgesat? Well do brauch een eng Rei Acteuren, déi net un der Regierungsbildung deelgeholl hunn.

Dat Drëtt, dat ass, datt mer, well mer wëssen, datt Urgence ass, net nëmmen am Logement, mee och am Bau, muer a spéitstens déi Woch duerno eng Rei Moosname fiskalescher Natur an der Regierung wäerten decidéieren an eng Rei vun Aidë fir d'Leit, déi wëllen eppes kafen oder lounen, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir datt mer erëm Schwong an dee Wunnengsbau kréien, fir souwuel d'Baukris, déi do ass, wéi d'Logementskris, déi do ass, kënne méi schnell, esou schnell wéi méiglech e bësse méi kleng ze maachen. An do wäerte mer Iech an deenen nächsten Deeg, souwuel d'Chamber wéi d'Effentleckeet, driwwer informéieren, wa mer déi Decisiounen da geholl hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 28 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Terrainen an d'Arichtungen, déi vun de Scouten an enger Gréngzon benotzt ginn. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 28 du 30 janvier 2024 de Mme Carole Hartmann relative aux terrains et installations utilisés par les scouts en zone verte, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Här Minister, vill Scoutschaleten a Scoutssitte leien hei zu Lëtzebuerg an enger Gréngzon. Duerch déi generell Restriktiounen, déi et awer gëtt, fir Constructiounen ze maachen oder och verschidden Aktivitéiten an enger Gréngzon ze hunn, hu mer do, wat och d'Scoutsliewen ugeet, u sech eng gewësse Grozon.

Wéi ass dat aktuell geléist? Mir hunn de Misärshaff vun der FNEL am Norden, wou eng Konventioun ass, fir do de Camping ze bedreiwen. De Site, deen ass och als Monument national klasséiert. Mir hunn eng änlech Prozedur aktuell och zu Iechternach lafen, wou och esou eng Klasséierung soll kommen. Et ass awer och, hunn ech gesinn, an enger Stad wéi Esch, wou an dem PAG eng spezifesch Zone de loisirs fir Scoutsaktivitéite geschaf ginn ass, wou dann am Fong iwwert de PAG verschidden Aktivitéiten zouge-looss sinn an deenen Zonen.

An dann ass och d'lescht Joer am Juli nach eng Modifikatioun vun dem Gesetz iwwert d'Protection de la nature virgeholl ginn, wou eng Rei Vereinfachunge komm sinn, déi ënner anerem zouloossen, dass och energieetesche Sanéierungen gemaach ginn an der Zone verte, dass zum Beispill en Daach kann ënner verschiddene Konditiounen ausgebaut ginn oder Securisationmesure kënne geholl ginn.

D'Fro un Iech: Wéi gesitt Dir generell d'Constructiounen oder Aktivitéiten op Scoutssitte respektiv bei Scoutschaleten, déi an enger Zone verte leien? Sidd Der eventuell schonn a Kontakt mat enger FNEL oder enger LGS, fir iwwert dese Sujet ze schwätzen? Wa jo: Wat ass bei deenen Diskussiounen erauskomm? Wann net: Hutt Der virgesinn, fir esou Kontakter opzehuelen? A wär et vläicht eng Iwwerleeung, fir hei eng Approche commune ze fannen, fir vläicht eng global Léisung fir déi verschidde Scoutssitten, déi mer an enger Zone verte hunn, ze fannen?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Ëmweltminister d'Wuert. Här Ëmweltminister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Villmools merci och der Madamm Hartmann fir hir Fro. Fir d'éischt: Nee, ech hunn nach net mat de Scouten geschwat, weeder mat der FNEL, nach mat der LGS. Mee dat wäert ech awer maachen. Dat steet och nach op menger Lëscht vu ganz villen Acteuren, déi nach ze gesi sinn.

Ech sinn awer frou, datt Der trotzdeem de Sujet hei thematiséiert, well wéi dat neit Naturschutzgesetz 2018 agefouert ginn ass, hu sech speziell eeben d'Scoute ganz vill Froe gestallt. Mee vun der viregter Regierung ass jo och mat hinne geschwat ginn an et ass versicht ginn, och do esou mol an enger éischter Phas eng pragmatesch Approche ze fannen, andeems esou Richtlinnen, FAQs, erstallt gi sinn.

An déi Richtlinnen, déi soe verschidde Saachen. Déi loosse verschidde Saachen dann och do zou. Zum Beispill gëtt et en FAQ fir ëmweltpedagogesch Gruppenaktivitéiten an der Natur. An dat ass eeben zesumme mat de Scouten erstallt ginn an dat gesäit eebe bestëmmte Richtlinne vir, wéi zum Beispill fir Terrainen an der Gréngzon. Do leet deen FAQ kloer fest, datt keng Geneemegung néideg ass fir Aktivitéite vu maximal dräi Nuechten um Terrain vu Scoutshomen.

Bei den Installatiounen, do gëtt präziséiert bei deene Richtlinnen, datt keng Geneemegung néideg ass fir déi typesch kleng Installatiounen, déi just fir eng definéierten Zäitspan opgericht ginn an net fest verschrauft sinn. An a Fäll vu grouse Campe recommandéiert en, all d'Constructiounen an der Gréngzon – alles, wat Kiichen, Sanitäranlagen ass – mat unzefroen an och geneemegen ze loossen.

Gebaier a fix Installatiounen an der Gréngzon: Et ass jo esou, wéi Der gesot hutt: Vill Scoutsheemer si mëttlerweil am Perimeeter klasséiert. Vereenzelter awer leien nach an der Gréngzon, well se en e bësse méi isoléierte Standuert hunn. Gebaier an der Gréngzon, gradesou wéi fix Installatiounen, falen ënnert d'Artikele 6 a 7 vun dem Naturschutzgesetz.

D'Scoute sinn hei och eng privat Organisatioun an ënnerleien de selwechte Reegelen an der Gréngzon wéi all aner Acteur och. Mee bestoend legal Constructiounen an der Gréngzon dierfen no de Krittäre vum Artikel 7 och nei opgericht a vergréissert ginn. An zu deem Artikel 7, do gëtt et iwwregens och Richtlinnen, déi eenzel Fäll solle klären. Et ass awer net méiglech, duerch Konventiounen fir d'Scoute aner Reegelen an der Gréngzon festzelee wéi fir aner Acteuren och.

Zesumme mat de Scouten ass eng Lëscht gemaach ginn, fir fir si prioritär Sitten ze definéieren, wou och an Zukunft déi grouss a reegelméisseg Aktivitéite solle stattfannen. A fir déi zwee wichteg Sitten, Neihaischen a Misärshaff, sinn zesumme Léisunge fonnt ginn, entweder duerch e Klassement am Bauperimeeter oder duerch Erstellung vun ofgestëmmten Autorisatiounen am Waasser- an Naturschutzberäich.

Wéi gesot, ech gesi se an da kucke mer eeben zesumme vläicht nach, wéi mer kënne méi eng pragmatesch oder méi eng global Approche do fanne par rapport zu deene spezifischen Attentë respektiv Situatiounen, déi si nun emol hunn am Kader vun deem Naturschutzgesetz.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ëmweltminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 29 vum Här Sven Clement un den Här Premierminister iwwert den Avis juridique, deen d'Heeschen tëschent 7.00 an 22.00 Auer an der Stad verbitt. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 29 du 30 janvier 2024 de M. Sven Clement relative à l'avis juridique concernant l'interdiction de la mendicité entre 07.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Premier ministre

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Heescheverbuet deelt am Moment den Exekutiv- an de Justizpouvoir. Dat ass de Minimum, deen ee soe kann. Vertrieeder vun der Justiz hunn an de leschte Woche kloer gesot, datt fir si de Punkt vum allgemengen Heescheverbuet net méi am Code pénal steet. Vill Deputéierter aus der Oppositioun deelen déi Meenung, deelen déi Liesaart. D'Regierungsmemberen an d'Deputéiert aus der Majoritéit hunn eng aner Positioun.

D'Argumenter sinn ausgetosch, d'Positiounen verhäert an awer ass keng Léisung, déi engem Rechtsstaat wierdeg ass, fonnt ginn. Et seet een ëmmer: „Nul n'est censé ignorer la loi.“ An dat ass richteg a wichteg esou. Mee wat steet dann am Gesetz? Mir sinn eis net eens.

Den Executif ass sech net eens mat der Justiz, de Legislateur ass sech och net eens an et traue kee sech, e positive Vott an déi eng oder an aner Richtung ze huelen, fir Kloeerheet ze schafen, an dat zënter 15 Joer. A wann dann elo Oneenegkeet besteet, majo, da musse mer dat vläicht tranchéieren, da musse mer eng Léisung fannen, well et ass richteg: „Nul n'est censé ignorer la loi.“ Mee dofir muss ee wëssen, wat am Gesetz steet, an et muss och Eenheet doriwwer bestoen.

Wann also Justiz an Executif mengen, datt ënnerschiddlech Saachen am Gesetz stinn, da si mer an enger institutioneller Kris. Op alle Fall kann ee sou eng institutionell Kris net mat engem Interview clôturieren, an deem ee seet, datt largement ze vill driwwer geschwat gi wär, mee et misst ee Léisungen offéieren.

An deem Zesammenhang wëllt ech dann dem Premier awer d'Fro stellen: Huet d'Regierung en Avis juridique zum Artikel 563 vum Code pénal erstelle gelooss? Wa jo: Wat gouf an deem Avis festgehalten? A wann nee: Wéi wëll d'Regierung d'Fro da soss klären? De Staatsrot froen – eng Méiglecheet an der Verfassung –, d'Cour constitutionnelle uruffen, fir eng Interpretatioun ze kréien?

Wat sinn der Regierung hir Proposen, fir déi institutionell Kris an dee Vertrauensbroch tëscht Executif an der Justiz, déi hei beim Heescheverbuet erbäigefouert gouf, ze léisen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci an dann huet d'Wuert den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech deelen d'Meenung vum Här Clement net, datt mer hei eng institutionell Kris tëscht der Exekutiv an der Justiz hunn.

D'Regierung an ech als Regierungschef, mir wäerten ëmmer alles maachen, fir datt de Lëtzebuerger Rechtsstaat gutt fonctionéiert. An d'Regierung wäert ëmmer d'Urteeler vun deenen héchste Juridictiounen – der Cour constitutionnelle, der Cour de cassation – an alle Matière voll a ganz respektéieren.

Duerfir kritt Der hei nach eng Kéier virun dem Parlament mä formell Engagement. An déi, déi mech kennen, wëssen, datt ech déi Attitud vis-à-vis vun den Institutionen a virun allem och virun där onofhängeger Justiz ëmmer hat an ëmmer wäert hunn.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Menges Wëssens gëtt et keng Decisioun vun der Cour constitutionnelle oder der Cour de cassation zu dëse Froen.

Den Inneminister huet eis informéiert, datt hien zu dëser Fro, wou hien e Polizeireglement vun der Stad Lëtzebuerg approuvéiert huet, e juristeschen Avis gefrot huet. An dee juristeschen Avis oder déi juristeschen Avisen, déi deelen déi Interpretatioun, déi hien a sengem Amt an a senger Kompetenz gemaach huet. Ech hunn den Inneminister gefrot, ob en déi Avis géif der Chamber zoustellen, an en huet mer gesot, datt en d'Intentioun huet, nach dës Woch den zoustänneg Kommissioun vum der Chamber déi Avisen, déi en huet, zoustellen.

A wann ech richteg gelies hunn, huet och d'Stad Lëtzebuerg Avis-juridiqué gefrot, soudatt mer hei eng Fro hu vun enger Interpretatioun vun engem Gesetz, wat eigentlech an enger Demokratie och näischt Ongewinntes ass, bis déi héchste Juridictionen entscheet hunn.

An duerfir hunn ech gesot: Wann Interpretatiounschwierigkeeten och duerno nach bleiwen, da kann d'Parlament natierlech ëmmer do am Kader vun enger Reform vum Code pénal eng Klarifikatioun bäidroen. Mee dorausser ze liesen, datt mer eng institutionell Kris hätten, wann et schlussendlech just eng Interpretatiounfro ass vun engem juristeschen Text – wat iwwregens am Droit ganz heefeg ass –, dann, mengen ech, ass dat ze wäit gegräff. Déi gëtt et net an déi wäert et och ënnert dëser Regierung net ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Premierminister Merci.

An da komme mer zur Fro Nummer 30 vum Här David Wagner un den Här Finanzminister iwwert d'Taxe sur les véhicules routiers. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 30 du 30 janvier 2024 de M. David Wagner relative à la taxe sur les véhicules routiers, adressée à M. le Ministre des Finances**

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Wann et ëm d'Ëmweltpolitick geet, da gëtt et eng Partie Saachen, déi de Leit op d'Nerve ginn. An eng vun dëse Saachen, déi de Leit op d'Nerve ginn, an dat gesi mer och elo beim Autofestival, dat ass den Trend zu Autoen, déi ëmmer méi déck ginn an ëmsou méi d'Ëmwelt, de Klima an eis Infrastrukture belasteschen, dat sinn déi sougenannte SUVen. Natierlech gëtt et Fäll, wou de Gebrauch vu grössere Ween néideg ass, zum Beispill bei grössere Familien. Mee do misst ee spezifesch Reegelunge kënne fannen.

Et si schonn e puer Länner, wéi Frankräich, d'Belsch oder Holland, déi de Wee gaange sinn, fir onnéideg an ëmweltbelaaschtend déck Autoen iwwert de Wee vun der Taxatioun anzeschränken. Dat geschitt op Ween mat héijem Verbrauch, sief et Spritt wéi och Elektro, well d'Produktioun vu Stroum jo och CO₂-lasteg ass. Déi Taxatioun ass och sozial gerecht, well se déi trifft, déi sech déck Ween leeschte kënnen an net Leit mat klenger Paien. A Frankräich geet et och esou wäit, datt e Bonus-Malus-System agefouert gouf, datt méi pollutant Autoe méi deier a méi propper Autoen och méi bëlleg ginn.

Dofir meng Fro: Gedenkt d'Regierung esou e Bonus-Malus-System anzeféiere bei der Immatriculatiounstax?

Meng zweet Fro betrëfft d'Déngschtween. Lëtzebuerg huet jo e ganz grouss Fuerpark un Déngschtween an

deé gi jo och subventionéiert. De Fuerpark misst engersäits natierlech reduzéiert ginn, well do wierklech vill Abuse geschéien, mee anersäits misst en och méi propper gestalt ginn.

Dofir meng Fro: Gedenkt d'Regierung bei der Subventionéierung vun Déngschtween méi staark ekologesch Krittären anzeféieren?

An da meng lescht Fro: A Frankräich gëtt et och e System vu sozialem Leasing, deen et Leit mat klenger Revenuën erlaabt, méi propper Elektroautoe kënnen ze fueren. Domadder sinn natierlech keng Elektro-SUVe gemengt. Gedenkt also d'Regierung, den Zougang zu Elektroautoen ze vereinfache fir Leit mat niddregem Revenu? A wa jo, op wéi eng Manéier?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dann huet den Här Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci och dem David Wagner fir déi dräi Froen.

Den 1. Januar 2007 gouf effektiv zu Lëtzebuerg d'Autosteier esou ausgeluecht, dass se den CO₂-Emissiounen Rechnung gedroen huet. De fréieren Transportminister Lux, dee kann Iech dovunner e Lidd sängen.

(Hilarité)

Dee System, deen ass awer dunne en place bliwwen bis den 1. Januar 2021. An dunne ass ënner engem vu senger Successeuren, nämlech dem François Bausch, en neie System agefouert ginn, deen och d'CO₂-Emissiounen als Basis hält, mee déi ginn aneschtens berechent.

Mir haten deemools relativ vill Diskussiounen an der Kommissioun. An dat ass déi sougenannte WLTP-Norm. Dat ass och déi, déi op europäeschem Plang Stand haut als Direktiv virgesinn ass, wéi d'Autosteier an den eenzelne Memberstaate berechent sollt ginn.

Dir frot elo: Wëllt Der doriwwer erauskommen? Richteg ass, dass am PNEC, esou wéi en haut virgesinn ass, effektiv ugeduecht ass, de „système d'immatriculation sur base des régimes existant dans d'autres États membres, en vue d'une mise en œuvre éventuelle à partir de 2025“ ze studéieren. Dat ass dat, wat am PNEC steet. Dës Regierung, déi ass elo zwee Méint an eppes am Amt. D'Aarbechten op deem Punkt sinn, dat muss ech Iech soen, net ofgeschloss.

Déi zweete Fro, ech huele se dann esou, dat ass déi vum sougenannte „Leasing social“. De Leasing social, dat sot Der richteg, och dat ass an dem PNEC ugefuert, dat ass fir Leit mat bescheidenem Akommes an engem Stot derbäi ze hëllefen, fir vu Verbrennungsauteo op Elektroautoen iwwerzegoen. Dat geet also iwwert dat eraus, wéi de System de Moment ass.

Dir wësst, dass Der eng Primm kritt vun 8.000 Euro, fir vollelektresch Ween ze kafen. Dee System sollt normalerweis den 1. Januar dëst Joer auslafen. D'Regierung huet awer beschloss, dee weiderzeféiere bis den 30.06. Wat duerno geschitt, do sinn d'Diskussiounen nach net ofgeschloss. Et kéint awer sinn, dass déi Bezuschussung geschéie géif, och wéi aner Moossnamen, no soziale Krittären.

An déi drëtten Fro, dat ass déi Fro vun de sougenannten „Déngschtween“. Dir hutt an Ärer Fro d'Voitures de fonction mentionéiert. Also, ech wëll net beléieren, mee just, et muss een en Ënnerscheed maachen zwëschen enger Voiture de service, dat sinn déi, woufir mir an der Reegel „Déngschtween“ soen, an enger Voiture de fonction, dat ass eng, déi reng

enger Funktioun zougewisen ass, wou eng Rei vu Krittären spille vun der Maison grand-ducale, wat och Sécherheetsbestëmmunge betrëfft, wann dat eng Voiture blindée ass oder net.

Den Advantage, deen ee steierlech huet bei engem sougenannte „klasseschen Déngschtween“, Voiture de service, dee gëtt nämlech erfaasst op Base vun zwee Krittären vun där fréierer Regierung. An ech fannen, dass dee System gutt ass an och gutt funktionéiert. Deen ass adaptéiert ginn an dee gëtt geholl no zwee Krittären: éischstens: d'Valeur vun deem Auto, wat richteg ass, an zweetens: d'CO₂-Emissiounen.

Dat heescht, wann ech en Auto hunn, dee méi deier ass an dee méi CO₂-Emissiounen huet – da kommen ech bei ÄR SUVen –, da gëtt den Advantage en nature, deen där Persoun zougerechent gëtt, méi grouss. Also bezillt déi doropshi méi Steieren. Wann een also en Auto huet, dee méi emissiounsaarm ass, respektiv en Auto, deen och méi bescheiden am Uschafungspräis ass, dann hält dat of.

Ech soen, als Finanzminister fannen ech et richteg, och am Sënn vun der Ekologie, dass déi Autoe vu steierleche Moossname beneficiéieren, well dat awer weesentlech derzou bäidréit, dass déi Elektrifikatioun vun dem Fuerpark staark weidergedriwwen ginn ass. Mir mussen dat nach an der Regierung kucken. Mee et géif eis net schlecht zu Gesiicht stoen, wann déi Autoen, déi am Staatspark sinn, respektiv déi och vun de Beamten aus dem ëffentlechen Déngscht gefuer ginn, wann een do och géif e Saz bäisetzen, fir dass déi méi elektresch géife fueren. Mee alles dat muss studéiert ginn. Gegebenenfalls kënnt jo um Enn vum Joer och en Accord salarial, deen erëm zur Diskussioun steet.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 31 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister iwwert déi repressiv Phas vum Heescheverbuet. Här Biancalana.

– **Question n° 31 du 29 janvier 2024 de M. Dan Biancalana relative à la phase répressive de l'interdiction de la mendicité entre 07.00 et 22.00 heures dans différentes zones de la capitale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, den Inneminister huet dat Stater Policereglement approuvéiert an domadder och den Artikel 42, deen all Zort vun Heeschen tëschent 7.00 Auer moies an 10.00 Auer owes a verschiddenen Dealer vun der Stad verbitt. A säit geschter, dem 29. Januar, gëllt och all repressiv Virgoe géint d'Heeschen.

An duerfir hunn ech am Fong folgend Froen un den Inneminister: Wéi vill Leit goufen an de leschten zwou Wochen am Kader vum Heescheverbuet vun der Police kontrolléiert? Gëtt et do konkret Zuelen, déi virleien? An déi zweet Fro: Wat fir Konkusiounen kënnt Der als Inneminister zéien um éischte repressiven Dag? Wéi vill Leit si geschter protokolléiert ginn an hunn och Leit misste mat op de Policebüro goen? Drëtt Fro: Waart Dir och selwer mat um Terrain, fir Iech e Bild sur place ze maachen? A vläicht déi véiert a lescht Fro: Kënn Der eis a Kenntnis setzen, ob d'Police eng Verlagerung vum Heeschen an aner Dealer, an aner Stroosse vun der Stad constatéiert huet? A wa jo: Wat fir Stroosse wäeren dat?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. An d'Wuert huet elo den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci un den Deputierte Biancalana fir déi Fro. Fir d'éischt: Ech sinn am regelméissegem Austausch mat der Police. Zweetens erënneren ech drun, datt déi Patroulle souwuel d'Drogekriminalitéit kucken, wéi och einfach Presenz weisen. Et geet och ëm d'generell Salubritéit, et geet och ëm d'Bekämpfung vun der Immigration illégale an et geet ëm d'Mendicité agressive oder en bande organisée. Richteg, an ech hat dat jo och schonn op e puer Plaze gesot, och an der Kommissioun, datt säit gëschter méi Patroullen do sinn, och an der Uniform. Weider gëtt et Patroulle mat Hënn an och weider gëtt et Patroullen an Zivil.

Ech ka lo keng konkret Zuele soen, déi hunn ech net, mee et sinn eng Rei PVE scho gemaach ginn am Kader vun der illegaler Immigratioun an am Kader vun der Drogebekämpfung. Et sinn och eng Rei Leit no hirer Identitéit gefrot gi sur place. D'Leit hunn d'Carte d'identité konnte weisen oder eng Pièce d'identité, dat war alles kee Problem. Mengen Informatiounen no ass nach kee mat op e Büro geholl ginn.

Ech wëll awer och drop insistéieren, nach eng Kéier, datt och d'Police mat de sozialen Institutiounen vun der Stad Lëtzebuerg zesummeschafft. Si huelen och weiderhin de Flyer mat, fir en de Leit auszedeelen, fir drop hinzewiesen, wou déi Leit kënnen Hëllef kréien a wou se kënnen temporaire ënnerdaach kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Inneminister Merci.

An da komme mer un déi lescht Fro vun der Question Time vun haut. Dat ass d'Fro Nummer 32 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Premierminister iwwert de Pensiounssystem. Här Di Bartolomeo.

– Question n° 32 du 29 janvier 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative au système de pension, adressée à M. le Premier ministre

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. An hirem Programm fir déi lafend Legislaturperiode huet d'Regierung eng breet Consultatioun, ënner anerem mat der Zivilgesellschaft, iwwert déi laangfristeg Ofsecherung vun eisem allgemenge Pensiounssystem ugekënnegt. Si huet gläichzäitig d'Förderung vu private Pensiounsversicherungen, zweeten an drëtten Pilier, an Ausücht gestallt.

An engem Interview huet de Premier verséichert, datt dee breet ugeluechten Debat näischt un der Situatioun vun de Pensionéierte vun haut an deenen, déi kuerz virun der Pensioun stinn, soll änneren, mee datt déi, déi elo ufänken ze schaffen, wësse sollten, wat op se zoukënn.

Wëssend elo, datt de Gemengesector elo schonn a Saache Pensiounen virun engem risego strukturelle Problem steet – fir 2026 gëtt en Defizit vu 86 Milliounen Euro erwaart, seet de Kolleg Emile Eicher, President vum Syvicol – an och de Staat, am Géigesaz zum Privatsektor, iwwer keng Reserve verfüügt, géif ech gär vum Här Premierminister wëssen, éischten, ob, wéi vum Syvicol-President gefuerdert gëtt, et bei där grousser Renteconsultatioun net nëmmen ëm d'Renten am Privatsektor geet, mee och de Gemengesector an den öffentliche Sector insgesamt an déi Diskussioun sollen agebonne ginn, an zweetens, wie schlussendlech un deem Rentendösch sëtze soll.

De Premier huet elo ugekënnegt, datt déi politesch Parteien, d'Parlament, sollen derbäi sinn a wéini d'Diskussiounen sollen ufänken. Also ënnert dem Stréch: Soll et eng global Rentendiskussioun ginn oder soll et eng saucissonéiert ginn?

Merci, Här President. A merci, Här Premierminister.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Ech kann dem honorabelen Här Di Bartolomeo soen, datt déi zwee Sujeten net direkt eppes mateneen ze doen hunn, well den Här Inneminister huet virdrun an der Äntwert op d'Fro vun, ech mengen, dem Här Deputierte Gusty Graas, gesot, datt déi Fro vun de Fonctionnaires communaux an déi Finanzsituatioun, déi do entstanen ass, verlaangt, datt eng Léisung gesicht gëtt, eng kuerzfristeg Léisung, déi dee Problem léist. An duerfir huet den Här Inneminister virdu gesot, datt en duerfir eng Taskforce op d'Bee setzt.

Déi Diskussioun iwwert de gesamte Pensiounssystem ass eng ganz aner, eng vill méi breet. Mir wëssen, mengen ech, all, als Parteien an all d'Leit am Land, datt à la longue eise Pensiounssystem eng Rei Iwwerleuege verlaangt, well e baséiert op enger ganz staarker Croissance, soss kann en net iwwerliewen. E muss deem Rechnung droen, datt an deene leschten 10, 15 Joer ganz vill zousätzlech Leit op Lëtzebuerg schaffe komm sinn, déi enges Daags och a Pensioun ginn. Vill vun deene wäerten erëm an d'Ausland goen.

Drëtten, a gottseidank, géif ech soen, ginn d'Leit haut vill méi al, soudatt eng ganz Rei Leit bal grad esou laang an der Pensioun sinn, wéi se schaffen. Alles dat huet déi nei Regierung, déi nei Koalitioun derzou geféiert, fir ze soen: Déi Thematik do, déi musse mer breet diskutéieren! Well och an der Vergaangenheet ass seelen iwwert déi noutwendeg Konsequenze vun der Croissance diskutéiert ginn. An duerfir hätte mer gär en e breeden Debat.

No enger Analys, déi mer fir d'éischt nach eng Kéier faktuell musse maachen, déi am Laf vun deem Joer gemaach gëtt, ginn ech dervun aus, datt mer deen Debat d'nächst Joer kënnen ufänken. Dat ass en Debat, deen engersäits natierlech mat de Sozialpartner muss geféiert ginn, mee anerersäits och mat villen aneren. Ech denken notament un d'Jugendmouvementer vun de Parteien, un d'Jugendmouvementer generell, d'Jugendparlament, well ech ganz vill Jonker och an der Walcampagne d'lescht Joer begéint hunn, déi gesot hunn: „Wéi wëllt Der dat doten, mat deene Croissance-tauxen do, à la longue weiderfinanzéieren?“

Et ass also eng breet Debat, déi mer mussen hunn, e Jugendparlament, eng ACEL, wéi gesot, d'Jugendorganisatiounen vun de Parteien, mee och mat de Parteie selwer an natierlech och mam Parlament muss déi geféiert ginn. Dat ass also kee klaseschen Dösch, wou mer eis eng Kéier zu Senneng treffen an dann decidéiere mer eppes. Ech mengen, fir dat kuerzfristeg si Léisungen do, déi sinn och virun 10, 15 Joer ofgemaach ginn, iwwerens un Dösch, wou ech zesumme mam Här Di Bartolomeo souz. Mee déi grouss Diskussioun: „Wéi finanzéiere mer deene Leit, déi elo ufänken ze schaffen, hir Pensiounen?“, déi verlaangt eng Rei fundamental Froen. A mir mengen, datt et net verantwortlech wier, wa mer dee Sujet ëmmer géife virun eis hischiben, an duerfir hätte mer gär déi Diskussioun, an déi Diskussioun wäerte mer breet féieren.

Et wäert schwierig ginn, en Accord ze fannen, well et do ënnerschiddlech Sensibilitäte gëtt a wäert ginn, mee einfach de Sujet net diskutéieren an net enger Léisung zouféieren, wär net verantwortlech. An duerfir wëlle mir als Koalitioun dat maachen an ech hoffen, datt mer dat net just an der Koalitioun maachen, mee datt mer duerfir och eng breet Zoustëmmung vun alle politesch Forcé kréien, op d'mannst fir deen Debat a vläicht fir d'Léisung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. An domat wär dann eis Froestonn och an der Zäit, déi virginn ass, ofgeschloss.

7. Question élargie n° 1 de M. Fernand Kartheiser relative à la « Clearance » du Service de renseignement de l'État

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 1 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Clearance vum SRE. SRE heescht an deem Fall Service de renseignement de l'État. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro ze stellen, also am Total fënnf Minutten, an d'Regierung huet zéng Minutten fir hir Äntwert. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Här Staatsminister, Lëtzebuerg huet a ville Beräicher net nëmmen eng Reputatioun, déi et muss verdeedegen, mee och international Obligatiounen, déi et muss anhalen. Eng dovun, déi naturgeméis manner an der Öffentlechkeet ass, mee awer dofir net manner wichteg ass, ass déi vun där sougenannter „Clearance“, der Habilitation de sécurité, déi déi national Sécherheitsautoritéit ANS deene physeschen a moralesche Persounen – also Mënschen an Entrepreneurs – ausstellt, déi a Kontakt mat nationalen an internationale vertraulichen Informatiounen kënnen kommen. Si soll esou wäit wéi méiglech sécherstellen, datt déi betreffend Persoun kee Mëssbrauch mat deenen Donnéeën maachen.

Fir déi Clearance ausstelle gëtt et natierlech rechtlech a logesch Viraussetzungen. An et gëtt och international ganz kloer definéiert Krittären, zum Beispill am Kader vun der NATO, wéi an u wien esou eng Habilitation kann ausgestellt ginn. Fir hir Aarbecht also kënnen gläiwierdeg an zouverlässeg ze maachen, misst d'ANS e méiglechst séieren, onkomplizéierten Zougang zu zum Beispill alle pertinente Fichiere vun der Police an de Justizautoritéiten hunn, déi iwwert déi betreffend Persoun existéieren. Iwwerraschenderweis ass dat awer net de Fall.

Dir, Här Staatsminister, sidd deen dofir verantwortleche Minister an dowéinst wëlle mir Iech haut mat där Thematik konfrontéieren. Mir hoffen, datt déi nei Regierung sech dëser Problematik unhëlt. Obschonn d'Regierung an der Vergaangenheet ëmmer nees behaupt huet, de Problem géif net existéieren, esou zum Beispill nach rezent an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 7. September 2023, ass en awer ganz reell. De Fait ass beluecht, ënner anerem duerch e Communiqué vun der Personalverriedung vum SREL, duerch de Projet de loi – vum Här Staatsminister Bettel nach – 6961, dee seet: „L'autorité nationale de sécurité n'est donc actuellement pas en mesure [...] d'apprécier objectivement et en connaissance de cause si le demandeur présente toutes les garanties nécessaires à l'obtention d'une habilitation de sécurité.“ De Rapport vun der Institutionekommissioun ass vum 25. Abrëll 2023 an e Bréif vum OGBL vum 18. Dezember 2023.

Et ass an eisen Aen onbestreitbar, datt Lëtzebuerg wëssentlech, an dat schonn zënter 2015, also schonn néng Joer laang, Clearancen ausgestellt huet, déi deenen nationalen an internationalen Uspréich net entsprechen an doduerch eist Land an eis Alliiéiert potenzielle Geforen ausgesat huet. Verantwortlech dofir ass wuelverstanen net oder nach net dës Regierung, mee déi Regierung Gambia 1 a Gambia 2. Eng vun de Konsequenzen dovun ass de Risiko, datt Lëtzebuerg net méi Zougang zu all deenen Informatiounen kritt, déi et bräicht. Och kann dës Negligence vun der Lëtzeburger Regierung – deene virdrun – derzou

bäidroen, datt Lëtzebuerger Firmen net déi selwecht Chancen ewéi hir auslännesch Konkurrenz bei verschiddene méi sensibelen Ausschreibungen hunn.

Dowéinst dës Froen un Iech, Här Staatsminister: Ass déi nei Regierung bereet, zouzeginn, datt de Problem iwwerhaapt existéiert? An datt, am Interessi vun der Gläwiedegkeet vum Land als internationale Partner, muss eng séier Léisung fonnt ginn? Wa jo: Wéi eng Léisung wëllt si envisagéieren?

Ass d'Regierung eventuell bereet, de Projet de loi 6961 zréckzezéien an dem SREL d'Verantwortung fir d'Clearancen – déi Enquêtes de sécurité – ze iwwerdroen, wat vläicht déi einfachst Léisung wär? Et géif dofir duergoen, e Saz am SREL-Gesetz derbäizeschreien an eng Textpropositioun huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an hirem Avis zum Projet de loi 7281 vum 13. Juni 2018 scho gemaach.

Oder, alternativ: Ass d'Regierung bereet, fir séier um Projet de loi, mat der Chamber zesumme selbstverständlech, iwwert d'Autorité nationale de sécurité virunzeschaffen an der ANS all déi néideg Kompetenzen ze ginn, fir hir Aarbecht kënnen korrekt ze maachen? Wa jo: A wéi engen Delaien?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Ech maachen den Här Kartheiser drop opmierksam, datt e vu senger fënnel Minutten der véier gebraucht huet, a wéilt en nach eng Zousazfro no der Regierung stellen, dann hätt en nach eng Minutt zegutt dofir. Voilà. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech si bekanntermooes Staatsminister oder Premierminister vun dësem Land eréischt zënter néng Wochen. An ech muss Iech soen, datt ech an där Zäit schonn déi eng oder aner Autorisation vun der ANS ënnerschriwwen hunn. Mee ech hunn an deenen néng Wochen, och op Nofro hin, keng Informatiounen kritt, wéi wann déi Enquêtes, déi wichteg sinn an déi do gemaach gi sinn, net géifen den internationalen Normen entspriechen. Et ass och wichteg, datt déi seriö gemaach ginn. Mee alles dat, wat ech gewise kréien, wat ech erkläert kréien, weist drop hin, datt, zwar mat ënnerschiddleche Moyen-juridiquen, d'Autorité nationale de sécurité, ANS, déi Enquête ka maachen.

Dat ass an deene leschte Jore fir d'éischt via de Parquet général gaangen an, nodeem et eng ganz Rei Diskussiounen gi sinn iwwert den Zougang zu de Polizeidatebanken – Debatten, déi hei an der Chamber intensiv geféiert gi sinn, zu enger Zäit, wou ech weeder an der Regierung nach an der Chamber war –, gouf et aner Weeër, fir déi Donnéeën ze kréien, notament iwwert d'Gesetz vum 2018 iwwert den Échange de données à caractère personnel en matière policière.

Ech mengen awer, datt grad fir d'Zukunft an engem neie Gesetz, wat Dir gestëmmt hutt an dëser Chamber just virun de Wale, nämlech d'Gesetz vum 29. Juli 2023 iwwert d'Police, wat och Ännerungen am Gesetz iwwert de Geheimdéngscht mat sech gezunn huet, en Artikel dran ass, deen ausdrécklech seet, wéi d'ANS Accès kritt zu de Polizeidatebanken. An dat Gesetz ..., et geet ëm den Artikel 3 vun deem Gesetz, deen trëtt den 1. Mäerz 2024 a Kraaft. Duerfir am Resümee: Bis elo gouf et schonn en Accès mat verschiddenen Ännerungen iwwert d'Zäit an dee gëtt elo nach méi gekläert, méi kloer duerch dat Gesetz vum Juli 2023, dat, wéi gesot, op deem spezifischen Artikel den 1. Mäerz a Kraaft trëtt, well do war eng Dispositioun dran, datt et sechs Méint, nodeem d'Gesetz gestëmmt ass, a Kraaft trëtt.

Duerfir mengen ech, datt sech déi Froen net esou stellen. Ech stellen och fest, datt souwuel d'NATO wéi d'Europäesch Unioen reegelméisseg Inspektiounen vu Lëtzebuerg maachen – déi lescht war, mengen ech, 2019 – an datt dat net opgeworf ginn ass. Ech muss och soen, datt ech en Untrëtsbesuch bei der NATO hat, wou de Generalsekretär vun der NATO iwwer villen geschwat huet, mee net iwwert dat do. An en huet en plus gesot, datt mer eng ganz gutt Kooperatioun mat Lëtzebuerg op alle Pläng hätten. Wäer dat also e grouse Problem, huelen ech un, datt dat mentionéiert gi wär.

Zum Schluss géif ech wëllen dem Här Kartheiser soen, datt ech festgestallt hunn, wéi hien och, datt et e Projet de loi gëtt, deen hei an der Chamber läit iwwert d'ANS, wou ech erstaunt war, feststellen, datt deen zënter aacht Joer hei an der Chamber läit, wat natierlech net fir de Projet onbedéngt an all senger Facett schwätzt. An duerfir wëll ech Iech soen, datt ech dee Projet, deen ech eréischt am Kader vun dëser Question parlementaire, muss ech zouginn, entdeckt hunn, wéi iwwerschaan, datt ech dee wéi iwwerkucken, datt ech och net onbedéngt där Meenung sinn, datt een d'ANS soll aus dem Geheimdéngscht eraushuelen, wat do initialem geplangt war, well et erschaaft een erëm eng Organisatioun niefendrun, an datt ech mer och ka virstellen ..., mee ech wëll dat weider präiwen, ob een d'ANS net am Geheimdéngscht léisst an hir dann och do weider Kompetenz gëtt.

Ech mengen, dat wär eng Pist, wou mer vläicht méi schnell kéinte virukommen an dee Projet dann och op deem dote Punkt méi schnell kéinte klarifiéieren. Dat wëll ech mer an deenen nächste Wochen ukucken an dat, mengen ech, misste mer dann och hiekréien. Well et ass net gutt, wann e Projet de loi op esou enger Fro aacht Joer hei am Parlament läit. Mee gitt mer duerfir e bëssen Zäit, fir dat kënnen mat Rou a Seriö ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech wollt den Här Kartheiser froen, ob en nach eng Zousazfro huet. Da kënnt Dir, Här Premierminister, vläicht etweeder dohannen oder hei op déi Zousazfro äntwerten. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass ganz kuerz. Ech mengen, dat heiten, dat war awer elo wierklech also eng erfrëschend Äntwert. Ech muss dem Här Staatsminister Merci soen. No laange Joren, wou einfach de Problem negéiert gouf, gouf awer hei, mengen ech, Kloertext geschwat. Also dofir e grouse Merci.

Ech wollt awer trotzdeem soen, Här Staatsminister, am Ufank vun Ären Ausféierungen hutt Dir selwer d'Komplexitéit vun der Situatioun ënnerstrach. Ech mengen, et si Weeër geschafe ginn iwwer Hëllefbrécken. Elo kënnt dat Gesetz, wat 2024 soll a Kraaft trieden, dat anert Gesetz läit aacht Joer hei. Dat ass en Zoustand, wéi et en net sollt ginn.

Ech wollt Iech proposéieren, datt mer vläicht eng Institutionekommissioun aberuffen an Ärer Presenz, wou mer eng Kéier den Istzoustand kucken zesummen, wou mer elo kënnen Reformen usetzen. Well wann Dir bereet wiert, dat mat eis zesummen ze maachen, mengen ech, wär dat sécher, ganz sécher also eng Méiglechkeet, fir séier virunzekommen an och mat Resultater ze rechnen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech wëll der Chamber soen, datt ech selbstverständlech

domat d'accord sinn, datt ech och generell fannen, datt d'Froen vun nationaler Sécherheet eigentlech am Detail net kënnen am Plenum vun der Chamber diskutéiert ginn. An duerfir: Soit d'Institutionskommissioun, soit d'Kommissioun, déi d'Kontroll vum Geheimdéngscht mécht, sinn déi adequat Plazen, fir dat ze maachen.

Duerfir sinn ech selbstverständlech bereet, dat an deenen nächste Wochen ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Premierminister.

8. Question élargie n° 2 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive ATAD 3

Da komme mer elo zur erweiderter Fro Nummer 2 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Direktivpropos ATAD 3. Den Auteur, gradesou wéi virdrun, huet fënnel Minutten Zäit, fir souwuel seng Haaptfro wéi seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert de Sujet ATAD 3 oder an anere Wieder d'Unshell Direktiv ass och schonn an der leschter Mandatsperiod oft souwuel hei am Plenum wéi och an der zoustänneger Finanzkommissioun diskutéiert ginn.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz an Erënnerung rufen, datt déi Unshell Direktiv eng Suite ass vun der deemoleger Panama-Papers-Affär, wou et a sech drëm geet – an ech fannen, dat ass eigentlech och en Objekt, wat ee soll ënnerstëtzen –, géint Steieroptimiséierung virzegoen.

Elo ass et esou, datt hei en Text virläit oder virlooch, deen Text awer net ouni Froen ass, déi en opwerft, notament wat eis Finanzplaz betrëfft. Et muss een nämlech wëssen, datt, wann déi Direktiv an där Form géif duerchgoen, wéi se elo emol am Ursprung virlooch, datt do déi 45.000 SOPARFien, fréier „Holdinge“ genannt, eventuell géife riskéieren, dovu betrëfft ze ginn. Fir Iech och einfach emol de budgetären Impakt ze soen, dat gëtt oft vergiess, datt déi SOPARFie ronn 2 Milliarde Steieren abréngen. Et ass also net näischt, et ass och en Aktivitéitsberäich, wou ganz vill Entrepreneuren, klenger a manner klenger, dovun ofhängeg sinn.

Et besteet awer och e Risk, datt eventuell d'Fongenindustrie kéint an engem gewëssene Mooss betrëfft sinn. An duerfir ass et scho wichteg, datt d'Regierung hei en An drop behält. Ech muss soen, déi viregt Regierung – an dat ass mer net oft virkomm – hunn ech ëmmer do eigentlech misse luewen, well se a sech eng ganz kritesch Attitud och par rapport zu där Unshell Direktiv hat, ob dat den Här Gramegna oder herno d'Madamm Backes war, déi hunn dat jo och ëmmer hei op der Chambertribün ënnerstrach.

Ech wollt eigentlech haut vun der Geleeënheet profitéieren, well mer emol éischters eng nei Regierung an en neie Finanzminister hunn, fir nach eng Kéier dee Sujet ze evokuéieren, awer och, well ech héieren hunn, datt zu Bréissel déi Direktiv net méi richteg géif virukommen, well et grouss Meenungsdivergenzen zwëschen deene grouse Länner, notament Däitschland a Frankräich, gëtt. Ech kréien awer och gesot, wat e bëssen erstaunlech ass, mee tant mieux, datt souguer d'Europaparlament, wat jo elo net bekannt ass, e grouse Verteideger vu Finanzplazen ze sinn, och ganz skeptesch wier par rapport zu där heiter Direktiv.

An et gëtt mer och gesot, datt déi belsch Présidence net ganz vill géif drop drécken, fir hei virunzekommen.

A sech sollt déi Direktiv schonn en place sinn. Dat schéngt awer net de Fall ze sinn. Duerfir eng Rei Froen, déi ech wollt un de Finanzminister an un d'Regierung stellen.

Éischstens: Wat ass d'Positioun vun der aktueller Regierung a vum aktuelle Finanzminister par rapport zur där Direktiv?

Zweetens: Wou si mer zu Bréissel drun? Wat ass do de leschte Stand vun den Diskussiounen?

Drëttens: Wat ass do d'Meenung vum Finanzminister? Ass en der Meenung, datt et iwwerhaapt nach am Laf vun dësem Joer do zu engem Accord kënn, deen eventuell da kéint den 1. Januar 2025 a Kraaft trieden?

A riskéiert – an dat ass meng nächst Fro – net och eventuell d'Resultat vun deenen nächsten Europawalen en Impakt op déi doten Direktiv ze hunn?

An da schlussendlech, an dat ass eng lescht Fro: Wéi ass och d'Aschätzung vum Finanzminister, wat eventuell d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzindustrie par rapport zu där doter Demarche ugeet?

Ech soen am Virus schonn en décke Merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet elo den Här Finanzminister d'Wuert.

Ech wëll och den Här Mosar drop opmierksam maa-chen, datt en e bësse méi wéi véier Minutte geschwat huet. En hätt also nach licht manner wéi eng Minutt zur Verfügung, wéilt en dann eng Zousazfro stellen.

Här Finanzminister.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech gesinn, dat geet richtig héiflech haut hei erof.

M. Claude Wiseler, Président | Tant mieux.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mee mir sinn nach net fäerdeg.

(Hilarité et interruption)

Duerfir wéilt ech dem Här Mosar Merci soe fir déi Fro à plusieurs titres. Éischstens: Et gëtt ëmmer vun Unshell Direktiv, ATAD 3 geschwat. Also mäin Uleies als Finanzminister, souwäit dat mer eventuell geléngt, ass et, dass een déi Finanzlegislatioun, e bësse méi vulgariséiert an de Leit och op Lëtzebuergesch kann ... oder versicht ze erklären, wat do dohannert ass.

Also déi ATAD oder Unshell Direktiv, déi ass effektiv am Dezember 2021 vun der Europäescher Kommission presentéiert ginn. An ATAD, dat ass eigentlech näischt anesches wéi d'Ofkierzung fir Anti-Tax Avoidance Directive. Dat heescht, et soll ëmgesat gi mat där Direktiv, dass sougenannte Gesellschaften ouni eigentlech Substanz, dat heescht ouni richtig wirtschaftlech Aktivitéit, dass een déi kann an der Europäescher Unioun identifizéieren. An duerfir ass och dee Kierzel „Unshell“. Dat sinn eigentlech sougenannte „sociétés écrans“ oder „Scheingesellschaften“. An d'Zilsetzung vun där ganzer Direktiv, Här Mosar, dat wësst Der, dat ass, de Mëssbrauch vun esou Direktiven a vun esou Strukture fir Steuerzwecker ze evitéieren.

An Dir frot: Wat ass d'Positioun vu Lëtzebuerg? Ma mir begrëssen d'Zilsetzung vun där Proposition. Ech soen awer gradesou kloer – an dat ass deen anere Punkt vun Ärer Fro –, dass hei fir eis, och am Interessi vun der Kompetitivitéit vun eisem Land – well Dir hutt et richtig ënnerstrach, de Finanzsektor bréngt awer nach ëmmer ganz vill Suen – net iwwert d'Zil därerf erausgeschoss ginn.

A mir wëllen och duerfir zu Lëtzebuerg, dass deen Text, deen de Moment an eisen Aen onverhältnisméisseg ass, der Realitéit ugepasst gëtt, well dat concernéiert engersäits déi sougenannte SOPARFIen, also Bedeelegungsgesellschaften, fir déi dat natierlech en enorme Verwaltungsofwand ass, fir all déi Interaktiounen mat der Steierverwaltung ze hunn. An dat, wat do nach wäit driwwer erausgeet, dat ass, dass d'Fongenindustrie och dovunner kéint beréiert sinn.

Mir hu 5.000 Milliarden Euro ënner Management vu Lëtzebuerg Fongen. Dat ass enorm. An do stellt sech d'Fro: Fallen déi ënnert déi Direktiv hei oder net? D'Meenung vu Lëtzebuerg ass déi, dass mer soen: Déi Fongen, déi hunn alleguerten eng ekonomesch Aktivitéit zu Lëtzebuerg an där muss een och Rechnung droen. Wat heescht dat konkret? Mee dat heescht, dass een dem Krittär vun der „Substanz“, sou wéi en an der Direktiv steet, muss deementspreechend och Rechnung droen. Nach eng Kéier: d'Verhältnisméissegkeet.

Da muss een deen Text och kucken am Sënn vun de Spezifisitéiten vun eiser Finanzplaz. An ech soe kloer als Finanzminister: Mir wëllen net, dass duerch déi doten Direktiv Lëtzebuerg e Standortdeel huet oder sollt kréien. Ech kann Iech och d'Rechnung aneschtens soen: Op 75 % vun der Kierperschaftssteuer, dat sinn iwwer 2,6 Milliarden Euro, déi déi insgesamt 2023 – dat hate mer d'leschte Kéier an der Finanzkommission – erabréngt, kann een net einfach esou verzichten.

Dann ass deen anere Punkt: Wou sinn déi Verhandlungen drun? Also, d'Positiounen vun den eenzelne Memberstaaten, déi leie wäit auserneen. Dat huet och deen zoustänneg Kommissär, den Här Gentiloni, mir viru 14 Deeg zu Bréissel selwer confirméiert. Ech hunn iwwerens vis-à-vis vun deem déi selwecht Positioun vertrueden, wéi ech se hei an der Chamber soen. Zum Beispill Däitschland, déi wëllen, dass an enger éischter Phas déi Unshell-Direktiv just op den Austausch vun Informatiounen mat de jeeweilege Steierverwaltungen limitéiert ass.

Da muss een och kucken, wat den Uwendungsberäich vun där Direktiv ass. An ech soen nach eng Kéier: Fir Lëtzebuerg ass do weesentlech, dass consideréiert gëtt, dass d'Fongen eng wirtschaftlech Aktivitéit hunn, an duerfir an de sougenannte „Substanzregelungen“ deem och Rechnung gedroe gëtt. Duerfir kann een net soen, wéi wäit dass deen Text à ce stade ge-
deit.

Är nächste Froe waren déi: Kënn et dëst Joer nach zu engem Ofschluss vun där Direktiv? Ech gi perséinlech net dervun aus. Déi belsch Présidence, déi huet dat net zu hirer Prioritéit gemaach. Dir wësst och, dass am Juni Europawale sinn, wat awer gewëssen Ëmwälzunge ka mat sech bréngen. An der zweeter Hallschent vun dësem Semester hunn d'Ungaren d'Présidence vun der Europäescher Unioun.

Elo ass d'Fro ... Anscheinend géif et eng Opposition och an dem Europaparlament dergéint ginn. Dir wësst, dass mer eis hei ... D'Europaparlament huet natierlech zu allem eng fräi Meenung. Et ass awer esou, dass mir eis, reng rechtlich gesinn, hei net an dem Prozess vun enger totaler Bedeelegung vun dem Europaparlament beweegen. Firwat? Ma well mer hei am Steuerberäich sinn, wou op dem Conseilniveau, dat heescht an der Zesummekunft vun de jeeweilege Ministeren, natierlech d'Unanimitéit spillt. Dat heescht net, dass een do einfach blockéiert fir ze blockéieren, mee Dir wësst, dass déi Unanimitéit, zumindest wéi mir déi als Lëtzeburger ëmmer gesinn hunn, soll hëllefen, wa mer e richtig seriöse Problem

hunn – hei ass eng Direktiv, déi kann e grësseren Impakt hunn –, fir e Konsens ze erwierken, wou de sougenannte Standortdeel fir Lëtzebuerg sech net därerf stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Da froen ech den Här Mosar, ob en nach eng Zousazfro huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, den Här Mosar ass, wat selte virkënn, bal wonschlos glécklech ...

(Hilarité et exclamations)

... iwwert d'Aussoe vum Här Finanzminister, besonnesch iwwert dee ganz kloer Positionnement.

Ech hat awer ganz zum Schluss nach eng Fro gestallt, déi zwar och nëmmen indirekt domadder ze dinn huet, mee déi awer net onwichtig ass. Dat ass déi – an Dir hutt et selwer gesot, Här Finanzminister –, wéi wichtig fir Iech och d'Kompetitivitéit vun der lëtzebuergescher Finanzplaz ass. Do sinn och eng Rei aner Direktiven, déi och nach am Moment „am Tirang leien“ – kommt, mir soe mol esou. Kënn Der eis vläicht just soen, awer ganz en gros, wou Der eventuell nach vläicht gesitt, datt eventuell kéint déi eng oder aner Direktiv kommen, wou mer misste ganz gutt oppassen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Ech kucke just, wéi vill Minutten dass ech nach hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach véier Minutten.

Une voix | Eventuell geet et nach duer.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Eventuell geet et nach duer. Här Mosar, Dir hutt, gradewéi déi 60 Deputéierten heibannen a wéi vill Leit dobaussen, matkritt, dass natierlech weesentlech Punkte vun dem Regierungsprogramm, déi am Speziellen de Finanzministèresberäich concernéieren, vu weesentlecher Wichtigkeet sinn. Mir sinn eigentlech der Meenung, dass d'Kompetitivitéit vun de Betriber muss gestärkt ginn, dass och d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz generell muss ausgebaut ginn. Firwat? Well mer do déi néideg Ressourcen hu fir de Finanzement vun de Sozialleeschungen an do steet dës Regierung ohne Wenn und Aber hannendrun, fir dass déi kënne finanziert ginn.

Richtig ass, dass eng Rei vu Moosnamen d'Leit concernéieren, dat heescht, dass mer d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. Do hu mer en éischte Schrëtt virum Dezember gemaach. Zweetens heescht dat och – an dat héiere mer ëmmer méi dobaussen –: Wa mer hei vun esou komplexe Legislatiounen héieren, da mussen mer natierlech och d'Leit fanne respektiv déi, déi mer hunn, mussen mer och behalen. An duerfir steet am Regierungsprogramm, dass mer déi sougenannten „Talentförderung“ wëllen an d'Luucht setzen an dass mer dat och mat Steiermoosnamen wëlle positiv begleeden. Ech kéint mer virstellen, dass an den nächsten Deeg oder an den nächsten zéng Deeg do déi eng oder aner Moosnam kéint konkret virgestallt ginn.

Dann ass et awer och ganz kloer, dass mer mussen kucken, déi Betriber, déi hei sinn, zum Beispill an der Fongenindustrie, net am Reen stoen ze loossen. Dir wësst, dass do eng grouss Konkurrenz ass. Mir wëllen eigentlech, dass de Fongebereich ka weider ausgebaut ginn. An duerfir wëlle mer bei de sougenannten ETF-Fongen, déi aktiv sinn, kucken, ob een do net d'Taxe d'abonnement vläicht no ënne kéint upassen oder ofschafe fir dee Beräich, dat heescht, net fir de gesamte Fongebereich.

An da gëtt et natierlech eng Rei vun europäeschen Direktiven, déi de Moment negociéiert ginn, déi och en Impakt hunn. Ech hat gëschter nach en Telefongespräch mat dem Paschal Donohoe, dat ass de

President vun dem Eurogroupe, an do gëtt et eng Direktiv iwwert déi europäesch Kapitalmäert. An de Christophe Hansen als ausgewiesenen EU-Spezialist, dee weess, dass dat e gréisseren Impakt op Lëtzebuerg kéint hunn. Ech erklären Iech: Mir sti selbstverständlech derzou als Lëtzebuerg, dass mer iwwert d'Grenzen eraus – mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun – den Zougang zu Kapital fërderen. Firwat? Ma well mer déi digital Transition, déi energieetesche Transition zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus nëmmen domat kënne finanzéieren. Jo zu dem Zougang zu Kapital, mee – mee! – dat heescht awer och, dass mer d'Interessie vu Lëtzebuerg an deem Kontext musse fërderen an dass mer sécherstelle mussen, dass déi Industrien, déi mer zu Lëtzebuerg hunn – dozou zielt virun allem och d'Fongenindustrie –, net an aner EU-Memberstaaten ofwandere.

Do stellt sech zum Beispill d'Fro iwwert d'Surveillance vun de Finanzmäert. Mir si ganz kloer der Meinung – mir sinn net déi Eenzeg –, dass mir gutt Iwwerwaachungsinstitutionen zu Lëtzebuerg hunn. Dozou gehéiert d'CSSF, déi hir Roll en toute indépendance spilt, mee déi eng proaktiv Roll hëlt. Déi spillen net nëmme Gendaarm, mee si kucken, dass se, wa se Gendaarm spillen, och Léisunge sichen, fir dass déi Finanzplaz hei mat proppere Reegele kann oflafen. An do ass et selbstverständlech, dass mir de Standuvertirdeel fir Lëtzebuerg och wëlle spillen a soen: Wa mer déi Exzellenz zu Lëtzebuerg hunn, da solle mer déi och notzen, fir dass net op eemol, wa mer just nach eng Autoritéit fir ganz Europa hätten, dat géif bedeuten, dass verschidden Aktivitéite géife vu Lëtzebuerg ausgelagert ginn.

Ech kéint nach weiderfueren, mee ech hunn nach genau aacht Sekonnen, duerfir soen ech Merci an ech wënschen Iech e ganz schéine Mëtteg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister, Dir waart, wéi Der gesitt, tipptopp an der Zäit nach.

9. Résolution de Mme Sam Tanson relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Mir kommen elo zur Resolution vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Publicitéit vun de Kommissionsnëtzungen. D'Auteure huet fënnf Minutten Zäit. Ech hunn zwar e puer Leit hei ageschriwwen gehat fir duerno, mee esou vill ech verstanen hunn, verzichten déi eenzel Fraktiounen all op hir Zäit duerno, well et hei och eng Resolution ass, déi mer gemeinsam am Bureau mat der Madamm Tanson ausgeschafft hunn.

Hunn ech dat richtig verstanen?

(Assentiment)

Dann ass et elo un der Madamm Tanson.

Dépôt et exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech si ganz frou, dass mer haut nach eng Kéier kënne mat där Resolution hei erëmkommen. Dir wësst, dass mer am November esou eng Resolution hei deposéiert haten, déi baséiert huet op enger quasi textuell identescher Resolution vun der CSV-Fraktioun aus dem Joer 2019, an déi och sech baséiert op d'Ausféierung vum Chamberspräsident hei bei senger éischter Ried.

Ëm wat geet et? Et geet drëm, dass mer e wichtege Schratt a Richtung méi eng transparent Chamber maachen, an zwar mat der Effentlechkeet, der

Transmissioun vun de Chamberskommissionen. Hei hutt Der déi fënnf opgeléicht, op déi mer eis gëe-negt hunn, elo an enger éischter Phas, wuelverstan mat enger Evaluatioun, déi soll gemaach gi bis 2025. Parallell hu mer och eng Proposition vun engem Changement vum Règlement deposéiert, wou mer dann och wäerten dat verankeren an onsem Règlement. An da sinn ech gudder Déng, dass mer ganz séier nach méi breet wäerte kënne opmaachen. Et ass op alle Fall e wichtege Schratt, fir dass d'Biergerinnen an d'Bierger an eis Press och kënne zu all Moment suivéieren, wéi eng Diskussiounen a wéi mer déi Diskussiounen féieren.

An ech sinn och iwwerzeegt, dass wa mer dat an der Praxis liewen an ausliewen, dass dann déi Suergen, déi virun do existéiert hunn, och ganz séier kënne aus dem Wee geraumt ginn. Duerfir hei eeben nach eng Kéier dann déi Resolution, mat der Ënnerschrëft vun alle Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn.

Résolution

« relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires »

La Chambre des Députés,

– vu la résolution de la sensibilité politique déi gréng déposée en date du 23 novembre 2023 et renvoyée au Bureau et à la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés ;

– rappelant la résolution relative à la publicité des commissions parlementaires déposée par le groupe parlementaire chrétien-social en date du 9 octobre 2019 ;

– constatant que les échanges au sujet de la publicité des commissions au Bureau et à la Conférence des Présidents ont permis de dégager un consensus entre les groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés,

décide

– de retransmettre, à partir de la mi-avril 2024, cinq commissions parlementaires en direct en streaming, en l'occurrence

- la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ;
- la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ;
- la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ;
- la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- la Commission des Médias et des Communications ;

– de mettre les vidéos des réunions de ces cinq commissions à disposition en replay via www.chd.lu ;

– de procéder à une évaluation des expériences acquises début 2025 ;

– d'élargir, le cas échéant, la publicité à toutes les commissions parlementaires rentrant en ligne de compte pour le nouveau régime ;

– de continuer à réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles ;

– d'élaborer un règlement de la Conférence des Présidents à annexer au Règlement de la Chambre des Députés qui fixe les critères et conditions de la publicité de ces réunions.

(s.) Sam Tanson, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Fred Keup, Paulette Lenert, Marc Spautz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech hu se zwar elo eréischt offiziell ënnerschriwwen iwwerrecht kritt, mee ech mengen, déi Fraktiounen alleguer haten Zäit, sech an d'Kenntnis ze setzen, wat

den Inhalt dovunner ass. Vu dass d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten alleguer op hir Riedezäit verzichten an d'Regierung och net zu enger Resolution, déi d'Chamber en interne betrëfft, schwätze wäert, ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

A mir géifen direkt zum Vott iwwert déi Motioun kommen. Wéi ëmmer, well et eisen éischte Vott haut de Mëtten ass, erënneren ech drun, Iech fir d'éischt anzeloggen, well soss kënnt Der natierlech net matstëmmen.

An ech géif elo de Vote électronique froen, dass Der ...

(Interruption)

Mir kënne se och à main levée ofstëmmen. Dat ass am Fong hei an deem Fall eng ganz gutt Iddi, wa mer alleguer d'accord sinn.

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Da géif ech froen: Wie mat dëser Resolution averstan ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci. An da maache mer d'Géigeprouf.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Très bien! Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl an dofir soen ech Iech villmools Merci.

10. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet de la diminution du nombre de personnes parlant le luxembourgeois

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass eng Aktualitéitsstonn iwwert de Réckgang vun der Unzuel u Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi d'ADR-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten an duerno huet d'Regierung 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech elo schon ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här André Bauler, d'Madamm Liz Braz, d'Madamm Sam Tanson an den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup als Verrieder vun der ADR-Fraktioun. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll och fir d'éischt deene Leit Merci soen, déi hei op der Tribün sinn, zum Beispill dem Kommissär fir d'Lëtzebuerg Sprooch, wéi och dem Zenter fir d'Lëtzebuerg Sprooch, déi ganz sécherlech vill derzou bäidroen, eiser Sprooch eng besser Situatioun ze gi wéi déi, an där se am Moment ass.

Mir hunn dann och als ADR dës Aktualitéitsdebatt iwwert d'Lëtzebuerg Sprooch ugefrot, well mer viru Kuerzem schlecht Noriichten iwwer eis Sprooch matgedeelt kruten. D'schlecht Noriichten, déi ware vum Statec, deen eng Etüd gemaach huet, bei där ee mat Hëllef vun de Resultater vun der Vollekszielung vun 2021 de Gebrauch vum Lëtzebuergesch analyséiert huet. Dëst ass elo fir d'zweet geschitt no 2011 an dat erlaabt natierlech och, e Verglach ze maachen iwwer en Zäitraum vun zéng Joer.

Analyséiert ginn ass de reelle Gebrauch vum Lëtzebuergesch am Alldag am effentleche Raum. An eng vun den Aussoe vun der Etüd ass dann, an ech zitieren elo de Statec op Franséisch: „Par rapport au recensement de 2011, l'utilisation du luxembourgeois diminue en nombre de locuteurs passant de 323.000

à 292.000 et en pourcentage passant de 71 % à 61 %.” Also nach eng Kéier, op Lëtzebuergesch seet de Statec hei: Am Verglach zu 2011 hält d’Lëtzeburger Sprooch of bei der Zuel vu Spriecher. Dat heescht, trotz dem enorme Bevëlkerungswuesstum, sou ville Leit, déi bäikomm sinn an de leschten zéng Joer, geet nawell d’Zuel vu Leit, déi Lëtzebuerg schwätzen, erof ëm minus 30.000 Persounen.

An eigentlech ass dat nach ze vill optimistesesch, wéi de Statec selwer schreift, well – an hei ass de Statec och kloer an däitlech – et gëtt jo och Leit, déi maachen net mat bei der Vollekszielung. An do hu si festgestallt, dass déi Leit, déi net matmaache bei der Vollekszielung, ganz oft eebe Leit sinn, déi nach net laang am Land sinn, also déi sinn, déi och kee Lëtzebuergesch schwätzen. Si schreien: „on peut supposer que les locuteurs allophones“, also déi, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, „sont probablement surreprésentés parmi les non-répondants“. Dat heescht also, dass et a Wierklechkeet – an dat seet de Statec – ganz warscheinlech ass, dass nach manner Leit Lëtzebuergesch schwätzen wéi dat, wat si hei an der Etüd feststellen.

De „Quotidien“ titelt dann och doropshin: „En dix ans, la lente chute de la langue luxembourgeoise“, de luesen Niddergang vun der Lëtzeburger Sprooch. A weider: „De mois en mois parlée, la langue luxembourgeoise [subit] une lente érosion au fil des années. C’est le constat que dresse le Statec dans un rapport.“ Ëmmer manner, an de Statec schwätzt effektiv vun „Erosioun“ vun der Lëtzeburger Sprooch.

Et ass also kloer an däitlech – an dat soen elo net ech hei einfach, well ech et erfannen, mee dat ass de Statec, deen et seet –: De Gebrauch vun der Lëtzeburger Sprooch geet zeréck! Et gëtt ëmmer manner Lëtzebuergesch geschwat. Dat seet de Statec.

An och d’Zukunft gesäit düster aus, well, wéi de Statec och analyséiert, bei den iwwer 80-Järegen ass den Undeel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, nach relativ héich, am héchsten. Allerdéngs bei deene Leit, déi aktiv sinn, déi schaffen, déi am Alter sinn zwëschen 30 a 60 Joer, do si mer bei manner wéi 50 % vun de Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen. An et ass deemno also kloer, dass an Zukunft nach manner Leit wäerte Lëtzebuergesch schwätzen.

Duerfir schreift de Statec dann och vun der „érosion“, an dat steet am Rapport e puermol dran, „de la langue luxembourgeoise“. Et wäert also ëmmer manner geschwat ginn an eis Sprooch wäert weider verschwanne respektiv verdrängt ginn aus dem ëffentleche Raum, aus dem Alldag.

Geografesch gesäit een et och – an dat ass eppes, wat een och iwwerall op der Welt ka feststellen, wou Sproochen a Konkurrenz stinn, wéi a Kanada, an der Schwäiz an esou weider, an zu Lëtzebuerg sti Sproocher jo och a Konkurrenz all Dag –, an zwar, dass d’Lëtzebuergesch fir d’éischt an de gréissere Stied, am urbane Raum, verschwënnt an da lues a lues och an de méi klengen Gemengen an Uertschaften. An der Reegel kënnen sech nach eng Partie Sproochinselen eng länger Zäit halen, awer – an dat weisen d’Beispiller aus dem Ausland – och si wäerte lues a lues verschwannen.

Alles dat hunn ech net erfonnt, wéi ech grad gesot hunn. Dat seet de Statec. Dat sinn also, wann Der esou wëllt, d’Fakten.

Mee et ass awer näischt Neits. Zënter 30, 40 Joer gëtt et och hei am Land Leit a Gruppen aus der Zivilgesellschaft, déi op de Réckgang vum Lëtzebuergesch opmierksam maachen. Och d’ADR an ech selwer maachen dat scho ganz laang. Ech hunn och e Buch mam Tom Weidig doriwwer geschriwwen, wou mer an zwee Kapiteln dorop aginn ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Op Däitsch.

M. Fred Keup (ADR) | ... a mat x verschiddene Beispiller dat Ganzt ënnermaueren.

(Interruptions)

Ech ginn Iech elo zwee ... Jo, ech gesinn, hei si Verschiddener, déi trotz där seriöser Situatioun, an där eis Sprooch ass, dat immens witzeg fannen. Ech fannen dat surprenant!

(Brouhaha)

M. Georges Engel (LSAP) | Dir hutt Äert Buch op Däitsch geschriwwen. Dir hutt Äert Buch op Däitsch geschriwwen!

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass total falsch, wat Dir hei erzielt! Falsch!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen dat ganz, ganz interessant.

Une voix | Et ass ëm d’Sprooch an Ärem Buch gaangen an ëm soss näischt!

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen dat ganz interessant, wéi Verschiddener hei de Geck maache mat eiser Sprooch!

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, Dir hutt ganz eleng d’Wuert!

M. Fred Keup (ADR) | Ech fannen dat ganz interessant. Impressionnant, bravo!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Bravo! Dat seet vill iwwer Iech aus!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, duerst ech dem Här Keup eng Fro stellen?

M. Fred Keup (ADR) | Also, déi déi elo gelaacht hunn ... Et si se net alleguerten, mee déi, déi gelaacht hunn elo hei, déi dräi, véier ... Et seet vill iwwer déi aus. Ech wëll dat just soen. Alleguerten déi, déi elo hei nokucken, déi kënnen dat kucken. Sou!

Et gëtt zwee, zwee konkret Beispiller, déi mer an eise Buch beschriwwen hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup ...

M. Fred Keup (ADR) | An ech wëll déi hei kuerz ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, den Här Sehovic wëllt Iech eng Fro stellen. Huel Der déi un, oder ...?

M. Fred Keup (ADR) | Ma jo gären, jo.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här Keup, just eng Fro, ech si mer net méi sécher, a wéi enger Sprooch war Äert Buch scho méi iwwer d’Lëtzeburger Sprooch?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat do ass zum Beispill esou e gudder Punkt. Eist Buch, dat mer geschriwwen hunn, war aus verschiddene Grënn op Däitsch. Dat ass absolutt richtig.

Plusieurs voix | Aa!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, domat hu mer och guer kee Problem. Domat huet iwwerhaupt keen e Problem.

(Interruption)

Hutt Der eppes géint Däitsch?

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Keup äntwert op déi Fro an da fiert en a senger Ried weider.

M. Fred Keup (ADR) | Schreift Dir mol, ...

M. Claude Wiseler, Président | Alles mat Uerdnung heibannen!

M. Fred Keup (ADR) | ... schreift Dir mol Bicher, an da kucke mer weider!

(Hilarité)

Sou, ech wëll Iech elo hei zwee Beispiller nennen iwwer eis Sprooch. Dat Éischt, dat ass de Buergermeeschter vu Stroossen, de Gast Greiveldinger – elo ass en et net méi –, deen huet 2017 gesot: „Mir stelle fest, dass een hei zu Stroosse bal kee Lëtzebuergesch méi schwätze kann. Wann ech Lëtzebuergesch schwätzen, da versti mech déi meescht net.“ D’Konklusioun dovunner, ganz einfach: Lëtzebuergesch war fréier do, elo ass et fort.

Um Findel: Lëtzebuergesch ass als Informations-sprooch bei Lautsprecherannoncen um Findel ofgeschaaft ginn – verdrängt vum Franséischen an Engleschen, dat huet eis de Minister deemools confirméert. Konklusioun: Lëtzebuergesch war fréier do, et ass elo fort. Dat ass den Trend. An et gëtt Dausende Beispiller, wou d’Lëtzebuergesch lues a lues aus dem Alldag verdrängt gëtt: beim Akafen, am Spidol, op der Aarbecht, op Eltereversammlungen an de Schoulen, Quartiersversammlungen, bei Reuniounen mat den Noperen, am Sport, bei de Massen an der Kierch, beim Füreerschäin an esou weider. Deelweis gëtt Lëtzebuergesch souguer verbueden, wéi bei Syndikatsreuniounen an Appartementshaier an och op anere Plazen – verbueden!

Et gëtt quasi iwwerall manner Lëtzebuergesch geschwat wéi fréier, seet de Statec. An de grouse Problem ass: Do, wou et bis verschwonnen ass, do kënn et och net méi erëm! Mir kënnen hei iwwer aner Saache schwätzen, ech ginn Iech e Beispill: D’Heescheverbuet, dat kënnt Der elo aféieren, mee Dir kënnt et a véier Joer erëm ofschafen. Mee d’Sprooch, wann dat bis fort ass, da kënnt et net méi erëm. Dir kënnt dat net an zéng Joer erëm zack dohinnersetzen. Dat geet net!

Wat ee muss wëssen – e bësse Geschicht –, dat ass, dass mer aus enger Zäit kommen, dat ass net esou laang hier, wou Lëtzebuergesch hei d’Éingangssprooch war vu quasi der gesamter Bevëlkerung. Virun 150 Joer, an esou och zum Beispill 1950 nom Krich, deemools hu wäit iwwer 90 % vun de Leit Lëtzebuergesch geschwat. Franséisch an aner Sproocher si praktesch guer net zu Lëtzebuerg geschwat ginn.

Historesch gesi kënnt eis Sprooch vun de Franken, déi virun 1.500 Joer heihinner komm sinn. Si hunn déi Sprooch matbruecht, déi sech natierlech lues a lues gewandelt a verännert huet an aus där eist Lëtzebuergesch vun haut ginn ass. En éischt Schrëftstéck gëtt et vun 1320, de Codex Mariendalensis, deen op Muselfränkesch geschriwwen war, dem Virleifer vun der haiteger Lëtzeburger Sprooch.

An den Expert Alain Atten schätzt, dass eis Sprooch, sou wéi mer se haut kennen, zënter ronn 600 Joer hei geschwat gëtt. Dat soen ech, well et gëtt jo tatsächlech Leit, déi mengen, Lëtzebuergesch wier eng rezent Erfindung, oder déi mengen, dass d’Bevëlkerung op eise Territoire ëmmer méisproocheg gewiescht wier.

A vergiesse mer do net den 10. Oktober 1941, Kommemorationsdag, d’Personenstandsaufnahme vun de Preisen, dräimol Lëtzebuergesch, wou wäit iwwer 90 % vun der Bevëlkerung op d’Fro, wat hir Sprooch wier, mat „Lëtzebuergesch“ geäntwert hunn.

Den offizielle Statutt vun der Sprooch ass dann och kloer: Lëtzebuergesch ass d'Landessprooch vun eisem Land. Et gëtt eng, dat ass Lëtzebuergesch. Et gëtt dräi administrativ Sproochen. D'Gesetzter sinn op Franséisch an an der Verfassung steet och hautzudaags: „D'Sprooch vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch.“ Et ass kloer.

Haut awer elo déi Situatioun, déi de Stater beschreift: Lëtzebuergesch geet zréck, eng Erosioun vum Lëtzebuergesch. Wat kann ee maachen a wie kann eppes maachen?

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, ech mengen, d'Madamm Cahen wëllt Iech eng Fro stellen. Dir kënnt se akzeptéieren oder duerno ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech akzeptéiere se, wann ech just duerno déi zwou Minutten, oder wat et ass, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir kritt dann dat, wat et ass, derbäi.

M. Fred Keup (ADR) | ... jo, bäigerechent kréien. Merci.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, merci, Här President. Här Keup, Dir sot, d'Lëtzebuergesch Sprooch géif zréckgoen, hätt de Stater gesot.

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

Mme Corinne Cahen (DP) | Kënnt Der da confirméieren, dass de Stater gefrot huet, wéi eng Sprooch d'Leit haaptsächlech doheem schwätzen an dass de Stater net gefrot huet, ob d'Leit Lëtzebuergesch kënne schwätzen an dat dann awer gebrauchen? Well ech mengen, esou war et richteg, an net, dass d'Leit kee Lëtzebuergesch méi schwätzen, mee vläicht dass hir Haaptsprooch doheem vläicht net Lëtzebuergesch ass. Dat heescht awer net, dass se kee Lëtzebuergesch kënne a kee Lëtzebuergesch schwätzen. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Ech mengen, dass Dir d'Etüd net gutt gelies hutt, well dat do ass nämlech net esou. An der Etüd steet ganz kloer, dass se hei déi Sproochen, déi d'Leit an hirem Alldag schwätzen, op der Aarbecht, an der Schoul an doheem, gekuckt hunn. Et sinn also déi verschidde Beräicher an an deene verschidde Beräicher zesummen ass festgestallt ginn, an dat schreibe se jo och, „diminue“, Lëtzebuergesch geet erof. Dat kann een net aneschtens soen. Dat kann een net schéischwätzen.

Sou. Wat kann ee maachen? A wie kann eppes maachen? Eppes maache kënne mir hei. Wa mir näischt maachen, da wäert et esou weidergoen a Lëtzebuergesch wäert lues a lues ëmmer méi verschwanen. De Stater seet et. Et ass och evident: An engem oppene Konkurrenzkampf tëschent Sproochen – an deem hu mer hei am Land! – setze sech déi stäerkst duerch an dat ass nun emol net Lëtzebuergesch.

Ausser, d'Politik gräift an an dese Konkurrenzkampf, wéi et jo och deelweis gemaach gëtt. A wa mir hei wëllen, da kënne mir eppes maachen, fir eis Sprooch ze erhalen an hir erëm déi Plaz ginn hei am Land, déi se verdéngt huet. Dat ass eise Choix heibannen. A mir si verantwortlech, ob eis Sprooch sech erkrutt oder ob se weiderhi verschwënnt.

Als ADR wëlle mir iwwerall esou wäit wéi méiglech eis Lëtzeburger Sprooch benotzen an dat ganz einfach, well et d'Sprooch vu Lëtzebuerg a vun de Lëtzeburger ass. An éier elo ee kënnt a seet: „Dir hutt eppes géint aner Sproochen“: Nee, mir hunn näischt géint aner Sproochen! Mir hunn näischt géint Däitsch, Franséisch, Englesch an aner Sproochen. Mir wëllen awer eis kleng Sprooch, déi eis um Häerz läit, déi wëlle mer hei an eisem klengen Land erhalen, net méi an net manner!

Konkreet gëtt et vill Moossnamen, déi ee kéint ergräifen, déi méi wäit ginn an déi ganz harmlos sinn, harmlos an einfach an awer vill bréngen. An ech hunn der elo hei zwou matbruecht, zwou konkreet Moossnamen, fir eis Sprooch ze stäerken. Si di kengem wéi, se sinn absolut positiv. Dat sinn zwou Motiounen. An déi eng Motioun, do geet et ëm d'Visibilitéit vum Lëtzebuergesch am öffentleche Raum. Dat, wat hei an der Motioun steet, ass dat, wat d'Actioun Lëtzebuergesch Iech als Partei gefrot hat virun de Walen, wou Der konnt äntwerten, ob Der dermat d'accord wiert oder net. Hei kënnt Der da lo kucken, ob Der sou äntwert, wéi deemools virun de Walen.

Et geet drëms, fir d'Lëtzebuergesch erëm méi an den Alldag ze bréngen. Wat d'Sprooch am Alldag méi dacks ze gesinn ass, wat de Virwëtz an den Interessi och bei den auslännesche Matbierger eropgeet. A virun allem hëlleft et deenen, déi Lëtzebuergesch-coursé gemaach hunn an elo d'Sprooch och üben an notze wëllen. A wann et nëmmen ass, fir se ze gesinn a se liesen ze kënne. Et ass och e wichtegt Signal, datt d'Lëtzeburger hir Sprooch héichhalen.

An déi zweet Motioun, déi ech matbruecht hunn, dat ass en Thema säit Joren an d'Partei sinn alt emol derfir, alt emol dergéint. Haut géife mer och emol eng Äntwert gäre kréien. Do geet et drëms, fir ze proposéieren, Lëtzebuergesch endlech zu enger offizieller Sprooch vun der Europäescher Unioun ze maachen. An zwar net esou, dass alles iwwersat misst ginn, mee no Modell, wéi och d'Irescht eng offiziell Sprooch ginn ass am Joer 2007, also Amtssprooch ouni komplett Iwwersetzungsflucht.

Ech géif Iech bidden, dat matzestëmmen, fir eis Sprooch. Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– *et an der EU eng grouss Villfalt u Kulturen a Sproochen gëtt an datt d'Sproochen vun der EU e wichteg Pilier vum gemeinsame kulturelle Patrimoine vun Europa sinn;*

– *d'EU aktuell 24 offiziell Amtssproochen huet, dorënner och (wat d'Zuel vun de betreffende Mammessproochler ugeet) relativ „kleng“ Sproochen wéi Malteesesch oder Iresch;*

– *Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg der Verfassung no d'Sprooch vum Land ass an nom Gesetz vun 1984 souwuel Nationalsprooch wéi och administrativ Sprooch ass,*

ass sech bewosst, datt

– *d'Roll vun eiser Nationalsprooch an der EU sech aktuell dorop limitéiert, datt europäesch Institutiounen mam Lëtzeburger Staat senger Hëllef op Lëtzebuergesch äntweren, wa si e Brëif oder eng Demande an eiser Nationalsprooch kréien,*

fuerdert d'Regierung op,

– *sech aktiv, a méi wéi bis elo, fir d'Unerkennung vun der Lëtzeburger Sprooch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun anzusetzen, an dëst nom Virbild vum Ireschen, dat 2007 Amtssprooch gouf ouni komplett Iwwersetzungsflucht.*

(s.) Fred Keup.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– *d'Visibilitéit vum Lëtzebuergesch am öffentleche Raum vu grousser Bedeutung ass: „Wat d'Sprooch am Alldag méi dacks ze gesinn ass, wat de Virwëtz an den Interessi och bei den auslännesche Matbierger eropgeet. A virun allem*

hëlleft et deenen, déi Lëtzebuergesch-Course gemaach hunn an elo d'Sprooch och üben an notze wëllen, a wann et nëmmen ass, fir se ze gesinn a se liesen ze kënne. Et ass och e wichtegt Signal, datt d'Lëtzeburger hir Sprooch héichhalen“ (Actioun Lëtzebuergesch),

ass sech bewosst, datt

– *et am öffentleche Raum ëmmer nach eng Predominanz vum Franséische géintwärt dem Lëtzebuergesch gëtt, wat een hu Begrëffer wéi „Maison relais“ (amplaz „Kannerhaus“ oder „Kannernascht“) oder „Stade de Luxembourg“ (amplaz „Stadion vu Lëtzebuerg“) erkennt,*

fuerdert d'Regierung op,

– *sech fir eng méi grouss Visibilitéit vum Lëtzebuergesch am öffentleche Raum anzusetzen, „z. B. bei der Begrëssung op der Grenz, um Flughafen, op den touristesche Schëlter op den Autobunnen, de Websäiten, op de soziale Medien, un de Gebaier, bei de Publikatiounen, de Formulären, op de Schëlter, Timberen, bei de Bus-, Zuch- an Tramstatiounen, op de Plazen an de Stroossen“ (Actioun Lëtzebuergesch).*

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp agedroen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Lëtzeburger Sprooch stellt fir d'CSV e Band duer, dat ons all verbënnt: eis Integratiounssprooch. Am Sproochegesetz vun 1984 ass Lëtzebuergesch iwwer Gesetz als offiziell Landesprooch definéiert ginn. D'Lëtzeburger Sprooch ass am Verbond mat der Méisproochegkeet an der Verfassung, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, verankert ginn.

An der Etüd „Recensement de la population – une diversité linguistique en forte hausse“, publizéiert vum Stater, steet, datt déi absolut Zuel vun de Residenten, déi Lëtzebuergesch als hir Haaptsprooch ugin, an d'Luucht gaangen ass, dëst par rapport zu 2011 vun 265.000 op 275.000, mä hiert d'Gewicht relativ zur Bevëlkerung erofgaangen ass. Dat erkläert sech doduerch, datt eis Bevëlkerung e Wuesstum tëschent 2011 an 2021 vu 25,7 % hat. Deen Zouwuess ass haaptsächlech duerch d'Zouwanderung zustane komm, an dowéinst muss de Verglach mat Virsiicht gemaach ginn.

En plus steet an der Note méthodologique vun där Etüd, datt de Prozentsaz, deen erofgeet, net bedeit, datt de Gebrauch vun der Sprooch erofgeet. D'Lëtzebuergesch ass mat Ofstand déi éischt Sprooch vun 49 % vun der Gesamtbevëlkerung. Lëtzebuerg zeechent sech gläichzäiteg duerch seng Méisproochegkeet aus a laut der Etüd ass d'Sproochevillfalt staark an d'Luucht gaang. Mir gesinn d'Situatioun vum Lëtzebuergesch net esou schwaarz wéi eise Virriedner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Steller wäert vum Lëtzebuergesch ass esou ze gesinn: Et soll Brécke bauen, e Lien schafen, deen eis Gesellschaft verbënnt. Eis Sprooch soll Mënsche mat verschidde Kulturen a Liewensgeschichte verbannen an net trennen a splécken. Si dréit zum gesellschaftlechen Zesummenhalt bäi. Dofir spillt eis Sprooch eng zentral Roll bei der Integratioun. Lëtzebuergesch ass fir eis eng Integratiouns- a Kommunikatiounssprooch. Si ass en Deel vun eiser Identitéit an dem kulturelle Patrimoine. Duerch eis Sprooch ginn eis Kultur an eis Traditiounen vermëttelt. Mir wëllen eise

Matbierger duerch besser Lëtzebuergeschkenntnisser d'Integratioun erlichteren an d'Zesummeliewe förderen. Laut dem Institut national des langues ass Lëtzebuergesch déi heefegst gefrote Sprooch, an 61.000 Persounen sinn um llo.lu ageschriwwen. Dës Offer muss weider ausgebaut an ënnerstëtzt ginn.

Déi Lëtzebuurger Sprooch war laang Zäit éischter eng geschwate Sprooch. Duerch déi digital Medien a sozial Medien gëtt ëmmer méi Lëtzebuergesch geschriwwen. Lëtzebuergesch ass eng dynamesch Sprooch, déi sech stänneg weiderentwéckelt, wéi zum Beispill de Wuertschatz, dee wiisst. Eis Sprooch ass lieweg, wann een déi sëlleg Texter gesäit, ob Prosa, Poesie, Museksstécker oder all aner Formen vum kulturellen Ausdruck, déi an eiser Sprooch verfaasst ginn.

De Stelleväert vum Lëtzebuergesch ass dee vun enger lieweger, geschwate, geschriwwener, gesongener Sprooch an der Mëtt vun enger oppener multikultureller méisproocheger Gesellschaft. Mir ënnerstëtzen d'Fuerschung am Beräich vun der Lëtzebuurger Sprooch a wellen dës Recherche ausbauen. Et solle reegelméisseg Etüden iwwer, zum Beispill, d'Léiere vun der Lëtzebuergescher Sprooch gemaach ginn. Och muss den Zentrum vun der Lëtzebuurger Sprooch gestärkt ginn an ënnerstëtzt gi beim Ausschaffe vu verschiddenen thematesche Glossairen.

An de Crèchen an an de Maison-relais léieren d'Kanner d'Lëtzebuergesch. Doduerch, dass d'Kanner, deenen hir Mammesprooch eng aner ass, heemkommen a Lëtzebuergesch schwätzen, motivéiert dat hir Elteren ëmmer méi oft, och Lëtzebuergesch ze léieren. D'Léiere vum Lëtzebuergesch op alle schouleschen Niveaue soll weider ënnerstëtzt ginn. Et ass wichteg, dass d'Lëtzebuergesch an anere Fächer a bei auserschouleschen Aktivitéiten geschwat gëtt, well d'Konzept „learning by doing“ déi bescht Method ass, fir eng Sprooch ze léieren.

Mir mussen och derfir suergen, dass an de privaten internationale Schoule Lëtzebuergesch geléiert gëtt. Mir als CSV wellen den Aktionsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch ëmsetzen an ausbauen. Den Asaz fir d'Lëtzebuurger Sprooch ass fir d'CSV evident. A well et evident ass fir d'CSV, setze mir eis fir d'Förderung vun eiser Sprooch an. Mir bekennen eis zur Lëtzebuergescher Sprooch als Ausdruck vun enger inklusiver Identitéit, déi d'Land an d'Leit verbënnt an net spléckt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, et ass un Tech.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech sinn engersäits frou, dass déi rezent Etüd vum Statec iwwert d'Sproochesituatioun hei am Land de wichtige Sujet vun der Promotioun vum Lëtzebuergesch erëm eng Kéier ervirhieft. Anerersäits fannen ech et allerdéngs schued, wann eenzel Zuelen aus esou enger Etüd erausgefëscht an deelweis net ganz richtig interpretéiert ginn.

Wat de Statec erausfonnt huet, an dat ass och vu menger Virgängerin ënnerstrach ginn, dat ass, dass déi relativ Zuel u Leit, déi doheem oder op der Aarbecht reegelméisseg Lëtzebuergesch schwätzen, erofgaangen ass. Wéi de Statec et selwer op der Säit 10 vu sengem Bericht erwänt, heescht dat net, dass 39 Prozent vun den Awunner d'Lëtzebuurger Sprooch guer net beherrschen, ma just, dass si dës Sprooch net reegelméisseg doheem oder op der Aarbecht schwätzen.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Wa mir kucken, wéi vill Leit all Joer nei op Lëtzebuerg kommen, dann ass et nëmmen normal, dass de prozentualen Undeel vun

der Bevëlkerung, deen doheem Lëtzebuergesch schwätzt, erofgeet. Dat heescht net, dass déi auslännesch Awunner kee Lëtzebuergesch kënne schwätzen oder verstoen. Am Géigendeel! Mir gesinn, dass den Interêt um Lëtzebuergesch ëmmer méi grouss gëtt. Bannent zéng Joer huet d'Zuel vun den Aschreiwungen an d'Lëtzebuergeschcoursen am INL sech méi wéi verdoubelt. An de leschte fënnf Joer waren iwwer 68.000 Leit a Lëtzebuergeschcoursen ageschriwwen – esou vill wéi nach ni virunner!

A fir der grousser Nofro un dëse Coursen nozokommen, huet den Institut national des langues sech an de leschte Jore méi breet opgestallt an dräi nei Antennen opgemaach. Zejoert gouf dann och d'Gesetz iwwert den INL moderniséiert, fir sengen neien Erausforderungen eng nei gesetzlech Basis an déi néideg Strukturen ze ginn. Nieft dem INL bitt och de Service vun der Erwuessenebildung e sëllege Coursen am Lëtzebuergesch un. An dës Offer gouf an de leschte Jore weider ausgebaut, och a punkto Orthografie. D'Reegele kann ee sech och selwer bäibrénge mat den neien Tutorials, déi den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch zesumme mam SCRIPT ausgeschafft huet.

Och am Ausland fërdert d'Regierung d'Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch. Leit aus de Grenzregionen, déi op Lëtzebuerg wëlle schaffe kommen, kréie schonn am Virfeld d'Méiglechkeet gebueden, fir sech bei eis am Land eis Sprooch unzëeegnen. Déi viregt Regierung huet och verschidden Accorde mat Partner an Däitschland an a Frankräich ofgeschloss. Sou zum Beispill d'Konventioun mat der Académie de Nancy-Metz, an där festgeluecht gouf, dass d'Studente vun de Berufsschoulen am noe franséische Grenzgebitt optional un enger Aféierung an d'Lëtzebuurger Sprooch kënne deelhuefen. Hei ginn am Moment virun allem d'Beräicher Fleeg, Gastronomie a Sécherheet viséiert, also strateegesch gesinn déi Beräicher, an deene mir zu Lëtzebuerg immens vill Grenzgänger astellen. En änlecht Ofkommen gëtt et iwwregens mam Saarland a mat Rheinland-Pfalz.

Zanter 2015 erstellt den INL dann och didaktescht Material fir d'Léiere vun eiser Sprooch. Méi wéi 97.000 Exemplaire vum Buch „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?“ goufe bis ewell verkaaft. Den Educatiounsministère huet och eng Onlineplattform an d'Liewe geruff, déi den Notzer weltwäit gratis Zougrieff op Lëtzebuergeschcoursen bitt.

All dës Moossnamen sinn Deel vum Aktionsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch. An Zukunft soll dësen Aktionsplang reegelméisseg un d'Bedierfnesser vum Terrain ugepasst ginn, fir den Zougang zur Lëtzebuurger Sprooch weider ze verbesseren. D'Stärkung vun der Sprooch gouf nämlech och am neie Koalitiounsaccord als e wichteg Zil festgehalen. Deemno sollen ënner anerem weider digital Instrumenter ausgeschafft ginn, déi den aktive Gebrauch vun eiser Sprooch ënnerstëtzen.

Zu gudder Lescht wéilt ech allerdéngs nach soen, dass et d'Verantwortung vun eis alleguer ass, fir eisen auslännesche Matbierger eis Sprooch méi no ze bréngen. Wéi dacks gi mer an e Buttek a mir schwätze mat de Verkeeferinnen an de Verkeefer direkt Franséisch amplaz als Éischt emol op Lëtzebuergesch unzefänken? Dobäi wësse mir jo guer net, ob déi Persoun kee Lëtzebuergesch versteet, a ginn hir emol net d'Chance, fir eis Sprooch ze schwätzen. Sou maache mer hinnen also d'Dier fir an eis Sprooch vun Ufank un direkt zou.

A kuerze Wierder: Lëtzebuergesch ass a soll och an Zukunft d'Integratiounssprooch hei am Land bleiven. An dofir mussen mer all zesummen e gönschtegt Ëmfeld fir d'Léieren an d'Schwätze vun eiser Sprooch schafen.

An an deem Sënn géif ech och eng Motioun deposéieren an Tech Merci soe fir d'Nolauschteren. An dat war eng Punktlandung, Här President.

Motion 3

D'Chamber,

vu

– *datt et ee politesche Konsens iwwer d'Wichtigkeet an d'Noutwendegkeet vun der Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch gëtt;*

– *déi rezent konstitutionell Verankerung vum Lëtzebuergesch als Landessprooch,*

bekannt sech weiderhin

– *zur Lëtzebuurger Sprooch als Kommunikatiouns- an Integratiounssprooch;*

– *zur Méisproochegkeet;*

– *zur Lëtzebuurger Sprooch als Ausdruck vun enger inklusiver Identitéit, déi Land a Leit verbënnt an net spléckt, begrüsst*

– *déi rezent Efforte vun der Regierung, fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch ze verbesseren;*

– *d'Schafe vum Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch (ZLS) a vum Institut national des langues Luxembourg (INLL);*

– *d'Ëmsetzung vun enger Hellewull vu Moossnamen aus dem Aktionsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch;*

– *datt d'Stärkung vun der Lëtzebuurger Sprooch am Koalitiounsaccord fir d'Legislaturperiod 2023–2028 festgehalen gouf,*

invitéiert d'Regierung

– *den Aktionsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch permanent un nei Realitéiten unzupassen a reegelméisseg ze evaluéieren, dat virun allem duerch d'Ausschaffe vun digitalen Outilen op Lëtzebuergesch;*

– *den Zougang zur Lëtzebuurger Sprooch weider ze verbesseren, dat virun allem och mat Coursen, déi méi op den aktive Gebrauch setzen a manner op d'Schrëftsprooch an d'Grammatik.*

(s.) André Bauler, Barbara Agostino, Françoise Kemp, Mandy Minella, Stéphanie Weydert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Bauler. An da komme mer zur nächster Riednerin. Dat ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, Kolleegen a Kolleginnen: „Die Grenzen meiner Sprache bedeuten die Grenzen meiner Welt“, huet eng Kéier en éisträichesche Philosoph gesot. Den Här Keup huet haut gesot: „Déi lëtzebuergesch Sprooch verschwénnt.“ Hien hätt dat esou an deem Statec-Rapport gelies, deen ech och gelies hunn. Ech hunn dee Saz d'ailleurs néierens esou fonnt!

Et huet een nach ni eng Sprooch doduerch geschützt, dass een se forcéiert huet. Genau esou sollt een d'Argument vun der Sprooch net benotzen, fir falsch Ängsten iwwer d'Ausstierwe vun der Lëtzebuurger ze verbreeden an domat eng ënnerschwellig Auslännerfeindlechkeet an déi politesch Debatt ze bréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | Eis Sprooch war ni manner vum Ausstierwe bedroht ewéi haut, an dat och duerch de grouse Verdéngscht vum Lëtzebuurger Kultursecteur, eiser Musek an der Lëtzebuurger Literatur – och, wann den Här Weidig a Keup hiert Buch bedauerlecherweis jo net dozou gehéiert –, an esou räich wéi haut war d'Lëtzebuurger Sprooch an eiser Geschicht nach ni.

Wien haut net mat Scheiklappen duerch d'Liewe leeft, dee weess, dass eng vun de Stärkte vun onsem Land ons Méisproochegkeet ass. Lëtzebuergesch hat a behält dobäi deen héchste Stellewäert zu Lëtzebuerg, an dat weist och de Rapport, op deen d'ADR sech haut hei baséiert. Dee Rapport ënnersträicht nämlech, dass an absolutten Zuele méi Leit ewéi jee déi lëtzebuergesch Sprooch als Haaptsprouch schwätzen.

(Interruption)

Da schwätzen ech weider.

Dass eis ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, wann d'Madamm Braz erlaabt ...

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech schwätze fir d'éischt fäerdeg, an dann iwwerleeën ech mer et nach eng Kéier.

(Hilarité)

Dass eis gesellschaftlech Diversitéit sech an deem Rapport feststelle léisst, ass sécherlech e Fakt. Et ass awer ignorant, dëst wëllen als Schwächt vun eisem Land duerstellen a vu schlechten Noriichten hei ze schwätzen.

Eis Sprooch ass en Deel vun eiser nationaler Identitéit a gouf dofir och d'lescht Joer als Sprooch vun eisem Land an onser Verfassung verankert.

Une voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | Gradesou gehéieren awer och d'Franséisch an dat Däitsch zu onse Sproochen an de Rapport vum Statec hält wuel fest, dass och déi englesch Sprooch ëmmer méi u Popularitéit zu Lëtzebuerg zouhëlt. Déi Mëschung mécht d'Méisproochegkeet hei am Land aus.

An dës Méisproochegkeet ass e grouse Räichtum fir eis Land. Et ass e Räichtum fir d'Zesummeliwen, awer och fir den Aarbechtsmarché, fir eis Finanzplaz an eis Wirtschaftsplaz. Déi bedeitend Stärkt vun eiser Méisproochegkeet ass aussergewöhnlech an et ass zu engem gudden Deel eis sproochlech Situatioun, déi eis eenzegaarteg op dëser Welt mécht an déi eis als klengt Lëtzebuerg och erlaabt, e wichtige Spiller ze sinn, souwuel um europäesche Parquet wéi och um internationalen.

Une voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | Dat stellt eis selbstverständlech virun eng Rei Erausforderungen an et ass immens wichtig, dass mir do sachlech an ouni grouss Polemik an ouni ze iwwerdreiwene iwwert déi sproochlech Realitéiten an Defien debattéieren.

Eng Erausforderung vun der Méisproochegkeet gesi mir an eisem Educationssystem, deen eng zentral Roll spillt fir d'Promotioun vun onser Sprooch. D'Sproochen, déi d'Schüler doheem schwätzen, ginn ëmmer méi divers an de Sproochenniveau variéiert bei der Aschoulung staark vun engem Kand op dat anert. E Schoulsystem, deen dës Schwierigkeeten net auszegläiche weess, dat ass e Schoulsystem, deen op Diskriminatiounen baséiert. Fir eis als LSAP dierfen d'Sproochen keng schoulesch Barriär sinn. Dofir fuerdere mer och, dass den Educationssystem ugepasst gëtt, fir de sproochleche Realitéite vun eisem Land gerecht ze ginn, a jiddereen eng reell Chance ka kréien.

Trotz den Erausforderunge stelle mer awer fest, dass den Interessi un der Lëtzebuerg Sprooch esou grouss ass wéi nach ni. D'Leit wëlle Lëtzebuergesch schwätzen. Hei hunn och d'Gemengen eng Roll ze spillen. Ausgebuchte Sproochecoursen, laang Waardelëschten, eng limitéiert Offer, wéineg Flexibilitéit bei den Horairen, soudass et fir schaffend

Leit trotz engem Congé linguistique oft schwiereng ass, deelzehuelen, elengerzéiend Elteren, déi keng Méiglechkeet hunn, owes d'Haus ze verloossen an en Owescours ze besichen, alles dat si Realitéiten.

D'Leit wëllen eis Sprooch léieren, mee si kréie keng Offer, déi hire Besoinen entsprécht. Hei mussen léierwéi méi fréi wéi méi spët zousätzlech Hiewelen ëmgeluecht ginn, fir der Demande entgéintzekommen.

Wéinst eiser eenzegaarteger Situatioun kënnen mir net bei anere Länner knäipen. Mir mussen selwer Léisunge fannen. An d'Zil muss sinn, esou gutt et geet zu eiser Sprooch ze motivéieren an eng ugepassten Offer ze proposéieren. Et ass dofir an dëser Debatt wichtig a vill méi sénnvoll, sech op déi selleg positiv Effekter an Aspekter vun eiser Méisproochegkeet ze konzentréieren an ze kucken, wéi mer déi kënnen verbesseren.

Här President, déi lëtzebuergesch Sprooch spillt selbstverständlech eng wichteg Roll, grad fir eist gesellschaftlecht Zesummeliwen. An deem Kader sinn déi lescht Joren och schonn eng ganz Rei Mesüre geholl ginn, déi iwwert déi nächst Jore solle gräifen an hoffentlech beim nächste Bilan och hir Friichte wäerten droen. Ech schwätzen hei, wéi scho meng Virgänger, ënner anerem vum neie Gesetz vum interkulturellen Zesummeliwen a vum Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerg Sprooch.

Am Kader vum Aktiounsplang rappelléieren ech och hei un d'Decisioun vum Regierungsrat vum 22. Juli d'lescht Joer, wou festgehalen gouf, d'Lëtzebuerg Verfassung an den europäeschen Traité op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, europäesch Subsidien unzestrieue fir d'Recherche an d'Education an och fir weider administrativ Arrangementen ze fannen.

Här President, et stellt keen a Fro, dass d'Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch wichteg ass. Wat mir als LSAP awer a Fro stellen, ass, dass eis Sprooch vu vëlleschem Gehabe benotzt gëtt, fir eng nationalistesch Politik wëllen ze promovéieren.

(Interruption)

Lëtzebuerg ass oppen. Lëtzebuerg ass tolerant. Lëtzebuerg ass international. Eis Land ass a bleift e méisproocheg Land. An et ass un eis, derfir ze suergen, dass all d'Bierger d'Méiglechkeeten hunn, sech um gudden Zesummeliwen an eiser Gesellschaft ze bedeelegen, egal vu wou si kommen!

Ënnerschriwwen vun engem Portugis aus der zweeter Generatioun.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt! Ganz, ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Erlaabt Der, datt den Här Keup Iech eng Fro stellt?

Mme Liz Braz (LSAP) | Dajee alt.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der dat erlaabt. Här Keup, kuerz.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Et ass am Fong ganz kuerz. Dir hutt geschwat vun den absolutten Zuelen a vun de relativen Zuelen. Dir hutt gesot, d'absolutt Zuelen, déi géifen ...

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech hu just vun absolutten Zuele geschwat, jo.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Vun deenen hutt Der geschwat?

Mme Liz Braz (LSAP) | Net vu relativen. Dat waart Dir.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, bei den absolutten Zuelen, do ass et esou, dass mer 2011 323.000 Leit haten, déi

Lëtzebuergesch geschwat hunn am Alldag, an elo sinn et der 292.000. Also minus ...

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech hu vun deene geschwat, déi Lëtzebuergesch als Haaptsprouch uginne hunn. Do gi mer erop.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, jo, mee elo hei dës Fro. Dat ass elo de Statec, deen dat seet, an duerfir seet e jo „érosion“, duerfir seet en „diminué“, déi absolutt Zuelen: minus 31.500 an Zäit vun zéng Joer. Dat ass déi Sprooch, déi d'Leit am Alldag benotzen – net nëmmen doheem, mee am Alldag och. A meng Fro ass: Ass dat da lo eropgaang oder ass dat erofgaang?

Mme Liz Braz (LSAP) | Ben, mir krute staark Flux-migratoiren iwwert déi lescht Joerzénge. Dat ass kee Geheimnis. An dass dat déi dote Statistik sécher och beaflosst, ...

M. Fred Keup (ADR) | D'absolutt Zuelen.

Mme Liz Braz (LSAP) | ... dat ass och kee Geheimnis.

M. Fred Keup (ADR) | Dach, d'absolutt Zuele sinn net ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Dir hutt eng Fro gestallt, d'Madamm Braz gëtt eng Äntwert.

Mme Liz Braz (LSAP) | D'absolutt Zuele bleiwen awer ...

Une voix | Als Haaptsprouch, Här Keup.

Mme Liz Braz (LSAP) | D'absolutt Zuele widderleeën awer Är grouss Angscht, dass d'Lëtzebuerg Sprooch amgaangen ass, auszestierwen, well déi soe ganz kloer: D'Lëtzebuerg Sprooch gëtt haut vu méi Leit als éischt Sprooch geschwat wéi virun zéng Joer. Domadder ass Är Behauptung falsch.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, merci Madamm Braz.

M. Fred Keup (ADR) | Dat heescht, de Statec läit falsch?

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Elo schléisst mer dat Zwgespréich hei of. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Oh là là!

(Hilarité)

„Zwou Säiten. Vun éiwegen Zäiten huet alles wéinstens zwou Säiten. Well jiddereen nun all Saach gesäit vu senger Säit, duerfir sinn d'Leit vun no a wäit sou vill gehäit mat Sträit an Näid.“ Wéi den Dicks dat do geschriwwen huet, eppes, wat d'ailleurs haut wuel nach all seng Wourecht huet, war Lëtzebuergesch weeder am Gesetz nach am kollektive Bewosstsäin eng vollwäerteg „Sprooch“. An der Schoul goufe laut Gesetz vun 1843 zwou Sproochen geléiert: Franséisch an Däitsch. Doheem an an de Relationen tëscht de Mënschen huet sech du lues a lues eng vereente Versioun vum dem moselfränkischen Dialekt breet-gemaach, deen haut d'Lëtzebuergesch ass. An zu deene Geschichtsverfälschung vu virdrun: Ech hunn elo keng Zäit, Iech hei ...

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Madamm Tanson, et ass un Iech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... dat virzeliesen, mee do kënnt Der och noliesen, dass et absolutt contestéiert ass, dass Lëtzebuergesch schonn iwwerall geschwat ginn ass bei der Grënnung vun eisem

Land. Dat Eenzezt, wat net contestéiert ass, ass, dass Lëtzebuerg vun Ufank u virun allem eppes war, an zwar méisproocheg!

Et huet bal 150 Joer no der Grënnung vum Lëtzeburger Staat gebraucht, bis datt nieft deenen zwou Sproochen Franséisch an Däitsch och d'Lëtzebuergesch gesetzlech verankert gouf, an zwar – an duerfir ass et eigentlech en excellente Moment, fir heiriwwer ze diskutéieren – de 24. Februar 1984, dat Gesetz also, dat elo säi 40. Anniversaire feiert.

Dir kennt vläicht méttlerweil meng Virléift fir al Documents parlementaires. Op alle Fall huet de Staatsrot 1981 nom Depot vun deem Gesetzesprojet beim Premierminister nogefrot – schonn awer e relativ interessanten Akt – per Bréif, ob de Gesetzesprojet wierklech soll duerchgezu ginn, wou Lëtzebuergesch soll zur Nationalsprooch erkläert ginn. Déi zoustänneg Kommissioun hat Angscht, ech zitieren: „d'exposer le pays au ridicule“, well dach ons Gesetzestexte weider op Franséisch géife geschriwwen ginn.

Dëst, fir a ganz kuerze Wieder – well ech hunn net vill Zäit – ze verbiddlechen, wéi eng Evolusioun ons Sprooch zënter der Grënnung vum Lëtzeburger Staat matgemaach huet, net nëmmen an hirem Gebrauch, mee och an der institutioneller Opfaassung. Zënter Juli 2023 seet ons Verfassung an hirem Artikel 4 klipp a kloer – a wann ee wëll, souguer och op Lëtzebuergesch –: „D'Sprooch vum Grand-Duché vu Lëtzebuerg ass Lëtzebuergesch.“

Nieft dem rechtliche Schutz, deen nach ni esou staark war wéi elo, kënn nach eng ganz aner Evolusioun mat derbäi. Ons Literatur, de Kino, d'Televisiounsserien op Lëtzebuergesch hu sech an deene leschte Jore exponentiell entwéckelt. De Film- an de Buchpräis zejoert gongen u Wierker a Lëtzeburger Sprooch. Am Alldag gëtt op Facebook, WhatsApp et cetera op Lëtzebuergesch geschriwwen an et kann ee souguer Minecraft op Lëtzebuergesch spillen. Ons Lëtzeburger Sprooch entwéckelt sech stänneg weider. Si ass esou lieweg wéi ni virdrun.

Se gëtt och net vu manner Leit als Haaptprooch hei am Land geschwat wéi nach virun zéng Joer, mee vun 10.000 Leit méi. Ma den Undeel vun Awanderer ass an de leschten zéng Joer stänneg an d'Luucht gaangen. Et koume 25 % vun der Populatioun bäi, soudatt et verständlech ass, datt als Prozentsaz ausgedréckt de Gebrauch vum Lëtzebuergesch als éischt Sprooch zréckgoung.

Här President, mir wëllen ons weiderhi staark fir d'Lëtzebuergesch asetzen, op kulturellem, gesellschaftlech an institutionellem Plang. Mir gesinn eis Sprooch awer net a Gefor, well nach aner Sproocher geschwat ginn. Am Géigendeel: D'Méisproochegkeet ass en elementaren Deel vun onser sproochlecher a kultureller Identitéit. Et ass duerch si, datt mer d'Sprooch vu villen anere kënnen, datt mer domat Brécke bauen a Mënsche bei ons ophuelen, déi sech extrem séier bei ons kënnen zurechtfannen, datt mer op ville Plazen an der Welt gutt eens gi mat onse sëllege Sproochekenntnisse. All dat verhënnert net, datt a wichtege Servicer jiddwerengem a senger éischter Sprooch soll kënnen gehollef ginn, mee et verhënnert d'Ausgrenzung iwwert d'Sprooch.

Dat ass nämlech scho méi wéi eng Kéier an onser Geschicht probéiert ginn. Sou huet d'extrem Riets zu Lëtzebuerg nom Zweete Weltkrich an Associatiounen iwwerwintert, déi sech den Asaz fir d'Lëtzeburger Sprooch op de Fändel geschriwwen haten. D'Sprooch gëtt aus dësen Ecker gär als en trojanescht Päerd benotzt, fir net salonfähig Theemen an Aussoen an eise politeschen a gesellschaftlechen Debat ze bréngen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Se gëtt alt emol méissbraucht an engem politesche Versteesdemech, dat d'Stabilitéit vun engem Land net un der Stärkt vu sengen Institutione moosst, mee un de kulturellen a letzlech eethesche Gemeinsamkeete vun den Awunner. De Sproochentheema muss also hierhalen als Stellvertreider fir dat, wouriwwer een net oppe schwätze kann oder wëll. Dat ass eng Strategie, bei där et zwar vierdergrënneg ëm d'Sprooch geet, mee am Fong dorëmmer, wien hei am Land derzougehéiert.

Esou gi Sprooch a Kultur vun deene selwechte gär méissbraucht, fir ons Gesellschaft ze splécken, fir Ängschten a Feindbilder ze schüren, amplaz déi permanent Weiderentwécklung vun onser Gesellschaft a Sprooch op eng éierlech Aart a Weis ze thematiséieren. Deem widderetze mer eis!

Mir gesinn d'Lëtzeburger Sprooch als en Integratiouns- an net als en Exklusivumsfaktor a mir wäerten ons och ëmmer dergéint wieren, datt se benotzt gëtt, fir Deeler vun eiser Bevëlkerung auszegrenzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An den Här Keup huet gefrot, ob en Iech kann eng Fro stellen, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, ech mengen, et ass déi selwecht wéi virdrun ...

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Nee, et ass eng aner.

M. Claude Wiseler, Président | Wann d'Madamm Tanson d'Fro net akzeptéiert, dann ass dat ...

(Interruption)

Une voix | Keng Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà! Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kollegeginnen a Kollegeen, haut wëll ech iwwer eis National-sprooch schwätzen, Lëtzebuergesch, wat méi ass wéi just e Kommunikationsmittel. Et ass en Deel vun eisem Patrimoine an eiser lëtzebuergescher Identitéit. Fir eis ass d'Lëtzeburger Sprooch nach ëmmer wichteg an op der éischter Plaz vun alle Sproochen, déi hei am Land geschwat ginn. Dëst weist eis, dass trotz der Presenz vun anere Sproochen d'Lëtzebuergesch wichteg bleift a sech an eisem multikulturellen Kontext weiderentwéckelt. D'Lëtzebuergesch war nach ëmmer wichteg a wäert dat och an Zukunft bleiwen.

Et ass en ontrennbaren Deel vun eisem Alldag, vun eiser Kultur an eiser Identitéit als Land. Elo kann ee soen, dass jo awer vill Leit hei am Land guer kee Lëtzebuergesch kënnen. Jo, datt ass net ganz falsch. Awer hei gëtt et e grouse Mee, well et ass gutt, dass déi Leit hei am Land sinn, och wa se kee Lëtzebuergesch schwätzen, well si schafen de Räichtum vu Lëtzebuerg, deen eise Liewensstandard erméiglecht. D'Piraten verstinn d'Suerg, dass d'Presenz vun Lëtzebuergesch an verschiddene Berufssecteuren net esou grouss ass. Et muss een awer a realistesch bleiwen. Et wär schwéier, all Posten ze besetzen, wann een elo géif ufänken, fir eng Kandidatur an alle Beräicher Lëtzebuergesch virauszesetzen. Dat géif eis virun onstemmbar Erausforderunge stellen. Mir sinn op auslännescht Personal ugewisen.

Mir Piraten verstinn awer och déi Leit, déi zum Beispill beim Dokter mat enger Sprooch, déi se net verstinn, konfrontéiert ginn. Vill Leit leeën am Alldag Wäert drop, sief et op der Aarbecht, am Buttek oder eebe beim Dokter, fir Lëtzebuergesch schwätzen ze

kënnen a verstanen ze ginn. Jo, grad wann et ëm déi eege Gesondheet geet, da wëll ee sécher sinn, verstanen ze ginn an ze verstoen, wat fir e gesondheetleche Problem een huet a wéi dat och sollt traitéiert ginn.

Fir eis ass et dofir wichteg, dass d'Léiere vun der Lëtzeburger Sprooch an Zukunft nach méi gefërdert gëtt. Mir mussen derfir suergen, dass d'Offer, fir Lëtzebuergesch ze léieren, iwwerall am Land assuréiert ass an d'Leit motivéiert ginn, fir sech derfir unzemellen, ouni dass et zu engem Zwang gëtt.

Hei kënnen d'Betribler an den Ae vun de Piraten nach besser ënnerstëtzt ginn, fir dass och si nach méi a verstärkt hir Salariéë proaktiv dozou motivéieren, fir sech fir Lëtzebuergeschcoursen anzuschreiwen an dat och als Gewinn ze gesinn.

Hei mussen virun allem och déi Leit viséiert ginn, déi am professionellen Alldag mat Clienten a Kontakt sinn. Mir mussen dann natierlech och derfir suergen, dass et genuch Plazen an de Coursë gëtt. D'Regierung muss hei endlech hir Verantwortung huelen, well grad bei de Coursë beim INLL gëtt et enorm grouss Waardelëschten. An de Congé linguistique existéiert zwar, mee et ass en administrativen Alldram fir all Patron.

Et ass och wichteg, d'Digitaliséierung ze notzen, fir d'Sprooch méi zougänglech ze maachen. Den llo.lu ass do e gudd Schratt, mee et muss weider ausgebaut ginn. Mir ënnerstëtzen, dass eis dräi Amtssproochen an der Fonction publique obligatoresch bleiwen a mir gesinn d'Méisproochegkeet als ee vun eise gréissten Atouten am europäesche Kader. Mir verstinn d'Suergen an d'Empfanne vun de Leit a mussen zesummen an neie Weeër schaffen, fir d'Leit fir eis Sprooch ze begeescheren.

Eis Méisproochegkeet ass e Garant fir eise Wuelstand, fir e gutt Zesummeliwwen an e staarkt Mateneen. D'Valoriséierung vum Lëtzebuergesch beräichert eis Gesellschaft. Feiere mir a benotze mir eis Sprooch, net nëmmen als Ierwen, mee och als Pilier vun eiser Zukunft. Mir halen d'Lëtzebuergesch lieweg an zentral an eisem Alldag.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass hei am Haus virun enger Zäit nach Franséisch geschwat gouf an dëst awer elo op Lëtzebuergesch ass, wat mir Piraten nëmme richtig fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Dir sidd net ageschriwwen, mee Dir kritt selbstverständlech d'Wuert, well et un Ärem Tour ass, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Jo, ech kommen iergendwéi aus dem Staunen net richtig eraus, well d'ADR-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn ugefrot huet, fir eng – Zit – „éierlech Analys vun der reeller Situatioun“ ze maachen opgrond vun engem Rapport vum Statec. An déi Aktualitéitsstonn huet dann den Titel: „D'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, hält of“. Mee dat geet iwwerhaupt net aus dësem Rapport ervir. Hei sinn aner Saache gefrot ginn. Hei ass virun allem gefrot ginn, wat d'Leit als hir Haaptprooch uginne, an et ass gefrot ginn, wéi eng Sprooch se doheim respektiv op der Aarbecht habituellement schwätzen. An d'Antwort op déi éischt Fro, an dat ass och déi fiabelst, ass, datt d'Zuel vun deenen, déi uginne, Lëtzebuergesch als

Haaptsprooch ze hunn, dat heescht, déi Sprooch, an där se denken, vun 265.000 op 275.000 an d'Luucht gaangen ass. Also 10.000 méi wéi virun 10 Joer. Dat sinn 1.000 Leit pro Joer méi, déi vu sech soen, datt Lëtzebuergesch hir Haaptsprooch ass.

An dat Konzept ass awer net onproblematesch, an dat hu mer och gesinn, well vill Leit aus der zweeter Generatioun, déi zu Lëtzebuerg gebuer sinn, deenen hir Elteren awer eng aner Nationalitéit hunn, dat heescht, déi op Lëtzebuerg komm sinn, sech ganz schwéier gedoen hu mat där Fro. Just zwee Drëttel vun deene Leit hunn déi Fro iwwerhaupt kënne beäntweren, wat dann hir Haaptsprooch ass, an dat ass jo och novollzéierbar. E portugisescht Kand, dat zu Lëtzebuerg grouss ginn ass, dat zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaangen ass, dat awer doheem Portugisesch geschwat huet, dat elo zu Lëtzebuerg schafft an och perfekt Lëtzebuergesch schwätzt, wat soll dat dann ugin, wat seng Haaptsprooch ass? Ass et Lëtzebuergesch? Ass et Portugisesch? Dat ass eng onheemlech Gefillssaach. Duerfir muss een och déi Notioun, mengen ech, hannerfroen, ëm déi et hei geet. Mee op jidde Fall schwätzt déi Persoun awer Lëtzebuergesch. An dat ass jo awer dat, ëm wat et geet.

An an der zweeter an der drëtter Fro geet et eeben drëm, wat habituellement geschwat gëtt, an dat och just op zwou Plazen, nämlech doheem an op der Aarbecht. An do kommen dann effektiv déi Zuelen eraus, datt an absoluten Zuelen an och relativen Zuele bësse manner Leit Lëtzebuergesch doheem an op der Aarbecht schwätzen. Mee et muss een dann awer och soen, déi Zuele ginn och absolut a relativ zréck, wat d'Franséisch ugeet, déi ginn och zréck, wat dat Däitscht ugeet, a se gi massiv an d'Luucht, wat dat Englescht ugeet. Dat heescht, dee Verdrängungskampf an dee Kampf vun de Kulturen, wéi en hei ëmmer duergestallt ginn ass, dee muss een awer och ganz staark relativéieren.

An et muss ee jo och soen, an dat ass e Fall, deen ech kennen aus menger indirekter Noperschaft: E portugisesche Kach, éischt Generatioun Migratioun, deen zënter zéng Joer hei am Land ass, dee schafft an op senger Aarbecht ass déi habituell Sprooch Franséisch, doheem ass d'Sprooch Portugisesch, mee mat mir schwätzt e Lëtzebuergesch. Dee konnt dat an där Etüd iwwerhaupt net ugin, datt e Lëtzebuergesch kann. Duerfir ass de Saz: „D'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen“, objektiv falsch, well dat net aus där Etüd ervirgeet. Dat, wat ervirgeet, dat sinn Erkenntnisser, déi mer eigentlech awer och scho méi laang hunn, datt déi zweet Generatioun, déi Leit, déi also zu Lëtzebuerg gebuer sinn, vill méi Facilitéiten hunn, fir Lëtzebuergesch ze schwätzen an och Lëtzebuergesch zu hirer Haaptsprooch ze maachen. Dat heescht, datt och d'Schoul weiderhin e ganz wichtegen Integrationsfacteur ass.

An et geet och aus där Etüd ervir, datt souguer an der éischter Generatioun Immigratioun, wat d'Dauer méi laang ass, wou een zu Lëtzebuerg ass, wat och lues a lues ëmmer méi déi Zuel an d'Luucht geet vu Leit, déi soen, Lëtzebuergesch wier hir Haaptsprooch respektiv se géife Lëtzebuergesch doheem oder op der Aarbecht schwätzen. Och dat sinn éischter Phänomene, déi de Géigendeel vun deem beweisen, wéi dat, wat d'ADR-Fraktioun hei eis probéiert ze erzielen: Den Ënnergang vum Abendland, d'Ausstierwe vun der lëtzebuergescher Sprooch. De Géigendeel ass nämlech de Fall.

A verschiddener vun der Virriedner sinn och richtegerweis agaan op d'Geschicht vun der Lëtzebuerg Sprooch an dorop, datt se ëmmer weider u Bedeitung gewonnen huet an deene leschte Joren, well d'Lëtzebuerg Sprooch grad eng Integrationsprooch ass

a ka sinn an och eiser Meinung no weider soll ausgebaut ginn. Et ass eng räich Sprooch. Se ass net rigid an dat mécht hir Stärkt aus. Dat ass déi Capacitéit, déi d'Lëtzebuerg Sprooch huet an déi se um Liewen hält an déi, mengen ech, de Géigendeel dovunner ass, datt eng Sprooch sollt ausstierwen.

Lëtzebuergesch gëtt ëmmer méi an ëmmer weider verschrëftlecht an et gëtt onheemlech vill lëtzebuergesch Publikatiounen vum Auteuren an der Literatur, an der Musek, am Theater, am Film, ëmmer weider hält d'Bedeitung vum Lëtzebuergesch an am kulturellen Ausdröck zou.

Lëtzebuergesch ass eng Integrationsprooch an dat soll se och bleiwen. D'Sprooch soll do sinn, fir Leit mateneen ze verbannen an net auszegrenzen oder auszeschléissen. Den Titel vun der Analys vum Statec ass „Une diversité linguistique en forte hausse“. Dës linguistesche Diversitéit, déi an d'Luucht geet, ass a war a wäert och ëmmer sinn: de Räichtum vun eisem Land, op dee mer houfreg kënne sinn!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Kulturminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Voilà. Här President, Dir Dammen an Härn Deputéiert, ech wëll ufänken, menge Virriedner an och Virriednerinnen op där Plaz e grouss Merci ze soe fir hir Interventionen an hiren Input zu dësem ganz, ganz wichtige Sujet. Ech stelle fest, dass mer hei am héijen Haus e grouss politesche Konsens hunn, fir eis Sprooch, eis Lëtzebuerg Sprooch, weider ze promovéieren an hire Stellwäert och an eiser Gesellschaft weider ze stäerken. Dat freet mech, well et genau dat ass, wat sech och déi nei Regierung virgeholl huet. Mir fänke ganz kloer net bei Null un, mee kënnen op deem opbauen, wat iwwert déi lescht Jore lancéiert an un d'Rulle bruecht ginn ass.

Här President, ech soen et ganz daitlech: Jo, ech war schonn e bësse verwonnert, wéi ech d'Demande fir dës Heur d'actualité gelies hunn. Net iwwert d'Demande u sech, mee iwwert d'Argumentatioun. Aus der Volleckszielung 2021 vum Statec zu der Sprochesituatioun hei am Land gouf vum Auteur just eng Donnée erausgepickt an aner wichteg Informatiounen einfach emol ewechgelooss.

Une voix | Et hat en net arrangéiert!

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Ech hat spontan d'Bild vun engem Jongleur virun Aen, dee just een eenzege Ball duerch d'Loft gehäit. Dat mécht d'Jongléieren zwar méi einfach, mee richteg Jongléieren ass et awer net. Ech erlabe mer dofir op där Plaz, e puer Zuele méi aus der Etüd an de Grapp ze huelen an déi reell Sprochesituatioun hei am Land méi nuancéiert ze belichten. Dat mécht menger Meinung no eng seriö Analyse och aus.

Ech wëll dofir op där Plaz dräi Punkten ervirhiewen: Éischstens: A senger éischter Fro zu der Sprooch huet de Statec de Leit hir Haaptsprooch gefrot. Am Verglach zu 2011 kann een déi Statec-Zuelen duerchaus encourageant fannen. Hei geet déi absolut Zuel vun 265.731 op 275.361 am Joer 2021 souguer ëm ronn 10.000 Leit erop. Proportional geet deen Undeel 7 % zréck, wat bei engem Solde migratoire an deenen zéng Joer vun 130.000 Leit wuel ze erwaarde war. Eis Populatioun, an dat ass och hei schonns ugeschwat ginn, ass an där Zäit, jo, ëm 25,7 % gewuess a vun deene Leit,

déi nei op Lëtzebuerg kommen, ka wuel keen – oder déi allermannst – Lëtzebuergesch, scho guer net als Haaptsprooch. Nawell kënnt de Statec zur Konklusioun an ech zitieren: „Le luxembourgeois est de loin la première langue principale“.

Zweetens: Et ass net vu Muttwëll, wann een och d'Virwuerd vun esou enger Etüd liest. Hei gi Statec an och d'Uni Lëtzebuerg op d'Methodologie vun der Erhiewung an, déi bei der Schwäiz ofgekuckt gouf, engem Land mat regionaler Méisproochegkeet. Am Virwuerd schreien elo d'Auteuren, an ech zitieren nach eng Kéier: „[La méthode] ne correspond pas vraiment au Luxembourg, qui se considère comme un pays avec une seule communauté linguistique, dont les membres sont tous multilingues et maîtrisent généralement les trois langues administratives du pays, voire l'anglais ou d'autres langues“. Effektiv gouf nëmmen no enger Haaptsprooch gefrot, déi d'Leit am meeschte benotzen an och an där si denken. Et gouf net gefrot, wéi de Leit hire sproochleche Repertoire ausgesäit oder wat fir eng Sprooch si nach kënne schwätzen.

Drëtzens: D'Etüd vum Statec a vun der Uni Lëtzebuerg weist ganz kloer déi wellefërmeg Entwécklung vum Lëtzebuergesche jee no Dauer vun Integratioun op. Mir kennen déi Entwécklung hei zu Lëtzebuerg allze gutt.

Virun honnert Joer gouf et hei am Land esouguer munch Plazen, wou guer kee Lëtzebuergesch opgrond vun der Awanderung geschwat gouf. Ma lues a lues, mat der zweeter an der drëtter Generatioun, setzt sech d'Lëtzebuergesch duerch a mir mussen, jo, ganz kloer derfir suergen, dass dat och esou bleift. An deem Kontext sinn ech awer optimistes. Dir wäert och gesinn, firwat.

D'Etüd vum Statec ass interessant an och gutt. Mir wäerten eis als Kulturministère nach ëmmer weider Analysen an eventuell Aktiounen, Enquêtes, froen, fir doraus dann déi richteg an déi néideg Aktiounen op de richtige Plazen ze lancéieren. Zu där Fro, op déi den Auteur sech eleng fokusséiert, wéilt ech awer nach soen, datt mer mussen derfir suergen – an och dat ass schonns ugeschwat ginn –, dass jiddereen am Alldag an deenen ënnerschiddlechste Situatiounen op Lëtzebuergesch verstane soll ginn a sech och op Lëtzebuergesch soll kënnen ausdrécken. Dat gëllt besonnesch fir d'Beräicher Gesondheet, Fleg, Commerce oder och Sécherheet.

Jo, ech weess, dat ass ambitiéis, mee éischt d'Projete lafen an deem Kontext. Schonns den Aktionsplang 2022 vun der Regierung gesäit enner anerem zwou spezifesch Mesure vir, nämlech d'Schafe vun engem sproochleche Mediateur fir d'Santé an d'Fleg a fir de soziale Secteur a spezifesch flexibel Coursé fir d'Gesondheets- an och d'Flegpersonal.

An deem Sënn sinn och grouss Efforte gemaach ginn, fir d'Lëtzebuergeschcoursen am noe Grenzgebitt unzebidden. Mir hunn zum Beispill eng gutt Zesummenaarbecht mat der Académie de Nancy-Metz, wou an Tëschenzäit an de Lycée-professionnellé laanscht d'Grenz bei dëse Beruffer Lëtzebuergesch ugebuede gëtt.

Här President, d'Zuele vum Statec kommen net vum Himmel gefall. Jiddereen hei am Land huet matkritt, datt d'Immigratioun an deene leschte Joren zu engem Wuesstum vun der sproochlecher Diversitéit gefouert huet. Dës Zuele goufen zënter Laangem anticipéiert an déi viregt Chamber an och Regierung hunn, wéi gesot, grouss Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuerg Sprooch ze stäerken.

Op legaler Basis goufen hei am Haus follgend dräi wichteg Decisiounen geholl, déi ech hei nach eng Kéier wéilt ervirhiewen.

Éischtens: Mam Gesetz vum Juli 2018 iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch goufen ënner anerem den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch, den ZLS, an och de Kommissär fir d'Lëtzebuurger Sprooch an d'Liewe geruff.

Zweetens: D'Gesetz vum 8. Mäerz iwwert d'Schaf vum Institut national des langues Luxembourg leet e grouse Schwéierpunkt op dat Lëtzebuergesch. Den INLL schafft Programmer, Materialien a Formatiounen aus an ass zoustänneg fir d'Zertifikatioun vun de Kenntniss vum der Lëtzebuurger Sprooch.

Drëttens: Viru bal op den Dag genau – dat hunn ech recherchéiert – 40 Joer, nämlech de 24. Februar 1984, krute mer e Sproochegesetz hei zu Lëtzebuerg, an deem d'Lëtzebuergesch als Nationalsprooch vun eise Lëtzebuurger Land festgehale gouf.

D'lescht Joer, och dat ass ugeschwat ginn, den 1. Juli 2023, gouf d'Lëtzebuurger Sprooch an eiser Constitutioun verankert, zesumme mat der Méisproochegkeet. Fir et op dëser Plaz nach eng Kéier kloer an däitlech ze soen: Den Asaz fir d'Lëtzebuurger Sprooch an och d'Méisproochegkeet schléisst sech net aus. Au contraire, si ginn Hand an Hand a sinn alle béid Piliere vun eise kulturelle Rächstum.

Och op Regierungsniveau gouf d'Sproochesituatioun wouergeholl an d'Noutwendegkeet vun diverse Mesüren anticipéiert. Schonn 2017 huet d'Regierung eng éischt Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch decidéiert. Fir den uschlëssenden Aktiounsplang goufe Sproocheronnen 2018 an och 2022 uechtert dat ganz Land lancéiert. Dësen Aktiounsplang geet, menger Meenung no, mat senge 50 proposéierte Mesüre genoe op dës Besoinen an, déi sech aus der Etüd vum Statec sengen Donnéeën och erausschliessen.

20 vun dëse 50 Mesüre bezéie sech op d'Theema „Lëtzebuergesch léiere fir jiddereen“, dat vu jonkem Alter bis d'Erwuessenebildung. Véier dovunner bezéie sech besonnesch op d'Aarbechtswelt. Ech ernimmen hei just eng Mesür, dat ass d'Mesür 18: D'Coursen an de Betriber differenziéiert an och sur place organiséieren. 14 vun dëse 50 Mesüre betreffen d'Visibilitéit vum Lëtzebuergesch esouwuel hei am Land wéi ganz kloer awer och um internationalen Niveau. A jo, och dat ass schonn ugeschwat ginn, hei freeën ech mech als Kulturminister, datt besonnesch hei an deem Secteur, an der Kultur, iwwert d'Förderung vu Literatur, Musek, Film an Theater d'Lëtzebuurger Sprooch e gréissere Stellewäert kritt huet iwwert déi lescht Joren.

An dann, last but not least, bei 16 Mesüre geet et ëm d'Virundreiwe vun eiser Lëtzebuurger Sprooch an dat an der Wëssenschaft, ma virun allem och am digitale Beräich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz viles um Lafen, jo, et ass ganz viles iwwert déi lescht Jore geschitt an et muss ee bei allem Respekt scho schlechte Wëllens sinn, fir dat ze ignoréieren. D'Lëtzebuurger Sprooch ass attraktiv, se ass visibel, se ass respektéiert, interessant, lieweg an och modern.

Ech erkläre mech. Éischtens: D'Lëtzebuurger Sprooch ass attraktiv a respektéiert. D'Aschreiwunge fir d'Lëtzebuergesch vum Institut national des langues Luxembourg a vum Service de la formation des adultes sinn enorm héich. 2022 bis 2023 gouf et, jo, 14.951 Aschreiwungen. Derbäi kommen nach déi Leit, déi online d'Lëtzebuurger Sprooch léieren. Den LLO huet 69.397 Apprenanten, dovunner wunnen der 39.562 hei zu Lëtzebuerg.

Dës Zuele weisen de Respekt vis-à-vis vun eiser Landessprooch. Ëmmer méi Coursen, ëmmer méi

Leit, déi d'Lëtzebuurger Sprooch wëlle léieren. Awer et geet och ëm dat aktiivt Schwätzen. Mir mussen deene Leit och d'Chance ginn, eis Sprooch ze benotzen am Alldag, sief dat op der Aarbecht, am Veräinsliewen oder wou och soss. Duerfir lancéieren ech och heibannen e waarmen Appell u jiddereen dobaussen: Mir hëllefene dëse Leit net, wa mer an eng aner Sprooch wiesselen, well mer mengen, hinnen domadder entgéintekommen.

Zweetens: D'Lëtzebuurger Sprooch ass interessant. Et gëtt vill iwwert d'Lëtzebuergesch gefuerscht a publizéiert an och den allgemengen Interessi gëtt an engem Stéck méi grouss. D'Reegelwierk zu der Lëtzebuurger Orthografie gouf zënter 2019 mat ronn 20.000 Exemplaire verdeelt. Bei der Hotline fir linguistesch Froen am ZLS gouf et zejoert eng 1.600 Ufroen. Des Weidere si Publikatiounen vum ZLS wéi d'Serie „Lëtzebuurger Wuertschatz“ an och de „Lëtzebuurger Sproochatlas 1900“ richteg Bestseller.

An dann drëttens: D'Lëtzebuurger Sprooch ass lieweg an och modern. Mat den neien elektronische Medien gëtt esou vill Lëtzebuergesch geschriwwen wéi nach ni. Op wéi enger Sprooch schreiwe mer, wa mer WhatsApp oder Luxchat benotzen oder och op de soziale Medien? Souwäit ech informéiert sinn, ass dat gréisstendeels d'Lëtzebuurger Sprooch.

D'Lëtzebuergesch ass zudeem present a ville Beräicher vun der Kultur, der Literatur, der Lëtzebuurger Musekseen oder och am Web.

Et gëtt och eng Jugendsprooch, déi nei Wieder kreéiert, Friemwieder integréiert. Dozou gëtt et och säit Neistem e Fuerschungsprojet op der Uni.lu.

Et ginn des Weideren digital Outilen ausgeschafft, déi e groussen Afloss op d'Sproochbenotzung wäerten hunn. De Lëtzebuurger Online Dictionnaire, LOD, huet aktuell ronn 33.000 Artikelen, déi an de leschten zwielef Méint am Ganze méi wéi 10 Milliounen Mol opgeruff goufen.

De Spellchecker, e weidere ganz interessanten, wichtigen, beléifte Korrekturprogramm fir d'Lëtzebuurger Sprooch, huet all Dag ronn 6.500 User a Userinnen.

Ech kann Iech garantéieren, an deenen nächste Méint wäerte sech eisen aldeeglechen Ëmgang mat an de Gebrauch vun eiser Lëtzebuurger Sprooch och nach veränneren. Mir kréie fiabel digital Outilen, déi e groussen Impact op d'Sproochbenotzung wäerten hunn. Ech kann op dëser Plaz mat grousser Freed ukënnegen, datt mer an engem Joer eng performant Schreifmaschinn Speech-to-Text wäerte kënnen presentéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, amplaz d'Angscht virun der sproochlecher Diversitéit ze stäerken, setzen ech mech derfir an, d'Vertrauen an d'Lëtzebuurger Sprooch ze férdere, a seng Attraktivitéit an och a seng Integrationskraft.

Ech hu mir d'Responsabilitéit iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch bewosst fir dës Legislaturperiod gefrot, fir d'Promotioun vun eiser Sprooch gutt um Rullen ze halen, ëmmer um neiste Stand, mat den néidegen humanen a finanziellen Ressourcen, verstänneg, och am Aklang mat eiser Méisproochegkeet, ouni Polemik, reng am Interessi vun eiser Sprooch an där Kultur, déi se dréit.

Zesumme mat der Méisproochegkeet ass d'Lëtzebuergesch am Alldag geliefte Patrimoine vun eis alleguerten. D'Lëtzebuurger Sprooch mécht hire Wee als Kommunikations-, Integrations- an och als Kultursprooch.

Deemno soen ech Iech op dëser Plaz Merci fir d'Heure d'actualité, well ech op dëser Plaz d'Geleeënheet kritt

hunn, e puer Zuele méi an de Grapp ze huelen a viles vun deem opzezielen, wat alles ronderëm an och fir eis Sprooch geschafft gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Minister.

M. Fred Keup (ADR) | Här President, Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Nee. Parole après ministre ass a sech hei net virgesinn. Wann Der eng Fro wëllt stellen, an den Här Minister hëlt se un, da kënnt Der dat gär maachen, mee ansonsten ass net nach eng Kéier hannendrun eng Diskussioun.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, da géif ech och eng Fro stellen. Also villmools merci, Här Minister. An ech sinn allgemeng och fro, dass heibannen awer e Konsens ass, mengen ech, ënnert deenen allermeeschten, dass eppes muss fir d'Lëtzebuurger Sprooch gemaach ginn. A wann d'Actualitéit schonn eppes bruecht huet, dann ass et jo awer dat. An ech mengen, Dir hutt dat jo och ernimmt.

Ganz konkret géif ech elo froen, wat d'Regierung vläicht an hirer Kommunikatioun no baussen, souwuel dat Schrëftlecht wéi och dat Mëndlecht, gewëllt ass ze maachen an den nächste Méint, fir méi Lëtzebuergesch ze gebrauchen, fir d'Lëtzebuergesch méi an d'Vitruinn ze stellen.

(Interruptions et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, ganz kuerz.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Et ass gesot ginn. Merci fir dës Fro an ech äntweren och ganz gären op déi Fro. Ech hat elo 15 Minutten Zäit, do hunn ech probéiert, an enger kuerzer Zäit e bëssen dat opzeleschten, wat aktuell gemaach gëtt, wat d'Iddie si vun dëser Regierung, fir an enger gewëssener Kontinuitéit och d'Lëtzebuurger Sprooch weider ze stäerken. Ech mengen, do si mer um gudde Wee. Ech hoffen och do op Är Ënnerstëtzung.

Ech wëll Iech awer och nach eng Kéier drop hiweisen, an dat erlaben ech mer dann op dëser Plaz: Ech hunn elo grad nach eng Kéier Är Motioun gelies, wou Der d'Regierung opfuert, dass d'Lëtzebuurger Sprooch als offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun soll ugeholl ginn. Ech verweisen do – an dat ass och virun, mengen ech, vun der Madamm Braz schonn ugeschwat ginn – op d'Mesür 25 vun deem Aktiounsplang, dee mer 2022 lancéiert hunn. Do geet et ganz genau an déi dote Richtung, wou mer och amgaange sinn, verschidden Outilen auszeschaffen, wou een op Lëtzebuergesch ka mat deenen europäeschen Instanze kommunizéieren. An do si mer op der leschter Ligne droite, fir dann Iech och do dat awer konkret ze soen, dass mer do an deem Sënn schaffen. An do wäerten och nach weider Efforte gemaach ginn, fir d'Lëtzebuurger Sprooch weider ze stäerken. Do bieden ech ëm Är Ënnerstëtzung. An ech mengen, mir sinn eis eens, dass et drëms geet, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze stäerken. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motions

Mir hunn dräi Motiounen hei um Dësch leien. Normalerweis ass et am Fong net virgesinn, datt an enger Aktualitéitsstonn nach Zäit fir Motiounen hannendrun ass. Et ass awer natierlech méiglech, an enger Aktualitéitsstonn eng Motioun ze deposéieren, an et ass dann un der Chamber, ze decidéieren, ob se

elo direkt dorobber ageet oder ob se se op en anere Punkt vum Ordre du jour en aneren Dag wëll stellen. Ech proposéieren der Chamber, datt mer se schnell evakuéieren, well se gehéieren heizou. Mee ech wollt Iech just eng Kéier d'Reegelwierk rappeléieren. Et ass vläicht fir aner Geleechenheete gutt, datt mer et alleguer wëssen.

Motion 1

Also, wann Der domat d'accord sidd, da géife mer zu där Motioun Nummer 1 vum Här Keup kommen. Här Keup, wëllt Dir nach eng Kéier driwwer schwätzen? Dir hutt se scho während Ärer Ried kuerz explizéiert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Merci, Här President. Vläicht ganz kuerz. Also, hei geet et drëms, dass mer Lëtzebuergesch e Statutt gi wéi och deene 24 aner Sproochen, déi et offiziell gëtt bei der Europäescher Unioun, allerdéngs eebe mat deem Ënnerscheid, dass eng Iwwersetzungspflicht vun allen Dokumenter – an dat ass jo evident, dass dat net méiglech ass –, dass dat net muss gemaach ginn.

Irland hat 2007 en änleche Wee ageschloen. Malteesesch ass och eng offiziell Amtssprooch vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, et ass elo méi wéi just eng Kéier eppes iwwersat. Et ass einfach e Statutt, deen een huet, ech mengen, dee wichteg ass als Symbolkraaft.

An interessant ass, dass an deene Länner grad och d'Regierungen immens houfreg waren, wéi endlech hir Sprooch eng offiziell Amtssprooch ginn ass. An ech géif mech freeën, wa mer dee Wee och hei als Lëtzebuerg géifen aschloen. An ech mengen, dass et dat och flott wier, wa mer hei dat geschlosse géife maachen an d'Regierung dann och houfreg dorobber wier.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Wie wëll dozou Stellung huelen? Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Mir sinn eis eens, dass dat symbolesch ganz sécher e grouse Schratt wier. Et muss ee just zu dësem Moment bedenken: Et gëtt iwwer 60 Sproochen an der EU fir de Moment. An et ass nach keen halleft Joer hier, do hunn d'Spuenier probéiert, Baskesch, Katalanesch a Galizesch duerchzekréien. Dat ass awer souguer a Spuenie selwer net esou evident. A virun allem hunn all déi aner EU-Länner net positiv dorobber reagéiert. Dat huet notament mam Käschtepunkt ze dinn. Mir hunn natierlech kee genaue Käschtepunkt fir déi Lëtzebuerg Sprooch elo. Mir wëssen awer, dass fir Spuenien, fir déi dräi Sproochen, e Käschtepunkt vun 140 Milliounen am Moment viséiert ass. An dat muss Spuenie respektiv an eise Fall da Lëtzebuerg selwer droen.

Wann Dir eis kënnt soen, vu wou déi Suen hier kommen, da kann ee bestëmmt och nach eng Kéier driwwer schwätzen. Do kommen nämlech souwuel d'Traductionsfransen derbäi, do kommen d'Juristen derbäi. Dat ass e Risekäschtepunkt, dee mir am Moment net hunn.

Ceci dit, d'Représentation permanente vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg, déi erlaabt et elo schonn, dass ee sech souguer op Lëtzebuergesch kann u si wenden, mat all Zorte Sproochen. Si äntwerten engem an där Sprooch, an där ee sech u si went.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo.

Mme Liz Braz (LSAP) | Mir hunn och Europe-Direct-Infozentren, dräi Stéck hei am Land. Dat ass eemol Schengen, eemol Uni.lu an eemol Munshausen, wann ech mech net ieren. An do kann ee sech och schonn informéieren iwwer d'EU op Lëtzebuergesch. Dat heescht, an deem Sënn gëtt et schonn eng Rei

Demarchen. Wann een eng Kéier iwwer eng méi grouss global europäesch Sproochreform schwätzt, well och dat wäert iergendwann kommen, si mer awer ganz sécher der Meenung, dass ee Lëtzebuergesch do muss no vir bréngen. Fir de Moment ass dat awer näischt, wat an eisen Ae realistesch ëmzesetzen ass.

Merci. Dofir droe mir dat och net mat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Hunn ech zu dëser Motioun nach eng Wuertmeldung? D'Madamm Tanson, dann den Här Polidori an dann den Här Baum.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also de Prinzip vun der Motioun ass eis absolutt sympathesch. Et ass eppes, wat fir eis wichteg schéngt. Dat Eenzegt, wat mer e bësse problematesch gesinn, dat ass, dass hei steet: „an dëst nom Virbild vum Ireschen, dat 2007 Amtssprooch gouf ouni komplett Iwwersetzungspflicht“, well souwäit ech elo informéiert sinn, ech ka mech awer ieren, ass dat mëttlerweil awer och eng komplett Iwwersetzungspflicht. An do gesi mer dat elo net. Ech mengen, dass do deen Opwand effektiv vill ze vill grouss wär.

Dat heescht, wann ee sech dofir méi aktiv géif asetzen, dass d'Lëtzebuerg Sprooch als offiziell Sprooch unerkannt gëtt, awer ouni eng komplett Iwwersetzungspflicht, domadder hätte mer kee Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann den Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Bon, wéi och scho vun der Madamm Braz an och elo vun der Madamm Tanson gesot gouf: Dat eent ass natierlech dat, wat vun den Iwwersetzungen, den Institutiounen ... Wann ee sech haut un d'Institutiounen wende kann op Lëtzebuergesch, da kritt een och deementspreechend do eng Äntwert drop.

Dat anert ass och, dass Europadeputéiert och kéinten op Lëtzebuergesch am Europaparlament schwätzen. Bon, et gëtt haut net gemaach, dat natierlech och aus Käschtegrënn.

Den anere Volet ass, wat hei natierlech och elo steet, dat ass och scho gesot ginn: No onse Recherchen ass den Text, wéi en hei steet, net méi esou richtig. Bon, ass hei elo eis Recherche eng aner wéi déi vun der ADR? Wéi gesot, säit dem 01.01.2022 ass Iresch eng offiziell Amtssprooch (veuillez lire: eng offiziell EU-Aarbechtssprooch).

Et ass eng sympathesch Motioun, mee bei dëser wäerte mer eis enthalen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. No deem ech d'Debatten hei an der Chamber an deene leschte fënnef, sechs Woche gelauschert hunn, hunn ech mer effektiv d'Fro gestallt, ob et net kéint sënnavoll sinn, d'Gesetzter op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Vläicht géif dann och d'Regierung de Code pénal mol verstoen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... an och d'ADR. Mee nieft deem Witz op der Säit ass mäin Haaptproblem heimadder: Et ass reng Symbolpolitick! Et geet guer net ëm d'Lëtzebuerg Sprooch. Et geet guer net drëm, datt d'Leit, déi hei sinn, méi – anescht – solle matenee schwätzen. Et ass reng Symbolpolitick. An do muss ech Iech soen, dat fannen ech awer schued

par rapport zu all deem, wat awer bis elo och scho gesot a gemaach ginn ass an der Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch an an der Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch als Instrument vun engem interkulturellen Zesummeliewen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Soss gesinn ech elo am Sall keng aner Wuertmeldung. Här Keup, Dir kënnt elo fir d'lescht d'Wuert dozou huelen.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz kuerz just.

M. Claude Wiseler, Président | Ganz kuerz.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech wollt nach eng Kéier drop opmierksam maachen, well dat hei awer elo e Punkt ass, wouriwwer driwwer geschwat ginn ass. Also, hei geet et jo ganz kloer an der Motioun drëm, fir net déi Iwwersetzungspflicht anzeféieren, mee de Statutt, deen d'Irescht 2007 hat. Effektiv hu si elo säit 2022 eng Ännerung an elo gëtt alles iwwersat, an dat ass net dat, wat mir wëllen, mat deenen 140 Milliounen an esou. Hei ass dat, wat 2007 gemaach ginn ass fir d'Irescht, wat mer hei wëlle fir d'Lëtzebuergesch, an net dat, wat 2022 bäikomm ass.

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Elo stëmme mer iwwer d'Motioun 1 vum Här Fred Keup of. An ech ginn dovunner aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 1

An da lancéiere mer de Vott. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 47 Nee-Stëmmen a 7 Abstentionen. D'Motioun 1 ass also mat 47 Nee-Stëmmen géint 5 Jo-Stëmmen a 7 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun, och vum Här Keup. Här Keup, wëllt Der nach e puer Wuert driwwer soen?

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Ech géif och nach hei e puer Wieder soen. Ech hat virun ugedeit, et geet jo hei drëms, d'Lëtzebuerg Sprooch méi visibel ze maachen am ëffentleche Raum. Dat ass eppes, wat

kengem Mënsch géif schueden. Dat géif och net d'Méisproochegkeet a Fro stellen. Et ass einfach, dass een zum Beispill higeet an do, wou een e franséischen Numm huet vun iergendenger Instanz oder vun enger Strooss, dass een e Lëtzebuergesch zum Beispill géif derbäimaachen.

Verschiede Gemenge maachen dat zum Beispill. Op anere Plaze gëtt et och gemaach, mee am grouse Ganzen awer recht weineg. An duerfir gesäit een d'Lëtzebuurger Sprooch eigentlech net genuch. An ech mengen, dass dat schued ass, engersäits fir d'Lëtzebuurger selwer, anerersäits fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuergesch léieren an och nach, ech mengen, fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, zum Beispill als Touristen, well se eigentlech net vill Kontakt hu mat der Sprooch vum Land.

Déi Saachen, déi hei drastinn an dëser Motioun, hunn ech hei aus dëser Broschür vun der Actioun Lëtzebuergesch.

(M. Fred Keup montre une documentation.)

Déi hate Froe gestallt un déi verschide Parteie virun de Walen, „D'Äntwerte vun de Parteien a Wal-Lëschten op eis 6 Froen“, a bei der Fro Nummer dräi „Méi Lëtzebuergesch am ëffentleche Raum“ op der Säit Nummer sechs, a mir hu genau dee Wuertlaut iwwerholl, do huet deemools d'DP gesot, jo, si géifen dat maachen. D'CSV huet gesot, jo, si géifen dat maachen. déi gréng hu gesot, jo, si géifen et maachen. An d'Piraterpartei och. An déi Lénk hunn net geäntwert. An d'LSAP huet deemools Nee gesot.

Ech géif Iech bieten, hei einfach konsequent ze sinn an dat, wat Der vertrueden hutt virun de Walen, och no de Walen ze verrieden. Ech mengen, dat hëlleft eis, d'Politik dobause méi glaubhaft ze maachen. Wann Der dat net macht, ech mengen, dann huet dat Ganzt ëmmer eng relativ negativ Konsonanz dobassen. Net nëmme bei de Leit vun der Actioun Lëtzebuergesch, mee allgemeng bei de Leit, mengen ech, wier et wichteg, dass ee seng Versprechen, déi ee virun de Wale mécht, och hält an dann derzou steet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ginn et dozou Wuertmeldungen? Ech hunn d'Madamm Tanson, den Här Bauler, den Här Baum. An da fänke mer mat der Madamm Tanson un an den Här Polidori duerno. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Esou eng Motioun ass jo net just dann de leschten Turet. Dat ass jo de ganzen Text an ech huelen un, Dir hutt dat och vläicht e bësse bewosst gemaach. Mam leschten Turet hu mer iwwerhaapt kee Problem. Et sief nach derbäi bemierkt, dass dat – an Dir hutt et jo selwer och scho gesot – och schonn zu engem groussen Deel gemaach gëtt. Mee et kann ee sech ëmmer fir eng méi grouss Visibilitéit asetzen.

Woumat ech awer e Problem hunn, dat ass mat deem, wat virdu steet: „ass sech bewosst, datt“, an do komme mer dann erëm bei dee Grondtenor, „et am ëffentleche Raum ëmmer nach eng Predominanz vun Franséische géintiwwer dem Lëtzebuergesch gëtt“. Franséisch ass eng vun eise Sproochen hei am Land. Also gesinn ech kee Problem dermat, wann déi franséisch Sprooch am ëffentleche Raum ass. An da kommt Der mat Beispiller: „wat een u Begrëffer wéi ‚Maison relais‘“, entschëllegt, mir hunn immens vill privat Maison-relaisen, „amplaz ‚Kannerhaus‘ oder ‚Kanner-nascht‘ oder ‚Stade de Luxembourg‘ (amplaz ‚Stadion vu Lëtzebuerg‘) erkennt“.

Wou mir der Meenung sinn, dass et richtig ass, dat ass fir ze soen, et soll ee sech fir méi eng grouss Visibilitéit am ëffentleche Raum asetzen. Mee dat, wat

do virdu steet, do hu mer e Problem domadder, mat deem Ënnertoun, deen an deem Turet ass. An duerfir kënne mer dat esou, wéi et elo hei steet, net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech wëll dorop opmierksam maachen, datt hei an dësem Kontext schonn, wat d'Sprooch ugeet, dat wësse mer alleguer, zënter Joren eng ganz Rei Ustrengunge gemaach gi sinn. Ech denken do un d'Schëlde vu Stroossennimm. Rezent sinn eng ganz Rei Gemengen, déi am Fong geholl just op hiren Dierfer d'Haiser nummerotéiert haten, déi emol iwwerhaapt verschidene Stroossen en Numm ginn hunn. Déi hunn natierlech e Lëtzebuurger Numm gebraucht.

Wann een an d'Éislek doropper fiert – ech hunn nach gëschter extra gekuckt am Kontext vun dëser Debatt –, da gesäit een natierlech e Panno, dee mir perséinlech net schrecklech gefält, deen och vläicht net op der richteger Plaz steet. E kéint bësse méi erop stoen nach, mee do steet awer „Éislek“ drop. Also dat ass dat éischt Wuert, wat ee gesäit.

(Interruptions)

Also e Lëtzebuurger Wuert, souwäit ech richtig informéiert sinn.

Une voix | Steet dat Schëld zu Walfer?

M. André Bauler (DP) | Et gëtt och eng Rei ëffentlech Plazen, touristesch Pannoen an esou weider, déi no engem Lëtzebuurger oder no engem Lëtzebuurger Numm benannt sinn. Bref, et ass hei, wann een déi Motioun hei liest, huet een d'Impressioun, datt awer d'ADR hei offen Dieren arennt. Et ass wierklech de Wille vun der Regierung, fir an dësem Beräich aktiv ze sinn, aktiv ze bleiwen, weider Efforten ze maachen.

Jo, ech denken ... „Maison relais“, huet elo hei d'Spezialistin nieft mer gesot, kann een net automatesch iwwersetze mat Kannerhaus. Do géif et en Ënnerscheed ginn. Ech muss och soen, vill Lëtzebuurger soe „Maison-relaisen“. Dat ass scho bal e Lëtzebuurger Wuert ginn duerch dee Sproochgebrauch, deen et initialement hat. Jo. An och déi privat Veräiner, zum Beispill, déi annoncieren all hir Aktivitéiten op der Strooss, am ëffentleche Raum, op Lëtzebuergesch, ob dat Nuetsmaat, Hueseбал oder Zipperleinsбал heescht.

(Hilarité)

Bref, jiddweree gëtt sech do Méi an ech denken, d'Regierung ass um gudder Wee, an dofir ass dës Motioun an eisen Aen, et soll een net soe „superfetatoire“, mee iwwerflësseg. Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Keup huet ganz zu Recht drop opmierksam gemaach, datt mir och der Actioun Lëtzebuergesch am Walkampf gesot hunn, datt mer dat doten, an där Absoluttheet, datt mer do keng Äntwert dorobber ginn, keng positiv Äntwert. Mir hunn awer gesot, datt mer, evidenterweis, net grondsätzlech dergéint sinn, d'Lëtzebuurger Sprooch am ëffentleche Raum weider ze promouvieren, mee mir plädieren fir e pragmateschen Émgang domadder.

Et muss een also vu Fall zu Fall kucken an dat ass och, mengen ech, dat, wat an dësem Fall hei misst Sënn maachen.

Muss ee wierklech all Maison relais elo en aneren Numm ginn, deen immens kënschtlech klängt an dee

fir d'Lëtzebuurger och ganz kënschtlech klängt, well effektiv „Maison relais“ einfach e lëtzebuergesche Begrëff ginn ass, an dat soll een, mengen ech, net vergiessen.

Awer den Hauptproblem ass wierklech den Turet, wat den ëffentleche Raum ugeet, an datt et do eng Predominanz sollt ginn. Dat heescht, do gëtt erëm deen Discours geschüürt vun enger Hierarchisierung vun deenen enge géint déi aner, vun engem Kulturkampf, an domadder di mir eis awer nu wierklech ganz schwéier a wäerten duerfir dat hei net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Och mir gesinn hei net direkt déi Predominanz op Franséisch, dat heescht am Fong wierklech, deen Turet, esou wéi en hei steet, kënne mer esou net matdroen. Och Begrëffer wéi „Maison relais“ ... „Maison relais“ ass laut lod.lu Lëtzebuergesch, dat heescht, och dat ass kee Wuert, dat mer elo missten anescht deefen.

Natierlech hu mer awer och ganz kloer gesot – an dat hutt Der och gesot, Här Keup –, dass mer eis fir weider Efforten am Lëtzebuergesch an staarkmaachen, wéi zum Beispill d'Begrëssung op der Grenz. Bon, ech kann elo soen, allkéiers, wann ech op alle Fall um Flughafen sinn an ech gi laanscht den Douanier, da ginn ech ëmmer nach op Lëtzebuergesch begrësst!

Op alle Fall, esou wéi den zweeten Turet am Moment hei steet, kënne mer en esou net matdroen an deementsprechend wäerte mer eis och bei dëser Motioun enthalten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Ech gesinn, et ass keng aner Wuertmeldung do.

Da komme mer zum Ofstëmmen iwwert dës Motioun, also d'Motioun Nummer 2 vun dem Här Fred Keup.

Vote sur la motion 2

An ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5 Stëmmen, Nee: 52 Stëmmen, an Abstentioun: 3 Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmmen géint 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 3

An da komme mer zur leschter Motioun zu dësem Sujet. Dat ass d'Motioun 3, déi deposéiert ginn ass vum Här André Bauler. Här Bauler, wëllt Dir nach zwee Wuert dozou soen? Da kritt Dir d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, déi ass esou kloer formuléiert, datt een alles versteet, an domat ass och alles gesot.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ma très bien, Här Bauler. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Här Keup?

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen et ass ganz kloer, dass mir als ADR all Motioun an all Initiativ, déi iergendwéi d'Lëtzeburger Sprooch no vir bréngt, och ënnerstëtze wäerten. An da wäerte mer och déi Motioun hei ënnerstëtzen, och wa se eis natierlech a verschiddene Beräicher elo vläicht net konkreet genuch ass, respektiv net wäit genuch geet.

Ech géif nach vläicht soen: Hei steet zum Schluss an den Invitten, datt virun allem duerch d'Ausschaffe vun digitalen Outleng, och Lëtzeburgergesch soll och eppes gemaach ginn. Jo, dat ass ëmmer schéin. Ech mengen, et ass och wichteg, all déi Saachen, dat wat digital ass. Mee ech mengen, dass mer och musse kucken, fir dobaussen ..., datt mer am effentleche Raum d'Realitéit dobaussen, wat dobausse geschwat gëtt, wat dobausse benotzt gëtt, net dierfen aus den Ae verléiere bei all deem Digitalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Kënne mer iwwer dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Dat ass en Assentiment.

Vote sur la motion 3

Da froen ech: Wien ass mat dëser Motioun averstannen?

An d'Géigeprouf: Ass een, deen dergéint ass?

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugehall.

11. 8287 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an dat ass de Projet de loi 8287 iwwert den europäeschen Haftbefehl an d'Ausliwwerprozeduren tëscht den EU-Memberstaaten.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapportier huet zéng Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit huet fënnf Minutten an duerno huet d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Simone Beissel, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapportier vum Projet de loi, den honorablen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charel Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, erlaabt mer als Rapportier vun dësem Projet de loi eng kuerz Zesummeffaassung zum Text ze maachen.

Déi vireg Justizministesch Sam Tanson huet dëse Projet de loi zur Ännerung vum Gesetz vum 17. Mäerz 2004 bezüglech dem europäeschen Haftbefehl an de Prozeduren zur Ausliwwerung tëscht den EU-Memberstaaten den 28. Juli 2023 deposéiert. Den 21. Dezember 2023 huet d'Justizkommissioun de Projet analyséiert an ech sinn zum Rapportier bestëmmt ginn. De Parquet huet säin Avis den 22. August 2023 ofginn an de Staatsrot huet de Projet de 26. September 2023 aviséiert. Béid Autoritéiten hate keng Umierkungen zum Fong vum Text, soudass de Rapport de 25. Januar 2024 vun der Kommissioun ugehall konnt ginn.

Wat elo de Fong vum Projet de loi ugeet: D'EU-Kommissioun huet am Mee 2022 d'Regierung opgefuerdert, Explikatiounen ze ginn hisiichtlech enger net korrekter Ëmsetzung an nationaalt Recht vu verschiddene Bestëmmunge vun enger Décision-cadre vum Conseil. Et gouf do bemängelt, dass Lëtzebuerg verschidden Artikelen vun där Décision-cadre net korrekt transposéiert hätt. D'Regierung huet doropshin am Juni 2022 verschidden Explikatiounen an enger schrëftlecher Stellungnam der Kommissioun weidergereicht.

An engem Avis motivé vum 1. Juni 2023 huet d'Kommissioun du schlussendlech festgehalen, dass d'Bestëmmunge vun der Décision-cadre bezüglech dem Delai, fir eng Decisioun ze huelen iwwert d'Vollstreckung vun engem europäeschen Haftbefehl, deen u Lëtzebuerg adresséiert ginn ass, net prezis genuch beziéungsweis net korrekt transposéiert gi sinn.

A fir dem Avis motivé vun der Kommissioun Rechnung ze droen, gëtt elo en neien Alinea 2 am Artikel 12 an d'Gesetz vum 17. Mäerz 2004 bäigesat. Mat dësem Alinea gëtt an eisem nationalen Text elo festgehalen, dass a bestëmmte Fäll den Delai fir eng Decisioun zur Ausliwwerung vun enger Persoun, deen actuellement bei 20 Deeg läit, ëm 30 Deeg verlängert ka ginn. Den neien Alinea gesäit dann och vir, dass de Ministère public déi zoustänneg Autoritéiten aus dem Memberstaat, deen den Haftbefehl ausgestallt huet, iwwert d'Grënn vun där Verlängerung informéiere muss.

Mat dësem Text an dem neien Alinea ginn u sech d'Non-conformitéiten, déi vun der Kommissioun festgestallt gi sinn, behuewen. Et ass elo keng riseg Ännerung, mee awer eng, déi néideg ass an déi de Rechtsstaat souwéi d'Droits de la défense och stäerkt.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech direkt nach zwee Wieder am Numm vun der CSV-Fraktioun soen: Mir sinn der Meinung, dass dës Modifikatioun a Präzisioun an eisem nationalen Text richteg a wichteg ass, notament fir eis konform mat dem europäeschen Text ze setzen, wat den europäeschen Haftbefehl ugeet. Mir sinn der Meinung, datt effikass a virun allem prezis festgeluecht Prozeduren onerlässlech sinn am Kampf géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an Europa.

Deemno ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun. A merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapportier villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

Ech stelle fest, datt d'CSV-Fraktioun och schonn hiren Accord ginn huet. Da kann ech den Här Donnersbach

vun der Riednerlëscht hei sträichen. An da wär déi nächst Riednerin oder déi éischt Riednerin d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, et ass un Iech.

Discussion générale

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegeen, de Mandat d'arrêt européen ass en extreem wichteg Instrument, net nëmmen an der EU-interner, mee och an der grenziwwerschreidender Bekämpfung vun der Kriminalitéit – an dat zesumme mat Europol oder ënnert der Egide vun Europol.

Mir hunn oppe Grenzen. An oppe Grenzen, dat bréngt mat sech, dass e ganze Koup gesicht a souguer deelweis verurteelt Krimineller, fir den „Homeland“-juristeschen Instanzen ze entkommen, sech an engem aneren EU-Land verstoppen.

Dofir kënnt dann direkt d'Fro op: Firwat ass et esou wichteg, dass et schnell geet? Dat heescht, d'Vitess ass an där ganzer Prozedur hei – déi u sech zwee Volen huet: dat eent ass den Haftbefehl an dat anert ass d'Extraditioun – spillt eng signifikativ Roll a mécht d'Saachen och dofir net méi einfach. Well wann et net schnell geet, wann eng „Zilpersoun“, wéi een dat nennt, bis lokalisiert ass, dann ass ëmmer de Risiko, dass, wann d'Autoritéite kommen, si sech duerch d'Bascht gemaach huet.

Mir hunn hei u sech zwou Saachen oder souguer dräi Saachen, déi openeepallen.

Déi eng Säit – an dofir ass et signifikativ schwierig, fir dee Mandat d'arrêt européen gutt ze iwwersetzen –: Op där enger Säit hutt Der d'Contrainte vun der Vitess, déi ech Iech elo grad erkläert hunn. Op där anerer Säit hutt Der zwou oder eng duebel Contrainte.

Éischtens ass et eng Saach vu Sécurité juridique. Wann eng Ufro kënnt vum Homeland fir eeben en europäeschen Haftbefehl mat enger Extraditioun, da mussen d'national Autoritéiten, spréich haaptsächlech emol de Ministère public, dat heescht de Parquet, akribesch préiwen, ob dat Mandat regulär a valid ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass doniewent mussen Droits de la défense garantéiert ginn. Dat heescht, d'Zilpersoun muss d'Recht hunn, fir sech en Affekot ze procuréieren. Ganz oft, deemno, ëm wien et geet, muss eng Assistance juridique garantéiert sinn. Oft brauch een Interpreten, well d'Leit mussen sech awer kënnen an hirer Sprooch bedéngt fillen.

Dat alles bréngt mat sech, dass wierklech Schwieregkeet ass an Drock – haaptsächlech Zäitdruck. An der Praxis ass et nämlech esou: Ganz oft kommen déi Demandé vun deene Mandats d'arrêt européens am spéiden Nomëtten oder souguer owes un. Da gëtt direkt d'Mobilisation générale gemaach: De Parquet mobiliséiert seng Leit, den Instruktiounsriichter muss mobiliséiert ginn, d'Chambre du Conseil muss zesummegeeruff ginn, well deemno wéi kommen direkt Demandes de mise en liberté provisoire oder et komme Recourse géint Decisiounen, well dat ass eng Saach vu Rechtsfräiheet vun alleguerten de concernéierte Persounen.

An all Mënsch, deen domat ze doen huet, dee seet och: „Oh là là, deen Delai vun 20 Deeg, dee mer hunn, dee geet hinnen a vir net duer.“ Also, et ass wierklech décke Stress.

Dofir ass et extreem wichteg, dass deen Delai elo verlängert gëtt. Dat heescht, bei déi 20 Deeg kommen der elo 30 derbäi, well et ass net nëmmen eng Saach vu Rechtssécherheet, et ass och eng Saach vun der Reputatioun a vun der Seriositéit vum Lëtzeburger

System, vun eisem Ministère public, well mir müssen no bause jo ëmmer Rechenschaft ofginn. Soubal iergendee Problem ass oder soubal en Delai ugefrot ginn ass, muss d'Homelandautorité direkt informéiert ginn, firwat dann e Problem ass a firwat den Delai net kann agehal ginn. An dat muss alles, Fall fir Fall, vum Parquet ganz genau gepréift ginn, dass dat seriö ass an, wéi gesot, dass och déi Persoun hir néideg Rechter ka bewaren.

Dofir, an deem ganze Kontext hei ass et elo wichteg, dass mer hei deen Ajout maachen: vun 20 op 50 Deeg. Dat ass am Interessi vun der Rechtssécherheet, et ass awer och am Interessi, fir viru matzehëlfen, fir international Kriminalitéit an och EU-Kriminalitéit ze bekämpfen. Mir sinn do op der Lëscht vun dem Terrorismus, der Cyberkriminalitéit an der klasescher Kriminalitéit ganz héich.

Mir maachen do mat a mir hunn de Moment eng gutt Reputatioun. An dat hei, dat hëlleft eis, fir dass mer nach besser dostinn. Aus all deenen Ursaachen – mir hunn dat all gepréift – fanne mer dat als DP terribel positiv an dofir ginn ech mat grousser Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Beissel. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll virop bekräfigen, dass mer als LSAP deen heite Gesetzesprojet matdroen, well mer op enger net korrekter Transpositioun ware vun der Kaderdecisioun fir den europäeschen Haftbefehl. Mir droen hei dëser Verlängerung absolut Rechnung. Nieft deenen 20 Deeg kënnen mer mat deenen 30 zousätzlechen Deeg – also 50 Deeg – effektiv sécherstellen, dass eis Justiz bei der Ausliwwerung en bonne et due forme dat exekutéiere kann, a sou dann och natierlech d'Rechter, souwéi d'Prozedurrechter – well, ech mengen, hei geet et och ëm d'Rechtsstaatlechkeet an och ëm d'Droits de la défense –, sou wäit wéi méiglech respektéiert ginn.

An dofir ginn ech dann och den Accord hei vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools Merci. Ech wollt soen, dass mer als ADR mam Contenu hei vun dësem Gesetz, wéi den Här Rapporteur et beschriwwen huet, wéi och d'Madamm Beissel et an engem Exposé hei beschriwwen huet, kee Problem hunn. Mee ech wollt awer zu der Prozedur hei eppes soen, wéi eis Relatioun mat der Europäescher Kommissioun an dësem Dossier sinn.

Mir hunn hei eng Décision-cadre. Eng Décision-cadre war en Instrument vun dem JAI – vum Conseil Justice et affaires intérieures, wéi dat am Fachjargon heescht – virum Traité de Lisbonne. Et ass also en Instrument, wat et an där Form net méi gëtt. An et ass awer, wat den Inhalt ugeet, u sech den Equivalent vun enger Direktiv gewiescht. D'Décision-cadre huet de Memberstaaten den Opdrag ginn, fir europäescht Recht ëmzesetzen, wéi déi national Parlamenter et fir richtig fannen, mat engem gewëssenen Degré de liberté, fir dat an déi national Rechtsuerdnungen anzefügen. An dat huet Lëtzebuerg och gemaach.

Wat interessant ass, ass de Kalenner. 2002 gouf déi Décision-cadre hei geholl. 2002! 2004 gouf et dunn hei e Gesetz iwwert de Mandat d'arrêt européen. Dat ass also relativ séier gemaach ginn, déi Transpositioun a Lëtzeburger Recht. An dunn ass 2022 den Avis motivé komm oder eng Mise en demeure vun

der Europäescher Kommissioun – 2022, 20 Joer no där Décision-cadre! An do kann ee sech jo awer Froe stellen. Et kann ee sech éischtens d'Fro stellen: Firwat war et 20 Joer laang gutt? Da kann ee sech d'Fro stellen: Ass dann d'Kommissioun iwwerhaapt nach verflücht? Well mir hate jo och gesinn an engem aneren Dossier – d'Madamm Minister erënnert sech –, dass eigentlech d'Tendenz vun der Kommissioun ass, fir Länner ëmmer méi eigentlech un eng eenzeg textuell Ëmsetzung vun europäeschem Recht festzemaachen, an dass se ëmmer méi op reglementaresch Basis geet amplaz op Basis vun enger Direktiv oder wéi hei vun enger Ëmsetzung vun enger Décision-cadre mat enger gewëssener Latitude d'interprétation, déi dem Memberstaat iwwerlooss ass.

An hei steet och am Rapport, dass d'Europäesch Kommissioun eis gefrot huet, eng méi literal Ëmsetzung ze maache vun deem Text. Et ass also praktesch eng méi staark Emprise vun der Europäescher Kommissioun géintwuer de Memberlänner, a Mëssuechtung eigentlech vun där ursprüngelecher Absicht, wat eng Décision-cadre respektiv eng Direktiv soll sinn. Ëmmer méi Reglement, ëmmer méi uniform, ëmmer méi strikt, well d'Europäesch Kommissioun de Memberstaate manner Fräiheet wëll ginn, an dat hei an dësem Fall 20 Joer – 20 Joer! –, nodeem déi Décision-cadre ugehall gouf!

Wéi gesot, mir hu kee Problem mam Contenu. D'Madamm Beissel an och den Här Rapporteur hu beschriwwen, wat de Sënn ass vun deem Ganzen. Domadder hu mer kee Problem. Mee och wat d'Qualitéit vun der Ëmsetzung ugeet, déi Lëtzebuerg scho gemaach hat, gëtt et jo och verschidde Vuen. Mir hu jo gelies, dass am Justizministère absolut och déi Meenung vertruede gouf, dass déi Ëmsetzung, déi Lëtzebuerg deemools gemaach hat no beschtem Wëssen a Gewëssen, konform gewiescht wär.

Also, et ass eng Form vum Ëmgang vun der Kommissioun mat de Memberstaaten, déi awer eng Rei vu Froen opwerft par rapport zu den Delaien, par rapport zu de Contenuen. Mee wéi gesot, mir sinn all der Meenung, dass eng zäitno Ëmsetzung vun engem Mandat d'arrêt européen hire Sënn huet an dofir wäert och d'ADR dat hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass et un der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also ech ginn am Fong just den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text. Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | An ech ka mech der Madamm Tanson unschléissen an den Accord vun de Piraten ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

Dann ass et elo un der Regierung. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif als Alleréisch dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz ausgabege Rapport an och deene Riedner duerno, déi d'Problematik erkläert hunn. Ech mengen, et ass evident, dass mer doduerjer, dass mer deen Alinea hei bäisetzen, deen Artikel ofänneren, d'Rechter stäerken. Et gëtt eis nottamment d'Méiglechkeet, éier mer e Mandat d'arrêt

européen exekutéieren, ze kucken, wéi d'Conditions de détention an deem Land sinn. An ech mengen, dass dat nëmme ka positiv sinn. An deem Sënn géif ech Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung. An deem Sënn kënnen mer déi Procédure d'infraction op en Enn bréngen, an dat ass wichteg. An ech mengen, dass d'Rechter vun de Bierger nëmme gestärkt ginn do-duerch.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann ass d'Diskussioun domat ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8287. Den Text steet am Document parlementaire 8287³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8287 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Votes par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

A mir hunn 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. An domat ass de Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par Mme Liz Braz), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 8316 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive 2013/40/UE du Parlement et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques visant les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil

Mir kommen elo zum Projet de loi 8316, der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwert de Schutz vun den Informationssystemer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hunn allkéiers fënnf Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand

Kartheiser, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Här President, also zéng Minutte wäerten et net ginn. Am Projet de loi 8316 geet et dorëms, den Artikel 509-4 am Code pénal mat engem Saz ze ergänzen, fir Lëtzebuerg konform ze setze mat enger Direktiv betreffend Attacke géint informatesch Systemer vun der Europäescher Unioun, déi aus dem Joer 2013 kënn.

De Cas ass e bëssen änlech wéi bei dem Projet de loi, dee mer elo grad haten. Déi Direktiv ass duerch e Gesetz vum 18. Juli 2014 an d'nationaalt Recht transposéiert ginn. Ma wéi bei dem Projet de loi virdrun ass bei der Analys vun der Europäescher Kommissioun opgefall, datt Lëtzebuerg dës Direktiv net ganz richteg ëmgesat huet. Dowéinst huet d'Europäesch Kommissioun recommandéiert, eng Dispositioun auszeschaffen, fir eis konform ze setzen a fir eng méi literal Ëmsetzung an d'Gesetz, an de Code pénal anzeschreiwen.

An deem Sënn huet déi eeëmoleg Justizministesch Sam Tanson den 28. September 2023 dëse Projet de loi an der Chamber deposéiert. Den Avis vum Staatsrot datéiert vum 24. Oktober an d'Justizkommissioun huet an hirer Sëtzung vum 25. Januar 2024 de Rapport ugeholl.

Konkreet geet et bei dësem Projet dorëm, e Paragraph bei den Artikel 509-4 derbäizesetzen, fir eng Circonstance aggravante anzeféiere fir den Auteur vun enger Attack op d'Integritéit vun engem Informatiounssystem oder op d'Integritéit vun Donnéeën, esou wéi se an den Articlele 509-1 bis 509-3 definéiert sinn.

Déi Circonstance aggravante besteet aus zwee verschiddenen Elementer. Dat ass engersäits, wann et eng Attack géint eng kritesch Infrastruktur ass, oder wann et eng Attack ass, déi e Préjudice grave verursaacht huet. An deem Fall geet dann d'Prisonssτροφ vun aktuell zwee respektiv dräi Joer op maximal fënnef Joer erop an d'Geldstrof, déi ufält, geet vu maximal 12.500 Euro respektiv 25.000 Euro aktuell op 30.000 Euro erop.

De Staatsrot hat keng weider Observatiounen bei dësem Projet de loi ze formuléieren, ausser enger Remark iwwert den Intitulé vum Gesetzesprojekt selwer, an deem huet d'Justizkommissioun iwwerholl.

Domat ass mäi Rapport op en Enn komm an am Numm vun der – an ech huelen déi aner Kap – CSV-Fraktioun ginn ech d'Zoustëmmung fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Et war ganz komplett, duerfir ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och hei wëlte mer soen als ADR, datt mer mam Contenu vun deem, wat den Här Rapporteur eis virgestallt huet, u sech kee Problem hunn. Mee mir hu festgestallt, datt d'Regierung an hire Kommunikatiounen awer d'Funktiounen weiblech benotzt, an dofir wollte mer kuerz op déi Problemer agoen, déi domadder verbonne sinn, an zwar wéi d'Académie française eis et iterativ rappeléiert.

Dir wësst, datt d'Académie française sech 1984, 2002, 2014 an och 2019 mat der Fro vun der Feminiséierung vun den Titelen ausermanergesat huet, wéi d'Lëtzebuurger Regierung déi gebraucht. An d'Académie française huet iterativ gesot: „Elle estime que les textes réglementaires doivent respecter strictement la règle de neutralité des fonctions. L'usage générique du masculin est une règle simple à laquelle il ne doit pas être dérogé dans les décrets, les instructions, les arrêtés et les avis de concours. [...] Il en va de même pour les grades de la fonction publique, distincts de leur détenteur et définis dans un statut, et ceux qui sont des désignations honorifiques exprimant une distinction de rang ou une dignité.“

2019 huet d'Académie française e Groupe de travail gemaach, wou se nach eng Kéier rappeléiert huet, datt Funktiounen „indifférente[s] au sexe“ an „impersonnelle[s]“ sinn. An et gëtt eng Commission générale de terminologie et de néologie a Frankräich, „[qui] avait insisté sur la distance qui existe entre la fonction et l'individu qui l'exerce, et qui tient au caractère abstrait, général, permanent et impersonnel de celle-ci – une fonction n'appartient pas à l'intéressé : elle définit une charge dont il s'acquitte, un rôle social qu'il assume, une mission qu'il accomplit. On n'est pas sa fonction : on l'occupe.“

An d'Académie française seet nach eppes, wat ganz wichteg ass, iwwert déi Feminiséierung, wa se soll acceptéiert ginn, an dat ass dat hei: „Une application systématique et rigide de la féminisation peut constituer en fait un obstacle à son acceptation par la société, faute d'une prise en compte des réserves de l'usage à l'égard de certaines innovations. L'usage ne s'y est pas trompé, qui hésite à étendre la féminisation à un certain nombre de fonctions – et c'est également en ce domaine que la résistance du corps social à toute tentative autoritaire de diriger les évolutions de la langue est la plus forte. Aucune contrainte imposée au langage ne suffirait à changer les pratiques sociales : forcer une évolution linguistique ne permet pas d'accélérer une mutation sociale.“ An da seet se nach : „Dans les textes juridiques [...] fortement contrainte par l'exigence de cohérence des normes et de respect des principes qui fondent nos institutions.“

Mir hate grad eng Diskussioun iwwert d'Sproochen. Mir sinn eis eens, datt mer dräi administrativ Sproochen am Land hunn. Franséisch ass eng vun deenen dräi administrative Sproochen. D'Académie française ass nun emol déi Instanz, déi am meeschten Autoritéit huet, fir de Gebrauch vun der franséischer Sprooch ze reegelen, ze kommentéieren a virunzeféieren. An eis Suerg ass, datt mer sollen, wa mer déi franséisch Sprooch benotzen, wat mer jo an de Gesetzestexter maachen – eng wonnerschéi Sprooch! –, datt mer eis sollen un dat halen, wat d'Académie française eis recommandéiert a keng Ideologie an eis Gesetzestexter mat erabréngen.

Mir soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

An ech wollt u sech elo kee längeren Discours iwwert d'Académie de la langue française halen. Ech erspue ren Iech deen dann och haut den Owend an ech ginn den Accord vun de Piraten fir dëse Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

Domadder ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Och hei géif ech dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport an alle Virriedner. Et ass, wéi gesot, och e ganz kleng Projekt, deen nach vu menger Virgängerin staamt, an deem einfach eng méi literal Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2013 virgesäit. Ech soen Iech Merci an och hei, wéi gesot, kënn mer d'Procédure d'infraction dann dee Moment ofschléissen. A voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. An da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8316. Den Text steet am Document parlementaire 8316².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8316 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

An dësen Text ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da si mer domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn en Donneschden um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.53 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 33

M. Claude Wiseler, Président

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

p. 33

Exposé : M. Marc Goergen

3. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la pauvreté des enfants

p. 34

Exposé : Mme Claire Delcourt (dépôt des motions 1 et 2)

Débat : M. Paul Galles | Mme Mandy Minella (dépôt de la motion 3) | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 4) | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. Marc Baum

Prises de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Motion 1 : Mme Claire Delcourt | Mme Corinne Cahen | M. Paul Galles | M. Marc Baum | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : Mme Claire Delcourt | Mme Corinne Cahen | M. Fred Keup

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Fred Keup | M. Ben Polidori | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Motion 4 : Mme Francine Closener | M. Gilles Baum | M. Paul Galles | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 4 (rejetée)

4. 8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich

p. 52

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen | M. David Wagner (interventions de M. Sven Clement et M. François Bausch) | Mme Lydie Polfer

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de Mme Corinne Cahen)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8224

Motion 1 : M. Meris Sehovic | Mme Lydie Polfer | M. Marc Goergen | M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen) | M. François Bausch (intervention de Mme Lydie Polfer) | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (interventions de M. Gilles Baum et M. François Bausch) | M. François Bausch | M. Gilles Baum

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 8224

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la réglementation des nouveaux OGM

p. 58

Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Jeff Boonen (dépôt de la motion 2) | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | Mme Alexandra Schoos | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1 : Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Boonen | M. Ben Polidori | Mme Alexandra Schoos | M. Luc Emering

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Jeff Boonen | Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt | M. David Wagner

Vote sur la motion 2 (adoptée)

6. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

p. 64

M. Claude Wiseler, Président (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen et Mme Paulette Lenert)

Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes et M. Max Hahn, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sézung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Max Hahn, Ministre | Dat ass net de Fall.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Goergen. Här Goergen, sot ...

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Ech hunn eng Proposition de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt eng Proposition de loi deposéieren. Dann hutt Der d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Villmools merci, Här President. Meng Proposition de loi wäert

Iech elo net iwwerraschen. Ech hu just de Moien nach eng Kéier d'Versammlung vun der Justizkommissioun ofgewart. An zwar geet et do ëm d'Heescheverbuet, wou zwou verschidden Interpretatiounen am Raum stinn.

D'Majoritéit seet, am Code pénal steet et nach dran. D'Oppositioun, wann och net geschlossen, seet, et steet net méi dran. Elo hu mer de Moien dann e Schrëftstück zougestallt kritt vun der Etüd Thewes & Reuter am Opdrag vun der Regierung. Ech muss ëmmer bei den Avisen oppassen, dass ech net dee vun der Stad Lëtzebuerg mat deem vun der Regierung verwieselen, wou bei béiden awer drasteet, dass de Strofbestand vun der Heescherei am Code pénal „toujours en vigueur et n'a pas été abrogé“ ass.

Dat huet eis als Piraten derzou gefouert, dass mer gesot hunn: „Ma da kommt, da musse mer dat schnell iwwer e Gesetz reegelen!“ Well wann ech de Moien an der Kommissioun gutt nogelauschert hunn, si mer eis an all de Parteien eens, dass keen déi einfach Heescherei verbidde wëllt.

Mee d'Interpretatioun vun der Regierung ass am Moment, dass dat am Code pénal nach esou géif stoen. Dat werft iwwregens aner Froen op, ob

d'Gemengereglement dann iwwerhaupt nach méiglech ass, well d'Madamm Polfer jo elo nuets awer d'Heescherei erlaabt, déi am Code pénal laut der Regierung verbueden ass.

Dofir sinn do ganz vill Punkten, déi een elo eng Kéier muss klären. An dofir wollt mer elo, dass mer op de seriöse Wee gi vun enger Proposition de loi. An dat ass och eng ganz kuerz, dat heescht, ech hoffen, de Staatsrot – eenzel Memberen hu sech jo scho mam Theema befaasst – wäert elo ganz schnell kënnen domadder schaffen an och d'Chamber. Här President, ech bieden Iech, dass mer ganz schnell do wäerte virukommen an der Chamber, well et ass en Article unique.

An zwar geet et eis dorëm, dass mer einfach soen: „Le point 6° est supprimé“ aus dem Code pénal. Dat heescht, dass alles gekläert ass, dass mer einfach hei an der Chamber, wou mer eis alleguerten eens sinn, eng Kéier soen, dass déi einfach Heescherei net méi am Code pénal soll verbuede sinn. Ech mengen, dat wär dat Bescht, wat mer am Moment kënnen maachen, well et sinn esou vill Leit dobaussen, déi am Ongewësse sinn, an et ass d'Parlament, dat elo endlech soll seng Meenung soen an d'Gesetzter soll an

d'Hand huelen, fir dee Couac, deen do nach komm ass duerch e Feeler 2008, 2015, elo endlech ze behiemen, fir dass mer Kloeerheet hu fir jiddereen.

Merci.

8354 – Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dat geet dann elo säi parlamentaresche Wee.

3. Interpellation de Mme Claire Delcourt au sujet de la pauvreté des enfants

Mir fänken dann u mam éischte Punkt vun der Sëtzung vun haut de Mëtten, an zwar mat der Interpellatioun vun der Madamm Claire Delcourt iwwert d'Kanneraarmut. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Interpellatrice huet 30 Minuten, d'CSV huet 31 Minuten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10, an duerno d'Regierung 30 Minuten. Et hu sech schonn ageschrieben: den Här Paul Galle, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Claire Delcourt als Auteur vun der Interpellatioun.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, Schong, déi op eemol ze kleng sinn, e Besuch beim Zännokter, wou eng méi speziell Behandlung néideg ass, e futtisse Brëll oder d'Wäschmaschinn, déi futti geet: Mënschen, déi en Aarmutsrisiko hunn, an ëmsou méi Famillje mat Kanner, liewe permanent mat engem Damoklesschwäert iwwert dem Kapp. Si struewelen all Dag, fir iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kommen an d'Enner och beieneenzekréien, wat souwisou an Zäite vun der Präisdéierecht an den héijen Energiepräisser ëmmer méi schwéier gëtt. Gläichzäitig si se sech zu all Moment bewusst, dass nëmme eppes Klenges muss geschéien, fir dass d'Situatioun kippt.

Här President, mir fänken eis Chamberssëtzung haut mat engem trauregen, awer pertinenten Theema un, dat net dierf a Vergiessenheet geroden: d'Kanneraarmut zu Lëtzebuerg. Als Mamm läit mir dëst Theema immens un Häerz an dowéinst ass et mir wichteg, datt mir eis Zäit huelen, hei an der Chamber doriwwer ze schwätzen.

Lëtzebuerg ass eent vun deene räichste Länner an Europa an trotzdeem geet d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer méi ausereneen. D'Kanneraarmut gëtt leider net eng eenzeg Kéier am Koalitionsaccord ernimmt. Dat fannen ech immens bedauerlech an dat mécht mir Suergen. An esou engem Land ewéi Lëtzebuerg, wéi kann et do sinn, datt mer iwwerhaupt vu Kanneraarmut musse schwätzen?

De Rapport vun der Unicef vun Dezember 2023 weist erschreckend Zuelen: Eent vu véier Kanner zu Lëtzebuerg ënnerläit dem Aarmutsrisiko. Dëst sinn ongeféier 30.000 Kanner. A méi wéi d'Hallschent vun dëse Kanner befanne sech iwwer laang Zäit an enger Aarmutssituatioun. Et ass dat, wat ee „pauvreté persistante“ nennt.

Den Alldag vun deene Kanner ass vun dëser Aarmut geprägt. Et kann ee sech nëmme schwéier virstellen, wat et mat Kanner mécht, wa si wëssen oder och just wa si spieren, dass all Imprevu kéint zu enger Katastroph ginn. Wa si matkréien, dass et e Lach an d'Familljekeess rappt oder datt d'Eltere mussen ëm

Hëllef biede goen, wann e Schoulausflug usteet, bei deem eng Participatioun vun den Eltere gefrot ass.

Mee anscheinend gëtt et awer nach genuch Leit, déi allkéiers, wann nei Zuelen iwwert den Aarmutsrisiko verëffentlecht ginn, d'Methodologie selwer a Fro stellen. Als Erënnerung: Vum Aarmutsrisiko beträff ass een, wann ee manner wéi 60 % vum Revenu médian zur Verfügung huet. Dat wieren 2.266 Euro. An da gëtt eebe relativéiert a gesot, de Revenu médian wier awer zu Lëtzebuerg immens héich an dofir wieren déi Zuelen net wirklech eescht ze huelen.

Dozou ass ze soen, dass et sech hei ëm international festgeluechte Moossinstrumenter handelt an dass souwisou och den Unicef-Rapport d'Situatioun vun de Kanner an de räichste Länner vergläicht. Méi wichteg schéngt et mir, dass all d'Echoen, d'Stellungnahmen an d'Rapporte vum Terrain beweisen, dass den Aarmutsrisiko an d'Luucht geet: D'Zuel vun de Leit, déi sech un d'Offices sociaux adresséieren, déi an d'Épiceries sociales mussen akafé goen, déi all méiglech Hëllef froen, geet an d'Luucht.

Bei der Kanneraarmut gëtt esou iwwregens och net nëmme déi finanziell Aarmut gemooss, mee och zum Beispill d'Privation matérielle. Och hei dréit et sech ëm eng Lëscht vu präzisen, wëssenschaftlech definéierten an internationale Krittären, wéi zum Beispill dem Zougang zu enger gesonder an equilibréierter Ernährung oder dass d'Kanner zwee Puer Schong an der passender Gréisst hunn, déi an engem uerdentlechen Zoustand sinn. An am räiche Lëtzebuerg sinn ëmmerhin 8,1 % vun de Kanner – dat sinn der ronn 10.000 – vu Privation matérielle beträff. Bei 3,7 % ass et esouguer eng Privation matérielle sévère. Suerge muss et engem och maachen, wann ee weess, dass bal 20 % vun de Kanner an enger Wunneng liewen, déi an engem schlechten Zoustand ass, wou et zum Beispill erareent oder wou sech plazeweis Schimmel forméiert.

D'Unicef ënnersträicht an hirem Rapport och generell, dass e gudd Wirtschaftswuesstum an de Wuelstand, deen eropgeet, net automatesch e positiven Afloss op d'Kanneraarmut hunn. Et ass esouguer esou, dass grad dann déi defavoriséiert Familljen an hir Kanner weider ofgehaange ginn an dass d'Ënnerscheeder an déi gesellschaftlech Ausgrenzung méi grouss ginn.

D'Unicef betount och, dass d'Kanneraarmut e ganz spezifesch Problem ass an net eleng als Ënnerkapitel zum Theema Aarmut ze gesinn ass. D'Kanner sinn nach eng Kéier anescht a méi beträff. Si leide besonnesch a méi staark ënnert der Aarmut, déi sech och a sozialer Exklusioon ausdréckt, an dat a ville Liewensberäicher: dem gesellschaftleche Liwen, der Bildung, der Kultur, dem Sport, der Gesondheet. Déi betrafte Kanner wuessen op ouni gesond Ernährung an a Konditiounen, déi Konsequenzen op hiert spéidert Liwen hunn. Déi Situatioun huet Auswierkungen op hir kierperlech a mental Gesondheet gradewéi op hir schoulesch a beruflech Chancen an Entwécklung – alles Saachen, déi Konsequenzen op hiert weidert Liwen als Erwuesener hunn. D'Resultat: D'Aarmut gëtt weiderverierft, d'Ongläichheete gi méi grouss a se ginn zementéiert.

Aus all deene Grënn schéngt et evident, dass d'Kanneraarmut ganz spezifesch muss ugaange ginn.

Elo ass et net esou, dass an deene vergaangene Joren näischt geschitt wier, fir de Kanner hir Situatioun generell ze verbesseren a fir och géint d'Kanneraarmut virzegoen: Mam REVIS gouf d'Ënnerstëtzung fir d'Kanner, a besonnesch nach eng Kéier déi fir Kanner vun Alengerzéier, gehéicht. De Chèque-service, d'gratis Kannerbetreuer, d'gratis Mëttegiessie während de Schoulwoche goufen agefouert, gradewéi d'gratis Schoulbicher am Secondaire. De Mindestloun gouf ëm

100 Euro netto an d'Luucht gesat a virum Hannergrond vun der Energiekris an der Präisdéierecht goufe verschidden Hëllefeng ausgeweit a weider Ënnerstëtzungen agefouert.

Zu Lëtzebuerg fléisst 16,8 % vum PIB an d'Familljeleeschungen, Prestations familiales en espèces. Dat ass esou vill wéi a kengem anere vun deenen 38 Länner, déi d'Unicef bei hirem Etüd ënnert d'Lupp geholl huet.

D'Unicef stellt och fest, dass ouni déi Transfers sociaux den Aarmutsrisiko bei de Kanner esou bei 38 % géif leien. An dobäi sinn net emol all déi net monetär Leeschtungen mat berücksichtegt ginn.

Dat heescht, mir maachen effektiv enorm vill fir eis Kanner, mee et bleift, dass d'Zuele vun der Unicef an d'Echoe vum Terrain eis weisen, dass all déi Leeschtungen an Hëllefeng et net fäerdegbréngen, d'Situatioun vun de Kanner ze verbesseren. Déi rezent Tendenz weise souguer, datt sech d'Situatioun vun de Kanner verschlechtert huet.

Mir mussen eis also elo hei d'Fro stellen, wat mir kënnen a mussen anescht maachen, wat et brauch, fir d'Kanneraarmut effektiv a geziilt ze bekämpfen.

A wann ech hei vu „musse“ schwätzen oder virun allem vu „musse maachen“, da mengen ech dat och esou. Et ass e Grondreicht, datt d'Kanner a Würdegen, adequate Konditiounen opwuesse kënnen, well d'Recht vun de Kanner op, an ech zitieren, „un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social“ steet an der Internationaler Kannerrechtsconventioun festgeschriwwen, déi Lëtzebuerg am Dezember 1993 ratifizéiert huet – also viru méi ewéi 30 Joer! Och an eiser neier Verfassung ass esou e Recht festgeschriwwen. Mir hunn deemno eng Obligation légale, fir d'fir ze suergen, dass d'Kanner – an dat heescht all d'Kanner! – a Bedéngungen opwuesse, déi hinnen et erlaben, sech an all deene Beräicher kënnen ze entwéckelen an ze entfalten.

Ech wëll hoffen, dass mir dofir all un engem Strang zéien, fir déi Erausforderungen unzegoen!

Eng vun de Recommendatiounen vun der Unicef betrëfft den nationalen Aktiounsplang fir déi europäesch Garantie pour l'enfance. Ech hu mat Freed festgestallt: Lëtzebuerg huet effektiv esou e Plan d'action national. An um Site vum MEN fënnt een en Dokument, wou eng Hellewull vu Mesüeren opgezielt ginn. Dobäi gesinn ech allerdéngs zwee Problemer: De Plang huet kaum Visibilitéit an ass domat kaum bekannt an zweetens besteet dee Plang aus Mesüeren, déi et souwisou scho gëtt a gouf. Dat geet vum Chèque-service an der Éducation plurilingue iwwert d'Diversifikatioun vun der Schouloufer mat ënner anerem der Alphabetiséierung op Franséisch an den éffentlechen internationale Schoule bis zu der Hausaufgabenhëllef an de gratis Schoulbicher. Ernimmt ginn och eng sëlleg Subventionen: d'Allocation de rentrée scolaire, Subventionen fir Ménages à faible revenu, den Office national de l'enfance a sou weider a sou virun.

Net dass déi Mesüeren a Servicer schlecht oder net sënnavoll wieren – am Géigendeel, mir hu vill a gutt Mesüeren. Mee als Deel vun engem neie Plang fir d'Garantie européenne pour l'enfance ass do weineg Neies derbäi. Virun allem awer schéngt et mir, wéi wa mir d'Päerd hei vun hannen opsuedele géifen: Mir sollen e Plang op d'Bee stelle mam Zil, géint Kanneraarmut an Exklusioon virzegoen.

Mir feelen do: d'Definitioun vu konkreeten Ziler an Ënnerziler; d'Ausschaffe vun enger Gesamtstrategie mat enger transversaler Approche, wou Mesüeren aus de verschiddene Beräicher openeen ofgestëmmt sinn; d'Definitiounen vun Indicateuren, déi et erlaben ze moossen, wat mir maachen, ob eise Plang och

virukënnt, ob d'Moosnamen, déi mir huelen, an d'Mëttel, déi mir eis ginn, och zälfürend sinn a wierken oder wéi a wou eventuell muss nogebessert ginn.

An deem Kontext wéilt ech och eng éischt Motioun deposéieren. Dës gött och ënnerstëtzt vun deene Grénge an de Piraten. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que la lutte contre la pauvreté des enfants est une obligation légale découlant de la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et ratifiée par le Luxembourg en décembre 1993 ;*

– *considérant que l'article 15, paragraphe 5) de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg stipule que « Chaque enfant a droit à la protection, aux mesures et aux soins nécessaires à son bien-être et son développement. » ;*

– *considérant le bilan «Innocenti 18» du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % – les enfants vivant dans des ménages monoparentaux ayant un risque de pauvreté et d'exclusion sociale particulièrement élevé ;*

– *considérant que la pauvreté infantile est multidimensionnelle et qu'elle concerne des domaines de la vie très divers, dont la santé, l'éducation et la formation, le travail et l'emploi, le logement ou encore les loisirs ou la vie associative ;*

– *considérant que la pauvreté et l'exclusion sociale touchant les enfants risquent d'entraîner des répercussions sur leur développement et leur vie d'adulte ;*

– *saluant les mesures mises en place ou renforcées au cours des dernières années pour soutenir les familles, tant au niveau des prestations familiales, des transferts sociaux, des avantages en nature aux familles, qu'en ce qui concerne l'aide sociale et les mesures d'aides visant à réduire les effets de la crise énergétique et de l'inflation ;*

– *considérant que le Grand-Duché occupe la 35^e place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan «Innocenti 18» de l'Unicef,*

invite le Gouvernement à

– *mettre explicitement la lutte contre la pauvreté des enfants au cœur des priorités du Gouvernement ;*

– *évaluer, à l'aide d'indicateurs précis et pertinents, les mesures inscrites dans le plan d'action national de la garantie européenne pour l'enfance par rapport à leur efficacité en termes de réduction de la pauvreté infantile et de les adapter et compléter en conséquence ;*

– *intégrer ces mesures dans une stratégie globale traduisant une approche transversale de la lutte contre la pauvreté infantile et l'exclusion sociale permettant d'adresser leurs besoins spécifiques et de défendre leur intérêt supérieur ;*

– *prévoir, à échéances régulières, l'élaboration de rapports d'évaluation et l'organisation de débats y relatifs à la Chambre des Députés ;*

– *renforcer les efforts pour sensibiliser tous les acteurs et professionnels dans les divers domaines touchant l'enfance et la jeunesse aux problèmes de la pauvreté infantile et de l'exclusion sociale, notamment en veillant à une collaboration étroite et à une bonne information quant aux aides et mesures de soutien existantes.*

(s.) Claire Delcourt, Francine Closener, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Voilà. Souwäit ech héieren hunn, ass de Ministère amgaangen, mat dem zoustännegen Unicef-Büro u prezisen Indicateuren ze schaffen. Ech wier frou, wa mir hei an der Chamber géife gewuer ginn, a welch Richtung dat hei géif goen.

Decisiv ass, datt ee weess, ob d'Hëllef do ukommen, wou se gebraucht ginn, an ob se en Ennerscheid maache fir Kanner a Familljen. Mir als LSAP ginn dervunner aus, datt mer nei, méi spezifesch a geziilt Mesüre brauchen, amplaz just nëmme mat der Strenz ze fueren. Dat gehéiert och zu de generelle Recommendationen vun der Unicef, déi awer och seet, datt een d'Kanner soll selwer héieren, fir ze wëssen, wéi d'Aarmut hiert Liewe beaflost. An et geet drëms, déi Vue vun de Kanner mat a Strategien a politesch Decisiounen afléissen ze loossen.

Et gött, wann een den Unicef-Rapport liest, eng Partie Länner, déi eng global a spezifesch Strategie ausgeschafft hunn, dëst mat Indicateuren, reegelméisseg Evaluatiounen a Rapporten, déi virum Parlament musse presentéiert ginn. Dat wier och zu Lëtzebuerg ubruecht. E gutt Beispill, un deem mir eis inspiréiere kéinten, ass Neuseeland, dat 2018 säin Child Poverty Reduction Act erstallt huet. Si maachen dat, wat och hei misst geschéien, nämlech dass all Ministère am Kampf géint Kannerarmut zesummeschaffen – dat wuel net nëmme an engem interministerielle Grupp, mee bis an all déi zoustänneg Stellen, bei all d'Acteuren, déi mat a fir Kanner schaffen.

An eng vun hire Recommendationen ennersträicht d'Unicef, dass d'Education formelle an non formelle sollt kënnen d'Roll vun engem soziale Lift spillen, fir de „cercle vicieux“ vun der Aarmut ze duerchbriechen. Dat, esou weisen zënter Joerzéngten all Enquêtes, ass de Moment net de Fall.

D'Chancégerechtkeet an der Schoul a wéi een déi ka verbesseren, datt ass e Sujet, deen eis als LSAP extreem um Häreiz läit. A meng Kolleegin, d'Francine Closener, wäert an engem spéiderer Interventioon am Detail dorobber agoen an och Pisten opweisen, wat op deem Niveau misst geschéien.

D'gratis Kannerbetreieung ass schéin a gutt, mee keng geziilt Mesür, fir besonnesch defavoriséierte Kanner a Familljen ze hëllef. Beim gratis Museksunterrecht stellt sech d'Fro, wéi zum Beispill d'Kanner aus Familljemonoparentallen dovunner profitéieren, well dacks deen eenzeg Elterendeel keng Geleeënheet huet, seng Kanner a Musekskursen – gratis oder net – oder och nach a Sportsveräiner ze bréngen, well e muss Vollzäit schaffen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. E Service, fir d'Kanner aus de Maison-relais an hir Coursen oder op hir Trainingsen ze bréngen, e „Kannerveräinsbus“ souzesoen, esou wéi dat an deem leschte Koalitiounsaccord ugeduecht war, gött et nämlech nëmme an eenzelne Gemengen. Déi gutt Offer vum gratis Museksunterrecht ass deemno fir eng Partie Kanner an Eltere wierklech e Plus. Fir vill anerer, a warscheinlech grad fir déi Kanner, ëm déi et eis haut geet, ass et eng Offer, déi un hinne laanschtgeet.

Dobäi ass d'Participatioun um gesellschaftlechen, kulturellen a sportlechen Liewen e Mënschen- a Kannerrecht. Et geet ëm d'perséinlech Entwécklung an Erfarungen, déi beräicheren, an d'Entfale vu Capacitéiten an Talenter.

Fir Kanner an Eltere wier et sécher am beschten, méi Zäit zesummen ze hunn. Mee d'Mesüeren, déi vun der Regierung fir méi Familljenzäit proposéiert ginn, de verlängerte Congé parental an den Temps partiel familial, kënnen sech nëmme Eltere leeschten, déi e gutt Akommes an eng komfortabel finanziell Situatioun hunn. Déi Kanner, déi vum Aarmutsrisiko a vun Exklusioun betraff sinn, ginn also och hei eidel aus!

Dofir meng Fro: Wat mécht d'Regierung, fir géint de Problem vun der Kannerarmut an der sozialer Ausgrenzung virzegoen? Wat mécht d'Regierung fir méi Familljenzäit fir all Familljen a besonnesch fir Familljen a Kanner, déi ënnert dem Aarmutsrisiko leiden?

Wat d'Sozialhëllef ugeet: Et stëmmt, dass mir vill Hëllef hunn, bei deenen et och an de leschte Joreng eng Partie Verbesserung gouf. Dat stëmmt zum Beispill fir de REVIS, fir d'Allocation de vie chère, d'Subvention de loyer, net ze schwätze vun den Ennerstëtzen, déi derbäikomm si virum Hannergrond vun der Energiekris.

Jo, et ass wichteg a gutt, dass mir déi Hëllef hunn. Mir als LSAP sinn awer der Meinung, dass an engem moderner a solidarescher Gesellschaft all Mënsch misst kënnen vu sengem Akommes liewen an net sollt op d'Sozialhëllef ugewise sinn. Mir hunn et schwaarz op wäiss am Rapport travail et cohésion sociale vun 2022: De Phänomeen vun de Working Poor gött et och zu Lëtzebuerg, virum allem bei Koppelen, déi net alle béid Vollzäit schaffen, mat dräi Kanner oder méi, an natierlech bei de Familles monoparentales.

Esouguer mat Kannergeld a steierleche Virdeeler, déi hinnen automatesch zeguttkommen, si se deels nach wäit vun deem Akommes ewech, dat ze brauchen, fir adequat kënnen ze liewen. Dat soen net just mir, mee och de Statec. Déi Stéit mussen dann all d'Demarché maachen, fir d'Subvention de loyer, d'Allocation de vie chère an d'Allocation d'inclusion am Kader vum REVIS ze kréien. An anere Wieder: Déi niddereg Akommeisse ginn net duer, fir dovunner ze liewen.

Logesch wier et deemno, déi Akommessen ze héijen: 2019 ass de Mindestloun ëm 100 Euro de Mount geklomm, well d'LSAP sech dofir agesat huet. Mee et goung eeben net duer an dofir wollten a wëlle mir eng weider Erhéijung ëm 100 Euro an natierlech eng Steierreform, déi deenen zeguttkënn, déi et am meeschte brauchen.

Bei der Interpellatioun vum Deputéierte Paul Galles iwwert d'Aarmut de 4. Februar 2020 huet de fréieren Deputéierten an haitege Finanzminister Gilles Roth déi deemoleg Familljeminstesch Corinne Cahen gefrot, ech zitieren: „Sidd Der da bereet, d'steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen? Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV. Sidd Der bereet um Niveau vun der Besteuerung vun de Monoparentallen? Well déi sinn an der Aarmut, an den Här Galles huet mat Recht gesot: „Wann net d'Sozialtransferten do wäeren, da wäere 47 % vun de Monoparentallen an der Aarmut.“ Ee vun den Deeler ass deen, dass se steierlech iwwerbelascht sinn. Sidd Der also bereet, fir op déi Propos anzegoen.“

Ech froe mech also, wéi d'CSV haut derzou steet, fir kuerzfristeg, well dat jo eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV ass, ...

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | ... dat steierbefreit Mindestakommes an d'Luucht ze setzen a fir um Niveau vun der Besteuerung vun de Monoparentallen eppes ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Fir d'LSAP wier am Dezember schonn de Moment gewiescht, fir an déi Richtung ze goen, mee déi Chance huet d'Regierung verpasst.

Wat d'Monoparentallen ugeet, huet d'Regierung jo versprochen, kuerzfristeg steierlech Erliichterunge fir d'Leit an der Steierklass 1a anzeféieren, also en

attendant dass se 2026 e Projet fir eng eenzeg Steuerklass presentéiert. Fir eis ass dat eng absolutt Prioritéit. Déi Alengerzéiend waarde scho laang genuch.

Zréck dann awer bei d'Sozialhëllefen, Hëllefen, déi eebe vill vun de Leit mat kleng Paie mussen ufroen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Wann ee mol net weess, wat een zegutt huet, da geet een et och net ufroen. Vill Leit sinn iwwerfuert mat esou Demarchen oder si genéiere sech.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung, wa si op de Wee geet, fir d'Demarchen ze vereinfachen, e Guichet social an en Dossier social partagé anzeféieren. D'Automatisierung vun de Prozedure gëtt jo do och ernimmt. Mir wiere frou, haut iwwert den Timing informéiert ze ginn, wéini dëst alles soll en place gesat ginn.

Mir begrëssen och, dass d'Regierung sech engagéiert, d'Montante vum REVIS reegelméisseg unzepassen. Bauchwéi hunn ech awer bei der Ausso, dass de Mindestloun ëmmer muss iwwert dem REVIS leien an dass d'Schaffe muss méi attraktiv bleiwe wéi déi verschidden Hëllefen. Dëse Saz strotzt nëmmen esou vu Virurteeler an e stigmatiséiert Mënschen, déi op Sozialhëllef ugewise sinn. E stellt d'REVIS-Empfänger duer als Leit, déi net wëlle schaffen a vum System profitéieren. Mee déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi de REVIS kréien, schaffen – mee si leie mat hirer Pai ënnert dem Montant vum REVIS. A bei deenen aneren ass e groussen Deel, déi net kënnen schaffen, vum Beispill aus gesondheetlechen oder familiäre Grënn.

D'REVIS-Evaluatioun d'lescht Joer huet gewisen, dass en zwar d'Situatioun vu ville Mënsche verbessert, ënner anerem déi vu Famillje mat Kanner, ob monoparental oder net. Allerdéngs beschreiwen d'Auteure vun der Evaluatioun, dass d'Situatioun vu Famillje mat Kanner weider schwier ass. Problematesch si virun allem d'Ufuerderunge vun der Aarbechtswelt, d'Schwieregkeeten, fir eng Betreuungsplaz fir Kanner ze fannen, den Drock an de Problem, fir mat Kanner onreegelméisseg oder atypesch Aarbechtzäiten ze schaffen, d'Surcharge émotionnelle an den Aarmutsrisiko.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Derbäi kënnt, dass eng Partie vun deene Problemer bei der Betreuer an Aktivierung am Kader vum REVIS anscheinend net wierklech berücksichtegt ginn.

Wat d'Kanneraarmut ugeet, goufe bei dëser Evaluatioun eng Rei vu Punkten identifizéiert, Defien, wou misste Verbesserung kommen. D'Fro no enger Reform vum REVIS-Gesetz stellt sech also an deem Kader ganz konkret, ëmsou méi well d'Montanten, déi virgesi sinn, awer oft nach enk bemooss sinn an zum Beispill net Situatiounen berücksichtegen, wou een aus verschiddene Grënn net oder net vill Stonne ka schaffen. D'Famillje ginn un, dass de REVIS wichteg ass, fir dass si hir Kanner kënne ernären. Si soen awer och, dass d'Montante vun den Hëllefen net duergu vis-à-vis vun den héije Liewenskäschten a virun allem vum Präis, dee se mussen opbrénge fir ze wunnen.

Bei der Interpellatioun de 4. Februar 2020 huet och den Deputéierte Paul Galles ausgesot, et wier „däitlech, dass de REVIS net héich genuch ass“. Hien huet gefuerdert, dass d'REVIS-Gesetz no der Evaluatioun iwwerschaaft an nogebessert gëtt. Dofir meng Fro: Wat ass d'Positioun vun der Regierung a Saachen Verbesserung vum REVIS?

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Mir als LSAP fuerderen, dass de REVIS-Montant gehéicht gëtt, virun allem déi Betrэг fir d'Kanner, mee och

déi, déi fir alengerzéiend Eltere geduecht sinn. Zum Thema vum Mindestloun, de Mesuren a Saache Steieren a Sozialhëllef wëilt ech dann nach eng weider Motioun deposéieren, déi eebefalls ënnerstëtzt gëtt vun deene Gréngen an de Piraten. Wannech-gelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant le bilan « Innocenti 18 » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % – les enfants vivant dans des ménages monoparentaux ayant un risque de pauvreté et d'exclusion sociale particulièrement élevé ;*

– *considérant qu'en attendant la présentation d'un projet de réforme fiscale visant à mettre en place une classe d'impôt unique d'ici l'année 2026, l'accord de coalition prévoit une révision du traitement fiscal des personnes appartenant à la classe d'impôt 1a dans le sens d'un allègement fiscal ;*

– *considérant que, sans les transferts sociaux, le taux de risque de pauvreté des enfants s'élèverait à 38 % ;*

– *considérant que le Luxembourg dépense 16,8 % de son PIB en prestations familiales en espèces ;*

– *considérant que le Luxembourg a mis en place et renforcé au cours des dernières années différentes mesures d'aide et de soutien aux ménages et notamment aux familles et familles monoparentales ;*

– *considérant que, malgré les efforts entrepris, le Grand-Duché occupe la 35^e place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan « Innocenti 18 » de l'Unicef ;*

– *considérant l'évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et les défis qui y ont été identifiés ;*

– *considérant que près de 20 % des enfants vivent dans des logements de mauvaise qualité ;*

– *considérant que le taux élevé de risque de pauvreté des enfants est susceptible de mettre en péril la cohésion sociale au sein du pays,*

invite le Gouvernement à

– *procéder à une augmentation du salaire social minimum de 100 euros nets ;*

– *élaborer une réforme fiscale visant à alléger la charge fiscale pesant sur les revenus modestes et les ménages monoparentaux ;*

– *mettre en œuvre sans tarder les réformes de l'aide sociale et la simplification administrative annoncées dans l'accord de coalition dont la mise en place d'un guichet social ;*

– *prendre toutes les mesures nécessaires pour que les ménages à risque de pauvreté recourent effectivement à l'ensemble des aides existantes ;*

– *mettre en œuvre sans tarder l'augmentation de la majoration d'âge aux allocations familiales pour enfants de 12 ans et plus annoncée dans l'accord de coalition ;*

– *poursuivre et renforcer les efforts entrepris au cours des dernières années pour développer l'offre dans les domaines du logement social et du logement abordable ;*

– *procéder à une adaptation du dispositif du REVIS en tenant compte des défis identifiés lors de l'évaluation notamment en ce qui concerne les contraintes auxquelles sont confrontés les ménages monoparentaux ;*

– *réformer et améliorer le dispositif concernant l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires en assouplissant les conditions d'accès aux prestations du Fonds national de solidarité.*

(s.) Claire Delcourt, Francine Closener, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Ech géif gäre vun der Regierung wëssen, wat si dovunner hält, eng extra Ënnerstëtzung fir Alengerzéier anzeféieren, gestaffelt no Akommes, esou wéi et dat zum Beispill a Frankräich oder an der Belsch gëtt. A béide Länner, gradewéi an Däitschland, gëtt et och d'Méiglechkeet vun engem „Unterhaltsvorschuss“, wann deen aneren Elterendeel keen Ënnerhalt bezilt. Déi zoustänneg Stelle këmmere sech dann och deelweis drëms, fir déi Suen nees anzedriewen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et zwar wuel d'Méiglechkeet vun enger Avance an dem Recouvrement vu Pensions alimentaires iwwert de Fonds national de solidarité, allerdéngs ass dat e Risenopwand an et ass net avantagé vis-à-vis vun de Familles monoparentales.

E Sujet, deen och zum Thema Aarmutsbekämpfung, a méi spezifesch der Bekämpfung vu Kanneraarmut an Exklusioun, gehéiert, ass natierlech dee vum Logement. Et ass d'Wunnen, dat fir vill Familljen an hir Kanner den Aarmutsrisiko verstärkt. De Rapport travail et cohésion sociale vun 2022 weist, dass d'Dépenses pré-engagées bis zu d'Hallschent vum Budget vun de Menagen opfriesen. Meeschtens ass dat de Fall bei de Locataires. Bei Menagé mat engem klengen Akommes bleift entsprechend manner iwwreg fir soss Ausgaben, ënner anerem fir d'Kanner, déi awer och oft ganz néideg sinn.

Derbäi kënnt, datt si kee gudden Zougang zum Locatiounsmaart hunn, sief et, well si kee festen Aarbechtskontrakt hunn oder eeben net déi néideg Sue fir eng Agence oder eng Garantie. Et ass kee Geheimnis: Dem soziale Wunnensmaart feelt et nach ëmmer u Wunnengen an d'Waardelëschte si laang. Et ass krutual, dass massiv sozial a bezielbar Wunnenge geschaf ginn, dass d'Locataire geschützt a massiv ënnerstëtzt ginn. Hoffentlech geet d'Regierung an déi Richtung, och wann déi meescht Moossnamen zugonschte vun den Investisseuren a Promoteuren ze si schéngen.

Här President, d'Kanner sinn eis Zukunft. Si determinéieren, wéi eis Gesellschaft vu muer ausgesäit. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir alles drusetzen, fir alle Kanner déi beschtméiglech Chancen ze bidden, fir a gudd Konditiounen opzewuessen a sech ze entwéckelen. Mir stellen domadder d'Weiche fir hiert spéidert Liewen. Ewéi meng Kollegein Francine ëmmer seet: D'Kanner brauchen déi „dräi B“: Bindung, Bildung a Beweegung.

Ech hoffen deemno, dass mir eis all heibanne kënnen eens ginn, fir an deem Sënn un engem Strang ze zéien, an dass mir eis déi néideg Mëttele ginn, fir d'Kanneraarmut och effektiv ze bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Kanner, eis Kanner, hunn d'Recht, net mussen aarm ze sinn. A wa mer haut den Nomëtteg hei vun der Kanneraarmut schwätzen, da schwätze mer a Géigepartie vun de Rechter, déi d'Kanner hunn, fir an hirem Liewe gutt ze liewen, fir wüdeg ze liewen a fir an hirem Liewe gutt eens ze ginn. Da schwätze mer vun deene Rechter, déi an der Kannerrechtskonventioun néiergeschriwwen sinn.

An do sinn eng ganz Rei Rechter dran, wéi zum Beispill eng Rei, déi och d'Madamm Delcourt elo just genannt huet, déi awer trotzdem interessant sinn an déi hypothekéiert ginn duerch de Problem vun der Kannerarmut. Zum Beispill dat Recht op Fräizäit, op fräi Beweegung, op Spill, dat Recht op Iessen, en Doheem an op Sécherheet, dat Recht op eng beschtméiglech Bildung, dat Recht op Liewen an Entwécklung – an der Kannerrechtskonventioun steet souguer dran: dat Recht op „Iwwerliewen“ –, dat Recht op Gesondheet an dorop, net diskriminéiert ze ginn, dat Recht op eng fräi Meenung an esou weider an esou virun – Rechter, déi eis Kanner hunn. A virun allem hunn dowéinst eis Kanner dat Recht, net mussen aarm ze sinn.

Kanneraarmut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Aarmut, déi op eng besonnesch Aart a Weis belasschtend ass, well Kanner eng Aarmut ierwen aus hirem Émfeld, aus hirer Famill, déi hir Elteren oder aner Leit, déi fir se zoustänneg sinn, betrëfft, an déi dann, déi Aarmut, mat eranhuelen an hiert eegent Liewen. Als Kanner si si selwer vill manner resilient, fir mat där Situatioun ëmzegoen, a mussen déi Situatioun erliden, ouni kënnen wirklech Moyenen ze entwéckelen, fir dergéint ze kämpfen.

An déi Kanneraarmut ass an deem Sënn och besonnesch belasschtend, well se eebe genau dat iwwerhuelen, mathuelen an dann duerch hiert ganz Liewe matschleefen als eng Laascht an eng Hypothék. Dat heescht eigentlech, eng Aarmut, déi se indirekt erliewen, gëtt herno zu enger direkter an zu enger perséinlecher Aarmut.

D'Kanneraarmut ass och an deem Sënn besonnesch onfair, well et eigentlech an enger idealer Welt esou wär, dass all eis Kanner déi selwecht Startchancen an Liewe missten hunn, mee dat oft wéinst de soziale Schichten, dem Migratiounshannergrond, gewëssenen Aschränken oder anere Grënn net méiglech ass.

An dann ass d'Kanneraarmut eeben och besonnesch dramatesch, well se oft d'Kanner schonn a Bunne wërft, aus deene se an hirem ganze Liewen net méi richteg erauskommen.

Dofir ass et gutt – an ech soen der Madamm Delcourt och Merci dofir –, dass mer haut den Nomëtteg hei iwwert d'Kanneraarmut kënnen diskutéieren.

Zu Lëtzebuerg – dat huet se och scho gesot – sinn d'Zuelen eebe besonnesch dramatesch. Wann een den Aarmutsrisiko kuckt – a se huet och schonn e bësse beschriwwen, wéi den Aarmutsrisiko gerechent gëtt –, dann ass et tatsächlech esou, dass souguer méi wéi all véiert Kand hei zu Lëtzebuerg sech an deem Aarmutsrisiko befënnt.

A fir et nach eng Kéier ganz kuerz ze erklären: Den Indicateur vum Aarmutsrisiko, dee beschreift tatsächlech éischter, wéi sech eng Gesamtgesellschaft verhält a wat fir eng Leit an där Gesamtgesellschaft vis-à-vis vun all deenen aneren an enger onfairer Situatioun sinn a manner gutt weiderkommen. Dat heescht, de Montant vum Revenu médian spillt eigentlech emol net déi primordial Roll. Déi primordial Roll spillt, wéi dee Montant sech verhält vis-à-vis vun alle Méiglechkeeten, déi mir an eiser Gesellschaft hunn. An natierlech sinn déi insgesamt relativ héich.

Et ass och scho gesot ginn, dass d'Hallschent vun all deene Kanner, déi do beträff sinn, sech an enger Pauvreté persistante befënnt. An deen Innocenti-Rapport vun der OECD, deen och scho mentionéiert ginn ass, deen huet eeben erausfonnt, dass Lëtzebuerg bei 39 Länner, déi analyséiert gi sinn, tatsächlech op der 35. Plaz läit, also ganz schlecht ofschneit, an och dass et eng Grondléier ass vun der Situatioun, dass de Wuelstand vun engem Land bei Wäitem net automatesch bedeit, dass en eng Garantie ass fir de

Kampf géint d'Kanneraarmut, dass déi op eng besonnesch Aart a Weis déif wär an deene Länner, wou et de Mënschen insgesamt besser geet.

Iwwregens gëtt deen Innocenti-Rapport och eng ganz Rei vu Best-Practice-Beispiller, besonnesch eeben opgrond vun deem, wat si „cash benefits“ nennen, dat heescht finanzieller Ënnerstëtzung vun de Familljen, déi da bei de Kanner ukënnt, wou Länner et gepackt hunn, d'Kanneraarmut ze reduzéieren, virun allem opgrond vun deene „cash benefits“.

Déi Rapporten, déi hei am Land eigentlech relevant sinn, fir Aarmut ze moossen an iwwer Aarmut ze schwätzen, nämlech de Panorama social vun der Chambre des Salariés an de Rapport travail et cohésion sociale vum Statec, déi soen eigentlech, wann een d'Situatioun genau kuckt: Wat ee méi Kanner huet, wat de Risiko méi grouss ass, am Aarmutsrisiko ze landen. A méi Kanner ze hunn, dat ass eeben de Fall a Familles nombreuses. An et ass natierlech och besonnesch de Fall fir Familles monoparentales, wou just een Elterendeel do ass, fir sech ëm déi Saachen ze këmmern, déi finanziell, awer och déi mënschlech Hëllef fir d'Kanner, déi se eigentlech brauchen.

Den Taux vum Aarmutsrisiko ass hei zu Lëtzebuerg sou héich, well en insgesamt héich ass a well eeben hei d'monoparental Familljen an och d'Familles nombreuses insgesamt sou staark vum Aarmutsrisiko beträff sinn an dat sech dann op d'Kanner iwwerdréit. Dofir ass den Taux vum Kanneraarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg sou héich.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis d'Saach méi genau ukucken a mir froen eis – a mir stellen eis déi Fro –, wat ee ka maachen, fir géint d'Kanneraarmut virzegoen, da probéieren ech, sou wéi ech et deemools och an der Interpellatioun – Dir hutt et scho genannt – de 4. Februar 2020 probéiert hunn, Aarmut ëmmer multidimensional ze kucken. Dat geet och aus ganz ville Rapporten ervir. An ech mengen, do ass de Rapport travail et cohésion sociale deen, deen eis am meeschte léiert, Aarmut ëmmer multidimensional ze kucken.

Ech probéieren, et einfach emol eng Kéier aus dräi Richtungen ze kucken. Déi eng ass nämlech déi finanziell, monetär Richtung. Wat kann ee maachen, fir Familljen ze ënnerstëtzen, déi vill Kanner hunn? Déi zweet Fro ass déi vun der mënschlecher Säit. Dat heescht: Wat kënnen mer maachen, fir de Kanner hir Entwécklung ze stäipen? Wéi kommen d'Kanner als Perséinlechkeet, als Mënsch, an hirem Liewe besser virun? An déi drëtt Dimensioun ass déi gesellschaftlech, nämlech déi: Wéi sinn d'gesellschaftlech Schichten organiséiert? An a wat fir enge Schichten, a wat fir enge virdefinéierte Bunne sinn d'Kanner oft agepaart a kommen do net méi ganz eraus?

Et gëtt nämlech eng ganz Rei vun Indicateuren fir Kanneraarmut, an d'Madamm Delcourt huet der och schonn eng Rei genannt, nämlech zum Beispill d'Qualitéit vum Iessen, d'Hëtzes, dat een doheem huet, awer och d'Méiglechkeet, eng Kéier am Joer an d'Vakanz ze goen. An all déi Indicateuren – an et gëtt der eng ganz Rei –, déi kann een eeben andeelen an déi doten dräi Kategorien: finanziell Hëllef, mënschlech Ënnerstëtzung a gesellschaftlech Verännerungen.

An dann ass et awer och wichteg, dass mer, wa mer iwwer Kanneraarmut schwätzen, eebe verstinn, dass et net duergeet, eleng vum PIB, also reng vun enger finanzieller Säit, hier ze kucken, mee vum PIB du bien-être, dee ganz vill Indicateure beschreift, wéi et de Kanner an eis alleguerten an eiser Gesellschaft gutt geet, an eebe vun deenen Indicateuren hier ze moossen, wou mer mat der Kanneraarmut dru sinn.

Erlaabt mer dofir, dass ech eng Kéier op déi dräi Dimensiounen, déi ech elo just genannt hunn, aginn an e bësse kucken, wat een do ka maachen. Monetär, finanziell gesinn ass et sécherlech richteg, wann een déi Situatioun relativ einfach beschreift. Op där enger Säit huet een eng Habenseite, dat, wat een huet, dat, wat ee kritt, och wat ee bäikritt. An do schwätzt een da vun de sozialen Hëlfe, et schwätzt ee vum Salaire, et schwätzt ee vun de steierlechen Erliichterungen. An op där anerer Säit, ass eeben d'Dépensésäit, dat, wat ee muss ausginn.

Aarmut definéiert sech jo doriwwer, dass ee seet: Ech muss méi ausgi wéi dat, wat ech eigentlech zur Verfügung hu fir dat, wat ech brauch a mengem Liewen, fir kënnen ze liewen. An do hutt Der natierlech zu Recht de Logement als e grouse Problem genannt. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer och grad an deesen Deeg dee Logementspak do diskutéieren an deen och positiv kucken, nämlech als Méiglechkeet, d'Aarmut an an deem Moment dann och d'Kanneraarmut ze reduzéieren. An de Rapport travail et cohésion sociale geet och grad op dee Problem vum Logement ganz intensiv an.

Bei de monetären, finanziellen Ënnerstëtzung fir déi Familljen, déi besonnesch beträff sinn, do gëtt et eng Rei Saachen, déi och am Koalitiounsaccord zum Deel scho stinn, zum Beispill d'fiskal Mesure fir Monoparentallen. An Dir hutt dat elo just genannt, Madamm Delcourt, dat hutt Der an de Raum gestallt: D'Monoparentalle mussen tatsächlech entlaascht ginn. Oder den Iwwergang vun enger Steierklass an déi aner muss méi laang gezu ginn, fir dass d'Méiglechkeet besteet, sech méi op déi Situatioun als Monoparental anzustellen.

Et gëtt zum Beispill och iwwerhaupt déi Méiglechkeet, wat Sozialhëlfe ugeet, vun enger Simplification administrative, vun deem Guichet unique. Dee soll nämlech derzou féieren, dass d'Leit, déi eng Sozialhëllef brauchen, méi einfach un déi Sozialhëllef erukommen. Well déi Sozialhëllef ass oft verstoppt hanner ganz villen Dokumenter, hanner ganz villem, wat ee muss ausfüllen, hanner Sproochen, déi een net ëmmer gutt versteet, an hanner ganz villen Hürden och soss en cours de route nach, wéi zum Beispill einfach digital Hürden, déi oft Leit, déi an der Aarmut sinn, awer zousätzlech zu deene Leit hunn, déi net an der Aarmut sinn.

Wann een do e Guichet unique géif schafen an och de Leit den Zougang zu deem Guichet unique méi einfach géif maachen, wier déi Simplification administrative scho mol eng éischt Hëllef, fir dass d'Leit méi séier un déi Hëllef kommen, déi hinnen zoustinn.

An dann, mengen ech, ass et ganz wichteg, dass mer – an dat ass och am Koalitiounsaccord virgesinn – d'Leit opmierksam maachen op all déi Hëlfe, déi se iwwerhaupt zegutt hunn. Well et ass och eng vun eise Léieren aus deene leschte Joren, dass vill Leit déi Hëlfe, déi hinnen zoustinn, guer net an Usproch huelen, well se dat net wëssen a well se net dohinner kommen, wou se eigentlech missten hin, fir déi Informatiounen ze kréien. Deen Zougang zu all deenen Hëlfe muss natierlech méi einfach ginn. An dat ass, mengen ech, och virgesi fir déi nächst Joren.

A ganz wichteg ass dann natierlech, wat och am Koalitiounsaccord steet, déi reegelméisseg Indexéierung vun de sozialen Hëlfe. Déi reegelméisseg Indexéierung vun de sozialen Hëlfe erlaabt et, dass déi sozial Hëlfe matgi mat deem, wat ee brauch, de finanzielle Belaaschtungen, déi op d'Mënschen an deem Land hei zoukommen.

Dir hutt och déi Fro gestallt, Madamm Delcourt, vum steierbefreite Mindestakkommes. Ech hunn do och

nach eng Kéier nogefrot beim Finanzminister. Et ass tatsächlech virgesinn, dat an d'Luucht ze setzen. Natierlech stellt sech d'Fro, wéi déi budgetär Méiglechkeete sinn oder wéi d'Situatioun ass. Dat, mengen ech, ass eis alleguer ganz kloer. Mee do krut ech op alle Fall eng positiv Äntwert. Dat ass déi éischt Dimensioun, déi monetär, finanziell Dimensioun.

An der mënschlecher Dimensioun gëtt et och eng ganz Rei vu Mesürene, déi ee ka bréngen, fir méi wäit ze goen. Wat brauche Kanner als Mënschen? Kanner als Mënsche brauche Bindung. Si brauche Mënschen, op déi se sech kënne bezieen, un deene se a mat deene se kënne wuessen an an hirem Liewe kënne virgoen. Idealerweise natierlech hir Elteren, awer dann och hir Tuteuren, all déi Mënschen, déi an hirem Liewe present sinn, an natierlech d'Betreiungspersonal an eise Betreuungsstrukturen.

An ech erliewe grad elo hei a menger Funktioun an der Stad op eng ganz besonnesch intensiv Aart a Weis, wéi wichteg déi Mënsche sinn, déi op där anerer Säit sinn, fir eis Kanner ze betrieuen, och an deenen éischte Jore vun hirem Liewen, fir dass se – an dat muss eist ultimativt Zil sinn – léieren, un hire Selbstwäert ze gleewen, léieren, dorun ze gleewen, dass se Mënsche si mat engem Wäert, déi an hire Gesellschaft, an eiser Gesellschaft, hir Plaz hunn, an dass se kënne an eiser Gesellschaft och zur Gesellschaft bäidroen. Dofir: Esou vill wéi méiglech Zäit mat deene Mënschen, déi hir Referenzpersounen sinn, mat der Famill, anere Persounen, a gutt Betreuungsstrukturen.

An och do hu mer am Koalitiounsaccord eng ganz Rei Saache stoen, vun deenen ech mengen, dass se hëllefen, genau déi doten Ziler ze erreechen, zum Beispill méi Zäit an der Famill, och dank enger Flexibiliséierung vun dem Congé parental, engem méi flexibele Congé de maternité, dem Temps partiel familial an engem Ausbau vun de Babyjoren. An dann – dat ass och scho genannt ginn, ech kommen nach eng Kéier kuerz drop zrëck – de „rôle ascenseur“ vun der formaler an der nonformaler Bildung. Gratis Betreueung hu mer. Mir hunn eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, déi de Kanner d'Méiglechkeet ginn, fir eng Bindung opzebauen an aus där Bindung eraus hire Selbstwäert ze erkennen an och dorun ze gleewen an deen och an d'Liewe mat eranzuelen.

An der drëtter Dimensioun, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, och Dir Här Ministeren, an der gesellschaftlecher, sozialer, soziologescher Dimensioun, gëtt et eng Saach, déi mech scho säit e puer Joere beschäftegt – an do treffen ech mech ëmmer erëm mat der Madamm Closener, well mer doriwwer diskutéieren –: de Bildungsrapport, deen eis virun e puer Joer och eng Kéier kloer virun Ae gefouert huet, dass et kaum Passerelle gëtt tëschent de soziale Schichten. Also duerchaus en Domän, an deem mer an deenen nächste Joren nach ganz vill musse schaffen, well d'Schoul ganz oft de soziale Status vun engem Kand zementéiert. Et gëtt dat, wat si am Bildungsrapport „wéineg Duerchlassegkeet“ tëschent deenen eenzelne Méiglechkeeten nennen, ausser bei deene Kanner, déi souwiso aus bessere Verhältnissen kommen an et dann iergendwéi packen, an eng aner Schoulkarriär eranzekommen. Awer bei Kanner, déi aus méi schwache Verhältnissen kommen, passéiert dat praktesch net. Dofir ass et wichteg, dass mer den Zougang zur Bildung, zur Education, also deem, wat d'Kanner mat op de Wee kréien, esou einfach wéi méiglech maachen.

Déi Bildungsongläichheeten, déi de Bildungsrapport thematiséiert, sinn der dräi. Si schwätzen eigentlech vun dräi Krittären, déi et méi schwéier maachen: déi sozial Hierkonft, also dat, wat ee „Bildungsnähe“ a „Bildungsferne“ nennt, de Migratiounshannergrond an och d'Geschlechterzugehörigkeet. An

d'Propose vum Bildungsbericht sinn do ganz interessant. An ech ka mer gutt virstellen, dass et wierklech spannend wäert sinn, an den nächste Jore genau dorun ze schaffen.

Am soziale Beräich soe se, dass de Schoulformwiesel, de Wiessel tëschent de Schoulformen, eigentlech zu Lëtzebuerg an engem relativ fréien Alter passéiert. De Bildungsbericht leet eis no, och nach méi spéit Passerellen ze bilde fir déi sougenannte „late bloomers“, dat heescht déi Kanner oder Jugendlecher, déi an engem méi fortgeschrittenen Alter entdecken, a wat fir eng Karriär an a wat fir eng Liewensplanung se wëllen eragoen.

Fir beim Migratiounshannergrond de Kanner déi selwecht Chancen ze ginn, schwätze se vun der Méiglechkeet – oder vun der Kraaft – vun der dualer Ausbildung, fir déi Systemschwell fir an de Secondaire net méi gradesou héich ze maachen, dat heescht, do och eng Méiglechkeet ze bidden, den Zougang an déi verschidde Karriären méi einfach ze maachen, wat de Migratiounshannergrond ueegt.

Bei der Geschlechterzugehörigkeet geet et dann drëms, besser Zäitpunkter ze wielen, méi Zäitpunkter och an der Schoulkarriär ze hunn, wou een déi verschidde Beruffer virgestallt kritt an da seng Karriär ka wielen.

Insgesamt wëlle se eng systeemesch Upak hunn, fir e méi einfachen Zougang ze kréien zu der Bildung an och e méi einfachen Zougang ze kréien zu deem, wat een am Liewen als Kompetenz brauch, fir als Kand an als Jugendleche virunzekommen. Dat ass déi formal Bildung, dat sinn d'Schoulen.

An der nonformaler Bildung geet de Bildungsrapport och nach eng Kéier op déi Bindungswichtigkeet vun der Betreueung an.

An an der informeller Bildung ass eis kloer – an d'Madamm Delcourt huet et och scho beschriwwen – deen Zougang zu de Veräiner, zu den Associatiounen, zu all deene Veräiner a Clibb wichteg, déi et méiglech maachen, dass Kanner sech begéinen, dass se matenanner eppes kënne maachen. An déi „wëll“ Bildung, déi mir och ëmmer ganz gutt gefält, dat, wat Kanner erliewen an deem Moment, wou se einfach Kanner sinn, wou se ënnerwee sinn, wou se spillen, wou se anerer begéinen, ech mengen, do ass et och ganz wichteg, dass mer eppes maachen, wat och schonn ugefaange ginn ass, nämlech Noperschafte stäerken, d'Méiglechkeet stäerken, dass Kanner sech begéinen, matenanner a Kontakt kommen an och doduerch dann hir Perséinlechkeet kënne entwéckelen.

Am Koalitiounsaccord stinn och eng Rei Saachen dran, déi ganz gutt sinn: méisproocheg Education zum Beispill oder d'Diversitéit vun eisen Accueilstrukturen, Bëschrëchen oder Crëchen an den Entreprises, d'Unnäerung vun der formaler an der nonformaler Bildung. An ech hunn och elo schonn an deenen éischte Wochen a Méint erlieft, dass dat guer net esou einfach ass, well et do ënnerschiddlech Schinne gëtt. An et ass sécherlech eng grouss Erausforderung, déi mer gemeinsam wëlle stemmen, och déi Unnäerung do ze packen. Dann ass och d'Adaptatioun vum Ratio vun Encadrement am Koalitiounsaccord virgesinn, well een eben doduerch eng méi staark Bindung kann opbauen, an och d'Prioriséierung vum Bien-être an der Schoul.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech probéieren, et net ze laang ze maachen, well et ass ganz vill scho gesot ginn, an ech huelen un, dass de Mëtten nach ganz vill gesot gëtt. Ech hunn einfach probéiert, et dee Moment an déi dräi Dimensiounen anzepaken an och nach eng Kéier ze kucken, wat fir eng Mesüre schonn am Koalitiounsaccord stinn, a

woufir ech och mengen a mir als CSV mengen, dass déi Mesürene och duerchaus schonn hëllefen, fir hei géint d'Kanneraarmut zu Lëtzebuerg virzegoen.

Dee grouse Wonsch, dee mir als CSV-Fraktioun wëllen ausdrécken, ass, dass an deem, wat och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, nämlech dem Nationalen Aktionsplang fir d'Preventioun a fir d'Aarmutsbekämpfung, dee mer ausdrécklech begrëissen, d'Kanneraarmut e besonnesche Fokus kritt, dass se eng besonnesch Prioritéit huet an dass een do e besonneschen Aemierk drop werft, well eebe bei der Kanneraarmut ganz vill aner Formen vum Aarmut, déi spéider optauchen, schonn ufänken. A wat ee méi fréi ufänkt, d'Kanneraarmut oder Aarmut insgesamt ze bekämpfen, wat mer insgesamt an eiser Gesellschaft besser virukommen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Galles. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Wuelbefanne vun eise Kanner läit eis alleguer um Häerz. All gutt Mamm an all gudder Papp wëll sengem Kand e schéint a gebuerent Liewen erméiglechen, mat gesondem Iessen, proppere Kleeder, flotte Spillsaachen.

Ma leider kann net all Famill hire Kanner dat Liewe bidden. Wann ee Méi huet, um Enn vum Mount d'Enner beieeneenzekréien, kënnt onweigerlech eppes ze kuerz. Mee egal, wou ee sech aschränke muss, huet een en negativen Impakt op d'Kanner, souwuel op hir physisch wéi och op hir mental Gesondheet.

Si vergläiche sech mat anere Kanner a mierken, wann hir Schong méi ofgedroen, hir Spillsaache méi al sinn oder dass si manner oft – wann iwwerhaupt – an eng Vakanz kënne goen. Och Hobbye sinn oft keng Selbstverständlechkeet. Trainingskleeder, Sportausrüstung an Instrumenter kënne bei der Uschafung vill kaschten. A Kanner wuessen a brauche vill méi oft nei Kleeder oder Schong wéi en Erwuessenen.

Zuele vun Eurostat a vum LISER beleeeën, datt ee Kand vun 20 hei am Land keng nei Kleeder kaaft oder Schoulausflich bezuelt ka kréien. Bal 8 % vun de Kanner liewen an engem Haushalt, dee sech keng Woch Vakanz am Joer ka leeschten. An 20 % vun de Kanner hunn Elteren, déi sech et net erlabe kënne, hir gebraucht Miwwelen ze ersetzen.

Kuerz gesot: Et ass net schéin, wann ee schonn als Kand mierkt, datt d'Sue knapp sinn, an ee mengt, sech dowéinst bei de Frënn schommen ze mussen. Mee et ass ëmmer nach eis Gesellschaft, déi sech schomme muss, wa mir et net fäerdegréngen, der Aarmut, a virop der Kanneraarmut, en Enn ze setzen.

Et ass nidderschmetternd, wann een héiert, datt all véiert Kand hei am Land vum Aarmutsrisiko beträff ass. An dat, obwuel an de leschte Jore vill Mesürene en place gesat goufen, fir der Kanneraarmut entgéintzewirken. Ech wëll do zum Beispill op d'Afféierung vum Revenu d'inclusion sociale hiweisen, deen 2019 de fréiere Revenu minimum garanti ersat huet.

D'lescht Joer gouf dësen neien Dispositif analyséiert, an eng vun de Konklusione war ganz kloer, datt Famillje mat Kanner mam REVIS vill gehollef kréien. Si kréien 19 % bis 51 % méi finanziell Moyene mam REVIS wéi mam RMG. Grad bei de Monoparentalle mécht et vill aus, well souwuel d'Akommes wéi och d'Wunnsituatioun berécksiichtegt ginn.

Och mat der Steuerreform vun 2017 si virop d'Stéit mat engem klengen a mëttlere Revenu zu Lëtzebuerg däitlech entlaascht ginn. Duerch d'Verduuele vum Crédit d'impôt monoparental vu maximal 750 v.1.500 Euro sinn och déi Alengerzéiend zousätzlech gestärkt ginn.

Derbäi kënnt, dass de CIM mam Budget fir d'Joer 2023 nach emol erhéicht gouf op 2.505 Euro an och de Seuil, bis weini een integral vum CIM profitéiere kann, op 60.000 Euro gehewee gouf.

D'Kafkraaft ze erhalen an ze evitéieren, dass d'Leit an den Aarmutsrisiko ofrutschen, war d'Hauptleies vun der leschter Regierung duerch déi sëlleg Krise während de leschte Joren. Souwuel an der Pandemie wéi och während der Energiekris huet d'Regierung keen am Ree stoe gelooss.

Une voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | Am Kader vun dräi Tripartite si Montanten a Milliardenhéicht an a Form vu ville verschiddene Mesüre mobiliséiert ginn, fir de Leit ze hëllefen, duerch déi schwierig Zäit ze kommen. D'Regierung huet an deem Kader ëmmer besonnesch derno gekuckt, fir grad deene sozial méi schwache Stéit geziilt ënnert d'Aerm ze gräifen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | Ouni wëllen op all Mesüeren anzegoen, wëll ech just drop hiweisen, dass d'Upassung vum Steuerbarème op den 1. Januar ëm véier Indexchancé proportional déi niddreg Revenuen am meeschten entlaascht huet.

Une voix | Ganz richtig!

Mme Mandy Minella (DP) | De Congé parental ass duerch d'Reform 2016 ënnert der deemoleger Ministerin Corinne Cahen net nëmme méi flexibel, mee och finanziell besser remuneréiert. Jonk Famillje sinn esou engem manner héijen Aarmutsrisiko ausgesat, wat natierlech och de Kanner zeguttkënnt.

Net ze vergiessen ass ausserdem d'Reindexéierung vum Kannergeld, dat zënter 2021 nees un d'Präsenzweckung ugepasst gëtt.

Och de Barème vun der Allocation de vie chère an hir Attributionskrittäre goufen ugepasst, fir méi Persounen mat engem modeste Revenu ënnert d'Aerm ze gräifen. Während der Pandemie gouf d'AVC 2020 souguer verdubelt, fir der Krisensituatioun Rechnung ze droen, déi besonnesch d'Salariéierten aus Secteuren mat méi niddrege Revenue schwéier getraff huet.

Dann dierf een och d'Gesondheet net vergiessen. Mir hunn hei am Land eng grondsätzlech gutt Gesondheitsversuergung. Se huet natierlech hir Schwächen, op déi ech op dëser Plaz awer net wëll weider agoen. Wichteg ass awer, dass déi gesondheetlech Preise en charge vun de Kanner zu 100 % vun der CNS iwwerholl gëtt.

D'gratis Verhütungsmëttel sinn och e wichteg Facteur, dee virun allem fir d'Meedercher eng Entlaaschtung ass an hinnen eng gréisser Onofhängegkeet erlaabt. Ofzwaarden ass, ob d'gratis Verhütungsmëttel ongewollt Schwangerschaften verhënneren, déi jo och eng finanziell Belaaschtung duerstelle kënnen, virop wann ee jonk ass, eventuell nach an d'Schoul geet oder op d'Uni geet an nach net fest am Berufsliewe steet.

Déi meescht Mesüre riichte sech nëmme indirekt un d'Kanner. Ma andeems déi finanziell Situatioun vun de Famillje verbessert gëtt, hëlleft een natierlech och hire Kanner.

Dat gëllt och fir d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport. Duerch dës Mesür spuert een ëmmerhi

440 Euro am Joer, wann ee mam Bus oder Zuch op d'Aarbecht firt. Och Kanner a Jugendlecher kënnen sech méi einfach deplacéieren, fir sech mat Kolleegen ze treffen an eppes ze ënnerhuelen. Dat ass positiv fir d'Bedelegung um gesellschaftleche Liewen, déi an Aarmutsverhältnissen oft ze kuerz kënn.

An deem Kontext – der Bedelegung um soziale Liewen – ass et och wichteg, déi Europäesch Garantie fir Kanner unzeschwätzen. D'Europäesch Kommissioun huet Recommendatiounen fir d'EU-Memberstaaten ausgeschafft, déi der sozialer Ausgrenzung vun de Kanner entgéintwierke sollen. Dozou gehéieren ënner anerem gratis Bildungs- a Betreuungsrichtungen am Precoco, gratis Schoulbildung, eng accessibel Gesondheitsversuergung an en adequate Wunnraum.

Mat de gratis Maison-relais an Crèche fir Schoulkanner während der Schoulzäit spueren d'Stéit mat Revenu médian ongeféier 860 Euro am Joer. 2019 huet eng Etüd vum Statec kënnen nowiesen, dass den Aarmutsrisiko vun de Kanner esou ëm sechs Prozentpunkten zréckgoung.

Ma och Kanner, déi nach net ageschoult goufen, profitéieren vun 20 gratis Stonnen d'Woch an enger Structure d'accueil, onofhängeg vum Revenu vun den Elteren. Zousätzlech Avantagen, wou de Revenu consideréiert gëtt, gräifen ab der 21. Stonn, déi d'Kanner an enger Crèche oder Maison relais verbréngen.

D'Versuerge vun de Kanner erlaabt et engersäits béiden Eltere schaffen ze goen, wat d'finanziell Situatioun vun der Famill verbessert. Besonnesch Fraen droen e méi niddrege Risiko, bei enger Trennung an eng finanziell Misär ze falen, wa si aktiv am Berufsliewe kënnen bleiwen. An et ass och am Interêt vun de Kanner, wa béid Eltere finanziell esou onofhängeg wéi méiglech sinn.

Anerersäits kann de Besuch vun enger Crèche och féerderlech fir d'Entwécklung vun de Kanner sinn. Esou ass et virdeelhafte fir hir Sozialisatioun, well si Kontakt mat Altersgenossen hunn, mat deene si zesumme spillen a léieren. Zousätzlech bidden d'Crèchen deene ganz kleng Kanner vun engem bis véier Joer eng plurilingual Bildung un. Kleng Kanner léieren noweislech vill méi séier Sproochen. Wa si scho fréi mat verschiddene Sproochen a Kontakt kommen, dann ass dat e groussen Advantage fir hir spéider Schoul- an och Berufskarriär. An dat hëlleft natierlech derbäi, dem Aarmutsrisiko ze entgoen.

Och an der formaler Bildung goufe wichteg Reformen ëmgesat déi d'Kanneraarmut bekämpfen. D'gratis Schoulbicher am Primaire an am Secondaire an e gratis waarmt Iesse vu gudder Qualitéit mëtten an der Kantin fir Kanner aus Famillje mat niddregem Revenu sinn do ze ernimmen.

D'Erweiterung vun der Schoulpflicht schéngt wéineg mam Sujet vun der Kanneraarmut ze dinn ze hunn, mee och dës Reform, déi 2026 a Kraaft trëtt, kann hiren Deel bäidroen. Jonken, déi ze fréi d'Schoul verloossen, feelt et oft un den néidege Qualifikatiounen, fir eng gutt Aarbechtsplaz ze fannen. De Risiko, scho fréi an d'Aarmut ze falen, ass fir si méi héich. An hir Kanner wuesse spéider aller Warscheinlechkeet no zesumme mat hinnen an Aarmut op.

Mat der Schoulpflicht bis 18 Joer verbessere mir d'Zukunftschancë vun eise Jonken a miniméieren den Aarmutsrisiko vun de Kanner. Och d'Mise en place vun enger nationaler Hausaufgabenhëllef leescht do e wichteg Beitrag.

D'Europäesch Garantie fir Kanner proposéiert och, dass ausserschoulesch Aktivitéite fir näischt ugebuede solle ginn, fir all Kand eng Bedelegung um soziale Liewen ze erméiglechen. Zu Lëtzebuerg

goufen ënnert dem Minister Claude Meisch zum Beispill d'Musekschoule gratis gemaach.

Wat d'Participatioun u sportlechen Aktivitéite betrëfft, sou ass et hei besonnesch op Gemengenniveau, wou Efforte gemaach ginn, fir de Kanner eng Panoplie u gratis Coursen unzibidden. Verstärkt Iwwerleeunge sollten nach ugestriift ginn, wéi déi néideg sportlech Ausrüstung käschtegegenschtig zur Verfügung gestallt ka ginn, déi jee no Sport an déiwe Grëff an de Portmonni verlaangt.

Finalement gëtt bei der Europäescher Garantie fir d'Kanner och vum adequate Wunnraum geschwat. Mir sinn eis alleguer bewosst, dass de Logement bei Wäitem dee stärksten Impakt op déi finanziell Situatioun vun engem Stot huet. De Loyer oder de Prêt mécht an der Reegel de gréissten Deel vun den Ausgaben aus.

De Logement an de Grëff ze kréien, war, ass a bleift fir d'Demokratesch Partei eng absolutt Prioritéit. All Mënsch soll sech kënnen wierdeg zu Lëtzebuerg logéieren, a besonnesch déi Stéit mat engem méi bescheidenen Akommes müssen ënnerstëtzt ginn, well Logementspolitik ass Sozialpolitik!

A ville Fäll sinn déi Stéit, déi sech finanziell net esou gutt stinn, éischter Locataire wéi Propriétaire. Aus deem Grund gouf bei der Subvention de loyer, dem sougenannte „Wunngeld“, an de leschte Méint och däitlech nogebessert an d'Unzuel vun den eligibele Stéit erweidert. Haut sinn dowéinst méi wéi zwee Drëttel vun de Stéit, déi um Privatmarché lounen, eligibel, fir d'Wunngeld ze kréien. Dat sinn ëmmerhin tëscht 200 a 400 Euro de Mount, déi ee beim Loyer bäigleuecht ka kréien.

Wéi d'Regierung gëschtt annoncéiert huet, wäerten an Zukunft Famillje mat Kanner nach eemol zousätzlech iwwert d'Wunngeld gehollef kréien. Amplaz 40 Euro kritt een an Zukunft 80 Euro pro Kand, dat a sengem Stot leeft. Dat si konkret Mesüeren, fir der Aarmut generell an der Kanneraarmut am Speziellen entgéintzewierken.

Une voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | Et kann een och nach d'Eropsetze vun den ofsetzbare Scholdzënse ernimmen, déi jo scho mam Solidaritéitspak vum leschte Mäerz gehéicht goufen. Derbäi kënnt d'Eropsetze vum bëllegen Akt, gradwéi d'Eropsetze vun der Subvention d'Intérêt. Alles dat si Moosnamen, duerch déi grad déi Familljen, déi Schwierigkeeten hunn, d'Enner beieenezekréien, um Enn vum Mount méi an der Täsche hunn. An dat kënnt och de Kanner zegutt.

Et ass evident, dass och weiderhi vill Efforte wäerten néideg sinn, fir jidderengem e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp ze bidden an dee mam Logement verbonnenen Aarmutsrisiko ze minimiséieren.

Dozou gehéiert och, dass déi ëffentlech Hand hir Responsabilitéit iwwerhëlt a selwer um Logementsmarché aktiv gëtt. D'Zil ass et, mëttelfristeg en ëffentleche Parc immobilier un abordabele Wunnengen opzebauen, fir dass jidderengem, dee sech um Privatmarché näischt leeschte kann, en Ennerdaach gebuede ka kréien.

D'Regierung ass dowéinst amgang, eng ëmfaassend Bauoffensiv un abordablem Wunnraum ze starten, déi all d'Acteuren – de Staat, d'Gemengen an de Privatsektor – mat an d'Boot hëlt. Iwwert déi nächst Jore sinn net manner wéi 923 Milliounen virgesinn, fir bezuelbar Wunnengen ze schafen.

Derbäi kënnt, dass de Staat elo muss aktiv ginn a Projeten um private Marché opkafen. Domadder stäipt en net just d'Baubranche, déi och grad Schwierigkeeten huet, mee kënnt och séier u Wunnengen, déi e

selwer zu engem abordabele Präis verloun kann. An deem Sënn begreisse mir als DP dann och, dass net manner wéi 480 Milliounen iwwert déi nächst Joren dofir mobiliséiert ginn.

Schlussendlech soll och d'Gestion locative sociale weider gefërdert ginn. Andeems bis zu 90 % vun den Nettoeinkommen aus esou enger sozialer Locatioun steierfräi wäerte ginn, solle méi eidel stoend Wunnenge mobiliséiert ginn an deenen zur Verfügung gestallt ginn, déi se dréngend brauchen.

Här President, de rezenten Unicef-Rapport iwwert d'Kannerarmut a verschiddenen OECD-Länner zeechent op en Neits kee positivt Bild fir eist Land. Ee Véierel vun de Kanner zu Lëtzebuerg ass vun Armut betroff – eng Situatioun, déi ouni déi vill sozial Mesuren, vun deenen ech just eng Partie ernimmt hunn, nach vill méi schlëmm wier.

An natierlech wäert och dës Regierung konsequent d'Armut bekämpfen. Et ass eng vun den absolutte Prioritéiten vun dëser Legislatur, an de Koalitiounsaccord zeechent vill Pisten op, wéi d'Regierung plangt, dës Zil ze erreechen.

Une voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | En nationalen Aktiounsplang fir d'Preventioun vun Armut an hir Bekämpfung steet do ganz uewen op der Lëscht. Well de Problem vun der Armut e multidimensionale Problem ass, kann e just mat Hëllef vun enger transversaler Strategie geléist ginn, déi zesumme mat de Sozialpartner an den Acteuren um Terrain ausgeschafft wäert ginn. An anere Wieder: D'Problematik vum Armutsrisiko muss an hirer Globalitéit, an all hire Facetten, ugaange ginn.

Déi finanziell Hëllef, wéi de REVIS, den RPGH an natierlech och de soziale Mindestloun, wäerte wéi an der Vergaangenheet och an Zukunft reegelméisseg un d'Entwécklung vun de Salären ugepasst ginn. Dat selwecht gëllt och fir d'Allocation de vie chère.

Här President, all déi vill Hëllef, déi existéieren, sinn eng gutt Saach. Mee si mussen natierlech och bei deene Leit ukommen, déi se brauchen. D'Prozeduren, fir all déi verschidden Hëllef unzeefroen, kënnen awer mat vill Méi verbonne sinn. Wann een awer mat finanzielle Problemer ze kämpfen huet, dann huet een net nach de Kapp, fir sech duerch e bürokrateschen Dschungel ze kämpfen, wou een déi selwecht Dokumenter bei verschiddene Verwaltungen ëmmer nees nei areeche muss. D'Prozeduren mussen dréngend vereinfacht ginn. D'Demandé vun de verschiddenen Aidé mussen harmoniséiert a virun allem d'Erneuerung vun enger Demande muss manner opwenneg ginn.

D'Iddi vun engem Guichet social unique ass e weidere wichtege Punkt, eng Plaz, wou Leit all déi verschidden Hëllef unfroe kënnen, fir déi si eligibel sinn. Just als Beispill: Ongeféier 76 % vun de Leit, déi d'Subvention loyer unfroe kéinten, maachen et net. Dës Aide ass engersäits net bekannt genuch, anerersäits menge vill Leit, déi am Fong eligibel wieren, dass si keen Urecht op dës Hëllef hunn. Eng zentral Ulafstell kéint d'Leit besser doriwwer opklären, wéi eng Hëllef si unfroe kënnen, an esou den Accès daitlech verbessern – ganz dervun ofgesinn, datt d'Nerven och manner strapazéiert ginn.

Do dernieft muss eng Automatiséierung vun de Prozesser stattfannen an eng digital Plattform fir déi staatlech Verwaltungen en place gesat ginn, wou all déi néideg Informatiounen ënnerteneen echangéiert kënnen ginn. Am selwechte Gedanke wäert dës Regierung d'Mise en place vun engem Dossier social partagé analyséieren, änlech wéi den DSP, deen et aktuell fir Patiente gëtt.

Esou recommandéiert zum Beispill den Observatoire des politiques sociales, dass d'Informatiounen iwwert déi verschiddene Prestatiounen vereinfacht, op méi Sproochen zougänglech gemaach an eng eenheetlech Definitioun vum „Revenu“ ausgeschafft soll ginn.

Här President, ech hunn eng ganz Rei u Mesuren ernimmt, vun deenen een natierlech soe kann, dass de Gros sech net un d'Kanner per se riicht. Mee Kannerarmut léisst sech natierlech am beschte bekämpfen, wann een d'Familljen aus der Armut eraushieft.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | Des Weidere wäert kontinuierlech an d'Qualitéit vun der formaler a vun der nonformaler Bildung investéiert ginn, fir d'Chancëgläichheet fir all Kanner ze garantéieren a si beschtméiglech an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Esou léisst sech am beschten den Armutsrisiko verhënnere.

An obwuel se scho während der leschter Legislaturperiod ugeduecht war, mee wéinst der ekonomescher a finanzieller Situatioun am Land net ëmgesat konnt ginn, gëtt och weiderhin eng ëmfaassend Steuerreform ugestriift, déi déi méi gerecht Individualbesteuerung aféiere wäert.

Här President, et gëtt keng einfach Léisung, fir d'Armut am Land ze bekämpfen. Et ass e Problem, deen een op ville verschiddenen Niveauen ugoe muss. D'Regierung ass sech däreer bewosst a wäert dowéinst eng transversal Strategie ausschaffen.

Et geet engersäits drëm, deene vulnerabelste Bierger déi néideg Hëllef ze ginn, fir datt si net an déi absolute Prekaritéit falen. D'Wunne muss méi abordabel ginn an d'Kafkraaft muss de Leit méiglechst erhalen bleiwen.

Am nohaltegste bekämpfe mir Armut awer, andeems mir de Kanner déi néideg Outillen an de Grapp ginn, fir sech eng sécher Zukunft opzebauen. Kanner, déi an Armut opwuessen, hu méi oft mat schoulesche Problemer ze kämpfen, riskéieren, d'Schoul ofzebréchen, fannen duerno keng gutt Aarbecht a riskéieren, an de Laangzäitçhömage ze falen. Hir Kanner wuessen dann an deene selwechte Verhältnissen nees op.

Nieft de sëllege finanziellen Hëllef suergen d'Schoulpflicht bis 18 Joer, déi verbessert Offer u formaler an nonformaler Bildung an déi national Hausaufgabenhëllef fir eng gréisser Chancëgläichheet fir all eis Kanner an hunn d'Zil, den Däiwelskrees vun der Armut ze duerchbréchen.

Jo, Armut ass nach ëmmer eng Realitéit an eisem Land. Se ass mol méi a mol manner siichtbar. Mir verschléissen eis Aen awer net virun hir, mee iwwerhuelen eis Verantwortung, fir deene Vulnerabelsten ze hëllef. D'Regierung huet e Plang a wäert dës konsequent ëmsetzen, mam Zil, datt d'Kannerarmut an d'Armut am Allgemengen eng Kéier net méi zum Alldag vun eiser Gesellschaft gehéieren.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | Här President, ech hunn awer och nach eng Motioun, déi ech am Numm vun der DP mat de Kollege vun der CSV wëll deposéieren. Wéi aus menger Ried ervirgaangen ass, läit eis d'Bekämpfung vun der Kannerarmut wierklech um Häreiz. An aus deem Grond wëlte mer d'Regierung opfuere, weider konsequent Mesuren an deem Sënn ze ergreifen an notament déi Pisten, déi ënner anerem am Koalitiounsaccord opgezeechent sinn, och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Villmools merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– consciente que la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale demeure un réel défi au Luxembourg ;

– considérant que le risque de pauvreté des enfants est intimement lié au risque de pauvreté en général ;

– considérant que le logement constitue au Luxembourg un facteur central contribuant au risque de pauvreté ;

– considérant les efforts déployés par les gouvernements précédents dans le domaine de la politique sociale, dont notamment :

• l'introduction du nouveau dispositif du revenu d'inclusion sociale (REVIS) qui agit contre la pauvreté infantile et des familles monoparentales, tout en promouvant l'inclusion sociale,

• la mise en place d'un nouveau congé parental plus flexible qui réduit davantage le risque de tomber dans la pauvreté,

• la révision des critères d'éligibilité de la subvention loyer,

• l'adaptation du barème et des critères d'attribution de l'allocation de vie chère,

• la mise en œuvre de la réforme fiscale de 2017 qui a renforcé le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes,

• l'introduction de la gratuité des transports publics depuis le 1^{er} mars 2020,

• l'introduction de la gratuité des manuels scolaires pour les élèves de l'enseignement secondaire,

• l'introduction de la gratuité de l'accueil dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'éducation plurilingue au niveau de la petite enfance,

• l'introduction de la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires,

• l'introduction de la gratuité des repas pour les élèves du fondamental pendant les semaines scolaires,

• l'élargissement de la gratuité des repas en faveur des élèves de l'enseignement secondaire issus de familles socialement défavorisées,

• l'indexation des allocations familiales depuis le 1^{er} octobre 2021 ;

– considérant l'indexation continuée des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, ainsi que l'ajustement des pensions et rentes ;

– notant la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans à partir de la rentrée 2026 afin d'éviter le décrochage scolaire et d'améliorer les perspectives d'avenir des jeunes ;

– considérant que le Gouvernement s'est clairement prononcé, dans l'accord gouvernemental, pour le maintien de système actuel d'indexation automatique des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités, contribuant à garantir une revalorisation du pouvoir d'achat des ménages ;

– saluant que l'accord de coalition accorde de nouveau une priorité absolue aux mesures de lutte contre le risque de pauvreté, de précarité et de l'exclusion sociale ;

– saluant également le premier paquet de mesures du Gouvernement « Relancer le secteur de la construction immobilière – Un soutien aux personnes et à l'artisanat » du 31 janvier 2024 ;

– saluant en particulier l'annonce du Gouvernement d'augmenter le montant de la subvention de loyer en faveur des enfants,

invite le Gouvernement

– à poursuivre, d'une manière générale, ses efforts en faveur d'une politique sociale ambitieuse et à renforcer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;

– à prendre en considération la gratuité de certaines prestations dans les indicateurs de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;

– à poursuivre les efforts réalisés dans le domaine de l'éducation et de la formation pour réduire les inégalités à l'école et favoriser l'égalité des chances ;

– à continuer à développer l'offre en structures d'accueil ;

– à développer le chèque-service accueil (CSA) afin de garantir la gratuité de l'accueil au sein des SEA telle qu'introduite au cours des dernières années ;

– à élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes, des familles monoparentales et des classes moyennes ;

– à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures de lutte contre la pauvreté contenues dans le programme de coalition, dont notamment :

- l'élaboration d'un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté dans lequel la pauvreté des enfants doit être une priorité,

- l'adaptation régulière des aides financières, telles que le revenu d'inclusion sociale (REVIS) et le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH), à l'évolution du niveau moyen des salaires,

- l'adaptation régulière de l'allocation de vie chère (AVC),

- l'adaptation des allocations familiales pour introduire une majoration d'âge pour les enfants de plus de 12 ans,

- l'analyse de la possibilité de mettre en place un guichet social unique,

- la simplification des procédures afin de faciliter et d'accélérer l'accès aux différentes prestations sociales,

- l'analyse de la possibilité de mettre en place un dossier social partagé,

- la réforme de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité et de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale,

- la création d'une plateforme digitale d'information afin de permettre à chacun de consulter les aides disponibles au niveau national et au niveau local ;

– à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour l'acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré et abordable et la création des infrastructures publiques répondant aux besoins des communes engagées dans une politique ambitieuse de création de logements abordables ;

– à renforcer la collaboration et la coopération entre les différents acteurs publics et privés dans la création de logements abordables ;

– à encourager davantage la gestion locative sociale ;

– à faire des efforts pour contenir la rétention et la spéculation foncières afin de limiter la hausse des prix et des loyers.

(s.) Mandy Minella, Paul Galles, Ben Polidori.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här Präsident. Kolleeginnen a Kolleegen, de Wäert vun enger Gesellschaft erkennt een dorunner, wéi se mat de schwächste Membere vun där Gesellschaft ëmgeet,

sot de Gustav Heinemann, fréieren däitsche Bundespräsident. An och wann et Kannerrechter gëtt a villes fir d'Kanner a Jugendlecher gemaach gëtt, gehéiere Kanner a Jugendlecher zu deenen, déi sech net gutt oder guer net wiere kënnen, wa se vernoléisseg, ongerecht behandelt, vergiess oder ignoréiert ginn. Si sinn net schold drun, wa se aarm sinn. A virun allem kënnen se selwer och näischt dorunner änneren a sinn drop ugewisen, datt anerer fir hir Rechter astinn an opstinn.

Dofir soen ech menger Kolleegin Claire Delcourt e grouse Merci, datt se d'Kanneraarmut haut hei thematiséiert. Dat ass ëmsou méi wichteg, well déi Thematik keng Plaz an der neier Regierung hirem Koalitiounsaccord fonnt huet – eigentlech jo awer e bëssen erstaunlech, well se de Kampf géint d'Armut während de Verhandlungen zu Senneng jo staark mediatiséiert hat an d'Kanneraarmut dann awer herno keen Thema méi war, wéi et ëm d'Definéierung vun de Prioritéiten am Regierungsprogramm goug. Dat war da wuel net am Geescht vu Senneng.

De Rapport vun der Unicef léisst keen Zweifel drun, datt d'Bildung eent vun de wichtigsten Instrumenter ass, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen. Den Accès zu héichwärtiger Bildung, formal oder nonformal, ass determinant. Dat ass evident. Mee leider ass et geneesou evident, datt d'Schoul zu Lëtzebuerg trotz deene ville Reformen an de leschte Joren – an et waren der wierklech vill! – als soziale Lift ganz einfach net fonctionéiert.

An dat seet net d'LSAP elo insbesondere, dat soen all d'Educationsexperten, sief et an de successive Bildungsberichte, sief et an de Rapporte vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire, sief et a villen anere Publikatiounen. Besonnesch am ONQS sengem Rapport vun 2022 iwwert den Impakt vun der sozialer Hierkonft ass de Message ganz kloer: D'Education als soziale Lift ass „en panne“. Dat ass en dramatesche Constat an et muss eis all interpelléieren, souguer alarméieren!

Natierlech ass munchen en place gesat ginn. Huele mer emol déi ganz kleng: Kanner am Alter tëscht engem a véier Joer kréien am Kader vum Programme d'éducation plurilingue 20 Stonne gratis Betreierung während 46 Wochen am Joer, eng Mesür aus dem schonn zititéierten Aktionsplang vun der Garantie pour l'enfance. Zënter Oktober 2017 muss all konventionéiert Crèche deemno e Konzept fir e méisproochegen Accueil virleeën. D'Zil ass déi sproochlech Frëfërderung vun de klengen Kanner, fir si un dat méisproocheg soziaalt Ëmfeld zu Lëtzebuerg erunzeféieren a se op e méiglechst gutte Schoulstart virzeféieren, wuel wëssend, datt d'Sprooch jo ganz dacks de sprangende Punkt sinn, wann et ëm d'Chancgerechtegkeet geet.

Déi sproochlech Frëfërderung gëtt et awer net nëmmen an de Crèchen, mee bekanntlech och am Precoco. Dat ka jo awer alles nëmme klappen, wann och all Kand am Land eng Plaz am Precoco kritt. Bis haut ass dat jo bekanntlech net de Fall. An och d'Zesummenaarbecht tëscht de Crèchen an dem Precoco muss sech nach verbessern, am Interessi vun de Kanner, déi deels an de Precoco ginn an deels an eng Crèche.

A wou ass dee Programme d'éducation plurilingue haut eigentlech drun? De Regierungsprogramm gesäit Evaluatiounen vir. Wéini, Här Minister, kënnen mer do mat Resultater rechnen?

De Personalschlëssel ass sécher eppes, woumat Der Iech och musst intensiv beschäftegen. Jiddereen, dee schonn eng hallef Stonn bei klengen Kanner an enger Crèche war, weess, datt eng gutt Betreierung – Stéchwuert „Bindung“ – ganz zäitintensiv ass. A grad

Kanner, déi vläicht doheem net oder net vill an hirer Entwécklung gehollef kréien, dacks aus aarme Familien, brauche jo besonnesch vill Zäit an Opmierksamkeet. Wéi gëtt deem Besoin, dee jo vu Kand zu Kand verschidden ass, Rechnung gedroen?

Dann de Cycle 1, d'Spillschoul: Och hei brauche mer déi noutwendeg Ressourcë sur place, fir sécherzestellen, datt allegueren d'Kanner, onofhängeg vun hirer sozialer Hierkonft, matgehall ginn. Duerfir brauche mer en effet en zweeten Intervenant, en ausgebildeten Educateur nieft dem Enseignant an der Spillschoul. A mir begrëssen et ausdrécklech, datt d'Iddi vum zweeten Intervenant et och an de Regierungsprogramm gepackt huet. A mir géifen et nach méi begrëssen, wann de Minister eis haut géif soen, wéi dat Konzept ganz genee ausgesäit, wien deen zweeten Intervenant ass a wéini et ugeet mat deem dote Programm.

Här Präsident, e Kand, deem et net gutt geet, wou doheem Geldsuerge sinn, wou d'Eltere streiden, well se Existenzängscht hunn, wou et vir an hannen net opgeet, esou e Kand kann net gutt léieren. Dat ass mat ganz anere Froe beschäftegt wéi mat enger Mathésaufgab oder däitsche Vokabelen. Besonnesch an der Pandemie ass ganz vill vum Bien-être vun de Kanner an der Schoul a vun der Santé mentale vun deene Klengen geschwat ginn. Déi zwou haiteg Regierungsparteien hannen deen Ament vill Iddien, fir de Kanner hire Bien-être ze verbessern, grad a besonnesch an der Grondschoul.

Eigentlech misst et jo awer jidderengem aliichten, datt ee Ressourcen effektiv grad da muss asetzen, wann d'Kanner nach kleng sinn, an net eréischt am Lycée, well da läit d'Kand jo scho ganz dacks am Pët. A ville Länner ass et deemno scho längst Usus, d'Kanner am Prescolaire an am Fondamental net just mam Léierpersonal ze encadréieren, mee hinne qualifizéiert Erzéier, Psychologen a Sozialaarbechter zur Säit ze stellen, an zwar am Alldag sur place.

Wéinst deene ville gudden Iddien fir d'Santé mentale an de Bien-être ass et fir eis e weéne iwerraschend, datt déi et net an de Regierungsprogramm gepackt hunn. An all Schoul e SePAS, deen d'Kanner am Fondamental begleet an hir schoulesch a soziopsychologesche Entwécklung begleede kann: Dat hunn ech néierens fonnt, dobäi huet jo awer d'CSV dat ëmmer gefuerdert. En Erwuessenen, dee reegelméisseg mat Kanner a Kontakt ass, dee se kennt, dee mierkt, wa bei engem Kand eppes net stëmmt, dee ka fréizäiteg an onkomplizéiert agräifen, fir dem Kand ze hëllefen. Dat ass einfach e Must an eise Schoulen.

Aus deem Grond brauche mer net just e Psycholog, mee mir brauche multidisziplinär Ekippen an de Schoulen, wéi gesot, um Terrain, am Alldag, en Aide-soignant oder en Infirmier, e Psycholog an en Educateur, déi jidderzäit preventiv oder proaktiv kënnen agräifen. D'LSAP ass iwwerzeegt, datt dat de Bien-être vun de Schülerinnen a Schüler verbessere géif an d'Enseignante wierklech géif entlaaschten. Laangfristeg géif dat sech natierlech dann och positiv op déi sozial Exklusioun auswirken. Et wär ganz schued, wann eis Regierungsparteien déi dote Prioritéit géife verkennen.

Wa mer vu Ressourcëverdeelung schwätzen, da wëll ech awer och op de Contingent tëscht de Gemengen ze schwätze kommen. Zanter 2010 gi jo d'Ressourcë fir de Fondamental tëscht de Gemengen ëmverdeelt op Basis vun der Berechnung vun engem Contingent, deen ënner anerem de sozioökonomeschen Hannergrond vun de Schüler berücksichtegt. Dat Instrument ass gutt a sënnavoll, mee et kéint een awer méi wäit goen, wann een dann d'Schoul als soziale Lift wëllt fonctionéieren dinn.

D'LSAP ass jiddefalls fir e Pilotprojet, fir d'Ressourcen och bannent de Gemenge besser a méi gezielt kënnen ëmzeverdeelen. Jee no Gemeng gëtt et jo – an dat wësst Der – considerabel Ënnerscheeder an der Schülerpopulation tëscht deene verschiddene Quartieren an deene verschiddene Schoulen. Dofir wier et absolutt sënnavoll, net nëmmen um Niveau vun de Gemengen, mee och vun de Schoulen an deenen eenzelne Gemengen eng méi cibléiert Ëmverdeelung anzeféieren. Do géife Schoule mat méi Schülerinnen a Schüler aus defavoriséierter Famillje systematesch méi Mëttele kréien, fir pedagogesch Konzepter opzestellen an de Kanner eng reell Chancégerechtigkeit ze bidden.

Den Educationnsministère mécht jo vill Pilotprojeten. Här Minister, dat hei wier e ganz sënnavollen, dee bestëmmt eppes géif bréngen am Kampf géint Onge-rechtheet geint Kannerarmut.

Här President, e weidere Punkt, deen natierlech dréngend muss kommen, ass endlech eng qualifizéiert gratis Nohëllef. Kanner, déi doheem net kënnen vun den Eltere gehollef kréien, déi sinn op Hëllef ugewisen. A wann den Appui während de Schoulstounne géif duergoen, dann hätte mer déi Problemer jo all net, déi mer haut diskutéieren!

Déi gratis Hausaufgabenhëllef an de Maison-relais ass, mat Verlab, awer net vill méi wéi just en Tape-à-l'oeil – e Silenz, eng Surveillance. Wann e Kand an engem Fach wierklech Schwierigkeiten huet, ass him heimat net gehollef. Déi aktuell Hausaufgabenhëllef gëtt de Besoin vun de Schülerinnen a Schüler net gerecht. Et gëtt héich Zäit, datt do eng aner Léisung fonnt gëtt. Et muss eng Offer ginn, fir Kanner gezielt Nohëllef unzébidden, wa si se brauchen – gratis.

An den Appui pédagogique muss op de Leescht geholl ginn. Mee wann ech mech richteg erënneren, huet de Minister dat jo och wëles. Ech mengen, dass en dat an enger Kommissiounssëtzung esou annoncéiert hat.

Här President, aus dem Unicef-Rapport geet kloer ervir, datt den Accès zu Education a Kannerbetreuung soll eng Prioritéit sinn, fir Kannerarmut ze bekämpfen. Hei geet der Regierung hiert Versprieche vun enger Betreuungsplatzgarantie net duer. Well wie muss dat Versprieche herno aléisen? Majo, dat si jo natierlech d'Gemengen! A si brauchen dofir dréngend Ënnerstëtzung, fir hir Capacitéiten eropzeschrauwen, souwuel fir de Bau an d'Renovatioun vun den Infrastrukture vun den SEa wéi och fir d'Personalkäschten.

A mir brauchen natierlech eng kloer Strategie, fir d'Educationnsberuffer méi attraktiv ze gestalten, fir dem Personalmangel entgéintzewierken. Dobäi ass d'Qualitéit den A an den O vun der Kannerbetreuung, well et geet schliisslech net nëmmen drëm, d'Kanner gutt ze versuergen, mee d'Kannerbetreuung, esou wéi mir se jo eigentlech verstinn, ass jo eng nonformal Bildung, an déi huet jo den Usproch, d'Kanner och ze féieren.

Ech froe mech awer, ob dat net villméi e fromme Wunsch ass wéi Realitéit. De Bildungsbericht 2021 weist jiddefalls schwaarz op wäiss, datt déi individuell Fërderung an d'Entwécklung vun de soziale Kompetenzen a grouse Maison-relais net esou ass, wéi dat misst sinn.

D'Personal vu Maison-relais huet selwer ugin, nëmme knapp 7 % vu senger Zäit mat pedagogescher Aarbecht ze verbréngen. 7 %! 30 % vun der Zäit geet drop mat Surveillance, 23 % mat der Organisatioun an administrativen Tächen. A 7 % fir pedagogesch Aarbecht, si mer éierlech, dat ass jo awer eigentlech näisch! Bei engem Kand, dat 20 Stonnen d'Woch an d'Maison relais geet, entsprieche 7 % e bësse méi wéi enger Stonn. Do dierf ee sech awer net wonnere, datt vill Mënschen ufänken, d'Kannerbetreuung e bësse méi kritesch ze kucken.

Här President, Krisen accentuéieren d'Schwächte vun enger Gesellschaft. Dat hu mer während der Covid-kris gesinn. Duerch d'Pandemie si bei ville Kanner Léierréckstänn entstanen. Do kann ee soen, d'Summerschool ass just zur Zäit komm, fir deem entgéintzewierken. De leschte Summer hunn och wierklech vill Schülerinnen a Schüler d'Summerschool besicht: iwwer 6.300. Fir de Fundamental hu ronn 73 Enseignante fräiwëlleg matgemaach an 178 Studenten hunn d'Coursen assuréiert.

Mee vill méi interessant ass jo d'Fro, wéi dann de Profill vun de Kanner ass, déi iwwerhaapt an der Summerschool ware während deenen zwou Wochen. Sinn et wierklech déi Kanner, déi déi Ënnerstëtzung am dréngendste brauchen? Oder sinn et villméi Schülerinnen a Schüler, déi eigentlech elo net déi grouss Schwierigkeiten hunn, mee wou d'Elteren awer fanen, datt et nach e Strapp besser kéint goen? Gouf dat scho gekuckt? A wat bréngt dann och eng Summerschool an de Resultater vun de Schüler? Mir wäre ganz frou, wa mer d'Chiffere vum Impakt kéinte kréie respektiv wann deen Impakt da géif emol gemooss ginn.

Net nëmme bei der Summerschool, mee generell bei villen Hëllef mussen d'Eltere jo selwer d'Demarche maachen, fir Informatiounen ze kréien an d'Hëllef unzefroen. Dat setzt viraus, datt d'Elteren iwwerhaapt emol wëssen, datt et esou Hëllef gëtt. Mir hunn dat jo virduen och schonn hei thematiséiert. Ganz dacks wëssen d'Leit guer net Bescheid iwwer déi Offer, déi hinnen zur Verfügung steet. Den Informationsfloss ass eben net iwwerall dee selwechten. Leit a prekäre Situatiounen sinn an éischter Linn jo och domadder beschäftegt, schaffen ze goen, fir iwwer d'Ronnen ze kommen, fir hire Kanner en Daach iwwer dem Kapp ze ginn. Si erreecht een net mat der Publikatioun vun engem Communiqué um Internetsite vun der Regierung.

Mir brauchen dofir eng méi proaktiv Approche. An dee Guichet unique social, deen d'Regierung wëles huet ze installéieren, ass eng gutt Iddi. Eiser Meenung no spillen awer och déi Leit, déi am sozioedukative Beräich sinn, eng zentral Roll. Si si jo reegelméisseg am Kontakt mat de Beträffenen. Si sinn dacks déi éischt Ulaftell, wann d'Leit Froen hunn.

Dofir ass et wichteg, och d'Personal an deene Beruffer ze sensibiliséieren, ze responsabiliséieren, fir d'Familjen och weiderzeleeden, wa se Hëllef brauchen. D'Vernetzung tëscht deene verschiddene Servicier, déi muss onbedéngt verbessert ginn. E Parcours du combattant ass jiddefalls ze evitéieren, et gëtt en awer nach ganz, ganz dacks. Sécher sinn och d'Offices sociaux fir d'Begleedung vun de ville Leit essenziell, mee och net jiddergeet bei en Office social, aus deene bekannten Ursachen.

Här President, all dës Punkten a Propose sinn an enger Motioun zesummegefaasst, déi ech ganz gär géif deposéieren, gedroe vun LSAP, deene Gréngen, de Piraten an déi Lénk. Voilà.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– *considérant le bilan «Innocenti 18» du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef, sur la pauvreté des enfants dans les pays les plus riches du monde, qui fait état d'un taux de risque de pauvreté des enfants au Luxembourg de près de 25 % ;*

– *considérant que le Luxembourg occupe la 35^e place parmi les 39 pays les plus riches étudiés dans le bilan «Innocenti 18» de l'Unicef ;*

– *considérant que le risque de pauvreté et l'exclusion sociale des enfants est susceptible d'impacter leur formation*

scolaire et professionnelle et, de ce fait, d'impacter considérablement leurs conditions de vie à l'âge adulte ;

– *considérant que l'Unicef recommande de prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'éducation formelle et non formelle puisse jouer un rôle d'ascenseur social pour briser le cercle vicieux de la pauvreté ;*

– *considérant les conclusions du «Rapport national sur l'éducation 2021» ainsi que celles du «Rapport thématique : Orientations pour une réduction de l'impact des inégalités d'origine sociale dans le système éducatif» de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire,*

invite le Gouvernement à

– *mener une évaluation du programme d'éducation plurilingue des services d'éducation et d'accueil et l'adapter le cas échéant ;*

– *évaluer et, le cas échéant, réformer les ratios d'encadrement du personnel dans les SEA ;*

– *présenter à la Chambre des Députés un bilan des «Summer Schools» ayant lieu avant la rentrée scolaire depuis 2020 et prévoir des adaptations en conséquence ;*

– *évaluer l'appui pédagogique et, le cas échéant, introduire une nouvelle forme de soutien ciblé pour les élèves de l'enseignement fondamental dans toutes les communes ;*

– *mettre en place des SePAS avec au moins un psychologue présent dans toutes les écoles de l'enseignement fondamental ;*

– *adapter – dans le cadre d'un projet pilote – le dispositif du contingent, qui assure une répartition plus équitable des ressources allouées aux communes et qui comprend un indice socio-économique de la situation des élèves, afin de permettre une répartition des ressources plus équitable non seulement entre les communes, mais également entre les différentes écoles au sein d'une commune.*

(s.) Francine Closener, Marc Baum, Claire Delcourt, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | An da kéim ech och zum Schluss. Léif Kolleginnen a Kollegeen, Kannerarmut ass keng Fatalitéit! Et ass eng Fro vu politeschem Wëllen. An et ass un eis, fir alle Kanner zu Lëtzebuerg eng Chance ze ginn op e Liewen ouni sozial Humiliatioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Den nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, wéi wichteg sinn eis d'Kanner? Wéi wichteg sinn eis d'Familjen? Well Familjen a Kanner kann een net getrennt kucken. Wa mer also vu Kannerarmut schwätzen, dann ass dat eigentlech dat selwecht wéi Aarmut vun de Familjen.

Wann een déi Zuelen hei kuckt an och d'Entwécklung allgemeng, da kënn een zur Konkusioun: Dat hei ass éischter keng kannerfrëndlech Welt. Et ass éischter eng familljefeindlech Welt, déi mer hei hunn. An dat ass am Fong eng Katastroph fir eis Gesellschaft. D'Famill ass d'Basis vun der Gesellschaft. Et ass d'Basis och hei vun eiser Gesellschaft. An d'Kanner an d'Famill missten eigentlech am Zentrum vun eisen Entschéedungen alleguerte stoen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Firwat maache mir dat Ganzt iwwerhaapt hei, wann et net fir eis Kanner ass? Firwat ass déi Situatioun dann elo esou schlecht, wéi se elo ass? Ma dëst huet zwee grouss Grënn. Den éischte Grond, fir dee si mir hei zu Lëtzebuerg net eleng schëlleg, fir den zweete Grond awer éischter wuel.

Den éischte Grond ass en allgemenge Verfall vun der Roll vun der Famill hei an och am Ausland. Jo, an der ganzer westlecher Welt an och zu Lëtzebuerg ass d'Famill an der Kris. De Stellwäert vun der Famill huet an de leschte Joerzénge ofgehol. De Wäert vun der Famill ass laang net méi deen, deen et war. An et geet esou wäit, dass ee souguer vun engem „traditionelle“ Familljebild schwätzt, an engem modernen Zäitgeescht och oft pejorativ gemengt. An d'Kanner sinn am Fong déi Leidtragend vun där Entwécklung.

Dann den zweete Grond: Dat ass déi konkreet Politik, déi hei am Land besonnesch dann och déi lescht Joren an och ënnert der Gambia-Koalitioun gemaach gouf. Et ass eng Politik, déi ënnert dem Stréch – an dat weise jo och e bëssen déi Zuelen – net d'Kanner an och net d'Famill an den Zentrum setzt, mee, einfach ausgedréckt, d'Wirtschaft. Ech kommen dorobber zrëck.

Werfe mer emol eng kéier e Bléck och e bëssen an d'Vergaangenheet. Dat ass ganz interessant, et soll ee jo vergläichen. Wann ech einfach eng Situatioun huelen, wéi hei awer déi meescht, mengen ech, se och nach selwer erlieft hunn: Wa mer kucken, an den 80er-Joren hat Der eng Famill: Elteren, zwee Kanner. De Mann war, ech soe mol, Aarbechter. D'Fra huet emol net musse schaffen goen, trotzdem konnte se sech en Haus leeschten – och vläicht elo kee risegt, mee si konnte sech en Haus leeschten. Si konnte sech en Auto leeschten, si konnten och an d'Vakanz fueren. Dat war d'Situatioun virun 30, 40 Joer.

An haut si mer an enger ganz anerer Situatioun. Leit, déi an esou enger Situatioun si wéi déi, déi ech grad beschriwwen hunn, ma déi fannen hei am Land guer näischt méi. Déi gi sech hei an d'Rei stellen, fir eng Sozialwunneng ze fannen, oder déi plënnern an d'Ausland, wa se dann do eng Wunneng fannen. Dat ass d'Realitéit.

A mir hunn iwwert déi lescht Joerzénge an deem Sënn, wéi ech jo elo grad erkläert hunn, en immense Kafkraaftverloscht erlieft. De Liewensstandard – an iwwregens och d'Liewensqualitéit vun engem gudde Deel vun der Bevëlkerung – ass iwwert déi lescht Joerzénge hei am Land däitlech erofgaangen. Fir déi war et op jidde Fall fréier besser.

Eng grouss Konsequenz vun där ganzer Entwécklung ass dann d'Kanneraarmut. An do kommen ech eeben op ganz beonrouegend Zuelen zrëck, och aus dem Panorama social, wou dat ëmmer erëm och gewise gëtt, eebe besonnesch wat d'Familljen ugeet.

A mir soe ganz kloer als ADR: Mir mussen d'Familljen ënnerstëtzen. Mir mussen se héichhalen. Mir mussen d'Famill erëm méi wäertschätzen. An et kann net sinn, dass de Fakt, dass een zu Lëtzebuerg eng Famill grënt a Kanner kritt, en Aarmutsrisiko bedeit. Dat kann net sinn, an do wëlle mer eis dergéint wieren!

Déi Statistike soe ganz kloer: Den Aarmutsrisiko läit bei Persounen ouni Kanner bei 12 %. Wann Der da méi Kanner hutt, da geet dat an d'Luucht. A fir Famillje mat dräi Kanner – wou d'Elteren nach zesumme sinn, wuelgemierkt – läit den Aarmutsrisiko scho bei 40 %. Dat ass aus dem Panorama social.

Dat, léif Kolleegen, mengen ech, dat ass awer fir eis hei, fir eist Land en Aarmutzechnis. Dat ass dat, wat ee kann nennen eng Sënn an eng Schan, wann et bedeit, dass, wann ech Kanner kréien, ech mech dann engem Aarmutsrisiko aussetzen. Mee déi Zuelen hei, déi weisen dat op beandrockend Aart a Weis.

An dat trotz engem ganz staarke Wuesstem, dee mer iwwert déi leschte Joren a Joerzénge hatten, Bevëlkerungswuesstem, Wirtschaftswuesstem. A wann ech dat eng kéier e bësse kritiséieren, da kréien ech als Äntwert: „Jo, mee de Wuesstem, dee bréngt eis awer Räichtum, wësst Der?“, an esou weider an esou fort. Mee hei ass et jo awer ganz kloer, dass dee Räichtum och net fir jiddwereen da verdeelt gëtt. Trotz deem Wuesstem, dee mer dann also hunn, mat all senge schlechte Konsequenze sou niewelaanscht, sinn et jo awer da 25 % vun de Kanner, déi engem Aarmutsrisiko hei am Land ausgesat sinn. An ech mengen, dat kann net sinn, an do musse mer usetzen.

Ech wëll och hei kloer soen, dass et eng aner Wiel gëtt, fir och eng aner Politik ze maachen. Eng Politik, wou d'Familljen an d'Kanner eebe méi am Zentrum vun der Iwwerleeung stinn. Ech géif hei e puer Punkten einfach emol proposéieren.

Deen éischte Punkt, dat ass e méi héicht Kannergeld. Wann een emol kuckt: Wat kascht Jonker, wat kascht d'Kanner haut eng Famill? Ech si selwer Papp vun zwee Kanner. Ech kann Iech e bëssen e Lidd dovunner sängen. Mee ech hunn d'Statistik gekuckt vum Statec fir Teenager. De Statec hat dat virun dräi Joer analyséiert. An do si se dann derzou komm: E Kand vu 15 Joer kascht eng Famill am Mount 600 Euro, an e Kand vu 17 Joer 700 Euro. A wann Der elo d'Inflatioun mat arechent, da kommt Der nach eng kéier op gutt méi wéi 100 Euro méi. Dat heescht, e Kand an deem Alter kascht eng Famill 700, 800 Euro.

An do huet de Statec nach just Saache gekuckt wéi Iessen, Kleeder, Fräizäit, Schoul, Multimedia a Mobilitéit, an zum Beispill net de Loyer! Well mir wësse jo och allegueren, wann ee Kanner huet: Wat een der méi huet, da brauch een och méi Wunnraum. Da brauch ee méi Zëmmer, da gëtt de Loyer oder eeben de Prêt, wann een en Haus keeft, och vill méi deier. Dat ass mol net hei mat agerechent. Ech mengen, do mussen d'Elteren och eventuell méi grouss Autoe kafen. Si mussen och méi hin- an hierfueren, d'Kanner mussen jo gefouert gi riets a lénks. Dat ass jo d'Realitéit.

Dat heescht, de reelle Käschtpunkt vun engem Kand fir eng Famill ass enorm! Do komme mer, wa mer dat heite mat arechnen, wäit iwwer 1.000 Euro pro Kand. A wa mer da kucken, wéi héich d'Kannergeld ass, läit dat ganz, ganz, ganz däitlech dorënner. An ech mengen, dass een dat dann och der Realität e bësse misst upassen, wa mer nach wëllen hei am Land d'Leit och ënnerstëtzen, fir Kanner ze kréien, an och déi, déi Kanner hunn.

Dofir si mer och der Meenung, dass ee misst d'Kannergeld erëm staffelen: méi Kannergeld fir dat zweet Kand, méi Kannergeld fir dat drëtt Kand, méi Kannergeld fir dat véiert Kand. Et sinn eng Partie Länner, déi dat maachen. Mir waren ëmmer dergéint, wéi dat ofgeschafft ginn ass, a mir géifen dat erëm aféieren.

Drëtte Punkt: Mir géifen en Eltereregeld aféieren, wéi ech Iech et och nach eng kéier wäert erklären, wou d'Elteren, och déi, déi doheem bleiwen, eng finanziell Entschiedegung kréien a soumat also och eng besser finanziell Situatioun dann hunn.

(Interruption)

Wat d'Steieren ugeet: Mir si géint eng Individualiséierung an enger Steierreform, wa se zulaaschte vun de Famillje geet! Wann eng Steierreform kënnt – an déi ass jo geplangt –, da muss déi esou gemaach sinn, dass d'Familljen net verléieren, mee ënnerstëtzt ginn. Déi missten am Fong dobäi gewannen.

Fënneftens si mer och fir punktuell Erliichterunge fir Persounen, déi a schwiege Situatiounen sinn. Dat

gëllt zum Beispill fir Persounen, déi op eemol eleng mat Kanner dostinn. A grad déi si jo engem groussen Aarmutsrisiko ausgesat.

An da weider Hëlfele, déi een nach kéint aféieren. Ech denken zum Beispill u Familljen, déi dann e méi groussen Auto brauchen, fir zum Beispill och do ze hëlfele.

Als ADR wëlle mer eng Politik, déi d'Wuel vun de Kanner an den Zentrum vun eisen Entscheedungen stellt.

Nieft der Kanneraarmut, där materieller – an et geet jo och ëm d'Suen –, gëtt et awer och déi sozial, déi mënschlech Komponent, déi emotional. An ech mengen, mir mussen och eng méi kannerfrëndlech Gesellschaft ginn. A mir brauchen dat, well, wéi gesot, d'Famill ass d'Basis vun eiser Gesellschaft.

An hei hu mer eng Politik erlieft iwwert déi lescht zéng Joer ... Also, ech schwätzen am Fong elo vun der Regierung virun. Wéi dat elo genee déi nächst véier Joer geet, do loossen ech mech da gär iwwerraschen. Haut ass villen ugekënnegt ginn, mee Maachen zielt, an net Schwätzen. Mee wat ech déi lescht zéng Joer op jidde Fall festgestallt hunn, ass, dass se eng Politik gemaach hunn, déi manner d'Famill an den Zentrum vum Interessi stellt, mee éischter, wéi gesot, d'Wirtschaft. An et gëtt e Choix. Et gëtt e Choix, deen ee ka maachen. Dat ass e politesche Choix. Et kann een e Choix maachen, wou d'Kanner bei den Eltere kënnen sinn, bei Papp oder Mamm. An et kann een e Choix maachen, wou d'Kanner éischter an enger Struktur kënnen sinn an d'Elteren eeben der Wirtschaft zur Verfügung stinn. Dat ass e politesche Choix. An do ass eben hei déi lescht zéng Joer eng Politik gemaach ginn éischter an d'Richtung vun der Wirtschaft a manner a Richtung Elteren.

Mir fuerderen, säit Laangem an ëmmer erëm, eng Gerechtegkeet. Eng Gerechtegkeet, dass och déi Elteren, déi sech bereetklären, hir Kanner selwer doheem ze erzéien an ze versueren, finanziell genaousou staark sollen ënnerstëtzt gi wéi déi Elteren, déi hir Kanner a Strukture ginn.

Dat wier e fräie Choix fir d'Elteren. An de Staat kéint jo higoen an zum Beispill déi Zomm, déi en hält, fir e Kand ze bezuelen, wann et an der Crèche ass – dat bezilt jo de Staat, wann dat dann 1.000, 1.500 Euro sinn –, huelen a soen: „Hei, mir ginn den Elteren déi, wann déi sech selwer doheem ëm d'Kand këmmern.“ Dat natierlech gebonnen an d'Abzuelen an d'Pensionskeess, fir dass déi Leit, wa se da pensionsberechtegt sinn, net do an Aarmutsschwiergekeete kommen. Dat wier eng kannerfrëndlech an eng familljefrëndlech Politik.

Sou, lo hunn ech vill geschwat, och iwwert de Wäert vun der Famill, deen ofhëlt, an ech kommen och nach e bëssen zu engem Tabutheema, dat awer och net onweesentlech ass. Dat ass natierlech e bësse kriddeleg, mee ech wëll et awer hei uschwätzen. Dat si Scheedungen. Mir sinn eis jo all bewosst, dass de Fakt, dass een elengerzéiend ass, de Risiko vun der Aarmut extreem erhéicht. Mee mir schwätzen awer ni iwwert de Grond dovun, dass een elengerzéiend ass. An dat ass nun emol a bal all de Fäll eng Scheedung.

Wa mer d'Zuel vun de Scheedungen hei am Land kucken: Déi sinn drastesch an d'Luucht gaangen. Mir hatten der 2010 1.000 am Joer, 2020 2.000 am Joer, also eng Verdubbelung op zéng Joer. Dat gëtt am Fong hautdesdaags och net méi vill thematiséiert. Et sinn natierlech och ganz vill Leit beträff, mee ech ka mech awer erënneren, dass awer an den 90er-Joren nach Schlagzeilen an den Zeitunge waren, wou sech Suerge gemaach ginn ass iwwert déi steigend Unzuel u Scheedungen, déi mer hunn.

Mir allegueren hei kenne Leit, déi duerch eng Scheedung a katastrophen finanziell Situatiounen komm

sinn. An d'Kanner sinn déi gréisste Leidtragend derbäi. Net nëmmen, dass si um emotionalen, soziale Plang leiden, mee och um finanzielle Plang. An natierlech gëtt et sécher gutt Grënn fir Scheedungen an et gëtt sécher och vill Fäll, wou et de Kanner doduerch souguer besser geet, mee bei den allermeeschte Scheedunge sinn d'Kanner déi, déi am meeschte leiden, déi eng komplett Ruptur erliewen, sozial wéi och vum Wuelstand hier.

Dofir sollte mir eis mol fir d'Famill asetzen, dass se zesummebleift, an d'Famill, och déi sougenannt „traditionell Famill“, als eppes ganz Positives duerstellen. Mir sollte Campaignë maachen, net iwwert d'Problem, déi d'Famill bréngt, mee iwwert d'Virdeeler, déi d'Famill bréngt.

Ech wëll Iech just ee Beispill soen, eng konkret Zuel, iwwer eng Studie, déi an Norwege gemaach ginn ass bei Kanner aus Familljen, wou et Scheedunge gi sinn. Do hutt Der bei ronn 40 % vun de Kanner doduerch Problemer bei hirer Gesondheet. Dat ass eng Studie aus Norwegen, déi awer zimmlech bekannt ass.

Also, mäi Message zu deem Ganzen: Mir sollten d'Famill ervirhiewen a mir sollten esou wäit wéi méiglech zesummebleiwen. Da kann een och vill erreechen.

Elo hu mer hei awer déi schwierig Situatioun, an ech kommen zrëck op déi Zuelen. A mir hunn hei d'Par-tei, d'LSAP, déi huet dann och déi Interpellatioun hei ugefrot. Jo, déi hunn dann och do vill kritiséiert. Se hunn och vill iwwert d'Schoul geschwat, wat elo net onbedéngt eppes direkt mam Thema – direkt mam Thema – ze dinn huet, wëll ech soen. Mee ech wëll awer och do eng Kéier trotzdem dorop opmierksam maachen, dass d'LSAP awer, wann ech mech net ieren, zënter bal 20 Joer ... Jo, déi war elo säit 2004 an der Regierung. Praktesch mäi ganz Liewe war d'LSAP an der Regierung. A wann ech 2003 kucken, du war den Aarmutsrisiko fir d'Kanner bei 11,6 %, a lo ass e bei 24,5 %. Also, Dir gesitt eng enorm Steigerung an deene leschten 20 Joer. Da fanne ech et awer zimmlech gewot, wann een dann heihinnerkennt a seet, et wëllt een elo alles besser maachen, wann een 20 Joer vir-drun an der Regierung war.

(Interruption)

Voilà, dat gesot, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

An ech wëll nach soen: Och d'Madamm Mandy Minella huet jo hei viles am Fong gesot. Si huet am Numm vun der Regierung e bësse geschwat a Saachen hei gesot, déi dann d'Regierung wäert déi nächste Jore maachen. Ma dat ass ganz einfach: Dat kann ee jo liicht moossen. Dat heescht, mir gesinn eis jo bestëmmt hei erëm, fir iwwert dat Thema ze schwätzen, an zwee Joer, an dräi Joer, a véier Joer, an da kënne mer de Bilan zéien. A wann deen Aarmutsrisiko erofgaangen ass a véier Joer, da kënne mer soen: „Jo, Dir hutt gutt geschafft.“ Wann en awer d'selwecht ass oder eropgaangen ass, dann, ech mengen, si mer eis alleguerten eens, dass mer eis müssen heibanne soen, dass dann d'Moosname vun der Regierung net duergaange sinn an net déi richteg waren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop der Madamm Claire Delcourt e grouse Merci fir dës Interpellatioun zur Kannerarmut – e Sujet, dee mir besonnesch um Häerz läit. Lëtzebuerg huet sech mam Ënnerschreiwe

vun der UN-Kannerrechtskonventioun virun 31 Joer derzou verflücht, Kanner e Liewen an Dignitéit an ouni Aarmut ze bidden. A wien u Kannerarmut denkt, deen denkt warscheinlech net als Éischt u Lëtzebuerg, mee all véiert Kand zu Lëtzebuerg – et ass schonn ugeklungen – leeft un der Aarmutsgrenz, an dat sinn 30.000 Kanner. An dat sinn der och 30.000 ze vill!

Mir liewen an engem Land mat engem vun deenen héchste PIBe pro Awunner vun der Welt, mee mat engem Aarmutsrisiko a mat sozialen Ongläichheeten, déi ëmmer weider klammen. Gëschter krute mer vun der Stëmm vun der Strooss gesot, dass ëmmer méi Leit, déi eng Aarbecht hunn an och e Logement, bei si iesse kommen, well et einfach um Enn vum Mount net opgeet, an dass och anzwëschent reegelméisseg 170 Kanner mat hiren Eltere bei si iesse kommen. Dëst ënnersträicht, dass den Aarmutsrisiko net nëmmen eng statistesch Zuel ass, mee dass hanner all Zuel individuell Schicksaler, Dreem an och Potenzialen stinn, déi duerch finanziell Schwieeregkeete staark benodelegt sinn.

Net ëmsoss hu mir d'lescht Joer d'Kannerrechter als Mënscherechter an der Verfassung verankert. Ma domadder ass et awer net gedoen. Déi nei Regierung ass mam Versprechen ugetrueden, d'Aarmutsbekämpfung zur Prioritéit ze maachen, an dobäi kënnt de Begrëff Kannerarmut mol net an dem Koalitiouns-vertrag vir. Kënne mir zouloossen, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg Kanner an Aarmut liewen? Hu mir net d'Verantwortung, Moosnamen ze ergräifen, fir sécherzestellen, dass all Kand déi selwecht Entwécklungs- a Bildungschancen huet, onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vun den Elteren?

Kanner kënnen näischt fir d'Situatioun vun den Elteren, vun der Famill, an där se grouss ginn, mee d'Auswirkungen hunn en direkten Impakt op si. An Aarmut opwuesse bedeit ganz oft, dass een et am Laf vu sengem Liewen och méi schwéier huet wéi eng Persoun, déi am Wuelstand opwiisst.

Sozial a wirtschaftlech Ongläichheeten an der Kandheet erhéijen de Risiko, am Erwuessenenalter an d'Prekaritéit ze rutschen. Oft gëtt hei vun engem Däiwelskrees vun der Aarmut geschwat – deen ass schonn ugeklungen –, wou Aarmut vu Generatioun zu Generatioun weidergi gëtt, eppes, aus deem sech Mënsche meeschtens net eleng befreie kënnen. Aarmut schränkt deemno d'Zukunftschancen an.

Mir hunn dofir als Gesellschaft eng Verantwortung de betraffene Kanner géigeniwwer. Mir müssen der-fir suergen, dass d'Kanner méiglechst suergefräi opwuessen, an hinnen eng finanziell Sécherheet ginn, well all Kand huet e Recht op e gudden Start an d'Liewen.

Wa mir Kannerarmut als Sujet thematiséieren, setzt dat d'Grundverständnis viraus, dass Kanner net nëmme Kanner vun Eltere sinn, mee eng eegestänneg sozial Grupp mat Rechter, Interessen an Empfannungen. Hir Besoine betreffen alleguerten d'Liewensberäicher. Hei schwätze mer vu finanziellen a materiellen Elementer – et ass schonn ugeklungen –, Kleeder, gesondem Iessen, Wunnumraum, mee och vu soziale Kontakter, Bildung, Fräizäit oder Gesondheet.

Den Observatoire de la santé huet gëschter e Rapport presentéiert, aus deem nach eng Kéier ervirgeet, dass de Gesondheitszoustand vu Kanner aus finanziell schwache Famillje méi schlecht ass wéi dee vu Kanner aus finanziell besser opgestallte Familljen.

Doriwwer eraus ass et awer och wichteg, iwwert déi emotional Prekaritéit ze schwätzen a wat d'Aarmut mat der mentaler Gesondheet vu Kanner mécht. Kanner spieren de Stress an de finanziellen Drock, deen op hiren Eltere läit, schrauwen dofir oft hir

Erwaardungen zrëck. Aarmut huet deemno Follge fir d'Selbstbewosstsi vun de Kanner an et besteet de Risiko, dass hiert Selbstbild, dat si entwéckelen, net gutt ass fir si an dass si dowéinst an hire perséinlechen Entfalungs- an Entwécklungsméiglechkeeten ageschränkt sinn.

Och d'Krisen an deene leschte Joren, sief et d'Pandemie, d'Energiekris oder d'Logementskris, haten en immensen Impakt op déi betraffe Familljen. Dobäi kënnt och nach d'Klimakris, déi, wéi mer wëssen, haaptsächlech och déi Stéit a Kanner betrefte wäert, déi et elo schonn net einfach hunn.

All dës Elementer droen derzou bäi, dass d'Aarmut sech op vill Aart a Weisen op d'Liewensqualitéit, d'Zefriddenheet an awer och op d'Entwécklung vun de Kanner auswirkt. Mir müssen eis et leeschten, Kannerarmut ze bekämpfen an eng Sozialpolitik ze maachen, déi op Kanner zougeschnidden ass. Dofir brauche mir e Mix vu Moosnamen niewent deenen, déi elo schonn ugeklungen sinn, fir nohaltege Fortschrëter ze maachen.

Fir eis ass déi ugekënnegt Strategie fir d'Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg, wéi mer se och scho laang fuerderen, eng absolutt Prioritéit a muss dëst Joer nach finaliséiert ginn. Mee do dernieft brauche mer eng méi cibléiert national Strategie, fir d'Kanner- an d'Jugendaarmut ze bekämpfen, eng Strategie, déi als Zil huet, Existenzen ze sécheren, an déi onofhängeg vun de Familljeformen a -situatiounen d'Kanner am Fokus huet, déi Chancëgläichheet a sozial Gerechtheit an de Vierdergrond setzt, well d'Kannerarmut betrëfft d'Zukunft vun eisem Land.

Als Basis dofir brauche mir eng konkret Analys vun der Evolutioun vun der Kannerarmut zu Lëtzebuerg, eng Fuerderung, déi och am Rapport vu virun zwee Joer vum OKaJu ervirgehuewe ginn ass.

Fir sozial Gerechtheit ze fërderen, brauche mir eng gerecht Verdeelung vun de Steuerlaaschten. Mir fuerderen eng sozial geziilt Entlaaschtung vu Stéit mat niddregem a mëttlerem Akommes, ganz speziell Familljen a Kanner. Duerch d'Individualiséierung soll och d'Steierklass 1a ofgeschaf ginn, wat zu méi Gerechtheit fir Elengerzéiend féiert.

Am Kontext vun der Individualiséierung wëlle mir och kucken, dass Famillje mat Kanner zousätzlech entlaascht ginn. Et soll een net manner Steiere bezuelen, just well ee bestuet ass. Par konter soll d'Presenz vu Kanner am Stot berücksichtegt ginn, well dëst tatsächlech Méikäschen duerstellt.

Beim Wunnumraum brauche mir bezuelbar Wunnengen an öffentlecher Hand, déi zu soziale Präisser verlount ginn. Famillje mat niddregem bis mëttlerem Akommes brauchen e Garant, fir sech an Zukunft eng Wunneng leeschten ze kënnen.

D'Investitiounen müssen dofir weiderhin héichgehale ginn. Allerdéngs maache mir eis suergen, dass d'Steierreduzierungsolitik vun dëser Regierung de Finanzement vun bezuelbare Wunnumraum a Gefor bréngt. De private Marché soll mat aktivéiert ginn, mee en dierf net sengem Schicksal iwwerlooss ginn, well domat huele mir onbezuelbar Präisser mat a Kaf.

Och spillen déi néideg finanziell Hëllef vum Staat a vun de Gemengen eng wichteg Roll an eisem Sozialstaat, well ouni staatlech Ënnerstëtzung wier den Aarmutsrisiko nach vill méi héich an d'Schéier tëschent Aarm a Räich nach méi wäit ausserneen.

Leider ass et awer esou, dass vill Stéit dës Aidë guer net unhuelen, dees sougenannten „non-recours“, a soumat d'Hëlfe net bei de Leit kommen, déi se brauchen. Heifir gëtt et Grënn, déi och schonn zum Deel bekannt sinn: keng Iwwersiicht an d'Komplexitéit vun

den Aiden, Eligibilitéskrittären, d'Netwëssen, dass d'Aiden iwwerhaupt existéieren, Sproochbarriären an och d'Angscht virun der Stigmatiséierung.

Dofir brauche mir eng Ulaftell mat Uspriechpartner fir all d'Ënnerstëtzen am soziale Beräich, fir all d'Hëllef an zentraliséieren an den Zougang ze vereinfachen.

Als Gréng fuerde mir och d'Aféiere vun enger Kannergrondsécherung, déi all d'Leeschungen an eng nei, eegestänneg Leeschtung zesummeféiert an déi sech um Budget de référence enfance orientéiert.

E weidert wichtegt Puzzlestéck – an dat ass och schonn ugeklongen –, fir géint Kannerarmut virzegoen, ass d'Bildung respektiv d'Förderung vum Kand no sengen individuelle Kompetenzen an Interessen. De sozialen Hannergrond huet oft e groussen Afloss op de schouleschen Erfolleg vum Kand, a Bildung ka laangfristeg hëllef, fir sech aus dem Däiwelskrees vum der Armut ze befreien.

An de leschte Jore goufen eng Rei Moosnamen ergraff, wéi zum Beispill gratis Musekschoulen, gratis Iesse fir Kanner ab véier Jore, gratis Schoulbicher fir d'Lycéesschüler, gratis Transport, Crèche, Maison relais an esou weider, mee trotzdeem – a mam Bléck op déi nächst Joren an déi ëmmer weider steigend Ongläichheeten – brauche mir méi a virun allem méi ganzheetlech Approchen.

D'Debatten ëm Kannerarmut a Bildungsgerechtkeet kënnen net getrennt vunenee geféiert ginn. Et bréngt net vill, just innovativ pedagogesch Konzepter ze fuerdere fir méi Bildungsgerechtkeet, wann een net am Fong géint sozial Ongerechtkeete virgeet.

Ofschléissend ass et mir wichteg, nach Follgendes lasszeginn: Et ass e Mythos ze gleewen, dass Mënsche fir hir Armut an den Ausbroch aus dëser Armut eleng a selwer verantwortlech sinn. De Staat spilt bei der Bekämpfung vun der Armut a bei der Reproduktioun vu sozialen Ongerechtkeeten eng essenziell wichteg Roll, net zulescht well Kannerarmut net nëmmen en Impakt op dat individuellt Liewen huet, mee och op déi gesamt Struktur vun der Gesellschaft a soumat op de sozialen Zesummenhalt a ganz einfach op d'Zukunft vun eisem Land.

Oft héiert ee Sätz wéi: „Jeder ist seines eigenen Glückes Schmied“, dass een Erfolleg am Liewen huet, wann ee sech ganz besonnesch ustrengt a méi gelescht huet, kuerz, dass d'Mënschen hiert Schicksal selwer an der Hand hunn. Mee net all d'Mënschen hu vu Gebuert un déi selwecht Erfolgsschancen am Liewen. Als Lëtzebuerg muss mir eis et leeschten, Kannerarmut geziilt ze bekämpfen an déi Sozialpolitik ze maachen, déi op d'Kanner zugeschnitten ass. D'Rechter vun de Kanner si Mënscherechter an de Start an d'Liewe sollt an dierft keng Lotterie sinn.

Merci fir d'Nolauschtenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Véierel vun de Kanner hei am Land leeft ënnert der Aarmutsrisikogrenz an e Fënneftel leeft an enger Famill, déi Problemer huet, en adequate Wunnraum ze bezuelen. Dat ass den traurege Bilan, deen aus enger Analys vun der Unicef ervirgeet. An dat ass och den traurege Bilan vun der Politik vun de leschte Joren.

Déi lescht Regierungen an d'Majoritéit hei an der Chamber konnten net verhënnern, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich weider auserneegeet. Während d'Kannerarmut an de 40 räichste Länner vun der

Welt an de leschten zéng Jore ëm 8 % erofgaangen ass, ass d'Armut zu Lëtzebuerg ëm 3,7 % gestiegen.

Ëmmer méi Kanner hei am Land ginn a Famillje grouss, deenen et net nëmmen temporaire, mee iwwer Jore finanziell net gutt geet, an dat trotz den aktuelle Sozialhëllef. Dat seet vill doriwier aus, wéi ongerecht mir de Räichtum vun eisem Land aktuell verdeelen. D'Ongläichheete sinn an eisem Land esouguer esou frappant, dass d'Unzuel u Kanner, déi ënnert der Aarmutsrisikogrenz liewen, ouni Sozialhëllef bei 37,7 % géif leien. Et ass also net esou, wéi wann d'Sozialpolitik iwwerhaupt näischt géif bréngen, mee d'Mesüre ginn einfach net duer.

D'Ongläichheeten an och domat d'Ongerechtkeete sinn esou enorm, dass et nach méi éierlech Efforte brauch. Mir hu Kanner, déi an Haiser mat fiichte Mauere schlofen, well d'Eltere sech keng Renovatioun leeschte kënnen, Kanner, déi a Famillje grouss ginn, wou den Alldag vun der Armut gepräagt gëtt a wou och schonn d'Kannerzäit vun den Elteren an de Grousseltere vun Armut gepräagt war. Well d'Armut grenzt aus an dofir ass d'Armut och sozial verierbar.

Wiem d'Sue feelen, fir esou um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen, wéi et déi meescht aner Leit maachen, ass manner visibel an zitt sech oft vu sech aus nach méi zeréck, well e sech fir seng Situatioun schummt. Dowéinst huele Kanner aus Familljen, deenen et finanziell net esou gutt geet, oft ganz anescht um gesellschaftleche Liewen deel wéi hir Kolleegen. Si hunn aner Ressourcen an dofir och oft aner Bildungschancen an eng méi schlecht Gesondheet. Dat féiert zu déiwe Grief tëschent de Gesellschaftsschichten an zu Ongerechtkeeten, géint déi d'Politik virgoe muss.

An do falen natierlech d'Stéchwierder vun der Steuerreform, vum Indexéiere vun Aiden, Subsidien a Steuerkreditter a vum Héije vum Mindestloun. Mir wësse säit Laangem, dass d'Monoparentallen iwwerdurchschnittlech oft vun der Armut betraff sinn, a mir wëssen och, dass eng Steuerreform do hëllef kéint. Et ass kloer, dass den Impakt vun de Sozialleeschungen erofgeet, wann ee fix Montanten huet an dës net automatesch indexéiert ginn. An de Problem vun de Working Poor, dee vill Employéen zousetzt, ass jo och näischt Neies.

D'Problemer sinn also bekannt an et feelt net un Analysen, Strategien oder Iddien, et feelt virun allem un der Ëmsetzung. Mee amplaz vun enger staarker Sozialpolitik gesi mir am Moment jo éischter eng Regierung, déi léiwer géint déi Äermst mat der Police virgeet.

Dobäi wier et fir d'Kanner awer esou wichteg, dass endlech méi géint d'Armut géif gemaach ginn. Well d'Kanner mierken, wann hir Eltere Geldsuergen hunn. Si mierken, wann d'Eltere Problemer hunn, eng finanzéierbar Wunneng ze fannen, wann um Enn vum Mount genee muss gekuckt ginn, wéi eng Liewensmëttel nach kaf kënnen ginn a wann d'Elteren nervös ginn, well dat eenzegt Puer Wanterschong, dat een hat, op eemol e Lach huet.

Wa finanziell Onsécherheeten den Alldag prägen, dann ass d'Situatioun doheem oft ugespaant. Dat spieren d'Kanner an dat beaflosst och hir Entwécklung. Armut ass eng Belaaschtung fir e Kand. Et grenzt d'Participatiounsméiglechkeeten an an huet oft och en Afloss op d'psychosozial Gesondheet.

Dofir brauche mir eng staark Sozialpolitik – eng, wéi mer se an de leschte Joren eeben nach net haten. Ech soen net, dass näischt gemaach gouf, mee et war einfach net genuch. Mir brauchen am Kampf géint d'Armut méi Initiativen, an dat esouwuel national wéi och um Gemengenniveau. Aktuell bestëmmt d'Gemeng,

an där ee wunnt, ëmmer nach ze staark, wéi einfach een un Ënnerstëtzen komme kann. D'Offer an d'Disponibilitéit vun Office-socialen ass net an all Gemeng d'selwecht, an och net all Gemeng huet e Centbuttek, Secondhandshop oder e Jugendhaus.

Grad kleng ländlech Gemengen hunn oft keng grouss Offer un Ënnerstëtzenmoosnamen, obwuel et grad dës Gemenge sinn, déi Persounen mat klengem Akommes an de leschte Jore verstärkt unzéien, well d'Logementspräisser oft hei nach méi niddereg si wéi an de Stied. Mir müssen dësen Entwécklung Rechnung droen an d'Hëllef dohi bréngen, wou d'Leit sinn, dat heescht natierlech an d'Stied, mee eeben och an de ländleche Raum.

Well d'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch: Lëtzebuerg huet sech verschlechtert. Mir müssen eis emol guer net mam Ausland vergläichen. Et geet duer, wa mir just op eis Zuelen hei zu Lëtzebuerg kucken. Hei am Land gouf et virun zéng Jore nach manner Kanner, déi vum Aarmutsrisiko bedrot waren, wéi haut. Wann ee sech dann de Rapport vun der Unicef ukuckt a gläichzäitig virun Ae féiert, wéi vill Sozialleeschungen mir hunn, déi net automatesch un déi ausbezuelt ginn, déi se brauchen, da kann ee sech dach nëmme wonneren.

De Crédit d'impôt monoparental an d'Allocation de vie chère goufe jo eigentlich an d'Liewe geruff, fir grad deene Leit ze hëllef, déi et am dréngendste brauchen, mee trotzdeem gëtt ganz bewosst a Kaf geholl, dass en Deel vun de Leit, déi d'Hëllef kéinte kréien, se net ufroen, well se net wëssen, wéi et geet oder dass se iwwerhaupt eligibel sinn. Et spuert een als Staat natierlech Suen, mee zu wéi engem soziale Präis?

Mir wëllen hëllef, déi och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. An dat bedeit fir eis och, dass Steuerkreditter wéi de Crédit d'impôt monoparental an Aidë wéi zum Beispill d'Allocation de vie chère automatesch ausbezuelt an indexéiert mussen ginn, fir ze verhënnern, dass Leit se net ufroen, déi se awer wierklech zegutt hätten. Hëllef um Pabeier sinn zwar eng schéin a gutt Saach fir d'Bild vun der Regierung, mee si hëllef de Famillje kee Schratt weider.

Mir brauchen hëllef, déi den Alldag vun de Kanner och wierklech veränneren. A mir brauchen am Kampf géint d'Armut Ënnerstëtzen, déi de Familljen nees Loft fir ze ootme ginn an Zäiten, wou d'Wuerpräisser esou séier an d'Luucht ginn, dass ëmmer méi Haushalter ënner finanziellen Drock geroden. D'Schéier tëschent Aarm a Räich dāerf net weider auserneegeen, mee muss au contraire zeréckgoen. D'sozial Gerechtkeet muss eng Prioritéit sinn an déi scho laang geplangte Mesüre mussen esou séier wéi méiglech ëmgasat ginn. Mir dierfen net weider nokucken, wéi d'Ongerechtkeeten nach weider wuessen!

Zum Schluss wëll ech der Madamm Delcourt e grouse Merci soe fir dës Interpellatioun an ech soen Iech och alleguerde Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An den nächsten a leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. An onreegelméissegem Ofstänn befaasse mer eis hei an der Chamber mat dem Phänomeen vun der Armut. An déi sëllege kéieren, wou d'Parteie sech hei derzou geäussert hunn, ass et e Konsens ginn, dass een d'Armut bekämpfe misst, sinn et Beteuerunge gi vun de Majoritéitsparteien, dass een dat wéilt maachen, dass dat eng Prioritéit wier. A wat mer awer

feststellen – oder wat ech feststellen –: An deenen aacht Joer ass d'Aarmut net zeréckgaangen, mee am Géigesaz geklommen. Lëtzebuerg: sou räich, awer dach sou aarm!

Här President, dat ass dee Constat, deen ee leider maache muss. An d'Zuele schwätzen eng eendeiteg Sprooch. All wichteg Indicateure weisen no ënnen, an dat schonns zënter Joren. An des grouss Tendenz, déi geet säit Joren ongebrach weider. Dëst géllt fir déi ganz Bevëlkerung, mee besonnesch – an dat ass dramatesch! – géllt des Feststellung fir d'Zukunft vun eisem Land, fir eis Zukunft, fir déi Jonk a fir d'Kanner.

Während also op där enger Säit de Räichtum sech zu Lëtzebuerg ëmmer weider uewe konzentréiert, sou geet d'Zuel vun deene Stéit, déi schwéier struewelen, ëmmer weider an d'Luucht. D'Band tëschent Wuess-tum a Wuelstand ass zu Lëtzebuerg iergendwéi zer-rass. Déi sozial Schéier geet ëmmer weider auserneen an déi sozial Ongläichheete klammen.

An et stëmmt, datt de Staat eng direkt Verantwortung huet an der Bekämpfung vun der Reproduktioun vu sozialen Ongläichheeten an domadder och vu Prekari-téit. An déi Zuelen an déi Indicateuren, déi mer hunn, sinn eeben Indice dofir, awéiwäit de Staat där Aufgab nogeet, awéiwäit eise Sozialstaat funktionéiert.

Wann am scheinbar sou räiche Lëtzebuerg 16 % vun der Bevëlkerung, also wäit iwwer 100.000 Leit, dem Aarmutsrisiko ausgesetzt sinn, sou sinn dat 25 % vun de Kanner ënner 18 Joer. Also leeft all véiert Kand ënner 18 an engem Stot, dee Schwieregkeeten huet, déi zwee Enner um Enn vum Mount zesummenzréien. Dat wësse mer aus deene sëllege Rapporten, déi och schonn zitéiert gi sinn: Travail et cohésion sociale, de Panorama social vun der Salariatskummer an elo eeben dee Rapport vun der Unicef, deen a senger Etüd e spezielle Fokus stellt, fir de Verglach ze maachen eebe justement ënner industrialiséierten an entwéckelte Länner.

An de Verdikt vun deem Rapport, deen ass vernich-tend a misst ee sinn, datt d'Alarmsglacken iwwerall lassginn. Ech zitieren: „Some countries – Greece, Ireland, Luxembourg and Spain – had lost 10 years or more of progress in reducing child poverty.“ Dat do misst interpelléieren.

Well wa mer vu Kannerarmut schwätzen, da schwätze mer noutgedrongenerweis vun der Aarmut vun deenen, déi Kanner an hire Stéit hunn. A mer musse feststellen, datt d'Kannerkréie fir vill Leit en Aarmuts-risiko bedeit. Och dat weisen d'Zuelen.

Een Drëttel vun de Groussfamilljen an d'Hallschent vun den Alengerzéier kënnen sech keng gréisser ongeplangten Depensé leeschten. Esouguer 13 % bis 14 % vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, sinn dem Aarmutsrisiko ausgesetzt. An och domadder si mer bei Wäitem un der Spëtzt am europäesche Verglach, och am Verglach mat anere sougenannten „Heichlounlänner“.

Dës Zuele kënnen ganz abstrakt wierken, d'Bedeutung fir déi betraffe Leit ass awer ganz konkret. Et sinn Elteren, déi beim Akaf vun Iessen, Bicher, Spillsaachen oder Kleedung fir hir Kanner all Euro e puermol ëmdréie mussen, déi sech all Dag Surge maache mussen – Kanner ech mer dat nach leeschten? Wäerte mir um Enn vum Mount nach genuch hunn? Wéi geet et virun? –, déi dauernd entscheede mussen tëschent hirem Häerz an hirem Kapp, tëschent deem, wat se fir hir Kanner maache wëllen, an deem, wat se tatsächlech maache kënnen. An dat ass eeben och e Phenomeen vun der Aarmut an am Spezielle vu Kannerarmut, well et bedeit Ausgrenzung. Et ass en Deel vun Netparticipatioun, net méiglecher Participatioun um gesellschaftlechen a kulturelle Liewen.

Wëssenschaftlech Etüde weisen zudeem, dass Kannerarmut eis Gesellschaft insgesamt weesentlech schwächt. Kanner fille sech vill ze dacks aleng. Déi emotional an intellektuell Entwécklung gëtt weesentlech beenträchtigt a schwächt hir Chancen am Liewen, e Problem, deen traditionell d'Politick nëmmen dann interesséiert, wann et herno ëm d'Schoul-resultater geet. An och dat weist jo eisen nationale Bildungsrapport, datt eise Schoulssystem déi sozial Inegalitéiten eeben net ausgläicht, mee tendenziell esouguer nach verschlëmmert.

D'emotional an d'sozial Gesondheet vu Kanner gëtt allgemeng vu Fuerscher als „number one predictor“ fir hiren Erfolleg an hiert Gléck als Erwuessener betruecht. An dofir huet den Unicef-Rapport, dee jo zu dëser Debatt gefouert huet – woufir ech der Madamm Delcourt och Merci soen –, à juste titre ënnerstrach, wéi staark den Niveau vu Kannerarmut vun effikasse Regierungsmesüren ofhänkt, grondleeënde Mesüren. Do ginn och Beispiller genannt, wéi zum Beispill a Polen, wou déi weesentlech Erhéijung vun de Prestations familiales derzou gefouert huet, datt den Undeel vu Kannerarmut zréckgeet, oder Slowenien, wou d'Erhéijung vum Mindestloun e staarken Effekt gewisen huet. Dat sinn déi Cash Benefits, déi och den Här Galles virdrun a senger Ried ernimmt huet.

An da stellt ee sech d'Fro: Mee wat ass da lass an eisem Land? Trotz dem Räichtum, trotz de Ressourcen, trotz den explizitten Aussoen a Deklaratiounen, trotz alle Sonndes- oder Donneschdesrieden: Firwat si mer da bei de schlechteste Schüler gelant, dem ënneschte Véierel an Europa, iergendwou tëschent Italien a Griicheland?

An da si mer bei den Ursaache vun der Aarmut zu Lëtzebuerg. An do ass natierlech als Alleréisch – wat och vill schonn hei genannt ginn ass – d'Logementskris, wou een u sech jo net méi vu „Logementskris“ schwätze kann, mee vun enger „Logementskatastroph“. An an deene leschten 20 Joer huet sech déi Situatioun ëmmer weider verschlechtert. Och déi Mëttelen, déi an deene leschte Joren, an deene leschte Joerzéngegen ugewannt gi sinn, nämlech andauernd just op de private Marché ze setzen, hunn d'Saach net verbessert. Am Géigesaz: Si hu se verschlëmmert.

De Stater-Rapport vun 2021 weist, datt 45 % vun de Locataire dem Aarmutsrisiko ausgesetzt sinn. Wat mécht d'Regierung? Se erfënnt eng Subvention loyer, déi eng Dréps op de waarme Steen ass. D'Montante lafen de Realitéiten ëmmer hannendrun a mussen duerfir och reegelméisseg ugepasst ginn, amplaz de Problem awer un der Wuerzel unzepakten an d'Loyeren effikass ze deckelen an och decidéiert Mesüren ze ënnerhuelen, fir dat effentlecht Ugebuet un Haiser an Appartementer zu abordabele Präisser an net nëmmen zu soziale Präisser fir Locataire ze erhéien. Dat heescht, de ganze Wunnengsmaart dem private Marché ze iwwerloossen, ass, d'Aarmutsfal weider zouzespëtzen.

Dat Zweet, mat wat mer hei zu Lëtzebuerg e Problem hunn – an dat weisen och d'Indicateuren –, datt sinn d'Léin. Eise Mindestloun läit ënnert der Aarmutsgrenz. An ech wëll hei just un d'Recommandatioun vun der Europäescher Kommissioun erënneren, déi Mechanismen a Krittäre festsetzt, wéi déi eenzel Länner sollen hir Mindestloun festsetzen. A 60 % vum Medianloun als Basis, als Orientéierung fir de Mindestloun géif bedeiten, datt mer eise Mindestloun och weesentlech missten an d'Luucht setzen, och fir dem Phenomeen vun de Working Poor entgéintzewierken.

E weidert Element ass den niddregen Taux vu Kollektivverträgen, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. A mer

wëssen, datt déi Leit, déi kee Kollektivvertrag hunn, oft Leit sinn, déi am Niddreglounsecteur schaffen.

Drëttens: sozial Transferten. Déi viregt Regierung huet d'Familljeprestatiounen an enger éischter Etapp an engem Austeritéitspak desindexéiert, iert se se da virun zwee Joer erëm indexéiert huet. Wat awer bleift, ass weiderhin e Verloscht. An duerfir géif ech och gär un eis Proposition de loi erënneren, déi genau seet, datt mer d'Familljeleeschungen ëm 10 % missten erhéien, fir d'Depreciatioun duerch d'Inflatioun, déi an der Tëschenzäit geschitt ass, iwwerhaupt nëmmen opzefänken. An dann hätte mer nach keng Erhéijung, mee mir hätte se op dem Niveau vu virun der Austeritéitspolitik.

Dann de REVIS, deen eigentlech sollt dat ënnescht Netz sinn, dat derfir suergt, fir Leit opzefänken. Do muss ee soen, datt déi Etüd vun der IGSS, déi an Opdrag gi ginn ass, gewisen huet, datt de REVIS den Aarmutsrisiko zwar diminuéiert huet, mee just ëm ganzer 0,1 %. Dat heescht, de REVIS ass keen adaptéiert Mëttel an där doter Form, fir géint sozial Inegalitéiten a virun allem géint Aarmut kënnen virzegoen.

D'Salariatskummer huet och beschriwwen, datt den Aarmutsrisiko ëm bis zu 30 % géif erofgoen, wann all déi Leit, déi Recht op Aiden hätten, se och géife kréien. Dëst steet effektiv – an dat ass eng vun deene ganz wéinege Mesüren, déi wierklech positiv ze bewäerte sinn – am Regierungsaccord. A mir wäerten all Initiativ ausdrécklech ënnerstëtzen, datt onbürokratesch Automatismen agefouert ginn, fir deene Leit direkt d'Sue kënnen zoukommen ze loossen, déi se och néideg hunn.

Här President, ech gesi schonn, datt meng Zäit iwwer-zunn ass. Et géif ganz vill ze soe ginn och iwwer Aarmut am Beräich an a Verbindung mat Santé. Och de Rapport vun l'Observatoire de la santé, dee geschter erauskomm ass, weist, datt och d'Gemengen an der Verantwortung sinn, fir iwwert d'Schoul géint Santé-problemer um Niveau vu Kanner kënnen virzegoen, datt dat och eng Verantwortung ass, déi si missten droen.

Et géif iwwert d'Schoul selwer nach vill ze soe ginn, mee ech mengen, ech géif ofschléissend just dëst soen: Et gëtt an enger Gesellschaft ee groussst Versprechen, datt eng Gesellschaft zesummenhält, an dat ass de Wonsch, datt et de Kanner vläicht eng Kéier besser geet wéi engem selwer. Dat ass dat gréisst Versprechen an dee gréisste Kitt, deen eng Gesellschaft kann zesummenhalen. Mir sollen eis un dëst Versprechen erënneren an duerfir alles maachen, fir genau dat dote kënnen ze realiséieren, nämlech e Recht op Zukunft an e Recht op Liewen ouni Angscht virun Aarmut.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Dat ass den Här Familljeminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här President, fir d'Regierung ass de Kampf géint d'Aarmut eng absolut Prioritéit. An ech soe bewusst „fir d'Regierung“, well dat géllt fir déi ganz Regierung. Mir wëssen, dass hei eng transversal Approche gefuerdert ass, sief et Santé, Travail, Educatioun, Logement, Finanzen an natierlech och Famille. Mir wëllen d'Aarmut souwuel preventiv wéi och aktiv bekämpfen an de Leit déi néideg Moyene ginn, fir dass se hir Situatioun verbessere kënnen.

Wa mer vun Aarmut schwätzen, da schwätze mer natierlech an alleréischter Linn vu finanzielle Moyenen. Fir de Kader ze setzen, vläicht just dräi Definitionen, déi ganz wichteg sinn: Dat ass zum engen d'Medianakommes. D'Medianakommes ass dat Akommes, wou 50 % vun der Populatioun méi verfügbaart Akommes hunn a 50 % manner hunn. Dat Medianakommes läit bei 3.745 Euro. Wa mer vun Aarmutsrisiko schwätzen, da sinn et 60 % vun dësem Medianakommes. Wann een dodrënner läit, dann ass een am Risiko, vun der Aarmut betroff ze sinn. Dat läit bei 2.247 Euro. An de Prozentsaz vun der Populatioun, deen dodrënner läit, ass vun 18,1 % op elo 17,4 % erofgaang.

Wa mer vu Kannerarmut schwätzen – woumat mer eis dank der Madamm Delcourt haut de Mëtten heibanne beschäftegen, woufir ech hir Merci soen –, da schwätze mer also vun deene Kanner, déi an engem Stot liewen, deen dem Aarmutsrisiko ausgesat ass.

Lëtzebuerg steet – an et ass e puermol gesot ginn de Mëtten – am internationale Verglach net gutt do. D'Zuele sinn net schéinzerieden an d'Zuelen invitéieren och zum Handeln. Et dierf een dës Zuelen och net relativéieren. An de Prozentsaz ass natierlech ... Wat e méi déif ass, wat e besser ass, mee ech mengen, eis Motivatioun – an dat hunn ech och de Mëtten hei an der Chamber eraushéieren – ass déi selwecht: All Aarmen ass een Aarmen ze vill!

D'Berechnunge sinn – ech hunn et gesot – op d'moneträre Dimensionen ausgeriicht. Et ass awer vu verschiddene Riedner de Mëtteg gesot ginn: D'Aarmut huet awer nach ganz aner Facetten. Et dierf ee sech net op een eenzelne Facteur beruffen, mee et muss een d'Aarmut als multidimensionale Phenomeen analyséieren a Mesüeren och op ënnerschiddlechen Niveaue ergräifen, fir eeben d'Ofrutschen an d'Aarmut ze verhéieren.

De Kampf géint d'Aarmut heescht nämlech och sécherstellen, dass jidderee kann um aktive Gesellschaftsliewen deelhuefen, Accès zur Aarbecht, zu engem Logement an och zur Bildung huet. An all deene genannte Beräicher ass an de leschte Jore vill ëmgesat ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen. Denke mer nëmmen un de REVIS, deen et méiglech gemaach huet, dass och an engem Stot, deen de REVIS kritt, eeben all Erwuesenen enger Aarbecht oder enger Aktivéierungsmesür kann nogoen.

Enger Aarbecht nogoen, dat ass nämlech déi beschten Aarmutsbekämpfung. D'Leit an d'Aarbecht ze kréien, d'Leit an der Aarbecht ze halen, ass nach ëmmer déi beschten Aarmutsbekämpfung. An dat war am viregte System, beim RMG, nach net méiglech, wann een dann an engem Stot zu méi aktivéiert ginn ass respektiv an den Aarbechtsmarché komm ass, soudass dat schonn eng dältlech Verbesserung ginn ass.

Eng änlech Philosophie oder Iwwerleeung war an hanner dem Congé parental, wou et dröms gaang ass, d'Leit am Aarbechtswieschen ze loossen an eeben och esou derfir ze suergen, dass d'Leit net an d'Aarmut ofrutschen.

D'Bildungspolitik – de Kolleeg Claude Meisch wäert herno méi op den Detail agoen – ass natierlech e weideren essenzielle Pilier, fir virun allem géint déi intergeneratiounell Aarmut virzegoen. Wa mer hei zu Lëtzebuerg vun Aarmut schwätzen, dann huet dat sécherlech och eppes ... Et kann een driwwer schwätzen. Ech hat Iech virdrun d'Montante genannt vum Salaire médian, vum Taux, wou een ënnert den Aarmutsrisiko fält. Et kann ee laang diskutéieren – Sinn déi héich? Sinn déi net héich? –, mee ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass d'Liewenskäschten hei zu Lëtzebuerg ganz anerer si wéi vläicht soss anzousch op der Welt.

An dofir ass eeben och haaptsächlech ee Volet ganz essenziell. Dat ass natierlech och dee vun den deiere Logementskäschten, well mer eebe wëssen, dass dat och en héijen Undeel huet un den Ausgabe vun deenen eenzelne Menagen. Och hei wäert de Minister Claude Meisch herno nach eng Kéier drop agoen. Ech mengen, gëschter sinn och flott Mesüeren ugekënnegt ginn, déi déi meescht heibanne sollte freeën, notament och d'Eropsetzen nach eng Kéier vum Wunnegeld, wat eeben och grad dem Facteur „Kand“ Rechnung dréit.

Wat elo méi prezis de finanziellen Aspekt vun der Aarmutsbekämpfung ugeet: Loosst mech kuerz op eng Rei sozial Fangnetzer agoen, déi haut schonn en place sinn an déi sech geziilt u Familljen, sief et Monoparentallen oder och Koppele mat Kanner, riichten. Ugefaange mam Mindestakommes, also eise Revenue d'inclusion sociale, dem REVIS, wou eebe grad probéiert ginn ass – eng vun den Haaptprioritéiten –, derfir ze suergen, dass mer grad de Leit, déi Kanner hunn, an notament och de Monoparentallen, eng besonnesch Bedeitung zouschouere bei der Upassung vum REVIS, wéi en agefouert ginn ass an den RMG ersat huet.

Et ass virdru vum Riedner vun déi Lénk ugeschwat ginn, dass eigentlech den Aarmutsrisiko just minimal erofgaang ass. Dir wësst awer och, dass grad erauskomm ass, dass een Haaptfokus, deen hei sollt viséiert ginn, nämlech deen, fir d'Kannerarmut erfokzéieren, deen ass awer hei ... De Revenue, deen ee kritt, läit tëscht 19 % an 51 % méi héich, wéi mer dat virdrun am RMG kritt hunn, besonnesch eebe bei de Famillje respektiv bei de Stéit an och de Monoparentalle mat Kanner.

En anert Instrument, dat agefouert an ausgebaut ginn ass, dat ass de Crédit d'impôt monoparental, eebe grad fir och hei den elengerzéien Familljen ënnert d'Aerm ze gräifen.

D'Kannergeld ass de Mëtten e puermol ugeschwat ginn. D'Kannergeld aktuell: 300 Euro bis sechs Joer, dodriwwer 326 Euro an 357 Euro de Mount fir Kanner iwwer zielef Joer. De Statec koum ganz rezent an enger Etüd, „Compte et coût de l'enfant“, zur Konklusioun, dass de Mindestbedarf vu Kanner an der fréier Kandheet gutt duerch d'Kannergeld ofgedeckt ass. Eng weider Konklusioun vun dësem Rapport war awer och, dass de Mindestbedarf vu méi grouse Kanner a vu Jugendlechen nëmmen zum Deel duerch d'Kannergeld ofgedeckt ka ginn. Fir deem entgéintzewierken, wäerte mer och d'Kannergeld ab dem zielefte Liewensjoer erhéien. Och d'Indexéierung vum Kannergeld, eppes, wat ganz wichteg ass a wat och weidergefouert soll ginn, fir eebe grad dës finanziell Ënnerstëtzung un d'Evolution vun de Liewenskäschten unzepassen.

Et gëtt och nach eng Rei generell Mesüeren, déi Leit oder Famillje mat klengem Akommes ënnerstëtzen, déi iwwert déi lescht Jore sief et ausgebaut oder nei agefouert gi sinn. Ech denken hei ënner anerem un d'Energieprimm, den Équivalent crédit d'impôt, d'Subvention loyer oder och nach d'Allocation de vie chère. Dat sinn alles Mesüeren, wou probéiert ginn ass, allkéiers och en Akzent drop ze setzen: Si Kanner am Menage oder net?

Och d'Gesetz iwwert d'Sozialhëllef – mer hu vill de Mëtten dervu geschwat –, och vun den Office-socialen, déi éischt Ulafstell eigentlech fir d'Leit, wou mer musse kucken, dass mer se nach méi och dohinner kréien – ech wäert herno nach eng Kéier kuerz drop agoen –, wou och de Personalschlüssel hei schonn an d'Luucht gesat ginn ass.

An e weidere wichtige Pilier, denken ech, deen déi fënnf nächst Joer soll ugaange ginn, dat ass eeben och, fir de Personalschlüssel fir déi 30 Office-socialen net nëmmen a Funktioun vun der Awunnerzuel erauszeginn, mee virun allem och e Facteur socio-économique anzebannen, well déi ënnerschiddlech Office-socialen eeben och awer, jee no der Lag, wou se sech befannen, aner Populatiounen ofdecken.

Nieft de genannte Prestations en espèces, also de Finanzleeschungen, gëtt et natierlech en anere Volet, op dee probéiert ginn ass déi lescht Joren, den Akzent ze setzen. Dat sinn d'Sachleeschungen, déi agefouert gi sinn. Ech géif elo just de gratis ëffentlechen Transport hei nennen, mee et gëtt der ganz vill méi an ech mengen, de Claude Meisch kennt déi nach vill besser. An hie geet bestëmmt herno nach eng Kéier dorop an, a virun allem och op d'Bedeitung vun de gratis Sachleeschungen, déi et awer de Familljen erlaabt hunn, dass se e groussen Deel vun hiren Ausgaben, déi se bis dohinner heifir haten, op anere Plazen zur Verfügung hunn.

Mir wëssen och, dass eeben d'Prestations en nature, also d'Sachleeschungen, net afléissen, wa mer d'Rechnung vum Aarmutsrisiko maachen. De Statec huet awer a sengem leschte Rapport travail et cohésion sociale geschriwwen, dass den Aarmutsrisiko fir d'Kanner eleng ëm siwe Prozentpunkten erfogee, wann een de Chèque-service accueil mat considéiert.

Här President, de Staat huet also e vaste System en place gesat, fir de concernéierte Leit ënnert d'Aerm ze gräifen, wa se eebe Problemer hunn, fir d'Enner beieneenzekréien. An de Koalitionsaccord gesäit der och nach eng ganz Partie vir fir déi generell Aarmutsbekämpfung.

D'Kannerarmut – an ech hunn et virdru gesot – ass natierlech een Deel an e ganz wichtege Deel vun der Aarmutsbekämpfung. An andeems mir Mesüeren ëmsetzen, déi den Elteren zeguttkommen, an andeems mir hinnen hëllefen, hiert Liewen autonom ze meeschteren, bekämpfe mir natierlech och d'Kannerarmut.

Här President, déi beschte Fangnetzer déngen awer just eppes, wa se och tatsächlech genotzt ginn. An da si mer bei engem ganz wichtege Dossier, wou mer eigentlech alleguerten zesumme mussen eis Iwwerleeungen, eis Gedanke beieneebréngen, fir besser ze ginn, wann et dröms geet, den Non-recours-Taux erfokzéieren.

Ech war virun eppes iwwer enger Woch zu Bréssel op enger interministerieller Konferenz, wou et ëm de Minimum Income gaang ass, also net ëm de Mindestloun, mee ëm d'Mindestakommes, eise REVIS also. An do war och dann den zoustännige Kommissär, den Nicolas Schmit, op der Plaz. Do hu mer alleguerten déi selwecht Analys gemaach, dass mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee a bal alle Memberlänner bei ville soziale Leeschungen dervun ausginn, dass den Taux vum Non-recours tëscht 30 % a 50 % ass.

D'IGSS geet dervun aus, dass et, zum Beispill wat de REVIS ugeet, 38 % sinn, déi net genotzt ginn. Mir wëssen, datt bei der Subvention loyer zum Beispill – fir och déi ze nennen – den Taux och ganz héich ass – eppes, wou mer mussen usetzen, well ech mengen, mir hunn eis als Politik rezent an och scho viru méi Laangem derfir ausgeschwat, sozial Fangnetzer ze strécken, fir déi sozial Schwaach opzefänken. An déi mussen dann natierlech och genotzt ginn. Do ass natierlech d'Informatioun emol wichteg. Natierlech ass och d'Simplification administrative hei e ganz, ganz groussen Dossier, deen ech zesumme mat menge Regierungskolleege wëll ugoen.

Eppes, wou ech mengen, wou mer och ganz vill Potenzial wäerten hunn, dat ass de sougenannten „digitalen Office social“, also eng digital Plattform, wou ee ganz einfach informéiert gëtt: „Ma wat gëtt et dann alles hei zu Lëtzebuerg vu soziale Leeschtungen?“, a wou ee virun allem emol op en einfache Bléck oder mat engem Rechner agi kann: „Ma wat ass meng Composition de ménage? Sinn ech bestuet? Celibataire? Hunn ech Kanner? Wat ass mäi Revenu?“, an dann nach verschidde Krittäre kann offroen a wou een dann herno soll ausgespaut kréien, vu wat een eigentlech alles kéint profitéieren. Dat ass dann nach net dat, wat een iwwerwise kritt, mee dat soll d'Leit eigentlech incitéieren, fir domadder dann de Wee sichen ze goe fir bei en Office social.

A virdrun ass bei den Office-socialen doriwwer geschwat ginn, dass et Leit gëtt, déi sech nach vläicht schummen, bei den Office social ze goen, dass dat och kann zum Non-recours vun de Prestations sociales bädroen. Ech kann Iech soen: Déi Office-sociale mat all deene Leit, déi ech do begéint hunn um Terrain, schafen Dag fir Dag drun, fir genau dee Stempel lasszeginn an eigentlech eng Plaz ze ginn, wou ee gären hikéint a kee sech ze schumme brauch, fir dohin ze kommen.

Déi digital sozial Plattform ass also eppes, wou mer probéieren, allegueren déi Mesüeren, fir de Leit ënnert d'Aerm ze gräifen, beieneenzekréien.

Mir mengen och, dass déi administrativ Demarchen, déi een nach ëmmer da muss maachen, oft awer nach – ben, wéi soll ech soen? – op d'mannst schwéierfällg sinn a virun allem oft Saache gefrot gi vun deene verschiddene Verwaltungen, déi de Staat eigentlech misst hunn. An do ass d'Iddi – do kucke mer nach, wéi wäit mer kommen – vun dëser Regierung, en Dossier social partagé ze maachen, fir dass déi verschidden Administratioune vläicht iwwert de MyGuichet – an ech souz virun eppes iwwer enger Woch mat der Digitaliséierungsministesch zesummen – eigentlech och kéinten, natierlech mam Averstännis da vun der betroffener Persoun, vun deene Pièce profitéieren – och eppes, wat derzou bäidréit, wéi gesot, d'Demarché méi einfach ze maachen.

Eis sozial Fangnetzer, wéi gesot, mussen awer och de Liewenskäschten ugepasst sinn, sief et andeems se indexéiert ginn oder andeems se un d'Entwécklung vum duerchschnëttleche Lounniveau ugepasst ginn – och eppes, wat déi heite Regierung wëll weiderféieren.

En anert ganz interessant Instrument, wéi ech fannen, nieft där Mesür, déi ech agangs beschriwwen hunn – wéi gëtt dann d'Medianakommes berechent, wéi den Aarmutsrisiko? –, dat ass: De Statéc mécht fir déi verschidden Kategorie Budget-de-références. Dat heescht, se ermëttelen eigentlech: „Ma wat sinn dann eigentlech déi verschidde Saachen, déi e Stot brauch, zum Beispill e Stot mat zwee Kanner?“ Da soen se och nach: „E Kand mat sechs Méint an e Kand mat 16 Joer, wat ass dann dat, wat dee Menage u Geldleeschunge brauch, fir digne kënnen ze liewen?“

An do stelle mer da fest, dass eigentlech d'REVIS-Bezéier duerch déi sozial Fangnetzer, wa mer se alleguer notzen, ëmmer iwwert dësem Revenu de référence leien – wat eis op där enger Säit kéint positiv stëmmen, mee wa mer wëssen, dass den Taux de non-recours esou héich ass, wëll ech nach eng Kéier ënnernauewen, wéi wichteg et ass, dass mer grad un där heiter Stellschrauf dréien.

En anert ganz zentraalt, wichtegt Instrument fir déi heite Regierung, dat mer och schnellstméiglech wëllen ugoen, dat ass en nationalen Aktiounsplang, fir d'Aarmutsbekämpfung unzegoen. Mir wëssen, dass dat en Exercice ass, deen net nëmmen déi verschidde Ministère wäert fuerderen, mee wou virun

allem och déi verschidde Partner dobaussen, d'Acteure vum Terrain, wäerte gebraucht ginn an hiren Avis mat consideréiert gëtt. An ech mengen, de Mëtten hei eraushéieren ze hunn, wéi wann och hei an der Chamber ganz flott Elementer sécherlech do kënnen op d'mannst mat an d'Diskussioun geholl ginn, fir deen nationalen Aktiounsplang da mat Liewen ze fëllen, well eist Zil ass dat selwecht, nämlech d'Aarmut ze bekämpfen, a besonnesch d'Kanneraarmut, vun där mer de Mëtteg schwätzen.

A wa mer de Mëtteg vun där geschwat hunn, dann ass dat de Meritt vun der Madamm Claire Delcourt. Ech géif hir dann dofir villmools Merci soen, dass se d'Kanneraarmut op den Ordre du jour gesat huet.

Ech hunn et nach eng Kéier gesot: Am Koalitiounsaccord steet d'Kanneraarmut vläicht net explizitt dran, mee fir eis ass dat e ganz wichtige Bestandteil, sollt Der wëssen, Madamm Delcourt, vun der Aarmutsbekämpfung! An ech kann Iech versécheren, dass an deem nationalen Aktiounsplang, wou mer géint d'Kanneraarmut wëllen zesumme virgoen, natierlech och d'Kanneraarmut wäert e separat Kapitel fannen, well mer eis och der Wichtigkeet, genau wéi Dir et ënnerstrach hutt, absolutt bewosst sinn.

Dëst gesot, wéi gesot, géif ech Iech nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi, wéi ech fannen, ganz interessant Diskussioun, déi mer de Mëtten hei an der Chamber konnten zesummen hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, Dir wëllt eng Fro stellen? Huel Der d'Fro un, Här Hahn?

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Selbstverständlech.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Hahn. Also, ech hunn Iech gutt nogelauschert. A ganz viles, wat Der sot, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. Ech mierken, dass do en neien Elan ass, fir de Familljen an de Kanner ze hëllefen. Ech hunn awer zwou konkret Froen.

Déi éischt ass: Am Office social hu mer heiansdo de Fall, dass een de REVIS op der ADEM gestrach kritt – wisou och ëmmer – an een herno awer iwwer all d'Recourse Recht kritt. Während där Zäit sëtzen dann awer oft d'Familljen a virun allem d'Kanner ouni iergendee Revenu do. Kann een do net iergendeng Bréck schafen? Well et ass elo esou, dass mir als Office bei eis an der Gemeng zwar hëllefen, mee et ass mer awer och gesot ginn, dass anerer sech da weigere. An da sëtze wierklech d'Kanner an deem Misär. Et wär gutt, wann ee vläicht eng Kéier dorun denkt.

An déi zweet ass: Dir hutt vum Mëttegiess geschwat, wat ech komplett ënnerstëtzen. Elo ass et awer esou, dass a verschiddene Gemenge keng Plazen an de Maison-relais sinn. An déi Leit, déi scho keng Plaz an der Maison relais hunn, déi kommen och net derzou, dass d'Kanner dann zum gratis Mëttegiessen kommen. Soll een an der Zukunft net op dee Wee goen, dass ee fir déi Familljen, op d'mannst wa se keng Plaz an enger Maison relais kréien an e Salaire hunn, wou mer wierklech iwwer Aarmut kënnen diskutéieren – also, ech schwätzen elo net vun deene gréissere Salaren, wa se keng Plaz kréien, mee vun deenen, déi drënner sinn a wou de Kanner kéint gehollef ginn –, eng Formel fënnt, dass een, wa se kënnen weisen, dass se keng Plaz an enger Maison relais kruten, deenen Elteren anescht hëlleft? Well herno sinn et awer erëm d'Kanner, déi dorënner gelidden hunn.

Merci.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma ech géif vläicht

op déi éischt Fro äntweren. Déi zweet géif ech dem Här Meisch vläicht iwwerloossen. Ech hat nämlech elo näischt vum Mëttegiess gesot, ausser ech hätt et vergiess.

(Interruption)

Mee et ass awer egal. Et ass awer en interessante Punkt. Dir hat warscheinlech allgemeng iwwer Sachleeschungen ..., wou Der dat do interpretéiert an ... Et ass awer ... Et ass net wichteg.

Dir hutt dervu geschwat, dass et verschidde Sozialleeschunge gëtt, déi een och kann entzu kréien. Do ass et tatsächlech esou, notament wann et ëm d'REVIS-Bezéier geet, dass et do e Kaartessystem gëtt. Dat heescht, wann een zum Beispill net op Rendez-vous geet, ouni Excusen, dass dat dann dat allerlescht Mëttel ass. An Dir hutt Recht, datt ... Zu wat féiert dat da ganz oft am Office social? Da geet ee vum AVIS, also vum Assistant de revenu d'inclusion sociale, e Stack méi déif, an da geet een erof bei d'Aide sociale an da kritt een dann do gehollef. Dat ass eppes, wat mer bewosst ass.

Ech hunn nach net déi 100 %-Lösung, fir Iech et hei esou ze soen. Ech denke schon, dass mer do e Punktesystem brauchen, deen – a gleeft mer et – och vun de Sozialarbechter – an Dir sidd jo och dann an engem Office social mat aktiv, wou Der et gesitt –, mengen ech, och allkéiers schwéieren Härzens geholl gëtt. Mee ech mengen awer éischter, wa sech dann och wierklech net un déi elementairst Reegele gehale gëtt. Dat ass op d'mannst dat, wat ech vum Terrain héieren.

An do, wéi gesot, gëtt och seele gesot: „Dat ass vun 100 op 0“, mee et muss een awer eng gewëssen Disziplin dran hunn, well ech mengen, d'Zil vun zum Beispill dem REVIS, well Der deen ugeschwat huet, muss jo awer sinn, fir déi Leit, déi kënnen, ze aktivéieren a se och op den Aarbechtsmarché ze kréien, sief et um Ufank iwwer eng TUC-Mesür, dat heescht en Travail d'utilité collective, fir se dann un d'Aarbecht erunze kréien, vläicht och am Ufank just 10, 20, 30, 40 Stonnen. An da muss et duerno natierlech d'Zil sinn, fir se och op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien. Do gëtt et natierlech och elementar Reegelen, wou mer eis, mengen ech, awer och eens wieren, fir ze soen, datt ee sech dodru muss halen.

Mee de Problem ass mer bekannt, dass een do eebe muss derfir suergen, dass dat natierlech net däréif au détriment si besonnesch vu Menagé mat Kanner, soudass ech dat doten um Radar hunn a wäert mat an d'Diskussiounen afléisse loossen, déi ech iwwerens mat der Entente des offices sociaux och hunn an deem ganzen Theemegebitt vum REVIS.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hahn. Ech gesinn, datt d'Regierung nach e Spriecher huet. Ech ginn dann d'Wuert un den Educationsminister. Ech wëll e just drun erënneren: Den Här Hahn huet 17 Minutte gebraucht. Et bleiwen Iech also nach ongeféier 13 Minutten an der Riedezäit. Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir wësst, datt ech normalerweis net laang schwätzen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech wollt Iech et awer just soen, Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dofir sinn ech elo awer iwwerrascht iwwert déi dote Reaktioun.

(Hilarité)

Ech wëll, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischter der Madamm Claire Delcourt villmools Merci soe fir dës Interpellatioun, déi, ech fannen, eigentlech iwwert déi ganzen Zäit, wou mer elo hei zesummesouzen an driwwer geschwat hunn, ganz sachlech a positiv an no vir gekuckt gefouert gouf. An dat weist, mengen ech, awer och d'Bedeutung vun deem Theema, ëm dat et haut de Mëtteg hei geet, an awer och, jo, d'Erkenntnis, datt nach ëmmer vill ze maache bleift. Ech mengen, vun all Riedner – ob Majoritéit, Opposition, ob frëier Majoritéit, frëier Opposition, wéi och ëmmer – ass gesot ginn, wat schonn alles geschitt ass, mee mer wëssen, datt awer nach ëmmer e Wee virun eis läit.

Dir verstitt vläicht, datt ech ganz besonnesch op zwee Aspekter wëll agoen. De Paul Galles huet virdu gesot: „Kanneraarmut ass multidimensional, multifaktoriell.“ An ech denken, dat ass och an der Debatt hei kloer ginn. Mee zwee Ressorten, déi mir eebe besonnesch wichteg sinn – de Beräich vun der Bildung, de Beräich vum Logement –, hu sech awer och ganz kloer duerch eng ganz Rei vun Interventiounen de Mëtteg hei gezunn a weisen, datt et wichteg ass, datt mer e fräien Zougang zur Bildung hunn, zur formaler Bildung, zur nonformaler Bildung.

A grad och de fräien Zougang zur nonformaler Bildung, zu enger qualitativ gudder nonformaler Bildung, war jo eppes, wat iwwert déi lescht zéng Joer weiderentwéckelt ginn ass duerch eng ganz Rei vu Gratisleeschungen – „Sachleeschungen“ kann een et nennen, „Bildungsleeschungen“ géif ech et awer och ganz gär nennen –, déi offrëiert ginn: sief et eng Rei vu Stonnen an enger Crèche, sief et eng Rei vu Wochen an der Maison relais, sief et gratis Schoulbicher, sief et d'Gratuitéit vum Mëttegiessen, sief et e sozial gestaffelt Mëttegiessen an de Lycéeën an esou weider.

Datt huet sécherlech och säin Impakt gehat op de Kampf géint d'Kanneraarmut. A wa mer d'Statistike géife rechnen a kucken, wat dat dote bruecht huet, da wier dat schonn een Deel vun der Situatioun gewiescht, datt et net nach schlimmer ass, haut nach schlimmer ausgesäit.

An ech denken, datt op där anerer Säit natierlech och net nëmmen de fräien Zougang, d'Gratuitéit vu Bildungsleeschungen wichteg ass am Kampf géint d'Kanneraarmut, mee och eng gudd Bildung, eng fair Bildung, eng gerecht Bildung, an datt dat e permanente Sujet ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill ënnerschiddlech Kanner hunn, mat hiren ënnerschiddleche Sproochen, an datt dat eigentlech nach eng méi grouss Erausforderung hei zu Lëtzebuerg ass wéi op anere Plazen. Nun, datt hu mer jo och scho méi wéi eng Kéier hei diskutéiert.

D'Wëssenschaft seet – an ech mengen, datt mer op deenen zwou Piste wierklech drop sinn –, datt mer eigentlech zwee Vecteuren hunn, déi wierklech erfolgsversprechend sinn. Dat eent, dat ass, méi fréi unzefänken, d'Kanner fréi ze ënnerstëtzen an hirer Entwécklung an dowéinsten eeben och gudd Bildungsleeschungen an der frëier Kandheet, also gudd Crèche, ze assuréieren. Ech mengen, et ass och vun deem engen oder aneren hei rappeléiert ginn, wat dës Regierung sech virgeholl huet, iwwert d'Verbesserung vum Personalschlüssel, ënner anerem och an de Crèche, ze erreechen, iwwer en zweeten Intervenant och am Cycle 1 an der Grondschoul. Alles dat, denken ech, si Mesuren, déi sech an déi Richtung aschreiwen.

An deenen anere Vektor ass, bei enger Diversitéit vun der Schoulpopulatioun awer och eng Diversitéit vun der schoulescher Offer ze hunn, fir net all Kand mussen an eng Schoul eranzepressen, mee op där

anerer Säit awer ze kucken, datt mer, jo, iergendzwousch Weeër hunn, wou all Kand sech kann iergendwou raccrochéieren an da säin Opstig do realiséieren – méi op jidde Fall, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Jo, et gëtt en drëtten Vektor. Et gëtt en drëtten Vektor, dee wichteg ass. Dat ass, d'Familljen ze stäerken. An och do huet dës Regierung nach munches vir. De Regierungsprogramm seet, mir wëllen zum Beispill d'Schoul an den Office national de l'enfance méi enk beineebébréngen, datt do, wou d'Schoul mat hire Moyenen op Limitte stéisst, well se natierlech net ausserhalb vun der Schoulzäit intervenéiert, well se natierlech net ausserhalb vum Perimeter vun der Schoul intervenéiert, eeben och d'Aide à l'enfance mat hiren Instrumenter, och heiansdo nidderschwellig, kann d'Famillje stäerken, fir eeben och vun do aus e positiven Effekt op d'Entwécklung vum Kand ze hunn.

Jo, et ass och gesot ginn, an ech ennersträichen et ausdrécklech: Eltere brauchen Zäit fir hir Kanner. Elteren, op där anerer Säit, wa mer vu Kanneraarmut schwätzen, Familljenaarmut schwätzen, brauchen dann awer och gudd Betreuungsstrukturen, fir datt se kënnen enger beruflecher Aktivitéit nogoen, fir datt se kënnen op eegene Féiss stoen, sech selwer e Revenu kënnen erschaffen. An et ass eeben do wichteg, de richtigen Equiliber ze fannen an ëmmer nees nei ze sichen – als Famill, als Koppel, als Mamm, als Papp, mat de Kanner, mee, denken ech, natierlech awer och als Gesellschaft – hei bei deenen Diskussiounen, déi mer féieren.

Kanneraarmut huet och zum Deel eppes mat Kannerrechter ze dinn. Kannerrechter hunn net nëmmen e finanziellen Aspekt, mee Kannerrechter kënnen awer nëmme gelieft ginn, wa Kanneraarmut eigentlech keng Realitéit ass, wa mer Kanner aus der Armut erauskréien, well dann déi ganz Panoplie vu Kannerrechter, déi et gëtt, eeben iwwerhaupt dann eréischt ze realiséieren ass. An Dir wësst, do hu mer en nationalen Aktiounsplang, deen an der Ëmsetzung ass.

Wat wichteg ass – an eenzel Riedner hunn et och gesot –, dat ass d'Participatioun vun de Kanner. A wa mer „Kanneraarmut“ soen, ass dat multidimensional. Da geet et eeben net nëmmen ëm déi finanziell Dimensioun, mee da geet et och dorëms, ob d'Kanner participéieren, ob se an de Sportveräin ginn, ob se an der Musek matmaachen. Jo, mir hu gratis Musekunterrecht gemaach, fir datt jiddereen eebe kann matmaachen. A wann et Hürde gëtt, wou deen een oder deen aneren nach net dohinnerkënn, dann, mengen ech och, sollte mer kucken, datt mer dorunner weider schaffen a weider doriwwer nodenken, wéi mer déi doten Aktivitéiten och méi no bei déi Jonk kënnen bréngen. Well do wësst och e Kand drun. Als Mënsch wësst een dru bei all deenen doten Aktivitéiten.

Kanneraarmut huet dann och eppes, grad hei zu Lëtzebuerg, mat Logement ze dinn. Dat ass evident. Ech denken, datt fir e gudden Deel vun deene Familljen a vun deene Kanner, déi vu Kanneraarmut beträff sinn, dat deiert Wunnen hei zu Lëtzebuerg dach awer zumindest mat responsabel, wann net souguer haaptresponsabel ass. An dofir ass et wichteg, datt mer weider eng proaktiv, eng engagéiert Logementspolitik maachen, fir ze hëllefen, datt op Dauer d'Famillje sech kënnen zu akzeptable Präisser logéieren an och an enger Wunneng zu akzeptable Konditiounen a mat enger akzeptabler Liewensqualitéit.

Datt, mengen ech, war d'Zil vun deene Regierung virdu. Dat bleift a muss onbedéngt d'Zil vun dëser Regierung bleiwen. An Dir wësst, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Regierung och gëschter nach eng Kéier decidéiert huet an annoncéiert huet: eng Rei

vun Aiden, déi virun allem och de Famillje mat Kanner zeguttkommen, esou auszeweiden, datt méi Famillje mat Kanner kënnen dovunner profitéieren, virun allem Famillje mat Kanner méi staark dovunner kënnen profitéieren.

Wéi zum Beispill bei der Subvention loyer: e Plus vun 39 %! Dat heescht, wa virdu 100 Famillje konnte profitéieren, da sinn et der elo 139, déi kënnen profitéieren. An dorobber nach eng Kéier en daitleche Plus, eng Verdueblung vun deem, wat dann e Kand bréngt an der Berechnung vun der Subvention de loyer, wat virdu 40 Euro pro Kand war de Mount, dann elo op 80 Euro pro Kand de Mount. Ech denken, datt dat e wichtige Schratt ass, e méi wéi symbolesche Schratt, fir ze kucken, datt och déi Leit, déi mussen um Privatmarché lounen, hei méi staark vun der öffentlecher Hand gehollef kréien.

Donieft natierlech awer och dee groussen Investitiounspak, deen decidéiert gouf, dee sech nach eng Kéier dropsetzt. Op dat, wat schonn decidéiert war – nämlech 900 Milliounen iwwert déi nächst véier Joer an abordabele Wunraum ze investéieren; dat war schonn decidéiert an am Pluriannuel budgetiséiert –, komme lo nach eng Kéier, fir Immobilieprojeten opzekafen, iwwert déi nächst véier Joer 480 Milliounen derbäi.

Och deen impressionnante Chiffer weist nach eng Kéier d'Ambitioun vun dëser Regierung, fir wierklech e Schratt no vir ze maachen, ech géif soen, e puer Schrëtt no vir ze maachen, an der Schafung vun abordablem Wunraum, vun öffentleche Wunnengen, déi virun allem eeben och Familljen aus sozial defavoriséierte Milieue kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir domat iwwerhaupt emol erm eng Integratioun an d'Gesellschaft kënnen ze erméiglechen, fir datt dat, wat ech fir d'Wunne muss bezuelen, net alles aneschtens onméiglech mécht. Dat ass leider haut nach ze vill dacks de Fall.

Ech soen Iech Merci, Här President an Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass elo d'Diskussioun domat ofgeschloss.

Motions

Mir hu véier Motiounen hei um Büro leien. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënnere: Mir sinn hei am Kader vun enger Interpellatioun am Modell 1, soudatt d'Riedezäiten dovunner fir sämtlech Motiounen 5 Minutte fir d'Fraktiounen, 2,5 Minutte fir d'Sensibilitäten a 5 Minutte fir d'Regierung sinn. Dir musst Iech, well et der véier sinn, kuerzfaassen an Ären Explikatiounen.

Motion 1

Ech huelen déi éischt Motioun. Dat ass déi vun der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, wollt Dir nach e puer Explikatiounen doriwwer ginn? Dann ass d'Wuert fir Iech.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Merci fir all déi Interventiounen, déi haut gemaach goufen, an och d'Explikatiounen vun de Ministeren. Ech wëll hei am Fong just nach eng Kéier kuerz soen: Ech mengen, d'Motioun ass relativ kloer. Mir wëllen, wéi och elo scho e puermol erwänt, d'Regierung opfuerderen, dës Problem zu hirer Prioritéit ze maachen, eng Stratégie globale auszuschaffen. A souwäit ech dat och e bësse konnt eraushéieren, si mer do jo um gudden Wee an och méi oder weiniger op enger Linn. Mir wëilten natierlech als Chamber och – dat free mer och – méi abezu ginn, wat do virgesinn ass vun der Regierung, an do och um Lafende gehale ginn zu deene jeeweilege Punkten.

A wann Der erlaabt, géif ech och déi zweet Motioun einfach schonn direkt mathuelen. Oder solle mer dat ...? Mir kënnen dat awer och gären ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, ech mengen, mir maachen dat eent nom aneren, dann ass dat méi transparent a kloer.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Gutt. Jo, ok.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och un d'Auteure vun der Motioun. Ech mengen, mir hunn et elo grad héiere vun de Ministeren aus der Regierung, dass se natierlech virhunn, e Plan national de lutte contre la pauvreté ze maachen. Dat ass um Radar. Dat heescht, alles, wat hei steet, wäert geschéien. An dofir wäerte mir och déi Motioun hei kënnen matdroen. Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Galles huet d'Wuert gefrot an dann den Här Baum an dann den Här Polidori.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Et ass jo elo sech net méi vill ze soen. Merci nach eng Kéier fir dës Motioun, déi eis ganz sympathesch ass. Si ass eng systematesch Approche un d'Problematis. Dat heescht, mir géifen et ganz staark ënnerstëtzen, eeben déi global Strategie auszeschaffen, dann och mat de Rapporten och d'Chamber anzebannen, mat Ziler, mat Tëschenziler, also esou wéi een eng Strategie, e Plan d'action, da wierklech och adequat opbaut. Dat ass eng Motioun, déi eis gutt gefält. Mir wëllen déi och ënnerstëtzen, natierlech zesumme mat eise Kolleeginnen a Kolleegen. Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Delcourt fir d'Motioun, déi mer och ënnerstëtzen, och wa mer vläicht bei engem Tiret – „saluant les mesures mises en place“ – mengen, dass een doriwwer kéint erausgoen. Dat ass awer elo wierklech just en Detail. A mir freeën eis besonnesch iwwert d'Rapports réguliers, déi sollte gefrot ginn, an dass an der Chamber reegelméisseg Debatten zu där Fro sollte gefouert ginn. Dat war eng Fuerderung, déi mir als Lénk ëmmer erëm, och a Motiounen, der Chamber presentéiert hunn. Virun enger Zäit war et nach esou, dass déi deemoleg Majoritéitspartei Problemer domadder haten. Ech gesinn, dass dat dann elo net de Fall ass an dass et d'Wandlung vum Saulus zum Paulus gëtt, ...

(Interruption)

... déi mer an deem Fall da begrëssen. Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Jo, och mir begrëssen dës Motioun explizitt. Et sinn e ganze Koup Saachen dran, déi ... bon, verschidde Saachen dran, pardon, déi eis vläicht net wäit genuch ginn, mee awer och ganz, ganz interessant sinn. An ech sinn och frou, dass mer eng breet Majoritéit heibannen am Haus fannen, och bei de Majoritéitspartei, déi dës dann och wäerte mat ënnerstëtzen. An dat, mengen ech, weist och dee breede Konsens hei am héijen Haus. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Ech hu keng aner Wuertmeldungen. Opgrond vun

deene Wuertmeldungen ginn ech dervun aus, dass mer kéinten eventuell à main levée iwwert déi Motioun ofstëmme, à moins dass een de Vote électronique freet.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da stëmme mer iwwert dës Motioun à main levée of.

Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, deen hieft d'Hand.

An da maache mer d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Motion 2

Da komme mer zu der zweeter Motioun. Madamm Delcourt, Dir wollt d'Wuert nach kuerz huelen.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Jo, ech wollt zu dëser Motioun am Fong wierklech net nach vill bäifügen. Ech mengen, et ass relativ straightforward, soudass ... Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war och straightforward, dat do.

(Hilarité)

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, dann och straightforward: Also, ech mengen, e Koalitionsaccord ass bekanntlech do, fir en ëmzesetzen. An dofir, mengen ech, brauche mer net an enger Motioun nach eng Kéier ze fuerderen, de Koalitionsaccord ëmzesetzen, well dofir gëtt et de Koalitionsaccord. Dat sinn d'Hausaufgabe vun der Regierung. Dat heescht, alles, wat do steet, dass d'Regierung den Accord de coalition soll ëmsetzen ... Also, do kann ech Iech berouegen: Natierlech wäert d'Regierung de Koalitionsaccord ëmsetzen.

Dann hu mer och héieren, dass den digitalen Office social zum Beispill soll kommen. De Minister Hahn huet ganz kloer gesot, dass effektiv d'Leit nach besser sollen informéiert ginn iwwer hir Rechter, dass se e Recours hunn zu verschiddenen Hëlfe, wa se dann d'Recht drop hunn. An dofir wäerte mir dës Motioun net matstëmme, well dat souwiso da wäert gemaach ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ka mech elo ieren ... Ech hunn dat Koalitionssofkommes elo net ganz am Kapp, mee d'Madamm Cahen sot, dat hei stéing och alles am Koalitionssofkommes. Et interesséiert mech awer elo, ob déi 100 Euro méi, déi et soll gi fir de Mindestloun, och elo esou virgesinn. Déi sinn hei virgesinn. Dat fanne mir och eng gutt Saach. Allerdéngs, mir wëllen elo net Ierbessenzieler hei sinn, mee hei steet „100 euros nets“, an ech weess net, ob dat méiglech ass, ob een dat esou ka festleeën. Et misst ee bal soen „100 euros bruts“ an der Motioun. Mee wann dat esou wier, da géife mir dat heiten op jidde Fall matstëmme. Dat hei ass eng gutt Saach. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sinn nach aner Wuertmeldungen heizou?

Opgrond vun deene Wuertmeldungen ginn ech dervun aus, dass mer hei kee Vote par main levée kënnen maache, also iwwert dës Motioun par vote électronique wäerten ofstëmme.

Vote sur la motion 2

Ech fänken also mam Vott un. De Quorum ass errecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Déi ass vun der Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall. Hunn ech soss aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Den Här Keup, den Här Polidori an den Här Baum.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat sinn natierlech Motiounen, wou relativ vill steet, dräi Säiten. An do fënnt een dann natierlech emol Saachen, déi engem net esou gefalen, an anerer, déi engem besser gefalen. Wat mir elo hei an d'A gesprongen ass, dat ass bei den Invitten, de sechsten Tiret. Do géif ech hei eng Kéier e bësse méi prezis eppes driwwer soen. Do steet nämlech: „élaborer et mettre en œuvre une nouvelle réforme fiscale“, dat ass do geplangt, „ayant, entre autres, pour objectif d'alléger la charge fiscale des ménages à revenus modestes“, dat sinn also déi, déi manner verdéngen, „des familles monoparentales“, dat sinn all déi Elengerzéiend, dat sinn der jo och vill, „et des classes moyennes“. Wann ech dat esou liesen, soen ech mer: Ënnert dem Stréch sinn dat do jo 90 % vun der Bevëlkerung. Déi Eenzeg, déi elo hei net drastinn, dat wiere räich Leit, déi net monoparental sinn.

Elo froen ech mech awer ... An ech géif dat begrëssen. Ech mengen, jiddwereen hätt jo am léifsten, mir missten iwwerhaupt keng Steiere bezuelen an de Staat kéint sech esou finanzéieren.

(Interruption)

Ech froe mech awer elo, ob dat heiten iwwerhaupt esou méiglech wier, well dat hei géif jo bedeuten, dass d'Regierung elo invitéiert gëtt, eng Steierreform ze maachen, wou 90 % vun der Bevëlkerung – plus/minus – eppes bäikréien. Dat misst Der mer mol erklären, wéi dat soll fonctionéieren, och finanziell. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech hunn elo eng Wuertmeldung vun dem Här Polidori, dann den Här Baum an dann d'Madamm Delcourt.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Bon, et ass virdru gesot gi vun der Madamm Cahen, dass keng Saachen an enger Motioun musse stoen, déi an engem Koalitiounsaccord stinn. Ech mengen, hei sinn och e puer Saachen dran, déi do gefuerdert ginn. Bon, mir sinn net ernimmt ginn. Mir hunn déi heite Motioun mat ënnerschriwwen. Ech denken, och ech als neien Deputéierte wëll der Regierung an dësem Fall och eng Chance ginn. Mir wäerten dat kritesch begleeten an dann an den nächsten Méint a Joren och deementspriedend verfollegen an deementspriedend eise Retour ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dann den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Do weiderfuierend, wou den Här Polidori opgehalen huet, mengen ech och, dass et erstaunlech ass, dass d'DP dann déi heite Motioun presentéiert, well dat ass de Koalitiounsprogramm!

(Hilarité)

A wann an der Chamber keng Motioun zum Koalitiounsprogramm soll gemaach ginn, da misst d'DP eigentlech déi heite Motioun zeréckzéien.

Et ass awer, well et esou ass, dass et de Koalitiounsprogramm erëmgëtt, och awer e bësse fir eis e Problem, well verschidde Saachen dra sinn, déi awer schwierig sinn. Wann een notament seet, dass een d'Gratuitéit gär an d'Indicateure mat eranhëlt, fir d'Pauvretéit an d'Exclusion sociale ze moossen, da risquéiert dat, op eng verfälschten Aart a Weis derzou ze féieren, dass d'Tauxen einfach esou erofginn.

An ech hu mer awer effektiv och déi selwecht Froe gestallt wéi den Här Keup virdrun. Wann Der gär eng Réforme fiscale maacht, déi d'„classes moyennes“ entlaascht, dann ass eng evident Fro: Wien ass dann d'„classes moyennes“? An ech erënnere do un eng Debatt, wou den aktuelle Finanzminister op der Tëleesot, hie wier d'„classes moyennes“.

(Hilarité)

Ech mengen, dat geet dann awer vläicht e bëssen ze wäit als Réforme fiscale. Dofir wäerte mer déi heite Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann d'Madamm Delcourt an duerno d'Madamm Welfring.

Mme Claire Delcourt (LSAP), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Jo, mir hu jo eng Motioun ofginn, déi e bësse méi wäit geet wéi déi heiten, déi awer elo och ugeholl gouf, wat mer och begrëissen. Mir géifen also hei och eisen Accord ginn, obwuel d'Motioun a verschidde Punkten net esou wäit geet, wéi mir et dann nach an där zweeter gefuerdert hunn. Ech mengen, extra Hëllef fir Monoparentallen, dat wär natierlech och gutt gewiescht oder, voilà, de Salaire social minimum oder eng spezifesch Approche fir Kannerarmut an d'Iwwerschaffe vum PAN Garantie européenne, déi feelen. Mee mir géifen dës Motioun awer scho mol matstëmmen, well et geet an déi richteg Richtung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, e bëssen änlech wéi verschiddener vu menge Virriedner kënnen mer net alles matdroen, wat hei ernimmt ass. Grad bei de Consideranten, dat ass den zweetleschten Tret, deen op de Mesürepak am Bauberäich vu gëschter verweist, wou mer der Meenung sinn, dass sécher e puer Mesüeren, och vill Mesüer souguer, déi hei opgeléicht gi sinn, an déi richteg Richtung ginn an och wierklech eppes mat

Kanneraarmut ze dinn hunn, anerer awer e bësse manner. A vun dohier hate mer proposéiert, dass mer et géifen anescht formuléieren, dass „certaines mesures“ vun deem Paquet de mesures géifen an déi richteg Richtung goen. Dat hate mer proposéiert. Dat hätte mer och matgestëmmt, mee vu dass et esou formuléiert bliwwen ass a wann et esou bleift, da géife mer eis hei enthalen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung.

Da géife mer zum Vott kommen. Hei ginn ech dervun aus, dass och e Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 3

Da fänke mer de Vott un. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Ech schléissen elo de Vott of.

De Vott ass ofgeschloss an d'Resultat ass: 48 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme an 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 48 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 4

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Numero 4, déi hei vun der Madamm Francine Closener deposéiert ginn ass. Madamm Closener, wëllt Dir nach e Wuert driwwer soen? Da fuert lass.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Et steet net alles am Koalitiounsprogramm, wat an dëser Motioun drasteet, mee wéi ech de Minister awer kennen a wéi ech en och héieren hunn, hei, awer och schonn an de Kommissiounen, misst dat hei jo awer ganz a sengem Sënn sinn: ob dat eng Evaluatioun ass vu senger Programmer, de Personalschlëssel erhéijen an der Kannerbetreuung, de Bilan vun der Summerschool, den Appui pédagogique eng Kéier op de Leescht huelen an awer och d'Ressourcen an de Gemenge besser verdeelen, soudass d'Quartierschoulen, wou Kanner sinn, déi méi defavoriséiert sinn, am Kader vun engem Projet pédagogique zu méi Chancégerechtkeet duerch Bildung kommen. Dat misst jo eigentlech alles am Sënn si vum Minister. Duerfir kann ech mer virstellen, dass d'Majoritéit dat hei kéint matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. D'Madamm Closener huet effektiv e puer Punkten elo hei opgezielt, déi eis gefallen. Dat ass zum Beispill d'Evaluatioun vun der Summerschool, awer och d'Evaluatioun vum Accueil pédagogique.

Woumat mir awer net averstane sinn – an dofir wäert ech och menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen –, dat ass d'Asetze vun engem Psycholog an all Gemeng an an alle Schoulen. Dat do fonctionéiert am Moment iwwert d'Direction-régionallen. Déi Psychologe schaffen zesumme mat Educateuren, mat Educateurs gradués, mat Schoulmeeschteren, mat IEBSen. Dat sinn déi, déi spezialiséiert sinn op Kanner à besoins spécifiques. An dofir menge mer, dass e Psycholog an all Schoul net zillfürend ass, well mer eis och d'Fro stellen, wann een an enger klenger Gemeng bass an ee vläicht all Klass nëmmen eng Kéier huet: Wat mécht dee Psycholog an där Schoul, wann e säin Diagnostic gemaach huet?

Dat Zweet ass de Contingent, fir do e Pilotprojet ze maachen. Do si mer och der Meenung, dass d'Direction-régionale mat de Gemengen zesummen am beschte wëssen, wéi de Contingent soll weider verdeelt ginn.

An dofir, wéi gesot, géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Galles d'Wuert gefrot.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Ech ginn e bëssen an déi selwecht Richtung wéi de Kolleg Gilles Baum. Déi Invitten, déi d'Madamm Closener op der éischter Säit geschriwwen huet, dat si ganz interessanter. Déi sinn eigentlech am Regierungsprogramm esou virgesinn, eeben och d'Evaluatioun vun all deenen neie Mesüeren aus dem 2009er Gesetz vum Enseignement fondamental.

An op der zweeter Säit sinn tatsächlech genau déi Saachen ze soen, déi de Gilles Baum elo och gesot huet. Ech mengen, dass et kee Sënn mécht, e Psycholog an all Schoul ze hunn. E Psycholog mécht d'Diagnos, mécht d'Analys. Mir hunn e ganz breet opgestallt Netzwerk, dat ech och elo selwer kenne géliert hunn, vun eeben där Interventioun, déi do ka gemaach ginn, wat menger Meenung no och relativ gutt funktionéiert.

Wat de Contingent ugeet: Et ass wichteg, Zuelen ze hunn, ech mengen, fir dass een dat och gutt verdeele kann. Awer do ass och e gewëssent Vertrauen, denken ech, vis-à-vis vun de Gemenge wichteg, fir dass d'Gemenge sech dann esou kënnen organiséieren, wéi se mengen, dass et richteg ass. An der Stad Lëtzebuerg hu mer do och eisen eegenen Indice, mat deem mer kënnen schaffen, fir dann eeben och an déi eenzel Schoulen dann de Contingent esou ze verdeelen, wéi mer mengen, dass et eebe grad an deem Joer dann och richteg wär.

Dofir muss ech menger Fraktioun och proposéieren, déi heiten net matzedroen. Ech soen Iech awer trotzdem Merci dofir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Ech hunn elo keng aner Wuertmeldung gesinn. Dach, den Här Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Ech gesinn hei, déi zwou Majoritéitspartei ginn éischter op de Volet vum Psycholog an alle Gemengen an, dass dat och eent vun den Haaptargumenter wier, fir dës net matzedroen. Et muss een awer soen, dass haut an den Direktiounen, wou d'Psychologe setzen,

net genuch sëtzen, well wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, da gëtt et am Moment ganz schwéier, fir do iwwerhaapt e Rendez-vous ze kréie respektiv mat esou enger Persoun ze schwätzen.

Dat heescht also wierklech d'Problematik, dass mer hei an deem Text, an deem Tired, wierklech soen, dass mer an all Schoul ee wëllen ..., oder et wär eventuell eng Proposition, ech geheien dat elo mol einfach hei an de Raum, ze soen, mir géife wierklech den Deel vum Psycholog verstärken an deemno wierklech weider ausbauen, fir do de Kanner entgéintzekommen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Et ass keng aner Wuertmeldung am Sall.

Ech ginn dervun aus, datt och hei de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 4

An da géife mer mam Vott ufänken. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat hätt mer all eis Motiounen zu deem Sujet erleedegt.

4. 8224 – Projet de loi portant sur la construction des extensions de la ligne de tramway à Luxembourg entre les stations Rout Bréck-Pafendall et Laangfur au Kirchberg et entre les stations Gare Centrale et Hollerich

Mir kéinten dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8224 iwwert d'finanziell Bedeelegung vum Staat bei der Verlängerung vun den Tramslinnen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jee weileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, den Här Meris

Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet dann elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 8224 diskutéiere mer haut iwwer e weidert Finanzéierungsgesetz, fir de Réseau vum Tram auszubauen. No de Finanzéierungsgesetzter vum 2014 an 2017 ass dat hei dat véiert Gesetz an deem Genre. Déi dräi éischt Gesetzter hunn de Bau an den Ausbau vun der Linn 1 vum Tram finanziert: an enger éischter Etapp d'Streck tëschent der Luxexpo an der Stater Gare, duerno an enger zweeter Etapp eng Extensioun a Richtung Findel an eng op d'Cloche d'Or.

De Réseau vum Tram ass deemno zanter der Aweigung vum éischten Deelstéck am Dezember 2017 permanent ausgebaut ginn, an dës Regierung wëll och op deem Wee weiderfueren.

Parallèll zum Ausbau vum Réseau ass d'Unzuel vu Passagéier, déi all Dag den Tram huelen, och konstant an d'Luucht gaangen. Haut transportéiert den Tram eng 100.000 Leit den Dag – eng Zuel, déi an Zukunft nach ganz sécher weider wäert klammen.

Et kann een also zu Recht behaapten, dass den Tram eng Erfolgsgeschicht ass. Den Tram ass haut schonn d'Réckgrat vum öffentlichen Transport an der Stad. En huet d'Mobilitéit vun de Leit daitlech verbessert.

Déi lescht Regierung huet mam Plan national de mobilité 2035 kloer Proposen op den Dësch geluecht, wéi de Réseau weiterentwickelt ka ginn, dat mam Zil, d'Leit méi op den öffentlichen Transport ze bréngen an och der Unzuel un Trajeten, déi jo iwwert déi nächst Jore wäert klammen, Meeschter ze ginn.

An et ass, wéi gesot, och dës Regierung hir Absicht, d'Erfolgsgeschicht vum Tram konsequent weiderzuschreiben, sief dat an der Stad oder och doriwwer eraus, wéi notament duerch de séieren Tram tëschent der Stad an Esch.

Mat dësem Gesetzesprojet haut kritt den Tram elo eng zweet Linn. Déi éischt Linn fiert duerno, wa se bis ganz fäerdeg ass, vum Findel bis bei de Stadion. E klenkt Wuert vläicht dann dozou: Den Tronçon op d'Cloche d'Or wäert dës Summer fäerdeg sinn. A wat den Tronçon op de Findel betrëfft, musse mer eis nach e bësselche méi laang gedéllegen, nämlech bis Enn dës Joer respektiv ugangs nächst Joer.

Déi zweet Linn, déi mer haut stëmmen, wäert sech a gudden Deeler d'Gleiser deele mat der éischter Linn, nämlech vun der Gare bis bei déi Rout Bréck. Alldéngs bëit den Tram dann engersäits no der Gare a Richtung Hollerecher Strooss of, anersäits fiert en no der Roudier Bréck de Boulevard Konrad Adenauer erop bei d'Europaschoul an den zukünftege Quartier Laangfur.

Et handelt sech also ëm zwou Extensiounen, op déi ech elo natierlech e bësse méi am Detail wäert agoen. Déi zwou Extensiounen hunn alle béid gemeinsam, dass se nei Quartieren an der Stad, déi et bis elo nach net gëtt, wäerten desservéieren: Laangfur an de Kuebeberg op där enger Säit, d'Porte de Hollerich op där anerer Säit. Den öffentlichen Transport gëtt also hei vun Ufank u bei der Konzeption vum Quartier matgeduecht an an de Projet integréiert.

Wa se ganz fäerdeg ass, soll d'Extensioun um Kierchberg spéider eng Kéier iwwert de Boulevard Konrad Adenauer fieren, bis bei d'Europaschoul, dann

duerch déi zukünftege Quartiere Laangfur a Kuebeberg, fir dann iwwert de Boulevard Pierre Frieden bei der Luxexpo erauszekommen.

Dës Streck ass an dräi Deelstécker ënnerdeelt. Bei dësem Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen, geet et ëm den éischten Deel tëschent dem Arrêt Rout Bréck-Pafendal a Laangfur. Mat enger Längt vun 2,3 km an dräi Arrête kaschten d'Aarbechten an deem Stéck eng 106 Milliounen Euro a solle bis 2027 ofgeschloss sinn.

Am Kader vun dësen Aarbechte soll de Boulevard Konrad Adenauer op senger ganzer Breet nei amenagéiert ginn. Notament ass virgesinn, eng Vëlospist do ze amenagéieren an och vill Gréngflächen, fir dës Verkéiersachs fir d'Leit vill méi agreabel ze gestalten.

Den Auto wäert an Zukunft eng e bësse manner grouss Roll spillen an eeben dem öffentlichen Transport an och der duusser Mobilitéit méi Plaz maachen.

Déi zweet Extensioun, déi geet vun der Stater Gare d'Hollerecher Strooss erof, fir am zukünftege Quartier Porte de Hollerich erauszekommen. Och hei wäert den Tram an e puer Phase gebaut ginn. De Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, betrëfft den éischte vun am Ganzen zwee Deeler, an dee geet bis bei d'Hollerecher Kierch.

Anescht wéi bei der Extensioun um Kierchberg ginn hei just d'Gleiser geluecht, ouni dass déi ganz Hollerecher Strooss nei amenagéiert gëtt. Den Tronçon ass 1,1 km laang, mat zwee Arrëten, an d'Aarbechte wäerten 29 Milliounen Euro kaschten. D'Mise en service ass fir 2028 virgesinn.

D'Gesamtkäschte vun dësen zwou Extensiounen belafen sech op 135 Milliounen Euro. Dovunner iwwerhëlt de Staat der 90 Milliounen an d'Stad Lëtzebuerg iwwerhëlt de Rescht. Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Zum Schluss nach vläicht awer e puer Wieder zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Gesetzesprojet ass den 23. Mee 2023 vum deemolege Minister François Bausch deposéiert ginn. De Staatsrot hat a sengem Avis vum 21. Juli 2023 ausser legisteschen Observatiounen keng weider Remarken, soudass en dësem Projet Gréng Luucht konnt ginn. An der Reunioun vum 11. Januar dës Joer gouf de Projet de loi vun der neier Ministesch Yuriko Backes an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. An der selwechter Reunioun huet d'Mobilitéitskommissioun mech als Rapportrice designéiert. De schrëftleche Rapport ass den 18. Januar unanime ugehall ginn.

Här President, ech géif gäre ganz speziell dem Tania an dem Yan e besonnesche Merci soe fir hir Aarbecht. Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren an ech géif dann hei och den Accord gi vun der Demokratiescher Partei. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Cahen, fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen dat vun hei aus. Merci och fir d'Erklärungen. Déi sinn elo alleguete ginn zu dësem Projet. Et sinn u sech dann déi zwou Linne K2A, dat heescht déi zweet Linn um Kierchberg, den éischten Deel dovun, an HOA, also déi Linn op Hollerech, den éischten Deel dofir. Dat heescht, iwwert d'Linne K2B, K2C an HOB wäerte mer och an den nächste Joren nach vill mam Tram hei an der Chamber ze dinn hunn, wat gutt ass,

well den Tram ass engersäits natierlech e Symbol an eng Realiséierung vun der duusser Mobilitéit. Et ass immens staark, och wéi gutt dat funktionéiert an och wéi attraktiv et ass. An dat heiten ass eeben déi Méiglechkeet, fir déi Attraktivitéit och nach an aner Dimensionen an op aner Plazen ze bréngen.

Et ass awer och geografesch gesinn interessant. D'Madamm Cahen huet elo just erkläert, dass et eeben hei an der Stad Lëtzebuerg dräi weider nei grouss Quartieren erschléisst: Porte de Hollerich engersäits an da Laangfur a Kuebebiert anerersäits. Et ass och national interessant, well an deene Quartiere leie ganz vill Schoulen. Dat heescht, do hu mer och ganz vill Flux vu Leit, déi op déi Plaze kommen. An dat wäert natierlech eng weider Méiglechkeet ginn, och aneren Transport ze entlaaschten op deene Plazen, wou dann den Tram dohinner fiert. An et muss een och derbäi soen, dass et wierklech gutt ass, dass bei deenen Tramslinnen hei de Vëlosereiseu ausgebaut gëtt an dass do d'Geleeënheet genotzt gëtt, fir déi duuss Mobilitéit och weider virunzedreiwien.

Ech fannen et och ganz begrëssenswäert – a mir fannen et ganz begrëssenswäert –, dass hei am Projet de loi all déi Ëmweltoplagen, déi néideg sinn, och nach eng Kéier erwänt sinn, de Bilan écologique, an dass och déi Nuisances sonores, déi um Boulevard Adenauer op eis duerkommen, alleguerter wäerten opgefaange ginn duerch Murs antibruit, fir bei de Chantieren eeben dorop opzepassen, datt d'Leit net ze vill déi Nuisancen hu vun engem Chantier, deen einfach néideg ass an op dee mer eis alleguerter freeën.

Voilà, an deem Sënn och dann den Accord vun eiser Fraktioun a merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Jo, laang gouf eis den Tram vu Stater Responsabel als schreckleche Projet verkaf. Et gouf probéiert, Busser uneneenzestrécken. An haut hu mer elo d'Geleeënheet, fir den Tram auszestrécken – oder auszestrecken. Mir sinn also richtig frou, datt dës Leit e wäite Wee gemaach hunn an agesinn, datt den Tram e grouss Succès huet. An haut denken ech, dass mer eis eens sinn, dass de Bilan vun deem Tram ganz positiv ass an dass ee sech deen och net méi ewechdenke kann. An dowéinst gëtt d'LSAP natierlech och hiren Accord zu deemem Projet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass et um Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Et ass wichteg, datt mer den Tram ausbauen, well ech mengen, wa mer stoe bleiwen, wou en elo steet, da gi mer zréck. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer lues a lues den Tram ëmmer méi an d'Stad ausbauen.

Et huet zwar näischt mam Tram ze dinn, mee erlaabt mer vläicht, op e Ladenhüter opmierksam ze maachen: Dat ass, datt mer op dem Findel nach ëmmer eng Gare hunn, déi ni ugefuer gëtt. A souwäit ech elo informéiert sinn, ass dat ewell 10, 15 Joer iergendwéi do nach e bëssen an der Versenkung. Et wier awer gutt, wann een dat eng Kéier geif aus der Versenkung eraushuelen, fir do mol eppes Sënnvolles dermat ze maachen. Ech wollt dat als Ureegung mat op de Wee ginn.

A selbstverständlech ginn ech den Accord zu deemem Projet, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischtt wollt ech d'Ried ufänken a speziell zwee Leit eigentlech felicitéieren. Op där enger Säit dem François Bausch, deen, mengen ech, incontestabel de Papp ass vum Tram ...

(Exclamations et brouhaha)

... an deen de virleiende Projet de loi virbereet huet an och deposéiert huet. Op där anerer Säit dann awer natierlech – an do, mengen ech, sinn dann d'Kolleegen och erëm méi derbäi – och der neier Ministesch ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, loosst den Här Sehovic schwätzen!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dann natierlech awer och der neier Ministesch, der Madamm Yuriko Backes.

Madamm Ministesch, Dir hat eigentlech zwee Choixen, wéi Der d'Amt ugeholl hutt. Dir hätt deen heite Projet de loi och kënnen an den Tirang leeën oder um Koup vun de Projet-de-loien a Finanzéierungsgesetz, vun deenen et der e puer gëtt bei Iech am Ministère, hätt Der en och kënnen méi wäit ënnen an de Koup leeën. Dat hutt Der net gemaach. An dass et eigentlech den éischte Projet de loi ass, deen Der an Ärer neier Fonctioun hei der Chamber virleet, éiert Iech a léisst natierlech och d'Hoffnung opkommen, dass Dir, gradesou wéi Äre Virgänger, déi noutwendeg finanziell, personell an och politesch Ressourcë wëllt opbréngen, fir den Ausbau vum Tramreseu an der selwechter Geschwindegkeet wéi an der Vergaangenheet och virunzedreiwien. Dofir wäerte mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President – dat huelen ech direkt virweech –, dëse Projet de loi och als gréng Partei matstëmmen.

Den Tramreseu ass eng vun eise grouss Successoryen an der Mobilitéitspolitik. En ass aus eise Stadbild an och aus eise Mobilitéitsgewunnechten haut eigentlech net méi ewechzedenken. En ass en essentiell Puzzlestéck an eisen Efforten, fir d'Verkëierssituatioun an der Stad Lëtzebuerg, mee och iwwert d'Stad Lëtzebuerg eraus ze verbesseren.

Am Regierungsprogramm steet dofir och – an dat ënnerstëtze mir –: „Le Gouvernement s'engage à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg. Au-delà du projet de tramway rapide entre la ville de Luxembourg et Esch-sur-Alzette, la possibilité de créer d'autres liaisons de tramway rapide sera examinée en dialogue permanent avec les acteurs concernés.“

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Regierung huet déi lescht zéng Joer eigentlech domadder verbruecht, Retarden an eiser Mobilitéitsplanung an och am Ausbau vun den Infrastrukturen opzehuelen a se fit fir d'21. Joerhonnert ze maachen. Mam Plan national de mobilité 2035 hu mer och de Grundstee geluecht, fir der demografescher an och der ekonomescher Entwécklung vum Land net méi hannendrunzelafen, mee se ze anticipéieren an och déi néideg Infrastrukturen dofir ze schafen.

Fir dass eis dat geléngt, ass et enorm wichteg, dass d'Regierung och an Zukunft um Ball bleift an nieft der Extensioun, iwwert déi mer haut diskutéieren an déi mer wäerte stëmmen, och déi nächst Extensiounen, sou wéi déi lescht Regierung se am Plan national de mobilité duergeluecht huet, virundreift an – natierlech och ganz wichteg – déi héich Vitesse de croisière, déi mer opgebaut hunn an deene leschte Joren, bäibehält.

D'Vitesse de croisière am Beräich vum Tramausbau bäibehalen, dat bedeit eigentlech konkret bis 2035

Follgendes: Ubannung tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg mam séieren Tram; Ubannung vum Quartier Hollerech un den neie Pôle d'échange am Weste vun der Stad; Ubannung vun der Areler Strooss un den neie Pôle d'échange Bouillon, fir dee mer haut och déi finanziell Basis schafen an enger éischter Phas; an eng zweet Linn um Kierchbiert, déi de Quartier Laangfur an de Kuebebiert un de Réseau ubënn.

Fir dat alles am versprochenen Zäitraum bis 2035 ze packen – dat ass gerechent ginn –, musse pro Joer zwee bis dräi Kilomeeter Réseau gebaut ginn. An de leschten zéng Joer hu mer et progressiv gepackt, déi Vitesse de croisière och ze erreechen.

En nächste wichtige Schrëtt ass d'Extensioun a Richtung Centre hospitalier mam Raccourci iwwert d'Avenue de la Porte-Neuve. Ech riichten hei e waarmen Appell un d'Ministesch an un déi ganz Regierung, fir dat entsprecheend Finanzéierungsgesetz mat grousser Prioritéit op den Instanzewee ze bréngen. Dësen Ausbau ass carrement d'Prekonditioun fir all weideren Ausbau, dee jo och am Regierungsaccord anonciéiert ass. En ass wichteg, fir och an Zukunft eng héich Qualitéit an och eng héich Zouverlässigkeet am Tramsreseu bäizebehalen. Wa mer dës Extensioun net maachen, da riskéiere mer an Zukunft net nëmmen eng Iwwerlaaschtung vum Réseau, mee wierklech e Qualitéitsverloscht op d'Käschte vun den Utilisateuren.

An deemem Kontext erlaben ech mer och, der Ministesch eng Fro ze stellen. Mir haten an der Mobilitéitskommissioun jo scho rieds iwwert déi doten Extensioun. Dir hat eis erkläert, dass do déi Reunioun, déi mat der Stater Buergermeeschtesch virgesi war am Januar, huet missen no hanne verluecht ginn an de Februar. Gëtt et do méttlerweil en neien Datum? Gëtt et do Neiegkeeten?

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An deem Sënn ... Ech sinn nach net ganz fäerdeg, Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An deem Sënn hofen ech, an ech ginn och dovun aus, dass dëst wuel den éischte Projet de loi ass vun der neier Ministesch am Beräich vum Tram, mee sécherlech nach laang net dee leschten an deenen nächste Wochen, Méint a Joren. An an dëser Hoffnung oder villméi mat deem Encouragement un d'Regierung, Här President, deposéieren ech och eng Motioun, mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleegen vum der LSAP a vun déi Lénk, wou mer déi Opfuerderung nach eng Kéier verschrëftlechen.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

– le développement démographique et économique exceptionnel du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que le caractère multimodal de la mobilité au 21^e siècle et le besoin d'offrir à la population et aux travailleurs frontaliers une mobilité de qualité dans un contexte de décarbonisation des transports ;

– le Plan national de mobilité 2035 (PNM) proposant un concept global capable de gérer 40 % de déplacements supplémentaires par rapport à 2017 ;

– les extensions planifiées à l'horizon 2035 fixées dans le Plan national de mobilité 2035 (PNM) visant à accélérer le développement du réseau à 2 à 3 kilomètres par an par rapport aux 1,5 à 2 kilomètres par an réalisées pendant la période 2016 à 2021 ;

– l'engagement du nouveau Gouvernement inscrit dans l'accord de coalition 2023–2028 « à développer davantage le tramway outre des lignes actuellement prévues au niveau de la ville de Luxembourg » et à reconnaître que « le tramway, en tant que moyen de transport public dans l'espace urbain, connaît un succès incontestable »,

invite le Gouvernement

– à suivre la stratégie du PNM pour le tramway, à savoir le maillage du réseau de tramway pour démultiplier les points de correspondance à proximité du centre-ville et pour éviter la convergence en un point unique d'un nombre important de passagers ;

– à maintenir le projet d'extension du réseau de tramway vers le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal, représentant un élément essentiel pour le futur réseau de tramway voire une précondition à la réalisation d'autres extensions ;

– à maintenir le calendrier de mise en service du tram rapide entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg-ville, dont notamment le premier tronçon reliant la Cloche d'Or et Leudelange ;

– à traiter l'extension vers le CHL comme prioritaire et à adopter rapidement l'avant-projet de loi de financement afférent.

(s.) Meris Sehovic, Claire Delcourt, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Wannechgelift, Här President.

Merci Iech alleguerten. Ech si fäerdeg.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass an der Rei. Merci nach eng Kéier. An da ginn ech d'Wuert un den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten stinn dem Tram ganz positiv géigeniwwer. Ech hunn awer do nach e puer Froen un d'Ministesch oder e puer Remarken.

Mir si ganz frou, dass elo endlech Richtung Bouillon ausgebaut gëtt. Mir hätten eis awer do erhofft, dass ee vläicht schonn an deser Etapp déi nächst Etapp matdenkt. Ech fannen et e bësse schued, wann de ganze Stater Schäfferot och an der Chamber sëtzt, dass mer an der Chamberskommissioun erkläert kruten, et géif un der Stad Lëtzebuerg leien, dass et net méiglech wär, do iergendee Kompromëss ze fannen, fir elo schonn ze soen: „Kommt, mir huelen dee Projet mat, well soss muss mer op eemol erëm nei ufanken.“ A selcherlech ass dat net vu Virdeel, wa mer den Tram gäre ganz schnell wëllen ausbaue Richtung Bouillon. Elo fuere mer jo emol bis bei d'Kierch an iergendeng Kéier fänke mer dann de Projet nach eng Kéier un.

An do stellt sech nämlech fir mech nach eng aner Fro: Wéi ass et herno mam séieren Tram an de Süden, dee warscheinlech och duerch genau déi Schneis wäert erakommen? Fänke mer dann en zweete Chantier un? Et ass an deemem Projet e bëssen ... Jo, et ass flott, dass mer en elo maachen, mir stinn och ganz derzou, mir wäerten en och matstëmmen, mee hei hätt een an engem Worf direkt Richtung Bouillon vläicht och scho kënnen kucken, wéi et herno mam séieren Tram an de Süde geet. Well de séieren Tram an de Süde kritt aner Maschinnen, et muss een op en anere Voltag, et muss een, bon, aner d'Certificaten hunn. Dat wäert net esou einfach ginn, dass deen einfach mol op deem Trajet fiert. An dann hätte mer nämlech den Awunner do zu Hollerech en zweete Chantier erspuert, an och Richtung Bouillon.

Wa mer bei de Chantiere sinn, an dat ass meng zweet Fro, ech hunn och do nach eng Kéier mat eise Conseiller zu Hesper geschwat an ech weess och, dass den Hesper Buergermeeschter et schonn eng Kéier gesot hat: Och Richtung Houwald si vill Geschäftsleit, déi duerch de Chantier Verloschter haten. Déi Diskussioun war jo och schonn op der Gare deemools opkomm. Ech mengen, do war et jo och d'Corinne Cahen, déi deemools eng Positioun derzou geholl hat. An deementspriedend ass elo d'Fro, wéi et dann um Houwald ausgesäit.

Well eisen Informatiounen no, wou mir nogefrot hunn, si bis elo keng Entschiedegungen un d'Geschäftsleit bezuelt ginn, obwuel déi awer do Ausfäll haten an dat souguer esou am Ugangstext virgesi war. An do ass da meng Fro un d'Ministesch: Kënnen dann déi Geschäftsleit um Houwald elo dermat rechnen, dass se schnell Entschiedegunge kréien? Well déi brauchen et och duerch de Chantier. Et ass schéin, dass en herno bis bei de Stade fiert, mee während där Zäit hunn déi awer Ausfäll. Wäert d'Ministesch deene Geschäftsleit ënnert d'Äerm gräifen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass elo d'Wuert fir den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Sehovic huet gemengt, dass den Här Bausch warscheinlech de Papp vum Tram wier. Ech mengen, et kann een den Här Bausch derzouzielen. Wien nach derbäi war, weess ech net. Mee op jiddwer Fall ...

(Hilarité et brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Mir wëllen eis et vläicht guer net virstellen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et waren der vill, déi ...

M. François Bausch (déi gréng) | De Grand-Duc war nach derbäi.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou wannechgelift, e wéineg seriö elo! Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mee op jiddwer Fall war et awer trotzdeem eng schwéier Gebuert. Dat däreft een net vergiessen. Well elo ass et 33 Joer hier, dass d'Tram ASBL sech gegrënnt huet, 1991, wann ech mech net ieren – ech war net derbäi, ech war e bëssen ze kleng –, mee et huet laang gedauert, et ware vill Kämpf an et ass vill, vill Zäit verluer ginn.

Elo ass de Succès net méi a Fro ze stelle mat iwwer 30.000 Passagéier pro Dag (veuillez lire: mat ronn 100.000 Passagéier pro Dag). An elo eeben nach eng weider Extensioun, déi zwee Tronçonnen, wéi schonn erkläert gouf, déi mer haut stëmmen, um Kierchbiereg Richtung Laangfur an de Kuebebiereg an duerno de Quartier Nei Hollerech, deen och desservéiert soll ginn. Et ass e richteg Succès.

Dobäi kënnt och nach d'Gratuitéit, déi fir de Bus, fir den Tram natierlech gëllt a fir den Zuch, dat mécht den öffentlichen Transport ëmsou méi attraktiv. A mir sinn als Lénk ëmsou méi frou doriwwer, well mir awer och bei der Conception derbäi ware vum der Gratuitéit vum öffentlichen Transport duerch déi Debatt, déi mer 2017 ugestiwwelt haten, wou net jiddereen derfir war an duerno awer déi, déi dergéint waren, schlussendlech och derfir waren.

Ech wollt awer och nach zouw Reflexiounen lassginn, déi eis awer net onwichtig sinn. Déi zwee Tronçonnen, déi mer elo stëmmen an déi wäerte gebaut ginn, déi wäerten nei Quartiere mat villen neien Awunner desservéieren. Déi Quartieren um Kierchbiereg, do ass

virgesinn, dass 7.000 Leit bäikommen. An dann hu mer och Nei Hollerech, wou op dem Terrain vun den historesche Propriétaires vum Foncier do an der Géigend, dat heescht Heintz van Landewyck, Paul Wurth, awer och de Kompensatiounsfong, deen neie Quartier soll entstoen – an do si 5.500 Aarbechtsplazen ongeféier virgesinn – fir 4.500 bis 6.000 Awunner, déi do wäerte kommen. Virgesi sinn och 20.000 Meeterkaree vu Surface commerciale.

Do stellt sech awer och trotzdeem d'Fro vun engem risegen Desequibler, dee mer an der Stad leider gewinnt sinn, wou u sech erëm eng Kéier souguer méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, wéi iwwerhaapt Leit dohinner wunne kommen. Et stellt sech do souwisou och nach d'Fro vun der Abordabilitéit vun deenen neie Wunnengen an deene Quartieren, mee dat ass eng aner Saach, et mécht kee Sënn, elo driwwer ze diskutéieren. Mee de Problem ass och, dass den Tram an déi Tronçone jo och net fir näischt do gebaut ginn – mir stëmmen dat natierlech mat –, et kann net sinn, dass den Tram och nëmmen do ass, fir u sech de Mobilitéitsinfarkt vun der Stad allkéiers erëm opze-fänken!

Mir hunn tatsächlech en Desequibler, wat de Wirtschaftswuesstum ugeet hei an der Stad, wou sech alles hei konzentréiert. Mir sinn der Meenung ... Ech si selwer Stater, mee ech si groussen Unhänger vun enger Dezentraliséierung, och vun den ekonomeschen Aktivitéiten. Dat ass souwuel gutt fir d'Stad wéi och fir de Rescht vum Land. An dat ass och u sech de Problem, deen een net däreft vergiessen.

Dat Zweet, an dat ass eis ganz wichteg a mir bleiwen derbäi: d'Gesellschaftsform vum Tram. Mir hu vill Initiativen ënnerholl, deemools souwuel am Stater Gemengerot wéi och hei an der Chamber. Dir wësst jo, Luxtram gehéiert zu 70 % dem Staat an zu 30 % der Stad Lëtzebuerg. Et ass awer eng privatrechtlech Gesellschaft an d'Aarbechtskonditiounen op allen Niveaue vun de Leit, déi fir den Tram schaffen, sinn einfach nach ëmmer net op der Héicht vun deenen zum Beispill vun de Buschauffere vun der Stad, vun der AVL, wou mir ëmmer der Meenung waren, déi, déi fir den Tram schaffen, missten doran integréiert ginn.

A mir hunn ëmmer derfir plädéiert, en Établissement public ze maachen oder den Tram u sech an den AVL ze integréieren. Ech hunn ni verstanen, firwat dat ëmmer refuséiert gouf. Wéi et lassgaangen ass, 2019, kouw et zu gewerkschaftlechen Aktiounen, et kouw zu engem Kollektivvertrag, deen e puer Errungenschafter bruecht huet: 4 % Gehaltserhéijung, 13. Mount et cetera, mee mir si ganz, ganz wäit ewech vun den Aarbechtskonditiounen vun de Buschaufferen.

An et soll kee mir erzielen, dass et méi einfach ass, en Tram ze fuere wéi e Bus, wéi ech dat och schonn héieren hunn! An och wann et net genau dat selwecht ass, brauch een awer déi selwecht Konzentratioun, an dovunner ofgesi méritéieren déi Leit dat. An dat gëllt natierlech och fir all aner Projeten. Dozou wäert ech nach komme bei der Motioun vun de Gréngen. Mee dovunner ofgesi wäerte mir dat heiten natierlech matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Wann ech elo richteg verstanen hunn, huet d'Madamm Polfer sech nach ageschriwwen. Vu datt d'DP-Fraktioun virdrun net geschwat huet, huet d'Madamm Polfer nach déi fënnf Minutten, déi der DP-Fraktioun kënnen zougesprach ginn, wa se dat da géif wëllen.

(Hilarité et interruption)

Ech applizéieren hei d'Reglement.

(Interruptions)

Wannechgelift, d'Wuert ass fir d'Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech hat effektiv am Fong d'Wuert gefrot pour fait personnel, mee wann ech dann héieren, ech hätt awer fënnf Minutten, ma wonnerbar!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, deen hunn ech zwar elo net ... Ech ginn Iech ... Ech wëll elo keng Diskussioun iwwert de Fait personnel mat Iech féieren, dofir ginn ech Iech léiwer d'Wuert esou.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, ech hat fir d'éischt ..., mee et ass an der Rei. Kommt, mir verléiere keng onnéideg Sekonnen.

Nee, ech hat wéinst Fait personnel gefrot, wéi ech d'Madamm Delcourt héieren hunn, mee et ass hir awer gär verzien. Ech mengen, si ka vun där Zäit nach net alles wëssen.

Plusieurs voix | O!

Mme Lydie Polfer (DP) | Majo, ma wann ech héieren, datt un de Stater Verantwortlechen den Tram gescheitert wier – entschëllegt, deem ass net esou! An ech mengen, et weess keen dat besser heibanne wéi den Här François Bausch, dee vun 2005 un am Stater Schäferot war an d'Mobilitéit hat an dee weess, datt vun 2006 un déi véier grouss Parteien all Motiounen – all Motiounen! –, souwuel an der Gemeng wéi eeben hei an der Chamber zesumme gestëmmt hunn.

Ech komme awer elo zu deem virdrun. Jo, an deene Jore virdrun ass vill polemiquéiert ginn a vill geschwat ginn. Firwat? Well et engersäits – an dat war effektiv dee Moment eng Prioritéit – absolut noutwendeg war, de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, vun der Autobunn vun ënnen aus dem Süden op déi däitsch Säit, op de Kierchbiere ze maachen. A ween ass dogéint Stuerme gela? Mee souwuel de gréissten Deel vun der Sozialistescher Partei wéi natierlech och déi gréng!

(Brouhaha)

An ech kann nëmmen nodréiglech soen – an ech hunn dat op ville Plaze gesot an ech war dofir och um Begrëfnis vum Marcel Schlechter –: Dank dem onwarscheinlech couragéierten Asaz vum Marcel Schlechter, an enger Koalitioun mat der CSV, konnt e sech duerchsetze géint seng ege Kollegen an der Sozialistescher Partei, fir datt dee Contournement sollt gebaut ginn.

Jo, Mëtt an Enn vun den 80er-Jore waren eis Diskussiounen virun allem doduerch gepräagt. Wéi dunnt den Tram koom, war dat net den Tram am Ufank. Gewëss, d'ASBL Tram vum Här Bausch, jo, dat war den Tram. Mee dee Projet, dee mer virgeluecht kruten dee Moment als Gemeng, dat war de BTB (ndlr: Bus-Tram-Bahn). An ech brauch jo elo net ze soen, ween do federfürend war. Dat waren den Här Zanussi an nach en Här aus der sozialistescher Fraktioun, deen och nach haut e wichtege Rôle am Staatsrot spillt.

Dee BTB-Projet, dee war fir d'Stad net méiglech. An ech sinn effektiv dofir op d'Barrikade gaangen. De BTB, wat war dat nämlech? Dat war d'Iddi: Den Zuch kënnt iwwert d'Schinnen ënnen aus dem Süden op der Gare un, fiert mat deenen nämmelechte Rammen duerch d'Stad a kënnt ënnen zu Dummeldeng mat de Schinnen nees un a fiert op dem internationale Schinnewierk weider. Ech si keen Ingenieur, mee dat huet mir schonn dee Moment reng onméiglech geschéngt.

Den nämmelechte Bureau d'études, deen awer dee Moment gesot huet, dat kéint gemaach ginn, huet e puer Jore drop festgestallt, datt dat effektiv einfach technesch scho guer net méiglech gewiescht wier, well déi Zich, déi aus dem Süde kommen, elektresch ganz anescht ersogestallt ware wéi déi, déi hei

fueren. Et war also reng onméiglech, jo, an dofir ware mer do absolutt dergéint. Dat ass richtig.

An dunnt ass vun 2004, 2005 un deen Dossier anescht ersogepaakt ginn. A vun 2006 un – dat ka jiddwereen nokucken, all Motiounen – hu mer ganz intensiv doru geschafft. A vun deem Moment un, vun 2014 un, hu mer mat dem Här Bausch als responsabele Minister, mat der Verkéiersschaffen, der Madamm Tanson, a mat mir dee Moment eeben als Buergermeeschter Luxtram, d'SA, opgemaach – an ech sinn och ganz frou, datt haut de Mëtt déi Responsabel hei derbäi sinn – a mir hunn extra gutt a wierklech konstruktiv zesumme geschafft. An ech ka mer nëmme wënschen, datt déi gutt Zesummenaarbecht och esou weidergeet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Domat ass dann d'Lëscht vun de Contributeurs ofgeschloss.

An ech géif der Regierung d'Wuert ginn. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Madamm Deputéiert Corinne Cahen, merci fir Ären éischte Rapport, en exzellente schrëftlechen an orale Rapport. Et ass dann och mäin éischte Projet de loi ënnert dëser neier Regierung.

Effektiv, am Koalitiounsaccord steet, dass mer wäerten um Succès vum Tram festhalen. Dat maache mer och. Mir wëllen den Tram och weider ausbauen. Mir wëssen ënner anerem och, dass mer eng Kris am Bausecteur hunn. Dofir steet och am Koalitiounsaccord, dass mer eis Investissementer wëllen héichhalen. Dat heite sinn a bleiwen, och am Ausbau vum Tram, exzellent Investissementer fir eis Mobilitéit a fir eis Gesellschaft.

Dës Aarbechten, iwwert déi Dir haut ofstëmmt, kéinte mer schonn dës Joer op de Marché bréngen. 2025, d'nächst Joer, kéinten d'Aarbechten dann och schonn ufänken.

D'Madamm Cahen huet et gesot: Mir schwätzen hei vun engem Finanzéierungspackage vun 135 Milliounen Euro. Ech mengen, wat och ganz wichteg ze mentionéieren ass, ass, dass déi zum gudden Deel och wierklech der Lëtzebuurger Economie zeguttkommen. Mir wëssen, dass sech mam Tram, sou wéi en iwwert déi lescht Jore gebaut ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg e Savoir-faire vun Entreprisén gesammelt huet, soudass ëm déi 80 % vun deem Invest dann och a Lëtzebuurger Entreprisén ginn. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dat ze ënnersträichen.

Ech mengen, mir wëssen och alleguerten, dass eisen Tram och eng international Unerkennung genéisst. Ech mengen, dat ass och gutt fir eis Standuertpolitick, an och dat wëlle mer weidermaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen hei weider an eis Mobilitéit investéieren. Mir wëllen, dass d'Mobilitéit attraktiv ass a sech och weider esou entwéckelt. An dat maache mer genau mat deenen zwou neien Tramslinnen. Um Kierchbiere entstinn duerch den Ausbau vun der BEI, dem Quartier Laangfur an dem Kuebebiere vill nei Aarbechtsplazen an och Wunnengen, d'Madamm Cahen huet et gesot, an déi sollen da vun Ufank un hei mam Tram ugebonne ginn, dat selwecht bei Nei Hollerich.

Mat deenen néidegen Terraine fir dës zwou Extensiounen, mengen ech, misste mer och relativ séier

weiderkommen, well e groussen Deel och schon dem Staat gehéiert respektiv am Laf vun de PAP-Prozeduren automatesch an déi ëffentlech Hand dann och wäert iwwergoen.

D'Aarbechte ginn alleguerte Luxtram confiéiert, déi, mengen ech, an deene leschte Joren och wierklech bewisen hunn, dass se souwuel mam Budget, deen hei vun der Chamber accordéiert gëtt, wéi och mat den Delaien, mee awer och mat dem urbanistesche Volet, der urbanistescher Integratioun vum Tram, exzellent ëmgoe kënnen.

Dofir ass och hei e wichtege Punkt: Jo, den Tram ass méi wéi just en Transportmëttel. Et ass och wierklech eng eemoleg Geleeënheet, am Kader vun den Aarbechten dann och den ëffentleche Raum nei ze gestalten. Dat maache mer och hei ganz konkret mat neie Gréngflächen, och dat ass fir eis wichteg. Fir just e Beispill ze ginn: Um Boulevard Konrad Adenauer um Kierchbiere hu mir am Moment iwwer 9.000 Quadratmeter Gréngflächen. Mat dësem Projet gëtt dat verdreifacht, wat an eisen Aen eng exzellent Saach ass. An da wësse mer och, dass mer parallel natierlech hei Verbesserunge fir de Foussverkéier, Foussweeër, wéi och fir d'Vëlospiste kënnen maachen.

Dës Gesetz ass also de Startschoss fir en neit Kapitel vum Tram. Mir schwätzen net méi iwwer: „Maache mer en Tram?“, ob mer en Tram maachen, mee mir schwätzen elo hei wierklech doriwwer – a mir wäerten och an Zukunft weider doriwwer schwätzen –, wou mer den Tram wéini a wéi bauen. An ech kann Iech och garantéieren, dass ech zesumme mat der Stad Lëtzebuerg natierlech do ganz vill a ganz intensiv Gesprécher wäert féieren.

Et ass d'Fro gestallt ginn – déi schéngt ganz wichteg ze sinn –: „Wéini fënnt dann elo déi Reunioun statt?“ Et si ganz vill Reuniounen a ganz vill Gesprécher, mee effektiv fënnt mer dann déi éischt offiziell Reunioun do statt. Mir probéieren, do esou séier wéi méiglech weiderzekommen, mee fir mech ass dat heiten natierlech och en neie Ressort. Ech wëll mech do am Detail informéieren a briefe loossen. A mir wäerten déi Gesprécher op eng ganz konstruktiv Aart a Weis da weiderféieren.

An ech kann Iech och soen, dass et absolutt mäin Zil ass, dës Legislaturperiod och weider Gesetzesprojete fir d'Trams-Extensioun ze deposéieren. Ech mengen, dat ass wichteg fir eis Stad an et ass wichteg fir eist Land. Esou steet et och am Koalitiounsaccord. Dofir soen ech Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung. D'Regierung wäert absolutt um Ball bleiwen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert d'Indemniséierung, ech mengen, ello hei vun de Geschäftsleit. Et gëtt elo hei mat dëser Extensioun keng Geschäftler um Boulevard Konrad Adenauer oder zu Hollerech, déi duerch d'Aarbechte vun dësem Gesetz impaktéiert ginn, soudass do elo och näischt virgesinn ass.

Voilà, ech soen Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung. Ech mengen, et ass e ganz wichtege Projet, dee mer haut hei stëmmen, mee et ass den Ufank vun enger laanger Serie vu weidere Gesprécher, déi mer wäerte féieren a wou mer eis dann och hei nees wäerten an der Chamber erëmgesinn. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Här Goergen, wollt Dir der Madamm Ministesch nach eng Fro stellen? Madamm Minister, huet Der se un?

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da fuert lass.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Madamm Minister. Ech hu wuel verstanen, dass et bei dësem Fall

esou ass, mee ech hat Iech jo explizitt d'Fro gestallt vun Hesper – well dat jo dee Projet ass, deen am Moment nach gebaut gëtt, an den Text géif et hierginn, fir de Geschäftsleit ze hëllefen –, ob Dir da gewëllt sidd als Regierung, deene Leit déi Entscheedegungs-méiglechkeeten iwwerhaapt emol opzemaachen, fir dass déi déi Entscheedegung kéinte kréien, well déi eebe während der Bauphas och do deementsprechend hir Abousen haten. Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech verstinn dat, dass dat theoreetesch méiglech ass, mee dat war bis elo net virgesinn an ech hunn elo och weider keng Decisioun an deem Sënn geholl.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

(Interruption)

Wollt Dir och der Ministesch eng Fro stellen?

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Nee, ech wollt äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech weess zwar elo net, ob et un den Deputéierten ass, aneren Deputéierten ze äntweren. Ech mengen, dat loosse mer elo léiwer sinn, well déi Diskussioun well ech net ufänken. Et war zwar ganz gentil vun Iech, Madamm Cahen.

(Hilarité)

Mir géifen zum Vott vun deem Projet de loi hei kommen, der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8224. Den Text steet am Document parlementaire 8224².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8224

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen an deemno och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 1

An dann hu mer nach eng Motioun hei um Büro leien, eng Motioun, déi vum Här Meris Sehovic ass. Här Sehovic, wëllt Dir nach e puer Wuert doriwwer soen?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, Här President, villmools merci. Et sinn en gros dräi Fuerderungen, déi mer hei an der Motioun formuléieren. Op där enger Säit, dass mer den Ausbau vum Reseau, esou wéi en am Plan national de mobilité virgesinn ass, virum-dreiwen an eebe sécherstellen, dass mer, soulaang mer deen Ausbau maachen, an Zukunft net Stau am Tramresseau hunn, dat heescht, den Tramresseau entflechten.

An domat zesummenhängend dann och déi zweet Fuerderung, nämlech dass mer wierklech prioritairement elo weiderginn an déi Extenssioun a Richtung CHL virumdreiwen, déi nämlech de Reseau an Zukunft wäert entlaaschten a sécherstelle wäert, dass de Confort an d'Zouverlässegkeet vum Tram héich bleiwen.

An dann drëttens eppes, wat natierlech och mir perséinlech ganz wichteg ass a villen Escherinnen an Escher, nämlech dee Projet an och dee Kalenner, deen d'Regierung presentéiert huet fir den Ausbau vum séieren Tram, fir d'Stad Esch mat der Stad Lëtzebuerg ze verbannen, bäizebehalen.

An an deem Sënn bidden ech ëm Är Ënnerstëtzung bei dëser Motioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hu Wuertmeldunge vum der Madamm Polfer, vum Här Goergen a vum Här Wagner. Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech géif menger Fraktioun net recommandéieren, déi Motioun tel quel unzehuelen, well éischtens wichteg Extenssiounen hei guer net ernimmt ginn, an dat ass eebe just eng, déi awer immens wichteg wier fir dee schnellen Tram, dee vun Esch kënnt, fir déi Leit sou schnell a sou confortabel wéi méiglech sou no wéi méiglech an den Zentrum an op de Kierchbiurg ze bréngen. Dovu gëtt hei elo guer net geschwat.

Wann doriwwer muss ofgestëmmt ginn, da kann ech nëmme soen: „Net ofstëmmen!“, well de Wëllen, hei weiderzemaachen, sou wéi mer et bis elo gemaach hunn, deen ass do. Dee steet och an der Schafferot... Pardon, entschëllegt, e steet och an onser Schafferots-erklärung, effektiv.

(Hilarité)

Mee dee steet an der Regierungserklärung. Da géif ech soen, et wier sans objet. Mee d'Kommissioun wäert sech mat deenen heite Sujeten nach laang an oft am Detail missen ofginn.

D'Madamm Minister huet elo just selwer gesot, an dat wësse mer: Si ass nei an där doter Fonctioun. An net méi spéit wéi muer de Mëtten hu mer eng grouss Versammlung, wou mer ufänken, si an déi Dossieren, déi net esou einfach sinn, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt ..., wou mer déi wäerten zesumme kucken.

Ech huelen do als Beispill nëmme dee vun dem CHL bis op – loosse mer elo mol soen – d'Place de l'Étoile. Déi Pläng si fäerdeg. Dat weess den Här Bausch ganz gutt. Et si just zwou Méiglechkeeten do. Déi eng, déi ass méi deier, mee déi kéint méi schnell goen. Déi aner ass méi flott a mir waren éischer fir déi, an do ware mer enger Meenung, mee do hänke mer vu ville Privatleit of, déi mussen d'accord sinn, fir hir Virgäertcher hierzeginn. Nëmme fir ee Beispill ze ginn, firwat dat net esou einfach ass, wéi een dat mat e puer Wieder hei fuerdere kann.

Also, d'Kommissioun wäert sech heimat nach vill an oft beschäftegen, mee an deem do Fall a mat deene Sous-entenduen, déi a verschiddene Sätz hei sinn, kann ech menger Fraktioun op alle Fall net recommandéieren, déi do ze stëmmen.

M. Gusty Graas (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann hunn ech nach dräi Wuertmeldungen: den Här Goergen, den Här Wagner an den Här Bausch. An den Här Sehovic nach eng Kéier, ok. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, d'Motioun ass eis ganz sympathesch. Mir hunn och elo schnell ..., also de Sven huet schnell nach eng SMS gemaach un eise Stater Conseiller, fir nozefroen, wéi et ass mam éischte Punkt Richtung CHL. An do gesi mer awer e puer Problemer, wa mer net méi Infoen hunn, wéi dat genau soll ausgesinn. Wa mer elo einfach haut hei esou stëmmen, hunn eis Stater Leit och do e puer Bedenken. An deementsprechend wäerte mer eis hei enthalten.

Ech perséinlech gesinn awer nach de méi grouse Problem beim Punkt iwwert de schnellen Tram an de Süden. Bekanntlech si mir do der Meenung, wa mer e schnellen Tram bauen, soll dat och en aneren Operateur sinn. An dat ass ee vun de Krittäre, déi mir wëlle virdu gekläert hunn. Mir kënnen net en Operateur mat mander soziale Standards dohinnerseze wéi eng CFL haut. Wa mer e schnellen Tram hunn, da muss deen Tram an eisen Aen och déi selwecht Gehälter an déi selwecht sozial Krittäre Richtung Esch herno erfëlle wéi haut eng CFL. An dat ass ee vun de kruziale Punkten.

Deen anere Punkt ass: Wann de schnellen Tram sollt op der Cloche d'Or erauskommen, dann ass een nach ëmmer mam Zuch méi schnell herno an der Stad oder um Kierchbiurg, wéi wann een den Tram hält. A sech hu mer nach näischt geschafft. Dann hu mer immens vill Geld herno ausginn an da sëtzen eis Leit aus dem Süden op enger Cloche d'Or. Jo, wa se grad do de Büro hunn, ass et ganz praktesch, mee wa mer awer e Projet ausschaffen, da soll et esou sinn, dass ee schnell op der Gare ass, well et ass do, wou haut den Zuch och schnell hikënt. Soss mécht et kee Sënn, fir e schnellen Tram ze baue vun Esch erop, wann herno den Zuch méi schnell ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun vum Här Sehovic net ënnerschriwwen. Mir droe se och vollkomme mat. Mee ech wollt awer nach e Wuert soen zum séieren Tram, deen och Richtung Esch soll goen. Ech hat dat scho virdu ugeschwat: Mir sinn der Meenung, datt en, wann dee kënnt – also, mir sinn natierlech prinzipiell fir de séieren Tram Richtung Esch –, och muss d'Grenzregioun matenglobéieren. Dat ass wichteg.

An dat Zweet, wat wichteg ass, dat ass tatsächlech de Statutt vun de Leit, déi do fir de séieren Tram wäerte schaffen. An et mécht e risegen Ënnerscheed, ob een en effentleche Statutt huet oder ob een an enger Gesellschaft vu privatem Recht ass. Wéi mer dat hei bei Luxtram gesinn, wäerte mer dat natierlech och do bei dem TICE esou fuerderen. Pardon ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Beim TICE?

(Interruption par M. Sven Clement)

M. David Wagner (déi Lénk) | Mee mir si wierklech – an et ass och eng Fro a mir wëilten och eng Äntwert vun der Madamm Ministesch kréien – der Meenung, datt, dat gëllt da fir de séieren Tram, dee soll effentlech bedriwwen ginn: CFL, TICE – sou, elo si mer erëm beim TICE. Ech wier awer och frou, wann een awer erëm eng Kéier géif och iwwert de Stater Tram diskutéieren, ob een deen net och misst integréieren, AVL oder och CFL, ob een deem net och en effentleche Statutt kéint ginn.

Well mir sinn nach ganz wäit ewech. Ech mengen, et ka kengem hei egal sinn an och der Regierung net egal sinn, ënner wat fir enge Konditiounen, Aarbechtkonditiounen a Gehälterkonditiounen, d'Leit, déi mat dem Tram elo fueren a fir den Tram schaffen, zurzäit do schaffen. Dat ka kengem egal sinn. An ech wier frou, wa mer do kéinten awer iergendeng Kéier vun der Regierung Kloertext héieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här Président. Ech hat am Fong net wëlles, zu dësem Projet eppes ze soen, mee d'Madamm Polfer huet awer elo e puer Saache gesot, déi ech e bësse misst rektifiéieren, an zwar wann et ëm den Tronçon vun dem Centre hospitalier op d'Stäreplaz an a Richtung Stad geet.

D'Madamm Polfer huet gesot: „Mir waren eis jo awer eens ënnert der leschter Regierung, datt et effektiv vun deem Deelstéck vum CHL op d'Stäreplaz zwou Méiglechkeete gëtt, a mir waren eis och am Fong eens, wat déi bescht wär.“ Mee den Tronçon vun dem CHL Richtung Stad, den endegt net op der Stäreplaz. Well wat hu mer do fir e Problem? Mir hunn éischters e Problem, datt mer jo wëllen herno dann e Pôle d'échange baue beim CHL an dann domat d'Leit, déi aus dem Südweste vum Land kommen, do alleguerten doen ëmklamme vum Bus op den Tram.

Or musse mer deenen dann do eng Méiglechkeet ginn, datt se natierlech vun do, vum CHL, dann entweder op de Kierchbiereg oder op d'Gare kommen. A wann een déi Méiglechkeet wëllt ginn, dann ass et relativ kloer, da mussen déi Leit iwwert dat Stéck Boulevard Royal-Porte-Neuve kënne fueren, eng Direktverbindung op de Kierchbiereg kréien, well soss doe mer se zweemol ëmsteigen no hirem Bus, vu wou se dann an d'Stad kommen, aus dem Westen, aus dem Kanton Réiden zum Beispill, vu Stengefort, vu wou och ëmmer, an dat ass net akzeptabel!

Den zweete Grond, dat ass, datt de Réseau, wa mer en esou wëllen ausbauen – wat jo anscheinend awer jiddweree wëllt maachen –, wa mer dat wëllen, dann en an dem Stadkär nach fonctionéiert herno, da kënne mer net alles op een eenzege Strank leeën. Well en Tramsréseau ass net anescht wéi en Zuchrséseau, wéi eng Strooss. Et ass eng Infrastruktur. Mir kënnen net onendlech Gefierer op eng Achs leeën, well dann op eemol fonctionéiert d'Achs net méi. Da kritt Der zum Beispill den Dräi-Minuten-Takt net méi gehalen an esou weider.

Dofir ass et schon eng weesentlech Fro, eng zesummenhängend Fro, ob een herno dann och iwwert d'Porte-Neuve eropfiert oder net. An et kann een dat net lassgelaist kucken, wéi d'Madamm Polfer dat wëllt maachen, an dat weess se och, datt dat meng Meenung ass, dat war och an de leschte Jore meng Meenung. Si huet do eng aner Meenung, ech respektéieren déi, mee ech bleiwen derbäi, datt dat dann op d'Qualitéit geet vum Réseau. An dat musse mer onbedéngt verhéieren!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Ech géif elo bieden, datt mer awer zur Motioun erëm zrëckkommen, well dat ass am Fong den Objet, iwwert dee mer elo amgang sinn ze schwätzen, an dofir kritt den Auteur vun der Motioun ...

M. François Bausch (déi gréng) | Da muss d'Madamm Polfer dat awer och gesot kréien, Här Président, amplaz hei iwwer Saachen ze schwätzen ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dat elo fir ...

(Interruptions)

Här Bausch, dat war eng allgemeng Remark ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Här Président, kann ech dem Här Bausch just soen ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, ech géif mengen ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Hien huet ganz Recht gehat mat deem, wat en elo gesot huet: Mir waren net enger Meenung!

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif mengen, datt mer elo zrëck zur Motioun kommen, Dir hat elo alleguerten d'Méiglechkeet ze schwätzen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Motioun, den Här Sehovic, deen d'Recht huet, als Leschten iwwer seng Propositionen ze schwätzen.

Une voix | Den Här Engelen.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hu mer nach, wann Der erlaabt, den Här Engelen. Ech hat en net gesinn op menger lénks Säit do.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här Président. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalten. Si ass eis an eenzelne Punkten ze vag. Am Fong geholl misst een déi an d'Kommissioun huelen, fir do nach eng ganz Partie klärend Punkten ze diskutéieren, wéi dat kéint am Endeffekt ausgesinn. Mir hunn elo verschidden Orateuren, Spriecher, hei héieren, déi eng soen esou, déi aner soen esou. An ech mengen, wann een do awer emol eng Kéier géif Neel mat Käpp maachen, da wier dat awer méi kloer, well soss gi mer hei iergendwéi e Fräifaartsschäin, wou mer net wëssen, wou et higeet.

An ech mengen, et wier awer gutt, wann hei dat géif am Detail gekläert ginn, well et gëtt jo warscheinlech méi Méiglechkeeten, fir dat hei ëmzesetzen. Ech mengen, se ass eis sympathesch, se ass och net ganz falsch, mee et sinn awer verschidde Punkten, wou se eis ze vag gehalen ass, duerfir enthalte mer eis.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, elo krut Der och nach eng Fro gestallt.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här Président. Ech géif déi Offer unhuelen a proposéieren, dass mer d'Motioun an d'Kommissioun huelen, vläicht och mat de Verantwortleche vu Luxtram dann diskutéieren an dann eng Kéier en temps utile zrëckkommen an d'Pleinère mat där doter Propos.

Da wollt ech awer eng Saach nach wierklech richtegstellen, déi wichteg ass, par rapport zur Verbindung tëscht Esch an der Stad Lëtzebuerg. Et wäert och mam séieren Tram verschidde Cas-de-figurë ginn, wou den Zuch méi séier ass. Dat ass net iwwerraschend, dat ass och net schlecht, dat ass eeben, well mer de séieren Tram net dierfe gesinn als en Ersatz fir den Zuch, mee an enger multimodaler Kombinatioun mam Zuch, mam Busréseau a mat deene séiere Buskorridoren, déi mer amgaange sinn ze plangen an auszubauen.

An dofir geet et drëms, eeben net een Transportmëttel ze ersetzen, mee an där Multitude vun Transportmëttelen, vun ëffentlechen Transportmëttelen, en optimale Mix hierstellen, fir dass mer sécherstellen, dass een, egal wou een zu Esch wunnt an egal wou een an d'Stad wëll higoen, eng gutt Offer kritt, entweder mam Bus oder mam Zuch oder mam Tram.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn, datt dee Projet hei an déi Diskussioun vum Tram ganz vill Aspekter hu säit 20 Joer, an et ass schwierig, alles an e puer Minutten ze resüméieren. Mee den Här Sehovic huet elo eng Proposition ugeholl vum Här Engelen, fir dat hei an ...

(Interruptions et hilarité)

Ok.

Une voix | Also, mir kënne gären an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

M. Gilles Baum (DP) | Här Président, mir kéinte mat der Propos liewen, déi Motioun hei an d'Kommissioun ze huelen, wann den Auteur vun der Motioun bereet wär, de Saz: „ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal“, aus där Motioun hei erauszehuelen. Da wäre mir averstanen, se mat an d'Kommissioun ze huelen.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Sehovic ass ugeschwat als Auteur vun der Motioun.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här Président. Här Baum, ech proposéieren, dass mer déi Diskussioun eeben en présence da vun de Responsabele vu Luxtram a vun der Ministesch an der Kommissioun einfach féieren. Mir musse jo haut net ofstëmmen, dat ass jo dann d'Eleganz vun där Léisung.

M. François Bausch (déi gréng) | Här Président ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, also ech gesinn, datt mer hei fir d'éischt prealable mussen d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, da musst Der elo Jo oder Nee soen. Wann Der net d'accord sidd, da sot Der Neen dozou.

M. François Bausch (déi gréng) | Motion d'ordre. Här Président, dat ass jo absurd, well mir kënne jo awer als Gréng selbstverständlech egal wéi, och wann Der dat elo ofleent, iwwermuer dat doten an d'Kommissioun bréngen, op den Ordre du jour setze loossen. Dozou hu mer d'Recht laut dem Reglement!

Also, ech mengen, dat heiten, dat ass awer elo eng absurd Diskussioun an ech muss och soen, ech sinn erstaunt, well d'Madamm Polfer huet et selwer proposéiert virdrun, fir et an d'Kommissioun ze huelen, an elo op eemol gëtt et ofgeleent!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo kritt nach eng Kéier den Här Baum d'Wuert an da komme mer zur Decisioun.

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, ech muss awer vläicht hei nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn. Mir wäeren d'accord, déi Motioun tel quel mat an d'Kommissioun ze huelen, wann de Saz: „ainsi que le raccourci afférent entre le rond-point Schuman et Hamilius/Boulevard Royal“, erausgeholl gëtt.

(Hilarité et interruptions)

Sou, elo mierken ech, dass d'Auteurs vun där Motioun hei dee Saz net wëllen eraushuelen. Dofir géif ech proposéieren, Här Président, zum Vott ze kommen.

Plusieurs voix | Au vote!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech wëll elo, well eng Propos ...

(Interruption)

Da komme mer zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 1

Ech géif de Vott lancéieren. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Fin du vote.

An dës Motioun huet 17 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 8 Abstentiounen. Dat heescht, d'Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmmen géint 17 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Cloesener,

M. Yves Cruchten (par Mme Paulette Lenert), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 8224

Ech wollt, éier mer zum nächste Punkt kommen, nach eppes nohuelen – wann Der wéilt nolauschten! –: Bei menger grousser Freed, dass dëse Projet 60 Stëmme kritt huet, hunn ech vergiess, Iech d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

Sidd Der mat där Dispens d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la réglementation des nouveaux OGM

An da kënne mer mat rouegem Gewëssen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reglementatioun am Kader vun den neie GMO, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalten. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn oder d'Autrice vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fénnef Minutten, d'Regierung duerno fofzéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. A Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... d'Europäesch Kommissioun huet am Juli d'lescht Joer en neit Reglement proposéiert, fir den Émgang mat geentechnesch verännerte Planzen ze dereguléieren. D'Propos gëtt aktuell am EU-Parlament an am Conseil verhandelt a riskéiert, mat deem neien Text zu engem reegerechten Dammbroch ze féieren, wat de Schutz vu

Mënsch, Déier an Natur an d'Uwendung vum Principe de précaution ugeet.

Haut mussen all d'OGMen, och Planzen aus der neier Geentechnik, op hir Risiko fir Mënsch an Ëmwelt gepréift ginn a kloer als Geentechnik gekennzeechent ginn. Dat huet den Europäesche Gerichtshaff nach 2018 confirméiert, notament well an Europa de Precautionsprinzip gëllt an d'Risiken nach net kloer ofgeschätze sinn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Hei, wannechgelift, ech géif Iech bieden, d'Diskussiounen dobaussen ze féieren an der Madamm Welfring ansonsten nozelauschten!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Déi aktuell Propos ass en neie Versuch, dës héich Schutzufuerderungen ze ëmgoen.

Mee eent virop: Et geet mer bei der haiteger Debatt net drëms, nei Entwécklungen pauschal schlechtzerieden, mee mir fannen et beonrouegend, wéi dës Propos am Schnellduerchlaaf duerch d'europäesch Institutiounen geet, ouni dass d'Risiken heivun an d'Kriticken aus der Wëssenschaft, der Landwirtschaft, de Konsumentevertriedungen an Ëmweltverbänn kloer benannt an diskutéiert ginn.

Eebe grad aus dësem Grond ass et mer en Uleies, fir dës Diskussioun och hei am Haus ze féieren, ier d'politesch Verhandlungen op EU-Niveau ofgeschloss sinn.

Zur Propos: D'Propos gesäit vir, d'Planzen, déi aus der neier Geentechnik stamen, an zwou Kategorien opzedeele. Déi éischt Kategorie, fir déi – a laut Aschätzung vum offizielle Verwaltungen handelt et sech heibäi ëm ronn 90 % vun deenen aus der neier Geentechnik stamende Planzen – et keng Kennzeechnung méi wäert ginn, ausser fir de Som, keng Traçabilitéit, och keng Präiwung op d'Risiko fir Mënsch, Déier an Ëmwelt.

Fir déi zweet Kategorie soll d'Kennzeechnung erhale bleiwen an och d'Risikopräiwung, och wann d'Enver-gure heivu méi kleng soll ginn.

Dës Opdeelung gëtt un der Unzuel an dem Ëmfang vun de geneetesche Verännerungen festgemaach. D'Argumentatioun ass, dass, wann ee bestëmmte Seuil vu Verännerungen net iwwerschritt gouf, d'Planzen, déi aus der neier Geentechnik stamen, net vu konventionell gezielte Planzen ze ënnerscheede wieren, an dofir also weeder Risikoprüfung nach Kennzeechnung bräichten.

Wéi sécher kann ee sinn, dass d'Risiko fir d'Allgemeengeheet an d'Ëmwelt negligéabel sinn? Ech hunn och ënner anerem mat Lëtzebuurger Fuerscher genau iwwert dës Thema geschwat. Obwuel si de Potenzial vum der Geentechnik duerchaus positiv géintwärtstinn – eng Vue, déi ech deelen –, war hir Vue déi, dass d'Thema vun der Biosécherheet an der Gestiou vum de Risiko méi an de Kär vun der Debatt misst réckelen.

Och d'Anses, déi franséisch Liewensmëttel- an Ëmweltsécherheetsagence, wéi och dat däitsch Bundesamt für Naturschutz – also keng Ëmwelt-ONGen – stelle fest, dass d'Risiko fir Ëmwelt a Gesondheet bei der neier Geentechnik och bei minimalen Ännerungen net kënnen ausgeschloss ginn an dass dofir d'Basis vun der Kommissiounspropos onwëssenschaftlech ass.

Jo, och kleng Ännerungen, och wa se just mat Geenmaterial aus ënner sech kräizbaren Aarte gemaach ginn, kënnen grouss Konsequenzen hunn. Si kënnen zum Beispill neiaarteg Allergeenen oder Toxinen auslësen, déi een ouni Risikopräiwung natierlech net erfaasst.

Ma och a puncto Ëmwelt gëtt et kloer Geforen, déi riskéieren, ignoréiert ze ginn. Zumools well sech d'Propos net just op landwirtschaftlech Kulturen applizéiert, mee op all Planzen, inklusiv Wéllplanzen, Beem, Algen, warnt d'Ekologesch Gesellschaft vun Däitschland, Éisträich an der Schwäiz, dass d'Fräisetzung vun der Geentechnik am grousser Stil negativ Effekter op wéll Populatiounen vu Planzen an Ökosystemer wäert hunn.

Jo, schonn haut gëtt vill investéiert an d'Gestioun vun zum Beispill invasiven Aarten. Dësen Drock wäert mat der neier Dereguléierung weider steigen. Och neiaarteg Planzen mat zum Beispill insektizider Wirkung riskéieren, negativ Effekter op Insektpopulationen ze hunn. Dës géifen ouni Risikobewäertung awer net erfaasst ginn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Och d'EFSA, souguer si, déi europäesch Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet, war bei hirem Avis ganz virsiichteg an huet der Kommissioun an all Fall eng strukturéiert Risikobewäertung recommandéiert. Och dëst gouf net am Text berücksichtegt.

Dofir meng Froen: Huet d'Ministesch de Kontakt gesicht mam Ëmweltminister, fir d'Risiko vun dëser Propos fir Ëmwelt ze diskutéieren? A wa jo, wat waren hei d'Retounen? Wat ass hir Analys vun deene genannte wëssenschaftleche Kriticken zur Equivalenz an zu de Risiken?

Jo, och fir d'Landwirtschaft steet mat dëser Propos vill um Spill, an och hei gëtt et nach vill oppe Froen. Déi alleréisch Fro ass déi vun de Patenter, déi iwwert dëser Diskussioun schwieft a riskéiert, d'Kontroll vun e puer Multinationalen an der Landwirtschaft weider ze stäerken, d'Villfalt vun de Kulturplanzen ze verréngeren an de Bauere weider un Autonomie ze huelen. Fir eis ass et kloer, dass et keng Patenter op Liewen dierf ginn!

Da stellt sech d'Fro, wéi ee verséichert, dass d'Bauern, egal ob bio oder konventionell, déi geentechnikfräi wëlle schaffen, dat nach kënnen, wann e groussen Deel vun de geenmodifizéierte Planzen, also och Fuddermëttel, net méi musse gelabelt ginn, ier se fräigesat respektiv als Planz verkaf ginn. D'Suerg vun der Kontaminatioun gouf notament vun der Bauerenallianz, der Landjugend a Jongbaueren an der Biovereenegung opgeworf. An och déi aktuell Texter ginn heirobber keng Äntwert an assuréieren och keng eenheetlech europäesch Approche.

An dann: Wéi ass et mat der Haftbarkeet, wann et zu enger Kontaminatioun vu geentechnikfräie Felder mat Geentechnik sollt kommen? Si Versécherungsgesellschaft bereet, eventuell gesondheetlech an ëmwelttechnesch Risiken ze versécheren?

D'Versprieche vun der neier Geentechnik fir d'Landwirtschaft si grouss, ma se gläichen deene Versprechen, déi och virun 30 Joer bei der aler Geentechnik gemaach goufen: manner Wasserverbrauch, manner Pestizidgebrauch, manner Honger an globale Süden. Dës Versprechen goufen an der Vergaangenheet net ageléist. Au contraire: Et gesäit een eeben, dass a Länner, wou OGMen am grousser Stil ugebaut ginn, de Pestizidgebrauch eropgaangen ass, déi industriell landwirtschaftlech Praktiken sech weider zougespéizt hunn a grouss Konzernner weider gestärkt goufen.

Och dierfe mer net vergiessen, dass duerch haut schonn erwise Methoden, wéi zum Beispill d'Upassung vun der landwirtschaftlecher Praxis – méiglidereg Fruchtfolleg oder Agroforstwirtschaft – oder d'Ubaue vu besser ugepassten Sorten, a mat der néideger Ënnerstëtzung wichteg Schrëtt a Richtung

Klimaupassung kënne gemaach ginn, déi net op Risi-kotechnik berouen.

Nach eng Fro: Wéi reagéiert d'Ministesch op d'Suerge vun de Baueren, déi wëllen an Zukunft geentechnik-fräi schaffen?

An net zulescht zu de Konsument/innen: Duerch d'Ofschaffung vun der Kennzeechnung hält een de Konsument/innen d'Fräiheet vum Choix, fir op Geentechnik ze verzichten. Wisou sollt een hei d'Fräiheet, déi an Europa zanter méi wéi 20 Joer mat Succès verdeedegt gouf, iwwer Bord geiien, zumools wann ee weess, dass laut Ëmfroen eng Majoritéit vun den Europäer der Geentechnik kritesch géigeniwwerstinn?

Och europäesche Acteuren am Secteur vun der Distribution hunn hir Suergen an dësem Beräich public gemaach; notament néng grouss däitsch an éisträichesche Supermarchésschainë fuerderen, dass déi nei Geentechnik muss réckverfollegbar a gekennzeechent ginn.

Ouni Kennzeechnung a Réckverfolgbarkeit kann een och net reagéieren op eventuell negativ Konsequenzen, déi an der Natur oder bei de Mënschen entstinn, fir déi wëssenschaftlech ze suivéieren.

Och ech hu mech am Laf vu menge Studien ënner anerem och mat Geentechnik beschäftegt a weess ëm déi wichteg Fortschritter fir eis Gesellschaft, déi, zum Beispill am Beräich vun der Medezinn, duerch dës Wëssen an hir Uwendung kënnen erziilt ginn, mee – an dat weess ech och aus mengen deemo-legen Echangen op menger Uni souwéi och aus rezenten Diskussiounen mat enger ganzer Rei vu Wëssenschaftler/innen oder Vertrieeder/innen aus der lëtzebuergescher Landwirtschaft –, dass et net gëllt, dësen Technique blann ze vertrauen.

Mee et geet villméi drëms, technologieoffen, mee och mat der néideger Virsiicht un dës Entwicklungen erunzegoen, se duerch geziilt Fuerschung ze ënnerstëtzen, fir se duerno, sollt se sech bewäeren, kënne mat deenen néidege Virkéierungen a Sécherheeten op de Maart ze bréngen.

Dofir géif ech d'Landwirtschaftsministesch ofschléissend gäre froen, firwat si hir aktuell Retizenz fir dësen Text just nach op der Patentfro festmécht a sech bis elo net derfir agesat huet, fir wichteg Virkéierungen an den Text ze bréngen, déi déi besote Risiko géifen hëllefen anzegrenzen, zum Beispill mat gesetzlech verflüchteten adaptéierten a standardiséierte Präiwungen, och fir d'Kategorie 1, ier déi betreffend Planzen dierfe fräigesat ginn. Just als Beispill.

Läit et um Zäitdruck, deen hei vu baussen operluecht gëtt an dee mer net onbedéngt mussen akzeptéieren, oder eventuell en engem awer liichtfäerdegem Émgang mat engem Text, duerch dee mer an Zukunft ouni déi néideg Sécherheetsvirkéierungen riskéieren, en europawäite Feldversuch un enger Milliounen Joren aler Evolutioun auszeléisen, an deem seng Konsequenzen nëmme schwéier réckgängig ze maache sinn?

Mir plädéieren derfir, dass an dëser wichteger Theematik d'Regierung sech engagéiert, fir bei alle geentechnesch verännerte Planzen, éischters d'Uwendung vum Precautionsprinzip ze respektéieren, eng adequat Risikobewäertung an dem Text ze verankeren, a mir froen och, eng kloer Kennzeechnung anzusetzen, soudass d'Leit am Buttek an d'Bauere kënnen op Geentechnik verzichten, wa se dat wëllen, an dass d'Regierung sech asetzt géint Patenter op d'Liewen.

An dësem Sënn deposéieren ech eng Motioun, déi gedroe gëtt vun der LSAP, vun de Piraten a vun deene Lénken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

Motion 1

« relative aux nouveaux OGM »

La Chambre des Députés,
considérant

– que la Commission européenne a publié en juin 2023 une « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 » visant à faciliter la vente et la culture de plantes obtenues à l'aide de nouvelles techniques génomiques (NTG) en les soustrayant au cadre légal européen actuellement applicable aux organismes génétiquement modifiés (OGM) ;

– que le respect du principe de précaution, intégré à l'acquis communautaire par le traité de Maastricht et repris aujourd'hui à l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, implique une prise en compte méticuleuse des risques afin d'éviter des dommages imprévisibles et incertains ;

– que l'application du principe de précaution est particulièrement importante en matière d'OGM et fut notamment à la base de la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement,

invite le Gouvernement

– à veiller à l'application méticuleuse du principe de précaution dans le cadre des négociations de propositions de textes législatifs relatifs aux plantes issues de nouvelles techniques génomiques au niveau européen ;

– à revendiquer pour toutes les NGT une évaluation ex ante des risques permettant de détecter d'éventuels effets inattendus ou involontaires et garantissant tant la biosécurité des plantes que l'absence d'effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement ;

– à s'engager pour l'information des consommateurs.rice.s et des agriculteurs.rice.s à travers un étiquetage clair pour toutes les plantes issues de NGT, permettant ainsi un choix éclairé ;

– à s'engager pour un étiquetage et une traçabilité tout au long de la chaîne de valeur afin d'éviter la contamination des filières agricoles « sans OGM » ;

– à veiller à la compatibilité de la nouvelle réglementation proposée en matière de modifications génétiques avec les obligations légales de la filière biologique ;

– à s'engager contre le recours aux brevets pour les NGT.

(s.) Joëlle Welfring, Claire Delcourt, Ben Polidori, David Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den hono- rabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Merci der Madamm Welfring fir d'Opgräife vun dësem wichtege an och komplexen Thema, mengen ech. Dat hu mer elo schonn héieren. Dat ass de Moment nach schwere Kost hei fir den Owend, mee awer ëm-sou méi wichteg, fir driwwer ze schwätzen.

De Mënsch beschäftegt sech mat der Zuucht vu Planzen a vun Déieren, zanter dass e sesshaft ass. Bei der Zuucht huet en ëmmer Planzen, déi ënnerschiddlech sinn, déi e matenee kräizt a wou en da probéiert,

eppes Besseres oder eppes, wat fir hie méi vun Avanta- tage ass, erauszekréien.

Dat Ganzt baséiert drop, dass d'geneetesche Informa- tioun an der Planz ënnerschiddlech ass. A firwat ass déi ënnerschiddlech? Well Mutatiounen entstinn, well natierlech Verännerungen am Genom entstinn. An dorop huet déi klassesch Zuucht sech baséiert.

Déi lescht Joerzénge ass dat e bëssen anescht – oder et sinn nei Methoden derbäikomm. Ënner ane- rem goufen zum Beispill bewosst Verännerungen am Genom ervirgeruff duerch ioniséiert Stralung, Gam- mastralung, jee fir Mutatiounen ze provozéieren an dann déi bescht adaptéierte Planz erauszesichen.

De ganze Prozess, fir eng Zort ze zichten, brauch haut gutt 15 Joer. Dann ass d'Zort do, da muss se dee ganze Prozess nach vun der Sortepräiwung an de jeeweilege Länner duerchlafen. A wa se dann do ass, gëtt se och nach op hir Eegeschaften gepréift. Dat heescht, wa se unerwünschten Niewewierkun- gen huet, och an der klassescher Zuucht, musse mer deem Rechnung droen. Et gëtt d'Beispill vun enger Gromper an de 70er-Joren an den USA, d'Lenape- Gromper, konventionell geziicht, déi nawell perfekt war fir d'Industrie, mee bei där herno awer de Sola- ningehalt ze héich war, dat heescht, déi géfteg war, a si ass och vum Marché geholl ginn.

An den 80er-Joren hu mer dann déi klassesch OGMen entwéckelt, ech mengen, d'Madamm Welfring ass drop agaang. Mir halen do fest un deem Vorsorge- prinzip – dat sinn déi OGMen, wou mer transgeen, friem Geenen an d'Planz setzen –, och well se déi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun e puer Firme kreéiert hunn.

Elo zanter 2013 huet d'Fuerschung déi nei Method, déi sougenannten „nei geneetesche Techniken“, jo, ent- wéckelt, an et ass dat, wouriwwer mer haut schwätzen. D'Kommissioun gesäit jo elo an hirer Propos vir, net méi ze soen, dass dat klassesch OGM sinn, mee et eeben an zwou Klassen opzedelen. Déi éischt Klass, déi „nei genomesche Techniken 1“, dat sinn déi Planzen, deenen hir geneetesche Ännerungen och hätte kënnen op natierlechem Wee an der Natur entstoe respektiv duerch konventionell Züchtunge kënnen erbäigefouert ginn.

Fir einfach emol e Beispill ze nennen, wat gebraucht gëtt oder u wat geschafft gëtt: Wa mer eng Planz hunn, eng Weessplanz, déi relativ grouss ass, déi gutt Ertrag huet, mee déi all Joer muss zrëckgesprézt ginn, fir dass se dem Bauer net ëmfällt, dass e se iwwerhaupt recoltéiert kritt, da kënne mer mat där hei Technik elo de Geen siche goe bei déi Planz, déi méi kleng ass, déi méi resistent ass an hirem Stand, a mir kënnen deen do eranzüchten, an dat e bësse méi séier, wéi wa mer elo gekräizt, gekräizt hätten a gehofft hätten, dass mer de Geen eriwuerbréngen. Dorëms geet et.

Wat ass elo dee grouse Virdeel vun dëser Technik? D'Technologie ass méi schnell a mir kënne méi gezielt zichten. Mir schwätzen nämlech dann net méi vu 15 bis 20 Joer, mee mir schwätze vu 5 bis 7 Joer.

Wien ass dann Demandeur vun dëser Technik? Den eenzele Bauer brauch d'Technik am Fong geholl net. Hie beweegt sech am selwechte Level-Playingfield wéi seng Kollegen an et mécht eigentlech keen Ënner- scheid, ob e se huet oder net. Mee déi gesamt euro- päesch Landwirtschaft mat eisem Ernährungssystem, déi eigentlech ganz kuerzfristeg muss immens vill Ziler errechen, déi mir alleguerde festgeluecht hunn. Mir schwätze vu 50 % Pestizidreduktioun bis 2030. Do kënne mir net 15 bis 20 Joer zichten! Mir schwätze vun aneren Ziler, déi mir wëllen an den nächsten 10, 15 Joer errechen. An ech denken, dass eis do grad bei deem Punkt déi hei Method – mir schwätze vun

NGT 1, also déi Züchtung, déi Geentechnik, déi mer huelen, fir dat ze maachen, wat och an der Natur kéint erreecht ginn – kann hëllefen.

En anere wichtege Punkt ass d'Globaliséierung. D'Landwirtschaft mat hire Produktiounen beweegt sech am globaliséierte Marché. Mir stelle fest, dass d'USA, Kanada, Japan, China allegueren an där hei Technik ënnerwee sinn. An ech mengen, mir dierfen eis technologesch net komplett isoléieren.

Et ass wichteg, dass mer eis do mat hinne beweegen. Oder awer mir schwätzen hei driwwer, dass déi Importer, déi mir vun deene Kontinenter, aus deene Länner eranhuelen, och déi Normen erfüllen, déi mer hei an Europa hunn. Mee da féiere mer eng ganz aner Diskussioun.

Wichteg, an dat huet d'Madamm Welfring ugeschwat, och fir eis ass, net déi Ofhängegkeet ze kreéieren, déi bei den traditionellen OGMe war, an dass déi Planzen hei, déi och kéinten iwwer traditionell Zucht geziicht ginn, net kënne patentéiert ginn. An et ass och an deem Sënn, wou ech eng Motioun hei deposéieren am Numm vun eiser Fraktioun a vun der DP, fir d'Regierung opzefuerderen, sech genau dofir anzesetzen, well dat erlaabt nämlech och de klengen Züchter, dass se kënne domat virunziichten.

Motion 2

D'Chamber

– hält zur Kenntnis, datt d'Europäesch Kommissioun en neie legale Kader wëll schaffen, fir Planzen, déi iwwer nei genomesch Techniken (NGT) geziicht gi sinn, ze reguléieren;

– begréisst, datt déi nei genomesch Techniken an 2 Klassen opgedeelt ginn:

• NGT 1: Planzen, deenen hir geentesch Verännerungen och op natierlechem Wee oder duerch konventionell Züchtung hätte kënne entstoen;

• NGT 2: all aner geneetesche verännert Planzen, déi weiderhi wéi OGMen no der EU-Direktiv 2001/18 gehandelt haabt ginn;

– stellt fest, datt Patenter och am Beräich vum NGT 1 virgesi sinn,

invitéiert d'Regierung,

– d'Propose vun der Klassifizierung ze ënnerstëtzen an esou Lëtzebuerg een Opt-out am NGT 2 ze erlaben;

– eng Initiativ ze huelen, datt bei NGT 1-Planzen esou wéi bei de konventionellen Züchtungsmethoden keng Breveten erlaabt sinn, mee datt dës nei Technologie ënnert déi aktuell Reegele vum Sorteschutz soll falen;

– d'Kommissioun opzefuerderen, e méiglechen Impakt op d'Natur ze suivéieren.

(s.) Jeff Boonen, André Bauler, Luc Emering, Christophe Hansen, Octavie Modert, Stéphanie Weydert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

M. Jeff Boonen (CSV) | Fir ofzeschléissen, wëll ech just soen, dass dat hei ee kleng Baustein ass fir déi vill Ziler, déi mer mussen erreechen, an dass et dofir wichteg ass, dass mer an deem heite Kader legiferéieren.

Ech soe Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, ech mengen, et gouf elo scho ganz vill gesot vun der

Madamm Welfring a vum Här Boonen, soudass ech mech elo hei relativ kuerz wëll halen an net méi op d'Detailer aginn, wéi elo eng Planz ka modifizéiert ginn oder wéi net. Dat heescht, ech géif just wëlle kuerz eng kleng Intro maachen.

Ech mengen, dass dat hei e Sujet ass, dee politesch, gesellschaftlech an awer och an der Wëssenschaft déi lescht Joerzénge aus ënnerschiddlechste Bléckwénkele beliicht ginn ass, an ech mengen, dee Virschlag, dee mer elo hei leien hunn, ass effektiv e Virschlag, deen déi streng Reegelen, déi mer bis haut kannt hunn, e bësse wäert veränneren.

Zwou nei Kategorien, ech mengen, dat ass gesot ginn, soudatt ech do net méi vill wëll an den Detail goen: NGT 1, NGT 2. Eng éischt Kategorie, wou mer Planzen consideréieren – an ech mengen, dat ass awer e ganz wichtegt Element –, déi duerch natierlech Kräizungen och hätte kënne entstoen, dat heescht, dass mer eigentlech duerch den Asaz vun den neien Techniken vun der Geenschieer just den Züchtungsprozess enorm beschleunegen kënne. Allerdéngs, den Organismus, deen dobäi erauskënnt, hält och esou an der Natur duerch natierlech Hybridatioun kënne entstoen, eebe just iwwer vill méi e laangen Zäitraum.

An där zweeter Kategorie, do schwätze mer da ganz kloer iwwer déi Planzen, déi exklusiv duerch gréisser geneetesche Agrëff an de Genom entstinn an déi kënne ganz schwéier duerch natierlech Kräizungen entstoen, soudass mer dat och skeptesch gesinn.

Fir d'DP si besonnesch zwee Prinzippe wichteg, déi net dierfen a Fro gestallt ginn. Dat ass engersäits d'Preventioun an andersäits eng wëssenschaftlech fundéiert Risikoanalys, déi fir de Moment um Niveau vun der Kategorie 2 sécher keng Kloeerheet souwuel fir de Bauer wéi fir de Konsument virgesäit.

Bei der Kategorie 1 gesi mir dës méi nuanciéiert, well effektiv dës nei Techniken en enormen Züchtungsfortschritt garantéieren an dës en Outil ass, fir d'Planze méi resilient ze maachen.

Nieft dësem Notze vun den neie genomeschen Techniken gëtt et allerdéngs och potenziell Risiken, déi elo och jo ugeschwat gi sinn, an déi soll een och net op d'licht Schëller huelen. Ech mengen, Naturschutzorganisatiounen schwätze vu méiglechen Kräizkontaminatiounen mat Wëllplanzen, allgemeng Risiko fir de Mënsch duerch intransparent Zertifizéierung an esou weider.

Och an der Biobranche gëtt et beispillsweis grouss Skepsis, well am Fuddermëttel dat Ganzt net erëmfannen ass. Wann zum Beispill Planzen vun Iwwerséi am Fuddermëttel verschafft sinn, déi op Basis vun NGT 1-Planzen entstane sinn, ass dat net méi zréckzufannen.

Et muss een awer och ganz kloer soen, dass mer vill Bauerenorganisatiounen hunn, déi dat Ganzt och ganz positiv gesinn. An dat hat ech jo och schon am Ufank gesot: Et ass eng immens kontrovers Diskussioun. An ech mengen, esou sollt een dee ganze Sujet och e bësse behandelen, änlech wéi bei der Atomenergie. Do hu mer jo och schon des Éftere gesot, dass ee soll kucken: Esoulaang kruzial Froen opstinn, wou keng Äntwerten do sinn, wéi zum Beispill d'Endlagerung vum Atommüll, d'Sécherheet et cetera, ass et als kritesch ze bewäerten. An och hei bei der Geentechnik denken ech, dass déi Approche misst applizéiert ginn.

Dofir fuerdere mir als DP, dass mer déi Klassifizierung vum NGT 1, NGT 2 ënnerstëtzen, esou wéi se virgesinn ass, datt mer eis ganz staark wëllen ..., oder datt mer d'Ministesch encouragéieren, sech derfir

anzesetzen, dass d'Problematik mat de Breveten an der Kategorie 1 geléist gëtt, esou wéi meng Virriedner dat och erkläert hunn.

A letztendlech ass et fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg – an dat ass och an där Motioun, déi den Här Boonen deposéiert huet, erëmfannen –, d'Kommissioun opzefuerderen, den Impakt vun den NGT 1-Planzen op d'Natur, op d'Biodiversitéit an op d'Gesondheet vu Mënsch an Déieren ze präiwien an ze suivéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An da wier et un där honorablen Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf hei elo scho vill op dëser Plaz gesot an ech probéieren, mech deemno kuerzzehalen.

Voilà, mir hunn elo och schon héieren: D'Züchte vu Planzen, déi méi Friichten droen a méi resistent géint Schädlinge sinn oder géint Krankheeten, huet eng laang Traditioun, an am Laf vun der Zäit huet d'Wëssenschaft eng ëmmer méi grouss Roll dobäi gespillt an e weesentleche Bäitrag zum mënschleche Fortschritt geleescht. D'Fuerschung an deem Beräich geet ëmmer virun an d'Geentechnik ass eng Weiderentwécklung vun den Efforten, déi iwwer Joerhonnerte gemaach goufen, fir gezielt Afloss op d'Eegeschafte vu Planzen an Déieren ze huelen.

Fir d'LSAP mussen politesch Decisiounen geleeet si vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser. Mir erhoffen eis och fir d'Zukunft, dass d'Wëssenschaft d'Liewe vun de Mënsche ka verbesseren a Léisunge fir Problemer bitt. Mir begrëssen den technesche Fortschritt, dee muss kritesch begleet an am Interessi vun der Allgemengheet genotzt ginn. Wéi all aner Technologien huet d'Geentechnik d'Potenzial fir interessant Verbesserungen, bréngt awer och Risiko mat sech. D'Aufgab vun der Politik ass et, dës Risiken anzuschätzen a géint de potenziellen Notzen ofzeweien.

D'EU-Kommissioun huet op Wonsch vun de Memberstaaten eng wëssenschaftlech Etüd dozou gemaach. Si kënn zu Konklusioun, dass en Deel vun dësen Planzen, déi si an eng Kategorie, wéi mer elo schon héieren hunn, NGT 1 wëll setzen, net weider sollte mat de geentesch verännerte Planzen gläichgesat ginn, déi eng opwändeg Risikoevaluatioun mussen duerchlafen, ier se kënne geneemegt ginn. Si geet dovun aus, dass dës Planzen zum Deel hätten iwwer natierlech Mutatiounen oder normal Zuchtverfahren kënne entstoen oder dee selwechte Risikoprofill hunn an dofir mat konventionelle Planzen sollte gläichgesat ginn.

D'Virdeeler leien op der Hand. D'Eegeschafte vun de Planzen kënne weesentlech méi schnell a gezielt verännert gi wéi iwwer déi normal Zucht. Wa laang Geneemegungsverfahren ewechfalen, gëtt d'Entwécklung vun neien Zorte méi bëlleeg a si kënne méi schnell op de Marché bruecht ginn. D'EU-Kommissioun gesäit hei virun allem de Potenzial, fir Planzen ze entwéckelen, déi am Kader vum Klimawandel schnell kënne u verännert Konditiounen ugepasst ginn oder déi et erméiglechen, aner Ëmweltziler méi liicht ze erreechen. Als Beispiller wëllt ech hei just d'Reduktioun vu Pestiziden oder d'Resistenz géint d'Dréchent nennen.

Wann déi Planzenzorten aus der genannter Kategorie NGT 1 sech tatsächlech net vun normalen Züchtungen ënnerscheeden, ass de Rasonement vun der

EU-Kommissioun absolutt novollzéibar. Manner logesch schéngt et op den éischte Bléck, firwat dës Zorten dann net am Bio sollten erlaabt sinn.

Mee och dat huet e gudden Grond: Net jiddereen ass iwwerzeugt, dass déi nei geentechnesch verännert Planzen tatsächlech vergläichbar si mat konventionellen Züchtungen. Fakt ass, dass nëmme ganz wéineg Experten dat néidegt Fachwëssen hunn, fir d'Risiko vun neien Technologie richteg kënnen anzuschätzen. A wa mir dorop vertrauen, dass d'EU-Kommissioun déi Evaluatioun seriö hëlt, ass d'Vetraue vun de Konsumenten an d'Liewensmittelindustrie eng ganz aner Fro.

Et gëtt nun emol onheemlech vill Beispiller, wou Liewensmittel gezielt sou hiergestallt ginn, dass d'Konsumenten, ouni et ze mierken, mannerwäerteg Produkter ugedréit kréien. D'Ofleenuug vu geentechnesch verännerte Liewensmittel ass enk verbonne mat engem generelle Mësstraue vis-à-vis vun deene groussen Konzerne. Besonnesch Leit, déi Bio kafen, probéieren, deem eppes entgéintzesetzen, a si bereet, dofir méi ze bezuelen. D'Biobauere kënnen sech net erlaben, dat Vertrauen ze verspillen, andeem se d'Dier fir geentechnesch verännert Planzen opmaachen.

Wann et vereinfacht Zouloossungsverfahre fir bestëmmt Kategorie vu geentechnesch verännerte Planze soll ginn, ass et absolutt weesentlech, dass d'Koexistenz mat Kulturen, déi noweisbar geentechnikfräi sinn, ka garantéiert ginn, an dat, ouni dass eng zousätzlech Beweisaascht op d'Biobauere fält. NGT-Planze mussen kloer etikettéiert ginn, fir dass souwuel d'Bauere wéi och d'Konsumenten e fräie Choix hunn. D'Traçabilitéit muss garantéiert sinn.

Net zulescht spillt fir d'LSAP d'Fro vum Patentrecht eng immens wichteg Roll. Wa bestëmmt geentechnesch Verännerungen als vergläichbar mat konventionellen Planzen ugesi ginn, dierf et op dës Planzen op kee Fall Patenter ginn. Besonnesch well dës Planzen zum Deel net méi vun normal geziichte Planzen ze ënnerscheede sinn, riskéiert dat, dee ganze Marché vum Geseems ze zerstëieren an och déi konventionell Landwirtschaft a Schwieregkeeten ze bréngen. Et ass un der Politik, fir sécherzestellen, dass den technologesche Fortschritt dem Interessi vun der Allgemengheet an net just dem Profit vun e puer groussen Konzerne notzt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Delcourt. An d'Tribün ass elo fräi fir d'Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, esou wéi et och am Walprogramm vun der ADR steet, verschléisse mir eis net enger Diskussioun iwwert d'geneetesche modifizéiert Planzen. D'Geentechnik kann eng Upak sinn, wéi mer et grad och schonn héieren hunn, fir Planze méi resistent géint Krankheeten a méi widerstandsfäeg vis-à-vis vu meteorologesche Verännerungen ze maachen.

Et ass dofir wichteg, dass d'Diskussioun ëm d'Geentechnik transparent a sachlech gefouert gëtt. A wa mer éierlech sinn, wende mer haut schonn Techniken un, an dat och am Bioberäich – den Här Emering ass grad eraus –, déi zu enger gewollter, awer onkontrolléierter Verännerung vun der DNA am Saatgut féieren, wéi och den Här Boonen schonn erwänt hat, zum Beispill duerch ioniséierend Strahlung oder den Asaz vu bestëmmten Chemikalien. Am Géigesaz dozou diskutéiere mer hei an haut iwwer eng EU-Reglementatioun, fir kontrolléiert geneetesche modifizéiert Saatgut zouzeleassen. Ech iwwersprangen den Abschnitt doriwwer, wat NGT 1 an NGT 2 sinn. Ech mengen, dat hu mer elo

héieren. Ech weess net, ob jiddwereen et verstanen hutt, mee mir hunn et héieren.

(Hilarité)

Een Aspekt, dee ganz wichteg ass fir d'ADR an dee consideréiert gi muss an deem Kontext, ass d'Kennzeichnung vun deene Produkter. Mir dierfen hei d'Vetraue vum Konsument an d'Liewensmittel an an de Produzent net verléieren. Allerdéngs muss ee sech op där anerer Säit och d'Fro stellen, ob et Sënn mécht, eppes ze kennzeichnen, wat mer am Labo net ënnerscheede kënnen vun natierlechen Ännerungen, wat bei der Kategorie 1 de Fall ass.

Et kann ee soen: „Jo, et kann een et iergendwéi labelen.“ Mee dann hu mer eng zousätzlech geneetesche Verännerung erëm an deem Saatgut a mir erhéien de Risiko, iergendwéi schiedlech Wirkungen ervirzeruffen.

Dovun ofgesi kënnen mir esou eng Kennzeichnung héchstens bannent der EU reglementéieren, wat mir eis als ADR och wënsche géifen. Leider si mir dobäi awer allen Drëttstaatenimporter ausgelievert. Och de landwirtschaftleche Sektour muss kënnen d'Kontroll iwwert säi Saatgut behalen. Dofir ass et an eisen Ae wichteg, dass op allen Niveauen transparent kommunizéiert gëtt an de Sektour zu all Zäit wësse muss, ob hie mat geentechnesch verännertem Saatgut schafft oder net.

Fir d'ADR ass kloer, dass d'Virschreften iwwert d'Sécherheetskontrollen, d'Kennzeichnung an d'Traçabilitéit weeder dierfen opgehuewen nach verwässert ginn, genau esou wéi meng Virriedner dat och scho gesot hunn. Mee och hei si mer erëm den Drëttstaaten deelweis ausgelievert. Dowéinst hale mir et fir wichteg, dass mir do eng europäesch Reglementatioun hunn, fir op d'mannst kënnen bannent der EU Transparenz an deem Sujet ze hunn.

En zweete wichtegen Aspekt, deen och haut schonn ugeschwat ginn ass, ass justement d'Patentéiere vu geentechnesch verännertem Saatgut. Problematischesch dobäi ass, dass d'EU-Kommissioun bis elo nach net konkret Faarf dozou bekannt huet. Dee vun der EU-Kommissioun diskutéierten Amendement huet d'Fro vum Patent an deem Deel nach net behandelt. Am Kader vun enger breeder Maartanalys wëll d'Kommissioun d'Auswirkunge vun de Patenten op de Maart genee ënnersichen, a si wäert bis 2026 iwwert hir Resultater berichten. Sou laang kënnen mir awer net waarden!

Rezenten Diskussiounen no, wann ech richteg informéiert sinn, soll d'Saatgut vun der Kategorie 1 eventuell kenge Patentrechter ënnerleien, fir méi ee breede Konsens an der EU ze kréien. D'Rechter op dat geeschtegt Eigentum am Beräich vun der Saatgutzüchtung si verständlecherweis e ganz ëmstrident Thema. Et gëllt nämlech ze verhënnern, dass den Accès vun de landwirtschaftlechen Acteuren zu wichtege Komponente vun hirer Aarbecht irresponsabel ageschränkt gëtt. Et muss een dowéinst all Stufe vun der Entwécklung a Kommerzialisatioun vum Saatgut vun der éischter Kategorie patentrechtlech fräihalen. Déi gréisste Gefor hei läit beim Patentschutz vun de benotzte Geenscheieren.

Der ADR ass bewosst, dass e gezielt Patentéieren e wichtege Incentive fir d'Wirtschaft wier, fir weider un innovativen Züchtungstechniken ze fuerschen. D'Förderer vun innovativen Züchtungstechniken soll awer esou transparent wéi méiglech an ënnert der Kontroll vun der effentlecher Hand sinn, fir domadder den Accès vun de landwirtschaftlechen Acteuren zu héichwäertegem Saatgut ze garantéieren, ouni direkt vum private Sektour ofhängeg ze sinn, bezéiungsweis dem net landwirtschaftleche Sektour de Monopol ze iwwerleassen.

Ofschléissend wëll ech soen, Här President: Mir dierfen den Uschloss an d'Kompetitivitéit vun eise Agrarsektour an Europa net verléieren. Als ADR si mir eis bewosst, dass eis Baueren op engem globale Marché benodelegt wieren, wa mer eis hei an Europa dem technologesche Fortschritt entgéintstellen an eis der Illusioun higin, dass mer eis ausschliesslech op eng klasesch Aart a Weis vum Planzenubau konzentréieren kënnen, ouni Aschränkungen an eise jëtzege Gewunnechten ze hunn an déi ganz ambitiéis gesaten Ëmweltziler ze errechen.

Wéi am Ufank gesot, bleiwe mir als ADR technologieoppen. De landwirtschaftlechen Acteuren an de Konsumente géigeniwwer muss awer mat opene Kaarte gespillt ginn an d'Gesondheet vum Konsument muss ëmmer un éischter Plaz stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, Uebst a Geméis, dat mat Strale behandelt gëtt, fir et haltbar ze maachen a geféierlech Keimen ze eliminéieren, dat ass haut a Länner wéi der Belsch erlaabt. Aner Länner sinn do méi restriktiv an erlaben et an hirem Land net, well si et jo net als ongeféierlech astufen.

Änlech ass et bei den NGTen. Jo, wann et ëm eis Liewensmittel geet, da gëtt et och do verschidden Approchen. D'Geentechnik ass e ganz ëmstrident Thema, dass ëmmer nees fir vill Polemik suert. Fir déi eng eng Noutwendegkeet, fir déi aner eng Gefor fir Mënsch, Gesondheet an Ëmwelt. A mir all kenne bestëmmt Horrorzenarien aus Science-Fiction-Filmer mat op eemol risegen, mutéierten Déieren a Geméis, déi d'Mënscheit ugräifen. Mee elo mol Spaass beisäit.

(Hilarité)

Jo, et ass verständlech, dass vill Leit sech Suerge maahe wéinst der Geentechnik. A si huet och negativ Aspekter. E Beispill sinn d'Patenter, déi a Länner wéi den USA derfir suergen, dass eng eenzeg Firma quasi e Monopol beim Saatgut huet. Awer och onbekannt Nieweneffekter, déi laangfristeg kënnen entstoen, si wichteg.

Wat maahe mir, wa mir duerch d'Geentechnik zwar nei Planze kreéieren, déi géint déi eng oder aner Saach resistent sinn, awer net fir d'Bestäubung duerch Beien ze gebrauchte sinn? Da fléien eis Beien zwar vu Planz zu Planz, ouni dass et awer zu enger Bestäubung kënn. An domadder verléiere mir Recolten.

Op där anerer Säit ass et awer wichteg, dass mir derfir suergen, dass mir ëmmer genuch Liewensmittel fir jiddereen hunn a si och fir jidderee bezuelbar sinn. Grad de Krich an der Ukrain, enger wichtege Kornkammer vun Europa an Afrika, huet gewisen, wéi séier Recoltë kënnen ewechfalen. D'Präisser schéissen an d'Luucht an d'Liewensmittel gi fir Leit mat niddregem Akommes séier onbezelbar.

An deem Kontext ass natierlech och de Klimawandel eng grouss Bedroung. Mir gi mat ëmmer méi Wiederextremer konfrontéiert, déi reegelméisseg fir Ausfäll bei Recoltë suergen. Eng Knappheet léisst d'Präisser explodéieren an déi ärmste Leit sinn déi éischt, déi näischt ze iessen hunn. Mir mussen dowéinst e Wee fannen, fir eis Planzen zum Wuel vun eis all esou séier wéi méiglech un déi nei klimatesch Realitéiten unzupassen.

Awer och wann et em de Gebrauch vu Sprétzmüttel geet, kënnen d'NGTen an Zukunft eng wichteg Roll spillen. Och wa Lëtzebuerg beim Verzicht op Sprétzmüttel schonn op engem gudden Wee ass, esou gëllt dat awer nach net fir allegueren d'Länner hei an Europa. Fir eis Natur a Biodiversitéit ze schützen, müssen hei nach ganz vill Efforte gemaach ginn. Wann de Gebrauch vu Sprétzmüttel duerch d'NGTe kann ersat ginn, esou ass dat dann eng Pist, déi an der Fuerschung weidergefouert muss ginn.

Dann ass och d'Iddi reizvoll, mat der Hëllef vu Geentechnik nei Superfoods ze kreéieren. Mir kéinte mofe Râis, ugeräichert mat alle Vitaminen, ubauen a mir bräichte just nach deen ze iessen, fir quasi eise ganzen Nährstoffbedarf ofzedecken. Mee esou Iddie bréngen och Risike mat sech. Fir just e Beispill ze nennen: Eng schwanger Fra riskéiert duerch ze vill Vitaminn A grav Konsequenze fir hiert ongebuerent Kand.

Da gëtt och vill driwwer geschwat, dass mat engem neie Reglement grouss Konzerne vill Käschte kéinte spueren, zum Beispill bei Etüden iwwert d'Sécherheet vun engem Produit, déi dann ënner verschiddene Konditiounen esou net méi misste gemaach ginn. Hei sollte mer eis awer net falsch leede loossen an d'Approche vum Safety First bäibehalen a kee Risiko agoen, schliisslech geet et em d'Gesondheet vun eis all an de Schutz vun eisen Déieren an der Natur.

Et ass awer och eng Realitéit, an esou éierlech muss een an dësem Debat dann awer och sinn, dass a villen anere Länner op dëser Welt d'Geentechnik längst eng Realitéit ass an och um europäesche Marché iwwert den Import scho verkaf gëtt. Dowéinst ass et fir ons Piraten esou wichteg, dass all Produit, deen an iergendenger Form en NGT enthält, entsprechend gekennzeechent gëtt, fir dass allegueren d'Konsumentinnen an d'Konsumenten et op ee Bléck erkenne kënnen.

Ech soen zum Schluss och nach eng Kéier der Madamm Welfring e grouss Merci fir dës interessant a wichteg Aktualitéitsstonn an Iech allegueren Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Polidori. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Wa mer iwwert den Encadrement vun neien OGMe schwätzen, iwwer nei Techniken, déi sollen agesat ginn, da schwätze mer iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft an der Alimentation. Respektiv fir et méi gräifbar ze maachen: Engersäits schwätze mer iwwert d'Rechter vun de Baueren, iwwer hir Souveränitéit vis-à-vis vun hirer Aarbecht, anersäits schwätze mer iwwert d'Rechter vun de Leit, hir Ernährung fräi wielen ze kënnen, also iwwert d'Souveränitéit vun de Leit vis-à-vis vun hirer Liewensweis an hirem Kierper, hirer Gesondheet.

Déi nei proposéiert Reglementation vun der Kommissioun stellt dës Rechte a Fro. Esou gesinn d'Baurenorganisatiounen dat zu engem Deel, mee och d'Ëmweltverbänn an d'Konsumenteschützer gesinn dat esou. A mir ginn hinnen och Recht.

Dass et aus der Recherche vu Rechercheinstituter och aner Téin gëtt, ass novollzéierbar.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. David Wagner (déi Lénk) | Mir sinn och net der Meenung, dass et keng ... Et ass gläich eriwuer.

(Hilarité)

Mir sinn och net der Meenung, dass et keng Recherche soll ginn an der Biotechnologie, an der Entwécklung vun neie Planzenzorten. Mir brauchen technologesche Fortschrétt fir d'Landwirtschaft an d'Alimentation, fir eis op d'Erausforderungen, déi d'Klimaderegulierung an d'Ëmweltschied mat sech bréngen, iwwerhaapt virzebereeden. Well vill vun de Konsequenzen, sief et Dréchenten oder Waasserknappheet, sinn elo leider net méi ze verhënneren, souguer wann d'Welt haut all déi Klimaziler géif erreichen. Leider si mer esou wäit op deem Punkt ukomm.

Dat heescht, d'Upassung un de Klimawandel an eng méi ekologesch Landwirtschaft sinn awer hei net déi primär Zilsetzung bei deem, wat d'Kommissioun proposéiert. An dat schéngt och net der konservativ-liberaler Majoritéit am Europaparlament, déi ëmmer relativ séier der Lobbyarbecht vun de Multie verfält, hir Zilsetzung ze sinn. Dat huet ee ganz konkret gesi virun e puer Deeg, wéi dann eeben awer och d'Ëmweltkommissioun vum Europaparlament sech fir déi Zouloosung ausgeswat huet.

Do gëtt ganz staark mam Feier gespillt, well d'Chancë si grouss, wéi d'Bundesamt für Naturschutz aus Däitschland et och seet, dass dës nei OGMen nach eng méi grouss Gefor kéinten duerstelle wéi déi méi klassesch. Hei geet et also net drëms, d'Technologie anzesetzen, fir domat de Konsequenze vun der Klimaderegulierung entgéintzewierken, mee et geet primär dorëms, fir engem Modell vun der Agrikultur en neien Otem ze ginn, deen op dereguléierter Konkurrenz tëscht Aerddeeler a Betriber berout an domadder d'Natur an d'Bauere futtimécht, andeem nei Produktivitéitsgewënner erausgespreest ginn an dat egal zu wéi engem Präis.

An dëse Modell ass awer um Enn. Dat weisen eis net zulescht d'Baueren, déi an eisen Nopeschlänner Stroossespären organiséieren, fir en anstännege Revenu ze verlaange fir déi vill a schwéier Aarbecht, déi se maachen. Och Klengbauere leiden dorënner, och wa se heiansdo mat gréisserer Betriber net onbedéngt déi selwecht Fuerderungen deelen. Déi nei OGMen, em déi et hei geet, sinn an deem Zusammenhang awer eng Schimär, och wann et sécherlech och Bauere gëtt, déi hir Hoffnung doranner setzen.

Grouss Profiteure vun dëser Reglementation wieren, wéi soll et aneschtens sinn, grouss Multinationaler an der Biotech wéi Bayer oder DowDuPont, déi zwee Drëtter vun de Brevete kontrolléieren. Déi nei Reglementation géif dës Multien nach méi Muecht ginn, well dës nei OGMe vill manner bis guer net reglementéiert solle ginn. An dat géif et ermeiglechen, esou nei OGMen onkontrolléiert ze verbreed an och traditionelle Som mat ze brevetéieren.

Mir riskéieren also, dass dës Multie sech ëmmer méi Som uneegnen an dass d'Baueren de facto enteegent kënnen ginn, well se keng Souveränitéit méi iwwer hiert Geseems an hir Planzen an domadder iwwer hiren eegene Betrib hunn. An den USA gëtt et esou Verhältnissier schonn. Et schwätzt een oft vun den net esou entwéckelte Länner, mee an den USA gëtt et ëmmer méi Baueren, déi guer net méi zefridde si mat den OGMen a versichen, dovunner ewechzekommen, well se elo wëssen a matkritt hunn, dass se ugeschmiert goufen an datt se eendeiteg méi musse bezuelen, dass se sech ruinéieren, dass se heiansdo och souguer vun deene Multinationalen iwwerholl ginn, enteegent ginn an esou weider an esou virun. Also do sinn der ganz vill, déi si guer net glécklech, och an der industrialiséierter Welt.

Dofir, déi Virgangsweis ass arbiträr an do gesäit een och, wat d'Vertrag an europäesch Charte wäert

sinn, wa gewësse Prinzipien an der europäescher Mënscherechtscharta net respektéiert ginn, wann Arrête vun der Cour de justice européenne iwwert de Koup geheit ginn an déi grondleeënd Norm am Beräich Ëmwelt a Gesondheet, nämlech d'Precaution an d'Evaluatioun vum Risk einfach mëssuecht ginn. Alles dat passéiert mat dësem Reglement, wann et a Kraaft triede sollt. Dat weise juristeschen Avisen, déi Ëmweltorganisatiounen ufäerdege gelooss hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Landwirtschaftsminister Martine Hansen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. Gutt, ech wëll fir d'Éischt der Madamm Welfring Merci soe fir dës Heure d'actualité an da wëll ech einfach nach eng Kéier kloermaachen, iwwert wat mer schwätzen. Mir schwätzen iwwert déi nei genomesch Technologien, am Prinzip d'Geenschéier, wou ee ganz geziilt an engem DNA-Strang Saachen erausschneide kann. Doriwwer schwätze mer.

Et ass en Nobelpräis dofir vergi ginn an den JRC, den Joint Research Centre am Kader vun der Kommissioun, huet och Recherchen dozou gemaach, wou déi Technologie Uwendung fënn. An déi Technologie fënn ënner anerem och ganz vill an der Medezinn Uwendung. Ech hunn en Artikel gelies, „Genome UK: The future of healthcare“, wou eeben drasteet: „We will help people live longer, healthier lives by using [NGT]“. Dofir wëll ech just soen: Mir schwätzen hei net iwwer e Monster. Mir schwätzen hei iwwer eng nei Technik, déi eis a ville Beräicher ka virunhëllef.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Sou, da kommen ech bei d'Landwirtschaft. An hei gëtt et ganz grouss Dealer vun der Welt, déi schonns Richtlinnen hunn, wéi ee mat deenen NGT-Planzen ëmgeet, respektiv déi schonn eng Regulatioun do hunn. D'EU huet eeben, wéi gesot, nach näischt. An doriwwer schwätze mer och elo.

D'Kommissioun huet 2018 u sech Etüden an Optrag ginn an dofir kann ech dat net akzeptéieren, wann ee seet: „Dat ass alles iwwert de Knéi gebrach ginn.“ 2018 ass trotzdeem awer scho fënnf Joer hier. Mir kënnen nach fënnf oder zéng Joer laang Etüde maachen, mee iergendwann eng Kéier muss een och soen: „Deene Wëssenschaftler, déi d'Kommissioun beoptraagt, gleewe mer dann och eng Kéier.“ An 2021 ass d'Kommissioun dunn eeben zur Konklusioun komm, datt NGT-Produkte wierklech d'Potenzial hunn, fir eng nohaltege Liewensmittelproduktioun mat den Ziler vum Green Deal an dem Farm to Fork ze erreichen. Dat selwecht seet d'FAO, d'Food and Agriculture Organization vun den Nations Unies. A si hunn dunn eeben och als Schlussfolgerung gesot, et misst legiferéiert ginn, well eeben déi aktuell OGM-Legislatioun esou net méi zoutréfft an adaptéiert misst ginn.

Fir eis ass et ganz kloer, an déi Positioun hu mer och vertrauten am Conseil, datt et fir eis wichteg ass – an dat hate mer och an den Table-rondé virun de Walen diskutéiert –, datt mer déi zwou Kategorien hunn: NGT 1 an NGT 2. A wann ech hei d'Diskussione verfolge, da mengen ech, gëtt ganz dacks gemëscht tëschent deenen zwee. Fir eis ass et nämlech och kloer: NGT 2, do kënnen acht friem Geenen agesat ginn, dat ass fir eis dat selwecht wéi OGM. Dat wëlle mer net. Do soll en Opt-out fir d'Länner méiglech sinn. Dofir hu mer eis agesat, Madamm ... Nee, ech

schwätze keen un, well ech hunn héieren, wann ee Leit uschwätzt, dann dauert et méi laang.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hunn Zäit, Madamm Ministesch, mir hunn Zäit.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Also, dofir hu mer eis am Conseil agesat, datt deen Opt-out-System kéim an deen ass och do, dat heescht, all Land ka genausou mat den NGT 2en ëmgoe wéi mat den OGMen. D'Saatgut an d'Material mussen hei gekennzeechent ginn, genausou wéi bei den OGMen.

Dat heescht, eis Positioun hei huet sech vis-à-vis vun den OGMen net geännert, mee d'Fro ass éischter: Wat ass en OGM? An do soe mer: Den NGT 1, dat ass an eisen Ae keen OGM, well et gëtt keen aartfrieme Geen agesat. Et huet extreem vill Virdeeler. Mat dem NGT 1, do kënnt e Produkt eraus – dat ass scho vu jiddwerengem eigentlech gesot ginn –, dat ech duerch eng natierlech Züchtung kéint erreechen oder dat och an der Natur einfach esou kéint virkommen. Also fält dat net ënnert d'OGM-Regelen.

Wat fir eng Virdeeler huet et a firwat gëtt et gebraucht? Mee u sech ... Ech hat och Züchtungsmethoden op der Uni. Du ware se nach méi lues wéi elo, mee dunh hu mir geléiert: Dat dauert laang. Dat dauert 10, 15 Joer, ier do dat erauskënnt, wat ech vläicht gären hätt. Hei-madder hunn ech eng méi séier an eng vill méi prezis Züchtung. Ech kann d'Planze méi resistent maache géint Krankheeten an doduerch, datt ech se méi resistent ka maache géint Krankheeten, spueren ech op där anerer Säit Planzeschutzmittel an.

Do ass och eng Etüd vun der EFSA, déi gesot huet, et kéinten 80 % Planzeschutz bei de Gromperen agepuert ginn. Also dat wär immens, well Gromperenubau ass e relativ intensiven Bau. A wann ech keng Planzeschutzmittel hunn, da sinn ech do richteg geploot. Also wär dat en immense Fortschritt, wa mer déi kéinten ëm 80 % reduzéieren.

Wat fir eis awer wichteg war, an dat hu mer och gesot am Conseil, dat ass: Mir wëlle keng Herbizidresistenz züchten. Dat wëlle mer net! An dat ass och erausgeholl ginn. Dat gëtt et net beim NGT 1.

Mir hunn dann nach kloer gesot: Mir wëlle keng Breveten. An och dat – do si mer eis nach net eens – bleift fir eis e Cut-off-Krittär. Mir wëlle keng Brevete beim NGT 1, well mer fannen, datt déi kleng Züchter och Material musse kënnen notzen. Mir wëllen net ofhängeg gi vun deene groussen Züchter. Also wäerte mer eis och do weiderhin un dee Cut-off-Krittär halen. Wéi gesot, d'Saatgut muss och beim NGT 1 etikettéiert ginn. Dat sinn u sech déi ganz grouss Virdeeler an dofir soen ech: Mir mussen oder mir kënnen eis net deenen neie Methoden do verschléissen.

Ech wëll vläicht nach just op de Principe de précaution an op d'Analyse kuerz agoen. Ech kucken d'Auer, ech hunn nach e bëssen. Dem Principe de précaution gëtt u sech doduerch Rechnung gedroen, datt ech déi zwee hunn, den NGT 1 an den NGT 2. Den NGT 2 ass OGM, dat wëlle mer net hei zu Lëtzebuerg, mir hunn en Opt-out. Den NGT 2 wäert och enger kompletter Risikoanalys ënnerleien, sou wéi d'OGMen, also hu mer do d'Risikoanalys. Den NGT 1 wäert enger Notifikatioun ënnerleien, mee kenger kompletter Risikoanalys.

An do kucken ech erëm eng Kéier d'Wëssenschaft. D'Leopoldina seet, et wier e vergläichbare Risiko, wéi wann ech eng normal Züchtung maachen oder wann ech Planzen an der Natur stoe loossen. D'EFSA seet – do hunn ech hei en Artikel –, dat wiere keng nei Geforen am Verglach zu konventioneller Züchtung. Et gëtt

kee wëssenschaftlech begrënneten Ulass zu Besuernisser.

Et gëtt nämlech Mutatiounen – a gëschter hunn ech e Geneetikspezialist vereedegt an dunh huet dee mer et nach laang a breet erkläert –, et gëtt Mutatiounen, déi geschéien, wéi gesot, iwwerall. Ouni Mutatioun géif et u sech keng Evolutioun ginn. An d'Konsequenze vun deene geziilte Mutatiounen sinn am Prinzip méi kleng wéi déi vun deene Mutatiounen, déi an der Natur geschéien, well ech kann et hei jo ganz, ganz geziilt maachen. Mir schwätzen hei vu Modifikatiounen, déi am Prinzip och op eng natierlech Aart a Weis kéinten entstoen, vun enger Generatioun op déi nächst. An der Natur gëtt et bis zu 150 Milliounen Base-pairen, DNA-Bausteng. An do ass iergendwou ganz dacks ee Feeler an engem Genom.

Wann ech d'Grompere kucken, gëtt et ongeféier sechs esou spontan, zoufällg Ännerungen. Am Weess mat senge risege Genome gëtt et bis zu 200 där Ännerungen, déi an der Natur kënnen virkommen, um Feld. Wann ee vun de Risike vun de geziilte Mutatiounen schwätzt, däreft een dat wierklech net aus den Ae verléieren. A wann ech den NGT 1 kucken, da kann ech keng 200 esou Mutatiounen maachen, mee ech kann der maximal 20 maachen. Also ass et hei begrenzt.

An och den NGT 1 kënnt an eng Prozedur. Den Demandeur muss duerch Studien oder Planzmaterial bewiesen, datt d'Planz tatsächlech den NGT 1-Krittären entsprécht. D'Krittäre sinn dozou kloer definéiert an och wëssenschaftlech beluecht. Falls dann en État membre dann och nach Zweifel hätt, da gëtt deen Dossier nach eng Kéier un d'EFSA geschéckt. Dat heescht, och do hu mer awer eng Kontroll. Mir därefen net soen, datt mer keng Kontroll do hunn.

Also nach eng Kéier: Mir brauchen eng kloer Reglementatioun – déi hu mer am Moment an der EU net –, awer eng kloer Reglementatioun, déi och Fortschritt zouléisst. Wa mer net legiferéieren, da risikéiere mer, wierklech vill Produkter aus Drëttstaaten ze kréien, wou mer keng Kontroll hunn. Et ka keen am Labo, an dat ass och nach eng Kéier ënnersicht ginn, eng NGT 1-Planz ënnerscheede vun iergendenger anerer Planz. Mir hunn do keng Kontroll.

An et sinn extreem vill Länner, wou et schonn zouge-looss ass. D'Schwäiz: NGT-Planze solle künfteg net méi ënnert d'GVO-Verbot falen – also an der Schwäiz. Mir hunn awer och Japan, dat selwecht, Südkorea, dat selwecht, Nigeria, Kenia, Indien. Awer dann, Brasilien, Argentinien, Chile, Ecuador, Kolumbien, Kanada: NGT-Planze si fräi, ginn also net méi consideréiert als OGMen, wann et den NGT 1 ass. Also, och Kanada, d'USA: NGT e si mat konventionelle gläichgestallt. Russland, Norwegen – dat heescht, et gëtt extreem vill Länner. Dat riskéiert, bei eis op de Marché ze kommen a mir hu kee Moyene, ze kontrolléieren, ob dat modifizéiert ginn ass oder ob dat duerch soss iergendeng Züchtungsmethoden erreecht ginn ass.

An duerfir soen ech nach eng Kéier: NGT 2 ass fir eis OGM. Eis Positioun zu OGM huet sech net geännert, do si mer dergéint. Beim NGT 1, vergläichbar mat deenen aner Züchtungsmethoden, solle mer d'Chance notzen, fir och do weiderzekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Motions

An da komme mer zu deenen zwou Motiounen, déi deposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen? Wa jo, dann hutt Der et elo.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Jo, ech wëll nach eng Kéier dozou soen, dass mer effektiv der Meenung sinn, dass mer déi verschidden Elementer hei mussen am A behalen an dass mer am Moment an engem Zäitrock sinn, deen eis emol net erlaabt ..., souguer fir den NGT 1, fir deen nach ganz vill Froen op sinn. Ech stelle fest, dass d'Ministesch zwar ganz interessant Saache gesot huet, mee awer d'Froen, déi ech gestallt hunn, eigentlech net beäntwert huet an och déi Risikoiwwerleungen iwwerhaapt net wierklech adresséiert huet, andeem se einfach gesot huet: „Déi Kategoriséierung, déi ass esou, well dat eent ass en Equivalent an dofir gëtt et och keng Risiken.“ E ganze Koup wëssenschaftlech Iwwerleunge soen de Contraire!

Dofir sinn ech der Meenung, dass ee sech déi Zäit misst huelen, fir Kompromässer auszeschaffen op héijem Level. An do gëtt et och schonn Textbausteng, déi géife virschloen, dass ee méi eng einfach an awer eng gewësse Risikobewäertung sollt bei der Kategorie 1 maachen. Dat heescht, dat ass emol ganz wichtig, dass een dee Principe de précaution och sollt op den NGT 1 uwennen, wat am Moment net de Fall ass. Dofir war dat ee Punkt.

Deen zweete Punkt ass, dass eeben déi Risikobewäertung muss ex ante gemaach ginn, iert se erausginn. Dofir ass och de Vergläich mat der normaler Züchtung net wierklech ..., well déi ginn um Feld kontrolléiert. Hei wär et am Labo, wou se sollt kontrolléiert ginn. An dann och, dass d'Konsumente sollen informéiert ginn, dat geet natierlech net: Wann ee sech net d'Moyene gëtt, se ze detektéieren, da kann ee se herno och net kontrolléieren.

Mee déi Moyene kéint ee sech ginn. Dofir ass dat och eppes, wat sollt gemaach ginn, och fir den NGT 1. An och déi Traçabilitéit ass ganz wichtig, well een eebe sollt d'Fräiheet vum Choix loossen, fir kënnen de Konsumenten an de Baueren d'Méiglechkeet ze ginn, fir OGM-fräi ze schaffen. Dofir brauch een dat. An natierlech och d'Breveten, dat gouf elo schonn ugeschwat, dass déi Volontéit do wär.

Dofir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun e wichtige Schrëtt wier an och e wichtigen Incentive an eng Recommandatioun fir d'Regierung, déi eis jo hei vertritt op europäeschem Level. Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Ech gesinn d'Madamm Delcourt, den Här Boonen, den Här Polidori, d'Madamm Schoos an den Här Emering, ok. D'Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir stëmmen natierlech dës Motioun vun deene Gréngen mat. Och, wéi scho virdrun erwänt, si fir eis déi Punkten, déi hei opgezielt gi fir den Etiquetage, d'Traçabilitéit, d'Breveten, eppes, wat mer ënnerstëtzen, an dofir bieten ech natierlech och d'Fraktioun, derfir ze stëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann ass et um Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci. Am Fong geholl bréngt d'Motioun eis hei zréck an d'Joer 2018, wou mer keen Ënnerschied gemaach hunn zwëschen dem NGT an den OGMen. Duerno huet jo d'Kommissioun e ganze Koup Etüde respektiv Consideratiounen an Optrag ginn, fir ze kucken, ob eng Méiglechkeet do ass, fir d'NGTen anescht ze consideréieren, an

huet jo am Fong geholl du gesot, dass de Principe de précaution mat der neier Kategorie NGT 1 net a Fro gestallt ass.

Ech proposéieren, dass mer eis dorun halen, net fir séier virunzekommen, mee – mir hu jo eng Etapp hannert eis, wou mer déi zanter dräi, véier Joer maachen – fir do dee Wee elo ze goen, fir dat esou ze maachen, wéi et proposéiert ass. An dofir hu mer jo an eiser Motioun nach eng Proposition, fir ze soen, et muss een awer iwwerwaachen, wat dobausse geschitt, mee et léisst een d'Planzen awer iwwert den normalen zichterlesche Wee op de Marché goen.

Da proposéieren ech, dass eis Fraktioun déi Motioun ofleent.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert fir den Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, et si ganz vill Saachen an de Riede gesot ginn. Och mir hu Saachen, ganz vill wichteg Punkten, an eiser Ried gesot. Ech mengen, déi Punkten, déi d'Madamm Welfring elo explizitt erkläert huet, begrësse mir hei an dëser Motioun a mir wäerten déi dann och matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. D'Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Et si ganz gutt Punkten dran an där Motioun. Mee ech proposéieren och menger Fraktioun, dass mer dergéint stëmmen, aus deenen nämmelechte Grënn, déi elo schonn deelweis genannt gi sinn: de Principe de précaution, grad wat bei den NGT 1en ass. Ech mengen, dee ganze Sujet ass jo net eréischt säit gëschter um Dësch, och net bei der EFSA. Dat Ganz ass schonn 2001 lancéiert ginn, dunn nach am Kader eebe vun OGMen.

Déi Kategorisatioun, justement NGT 1, NGT 2, ass jo elo gemaach ginn an evaluéiert ginn, fir dass mer do net nach eng Kéier ganz Risikoanalyse musse maachen. An theoreetesch, wa mer elo éierlech sinn, da misste mer jo vun allem, wat iergendwéi modifizéiert ass, ëmmer eng Risikoanalys maachen, och wou eng normal Modifikatioun an der Natur stattfënnt oder och, wat mer scho gesot hunn, wat et scho laang gëtt, duerch Stralung oder soss eppes, och do misste mer eng Analys maachen.

Dat nämmelecht, wou ech, wa mer éierlech sinn, eeben och an deem Kader, muss soen: Dee Punkt mat „contamination des filières agricoles, sans OGM“, ass dat dann, wa mer elo Stralung oder Chemikalie benotzen, och nach „sans OGM“? Oder musse mer dann do och déi mat eranhuelen?

Dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dass mer do dergéint stëmmen. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Emering d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Jo, ech mengen, fir eis ass et och kloer, den Här Boonen huet dat jo laang a breet erkläert. Den Haaptpunkt ass effektiv – wat géint déi Motioun schwätzt – d'OGM-Certificatioun, well mer eeben domat erëm déi ganz Kategoriséierung vun NGT 1, NGT 2 a Fro stellen. An ech mengen, dat kënnt jo ... Et ass jo och vun der Ministesch erkläert ginn, firwat dat wichteg ass, soudass ech eiser Fraktioun géif proposéieren, dat dann och ofzeleenen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Et ass keng aner Wuertmeldung am Sall.

Da komme mer zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 19 Jo-Stëmmen a 40 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 40 Nee-Stëmmen géint 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par Mme Paulette Lenert), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Jeff Boonen. Här Boonen, wëllt Dir nach e Wuert dozou soen?

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, ech mengen, also, et ass vu jidderengem gesot ginn, dass déi Patentéierung eis allegueren immens wichteg ass. Dofir soe mer dat nach eng Kéier hei, fir ze ënnerstëtzen, dass dat wirklech och en Opt-out-Krittär am Fong geholl ass, wa mer déi Patentéierung net hikiréien.

Voilà, dat ass nach eng Kéier d'Haaptargument. An dann och fir ze soen, fir et awer net ganz lafen ze loossen, mee och d'Kommissioun opzufuerderen, awer och d'Impakter op d'Natur am An ze behalen. Well et kann een och nach a fënnel Joer, wann ee gesäit, dass e Problem ass, soen: „Ok, mir mussen hei eppes änneren.“ Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Hunn ech nach Wuertmeldungen? Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Also, déi dote Motioun, déi beinhalt nach eng Kéier d'Basis vun deem, wat ech virdu wollt kloermachen, wisou et do nach Risike gëtt. An dofir kënne mir déi heite Motioun net matstëmmen, och well et ganz onméiglech ass, de méiglechen Impact op d'Natur ze suivéieren, wann ee sech emol net d'Moyene gëtt, dann och déi geneetesche Modifizéierung nach iergendwéi ze markéieren. Dat heescht, et ass zwar e Wonsch, mee do leeft een natierlech ëmmer der Realitéit hannendrun. An et ass, menger Ansicht no, kee verantwortungsvollen Émgang mat deenen heite Risiken. Dofir wäerte mir déi heite Motioun net kënne matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Sinn nach aner Wuertmeldungen? Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mir hunn och e bëssen e Problem mat deem éischte Saz, well, esou wéi et virgesinn ass: „d'Propose vun der Klassifizéierung ze ënnerstëtzen an esou Lëtzebuerg een Opt-out am NGT 2 ze erlaben“, dat ass esou guer net virgesinn an et ass och net erlaabt. Dowéinst, jo, fir eis mécht dat elo net wirklech vill Sënn, dee Saz oder déi Formuléierung. Dowéinst kënne mir hei och net matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, ganz kuerz. Mir wäerten déi Motioun och net matdroen. Mir fannen d'Positioun, ze soen: „Et muss ee mol kucken a fënnel Joer, ob et Problemer gëtt“, e bësse farlāsseg par rapport zu dëser Diskussioun, déi mer elo haten. Also wäerte mer se net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Soss gesinn ech elo keng Wuertmeldung méi am Sall.

Da komme mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

An d'Resultat vum Vott ass: 39 Jo-Stëmmen an 21 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 39 Jo-Stëmmen géint 21 Nee-Stëmmen ugehall.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est adoptée par 40 voix pour et 20 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Paulette Lenert), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement. Ech ginn Iech elo eng länger Explikatioun iwwert d'Prozedur vun dësem Vott, well dat ass alles net esou einfach. Ech géif just ëm Opmerksamkeet bieden, fir datt mer och

duerno alleguer richteg kënnen stëmmen a mer viru kommen an dësem Vott.

No den Dispositiounen vun den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatëlëscht arrêtiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass. D'Chambersreglement gesäit a sengem Artikel 140 vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Votten iwwert déi offiziell deposéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongültig Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir d'Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidaten vertraute sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidaten fir de Ballottage ze designéieren. An dësem Spezialtour geet dann eng relativ Majoritéit duer.

Beim Ballottage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder e Kandidat kritt déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen an dann ass e gewielt.

Oder et ass Stëmmegläichheet an da kënn et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheeden.

Oder et kritt beim Ballottage kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmegläichheet, an an deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Laut dem Artikel 142 vum Chambersreglement gëtt iwwer jiddwer Posten eenzel ofgestëmmt.

Ech weess, datt dat elo vill war, mee elo probéiere mer, derduerch ze kommen an enger geuerdenter Form.

Mir kommen dann elo fir d'éischt zur Designatioun vum President. Dir hutt eng Lëscht mat de Kandidaturen verdeelt kritt. Et si véier Kandidaturen fir de Poste vum President agereecht ginn, déi vum Här Joël Delvaux, déi vum Här Rigobert Rink, vum Här Jean-Marc Scheer an déi vum der Madamm Susanna Van Tonder.

Deelt wannechgelift elo d'Stëmmziedelen aus fir d'Designatioun vum President! Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur dierf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig. Et ass zwar kloer, mee ech hunn et léiwer gesot.

M. Sven Clement (Piraten) | Wat ass, wa mer iwwert d'Këscht sinn?

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, mer bleiwen an der Këscht!

M. Claude Wiseler, Président | Et sinn och Froen, déi een net brauch ze beäntweren, Här Clement.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Wéi fale mer et dann? Ass dat egal?

Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement

M. Claude Wiseler, Président | D'Walziedele sinn all ausgedeelt. Huet och jiddwereen ee kritt?

(Assentiment)

Da maachen ech den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Huet elo jiddwereen säi Walziedel ofginn? Da géife mer d'Setzung ënnerbriechen, fir d'Auszielung ze maachen.

(La séance publique est suspendue à 18.47 heures.)

(La séance publique est reprise à 18.52 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongültig Stëmmziedelen: keen, blank Stëmmziedelen: keen, gültig Stëmmziedelen: 53, mat enger absoluter Majoritéit vun 28.

Ech kommen elo zur Verdeelung vun de Stëmmen: den Här Joël Delvaux: 3 Stëmmen, den Här Jean-Marc Scheer: 3 Stëmmen, an d'Madamm Susanna Van Tonder: 47 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vu 47 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Susanna Van Tonder als President vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass. Domat war den Deel da gemaach.

Da komme mer zur Designatioun vun de véier Memberen, wou mer een nom anere mussen huelen. Et ass eng laangwiereg Prozedur, ech weess dat, mee mir kommen awer net derlaanscht.

Mir hunn 11 Kandidaten fir 4 Poste vum Member vum Centre pour l'égalité de traitement erakritt. Do war d'Madamm Susanna Van Tonder och derbäi. Dat heescht, vu datt mer déi elo designéiert hunn als Presidentin, fällt déi natierlech aus dëser Lëscht eraus. Si kann net och nach Member ginn, wa se scho Presidentin ass. Mir hunn also d'Kandidaturen vun der Madamm Catia Fernandes Neves, der Madamm Sylvie Kerger, dem Här Max Lamesch, der Madamm Delfina Mendes, der Madamm Cidalia Monteiro, der Madamm Marie-Marthe Muller, dem Här Marc Rollinger, dem Här Rigobert Rink, dem Här Jean-Marc Scheer an der Madamm Madeleine Yougye.

Da géif ech Iech bidden, d'Stëmmziedele fir d'Designatioun vum éischten Member auszedeele, falls se scho fotokopéiert sinn. Dat ass an der Rei. Villmools merci.

Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement

Dir hutt jo alleguer just, wéi mer virdru gesot haten, eng Kandidatur ugekräizt? Soss ass den Ziedel nämlech ongültig.

Ech maachen elo den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Dann huet jiddwereen säi Stëmmziedel ofginn an dann ënnerbriechen mer erëm kuerz d'Setzung.

(La séance publique est suspendue à 18.59 heures.)

(La séance publique est reprise à 19.03 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongültig Stëmmziedelen: keng, blank Stëmmziedelen: keng, gültig Stëmmziedelen: 53, also absolut Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: d'Madamm Catia Fernandes Neves: 48 Stëmmen, d'Madamm Sylvie Kerger: 1 Stëmm, an den Här Marc Rollinger: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm

Catia Fernandes Neves als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer elo zur Designatioun vun dem zweeten Member. Ech wëll hei erëm d'Chamber drop opmierksam maachen, datt just een dierf ugekräizt ginn. Ech maachen dat elo net nach eng Kéier, mee Dir wësst et jo.

Ech maachen den Appel nominal fir ... Also fir d'éischt emol: Deelt d'Stëmmziedelen aus! An da maache mer den Appel nominal, fir se anzesammelen. Fir d'éischt muss se emol ausgedeelt ginn.

Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement

D'Ziedele sinn all ausgedeelt.

Da komme mer elo zum Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

An dann ass d'Setzung erëm ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 19.08 heures.)

(La séance publique est reprise à 19.12 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, ongültig: keen, blank: keen, gültig Stëmmziedelen: 53, absolut Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: d'Madamm Sylvie Kerger huet 46 Stëmmen, d'Madamm Marie-Marthe Muller huet 3 Stëmmen an den Här Marc Rollinger huet 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Sylvie Kerger als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer zu der Designatioun vum drëtten Member.

Ech bidden Iech, d'Stëmmziedelen auszedeele, wann echgelift. Merci.

Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Wann d'Stëmmziedelen all ausgedeelt sinn, da komme mer zum Ophiewe vun de Stëmmziedelen an zum Appel nominal.

(Appel nominal)

D'Setzung ass erëm ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 19.17 heures.)

(La séance publique est reprise à 19.20 heures.)

D'Setzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53, keen ongültigen, kee blanke Stëmmziedel, gültig d'Stëmmziedelen: 53, absolut Majoritéit: 28.

D'Verdeelung vun de Stëmmen ass déi follgend: den Här Max Lamesch: 2 Stëmmen, d'Madamm Marie-Marthe Muller: 3 Stëmmen, an den Här Marc Rollinger: 48 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt den Här Marc Rollinger als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

An da komme mer elo zur Designatioun vum véierten a leschten Member vun deem Komitee hei. Ech soen

Iech Merci fir Är Gedold. A fënnef Minutten hu mer et gepackt.

Ech géif Iech also bieden, d'Stëmmziedelen auszedeele. Merci.

Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Esou, wann d'Stëmmziedelen all ausgedeelt sinn, dann nach e bësse Konzentratioun an da si mer geschwënn derduerch.

Ech fänken u mat dem Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Voilà, d'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 19.25 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 19.28 heures.)

An d'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele sinn dës Kéier follgendermoossen opgedeelt gewiescht:

Total vun de Stëmmziedelen: 52, keen ongültleg, kee blank, gültleg d'Stëmmziedelen: 52, absolutt Majoritéit also: 27.

Den Här Max Lamesch krut 1 Stëmm, den Här Rigobert Rink krut 1 Stëmm an den Här Jean-Marc Scheer krut 50 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 50 Stëmmen decidéiert, datt den Här Jean-Marc Scheer als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

Domat si mer dann um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. Ech soen Iech Merci fir Är Gedold. Déi nächst Sitzung si fir de 27., 28. an 29. Februar 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.28 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Accès international aux données du Statec	0006	Sven Clement	67	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig	0103	Marc Goergen	79
Recettes fiscales sur les jeux d'argent	0035	Marc Goergen	68	Sans-abrisme	0104	Marc Goergen	79
Bruits émis par des véhicules	0039	Marc Goergen	69	Nouvelles techniques génomiques	0105	Mars Di Bartolomeo	80
Alternatives proposées aux personnes hébergées au Foyer Don Bosco	0048	Sven Clement, Ben Polidori	69	Soutien des personnes pour l'utilisation des nouvelles technologies	0106	Marc Goergen	81
Fermeture du Foyer Don Bosco	0058	David Wagner	70	Charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg	0107	François Bausch	82
Gouvernance du « Luxembourg Science Center »	0062	Sven Clement	70	Projets dans le domaine du sport à Esch-sur-Alzette	0108	Georges Engel, Liz Braz	83
Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange	0074	Marc Goergen	70	Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes	0109	Marc Goergen	83
Activité accessoire des fonctionnaires	0082	Georges Engel	70	Paiement des entraîneurs dans les centres de formation du Sportlycée	0110	Jeff Engelen	83
Bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques	0087	Marc Goergen, Ben Polidori	71	Épandage d'engrais organiques	0111	Jeff Boonen, Christophe Hansen, Félix Eischen	84
État de certaines structures d'accueil pour demandeurs d'asyl	0088	Ben Polidori	73	Mesures de compensation au lieu-dit « Wolficht »	0112	Marc Goergen, Ben Polidori	84
Recouvrement des dettes fiscales par les offices sociaux	0089	Marc Goergen	73	Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire	0113	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	85
Nouvelles techniques génomiques	0091	Joëlle Welfring	74	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig	0114	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	86
Construction d'hôtel à Rodange	0092	Marc Goergen	74	Projets d'infrastructure et immobilier de l'État	0115	Marc Goergen	86
Cadre réglementaire européen sur l'intelligence artificielle	0093	François Bausch	74	Conventionnement des promoteurs sociaux avec l'État	0116	David Wagner	86
Pénurie du médicament Ozempic	0094	François Bausch	75	Programme politique en matière d'énergie nucléaire	0117	Joëlle Welfring, François Bausch	87
Contrôles policiers au piquet de grève d'Ampacet	0095	Marc Baum	75	Établissement d'un casino au quartier de Luxembourg-gare	0118	Corinne Cahen	87
Déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA	0096	Carole Hartmann	76	Implantation physique de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA)	0119	Dan Biancalana	88
Logements abordables	0098	Marc Goergen	76	Chantier permanent sur l'A1	0120	Jeff Engelen	88
Augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage	0099	Yves Cruchten	76	Panneaux d'entrée des localités	0121	Jeff Engelen	88
Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ	0100	Sven Clement, Ben Polidori	77	Évaluation de la pandémie Covid-19	0122	Sven Clement	89
Structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf	0101	Marc Baum	78	Musée ferroviaire à Pétange	0123	Marc Goergen	89
Approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg	0102	Meris Sehovic	78	Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement	0124	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	90

Château Bellevue situé au Limpertsberg	0125	André Bauler	90	Logements vacants du Fonds du logement	0134	Marc Goergen	95
Inclusion numérique	0126	André Bauler	90	Profession de l'assistant social	0135	Joëlle Welfring	96
Aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren »	0127	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	92	Administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois	0136	Laurent Mosar, Diane Adehm	97
Norme Euro 7	0128	Jeff Engelen	92	Demandes de classement d'un bien immobilier comme patrimoine culturel national	0137	Ben Polidori	97
Forfait éducation	0130	Marc Spautz	93	Parking de bus près du Lycée Mathias Adam à Pétange	0138	Marc Goergen	98
Risques liés au snus	0131	Nancy Arendt épouse Kemp	94	Émoluments des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme	0139	Ben Polidori	98
Wanteraktioun	0132	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	94	SuperDrecksKëscht	0140	Marc Goergen	98
Procédure du changement de résidence	0133	Sven Clement	95	Cell Broadcast	0146	Marc Goergen	99

Accès international aux données du Statec | Question 0006 (30/10/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mam Gesetz vum 10. Juli 2011 iwwert d'Organisatioun vum Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) gouf festgehalen, wéi de Statec mat vertraulichen Daten ëmgoe soll. Daten, déi direkt oder indirekt op eng Personne physique oder morale verweisen, dierfen net diffuséiert ginn. An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg kann et ëmmer nees virkommen, dass beim Erhiewe vun Date gewësse Fäll esou seele virkommen oder esou speziell sinn, dass ee vun den Zuelen op Persounen, Gruppen oder Entreprisé schlësse kéint. Ass dat de Fall, ass de Statec verpflichtet, dës Date virun der Diffusioun esou unzepasen, dass keng Ofleedung méi méiglech ass. Konkreet heescht et am Gesetz:

Le Statec garantit la non-divulgarion de données à caractère confidentiel lors de la diffusion de résultats statistiques, à l'exception de la statistique du commerce extérieur. Pour cette dernière, les données détaillées qui permettent l'identification indirecte d'un exportateur ou d'un importateur résidant ne sont rendues confidentielles qu'à la demande de l'opérateur économique concerné, adressée au Statec.

Les données utilisées pour la production de statistiques sont considérées comme confidentielles lorsqu'elles permettent l'identification, directe ou indirecte, d'une personne physique ou morale ou comportent un risque de divulgation d'informations individuelles. Pour déterminer si une personne physique ou morale est identifiable, il est tenu compte de tous les moyens dont on pourrait raisonnablement admettre qu'ils puissent être utilisés par un tiers pour identifier ladite personne.

Am digitalen Zäitalter, wou Datesätz a kierzter Zäit vu Computerprogrammer analyséiert kënnen ginn, ass d'Garantie vun der Confidentialitéit net ëmmer einfach. Et muss net nëmme kontrolléiert ginn, ob d'Zuelen direkt op d'Identitéit vun enger Persoun, Grupp oder Firma verweisen, mee et muss och garantéiert ginn, dass een net iwwert eng Rechnung Zuelen erhale kéint, déi d'Identitéit oppeleeën. Dat ka mat engem héijen Aarbechtsopwand verbonne sinn.

Fir ze vermeiden, dass dës Aarbecht néideg gëtt bei all Demande, fir mat den Daten ze schaffen, gesäit d'Gesetz vir, dass confidentiel Daten och um Site vum Statec fir wëssenschaftlech Zwecker dierfe gekuckt a gebraucht ginn. Dat huet fir d'Wëssenschaftler:innen och de Virdeel, dass si mat den Originaldate schaffen kënnen, an net mat Datesätz, déi no de primären a sekundären Reegele vun der Confidentialitéit ugepasst goufen, an dofir eventuell net méi esou vill Informatiounen enthalten. Am Gesetz steet dozou:

Le Statec peut accorder, à des fins scientifiques, l'accès, dans ses locaux, à des données confidentielles. La recevabilité de la demande et l'autorisation d'accès à des fins scientifiques aux données confidentielles sont subordonnées à l'examen du bien-fondé et de l'intérêt scientifique des projets de recherche pour lesquels l'autorisation est sollicitée, ainsi qu'à l'examen de la qualification scientifique du ou des demandeurs.

Etuden a Resultater, déi iwwert dës Wee entstinn, müssen dem Gesetz no virun hirer Publikatioun dann och nach emol vum Statec kontrolléiert ginn:

Les études et résultats des recherches susceptibles d'être publiés ou diffusés sont vérifiés par le Statec pour éviter la divulgation de données confidentielles.

Allerdéngs schaffen net just Wëssenschaftler:innen hei zu Lëtzebuerg mat de Statistike vum Statec. Och vun internationaler Säit gëtt Lëtzebuerg oft gebieden, Zuelen ze liwweren – z. B. fir Analysen um Niveau vun der EU oder OECD.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt de Statec bei Ufroen aus dem Ausland just Statistike weider, déi no de Reegele vun der primärer a sekundärer Confidentialitéit ugepasst goufen?

2. Wéi oft huet de Statec an de leschte 5 Joer Datesätz/Statistiken an d'Ausland weiderginn (z. B. un d'OECD oder fir en EU-Projet, mee och un individuell Wëssenschaftler:innen)?

Wéi vill Datesätz/Statistike sinn un individuell Wëssenschaftler:innen erausgaangen a wéi vill jee weils un d'EU, d'OECD oder eng aner Entitéit?

3. Wat geschitt, wann Datesätz/Statistiken, déi vum Ausland ugefrot ginn, aus Grënn vun der Vertraulichkeet missten esou ugepasst ginn, dass se manner Informatiounen enthalten an oder hir Upassung mat engem onproportional héijen Aarbechtsopwand verbonne wier?

Goufen dës Daten dann net weiderginn, esou dass se just sur place beim Statec consultéiert gi sinn?

Oder goufen d'Informatiounen dann trotzdem weiderginn, obwuel keng oder keng vollstänneg Upassung no de Reegele vun der primärer a sekundärer Confidentialitéit gemaach gouf?

4. Wéi oft huet de Statec an de leschte 5 Joer Datesätz/Statistike fir eng Consultatioun sur place fräiginn?

Wéi vill Datesätz/Statistike si vun individuelle Wëssenschaftler:innen consultéiert ginn a wéi vill jee weils vun engem Representant vun der EU, der OECD oder enger anerer Entitéit?

5. Wat geschitt, wann z. B. Eurostat oder d'OECD eng Etude an Optrag ginn, déi no Date freet, bei deenen

de Statec der Meinung ass, dass d'Confidentialitéit op primärem an/oder sekundärem Niveau nëmme schwéier wäert garantéiert kënnen ginn. Gëtt un dës Etuden dann net deelgeho, gi bestëmmten Daten dann net erhewen, ginn d'Daten erhewen, mee dann awer geschwächt (oder anescht ugepasst) oder ginn d'Daten einfach esou iwwermëttelt?

Gouf et esou Fäll an de leschte 5 Joer?

Falls jo: Wéi gouf entscheet?

6. Ass de Statec an de leschte 5 Joer Ufroen aus dem Ausland fir Donnéeën nokomm, déi net an Zesummenhang mat enger europäesch koordinierter Etude stoungen?

Réponse (24/11/2023) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Jo, de Statec bestätegt, dass Ufroen aus dem Ausland analyséiert ginn, an déi gefrote Statistiken an Donnéeën just geliwwert ginn, wa ka garantéiert ginn, dass d'Donnéeën, déi erausginn, konform sinn, engersäits zum Gesetz vum 10. Juli 2011, an deem d'Organisatioun vum nationale Statistikinstitut Statec an seng Missioun festgehal sinn, an anerersäits zu der EU-Dateschutz-Grundveruerdnung (RGPD – Règlement (UE) 2016/679). Déi primär a sekundäre Confidentialitéit, sou wéi se vun Eurostat definéiert ass¹, ergëtt sech mam Respekt vun de Gesetzzer a Reglementer, deenen de Statec ënnerluecht ass.

ad 2. De Statec gëtt Datesätz a Statistiken un Eurostat (statistescht Amt vun der EU) weider, esou wéi et vun de verschiddenen europäesche Reglementer virgesinn ass. D'Periodizitéit ass jee no Enquête ënnerschiedlech an déi ganz Lëscht ass um Internetsite vun Eurostat disponibel².

Den Artikel 6 vum EU-Reglement N° 557/2013 gesäit vir, dass Fuerscher op agreéiert Donnéeën zougräife kënnen. De Statec stëmmt deenen Demandé fir gewéinlech zou. An deem Kontext gi keng vertrauliche Daten no baussen eraus oder publizéiert.

D'OECD freet de Statec net no Donnéeën, déi scho bei Eurostat disponibel sinn. De Statec schafft mat der OECD zesummen, mee féiert keng intern Statistike iwwert d'Unzuel un Datesätz a Statistiken, déi un d'OECD geschéckt ginn. Doriwwer eraus huet de Statec a verschiddene spezifesche Fäll en „Data Handling Agreement“ mat der OECD ofgeschloss.

Wat individuell Wëssenschaftler aus dem Ausland ugeet, déi sech direkt un de Statec gewant hunn, sinn et beim Statec tëscht 2020 an 2023 insgesamt

¹ <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/54610/7779382/Statistical-Disclosure-Control-in-businessstatistics.pdf>

² <https://ec.europa.eu/eurostat/web/european-statistical-system/programmes-andactivities/legislation-in-force>

7 Demandé ginn, wou Donnéeë geliiwert gi sinn. Déi meescht Demandé lafen allerdéngs iwwert den europäesche Mechanismus, de Statec huet do keng Informatioun zu der Unzuel vun Demanden. De Statec ass generell favorabel zu esou Ufroen, an Eurostat ass de Garant vum korrekten Notzen an Auswäerte vun deenen Donnéeën, am Respekt vun de Confidentialitéitskennzeechen, déi de Statec un déi respektiv Date gebonnen huet.

ad 3. Bei Ufroen aus dem Ausland gëtt den Aarbechtsopwand ofgewien, a wann de Statec net direkt am Respekt vun der Vertraulechkeet vun den Date ka favorabel äntweren, ginn Upassungsvirschléi gemaach, wéi zum Beispill:

- en Echantillon mat nëmmen net vertraulechen agreéierten Date liwweren;
- de Statec iwwerdréit dem Wëssenschaftler eidel Fichieren, déi d'Struktur vun den originellen Daten erëmginn, wouropshin de Wëssenschaftler säin Traitement ka programméieren, dat de Statec dann op de richtigen Date lafe léisst an déi agreéiert Donnéeën un de Wëssenschaftler weidergëtt. De Statec respektéiert dobäi och de Prinzip vum der Dateminimierung, wéi et am RGPD virgesinn ass.
- d'Consultation vun Daten op engem vun all Reseau isoléierte Computer an de Büroe vum Statec, wou dono ausschliisslech agreéiert Resultater kënne mat erausgeholl ginn.

Wann dem Statec seng Proposition net zefriddestellend op d'Demande äntwert, gëtt d'Ufro net weiterverfollegt.

ad 4. De Statec huet an de 5 leschte Joer 5 Consultationen op engem vum Reseau isoléierte Computer erfaasst, dorënner 4 vu Lëtzebuurger Institutiounen/Organismen an eng vun der OECD.

ad 5. Déi europäesch Reglementer gesi vir, dass de Statec d'Transmissioun vun Daten un Eurostat maache muss. De Statec kann Daten esou markéieren, dass dës zwar vun Eurostat ausgewäert kënne ginn, mee net publizéiert dierfe ginn.

All d'Tabelle gi primär un Eurostat geschéckt, doriwwer eraus gëtt et Ofkommen tëschent Eurostat an aneren internationalen Institutiounen (OECD, FMI, EZB ...) fir d'Iwwerdroe vun Donnéeën.

ad 6. De Statec ass esou Ufroen aus dem Ausland an de leschte 5 Joer nokomm, fir dës gëllen déi selwecht Reegelen, wéi an der Äntwert op d'Fro 3 erklärt.

Et sief bemierkt, dass am Kader vum europäesche statistesche System déi meescht Kollekte vun Daten op europäeschem Niveau koordinéiert sinn, haaptsächlech duerch Reglementer, an dass d'Kadergesetz vum Statec virgesäit, dass d'Statistiken, déi gefouert ginn, en „Intérêt général“ mussen hunn.

Recettes fiscales sur les jeux d'argent | Question 0035 (23/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Online Glécksspiller a Wette sinn e legitimen a milliardeschwéiere Maart, vun deem Lëtzebuerg kéint zousätzlech Steuerrecettë generéieren. Verschidde Länner, wéi Malta, hunn eng attraktiv Gesetzgebung, fir d'Gléckspillindustrie op hiren Territoire unzezeien. Och an der Belsch zum Beispill ass d'Gléckspill iwwert präzis Gesetzter streng encadréiert.

Lëtzebuerg fiert aktuell een anere Wee a garantéiert der Lotterie nationale ee Monopol fir all Zort vu Glécksspiller a Wetten hei am Land. Dëse Monopol funktionéiert net: Firms kommen iwwert d'Europäesch Unioun trotzdeem hei eran. Queesch duerch d'Land gesäit een a Caféen illegal Spillmaschinne stoen, wou

vill Suen iwwert auslännesch Serveren (Malta, Brasilien etc.) verspillt ginn. An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2927 hat de Justizministère d'Präsenz vun 2.000 illegalen Internetborne bestätegt. Et goufen an der Vergaangenheet keng nennenswäert Efforten ënnerholl, fir dës illegal Aktivitéiten ze stoppen oder dës Bornen iergendwéi juristesche ze encadréieren. Dëst soll elo geännert ginn, no engem entsprecheende Passage am Koalitiounsaccord vun der neier Regierung.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Justiz dës Fro stellen:

1. D'Glécksspillgesetz vun 1977 gesäit am Artikel 4 Punkt 3 fir Sportswetten eng Taxe vu maximal 25.000 Franc (600 €) souwéi ee Maximum vu 15 % Bättrëg op „les sommes engagées ainsi que ceux sur les prix à distribuer“ vir. Dat entspréchend groussherzoglecht Reglement vum 7. September 1987 bezitt sech awer hei – iertemlecherweis (?) – nëmmen op d'Sommes entrantes. D'Dispositioun ëm dëse Gesetzesartikel a säin zougehéieregen RGD-Artikel suergen deemno fir Verwirrung, well net gewosst ass, ob sech dëse Prélèvement op 15 % vun de Wettasätz plus 15 % vum Spillgewënn bezitt oder reng op d'Differenz tëscht Wettasatz an dem Spillgewënn.

– Bezitt de Steiersaz aus dem Artikel 4 Punkt 3 vum Glécksspillgesetz sech op déi 15 % vun de Wettasätz plus 15 % vum Spillgewënn oder op d'Differenz tëscht dem Wettasatz an dem Spillgewënn (also dem Benefice)?

– Kann d'Regierung erklären, firwat den „taux de prélèvement“ vu 15 % nach ëmmer deen héchsten an der ganzer EU ass?

– Wäert déi nei Regierung den Taux de prélèvement op de Gewinn (Benefice) fixéieren?

– Wäert d'Regierung den aktuellen Taux vu 15 % reduzéieren?

2. D'Gesetz vum 17. August 1963 iwwert de Steueraccord tëscht Lëtzebuerg an der Belsch vum 30. August 1962 ayant pour but d'éviter la double imposition en matière de taxes perçues à l'occasion des concours de pronostics sur les matches de football erméiglecht et enger belscher Sociéité, déi Wettaktivitéiten an der Belsch ubitt, ouni weider Autorisation un lëtzebuergesche Marché deelzehuelen an de lëtzebuergesche Steiertaux vu 15 % ze ëmgoen, well déi belsch Steuer fir dës Entreprisë gëllt.

– Kënnen d'Ministère bestätegen oder widderleeën, dass eng a Wettspiller autoriséiert Firma an der Belsch hei am Land nom belsche Steiersaz besteiert gëtt? Falls jo, bezitt sech dëse Steiersaz eleng op Wette bei Fussballmatcher oder och op aner Sportarten a Glécksspiller?

3. Wéi vill Steuerrecettë goufen an deene leschten dräi Joer duerch d'Glécksspillgesetz ageholl, opgeléist no Joer an no Dispositioun aus dem Glécksspillgesetz vun 1977?

4. D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, dass d'Glécksspillgesetz op de Leescht soll geholl ginn, mee dass Glécksspiller weiderhin nëmmen a Casinoen dierfen ugebuede ginn, obwuel ee groussen Deel vu Glécksspiller un Internet ugebuede gëtt.

Firwat ass d'Regierung net de Wee gaange vun enger Liberaliséierung vum Glécksspill?

Réponse (22/12/2023) de M. Gilles Roth, Ministère des Finances | Mme Elisabeth Margue, Ministère de la Justice

Den Artikel 17 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 7. September 1987 betreffend Sportswette reegelt d'Fro vum Steiersaz folgendermoossen:

„(1) Le prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives est fixé à 15 % des sommes brutes engagées dans les paris.

(2) Sont à considérer comme sommes brutes engagées au sens des dispositions qui précèdent les mises et les enjeux se rapportant

a) à des paris sur les épreuves sportives luxembourgeoises ou étrangères dont les bulletins ont été remplis au Luxembourg et remis à des exploitants établis dans le pays ;

b) à des paris sur les épreuves sportives luxembourgeoises ou étrangères organisés par des personnes ou firmes étrangères disposant au Luxembourg d'un ou de plusieurs bureaux, agences ou filiales, chargés d'accepter des bulletins mis en circulation dans le pays ou dans les pays étrangers ainsi que les enjeux y afférents. (3) Ne sont pas compris dans les sommes brutes engagées dans les paris les prestations connexes facturées séparément et qui ne sont pas directement liées aux paris proprement dits.“

Aus dem éischten an zweete Paragraph vum virgenannten Artikel 17 ergëtt sech, dass sech den Taux vu 15 % op d'Wettasätz („sommes brutes engagées“) applizéiert. D'Notioun vun de „sommes brutes engagées“ gëtt am zweeten an drëtten Paragraph weider definéiert als „les mises et les enjeux se rapportant à des paris [...]“, wat bestätegt, dass sech deen Taux also hei op de Wettasatz applizéiert.

Et ass de Moment net virgesinn, eng Ännerung vum Taux de prélèvement virzehuelen. Dëse Steiersaz wäert sech och weiderhin op d'Sommes brutes engagées applizéieren.

Et ass weider unzemierken, dass laut dem Artikel 4 vum modifizéierte Glécksspillgesetz vum 20. Abrëll 1977 all Veranstaltung vu Sportswetten zu Lëtzebuerg der Autorisation vum Justizminister ënnerworfen ass.

Dës gesetzlech Obligatioun gëtt net duerch den Accord iwwert d'Vemeidung vun der Duebelbesteuerung am Beräich vun Taxe betreffend Wette op Fussballmatcher vum 30. August 1962 tëscht Lëtzebuerg an der Belsch opgehewen.

Op d'Frostellung, wéi ee Steiersaz fir een an der Belsch etabléierten Organisateur, am Fall vun der Applikation vum Accord, hei am Land op Wettasatz („sommes brutes engagées“) op Fussballmatcher, déi zu Lëtzebuerg acceptéiert goufen, ufalen, fënnt sech d'Äntwert am Artikel 3 vum Accord:

„Les organisateurs établis en Belgique et autorisés à opérer également au Luxembourg, sont soumis dans ce dernier État, au prélèvement sur les sommes brutes y engagées [...]“.

Den Artikel 17 vum modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 7. September 1987, deen een Taux vu 15 % virgesäit, ass an deem Fall ze applizéieren.

Wat Steuerrecetten ubelaangt, goufen zënter dem Exercice 2013 keng Steuerrecetten iwwer d'Lottosteier méi ageholl. Fir Sportswette goufen, fir d'Joren 2020 bis 2022, och keng Steuerrecetten ageholl.

D'Steuerrecettë fir de Spillcasino fir d'Joren 2020 bis 2022 kënne folgendermoossen opgeschlëselt ginn³:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et ass ofschléissend ze bemerken, dass de Koalitiounsaccord keng weider Liberaliséierung vum Glécksspillgesetz virgesäit. Et ass, am Géigendeel, virgesinn, dass d'Kontrollen an d'Strofen op net autoriséierten

³ Loi du 17 décembre 2021 portant règlement du compte général de l'exercice 2020

Loi du 23 décembre 2022 portant règlement du compte général de l'exercice 2021

Projet de loi n° 8258 portant règlement du compte général de l'exercice 2022



Acteuren, déi an hirem Betrib Glécksspiller bedriewen, solle verschäerft ginn, besonnesch, fir dat illegaalt Gléckspill an de Caféen an aneren ëffentleche Plaze besser kennen ze bekämpfen.

Bruits émis par des véhicules | Question 0039 (24/11/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Kaméidi beanträchtegt d'Liewensqualitéit a kann op Dauer krank maachen, wat vill Etüden aus de leschte Joerzénge beleen.

Am Code de la route ass an den Article 25 a 25bis virgeschriwwen, dass fir all Stroossegefiierer, jee no Kategorie, eng Limit gëtt fir d'Dezibel, déi se dierfe produzéieren. Europawäit gëllen d'EU-Reglement N° 540/2014 änlech Reegelen, soudass u sech Gefier, dat zu Lëtzebuerg zirkuléiert, ze vill Kaméidi dierf maachen.

Et kënn awer alt vir, dass verschidde Stroossegefiierer, ob Autoen, Motoen, Busser oder Camionen, opfälleg haart ennerwee sinn an immens vill Kaméidi maachen, wat fir d'Awunner zimmlech lästeg ka sinn, grad wa se nieft den Haaptachse wunnen. Am nationalen Aktionsplang géint de Kaméidi si keng weider Moossname virgesinn, déi d'Gefierer selwer betreffen, mee am Plang konzentréiert een sech éischter op d'Stroosseninfrastrukturen. Et sinn awer virun allem déi Gefierer, déi opfälleg haart an den Dierfer ennerwee sinn, déi zur Lärmbelästegung bäidroen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Kaméidi, deen déi verschidde Stroossegefiierer hei am Land a virun allem innerorts produzéieren, gemooss?

2. Wéi oft gouf an de leschten zwee Joer géint d'Article 25, 25bis an 160 vum Code de la route verstouss?

3. Wéi eng technesch Equipementer benotzt d'Police, fir de Kaméidi vu Stroossegefiierer ze kontrolléieren, a wéi oft gi Kontrollen vum Kaméidi am Joer vun der Police duerchgefouert?

4. Et kënn vir, dass Persounen, nodeems hiert Gefier de Contrôle technique mat Bravour bestanen huet, Ännerungen um Gefier duerchféieren, soudass d'Gefier méi Kaméidi mécht wéi zougelooss ass, zum Beispill, andeems d'Drossel erofgehol gëtt. Dës Ännerunge ginn da kuerz virum nächste Contrôle technique erëm réckgängeg gemaach, fir während der Kontroll konform ze sinn. Wéi eng weider Kontrolle ginn, ausserhalb vum Contrôle technique vum Gefier, hei am Land duerchgefouert, fir Verstéiss géint Kaméidibegrenzunge feststellen? Falls keng Kontrollen heizou gemaach ginn, wourunner läit dat?

Réponse (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den honorabelen Deputéierten erwänt an der Aleedung zu senger Fro den nationalen Aktionsplang géint de Kaméidi a bemierkt, datt dodra keng weider Moossname géint de Kaméidi vun eenzele Gefierer virgesi sinn. Dofir fir d'éischt e puer Explikatiounen zu deem Plang:

Déi national Aktionsplang géint de Kaméidi beschriewen de Kaméidi groussflächeg an op Basis vun enger Joresmoyenne no den Ufuerderunge vun der europäescher Direktiv 2002/49/CE. Nieft dem berechente Kaméidi gëtt et geziilt Moosskampagnë fir d'Validéierung vun dëser Joresmoyenne op ausgewielte Plazen.

Dës Donnéeë sinn d'Basis fir d'Moossnamen, déi an den Aktionsplang ze fanne sinn. Donieft kënnen awer och Problematike behandelt ginn, déi iwwer dës Kader erausginn, mee d'Bierger an hirem Alldag beschäftegen, wéi zum Beispill vereenzelt besonnesch haart Gefierer am Stroosseverkéier. An dësem Kontext huet d'Ëmweltverwaltung (AEV) d'Potential vu sougenannte Kaméidiradaren ënnersiche gelooss. D'Resultater dovunner sinn hei publizéiert: <https://environnement.public.lu/fr/loft/bruit/surveillance-bruit/vehicules.html>.

D'Police kann de Kaméidi vun eenzele Gefierer duerch eng vereinfacht Miessung feststellen. Heibäi gëtt de Moossapparat (Schallmoossapparat) hannernt dem Auspuff an engem definéierten Ofstand an an engem definéierte Wénkel opgestallt. Fir d'Miessung muss dann am Leerlauf op eng gewëssen Dréizuel acceleréiert ginn an de Gas spontan lassgelooss ginn. Mat dëser Form vu Miessung ass et der Police méiglech, Gefierer ze identifizéieren, bei deenen d'Schallemissiounen net konform sinn.

ad 2. Vum 1. Dezember 2021 op de 4. Dezember 2023 gouf 55-mol géint den Artikel 25 Paragraph 1⁴, verstouss, 5-mol géint den Artikel 25 Paragraph 2⁵, 29-mol géint den Artikel 25bis Alineaen 1 an 2⁶, 354-mol géint den Artikel 25bis Alineaen 3 bis 5⁷, a 74-mol géint den Artikel 160 Paragraph 1 Punkt e)⁸, vum Code de la route verstouss.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Bezüglech dem technesche Volet gëtt op d'Äntwert zu der Fro 1 verwisen.

Well d'Referenzwäerter bis viru Kuerzem net op den Autospabeiere stoungen, sinn d'Kontrollen éischter a Kooperatioun mat der SNCA an hiren techneschen Dénsgchter gemaach ginn. Mat de Modifikatiounen vum 24. Oktober 2023 vum Reglement vum 26. Januar 2016 iwwert d'Immatriculatioun vun de Gefierer ass um „certificat d'immatriculation“ elo een zousätzlecht Feld mat de Referenzwäerter an der Referenzdréizuel, bei där dës Moossung muss gemaach ginn, agefouert ginn. Well domadder all déi néideg Informatiounen

⁴ Art. 25. 1. Les véhicules automoteurs et les « cyclomoteurs » ne doivent pas provoquer des bruits susceptibles de causer une gêne aux usagers et aux riverains. L'échappement libre et toute opération tendant à supprimer ou à réduire l'efficacité du dispositif d'échappement silencieux sont interdits. Il est interdit de circuler avec un véhicule dont le moteur ou une partie de la carrosserie ou du châssis produit un bruit excessif qui serait évité par un entretien normal du véhicule.

⁵ Le bruit produit par un véhicule neuf, mesuré d'après la méthode de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), ne doit pas excéder :

a) 75 dB(A) pour un cyclomoteur et pour un motocycle dont le moteur a une cylindrée ne dépassant pas 80 cm³ ;

aa) 78 dB(A) pour un cycle à moteur auxiliaire ;

b) 77 dB(A) pour un motocycle dont le moteur a une cylindrée comprise entre 80 cm³ et 175 cm³ ; (...)

⁶ Art. 25bis. Les véhicules automoteurs et les « cyclomoteurs » ne doivent pas émettre des fumées pouvant gêner à la circulation ou incommoder les autres usagers de la route. Ils doivent être munis d'un dispositif d'échappement. Les gaz d'échappement ne peuvent être évacués qu'au moyen de ce dispositif. Celui-ci doit être suffisamment silencieux, efficace et étanche, et ne doit être interrompu par le conducteur en cours de route.

⁷ Ce dispositif doit être maintenu en parfait état d'entretien, de telle sorte que son efficacité demeure équivalente à celle d'un dispositif neuf. Il ne peut pas dépasser le gabarit du véhicule. En aucun cas, les gaz d'échappement ne peuvent pénétrer à l'intérieur du véhicule et causer une gêne ou un danger pour les occupants ou les animaux transportés. Sans préjudice des dispositions qui précèdent la tuyauterie d'échappement et le silencieux des voitures automobiles à personnes et véhicules utilitaires mis en circulation après le 1^{er} octobre 1971 doivent être écartés d'au moins 10 cm de toute matière facilement inflammable, à moins d'être efficacement protégés. Si le véhicule est équipé d'un moteur à essence, la tuyauterie d'échappement doit se trouver totalement en dehors de l'habitacle.

⁸ Art. 160. 1. (...) e) L'usage de l'échappement libre, la mise en marche bruyante ou l'essai bruyant du moteur sont interdits.

direkt verfügbar sinn, ass d'Iwwerprüfung duerch d'Police dättelech méi einfach.

D'Datebank vun der Police erméiglecht et net, ausschliesslech no Kontrolle vum Kaméidi vun de Gefierer ze sichen. Grundsätzlech gëllt awer, datt bei all Verkéierskontroll, déi d'Police duerchféiert, am Zwiwelsfall, och den techneschen Zustand vum Gefier iwwerpréift gëtt. Heirënner fällt och d'Auspuffanlag vun de Gefierer.

ad 4. Wann op engem Gefier ee Verstouss festgestallt gëtt, kann d'Police nieft der Verbalisatioun ee Rapport un de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte schreiwen, wourupshin dësen de Propriétaire vum Gefier, beziungsweis den Titulaire vum „certificat d'immatriculation“, schrëftlech dozou opfuere kann, innerhalb vu 6 Woche säi Gefier an eng technesch Kontroll ze bréngen oder dëst temporär oder ganz ofzemen. Falls d'Gefier net an dësem Delai an d'Kontroll bruecht gëtt, gëtt d'Gefier vun der SNCA ofgemellt a muss virun enger neier Umeldung déi technesch Kontroll passéieren. D'Police kann d'Gefier immobiliséieren, déi net den Dispositiounen vum „certificat d'immatriculation“ entsprechen.

Wat d'Modifikatiounen virun oder no enger technescher Kontroll ugeet, esou ass ze soen, datt déi Kontroll eng Momentopnam ass, ob ee Gefier konform zu de Bestëmmungen ass. Wa Modifikatiounen no dëser Kontroll gemaach ginn, ass et d'Aufgab vun der Police, duerch Kontrolle sécherzestellen, datt och am normale Betrib d'Gefier deem entsprécht, wéi et zougelooss gouf an d'techesch Kontroll bestanen huet. Am Fall, wou dëst net ginn ass, kënnen dann déi uewe beschriwwen Schrëtt ennerholl ginn.

Alternatives proposées aux personnes hébergées au Foyer Don Bosco | Question 0048 (28/11/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De 27. November war de Familljeminister Max Hahn Invité vun der Redaktioun um RTL. An dësem Interview huet de Minister gesot, dass verschiddene Persounen, déi aktuell am Foyer Don Bosco ennerbruecht sinn, Alternativen ugebuede gi wieren, déi dës Persounen awer ofgeleent hätten.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ëm wat fir eng Aart vun Ennerbréngungen handelt et sech bei de proposéierten Alternativen, déi de betraffene Persounen ugebuede goufen?

2. Wéi ville Persounen goufen dës Alternativen ugebueden?

3. Wat sinn d'Grënn dofir, dass déi betraffene Persounen déi proposéiert Alternativen ofgeleent hunn?

Réponse (20/12/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Am Kontext vun der geplanter Fermeture gouf e Groupe de travail gegrënnt, fir Léisungen an Alternativen ze fannen. Sou gouf, säit Februar 2023, mat folgender Partner geschafft:

- Ville de Luxembourg
- Office social de la Ville de Luxembourg
- Croix-Rouge Luxembourg
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Office national d'inclusion sociale.

ad 2. Déi kompetent sozial Servicer hunn d'Persounen bei hirer Wunnengssich ennerstëtzt a verschiddener kruten och sozial Wunnengen ugebueden. Allerdéngs



ass et ëmmer nach an der Responsabilitéit vun de Leit, sech och tatsächlech bei deene verschiddene Servicer ze mellen an sech anzeschreiwen oder d'Offeren, déi se kréien, unzehuelen oder net.

Et sief nach unzemierken, dass säit ugangs dësem Joer, 59 Persounen d'Struktur verlooos hunn. Duvunner hunn der 24 privat eng Wunneng fonnt, 35 aner goufen innerhalv vun de Strukture vum ONA relogéiert. 3 si verschwonnen.

ad 3. D'Persounen, déi sou eng Offer kréien, kënnen aus perséinleche Grënn eng Wunneng, déi disponibel ass, an domadder e Relogement refuséieren.

Fermeture du Foyer Don Bosco | Question 0058 (28/12/2023) de M. David Wagner (déi Lénk)

Il est prévu que le Foyer Don Bosco fermera définitivement ses portes le 30 novembre 2023. Sachant que le foyer est toujours habité par des demandeurs de protection internationale (DPI) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI), je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Qu'advient-il aux personnes DPI qui habitent actuellement encore le foyer ? Une solution a-t-elle été trouvée pour reloger toutes les personnes DPI en question dans d'autres structures de l'Office national de l'accueil ?

2) Qu'advient-il aux personnes BPI qui habitent actuellement encore le foyer ? Pouvez-vous m'assurer que ces personnes ne vont pas se retrouver à la rue sans abri après la fermeture du foyer ?

Réponse (20/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Le manque de capacités d'accueil pour demandeurs de protection internationale ne permet actuellement pas de fermer définitivement la structure d'hébergement Don Bosco.

Les personnes qui y sont encore hébergées et qui ne bénéficient plus d'un droit à l'hébergement sont assistées dans leurs recherches de logement en dehors du réseau de l'ONA afin de libérer les lits nécessaires pour permettre à l'État de continuer à accueillir les demandeurs de protection internationale.

En règle générale, les fermetures programmées des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale sont planifiées plusieurs mois en avance, de manière à ce que l'administration puisse reloger les demandeurs de protection internationale dans d'autres structures et à ce que les personnes qui ne bénéficient plus d'un droit à l'hébergement auprès de l'ONA soient informées plusieurs mois en avance qu'elles doivent trouver un autre hébergement. Dans ce deuxième cas, les bénéficiaires de protection internationale sont assistés dans leurs démarches par les services sociaux compétents, comme tout résident luxembourgeois.

Gouvernance du « Luxembourg Science Center » | Question 0062 (29/11/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Mengen Informatiounen no gouf schonn 2019 eng Kéier en Ulaf geholl, fir eng nei Gouvernance fir de Luxembourg Science Center auszeschaffen. Dës wier vun de Responsabele vum LSC dem Bildungsministère proposéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass 2019 scho verschidde Facteuren dozou gefouert hunn, dass een iwwert eng nei Gouvernance geschwat huet? Wa jo, wat waren dës Facteuren?

2. Falls dës Informatiounen stëmmen, firwat ass dës Gouvernance deemools net zustane komm?

Réponse (16/01/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech erlabe mir, den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7707 aus der viregter Legislaturperiod ze verweisen, an där d'Gouvernance vum Luxembourg Science Center (LSC) an d'Problemer, déi domat verbonne waren, am Detail beschriwwen ginn.

Am Résumé ass et esou, datt et am Joer 2019 zu engem Echange tëscht dem MENJE an dem LSC komm ass, iwwert d'Ofrechnungen vun de Statiounen, déi den LSC baue gelooss huet. Zu dësem Zäitpunkt stoung d'Fro vun der Gouvernance net am Mëttelpunkt.

D'Situatioun ronderëm d'Facturatioun huet sech doropshi verbessert. 2022 huet sech aus bekannte Grënn d'Noutwendegkeet erginn, fir déi ganz Gouvernance am Sënn vun der Transparenz ze iwwerschaffen. Dee Prozess ass den Ament amgaangen a gouf an engem Protocole d'entente festgehalen, dee béid Säiten ënnerschriwwen hunn.

Centre d'intervention commun pour la police et le CGDIS entre Bascharage et Pétange | Question 0074 (30/11/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter Jore gëtt doriwwer diskutéiert, fir an der Rue de Linger op der Gemeengrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ee gemeinsamen Zenter fir d'Police an de CGDIS entstoën ze loossen. A menge parlamentaresche Froen N° 3404, 5328 a 6362 hat ech deemools schonn Informatiounen zu dësem Projet gefrot. An der Äntwert op meng Fro N° 3404, waren zu deem Zäitpunkt nach keng Verhandlungen amgaangen, fir een neit Policekommissariat an d'Rue de Linger op der Grenz tëscht Péiteng a Käerjeng ze erriichten. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6362 (am Juni 2022) gouf geschriwwen, dass den Dossier vum Comité d'acquisition beim Finanzministère traitéiert gëtt a beim CGDIS vu sengem Verwaltungsrat.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Hält de Minister weider dru fest, fir ee Policebüro an der Rue de Linger op der Gemeengrenz tëscht Käerjeng a Péiteng ze erriichten?

2. Gëtt et Fortschritter an dësem Dossier? Falls jo, wou sinn d'Diskussiounen drun?

Réponse (03/01/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. D'Gebaiheekte vum der Police sinn zum Deel veraalt, ze kleng an och net méi adaptéiert un ee moderne Service public. Dëst ass och fir de Commissariat Péiteng/Käerjeng de Fall.

Wéi am Programme gouvernemental steet, wëll dës Regierung zousätzlech Efforte maachen, fir der Police hir Infrastrukturen ze adaptéieren, sief et Kommissariater ze renovéieren oder nei Kommissariater ze bauen.

An deem Sënn gëtt och de Projet vum Bau vun engem neie Gebai fir d'Kommissariat Péiteng/Käerjeng weitergefouert.

Et lafen aktuell Diskussiounen mat der Gemeng Péiteng iwwert en neie Site zu Lénger, deen d'Gemeng proposéiert huet an deen an effentlecher Hand ass.

ad 2. Et ass eng Reunion geplangt mat der Gemeng Péiteng en vue vun der Ausschaffung vun engem Avant-projet sommaire op dësem Site.

Activité accessoire des fonctionnaires | Question 0082 (04/12/2023) de M. Georges Engel (LSAP)

Le point 1. de l'article 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que :

« 1. Le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.

Aucune activité accessoire au sens du présent article ne peut être exercée ou autorisée si elle ne se concilie pas avec l'accomplissement consciencieux et intégral des devoirs de la fonction ou s'il y a incompatibilité, de fait ou de droit, au regard de l'autorité, de l'indépendance ou de la dignité du fonctionnaire. »

Une activité accessoire du fonctionnaire peut être autorisée par le ministre du ressort sur avis préalable du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

– Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il me dire quels critères sont pris en compte pour l'avis prémentionné ? Est-ce que la disponibilité du fonctionnaire et les besoins du service font partie de ces critères ou est-ce qu'il appartient au ministre du ressort de juger si l'envergure de l'activité accessoire est conciliable avec les besoins du service ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis que certaines fonctions, notamment certains postes à responsabilité, ne peuvent être exercées qu'à temps plein et sont ainsi d'office incompatibles avec une activité accessoire régulière d'une certaine envergure ?

Réponse (12/01/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

D'après l'article 14 du statut général des fonctionnaires de l'État, une activité accessoire ne peut être exercée que si l'agent concerné dispose de l'autorisation préalable du ministre du ressort prise sur avis préalable conforme du Ministre de la Fonction publique.

Les agents doivent poser leur demande par la voie hiérarchique.

Le ministre du ressort transmet ensuite la demande pour avis au Ministre de la Fonction publique. Il y ajoute sa position dont notamment celle relative à l'impact de l'activité accessoire projetée sur la fonction de l'agent et l'intérêt du service.

Le Ministre de la Fonction publique émet son avis en tenant compte, d'une part, d'éventuels risques de conflits d'intérêts et, d'autre part, de l'impact de l'activité projetée sur l'intérêt du service et la disponibilité de l'agent.

En cas d'avis positif, l'agent est informé qu'il devra respecter les dispositions obligatoires en matière de temps de travail, telles que le repos journalier, le repos hebdomadaire, la durée maximale de travail par jour et par semaine ainsi que l'interdiction d'exercer son activité accessoire durant les congés de récréation. Ainsi, par exemple, un agent – peu importe son degré d'occupation auprès de l'État – ne sera pas autorisé à dépasser la durée de travail maximale de



quarante-huit heures par semaine, tout travail confondu (fonction principale et activité accessoire).

Comme les décisions sont prises individuellement en tenant compte, d'une part, des détails de l'activité accessoire envisagée et, d'autre part, de l'intérêt du service de l'administration concernée, voire des fonctions de l'agent concerné, une réponse générale à la question de savoir si certains postes sont d'office incompatibles avec une activité accessoire s'avère impossible.

Bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques | Question 0087 (06/12/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerker. Dat geet nëmme, wa Lëtzebuerg energiepolitesch esou onofhängeg wéi méiglech ass. Dofir muss virun allem de Staat mam gudden Beispill virgoen. Op Terrainen, déi a Staatshand sinn, muss d'Regierung den Ausbau vun erneuerbaren Energie virundreiwen. Am Koalitionsaccord ass zwar vu grousser Projekte rieds, mee et feelt un Detailler. Nom leschte Stand vun eisen Informatiounen (Äntwert op QP N° 5500) sinn nëmme 4 % vu ronn 1.500 Gebaier vum Staat mat Solaranlagen equipéiert.

An deem Zesummenhang wéilt mir de Ministère fir Energie a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Gebaier an Terrainen (z. B. Parkingen) sinn aktuell mat enger Solaranlage equipéiert?
2. Op wéi enge staatlech Gebaier an Terrainen ginn aktuell Solaranlagen equipéiert?
3. Wéi eng zousätzlech staatlech Gebaier an Terrainen sollen elo als éischt mat Solaranlagen equipéiert ginn a bannent wéi vill Méint wäert dat gemaach ginn?
4. Wéi vill Kilowattstonne Strom ginn aktuell duerch Solaranlagen op staatlech Gebaier an Terrainen produzéiert?
5. Wéi vill Kilowattstonne Strom sollen 2028 duerch Solaranlagen op staatlech Gebaier an Terrainen produzéiert ginn?

Réponse (16/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Aktuell si 65 Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir effentlech Baute mat enger Fotovoltaikanlage an 21 Gebaier mat enger thermescher Solaranlage equipéiert.

Dës entspreche ronn 5 % vun de Gebaier vum Patrimoine; well et sech dobäi meeschtens ëm gréisser Anlagen handelt, mécht d'Daachfläch vun dese Gebaier awer geschate 15 % vun der Gesamtdaachfläch vum Patrimoine aus.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

- 1) Lycée technique pour professions de santé à Bascharage
- 2) Police grand-ducale – Unité centrale de police de la route à Bertrange
- 3) Administration des ponts et chaussées – B à Bertrange
- 4) Administration des ponts et chaussées – CITA
- 5) Administration des ponts et chaussées – G – Garage DGT
- 6) Administration des ponts et chaussées – I – Hall camions SEP et DOA à Bertrange
- 7) Administration des ponts et chaussées – J – Hall camions DGT à Bertrange
- 8) Lycée Edward Steichen à Clervaux
- 9) Centre militaire – Hall de stationnement à Diekirch

- 10) Centre militaire – Hall logistique à Diekirch
- 11) Administration de la nature et des forêts à Diekirch
- 12) Administration des bâtiments publics à Diekirch
- 13) École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette
- 14) École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette – Lycée provisoire
- 15) Lycée Mathias Adam – Annexe Jenker à Differdange
- 16) Centre national de l'audiovisuel à Dudelange
- 17) Fondation Pro Familia – Internat sociofamilial à Dudelange
- 18) Laboratoire national de santé à Dudelange
- 19) Administration des ponts et chaussées/CFL à Echternach
- 20) Lycée technique de Lallange – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
- 21) Lycée technique de Lallange – Hall sportif/piscine à Esch-sur-Alzette
- 22) Lycée Hubert Clément – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
- 23) Lycée technique d'Ettelbruck – Bâtiment principal
- 24) Lycée technique d'Ettelbruck – Hall sportif/piscine
- 25) Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck
- 26) Foyer Wanteraktioun – Dräieck ASBL au Findel
- 27) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Frisange
- 28) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Frisange
- 29) Centre socio-éducatif de l'État – Ferme à Frisange
- 30) Lënster Lycée à Junglinster
- 31) Lycée Mathias Adam – Ateliers à Lamadelaine
- 32) Hall de stockage à Leudelange
- 33) Base nautique – Bâtiment principal à Lultzhausen
- 34) École européenne Luxembourg I – Cantine
- 35) École européenne Luxembourg I – Gymnase primaire
- 36) École européenne Luxembourg I – Maternelle
- 37) Athénée de Luxembourg à Luxembourg-ville
- 38) Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg-ville
- 39) Centre national d'athlétisme à Luxembourg-ville
- 40) Philharmonie – Salle de concerts Grande-Duchesse Charlotte à Luxembourg-ville
- 41) Cour de justice de l'Union européenne – Anneau à Luxembourg-ville
- 42) Cour de justice de l'Union européenne – Tour 3 (CJ9) à Luxembourg-ville
- 43) Lycée des Arts et Métiers – Site Dommeldange à Luxembourg-ville
- 44) Bibliothèque nationale de Luxembourg à Luxembourg-ville
- 45) Chambre des Députés (maisons Printz/Richard) à Luxembourg-ville
- 46) Lycée technique du Centre – Hall sportif à Luxembourg-ville
- 47) Lycée technique du centre – Cantine à Luxembourg-ville
- 48) Administration des services techniques de l'agriculture à Marnach
- 49) Administration des ponts et chaussées – Centre d'intervention et d'entretien à Mersch
- 50) Administration des ponts et chaussées – Dépôt à Mersch
- 51) Atert-Lycée – Ateliers à Redange-sur-Attert
- 52) Atert-Lycée – Bâtiment principal à Redange-sur-Attert
- 53) Atert-Lycée – Internat à Redange-sur-Attert
- 54) Atert-Lycée – Piscine à Redange-sur-Attert
- 55) Institut viti-vinicole à Remich
- 56) Centre pénitentiaire – Bâtiment E – Administration à Sanem
- 57) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse à Schifflange

- 58) Lycée technique pour professions de santé – Internat à Strassen
- 59) Centre de logopédie à Strassen
- 60) Centre de logopédie – Hall sportif à Strassen
- 61) Lycée du Nord – Bâtiment principal à Wiltz
- 62) Lycée du Nord – Hall sportif à Wiltz
- 63) Lycée agricole à Gilsdorf – Bâtiment principal
- 64) Lycée agricole à Gilsdorf – Ateliers
- 65) Lycée agricole à Gilsdorf – Hall de stockage.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

- 1) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Bettembourg
- 2) Foyer d'urgence de nuit – Dräieck ASBL au Findel
- 3) Centre pénitentiaire – Bâtiment A – Cellules à Sanem
- 4) Centre pénitentiaire – Bâtiment B – Cellules à Sanem
- 5) Centre pénitentiaire – Bâtiment C – Cellules à Sanem
- 6) Centre pénitentiaire – Bâtiment D – Cellules à Sanem
- 7) Centre de communications du Gouvernement – Maison Geimer à Senningen
- 8) Justice de paix à Esch-sur-Alzette
- 9) Wunnengshëllef ASBL à Luxembourg-ville
- 10) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale Don Bosco à Luxembourg-ville
- 11) Fondation Kannerschlass – Foyer Janosch à Belvaux
- 12) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse à Schifflange
- 13) Arcus ASBL – Foyer à Capellen
- 14) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Luxembourg-ville
- 15) Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck
- 16) Lycée Nic Biever – Hall sportif à Dudelange
- 17) Administration des ponts et chaussées – Dépôt à Mersch
- 18) Institut national des sports – Hall sportif 2 à Luxembourg-ville
- 19) Campus Geesseknäppchen – Complexe sportif à Luxembourg-ville
- 20) Police grand-ducale – Centre d'intervention à Luxembourg-ville
- 21) Administration des ponts et chaussées – Service régional à Remich.

Betreffend d'Solaranlagen op de Parkingsfläche sinn d'Gebaier vun de P&R op de Garen zu Rodange an zu Miersch zanter Ufank 2023 mat enger Fotovoltaikanlage equipéiert.

ad 2. Aktuell ginn op 18 Gebaier vum Patrimoine vun der Verwaltung fir effentlech Baute Fotovoltaikanlagen an op 6 Gebaier thermesche Solaranlagen installéiert, respektiv sinn do d'Ausschreiwungen oder d'Demandes d'offres en cours.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

- 1) Administration des ponts et chaussées – Service électromécanique bâtiment 1 à Rosport
- 2) Administration des ponts et chaussées – Service électromécanique bâtiment 2 à Rosport
- 3) Administration des ponts et chaussées – Division des ouvrages d'art à Rosport
- 4) Administration des ponts et chaussées à Roodt-sur-Syre
- 5) Administration des ponts et chaussées à Remich – Service régional
- 6) Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art/ Musée national d'histoire naturelle à Schouweiler
- 7) Infrastructures communes à Pétange
- 8) Pouponnière nationale à Pétange
- 9) Lycée classique d'Echternach – Hall des sports



10) Lycée technique pour professions de santé à Strassen
 11) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Luxembourg
 12) Police grand-ducale – Commissariat de proximité à Niederanven
 13) Lycée Michel Rodange à Luxembourg
 14) Maison de soins à Bascharage
 15) Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale – bâtiment A à Bascharage
 16) Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale – bâtiment B à Bascharage
 17) École internationale Anne Beffort à Mersch
 18) École internationale Anne Beffort – Internat à Mersch.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

1) Logements pour parents en situation de handicap à Pétange
 2) Logements pour personnes autistes – Bloc A à Pétange
 3) Logements pour personnes autistes – Bloc B à Pétange
 4) Logements pour personnes autistes – Bloc C à Pétange
 5) Internat psychothérapeutique à Pétange
 6) Infrastructures communes à Pétange.

ad 3. Zousätzlech si vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute fir den Zäitraum vun 2025 bis 2028 Projekte fir d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen op 83 Gebaier a vun thermesche Solaranlagen op 4 Gebaier geplangt. Ee geneeën Delai fir dës Aarbechte kann net bestëmmt ginn, well engersäits d'Etüde mussen ofgeschloss ginn a well anersäits bei der aktueller Situatioun vum Marché net all Ausschreiwung oder Demande d'offres ee Resultat bréngt an d'Delaie vun de Fournisseuren net ëmmer agehal kënne ginn.

Gebaier mat Fotovoltaikanlagen:

1) École européenne Luxembourg I – Primaire/Administration à Luxembourg-ville
 2) École européenne Luxembourg I – Secondaire à Luxembourg-ville
 3) Police grand-ducale – Commissariat de proximité à Differdange
 4) Lycée Guillaume Kroll – Bâtiment principal à Esch-sur-Alzette
 5) Lycée Nic Biever – Bâtiment principal à Dudelange
 6) Centre pénitentiaire – Bâtiment G – Police grand-ducale à Sanem
 7) Administration de la nature et des forêts – Centre d'accueil Ellergronn (Atelier) à Esch-sur-Alzette
 8) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Bureau à Bettembourg
 9) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Atelier à Bettembourg
 10) Administration des ponts et chaussées – Service régional – Dépôt à Bettembourg
 11) Centre écologique et touristique „Parc Housen“ à Hosingen
 12) Police grand-ducale – Unité de la police de la route – Bureau à Hosingen
 13) Police grand-ducale – Unité de la police de la route – Garage à Hosingen
 14) Sportlycée à Luxembourg-ville
 15) Lycée Mathias Adam – Bâtiment principal à Lamedelaine
 16) Administration des douanes et accises – Direction à Luxembourg-ville
 17) Police grand-ducale – Service de police judiciaire à Luxembourg-ville
 18) Administration des bâtiments publics – Atelier à Bertange
 19) Maacher Lycée – Bâtiment principal à Grevenmacher

20) Administration des ponts et chaussées à Walferdange
 21) Bâtiment administratif Greenfinch à Luxembourg-ville
 22) Hall 1A – Police grand-ducale à Beringen
 23) Hall 1B – Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur/Cour grand-ducale à Beringen
 24) Hall 2 – Administration des bâtiments publics/Cour grand-ducale à Beringen
 25) Hall 3 – Administration des bâtiments publics à Beringen
 26) Hall 4 – Administration des bâtiments publics/Institut national de recherches archéologiques à Beringen
 27) Hall 5 – Institut national de recherches archéologiques à Beringen
 28) ONA – Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Hesperange
 29) Internat Jos Schmit à Diekirch
 30) Administration de la nature et des forêts – Centre d'accueil Burfelt à Insborn
 31) Bâtiment Jean Monnet 2 pour la Commission européenne à Luxembourg-ville
 32) Internat sociofamilial à Pétange
 33) Logements pour parents en situation de handicap à Pétange
 34) Logements pour personnes autistes – Bloc A à Pétange
 35) Logements pour personnes autistes – Bloc B à Pétange
 36) Logements pour personnes autistes – Bloc C à Pétange
 37) Internat psychothérapeutique à Pétange
 38) Centre thérapeutique et administratif à Pétange
 39) Police grand-ducale à Wiltz
 40) Philharmonie à Luxembourg-ville (projet d'extension)
 41) Pavillon pour la Luga au Parc Dräi Eechelen à Luxembourg-ville
 42) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 02 à Diekirch
 43) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 03 à Diekirch
 44) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 04 à Diekirch
 45) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 05 à Diekirch
 46) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 06 à Diekirch
 47) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 07 à Diekirch
 48) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 08 à Diekirch
 49) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 09 à Diekirch
 50) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 10 à Diekirch
 51) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 11 à Diekirch
 52) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 12 à Diekirch
 53) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 13 à Diekirch
 54) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 14 à Diekirch
 55) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 15 à Diekirch
 56) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 16 à Diekirch
 57) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 17 à Diekirch
 58) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 18 à Diekirch

59) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 19 à Diekirch
 60) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 20 à Diekirch
 61) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 21 à Diekirch
 62) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 22 à Diekirch
 63) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 23 à Diekirch
 64) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 24 à Diekirch
 65) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 25 à Diekirch
 66) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 26 à Diekirch
 67) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 27 à Diekirch
 68) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 28 à Diekirch
 69) Centre militaire Herrenberg – Bâtiment 33 à Diekirch
 70) Centre militaire Herrenberg – Commandement à Diekirch
 71) Centre militaire Herrenberg – Mess des officiers à Diekirch
 72) Centre militaire Herrenberg – Mess des sous-officiers à Diekirch
 73) Centre militaire Herrenberg – Hangar voitures
 74) Police grand-ducale – Direction générale à Findel
 75) Administration de la nature et des forêts, locaux administratifs et techniques à Dudelange
 76) Structure d'urgence pour réfugiés à Batzeldelt (Wiltz)
 77) École internationale à Junglinster
 78) Domaine thermal – Bâtiment services techniques et station traitement d'eau à Mondorf-les-Bains
 79) Domaine thermal – Parc Hôtel à Mondorf-les-Bains
 80) Domaine thermal – Les Sources à Mondorf-les-Bains
 81) Lycée des Arts et Métiers – Ateliers à Luxembourg-ville
 82) Lycée Michel Lucius – Internat à Luxembourg-ville
 83) Centre SNJ Hollenfels – Auberge de jeunesse à Hollenfels.

Gebaier mat thermesche Solaranlagen:

1) Domaine thermal – Parc Hôtel à Mondorf-les-Bains: Solarthermie
 2) Structure d'urgence pour réfugiés Batzeldelt/Wiltz
 3) Fondation Pro Familia à Dudelange
 4) Sportlycée Luxembourg.

Allgemeng ass nach ze soen, datt bei all Neibau, Sanéierung an Daachrenovatioun d'Machbarkeet vun enger Fotovoltaik- oder Solarthermieanlag analyséiert gëtt. Wa méiglech soll keen neien Daach méi ouni Solaranlag gebaut ginn, ausser d'Daachfläch géif fir aner durabel oder sozial Zwecker benotzt ginn (Daachterrass, Urban Gardening asw.) oder wann eng Installatioun bei enger Renovatioun aus techneschen oder statesche Grënn net méiglech ass.

Zousätzlech zu den uewe genannte Projekte gi bestoend Gebaier gepréift, bei deenen et relativ einfach méiglech ass, eng Fotovoltaikanlag ze installéieren. Ouni detailléiert Etüden ass et fir de Moment net méiglech ze soen, wéi eng Gebaier dat genee wäerte sinn. Verschidden Diech kënnen no Analys ewechfalen, well:

– d'Gebai um nationalen oder kommunale Plang protegéiert ass oder soss als historesch sensibel agestuift gëtt an an deem Kontext keng zefriddestellend Léisung realisierbar ass;

– d'Statik et net erlaabt, fir dat zousätzlecht Gewiicht ze installéieren oder well et soss technesch Ursaache gëtt, déi eng Fotovoltaikanlag verhenneren;
– keng géeegeent Plaz disponibel ass; zum Beispill bei Diech wou aner technesch Anlage wéi Klima- oder Lüftungsgeräte stinn;
– d'Diech schlecht orientéiert sinn oder well d'Verschattung um Daach ze grouss ass;
– d'Diech anescht benotzt ginn, wéi zum Beispill als Daachterrass;
– well um Gebai e Chantier geplangt ass oder well nach net decidéiert ass, wéi eng Funktioun oder Destinatioun d'Gebai soll kréien.

Zousätzlech Gebaier, un deenen d'Eisebunn plangt a wou eng Fotovoltaikanlag bis 2028 a Betrib geholl gëtt, sinn: de P&R zu Elwen, de BMS (technesch Gebai) zu Waasserbëlleg, de Centre routier sécurisé zu Beetebuerg, dat net Gebai vum Service Maintenance an der Rue de la Déportation zu Lëtzebuerg, de P&R Ettelbréck an dat net Gebai vum CLIF (Centre Logistique) zu Beetebuerg.

ad 4. Am Moment ginn ongeféier 11.000.000 kWh Strom pro Joer op de Gebaier vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert.

Am Moment ginn ongeféier 432.000 kWh Strom pro Joer op de Gebaier vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert.

ad 5. 2028 solle geschaten 22.000.000 kWh Strom op de Gebaier an Terrainen vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert ginn.

2028 solle geschaten 3.000.000 kWh Strom op de Gebaier an Terrainen vum Patrimoine vum Fonds du rail produzéiert ginn (ënner der Viraussetzung vum de jeeeweilegen Uschlosskapazitéiten un déi öffentlech Netzer).

État de certaines structures d'accueil pour demandeurs d'asyl | Question 0088 (06/12/2023) de M. Ben Polidori (Piraten)

A mindestens engem Foyer fir DPIen a BPIe sinn elo am Wanter Zoustänn, déi esou fir Kanner an och Erwuesener net guttzeheesche sinn. Eisen Informatiounen no feelt et zum Beispill am Foyer vum der Turnhal zu Ettelbréck un Heizungsméiglechkeeten an un anstännege Ofrennungen tëscht den eenzele Leit a Familjen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Asyl dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Zoustänn bestätegen? Sinn et Zoustänn, déi kuerzfristeg entstinn, well eng Heizung net geet, oder laangfristeg, well net genuch Heizméiglechkeeten existéieren a verschiddene Foyeren?
2. Firwat ass et net méiglech, fir an de Foyeren, wou et néideg ass, mobil Heizungen zum Asaz ze bréngen?
3. Wat gëtt gemaach, fir dass d'Kanner an d'Erwuesener a Konditiounen beherbergt ginn, déi den Engagementer, déi Lëtzebuerg international ënnerschriwwen huet, zum Beispill mat der Kannerrechtscharta, gerecht ginn?
4. Kann de Minister bestätegen, dass Alternativen, fir de Leit auszuhëlfen a punkto Hëtzen, proposéiert gi sinn, déi awer net zréckbehale gi sinn? Wéi eng Alternative waren et a firwat si se net zréckbehale ginn?
5. Ass de Minister bereet, de Loyer fir dës Foyer erofzesetzen, bis Léisunge fir d'Hëtze vum der Sportshal fonnt sinn?

Réponse (27/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Et ass richtig, dass et an der Structure d'hébergement d'urgence Ettelbruck (SHU Ettelbruck) Problemer mat der Heizung gouf. Dës sinn elo behuewen. Den 8. Dezember 2023 gouf als Zousaz eng leeschungsstaark mobil Heizung installéiert.

ad 2. Zousätzlech mobil Elektroheizungen hunn en héijen Energiebedarf (ca. 2.000–2.500 Watt pro Gerät) an dofir ass dat opgrond vum Stroumreseau an der jeeeweileger Struktur net ëmmer méiglech.

ad 3. Den ONA mécht alles dofir, dass Kanner an Erwuesener a deene beschtméigleche Konditiounen ënnerbruecht ginn. Et gëtt och ëmmer prioritär no Fraen, Kanner, Familjen an de vulnerabele Leit gekuckt.

ad 4. Wann et an enger Struktur vum ONA ze kal géng ginn, gëtt natierlech no Léisunge gesicht. Wann dat net méiglech ass, wéi dat zum Beispill de Fall war am CPA Kierchbiérg d'leschte Wanter, da ginn d'Leit an aner Strukturen relogéiert.

ad 5. Een Erofsetze vum der Indemnité d'occupation ass net virgesinn. Et kënnen ëmmer technesch Problemer an enger Struktur oprieden, déi dann esou séier ewéi méiglech behuewe ginn.

Recouvrement des dettes fiscales par les offices sociaux | Question 0089 (07/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Office-socialen hei am Land leeschten ee wichtigen Déngscht, fir deene Leit, déi et hei am Land finanziell net iwwert d'Ronne packen, ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Unzuel u Persounen, déi op Hëlfelefen ugewise sinn, klëmmt alljoers an et ass am Interessé vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft, dass all Persoun, déi Hëllef brauch, och Hëllef kritt.

Am ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2009 ass d'Aide sociale gereegelt. Iwwert d'Offices sociaux kënnen d'Leit Hëlfelefe kréien, fir Waasser-, Strouman Heizrechnungen an och Dokteschrechnungen ze bezuelen oder fir Iesswueren ze kréien.

Mir si Fäll vum Demandé bekannt, wou den Office social den Demandeur Geld iwwerweisen huet, fir Steierscholde bei der Steierverwaltung (ACD) ze bezuelen. Hei stellt sech d'Fro, ob dat nach wierklech an den Aufgabebereich vum der Sozialhëllef fält. An anere Gesetzer ass et esou, dass d'Präsenz vu Steierscholden oder Scholde bei der Sécurité sociale dozou féiert, dass den Demandeur aus enger Prozedur kann ausgeschloss ginn. Als Beispill sierf den Artikel 29 (2) vum Gesetz iwwert öffentlech Ausschreiwunge vum 2018 genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung, fir Finanzen a fir Asyl dës Froe stellen:

1. Ass et erlaabt, dass d'Office-socialen asprangen, fir Steierscholde vu steierpflichtege Persounen bei der Steierverwaltung ze bezuelen?
– Falls jo, op Basis vu wéi engem Artikel vum Gesetz kann dës Hëllef accordéiert ginn?
2. Muss den Demandeur d'Suen, déi hie fir d'Bezuele vum enger Steierschold kritt huet, zu engem spéidere Zäitpunkt zeréckbezuelen, esou wéi den Artikel 31 vum Gesetz vum 2009 dat virgesäit oder ass et de Gemengen op Basis vum Artikel 32 iwwerlooss, ob se d'Steierschold bezuele wëllen?

Réponse (27/12/2023) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert Sozialhëllef etabliert e grondsätzlecht Recht op

Sozialhëllef fir den Einzelnen. Den Office social informéiert a beréit d'Leit, ënnerstëtzt si an hiren Demarchen, fir datt si Accés zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn a kann de Leit och eng Aide matérielle accordéieren.

D'Gesetz definéiert déi generell Prinzipie vum der Sozialhëllef, ouni awer e Katalog u méigleche Leeschungen opzestelle respektiv verschidden Ausgabe vum Beneficiaire auszuschléissen. Am deemolege Gesetzesprojet liest ee follgende Commentaire zum Artikel 7: „Cet article énonce les principes de base des missions de l'office sans toutefois rentrer dans les détails. En effet, toute énumération risquerait de ne pas être exhaustive et par là, de limiter inutilement le champ des interventions possibles, voire nécessaires, dans une situation donnée. Comme il s'agit d'aides personnalisées, il ne sert à rien de les standardiser outre mesure, car elles auraient toutes les chances de rater leur objectif. (...)“

Et opläit dem Conseil d'administration, eng Decisioun ze huelen unhand vum Dossier, deen him vum zoustännege Assistant social presentéiert gëtt. An der Enquête sociale, déi vum Assistant social duerchgefouert gëtt, ginn all d'Revenuen an d'Depensen/Scholde vum Stot opgeléscht; dorënner kënnen sech och Steierscholde befannen. Déi accordéiert Hëllef ass ëmmer eng individuell Äntwert op eng meeschtens komplex Situatioun vum betraffene Stot.

ad 2. Generell kann den Office social remboursabel Hëlfelefe ginn oder sougenannte „Secoursen“, déi net rembourséiert musse ginn.

Den Artikel 7 Alinea 9 vum Gesetz erlaabt dem Office social, vum Beneficiaire en aktiivt Matschaffen anzefuerderen („En contrepartie de l'aide sociale accordée, l'office social est en droit de demander une participation active de la part des bénéficiaires aux mesures destinées à rétablir leur autonomie.“). De Conseil d'administration decidéiert, ob an ënnert wéi enger Form hien eng Participatioun vum Beneficiaire afuerdert an tranchéiert och, ob d'Hëllef ënnert Form vum engem „secours financier“ oder enger „avance remboursable“ zougestane gëtt.

En aktiivt Matschaffe muss net onbedéngt e Remboursement vum Beneficiaire bedeuten. E rekurrent Beispill vum aktivem Matschaffen ass d'Fuerderung un de Betraffenen, d'Gestioun vu sengem Budget reegelméisseg mam Assistant social duerchzekucken.

D'Artikelen 31 an 32 vum Gesetz sinn nëmme bedéngt eng Äntwert op d'Fro vum engem méigleche Remboursement.

Den Artikel 31 fousst op zwou spezifesch Situatiounen:

- eng éischt, wou den Office social géif feststellen, datt de Beneficiaire net éierlech bei senger Demande war an net all relevant Informatiounen zu senger finanzieller Situatioun matgedeelt hätt;
- eng zweet, wou de Beneficiaire, nodeems hien eng Hëllef vum Office social kritt huet, zu eng substaantieller Verbesserung vu sengem finanzieller Situatioun komm wier (zum Beispill duerch eng Ierfschaft).

Den Artikel 32 vum Gesetz geet iwwert déi regulär Sozialhëllef vum Gesetz eraus a gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet, eege sozial Leeschungen ze definéieren, déi den Office social, am Kader vum engem speziellen Arrangement, fir d'Gemeng(en) ausféiere géif. Am deemolege Gesetzesprojet liest ee follgende Commentaire zum Artikel: „Liberté est laissée à l'autonomie communale de faire plus que le minimum contenu dans le projet de loi commenté ci-avant. Toutefois, il est retenu que si des actions supplémentaires étaient décidées, et qu'elles devraient être exécutées par



l'intermédiaire du service d'aide sociale, elles sont facturées par ce dernier à la, ou respectivement les communes impliquées."

Nouvelles techniques génomiques | Question 0091 (08/12/2023) de Mme Joëlle Welfring (dé gréng)

Les 10 et 11 décembre 2023 se tiendra le Conseil de l'Union européenne « Agriculture et pêche » lors duquel le Conseil entend, entre autres, dégager une position commune des États membres sur la proposition de règlement relatif aux nouvelles techniques génomiques (NGT).

En date du 20 octobre 2023, 10 organisations écologistes et agricoles ont fait part de leurs préoccupations concernant la précitée proposition de la Commission européenne, détaillant les effets néfastes potentiels de la proposition sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que sur les droits des consommateurs. Souignant l'importance du principe de précaution, de la transparence et de l'évaluation approfondie des risques, les organisations ont demandé que le Luxembourg s'exprime clairement contre la proposition de la Commission européenne.

Étant donné que le programme gouvernemental reste muet sur la question des organismes génétiquement modifiés et des nouvelles techniques génomiques, je me permets de poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture concernant la position du Gouvernement sur les nouvelles techniques génomiques :

– Comment Madame la Ministre se positionnera-t-elle sur la question des nouvelles techniques génomiques lors du Conseil « Agriculture et pêche » des 10 et 11 décembre ? Plus précisément, quelle sera la position de Madame la Ministre sur la répartition des NGT en deux catégories, l'analyse de risque détaillée pour tous les NGT, l'application du principe de précaution et l'étiquetage des NGT ?

Réponse (05/01/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Concernant la répartition des NGT en deux catégories, les modifications apportées à la proposition initiale par la présidence espagnole renforcent clairement le classement des nouvelles techniques génomiques en deux catégories. La première catégorie est proche des plantes conventionnelles alors que la deuxième catégorie a un statut similaire aux organismes génétiquement modifiés tels que nous les connaissons actuellement.

Cette approche est basée sur le fait que contrairement aux OGM « classiques », obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes. Voilà d'ailleurs pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019 (1) de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

Concernant l'analyse des risques, les plantes issues de la 2^e catégorie sont soumises à une analyse des risques au cas par cas similaire à celle appliquée aux OGM « classiques ». Les plantes de catégorie 1, qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle, feront l'objet d'une procédure de vérification simplifiée, sur la base de critères définis dans la proposition. Ce choix a été fait pour permettre une innovation rapide qui devrait permettre à l'agriculture de s'adapter notamment au changement climatique.

Le règlement sur les nouvelles techniques génomiques constitue une lex specialis de la réglementation sur les organismes génétiquement modifiés qui est elle régie par le principe de précaution. En effet les articles 1 et 4 ainsi que l'annexe II imposent des obligations aux EM dans ce sens.

Par ailleurs dans ce cadre, les modifications apportées par la présidence espagnole permettent aux États membres d'avoir recours pour la catégorie 2 aux dispositions de la directive (UE) 2015/412 en ce qui concerne la possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seront tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique.

Les deux catégories sont interdites dans l'agriculture biologique.

Les discussions au Conseil Agriculture et pêche du 11 décembre 2023 n'ont pas permis d'aboutir à une orientation générale sur le dossier.

Le Luxembourg s'est abstenu lors de la procédure de vote, notamment en raison du recours aux brevets sur les nouvelles techniques de catégorie 1. En effet, nous considérons que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevetabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs.

Construction d'hôtel à Rodange | Question 0092 (08/12/2023) de M. Marc Goerges (Piraten)

Zu Rodange gëtt de Bau vun engem Jugend- a Familljenhotel geplangt. Dëse Projet stéisst op Widderstand vu Biergerinnen a Bierger aus der Gemeng, well een hei op der Grenz zu engem Natura-2000-Gebitt wäert eng gréisser Fläch versigelen, op Käscht vum der Natur. A menge viregte parlamentaresche Froen N° 7489 a 7758 hate mir eng Rëtsch Bedenken opgeworf, déi och vusäit vu lokale Biergerinitiativen opgefouert goufen, notamment, dass d'Etüd iwwert den Ëmweltimpakt eng Rëtsch Punkten net berécksiichtegt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass den neien Ëmweltminister der Meenung, dass den Dossier fir de Bau vum Hotel komplett genuch war an huet hie keng weider Bedenken zu dësem Projet a sengem Impact op d'Fauna a Flora?

2. Wäert den neien Ëmweltminister eng nei Ëmweltimpaktetüd ausstellen?

Réponse (11/01/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Wéi den éierewäerten Deputéierte ganz richtig seet, gouf dee Sujet schonn a viregte parlamentaresche Froen thematiséiert. Fir d'Detailer verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7558 vum 7. Februar 2023.

Allegueren déi néideg Informatiounen louchen zum Zäitpunkt vun der Decisioun vum 3. Juli 2022 vir, dofir gëtt et keng Ursaach, déi Decisioun a Fro ze stellen.

Cadre réglementaire européen sur l'intelligence artificielle | Question 0093 (11/12/2023) de M. François Bausch (déi gréng)

Du 6 au 8 décembre, la proposition de cadre réglementaire sur l'intelligence artificielle de la Commission européenne (« AI Act ») a fait l'objet d'un dernier trilogue à Bruxelles. Dans ce contexte, l'un des principaux points de contention entre les positions du Conseil et du Parlement européen porte sur la liste des systèmes d'IA interdits dans l'Union. Ainsi, le Parlement a, dans sa position de négociation, souhaité interdire l'utilisation des systèmes d'identification biométrique dans l'Union tant pour les utilisations en temps réel que pour un usage ex post (sauf en cas de criminalité grave et d'autorisation préjudicielle en vue d'un usage ex post) et pas seulement l'utilisation en temps réel, comme l'a proposé la Commission. En outre, le Parlement a souhaité interdire tous les systèmes de catégorisation biométrique utilisant des caractéristiques sensibles, les systèmes de police prédictive (fondés sur le profilage, la localisation ou le comportement criminel passé), les systèmes de reconnaissance des émotions et les systèmes d'IA utilisant l'extraction indiscriminée des données biométriques provenant des médias sociaux ou des séquences de vidéosurveillance.

Alors qu'il reste un certain nombre de détails techniques à clarifier, divers médias spécialisés estiment que les interdictions en matière d'utilisation des systèmes d'identification biométrique susvisés se sont vues limiter dans l'accord politique trouvé lors du trilogue susvisé. Ainsi, l'interdiction des systèmes de reconnaissance faciale et émotionnelle contiendrait des exceptions visant notamment l'utilisation par les autorités policières et pour le contrôle des flux migratoires. De même, l'utilisation de systèmes d'identification biométrique pour un usage ex post ne serait pas interdite, mais seulement catégorisée comme « à haut risque ». Enfin, l'utilisation de systèmes de police prédictive ne serait pas non plus prohibée.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les interdictions en matière d'utilisation de systèmes d'identification biométrique ont été substantiellement affaiblies, dans le cadre du trilogue, par rapport à la position de négociation du Parlement européen ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'utilisation des systèmes d'identification biométriques telle que rendue possible par l'accord issu du trilogue ?

3) Le Gouvernement entend-il mettre en place ou étendre l'utilisation de tels systèmes au chef des administrations publiques et notamment des autorités policières luxembourgeoises ?

Réponse (15/01/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du



Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Alors qu'un accord final a été annoncé le 9 décembre 2023 par la Présidence espagnole du Conseil de l'UE, les membres du Conseil ne disposent pas encore de texte consolidé. Ceci rend prématurée toute analyse détaillée des dispositions finalement retenues par les participants du trilogue. Dès que le texte consolidé sera disponible, le Gouvernement procèdera à l'analyse de ce dernier.

ad 2) et 3) Au vu de ce qui précède, le Gouvernement ne peut actuellement pas se prononcer sur une éventuelle utilisation de systèmes d'identification biométriques par les autorités policières luxembourgeoises.

Pénurie du médicament Ozempic | Question 0094 (11/12/2023) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Depuis fin 2022 l'Europe connaît une pénurie du médicament Ozempic, utilisé dans le traitement du diabète de type II. Cette pénurie, qui devrait se poursuivre en 2024, est due notamment à la prescription off label de plus en plus répandue de la molécule pour les patients souffrant d'obésité. Cette pratique aurait été grandement encouragée par la multiplication de vidéos sur les réseaux sociaux vantant les mérites du médicament pour la perte de poids.

Afin de garantir la disponibilité du médicament pour les patients diabétiques, le Ministère de la Santé a issu des circulaires en dates du 18 octobre et du 7 novembre, la première rappelant que l'Ozempic doit être prescrit prioritairement aux patients diabétiques et la seconde insistant que la molécule soit exclusivement prescrite aux patients souffrant de diabète type II.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle d'avis que les mesures préconisées dans les deux circulaires sont suffisantes afin de garantir l'accès au médicament Ozempic aux personnes souffrant de diabète type II ?

2) Quelle est l'évolution en termes de disponibilité de l'Ozempic pour les patients diabétiques depuis la publication des circulaires en question ?

3) Sachant que la pénurie pousse les personnes à se procurer la molécule sur Internet, et que les contre-façons sont de plus en plus fréquentes sur le territoire européen, quelles sont les mesures que le Ministère de la Santé compte prendre pour sensibiliser aux dangers relatifs aux médicaments achetés en ligne ?

Alors que la pénurie actuelle pousse les pays européens à limiter l'accès à l'Ozempic aux patients souffrant de diabète, des molécules similaires sont en train d'être étudiées pour leurs effets de réduction du poids. Ainsi, la France prévoit la mise sur le marché du Wegovy en 2024, une molécule qui devrait être réservée aux patients souffrant d'obésité.

L'accès à ce type de molécule permettrait non seulement de réduire l'engouement actuel pour l'Ozempic, mais pourrait jouer un rôle non négligeable dans la prévention de toute une série de maladies résultant de l'obésité.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre :

4) Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport aux molécules similaires à l'Ozempic et destinées à traiter l'obésité ? Est-ce que leur mise sur le marché ainsi que leur remboursement selon des

critères bien définis sont des pistes prises en considération ?

5) Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (09/01/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour rappel, les circulaires du 18 octobre 2022 et du 7 novembre 2023 visaient à rappeler aux prescripteurs la nécessité de réserver Ozempic uniquement aux patients souffrant de diabète de type 2. Depuis lors, la CNS a décidé de ne rembourser ce médicament que s'il est prescrit, délivré et utilisé conformément à son indication. Le médecin rédigeant l'ordonnance doit désormais indiquer sur la prescription le périmètre d'utilisation conforme aux indications approuvées dans le cadre d'autorisation de mise sur le marché (AMM).

Cependant, nous constatons que malgré les recommandations faites aux médecins par les autorités de ne le prescrire que pour des patients diabétiques de type II et malgré des mesures plus coercitives mises en place dans d'autres pays, le phénomène continue et l'ampleur de la pénurie a atteint un niveau de criticité tel que les médecins qui traitent les patients diabétiques se voient contraints de prescrire des traitements alternatifs.

Face à la persistance des pénuries, il est indéniable que les recommandations ne suffisent pas et que des prescriptions et des délivrances abusives continuent. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale prévoit dans ce sens d'émettre sous peu un arrêté ministériel limitant la prescription d'Ozempic uniquement aux patients souffrant de diabète type 2 et ce pour un délai de 6 mois.

ad 2) Nous constatons que malgré la diffusion des circulaires et malgré la mesure de remboursement conditionnel émise par la CNS, la disponibilité d'Ozempic est toujours restée problématique.

Ozempic fait l'objet de tensions d'approvisionnement depuis avril 2022 au niveau mondial et la situation actuelle de pénuries et de ruptures de stock fait suite à une demande globale accrue pour les médicaments de cette classe thérapeutique (agonistes injectables des récepteurs peptidiques de type GLP-1 du glucagon). Cette situation est associée aux difficultés des firmes à augmenter la capacité de fabrication pour répondre à la demande croissante.

Cette demande croissante reflète l'augmentation de son utilisation dans le traitement du diabète de type 2, mais elle reflète aussi, malheureusement, l'utilisation détournée à des fins d'amaigrissement, pratique largement véhiculée sur les réseaux sociaux.

ad 3) Le ministère publie régulièrement des informations à l'attention des citoyens sur le site sante.lu. En ce qui concerne l'achat de médicaments en ligne, un dossier thématique est accessible sur le site avec des mises en garde et conseils.

(<https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/m/medicaments-humains/achat-medicament-internet.html>).

ad 4) Le Wegovy est un médicament à base de semaglutide (comme Ozempic) qui possède une autorisation de mise sur le marché européenne suite à l'évaluation de l'Agence européenne des médicaments (EMA). La firme Novo Nordisk A/S qui fabrique les deux produits procède actuellement aux démarches permettant la commercialisation dans les différents pays de l'UE.

En ce qui concerne la mise sur le marché de ce médicament, elle se fera selon la législation nationale en

vigueur⁹ et selon l'indication autorisée. Wegovy est indiqué en complément d'un régime hypocalorique et d'une augmentation de l'activité physique dans le contrôle du poids, notamment pour la perte de poids et le maintien du poids, chez des adultes avec un indice de masse corporelle (IMC) initial de : $\geq 30 \text{ kg/m}^2$ (obésité), ou $\geq 27 \text{ kg/m}^2$ et $< 30 \text{ kg/m}^2$ (surpoids) en présence d'au moins un facteur de comorbidité lié au poids tel qu'une dysglycémie (prédiabète ou diabète de type 2), une hypertension artérielle, une dyslipidémie, un syndrome d'apnée obstructive du sommeil ou une maladie cardiovasculaire.

En ce qui concerne le remboursement, il faudra effectivement tenir compte du service médical rendu et du coût pour notre système de sécurité sociale. Nous avons noté que la Haute autorité de santé en France émet un avis¹⁰ favorable uniquement chez l'adulte ayant un indice de masse corporelle (IMC) initial $\geq 35 \text{ kg/m}^2$ et âgé ≤ 65 ans en cas d'échec de la prise en charge nutritionnelle bien conduite ($< 5\%$ de perte de poids à six mois). Le maintien de cet avis est conditionné à la réévaluation de Wegovy dans un délai maximum de 2 ans sur la base des résultats de l'étude de phase III SELECT évaluant le risque d'événements cardiovasculaires chez des patients en situation de surpoids ou d'obésité ayant déjà présenté des événements cardiovasculaires.

Enfin, s'agissant de la même molécule (semaglutide) pour les deux médicaments (Ozempic et Wegovy) et qui sont fabriqués par la même firme (Novo Nordisk A/S), le positionnement du ministère suit la stratégie de l'Agence européenne des médicaments qui consiste à également identifier d'autres firmes aptes à fabriquer des médicaments similaires et à les encourager à entamer les démarches afin de les mettre rapidement sur le marché. Des discussions à ce sujet sont actuellement en cours au niveau des groupes européens de gestion des pénuries de médicaments, dont le Medicines Shortages Steering Group (MSSG) et le groupe de travail Medicines Shortages Single Point of Contact (SPOC), auxquels participe activement la Division de la pharmacie et des médicaments.

Le positionnement du ministère vise à réduire la dépendance vis-à-vis d'une firme unique et de permettre de diversifier le portefeuille de produits disponibles pour les patients.

ad 5) n. a.

Contrôles policiers au piquet de grève d'Ampacet | Question 0095 (11/12/2023) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Depuis le 27 novembre, une grande partie des salarié.e.s de l'entreprise Ampacet Luxembourg SARL à Dudelange est en grève. Un piquet de grève est installé à proximité de l'entrée de l'usine avec une permanence assurée par les salarié.e.s en grève et des membres du syndicat.

Selon mes informations, la Police grand-ducale a récemment procédé à la vérification des identités des personnes se trouvant au piquet de grève à l'écart de l'entrée de l'usine, sans que ces personnes ne soient

⁹ Loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des « médicaments » (telle qu'elle a été modifiée) ; Règlement grand-ducal du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments (tel qu'il a été modifié) ; Règlement grand-ducal du 29 avril 1983 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'experts chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché des « médicaments » (tel qu'il a été modifié). Explications sur les procédures disponibles ici : <https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/pharmacies-et-medicaments/medicaments-humains/autorisation-mise-sur-le-marche.html>

¹⁰ https://www.has-sante.fr/upload/docs/evamed/CT-19927_WE-GOVY_PIC_INS_AvisDef_CT19927.pdf



impliquées dans des actions d'obstruction de l'entrée. De tels contrôles n'ont pas été effectués durant les dix premiers jours de la grève et pourraient être interprétés comme des tentatives d'intimidation.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pouvez-vous confirmer que des membres de la Police grand-ducale ont procédé à des contrôles d'identité de personnes se trouvant au piquet de grève, sans que ces personnes ne soient impliquées dans des actions d'obstruction de l'entrée ?

2) Dans l'affirmative de la première question, pouvez-vous m'expliquer la raison de ces contrôles d'identité et me dire s'il s'agit d'un changement de pratique récent, respectivement si vous avez donné des consignes en ce sens ?

3) N'êtes-vous pas d'avis que de tels contrôles sont susceptibles d'affaiblir le droit de grève garanti par la Constitution ?

Réponse (11/01/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad1) et 2) La police confirme avoir procédé à des contrôles d'identité de personnes se trouvant au piquet de grève devant l'entrée de l'usine Ampacet.

Elle a dû intervenir à plusieurs reprises car l'accès au site avait été obstrué par des personnes participant au piquet de grève. Dans le cadre de ces interventions, des procès-verbaux ont dû être dressés, entre autres à cause d'un accident de la circulation provoqué par des personnes participant au piquet de grève, ou encore pour rébellion avec armes à l'encontre de personnes qui avaient jeté des pétards en direction des policiers.

Les contrôles d'identité ont été effectués dans l'exécution de la mission de police judiciaire, dans le cadre de laquelle la police a pour tâche de rechercher les crimes, les délits et contraventions, de les constater, d'en rassembler les preuves, d'en donner connaissance aux autorités judiciaires, de rechercher, saisir, arrêter et mettre à la disposition de l'autorité judiciaire les auteurs, dans les formes déterminées par la loi.

Je tiens en outre à préciser que, hormis le cas visé à l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, où il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le ministre ne peut pas donner instruction à la police de procéder à des contrôles d'identité. Ces contrôles relèvent des mesures de police administrative.

ad 3) Je ne vois pas en quoi les contrôles d'identité effectués par la police dans le contexte décrit ci-dessus seraient de nature à affaiblir le droit de grève.

Déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA | Question 0096 (12/12/2023) de Mme Carole Hartmann (DP)

Au Luxembourg, les héritiers en ligne non directe doivent déposer une déclaration de succession auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA endéans un délai de six mois à compter de la date du décès s'il intervient au Grand-Duché.

Il me revient que dans un certain nombre de cas, ce délai est dépassé. Une conséquence du dépôt tardif des déclarations est celle qu'une taxe de 10 % doit être payée à l'État, en supplément des droits de succession à payer.

Le cadre légal et notamment les délais en la matière sont issus d'une loi du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Madame et Monsieur les Ministres, y a-t-il déjà eu des réflexions concernant une adaptation des délais pour les déclarations de succession ?

– Est-ce qu'une réévaluation et une modernisation de la loi sous référence seraient concevables ?

Réponse (10/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Suivant l'article 9 de la loi modifiée du 27 décembre 1817 pour la perception du droit de succession, le délai pour déposer la déclaration de succession est de six mois, si le décès a lieu dans le territoire du Grand-Duché. Ce même article prévoit en outre que ce délai peut être prolongé par décision du directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, suivant qu'il sera jugé nécessaire au vu d'une demande écrite présentée par un héritier présomptif. En vertu de l'article 10, alinéa 1^{er}, de ladite loi, il est à payer au profit de l'État un droit en sus de 1/10^e du droit dû, si les déclarations ne sont pas faites dans les délais prescrits ou prolongés par décision directoriale.

Avant de procéder à une telle sommation et donc à la mise en compte de l'amende précitée, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA prend soin d'aviser les personnes concernées des déclarations à faire en la matière.

En considération de ce qui précède, il n'est à ce stade pas envisagé d'adapter les délais légaux. D'autres modifications ponctuelles de la loi de 1817 se font en cas de besoin.

Logements abordables | Question 0098 (12/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Koalitionsaccord gött d'Penurie vun abordablem Wunnraum als eng vun de prinzipiellen Eerausfuerrunge vun Lëtzebuerg duergestallt. An dësem Kontext hu laut Regierung och d'Gemengen eng wichteg Roll a sollen zu méi abordablem Wunnraum bäidroen. Et verwonnert also net, dass a ville budgetäre Propose vun de Schäfferéit an eisem Land Acquisitiounen vun Terrainen, Projeten oder och konkret Bauintiative budgetéiert gi fir d'Joer 2024.

Et gött awer, wéi a ville Beräicher, och hei immens ënnerschiddlech Ausgangssituatiounen, jee no Gemeng. Et ass zum Beispill gewosst, dass d'Gemenge Stand 2021 534 Hektar Bauland zur Verfügung hatten (Note 29 Observatoire de l'habitat), mee et ass net gewosst, wéi vill Wunnengen a Gemengenhänd sinn oder Terrainen, wou eng Emphyteose um Terrain drop ass.

Fir kënnen an aller Transparenz den Impakt vun der Wunnengspolitik méi genau ze bewäerten, brauch et och offiziell Zuelen iwwert den aktuelle Bestand a Gemengenhänd.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministernen eis matdeelen, wéi héich den aktuelle Stock u Wunnengen ass, déi am Besëtzt vun den eenzele Gemenge sinn?

2. Wéi vill Wunnengen goufen an de leschten zwee Joer vun der Gemenge gebaut an duerch de Staat subventionéiert ënnert dem Regime vun den Aides à la pierre (Loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement)?

3. Kann d'Regierung eis matdeelen, wéi vill Wunnengen pro Gemeng aktuell ënnert déi follgend Kategorie falen an net vun der SNHBM oder dem Fonds du logement gëréiert ginn?

- Logements en location abordable
- Logements en gestion locative sociale
- Logements en vente abordable
- Logements en vente à coût modéré

Réponse (15/01/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Déi aktuellst Zuelen, déi ons virleien, si vum Joer 2022.

Op den 31.12.2022 waren 1.461 locativ Wunnengen am Besëtzt vu Gemengen, déi ënnert dem Regime vun den „aides à la pierre“ subventionéiert goufen.

Eng méi detailléiert Oplëschtung vun de Wunnengen pro Gemeng ass am Rapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement nozeliesen (Annex 10.4).

Am Kader vum Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2023 sinn dës Zuelen amgaangen aktualiséiert ze ginn.

ad 2. Am Joer 2022 si visäite vun de Gemengen 107 Wunnengen an der Location abordable fäerdeggestallt ginn. Am Joer 2021 waren et 59 nei locativ Wunnengen, déi bei der Gemenge fäerdeggestallt goufen.

Am Joer 2021 sinn 156 Wunnengen mat der Gemenge konventionéiert ginn (Annex 7.2 vum Rapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement fir 2021).

Am Joer 2022 si 35 Wunnengen mat der Gemenge konventionéiert ginn (Annex 10.2 vum Rapport vum Fonds spécial de soutien au développement du logement fir 2022).

Am Kader vum Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2023 sinn dës Zuelen amgaangen aktualiséiert ze ginn.

ad 3. Dës Kategorie sinn duerch dat neit Gesetz vum 7. August 2023 agefouert ginn. De Registre national des logements abordables (RENLA) ass aktuell an der Entwécklung a wäert et eis erlaben, an den nächste Jore präzis Statistiken ze erhiewen.

Aus dem Rapport iwwer de Fonds spécial fir d'Joer 2022 geet allerdéngs ervir, datt 2/3 vun den abordable Wunnengen vun der SNHBM an dem Fonds du logement gebaut ginn. Zemoools am Kader vun der Vente sinn dës Acteuren ausschlaggebend, well d'Gemenge sech an der Reegel ganz staark op d'Location konzentrieren.

Augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage | Question 0099 (13/12/2023) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Nous observons ces dernières années une augmentation inquiétante des attaques d'hameçonnage (phishing). De plus, ces attaques deviennent de plus en plus sophistiquées, de sorte qu'il est difficile de les déceler.

Citons par exemple le cas de la Caisse nationale de santé, victime d'une vaste campagne d'hameçonnage via SMS. Ou encore le cas d'appels téléphoniques frauduleux où les auteurs se sont fait passer pour des agents de la société LuxTrust SA. Cependant, le plus souvent, ces attaques sont opérées via des courriers électroniques. Dans tous les cas, cette pratique malveillante a pour but de tromper et d'escroquer les utilisateurs. L'objectif est d'amener les utilisateurs à révéler des informations financières, des informations d'identification ou d'autres données sensibles ou personnelles.



Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'il existe des données statistiques sur ce phénomène ? Notamment sur le nombre d'attaques enregistrées ces dernières années ? Sur le nombre de plaintes reçues ou encore le nombre de personnes lésées ?

2) Est-il possible d'estimer les dommages causés par l'hameçonnage au Luxembourg ?

3) Dans combien de cas les poursuites judiciaires ont-elles abouti à des condamnations et à un dédommagement des personnes lésées ?

4) Combien de personnes au sein de la police et des services judiciaires sont en charge de ce dossier ?

5) Est-ce qu'il existe une coopération policière en la matière au niveau européen et international ?

6) Quelles sont les recommandations aux victimes ? Vers quels services peuvent-elles se tourner ?

7) Quelle est la responsabilité des opérateurs de télécommunications ?

8) Existe-t-il des obligations légales pour les opérateurs, notamment l'application de filtres pour minimiser le phénomène ?

9) Qu'est-ce que le Gouvernement entend entreprendre pour contrer ce phénomène ?

10) Ce sont souvent – mais pas exclusivement – des personnes âgées qui sont victimes de ces arnaques. Existe-t-il des campagnes de sensibilisation spécifiques, tant pour cette partie plus vulnérable de notre population que pour le grand public en général ?

Réponse (16/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les cyberattaques et la cybercriminalité augmentent sensiblement en nombre et en sophistication au Luxembourg ainsi que dans toute l'Europe, avec une tendance qui devrait encore davantage s'accroître à l'avenir.

Les attaques d'hameçonnage sont une forme d'escroquerie qui vise à voler les informations personnelles des utilisateurs. En ce qui concerne le nombre d'affaires en matière d'hameçonnage ou phishing au Luxembourg, celui-ci est passé de 28 affaires en 2020 à 1.310 affaires en 2023.

Les données ou statistiques en rapport avec la cybersécurité et les attaques informatiques sont publiées dans le rapport que l'Agence nationale de cybersécurité au service de l'économie luxembourgeoise et des communes, devenue la Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), a récemment publié « A Comprehensive Market Study on Cybersecurity Challenges and Opportunities in Luxembourg's SME Sector » (<https://observatory.nc3.lu/market-intelligence-library/report-2023/>). De plus, le CIRCL et NC3 publient régulièrement des statistiques par rapport aux menaces, dont le phishing, sur leurs sites Internet (<https://circl.lu/opendata/statistics/> et <https://observatory.nc3.lu/observatory-bulletin/2023/2/>).

Aussi, la Police grand-ducale publie chaque année les chiffres de la délinquance.

ad 2) La Police grand-ducale ne dispose ni de statistiques spécifiques ni d'estimations des dommages causés en lien avec ce phénomène spécifique.

ad 3) À l'heure actuelle aucune condamnation n'a été prononcée pour une affaire de phishing.

ad 4) Au sein de la Police grand-ducale chaque policier peut prendre en charge des plaintes dans le cadre d'une affaire de phishing.

Au sein des parquets Diekirch et Luxembourg, une équipe de 5 personnes au total est en charge de ces dossiers.

ad 5) Lorsque des liens internationaux entre diverses séries de phishing sont constatés, ceux-ci sont évidemment discutés, notamment au sein d'institutions européennes telles qu'Europol.

ad 6) La Police grand-ducale informe sur son site Internet et à travers les médias sur le sujet de l'hameçonnage et dirige les visiteurs via un lien sur le site Internet BEE SECURE avec des informations supplémentaires.

ad 7) et 8) Face à l'augmentation des appels frauduleux ayant recours à des numéros géographiques luxembourgeois en provenance de l'étranger constatée par les opérateurs de communications électroniques ces derniers temps, l'ILR a adopté le 8 janvier 2024 le règlement ILR/T24/1 relatif au blocage des appels provenant de numéros géographiques au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg. Afin de protéger les clients finaux d'appels frauduleux, les opérateurs peuvent désormais bloquer les appels provenant de numéros géographiques luxembourgeois au départ d'un pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg, s'ils disposent d'éléments suffisants qui leur permettent de déduire que ceux-ci poursuivent des objectifs frauduleux. En cas de blocage injustifié d'un numéro, une procédure de recours est prévue.

ad 9) Les efforts et les investissements du Gouvernement en matière de cybersécurité de ces dernières années renforcent la protection des citoyens et des entreprises face aux attaques informatiques de tout type. Le Ministère de l'Économie a commencé à investir dans la cybersécurité il y a 20 ans. C'est ainsi qu'un secteur aux activités diversifiées autour de la cybersécurité a progressivement vu le jour et qu'est née l'Agence nationale de cybersécurité au service de l'économie luxembourgeoise et des communes, initialement connue sous le nom Securitymadein.lu et désormais nommée Luxembourg House of Cybersecurity (LHC). Ceci s'inscrit dans l'exécution du programme gouvernemental dans lequel le Gouvernement s'engage à renforcer « les moyens techniques et humains pour lutter efficacement contre la cybercriminalité » (dans le chapitre digitalisation) et « lancera un programme SME Package Cyber Security pour accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans la mise en place de mesures de sécurité informatique », comme inscrit sous le chapitre Cybersécurité, qui annonce également la création du « Luxembourg House of Cybersecurity » pour récolter « les données concernant les menaces et vulnérabilités [...] ». Le Gouvernement a également inscrit dans son programme sous le chapitre Renforcement de la sécurité d'approvisionnement qu'il allait fournir « un effort concerté au niveau des ministères concernés, du Haut-Commissariat à la protection nationale, des gestionnaires de réseau et d'autres acteurs concernés du secteur. Une attention particulière sera accordée à la cybersécurité, à l'interdépendance avec d'autres secteurs (dont par exemple les télécommunications) et aux exercices de crise. »

La LHC propose, entre autres, des lieux d'accueil pour les citoyens (initiative BEE SECURE), pour les acteurs de la recherche et de l'innovation (Digital Innovation Hub, Digital Learning Hub), ainsi que pour les startups dans le domaine de la cybersécurité. La LHC consolide ses activités sur 2 centres d'expertise :

– CIRCL (Computer Incident Response Centre Luxembourg), pour la gestion d'incidents et la promotion d'échanges et de renseignements sur la menace cyber,

– NC3 (National Cybersecurity Competence Centre), qui représente notamment le Luxembourg en tant que centre national de coordination au sein du réseau du Centre européen de compétences en matière de cybersécurité.

En ce qui concerne les entités de poursuite nationales, le Gouvernement leur mettra à disposition les ressources personnelles et matérielles requises pour lutter contre la cybercriminalité.

Enfin, la police continue de sensibiliser la population aux attaques et arnaques via son site Internet et les médias.

ad 10) La « Cybersecurity Week Luxembourg » est importante en vue de la sensibilisation. Celle-ci se déroule tous les ans pendant le mois dédié à la cybersécurité au niveau européen et des événements de sensibilisation sont organisés. L'écosystème public de la cybersécurité a publié en 2021 un outil antispam et antiphishing important pour combattre le hameçonnage nommé SPAMBEE (<https://www.beesecure.lu/fr/tool/outil-anti-spam-et-anti-phishing/>) ainsi que des conseils pratiques (https://www.beesecure.lu/wp-content/uploads/2023/09/153_risques-sur-internet-ua.pdf ou encore <https://police.public.lu/fr/prevention/dangers-sur-internet/phishing.html>).

De plus, la Police grand-ducale ainsi que BEE SECURE lancent régulièrement des campagnes de sensibilisation sur le sujet du phishing.

Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ | Question 0100 (13/12/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ vun 2018 gouf festgehalen, dass eng reegelméisseg Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum Plang géif gemaach ginn. Konkreet heescht et am Dokument:

Afin de garantir la bonne mise en œuvre du présent plan d'action, un comité interministériel LGBTI sera créé, sous la présidence du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Ce comité aura pour mission le suivi de l'implémentation du présent plan, une évaluation régulière de ses objectifs et actions, ainsi que la proposition de nouvelles priorités, objectifs et actions. Un bilan intermédiaire externe aura lieu après trois ans, suivi d'une évaluation externe après cinq ans. Le comité pourra se faire aider dans ses tâches par des experts, notamment les institutions des droits humains, les représentants de la société civile ou des experts par expérience.

Am neie Koalitionsaccord steet dann och, dass d'Regierung de Plan d'action national LGBTIQ adaptéiere wëll.

An deem Zesammenhang wëllt mir der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. Goufen 2021 an 2023, esou wéi et geplangt war, extern Evaluatiounen an Optrag ginn?

2. Wien huet den Optrag/d'Optrag erhalen, wéi vill hunn se kascht a wou sinn d'Aarbechten un den externen Evaluatiounen drun?

3. Sinn d'Resultater vun den/der Evaluatioun(en) der Regierung schonns iwwermittelt ginn?

Falls jo: Kann d'Regierung d'Haaptresultater skizzéieren an opleschten, wéi eng Gelder konkret fir d'Ëmsetzung vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ ausgi goufen an u wien se gaange sinn?

4. Sinn d'Resultater vun den/der Evaluatioun(en) ganz oder deelweis ëffentlech zougänglech?

Falls jo: Wou?

Falls nee: Firwat net?

5. Wéi eng Projeten/Mesurë wäerten 2024 am Kader vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ ëmgasat oder ënnerstëtzt ginn?

Kann d'Regierung scho soen, wéi eng Gelder 2024 konkret an d'Ëmsetzung vum Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ sollen investéiert ginn an u wien se wäerte goen?

Réponse (10/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Déi éischt Tëschevaluatioun vum nationalen LGBTI-Aktiounsplang war 3 Joer nom Ulafe virgessinn, dat heescht ab Juli 2021. De Familljeministère, deen deemools zoustänneg vum Dossier war, huet am Februar 2022 e Kontrakt mat der Universitéit Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Dës Aarbechten hu bis Enn 2023 gedauert, esou dass déi zweet Evaluatioun nach net an Optrag gi gouf.

ad 2. Den Optrag un d'Uni Lëtzebuerg bezitt sech op d'Budgetsjoren 2022 an 2023, an huet insgesamt 110.477,40 € kascht (94.890 HTVA). Déi lescht Validatioun sinn am Moment um Lafen.

ad 3. D'Resultater vun der Evaluatioun leien nach net ofschléissend vir.

Den Tëschebilan besteet aus zwee Deeler. Op där enger Säit gouf mat all de Ministère gekuckt, wéi eng vun den 93 Aktiounen vum Aktiounsplang schonn ëmgasat goufen, aus wéi enge Grënn déi aner Aktiounen nach net ëmgasat goufen a wéi den Zäitplang fir dës Aktiounen ausgesäit. E groussen Deel vun den Aktiounen sinn an der Ëmsetzungsphas oder konnte schonn ofgeschloss ginn. Op där anerer Säit gouf analyséiert, wéi eng nei Prioritéiten, Zilgruppen, Ziler an Aktiounen an de Plang sollen opgehoen ginn. Hei war den Optrag, fir op d'Zivilgesellschaft an op d'Menschenrechtsinstitutionen duergoen, fir a Gespräicher nei Prioritéite fir de Plang ze identifizéieren.

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit koordinéiert zënter dem Regierungswissel d'Politick am Beräich LGBTIQ+. Am Ganze sinn 10 Ministère an eng ganz Rei aner Organisation an Acteuren um Terrain aktiv an der Ëmsetzung vun de verschiddenen Aktiounen bedeelegt. Aus dësem Grond gëtt et keng detailléiert Opschlësselung vun de finanziellen Ausgabe fir d'Ëmsetzung vum Plang.

ad 4. Well déi lescht Validatiounen nach ausstinn, sinn d'Resultater nach net ëffentlech zougänglech. Soubal d'Evaluatioun integral virläit, wäert de Ministère mat allen implizierten Acteuren d'Konklusiounen diskutéieren an dës och der Ëffentlechkeet zougänglech maachen.

ad 5. Op Basis vun der Tëschevaluatioun wäerte mir kucken, wéi mir den Aktiounsplang an eis gemeinsam Politick kënnen upassen, fir an den nächste Jore weider Fortschreitter an alle Beräicher ze maachen. Hei brauche mir den Engagement vun der ganzer Regierung a mir wäerten och op eng weider Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft bauen.

Structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf | Question 0101 (13/12/2023) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon mes informations, les résidents d'une des deux unités d'habitation de la structure d'hébergement pour

demandeurs de protection internationale à Esch-sur-Alzette/Neudorf ont dû quitter les lieux hier le 12 décembre. Apparemment, l'immeuble doit être rénové et a pour cela été évacué complètement. Environ 60 résidents sont concernés, parmi eux aussi bien des demandeurs de protection internationale (DPI) que des bénéficiaires de protection internationale (BPI). Ils auraient été informés de cette décision le vendredi 8 décembre, soit 4 jours avant l'évacuation.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Pouvez-vous me donner les raisons de la fermeture de l'unité d'habitation en question ? Quels travaux doivent être exécutés et quelle est la durée prévue des travaux ?

2) Quelle solution a été trouvée pour reloger les personnes DPI ?

3) Qu'est-ce qui est advenu aux personnes BPI qui ont dû quitter des lieux ? Est-ce qu'une solution de relogement a été trouvée pour les BPI ? Pouvez-vous m'assurer que ces personnes ne vont pas se retrouver sur la rue sans abri après la fermeture de leur structure d'hébergement ?

Réponse (16/01/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) La structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (SHTDPI) Esch à Neudorf se voit actuellement confrontée à des problèmes d'humidité. Afin d'y remédier, des réunions avec l'administration des bâtiments publics ont abouti à l'élaboration d'un projet exhaustif d'assainissement des sanitaires, structuré en deux phases. Les bâtiments A et B seront remis en état l'un après l'autre. Les travaux concernent une rénovation complète des sanitaires, incluant les douches et les WC ainsi que la réfection des murs et plafonds endommagés, de même que la remise en état de l'étanchéité, le tout conformément aux règles et normes en vigueur. Durant cette période, le bâtiment A restera habité. La deuxième phase suivra le même processus de rénovation pour le bâtiment B, assurant ainsi une mise à niveau complète et uniforme de l'ensemble des installations sanitaires.

ad 2) Les personnes concernées ont toutes été relogées en urgence, que ce soit dans une autre structure d'hébergement, dans un autre bloc de la structure ou encore temporairement au centre d'urgence Kirchberg à la Luxexpo.

ad 3) Les relogements en urgence ont concerné tous les résidents hébergés, indépendamment de leur statut. L'évacuation temporaire a concerné tant des BPI que des DPI.

Approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg | Question 0102 (13/12/2023) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Le règlement général de police de la Ville de Luxembourg interdit depuis plusieurs années déjà toute mendicité organisée ou en bande ainsi que par des personnes accompagnées de mineurs. Lors de sa séance du 27 mars 2023, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté l'élargissement de cette interdiction « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques » à « toute autre forme de mendicité » et ceci de 07.00 heures à 22.00 heures du lundi au dimanche inclus, pour l'intégralité du centre-ville, pour les grands axes du quartier de la gare, pour les aires de jeux et parkings publics, etc.

Le 15 mai 2023, la Ministre de l'Intérieur précédente a néanmoins refusé, suite au contrôle de légalité, d'approuver cette interdiction communale au motif de sa non-conformité avec la législation nationale et avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Or, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures vient d'annuler le refus de la précédente ministre et a approuvé l'interdiction, pourtant jugée illégale il y a sept mois.

Se pose également la question de la conformité de ce simple règlement général de police communal à la nouvelle Constitution luxembourgeoise, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2023. En effet, elle stipule que toute « limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui. » En l'absence d'une telle base légale explicite, le règlement général de police de la Ville de Luxembourg peut-il être conforme à la Constitution luxembourgeoise ?

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Sur quels arguments juridiques Monsieur le Ministre s'est-il basé pour estimer que l'interdiction communale de la mendicité prémentionnée soit légale en dépit du premier contrôle de légalité négatif ?

2) Sur quels arguments Monsieur le Ministre se base-t-il pour argumenter la conformité avec la nouvelle Constitution, considérant l'absence manifeste du cadre légal précis requis par la Constitution ?

Réponse (12/01/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je me réfère aux extraits pertinents de ma décision de retrait du refus d'approbation du 11 septembre 2023 que j'avais d'ailleurs présentée et expliquée à la Commission des Affaires intérieures en date du 12 décembre 2023 et à la Chambre des Députés à l'occasion de l'heure d'actualité du 19 décembre 2023 :

« J'ai procédé à une réévaluation du refus d'approbation à la lumière du recours en annulation que votre commune a dirigé à l'encontre de la décision du 15 mai 2023, notifié au Ministre de l'Intérieur en date du 17 août 2023.

[...]

Le refus d'approbation de l'article 42 du règlement de police général quant à lui était principalement fondé sur l'absence de preuve quant à la réalité des troubles à l'ordre public résultant de la mendicité, sur la disproportionnalité de la mesure et sur la non-conformité à la législation nationale et le droit international.

Le recours fait état d'une série de réclamations et de plaintes écrites, adressées aux autorités de la Ville de Luxembourg, témoignant de faits dont des personnes mendiants sont les auteurs : agressivité, menaces, injures, insultes, ivresse publique, atteintes à la moralité publique et autres, souvent accompagnés de bruits excessifs tant de jour que de nuit. Les récits des plaignants, étayés par des faits supplémentaires évoqués par le mandataire de la Ville de Luxembourg, prouvent que les troubles à la salubrité, la tranquillité et la sécurité publiques provenant des comportements des mendiants sont manifestes. Le trouble à l'ordre public étant démontré à suffisance, le conseil communal est non seulement en droit, mais aussi dans l'obligation d'agir tant par des mesures préventives que répressives de manière à maintenir, sinon de rétablir l'ordre public,

notamment par le biais de dispositions appropriées du règlement de police général.

Par ailleurs, et contrairement à l'appréciation en fait à laquelle s'est livré le Ministre de l'Intérieur de l'époque, je considère que l'interdiction de la mendicité dans la Ville de Luxembourg n'est ni générale, ni absolue, mais qu'elle est limitée à des circonstances de temps et de lieu, laissant aux personnes dans le besoin une liberté suffisante pour faire appel à la générosité de leurs concitoyens, afin de subvenir à leurs besoins, si nécessaire.

Je tiens encore à ajouter que la contravention de mendicité simple n'a effectivement pas été abrogée et continue d'exister à l'article 563, point 6°, du Code pénal. Par conséquent, l'interdiction de la mendicité simple par voie de règlement communal, bien que superfétatoire dans l'ordonnancement juridique luxembourgeois, considérant qu'elle est établie à un niveau hiérarchiquement supérieur, n'est pas contraire à la loi.

Finalement, je considère que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme résultant de l'affaire *Lacatus c. Suisse*¹¹ concerne un cas particulier de mendicité, dont la situation personnelle de la personne mendicante en cause, les faits et la sévérité de la peine prononcée à son encontre ne sont pas comparables à l'interdiction de la mendicité que la Ville de Luxembourg entend opérer. En conséquence, il n'est pas possible de conclure à une violation des droits protégés par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, à défaut d'une disproportion de la mesure d'interdiction prise par la Ville de Luxembourg. »

ad 2) Le député avait déjà posé une question identique lors de la Commission des Affaires intérieures du 12 décembre 2023, ainsi que lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés une semaine plus tard, le 19 décembre 2023, en visant plus particulièrement la conformité de l'interdiction de différentes formes de mendicité prévue par le règlement de police général de la Ville de Luxembourg (RPG) à l'égard de l'article 37 de la Constitution.

Il y a lieu de distinguer les articles 41 et 42 du RPG.

L'article 41 était en vigueur avant la révision de la Constitution. Ainsi, la question de la conformité à l'article 37 de la Constitution ne se pose pas. À ce sujet, je renvoie le député à la circulaire du Ministre de l'Intérieur n° 2023-058 du 28 avril 2023 et à un article récent de doctrine luxembourgeoise¹².

En revanche, l'article 42 du RPG est entré en vigueur sous le régime de la Constitution révisée. Cependant, les formes de mendicité agressive réprimées par le RPG ne constituent pas des activités ou des comportements rentrant dans le champ d'application d'une liberté publique quelconque, de sorte que l'article 37 de la Constitution n'est tout simplement pas applicable. Ces formes de mendicité sont interdites par le Code pénal.

Pour le surplus je renvoie aux débats dans le cadre de l'heure d'actualité.

Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schressig | Question 0103 (13/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Joer 2019 huet déi deemoleg Justizministesch fir d'Geburtsdaysfeier vun der Kannerrechtskonvention

virum Comité des droits de l'enfant de l'ONU deklaréiert, dass Lëtzebuerg sech géif e gesetzleche Kader ginn, dee verhënnert, dass Kanner a Prisonge fir Erwuessener ënnerbruecht ginn. Haut, véier Joer méi spéit, ass en entspriechend Gesetz nach net gestëmmt ginn.

Wéi de Presseservice vun der Justiz den 12. Dezember 2023 gemellt huet, gouf dofir rezent och nees e Mannerjärege vum Parquet vu Lëtzebuerg an de Prisong vu Schraasseg placéiert, well déi aktuell Gesetzgebung dat nach erlaabt an an der Sécherheetsunitéit vun Dräibuer keng Plaz war. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher betount iwwerdeems ëmmer nees, dass Mannerjäreger net a Prisonge fir Erwuessener placéiert dierfte ginn an et fir eng Upassung vun de Gesetz an den entspriechenden Infrastrukturen héich Zäit gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mannerjäreger goufen zu Lëtzebuerg säit 2019 an engem Prisong fir Erwuessener ënnerbruecht?

2. Wéi een zäitleche Kader huet sech déi nei Regierung ginn, fir d'Aarbechten un der neier Gesetzgebung fir de Jugendschutz an d'Jugendstroferecht endlech ofzeschlëssen?

3. Hält déi aktuell Regierung un de Pläng vun der virreger fest, dass et e Centre pénitentiaire zu Dräibuer an eng Dezentraliséierung vum CSEE soll ginn? Falls jo: Bis wéini sollen all dës Infrastrukture färdig an operationell sinn? Falls nee: Wéi gesinn der aktueller Regierung hir Pläng aus?

Réponse (16/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi gefroten Zuele befanne sech an der Tabell heidrënner:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

2021 war ee Mannerjärege zweemol an engem Prisong fir Erwuessener an ass dofir och zweemol an der Tabell mat aberechent.

ad 2. Den zäitleche Kader fir d'Aarbechten un der neier Gesetzgebung läit net aleng an der Hand vun der Regierung. Zil ass awer, esou wéi dat och am Regierungsprogramm virgesinn ass, déi Aarbechten esou schnell wéi méiglech ofzeschlëssen.

ad 3. D'Regierung hält un dës Pläng fest.

D'Planung vun dem neie Jugendprisong (Centre pénitentiaire pour mineurs) kënn gutt virun an éischt bautechnesch Mesurë missten direkt kënnen ufänken, soubal déi nei Gesetzgebung bis do ass.

D'Dezentraliséierung vum CSEE ass ee Prozess, dee schonn amgaangen ass. 2020 ass an deem Kontext eng wichteg Etapp mat der Ouverture vun engem Wungrupp zu Bueglenster geholl ginn. Am Moment gëtt un engem weidere Projet geschafft, dee bis 2026 kéint realiséiert ginn. Dës géif erlaben, weider Deeler vum CSEE ze dezentraliséieren.

Sans-abrisme | Question 0104 (13/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Während de kale Wanterméint ass et fir Persounen, déi op der Strooss wunnen, besonnesch schwéier. Grad an den Nuechte kann et bei Minusgrade geféierlech ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dofir verschidde Plazen, wou Persounen ouni feste Wunnsätz e Bett, eppes ze iessen an/oder en Zougang zu sanitären Anlage

kreie kënnen. Mee d'Offer ass begrenzt an net all Persoun, déi op der Strooss leeft, profitéiert dovun. Dat gëllt och fir d'Méiglechkeet, iwwert en Office social eng Adress ze kriegen, wann ee kee Wunnsätz huet. Dofir gëtt et zu Lëtzebuerg Persounen, déi néirens ugemellt sinn a soumat keng legal Adress hunn. Dat werft besonnesch am Kontext vum sougenannten Heescheverbuet Froen op, dat ab e Freiden an der Stad Lëtzebuerg soll ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Opfangbetter a Strukture gëtt et am ganze Land fir Persounen ouni feste Wunnsätz?

Wéi vill Better bidden déi eenzel Strukturen, wéi verdeelen se sech iwwert d'Land an hunn se Better, déi spezifesch fir Persounen vun engem bestëmmte Geschlecht virgesi sinn?

Wéi vill Strukture kënnen Persounen am Rollstull oder mat engem anerem Handicap op huelen?

2. Wéi sinn dës Strukturen am Moment jee weils ausgelascht?

3. Wat geschitt mat Persounen ouni feste Wunnsätz an ouni Pabeieren, déi vun der Police matgehall ginn a sech weeder ausweisen nach eng Adress ugi kënnen?

4. Aktuell si Strof vu 25 Euro bis 250 Euro virgesinn, wann eng Persoun géint dat sougenannten Heescheverbuet verstéisst. Persounen ouni Wunnsätz verfüegen oft net iwwert déi entspriechend finanziell Mëttel, fir esou eng Strof zäitno ze bezuelen.

Wat geschitt mat Persounen ouni feste Wunnsätz, déi d'Stof länger Zäit net kënnen bezuelen?

5. Wat geschitt mat de Suen, déi eng Persoun ouni feste Wunnsätz duerch Heesche gesammelt huet, wann dës vun der Police opgegraff gëtt? Ginn dës Sue saisiéiert?

Réponse (16/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummelien an Accueil finanzéiert aktuell 7 nidderschwelleg Strukture fir obdachlos Mënsche mat enger Gesamtkapazität vu 416 Better. Dobäi kommen déi Strukture fir obdachlos Persounen, déi vun anere Ministère gedroe ginn.

Um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg sinn aktuell véier „haltes de nuit“ verdeelt. Déi véiert „halte de nuit“, geréiert vun Inter-Actions ASBL, ass rezent am Dezember 2023 opgaang. Déi véier Strukturen hunn insgesamt eng Kapazität vu 46 Better. Eng dovun ass exklusiv fir Frae reservéiert, mat enger Kapazität vun 10 Better; all déi aner empfänke souwuel Frae wéi Männer.

Dobäi kommen de Centre Ulysse an den Abrisud, zwee sougenannte „foyers d'urgence“, mat enger Gesamtkapazität vu 70 Better, an deene souwuel Frae wéi Männer iwwernuechte kënnen.

Komplettéiert ginn déi permanent Offere vu Mëtt November bis Mëtt Abrëll duerch d'Wanteraktioun um Territoire vun der Gemeng Sandweiler, mat enger Kapazität vun 300 Better. Heivu sinn 18 Better exklusiv fir Frae reservéiert; dës Unzuel kann awer bei Bedarf ugepasst ginn.

Den Accès fir Persounen mat enger reduzéierter Mobilitéit ass garantéiert duerch d'Komplementaritéit vun den Offeren. Och wann net all Infrastruktur et erlaabt, Persounen mat engem physischen Handicap

¹¹ CEDH, requête 14065/15, n° 31

¹² L'effet sur les règlements existants des nouvelles dispositions constitutionnelles réservant des matières à la loi. Patrick Kinsch, Journal des tribunaux Luxembourg, Juin 2023 / n° 87/15^e année, p. 77

ze hebergéieren, sou ass awer séchergestallt, datt op d'mannst eng Struktur accessibel ass pro Kategorie vun Offer. Iwwert déi nächst Joren ass virgesinn, déi Gebaier, déi haut nach net accessibel sinn, ze amenagéieren, fir se konform zum Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 ze setzen.

Déi genannte Strukturen ginn erweidert duerch Laangzäit-Wunnoffere fir vulnerabel Menagen. Esou huet de Familljeministère 2022 13 Servicer konventionéiert, déi insgesamt 4.471 Persounen an enger Wunnengsdetresse logéiert a begleet hunn. Erweidert gëtt d'Offer dëst Joer duerch d'Ouverture vun engem Altersheem zu Berbuerg fir fréier obdachlos Persounen.

ad 2. Laut den Zuelen, déi dem Ministère virleien, sinn d'„haltes de nuit“ wéi och „foyers d'urgence“ am Prinzip all Nuecht ausgelascht. Aus dësem Grond gëtt d'Offer och kontinuierlech ausgebaut. Esou konnt d'Offer un „haltes de nuit“ am Dezember 2023 duerch eng weider „halte de nuit“ erweidert ginn; fir 2024 ass eng fënneft geplangt.

Am Mount Dezember 2023, hunn an der Moyenne all Owend 222 Persounen an der Wanteraktioun geschlof.

ad 3. Als éischt muss hei ugemierkt ginn, dass net all Persounen, déi kontrolléiert ginn, d'office op de Policebureau matgeholl ginn.

Persounen, déi sech net ausweise kënnen, kënnen enger Identitéitskontroll ënnerzu ginn. D'Konditiounen an d'Prozedur vun enger Identitéitskontroll stinn am Artikel 45 vum Code de procédure pénale. Déi bezitt sech och just op d'Identitéit an net op de Wunnsätz.

Den Artikel 45 vum Code de procédure pénale gesäit Folgendes vir:

„(1) Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires concernant les pièces d'identité, l'entrée et le séjour des étrangers et les contrôles aux frontières du territoire national, les officiers et agents de police judiciaire peuvent inviter à justifier, par tout moyen, de son identité toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer

– qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;

– ou qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ;

– ou qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit ;

– ou qu'elle fait objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ou administrative.

(2) Si l'intéressé refuse ou se trouve dans l'impossibilité de prouver son identité, il peut être retenu sur place ou conduit au poste de police aux fins de vérifications de son identité.

Si la personne retenue est suspectée de dissimuler des objets utiles à la manifestation de la vérité ou des objets dangereux pour elle-même ou pour autrui, il peut être procédé à une fouille de sa personne, conformément à l'article 48-11bis.

(3) La vérification d'identité est faite par un officier de police judiciaire auquel l'intéressé est présenté sans délai. Celui-ci invite l'intéressé à fournir tous éléments permettant d'établir son identité et procède, s'il y a lieu, à toutes opérations de vérification nécessaires.

(4) Dès sa rétention, l'intéressé est informé, par écrit et contre récépissé, dans une langue qu'il comprend, sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés, de son droit de prévenir une personne de son choix et de faire aviser le procureur d'État. Un téléphone est mis à sa disposition à cet effet.

(5) La personne qui fait l'objet d'une vérification d'identité ne peut être retenue que pendant le temps strictement nécessaire à cette opération, sans que sa rétention ne puisse excéder six heures à compter du contrôle effectué en application du paragraphe premier. Le procureur d'État peut, à tout moment, mettre fin à la rétention.

(6) La prise d'empreintes digitales ou de photographies doit être impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée.

Elle ne peut être pratiquée que dans le cadre d'une enquête pour crime ou délit flagrant ou d'une enquête préliminaire ou d'une commission rogatoire ou de l'exécution d'un ordre de recherche délivré par une autorité judiciaire.

Elle doit être autorisée soit par le procureur d'État, soit par le juge d'instruction.

Dans les cas prévus à l'alinéa 2 du présent paragraphe, le procureur d'État peut également ordonner qu'il soit procédé au prélèvement de cellules humaines afin d'établir un profil d'ADN, sous condition que cette mesure soit impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée. Les dispositions des articles 48-3 à 48-6 et 48-8 sont alors applicables.

(7) La vérification d'identité opérée après rétention fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'officier de police judiciaire qui y a procédé. Ce procès-verbal mentionne notamment :

- les motifs de la vérification,
- le jour et l'heure du contrôle effectué,
- le jour et l'heure de sa présentation devant l'officier de police judiciaire,
- le jour et l'heure de sa remise en liberté,
- la déclaration de la personne contrôlée qu'elle a été informée de son droit d'avertir les personnes de son choix ainsi que toutes autres déclarations qu'elle désire faire acter.

Il est présenté à la signature de la personne contrôlée. Si celle-ci refuse de signer, mention est faite du refus et des motifs de celui-ci.

Le procès-verbal est transmis au procureur d'État et copie en est remise à l'intéressé dans le cas prévu par le paragraphe suivant.

(8) Les empreintes digitales et les photographies recueillies en application du présent article peuvent être traitées ultérieurement par la police à des fins de prévention, de recherche et de constatation des infractions pénales. Si la personne contrôlée ne fait l'objet d'aucune enquête judiciaire ou mesure d'exécution, le procès-verbal d'identification et toutes les pièces s'y rapportant ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de conservation et sont détruits dans un délai de six mois sous le contrôle du procureur d'État.”

Dës Prozedur, déi, le cas échéant, och d'Interventioun vun engem Dolmetscher implizéiert, ass ouni Garantie, dass déi richteg Identitéit vun der betroffener Persoun festgestallt ka ginn, besonnesch well d'Identifikationsmittel limitéiert sinn wat d'Verstéiss betrëfft. An deene Fäll sinn nämlech Fangerofdréck huelen, Fotoe maachen a d'Enthuele vu mënschlechen Zellen ausgeschloss.

Des Weidere muss laut dem Artikel 136 vum Gesetz vum 29. August 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration all Auslänner sech ausweise kënnen. Deemo kann d'Police d'Persoun enger Identitéitsiwwerpräiwung ënnerzéien, och wa keng Strofdot geschitt ass.

ad 4. D'Fro geet vun der Viraussetzung aus, datt eng Persoun verurteelt ass weinst Verstouss géint e Policereglement betreffend d'Heescherei.

Am Fall vun enger definitiver Verurteilung, ass de Parquet général zoustänneg fir d'Exekutioun vun de Strofen. D'Exekutioun vun de Geldstrofe gëtt duerch den Enregistrement (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA) gemaach.

Wann et net méiglech ass, fir d'Strof anzadreien, informéiert den Enregistrement de Parquet général, deen dann entscheet, ob d'Bestëmmunge vun den Artikelen 29¹³ an 30¹⁴ vum Code pénal iwwert „contrainte par corps“ applizéiert ginn oder net. Den Artikel 30 gesäit vir, dass d'Dauer vun der Contrainte vun engem Dag pro 100 Euro Geldstrof ass, an een Dag fir Geldstrofe vu manner ewéi 100 Euro.

ad 5. D'Violatioun vun engem Policereglement ass eng Kontraventioun. Den Artikel 31¹⁵ vum Code pénal gesäit vir, datt d'Confiscatioun bei Kontraventionen nëmme ka gesprach ginn, wann d'Gesetz dat virgesäit.

Dorausser léisst sech schléissen, dass d'Suen, déi bei den Heescherte fonnt ginn, net kënnen zwecks spéiderer Confiscatioun saiséiert ginn.

Sollt de Parquet kontaktéiert ginn, well et sech bei der Strofdot ëm ee Vergehen handelt, resp. am Zesammenhang mat engem Vergehen oder Verbriche steet, ënnerläit et de Justizautoritéiten, d'Saisie vun de Suen ze ordonéieren.

Nouvelles techniques génomiques | Question 0105 (13/12/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La Commission de l'agriculture du Parlement européen a adopté, lundi 11 décembre, son avis sur la proposition encadrant l'utilisation des nouvelles techniques génomiques (NTG), prévoyant notamment d'alléger les mesures de traçabilité appliquées à ces plantes.

Le même jour, les ministres de l'Agriculture de l'UE ont échoué à définir une position commune sur ce dossier. Selon un article de presse, huit pays ont voté contre la proposition de la Commission européenne visant une déréglementation des nouveaux OGM. Le Luxembourg se serait abstenu lors de ce vote. Le Luxembourg a toujours adhéré au principe de précaution en exigeant que tous les OGM soient testés quant aux risques de leur dissémination et commercialisation. Il a également demandé un traçage et un étiquetage sans faille des OGM.

1) J'aimerais dès lors demander à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture les raisons pour lesquelles le Luxembourg s'est abstenu lors du vote prémentionné. Quels sont les arguments

¹³ « Les jugements et arrêts prononçant une condamnation à l'amende par application du présent code ou de lois spéciales fixent en même temps la durée de la contrainte par corps applicable à défaut de paiement de l'amende. »

¹⁴ « (1) La durée de la contrainte par corps est d'un jour par 100 euros d'amende. Pour les amendes inférieures à 100 euros, la contrainte par corps sera d'un jour. »

(2) En aucun cas la durée de la contrainte par corps ne peut dépasser dix ans.

(3) La détention préventive subie s'impute de plein droit sur la durée de la contrainte par corps, dans la mesure où elle n'a pas déjà été imputée, conformément à l'article 33 sur la durée des peines emportant privation de la liberté.

(4) L'amende est divisible au regard de la contrainte par corps.

(5) Elle est éteinte par l'exécution de la contrainte par corps.

(6) La contrainte par corps n'est ni prononcée, ni mise à exécution, ni maintenue contre les condamnés qui ont atteint leur soixante-dixième année. »

¹⁵ « (1) La confiscation spéciale est toujours prononcée pour crime, et pour les infractions visées aux articles 112-1, 135-1 à 135-6, 135-9, 135-11 à 135-16 et 506-1 à 506-8. Elle peut l'être pour les autres délits.

Elle n'est prononcée pour contravention que dans les cas déterminés par la loi. »

qui justifient à ses yeux un changement d'approche du Gouvernement au sujet des OGM ?

2) Est-ce qu'en général le Gouvernement entend maintenir une position critique face aux OGM au niveau international ?

3) Madame la Ministre continuera-t-elle à promouvoir les filières sans OGM au Luxembourg ?

Réponse (05/01/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas changé son approche concernant les OGM. Le Luxembourg persiste à voter contre les autorisations de mise sur le marché et de dissémination volontaire des OGM lors des comités permanents de la chaîne alimentaire.

Concernant les nouvelles techniques génomiques, la position du Gouvernement est plus nuancée. En effet, les nouvelles techniques génomiques tel le CRISPR CAS sont considérées comme un progrès scientifique important. Le prix Nobel a été attribué en 2020 aux deux chercheuses ayant développé ces techniques. Ces techniques sont de plus en plus utilisées en médecine dans le cadre des thérapies géniques, des nouvelles immunothérapies contre le cancer et dans la fabrication de médicaments et de vaccins. Ainsi, le Luxturna® est un médicament commercialisé en Europe par le Groupe Novartis depuis janvier 2019 pour lutter contre la maladie oculaire de Leber.

Dans le cadre du projet de règlement, les plantes issues des nouvelles techniques génomiques sont réparties en deux catégories. La première catégorie est proche des plantes conventionnelles alors que la deuxième catégorie a un statut similaire aux organismes génétiquement modifiés tels que nous les connaissons actuellement.

Cette approche est basée sur le fait que contrairement aux OGM obtenus par transgénèse avec introduction de gènes étrangers, il est impossible de distinguer une modification obtenue par mutagenèse aléatoire d'une modification obtenue par mutagenèse ciblée lors d'une analyse en laboratoire. Théoriquement, la même mutation pourrait ainsi apparaître de façon naturelle ou de façon dirigée par des techniques de modification génétique classique. Ces plantes ne se distinguent donc en rien de leur équivalent obtenu de manière conventionnelle. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun moyen pour détecter les variantes issues de techniques de modification génétique dirigées de ces organismes.

Voilà d'ailleurs pourquoi le Conseil des ministres a demandé unanimement à la Commission européenne en 2019 (1) de modifier le cadre législatif européen des plantes issues de la mutagenèse dirigée.

Concernant l'analyse des risques, les plantes issues de la 2^e catégorie sont soumises à une analyse des risques au cas par cas similaire à celle appliquée aux OGM. Les plantes de catégorie 1, qui pourraient également être produites naturellement ou par sélection conventionnelle, feront l'objet d'une procédure de vérification simplifiée, sur la base de critères définis dans la proposition. Ce choix a été fait pour permettre une innovation rapide qui devrait permettre à l'agriculture de s'adapter notamment au changement climatique.

Le règlement sur les nouvelles techniques génomiques applique le principe de précaution. En effet, les articles 1 et 4 ainsi que l'annexe II imposent des obligations aux États membres dans ce sens.

Par ailleurs dans ce cadre, les modifications apportées par la présidence espagnole permettent aux États membres d'avoir recours pour la catégorie 2 aux

dispositions de la directive (UE) 2015/412 en ce qui concerne la possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage des semences, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seront tracées et étiquetées en tant qu'OGM, avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique.

L'abstention lors de la procédure de vote est basée notamment sur le recours potentiel aux brevets pour les nouvelles techniques de catégorie 1. En effet, je considère que pour cet aspect, les plantes de catégorie 1 doivent être traitées comme des plantes produites par des techniques conventionnelles. La brevetabilité de ces plantes présente un risque de monopole et pourrait se faire au détriment des petits obtenteurs et agriculteurs.

ad 2) Cela restera effectivement le cas.

ad 3) Les organisations de producteurs proposant un cahier de charges basé sur une filière sans OGM pourront demander leur agrément dans le cadre de la loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles et bénéficier alors des aides prévues pour la promotion de leurs produits.

.....
Soutien des personnes pour l'utilisation des nouvelles technologies | Question **0106** (14/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill Banken hunn d'Unzuel un Agencen an de leschte Jore reduzéiert a promouvieren éischter digital Léisunge fir déi finanztechnesch Operatiounen oder setzen op mobill Guicheten, déi fir e puer Stonnen eemol d'Woch op enger bestëmmter Plaz optauchen. Dësen Trend gëtt ënnerstëtzt duerch eng europäesch Direktiv (Directive européenne sur les services de paiement, DSP2), déi d'Banken zu Lëtzebuerg, dorënner och déi mat ëffentlecher Participatioun, dozou zwéngt, vu physische Léisungen, wéi zum Beispill dem Lëtzebuerger Modell vum LuxTrust Token, op digital Léisungen ze wiesselen, wéi zum Beispill der LuxTrust Mobile App. Dës Entwécklung suergen dofir, dass alldéeglech Operatiounen fir technesch manner affin Leit ëmmer méi schwéier ze realiséieren sinn. Persounen ouni Smartphone ginn esou zum Beispill bei LuxTrust op aner Solutiounen higewisen, déi awer net wierklech manner technesch Expertis viraussetzen (LuxTrust Scan, eID ...). Vill Leit maachen sech Suergen, wéi se an Zukunft ouni Token nach hir Bankoperatiounen realiséieren kënnen a fillen sech am Stach gelooss.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministère fir Finanzen, fir Digitalisatioun a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech déi nei Regierung an dëser Problematik?

2. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir den technesch manner affine Leit reell Hëllefstellungen an Alternativen ze bidden?

3. Wäerten déi staatlech Representanten am Conseil d'administration vun der Spuerkeess sech dofir asetzen, dass den Onlinebanking och fir Persounen accessibel bleift, deenen digital Outilen éischter friem sinn an dofir méi Hëllefstellungen an deem Beräich brauchen?

4. Wéi garantéiert déi nei Regierung, dass den Accès op MyGuichet.lu och fir Persounen accessibel bleift, deenen digital Outilen éischter friem sinn an dofir méi Hëllefstellungen an deem Beräich brauchen?

5. Wéi eng technesch Léisung recommandéiert d'Regierung an deem Kontext, fir de LuxTrust Token ze ersetzen?

Réponse (16/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung ass sech bewusst, dass nei technesch Entwécklungen am Finanzberäich nei Erausforderunge fir d'Leit mat sech bréngen, an ënnersträicht, dass dës gläichzäitig méi Sécherheet bréngen an d'Gefor, fir Affär vu Phishing ze ginn, reduzéieren. Der Regierung ass et dofir wichteg, all d'Bierger bei den Defie vum digitale Wandel an engem sécheren a vertrauenswürdegen Ëmfeld ze begleeden.

ad 2. D'Regierung setzt op d'Ëmsetzung vum nationalen Aktionsplan fir digital Inklusioun, fir technesch manner affine Leit reell Hëllefstellungen unzébiden. An deem Kontext gouf am Joer 2021 eng Formatioun iwwert den E-Banking ausgeschafft, wou och den Aspekt vun der digitaler Authentifizierung behandelt gëtt. De Module E-Banking ass och Deel vum Internetführerschein 1.0 an 2.0, eng Formatioun, déi et erméiglecht, Basissenntnisser a Kompetenzen a punkto nei Technologien ze kréien. Weiderhi gouf 2023 eng Formatioun iwwert de MyGuichet ausgeschafft a lancéiert, wou och déi digital Authentifizierung fir den Accès behandelt gëtt.

Dës Formatiounen gouden an Zesummenaarbecht mat der ASBL „ErwuesseBildung“ ausgeschafft, engem vum Educatiounsministère agreéierten Zenter fir d'Formation des adultes, déi eng laang Erfahrung an der Bildung vu Senioren huet. Dës Formatiounen, wéi och weider Formatiounen, stinn all den Acteuren am soziale Beräich gratis zur Verfügung an d'ErwuesseBildung bitt och potenzielle Formateuren eng „Train the Trainers“-Formatioun un. Momentan gëtt dës Formatioun och digitaliséiert, fir den Accès un d'Formationsmaterial an d'Aféierung nach méi einfach ze maachen.

Weider Initiativen aus dem Aktionsplan fir digital Inklusioun bidden de Bierger Assistenz an Hëllef, fir sech mat digitalen Outilen vertraut ze maachen, fir dës da bewusst kënnen ze notzen.

De momentanen Aktionsplan wäert dës Joer analyséiert ginn, an iwwert e multilateralen a kokreative Prozess an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Ministère, Administratiounen, Associatiounen a weidere Partie-prenantë wäert en neien Aktionsplan ausgeschafft ginn, fir d'digital Inklusioun vun alle Bierger zu Lëtzebuerg ze féerden.

De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil wäert weiderhin op d'Informatioun, d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun den eelere Leit am Beräich Digitaliséierung, Ëmgang mat neie Medien a Cybersécherheet setzen. Den Ëmgang mat den digitale Medie souwéi d'Léiere vun neie Kompetenzen sinn e wichtige Bestanddeel, fir gutt al ze ginn. Dofir wäerte weiderhi Mesurë geplangt ginn, fir déi digital Kompetenze vun den eelere Leit ze stäerken a sou d'Inklusioun an d'Participatioun weider ze garantéieren.

Iwwert de Wee vun den aktuell 23 Club Aktiv+, a mat Ënnerstëtzung vu weideren agreéierten a konventionéierten Servicer bitt och de Familljeministère schonn

zënter 1999 eng kontinuëierlech Hëllefstellung bei der digitaler Transitioun un. Dëst geschitt iwwert déi individuell Assistenz, a Form vun Ateliers an Coursen, duerch d'Verbreedung vun Informatiounen a Sensibiliséierung an och mat Hëllef vu Formatiounen. Sou soll och den Iwwergang vun de klassischen op déi digital Bankgeschäfte begleet a vereinfacht ginn, andeems Ängschten ofgebaut ginn a Sécherheet vermëttelt gëtt.

D'Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, kuerz genannt „European Accessibility Act“ (EAA), déi duerch d'Loi modifiée du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services transposéiert ginn ass, soll d'Accessibilitéit vu ganz spezifesch Produiten a Services, dorënner och verschidde Bank- an d'Finanzdëngschtleeschungen, harmoniséieren. Duerch dëst Gesetz, wat den 28. Juni 2025 a Kraaft trëtt, wäerten d'Fournisseuren, déi Produiten an Dëngschtleeschungen op den europäesche Marché bréngen, eenheetlechen Ufuerderungen an der EU nokommen, an duerch hir Accessibilitéit eng méi inklusiv Gesellschaft schafen a Clienten, notament déi mat engem Handicap, awer och eelere Clienten, et erméiglechen, esou autonom wéi méiglech ze liewen.

Zoustänneg fir d'Iwwerpréiwung vun den Ufuerderunge betreffend d'Accessibilitéit vun dese Produiten an Dëngschtleeschungen wäert eng nei Administratioun sinn, den Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services (OSAPS), déi ënnert der Tutelle vum Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwwen an Accueil wäert sinn. Am Kontext vum Opbau vun dëser neier Administratioun ass et och schonns éischt informell Kontakter mam Bankesektor ginn.

Zousätzlech zu de virgenannten Initiativen iwwerhëlt och d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) e wichtige Rôle am Beräich vun der Finanzbildung an dem Verbraucherschutz. 2017 gouf an dësem Kontext eng national Strategie a punkto Finanzbildung op d'Bee gesat. E wichtige Bestandteil vun der nationaler Strategie besteet an der Opsetzung vu Formatiounsoffere fir all Altersgruppen zu Lëtzebuerg. D'CSSF huet dës Formatiounen an aneren Outilen (wéi z. B. dem Portail „lëtfin.lu“, deen ënnert anerem op d'Sécherheetsaspekter bei Online-Banktransaktiounen ageet) an Zesummenaarbecht mat der „Fondation ABBL pour l'éducation financière“, entwéckelt. Déi aktuell national Strategie a punkto Finanzbildung ass am Moment amgaang iwwerkuckt ze ginn, fir sou och de rezentsten Entwécklungen och am Onlinebanking Rechnung ze droen.

ad 3. Laut de Statistike vun der Spuerkeess ginn iwwer 95 % vun de gängige Bankoperatiounen zu dësem Zäitpunkt schonn iwwer den Internet gemaach. Fir deene Leit, déi net op Onlinesolutiounen zrëckgräifen, beschtméiglech ze hëllefen, kruten d'Mataarbechter vun der Spuerkeess an den Agencen an um Helpdesk eng speziell Formatioun.

D'Bank organiséiert och Formatiounen an Evenementer, fir déi interesséiert Clientéit mat den neien digitale Léisungen ze familiariséieren.

Onofhängeg dovunner steet den traditionellen Agencë-reseau de Clienten natierlech weider zur Verfügung, an hir Operatiounen op der Plaz ze maachen.

ad 4. Dem Zenter fir Informatiounstechnologie vum Staat (CTIE), deen d'Plattformen Guichet.lu a MyGuichet.lu entwéckelt a bedreift, ass d'Accessibilitéit vu sengen online Services zanter Laangem e wichtegt Uleies.

Zanter méi wéi 10 Joer stäipt de CTIE sech op seng eege Method – Renow –, déi den Utilisateur an de Mët-

telpunkt vun den Developpementen stellt a garantéiert, dass déi staatlech online Services méiglechst einfach a vu jidderengem kënne benotzt ginn. Fir dëst Zil ze erreechen an den Nutzer déi beschtméiglech Hëllefstellung beim Benotze vu senger Service ze ginn, mécht de CTIE grouss Efforten op villen Niveauen.

Hei sief fir d'éischt déi technesch Accessibilitéit erwänt. Dës erlaabt et och Leit, déi opgrond vun engem Handicap op spezialiséiert Hëllefsmëttel ugewise sinn (z. B. Screenreader), d'online Services vum Staat ze benotzen. Déi nei Versioun vu Guichet.lu geet nach e Schrëtt méi wäit an huet nei Astellungsméiglechkeeten, mat deene jidder Nutzer mat engem Klick zum Beispill d'Schrëftart kann upassen oder de Kontrast vun der Websäit eropsetzen. Heivunnen ka jidderer profitéieren, fir de Website u seng spezifesch Besoinen unzepassen.

Well d'Sprooch e wichtegen Inklusiounsfacteur ass, proposéiert de CTIE zanter ville Joren d'Interface vu Guichet.lu a MyGuichet.lu an 3 Sproochen. Esou gi Sproochebarrière beim Benotze vun digitale Services ofgebaut. D'Beschreiwungen an einfacher Sprooch („Leichte Sprache“ a „Facile à lire et comprendre“) hëllefen iwwerdeems deene Leit, fir déi komplex administrativ Ausdréck eng Barrière kënne duerstellen.

Digital Inklusioun gëtt natierlech och duerch e konsequent Applizéieren vun enger Multi-Kanal-Approche erreecht. Hei geet et dem Ministère fir d'Digitaliséierung dorëms, dem Bierger de Choix ze loosse, op wéi engem Wee hie mam Staat wëll a Kontakt trieden. De Guichet.lu a MyGuichet.lu kënne souwuel um Computer wéi um Tablet an um Smartphone benotzt ginn. Sou huet jidder Bierger d'Méiglechkeet, deen Apparat ze benotzen, mat deem hien am beschte kann ëmgoen. D'App MyGuichet.lu erlaabt dem Nutzer doriwwer eraus, säin Handy mat sengem Espace personnel ze koppelen an sech da mam Handy bei MyGuichet.lu ze authentifizéieren.

Fir déi Bierger, déi sech allgemeng mat den digitalen Outile méi schwéier doen, bitt de CTIE zwou Ulaafstellen: De Guichet.lu-Helpdesk ass per Telefon erreechbar an d'Mataarbechter hëllefen de Bierger souwuel bei allgemenge Froen zu den Demarchen, wéi och bei den technesche Froen ronderëm MyGuichet.lu. Dëst betrëfft och all Froen ronderëm d'Benotze vun de LuxTrust Produiten op MyGuichet.lu. Déi nimmlech Hëllef kënne d'Bierger och sur place an Usproch huelen, am Bureau d'accueil vum Guichet.lu an der Rue Notre Dame an der Stad. Am Bureau d'accueil stinn och Computeren zur Verfügung fir déi Leit, déi selwer keen elektronischen Apparat hunn an hir Demarchen trotzdem gären elektronesch wëllen ofwéckelen.

Zousätzlech bitt de CTIE nieft der MyGuichet-Formatioun, déi et säit 2023 gëtt, déi, wéi uewen erwänt, déi digital Authentifizéierung couvréiert, eng Rei vun Hëllefstellungen, wéi Brochuren, Tutorials, Erklärtexter a Presenzen op diversen Evenementer un, fir de Leit den Accès op MyGuichet ze vereinfachen. Eng weider Aktioun aus dem nationalen Aktionsplang fir digital Inklusioun ass d'Etüd iwwer d'rechtlech an technesch Machbarkeit fir eng eventuell Aféierung vun engem digitale Mandat, mat där eng Drëttperson Accès op de MyGuichet fir eng aner Persoun, an hir digital administrativ Demarchen duerchféiere kann.

ad 5. De CTIE wäert weiderhi sämtlech aner LuxTrust-Produkten ënnerstëtzen. Generell ass LuxTrust Mobile déi Solutioun, déi den aktuelle Benotzer vum LuxTrust Token recommandéiert gëtt. Fir Benotzer, déi kee Smartphone hunn oder LuxTrust Mobile net kënne benotzen, bitt LuxTrust de LuxTrust Scan un, een

Apparat, deen déi selwecht Charakteristiken huet, wéi LuxTrust Mobile an op der selwechter technologescher Basis berout. Dësen Apparat kann an allen Applikatiounen zu Lëtzebuerg benotzt ginn a bitt de Konsumenten de selwechten Niveau vu Sécherheet wéi LuxTrust Mobile.

Fir Benotzer mat enger kierperlecher Aschränkung oder Behënnerung, déi et erschwéiert, LuxTrust Mobile ze notzen, schafft LuxTrust aktuell drun, fir LuxTrust Mobile deene spezifesch Ufuerderungen entsprechend unzepassen.

Nieft de Luxtrust-Produkten ënnerstëtzt de CTIE och d'Authentifikatioun iwwert den nationalen eIDAS-Knuet, souwéi och d'Benotze vun der Carte d'identité, falls de concernéierte Bierger fir en Zertifikat optéiert huet. Zousätzlech wäert duerch déi nei eIDAS2-Reglementatioun, déi dëst Joer sollt votéiert ginn, et an Zukunft och méiglech sinn, sech iwwert säin E-Wallet am MyGuichet ze authentifizéieren.

Charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg | Question 0107 (14/12/2023) de M. François Bausch (déi gréng)

Dans l'éditorial du « De Bréifdréier » de décembre 2023, il est question de la charge de travail élevée auprès de l'établissement public POST Luxembourg. Selon l'article, les factrices et facteurs auraient été exposés à une charge de travail considérable au cours des derniers mois notamment à cause des élections communales et législatives en raison du nombre élevé de supports électoraux et de l'augmentation d'envois de bulletins de vote par correspondance.

Notons que l'accord de coalition 2023-2028 reste muet quant à la politique que le Gouvernement entend mener en ce qui concerne l'avenir de l'établissement public POST Luxembourg, alors que l'accord de coalition antérieur avait encore dédié un paragraphe à ce sujet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) De manière générale, quelle est la vision de Monsieur le Ministre pour l'établissement public POST Luxembourg dans les années à venir ? Quel est selon lui le rôle que l'établissement public devrait jouer dans les années à venir dans l'économie luxembourgeoise ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de la charge de travail élevée auprès de POST Luxembourg ? Sachant que les élections européennes à venir risquent de constituer à nouveau une charge de travail supplémentaire, compte-t-il chercher le dialogue avec des représentants.e.s de personnel ainsi que la direction à ce sujet et si oui, endéans quel délai ? Quelles solutions envisage-t-il, notamment en vue des élections européennes à venir ?

Réponse (05/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement considère l'établissement public POST Luxembourg comme un acteur clé de l'économie luxembourgeoise et un des moteurs du développement d'une économie à la fois digitale et inclusive au Luxembourg.

Les investissements des dernières années de POST Luxembourg dans la modernisation des infrastructures télécom ont notamment concerné le déploiement d'un réseau de fibre optique qui assurera dans quelques années une couverture nationale, mais également la construction d'un réseau mobile de dernière génération et la mise en place de data centres de haut niveau.

Ces investissements permettent au Luxembourg de figurer dans le peloton de tête en termes de connectivité et d'infrastructure numérique.

POST Luxembourg propose et continuera à proposer des services de proximité et des solutions technologiques innovantes à sa clientèle et apporte ainsi un soutien important à l'économie luxembourgeoise.

Conformément à l'article 7. (1) a. de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, il appartient au conseil d'administration de définir « la stratégie de l'entreprise, sur proposition du directeur général » et d'en assurer le suivi.

En ce qui concerne la charge de travail auprès de POST Courrier, celle-ci dépend évidemment du volume de courrier et de colis à acheminer. Depuis toujours, ce volume est sujet à des variations saisonnières (p. ex. : courrier de Noël et actions commerciales de fin d'année). Les campagnes électorales génèrent elles aussi du volume supplémentaire à acheminer, il en sera de même pour les élections européennes à venir.

La Direction de POST Luxembourg confirme qu'elle est en dialogue permanent avec les représentants du personnel afin de gérer au mieux cette saisonnalité qui reste une réalité inhérente à ce métier. Le déclin permanent et irréversible des volumes de courrier apporte de profondes mutations de ce métier et l'organisation du travail y évolue régulièrement, portée par la transformation digitale, l'automatisation de processus et la modernisation de l'équipement de tri et de l'infrastructure informatique. Dans ce contexte et de manière générale, le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme soutient résolument le dialogue social.

Projets dans le domaine du sport à Esch-sur-Alzette | Question 0108 (14/12/2023) de M. Georges Engel | Mme Liz Braz (LSAP)

Dans un article de presse publié récemment, le nouveau bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette a déclaré qu'il avait l'intention de réaliser des économies notamment au niveau des grands projets prestigieux. À ses yeux, certains projets – tels le musée des sports ou la « Sportarena » – ne pourraient être réalisés qu'avec l'appui financier de l'État.

Or, pour les deux projets l'engagement de l'État était chose acquise, en ce qui concerne le projet de la « Sportarena » sur base de subventions accordées dans le cadre du programme quinquennal d'infrastructures sportives et pour le musée des sports sur base d'un accord entre la Ville d'Esch et l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Alors que le programme gouvernemental manque de précisions à ce sujet, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations quant à l'avenir des projets prémentionnés ?

2) La réalisation des deux projets est-elle remise en question ?

3) Est-ce que des adaptations sont envisagées ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (16/01/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) Le Ministère des Sports n'a, à ce jour, pas été notifié de modifications concernant les plans initiaux de la « Sportarena » par le porteur du projet, la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Je tiens à souligner que le musée des sports demeure une priorité significative pour mon ministère. Nous

sommes engagés à poursuivre les efforts nécessaires à sa réalisation et à son développement futur.

ad 2) La réalisation desdits projets n'est pas remise en question.

ad 3) À l'heure actuelle, aucune modification ou adaptation des projets susmentionnés n'est prévue.

Installations photovoltaïques au-dessus des autoroutes | Question 0109 (14/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Virun zwee Joer hat ech a menger parlamentarescher Fro 4324 gefrot, ob d'Regierung wëllt op de Wee goen, fir d'Autobunne mat Solardiecher ze iwwerdecken. Deemools gouf erkläert, dass eng ganz Rëtsch sécherheetsrelevant Aspekter misste berécksiichtegt ginn, déi zimmlech opwänneg wieren an dass et keng konkreet Projete géif ginn, fir Fotovoltaikanlagen op den Autobunnen ze installéieren.

An hirer Äntwert haten déi deemoleg Ministere geschriwwen:

„Ier iwwerhaapt emol eng Fotovoltaikanlag kann iwwert enger Autobunn installéiert ginn, ass also als éischt eng schwéier an deier Konstruktioun opze-riichten, dat, ier deen éischte Strom ka produzéiert ginn. Et wier also méi sënnvoll, als éischt emol vu bestoenden Daachflächen ze profitéieren, ier een zousätzlech Daachflächen erschafe geet, fir Fotovoltaikanlage kënnen drop opze-riichten. [...] Ofschléissend kann ee festhalen, dass – nieft de ville sécherheetsrelevante Schwieeregkeeten, den tech-nischen a finanziellen Opwand sou grouss ass, dass et net duerstallbar ass, sou deiere Fotovoltaikstrom an engem grouss Moossstaf ze produzéieren.“

Déi heite Regierung huet awer an hirem Koalitiounsaccord ugekënnegt, dat wëllen ze „analyséieren“.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Energie a Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Huet d'Regierung konkreet Projeten am Kapp, op deenen ee Solaranlagen iwwert oder laanscht d'Autobunne wäert opstellen? Falls jo, wéi eng sinn dat?

2. Wéi positionéiert sech dës Regierung zu den Aussoe vun hire Virgänger, déi een éischter negativen Avis zu der Iwwerdaachung vun den Autobunnen hatten?

Réponse (16/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Et goufen éischt Etuden duerchgefuert, fir laanscht d'Autobunn respektiv op iwwerdeckten Deeler Surfacen ze identifizéieren, fir eventuell Fotovoltaikanlagen opzestellen. Dës Aarbechte ginn elo weidergefuert. Éischt Gespréicher tëscht de concernéierte Verwaltungen a Servicer hu stattfonnt, et gëtt awer nach keng konkreet identifizéiert Terrainen oder Projeten.

Zurzeit ginn och Iwwerleeunge säitens der Stroossebauverwaltung gefuert, fir am Kader vun neie Park&Ride-Anlagen a Pôles-d'échanges-Projete Fotovoltaikanlage mat an d'Planung ze integréieren.

ad 2. Am Koalitiounsaccord ass d'Analys vun enger Iwwerdeckelung vu verschiddenen Autobunnsektiounen virgesinn. Éischt Gespréicher an déi Richtung sinn och schonns entaméiert ginn.

An dësem Kontext sief awer nach ëmmer op déi an der parlamentarescher Fro N° 4324 vum 20. Mee

2021 beschriwwe Komplexitéit esouwéi den Opwand (de Bau, mee virun allem d'Maintenance) vun esou Installatiounen higewisen, déi sech bis haut net géinnert hunn. Dës Schwieeregkeet gëtt ënner anerem och an engem däitsch-éisträicheschen a Schwäizer (D-A-CH) Fuersungsprojet dokumentéiert. Zu dësem Fuersungsprojet huet déi däitsch „Bundesanstalt für Straßenwesen“ (Bast) schonns duer-geluecht, dass d'Iwwerdeckelung vun Autobunnen, fir doropshi Fotovoltaikanlagen ze installéieren, mëttel-fristeg net ze erwaarde wier.

Deemno sinn esou Installatiounen an éischer Linn ausserhalb vun der Sécherheetszon vun der Autobunn virzegesinn, wéi zum Beispill op deenen ënnert der Fro 1 ernimmte Surfacen.

Paiement des entraîneurs dans les centres de formation du Sportlycée | Question 0110 (14/12/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Méintelaang goufen extern Mataarbechter vun der Sportsschoul net bezuelt, nodeems engem héije Beamten de Mankem vun enger legaler Basis fir dës Iwwerweisungen opgefall ass. Dem Artikel „Die Rolle rückwärts von Georges Engel“ no, deen den 9. November vu reporter.lu verëffentlecht gouf, huet dem betreffende Beamten seng Aschätzung sech nodréig-lech als richtig erausgestallt. Dës Situatioun war eng grouss Belaaschtung fir déi betraffe Mataarbechter vun der Sportsschoul.

En Deel vun dësem Problem huet d'Chamber mam Gesetz vum 29. Juli 2023 zur Schafung vun engem nationale Sportsinstitut geléist. Mee dat entspreichend groussherzoglecht Reglement, dat déi genee Montante fixéiert, gouf vum Staatsrot staark kritiséiert. Dës weist a sengem Avis vum 11. Juli notament op eng Rei Mängel an den normenhierarchesch méi héijen Texter hin, déi als legal Basis fir dat genannte Reglement déngen a warnt, dass de ganzen Text am Zesummespill mat dem Artikel 45 Paragraph 2, den Artikelen 102 an 112, an dem Artikel 117 Paragraph 5 vun där neier Verfassung riskéiert, seng Gültgkeet ze verléieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu deem Dossier elaboréieren a preziséieren, wéi hien zu deem uenen zitéierten Avis vum Staatsrot steet?

2. Wat gesäit den Här Minister vir, fir dës Situatioun méiglechst séier ze regulariséieren, fir eng Widderruegelung vun dëser onméiglecher Situatioun fir d'Sportspersonal onbedéngt ze vermeiden?

Réponse (16/01/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Nodeems ech mir ee Bild vun deem Dossier gemaach hunn, kann ech net bestätegen, dass, sou wéi et am Ufank vun der parlamentarescher Fro affirméiert gëtt, déi extern Mataarbechter vum Sportlycée jo-relaang ouni legal Basis bezuelt gi sinn. Wuel huet déi legal Basis mam Akraafttriede vun der Modifikatioun vum 2005er Sportsgesetz op de 15. September 2023 gewiesselt – dës heescht awer net, dass et virum 15. September 2023 keng legal Basis gouf. Déi legal Basis, fir dass déi extern Mataarbechter vun de Formatiounszentren vun de Federatiounen zënter 2001 bezuelt konnte ginn, war effektiv den Artikel 13 vum 1988er Gesetz iwwert déi administrativ Struktur vum Sport hei zu Lëtzebuerg.

Well mat der Schafung vum INAPS duerch d'Gesetz vum 29. Juli 2023, den Artikel 13 vu besotem 1988er Gesetz op den 30. September 2023 awer abrogéiert

ginn ass, ass mat enger Modifikatioun vum 2005er Sportgesetz op de 15. September 2023 eng nei legal Basis geschaf ginn, fir déi extern Mataarbechter vun de Formatiounszentere vun de Federatiounen weiderhi kënnen ze bezuelen.

Zum Zäitpunkt vum dem besoten Dossier wor ech nach net an der Funktioun vum Sportsminister, mee meng Mataarbechter respektiv d'Mataarbechter aus anere Ministèren, hu sech mat de Kompetenze vun der Direction du contrôle financier (DCF), déi laut dem Gesetz vum 8. Juni 1999 d'Kontroll vun de staatlechen Ausgabe sécherstellen, befaasst. Heiraus geet ervir, dass ënnert anerem d'Verifikatioun vun der Konformitéit vun den Ausgabe mat de Gesetzer, Reglementer, Konventiounen oder anere Regierungs- oder Ministerentscheedungen zu de Kompetenze vun engem „contrôleur financier“ gehéiert.

Op Basis vun all deenen Elementer, schléissen ech, dass et zu all Moment eng legal Basis gouf, fir besote Mataarbechter ze bezuelen.

ad 2. Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass de Staatsrot a sengem Avis wuel Remarquë gemaach huet – dës Remarquen awer net zu enger Opposition formelle gefouert hunn. An deem Sënn wäert d'Reform vum 2005er Gesetz och net iwwert de Knéi gebrach ginn an ech wäert mir déi néideg Zäit zougestoen, fir besote Projet mat där néideger Qualitéit op den Instanzewege ze schécken.

Épandage d'engrais organiques | Question 0111 (14/12/2023) de **M. Jeff Boonen** | **M. Christophe Hansen** | **M. Félix Eischen** (CSV)

D'Nitratreglement gesäit eng Sperrfrist fir d'Ausbréngung vun organeschem Dünger vum 15. November bis de 15. Februar vir. De ville Reen an de Méint Oktober an November huet et de Baueren net erlaabt, d'Gülle virun dëser Sperrfrist fachgerecht auszebréngen. Elo besteet d'Gefor, datt mir an eng Situatioun kommen, wou vill Betriber de Problem kréien, datt hir Güllelager risquéieren, viru Méitt Februar voll ze sinn.

Mir wollten dofir follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsminister an un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Sinn déi zoustänneg Ministeren sech der Problematik bewosst?
2. Si schonn Ufroer vu Baueren erakomm, déi Problemer mat der Lagerkapazitéit hu respektiv kréien?
3. Gedenken d'Ministeren, eng Derogatioun ze gi fir déi Betriber, déi Schwierigkeete mat der Lagerkapazitéit hunn?
4. Ënner wat fir Konditiounen kéint eng Derogatioun méiglech sinn, fir den Impakt op d'Waasser esou nidreg wéi méiglech ze halen?

Réponse (15/01/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. E puer Dose Betriber hunn sech ab dem Mount November bei den zoustänneg Servicer vun der Akerbauverwaltung (ASTA) manifestéiert, datt si méiglecherweis punkto Stockage net bis Méitt Februar wäerten duerkommen. Déi concernéiert Servicer sinn informéiert an hunn sech och an deem Sënn concertéiert a preparéiert.

Den 2. Januar gouf e Communiqué an een Antragsformular zu dëser Problematik op den Internetportal vum Landwirtschaftsministère a vun der Waasserverwaltung verëffentlecht (<https://agriculture.public.lu/>

<https://agriculture.public.lu/actualites/2024/januar/ausnahmegenehmigung-guelle.html>; <https://eau.gouvernement.lu/fr/actualites/2024/01-janvier/ausnahmegenehmigung-fur-dieausbringung-von-guelle-jauche-oder-gaarresten.html>).

ad 2. Bis den 12. Januar 2024 si bei de Verwaltungen 18 Dossieren erakomm. Doduerch, datt verschidden Dossiere méi landwirtschaftlech Betriber ofdecken, kann een zeréckbehalen, datt gutt 30 Betriber eng ofiziell Ufro fir eng Derogatioun gestallt hunn.

ad 3. D'Zil vun de Verbuetsperiode fir d'Ausbréngung vun organeschem Dünger ass et, fir eng Verschmutzung vu Baachen a Grondwaasser ze verhënneren. Dofir dierf esou eng Derogatioun just de leschten Auswee sinn. Virdu mussen all aner Méiglechkeeten a Betruecht gezu gi sinn, fir d'Material net mussen auszebréngen. Dobäi muss zum Beispill gekuckt ginn, ob een net eidelstoend Lager an der Ëmgéigend notze kann.

Wann esou Méiglechkeeten net gi sinn, kënnen déi zwee Ministere vu Landwirtschaft an Ëmwelt gemeinsam eng Derogatioun zur Sperrfrist fir d'Ausbréngung vu flësseger Organik ginn.

ad 4. D'Konditiounen vun enger méiglecher Derogatioun sinn detailléiert am Artikel 7 vum modifizéierten Nitratreglement vum 2000 opgeléicht a betreffen d'Fäll, an deene sou eng Derogatioun méiglech ass (Wieder, Accident), déi méiglech Kulturen, op deenen duerf ausbruecht ginn, d'Quantitéiten, déi kënnen gefouert ginn, d'Topographie vun de Parzellen an d'Distanz zu de Gewässer, esou datt ka séchergestallt ginn, datt keng Pollutioun während der Ausbréngung innerhalb vun där Zäit, wou a priori laut Artikel 6 vum deem Reglement net dierf ausbruecht ginn, passéieren. Well net all Situatioun d'selwecht ass, mussen esou Demanden natierlech vu Fall zu Fall analyséiert ginn.

Fir Terrainen a Grondwaasserschutzzone a fir Terrainen, déi an de Schutzzone ronderëm de Stauséi leien, sinn Derogatiounen d'office net méiglech.

Et sief och drun erënnert, datt Betriber laut Artikel 8 vum Nitratreglement mussen eng Mindestlagerkapazitéit vu 6 Méint op hirem Betrib oder bei engem Drëtten hunn.

Mesures de compensation au lieu-dit « Wolficht » | Question 0112 (15/12/2023) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'lescht Joer goufen ëmfrägräich Terrasementsaarbechten op enger Parzell (Lëntgen, Gousseldeng a Prettingen (B), N° Cadastre 1001/1960), genannt „Millebaach“ oder och „Wolficht“ tëscht dem Autobunnsiwwergang an dem CR122 zu Luerenzweiler duerghefuert. No eisen Informatiounen handelt et sech dobäi ëm sougenannte Kompensatiounsmoosnamen am Zesummenhang mat der Suppressioun vum PN20b zu Luerenzweiler. Konkreet gong et dorëms, de Volume, deen duerch de Bau vun enger Unterführung an engem Iwwerschwemmungsgebitt verluer gong, an der direkter Ëmgéigend ze kompenséieren.

Wéi een och op de Loftbiller op Geoportail erkenne kann, gouf groussflächeg Buedem ausgebagert. Dono gouf dee Beräich mat Geotextil zougeluecht an neie Buedem dohi getippt.

An deem Zesummenhang wéilt mir de Ministere fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wien huet déi Mesure prekoniséiert? Wat begrënt de Choix vun der Plaz?

2. Gouf, éiert dësen Agrëff op der Parzell erfollegt ass, eng Ëmweltimpaktetüd duerghefuert? Falls net, aus wat fir engem Grond gouf op sou eng Etüd verzicht?

3. Wéi gliddert sech dës Mesure an déi geplangte Renaturéierung vun der Uelzecht tëscht Luerenzweiler a Lëntgen an? (https://environnement.public.lu/damassets/actualites/2018/09/comp_a7/Dossier-de-presse-14-septembre.pdf an https://www.stradalex.lu/fr/slu_src_publ_leg_mema/document/mema_etat-leg-dgc-2017-01-13-a194-jo?access_to_ken=04566e51254f3142eb5c7fb6a19bbdc8c44ca25c) Wéi wäit ass een am Projet Renaturéierung?

4. De Geotextil, deen op der Parzell benotzt ginn ass, schéngt ee synthetesch Polymer ze sinn. Et ass e Friemkierper an net biologesch ofbaubar. E schaaft eng kënschtlech Barrière tëscht verschiddene Buedem- oder Materialschichten a verhënnert deemno och, datt Insekten, Wierm, Larven a Mikroorganismen, déi ënnert deem Vlies liewen, eropkommen. De Geotextil reagiert op d'Hëtzt a kann sech zersetzen. D'Substanzen, aus deenen en sech zesummesetzt, kënnen „ausdünsten“ a sou an d'Ëmwelt iwwergoen. E kann och duerch mechanesch Agrëffer ofnotzen a sech an der Ëmwelt verbreedden (ee Beispill: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7866501/>).

An enger Etüd, déi den däitsche Frauenhofer Institut fir d'Ëmweltorganisatioun NABU realiséiert huet, kann ee liesen: „Die Transportpfade der Emissionen sind komplex und in der Literatur kaum beschrieben. Es ist bspw. denkbar, dass die Fragmente aus Folien und Beschichtungen, wenn sie über das Abwassersystem abtransportiert werden, über den Klärschlamm zurück auf landwirtschaftliche Böden gelangen.“ an „Vertiefende empirische Untersuchungen zum Langzeitverhalten von Folien, Vliesen und Netzen in der Pflanzenproduktion, aus denen sich Emissionsraten ableiten lassen, existieren bisher nicht (Ausnahme China, s. o.). Die Berechnung aus Stoffbilanzen oder aus Bodengehalten ist analog zur Situation bei Folien in der Futtermittelproduktion aufgrund der Datenlage nicht möglich.“ (FrauenhoferUmsicht/Ökopol, Kunststoffe in der Umwelt: Emissionen in landwirtschaftlich genutzten Böden, Oberhausen/Hamburg, Mai 2021 (https://www.nabu.de/imperia/md/content/nabude/konsumressourcenmuell/210521-frauenhofer_oekopol_studie_plastik_landwirtschaft.pdf)).

Zesumme faassend kéint een also soen, datt et kaum Etüden iwwert d'Ëmweltawirkunge vum Geotextil gëtt, mee datt een aus der Etüd, déi den NABU realiséiert huet, schléisse kann, datt säin Asaz net onbedenklech ass an datt et kaum méiglech ass, sou e Geotextil nees komplett aus der Ëmwelt erauszehuelen.

Firwat gouf dee Geotextil verluecht?

5. Am Rapport d'activité vum 2001 vum Ministère des Travaux publics kann ee liesen: Prettingen – „Wolficht“ et „Wolfichtergewan“ (Viaduc de Lorentzweiler): Forages et prises d'échantillons pour analyses paléoenvironnementales (palynologie, chimie, paléobotanique). Les premiers résultats palynologiques ont révélé un horizon préhistorique à -8 mètres. Am Rapport vum 2002:

Prettingen – „Wolficht“: prélèvements de tourbe lors du creusement de la déviation de l'Alzette. Kann d'Ministesch méi zu de Resultater vun dëse Buedemprouwe soen? Sinn hei Pollutioun festgestallt ginn?

6. Am Fall, datt d'Notze vu Geotextil am Zesummenhang mat enger Pollutioun vun deem Site besteet, kann den Här Minister mir soen:

– Duerch wat ass dës Pollutioun entstanen?
– Gëtt et hei Liene mat dem Bau vun der Nordstrooss an der Décharge de matériel deemols duerch P&Ch?
– Wat fir eng Aart vu Pollutioun wier et dee Moment?
– A falls de Ministère vun esou enger Pollutioun weess, firwat ass dës net am Cadastre des sites potentiellement pollués (CASIPO) verzechent?

7. Wéinst der Kompensatiounsmoosnam ass Buedem vun der Parzell ofgedroe ginn. Wat ass mat deem Buedem geschitt, deen oftransportéiert ginn ass? Wou ass en hin transportéiert ginn? Goufe bei där Geleeënheet oder am Virus Buedemprouwe geholl a wat fir eng Wäerter goufen do festgestallt? Falls net, firwat gouf op sou Prouwe verzicht?

8. Wat ass de Gesamtkäschtepunkt vun deem Projet a wéi deckt en sech mam ursprénglech envisagéierte Betrag?

9. Wat fir eng längerfristeg Notzung ass fir dësen Terrain virgesinn? Wéi eng méiglech Notzung goufen a Betruecht gezunn a firwat goufen dës finalement net zréckbehalen?

Réponse (22/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Am Kader vum Bau vun der Ënnerféierung fir de Projet vun der Suppressioun vum PN20b zu Luerezenweiler hu misse Kompensatiounsmoosnamen ëmgese ginn. Dës vun den Hären Deputéierten ernimmten Ausgläichsmoosnam gouf gemaach, fir de Verloscht vum Héichwaasserréckhalteverméige vun der Uelzecht ze kompenséieren (wéi an der Geneemegung vum Minister fir Ëmwelt gefuerdert). Dës Ausgläichsmoosnam gouf néideg duerch d'Buedemopschëddung fir de Bau vum 2 Meeter méi héijen neien Tracé vum CR122 am Iwwerschwemmungsgebiet vun der Uelzecht. An der direkter Ëmgéigend vum CR122 konnt keen Terrain fir dës Volumekompen-séierung fonnt ginn.

Zesumme mam Office national de remembrement (ONR) an dem Waasserwirtschaftsamt (AGE) gouf dee vun den Hären Deputéierten ernimmten Terrain ronn 1 Kilomeeter ewech vum Projet, awer am direkten Anzuchsgebiet vun der Uelzecht fonnt. Den ONR an d'AGE hunn sech op deem Terrain gëeeneegt. De Choix vun der Plaz fir d'Schafe vun engem Volume vu 7.316 m³ baséiert op enger hydraulischer Etüd vun engem spezialiséierten Etüdebüro, op der Disponibilitéit vum dofir noutwennigen Terrain an der naturschutztechnescher Situatioun vum Terrain. Dësen Terrain gouf deemols am Kader vum Bau vun der Autobunn A7 vum Staat als Kompensatiounsfläche (Weidefläche) opkaaft.

Et ass keng Ëmweltimpaktetüd nom Artikel 59 Paragraph 4 vum modifizéierten Naturschutzgesetz gefrot ginn, well de Projet esou konzipéiert war, datt signifikant Auswirkungen op déi an deem Artikel genannte Schutzgiddern net ze erwaarde waren. Ganz am Géigendeel kéint et esouguer zu enger Verbesserung vun der Situatioun kommen doduerch, datt nei Biotopten entstinn.

ad 3. D'Ëmsetzung vun der Kompensatiounsmoosnam ass onofhängeg vum Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht tëschent Luerezenweiler a Lëntgen, mee gouf awer mat dësem ofgestëmmt.

D'Mesure gliddert sech allgemeng favorabel an déi geplangte Renaturéierung vun der Uelzecht an, well et eng permanent ekologesche Opwäertung ass a well zousätzleche Stauraum fir en 10- bis 100-järegt Héichwaasser entsteet. D'Buedemofdrong an dem genannte Beräich bitt der Uelzecht a sengem Zoufloss

och no enger Renaturéierung während engem Héichwaasser méi eng grouss Retentiounsfläche, wat eng Plus-value duerstellt.

Well de Bau vun der neier Strooss ofgeschloss ass, ier d'Renaturéierung vun der Uelzecht ufänkt, konnt dës Renaturéierung net als Kompensatioun fir de Bau vum Projet zielen. Eng Stauraumkompensatioun muss nämlech ëmmer virum dem Ewechhuele vum Stauraum – hei de Bau vun der Strooss – hiergestallt ginn.

De Projet vun der Renaturéierung gëtt momentan am Detail ausgeschafft. Parallell dozou lafen d'Prozeduren vum Office national de remembrement, fir datt fir d'Ëmsetzung vun dësem Projet déi noutwenneg Terrainen zur Verfügung stinn. De Projet vun der Renaturéierung vun der Uelzecht tëscht Luerezenweiler a Lëntge gëtt vun de responsabele Verwaltungen dëst Joer finaliséiert.

ad 4. Fir um Enn vun den Terrassementsaarbechten den neie Buedem vum gewuessene Buedem ze trennen, gouf ee Geotextil agebaut (dës Decisioun baséiert op enger Buedemexpertise vun engem international renomméierte Laboratoire).

ad 6. Am Laf vun den Terrassementsaarbechte gouf a knapp 10 Zentimeter Déift festgestallt, datt an de 70er Joren eng illegal Entsuegung vu Baumaterialie stattfonnt huet. Dës Ofagerunge stinn also weeder a Verbindung mam Bau vun der Autobunn, nach mat enger Decharge vun der Stroossebauverwaltung. D'Pollutioun ass a Relatioun mat fréier übleche Baumaterialien, déi haut net méi erlaabt sinn. Buedemprouwe goufe geholl, wat dëst bestätegt huet.

ad 5. Déi an dëser Fro genannten Ausgruewungen a Buedemprouwe sinn deemols vun den Archeologen, déi fir d'Stroossebauverwaltung geschafft hunn, an der nördlecher Limit vum der Parzell gemaach respektiv geholl ginn, also wäit ausserhalb vun der Zon, wou déi rezent Terrassementsaarbechte gemaach gi sinn. Bei dëse Buedemprouwen huet et sech ëm reng archeologesche Stéchprouwe gehandelt, déi den Zoustand an den Alter vun der Fondatioun vum Viaduc vun der Uelzecht (A7) ermëtle sollen, an net ëm spezifesch Buedemprouwen, fir eng Pollutioun ze detektéieren. Bei dëse Buedemprouwe goufe polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer, sougenannte PAKe festgestallt.

ad 7. De verseuchte Buedem, deen ofgedroe ginn ass, ass op eng Deponie vun der Klass DK1 an d'Belsch gefouert ginn, wou de Buedem traitéiert a recycéléiert gëtt. Am Virfeld vun den Ofdrongen a virum Oftransport si Buedemprouwe gemaach ginn. Esou Analyse sinn néideg fir ze wëssen, wéi een de Buedem valoriséieren oder eliminéieren kann. De Suivi vun där Evakuatioun ass vun engem spezialiséierte Bureau gemaach ginn, deen och all déi néideg Prouwe gemaach huet.

ad 8. De Betrag vum Zouschlag vum Projet vum Bau vun der Ënnerféierung fir d'Suppressioun vum PN20b zu Luerezenweiler huet sech op 12.569.050,12 € TTC belaf. De Gesamtkäschtepunkt vum dësem Projet wäert sech op ongeféier 15.000.000,00 € TTC belafen, wou 50 % vum Fonds des routes a 50 % vum Fonds du rail gedroe ginn. D'Käschte fir d'Kompensatiounsmoosname vun dësem Projet belafen sech op 2.450.000,00 € TTC.

ad 9. Elo wou d'Kompensatiounsmoosnamen ofgeschloss sinn, wäert d'Stroossebauverwaltung nach een Ënnerstand fir d'Vei am Kader vun der künfteger Beweidung bauen, esou wéi dat am Kader vun der Kompensatiounsmoosname vun der A7 geplangt war.

Duerch d'Schafe vun der Retentiounsfläche entsteet mat grousser Warscheinlechkeet eng naass Wiss, dat heescht ee Biotop, deen duerch den Artikel 17 vum modifizéierten Naturschutzgesetz geschützt ass. Naass Wise kann ee just landwirtschaftlech notzen.

Dës lescht Moosnam gouf 2021 no hanne verréckelt, well d'Volumekompensatiounsmoosnamen am Kader vum Projet vun der Suppressioun vum PN 20b als éischt duerchgefouert hu misse ginn. Hei goufen déi erforderlech Geneemegungen ugefrot, esoubal déi virleien, ginn och dës Aarbechten ausgefouert.

Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire | Question 0113 (15/12/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission européenne a récemment proposé un paquet de mesures visant une révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire. Un des objectifs consiste en l'introduction d'un permis de conduire numérique valable dans toute l'UE.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant l'introduction d'un permis de conduire numérique commun tel que proposé par la Commission européenne ?

– Dans quelle mesure ce paquet de mesures sur le permis de conduire et l'échange transfrontalier d'informations représente-t-il une plus-value pour le Luxembourg ? Une harmonisation plus poussée au niveau européen sera-t-elle avantageuse pour le Luxembourg ?

– Quel sera l'impact sur la législation luxembourgeoise existante des articles 7 et 10 de la proposition de directive relative au permis de conduire, en particulier les dispositifs concernant l'abaissement de l'âge minimum pour la conduite d'un véhicule de la catégorie B et BE à 17 ans et la réduction de la durée de validité administrative réduite pour les personnes âgées de plus de 70 ans ?

– Quelle est la position du Luxembourg concernant la politique de tolérance zéro en matière d'alcool au volant envers les jeunes conducteurs, telle que prônée dans le paquet de mesures européennes ?

– Quelles nouvelles infractions en matière de sécurité routière sont envisagées par la Commission européenne, et quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet ?

Réponse (22/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent plusieurs questions concernant les nouvelles directives européennes sur les permis de conduire (Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les permis de conduire, modifiant la directive (EU) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil, la réglementation (EU) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2006/126/EC du Parlement européen et du Conseil ainsi que la réglementation (EU) N° 383/2012 de la Commission) et sur la poursuite transfrontalière d'infractions routières (Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (EU) 2015/413 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière).

Lors du Conseil « Transport, télécommunications et énergie » dans sa formation « Transports » de l'Union

européenne du 4 décembre 2023, un accord politique a été trouvé pour ce qui concerne les deux propositions en question. Ces textes doivent toutefois encore être avisés par le Parlement européen et seront ensuite négociés lors du trilogue pour parvenir à un texte commun. Les textes tels qu'approuvés par le Conseil verront donc certainement encore des modifications avant leur finalisation.

Sur le fond, le Luxembourg salue explicitement la proposition de la Commission d'introduire un permis de conduire numérique. Les travaux de planification pour l'introduction de ce permis de conduire ont déjà débuté au niveau administratif. Avant de pouvoir entamer la mise en œuvre, il est nécessaire de développer une base légale au niveau national en conformité avec les règlements techniques européens actuellement encore en cours de négociation.

Concernant l'âge minimum pour passer le permis de conduire de la catégorie B (voiture), le texte de la directive fixe l'âge à 18 ans. Le texte prévoit néanmoins une certaine flexibilité, permettant aux États membres de baisser l'âge minimum à 17 ans. Toutefois, une telle modification s'appliquera uniquement au territoire national du pays émetteur. Étant donné qu'au Luxembourg l'apprentissage peut actuellement déjà se faire à l'âge de 17 ans dans le cadre de la conduite accompagnée, il n'est pour l'instant pas prévu de modifier ce point.

En ce qui concerne l'âge limite pour conduire, les honorables Députés semblent faire référence à la proposition initiale de la directive, qui fixait l'âge limite à 70 ans. Le texte modifié ne fait plus aucune référence à l'âge limite. En effet, l'article 10, dont question, a fait l'objet, notamment suite à l'intervention du Grand-Duché, de plusieurs modifications. Dans sa teneur actuelle, le système de renouvellement du permis de conduire à partir de 60 ans au Luxembourg ne sera pas impacté. Ceci bien évidemment sous réserve des négociations et d'éventuelles modifications du texte dans le cadre du trilogue.

En termes de tolérance zéro prévue pour les conducteurs novices, le Luxembourg a fait part de ses doutes quant à la faisabilité, étant donné que la consommation de certains médicaments risquerait de placer les personnes concernées dans l'illégalité. Afin d'éviter cette problématique, la législation nationale prévoit actuellement une limite de 0,2 % pour les conducteurs novices. Lors des négociations, le Luxembourg n'a cependant pas pu trouver une majorité soutenant ce point de vue. Partant, si le texte ne sera plus modifié sur ce point lors du trilogue, le taux se verra être ramené à zéro pour les conducteurs novices durant la période de stage.

En ce qui concerne la directive relative à l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, en vigueur depuis 2014 maintenant déjà, celle-ci a mis en place un mécanisme visant à pallier l'impunité des infractions routières commises à l'étranger. L'expérience des dernières années a cependant démontré que bon nombre d'infractions routières commises à l'étranger restent toujours impunies. La proposition de texte de la Commission européenne pour réviser la directive en question prévoit notamment d'élargir la liste des infractions couvertes par cette directive en ajoutant à la liste des huit infractions routières actuelles dix nouvelles infractions routières pour lesquelles les autorités du pays où l'infraction a été commise ont un accès direct aux données du propriétaire du véhicule.

La proposition initiale de la Commission prévoit notamment d'ajouter les infractions suivantes :

– distance insuffisante par rapport au véhicule qui précède,

- dépassement dangereux,
- stationnement dangereux,
- franchissement de lignes continues,
- conduite dans la mauvaise direction,
- non-respect des allées de secours ou de la priorité aux services de secours,
- véhicule surchargé,
- non-respect des restrictions d'accès,
- délit de fuite et
- non-respect des règles aux passages à niveau.

Le Luxembourg reconnaît l'importance de cette directive pour la sécurité routière dans son ensemble au sein de l'Union européenne, mais s'est opposé lors des négociations à certaines des nouvelles infractions proposées, sachant que celles-ci ne peuvent pas directement être liées au domaine de la sécurité routière. Les infractions relatives au stationnement ou à la conduite dans des zones à faibles émissions par exemple semblent en effet dépasser le champ d'application d'une directive relative à la sécurité routière. Bien que le texte ait été adopté par la majorité des États membres de l'UE, il est espéré que ces manques de précision pourront être revus lors du trilogue.

Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig | Question 0114 (15/12/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

En début de semaine, un jeune délinquant interpellé pour vol, a été placé au Centre pénitentiaire de Schrassig, ce qui est intolérable.

Ce placement a été expliqué dans un communiqué du parquet par un manque de place à l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État pour jeunes à Dreiborn.

Or, le Grand-Duché avait déjà été à plusieurs reprises sévèrement critiqué par le comité anti-torture du Conseil de l'Europe pour sa pratique d'incarcérer des enfants ou adolescents dans des prisons pour adultes.

– Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice pour quelles raisons il n'a pas été envisagé de placer ce jeune dans l'unité spécialisée Orangerie 3 pour jeunes du CNHP qui est nettement préférable à une prison pour adultes.

– Finalement, est-ce que le jeune délinquant en question est toujours incarcéré ?

– Dans ce cas, le placement dans l'unité spécialisée du CNHP ne serait-il pas une bonne solution de rechange ?

Réponse (09/01/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Le mineur en cause ne se trouve plus au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig depuis le 20 décembre 2023.

D'après les informations reçues du Parquet général, le mineur placé par mesure de garde provisoire du 11 décembre 2023 au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig était déjà connu pour avoir commis par le passé de nombreux faits qualifiés d'infractions pénales sur le territoire luxembourgeois.

En l'absence du moindre élément que ce jeune présentait un besoin immédiat de nature thérapeutique, il n'y avait pas d'indication pour envisager le placement de ce mineur à l'unité « Orangerie 3 » du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck, alors que cette unité est spécialisée dans les soins psychiatriques et psychothérapeutiques pour adolescents.

Pour éviter dans le futur tout placement d'un mineur dans un centre pénitentiaire pour adultes, le projet de loi n° 7991 portant introduction d'un droit pénal pour

mineurs prévoit la création d'un centre pénitentiaire pour mineurs.

Projets d'infrastructure et immobilier de l'État | Question 0115 (15/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

De 27. September hat RTL een Artikel publizéiert mam Titel „Eng privat Soirée vum Marc Giorgetti mat DP an CSV“. Schnell gounge d'Gerüchter ëm, dass béid Parteien wuel eng Wunnensbaupolitik géife maachen, déi virun allem de grouss Promoteuren a Groussgrondbesëtzer géing an d'Hänn spillen. An effektiv weisen déi grouss Linnen am Koalitionsaccord, dass virun allem Leit mat vill Geld a Besët am meeschte vun der Wunnensbaupolitik kéinte profitéieren, während ëmmer méi Leit da loune mussen, wat déi Leit mat vill Geld a Besët alt nees méi räich mécht.

Grouss Baumentreprise, déi breet genuch opgestallt sinn, hunn also an der aktueller Baukris manner Suerge, well se nieft Honnerten Hektar u Baulandreserven (siehe Note 29 Observatoire de l'habitat) duerch hir Gréisst och an anere Branchen am Bausecteur schaffen (Stroossebau, grouss staatlech Gebaier) a beschtens mat den Opdraggeber beim Staat vernetzt sinn. Eleng fir de Bau vu Stroossen a Renovéierungsarbechte sinn am Budget 2023 340 Milliounen Euro virgesinn. Op de grouss Schantercher vum Staat fënnt een deemmo oft déi selwecht bekannten Nimm vu grouss Baufirmen a Promoteuren erëm, déi bei effentlechen Ausschreibungen d'Opdräit meeschtens kréien.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Wunnensbau, fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an effentlechen Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wie waren zënter 2018 déi zéng gréissten Opdragneher fir de Bau vun Infrastrukturprojeten an Immobilieprojete vum Staat, opgeléist no Firma?

2. Wéi vill Sue kruten dës Firmen an deenen eenzele Jore fir hir Servicer ausbezuelt?

Réponse (16/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De folgenden Tableau lëscht déi zéng Opdragneher op, déi tëscht 2018 an 2023 (Stand 19.12.2023) insgesamt déi héchste Beträg an Euro duerch hir Aarbechten/Déngschter am Kader vun effentlechen Projeten ausbezuelt kruten. Dës Ausgabe bezéien sech op déi effentlech Projete vun der Stroossebauverwaltung an der Verwaltung fir effentlech Bauten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Conventionnement des promoteurs sociaux avec l'État | Question 0116 (15/12/2023) de M. David Wagner (déi Lénk)

La nouvelle loi du 7 août 2023 sur le logement abordable prévoit de nouvelles modalités pour le calcul de la rémunération du capital investi par les promoteurs sociaux dans la viabilisation de terrains et la construction voire la rénovation de logements abordables.

Ainsi le montant de la rémunération du capital investi est déterminé pour chaque logement en fonction des taux de rémunération du capital investi en vigueur au moment de la signature de la convention prévue à l'article 21 de la loi. Ces taux de rémunération du capital investi ne figurent pourtant pas dans le texte de loi mais sont fixés par voie réglementaire.

Cependant, à ma connaissance, le règlement grand-ducal en question n'a pas encore été approuvé par le Gouvernement réuni en conseil. Par conséquent, nombre de promoteurs sociaux n'ont pas accès au crédit au vu de la non-fixation des taux de la rémunération du capital investi et se retrouvent dans l'incapacité de faire avancer leurs dossiers de convention.

De même les règlements grand-ducaux concernant la fixation des montants de la couverture des frais d'exploitation encourus par les promoteurs respectivement de la couverture des frais de gestion des logements subis par les bailleurs font toujours défaut.

Cette absence d'une base légale entrave une planification financière solide des projets des promoteurs et bailleurs sociaux et risque de bloquer voire de retarder leurs projets de création de logements abordables.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les règlements grand-ducaux en question n'ont toujours pas été à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons les règlements n'ont-ils pas encore été approuvés ?

2) Combien de promoteurs sociaux sont actuellement conventionnés avec le Ministère du Logement ? Combien de projets respectivement de logements sont couverts par ces conventions ?

3) Combien de promoteurs sociaux sont actuellement bloqués au niveau de leur demande de crédit auprès d'un établissement de crédit pour l'acquisition de logements conventionnés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi à cause de l'absence d'une base légale en matière de taux de rémunération du capital investi respectivement des montants des frais d'exploitation et de gestion ? Combien de projets de construction respectivement de logement sont concernés ?

4) Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des établissements de crédit pour faciliter l'accès au crédit de promoteurs sociaux actuellement bloqués dans leurs démarches à cause de l'absence de la base légale en matière de taux de rémunération du capital investi ?

À ma connaissance, les établissements de crédit auraient effectué des calculs qui montreraient que les promoteurs sociaux devraient, selon les dispositions prévues par la nouvelle loi, avoir recours aux forfaits de gestion pourtant destinés aux bailleurs sociaux pour être en mesure de supporter le remboursement des prêts contractés pour financer leur apport propre dans le cadre de la construction ou de l'acquisition de logements.

5) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces calculs ? Dans l'affirmative, estime-t-il que de telles conditions liées à l'octroi d'un prêt seraient soutenables pour les promoteurs ainsi que pour les bailleurs sociaux ?

Réponse (15/01/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Il est prévu que l'avant-projet de règlement grand-ducal sur la compensation de service public sera très prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement. Partant, le règlement grand-ducal devrait pouvoir entrer en vigueur relativement rapidement, pour toute convention aides à la pierre qui aurait été signée à partir du 1^{er} octobre 2023.

ad 2) Actuellement il y a 60 promoteurs sociaux qui sont conventionnés avec le Ministère du Logement. Ces conventions couvrent un total de 265 projets représentant ensemble 3.881 logements abordables.

ad 3) Le Ministère du Logement n'a eu de retour que de la part d'un seul promoteur social qui serait bloqué au niveau de sa demande de crédit auprès d'un établissement de crédit.

ad 4) Il y a eu jusqu'à présent deux entrevues avec des établissements bancaires à cet égard. Il ne s'agissait néanmoins que de réunions techniques qui ont eu lieu entre collaborateurs.

À ma connaissance, les établissements de crédit auraient effectué des calculs qui montreraient que les promoteurs sociaux devraient, selon les dispositions prévues par la nouvelle loi, avoir recours aux forfaits de gestion pourtant destinés aux bailleurs sociaux pour être en mesure de supporter le remboursement des prêts contractés pour financer leur apport propre dans le cadre de la construction ou de l'acquisition de logements.

ad 5) Selon les échanges que le ministère a eu avec certains établissements de crédit et avec des acteurs représentatifs du secteur, le système de compensation de service public, tel que défini dans la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, devrait permettre aux promoteurs sociaux de financer le capital qu'ils ont investi dans le cadre de la réalisation d'un projet de logements abordables, et ce sur toute la durée de la convention. Néanmoins, il faut que le projet faisant l'objet de la convention aides à la pierre réponde aux critères du cahier des charges pour le développement des logements abordables, notamment ledit projet doit se trouver en dessous du montant maximal éligible (MME).

Programme politique en matière d'énergie nucléaire | Question 0117 (18/12/2023) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

Dans la continuité du Gouvernement précédent, le règlement interne du nouveau Gouvernement attribue les compétences ministérielles en matière nucléaire à quatre ministères. « La Coordination de la politique gouvernementale en matière d'énergie nucléaire, y inclus dans le cadre des WENRA, Euratom, ENSREG, OECD (AEN) et HERCA » est attachée au portefeuille ministériel de l'énergie, la responsabilité nucléaire au portefeuille ministériel de l'environnement, la « Surveillance et information relative aux rayonnements ionisants et non ionisants, à la sécurité nucléaire, ainsi qu'à la sécurité de la gestion des déchets radioactifs » au portefeuille de la santé et enfin le « Programme européen de recherche nucléaire Euratom » et le projet de fusion nucléaire « ITER » au portefeuille de la recherche. Le seul changement de compétence concerne l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est passée du Ministère de l'Énergie au Ministère de la Santé. Ensuite, dans une interview publiée le 14 décembre 2023, Monsieur le Ministre de l'Environnement réagissait à l'accord de la COP28 et a entre autres répondu à la question sur la nucléaire (« Le Luxembourg ne change pas d'avis sur la question ? ») que « Nous allons tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire produit dans les pays voisins ». Ceci constitue un élément intéressant, quoique nouveau dans la mesure où cet objectif ne figure pas dans l'accord de coalition.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que l'objectif politique de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire » est partagé par l'ensemble du Gouvernement ou s'agit-il

d'une déclaration personnelle du Ministre de l'Environnement ?

2) Si le Gouvernement partage cet objectif, quels sont les moyens d'action prévus pour atteindre cet objectif et à quelle échéance ?

Réponse (23/01/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Luxembourg mettra en œuvre le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui prévoit, entre autres, de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire.

Conformément à l'accord de coalition, le Gouvernement s'engage à intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Dans le but de développer la production d'énergies renouvelables sur le territoire national, le Luxembourg soutiendra le développement des secteurs de l'énergie éolienne et photovoltaïque, notamment en maintenant les mécanismes de subsides et d'appels d'offres pour l'énergie photovoltaïque. Dans ce cadre, le volume des grandes installations photovoltaïques sera augmenté.

Le potentiel de production d'énergie étant cependant limité sur le territoire national, et comme le Luxembourg dépend d'importations d'énergie, le Gouvernement approfondira la coopération énergétique avec ses partenaires internationaux. Le Gouvernement continuera ainsi à investir dans des projets porteurs d'avenir au niveau international, tels que des parcs éoliens offshore, des installations photovoltaïques en Europe du Sud ou encore des projets de production d'hydrogène renouvelable.

Établissement d'un casino au quartier de Luxembourg-gare | Question 0118 (18/12/2023) de Mme Corinne Cahen (DP)

À Luxembourg-gare, plus précisément dans la rue Joseph Junck, il semble qu'un établissement de jeux de hasard ou une sorte de casino soit en train de s'établir. La loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives détermine qu'est interdit sur la voie publique « tout appareil dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et qui est destiné à procurer un gain ou une consommation moyennant enjeu ». En effet, et par dérogation aux limitations déterminées par la loi, l'installation de casinos ou de locaux similaires est sujette à des conditions et mesures d'exécution définies, dont notamment l'obtention d'une autorisation de la part du Ministère de la Justice.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Madame et Monsieur les Ministres, pouvez-vous confirmer l'établissement d'un casino ou d'un local de type similaire à l'endroit précité au quartier de la gare ?

– Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres, pouvez-vous confirmer que cet établissement dispose à ce stade d'une autorisation d'exploitation à cette fin ?

– Dans la négative, quelles en seraient les conséquences ?

– Est-ce que d'autres établissements similaires sont actuellement prévus ouvrir leurs portes au Luxembourg ?

Réponse (15/01/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des
Finances

Aucune demande pour l'établissement d'un casino ou d'une salle de jeux de hasard dans la rue Joseph Junck n'est parvenue, ni au Ministère de la Justice, ni au Ministère des Finances. Étant donné que l'exploitation, sans autorisation légale, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, des jeux de hasard, est une infraction pénale en vertu de l'article 14 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, une dénonciation, sur base de l'article 23, paragraphe 2 du Code de procédure pénale, a été faite au procureur d'État de et à Luxembourg en date du 28 décembre 2023 sur base des informations que nous avons pu recueillir.

En ce qui concerne l'exploitation des jeux de hasard au Luxembourg, l'article 1^{er} de la prédite loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives pose d'abord le principe de l'interdiction de l'exploitation des jeux de hasard. Il échet de préciser qu'en vertu de l'article 5 de la prédite loi du 20 avril 1977, il pourra, par dérogation aux interdictions légales, être accordé, sous conditions, aux casinos et établissements similaires, installés dans l'intérêt du tourisme, l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, où seront pratiqués certains jeux de hasard. Une telle autorisation est accordée par décision du Conseil de Gouvernement. Comme mentionné ci-avant, nous tenons à préciser qu'aucune demande en ce sens n'a été introduite à ce jour.

Implantation physique de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA) |
Question 0119 (18/12/2023) de **M. Dan Biancalana**
(LSAP)

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme représentent une grave menace pour l'intégrité de l'économie, pour le système financier de l'Union européenne ainsi que pour la sécurité de ses citoyens.

Dans ce contexte, la Commission européenne a publié en juillet 2021 un projet de règlement européen visant à créer une nouvelle autorité européenne, l'Anti-Money Laundering Authority (AMLA) ou Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux. L'AMLA disposera de pouvoirs de surveillance et de sanction et veillera à la mise en œuvre harmonisée de la réglementation applicable en la matière.

À l'heure actuelle, aucune décision relative à l'implantation physique de l'AMLA n'a été prise. Luxembourg candidate pour accueillir ladite autorité, aux côtés d'autres villes européennes comme Vienne, Francfort ou Paris, ville hôte de la première édition de la conférence internationale « No money for terror » en 2018.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment Monsieur le Ministre compte-t-il promouvoir le Luxembourg comme lieu d'implantation privilégié de l'AMLA ? Quel rôle jouera dans ce contexte le dernier rapport d'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière (GAFI) publié en septembre ?

– Dans quelle mesure la candidature luxembourgeoise peut-elle se différencier de celle des villes concurrentes ?

– Quels sont les critères susceptibles de déterminer le choix de l'implantation physique de l'AMLA ?

Réponse (04/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement précédent a finalement décidé de ne pas répondre à l'appel à candidatures officiel lancé par la Commission européenne entre le 28 septembre et le 10 novembre 2023.

Chantier permanent sur l'A1 | Question 0120
(18/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, gouf am Oktober op der A1, der wichtigster Verbindung mat eisem Nopeschland Däitschland, op der Bréck op Héicht vun Nidderaanwen e Chantier ugefaangen. Eng éffentlech Affiche huet d'Enn vun den Aarbechte fir den 2. November ugekënnegt. Wéi Automobilisten, déi déi Streck reegelméisseg fueren, elo matdeelen, gouf dës Affiche mëttlerweil ewechgeholl. Weiderhi gëllt awer eng geännert Streckeféierung an d'Vitess ass op 70 Stonnekilomeeter limitéiert, wat notament zu Stousszäiten zu erhiefléche Verzögerunge féiert, ouni awer, datt erkennbar géifen Aarbechte virgeholl ginn. Amplaz gouf elo en dauerhafte Baustelleradar opgestallt.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkeiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, firwat déi Aarbechten, déi ursprénglech bis den 2. November annoncéiert waren, sech lo op en éffentlech net genannten Datum verzögern a preziséieren, bis weini genee den Trafic nees soll normaliséiert ginn?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, ob während dem Laf vun den Aarbechten zousätzlech technesch Erausforderungen identifizéiert goufen a wéi dës zu de Verzögerunge bäigedroen hunn?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, ewéi déi Decisioun motivéiert ass, iwwert e Mount nom ugekënnegten Enn e fixe Baustelleradar opstellen ze loosser? Falls op dëser Plaz effektiv opgrond vum Zustand vun der Infrastruktur e Sécherheitsrisiko besteet, wier et dann net méi sënnavoll, den Ofschluss vun den Aarbechten ze prioriséieren?

Réponse (19/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi ursprénglech Aarbechten, déi weinst engem Tëscheffall un der Deenungsfou um Viaduc Mënsbech hu missen duerchgefouert ginn, waren zu dem annoncéierten Zäitpunkt ofgeschloss. Et huet sech bei dësen Aarbechten ëm eng provisoresh Léisung gehandelt, déi bis zum definitive Remplacement vun der Deenungsfou bestoe bleift. Duerch dës provisoresh Léisung sinn déi aktuell Spuerbreeten a Vitesslimitatiounen néideg ginn. Déi deemspriechend Etüdë fir déi definitiv Léisung sinn um Lafen. Deemno wäert déi ursprénglech Situatioun viraussichtlech fréistens nom Summer 2024 rëm hiergestallt kënnen ginn.

ad 2. Et goufe keng zousätzlech technesch Erausforderungen identifizéiert.

ad 3. Déi provisoresh installéiert Léisung ass, wéi schonn an der Fro 1 beschriwwen, op eng reduzéiert Geschwindegkeet ausgeluecht. Fir d'Sécherheet vun de Stroossennotzer*innen ze garantéieren, muss also déi maximal zouläseg Geschwindegkeet op dëser Plaz limitéiert ginn. Fir d'Anhale vun der reduzéierter Geschwindegkeet ze garantéieren, gouf deemno e Baustelleradar installéiert.

De Joint fir déi definitiv Léisung muss op Mooss hiergestallt ginn, dowéinst war et net méiglech, an dem kuerzen Zäitraum déi ofschléissend Aarbechte fir d'Ersetze vun der Deenungsfou duerchzuféieren. Fir de Verkeier bis zum Ofschluss vun den definitiven Aarbechten awer op zwou Spuere kënnen circuléieren

ze loosser, gouf wéi ewell duergeluecht, eng provisoresh Léisung ëmgesat.

Panneaux d'entrée des localités | Question 0121
(18/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et kënn an eise Stied an Dierfer reegelméisseg vir, datt, z. B. am Kader vun Ännerunge vun der Vitesslimitatioun, duerch d'Administration des ponts et chaussées Uertschaftsschëlde verréckelt ginn. Opfälleg ass dobäi awer, datt et och virkënn, datt Uertschaftsschëlde sech duerno net méi op där ursprénglecher Plaz befannen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Mobilitéit:

1. Gëtt et e Schlëssel respektiv e Berechnungsmodus (z. B. e Perimeeter, eng Linn etc.) dee festleet, wou genee an enger Stad oder engem Duerf d'Uertschaftsschëld ze stoen huet?

2. Am Fall, wou Uertschaftsschëlde verréckelt ginn a sech duerno net méi op där ursprénglecher Plaz befannen: Wat sinn d'Grënn hefir?

3. Am Fall, wou sech Uertschaftsschëlde net méi op där ursprénglecher Plaz befannen: Wéi ass hei d'Prozedur, fir dee genannte Problem ze léisen?

Réponse (19/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi aktuell Definitioun vun enger Agglomératioun ass am Code de la route duerch dat groussherzoglecht Règlement vum 9. September 2019 (Règlement grand-ducal du 9 septembre 2019 modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) festgehalen ginn.

Dës Definitioun präziséiert, wou d'Uertschaftsschëlde (E,9a an E,9b) opgestallt sinn.

De genee Wuertert ass dee Folgenden:

[...] „Agglomération : espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique ; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe d'au moins trois maisons d'habitation ou immeubles à vocation principalement résidentielle ou administrative, qui sont distants les uns des autres de moins de 100 mètres ; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 mètres du premier et du dernier groupe de maisons ou immeubles ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet ; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations.“ [...].

ad 2. an 3. Uertschaftsschëlde ginn entspriechend de genannte legislativen Dispositiounen gesat. Innerhalb vun dem duerch dës Dispositiounen definéierte Spillraum muss dann och de Standuert vun de Schëlde beschmëglecht der Situatioun um Terrain an de Visibilitäten ugepasst ginn.

Falls sech awer um Terrain Ännerungen erginn, eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun néideg gëtt oder d'Agglomératioun duerch nei Bauten zum Beispill méi grouss ginn ass, da mussen eventuell och d'Uertschaftsschëlde der neier Situatioun ugepasst ginn a verréckelt ginn.

Dës Ännerung zitt natierlech mat sech, datt, ausser et wier eng aner maximal erlaabte Geschwindegkeet affichéiert, ab dem neie Standuert vum Uertschaftsschëld d'Vitesslimitatioun vu 50 Kilomeeter an der Stonn gëllt.

Évaluation de la pandémie Covid-19 | Question 0122 (18/12/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Regierung huet sech am Koalitionsaccord d'Zil gesat, Lëtzebuerg e Pandemiesgesetz ze ginn. D'Ausschaffe vun esou engem Gesetz erfuerdert natierlech eng Analys vun der vergaangener Covidkris, fir doraus ze léieren an eventuell Feeler net ze widderhuelen. Eng ganz Rei Elementer aus der Covidpandemie sollten dofir consideréiert ginn, wéi z. B. den Akaf vun Impfstoffen oder d'Aart a Weis an d'Inhalter vun der Gesetzgebung, mee och de Personalmanagement – well ouni Mataarbechter:innen, déi all Dag hiert Beschäftung hunn, hätt d'Pandemie nimmols esou kënnen durchgestane ginn, wéi et de Fall war.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung, eng detailléiert (extern) Evaluatioun maachen ze loosse vun der Covidkris virum Finaliséiere vum neie Pandemiesgesetz?
Falls jo: Wéi eng Elementer wäerten analyséiert ginn?
Falls nee: Wéi gëtt garantéiert, dass sech Feeler net widderhuelen?

2. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement beim Large Scale Testing (LST) ofgelaf ass?

– Wéi waren d'Aarbechtskonditiounen vun de kuerzfristeg agestallte Mataarbechter:innen? Goufe Befrounge vun den Employé(e)ën gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meinungen a Verbesserungsvorschläge ze ermëttelen?

– Wéi vill Persounen waren insgesamt fir den LST agestallt ginn?

Wéi vill Persounen waren an der leschter Phas virum Stopp vum LST nach agestallt?

– Sinn d'Kontrakter vun den Employé(e)ën nom Stopp vum LST nach weider gelaf oder krut d'Personal kuerzfristeg gekënnegt?

Falls d'Kontrakter weider gelaf sinn: Wéi laang goufen d'Leit weider beschäftegt, wou goufen se agesat a wéi e Montant u Salairé gouf fir dës Phas nom LST ausbezuelte?

– Op wéi ee Montant belafen sech d'Personalkäschte fir den LST insgesamt?

3. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement an de Spideeler ofgelaf ass?

Wéi waren d'Aarbechtskonditiounen vun de Mataarbechter:innen? Goufe Befrounge vun den Employé(e)ën gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meinungen a Verbesserungsvorschläge ze ermëttelen?

4. Ass der neier Ministesch bekannt, wéi de Personalmanagement bei de vu staatlecher Säit aus ugebuedenen Hotlinen ofgelaf ass?

– Wéi waren d'Aarbechtskonditiounen vun de kuerzfristeg agestallte Mataarbechter:innen?

Goufe Befrounge vun den Employé(e)ën gemaach (oder sinn der geplangt), fir hir Meinungen a Verbesserungsvorschläge ze ermëttelen?

– Wéi vill Persounen waren insgesamt fir dës Servicer agestallt ginn?

Wéi vill Persounen waren an der leschter Phas virum Stopp vun der Offer nach agestallt?

– Sinn d'Kontrakter vun den Employé(e)ën nom Stopp nach weider gelaf oder krut d'Personal kuerzfristeg gekënnegt?

Falls d'Kontrakter weider gelaf sinn: Wéi laang goufen d'Leit weider beschäftegt, wou goufen se agesat a wéi e Montant u Salairé gouf fir dës Phas nom Stopp ausbezuelte?

– Op wéi ee Montant belafen sech d'Personalkäschte fir d'Hotlinen insgesamt?

Réponse (22/01/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi viregt Regierung huet schonns eng éischt extern Evaluatioun vun der Gestéioun vun der Covidkris zu Lëtzebuerg duerch d'OECD¹⁶ duerchféiere gelooss.

Aktuell läit de Fokus op der Preparatioun fir eng eventuell nächst Kris fir sécherzestellen, dass mir do beschtméiglechst virbereet sinn. An deem Kontext huet Lëtzebuerg sech ganz fréi engagéiert, un der Pilotphas vun der sougenannter „Universal Health Preparedness Review (UHPR)“ vun der Weltgesundheitsorganisatioun deelzehuelen. Do ass ugeduecht, datt all Land een nationale Rapport mécht iwwert d'Dispositiounen, déi geholl goufen als Virbereedung op eng Gesondheitskris. Dese Rapport gëtt da vun dräi anere Länner onofhängeg analyséiert a kritesch hannerfrot. Dobäi gi Verbesserungsvorschläge gemaach, fir d'Preparatioun op eng nächst Kris besser ze anticipéieren. Et ass virgesinn, dass Lëtzebuerg am Laf vun dësem Joer säi Rapport presentéiert.

Eng aner Initiativ betrëfft eng extern Evaluatioun duerch d'ECDC (Europäeschen Zenter fir d'Prevention an d'Kontroll vu Krankheeten) vun der Prevention, der Preparatioun an dem Plange vun enger Äntwert op eng Gesondheitskris ënnert dem Europäesche Règlement 2022/2371 (ECDC Assessment of Prevention, Preparedness and Response Planning under Article 8 of Regulation (EU) 2022/2371 on Serious Cross-Border Threats to Health). Dës Evaluatioun ass am Géigesaz zu dem UHPR obligatoresch. D'Evaluatioun vu Lëtzebuerg duerch d'ECDC ass Enn vun dësem Joer virgesinn.

Donieft ass Lëtzebuerg och aktiv vertrueden an de multilaterale Verhandlungen vun zwee internationalen, komplementären Instrumenter, déi zum Zil hunn, zukünfteg Pandemien ze verhënnere respektiv sech besser dorop virbereeden. Dëst sinn zum enge d'Revisioun vun dem „Règlement sanitaire international (RSI)“, en internationaalt Instrument, wat 2005 zulescht à jour gesat gouf, an zum aneren de sougenannten Accord Pandémies (Accord mondial sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies). Bëid Verhandlungen solle bis Enn Mee 2024 ofgeschloss sinn.

ad 2. De Projet vum Large Scale Testing gouf duerch eng Sous-traitance realiséiert, wou een Appel d'offres um europäeschen Niveau lancéiert gouf. D'Kontrakter, déi vum Staat ofgeschloss goufen, haten all e konkrete Ufanks- a Schlussdatum, un dee sech strikt gehal gouf. Laut dem Cahier des charges an de Kontrakter war de Sous-traitant dozou verpflichtet, e gewëssenen Niveau u Service zu all Moment ze garantéieren (notamment eng 53.000 PCR-Tester pro Woch durchféieren ze kënnen). Et war also dem Sous-traitant seng Responsabilitéit dofir ze suergen, dass dat néidegt Personal zur Verfügung stoung. Dëst ass och de Grond, wieso de Staat keng Informatiounen iwwert d'Aarbechtskonditiounen vum Personal huet. De Staat huet vu senger Säit séchergestallt, datt all d'Gesondheitsberufler, déi um LST bedeelegt waren, eng Autorisation d'exercer zu Lëtzebuerg haten.

ad 3. D'Aarbechtskonditiounen vun de Mataarbechter:innen an de Spideeler si während der Covidkris am Kader vun der Convention collective vun de respektive Berufsgruppen organiséiert ginn. An Ofsprooch mat de representativen Organer sinn Adaptatiounen vun den Aarbechtszäite vun de betraffene Servicer virgeholl ginn. D'Organisatioun vun de Servicer huet missen den Impakt vun den noutwennegen Hygiënesmoossnamen an de verännerten Aarbechtsprozeduren Rechnung droen. D'Ofleef sinn deemno un déi spezifesch Infrastruktur vun den Haiser ugepasst ginn. Eng psychologesch Ënnerstëtzung ënner verschiddene Formen ass zäitno ugebuede ginn. Spideeler hunn hiert Personal intensiv begleet

bei der Gestéioun, och um emotionale Plang, vun der ongewinnter Situatioun vun enger Pandemie.

Am Kader vun de Reunione mat de representative Personalvertriedungen sinn d'Erfaarungen aus der Kris diskutéiert ginn. Dës Erfaarungen sinn och am Kontext vun der OECD-Studie berücksichtegt ginn, wou all Spidol mat abezunn an ëm en Input gefrot gouf. Eng Opaarbechtung vun de Verbesserungsvorschläge ass an d'Revisioun vum Plan d'urgence mat agefloss. Am Kader vu Qualitéitsdemarché gi reegelméisseg Zufriedenheitsenquëten beim Personal duerchgefouert.

ad 4. Am Ufank vun der Pandemie ass d'Hotline ënnert der Regie vum CGDIS gelaf an et goufe vill Bevollengten engagéiert, fir eng Hand mat unzepakken. Méi spéit gouf dunn d'Personal am Kader vum Covid-gesetz¹⁷ engagéiert a war ënnert dem Statut vum Employé de l'État agestallt mat engem CDD vun enger Stonn pro Woch, dee reegelméisseg en fonction vun de Besoinen an der Kris ugepasst ginn ass. Dës Reegelen goufe fir d'Personal vun der Hotline applizéiert. Et goufe keng Befrounge vun dësem Personal duerchgefouert.

An der Zäitspann vun Oktober 2020 bis Januar 2022 hate 16 Leit e CDD an hu fir d'Hotline geschafft. En fonction vun der Kris huet dese Pool u Leit reegelméisseg konnten adaptéiert ginn. Ab Januar 2022 sinn d'Aktivitéiten vun der Hotline duerch e Prestataire, deen iwwer e Marché public designéiert gouf, iwwerholl ginn, sou datt d'Personal anere Missiounen zougedeelt gouf a virun allem am Contacttracing agesat gouf. Et gouf keng Entloossunge vun dësem Personal.

D'Leit, déi ënner engem CDD beim Staat agestallt gi sinn, konnten hire Kontrakt no de Reegelen vum Code du travail an no de Besoinen vun der Covid-19-Kris erneiert kréien.

D'Gesamtkäschte vun dësen Kontrakter sinn dem Gesondheitsministère net bekannt, well d'Kontrakter allegueren iwwer de Ministère fir den ëffentlechen Dëngscht ofgewéckelt goufen.

Musée ferroviaire à Pétange | Question 0123 (18/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zu Péteng soll een Eisebunnsmusée opgemaach ginn, an deem, nieft historeschem Fuermaterial, och verschidden historesch wäertvoll Deeler vun der Ettelbrécker Gare sollen agebaut ginn. D'Gemeng Péteng huet sech dofir ee Virkafrecht bis 2025 op een Terrain no vun der Gare geséichert, fir dass de Staat de Musée hei baue kann, wéi d'Plattform virgule.lu dat och 2022 bericht hat. De Ball läit also elo beim Kulturminister.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wäert de Kulturminister um Bau vum Eisebunns-musée zu Péteng festhalen?

2. Bis wéini wäert ee konkrete Projet fir de Site zu Péteng virleien?

3. Wéi soll d'Käschtenopdeelung tëschent der Gemeng an dem Staat ausgesinn?

Réponse (01/02/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Kulturministère an de Ministère fir Mobilité an ëffentlech Aarbechte si mam Projet vum Centre national du patrimoine ferroviaire – Zuchmusée befaasst. Den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA an d'CFL – Société nationale des chemins

¹⁶ Evaluation of Luxembourg's Covid-19 Response: Learning from the Crisis to increase Resilience. OECD, published 20 Nov 2022.

¹⁷ Loi du 21 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19



de fer luxembourgeois sinn amgaangen, e Projet zesammen auszeschaffen.

Dëse Projet steet op der Lëscht vun zukünftege Bau-projekten, déi d'Regierung der Chamber am Juli 2023 virgeluecht huet. Do ass proposéiert, datt de Staat dëse Projet aus dem Fonds du rail géif finanzéieren.

Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement | Question 0124 (19/12/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Haagen (LSAP)

Récemment, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur de nouvelles règles obligeant les entreprises à intégrer les droits humains et l'impact environnemental dans leurs systèmes de gestion. La directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour protéger les droits humains et l'environnement est attendue pour le printemps prochain et devra ensuite être adoptée par les parlements des États membres.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Le Gouvernement entend-il proposer au Parlement luxembourgeois une transposition fidèle au texte européen ou entend-il élargir le champ d'application de la directive ? Dans le deuxième cas, dans quel domaine le Gouvernement entend-il étendre le champ d'application de la directive ?

– Quel sera l'impact de la nouvelle directive pour notre pays ?

Réponse (23/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Conseil et le Parlement européen ont conclu un accord provisoire sur la directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) en date du 14 décembre 2023. Il s'agit d'un accord politique et des précisions seront apportées lors de réunions techniques de suivi.

Il n'est donc pas encore possible de se prononcer définitivement sur la transposition de la directive en droit luxembourgeois, néanmoins, le Gouvernement privilégie une harmonisation au niveau de l'Union européenne et de son marché intérieur, comme cela avait déjà été indiqué à plusieurs reprises par le Gouvernement dans les réponses à des questions parlementaires de la législature précédente. La directive a précisément pour objectif de favoriser une telle harmonisation au niveau de l'UE et prévoit d'ailleurs la mise en place d'un réseau de coordination européen des autorités nationales chargées de superviser la mise en œuvre du devoir de diligence des entreprises.

Les obligations prévues en matière de devoir de diligence sont assorties de mécanismes de contrôle et de sanctions – dont une autorité nationale de supervision de la mise en œuvre du devoir de vigilance par les entreprises à mettre en place – ainsi que d'un régime obligatoire de responsabilité civile et de protection des lanceurs d'alerte.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont exclues de manière directe dans la directive, puisque sont concernées les entreprises et les groupes dont le nombre de salariés et le chiffre d'affaires dépasse 500 travailleurs et 150 millions de chiffre d'affaires, respectivement 250 travailleurs et 40 millions de chiffre d'affaires pour les secteurs à risque.

Comme le précise l'accord de coalition, puisque les coûts de la mise en œuvre de cette législation se

répercuteront sur les entreprises, le Gouvernement veillera à la proportionnalité des mesures ainsi qu'au maintien de conditions équitables de concurrence à l'échelle globale, notamment en ce qui concerne l'introduction de nouvelles charges administratives. Dans le cadre de la simplification administrative, les entreprises devront pouvoir gérer les procédures de manière numérique et elles devront être soulagées là où la charge administrative ne permet pas d'atteindre les objectifs de la directive.

Il convient de noter que de nombreuses entreprises luxembourgeoises poursuivent déjà une démarche proactive en matière de devoir de vigilance, que ce soit en participant au Pacte national entreprises et droits de l'homme, en rejoignant des associations comme l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (ULESS), ou encore en sollicitant le label Entreprise socialement responsable de l'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises).

Château Bellevue situé au Limpertsberg | Question 0125 (20/12/2023) de M. André Bauler (DP)

Le château Bellevue avec son jardin-parc, situé au Limpertsberg, bénéficie d'une protection nationale sur base de l'arrêté du Conseil de Gouvernement du 16 novembre 2018. Ce château, initialement conçu comme belvédère, a été construit pour Gaspard-Théodore-Ignace de la Fontaine, gouverneur du Grand-Duché de 1841 à 1848, père du poète Edmond de la Fontaine, dit « Dicks ». La légende veut que l'idée pour la création de l'ordre de la Couronne de chêne y aurait germé lorsque le gouverneur y reçut Guillaume II, roi des Pays-Bas et Grand-Duc de Luxembourg, en 1841.

Selon mes informations le bâtiment en question appartient toujours au patrimoine familial des descendants directs du gouverneur de la Fontaine, mais aurait été proposé à la location et à la vente depuis plusieurs années au cours desquelles le château est resté inoccupé.

Le château Bellevue constitue un bâtiment historique d'envergure nationale si bien que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que l'acquisition par l'État du château Bellevue a été envisagée à un moment donné ?

– Dans l'affirmative, quels éléments ont fait en sorte que l'opération n'ait pas pu être conclue ?

– Dans la négative, une acquisition destinée à en faire un lieu accessible au public serait-elle envisageable ?

Réponse (22/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Il n'est actuellement pas prévu que l'État se porte acquéreur du château Bellevue situé au Limpertsberg.

En tant que bâtiment classé, l'immeuble bénéficie par ailleurs d'une protection adéquate, laquelle inclut la possibilité de faire réaliser des travaux en partie pris en charge par l'État.

Inclusion numérique | Question 0126 (20/12/2023) de M. André Bauler (DP)

Fin novembre a eu lieu le Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique. Il constitue l'une des quarante initiatives prévues par le Plan d'action national d'inclusion numérique et réunit les acteurs de l'écosystème de l'inclusion numérique pour discuter différentes thématiques liées au sujet. À en croire le Ministère de la Digitalisation, la troisième édition de ce forum aurait

connu un grand succès auprès des quelque 120 représentants d'associations et d'organismes dont les publics cibles sont ou risquent d'être confrontés au phénomène de l'exclusion numérique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation :

– Madame la Ministre peut-elle définir ou préciser la notion d'inclusion numérique ?

– Madame la Ministre peut-elle dresser une liste des différents partenaires du ministère agissant dans le domaine de l'inclusion numérique ? Comment ce partenariat est-il organisé concrètement ? Quelles sont, le cas échéant, les modalités de financement ou de subside dans la matière ?

– Combien de personnes ont profité des formations continues liées à l'inclusion numérique et proposées par le ministère ?

– Dans quelle mesure le ministère a-t-il opté pour une approche de décentralisation géographique afin de sensibiliser et d'intégrer les citoyens vivant en milieu campagnard et demandeurs de formations spécifiques en relation avec l'inclusion numérique ? Quels sont les partenaires principaux du ministère dans les régions Est et Nord du pays ?

– Comment se présente l'offre spécifique de formations continues à l'intention des personnes âgées de plus de 60 ans ?

Réponse (09/01/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Le premier Plan d'action national d'inclusion numérique a été élaboré par le Ministère de la Digitalisation en concertation étroite avec le groupe de travail interministériel dédié à l'inclusion numérique, des associations et divers acteurs non étatiques proches des populations éloignées du numérique. Il a été adopté par le Conseil de Gouvernement le 24 septembre 2021.

Dans le processus d'élaboration du plan d'action national, le Ministère de la Digitalisation a défini l'inclusion numérique comme étant le processus qui vise à donner à chaque individu des chances équivalentes de participer à la société en utilisant les technologies numériques. Pour y arriver, l'inclusion numérique considère les efforts à fournir pour combler le fossé numérique en donnant les moyens à tous les citoyens d'utiliser les services en ligne à bon escient, tout en développant leurs compétences numériques. Il s'agit de s'assurer que certaines populations ne deviennent pas victimes d'une fracture numérique dans le cadre de la digitalisation.

5 priorités pour favoriser l'inclusion numérique de tous les citoyens au Grand-Duché ont été définies :

- faciliter l'accès aux outils numériques ;
- favoriser le développement des compétences numériques ;
- contrecarrer les différences régionales en offres numériques ;
- sensibiliser sur la sécurité et la gestion d'informations en ligne ;
- motiver à l'utilisation du numérique.

Sur base de ces priorités, 3 leviers stratégiques ont été retenus. Ces 3 leviers regroupent un ensemble de 40 initiatives concrètes, dont 18 relèvent du Ministère de la Digitalisation.

Ces leviers stratégiques sont :

- A. augmenter la motivation et susciter la confiance numérique ;
- B. faciliter l'accès au numérique ;
- C. développer les compétences numériques.

À travers la mise en œuvre du Plan d'action national d'inclusion numérique, le Ministère de la Digitalisation a réalisé et réalise toujours des initiatives qui visent à améliorer l'offre pour les citoyens vivant en milieu rural.

L'approche retenue est celle de soutenir les acteurs et les actions régionaux pour ainsi favoriser la création d'un effet multiplicateur d'acteurs promouvant l'inclusion numérique dans tout le pays. À côté de soutiens financiers pour différents projets, il a été mis en place des formations « Train the Trainers » pour former des formateurs pour les cours élaborés en collaboration avec l'ASBL ErwuesseBildung, et un site www.zesummendigital.lu qui regroupe toutes les informations concernant les acteurs et offres en matière d'inclusion numérique au Grand-Duché ainsi qu'une boîte à outils avec des ressources d'auto-assistance et vidéos.

De plus, une plateforme en ligne est en cours de développement avec des tutoriaux virtuels et avec un accès à tout le matériel didactique et supports de cours des formations en compétences numériques élaborées, pour faciliter l'accès gratuit aux cours et former plus de formateurs via la plateforme.

Afin de favoriser l'échange entre toutes les parties prenantes, le Ministère de la Digitalisation organise semestriellement le Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique.

Par ailleurs il sera analysé dans les mois à venir comment et où l'on pourra organiser des antennes régionales du guichet physique de guichet.lu pour faciliter l'accès aux personnes habitant les régions éloignées de la ville de Luxembourg.

Depuis sa création en 2018, le Ministère de la Digitalisation a soutenu différents partenaires agissant dans le domaine de l'inclusion numérique à travers des subventions, des conventions de prestations de services, et, depuis 2022, à travers un appel à projets annuel. De plus, le Ministère de la Digitalisation a centralisé toutes les offres et acteurs en inclusion numérique au Grand-Duché sur son portail en ligne : www.zesummendigital.lu afin d'augmenter leur visibilité et faciliter l'accès aux informations nécessaires.

En 2019, le Ministère de la Digitalisation a soutenu le projet du développement de l'application mobile « Closer » par l'ASBL « JuKi » avec un subside pour l'intégration de certaines fonctionnalités qui garantissent l'accessibilité numérique de l'application pour tous les citoyens. Le projet était également soutenu par la fondation « Œuvre Grand-Duchesse Charlotte », l'ASBL « Femmes en détresse » et les communes de Steinfort, Kehlen et Koerich.

En 2020, le Ministère de la Digitalisation a subventionné le projet « E-Senior 2.0 » de l'ASBL « GoldenMe » en collaboration avec la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Durant les années 2021 à 2023, le Ministère de la Digitalisation a signé des conventions de prestation de services avec l'ASBL « ErwuesseBildung », un centre de formation des adultes agréé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avec une grande expérience dans la formation des personnes âgées, pour le développement spécifique de formations en compétences numériques en différentes langues (allemand, français, anglais et portugais) et adaptées à différents niveaux. Les cours sont proposés sur les systèmes d'exploitation macOS et Windows.

Les formations concernées étaient les suivantes :

- un « Internetführerschein 1.0 » revu et mis à jour destiné aux débutants dans le domaine numérique ;
- un « Internetführerschein 2.0 » destiné à un public expérimenté, mais demandeur pour des formations avancées ;

– un module de préparation au e-banking, comme préparation à l'utilisation par le public des services bancaires en ligne ;

– une formation « Train the Trainers », destinée à des formateurs indépendants ou appartenant à des organisations intéressées ;

– une formation « MyGuichet.lu », accompagnée de vidéos tutoriaux, comme préparation à l'utilisation par le public des services administratifs en ligne ;

– une formation « Stay in Touch », comme préparation à l'utilisation des différentes applications de communication (Skype, Zoom, Whatsapp, ...) ;

– une formation « utilisation de base d'une tablette numérique » ;

– une formation « utilisation de base d'un smartphone » ;

– une formation « utilisation avancée d'un smartphone » ;

– un concept modulaire pour les cours « Internetführerschein 1.0 » et « Internetführerschein 2.0 » afin d'apporter un soutien conceptuel aux formateurs IT, de sorte que les cours relativement volumineux soient également divisés en modules plus courts ;

– un tutoriel en ligne destiné aux formateurs pour les différents modules des cours « Internetführerschein 1.0 » et « Internetführerschein 2.0 » ;

– une formation « Train the Trainers » révisée, accompagnée d'un espace de téléchargement en ligne du matériel du cours ;

– une formation « Atelier up-to-date », comme préparation aux mises à jour des appareils numériques.

Toutes ces formations sont mises à disposition gratuitement aux organisations œuvrant dans le domaine social afin d'être accessibles au plus grand nombre de citoyens à travers le Grand-Duché. Les organisations qui entendent profiter de cette mise à disposition gratuite du contenu pédagogique ou qui s'intéressent aux formations pour les formateurs, peuvent s'adresser directement à l'ASBL « ErwuesseBildung ».

Le nombre de personnes qui ont profité des formations continues en compétences numériques organisées par l'ASBL « ErwuesseBildung » est le suivant :

- participants en 2021 : 51 ;
- participants en 2022 : 162 ;
- participants en 2023 : 349.

Le nombre de formateurs potentiels qui ont profité des formations continues en compétences numériques organisées par l'ASBL « ErwuesseBildung » est le suivant :

- participants « Train the Trainers » en 2021 : 13 ;
- participants « Train the Trainers » en 2022 : 8 ;
- participants « Train the Trainers » en 2023 : 31.

En plus des formations mentionnées ci-dessus, il existe également d'autres offres dans le domaine des compétences numériques pour les personnes âgées, proposées par le Service formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil. Des programmes et projets de ces ministères visent à doter les seniors des compétences nécessaires pour naviguer efficacement dans le monde numérique en constante évolution.

En complément aux offres proposées par les ministères, certaines communes mettent également en place des programmes destinés à renforcer les compétences numériques des seniors. Ces initiatives locales sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté, offrant aux aînés des opportunités d'apprentissage adaptées à leur contexte quotidien.

Le Ministère de la Digitalisation organise annuellement la Journée nationale de l'inclusion numérique, vouée à augmenter la visibilité des acteurs et initiatives

œuvrant en faveur de l'inclusion numérique au Luxembourg.

Pour la première édition en mai 2022, le Ministère de la Digitalisation a organisé des ateliers cocreatifs avec l'ASBL « GERO » et l'équipe MyGuichet.lu au GovTech Lab sur les services publics en ligne et leurs retours d'expérience. Par ailleurs des ateliers d'initiation aux tablettes et smartphones avec l'ASBL « ErwuesseBildung » à Diekirch (17 mai 2022), Grevenmacher (17 mai 2022) et Esch-sur-Alzette (19 mai 2022) ont été initiés.

L'édition 2023 de la Journée nationale de l'inclusion numérique a eu lieu au Forum Geeseknäppchen. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes : en matinée, les associations œuvrant dans le domaine de l'inclusion et leurs adhérents avaient été conviés à des ateliers participatifs portant sur des sujets tels que la citoyenneté numérique, les défis digitaux, la cybersécurité dans la vie quotidienne et l'apprentissage numérique. Ensuite, l'ensemble de la communauté de l'inclusion numérique a pu assister au Forum interdisciplinaire sur l'inclusion numérique lors duquel a eu lieu une table ronde réunissant plusieurs intervenants pour discuter des thématiques liées à l'inclusion numérique. La Journée nationale d'inclusion numérique s'est terminée par le premier Salon de l'inclusion numérique au Luxembourg. Un public nombreux s'est déplacé pour cet événement afin de rencontrer une vingtaine d'associations, sociétés et entités publiques venues répondre aux questions des utilisateurs et parler de leurs solutions numériques.

Le 17 mai 2022 a, par ailleurs, eu lieu la remise du premier Prix de l'inclusion numérique aux lauréats du premier appel à projets « inclusion numérique ».

Le Ministère de la Digitalisation a, dans ce contexte, pu signer des conventions de financement portant sur 12 mois, avec les lauréats suivants :

- « Autisme Luxembourg ASBL » pour la création d'une plateforme sociale pour des personnes atteintes d'autisme ;
- « Club Haus op der Heed » pour la mise à disposition de tablettes et un accompagnement individuel pour familiariser les personnes âgées des communes du nord du pays (toutes les communes du canton Clervaux sauf Vianden) aux nouveaux médias ;
- « GoldenMe ASBL » pour développer et renforcer un réseau de « smartphone-café » intergénérationnels dans différentes communes du Grand-Duché ;
- « Stéftung Hëllef Doheem » pour la promotion de la littératie numérique à travers des tablettes chez les personnes âgées vulnérables des 10 centres psychogériatriques (CPG) de leur réseau ;
- la Ville de Dudelange pour la création d'une « Internetstuff » afin de promouvoir et présenter le monde digital aux personnes âgées à l'aide d'échanges et de formations dans un cadre sûr, familial et amical ;
- « Wide ANDCO » pour offrir des « points de rencontres » dans différentes communes aux femmes ayant des questions liées à l'informatique et au numérique.

Les gagnants du deuxième appel à projets lancé 2023 étaient les suivants :

- Take the Lead – Self-promotion in a digital world (Touchpoints ASBL) ;
- Kritesch denken a respektvoll matdiskutieren – Participer de façon respectueuse aux débats sur les réseaux sociaux (Respect.lu ASBL) ;
- Internetcafé fir Senioren (Doheem versuergt – Service d'aides et de soins de la Croix-Rouge luxembourgeoise) ;
- AutismConnect Luxembourg Building Inclusion – ALBI (RubixPotential SARL) ;
- Data Studio (LuxData SA) ;

– Video-Tutorials zur Förderung von digitalen Kompetenzen in der nachberuflichen Lebensphase (Golden-Me ASBL) ;
– Ateliers pratiques de programmation numérique – Prototypiez des idées innovantes pour votre entreprise (House of Training/LIST).

Toutes les présentations de ces projets sont disponibles sous forme de vidéos sur le site <https://zesum-mendigital.public.lu/fr/toolbox/videos.html>.

La troisième édition de l'appel à projets sera lancée au courant de janvier 2024.

Aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren » | Question 0127 (20/12/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Comme récemment annoncé par le Ministre de l'Environnement, les aides financières pour la promotion de la mobilité électrique et de la mobilité active, en particulier le régime d'aide « Clever fueren », seront prolongées jusqu'au 30 juin 2023.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant le régime d'aide « Clever fueren » pour les subventions de voitures électriques, quels sont les types de véhicules qui ont bénéficié de ce régime pour les années 2021 et 2022 ? Dans quelles catégories de prix se situent ces voitures ?

2) Est-ce que le Ministre de l'Environnement envisage de maintenir le régime de subventions pour les voitures électriques moins efficaces en énergie, notamment celles dont la consommation dépasse le seuil de 180 Wh/km ? Quelle est la position du ministère à ce sujet ?

3) Quelle est la répartition des parts de marché des nouvelles immatriculations de véhicules par type de motorisation depuis 2019 jusqu'à la date la plus récente disponible ?

4) Quel a été le niveau des émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport pour les années 2021 et 2022 ? La tendance actuelle est-elle conforme aux objectifs de réduction d'émissions fixés pour 2030 ?

5) Quelle a été l'évolution du parc automobile au Luxembourg au cours des cinq dernières années, en mettant l'accent sur les différents types de propulsion (thermique, électrique, hybride, etc.) ?

Réponse (23/01/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les deux tableaux ci-dessous reprennent les données des demandes de subsides pour véhicules à faibles émissions de CO₂ introduites en 2021 et en 2022 et qui ont été avisées positivement jusqu'au 24 décembre 2023. Veuillez tout de même noter que les indications des prix d'achat sont uniquement disponibles pour les véhicules commandés après le 11 mai 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ainsi, 25 % des voitures à personnes électriques pour lesquelles une demande de subvention a été introduite en 2021 présentent un prix inférieur à 24.561 € ; 25 % des voitures présentent un prix supérieur à 44.361 €.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ainsi, 25 % des voitures à personnes 100 % électriques pour lesquelles une demande de subvention a été introduite en 2022 présentent un prix inférieur à 26.665 € ; 25 % des voitures présentent un prix supérieur à 50.573 €.

ad 2) Alors que le Gouvernement a retenu de reconduire le régime d'aides financières existant de trois mois supplémentaires, à savoir jusqu'au 30 juin 2024 (date de commande du véhicule), il procédera début 2024 à une analyse plus approfondie des critères d'attribution et des montants des subventions pour la période subséquente.

ad 3) Le tableau ci-dessous illustre les parts de marché des nouvelles immatriculations de véhicules par type de motorisation pour les années 2019 à 2023. La part des voitures électriques, c'est-à-dire des hybrides rechargeables, couramment appelées « plug-in hybrides », et des 100 % électriques, parmi les nouvelles immatriculations a fortement augmenté au cours des cinq dernières années, à savoir de 3 % en 2019 jusqu'à plus de 30 % en 2023. Ainsi, la part des voitures électriques parmi les nouvelles immatriculations était en 2023 pour la première fois supérieure à celle des voitures diesel et hybrides au diesel.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le tableau ci-dessous compare les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports des années 2021 et 2022 (provisoire) aux objectifs fixés pour ces années par le règlement grand-ducal du 22 juin 2022 déterminant les allocations d'émissions de gaz à effet de serre annuelles pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2030 des secteurs visés à l'article 5 de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les émissions du secteur du transport, en baisse en 2022 de 13,2 % par rapport à 2021, restent donc nettement en dessous des allocations annuelles d'émissions de ce secteur pour les deux années en question.

ad 5) Le tableau ci-dessous énumère la composition par motorisation du parc automobile de voitures immatriculées au premier janvier de chaque année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le tableau suivant reprend les mêmes chiffres en illustrant l'évolution de la part des motorisations au cours des cinq dernières années. On constate une électrification continue du parc automobile luxembourgeois, alors que la part des voitures électriques (plug-in hybrides et 100 % électriques) a augmenté de 0,76 % en janvier 2019 à 8,45 % en janvier 2024. Selon l'observatoire sur les carburants alternatifs de la Commission européenne¹⁸, le taux d'électrification du Grand-Duché se situait fin juin 2023 à 7,52 % soit, à la deuxième place de l'Union européenne dépassé uniquement par la Suède (10,07 %).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Norme Euro 7 | Question 0128 (20/12/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 19. Dezember war a verschiddenen nationalen an internationale Presseartikelen ze liesen, datt den EU-Ministerrot sech op e virleefegen Accord mam EU-Parlament iwwert d'Aféierung vun enger sougenannter Euro-7-Norm géeneegt huet. D'Euro-Norme

goufen ursprénglech agefouert, fir deen Ausstouss u Feinstëbs duerch Dieselauteo ze limitéieren. Et gehéiert allerdéngs zum erkläerten Zil vun der Lëtzebuerger Regierung, fir an den nächste Joren ëmmer méi Elektroautoen op d'Strooss ze bréngen. An dësem Sënn géif déi ursprénglech Zilsetzung vun der Euro-Norm also entfalen. Tatsächlech ass dann och lo ze liesen, datt déi nei Norm sech soll onofhängeg vun der Aart vum Motor och op d'Feinstëbsemissiounen bezéien, déi duerch d'Reiwung vun de Pneuen an duerch de Bremsvirgang verursaacht ginn.

No engem vun der EU-Kommissioun publizéierte Pabeier zu deene wichtegsten Eckdate sollen dës besonnesch bei dichtem Stadverkéier beim sougenannte Stop-and-Go a bei Temperaturen iwwer 35 souwéi ënner minus 7 Grad Celsius entstoën, falls den Ausstouss vun de Gefierer nach no de klasschesche Methoden am Labo amplaz ënnert de reelle Konditiounen op der Strooss (RDE) getest gouf. De Respekt vun de Wäerter soll duerch eng am Auto verbaute Software iwwerwaacht ginn. D'Schätzungen iwwer Zousazkäschte fir Automobiliste gi vun 90 bis 304 Euro aus. Béd Zuele gi vu respektiv mat Verweis op d'EU genannt. Fir Bussen a Camione ginn duerch schnëttlech Zousazkäschte vun 2.681 Euro ugeholl.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister d'Positionen vun der Regierung zu der Euro-7-Norm elaboréieren a preziséieren, ob schonn eng Decisioun geholl gouf, den endgültigen Text am EU-Ministerrot matzestëmmen? Falls jo, mat wéi engem spezifischen nationalen Interesse/Notze begrënn d'Madamm Minister déi Decisioun?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi eng duerschnëttlech Käschten duerch d'Euro-7-Norm zu Lëtzebuerg duerschnëttlech op Keefer vun engem Neiwon, opgeschlësst no Aart vum Motor, op Proprietäre vun aktuelle Gefierer, och hei opgeschlësst no Aart vum Motor, op privat Bus- a Camionsfirmen souwéi de Staat an d'Gemenge fir d'Upassung vun hire jeeeweilege Fuerparken, duerkommen? Gëtt et Iwwerleeungen, fir dës Zousazkäschte fir Privatleit an Entreprisen steierlech auszegläichen?

3. D'EU-Kommissioun geet an deem uewen zitéierten Eckdatepabeier dovun aus, datt den Undeel vun NO_x-Emissiounen an der Loft bis 2030 amplaz wéi bis ewell ëm 77 Prozent vis-à-vis vun 2018, ëm 85 Prozent wäert erofgoen. An der däitscher Press ass zu deem Thema ze liesen, datt den Undeel vu Stéckoxiden a Feinstëbs an der Loft an hire Groussstied iwwert all déi lescht Jore kontinuierlech erofgaangen ass an et zu kengerlee Iwwerschreidunge vun de Grenzwäerter méi kënnt. Weider heescht et, datt aus de Miessungen, déi während de Lockdownperiode vun der Covid-kris erhuewe goufen, ervirgeet, datt den Afloss vum Verkéier op dës Loftwäerter warscheinlech vill méi kleng ass, wéi laang Zäit ugeholl gouf. Kann d'Madamm Minister an deem Sënn, d'Entwécklung vu Feinstëbs a Stéckoxiden zu Lëtzebuerg vum Joer 2015 bis 2022 presentéieren a preziséieren, op wéi eng Aflossfaktoren déi Entwécklungen zeréckgefouert ginn? Kann d'Madamm Minister dozou weiderféierend eng Berechnung presentéieren, wéi dës Wäerter sech mat an ouni Euro-7-Norm bis 2035 sollen entwéckelen?

4. Am Artikel „Zu teuer, kaum Umweltnutzen – Widerstand gegen neue EU-Abgasregeln wächst“ vum 31. Mee dëst Joer schreift den däitsche Magasinn FOCUS iwwert den Afloss vom viru Kuerzem zeréckgetriedenen EU-Klimakommissär Frans Timmermanns dat hei: „Nach Informationen von FOCUS online hat Timmermans in Hintergrundgesprächen mit Managern großer deutscher Autohersteller bekräftigt, dass

¹⁸ European Alternative Fuels Observatory <https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/>

er den Verbrenner so früh wie möglich beerdigen will – idealerweise schon 2026 durch entsprechende Abgasvorschriften, die die Zulassung von neuen Benzinern quasi unmöglich machen. Der Klimaagenda der EU sei alles unterzuordnen, letztlich auch der Verlust von Arbeitsplätzen, habe Timmermans in den Gesprächen deutlich gemacht.“ Falls des Informations sech géif confirméieren, hätt den Här Timmermans domat de grondleënde Prinzip vum der Rechtsécherheet fir Konsumenten an Entrepreneurs a Fro gestallt an eng entspreche Moosname géif riskéieren, géint d'Recht op Handelsfräiheet a Privatbesëtz ze verstoussen, esou wéi se an den Artikelen 35 a 36 vum der neier Verfassung geregelt sinn. Sinn der Madamm Minister des Aussoe vum Här Timmermans respektiv duerch aner Vertrieeder vum der EU-Kommission bekannt? Wéi reagiert si op des Information? Kann d'Madamm Minister garantéieren, dass d'Regierung zu Bréissel keng Moosname wäert ënnerstëtzen, déi scho virun 2035 zu engem inoffiziellen Verbuet vum Verbrennungsmotor féieren oder déi individuell Mobilitéit allgemeng a Fro stelle géifen?

Réponse (29/01/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte werft a senger parlamentarescher Fro verschidden Aspekter zu der geplangter Euro-7-Norm op a freet weider Erklärungen zu verschiddenen Elementer vum dëser Norm.

D'Proposition zu der neier Euro-7-Norm gouf den 10. November 2022 vum der EU-Kommission dem EU-Parlament an den EU-Memberstaaten ënnerbreet. D'Zil vum der Propos war et, d'Komplexitéit vum der bestoenden EU-Emissionsnorme bei den Autoen a Schwéiergefier ze reduzéieren, d'Grenzwaerter dem aktuellen Wëssens- an Technologiestand unzupassen a Präifmethoden anzeféieren, déi méi realitéitsno sinn.

Fir d'Dekarboniséierung vum Stroosentransport ze beschleunegen, huet d'EU-Kommission am Juli 2021 eng Ännerung am Règlement iwwer CO₂ Emissionsnorme fir Autoen a lichte kommerziell Gefier proposéiert, fir esou ee klere Wee fir eng Dekarboniséierung vum der Mobilitéit virzeginn. Zousätzlech dozou huet d'EU-Kommission am Dezember 2020 d'Strategie fir nohaltege intelligent Mobilitéit ugeholl an am Mee 2021 den Null-Emissions-Aktionsplan validéiert. All des Moosname sollen dozou bäidroen, dass de Stroosseverkéier daitlech manner klimaschiedlech Zäregasemissionen a manner gesondheetsschiedlech Emissionen verursaacht. Dat Lescht ass virun allem wichteg, fir d'Loftqualitéit an den urbane Raim ze verbesseren. D'Euro-7-Norm spillt hei och eng wichteg Roll fir dësen Iwwergang op eng méi propper Mobilitéit.

Et ass eng Illusion ze gleewen, dass 2035 Gefier mat konventionellen Undríftechnologien, déi dann net méi dierfen immatrikuléiert ginn, vum engem Dag op deen anere vum Marché verschwannen. Tatsächlech läit den Duerchschnittsalter vum M1 Gefier (Autoen), déi an Europa immatrikuléiert sinn, bei 12 Joer. Dëst bedeit, dass all Gefier mat engem Verbrennungsmotor, wat bis 2035 nei ugemellt gëtt, duerno am Schnëtt nach 12 Joer wiert bedriwwen ginn. Et kann een deemno net soen, dass déi Gefier keen Impakt méi hunn op d'Erreeche vum der gesetzten Ziler. Dowéinst ass et wichteg, dass weiderhi fir des konventionell Undríftechnologien nach Verbesserung fir déi nei Gefier solle gemaach ginn.

Den Dossier Euro-7-Norm gëtt op EU-Niveau vum der Generaldirektion „Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs“ traitéiert. Zu Bréissel gouf den Dossier an der Formation vum der EU-Wirtschaftsministere verhandelt (Conseil compétitivité).

An den EU-Aarbechtsgruppe souze souwuel Vertrieeder aus mengem Ministère, well des Dispositionen an de Kader vum der Homologation falen, an aus dem Wirtschaftsministère, well et och ëm d'Surveillance du marché geet. Eis national Position gouf dofir tëscht deenen zwee Ministère préparéiert an ofgestëmmt, an duerno vum deemolege Wirtschaftsminister am Ministerrat presentéiert.

Während de Verhandlungen ass déi ursprénglech Proposition, déi vum der EU-Kommission ausgeschafft gi war, ëmmer méi verwässert ginn. Dëst op Drock vum verschiddene Länner. Lëtzebuerg huet sech am Prinzip ëmmer dofir ausgeschwat, dass déi nei Norm ee positiven Effekt op d'Ëmweltziler huet an huet sech esou de 25. September am EU-Ministerrat och géint déi verwässert Proposition ausgeschwat an déi zeréckbehalen Orientation générale net ënnerstëtzt.

Op Basis vum dëser sinn d'Trilogie zënterhier gefouert ginn an d'EU-Parlament hat op ville Punkten änlech Bedenken wéi Lëtzebuerg. Doduerch si verschidden Elementer, déi ee positiven Effekt op d'Erreeche vum der Klimaziler hunn, ërm an den Text opgeholl ginn. Op Grondlag vum dëse Modifikatiounen konnt Lëtzebuerg den 22. Dezember 2023 am COREPER de Kompromësstext matdroen, esou dass den 8. Januar 2024 den EU-Rot dem EU-Parlament dëse Kompromësstext ënnerbreet huet.

Wat Käscht vum Aféiere vum dësen neie Bestëmmungen ugeet, ka just op d'Impaktstudie¹⁹, déi vum der EU-Kommission gemaach ginn ass, verwisen ginn. Hei ass allerdéngs drop hinzewisen, dass des Etude op Zenarie gemaach gouf, wéi den Text ursprénglech vum der EU-Kommission proposéiert gouf. An dësem Zesammenhang goufe verschiddene méiglech Usätz, mat verschiddenen Ofstufungen vum Modifikatiounen, analyséiert.

Op Basis vum der Option, déi zeréckbehal gouf, ass d'EU-Kommission dovun ausgaangen, dass d'Hiersteller tatsächlech wäerte klammend Käschten hunn. Dëst bedéngt duerch nei Ausrüstungen fir Technologien, déi d'Emissionen reduzéieren an déi domadder verbonne Kalibréierungskäschten. An engem Zäitraum vum 2025 bis 2050 géifen des Käschten sech op 35 Mrd. EUR fir kleng Gefier an 18 Mrd. EUR fir schwéier Gefier belafen. Dëst mécht am Schnëtt pro Auto ongeféier 304 € aus a fir schwéier Gefier 2.681 €. Op der anerer Säit géif dësen Zenario awer och ee positiven Effekt op d'Gesondheitswiesen hunn an hei zu enger daitlecher Käschterreduzierung féieren.

Duerch déi manner héich Emissionen iwwert de selwechten Zäitraum géif awer ee monetäre Gesondheitsnotze vum insgesamt 190 Mrd. EUR, bedéngt duerch eng Reduktioun vum gesondheetleche Probleem bei de Bierger aus der EU, déi direkt beziugsweis indirekt mat den Emissionen vum der Autoen zesammenhängen, entstoen. An dësem Zesammenhang kann op Longekrankheeten an awer och op eng erhéicht Gefor vum Häerzkreeslafkrankheete verwisen ginn.

Schlussendlech, ass déi Option awer net zeréckbehalen ginn an duerch d'Negociatiounen ass eisichter ee manner ambitiöse Modell gewielt ginn. Doduerch sollten d'Käschte pro Gefier daitlech méi niddereg sinn. Mee och de positive monetäre Effekt op d'Gesondheitswiese wäert net méi esou grouss sinn.

D'Evolution vum der Konzentratiounen u Stéckstoffdioxid (NO₂) a Feinstaub (PM10) op verschiddene fixe Miessplaze vum der Ëmweltverwaltung sinn an den zwou Grafiken heiderunner illustréiert.

Säit 2015 ginn d'Joresmëttelwäerter vum Stéckstoffdioxid (NO₂) an der Bausseloft generell a kontinuéierlech erof mat enger besonnesch prononcierter Baisse am Joer 2020 weinst der Reduktioun am Stroosseverkéier bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie.

Déi generell a kontinuéierlech Baissé sinn notament bedéngt duerch Modernisatioun vum Fierpark mat der Progressioun vum der neien Euro-7-Norm an den elektresche Gefier am Stroosseverkéier. Den europäesche Grenzwäert (Joresmëttelwäert) vu 40 µg/m³ ass aktuell net méi a Gefor fir iwwerschratt ze ginn. Trotzdem bleift de Verbrennungsmotor am Stroosseverkéier déi Haaptursach fir d'Exposition vum der Bevëlkerung u Stéckoxiden.

An der iwwerschratt Version vum der Loftqualitätsdirektiv 2008/50/EU, déi momentan zu Bréissel verhandelt gëtt, ass virgesinn, de Grenzwäert op nëmmen nach 20 µg/m³ erofzesetzen, an dat vum 2030 aus un. Fir dass dëse verschäerfte Grenzwäert a ganz Lëtzebuerg bis 2030 kann agehale ginn, ouni dass mussen Ëmweltzonen agefouert ginn, ass et wichteg, dass de Fierpark kontinuéierlech moderniséiert gëtt. Dëst gëtt ënner anere sechergestallt duerch d'Verschäerfe vum der Euro-Ofgasnorm, an der Dekarboniséierung vum Transport duerch d'Elektromobilitéit.

Beim Feinstaub (PM10) ginn d'Joresmëttelwäerter och generell a kontinuéierlech erof, wann och net esou staark ewéi beim Stéckstoffdioxid. Hei ass och den Undeel un der Luftverschmutzung bedéngt duerch de sougenannte grenzüberschreitende Ferntransport relativ héich. Effektiv ass den Ënnerschied vum der Wäerter op de ländleche Miessstationen an deenen no un den Emissionsquelle relativ geréng. Den europäesche Grenzwäert vu 40 µg/m³ (Joresmëttelwäert) ass awer sécher agehalen.

Duerch d'Aféierung vum der Ofgasnorm Euro-7 mussen och reng elektresch bedriwwen Gefier d'Emissionskriterien beim Feinstaub erfüllen. Dëst mécht Sënn, well de Pneuen- a Bremsabrieb och hei fir signifikant Feinstaubemissionen verantwortlech ass.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wat d'Aussoe vum Här Timmermans betrëfft, kann ech net drop agoen, well des mir net bekannt sinn. Dat selwecht gëllt fir Aussoe vum anere Vertrieeder vum der EU-Kommission.

Während de ganze Verhandlungen war d'Zil vum Lëtzebuerg, dass den Text vum der Euro-7-Norm am Aklang mat den Ëmweltziler steet. Zousätzlech dozou huet d'Euro-7-Norm jo net nëmmen Elementer zu de Verbrennungsmotoren abruucht, mee och zu wichtige Aspekter wéi de Feinstäubpartikeler vum Pneuen a Bremsen, déi och weiderhi bei Gefier ouni Verbrennungsmotoren entstoe wäerten. Zousätzlech dozou goufen och Minimalwäerter, wat Durabilitéit vum der Batterie fir Elektro-/Hybridgefier ubelaangt, festgeluecht (wéi vill Energiekapazität se nach no enger Rei Joren oder enger gewässer Fierdistanz mussen hunn).

Forfait éducation | Question 0130 (21/12/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

Les paramètres sociaux renseignent au 1^{er} septembre 2023 deux montants différents pour le forfait éducation, à savoir l'un s'élevant à 86,54 euros par enfant/par mois et l'autre à 144,52 euros par enfant/par mois.

Selon mes informations le premier montant est versé par le Fonds national de solidarité et n'est plus adapté

¹⁹ SWD_2022_359_1_EN_impact_assessment_part1_v4.pdf (europa.eu)

au nombre indice, alors que le deuxième forfait est celui intégré voire payé ensemble avec la pension de vieillesse du bénéficiaire. Ce dernier semble être régulièrement adapté à l'évolution du nombre indice et ajusté parallèlement au système applicable aux pensions.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que ces deux prestations de même nom et fixées au même montant lors de leur introduction ont évolué de façon différente au courant des dernières années ?

– Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

2) Ne serait-il pas opportun de revoir les dispositions d'adaptation du montant versé par le Fonds national de solidarité au moins à la lumière de la réintroduction de l'indexation des allocations familiales au 1^{er} janvier 2022 opérée ?

Réponse (23/01/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Lors de l'introduction de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, l'article 3 prévoyait de le fixer à hauteur de 10 euros par mois au nombre d'indice cent pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 et défini pour l'année de base 1984 et qu'il serait adapté au coût de la vie et ajusté (ou revalorisé à partir de 2013) au niveau des salaires d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code de la sécurité sociale (anc. : Code des assurances sociales).

Le forfait d'éducation était accordé par le Fonds national de solidarité, dès l'âge de 60 ans ou à partir de l'octroi d'une pension personnelle, au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas d'élément dit « baby year » du chef du même enfant. Le montant du forfait d'éducation était sensiblement équivalent au bénéfice du « baby year » – initialement introduit pour les enfants nés après le 31 décembre 1987 – qui était en outre adapté par la prédite loi pour les parents d'enfants nés avant le 1^{er} janvier 1988 et qui n'étaient pas encore bénéficiaires d'une pension personnelle au 1^{er} juillet 2002. L'article IX, 7^e de la prédite loi prévoyait en conséquence l'introduction du forfait d'éducation pour les bénéficiaires d'une pension personnelle au 1^{er} juillet 2002 en lieu du bénéfice du « baby year » afin d'éviter un recalcul des pensions échues depuis 1988.

Lors de l'adoption de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, il a été retenu de renoncer à l'adaptation automatique du forfait d'éducation à l'indice pondéré du coût de la vie et à son ajustement au niveau des salaires d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code de la sécurité sociale (ancien Code des assurances sociales). Le forfait d'éducation avait dès lors été fixé à 86,54 € par enfant par mois.

Afin d'éviter un recalcul des pensions échues avant le 1^{er} juillet 2002 de parents d'enfants nés avant le 1^{er} janvier 1988, pensions dans lesquelles le forfait d'éducation se substitue aux « baby years » alors qu'il représentait un montant sensiblement identique, la méthode de calcul du forfait d'éducation initialement prévue par la loi du 28 juin 2002, y inclus l'indexation et la revalorisation, a été maintenue pour ces cas de figure. De cette méthode de calcul résulte, au 1^{er} septembre 2023, le montant de 144,52 € par enfant par mois.

Ainsi, il est vrai que depuis l'année 2006, les montants du forfait d'éducation ont évolué de manière différente pour s'élever actuellement soit à 86,54 € (art. 3) soit à 144,52 € (art. IX, point 7^e).²⁰

Cette différence résulte de la désindexation du montant du forfait d'éducation versé aux bénéficiaires qui ne touchent ni une pension de vieillesse, ni une pension de vieillesse anticipée, ni une pension d'invalidité (il s'agit ici en l'occurrence du montant de 86,54 € qui n'a plus changé depuis l'année 2006).

Cette mesure s'inscrivait à l'époque dans la politique d'équilibrage des finances publiques et de la compétitivité générale du pays qui a été mise en œuvre par la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements. Cette mesure de rééquilibrage ne visait que le forfait d'éducation versé aux personnes qui ne bénéficient pas d'une pension (cf. notamment doc. parl. 5580, p. 13).

Risques liés au snus | Question 0131 (21/12/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

An engem rezente Fernseereportage huet de Centre national de prévention des addictions (CNAPA) virun de Geforen duerch de Konsum vum Nikotinsäckelcher ouni Tubak gewarnt. Wéi et am Reportage heescht, besténg eng héich Suchtgefor, well de sougenannte Snus Nikotin enthält an dofir eng Einstiegsdrog kéint sinn. Well de Säckelcher dacks séiss Goûte bäigemëscht sinn, stellen d'Säckelcher besonnesch fir jonk Leit eng Gefor duer. Zu Lëtzebuerg ass de Gebrauch vum Nikotinsäckelcher am Géigesaz zu aneren europäesche Länner awer am Moment nach net reglementéiert.

Ech wollt dofir folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass sech d'Madamm Ministesch de Gefore fir d'Gesondheet bewosst, déi vun den Nikotinsäckelcher ausginn?

2. Deelt d'Madamm Ministesch d'Meenung, datt d'Nikotinsäckelcher eng Einstiegsdrog kënnen duerstellen?

3. Gëtt et Statistiken zum Konsum respektiv zur Vente vun Nikotinsäckelcher hei zu Lëtzebuerg?

– Wa jo, wéi gesäit d'Entwécklung an de leschte Joren aus?

4. Ass zu Lëtzebuerg eng Reglementatioun vun den Nikotinsäckelcher an absehbarer Zukunft geplangt?

– Wa jo, wéi kéint dës Reglementatioun ausgesinn?

– Ass e Verkafsverbuert u jonk Leit geplangt?

Réponse (22/01/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech de Gefore vun den Nikotinsäckelcher fir d'Gesondheet bewosst.

Nikotinsäckelcher, och nach „nicotine pouches“ genannt, sinn een Nikotinproduit, déi dem Snus-Tubak staark gläichen, dëst souwuel an der Presentatioun vum Produit (a kleng Pouchen) wéi och am Mode de consommation, wou d'Absorbtioun vum Nikotin duerch d'Mondschräimhaut geschitt, genoe ewéi beim Snus. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet rappeliert, dass de Snus-Tubak an der ganzer EU mat Ausnam vu Schweden, schonns zënter 1992 verbueden ass.

D'Gefor bei Nikotinsäckelcher ass virun allem op d'Quantitéit vum Nikotin zeréckzuféieren, deen an héijen Dosen eng Vergéftung provozéiere kann. Dowéinst muss genoe gekuckt ginn, wéi d'Pouchen doséiert

sinn, virun allem, well den Nikotingehalt ganz seele vum Fabrikant kloer op der Verpakung reiségnéiert ass.

Besonnesch déi Jonk, bei deenen d'Gehir an den Nervensystem nach net vollstänneg entwéckelt sinn, risquéieren duerch eng fréizäiteg a chronesch Expositioun zum Nikotin eng definitiv Alteratioun vun de kognitive Fäegkeeten. Dëse Constat gouf duerch verschidden international Studie beluecht. D'Konsequenzen dovunner sinn, datt méi spéit Konzentratiouns- oder Memorisierungsstéierungen optriede kënnen, ënnert anerem och Schwierigkeeten beim Léieren. Doriwwer eraus, wat déi Jonk méi fréi zum Nikotin exposéiert goufen, wat si spéider méi susceptibel sinn, eng dauerhaft Nikotinsucht ze entwéckelen.

ad 2. D'Nikotinsäckelcher ginn effektiv oft harmlos duergestallt doduerch, datt se a faarwegen Tute verkaaft ginn, déi éischter Kamellentitercher gläichen an et se a verschiddenen Aromae gëtt (fruchtig, mentholéiert etc.). Dobäi kënnt, datt hire Präis oft ganz abordabel ass.

Doriwwer eraus ginn oft Echantillonen op Eventer, déi besonnesch vu Jugendleche besicht ginn, verdeelt. Et gesäit sou aus, wéi wann dëse Ciblage vun den Nikotinsäckelcher vun de Fabrikanten oder de Verkeefer net un d'Erwuessener, déi scho fëmmen, gericht ass, mee éischter un eng nei Clientèle wéi déi Jonk.

Et leie fiabel an zolidd Etudé vir, déi beleeeën, datt den Nikotin an de Säckelcher staark an héich genuch ass, fir de Konsument rapid süchteg ze maachen oder eng Ofhängegkeet opzebauen^{21 22}, a méi spéit d'Entreesdier ass, haaptsächlech fir Jonker, eventuell mam Fëmmen unzefänken oder een Astig an aner Tubaksproduiten ze provozéieren.

ad 3. Zuelen zu de Venten zu Lëtzebuerg leien dem Ministère fir d'Gesondheet a sozial Sécherheet aktuell nach net vir.

ad 4. D'Regierung wäert am Aklang mat deem, wat am noen Ausland op deem Gebitt reglementéiert gëtt, gegebenefalls ee legale Kader ausschaffen.

– Aktuell ass nach keen Zäitrahme festgeluecht ginn.

Wanteraaktioun | Question 0132 (21/12/2023) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Sehovic (déi gréng)

La « Wanteraaktioun », organisée par la Dräieck ASBL, en collaboration avec le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, a pour objectif de proposer aux personnes sans-abri un hébergement temporaire, un repas, un accès à des facilités sanitaires ainsi qu'à des permanences infirmières. L'Action Hiver a ouvert ses portes le 15 novembre 2023 pour la saison 2023/2024, disposant de 250 lits afin d'accueillir les personnes se trouvant à la rue pendant les mois de grand froid.

Selon un article de presse récent, la « Wanteraaktioun » a accueilli en moyenne 180 personnes par nuit au cours de la saison passée, avec un pic de 219 personnes accueillies le 26 février 2023.

En octobre 2023, Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a annoncé le durcissement de la politique d'accueil avec la suspension de l'accueil des hommes seuls demandeurs de protection internationale (dpi). Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a affirmé vouloir maintenir cette suspension. Suite à cette décision, de nombreux demandeurs de protection internationale ont été mis sur une liste d'attente pour

²¹ Beroordeling van het nicotinegehalte in nicotinezakjes waarbij de Acute Reference Dose niet overschreden wordt: https://www.rivm.nl/sites/default/files/2021-11/FO_nicotinezakjes%20tox_20211101_def_anon.pdf

²² <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3543069/>

²⁰ cf. tableau des paramètres sociaux de l'IGSS au 1^{er} septembre 2023

personnes souhaitant être hébergées et se retrouvent depuis sans abri.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Depuis l'annonce du durcissement de la politique d'accueil, combien de demandeurs de protection internationale ont été mis sur la liste d'attente ? Combien de personnes dpi sont actuellement sur la liste d'attente ?

2) Combien de demandeurs de protection internationale sont accueillis en moyenne chaque nuit par la Wanteraktioun cette saison et quel a été le pic journalier jusqu'à présent ?

3) Jusqu'à présent, combien de lits ont été occupés en moyenne chaque nuit à la Wanteraktioun ? Quel est le taux maximal d'occupation cette saison ?

4) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le risque que la structure de la « Wanteraktioun » ne vienne à saturation et ne soit donc plus en mesure d'héberger toutes les personnes voulant y être accueillies ?

5) Monsieur le Ministre a-t-il d'ores et déjà lancé des préparatifs en vue d'une éventuelle saturation de la structure ? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures préconisées en cas de saturation, voire les mesures envisagées pour éviter ce scénario (p. ex. extension de la structure) ?

Réponse (22/01/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Depuis la mise en place d'une liste d'attente, 280 hommes voyageant seuls ont été mis sur la liste d'attente jusqu'au 18/01/2023. Au 18 janvier 2024, 60 hommes voyageant seuls ayant présenté une demande de protection internationale sont sur la liste d'attente.

ad 2) Pour la période du 15 novembre 2023 au 31 décembre 2023, l'Action Hiver a accueilli en moyenne 31 demandeurs de protection internationale par nuit, dénotant un pic de 59 personnes en date du 30 décembre 2023.

ad 3) Pour l'ensemble du mois de décembre 2023, la moyenne de fréquentation du foyer de nuit de l'Action Hiver s'est élevée à 222 personnes par nuit (demandeurs de protection internationale compris). Le pic de fréquentation du foyer de nuit a été atteint le 27 décembre 2023 et a compté 252 personnes.

ad 4) et 5) L'Action Hiver est une action humanitaire, mise en place par le Gouvernement depuis l'hiver 2001, visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid, en répondant à leurs besoins primaires : accueil de jour, hébergement de nuit, repas, hygiène corporelle et soutien social. Depuis le 1^{er} janvier 2021, l'Action Hiver est gérée par la Dräieck ASBL.

Le bâtiment A de la structure d'urgence multifonctionnelle au Findel est annuellement mis à disposition de l'Action Hiver du 15 novembre au 15 avril. Jusqu'au mois de décembre 2023, le bâtiment A disposait d'une capacité de 250 places. En raison de l'augmentation des personnes cherchant à être hébergées au foyer de nuit et pour anticiper le risque que la structure ne vienne à saturation, la Dräieck ASBL a introduit une demande auprès de l'Inspection du travail et des mines pour voir la capacité d'accueil maximale augmentée de 50 places. Désormais, la Dräieck peut accueillir jusqu'à 300 personnes au bâtiment A de la structure d'urgence multifonctionnelle, ce qui a considérablement réduit le risque de saturation.

Par ailleurs, à l'initiative du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et avec le soutien du Ministre de la Défense, l'Armée luxembourgeoise a récemment installé des tentes chauffées avec une vingtaine de places sur le site de l'Action Hiver en cas de nécessité supplémentaire pour faire face aux températures négatives et pour pouvoir réagir en cas d'urgence.

Procédure du changement de résidence | Question **0133** (21/12/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann een innerhalb vum Land wëll vun enger Gemeng an déi aner plënnere, muss ee mat senger Carte d'identité bei der Gemeng virstelleg ginn. Verschidde Gemenge froen dann nach, dass een an der Gemeng virstelleg gëtt an nieft der Carte d'identité och den Acte oder de Contrat de bail matbréngt. Verschiddener hu mëttlerweil eng online Prozedur fir sech ëmzemen.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Gëtt et vum Inneministère hei Pläng, fir de Changement de résidence landeswäit ze harmoniséieren? Wa jo, wat soll déi landeswäit Prozedur ginn? Wéini soll dës ëmgasat ginn?

2. Et ka virkommen, dass Leit sech op enger Plaz umellen, wou se entweder net wunnen oder wou se net d'Erläbnis hunn ze wunnen. Wéi solle Propriétaires virgoen, wann se feststellen, dass eng Persoun sech ouni hir Erläbnis an hir Wunneng ugemellt huet? Wéi kënne Propriétaires esou eng Umeldung feststellen?

Réponse (19/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen gesäit detailléiert national Reegele vir fir d'Opstelle vum Populationsregëster vum de Gemengen, d'Definitioun vum der Résidence habituelle vum den Awunner, d'Conditione fir d'Inscriptioun, d'Inscriptiounsprozedur, d'Radiatioun aus dem Regëster an d'Donnéeën, déi am Regëster opgehooll ginn. Et gëtt haut also schon ee gesetzlech gereegelt, harmoniséierte Regime iwwert d'Populationsregëstere.

ad 2. An der grousser Majoritéit vum de Fäll mécht de Bierger bei der Inscriptioun an de Populationsregëster eng einfach Deklaratioun, dass en op enger bestëmmter Adress wunnt an déi d'Gemeng enregistriert. Et ka virkommen, dass d'Gemengen, de Moment wou eng Persoun sech an de Populationsregëster aschreift, een Zweifel iwwert d'Realitéit vum engem deklaréierte Wunnsätz kënnen hunn. An deem Fall gesäit d'Gesetz vir, dass de Buergermeeschter oder säin Delegéierten eng Inscriptioun op de Registre d'attente mécht an de Bierger freet, fir de Beweis ze bréngen, dass en tatsächlech op där Adress wunnt. Dee Beweis kann de Bierger op verschidde Manéiere bréngen, déi dat uewe genannte Gesetz am Detail, awer net exhaustiv virgesäit. D'Gesetz ass schon 2016 geännert ginn. Saitdeem kann de Bierger, ënnert anerem, de Contrat de bail, den Accord vum Propriétaire oder vum Occupant vum Logement als Beweis fir d'Realitéit vum Wunnsätz bréngen. An deem Kontext muss een erwänen, dass d'Loyersgesetz vum 2006 aktuell nach ëmmer virgesäit, dass e Loyerskontrakt och mëttelch ka gemaach ginn. An esou Fäll kéint de Locataire oder Souslocataire keng Kopie vum Loyerskontrakt virweisen.

Et gëtt och Situatiounen, wou Colocataires oder Souslocataires sech an enger Wunneng umellen, wou de Propriétaire näischt dovunner weess oder wou hien

d'Colocatioun oder d'Souslocatioun am Contrat de bail ausgeschloss huet. De Propriétaire wunnt sech dann un d'Gemeng fir gewuer ze ginn, wien op der beträffender Adress ugemellt ass. D'Gemeng därëft aus Datschutzgrënn awer keng Informatioun iwwert d'Inscriptiounen am Populationsregëster erausginn²³.

Logements vacants du Fonds du logement | Question **0134** (22/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds du logement ass en Établissement public autonome a gouf mam Gesetz vum 25. Februar 1979 an d'Liewe geruff. E steet ënnert der Tutelle vum Logementsminister an hëlleft Persounen, déi um fräie Marché Problemer hunn, d'Präisser fir Wunnraum ze bezuelen. Esou kann een iwwert de Fonds du logement Sozialwunnenge lounen, e Bail emphytéotique maachen oder och Wunnraum zu Präisser ënnert dem Marchéspräis kafen. Fir ze garantéieren, dass esou vill Leit wéi méiglech vun dëser Offer profitéieren kënnen, ass et wichteg, dass et méiglechst wéineg Leerstand beim Fonds du logement gëtt.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir e Locatiounsobjekt, dee verlount gouf a wou de Locataire geplënnert oder verstuerwen ass, en neie Locataire fonnt gëtt an eraplënnert?

2. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir en neie Locatiounsobjekt en éischte Locataire fonnt gëtt an eraplënnert?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir e Verkafsobjekt e Keefer fonnt gëtt an eraplënnert?

4. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis fir en Objet mat Bail emphytéotique e Client fonnt gëtt an eraplënnert?

5. Wéi vill Leerstand gouf et beim Fonds du logement um Datum vum 1.1.2023, dem 1.3.2023, dem 1.6.2023, dem 1.9.2023 an dem 1.12.2023?

6. Ëm wéi eng Aart vun Objet handelt et sech dobäi jeeeweils (Locatiounsobjekt, Objet mat Bail emphytéotique, Verkafsobjekt)?

7. Wat sinn d'Grënn fir en eventuelle Leerstand?

Réponse (19/01/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Dat hängk dovun of, wat fir Renovatiounen an der betreffender Wunneng gemaach musse ginn. Wann de Service „Gestion du patrimoine“ vum Fonds du logement matdeelt, datt d'Wunneng prett ass fir verlount ze ginn (nodeems se gebotzt, renovéiert a konform gesat gouf), da kann de Service „Location“ d'Wunneng an der Reegel innerhalb vum 2-3 Méint erëm verlounen (ofhängeg vum der Disponibilitéit vum potenzielle Locataire, deen oft seng eeg Verfluchtungen huet).

ad 2. Wéi an der viregter Fro geäntwert: De Service „Location“ kann am Prinzip eng Wunneng bannent 2-3 Méint verlounen (ofhängeg vum der Disponibilitéit vum potenzielle Locataire). Deen Zäitraum ka verlängert ginn, wann e Locataire-Kandidat déi Offer net

²³ Ofgeännert Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen: „Art. 41. Les données ou listes de données figurant au registre national ou communal ne peuvent être communiquées à des tiers. Cette interdiction ne vise pas les autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation.“

géing acceptéieren an dann d'Wunneng un en anere Locataire-Kandidat misst proposéiert ginn.

ad 3. Am Duerchschnëtt dauert et tëscht 6 an 10 Méint, bis eng Verkafswunneng beluecht ass (beschtefalls: 2 Méint Prozedur fir d'Attributioun, plus 2 Méint Formalitéiten ëm de Kafvertrag, plus 2 Méint fir d'Eraplënnen). Dës Dauer ka variéiere jee no der Disponibilitéit vum Client (wéi z. B.: d'Ofschlësse vum Prêt, d'Erfëlle vun den Eligibilitéitskrittäre während der Prozedur ...).

ad 4. All d'Vekafsobjete vum Fonds du logement gi mat Bail emphytéotique verkaf. Do gëllt also déi selwecht Äntwert wéi an der Fro driwwer, wat d'Dauer betrëfft.

ad 5. De Fonds du logement huet kee Leerstand vu bewunnbare Wunnengen.

Et kënnen awer zu all Moment 100 net bewunnbar Wunnengen, vun engem Immobiliepark mat insgesamt méi wéi 2.000 Wunnengen, an deene verschidene Kategorië vu Renovatioun sinn (Rénovation légère, Rénovation lourde, etc.). Dëst ass de Fall no der Sortie vun engem Locataire, engem Réckkaf, oder bei Objeten, déi de Fonds du logement an engem net bewunnbaren Zoustand krut oder zréckkritt huet no enger Locatioun.

Dëse Leerstand vun net bewunnbare Wunnenge variéiert permanent a gëtt iwwert eis Informatiounssystemer getrackt. Soubal esou eng Wunneng bewunnbar ass, gëtt se iwwert déi klassesch Attributiounsprozedur vum Fonds du logement verginn (sief et an der Vente oder an der Locatioun).

ad 6. Verweis op d'Äntwerte vun de Froe virun.

All d'Vekafsobjete vum Fonds du logement gi mat Bail emphytéotique verkaf.

ad 7. Méiglech Grënn dofir, datt eng Wunneng net bewunnt ass, sinn:

– Fir all d'Wunnengen: d'Komplexitéit, fir d'Wunnenge konform ze setzen, d'Ausmooss vun der Renovatioun, d'Prozedur vun der Kommerzialisatioun (fir an der Vente oder an der Locatioun ze ginn).

– Fir de Verkaf: d'Period vun der Kommerzialisatioun, d'Schwieregkeet vum potentielle Client, fir e Kredit ze kréien, den Delai, bannent deem de potentielle Këffer all d'Konditiounen erfëllt.

– Fir d'Locatioun: de Preavis, deen den zukünftege Locataire muss anhalen, de repetéierte Refus vun enger selwechter Wunneng duerch e Locataire-Kandidat.

Profession de l'assistant social | Question 0135 (22/12/2023) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans son communiqué de presse du 28 novembre 2023, l'Association nationale des assistants d'hygiène sociale, des assistants sociaux et des infirmiers gradués du Luxembourg (ANASIG ASBL) souligne différents défis et problèmes auxquels les assistant.e.s sociaux.les sont confronté.e.s actuellement, tels que le fardeau administratif, un manque de collaboration interdisciplinaire et une pénurie, qui s'est installée durant les dernières années au niveau des assistant.e.s sociaux.les. Le métier a même été classifié comme « très en pénurie » par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) en septembre 2023. Malheureusement, le Luxembourg ne possède pas de registre des professions de santé actualisé pour permettre une analyse adéquate de la situation actuelle du secteur.

Selon un article paru récemment dans la presse nationale, un défi supplémentaire du secteur concerne la

formation des travailleurs sociaux. D'une part, les cours du cursus universitaire en « Sciences sociales et éducatives » actuellement proposés ne sont plus adaptés à la complexité des problèmes sociaux actuels et les exigences professionnelles croissantes, et d'autre part le nombre de places de formation est limité, ce qui entraîne un recours fréquent à des formations à l'étranger. Dans une lettre ouverte, les étudiant.e.s concerné.e.s mettent également en avant la difficulté de trouver des stages en raison de la récente loi imposant la rémunération des stagiaires, craignant ainsi de ne pas pouvoir compléter les heures de stage requises dans les délais prévus pour l'achèvement de leurs cursus.

Au vu de ces constats, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre afin de combattre la pénurie de main d'œuvre au niveau des assistant.e.s sociaux.les ?

2) Quelles mesures sont concrètement prévues pour simplifier les démarches administratives ?

3) Des problèmes sociaux complexes tels que la pauvreté, la migration, la santé mentale ou encore des questions liées à la famille, exigent des approches diversifiées. Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il introduire afin de garantir un accompagnement approfondi des personnes concernées ?

4) Monsieur le Ministre entamera-t-il des démarches afin d'actualiser les données enregistrées dans le registre des professions de santé ayant trait aux assistant.e.s sociaux.les ?

5) Comment Madame la Ministre entend-elle remédier à la situation où l'intérêt élevé pour la profession de travailleur social se heurte à une limitation du nombre de places de formation ?

6) Comment Madame la Ministre compte-t-elle répondre aux critiques portant sur l'adaptabilité des cours universitaires à la réalité de la profession du travailleur social ?

7) Madame la Ministre entend-elle aider les étudiant.e.s du Bachelor en sciences sociales et éducatives à trouver des stages ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures concrètes à envisager ?

Réponse (25/01/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

À ce jour, le registre professionnel compte 962 inscriptions d'assistants sociaux en activité. En ce qui concerne la pénurie alléguée par l'honorable Députée, il y a lieu de noter que la profession de l'assistant social a connu un essor considérable au cours des dernières années, ce dont témoigne l'évolution du nombre de professionnels autorisés à exercer actifs telle que retracée dans le tableau ci-après. En effet, ce nombre est passé de 673 en 2018 à 962 en 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ces chiffres sont extraits du registre professionnel entretenu par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale en vertu de l'article 8 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Outre de fournir des données quantitatives relatives aux professionnels de santé autorisés à exercer, ce registre fournit également des informations sur l'employeur de ces professionnels. Un projet destiné à optimiser la mise à jour des

données du registre professionnel est en cours de développement au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Ainsi, l'allégation selon laquelle « le Luxembourg ne possède pas de registre des professions de santé actualisé » doit être réfutée, en ce que les professionnels de santé visés s'exposent à des sanctions disciplinaires s'ils n'informent pas le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale d'un changement dans leur situation professionnelle.

En ce qui concerne le nombre maximal d'étudiants pouvant s'inscrire dans la formation menant au Bachelor en sciences sociales et éducatives, filière assistant social, il y a lieu de relever que ce nombre ne peut pas simplement être augmenté de manière incontrôlée pour « produire » à volonté des assistants sociaux en guise de remède à un besoin croissant de professionnels du travail social.

En effet, il y a lieu de préserver la qualité du programme d'études et de garantir que les étudiants inscrits trouvent des places de stage afin qu'ils puissent bénéficier d'une formation respectant les principes nationaux et européens de l'assurance qualité en matière d'enseignement supérieur.

Afin de simplifier les démarches administratives en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a notamment procédé à la digitalisation de la procédure de demande via MyGuichet ; ainsi les départements concernés reçoivent les demandes en temps réel et la prise en charge est garantie par les agents concernés directement.

Parallèlement, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale travaille sur la réforme des différentes professions de santé visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, y inclus l'assistant social. À travers cette réforme, le profil professionnel des différentes professions de santé sera adapté aux besoins et réalités du terrain, ce qui aura pour conséquence une adaptation concomitante de la formation.

En ce qui concerne les informations portées à la connaissance des futurs étudiants, il y a lieu de signaler les publications du Service information études supérieures du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, qui sont disponibles sur le site mengstudien.lu et qui sont régulièrement mises à jour afin d'informer au mieux les futurs étudiants sur les voies de formation et les conditions d'accès aux professions de santé, y compris celle de l'assistant social²⁴.

De surcroît, il y a également lieu de relever que la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur a modifié la législation en matière de stages, en étendant l'obligation d'indemnisation aux stages ayant une durée d'au moins quatre semaines et effectués auprès du même patron pendant une même année d'études dans le cadre des études préparant aux professions réglementées, y compris celle de l'assistant social.

Avant cette modification, les études préparant aux professions réglementées étaient exclues de l'obligation d'indemniser les étudiants stagiaires.

L'objectif primaire de cette mesure consiste à revaloriser les études préparant à des professions cruciales pour l'écosystème social et le système de santé et ayant des besoins en personnel croissant.

Conscient que ce changement de paradigme au niveau de l'indemnisation peut pendant une phase transitoire susciter certaines réticences de la part des organismes

²⁴ cf. <https://mengstudien.public.lu/fr/etudes-metiers/medecine-professions-sante/assistant-social.html>

d'accueil, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a lancé un groupe de travail avec les ministères ayant la Santé et la Famille dans leurs attributions afin d'élucider d'éventuelles pistes de soutien à l'adresse des organismes d'accueil issus du domaine social et de la santé tendant à amortir l'impact financier que l'obligation d'indemnisation des stages peut avoir sur les budgets respectifs de ces entités.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que l'Université du Luxembourg s'efforce de soutenir au mieux les étudiants pour trouver des places de stage en conformité avec le changement législatif susvisé.

Signalons également que les modalités pratiques de la procédure de reconnaissance de qualifications professionnelles dans le domaine du travail social obtenues à l'étranger ont été revues afin d'accélérer l'accès au marché du travail des titulaires de telles qualifications. Ces modifications font suite à une entrevue du 11 octobre 2023 entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et l'Association nationale des assistant(e)s sociaux et infirmier(e)s gradués du Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, il convient de remarquer que la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles est également possible via MyGuichet.

Lors de l'entrevue précitée, à laquelle l'Université du Luxembourg était également représentée, la question de l'adéquation des cours et des contenus de la formation menant au Bachelor en sciences sociales et éducatives, filière assistant social, a été abordée par les représentants de la profession et le directeur du programme d'études concerné de l'Université du Luxembourg, sans que des lacunes n'aient été constatées.

Ainsi, les programmes de l'Université du Luxembourg s'orientent vers des normes de formation en travail social valables et pratiquées au niveau international, qui font l'objet d'un monitoring constant et d'adaptations curriculaires en cas de besoin. À cette fin, l'Université du Luxembourg alloue d'ailleurs les ressources humaines et infrastructurelles adéquates pour mener à bien cette mission.

De surcroît, le programme d'études prend en compte des spécificités liées au contexte du Grand-Duché de Luxembourg, comme actuellement le sujet de la migration. La détermination de ces thèmes se fait en concertation avec les acteurs du terrain, ce dont témoigne le lancement de la plateforme « Agora luxembourgeoise de l'intervention sociale » (ALICES) en 2023.

Finalement, l'implication de vacataires externes issus des milieux professionnels permet un enseignement lié à la pratique et aux réalités du terrain, visant à préparer ainsi au mieux les futurs assistants sociaux à leur entrée en fonction et leur travail sur le terrain.

Administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois | Question 0136 (27/12/2023) de M. Laurent Mosar | Mme Diane Aehm (CSV)

Dans son arrêt du 21 décembre 2023 dans l'affaire C228/22, la Cour de justice de l'Union européenne statue que « l'article 9, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 2006/112 doit être interprété en ce sens que : l'activité de membre du conseil d'administration d'une société anonyme de droit luxembourgeois n'est pas exercée d'une façon indépendante, au sens de cette disposition, lorsque, malgré le fait que ce membre organise librement les modalités d'exécution de son travail, perçoit lui-même les émoluments constituant ses revenus, agit en son nom propre et n'est pas soumis à un lien de subordination

hiérarchique, il n'agit pas pour son compte ni sous sa propre responsabilité et ne supporte pas le risque économique lié à son activité ».

En conséquence, la CJUE conclut que les administrateurs indépendants d'une société de droit luxembourgeois ne sont pas assujettis à la TVA, ce qui constitue une interprétation contraire à circulaire 781 de l'Administration de l'enregistrement, des domaines (AED) du 30 septembre 2016. Nous constatons avec satisfaction que l'AED a réagi le 22 décembre 2023 en publiant la circulaire N° 781-1, qui suspend avec effet immédiat la circulaire 781 de 2016.

Faisant suite à cet arrêt de la CJUE et à cette circulaire de l'AED, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le cas échéant, l'AED compte-t-elle organiser le remboursement de la TVA indûment perçue ?

– Dans l'affirmative, entend-elle appliquer la rétroactivité, et sur combien d'années ?

– Comment seront traités les cas pour lesquels les administrateurs ont déjà récupéré la TVA indûment perçue ?

– Quelles autres conséquences cet arrêt risque-t-il d'avoir au niveau de l'Administration des contributions directes ?

Réponse (22/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Il y a lieu de relever tout d'abord qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), il appartient en principe aux opérateurs économiques d'appliquer eux-mêmes à leurs opérations les règles objectivement applicables en matière de TVA en fonction des caractéristiques intrinsèques desdites opérations et des règles spécifiques qui les gouvernent, le législateur ayant institué une procédure d'imposition ex post à titre de contrôle, mise en œuvre par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (ci-après « l'AED »). Dès lors, dans la mesure où une personne s'estime concernée par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne C-228/22, il lui appartient d'établir des factures rectificatives aux assujettis preneurs de ses services et de justifier à l'égard de l'administration un droit à restitution de la TVA indûment perçue. Tout solde en faveur d'un tel assujetti lui est remboursé par l'AED sur base de l'article 55 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, lors de l'émission de sa circulaire n° 781-1 du 22 décembre 2023, l'AED a déjà indiqué, sur son site Internet, qu'elle envisage la mise en place d'une régularisation non bureaucratique de la taxe dans le chef des administrateurs. Celle-ci sera mise en œuvre moyennant une démarche en ligne spécifique, accessible le moment venu, via MyGuichet.

Conformément à l'article 82 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, tout droit à restitution de l'impôt se prescrit par cinq ans à compter du 31 décembre de l'année civile à laquelle se rapporte l'impôt à restituer. En raison de ce que le jugement de la CJUE n'a été pris que le 21 décembre 2023 et que dès lors, les personnes concernées par ce jugement n'ont pas disposé d'un délai adéquat pour faire valoir des droits quelconques découlant de l'application dudit arrêt, l'État, à titre exceptionnel, renonce à la prescription en ce qui concerne l'année fiscale 2018.

Enfin, pour les cas pour lesquels les administrateurs ont déjà récupéré la TVA indûment perçue, et qu'un administrateur a invoqué l'arrêt C-228/22 en sa faveur et a obtenu la restitution de la TVA perçue auprès de ses preneurs, puis versée au Trésor public, seul reste à vérifier, par l'AED, que le preneur du service de l'administrateur a régularisé cette taxe portée, dans son chef, en déduction.

En ce qui concerne les conséquences de cet arrêt au niveau de l'Administration des contributions directes, le remboursement de la TVA s'analyse comme suit en matière des impôts directs :

1. la facture initiale, TVA comprise, doit être extournée moyennant une note de crédit (aussi bien auprès de l'administrateur qu'auprès du débiteur des tantièmes) ;
2. l'administrateur reverse au débiteur des tantièmes le montant de la TVA qui lui aura été remboursé par l'AED ;
3. une facture rectificative doit être émise pour le montant initial des tantièmes hors TVA, et doit être prise en compte auprès de l'administrateur et du débiteur des tantièmes.

Auprès de l'administrateur, la régularisation en 2024 aura ainsi un impact sur son bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale de l'année d'imposition 2024 qui va néanmoins contrebalancer dans le sens inverse l'impact de la facture initiale, TVA comprise. Au total, la régularisation de la TVA sera neutre.

Dans l'hypothèse où la TVA en amont a été non déductible ou seulement partiellement déductible en tant que TVA en amont auprès du débiteur des tantièmes (p. ex. auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurances) et que le montant a été déduit en tant que dépenses d'exploitation en matière des impôts directs, la régularisation de la TVA va augmenter dans le sens inverse le résultat au titre de l'année d'imposition de la régularisation. Au total, la régularisation de la TVA sera neutre.

Demandes de classement d'un bien immeuble comme patrimoine culturel national | Question 0137 (27/12/2023) de M. Ben Polidori (Piraten)

De 25. Februar 2022 ass dat neit Denkmalschutzgesetz a Kraaft getrueden. Nom Artikel 18 vum Gesetz kann all Interesséierten an all Organisatioun eng Demande de classement fir ee Gebai un de Minister schécken.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandes de classement sinn an de leschte fënnf Joer beim Kulturministère agaangen? Wéi vill dovun koume vu Besëtzer vun de Gebaier, wéi vill vu Gemengen a wéi vill vun Drëttpersonen?
2. Wéi vill vun den Demanden hunn zu engem Klasséierung gefouert, opgeschlësst no deem, vu wéi engem d'Demande agereecht gouf?
3. An der Äntwert op d'Fro 7511 krute mir d'Informatioun, dass eng Klasséierungsprozedur am Schnëtt tëscht 6 a 24 Méint dauert, jee no der Envergure vum Dossier. Wéi vill Demanden sinn aktuell en cours de traitement? Wéi vill waren et der zum Stand vum 31. März 2023?
4. Kann de Kulturminister bestätegen, dass all Besëtzer, deem säi Gebai sollt klasséiert ginn, eng Intention de classement zoukomme gelooss krut, sou wéi den Artikel 19 vum Denkmalschutzgesetz dat virgesäit?
5. A wéi ville Fäll gouf d'Intention de classement virun engem Geriicht contestéiert a mat wat fir engem Effekt? Wéi vill Prozeduren sinn aktuell virum Verwaltungsgeriicht?
6. Wéi vill Gebaier, fir déi eng Demande de classement virlooch, konnte besicht ginn a wéi vill konnten net besicht ginn an aus wéi enge Grënn? Wat gesäit d'Prozedur vir, wann ee Besëtzer net bereet ass, fir d'Experte vum INPA an d'Gebai eranzeloossen? Wéi oft ass dat an de vergaangene fënnf Joer virkomm?

7. Gëtt et aktuell Gebaier, déi vun den Experte vum Ministère an INPA als wäertvoll betruecht ginn an déi verfalen, well hir Besëtzer net un engem Erhalt interesséiert sinn? Wa jo, wat gëtt ënnerholl, fir de Verloscht vun deene Gebaier ze verhënneren?

8. Wéi eng Strofe si virgesinn, wann ee Besëtzer trotz enger Demande oder Intention de classement säi Gebai verfare léisst oder zerstéiert? Wéi vill Mol ass dëst an de vergaangene fënnf Joer virkomm?

Réponse (29/01/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Tëscht Januar 2019 a Januar 2024 goufe 558 Demanden agereecht. Duvunner sinn der 159 vun de Besëtzer selwer ausgaangen (oder op d'mannst vun engem vun de Besëtzer am Fall vun enger Kopropriétéit), 279 vun Drëttpersonen an 120 vu Gemengen, woubäi d'Gemenge meeschtens och selwer Propriétaire vum Gebai sinn.

ad 2. 460 Dossieren hunn zu engem Klassemment gefouert (60 vu Gemengen, 141 vun de Propriétaires an 259 vun Drëttpersonen).

ad 3. Am Moment sinn 318 Dossieren an enger Klassemmentsprozedur. Den 31. Mäerz 2023 waren 393 Dossieren an der Maach.

ad 4. Den Artikel 19 vum neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 bezitt sech op de Patrimoine archéologique. Et sinn d'Artikel 25 an 131 vun dësem Gesetz, déi hei spillen.

Am Kader vun der Prozedur vum Inventaire scientifique (Art. 25) ginn d'Besëtzer iwwert eng Enquête publique informéiert.

Bei der Protektiounsprozedur vum Art. 131 (Chapitre 13 dispositions transitoires) gëtt e puer Méint virum Klassemment eng „intention de classement“ un all Besëtzer geschéckt. Zousätzlech dozou gëtt, e puer Woche virum dëser Intentioun, och nach eng „annonce d'intention de classement“ un all Besëtzer verschéckt (ausser am Fall wou e Gebai extreem menacéiert wier). Dëst, well eng Intentioun schon d'Effete vum Klassemment mat sech bréngt a well dowéinst d'„procédure administrative non contentieuse“ respektéiert muss ginn.

ad 5. Dräi Dossieren, bei deenen eng „intention de classement“ contestéiert gëtt, si viru Geriicht.

ad 6. An deene meeschte Fäll kann eng Visitt vu bannen duerchgefouert ginn. Zanter dem Akraaftriede vum neie Gesetz, hunn a ronn 30 Dossieren d'Propriétaires en Accès refuséiert, dat aus perséinleche Grënn.

D'Artikelen 23 an 131 vum Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gesi vir, datt de President vum Bezirksgeriicht den Accès kann autoriséieren, dat op Ufro vum Kulturminister. Bis haut ass nach keng Ufro gemaach ginn, dat virum allem, well scho genuch Grënn fir eng Protektioun vu bausse konnten zréckbehale ginn.

ad 7. Wa festgestallt gëtt, datt e klasséiert Gebai menacéiert ass, kënnen d'Artikelen 38 an 39 vum Denkmalschutzgesetz ugewannt ginn. D'Besëtzer gi vum Kulturminister ugeschriwwen a kréie matgedeelt, datt de Staat um Gebai kann intervenéieren, dat och géint hire Willen, mat enger Autorisatioun vum President vum Bezirksgeriicht.

Wa festgestallt gëtt, datt e schützenswäert Gebai amgaangen ass ze verfalen, kann de Kulturminister eng Protektiounsprozedur aleeden.

Am Moment sinn eng Rei Besëtzer a sou Fäll kontaktéiert ginn, an den INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) ass am Austausch mat hinnen, fir eng konziliant Léisung ze fannen.

ad 8. D'„intention de classement“ ass mam neien Denkmalschutzgesetz agefouert ginn, d. h. am Februar 2022. D'Dispositions pénales stinn an den Artikelen 115–120 vun dësem Gesetz.

Op Basis vun dem alen Denkmalschutzgesetz an den duerchgefouerte Protektiounen ënnert deem neie Gesetz kouw et an de leschte fënnf Joer zu 10 Meldunge vum INPA un de Procureur général d'État. An engem Dossier huet de Parquet ugesicht.

Parking de bus près du Lycée Mathias Adam à Pétange | Question 0138 (28/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 6243 wollt ech wëssen, firwat de Busparking beim Lycée Mathias Adam (Kadasterparzell 933/4221) zu Péteng ausserhalb vun de Schülertransportzäiten a Schoulstonnen dee gréissten Deel vum Dag an och weekends eidel steet a fir keng aner Zwecker genotzt gëtt. Grad fir den RGTR wier dës Plaz vu grousssem Notzen, well wéineg Plazen an der Gemeng existéieren, wou d'Buschaufferen hir Pause kënnen maachen.

An der Äntwert haten d'Ministère geschriwwen, dass de Busparking och eng Aire de rassemblement ass, fir 1.800 Schüler am Fall vun engem Feieralarm ze evakuéieren an dass et dofir net virstellbar wier, fir dës Plaz aneschtens ze notzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministère fir Energie, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Kënnen sech d'Ministère virstellen, dass de Parking kéint genotzt ginn, wann déi 1.800 Schüler:inne keng Schoul hunn, zum Beispill 52 Weekender am Joer, 3 Méint Schoulvakanzan d'Joer, ausserhalb vun de Schoulzäiten etc.? A wier et virstellbar, fir dëst an enger Konventioun mat de betraffene Busfirmen festzehalen?

2. Ass ugeduecht, fir de Parking hei mat Solaranlagen ze iwwerdaachen? Falls jo, bis wéini soll dës Projet realiséiert ginn?

Réponse (30/01/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi RGTR-Linnen, déi géifen a Fro kommen, fir bei de Lycée Mathias Adam waarden ze goen, hunn aktuell hiren Termin op der Gare vu Rodange, déi aktuell fir 107,5 Milliounen Euro moderniséiert gëtt. Op dëser Plaz ass d'Infrastruktur dem Besoin u Waardeplazen ugepasst, déi gebraucht ginn. Zousätzlech Waardeplaze sinn aktuell also net néideg.

ad 2. Um Gebai vum Lycée Mathias Adam ass aktuell eng Fotovoltaikanlag mat enger Leeschtung vu 54 kWp installéiert. Well op deem Site awer nach Daachflächen disponibel sinn, huet d'Verwaltung fir öffentlech Bauten eng Etude an Opdrag gi fir ze analyséieren, ob een nach weider PV-Panneaue kéint installéieren. De Busparking ass awer net zréckbehale ginn, well d'Verschattung vun de Beem op deem Parking ze grouss ass an déi Beem och aus ökologesche Grënn erhalte bleiwe sollen.

Generell ënnerstëtzt d'Regierung d'Approche, fir versigelt Flächen (wéi zum Beispill Parkingen) mat Fotovoltaikpaneauen ze iwwerdecken an analyséiert schrittweis d'staatlech Sitten, fir déi géeeegentste mat Fotovoltaikanlagen ze equipéieren.

Émoluments des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme | Question 0139 (29/12/2023) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Staat ass Aktionär vu verschiddene Privatfirmen an dierf deemno hei am Verwaltungsrot setzen. D'Regierungsmembere ginn net selwer an déi Verwaltungsréit, mee schécken d'Staatsbeamten aus hire Ministèren dohinner, fir d'Decisionen am Interesse vum Staat ze huelen.

Dat ofgeännert Gesetz vum 25. Juli 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme gesäit vir, dass d'Suen, déi dës Beamte kréien (= Émoluments) un de Staat mussen ausbezult ginn, éiert de Regierungsrot vu Fall zu Fall entscheet, wéi vill vun dëse Suen un de Beamten ausbezult ginn (= Indemnité).

De Gesetzestext gesäit Folgendes vir:

„Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Versteet d'Regierung d'Prozedur, esou wéi se am Gesetzestext beschriwwen ass, och an där Reiefolleg, dass

– d'Emolumenter vun der Firma integral un de Staat iwwerwise ginn;

– doropshin de Regierungsrot decidéiert, wéi vill Indemnitéiten d'Beamten zegutt hunn;

– de Staat d'Indemnitéit op de Konto vum Staatsbeamten iwwerweist?

Falls jo, gëtt dës Prozedur och esou applizéiert?

Falls dat net de Fall ass, kann d'Regierung beschriewen, wéi dës Prozedur vum Gesetz bis elo gehandhaabt gouf?

2. Ënnert wéi enge Budgetposten am Staatsbudget si souwuel d'Emolumenter ewéi och d'Indemnitéiten vun de Beamten aus de Verwaltungsréit ënnerbruecht?

3. An de leschten Äntwerte gouf verwisen op een Annuaire, deen 2017 zesummegeallt gi war mat alle wichtigen Informatiounen iwwert déi staatlech Participatiounen, wou all Gesellschaft mat hire Verrieder an de Verwaltungsréit och extra ernimmt war. Existéiert 2023 een aktualiséierten Exemplaire vun dësem Annuaire a falls jo, wou ass dës verëffentlecht?

Réponse (16/01/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Regierung suivéiert déi Praxis a Prozedur, déi sech iwwert déi lescht 33 Joer am Kontext vun der Applikatioun vum Gesetz vum 1990 iwwert d'Indemnitéiten, déi staatlech Verrieder an de Verwaltungsréit vu Kapitalgesellschaften kréien, etabléiert huet.

De Regierungsrot decidéiert, aus praktesche Grënn, dass d'Tantiemen direkt un déi betraffe staatlech Verrieder am Verwaltungsrot vun der betreffender Firma ausbezult ginn, ouni virdrun nach iwwert de Staatsbudget ze transitéieren.

Den 10. Januar 2024 huet de Regierungsrot dës Decisioun fir déi aktuell Legislaturperiod confirméiert.

Dee vun honorabelen Deputéierten zitéierten Annuaire vum 2017 ass ënnert enger méi performanter a verbesserter Form ënnert folgendem Lien ze fannen: <https://tresorerie.public.lu/fr/participations.html>.

SuperDrecksKëscht | Question 0140 (29/12/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

2022 hat déi viregt Koalitioun an enger Schnellprozedur d'Finanzéierungsgesetz vun der SuperDrecksKëscht an der Chamber gestëmmt, wat zënter dem 15. Juli 2022 a Kraaft ass.

Dëst Gesetz war entstanen, nodeems 2022 eng Serie vun Artikelen op Reporter.lu verschidde verdächtig Dysfonctionnementen bei der SuperDrecksKëscht opgedeckt an d'Virwërf vu Favoritismus, Vetternwirtschaft a Korruptioun an de Raum gestallt hunn. Am weidere Verlaf hat d'Chamber opgedeckt, dass och de Finanzement vun der SuperDrecksKëscht iwwert déi lescht Joren net rechtens war, well ee Finanzéierungsgesetz dofir gefeelt hat. Den zweete Punkt gouf mam Gesetz gereegelt, mee déi bestoend Virwërf goufen ni aus dem Wee geraumt.

Bei der Aktioun SuperDrecksKëscht war opgefall, dass virun allem eng Firma mat engem Konstrukt un Ënnerfirme vun der Aktioun SuperDrecksKëscht a soumadder vu Steiergelder profitéiert hat. Déi deemoleg Ëmweltministesch hat deemools ee Pseudoaudit an Opdrag ginn (dee keen offiziellen Audit war, esou wéi et am Dokument selwer drasteet), deem d'Situatioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht beliicht.

An der Chamberssitzung vum 16. Juni 2022 hate 27 Deputéierten, dovunner 21 vun der CSV, sech an zwou Motiounen dofir ausgeswat, dass een neien onofhängegen Audit sollt opgestallt ginn an dass d'Aktioun vun der SuperDrecksKëscht sollt nei ausgeschriwwen ginn.

An enger weiderer Motioun hu mir Piraten iwwerdeems d'Opléisung vum Kontrakt tëschent dem Ëmweltministère an der Firma Oeko-Service Luxembourg SA souwéi d'Neiausschreiwung vun der ganzer Aktioun SuperDrecksKëscht gefuerdert.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wäert den neien zoustännegen Minister ee komplett onofhängegen Audit an Opdrag ginn, deem den internationalen Normen entsprécht an deem déi ganz Aktioun SuperDrecksKëscht an d'Firmekonstrukter

hannendrunner onofhängeg beliicht? Falls jo, bis wéini wäert dëst geschéien?

2. Wäert d'Regierung, ugesichts vun de Virwërf, déi géint d'Aktioun SuperDrecksKëscht a sengem Prestataire Oeko-Service Luxembourg SA virleien, de Kontrakt mam Concessionnaire opléisen an eng Neiausschreiwung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht an Opdrag ginn? Falls jo, bis wéini soll dat geschéien?

Réponse (29/01/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Zur éischter Fro verweisen ech op d'Kommissiounssetzung vum 30. November 2022. An der Setzung ass duergeluecht ginn, wat fir eng Méiglechkeeten de Staat huet, fir een Audit no engem internationale Standard ze maachen. Esou ewéi deemools ugekënnegt, gouf eng „procédure convenue“ ausgeschafft.

Zur zweeter Fro kann ech Iech matdeelen, datt de Ministère informéiert ginn ass, dass an der juristescher Prozedur souwuel géint de fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung, wéi och géint den Direkter vun der Firma OSL, een „non-lieu“ festgehale gouf an domat keng weider Poursuite wäerte stattfannen. Et gëtt dohier och kee Grond, deem aktuelle Vertrag net bis zu senger Echeance weiderzeféieren.

Cell Broadcast | Question 0146 (03/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

No de massiven Iwwerschommungen am Joer 2021 hat déi deemoleg Inneministesch ugekënnegt, dass d'Warn-App GouvAlert während den Onwiederer un hir Grenze gestouss war an dass een an Zukunft wëll d'Handysbenotzer iwwert SMS (Cell Broadcast) warnen. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 4732 hat déi deemoleg Regierung erkläert:

„De Cell Broadcast huet de grouse Virdeel, datt d'Biergerinnen an d'Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouss ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg

evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung [...]“

Kommunikationsexperten an Däitschland rode schonn zënter den 90er Joren, fir Warnunge per Cell Broadcast un d'Leit ze schécken. Een Artikel op tageschau.de vum 20. Juli 2021 erkläert de Cell Broadcast a kuerze Wieder esou:

„Das ist wie ein Streuschuss an alle Geräte im Empfangsbereich eines Mobilfunkmastes.“ Auf diese Weise können Menschen in einer bestimmten Region zielgenau mit Warnhinweisen versorgt werden.

Dës Woch gouf et op verschidde Plazen hei am Land erëm eng Rei Iwwerschommungen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Hunn d'SMS-Noutwarnungen iwwert Cell Broadcast während den aktuellen Iwwerschommungen op alle Plazen hei am Land funktionéiert? Falls nee, wou net?

2. Ass de System vum Cell Broadcast Stand haut komplett funktionell an entsprécht de Krittere vun engem performante Warnsystem?

Réponse (31/01/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Virop ass ze präziséieren, dass d'Technologie vum „Cell Broadcast“ eng komplett aner ass, wéi déi vum „SMS zonal“ an et sech dobäi ëm 2 ënnerschiddlech Warnkanäl handelt. D'Méiglechkeet, fir iwwer „SMS zonal“ ze warnen, ass scho länger operationell a gëtt säit Mee 2022 reegelméisseg getest.

ad 1. Während den Iwwerschommungen vu Januar 2024 gouf keen „SMS zonal“ geschéckt, well d'Situatioun dëst net erfuerdert huet. D'Bevëlkerung gouf iwwer aner Warnkanäl informéiert (GouvAlert, staatlech Internetsitten, Facebook, Press).

ad 2. D'Zil ass, dass den zukünftige Warnkanäl „Cell Broadcast“ spëtstens am September 2024 operationell soll sinn. D'Handysoperatoren hunn Enn 2023 éischt intern Tester erfollegräich duerchgefouert. Et gëtt weider intensiivt un der Implementatioun geschafft.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-11

Séances publiques
n^{os} 12 et 13 p. 11-66

Questions au
Gouvernement p. 67-99

2023-2028

n°6



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-11

Séances publiques p. 11-66

12^e séance du mardi 27 février 2024 p. 11-39

13^e séance du mercredi 28 février 2024 p. 39-66

Questions au Gouvernement p. 67-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

22/03/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Journée internationale des droits des femmes 2024



La Journée internationale des droits des femmes est l'occasion de se pencher sur la représentation des femmes au sein du Parlement luxembourgeois : 20 députées sur 60 élus sont des femmes (soit un député sur trois), 2 sont cheffes de fil d'un groupe ou d'une sensibilité politique, 8 assurent la présidence d'une commission parlementaire et 2 sont présidentes d'une délégation auprès d'une assemblée parlementaire internationale.

Réunion interparlementaire au sujet des femmes dans le sport

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de la commission, ont participé à une réunion interparlementaire organisée le 7 mars 2024 par le Parlement européen au sujet des femmes dans le sport.

Les échanges avec des membres des différents parlements nationaux et du Parlement européen furent enrichis par les interventions de plusieurs expertes, notamment des ex-athlètes partageant leur vécu, ainsi qu'une chercheuse spécialisée dans le domaine de l'égalité des genres.

Au fil des discours, les intervenantes et intervenants ont fait état de l'avancée considérable que l'on a pu observer ces dernières décennies en matière d'égalité des genres dans le sport. Les différentes interventions ont également montré que l'on est encore loin de l'égalité des genres dans les différents domaines du sport, que ce soit sur le terrain ou ailleurs.

Ont par exemple été cités la représentation des athlètes féminines dans les médias, la lutte contre les stéréotypes, l'absence de données objectives, l'implication des femmes dans la gouvernance, la question de la participation des personnes transgenres et intersexes et les budgets alloués.

Le sujet qui a suscité les réactions les plus vives était celui des violences et abus que vivent les filles, femmes, garçons et hommes dans le sport. Mme Charline Van Snick, lauréate de la médaille de bronze en judo aux Jeux olympiques de 2012, a souligné l'importance de mettre en place des organismes indépendants des fédérations auxquels pourront avoir recours les victimes de violences.

L'accent fut mis sur la relation de force entre le personnel encadrant et l'athlète souvent mineur, le pouvoir que détiennent les fédérations sportives et

l'intérêt qu'ont ces dernières à ce qu'une telle affaire n'attire pas l'attention des médias.

La Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité se penche actuellement sur le projet de loi n° 8139 ayant pour objectif de créer un observatoire de l'égalité entre les genres et un conseil supérieur à l'égalité entre les genres qui vise à donner une assise légale à l'observatoire de l'égalité entre les genres.

Cet observatoire aura, entres autres, pour mission de fournir un ensemble de données objectives aidant les acteurs œuvrant dans le domaine de l'égalité à opérer les choix adéquats en matière de politiques d'égalité entre les genres.



Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de la commission

Vers un Parlement luxembourgeois plus sensible au genre

Accroître la sensibilité à l'égalité entre les genres – c'est dans ce but que la Chambre des Députés se dotera prochainement d'un plan d'action.

En amont de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2024, le Bureau de la Chambre des Députés, organe décisionnel du Parlement luxembourgeois, a décidé de créer un groupe de travail au sein de l'Administration parlementaire et de lui conférer trois missions :

- élaborer un concept stratégique pour la réalisation d'un audit en matière de sensibilité au genre ;
- dresser un état des lieux au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes, tout en ayant une vision large de la notion de genre ;
- élaborer des recommandations sur les marges de progression en matière de sensibilité au genre tant pour le niveau politique que le niveau administratif de la Chambre des Députés.

Le Parlement luxembourgeois compte s'inspirer de la « démarche systématique » que le Parlement fédéral belge a instaurée en matière d'égalité des genres. Une thématique qui était au cœur des échanges de vues lors de la visite officielle du Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, auprès de son homologue belge le 11 janvier 2024. « La Chambre veut pleinement prendre ses responsabilités pour promouvoir l'égalité des genres et montrer l'exemple dans ce domaine », a souligné M. Wiseler dans ce contexte.

Session conjointe de février de l'AP-OTAN

Les parlementaires réaffirment leur soutien indéfectible à l'Ukraine



De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Georges Engel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation, M. Sven Clement, membre de la délégation, et M. Yves Carl de l'Administration parlementaire

Les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) se sont retrouvés du 19 au 21 février 2024 à Bruxelles pour la traditionnelle session conjointe de février. Il s'agit d'un moment fort du calendrier de l'OTAN qui permet aux chefs de délégation d'avoir un échange avec les ambassadeurs auprès de l'OTAN ainsi qu'avec le Secrétaire général, M. Jens Stoltenberg.

Les parlementaires ont par ailleurs pu s'entretenir avec la Commissaire européenne à l'Énergie, Mme Kadri Simson, au sujet de la sécurité de l'énergie, avec l'Amiral Rob Bauer sur les priorités militaires de

l'OTAN, ainsi qu'avec Mme Marie-Doha Besancenot, Secrétaire générale adjointe pour la diplomatie publique, au sujet de la valeur immuable de l'Alliance et ses principes démocratiques.

Les discussions se sont concentrées sur les engagements pris au Pays de Galles et renforcés en Lituanie visant à investir 2 % du PIB dans la défense. Il a été souligné que 18 pays membres consacreront cette année au moins 2 % de leur PIB aux dépenses de défense et que les autres pays avaient présenté auparavant des plans pour se conformer aux engagements. Il est à noter que lorsque les engagements ont été conclus, seuls trois États membres de l'OTAN consacraient au moins 2 % de leur PIB à la défense.

Alors que l'Alliance célébrera son 75^e anniversaire au mois d'avril et qu'elle organisera un sommet essentiel à Washington au mois de juillet, le Président de l'Assemblée, M. Michał Szczerba, a déclaré lors de son intervention que « l'Assemblée plaidera instamment pour une adaptation plus poussée et concrète, fondée sur les valeurs démocratiques que nous partageons ». « Nous restons pleinement mobilisés. Nous devons fournir toute l'assistance militaire, politique et humanitaire essentielle à l'Ukraine pour vaincre l'agresseur aujourd'hui », a continué le Président, « autrement, le prix payé par l'OTAN sera beaucoup plus élevé demain. La Russie doit être vaincue. Nous devons nous tenir aux côtés de l'Ukraine jusqu'à la victoire. »

Les participants ont également porté un vif intérêt à l'éventuelle adhésion de la Suède et de l'Ukraine à l'OTAN. Au-delà des demandes d'adhésion, les parlementaires ont souligné l'importance des liens avec les pays partenaires et candidats des Balkans, d'Europe de l'Est, de la région indopacifique et du voisinage méridional.

L'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique est désormais chose acquise

Les parlementaires hongrois ont donné leur feu vert à l'adhésion du pays scandinave à l'Alliance atlantique le 26 février 2024. La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se réjouit de cette avancée historique pour la Suède et l'Alliance. La Hongrie était le dernier pays membre de l'OTAN à devoir ratifier l'adhésion de la Suède. Cette décision met un terme à deux années de négociations difficiles et pave la voie à l'intégration du 32^e membre au sein de l'Alliance.

C'est une étape historique pour la Suède, marquant la fin de deux siècles de neutralité et de non-alignement du pays. Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a souligné que cette adhésion rendra l'OTAN « plus forte ». « La Suède dispose de forces très compétentes, d'une industrie de défense de premier ordre et elle consacre 2 % de son PIB à la défense. Cela démontre également que la porte de l'OTAN est ouverte, que le Président russe Vladimir Poutine n'a pas réussi dans sa tentative de sonner le glas de l'OTAN. »

Le Parlement luxembourgeois a été parmi les premiers à approuver l'adhésion de la Suède à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

8^e Sommet des Présidents et 17^e Session de l'Assemblée parlementaire de l'AP-UpM

L'esprit de Rabat : l'espoir d'un consensus



De gauche à droite : M. Marc Angel, Vice-Président du Parlement européen, Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, et M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés

Plus de deux ans après la dernière assemblée plénière, les représentants de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) ont été conviés par la Chambre des Représentants marocaine à Rabat les 15 et 16 février 2024. Ces deux jours ont eu comme trame la coopération euro-méditerranéenne au 21^e siècle. Le conflit israélo-palestinien s'est retrouvé en plein cœur des discussions. M. Rawhi Fattouh, Président du Conseil national palestinien, a assisté aux échanges, tandis que la délégation israélienne a manqué au rendez-vous.

M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, et Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise, ont représenté la Chambre à cet événement. M. Marc Angel a coprésidé la réunion en sa qualité de Vice-Président du Parlement européen.

La situation au Proche-Orient

L'ordre du jour de la commission des affaires politiques contenait une recommandation rédigée en 2022. Compte tenu de l'obsolescence du texte, la présidence a proposé de voter ce texte en l'état et de tenir

un débat général sur les derniers développements géopolitiques dans la région. La délégation luxembourgeoise s'est abstenue lors du vote de la recommandation qui portait sur la coopération dans le domaine de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la paix et de la stabilité.

M. Di Bartolomeo, qui s'était récemment entretenu avec des familles de victimes israéliennes et palestiniennes en visite à la Chambre, a fait noter l'aspiration des deux peuples à vivre ensemble en paix. Il a condamné les attentats terroristes commis par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 avec la plus grande fermeté, tout comme la réaction militaire israélienne qu'il a jugée disproportionnée.

Le député luxembourgeois a réclamé un cessez-le-feu immédiat et a demandé la libération inconditionnelle de l'ensemble des otages. Il a en outre déploré le blocage d'un port par les autorités israéliennes, un couloir destiné à l'aide humanitaire. Lors de son intervention, il a encore salué les efforts de médiation de certains pays voisins et a en même temps qualifié l'ingérence d'autres pays voisins de « complicité dans

le carnage ». Dans ses propos finaux, il a insisté sur la nécessité d'écarter toute langue de bois pour parvenir à la seule résolution viable et durable du conflit : celle d'une solution à deux États.

Les échanges autour d'une déclaration commune au Sommet des Présidents de l'AP-UpM ont été de longue haleine. En tant que dernier orateur, M. Di Bartolomeo s'est essayé à un travail de compromis en brandissant à plusieurs reprises un carton rouge symbolique pour condamner les attaques des deux parties du conflit israélo-palestinien.

Le Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc, M. Rachid Talbi El Alami, s'est félicité de ce qu'il a baptisé « l'esprit de Rabat », c'est-à-dire le déroulement à l'amiable des échanges.

L'élu luxembourgeois a été honoré pour son intervention et appelé à présenter la déclaration finale le lendemain lors de la plénière de l'Assemblée.

Défis méditerranéens communs

Depuis le processus de Barcelone, engagé en 1995, l'Union pour la Méditerranée a pour mission de favoriser le dialogue politique et culturel entre les deux

rives. La région méditerranéenne a, ces dernières années, particulièrement souffert de différents chocs. Ces crises ont révélé la fragilité de cet espace où il existe des enjeux communs. Le taux de chômage disproportionné des jeunes et la gestion des flux migratoires constituent des problèmes majeurs nécessitant une approche commune. Ce même esprit de coopération doit prévaloir dans la lutte contre les changements climatiques, puisque la Méditerranée en est le point névralgique.

D'autres efforts doivent encore être entrepris pour l'inclusion et la transition vers une société sans violence à l'égard du genre, de l'orientation sexuelle et de la race.

Une note conceptuelle a été présentée par la commission des droits des femmes visant plus spécifiquement l'accès des filles et des femmes aux disciplines et aux professions dites STIM (science, technologie, ingénierie, mathématiques).

Les échanges se sont clôturés par une note d'espoir du Vice-Président du Parlement européen en citant Albert Camus : « La paix est le seul combat qui vaille d'être mené. »

Après cette session plénière, la présidence est revenue au Parlement espagnol, qui assumera celle-ci jusqu'au 31 décembre 2024. La Chambre des Représentants égyptienne exercera la présidence ensuite pour l'année 2025. Celle-ci clôturera le quatuor de présidences tournantes formé par les membres du Bureau : le Parlement européen, le Maroc, l'Espagne et l'Égypte.

Le Parlement européen siège au sein de cette organisation en tant que membre permanent du Bureau. Un mandat est réservé à un État membre de l'Union européenne, tandis que deux autres reviennent à des pays de la rive Sud de la Méditerranée.

14^e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) Europol comme pilier stratégique de sûreté

Pour la dernière fois pendant la législature européenne en cours, les représentants du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont réunis les 18 et 19 février 2024 à Gand en Belgique.

Cette réunion est l'occasion pour les parlementaires d'évaluer les activités d'Europol dans la lutte contre les crimes de nature transnationale relevant de sa compétence.

Le contrôle politique des travaux prend la forme de questions adressées à la direction exécutive de l'agence européenne sur le semestre écoulé, c'est-à-dire depuis la tenue de la dernière réunion. Un autre moyen de suivi parlementaire est le rapport du Contrôleur européen de la protection des données, qui note que le traitement d'informations à caractère personnel devient davantage chronophage.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg y a été représentée par M. Guy Arendt, Président de la délégation luxembourgeoise, ainsi que MM. Dan Biancalana et Ben Polidori, membres de la délégation.

Trafic illégal d'armes

La Ministre de l'Intérieur belge, Mme Annelies Verlinden, a tenu des propos liminaires à la première session de contrôle dédiée au trafic illégal d'armes au sein de l'Union européenne.

Elle a expliqué aux parlementaires que la disponibilité et la gamme d'armes à feu illicites et d'équipement pyrotechnique se sont élargies au cours des dernières années. Évoquant les attentats d'octobre 2023 à Bruxelles contre des supporters de football suédois, la ministre a affirmé que l'enquête avait permis aux autorités d'établir un lien entre les activités terroristes et le trafic d'armes et d'explosifs. Selon elle, les criminels tirent également parti du progrès technologique.

En effet, le trafic d'armes à feu demeure une menace croissante pour la société, d'autant plus si ces armes



De gauche à droite : MM. Ben Polidori, Guy Arendt et Dan Biancalana

peuvent être manufacturées à l'aide d'imprimantes 3D. Ces armes dites fantômes – ni homologuées, ni retraçables – échappent à Europol qui ne peut pas les répertorier dans ses bases de données.

Cette problématique représente une véritable lacune stratégique de l'agence qui, pour rester opérationnelle, devrait adapter son mode de fonctionnement et veiller à maintenir une longueur d'avance sur les nouvelles technologies.

Lutte contre la traite des êtres humains

Le panel de la seconde session de contrôle était composé de Mme Diane Schmitt, Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, de nationalité luxembourgeoise, et de M. Jean-Philippe Lecouffe, Directeur général adjoint d'Europol.

Les deux orateurs ont déploré les tendances inquiétantes concernant la traite des êtres humains, tout en notant qu'Europol devient de plus en plus une agence d'appui opérationnelle qui permet une identification précoce du modus operandi.

D'après Mme Schmitt, l'UE assiste à une augmentation considérable du nombre de victimes identifiées en raison de l'intensification des enquêtes, mais aussi grâce à une meilleure sensibilisation à ce sujet.

Au sein de l'UE, les personnes qui sont victimes de l'exploitation par le travail dépassent celle de l'exploitation sexuelle. La citoyenneté des victimes se range principalement du côté de pays tiers, ceci à hauteur de 63 %. En 2022, l'Ukraine détenait la première place de ces pays tiers, dont 83 % des victimes étaient exploitées pour des tâches laborieuses et 17 % à des fins sexuelles.

Un forum consultatif sur les droits fondamentaux

La dernière modification du règlement d'Europol vient renforcer les moyens d'action d'Europol par l'instauration d'un officier des droits fondamentaux.

À côté du délégué à la protection des données, cet officier inscrira ses missions dans le juste équilibre entre la sécurité et les droits de l'homme. Par conséquent, la dimension du contrôle parlementaire est à son tour accentuée. À cet effet, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer dans ce contexte un addendum au règlement intérieur du GCPC.

Le seul paragraphe qui a donné lieu à des discussions était celui relatif aux ressources qui dispose que « les membres du forum consultatif agissent à titre gracieux ». Il s'agit là d'un compromis défendu par la présidence, et le texte a été adopté par consensus.

La prochaine étape consiste à lancer un appel à manifestation d'intérêt pour composer le forum nouvellement créé. La composition devrait être portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du GCPC, qui aura lieu au mois de novembre 2024 au sein du Parlement européen.

Un plaidoyer pour venir en aide aux habitants de Gaza



Des membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg ont été reçus à la Chambre par les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.

Les députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont rencontré le 26 février 2024 des membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg et dont des proches vivent dans la bande de Gaza. Ils ont sollicité l'aide des parlementaires pour faciliter l'évacuation de leurs familles. S. E. M. Abdalrahim Alfarra, Ambassadeur de l'État de Palestine auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne, a participé à l'entrevue.

D'emblée, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a présenté la position officielle de

la Chambre des Députés exprimée dans une motion et dans une résolution adoptées suite à un débat en séance publique le 16 janvier 2024. M. Wiseler a précisé que les parlementaires condamnent fermement l'attaque brutale perpétrée par le Hamas en date du 7 octobre 2023. La Chambre condamne par ailleurs la réaction militaire du Gouvernement israélien, la qualifiant de démesurée dans le temps et disproportionnée en termes d'envergure sur le territoire de Gaza.

Tout en témoignant de leurs situations personnelles, les membres de la communauté palestinienne résidant

au Luxembourg ont appelé les députés à intervenir. Ils souhaitent que les 200 membres de leurs familles qui se retrouvaient bloqués dans la ville de Rafah et privés, selon eux, de nourriture et de médicaments puissent être évacués. Les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont exprimé leur compassion pour les familles et ont avoué être démunis face à la douleur éprouvée par la communauté palestinienne. Ils ont également réitéré à plusieurs reprises la position du Gouvernement luxembourgeois et de la Chambre des Députés réclamant un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et en sécurité à la bande de Gaza.

Un membre de l'opposition a fait part de sa déception face au silence de la communauté internationale et à l'absence d'une position commune de l'Union européenne dans ce conflit. Selon lui, la solution à deux États – position officielle du Gouvernement luxembourgeois – ne peut être réalisée que par la reconnaissance de l'État de Palestine. Il est convaincu que cette question demeurera un sujet d'actualité dans les mois à venir. Une députée de l'opposition s'est également renseignée sur les raisons du rejet de la demande de regroupement familial soumise par une famille palestinienne résidant au Grand-Duché.

Pendant la discussion, plusieurs députés ont exhorté l'Ambassadeur à plaider en faveur de la libération des otages israéliens. Les députés se sont encore renseignés auprès de lui au sujet des relations avec l'Égypte, et en particulier sur les questions liées à la frontière commune.

En novembre dernier, les députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents avaient rencontré des membres de familles de personnes retenues en otage par le Hamas.

Présentation du projet de budget 2024

Un budget « pour un nouvel élan »



De gauche à droite : Mme Diane Adehm, rapportrice du projet de budget et Présidente de la Commission des Finances, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et M. Gilles Roth, Ministre des Finances

« Sortir de la crise » et « préparer l'avenir » : voilà les objectifs sous lesquels le Ministre des Finances, M. Gilles Roth, a placé la présentation du premier budget de l'État du Gouvernement CSV-DP le 6 mars 2024 à la Chambre des Députés. Ce dépôt officiel lance la procédure budgétaire à la Chambre des Députés.

Le budget 2024, le premier du Gouvernement en fonction depuis 110 jours, est un « budget atypique » et « transitoire », selon le Ministre des Finances. Il ne

couvre en effet pas toute une année, mais la période entre le 1^{er} mai 2024 et la fin de l'année. La période jusqu'au 30 avril est couverte par un budget provisoire, que l'on appelle communément les « douzièmes provisoires ».

Un déficit de 1,9 milliard d'euros

Le premier budget de l'administration centrale du nouveau Gouvernement prévoit un déficit de 1,9 milliard d'euros selon la comptabilité européenne (SEC). Il table sur :

- des recettes à hauteur de 27,5 milliards d'euros, soit un plus de 1,8 milliard d'euros (+7,1 %) ;
- des dépenses à hauteur de 29,4 milliards, soit un plus de 2 milliards d'euros (+7,6 %).

Le Ministre des Finances a annoncé vouloir briser la dynamique des dépenses, notamment en faisant des efforts sur les dépenses courantes.

Pour ce qui est des autres composantes de l'administration publique, un solde positif de 62 millions d'euros est prévu pour le secteur communal et de 861 millions d'euros pour la sécurité sociale. L'excédent « habituel » de la sécurité sociale – qui se situait encore à 1,05 milliard d'euros en 2023 – connaît une tendance à la baisse et est estimé à 261 millions

d'euros en 2027, a annoncé M. Roth. Les transferts sociaux constituent environ la moitié du budget, à savoir 47 %.

La dette publique devrait se chiffrer à 22,2 milliards d'euros, soit 26,5 % du PIB. Le Ministre des Finances s'est dit « confiant » de pouvoir respecter le seuil des 30 % sur toute la législature. Les projections tablent sur 27,3 % en 2027. Un dernier emprunt de 1,25 milliard d'euros a été contracté fin février 2024.

Début des travaux parlementaires

Lors de la cérémonie traditionnelle de dépôt du budget, le Ministre des Finances a remis symboliquement le projet de budget 2024 entre les mains du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et de la Présidente de la Commission des Finances, Mme Diane Adehm. En tant que rapportrice, elle chapeautera les travaux parlementaires sur le budget qui auront lieu dans les différentes commissions parlementaires et qui devraient se conclure à la fin du mois d'avril avec un débat et un vote à la Chambre.

Le budget se compose des projets de loi n° 8383 concernant le budget 2024 et n° 8384 concernant la programmation financière pluriannuelle pour la période de 2023 à 2027.

4^e Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains

127 victimes de traite sur la période 2021-2022



Le Président de la Commission consultative des droits de l'homme, M. Gilbert Pregno (au milieu), a remis un exemplaire du 4^e Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains au Président de la Chambre.

Tous les deux ans, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) présente son rapport sur la traite des êtres humains à la Chambre des Députés. Le nombre total de victimes recensées dans le rapport 2021-2022, 127 victimes ou victimes potentielles, est en nette augmentation par rapport à la période 2019-2020, au cours de laquelle la CCDH a recensé 23 victimes.

Le Président de la CCDH, M. Gilbert Pregno, a expliqué le 29 février 2024 aux députés que ce changement important était explicable en partie par les difficultés liées à la recherche des victimes pendant la pandémie et par le démantèlement pendant la période observée d'un réseau de prostitution en appartement. De manière générale, M. Pregno regrette que « les coupables de la traite s'en sortent trop bien », notamment en se voyant infliger des sanctions qui ne correspondent pas, selon lui, à la gravité de leurs actes. Concernant les auteurs des faits, le rapport établit leur nombre à respectivement 21 femmes et 7 hommes. La nationalité la plus représentée chez les auteurs est la nationalité chinoise.

La plupart des cas concernent l'exploitation sexuelle (55 cas) et l'exploitation dans le monde du travail (55 cas, principalement dans les secteurs de l'horeca et de la construction), répartis sur les années 2021 et 2022. La mendicité forcée représente quant à elle 12 cas en 2021 et aucun cas en 2022. Les nationalités les plus représentées parmi les victimes sont les nationalités roumaine, ukrainienne, russe et chinoise. La CCDH n'a pas relevé de cas de trafic d'enfants ou d'organes.

La CCDH note que la plupart des cas sont détectés par la police, mais souligne que l'Inspection du travail et des mines a mené des réformes positives et devient plus proactive dans la détection. Au sujet du travail de la police, la CCDH affirme que les moyens informatiques dont celle-ci dispose pour le traitement des données ne sont techniquement pas à la hauteur et

appelle à une inclusion du Statec pour mettre en place de nouveaux outils.

« Il faut un coordinateur national de la lutte contre la traite »

Dans le cadre de la présentation du chapitre du rapport consacré au cadre juridique, les représentants de la CCDH ont affirmé que la politique en matière de lutte contre la traite au Luxembourg manque de cohérence, ajoutant que « les acteurs travaillent dans leur coin » et sont confrontés à une surcharge de travail. Pour cette raison, la CCDH recommande de mettre en place un coordinateur national de la lutte contre la traite des êtres humains, proposition qui a été saluée par plusieurs députés.

Les représentants de la CCDH regrettent également que le Luxembourg soit un des rares pays qui ne disposent toujours pas de programme de protection des témoins, ce qui rend la prise de parole des victimes plus difficile.

Le rapport consacre un chapitre entier aux liens entre traite et immigration et s'intéresse entre autres aux risques auxquels sont exposés les mineurs non accompagnés. Les auteurs recommandent dans ce domaine de supprimer le lien qui peut exister entre la dénonciation de faits de traite par une victime et l'exposition potentielle de celle-ci à une procédure d'expulsion. Ils notent également une approche « trop passive » des administrations concernées en ce qui concerne la détection de cas de traite lors des procédures de protection internationale.

« Revoir le cadre légal »

Les auteurs du rapport sont revenus sur les conséquences judiciaires pour les auteurs de la traite entre 2013 et 2022. Ils relèvent ainsi sur la période observée 48 peines de prison entre 6 et 48 mois et aucune condamnation criminelle. 43 amendes entre 500 et 20.000 euros auraient été prononcées.

Pour 135 victimes confirmées, seules 8 demandes d'indemnisation auraient été formulées, pour des montants allant de 3.500 à 120.000 euros. Les sommes allouées à ces victimes sont bien plus faibles, allant de 1.038 à 5.000 euros.

La CCDH parle globalement dans ses conclusions de « sanctions plutôt clémentes » et recommande par conséquent de « revoir le cadre légal et de prévoir des formations obligatoires, de haute qualité et continues pour les magistrats ».

Tout en insistant sur le fait qu'il n'incombe pas à la Chambre des Députés de se prononcer sur ce qui tombe sous la responsabilité des tribunaux, un député de la majorité a voulu savoir si les représentants de la CCDH avaient des contacts avec les autorités judiciaires pour exposer leur point de vue. Les représentants de la CCDH ont affirmé qu'il y existe un « comité traite » au sein duquel le Parquet est également représenté et où le rapport allait être présenté. M. Pregno a ajouté qu'il « souhaite que la magistrature lise notre rapport ».

Les députés ont également interrogé les membres de la CCDH au sujet de l'assouplissement du droit d'enquête sous pseudonyme, qui est une de leurs revendications. Ces derniers ont reconnu qu'il était difficile de trouver une solution équilibrée, mais que cette approche était nécessaire car les enquêteurs ne parviennent pas toujours à trouver les indices nécessaires, notamment sur les réseaux sociaux.

Mendicité : il ne faut pas « punir les victimes »

Les auteurs du rapport se sont montrés critiques envers l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville, notamment sous prétexte de lutte contre la traite, affirmant qu'il fallait, en cas de suspicion de traite, « protéger et soutenir ces personnes et punir les auteurs et non les victimes ».

Visite de la Ministre de l'Intérieur de la République hellénique



La participation aux élections européennes de la communauté grecque vivant au Luxembourg ainsi que des dossiers concernant la coopération entre la Grèce et le Luxembourg ont fait l'objet d'une entrevue entre la Ministre de l'Intérieur de la République hellénique, Mme Niki Kerameus, et le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, le 23 février 2024.

Échange interinstitutionnel à Bruxelles

Comment renforcer la coopération avec les institutions européennes ?

Une délégation composée de députés luxembourgeois s'est déplacée le 5 mars 2024 à Bruxelles pour un échange interinstitutionnel. La coopération entre la Commission européenne et les parlements nationaux était un des sujets centraux lors d'une réunion à la Commission européenne. La question de savoir dans quelle mesure les parlements nationaux peuvent contribuer au développement de propositions législatives par le biais de prises de position a été discutée.

Au vu des élections européennes qui s'approchent, que deviendront certaines propositions législatives européennes pour lesquelles les travaux sont encore en cours ? Lors d'un échange avec le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, les députés se sont par exemple intéressés à la proposition de directive sur les droits des travailleurs de plateformes numériques ou la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Un autre sujet abordé avec le Commissaire était celui de la rémunération de stages.

En outre, les députés se sont penchés sur la procédure législative européenne et les spécificités du travail au sein du Parlement européen. Les procédures régissant le travail et la prise de décisions au Conseil de l'Union européenne étaient au centre de la visite au Conseil.



Les députés ont eu l'occasion de s'entretenir avec leurs homologues européens, MM. Charles Goerens (8^e à gauche) et Marc Angel (9^e à gauche).

Audienz am Palais



Am Kader vu senger Staatsvisitt zu Lëtzebuerg huet den tschechesche President Petr Pavel de Chamberspresident Claude Wiseler den 29. Februar 2024 am Palais an Audienz empfaangen.

Reunioun vum Comité vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten

De 4. Mäerz 2024 hu sech d'Membere vum Comité vun der Association des anciens députés (AAD) an der Chamber getraff. De Chamberspresident Claude Wiseler war invitéiert, fir derbäi ze sinn a sech hir Doleancen unzehéieren.



Réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains

« Nous avons tous un devoir de mémoire et nous sommes tous architectes de l'avenir », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains qui s'est déroulée le 1^{er} mars 2024 à Esch-sur-Alzette.

L'exposition permanente au Musée national de la résistance et des droits humains est consacrée à des événements marquants ayant eu lieu autour de la période de la Seconde Guerre mondiale. Une nouvelle section de l'exposition est dédiée aux droits humains et à des sujets d'actualité.

Lors de son discours, le Président de la Chambre a affirmé que l'espace qui a été créé, faisant passer la surface du musée du simple au triple, permet non seulement de réfléchir aux événements du passé, mais également d'engager des réflexions sur le présent et l'avenir. « Le travail de mémoire est essentiel », a-t-il constaté.

Selon M. Wiseler, le musée est un hommage à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pendant la Seconde Guerre mondiale pour la liberté du Grand-Duché. Les contenus montreraient à quel point il est important de résister aujourd'hui aussi aux injustices, à l'intolérance et à toute sorte d'extrémisme, d'autant plus que « la majorité des personnes qui visiteront le musée n'ont pas vécu la guerre ».



« Nous avons tous un devoir de mémoire et nous sommes tous architectes de l'avenir », a déclaré le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, lors de la réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains.

Conférence sur le Roi Grand-Duc Guillaume II et l'année révolutionnaire 1848



L'historien Jeroen Koch a dressé un portrait du Roi Grand-Duc Guillaume II dans le cadre de l'exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg ».

Quels étaient les défis qui se présentaient au Roi Grand-Duc Guillaume II (1792-1849) et à la maison d'Orange-Nassau pendant les révolutions du 19^e siècle ? Lors d'une conférence coorganisée par la Chambre des Députés et les Archives nationales avec l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg le 22 février 2024, l'historien Jeroen Koch a apporté des réponses à cette question. L'événement a clôturé l'exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg ».

Après une carrière militaire qui fait qu'il est considéré encore aujourd'hui comme un héros militaire aux Pays-Bas, Guillaume II est confronté à une grave crise financière après son avènement au trône. Son attitude politique initialement libérale évolue vers le

conservatisme avec pour conséquence qu'il refuse l'hypothèse d'une évolution libérale de la Constitution néerlandaise.

En 1848, la position du Roi Grand-Duc est fragilisée par sa vie privée agitée : victime de tentatives de chantage à cause de sa bisexualité, Guillaume II finit par ne plus être en mesure de s'opposer à la mise en place de nouvelles constitutions libérales aux Pays-Bas et au Luxembourg. Ces dernières limitent les pouvoirs du Roi Grand-Duc et renforcent le rôle du Parlement.

M. Jeroen Koch est professeur à l'Université d'Utrecht et auteur d'une biographie du Roi Grand-Duc Guillaume I^{er} ainsi que d'un ouvrage consacré à la maison d'Orange-Nassau au 19^e siècle.

Visitt vun der Finanzkommissioun beim Kadaster

Am Kader vun hirer Visitt beim Kadaster den 20. Februar 2024 kruten d'Membere vun der Finanzkommissioun ënnert anerem Informatiounen iwwert de Gebrauch vum Geoportail, d'Wichtegkeet vun de Geodonnéen, d'Erausforderunge fir den zukünftigen Nationalregëster vum Logement souwéi d'Opstellung vum vertikale Kadaster.



Interopérabilité des dispositifs électroniques

8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radio-électriques

L'objet du présent projet de loi est de transposer la directive (UE) 2022/2380 du Parlement européen relative à l'harmonisation des dispositifs de charge sur le marché d'équipements radioélectriques européen en droit luxembourgeois.

La directive (UE) 2022/2380 introduit l'obligation de recourir au connecteur de type USB-C pour certains appareils radioélectriques et la possibilité pour les consommateurs d'acheter les appareils sans être obligés d'acquérir un chargeur.

L'interopérabilité entre différents dispositifs électroniques sera ainsi assurée. L'objectif est d'améliorer la commodité pour tous les usagers finaux et, outre une réduction des frais, de réduire les déchets électroniques.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 01/06/2023

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

18/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
parlementaires

22/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Loi du 18 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 122, page 1

Qualifications relatives à l'enseignement supérieur

8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Le projet de loi 8231 a pour objet de porter approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur. Elle est entrée en vigueur le 5 mars 2023, c'est-à-dire trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

La Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa 40^e session qui se tenait à Paris du 12 au 27 novembre 2019. Il s'agit du premier traité des Nations Unies sur l'enseignement supérieur de portée mondiale.

Elle vise à compléter les conventions régionales existantes en matière de qualifications relatives à l'enseignement supérieur, dont la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, adoptée à Lisbonne en 1997, et ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg le 4 octobre 2000.

Par l'établissement de principes généraux, elle vise notamment à faciliter la mobilité internationale des étudiants et établit le droit des individus à faire évaluer les qualifications obtenues à l'étranger de manière équitable, transparente et non discriminatoire.

L'approbation de la Convention mondiale n'aura aucun impact sur les procédures de reconnaissances des qualifications de l'enseignement supérieur alors que ces dernières respectent déjà les principes de ladite convention. Seule une légère modification au niveau des procédures au niveau de l'éducation nationale sera nécessaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

(Président : M. Gérard Schockmel) :

06/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État, de la Chambre des Salariés et de la Chambre de Commerce

20/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Convention de non double imposition avec le Cabo Verde

8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022

L'objet du présent projet de loi est d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et le Protocole y relatif.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/07/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

19/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Prolongation des aides aux entreprises

8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent dispositif modifie la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Il s'agit de prolonger de six mois certaines subventions d'énergie prévues et d'augmenter le plafond des aides de 2 millions à 2,25 millions d'euros par groupe d'entreprises.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 11/01/2024

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

01/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Loi du 18 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 121, page 1

Qualité des services pour personnes âgées

8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les modalités selon lesquelles la présence minimale d'agents faisant partie du personnel d'encadrement est déterminée dans la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées afin qu'il soit dorénavant tenu compte du niveau de besoin hebdomadaire en aides et de soins des résidents d'une structure d'hébergement pour personnes âgées précise.

Au-delà, quelques redressements d'ordre matériel sont effectués au niveau des articles 101 et 106 de la loi précitée du 23 août 2023.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/01/2024
Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

(Présidente : Mme Mandy Minella) :

08/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État, de la Commission nationale pour la protection des données, de la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins et de la Chambre de Commerce

20/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Loi du 12 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 102, page 1

12^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 12

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président

p. 12

3. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président

p. 14

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Exposé : M. Marc Goergen

p. 14

5. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Exposé : M. Gusty Graas

p. 14

6. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Exposé : M. Gusty Graas

p. 14

7. Heure de questions au Gouvernement

p. 15

Question n° 33 du 27 février 2024 de M. Christophe Hansen relative à la situation en Ukraine deux ans après le début de l'agression et de l'invasion russe, adressée à M. le Premier ministre

Question n° 34 du 27 février 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, adressée à M. le Premier ministre

M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Luc Frieden, Premier ministre

p. 15

Question n° 35 du 26 février 2024 de M. Dan Biancalana relative au non-recours aux aides sociales, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Dan Biancalana | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

p. 16

Question n° 36 du 27 février 2024 de M. André Bauler relative à la domiciliation et l'enregistrement de personnes physiques en zone verte, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. André Bauler | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

p. 17

Question n° 37 du 27 février 2024 de Mme Joëlle Welfring relative au « Landwirtschaftsdösch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Joëlle Welfring | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

p. 17

Question n° 38 du 27 février 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réunion nationale du logement du 22 février 2024, adressée à M. le Premier ministre

Question n° 39 du 26 février 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'accélération des procédures dans le cadre de l'aménagement communal et du développement urbain, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 18

M. Alex Donnersbach | Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 40 du 27 février 2024 de M. Ben Polidori relative au financement du matériel informatique des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 19

M. Ben Polidori | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 41 du 27 février 2024 de M. Guy Arendt relative au droit d'initiative d'un conseiller communal de porter un point à l'ordre du jour d'une séance du conseil communal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 19

M. Guy Arendt | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 42 du 27 février 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix de l'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

p. 20

M. Mars Di Bartolomeo | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Question n° 43 du 27 février 2024 de Mme Corinne Cahen relative à la reconnaissance de la musicothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

p. 20

Mme Corinne Cahen | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 44 du 27 février 2024 de Mme Lydie Polfer relative au bilan intermédiaire depuis l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs aux différentes formes d'infractions, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 21

Mme Lydie Polfer | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

8. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation en Ukraine

p. 21

Exposé : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. François Bausch | M. David Wagner | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. François Bausch) | M. Yves Cruchten | M. Christophe Hansen (interventions de M. François Bausch)

Vote sur la résolution (adoptée)

9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'une commission d'enquête sur les circonstances exactes de la mort d'Alexeï Navalny

p. 24

Exposé: M. Gusty Graas

Discussion générale: M. Fernand Kartheiser (interventions de M. François Bausch, M. Yves Cruchten et M. Sven Clement) | M. David Wagner | M. Sven Clement | M. François Bausch | M. Yves Cruchten | M. Christophe Hansen | M. Yves Cruchten

Vote sur la résolution (adoptée)

10. 8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

p. 27

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme: Mme Carole Hartmann

Discussion générale: Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement: M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8229 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

p. 29

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme: Mme Carole Hartmann

Discussion générale: Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement: M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8348 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

p. 31

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil: Mme Mandy Minella

Discussion générale: Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt (dépôt de la motion 1) | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (interventions de Mme Corinne Cahen) | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement: M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8349 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Sven Clement)

Motion 1: Mme Claire Delcourt | M. Marc Goergen (interventions de M. Claude Haagen et M. Gilles Baum) | M. Tom Weidig | Mme Mandy Minella | Mme Nathalie Morgenthaler (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Baum | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion 1 (rejetée)

13. 8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022

p. 35

Rapport de la Commission des Finances: M. Laurent Mosar

Discussion générale: M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement: M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8282 et dispense du second vote constitutionnel

14. 8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

p. 37

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région: M. André Bauler

Discussion générale: Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement: Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8231 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence: M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement: M. Luc Frieden, Premier ministre; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden et Mme Stéphanie Obertin, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Da maachen ech e puer Kommunikatiounen.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëtzens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 27 février 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire:

8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification

1^o de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

2^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3^o de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement;

4^o de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

Dépôt: M. Gilles Roth, Ministre des Finances, M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 07/02/2024

8354 – Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal

Dépôt: M. Marc Goergen, Député, le 01/02/2024

8355 – Projet de loi portant modification 1^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et 2^o de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Dépôt: M. Luc Frieden, Premier ministre, le 23/02/2024

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires:

7062 – Projet de loi sur les établissements d'hébergement, modifiant

1. le Code civil;

2. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

3. la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement; et

4. la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et abrogeant

1. la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping;

2. la loi modifiée du 17 juillet 1960 portant institution d'un statut de l'hôtellerie

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 14/09/2016

Retrait du rôle des affaires : 30/01/2024

7708 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre des Sports, le 18/11/2020

Retrait du rôle des affaires : 08/02/2024

6804 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20/04/2015

Retrait du rôle des affaires : 23/02/2024

7662 – Projet de loi du *** portant modification de : 1^o la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2^o la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07/09/2020

Retrait du rôle des affaires : 23/02/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3039 – Demande de pétition publique : Une seule convention collective pour le secteur d'aides et de soins, le secteur social et le secteur hospitalier au Luxembourg / Ein einziger Kollektivvertrag für Hilfs- und Pflege- sowie Sozialsektor und Krankenhaussektor in Luxemburg

Dépôt : M. Thierry Schoer, le 30/01/2024

3040 – Demande de pétition publique : Bourse de mobilité pour les étudiants

Dépôt : Mme Laurence Vassart, le 30/01/2024

3041 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif associant les prestations sociales à l'accomplissement de tâches d'intérêt commun

Dépôt : M. Filip Oller, le 22/01/2024

3042 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif assouplissant certains critères linguistiques pour les agents de la Police grand-ducale

Dépôt : M. Filip Oller, le 23/01/2024

3043 – Demande de pétition publique : Just Differenz beim Dokter bezuelen

Dépôt : M. Jim Bertrang, le 31/01/2024

3044 – Demande de pétition publique : Schüler, déi an de Stage ginn, sollen hire Stage zu 100 % bezuelt kréien!

Dépôt : Mme Svenja Hemmer, le 31/01/2024

3045 – Demande de pétition publique : I sign this petition (demande de pétition publique irrecevable car rédigée en anglais)

Dépôt : M. Charles David Stephenson John, le 01/02/2024

3046 – Demande de pétition publique : Conservation d'une place en maison relais pour un enfant pendant le congé maternité de sa maman

Dépôt : Mme Dunja Riedmüller, le 02/02/2024

3047 – Demande de pétition publique : Pétition pour aider le quartier d'Esch-sur-Alzette à obtenir aide et protection contre les voleurs et les braqueurs

Dépôt : M. Emir Bektešević, le 02/02/2024

3048 – Demande de pétition publique : Égalité lors d'un divorce de la répartition des impôts et allocations familiales lors d'une garde partagée des enfants

Dépôt : M. Mirco Di Lenardo, le 02/02/2024

3049 – Demande de pétition publique : Fir eng besser Representativitéit vum Guttland an der Chambre des Députés ze hunn

Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 02/02/2024

3050 – Demande de pétition publique : Getéinte Viséier fir Motorradhelmer

Dépôt : M. Steve Muller, le 03/02/2024

3051 – Demande de pétition publique : Fro, fir de Klap-penauspuff op engem Auto an enger bewunnter Zone ze verbidden. Den onnëtze Kaméidi nert d'Leit just an d'Police kann näischt man, soulaang et kengt Gesetz gött. / Däitschland huet et, firwat nik och Lëtzebuerg?

Dépôt : M. Alain Majerus, le 05/02/2024

3052 – Demande de pétition publique : Changer la couleur du passeport / Change passport color / Passfaarf änneren

Dépôt : M. Bowen Liu, le 05/02/2024

3053 – Demande de pétition publique : Keng Reduktioun vum „Congé parental“ a vum „Congé pour raisons familiales“ fir alengerzéiend Elteren, wann een Elterendeel stierft

Dépôt : Mme Sandra Merenne, le 06/02/2024

3054 – Demande de pétition publique : Changer la loi sur le harcèlement moral en se basant sur le modèle français

Dépôt : M. Vincenzo Sportelli, le 07/02/2024

3055 – Demande de pétition publique : Ouvriers qualifiés

Dépôt : M. Damien Dorso, le 07/02/2024

3056 – Demande de pétition publique : Plus de jours de congé familial pour des parents avec des enfants nés prématurés

Dépôt : M. Isidro Vareiro, le 08/02/2024

3057 – Demande de pétition publique : Baisser le prix des loyers

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 08/02/2024

3058 – Demande de pétition publique : Präisdeckelung fir Stroum a Gas oprechterhalen

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 08/02/2024

3059 – Demande de pétition publique : Établir, sauf menace à l'ordre public, le droit absolu de recevoir de la visite pour chaque résident quel que soit son établissement d'hospitalisation, de soins ou de santé

Dépôt : M. Jean-Pierre Yves Antoine Lazerges, le 09/02/2024

3060 – Demande de pétition publique : Créer un registre national des comptes et contrats financiers permettant à chacun de connaître les comptes à son nom (y compris en tant que bénéficiaire, mandataire, ...)

Dépôt : M. Pierre Trovato, le 09/02/2024

3061 – Demande de pétition publique : Soziale Präis fir Waasser

Dépôt : M. Marc Hemmer, le 10/02/2024

3062 – Demande de pétition publique : Autofueren testen ab engem bestëmmten Alter! Net nëmme bei den Dokter goen

Dépôt : Mme Dorothea Roos, le 10/02/2024

3063 – Demande de pétition publique : Eine Leerstandsteuer für leer stehende Geschäfte in Esch-sur-Alzette erhöhen

Dépôt : M. Akash Thapa, le 12/02/2024

3064 – Demande de pétition publique : Améliorer un paragraphe du statut de fonctionnaire d'État donnant plus de chance aux personnes atteintes de maladie

Dépôt : Mme Daniela Filipa Simões Domingues, le 07/02/2024

3065 – Demande de pétition publique : Anerkennung palästinensisches Land!

Dépôt : Mme Almina Krasniqi, le 13/02/2024

3066 – Demande de pétition publique : Introduction d'un congé dédié à la santé mentale

Dépôt : M. Stéphane Secco, le 13/02/2024

3067 – Demande de pétition publique : Téléphone portable

Dépôt : M. Pierre Wachs, le 14/02/2024

3068 – Demande de pétition publique : Augmenter le tonnage permis 3850 kg pour campingcar

Dépôt : M. Patrick Bredimus, le 14/02/2024

3069 – Demande de pétition publique : Anerkennung palästinensisches Land

Dépôt : M. Samir Krasniqi, le 14/02/2024

3070 – Demande de pétition publique : Unerkennung vum palästinensische Staat!

Dépôt : Mme Selma Babačić, le 15/02/2024

3071 – Demande de pétition publique : Logement abordable pour tous

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 15/02/2024

3072 – Demande de pétition ordinaire : Couverture de l'orthodontie

Dépôt : M. Gilles Jouniaux, le 15/02/2024

3073 – Demande de pétition publique : Risikoprämie für Pflegepersonal / Prime de risque pour le personnel soignant

Dépôt : Mme Mandy Hoffmann, le 15/02/2024

3074 – Demande de pétition publique : Interdire l'abus à l'incitation de jeux d'argent dans les cafés

Dépôt : M. Luis Marques Dos Santos, le 16/02/2024

3075 – Demande de pétition ordinaire : Etude: De Pensioonsysteem ofsécheren, mat enger Indextranche, déi net ausbezuelt gött

Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/02/2024

3076 – Demande de pétition publique : Enlever la limitation des 20 trajets pris en charge par la CNS pour les transports en taxi

Dépôt : M. Tony Gillenberg, le 19/02/2024

3077 – Demande de pétition publique : Petitioun, fir och den Token als Bezuelssystem ze lossen

Dépôt : M. Pietro Ficerai, le 20/02/2024

3078 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière : abolir la priorité absolue pour les piétons pour traverser les routes même sur les passages piétons. Installer sur des points de haute densité de trafic des feux de passage pour piétons

Dépôt : M. Alain Berg, le 20/02/2024

3079 – Demande de pétition publique : All Mensch muss Tesla fueren

Dépôt : M. David Loschetter, le 20/02/2024

3080 – Demande de pétition publique : Petition zur Rationierung von Medikamenten

Dépôt : M. Yannick Huss, le 20/02/2024

3081 – Demande de pétition publique : Permettre aux motos de circuler sans OPF et dB-Killer pour plus de sécurité sur nos routes

Dépôt : M. Daniel Carvalho Pereira, le 20/02/2024

3082 – Demande de pétition publique : Glasfaser am ganze Land

Dépôt : M. Antoine Blom-Peters, le 21/02/2024

3083 – Demande de pétition publique : Changement du nom « Rue de la Station » à Beggen en « Rue de Alexei Navalny »

Dépôt : M. Michiel Cammeraat, le 22/02/2024

3084 – Demande de pétition publique : Les propriétaires doivent accepter les animaux. Les animaux sont nos amis

Dépôt : Mme Ana Claudia Correia de Jesus, le 24/02/2024

3085 – Demande de pétition publique : Lutter contre le manque d'expérience professionnelle des jeunes diplômés au Luxembourg. La mise en place d'un système de réparation des jeunes spécialistes

Dépôt : M. Zakhar Albits, le 25/02/2024

3086 – Demande de pétition publique : Chaque pays, peuple doit avoir la paix, la liberté, car la liberté commence là où s'arrête celle des autres

Dépôt : M. Boubacar Diallo, le 25/02/2024

3087 – Demande de pétition ordinaire : Monitoring an Iwwerwachung vum Drogekonsum

Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/02/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Ech gesinn eng Wuertmeldung. Här Goergen, ...

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Fir eng Proposition de loi.

M. Claude Wiseler, Président | ... fir eng Proposition de loi. Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Haut hunn ech eng Proposition de loi matbruecht, déi en e bësse méi trauregt Thema behandelt, an zwar d'Thema vum Doud. Ech hat a Question-parlementairen 2023 schonn d'Fro gestallt, ob een zu Lëtzebuerg kéint eng Urn, wann ee verbrannt gëtt, mat heem huelen, dat heescht, dass d'Famill herno, wann ee gestuerwen ass, déi Urn wéi an anere Länner kéint doheem opbewahren.

Ech krut leider eng negativ Äntwert, soudass ech mer geduecht hunn: „Dat doten ass awer e Punkt, deen immens vill Leit betrëfft.“ An och a Gespréicher mat Leit hunn ech gemierkt, dass et awer eng

Häerzenssaach ass, dass een herno kann entscheeden, ob ee weiderhi wéilt um Kierfecht an där Urn sinn oder ob een herno bei der Famill oder Frënn kéint ennerkommen.

An deementspriedend ass hei eng Proposition de loi, déi mir Piraten presentéieren, fir dës Méiglechkeet ze schafen, fir dass ee fräi nom Doud och nach kann entscheeden, wou een opbewaart gëtt.

Merci.

8356 – Proposition de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

5. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Da gesinn ech nach eng Wuertmeldung. Ech ginn dovunner aus, dass dat fir den Depot vun enger Resolutioun ass. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Vun zwou Resolutiounen, ok.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, et geet ëm den Depot vun zwou verschiddene Resolutiounen. Fir d'éischt ëm déi iwwert den Doud vum Alexei Nawalny. Ech mengen, deen huet net nëmmen hei zu Lëtzebuerg e gewëssene Schock ausgeléist, mee queesch duerch d'ganz Welt. Do-wéinst wollt ech an deem Sënn och eng Resolutioun deposéieren, déi mer herno da vläicht kënne méi am Detail diskutéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– profondément préoccupée par la mort d'Alexei Navalny le 16 février 2024 dans une prison russe située à l'intérieur du cercle polaire arctique ;

– considérant qu'Alexei Navalny fut, pendant des années, le principal opposant au régime de Vladimir Poutine, et s'engagea pour la liberté et la démocratie en Russie ;

– considérant que la Fédération de Russie réprime toute forme d'opposition, par des mesures coercitives, en particulier l'emprisonnement, envers les opposants au régime ;

– considérant que l'emprisonnement d'Alexei Navalny a dû précipiter sa mort soit en raison des conditions inhumaines et extrêmes, soit à cause d'un acte criminel direct ;

– rappelant qu'en août 2020, Alexei Navalny a été empoisonné au moyen de l'agent neurotoxique Novichok par les services secrets russes,

– demande la mise en place d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances exactes de la mort d'Alexei Navalny ;

– condamne les conditions d'emprisonnement inhumaines ayant précipité la mort d'Alexei Navalny ;

– condamne sans réserve la répression brutale du régime russe contre l'opposition politique ;

– condamne toute atteinte aux principes démocratiques en Russie ;

– exprime sa solidarité avec tous les prisonniers politiques actuellement détenus en Russie et exige leur libération.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.

(La motion a été signée ultérieurement par Mme Joëlle Welfring.)

6. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Exposé

Dann eng zweet Resolutioun: Leider hu mer e gewëssenen Anniversaire elo hannerun eis. Dat ass de Krich an der Ukrain, deen zwee Joer elo schonn undauert, eng Situatioun, déi inakzeptabel ass. Och dozou hunn ech eng Resolutioun hei preparéiert am Numm vun der Majoritéit, déi selbstverständlech och nach opsteet, fir ënnerschriwwen ze ginn. Ech muss soen, datt ech elo kuerzfristeg mat de Kollegee vun deene Lénken nach net d'Méiglechkeet hat. Ech hat dat zwar gëschter schonn an der Kommissioun vun den Affaires extérieures ugekënnegt.

An d'Kollegee vun der ADR hunn elo gesot, datt se déi vum Nawalny géifen ennerstëtzen, awer net géife mat ënnerschreiwen, a mat där anerer hätte se e bësse méi Problemer. Ech mengen, och dat soll ee respektéieren. Mee selbstverständlech hunn all déi aner Sensibilités politiques an och Fraktiounen dat ënnerschriwwen. Wéi gesot, d'Offer gëllt awer nach un eis gréng Kollegeen, fir déi mat ze ënnerschreiwen.

Merci, Här President.

(Interruption)

An déi gréng selbstverständlech och. Ok, merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– rappelant que la Russie lança une invasion violente, injustifiée et illégale contre l'Ukraine en date du 24 février 2022 ;

– considérant que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a fait 30.457 victimes civiles depuis le 24 février 2022, dont 10.582 morts et 19.875 blessés, le nombre réel étant probablement beaucoup plus élevé, selon la mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine ;

– considérant que 19.546 enfants furent déportés voire déplacés de force par la Russie, selon les autorités ukrainiennes ;

– considérant que le déplacement et la déportation forcés d'enfants ukrainiens, ainsi que leur adoption forcée par des familles russes, sont contraires au droit international, en particulier à l'article 2 de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide ;

– saluant l'aide humanitaire et militaire accordée par le Grand-Duché de Luxembourg à l'Ukraine et l'accueil de réfugiés en provenance de l'Ukraine par le Luxembourg ;

– évoquant la motion au sujet du soutien à l'Ukraine adoptée le 2 juin 2022 en séance plénière,

– condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ;

– exprime sa solidarité ininterrompue avec le peuple ukrainien ;

– souligne que cette invasion constitue une violation grave du droit international, en particulier de la convention de Genève et de ses protocoles additionnels et de la Charte des Nations Unies ;

– exige que la Russie cesse immédiatement toutes ses activités militaires en Ukraine et qu'elle retire sans condition l'intégralité de ses troupes du territoire ukrainien ;

– condamne sans équivoque les déportations et déplacements de force d'enfants ukrainiens par la Russie ;

– demande aux autorités de la Fédération de Russie d'accorder aux organisations internationales telles que le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund – UNICEF) un accès immédiat à tous les enfants ukrainiens déportés de force dans les territoires occupés par la Russie et en Russie ;

– soutient tous les processus internationaux et nationaux légitimes d'enquête sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en Ukraine ;

– exige que le régime russe et l'ensemble des auteurs de cette agression répondent des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, notamment du transfert forcé des enfants, du crime d'agression et de tous les autres crimes commis en Ukraine ;

– analysera la possibilité d'utiliser les intérêts générés par les avoirs russes gelés à des fins de reconstruction en Ukraine ;

– soutient l'invitation de l'Ukraine au prochain sommet de l'OTAN prévu du 9 au 11 juillet 2024 à Washington ;

– s'engage à poursuivre l'aide humanitaire et militaire du Luxembourg envers l'Ukraine ainsi que l'accueil de réfugiés ukrainiens.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.

(La motion a été signée ultérieurement par Mme Joëlle Welfring.)

M. Claude Wiseler, Président | Dir gitt nach d'Ennerschrëfte sichen, éier Der mer se gitt. Da kréien ech se mat den ...

(Interruption par M. Gusty Graas)

Selbstverständlich geet dat. Dat ass prozedural ganz richtig. Macht Dir dat, Här Graas.

7. Heure de questions au Gouvernement

Da géife mir alt an Zwëschenzäit zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. An zwar ass dat eng Froestonn, déi op eisem Ordre du jour steet. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 33 vum Här Christophe Hansen a mir hanken do d'Fro Nummer 34 vum Här Fernand Kartheiser direkt hannendrun, well d'Sujeten änlech sinn, un den Här Premierminister, also éischters iwwert d'Situatioun an der Ukrain zwee Joer nom Ufank vun der russescher Aggressioun an Invasioun an zweetens och iwwert d'Schécke vu westlechen Truppen an d'Ukrain. Ech ginn da fir d'éischt dem Här Hansen d'Wuert. Här Hansen.

– Question n° 33 du 27 février 2024 de M. Christophe Hansen relative à la situation en Ukraine deux ans après le début de l'agression et de l'invasion russe, adressée à M. le Premier ministre

– Question n° 34 du 27 février 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, adressée à M. le Premier ministre

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, mir hunn dëse Weekend un zwee Joer vum volle Krich an der Ukrain geduecht. Dat ass en

trauregen Datum gewiescht. An ech duerft och als Vizepräsident vun der aussepolitischer Kommissioun vun dësem Haus mat enger Delegatioun vu 26 Präsidenten a Vizepräsidenten aus NATO-Länner op Kiev reesen. A mir hunn eng ganz Rëtsch Reunioun gehat um politeschen Niveau, hu ganz vill Ministère begéint a mir hunn natierlech och d'Société civile dohann begéint.

Ech muss Iech soen: D'Situatioun ass dramatesch! Et ass wierklech ... Si kruten deelweis genuch geliwwert, fir ze verhënneren, dass Russland direkt mat der Dampwalz ganz iwwert d'Land fiert. Trotzdeem si se am Moment an enger Situatioun, wou dee ganzen Armement net duergeet. Wann Der bei der Artillerie kuckt, hu si eng Artillerie geschoss, während d'Russen der aacht hunn. Dat ass just eng Dimensioun, déi net méi tenabel ass. An et stierwe Leit, well se einfach net genuch hunn, ob et elo Loftofwier ass, wat natierlech dat Wichtigst ass, fir dat ofzefänken. Si hunn näischt méi a mir mussen elo ganz, ganz dréngend noleeën, well et ass wierklech elo, wou mer dee Krich do entweder verléieren oder gewannen. Et ass eng decisiv Phas.

Här Premierminister, Dir waart gëschter zu Paräis op enger Konferenz vun den Donateurs op Initiativ vum Emmanuel Macron, wou och justement gekuckt gouf: Wat kënne mer lo kuerzfristeg deblockéieren? Well et gi ganz vill schéi Sätz a schéi Versprieche dobausse gemaach, mee et ass elo, wou et zielt!

A meng Fro un Iech do: Wat ass Konkreetes zu Paräis do erauskomm? Wéi kënne mer déi verschidde Stöcken, déi et an der Europäescher Unioun am Moment gëtt, direkt deblockéieren? Well all Dag, wou d'Saachen net dohinne ginn, hu mer och Leit mat um Gewëssen, well dohann sinn Zaldoten, déi ginn an de Krich, déi sinn net méi geséichert duerch eng Artillerie. An déi aner Säit hu se einfach eppes ganz aneres. Si hunn do och zum Beispill ganz vill Munitioun, déi d'Russe kréien, déi iwwert den Iran a Russland kënnt, déi iwwer Nordkorea a Russland kënnt, an do gëtt massiv erageholl.

An do musse mer och notament kucken, datt déi russesch Produktioun och iwwert d'Liwwertketten ënnerbrach gëtt. D'Sanctiounspaquete si wichteg. An dofir och meng zweet Fro: Wat kënne mer nach noleeën, fir ze verhënneren, datt och do weider d'Produktioun vun esou Waffen op russescher Säit méiglech ass? Et ass am Moment en onfaire Krich. Mir mussen dat änneren. An et gouf gesot: Dee Krich däreer net verluer ginn, well wann dee verluer gëtt, da gëtt et Noamer, an dat musse mer verhënneren!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. D'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. D'Fro geet un den Här Staatsminister. De franséische President, den Här Macron, huet gëschter envisagéiert, fir westlech Buedemtruppen um Territoire vun der Ukrain anzesetzen. Et gouf natierlech herno vill diskutéiert, wat kéint direkt gemengt sinn domadder. Et wär éischer sou e Genre „assistance militaire“, „maintenance“ huet een héieren, awer keng „troupes au combat“.

Mee dat ass eppes, wat bis elo ausgeschloss gouf. Ech erënnere just un déi Diskussiounen, déi mer hatten um Ufank vun där Krichssituatioun. Do ass direkt gesot ginn, et géife keng „no-fly zones“ vun der NATO iwwert der Ukrain ageriicht ginn, well de Risk vun der Konfrontatioun tëschent westlechen Truppen a russeschen Truppe vill ze vill grouss wär. Mir sinn awer elo hei bei Buedemtruppen an déi Logik vun der Escalade an deem Krich, déi geet ëmmer virun.

Dir hutt gëschter gesot – op jidde Fall sidd Der an de Meedien zitéiert ginn –, dat wär fir Lëtzebuerg, an ech zitëiere lo hei e „Wort“-Artikel, „zurzeit keine Option“. Bon, dat ass emol gutt, „zurzeit“. Mee trotzdem kommen dorausser eng ganz Rei Froen.

Dat Éischt ass: Här Staatsminister, kënnt Dir eis wann-echgelift soen, wéi et dann ass mat enger Presenz vun der Lëtzebuerger Arméi an der Ukrain, wann „zurzeit“ net méi „zurzeit“ ass, mee vläicht no enger gewëssener Zäit? Kënnt Dir hei kloer soen, datt mir kee Lëtzebuerger Militär an der Ukrain asetzen, wéinstens net, soulaang eng Krichssituatioun do besteet?

Déi zweet Fro, dat ass: Wann dann elo Frankräich oder iergenden anere westleche Staat oder alliéierte Staat vun eis Truppen an der Ukrain hätt an déi géifen a Krichshandlung mat russeschen Truppe verweckelt ginn, wär dat fir Iech e Fall, wou den Artikel 5 vun der NATO géif a Fro kommen oder net?

Déi drëtt Fro: Ass do net eng Vermëschung zwëschen enger Krichs- a Friddenssituatioun ëmmer méi evident, gradesou wéi bei der Liwwerung vu Laangstreckrakéiten oder bei der Confisquatioun vu russesche Bienen?

(Interruption par la présidence)

Gesitt Der do, datt dat eventuell eng Vermëschung ass?

An ech schléissen of mat enger véierter Fro: Ass et dann net hei ganz kloer, datt mer d'Eestëmmegkeet an der Europäescher Unioun an der Baussen- a Sécherheetspolitik net däreerf opginn? Well soss sinn et op eemol den Här Macron oder den Här Scholz, déi decidéieren, ...

(Interruption par la présidence et exclamations)

... wéini Lëtzebuerger Truppen agesat ginn!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet elo d'Wuert: de Premierminister. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, déi Konferenz, déi de franséische President kuerzfristeg, dat heescht e Freideg den Owend, aberuff huet, fir op Paräis ze goen, ass eng Initiativ, déi ech begrëssen, well et war eng Konferenz, déi huet geheescht „Conférence de soutien à l'Ukraine“, fir an engem méi breede Kader, wat weeder den EU-Kader war nach den NATO-Kader, tëschent Staats- a Regierungschefen ze diskutéieren, wéi et an deem Konflikt do ka virugoen, mee virun allem, an dat ass e ganz wichtige Punkt, fir der Ukrain ze weisen, datt mer zu ganz ville géeeent hannert der Ukrain stinn.

Et ass d'Meenung vun deenen 21 Staats- a Regierungschefen, déi do waren, datt Russland dee Krich net kann an net dierf gewannen. Wa Russland dee Krich gewënnt, dann ass dat eng Gefor fir eis kollektiv Sécherheet, an dat wëlle mer absolutt evitéieren. Et ass net d'Intentioun – vu kengem! –, datt mir, déi Netukrainer, déi d'Ukrain ënnerstëtzen, an e Krich mat Russland antrieden. Mee mir mussen op eis Wieder och Dote follege loossen, an duerfir ass gesot ginn: „Mir mussen, well d'Ukrain um Terrain muss gewannen, d'Ukrain weider a méi wéi bis elo a méi determinéiert wéi bis elo ënnerstëtzen.“

Russland huet dee Krich bis elo net gewonnen. Russland ass net an der ganzer Ukrain duerchkomm, wéi et wollt. Russland huet, en fait, de Contraire och nach provoziert, nämlech datt d'NATO erweidert ginn ass. A mir begrëssen, datt mer elo zu 32 Länner sinn, datt also och Schweden a Finnland NATO-Membere gi

sinn, wat eis kollektiv stäerkt vis-à-vis vu potenzielle Géigner. Dat ass d'NATO als Verteidigungsbündnis vun Demokratie a Sécherheitsbündnis. Dozou sti mer.

D'Konferenz selwer war also e klore Message u Russland: „Mir stinn zesummen! Mir stinn op der Säit vun der Ukrain!“ D'Konferenz hat net zum Zil – well se och an engem Kader stattfonnt huet, dee jo kee juristische Kader vun enger internationaler Organisatioun war –, eppes ze decidéieren, och net all déi Saachen, déi elo grad vum Här Kartheiser hei an d'Diskussioun geworf gi sinn.

De franséische President – an ech sinn net säi Spriecher! – huet, mengen ech, och an der Sitzung gesot: „Mir mussen och elo kucken, wat geschitt da vläicht eng Kéier an engem Joer, an zwee Joer?“ Mee elo kuerzfristeg, an do ware mer eis alleguerten eens, musse mer méi maachen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen. A méi maachen heescht, der Ukrain virun allem méi Munitioun zur Verfügung ze stellen, well dat ass net genuch fir de Moment. Déi Saachen, déi versprach gi sinn, sinn nach net ganz geliwwert ginn. All Land muss do méi maachen.

Mir mussen der Ukrain och aner Typen vu Waffe ginn. An duerfir soen ech och ... Am Ufank ass gesot ginn: „Mir ginn Zelter an Helmer.“ Op eemol hu mer gesot: „Mir mussen aner Saache ginn, mir musse verschiddenen Typen vu Waffe ginn.“ An duerfir ass da gëschter gesot ginn notament, datt mer musse bei der Loftofwier méi zolidd Material zur Verfügung stellen. Mir musse méi Munitioun zur Verfügung stellen. A verschidde Länner mussen och Mëttel- a Laangstreckemissilen zur Verfügung stellen.

Déi, déi dat net hunn, wéi mir, déi mussen natierlech méi finanziell contribuieren. An, ech mengen, dat ass eng Pflicht, eng moralesch Pflicht, vun eis, well bei deem Krich do, do geet et ëm d'Sécherheet, do geet et ëm d'Stabilitéit an Europa. An duerfir wäerte mer och a verschiddenen Initiativen an deenen nächste Wochen an enger Kooperatioun mat den zoustänneg Ministeren, och dem Ausseminister, der Verteidigungsministerin a mir selwer, kucken, wat mer do nach méi kënne maachen.

Eng vun de Pisten ass eng Plattform, déi d'Tschechsch Republik opgebaut huet, fir kënne Munitioun bei Drëtstaaten ze kafen an dat do ze zentraliséieren. Dat ass eng Pist, déi mer amgaange sinn ze studéieren an déi ech a priori wëll ënnerstëtzen.

D'Lëtzebuurger Regierung huet net d'Intentioun zu deem Zäitpunkt, Zaldoten an d'Ukrain ze schécken. An ech preziséieren dat och: Esou e Beschloss kéint souwiesou nëmme vun enger internationaler Organisatioun op Basis vun engem juristesch Mandat geholl ginn. Dat wär am Kader vun der NATO, dat wär vläicht am Kader vun de Vereenten Natiounen oder der Europäescher Unioun.

Sou eng Decisioun läit fir de Moment iwwerhaupt net um Dësch. Mee kee kann haut soen, wat an e puer Méint de Fall ass. Wichteg ass awer, datt och dee Fall net antrëtt, wou mer missten untrieden, mir net eleng, mee all d'Länner; dat wär an enger Situatioun, déi kee sech wënscht. An duerfir gëllt et lo, méi finanziell Hëllef ze ginn, méi Material ze liwweren, fir datt d'Ukrainer an engem räsonablen Delai hir Onofhängegkeet an hir Fräiheet kënne zrëckkréien. Dat ass dat, un dat mir eis halen.

Lëtzebuerg huet bis elo seng Solidaritéit gewisen, souwuel an der Ukrain wéi och heiheim vis-à-vis vun den ukrainesche Flüchtlingen. Mir hunn an deene leschten zwee Joer ronn 190 Milliounen u militärescher Hëllef ginn. Dat si 16 % vum Budget vun der Defense. Mir wäerten am Budget, deen an deenen nächsten Deeg deposéiert gëtt, nach eng Kéier eng

substanzuell finanziell Hëllef un d'Ukrain maachen. A mir wäerten, wéi gesot, an deem Kader och zousätzlech Material, direkt an indirekt, liwweren. Dat ass noutwendeg.

An déi Hëllef vu Lëtzebuerg ass ganz kloer: Mir stinn op der Säit vun der Ukrain, well mir stinn op der Säit vun engem fräien an demokrateschen Europa, wou net Waffen d'Grenzen änneren, mee wou an der Diskussioun an am Respekt vu verschiddene Meenunge Probleemer geléist ginn. Dat ass dee Modell, dee mer nom Zweete Weltkrich opgebaut hunn, un deem mir festhalen, an dorëms geet et och am Ukrain-Krich.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci. Ech explizéiere just, well d'Luucht scho laang rout ass: De Premierminister hat net eng Fro ze beäntweren, mee zwou Froen ze beäntweren, soudatt en aacht Minutten Zäit hat an domat largement a senger Zäit bliwwen ass, fir dat och kloerzestellen.

Da komme mer zur nächster Fro, d'Nummer 35 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir d'Famill, Solidaritéit, Zesummeliwwen ...

Ech gesinn, datt den Här Premierminister nach wëllt eppes soen. Ech huelen net un, datt dat zu der Fro fir den Här Hahn ass.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President, ech hunn ee ganz wichtege Punkt vergiess, ...

M. Claude Wiseler, Président | Da si mer frou, dat ze héieren.

M. Luc Frieden, Premier ministre | ... deen d'Parlament betrëfft. Dee Sujet vun der Ukrain an der Hëllef vu Lëtzebuerg un d'Ukrain ass vun enger äusserster, strateegescher Wichtegkeet fir Europa. Duerfir bidden ech drëm, invitéiert ze ginn an d'aussepoliteschen Kommissioun, fir datt mer am Detail déi Saachen do och kënne mat deenen eenzelnen an der Chamber vertrauene Parteien diskutéieren, well ech mengen, datt dat och eng ganz Rei Sujete sinn, déi een net an der ëffentlecher Sitzung kann diskutéieren. An duerfir ass dat mäi Wonsch un d'Kommissioun, fir an deenen nächsten Deeg eng Kéier kënne vläicht och zesumme mat der Verteidigungsministerin an der aussepoliteschen Kommissioun laanschtzkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Premier. An ech si sécher, datt d'aussepoliteschen Kommissioun déi Offer wäert unhuelen. Ech gesinn, den Här Graas approvuiert dat. Domat ass d'Äntwert scho kloer.

Da ginn ech d'Wuert un den Här Dan Biancalana.

– Question n° 35 du 26 février 2024 de M. Dan Biancalana relative au non-recours aux aides sociales, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Schimmt, Onkenntnis, Angst virun der Stigmatisatioun, mee dacks och déi komplizéiert Demarchen a bürokratesch Hürden, dat sinn d'Grënn, firwat d'Leit Sozialhëllef net ufroen, obschonn se Recht drop hätten a se och bräichten.

Eng Etüd vum LISER an dem Statec am Optrag vun der Chambre des Salariés huet erginn, dass nëmme 60 % vun de Leit, déi Recht op eng Allocation de vie chère hunn, déi och effektiv ufroen. Bei de Subventions de loyer sinn et grad emol 20 %, déi se an Usproch huelen – also 80 % net. Dëst si Mënschen a Famillen, déi oft ënnert der Aarmutsgrenz liewen an

all Dag struewelen, fir sech iergendwéi am Liewen duerchzeschleien, ouni d'Ënnerstëtzung vum Staat, déi hinnen eigentlech och zousteet.

An dobäi muss een och bedenken, dass un där staatlecher Allocation de vie chère dann oft déi hängt vun eenzelne Gemengen. Dat heescht, wann ech déi eng net ufroen, kann ech och déi aner net ufroen.

D'Etüd analyséiert och am Detail, wourunner et läit, an och natierlech eng Partie Verbesserungen, déi proposéiert ginn, zum Beispill eng méi breet zougänglech a verständlech Informatioun an enger méi einfacher Sprooch; eng Vereinfachung vun de Prozeduren – Stéchwuert Guichet unique –, awer och d'Iddi, verschidden Hëlfe ze regruppéieren, fir et méi iwwersichtlech ze maache fir den Demandeur; dann awer och Studenten Zougang zu den Hëlfeleeren ze ginn an och Hëlfeleeren méi degressiv ze staffelen. Verschidde vun dese Moosnamen brauche vläicht eng méi laang Virbereedung, anerer kéinte relativ séier en place gesat ginn.

Dofir meng Fro hei un de Familljeminister, wéi eng Mesuren a wéi engem Zäitkader geplangt sinn, fir dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, déi jo effektiv kréien an déi um nationale Plang a complementaire um kommunale Plang ufroen a kréie kënne.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet elo den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwwen an Accueil d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President, an och villmools merci dem honorabelen Deputéierten Dan Biancalana fir déi ganz pertinent Fro. Ech sinn dem LISER an dem Statec dankbar, dass si am Optrag vun der Chambre des Salariés eng weider Etüd gemaach hunn, déi eis op ville Plaze confirméiert an deene Politicken, déi mir als Regierung wëllen ënnerrhuelen.

Mir wëssen, dass och dee beschte Sozialsystem näischt déngt, wann en net genotzt gëtt. An do ass den Non-recours – net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mer wëssen, dass dat e Phänomeen ass wäit iwwert d'Grenzen eraus – e Riseproblem. An dofir musse mer kucken, derfir ze suergen, dass d'Leit esou einfach wéi méiglech kënne op déi Hëlfeleeren zrëckgräifen. Dat geet domat un, dass se emol wëssen, dass et se gëtt, an op där anerer Säit, dass se dann och probéieren, drop zrëckzegräifen.

Do ass natierlech den digitalen Office social – oder eng digital Plattform, wéi een et och ëmmer wëll nennen – natierlech emol en éischten Outil, wou och dat Argument, wat Der ganz um Ufank genannt hutt, Här Biancalana, wou Der gesot hutt: „D'Schimm ass och eppes ...“, dat ass zum Beispill, dass een op enger digitaler Plattform eng Kéier kann aginn: „Wat ass meng Composition de ménage, wat ass mäi Revenu, wat ass nach e supplémentäir Revenu, deen ech hunn?“, an dann duerno ka kréien: „Ma, Dir kéint eventuell vun desen an dese Mesure Gebrauch maachen“, souguer mat engem Montant derbäi an dann och mat den Adressen, wouhinne ee sech da ka wenden, an dat Ganzt – an Dir hutt och do Recht gehat – an enger einfacher Sprooch, fir dass een dat och versteet.

A wann ech soen: „an enger einfacher Sprooch“, dann hunn ech ënnerrhuelen – mir mussen dat a ganz ville Sproochen maachen! Sou hu mer zum Beispill, kuerz nodeems ech d'Etüd iwwert de REVIS presentéiert hunn, eleng fir deen Dossier, also fir eng vun eise wichtegsten Hëlfeleeren, nämlech dat minimaalt Akommes, wat een hei zu Lëtzebuerg soll hunn,

nämlech de REVIS, elo Deplianten ausgeschafft an aacht verschiddene Sproochen, Videoe gemaach, wou een erkläert, wéi genau de Prozess ass, fir et ze maachen, dat och an aacht Sproochen. Just fir Iech ze weisen – an do hutt Der och Recht, et gëtt Mesü- ren, déi gi méi séier, et sinn der, déi sinn e bësse méi schwierig –, wéi een do kann derfir suergen, dass d'Leit net duerch de Raster falen, dass se vun de so- ziale Mesüre profitéieren.

Dat anert ass natierlech och d'Vereinfachung vun den Demarchen. Dat ass och e wichtegen Dossier, deen op den éischte Bléck ganz logesch kléngt, wou verschidde Saachen awer heiansdo an der Praxis méi schwierig sinn. Trotzdeem probéiere mer, och hei weiderzekommen. An do geet et notament dréms, dass ee fir déi verschidden Aiden net ëmmer erëm déi selwecht Pièce muss nei liwweren. Wann de Staat se eng Kiéier huet – oder se souwisou huet –, da musse mer iwwer en Dossier partagé kucken, dass de Staat sech dann automatesch Zougrëff dodrop hält.

Do ass natierlech d'Protection des données – ech mengen, dat kenne mer alleguer, wéi mer heibanne setzen – ëmmer erëm e grouse Problem. Do si mer awer amgaangen, Léisungen ze sichen. Ënner an- rem war ech och do mat der Digitaliséierungsmin- istesch zesummen, fir eventuell kënnen ze kucken, iwwert de Guichet.lu zum Beispill, do iwwert den Dossier, dass een dee fräischalt, dass een, wann et fir Sozialleeschungen ass, do kéint Zougrëff hunn. Dat sinn awer Pisten, déi nach net ausgeräit sinn, fir Iech vill Detailer ze ginn. Mee op alle Fall ass dat eppes, wat mer och envisagéieren.

Ech hunn et ugangs gesot: dass ech der Chambre des Salariés fir déi Etüd da felicitéieren. Ech wäert se och froen, fir mir op dem Ministère, mat menge Leit, och déi Etüd hei kënnen virstellen ze kommen. Ech hunn elo emol en gros ganz vill Saache gesinn, wou mer Iwwereneestëmmungen hunn. Mee, wéi gesot, dat hei ass eppes, wou mer alleguerte gefuerdert sinn, partiell iwwergräifend a mat den Acteuren vum Terrain. An dofir sinn ech eigentlech ganz dankbar, dass déi Etüd do och ausgeschafft ginn ass, an ech wäert mer déi och dann am Ministère, wa si dat da wëllen, wouvun ech ausginn – ech stellen dat elo emol an de Raum –, nach eng Kiéier virstelle loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 36 vum Här André Bauler un den Här Inneminister iwwert de Wunnsätz an d'Umeldung vu Privatpersounen an der Gréngzon. Här Bauler.

– Question n° 36 du 27 février 2024 de M. André Bauler relative à la domiciliation et l'enregistrement de personnes physiques en zone verte, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Et ass gewosst, dass d'Gemengen hei am Land d'Leit net méi an der Gréngzon umelden dierfen, soudatt dës Bierger keen Domicile do kënnen hunn. Leit, déi an alen Haiser wunnen, zum Beispill an isoléierte Baue- renhaff, déi scho Joerzénge, jo souguer Joerhon- nerten do stinn, oder fréieren Doléinerwunnengen, déi haut awer an enger Gréngzon klasséiert sinn, déi Leit treëft et da ganz speziell.

Melle si sech zum Beispill of, fir an en Altersheim lie- wen ze goen, da kéinte si net méi an hirer aler Wun- neng ugemellt sinn, am Fall wou si nees d'Altersheim wëilten oder misste verloossen. Och hir Kanner an Enkelen, déi an esou engem alen Haus wëilten do- miciliéiert ginn, kënnen sech net méi do umelden,

wa si d'Wunneng vun enger eelerer Persoun wéil- ten iwwerhuelen. D'Leit, déi an engem Haus an der Gréngzon wunne wëllen, musse sech also dann zum Beispill bei enger Tatta oder engem anere Famili- jemember domiciliéieren, obwuel si guer net do resi- déieren – wunnen.

Et gëtt déi eng Gemengen, déi dat esou duerchzéien, also opgrond vun der aktueller Legislatioun keng physesch Persoun méi an der Gréngzon umelden. An da gëtt et awer och Gemengen, déi dat net esou strikt praktizéieren. Dat féiert natierlech zu Diskrimina- tiounen, besonnesch op steierlech Plang. Beträff si besonnesch fräileiend Bauerenhaff, awer och eeler Haiser, déi zum Beispill op sougenannte Lieu-dite leien. Dat dierften hei am Land dann awer Honnerte vun Immobilie sinn, Immobilien, déi och wuel net méi interessant wäerte sinn, fir doranner vill ze in- vestéieren, well eeben net méi kann do domiciliéiert ginn.

Aus deem Grond wollt ech den Här Inneminister Foll- gendes froen: Wéi kann een dës speziell Situatioun esou regulariséieren, dass et net weider zu Ongerech- tegkeete kënn? Ass den Här Minister der Meenung eventuell, dass d'Legislatioun an deem Beräich misst ugepasst oder anescht interpretéiert ginn? An dann: Gëtt et oder gouf et scho Kontakter tëschent dem In- neministère an dem Ëmweltministère, fir dës Proble- matik unzegoen an ze berengegen?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inne- minister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Deputéierte Bauler fir dës Fro. Am Prin- zipp kënnen Persounen nëmmen um Registre prin- cipal vun der Gemeng ageschriwwen ginn; esou gesäit et d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert de Regëster am Artikel 27 vir. Wann dat net méiglech ass, da kënnen d'Leit op de Registre d'attente ageschriwwen ginn, fir hir Situatioun ze regulariséieren.

Dir hutt richteg drop higewisen, Här Bauler: Et gëtt eng Rei Dispositiounen, wéi am Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, wéi am Naturschutzgesetz oder wéi a verschiddene PAGen, wou dat da kloer gereegelt ass, dass dat keng Zone d'habitation ass, dass een dann och do konsequent net kann ugemellt ginn. An enger Zone verte ass am Prinzip keng Habitatioun méiglech, ausser opgrond vum Naturschutzgesetz si Konstruktiounen erlaabt, wou een och da kann dra wunnen. Soss muss een op dem Registre d'attente ageschriwwen ginn.

Dës Prinzip ass och an engem rezenten Urteel vum 20. Mäerz 2023 vum Tribunal administratif confir- méiert ginn. Déi aktuell Legislatioun ass esou, wéi se ass, an ech hunn Iech gutt nogelasschert an ech verstinn och déi Problematik, besonnesch bei isolé- erte Bauerenhaff, déi kënnen an enger Zone verte leien, déi och ganz oft al Gebaier sinn, déi eng flott Bausubstanz hunn, déi och zu der Architektur vun där Gemeng, vun där Uertschaft, vun deem Duerf gehéie- ren.

Jo, dat si Grenzfall an ech wäert och do mat dem zoustännege Minister, mam Kolleg Serge Wilmes, kucken, dass mer do eng Léisung fannen. Do muss awer dann dat eent oder dat anert Gesetz adaptéiert ginn. Dat brauch e bësse seng Zäit, mee mir wäerten duerno kucken.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inne- minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 37 vun der Madamm Joëlle Welfring un d'Madamm Ministesch fir Land- wirtschaft, Ernährung a Wäibau iwwert de Landwirt- schafsdësch. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 37 du 27 février 2024 de Mme Joëlle Welfring relative au « Landwirtschafts- dësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här Pre- sident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen a Méint koum et ëmmer nees zu Protester vu Baueren duerch ganz Europa, zulescht un der polne- scher Grenz, zu Paräis, awer och gëschter zu Bréissel, mat méi oder manner Vehemenz. Ech wëll elo net weider dorop agoen. Wichtig ass, dass mer déi ganz Rei Fuerderungen, déi Erausforderungen, déi sech hei stellen, zesummen an eeschtaft uginn.

Wéi bidde mer de Bauere fair Präisser, eng geséichert Existenz, Zukunftsperspektiven, Planungssécherheet an Innovationsméiglechkeeten, fir der e puer ze nennen? An awer och: Wéi erhalte mer déi natierlech Ressourcen, déi d'Grundlag vum aldeegleche Schaffe vun de Baueren duerstellen?

Virun dësem Hannergrond ass d'Zesummenaarbecht vum Secteur méi wichtig wéi jee, awer och d'Abe- zéiung vun Interessevertrieder, déi de Schutz vun eisen natierleche Ressourcen als Zil hunn. Ech be- greissen dofir ausdrécklech d'Organisatioun vum Landwirtschaftsdësch.

An der Landwirtschaftskommissioun hat ech Iech, Madamm Ministesch, d'Fro gestallt, ob Dir gedenkt, nieft de Vertrieder vum Landwirtschaftssektor am enke Sënn, mat deenen Der jo quasi dagdeeglech am Austausch sidd, och déi ze invitéieren, déi de Schutz an déi nohalteg Notzung vun eisen natierleche Res- sourcen als Zil hunn, respektiv Acteuren, zum Beispill aus der Biolandwirtschaft, aus der Recherche, der Innovatioun, déi jo och zu ganzheetleche Léisunge kënnen bäidroen. Dir hat mer deemools geäntwert, dass d'Landwirtschaftskammer Ären Haaptinterlocu- teur wier, mee dass jee no Sujet och aner Participanté kéinten invitéiert ginn.

Als Sujete goufe fir d'nächst Woch nieft Aktuali- téitstheemen d'Bauen an der Gréngzon souwéi d'Ammoniaksemissiounen ugekënnegt, also kloer Ëmwelttheemen. Et gouf dowéinst an den Ëmwelt- minister invitéiert, mat deem Der jo laut eegenen Aussoen och reegelméisseg am Austausch sidd.

Dofir follgend Froen: Wéi eng aner Vertrieder, nieft deenen, déi der souwisou reegelméisseg treëft, sinn de 4. Mäerz fir e gemeinsamen Austausch zu ganz- heetleche Léisungen invitéiert? Wéi eng Aktualitéits- theeme wäerten diskutéiert ginn? An drëtens: Wéi eng Léisungsausatz oder Piste gesäit d'Regierung vir a punkto Bauen an der Gréngzon an Ammoniaksemissi- onen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. An och merci der Madamm Welfring fir d'Fro. Fir d'éischt wëll ech soen, dass et fir eis extreem wichtig war, vun Ufank un den Dialog ze institutio- naliséieren, an dat hu mer och gemaach. Mir gesinn, dass dat a verschiddenen anere Länner net gemaach ginn ass an dofir hu mer festgehalen, dass mer zwee- mol am Joer de Landwirtschaftsdësch maachen. Dee Moment hu mer eis natierlech och gefrot: Wien

invitéiere mer och u sech op dee Landwirtschafts-dësch? Well mir brauchen e klaren an transparente Kader.

Do hu mer festgeluecht, datt mer déi offiziell Vertriedung vun der Landwirtschaft, nämlech d'Landwirtschaftskammer, invitéieren. An do hu mer dann déi invitéiert, déi am Prinzip d'Landwirtschaftskammer bilden, plus all Organisatioun, déi an der Landwirtschaftskammer vertrueden ass, ka mat zwee Representantë kommen. Dat ass dann eeben de Comité de direction vun der Landwirtschaftskammer, et ass d'Centrale paysanne, déi zwee Vertrieder ka matbréngen. Et ass d'Bauernallianz, déi kann zwee Vertrieder matbréngen. Et ass de Fräie Lëtzeburger Bauerverband, dee kann zwee Vertrieder matbréngen.

Da sinn et d'Wënzer, déi kënnen zwee Vertrieder matbréngen, an d'Gärtner an d'Uebstbaueren, déi zesummen dann och kënnen zu zwee kommen. Dann ass et an der Landwirtschaftskammer esou, datt d'Bauernallianz u sech de jonke Baueren – de Jongbaueren, de Jongwënzer – ee Sëtz ginn huet, dat heescht, och si sinn hei vertrueden. An d'Bauernzentral huet hirer Jugendorganisatioun och ee Sëtz ginn, dat heescht, och de Service Jeunesse ass mat zwee Leit vertrueden.

A mir halen eis och strikt un dese Kader, well wa mer dee Kader bis opmaachen, da kréie mer, mengen ech, net méi konstruktiv an zilorientéiert diskutéiert. Ech soen Iech: Ech krut Ufroe vun de Jongwënzer vun der Biovereenegung. Gëschter krut ech en E-Mail – deen hu se de Moie beäntwert kritt – vu Greenpeace, Luxembourg Dairy Board, vun de Schwéngsbaueren, vu CONVIS an esou weider. Dat heescht, wa mer alles opmaachen, dann hu mer zwar e Risendësch, mee mir kréien, mengen ech, net méi zilorientéiert diskutéiert. An d'Landwirtschaftskammer vertritt alleguer d'Baueren. Hei geet et ëm d'Landwirtschaft an do sinn och Biobaueren derbäi. Ech hoffen, datt och Schwéngsbaueren derbäi sinn. Dat heescht, wien déi eenzel Gewerkschafte mathuelen, dat bestëmmen net ech.

D'Sujeten – déi, déi wichteg sinn – sinn d'Bauen an der Gréngzon, de Waasserschutz, et ass den Ammoniak an et ass awer och de Plan stratégique, wat do eventuell fir kuerzfristeg Upassung kommen an do wäerte mir als Regierung elo net deem Dësch virgräifen. Mir hu jo den Dësch, fir u sech mam Secteur ze diskutéieren, a mir wäerten dann och no deem Dësch eng Pressekonferenz maachen, wou mer d'Konklusiounen festhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zu zwou Froen, déi och e parallele Sujet hunn, an zwar d'Fro Nummer 38 vum Här Alex Donnersbach an d'Fro Nummer 39 vum der Madamm Taina Bofferding, déi éischt un den Här Premierminister iwwert déi national Reunion iwwert de Logement an déi zweet iwwert d'Beschleunegung vun de Prozeduren am Kader vum Gemengebebaupläng. Et ass esou, datt se un zwee verschidde Ministere gerichtet sinn, mee déi zwee Ministere gi sécherlech mateneen eens an deenen aacht Minuten, déi se hunn, fir Iech eng komplett Äntwert op déi zwou Froen ze ginn. A fir d'éischt huet also elo d'Wuert: den Här Donnersbach. Här Donnersbach.

– **Question n° 38 du 27 février 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réunion nationale du logement du 22 février 2024, adressée à M. le Premier ministre**

– **Question n° 39 du 26 février 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'accélération des**

procédures dans le cadre de l'aménagement communal et du développement urbain, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Déi héich Wunnengspräisser an den Accés zu engem bezuelbare Wunnraum si säit Joren dat Thema, wat de Leit hei zu Lëtzebuerg am meeschte Suerge mécht. An dat zu Recht, well déi héich Wunnengspräisser maachen d'Liewen hei zu Lëtzebuerg extreem deier, verschlëmmeren den Aarmutsrisiko a schueden der Kompetitivitéit vum Land, besonnesch fir déi jonk Leit, fir jonk Familien a fir elengerzéiend Elteren.

Et sinn an de leschte Joren einfach net genuch Wunnenge gebaut ginn, fir mam Bevëlkerungswachstum an och mat der Entwécklung vun de Menagen hei am Land Schrëtt ze halen. Derbäi kënnt, datt elo wéinst den Zënshaussen am leschte Joer d'Unzuel u VEFAen, also vun Neibauten, dramatesch agebrach ass, ëm méi wéi d'Hallschent. Eng Kris am Bausecteur risquéiert also, d'Kris bei der Offer ze verschlëmmeren.

Dowéinst begrëssen ech et ausdrécklech, datt déi nei Regierung innerhalb vun den éischten 100 Deeg de Logement zur Prioritéit erkläert huet, an ech begrëssen och, datt éischt wichteg Mesüer geholl goufen, sief et am Beräich vun der Kuerzzäitarbecht, mee awer och um Plang vun der Fiskalitéit, fir neie Schwong an de Bausecteur eranzebréngen, awer och fir den Accés zu Wunnenge méi einfach ze maachen. D'lescht Woch war ënnert der Leedung vum Premierminister d'Reunion nationale vum Logement, wou d'Regierung mat den Acteuren aus dem Bausecteur souwéi mat de Banke gekuckt huet, wéi d'Offer nach méi séier kéint an d'Luucht gesat ginn a wéi d'Prozedure kéinte vereinfacht ginn.

An deem Kontext wëll ech de Premierminister froen, wéi eng Konklusiounen hien aus dëser Reunion gezunn huet. Wéi gesäit et am Moment mat der Timeline aus, an där déi eenzel Fachministeren déi éischt Projet-de-loi fir d'Simplificatioun vun de Prozeduren hei an der Chamber deposéiere kënnen?

Da wollt ech de Premierminister och nach froen, ob während der Reunion mat de Banken iwwert d'Zënse geschwat gouf a wéi eng Méiglechkeeten et gëtt, fir datt d'Banke sech implizéieren, fir de Wunnengsbau unzekuerbelen. An ofschléissend wollt ech nofroen, ob während der Reunion och d'riwwer geschwat gouf, wéi een zesumme mam Privatsecteur méi séier abordabele Wunnraum schafe kann.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Da geet d'Wuert un d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nun, Här President, mäi Virriedner huet elo schonn eng ganz Rëtsch interessant Froen gestallt. Da fokusséieren ech mech op d'Veinfachung vun de Prozeduren – och dat war jo en Thema um Logementsdësch. Sécherlech ass dat elo net déi grouss Äntwert op de Logementsproblem, awer ganz sécher ass et eent vun de Puzzlestécker, déi mer hei brauchen.

Et gouf jo do och schonn eng gewësse Viraarbecht vun der vieregter Regierung. Do gouf et ganz konkret schonn Initiativen am Kader vum PAG. Mir hate jo viru ganz laanger Zäit mam Omnibusgesetz eng Procédure alléigee agefouert, déi och ganz positiv vun de Gemengen opgeholl ginn ass, an hei war eeben d'Iwwerleeung, dat selwecht och bei de PAGE kënnen ze maachen, dat mat liichte Modifikatiounen, punktuellen Ännerungen, wéi zum Beispill bei der Baudicht. D'Baudicht war jo och en Thema um Logementsdësch.

An eeben an engem konstruktiven Esprit riichten ech meng Fro un den Inneminister, ob Der déi ganz Viraarbecht wëllt weidermaachen, well déi Mesür vun der Procédure alléigee bei de PAGen ass am Kader vum Projet de loi vum Baulandvertrag an de Staatsrot huet hei keng Opposition formelle dozou gemaach. Dat heescht, dat do kéint relativ séier ëmgesat ginn, wat wierklech e wichtegt Instrument wier, well hei kéint d'Prozedur praktesch ëm en halleft Joer gekierzt ginn. Dat ass jo net grad näischt.

D'selwecht jo och fir de Remembrement ministériel: Och dat ass en Instrument, wou d'Gemenge scho ganz laang drop waarden, wat eeben hëllef, dass d'Blocagë bei de Propriétaires kéinte geléist ginn. Dat alles och eeben ënnert dem Motto, dass méi séier soll gebaut ginn, an dofir eeben hei meng Fro, ob Der déi Aarbechte wëllt weiderbréngen, well ech der fester Iwwerzeugung sinn, dass dat Instrumenter sinn, déi mer brauchen. Beim Remembrement ministériel waren zwar Opposition-formellen drop, mee elo net vu substantzieller Natur. Wéi gesot, dës sinn eigentlech sprochräif an ech mengen, et wär gutt, wann Der déi géift ëmsetzen, fir dass eebe méi séier gebaut kéint ginn, esou wéi Der et fuerdert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech ginn dovunner aus, datt de Premierminister wëll ufänken. Dann huet hien d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Zil vun der Regierung ass, datt mer méi a méi séier bauen. Dat war och den Objet vun der nationaler Logementsreunion, well et einfach zu Lëtzebuerg ze laang dauert, bis mer ukomme mat bauen, an duerfir hu mer och op déi Logementsreunion déi invitéiert, déi gebraucht ginn, fir dat ëmzesetzen, wat mer am Kapp hunn. Dat ass engersäits de Staat, dat sinn anerersäits d'Gemengen an dat sinn déi, déi déi Reegelen am Alldag uwenden: dat sinn de Bau- an den Handwerkssektor an d'Architekten. An duerfir, dat war den Objet vun där Reunion an ech fannen, datt mer do op där Zilsetzung e gutt Stéck virukomm sinn.

Mir hunn awer do viru schonn, wéi gesot, eng Rei Steiermoosnamen decidéiert, fir direkt erëm souwuel an der Logementskris wéi an der Baukris méi Aktivitéit ze kréien. Déi Moosname si jo an engem Projet de loi, deen d'Regierung schonn deposéiert huet a wou mer hoffen, datt en an dësem Parlament ka gestëmmt ginn, gradesou wéi Hëllef, wou mer d'Krittäre fir Hëllef fir Leit, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen, erweideren, fir datt der do méi drënnerfalen. Och dat steet an deem Projet de loi.

Wat d'Prozeduren ubelaangt, esou gëtt et eng Rei Saachen, déi d'Regierung kann eesäiteg maachen. Den Inneminister wäert op verschidder vum deenen agoen, wéi zum Beispill bei de Baugeneemungen. Dat wäerte mer och viru Ouschtere kënnen deposéieren.

Bei anere prozeduralen Aspekter hu mer en Aarbechtsgrupp agesat, an deem déi eenzel Ministere – dat ass Logement, dat ass Interieur, dat ass Ëmwelt, dat ass zum Deel Bauten – do zesummekommen. An do hu mer eis och e klaren Delai ginn: Bis spéitstens Enn Mee müssen do Propositionen un Dësch leien, wou dann d'Regierung decidéiert, wat se mat deene Propositionen mécht. Déi sinn also prozeduraler Natur.

Wat d'Banken ubelaangt, sou sinn dat Diskussiounen, déi ech de Finanzminister gebieden hunn, mat de Regulateuren an de Banken ze féieren. Do geet et viru allem ëm zwee Aspekter:

Dat eent ass d'Eqeekapital, wat ee muss hunn, fir kënnen eng Wunneng ze kafen, déi verlount gëtt: A

wéi enger Natur müssen déi 20 % bestoen? Ass dat Cash oder och eppes aneschteres?

An dat anert ass dee Krittär, deen haut besteet, éier eng Bank kann eng Residence, déi gebaut gëtt, finanzéieren. Do mussen hautzudaags 80 % verkaaft ginn. Mir wëlle kucken, ob een deen Taux am Gespréich tëscht dem Staat an dem Bankesektor eventuell mat Garantien oder Promesse-d'achate ka reduzéieren, fir datt och do méi gebaut gëtt, éier vläicht 80 % verkat sinn.

An dann de leschte Punkt, dat betrëfft d'Kooperatioun mam Privatsektor beim Bau vu Logement-abordablen. Et ass eng staark Intentioun vun der Regierung, dat ze maachen. Et ass an der Vergaangenheet ausschliesslech an ëffentlecher Hand gewiescht. Mir mengen, datt dat net duergeet. An duerfir hu mer de Logementsminister gebieden, och déi Gespréicher mam Sektor ze feieren. A mir wäerte bis Enn Mee och do eng Propositioun um Dësch leien hunn.

Schliesslech wëll ech soen, datt ech vill an aner gutt Iddie vun aneren Acteuren zum Logement kritt hunn an och gären héieren. Duerfir ass d'Regierung ëmmer op. Ech sinn do fir nozelauscheren, zesumme mat de Kollegen aus der Regierung. D'Gewerkschaften sinn zum Beispill där, déi sech an deem Kontext gemellt hunn. A selbstverständlech empfangen ech d'Gewerkschaften zu deem Thema, mee och zu villen aneren. Well hei geet et ëm d'gesamtekonomesch Lag. Ugangs Mäerz wier och esou e Gespréich. Mee d'Réunion nationale du logement huet zum Zil, d'Offer ze vergrësseren, an d'Offer huet zu engem groussen Deel eppes mat de Prozeduren ze doen.

An ech mengen, dat wier dee richtege Moment fir de Minister vun den Affaires intérieures, d'Transitioun ze maachen. Här President, wann Der erlaabt?

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech erlaaben ech. Här Inneminister, et ass un Iech.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci och fir déi Froen. Mir hunn eng Rei konkret Mesure virgesinn:

Déi éischt ass, datt ech bis de 15. Mäerz wëll eng Circulaire un d'Gemege schécken, fir datt déi Gemengen, déi eng Bautekommissioun hunn, déi reegelméisseg aberufen an/oder kucken, ob se all kleng Projékt – wann eng Fenster gewieselt gëtt – müssen an d'Bautekommissioun huelen, fir datt mer schnell virukommen; net datt d'Bautekommissiounen d'Prozedur verlängeren.

Den zweete konkreete Projékt ass, datt mer d'Baugeneemegung an Zukunft direkt op zwee Joer wëllen eropsetzen. Dat dréit zu der administrativer Vereinfachung bäi. Mir wäerten dat och d'nächst Woch mam Syvicol beschwätzen. An ech wëll do bis Enn Mäerz e Projékt de loi virleeën.

Dann ass och de Prinzipp vum „Silence vaut accord“. Dat heescht, wann do innerhalb vu véier Méint eng Gemeng keng Baugeneemegung ginn hätt, datt dann am Prinzipp „Silence vaut accord“ spilt. Och dee Projékt wëll ech an den nächste Woch mam Syvicol beschwätzen. An ech sinn zouversichtlech, datt mer do e Projékt de loi bis Enn Juni dëst Joer kënne virleeën.

Dann de Remembrement ministériel: Do si mer amgaangen, un den Amendementer ze schaffen. Déi wäerte mer och deponéieren virum Summer 2024, wéi och d'Amendementer par rapport zur Mopo (ndlr: Modification ponctuelle) vun engem PAG. Do si meng Leit och amgaangen, drun ze schaffen.

Da wëll ech och drop hiweisen: Niewent de Prozeduren ass et mer och wichteg, datt mer als Inneministère eis Roll als Beroder fir d'Gemege wouerhuelen.

A besonnesch hei an dësem Fall kënne mer wierklech e Partenaire si vun de Gemengen a vun deene Leit, déi e Projékt wëlle bauen. An duerfir hu mer eis och schonn éischt Gedanken gemaach, fir déi Plattform vun der Concertatioun auszubauen.

Natierlech brauche mer méi Manpower, mee mir wëllen, besonnesch direkt am éischte Stadium, ganz am Ufank, mat de betraffene Leit, mat de Gemengen, mam Bauhär, mat de Promoteuren zesummenkommen, fir datt een am Ufank direkt d'Full Picture kritt: Wat sinn d'Hindernisser eventuell? Wat kann ee maachen? Well wann een eng Kéier alles kloer definiert huet, da geet et herno zum Schluss méi séier. An och un där Acceleratioun si mer amgaangen ze schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 40 vum Här Ben Polidori un den Här Inneminister iwwert d'Finanzéierung vun informatesche Material fir d'Grondschoulen. Här Polidori.

– Question n° 40 du 27 février 2024 de M. Ben Polidori relative au financement du matériel informatique des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'lescht Joer gouf et eng Proposition de loi mat der Nummer 7883, wou d'CSV sech derfir agesat huet, dass all Kand de selwechten Accès op informatescht Material soll hunn, egal ob et an enger finanziell gutt situierter Gemeng leeft oder an enger finanziell manner gutt situierter Gemeng. Duerch déi grouss Ennerscheeder bei der finanzieller Moyenne vun der Gemenge gëtt et grouss Inegalitéiten, déi grad de Kanner aus der Menagé mat engem méi niddregen Akommes laangfristeg zum Nodeel ginn. Dëst gouf jo och duerch d'Covidpandemie daitlech sichtbar.

Dës Proposition de loi gouf mat der Stëmme vun der deemoleger Majoritéit ofgeleent. Am Koalitiounsaccord gëtt dëse Punkt ënnert dem Abschnitt ..., nieft anere Punkten, ugeschwat, nämlech dass d'Regierung wëll Diskussiounen mat de Gemengeresponsablen ophuelen, fir iwwert d'Ausstattung mat dem informatesche Material an de Schoulen ze schwätzen. Grad kleng Gemengen hu mat steigender demografescher Entwécklung an der Käscht vun enger moderner informatescher Infrastruktur ze kämpfen. Ongläicheete sinn hei virprogramméiert.

An dësem Zesummenhang wëll ech dem Inneminister folgend Froen stellen:

Wéi gedenkt de Minister, d'Gemengen ze ënnerstëtzen, déi sech dëst Material net kënne leeschten? Wat fir e Budget kéinten d'Gemengen iwwert déi nächst Joren dofir zur Verfügung gestallt kréien? Huet de Minister scho Gespréicher mat de Gemengen opgeholl, fir esou séier wéi méiglech iwwert dëst Virhaben ze tranchéieren an d'Schoulen esou séier wéi méiglech ze ekipéieren? Wa jo, wou sinn dës Gespréicher momentan drun?

An zweet Fro: Wa jo, kann de Minister schonn en ongeféieren Zäitpunkt nennen, bis wéini alleguerten d'Schoulen am Fundamental kéinten zu der selwechte Konditiounen ekipéiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Wuert erëm fir den Inneminister. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Et ass natierlech och eng Fro, déi den Educationsminister betrëfft, den Här Meisch. Eeben opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der leschter Legislaturperiod hei am héijen Haus gefouert hunn, hu mer dee Passus an der Koalitiounsaccord gesat, deen ech Iech och nach eng Kéier wëllt virlesen, am Kapitel iwwert d'Compétences des communes et de l'État.

Ech zitieren: „Suite au transfert du personnel enseignant des écoles fondamentales des communes vers l'État en 2009, il existe des incohérences entre les attributions des communes et de l'État dans le domaine de l'éducation. Voilà pourquoi une adaptation des compétences s'impose. Des discussions avec les représentants des communes seront menées sur les points suivants : mise à disposition des bâtiments, définition des objectifs de développement des écoles dans le cadre d'un nouveau plan de développement scolaire, mise à disposition du budget, gestion des ressources humaines, autonomie pédagogique et fourniture en matériel informatique.“

De Kolleeg, de Minister Claude Meisch, hat schonn den 29. Januar en éischten Echange mam Syvicol am Kader vun der „Bildung am Dialog“. An esou wéi et am Regierungsprogramm beschriwwen ass, wäerte mer déi Fro do gemeinsam diskutéieren. Ech kann Iech awer haut elo nach kee präzise Kalenner soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An Dir kéint bal heuewe bleiwen, well elo komme mer zur Fro Nummer 41 vum Här Guy Arendt un den Här Inneminister iwwert d'Initiativrecht vu Gemengeconseillere, fir e Punkt op d'Dagesuerdung vum Gemengerot ze setzen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 41 du 27 février 2024 de M. Guy Arendt relative au droit d'initiative d'un conseiller communal de porter un point à l'ordre du jour d'une séance du conseil communal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Här Ministeren, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech hunn am Fong eng Fro un, effektiv, den Inneminister. Ech hunn nämlech an enger Wochenzäitschrëft kënne rezent en Artikel liesen, dee sech mat engem Reglement aus enger Majorzgemeng befaasst huet.

Dat Reglement gesäit vir, datt de Gemengerot iwwer Virschléi vu senger Memberen zur Erweiterung vun der Dagesuerdung vun enger Conseilssëtzung ofstëmme muss. D'Conseillere kënnen zwar Proposen erarechen a virdroen, allerdéngs soll de Gemengerot uschlëssend doriwwer entscheeden, ob de Punkt op der Dagesuerdung bleift oder ob doriwwer diskutiert an ofgestëmmt gëtt respektiv ob de Sujet an eng net ëffentlech Gemengekommissioun verwise gëtt.

D'Gemegegesetz vun 1988 gesäit a sengem Artikel 13 vir, datt de Schäfferot Sujeten, déi Conseillere proposéieren, op d'Dagesuerdung sette muss, wa si – an ech betounen! –, vu kommunalem Interesse sinn a bannent enger bestëmmter Frist schrëftlech eragereecht ginn. Wéi domadder spéiderhi verfuert gëtt, dat ass net prezis geregelt. Dat kann dozou féieren, datt déi politesch Majoritéit grondsätzlech onbequeem Sujeten ofwiert, fir sech dozou net positionéieren ze müssen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister folgend Froen stellen:

Éischtens: Respektéiert Ärer Meenung no dëst Reglement d'Hiérarchie des normes, déi ganz kloer e gesetzlech verankert Recht iwwer e Gemengereglement setzt?

Zweetens: Sidd Dir der Meenung, datt hei, am Interesse vun de Rechter vun de Conseilleren, nach gesetzlech nogebessert respektiv preziséiert muss ginn?

Ech soe Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Arendt, fir dës Fro. Esou wéi et am Gemengesetz am Artikel 13 steet, muss all Gemengeconseiller kënnen e Punkt op den Ordre du jour setze loosser. E mécht do eng schrëftlech Demande, déi motivéiert ass. Déi muss mindestens dräi Deeg virun der Reunioun vum Gemengerot drop sinn.

Mir hunn elo Fäll, an déi si mir och ugedroe ginn, vun deem Reglement, vun deem Der schwätzt. Ech weess, ee vun Äre Parteikollege sëtzt do am Gemengerot, mengen ech. Dat ass dee Passus, wann eng Diskussioun ass oder eng Fro, ob et an d'Gemengekompetenz gehéiert, da kann am Gemengerot iwwert de Punkt ofgestëmmt ginn, ob dee Punkt, deen op den Ordre du jour soll gesat ginn, an d'Kompetenz vum Gemengerot gehéiert oder net.

Dat ass d'ratio legis vun deem Passage an deem Gemengereglement, deen Der, mengen ech, envisagéiert. Duerfir, ganz kloer, muss à ce stade net weider legiferéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 42 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Evolution vum den Energiepräisser. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 42 du 27 février 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix de l'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. D'Gaspräisser um europäesche Maart sinn an deene leschte Wochen op deen niddregste Stand zënter Ufank vun der Attack vu Russland géint d'Ukrain gefall a souguer doriwwer ewech op deen niddregste Stand zënter dräi Joer.

D'Ursaache si bekannt: mëlle Wanter, niddrege Verbrauch, Spuermoossnamen, gutt gefüllte Späicherer, déi op déi viereg Ursaachen zrëckzeféiere sinn, relativ héicht Ugebuet u Gas an éischt Resultater vum Ausbau vun den erneierbaren Energien.

Eng änlech Evolution gëtt et bei de Stroumpäisser, allerdéngs net grad esou accentuéiert.

An dofir meng Froen un de Wirtschafts- an Energieminister: Wéi a wéini wäerte sech déi Evolutionen op eis Haushalter, op eis Économie auswirken, eng Evolution, déi dach spektakulär ass an esou net erwaart ginn ass? Wéi wäert sech déi Evolution op d'Regierungspolitick auswirken, ënner anerem op déi Moossnamen, fir d'Energiepräisser ofzefiedere? A wéi entwéckelt sech de Bilan? Et kann een net elo den Detail scho kennen, mee wéi entwéckelt sech de Bilan vun de Lëtzebuerger Gasliwweranten?

Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och, Här Di Bartolomeo, fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass mer gesinn, dass d'Präisser souwuel fir Gas wéi fir Elektresch um Grousshandelsmarché an der leschter Zäit erëm erofgaange sinn.

Et gesäit een awer trotzdem, dass am Verglach zu virun der Kris eng vill méi grouss Volatilitéit an den Energiepräisser ass, souwuel beim Elektreschen, wéi dat och am Gassektor ass. Grad dofir hunn allegueren déi, déi Energie verkafen, Strategien, fir dës am Virfeld anzekafen, fir eng Stabilitéit vum Präis kënnen ze garantéieren.

Wann ee gesäit ..., an do ass de groussen Énnerschied tëschent de Menagen op där enger Säit an den Entrepreneuren op där anerer Säit: Bei de Menagen ass et esou, dass do d'Fournisseuren déi am Virfeld iwwert hir eegen definéiert Strategie akafen. Dat geet bis zu e puer Joer virdrun. Dofir, mir hunn och gesinn, dass am Ufank vun der Kris, wéi d'Energiepräisser séier an d'Luucht geschnellt sinn, déi awer net direkt beim Ennclint ukomm sinn, well eebe grad do scho Verschiddenes, sief et Gas oder Elektresch, laang am Virfeld akaaft ginn ass, soudass et dann eng gewësse Stabilitéit nach ass an deem Moment, wou d'Präisser ganz staark an d'Luucht ginn, fir dat eeben dann ze equilibréieren, souwuel beim Gas wéi och beim Elektreschen.

Bei der Wirtschaft, fir op déi Fro ze kommen, déi Der gestallt hutt, do ass et sou, dass et ganz grouss Betriber gëtt, déi Kontrakter maachen iwwer eng gewëssen Durée. Do gëtt de Präis also fixéiert op engem gewëssenen Niveau, wou dann iwwer eng Durée de Präis fir Gas oder fir Elektresch dann iwwert déi ganz Durée och deen nammlechten ass.

Natierlech huet een do gesinn, dass während der Kris dee Präis dann och stabill war an och ganz gutt war fir déi Betriber, déi kuerz virun der Energiekris hir Präisser fixéiert hunn. Problemer haten zu deem Moment awer Entrepreneuren, déi sech, wéi de Präis an d'Luucht geschnellt ass, dunn hu missen zu engem neie Contrat d'approvisionnement bekennen, esou een ënnerschreiw, an deen dann op engem ganz héijen Niveau fixéiert hu fir weiderzegoen.

Zu deem Moment huet sech awer d'Fro gestallt: Ass iwwerhaupt nach genuch Gas an Elektresch do an Zukunft? Kënnen mer et garantéieren, dass d'Präisser net weider an d'Luucht ginn? An dat si Betriber, déi elo zu dësen Zäiten, wou d'Präisser erëm ganz staark erofgaange sinn, natierlech nach vill méi en héijen Energiepräis ze bezuelen hunn. A mir wäerten an deem nächste Projet de loi um Ordre du jour och dorobber nach eng Kéier ze schwätze kommen. Aner Entreprise sinn op de Wee gaangen, fir um Spotmarché ze kafen, wou se awer voll der Volatilitéit vum Marché ausgesetzt sinn an den Energiepräisser.

Et gesäit een also, dass do d'Elektresch e bësse méi lues erofgeet an de Gas awer vill méi séier erofgeet, well do den Approvisionnement vum de Fournisseuren vill méi kuerzfristeg ass, wéi dat beim Elektreschen ass. Zu de Bilane vun de Fournisseuren kann ech Iech zu dësem Moment nach näischt soen. Déi wäerten awer publizéiert ginn, soubal wéi déi d'Joer 2023 ofgeschloss hunn.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 43 vum der Madamm Corinne Cahen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Unerkennung vun der Musektherapie. Madamm Cahen.

– Question n° 43 du 27 février 2024 de Mme Corinne Cahen relative à la reconnaissance de la musicothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Leschte Weekend war de Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté an do hunn ech och de Stand gesi vun der Gesellschaft fir Musektherapie zu Lëtzebuerg. Do sinn ech mat hinnen an d'Gespräch komm, an effektiv ass et esou, dass ee weess, dass Musek immens hëlleft an der Behandlung, dass een, notament bei demenzerkrankte Leit, do wirklech ka grouss Fortschreitter maachen.

Virun dräi Joer hat den Info-Zenter Demenz eng Konferenz zu deem Thema, wou gewise ginn ass an engem Film, dass Leit, déi guer net méi schwätzen, déi iwwerhaupt net méi participéieren un iergend-eppes, wann déi da Musek héieren, déi se un dat erënnert, wat se vläicht an der Kandheet kann hunn oder sou, dass se da souguer ufänken ..., bis zum Matsangen, Summen oder Matsangen.

Dat heescht, Musek ass schonn eppes, wat en „Door Opener“ ass, soen ech emol, fir u Leit erunzekommen, deenen et net esou gutt geet. An et ass esou, dass d'Musektherapie unerkannt ass a verschiddenen europäesche Länner an och doriwwer eraus, notament zum Beispill an Éisträich, Litauen, Lettland, mee, ech mengen, och an Italien, a Serbien, an der Schwäiz, a Groussbritannien.

Elo ass et esou, dass et do natierlech e bëssen e Wildwuchs ass. Wat ass e Musektherapeut? Wat muss ee studéiert hunn, fir sech iwwerhaupt kënnen Musektherapeut ze nennen? Zu Lëtzebuerg ass dat, wéi gesot, net definéiert. An dofir wollt ech d'Gesondheitsministesch froen, ob si sech do scho Gedanke gemaach huet, ob si eventuell schonn déi Gesellschaft fir Musektherapie zu Lëtzebuerg gesinn huet, respektiv ob et do Iwwerleeunge gëtt, fir d'Musektherapie respektiv d'Konschttherapie unzekerennen, fir dann eeben dee Moment och de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, kënnen dovunner ze profitéieren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet d'Wuert: d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci, Madamm Cahen, fir déi séier néideg Fro. Ech wéilt elo emol fir d'éischt op den Accord de coalition verweisen. Säit 102 steet: „Le Gouvernement va analyser la possibilité de reconnaissance des thérapies non conventionnelles.“ Ech denken, datt d'Musektherapie dee Moment zu deem Spektrum gehéiert, mee och d'Konschttherapie an all aner Therapien, déi elo net sou konventionell ënnerwee sinn.

Mir wäerten déi Analys fondéiert maachen. Mir wäerten all déi Leit empfänken, déi an deem Beräich aktiv sinn. Mee ech kann Iech elo scho mat op de Wee ginn, datt an deenen Haiser, déi ech déi lescht Woche besicht hunn, ënner anerem schonn an der Konschttherapie ganz valabel Aktivitéite sinn. A mir wäerten dat ausweiten op d'Musektherapie a gegebenefalls e legale Kader setzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zur leschter Fro vun haut de Mëten, d'Fro Nummer 44 vum der Madamm Lydie Polfer un den Här Inneminister iwwert den Tëschebilan vun den neien Dispositiven iwwert déi verschidde Formen vun Infraktiounen. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 44 du 27 février 2024 de Mme Lydie Polfer relative au bilan intermédiaire depuis l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs aux différentes formes d'infractions, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Här Minister, Dir hat ons sou Mëtt Januar ugekënnegt, datt et géif zu engem Renforcement vun der Polizeipresenz am öffentliche Raum an der Uewerstad an och op der Gare kommen – an ech hunn dat natierlech ganz begréisst –, an dat zwar, fir verschidde Situatiounen ze iwwerpräiwen a verschiddenen Domänen, déi awer alleguerte souwuel d'Sécherheet wéi d'Salubritéit wéi den Accès zu öffentlichen a private Gebaier ubelaangen, gradewéi den Drogekonsum an d'Dealen an och d'Immigratioun.

Elo, e gudd Mount méi spéit, wier ech frou, wann Der ons kéint soen, wat déi Aktiounen vun der Polizei bruecht hunn, wat virgaangen ass. Ech kann Iech op alle Fall versécheren, datt mir op alle Fall festgestallt hunn, datt et eng net Verbesserung an der Stad ginn ass.

Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. An d'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci, Madamm Polfer, fir déi Fro. Wéi Der richteg drop higewisen hutt, ass deen Dispositif en place gesat ginn, fir der Drogebekämpfung, ënner anerem och dem Proxenetismus, der Insalubritéit, der illegaler Immigratioun an der Mendicité organisée nozegoen.

Den Dispositif huet ugefaangen de 15. Januar. An ech ginn Iech elo de Bilan vun den Zuele vun deene Virfäll, déi ech rapportéiert kritt hunn, bis den 22. Februar. Ech erënneren och drun: D'Police huet lues mam Dispositif ugefaangen am Ufank an ass du graduell eropgaangen.

Am Ganze sinn am Kader vun deem Dispositif 438 Persounen kontrolléiert ginn. Dovunner konnte fënnf Leit sech net direkt ausweisen, soudatt déi hu misse matgehooll ginn. Zwee Fäll vun Heescherei hu mer festgestallt: Een ass mat engem Becher de Leit am Garer Quartier nogelaf an deen aneren ass jo de bekannte Fall vum Här Kmiotek.

(Brouhaha, hilarité et interruptions)

Eelef Drogendelikter si festgestallt ginn – do ass et zu zwou Verhaftungen komm. Da si 14 Signalementen gemaach ginn, dat heescht, déi Leit, déi kontrolléiert gi sinn, dovunner si 14 Stéck an de Fichiere souzesoe lokalisiert ginn. Doniewent huet 61-mol d'Police d'Garantie d'accès, de Platzverweis, sou wéi en haut am Gesetz gereegelt ass, duerchgezunn. Ech betounen: Dat ouni Usage de force! D'Police huet mat deene Leit geschwat an do sinn déi fräiwëlleg gaangen.

Fënnf Friemennotize sinn ausgestallt ginn. Et sinn och 75 Infractiounen géint de Code de la route festgestallt ginn. Dobäi kënn dann déi Aktioun vum 7. Februar, wou d'Police, ënner anerem d'Police an d'ITM, am Garer Quartier ënnerwee waren, fir och eng Rei Infractiounen feststellen.

Den Dispositif leeft virun. Ech si frou, aus Ärem Mond ze héieren, datt et eppes bréngt, a mir wäerte weiderhin d'Situatioun evaluéieren, zesumme mat der Police a mat der Stad Lëtzebuerg.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister. Domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Froestonn.

8. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation en Ukraine

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 14 de ce compte rendu)

Ech géif Iech elo proposéieren, datt mer déi zwou Resolutiounen, déi um Ufank vun haut de Mëtteg vum Här Graas deposéiert gi sinn, och elo traitéieren. Här Graas, Dir wëllt nach eng Kéier d'Wuert huelen. Mir huelen eng no där anerer, fir d'éischt déi iwwert d'Ukrain. D'Situatioun ass esou, datt den Auteur fënnf Minutten huet, all Fraktioun huet fënnf Minutten, all Sensibilitéit huet zwou Minutten an d'Regierung – wa se da wëll schwätzen, wat awer net noutwendeg ass, well dat hei ass eng Resolutioun – hätt fënnf Minutten, wa se wëllt schwätzen. Här Graas.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, de 24. Februar 2022 war e ganz schlëmmen Dag, net nëmme fir d'Ukrain, net nëmme fir Europa, mee fir d'ganz Welt. Wa mer den aktuelle Bilan bis elo kucken, an ech beruffe mech hei op d'Zuele vun der Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine, dann hu mer bis elo 30.457 Victimmen, dorënner 10.582 Doudeger.

Wat eis awer nach méi muss interpelléieren, dat ass déi Deportatioun vu Kanner: Bis elo goufen 19.546 Kanner forcéiert, d'Ukrain ze verloossen, a se sinn a sougenannt „Émergéierungslager“ transferéiert ginn. Dat ass ouni Zweifel contraire zum internationale Recht, besonnesch wat den Artikel 2 vun der Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide ubelaangt, an ech mengen, dat ass eng Situatioun, déi kann een ënner kengen Émstänn akzeptéieren!

Als Chamber solle mer eis haut och dozou prononcéieren, net nëmme vun deem Volet do, mee insgesamt zu der Situatioun an der Ukrain. Mir sollen och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt et immens wichteg ass, datt mer dat och ënnersträichen, datt et an deem Sënn vun der Lëtzeburger Regierung meritoire ass, datt mer bis elo all Hëllef geleescht hunn, déi méiglech ass, sief dat um humanitäre Plang, sief dat awer virun ënner allem och um militäresche Plang. Ech erënneren hei och un eng Motioun, déi mer als Chamber hei arrétéiert hunn den 2. Juni 2022.

Mir sollen haut hei och de Solidaritéitsgedanke vis-à-vis vun dem ukrainesche Vollek nach eng Kéier erneieren. Dat hu mer schonn e puermol gemaach. A fir déi, déi hei derbäi waren, wéi de President Selenskyj sech live hei un d'Chamber deemools adresséiert huet – ech mengen, dat war am Juni 2022 –, war dat wierklech en emouvante Moment! An dat solle mer nach eng Kéier haut an Erënnerung ruffen.

A mir sollen drop hiweisen, datt d'Lëtzeburger Parlament nu wierklech awer steet fir déi Valeuren, déi sollen an engem Rechtsstaat vertruede ginn, sief dat Oppenheet, sief dat Schutz vu Minoritéiten, sief dat virun allem Liberté d'expression, an datt déi hei solle ganz kloer nach eng Kéier ënnerstrach ginn.

Mir géifen och d'Fédération de la Russie hei wierklech invitéieren, direkt – direkt! – mat de militäreschen Aktivitéiten an der Ukrain opzehalen. Mir sinn och der Meenung, datt se soll zouloossen, datt international Organisatiounen, wéi zum Beispill den Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme an och d'Unicef, sollen d'Méiglechkeet kréien, d'Situatioun ze analyséieren – an nach eng Kéier, wéi gesot, virun allem och, wat dee Volet vun den deportéierte Kanner ubelaangt.

Mir wäerten eis och derfir asetzen, datt och an Zukunft déi néideg Ënnerstëtzung garantéiert gëtt, wat, wéi gesot, de Processus international ubelaangt, fir datt eeben d'Situatioun an der Ukrain esou séier wéi méiglech wäert änneren a virun allem natierlech fir datt et zu engem Waffestëllstand do wäert kommen.

Mir sinn awer och der Meenung, datt de russesche Regime ganz kloer fir déi Doten, déi e bis elo gemaach huet, do muss zur Rechenschaft gezu ginn!

Wat mir als Lëtzeburger Land och kënnen maachen, dat ass zum Beispill, datt déi Avoiren, déi natierlech och hei zu Lëtzebuerg gegebenefalls stockéiert sinn, déi Interëten, déi generéiert goufen, datt déi u sech och solle geléiert ginn.

Mir fannen et och gutt, datt u sech duerch déi Invitatioun, déi d'Ukrain elo krut, fir um nächsten NATO-Sommet deelzehuelen, deen zëschent dem 9. an 11. Juli zu Washington ass, d'Ukrain soll present sinn.

An, wéi gesot, nach eng Kéier: Dat wier dann och mäi Wonsch, datt duerch déi Resolutioun hei géif vun der Lëtzeburger Chamber ënnerstrach ginn, datt mer nach eng Kéier wëllen eise Soutien erneiere vis-à-vis vum ukrainesche Vollek an datt mer och an Zukunft eis wäerte mat alle Méiglechkeeten derfir asetzen, datt dee Konflikt, dee bis elo extreem vill Misär, net nëmme fir d'ukrainescht Vollek, mee virun allem fir d'ukrainescht Vollek, mee awer och doriwwer eraus fir d'ganz westlech Welt, mat sech bruecht huet, datt deen esou séier wéi méiglech wäert agestallt ginn.

Ech sinn, wéi gesot, frou, datt bis zu dësem Zäitpunkt eng ganz Rei Kolleegen och déi Resolutioun hei mat ënnerstëtzt hunn. Ech weess, datt vun de Kolleegen vun der ADR gewësse Reserve kann sinn. Ech ginn dervun aus, datt hire Verrieder sech dozou och nach wäert erklären. D'Kolleege vun déi Lénk wäerten natierlech och hir Positioun dozou huelen.

All deenen anere Fraktiounen a Sensibilité-politiquen e grouse Merci fir déi Ënnerstëtzung an ech hoffen awer, datt d'Lëtzeburger Parlament haut e ganz wichtegt Signal setzt, e ganz wichtegt Signal a Richtung vun Ënnerstëtzung vum ukrainesche Vollek a virun allem awer och a Richtung vun Ënnerstëtzung vun engem Rechtsstaat, an och, datt et net ka sinn, datt einfach esou e Vollek vun engem auswärtigen Invasor esou iwwerfall gëtt, wou guer keng Ursach bestanen huet. An dowéinst wäerte mer eis och an Zukunft derfir asetzen, datt dee Konflikt esou séier wéi méiglech wäert geléist ginn.

Ech soen Iech Merci am Virus fir Är Ënnerstëtzung!

M. Fernand Etgen (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Da sollen d'Leit sech elo melden. Ech hunn den Här Hansen, den Här Bausch, den Här Wagner, den Här Clement, den Här Kartheiser, den Här Cruchten. Ok. Fänke mer u mam Här Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech mengen, dat heiten ass e Pabeier, dee mer mussen mat zwou Hänn ënnerschreiwen. D'Situatioun – ech konnt et selwer feststellen dohannen – ass dramatesch! Et feelt un allem an et gëtt vun allem gebraucht. Wat se am Moment hunn, geet just duer, fir net direkt plattgemaach ze ginn. Et geet awer net duer, fir dëse Krich ze gewannen. An ech mengen, mir müssen hei och drun denken, wat dat doten u Symbolcharakter huet, well wann do d'Russen de Krich wannen, da sinn anerer, déi wäerten dat doten nommaachen. Et sinn anerer, déi wäerten och op aneren Territoiren dat dote probéieren.

Ech mengen, et sinn e puer Saachen dran, den Här Graas huet et gesot, notamment och d'Utilisatioun vun den Avoiren, déi geléiert sinn, datt een do iwwerleet, ob ee mat deenen Interëten eventuell un der Rekonstruktioun an der Ukrain ka schaffen. Do si méi Memberstaaten an der Europäescher Unioun, déi am Moment schonn doriwwer nodenken. Dat muss een natierlech juristeschen ofsécheren, mee ech mengen, et ass op alle Fall wichteg, datt mer et maachen.

An en anert, ech mengen, dat hunn ech och dohanne gemierkt: D'Leit hunn einfach och emol gelaacht, well mer do waren. Dat bréngt hinne Courage. A mir sinn eis do och heiansdo guer net bewosst, wat Lëtzebuerg iwwerhaupt an der Ukrain bedeit. Wann Der mat deenen e bësse méi eelere Leit geschwat hutt, ech soen elo, RTL Lëtzebuerg, zum Beispill, ass fir déi deemools den eenzege Radio gewiescht, dee si lauschtere konnten an doduerch krute si hir Informatiounen. Dat heescht, Lëtzeburger dohannen ze gesinn, ass immens wichteg, an där Roll muss mer eis och wierklech bewosst sinn an déi och nach weider stärken!

An, ech mengen, en anert wichtegt symbolescht Zeechen – dat ass de leschte Punkt –, dat ass, datt mer och probéieren, datt d'Ukrain op den nächsten NATO-Sommet op Washington am Juli invitéiert gëtt. Dat ass eng immens staark Symbolik. Do muss mer derhannert stoen. An dat weist och deenen aneren, datt mer wierklech zu 32 elo mëttlerweil hannert der Ukrain stinn an datt dee Support duerch näischt ze erschütteren ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Mir ënnerstëtze selbstverständlech och dës Resolutioun.

An ech géif just dem Här Hansen wëlle soen, datt ee soll oppassen am Sproochgebrauch, wa mer driwwer schwätzen, wat mer bezwecke mat eiser Ënnerstëtzung. Mir bezwecken net, datt d'Ukrain de Krich gewënnt. D'Ukrain huet kee Krich ugefaangen. Mir bezwecken heimat, datt d'Ukrain hiren Territoire ka verteidegen – dat ass eng grouss Differenz! De Krich huet Russland gefouert. Russland huet mat där Aktioun e friemen Territoire ugegraff a versicht, sech mat Waffengewalt en Territoire unzëeegnen, mat alle brutale Mëttelen, déi mer jo entre-temps kennen.

Et ass eng weesentlech Differenz, och no baussen. Mir sollen dat ëmmer erëm ënnersträichen. Et ass e Recht vun engem Vollek, sech a säin Territoire ze verteidegen. Dat ass Völkerrecht. An et ass och duerfir e Recht vun engem Vollek, wann et bedrot ass a wann et säin Territoire wëll verteidegen, en Appell ze maachen un déi international Vëlgergemeinschaft fir Ënnerstëtzung. An dat ass dat, wat d'Ukrainer gemaach hunn, a mir hunn och déi Ënnerstëtzung do ginn. Ech mengen, dat ass eng grouss Differenz.

An et ass och esou, datt d'ukrainesch Vollek de Moment do e Kampf féiert, dee fir eis matgefouert gëtt, well et geet ëm d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun. Et geet awer och drëms, ze weisen, datt am 21. Joerhonnert esou eppes net méi dierf sinn an net méi däerf geschéien. A genau dat muss verhënnert ginn. Hei muss verhënnert ginn, datt Russland sech eeben am 21. Joerhonnert mat Waffengewalt duerchsetzt, an duerfir plädéiere mir derfir, datt een, esou laang wéi et nëmme méiglech ass, d'Ukrainer ënnerstëtzt, souwuel militäresch wéi och humanitär.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. D'international Situatioun ass immens grav. An notamment elo och an Europa par rapport zur russescher Invasioun vun der Ukrain, déi leider schonn iwwer zwee Joer undauert. An do stellt een natierlech fest, datt bis elo nach keen Enn a Siicht ass. Keen Enn vum mënschleche Leed vun der ukrainescher Bevëlkerung, vun der ukrainescher Zivillbevëlkerung, déi weiderhin ënner Beschoss bleift vun enger imperialer Muecht. An dat ass nämlech Russland.

Duerch dee Krich, deem elo zanter iwwer zwee Joer dauert, gesi mer och eng fortgeend Faschiséierung vum Regimm vum Här Wladimir Putin, déi och scho virun ugefaangen huet an déi weiderhi gréisser Forme wäert unhuelen. Eent vun de Charakteristika vun där Faschiséierung vum Regimm vum Här Putin – an dat huet och virun den Här Graas ugeschwat, dat stëmmt och –, dat ass déi Deportatioun vu Mannerjäregen an hir Russifizéierung, déi do soll bedriwwen ginn, wat schonn eng relativ schlëmm Saach ass a wou een net geduecht hätt, datt dat nach an Europa – well mir schwätze vun Europa! – méiglech wier.

Wat och richteg ass a wichteg ass a wat mir och an dëser Resolutioun ënnerstëtzen, dat ass, datt d'Ukrain och all déi Hëllef soll kréien, déi se brauch, fir sech ze verdeedegen – well dat ass hiert Recht! Duerno ass et natierlech och eng Fro, fir ze wëssen, wéi wäit d'ukrainesch Bevëlkerung – well dat ass jo och wichteg – bereet ass ze kämpfen. Si huet bewisen, datt se kapabel ass a bereet ass ze kämpfen, mee wéi wäit se och bereet ass, nach weiderhin ze kämpfen, mat oder ouni Hëllef, deemno wéi si se kritt vun anere Staaten ...

Fir eis ass et och selbstverständlech, datt ee mam Kriml net verhandele kann ouni Kräfteverhältnes. An dofir mussen och Kräfteverhältnesser geschafte ginn.

(Interruption par la présidence)

An elo si mer virun der Fro: Kreie mer eng Ausdehnung vun engem Krich mat allen erdenkleche Konsequenze fir Europa oder fir d'Welt, eng Kapitulation vun der Ukrain mat allen erdenkleche Konsequenze fir d'Ukrain, fir Europa a fir d'Welt vläicht och, oder och Verhandlungen, déi d'Souveränitéit an och d'Sécherheet vun der Ukrain kéinte garantéieren?

An dat ass vläicht och dat, wat eis an dëser Resolutioun feelt. Dat ass och, datt de Volet trotzdem vun de Verhandlungen misst dra sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst ...

M. David Wagner (déi Lénk) | A! Ech hunn en anere Compteur. Entschëllegt! Mee dofir wäerte mer eis enthalen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et muss een ... Et gouf virdu gesot: „De Krich ass säit zwee Joer amgaangen.“ Wann een an d'Regioun geet, déi am stärkste betraff si vun dësem Krich, do ass de Krich zënter zéng Joer amgaangen, zënter Februar 2014, wéi u sech déi éischt Occupatioun vun de Russen op ukraineschem Territoire gestart huet. An et war virun zwee Joer, am Februar, wou déi grouss Invasioun stattfonnt huet, déi dat onsäglech Leed, mat deem mer eis haut erëm muss befaassen, nach verstärkt huet.

An u sech gouf eppes ganz Wichteges vum Kollege François Bausch gesot, nämlech: Et geet hei ëm Rechtsprinzippien, ëm d'internationaalt Recht, ëm d'Völkerrecht, dat muss virum Recht vum méi Staarke stoen. Et geet drëm, eis international

Rechtsuerdnung ze verteidegen. Et geet drëm, unzeerkennen, datt d'Grenzen net unilateral kënnen vun engem Land einfach esou imperialistesches geréckelt ginn. A genau dorëm geet et: Et geet drëm, u sech eis Ideologie vun enger westlecher Welt, déi sech op e Rechtsstaat baséiert, ze verteidegen. An dofir ass et esou wichteg, datt mer d'Ukrain ënnerstëtzen!

A wat nach méi wichteg ass an där ganzer Saach, dat ass déi Fro vun de Kanner, vun deenen Dausende vu Kanner, déi hei wierklech am eklatante Verstooss géint UN-Recht, géint internationaalt Recht, géint nationaalt Recht deportéiert ginn, verschleeft ginn an dann zwangsadoptéiert ginn, fir da russifizéiert ze ginn, fir datt se u sech hir Originne verléieren. An dat ass e Crime géint d'Humanitéit! An dofir ass et wichteg, dat ze denoncéieren. An dofir wäerte mir déi Resolutioun hei och mat zwou Hänn matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dat heiten ass e Sujet, deem eis wierklech alleguer wéideet. Ech mengen, mir hunn elo den zweete Joresdag vum Ufank vum Krich an Osteuropa. Ech wëll dem Här Graas an all deenen, déi hien och ënnerstëtzt hunn, fir dësen Text ze etabléieren, och dofir villmools Merci soen.

Et ass wierklech eng Fro, déi mer eis musse stellen: Wat maache mer elo, fir a Richtung vum Fridden ze kommen? Et sinn eng Rei Wieder, déi eis an dësem Text feelen. Dat Wuert „Fridden“ steet net dran. Et ass awer dat, wat mer gär hätten: Mir hätte gär Fridden an Europa. Dat Wuert „Verhandlung“ steet net dran. Et ass awer dee Wee, dee mir proposéieren, nämlech Verhandlungen mat Russland, tëschent der Ukrain a Russland, fir zu deem Fridden ze kommen. Dësen Text weist also keng Perspektiv. En huet kee Plang. Et ass elo just eng Prolongatioun vun deem, wat mer elo hunn, e Versprechen, fir weider ze ënnerstëtzen, ouni eng Perspektiv, fir aus där Situatioun erauszekommen.

Mir als ADR hate vun Ufank ugesot, datt mer gär e Waffestillstand an eng Verhandlungsléisung hätten. Aus dräi Grënn:

Fir Mënscheliewen ze schounen: Am Abléck sinn Honnertausende vu jonke Liewen zerstéiert ginn an der Ukrain, Militären, déi gefall sinn oder schwéier verwonnt gi sinn, Zivilisten, déi ënnert dem Krich gelidden hunn, a vill hunn och de Wee an d'Ausland misse goen, an de Westen, awer och a Russland, fir sech virun de Kampfhandlungen ze schützen.

Mir haten als zweet Argument gesot, datt mer den Territoire vun der Ukrain wëllen esou wäit wéi méiglech preservéieren. A jee méi laang dee Krich virugeet – et brauch ee sech jo näischt virzemaachen –, desto méi verléiert d'Ukrain u Kontroll iwwer hiren Territoire u Russland. Dat ass einfach e Fakt, mir gesinn et all Dag. An ech mengen, wa mer handelt hätten, wéi mir et direkt gefrot haten, wäre Mënscheliewe geschount ginn an den Territoire vun der Ukrain hätten kënnen méi preservéiert ginn.

Dat drëtt Argument, wat mer virbruecht haten, dat war dat, fir eng Escalade ze verhënnern. A wéi richteg dat Argument war, dat huet haut den Här Frieden a senger Interventioun gesot, wéi mer e gefrot hunn, wéi da seng Positioun zum Här Macron sengen Aussoen ass, well et gëtt geschwat iwwer westlech Buedemtruppen an der Ukrain, mat all deene Risiken, déi domadder verbonne sinn. An och eise Staatsminister huet gesot, datt hien net kann ausschléissen, datt dat och eng Kéier Lëtzeburger Truppe sinn.

Dat ass net de Wee vun der ADR. Mir halen dat fir de falsche Wee. Mir bekennen eis zu der Verhandlungsléiung am Respekt selbstverständlech vum internationale Recht, wourop an deem Punkt da muss insistéiert ginn, wat duerchgesat muss ginn, souwäit wéi dat nëmme méiglech ass. Mee mir müssen deem Land eng Perspektiv ginn, de Leit eng Hoffnung, eng Perspektiv op Neesopbau, eng Perspektiv op eng nei ukrainesch Gesellschaft, déi dann och kann esou enk wéi méiglech an eise Strukture mat dra sinn, an der Europäescher Unioun notament.

Et gëtt gesot – an den Här Graas huet extra a sengem Exposé dorobber insistéiert –, datt d'Ukrain och op NATO-Sommite soll ageluede ginn. Mir kënnen eis och do näischt virmaachen. Den Elargissement vun der NATO ass eng vun den Haaptursachen, firwat dëse Krich geféiert gëtt. Dat ass eng Tatsaach ...

(Brouhaha et exclamations)

M. Sven Clement (Piraten) | Es spricht für Sie: Radio Moskau!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass eng Tatsaach.

(Interruption)

Ech weess elo net, wie vu „Radio Moskau“ geschwat huet, mee ech mengen, wann ee Fridde sicht, muss ee sech einfach emol objektiv dermat ausersetzen, firwat dat dann esou ass. Et muss een och emol kucken, datt mir als Europäer ...

Ech hu leider keng Zäit hei, keng Zäit! Ech weess net, wéi vill ech do scho geschwat hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt dräi an eng hallef Minutte geschwat, Dir hutt nach eng an eng hallef Minutten. An den Här Bausch wëll Iech duerno eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ma da maache mer dat. Mee ech wollt nach ofschléissen.

... datt mer eis och musse bewosst sinn, datt dëse Krich och fir de gesamte Westen eng ganz Rei vun negative Konsequenze mat sech bréngt.

Mir hunn duerch de BRICS-Mouvement haut eng Situatioun, wou de westlechen Afloss an der Welt zréckgeet. Mir hunn eng Situatioun, wou mer duerch nei Bezuelsmechanismen an der Welt monetären Afloss an Handelsaflëss verléieren. Och dat sollte mer bedenken. An et ass an eise eegenen Interess, och als westlech Staategemeinschaft, datt mer sollte kucken, fir esou séier wéi méiglech eng friddlech Léiung fir dëse Konflikt ze fannen.

Den Här Bausch, mengen ech, wollt mer eng Fro stellen. Ech ginn Iech gär d'Wuert, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här Kartheiser, ...

M. Claude Wiseler, Président | Et ass am Fong u mir, d'Wuert ze verdeelen, Här Kartheiser.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Pardon. Ech korrigéieren dat direkt.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass kee Problem.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech froen den Här President, dem Här Bausch d'Wuert ze ginn, fir datt e mer kann déi Fro stellen, déi e mer wollt stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Da maache mer dat esou. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här Kartheiser, datt Der den Här President gefrot hutt, fir datt dee mer kann d'Wuert ginn.

Fir d'éischt emol, Här Kartheiser, ech fannen et wierklech net gutt, wann Der andauernd mat falsche Wourechten oder falschen Tatsaachen hei operéiert. Dir wësst ganz genau, datt just eng Kéier déi Fro an der Vergaangenheet opgeworf ginn ass, ier de Krich ugaangen ass, vun dem Ukrain-Bäitritt an d'NATO. An dat war den deemolegen amerikanesche President 2008, deen huet déi Iddi opbruecht. An der ganzer NATO war awer kaum een do derfir. A wësst Der, wien deemools mat als Observateur souz bei der NATO?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Här Putin.

M. François Bausch (déi gréng) | Russland. Den Här Putin. Also, haalt op, wannechgelift, Saachen ze zielen, wéi wann do Russland eppes opgedrängt kritt hätt, well zu deem Zäitpunkt hat Russland esouguer en Observateursstatus bei der NATO a mir waren an engem ganz anere Kontext!

Dat Zweet ass: Et ass net richtig, datt ee kéint einfach esou verhandelen. Well, Dir kënnt Iech jo drun erënnere, 2014 – de Krich ass jo elo schonn zéng Joer amgaangen, well d'Occupatioun vun der Krim war jo den Ufank – ass do den Accord vu Minsk erauskomm, vu Russland mat ënnerschriwwen, e verhandelten Accord. Wien huet sech a kenger Sekonn, zu kengem Moment un eppes gehale vum Accord vu Minsk? Wie war dat, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech äntwerten Iech gläich, wann den Här President mir et erlaabt, Iech ze äntwerten.

M. François Bausch (déi gréng) | Duerfir haalt wannechgelift op, hei ze maachen, wéi wann een nëmme bräicht mam Här Putin ze telefonéieren, da géif dee muer heihinner kommen a ganz frëndlech mat eis schwätzen a verhandelen, fir sech friddlech zréckzezéien aus der Ukrain!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Är Froe si kloer. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Gutt, Här Bausch, da wëll ech Iech och vläicht äntweren. Ech wëll Iech fir d'éischt un eppes erënnere, wat 2019 am Walprogramm vun deene Grénge stoung. Wësst Der, wat do drastoung fir den Europawalprogramm? Keng Waffeliwwerung a Krichsregionen. Wien huet et gemaach? Déi gréng Partei, den Här Bausch als Verdeedegungsminister!

(Interruption)

Wann also hei vu Kredibilitéit geschwat gëtt, da wëll ech soen, datt déi gréng Partei hir Wieler deemools belunn huet – belunn huet! –, well Dir hutt eppes gemaach, wat an Ärem Walprogramm ausdrécklech ausgeschloss war.

Elo zu Äre Punkten, déi Der gesot hutt. Dat éischt ass den NATO-Elargissement. 2008 war och Lëtzebuerg nach do dergéint. Den Drock vun eisen amerikanesche Frënn ass awer konstant virugaangen. Déi Politik huet sech dunn am Laf vun de Joren ...

(Interruption)

Dach, dat ass esou!

... huet sech am Laf vun de Joren entwéckelt.

Mir sinn der Meenung, well mer einfach wëssen, datt eng gesamteuropäesch Friddensarchitektur déi beschte Friddensgarantie fir eis all um europäesche Kontinent ass, datt mer eis sollen op dat besënnen, wat mer 1999 beim Sommet vun Istanbul an 2010 beim Sommet vun Astana zesummen uitgemaach hunn, fir kënnen eng gesamteuropäesch Sécherheitsarchitektur sécherstellen, déi am beschten d'Interesse vun all Mënsch op eise Kontinent garantéiert.

Dann hutt Der geschwat ..., ech mengen, nom NATO-Elargissement. Wat war deen anere Punkt, Här Bausch? Hëllef mer.

M. François Bausch (déi gréng) | Minsk.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst et elo just ganz kuerz maachen, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci. Minsk, jo, Minsk. Do wëll ech awer och drop äntweren. D'Accorde vu Minsk: Et gouf der zwee. Do huet an der Tëschenzäit net den Här Putin gesot, datt e se net wëllt anhalen, mee d'Madamm Merkel, déi mat Frankräich zesumme Garantin war – dat waren den Här Hollande an d'Madamm Merkel, Däitschland a Frankräich ware Garantie vum Minsk-Accord. An allen zwee hu se an Interviewen am Laf vun deene leschte Méint gesot, datt se dat net wollten anhalen, well d'Zil war, der Ukrain Zäit ze verschafe fir opzerüsten. Dat hu souwuel d'Madamm Merkel wéi den Här Hollande an Interviewe confirméiert.

Et ass also falsch. Ech weess net, ob den Här Putin se agehalen hätt oder net. Dat weess ech net, mee déi zwou westlech Garantiemuechten, déi derfir zoustänneg waren, nämlech Däitschland a Frankräich, hu bekannt ginn, datt se se net wollten anhalen. Derbäi kënnt, an ech wëll mat där Observatioun ophalen, datt mer deen Normandie-Format haten. Déi Hären, also Frankräich, Däitschland an ... ech mengen, et war Russland an – ech weess net, wien de véierte scho méi war – vläicht d'Amerikaner waren u sech derfir zoustänneg a si haten e Mandat, och vun eis, fir am Normandie-Format ze verhandele mat Russland.

An et ass vläicht eng Konkusioun, déi ee sollt zéien: Mir sollten eis keng Directoirë ginn, déi international Verpflichtungen aginn, déi se da bewosst net wëllen anhalen, wéi mer et an der Tëschenzäit gewuer gi sinn!

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Här Bausch, just fir eng kuerz Richtegstellung an net fir eng Fro an net méi fir eng Diskussioun.

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, nee, ech stelle keng Fro. Ech wëll just nach eng Kéier hei beleen, wéi den Här Kartheiser d'Onwourecht seet. An eise Walprogramm stoungen 2019 zwee Sätz zu de Waffenexporter. Deen ee war: „Zudem müssen Waffenlieferungen, die den Krieg in Syrien befeuern, gestoppt werden.“ An da stoung nach ënnendréier: „Alle Waffenexporte nach Saudi-Arabien, das eine entscheidende Rolle in diesem Krieg spielt, müssen eingestellt werden.“ Et stoung guer näischt do vun engem generelle Verbueth vu Waffeliwwerungen a Krisengebitter, Här Kartheiser, wéi Dir dat gesot hutt. Mee mir sinn dat do vun Iech gewinnt!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Keng perséinlech Beleidegungen, Här Bausch. Nee, nee, haalt Iech domat zréck!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass déi Diskussioun ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dat steet awer hei am Text!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn Ären Text net virleien, mee ech géif Iech bidden, Här President, derfir ze suergen, datt den Här Bausch keng perséinlech Remarque mécht!

M. François Bausch (déi gréng) | O, Här Kartheiser, Dir ...

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass deen Dialog ofgeschloss an et ass elo den Här Cruchten, deen d'Wuert huet! Här Cruchten, et ass un Iech.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Haut ass de 734. Dag vun engem Krich, bei deem den Här Putin gemengt hat, dass en no dräi Deeg eriwuer wär. Et ass de 734. Dag, wou mer Zeie gi vu Bombardementer op d'Zivillpopulatioun, op Infrastrukturen. De 734. Dag vu Leed a Misär, vun Doud an Zerstéierung. 734 Deeg, an deenen d'Ukrain en heroesche Kampf féiert. An och wann et vläicht fir deen een oder aneren elo ofgedrosche klängt, muss een et ëmmer erëm widderhuelen – et ass wichteg, et ëmmer erëm ze widderhuelen –: D'Ukrain kämpft och fir eis Wäert mat, an och e Stéckelche fir eis Fräiheet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dem ukrainesche Vollek bleift dobäi kaum eng Nidderträchtegkeet erspuert: Ziviliste gi bombardéiert, fir se ze demoraliséieren, Kanner gi verschleeft an aus hire Famillje gerappt, Prisonéier gi gefoltert an ëmbruecht. An ech kéint déi Lëscht hei weiderféieren.

An ech hunn elo gesot: „734 Deeg“, well mer am Westen dervu schwätzen, dass mer dee Krich elo zwee Joer nokucken – mee dat stëmmt net. Dee Krich, dee leeft ewell vill méi laang. Deen huet ugefaange mat der Annexioun vun der Krim.

A wann ech mengem Virriedner elo nogelauschert hunn, da muss ech awer soen, dass dat net richtig ass, wat e gesot huet. En huet jo hei tëschent den Zeile wëlle soen, dass eigentlech mir, de Westen, mat Schold un deem Krich wäeren, well mer Diskussiounen gefouert hätten iwwer eng NATO-Osterweiderung. An dat stëmmt net, well ... A souguer, wann dat dem Här Putin säin Zil gewiescht wär, da muss ech soen: „Ma PDG: Pech, domm gaangen!“ Well dat, wat en erreicht huet, dat ass, dass zwee nei Memberen an d'NATO agefuerde sinn: Schweden a Finnland.

Mir sinn net Schold un deem Krich, mee mir mussen eis awer gefale loosse, ze laang nogekuckt ze hunn. Mir hunn nogekuckt, wéi d'Krim besat gouf. Mir hunn nogekuckt, wéi den Donbass besat gouf. Mir hunn nogekuckt, wéi e Groussdeel vu Georgie besat gouf an haut nach ëmmer besat ass. Mir hunn deemools Warnungen ignoréiert. Mir waren an eiser Confortzon. Eis Passivitéit huet eigentlech den Här Putin a säi Regimm ermontert, fir dee Krich hei esou richtig lasszetrëppelen!

D'EU huet awer elo reagiert: 13 Sanktiounspäck sinn decidéiert ginn, a mir gi militäreschen humanitär Hëllef. An dat ass wichteg! Well den Ament d'USA geläimt sinn duerch Innepolitik, ass et wichteg, dass Europa zu sengen Engagementen steet an e staarkt Zeeche setzt als Alliéierte vun der Ukrain.

A mir mussen eng Léier doraus zéien! Mir mussen doraus léieren, dass net méi onbedéngt dee bedéngungslose Verlooss ass op eis traditionell Alliéiert vu gëschter. Mee mir mussen draus léieren, dass Europa fir seng eege Sécherheet muss suergen a sech seng eege Moyene muss ginn, fir d'Sécherheet ze assuréieren.

Den Här Premierminister ass net méi hei. En hat vir-drin op zwou Froe geäntwert. Ech hätt him gare gesot, dass mer dës Legislaturperiod nach déi eng oder aner Kéier wäerte matenee streiden – am gudde Sënn vum Wuert! Mir wäerten eis warscheinlech bei ville Saachen net eens sinn, an deen een wäert déi eng Propos an deen aneren déi aner Argumenter bréngen am Austausch iwwert d'Problemer vu Lëtzebuerg a vun den Awunner aus eisem Land. Mee bei eppes wäerte mer net streiden: Dat ass bei eiser Ënnerstëtzung an eiser Hëllef fir d'Ukrain! An dofir begreisse mer déi Zousoen, déi gemaach goufen, dass zousätzlech humanitär a Militärhëllef fir d'Ukrain wäert kommen, och vu Lëtzebuerg Säit.

A kommt, mir loosse eis och elo net an d'Ier féiere vun deene falsche Friddensapostelen, déi elo Verhandlung fuerderen! Well, an deem Moment Verhandlungen ze fuerderen, dat heescht näischt anescht, wéi vun der Ukrain ze verlaangen, dass se soll kapituléieren – an dat däerfe mer net maachen!

Dat kënnt hier vun de Fake News a vun der russescher Propaganda. Dat ass de Radio Moskau, deen hei leeft. An deem solle mer net nolauschteren! Well d'Sanktiounen, och wann eis de Contraire wëll bewise ginn, déi wierken: Russesch Gelder goufen agefuer, Yachten an Haiser goufen confiscéiert oder saiséiert, den Handel mat Europa ass zesummegebrach. Mamme vun doudegen Zaldote protestéieren a Russland géint de Regimm an den Onmutt an der russescher Populatioun ass méi grouss, wéi mir heiansdo mengen.

Et gëllt dofir, elo d'Ukrain weider ze ënnerstëtze mat allem, wat mer hunn. A mir mussen eis alleguerte bewosst sinn, dass dës Ënnerstëtzung nach wäert laang gebraucht ginn – haut, muer a virun allem och no deem Krich, vun deem mer alleguerten hoffen, dass e ganz geschwënn eriwuer ass.

Zum Schluss wëilt ech eisen ukrainesche Frënn soen: Mir wäerten Iech net am Stach loosse, net mir an och net eng grouss Majoritéit heibannen am Parlament! A mir wäerten déi Resolutioun selbstverständlech matdroen.

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Domat wär ... Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Här Hansen, Dir hutt nach eng Minutt an eng hallef, maximum.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass pour fait personnel. Den Här Bausch huet gesot, ech soll net den Term „Krich“ gebrauchen. Här Bausch, Dir sidd net deen, dee mir seet, wéi eng Wierder ech ka gebrauchen a wéi eng ech net ka gebrauchen!

D'ailleurs stellen ech fest, dass den Här Cruchten grad vum „Krich“ geschwat huet, den Här Clement vun „zéng Joer Krich“ geschwat huet. An dat ass och genau richtig! Et soll een e Krich och e „Krich“ kënnen nennen. Mir kënnen et eng „illegal Aggressioun“ nennen, ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dat hunn ech net gesot!

M. Christophe Hansen (CSV) | ... eng illegal ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dir hätt sollen nolauschteren, dann hätt ...

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, Här Bausch, dann hätt Der dat net solle soen!

M. François Bausch (déi gréng) | Dir hätt sollen nolauschteren, amplaz dass Der Iech echaufféiert hei ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hansen ...

M. Christophe Hansen (CSV) | Dir hutt dat dote gesot, wuertwiertlech! A mer kënnen dat herno am Compte rendu nokucken.

M. Claude Wiseler, Président | Här Hansen, Dir hutt nach 45 Sekonnen, maximum.

M. Christophe Hansen (CSV) | Voilà! Ech ginn Iech awer Recht, Här Bausch, wann Der sot, dass dat, wat den Här Kartheiser seet, complètement iergendwou aus der Loft gegräff ass. Verhandlung sinn zu deem Zäitpunkt net méiglech mat engem Russland, wéi et do ass. Dat ass ganz kloer esou.

Dohanne sinn Honnerttausende Leit ofgemetzelt ginn, Kanner verschleeft ginn, Frae vergewaltegt ginn. Wie géif da soen, wann dat doten halleft Land

scho gefriess ginn ass, et kéint nach iergendeppes Verhandlung sinn?! Verhandlungen, deen eenzege, deen dat am Grapp huet, dat ass den Här Putin selwer. An d'Konditioun dofir ass, dass e seng Truppen integral aus dem ganzen Territoire zrëckzitt, Här Kartheiser!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass ofgeschloss.

Da géife mer elo zum Vott vun der Resolutioun kommen. Ech ginn dovunner aus, dass kee Vote par main levée hei méiglech ass. Also komme mer zum Vote électronique. An ech ginn dovunner aus, dass d'Regierung d'Wuert net freet. Ech ginn och elo dovunner aus, dass Der Iech alleguer agelogg hutt, well soss kënnt Der net matstëmmen.

Vote sur la résolution

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 52 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. D'Resolutioun ass also mat 52 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen an 2 Enthaltungen ugeholl ginn.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 53 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'une commission d'enquête sur les circonstances exactes de la mort d'Alexei Navalny

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 14 de ce compte rendu)

Da komme mer zur nächster Resolutioun iwwert den Doud vum Här Alexej Nawalny. An och do huet de Gusty Graas d'Wuert, fir seng Motioun virzestellen.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Wann et mer erlaabt ass, vläicht awer ee Saz nach ze soen iwwer d'Interventioun vum Här Kartheiser, vu dass mäin Numm jo och do gefall ass. Ech muss soen, Här Kartheiser, Är Interventioun huet mech schockéiert!

Dir hutt de Mëtten hei Partei ergraff. Dat ass Äert gutt Recht, mee Partei fir dee Falschen hutt Der ergraff. Dir hutt am Fong geholl zougelooss, datt hei d'Souveränitéit vun engem Vollek u sech net méi brauch respektéiert ze ginn. Dir hutt u sech hei dem Här Putin d'Offer gemaach, fir Friddensverhandlungen ze féieren. Dir stellt Iech ëmmer als Friddenspartei duer, wéi wa mir alleguer, déi aner, keng Friddensstëfter wieren. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. An dowéinst muss ech mech wierklech a mengem perséinlechen Numm, an – ech ginn dervun aus – am Numm vu ganz villen heibannen, distanzéiere vun deem, wat Dir de Mëtten hei gesot hutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), auteur | Dat geet net! Dat geet einfach net. Ech mengen, et ass Är Meenung. Dir kënnst déi hei natierlech ëffentlech manifestéieren, mee dat ass just de Wee, dee mer net solle goen! Wa mer gär hätten, datt de Fridden an Zukunft an Europa, an doriwwer eraus, soll net garantéiert sinn, da solle mer dee Wee goen, deem Dir elo hei proposéiert hutt. Souvill zu Ärer Interventioun.

Ech kommen dann awer zrëck zu der Resolutioun, zu där anerer hei. Do geet et ëm den Doud vun dem Här Alexej Nawalny de 16. Februar 2024. Ech mengen, och dat ass e grave Moment gewiescht fir déi rechtsstaatlech denkend a fräiheetlech denkend Gesellschaft. An den Här Nawalny, dee während Joren u sech d'Symbol vun der Oppositioun a Russland war, huet säi Liewen elo leider misse loossen, mee en huet awer ganz villen hannerlooss. An dat solle mer och haut hei éieren.

Mir sinn et gewinnt, dat ass net nei, datt an der Federatioun vu Russland mat ville Mëttele versicht gëtt, d'Oppositioun ëmmer klengzehalen, datt do d'Méiglechkeet, sech fräi ze äusseren, natierlech net besteet an och an Zukunft mat Sécherheet net wäert bestoen. Et ass dowéinst, wéi gesot, e Moment, deem eis awer soll zum Nodenken ureegen: Wat ass d'Rechtsstaatlechkeet wäert? Wat sinn d'Valeuren, déi mir grad an deem Parlament an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun, an der westlecher Welt vertrieeden? Wat sinn déi wäert? An dowéinst war et am Fong geholl och d'Initiativ vun der Majoritéit, fir des Resolutioun ze ënnerbreeden, fir nach eng Kéier un dat Wierken, un dat Handelen, un d'Aktivitéit vum Här Nawalny ze erënneren, deem de Courage hat, sech während Jore géint e Regime ze opposéieren, mam Resultat, wat mer all kennen.

Dowéinst si mer der Meenung, datt een net kann dat einfach esou akzeptéieren, datt do musse Konsequenze gezu ginn. Mir denken an éischter Linn drun, fir eng Commission d'enquête anzusetzen, natierlech um internationalen Niveau. Wéi dat konkret soll ausginn, mengen ech, dat muss een herno an enger zweeter Phas duerchdiskutéieren. Dat kann iwwert den internationale Gerichtshaff geschéien.

Mir condemnéieren natierlech och ganz kloer déi Konditiounen, ënnert deene Prisonéier a Russland gehale ginn, besonnesch och, wéi den Här Nawalny gehale ginn ass. Dann awer och déi Manéier, wéi de russesche Regime géint d'Oppositioun virgeet, an iwwerhaupt, wéi all Atteinte, déi a Russland awer och besteet – a glécklecherweis –, fir u sech awer e Minimum u Fräiheitsgedanken an deem System anzubringen, vu viretan natierlech ëmmer vum Regime, wéi gesot, ofgewise gëtt an och bekämpft gëtt.

An da wéilt ech awer och ofschléissend hei soen, datt et fir eis ganz wichteg ass, an dat geet souguer vläicht iwwert d'Grenze vu Russland eraus, datt mer all déi Prisonéier – politesch Prisonéier, all déi Journalisten,

déi sech fir Rechtsstaatlechkeet asetzen, déi sech fir Meenungsfräiheet asetzen, wat nu wierklech déi Valeur sinn, déi mir an eise Parlament vertrieeden, déi mir iwwert d'Europäesch Unioun vertrieeden –, datt déi awer och an anere Länner solle garantéiert sinn (veuillez lire: datt d'Valeur vun all deene Prisonéier – politesch Prisonéier, all deene Journalisten, déi sech fir Rechtsstaatlechkeet asetzen, déi sech fir Meenungsfräiheet asetzen, wat nu wierklech déi Valeur sinn, déi mir an eise Parlament vertrieeden, déi mir iwwert d'Europäesch Unioun vertrieeden –, awer och an anere Länner solle garantéiert sinn).

Dowéinst: An deem Sënn leeën ech och des Resolutioun vir, datt d'Lëtzeburger Chamber sech ganz kloer fir déi Wäerter asetzt! Ech soen och deene Leit Merci, déi déi hei ënnerschriften hunn. Déi Leit, déi net hir Ënnerschrift drënner gesat hunn, ... Dat respektéieren ech, jiddwerengem seng Meenung. Si kënnen sech och duerno dozou äusseren. Mee ech hoffen trotzdeem, datt och des Resolutioun mat enger maximal grousser Ënnerstëtzung wäert zrëckbehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Hu mer zu deser Resolutioun Wuertmeldungen? Den Här Kartheiser, den Här Wagner, den Här Clement, den Här Bausch an den Här Cruchten. Här Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools Merci, well ech wollt nach vläicht e Wuert soen, ier ech heirobber aginn, iwwert de grénge Walprogramm.

(Hilarité)

Ech wollt just eise grénge Kolleegen, déi hire Walprogramm anscheinend net esou genee kennen, d'Säit 27 vun hirem ...

M. François Bausch (déi gréng) | Lauschtert lo mol no!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech kennen en! Ech liesen en.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech weess, wat Der lo wëllt virlesen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Majo, ech soen Iech et och. Déi Leit, déi eis nolauschten, wëssen dat dann och. Dat war de Walprogramm 2019: „Rüstungsexporte in Kriegs- und Krisengebiete müssen gestoppt werden.“ Säit 27, zweetleschte Paragraf ënnen.

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! An dat also zu deem, wat Der virdu gesot hutt.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech wëll och dem Här Graas äntweren. Ech appreciéieren dem Här Graas säin Engagement a säin Idealismus. An ech weess, datt en dat ganz eescht mengt, wann en hei Reproch formuléiert.

Ech wëll em soen, datt mer déi Suerg ëm déi ukrainesch Souveränitéit deelen! Et ass eebe just esou, datt mir realistesch sinn a gesinn, datt déi all Dag e Stéck verschwënnt. An ech gesinn net, wéi och an deem Text steet, deem Dir eis virdu proposéiert hutt, datt Russland géif elo akzeptéieren, sech ganz zrëckzeziehen. Dat ass illusoresch, a mir si Realisten.

Wa mer wëllen d'Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren, da musse mer verhandelen. Well wa mer et net maachen, da verweisen ech Iech op

verschidden Tweeten an anerer, déi vun héije russeschen Autoritéite sou publizéiert ginn. Do kënnst Der da liesen, zu wat dat ka féieren, wa mer dat net maachen. Dat ass net eise Wee. Och mir wëllen, datt dat international Recht respektéiert gëtt an datt mer d'Souveränitéit vun der Ukrain kënnen sou wäit wéi méiglech preservéieren, mee mir maachen dat op eng realistesch Manéier. An ech mengen, datt alles anescht einfach zu näischt féiert.

Dir hutt eis deen Text vum Här Nawalny hei virgeluecht. Mir maache keng Politik mat dem Undenke vum Här Nawalny. Dofir wäerte mer dat hei och matstëmmen. Den Här Nawalny war eng wichteg Perséinlechkeet a Russland an op der Welt. En ass unerkannt gi fir seng Lutte géint d'Korruptioun. Ech hunn déi Filmer och gekuckt. Ech muss soen: Ech war ëmmer beandrockt drun deem, wat e gemaach huet. E war a senger Politik och dacks ëmstridden – Dir wësst dat. Ech mengen, mir brauchen elo net dorunner ze erënneren.

Den Här Nawalny ass leider an engem fréien Alter gestuerwen. En ass allerdéngs gestuerwen, sécher geschwächt duerch déi dacks onmenschlech Zoustänn, déi an deene Prisonge sinn, mee awer warscheinlech iwwer en natierlechen Doud. Dat ass weinstens dat, wat de Chef vum militäreschen Geheimdéngscht vun der Ukrain seet. Deen ass jo net verdächtig, e Putin-Unhänger ze sinn. An de Generol Budanov, seet, „I may disappoint you, but as far as we know, he indeed died as a result of a blood clot. This wasn't sourced from the internet, but, unfortunately,“ seet den Här Budanov, „natural causes.“ Dat ass also dat, wat den Äerzfeind vu Russland seet. An domadder, mengen ech, ass dat awer e bëssen ënnermauert.

(Interruption par M. François Bausch)

Et ass wéi gesot, ... Jo, en ass doudsécher och geschwächt gewiescht duerch déi Haftbedéngungen. Do si mer eis eens, jo. Mee en ass awer net absichtlech ëmbruecht ginn.

(Interruptions et brouhaha)

Nee.

M. Yves Cruchten (LSAP) | En ass vergëft ginn!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, mee dat ass jo ...

Une voix | E gouf vergëft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech weess net, ... Wësst Dir, wat den Ënnerschied ass zwëschen engem Assassinat, engem Meurtre oder enger Mort naturelle? An dat ass geschwächt ginn. A mir kritiséieren déi Haftbedéngungen, déi a Russland sinn! An dat ass och deen nächste Punkt, deem ech wollt opwerfen.

(Interruption par M. François Bausch)

Här Bausch, frot Iech d'Wuert, wann Der eng Fro hutt.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass mindestens Homicide volontaire.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass nämlech esou, datt mer och géife mengen, datt mer sollten déi Fro vum Strofvollzuch a Russland, well deem ass an eisen Aen net ..., deem entsprécht absolut net deene Standards, déi ee kann erwaarden an eiser moderner Welt. An dat si Saachen, déi een och sollt u paneuropäesch Institutionen erundroen, wéi zum Beispill den ODIHR am Kader vun der OSZE.

Et ass an deem Sënn bedauerlech, datt Russland sech aus dem Europarat zrëckgezunn huet, well do kéint een et och am Kader vum Europäeschen Gerichtshaff fir Mänscherechter uschwätzen, wat eeben elo net méi méiglech ass, wat sécher bedauerlech ass.

Mee, ech mengen, mir sollten och kucken, fir esou Froe géintiwwer dem ODIHR oder aneren Instanzen, déi sech kënnen mat juristeschen ... oder dem Strof-vollzuch an der Justiz vun engem Land, vun engem Memberstaat vun der OSZE befaassen, datt mer dat och do kënnen virbréngen. Well ech mengen, datt mer domadder villen anere Leit, déi an enger änlecher Situatioun sinn, awer kéinten e Gefale maachen, fir hir Situatioun vläicht ze verbesseren.

Dat gesot, wäerte mir dat als ADR matstëmmen, och am Udenke vum Här Nawalny, wou mer alleguer der Meenung sinn, datt en eis leider op eng ganz schlëmm Manéier vill ze fréi verlooss huet. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir hunn dës Resolutioun zwar net matënnerschriwwen, mee mir wäerte se matstëmmen. Et geet éischer em eng Fro vu Formulatioun. Wann een eppes matënnerschreift, ass een u sech e bësse mat Auteur.

Wann d'Resolutioun dovunner schwätzt, datt den Här Nawalny och de gréissten Opponent war vum Regimm vum Här Putin: Dat ass vläicht wouer, och vu westlecher Siicht. Mee de Problem ass: A Russland gëtt et vill, vill, vill Opponenten, deenen et ganz schlecht geet. Zemoos als Lénken däreif een dat och ni vergiessen.

Et ass net evident, e Lénken ze sinn a Russland. Dat ka Prisong bedeuten, Strofkolonie oder och den Doud, genausou wéi beim Här Nawalny. Während Jore souz den Här Sergej Udaltsov, President vun der Lénksfront, mat där ech a villen Hisiichte guer net averstane sinn, och ganz laang am Prisong. Et ass manner Pub fir dee gemaach ginn. En ass glécklecherweis erauskomm, an och lieweg. Ech war och net ganz mat deem ëmmer averstan – mam Här Nawalny och net!

Et soll een net schlecht iwwer Doudeger schwätzen. En hat en erratesche Parcours, dee vläicht typesch russesch ass: vum Wirtschaftsliberalismus zum Nationalismus, voire zum Rassismus och natierlech. An duerno ass hien erëm méi an d'Mëtt geréckelt an esou weider. Dat alles justifizéiert net, wat him geschitt ass.

Et gesäit ee jo reegelméisseg, wat engem Opponent a Russland geschitt. Dat kann ee kengem wënschen. An dofir wäerte mer och dës Resolutioun matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, Léif Kolléeginnen a Kolléegen, et mécht mech e bësse bedenklech, wat ech elo an där éischer Interventioun op déi Resolutioun heibannen héieren hunn. Dat gëtt mer e bësse d'Gefill, wéi wann déi nämmleche Partei och der Meenung war, datt all déi Leit, déi a Russland aus de Fënstere fälen, och un enger Mort natierlecher gestuerwe wäeren, ...

(Interruption)

... wat vläicht net falsch ass, wann een et kuckt, mee se si sécherlech och net ganz fräiwëlleg aus där Fënster gefall.

Also, dat gesot, hunn ech seelen heibannen esou eng Propaganda aus dem Kreml héiere wéi haut de Mëtten. Ech mengen, datt sech hei eng Partei, an eng eenzeg Partei heibannen, nach zum Satellitt vun RT a Sputnik wëll maachen, an ech weess net, wat

se domadder bezwecke wëllen. Mee ech fannen op alle Fall, datt et wierklech en Aarmut heibannen ass! An Dir kënnt do sou vill réffelen, wéi Der wëllt, et ass wierklech ..., et ass un Iech adresséiert. Dir wësst schon, dass Der gemengt sidd. Ech wäert do lo net nach weider drop agoen.

Den Här Nawalny war net ëmmer e Gudden. Den Här Nawalny huet sécherlech och Saache gesot, gemaach, déi net menger Meenung entspriechen, net menger politescher Blutgrupp entspriechen, an et ass och sécherlech net ëmmer alles, wat en Oppositionellen, dee verfollegt gëtt, an engem anere Land mécht esou, datt mer dat ëmmer gutt fannen!

Et ass awer als Demokraten eis Pflicht, eis derfir anzusetzen, datt et Opposition a Länner nach ka ginn! A genau dowéinst ass et esou bedenklech, datt hei eng Persoun, där hiren eenzege Crime an hirem Land u sech war, géint e Möchtegern-Emperor ze sinn, dofir an de Prisong koom a mat 47 Joer dann anscheinend un enger Mort natierlecher soll gestuerwe sinn, déi natierlech, an dat muss een heibanne ganz kloer soen, doru liiert war, datt se um Polarkrees agespaart war, an engem Lager, wou d'Konditiounen méi schlëmm si wéi alles, wat mir eis hei kënnen virstellen, well au contraire zu deem, wat virdrun hei ugeklongen ass, war dat net e Prisong, wou einfach keng Tëlee war: Dat war en Aarbechtslager um Polarkrees, ënnert deene prekärsten a penibelste Bedéngungen. Esou mat Oppositionellen ëmzegoe weist, datt Russland d'Demokratie net héichhält!

Dat heescht, wann Der Russland esou gutt fannt, kënnt Der jo dohinner goen, well ech mengen, datt Der do keng Oppositionspolitik kéint maachen, well et géif Iech ergoe wéi dem Nawalny. A genau dowéinst ass et wichteg, datt mir eis hei zu Lëtzebuerg weiderhi fir den Erhalt vun der Demokratie asetzen an domadder och dem Gedenke vum Alexej Nawalny. Mir stëmmen dat heite mat.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll da soen – leider muss ech dat nach eng Kéier, well den Här Kartheiser jo Spezialist ass, wann en eppes zitëiert, dat dann ëmmer erëm falsch ze zitëieren: En huet nämlech nëmmen ee Saz zitëiert aus dem Programm vun 2019. Et steet awer och nach ee Saz virdrun, do steet nämlech, datt „Missionen auch parlamentarisch“ – also militäresch Missionen – „durch das Europäische Parlament kontrolliert und regelmäßig evaluiert werden“. An dat, wat ënnendrénger steet, dat sinn natierlech Rüstungsexporter, déi eeben net parlamentaresch kontrolléiert sinn a wou et keng Missiounen gëtt. Selbstverständlech si mer do dergéint an do si mer och nach haut dergéint. Eis Meenung huet do guer net geännert.

Här President, zu där Resolutioun hei: Et geet guer net eleng em den Numm Nawalny, et geet och net em eng eenzel Persoun. Et geet einfach drëms, datt den Här Nawalny symbolesch eigentlech steet fir dat, wat an deem Land passéiert. Wann Der e Beweis gebraucht hutt, fir ze weisen, wat et heescht ..., wann een diskutéiert doriwwer, datt ee mam Här Putin, mat deem Regimm do muss verhandelen, da gesäit een am beschten um Beispill dovun, wat dem Här Nawalny passéiert ass, zu wat dat féiert. Da gëtt ee fir d'éischt emol vergëft, duerfir säi kriteschen Zustand oder säi schlechte gesondheetlechen Zoustand. Dee koom jo net vun ongeféier: E war vergëft ginn. En ass just gerett ginn am Westen zu Hamburg (veuillez lire: Berlin) deemools, vun Dokterinnen, soss war en

do schonn em d'Liewe komm. Do war et kloer e Mord vun deem Regimm.

En huet duerno de Courage gehat, awer zréckzegoen a säi Land, fir ze versichen, op eng demokratesch Aart a Weis Oppositionen ze maachen. An dann ass en direkt, wéi en deen éischte Fouss op de Buedem gesat huet vu sengem Land, an de Prisong gestach ginn. An da muss ee sech jo och emol d'Fro stellen: Firwat ass en dann iwwerhaupt an de Prisong gesat ginn? En huet jo do soi-disant, entre guillemets, Condamnatiounen kritt. Wann ee sech dat uliest, firwat e condamnéiert ginn ass, da stinn engem d'Hoer just zu Bierg, an eigentlech ass et fir mech net nozevollzéien, datt een an iergendengem Sënn hei ka versichen, Entschëllegungen ze siche par rapport zu deem Regimm fir dat, wat do passéiert ass.

Well, wann Der kuckt, wat an deene leschte Jore passéiert ass, wéi vill Leit aus der Fënster gefall sinn, vergëft gi sinn, erschoss gi sinn – elo och rezent nach deen desertéierten Zaldot, dee matzen a Spuenien op der éffentlecher Plaz brutal erschoss gouf, manifestement vun russesche Geheimdëngschts –, do brauche mer guer keen Zweifel drun ze hunn, datt déi dat waren. Da gëtt et fir mech net vill ze diskutéieren. Da muss een einfach just eppes maachen: dat ass, dee Regimm, mat all deem, wat en duerstellt a wéi e funktionéiert, condamnieren an all déi ënnerstëtzen, déi derfir wëlle suergen, datt dee Regimm do endlech zu Fall kënnt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Loosst och mech fir d'éischt emol eppes korrigéieren, wat den Här Kartheiser gesot huet! En huet gesot, dass Russland, d'Russesche Federatioun, de Conseil de l'Europe, den Europarat, verlooss hätt. Dat ass awer net richtig! Richtig ass, dass de 15. März 2022 d'Assemblée parlementaire vun Conseil de l'Europe, déi mer jo gutt kennen, well mer zesummen do Member sinn, eestëmmeg – eestëmmeg! – en Avis ugehol huet, fir den Ausschluss vun der Russescher Federatioun ze verlaangen, an dass de 16. März de Comité des ministres vun Conseil de l'Europe déi Decisioun ëmgesat huet an d'Exklusivatioun vun der Russescher Federatioun aus dem Conseil de l'Europe no 26 Joer Memberschaft beschloss huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee ech hat virdu gesot, dass et ..., mir schwätzen hei vum 734. Dag Krich fir d'Ukrain, mee et ass och de 734. Dag Krich fir Russland. A mir mierken ëmmer méi: De Regimm huet Angscht. Déi eng falen aus der Fënster, déi aner hunn en Accident bei der Juegd. Am Ëmfeld vum President Putin ass kee Mënsch méi sécher. Mee net nëmmen a sengem Ëmfeld! Virun allem och Journalisten, déi politesch Oppositionen sinn onsécher. De Boris Nemzov gouf ëmbruecht – haut ass den néngte Joresdag vu sengem Doud –, gradewéi d'Madam Politkowskaja an de Vladimir Kara-Murza. Och si sinn ëmbruecht ginn (ndlr: M. Yves Cruchten rectificiera ultérieurement cette déclaration). An eeben elo och den Alexej Nawalny, iwwert dee mer hei an där Resolutioun schwätzen.

Dofir ass et fir mech wichteg, dass, wa mer haut den Doud vum Alexej Nawalny bekloen a verurteen, mer domadder och un all déi aner denken, déi fir hir Iwwerzeegungen a Russland antrieden a fir hir Iwwerzeegungen hiert Liewen hu misse loossen. Nieft all deenen, déi op tragesch Aart a Weis ëmkommen, sinn aner, déi agespaart ginn, zu Honnerten, zu Dausenden. Déi eng just, well se vläicht Blummen néiergeluecht hunn, fir un den Här Nawalny ze

erënnere, anerer, wéi op den Dag haut den Oleg Orlow, Matbegrenner vun der ONG Memorial, mat där eng Partie vun eis an der Vergaangenheet vill zesummegeschafft huet, ginn ënner fadenscheinigen Argumenter an de Prisong agespaart, an dat fir Joren.

Eng Meuterei am Militär ass nach eng Kéier esou just gutt ausgaangen. Mee wie seet eis dann, dass dat déi nächst Kéier net kéint aneschtens ausgoen? Dofir, jo, de Regimm vun Wladimir Putin huet Angscht an e beweist eigentlech mat all deene schrecklechen Doten do der ganzer Welt, awer och sengen eegene Leit, dass en en Onrechtsstaat ass an dass em net ze trauen ass. An dofir wäerte mir dës Resolutioun selbsterständlech matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann geet d'Wuert un den Här Hansen.

Une voix | Très bien!

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här Präsident. Ech mengen, d'Evenementer ëm den Doud vun Nawalny sinn dramatesch. Et ass net déi éischt Attacke, déi et op säi Liewe gouf. Et gouf och schonn Attacke mam Nowitschok. Dat ass, mengen ech, Iech allequerten en Term. An notament ass dovunner och eng vun de Konsequenze vun de Symptomer d'Koagulatioun an d'Verstoppe vun de Longen.

Här Kartheiser, wann Dir besser Bescheed wësst wéi déi aner, dat ass natierlech schéi fir Iech, mee ech mengen, mir sollten eis net erlabe ze jugéieren, u wat den Här Nawalny gestuerwen ass.

Den Här Nawalny war eng Persoun, déi de Sacharow-Präis vun Europäesche Parlament krut, well et eng Figur war, déi Symbolik hat fir eng Resistenz, eng Resistenz, déi schikanéiert gouf, eng Resistenz, déi an de Prisong gesat gouf, eng Resistenz, déi brutal futti gemaach gëtt. An den Här Nawalny ass, trotz all deenen Aggressiounen, déi en a sengem Liewe kannt huet – an ech mengen, dat ass dat Wichtigst, dat mer mussen haut hei bedenken –, eng Symbolfigur. Et ass un eis, déi Symbolfigur och dignement ze honoréieren. An dofir kann d'CSV déi heite Resolutioun och ganz kloer ënnerstëtzen.

Et hätt een nach viles méi kënne soen. Et hätt een e ganz Buch kënne schreiwen iwwert den Här Nawalny a seng Resistenz a säi Courage virun allem, an dee Courage ass eppes, wat dramatesch dohannen ënnermauert gëtt. An ech mengen, mir missten och heiansdo e bësse méi Courage hunn. Dofir si mer als CSV honnertprozenteg en ligne mat dëser Resolutioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Här Cruchten mech nach gefrot, fir eng kuerz Rektifikatioun ze maachen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci. Ech hu mer virdrun erlaabt, den Här Kartheiser ze korrigéieren. Ech muss mech awer elo selwer och korrigéieren. Ech hunn nämlech fälschlecherweis den Här Kara-Mursa och scho fir dout erkläert. Deen Här ass awer am Prisong. Ech hunn e bei deene Falschen opgezielt, mee selbsterständlech sinn do ganz vill Leit, déi a Russland ënner ganz schlechte Konditiounen als politesch Prisonéier gëllen. An un déi solle mer haut och denken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir déi Rektifikatioun. Ech ginn net dovunner aus, dass d'Regierung wëllt heizou Stellung huelen. Da géif ech proposéieren, ...

(Brouhaha)

Da géif ech proposéieren, dass mer iwwert dës Resolutioun ofstëmme. Wann ech richteg verstanen hunn, kënne mer se à main levée ofstëmme. Ass dat esou?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien ass also fir dës Resolutioun? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Merci.

Dann d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

10.8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour an dat ass de Projet de loi 8348 iwwert d'Hëllef fir Betriber. Nee, pardon. Dat ass de Projet 8229 iwwert d'Bereetstellung vu radioelektrische Geräter um Maart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, alleguer d'Fraktiounen hu fënnf Minutten an alleguer d'Sensibilitäten och, an duerno huet d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif alleguer, d'Dränglechkeet, ze handeln a géint de Klimawandel virzegoen, bleift eng vun de grouse gesellschaftleche Responsabilitäten vun eiser Zäit. Méi wéi jeemools virdrun ass et wichtig, déi digital an déi gréng Transitioun virun unzedreiw an ons Welt, an domat och ons Zukunft, nohalte ze schützen.

Fir dëst ze fërderen, huet d'Europäesch Unioun mam European Green Deal en éischte Pak u Moosname presentéiert, fir dëst Zil ze erreechen. Eng vun de Mesürene ass an deem Kader beispillsweis, d'Kreeslafwirtschaft auszebauen an d'Nohaltegekeet ze fërderen. An deem Sënn gouf 2022 eng Direktiv deposéiert, déi eng Eenheetlechkeet beim Dispositif de charge, also den Opluedkabelen, vun enge sëllegen elektroneschen Apparater um europäesche Marché virschreift.

De Projet de loi, deen ech elo virstellen, betrëfft d'Transpositioun vun dëser Direktiv um nationalen Niveau. Bis haut haten d'Produzente vu mobillen Apparater de Choix, ze bestëmmen, mat wat fir engem System hir Produite solle kënne opgeluede ginn. Dëst huet derzou gefouert, dass et haut eng grouss Unzuel vu verschiddeenen Uschlëss um Marché gëtt. Zousätzlech dozou ass de Marché och fragmentéiert, well verschidde Produzente fir hir Produiten hauseege Systemer fir opzeluede kreéiert hunn, fir eebe just d'Konkurrenz ze limitéieren.

Dës Hellewull u verschiddeenen Kabelen, Adapteren an Apparater huet oft och vill Nodeeler fir de Verbraucher: Mat all neiem Apparat, dee kaf gëtt, fëllt sech doheem och de Kabeltirang. Wann ee sech

ënnerteneen hëllef wëll, ass oft net dee richteg Kabel derbäi, an déi Outilen, déi net méi gebraucht ginn, suergen natierlech fir elektroneschen Offall, dee sech mat de Joren accumuliert.

Alles dat soll sech duerch d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv änneren, déi den universelle Chargeur vum Typ USB-C fir eng grouss Unzuel vun den elektroneschen Apparater virschreift, wéi zum Beispill Tastaturen, Kopfhörer, Handyen, Tabletten oder och Laptops. Dës Mesüre wäerten deemno de Marché vun de Chargeuren harmoniséieren, wouduerch den elektroneschen Offall ka limitéiert an d'Ëmwelt nohalte geschützt ginn.

D'Interoperabilität tëschent de Geräter bréngt also eng Rëtsch Virdeeler mat sech: méi Confort fir de Verbraucher, manner Ausgabe beim Akaf a manner elektroneschen Offall, sougenannten „Elektroschrott“, dee souwuel schiedlech fir d'Ëmwelt, awer och déi mënschlech Gesondheet ass.

Dës Gesetzezprojet erlaabt et dem Verbraucher awer och, déi verschiddeenen elektroneschen Apparater ouni de Chargeur ze kafen. Duerch d'Transpositioun vun der Direktiv muss souwuel säitens de Produzente beim Import wéi och bei den Distributeuren kloer Indicationen op der Verpackung vun de Produite sinn, déi ugin, ob e Chargeur matgelievert gëtt oder net.

De Gros vun de Dispositiounen vum Gesetzezprojet trieden den 28. Dezember dëst Joer a Kraaft, fir d'Lap-toppe gëllt déi nei Regelung ab dem 28. Abrëll 2026.

Här President, léif alleguer, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzezprojet dräi Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis de 5. Dezember 2023 eraginn. Vun hinne gouf et keng Oppositioun, mee just eng kleng technesch Reformulatioun. Dës ass an den Amendementer vum Text mat agefloss an am Avis complémentaire vum Staatsrot och guttgeheescht ginn.

D'Chambre de Commerce huet virun allem d'Interoperabilität vun de Chargeuren begréisst an ënnersträicht, dass dës Gesetzezprojet net nëmme e positiven Impakt op d'Natur an d'Verbraucher wäert hunn, mee och d'Innovatioun an d'Konkurrenz um Marché wäert fërderen.

D'Chambre de Commerce hat allerdéngs Bedenken, wat d'Verpflichtung vun de Produzenten, den Importateuren an d'Distributeuren ugeet, fir unzeginn, ob e Produit beim Verkaf de respektive Kabel beinhalt. Dëst géif nämlech hinnen no eng zousätzlech Charge fir den Distributeur duerstellen.

Och hätt sech d'Chambre de Commerce gewënscht, dass prezisiéiert géif, dass d'Distributeuren trotzdeem d'Recht hätten, hir Produiten, wou e Chargeur mat derbäi ass, weider ze verkafen am Fall, wou déi ouni Chargeuren temporairement net disponibel wäeren.

D'Chambre de Métiers hat weider keng Observatiounen zum Gesetzezprojet. Si ënnerstëtzen den Text a betounen, dass dës d'Empreinte environnementale vum Numerique wäert reduzéieren an d'Liewe vun de Verbraucher an den Handwerker wäert vereinfachen.

Fir weider Detailler zum Fong an och den Avisen verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech géif heimadder och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Hartmann villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndlechen Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwen Riednerin, dat ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci der Rapporterin. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e Gesetzesprojekt am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an e Beispill, wou méi Europa gutt an néideg ass, well mir sinn alleguer frou, e bësse manner Kabelsalat doheem mussen ze hunn, mee a bei engem neie mobile Smartapparat nach deem ale Stécker benotzen ze kënnen, amplaz datt den Hiersteller eng aner Zort vun net méi kompatibelen Ladestecker imposéiert.

D'Direktiv huet hei zwar kleng, awer sënnavoll ugefaangen an näischt verhënnert jo, an Zukunft méi wäit ze goe bei gemeinsame Standarder vu Kabelen a Kompanie. Mat deem Text fir d'Obligatioun vun engem universalen USB-Ladestecker duerch d'EU gi mir och e Stéck a Richtung manner Gaspillage a Verschwendung, manner Elektroschrott, manner Wegwerfgesellschaft, well och wa Lëtzebuerg a seng Nopeschlänner wäit iwwert de weltwäite 17,5 % vu Recyclage respektiv Asammele vun elektronischen an elektreschen Ekipementen leien, sou leie mer dach awer bei knapps 50 % elei an eise Géigenden, wou also och nach ka méi verhënnert ginn.

Dofir begréisst d'CSV dësen Text an ech ginn och der CSV-Fraktioun hiren Accord derzou. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Dann ass d'Wuert fir den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir dee gudden Rapport. Mir hunn effektiv, wa mer haut reesen, vill Adapteren, vill Kabele mat an eisem Gepäck, fir déi eenzel Apparater opzelueden. Dat ass en zimmlech grouss Kabelsalat, wéi d'Madamm Modert elo och richteg gesot huet. An da lande se iergendzwoosch an enger Këscht, a wann ee se da brauch, da fënnt ee se net méi erëm. An dofir ass dat heiten eng gudd Saach, fir sech hei op vill manner Elektroschrott ze eenegen, vill manner Verschwendung vu Ressourcen an dann natierlech och vill manner Kabelkuddelmuddel. An dofir si mir natierlech fir dës Direktiv a mir wäerten dës Gesetzesprojekt och stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir wäerten och dee Projet de loi do matstëmmen. Mir kennen all dee Kabelchaos an et ass wierklech vill Verschwendung vu Ressourcen. Dofir mengen ech, jo, datt et ganz gudd ass, datt mer do ee Standard imposéieren.

Mir wëllen awer eng kleng Warnung aussprieche géint d'Micromanagement vun der Ekonomik. Mir sollten dat wierklech nëmmen an exceptionnelle Fäll maachen. Mir hu leider oft EU-Direktiven, déi onnéideg sinn an déi extreem zentralistesche sinn an déi och der Ekonomik schueden an och der Innovatioun. Mir denken do un de Verbrennerverbuert zum Beispill.

Do ass et wierklech wichteg: Wann den E-Auto esou extreem gudd ass, da wäert e sech och ganz aleng duerchsetzen. Wa mer mussen e Verbuert maachen, wa mer mussen Subventiounen maachen, dann ass dat dee beschte Beweis, datt en nach net massentauglech ass.

Duerfir, mir begrëssen den heite Projet de loi. An exceptionnelle Fäll ass et wierklech sënnavoll, mee mir mussen oppassen, awer net ze vill Zentralismus ..., an datt dat net ze vill iwwerhand hält.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An dann ass d'Wuert elo fir den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire gudden Schrëftlechen a mëndlechen Rapport a matdeelen, dass mer selbstverständlech fir dës Projet stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang Joren huet dat heite gedauert, fir sech op EU-Niveau endlech eens ze ginn, datt déi Kabelsalat da Geschicht ass. Mee de staarke Lobbying huet dann awer derfir gesuergt, datt dës Mesur eréischt elo kënnt.

(Interruption)

An elo ass et vläicht e bësse spéit, well vill Produzenten setze mëttlerweil éischter op de Wireless Charging, setzen also dorobber, datt d'Luedkabelen ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... ëmmer manner benotzt ginn. An och dann, wann dat heiten elo kënnt, huet zum Beispill e grouss Laptop-, Handy- an Tabletsfournisseur, deem no engem Uebst benannt ass, ugekënnegt, si géifen d'Luede vun den Apparater iwwer net vun hinne certifiéiert Kabelen einfach emol drosselen. Dat heescht, wann een da mat deem neie Standard wëllt lueden, da geet et méi lues, wéi wann een de Kabel keeft, wou dann dat Uebst drop ass. Och do muss ee sech dann d'Fro stellen, ob dat dann nach wierklech am Interêt vun deem heiten Text ass. Dës natierlech just, fir datt d'Leit weider hir Kabele kafen!

Dat ass ze bedauern, well déi 11.000 Tonnen Elektroschrott hätt een éischter kënnen aspueren a virun allem hätt een och kënnen derfir suergen, datt se wierklech agespuert géife ginn. A sollt de Produzent probéieren, dës Reegelen ze ëmgoen, dann hätte mer an eisen Aen och vill méi streng Strofe misse virgesinn, net e kleng Klapp op d'Fanger. Mir hu bei aneren europäeschen Texter gewisen, datt ee ka mat sensibelen Strofen derfir suergen, datt d'Fournisseure sech un d'Gesetz halen.

Mir dierfen net riskéieren, datt et hei nach e weidere Schratt a Richtung Ressourcëverschwendung amplaz Ressourcëschounung geet!

An, Här President, ech komme ganz kuerz nach op dee Lobbying zrëck, deem ech ugeschwat hunn. Mir sinn der Meinung, datt d'EU-Institutiounen sech hei dréngend e méi strenge Kader hätte misse ginn. Net eréischt säit der Katar-Gate-Affär ass kloer, datt de Lobbyismus vis-à-vis vun EU-Beamten a Mandatairen immens zougeholl huet.

Fir den demokrateschen Prozess ze schützen an d'Entscheidung méi transparent ze maachen, bräicht een u sech – a grad bei deem heiten Dossier gesäit een et exzellent! –, datt déi Aktivitéiten méi transparent an oppe sinn. Zum Beispill e „legislative footprint“, wou all Dokument, wat iergendwéi am Kader vun deenen Diskussiounen publizéiert gouf, transmettéiert gouf, och verëffentlecht gëtt, fir datt sech eeben d'Zivilgesellschaft kann e Bild dervu maachen, wien dann hei probéiert huet, déi Standarden ze verwässere respektiv Zäit ze gewannen.

All Bierger muss d'Recht hunn ze verstoen, wéi esou komplexen Texter zustane kommen, well dat heiten ass jo elo dee leschten Akt vun engem ganzen, u sech muss ee bal scho soen Drama. Et huet ugefaange mat ganz gudden Intentiounen an et hält op mat enger Transpositioun, déi a mengem Aen ze wënschen

iwwerreg léisst, well se eebe grad keng Zänn huet, fir sech géint Abusen ze verteidigen.

Dat gesot, ass dat heiten e wichtegen Schratt. E kënnt an eisen Aen awer ze spéit an en ass net konsequent genuch. Nichtsdestotz, och kleng Schrëtt soll ee belounen, an duerfir gi mir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo d'Wuert: den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz faassen: Endlech manner Elektroschrott, endlech méi Interoperabilitéit vun elektreschen Geräter an endlech eng realistesch Chance, datt och ee mir vläicht eng Kéier e Stecker léine kann. Mir stëmmen dat hei mat.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools. A grad dofir ass et gudd – fir dass den Här Baum da keen eidel Handy méi hei huet –, dass mer dann a ganz Europa kënnen een eenzegen Handykabel hunn. Dofir ass et wichteg, dass déi Direktiv hei ëmgesat gëtt.

Ech mengen, et ass schonn ugeschwat ginn: Mat där Direktiv kann een an engem Joer ronn 11.000 Tonne Knascht verhënneren! Ech wëll op dës Plaz, ech hat et bal vergiess, dem Här Weidig awer nach felicitéieren fir den Tour, deem e vum Auto op de Chargeur gemaach krut. Also, dat ass ganz gudd, mee hei gesäit een, ...

(Interruption)

... wéi wichteg Europa ass, datt mer et fäerdegrëngen, 11.000 Tonnen Elektroschrott ze verhënneren. An d'nämmlech awer och, datt mer ronn 250 Millioune annuell aspuere fir d'Leit, déi sech déi Kabele kafen, wou onnëtz Sue verbëtzt gi si fir näischt.

Et gesäit een also, dass mer hei op där enger Säit Stroum kréie fir den Här Baum, an där anerer Säit fir d'Ëmwelt eppes maachen an en plus och nach eppes fir de Portmonni maachen. Do gesäit een, dass Europa awer wichteg ass an dass et wichteg ass, dass déi Direktiv hei esou kann ëmgesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Minister villmools Merci. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8229. Den Text steet am Document parlementaire 8229^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8229 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An da Fin du vote.

D'Resultat ass: Jo-Stëmmen: 60. Domat ass de Projet de loi da mat 60 Stëmmen géint keng Enthaltung a keng Géigestëmm ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel

Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas (par Mme Carole Hartmann), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Paulette Lenert), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Mir kommen elo zum Projet de loi 8348 iwwert d'Hëllef fir Betriber, déi besonnesch vun der Energie-deierecht betraff sinn, déi duerch d'Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain verursaacht ass. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, alleguer d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hu fénnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo huet d'Wuert d'Madamm Rapportrice Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et virdrun ugeschwat: Déi russesch Invasioun an der Ukrain ass viru ronn zwee Joer ugaangen. Eng vun de gréissere Konsequenze vun dësem tragesche Krich ass d'Energiekris an Europa, déi d'Stéit, awer och eis Betriber ganz staark getraff huet.

D'Europäesch Kommissioun huet 2022 den Encadrement temporaire de crise et de transition lancéiert. D'Zil heivunner ass, d'Ekonomie an déi gréng Transitioun ze ënnerstëtzen.

An deem Kader hu mir op nationalem Niveau 2022 Energiemesuren en place gesat, fir d'Entreprises hei am Land ze ënnerstëtzen. Haut bleift d'Entwécklung vun de Präisser um Energiemarché, déi vum geopolitische Kontext ofhänkt, onsécher an och onprevisibel.

Dëse Gesetzesprojet huet also als Zil, de finanziellen Impakt op d'Betriber, ausgeléist duerch d'Schwankunge vun den Energiepräisser, ze limitéieren. Fir ze verhënneren, dass d'Entreprisé mat enger iwwerraschender Hausse vun hire variablen Käschten an doduerch och hiren operationelle Käschte konfrontéiert ginn, wat zu enger Perte vun der Kompetitivitéit féiert, mussen mir se och weiderhin ënnerstëtzen.

Eng grouss Unzuel vu Lëtzebuurger Entreprises huet am Joer 2022 Energiekontrakter op e puer Joer ënnerschriwwen, fir potenziell an zukünfteg Fluktuatione vun den Energiepräisser ze verhënneren. Mee zu deem Zäitpunkt waren d'Energiepräisser nach immens héich, wat heescht, dass dës Betriber haut net vun der Chute vun den Energiepräisser profitéieren kënnen, éier dann d'Kontrakter am Laf vun dësem Joer auslafen.

Am November 2023 huet d'Europäesch Kommissioun Amendementer zum Encadrement temporaire de crise et de transition ugeholl, fir d'Betriber weiderhin ze ënnerstëtzen. Dëst erlaabt et de Memberstaaten, d'Energiemesure fir d'Entreprises ze verlängeren.

An dësem Sënn ass d'Zil vun dësem Gesetzesprojet, deen ech Iech elo presentéieren, d'Durée vu bestëmmten Energiemesuren ëm weider sechs Méint, dat heescht, bis zum 30. Juni dëst Joer, ze verlängeren. Soss wieren dës Mesuren d'lescht Joer Enn des Joers ofgelaf. Dëst gëllt fir d'Hëllef, déi d'Käschten, déi duerch d'Benotze vum Gas, der Elektrizitéit, awer och duerch d'Benotze vun Elektrizitätsreseauen ufallen, decken.

Et ass och virgesinn, d'Aidë fir d'Fraise vum Gas, der Elektrizitéit an den Heiz- a Killkäschte vun den energieintensiven Entreprises ze decken. D'Produzente vun Hëtzt a Biogas oder d'Exploitante vu Fernwärmereseau kennen och vun der Extensioun vun den Energiemesure vu sechs Méint profitéieren.

Ausserdeem gouf den Delai, fir eng Demande d'aide ze maachen, bis den 20. Mee verlängert. Fir energieintensiv Entreprisé kann d'Demande souguer bis den 30. September dëst Joer agereecht ginn. Vu datt et manner Demandë gouf fir d'finanziell Hëllef, déi d'Käschte vum Masutt decke sollen, gouf dës Mesur par contre net verlängert.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem och nach vir, de Plaffong fir eng Rei Energiemesuren ze erhéien. Dëst gëllt fir all d'Mesuren, déi verlängert gi sinn, ausser fir déi, déi energieintensiv Entreprisé betreffen. Méi konkret heescht dat, dass de Plaffong vun 2 Milliounen op 2,25 Milliounen Euro pro Groupe d'entreprises eropgesat gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet véier Avisen eran. De Staatsrot huet a sengem Avis weeder formell Oppositionen nach Observatiounen zu den Ännerungen aus dem Projet gehat. Virun allem huet en awer eng Rei legistesche Remarque gehat.

Den Avis vun der Chambre de Commerce, dee begréisst d'Verlängerung vun den Hëllef fir d'Betriber, déi speziell vun den Energiehaussé betraff sinn.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis och keng Observatiounen eragin an ënnerstëtzt dëse Projet de loi voll a ganz.

D'Chambre des Salariés par contre huet zwar hiren Accord ginn zum Gesetzesprojet, bedenkt awer, d'Aiden hätte missen u sozial Kritikare gebonne ginn an dass den Afloss op d'Staatsfinanzen hei net onbedéngt déi maximal Enveloppe, déi virgesi war, beusprocht hätt.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech géif dann och zu dësem Projet de loi d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a mündlechen Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwene Riednerin, d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo grad virdrun hu mer heibannen dru geduecht, dass virun zwee Joer déi russesch Attack op d'Ukrain ugaangen ass. An domadder sinn Energieversuergung an Energiepräisser och e Problem ginn. Och dat hei Gesetz fousst op engem coordonéierte Virgoen an a vun der Unioun. Et ass déi sechste Verlängerung vum Gesetz vum Juli 2022, zu där d'CSV-Fraktioun och nees hiren Accord gëtt.

Mir wëlle jo nach Produktioun an Industrie zu Lëtzebuerg behalen an déi sinn natierlech méi energieintensiv wéi bei Dëngschtleeschungsfirmen. Se sinn och dacks méi aarbechtskräftenintensiv. A sou wéi de Marc Spautz scho bei de Virleefegesetzer gesot huet: Et ass eis wichteg, heimadder och do dee Moment den Emploi ze stäerken. D'Moossnam hëlleft och, d'Inflatioun fir déi Zäit méi déif ze halen. D'Gesetz zielt fir sechs Méint a bréngt e Level-Playingfield an der Unioun. An op deem Niveau muss och gekuckt ginn, wéi een Erfolleg dës Initiativ duerno kréie wäert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Et ass wichteg a Krisenzäiten, eis Entreprises ze ënnerstëtzen an hinnen déi Hëllef zoukommen ze loosse, déi se brauchen, fir och kompetitiv ze sinn. Hei ass jo eng Verlängerung vu Mesuren, déi schonn an der viregter Regierung beschloss goufen.

Et weist awer och, dass mer e ganz komplexe Marché hei hunn, dee schwéier och heiansdo ze verstoen ass. Wa mer nämlech virdrun d'Fro vum Mars Di Bartolomeo gelauschtert hunn, dass d'Energiepräisser am Ganzen immens déif si par rapport zu de Jore virdrun, da kéint ee sech elo d'Fro stellen, firwat mer haut hei nach Hëllef fir d'Entreprises hei stëmmen. Mee de Marché ass sou komplex, dass een dat schonn akaaft huet bei Präisser, déi déi Zäit ganz héich waren. A fir elo kënnen kompetitiv ze bleiwen, brauche mer déi Hëllef hei.

Effektiv kann ee sech och d'Fro stellen, firwat déi Aiden hei vun den Entreprises nëmme bedéngt benotzt ginn. Dat huet d'CSL an hirem Avis och gesot. Vläch kann de Minister eis och do erklären, firwat dat esou ass, wéi eng Grënn et dofir gëtt.

Trotz allem wäerte mir als LSAP deen heite Projet mat Sécherheet stëmmen. An an Zäite vun Onsécherheet ass dat e wichteg Zeeche fir eis Entreprises. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Elo ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen. Et ass ganz wichteg, dass mer eisen Entreprises eng Stäip ginn. Wat ech awer wëll soen, ass: Ech mengen, dass et faktesch falsch ass, fir einfach ze soen, dass déi Präishausse do aleng vun

der russescher Aggressioun hierkënn. Dat ass definitiv och een Deel dervun, an zemools och d'Onsécherheet, déi dat matbruecht huet. An dat gëtt natierlech an den Energiepräisser reflektéiert.

Do gëtt et awer nach dräi aner wichteg Facteuren. Dat eent sinn d'Sanktioun géint Russland. Ech wëll lo hei net soen, ob d'Sanktioun richteg oder falsch sinn, mee mir mussen eis bewosst sinn, wa mer Sanktioun maachen, datt déi natierlech och d'Präisser affektéieren. An duerfir ass et och wichteg ze wëssen, datt dat ee Facteur ass.

An een zweete ganz, ganz grouse Facteur fir Energiehaussen, dat ass déi däitsch Energietransitioun, déi am Fong geholl vu villen Experten ugesi gëtt als éischter katastrophal, wéi datt se lo iergendeppes wierklech bewierkt. D'Energiepräisser an Däitschland, déi sinn extreemst geklommen, an dat huet natierlech och en Impact op eise Marché, op Produkter, déi mer kréien, mee och d'Energie, déi mer akafen. Duerfir, dat ass och ee ganz, ganz grouse Facteur, dee bei der Energiehausse matdréit.

An dann hu mer och nach den drëtten Facteur, an dat ass halt d'Perturbatioun an de Liwwerketten. Mir hatten elo joerzéngtelaang wierklech ganz sécher Liwwerketten duerch international Shipping Lanes, déi vun den Amerikaner kontrolléiert gi sinn, fir datt d'Sécherheet garantéiert gëtt. An do ass halt de Problem, datt éischtens duerch d'Pandemie déi Liwwerketten deelweis zesummegebrach sinn, an dat huet och extreem op d'Präisser gedréckt. A mir wëssen och, datt den Iran konstant probéiert, och déi Liwwerketten ze ënnerbriechen. An och dat ass e groussen Impact op d'Energiepräisser.

Duerfir ass et menger Meinung no ze kuerz gegräff, fir einfach ze soen, datt dat wéinst der russescher Aggressioun ass. Et ass multifaktoriell. Mir mussen wierklech un all deenen eenzelnen Theeme schaffen. A mir kënnen och Subsidien an Hëllef, déi mer ginn, net éiweg verlängeren. Mir mussen och u strukturelle Problemer schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Wuert den Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech sinn elo just eppes Neies geléiert ginn, nämlech datt effektiv d'Energietransitioun an Däitschland d'Gaspräisser an d'Luucht gedriwwen huet. Dat hunn ech nach net sou richtig verstan, mee dat muss ee mer erklären, well ech weess net, wou Däitschland säi Gas hierhëlt. Ech mengen, op der nammlecher Plaz, wou mir et hierhuelen, mee bon, soit. Här President, mir hunn ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Bausch huet d'Wuert!

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ben, wësst Der, ...

(Hilarité)

... den Här Kartheiser, dee ka mech net méi beonrouegen no deem, wat en haut gesot huet.

Mir wäerte selbstverständlech dee Projet hei stëmmen, well et ass jo effektiv eng Verlängerung vun engem Gesetz, dat an der vieregter Regierung schon op den Instanzewee bruecht gouf. Mir fannen et nach ëmmer richteg, datt mer déi Ënnerstützung hei weder maache fir ons Entreprises, duerfir stëmme mir och bei deem Projet derfir.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Elo ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, och ech verstinn déi maartwirtschaftlech Analys do net ganz, wéi wann d'Energietransitioun derfir suergt, datt manner Gas ofgehall gëtt, dann op eemol de Präis soll méi deier ginn, well jo u sech d'Offer d'nammlechte bleift, d'Demande awer ofhëlt. Also, ech hunn a mengem Ekoscours geléiert, datt doduerch normalerweis d'Präisser erofginn, wann d'Offer méi grouss wéi d'Demande ass. Mee bon, et léiert een ëmmer nei alternativ Fakten hei bäi. Dat ass ... Bref.

(Interruption)

Komme mer zu deem heiten Text awer ganz konkreet. Ech verstinn, datt en nach eng Kéier op den Instanzewee bruecht gouf. Ech verstinn och, datt et wichteg ass, en ze stëmmen. Mir wäerten en och matstëmmen. Ech ginn awer ze bedenken, wat ech och schonn an der Kommissioun eng Kéier gesot hunn an och an der Finanzkommissioun, wéi mer iwwert d'Budgetszuele vum drëtten Trimester geschwat hatten, datt ganz weenig vun deene Suen, déi mer hei u sech provisionéiert hunn, och ofgeruff goufen. Et si 4 Milliounen vu 45 Milliounen Stand Enn Oktober gewiescht, déi hei iwwerhaupt ofgeruff goufen, wat weist, datt déi meescht Betriber u sech et net brauchen, mee et weist awer och, datt et eeben e puer Betriber gëtt, déi drop ugewise sinn. A genau dofir ass et wichteg, wa mer eng Industrie zu Lëtzebuerg wëllen halen, datt mer dat och maachen.

An dofir wäerte mir och den Accord zu deemem Projet ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir si lo geschwënn am véierte Joer, wou eis Ekonomie am Krisemodus funktionéiert. Fir d'éischt war et d'Covidkris, wou déi ëffentlech Hand huet missen agräifen, fir Entreprises ze hëllef. Duerno ass den Ukrainkrich, d'Ukrainkris komm duerch d'Invasioun vu Russland an d'Ukrain an déi domat verbonne Problemer. Erëm ware mer an enger Situatioun, datt Entreprises hu misse gehollef kréien.

Mir waren ni géint déi Hëllef. Mir waren ëmmer der Meinung, datt et och dem Staat seng Responsabilitéit ass, Entreprises ze ënnerstëtzen, mee – an an där Linn bleiwe mer awer och dës Kéier – mir waren och an deene leschte véier Joer ëmmer der Meinung, datt dat u Konditiounen misst gebonne sinn. Wann de Staat schonn Entreprisé Sue gëtt, da misst awer och eppes fir d'Salariéen dobäi erauskommen, verschidde Garantien, zum Beispill d'Garantie, datt e Betrib, dee sou Hëllef kritt, net entloosse kann. Dat ass och dat, wat d'Salariatskummer an hiren Avisen ëmmer gesot huet. Dat ass dat, wat eis Positioun souwuel bei de Covidhëllef fir d'Betriber wéi awer och bei dësen Aiden ass. An där Linn bleiwe mer eis trei, soudatt mer net géint d'Aidë sinn, eis awer aus deene genannte Grënn enthalen mussen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech si ganz frou, dass mer zu esou vill

dëst Gesetz hei stëmmen, well et ganz wichteg ass, dass mer déi Aidë verlängeren. Et ass richteg, esou wéi et scho vu Virriedner ugeschwat ginn ass, dass et schonn eng Zäit laang ëmmer erëm Verlängerunge gouf. Vun der leschter Regierung gouf et ëmmer erëm Upassungen un déi Aidëregimenter, déi mer hunn.

An d'Madamm Modert hat nach eng Kéier ervirgestrach, dass et ganz wichteg ass, dass mer och bei deemem Projet de loi e Level-Playingfield an der EU hunn, well mer nämlech soss an eng Distorsion de marché kommen, wann iergende Land aus der EU op d'Iddi kënnt, vill méi héich Hëllef kënnen ausbezuele wéi aner Länner. Genausou wa mer dat hei net géife stëmmen an aner Länner géifen et stëmmen, dann hätte mer och do eng Concurrence déloyale, well eis Betriber manner géife kréie wéi aner Betriber, déi et kënnen hunn.

Et ass ugeschwat ginn: Vun deenen initialen 375 Milliounen, déi virgesi waren, fir allegueren déi verschidden Aidëregimenter kënnen ze zerwéieren, sinn op den Dag vum 21. Februar just eng ronn 99 Milliounen och wierklech ofgeruff ginn.

Dat weist – an ech mengen, den Här Engel war et, deen drop agaangen ass, Suite vum Här Di Bartolomeo senger Fro virdrun an der Froestonn – d'Volatilitéit vun den Energiepräisser. Natierlech sinn hei Betriber, a wa mer vun all deene verschiddene Regimenter hei schwätzen, sinn et eng ronn 293 Entreprises, déi Aidë kréien. Dat si ronn 2.400 Demandé fir déi Aiden, well e Betrib iwwer e puer Méint natierlech kann déi Aiden hei ufroen. Da gesäit een eebe grad déi Volatilitéit.

Et gëtt Betriber, déi sinn ënnert dem Präis haut um Spotmarché vun deem, wat se virdrun hatten, wa se haut akafen. Dat heescht, déi brauchen déi Aiden hei net. Si kënnen se och net ufroen, well nämlech de Calcul, fir déi Aide hei ze kréien, sech baséiert op en normale Präis vum Gas oder vum Elektresch vu virun der Kris.

Parallél zu deem Gesetz hei, wat an der Chamber diskutéiert ginn ass, gesi mer och, dass d'Dieselaiden net verlängert gi sinn, well och dat war een Deel vun den Aidëregimenter, déi en place gesat gi sinn zu engem gewëssene Moment. Mee déi sinn net méi genotzt ginn, well de Präis einfach méi déif ass, soudass déi Aiden op den 31. Dezember ausgelaf sinn an och hei an deemem Projet de loi net méi proposéiert gëtt, fir et ze verlängeren, well do de Präis e ganz aneren ass a well mer do déi komplizéiert Mechanisme vum Akafe vun deene verschiddenen Energiesourcen net mat dran hunn.

Wourëm geet et hei? Et geet am Fong hei bei deemem Projet de loi drëm, nach fir sechs Méint de Betriber eng gewësse Previsibilitéit ze ginn. Well wa mer de Betriber déi Previsibilitéit net ginn, dann ass et ganz schwéier, dass se iwwerhaupt nach kënnen produzéieren an an engem europawäiten oder weltwäiten Marché och kënnen matconcurrencéieren, fir hir Produktiounen hei kënnen eriwuerzeginn.

Wann ech virdu gesot hunn, 293 Betriber, déi déi Aiden hei ugefrot hunn, da sinn dat 293 Betriber, déi aus der Industrie kommen, grouss Industriebetriber, déi eebe grad an deem dote Marché matschaffen an dann och mussen eng Previsibilitéit hunn, besonnesch eeben am Kader vun den Energiepräisser. Trotzdeem ass et awer nach wichteg, d'Verlängerung ze maachen, och wa mer haut op engem déiwen Niveau sinn. Wa muer iergendeppes géif geschéien an d'Präisser géifen erëm duerch de Plaffong goen, da misste mer erëm eng Kéier vill méi vun dëser Aide hei Gebrauch maachen. Just nach zu der Fiche

financière vun dësem Projet de loi: Ronn 27,7 Milliounen, déi nach eng Kéier virgesi sinn, le cas échéant, wa se géife gebraucht ginn. Mee et gesäit een och an dësen Zäiten, dass se am Moment nach net esou staark wäerte sollicitéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8348. Den Text steet am Document parlementaire 8348⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8348 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmme an 2 Absten-tiounen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthaltungen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8349 iwwert d'Qualitéit vun den Dénsgchter fir eeler Leit. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit fënnf Minutten an d'Regierung duerno zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi 8349 ass et, d'Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit punktuell ofzeänneren, éier dëst den 1. Mäerz a Kraaft tritt.

An deem Kader ass et dowéinst wichteg, dass och dëse Gesetzesprojet dës Woch nach gestëmmt gëtt an dann zäitgläich op den 1. Mäerz a Kraaft triede kann. Nëmme esou kann e reibungsloost Ëmsetze vum Text um Terrain garantéiert ginn, ouni dass de Betrieb am Alldag an de Strukture perturbéiert gëtt.

Als Erënnerung: Mam Gesetz vum 23. August ass fir d'Wunnstrukture fir eeler Leit en neie Personalschlüssel agefuert ginn, fir eng optimal Betreierung ronderëm d'Auer ze garantéieren.

Domadder gëtt d'Unzuel u Fleegepersonal an de Strukture kloer an d'Luucht gesat par rapport zur Situatioun, wéi se aktuell ass, an dat och ronderëm d'Auer.

Et ass net just eng minimal Presenz vum engem Infirmier oder enger Infirmière an enger Persoun vum Betreierungspersonal während 24 Stonne 7 Deeg an der Woch virgesinn, mee et gëtt och verstärkt der Fleegebedierftegkeet vun de Residentë Rechnung gedroen.

De Minister hat et an der Kommissioun gesot, mam Personalschlüssel, wéi en initial am Gesetz virgesi war, wär e licht iwwert d'Zil ausgeschoss, soudass d'Resultat dozou gefouert hätt, dass dee Schlüssel d'Acteuren um Terrain viru Schwieregkeete gestallt hätt, wat d'Ëmsetzbarkeit betrëft.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt deem Rechnung gedroen an de Personalschlüssel ugepasst. Och wann d'Ufuerderungen also licht zrëckgeschrauft ginn, wäert awer an Zukunft méi Personal an de Strukture present sinn, wéi dat momentan de Fall ass, fir eng beschtméiglech Betreierung ze assuréieren.

An Zukunft wäerten d'Bestëmmunge follgendermoossen ausgesinn:

Zum enge muss, wéi gesot, zu all Moment eng Mindestpresenz assuréiert sinn, déi sech aus engem Infirmier respektiv enger Infirmière an enger Persoun vum Fleegepersonal zesummesetzt.

Zum anere musse fir all Tranche vu 60 Residenten, där hir Fleegebedierftegkeet tëschent 1 a 5 läit oder déi palliativ Soine kréien, eng zousätzlech Persoun vum Fleegepersonal present sinn.

Bei Residenten, deenen hir Fleegebedierftegkeet op d'mannst 6 ass oder driwwer läit, ass et eng zousätzlech Persoun vum Fleegepersonal pro Tranche vun 30 Residenten.

Fir de Gestionnairen eng gewësse Flexibilitéit ze ginn an der Fluctuatioun vu Residentë mat ënnerschiddleche Besoine Rechnung ze droen, ass donieft och virgesinn, dass déi verschidden Tranchë während maximal 90 Deeg ëm 10 % iwwerschrafft kënnen ginn, ouni dass zousätzlech Fleegepersonal néideg ass.

Dës Reegelung gëtt dem Gestionnaire d'Méiglechkeet, sech mat senge Schichtpläng besser kënnen ze organiséieren, a léisst him genuch Zäit, fir zousätzlech Personal ze recrutéieren, wann dat néideg sollt sinn.

Här President, zum Schluss wëll ech nach kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Gesetzesprojet gouf den 22. Januar dëst Joer vum Famillje-minister deposéiert.

De 6. Februar huet de Staatsrot säin Avis erausginn, an deem e gréng Luucht fir de Gesetzesprojet ginn huet. Donieft hunn nach d'CNPd, d'Chambre de Commerce an d'COPAS en Avis verëffentlecht.

D'COPAS huet an hirem Avis dann och ausdrécklech begréisst, dass dës Adaptatioun gemaach gëtt; an huet op d'Noutwendegkeet dovun higewisen.

De Projet de loi gouf den 8. Februar an der Kommissioun virgestallt. D'Kommissioun huet mech och an der selwechter Sëtzung als Rapportrice genannt.

D'Familljekommissioun huet mäi schrëftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 20. Februar ugeholl.

Dat gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Hei gëtt an engem Text nogebessert, deen eréischt am Juli d'lescht Joer mat 58 Jo-Stëmme an zwou Enthaltungen ugeholl ginn ass. Dat heescht, souwuel de Minister wéi dëst Haus si gewëllt, zäitno nozebesseren, fir dass dës Ännerungen zäitgläich mam Gesetz vum 23. August 2023 den 1. Mäerz dëst Joer a Kraaft kënnen trieden.

Nieft klengen textuelle Verbesserunge gi virun allem ofgeännert Encadrementszuele festgehalen, Zuelen, déi vu muncher Säit scho bei der éischter Ofstëmmung als problematesch respektiv souguer deelweis als onrealisteschempfont gi sinn. Wéinst Personal-mangel hätten eventuell Leit vun der Dageschicht op d'Nuetsschicht missen ofgezu ginn.

Ee konkreet Beispill aus der Praxis: An enger Struktur, wou den Nuttsschlüssel bei fënnf Leit Personal geleeën hätt, ass d'Unzuel lo mat dësem Gesetz nëmmen nach bei véier. Dat klängt lo no enger klenger Ännerung, mee iwwert d'Joer gekuckt mécht dat awer ëmmerhin 2,3 ETP, also Équivalents temps plein, aus.

Mir sollten d'Ëmsetzung an d'Machbarkeit vun dësem ofgeännerten Text onbedéngt an Zukunft am A behalen: Fannen déi betrafte Strukturen dat néideg Personal? Wéi kënnen mer d'Beruffsausbildung vum Fleegepersonal an d'Attraktivitéit vun deene Beruffer verbessern? Wéi sinn d'Auswirkungen op d'Pensionspräisser? Hëlt d'Qualitéit dann elo wierklech zou? Dat sinn nëmme e puer Froen, déi sech an dësem Kontext stellen.

Dofir bleift d'Motioun, déi bei der éischter Ofstëmmung eestëmmege ugeholl ginn ass, och weiderhin aktuell an et gëtt méi wéi jee wichteg, no dräi Joer e Bilan ze zéien.

Zum Ofschluss bleift mer nëmme nach ze soen, dass d'CSV dëse Gesetzesentwurf natierlech begréisst a matdrëit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An dann ass et elo un der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Minella hat elo schonn eng gutt Aféierung gemaach, also brauch ech net nach eng Kéier ze erklären, wat elo hei ëmgesat gëtt. Fir d'LSAP ass et fir d'éischt emol

ganz wichtig hei ze soen, dass mer mat der Zilsetzung vun dësem Projet natierlech ganz averstane sinn. A mir ënnerstëtzen dat och an dës Reegulung mécht och vum Prinzip absolutt Sënn. Mir hunn awer Problemer mam Detail vun de Bestëmmungen, an dës sinn dräi Punkten, déi ech wëll e bëssen ervirhiewen, wat mer do géife proposéieren.

Den éischte Punkt ass, dass dës Projet de loi net onbedéngt bewierke wäert, dass méi Personal do ass, wou méi Fleg gebraucht gëtt. An der Praxis ass et sou, dass en Haus vu 60 méi liicht flegebedürfte Residenten, also Flegegrad 1 bis 5, een zousätzleche Soignant muss op der Plaz hunn. Sou wäit, sou gutt. Mee en Haus, dat 59 liicht flegebedürfte Residenten am Haus huet an 29 schwéier flegebedürfte Residenten, mat engem Flegegrad also vu 6, dat heescht am Ganzen 88 Residenten, muss awer keen zousätzleche Soignant am Asaz hunn. Dat ass net onbedéngt logesch an net am Sënn vun den eelere Leit an ech ka mer net virstellen, dass dat esou gewollt war. An den Text dréit leider der Komplexitéit vun der Situatioun um Terrain net Rechnung.

Den Text misst an eisen Aen nach emol iwwerschaft ginn, fir dass d'Presenz vum Personal effektiv proportional zu de Besoinen vun de Residenten ass. Dat geet zum Beispill duerch Koeffizienter jee no Flegegrad oder och, andeems een de Personalschlüssel par rapport zu der Flegezeit vun de Residente festleecht gëtt. Et ass schued, dass beim Gesetz déi haiteg Iwwerleeungen net berücksichtegt gi sinn.

An et ass och schued, dass elo d'Gesetz siwe Méint nom Vott am Schnellverfere muss ofgeännert ginn. Ech ginn dovun aus, dass trotz dësem Virgoen d'DP zu hirem Zil steet vun enger „héichwäerteger an transparenter Offer un Alters- a Flegeservicer“. Dat ass en Zitat vum Här Claude Lamberty a sengem mëndleche Rapport den 20. Juli d'lescht Joer hei an der Chamber. An ech ginn eigentlech och dovun aus, dass mer alleguerter fir dat Zil astinn.

Mir sinn eis eens: Zousätzlech Personal ass wichtig. Méi Personal garantéiert net nëmmen, dass d'Leit allgemeng besser versuergt an encadréiert ginn, méi Personal an der Nuecht erlaabt et och zum Beispill, dass d'Leit bei klengen Problemer sou place an hirem gewinnten Ëmfeld kënnen en charge geholl a behandelt ginn. Et verhénnert eigentlech och, dass se jee nodeem musse mat der Ambulanz an d'Spidol bruecht ginn. A mir wëssen och, dass dat eeler Leit ka ganz schnell aus der Fassong bréngen, an et bréngt natierlech och aner Risikoe mat sech, wa se an e Spidol ageliwwert ginn. An och dës preventiven Aspekt sollt an d'Iwwerleeung mat afléissen, och wann et ëm déi néideg finanziell Mëttele geet.

An dat féiert mech och e bëssen zu deem zweete Punkt. D'Personal kascht an de Problem vun den zousätzlechen Käschte gëtt weeder am Gesetz iwwert d'Qualitéit vun der Struktur fir eeler Leit nach an dësem Projet de loi ugeschwat. Wann ee verhénnere wëll, dass et um Enn um Portmonni vum Resident hänkebleift, wier et wichtig, dass déi nei Obligatiounen och iergendwéi kënnen finanziert ginn, zum Beispill bei der Assurance dépendance iwwer en Tarif fir Nuetswaach oder och e Forfait, deen d'Haiser jee no Zuel an Ofhängegkeetsgrad vun de Residente kéinte verrechnen.

En drëtten a leschte Punkt ass natierlech d'Haaptkonditioun, dass mir effikass géint d'Penurie vum Flegepersonal virginn, dass mir et packen, méi Leit an déi Beruffer ze orientéieren, dass mir méi Leit ausbilden an hinne gutt Aarbechtskonditiounen garantéieren, fir dass si och bei der Staang bleiwen an hir Aarbecht mat Freed a Satisfaktioun kënnen maachen.

Dofir hunn ech d'Hoffnung, dass d'Majoritéit mat eis averstanen ass, dass op dësem Punkt muss nogebessert ginn, an dass si dofir eis Motioun matdréit, fir d'Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a gläichzäitig sécherstellen, dass déi néideg finanziell Ressourcë fir d'Personal zur Verfügung stinn.

Schlussendlech ginn ech also heimat och den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Noleschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*

– *considérant le projet de loi 8349 portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées qui vise à « adapter les minima en termes de présences d'agents faisant partie du personnel d'encadrement requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées afin de tenir compte du degré de besoins en aides et de soins des résidents de chaque structure individuellement » ;*

– *considérant le libellé de l'article 1^{er} du projet de loi 8349 portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées qui ne permet pas d'atteindre l'objectif poursuivi par le projet de loi,*

invite le Gouvernement à

– *procéder à une évaluation des adaptations introduites par le nouveau projet de loi modifiant la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées dans un délai de deux ans (notamment les effets sur l'évolution de la qualité des services, les coûts et la gestion du personnel) et adapter le cas échéant les minima en termes de présences d'agents faisant partie du personnel d'encadrement requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées pour qu'ils soient proportionnels aux besoins en aides et soins des résidents ;*

– *prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement du personnel d'encadrement supplémentaire requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées suite à la mise en vigueur de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*

– *élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à agir contre la pénurie de personnel soignant.*

(s.) Claire Delcourt, Marc Baum, Joëlle Welfring.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wëll mech kuerz halen. Mir begreissen déi Ännerung vum Gesetz, déi halt d'Situatioun um Terrain méi consideréiert. Ee Problem ass natierlech de Manktem u Personal, an dat ass natierlech ganz schwéier ze léisen, och weinst dem demografesche Wandel. Mir hunn net méi genuch Kanner a mir hunn ëmmer méi eeler Leit. An do ass et natierlech wichtig, dass mer do kucken, dass mer do vläicht och nach aner Initiative kréien. Duerfir begreisse mer och zum Beispill d'Iddi vun engem Volontariat. An an eiselem Walprogramm hu mer och zum Beispill e soziaalt Joer, dat mer proposéieren, wou d'Leit, och all déi Jonk zum Beispill, sech ee Joer laang fir sozial Zwecker asetze kënnen, fir datt do duerch dann och eventuell dat professionellt Personal entlaascht gëtt an datt mer doduerch vläicht een Deel vum Manktem u Personal kompenséiere kënnen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Elo ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll et och kuerz maachen. Mir begreissen dës Gesetzesvorschlag fir de Betreuingschlüssel, eeben och geméiss deem, wat de Secteur zum Deel eis matdeelt. D'COPAS huet dat jo och verlaangt. D'COPAS representéiert d'Prestatairen a wollt och, dass de Betreuingschlüssel eeben net méi just op Basis vun der Unzuel vun de Better, mee och iwwert den Degré de dépendance géif an Zukunft gerechent ginn, wat jo och elo gemaach ginn ass. Dat ass, mengen ech, eng positiv Entwécklung. Och déi proposéiert Flexibilisatioun an déi Iwwergangssphasen, déi virgesi sinn, fannen ech ganz begreissenswäert. An dann hu mer awer och haut en Avis kritt vum Conseil supérieur des personnes handicapées.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, Madamm Welfring, Dir misst e weéneig méi haart schwätzen. Ech hunn Zeechen, datt d'Leit Iech net richtig héieren.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Et deet mer leed, mee ...

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Nee, et ass net schlëmm. Ech hat gemengt, de Mikro wär méi staark. Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Nee.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Et ass zousätzlech eeben och zum Avis vum Conseil supérieur des personnes handicapées, deen eréischt haut erakomm ass, wou och nach drasteet, dass déi Leit sech och Suerge maachen iwwert d'Qualitéit, den Impact op d'Qualitéit vun deenen Aarbechte ronderëm déi flegebedürfte Leit, och d'Sécherheet dovun, an dann op där anerer Säit awer och sech Suerge maachen iwwert déi méiglech Iwwerlaaschtung vum Personal. An dat ass och eng Ursach, wieso mer der Meinung sinn, dass et ganz wichtig ass, dass mer d'Effekter vun dësem Gesetz innerhalb vun zwee Joer scho géifen eng Kéier bewäerten, fir ze kucken, ob muss nogebessert ginn.

Voilà, an dofir kann ech heimadder meng Ënnerstëtzung dem Gesetz ginn, awer och der schonn adresséierter Motioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, hei steet ee vun deenen zwéin, déi sech enthalten hate lescht Joer. Ech ka mech nach gutt erënneren un déi Diskussiounen, déi mer haten, an deemools war also zimmlech déi ganz Säit hei zimmlech rosen, dass dat Ganzt esou am Hauruckverfaren nach kuerz virun der Summerpaus duerchgebauscht ginn ass, dës Gesetz, awer och aner Gesetzer. An ech mengen, d'Resultat gesitt Der elo.

E puer Méint duerno kommt Der schonn erëm heihinne an Dir hätt et gäre verbessert, zwar net verbessert zum Gudden, mee verschlechtert fir d'Clienten. Dir gitt erof, dass Der lo einfach emol sot ... Dir hutt deemools – virun de Walen huet dat bestëmmt gutt geklongen – gesot: „Mir maachen et op 30 Better.“ Elo halbéiert Der einfach emol, gitt Der emol hin a sot dann: „A kommt, mir maache lo mol nach 60 Better mam selwechte Personal, wa se an der Stufe 1 bis 5 sinn.“ Dat nennt een dann eng Verschlechterung no der Summerpaus, no engem Gesetz, dat Der einfach emol sou schnell iwwert de Knéi gebrach hutt.

Well elo hutt Der jo eng Datz kritt als Regierung – oder déi viregt Regierung. Ech kann där neier de Kapp net wäschen, well déi hat deemools genau déi selwecht Meinung eigentlech wéi mir elo, dass et ze schnell gaangen ass, a se hunn och déi Positioun hei am Haus vertrueden, mee déi al Regierung huet eigentlech eng Datz kritt, well d'COPAS huet hinne gesot: „Dat geet guer net!“ Et feelen eis 310 Leit, fir dat iwwerhaupt ëmzesetzen, wat Dir deemools an deen Text do geschriwwen hutt. Et kléngt zwar gutt, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Et geet awer nach ëmmer ëm d'Leit!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et huet gutt geklongen ... Et geet ëm d'Leit, dofir reegen ech mech jo op, Madamm Cahen! Ech weess, Dir waart laang am Dossier mat dran an ech mengen, mir hunn och vill Diskussiounen doriwwer gehat. An et ass jo dat, wat mech opreegt. Dir hutt deemools net mam Terrain geschwat! An dat ass jo och dat, wat mer reprochéiert hunn, wéi Dir d'Gesetz hei deposéiert hutt.

Den Terrain ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass absolutt falsch! Mir hu permanent ... Mir hunn dat Gesetz mam Terrain zesumme gemaach. Dir sot hei Saachen, déi onwouer sinn!

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, wann Dir d'Gesetz mam Terrain zesumme gemaach hutt, da froen ech mech, firwat den Terrain elo bei Iech komm ass a gesot huet, et wär net méiglech, dat ëmzesetzen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Well se net dat néidegt Personal fannen a gefrot hunn, dass do eng Adaptatioun gemaach gëtt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mir sinn net ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Da liest d'Gesetz, da gesitt Der genau, wat haut geschitt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, Madamm Cahen, hutt Dir selwer gesot, dass dat, wat Dir geschriwwen hutt – ech mengen, Dir hutt et jo nach deposéiert an den Här Hahn huet et herno ëmgesat –, dat, wat Dir deposéiert hutt, net méiglech war. Dir gitt et jo selwer zou!

Mme Corinne Cahen (DP) | Nee, et geet ëm d'Leit, dorëms, fir d'Leit ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Ma en huet mir eng Fro gestallt, Här President. Et geet drëms, dass mer d'Leit anstänneg versuergen. Dorëms geet et!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee da gitt dach elo net erof!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et ass elo keng Diskussioun hei. Wann den Här Goergen eppes ze soen huet, da seet en et. Wann d'Madamm Cahen wëllt äntworten: D'DP huet nach Riedezäit duerno, si ka sech nach roueg aschreiwen, fir déi noutwendeg Äntwerten ze ginn. Här Goergen, maacht Är Developpementler faerdeg, wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | D'Madamm Cahen stéiert mech net. Ech verstinn awer, dass eng gewëssen Nervosität kënnt, wann een esou eng Datz kritt.

(Interruption)

Ech fannen et jo eebe bedenklech an der Qualitéit, well Der elo vun deenen 30 op 60 Better gitt. Dat heescht, dat Personal, wat Der virdru wollt setzen, muss elo 60 Better betreien. An dat ass dat, wat mer Suerge mécht an der Qualitéit.

Dir hutt deemools eppes wëllen ëmsetzen, ouni mat deene Leit um Terrain ze schwätzen. An dat ass eent vun ... Mir hunn nach e puer aner esou Gesetzer gehat virun der Summerpaus, an dat heiten ass elo de Rateschwanz, deen hei nokënnt. Ech weess net, wat mer nach vu Gesetzer wäerte kréien, déi Der deemools schnell duerchgepeitscht hutt a wou Der Feeler gemaach hutt. Hei ass eent dovunner.

An ech maache mer hei wierklech Suergen, dass herno an den Haiser dat doten um Personal wäert hänkebleiwen. Well wann déi elo nëmmen nach d'Hallschent hu vum Personal, also duebel esou vill Leit musse betreien, sinn et herno déi Leit, déi d'Nuetsschicht maachen, déi duerno wäerten d'Leidtragend sinn.

An natierlech hutt Der Recht! Dir sot, Dir fannt kee Personal. Mee ech war net zéng Joer an enger Regierung fir ze kucken, dass de Beruff esou attraktiv ass, dass genuch Leit do sinn. Mee Dir awer!

Dofir wäerte mer eis haut och enthalen.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir haten eis net enthalen, mir hu fir dëst Gesetz gestëmmt gehat virun e puer Méint. Dat wäerte mer och dës Kéier maachen.

Mee et muss een awer zouginn, dass den Här Goergen effektiv e Punkt huet an deem, wat e seet, souwuel wat d'Vitess ugeet, wéi et dee Moment virun der Summervakanz votéiert ginn ass, wéi awer och elo d'Vitess, wéi een dat Gesetz, wat effektiv eréischt viru siwen, aacht Méint votéiert ginn ass, nach eng Kéier séier muss änneren opgrond – an dat ass effektiv richtig – vun enger Penurie u Personal, déi awer och net einfach esou vum Himmel gefall ass, mee déi een eigentlech och hätt kënne virusgesinn!

An déi Léisung, déi elo hei proposéiert gëtt, ass eng, déi am Bewosstsi vum der Penurie vu Personal eiser Meinung no och sénnvoll ass, nämlech de Personalschlüssel opzedeelen no de Bedürfnegkeete vun deene Leit, déi déi Fleg och brauchen.

Mee mir wäerten net aus där Fro erauskommen, wa mer deen zentralen Elefant, deen an der Dier steet, nämlech d'Penurie vum Personal, net seriö ugin. An duerfir brauche mer, mengen ech, och déi Analys vun deem Gesetz, d'Analys dovunner, wéi dat Gesetz wäert ëmgesat ginn an der Praxis. Duerfir ass awer och d'Fro, wéi sech domat elo d'Käschte wäerte weiderentwéckelen, d'Käschte vun deenen eenzelne Strukturen.

A virun allem mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer un där eigentlecher Zilsetzung, nämlech d'Fleg vun deene Leit ze verbesseren an déi Verbesserung ze assuréieren, festhalen, wuel wëssend, dass et warscheinlech och an deenen nächste Méint a Joren net méi einfach wäert goen.

Mat deenen oder och mat anere kritesche Remarque si mir awer bereet, dës Ännerung matzedroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Wuert elo: d'Regierung, den Här Familienminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Fir d'éischt e ganz grouse Merci un d'Rapportrice fir hiren éischte Rapport, dee se hei gemaach huet, d'Mandy Minella. Si war esou komplett, dass ech – an ech mengen, Här President, dat ass

esou gewënscht vun Iech – net méi brauch op den Detail anzegoen. An awer sinn e puer Saache gesot ginn, besonnesch elo um Schluss, déi net ganz richtig sinn, soudass ech awer nach eng Kéier verschidde Saache muss widderhuelen.

Et muss ee wëssen, wa mer haut e CIPA huelen a mer kucken, wéi d'Reglement haut a Kraaft ass, da seet dat, dass ee bis 100 Leit een Infirmier brauch, an doriwwer eraus nach eng Kéier eng Persoun derbäi, ob do 200, 300 oder 400 Leit am Haus sinn.

An deem neien Text soe mer direkt ab dem éischte Bewunner, dass direkt emol zwee Leit mussen do agesat ginn, een Infirmier an een Encadrant. An da soe mer nach, an dat ass jo dat Neit an dat Flott an deem heiten Text, an duerfir wollt mer dat heiten och änneren, do fält mir iwwerhaupt guer keen Zack aus der Kroun, fir dat ze maachen: Mir wollten net nëmmen eng Bettenunzuel kucken, mir wollt justement eng Fleegebedürftegkeet consideréieren!

Et ass dat, wat d'Madamm Delcourt zu Recht opgeworf huet. An dat maache mer jo mat deem heiten Text, andeems mer Tranchen definéieren. Fir déi Leit, déi dat am meeschte brauchen, dat heescht, déi eng Fleegebedürftegkeet hu vu 16 bis 15, soe mer, do maache mer d'Tranche méi kleng, do gi mer op 30er-Tranchen, a mer ginn op méi grouss Tranchë fir Leit, déi manner Fleegebedürftegkeet hunn, dat heescht Tranchë vun 1 bis 5.

Domat wäerte mer eng Augmentatioun hu par rapport zu de minimalen Ufuerderungen, wéi mer se haut kennen. An dat ass och gutt esou, well dat Ganz heescht Qualitéitsgesetz an et geet eis ëm d'Servicer fir déi eeler Leit, an do gehéieren och d'Wunnstrukturen derzou, an do gehéiert och d'Personal – an och d'Personal an der Nuecht – derzou.

Et ass e Gesetz, dat am Ganzen 108 Artikelen huet. Mir schwätzen elo iwwer ee vun deenen 108 Artikelen. Dat Gesetz gëtt elo duerch déi hei Adaptatioun, déi mer jo da wäerte maache – ech spieren eng ganz breet Zoustëmmung – sécher nach eng Kéier besser. Ech hunn et an der Kommissioun gesot. Do ass leider net jidderee present gewiescht, deen haut derzou geschwat huet. Dat ass awer, mengen ech, e wichtegt Argument, fir vläicht nach deen een oder aneren ze iwwerzeegen, fir et da matzestëmmen, well ech mengen, dat wier och e wichtegt Signal fir de Secteur.

Mir hu besonnesch an den Altersheemer iwwert d'Zil erausgeschoss mat deem Text, wéi mer e gestëmmt hunn, well et muss ee wëssen, dass mer haut bei Alters- a Fleegeheemer ëmmer manner Differenzen um Terrain feststellen. Firwat? Well d'Leit – an dat ass gutt esou an dat ënnerstëtze mir, déi viregt d'Regierung, och déi haiteg Regierung, an ech menge souguer kennen ze soen, alleguerten, déi mer heibanne sëtzen, ënnerstëtze mer dat –, wa se dat wëllen, esou laang wéi méiglech och doheim kënne gutt versuert ginn.

Et ass esou, dass d'Leit nach tëscht dräi an engem hallwe bis véier Joer an der Moyenne an Alters- respektiv Fleegeheemer sinn, dat heescht, se bliewen esou laang wéi méiglech doheim. Dat heescht, d'Leit kommen domat forcement méi spët dohin a sinn da meeschtens och méi bedürfteg, méi fleegebedürfteg an deem heite Fall, wat derzou féiert, dass mer eigentlech tëscht de Populatiounen net méi dee Risenënnerscheed hunn, wéi mer et soss tëscht Alters- a Fleegeheemer haten.

An notament bei der Personalbeleeung vun den Altersheemer oder a Strukturen, wou d'Leit manner fleegebedürfteg sinn, an där hu mer hei am Land, hate mer däitlech iwwert d'Zil erausgeschoss. An da

muss een dat och akzeptéieren. An duerfir hu mer dat och bewosst an de Koalitiounsaccord gesat, dat hei unzepassen.

An heibanne si jo och Kollegeen, déi dat wëssen, déi och vum Terrain gesot kruten, dass dat dote si och viru grouss Erausforderunge géif stellen. Net, well méi Personal kënnt, well et kënnt méi Personal an den Nuechten, dat hunn ech Iech ugangs gesot, mee et war notament fir déi Haiser, wou manner fleegbedürfteg Leit dra sinn, iwwert d'Zil erausgeschoss ginn. An dat ännerer mer elo ëm, andeems mer net nëmmen eng Bettenunzuel kucken – well dat war dat, wat mer gemaach hu mat deem Text, dee mer am Juli gestëmmt hunn –, mee dass mer och der Fleegbedürftegkeet Rechnung droen, soudass ech denken, dass dat eng ganz gutt Saach ass.

Ech mengen, wa mer e bëssen d'Avisé kucken, déi erakomm sinn, da schwätzen déi jo awer och derfir, wat jo och d'Parlament hei deelt, dass dat heiten e Schrëtt zur Verbesserung ass. A wa mer bei Verbesserung sinn, ech hunn et hei am Juli gesot, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, an ech soen et hei nach eng Kéier: Dat heiten ass esou e wichtegt Gesetz, wou mer iwwer esou e wichtige Beräich schwätzen, dass et fir mech eng Selbstverständlechkeet ass, fir déi Evaluatioun no dräi Joer ze maachen! Déi Motioun gouf d'ailleurs gestëmmt, ech menge souguer vun deene 60 Deputéierten deemools, fir ze soen: „Mir maachen dat no dräi Joer.“ Jo, dräi Joer ass e kuerzen Delai! An awer sollte mer eis dee ginn, well mer wëssen, dass dat deen een oder aneren Afloss kann hunn.

Wann ech vläicht e Wuert direkt zur Motioun dierf soen, déi d'Madamm Delcourt eragereecht huet. Nach eng Kéier merci dofir. Zweek Joer ass ze vill e kuerzen Delai, wann ee wëllt esou eng Evaluatioun maachen, dofir géif ech et dobäi wëlle beloossen. An ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Gelif?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir hate se awer dës Kéier op dräi Méint!

(Hilarité)

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | A jo!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Macht Äre Saz fäerdeg, Här Hahn!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Wéi gesot, ech denken, deen Delai vun dräi Joer nom Akraaftriede vum Gesetz, wat jo elo den 1. März wäert de Fall sinn, ... Ech géif der Chamber proposéieren, dobäi ze bleiwen, och wat d'Repercussiounen da sinn.

Dir wësst, dee ganze Finanzéierungsmodell, wéi en elo ass, deen ass jo heimat net a Fro gestallt. Dat eent ass d'Assurance dépendance, dat anert ass iwwert de Pensiounspräis. Dat wäert natierlech och mat an der Evaluatioun beuecht ginn.

An dann ass nach deen drëtten Punkt an Ärer Motioun. Ech hu se elo net matbruecht, mee do frot Der eeben eng Strategie. Do géif ech mengen, et wär scho bal, ech weess, et ass e Wuert, dat net ganz beléift ass meeschtens an den Oppositionsreien, dat ass dat Wuert „superfetatoire“, well am Koalitiounsaccord steet genau dat, dass mer eebe grad sollen eis eng Strategie ginn, fir déi Beruffer, sief et am Santébsberäich oder och am Fleegerberäich, méi attraktiv ze maachen. An do ass natierlech och all Iddi wëllkomm. An dat ass eppes, wat mer natierlech wëlle ganz, ganz

seier ugoen, zesumme mat der Gesondheitsministesch, well mer wëssen, dass dat do e ganz wichtige Beräich ass, wou mer och déi nächst Joren nach weider wäerte Personal mussen astellen.

Dat ass eppes, wou déi viregt d'Regierung – ech kucken hei op déi fréier Gesondheitsministesch – vill Efforte gemaach huet. An awer wësse mer, dass dat eppes ass, wat net ophält. Dat ass e stännege Prozess, dass mer musse kucken, dass mer déi néideg Leit an deenen hei zwee ganz wichtige Secteure fannen.

Dëst gesot, soen ech Iech nach eng Kéier villmools Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Minister villmools Merci.

Domat wär dann eis Diskussioun ofgeschloss a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8349 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8349⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8349 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Et si verschidden Ecranen, déi net fonctionéieren. Ech schlëssen de Vott elo of an dann hu mer zwee Stéck, déi mer bäiziele. Fin du vote.

Här Clement, wéi hutt Dir gewilt?

M. Sven Clement (Piraten) | Abstention.

M. Claude Wiseler, Président | Abstention.

Dann hu mer eng Ofstëmmung mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Abstentionen. Domat ass dës Gesetzestext mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Eten, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Marc Goergen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Elo hu mer nach eng Motioun, déi d'Madamm Claire Delcourt erabruecht huet, hei um Dësch leien. Ech maache just drop opmierksam, datt a priori bei de Modèle-de-basé keng Zäit virgesinn ass fir d'Motiounen, well normalerweis beim Modèle de base net Motiounen erabruecht gi sinn, obwuel dat och net esou an eiem Reglement steet. Mee et ass zumindest keng Zäit virgesinn dofir. Well mer awer déi Motioun hunn a well se hei zum Text gehéiert, géif ech Iech bidden, ganz kuerz Stellung ze huelen, déi Leit, déi wëlle Stellung huelen. Madamm Delcourt, wollt Dir nach eppes kuerz driwwer soen? Dir hutt et schonn erkläert virdrun.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo. Här President, ech wollt eigentlech ganz kuerz eppes dann derzou soen. Ech hale mech dann och knapp. Jo, einfach just nach eng Kéier fir ze rappeléieren: Also hei sinn dräi Punkten, déi eigentlech e bëssen d'Regierung incitéieren, fir einfach nach eng Kéier driwwer nozedenken. De Minister Hahn huet zwar elo schonn am Fong Stellung dozou geholl, wat ech ganz appreciéieren.

Bon, ech wollt och nach e bëssen an d'Detailer goen, mee ech hoffen, dass jidderee se esou versteet, wéi se do steet. An ech beloossen et dann och dobäi. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Wie wëllt d'Wuert heizou huelen? Den Här Goergen, den Här Weidig, d'Madamm Minella. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir hate just nach e klengen technesche Problem mam Mikro.

Se ass natierlech sympathesch. Et stinn awer och e puer Saachen dran, déi mech awer elo e bësse verwonnert hunn.

Ech mengen, d'LSAP war elo gefillt 70, 80 Joer an enger Regierung.

(Hilarité)

M. Claude Haagen (LSAP) | 120!

M. Marc Goergen (Piraten) | 120. Merci, Här Haagen, dass Der ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Et kommen der nach dobäi.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo kee Fait personnel, dat do. Dofir géif ech Iech bidden, ...

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass nämlech gutt, Dir macht mäi Punkt nämlech nach méi staark.

(Brouhaha)

Déi éischt Motioun, déi Der da bréngt, ass, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... dass Der gär eng Strategie hätt géint d'Penurie vum Personal. Jo, kann ee maachen. Kann ee maachen. Ob et awer dat ass, wat politesch éierlech ass, wann ee grad aus der Regierung kënnt a virdrun esou laang d'Verantwortung hat an eigentlech hätt missen déizäit derfir suergen, dass mer haut net op deem Punkt wäeren, ... Well en plus ass et jo nach Äert Gesetz, wou mer driwwer geschwat hunn.

Duerfir kënne mer haut eis Zoustëmmung net ginn a wäerten eis enthalten. Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Wëllkomm an der Majoritéit.

M. Claude Wiseler, Président | D'Wuert ass elo fir den Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir hunn dat duerchgelies an et ass ok fir eis. Ech mengen, do steet en Delai vun zwee Joer fir ze analyséieren. Ech mengen, no sechs Méint scho gesäit ee jo, ob dat mam Personalschlüssel fonctionéiert oder net. Ech mengen, do brauche mer keng dräi Joer derfir. An et ass ok. Bon, ech si vläicht e bëssen naiv, mee ech mengen, datt de Ministerium automatesch warscheinlech e Follow-up mécht an ech hoffen, datt se déi dräi Saache souwisou scho maachen. Mee ech mengen, et kann net schueden, dat explizitt nach eng Kéier ausformuléieren. An duerfir wäerte mir derfir stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Villmools merci. De Minister huet zu de Punkte vun der Motioun scho seng Erklärungen ginn. Dofir soen ech am Numm vun der DP-Fraktioun, dass mir dës Motioun net matstëmmen.

Une voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci. Ech hat virdu schonn a mengen Ausféierunge gesot, dass mer hannert där Motioun, déi beim éischte Vott scho war, géife stoen. An dofir géife mer bei dëser och dergéint stëmmen.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir kënnt Iech och mat eis enthalten. Dat ass kee Problem.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Marc Baum huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass eng Motioun, wéi mer der ganz dacks hei hunn an déi effektiv Sënn mécht, déi engersäits eng Evaluatioun freet, ... Ob dat elo zwee oder dräi Joer sinn, dat ass awer elo, mengen ech, wierklech e bësse Méckepéilerei, virun allem, well effektiv, wéi de Mars Di Bartolomeo virdu zu Recht gesot huet, no dräi Méint konnt dat hei esou evaluéiert ginn, datt een huet missen Ännerunge maachen, soudatt ech mengen, datt déi zwee Joer awer rasonabel sinn.

Et geet awer virun allem och drëm, fir Mesüren ze huelen, wat de Finanzement ugeet, an déi grouss Fro vun der Strategie, do ass et müesseg, mengen ech, ze soen, wien an der Majoritéit a wien an der Opposition ass, well et ass nämlech och eng Fro, déi net nëmmen de Familljeministère betrëfft. Et ass och eng Fro, déi de Santéministère betrëfft. Evidenterweis, esou Strategien ... Wat d'Penurië vu Personal ugeet, ass et iwwerhaapt bei sozioedukativem Personal, wou mer am Moment zu Lëtzebuerg grouse Mangel hunn. A wat de Mangel méi grouss gëtt, wat de Besoin vun enger Strategie och méi grouss gëtt, soudatt ech mengen, datt déi dräi Punkten, déi d'Madamm Delcourt hei opgeschriwwen huet, absolutt Sënn maachen. An duerfir wäerte mir dat hei och ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet nach d'Madamm Welfring d'Wuert gefrot.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Ech probéieren, dës Kéier méi haart ze schwätzen. Mir kënnen dës Motioun natierlech matënnerstëtzen. Ech denken, dass et ganz wichteg ass, wéi ech virdu gesot hunn, dass mer hei en An drop behalen, wéi dat Gesetz sech ëmsetze léisst, dass mer och op

de Secteur lauschteren, souwuel déi Leit, déi an de professionelle Strukture schaffen, wéi och déi Leit, déi do betreit ginn, well soubal do eppes net richtig leeft, muss och reagiert ginn. An ech denken, dass et dofir net kann dräi Joer daueren an dass een an der Kommissioun och muss reegelméisseg do de Bilan maachen innerhalb vun deenen dräi Joer, well ech mengen, soss lafe mer do awer a Problemer eran, wann do muss korrigéiert ginn.

Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géife mer zum Ofstëmme vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

(Brouhaha)

Ech hunn hei stoen: Jo-Stëmmen: 22, Nee-Stëmmen: 34 – dann zielen ech der Madamm Kemp hir derbäi –, 35, an Abstentiounen: 3. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 23 voix pour, 34 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt épouse Kemp;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mme Diane Aehm, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).

13. 8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022

Nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 8282 iwwert d'Konventioun tëscht Lëtzebuerg an dem Cap Vert iwwert d'Ofschafe vun der duebeler Besteuerung an d'Preventioun vu Steuerhannerzüung. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeloucht

an deemno folgendermoossen opgedeelt: 10 Minutten fir de Rapporteur, 5 Minutten fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit an 10 Minutten fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, an dësem Projet de loi geet et drëms, dat Duebelbesteuerungsofkommes mam Cap Vert ze approvéeieren. Dëst Ofkommes ass a sech schonn den 13. Januar 2022 ënnerschriwwen ginn.

Et ass en extreem wichtegt Ofkommes, och am Kontext vun de bilaterale Relatiounen – déi, wéi Der alleguerte wësst, exzellent sinn – zwëschent dem Cap Vert a Lëtzebuerg. Et sief och nach bemierkt, datt de Cap Vert e Pays cible vun eiser Kooperatioun ass. An an deem Sënn ass och sécherlech dësen Accord en nützlich Instrument.

Ausserdeem hu mer eng grouss kapverdianesch Communautéit och an eisem Land. An an deem Sënn ass och dësen Duebelbesteuerungsaccord vu grousser Wichtigkeet.

A sech ginn an dësem Accord d'Virgäbe vun der OECD ëmgesat. Dat sinn ëmmer déi traditionell Virgaben, déi mer och an deenen aneren Duebelbesteuerungsofkommesen erëmfannen. Allerdéngs ass dat heiten en Accord vun der neier Generatioun an deem Sënn, datt och d'Fong mat dra sinn, wat jo och fir d'Finanzplaz net onwichtig ass.

Zu den Avisen. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis dëst Duebelbesteuerungsofkommes begreiss. De Staatsrot huet a sengem Avis keng weider Umierkungen zum Inhalt gehat.

Wat elo d'Prozedur betrëfft, ass dës Projet de loi den 20. Juli 2023 vum Ausseminister deposéiert ginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum den 10. Oktober 2023 (veuillez lire: de 25. September 2023). An der Finanzkommissioun vum 19. Januar 2024 gouf de Projet presentéiert. Ech gouf zum Rapporteur ernannt a mir hunn och do den Avis vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce examinéiert. An de Rapport gouf an der Kommissiounssitzung vum 2. Februar 2024 ugeholl. Souwäit dat, wat mäi Rapport betrëfft.

Dann dinn ech, Här President, och kuerz meng Kap als mandatéierte Spriecher vun der CSV un, fir nach eng Kéier ze bemierken, datt mir natierlech als Fraktioun dëst Ofkommes ausdrécklech begreissen. Et ass wichteg, datt mer domadder och d'Netzwerk vun den Duebelbesteuerungsofkommesen, déi eist Land mat senger Partnerlänner mécht, méi grouss maachen.

Ech mengen, mir sinn eis och alleguerten eens, datt d'Duebelbesteuerungsofkommes e wichtegt Instrument vun der Attraktivitéit a vun der Kompetitivitéit vun eiser Lëtzebuergescher Wirtschaft ass. A mir begreissen, datt an Zukunft och nach weider esou Ofkommesen mat anere Partnerlänner wäerten ofgeschloss ginn.

Dëst gesot, ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmerk-samkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar, fir Är schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, Här Minister, léif Kolleegen, de Cap Vert ass ee vun eisen Haaptpartner an der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht a mir hunn och eng gréisser kapverdianesch Communautéit hei zu Lëtzebuerg, mat där mer wirklech frëndschaflech verbonne sinn.

De President vum Cap Vert huet d'lescht Joer zu Lëtzebuerg eng Staatsvisitt gemaach, wat natierlech derzou bäigedroen huet, dass déi bilateral Relatiounen tëschent deenen zwee Länner gestärkt gi sinn.

Mat dëser Konventioun gëtt et elo e Stéck méi einfach, fir zesummen Handel ze bedreiwen à pied d'égalité. An deem Sënn kënne mir als DP-Fraktioun nëmmen eisen Accord ginn zu dësem Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann huet d'Wuert elo: den Här Franz Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, all Duebelbesteierungsofkommes ass eng gutt Saach fir eist Land, well mer effektiv doduerch eisen Aussenhandel weiderbréngen. Mee hei ass et effektiv mat engem spezielle Land, wou mer en Duebelbesteierungsofkommes maachen, wéi dat elo scho gesot ginn ass vum Rapporteur an och vum Guy Arendt. Hei ass en Accord mam Cap Vert, e laangjäregt Partnerland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, säit 1993, wat eng remarkabel Evolutioun matgemaach huet säit der Independance 1975, wou mer och als Lëtzebuerg, mengen ech, vill Meritt hunn an där Zesummenaarbecht, déi mer mat hinne gemaach hunn.

Mir hu gehollef, déi Insel ze electrifiéieren, mir hunn am Beräich vum Waasser, vum Assainissement, ganz villes gemaach. Mir hunn och am Beräich vun der Educatioun a vun der professioneller Formatoun mat hinnen zesummen dat Land wäit weiderbruecht, sou dass se haut wirklech eng remarkabel Evolutioun do gemaach hunn. Haut si mer och aktiv mam Cap Vert am Beräich vun den erneierbaren Energien. An et ass effektiv eent vun deene Länner, wou een och kann eng wirtschaftlech Kooperatioun an d'Ae faassen.

Dat ass net mat all eise Kooperatiounslänner méiglech, mee mam Cap Vert ass et eng Méiglechkeet. An ech war ëmmer der Meenung, als Kooperatiounsminister, dass an deene Länner, wou dat méiglech ass, mer dat och solle maachen. An dass mer dat solle maachen op Aenhéicht, dat heescht, dass mer net sollen eng Aide liée maachen, mee dass do, wou et eng Méiglechkeet gëtt, mer effektiv déi Geleeënheet sollen huelen.

Mat dësem Duebelbesteierungsofkommes maache mer effektiv déi Dieren op, fir souwuel an der Digitalisatioun, an den erneierbaren Energien, an de Start-uppen – well am Cap Vert sinn och Start-uppen – mat hinnen zesummenzeschaffen, awer och am Beräich vun de Fongen. Well mir musse kucken, dass eis Fongenindustrie sech méi fir eis Entwécklungslänner, eis Entwécklungszesummenaarbecht, interesséiert. An do ass natierlech esou eng Duebelbesteierungskonventioun wichteg, fir dass dat och wäert de Fall sinn.

Ech sot: „op Aenhéicht“, well et ass wichteg, dass dat op Aenhéicht geschitt an net aus enger Relation de supériorité. Lëtzebuerg huet 15-mol sou e staarke PIB wéi de Cap Vert. Mir sinn ongeféier an der Taille e vergläichbaart Land, wat eis Demografie ugeet, eis Bevëlkerung. An ech mengen, dass een ëmmer muss en Accent drop leeën, dass een dat wirklech à titre d'égalité mécht.

Ech si frou, dass d'Regierung dat, mengen ech, och nach weider esou gesäit. An Ärem Regierungsaccord

gëtt vum enorme Potenzial geschwat vum afrikanesche Kontinent, och mat enger Referenz op d'Matières premières. Abee, ech mengen trotzdem an ech hoffen, dass mer eis ëmmer nach eens sinn, dass mer an där Iddi vun der Aide non liée hei weiderfueren.

An deem Kontext ginn ech dann och ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann huet elo d'Wuert: den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Geet de Mikro? Hallo.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, e geet.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir begréissen natierlech als Fraktioun dëst Ofkommes hei ausdrécklech, an dat ëmsou méi, well mer jo haut scho kënne dervu schwätzen, dass mer scho bal historesch gutt Relatiounen hu mat dem Cap Vert an och ganz gutt frëndschaflech Relatiounen mam Cap Vert. A grad dowéinst, mengen ech, huet dat hei och eng ganz besonnesch Bedeitung, déi mer just kënne ënnerstëtzen. An duerfir stëmme mir als ADR-Fraktioun mat Jo.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech just menge Virriedner uschléissen. Och mir ënnerstëtzen natierlech deenen heiten Accord, dee ganz vill positiv Säiten huet. Ech widerhuelen net alles, wat elo hei scho gesot gouf. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et dann nach méi kuerz maachen an einfach Jo soen. Villmools merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Wuert: den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech maachen et e bësse manner kuerz. Natierlech si mir frou hei zu Lëtzebuerg, wa mer gutt Bezéiungen och op wirtschaftlech Niveau hu mam Cap Vert, engem Land, enger eemoleger portugisesch Kolonie, dat mat der Waff an der Hand seng Independance krut vum Salazar- respektiv Caetano-Regimm, mat deem Lëtzebuerg deemools awer relativ gutt Bezéiungen hat. Dofir solle mer oppassen, dass mer eis awer net ze vill als grouss Helden duerstellen.

Mir wäerten awer géint dëse Projet de loi stëmmen, wéi mer och prinzipiell géint all déi „Duebelnetbesteierungssaccorde“ sinn, wéi ee se richtegerweis misst nennen a wéi den Här Asselborn se och ëmmer genannt huet. Well mir hunn awer weiderhin e Problem domadder, dass een, dee méi wéi 10 % an engem Fong oder an enger Holding investéiert, u sech seng Dividende komplett steierbefreit huet, amplaz déi 15 % Quellesteier ze bezuelen. Dat funktionéiert an zwou Richtungen. Mee mir mengen net, dass déi Proliferatioun, déi mer hu vun „Duebelnetbesteierungssaccorden“, eng gutt Saach ass, a mir mengen, dass dat eischer derzou féiert, dass mer zu enger kompletter Steierbefreiung vun de Kapitalflëss wäerte kommen, déi justement e grouss Problem duerstellt fir Entwécklungslänner.

An et gouf schonn eng Etüd viru Joren zu Lëtzebuerg, déi bewisen huet, dass eis Finanzplaz u sech den Entwécklungslänner méi Suen ewechhëlt wéi dat, wat eis Kooperatioun ginn huet. Si ass jo e bëssen zenséiert ginn, well se derangéiert, mee dat ass awer de Fall.

Dat heescht, mir musse ganz gutt oppassen. Mir wënschen eis och Kooperatioun op ekonomeschem Niveau mam Cap Vert, mee mir mengen net, dass dat strictement op Steierbefreiung soll berouen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

A dann huet d'Wuert elo: d'Regierung, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. 58 vu 60 Deputéiert, dat ass eng breet Zoustëmmung.

Zweetens wëll ech soen, dass den Här Fayot an dësem Sënn eigentlech dat richteg Wuert gesot huet, nämlech: eng Kooperatioun op Aenhéicht. Mir maachen hei net en Duebelbesteierungsofkommes mat engem einfachen Entwécklungsland. Mir maachen en Duebelbesteierungsofkommes mat engem Partnerland, wat historesch u Lëtzebuerg gewuess ass. An et ass och vun där larger Communautéit vum Cap Vert hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn. Et ass effektiv déi largeste Communautéit vum ganzen afrikanesche Kontinent an et sinn net manner wéi 2.600 Leit mat kapverdianescher Nationalitéit, déi zu Lëtzebuerg wunnen.

Den zweete Punkt ass deen: Jo, et entsprécht all de Krittäre vun de sougenannten OECD-Modeller. Et entsprécht och de Krittäre vun den UNO-Konventiounen an deem Beräich. An ech ginn dem Här Wagner do net Recht. Et ass wichteg fir Lëtzebuerg, dass och d'Fongen dodrënner falen. Firwat? Mee well mer iwwert déi Investmentfongen ... Mir sinn deen zweetgréissten Hub vun Investmentfonge weltwäit. Do si 5.000 Milliarden – et ass méttlerweil souguer méi héich – Suen, déi zu Lëtzebuerg ënnert de Fonge gemanaget ginn.

Abee, grad déi Suen, déi kënne zillfürend och an den afrikanesche Länner, besonnesch an dem Cap Vert, investéiert ginn. An dat bréngt souwuel zu Lëtzebuerg natierlech eppes der Industrie, jo, dat soll een zouginn, mee et hëlleft awer och dem Cap Vert, fir seng Ekonomie weider opzebauen. An ech denken do besonnesch un de Beräich vun den erneierbaren Energien. Kuckt emol, mir schwätzen hei alleguerten – oder de Gros vun de Leit haten dat an hirem Walprogramm stoen – vun der sougenannter „nolhalteger Finanzwelt“. Abee, genau dora kënne mer iwwert dee Wee do, Solarenergie, aner Energiequellen, investéieren, wat eng Win-win-Situatioun fir déi zwee Staaten ass. An duerfir ass et och richtig, dass hei d'Fongenindustrie drënner fält.

En drëtten a leschte Punkt ass deen, jo, mir bekenne eis derzou ..., an do ginn ech dem David Wagner net Recht. Ech respektéiere seng Meenung, mee mir hunn als Regierung eng aner Meenung. Mir sinn der Meenung, dass mer als klengt, mee modernt Land, e Land, vun deem mer wëssen, dass dat och vun eiser Finanzindustrie, mee net nëmme vun där, leeft, de Réseau vun den Duebelbesteierungsofkommes weltwäit net reduzéieren, mee méi grouss maache wëllen. An dat zielt!

Mir haten d'leschte Kéier rieds iwwer en Duebelbesteierungsofkommes mat Kolumbien, bei deem ech

d'Chance hat, fir et ze ënnerschreiw. Abee, mir musse present ginn a Südamerika a mer mussen och weider eise Réseau developpéieren op dem afrikanesche Kontinent. Mir hunn de Moment eelef Konventioun vum Duebelbesteuerungsofkommessen ënnerschriwwe mat afrikanesche Länner an dovum sinn der aacht schonns a Kraaft. Déi dräi aner, dat ass notamment de Cap Vert ... Ab haut wäert deen dann och, wann dat Gesetz gestëmmt a publizéiert ass, a Kraaft sinn. Da feelen nach Ghana a Ruanda, dee bei eis schonns ofgeschloss ass, mee bei den Autoritéite vum Ruanda nach net. Do ass d'Radifikationsprozedur nach amgaang.

Duerfir ofschléissend nach eng Kéier Merci fir dee breede Support. Dem Här Mosar däerf ech net méi Merci soen. Elo ass dat awer indirekt geschitt. An ech hoffen dann, dass déi breet Zoustëmmung sech och am Vott erëmfënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. An domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8282. Den Text steet am Document parlementaire 8282³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8282 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Ok. De Vott ass elo ofgeschloss.

Den Här Goergen huet och mat Jo gestëmmt. Da sinn et 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme. Dësen Text ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schackmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. 8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vum haut. Dat ass de Projet de loi 8231, eng Konventioun iwwert d'Unerkennung vum Héichschulqualifikatiounen. D'Riedezäit ass nees eng Kéier nom Basismodell festgeluecht a folgendermoossen opgedeelt: zéng Minutte fir de Rapporteur, fënnf Minutte fir jiddwer Fraktioun oder Sensibilitéit, zéng Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler, huet d'Wuert. Här Bauler.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mat dësem Gesetzesprojet, dem 8231, huele mer haut als Parlament déi global Konventioun iwwert d'Unerkennung vum de Qualifikatiounen am Héichschulberäich un. Et handelt sech heibäi ëm en éischten Traité vum de Vereenten Natiounen iwwert d'Héichschulqualifikatiounen, deen eng global, eng weltwäit Relevanz huet. D'Konventioun selwer ass zënter dem 5. März 2023 a Kraaft.

Et sief gesot, dass och elo scho regional Konventiounen an dëser Matière existéieren, esou zum Beispill d'Konventioun iwwert d'Unerkennung vum Héichschulqualifikatiounen an Europa, déi 1997 zu Lissabon adoptéiert ginn ass. Dës nei global Konventioun versicht dann och net, fir déi regional Konventiounen ze ersetzen, mee fir de besteende Kader an deem Kontext ze kompletéieren, ze ergänzen. De Sënn heivunner ass et, fir iwwert d'Afféierung vu generelle Prinzippien eng gréisser international Mobilitéit vum de Studenten, Fuerscher an de Salariéen ze favoriséieren an d'Recht op eng fair, equitable an transparent Unerkennungsprozedur vum auslännesche Qualifikatiounen ze promouvéieren.

Den Zweck, dee soll erfüllt ginn, besteet doranner, fir e feste Kader fir d'Unerkennung vum Héichschulqualifikatiounen op der Échelle mondiale, also weltwäit, ze schafen an domat d'Vepflichtungen, déi sech elo schonn aus de regionale Konventiounen erënn, op e globalen Niveau auszewäiten, soudass eeben dës Prinzippien och bei deene Länner kënnen promouvéiert ginn, déi nach keng regional Konventioun, wéi zum Beispill d'Konventioun vu Lissabon fir den europäesche Raum, ënnerzeechent haten.

Et schwätzt näischt dergéint, dass Lëtzebuerg och déi global Konventioun ratifiéiere kann a soll. Um Niveau vum Héichschulwiesen erfëlle mer elo schonn déi verschidden Unerkennungsprinzippien, déi an der Convention mondiale festgehal sinn, soudass hei keng Upassunge musse virgeholl ginn. Dat gëllt och fir nei Elementer an dëser globaler Konventioun, déi den neien Approchen a Weeër a Saachen Héichschulqualifikatiounen wëlle Rechnung droen. Ech géif se kuerz ernimmen.

Dat betrëfft d'Evaluatioun no de selwechte Krittäre fir Qualifikatiounen, déi eng Persoun iwwer sougenannt traditionell oder eeben net traditionell Léierweeër erreecht huet. Eis Prozedur fir déi akadeemesch Unerkennung mécht hei keen Ënnerschied an deem Sënn,

dass mir all Diplom unerkennen, deen am Land, an deem dësen Diplom eeben ausgestallt gouf, als Deel vum Héichschulsystem unerkannt ass.

Dann en zweete Punkt: Dat gëllt och fir d'Unerkennung vum Diplomer am Kader vu gemeinsamen internationale Programmer an zum Schluss gëllt et och fir d'Unerkennung vum Acquisen, déi ee schonn am Virfeld gesammelt huet, dëst via de System vum der sougenannter Validation des acquis de l'expérience, wou ee sech besonnesch seng professionell Erfarunge kann ënner bestëmmten, gewëssene Bedéngungen urrechne loosse.

Deen eenzege klengen Ënnerschied zu de Konventiounen, wéi se bis ewell bestanen hunn, ass deen, datt bis dato just eng Beschreiwung vum de Qualifikatiounen huet mussen existéieren. Elo gëtt dat erweidert op eng komplett Beschreiwung vum de Résultats d'apprentissage vum deene verschiddene Studieprogrammen.

Wat elo d'Unerkennung vum Diplomer aus dem Enseignement secondaire ubelaangt, also Niveau Première, Bac, ass et aktuell esou, dass den Educatiousministère bis dato den Ënnerschied gemaach huet tëschent deene Länner, déi d'Konventioun vu Lissabon oder och déi vu Paräis ënnerzeechent haten, an deenen, déi dat net gemaach hunn. Mee och Diplomer aus Drëttstaate ginn elo schonn evaluéiert. Dat bedeit also, dass d'Konditiounen vum der globaler Konventioun och zu dësem Ablack schonn erfüllt sinn. An Zukunft wäerten also Diplomer aus Länner, déi zwar net déi europäesch Konventioun ratifizéiert hunn, mee déi nei global Konventioun, no den nämlechte Krittäre wéi déi europäesch Diplomer behandelt ginn.

Léif alleguer, e weideren interessante Punkt, deen an der Kommissioun ervirgehewe gouf an deen och wichteg ass, ass virun allem deen, dass dës akadeemesch Unerkennung vum Titelen net ze verwieselen ass mat der professioneller Unerkennung vu Qualifikatiounen am Kader vum de reglementéierte Berufler, wou et also ëm den Zougang, ëm den Accès vum deene Berufler geet.

Här President, zum Schluss nach e kuerzt Wuert zum Avis vum der Handelskummer, der Chambre de Commerce. Si huet an hirem Avis prezisiéiert, dass et wichteg ass, souwuel déi legal wéi och déi administrativ Exigenzen am Kader vum der Unerkennung vum den Diplomer ze vereinfachen. Dëst géif besonnesch den Accès op den Aarbechtsmaart fir vill Leit vereinfachen an och déi geografesch Mobilitéit vu ville Leit, och vum de Schüler a Studenten, begünstegen.

Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Den Accord vu menger Fraktioun soll ech jo separat ginn, Här President, dofir géif ech gär dann nom CSV-Riedner schwätzen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Mobilitéit vu Studenten ass haut ëmmer méi grouss an natierlech ass dat hei zu Lëtzebuerg nach vill, vill méi de Fall, zanter éiweg, mat ganz ville Studenten aus Lëtzebuerg, déi jo am Ausland studéieren.

Dofir ass dat Gesetz hei och grad wichteg fir eis, well mir natierlech méi Studenten am Ausland hu mat auslänneschen Diplomer wéi eeben aner respektiv grouss Länner.

Elo kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt nach néideg wär, eng explizitt a prozedural Unerkennung vun Héichschouldiplomer ze maachen. Elo ass da grad haut am Memorial e Gesetz oder d'Publikatioun vun dem Akraafttriede vum Traité iwwert déi automatesch Unerkennung vun der Qualifikatioun vun dem Enseignement supérieur, deen zu Bréissel 2021 gemaach ginn ass. Den Här Rapporteur hat dovunner geschwat. Dat ass en Text, deen d'Benelux-Länner an déi baltesch Länner u sech an där Hisiicht liiert. Deen Text ass haut am Memorial, deen ass de 5. Februar a Kraaft getrueden, wou et dann heescht: „Bei deene Länner brauch keng Unerkennung méi explizitt vun den Diplomer gemaach ze ginn.“

Et wär natierlech flott, wann dat nach op méi Länner géif ausgeweit kënne ginn. Iergendwéini muss ee sech froen, awéiwäit déi Systemer haut nach gutt sinn, déi et vläicht virun enger Häerd vu Jore wuel waren, déi awer vläicht elo net méi esou néideg wäeren.

Trotz allem ass dat hei an déi nei Konventioun, ëm déi et haut an dësem Gesetz hei an der Chamber geet, eng gutt Noricht an eng gutt Saach. An dozou gëtt och d'CSV-Fraktioun hiert Averständnis. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An den Här Bauler huet sech nach eng Kéier ageschriwwen als Riedner vun der DP.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President, datt Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt nach eng Kéier op dëser Plaz den Accord, d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn, soudass dat schéi vum Rapport getrennt ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ok, Här Bauler. Dat ass ganz léif vun Iech. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, mat deem heite Projet stärke mir nach eng Kéier déi international Zesummenaarbecht fir eng verbessert an eng méi modern Approche bei der Unerkennung vun den Héichschouldiplomer.

Nom Rapport bleift mir dann hei nëmmen nach ze ënnersträichen, dass mir als LSAP esou Efforten ëmmer begrëssen an och op déi international Zesummenaarbecht halen, besonnesch bei der Unerkennung vun Diplomer, wann ee bedenkt, wéi frappant dann awer de Personalmanangel a wichtigen, spréich esentielle Secteuren ass a wéi staark eisen Aarbechtsmarché ofhängeg ass vun auslännescher Fachkraaft, an och grad fir ons klenge Lëtzebuerg, wou et eis net méiglech ass, all Typ vu Spezialiste selwer auszubilden, sinn esou Conventiounen e klere Léisungsusaz, fir eis Lacunen ze behiewen.

Mir ënnerstëtzen dofir dëse Projet, fir d'international Zesummenaarbecht weider ze fërderen, wou et Sënn mécht. An dat ass hei kloer de Fall. Dofir sinn ech frou, den Accord vu menger Fraktioun kënnen ze ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet den Här Tom Weidig d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Merci, Här Chamberspräsident. Mir wäerten dee Projet de loi och als Fraktioun matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Welfring huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Mir kënnen och deen heite Projet de loi ënnerstëtzen, well d'Mobilitéit an d'Unerkennung vun diploméierte Leit duerch d'ganz Welt eng ganz wichteg Saach ass a ganz ville Secteuren, och hei zu Lëtzebuerg. Dofir kënnen mer dat hei nëmme matënnerstëtzen, d'autant plus, well viles scho besteet an dat hei eigentlech eng Modernisatioun vum Bestand duerstellt an eng Vergréisserung vun der geografischer Portée. Voilà. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo d'Wuert: den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi virleidend Konventioun iwwert d'Unerkennung vun den Héichschouldiplomatiounen ass e wichtige Schratt fir d'Verbesserung vun der internationaler Zesummenaarbecht um Niveau vun der Fuerschung a vun der Ausbildung. An dofir fënnt se och eis vollsten Ënnerstëtzung.

An ech fannen et och ganz gutt, wat och virdru scho gesot gouf: U sech musse mir hei zu Lëtzebuerg net vill drun änneren, fir konform zu där Konventioun ze sinn, well mir de Gros dovunner schonn erfëllen, fir net ze soen alles, mee et sinn e puer technesch Detailler.

Et ass awer esou, datt mer eis trotzdem verbessere kënnen. A virun allem, an dofir ass et esou schéin, ass dat heite jo elo eng Unesco-Konventioun, wou dann nach eng Kéier méi Länner derbäi sinn, wéi wa mer dat op europäeschem Niveau maachen, wa mer dat op iergendwellechen anere Fore maachen. An et ass awer och nach ëmmer esou, datt mer grad bei der Unerkennung vun Diplomer aus den Net-EU-Länner heefeg mat Problemer ze kämpfen hunn, soudatt gutt qualifizéiert Leit hir Studien net oder net vollstänneg unerkannt kréien an domadder dann an eng Situatioun geroden, wou se entweder musse Studien nomaachen, obwuel se se schonn an hirem Heemechtsland gemaach hunn, oder eeben tatsächlech ganz vu vir musse mat eppes anerem ufänken.

Ech ginn elo net op spezifesch Fäll an, mee mir wëssen, datt grad a Metieren, wou mer gesinn, datt et eng Prekaritéit u Main-d'oeuvre gëtt, mer ëmmer erëm mat deene Froe konfrontéiert sinn, wou Leit, héichqualifizéiert Leit, op Lëtzebuerg wëlle kommen a spéitstens wa se dann hei sinn op eemol gesot kréien: „Jo ok, et ass schéin, dass de hei bass, mee du hues net den Diplom, fir an deem Metier ze schaffen.“ Dat ass an de reglementéierte Beruffer de Fall, dat kann awer och an de Beruffer de Fall sinn, wou eng Autorisation d'établissement gefuerdert gëtt a wou se da Problemer hunn, fir eeben nozeweisen, datt se déi kënne kréien.

Dat heescht, déi international Kooperatioun ass wichteg, fir d'Mobilitéit ze erhéien. An deementsprechend wär et gutt, wa mer do nach weider Efforte géife maachen. Mir brauchen dat global. An all Schrëtt, deen de friddlechen Austausch an d'Zesummenaarbecht tëscht de Länner fërdert, ass do déi richteg Richtung. An dofir kann ech och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo d'Wuert: den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech dee Projet de loi och matdroen.

Et ass virdru kuerz ugeschwat gi vum Här Rapporteur an den Här Clement huet dat elo och ugeschwat. Et betrëfft natierlech elo net deen heite Projet de loi, mee ech mengen, et ass wichteg, datt een dat awer kuerz uschwätzt: Dat ass eeben déi Problematik vun der Unerkennung vun de reglementéierte Beruffer, wou et zu Lëtzebuerg, zemoos am Gesondheetssektor, och an anere Secteuren, mee zemoos am Gesondheitssektor wierklech problematesch ass, wou mer Leit hunn hei zu Lëtzebuerg, déi diploméiert sinn, aus Pays-tiersen, déi heiansdo excellent Qualifikatiounen hunn, Bac+4 fir Infirmier an esou weider – dat muss ee sech virstellen! – an awer trotzdem Hürden hunn, fir hei ze praktizéieren a Beräicher, wou mir en plus justement an der Penurie sinn.

Dat heescht, et wier wierklech interessant, eng Kéier déi Diskussioun do ze féieren an do vläicht och déi eng oder déi aner Ännerung duerchzeféieren. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Da wär et elo un der Regierung. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Ech soe Merci fir de breede Konsens fir dëse Projet de loi, mat deem d'Convention mondiale a Saachen Unerkennung vun auslännesche Qualifikatiounen approvüert gëtt.

Mat dëser Konventioun ginn, wéi vun de Virriedner scho gesot, elo eng Rei Prinzippien a Saachen akademescher Unerkennung vu Qualifikatiounen op engem weltwäiten Niveau festgehalten an domat regional Konventiounen wéi d'Konventioun vu Lissabon ergänzt. Esou gëtt déi international Mobilitéit vu Studenten, Fuerscher a Salarié favoriséiert an de Prinzippien vu fairen an transparente Prozeduren a Saachen Unerkennung vun Diplomer promovüert.

Ech soen Iech Merci fir Är Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8231. Den Text steet am Document parlementaire 8231⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8231 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Huet elo jiddwerengem säin Apparat fonctionéiert? Da Fin du vote.

Also, dësen Text huet 60 Jo-Stëmmen kritt an ass domadder mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt,

MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass heimat opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.10 heures.)

13^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

Exposé : Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Christophe Hansen (dépôt de la motion 2) | M. André Bauler | M. Franz Fayot (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. François Bausch, M. David Wagner et M. Meris Sehovic) | M. Sven Clement (interventions de M. Christophe Hansen et M. Marc Baum) | M. Christophe Hansen (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen (intervention de M. Sven Clement) | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 3) | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden

Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson | M. le Premier ministre Luc Frieden (intervention de Mme Sam Tanson) | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : M. Christophe Hansen | Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Marc Baum | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : M. Franz Fayot | M. Sven Clement (intervention de M. Franz Fayot) | M. Franz Fayot | M. Laurent Mosar

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté)

Vote sur la motion 3 (rejetée)

3. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats

M. Luc Frieden, Premier ministre

p. 39

p. 39

p. 50

4. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Marc Baum | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

5. Question élargie n° 3 de M. Fred Keup au sujet de la digitalisation à l'école

M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Fred Keup | M. le Ministre Claude Meisch

6. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler, Président

7. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats (suite)

M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Marc Baum | M. le Ministre Georges Mischo

8. Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de l'amélioration de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans le cadre du système éducatif luxembourgeois

Exposé : M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Barbara Agostino | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Meris Sehovic) | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch

Motion 1 : M. Meris Sehovic

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch et M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

M. Claude Wiseler, Président | D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi

sougenannte „Liwwerkettendirektiv“, déi déi politesch Sensibilitéit déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils fënnf Minutten, an duerno huet d'Regierung fofzéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson als Vertrieederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Voilà, sielen ass eng Aktualitéitsstonn esou aktuell wéi elo. De Moien hunn nach

d'Ambassadeuren am COREPER iwwert deen extreem wichtigen Text, iwwert dee mer elo de Mëtten debattieren, diskutéiert.

Wéi ëmmer bei deene Reuniounen, probéiert een, aus der Press erauszefannen, wat dann elo d'Positioun vun deem engen an deem aneren ass. Ech hoffen, dass mer dann de Mëtten endlech méi gewuer ginn iwwert d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem Text, dee bis elo ëmmer d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg hat. Et sinn an deene leschte Woche vill Positiounen nach derbäikomm oder ëmgekippt ginn, a mir hoffen awer, dass et elo – déi belsch Présidence huet jo annoncéiert, dass ee sech géif gi bis de 7. Mäerz – an deem Kontext an an deem Kader awer nach hei zu engem Accord kënn an dass Lëtzebuerg och säin Deel dozou bäidrëit. Mee de Mëtten ass fir eis emol prioritär ze wëssen, wou

genau d'Lëtzebuurger Regierung steet. An dat ass am Moment net ganz einfach erauszefannen.

Wann een dann d'Press liest, da liest een esou Sätz wéi: „Mir sinn attachéiert un de Mënscherechter, mee och un der Aktivitéit vun den Entrepreneuren“, hutt Dir, Här Premierminister, laut der Zeitung „L'essentiel“ den 21. Februar op engem Pressebriefing an deem Kontext gesot. Ech hu mech gefrot, wat dat heescht, well eeben och de Rescht vun den Aussoe vun Iech an Ärer Ekippe zu dëser extreem wichtiger Direktiv net ganz opschlüsslech waren.

Mee heescht dat, datt d'Mënscherechter Iech wichteg sinn, soulaang se an Ären Ae keng Belaaschtung fir d'Entrepreneuren duerstellen? Et heescht jo wuel kaum, datt d'Mënscherechter just wichteg sinn, wann et ëm d'Mënscherechter vun de Leit hei zu Lëtzebuerg geet? Oder heescht et dat, wat e „mee“ dacks heescht: „D'Mënscherechter si wichteg, mee vläicht dann net gradesou wichteg wéi d'Aktivitéit vun den Entrepreneuren“? Hanner e Saz wéi: „Mir sinn attachéiert un de Mënscherechter“, gehéiert kee „mee“, ...

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... scho guer net an engem Land wéi Lëtzebuerg.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wäert mer elo soen, et géif Iech just ëm administrativ Hürde goen, déi een esou niddreg wéi méiglech hale soll. Dat verstu mir. Mir huelen dat och seriö, deelen awer net d'Aschätzung, datt een dat op d'Wo ka leeë mam Respekt vun de Mënscherechter.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Well wann ee Kontrolle verflüchtend aféiert – a si sinn noutwenneg, dat soen extreem vill international Organisatiounen –, da geet dat net ouni Aarbecht, déi domat verbonne gëtt an déi hei – dat muss een dobäi soen – virun allem de Groussen ofverlaangt gëtt, deenen, déi d'Moyenen och hunn an dem Deel dës Initiativ och mat ënnerstëtzen. Ee Beispill vu villen ass Ferrero, déi jo hei am Land present sinn.

Mir hunn d'Chance, an engem Land ze liewen, an deem d'fundamental Rechter vun de Mënsche geschützt sinn, an deem et Reegelen gëtt, ënner wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Kompensatiounen d'Ëmwelt ka belaauscht gi fir wirtschaftlech Aktivitéiten.

Konkreet heescht dat zum Beispill, datt mer e Gesetz hu vun 2001, wat grondsätzlech verbitt, datt Mannerjäreger schaffen. Et gëtt natierlech heizou Ausnamen, mee dat si ganz streng Reegelen, déi encadréiert sinn a kontrolléiert ginn. Och déi Chance, déi huet net all Kand op der Welt. Laut Unicef sinn eng 160 Milliounen Kanner, déi enger Aarbecht mussen nogoen, dorënner d'Hallschent, déi enger schwiereger, enger geféierlecher Aarbecht noginn. Si maachen dat, am plaz an d'Schoul ze goen, liesen a schreiwen ze léieren. Se maachen dat, am plaz mat hire Kolleegen ze spillen, am plaz Zäit ze verbréngen mat hire Frënn, am plaz einfach Kand ze sinn.

Och d'Natur bezitt weltwäit en héije Präis fir rücksichtslos Wirtschaftspraktiken. 2022 si laut WWF eng 6 Milliounen Hektar Bësch ofgeholzt ginn, 90 % dovunner an tropesche Géigenden. Bëscher, déi mer weltwäit brauchen, fir d'Temperatur esou niddreg wéi méiglech ze halen, Bëscher, déi vill Aarte beherbergen, Bëscher, déi hëllefen, ons Loftqualitéit ze verbesseren.

Déi Direktiv, iwwert déi mer haut schwätzen, huet als Zil, EU-Entrepreneuren an d'Flicht ze huelen, wann et ëm

Mënscherechtsverletzungen an Ëmweltzerstéierungen an hirer Produktiounschaïne, der Liwwerketten, geet. Et ass e Kompromësstext, deen, wa mer ganz éierlech sinn, och net ganz wäit geet, dee sech nëmmen u ganz grouss Entrepreneuren adresséiert an Entrepreneuren aus Risikosektoren. Si mussen virun allem den negativen Impakt vun hiren Aktivitéiten an deene vun hire Partner op Mënsch a Planéit identifizéieren, evaluéieren an esou niddreg wéi méiglech halen. Mee et ass nawell e wichtigen Text, well et wär deen éischte wirklech harmoniséierten Text, deen all d'europäesch Länner géif an déi selwecht Flicht huelen, wat hir Liwwerkettkontroll ubelaangt.

Natierlech kann ee soen: „Et ass mer egal, wat um aneren Enn vun der Welt passéiert.“ Natierlech kann ee soen: „Et ass mer egal, wat mat dëse Mënschen a mat hirer Natur passéiert.“ Mee dat ass dach eng extreem zynesch Positioun. Mir consommeieren hei Produiten, déi an Drëttstaaten entstinn. Mir sinn engagéiert am UNO-Mënscherechtsrot. Mir hunn eng grouss Verantwortung als räicht Land par rapport zu deene Mënschen, déi fir ons produzéieren an déi an deene Länner liewen. Wa mir bëlleg Konsumgüder kafen, déi d'Resultat si vu Kanner- a Sklavenaarbecht, wa Bëscher um aneren Enn vun der Welt muttwéileg zerstéiert ginn, fir datt mir hei eng flott Existenz kënnen féieren, dann dierf eis dat net egal sinn. Dann hu politesch Vertrieeder/innen d'Responsabilitéit, eppes dogéint ze ënnerhuelen.

Mir hunn ons an der leschter Legislaturperiod vill mat esou enger Gesetzgebung beschäftegt. Et war fir ons ëmmer eng Evidenz, datt mer en Text brauchen, am beschten en ambitiösen europäeschen, well d'Ekonomie eng international ass a mer am meeschten erreche kënnen, wa mer Reegelen hunn, déi an esou vill wéi méiglech Länner spillen.

Vun do un, wou et kloer war, datt en europäeschen Text géif kommen, hu mer an déi Richtung geschafft. Mir hunn ons et och net einfach gemaach als Regierung deemools, eng Positioun zu dësem Text auszeschaffen – ech denken, dat war zu deem Zäitpunkt genuch thematiséiert ginn –, mee mir hate finalement eng. Se war nuancéiert an ass awer zum Deel méi wäit gaange wéi d'Propos, déi elo um Dësch läit, ënner anerem wat d'Fro ugeet vun der Beweislaascht.

An elo? Mir wësse leider net, wéi eng Positioun Lëtzebuerg déi lescht Zäit vertrueden huet. Wou stitt Der genee? Wéi eng Positioun huet Lëtzebuerg virun zwou Wochen an haut am COREPER vertrueden? Wat sinn d'Knackpunkte fir Iech an der Verhandlung, och en vue da vun där Echeance déi nächst Woch? Laut den Informatiounen aus der Press ass Lëtzebuerg am Camp vun de Länner, déi virun zwou Wochen duerch eng Abstentiuon den Text blockéiert hunn. Eng Enthaltung hei gläicht awer engem Nee. Wéi d'Zivilgesellschaft dobaussen et richteg seet: „Enthaltung ass keng Haltung“, dat ëmsou méi an der Fro vun de Grondrechter.

Dowéinst meng Fro un Iech, Här Premierminister: Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg zu dësem Text? Falls Der bei Ärer Abstentiuon géift bleiwen – falls Der dann eng hat –, wier dat eng Kehrtwende, déi nëmme schwéier novollzéibar wier. Well souguer aus Ärer CEOs-Perspektiv misste mer dach als Lëtzebuerg all Interêt hunn, dësen Text matzedroen.

Fir d'éischt emol aus Imagegrënn. Datt Lëtzebuerg sech elo wéinst der Inklusioun vun den net operationelle SOPARFle géif distanzéieren – eppes, wat een alt ëm an der Press gelies huet –, hätt dach en zimleche Goût aus den 1990er-Joren. Aner Finanzzentre schénge kee Problem mat der Direktiv ze hunn. Wëlle mer wirklech nees an dee manner

propperen Eck gedréckt ginn? Quitte datt ech net iwwerzeegt sinn, datt dat eleng d'Ursach vun der Hesitatioun ass, déi een hei spiert, wann een zum Beispill verschidden Tweets vu Majoritéitsdeputéierte liest oder och verschidden Positiounen vu Majoritéits-EU-Deputéierten.

Iwwert d'Kommunikatioun eraus misst et ons jo och all wichteg sinn, datt mer reell eng propper Plaz hunn. Een Element dovun ass, datt gréisser Entrepreneuren zur Verantwortung gezu ginn, wat hir Liwwerketten ubelaangt. Wisou sollten zum Beispill SOPARFle – ëm déi goug et jo scheinbar an der Lescht; a mir schwätzen hei och nëmme vun deene Gréissten ënner hinnen; d'ailleurs eng Fro: Wéi vill sinn der reell zu Lëtzebuerg betraff? An der Press liest een hei déi Zuel vun 218 – vun der Iwwerpréiwung vun hirer Responsabilitéit a punkto Mënscherechter an Ëmweltzerstéierung ausgeholl ginn? Et ass jo net esou, wéi wa se déi ganz Aarbecht eleng misste maachen, wa mer vum Verwaltungsofwand schwätzen.

An och wann ech verstinn, datt ee seet, et dierft een net mat ze villen administrative Prozesser d'Entreprisé belaauchten, sou schéngt et mer eng Evidenz, wann een ofweit „Respekt vun de Mënscherechter“ versus „administrativen Opwand“, a wéi eng Richtung do d'Decisioun misst goen.

An dann, net ze vergiessen – fir an deem Jargon ze bleiwen –: de faméise „Level-Playingfield“. Et gëtt eng Rëtsch EU-Länner, déi en eegenen Text hunn. Wa mer kee seriösen europäeschen Text géifen zustane kréien, deen dann uniform Reegelen fir jiddweree géif proposéieren, da misste mer zu Lëtzebuerg nawell ons Responsabilitéit iwwerhuelen an en eegenen Text maachen. Mir hunn eng reell Demande bei de Biergerinnen a Bierger hei am Land. Laut enger ILReS-Ëmfro vun der Initiativ „Devoir de vigilance“ fuerderen néng vun zéng Befroten, datt d'Regierung sech setzt, datt international Engagementer a Standarden a punkto Mënscherechter, Klima, Ëmwelt respektéiert ginn – dat also, wourëms et hei geet. Dir misst also souwisou legiferéieren, wann Iech d'Mënscherechter wichteg sinn oder, wéi Dir sot, Der „attachéiert“ u se sidd. Besser also, dat elo mol op EU-Niveau ze maachen.

Ech deposéieren dofir och eng Motioun an deem Sënn, déi d'Ënnerstëtzung vun der LSAP, deene Lënnen an de Piraten huet.

Motion 1

« relative au devoir de vigilance des entreprises »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'importance de prévenir aussi au-delà des frontières européennes les violations de droits humains, le non-respect de standards sociaux et la destruction de l'environnement et du climat dans les chaînes de valeurs des entreprises actives dans l'UE ;

– l'absence de règles uniformes au niveau de l'Union européenne et l'existence de cadres légaux dans certains pays européens en ce qui concerne le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– l'adoption historique en décembre 2023 par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen d'un compromis concernant le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– le report du vote au Conseil de l'UE dudit projet de directive prévu initialement pour le 14 février 2024 suite au risque d'abstention de plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne ;

– l'absence de positionnement public clair du Gouvernement quant au projet de directive en question, invite le Gouvernement

– à voter au niveau européen en faveur du projet de directive concernant le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– à légiférer au niveau national en matière de devoir de vigilance des entreprises au cas où le projet de directive européenne prémentionné n'est pas adopté.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Liz Braz, Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Christophe Hansen. Här Hansen.

Débat

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum europäesche Liwwerkettegesetz ass nach net ofstëmmungsräif. Dat soen net ech, dat seet eng ëmmer méi grouss Grupp vu Memberstaaten am Conseil, well dee Grupp vun deene Memberstaaten, déi hir Bedenken hunn, ass méi grouss ginn. Frankräich ass och elo an deem Camp vun deene Länner, déi nach Froen hunn, déi musse gekläert ginn, bevir datt et eng Majoritéit gëtt. Et ass och esou, datt Frankräich notament gefrot huet, fir dee Champ d'application vun der Direktiv méi grouss ze maachen. Dat bréngt natierlech mat sech, datt déi belsch Presidence vum Conseil elo un deem Text muss schaffen, fir en ofstëmmungsräifen Text an de COREPER ze bréngen, datt heescht do, wou d'Ambassadeure beieneesëtzen.

An et ass elo schonn an der Press bericht ginn, datt d'Liwwerkettegesetz bei de Memberstaaten duerchgefall wier. Nee, datt ass net de Fall. Et koom tout simplement net zum Vott an et sinn och mol net alle guerten d'Memberstaaten zu Wuert komm. Also, et läit elo wierklech un der belscher Presidence, deenen neien Elementer Rechnung ze droen an ze decidéieren, wéi et mat deem Text weidergeet.

D'CSV steet ganz kloer zum Respekt vun de Mënscherechter an vum Ëmweltschutz, och an Handelsfroen. Dat ass ganz wichteg. An dofir hat ech och a menger fréierer Funktioun als Europadeputéierte ganz kloer fir d'Verhandlungsmandat gestëmmt, fir mam Conseil a Verhandlungen, sougenannt „Trilog-verhandlungen“, ze trieden.

Mir stinn awer och als CSV zu engem europäesche Bannemaart, dee funktionéiert, an ouni Diskriminatioun vu Betriber, deemno wou se an der Europäescher Unioun schaffen an ugesidelt sinn. An an deem Kontext si mir awer besuergt, datt et sech bei deem europäesche Liwwerkettegesetz ëm eng Direktiv handelt an net ëm e Reglement. Dat féiert potenziell derzou, datt dat Gesetz ënnerschiddlech an deene verschiddene Memberstaate wäert ëmgesat ginn an domadder och eng Zersplitterung vum europäesche Bannemaart eng méiglech Konsequenz ass, déi ee ganz kloer muss consideréieren. A besonnesch, wann een aus engem klengen Memberstaat kënnt, dee vill exportéiert, vill importéiert, ass dat ganz komplizéiert.

Ech sinn dobausse virun der Dier lo grad gefrot ginn, fir konkret Beispiller ze nennen. An ech hu mech ganz vill mat Handelsfroen am Europaparlament beschäftegt. Huele mer elo un, Dir hutt en Elektrikerbetrib, deen hei zu Lëtzebuerg Solaranlagen op säin Daach leeë geet. Dee muss déi Solaranlage jo

iergendwou kafen, well leider produzéiere mer zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun nach net genuch dervun. Da soe mer lo, hien hätt an der Tschechescher Republik e Fournisseur, an dee Fournisseur importéiert déi Solarpanelen aus China. Wa mer dat op 27 verschidden Aart a Weisen ëmsetzen, ass et ganz gutt méiglech, datt dat Produkt, wat zwar da fir den tschechesche Marché all d'Informatiounen huet, net déi néideg Informatiounen huet fir de Lëtzeburger Marché, wat derzou féiere wäert, datt eisen Elektriker seng Wuere net méi kritt an domadder iergendwou aneschtens muss siche goen, quitte datt dat vläicht nach méiglech ass, mee de Präis kann domadder och ganz kloer beanträchtegt ginn.

Da vläicht en anert Beispill, wou d'Saache besser gelaf sinn. Mir hunn e Reglement, wat d'Chemikalie betrëfft. Dat ass en europäescht Reglement, de sougenannte REACH. D'Experten ënner Iech kennen dat. Et geet do, wéi gesot, ëm d'Chemikalien. Do hu mer Standarde fir déi ganz Europäesch Unioun festgeluecht a mir hunn et fäerdegbruecht, do iwwert dat Reglement och eis Valeuren, en fin de compte eis Ëmweltvaleuren, ze exportéieren. Dat heescht, dat ass de Wee.

D'Madamm Tanson huet och konkret d'Bëscher ugeschwat. An ech muss do soen: Mir hunn e Reglement anti-déforestation gemaach. Ech war d'ailleurs de Rapportier fir dat Reglement, wou mer eng ganz Rëtsch Gidder an de Champ d'application rageholl hunn: Holz, Soja, Kaffi, Schockela, Randsfleisch, Palmueleg, Gummi hu mer als Europaparlament och nach derbäigesat a mir hunn also och eng Ouverture ginn, fir deen dote Champ d'application an der Zukunft ze verbreederen. Awer do musse mer dann och eng ganz kloer Étude d'impact vun der Kommissioun hunn. Dat ass ganz wichteg, fir datt mer wëssen, ob dee ganzen Opwand, dee mer maachen, och de richtigen Impakt um Terrain hätt. An dat musse mer och heiansdo bedenken. Dat heescht, wéi gesot, fir d'Bëscher hu mir als Europäesch Unioun schonn e grouse Match gemaach, well déi dote Produkter effektiv ganz schiedlech si fir eis Weltbëscher. An do, mengen ech, gi mer och eng Virreiderroll an. Dat ass richtig esou an dat musse mer och weidermaachen.

An dann nach eng Kéier vläicht e Beispill, e konkret Beispill, mat den Autoen. Mir importéieren och Autoen. Mir maachen hei an der Europäescher Unioun Standarden. Do muss jiddereen an der Welt sech drun halen. Dat ass wichteg an domadder kréie mer all déi selwecht Sécherheetsstandarden eran. Nach eng Kéier e Beispill, fir Iech just ze soen: Et wier wichteg, datt et e Reglement wier, quitte datt et elo nach net ass.

Dofir musse mer awer dann elo sécherstellen – an dat ass am Moment nach net séchergestallt –, datt mer eng harmoniséiert Ëmsetzung vun där Direktiv hunn. Dat gëllt et ze erreechen. Mir mussen och derzou bäidroen, datt den administrativen Opwand sou wäit wéi méiglech reduzéiert gëtt.

Dir kënnt Iech vläicht och un d'Ried zur Lag vun der Unioun vum Ursula von der Leyen erënneren, seng lescht, déi et hat, wou et ugekënnegt huet, den administrativen Opwand misst ëm 25 % ofgesat ginn. Ech gesinn am Moment nach net, wéi dat de Fall ass. An dat sinn och Informatiounen, déi elo mussen domat ageschafft ginn. Mir hunn och an deem Sënn zesumme mat der DP eng Motioun opgesat, Här President, déi op déi do Punkten ageet an déi ech Iech heimadder iwwerreeche wäert.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ne trouve, à ce stade et sous sa forme actuelle, pas de majorité au sein du Conseil de l'Union européenne ;

– réitérant son engagement en faveur du respect des droits de l'homme, qui sont universels ;

– réaffirmant l'importance de la transition vers des modes de production respectueux de l'environnement et des droits de l'homme ;

– réitérant son soutien à l'établissement, au niveau européen, d'une réglementation du devoir de vigilance pour les entreprises en matière de durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement ;

– déplorant que l'instrument législatif choisi par la Commission européenne est une directive et non un règlement, ce qui aurait permis une application homogène et non discriminatoire au sein du marché intérieur ;

– rappelant l'importance de respecter le principe de proportionnalité dans la législation ;

– rappelant son engagement à réduire les charges administratives et réglementaires pour les entreprises, en particulier les PME, tel qu'annoncé par la Présidente de la Commission européenne lors de son discours sur l'état de l'Union,

invite le Gouvernement à

– s'engager fermement, au niveau du Conseil de l'Union européenne, en faveur d'une proposition respectueuse des considérations précitées.

(s.) Christophe Hansen, André Bauler, Gilles Baum, Marc Spautz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir eis als Demokratesch Partei ass kloer: De Respekt vun de Mënscherechter an d'Fërdere vun enger nohalteger Produktioun duerch konkret Moosname muss weltwäit ëmgesat ginn. A Fäll, wou Mënscherechter, besonnesch Kannerrechter – d'Madamm Tanson war drop agaange mat Statistiken –, mat Féiss getrëppelt ginn, do heescht et ze handelen. Ausbeutung därer zu kengem Ablack toleréiert ginn. Dat ass kloer ze veruerteelen.

Fir eis als Demokratesch Partei gehéiert et zu eiser ieweschter Prioritéit, derfir ze suergen, datt d'Rechter vu jidderengem, vu jidder Mënsch, respektéiert ginn. Mir musse besonnesch déi strukturschwaach Länner an deem Prozess ënnerstëtzen. Als DP wëlle mer dofir nohalteg a fair Produktiounen fërdere. Och de Respekt vun den Nohaltegekeetsstandarden, déi et eis erlaben, d'Ëmwelt ze schützen, muss kontrolléiert a kënne garantéiert ginn, fir datt mer besonnesch der Klimakris kënne entgéintwierken.

Et ass positiv hei zu Lëtzebuerg, datt eng ganz Rëtsch vu Betriber mëttlerwäit fräiwëlleg op de Wee gaange sinn, fir an hire Liwwerketten ze iwwerpräiwen, ob et eventuell Mënscherechtsverletzunge gëtt oder net.

Eis ass bewosst, datt Lëtzebuerg als kleng, oppen Ekonomie staark vun der internationaler wirtschaftlecher Situatioun an eebe vun de Liwwerketten um europäesche Bannemaart ofhänkt. D'Produkter, déi mir heiheem verbrauchen, hänke vu méi grouse Mäert wéi just vun eisem nationalen klengen Marché of.

Wann all Land eegen national Reegelen zu de Standarden opsetzt, gëtt et nach vill méi schwéier, fir d'Liwwerketten ze kontrolléieren. Den Här Hansen ass elo just dorobber agangen an huet och pertinent

Beispiller geliwwert. Dowéinst brauche mer um europäesche Maart gemeinsam Spillreegelen, déi fir all Partner gëllen. Soss schaaft een onnéidegerweis Verzerrungen an der Konkurrenz, an dat géif an eiser Ekonomie sécherlech och eng Rei Aarbechtsplaze kaschten.

Dofir huet sech d'Demokratesch Partei vun Ufank u ganz kloer fir eng Legiferéierung um europäeschen Niveau, déi de Respekt vun den Nohaltegkeetsstandarden an de soziale Standarden an de Liwwerkette virschreift, ausgeschwat.

Eng Léisung um europäesche Plang géif et erméiglechen, am Bannemaart e méi kohärente Kader ze schafen, an am Kader vun deem ze handeln, och domadder eng Rei administrativ Demarchen ze vereinfachen.

Sécherlech fält e groussen Deel vun de Käschten, déi duerch d'Mise en place vun dëser Direktiv iwwert d'Liwwerketten ufalen, op d'Betribler zréck. Dofir wëllt d'DP d'Betribler dobäi ënnerstëtzen, fir méi Transparenz ze erreechen, ouni si duerch en exzessiven administrativen Opwand ze belaaschten. Wou et méiglech ass, sollen dës Demarchen och digitaliséiert ginn.

Fir vill Verbraucher – an, ech mengen, d'Verbraucher ginn ëmmer méi responsabel – ass et wichteg ze wëssen, wou e Produkt hierkënt an ënner wéi enge Konditiounen dëse Produit hiergestallt ginn ass. Et sinn eng Rei Memberstaaten, déi bezüglech der leschter Versioun vun der EU-Direktiv zum Devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, wou nach eng Rei Ännerunge virgeholl goufen, eng gewësse Retizienz gewisen hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass séier wichteg, de potenziellen Impakt vun dëser EU-Direktiv op d'Lëtzebuurger Ekonomie ze analyséieren, eis Kompetitivitéit an der Europäescher Unioun ze sécheren an och an Zukunft de Wuelstand vum Land an d'Liewensqualitéit vu senge Bierger ze garantéieren. D'DP hofft staark, ganz staark, datt een do e sënnavolle Kompromëss fënnt, dee Lëtzebuerg, bien entendu, mat ënnerstëtze kann, dat am Respekt vun de Mënscherechter a vun enger méi nohalteger Wirtschaftsentwécklung.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci Iech och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, ech géif gären direkt am Ufank soen, dass mir Sozialiste bedauern, dass de Kompromësstext vun Dezember vun der CS3D haut de Moien am COREPER verworfen gouf. Dat ass kee gutt Signal. An dat ass och besuergerisierend, well et am Fong weist, dass, wat mer méi no bei d'Europawale kommen, wat deen Text och ëmmer méi politiséiert gëtt a riskéiert, effektiv ganz vum Dësch ze verschwannen.

Dat wär an eisen Aen en Disaster, well mer effektiv scho laang ënnerwee si mat där Initiativ hei zu Lëtzebuerg, awer och um europäeschen Niveau, a well et am Fong e schlimme Réckschlag wär fir all déi, déi sech asetze fir eng méi mënschefrëndlech an ëmweltschonend Wirtschaft bei eis an iwwerall an der Welt, wou eis Entrepreneuren aktiv sinn.

Mir hätten och scho gären éischter mat Iech, Här Premier, iwwert dësen Text geschwat. Mir hunn eng Question urgente gestallt, fir ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung wier heizou. Mir hunn och

eng Invitatioun gemaach, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eis doriwwer ze ënnerhalen. Dir hutt déi gutt Gewunnecht geholl, fir och emol an d'aussepolitesch Kommissioun ze kommen virun engem Conseil européen, fir Iech ze echangéiere mat den Deputéierten.

Abee, dat hei ass een Text, wou mer och gären am Virfeld mat Iech echangéiert hätten, fir Iech déi Sensibilitéit matzeginn, déi an eisen Aen deen Text hei huet an och verdéngt. An ech mengen, och dee staarken Engagement vun der Zivilgesellschaft hei zu Lëtzebuerg weist, wéi wichteg dësen Text ass fir eng aner Aart a Weis, fir Wirtschaft ze maachen; wéi gesot, eng méi mënschefrëndlech an eng méi ëmweltfrëndlech Aart a Weis fir ze wirtschaften.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir sinn attachéiert un dësem Text aus zwee Grënn. An en ass net perfekt; dat ass gesot ginn. Mee et ass e Kompromëss, mat deem mer kënne liewen.

Éischters si mer der Meinung, datt e gutt ass fir d'Kompetitivitéit vun eise Betribler, contrairement zu deem, wat een oft héiert, och vu verschiddene Patronatssäiten, well mer iwwerzeegt sinn, dass Betribler, déi keng eethesch Liwwerketten hunn, muer wäerten am Desavantage si par rapport zu deenen aneren. Dat wëssen och déi Betribler, déi elo schonn eng ESG-Politick hunn, an déi dat fräiwëlleg maachen, an déi sech am Fong net dierften dësem Text hei opposéieren.

Et ass och interessant ze gesinn, dass ganz vill Betribler, souguer däitsch Betribler an däitsch Betribsverbänn, u sech déi CS3D hei ënnerstëtzen. Vu kleng Betribler bis zu ganz grouse Betribler gëtt et hei e relativ breede Konsens um däitschen Niveau, awer och um europäeschen Niveau, bei der Ekonomie selwer.

Zweetens geet et awer och hei ëm eng Fro vu Glawierdegkeet. Mir sinn eng wäertebaséiert Unioun. Mir kënnen eis och um geopolitische Plang ëmmer manner eng Duebelmoral leeschten. Mir kënnen eis net doheem an an eise Kooperatiounslänner fir Mënscherechter, de Rechtsstaat, d'Gläichheet tëscht Mann a Fra, eng gerecht Pai, de Respekt vun der Ëmwelt asetzen, an dann nokucken, wéi dës Wäerter vu munche Betribler net respektéiert ginn. Déi Corporate Sustainability Due Diligence Directive huet schonn eng laang Virgeschicht – an ech hunn elo net d'Zäit, fir dorobber anzegoen –, souwuel bei eis hei, wéi och um europäeschen Niveau.

Et gëtt vill iwwert de Sträit an der däitscher Regierung geschwat am Kontext vun dësem Text, wou apparentement d'FDP haaptsächlech hei op der Brems steet. Et huet een e bëssen d'Gefill, dass och elo bei dëser neier Regierung hei zu Lëtzebuerg am Fong änlech Consideratiounen matspillen, fir dësen Text net ze wëllen.

An der viregter Regierung hate mer laang net ëmmer einfach Diskussiounen iwwert dësen Text, mee mir waren eis um Enn awer eens, dass mer alleguerten en ambitiësen europäeschen Text wëilten. En europäeschen Text effektiv, well et net gutt ass, haaptsächlech an enger klenger Ekonomie, eng Fragmentatioun ze kréien doduerch, dass ee 27 verschidde Legislatiounen huet; awer och en ambitiësen Text. An du war et jo esou, dass u sech d'Finanzplaz an der leschter Mouture eraus war mat enger Clause de rendez-vous, fir dat eng Kéier nozekucken; enger Clause de réexamen, fir dann ze kucken, ob déi sollt mat dra sinn. Och dat war an der Rei.

D'Fongen. Et sinn eng ganz Partie Fongen, déi wëssen net, wat se an hirem Portefeuille dran hunn, soudass

ass et am Fong ok ass, fir déi erauszehuelen. Do kënne mer nach wie vor domadder liewen. Dat war de Kompromëss, op deem mer eis eens waren.

An dofir ass meng Fro un Iech, Här Premierminister, änlech wéi déi, déi d'Sam Tanson gestallt huet: Wat ass da lo d'Positioun vun der Regierung zu dëser Direktiv? Hu mer eis enthalte bei deem Vott? Wäerte mer eis weider enthalen? Si mer hei dergéint? Si mer eent vun deene Länner, déi hei bremsen?

A wann dat esou ass, da géif ech gär soen, dass mer dat als LSAP net gutt fannen, well et ass effektiv sou, dass et sou ausgesäit, wéi wa Lëtzebuerg eent vun deene Länner wier, déi hei d'Zünglein an der Waage sinn. Dat wär kee gutt Signal no bannen an och net no baussen.

Här President, ech hunn elo nach eng Motioun, déi ech gäre géif deposéieren am Numm vun der LSAP, awer och ënnerstëtzt vun deene Gréngen a vun deene Lénken. Dat ass eng Motioun, déi ze dinn huet mat den Holdingen.

Mir hunn hei am Land ganz vill Holdingen, SOPARFien, deenen hiren eenzegen Objet u sech ass, eng Participatioun oder méi Participatiounen an anere Gesellschaften ze halen. An et ass esou, dass reegelméisseg esou Lëtzebuurger Holdingen an de Schlagzeile stinn, well se Aktivitéiten hunn, déi illegal sinn oder carrement contraire sinn zu penale Gesetzer.

Viru Kuerzem, d'lescht Woch nach, war en Artikel am „Canard enchaîné“, dee seet, dass dem franséische Milliardär Vincent Bolloré, dee jo och Sympathien an déi rietsextrem Zeen huet, seng Lëtzebuurger-belsch Holding Socfin am Kamerun iwwer hir Filial Socapalm dora verwéckelt ass, fir lokal Bauere vun hiren Terrainen ze verdreiwen an och do ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Fayot?

M. Franz Fayot (LSAP) | ... d'Flëss ze verpeschten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Fayot, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen: Mir sinn am Beräich vun enger Heure d'actualité. Dir kënnt selbstverständlech herno méi am Detail zu der Motioun Stellung bezéien, mee et ass net ubruecht, fir d'Motiounszeit hannerun Är Riednerzeit ze hanken.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ok.

(Hilarité)

Dat ass kee Problem. Ech ka mech lo gäre sëtze goen an da bréngen ech duerno déi Motioun hei an ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Franz Fayot (LSAP) | ... an ech erkläre se. Mee ech hu verstan, datt ech do fënnf Minutten hätt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, wann d'Chamber anescht decidéiert ...

M. Franz Fayot (LSAP) | An ech sinn e bëssen duerner mat deene Kapegeschichten, heiansdo gi Saache mat zwou Kape gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Solle mer dem Här Fayot ...? Ok, Här Fayot. Da kommt an Ärem Raisonement zum Schluss. An Dir hutt herno nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir kuerz Stellung ze bezéien.

M. Franz Fayot (LSAP) | Mee, Här President, ech war am Fong elo hei amgang, meng Motioun ze explizéieren. Wéi gesot, ech ka mech och lo gäre sëtze goen, an da maachen ech dat duerno.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Neel! Mee, Här Fayot, ech hunn d'Chamber gefrot, ob Dir kënnt weiderfueren, an d'Chamber huet gesot: „Jo“.

Plusieurs voix | Jo.

D'autres voix | Nee.

(Hilarité et brouhaha)

M. Franz Fayot (LSAP) | Bon, et misst een dat just wëssen, Här President. Do schéngt et keng uniform Jurisprudenz elo hei ze ginn, bei deene verschiddene Presidencen hei vun der Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech gi mech elo gäre setzen, an da kommen ech duerno nach eng Kéier zréck. Voilà, ok. Merci villmools.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ok, da macht dat! Merci villmools. Sou, dann huet duerno den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass eng ganz interessant Debatt. Et ass virun allem och eng Geleeënheet, fir eppes ganz Positives ze constatieren, an dat ass, dass mir eis alleguer heibannen zu de Mënscherechter an zu anere wichteg Saache wéi dem Ëmweltschutz bekennen.

Dat gesot, wëll ech awer och de Grénge soen, deenen ech éischtens Merci soe fir déi Initiativ, dass et ganz schlëmm ass, a mengen Aen, dass eng Partei heihikënt a seet, se géif sech dofir engagieren, déi zum Beispill d'Elektromobilitéit esou subventionéiert huet. Well mir wëssen, dass domadder Kanneraarbecht verbonnen ass.

(Interruptions)

An et kann een de Grénge soen: Awéiwäit ass dat dann? Ass d'Ëmwelt ... Sinn d'Mënscherechter grad esou wichteg, e bësse manner wichteg wéi d'Subventionierung vun der Elektromobilitéit? Allkéiers, wa mer hei mat de Grénge doriwwer geschwat hunn, stoung den Här Turmes hei an huet gesot: „Mir entwëckelen nei Batterien, an iergendwéini an deenen nächste Jore komme se.“ En attendant hunn déi Gréng wëssentlech a Kaf geholl, dass domadder Kanneraarbecht am Kongo verbonne war. Dat sinn déi, déi haut heihikommen ...

(Interruption)

... an anere wëlle Virlesungen halen iwwer Mënscherechter an esou weider. Kanneraarbecht! Et sinn déi falsch!

Dat gesot, wëll ech awer och hei ...

(Interruption par M. François Bausch)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Bausch, ech war just amgaang, mer et ze iwwerleeën. En huet ech net um déi Gréng gerichtet, mee en huet vun deene Grénge geschwat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An ofgesinn dovun, riicht e sech selbstverständlech ...

M. François Bausch (déi gréng) | Fait personnel herno, well mer beschëllegt ginn, mir géife Kanneraarbecht ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mä da frot en herno. Dir hutt jo gesot, Dir géift en herno froen, da braucht Der et elo net ze maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass kee Fait personnel!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou! Schwätzt Dir, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass kee Fait personnel, et ass e Fait triste. Sou!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Esou kann een et och gesinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Ech gesinn et esou. Et ass en ...

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, den Niveau, dee klëmmt ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci. Ech hunn awer Riedzäit. Merci, Här Bausch.

Sou, ech wëlt awer elo hei vläicht, nodeem dass kloer gestallt wär, soen, dass mer selbstverständlech vun den Entrepen erwaarden, dass se mussen d'Gesetzter vun deene Staaten anhalen, an deene se aktiv sinn. An d'Iwwerwaachung vun der Anhalung vu Gesetzter, dass ass primär d'Aufgab vun den Entrepen. D'Entrepen hunn eng Rechtsflicht, dass ze maachen, mee d'Iwwerwaachung ass natierlech d'Aufgab vun de Staaten.

Dat stellt eeben dee Konfliktberäich hier, vun deem schonn anerer virdru kuerz geschwat haten, dass ass eng eventuell extraterritorial Wierkung vun europäesche Gesetzter. Et muss een oppassen domadder. Dat kann en Effet positif hunn, wéi mer et och schonn héieren hunn, am Beräich vun der Chimie oder Standarden am Autobau, mee et muss een awer oppassen, dass een och déi aner Länner respektéiert.

Dat Zweet ass: Mir wëllen op kee Fall als ADR konkurrenzéiell Nodeeler fir déi Lëtzeburger Economie. Dat soll ganz kloer sinn. A mir si géint en nationaalt Gesetz. Mir hätte gär, dass dat um Niveau EU oder OECD gereegelt gétt – do gehéiert et hin –, well mir wëlle keng konkurrenzéiell Nodeeler. Et ass ganz interessant, dass déi véier Lénkparteien heibannen – alle véier! – eng Motioun hei tabléiert hunn, déi de Risiko vun Nodeeler fir eis Economie wëssentlech a Kaf huelen doduerch, dass se gären en nationaalt Gesetz fuerderen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mir si géint Honger-aarbecht, aneschtens wéi d'ADR.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi aktuell Diskussioun ronderëm d'Finanzplaz: géllt fir eis d'selwecht. Mir ënnerstëtzen d'Regierung, jo, mir fuerderen d'Regierung op, och d'Interesse vun der Finanzplaz an dëser Diskussioun ze schützen. A wann dat net garantéiert ass am Kader vun deenen Texter, déi um europäeschen Niveau proposéiert ginn, ma da stëmme mer se eeben net. Da muss dat anescht gemaach ginn.

D'Mënscherechter mussen ganz kloer sinn, well d'Entreprise brauche Rechtssécherheet! Dofir ass et och wichteg, dass mer genau wëssen, iwwer wat hei geschwat gétt: wéi eng Rechter, wéi eng Ëmweltstandarden? Et kann net sinn, wann esou e Gesetz eng Kéier ageféiert ass, dass dann d'ONGE kommen, oder aner Acteuren, an ëmmer erëm Nobesserungen an esou verlaangen, an och eng Kontroll iwwer d'Entreprise wëllen ausüben, wat u sech net hir Verantwortung ass.

Si hunn net déi ekonomesch Verantwortung, fir dat ze maachen! Jiddereen huet d'Recht ze kritisieren, jiddereen huet d'Recht ze fuerderen, awer mir brauche Rechtssécherheet fir eis Entrepen. Et däerf keng Retroaktivitéit gi bei esou Gesetzter. Och dat gehéiert zu enger Rechtssécherheet.

Eis Entrepen hunn am Abléck ganz vill Suergen, wierklech vill. An dofir wëlle mir och nach eng Kéier

betounen: Eist Zil ass kloer manner Bürokratie, an net méi Bürokratie! Manner Reporting fir d'Entrepen. An et geet net duer ze soen: „25 %“. Wéi soll dat gemooß ginn? Dat muss e permanente politesche Wëlle sinn, fir d'Chargé vun eisen Entreprise méi kleng ze maachen.

Si kënnen och net onméiglech Aufgaben zougetraut kréien. Wéi kënnen se all hir Zouliwwerer kontrolléieren? Dat ass jo absolut net méiglech. Dat ... À l'impossible null n'est tenu. A mir mussen kucken, dass net op eemol Schuedenersatzfuerderungen oder Haftpflichtfuerderungen kommen, déi einfach déi finanziell Méiglechkeete vun hinne géifen iwwersteigen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Et ass ganz kloer, dass si eng Verantwortung hunn als Entrepen. An et ass och richtig, dass d'Consommateure mat Recht vun hinne kënnen erwaarden, dass si hiren Deel dozou bäidroen, fir Mënscherechter an Ëmweltschutz matzagarantéieren. Awer mir kënnen net méi vun hinne erwaarde wéi dat, wat se wierklech kënnen leeschten. De Rescht ass eng staatlech Aufgab. An et ass eng staatlech Aufgab, fir géintiwwer anere Staaten dofir anzutrieden, dass do Gesetzter existéieren, déi déi Standarde respektéieren an duerchsetzen, déi mir all gär hätten. Mee mir kënnen net déi staatlech Verantwortung verleeën op d'Schëltere vun den Entrepen.

Natierlech kënnen mer och e Code de déontologie aféieren. Anerer hu scho gesot: Et gétt déi ESG-Standarden, déi ee ka fräiwëlleg respektéieren, et kann een och doriwwer ewechgoen, mee dat ass e Wee, dee vernünftg ass an deen och vun eis géif privilegiéiert ginn.

Dat, wat mer zesumme wëllen – eis fir Mënscherechter asetzen –, muss op eng realistesch Manéier geschéien, soss maache mir mat dëser Aktioun näischt, wat dauerhaft kann halen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Erlaab den Här Kartheiser, dass den Här Sehovic eng Fro stellt? Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Sehovic Iech eng Fro stellt, oder net?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir musst net onbedéngt zréckkommen, mee Dir kënnt awer. Här Sehovic, ganz kuerz.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech stellen als éischt emol fest, Här Kartheiser, dass Dir Iech d'Welt e bëssen zurechtmoolt, esou wéi et Iech grad passt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass keng Fro. Kommt zu Är Fro.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee. Wann Der iwwer d'Elektromobilitéit schwätzt, da kommt Der mat de Mënscherechter.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Hunn ech dat richtig verstanen, dass Der géint eng national Liwwerkettegesetzgebung sidd? Hunn ech dat richtig verstanen, dass et Der géint eng europäesch Liwwerkettegesetzgebung sidd? Wou bleift dann do den Asaz fir d'Mënscherechter, deen Iech dann do op anere Plazen anscheinend esou wichteg ass? Dat ass alles just Gespills, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Sehovic, ech wëll Iech fir d'éischt felicitéieren: Dir hutt richtig verstanen, dass mir géint en nationaalt Liwwerkettegesetz

sinn. An zum Zweeten hunn ech d'Hoffnung nach net opginn, datt Der mer an Zukunft besser nolauschtert, well mir sinn net géint eng Reeglung op EU- oder OECD-Niveau. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u sech sollt d'Liwwerkettendirektiv scho laang gestëmmt sinn, mee d'Zréckzéie vum Vott huet de Projet esou kuerz virun den EU-Walen dann awer nach eng Kéier torpedéiert. D'Zäit leeft eis fort, fir dës Direktiv nach duerchzekréien, iert d'EU-Walen ustinn an zu Bréissel dat geschitt, wat och d'lescht Joer dann zu Lëtzebuerg lass war: datt einfach emol Saache laang am Tirang liebleiwen.

Well nom Accord vum Parlament a Conseil brauch et am Schnëtt nach eng Kéier aacht Wochen, fir esou Texter an all d'EU-Amtssproochen ze iwwersetzen a juristes op sécher Féiss ze stellen. Aacht Wochen, déi iergendwann net méi do sinn. An dofir stoung dann haut vum der belscher Présidence erëm de Versuch um Ordre du jour vum COREPER fir eng nei Versioun, fir en neie Kompromëss. An och haut huet sech keng Majoritéit fonnt.

No de leschten Informatiounen, déi mer virleien, hätte sech 14 Länner fir dee Kompromëssvorschlag ausgeschwat. A Lëtzebuerg hätt kënnen déi 15. Stëmm sinn, déi sech dofir ausgeschwat hätt – huet sech awer enhalen. Och wann et keen offizielle Vott war, mee en informelle Vott, wär dat also esou, datt Lëtzebuerg do schonn d'ar Direktiv am Wee gestanen hätt; dësem Kompromëss, zumindest zu engem guden Deel, am Wee gestanen hätt an hätt kënnen dee 15. sinn, deen domadder d'ar Direktiv zumindest iwwert den éischte Seuil vum de Länner gehewen hätt.

Mee u sech wësse mer dat net. Dat ass dat, wat mer héieren. Dat ass dat, wat rapportéiert gëtt, well och no dësem zweete Versuch huet sech d'Lëtzeburger Regierung jo nach ëmmer net wierklech positionéiert. Also, déi nei Regierung sécher net. Well wann ech dat héieren, wat den Här Hansen hei gezielt huet, an och dat, wat den Här Hansen als Motioun ofginn huet am Numm vum der Majoritéit, da maachen ech mer awer Suergen, ob dann iwwerhaapt e Versteesdemech fir déi Direktiv am Moment do ass bei der Majoritéit.

(Interruption)

Well, ganz éierlech, ech wësst net, wéi en Installateur vu Solarpanneauen hei zu Lëtzebuerg dann ënert d'Krittäre vum der Direktiv géif falen, datt e misst seng Fournisseuren esou kontrolléieren, wéi den Här Hansen dat hei duergestallt huet. Dat sinn also scho bal Fakenews heibannen, déi verbreet gi vum der gréisster Partei hei am Parlament.

M. Christophe Hansen (CSV) | Fait personnel!

(Brouhaha général)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Zukünftege Kommissär!

M. Sven Clement (Piraten) | A vläicht zukünftege Kommissär, wéi den Här Baum dat seet.

(Brouhaha)

Bon, dat hänt nach vun de Walen of, ne?

(Brouhaha)

Also, ech muss ganz éierlech soen, deen Installateur, deen déi Krittären hei zu Lëtzebuerg erfëllt, dee wëllt ech gäre gesinn!

Fir eis Piraten weist awer déi ganz Prozedur hei nach eemol, datt op enger Säit net genuch Transparenz herrscht, virun allem net, wann et drëm geet, wat eis Ministeren an eis Ambassadeuren op EU-Niveau maachen. Well déi Fro, wéi Lëtzebuerg sech zu d'ar Direktiv positionéiert, ass jo net vu gëschter. Déi Fro stellt sech och net nëmme haut.

Déi Fro, wéi sech Lëtzebuerg an de COREPERen an an de Conseile positionéiert, stellt sech all Dag op en Neits. A vill ze heefeg gëtt dës Chamber hei iwwerrascht vun de Positionéierung vum der Majoritéit, also vun der Regierung, well et ass jo net emol d'ar Majoritéit, déi gëtt och heiansdo mat iwwerrascht, wéi dann eis Memberen an deene verschiddene Gremien op europäeschem Plang ofgestëmmt hunn. An da muss mer dat ëmsetzen.

U sech misst d'Regierung eis also virun all Conseilsetzung, sief dat op Ministerniveau, op Niveau vum de Staats- a Regierungschef, respektiv och op den Ambassadeurniveauen, soen, wéi Lëtzebuerg sech positionéiert. A grad zum Beispill bei Texter, wou et enk ass a wou natierlech Interête vu Lëtzebuerg tangéiert sinn, ass et wichteg, datt mer e breeden Debat hunn an datt dat net hanner zouenen Diere geet, wou herno keen esou ganz genau weess: War et en offizielle Vott? War et en informelle Vott? Hu mer eis enhalen? Stoung mer domadder am Wee? Stoung mer net am Wee? Ech mengen, grad bei deene komplizéierte Berechnungen vum der qualifizierter Majoritéit op Conseilniveau ass dat natierlech ëmmer erëm eng spannend Fro.

Dat ass eppes, wat eis hei am Land feelt, wou aner Länner vill méi wäit sinn, wou d'Parlament vill méi agebonne sinn. Wat eis awer och hei zu Lëtzebuerg feelt, ass de Courage, fir hei Neel mat Käpp ze maachen, fir ze soen: Mir brauchen eng Direktiv, a wann déi Direktiv elo scheitert sollt virun de Walen, da brauche mer en nationaalt Gesetz.

Mir ware souguer der Meinung, datt sech déi lescht Regierung ... An ech si frou, datt zwou Parteien aus d'ar leschter Regierung sech elo nei positionéieren an och der Meinung sinn, datt mer en nationaalt Gesetz brauchen, soubal d'ar Direktiv da lo – viraussichtlech – wäert scheitern, well Lëtzebuerg am Wee steet. Da brauche mer en nationaalt Gesetz.

An dofir sinn ech frou, datt u sech d'Viraarbecht schonn an der leschter Legislatur ugefaangen huet, zesumme mat der Zivilgesellschaft eng Proposition de loi hei ze deposéieren, déi u sech prett ass, fir dat Gesetz ze ginn an domadder dat méiglech ze maachen, wat Lëtzebuerg – haut de Moien zumindest – awer am Wee stoung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn, datt den Här Hansen d'Wuert freet. Ech huelen un, datt dat wëinst Fait personnel ass.

M. Christophe Hansen (CSV) | Wëinst Fait personnel. Merci, Här President, jo.

M. Claude Wiseler, Président | E puer kuerz Rektifikatiounen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Eng ganz kuerz Rektifikatioun an eng Fro un den Här Clement: A wéi engem Artikel steet dran, datt déi Direktiv an deene 27 Memberstaaten mat deene selwechte Krittären ëmgesat gëtt? Heescht: Sinn d'Reporting requirements an deene 27 Staaten d'selwecht? Wann Der mer deen Artikel nennt, dann hutt Der eng Bonne note verdéngt!

M. Claude Wiseler, Président | Dir krut eng Fro gestallt. Och do eng kuerz Äntwert, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, also, ganz éierlech, dat doten ass eng Fro ... Wa mer wëllen iwwert déi eenzel Artikelen schwätzen, Här Hansen, kënnen mer dat gären am Detail maachen.

(Brouhaha général)

Ech froen Iech ... Ech ginn Iech d'Fro zréck, well déi hunn ech Iech virdru gestallt. Ech hunn Iech déi Fro virdru gestallt: Wéi een Elektriker, deen hei zu Lëtzebuerg Solarpanneauen installéiert, huet méi wéi 500 Mataarbechter an 150 Milliounen Ëmsaz? Wann Der mer dee weise kënnt, ma da sinn ech houfreg op eis lëtzebuergesch Economie!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo kritt Der fënn Sekonnen d'Wuert, Här Hansen. Dann hale mer op mam Dialog hei.

M. Christophe Hansen (CSV) | Deen Elektriker muss säi Solarpanel iergendwou akafe goen. A wou geet en deen hiersichen? Deen huet e bestëmmt net bei engem 500-Mann-Betrieb hei zu Lëtzebuerg bestallt. Dat ass de Problem.

Et ass d'ailleurs ... Et ass net dat doten, wat wäert den Ausschlag ginn. D'Zuel ass irrelevant, och wa Frankräich déi op den Dësch bréngt, Här Clement; et ass do, wou Der et hierkritt. Wa mir am Marché intérieur net méi ... Well et wäert kee produziere just fir de Lëtzeburger Marché – pardon, dofir si mer ze kleng. Wann Dir mengt, mir wieren esou grouss, dann hutt Der eppes vun der Weltwirtschaft net verstan!

(Interruptions et brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, do sidd Dir awer mat am Boot!

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo ass deen Dialog hei eriwuer! Här Baum, wann Der nach ee Moment wëllt waarden. Ech kréie gesot, den Här Fayot wëllt nach eng Motioun hei einfach ofginn.

(Hilarité)

Hie gëtt mer déi, ouni se ze erklären elo. Hien erkläert se zum Schluss, wa mer zu de Motiounen kommen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Motion sans parole.

(Hilarité)

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– la présence dans notre pays de très nombreuses sociétés holding dont l'activité n'est pas clairement réglementée et dont le seul objet consiste à détenir des participations dans d'autres sociétés ;

– que ces sociétés holding ou SOPARFI ne tomberont vraisemblablement pas dans le champ d'application de la future directive « CSDDD », mais qu'elles pourront néanmoins détenir des participations, directement ou indirectement, dans d'autres sociétés dont l'activité peut être de nature à entrer en conflit avec les principes directeurs sur les droits humains visés par la CSDDD ;

– que le Point de contact national (NCP) luxembourgeois pour l'OCDE au Ministère de l'Économie, qui peut être saisi de violations alléguées des principes directeurs sur les droits humains de l'ONU du fait d'une société résidente, n'a guère d'emprise sur les SOPARFI n'ayant pas d'activité opérationnelle au Luxembourg ;

– qu'il importe que notre pays, qui dispose d'une importante place financière avec notamment de nombreuses SOPARFI, se dote d'un mécanisme juridique efficace permettant de procéder à la liquidation judiciaire de SOPARFI détenant, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans une société ou entreprise

opérationnelle ayant une activité illégale, voire contraire aux lois pénales au Luxembourg et dans le ou les pays où se situe cette activité,

invite le Gouvernement

– à introduire dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales une disposition permettant aux autorités judiciaires la liquidation d'une société commerciale de participation financière (SOPARFI) lorsque son implication dans une activité illégale est avérée dans une décision ayant force de chose jugée prononcée par un tribunal ou une cour compétente territorialement.

(s.) Franz Fayot, Marc Baum, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Dir dærfst se duerno selbstverständlech erklären, wa mer un d'Motionne kommen. Mee mir musse se fotokopéieren an Iech se verdeelen, fir datt mer eng uerdentlech Diskussioun duerno kënnen féieren. Dat war de Sënn vun där Interruption. Elo ass et um Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Ech wëilt dann och ufänken an de Kolleege vun de Grénge Merci soen, datt se dës Heure d'actualité zur Liwwerkettendirektiv gefrot hunn, well et ass effektiv eng Debatt zu engem Moment, wou d'Verhandlungen zu Bréissel grad op Héichtourelafen, virun allem well d'Position vun der Lëtzebuurger Regierung an deem Dossier onkloer ass a se sech och bis elo net d'Méi gemaach huet, d'Parlament dozou ze consultéieren oder och emol nëmmen ze informéieren. Verschidde Parteien, dorënner och mir als Lénk, hate jo déi zoustänneg Ministeren an d'Kommissioun geruff, fir ze wëssen, wat dann elo Saach ass, mee déi haten anscheinend nach keng Zäit fir d'Deputéiert. Émsou méi gespaant si mer dann elo op d'Aussoe vun der Regierung.

Datt Lëtzebuerg iwwerhaapt elo zu Bréissel als Wackelkandidat gehandelt gëtt, ass aus eiser Siicht ganz bedauerlech. Skandaléis fanne mer, wann déi Noriichten, déi mer haut konnte liesen, géife stëmmen, datt Lëtzebuerg zum Camp vun deenen iwwergewieselt ass, déi sech enthalten, well d'Enthalung an deem Fall en Nee ass an den Doud vun der Direktiv.

Et passt awer ganz gutt an d'Bild, dat Schwaarz-Blo an deenen 100 éischten Deeg ofginn huet. Well zanter Lëtzebuerg elo selwer zu enger Entreprise ginn ass, hu mir eng Regierung mat ganz vill Versteedsmech fir d'Interessie vum Kapital. Ee CEO trëppelt deem aneren net gären op d'Féiss.

Déi ganz Debatt ronderëm d'Thematik vun de Liwwerketten, déi jo mëttlweil iwwer 20 Joer al ass, mécht alt nees androcksvoll däitlech, datt am Kapitalismus d'Mënscherechter verhandelbar sinn, zumindest emol d'Rechter vum globale Proletariat, also deene Fraen a Männer ronderëm d'Welt, déi Kleeder bitzen, Handyen zesummeschrauwen a Kaffisboune plécken. Deene Mënschen hir Aarbechtskonditiounen, hir Sécherheet, hir Liewensbedéngunge ginn hei reegelméisseg op d'Balance geluecht mat, op där anerer Säit, de finanziellen Interessie vum Grousskapital am Genre: Mënscherechter si wichteg, mee awer.

Dës Ofweien ass an eisen Aen émsou méi absurd, wéi déi Direktiv hei jo eeben net dee klengen Handwerksbetrieb um Eck betrëfft. Se gräift eréischt fir Konzernar ab 500 Mataarbechter an engem Joresëmsaz ab 150 Milliounen Euro. An dat misst jo awer och als administrativen Opwand verkraftbar si fir déi Entrepreneuren.

Och d'Argument, wat mer virun hei vun der Rietser héieren hunn, datt et un de jeeweilige Staaten am

globale Süde wär, op hirem Territoire selwer fir d'Anhalen vun de Mënscherechter an den Ëmweltstandarden ze suergen, hält der Realitéit net stand: Dovun ofgesinn, datt a ville Länner déi néideg staatlech Strukture feelen, fir hirer Legislatioun Geltung ze verschafen, sëtzen déi ëffentlech Autoritéiten an der Reegel um klengen Hiewel par rapport zu de Multinationallen.

Et ass keen Zoufall, datt d'Gewerkschafte sech fir en ambitionéiert Liwwerkettengesetz asetzen. Well si wësse ganz genee, datt d'Fronten hei net tëschent de Kontinenter verlafen, net tëschent Europäer, Asiaten oder Afrikaner, mee tëschent deene Mënschen, déi d'Gewënner mat hirer Aarbecht erwirtschaften, an deenen, déi dës Gewënner schlussendlech an d'Täsch stiechen. Déi europäesch Aarbechterinnen an Aarbechter hunn näischt drun ze gewannen, wann d'Konzerner hir Produktioun a Länner verlageren, just well se do d'Aarbechtskraaft besser kënnen exploitéieren a sech net brauchen un Ëmweltstandarden ze halen.

De Geschäftsmodell vun de Multinationallen – well et ass jo ëm déi, wou et hei geet – ass op Exploitation vu Mënschen an Natur ausgerichtet. Dat verspricht kuerzfristeg Renditten, féiert awer laangfristeg an eng Mauer. Och dowéinst ass et wichteg, datt endlech eng staark a contraignant Legislatioun an deem Beräich opgebaut gëtt.

Här President, et muss een och soen, dës EU-Direktiv huet trotz ganz gudden Usätz nach vill Lacunnen, virun allem, wann et drëms geet, Decideure vun de Multinationale fir eventuell Violatioune responsabel ze maachen an zur Rechenschaft ze zéien.

Dofir ass et eiser Meenung no och esou wichteg, d'Finanzacteurs mat an d'Flicht ze huelen, well et si jo schlusslech déi sougenannte Bénéficiaires économiques, déi un der Spëtzt vun der Pyramid sëtzen. Op alle Fall sollt een net de Feeler maachen ze mengen, datt dës Direktiv, egal wéi den Text schlussendlech ausgesäit, de Problem aus der Welt schafft. Et wier awer en éischten a wichtige Schrëtt!

An deem Sënn fuerdere mir dann och d'Regierung op, sech deene Länner unzeschléissen, déi eng méiglechst ambitiéis a contraignant Direktiv wëllen unhuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Demokratie leeft vun der Debatt. An ech sinn dankbar, datt mer op esou engem wichtige Sujet wéi dësem dës parlamentaresch Diskussioun hunn, initiéiert vun deene Grénge. Mir soe jiddwerengem Merci fir dës Debatt an och der Zivilgesellschaft, déi sech op eng respektvoll an engagéiert Aart a Weis agesat huet fir e Sujet, deen eis eigentlech, mengen ech, heibanne misst verbannen.

D'Madamm Tanson huet an hirer Ried zwee Prinzipien am Ufank genannt, déi se mer och als Fro gestallt huet, op déi ech wëll eng ganz kloer Äntwert ginn. Si huet gesot – an dat als Fro och u mech adresséiert an als Vertrieeder vun der Regierung –: „Mir sti fir de Respekt vun de Mënscherechter, an do dierf et kee „mee“ dohannert ginn.“ Ech confirméieren: Dës Regierung steet fir de Respekt vun de Mënscherechter ouni „mee“.

Dat Zweet, wat se gefrot huet: ob et der Regierung egal wär, wat geschitt mat Kannerarbecht,

wat geschitt mat de Bëscher um Enn vun der Welt. Neen, dat ass der Regierung net egal. An d'Regierung wäert alles maachen, do, wou et funktionéiert, fir datt et keng Mënscherechtsverletzungen an de Produktiounschäin gëtt an datt och d'Natur op anere Plazen op der Welt, wou mer Saachen hier akafe, déi mer hei konsuméieren, respektéiert gëtt.

Op deenen zwee fundamentale Prinzipien, mengen ech, si mer eis heibannen alleguerten eens, op d'mannst kann een dat esou aus der Debatt erausliesen. Ech soen och, datt et duerfir fir mech net verwonnerlech ass, datt an engem Sondage erauskënnt, datt néng vun zéng Leit hei am Land hannert deene Prinzipie stinn. An ech froe mech souguer, wou deen zéngten ass, deen do feelt.

Plusieurs voix | Dat sidd Dir!

(Brouhaha)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mee gradesou – an dat hunn och déi lescht Méint gutt bewisen – sinn néng vun zéng Leit der Meenung, a vläicht souguer zéng vun zéng, datt an Europa vill komplizéiert reglementéiert an oft iwwerreglementéiert gëtt. Frot d'Bauern, déi déi Lescht an der Rei ware vun deenen, déi amgaange sinn, mat deene Reglementatiounen ze kämpfen.

Ech wëll déi Prinzipie virausschécken. Fir d'Lëtzebuurger Regierung ass et also ganz kloer, wann ech elo op d'Liwwerkettendirektiv zrëckkommen, datt mir fir d'Prinzipie vun dëser Direktiv, vun dëser Proposition, vun dësem Projet de directive stinn.

Et ass gradesou kloer fir d'Regierung, datt mir et besser fannen an absolut noutwendeg fannen, wéinst der Gréisst vun eiser Ekonomie, enger oppener Ekonomie, datt mer en europäeschen Text hunn, well eis Betriber doe sech ganz schwéier domat – vu datt se bal alles exportéieren, wat se hei produzéieren, oder importéieren, wat se gebrauchen –, datt se musse mat 27 Gesetzgeebungen eens ginn. Dat ass quasi „ein Ding der Unmöglichkeit“. Duerfir si mer fir d'Prinzipie vun dëser Direktiv a mir si fir en europäeschen Text.

Mir soen awer gradesou kloer, datt an deem Text, deen hei virläit, deen iwwregens iwwer 100 Säiten huet, nach extreem vill juristesch Onsécherheeten dra sinn an datt den administrativen Opwand grouss ass. An dat betrëfft och déi Kleng- a Mëttelbetriber, well, egal wéi de Seuil ass, deen an där Direktiv steet – an deen ass iwwregens nach ëmmer an der Diskussioun –, ginn déi kleng Betriber, déi en Zulieferer sinn zu engem groussen Betrib, vum groussen Betrib gefrot, vertraglech oder anescht, och ze bewisen, datt si all déi Prinzipien, déi dee Groussen muss erfüllen, och erfüllen. Dat heescht, par extension vun där Direktiv gëtt dat och eng substanzuell Méibelaaschtung fir déi Kleng- a Mëttelbetriber.

Da gëtt hei kritizéiert – ech verstinn d'Kritik nëmmen hallef –, datt d'Regierung sech do géif bedeckt halen, hir Meenung net géif soen, net géif soen, wéi se géif ofstëmmen, mee, Här President, ech wëll d'Chamber informéieren, datt et bis elo net zu engem Vott komm ass. Och de Moien huet déi belsch Présidence gesot: „Mir leeën den Text net dohinner, well mir sinn nach um Verhandelen.“ Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, dee ganz wichteg ass: Ech liesen an der Zeitung, an den Zeitungen, ech héieren heibannen, Lëtzebuerg wär dat Land, wat géif blockéieren, a vun eis géif de Vott ofhänken. Ech soen Iech, an ech hunn nach virun enger hallwer Stonn mat eisem Vertrieeder an der Ronn vun den Ambassadeuren zu Bréissel geschwat: De Moien an där Diskussioun – et war kee Vott – huet sech nëmmen eng Minoritéit vu

Staaten – eng Minoritéit vu Staaten! – fir de Kompromësstext, wéi en elo do läit, wat nach keen definitiven Text ass, ausgeschwat. Mengt Dir wierklech – dat ass eng Fro un dës Chamber –, datt d'Majoritéit vun de Memberstaaten an Europa géint d'Mënscherechter wär? Mengt Dir wierklech, datt eis zwee grouss Nopere, Frankräich an Däitschland, géint d'Mënscherechter wäeren?

(Interruptions)

Si hunn den Text de Moien net gutt fonnt. Sidd Dir wierklech der Meenung, datt d'Skandinavien fir Kannerarbecht wäeren? Nee, si waren ëmmer fir d'Mënscherechter.

An duerfir soen ech: Déi Iddi, datt hei Lëtzebuerg géif blockéieren, ass eng Falschduerstellung. Ech hu kloer am Numm vun der Regierung gesot: Dat ass e wichtigen Text. Duerfir stinn och ech hei am Numm vun Wirtschaftsminister, vum Finanzminister, vun der Justizministerin a vun dem Auswärtigen Minister. Mir sinn eis eens, datt dësen Text an der Zilsetzung richtig ass, mee datt en nach muss verbessert ginn.

An da soen ech Iech eppes, wat souwuel déi gréng an hirer Motioun wéi de Verrieder vun der Sozialistischer Partei hei gesot hunn: Se schwätze vum deem groussen Kompromës vum Dezember 2023. Dat war den Accord tëscht Europaparlament, Europäescher Kommissioun a Conseil. Et muss ee wëssen, datt deen Text an Zwëschenzäit geännert ginn ass. Deen Text, op deen den Trilog – wéi dat heescht, wann déi dräi Institutiounen zesummekommen – sech géeneegt huet, ass duerno duerch eng Rei zousätzlech Demanden erëm geännert ginn. An et gëtt fir de Moment keen definitiven Text.

E Beispill ass, datt déi net operationell Participatiounsgesellschaften ouni Erklärung op eemol an deen Text drakomm sinn. Dat ass zum Beispill eng Dispositioun, déi besonnesch fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Froen opwerft, wou ee mol muss kucken: Wat heescht dat genee? Wéi soll et fonctionéieren? A bis elo konnt och déi Belsch Presidence eis eigentlech net erklären, firwat deen Aspekt wichteg wär, well et an der Praxis ganz schwierig ass, wéi dat soll fonctionéieren. Wa mir déi Erklärungen kréien, wann een eis erkläert, firwat de Kompromës vum Dezember 2023 dann net méi do steet, da kënne mer eréischt eis Positioun definitiv festleeën.

Ech soen Iech nach eng Kéier: Lëtzebuerg – an d'Lëtzebuerger Regierung – gleef drun, datt mer en ambitiösen europäeschen Text brauchen, fir, engersäits, d'Mënscherechter an der Liwwerkettechainé ze protegéieren. Mir hunn all en Interêt doran. An ech kenne keen, deen et gutt fënnt, wann op Kannerarbecht zréckgegraff gëtt oder aner Mënscherechter verletzt ginn, sécherlech net heibannen.

Gradesou wichteg fanne mer, datt d'Ëmwelt an der Welt och an der Produktiounschäin respektéiert gëtt. Mee mir stëmmen net zou zu engem Text, dee mer a) nach net kennen an dee b) nach ganz vill Froen opwerft. Wann den Text kënnt, wann e verbessert gëtt, da gesinn ech, datt d'Lëtzebuerger Regierung aus all deene groussen Prinzipien kann esou engem Text zoustëmmen. Dat ass fir de Moment net de Fall. Mir wëllen en europäeschen Text. Mir wëllen e besseren Text. An duerfir verhandele mer weider mat der Belscher Presidence.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister, d'Madamm Tanson an den Här Goergen wollten Iech nach eng Fro stellen. Huet Der déi Froen un?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Här Premierminister, Dir hutt vun enger Rei Länner geschwat, déi dann och net domadder d'accord wäeren. Ech wëll just notéieren, dass déi Länner, déi Der opgezielt hutt, all schoen en eegenen Text hunn. Déi sinn also an enger anerer Situatioun wéi mir, déi nach keen esou en Text hunn. Dat heescht, deene kann ee sécherlech keng schlecht Intentione per se elo mol virwerfen.

Mee ech hunn awer eng aner Fro. Dir schwätzt vum deem Kompromës, deen am Dezember da geholl gi wär am Kader vum Trilog. Wann ech Iech elo richtig verstinn, da bezéien d'Kritik vu Lëtzebuerg sech just op déi Evolutioun, déi duerno komm ass. Dat heescht, wann den Text esou virgeleeën hätt elo am COREPER, wéi e verhandelt ginn ass a wéi en aus dem Trilog erauskomm ass, da wier d'Lëtzebuerger Regierung och elo nach ëmmer domat d'accord. A wann d'Äntwert dorobber Jo ass, dann heescht dat, datt et sech haaptsächlech ëm d'Fro vum d'SOPARFIen dréit. Dat ass dann déi zweet Fro.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Déi Äntwert ass en hallwe Jo. Ech preziséieren och, firwat. Et huet mech dach extrem frapéiert, datt enorm vill Länner eng Rei juristesche Onsécherheeten opgeworf hunn.

An ech muss soen, wéi ech dat héieren hunn, zesumme mat de Kolleegen an der Regierung, hu mer gesot: „Dann huet deen Text do e ganz seriöse Problem.“ Wann dat just eng Fro gewiescht wär vu Lëtzebuerg zu engem Punkt, da kann ech Iech soen – mir hunn eis d'Fro net misse sou stellen, well se net sou gestallt ginn ass –, dann, mengen ech, hätte mer kënne deem Text zoustëmmen. Mee wann ech d'Zuel vun deene Länner liesen, déi och de Moien an där Sitzung alleguer Problem opgeworf hunn, dann ass dat dach awer e fundamentale Punkt, deen och beweist, datt deen Text net déi juristesche Qualitéit huet, déi e brauch, onofhängeg vun deene particuliere Lëtzebuerger Punkten. Dat huet mech dach frapéiert. An et kann een dat deene Länner – a se si souwuel am Norde wéi am Süde wéi am Weste vun Europa an och am Osten – wierklech net reprochéieren.

An ech hätt gär, datt deen Text nach verbessert gëtt. An duerfir beweege mer eis an Richtung vun engem Jo, mee mir beweegen eis a Richtung vun engem Jo, wann déi Belsch Presidence op déi Rei Froen do eng méi kloer Äntwert gëtt. An déi ass fir de Moment net do, an dat mierken d'Belsch och selwer, well et ass net esou, wéi wann d'Belsch de Lëtzebuerger gesot hätten: „Wann Dir Jo sot, dann ass d'Saach an der Rei.“ Dat hätt de Moien – éischters war kee Vott, ech preziséieren dat nach eng Kéier – am Endeffekt absolutt näischt geännert, well ganz vill Länner mat deem Text hei net d'accord sinn.

An ech soen nach eng Kéier: Mënscherechter si fir eis essentiell. An ech wëll dat wierklech net dem administrativen Opwand ënnerwerfen, mee ech hätt gär, wa mer dat heite maachen, datt et fonctionéiert, datt et gutt fonctionéiert, datt eis Betriber och dermat eens ginn an datt mer genau wëssen, wéi et da soll fonctionéieren. A wat d'Participatiounsgesellschaften, déi net operationell Participatiounsgesellschaften, ubelaangt, muss ee mer virun allem erklären, wéi dat an der Praxis soll fonctionéieren, an op déi Äntwerte waarde mer nach, an da jugéiere mer dat.

Et ass virdru gesot ginn, Dir hätt mech schoen an d'Chamber invitéiert, dat war héchstwahrscheinlech fir Fachministeren, mee ech kommen ëmmer gär an d'Chamber, fir doriwwer ze diskutéieren. Mee den Text ass an der Verhandlung, a soulaang den Text an

der Verhandlung ass, kann een och net Jo oder Nee soen, well ech kucke gär en Endtext mat de Ministerkolleegen, eier mer Jo soen. An dat ass fir de Moment net de Fall.

M. Claude Wiseler, Président | Nach eng ganz kuerz Fro vum Här Goergen, mee just eng Fro, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech si frou, dass mer eis eens si bei de Kanner – a bei de Mënscherechter, just déi néng Leit, déi Der opgezielt hutt, déi wësse vläicht net ëmmer, wa se eppes kafen, wou géint Kannerarbecht oder Mënscherechter verstouss ginn ass. Dat ass de wichtige Punkt. Dir hutt eng Argumentatioun benotzt vun de Baueren an Ärer Ried. Et ass awer och esou ... an dat ass meng Fro: Ass et dann net esou, dass d'Bauere grad déi sinn, déi am Moment och fuerderen, dass ausserhalb vun der Europäescher Unioun vill méi iwwerpréift gëtt, wat produziéiert gëtt, an dass ee vun hire groussen Problemer ass, dass eeben déi Produktiounen ausserhalb vun Europa geschéien a se dat net kontrolléiert hunn, an dass dat heiten eigentlech eent vun de beschte Beispiller ass, dass d'Baueren op d'Strooss ginn, fir esou eppes ze froe wéi eng Aart Liwwerkettegesetz, fir dass genau si hir Produiten och kontrolléiert kréien, déi an d'Europäesch Unioun erakommen?

Merci.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Selbstverständlech, dofir ass d'Regierung jo och mat der Zilsetzung vun där Direktiv d'accord. Ech kann et net genuch ënnersträichen: Ech fannen dat hei en extrem wichtigen Text an ech sinn och d'accord mat deem, wat d'Baueren do fuerderen. Nach muss den Text esou sinn, datt e fonctionéiert, datt e juristesche kloer ass, an dat ass fir de Moment net de Fall. An dat ass net nëmmen d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung, dat ass d'Meenung vun enger Meerheit, vun enger Majoritéit, vun Memberstaaten. A wann ech souguer nach eppes derbäi dierf soen: Déi Majoritéit gëtt jo gerechent, souwuel d'Majoritéit vun de Länner – also déi qualifizéiert Majoritéit gëtt dem Traité no gerechent – wéi d'Majoritéit vun den Awunner. A kee vun deenen zwee Krittären ass fir de Moment erfüllt, well all déi grouss Länner och e Problem mam Text hunn. Dat ass d'Majoritéit vun der Bevëlkerung an d'Majoritéit vun de Länner. Do gehéiere mir och derzou. An duerfir muss ech soen: Deen Text ass nach net räif a mir wäerten e positiv begleeden, fir d'Mënscherechter an der Welt an heiheem nach besser ze schützen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci.

Motions

An da kéime mer elo zu de Motiounen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, wëllt Dir se nach eng Kéier explizéieren?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ganz gär. Merci, Här President. Also, et ass jo ugekleng: Mir wënschen eis fir d'éischt emol, dass d'Regierung e kloer Jo zu dëser Direktiv gëtt, an der Hoffnung, dass Der dann Är Froe beäntwert kritt, déi Der gestallt hutt, an dann och mat allem Engagement an deenen nächsten Deeg Iech weider dofir aasetzt. A wann dat dann awer géif echouéieren, da si mer der Meenung, dass mer, gradewéi ganz vill vun deene Länner, vun deenen elo rieds war, dann och en Text hei zu Lëtzebuerg bräichten.

An ech wëll an deem Kontext och un eng Motioun erënneren, déi hei 2022 quasi vun all Partei

ënnerschriwwen gouf, dorënner Dir, Här President, an den Här Gusty Graas, wou d'Regierung opgefuert gouf, sech ze engagéieren fir eng EU-Liwwerketten-direktiv, wou och eng Debat war, wou souwuel Dir wéi och den Här Bauler zum Beispill wierklech ënnerstrach hutt, dass een esou eng Liwwerketten-direktiv op europäeschem Niveau géif brauchen. An ech erënneren och zum Beispill un d'Wierder vum Här Galles 2019, deem an enger Kooperatiounsdebat gesot huet, dass mer ons, falls mer net zu enger EU-Léisung géife kommen, da sollten un Däitschland inspiréieren an dann eeben hei zu Lëtzebuerg och en Text sollte kréien, well et einfach extreem wichtig wier, an dass mer esou eng Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg dann dee Moment géife brauchen. An och den Här Graas – mat deene Wieder schléissen ech dann of –, dee gesot huet: „Mir mussen et och faerdegbréngen, méi e responsabele Kapitalismus [...] opzebauen“, genau an deem selwechten Esprit, soudass ech jo dann dovunner ausginn, dass d'Majoritéit och kee Problem mat deem heiten dierft hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Hunn ech zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Fayot, den Här Clement. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, mir ënnerstëtzen dës Motioun. Mir sinn effektiv, éischstens, der Meinung, dass een hei muss eng proaktiv an eng positiv Approche hunn zu deem Projet vun Direktiv, deem elo do läit. Et kann ee jo natierlech ëmmer ... Et gëtt kee perfekte Text, mee et kann een ëmmer kucken, dass een a Richtung schafft vun engem Text, deem duerno akzeptabel ass. Mir sinn nach wie vor der Meinung, dass et preferabel ass, dass en europäeschen Text hei kënn, wéi gesot, en ambitiësen Text, well et besser ass, dass Lëtzebuerg sech do an e Marché unique inseréiert. Effektiv, ze vill d'ar Texter bréngen mat sech, dass mer eng Fragmentatioun kréien, déi net gutt ass.

Nichtsdestotz, wann dat net méiglech wär, wann deem Text hei – well déi Gefor besteet elo – sollt iergendwann eng Kéier vum Dësch sinn, da sollte mer kucken, dass mer an d'Richtung gi vun engem nationale Liwwerkettengesetz. Do ass och eng gewësse Viraarbecht gemaach ginn. Ech erënneren drun, dass an där leschter Legislatur zwee Plan-d'action-nationale gemaach goufen, och mat enger gréisserer Etüd vun enger Expertin zu dësem Sujet, deem och de Perimeeter ofgestach huet vun esou enger méiglecher nationaler Legislatioun. Dat heescht, et ass net, dass mer do géife vun null ufänken.

An ech mengen wierklech, dass et hei extreem wichtig ass, dass mer virukommen, wéi gesot, mat der Präferenz vun engem europäeschen Text, a wann dat net dran ass, vun engem nationalen Text. Dofir ënnerstëtze mer déi Motioun hei.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn elo dräi Wuertmeldungen vum Här Clement, vum Här Hansen, vum Här Premierminister. Här Premierminister, wëllt Dir direkt eppes dozou soen? Wann Der erlaabt, géif ech dem Premierminister dann direkt d'Wuert ginn, an dann huele mer den Här Clement an den Här Hansen.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Vu datt eng Motioun sech jo un d'Regierung riiht a vu datt ech deem Debat hei ganz wichtig fannen, och am Sënn vun der gemeinsamer Zilsetzung, déi mer heibannen hunn – et geet ëm Mënscherechter an et geet och ëm eise Souci, déi administrativ Chargen ze diminuieren –, muss ech soen, dass ech eng gewësse Sympathie fir dës Motioun hunn, mee ech wëll awer zwou Präzisiounen derzou maachen.

Dat eent ass, nach eng Kéier: Hei gesäit et duerch deem drëtten Considerant, „l'adoption historique [...] d'un compromis“, esou aus, wéi wann ... Dee Compromis als solche läit fir de Moment net méi um Dësch. Also muss een op d'mannst präziséieren, datt an Zwëschenzäit en neien Text derbäikomm ass.

Dat zweet, dat ass, datt an deem leschte Considerant – dat wäert Iech net iwwerraschen – steet: „l'absence de positionnement public clair du Gouvernement“. Ech hu mech schonn e puermol zu där Thematik ausgeschwat an ech ka mech nëmmen zu eppes ausschwatzen, wann en Text do läit. Ech géif also bieden, datt een dat géif änneren.

Mee wat elo de Fong ubelaangt a wat méi wichtig ass: Ech sinn der Meinung, datt een net ka schreien: „voter au niveau européen en faveur du projet de directive“, well den aktuellen Text ass jo nach net definitiv. Et ass en Text, deem en cours de négociation ass. Ech sinn also d'accord, datt mer eis weider fest fir en europäeschen Text asetzen, an ech sinn och d'accord, datt, wann an deenen nächste Méint, an deem nächste Joer, keen europäeschen Text kënn – ech kann dat net an een Zäitrame setzen –, een dann déi zweetbescht Léisung muss envisagéieren, datt een dann en nationalen Text mécht, wéinst der Wichtigkeet vun de Mënscherechter, an tenant compte an deem Lëtzebuerger Text dann och, d'Charge administrative virun allem vun de Kleng- a Mëttelbetriber sou kleng wéi méiglech ze halen. Ech sinn also net géint en nationalen Text. Ech sinn och derfir, nach eng Kéier am Numm vun der Regierung, datt mer en europäeschen Text ënnerstëtzen, mee fir de Moment ass kee „projet de directive“ do.

Wann Der also do eng liicht Ännerung maaht, da kann ech Iech aus Regierungssicht bieden, dës Motioun ofgeännert unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Doropshi géif ech mengen, datt et wichtig wär, datt mer der Madamm Tanson d'Wuert elo ginn, fir datt si kann dozou Stellung huelen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, ech schwätzen elo ënnert der Kontroll vun de Kosignatairen hei vun där Motioun, mee ech hätt guer kee Problem domat, wann ee géif den drëtten an de leschte Considerant eraushuelen a wann ee géif de „voter“ ersetzen duerch „soutenir fermement au niveau européen l'aboutissement du projet de directive“. Ech géif mengen, domat hätte mer deem Rechnung gedroen, wat Der elo grad gesot hutt, Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech si mat deenen Ännerungsvirschléi vun der Madamm Tanson ganz d'accord.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Stëmmt Der se mat?

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, ech huelen dat ... Jo, dat weess ech net. Den Här Premierminister ass d'accord; ob d'Fraktiounen elo d'accord sinn, dat ass awer nach eng aner Fro.

(Hilarité et interruptions)

Dofir maache mer elo schéi propper een nom aneren, esou wéi dat soll sinn. Här Clement, Dir wollt nach d'Wuert hunn, an duerno gi mer dem Här Hansen d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, lo hat ech mer hei eng Brandried preparéiert, fir nach eng Kéier op all déi Punkten hei anzegoen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | ... a lo muss ech do Waasser a mäi Wäi schëdden – mee natierlech Wäin, deem da liwwerkettékonnform ass an d'Waasser och.

Dat gesot, fannen ech déi Ouverture ganz interessant. Mir kënnen dat och, wéi d'Madamm Tanson gesot huet, esou ënnerstëtzen. Ech fannen et awer ganz wichtig, datt dat heiten net – an de Premier huet eng iwwerschaubar Zäitschinn genannt – un d'Enn vun der Legislaturperiod verschiebt gëtt, well ech mengen, da si mer net méi schlau. An dofir kann ech dat an där heiter Form awer elo mol matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Hansen d'Wuert. Dann duerno den Här Kartheiser.

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz halen: Ech suivéieren d'Position vum Här Premier. Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war kloer. Här Kartheiser, et ass un Iech.

Une voix | War dat alles?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, vläicht eng Bemierkung fir unzefänken. Ech begrëssen et natierlech, datt den Här Premierminister Frieden esou matnegociéiert an engem konstruktive Geescht. Ech mengen trotzdeem, datt et d'Parlamentarier sinn, déi hir Texter sollten ënnereneen diskutéieren, an dann hëlt d'Regierung och Stellung. Mee wat elo de Contenu ugeet, si mir natierlech och frou, wann déi Consideranten do erauskommen. Mir wäerten awer deem Text och an der ofgeänneter Form net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalten, well eise grouse Problem, dat ass e prinzipiellen: Dat ass dee vum nationale Gesetz. A mir wäerte sécher keen Text iergendwéi begrëssen oder eis wënschen, vun deem mer keng Anung hunn à l'heure actuelle, wat dat kann heesche fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Mir sinn net nëmmen hei – dat si mer och –, fir d'Mënscherechter an den Ëmweltschutz ze verrieden, mir sinn och hei, fir op responsabel Manéier ze kucken, datt dëst Land ka fonctionéieren, datt mer eise Betriber hei am Land Ramebedéngungen offréieren, an deene se kënnen weider fonctionéieren. Déi zwou Saache si wichtig. Déi zwou Saache si fir eis en Deel vun enger politescher Verantwortung. An dofir wëlle mer net elo higoen a schonn eppes envisagéieren. Eist Zil ass ganz kloer: en Text op europäeschem Niveau errechen, deem all deene Kritäre ka gerecht ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hunn ech nach d'Wuert fir den Här Baum, deem et gefrot huet. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Dat do ass jo eng ganz erfrelech Wendung. Spannend gëtt dann och déi zweet Motioun vun der CSV, wann do d'Diskussioun kënn. Mee am erstaunlechten, muss ech awer soen, fannen ech de Volte-face vun der ADR, déi virun en enger Brandried gesot huet, datt se op kee Fall wëlt en nationaalt Gesetz hunn a sech elo bei dëser Motioun dann awer just enthält, well d'CSV eeben eng aner Position do elo ageholl huet. Dat fannen ech ganz erstaunlech. Dat heescht, et kann een awer nach apparentment Bierger verréckelen. An dat anert, dat ass gradesou erstaunlech, datt grad an deem heite Kontext d'ADR géint en nationaalt Gesetz ass.

(Hilarité)

Dat ass ganz erstaunlech, well mer mengen, datt effektiv dat europäescht Gesetz besser wier, mee datt mir am Fall, wou dat dann eeben eventuell net méiglech wier, och eis national Verantwortung iwwerhuelen. Datt d'ADR dat net esou gesäit, ass erstaunlech, mee awer op seng Art a Weis och konsequent.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Esou, et ass ëmmer gutt, wa parlamentaresch Debatte spannend sinn, mee elo komme mer awer zum Punkt, fir dat hei ofzeschléissen.

Ech stellen also déi éischt Motioun zum Vott ënnert der verännerter Form. Dat ass, datt den drëten an de fënneften Tiert vun de Consideranten eraus sinn a bei den Invitten deen éischten Tiert esou ëmgeännert ginn ass, wéi d'Madamm Tanson et virdru gesot huet. Ech stellen dës Motioun dann zum Vott, a mir brauchen dofir natierlech e Vote électronique.

Motion 1 modifiée

« relative au devoir de vigilance des entreprises »

La Chambre des Députés,
considérant

– l'importance de prévenir aussi au-delà des frontières européennes les violations de droits humains, le non-respect de standards sociaux et la destruction de l'environnement et du climat dans les chaînes de valeurs des entreprises actives dans l'UE ;

– l'absence de règles uniformes au niveau de l'Union européenne et l'existence de cadres légaux dans certains pays européens en ce qui concerne le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– le report du vote au Conseil de l'UE dudit projet de directive prévu initialement pour le 14 février 2024 suite au risque d'abstention de plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne,

invite le Gouvernement

– à s'engager fortement au niveau européen en faveur du projet de directive concernant le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– à légiférer au niveau national en matière de devoir de vigilance des entreprises au cas où le projet de directive européenne prémentionné n'est pas adopté.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Liz Braz, Sven Clement.

Vote sur la motion 1 modifiée

An dofir maachen ech de Vott elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Une voix | Hei ass eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Jo?

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Dir stëmmt Jo, ginn ech dovunner aus. Da maachen ech de Vott zou.

Ech hunn hei 55 Jo-Stëmmen a 5 Abstentionen. Domat ass déi Motioun Nummer 1 an der ëmgeännerten Form mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloeser, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt,

MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zu der Motioun 2, déi heibannen deposedéiert ginn ass vum Här Christophe Hansen. Här Hansen, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

M. Christophe Hansen (CSV) | Nee, Här President, ech hat dat kuerz virdru schonn introduiséiert. Et ass u sech en essence änlech wéi déi éischt Motioun, déi mer ofgestëmmt hunn. Si geet net gradesou wäit, mee dat heescht, ech ginn dervun aus, datt all déi aner kënnen derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Hansen. Sinn heizou Wuertmeldungen? D'Madamm Tanson an den Här Fayot. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also, ech zerstéiere jo lo net gären hei déi schéin Harmonie – „Bal-Harmonie“ –, déi mer hunn, mee ech muss awer soen, ech fannen déi Motiounen e bësse kontradiktorech zu deem, wat gesot ginn ass, notament vum Premierminister, an och zu deem, wat mer elo hei gestëmmt hunn.

Dat hei ass kohärent mat deem, wat Dir gesot hutt an Ärer Ried, Här Hansen, well am Fong steet hei zum Beispill an engem vun de Consideranten, dass Der den „Instrument législatif“ vun der Direktiv géift regrettéiere an dass Der léiwer gär e Reglement hätt. Or, mir wësse jo, wa mer gären e Reglement hätten, da géife mer elo nach eng Kéier ganz vu vir ufänken. Dann ass et net fir dës europäesch Legislaturperiod. Et ass warscheinlech dann och net fir déi nächst oder et dauert op alle Fall nach eng Kéier. An en plus si mer hei am Droit des sociétés, dat heescht, eng Matière, déi ganz ënnerschiddlech vun engem Land an dat anert ass, soudass dat relativ onrealistes ass.

An da kënnt hei erëm déi faméis „réduire les charges administratives“. Or, de Premier sot virdrun, natierlech wieren d'Mënscherechter méi wichteg wéi d'Reduktioun vun de Charges administratives. An da kënnt erëm d'Fro vun der Verhältnismäissegkeet. Dat heescht, et ass alles extreem vag. Ech hunn natierlech guer kee Problem domat, dass een déi Direktiv ënnerstëtzt, sou wéi mer dat elo virdrun an der Motioun gestëmmt hunn, mee hei steet u sech jo nëmmen, dass ee sech géif engagieren um Niveau vum Conseil „en faveur d'une proposition respectueuse des considérations précitées“. A mat deene Consideratiounen hunn ech och Problemer.

D'autant plus, hei steet: „réaffirmant l'importance de la transition vers des modes de production respectueux de l'environnement et des droits de l'homme“. Or, wann dat dat bedeit, wat Dir virdru gesot hutt an Ären Erklärungen, dass mer wéinst der Transition net kéinten ze vill streng sinn ... Notament d'Solarpanelen hutt Dir elo genannt. D'ADR ass mat den Elektroautoe komm, wat ech eng ganz komplizéiert Aart a Weis fannen, fir heirun erunzegoen. Mir kucken de Mënsch, mir kucken net de Produit. Natierlech geet et drëm, dass mer eng Energietransitioun sollen hikréien, mee dat kann awer op kee Fall op d'Käschte vun de Mënscherechter goen. Duerfir,

ech weess net richtig, wéi dat soll hei gemengt sinn, d'autant plus wann ech Är Explikatiounen virdrun héieren hunn, an duerfir si mir elo hei net en faveur.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Fayot an duerno um Här Baum.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, mir gesinn et u sech ganz änlech, wéi d'Madamm Tanson dat elo duergeluecht huet. Déi éischt Motioun, wou ech och frou sinn, dass de Premier dat elo mat deenen Ëmännerungen och änlech gesäit, ass am Fong eng volontaristesche Approche, fir ze soen: Ok, mir hunn en Attachment un d'Mënscherechter, un Ëmwelt an esou weider a mir kucken, dass mer deen Text do weiderbréngen an dass mer deen dann och iergendwann eng Kéier adoptéiert kréien. Déi aner Motioun, déi mer elo hei leien hunn, ass am Fong eng éischter skeptesch, déi sech braquéiert op d'Proportionalitéit, op disproportionnell administrativ Chargen, déi am Fong eng ganz negativ Approche huet par rapport zu deem Text a wou een effektiv net richtig weess, wou een hanner erauskënn. An dofir si mir och am Fong der Meinung, dass dat heiten eng Motioun ass, déi mer, voilà, wéi gesot, aus deene Grënn net wëlle matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Elo huet d'Wuert: den Här Baum an duerno den Här Clement.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi meng Virriednerin a Virriedner. Also, mir hu virun allem e Problem mat deem fënneften Tiert, well en, mengen ech, kontradiktorech ass zu deem, wat mer elo grad votéiert hunn, an en ass kontradiktorech och zu deem, wat gesot ginn ass. Entweder bleiwe mer elo op der Schinn vun der Direktiv oder mer soen: „D'Direktiv ass dout“, a mer engagieren eis fir e Reglement. Dat ass net dat, wat elo grad votéiert ginn ass, duerfir mengen ech, datt een ënnert där doter Form dee fënneften Tiert op jidde Fall sträiche misst. Et gëtt een awer bei der ganzer Motioun d'Gefill net lass, datt versicht gëtt, no Echappatoiren ze sichen, Echappatoiren, fir déi Direktiv net zu engem wierkungsvollen Instrument ze maachen, wat ech immens schued fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Clement, an duerno den Här Kartheiser.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also mir geet et ... Dat éischt, wat mer an de Sënn kouw, wéi ech dem Här Hansen virdrun nogelasschert hunn, wéi e se elo presentéiert huet nach eng Kéier, war: Ma, wa se net esou wäit geet wéi dat, wat mer elo grad gestëmmt hunn, dann – fir e Wuert ze benotzen, wat d'Majoritéit esou gär benotzt – ass se jo superfetatoire. Well mir hu jo elo grad eng gestëmmt, déi méi wäit geet. Dann ass déi heite „sans objet“.

Dat wär meng éischt Reaktioun gewiescht. Ech hat u sech geduecht, d'Majoritéitspartei géife se zrëckzéien, well si jo grad eppes méi Wäitgoendes gestëmmt hunn. Bon, dat hu se net gemaach.

Dat heescht, et gëtt iergendeen Interêt politique, fir dat heiten nach ze stëmmen. Also hunn ech mer iwerluecht: Majo, wat ass dat dann? An da kommen ech natierlech op deen „déplorant“ – de fënnefte Considerant, deen, mengen ech, heibannen e puer Leit Bauchwéi mécht –, datt et eebe kee Reglement ass.

An dann den Invite ass: Mir sollen eis fir eng „proposition respectueuse des considérations précitées“ asetzen. Dat liest sech awer e bëssen esou wéi: „Also,

u sech, léif Regierung, setzt Iech dach wannechgelift zu Bréissel derfir an, datt et e Reglement gëtt." An dat ass awer en Echappatoire, deen ech net ka matdroen. An dofir wäert ech menge Kollegeen op alle Fall proposéieren, sech bei där heiter Motioun ze enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech kann et relativ kuerz maachen, well den Text ass een, mat deem mir ganz gutt kënnen liewen.

(Interruptions et hilarité)

Mir wäerten en ënnerstëtzen, awer ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... – villmools merci, Här President – wat mer Suerge mécht, ass e bëssen d'Positioun vun deene Lénken.

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

Mir hunn hei den Här Baum héieren, deen eigentlech elo éischter a Richtung Direktiv geet, obschonn e Reglement och d'Entreprise an d'Staate géif vill méi staark bannen. Mir hunn hei en Text, wou vun engem nationale Gesetz iwwerhaapt näischt drasteet! Wann et dann um europäeschen Niveau net géif goen a mir huelen deen heiten un, dann huet den Här Baum hei net monéiert, datt da keng aner Méiglechkeet drasteet, fir en nationaalt Gesetz ze maachen.

A schlussendlech mussen mer och feststellen, datt e sech net dru gestéiert huet, am Numm vun deene Lénken, datt hei d'Entreprise och solle manner Chargen hunn an esou weider – eppes, wat mir ausdrécklech begreifen.

Mee gutt, et kann ee Bierger versetzen. Mir wäerten dat heiten op jidde Fall matstëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, elo ass keng Wuertmeldung méi am Sall. Da géif ech zum Vott vun der Motioun Nummer 2 vum Här Christophe Hansen kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

Jo hu gestëmmt: 40 Leit, Nee: 17, Abstention: 3. Dës Motioun ass also ugeholl mat 40 Jo-Stëmmen, géint 17 Nee-Stëmmen, bei 3 Abstentionen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoas et M. Tom Weidig.

Ont voté non: M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 3

Da kéime mer zur nächster Motioun, dat ass d'Motioun vun dem Här Franz Fayot. Här Fayot, wollt Dir se nach explizéieren?

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Da fuert lass!

M. Franz Fayot (LSAP) | Voilà. Et ass eng Motioun, déi, mengen ech, misst u sech relativ consensuel sinn. Et geet drëm, dass mer hei am Land effektiv eng ganz Rei ... Dausende vun Holdingen hunn, SOPARFIen, déi eng Aktivitéit hunn, déi net reglementéiert ass. Dat heescht, déi sinn net „sujet à autorisation“. Dat heescht, mir wëssen net ëmmer esou richteg, wat vun deene gemaach gëtt.

Do si reegelméisseg – an ech hat d'Beispill gi vun där Socfin vum Här Bolloré, déi schonn e puermol an de Schlagzeile war – där SOPARFIen, déi eng Aktivitéit hunn ënner sech. En anert Beispill ass MindGeek, déi virun net allze laanger Zäit an de Schlagzeile waren, déi problematesch sinn en vue vun de Mënscherechter oder en vue vum Ëmweltschutz.

An dofir géif ech gär proposéieren, dass mer eis am Fong en Instrument ginn, wann esou eng illegal Aktivitéit averéiert ass an deem Land, wou se gemaach gëtt, duerch e Jugement en force de chose jugée, dass mer dann an eiselem Gesellschaftsrecht e Mechanismus aféieren, deen et erlaabt, déi ze liquidéieren, duerch eng Liquidation judiciaire. Wéi gesot, nach eng Kéier: wann eng averéiert illegal Aktivitéit ënner enger SOPARFI, entweeder direkt oder indirekt, constatéiert gëtt.

Ech mengen, dat géif eis als Land, wat eis Reputatioun ugeet, gutt zu Gesiicht stoen. Et géif eis och erlaben, effektiv déi faul Äppel, déi een necessairement huet, wann een esou vill SOPARFIen op enger Finanzplaz huet, och kënnen auszesortéieren an eeben och op déi Aart a Weis mat deene Situatiounen do ëmzegoen. Wéi gesot, dat ass, mengen ech, eng relativ einfach Dispositioun, déi ee misst am Gesellschaftsgesetz aféiere fir esou Situatiounen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Hunn ech zu dëser Motioun elo nach Wuertmeldungen? Den Här Clement, an dann den Här Mosar.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, et kléngt alles ganz sympathesch, wat den Här Fayot elo erzielt huet. Ech hunn awer elo an deene puer Minuten, déi mer haten – et war jo e bëssen e Couac mam Depot a mam Wéini an datt mer dat liese konnten –, eng Kéier kuerz an eiselem Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Sociétéiten nogekuckt. A mir hu jo d'Liquidation judiciaire scho fir „toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui poursuit des activités contraires à la loi pénale ou qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales“ a sou weider.

Dat heescht, u sech hu mer jo schonn eng Liquidation judiciaire, déi ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Nationaler.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo bon, ech mengen net, datt mer eng Sociétéit am Ausland kënnen liquidéieren, Här Fayot. Ech weess net, wéi dat sollt goen.

Also, ech kann dat heiten net iwwerblécken. Wann dat heiten iwwerhaapt sollt diskutéiert ginn, dann,

mengen ech, misst dat an enger Kommissioun diskutéiert ginn. Wann et awer sollt hei ofgestëmmt ginn, mussen mir eis enthalten. Dat doten huet vill ze vill Implikatiounen, fir datt mir dat an engem Vott hei esou „à la va-vite“ kéinte matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, wëllt Dir Stellung dozou huelen oder wëllt Der dat zum Schluss maachen?

M. Franz Fayot (LSAP) | Et ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Hei ass d'Proposition fir e Renvoi an d'Kommissioun.

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir kënnen ... Bon, et ass effektiv e bëssen technesch. Mee et ass u sech am Fong relativ einfach. Déi Situatiounen vun deenen Holdingen ass eppes, wat mer hei net erfaasst kréien.

Mir hunn e Point de contact national, dee beim Ministère de l'Économie ass, dee sech am Fong ëm d'Principes directeurs, d'Mënscherechter, bekëmmert. Mee deen huet hei keng Befugnis, well et sech hei am Fong ëm Aktivitéiten handelt, déi net zu Lëtzebuerg stattfinden – dofir ass och d'Referenz op eis national Legislatioun net relevant –, mee déi am Fong, par définition, am Ausland enzwousch sinn, dat heescht, wou mer u sech do keng Juridictioun hei zu Lëtzebuerg hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Et war um Fong net, fir Explikatiounen ze ginn, mee et war, fir op d'Fro ze äntweren, ob Der d'accord sidd, fir se an d'Kommissioun zréckzerechen, wou se da ganz diskutéiert gëtt. Oder wëllt Der se ofgestëmmt kréien?

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir kënnen se an d'Kommissioun renvoyéieren a se dann do eng Kéier au fond diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Här Mosar nach d'Wuert, an da stelle mer dat zur Fro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Här President, den Här Clement huet schonn eppes gesot, wat ganz richteg ass. Ech hu souwiso e bëssen e fundamentale Problem: Hei gi mer elo mat engem Sujet confrontéiert vu SOPARFIen, deen eigentlech net direkt eppes mam Theema vun de Mëtten ze dinn huet. Ech hunn awer den Här Fayot verstanen, dee virdru gesot huet – an dat ass jo och vun anere Riedner hei thematiséiert ginn –, datt elo jo en Zousatzpunkt an déi Direktiv oder dee Projet de directive do drakomm ass, wou déi operationell Holdinge solle mat drakommen. Den Här Premier huet virdru gesot, datt dat net ganz einfach ze definéieren ass.

Wann ech awer elo kucken – an ofgesinn dovun, datt mer souwiso am Moment, wéi den Här Clement richteg gesot huet, esou en Artikel am Gesetz vum 1915 hunn –, da géif jo déi Motioun sech hei op all SOPARFI bezieien, net nëmmen op déi operationell. Dat heescht: 45.000 Gesellschaften hu mir, déi dovunner beträff sinn.

An da muss ech soen: Wann et keng operationell SOPARFI ass, do gëtt et SOPARFIen, déi hu Participatiounen a Gesellschaften a ganz ville Länner, wou mol net ëmmer gewosst ass, wat do geschitt, soudatt ech och guer net weess, wéi dat an der Praxis soll funktionéieren. Well da misst jo eise Parquet économique hei kucke goen, ob net iergendwéi eng Gesellschaft, an där iergendwéi eng SOPARFI iergendeng Participatioun hätt, net iergendwéi eng Aktivitéit illégale begaangen hätt. An ech weess net, wéi dat géif goen.

Ech wëll dann och drun erënneren, hei steet „activité illégale“. Do gëtt et och ganz vill Zorte vun Aktivitéit-illégallen. Dat kann och vu Klenggekeete bis zu effektiv ganz groussen Aktivitéit-illégalle goen. Hei gëtt just d'Bandbreet opgemaach, datt hei all

Activité-illégallen dra sinn, soudatt ech wierklech net gesinn, wat d'Pertinenz vun där heiter Motioun ka sinn. Duerfir géif ech, menger Fraktioun zumindest, proposéieren, hei mat Nee ze stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, sinn nach Wuertmeldungen dozou do?

Dann ass meng éischt Fro, ob d'Chamber d'accord ass, se an d'Kommissioun ze renvoyéieren, wat vum Här Clement proposéiert ginn ass. Ech géif do bieden, mat Handophiewen ze äntweren.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Ass d'Chamber d'accord domadder?

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, datt dat d'Majoritéit ass.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun där Motioun, déi net an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt.

Vote sur la motion 3

Dofir géif ech bieden, de Vott hei ze lancéieren. Début du vote. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen, bei 3 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

An domat ass och dës Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

3. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass eng Question élargie vum Här Marc Baum. Ech ginn dann dovunner aus, datt mer déi kënne stellen an datt den Aarbechtsminister kuerzfristeg do ass. Leien ech domat richteg?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech kréie gemellt, den Aarbechtsminister wär ënnerwee. Duerfir, ech kann Iech ... entweder ...

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou ech ginn ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech kann déi Fro ... Ech hunn de Mëtteg schon am Numm vu véier Ministere geschwat. Ech mengen, dat geet elo duer.

(Hilarité)

Duerfir, entweder musst Der, Här President, ...

4. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech mengen, datt mer net kënne eng Fro hei stellen, ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... wann deen, un dee se gericht ass an dee se muss beäntweren, se net héiert. Dofir géif ech mengen, mat allem deet et mer ganz leed, mee dës Fro musse mer dann hannendrun, op den nächste Punkt vum Ordre du jour, vertagen, wann den Här Baum d'accord ass. Här Baum?

M. Marc Baum (déi Lénk) | No der Question élargie vläicht.

M. Claude Wiseler, Président | Gelift?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ka fir d'éischt d'Question élargie vum Här Keup kommen? Datt een déi virhëlt?

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Mir kënne och d'Question élargie vum Här Keup virhuelen, wann Der dat mengt. Wann den Här Keup ...

(Interruption par M. Fred Keup)

(Interruptions et hilarité)

Sou, mir mussen also hei den Ordre du jour e wéineg ëmänneren, well den Aarbechtsminister net present ass an der Chamber.

Ech gesinn awer, datt de Minister fir Schoul, de Minister vun der Éducation nationale, hei ass, un deen och déi Fro gericht ass vun der Digitalisatioun. Ech froen also de Minister, ob hie bereet ass, direkt d'Question élargie ze beäntweren iwwert d'Digitalisatioun, esou wéi dat gewënscht ass, an dann duerno den Debat iwwert de Système éducatif luxembourgeois.

Ech kann et elo net ëmänneren. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren, hei den Ordre du jour esou duerchzekréien, wéi dat ënnert den aktuelle Gegebenheete méiglech ass. Ech froen also den Här Educationnsminister, ob e mat där Ëmännerung d'accord ass.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, ech wär prett gewiescht fir 17.00 Auer. Ech sinn och prett fir 15.30, Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech sinn doriwwer ganz frou.

5. Question élargie n° 3 de M. Fred Keup au sujet de la digitalisation à l'école

Dann, wann den Här Keup d'accord ass, seng Fro ze stellen, déi och eng Question élargie ass, da gi mer him d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Da geet dat jo och e bëssen éischter wéi geplangt.

Maja, Dir Dammen an Dir Hären, et geet em d'Digitaliséierung an de Schoulen. An do ass et an de

leschten Zäiten eng Partie interessant Entwécklung ginn. Zum Beispill: Schwede wëll seng national Digitaliséierungsstrategie an de Schoule bremsen a schafft d'Tablets an de Primärschoulen erëm of. Dës Noricht koom iwwerraschend, well eigentlech waren déi skandinavesch Länner jo Pionéier an der Digitaliséierung vu Bildungsrichtungen.

Ausgangspunkt vun dësem Richtungswissel war e Rapport vum renomméierte Karolinska-Institut, wou drop higewise gouf, datt digital Hëllefsmëttel d'Lies- a Léierkompetenze vun de Schüler staark beanträchtegen. De Rapport huet och nogewisen, datt déi proklaméiert Ziler vun der Digitaliséierung an de Schoulen – Chancéglichheet, Optimiséierung vun der Unterrichtsqualität, Inklusioun – net erreecht gi wieren.

Déi liberal schweedesch Bildungsministerin huet dropshin d'Tablets an der Primärschoul verbueden an huet drop higewisen, datt an Zukunft beim Léieren erëm primär op Bicher an op d'Fachwësse vum Léierpersonal géif zréckgegraff ginn. Schüler, déi sech hir Informatiounen iwwer digital Meedie selwer missten zesummesichen, géife vill Zäit verléieren an et wier fir si schwéier, d'Exaktheit vun den Informatiounen ze iwwerpréieren. Den exzessiven Asaz vun digitale Meedie géif zu engem zwar schnellen, dofir awer iwwerflächleche Wëssenserwerb féieren, wouduerch d'Wëssen och méi séier erëm géif verluer goen.

Verschidden aner Etüden an Institutiounen aus ënnerschiddleche Länner hu säitdeem dës Aussoen och confirméiert.

De Global Education Monitoring Report vun 2023 vun der Unesco hält d'Digitaliséierung an de Schoulen och ganz kritesch an de Bléck. Schonn am Ënnertitel vun dësem Rapport gëtt d'Fro opgeworf, wien déi ëmfaassend Digitaliséierung an de Schoulen eigentlech nütze géif.

De Rapport weist no, datt déi meescht Digitaliséierungskonzepter, déi an de Schoulen ëmgesat ginn, eigentlech net didaktesch oder pedagogesch Zwecker géife verfolge, mee reng wirtschaftlecher. Grad d'IT-Ubidders géifen deemno déi meescht Studien zu dësem Sujet an Optrag ginn, laut Unesco. An d'Unesco gesäit keng laangfristeg Plus-value am Asaz vun digitale Meedie fir d'Schüler, a weist drop hin, datt déi agesaten Technologien eigentlech zu ganz aneren Zwecker entworfen gi wieren; mat Sécherheet awer net, fir de Schüler ze hëllefen.

Am Rapport gëtt och op déi enorm Käschten higewisen, déi dat Ganz mat sech bréngt, an esou weider.

An da gëtt de Rapport och Recommendatiounen: generell de Smartphone-Verbuet – do si mer op engem weidere Punkt – an de Schoulen. A Frankräich beispillsweis, gëtt et säit 2010 en Handyverbuet am Unterrecht, dat 2018 erweidert gouf op all internetfäeg Apparater, an alle schouleschen Aariichtungen a bei alle schouleschen Aktivitéiten, och ausserhalb vum Schoulgebai.

Schliisslech, an dat ass nach een anere Punkt, recommandéiert d'Unesco, d'kënschtlech Intelligenz eréischt fir Kanner ab 13 Joer zouzeloossen.

No Schweden – dat ass elo e Beispill, wat mer viru Kuerzem an de Meedie konnten noliessen – sinn och nach aner Länner derbäikomm, esou och déi italieenesch Regierung, déi amgaangen ass, nei Richtlinnen auszuschaffe fir d'Notzung vu Smartphone an Tablet an der Schoul. Si sollen am Unterrecht net méi dierfe benotzt ginn: Tabletverbuet am Unterrecht fir d'Primärschoul a fir dat, wat si dann nennen: d'„Mittelstufe“, also den Inferieur vum Lycée.

Den italieeneschen Unterrichtsminister huet dann erkläert, dass Handyen an Tablets d'Leeschtung

beanträchtigen, zu Spannungen täuscht de Schüler feieren, negativ Konsequenzen op d'Gediechtnes, op d'Konzentratioun an op d'Léiere vun de Kanner hunn.

Bon, domadder wesse mer elo am Fong esou zimmlech, ëm wat et geet. An d'Froe stelle sech natierlech dann och hei fir Lëtzebuerg, wou d'Digitaliséierung jo an de Schoulen och eng gewësse Roll spillt.

An duerfir géif ech folgend Froe stellen un den Här Minister:

Wéi steet den Här Minister zur iwwerraschender Decisioun vun der schweedescher Regierung, mee och vun anere Regierungen? An och zu deenen Etüde vun deenen Experten?

Ass sech de Ministère där negativer Konsequenze vum Benotze vun digitale Meedien am Unterrecht bewosst?

Ass hei am Land geplangt, den ageschloene Wee a Richtung verstärkt Digitaliséierung an de Schoulen ze iwwerdenken, op d'mannst wat d'Primärschoulen oder déi niddreg Klassen am Lycée ugeet?

Wéi steet den Här Minister och zur Ausso vun der Unesco, dass am Fong d'IT-Industrie am meeschte vun der Digitaliséierung an de Schoule profitéiert, an net d'Schüler?

An dann, leschte Punkt: Et gëtt am Moment hei kee Gesetz, dat hei am Land d'Benotze vu Smartphones a Schoulen, ech mengen elo ausserhalb vum Unterrecht, verbitt oder erlaabt. Allerdéngs schwätze vill Argumenter fir e generelle Verbuet, esou wéi en och a ville Länner schonn a Kraaft ass. Konzentratiounsverloscht, deen derbäikënn, Cybermobbing an esou weider an esou fort. An do wier och d'Fro, wéi den Här Minister an Zukunft dozou steet, wéi dat a verschidde Länner ass: e Smartphoneverbuet an de Schoulen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci. Här Keup. Dir hutt elo nach am Fong fir eng Zousazfro just 15 Sekonnen iwweg. Wann Der also wëllt eng stellen, misst Der déi relativ kuerz faassen. A fir d'Äntwert ginn ech dann elo dem Educationminister d'Wuert. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, dat doten, dat ass eng Fro, déi ee sech stellt, virun allem no der Publikatioun vun der leschter PISA-Etüd, wou vill der opmierksam gemaach ginn ass, dass d'Kompetenzen am Liesen, am Schreiwen dach awer, net nëmmen europawäit, mee weltwäit erofgaange sinn. Lëtzebuerg huet des Kéier jo net matgemaach an där doter Etüd.

An eng vun de Konklusiounen – oder eng vun de Spekulationen – ass, dass dat zeréckzeféieren ass op de méi breede Gebrauch vun digitalen Outilen. Ech wëll do awer direkt eng Kéier ënnersträichen, dass entgéint deem, wat elo hei um Beispill Schwede gesot ginn ass, Lëtzebuerg net vergläichbar ass mat deem, wéi d'Situatioun a Schwede war, wann a Schwede ganz villes iwwer digital Outilen enseignéiert gouf, gemaach gouf vun de Schülerinnen an de Schüler, a mir hei awer éischter punktuell dorobber zeréckgegraff hunn an dat net d'Reegel ass.

Ech wëll och ënnersträichen, Här President, dass een och e méi ponderéiert Bild eigentlech aus der PISA-Etüd muss erauszéien. D'PISA-Etüd seet selwer, dass déi Länner, déi Schoulssystemer, wou méi Tablets pro Schüler an der Schoul wäeren, an der Moyenne och besser Performancë géife bréngen. D'Moyenne do

iwwer sämtlech Länner, déi matgemaach hunn an der OCDE, sinn 0,4 Tablets pro Schüler. An déi Länner, déi méi Tablets haten, hunn eeben herno besser ofgeschnidden an der Moyenne, soudatt se do net direkt en Zesammenhang konnte feststellen. Dat weist, dass d'Bild e bësse méi komplex ass, wéi dat elo hei gesot ginn ass, wéi et dacks awer och an de Meedien duergestallt gëtt.

Jo, mir wëssen awer, an dat ass net nei an duerfir hu mer PISA net gebraucht, dass en exzessive Gebrauch vun – ech soe mol – Ecran- oder Bildschiermzäit eigentlech net favorabel ass fir d'Entwécklung vum Kand, net fir déi schoulesch Entwécklung, net fir déi kognitiv Entwécklung, net fir déi sozioemotional Entwécklung. Eigentlech alles, wat exzessiv ass, an alles, wat esäiteng ass, hëlleft net, a sécherlech dat doten och net.

Mir wëssen och – a mäi Ministère huet zanter Laangem och gewarnt an Eltere sensibiliséiert op déi Problematik do –, dass ee bis e gewëssenen Alter eigentlech de Kanner guer keen Ecran soll ginn, dass een et ab engem gewëssenen Alter awer soll limitéieren an der Zäit an dass een natierlech virun allem och ëmmer soll kucken, wat d'Contenue sinn, déi do gekuckt ginn.

Mir wëssen awer, dass dat net nëmmen, bei Wäitem net nëmmen, eng Erausforderung fir eise Schoulssystem ass. Mir wëssen, dass e groussen Deel vun der Bildschiermzäit ausserhalb vun der Schoulzäit stattfënt. Et geet also hei virun allem och drëms, Elteren ze sensibiliséieren, op Risiken opmierksam ze maachen, ze guidéieren, well dat doten ass jo eppes, wat nei ass. Den Ëmgang mat deene modernen Technologien, mat neie Meedie kennen d'Eltere vun haut net aus hirer eegener Kandheet, wéi hir Eltere mat hinnen do ëmgaange sinn. Et ass eppes, wat mer also ganz nei muss kenne léieren. An duerfir fannen ech et och hei berechtigt, dass mer als Ministère vun der Bildung, vun de Kanner, vun der Jugend do op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser eng Rei vu Recommendationen ginn hunn, net nëmme wat d'Zäit ubelaangt, mee awer och natierlech wat d'Aktivitéit ass, déi dee Moment op deem Ecran gemaach gëtt.

Ech wëll dorop opmierksam maachen, dass mir als Schoulssystem ëmmer eng ponderéiert Haltung dozou haten an och ëmmer, wa mer och op där enger Säit gekuckt hunn, dass mer nei Outilen, digital Outilen, awer och digital Software agesat hunn, fir eisen Unterrecht ze verbesseren, op där anerer Säit awer gläichzäitig och ëmmer gewarnt hunn. BEE SECURE, denken ech, brauch ech hei net virstellen, déi ganz vill a Schoulklasse ginn, awer bei jonker ginn, och bei Erwuessener ginn, fir op Risike vun der digitaler Welt opmierksam ze maachen.

Mir hunn op där enger Säit virun e puer Joer en neit Schoulfach, zum Beispill, am Lycée agefouert, Digital Sciences, awer net nëmmen esäiteng mam Zil, digital Outilen do kennen ze léieren an d'Notzung dovunner un eng nei Generatioun ze vermëttelen – wat a mengen Aen noutwendeg ass, well mir preparéieren déi jonk Leit op d'Realitéit duerno, an déi ass och zum groussen Deel awer digital am Privaten, an der Privatsphär, awer och am Berufsliewen –, mee op där anerer Säit hu mer och ganz vill Contenuen an dat Schoulfach kënnen integréieren, fir eeben d'Risiken an der digitaler Welt kënnen ze thematiséieren an déi jonk eigentlech ze stäerken, fir dass se do net op all Fal direkt erafalen.

Mir hunn och Coding am Fundamental agefouert, mee ech denken, dass déi Leit, déi mer hei scho méi laang nolauschteren, wëssen, dass mer ganz staark insistéiert hunn, dass dat net onbedéngt mat engem

Ecran muss geschéien. Mir nennen et „Coding“, well et eigentlech en algorithmescht Denken ass, wat mer wëlle vermëttelen. Mir kéinten et och „Problemlösungskompetenz vermëttelen“ nennen, well et geet eigentlech drëms, komplex Problemer sou opzedeelen, an eenzel Schrëtt, dass ee se duerno mat enger algorithmescher Approche, sou wéi een et eigentlech beim Programméieren vun engem Computerprogramm mécht, schrëttweis léist an duerno dee groussen Problem geléist huet. An dat ass eppes, wou international Etüden och erëm eng Kéier drop opmierksam gemaach hunn, dass mer zu Lëtzebuerg nach e gewëssene Retard hunn. An duerfir war dat eis wichteg.

Mee mir hunn dat esou ausgeriicht, mir hunn och de Schoulen esou Material un d'Hand ginn, den Enseignant esou Material an Ënnerlagen un d'Hand ginn, dass se dat ganz gutt och ouni Tablet, ouni PC, also ouni Ecran, an hirer Klass kënnen maachen. Mir hunn op där anerer Säit awer och – ech denken u MathemaTIC zum Beispill; MathemaTIC hanne mat „TIC“ geschriwwen – eegen Efforte gemaach, fir och eng Matière wéi d'Mathé, zum Beispill, aneschtens kënnen ze enseignéieren, fir och do dat Digitaalt a virun allem d'Manéier, wéi ech eppes enseignéieren, d'Manéier, wéi ech eppes übe kann, d'Manéier, wéi den Enseignant en Iwwerbléck huet iwwer seng ganz Klass an iwwer d'Fortschrëtt vun de Schüler, d'Manéier, wéi ech innerhalb vun enger Klass kann differenzéieren, fir do dat digitaalt Element gewënnbréngend anzesetzen, fir zum Beispill eng Matière wéi d'Mathé kënnen ze vermëttelen op eng Manéier, wéi déi jonk et haut awer kennen, well et ganz no ass un deem, wat se aus der Welt vun de Computerspiller kennen, an dat och mat engem groussen Succès herno genotzt ginn ass an haut och nach ëmmer genotzt gëtt.

Ech wëll duerfir ënnersträichen, dass et fir mech keng Schwaarzwäissmolerei daerf sinn, dass mer ganz genau muss permanent ëmmer ofweie bei all Schrëtt, dee mer maachen, ob mer richtig ënnerwee sinn, ob mer richtig leien, ob mer dat Gewënnbréngend erauszéien, fir eisen Unterrecht ze verbesseren duerch déi digital Outilen, an ob mer op där anerer Säit dann awer, jo, deem, wat jonk Leit brauchen, wat Kanner brauchen an der Schoulzäit, awer och iwwer d'Schoulzäit eraus ..., ob mer do och nach ëmmer richtig leien.

Enger Thematik muss mer eis vläicht méi staark och nach widmen: Dat ass d'Oflenkung duerch den Tablet, awer och den Handy, deen d'Schüler jo matbréngen, dee mer net an der Schoul verdeelen, mee deen all Schülerin a Schüler jo an der Täsche huet während dem Cours. An do denken ech, dass et net zifürend ass, generell en Handyverbuet an der Schoul anzeféieren. Den Handy ass eng Realitéit a mir sollen déi jonk léieren, mat de Realitéiten eens ze ginn. Mir sollen déi jonk léieren, en zum richtige Moment sënnavoll kënnen ze notzen an en net an der Schoul an der Entréesdier ofzeginn an ze maachen, wéi wann et eng handyfräi Welt géif ginn. Domadder preparéiere mer déi jonk eigentlech net op d'Realitéit.

Et kann awer eng Realitéit sinn, dass déi jonk och emol während dem Cours vum Handy ofgelenkt sinn. Et kann och eng Realitéit sinn, dass een, wann een en Tablet huet an dee während dem Cours asetzt, awer op anere Programmer ënnerwee ass dee Moment. Mee dat léisst sech awer och alles technesch reegelen, fir ze kucken, wou ee wéini Accès huet, zu wat fir enger Zäit, wou och wéini wat fir en Accès da genotzt gouf. An ech denken, dass mer do duerch technesch Outilen dach d'Bandbreit vun de Méiglechkeeten, sech oflenken ze loossen, nach däitlech kënnen aschränken.

Mir sinn also hei net um Enn vun der Entwécklung. Ech hunn et gesot: Mir sollen ee Schratt nom anere maachen an ëmmer nees kucken, ob mer awer nach richtig ënnerwee sinn. An dat doten ass eng Iwwerleeung, déi mir och aus de Resultater vun der PISA-Etüd zéien, fir ze soen: Jo, et kann och zu enger Oflenkung während dem Cours féieren, an deem kënne mer awer och eng technesch Äntwert entgéintsetzen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. D'Méiglechkeet fir den Här Keup, eng Zousazfro ze stellen, déi ass ginn, mee Dir hutt just net méi vill Zäit, also eng ganz kuerz. An de Minister huet a priori och net méi vill Zäit, fir drop ze äntweren. Dofir, eng kuerz Fro mat enger kuerzer Äntwert wär elo ideal.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech hu jo just 15 Sekonnen, wann ech mech net ieren, da maachen ech et ganz schnell. Also, ech nennen dat mol e bëssen d'„Bildschiermiséierung“. Ech kann Iech soen, wat ech erlieft hunn a menger Praxis nach virun e puer Joer. Do sinn ech op Klasse komm: Eng Septième, déi souze moies do déi éischt Stonn mam Bildschirm, déi zweet Stonn mam Bildschirm, déi drëtt Stonn mam Bildschirm, déi véiert Stonn mam Bildschirm, an zwëscht de Stonne souze se och nach do mam Bildschirm, an der Paus och nach mam Bildschirm. An et ass am Fong dat, dat ass d'Realitéit, déi et am Moment a verschiddene Klassen – net alleguer, dat hänkt ëmmer dervun of – zu Lëtzebuerg a verschiddene Lycéee gëtt. A meng Fro ass am Fong: Ass dat dee richtige Wee, dee mer sollte goen an de Schoulen hei zu Lëtzebuerg?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, datt ech op déi dote Fro geäntwert hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Domat wär dann déi heite Fro ofgeschloss.

6. Ordre du jour (suite)

An da kéime mer zrëck op déi Fro, déi mer duerch d'Gentillesse vum Här Keup a vum Educationsminister konnte vertagen an hannendruleeën. Ech géif just bieden, datt an Zukunft och de Programm vun der Chamber kéint, esou ewéi e vun der Conférence des Présidents a vun der Plenièr festgeluecht ass, agehale ginn. Dat bedeit heiansdo e wéineg Anticipatioun an den Zäiten.

7. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats (suite)

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Dir hutt dat wonnerbar gesot.

Déi europäesch Direktiv iwwert d'Festleeë vun de Mindestlén an d'Ziler bei de Kollektivverträge, déi viru knapp zwee Joer gestëmmt ginn ass, wäert de 15. November vun dësem Joer fir all Memberstaat obligatoresch ginn. Dës Regierung huet also Aarbecht viru sech, fir bis dohinner déi néideg Mesüeren ze huelen, fir dass Lëtzebuerg dës Virgaben anhält. Dobäi ass ze soen, dass dës Virgabe vun der Direktiv aus der Siicht vun deene Leit, déi schaffen, och fir Lëtzebuerg duerchaus fortschrittlech sinn.

Ech erënneren op dëser Plaz och nach eemol un eng Motioun aus dem Juni 2023, also vu virun aacht

Méint, déi déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet, d'Ëmsetzung vun der Direktiv esou séier wéi méiglech virzehuelen a sech fir besser Léin anzesetzen. An dee Moment hunn och déi zwou aktuell Majoritéitsparteien dës Motioun matgedroen.

D'Direktiv selwer huet zwou wichteg Komponenten: Déi éischt betrëfft de Mindestloun fir déi Länner, déi een hunn, dorënner natierlech Lëtzebuerg. Laut der Direktiv muss de Mindestloun zu Lëtzebuerg no klore Krittäre festgeluecht, evaluéiert an adaptéiert ginn. Als Riichtwäert fir de Montant vum Mindestloun gesäit d'Direktiv vir, dass de Bruttomindestloun entweder 50 % vum Duerchschnittsbruttoloun oder 60 % vum Medianbruttoloun soll entsprechen. Doriwwer eraus seet d'Direktiv och, datt d'Liewenshaltungskäschte beim Festleeë vum Mindestloun solle beuecht ginn.

D'EU-Kommissioun huet schon 2022 festgestallt, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg déi Riichtwäerter net erfëllt. D'Salariatskummer huet an hirem leschte Portrait vun der Populatioun mam Mindestloun nach eemol nogerechent a festgestallt, datt de Mindestloun weeder déi 60 % vum Medianloun nach déi 50 % vum Duerchschnittsloun erreicht. D'CSL huet donieft och gewisen, dass den Nettomindestloun ënnert där vum Statec berechneter Aarmutsgrenz läit.

Wann ee sech de Budget de référence vum Statec ukuckt, dee berechent, wéi vill eng Persoun brauch, fir dezent liewen ze kënnen, da misst de Mindestloun zolidd eropgesat ginn. A weeder d'Indexéierung vum Mindestloun nach déi biannuel Upassung un d'Lounentwécklung wäerten duergoen, fir deem Usproch vun der Direktiv gerecht ze ginn.

Duerfir stellen ech dem Här Aarbechtsminister gär folgend Froen:

Éischstens: Ass den Aarbechtsminister der Meenung, dass eng voll Täche mam Mindestloun en dezent Liewen, fräi vun Aarmut, muss erméiglechen? A wa jo, wéi wëll hien dës Iwwerzeegung bei der Ëmsetzung vun der Direktiv afléisse loosser?

Zweetens: Wéi eng Indicateure wëll de Minister benotzen, fir de Montant vum Mindestloun mat dësen Uspréchen an Eeklang ze bréngen?

Drëttens, wéi eng Erhéijung vum Bruttomindestloun schwieft der Regierung konkret vir?

Déi zweet Komponent an der Direktiv betrëfft d'Kollektivverträge. Lëtzebuerg soll hei en Zilwäert vun 80 % erreichen, wat heescht, datt véier vu fënnf Salariée sollen e Kollektivvertrag hunn; Lëtzebuerg läit do am Moment bei 53 % am Privatsektor. Fir dësen Taux de couverture eropzekeréien, muss d'Regierung bis de 15. November en Aktionsplang mat Zäitplang a konkrete Mesüeren op den Dësch leeën. Dozou, zu deem zweete Volet, och folgend Froen un den Aarbechtsminister:

Éischstens: Hunn d'Aarbechten um Aktionsplang schon ugefaangen? Wann net: Wéini gedenkt de Minister, d'Sozialpartner op Gespréicher anzulueden, esou wéi et och an der Direktiv virgesinn ass? A wa jo: Wéi wäit sinn d'Diskussiounen scho komm a wéi setzt sech d'Verhandlungsréin mat de Sozialpartner zesammen?

Zweetens: Wéi en Timing gëtt sech den Aarbechtsminister, fir dësen Aktionsplang auszeschaffen?

An drëttens: Wéi eng Piste gesäit den Aarbechtsminister, fir d'Kollektivvertragswiesen am Interesse vun de Salariéen ze stäerken? Wuel wëssend, datt de Koalitiounsaccord esou eng Reform vun de Kollektivvertragsverhandlungen an de Personaldelegatiounen virgesäit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Fir eng Zousazfro hätt Dir nach 30 Sekonnen Zäit duerno. Also e wéineg méi laang wéi den Här Keup, mee och ganz kuerz. D'Wuert ass elo um Aarbechtsminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem Här Baum, awer och dem Parlament fir d'Flexibilitéit. Ech war nach an Aarbechten um Aarbechtsministère, dofir hat ech d'Zäit e bësse vergiess. Et mir leed. Voilà!

Dann zu der éischter Fro, zum éischten Deel vum Här Baum senge Froen, wat den Avancement vun der Ëmsetzung vun der Direktiv ugeet: D'Aarbechte fir den Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der EU-Direktiv – ech mengen, d'Ziel brauch ech Iech hei elo net ze soen – vum EU-Parlament a vum Conseil vum 19. Oktober 2022 iwwer adequat Mindestlén an der EU sinn amgaangen, finaliséiert ze ginn. An de Projet wäert viraussichtlech elo am Mäerz dem Regierungsrot fir d'Approbatoun virleien.

Dir hutt och iwwert de Montant geschwat, dee mer elo nach net fixéiert hunn. Dat heescht, do hu mer elo nach keng weider Zuelen. Voilà!

Dann zum zweeten Deel vun der Fro, wat d'Richtung ugeet, déi ech wëll wielen, fir am Echange mat de Sozialpartner, dee mer ganz wichteg ass – dat hunn ech schon ëmmer erëm betount –, en Aktionsplang betreffend d'Kollektivvertragsverhandlungen ze realiséieren. Den Artikel 4 Paragraph 2 vun dëser Direktiv gesäit vir, dass all Memberstaat, an deem manner wéi 80 % vun de Leit duerch Kollektivverträge ofgedeckt sinn, e Kader virgesäit, dee virdeelhafte Konditiounen schafft, fir Kollektivverhandlungen ze féieren, entweder ënnert der Form vun engem Gesetz no Gespréicher mat de Sozialpartner oder ënnert der Form vun engem Accord mat eeben dëse Partner. De Memberstaat stellt doriwwer eraus en Aktionsplang op, fir Kollektivverhandlungen ze promovéieren. Hie stellt dësen Aktionsplang no Consultatiounen oder am Accord mat de Sozialpartner op oder no enger gemeinsamer Demande vun de Sozialpartner, wa se sech ënnerteneen eens sinn, e sougenannte „commun accord“. Dat ass déi nächste Méiglechkeet.

D'Direktiv leet also eng Obligation de moyens fest, soudass all Memberstaat supposéiert ass, alles ze maachen, fir den Obligatiounen, déi a besotem Artikel stinn, nozekommen. Zu Lëtzebuerg, dat wësst Dir vläicht, sinn dat am Moment eppes méi wéi 50 %. Déi lescht offiziell Zuel ass aus dem Joer 2014: Ronn 55 % vun de Salariée waren duerch e Kollektivvertrag couvréiert. De Grand-Duché muss deemno en Aktionsplang opstellen, esou wéi d'Direktiv dat virgesäit. An deem Kontext muss ee präziséieren, dass de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung virgesäit – an ech zitieren –: „Déi legal Dispositiounen betreffend d'Kollektivvertrag ginn iwwerschaaft, ënner anerem, fir eng Reorganisatioun vun der Aarbecht an eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen ze erlaben, dat virun allem am Kontext vun engem besseren Equilibre tëscht dem Privat- a Beruffsliewen.“

Et geet also drëm, Accorden tëscht den Employeuren an de Salariéen ze vereinfachen an dobäi ze garantéieren, dass d'Gespréicher op engem gläichen Niveau kënne stattfannen.

An dëser Optik ginn och d'Instrumenter vum Sozialdialog natierlech reforméiert an och verbessert. A fir dësem Engagement Rechnung ze droen, hunn d'Aarbechten a Form vun enger éischter Reunioun vum CPE, also vum Comité permanent du travail et de l'emploi, elo den 8. Februar dës Joer ugefaangen. Hei gëtt iwwert de besteende Dispositif vun de Kollektivverträge geschwat, natierlech mat de Sozialpartner,

mat all de Membere vun eeben deem CPTe, an d'Zil vun der Reunioun war, fir déi verschidde Positiounen vun de Sozialpartner an hir Verbesserungsvorschläge ze héieren. Op Basis vun dësem Echange mat de Sozialpartner wäert ech also elo nieft dem Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv 2022/2041 en zweeten Avant-projet de loi iwwert d'Reform vum Dispositif iwwert d'Kollektivvertrag ausschaffen, deen am CPTe presentéiert an diskutéiert wäert ginn, ier en da vum Regierungsrat approvéiert gëtt. Dat soll alles nach virum Summer iwwert d'Bün goen.

Et ass am Kader vun dësem Projet de loi, wou ech well den Dispositif iwwert d'Kollektivvertrag adaptéieren, den Zougang zu de Kollektivverhandlungen vereinfachen an eng Rei vun anere Mesure fir d'Promotioun vu Kollektivvertragsverhandlungen virgesinn. Dësen Ensembl, wou d'Detailer natierlech nach gekläert musse ginn, stellt den Aktionsplan vun eise Land duer, dat an der Optik, fir progressiv den Taux de couverture duerch Kollektivvertragsverhandlungen zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze setzen an esou d'Obligatiounen, déi d'Europäesch Direktiv virgesäit, natierlech domadder och ze erfëllen an den Taux sou wäit wéi méiglech eropzekerien; 80 % ass vläicht an enger éischter Phase besser illusoresch, mee natierlech iwwert déi 55 %, déi mer am Moment als leschte Wäert hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Aarbechtsminister Merci. Den Här Baum huet eng kuerz Zousazfro. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci dem Här Minister fir d'Äntwerten. Dat heescht, meng Fro ass, ob ech et richteg verstanen hunn, datt der relativ kuerzfristeg – am März, hat der, mengen ech, gesot – en Avant-projet de loi fir deen éischte Volet wäert virleeën a virum Summer en zweete fir deen zweete Volet. A meng Fro wier: Ass an deem éischten am Moment, ouni datt der e Montant nennt, awer virgesinn, datt d'Héicht vum Mindestloun e Sujet ass vun deem Avant-projet de loi? Also ännert déi Héicht?

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, also Diskussionsstoff ass et sécher, an e wäert jo wuel kaum erofgoen, awer wéi de Montant elo wäert fixéiert ginn, wéi gesot, do hu mer nach net driwwer diskutéiert. Mee et ass awer Gesprächsstoff an et ass schohn d'Thema.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat war dës Question élargie beäntwert.

8. Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de l'amélioration de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans le cadre du système éducatif luxembourgeois

An da géife mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour kommen, an dat ass d'Interpellation vum Här Meris Sehovic iwwert d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Bildungsbedierfnesser am lëtzebuergesche Schoulsystem. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeloucht an deemno folgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV huet der 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung duerno 30 Minutte fir ze äntworten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madam Nathalie Morgenthaler, d'Madam Barbara Agostino, d'Madam Francine Cloesener, den Här Fred Keup, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. Här Sehovic, Dir hutt elo d'Wuert.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dës Interpellation am Numm vu menger Partei ugefrot, fir dass mer hei an der Chamber d'Geleeënheet hunn, fir eis mat engem Sujet ze beschäftegen, deen net just – an dat well ech explizitt soen – eist Schoulwiese betrëfft, mee och d'Grundwäerter vun eiser Gesellschaft: d'Inklusioun.

D'Erausfuhrderung, an eise Schoulen en Ëmfeld ze schafen, an deem all Schülerin an all Schüler onofhängeg vu sengen individuellen Ënnerscheeder akzeptéiert a gefërdert gëtt, erfuerdert gemeinsam Ustrengungen op allen Niveaue. An de leschte Joren hu mir eng sëllegen Effort gemaach, fir eisen Educatiounssystem méi inklusiv ze gestalten. Als Gréng hu mir déi Gesetzer an dësem Beräich och gäre matgedroen, well se vill Verbesserung mat sech bruecht hu par rapport zu deem ale System vun der Éducation différenciée.

Mir hunn och mat grousser Interessi déi zwou Evaluatiounen vum Inklusiounsdispositif zur Kenntnis geholl, déi am Laf vun leschte Joer presentéiert goufen. Déi Evaluatiounen hunn eng Rei Ënnerscheeder. Zum Beispill ass déi eng méi direkt vum Ministère organiséiert an op d'Strukturen an d'Personal ausgeriicht gewiescht an et gëtt hei mat der Uni Lëtzebuerg zesumme geschafft, fir d'Verbetterungsaspekt dann ëmzesetzen. Déi zweet Evaluatioun, déi gouf vum onofhängegen Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire gemaach. Déi huet méi staark d'Kanner an d'Elteren an de Bléck geholl an hei gouf och mat der Universitéit vu Louvain zesumme geschafft.

D'Evaluatiounen hunn nieft deenen Ënnerscheeder awer och eng ganz Rei Gemeinsamkeiten, besonnesch um Niveau vun de Konklusiounen. Lues a komplizéiert Prozeduren, Verbesserungspotenzial bei der Vernetzung, Informatiounsdefiziter op allen Niveaue, dat sinn, entre autres, awer déi grondleeënd Problemer, mengen ech, déi sech an deenen zwou Etüden erëmfannen.

Positiv ass – dat well ech direkt soen –, dass mer déi Etüden iwwerhaupt hunn an dass et och schonn eng Rei konkret Piste gëtt, fir d'Konklusiounen ëmzesetzen, voire dass och verschidde Saache schonn ëmgesat goufen.

Eis geet et an dëser Interpellation also explizitt net drëms, d'Verbesserungen an d'Reforme vun de leschte Joren a Fro ze stellen. Mir wëlle villméi déi nach ëmmer bestoend Problemer an de Mëttelpunkt stelle vun dësem Debat haut. Well déi Problemer sinn net einfach kleng Feeler am System: Si gefäerden op Dauer d'Akzeptanz an och d'Vertrauen an den Dispositif beim Léierpersonal an och bei den Elteren. Duerfir ass et immens wichteg, dass d'Baustellen aus den Evaluatiounen systematesch opgeschafft ginn an en effikass Suivi stattfënn.

Duerfir muss d'Inklusioun an d'Verbesserung dovunner um Terrain eng vun de bildungspolitesche Prioritéite vun deenen nächste fënnf Joer bliewen, woubäi mir Gréng grundsätzlech dervun iwwerzeegt sinn, dass déi entsprechend Moyenen, wou ëmmer méiglech, méi no beim Léierpersonal, méi no bei de Schülerinnen a Schüler, also um lokalen Niveau, sollten ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen hunn ech zesumme mat menge Kolleeginnen a Kolleegen eng sëllegen Entrevue organiséiert mat Mënschen, déi op déi eng oder op déi aner Aart a Weis vun deem Sujet betraff sinn. Ech krut vum Terrain, also vun deem lokalen Niveau, deen ech

grad ugeschwat hunn, vill Doleancen. Net vu Leit, déi d'Zil vun der Inklusioun a Fro stellen oder se net wichteg fannen, au contraire, mee ech hu Leit kenne geléiert, Kanner an Elteren, déi munchmol jorelaang a laangwieregen an oneffikassen Orientierungsprozeduren festhänken. Ech hu mat Professionelle geschwat, déi d'Inklusioun an der Schoul all Dag mussen an och wëllen ëmsetzen, mee déi sech méi Ënnerstëtzung dobäi wënschen.

Eis ass opgefall, dass hir Konklusiounen am Gespräch mat eis eigentlech a groussen Deeler déi selwecht si wéi och an deenen zwou Evaluatiounen, déi gemaach gi sinn, nämlech dass déi enorm Moyenen, déi et gëtt, ze komplizéiert sinn, ze lues, ze schlecht vernetzt an ze wäit ewech vun hinne. Ech hunn an de sëllege Gespräicher vill gudde Wëlle bei alle Concernéierten erëmfonnt, awer och vill Frustratioun, vill Virwërf, dass déi enorm Ressourcen, déi mobiliséiert ginn, net effikass agesat ginn.

De Schong dréckt haut also net méi bei der grundsätzlecher Fro, ob Inklusioun hinne wichteg ass, mee bei de praktesche Froen, wéi gutt sech eise ganze Bildungssystem dobäi ustellt, fir déi Moyenen, déi mer eis ginn, optimal unzewinnen. Dat war eigentlech och den Haaptgrond, firwat mir dës Interpellation ugefrot hunn: fir e Fokus kënnen ze leeën op d'Praxis. An dofir geet et eis haut och primär ëm d'Effikassitéit, ëm d'Verereinfachung, wat jo och Motiver sinn, déi sech duerch de Regierungsprogramm zéien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen hunn ech mat Eltere geschwat, déi mat hire Kanner mat spezifesch Besoinen oft e Parcours du combattant hu missen zréckleeën, ier konkret Ënnerstëtzung fir hir Kanner um Terrain konnt ukommen. Eng Mamm huet mir erzielt, wéi d'Assistance en classe fir hire Jong op eemol wéinst engem Krankeschäin fort war a fir de Rescht vum Schouljoer och net méi ersat ginn ass. Ech hu vun aneren Elteren héieren, déi erlieft hunn, wéi d'Assistance en classe schrëttweis zréckgeschrafft ginn ass, net well de Besoin méi kleng ginn ass, mee ganz einfach well d'Ressourcen net do waren.

Esou Situatiounen hu massiv Implikatiounen fir jidder: fir d'Titulaires de classe, déi sech eleng gelooss spieren an dowéinst heiansdo iwwerfuert si mat der Situatioun, fir d'Klassekameraden, déi ënnert den Ëmstänn leiden, an natierlech och a besonnesch fir d'Kanner mat spezifesch Besoinen, déi net déi Betreuung kréien, déi se eigentlech brauchen.

D'Elteren hu mir erzielt, dass et fir si oft ganz schwéier war, nozevollzéien, wat an der Schoul ganz konkret mat hire Kanner geschitt. Dat deit fir mech drop hin, dass d'Informatiounsfloss tëschent allen Intervenanten nach net gutt genuch funktionéieren an onbedéngt verbessert an och systematiséiert musse ginn.

Ech hu souguer matkritt, wéi Elteren an de Krankeschäin gerutscht sinn, well d'Situatioun se belaauscht huet an d'Orientierungsprozeduren se ofgenotzt hunn. Ee Saz vun enger betraffener Mamm ass mer besonnesch hänke bliwwen: „Zum Gléck hat mäi Kand e klengen Diagnostic, dat huet viles méi einfach gemaach!“

Wat geschitt, wann den Diagnostic manner kloer oder méi komplizéiert ass, dat weisen eigentlech och déi zwou Evaluatiounen. Bei der Etüd vun de Kompetenzzentren ass besonnesch d'Längt vun de Prozeduren ervirgehewe ginn. D'Ziele vun der nationaler Inklusiounskommissioun hu gewisen, dass an der Moyenne 203 Deeg vergi vun der Demande bis zu der Entscheedung. Leider goufen hei just d'Moyennë publizéiert, wat e besser d'Diversitéit vun de Situatiounen verdeckt. Verschidden Elteren hu mir erzielt,

dass hire Parcours weesentlech méi laang gedauert huet, sech zum Deel souguer iwwer Jore gestreckt huet.

Fir den Diagnostic gouf erausfonnt, dass deen an der Reegel an der Moyenne 115 vun deenen 203 Deeg dauert. An engem Gesetz, wat säitdeem gestëmmt gouf, gouf e fixen Delai virgeschriwwen, mee dat muss natierlech um Terrain ëmgësat ginn. An hei sollt – dat war ugekënnegt – mat der Uni no Verbesserung gekuckt ginn. An dowéinst eng éischt Fro un den Här Minister: Wou ass déi Evaluatioun drun? A wéi gitt Der vir, fir déi Delaien elo konform zum Gesetz ze maachen?

Ee Problem, deen an den Evaluatiounen ervirgëhuet gouf, ass dee vum „Pingpong“ tëschent de Kompetenzzentren, virun allem bei Troublen, fir déi verschidden Zentren kënnen zoustänneg sinn. D'Evaluatioun am Optrag vum Ministère seet selwer, dat wier e fundamentale Problem vum System a kéint just mat enger méi transversaler Approche geléist ginn. D'Gesetz zu de Centres de compétences schwätzt eigentlech jo och vun Ufank u vun engem „fonctionnement en tant que réseau national“, wourop d'Evaluatioun och verweist.

D'Léisung, déi d'Evaluatioun proposéiert: méi Echange tëschent den Zentren, eng Coordinatrice-secrétaire du collège des directeurs, gemeinsam Aarbechtsgruppen. Dann direkt eng weider Fro: Kann een do scho konkret Verbesserung feststellen? Gëtt dat suivéiert? Wat si konkret Schrëtt, déi erauskommen, ausser de Rekrutement vun enger Persoun?

D'Evaluatioun verweist zum Beispill awer och op Diskrepanze bei den Internetsäite vun de verschiddene Centres de compétences. Déi eng hu quasi guer keng Informatiounen um Site, déi aner hu ganz komplex Informatiounen, ganz extensiv Erklärungen. Ech hu virum Debat haut nach eng kéier nogekuckt. Dat ass leider zum Deel ëmmer nach esou. An dann dofir déi nächst Fro: Geschitt eppes bei där Vernetzung an och bei enger Verbesserung vun den öffentliche Optrëter vun de Kompetenzzentren?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro vun der administrativer Vereinfachung a vun der Digitaliséierung misst der Regierung an dem zoustänneg Minister jo mindestens esou um Härz leie wéi eis Gréngen. Ech zitieren nach eng kéier aus der Evaluatioun vum Ministère: „Un autre constat fait [...] est celui d'une 'forte culture du papier' dans tous les Centres de compétences“. An dann e bësse weider: „Il faut cependant noter que ceci ne s'applique pas qu'aux Centres – cette culture du papier est présente à tous les niveaux du dispositif et freine significativement les procédures.“

An der Etüd gëtt gesot, en digitale System fir den Traitement vun den Dossiere wier „en phase d'implémentation“. Wou ass deen digitale System elo drun? Ass deen entre-temps voll implementéiert? Da gëtt och gesot, verschiddene Centres de compétences hätte sech entre-temps selwer missen hëllefen an eege Systemer en place setzen, fir iwwerhaapt kënnen ze schaffen. Wat geschitt mat deenen eegene Systemer? A wéi gedenkt Der do, d'Harmonisatioun vun deenen Datebanken an esou weider ze maachen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Retoure vum Terrain soen eis, wéi schonns gesot, dass d'Leit do d'Gefill hunn, dass d'Ressourcen am Beräich vun der Inklusioun ineffikass agesat ginn. Dës Regierung huet sech jo d'Vereinfachung op de Fändel geschriwwen bei den administrative Prozeduren, sief et beim Bauen, bei der Ëmwelt oder an allen anere Beräicher. Schlagwierder, déi do falen, sinn „Digitaliséierung“, „Once-only“ et cetera. Wann een

d'Evaluatiounen zur Inklusioun an eisem Schoulsystem liest, gesäit een, dass dat genee déi Saache sinn, déi hei bemängelt ginn, dass se net klappen.

An dofir, Här Minister, léif Regierung, gëtt et elo Zäit, dass Dir dës Prinzipien och an der Bildungs- an der Inklusiounspolitik duerchsetzt. Mir brauchen effikass digital Prozeduren an der Orientatioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen amplaz vum Pingpong a vum Pabeierkrich, wéi en haut nach ze dacks leider stattfënt.

D'Eltere leiden enorm wéinst dësem Pingpong. De Rapport vum Observatoire seet zwar, dass si an der Moyenne éischter zefridde si mam Suivi an dass si motivéiert sinn a sech implizéiere wëllen. Dat ass ganz sécher ee vun de positive Punkten aus der Evaluatioun.

E seet awer och: „Malgré un nombre important d'acteurs scolaires impliqués dans le dispositif inclusif scolaire, la relation avec les enseignants reste privilégiée et les parents soulignent un assez bon sentiment de compétence pour collaborer avec les acteurs au niveau local. Nous pouvons donc nous questionner sur la pertinence et les rôles spécifiques des multiples acteurs impliqués aux trois niveaux du dispositif inclusif scolaire.“

Et ass dës Zort vu Constat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi eis als Gréng eigentlech zur Konkusioun komme léisst, dass d'Ressourcen an der Inklusioun méi no solle bei d'Kanner an an d'Schoule kommen, wierklech do, wou et ëmmer nëmme méiglech ass. Dat géif och de Kompetenzzentren et erméiglechen, sech op déi Fäll ze konzentréieren, déi dës spezialiséiert Hëllef am dréngendste brauchen. Mir stellen d'Kompetenzzentren also net a Fro, mee mir wëlle se entlaaschten a besser vernetzen. An dofir och nach eng kéier meng Fro: Ass dat eng Approche, déi de Minister grondsätzlech deelt, fir d'Ressourcë méi no an d'Schoulen ze kréien? Wa jo, wéi gedenkt hien, dat ëmzesetzen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu de Kompetenzzentren huet d'Etüd vum Observatoire ganz interessant Donnéeën. Tëscht dem 1. September 2021 an dem 1. Mäerz 2022 gëllen zum Beispill dës Zuelen: D'Zuel vun de spezialiséierte Beschoulunge variéiert fir déi 5 concernéiert Zentren tëschent 0 an 330. D'Zuel vun den Interventions spécialisées fir déi 8 Zentren variéiert tëschent 1 an 173, fir d'Reéducation et thérapie tëschent 0 a 538, fir d'Ateliers d'apprentissage spécifiques tëschent 0 an 1.340. An zu gudder Lescht, d'Zuel vun de Conseils et guidances vu Léierpersonal schwankt tëschent 17 an 2.653, déi fir d'Elteren tëschent 18 an 3.021.

Dës Zuele weisen, dass d'Situatioun an den Zentren immens ënnerschiddlech ass. Oder, wéi den Observatoire et op de Punkt bréngt: „Cette variation des données a par moment un caractère plutôt interpellant.“

Pauschal Léisungen, wéi d'Gesetzesännerung vun 2023 also, kënnen der Situatioun also per Definitioun nëmme bedéngt Rechnung droen. Hei kann een aus den Evaluatiounen och net erausfannen, wou an deenen eenzelnen Zentren eigentlech de Schong dréckt.

Dofir hunn ech mech gefrot, Här Minister: Gëtt hei och Kompetenzzentren fir Kompetenzzentren gekuckt, wat muss geännert ginn, wéi den Observatoire et och mat Nodrock a senger Evaluatioun proposéiert? Wéi soll dat gemaach ginn? Vu wem soll dat gemaach ginn a wéini? Gëtt et hei weider e systematesche Suivi, wéi de Ministère et versprach huet an der offizieller Evaluatioun?

A genausou wichteg: Engagéiert de Minister sech derzou, fir, wéi vum Observatoire gefuerdert, eng

eenheetlech Datebank anzerichte vun de Ressourcen a Besoinen, déi et op de verschiddene Niveaue gëtt?

An zu gudder Lescht an deem Zesammenhang, nach méi konkret: Wéi ass et mat enger anerer Fuerderung vum Observatoire, ech zitieren: „l'introduction d'un contingent pour les I-EBS, A-EBS et ESEB reste d'une actualité criante“? Wou ass dat drun, Här Minister?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menge Gesprécher mat concernéierten Enseignanten ass erauskomm, dass vill vun hinnen zwar wuel de System vun der Inklusioun kennen, mee awer Hëllef net ufroen, well se kee Vertrauen an de System méi hunn, well et oft ze laang dauert a verschidde Prozeduren esou lues sinn, dass d'Diagnostické vereelt oder d'Kanner schoonn an enger anerer Klass sinn, wa bis e Retour oder eng konkret Hëllef do ass.

Ee vun deene Problemer, déi oft un eis erugedroe gouden: Vill Leit hunn d'Gefill, dass do, wou et offensichtlech Problemer gëtt, d'Enseignanten e bëssen d'Schold an d'Schong gedréckt kréien. Esou liest een an der Evaluatioun vum Ministère Aussoen ewéi: „Si le principe d'inclusion paraît être bien accepté, il semble pourtant rester une notion relativement opaque, avec des enjeux qui ne paraissent pas toujours être bien compris par toutes et tous. Ceci peut être en partie dû à une formation des enseignants quelque peu lacunaire en ce qui concerne la thématique de l'éducation inclusive.“

Dat soen och effektiv d'Enseignanten, mat deenen ech geschwat hunn. Déi Erklärung ass jo awer eigentlech eng weider Problembeschreibung. D'Evaluatioun verspricht do a relativ vage Wieder Verbesserung bei der Ausbildung a bei der Formation continue. Wou ass dat drun, Här Minister? Gëtt et do scho konkret Schrëtt?

En anert Beispill, wat d'Enseignanten oft als Scholdzouweisung erfueren, ass d'Decisioun vun engem Coaching oder enger anerer punktueller Intervention, ouni awer doriwwer eraus konkret méi Moyeren ze gi fir den Encadrement. Dofir meng Fro: Wéi huet sech d'Zuel vun deene Coachinge säit der Evaluationsperiod entwéckelt? Gëtt et e Suivi, wat déi bréngen? Gëtt dat vum Ministère eescht geholl, wa vill Enseignantë soen, dass hinnen an och de Kanner déi Coachingen ze oft ze wéineg bréngen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Inklusioun fonctionéiert am beschten, wa mer Chancégerechtgeek am Bildungssystem schaffen. Vill Enseignantë soen eis, et géif ëmmer méi opfälleg Kanner ginn, virun allem och ëmmer méi Fäll, déi eng normal Beschoulung schwierig maachen. Dat sinn also net „Dysen“ – entre guillemets –, mee méi gravéierend Verhalensopfällegkeeten. Et sinn dës Fäll, déi et fir d'Enseignanten oft schwierig maachen, fir e gereegelten Unterrecht oprechtzeerhalen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dësem Kader begrësse mir ausdrécklech d'Aféierung vun enger zweeter Persoun am Cycle 1, esou wéi se am Regierungsprogramm steet. Ech froe mech awer, ob déi finanziell a personell Ressourcë wäerte kënnen zur Verfügung gestallt ginn, a wollt de Minister duerfir och no senger Aschätzung froen: Wäert den zweeten Intervenent a fënnf Joer kënnen fir de Cycle 1 iwwerall am Land generaliséiert ginn? Oder gedenkt Der, anescht ze verfuere?

Mir kënnen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Politick net erstaunt doriwwer sinn, wa mer gesinn, dass d'Schoul d'Problemer vun eiser Gesellschaft reproduzéiert. Wéi e Bildungsfuerscher e Freideg am „Land“ zitéiert gouf: „Schule ist inhärent reproduktiv.“

D'Schoul ass also e Spigel vun der Gesellschaft. Stress, Individualiséierung, Prekariséierung a sozial Ongläichheeten, dat sinn alles Problemer, déi net einfach sinn, an d'Léisunge sinn et genausou weéng. Educationspolitik eleng gräift do ze kuerz. Sozialpolitik, Logementspolitik an esou weider sinn och wichteg.

Mir wäerten an deenen nächste Joren an der Educationspolitik vill iwwer Chancégerechtkeet schwätzen, sief et mat Bléck op sproochlech Aspekter, wéi Alphabetiséierungsprozesser, sief et awer och wat déi sozioekonomesch Dimensioun ugeet. Dofir wëlle mir Gréng op eppes hiweisen, wat eis kruzial erschéngt mat Bléck op d'Chancégerechtkeet: Et mécht kee Sënn, fir vun der Schoul ze erwaarden, dass si eise sozialen Zesummenhalt an d'Chancégerechtkeet stäerkt, wann een an anere Beräicher eng Politik fiert, déi d'Ongläichheete vergréissert a riskéiert, ëmmer méi grouss Deeler vun eiser Gesellschaft an d'Prekaritéit ze drécken.

Ob Elteren Zäit mat hire Kanner kënnen verbréngen, fir eng gutt Bindung opzebauen, läit natierlech an en ekonomesche Facteuren. Ob Kanner doheem gutt kënnen léieren, hänkt och dovunner of, ob si genuch z'iessen hunn, ob d'Wunneng gehézt ass a grouss genuch, dass si sech kënnen zréckzéien a konzentrieren.

Et geet net duer, fir an der Bildungspolitik iwwer pedagogesch Konzepter ze schwätzen, iwwer Alphabetiséierung op Franséisch an iPads an de Klassen. Logement, Renten, Steierpolitik hunn allegueren eng direkt Inzidenz op d'Situatioun an eise Schoulen, well si betreffe ganz weesentlech d'Liewensëmstänn vun de Kanner an hire Familljen.

Eppes, wat eis an de bestoenden Evaluatiounen gefeelt huet, ass eng Analys vun de soziale Konditiounen vun de Kanner à besoins spécifiques. Mech hunn zum Beispill d'Zuele vum Centre pour le développement moteur, vum CDM, interpelléiert, wou evident gëtt, dass Kanner aus sozial defavoriséierte Milieue ganz iwwerproportional vu Stéierungen a Réckstänn am Beräich vun der Motorik zum Beispill betraff sinn.

Dat kann een natierlech net verwonnere mat Bléck op déi generell Benodeelegung vun deene Kanner, wéi se zum Beispill an de PISA-Etüden oder och an den Épreuves standardisées hei am Land jo ëmmer nees festgestallt gëtt. Dofir meng Fro: Gëtt et esou Analyse spezifesch fir de Beräich vun der Inklusioun, also wou déi Kanner hierkommen a wéi eng statistesch Lienen et eventuell gëtt tëscht der Hierkonft an de Schwierigkeiten?

Dat ass wuelverstanen net, fir d'Elteren ënner e Pauschalverdacht ze stellen oder hinnen d'Schuld zouweisen. Fakt ass einfach, dass Kanner ënnert der Situatioun vun hiren Eltere kënnen leiden an d'Schoul bei ville Problemer nëmme bedéngt oder ze spéit kann intervenéieren. Ëmsou méi wichteg wier et, fir hei e méi vollstänneg Bild vun deene Kanner ze kréien.

E Beispill gëtt et mengen Informatiounen no a Kanada, wou Eltere vu Kanner mat spezifesch Besoinen och mat identifizéiert ginn a wou ee kuckt, wéi déi familiär Situatioun ass, wéi eng Problemer et eventuell och am familiären Ëmfeld gëtt, a wou een dann och de Familljen an den Elteren – net nëmmen de Kanner, mee och de Familljen an den Elteren – spezifesch Hëllef an Ënnerstëtzung zoukomme léisst. Esou eng méi ganzheetlech Approche, déi och dat ausserschoulescht Ëmfeld a Betreuecht hält, schéngt eis ganz sënnavoll.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech kommen zum Schluss. Bei der Virbereedung vun dëser Interpellatioun ass et fir mech méi wéi kloer ginn, datt d'Fro vun der Inklusioun an de Schoulen eng politesch Prioritéit muss bleiwe fir déi nächst fënnf Joer. Wa mir net dréngend un de bestoende Problemer schaffen, da setze mer domadder d'Akzeptanz fir de System op d'Spill an, vill méi wichteg, d'Akzeptanz fir de Prinzipp vun der Inklusioun.

Als Politikerinnen an als Politiker hu mir eng grouss Responsabilitéit par rapport zu alle Concernéierten: par rapport zu de Kanner an hiren Elteren, par rapport zu den Enseignanten, par rapport zu de Professionellen, déi am Beräich vun der Inklusioun all Dag schaffen.

Den ageschloene Wee ass dee richtegen, dovunner si mir fest iwwerzeegt. Mee mir müssen dëse Wee séier an zilorientéiert weidergoen. Dat bedeit konkret, dass mir an Zukunft derfir surgen müssen, dass d'Ressourcen, déi mir investéieren, méi effikass, dat heescht, méi no um lokalen Niveau ukommen, dass mer d'Vernetzung vun allen Acteuren a besonnesch vun de Centres de compétences müssen dréngend verbessern an dass mer am Beräich vun der Informatioun, vun der Sensibilisatioun a vun der Formatioun nach eng Schëpp müssen dropleeën.

An deem Sënn, Här President, deposéieren ech och eng Motioun am Numm vu menger Partei, mat der Ënnerstëtzung vun der LSAP, déi Léink an de Piraten – wann ech se erëmfannen. Hei ass se. Wannechgelift.

Motion 1

« relative à l'amélioration du dispositif d'inclusion des enfants à besoins spécifiques »

La Chambre des Députés,

considérant

– les nombreuses réformes législatives ayant trait à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques effectuées depuis 2018 ;

– l'augmentation des ressources humaines et financières qui est allée de pair avec lesdites réformes ;

– l'importance du bon fonctionnement du dispositif d'inclusion pour son efficacité et son acceptation par tou.te.s les membres de la communauté scolaire ;

– les conclusions des deux évaluations du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, à savoir celle coordonnée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et celle réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) ;

– le « caractère interpellant » des disparités entre le nombre de scolarités spécialisées, interventions spécialisées et autres mesures d'inclusion fournies par les différents Centres de compétences, telles que relevées par l'OEJQS (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– l'absence d'une base de données centralisée et complète permettant « une répartition transparente des ressources en accord avec les besoins du terrain » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– que la mise en place d'une telle base de données « ne vise pas à stigmatiser [les enfants à besoins spécifiques], mais bien au contraire à aiguiller et à renforcer les mesures et les stratégies qui leur sont destinées » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– la complexité du dispositif d'inclusion ainsi que le manque d'information sur son fonctionnement auprès d'une partie de la communauté scolaire, tels que relevés dans lesdites évaluations,

invite le Gouvernement

– à mettre en place une base de données centralisée telle que revendiquée par l'OEJQS pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion ;

– à effectuer une analyse individuelle pour chaque Centre de compétences en vue d'identifier leurs forces et faiblesses respectives ainsi que les améliorations possibles ;

– à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences ;

– à effectuer une étude auprès des enseignant.e.s sur l'efficacité et le suivi des conseils et guidances effectués par les Centres de compétences ;

– à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques.

(s.) Meris Sehovic, Francine Closener, Ben Polidori, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech freeë mech op den Debat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Sehovic.

An éischt agedroe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Här Sehovic, dass hien dat wichtegt Theema vun der Schoulinclusioun vu Kanner mat Bedierfnesser duerch dës Interpellatioun op d'Dagesuerdnung setze gelooss huet.

Et gëtt verschidden Texter, dat heescht Konventionen, deene Lëtzebuerg bäigetrueden ass a sech domat verflucht huet, d'Inclusioun vu Kanner mat Bedierfnesser am Enseignement ëmzesetzen. Den Artikel 24 vun der UN-Behënnerterechtskonventioun, den Artikel 13 vum UN-Sozialpakt, d'Artikelen 28 an 29 vun der UN-Kannerrechtskonventioun souwéi den Artikel 26 vun der Allgemenger Mënscherechtsklärung bekräftegen d'Recht vun alle Mënschen op Bildung.

Ausgeend vum Prinzipp vun der Gläichberechtigung an der Netdiskriminéierung an och am Respekt vum Prinzipp vum Intérêt supérieur de l'enfant huet all Mënsch e Recht op en inklusive Bildungssystem op allen Niveauen: vu kleng u bis an d'Héichschoul, an der Berufsausbildung an an der Erweessenebildung. A jiddereen huet och e Recht op eng liewenslaang Weiterbildung, ouni wéinst senger Behënnerung oder senger Bedierfnesser ausgeschloss ze ginn.

Implizitt ass domadder gemengt, dass mer verflucht sinn, all déi passend Moossnamen ëmzesetzen, fir dass dës Mënsche sech theoreetesche, praktesch a sozial Kompetenzen uneegne kënnen. D'Zil vun enger inklusiver Bildung soll et sinn, dass jidderee voll a gläichberechtigt un der Bildung soll kënnen deelhuefen, fir herno och eng gläichberechtigt Persoun an der Mëtt vun eiser Gesellschaft ze ginn.

Dëst erreche mer fir déi Mënschen unhand vun allméiglechen Hëllefstellungen, an do sinn der Fantasie

praktesch – oder besser gesot theoreetesch – keng Grenze gesat. D'UN-Behënnerterechtskonventioun schwätzt beispillsweis dovun, dass déi Länner, déi d'Konventioun ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, sollen d'Léiere vun der Brailleschrëft oder alternativ Schrëften erliichten. Dat selwecht gëllt och fir d'Gebäerdesprooch. Niewent dese Beispiller sinn natierlech och ganz vill anerer denkbar an zum Deel jo och schonn amgaangen, an de Schoulen applizéiert ze ginn.

De Gesetzesentwurf 8169, deem hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an d'Gesetz vum 30. Juni 2023 ginn ass, huet eng Partie Ännerungen, wat d'Schoulinklusion vu Kanner mat Bedierfnesser ugeet, mat sech bruecht. Zum Zäitpunkt vum Vott gouf et scho vereenzelt Bedenken iwwer verschidde Moossnamen, déi an deem Gesetz stinn, an am Dezember vum leschte Joer huet den SNE, de Syndicat national des enseignants, vun der CGFP sech zu Wuert gemellt, fir seng Sicht, aus der Praxis um Terrain, matzedeelen.

Virun allem gëtt vusäit vum SNE/CGFP a praktesch allen implizéierte Leit un éischter Stell monéiert, dass et um Terrain ganz einfach u Ressourcë feelt. Loosst eis d'Kand beim Numm nennen: Et feelt u spezialiséiertem Personal, wat direkt mam Kand schafft.

Vill Actricen an Acteure bemängelen, dass d'ESEBen, d'Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques, ënnerbesat sinn. Et gëtt Personal gebraucht, wat déi ganz Woch an de Schoule mat de betraffene Kanner kéint schaffen. Bei verschiddene Kanner wär och eng Betreierung respektiv eng Assistance en classe während der ganzer Schoulwoch néideg, also quasi eng Eent-zu-eent-Betreierung.

De Manktum u Ressourcë gëtt zum Beispill bemierkt, wann d'Personal vun den ESEBen, dat an de Klassen intervenéiert, duerch iergendee Grond, souguer wann déi Dauer méi laang ass, net ersat gëtt. D'Gesetz gesäit leider net vir, dass d'Personal mat deem Statut ersat gëtt. An deem Fall géif eng kleng Gesetzesännerung de Problem direkt kënne behiwen. Aktuell riskéiert e Kand, eng gewëssen Hëllefstellung, déi et zegutt huet, während enger Zäitchen net ze kréien, an d'Léierpersonal muss eleng an der Klass eens ginn.

D'Gesetz vum 30. Juni 2023 huet niewent dem Fondamental dann och d'ESEBen am Secondaire agefouert. Hei plangt d'Regierung, hir Ëmsetzung weiderzedreien. Domat sollt och eng besser Kohärenz tëscht der Prise en charge an de Grondschoulen an duerno an de Lycéeë garantéiert ginn. Leider héiert een awer da vum Terrain, dass den Iwwergang vum Cycle 4 an de Secondaire net fléissend genuch wär. Vu dass den Dossier dem Kand geheiert a wann d'Elteren aus deenen ënnerschiddlechste Grënn dann net wëllen, dass den Dossier automatesch transferéiert gëtt, jo da muss d'Kand deemno wéi erëm eng ganz nei Prozedur an Evaluatioun duerchlafen.

Leider héiert een och heiansdo, dass verschidde Kompetenzzentren anscheinend net genuch op den Terrain ginn an hir Instruktiounen op Distanz ginn. Dofir gëtt dann och begréisst, dass de Réseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentren soll ausgebaut ginn. Dëst kënnt da gläichzäiteg de Kanner entgéint, déi dann, onofhängeg vun hirem Wunnsätz, op déi selwecht Offer kënne zrëckgräifen. Wann e puer Kompetenzzentren an engem eenzege Dossier implizéiert sinn, da wär et och wichteg fir d'Kand, dass d'Koordinatioun tëscht den Zentren optimiséiert gëtt. Et muss een och erwänen, dass déi lokal Ekippe vun de Kompetenzzentren an de Schoulgebaier solle verstärkt ginn.

Gläichzäiteg gëtt gefuerdert, dass de Fonctionnement vun de Kompetenzzentren kritesch analyséiert sollt

ginn, fir dass an Zukunft d'Ressourcen aus de Kompetenzzentren esou agesat ginn, dass si och beim Kand ukommen an net an engem administrative Waasserkapp ënnerginn. Dës Kritik ass dann och vun anere Parteien, ënner anerem menger eegener, gedeelt ginn. D'Martine Hansen hat beim Vott vum Gesetzesprojekt 8169 wuertwärtlech gesot: „Als CSV wëlle mer gäre séier Hëllef um Terrain, pragmatesch Léisungen an net nei Servicer.“ Domat war virun allem de Service national de l'éducation inclusive gemengt, awer natierlech net nëmmen.

Am Kontext vun der Regionaliséierung sollt een op alle Fall begrëssen, dass och den ONE, den Office national de l'enfance, weider lokal Antenne kritt. Sou kënne d'Kanner ganz am Sënn vum Kannerschutzgesetz vum ONE encadréiert ginn an et gi manner Signalementen beim Parquet gemellt. De Kompetenzaustausch tëscht dem Personal kann duerch déi verklengert Distanzen natierlech och verbessert ginn.

Vun alle Säite kënnt d'Fuerderung, dass d'Kand am Mëttelpunkt muss stoen an net d'Prozedur. D'Hëllef musse kënne mat engem Minimum u Formalismus, also mat minimalem administrativen Opwand, ugefrot ginn. D'Prozedur sollen och gestrafft ginn, dat heescht vereinfacht a beschleunegt. Natierlech ass d'Grenz dobäi tëscht enger gewëssener administrativer Vereinfachung an op där anerer Säit dem Wonsch, dem Kand seng Situatioun méiglechst genee ze dokumentéieren an ze evaluéieren, och net evident ze zéien.

Am Gesetz si véier Schoulwoche virgesinn, fir e Bilan vum Kand ze zéien. Dese Passus gëtt natierlech um Terrain ganz ënnerschiddlech ausgeluecht. Et schéngt illusoresch ze sinn, dass een an esou kuerzer Zäit e kompletten Checkup vun enger Persoun kéint maachen. Dat kann der Komplexitéit vun der Situatioun vum Kand geschélt sinn, well säi kierperlechen a mentalen Zoustand a seng ganz Virgeschicht och a Betruecht muss geholl ginn. Et kann awer och zousätzlech doru leien, alt erëm, dass et e Mangel u qualifiziertem Personal gëtt, wat fir den Diagnostic zoustänneg ass. Op alle Fall sollt d'Prozedur innerhalb vun där Zäitspann vu véier Schoulwochen op d'mannst ugefaange ginn, soudass jidder implizéiert Persoun weess, dass un eppes geschafft gëtt a sech eppes an déi Richtung deet.

Eng aner Fuerderung, déi vu ville Säite kënnt, ass, dass all Schoul mindestens een I-EBS, en Institututeur spécialisé dans l'encadrement et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques, sollt kréien, wat jo och vusäit vum der Regierung geplangt ass. Dës Fra oder déise Mann soll da während de Schoulstonden an de Schoulgebaier uwiesend sinn.

D'Gesetz vum 30. Juni 2023 féiert dann och den neie Poste vum A-EBS, dem Assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, an de Grondschoulen an. Dësen Assistant, deen natierlech och eng Assistentin ka sinn, soll d'I-EBS bei einfachen Alldagsaufgaben ënnerstëtzen. Dësen neie Poste vum A-EBS ass dann awer net an de Kompetenzzentren agefouert ginn. Ass et esou, dass déi do net gebraucht ginn, well de Personalschlëssel an deenen Institutiounen méi héich ass?

Bei de Classes de cohabitation am Secondaire ginn d'Meenungen zum Deel e bëssen auserneen. Verschidde Leit fannen, dass dese System gutt klappt, a begrëssen, dass déi och regional verdeelt sinn, wat de Kanner natierlech dacks e laangen Trajet erspuert – op deem leschte Punkt si mer eis jo all eens –, mee anerer empfangen dës Léisung trotzdem e bësse wéi e Mikrokosmos respektiv eng Parallellwelt innerhalb vum reguläre Schoulsystem.

D'Realitéit léisst vläicht heiansdo keng aner Léisung zou, mee et sollt een onbedéngt oppassen, dass do net Profiller matenee kollidéieren, déi fir deen een oder anere kontraproduktiv kéinte sinn.

Wat d'Schoulinfrastrukturen ugeet, esou kann ee sech berechtigterweis d'Fro stellen, wéi vill Grondschoulen iwwerhaapt schonn zougänglech sinn. Vu dass déi Gebaier ënnert der Responsabilitéit vun de Gemenge stinn, huet de Ministère do manner eng Handhab drop wéi bei de Lycéeë beispillsweis. Vläch wär do eng gréisser finanziell Ënnerstëtzung vusäit vum Staat denkbar, zemoos wa vun de Gemengen erwënscht gëtt, nei Raim oder nei Methoden unzewenden, wéi zum Beispill e Snoozleraum, e Psychomotorikraum oder en AirTramp.

Et ass natierlech ze begrëssen, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass all Kand och en Zougang zur nonformaler Bildung soll kréien. Hei kënne pro Fall Stonnen ugefrot ginn, déi an der Reegel jo och accordéiert ginn. Et besteet och d'Méiglechkeet, Personal, wat keng Vollzäitache an engem SEA huet, als A-EBS an enger Schoul anzesetzen. Wat all Gemengepolitiker a -politikerin dierft freeën, dat ass, dass dës Regierung déi finanziell Ënnerstëtzung am nonformale Beräich wëll upassen. Dat ass och batter néideg, well d'Gemenge heien un hir finanziell Grenze stousen, souwuel infrastrukturell wéi personaltechnesch.

Wou de Problem e bësse méi oniwwersichtlech gëtt, dat ass bei private Crèche. Och wa si déi selwecht Autorisatioun brauche wéi Gemengecrèche, sou ass d'Disparitéit vun de Servicer do awer zimmlech grouss. Et huet een op alle Fall keng Garantie, dass engem säi Kand senge Bedierfnesser entsprechend kann encadréiert ginn.

All Kompetenzzentrum huet säin eegene Centre de documentation, deen immens wäertvoll ass, fir Bonnespraktiken ze sammeln an en internen, awer och en externe Wëssenstransfert aus dem jeeweilige Beräich ze maachen. Hei setzen Expertinnen an Experten, déi och Formatiounen a Coaching kënne ubidden, besonnesch um IFEN, awer natierlech och op d'Mooss. Eng intensiv Betreierung vun engem Kand brauch eng gutt Informatioun a Formatioun. Et ass wichteg, dass jiddereen iwwert d'inklusive Bildung opgekläert gëtt.

Et gëtt d'Feststellung gemaach, dass zumindest am Cycle 1 an 2 probéiert gëtt, e Kand ze inkludéieren. Eng gewëssen Unzuel vu Fäll gëtt eréischt ab dem Cycle 3 an e Kompetenzzentrum reorientéiert. Vläch gëtt bis dohinner och nach eng Sclarité mixte ausprobiert. Firwat ass dat esou?

Heiansdo ass bei engem Klengkand e gewëssenen Diagnostic nach net méiglech respektiv et ass nach ze fréi, fir mëttel- bis laangfristeg Schlussfolgerunge kënne ze zéien. Heiansdo sinn d'Elteren awer och an engem Deni, dat heescht, si kënne net gleewen, dass d'Reegelschoul fir hiert Kand vläch net dat Bescht kéint sinn.

Bei der Orientéierung vum Kand muss dofir onbedéngt d'Elterenaarbecht intensivéiert ginn, respektiv wann ee Verschiddener héiert, geet et éischter drëms, dass eng neutral Persoun verschidde Saachen erkläert. Och wann d'ESEBen an d'Usprichpartner a -partnerinne vun de Schouldirektiounen e reegelméisseg a strukturéierten Dialog mat den Elteren hunn, sou gi si awer munchmol vun den Elteren als befaangen empfonen, esou wéi wa si nëmmen d'Intensiv vum Ministère géife verrieden an net d'Wuel vum Kand.

D'Berodung vun den Eltere muss dohier heiansdo verstärkt ginn. D'Eltere musse berouegt ginn an iwwert d'Vir- an Nodeeler vun där enger oder där

anerer Propos opgekläert ginn. Fir verschidden Eltere sinn d'Prozeduren awer net bekannt genuch. Si bemängelen e Manktum un Informatiounen. Virun allem fir Leit, déi de System net esou kennen, wär eng Vulgarisatioun vun all méigleche Pisten eng wäertvoll Hëllef. Dat selwecht gëllt fir Leit, déi aus dem Ausland bei se eraplännere. Aner Sproochen a Kulturen zéien heiansdo onnéideg Frustratiounen mat sech.

Jee no Regionaldirektioun schénkt d'Hëllefstellung och ënnerschiddlech auszufallen, wat jo net onbedéngt gerecht ass. Sou kéint dann eng gewëssen Autonomie a Selbstinitiativ vun den Elteren och behëlleflech sinn.

Een interessante Punkt ass dee vum Werdegang virun der Scolarisatioun. Déi Elteren, déi schonn déi néideg Informatiounen am Virfeld hunn, kënnen virum Ufank vum Schouljoer mam Diagnostic ufänken a sinn am beschte Fall scho fir d'Rentrée prett, wougéint bei Kanner, deenen hiert Ëmfeld manner gutt informéiert ass, duerch e Manktum un Informatiounen wäertvoll Zäit verluer geet.

Heiansdo gëtt e Manktum un Transparenz beklot, well et net ëmmer nozevollzéien ass, wou verschidde Stonnen agesat ginn. Déi Diskussioun leeft och um Niveau vun de multidisziplinären Ekippe mat zum Beispill dem educative Personal, de Psychologen a Psychologinnen, den Assistants sociaux an Assistante-socialen. Wou affektiert een déi am beschten? Direkt an de Schoulen oder solle se bei der Schoul-direktioun bliwen?

Jee nodeem, wien een do freet, kritt een ënnerschiddlech Äntwerten. Déi zweet Variant bei enger Direktioun gëtt enger ganzer Regioun vläicht eng gewësse Flexibilitéit, déi soss net gi wär, wann d'Personal un engem bestëmmte Gebai affektiert wär, an deem d'Spezialisatioun vun deem Personal a vläicht zu deem Moment net gebraucht gëtt.

Wéi steet et mat de Centres socio-thérapeutiques? Ass dësen zum Deel leschten Auswee erfollegräich, och wann e per se net inklusiv méi ka sinn? Ass do eng Evaluatioun geplangt?

Zwëschent 2017 an 2021 si jiddefalls grouss Beméiungen ënnerholl ginn, fir zousätzlecht Personal anzustellen: Iwwer 700 Poste sinn op sämtlechen Niveaue geschafe ginn. Mee dat geet awer leider nach ëmmer net duer, well gläichzäiteg d'Unzuel vun den Dossieren, déi an d'CNi, d'Commissioun nationale d'inclusion, kommen, sech am selwechten Zäitraum méi wéi verduebelt huet. Och d'Zuel vun den ambulanten Interventiounen ass geklommen, während d'Zuel vun de Kanner, déi an de Kompetenzzenter geschéckt ginn, réckleefeg ass.

Op alle Fall wär et wichteg, wa sämtlech Beruffer, déi mam Kand zesummeschaffen, iwwert déi Haaptléierpersounen an dem I-EBS eraus, eng verstärkten Anerkennung géife kréien. Et mussen och méi Leit mat deene gebrauchte Profiller ausgebild ginn. Eng gutt Formatioun vun allen Actricen an Acteuren ass hei primordial fir d'Wuel vun Kand. Also ee Grond méi, fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun héich qualifizéiertem Personal prioritär unzegoen. Et gëtt Leit, déi stelle sech d'Fro, ob eis Sproochekrittäre vläicht bei der Auswiel vum Personal heiansdo ze streng sinn. D'Géigefro ass dann: Wäer eng Oplockerung nach am Sënn vum Kand?

Allgemeng muss ee bei der Orientéierung soen, dass et wichteg wär, dass d'Leit, spréich d'Elteren an d'Kanner, genee iwwert d'Entwécklung vun hirem Kand opgekläert ginn. Sou wéi d'Bilane momentan opgebaut sinn, gëtt dacks d'Gefill vermëttelt – op d'mannst kënnt et esou bei deene Beträffenen eriwuer –, wéi

wann alles an der Rei wär an dass nëmme positiv Entwécklung festzestellen wäeren. A wann dann zum Schluss vum Cycle oder engem oder méi Schouljoren de Verdikt kënnt, da falen der vill aus de Wolleken, wat jo och verständlech ass. Dofir wär et net falsch, wann am neie Plan d'études och un dëse Sujet geduecht géif ginn.

Wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, spiert een dach eng gewësse Middegkeet a Saturatioun ënnert dem Personal. D'Ofwiesslung, déi den Job eigentlech interessant mécht, kann een awer och gläichzäiteg immens schlachen. Sou kënnt et dann och emol vir, dass eng Persoun sech reegelrecht e Joer Auszäit freet, fir sech kënnen ze ressourcieren.

Och d'Eltere kommen un hir Limiten. Et ass net ëmmer evident, fir den Intérêt supérieur vu sengem eegene Kand ze verstoen. Eng gutt Kommunikatioun ass hei primordial, mee déi ass dacks verluer gaangen an d'Diskussioun gëtt dann immens emotional gefouert. D'Elteren, an d'Léierpersonal natierlech och, wëllen ëmmer dat Beschit fir e Kand. Ass dat elo d'Reegelschoul oder ass dat de Kompetenzzenter? All Fall muss wéi en Eenzelfall gekuckt ginn an dat mécht d'Verstoe vun enger Decisioun heiansdo grad méi schwéier.

Bei de Kanner mat Bedierfnesser gëtt et der och ëmmer méi mat Verhalensopfällegekten. Déi aner Kanner an der Klass dierfen net de Präis derfir bezuelen, dass et zum Beispill Erziehungsmängel gëtt. Leider gëtt et awer och Elteren, déi mol guer net bei de Bilanzgesprächen optauchen. Da gëtt et natierlech och schwéier, fir Verbesserungsvorschläi mat op de Wee ze ginn. D'Fro dierf gestallt ginn, wéi eng Roll d'Elteren iwwerhaupt nach an der Erziehung sollen, kënnen respektiv misste spillen. Do gëtt et bei verschidene Fäll eng Verlagerung vun der Verantwortung, vläicht ganz einfach och aus Iwwerforderung. De Regierungsprogramm gesäit spezifesch Moossname fir Kanner aus vulnerabele Familljesituatiounen vir. Hei stellt sech d'Fro, wéi séier déi ëmsetzbar sinn.

D'Inklusioun riskéiert bei problematesche Fäll leider, an e schlecht Liicht ze geroden. D'Konzept vun der Inklusioun dierf op kee Fall a Fro gestallt ginn, well der e puer aus der Rei dancen.

Eng richtig Inklusioun kann nëmme geléngen, wann all Kand déi adequat Betreierung kritt, déi senge Bedierfnesser entsprécht. D'Inklusioun kann awer hir Limiten erreechen, wann déi aner Schülerinnen a Schüler, an doduerch d'Elteren dann och indirekt mat, an d'Léierpersonal ufänken, drénner ze leiden. Jidderem, dat heescht souwuel d'Kanner ouni an d'Kanner mat Bedierfnesser, verdéngen d'Chance op eng Bildung, wou se adequat gefërdert ginn a keen dierf weinst deem aneren op der Streck bliwen. Dofir ass et eis Pflicht, derfir ze suergen, dass de Bien-être an domat virun allem dat mentaalt Wuelbefanne fir jidderem garantéiert ass.

Am Regierungsprogramm steet och kloer dran, dass d'Ëmsetzung iwwert d'Wuelbefanne vun de Schulkanner an der inklusiver Bildung evaluéiert a gegebenefalls ugepasst gëtt. De Minister kann eis hei vläicht seng Zäitschinn dozou verroden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci Iech och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi et geheescht huet, ech misst elo meng éischt Ried an dësem Mandat

preparéieren, hunn ech mech gefrot, ob ech dann och en Enfant à besoins spécifiques war. An d'Äntwert ass: Jo. An den 90er-Jore goufen d'Kanner, déi anescht waren oder net esou wäit waren an der sproochlecher Entwécklung, freides mëttes virun d'Télee gesat, a wärenddeems déi aner Kanner dobause konnte spillen, hu mir missen d'„Sendung mit der Maus“ kucken.

Wat sinn ech frou, datt viles geschitt ass säitdeem an d'Kanner net just virun d'„Sendung mit der Maus“ gesat ginn, fir eng Sprooch ze léieren a fir sech Grondwëssen unzëeegnen.

Inklusioun bedeit, datt all Mënsch, egal wéi en ausgesäit, wéi eng Sprooch e schwätzt oder mat wéi enger Behënnerung e leeft, un all Aspekter vun eise gesellschaftleche Liewe gläichermoossen deelhuele kann an an de Genoss vun de selwechte Rechter kënnt. De System passt sech also un de Mënsch un an net d'Mënsche sech un de System.

Fir d'DP huet d'Inklusioun vun Ufank un zu enger absolutter politescher Prioritéit gehéiert. An dat hu mir an deene leschten zwou Legislaturperioden och ënner Beweis gestallt. Ënnert der Féierung vun der DP gouf d'Bestietnes fir Homosexueller erlaabt, déi däitsch Gebärdesprooch gouf unerkannt an de Gebrauch vu Leichter Sprache ausgebaut. Net ze vergiessen och d'Accessibilitéitsgesetz, dat ënnert der deemoleger DP-Ministesch Corinne Cahen ausgeschafft an hei an der Chamber gestëmmt gouf.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Dëst Gesetz wäert zur gréisstméiglecher Barrierefräiheet am öffentleche Raum hei am Land bäidroen an esou d'Inklusioun vu Mënsche mat Behënnerunge virundreiwen: méi breet Dieren, Rampen, automatesch Dierëffner, Markéierung fir blann Mënschen an nach viles méi. An Zukunft wäerten nei Gebaier nom Prinzipp „Design for all“ gebaut ginn. Ma och bestoend Gebaier wäerten, esoulaang et net ze exigent a machbar ass, adaptéiert ginn.

D'Accessibilitéitsgesetz ass selbstverständlech och fir Schoulgebaier applikabel. An domadder kommen ech och op de Sujet vum haitegen Debat ze schwätzen: d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen an eise Schoulssystem. Ënnert dem Minister Claude Meisch gëtt d'Inklusioun an der Schoul zanter Jore kontinuierlech a konsequent matgeduecht. An dat ass keen einfacht Ënnerfaangen, well eng ganz Bandbreit vu spezifesch Besoinen existéieren, déi de schouleschen Alldag vun de Kanner ganz ënnerschiddlech beaflossen. Dës kënnen motorescher, sproochlecher, visueller, auditiver, intellektueller oder och sozioemotionaler Natur sinn. An och Schüler mat besonnerescher Begabung hu spezifesch Besoinen, déi erfëllt musse ginn, fir hiert ganz Potenzial auszuschöpfen.

Kanner mat Handicap krute mam Gesetz vun 1973 d'Recht, a spezifesch fir si konzipéierte Schoule scolariséiert ze ginn. Eréischt 1994 gouf hinnen och d'Recht zougesprach, a sougenannte „reguläre“ Schouלקlassen ageschoult ze ginn. E wichtige Schratt, mee et geet net aleng duer, an enger regulärer Klass ze setzen. Et muss ee gläichzäiteg derfir suergen, dass hir spezifesch Besoine beim Léiere berécksichtegt ginn an un de Bildungssystem ugepasst ginn. 2017 an 2018 gouf eng fundamental Reform vun der schoulescher Inklusioun ëmgesat, déi dorobber ausgeriicht war, d'Kanner derbäi ze ënnerstëtzen, hir Fäegkeeten optimal ze notzen an ze entwéckelen. En Encadrement duerch d'Experten an dësem Domän ass dofir onëmgänglech.

D'Inklusioun an de reguläre Schoulssystem ass dobäi ni eng Obligatioun, mee et gëtt proposéiert,

wann et fir déi individuell Situatioun vum Kand am Beräich vum Méigleche läit an och dem Wonsch vun de Kanner an hiren Elteren entsprécht. D'Kanner hunn d'Méiglecheheet, Vollzäit an eng regulär Schoul ze goen oder an eng spezialiséiert Klass oder en alternance souwuel an eng regulär Schoul wéi an eng spezialiséiert Klass ze goen.

Här President, op nationalem Niveau goufe mat der Reform vun der Inklusioun an der Schoul aacht Kompetenzzentere geschaf. Fënnf dovunner baséieren op scho virdu bestoende Strukturen, wéi zum Beispill de Centre pour le développement intellectuel, déi déi vieregte Centres d'éducation différenciée integréiert hunn. Dräi Kompetenzzentere goufe komplett nei geschaf: de Centre pour le développement socio-émotionnel, de Centre pour le développement des apprentissages an de Centre du suivi des enfants et jeunes intellectuellement précoces.

Mat der Schafung vun dësen dräi leschtgenannte Kompetenzzentere huet Lëtzebuerg eng Lacune bei der Prise en charge vu Kanner mat spezifische Besoine behuewen. D'Kanner goufe virdu oft an d'Ausland geschéckt, wou et déi néideg Struktur scho gouf. Dat huet de Kontakt mat de Kanner an och d'Reintegration an d'Schoul zu Lëtzebuerg, wa si zrëckkommen, natierlech erschwéiert. Elo kënnen déi Offere besser openeen ofgestëmmt ginn.

D'Kompetenzzentere bidden ënner anerem e spezialiséierten Diagnostic, fir déi spezifesch Besoine vun engem Kand ze identifizéieren an doropshin adaptéiert Mesüeren unzëbieden. Si beroden a begleeten d'Schüler, d'Elteren an d'Schoulpersonal a kompletéieren dee reguläre Schoulunterricht mat spezifische Léieratelieren.

Nieft dëse Kompetenzzentere goufe mat der Reform vun 2017/2018 och eng Agence de transition à la vie active an d'Commission nationale d'inclusion gegrënnt. D'Agence ënnerstëtzt op méi eng individualiséiert Manéier Jonker mat spezifische Besoine fir d'Zäit no der Schoul, während d'Commission nationale d'inclusion responsabel ass, fir d'Demanden no engem Diagnostic un déi kompetent Kompetenzzentere weiderzeleeden, déi dësen dann duerchféieren. An d'Kommissioun suert derfir, datt all Kand eng spezialiséiert Prise en charge erhält an datt déi schoulesch Partner d'Prozedur respektéieren.

Här President, d'Kompetenzzentere, d'Agence de transition à la vie active an d'Commission nationale d'inclusion agéieren op nationalem Niveau. Ma och op regionalem an op lokalem Niveau gëtt et Dispositif, déi d'Inklusioun vu Kanner mat spezifische Besoine begleeten. Op regionalem Niveau agéiere sougenannt „équipes de soutien“, déi aus multidisziplinären Experte bestinn. Dës Ekippe reagéieren a Krisesituatiounen a féieren e generellen Diagnostic bei engem Kand duerch. Doropshi proposéiere si den Elteren an deem zoustänneg Schoulpersonal, wéi eng Mesüre fir den Encadrement ëmgasat solle ginn, ob si selwer d'Prise en charge vum Kand iwwerhuelen oder ob eng spezialiséiert Institutioun implizéiert soll ginn.

Zousätzlech huet all Direktioun am Fondamental eng Commission d'inclusion. Dës Kommissiounen definéieren e Plang op Demande vun den Elteren, vum Schoulpersonal oder engem Representant vun enger Maison relais fir eng individualiséiert Prise en charge vun engem Kand mat spezifische Besoinen. Dëse Plang gëtt all Joer evaluéiert a wann néideg adaptéiert.

Zanter engem neie Gesetz vun 2023 gëtt och fir all Kand eng Referenzpersoun designéiert, déi d'Kollaboratioun tëschent de concernéierten Acteure bei

der Prise en charge am A behält. Ech komme spéider nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Am Kader vum individuelle Plang ka virgesi ginn, datt d'Ennerriichten an der Klass ugepasst gëtt, datt e Member an enger Équipe de soutien während enger gewëssener Period an der Klass assistéiert oder datt de Schüler fir bestëmmte Matière temporaire an enger anerer Klass ënnerriicht gëtt. Dëst just, fir e puer Beispiller ze nennen.

Op lokalem Niveau ginn d'Schoulmeeschteren an d'Offere vun Instituteurs spécialisés oder I-EBSen ënnerstëtzt, wa fir e Kand en adaptéiert Schoulprogramm ëmgasat muss ginn. Dat ass zum Beispill de Fall, wann e Schüler déi an engem Schouljoer virgesinne Kompetenzen no zwee Joer nach ëmmer net erreicht huet.

D'Prise en charge vu Kanner am Fondamental a Jonken am Secondaire baséiert zum gréissten Deel op de selwechte Mesüeren. Erviriwue léisst sech fir de Secondaire nach den Appui scolaire, wou individuell oder a kleng Gruppen d'Schoulmatière verdéift ka ginn, oder nach déi partiell oder komplett Reorientatioun vun engem Schüler op en anerem Ausbildungsweg oder op spezialiséiert Klassen, wou sech de Bildungsinhalt an de Léierrhythmus besser op d'Besoin vum Schüler upasse loosse.

Här President, et existéiert nach eng ganz Panoplie u weideren Dispositif, déi d'Kanner mat spezifische Besoine souwéi hir Elteren an d'Schoulpersonal bei der Inklusioun an de reguläre Schoulsystem ënnerstëtzen. Do wier zum engem d'Commission des aménagements raisonnables. Ech war virdu kuerz op d'Accessibilitégesetz agaangen, dat an der leschter Legislatur gestëmmt gouf, an op d'Barriärfreiheet am ëffentleche Raum. An dozou gehéieren och d'Schoulen. Och an dësem Gesetz ass vun Aménagements raisonnables rieds, mee domadder ass gemengt, datt eng Persoun mat besonnesch schwéierem oder spezifischem Handicap eng Demande stelle kann, fir Upassungen un engem Gebai virhuelen ze loosse, fir den Accès ze erméiglechen, sous condition natierlech, datt den Aménagement net ze exigent ass, machbar ass, sief et finanziell oder wat d'Ëmsetzung ugeet.

Mat „Aménagements raisonnables“ am Schoulkontext mengen ech e bëssen eppes anescht. Hei geet et virop drëms, de Kanner am Secondaire oder am Fondamental, déi am Fong dem reguläre Schoulprogramm nokommen, mee wéinst enger Deficiënz oder Krankheet mat besonneschen Hindernisser während Prüfung konfrontéiert sinn, esou entgéintzekommen, datt si all hir Kompetenzen ënner Beweis stelle kënnen.

Méiglech Hëllefstellung kënnen zum Beispill sinn, engem Jonke méi Zäit fir eng Prüfung ze ginn, d'Présentatioun vun de Questionnairen ze adaptéieren oder och eng Lupp zur Hëllef dierfen ze huelen. Wéi eng Hëllef bereetgestallt ginn, gëtt no individueller Aschätzung vum Schüler decidéiert.

Zum anere besteet d'Méiglecheheet vun der Begleitung am Schoultransport am Fall, wou e Kand ënner enger Krankheet leit, déi eng séier medezinnesch Hëllefstellung kann néideg maachen, oder wann e Kand en eeschthafte Risiko duerstellt, sech selwer oder anerer ze blesséieren. De Schoulwee gouf bei der Inklusiounsstrategie vun der Regierung net vergiess.

Net ze vergiessen ass och d'Alphabetiséierung op Franséisch. D'Méisproochegheet an eisem Land ass fir de Gros vun de Kanner eng Erausforderung an der Schoul. Am Fondamental ass aktuell Däitsch d'Ausgangssprooch, während Franséisch spéider derbäikënn. Mee munch Kanner hu vill méi grouss

Schwierigkeeten am Däitschen an doduerjer och Verständnisproblemer an anere Fächer – bei mir och. Aus dësem Grond huet den Educationminister Claude Meisch 2022 e Pilotprojet lancéiert, deen a véier verschidde Schoulen d'Alphabetiséierung op Franséisch test an esou d'Diversifikatioun vun der Schoul offer ausbaut.

D'Alphabetiséierung op Franséisch ass keng Obligatioun, mee e Choix a soll virop derzou bäidroen, Inegalitéiten ze bekämpfen an de Schüler besser Chancen ze ginn, d'Schoul mat all hire Moyenen ze packen. De Pilotprojet gëtt vun der Uni Lëtzebuerg wëssenschaftlech begleet an 2024, also dëst Joer, sollen éischt Resultater verëffentlecht ginn, mat engem verdéifte Bilan 2026. Ofhängeg dovunner, wéi den Tëschebilan ausfale wäert, ass geplangt, d'Alphabetiséierung op Franséisch ab der Rentrée 2026/2027 ze generaliséieren.

Innerhalb vun de Lycéeën kënnen d'Schüler zousätzlech op d'Hëllef vum SePAS a vum Service socio-éducatif zréckgräifen. Während de SePAS éischer fir déi psychologesch Betreuer vun de Schüler zoustänneg ass, begleet den SSE déi Jonk bei hirem schoulesche Parcours a schafft an deem Kader och mat den Elteren, den Enseignanten, den Équipes de soutien an dem SePAS zesummen. D'Évitée vum Décrochage scolaire gehéiert zum Beispill och zu den Aufgaben vum SSE a betrëfft och Kanner mat spezifische Besoinen.

Här President, 2022 gouf eng Evaluatioun vun der Reform vun der Inklusioun am Schoulsystem vun 2017 an 2018 duerchgefouert, dat souwuel fir de Fondamental wéi och fir de Secondaire. D'Dispositif, déi zum Zäitpunkt vun der Evaluatioun en place waren, goufen ënnert d'Lupp geholl a méiglech Verbesserungsvorschläi analyséiert. Zanter der Reform huet den Educationminister 700 nei Poste fir d'Prise en charge vu Kanner mat spezifische Besoinen geschaf an esou seng Personalressourc verduebelt. Och déi ambulante Prise en charge konnt an d'Luucht gesat ginn, während d'Aschoulungen an de Kompetenzzentere erofgaange sinn.

Grondsätzlech kënn d'Evaluatioun zum Schluss, datt déi nei Dispositif vum der inklusiver Prise en charge gutt vum Terrain opgehooll goufen. Mee näischt ass perfekt an aus Erfahrungswärter kann een ëmmer bäiléieren. Dowéinst ginn am Rapport sechs Verbesserungsachsen ervirgehuewen, mat de jeeeweilige Mesüeren, déi den Educationministère konsequent ergraff huet.

Ech wäert net op all d'Punkten agoen, déi am Rapport opgeléist goufen, mee mech just op e puer besonnesch pertinent Beispiller beschränken. De Rapport geet dorobber an, datt de Prinzip vun der inklusiver Bildung nach méi bekannt misst ginn. Ënner anerem sollen d'Enseignanten iwwert dës Thematik besser forméiert ginn. Doropshi gouf en neie Master fir inklusiv Bildung ausgeschafft, deen ab der Rentrée 2025 op der Uni zougänglech wäert sinn. Ausserdeem wäerten och den IFEN an d'Kompetenzzentere Weiterbildung fir d'Schoulpersonal ubidden.

Bei de Prozeduren an den Delaien ass gewéinlech ëmmer Spott no uewen. Och hei geet et virop drëms, déi administrativ Prozeduren ze vereinfachen, besonnesch wann et ëm d'Prise en charge duerch e Kompetenzzenter geet. An deem Kontext misst och den Delai fir de spezialiséierten Diagnostic reduzéiert ginn. Während der Period vun Ufank 2019 bis Enn 2020 huet et an der Moyenne 203 Deeg gebraucht, fir d'Decisioun vun enger Prise en charge duerch e Kompetenzzenter ze huelen. De spezialiséierten Diagnostic huet während de Schoulzäiten 115 Deeg an Usproch geholl a

während de Vakanze 50 Deeg. 2023 gouf en neit Gesetz gestëmmt, dat ënner anerem als Zil hat, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze harmoniséieren. Ech wäert op dëst Gesetz geschwënn nach agoen an do-wéinst spéider op de Punkt vun de Prozeduren nees ze schwätze kommen.

Kolleginnen a Kollegeen, d'Zesummenaarbecht an d'Koordinatioun tëschent de Kompetenzzentere gouf am Rapport ernimmt, zum Beispill wat de Choix vun engem oder méi Kompetenzzentere betrëfft, wann e Kand ënner e puer verschiddene Stéierunge leit. De Ministère ass dowéinst op de Wee gaangen, Austauschplattformen ze schafen an thematesch Aarbechtsgruppe souwéi Synergien tëschent de Centres de compétences ze entwéckelen. Ma net nëmme d'Kompetenzzentere, mee all d'Acteure vun der Schoulbildung mussen besser mateneen am Austausch stoen. Hei sinn interaktiv Plattformen en Deel vun der Léisung souwéi Echanges op nationalem Niveau, fir all déi verschidden Acteure méi enk zesummenzebréngen.

D'Evaluatioun identifizéiert och e puer Hürden, deene Kanner mat spezifesch Besoinen am Schoulalldag begéine kënnen. Op d'Méisproochegkeet an de Schoultransport war ech a menger Ried schonn agaangen an datt d'Alphabetiséierung op Franséisch an eng Begleedung während dem Schoultransport als Léisung ëmgesat goufen. Weider Hürden, déi identifizéiert goufen, sinn zum Beispill verfälscht Testresultater, wa Kanner sech net an hirer Mammesprooch ausdrécke kënnen, den Décrochage scolaire oder d'Onméiglechkeet fir d'Kanner, weider um Unterrecht deelzehuelen, wa se fir eng länger Zäit am Spidol mussen sinn.

Dowéinst gouf d'Offer un internationale Schoulen am Land ausgebaut, d'Schoulpflicht bis 18 Joer agefouert an d'Schouloffer am Spidol entwéckelt. Zanter 2021 gëtt et eng richteg Schoulstruktur, déi iwwer en Appui scolaire erausgeet, an der Jugendpsychiatrie um Kierchbiert, wou bis zu 50 Schüler gläichzäiteg empfaange kënnen. Dat bréngt dës Kanner net nëmme eng gréisser Normalitéit an Ofwiesslung an hire Spidolalldag, mee suert go och fir eng Kontinuitéit vun hirer Schoulausbildung.

Zu gudder Lescht proposéiert de Rapport nach Verbesserungen beim Accès zur nonformaler Bildung souwéi zum Musekunterrecht. Als Mesuren huet de Ministère eng Formatioun an Inklusioun fir d'Personal an nonformale Bildungsstrukturen en place gesat souwéi kollaborativ Projeten tëschent Museksschoulen an de Kompetenzzentere.

Här President, ech hat et schonn erwänt, datt d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt gouf, dat de Konklusioun vum der Evaluatioun vun der schoulescher Inklusioun Rechnung dréit. D'Gesetz gouf an Zesummenaarbecht mat de Kompetenzzentere, de Gewerkschafte CGFP an OGBL an der nationaler Elterevertriederung ausgeschafft. Dëst neit Gesetz zum Wuelbefannen an zur Inklusioun féiert eng Rei Neierungen an.

Déi wichtegst dorënner ass d'Definitioun vun engem maximalen Delai fir d'Erstelle vun engem Diagnostic. Bei der Evaluatioun vun der schoulescher Inklusioun gouf jo dorobber higewisen, datt en Diagnostic ze laang dauert. Vun der Demande bis zur Prise en charge vun engem Kand mat spezifesch Besoinen vergi gären zéng Méint. D'Gesetz leet en Delai vu véier Woche fir en éischten Diagnostic am Fondamental an am Secondaire fest an en Delai vun dräi Méint fir en Diagnostic an engem Kompetenzzentere. Soubal dësen éischten Diagnostic erstallt ass, kann d'Kand dann en charge geholl ginn. E méi detailléierten

Diagnostic kann nodréiglech ëmmer nach erstallt ginn. Wichteg ass, datt d'Kanner mat spezifesch Besoinen esou séier wéi méiglech déi Ënnerstützung kréien, déi si dann och brauchen.

Och d'Eltere kréie méi Ënnerstützung duerch d'Aféiere vun enger Referenzpersoun, déi Deel vun der Équipe de soutien ass. Dës Referenzpersoun informéiert d'Elteren iwwert déi verschidde Mesuren, déi bei der Prise en charge vun hirem Kand ëmgesat ginn, a fungéiert als Interlocuteur tëschent dem Kand, den Elteren an de Leit, déi den individuellen Encadrement vum Kand iwwerhuelen.

Zousätzlech gouf en neien Assistant pour enfants à besoins spécifiques, kuerz A-EBS, geschaf, deen nieft dem I-EBS an de Schoulen intervenéiert, fir dës bei der Ëmsetzung vun den inklusiven Mesuren ze begleeten. D'Zil ass et, datt an Zukunft all Schoul en A-EBS kritt.

Zu gudder Lescht hu mir mat deem neie Gesetz d'lescht Joer de Service national de l'éducation inclusive geschaf. Zu senger Missiounen ziele virop d'Koordinatioun an den Austausch tëscht all de concernéierten Acteure souwéi d'Förderung vun der inklusiver Bildung an d'Verbesserung vun der Qualitéit. Den SNEI wäert verstärkt iwwert de Sujet vun der inklusiver Bildung sensibiliséieren, Fuerschungs- an Evaluatiounsprojete réaliséieren souwéi d'Statistiken erhiewen a Recommandatiounen ausschaffen. Esou garantéiere mir eng kontinuierlech héich Qualitéit vun der schoulescher Inklusioun hei am Land.

Här President, an de leschte Joren huet d'Inklusioun hei am Land grouss Fortschrëttler gemaach. Net nëmme goufen d'Personalressourcë massiv an d'Luucht gesat, mee d'Prise en charge vun de Kanner mat spezifesch Besoinen gouf erweidert an hir Qualitéit mierklech verbessert. Ma eng inklusiv Gesellschaft erreecht een net vun haut op muer. Se entsteet an engem laange Prozess. An natierlech si mir nach net um Enn vun enger inklusiver Schoulbildung ukomm, mee mir hu wichteg Fundamente geluecht an aus éischten Erfarungen geléiert. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser oder Recommandatiounen vum Terrain wäerten och an Zukunft an d'Inklusiounsstrategie mat afléissen an derzou bäidroen, datt jidderee sech vollwäerteg an eis Gesellschaft abréngen kann.

Ma all Strategie kann nach esou gutt duerchducht sinn, funktionéiere ka se just, wa mir och genuch Leit hunn, déi se ëmsetzen. Dofir wëll ech zum Schluss vu menger Ried all de Leit Merci soen, déi sech dagdeeglech – an do denken ech u meng al Aarbechtskollegen – fir d'Inklusioun hei am Land asetzen. Ouni Ären Engagement wier eng inklusiv Gesellschaft net méiglech.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Agostino. An nächst Riednerin ass d'Madamm Francine Cloesener. Madamm Cloesener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Cloesener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, all Kand huet e Recht op Bildung. Dat steet an der Kannerrechtskonventioun. An datt all Kand och wierklech zu sengem Recht kënnt, dat ass d'Flicht vun der Bildungspolitik. D'LSAP engagéiert sech, zanter datt et se gëtt, fir de Schutz vun de Kannerrechter, fir eng inklusiv Gesellschaft, fir eng chancégerecht Bildung. All Kand huet d'Recht, fir a senger Schoul an och a senger Betreuungsstruktur seng Plaz ze fannen. Fir datt all Kand sech no sengem eegene Rhythmus a sengen

individuelle Besoinen entwéckele kann, brauche mer eng inklusiv Schoul a Betreierung, déi d'Kanner esou ënnerstëtzt a férdert, wéi si et brauchen. Dat ass fir eis Sozialisten evident.

Dofir hu mer eis laang, laang Joren derfir agesat, datt Kanner mat spezifesch Besoinen dierfen an d'Ree-gelschoul goen. Se sollen esou wäit an esou dacks wéi méiglech mat Gläichaltregen am selwechte Klassenall sinn. Wann Inklusioun gelongen ass, dann ass dat och eng Beräicherung fir all Kand an der Klass.

Gläichzäiteg wësse mer awer, datt d'Erausforderungen an dësem Beräich enorm sinn. Fir d'Enseignant- en a fir d'Personal, dat mat Kanner mat spezifesch Besoinen schafft, ass et keng einfach Aufgab, fir op déi verschidde Besoinen anzugehen. Hei an do schéngt et souguer quasi onméiglech. E System, deen alle Besoinen gerecht gëtt, ass schwierig ze schafen, dat ass eis bewosst. An awer ass dat eisen Usproch, et muss eisen Usproch sinn. Dat heescht natierlech dann och, datt deene Leit, op deenen hire Schélleren dës System baséiert, muss nogelauschert ginn. Gutt Aarbechtskonditiounen fir si sinn net just en Nice-to-have, mee eng essentiell Bedéngung. Mat deene Leit steet a fällt eise ganzen Educationssystem, dat heescht, ouni si fällt en zesummen. Ech hoffen, dat ass eis alle-gueren heibanne bewosst.

Här President, 2018 gouf ee groussen a ganz wichtige Schratt gemaach mam Schafe vun de Kompetenzzentere, dee mir als LSAP natierlech ënnerstëtzt hunn. Deemoos sinn um lokalen Niveau ronn 150 Instituteurs spécialisés, déi sougenannten I-EBSen, agestallt ginn an zanterhier sinn iwwer 700 Leit rekrutiert ginn, fir mat deene Kanner ze schaffen. Dat si souwuel I-EBSen wéi och Leit, déi an den ESEB-Ekippen am Fondamental an am Secondaire schaffen, oder eeben nach Leit, déi an de Kompetenzzentere selwer agestallt sinn.

Zanter 2015 sinn och d'Ausgabe vum Staat an deem Beräich ëm bal 58 % an d'Luucht gaangen. Et sinn also massiv Ressourcen an d'Inklusioun gestach ginn, an dat fanne mir och gutt a richteg. Fir datt d'Inklusioun an der Praxis funktionéiere kann, brauche mer nun eeben déi néideg Ressourcen a Mëttelen. Nach mussen d'Ressourcen awer och richteg an effikass agesat ginn um Terrain bei de Kanner, fir datt se do ukommen.

De Rapport d'évaluation, deen zejoert public gemaach gouf, weist eng Rei Chifferen an Donnéeën, déi hëllefen, fir sech e Bild vun der Situatioun ze maachen. A leider ass et net nëmme e positivt Bild. De Rapport mécht keen Heel draus, datt eng ganz Rei Problemer bestinn, a léisst keen Zweifel drun, datt muss gehandelt ginn. Sechs Achsen, wou Verbesserungen mussen kommen, sechs Theemefelder, gi genannt.

Deen éischten Achs ass d'Formatioun an d'Sensibiliséierung vun den Enseignanten a vum sozioedukative Personal. Ronn 75 % vun den Enseignanten am Fondamental fannen, datt si an der Ausbildung net genuch drop virbereet goufen, fir eebe mat Kanner mat spezifesch Besoinen ëmzegoen. Am Secondaire sinn et esouguer 81 %. 81 % vun den Enseignantë fannen, dass se net genuch ausgebild sinn, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. A beim sozioedukative Personal ass et ongeféier d'Hallschent – och dat nach vill ze vill.

Den Enseignant, dat wësse mer, ass déi wichtegst Bezugspersoun. Duerfir besteet hei ganz akuten Handlungsbedarf an der Formation initiale an an der Formation continue. Den Enseignant muss wëssen, wat op en zoukënnt, wann hien Inklusioun am Klassenall soll ëmsetzen, am Interessi vun all de Kanner a

senger Klass, ouni dass en iwwerfuert an hëlleflos ass an ouni dass en an de Burnout rutscht.

Den zweeten Achs ass d'Dauer vun de Prozedure fir den Diagnostic. Dat ass jo schonn eng ganz Rei Kéieren elo hei ugeschwat ginn. An der Moyenne waart e Kand 203 Deeg, bis seng Demande traitéiert ass. Dat ass bal e ganz Schouljoer! Evident, dass dat net tragbar ass, weeder fir d'Kand nach fir seng Elteren an och net fir d'Léierpersonal. Mir begrëssen natierlech, dass den Educatiounsministère do schonn déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir déi Waardezäit do an déi Prozeduren ze acceleréieren.

E weidere Kritikpunkt aus dem Rapport, deem een och um Terrain ëmmer nees héiert, ass de Manktem u Koordination u Kooperatioun tëscht de Kompetenzzentren an och tëscht deene verschiddenen Acteuren. Iwwer en Drëttel vum Personal aus de Kompetenzzentren selwer seet, d'Zesummenaarbecht tëscht hinnen all wier ineffikass.

Ausserdeem funktionéiert och d'Prise en charge alles anescht wéi optimal, wann e Kand mat méi wéi engem spezifesche Besoin kënnt – dat ass eeben dacks de Fall – oder wann den Diagnostic onkloer ass. A wann ee mat Famillje schwätzt, déi an esou enger Situatioun sinn, déi vun engem bei deen anere geschéckt ginn, well kee sech zoustänneg fillt, dann ass dat zimmlech schlëmm an, ech mengen, wierklech ganz dramatesch fir déi eenzel Familien. Dee Parcours du combattant ass inakzeptabel a suert fir grouss Verdrësslechkeet an Hëlleflosegkeet. An den Här Sehovic, deem ech iwwregens Merci soe fir dës Interpellatioun, deem huet jo och nach eng ganz Rei aner Beispiller genannt.

Dann natierlech d'Sproocheproblematik: Déi betrëfft zwar eisen Educatiounssystem als e Ganz, mee bei Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen ass d'Sprooch dacks verstärkt en Hindernis. Dat ass jo evident.

An da schlussendlech dee ganze Volet nonformale Bildung a periscolaire Aktivitéiten. D'Inklusioun ass ee vu véier grouse Prinzippe vum der nonformale Bildung. Si soll e Kader bidde fir eng individuell Fërdung, wou den Educateur an d'Educatrice op d'Kand agoe kënnen a seng individuell Entwécklung geziilt fërdere. Mee dat setzt viraus, dass d'Raimlechkeeten accessibel sinn, dass d'Personal gutt ausgebild ass, dass d'Personal genuch Zäit huet, fir op déi eenzel Besoinen anzugeen, an dass de Personalschlëssel ugepasst ass.

Vill, ganz vill Viraussetzungen also, fir eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreuung ënnert dem Leitmotiv vun der Inklusioun unzibidden. An och hei läit de Schlëssel nees bei de Ressourcen. Et brauch ee vill Leit, et brauch ee gutt ausgebild Leit an et brauch ee se op där richteger Plaz, mat de richteger Prioritéiten.

Eng anstänneg Ausbildung fir all Kategorie vu sozioedukativem Personal, e Cadre commun fir déi verschidde Beruffer an eng breet Offer vu Weiterbildung sinn den A an O vu gelongener Inklusioun a Maison-relais a Crèche, gradewéi eng méi enk Verflechtung tëscht dem Personal vun der formaler an der nonformaler Bildung, awer och den Aménagement vun de Gebailechkeeten, sief dat d'Maison relais, sief dat d'Schoul, am Interêt vun der Inklusioun sinn. Hei brauchen d'Gemenge méi Ennerstëtzung, méi Incentiven, fir d'Strukturen accessibel ze amenagéieren an och d'Schoulen an d'Maison-relais méi no uneneen erunzebréngen.

Zréck awer bei d'Schoul: Här President, de Rapport weist, dass manner wéi 1 % vun de Lëtzebuerger Schülerinnen an Schüler an engem Kompetenzzentrum hei am Land oder am Ausland scolariséiert sinn. Déi

ambulatoire Prise en charge ass parallel an d'Luucht gaang. Selbstverständlech ass et op deen éischte Bléck ganz positiv, wa méiglech vill Kanner, wéinstens deelweis, un der Reegelschoul kënnen deelhuelen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Manner wéi 1 %, dass klénge ganz gutt, léisst sech gutt verkafen, klénge no gelongener Inklusioun, mee wann een dann awer mat de Leit vum Terrain schwätzt, héiert ee ganz kloer eraus, dass dat net de Fall ass, nach net jiddefalls.

Inklusioun heescht net ëmmer nëmmen, all Kand an deem selwechte Klassenall ënnerzebréngen, coûte que coûte. Inklusioun heescht net forcement, dass all Kand an där selwechter Klass ënnerriicht gëtt. Inklusioun heescht och, dass all Kand esou gefuert gëtt, wéi et dat brauch. A fir verschidde Kanner bedeit dat eeben och eng Prise en charge ausserhalb vun der Reegelschoul, jiddefalls soulaang d'Reegelschoul esou funktionéiert, wéi dat haut de Fall ass. Mee dat ass en Thema, wat eis haut, mengen ech, géif ze wäit féieren. Jiddefalls gëtt et och aner Beispiller. Ech nenne just d'École Jean Jaurès, wou dat eigentlech schonn alles zimmlech gutt fonctionéiert.

Här President, am Juni zejoert huet d'Chamber e weider Gesetz gestëmmt, dass an déi richteg Richtung geet, fir dës Prise en charge vun de Kanner ze verbessere. D'Missioune vum SePAS a senger Servicer sinn adaptéiert ginn, d'ESEB an de Lycéeën agefuert ginn – fir nëmmen e puer Mesuren ze nennen. D'Erausfuertunge sinn domadder awer nach laang net aus dem Wee geraumt.

Mat deem neie Gesetz ass och eng nei Administratioun geschaf ginn, de Service national de l'éducation inclusive, kuerz SNEI. Elo sinn nach méi Acteuren an d'Prise en charge involvéiert, also e weideren Challenge fir eng effikass Zesummenaarbecht tëscht allen Acteuren: Enseignanten, Educateuren, Direktiounen, Commission nationale d'inclusion, Commission nationale des aménagements raisonnables, Elteren a Kanner selwer.

Mat deem neie Gesetz ass zwar och e Comité de liaison agefuert ginn, deem um Niveau vun der Region soll de Lien maachen tëscht dem Personal vun der ESEB, der Regionaldirektioun an dem Responsabele fir d'Koordinatioun vun der Aarbecht vun der ESEB. Nach bleift ze gesinn, ob dat gutt fonctionéiert. Et ass fir eis ganz kloer, dass hei ganz reegelméisseg Evaluatiounen ze maache sinn. An do dierf kengem eng Zack aus der Kroun falen, wa sech erausstellt, dass dat net esou klappt wéi erhofft.

Här President, am September zejoert, et gouf scho gesot, huet den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de qualité scolaire en éischte Rapport zu der Inklusioun am Lëtzebuerger Schoulssystem publizéiert, also leider, leider eréischt nom Vott vum Gesetz. An och den Observatoire weist op eng Rei Problematiken hin a mécht Verbesserungsvorschläi.

En ënnersträicht ganz däitlech, dass mir hei zu Lëtzebuerg net genuch Donnéeën hunn, fir d'Situatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen ze verstoen an empiresch fundéiert Verbesserunge kënnen virzehuelen. Den Observatoire freet, dass déi Donnéeën, déi disponibel sinn, sollen ëffentlech gemaach ginn an dass an Zukunft och systematesch méi Donnéeën gesammelt ginn, Stéchwuert Datebank.

Den Observatoire seet zum Beispill, dass net genuch Donnéeën do sinn, fir wierklech kënnen ze bewäerten, ob et gutt ass, dass manner wéi 1 % vun de Kanner an engem Kompetenzzentrum scolariséiert

sinn. Dat ënnersträicht nach eng Kéier, dass mer déi Situatioun eigentlech net genuch kennen, fir wierklech positiv Aussoen iwwert d'Inklusioun an eisem Educatiounssystem kënnen ze maachen.

E weider Beispill: 700 Poste sinn an de leschte Jore geschaf ginn. Ech sot et, och hei seet den Observatoire, dass d'Donnéeën feelen, fir kënnen ze soen, ob déi Ressourcë wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. Well gläichzäiteg bleift jo awer de Besoin u Personal immens héich. Et geet do iergendwies net op. Et bräicht ee jiddefalls eng ganz cibléiert Analys vun der Verdeelung vun de Ressourcen.

Duerfir meng Fro: Wéi steet den Här Minister dann derzou, fir an Zukunft méi Donnéeën iwwert d'Situatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen ze erhiewen, och ze publizéieren? Wat ass do d'Strategie? Gëtt et e Projet vun enger Datebank? Ech wëll ganz kloer soen, dass et hei net an op kee Fall dréms geet, fir déi Kanner ze stigmatiséieren, ganz am Géigendeel. Mee mir mussen Informatiounen hunn, fir hir Inklusioun an eis Gesellschaft kënnen ze verbessere.

Fir d'LSAP ass eng weider Viraussetzung e seriösen a konstruktiven Dialog tëscht dem Ministère an all den Acteuren, virun allem den Enseignanten, den Educateuren, den Experten, déi mat de Kanner schaffen, awer och mat den Elteren, de Gemengen, den Direktiounen. Nëmmen da kënnen mer virukommen.

Här President, Léif Kollegeinnen a Kollegen, déi professionell Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi mat de Kanner mat spezifesche Besoinen schaffen, sinn d'Experten. Si sinn d'Experten an hiren Domänen. Si sinn d'Haaptacteuren an der inklusiver Betreuung. Ouni si geet et net. An duerfir si mir och der Meenung, dass mir all d'Intervenante musse mat an d'Boot huelen, fir konstruktiv kënnen ze schaffen.

Mir maachen eis awer an deem Kontext Suergen iwwert den Dialog, besonnesch wa mer eis ukucken, ënner wéi enge Konditiounen de Projet de loi 8163 ausgeschafft ginn ass. Dobäi geet et bekanntlech ëm d'Täch vum Personal, dass mat de Kanner mat spezifesche Besoinen schafft. D'Personal an deemem Secteur brauch, dass stëmmt, e kloer Statut mat engem gudde legale Kader, deem d'Tächen an d'Aarbechtskonditiounen definéiert.

Et ass e ganz wichteg Gesetzeprojet, well mer et an deemem Beräich haut scho mat engem Personalmanktem ze dinn hunn an, ech widerhuelen et, well d'Qualitéit vun der Educatioun vun de Kanner mam Personal steet a fält. Ouni gutt ausgebild Personal geet et sécher net. A wa mer géint dee Personalmangel wëllen ukommen, dann ass et jo evident, dass déi Leit gutt an attraktiv Aarbechtskonditiounen mussen ugebuede kréien.

Duerfir géif ech den Här Minister gär froen, wat d'Strategie vun der Regierung ass, fir grad am Beräich vun der Inklusioun géint déi Penurie vun héich qualifiziertem Personal unzekommen.

De sougenannten A-EBS gëtt jo elo agefuert, fir de Kanner beim Iessen, bei der Hygiène an esou ze hëllef. Dat Personal soll op DAP-Niveau rekrutéiert ginn. Jo, et ka sënnvoll sinn, fir eng Zort Assistenz ze hunn, mee dat geet jo awer ganz sécher net duer, dass rett eis net. Domadder ass de Manktem um héich qualifiziertem Personal jo nach ëmmer dee selwechten. Hei brauche mer e seriösem gemengten Dialog mat de Leit, déi Erfahrung am Secteur hunn, déi haut schonn do sinn, déi jorelaang do schaffen. An de Ministère muss alles drusetzen, dass déi Leit eis och erhale bleiwen, an an engem zweete Schrëtt natierlech weider Leit fir déi Beruffer beegeschteren. Dass misst am Fong déi éischt Etapp sinn, fir wierklech eng cibléiert Rekrutierungscampagne ze lancéieren, fir méi héich qualifiziert Leit um Terrain – um Terrain! – ze hunn.

Här President, de Wäert vun enger Gesellschaft weist sech dorunner, wéi déi Gesellschaft mat deene Schwaachen, deene Vulnerabelen, ëmgeet. Fir eis, d'LSAP, ass all Mënsch d'selwecht vill wäert. Jidderee muss déi Chance an déi Hëllef kréien, déi e brauch, fir e Liewen an Dignitéit ze féieren. Do gëtt et keng Ausnam.

Eng schoulesch Inklusioun ass net einfach. Vill Enseignantë kloen, se fille sech am Stach gelooss, froen iwwerhaupt emol keng Hëllef méi un, well se net dru gleewen, datt de System fonctionéiert. Se gleewen net méi un de System. D'Waardezäiten tëscht dem Mellen an der éischter Form vun Hëllef sinn enorm. Mir hunn driwwer geschwat. D'I-EBSe si gutt, kënnen effikass sinn, mee et geet just net duer. Et gëtt immens vill Ressourcen a Kompetenzen an de Centres de compétences, an awer besteet nach ëmmer den Androck, datt d'Experten ze sporadesch kommen, datt se gutt Rotschléi ginn, awer am Alldag bei der Ëmsetzung net genuch oder guer net present sinn an och datt beim Passage vum Fundamental an de Secondeaire ze vill op der Streck bleift.

Inklusioun brauch Akzeptanz. An déi kënnt, wann all d'Acteure sech gehéiert spieren, wa se un de System gleewen. Soss ass d'Inklusioun a Gefor. Däers musse mer eis bewosst sinn!

D'Politick ass amgaangen, dee richtege Kader ze schafen, awer et bleift wierklech nach vill ze maachen. Reegelméisseg Evaluatiounen sinn néideg, se bréngen allerdingens nëmmen eppes, wann ee sech dann och déi Verbesserungsvirschléi richteg zu Häerz hält. An deem Sënn appelléiere mir un de Minister, sech net mam Istzoustand zefridden ze ginn. Et brauch nach ganz vill Efforten, fir vun enger gelonger schoulescher Inklusioun kënnen ze schwätzen.

Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Francine Closener villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et besteet jo hei Eenegkeet driwwer, datt d'Inklusioun besonnesch och an eise Schoule gefërdert muss ginn an datt mir, net zulescht well mer och d'Behënnererechtskonventioun vun der UNO ratifizéiert hunn, eng grouss Verflichtung hunn an deem Beräich. Ob d'Politick där Verflichtung awer zu 100 % nokënnt, steet op engem anere Blat.

Ass et iwwerhaupt méiglech, d'Realitéit dem Ideal unzepassen, ouni permanent u Grenzen ze stoussen? Mir mussen och unerkennen, datt et Grenze gëtt, och fir d'Schoul. Gläicheit gëtt et net an der Gesellschaft an deemno kann d'Schoul hei och nëmme begrenzt wierken. Nach ëmmer ass et och esou, dass d'Famill eng wäitass méi grouss Roll spillt fir d'Entwécklung vum Kand wéi d'Schoul. D'Schoul muss awer den Usproch hunn, gerecht ze sinn an deemno keng Schüler ze privilegiéieren oder ze benodeelegen. An d'Schoul muss all d'Schüler, esou wéi se sinn, gutt fërdere.

Et gëtt net déi ideal Schoul, déi zu 100 % inklusiv ass. Tëscht Inklusioun an Exklusioun gëtt et e breede Spektrum. Et gëtt vill Länner op der Welt, wou Exklusioun vu Mënsche mat Behënnerung nach ëmmer un der Dagesuerdnung ass. Da gëtt et Länner, déi um Wee zur Integratioun vu Mënsche mat spezifische Besoine sinn. Aner Länner si méi wäit a sinn um Wee zur Inklusioun. Dozou gehéiert sécherlech och Lëtzebuerg. Während bei der Integratioun d'Mënsche mat spezifische Bedierfnesser nach an engem Krees

liewen, deen an e gréissere Krees mat all de Schüler integréiert ass, gëtt et bei der Inklusioun keng zwee Kreesser méi, mee just nach ee Krees. Dat ass den Idealzoustand, dee mer am Moment nach net ganz erreecht hunn. Wouru läit dat?

D'Diskrepanz tëscht dem Stellwäert, deen d'Regierung säit Joren der schoulescher Inklusioun zoumoosst – et kann een dee jo begreissen –, an de Ressourcen, déi si tatsächlech bereet ass, fir eng effikass Inklusioun zur Verfügung ze stellen, ass evident, soss géifen net esou vill Léierpersounen op dës Diskrepanz hiweisen.

Mee Lëtzebuerg steet och do net eleng. An ech ginn Iech e Beispill hei aus Däitschland. De Bayerische Lehrerverband hat am Mee 2022 e Sondage publizéiert, bei deem 97 % vum Léierpersonal der Meenung waren, datt Inklusioun ënnert den aktuellen Ëmstänn – d'Leit hunn do d'Polykrise genannt, wat och ëmmer se genee domadder mengen, mee och Lehrermangel, dat kenne mer jo och hei, och Problemer mat staarker Immigratioun, dat kenne mer och hei – ganz schwéier realisierbar wier. Wann ee bedenkt, datt Bayern awer e ganz performante Bildungssystem huet, weist dës Zuel drop hin, datt gudde Wëllen eleng net duergeet, fir Inklusioun ze errechen.

Wat muss gemaach ginn, fir dem Idealzoustand Inklusioun nach e Stéckche méi no ze kommen, ouni awer d'Léierpersonal virun oniwwerbréckbar Hürden ze stellen?

Éischtens, géif ech soen, d'Ofschafe vun deene laange Prozeduren, dat ass och schonn hei gesot ginn, déi mussen duerchlaf ginn, bis e Kand déi néideg Hëllef kritt. Hei steet oft d'Prozedur am Méttelpunkt. Ech wëll och net onbedéngt der Regierung dofir elo d'Schold ginn oder där Regierung virdrun, mee et ass eeben esou an et misst een awer méi d'Kand an de Méttelpunkt stellen.

Dann, zweetens: All zukünftigen Enseignant misst op engem héijen Niveau ausgebild sinn. An dofir si mer och, sou wäit, wéi et méiglech ass, géint eng Crashausbildung, wéi se elo an der Lescht vun de Regierunge favoriséiert ginn ass.

Drittens: Mir si ganz allgemeng der Meenung, datt all Erzéier, all Schoulmeeschter, all Léierin, all Proff eng iwwerschaubar Zuel vu Kanner a Jugendlechen uvertraut kritt, fir datt hie beschtméiglech op déi spezifesch Bedierfnesser vun de Kanner agoe kann. Vill Persounen aus dem Léierberuff kloen eis hiert Leed, datt si vun hirem Beruff iwwerfuert sinn, och oder grad am Kontext vun der Inklusioun. An och an de Kompetenzzentere kämpfe vill Erzéier géint eng iwwerméisseg grouss Belaaschtung un. Mir wëllen, datt déi Leit, déi déi nobel Beruffer Erzéier, Schoulmeeschter, Léierin maachen, erëm Spaass hunn un hirem Beruff.

Véiertens: Vläch ass et am Zesummenhang mat der Inklusioun net falsch, drop hinzeweisen, datt mer déi Problemer fréier an där Form vläch net esou haten. Mee mir hunn haut – an de Ministère huet dat och schonn oft a Publikatiounen esou geschriwwen – e rasante Bevölkerungswuesstem am Land, deen zum Deel zéngmol iwwert deem vu vergläichbaren europäesche Länner läit, a mir kréien iergendwann eis Problemer an der Schoul doduerch net méi an de Grëff. D'Zuel vun de Léierpersounen kann net méi mathale esou der demografescher Entwécklung vum Land. Mir mussen hei kloer soen: D'Bevölkerungsexplosioun stellt eis Schoul virun eng Zerrässprouf.

Fënneftens: Am Regierungssaccord steet, datt de Réseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentere soll ausgebaut ginn. Dat wier ze begreissen,

mee wichteg ass och an deem Zesummenhang, dass genau analyséiert gëtt, wéi een an Zukunft d'Ressourcen aus de Kompetenzzentere esou asetze kann, dass si och beim Kand ukommen an net an engem kaffeske Verwaltungsapparat ënnerginn.

Sechstens: Ech wëll och drop hiweisen, datt et net duergeet, datt verschidde Kompetenzzentere sech drop limitéieren, d'Léierpersounen ze coachen an ze beroden, wéi mer dat och oft vu Leit um Terrain bericht kréien, déi einfach Hëllef ufroen an da gi se ge-coacht. Mee et ass net dat, wat se froen! Mee si hätte gär, dass d'Kompetenzzentere och an der Schoul agesat ginn, op dem Terrain, besonnesch do, wou et eebe grad u Spezialiste feelt.

An da siwintens: Wéi et och d'Gewerkschaft, den SNE, seet, begreisse mer, dass déi lokal Ekippen an de Schoulen opgestockt solle ginn. Mir froen eis awer, wat genau domat gemengt ass. Kréien d'Schoulen elo eng Aart Taskforce? Oder heescht dat, dass déi multidisziplinär Ekippen an de Schoulen opgestockt ginn? Wa jo, ginn dës Ekippen elo an d'Schoulen affektéiert, fir dass dës Personal direkt an ouni Prozedure beim Kand mat spezifische Besoinen intervenéiere kann, oder net?

An eng weider Fuerderung vum SNE kënne mer och just ënnerstëtzen, fir eng funktionéierend Réserve de remplaçants op d'Been ze stellen. Well am Moment ass et jo esou, dass d'Personal, dat an de Klassen intervenéiert, am Fall vun enger Krankmeldung oder soss enger Absence, och wa se méi laang dauert, net ersat gëtt. Dat Kand, dat no zum Deel laange Prozeduren eng gewëssen Zuel u Stonnen Hëllef pro Woch accordéiert kritt huet, kritt dee Moment jo da keng Hëllef.

Här President, ech wëll awer hei och op e ganz interessanten Interview agoen, deen och zu dëser Thematik passt, dee virun zwee Deeg um Radio 100,7 war. An d'Fro, déi do am Raum stoung, war: Ginn d'Kanner haut iwwerdiagnostizéiert? Jo, mengt den Dokter Fernand Pauly, deen op déi kierperlech a geeschteg Entwécklung vu Kanner spezialiséiert ass. Hie seet dat am Interview. Et géifen och Problemer erfionnt ginn, wou keng wieren, esou de Kannerdokter och. An och d'Elteren hätten do eng Responsabilitéit.

An den Dokter Pauly ass zum Beispill och der Meenung, datt eng Rei Stempelen erfionnt gi si fir ze stigmatiséieren, mee rarement genau zoutreffen. An der haiteger Zäit géif alles verdéift, problematiséiert an iwwerdramatiséiert ginn, mengt de Kannerdokter. An ech wëll dat nach weider hei zitieren, well et ass wierklech ganz interessant, wat do gesot ginn ass.

Suerge mécht him dann och virun allem e Mangel u Kommunikatioun tëscht den Elteren an hire Kanner. An ech kommen dorobber zrëck, wat virdrun och an der Question élargie Thema war. Hien, den Dokter, gesäit d'Kanner mam Tablet a sengem Wartesall setzen an niewendrun d'Elteren um Handy. Et géif net méi genuch matenee geschwat ginn. A weekends sinn d'Elteren och dacks just Taxi fir d'Kanner. An den Dokter Fernand Pauly stéiert sech drun, datt d'Kanner dacks just vun enger Plaz op déi nächst deposéiert ginn: moies an d'Schoul, duerno an d'Maison relais a wann d'Kand da bis owes doheem ass, da solle wa méiglech all d'Problemer geléist sinn. Och wann dës System vun der Ganztagsbetreueung als sozial Mesür ka gesi ginn – an dat streit den Dokter Pauly och net of –, geet wäertvoll Zäit mam Kand verluer.

(Brouhaha)

Mee et ass och d'Kommunikatioun tëscht den eenzelne Strukturen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Et wär gutt, wann Der e wéineg méi roueg wäert, fir dem Här Keup nuzelauschteren. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat wier ganz gutt.

... déi sech ëm d'Kand bekëmmere, falls wierklech Probleemer do sinn, déi ausbaufäeg ass, mengt de Kannerdokter. D'Kanner ginn an der Grondschoul well en charge geholl. Duerno gëtt et regional an national Strukturen, déi sech ëm verschidde Fäll bekëmmere kënnen. Et gëtt also vill verschidde Leit, déi verschidde Bilanen zu de Kanner maachen, déi den Elteren awer beispillsweis net gutt genuch erkläert ginn, mengt den Dokter Fernand Pauly.

Ënnert dem Stréch ass de Message kloer: D'Eltere sollen net ze séier panikéieren. Natierlech gëtt et Probleemer, déi d'Kand kann hunn. Hie seet dat, ech zitieren dat einfach, well et interessant ass. Mee et soll nees méi op d'Vertraue gesat ginn: der Bomi vertrauen, den Nopere vertrauen, der Léierin, dem Schoulmeeschter a virun allem dem gesonde Mënscheverstand.

Zum Schluss, Här President, léif Leit, nach eng méi allgemeng Bemierkung: Wa mer vun Inklusioun schwätzen, dann ass d'Iddi jo dohannert, dass all d'Schüler zesumme sinn, zesummen an eng Klass ginn, egal wéi hir Viraussetzung sinn. En nobelt Zil, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach ass, an d'Realitéit ëmsetzen.

An deem Kontext vum Zesummen-an-der-Klass-Sinn, vum Zesumme-vunenee-Léieren, Zesummen-Erfahrung-Sammelen, Zesummen-de-Wee-Goen, Zesummen-hale stellen ech mir d'Fro, wéi dëst kompatibel ass mat der Educationspolitik vun de leschte Joren, wou d'Kanner éischter getrennt ginn: déi eng an traditionell Schoulen, déi aner an europäesch Schoulen, déi eng an déi traditionell lëtzebuergesch-däitsch Alphabetisierung, déi aner an eng franséisch Alphabetisierung. Dat ass eng Politik vun der Trennung. D'Schüler sinn net zesummen, si gi getrennt, am Endeffekt no Nationalitéit. Si maache keng gemeinsam Erfahrungen. Si léieren net zesummen. Si wuesse getrennt op. An dat ass eigentlech de Contraire vum Geescht, deen och hannert der Inklusioun an hannert der Integratioun steet.

Dat ass geféierlech fir den Zesummenhalt, fir d'Co-hésion sociale, an eiser Gesellschaft. An dat gefält eis – an net nëmme eis – guer net, well et den erfollegräichen Integrationsmodell Lëtzebuerg aus de leschte Joerzénge ofschaaft, amplatzen ze erhalen.

Mir setzen eis och an als ADR fir Inklusioun. Mir setzen eis och a fir Integratioun. A mir setzen eis derfir an, dass d'Kanner alleguerten esou wäit wéi méiglech zesummen d'Schoulbänk drécken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Keup villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, fir d'éischt emol merci dem Här Sehovic fir dës wichteg Interpellatioun. Ganz dacks gouf hei an dësem héijen Haus schonn iwwert d'Kanner mat spezifesch Besoine geschwat. An dat ass en Thema, wat mir heibanne wuel nach ëmmer mussen diskutéieren, well et nach ëmmer Probleemer gëtt, dat aus verschiddene Grënn.

Am Moment gëtt an der Educationskommissioun un engem Gesetzestext geschafft, dee virun allem d'Personal betrëfft, dat mat Kanner mat spezifesch Besoine schafft. An hei gëtt et eng ganz Rei kontrovers

Punkten. D'Madamm Closener huet der schonn e puer ugeschwat. Ee weidere Virwurf ass, dass de Minister en Accord ënnerschriwwen huet, ouni alleguerten d'Partner mat un den Dësch geholl ze hunn. Deemno géif den Accord d'Aarbechtskonditiounen, déi souwisou dacks schonn net terribel gutt sinn, nach weider verschlechteren. Mee méi dozou, wa mir iwwert den entsprechenden Text hei an der Pleniéire schwätzen.

Wann een iwwer Kanner mat spezifesch Besoine schwätzt, geet et net duer, fir just iwwer Gesetzestexte a Paragraphen ze schwätzen, well um Terrain ass d'Realitéit eng ganz aner. E Kand mat spezifesch Besoine ka ganz vill verschidde Profiller hunn an et léisst sech net einfach an iergendeen Tirang stiechen. Et kann dobäi ëm vill ënnerschiddlech Probleemer goen. Och kierperlech Gewalt kann dozou gehéieren, Gewalt, déi sech géint aner Kanner ka richten, oder och Gewalt vis-à-vis vum Léierpersonal. An dat si keng rar Eenzelfäll.

Dowéinst stelle Kanner mat spezifesch Besoinen eng ganz grouss Erausforderung duer. Mee och dës Kanner hunn et verdéngt, fir beschtméiglech encadréiert ze ginn. Dat ass am Moment an de Schoulen dacks net de Fall. An dat kann an engem Land, dat am internationale Verglach mat déi meeschte Sue pro Schoulkand ausgëtt, eigentlech net sinn.

An ech wëll sécher net dem Léierpersonal e Virwurf maachen, well dat gëtt sech déi gréisste Méi a probéiert all Dag säi Bescht, fir och dës Kanner esou wäit wéi méiglech gerecht ze ginn. An dobäi hu si net just dat eent Kand do setzen, mee eng ganz Klass voll mat Kanner, déi all ënnerschiddlech Besoinen hunn. An all déi aner Kanner müssen zäitgläich encadréiert ginn, an dat ass keng einfach Aufgab.

An et ass bekannt, dass mir nach ëmmer eng grouss Penurie beim Léierpersonal hunn, well Dir de Beruff net attraktiv genuch gestalt hutt. Doriwwer eraus gëtt de Personalmangel erschwéiert doduerch, dass d'Personal duerch déi andauernd grouss Belaaschtung zum Deel an de Burnout geréit. Bei der Organisatioun vum Léierpersonal misst et dréngend zu enger déifgräifender Verbesserung kommen, wou-vunner bis elo awer näischt ze gesinn ass.

Vill Leit aus dem Léierpersonal bekloe sech – an dat ass kee Geheimnis –, dass si vill ze dacks während Wochen a Méint vun hirer Verwaltung am Ree stoe gelooss ginn. Vill Enseignantë bekloe sech, dass si zwar Hëllef ufroen, dann awer just mat risegen administrative Paperassen zougeschott ginn, déi on top vun hiren aneren Aufgaben nach eng Kéier eng weider grouss Méibelaaschtung bedeuten.

Dowéinst verwonnert eis Piraten am Rapport vum OEJQS dann och net, dass et an der Moyenne zéng Méint dauert, bis déi noutwenneg Prise en charge ugeet. Zéng Méint, dat ass e ganz Schouljoer! An ech kann dowéinst deenen Enseignantë kee Virwurf doraus maachen, dass si zögeren, fir iwwerhaupt Hëllef unzefroen, wëssend, dass d'Schouljoer warscheinlech schonn eriwuer ass, wa si d'Hëllef sollt kréien.

Nom Ausfëlle vu ville Paperassen ass et fir d'Enseignanten an d'Kanner, ëm déi et geet, meeschtens net gedoen. Nëmme well den Enseignant Hëllef ufreet, bedeit dat net automatesch, dass d'Kanner déi Hëllef kréien, déi se brauchen. Am Géigendeel: Vill Enseignantë beschreiwen eis eng Situatioun, déi een erschrecke léisst, wéi schlecht et ëm d'Ressourcë beim Educationsministère steet. Well grad beim spezialiséierte Personal hu mir hei zu Lëtzebuerg bei Wäitem net genuch Leit.

Mir müssen der Realität an d'Ae kucken: Mir hunn eng grouss Penurie an en Enn vun dëser Situatioun

ass bis elo net ofzegesinn. An esou muss dëst Personal sech zäitgläich ëm ganz vill verschidde Kanner këmmere, soudass fir si vill onfräiwëlleg Iwwerstonnen éischter d'Reegel wéi d'Ausnam sinn. Dacks huet d'Personal d'Gefill, scho laang ausgebrannt ze sinn an net méi ze kënnen an trotzdem iergendwéi esou gutt et geet weiderzemaachen, well si wëssen, wéi wichteg hir Aufgab ass, och wann d'Ënnerstützung vum Educationsministère feelt.

Well déi feelt an eisen Ae ganz däitlech. Et brauch ee sech just d'Virwërf vun deem uganks vu mir erwäante Gesetzesprojet unzucken. Dat kann an den Ae vun de Piraten net sinn!

Kanner mat spezifesch Besoine brauche Personal, dat sech ganz op si ka konzentréieren an net ausgebrannt an iwwerfuert probéiert, hinnen iergendwéi gerecht ze ginn, an dobäi hir eege Gesondheet riskéiert. An och d'Enseignantë brauchen dat Personal, well si kënnen op Dauer net zwee Jobs an engem maachen.

Grad am Fall vu Kanner mat spezifesch Besoine sinn de Facteur Zäit an e séiert an effektivt Handele vun enorm grousser Wichtigkeet. Dat ass zanter Joren awer leider net de Fall, an dëst zum Leed vun alle Betraffenen. Dowéinst ass et absolut noutwenneg, dass mir sou séier wéi méiglech no Léisunge sichen, fir méi Personal auszebilden an domat och rekrutéieren ze kënnen.

Mir brauchen dann och nei Weeër bei de Centres de compétences. Si kënnen net wéi eng Wonnerléisung fir alles ugesi ginn. Mir brauchen e Wee, deen et de Kanner méiglech mécht, sech op eng fir si optimal Aart a Weis an der Schoul ze entfalten, an deen net zu Frustratioun bei alle Bedeelegte féiert.

Dofir muss kloer sinn: Mir brauchen dat spezialiséiert Personal elo an net eréischt a fënneg oder zéng Joer! Mir sollten all Pisten dofir an Usproch huelen, dass mer d'Leit esou séier wéi méiglech rekrutéiert kréien.

Kanner mat spezifesch Besoine brauchen Enseignantë mat spezifesch Fäegkeeten. Et geet hei schliisslech grad ëm déi vulnerabelst Kanner, déi op eng gutt an individuell Prise en charge ugewise sinn, well et ass hir Zukunft, déi a ganz groussen Deeler vun dësem Encadrement ofhänkt.

E weidere wichtigen Usaz, dee mir Piraten an eisem Walprogramm gefuert haten, wier et, fir eng speziell Cellule an de Schoulen anzerichten, wou spezialiséiert Personal zu all Moment an engem Klass kann intervenéieren. All Schoul misst dowéinst och iwwert déi néideg Infrastrukturen a Raimlechkeete verfügen, fir d'Kanner direkt, séier, temporaire a getrennt vun hire Klassekomeroden encadréieren ze kënnen.

Wéi Der a mengen Explikatiounen héieren hutt, ass och no iwwer zéng Joer bloe Minister nach vill ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Polidori Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass eng Evidenz, ze soen, datt d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen an der Schoul eng positiv Saach ass. Et ass positiv fir d'Kanner selwer, mee awer och fir d'Gesellschaft am Ganzen, well se derfir suergt, datt Kanner ouni spezifesch Besoinen eng Sensibilitéit entwéckele wäerten am Kontakt mat hire Schoulkolleegeen.

Dat gesot, musse souwuel d'Gesellschaft wéi och d'ëffentlech Hand derfir suergen, datt och alles gemaach gëtt, fir deem Rechnung ze droen. An do si mer scho bei der éischter Kritik: Et gouf nach net genuch gemaach, fir den Enseignant selwer, déi mat de Kanner d'ganz Joer am Klassenzëmmer schaffen, déi néideg Kenntniser, Reflexer ze ginn, fir mat Differenze kënnen ëmzegoen. Dat kann een och – dat huet d'Madamm Cloener virduen och gesot – am Bildungsrapport vun 2022 noliessen. 75 % vun den Enseignanten am Fondamental an 81 % vun den Enseignanten am Secondaire hunn ugin, datt hir Ausbildung si net genuch virbereet huet, fir d'Enfants à besoins spécifiques ze encadréieren.

Dobäi weist de Bildungsrapport vun 2021 awer kloer, datt no enger spezifischer Formatioun d'Enseignanten engersäits e méi positiv Bild vun der Inklusioun hunn an anerersäits sech och méi kompetent fillen, fir den Enfants à besoins spécifiques dat ze ginn, wat si och brauchen. Do stellt sech dann d'Fro: Firwat net esou eng Formatioun zur Pflicht maachen an domadder och traditionell Gedankmuster lues a lues ophiewen? Dat kéim nämlech och den Enseignanten zegutt, déi dann d'Ausenanersetzung mat Kanner mat spezifische Besoinen net méi als eng gréisser Bürd géife verspieren.

Et si letztendlech d'Enseignanten, déi d'Kanner an hirer intellektueller Entwécklung begleeten an déi d'Gruppendynamiken an der Klass am beschte kennen. Gewëss kënnen si Saachen erreechen oder verhënnern, wat extern Leit net kënnen. Dat géif et dann och erlaben, datt d'Enseignanten net ëmmer gezwonge wieren, d'Kanner bei spezialiséiert Leit ze schécken. Si musse sech traue kënnen, dank enger richteger Ausbildung gewësse Saache selwer interpretéieren ze kënnen.

Schlussendlech ass et d'Schoul, an d'Klassenzëmmer selwer, wou d'Inklusioun stattfënnt, stattfanne kann an d'Kand sech entfale kann. Dat steet och esou am Bildungsrapport: „Plus l'inclusion sera perçue comme un facteur favorisant la participation active dans des cadres scolaires ordinaires et permettant de surmonter les différences dans les relations sociales, plus les enseignant(e)s seront susceptibles d'adapter leur comportement en faveur de la création d'environnements d'apprentissage inclusifs.“

Fir datt d'Inklusiounspolitik geléngt, ass et tatsächlech kruzial, dat spezialiséiert Personal um richtigen Uert ze hunn. Mee d'Personal brauch awer och déi richteg Aarbechtsbedéngungen, déi et him erlaaben, sech a Rou de Kanner ze widmen. Et ass och wichtig, de bürokrateschen Opwand esou vill wéi méiglech erofzeschrauwen.

An hei muss een och schonn déi zweet Kritik ausseren. All d'Evaluatiounen an d'Artikelen iwwert dee Sujet ginn an déi selwecht Richtung: Den Devouement vum Personal ass ouni Zweifel do. D'Leidenschaft vun der Leit, déi an enger Careearbecht ënnerwee sinn, enger Aarbecht, déi vill vun hinne verlaangt, souwuel um emotionale wéi och um sozialen Niveau, soll awer net méissbraucht ginn. An dat ass awer leider haut de Fall.

D'Stonnen an hirer offizieller Tâche ginn hirer wierklecher Aarbecht guer net gerecht. Wa si hir Aarbecht richteg maache wëllen, musse si also benevoll schaffen. Administrativ Flichten, wéi d'Ausschaffe vun engem Plan de développement individuel, kréien de Virrang iwwert déi tatsächlech Aarbecht mam Schüler. Et kënn dowéinst scho séier zum Épuisement professionnel. D'Leit fille sech veruecht, well d'Effort, déi si maache mussen, net offiziell unerkannt ginn, oder si sinn einfach erschëpft a wëllen ophalen.

A wat mécht d'Regierung dogéint? Wéinst der Penurie introduzéiert si Assistants pour enfants à besoins spécifiques, déi net qualifizéiert sinn, fir Diagnosen ze ginn oder en Profondeur mat de Kanner ze schaffen, wéi wann dat d'Saach géif verbessern.

D'administrativ Verantwortlechkeete si schwammeg definéiert a féieren zu engem Mangel u Kommunikatioun tëscht den Zenteren, wat d'Madamm Martine Hansen selwer d'lescht Joer mat Recht kritiséiert hat. All Zenter ass verantwortlech fir säin eegene Besoin spécifique. A wann d'Kand méi wéi ee Besoin huet, gëtt et ganz schwier, ze definéieren, wat fir en Zenter letztendlech responsabel ass. D'Leit schécke sech den Dossier dann hin an hier, wat schonn zu engem kafkaesken Alldram gëtt fir d'Elteren. Dowéinst fuerdert och d'Gewerkschaft SNE pluridisziplinär Ekippen, amplat dat alles getrennt passéiert, wat der Komplexitéit vun de Situatiounen bei de Kanner dacks einfach net gerecht gëtt.

Am Fondamental hunn d'Ënnerscheeder am Statut vun den normalen Enseignanten an den Instituteurs pour enfants à besoins spécifiques derzou bägedroen, datt de Statut vun de sougenannten „normalen“ Enseignanten am Fondamental manner attraktiv ginn ass, wat zu enger Verschärfung vun der Penurie am Fondamental gefouert huet.

International Schoulen hu keng Bezéiung mat de Centres de compétences. Firwat? Hunn d'Enfants à besoins spécifiques do vläicht manner Bedierfnesser?

D'Regierung wëllt och den Delai vun zéng Méint, déi en moyenne tëscht der Ufro vum Diagnostic an dem Diagnostic selwer verlafen, mam Projet de loi 8163 verkierzen. Dat ass gutt. Leider huet de Projet och eng Partie, fënnf, Oppositions formelles vum Staatsrot kritt, déi all op de Flou artistique, mat deem d'Aarbechtskonditiounen fir d'Personal bestëmmt ginn, weisen: arbiträr definéiert Stonnepläng a Congéen, arbiträr Ënnerscheeder am Statut, keng Prezisiounen zum Statut vun den Assistants pour enfants à besoins spécifiques.

D'Léisung sinn hei kloer: dem Personal déi Aarbechtskonditiounen ginn, déi et brauch; arbiträr Ënnerscheeder am Statut ophiewen; derfir suergen, datt d'Personal méi Zäit huet, fir mat Elteren an Enseignanten effikass ze kommunizéieren; an administrativ Chargen, déi näischt bréngen, ophiewen. Da kéinten d'Leit méi Zäit mat de Kanner a Schüler selwer verbréngen, amplat an engem Dokument erklären ze mussen, wéi si genee hir Zäit mat de Kanner verbréngen oder wäerte verbréngen.

An déi drëtt Kritik betrëfft méi fundamental Saachen. Virun e puer Wochen hate mir hei eng Debatt iwwer Kannerarmut. Haut schwätze mer iwwer Enfants à besoins spécifiques. An déi zwee Sujete sinn enk matenee verbonnen. Et gëtt nämlech strukturell ekonomesch Verhältnissen an eiser Gesellschaft, déi derzou féieren, datt gewësse Kanner e Retard cognitif hunn oder Schwierigkeeten an der Regulatioun vun hirem Emotiounen oder hirem Verhalen.

Et ass jo net esou, wa Kanner, déi zum Beispill Konzentrationsproblemer hunn, einfach mat engem Trouble du déficit de l'attention, TDAH, diagnostizéiert ginn, wéi wann dat op eng mysteriéis oder souguer geneetesche Aart a Weis entstanen wier, ouni déi ekonomesch/familiär Ëmstänn an Uecht ze huelen, zum Beispill wa béid Eltere wéineg Zäit iwwreg hunn, well se 40 Stonnen, plus Iwwerstonnen, plus Transport, schaffe mussen, fir knapps iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'ailleurs: Amplat d'Fraen erëm wëllen hannert d'Kachdëppen ze stiechen – wéi verschidde Leit dat heiansdo mengen –, géif et méi Sënn maachen,

d'Aarbechtszäitverkierzung fir jiddereen ze generaliséieren an ze garantéieren.

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | An dat kéim och de Kanner zegutt. Ech zweifelen awer dorunner, datt dës Regierung dat wëllt maachen. Dofir ass se warscheinlech nach ze vill retrograd.

De Patrick Theisen, Pédiateur zu Esch, sot och ganz kloer an engem Interview, datt psychologesch oder physisch Problemer vu klengen Kanner, déi hien a senger Praxis traitéiert, dacks sozial Ongläichheeten als Origin hunn, datt hannert engem TDAH-Diagnostic sech zum Beispill och eng Depressioun ka verstoppen an datt hie Kanner gesäit, déi mat sechs oder siwe Joer scho keng Loscht méi op d'Liewen hunn. Dat ass d'ailleurs eng international Tendenz. De Leeschtungsdruck, de Konkurrenzgeescht, dat alles mécht d'Séile futti. An dofir huet een och gesinn, datt u sech den Duerchschnittsalter vun de Suiciden a Versich vu Suiciden erofgaangen ass an zurzäit bei 12, 13 Joer läit.

D'Realitéit ass déi, datt vill Elteren aus méi aarmen, méi staark ausgebeute Klassen einfach d'Moyenen net hunn, fir hire Kanner d'Essen, d'Opmierksamkeet, de Spaass an d'emotional Sécherheet ze ginn, déi se brauchen, well d'Elteren dacks selwer an änleche Konditiounen grouss gi sinn.

Jo, gewëss, och a Famillje mat materieller Privileegie kënnen Kanner mat spezifische Besoinen grouss ginn, awer d'potenziell Komplexitéit vun Ursaachen, déi sech hannert engem Besoin spécifique verstoppt, erfuerdert onbedéngt eng komplex, nuancéiert Approche. A mir sinn der Meenung, datt eng reng medikaliséiert Approche vun de Besoinen, sief et an de Schoulen oder an den Zenteren, problematesch ass an datt et normal sollt si fir d'Personal, dat mat de Kanner schafft, sech och mat Sozialaarbechter ze treffen an zesummeschaffen, wann dat néideg a sënnvoll ass.

Eng méi déif Approche wier natierlech, eng Gesellschaft ze gestalten, wou deen ee sech ëm deen anere këmmert, suergt, sief et Kanner, Jugendlecher oder Erwuessener, datt dat e wierkleche Pilier vun der Gesellschaft géif ginn amplat vum onbegrenzten Wuesstem an onnëtzem Profit.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Wagner Merci. Domat ass d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Wuert: d'Regierung, den Här Unterrichtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un den Interpellant, de Meris Sehovic, fir d'Initiativ geholl ze hunn. An ech denken, datt ee reegelméisseg sollt iwwert dës Thematik schwätzen, well et ass e permanenten Effort.

Jo, mir hunn e groussen Reformpak 2017/2018 decidéiert, mee mat enger Decisioun hei an der Chamber, mat engem neie Gesetz, dat publizéiert gëtt, huet een eigentlech nach net alles gemaach. De groussen Deel vun der Aarbecht, dee läit an der alldieglecher Ëmsetzung dovunner an och doran, permanent den Effort weider ze maachen a permanent Ustrengungen ze maachen, fir an den Effort vum der Inklusioun, der schoulescher Inklusioun, net nozeginn.

Mir hunn duerfir och am Laf vun der leschter Legislaturperiod, um Enn vun der leschter Legislaturperiod,

déi Evaluatioun iwwert de gesamte Gesetzespak vun 2017/2018 op de Wee bruecht. An ech mengen, all Riedner ass haut – den Interpellant, mee awer och all déi aner Fraktiounssprecher – drop agaangen. A mir sinn eis eigentlech eens an deene Konklusiounen, wat net wonnert.

Mir hunn do zum Deel de Bléck vu baussen drop gehat, mir hunn de Bléck awer och vu bannen gehat. Mir hu ganz vill Enseignantë gefrot, mir hunn Eltere gefrot, an alles dat ass zesummegebroe ginn a mir sinn zu deene Konklusiounen komm, déi de Mëtten hei scho méi wéi eng Kéier zitëiert goufen a wou mer zum Deel iwwer Gesetzer jo och schonn nei Decisiounen, nei Dispositiiffe geholl hunn. Anerer bleiwen nach ze huelen a mussen mer nach ëmsetzen.

Jo, ee Punkt, wou mer onzefridde waren an och nach ëmmer sinn, dat ass den Delai, bis eng Hëllef dann och wierklech kënnt. An dat huet eeben domadder ze sinn, datt en Diagnostic vun engem Kand mat spezifesch Besoinen och net esou einfach ass. A mir hu gesot, mir setzen en Delai an d'Gesetz, wou en Diagnostic eng éischte Kéier muss ofgeschloss sinn. A wann en aus fachlechen, gutt begrënnten Ursaachen nach weider muss gefouert ginn, da kann en och nach weidergefouert ginn, mee no deem Delai muss awer eng éischt Decisioun getraff ginn, wéini eeben eng Hëllef kënnt. Et soll eeben en Agangsdiagnostic och gemaach ginn, fir datt schnell eng Hëllef kënnt. An dat si mer amgaangen, am Esprit vun deem geännerte Gesetz kënnen ëmsetzen.

Mir hunn och gesot, datt mer och déi doten Demarche, fir wierklech vun engem Diagnostic zu enger Hëllef ze kommen, elo nach eng Kéier wëllen evaluéiere loosse, a mer hunn der Uni.lu den Optrag ginn, fir déi Evaluatioun ze maachen. D'Resultater sollen Enn dëst Joer, uganks d'nächst Joer do sinn. Erfahrungsgemäss géif ech emol éischter denken, uganks d'nächst Joer kéinte mer warscheinlech dann doriwwer hei diskutéieren.

Jo, mir brauche méi eng iwwergräifend Prise en charge, well och schonn am Diagnostic ganz dacks festgestallt gëtt: Et ass net ganz kloer. Mir hunn esou vill verschidde Kompetenzzentren, an et ass vläicht zum Deel deen een, zum Deel deen aner, deen och do gefuerdert gëtt. An déi Vernetzung, déi Zesummenaarbecht, déi muss besser ginn. An do schaffe mer drun, souwuel an der Koordinatioun tëschent de Kompetenzzentren, mee awer och an der Integratioun um eenzelne Fall, datt jidderee mat senger Kompetenz do hëllef, well mer festgestallt hunn, datt der eebe ganz vill eigentlech tëschent d'Rastere gefall sinn a kee sech wierklech zoustänneg gespuert huet. An dat dierf et effektiv net sinn.

Jo, an där Evaluatioun hu mer och festgestallt, datt et e Mangel un Informatiounen gëtt, datt souwuel déi Professionell, d'Enseignantinnen aus de Grondschoulen, aus de Lycéeën, souwuel heiansdo déi, déi an de Kompetenzzentren, an enger ESEB schaffen, mee awer virun allem och de breede Public, virun allem och d'Elteren, dacks iwwerfuert si mat där Komplexitéit vun de Prozesser, de Strukturen, de Prozeduren.

An duerfir hu mer jo och aus deem Grond an aus anere Grënn gesot: Mir brauchen en nationale Service, dee souwuel d'Koordinatioun mécht vun allen Aktivitéiten wéi awer no baussen d'Kommunikatioun iwwerhëlt vun deem Dispositif do, datt net all Kompetenzzenter fir sech kommuniquéiert, datt net all Akteur seng eege Versioun herno huet a seng eege Kommunikatioun do mécht, mee datt mer kucken, datt mer dat vun enger nationaler Plaz aus maachen. An eng éischt Campagne ass jo och schonn an deem Sënn

gefouert ginn. En éischten Internetsite ass an deem Sënn och schonn online, inclusion-scolaire.lu, wou een eng ganz Rei vun Informatiounen fënnt, wat den Inklusiounsdispositif ubelaangt.

Jo, wann d'Prozesser schwéierfällg sinn – an et ass zu Recht gesot ginn, do gëtt nach vill mat Pabeier geschafft –, da mussen mer weider digitaliséieren, well ech der Meinung sinn, datt mer scho Prozesser a Prozeduren brauchen, fir sécherstellen, datt d'Hëllef bei deem richtege Kand ukënnt an datt mer net einfach d'Hëllef breet iwwert d'Land verdeelen. An duerfir mussen mer en Diagnostic hunn, duerfir mussen mer Kommissiounen hunn, déi decidéieren. Mee duerfir, mengen ech, sollte mer wierklech kucken, dat sou wäit, wéi et geet, dach awer ze digitaliséieren, och fir datt deen, deen zu engem gewëssene Moment déi Informatiounen brauch, Accès dorobber kritt, fir schnell kënnen op deem, wat mer haut schonn hunn, wat mer scho festgestallt hunn, deem, wat schonn existéiert, kënnen opzebauen a sech seng Meinung ze maachen. Mir brauchen also hei den digitalen Dossier vun engem Kand mat spezifesch Besoinen. Dorunner schaffe mer momentan.

Iwwert dat eraus, wat an der Evaluatioun recommandéiert gouf a wat mer zum Deel jo och schonn hei a Gesetzer gestëmmt hunn, huet déi nei Regierung sech awer an hirem Programm nei Ambitiounen gesat. Mir brauchen ënner anerem och méi regional Antenne vun deene Kompetenzzentren. Jo, et ass nach ëmmer e Problem, datt vill Elteren, jee nodeem wou se wunnen am Land, wann de Kompetenzzenter awer nëmmen op enger Plaz relativ zentral da seng Dieren opmëcht, da soen: „Dat doten, dat kréie mer net organiséiert. Dat doten, dat di mer eis net un. Da bleift d'Kand eeben hei a ka vun där vläicht besserer Hëllef am Kompetenzzenter, där besserer Ënnerstëtzung, där besserer Beschoulung am Kompetenzzenter net profitéieren.“ Dat dierf et net sinn!

Mir sinn och an engem Zenario, wou mer duerch d'demografesch Entwécklung, mee awer och duerch Phenomeener, déi mer net richtig kënnen erklären, einfach méi Kanner mat spezifesch Besoinen hunn, déi och vun de Kompetenzzentren sollen encadréiert sinn, an duerfir brauche mer eng ganz Rei vu regionalen Antennen. A wa mer do d'Zesummenaarbecht, wéi ech virdu gesot hunn, vun de Kompetenzzentren wëllen assuréieren, da sollen déi Antenne wa méiglech natierlech och lokal zesumme sinn, regional zesumme sinn, fir eigentlech do d'Fachpersonal op enger Plaz ze hunn an de Kanner do et esou einfach wéi méiglech ze maachen, de Kanner, hiren Elteren an hiren Enseignantinnen et esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Et ass vum Meris Sehovic hei duergestallt ginn, datt déi eenzel Kompetenzzentren ganz ënnerschiddlech funktionéieren. Dat ass wouer, mee dat ass och zum Deel hir Missioun. Et war e bewosste Choix 2018, fir ze soen: Mir brauche Kompetenzzentren, déi zum Beispill eng zentral Beschoulung offéieren, awer mir wëllen och Kompetenzzentren hunn, déi dat net maachen, well mer do gären 100 % an der Inklusioun schaffen, well mer soen: Mir wëllen zum Beispill fir Kanner, déi besonnesch héicht Potenzial hunn, intellektuell Potenzial hunn, net eng spezialiséiert Schoul maachen, wou mer déi alleguerten herno beieneen hunn, mee mer denken, datt mer se scho mussen besonnesch stimuléieren, besonnesch erausfuere, fir se an der Entwécklung och kënnen ze ënnerstëtzen, mee dat awer dezentral bei hinnen an der Schoul, sief dat am Fondamental, sief dat am Secondaire.

D'selwecht eeben och fir Kanner mat Léierschwierigkeiten, wou mer soen: Mir wëllen ënnerstëtzen,

datt d'Schoul op der Plaz déi Kanner esou ophëlt an esou ënnerstëtzt an esou och hinnen hëllef, fir eeben hir Léierschwierigkeiten kënnen ze iwwerwannen an trotz Léierschwierigkeiten awer de Maximum u schoulescher Performance kënnen ze erreechen, am-plaz datt mer och déi erëm iergendzwoosch op enger Plaz oder op e puer Plaze géifen alleguerten zesummenhuelen. Am Sënn vun der Inklusioun hu mer dat ganz bewosst gemaach.

Awer mir hunn och Kompetenzzentren, déi eng zentral Beschoulung a sougenannten – am däitsche Fachjargon géife se soen – „Sonderschulen“ eeben hei assuréieren. Déi hate mer zum Deel, mee bei all deene neien, déi mer bäigemaach hunn, do hu mer dorobber verzicht. Ech denken och, datt mer déi nach weider brauchen, déi, déi mer haten, an datt mer dorobber net kënnen verzichten. Dat war och e bewosste Choix dee Moment.

Hei ass e puermol vun de Riednerinnen an de Riedner de Mëtteg gesot ginn: „Inklusioun kann och iwwerfuere, a mer packen et net an et gëtt eng Rei vu Kanner mat spezifesch Besoinen, wou et sécherlech net méiglech ass, dat gutt an der Schoul hinzekréien.“ An duerfir fannen ech deen doten Equilibre gutt. Mee dat erkläert eigentlech, firwat och d'Kompetenzzentren ënnerschiddlech da funktionéieren. An déi Chiffere, déi hei genannt gi sinn, déi sinn eigentlech dann och ganz normal.

Ech wëll och, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer d'Ressourcen effizient an effikass dohinner bréngen, wou se gebraucht ginn. Mir hunn enorm vill rekrutéiert iwwert déi lescht Joren, an d'Chiffere sinn hei genannt ginn: 700 ETPe méi. An dat sinn der lauter um universitären Niveau, muss ech soen, well et sinn der alleguerten an der Bachelor- an an der Masterkarriär, déi mer hei geschaffen hunn. A mir wëssen, wéi schwierig et ass am Lëtzebuurger Kontext, mat deene Sproocheprofiller, déi mer hei definéieren, dann och déi Fachkräften ze fannen, mee mir hunn all Efforte gemaach, fir dat kënnen ze realiséieren.

Da wëlle mer natierlech, datt déi och esou gutt ewéi méiglech bei deene Kanner, déi dee Besoin hunn, kënnen ukommen. An duerfir brauche mer awer och iergendzwoosch Prozesser a Prozeduren. Duerfir mussen mer ausgoe vun engem kompetenten, fachlechen Diagnostic a mer mussen kucken: Wat fir eng Hëllef braucht dat dote Kand a wie kann déi dann och a wéi engem Mooss am beschten assuréieren? An dat ass en opwändegen Prozess. Hei ze maachen an enger Duerstellung, wéi wann een dat einfach kéint ewechwësen an déi Leit einfach sou an d'Schoule ginn an da wär d'Welt an der Rei, dat fannen ech dach awer – Här President, entschëllegt dee Begrëff – e Stéck wäit naiv a laanscht d'Realitéit vun dem Besoin vun deene Kanner, déi spezifesch Besoinen hei hunn.

Duerfir wëlle mer och, datt mer do, wou et geet, d'Ressourcen esou wäit wéi méiglech an d'Schoul ginn. A mir hunn an eisem Regierungsprogramm ganz besonnesch fir déi lokal Strukturen sief et den Instituteur spécialisé pour enfants à besoins spécifiques, sief et säin Assistent, eng nei Fonctioun, déi jo geschafe ginn ass, wou nach keen existéiert am Land, mee wou mer elo ufänken ze rekrutéieren. Déi wëlle mer an d'Schoulen affektéieren, fir datt d'Schoul selwer kann eeben och decidéieren, wien a wéini agesat gëtt, a wat fir engem Kontext dat se do schaffen, an datt se ganz schnell och present sinn do, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Mir hu gesot: Mir hätte gären een I-EBS pro Schoul. Jo, d'Poste si scho laang do, d'Volonté politique ass scho laang do, mee och do brauche mer awer Institutricen an Instituteuren ënnert deene

Viraussetzungen, wéi mer se hei setzen, déi bereet sinn, och dat doten ze maachen an déi Fonctiounen ze iwwerhuelen. An ech hoffen, mir kréien der och weiderhin iwwerzeegt, dee Schratt ze goen.

Mir hunn och gesot: Wa mer um Punkt sinn, datt all Schoul en I-EBS huet, da solle mer ufänken, och Schoulen en zweeten ze ginn, nämlech do, wou mer méi grouss Schoulen hunn, do, wou de Besoin ganz besonnesch grouss ass, fir och dee Prozess do weiderzedreiwen. Also, d'Stärkung vun de lokalen Ekippen ass eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren – an ech hunn et schonn déi eng oder déi aner Kéier och hei op der Plaz gesot –: D'Équipe de soutien pour enfants à besoins, och wann déi enger regionaler Direktioun ënnersteet, déi gëtt natierlech net esou organiséiert, datt déi méiglechst vill mam Auto op der Strooss sinn. Déi gëtt natierlech esou organiséiert, datt déi méiglechst vill, kohärent an hannereen an enger Schoul kënnen intervenéieren.

An dat geet ouni Problem an enger Schoul – an där hu mer der – mat 800, 900 Schülerinnen a Schüler. An dat ass natierlech e Stéckwäit méi schwéier an enger Schoul mat 80, 90 Schülerinnen oder Schüler, well do kann een natierlech net soen: „Du hues en Job fir e ganzen Dag an du bleifs elo mol einfach an där doter Schoul.“ Also, et geet. Wa mer grad hei vun Effikassitéit schwätzen a vun Effizienz vum System schwätzen, da mussen mer och kucken, datt mer eng kloer Opdeelung vun deene Ressourcen maachen. An dat ass eis Ambitioun.

Ech wëll Iech allegueren, Dir Dammen an Dir Hären, Merci soe fir déi Ënnerstëtzung. Jiddereen huet eigentlech gesot: „Mir brauchen nach méi Ressourcen.“ Jo, ech sinn och der Meinung, mir brauchen nach méi Ressourcen. Mir müssen dann awer och kucken, wann Diskussiounen iwwert den Numerus clausus kommen, wann Diskussiounen iwwert de Staatsbudget kommen, datt mer dann och dat do erëmliesen an datt net gesot gëtt: „D'Regierung stellt erëm eng Kéier hei esou vill Honnerte vu Leit méi an.“ Well e gudden Deel, wëll ech Iech soen, vun deem, wat mer hei diskutéiert hunn de Mëtteg, dat ass an den Numerus-clausus vun de leschte Jore gewiescht an ass och dacks aus deem anere Bléckwénkel op eemol dach awer kritiséiert ginn.

(Interruption)

Wann ech eleng déi lescht fënnef Jore kucken, d'Legislaturperiod 2018 bis 2023, dann hate mer e Plus vu 65 % vu spezialiséiertem Personal beim Asaz vu Kanner mat extrae Besoinen. Dat ass dach awer e groussen Effort gewiescht, och wa mer eis allegueren eens sinn: Et ass kee Grond, fir stoen ze bleiwen. Deen Effort muss weidergoen.

Här President, ech hunn d'Impressioun, den Här Sehic wëll mer eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Dir huelt se dann och un?

M. Meris Sehic (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech lauschte mol.

M. Meris Sehic (déi gréng), interpellateur | ... ech géif de Minister awer ganz gären och ausschwatzen loossen a meng Fro dann zum Schluss stellen.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ok, da maache mer et esou. Ech loossen Iech dann och nach e bëssen Zäit a mir och nach e bëssen, fir dorobber ze äntweren.

Wann ech soen: „Déi Efforten, déi mussen weidergoen“, da mussen mer natierlech kucken: Wou kréien mer spezialiséiert Leit hier, fir weiderhin déi doten Aufgab ..., wat eng komplex Aufgab ass, wat eng Aufgab ass, déi net nëmmen eng héich fachlech Kompetenz erfuerdert, mee och eng grouss Mënschlechkeet erfuerdert an erfuerdert, datt een d'Häer op der richteger Plaz huet, an dat all Dag an all Moien nees, wann een op d'Aarbecht geet?

Ech si frou, datt d'Uni.lu weider en Effort mécht an zum Beispill ab der nächster Rentrée och e Masterprogramm fir spezialiséiert Enseignanten ubitt an der Sonderpädagogik, eppes, wat mer dréngend brauchen hei zu Lëtzebuerg. Wa mer soen: „Mir brauchen méi Instituteurs spécialisés pour enfants à besoins spécifiques“, dann ass eng Viraussetzung, datt mer der an den nächste Jore a vläicht Joerzénge iwwerhaapt genuch rekrutéiert kréien.

Mir brauchen och méi eng staark Vernetzung vun deene Ressourcen tëscht der formaler Bildung an der nonformaler Bildung. Jo, et gëtt och bei mir e gewëssene Malaise, wann ech feststellen: Mir hunn e System, dee sech vläicht nach ze staark op déi formal Bildung konzentréiert, a Ressourcen, déi mer an deem Mooss eigentlech an der nonformaler Bildung net erëmfannen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier den Ënnerschied maachen tëscht der formaler an der nonformaler Bildung vu Kanner mat extrae Besoinen. Schoul ass héichgradeg organiséiert, reglementéiert. A fir Kanner mat spezifesch Besoinen ass dat eng aner Erausforderung, wéi wa se zum Beispill niewendrun an eng Maison relais ginn, wou dach de Grad vun deem Kader, an deem ech mech do beweegen als jonke Mënsch, dach awer en aneren ass.

Ech wëll och hei d'Analys, déi de Meris Sehic gemaach huet, zu engem gudden Deel deelen, datt a ville Beräicher den Dispositif, dee mer hu fir d'Inklusioun, fonctionéiert, datt mer do déi richteg Äntwert drop ginn an de System do och reaktiv ass: Kanner, déi schlecht gesinn, Kanner, déi net gutt héieren, Kanner mat Sproochentwécklungsschwierigkeiten, Kanner mat Léierschwierigkeiten an, an, an.

Mir dinn eis nach vill méi schwéier an et ass ganz konkret am Klasesall och vill méi eng grouss Erausforderung fir Kanner mat vläicht Problemer an der sozioemotionaler Entwécklung, wat zu Verhalensopfällegkeeten, Verhalensschwierigkeiten féiert. A mir müssen eis och vläicht d'Fro stellen, wou dat hierkënn, datt mer ëmmer méi Kanner hunn, déi deem dote Profil entsprechen. Ech hu keng Äntwert dorobber. Ech warnen awer och virun einfachen Äntwerten, well mer ganz schnell bei där doter Fro an e kulturpessimistesch Debat ofrëschen, wou ech géif mengen, datt mer do d'Äntwerte warscheinlech net fannen. An et gëtt warscheinlech och net nëmmen eng Äntwert drop. Et ass warscheinlech, wéi ganz dacks, e Pësel vun eenzelne Stécker vun Äntwerten, déi der Realitéit do entsprechen.

Dat ass eng Erausforderung, déi nach eng Kéier eng ganz aner Qualitéit huet, och fir den Enseignant an der Klass, och fir deen, dee vu bausse, vun enger ESEB, vun engem Kompetenzzentrum, derbäikënn. An duerfir si mer jo och virun e puer Jore higaangen ... A jo, et ass net onbedéngt am Sënn vun der Inklusioun, fir ze soen: „Mir brauchen och vläicht op d'mannst eng temporaire Beschoulung ausserhalb vum Klasesall vun enger Rei vu Jonken, wou hire Malaise esou grouss ass, datt eigentlech fir si eng normal Beschoulung an der Klass net denkbar ass während där Phas, a wou eigentlech och d'Aarbecht vun der Enseignante,

vum Enseignant an och d'Léiere vun all deenen aneren an der Klass quasi onméiglech gemaach gëtt.“

Dofir hu mer d'Centres socio-thérapeutiques geschaffen a maachen eigentlech gutt Erfarungen domadder. Mir hunn am Regierungsprogramm och stoen, datt mer d'Centres socio-thérapeutiques fir d'Populatioun vun de Lycéee wëllen ausbauen, well mer mierken, datt der gehollef kruten och do am Alter vum Fondamental. A wa mer deementspreechend keng Offer am Lycée hunn, hu mer eigentlech do keng Äntwert och op déi dote Problematik.

Ech denken awer och, Här President – an domadder wëll ech ofschléissen –, datt mer och ausserhalb vum Perimeter vun der Schoul müssen denken, datt grad bei Kanner, wou d'sozioemotional Entwécklung net esou harmonesch verleeft, a Kanner, déi sech net esou integréiert kréien, och an e Klasseverband, an eng Schoul eran integréiert kréien, dat jo e Phenomeen ass, dee sech net nëmmen innerhalb vum Perimeter vun der Schoul oder vun de Mauere vun der Schoul oder vum Klasesall ofspilt, mee dat ass doheem.

Dee Malaise existéiert och an der Veräinswelt, an der nonformaler Bildung. A mir müssen duerfir, denken ech, och kucken, wéi mer d'Famill an aner Acteuren och matagebonne kréien. Och Acteuren, déi éischter am Beräich vun der Santé ugesidelt sinn, an der Pedopsychiatrie. Och do gëtt et Kanner, deenen et net gutt geet an déi do méi staark Hëllef brauchen. An ech mengen – d'Barbara Agostino ass drop agaan –, och déi Efforten, déi gemaach goufen an deem Beräich, an der Pedopsychiatrie, fir och do d'Beschoulung an e Santésencadrement kënnen parallel ze assuréieren, datt dat e wichtege Wee ass.

Mir brauchen awer och eng Stärkung vun de Familljen, de Familljen, déi ganz dacks mat deene Kanner ..., ech wëll net soen „iwwerfordert“ sinn, mee awer och staark un hir Limite kommen an heiansdo doriwwer eraus och geroden. An do soll den Dispositif vum Office national de l'enfance, vun der Aide à l'enfance och méi staark nach vernetzt ginn.

Duerfir si mer jo och amgaange fir ze kucken ... Ech hu virdru vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentren geschwat. Mee wa mer eise regionalen Direktiounen an der Grondschoul och raimlech nei Entwécklungsméiglechkeeten ginn, ganz dacks eeben och regional Antenne vun de Kompetenzzentren derbäi hunn an awer och eng regional Antenn vum Office national de l'enfance derbäi hunn, fir datt déi Hëllef an der Schoul an déi Hëllef doheem an der Famill – d'Stärkung vun der Famill eigentlech –, datt dat aneneegräift an datt dat Hand an Hand geet. Well ech verspreche mer dovunner awer nach eng Kéier eng aner Qualitéit vun der Prise en charge a wierklech eng Verbesserung fir d'Situatioun vum Kand.

Iech, wéi gesot, haut de Mëtteg villmools merci. Ech géif gäre reegelméisseg eigentlech iwwert déi dote Thematik hei kënnen eng Kéier de Point maachen, well egal wat mer decidéieren, mer wäerten ni um Enn ukomm sinn an et wäerte sech ëmmer nees nei Erausforderungen stellen. An eemol d'Joer, denken ech, wär net ze dacks, fir ze kucken, wéi mer an der Inklusiounspolitik hei weiderkomm si respektiv awer och wat nei Erausforderungen kënnen sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da wollt den Här Sehic nach eng Fro stellen. Dann huet den Här Sehic d'Wuert.

M. Meris Sehic (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt gesot, dass Der u sech feststellt, dass d'Zuelen eropginn an dass Der och net all d'Erklärungen hutt, wisou mer eigentlech eng Zounam gesi bei de Kanner mat spezifesch

Besoinen. Ech berouegen Iech: Kulturpessimismus, doru sinn ech och net wierklech interesséiert. Ech hat a menger Ried d'Perspektiv opgemaach, dass et duerchaus e Lien kann och hu mat sozioekonomesche Krittären. Gesitt Der dat och? Ass dat e méiglechen Erklärungsusatz?

M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, et wär elo onvirsichteg, do eng kloer Jo- oder Nee-Äntwert ze ginn. Ech denken awer, datt een déi Analys soll kënne maachen, awer och soll kënne kucken, wat d'Interpretatioun herno do ass. A wa mer eis vernünfteg doriwwer kënnen ënnerhalen an een iwwerhaapt dat dote kann esou erausfannen ... Well dat sinn op jidde Fall Informatiounen, wou mir als Schoulsystem keng Informatiounen hunn. Mir wëssen, wou déi Kanner wunnen, mir hunn awer keng Hannergrondinformatiounen iwwert de sozioekonomesche Profil vun hirer Famill. Dat wäert sécherlech Analysen, déi méi wäit musse gefouert ginn. An da musse mer awer och kucken, wéi mer herno domadder ëmginn.

Ech denken – an dat ass déi Remark, déi ech ofschléissend gemaach hunn –, datt eleng ëmmer méi Personal fir d'Ënnerstëtzung net déi eenzeg Äntwert ka sinn. Wa mer dat dote feststellen, da musse mer och eng Kéier eng Analys maachen, firwat dee Phenomeen haut méi staark ass, an da probéieren, och op aneren Niveauen déi richteg Äntwerten ze fannen. Jo, an dat kann och an der Sozialpolitik sinn oder op anere Gebidder.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun hei leie vum Här Sehovic. Här Sehovic, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, well mer am Verlaf vun der Interpellatioun Gespréicher haten ënner quasi alle Fraktiounen an ech gemengt hunn, en Accord ze fannen, wa mer liicht Modifikatiounen géife maachen an der Motioun. Wann Der erlaabt, géif ech den Text esou virlesen, wéi mer e géifen zum Vott stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif da jiddweree bidden nozelauschten, wann Der dat elo liest, fir ze kucken, ob mer en Accord fannen.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Dat ass ganz léif, Här President. An de Considerante géife mer näischt änneren a mir géifen dann d'Motioun ofstëmmen wéi folgt: „invite le Gouvernement“, éischten Tiret, „à mettre en place une base de données centralisée pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion“. Zweeten Tiret: „à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences“. A finalement en drëtten Tiret: „à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques“. Ech hat gemengt ze verstoen, op där Versioun den Accord vu wäiten Deeler vum Haus kënnen ze kréien. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Gëtt et dozou Stellungnamen? Wie freet d'Wuert? Ech gesinn, datt keen d'Wuert dozou freet.

Da géif ech proposéieren, datt mer zum Vott kommen. Ass e Vote électronique heiriwwer gefrot? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënne mer dës Motioun mat Handophiewen ofstëmmen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

– les nombreuses réformes législatives ayant trait à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques effectuées depuis 2018 ;

– l'augmentation des ressources humaines et financières qui est allée de pair avec lesdites réformes ;

– l'importance du bon fonctionnement du dispositif d'inclusion pour son efficacité et son acceptation par tou.te.s les membres de la communauté scolaire ;

– les conclusions des deux évaluations du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, à savoir celle coordonnée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et celle réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) ;

– le « caractère interpellant » des disparités entre le nombre de scolarités spécialisées, interventions spécialisées et autres mesures d'inclusion fournies par les différents Centres de compétences, telles que relevées par

l'OEJQS (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– l'absence d'une base de données centralisée et complète permettant « une répartition transparente des ressources en accord avec les besoins du terrain » (cf. rapport thématique: « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– que la mise en place d'une telle base de données « ne vise pas à stigmatiser [les enfants à besoins spécifiques], mais bien au contraire à aiguiller et à renforcer les mesures et les stratégies qui leur sont destinées » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– la complexité du dispositif d'inclusion ainsi que le manque d'information sur son fonctionnement auprès d'une partie de la communauté scolaire, tels que relevés dans lesdites évaluations,

invite le Gouvernement

– à mettre en place une base de données centralisée pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion ;

– à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences ;

– à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques.

(s.) Meris Sehovic, Francine Closener, Ben Polidori, David Wagner.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wie fir dës Motioun stëmmt, deen hieft d'Hand an d'Luucht. Merci.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl. Ech soen Iech villmools Merci.

Domat si mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Mäerz vun dësem Joer.

D'Sëtzung ass domadder opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.14 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Suite du projet pilote visant à mettre en place une couverture universelle des soins de santé (CUSS)	0051	Marc Baum	68	Attaques par phishing	0184	André Bauler	81
Distribution de comprimés d'iode	0078	Marc Goergen	68	Service central d'assistance sociale	0185	Dan Biancalana	82
Plan de maintien dans l'emploi	0129	Corinne Cahen, Carole Hartmann	69	Travaux d'élargissement de l'autoroute A31	0186	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82
Expansion du réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques	0142	Marc Goergen	69	Technologie de rechargement « Plug&Charge »	0187	Marc Goergen	83
Agence pour le développement de l'emploi	0143	André Bauler	69	Annulation des cours pour cause d'intempéries le 17 janvier 2024	0188	Ben Polidori	83
Avances sur l'impôt	0144	Marc Goergen	70	Subside qualité+ pour clubs sportifs	0190	Sven Clement	84
Mendicité organisée	0145	Marc Goergen	70	Renforcement des effectifs de police assignés à la commune de Luxembourg	0191	Marc Goergen	84
Chasses battues	0147	Marc Goergen	71	Forfait d'éducation (Mammerent)	0192	Mars Di Bartolomeo	84
Subsides pour les asiles d'animaux	0148	Marc Goergen	71	Médiation du Premier ministre dans le conflit opposant la Hongrie à l'Union européenne	0195	Franz Fayot, Yves Cruchten	85
Service « Protection Mail » de POST Luxembourg	0151	Fred Keup	71	Acquisition de projets de logements en VEFA	0196	David Wagner	85
Directive européenne sur les travailleurs de plateforme	0152	Marc Baum	72	Site « Lorraine Aéroport »	0197	Yves Cruchten, Francine Closener	85
Non-participation aux élections législatives	0153	Georges Engel, Dan Biancalana	72	Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA)	0198	Francine Closener	86
Devise Beki	0154	Franz Fayot, Claude Haagen	73	Prix du tabac	0199	Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert	86
Effectifs de la douane à l'Aéroport de Luxembourg	0156	Sven Clement	73	Réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos	0200	Dan Biancalana, Franz Fayot	87
Construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes reliant la zone industrielle de Hamm à la gare ferroviaire de Cents-Hamm	0157	Corinne Cahen	73	Accidents de la route liés aux conditions météorologiques	0201	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	87
Langues parlées par le personnel de POST	0159	Tom Weidig	74	Ventes d'appartements en construction	0202	Liz Braz	87
Réseau transeuropéen de transport	0160	Meris Sehovic	74	Logements vacants de la Société nationale des habitations à bon marché	0205	Marc Goergen	88
Protection contre les loyers excessifs	0161	Marc Goergen	75	Accueil des demandeurs d'une protection internationale au Luxembourg	0207	Paul Galles	88
Commissariat Gare/Hollerich	0162	Corinne Cahen	75	Procédure de remboursement de la CNS	0208	Sven Clement	90
Avenir du Ciné Sura	0163	Alexandra Schoos	75	Adaptation des contrats RGTR	0209	David Wagner	90
Centre de primo-accueil à Luxembourg-Kirchberg	0164	Claire Delcourt, Yves Cruchten	76	Licences d'entraîneur INAPS	0210	Joëlle Welfring	90
Personnel des CFL	0165	Marc Goergen	76	Signal sonore déclenché lors de l'enregistrement par les « bodycams »	0211	Marc Goergen	91
Collecte séparée dans les supermarchés	0166	Joëlle Welfring	77	Double vote dans le cadre des élections européennes	0212	Fred Keup	91
Droits des délégués du personnel dans la fonction publique	0167	Alexandra Schoos	77	Liste d'attente du Fonds du logement	0213	Fred Keup	91
Contournement de Bascharage	0168	Fernand Kartheiser	77	Étiquetage des bouteilles de vin	0214	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	92
Allocation de vie chère et prime énergie pour l'année 2023	0169	Marc Baum	78	Dépenses de la défense	0215	Mars Di Bartolomeo	92
Mendicité organisée	0170	Georges Engel	78	Études externes dans le cadre de projets d'infrastructure et immobiliers de l'État	0216	Jeff Engelen	92
Opiéoïde Fentanyl	0171	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	78	Déploiement de la fibre optique	0217	Jeff Engelen	93
Digitalisation et simplification administrative auprès des administrations fiscales	0172	Sam Tanson	79	Tiers payant social dans le cadre de la psychothérapie	0218	Sven Clement	93
Chantiers de travaux publics aux alentours de la ville de Luxembourg	0173	Marc Lies	79	Soutien du Gouvernement au recours autrichien du 7 octobre 2022 contre le règlement délégué « taxonomie »	0221	David Wagner	93
Recrutement dans la fonction publique	0175	André Bauler	80	Utilisation de l'avion de transport A400M	0222	Marc Baum	93
Ouverture de nouvelles ambassades	0177	Laurent Mosar	80	Augmentation des cas de coqueluche	0223	Alexandra Schoos	94
Instructeurs de natation	0178	Sven Clement, Ben Polidori	80	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le droit d'asile	0224	Liz Braz	94
Ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES)	0179	Dan Biancalana, Franz Fayot	81	Justice restaurative	0225	Dan Biancalana	95
Gaz hilarant	0182	Mars Di Bartolomeo	81	Autorisation d'exercer des médecins	0228	Alexandra Schoos	96

Alliance pour le médicament initiée par la Commission européenne	0229	Mars Di Bartolomeo	96	Cadeau de fin d'année pour les collaborateurs du CGDIS	0235	Marc Goergen	98
Protection des consommateurs d'électricité	0231	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	97	Agréments des structures pour personnes âgées	0389	Stéphanie Weydert	98
Prêts immobiliers	0232	Franz Fayot, Georges Engel	97	Directive sur la chaîne d'approvisionnement urgente	0437	Sven Clement	99
Vols de véhicule	0233	André Bauler	98	Directive sur la chaîne d'approvisionnement urgente	0438	Franz Fayot	99
Droit à la retraite des personnes en situation de handicap	0234	Marc Baum	98				

Suite du projet pilote visant à mettre en place une couverture universelle des soins de santé (CUSS) | Question 0051 (28/11/2023) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans son accord de coalition le nouveau Gouvernement se prononce pour une couverture universelle des soins de santé. Selon les termes de l'accord, le Gouvernement « élaborera les critères précis après une évaluation détaillée du projet pilote existant. Or, le projet pilote de couverture universelle de soins de santé a d'ores et déjà été évalué. En effet, le 10 juillet 2023 les cinq associations mandatées par l'État en avril 2022 pour porter ce projet pilote, en ont dressé le bilan en réunion avec des représentants du Gouvernement.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 8114 de l'honorable Député Paul Galles, l'ancienne Ministre de la Santé indique qu'entre avril 2022 et juillet 2023, 223 demandes pour la CUSS ont été traitées, dont 215 ont été acceptées. 166 demandes d'affiliation sont alors en cours de suivi. L'ex-Ministre de la Santé, Madame Paulette Lenert, affirme également qu'une liste d'attente a été mise en place, les associations n'ayant pas les moyens de traiter de nouvelles demandes.

Madame Lenert a constaté une évaluation positive du projet pilote par les associations concernées. En revanche, comme le rapporte un article paru dans la presse le 18/07/2023 : « (M)algré une évaluation positive, faute de ressources, certaines associations ont dû mettre en suspens les affiliations CUSS, créant ainsi de profondes injustices en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, regrettent-elles. » Les associations concernées revendiquent notamment :

- la création d'une base légale à la CUSS
- une simplification administrative des procédures d'accès et de suivi
- un renforcement de la communication nationale auprès des prestataires de soins afin qu'ils acceptent systématiquement les patient.e.s affilié.e.s à la CUSS
- l'accès d'autres associations et des services sociaux des hôpitaux dans le programme d'affiliation de la CUSS
- le renforcement des ressources données aux associations engagées dans la CUSS
- un planning de réunions régulières avec les responsables du Gouvernement.

Dans le souci de connaître les suites que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale souhaite donner au projet d'instauration d'une couverture médicale universelle de soins de santé au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-il prévu de simplifier les démarches administratives d'accès et de suivi afin de garantir un accès universel à la CUSS ?
- 2) Madame la Ministre souhaite-t-elle accorder plus de moyens et de ressources aux associations engagées dans la CUSS ?

3) Madame la Ministre a-t-elle l'intention de donner une base légale à la CUSS ?

4) Madame la Ministre s'engage-t-elle à renforcer la communication nationale auprès des prestataires de soins afin qu'ils acceptent systématiquement les patient.e.s affilié.e.s à la CUSS ?

5) Madame la Ministre se prononce-t-elle en faveur d'une collaboration et d'un échange réguliers avec les associations venant en aide aux plus démunis, les représentant.e.s des patient.e.s et les professionnel.le.s de la santé dans l'objectif de mettre durablement en place la CUSS ?

En réponse à la question de Monsieur le Député Paul Galles, l'ancienne Ministre de la Santé, Madame Paulette Lenert, a évoqué des bilans semestriels qui lui ont été envoyés par les associations impliquées dans le projet, mais qui ne semblent pas avoir été rendus publics. Partant :

6) Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale peut-elle me faire parvenir ces bilans semestriels ?

Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Compte tenu que la population cible du projet CUSS est particulièrement vulnérable et que par conséquent, il a été opté de travailler étroitement avec les associations qui accompagnent les personnes visées par cette mesure, des procédures simplifiées avaient déjà été mises en place. Cependant certaines informations et données demeurent requises, y compris pour le suivi du bénéficiaire.

En effet, les procédures de demande et de suivi actuelles sont déjà ancrées dans un cadre dit « bas-seuil » et simplifiées au maximum. Néanmoins, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale s'affaire à la mise en place d'une plateforme digitale sécurisée (type Sharepoint), afin de simplifier l'envoi et le traitement des demandes pour l'obtention de la CUSS, autant pour les associations mandatées que pour le ministère. En outre, certains points procéduraux seront revus lors de la prochaine réunion de concertation avec les associations, notamment en ce qui concerne le suivi du bénéficiaire.

ad 2) Il est prévu d'accorder les moyens nécessaires dans la limite de marge de manœuvre budgétaire disponible. De plus, une volonté d'ouvrir le projet pilote à d'autres associations est envisagée à l'heure actuelle. Ces associations seront contactées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale le moment venu.

ad 3) Comme déjà précisé par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Le Gouvernement se prononce pour une couverture universelle des soins de santé (CUSS). Il élaborera les critères précis après une évaluation détaillée du projet pilote existant. » Ainsi, il est prévu de donner une base légale dédiée pour la

CUSS qui permettra d'asseoir les bénéfices de la mesure lancée en tant que projet pilote, qui lui est basé sur les mécanismes conventionnels et légaux actuellement en place. Le projet pilote sera maintenu en attendant la création de la base légale dédiée.

ad 4) Une communication plus poussée via les différents prestataires de soins, dont l'AMMD et le collège médical, concernant la CUSS est essentielle afin de sensibiliser les prestataires à ce projet. Sur base des travaux déjà réalisés, une documentation a été élaborée et sera discutée avec les associations partenaires du projet lors de la prochaine réunion de concertation en vue d'une divulgation large au niveau des prestataires.

ad 5) Durant la phase de développement du projet CUSS, ainsi que depuis le lancement du projet pilote en avril 2022, des réunions avec les associations, institutions de sécurité sociale et administrations concernées, ainsi que d'autres acteurs sociaux ont lieu régulièrement. Dans un esprit de coconstruction du projet pilote, des adaptations seront proposées et discutées ensemble avec les associations, institutions et administrations concernées. Il en sera de même pour l'élaboration du futur cadre légal dédié.

ad 6) Concernant les bilans semestriels évoqués, ceux-ci concernent l'évolution individuelle de la situation de chaque bénéficiaire CUSS tant au niveau de la santé, qu'au niveau social dans le cadre du suivi social. Il s'agit donc d'informations individuelles qui ne peuvent être divulguées. Ci-après les données du 1^{er} janvier 2023 au 12 décembre 2023 sur les demandes et bénéficiaires de la CUSS.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Distribution de comprimés d'iode | Question 0078 (01/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Oktober 2014 gouf eng éischt Distributiionscampagne vu Kaliumiodidtablette gestart. Laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2618 huet de Lëtzebuerger Staat deemools 2,5 Millioun Pëlle kaaft gehat. An der Äntwert op d'Fro N° 4031 hunn de Premier, d'Gesondheets- an d'Inneministesch erkläert:

„D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditiounen quasi onendlech haltbar ass. 2008 huet den deemolege Gesondheetsminister den Acteur vum Jodprogramm d'Autorisatioun ginn, d'Stocke vun de Jodpëllen nëmmen am Fall vun enger „dégradation avérée“ vun der Effikassitéit vum Produit ze ersetzen. Aus deem Grund hunn d'Kaliumiodidpëllen, déi 2014 un d'Bevëlkerung ausgedeele gi sinn, just ee Produktiionsdatum (2011) a kee Verfallsdatum. D'Kaliumiodidpëlle ginn a reegelméisseg Ofstänn op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet am Laboratoire national



de santé (LNS) iwwerpréift. Déi nächst Kontroll ass fir 2021 virgesinn.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéini war déi lescht Kontroll vum LNS? Fir wéini ass déi nächst virgesinn?

2. A wéi engen Ofstänn kontrolléiert den LNS de Bestand?

Réponse (22/12/2023) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi lescht Kontroll vun de Kaliumiodidpëllen ass am Mee 2022 gemaach ginn; et goufe keng Opfällgekeete bei der Analys festgestallt. Déi nächst Kontroll ass fir 2025 virgesinn.

ad 2. D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditiounen quasi onendlech haltbar ass. Bis elo si bei de Kontrolle keng Unzeeche vun Degradatioun festgestallt ginn. Opgrond vun der Stabilitéit vun de Pëllen, gi Kontrollen am 3-Jores-Rhythmus duerchgefuert.

Plan de maintien dans l'emploi | Question 0129 (20/12/2023) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Les entreprises luxembourgeoises qui rencontrent des difficultés économiques, et qui risquent de devoir licencier du personnel, ont la possibilité de mettre en œuvre un plan de maintien dans l'emploi afin d'éviter le recours à un plan social.

Un plan de maintien dans l'emploi peut être mis en place soit à l'initiative des partenaires sociaux, soit par le Comité de conjoncture si celui-ci enregistre cinq licenciements non inhérents à la personne sur une période de trois mois ou huit licenciements sur une période de six mois.

Il s'agit d'une mesure à caractère anticipatif qui vise à éviter un plan social et donc des licenciements et à proposer des solutions alternatives, comme la préretraite-ajustement.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien de plans sociaux y a-t-il eus au cours des dix dernières années ?

2) Combien de ces plans sociaux ont été lancés pendant la durée d'un plan de maintien dans l'emploi ?

3) Combien de ces plans sociaux ont été lancés après l'échec d'un plan de maintien dans l'emploi ?

4) Combien de plans de maintien dans l'emploi ont été mis en œuvre au cours des dix dernières années ?

5) Combien de salariés ont bénéficié de la préretraite-ajustement au cours des dix dernières années ?

Réponse (06/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le principe d'un plan de maintien dans l'emploi est, comme son nom l'indique, de maintenir l'emploi. C'est la raison pour laquelle les plans sociaux qui visent une réduction de l'effectif d'une entreprise, ne sont généralement pas négociés lorsqu'un plan de maintien dans l'emploi est en vigueur.

ad 3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'impact économique de la pandémie du Covid 19, ce qui se répercute également au niveau du volume des plans de maintien dans l'emploi ou plans de redressement.

L'accès au chômage partiel structurel avait en effet été ouvert aux entreprises touchées par la crise pandémique. Dans ce contexte, les entreprises, selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise, devaient cependant présenter un plan de redressement, voire un plan de maintien dans l'emploi, et un plan de maintien dans l'emploi sectoriel permettait également dans certaines conditions l'accès au chômage partiel des entreprises des secteurs concernés. Cela se répercute sur les chiffres des tableaux ci-dessous.

Plans de maintien dans l'emploi :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Plans de maintien dans l'emploi sectoriels :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Plans de redressement :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Expansion du réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques | Question 0142 (02/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi heite Regierung huet am Koalitionsaccord ugekënnegt, fir de Bau vun ëffentleche Luedstatiounen „de manière ciblée“ auszubauen. Genee Zuele sinn awer am Koalitionsaccord keng genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Luedstatiounen gëtt et, Stand Dezember 2023, zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Luedstatiounen goufen insgesamt zu Lëtzebuerg installéiert?

3. Wéi vill Schnellluedstatiounen (opgelëscht no Leeschtung) existéieren zu Lëtzebuerg, Stand Dezember 2023?

4. Wéi een Zil huet d'Regierung sech fir de Bau vun neie Luedstatiounen gesat?

Wéi vill ëffentlech Luedstatiounen solle bis 2028 gebaut ginn?

Wéi vill Schnellluedstatiounen (opgelëscht no Leeschtung) solle bis 2028 gebaut ginn?

Réponse (09/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op den 31. Dezember 2023 sinn et zu Lëtzebuerg ongeféier 2.200 ëffentlech zougänglech Luedpunkte fir Elektrogefierer ginn. Ee Luedpunkt entsprécht enger Parkplaz, déi ekipéiert ass, fir en Elektroauto ze lueden. D'Iwwersiicht vun der ëffentlech zougänglecher Luedinfrastruktur fënnt ee beim Observatoire digital de la mobilité (www.odm.lu) an um Geoportail (<http://www.g-o.lu/emobility>).

ad 2. D'Zuel vun net ëffentleche Luedstatiounen ass der Regierung net am Detail bekannt. Iwwert de Subventionsregime fir Borne bei Betriber, deen duerch

d'Gesetz vum 26. Juli 2022 agefuert ginn ass, si 691 Luedstatiounen, déi net ëffentlech zougänglech sinn, subventionéiert ginn (an 238, déi ëffentlech zougänglech sinn). Iwwert de Subventionsregime fir Privatleit goufe bis den 31. Dezember 2023 Aidé fir 4.456 Luedstatiounen accordéiert.

ad 3. Op den 31. Dezember 2023 waren insgesamt 216 ëffentlech zougänglech Luedpunkte mat enger Leeschtung vu méi wéi 22 Kilowatt (kW) zu Lëtzebuerg installéiert. Dësen Tableau weist eng Opdeelung no maximaler Luedleeschtung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Der Regierung hiert Zil ass et, eng adequat Unzuel vun ëffentlech zougängleche Luedinfrastrukturen ze garantéieren, déi der Entwécklung vun der Elektromobilitéit entsprécht. D'Zuel vu Luedpunkten ass heibäi nëmmen ee Krittär, well jee no Bedarf gi verschidden Typen vu Borne mat ënnerschiddleche Luedleeschtungen gebraucht. Eng Schnellluedstatioun mat 350 kW kann zum Beispill iwwert den Dag weesentlech méi Autoe luede wéi eng 22 kW Born. Esou wéi an der Parkraumstrategie¹ am Kapitel iwwert d'Luedinfrastruktur ernimmt, brauch een esouwuel Luedpunkte mat bis 22 kW Luedleeschtung, op Plaze wou d'Parkdauer mëttel bis laang ass, wéi och Schnelllueder laanscht d'Haaptverkéiersachsen.

Dat neit europäescht Reglement 2023/1804 vum 13. September 2023 iwwert den Opbau vun Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffler leet a punkto ëffentlech zougänglech Luedinfrastruktur Mindestziler fir alleguerten d'Memberstaate fest. Et handelt et sech heibäi awer net ëm eng Unzuel u Luedpunkten, mee ëm ee Minimum vun der kombinierter Luedleeschtung vun all den ëffentlech zougängleche Luedpunkten. Dëse Minimum u Luedleeschtung gëtt fir all Land unhand vun der Elektrifizierung vu sengem Fuerpark berechent. Duerch dës Ziler gëtt séchergestallt, datt all Land eng adequat Luedinfrastruktur virgesäit. Um Site vun europäeschen Observatoire fir alternativ Kraaftstoffler gesäit een, datt Lëtzebuerg säin Zil daitlech erfëllt². Am Kader vun genannten EU-Reglement wäert all Memberstaat bis Enn 2025 e Strategieprogramm virstellen, fir sécherzestellen, dass iwwerall genuch Luedstatiounen entstinn.

Agence pour le développement de l'emploi | Question 0143 (02/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Virun iwwer zéng Joer ass d'ADEM via Gesetz reforméiert ginn. Aus der „Administration de l'emploi“ ass deemools eng Agence ginn, d'„Agence pour le développement de l'emploi“.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen:

1. Ass schonn eng Evaluatioun vun dëser Reform duerchgefuert ginn? Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen aus dëser Analys? Wann nee, wéini kéint esou eng Evaluatioun an d'Weeër geleet ginn?

2. Wéi huet sech d'Zuel vun den Agenten, déi bei der ADEM schaffen, zanter der Reform entwéckelt? Wéi eng verschidde Berufsprofilen gëtt et bei der Agence? Wéi vill sinn der am Statut vun Staatsbeamten an dem „employé public“ engagéiert?

3. Wéi vill „demandeurs d'emploi“ sinn aktuell an de Weiterbildungene vun der ADEM ageschriwwen – speziell am Programm „Fit 4 Digital“?

¹ www.parken.lu

² <https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/luxembourg/target-tracker>

Réponse (07/02/2024) de **M. Georges Mischo**,
Ministre du Travail

ad 1. D'Gesetz vum 18. Januar 2012 war d'Grundlag, déi et der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) erlaabt huet, sech konstant weiterzuentwickelen, fir sech den Erausforderunge vun engem Aarbechtsmaart ze stellen, deem sech stänneg ännert a weinst technologeschem, ökologeschem a gesellschaftlech Wandel ëmmer méi komplex gëtt.

Zanter 2012 huet d'ADEM esou eng ganz Rei strukturell an inhaltlech Reformen duerchgefouert. E puer Haaptelementer sinn:

– D'Afëiere vun engem Service Employeur: An dësem Service, deem 2013 en place gesat ginn ass, schaffen an der Tëschenzäit 90 Agenten, vun deenen déi meescht laangjäreg Berufserfahrung an der Privatwirtschaft hunn. Si kennen also d'Besoinen vun de Patronen a sinn e weesentleche Facteur, dass d'Qualitéit vun de Vermëttlungen eropgaangen ass, dass nei Offere sur mesure an der Weiterbildung entstan sinn an dass eng ganz Rëtsch Jobdays zu Lëtzebuerg an am Ausland organiséiert ginn. Eng Ëmfro iwwert d'Zefriddenheet beim Patronat am Joer 2018 huet dës verbessert Relatioun tëschent der ADEM an dem Lëtzeburger Patronat confirméiert.

– D'Afëiere vun engem „parcours personnalisé du demandeur d'emploi“ (PPDE): Zanter 2014 huet d'ADEM mam PPDE eng nei Method agefouert, fir d'Demandeurs d'emploi ze begleeten. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg ass e System entwéckelt ginn, fir d'Clienten ze segmentéieren (Profiling) an domat eng Betreuung duerch spezialiséiert Beroder unzibidden, déi den individuelle Besoinen ugepasst ass. Zäitgläich ass mam Afëiere vun der PPDE erreecht ginn, dass d'Clientsunzuel pro Beroder erofgaangen ass.

– Partenariater mat Representante vum Patronat a mat Weiterbildungsinstituter: Zanter 2015 huet d'ADEM mat der Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) e Partenariat pour l'emploi ofgeschloss mam Zil, d'Servicer vun der ADEM nach méi genee un d'Besoinen vun de Betriber unzepassen a gläichzäiteg d'Betriber fir eng nach méi enk Zesummenaarbecht mat der ADEM ze sensibiliséieren. D'ADEM schafft och Hand an Hand mat de wichtegsten ëffentlechen a private Weiterbildungsinstituten hei am Land a kann doduerch seng Up- a Reskilling Offer konstant erweideren an de Besoinen vum Aarbechtsmaart upassen.

– D'Reorganisatioun vun de Finanzdëngschtleeschungen: D'ADEM gëtt den Demandeur, den Auszubildenden an den Entrepreneuren eng ganz Rei vu finanziellen Hëlfelefen. Fir méi effizient a séier ze schaffen a fir d'Kontroll vun de Finanzhëlfelefen ze verbesseren, ass de ganze Beräich Finanzhëlfelefe reorganiséiert an no Clientengruppen opgestallt ginn.

– D'Afëiere vun digitale Servicer: Zanter Jore bitt d'ADEM eng Rëtsch vun hire Servicer och digital un. Esou ass zanter Ufank vun der Pandemie de ganze Prozess vum Chômage partiel digital gi fir d'Betriber. D'Demandeurs d'emploi kënnen sech online bei der ADEM aschreiwen (iwwer MyGuichet) a verschidde finanziell Hëlfelefen, wéi d'Aide à la formation professionnelle, online ufroen. Mam Programm eADEM, deem d'ADEM aktuell zesumme mam CTIE duerchféiert, gëtt déi néideg Infrastruktur geschaaft, fir an Zukunft aner wichteg Beräicher wéi Finanzhëlfelefen, PPDE oder Matching ze digitaliséieren an de Bierger a Betriber Servicer online iwwert den neie Portail „MyADEM“ unzibidden.

– Strategie ADEM 2025: Mat der Strategie ADEM 2025, déi 2021 ausgeschafft ginn ass, huet d'ADEM sech e Kader ginn, fir sech och an Zukunft cibléiert weiterzuentwickelen. Niewent enger klorer Visioun

an der Definitioun vu senger Wäerter goufen néng strategesch Ziler definéiert, déi et der ADEM erlaben, d'Clientservicer an déi intern Organisatioun och fir d'Zukunft ze rëschten.

Als Member am europäesche PES Network, dat 2014 op Decisioun vum Europäesche Parlament a vum Europarat gegrënnt ginn ass, fir d'Zesummenaarbecht tëschent den ëffentlechen Aarbechtsverwaltungen an Europa ze stäerken, hält d'ADEM reegelméisseg un Assessmenter deel. Dës gi vun der Europäescher Kommissioun an Zesummenaarbecht mat externe Beroderfirmen a Peers nom Common Assessment Framework (CAF), ofgeleet vum EFQM (European Foundation of Quality Management) Excellence Modell, duerchgefouert. Bei de Benchmarking Assessmenter ginn engersäits quantitativ Donnéeën gekuckt an andersäits sur place de Fonctionnement vun der Aarbechtsverwaltung evaluéiert. Bei de viregten Assessmenter, déi 2016, 2018 an 2022 (online) duerchgefouert gi sinn, ass d'ADEM zertifizéiert ginn als Verwaltung, déi sech konstant weiterentwickelt an déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir sech den zukünftigen Erausforderungen ze stellen.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Betreffend déi verschidde „Berufsprofiler“, si bei der ADEM 63 „fonctions“ definéiert. Duerch d'Weiterentwicklung an déi kontinuierlech Verbesserung vun hire Servicer an och duerch d'Transformation digitale kommen nach déi eng oder aner nei Funktiounen, nei Berufsbiller, an Zukunft dobäi.

ad 3. Aktuell (31. Dezember 2023) si 430 Demandeurs d'emploi an enger Weiterbildung ageschriwwen, déi vun der ADEM organiséiert gëtt. Iwwert d'ganz Joer 2023, hu 5.100 (verschidden) Demandeurs d'emploi u mindestens enger Formatioun deelgeholl. Dat waren insgesamt iwwer 6.000 Aschreiwungen a Formatiounen, dovun 4.900 Formatiounen vun der ADEM (a Kollaboratioun mat hire Formatiounspartner), 600 Formatiounen bei de Chambres professionnelles (Chambre de Commerce, Chambre des Salariés, Chambre des Métiers) déi iwwert e „contingent“ fir Demandeurs d'emploi erméiglecht goufen, a 560 extern Formatiounen mat enger Aide financière vun der ADEM. Zousätzlech huet d'ADEM 2023 nach 11.000 GICEA-Bonge verginn (déi eng Formatioun zu engem reduzéierte Präis vun 10 € a Gemengen, Schoulen an Associatiounen erméiglechen), wouvun der 6.800 ageléist goufen.

De Programm Fit 4 Digital ass kee Programm vun der ADEM, mee e Programm vu Luxinnovation fir Entrepreneuren. D'ADEM organiséiert awer ganz vill Formatiounen am digitale Beräich, vu fundamentalen Digital Skills bis zu avancéierten/spezialiséierten IT-Kenntnisser (Coding, Data Analytics etc.). Am Joer 2023 hu 630 Demandeurs d'emploi un esou Formatiounen deelgeholl.

.....
Avances sur l'impôt | Question **0144** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Séance publique N° 8 vum 20. Dezember 2023 ass de Gesetzesprojet 8343 gestëmmt ginn. Duerch dës Vote vun der Chamber gëtt de Steuerbarème am Januar 2024 ëm 4 Indexranchen ugepasst. Duerch dës Upassung sinn d'Berechnung vun de Steueravancé fir d'Joer 2024, déi nach op de Jore virdrun opbauen, net adaptéiert. Konkreet bezuelen déi betraffe Leit ze héich Avancen, obwuel hinne bewosst ass, dass se duerch dës Adaptéierung manner bezuele missten. E proaktiiv adaptéiert Zréckbezuere géif Strofzëse mat sech bréngen an ass domat och net

wierklech eng envisagéierbar Optioun. Et stellt sech also d'Fro, wéi een déi betraffe Bierger kann ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, d'Steueravancé vun de betraffene Leit nei ze berechnen an hinnen nach am éischten Trimester 2024 eng passend Kommunikatioun ze schécken?

2. Falls nee: Gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, d'Strofzësen an engem Fall vu proaktivem adaptéierten Zréckbezuelen ze annulléieren?

3. Falls nee: Net adaptéiert Steueravancé féieren héchstwahrscheinlech zu méi héije Zréckbezuelungen un déi betraffe Stéit. Wéi ee Montant ass fir dës konkrete Kontext am Budget virgesinn?

Réponse (19/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Wéi et am Artikel 135 vum Akommessteiergesetz (L.I.R.) virgesinn ass, gi Steueravancé prinzipiell op Basis vun der leschter Besteuerung festgesat. Des Weidere kann d'Steuerverwaltung d'Avancen upassen, wann Elementer bekannt sinn, déi eng Reduktioun oder eng Erhéijung rechtfäerdeg. Eng allgemeng automatesch Upassung vun den Avancé weinst ë. a. enger Adaptatioun vum Barème oder dem Entfale vun enger Indexranchen ass net virgesinn.

Net adaptéiert Steueravancé féieren net onbedéngt zu méi héije Zréckbezuelungen un déi betraffe Stéit, virun allem, wann ee berücksichtegt, datt op der enger Säit d'Avancen op Basis vun der leschter Besteuerung festgesat goufen (z. B. d'Steuerjoer 2022 oder 2021), wou déi professionell Revenue fir d'Steuerjoer 2024, bedéngt duerch d'Indexéierung, gegebenefalls méi héich ausfale wäerten, an datt op der anerer Säit de Steuerbarème fir d'Steuerjoer 2024 ëm 4 Indexranchen ugepasst gouf.

Esou soll de Steuerzueler sech un de leschten Tableau vun den Avancen halen, deem hie vun der Steuerverwaltung geschéckt kritt huet. Zënse gi gerechent, wann de Steuerzueler d'Echeance vun de festgesaten Avancen net respektéiert. Den uewe genannten Akommessteierartikel gëtt awer dem Steuerzueler d'Méiglechkeet, iwwert de Wee vun enger motivéierter Ufro seng Avancen upassen ze loosseren, falls seng steierlech Situatioun sech weesentlech verännert.

Am Fall wou et bei engem „proaktiv adaptéierten Zréckbezuere“ vun den Avancé säitens dem Steuerzueler zur Fixatioun vun Zënse kënnt, a sech effektiv sollt erausstellen, datt déi initial fixéiert Avancen ze héich waren, gesäit den Artikel 155 (4) L.I.R. vir, datt bei all Reduktioun vun der Steuer e Recalcul vun den Zënse stattfënt.

Am groussherzogleche Reglement vum 22. Dezember 1981 zum Artikel 155 (4) L.I.R. gëtt weider präziséiert wat d'Avancé betrëfft, datt bei esou engem Recalcul vun den Zënse d'Imputatioun vun der Reduktioun vun der Steuer op all eenzel Echeance vun den Avancé gläichméisseg verdeelt gëtt, fir de Remboursement ze rechnen.

Et ass och keng Fro vu Budget, dee misst virgesi ginn, wéi d'Zréckbezuierung iwwert dee selwechten Artikel budgétaire leeft, iwwert deem d'Steieren och era kommen.

.....
Mendicité organisée | Question **0145** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Heescherei an hire verschidde Formen ass am Dezember 2023 e grouss politescht a sozialt

Theema an eiser Gesellschaft gewiescht. Et ass vun der Regierung an och eenzele Gemengepäpp dorops higewise ginn, dass virun allem déi organiséiert Heescherei am Zentrum vun de Suergen an den neie Reglementatioune steet. Konkreet soll d'Police an deem Kontext zum Beispill ab Januar an der Stad Lëtzebuerg géint déi organiséiert Heescherei virgoen. An anere Gemengen, wéi zu Dikrech, stinn änlech Iwwerleeunge schonns länger am Gemengereglement. D'Argumenter säitens der Regierung bauen op villen Temoignagen op, déi an deem Kontext der Stad Lëtzebuerg zougedroen an zougeschéckt gi sinn. Et stellt sech awer d'Fro vun enger statistescher Tragabilitéit vun dese Fäll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi vill Fäll vun organisierter Heescherei sinn an de leschte 5 Joer pro Gemeng vun der Police notéiert ginn?
2. Wéi vill vun dësen notéierte Fäll konnte final opgeléit gi pro Gemeng?

Réponse (27/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Tableau heidrënner enthält fir d'Joren 2019–2023 déi gesamt Unzuel vu Fäiten, déi viséiert si vun den Artikelen 342 bis 347 vum Code pénal, wou d'Police Protokoll erriicht huet, ventiléiert no Gemeng.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'Police schreift Protokoller, wa se eppes feststellt an de Parquet decidéiert, wéi eng Suite et gëtt.

Laut dem informatesche System vun de Justizautoritéit sinn an deem uewe genannten Zeitraum 3 Dossieren am Stater Arrondissement judiciaire an 3 Dossieren am Dikrecher Arrondissement judiciaire wéinst „mendicité aggravée“ opgemaach ginn. Dobäi ass ze präziséieren, dass 1 Dossier eng ganz Rei vu Rapporten a Protokoller ka beinhalten, sou dass ee vun der Zuel vun de Protokoller net op d'Zuel vun den Dossiere beim Parquet ka schléissen. Des Weidere sinn déi Fäll, wou Mannerjäreger concernéiert sinn, net mat abegraff.

Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0170 erkläert ginn ass, gouf eng substantziell Enquête vun der Police judiciaire an de Joren 2020, 2021 an 2022 gefouert fir Fäll vun Heescherei am Grupp, falschen Dokumenter, Déifstall, Bedroungen a Bedruch, déi duerch Mannerjäreger begaange goufen.

Dës Enquête huet awer d'Limite vun den Enquête-méiglechkeeten an deem Ëmfeld gewisen, well se et net erlaabt huet, d'Hannermänner ze identifizéieren, trotz de sëllegen Demarchen, déi ënnerholl goufen, an enger Ufro, fir eng europäesch Enquête opzemaachen, déi un déi auslännesch Justizautoritéit geriicht gouf.

Chasses battues | Question **0147** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Alljoers, vun ongeféier Mëtt Oktober bis Mëtt Dezember, si während enger Rei Wochen iwwerall am Land vill Klappjuegten. Während dëser Zäit gouf an de Medien, souwuel an den digitale Medie wéi och an de Printmedie respektiv um Radio, eng grouss ugeluechte Sensibiliséierungscampagne vun Mobilitéitsministère lancéiert, fir d'Leit drop hinzuweisen, dass d'Saison fir d'Klappjuegten ugefaangen huet a Persounen hir Vitess op de betroune Stroosse sollen upassen.

Do dernieft stellen och d'Jeeër selwer nach Schëlde op, fir de Public drop opmierksam ze maachen, dass zu engem gewëssenen Zäitpunkt op enger Plaz eng Juegd ass. Op dese Schëlde laanscht d'Stroosse sinn dacks och Schëlde gemoolt, déi eng maximal Vitess vun 30 km/h virschreien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau, Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi vill huet dës Campagne insgesamt kascht, opgeléit no der Aart vun de verschiddene Medien?
2. Sinn d'Vitesslimitatioun oder aner Stroossebeschränkungen souwéi Spärung vu Parkingen oder anere Plazen, déi net vu P&CH oder der Gemeng opgestallt oder virgeholl gi sinn (wéi zum Beispill d'Schëlde vun de Jeeër, déi uweisen, dass eng Klappjuegd stattfënnt an op de betroune Stroosse soll mat 30 km/h gefuerg ginn) rechtlech bindend? Wa jo, wat ass déi entspreche Base légale dofir?

Réponse (05/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Käschtepunkt vun der Campagne, déi an Ofsprooch mat der „Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg ASBL“ gemaach ginn ass, fir d'Leit op d'Organisatioun vun de Juegten opmierksam ze maachen an do, wou d'Juegte sinn, dann och besonnesch op Mënsch an Déier opzepasst an hire Fuerstil deementsprechend unzupassen, huet sech op insgesamt 26.445 Euro chifféiert, dovunner 12.770 Euro fir d'Kreatioun, 11.675 Euro fir d'Diffusioun vum Radiospot op RTL Radio an 2.000 Euro fir d'Diffusioun op de soziale Medien (all Montant HTVA).

ad 2. All Organisatioun oder Privatpersoun, déi Pannoe laanscht d'Staatsstroosse wëll opstellen, muss eng begrënnten Ufro stellen, dat ënnert der Form vun enger „Demande de permission de voirie“ nom Gesetz vum 21. Dezember 2009. De Minister, deem d'ëffentlech Aarbechten a sengen Attributiounen huet, stellt d'Autorisatioun un de Demandeur aus, deem d'Pannoen da konform zur Autorisatioun därer opstellen.

All verbindlech Verkéiersreglementatioun muss duerch den zoustännegen Gestionnaire vun der ëffentlecher Strooss (Staat oder Gemeng) eng rechtlech Basis kréien, dat duerch ee groussherzoglecht oder ministeriellt Reglement, oder ee Gemengereglement. Dës Schëlde mussen dann och dem Code de la route entsprechen. Rechtlech verbindlech Verkéiersschëlde si Verbuet-, Restriktioun- an Obligatiounschëlde.

Et muss also kloer een Ënnerscheid gemaach ginn tëschent Pannoen a verbindlech Verkéiersschëlde, wouzou och Vitesslimitatiounen gehéieren. D'Pannoe, déi d'Jeeër am Kader vu Klappjuegten opstellen, si Pannoe mat Sensibiliséierungscharakter, a si rechtlech net bannent.

Dës Pannoe maachen d'Automobilisten*innen op d'Gefor vun enger Klappjuegd opmierksam, déi dann hir gefuere Vitessen der Gefor sollen upassen, dat, fir de Risiko vun Accidenter ze minimiséieren.

Subsides pour les asiles d'animaux | Question **0148** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Traditionell heescht et an den Déierenasyler no de Chrëschtdeeg oder an den Zäite vun der Summervakanz: „Alle Jahre wieder“. Zu dësen Zäite ginn d'Zuele vun den Déieren, déi an den Asyler landen, däitlech

erop. Déierenasyler leeschten ee wichtege Bäitrag am Schutz vun den Déieren, well se den Déieren, déi net méi dierfer oder kënnen an hirem Doheem bleiwen, eng Méiglechkeet ginn, gutt ënnerzekommen an een neit Doheem ze fannen. Et gëtt vill Fäll, wou Persounen mat verschiddenste Grënn sech net méi selwer kënnen ëm hiert Hausdéier këmmere an et mussen an engem Asyl ofginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

– Wéi vill Subside goufe vum Lëtzebuerg Staat an de leschte 5 Joer un Déierenasyler (opgeléit pro Standuert) respektiv un d'ASBLen, déi entspreche Struktur bedreiwen, ausbezuelet?

Réponse (06/02/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De follgenden Tablo renseignéiert opgedeelt no Déierestatioun a Joer iwwert déi vum Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau bezuelte Subsidien.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Doriwwer eraus huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit spezifesch d'Wëlldéierestatioun Diddeleng och iwwert déi lescht Joren ënnerstëtzt. Heibäi handelt et sech ëm Subventiounen, déi am Kontext vu Konventiounen ausbezuelet ginn. D'Wëlldéierestatioun als Opfänkstatioun fir all Déieren, déi net Hausdéiere sinn, huet domat d'Missioun, z. B. Vullen (déi ëmmer ee Schutzstatus hunn) ze pflegen. Des Weideren ass et wichteg, dës Déieren duerno op eng Réckféierung an d'Natur virzebereeden. Well d'Wëlldéierestatioun eenzegaarteg zu Lëtzebuerg ass, bedarf se dowéinst och der néideger Ënnerstëtzung am infrastrukturelle Beräich.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Service « Protection Mail » de POST Luxembourg | Question **0151** (08/01/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Enn Dezember d'lescht Joer krute Clienten vu POST-Telecom e Mail, datt si mat „Protection Mail“ während den nächste sechs Méint gratis en zousätzleche Sécherheitsservice zur Verfügung gestallt kréien. Dobäi soll et sech zum engen ëm e Spamfilter an op där anerer Säit ëm en Antivirus handeln. Falls si sech während där Zäit net aktiv bei POST mellen, hunn si de Service duerno automatesch fir zwee Euro de Mount abonéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomiesminister gär dës Fro stellen:

1. D'Clienten goufen den 20. Dezember iwwer „Protection Mail“ informéiert, obwuel dës dem selwechte Mail no schon am Oktober aktivéiert gouf. Wéi wierkt sech dës Verzögerung op d'Asprochsméiglechkeete vun engem dauerhaften Abonnement vu „Protection Mail“ aus? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang präziséieren, ob a wéi et rechtlech mam Konsumenteschutz vereinbar wier, de Leit sechs Méint Zäit ze ginn, fir ze widdersprechen, awer se réischt zwee Méint nom Start vun deem Delai ze informéieren?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi eng zousätzlech Servicier „Protection Mail“ vis-à-vis vu standardiséierte Sécherheitsmoosname bitt, déi all E-Mail-Ubidders gratis zur Verfügung stellt, fir déi entspreche Zousatzkäschte fir d'Clienten ze begrënnen?

Réponse (01/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Cyberugréff ginn ëmmer méi komplex a méi raffinéiert. E klasschesch Antivirusprogramm ass eng minimal Léisung, mee protegéiert net komplett an et ass domat och net méiglech, déi sëllege Spam-Mailen erauszefilteren.

POST Lëtzebuerg erkläert op Nofro hin, dass d'Aktivatioun vun der Basisversioun vum Service „Protection Mail“ an e puer Welle vun Oktober 2023 un néideg war, fir op dat massiivt Benotze vun „@pt.lu“ Mailadresse fir Cyberugréff ze reagéieren, gréissere Schued duerch Phishing Campagnen ofzewenden an ze verhënneren, dass dës Mailadresse vun aneren Operateuren a Servicebidder géifen op schwaarz Lëscht gese ginn.

POST Lëtzebuerg huet decidéiert, dës Basisversioun gratis unzibidden, och iwwert déi sechs Méint eraus, ouni dass de Client d'ofréck eppes maache muss.

Fir Clienten, déi déi beschtméiglech Protektioun wëllen hunn, virun allem fir d'Erkenne vu Phishing, proposéiert POST Lëtzebuerg déi avancéiert Versioun vu „Protection Mail“ fir 2 Euro de Mount. Fir dës Optioun gëtt de Client explizit vu POST Lëtzebuerg ëm seng Zoustëmmung gefrot.

POST Lëtzebuerg proposéiert eng Léisung, déi wäit iwwert de Minimum, dee gratis ugebuede gëtt, erausgeet an d'Clienten nom neiste Stand vun der Technik virun all Zorte vu Phishing a Spam-Maile schützt. Dat setzt den Asaz vun zousätzleche Servicer a Software viraus, déi duerch déi néideg Softwarelizenzen a Personalkäschten e Käschtpunkt duerstellen.

Directive européenne sur les travailleurs de plateforme | Question 0152 (08/01/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Un projet de directive européenne visant la réglementation du travail de plateforme fait actuellement l'objet d'une négociation dite « trilogue » au niveau européen. Les États membres n'ont jusqu'à présent pas réussi à trouver un accord commun sur ce texte suite à leurs positions divergentes en la matière. Ainsi le 22 décembre 2023 lors d'une réunion des représentants permanents des États membres (COREPER) les États membres n'ont pas pu réunir la majorité requise pour adopter un texte.

Un accord fort et ambitieux sur cette directive européenne assurant aux travailleurs de plateforme les garanties, droits et protections nécessaires tel que mentionné dans l'accord de coalition 2023-2028 semble donc peu probable.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelle position le Gouvernement a-t-il défendue lors de ces négociations du 22 décembre 2023 ? A-t-il voté pour l'accord conclu entre la Commission européenne, la présidence du Conseil et le Parlement européen ?

2) Monsieur le Ministre peut-il élaborer ce qu'il entend par « garanties, droits et protections nécessaires » à prévoir dans la directive en question ?

3) Monsieur le Ministre envisagera-t-il de légiférer en matière de travail de plateforme en l'absence d'une directive européenne ou si une telle directive ne répond pas aux attentes formulées dans l'accord de coalition ?

Réponse (08/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Le Luxembourg plaide dès le début des négociations pour une directive forte qui établit un cadre

légal protecteur pour les personnes exerçant un travail par le biais d'une plateforme numérique. Le Luxembourg a donc soutenu la position qu'il est important de réglementer cette forme de travail atypique et précaire le plus rapidement possible en trouvant un bon équilibre en ce qui concerne les droits et obligations des parties contractantes sans toutefois sanctionner les vrais indépendants.

Pour ce qui est des différents indicateurs de la présomption légale, le Luxembourg a estimé que la version de l'accord provisoire a atteint un bon curseur, étant donné que le travailleur de plateforme peut être considéré comme la partie la plus faible de la relation contractuelle en question.

Enfin, le Luxembourg a aussi salué l'introduction de la disposition visant à ce qu'une décision de suspendre ou de terminer la relation de travail ou le compte d'utilisateur d'un travailleur de plateforme devrait toujours être prise par un être humain et ne peut plus être prise par un algorithme.

Vu ce qui précède, le Luxembourg a donc voté pour l'accord conclu entre la Commission européenne, la présidence du Conseil et le Parlement européen.

ad 2) Les plateformes de travail numérique ont introduit de nouvelles formes d'organisation du travail qui remettent en question les droits et obligations existants dans les relations de travail classiques et les droits sociaux. Souvent les plateformes ne se voient pas comme un employeur, mais se considèrent comme un intermédiaire assurant des services par le biais d'une plateforme numérique. De manière générale, elles considèrent que les personnes exécutant un travail par l'intermédiaire d'une plateforme sont des travailleurs indépendants alors qu'ils se trouvent en fait dans une relation de subordination manifeste. Ces personnes sont particulièrement susceptibles d'être confrontées à des conditions de travail désavantageuses et à un accès insuffisant à la protection sociale. Une qualification trompeuse en tant qu'indépendant ou commerçant prive ces personnes des droits et protections auxquels elles ont droit en tant que salariés.

Il est donc indispensable que la plateforme numérique, personne physique ou personne morale, qui sert d'intermédiaire en organisant des prestations de services au moyen d'un dispositif technique, puisse, dans certains cas, être qualifiée d'employeur afin d'assurer une protection sociale efficace aux salariés concernés (sécurité sociale, salaire social minimum, etc.).

ad 3) Oui, en cas d'absence d'une directive européenne ou si une telle directive ne répond pas aux attentes formulées dans l'accord de coalition, le Gouvernement déposera un projet de loi à la Chambre des Députés.

Non-participation aux élections législatives | Question 0153 (08/01/2024) de M. Georges Engel | M. Dan Biancalana (LSAP)

En vertu de la loi électorale, le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales. Le dimanche 8 octobre 2023, les électeurs luxembourgeois ont été appelés aux urnes et ont élu leurs représentants qui siégeront en tant que députés à la Chambre des Députés durant la prochaine législature. Cependant, un nombre important d'électeurs inscrits n'a pas participé à ces élections. Ce phénomène s'est déjà manifesté lors des élections communales en 2023.

D'après l'article 90 de la loi électorale, le procureur d'État dresse, commune par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le parquet a effectivement dressé de tels relevés à la suite des dernières élections nationales ? Quelles sont les conclusions que le parquet a tirées de ces relevés ?

2) Est-ce que des amendes, telles que prévues par la loi électorale en cas de non-participation au vote, ont effectivement été prononcées ? Si oui, dans combien de cas ?

3) Est-ce que le nombre de personnes n'ayant pas participé au vote a été impacté par l'assouplissement des conditions du vote par correspondance ?

4) Afin de faciliter la tâche au parquet, est-ce qu'une modification législative de la loi électorale serait une piste à suivre ?

5) D'après Madame la Ministre, l'introduction du vote électronique pourrait-il contribuer à réduire le chiffre de non-participation aux élections législatives ?

Réponse (05/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Le parquet a conformément à l'article 149 de la loi électorale réceptionné les répertoires des électeurs qui n'ont pas pris part à l'élection figurant sur les relevés électoraux dressés par les bureaux de vote.

Ces répertoires contiennent toutefois l'ensemble des électeurs qui n'ont pas remis de bulletin y compris les électeurs excusés de droit conformément à l'article 89 de la loi électorale, c'est-à-dire les électeurs qui au moment de l'élection habitent une autre commune que celle où ils sont appelés à voter, les électeurs âgés de plus de 75 ans et les électeurs en tutelle, ainsi que les électeurs qui ont voté par correspondance mais dont le bulletin n'est pas parvenu aux bureaux de vote.

Il incomberait donc dans un premier temps aux parquets d'identifier tous les électeurs susceptibles d'avoir contrevenu à la disposition légale, puis aux autorités compétentes (police) de les auditionner individuellement étant donné que le ministère public ne peut pas apprécier l'opportunité des poursuites sans audition de l'auteur de l'infraction.

Vu l'envergure des mesures d'enquête à accomplir le parquet n'établit donc plus de relevé par commune, conformément à la politique de poursuite existant en la matière depuis des décennies.

ad 2) Non.

ad 3) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'assouplissement des conditions du vote par correspondance est une mesure spécialement dédiée à encourager la participation au vote, certes obligatoire, en offrant aux électeurs le choix de se rendre aux urnes sinon d'y participer à distance.

Tel qu'il a été expliqué sub 1, pas tous les électeurs qui sont recensés comme des non-votants sont des électeurs non excusés. Or, vu l'absence de chiffres par rapport aux différentes hypothèses explicitées ci-dessus, il n'est actuellement pas possible d'évaluer si l'assouplissement des conditions de vote par correspondance a eu un impact ou non sur la participation électorale.



ad 4) En théorie, la digitalisation du processus des élections pourrait faciliter l'identification des non-votants tombant sous l'obligation de vote. Néanmoins, la question de la politique de poursuite en la matière ne s'en trouverait pas nécessairement affectée.

D'une part, le fait de poursuivre pénalement les non-votants mettrait le parquet dans une situation délicate au vu du volume des affaires potentielles : les tribunaux se trouveraient submergés par d'innombrables affaires ne présentant guère une énergie criminelle élevée dans le chef des auteurs. Les autres affaires pénales, méritant un traitement au niveau de la poursuite, s'en trouveraient lourdement affectées. Le parquet se trouverait en fait amené à poursuivre sans distinction tous les non-votants soumis au vote obligatoire, en ce qu'il est difficilement concevable, dans le cadre d'une politique de poursuite cohérente, de poursuivre tel non-votant et non par tel autre.

ad 5) Comme on a pu constater que malgré l'assouplissement des conditions pour demander le vote par correspondance, le taux des absentéistes a augmenté, l'introduction d'une nouvelle facilité pour encourager la participation au vote, tel que le vote électronique, ne doit donc pas non plus forcément impliquer une baisse de ce taux.

Devise Beki | Question 0154 (09/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

À la fin de la semaine passée, le syndicat intercommunal du canton de Redange a annoncé mettre fin à son soutien au Beki, devise locale créée en 2012 et acceptée depuis sa création par quelque 123 commerces et entreprises locaux. D'après les responsables de l'initiative regroupés au sein de l'ASBL « De Kär », cette décision, prise majoritairement au sein du syndicat intercommunal, serait le résultat de changements politiques intervenus après les dernières élections communales de juin 2023.

Malgré le succès de la devise Beki, mesuré à l'aune d'autres devises locales et régionales européennes, un Beki passant en moyenne 5 fois dans les commerces de la région avant d'être échangé en euro, il aurait été décidé de mettre fin au soutien à cette initiative, sans discussion préalable avec les responsables gérant le Beki. Le Beki est également un succès au vu du nombre de commerces et entreprises participant à l'initiative.

– Au vu de l'importance de ce projet pour l'économie locale et régionale du canton de Redange, mais aussi au regard du caractère précurseur de cette monnaie locale pour favoriser le développement de circuits et d'interactions locales et régionales, nous aimerions savoir si le Gouvernement compte intervenir pour soutenir, sous une forme ou une autre, le Beki afin d'en garantir la pérennité.

Réponse (08/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Le Gouvernement prend note de la décision du syndicat intercommunal et n'envisage pas d'intervenir, ceci dans le respect de l'autonomie communale.

À noter que le projet de devise locale a bénéficié de fonds LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale, une initiative de l'Union européenne visant à établir des liens entre projets et acteurs de l'économie en milieu rural).

Effectifs de la douane à l'Aéroport de Luxembourg | Question 0156 (09/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0049 huet d'Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Followgend geäntwert: „D'Ekippe bei der Douane um Flughafen sinn op déi potentiell Méibelaaschtungen duerch déi direkt Vollen aus China préparéiert. Wéi bei all nei Drëttlandsvollen üblech, sinn d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert. An enger zweeter Phas, baséierend op deenen éischten Erfahrungswärter, ginn d'Ekippe gegebenefalls ugepasst. Dëst natierlech am Aklang mat de weideren Attributiounen vun der Douanesverwaltung.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi vill Ekippen huet d'Douane aktuell op der Arrivée fir Passagéier um lux-Airport?
2. Aus wéi ville Persounen bestinn déi eenzel Ekippen, opgedeelt no vereedegte Staatsbeamten a Stagiären?
3. Eis gouf zougedroen, dass a méi Ekippe scho länger Leit feelen a si ënnerbesat sinn. Zënter wéini feelet Leit an deenen eenzelnen Ekippen?
4. An der Äntwert op meng drëtt Fro aus der parlamentarescher Fro N° 0049 steet, dass bei der Douane d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert gi wieren. Wéi vill Leit goufen zousätzlech bei der Douane zënter der Annonce vun den Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China als Renforcement op d'Arrivée gesat?
5. Kann de Minister bestätegen, dass d'Renforcement, vun deenen d'Ministesch schreift, aus Leit aus aneren Ekippen op der Arrivée bestinn, déi hire Schichtplang geännert kruten, wat am Géigenzuch awer fir e grouse Personalmangel an den ursprénglechen Ekippe suergt?
6. Wat ass geplangt, fir de Personalmangel laangfristeg an de verschiddenen Ekippen ze behiewen?

Réponse (02/02/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Kontrollen am Douanesberäich um Flughafen gi vun der „Unité contrôles sécuritaires – contrôles aéroportuaires“ assuréiert. An dëser Unitéit besteet aktuell fir de Beräich vun der „Arrivée passagers“ een dediéierte Pool vun 18 Beamten, déi vereedegt sinn. Doriwwer eraus gëtt et 4 Beamten, déi de Stage fäerdeg hunn an op hir Vereedegung waarden a 4 Stagiären, déi viraussichtlech Ufank 2025 wäerte mam Stage fäerdeg ginn.

Den Dispositif op de jeeweilege Schichte ka jee no Prioritéiten, Flugpläng a Méibelaaschtung opgedeelt an ugepasst ginn, dëst jeeweils mat engem Maximum vun 2 Stagiäre pro Schicht.

Op der Arrivée konnten an der Vergaangenheet d'Schichten ëmmer assuréiert ginn. Dëst verhënnert net, dass d'„Unité contrôles sécuritaires – contrôles aéroportuaires“ am éischten Trimester 2024 duerch nei vereedegt Beamte verstärkt wäert ginn. Dës Rekrutement sinn 2022 ugaangen a wäerten och am Pool „Arrivée passagers“ eng quantitativ zousätzlech Opstockung vum Personal um Findel duerstellen.

Den Dispositif op de jeeweilege Schichte vum Pool „Arrivée passagers“ ass flexibel a kann och kuerzfristeg, wann de Besoin besteet, mat Beamten aus anere Servicer operationell verstärkt ginn.

Ufanks, a wéi bei all neiem Drëttlandsvol üblech, goufe méi Leit op d'Schichten „arrivée/départ“ vun den Drëttlandsvollen aus China gesat. Aktuell ass

festzehalen, dass et weinst dem Drëttlandsvol aus China kee Besoin gëtt, fir Beamten aus anere Servicer ofzezéien, fir se op de Flughafen ze affektéieren.

Fir den noutwennege Renforcement beim Effectif maachen ze kënnen, huet d'Douane, dem „Accord relatif au temps de travail et de repos dans l'Administration des douanes et accises“ aus dem Joer 2022 entsprecheend, d'Zouso bis 2030, niewent den Ofgäng an d'Pensioun, netto all Joer 10 nei Rekrutement virhuelen ze kënnen. Dëst, fir d'Missiounen, déi ëmmer méi breetgefächert ginn, och an Zukunft kënnen an de beschtméigleche Konditiounen ze erfëllen an ee Service 24/7 ze garantéieren.

Construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes reliant la zone industrielle de Hamm à la gare ferroviaire de Cents-Hamm | Question 0157 (10/01/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Au vu des nombreuses entreprises, administrations et d'un établissement scolaire implantés dans la zone industrielle de Hamm, et dans le but d'encourager le recours à des moyens de transports alternatifs, une connexion optimale aux transports en commun est indispensable.

Or, comme la zone industrielle est séparée de la gare ferroviaire de Cents-Hamm par la N2, route très fréquentée et dangereuse à croiser, en particulier aux heures de pointe, ceci pourrait avoir un effet dissuasif à l'utilisation du train, notamment en ce qui concerne les élèves de l'école susmentionnée.

Ainsi, la construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes, d'ailleurs revendiquée par les syndicats des intérêts locaux de Cents et de Hamm, permettrait de relier la zone industrielle à la gare ferroviaire de manière sécurisée et augmenter l'attractivité des transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Est-il prévu de construire une telle passerelle afin d'améliorer la sécurité routière et de promouvoir les transports en commun à cet endroit ?

– Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des détails y relatifs, notamment quant aux coûts, au début et à la durée des travaux estimés ?

– Y a-t-il déjà eu des contacts entre la Ville de Luxembourg et les services de Madame la Ministre à ce propos ?

– Dans ce cadre, Madame la Ministre peut-elle préciser la répartition des compétences pour la réalisation du projet en question ?

– Dans la négative, un tel projet serait-il envisageable ? Quelles seraient les raisons éventuelles pour renoncer à un tel projet ?

Réponse (13/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Un projet de construction d'une passerelle dédiée aux piétons et cyclistes permettant le franchissement de la route nationale N2 et ce, afin de relier la gare ferroviaire Cents-Hamm à la zone d'activités, n'est pas envisagé à ce stade.

Néanmoins, des aménagements à ces endroits ont été réalisés par l'Administration des ponts et chaussées afin d'assurer la sécurité des piétons et cyclistes traversant la route nationale N2. Le passage piéton à hauteur de l'intersection avec la rue des Peupliers a été réaménagé et équipé de feux tricolores et d'un îlot refuge. À l'instar de ce passage piéton, le

passage combiné à hauteur de l'ouvrage, aménagé dans le cadre de sa construction et reliant la rue des Alouettes à la route nationale N2, a également été équipé de feux tricolores et d'un îlot refuge.

Par ailleurs, la vitesse maximale autorisée sur cette portion de la route nationale a été réduite de 70 km/h à 50 km/h.

– Aucun contact n'a encore été établi entre la Ville de Luxembourg et les services de l'Administration des ponts et chaussées à ce sujet.

– L'Administration des ponts et chaussées pourrait envisager la construction d'un tel ouvrage s'il constituait un maillon essentiel d'une liaison cyclable faisant partie du réseau national des itinéraires cyclables déterminé par la loi modifiée du 28 avril 2015. Quant au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des CFL, il envisagerait un tel ouvrage uniquement si ce dernier était la seule possibilité pour permettre l'accès sécurisé aux deux quais ferroviaires, ce qui n'est pas le cas, puisque cet arrêt a été reconstruit lors de la mise à double voie du tronçon de ligne Luxembourg-Sandweiler/Contern avec un passage supérieur routier qui est également muni de trottoirs avec des escaliers et ascenseurs menant directement aux deux quais.

Si un acteur tiers envisageait la réalisation d'un tel projet, celui-ci serait à autoriser par une permission de voirie conformément à la loi modifiée du 21 décembre 2009.

Langues parlées par le personnel de POST | Question 0159 (10/01/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, si vill Cliente vu POST mëttlerweil gezwongen, an de Guichete vum Etablissement public op déi franséisch Sprooch zeréckze-gräifen, well hire „conseiller commercial“ op der Plaz just nach eng vun eisen dräi administrative Sprooch beherrscht.

An deem Zusammenhang géif ech dem Här Economieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Virgäng bestätegen?
2. Falls jo, kann den Här Minister dann erklären, firwat vum Personal an engem Etablissement public mëttlerweil keng Kenntnis méi vun eisen dräi administrative Sprooch verlaangt gëtt?
3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Leit an de Joren 2013 bis 2023 bei POST agestallt goufen, déi zum Ablack vun hirem Déngschtuntritt op d'mannst eng vun eisen dräi administrativen Amtssproochen net beherrscht hunn, wéi dës Zuel sech op déi eenzel Sprooch verdeelt, wéi vill entspriechend Coursë säitdem vum Personal vu POST absolviéiert goufen a wéi ee Käschtepunkt dem Betrib doduerch entstanen ass?
4. Goufen déi entspriechend Coursë mat engem Examen ofgeschloss, fir d'Kenntnisser an där Sprooch ze testen?
5. Falls jo, wéi ass d'Erfollegsquot ausgefall?
6. Gëtt et Kontrollmechanisme fir sécherzestellen, datt d'Personal, dat Coursen an eng vun eisen administrativen Sproochen iwwert de Betrib bezuelt kritt, dës Sprooch och am Ëmgang mam Client konsequent benotzt?

Réponse (23/01/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De Minister kann esou Virfäll am Ausmooss wéi se vum Deputéierte beschriwwen ginn net bestätegen.

Jiddereen, dee bei POST Lëtzebuerg als Telekom-Beroder agestellt gëtt, muss déi véier Sproochen, Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch kënnen an d'Astellungsgespräch gëtt och an deene véier Sprooch gefouert.

Doriwwer eraus schwätzt am Verkafsreseau vu POST Lëtzebuerg an och am Contact Center, also op alle Plazen, déi mam Client ze dinn hunn, quasi jiddereen véier, wann net fënnef Sproochen.

POST Lëtzebuerg bitt och all net lëtzebuergesch-sproocheg Mataarbechter an anere Beräicher Coursen un, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

Réseau transeuropéen de transport | Question 0160 (11/01/2024) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Lors des négociations de « trilogie » en date du 18 décembre 2023, le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont trouvé un accord politique sur une proposition de règlement de la Commission européenne qui vise à intensifier significativement les efforts pour construire un réseau transeuropéen de transport (RTE-T) durable, résilient et de haute qualité à travers toute l'Union européenne. Actuellement, la réglementation européenne sur le RTE-T comprend deux niveaux de planification : un « réseau global », comprenant les principaux couloirs d'interconnexion devant être achevés d'ici 2050 et un « réseau central » prioritaire, qui regroupe les connexions de plus haute importance stratégique du réseau global, devant être achevé en 2030.

La nouvelle proposition de règlement prémentionnée y ajoutera désormais comme étape intermédiaire un « réseau central étendu » avec comme échéance l'horizon 2040.

L'accord politique marque un pas significatif vers la construction d'un RTE-T plus durable et résilient et contribuera à créer un système de transport uniforme intégré pour faciliter les déplacements des personnes et des marchandises par rail, route et voies navigables à travers l'Europe. Le règlement, s'inscrivant dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, prévoit par ailleurs des incitations pour promouvoir l'utilisation de modes de transport plus durables et l'amélioration de la multimodalité au sein du système de transport européen, tout comme de nouveaux objectifs tels que l'augmentation de la vitesse des lignes ferroviaires, la mise en œuvre du système de gestion du trafic ferroviaire européen.

En ce qui concerne le transport ferroviaire, le Luxembourg est actuellement concerné par le RTE-T sur le corridor de transport entre la Mer du Nord et la Méditerranée (Amsterdam–Rotterdam–Anvers–Bruxelles–Luxembourg–Metz vers Marseille ou Bâle).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles implications Madame la Ministre prévoit-elle pour le Luxembourg, notamment en matière d'infrastructures de transport, sur base de l'accord politique du 18 décembre 2023 sur la mise en œuvre du RTE-T ? Quelles nouvelles obligations vont en découler pour le Luxembourg dès que cet accord sera formellement adopté ?

2) Est-ce que d'autres axes transfrontalières luxembourgeoises sont concernées par le nouveau texte RTE-T, c'est-à-dire les axes Luxembourg–Cologne, Luxembourg–Francfort et Luxembourg–Liège ? Dans la négative, comment le Gouvernement prévoit-il d'améliorer ces connexions ferroviaires à l'avenir,

notamment en ce qui concerne le transport des passagers ? Quelles initiatives sont envisagées à cette fin ?

3) Est-ce que le Gouvernement va poursuivre les efforts pour améliorer la connexion entre Luxembourg et Cologne en réservant des « slots » sur la « Eifelstrecke » dès que la reconstruction et l'électrification de cette ligne entre Trèves et Cologne seront terminées ?

Réponse (19/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le nouveau règlement TEN-T (Trans-European Network – Transport ou RTE-T en français) prévoit, d'une part, un alignement entre le réseau identifié par des cartes annexées audit règlement et les corridors européens de transport et définit, d'autre part, des critères minima à respecter sur le réseau TEN-T.

En ce qui concerne les corridors fret, le règlement prévoit une fusion des deux corridors Rhin–Alpin et Mer du Nord–Méditerranée, ce qui concerne directement le Luxembourg. En effet, sur le territoire luxembourgeois, la ligne menant vers Wasserbillig deviendra une ligne européenne stratégique et fera partie du futur corridor fusionné Rhin–Alpin–Méditerranée.

La majorité du réseau national est conforme aux critères définis par le nouveau règlement, notamment au niveau de la navigation fluviale et du rail. Cependant, quelques adaptations doivent être réalisées jusqu'en 2030. À titre d'exemple et afin de garantir le transport de conteneurs et de semi-remorques d'une hauteur de quatre mètres sur l'axe Rodange–Bettembourg, un pont sera reconstruit dans les environs d'Oberkorn. Ces travaux débuteront au courant de cette année.

Afin de pouvoir accepter des trains d'une longueur de 740 mètres, également pendant les heures de pointe, des adaptations sont nécessaires, surtout sur l'axe Bettembourg–Wasserbillig, l'axe qui recevra le caractère de corridor avec l'entrée en vigueur du nouveau règlement. Des études restent encore à réaliser pour cet axe, afin de définir les adaptations à réaliser avant 2030.

En 2021, le Luxembourg, en collaboration avec d'autres pays européens et la Commission européenne, a signé une lettre d'intention pour favoriser les transports internationaux de voyageurs par rail, notamment par des liaisons à grande vitesse et nocturnes entre les capitales. À la suite de cette lettre d'intention, une plateforme de discussion a été mise en place, intégrant différents acteurs européens concernés par la matière. Cette plateforme s'est encore réunie récemment pour un échange à Luxembourg le 16 janvier dernier.

Quant au développement de la ligne ferroviaire de Trèves à Cologne via Gerolstein, dite « Eifelstrecke », cette dernière est en train d'être rétablie suite aux importantes inondations survenues dans cette région, il y a deux années. Après la finalisation de ces travaux, l'Allemagne prévoit d'électrifier cette ligne. Ces travaux prendront du temps, de sorte que la priorité est actuellement de développer les connexions ferroviaires par la ligne de la Moselle via Cochem et Coblenz, tout en prévoyant une augmentation du nombre de trains qui seront prolongés sans rupture de charge au-delà de Coblenz jusqu'à Cologne et Düsseldorf.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics reste en contact avec les entités organisatrices des transports de la Rhénanie-Palatinat (Zweckverband Schienenpersonennahverkehr, SPNV Nord) afin d'identifier les potentiels que proposera la



« Eifelstrecke » le moment venu. À noter que le Luxembourg ne peut pas réserver des sillons (slots) à l'étranger.

La relation Luxembourg-Liège ne fait partie que du réseau global du TEN-T et ne fait pas partie d'un corridor européen de transport. Il est prévu de maintenir la cadence actuelle, à savoir un train par heure entre ces deux villes.

Protection contre les loyers excessifs | Question 0161 (11/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Mietgesetz vun 2006 ass d'Reegel festgehalen, dass ee Propriétaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % vum investéierte Kapital als Loyer dierf froen. Een Appartement, dat ee viru Joerzénge fir 200.000 € kaf huet (ouni weider Renovatiounen), kéint een haut also maximal fir 10.000 €/Joer verlounen, also ronn 800 €/Mount.

2014 hat den honorabelen Deputéierte Guy Arendt an der Fro N° 0425 opgeworf, ob et Statistiken oder Zuele géif gi fir ze gesinn, wéi oft exzessiv Loyereren um Wunnmarché gefrot ginn. „Nee“ war d'Äntwert vun der deemoleger DP-Ministesch Nagel, mee et géif een am Logementsministère kucken, fir d'Locataires iwwert hir Rechter ze informéieren (Stand 2014).

De Gesetzesprojet zum neie Mietgesetz, dee vun der viregter Koalition ausgeschaft gouf, läit zënter 2020 an der Chamber. Dëse Projet sollt fir méi Transparenz suergen, well de Capital investi vun der Immobilie soll an de Mietkontrakt drastoe kommen. Dëst géif et de Locataires erlabe fir ze kontrolléieren, ob hir Loyere legal sinn oder ob et sech ëm een exzessive Loyer handelt. Den aktuelle Logementsminister hat ugekënnegt, nach weider un dësem Gesetz wëllen ze schaffen, fir d'Interesse vu Locataires a Propriétaires an d'Gläichgewicht ze bréngen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froen stellen:

1. Wéi sinn d'Locataires ënnert der aktueller Gesetzgebung virun exzessive Loyere geschützt?
2. U wie kënne Locataires sech wenden, wann si Affer vun exzessive Loyere sinn?
3. Wéi soll de Locataire handeln, wann e weess, dass en Affer vun engem exzessive Loyer ass?
4. Ass de Minister der Meinung, dass dës Schutzmechanisme wierksam sinn?
5. Wéi steet de Minister zum Plafond vu 5 %, wéi en aktuell am Gesetz steet: Wëll d'Regierung dësen esou bäibehale wéi en ass? Falls nee, wat sinn dem Minister seng Pläng?

Réponse (09/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Wéi den Deputéierte schonn a senger Ufro erwänt huet, ass am Loyerengesetz vun 2006 festgehalen, dass e Propriétaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % vum investéierte Kapital als Loyer pro Joer froen däerf. Dëse Plafond muss vum Vermieter zu all Moment respektéiert ginn. D'Loyerengesetz gesäit ënner anerem vir, dass de Loyer nëmme all 2 Joer adaptéiert ka ginn, och wann de Loyerskontrakt eppes anescht virgesäit.

ad 2. De Locataire kann an esou enger Situatioun eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun respektiv beim Friddensrichter maachen, fir de Loyer fixéieren – also iwwerpräiwen – ze loossen, ob de gefrote Loyer ënnert dem Plafond vum Loyerengesetz läit oder net.

ad 3. De Locataire muss fir d'éischt de Propriétaire informéieren, dass hien den exzessive Loyer net (méi) akzeptéiert, a probéieren, mat him en Arrangement à l'amiable (also eng Reduktioun vum exzessive Loyer) ze fannen. Wann esou en Arrangement net innerhalb vun engem Mount fonnt ka ginn, kann – a soll – de Locataire eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun maachen, fir de Loyer reduzéiert ze kréien. Dës Demande soll beim Schäfferot vun der Gemeng agereecht ginn, an där déi betreffend Wunneng steet. De Schäfferot leet dann d'Demande un déi zustänneg Loyerskommissioun weider.

Fir de Fonctionnement vun de Loyerskommissiounen ze verbesseren, muss am Virfeld eng ausféierlech Etude gemaach ginn iwwert d'Stärkten an d'Schwächen vum aktuelle System.

ad 4. Esouwuel déi aktuell Loyerskommissiounen, wéi och dat aktuell Loyerengesetz bidde Schutz fir d'Locataires.

ad 5. Am Regierungsprogramm 2023–2028 steet: „Le Gouvernement entend revoir le projet de loi relatif au bail à loyer. Cette réforme devra tenir compte de la situation économique actuelle du marché du logement et veiller à maintenir un rapport équilibré entre locataires et bailleurs. Des règles claires et transparentes seront élaborées afin de garantir une grande protection aux bailleurs et d'inciter en parallèle les investisseurs privés à investir dans la création de logements supplémentaires. Les dispositions légales spécifiques à la colocation seront scindées et reprises dans un nouveau projet de loi afin de le soumettre au vote de la Chambre des Députés dans les plus brefs délais.“

De betreffende Gesetzesprojet N° 7642 iwwert d'Loyerengesetz wäert an deem Sënn an an Zesummenaarbecht mat all de concernéierten Acteuren iwwerschaaft ginn. E genaue Plafond steet nach net fest.

Commissariat Gare/Hollerich | Question 0162 (11/01/2024) de Mme Corinne Cahen (DP)

Les quartiers de la gare et Hollerich à Luxembourgville sont souvent cités lorsqu'il est question de vente de produits illicites et de criminalité. Les habitants réclament une plus grande présence policière dans leurs quartiers. De plus, les bureaux du commissariat de police situés au coin de la rue Glesener et de la rue Adolphe Fischer ne sont que provisoires. En effet, le bâtiment en question sera démoli dès que les contrats de bail des places de parking viendront à échéance, d'ici fin 2024.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes : Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-ce qu'un nouvel emplacement pour ces bureaux a déjà été trouvé ?
- 2) Dans l'affirmative, vers où déménagera le commissariat de la rue Glesener ?
- 3) Dans la négative, est-ce que les recherches pour une localité sont déjà en cours ?
- 4) Sachant qu'il s'agit d'un quartier en grand besoin de présence policière, est-il prévu d'augmenter le nombre d'agents présents dans ce commissariat et dans le quartier Gare/Hollerich ?
- 5) Sachant que les heures d'ouverture au public de ce commissariat sont actuellement de 09.00 heures à 15.00 heures et que le commissariat est fermé le samedi et le dimanche, est-il prévu d'étendre les heures d'ouverture dans le futur ?

Réponse (31/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Non, cependant la recherche d'un nouvel emplacement est traitée de façon prioritaire avec le soutien des autorités communales de la Ville de Luxembourg.

ad 3) Jusqu'à présent, les résultats des recherches se sont avérés infructueux respectivement inadaptés en termes de taille, de localisation ou de visibilité des locaux. La police a contacté la Ville de Luxembourg en vue de trouver une alternative et se montre ouverte à toute proposition provenant des autorités communales. Avec le Ministère des Finances, les deux acteurs précités sont actuellement en train de sonder les options pour un/des nouveau(x) site(s).

ad 4) En ce qui concerne la présence en général dans le quartier de la gare, toutes les unités de la police travaillent de manière complémentaire. Il convient de préciser que le poste de police au sein de la gare même est toujours occupé 24/7 et il est desservi par plusieurs patrouilles du commissariat à trois roulements de Luxembourg/Verlorenkost. De même, le dispositif renforcé de présence policière est mis en place dans ce quartier depuis le début février 2024.

Concernant le commissariat à deux roulements de Gare/Hollerich, c'est un des commissariats qui fonctionnent de 06.00 à 22.00 heures, alors que la majorité des commissariats à deux roulements fonctionnent de 07.00 à 21.00 heures. Aussi, une présence tôt jusqu'à plus tard dans la soirée est assurée.

De façon générale, aussi bien le poste au niveau de la gare, que le commissariat à deux roulements de Gare/Hollerich, seront renforcés de manière conséquente en termes de ressources humaines, dans la limite des capacités d'accueil des infrastructures. La poursuite du recrutement renforcé dans les années à venir est essentielle dans ce contexte.

ad 5) Les heures d'ouverture au public ne sont pas à confondre avec les horaires de travail du commissariat qui s'étendent actuellement de 06.00 heures du matin à 22.00 heures du soir comme décrit ci-dessus.

Il n'est actuellement pas prévu d'étendre les heures d'ouverture au public, alors qu'elles sont déjà triplées par rapport à la majorité des commissariats au niveau national, qui offrent des heures d'ouverture au public de 13.00 à 15.00 heures. Il existe évidemment toujours la possibilité de prise de rendez-vous en dehors de ces heures d'accueil.

Une présence les samedis fait partie des réflexions en cours.

Finalement, nous rappelons la possibilité d'enregistrer une plainte via le e-commissariat, outil utilisé par un nombre croissant d'utilisateurs pour des infractions données.

De plus, le poste au niveau de la gare, situé à quelques centaines de mètres du commissariat du quartier Gare/Hollerich, offre un accueil 24/7.

Avenir du Ciné Sura | Question 0163 (11/01/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Den Iechternacher Ciné Sura, dee fir de Kaf vun engem neie Filmprojekter 60.000 Euro fanne muss (en zweeten Devis, deen d'Installatioun vun esou engem Filmprojekter mat alkalkuléiert, beleeft sech souguer op 90.000 Euro), huet zu dësem Zweck eng Crowdfunding-Campagne lancéiert, déi de 15. Januar ofleef. Bis elo sinn 48.000 Euro zesummekomm (Quell: „Le Quotidien“ vum 11. Januar 2024, Artikel „Derniers jours pour sauver le Sura“, S. 21), wat

fäerte léisst, datt déi genannt Zomm net erreecht gëtt an dëse wichtege Regional kino, deen zu den eelsten am Land gehéiert, net weider bedriwwen ka ginn.

Wéi een am genannten Artikel noliess kann, huet sech d'ASBL Ciné Sura un de Kulturministère adresséiert, fir Hëllef ze kréien, gouf awer un de Grupp „Cinextdoor“ verwisen, un deem d'Subsidie vum Staat fléisst géifen. Allerdéngs wier, sou den Artikel, dëse Verbond, deen aacht regional, onofhängeg Lëtzebuerger Kinoen vertritt, selwer an enger finanzieller Noutlag a kéint dofir dem Ciné Sura keng finanziell Hëllef an Aussicht stellen. Wat drop schléisst léisst, datt net nëmmen de Ciné Sura, mee all déi aacht regional Kinoen, déi an deem Grupp zesummege Schloss sinn, enger ongewësser Zukunft entgéintkucken.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Gëtt et am Kulturministère Iwwerleeungen, déi drop ofzilen, de Ciné Sura, fir de Fall, datt déi mentionéiert Zomm net erreecht géif ginn, ze retten, an domat e Pilier vum Iechternacher Kulturliewen? Wann net, aus wéi enge Grënn gesäit d'Regierung d'Iwwerliewe vum deem Kino, an domat verbonne vum deenen aneren aacht Kinoen, déi am Grupp Cinextdoor zesummegeschloss sinn, net als Prioritéit?

2. Geet d'Regierung net dervun aus, datt si eng besonnesch Verflüchtung géintwuer dëse Kinoen huet, nodeems déi extreem restriktiv Mesuren am Kader vun der Coronakris ouni Zweifel zur momentaner Kris, an där sech dës Kinoen befannen, bäigedroen hunn?

3. De Ciné Sura gouf bei den Iwwerschwemmungen vum 2021 uerg beschiedegt, wat e weidere Grond fir déi aktuell schwierig Situatioun ass, an där sech dëse Kino befënnt. Gëtt et an deem Zesummenhang nach kee Plan d'urgence vun der Regierung, wéi een an Zukunft déi regional Kinoen am Fall vu Brand, Iwwerschwemmung asw. schützen kann?

4. Déi regional Kinoen ginn zum groussen Deel vu Bevoller geréiert, wat mat enger grousser Ongewëssheet verbonnen ass, wat d'Zukunfts Aussichten vum dëse Kinoen ugeet. Wéi eng Efforte wäert de Staat ënnerhuelen, fir d'Kinoen an Zukunft beim Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ze ënnerstëtzen?

Réponse (21/02/2024) de **M. Eric Thill**, Ministère de la Culture

Regional Kinoen, wéi de Ciné Sura, sinn ee wichtege Pilier vun der regionaler Kulturoffer an droen a villen Hisiichten zur kultureller Vielfalt an zum Erhale vun der Filmkultur an de Regione bäi.

Aus deem Grond ginn déi regional Kinoen och vum Kulturministère iwwert zwou Konventionen ënnerstëtzt, engersäits mam Centre de diffusion et d'animation cinématographiques (CDAC/Cinextdoor), anerersäits mat Images animées. Iwwert dës Konventionen, déi d'Administration, d'Programmation an d'Manifestatiounen ronderëm de Kino fërderen, ginn am Ganze 15 Kinossäll uechter d'Land ënnerstëtzt.

Doriwwer eraus kann de Kulturministère, ënner gewësse Konditiounen, iwwert säin Dispositif Aides financières étatiques pour infrastructures culturelles au sein des communes oder kommunal kulturell Infrastrukturprojeten ënnerstëtzen. D'Bedreier vum Ciné Sura sinn op dës Méiglechkeet higewise ginn. Eng offiziell Ufro fir Hëllef ass awer bis dato net am Kulturministère erakomm.

Esou wéi am Regierungsprogramm virgesinn, wäert de Kulturministère seng Efforte weiderféieren, fir déi kulturell Offer an de Regione weider ze stäerken. An

deem Kader ginn och Iwwerleeungen gefouert, wéi ee regional Kulturhaiser, wéi de Ciné Sura, weider valoriséieren an nach besser ënnerstëtzt kann.

D'Coronakris hat ouni Zweifel ee groussen Impakt op de Kultursektor. Nieft de finanziellen Hëllefsmesuren, déi d'Regierung während der Pandemie agefouert huet (ë. a. de Fonds de relance et de solidarité an de Chômage partiel Covid-19), wëll ech op dëser Plaz nach emol drun erënneren, datt Lëtzebuerg – zu enger Zäit, an där uechter ganz Europa de facto quasi all Rassemblement verbuede waren – eng Virreiderroll gespillt huet, wat d'Reouverture vum kulturelle Sektore ugeet.

Wat de Schutz géint Naturkatastrophe betrëfft, gëtt vum Kulturministère e Plan de gestion de crise fir déi staatlech Kulturinstituter, an enger Zesummenaarbecht mat der Direction de la sécurité civile vum Innenministère a mam CGDIS, ausgeschafft. E spezifesch „plan d'urgence“ fir regional Kinoen ass momentan net virgesinn. Et ass den eenzelnen Acteuren hir Responsabilitéit, déi néideg Mesuren ze ergräifen an Assurancen ofzeschléissen, fir sech op esou Szenarien virzubereeden.

Centre de primo-accueil à Luxembourg-Kirchberg | Question **0164** (11/01/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Wéinst dem Manktem u Capacitéiten, fir Asylmandeuren opzehuelen, ass zanter November 2023 d'Hal 7 vun der Luxexpo um Kirchbierg mat Zelter fir Flüchtlingen amenagéiert ginn. Eisen Informatiounen no, gëtt et hei zanter e puer Deeg Probleemer mam Sanitär a mat der Heizung. Als Tëscheleesung sollten e puer elektresch Heizkierperen an den Zelter opgestallt gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Här Minister fir Famill, fir Solidaritéit, dem Zesummeliewen an dem Accueil folgend Froen stellen:

– Kéint Dir dës Informatiounen confirméieren? Wa jo, wat sinn déi konkret Probleemer an dëser Struktur a wéi sollen dës geléist ginn?

– Wéi steet et ëm d'Sécherheet mat esou Heizkierperen? Goufen dofir Experten oder de CGDIS ëm hiren Avis gefrot?

– Bis wéini soll dës Struktur fir den Accueil benotzt ginn?

Réponse (19/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

– Et bestoung keng Probleemer mat der Heizung an der Noutfall-Ënnerkonftsstruktur „Hall 7“ an der Luxexpo. D'Temperature lounge ëmmer an de proposéierten Normberäicher: 21 Grad am Dag an 18 Grad an der Nuecht.

Bezüglech dem Sanitär war zu engem Zäitpunkt ee Container fir Männer net operationell an dëst ass och direkt behuewe ginn.

Et sief allerdéngs unzemerken, dass am Ganzen an der Hal 7 ëmmer genuch Sanitär operationell war: 27 Toilette fir Fraen, 33 Toilette fir Männer, 25 Dusche fir Fraen an 18 Dusche fir Männer.

– Aus Konformitéit- a Sécherheetsgrënn gëtt et an der Hal 7 keng elektresch Heizkierperen.

– Esou wéi am Regierungsrot vum 25. September 2023 decidéiert, gouf d'Hal 7 dem ONA als Noutfall-Ënnerkonftsstruktur bis den 31. Januar 2024 zur Verfügung gestallt.

Personnel des CFL | Question **0165** (12/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ville Passagéier, déi vill mam Zuch fueren, ass opgefall, dass an de leschte Wochen eng Rëtsch Zuchverbindungen weinst „raisons opérationnelles“ ausgefall sinn. Wéi am „L'essentiel“ ze liesen ass, ass d'Streck tëscht Esch/Uelzecht an Audun-le-Tiche a béide Richtungen zou, dat weinst ze ville Krankeschäiner bei den Zuchbegleeder.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froen stellen:

1. Wéi vill Zich sinn, opgeschlësselt pro Mount, am Joer 2023 gefuer?

2. Wéi vill Zich sinn 2023, opgeléicht no Mount, ausgefall? Wéi vill dovunner si bedéngt duerch d'Absence vum Lokféierer oder Zuchbegleeder ausgefall?

3. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1639 vum 2019 krut ech verschidden Zuelen zur Personalsituatioun bei de Lokféierer, dorënner de Personalbestand, d'Zuel vun den Neiestellungen, d'Zuel vu Kënnegungen, d'Unzuel un Iwwerstonnen an d'Zuel u gestrachene Roudeeg. Kann d'Ministesch dës Tableaue mat den Zuele fir d'Joer 2020 bis 2023 ergänzen, mat enger Opdeelung tëscht Zuchbegleeder a Lokféierer?

4. Wéi huet sech d'Unzuel u Krankeschäiner vun de Joer 2018 bis 2023 entwéckelt bei de Lokführer a bei den Zuchbegleeder?

5. Ass d'Ministesch der Meenung, dass déi aktuell Personaldecken duergeet, fir déi aktuell an déi zukünfteg Unzuel u Prestatiounen vum Passagéiertransport ze garantéieren?

Réponse (09/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

D'Unzuel un Zich, opgeschlësselt pro Mount, déi am Joer 2023 gefuer sinn, ass folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel un Zich, opgeschlësselt pro Mount, déi am Joer 2023 partiell oder ganz ausgefall sinn, ass folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

2,6 % vun den Zich, déi ausgefall sinn, waren op d'Absence vum Lokféierer oder Zuchbegleeder zeréckzeféieren.

De Personalbestand u Lokféierer an Zuchbegleeder an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, huet sech beim Grupp CFL wéi folgend entwéckelt:

D'Unzuel u Lokféierer an Zuchbegleeder, déi an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL nei agestallt ginn, ass folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel u Lokféierer an Zuchbegleeder, déi an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL hir Plaz opginn hunn, ass folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vun den Iwwerstonnen bei de Lokféierer, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vum den Iwwerstonne bei de Zuchbegleeder, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vum de gestrachene Roudeeg bei de Lokféierer, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vum de gestrachene Roudeeg bei den Zuchbegleeder, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel u Krankeschäiner bei de Lokféierer a bei den Zuchbegleeder huet sech tëschent de Joren 2018 an 2023 wéi follgend entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Iwwert déi nächst Jore wäert sech eis Offer mat Hibleck op de „Plan national de la mobilité 2035“ erweideren, soudatt sech de Personalbestand bei eise Lokféierer an Zuchbegleeder och kontinuëerlech wäert erhéijen, fir dëser Croissance un Offer gerecht kënnen ze ginn.

An deem Sënn gouf den Astellungsprozess bei den CFL och scho lancéiert.

Collecte séparée dans les supermarchés | Question 0166 (12/01/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La loi du 9 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, les supermarchés ayant une surface de vente de plus de 1.500 m² doivent être dotés des infrastructures nécessaires permettant la collecte séparée des déchets municipaux ménagers de papier, de carton, de verre, de plastique, des piles et accumulateurs portables, des emballages métalliques, des emballages composites et des déchets d'équipements électriques et électroniques de très petite dimension.

Afin de préparer l'entrée en vigueur de la disposition précitée, un projet pilote a été lancé au cours de 2023 par la Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) en collaboration avec les autorités publiques au sein de trois enseignes différentes. Afin de tirer des enseignements de la phase pilote et d'optimiser la mise en œuvre de la disposition, le projet pilote a été évalué et a fait l'objet d'une étude de suivi réalisée par Valorlux et l'Administration de l'environnement.

Selon nos informations, tous les supermarchés concernés n'auraient pas encore mis en œuvre la précitée disposition de la loi relative aux déchets.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la collecte séparée dans les supermarchés :

1) Quels ont été les résultats de l'évaluation du projet pilote et les enseignements de l'étude de suivi ?

2) Dans ce contexte, la phase pilote a-t-elle permis de déduire des modèles pragmatiques permettant à mettre en conformité les supermarchés visés à la disposition précitée ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus de détails sur les

différents modèles de collecte séparée qui peuvent être mis en œuvre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tous les supermarchés avec une surface de vente de plus de 1.500 m² ne sont pas encore conformes à la disposition précitée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quelles démarches Monsieur le Ministre a-t-il effectuées afin de garantir qu'une collecte séparée soit disponible pour la clientèle des grandes surfaces dans les meilleurs délais ?

Réponse (19/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les résultats de l'étude ont été présentés en date du 24 novembre 2023 aux ressortissants de la Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) et ont également été communiqués aux représentants des communes et aux chambres professionnelles. Le projet a permis de dégager une vue d'ensemble sur les volumes et qualités des déchets collectés et de fournir un aperçu sur l'agencement et le fonctionnement des infrastructures de collecte.

Il s'est avéré que les volumes et qualités varient en fonction de la typologie des supermarchés analysés. L'étude révèle également que l'information du consommateur est un élément important pour garantir une certaine qualité de tri. Aussi, l'étude suggère différentes pistes d'amélioration – telle l'adaptation du seuil de déclenchement de l'obligation de collecte – qui pourront être examinées de plus près.

L'étude informe enfin sur la quantité de déchets collectés dans l'infrastructure exploitée jusqu'à fin 2023 par l'État dans le cadre de l'« Aktioun SuperDrécksKëscht » dans un supermarché à Howald.

ad 2) L'étude dresse un état des lieux et donne un aperçu de la complexité de la mise en œuvre de l'article 13 (7) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. Une des recommandations de l'étude consiste en la recherche de synergies avec d'autres acteurs, notamment les autorités communales. De telles synergies pourraient permettre l'intégration des infrastructures de collecte au niveau des supermarchés dans un futur réseau communal de centres de ressources.

Je tiens dans ce contexte à rappeler les objectifs de l'article 13 (7) de la loi précitée qui visent à augmenter les taux de recyclage des déchets et à renforcer les synergies entre les systèmes existants c.-à-d. essentiellement la collecte de porte à porte et le centre de ressources.

À cet effet, il est prévu d'organiser un échange avec tous les acteurs impliqués pour établir, sur base des études disponibles en la matière, un modèle de mise en œuvre qui tient compte des responsabilités individuelles de chaque acteur et d'offrir aussi un système fonctionnel tenant compte de la complémentarité des systèmes existants.

ad 3) Comme évoqué ci-dessus, des échanges sont en cours pour garantir la mise en œuvre de l'obligation de collecte au niveau national et pour identifier de manière transparente les responsabilités en la matière de chacun des acteurs.

Cet exercice n'a pas encore été finalisé. Pour ce qui est des enseignes qui ont participé au projet pilote, il y a lieu de relever que celles-ci ont pris l'engagement que les infrastructures pilotes restent en place.

Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | Question 0167 (16/01/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Et ass evident, datt e Personaldelegéierten, esouwuel am ëffentlechen ewéi och am private Secteur, fir senger Aarbecht korrekt nozegoen an domat déi professionnell Interête vum Personal kënnen ze vertrieden, onofhängeg muss kënnen operéieren an duerch dat allgemengt Aarbechtsrecht muss geschützt sinn. Dëst ass iwwerdeems och duerch d'Konventioun N° 151 vum der OIT (Organisation internationale du travail), déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, festgehalen. Hei heescht et ë. a.: „Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.“ Des Weideren ass an der besoter Konventioun festgehalen: „[...] l'exercice des droits syndicaux peut parfois impliquer que l'on critique les autorités des institutions publiques en tant qu'employeurs [...].“

Iwwerdeems dës fundamental Dispositiounen am private Secteur respektéiert ginn, ass dat am ëffentleche Secteur zu Lëtzebuerg net de Fall.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister vum der Fonction publique:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi selwecht aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten, déi am private Secteur gëllt, och am ëffentleche Secteur misst gëllen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerthen, datt Lëtzebuerg, doduerch datt déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten an der ëffentlecher Fonctioun net respektéiert gëtt, géint d'Konventioun N° 151 vum der OIT verstéisst, déi eist Land jo awer ratifizéiert huet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister elo konkret virzegoen, fir dëser Situatioun méiglechst séier Rechnung ze droen, esou datt de Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht de selwechte Schutz garantéiert gëtt ewéi am private Secteur?

4. Wäert d'Regierung elo och am Recht vum ëffentlechen Déngscht déi néideg gesetzlech Bestëmmungen schaffen, déi e besonnesche Schutz fir Personaldelegéierter virgesinn, sou wéi dat am Aarbechtsgesetz de Fall ass?

Réponse (12/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

An hirer Fro schreift déi honorabel Deputéiert, dass fundamental Dispositiounen, déi gewerkschaftlech Fräiheete betreffen, am ëffentleche Secteur net géinge respektéiert ginn. Déi Ausso kann ech net confirméieren.

Contournement de Bascharage | Question 0168 (12/01/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Informatiounen aus der Press no soll et am Dossier Käerjenger Contournement nees zu neie Retarde kommen. Den Ëmweltministère hätt weider Detailer gefrot.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Delaie si realistesch, fir den Dossier am Ëmweltministère ofzeschlëssen?

2. Wéi een Delai ass realistesch fir d'Gesprécher iwwer d'Verleë vum Standuert vum enger Firma, där hiren Terrain fir de Bau géif gebraucht ginn?

3. Wéi een Delai gesäit d'Regierung elo vir am Hibleck op den Ufank vum de Bauaarbechten um Käerjenger Contournement?



Réponse (20/02/2024) de **Mme Yuriiko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet den Autorisationsdossier am September eragereecht, deen den deemolege Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten uschlëssend am Kader vun der Prozedur nom Gesetz vum 29. Mee 2009 betreffend d'Ëmweltverdréiglechekeetspräiwung un den Ëmweltministère weidergereecht huet.

Den Ëmweltministère ass also aktuell befaasst mam Avant-projet détaillé (APD) vum Contournement Bascharage, fir, op Basis vum Gesetz „loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires“ an den Iwwergangsbestëmmunge vum Gesetz „loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement“, en Arrêté ze preparéieren iwwert d'Kompensatiounsmoossnamen an d'Exploitations- an d'Amenagementskonditiounen fir de Bau vum Projet.

Opgrond vum APD-Dossier mussen eng Rei Punkte kompletéiert ginn, fir kënnen den Arrêté fäerdeg ze stellen. Dëst betrëfft ënnert anerem d'Chantiersplanung, d'Emprise vum Projet, de Kaméidi, den Éingang mam Buedem an den Atlasten an och den Ekobilan. Dëst gouf dem Bauhär Enn November 2023 matgedeelt. Am Januar 2024 huet de Bauhär éischt Präzisatiounen zu verschiddene Punkten nogereecht, déi am Autorisationsdossier net komplett waren.

Wann déi elo nach oppe Punkte bis nogereecht sinn an den APD domadder komplett ass, kann den Arrêté relativ kuerzfristeg duerch den Ëmweltministère fäerdeg gestallt ginn.

ad 2. D'Gesprécher mat der Firma sinn aktuell amgaangen, et kann awer nach keng Ausso gemaach ginn, wéini dës ofgeschloss sinn.

ad 3. Déi éischt Ausschreibungsdossiere missten nach kënnen dëst Joer fäerdeg ausgeschafft ginn, sou datt et denkbar wier, datt 2025 déi éischt Bauaarbechten am Kader vun der Ëmgeungsstrooss Käerjeng kéinten ufänken, woubäi de Phasage vun den Aarbechte vun der Disponibilitéit vun den Terrainen ofhänkt.

Allocation de vie chère et prime énergie pour l'année 2023 | Question 0169 (12/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Fonds national de solidarité (FNS) a accordé pour l'année 2023 aux personnes qui en ont fait la demande une allocation de vie chère et une prime énergie sous forme d'un complément à l'allocation en question. La date limite pour introduire une demande d'obtention de l'allocation et de son complément était fixée au 31 octobre 2023.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de personnes ont fait une demande d'obtention d'une allocation de vie chère pour l'année 2023 ?

2) Combien de demandes ont été accordées par le FNS ?

3) Comment le nombre de demandes respectivement de demandes accordées pour l'allocation de vie chère a-t-il évolué par rapport aux années précédentes ?

4) Combien de personnes ont fait une demande d'obtention d'une prime énergie ?

5) Combien de demandes ont été accordées par le FNS ?

6) Comment le nombre de demandes respectivement de demandes accordées pour une prime énergie a-t-il évolué par rapport à l'année précédente ?

7) Quel est le taux de non-recours aux deux prestations estimé par vos services ?

Réponse (31/01/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Il y a tout d'abord lieu de souligner qu'il n'existe pas de formulaire indépendant visant l'introduction d'une demande pour une prime énergie alors que celle-ci est considérée comme un complément à l'allocation de vie chère. Bien que les barèmes en vigueur prévoient qu'un demandeur puisse uniquement bénéficier de la prime énergie lorsqu'il dépasse le plafond des revenus maxima pour bénéficier de l'allocation de vie chère, le Fonds national de solidarité traite toutes les demandes en vérifiant l'éligibilité des demandeurs aux deux volets de la prestation.

Les réponses aux questions suivantes sont fournies sous toutes réserves, dans la mesure où le rapport d'activité pour l'exercice 2023 est en voie d'élaboration au moment de la rédaction des réponses à la présente question parlementaire.

ad 1) Pour l'exercice 2023, le Fonds national de solidarité (FNS) a compté 34.507 demandes qui lui sont parvenues dans les délais (date limite fixée au 31 octobre 2023).

ad 2) Le FNS a accordé le bénéfice de l'allocation de vie chère (incluant la prime énergie) à 28.912 ménages pour l'exercice 2023.

ad 3) Pour les exercices précédents le FNS a compté les nombres suivants de demandes parvenues dans les délais :

2022 : 37.802 (année d'introduction de la prime énergie)
2021 : 28.390
2020 : 29.659
2019 : 25.436
2018 : 25.525.

De plus amples informations et détails sont disponibles dans le rapport d'activité du FNS.

ad 4) Comme mentionné précédemment, il n'existe pas de formulaire indépendant visant l'introduction d'une demande pour une prime énergie. Le total des demandes parvenues dans les délais au FNS s'élève à 34.507 pour l'exercice 2023.

ad 5) Le FNS a accordé le bénéfice de la prime énergie (sans allocation de vie chère) à 4.580 ménages pour l'exercice 2023.

ad 6) Le FNS a accordé le bénéfice de la prime énergie (sans allocation de vie chère) à 4.614 ménages pour l'exercice 2022.

ad 7) Ni le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ni le FNS ne disposent des données nécessaires pour estimer avec une exactitude tant soit peu fiable le taux de non-recours.

Ceci étant, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ensemble avec le FNS, a mis en œuvre toute une série de mesures proactives pour pallier le non-recours (informations via Internet, vidéos explicatives sur les démarches à suivre pour faire une demande, mise en place d'un calculateur permettant une estimation du montant

des prestations auxquelles les bénéficiaires auraient droit).

Mendicité organisée | Question 0170 (15/01/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Um Radio 100,7 huet de Minister Léon Gloden den 13. Dezember 2023 op d'Froe vun der Journalistin Carole Schimmer am Kontext vum Heescheverbuet a vun de Leit, déi heesche ginn, geäntwert, dass et Preuvë gëtt, déi beleeeën, dass déck däitsch Limousinne mat belsche Placke Leit erausloosse fir heeschen ze goen.

Ech hunn dofir folgend Froen un den Här Innenminister:

1. Wéi eng Preuven huet den Här Innenminister fir kënnen ze behaapten, dass Leit mat däitsche Limousinne mat belsche Placken op Lëtzebuerg bruecht ginn, fir hei ze heeschen?

2. Ween huet déi Preuvë constatéiert?

3. Wann et Preuvë gëtt, wat sinn d'Aktiounen, déi doropshin erfollegt sinn? Gouf et dowéinst juristesches Pursuitten?

4. Wann net, firwat gouf et keng juristesches Pursuitten? An deem Kontext gouf et jo scho juristesches Dispositiounen (Art. 342 am Code pénal an den Artikel 41 am Stater Policereglement), fir géint dës Form vun Heescherei (Mendicité „aggravée, intrusive ou agressive“) virzegoen an dat laang virun der Decisioun vum Stater Schäfferot, och nach all aner Forme vun Heeschen zu verschiddenen Auerzäiten op verschiddene Plazen an der Stad ze verbidden.

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Den Innenminister huet Kenntnis dovun, dass an der Gemeng Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Reklamatiounen vu Bierger, vu Geschäftsleit a vu Passante virleien, déi sech iwwert eng aggressiv Mendicité beschweieren.

ad 3. a 4. Am Moment hunn d'Justizautoritéite keng Kenntnis iwwer Deklaratiounen, Denonciatiounen, oder Policeberichte, déi präzis a konkret Fakten iwwert d'Transportmëttel vun den Heescherte beinhalten, an déi et erlaabt hätten, eng virleefeg Enquête oder eng Information judiciaire op Basis vun den Artikelen 342 a weider, oder 382-1 an 382-3 vum Code pénal opzemaachen.

Eng substanzuell Enquête gouf vun der Police judiciaire an de Joren 2020, 2021 an 2022 gefouert fir Fäll vun Heescherei am Grupp, falschen Dokumenter, Déifstall, Bedroungen a Bedruch, déi duerch Mannerjäreger begaange goufen.

Dës Enquête huet awer d'Limite vun den Enquête-méiglechteeten an deem Ëmfeld gewisen, well se et net erlaabt huet, d'Hannermänner ze identifizéieren, trotz de sëllegen Demarchen, déi ënnerholl goufen, an enger Ufro, fir eng europäesch Enquête opzemaachen, déi un déi auslännesch Justizautoritéite geriicht gouf.

Opioïde Fentanyl | Question 0171 (15/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon un article paru dans le « Handelsblatt » le 9 janvier, l'opioïde Fentanyl est devenue la cause principale de mortalité aux États-Unis d'Amérique pour les personnes dans la tranche d'âge des 18 à 49 ans.



Pour les narcotrafiquants, le fentanyl coûte moins cher à la production que d'autres opioïdes tout en étant très puissant. Quelques grains peuvent suffire pour causer la mort du consommateur. Dans le même article de presse, des experts internationaux craignent que cette drogue ne soit également introduite en grande quantité sur le marché noir en Europe dans un avenir plus ou moins proche.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Des cas de morts dues à une ingestion de Fentanyl ont-ils été relevés au Luxembourg dans le passé ?

– Dans quelle mesure cette drogue circule-t-elle aujourd'hui déjà au Luxembourg ?

– Est-ce que les autorités sanitaires partagent la crainte d'une forte importation de Fentanyl en Europe dans les années à venir ? Le cas échéant, comment le Luxembourg se prépare-t-il face à une telle situation ?

Réponse (05/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Selon les informations actualisées disponibles à mes services, il n'y a eu à ce jour ni de cas de décès dus à une ingestion de fentanyls ni de détection de fentanyls au niveau des drogues de rue en circulation au Luxembourg.

Une tendance vers une disponibilité accrue de fentanyls en Europe, en premier lieu mélangés à des drogues de rue, est par contre effectivement jugée probable par les experts en la matière.

Les monitorings national et européen, effectués notamment par l'Agence européenne des drogues, permettent d'être informé et de réagir rapidement face à l'apparition et la propagation de nouvelles substances psychoactives aux échelles nationale et de l'Union européenne.

La sensibilisation ainsi que les mesures préventives en la matière sont principalement assurées par les associations spécialisées en matière d'usage récréatif, d'addictions, de réduction des risques et de prévention, qui participent par ailleurs activement au dispositif de monitoring national mentionné plus haut, étant donné qu'elles sont en contact direct avec les usagers et les consommateurs potentiels de produits psychoactifs sur le plan national.

L'offre proposée aux usagers de drogues leur permettant de faire analyser leurs produits de consommation par certains services spécialisés ainsi que l'existence de salles de consommation supervisées, contribuent à réduire les risques associés à l'usage de drogues, tous types confondus. Par ailleurs, l'extension continue des offres de traitements de substitution à l'échelle nationale vise à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des offres de prise en charge pour personnes dépendantes aux opioïdes concernées en premier lieu par l'émergence de fentanyls et d'autres « nouveaux » opioïdes sur les marchés illicites.

Digitalisation et simplification administrative auprès des administrations fiscales | Question 0172 (15/01/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon mes informations, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) dispose d'un système de guichet unique, à l'aide duquel les contribuables peuvent consulter à tout moment leurs comptes auprès de l'administration ainsi que des informations comme p. ex. les déclarations de TVA enregistrées ou encore les paiements effectués.

En revanche, l'Administration des contributions directes (ACD) ne dispose pas d'un tel système. Il semble que l'ACD émet uniquement des extraits de compte tous les trois mois renseignant les avances fixées mais pas d'informations supplémentaires. De même, lors d'un transfert de dossier, notamment en raison d'un mariage d'un.e contribuable, cela n'est pas renseigné, ni p. ex. à une fiduciaire, ni au contribuable lui-même. Par ailleurs, il semble que l'ACD ne permet pas de fournir des informations supplémentaires concernant la situation de compte auprès de l'ACD aux contribuables en question.

Notons que le Gouvernement prévoit dans son accord de coalition que « Pour garantir l'efficacité des processus, la législation fiscale et les procédures administratives seront simplifiées. Le Gouvernement poursuivra ses efforts de digitalisation des administrations fiscales. De même, les échanges numériques avec les administrations fiscales seront encouragés et les procédures administratives seront numérisées, en recourant également à l'intelligence artificielle. »

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Sachant qu'un guichet unique numérique permettant un accès facile et rapide à des informations existe auprès de l'AED, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un tel guichet devrait aussi être institué auprès de l'ACD ? Dans l'affirmative, endéans quel délai envisage-t-il mettre en œuvre un tel système ?

2) Pourquoi l'ACD ne permet-elle pas à ses agent.e.s de fournir des informations supplémentaires concernant la situation de compte auprès de l'ACD aux contribuables qui en adressent une demande à l'administration ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de changer cette pratique et si oui, endéans quel délai ?

Réponse (09/02/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

En ce qui concerne la digitalisation et la simplification administrative auprès des administrations fiscales ainsi que la disponibilité et l'accès rapide aux informations, il convient de rappeler qu'au niveau de l'Administration des contributions directes l'extrait de compte trimestriel indique les créances qui restent à payer par le contribuable ainsi que les excédents éventuels comptabilisés sur les différents types d'impôt. À tout moment le contribuable a la possibilité de demander l'envoi d'un extrait de compte actualisé à son adresse par voie postale.

Sur demande du contribuable, le bureau de recette lui communique les informations relatives à ses comptes fiscaux comme par exemple la comptabilisation de paiements spécifiques et donne des explications relatives à des points particuliers pouvant avoir trait par exemple au calcul des intérêts.

Lors de l'immatriculation d'un nouveau dossier, par exemple lors d'un mariage au niveau des personnes résidentes, un courrier est envoyé au contribuable concerné, reprenant entre autres les coordonnées des bureaux d'imposition et de recette compétents. L'invitation de remise de déclaration et la fixation des avances comporte également les coordonnées du bureau d'imposition compétent.

La mise en place d'une gestion électronique des extraits de compte est actuellement planifiée. Ce projet prévoit la possibilité de demander un extrait de compte avec ou sans identification du demandeur avec comme résultat l'envoi automatique de l'extrait de compte soit au format papier à l'adresse du contribuable, soit au format électronique par eDelivery.

Finalement il est rappelé que l'ensemble des bureaux de l'Administration des contributions directes sont

ouverts au public de passage de 07.45 à 12.15 heures et sur rendez-vous de 13.15 à 17.00 heures.

Chantiers de travaux publics aux alentours de la ville de Luxembourg | Question 0173 (15/01/2024) de M. Marc Lies (CSV)

D'Verkéiersopkommess am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg huet iwwert déi lescht Jore massiv zougeholl. Dofir mussen nei Verkéiersinfrastrukturen a geplangte Projeten an deem Raum absolutt prioritär ëmgesat ginn.

Mat de Bauaarbechte ronderëm déi nei Beetebuerger Zuchstreck, dem Ausbau vun der A3, dem Bau vum Tram a Richtung Stade de Luxembourg an der respektiver neier N3, ginn déi richteg Akzenter gesat. Och wann de Module Nord a Central am Laf vun deem Joer ofgeschloss solle ginn, sou ass de Module Sud, deen de Contournement d'Alzingen ëmfaasst, leider nach net an der Ëmsetzung.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch mir soen, wéi wäit d'Aarbechten um APD (Avant-projet définitif) vum Module Sud an dem Contournement d'Alzingen fortgeschritt sinn?

– Wéini ass domat ze rechnen, datt d'Finanzéierungsgesetz ronderëm dës Strooss an der Chamber ka gestëmmt ginn?

Am Raum Houwald/Gaasperech sinn awer nach weider Infrastrukturearbechten ëmzesetzen.

2. Wéini soll de Rond-point Gluck ëmgebaut ginn?

3. Wéini sollen déi zwee Tunnellen tëscht dem Rond-point Gluck an dem Houwald a Betrib geholl ginn?

4. Wéini soll d'Verbindung tëscht dem Houwald an dem neie Gaasperecher Park gebaut ginn?

D'Verbindung tëscht dem Houwald an dem Ban de Gasperich iwwert de Boulevard Raiffeisen ass net optimal.

5. Wéi gesäit et mat der Ëmsetzung vum Echangeur de Hesperange aus?

Réponse (15/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den detailléierte Virprojet (Avant-projet détaillé – APD) fir de Projet „Contournement de Hesperange/d'Alzingen“ gëtt am Moment ausgeschafft. Trotz der héijer Komplexitéit vum Projet, ass d'Zil, den APD Enn des Joers fäerdeg ze stellen.

D'Stroossebauverwaltung huet d'Uweisung, datt de Projet zu de Prioritéite gehéiert a schafft deementsprechend drun.

Sollt dës zäitlecht Zil da wéi geplangt erreecht ginn, kéint am Laf vum Joer 2025 d'Finanzéierungsgesetz an der Chamber gestëmmt ginn.

ad 2. Am Kader vun all de Bauaarbechte ronderëm déi nei Nationalstrooss N3, gouf d'Prioritéit op d'Ubannung vum Tram bis op d'Cloche d'Or geluecht an et war deemno wichteg, als éischt de Stroosseprojet vun der neier N3 ofzeschléissen.

Den Ëmbau vum Rondel Gluck wäert deemno déi nächst Etapp vun dësen Aarbechte sinn.

D'Ausschreibungsdossiere ginn am Moment ausgeschafft, sou datt d'Aarbechte viraussichtlech d'nächst Joer ufänke kéinten.

ad 3. D'Kräizung tëscht den 2 Tunnellen, der Rue Rangwee an der Rue des Scillas, ass en nevragesche

Punkt op deem ganzen Tracé. De Phasage vun den Aarbechte bedéngt, datt déi Kräizung eréischt kann an hirer definitiver Form, dat heescht mat deenen 2 Tunnelen, a Betrib geholl ginn, wann och d'Rue des Scillas fäerdeg ausgebaut ass. Enn dëst Joer dierften dës Aarbechte viraussiichtlech ofgeschloss sinn. Aktuell lafen nach Renovatiounsarbechten am alen Tunnel Rangwee.

ad 4. D'Aarbechte ronderëm déi nei Vëlos- a Foussgängerpasserell iwwert de Rondel Gluck (respektiv déi zukünftg Kräizung) sollen esou getakt ginn, datt se mam Ëmbau vum Rondel kënnen ofgeschloss ginn. De Phasage vun den Aarbechten ënnert lafendem Verkëier op enger vun den Haaptzoufaartsstroosse vun der Stad, erméiglecht et net, fir déi zwee Chantiers gläichzäiteg unzefänken, duerfir brauch de Stroosseprojet e gewëssene Virlaf.

ad 5. Den Ëmbau vum Echangeur Hesper ass schonn an den éischte Pläng vun dem Entwécklungsprojet „Ban de Gasperich“, déi ëm d'Joer 2005 ausgeschafft goufen, virgesi gewiescht.

Zanterhier huet d'Konzeptioun e puermol geännert opgrond vun enger Evolutioun vun de Mobilitéits- an Entwécklungskonzepter an der direkter Ëmgegend (Rue des Scillas, Midfield, Pôle d'échanges Howald asw.).

Eng éischt Phas ass awer scho realiséiert, well am Kader vum Bau vum Pôle d'échanges Howald verschidde Brëtelle vum Echangeur ëmgeännert hu misse ginn, dat nämmleche gëllt och fir d'Zoufaart vum P&R Sud vum CR231 aus.

An der jëtzege Planungsphas gëtt de rechtlechen Ëmbau vum Echangeur koordinéiert mat der Entwécklung vun der Zone „Midfield“, den Entwécklungsprojete vun der Gemeng Hesper laanscht den CR231 an dem Wiessel vum Standuert vum Centre douanier Luxembourg-Howald, deen an der Emprise vum neien Echangeur läit.

Recrutement dans la fonction publique | Question 0175 (15/01/2024) de M. André Bauler (DP)

Während de kommende Jore wäert d'Generatioun vun de „Babyboomer“ lues a lues an d'Pensioun goen. Dës Entwécklung wäert een Impakt op de Rekrutement vum Personal beim Staat hunn, well et heescht jo gebuertestaark Joergäng ze ersetzen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister fir den effentlechen Déngscht follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Staatsbeamten an -employéë sinn an de leschten dräi Joer an d'Pensioun gaangen a wéi vill wäerten der nach bis 2030 an d'Pensioun goen?
2. Wéi héich ass den Duerchschnittsalter vun dëse Beamte beim Antrieden an d'Pensioun?
3. Wat fir Carrière si besonnesch betroff?
4. A wat fir engem Mooss konnten dës Beamten ersat ginn?
5. Wéi gesäit de Moment de Personalbedarf beim Lëtzeburger Staat aus? A wat fir enge Beräicher ginn am meeschte Leit gesicht? Wat fir Carrière si speziell betroff?
6. Wat fir Ministère sichen déi meeschte Leit?
7. Wat fir Berufsprofilen gi besonnesch an der klascher Staatsverwaltung gesicht?
8. Wéi huet sech d'Zuel vun den Handwierker, déi am Staatsapparat agestellt ginn, entwéckelt?

Réponse (19/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

An de leschten dräi Joer sinn an der Moyenne 657 Persounen an d'Pensioun gaangen (674 am Joer

2021, 599 Persounen am Joer 2022 a 699 am Joer 2023). Op den 31. Dezember 2023 waren am Ganzen 3.118 Beamten am Staatsdéngscht méi al wéi 56 Joer, 514 dovunner méi wéi 60 Joer. Dës Zuele ginn e gutt Bild, wéi vill Beamten an deenen nächste Jore wäerten an d'Pensioun goen.

Vun deenen 3.118 Persounen si ronn 1.000 Beamten aus dem Gehältergrupp A1, ronn 600 aus dem Gehältergrupp A2, a ronn 650 aus dem Gehältergrupp B1. Ronn d'Hallschent vun dëser Populatioun schafft am Domaine vun der Educatioun.

Den Duerchschnittsalter vun dëse Beamten ass ronn 59 Joer an 8 Méint. Dozou muss ee soen, datt dorënner och Beamte sinn, déi eng Invalidérent zougestan kruten, an déi Beamte vun der Police an Arméi, déi – am transitoireschen Pensiounsregime – 5 Joer éischter Urecht op eng Pensioun hunn.

An de leschte Jore konnten dës Beamten am Prinzip ersat ginn, well d'Personal beim Staat generell vill gewues ass, mat enger Augmentatioun vum Personal vu méi wéi 1.500 Persounen pro Joer. An deem Sënn goufen déi Beamten net nëmmen ersat, mee et gouf och eng signifikant Verstärkung u Personal.

Generell gëtt et e grouse Personalbedarf beim Staat. An deem Kader kann een un éischter Stell den Domaine vun der Educatioun nennen, deen notament duerch d'Wuesse vun der Populatioun e grouse Bedarf huet.

D'Police huet an deene leschte Jore hire Personalbestand weesentlech eropgesat a wäert och nach weider musse rekrutéieren. Aner Domainer, wou vill Leit gesicht ginn, sinn z. B. d'Informatik an d'Finanzen.

D'Zuel vun den Handwierker, déi am Staatsapparat an dëser Funktioun schaffen, ass an deene leschte Jore stabel bliwwen.

Ouverture de nouvelles ambassades | Question 0177 (16/01/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a annoncé l'ouverture de nouvelles ambassades à San José au Costa Rica et à Porto-Novo au Bénin.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- 1) Est-ce que la décision d'ouvrir une ambassade à San José et à Porto-Novo est définitive ?
- 2) Quelles sont les considérations qui ont influencé cette décision ?
- 3) Quels intérêts le Gouvernement poursuit-il avec l'ouverture de deux nouvelles ambassades ?
- 4) Quand les deux nouvelles ambassades doivent-elles être ouvertes ?
- 5) Le Gouvernement envisage-t-il d'ouvrir d'autres ambassades ?
– Dans l'affirmative, quels sont les pays où le Gouvernement envisage d'ouvrir une nouvelle ambassade ?

Réponse (16/02/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Oui, les ambassades à San José (Costa Rica) et à Cotonou (où les représentations diplomatiques sont localisées au Bénin) sont opérationnelles depuis septembre 2023.

ad 2) L'ouverture de l'ambassade à Cotonou se place dans le contexte de la diversification des partenariats de coopération au développement du Luxembourg, ainsi que de la diversification des partenariats avec les pays africains en général, dans le cadre de la politique étrangère et de la sécurité commune de l'Union européenne au sein de laquelle le Luxembourg joue un rôle actif. La décision d'ouvrir une ambassade a été prise suite à la signature d'une lettre d'entente fixant les futurs domaines de coopération en février 2022 et d'un accord général de coopération en décembre 2022.

Les développements suite à la crise sociopolitique de 2018 au Nicaragua, ancien pays partenaire, ont conduit à la fermeture des bureaux de l'ambassade à Managua et une réorientation stratégique de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale. À l'instar d'autres pays tels que la France, qui ont également fait de San José leur hub régional en matière de coopération au développement, le Luxembourg a retenu le Costa Rica comme meilleure option pour le nouvel emplacement géographique de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale, notamment à cause de sa stabilité institutionnelle, son statut de hub de transport régional et la présence d'un réseau international, y compris les bureaux en charge de la coopération régionale de l'UE. Le focus de la coopération au développement mise en œuvre à partir de San José est surtout régional.

ad 3) Les ambassades poursuivront l'approfondissement des relations politiques, économiques et de coopération entre le Luxembourg et le Bénin et le Costa Rica respectivement. En outre, les ambassades veilleront à une mise en œuvre efficace de nos programmes de coopération, en ligne avec les priorités du Gouvernement luxembourgeois et les gouvernements locaux. Finalement, l'ambassade à San José assure le suivi des interventions régionales et bilatérales de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale, y compris au Salvador. L'ambassade à Cotonou est également coaccréditée depuis janvier 2024 à Lomé, Togo.

ad 4) Voir notre réponse à la première question.

ad 5) Le Gouvernement évalue régulièrement la pertinence d'ouvrir de nouvelles ambassades en prenant en compte l'ensemble des intérêts potentiels (politiques, économiques, consulaires, coopération, etc.) qui se présentent pour le Luxembourg. En ce sens, le Gouvernement a ouvert une nouvelle ambassade à Séoul en Corée du Sud fin 2023 et a prévu l'ouverture de nouvelles missions diplomatiques à Ottawa au Canada et à Kigali au Rwanda en automne 2024.

Instructeurs de natation | Question 0178 (16/01/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Schwammen ass eng fest verankert Sport- a Fräizäitaktivitéit zu Lëtzebuerg. Et ass awer gläichzäiteg och eng Aktivitéit, déi muss erléiert ginn, well et zu schlimmen Accidenter am Waasser ka kommen, wéi déi rezent Vergaangenheet et leider och oft genuch gewisen huet. Dofir gëtt et queesch duerch d'Land immens vill populär Schwammcoursen, Schoulen oder och privat Initiativen, fir Persounen vun all Generatioun d'Schwamme bäizebréngen. Opgrond vun de Geforen am Waasser kënn de Formateuren hei eng immens Responsabilitéit zou.

An deem Zesummenhang wëlt mir dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi eng Brevete sinn néideg, fir vun der FLNS als offiziellen Instrukter uerkannt ze ginn?

2. Kann een zu Lëtzebuerg och ouni dës Brevet um kommerzielle Wee Schwammcoursen ubidden?

3. Falls jo, gëtt et e Suivi an eng Kontroll vun der FLNS oder dem Ministère, ob dës Krittären a Viraussetzungen esou och an ëffentlechen Infrastrukturen agehale ginn?

Réponse (29/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Wat den organiséierte Sport ugeet, ass et esou, dass all Trainer respektiv Surveillant, dee Sportler*innen encadréiert, iwwer d'FLNS ee Rettungsschwëmmerbrevet brauch.

ad 2. Am Kader vum Kommodo, bei geneemungspflichtige Schwämmen, dorënner falen ëffentlech Schwämmen, Schwämmen an Hoteller oder „établissements similaires“, verlaangt den Aarbechtsministère, fir d'Autorisatioun ausstellen, dass d'Surveillance vun der Schwämm muss duerch eng Persoun „ayant au moins le ‚brevet élémentaire de sauvetage de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS)‘ (ancien 1^{er} degré)“ respektiv „le brevet de nageur-sauveteur FLNS (ancien 2^e degré)“ oder „CATP ou d'un brevet de maîtrise dans le métier d'instructeur de natation ou être titulaire d'un brevet reconnu comme équivalent par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ gehale ginn.

Deemno kann een a geneemungspflichtige Schwämme keng Schwammcoursen ouni Brevet ubidden.

ad 3. Nee.

Ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES) | Question 0179 (16/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 21 décembre de l'année passée, le Parlement italien a rejeté la ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES). La révision de l'instrument sur laquelle les États de la zone euro se sont déjà accordés en janvier 2021 doit notamment instaurer des prérogatives supplémentaires permettant l'utilisation du fonds pour le sauvetage de banques en difficulté.

Il en résulte que l'Italie demeure le seul État de la zone euro à bloquer l'extension du périmètre d'action de ce fonds de sauvetage lancé en 2012, privant tous les États des moyens financiers en cas de faillites d'établissements de crédit.

Le rejet de la ratification de la réforme revêt une importance particulière pour M. Salvini, à l'aube de la campagne pour les élections européennes de juin 2024. Le vice-président du Conseil des ministres se veut le garant de l'eurosepticisme originel, cherchant un espace à droite de Mme Meloni.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la décision du Gouvernement italien de ne pas ratifier la révision du Mécanisme européen de stabilité ?

– Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la mise en œuvre lente et parcellaire par l'Italie du plan pour la reprise et la résilience (PRR) doté d'une enveloppe de 194 milliards d'euros ?

Réponse (29/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement soutient la réforme du Mécanisme européen de stabilité (MES) et considère que

l'extension du rôle du MES contribuerait à renforcer la stabilité financière et la résilience économique au sein la zone euro. Le Luxembourg a été l'un des premiers États membres à ratifier le traité révisé du MES en juillet 2021.

De manière similaire, et conformément à ses engagements européens, le Gouvernement souscrit aux objectifs de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), l'instrument temporaire destiné à stimuler la reprise en Europe. Cette initiative européenne devra contribuer à préparer nos économies aux défis de demain, à accélérer les transitions verte et numérique, et à créer des opportunités et des emplois au Luxembourg et dans toute l'Union européenne.

Gaz hilarant | Question 0182 (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement belge entend interdire la vente, l'importation et l'achat de protoxyde d'azote (gaz hilarant) à des fins autres que médicales, techniques ou en tant qu'additif alimentaire.

Le texte est porté par plusieurs ministres dont la Ministre de l'Intérieur ainsi que par le Ministre de la Santé. Cette substance, plus connue sous le nom de gaz hilarant, est dans le collimateur des autorités depuis plusieurs années, car son usage en tant que drogue a connu un essor important chez les jeunes en Belgique. Elle a un effet très rapide après inhalation qui, dans la circulation, peut être comparé à celui de l'alcool sur un conducteur. L'effet est de courte durée mais l'accoutumance se produit plus rapidement de sorte que le consommateur aura tendance à augmenter la dose et mettre sa santé en danger.

– Même si ce phénomène semble être moindre dans notre pays, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, à titre préventif, une mesure comparable à celle décidée en Belgique ?

Réponse (13/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 7659 du 23 février 2023 de l'honorable Député, le protoxyde d'azote est un produit à usage multiple. Il est utilisé en anesthésie, chirurgie et odontologie pour ses propriétés anesthésiques et antalgiques. Certains adolescents et jeunes adultes le consomment à titre récréatif pour ses propriétés psychodysléptiques et euphorisantes, d'où la dénomination « gaz hilarant ». Quant à son usage « alimentaire », il est vendu sous forme de cartouches d'acier de forme ovale, notamment pour les siphons à chanilly.

Afin de garantir la sécurité des patients et de minimiser le risque d'un abus potentiel, les médicaments autorisés au Luxembourg contenant du protoxyde d'azote sont disponibles sous ordonnance non renouvelable uniquement et catégorisés avec le statut « H » selon l'article 31 du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments. Par conséquent, ils sont donc réservés à des traitements qui ne peuvent être effectués qu'en milieu hospitalier : la prescription, la délivrance et l'administration sont faites en milieu hospitalier.

Selon les informations fournies par les services spécialisés en matière d'usage récréatif de drogues et en contact avec la population jeune, il ne semble pas que la prévalence de l'usage détourné de protoxyde d'azote ait significativement augmenté au cours de l'année écoulée à l'échelle nationale.

Par ailleurs, les pays de l'UE qui ont réglementé l'usage de protoxyde d'azote pour les mineurs, tels que la France, la Belgique et les Pays-Bas, l'ont fait récemment et l'impact sur la vente, le développement du trafic clandestin et l'envergure de l'usage récréatif de ce dernier n'a pas été évalué selon les renseignements à disposition.

Il n'existe pas encore de données probantes quant à l'impact des réglementations dans les quelques pays qui ont choisi cette voie; sachant que l'acquisition de protoxyde d'azote, pouvant s'effectuer à partir de sources diverses et par des moyens variés, dont Internet, s'avère en tout état de cause être difficilement contrôlable par une quelconque législation exclusivement nationale.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ensemble avec les services spécialisés concernés, suivra de très près la situation pour pouvoir réagir rapidement en cas d'augmentation éventuelle de l'usage détourné du protoxyde d'azote.

Attaques par phishing | Question 0184 (17/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Rezent gouf an enger parlamentarescher Fro matgedeelt, datt d'Zuel vun de Phishing-Attacken an der leschter Zäit zu Lëtzebuerg explodéiert wier. Et ass mer souguer zougedroe ginn, datt dës Ugrëff sou wäit kënnen goen, datt d'Arnaquë Versteedsdemech ausdrécken, wann d'Leit hinnen um Telefon matdeelen, dass si net bereet sinn, perséinlech Date präiszeginn. Si soen dann, datt se bei d'Leit heem géife kommen. Dat ass dann och geschitt an etlech Leit sinn op dësen Trick eragefall.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. A wéi ville Fäll, an deene Plaintë gemaach goufen, hunn Arnaquen zënter 2020 Leit doheem opgesicht?

2. Wat sinn déi geleeftegst Methoden, fir d'Leit ze bedriën?

3. Wat fir eng Leit goufen an deene meeschte Fäll Affär vun engem Phishing? Sinn do spezifesch Alterskategorien betraff?

Réponse (07/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police féiert am Kader vun deposéierte Plaintë keng detailléiert Statistiken iwwer spezifesch Arnaquen oder „modus operandi“.

ad 2. Phishing-Attacke gi benotzt, fir u perséinlech Informatiounen vun de Victimen ze kommen.

Déi geleeftegst Method si gefälschte Websites a falsch Telefonsuriff. Gefälschte Websites gesinn oft wéi den Original aus a verleeden d'Victime, hir Donnéeën unzeginn. Bei Telefonsuriff gëtt sech de Kriminellen als Mataarbechter vun enger bekannter Firma oder Bank aus, fir esou un der Victime hir Donnéeën ze kommen. Bei E-Maile gëtt versicht, d'Victime dozou ze bréngen, op e Link ze klicken an hir perséinlech Informatiounen erauszeginn.

Et gëtt verschidde Bedruchsfaschen am Internet, déi sech stänneg weiterentwéckelen, well déi Kriminell ëmmer nei Weeër sichen, fir d'Leit ze täuschen. Déi heefegst Bedruchsfasche sinn: Phishing, Identitéitsdiefstall, Ransomware, Fake-Shops, Love Scam, Fake-Gewénsspiller, Investitiounsbedruch, Social Engineering.

ad 3. D'Police féiert keng Statistik iwwer d'Alterskategorien vun den Affären.

Service central d'assistance sociale | Question 0185 (17/01/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Le rapport d'activité 2022 du Ministre de la Justice, paru en 2023, contient une section spécifique dédiée au Service central d'assistance sociale (SCAS). Sa direction relève que des entités du SCAS font face à une surcharge de travail due à un manque considérable au niveau de l'effectif du personnel. Il en ressort que le service de la protection de la jeunesse avec sa section des enquêtes sociales est confronté à un nombre croissant de départs vers l'ONE tandis que les demandes à traiter conduisent à un nombre élevé de dossiers en attente de distribution. Les départs seraient causés en précipitation des changements attendus en lien avec les projets de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs. En même temps, le Service des assistances éducatives aurait été touché par des départs suite à la future introduction d'un droit pénal pour mineurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement est-il au courant de cette situation problématique ? Dans l'affirmative, quelle stratégie le Gouvernement poursuit-il pour renforcer le personnel du SCAS dans les différents services et sections touchés ?

2) La situation du SCAS se présente-t-elle plus favorablement en 2023, voire 2024 ? Si oui, quels sont les changements à la base de cette amélioration ?

3) Le manque de personnel est aussi causé par des difficultés de recrutement. Quelles pistes le Gouvernement poursuit-il afin de remédier à cette insuffisance ?

4) Le rapport du Ministre de la Justice relève que la sécurité des agents du SCAS n'est plus garantie, particulièrement à cause d'une limitation du dispositif de surveillance dans le parking mis à la disposition du SCAS. Par quels moyens la ministre compte-t-elle remédier à cette situation d'insécurité ?

Réponse (23/02/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le Ministère de la Justice a été mis au courant d'un nombre croissant de départs de collaborateurs du Service central d'assistance sociale (ci-après « SCAS ») depuis que la réforme de la protection de la jeunesse a été entamée. Comme cette problématique est principalement due aux incertitudes relatives aux changements futurs, la priorité du Gouvernement est de finaliser les travaux sur la réforme dans les meilleurs délais.

L'adoption du projet de loi portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs et du projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles aura en effet pour conséquence qu'une partie des missions actuelles de la section de la protection de la jeunesse du SCAS seront transférées à l'Office national de l'enfance (ONE). À l'avenir, la section de la protection de la jeunesse du SCAS ne prendra en charge que les mineurs étant poursuivis pour avoir commis une infraction pénale. À cette fin, dans le cadre de la réforme du système actuel de la protection de la jeunesse, un nouveau « Service du droit pénal pour mineurs », divisé en plusieurs sections, sera créé.

ad 2) La situation du SCAS se présente de manière plus favorable depuis 2023. La charge de travail moyenne par agent du SCAS a diminué progressivement notamment grâce à la création conséquente de nouveaux postes. Ainsi, alors que le contingent du

volet Protection de la jeunesse (services Enquêtes et assistances éducatives) était de 65,3 ETP en juin 2022, il a pu être augmenté à 77,3 ETP en 2023.

ad 3) Le SCAS entreprend régulièrement des démarches pour trouver des candidats, notamment à travers des campagnes d'information auprès des jeunes (p. ex. dans les lycées). Les efforts de recrutement de personnel qualifié seront évidemment poursuivis.

Par ailleurs, comme indiqué, la réforme de la protection de la jeunesse procédera à une restructuration des acteurs chargés de cette mission.

ad 4) Il convient de noter que l'État n'est pas propriétaire du bâtiment dans lequel se situent les locaux du SCAS et n'est pas responsable de la gestion. Selon les informations à la disposition du Ministère de la Justice, la copropriété du bâtiment avait établi un contrat de surveillance fixe et mobile avec une entreprise de gardiennage qui était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2022. Cette mesure avait contribué à une amélioration de la situation d'insécurité. Conformément audit contrat, la présence d'une surveillance fixe pendant la nuit a cependant pris fin le 31 décembre 2023. La possibilité d'une réintroduction d'une telle présence de surveillance sera un des moyens à discuter.

Travaux d'élargissement de l'autoroute A31 | Question 0186 (17/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Nous souhaitons attirer l'attention sur une annonce récente du Ministre français des Transports, Clément Beaune, faite lors de sa visite à Metz en décembre 2023. Il a confirmé que les travaux d'élargissement de l'autoroute A31 ainsi que le projet de contournement A31bis seront effectivement mis en œuvre. Cette décision soulève plusieurs questions importantes pour le Luxembourg, notamment en ce qui concerne la mobilité transfrontalière et les impacts environnementaux.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les prévisions concernant l'impact du projet des travaux d'élargissement prévus de l'autoroute A31 et le contournement A31bis sur la mobilité et la circulation au Luxembourg ?

2) Du côté luxembourgeois, l'agrandissement à trois voies du tronçon de l'A3 étant en cours, Madame la Ministre pourrait-elle nous informer de l'avancement des travaux et si les délais initialement prévus pour sa réalisation peuvent être maintenus ?

3) Compte tenu de l'introduction prévue d'un péage sur l'axe routier A31bis, le Gouvernement luxembourgeois a-t-il évalué l'impact potentiel de cette mesure sur le flux de travailleurs frontaliers français ? Cette question du péage a-t-elle été abordée dans les discussions entre les gouvernements luxembourgeois et français ?

4) Quels sont les projets de mobilité transfrontaliers avec la France actuellement envisagés par le Gouvernement luxembourgeois en tant que priorités, et quelle est la stratégie envisagée pour optimiser les flux de circulation transfrontaliers ?

Réponse (19/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le Luxembourg salue l'annonce récente confirmant que les travaux d'élargissement de l'autoroute A31 ainsi que le projet de contournement A31bis seront mis en œuvre du côté français.

Du côté luxembourgeois, les travaux d'élargissement de l'autoroute A3 ont commencé en janvier 2022 afin de mettre en place une priorisation du bus et du covoiturage. En effet, une telle priorisation augmente de façon significative la capacité en termes de personnes transportées.

Vu que le gain de temps potentiel conféré par une voie réservée au bus respectivement au covoiturage est encore plus grand sur l'A31, à cause de la longueur du tronçon et de l'espacement des échangeurs, il serait bénéfique pour la mobilité transfrontalière si une telle priorisation était également intégrée dans le projet de l'A31.

ad 2) Les travaux d'élargissement du lot A entre la croix de Gasperich et l'aire de Berchem, ainsi que les travaux de la reconstruction de l'OA1022 sur l'A3 à Berchem (lot A2), sont prévus pour être terminés en automne 2024.

En ce qui concerne l'élargissement et la réhabilitation simultanés du viaduc de Livange (lot B1), il est prévu que ces travaux soient achevés avant le congé collectif d'été 2025.

Les travaux pour la construction d'un passage à faune (lot E1) à la frontière française se termineront en été 2024 et les aménagements écologiques y seront réalisés jusqu'à l'automne 2024.

La procédure pour la passation du marché pour le projet de construction d'un bassin de rétention à Bettembourg (lot C3) et le projet de la reconstruction de la passerelle pour cyclistes et piétons près du Parc merveilleux à Bettembourg (lot C2) est encore en cours mais sera finalisée dans les prochaines semaines, de sorte que ces travaux pourront démarrer en été cette année.

En ce qui concerne les autres lots et projets pour l'élargissement de 2 à 3 voies de l'autoroute A3, les dossiers de soumission sont en cours d'élaboration.

L'achèvement complet du projet d'élargissement de l'autoroute A3 est programmé pour la fin de l'année 2030.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas intervenu dans la décision d'introduction d'un péage sur l'axe routier A31bis du côté français et n'a pas évalué l'impact de cette mesure sur le flux des travailleurs.

ad 4) Le Gouvernement luxembourgeois et, du côté de la France, l'État et les collectivités territoriales, portent une stratégie ambitieuse d'amélioration de la mobilité transfrontalière.

L'accord intergouvernemental de 2018 et son avenant de 2021 entre les deux pays doit permettre d'augmenter significativement la capacité de la ligne ferroviaire Metz-Thionville-Luxembourg-ville d'ici 2030 et de promouvoir une mobilité plus durable sur la route.

L'enveloppe actuellement prévue à cet effet dans l'accord pour des projets en France, est de 440 millions d'euros pour le ferroviaire et de 20 millions d'euros pour les projets d'infrastructure du transport public routier. Ces projets français sont cofinancés à hauteur de 50 % par le Luxembourg.

Sur le territoire français et dans le cadre de l'accord de 2018 et de son avenant de 2021, un ensemble de projets a été étudié dans le cadre du groupe de travail GT ferroviaire franco-luxembourgeois afin de pouvoir offrir un niveau de service élevé entre la frontière et Thionville, respectivement Metz :

Les projets en cours de réalisation sont :

- P&R d'env. 700 places à la gare de Longwy ;
- P&R d'env. 700 places à la gare de Thionville ;

- Atelier de maintenance à Metz ;
- Allongement des quais sur l'axe Metz–Hettange-Grande.

Les projets, dont les études sont en cours, sont :

- Renforcement de l'électrification sur le sillon lorrain ;
- 3^e voie de fret à la frontière franco-luxembourgeoise ;
- Plan des voies de la gare de Thionville ;
- Optimisation des blocs sur le sillon lorrain.

En complément des projets en France, le Grand-Duché de Luxembourg met en œuvre un programme volontariste très important d'investissements dans l'infrastructure ferroviaire (2,3 milliards d'EUR entre 2019 et 2026) afin d'augmenter la capacité du réseau ferroviaire luxembourgeois. Ces investissements concernent tout particulièrement des éléments du réseau qui sont importants pour le trafic transfrontalier franco-luxembourgeois. Il s'agit notamment des projets suivants :

- Réaménagement complet de la gare de Luxembourg et de son plan de voies, y compris toutes les pénitentes ;
- Nouvelle gare de Howald avec 4 quais ;
- Dédouement de la ligne existante entre Luxembourg et Bettembourg ;
- Réaménagement complet de la gare de Bettembourg et du plan de voies ;
- Nouveau P&R à Rodange (1.600 places) mis en service en avril 2023.

Ces mesures permettent de dénouer les différents axes pénétrants vers Luxembourg-ville et de mettre en place un couloir dédié pour le trafic ferroviaire transfrontalier entre Luxembourg-ville et la frontière française en direction de Thionville.

Cet ensemble de projets concerté entre le versant français et luxembourgeois, permettra d'augmenter progressivement l'offre de service ferroviaire et de faire circuler in fine sur le sillon Luxembourg–Thionville 10 trains par heure et par direction, dont un TGV, un train fret et huit trains TER en triple composition, offrant ainsi dans les huit TER, 8.000 places assises par heure et direction et multipliant ainsi l'offre par 2,5 par rapport à l'état initial.

Outre les projets ferroviaires, le Luxembourg cofinance également à raison de 50 % des projets permettant d'améliorer les transports en commun routiers (la contribution du Luxembourg, prévue dans le premier accord, est de 10 millions d'euros). Un premier projet réalisé dans ce contexte est le P&R de Thionville-Metzange, mis en service en février 2021.

Une offre de transport en commun bus vient compléter l'offre ferroviaire esquissée ci-avant. Ainsi le Grand-Duché de Luxembourg exploite et finance seul une multitude de lignes de bus transfrontalières permettant principalement aux frontaliers français de rejoindre leurs emplois au Luxembourg. Ces lignes de bus transfrontalières sont adaptées selon les besoins afin de répondre au mieux à la demande de mobilité transfrontalière.

Sur l'axe transfrontalier Esch/Alzette–Audun-le-Tiche, il est prévu de remplacer la navette ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette par un corridor de priorisations pour bus (CHNS transfrontalier) et une piste cyclable, permettant ainsi de garantir un haut niveau de service entre Esch-sur-Alzette d'une part, et l'actuelle gare ferroviaire d'Audun-le-Tiche d'autre part. Ceci permettra ainsi d'augmenter l'attractivité de cet axe.

Dans ce contexte, une étude a été lancée par le MMPT et les autorités françaises sous le lead du GECT Alzette-Belval qui a comme objet d'étudier l'opportunité et les détails techniques d'un éventuel prolongement de ce « CHNS transfrontalier » côté français.

Technologie de rechargement « Plug&Charge » | Question 0187 (17/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Vill Etuden op europäeschem Niveau weisen, dass besonnesch 2 Sujete beim Choix fir en Elektroauto eng kruzial Roll spillen: d'Reechwäit an d'Luedinfrastruktur (sief et privat oder de Reseau an der Proximitéit vum Notzer). D'Prioritéit muss op der Luedinfrastruktur leien, well ee bei der Reechwäit als politesch Autoritéite kee wierklechen Handlungsspillraum huet. Och an dem Regierungssaccord steet, dass den öffentliche Reseau u Luedstatiounen op cibléiert Manéier promovéiert an ausgebaut soll ginn. Des Weidere steet am Accord, dass een sech oppe vis-à-vis vun der technologescher Entwécklung an dësem Beräich weist a weider Innovatiounen ënnerstëtzt. Och wa mir dës geplangten Efforten ënnerstëtzen, stelle mir eis Froe bei der praktescher Ëmsetzung vun dëse Pläng. Aktuell gëtt et schonns Technologien, déi de Choix fir en Elektroauto verstärken an d'Lueden un enger Statioun als Experienz vereinfachen. Konkreet denke mir hei un de Plug&Charge. Als Plug&Charge bezechent een d'Méiglechkeet, säin Elektroauto ouni RFID-Kaart ze lueden. Konkreet kann ee bei eng Statioun bäifueren, de Kabel an- an ausstiechen an ouni weider Interventioun direkt weiderfueren. Dat, wat bei verschiddenen Operateure Standard ass an an aneren europäesche Länner schonns am Verglach méi verbreet ass, ass hei zu Lëtzebuerg nach éischter eng Raritéit. Proportional gesinn, schwätze mir hei vun enger klenger Minoritéit vun der existenter Luedinfrastruktur, an, eise Wëssens no, quasi exklusiv vu privaten Ubidden.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère vis-à-vis vun dësem Constat?
2. Sinn et Echange mam nationalen Operateur zu dësem Sujet ginn a wat waren d'Konklusioone vun dësen Diskussiounen? Falls nee, sinn esou Echange kuerzfristig geplangt?
3. Gëtt et eng technesch Méiglechkeet, déi bestoend öffentliche Luedstatiounen mat engem däraartege System ze equipéieren oder brauch et komplett nei Statiounen?
4. Wéi vill öffentliche Luedstatiounen bidden aktuell zu Lëtzebuerg eng Plug&Charge Optioun un?
5. Gëtt et Pläng, dëse Standard a passend (weider) Luedstatiounen an déi öffentliche Infrastruktur ze integréieren? Falls jo, wéi vill weider öffentliche Plug&Charge Statiounen si bis 2025 geplangt?
6. Ass de Plug&Charge Standard Deel vun de Krittären, déi ee muss erfüllen, wann een als Acteur Subside fir d'Opriichte vun enger öffentliche zougänglecher Born ufreet? A falls net, ass et kuerzfristig geplangt, dëse Standard als Krittär hei mat ze integréieren?

Réponse (16/02/2024) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

„Plug&Charge“ wäert d'Luede vun Elektroautoen op öffentliche zougängleche Luedstatiounen vereinfachen, dohier ass dës Funktionalitéit sécherlech ze begréisen.

De Standard „Plug&Charge“ erlaabt duerch d'Astieche vum Kabel eng automatiséiert Kommunikatioun an Ofrechnung tëschent dem Elektrogefier an der Luedstatioun, ouni datt een sech separat

authentifizéieren. Fir dass de Luedvirgang beim Astieche vum Kabel automatesch gestart gëtt, mussen esouwuel den Auto, wéi och d'Luedstatioun, „Plug&Charge“ ënnerstëtzen, an déi néideg Authentifizéierungs- an Ofrechnungsinformatiounen mussen digital am Gefier hannerluecht sinn. Verschidde Bornen- an Autoshersteller bidden dës Funktionalitéit haut schonn un, et ass awer aktuell nach kee Standard, deen sech am ganzen Automobilsektor duerchgesat huet. Fir Lëtzebuerg ass et besonnesch wichteg, datt um europäesche Plang gekläert gëtt, wéini a wéi dës Funktionalitéit zum Asaz kënn, esou dass ee Standard flächendeckend an effizient kann ugewant ginn.

Fir d'Entwécklung vun dëser Technologie ze vereinfachen, gouf d'ISO-Norm 15118 agefouert a gëtt kontinuëerlech weiderentwéckelt. Dat neit Deeldokument 20 vun der ISO-Norm 15118 (ISO15118:20) bréngt ënnert anerem Verbesserung bei „Plug&Charge“ mat sech: Et kënnen zum Beispill méi Luedkontrakter hannerluecht ginn, fir dass automatesch ëmmer de beschte Kontrakt fir déi jeeweileg Luedstatioun ausgewielt gëtt. Fir d'Entwécklung an der EU virunzebréngen, gëtt momentan ee „Public key infrastructure“ (PKI) Konzept fir eng verschlüsselt Kommunikatioun tëschent der Luedinfrastruktur, de Luedkontrakter an den Elektroautoen ausgeschafft. Dëst, zesumme mat enger zukünftiger Obligatioun, fir nei oder ersate Luedborne kompatibel zu ISO15118:20 ze maachen, soll sécherstellen, datt d'Benotze vu „Plug&Charge“ sech verbreet.

Et si bis elo keng spezifesch Echange zum Thema mat Operateure vu Bornen, déi hei am Land aktiv sinn, ginn. De Wirtschaftsministère verfollegt weiderhi souwuel d'Evolution vum legale Kader um europäeschen Niveau, wéi och déi technesch Entwécklungen um Marché vun de Bornen.

Et gëtt net erfaasst, wéi vill Luedstatiounen aktuell „Plug&Charge“ ubidden. D'Stroumnetzbedreier, déi den Chargy-System bedreien, hunn op Nofro hi matgedeelt, dass d'Chargy-Bornen héchstwahrscheinlech net ëmrüstbar sinn, mee d'SuperChargy-Bornë warscheinlech këinten op „Plug&Charge“ ëmgerüst ginn. Wat d'Bornë vun anere Bedreier vun öffentliche accessibler Luedinfrastruktur ubelaangt, hunn d'Ministère keng Informatiounen dozou.

Plug&Charge ass och de Moment kee Krittär, fir öffentliche Subventiounen ze kréien. Am Kader vu méiglechen zukünftigen Upassunge vum Subventionsregime wäert analyséiert ginn, ob nei Krittären, zum Beispill och eng „Plug&Charge“ Fäegkeet, oder d'Méiglechkeet, zukünftig op „Plug&Charge“ ëmzerüsten, solle festgeluecht ginn.

Annulation des cours pour cause d'intempéries le 17 janvier 2024 | Question 0188 (17/01/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

Fir de 17. Januar gouf eng Alerte rouge fir ganz Lëtzebuerg ausgeruff, well mat vill Glätz a Schnéi gerechent gouf. Doropshi goufe vun der Cellule de crise eng ganz Rei Mesurë festgeluecht. Et gouf recommandéiert, dass all onnéideg Trajete sollen evitéiert ginn. Leit, déi d'Méiglechkeet hätten, fir iwwert den Teletravail ze schaffen, sollten dëst maachen. Zudeem sollten d'Coursen an de Schoulen am ganze Land ausfalen an an de Schoule just een Accueil mat deem dofir absolut noutwennege Minimum u Personal assuréiert ginn. An engem Social Media Post vum SEW gëtt sech awer doriwwer beschwéiert, dass verschidden Direktiounen sech net un dës Consigne gehalen hätten. Si hätten: „net kommunizéiert a

sech stuer un d'Circulaire Intempéries gehalen, déi eng „obligation de moyen de se rendre à l'école“ fir all Léierpersoun dekreteiert“. Domat hätten sech vill Persounen um Léierpersonal onnéidegerweis missen deplacéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass sech eng Rei vun den Direktiounen net un d'Consigne gehalen hunn, den Accueil an de Schoule mat deem absolut noutwennege Minimum u Personal ze assuréieren?

2. Gëtt et eng uniforme Applikatioun vum Educatiounsministère, mat där d'Direktiounen/d'Léierpersonal mat den Elteren a Schüler:inne kënnen kommunizéieren a wéi leeft dat am Allgemengen of?

3. Firwat gouf fir de 17. Januar net decidéiert, op de Cours à distance – wéi et e jo zu Zäite vun der Covid-19-Pandemie gouf – ëmzeken, fir esou net e ganzen Dag Schoul ze verléieren?

Réponse (29/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Um Moie vum Mëttwoch 17. Januar 2024 konnten all d'Schüler, déi trotz de schwierige Wiederkonditiounen an d'Grondschoul gaang sinn, encadréiert ginn an et ass mir wichteg, den Acteuren aus de lokale Schoulcommunitéiten Merci ze soe fir hiren Engagement, ouni deen den Accueil vun de Kanner an de Schoulen net méiglech gewiescht wier.

All Hierscht gëtt vum concernéierte Service aus mengem Ministère eng Instruktioun ministérielle verschéckt, déi déi generell Richtlinn festhält, wéi am Fall vun engem Ausfall vun de Coursen duerch meteorologesch Konditiounen oder ee Cas de force majeure ze reagéieren ass. D'Instruktioun gesäit fir d'Enseignanten eng „obligation de moyen“ vir, fir op d'Aarbechtsplaz ze goen. Dës Instruktioun steet awer am Widersprouch zu de Recommandatiounen, déi vu Meteolux am Fall vun enger Alerte rouge ausgeschwat ginn, a vun der Cellule de crise iwwerholl goufen, fir all Deplacementer ze evitéieren, déi net dréngend noutwenneg sinn. Op der Basis vun dëse Recommandatiounen huet de Ministère um Owend vum 16. Januar un d'Direktioun kommuniquéiert.

De Ministère wäert zesumme mat de Schoulpartner déi entsprecheend Circulaire upassen un dësen Szenario.

D'Kommunikatioun am Fall vun esou Cas-de-force-majeur geschitt iwwert déi dofir virgesinnene Outilen a Kommunikationsweeër: GovAlert an d'Kommunikatioun vun der Cellule de crise. Den Educatiounsministère huet dës Informatiounen opgegraff an um Owend vum 16. Januar nach per Newsletter un alle Quarten d'Elteren an d'Enseignanten diffuséiert.

D'Decisioun vun der Cellule de crise respektiv der Regierung ass am fréien Owend vum 16. Januar getraff ginn. Dee Moment war et ze spéit, fir en Enseignement à distance ënner materiell gudder Virussetzungen ze organiséieren.

Subside qualité+ pour clubs sportifs | Question 0190 (17/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Iwwert de Subside qualité+ gi Sportsveräiner, déi Sport fir Kanner ënner 16 Joer ubidden, finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Duerch d'Subside kënnen déi lokal Veräiner de Sport zu engem méi geréngen Präis fir eng breet Bevëlkerung ubidden. Leider gëtt et momentan awer Problemer beim Ausbezuere vun de Subside vun der Saison 2022–2023.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. An der Vergaangenheet goufen dës Subside spéitens ufanks des Joers ausbezuelt. Kann de Sportminister confirméieren, dass dat och elo ufanks 2024 de Fall wäert sinn oder ob et eventuell Problemer gëtt beim Ausbezuere vun dëse Subside fir d'Saison 2022–2023?

2. An der Vergaangenheet ass et oft zu Depassementer vum ageplangte Budget fir de Qualité+ komm.

– Wéi vill vum ageplangte Budget gouf schonn ausginn?

– Wäert et och fir d'Joer 2023 nees zu engem Depassement kommen? Falls jo: Vu wat fir engem Montant geet de Sportminister do aus?

3. Bis wéini kënnen d'Veräiner domat rechnen, dass de Subside qualité+ an de Subside ordinaire fir 2023 ausbezuelt wäerte ginn?

Réponse (06/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Wéi aus menger Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 0174 erausgaangen ass, gëtt et keng Problemer respektiv Retarde beim Ausbezuere vun de Subsiden. Déi agerechten Demandë si vu menge Leit mat der néideger Suergfalt traitéiert ginn an d'Paieementer vun de Subsiden um Instanzewee.

ad 2.

– De genannte Budget ass komplett engagéiert ginn a wäert an den nächsten Deeg ausbezuelt ginn.

– Fir d'Joer 2023 ass en Depassement vun 1.640.000 EUR ugefrot ginn. D'Prozedur leeft.

ad 3. Wéi erwänt, ass d'Ausbezuere vun de genannte Subsiden um Instanzewee. Deemno wäerten d'Paieementer an den nächsten Deeg saisiéiert ginn.

Renforcement des effectifs de police assignés à la commune de Luxembourg | Question 0191 (17/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Méindeg 15. Januar huet d'Police ugefaangen, an der Stad dat an der Seance vum 14. Dezember an der Chamber diskutéierten Heescheverbuert ëmzesetzen an éischt Persounen ze protokolléieren. An der Press war dann an dësem Kontext ze liesen, dass generell solle Polizist:innen aus anere Regiounen temporär ofgezu ginn an d'Equipe an der Stad ënnerstëtzen. Mir stellen eis hei konkret Froen, wat dës Entscheedung ugeet a wëllen eventuell Mësstänn verhënnern. Aus dësem Grond hu mir dem Här Minister konkret Froen heizou an der Froestonn vum 16. Januar gestallt. Den Här Minister wollt heizou keng Stellung bezéien an huet op déi nächst Kommissiounssëtzung verwisen. Dës ass opgrond vun der allgemenger Alerte rouge de 17. Januar annulléiert ginn. An deem Zesummenhang stelle mir dës an eisen Aen urgent Froen elo iwwert dës Wee.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

– Aus wat fir Servicer sinn dës genannte Polizisten aus anere Gemengen ofgezu ginn?

– Aus wat fir Gemenge goufen d'Beamten:innen ofgezunn a wat waren hefir d'Krittären?

– Wat fir een Impakt huet dës nei Verdeelung vu Beamten:innen op d'Sécherheetssituatioun an de betraffene Gemengen an allgemeng op de Personalschlüssel?

– Den Här Minister huet dës Decisiounen laut sengen eegenen Aussoen an der Froestonn ënnert anerem

zesumme mat der Stad Lëtzebuerg geholl. Sinn och déi Betreffen aus den anere Gemengen an d'Gesprächer an an d'Entscheidung mat agebonne ginn?

Réponse (31/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Ech hunn zesumme mat engem Vertrieeder vun der Police an der Chamberskommissioun vum 23. Januar den Deputéierten all d'Informatiounen iwwert dee geplangten Dispositif vun der Police ginn. Well dës Informatiounen strateegesch an operationell Elementer beinhalten, déi confidentiel musse bleiwen, huet d'Chamberskommissioun fir dee Volet am huis clos siegéiert, an ech bezéie mech op meng Aussoen an der Kommissioun, fir op d'Froen ze äntweren.

Et gi keng Polizisten aus Gemengen ofgezunn, mee vu Kommissariater. Och net permanent, mee à tour de rôle. Dat huet keen Impakt op d'Sécherheetssituatioun an de Gemengen.

Forfait d'éducation (Mammerent) | Question 0192 (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

1. Ech géif gär vun der Madamm Ministesch vun der Gesondheet an der sozialer Sécherheet wëssen, wéi d'Zuel vun den ausbezuelt Mammerenten evoluéiert.

2. Wéi héich wäert d'Mammerent nom 1. Januar am Verglach vu virunner sinn?

3. Wéi vill Mammerente gi fir 1, 2 oder méi Kanner ausbezuelt?

4. Wéi sinn d'Perspektive vun der Evolutioun vun der Zuel a vun de Budgetskreditter vun der Mammerent?

Réponse (07/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Fir Dezember 2022 sinn 23.721 Mammerenten (Forfaits d'éducation) ausbezuelt ginn, dovun 7.322 direkt vum Fonds national de solidarité (FNS). Déi aner 16.399 Beneficiairë kréien och eng eege Pensioun an hir Mammerent gëtt iwwert déi jee weileg Pensiounskeess ausbezuelt. D'Unzuel vun de Mammerenten ass réckleefeg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Méi Detailler zu de Mammerente stinn um Site „Informatiounssystem iwwer sozial Ofsécherung a Gesondheet“ vun der IGSS <https://igss.gouvernement.lu/fr/statistiques.html>.

Wat d'Zesummesetzung vum individuelle Montant ubelaangt, géife mir op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 0130 verweisen.

ad 2. De Montant vun enger Mammerent ass am Gesetz³ op 86,54 EUR pro Mount a pro Kand fixéiert, onofhängeg dovun, ob dës direkt vum FNS oder, bei Pensionairen, vun der jee weileger Pensiounskeess ausbezuelt gëtt. Bei Pensionéierten, déi e Complément pension minimum kréien, gëtt de Forfait d'éducation gegebenefalls no den Dispositiounen vum Gesetz gekierzt.

Als Ausnam zum fixe Montant gëtt de Betrag vun der Mammerent bei Persounen, déi bei der Aféierung (1.2.2002) schonn eng Pensioun kruten, an déi deemools net réckwierkend konnte sougenannte Baby Years fir hir Pensioun geltend maachen, am selwechte Rhythmus wéi eng Pensioun och un d'Präsentwécklung (Index) an d'Lounentwécklung

³ Loi modifiée du 28 juin 2002 [...] 2. Portant création d'un forfait d'éducation [...]

(Reajustement) ugepassst. Ab Januar 2024 läit dëse Betrag bei 146,11 EUR pro Mount a pro Kand (virdrun 144,52 EUR).

ad 3. Vun den am Dezember 2022 ausbezuelte Mammerente ginn 33,2 % u Beneficiairë mat engem Kand, 41,4 % u Beneficiairë mat 2 Kanner a 25,4 % u Beneficiairë mat méi wéi 2 Kanner.

ad 4. A sengem Budget fir d'Joer 2024 rechent den FNS domat, dass d'Unzuel vu Mammerente vu ronn 22.500 am Joer 2024 op 20.900 am Joer 2027 erofgeet. De Käschtepunkt géing esou vu 45,2 Milliounen EUR 2024 op 43,4 Milliounen EUR am Joer 2027 zeréckgoen. Dëse Montant entsprécht dem Käschtepunkt fir d'Prestations brutes an d'Part patronale vun de Cotisatiounen fir d'Krankeversicherung ouni eventuell Recouvrement.

.....

Médiation du Premier ministre dans le conflit opposant la Hongrie à l'Union européenne | Question 0195 (18/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

D'après un article paru sur le site Politico le 16 janvier (« Luxembourg's new PM wants to be the EU's Orban whisperer »), Monsieur le Premier ministre est cité comme ayant indiqué vouloir agir comme médiateur dans le conflit opposant, depuis des années, la Hongrie à l'Union européenne, et aurait déclaré son intention de vouloir se rendre dans les prochains mois à Budapest pour rencontrer Monsieur Orban, afin de mieux comprendre ses positions.

Monsieur le Premier ministre est également cité avec une critique de l'UE :

« "Hungary is more pro-European than we sometimes think and I think we should try to support different views so that we can achieve a common goal", Frieden said. »

et, à un autre endroit « According to Frieden, the EU is also partly to blame for Orban's isolation. "I'm sometimes shocked by seeing how little effort there is being put into understanding what the other side thinks [in relations] between European countries", Frieden said. »

Ces déclarations interviennent alors que Monsieur Orban est critiqué de manière constante et depuis des années pour ses réformes autoritaires et contraires aux valeurs et aux libertés fondamentales européennes, qui expliquent d'ailleurs le gel de subventions européennes destinées à la Hongrie, mais aussi de ne pas hésiter à bloquer des décisions vitales pour l'Union européenne, comme dernièrement les discussions autour du paquet d'aide pour l'Ukraine ou encore la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. En outre, la proximité de Monsieur Orban avec Monsieur Putin n'est un secret pour personne.

Dans sa résolution n° 2460 de 2022, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « conclut que les effets cumulés des mesures préjudiciables à l'indépendance du pouvoir judiciaire, à la situation des médias, à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes des institutions de l'État compromettent globalement le fonctionnement des institutions démocratiques. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont d'avis que l'Union européenne a une part de responsabilité dans le conflit

avec la Hongrie de Monsieur Orban sur un certain nombre de dossiers européens, comme le budget de l'UE, les aides à l'Ukraine ou encore les discussions d'adhésion de l'Ukraine ? Dans l'affirmative, en quoi consiste cette part de responsabilité ?

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont d'avis que les réformes menées en Hongrie sous le Gouvernement de Monsieur Orban en matière de justice et de liberté de la presse, et pointées du doigt par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sont conformes aux valeurs et à l'État de droit européen ?

– Comment les déclarations reprises ci-dessus sont-elles conciliables avec la motion n° 3176 sur la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et le suivi de la situation en Hongrie adoptée le 18 avril 2020 par la Chambre des Députés ?

Réponse (02/02/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

En tant que membre fondateur de l'Union européenne, le Luxembourg souscrit entièrement aux valeurs de l'Union européenne, notamment celles de démocratie, d'État de droit et de respect mutuel des peuples.

La position du Gouvernement à l'encontre de la Hongrie reflète plusieurs aspects :

Le Gouvernement considère que le peuple hongrois est pro-européen, alors que nous avons pu voir lors de visites officielles dans ce pays qu'il partage les objectifs de l'Union européenne.

Par ailleurs, nous estimons que l'Union européenne à 27 États membres doit, pour avancer dans la réalisation de ses ambitions, tenir compte de la grande diversité de culture, d'histoire, de niveau de vie et de géographie. Il faut donc tenir compte de réalités et de perceptions qui peuvent différer d'un pays à l'autre, tout en partageant les mêmes objectifs et valeurs. Cela vaut pour l'ensemble des États membres.

Enfin, le désaccord avec un Gouvernement d'un pays nécessite le dialogue et la discussion, plutôt que l'isolement. Ceci est d'autant plus vrai pour la Hongrie qui présidera le Conseil de l'Union européenne lors du deuxième semestre 2024.

.....

Acquisition de projets de logements en VEFA | Question 0196 (18/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Gouvernement a annoncé en été 2023 l'acquisition de projets de logements en VEFA freinés par le manque d'acquéreurs potentiels afin d'assurer la continuité de l'activité de la construction, de maintenir des emplois de ce secteur et, par la même occasion, d'augmenter le nombre de logements abordables en propriété publique.

La finalisation des cinq premiers contrats de réservation portant sur 114 logements et pour une enveloppe budgétaire de 69 millions d'euros à charge du Fonds spécial du soutien au développement du logement a été communiquée le 1^{er} septembre 2023. Depuis cette annonce des discussions portant sur l'acquisition de 70 logements en VEFA supplémentaires auraient été entamées.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Les contrats de réservation portant sur 114 logements mentionnés ci-dessus ont-ils entre-temps été signés ?

– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus d'informations sur les cinq projets en question ? Quel est le prix d'acquisition par mètre carré pour chacun des cinq projets ?

– Quelle entité sera le bailleur des logements ?

– Dans quels délais les logements seront-ils habitables ?

2) Qu'en est-il des 70 logements en VEFA supplémentaires dont l'acquisition a été envisagée par votre prédécesseur au Ministère du Logement ? Avez-vous poursuivi ou abandonné les discussions portant sur cette acquisition éventuelle ?

3) Vos services analysent-ils d'autres offres de projets immobiliers en vue d'une acquisition future éventuelle ? Dans l'affirmative, de combien d'offres de projets et de logements s'agit-il ?

4) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre l'acquisition de projets de logements en VEFA ? Dans l'affirmative, quelle est la stratégie d'acquisition de Monsieur le Ministre ? Dans la négative, quelles sont les raisons de Monsieur le Ministre pour l'abandon de l'acquisition de logements en VEFA ?

Réponse (20/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Actuellement, 6 contrats de réservations sont signés pour un total de 170 unités de logements pour +/-110 millions d'euros.

– En moyenne, le prix d'acquisition, y inclus un parking par unité de logement, est de +/-7.320 €/m² au m² de surface habitable.

– Les promoteurs publics FDL et SNHBM seront bailleur social chacun pour 85 unités de logement.

– Prévisionnellement, 2 unités de logement seraient disponibles au 2^e semestre 2024, 7 unités de logement seraient disponibles au 2^e semestre 2025, 76 unités de logement seraient disponibles courant de l'année 2027 et les autres 85 unités logement seraient disponibles 1^{er} semestre de l'année 2028.

ad 2) À ce stade, 8 projets portant sur 284 unités de logement supplémentaires ont été soumis au Ministre des Finances pour validation.

ad 3) Actuellement, 7 projets supplémentaires pour 88 unités de logement sont en préparation pour la commission interne CAL29.

ad 4) Dans le cadre du premier paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 31 janvier 2024, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire informe les promoteurs, développeurs et constructeurs de logements de l'intérêt de l'État à acquérir des projets de logements en vente en l'état futur d'achèvement.

Un budget de 480 millions d'euros vient d'être attribué aux acquisitions VEFA, représentant +/-800 unités de logements. Le ministère analysera chaque projet soumis quant à sa conformité aux typologies des logements et au prix selon le cahier de charges du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire par la commission interne CAL29.

.....

Site « Lorraine Aéroport » | Question 0197 (18/01/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Suite à un article publié par France Bleu Lorraine le 30 mai 2023, évoquant les ambitions de Luxair et de son directeur général, Gilles Feith, d'initier des opérations de vol depuis le site « Lorraine Aéroport »,

plusieurs questions se posent concernant cette potentielle expansion transfrontalière. M. Feith a mentionné des liaisons envisagées vers la Tunisie et le Sénégal. Il a également fait état de demandes d'autorisations de trafic soumises aux autorités françaises, qui restent en attente de réponse.

Alors que « Lorraine Aéroport » fait actuellement face à des préoccupations quant à sa pérennité, cette initiative pourrait contribuer à l'attractivité et à l'intégration transfrontalière de la Grande-Région, en renforçant les coopérations entre le Luxembourg et la Lorraine.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Le Gouvernement luxembourgeois est-il informé d'une coopération potentielle entre Luxair et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ? À quelle phase se situe actuellement l'initiative d'expansion des opérations de Luxair à l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Est-il envisagé de créer une liaison routière ou ferroviaire directe entre le Luxembourg et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Quelles sont les implications potentielles pour le secteur du transport aérien luxembourgeois si Luxair commence à opérer des vols depuis l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Comment le Gouvernement luxembourgeois évalue-t-il l'impact de cette initiative sur l'Aéroport de Luxembourg, notamment en termes de trafic et d'activité économique ?

– Quelles seront les répercussions sur les liaisons aériennes existantes entre le Luxembourg et les destinations évoquées telles que la Tunisie et le Sénégal, et comment cela s'inscrit-il dans la stratégie globale de développement de Luxair ?

Réponse (19/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'ouverture de nouvelles liaisons ainsi que la collaboration avec un autre aéroport que celui du Luxembourg sont des décisions opérationnelles prises par la direction de Luxair. Luxair opère ainsi en toute liberté commerciale dans un environnement fortement concurrentiel, souvent face à des compagnies aériennes ayant des modèles sociaux nettement moins protecteurs.

Pour répondre aux demandes de ses clients, Luxair dessert depuis des années des aéroports européens sans liaisons directes avec le Luxembourg, comme Saarbrücken et Anvers. Aucune liaison routière ou ferroviaire directe entre le Luxembourg et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine n'est à l'étude.

Par le passé, d'autres compagnies ont proposé des destinations commercialement viables au départ de l'Aéroport de Lorraine, et Luxair examine actuellement comment elle pourrait potentiellement bénéficier de ces itinéraires.

Aujourd'hui, la majorité des clients de Luxair provient de la Grande Région, et notamment de la France. Offrir des vols depuis l'Aéroport de Lorraine pourrait être commercialement intéressant, surtout si la majorité des clients de certaines destinations vient de cette région.

Actuellement, Luxair est en discussion pour obtenir un accès aux créneaux pour des destinations hors Europe, notamment en France. La compagnie, à partir de 2026 ou 2027, augmentera sa capacité de vol avec l'arrivée de nouveaux avions ce qui permettrait d'élargir son offre sur d'autres marchés, en particulier la France.

Pour l'instant, aucun impact substantiel sur les départs du Luxembourg ni sur les activités de l'aéroport n'est à prévoir. Si les discussions aboutissent et que de tels vols voient le jour, ils seraient a priori complémentaires à ceux déjà opérés depuis le Luxembourg.

Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) | Question 0198 (18/01/2024) de **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

L'accord de coalition stipule que « les capacités d'accueil dans les SEA seront augmentées afin de garantir l'accès pour chaque enfant à l'horizon 2030 ». De plus, le communiqué de presse datant du 29/11/2023 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit ce qui suit : « En collaboration avec les communes, le Gouvernement veillera à ce que chaque enfant ait droit à une offre éducative à temps plein à partir de 2030. »

Selon une intervention de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil lors du débat public de la pétition n° 6201, la demande et l'offre des places dans les SEA seraient relativement équilibrées au niveau national, bien qu'il y ait des listes d'attente dans certaines communes. Évidemment, uniquement une offre locale présente une opportunité réelle pour les familles. Ainsi, les communes jouent un rôle essentiel pour assurer la garde d'enfants. Sachant que les SEA impactent considérablement les budgets communaux à la fois à travers les frais liés aux infrastructures et à travers les frais de personnel, l'accord de coalition prévoit une discussion avec les communes sur une « adaptation des subventions ». En outre, la pénurie de personnel éducatif présente également un défi pour l'augmentation des capacités des SEA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelle est la trajectoire de la réalisation de la garantie à l'accès à l'accueil dans une SEA à l'horizon 2030 ?

2) Monsieur le Ministre pourrait-il clarifier le concept de l'offre éducative à temps plein ? Quels acteurs seront impliqués dans la réalisation de cette offre ? Quel serait l'impact de cette offre pour les communes ?

3) Dans quelles communes la demande pour une place dans une SEA n'a-t-elle pas pu être satisfaite les deux dernières années ? Quel est le taux d'occupation des SEA agréées au niveau national et communal, respectivement pour les maisons relais, les crèches et les autres types de structures ?

4) Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entamer les discussions au sujet des adaptations des subventions avec les communes ? De quels types de subventions s'agit-il ? Quand est-ce que les communes peuvent s'attendre à la réalisation des adaptations ?

Réponse (26/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En vue de l'augmentation des capacités d'accueil, la situation dans les différentes communes du pays sera analysée afin de déterminer le développement local des structures éducatives qui sera conceptualisé en fonction des besoins et en collaboration avec la commune. Sur base des résultats obtenus, des consultations seront menées afin de déterminer le rythme et la procédure à suivre.

À cet effet, un échange régulier aura lieu avec le syndicat communal Syvicol pour aborder les adaptations

possibles et répertorier les aides existantes. Les discussions porteront également sur le développement de la diversité de l'accueil au sein de la commune et sur l'utilisation des subventions.

ad 2) Comme précisé dans l'accord de coalition, le financement des structures d'éducation et d'accueil (SEA) sera adapté afin de permettre des contrats à plein temps au personnel de l'éducation non formelle ; ceci aussi dans l'optique de renforcer la coopération entre l'enseignement fondamental public et la SEA. En cas de collaboration renforcée, il s'agira de clarifier la gestion des différents statuts et des différents domaines de responsabilité.

L'impact de cette offre sur les communes fera l'objet d'une analyse et de discussions avec le Syvicol.

ad 3) À ce jour, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas d'informations relatives aux listes d'attentes. Ces informations ne sont disponibles qu'auprès des gestionnaires des SEA. Un formulaire permettant de recenser les listes d'attente et les critères d'accès aux SEA gérés par des communes est en cours d'élaboration.

ad 4) En juillet 2023, le soutien financier pour la construction d'un SEA pour enfants scolarisés par place d'accueil est passé de 10.000 €/place (ou de 12.500 € pour les projets où l'école fondamentale et la maison relais partagent des locaux dans un même bâtiment) à 15.000 € chacun.

Comme précisé ci-dessus, la question des subventions sera discutée avec le Syvicol.

Prix du tabac | Question 0199 (18/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Depuis le 1^{er} janvier, le prix du paquet de cigarettes coûte plus de 11 € en France alors qu'au Luxembourg le même paquet est nettement plus avantageux. La Belgique à son tour a annoncé des augmentations substantielles des prix.

– Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement, quels sont leurs projets en matière d'évolution du prix du tabac, sachant que le prix est la meilleure arme contre le tabagisme.

– Quelle est l'attitude du Gouvernement et des autorités compétentes par rapport à la contrebande systématique de produits du tabac vers nos pays voisins ?

Réponse (29/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

– Comme dans le passé, la politique du Gouvernement consiste à revoir à des intervalles réguliers la hausse la taxation des produits de tabac. Des réflexions en ce sens sont actuellement en cours.

– Depuis l'instauration du marché unique au 1^{er} janvier 1993, mettant en place un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée et la mise en place de la directive 2020/262 établissant le régime général d'accise visant à réglementer la libre circulation des marchandises soumises aux accises, il n'y a plus de contrôles douaniers aux frontières intra-UE.

L'Administration des douanes et accises (ADA) effectue ses contrôles douaniers de manière intégrée, c'est-à-dire de façon multidisciplinaire, sur tout le territoire du Grand-Duché.

Un contrôle systématique aux frontières des pays avoisinants comme jadis, engendrerait non seulement un chaos de la circulation, mais serait surtout contraire aux quatre libertés fondamentales.

Afin de réduire au maximum le trafic transfrontalier de grandes quantités de produits du tabac respectivement le trafic illégal, le Luxembourg augmente de manière régulière les taxes sur ces produits tout en entretenant une collaboration active avec les douanes des pays voisins et britanniques.

Réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos | Question 0200 (18/01/2024) de M. Dan Biancalana | M. Franz Fayot (LSAP)

En date du mardi 16 janvier 2024, le Premier ministre s'est rendu à la 54^e réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, lors duquel dirigeants politiques et grands patrons s'échangent sur la marche du monde, avec en toile de fond la multiplication des risques géopolitiques, technologiques et climatiques. À cette occasion, pas moins de 260 milliardaires et millionnaires se sont adressés le 17 janvier aux responsables politiques réunis sur place avec un plaidoyer en faveur d'un impôt sur les plus fortunés en vue d'améliorer la qualité des services publics dans le monde.

Dans la lettre remise aux responsables politiques, les membres du collectif de milliardaires et millionnaires soulignent notamment que « l'inégalité a atteint un point de bascule et son coût pour notre stabilité économique, sociétale et écologique est grave – et s'accroît chaque jour. En bref, nous devons agir maintenant. »

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Messieurs les Ministres soutiennent-ils les conclusions et les revendications formulées par le collectif dans ladite lettre ?

– Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le Luxembourg a une responsabilité spéciale à appuyer des mesures de taxation uniforme des grandes fortunes en tant que pays hébergeant une importante industrie financière abritant de nombreux millionnaires, voire milliardaires potentiellement concernés par une telle réforme ?

Réponse (29/01/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

En premier lieu, il échet de constater que la lettre en question n'a pas été adressée au Gouvernement luxembourgeois. Le Gouvernement estime que les revendications en question ne visent pas le Luxembourg en particulier. Il semble d'ailleurs que le collectif aurait déjà formulé les mêmes revendications par le passé à l'occasion du Forum économique mondial à Davos.

La fiscalité luxembourgeoise est progressive, de sorte que les personnes à revenu élevé paient substantiellement plus d'impôts que ceux qui ont des revenus plus faibles.

L'accord de coalition du nouveau Gouvernement ne prévoit pas d'impôt particulier sur les grandes fortunes, alors que cet impôt a conduit à la fuite de capitaux dans les pays qui l'ont introduit par le passé.

Accidents de la route liés aux conditions météorologiques | Question 0201 (18/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Suite aux conditions météorologiques hivernales de la semaine du 15 janvier 2024, et en particulier des mercredi 17 et jeudi 18 janvier, qui ont rendu les conditions de circulation particulièrement difficiles et

ont conduit à de multiples perturbations sur le réseau routier, nous souhaitons obtenir des éclaircissements sur les incidents survenus ainsi que sur les mesures prises pour garantir la sécurité routière.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien d'accidents de la route liés aux conditions météorologiques ont été recensés durant cette période ?

2) Parmi ces incidents, pouvez-vous indiquer le nombre d'accidents attribués à des véhicules non conformes au Code de la route, et plus particulièrement, à des pneus non conformes aux conditions hivernales, ainsi que le nombre de conducteurs ayant été sanctionnés pour cette non-conformité ?

3) Les services des ponts et chaussées luxembourgeois ont-ils engagé des actions conjointes avec les autorités compétentes du côté français pour le déneigement et le salage de l'autoroute A31 et de la route nationale D616 française, ainsi que sur les axes routiers interconnectés tels que l'A3 et l'A4 ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer ses initiatives visant à sensibiliser et à responsabiliser les conducteurs quant à l'importance d'adopter une conduite adaptée aux conditions météorologiques hivernales ?

Réponse (23/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Sur le réseau autoroutier, 25 accidents au total ont été enregistrés par le Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) au cours de la semaine du 15 janvier 2024, sans pour autant montrer les causes de ces accidents routiers :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les bases de données de la police ne permettent pas de décliner combien d'accidents survenus sur la période donnée ont été causés par les conditions météorologiques. Les causes des accidents ne sont pas prises en compte dans ce recensement des accidents.

ad 2) Les bases de données de la police indiquent que, dans la semaine du 15 janvier 2024 au 19 janvier 2024 inclus, 27 conducteurs ont été sanctionnés en raison de l'utilisation de pneus non conformes aux conditions hivernales (article 160 du Code de la route, règlement grand-ducal du 10 septembre 2012).

Ces infractions relevées ne sont pas nécessairement liées à des accidents de la route dus aux conditions météorologiques, mais indiquent uniquement le nombre de sanctions relevées.

ad 3) Depuis plus d'une décennie, des visioconférences transfrontalières entre les gestionnaires des routes (France, Belgique et Luxembourg) ont lieu hebdomadairement en période hivernale, voire plus fréquemment selon les prévisions météorologiques. Les conférences en question portent sur les conditions météorologiques (Météo France) et, si nécessaire, un tour de table est organisé par les différents gestionnaires des routes afin de se concerter sur les opérations de déneigement et de salage.

En outre, les circuits de salage sont définis à l'avance et coordonnés avec les autorités des pays limitrophes. Ceci est notamment le cas pour le tronçon sur l'autoroute A31 entre l'échangeur de Kanfen et la frontière franco-luxembourgeoise. En ce qui concerne la route nationale D616, un plan de circuit de salage a

été élaboré en collaboration avec les autorités françaises pour la gestion du déneigement et du salage. Par conséquent, le tronçon entre le rond-point Belval-Gare et le rond-point Russange est pris en charge par l'Administration des ponts et chaussées.

ad 4) Des messages de sensibilisation sont affichés sur les panneaux électroniques des autoroutes pour, entre autres, encourager les usagers de la route à adapter leur conduite aux conditions météorologiques hivernales. En cas d'intempéries, une réduction de la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes est également appliquée afin de réduire le risque d'accident.

Par ailleurs, les usagers de la route sont également informés et sensibilisés par plusieurs autres campagnes, notamment dans la presse (radios, ACL, etc.) sur les prévisions météorologiques et les conditions de conduite actuelles, de sorte qu'ils puissent, le cas échéant, s'y adapter ou vérifier la conformité de leur véhicule, comme par exemple le montage de pneus d'hiver.

Ventes d'appartements en construction | Question 0202 (19/01/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Depuis la réforme de la TVA Logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, il est possible de décomposer les ventes d'appartements en construction selon le taux de TVA appliqué.

Les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % et ceci dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €, tandis que les « investisseurs », déjà propriétaires d'une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis, sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me communiquer un tableau contenant le nombre de ventes d'appartements en l'état futur d'achèvement (VEFA), le nombre total des ventes d'appartements « VEFA pour propriétaires occupants » (TVA de 3 %) ainsi que le nombre total des ventes d'appartements « VEFA pour investissement » (TVA ordinaire) pour les années 2021, 2022 et 2023 ?

2) Est-ce qu'une répartition territoriale pour les « VEFA pour investissements » peut être établie pour ces années, afin d'avoir une vue géographique sur ces investissements ?

Réponse (09/02/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Depuis la réforme de la TVA logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, l'application du taux super-réduit de 3 % en relation avec des travaux de création est réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Les logements mis à la disposition de tiers ne bénéficient plus de la faveur fiscale, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements. De ce fait, plus aucune demande d'application directe du taux super-réduit n'est prise en compte en relation avec la création de logements à des fins locatives. Par conséquent, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ne dispose plus de données relatives aux logements mis à la disposition de tiers en ce qui concerne le volet « Création ».

La base de données relative aux droits d'enregistrement permet de faire une distinction entre actes avec ou sans droit au crédit d'impôt, mais elle ne permet pas de faire la distinction entre « VEFA pour propriétaires occupants » et « VEFA pour investissement ». Une isolation du nombre d'appartements concernant des VEFA n'est pas possible.

Le nombre d'appartements à des fins d'habitation principale pour lesquels des agréments relatifs à la création ont été demandés se trouve dans le tableau en dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le nombre d'actes de ventes des appartements en construction est publié chaque trimestre par l'Observatoire de l'habitat et est accessible sous data.public.lu : « Nombre de ventes d'appartements et volumes financiers correspondant à ces ventes (statistiques issues des actes notariés) ».

Réponse complémentaire (16/02/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

En complément aux informations contenues dans la réponse commune du 9 février 2024 et issues de la seule base de données de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, nous aimerions fournir les informations suivantes à l'honorable Députée Liz Braz.

ad 1) Les statistiques ci-dessous s'appuient sur les données de la publicité foncière, système informatique qui relie les notaires à l'Administration de l'enregistrement et des domaines ainsi qu'à l'Administration du cadastre et de la topographie. Il s'agit donc de statistiques basées sur les actes notariés, qui permettent de distinguer clairement les ventes d'appartements existants et les ventes d'appartements en construction (VEFA – Ventes en l'état futur d'achèvement).

Depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, il est également possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué : en règle générale, les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % (dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €), alors que les « investisseurs » (ayant déjà une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis) sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire de 17 % (16 % en 2023).

Le tableau 1 ci-dessous décompose le nombre total d'appartements vendus pour les années 2017 à 2023. Il faut toutefois souligner que les statistiques pour l'année 2023 sont incomplètes pour l'instant : elles ne tiennent compte que des trois premiers trimestres de l'année. Notons également que ces statistiques reflètent les volumes de transactions après sélection, traitements et rejets des extrêmes, tel qu'expliqué dans le document méthodologique conjoint du Statec et de l'Observatoire de l'habitat :

<https://logement.public.lu/dam-assets/documents/observatoire-habitat/Methodologie-PrixVente-Appartements-2013-12.pdf>.

Le phénomène le plus notable sur la période 2021-2023 est la réduction de la part des appartements en construction (VEFA) dans le total des transactions, jusqu'à atteindre seulement 13,7 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2023. La répartition entre propriétaires-occupants et investisseurs parmi les acheteurs d'appartements en construction a moins évolué, mais les fluctuations trimestrielles sont fortes et le nombre d'observations limité.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il est possible de réaliser une telle décomposition des ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Le tableau 2 reporte ces statistiques sur la période 2017-2023, en utilisant le découpage du territoire retenu par le Statec et l'Observatoire de l'habitat dans leur publication conjointe « Le logement en chiffres ». Il présente cinq zones géographiques correspondant à des cantons ou à des regroupements de cantons.

Ici, la tendance marquante est le recentrage des investissements locatifs dans le canton de Luxembourg en 2023 : alors que ce canton regroupait en moyenne 42,6 % des achats d'appartements en construction réalisés par des investisseurs entre 2017 et 2022, cette part est montée à 62,9 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Logements vacants de la Société nationale des habitations à bon marché | Question 0205 (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 0134 hu mir de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung ënnert anerem gefrot, wéi vill Leerstand et beim Fonds du logement zu ënnerschiedlechen Zäitpunkte ginn ass. Aus der Äntwert geet ervir, dass et aktuell kee Leerstand vu bewunnbare Wunnenge gëtt. Nieft dem Fonds du logement, gëtt et zu Lëtzebuerg och nach en zweeten ëffentleche Promoteur, d'Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM). Och fir dësen Acteur stellen sech an eisen Aen déi schonns fir de Fonds du logement traitéiert Froen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wéi vill Leerstand gouf et bei der SNHBM um Datum vum 1.1.2023, dem 1.3.2023, dem 1.6.2023, dem 1.9.2023, dem 1.12.2023 an dem 1.1.2024? Ëm wéi eng Aart vun Objet handelt et sech dobäi jee weils (Locatiounsobjekt, Objekt mat Bail emphytéotique, Verkaufsobjekt)?

Mir wiere frou, wann den Här Minister a senger Äntwert déi ënnerschiedlech Zäitpunkte kéint separat traitéieren. Aus der leschter Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0134 geet dëst net ervir.

Réponse (20/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

D'SNHBM huet kee Leerstand vu bewunnbare Mietwunnengen. Déi Wunnengen, déi aktuell net besat sinn, sinn amgaange renovéiert ze ginn, respektiv wäerten deemnächst nei Locataireen ophuelen.

D'SNHBM huet fir déi gefroten Datumer keng Statistiken. 2023 waren all Logementer entweder besat oder an der Renovatioun.

Wat d'Donnéee vum de Wunnenge betrëfft, déi fir de Verkauf geduecht sinn, waren Enn Januar 2024 125 Logementer nach net verkaaft. 115 vun deene Logementer waren entweder nach am Bau oder haten nach kee Keefer fonnt, déi aner 10 Wunnengen huet d'SNHBM zrëckkaf an ass amgaangen, en neie Keefer dofir ze sichen.

Accueil des demandeurs d'une protection internationale au Luxembourg | Question 0207 (19/01/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Le programme gouvernemental 2023-2028 stipule que « Les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI. » L'hébergement des personnes demandant une protection internationale constitue un défi tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Néanmoins, la période de séjour dans les centres d'accueil constitue un premier pas vers l'intégration des personnes. En ce sens, les cours de langue obligatoires prévus par le programme gouvernemental constituent une étape à la fois intéressante et complexe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Le Gouvernement lancera-t-il un nouvel appel aux communes concernant la création des structures d'hébergement pour les DPI ? Y aura-t-il une sorte d'obligation de participation pour les communes ?

– À partir de quand les cours de langues seront-ils organisés ?

- Quelles langues seront proposées ?
- Les cours s'appliqueront-ils également aux bénéficiaires d'une protection temporaire ?
- Dans le contexte du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR), quels sont les objectifs visés par ces cours ?

Les résidents des foyers, qui sont souvent persécutés et poursuivis dans leur pays d'origine, sont censés apprendre à connaître la démocratie du Luxembourg non seulement par une information adéquate, mais aussi par l'expérience pratique. En conséquence, la loi prévoit la création d'un comité consultatif des résidents dans chaque foyer.

– Puisque la loi stipule que l'initiative doit venir des résidents, quels moyens ont été ou seront mis en place pour en informer ces derniers ?

– Combien de comités consultatifs existe-t-il à ce jour ? Et où ?

Le contact et l'échange avec les voisins des structures d'hébergement peuvent contribuer de manière importante à l'acceptation par la population et à l'implication des volontaires du quartier. C'est dans cet esprit, que la création des comités de suivi a été lancée.

– Combien de comités de suivi fonctionnent à ce jour ?

- Qui sont les membres d'un tel comité? Le voisinage en fait-il partie ?

L'UNHCR a réalisé une étude relative à certains aspects du processus d'intégration des personnes bénéficiaires de la protection internationale (BPI) au Luxembourg.

– Quelles conclusions le Gouvernement en tire-t-il en matière d'accès à un emploi ?

– Quelles conclusions le Gouvernement en tire-t-il en ce qui concerne le logement ?

Les entreprises de sécurité et l'assistance sociale sont omniprésentes dans les structures d'hébergement.

- Combien d'agents de sécurité chaque structure compte-t-elle ?
- Quelles formations ont été proposées au personnel de sécurité en 2023 ?
- Par qui ces formations sont-elles dispensées ?

– Combien d'agents sont chargés de l'encadrement social dans chaque structure ?

• Une augmentation du personnel social est-elle prévue, entre autres, au vu des développements décrits ci-dessus ?

Réponse (27/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ainsi que prévu dans le programme gouvernemental, le Gouvernement a une attitude proactive envers les communes et il réitérera son action d'informer les communes sur les modalités d'accueil de personnes DPI, sur les démarches à effectuer en amont de l'accueil et sur les aides apportées par le Gouvernement aux communes qui accueillent une structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI).

Pour ce qui est des cours de langues proposés aux personnes DPI et aux personnes BPT, l'ONA attribue des bons permettant à ces personnes de s'inscrire aux cours de langues (proposés par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse). Le choix des cours est effectué par les personnes concernées, en fonction de leur projet professionnel individuel. Les langues proposées sont l'allemand, le français et l'anglais. L'initiation à la langue luxembourgeoise s'effectue à partir du moment où des progrès significatifs sont constatés dans les langues citées auparavant. Les cours de l'intégration linguistique visent un niveau linguistique de A1.2 du CECR. Deux parcours sont proposés aux personnes selon leurs besoins afin d'atteindre l'objectif suivant : un parcours d'alphabétisation en langue française et un parcours de « français langue d'intégration » (FLI).

Concernant la mise en place de comités consultatifs dans les structures d'hébergement, il y a lieu de préciser que les encadrants sociaux organisent régulièrement, et en fonction des besoins et de la demande des résidents, des réunions entre résidents et encadrants. Ce type de réunion peut soit concerner l'ensemble des personnes hébergées, soit des groupes de personnes. Lors de ces réunions, des sujets divers du vivre-ensemble en communauté sont thématiques, en fonction des besoins constatés par les résidents et les encadrants sociaux. Actuellement, l'ONA explore avec ses partenaires sociaux chargés de l'encadrement socio-éducatif dans certaines structures d'hébergement des formes supplémentaires de participation et de consultation des occupants des structures, tels que des sondages ou des boîtes à suggestions, les résidents étant ainsi impliqués dans la prise de décision.

Quant aux comités de suivi instaurés dans les communes concernées par une structure d'hébergement, il en existe, à l'heure actuelle, huit qui sont formalisés. Dans plusieurs autres communes des réunions régulières ont lieu entre les autorités compétentes sans qu'un comité de suivi ne soit officiellement constitué.

Les comités de suivi sont composés de représentants communaux, des représentants de l'ONA ainsi que, le cas échéant, des représentants de l'organisme chargé de l'encadrement socio-éducatif de la structure ou de représentants d'autres ministères. Suivant les souhaits de l'administration communale et les thèmes à traiter, certains comités de suivi incluent aussi des membres des services ou commissions communaux, comme la commission de l'intégration ou l'office social. À la demande de la commune, des séances d'information ou des portes ouvertes sont organisées

lors de l'ouverture officielle d'une nouvelle structure d'hébergement afin de permettre au voisinage et aux habitants de la commune de s'informer. Ceux-ci peuvent également s'adresser à chaque instant au personnel encadrant pour toute question ou remarque, ou se porter volontaire en tant qu'agent bénévole pour participer activement à la vie des DPI.

Par ailleurs, le personnel encadrant est en charge de faire le lien avec d'éventuels bénévoles et d'organiser des activités dans la commune d'ancrage de la structure, permettant ainsi aux personnes hébergées de s'intégrer dans la vie de la commune.

Le Gouvernement est parfaitement conscient des difficultés d'insertion sur le marché du travail luxembourgeois rencontrées par de nombreux bénéficiaires de protection internationale (BPI), de même que par de nombreux bénéficiaires de protection temporaire (BPT) en provenance de l'Ukraine arrivés au Luxembourg depuis février 2022.

Les problèmes soulevés par l'étude de l'UNHCR sont connus par les instances publiques et les acteurs de terrain : difficultés de reconnaissance des diplômes, des qualifications et des expériences professionnelles antérieures des BPI (et BPT) ; exigences linguistiques spécifiques au marché du travail luxembourgeois ; exigences linguistiques requises pour pouvoir suivre des cours de formation professionnelle (continue) ; écart entre les attentes et aspirations des administrés, d'une part, et leurs possibilités réelles d'intégrer le marché du travail à court terme, d'autre part ; situation administrative et sociale fragile (garde des enfants non assurée ; logement ; etc.).

Cependant, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) s'est adaptée à ces demandes nouvelles en proposant une vaste panoplie de mesures de formation et d'aides à l'insertion professionnelle aux BPI et BPT. Ces mesures et aides comprennent notamment : accès à des cours de langue intensifs à l'INLL, octroi de bons pour s'inscrire dans d'autres cours de langue ; la participation à des cycles de formation dédiés spécifiquement aux BPI et BPT et organisés en étroite collaboration avec des partenaires externes ; l'assignation vers des initiatives sociales en faveur de l'emploi ; toutes autres mesures, formations et aides appropriées que l'ADEM peut proposer à tout demandeur d'emploi inscrit, indépendamment de son statut de séjour. Par ailleurs, l'ADEM, ensemble avec les organismes partenaires, évalue en permanence la pertinence de ses offres afin de les adapter régulièrement aux besoins des demandeurs d'emploi inscrits.

Rappelons dans ce contexte qu'une cellule spécialisée dans l'accueil des demandeurs d'emploi disposant du statut de BPT a été créée au printemps 2022, au sein de l'agence de l'ADEM à Luxembourg-ville.

En ce qui concerne l'accès des DPI au marché de l'emploi, l'accord de coalition du Gouvernement issu des élections législatives du 8 octobre 2023 stipule que « quatre mois après l'introduction de leur demande de protection internationale, les DPI pourront conclure un contrat de travail dans les domaines à forte pénurie de main d'œuvre. Le Gouvernement évaluera cette mesure régulièrement. »

Enfin, il y a lieu de rappeler que la loi du 23 août 2023 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; 3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, a apporté un certain nombre d'ouvertures et de simplifications administratives visant à faciliter l'accès au marché de l'emploi des ressortissants de pays tiers sous certaines conditions.

Pour les personnes qui ont obtenu le statut de bénéficiaire de protection internationale, quitter la structure d'hébergement de l'ONA pour accéder à un logement indépendant reste compliqué en raison de la situation tendue sur le marché du logement au Luxembourg. Si, tous les mois en moyenne 50-80 personnes avec le statut de BPI réussissent à quitter les structures de l'ONA, quelque 2.100 personnes bénéficiaires du statut logent actuellement toujours dans les structures de l'ONA, faute de trouver un logement alternatif.

Dans son étude, le UNHCR conclut aussi que la question du logement est un sujet extrêmement complexe.

Pour ce qui est de la recommandation relative à la mise en place d'un soutien financier au profit d'initiatives ou de programmes proposant un accompagnement pour la recherche d'un logement, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil soutient des projets en la matière via le fonds AMIF.

Quant à la recommandation visant l'étude des discriminations dans l'accès au logement, celle-ci est reprise dans le plan d'action national de lutte contre le racisme, qui est en cours d'élaboration, et qui consacre une partie à l'accès au logement du point de vue de la discrimination raciale.

Pour ce qui est de la sécurité dans les structures d'hébergement, le nombre de postes de gardiennage dépend des capacités d'accueil de la structure d'hébergement. Notons tout d'abord qu'une douzaine de structures ne disposent pas de gardiennage ; il s'agit principalement d'auberges et de petites structures avec une capacité d'accueil inférieure à 30 personnes. Pour les structures avec un dispositif de gardiennage, un poste de gardiennage est prévu à partir d'une capacité d'accueil de 30 lits, ensuite, avec la capacité d'accueil augmentant, le ratio est d'un poste de gardiennage pour 50 lits.

Les formations ci-dessous sont obligatoires pour les agents de gardiennage :

- Formation « Gestion de conflits et de l'agressivité » visant à mieux gérer la violence pouvant apparaître dans une structure accueillant des demandeurs de protection internationale provenant de cultures diverses ;
- Formations « Premiers secours », « Lutte incendie et évacuation de bâtiments » ;
- Formation « Hygiène » visant à garantir une distribution des repas respectueuse des règles d'hygiène actuellement en vigueur ;
- Formation « Poste d'inspection filtrage rayons X ».

L'organisation et la prise en charge financière des formations incombent à l'entreprise de gardiennage.

Par ailleurs, les agents de sécurité affectés à l'ONA suivent également une formation de sensibilisation à la vulnérabilité et à la « bien-traitance ». Cette formation est dispensée par l'ONA.

Enfin, concernant le nombre d'agents chargés de l'encadrement social dans chaque structure d'hébergement, celui-ci dépend du nombre de personnes hébergées et de leur profil. Pour les structures dont l'encadrement est assuré par un partenaire social sur base d'une convention avec l'État, le ratio est au minimum d'un agent socio-éducatif pour 50 personnes hébergées. Il existe néanmoins des structures sans encadrement social permanent sur place, notamment lorsqu'il s'agit de très petites structures. Dans ce cas, le suivi social est assuré par l'ONA lors de visites régulières.

Procédure de remboursement de la CNS | Question 0208 (19/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Wann een eng Rei Ofrechnunge vum Dokter an enger Kéier bei d'CNS schéckt, ginn dës net onbedéngt gemeinsam traitéiert. Dëst ass och esou um Site vun der CNS annoncéiert. Ville Leit ass de Prozess hantert dem Enregistréiere vu Rechnungen an dem Ausbezuale vun de Gelder net bekannt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat ginn d'Rechnungen esou gehandhaabt?
2. Och wann de System vum Tiers payant ugelaft ass, huet d'Ministesch selwer an der Chamber ze verstoe ginn, dass et nach wäert daueren, bis all Dokter dësen och wäert notzen. Wäert bis dohi weiderhin un enger Verbesserung vum traditionelle Remboursementssystem geschafft ginn?
– Wa jo, wat ass nach envisagéiert, fir d'Liewe vun de Mataarbechter:inne vun der CNS ze vereinfachen an d'Delaien ze verkierzen?

Réponse (16/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den éischte Grond, firwat d'Dokteschrechnungen, déi zesummen an enger Enveloppe verschéckt gi sinn, net onbedéngt zesumme veraarbecht ginn, hänkt mat der Tatsaach zesummen, dass se innerhalb vun de Servicer vun der Gesondheetskess (CNS) no Prestataire an no den applikabele Konventionen am Aklang mam Artikel 61 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet, verdeelt ginn. D'Villfalt an d'Komplexitéit vun de verschiddenen Dossierien hu mat sech bruecht, dass d'Personal vun de verschiddene kompetente Servicer vun der CNS huet missen deemstspriechend spezialiséiert a forméiert ginn.

Den zweete Grond, firwat d'Rechnungen, déi zesummen an enger Enveloppe verschéckt gi sinn, net onbedéngt zesumme veraarbecht ginn, ass duerch d'Technik ze erklären. D'Rechnungen, déi eng optesch Lecture erméiglechen, gi vun de Rechnungen getrennt, déi handgeschriwwen Annotatiounen enthalten oder nach zousätzlech Dokumenter, déi eng manuell Veraarbechtung an Usproch huelen. Ma d'Veaarbechtung duerch déi optesch Lecture, wann se da méiglech ass, hëlt manner Zäit an Usproch wéi déi manuell Veraarbechtung. Bei de Rechnungen, déi vu weideren Dokumenter begleet sinn, mussen déi zoustänneg Servicer op déi manuell Veraarbechtung zeréckgräifen.

Mëttlerweil kënnen bis zu 75 % vun de Rechnungen duerch déi optesch Lecture traitéiert an innerhalb vun e puer Deeg rembourséiert ginn.

ad 2. E Projet, fir de Remboursement op nationalem Terrain ze beschleunegen, ass vun der CNS initiéiert ginn a wäert an noer Zukunft émgesat ginn. Aus deem Grond wäert en Informatiounsblat mat Piktogrammer bei den Detail vum Remboursement dobäi geluecht gi fir ze weisen, wéi een d'Demanden am beschten eraschécke soll. Dat soll mat sech bréngen, dass nach méi kann op déi optesch Lecture zeréckgegraff ginn a sou méi e schnelle Remboursement ka garantéiert ginn.

Adaptation des contrats RGTR | Question 0209 (19/01/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

En été 2023, les syndicats OGB-L et LCGB sont parvenus à un accord de principe avec la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars

(FLEAA) concernant les modalités d'une nouvelle convention collective. Cet accord de principe prévoit des améliorations pour les salarié.e.s et aura donc un impact budgétaire sur les exploitants d'autobus, lequel devrait également se répercuter sur les contrats RGTR entre l'État et les exploitants.

Selon mes informations, le prédécesseur de Madame la Ministre n'avait jamais vu d'inconvénient pour adapter les budgets des contrats RGTR aux modalités de la nouvelle convention collective, mais désormais, cette adaptation se fait attendre de manière inhabituelle. Il semblerait que Madame la Ministre ne se soit pas encore prononcée sur la question, raison pour laquelle la nouvelle convention n'a pas encore pu être signée formellement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Comptez-vous adapter les budgets des contrats RGTR avec les exploitants de manière à compenser les surcoûts engendrés par la signature de la nouvelle convention collective ?
- 2) Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me préciser l'échéancier et les étapes de la mise en œuvre ?

Réponse (12/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert de l'application des nouveaux tarifs suite à l'accord de principe négocié entre l'OGB-L, le LCGB et la FLEAA pour une nouvelle convention collective de travail dans le secteur des transports publics.

Lors de sa réunion du 7 février 2024, le Conseil de Gouvernement a pris la décision de se prononcer en faveur de l'application de cette révision des prix horaires à honorer à partir du 1^{er} janvier 2024 dans le cadre des contrats avec l'État pour le personnel des exploitants de services de transports publics par route.

Licences d'entraîneur INAPS | Question 0210 (22/01/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 mai 2021, des licences INAPS ont été instaurées. Une licence INAPS est émise parallèlement à l'établissement d'un brevet ou d'un brevet d'État. La durée de validité de la première licence INAPS est de trois ans et commence le jour de son établissement. Le renouvellement de la validité de chaque licence INAPS subséquente se fait par cycles de 3 ans suivant l'accomplissement d'un cycle de formation continue.

Or, les acteurs du monde sportif soulèvent certains problèmes de fonctionnement et de communication dans ce contexte. Ainsi les informations relatives aux formations et formations continues accomplies ou en cours ne seraient toujours pas consultables ni pour les personnes concernées, ni pour les clubs et fédérations au nom desquels elles sont actives. De plus des questions relatives aux obligations de documentation des cours suivis et des cours reconnus dans le cadre de la formation continue resteraient ouvertes.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les informations concernant les heures de formation accomplies ne sont accessibles ni pour les entraîneurs eux-mêmes ni pour les clubs et/ou fédérations ?

2) Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il proposer une solution à ce problème ?

3) Sous quelles conditions des formations suivies à l'étranger ou organisées par d'autres acteurs que l'INAPS peuvent-elles être comptabilisées ?

4) Comment les entraîneurs peuvent-ils vérifier si des activités de formation auxquelles ils ont participé sont effectivement prises en compte ? Quelles sont les obligations de documentation le cas échéant ?

Réponse (27/02/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) L'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives marquait une étape importante dans le développement de la qualité de ces formations. Au-delà de nouveaux éléments en matière de contenus et d'organisation, ceci implique également une nouvelle hiérarchisation des brevets et brevets d'État, partant du brevet LUXQF1 avec 12 unités de formation de 50 minutes, jusqu'au brevet d'État LUXQF6, qui équivaut à 1.300 unités de formation cumulées pour le candidat.

Par ailleurs, la coopération entre l'INAPS et les fédérations, comme déjà prévue par la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, est formalisée à travers les commissions des programmes. Les 36 commissions des programmes actuellement en place démontrent l'envergure du règlement grand-ducal précité.

En parallèle à la réforme de la formation initiale, le nouveau règlement grand-ducal a également créé un cadre pour les formations continues, en introduisant une licence ayant une validité de 3 ans, renouvelable sous condition de l'accomplissement de 24 unités de formations continues par le candidat endéans ce cycle de 3 ans. Il faut préciser que cette licence est un élément complémentaire aux brevets ou brevets d'État, qui servent de certification de base et qui restent toujours valides.

Pour donner une impression de la voluminosité de cadres sportifs actifs au Luxembourg, on peut souligner qu'en 2023, 2.108 entraîneurs encadrant des enfants et adolescents de moins de 16 ans sont répertoriés dans le système du subsidé qualité+ du Ministère des Sports. S'y ajoutent plusieurs centaines d'entraîneurs des différentes disciplines sportives, préparateurs en motricité, entraîneurs en préparation physique, moniteurs sportifs et cadres administratifs tels que définis dans le règlement grand-ducal précité qui sont actifs dans le secteur du sport et dont les données ne figurent pas audit système du subsidé qualité+ – ceci au vu de leurs domaines d'intervention qui diffèrent de ceux éligibles dans le contexte du subsidé qualité+.

Une solution informatique pour permettre à chaque cadre sportif de consulter à tout moment via MyGuichet le statut de ses formations initiales et continues, est en cours d'évolution, en étroite collaboration avec le CTIE.

En tant que ministre, il me tient particulièrement à cœur que cet outil nécessaire, servant à une information transparente, efficace et cohérente soit disponible dans les meilleurs délais.

Mes collaborateurs de l'INAPS travaillent avec le CTIE pour faire évoluer cet outil, et ce avec une priorité maximale.

Il est tout aussi important, que les énormes efforts des fédérations sportives et de l'INAPS pour mettre



en place une offre de formation hautement qualitative soient poursuivis, sans qu'une pression trop grande ou une insatisfaction se développent dans le secteur ou auprès des candidats.

Rappelons au passage, que depuis le 1^{er} janvier 2024, les candidats sont éligibles pour 5 jours de congé sportif pour participer aux formations INAPS.

ad 2) Comme annoncé, les équipes de l'INAPS et du CTIE travaillent avec une priorité maximale à l'évolution, dans les meilleurs délais, de la solution informatique existante pour assurer que les entraîneurs et leurs fédérations puissent consulter à tout moment le statut de leurs formations via MyGuichet. Cependant, je ne suis actuellement pas en mesure d'indiquer un délai précis pour la mise en place définitive de l'évolution de cet outil informatique.

Afin d'éviter que les délais existants engendrent une pression trop importante sur les candidats, leurs clubs et fédérations ainsi que sur mes collaborateurs de l'INAPS, des possibilités de report du délai d'expiration des licences valides sont en cours d'analyse, tout en préservant les objectifs politiques en termes de développement de qualité du secteur.

ad 3) Dans le contexte de la reconnaissance de formations suivies à l'étranger ou auprès d'autres instituts de formations, le règlement grand-ducal du 20 mai 2021, précité, fait une distinction entre formation initiale et formation continue.

Pour la reconnaissance et l'homologation d'une formation initiale, qui découle sur un brevet ou un brevet d'État, il existe auprès de l'INAPS une commission des homologations et des dispenses instaurée par le règlement grand-ducal précité.

Le règlement grand-ducal précité instaure également un cadre pour la reconnaissance de formations continues suivies à l'étranger ou organisées par d'autres acteurs que l'INAPS et visant à prolonger la licence. Une demande de reconnaissance préalable de la formation est à adresser au directeur de l'INAPS, qui peut solliciter l'avis de la commission des programmes concernée avant de valider la formation continue en question.

ad 4) Sur base des validations des activités de formation telles que relevées à la réponse à la question 3) et sur présentation des certifications de présence et de réussite requises, les activités de formation seront inscrites et consultables dans la solution MyGuichet susmentionnée.

Signal sonore déclenché lors de l'enregistrement par les « bodycams » | Question 0211 (22/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Police soll an Zukunft mat Bodycams equipéiert ginn. Wéi am Gesetz vum 29. Juli 2023 festgeschriwwen gouf, léist d'Bodycam beim Aschalten een haarden a schrillen Toun aus, fir d'Persounen an der Ëmgéigend doriwwer ze informéieren, dass d'Kamera ugeschalt gouf („Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'un signal sonore.“). Dëse Mechanismus huet fir Kritik an de Reie vun der Police gesuergt, well en a verschiddene Situatiounen d'Polizist(innen) oder den Erfolg vun engem Asaz kéint a Gefor bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert de Minister dëse Punkt vum aktuelle Gesetz evaluéiere loossen, fir ze ermëttelen awéifern d'Tounsignal vun der Bodycam d'Policeaarbecht beaflosst a Beamt(innen)en an hir Aarbecht a Gefor bréngt?

2. Gëtt et Pläng, dat aktuell Gesetz esou ze änneren, dass d'Umschalt vum der Kamera keen Toun méi ausléise muss?

Réponse (22/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Wéi am Exposé des motifs vum Gesetzprojet zu de Bodycams virgesinn, wäert eng Etude gemaach ginn iwwert de prakteschen, techneschen a juristesche Kader vun de Bodycams, wann dës Kameraen 2 Joer am Asaz waren.

Zu dësem Zäitpunkt ka keng genee Indikatioun iwwer technesch Komponenten, wéi zum Beispill den Toun, gemaach ginn. Eng Ausschreiwung am Dossier Bodycam wäert am Abrëll gemaach ginn.

D'akustescht Signal déngt an éischter Linn dem Beamten, fir dass dësen d'Informatioun kritt, dass d'Kamera ophëlt. Fir d'Persoun, déi gefilmt gëtt, ass d'akustescht Signal en zousätzlecht Element, niewent der mëndlecher Informatioun, dass opgeholl gëtt.

De gesetzleche Kader gëtt keng Präzisioun iwwer d'Lautstäerkt, d'Tonalitéit respektiv d'Frequenz vun deem Signal.

De Gesetzgeber gesäit vir, dass de Polizist de Moment wéi kann, wéini hien d'Kamera en fonction vun den Ëmstänn aktivéiert („la police peut procéder à un enregistrement audiovisuel, lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées“).

Zum Beispill: Am Fall vun engem gemellten Abroch an engem Haus kéinten d'Beamten hir Kamera aktivéieren, éiert si aus dem Auto klammen, laut dem legale Kader.

ad 2. Et ass net virgesinn, dat aktuell Gesetz ofzeännere, soulaang d'Bodycams net am Asaz sinn an ee Bilan no 2 Joer gezu ginn ass.

Double vote dans le cadre des élections européennes | Question 0212 (22/01/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Bei den EU-Parlamentswalen den 9. Juni kënnen EU-Ausländer decidéieren, ob si am Walbüro vun hirer Wunnngemeng iwwert déi Lëtzeburger Verriedung an der héijer Kierperschaft ofstëmme, oder ob si iwwert d'Ambassade vun hirem Hierkonftsland déi entspreichend national Lëschte wëlle stëmme. Falls si fir déi éischt Decisioun optéieren, mussen si eng Déclaration sur l'honneur ënnerschreiwen, keng zweete Kéier iwwert eng weider Verriedung matzestëmme, fir en Zweeklassewalrecht ze vermeiden.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Baussen an EU-Minister gär dës Froe stellen:

– Wéi gëtt de Respekt vun där entspreichender Déclaration sur l'honneur kontrolléiert? Gëtt en automateschen Datenaustausch mat den zoustännegen Ambassade virgeholl an dobäi och séchergestallt, datt keen a sengem Hierkonftsland d'Brëfwal ugefrot huet? Wéi eng Strofe ginn am Fall vun engem Verstouss geschwat?

Réponse (20/02/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Am Kader vum automateschen Datenaustausch, deen op der Basis vun der Direktiv 93/109/CE tëscht den EU-Memberstaate stattfënn, kommunizéiert den Ausseministère, gemäß dem Artikel 9 vum Walgesetz, d'Date vun den ageschriwwenen EU-Ausländer un

déi concernéiert Memberstaaten. Wéi déi aner Memberstaaten dës Informatiounen un hir Ambassade weiderginn, läit an der nationaler Kompetenz vun all Memberstaat.

Den Artikel 113 vum Walgesetz gesäit eng Geldstrof vun 251 bis 2.000 Euro an eng Gefängnisstrof vun 8 bis 15 Deeg vir, wann eng Persoun vun enger multippler Inscriptioun profitéiert, fir méi wéi eng Kéier ze wielen.

Liste d'attente du Fonds du logement | Question 0213 (22/01/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Vill Einzelpersounen an och Stéit stinn aktuell beim Fonds du logement op enger Waardelëscht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Einzelpersounen insgesamt op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn a wéi dës sech no Alter, Geschlecht an Nationalitéit opdeelen? Kann den Här Minister déi nämmelech Informatiounen och fir d'Zesummesetzung vun de Stéit matdeelen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, no wéi enge Krittären d'Leit an der aktueller Situatioun prioriséiert ginn a preziséieren, wéi den Ëmstand bewäert gëtt, wa Leit scho Joren oder Joerzëngten hei am Land wunnen an hei schaffen?

Réponse (21/02/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Waardelëscht vum Fonds du logement fir Leit, déi eng bezuelbar Mietwunneng sichen, kann opgeschlëselt ginn no der Zesummesetzung vun de Stéit an dem Alter vun de Kandidaten.

Dozou folgend zwou Tabellen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Folgend Tabell illustréiert den Alter vun de Kandidaten op der Waardelëscht

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir weider Detailer iwwert d'Waardelëscht vum Fonds du logement wëll ech op d'Note 33⁴ vum Observatoire de l'habitat verweisen.

ad 2. D'Attributioun vun de Wunnengen „tous publics“ gëtt bestëmmt duerch d'Gesetz⁵. Wann eng Wunneng attribuéiert gëtt, mécht d'Commission consultative vum Fonds du logement en Avis dozou.

Am Kader vun der Attributioun vun de Wunnengen gëtt den Alter consideréiert, esouwäit e relevant ass fir d'Evaluatioun vun de Krittären.

D'Geschlecht esouwéi och d'Nationalitéit si keng Krittären bei der Attributioun vun de Wunnengen, dat aus Schutz vun de perséinlechen Donnéeën vun de Leit an, fir Diskriminatioun ze verhënneren. Aus deem Grond dierf de Fonds du Logement och keng Statistik iwwert dës Krittäre féieren.

D'Dauer, déi d'Kandidate schonn am Land wunnen oder schaffen, ass kee Krittär fir d'Attributioun vun enger Wunneng.

⁴ Note 33 : Qui sont les candidats à un logement en location abordable au Luxembourg ?, Observatoire de l'habitat (2023), Sait 2

⁵ Loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, insbesonnesch d'Article 57 bis 59

.....

Étiquetage des bouteilles de vin | Question **0214**
(22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Une réglementation européenne modifiant l'étiquetage des bouteilles de vin dans les pays membres de l'Union européenne vient d'entrer en vigueur le 8 décembre 2023. Le secteur viticole devra notifier les ingrédients et la valeur nutritionnelle de ses produits.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelles informations devront être notifiées, à partir de quand et par quelle voie ?

2) La nouvelle réglementation vaut-elle également pour les vins en provenance de pays tiers ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant les projets de la Commission européenne tendant à doter l'étiquetage des produits alcooliques d'avertissements sur les risques pour la santé ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le règlement (UE) 2021/2117 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) n° 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) n° 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union (nommé règlement (UE) 2021/2117 ci-dessous) exige qu'à côté des informations obligatoires déjà définies, la liste des ingrédients, le tableau nutritionnel et la valeur énergétique du vin doivent figurer sur l'étiquette des vins et crémants/vins mousseux de qualité produits après le 8 décembre 2023.

C'est à dire, les vins tranquilles issus des vendanges 2024 ainsi que les crémants/vins mousseux de qualité élaborés à base de vins des vendanges 2023 doivent être conformes aux nouvelles règles d'étiquetage.

Les producteurs peuvent notifier ces informations soit sur leurs étiquettes, soit sur une page web dédiée à laquelle le consommateur peut accéder via le scan d'un code QR imprimé sur l'étiquette. Or, l'énergie du vin, en kilojoule et en kilocalorie, doit obligatoirement figurer sur l'étiquette.

ad 2) Oui, la réglementation vaut pour tous les vins commercialisés sur le territoire de l'UE.

ad 3) Actuellement il n'existe qu'un seul pictogramme d'avertissement sur les bouteilles de boissons alcoolisées ; le symbole de la femme enceinte barrée, obligatoire en France depuis 2007. Or, l'usage de ce symbole n'est cependant pas réglé au niveau européen.

Le règlement (UE) 2021/2117 prévoit que la Commission européenne est habilitée à adopter des actes délégués pour compléter l'annexe II du règlement afin de tenir compte « des progrès techniques et scientifiques, des évolutions du marché, de la santé des consommateurs ou des besoins des consommateurs en matière d'information ».

Malgré cette possibilité, la Commission européenne n'a pas proposé de mesure concrète et donc le

Gouvernement luxembourgeois n'a pas encore été en mesure d'analyser la proposition.

.....

Dépenses de la défense | Question **0215**
(22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, Monsieur le Premier ministre, lors d'une visite début décembre 2023 à Bruxelles, a promis l'élaboration d'un plan pour atteindre l'objectif des 2 % du RNB (revenu national brut) en matière de dépenses pour la défense, ce d'ici le sommet de l'OTAN prévu en juillet 2024.

– Étant donné que nos dépenses atteignent actuellement 0,7 % du PIB une telle hausse exigerait une augmentation des plus substantielles de nos dépenses pour la défense. J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement comment et endéans quels délais il entend donner suite aux engagements de Monsieur le Premier ministre.

– Quel est en chiffres absolus le delta à couvrir entre les dépenses actuelles et les 2 % annoncés ?

– Quelles sont les étapes prévues pour suffire à cet engagement et quelles sont les priorités en la matière ?

Réponse (21/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il y a lieu de rappeler que l'objectif auquel il est fait référence a été fixé par le Gouvernement précédent en vue du sommet de l'OTAN à Vilnius les 11 et 12 juillet 2023. Cette décision a été confirmée dans le cadre de l'accord de coalition 2023-2028.

L'effort de défense sera porté à un pourcent du produit intérieur brut (PIB) jusqu'en 2028. Il évoluera à moyen terme à la hauteur de deux pourcents du revenu national brut (RNB). La défense, en étroite collaboration avec les autres départements ministériels concernés, est en train d'élaborer une feuille de route à ce sujet qui sera présentée en amont du sommet OTAN de juillet 2024 à Washington.

La mise en place du bataillon binational belgo-luxembourgeois sera au cœur de l'effort de défense des années à venir. En ligne avec les lignes directrices établies à l'horizon 2035, la Défense luxembourgeoise continuera également à développer ses capacités militaires dans les domaines air, cyber et espace.

.....

Études externes dans le cadre de projets d'infrastructure et immobiliers de l'État | Question **0216**
(22/01/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vun den ëffentlechen Aarbechten, déi hei am Land duerchgefouert ginn, gëtt ëmmer erëm op extern Etüdebüroen zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi vill Etüdebüroe goufen an de leschten dräi Joer – an opgeschlësst no de Joren 2021, 2022, 2023 – vum Ministère fir ëffentlech Aarbechte beoptraagt, fir am Kader vun ëffentleche Bau- an Infrastrukturprojeten déi betreffend Analysen a Studien duerchzeféieren?

2. Wéi héich waren am Kader vun ëffentleche Bau- an Infrastruktuurarbechten – opgeschlësst no de Joren 2021, 2022, 2023 – insgesamt d'Käschten, déi un extern Etüdebüroen ausbezuellet goufen?

3. No wéi enge Krittäre gëtt am Ministère fir ëffentlech Aarbechten decidéiert, ob ee fir dee jeeweilege Bau- oder Infrastrukturprojet en externen Etüdebüro beoptraagt, oder déi betreffend Analysen a Studien intern duerchféiere léisst?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. De follgenden Tablo liwwert d'Iwwersiicht iwwert d'Unzuel un Etüdebüroen, déi tëscht 2021 an 2023 vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte mat Etüden an Analyse beoptraagt goufen. Am Tablo ass och déi insgesamt ausbezuelten Zomm, opgeschlësst pro Joer, déi un déi extern Etüdebüroen ausbezuellet gouf, hannerluecht. Dës Ausgabe bezéien sech op déi ëffentlech Projete vun der Stroossebauverwaltung (PCH) an der Verwaltung fir ëffentlech Bauten (ABP).

Verschidden Etüdebüroe sinn deelweis méi wéi eng Kéier engagéiert ginn, well et sech entweder ëm verschidden Opdrag oder verschidden Projete gehandelt huet. Deemno ass d'Unzuel vun den Etüde pro Joer méi héich wéi d'Unzuel un Etüdebüroen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

ad 3. Well all Projet ganz individuell ass, an den eventuelle Besoin un engem Etüdebüro sech eréischt no an no erauskristalliséiert, sinn d'Krittäre vu Projet zu Projet ënnerschiddlech. Eng grouss Roll spillt do awer virun allem den Ëmfang an d'Zort vum Projet, awer och d'Erfaarung an d'fachlech Ofdeckung duerch d'Büroen.

Wann de Bau- oder den Infrastrukturprojet et vun der Envergure a Komplexitéit zouléisst, wéi et oft bei Projete vun der Stroossebauverwaltung (zum Beispill dem Amenagement oder Reamenagement vu Stroossen, dem Bau vu Rondelen, Vélospisten oder Kräizungen asw.) de Fall ass, versicht d'Verwaltung d'Etüden intern auszuféieren, also ouni Etüdebüro.

Wann d'Envergure vun de Projeten, an déi doduerch och méi grouss technesch Erausforderung, wéi zum Beispill de Bau vu Brécken, awer ze grouss gëtt, respektiv wa speziell Etüde gemaach musse ginn ewéi d'Statik vu Brécken, Ëmweltanalysen, geotechnesch Etüden asw., gëtt op spezialiséiert Etüdebüroen zeréckgegraff. Do kommen dann nach gesetzlech Oplagen dobäi, wou just agreéiert Büroen dierfe verschidden Etüde maachen, fir iwwerhaapt déi néideg Autorisatione kënnen ze kréien.

Ganz allgemeng ass och ze soen, datt mat der Zäit ëmmer méi Fachberäicher opkomm sinn, déi ee gewëssent Fachwësse voraussetzen, wéi zum Beispill bei archeologeschen Ausgruewungen, Deminagearbechten, Sécherheet um Chantier, architektonesche Leeschtungen, Direktioun vun den Aarbechten asw., wou net all spezifesche Beräich von der Verwaltung kann ofgedeckt ginn.

Och wann extern Büroen de Verwaltung bei diversen Etüden zouschaffen, bleiwen d'Verwaltungen ëmmer zoustänneg fir d'Gestioun an de Suivi vun allen Etüde bei engem Projet. Sou ginn dës Etüden och ëmmer intern am Detail kontrolléiert a gegebenefalls nach Adaptatioun virgeholl. Och suergen d'Verwaltungen dofir, datt all déi noutwenneg Prozeduren, fir de Projet korrekt auszuféieren, agehale ginn. Dorënner falen zum Beispill d'Ofstëmmung mat allen Acteuren, d'Anhuele vun den Autorisationen, den Opkaf vun den néidegen Terrainen zesumme mat den anere staatlechen Acteuren oder och d'Gestioun vum Budget. Wat awer d'Komplexitéit an d'Ausmooss vun de Projete méi zouhëlt, wat och den zäitlechen Opwand bei der Verwaltung méi grouss gëtt, fir dës Etüden ze encadréieren an ze koordinéieren.

Déploiement de la fibre optique | Question 0217 (22/01/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Regierungsrot ass virgesinn, Lëtzebuerg flächen-deckend mat Glasfaseruschlëss ze couvréieren. Dacks ass et awer esou, ë. a. och a menger Heemechts-gemeng Wëntger, datt wa Stroossebauaarbechte virge-holl ginn, net ëmmer och automatesch – do wou se nach feelen – Glasfaseruschlëss verluecht ginn. POST ass zwar mat agebonne bei esou Aarbechten, mee si bedeelegen sech net ëmmer, fir déi betreffend U-schlëss ze verleeë respektiv déi betreffend Glasfaser-uschlëss ginn eréischt méi spéit verluecht.

Dëst bréngt evidententerweis eng Rei Nodeeler mat sech: Déi betreffend Stroosse mussen dann zweemol opgerappt ginn, wat net nëmmen eng Behënnerung vum Verkéier duerstellt, mee och nach zousätzlech Käschte mat sech bréngt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze erklären, datt, wa Stroossebauaarbechte virgeholl ginn, POST sech net systematesch dru bedeelegt, fir op de betreffende Plaze Glasfaseruschlëss ze verleeën, fir esou zousätzlech Käschten an eng weider Behënnerung vum Verkéier ze evitéieren?

2. Wat gedenkt d'Regierung elo konkreet ze ënnerhuelen, fir dës Mëssstänn ze behiewen?

Réponse (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei Aarbechten um staatleche Stroossereseau vun der Stroossebauverwaltung gi systematesch bei all Projet déi verschidde Concessionnaires (esou och d'Post), déi nei ënnerierdesch Leitunge verleeë respektiv erneiere missten/wéilten, am Virfeld ugeschriwwen, fir gegebenefalls och hir Aarbechten am Kader vum Chantier vun der Verwaltung auszuféieren.

Dës Prozedur soll verhënnern, datt d'Strooss e puer-mol opgerappt a gespaart muss ginn.

Am Fall, wou d'Concessionnaire matmaache wëllen, ginn déi jeeweileg Ausschreibungsënnerlagen an deene vun der Verwaltung integréiert, esou datt d'Aarbechte vum jeeweilege Concessionnaire dann och direkt mat ausgeschriwwen an zäitgläich reali-séiert kënne ginn.

Et gëtt awer och Fäll, an deenen onofhängeg vu Stroossebauaarbechte vun der Verwaltung, ënnerierdesch Leitungen a Stroossen oder Trottoire ver-luecht mussen ginn. An esou Fäll gëtt fir déi jeeweileg Aarbechten eng „permission de voirie“ ausgestellt. D'Aarbechte ginn dann op Basis vun dëser Permis-sioun vun enger Gemeng oder engem Concession-naire ausgefouert.

ad 2. Et sief ze betounen, datt eng gutt Kommuni-katioun tëscht der Stroossebauverwaltung a POST respektiv den anere Concessionnaire besteet an een ëmmer an enkem Kontakt ass, fir déi vun de verschid-den Entitéite geplangten Aarbechte sou gutt et geet ze koordinéieren an ofzestëmmen. Sou soll dann och verhënnert ginn, datt d'Stroossen e puer-mol op-gerappt mussen ginn an et sou zu onnéidege Käschten a Behënnerungen am Trafic mat eventuellen Devia-tiounen kënn.

Et sief och ugemierkt, datt d'Stroossebauverwaltung natierlech och kee Concessionnaire dozou ka forcéie-ren, sech mat sengen Aarbechten un engem Chantier ze bedeelegen.

Bei der Realisatioun vu gréisseren Projeten huet d'Ver-waltung, wat den Zäitraum vun der Ausféierung ugeet, kee grouss Spillraum.

Dogéint gëtt et awer och Aarbechten, wéi zum Beispill bei der Erneuerung vum Asphalt, wou de Planning méi flexibel ass an et sou de betrouffene Concessionnaire erméiglecht, sech mat hiren Aar-bechten ze bedeelegen, ier den Asphalt erneiert gëtt.

Tiers payant social dans le cadre de la psychothérapie | Question 0218 (22/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Background vum 20. Januar 2024 huet eng Assis-tante sociale erkläert, dass d'Sessiounen beim Psycho-therapeut net kënnen iwwert den Tiers payant social bezuelt ginn. An der Äntwert op d'Fro 7746 huet de Sozialversécherungsminister erkläert:

„Op de Joren 2018 bis 2022 hu pro Joer ongeféier 0,6 % vun alle Krankeversécherter op den TPS zeréckgegraff. D'Majoritéit vun de Leeschtungen, déi iwwert den TPS bezuelt gi sinn, betrëfft Behandlungen vu Generalisten a Spezialisten.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froen stellen:

1. Stëmmt et, dass ee Patient bei de Sessiounen beim Psychotherapeut, déi elo vun der CNS rembourséiert ginn, net ka vum Tiers payant social Gebrauch maachen?

2. Falls jo, firwat ass dat esou a plangt d'Ministesch, hei séier ze intervenéieren fir nozebesseren?

3. Falls nee, mengt d'Ministesch net, dass et wichteg wier, hei eng Circulaire un déi betrouffte Psychotherapeuten ze schécken, fir si iwwert den Tiers payant social opzeklären?

Réponse (23/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Am Moment kënnen d'Sessiounen vum Psychotherapeuten net iwwert den Tiers payant social iwwerholl ginn. Den Tiers payant social applizéiert sech aktuell just op d'Rechnungen vun den Dokterinnen, den Zänn-dokterinnen an op verschidde Blutanalysen, esou wéi et an der Konventioun vum 28. Dezember 2012⁶ virgesinn ass.

Et wäert awer analyséiert ginn, ob et méiglech ass, d'Akte vun der Psychotherapie an déi besteeënd Konventioun iwwert den Tiers payant social ze inte-gréieren. Dofir mussen awer Verhandlungen gefouert ginn tëscht dem Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwen an Accueil, dem Ministère fir Ge-sondheet a sozial Sécherheet, der CNS an der FAPSY-LUX.

De Paiement immédiat direct, deen elo scho bei de Generalisten agefouert gouf, gëtt no a no och bei deenen anere Spezialisten a Gesondheetsberuffer en place gesat, esou datt den Assuré da just nach seng Part muss direkt bezuelen.

Soutien du Gouvernement au recours autrichien du 7 octobre 2022 contre le règlement délégué « taxonomie » | Question 0221 (23/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Gouvernement précédent avait annoncé en octo-bre 2022 son soutien au recours de la République

d'Autriche devant la Cour de justice de l'Union euro-péenne (CJUE) contre le règlement délégué « taxono-mie ». Le règlement en question (voté en juillet 2022) a acté l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxo-nomie dite « verte » de l'Union européenne parmi les technologies à favoriser.

Le Gouvernement précédent s'y étant opposé, avait choisi d'intervenir officiellement aux côtés de l'Autriche dans cette procédure juridique conformé-ment à l'article 40 (protocole n° 3) sur le statut de la CJUE afin d'obtenir l'annulation du règlement.

Partant, je voudrais interroger Monsieur le Ministre de l'Énergie et Monsieur le Ministre de l'Environne-ment, du Climat et de la Biodiversité à propos du positionnement du Gouvernement dans cette pro-cédure :

1) Le Gouvernement soutient-il le recours de la République d'Autriche contre le règlement délégué « taxonomie » ?

2) Dans l'affirmative, compte-t-il toujours intervenir officiellement aux côtés de l'Autriche dans la procé-dure devant la CJUE ?

3) Messieurs les Ministres considèrent-ils le nucléaire comme une énergie de transition ?

Réponse (27/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement attend actuellement une décision du tribunal de l'Union européenne sur le recours de l'Autriche contre le règlement délégué « taxonomie » suite à l'introduction du gaz et du nucléaire, auquel le Luxembourg avait décidé de se joindre.

En matière de transition énergétique, le Luxembourg concentre ses efforts sur l'efficacité énergétique et sur le développement des énergies renouvelables : ainsi l'accord de coalition prévoit de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire. Le Luxembourg considère que les coûts de déploiement et la durée de construction de nouveaux réacteurs mettent en question la capacité de l'énergie nucléaire à contribuer aux objectifs climatiques dans la décennie à venir. Considérant également la ques-tion de la gestion des déchets nucléaires, ainsi que leur impact sur la santé humaine, le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Utilisation de l'avion de transport A400M | Question 0222 (23/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

À travers la loi modifiée du 21 mars 2005, le Gouver-nement luxembourgeois a acquis un avion de trans-port stratégique militaire A400M qui fut finalement livré en automne 2020 et mis en service au début de 2021. L'exploitation de l'aéronef se fait en commun avec la Belgique au sein d'une unité binationale et cette coopération est régie par le Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité bi-nationale.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Défense :

⁶ Convention du 28 décembre 2012 conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant insti-tution du tiers payant social

1) Pouvez-vous me faire parvenir une liste des missions (hors missions d'entraînement) que l'avion de transport luxembourgeois a effectué depuis sa mise en service en spécifiant la nature des missions et le cadre dans lequel ces missions se sont déroulées (cadre national, multilatéral, ou en appui à une organisation internationale ou régionale, telles que l'OTAN, l'UE ou l'Organisation des Nations Unies) ?

Selon l'article 4 (5) du traité susmentionné, chaque partie peut émettre des réserves ou restrictions nationales quant à l'utilisation de son/ses aéronef(s) et/ou de son personnel national pour des missions ou opérations spécifiques, p. ex. dans le cas de missions de transport politiquement sensibles.

Ainsi, je voudrais encore poser la question suivante :

2) Est-ce que le Luxembourg a déjà émis des réserves ou restrictions nationales quant à l'utilisation de son aéronef et si oui, pouvez-vous m'en donner les détails ?

Réponse (06/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1) Le « Traité A400M » stipule que les aéronefs A400M ainsi que les équipages belges et luxembourgeois au sein de l'unité binationale peuvent être engagés dans le cadre de missions de transport aérien militaire sans distinction d'appartenance ou de nationalité, la défense luxembourgeoise considère donc les aéronefs A400 belges et luxembourgeois comme une flotte commune.

Les aéronefs de la flotte binationale volent sous autorité opérationnelle de l'EATC (Commandement européen du transport aérien) dont la mission est de mettre à disposition commune les moyens aériens (transport, ravitaillement en air et évacuation médicale) des pays membres (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). Pour des raisons de sécurité militaire, la liste détaillée des vols effectués par les avions de l'unité binationale est classifiée.

La flotte binationale a effectué environ 6.400 heures de vol depuis l'arrivée du premier avion en octobre 2020, dont approximativement un cinquième a été effectué par l'avion CT-01 arborant la cocarde luxembourgeoise. En dehors des missions d'entraînement, l'avion CT-01 de la flotte binationale a été utilisé pour exécuter une trentaine de missions opérationnelles d'une durée de 1 à 7 jours. Outre les missions de transport de routine, il s'agissait de missions de transport de passagers et de cargaisons dans le cadre de l'aide humanitaire, de soutien à des opérations de maintien de la paix et de gestion de crise, ainsi que de missions d'évacuation de ressortissants.

ad 2) Non.

Augmentation des cas de coqueluche | Question 0223 (23/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Moment triede geheet Fäll vu Keuchhusten (Bordetella pertussis) hei zu Lëtzebuerg op. Dëst ass eng héich ustiechend Krankheet, déi virun allem bei Puppelcher liewensgefäerlech ka ginn a bei eelere Leit zu engem Klinicksopenthalt féiere kann. Et gëtt e Kombiimpfstoff, dee géint dës Bakterien, an och nach géint Diphtherie, Tetanus, Polio, Hepatitis B an Haemophilus influenzae, schützt. Well de Schutz awer net liewenslaang ass, sollen dono reegelméisseg Opfrëschunge gemaach ginn (bei Erwuessenen all 10 Joer).

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill diagnostizéiert Fäll sinn der Santé momentan hei zu Lëtzebuerg bekannt? Wéi ass d'Verdeelung an deene verschiddenen Altersklassen?

2. Huet d'Santédirektioun en Aktionsplang, wann et zu engem gréisseren Ausbroch z. B. an enger Schoul oder engem Altersheem sollt kommen? Wann net, ass d'Festleë vu sou engem Plang am Fall vun héich ustiechende Krankheeten an engem zukünftege Gesetzesprojet virgesinn?

3. Wéi ass momentan zu Lëtzebuerg d'Impfquot a Bezuch op dës Impfung bei Kanner a Jugendlechen?

4. Ginn automatesch Rappeller vun der Santé oder vun den Dokterinnen un d'Leit geschéckt, datt eng Opfrëschung fällg ass?

5. Falls et keng Rappeller gëtt, gesäit d'Regierung am Kader vun der Digitaliséierung an Zukunft eppes an deem Sënn vir?

6. Si Sensibiliséierungscampagnë virgesinn, fir op déi uewe genannte Krankheeten an hir Impfung reegelméisseg opmierksam ze maachen?

Réponse (20/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Momentan sinn dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet (tëscht Oktober 2023 an Enn Januar 2024), 46 Fäll vu Keuchhusten (och nach Coqueluche oder Bloen Houscht genannt) bekannt.

De folgenden Tableau weist d'Verdeelung op déi verschiddenen Altersklasse vun Oktober 2023 bis Enn Januar 2024 am Detail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. D'Inspection sanitaire ass, laut ofgeännertem Gesetz vun der Gesondheitsdirektioun aus dem Joer 1980, fir d'Gestioun vun Epidemien zoustänneg. Konkreet heescht dat, dass iwwert ee sougenannte Contacttracing, a bestëmmte Situatiounen, Kontaktpersonne prophylaktesch Antibiotikë respektiv eng Impfung ugebuedt kréien, jee no Alter, Impfstatus oder Vulnerabilitéit.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Donnéeën iwwer d'Impfquote vu Kanner géint de Bloen Houscht kommen aus der Ëmfro zur Impfungsdeckung vun de Kanner vu 25 bis 30 Méint. Dës Ëmfro fënnt all 5 bis 6 Joer statt. D'Miessung vun der Impfquot bei Kanner vu 25 bis 30 Méint ass am Zusammenhang mam nationalen Impfprogramm, dee vum CSMI recommandéiert ass, an an deem Impfung bis 24 Méint virgesi ginn.

– Am Joer 2018 louch d'Impfquot bei Kanner vu 25–30 Méint géint de Bloen Houscht am Alter vun 13 Méint bei 99 % (3 Dose vum komplette 4-Dosen-Impfschema). Lëtzebuerg läit wäit iwwer deem vun der WHO recommandéierten Impftaux, deen 90 % entsprécht, an dëser Alterskategorie.

Am Joer 2023 gouf eng nei Ëmfro gemaach. Déi provisoresch Resultater weisen op eng Impfquot vun 99 % am selwechten Alter.

– D'Ofdeckung fällt lichter erof ëm den Alter vu 25–30 Méint (komplette 4-Dosen-Impfschema), fir 90 % am Joer 2018 ze erreechen. D'provisoresch Donnéeën fir 2023 bréngen dësen Taux op 93 %. Dës Zuele falen an d'Herdenimmunitéitsfënster fir de Bloen Houscht, déi tëscht 90 % a 94 % läit.

ad 4. a 5. Am Kader vun der schoulmedezinnescher Ënnersuchung, déi all 2 Joer stattfënnt, gëtt d'Impfkaart kontrolléiert. Falls e Rappell néideg ass, ginn déi legal Virgesetzt duerch e Brëif informéiert, a

kënnen esou d'Opfrëschung vun der Impfung vun hirem Dokter maache loossen.

ad 6. All Joer ass Enn Abrëll déi europäesch Woch vun der Vaccinatioun, eng Initiativ vun der OMS⁷, déi och zu Lëtzebuerg stattfënnt. An deem Kader ginn d'Leit sensibiliséiert op d'Impfungen an hir Wichtigkeet, fir d'Verbreedung vu verschiddenen Infektiounen ze vermeiden. Reegelméisseg ginn och punktuell Campagnen erallt mat engem Fokus op geziilt Krankheeten an hir respektiv Impfungen^{8 9}.

Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le droit d'asile | Question 0224 (24/01/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Selon un article publié sur la plateforme Reporter, la Cour administrative a confirmé le 10 janvier 2024 une décision du tribunal administratif qui avait rejeté le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire d'une jeune femme. Cette dernière avait introduit sa demande de protection internationale en juillet 2019, suite à une fuite de Guinée où elle a subi une excision, un mariage d'enfant forcé et de la violence domestique.

Le 16 janvier 2024, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a jugé que la directive 2011/95/UE doit être interprétée dans le respect de la Convention d'Istanbul, ratifiée par le Luxembourg en 2018. L'article 60 de la Convention d'Istanbul est libellé comme suit : « 1° Les Parties prennent les mesures législatives ou autres nécessaires pour que la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre puisse être reconnue comme une forme de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, point 2, de la [Convention de Genève] et comme une forme de préjudice grave donnant lieu à une protection complémentaire/subsidaire. » Dans son arrêt C-621/21, la CJUE relève également que « les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un groupe social au sens de la directive. Par conséquent, elles peuvent bénéficier du statut de réfugié lorsque, dans leur pays d'origine, elles sont exposées, en raison de leur sexe, à des violences physiques ou mentales, y compris des violences sexuelles et domestiques. »

En revanche, la lecture des arrêts récents de la Cour administrative et du tribunal administratif luxembourgeois révèle que le fait d'être une femme qui a été « victime d'un mariage forcé et de violences domestiques » dans un pays où l'excision est pratiquée systématiquement, « ne s'analysent pas à proprement parler en des persécutions en raison de son appartenance à un groupe social au sens de l'article 43, paragraphe (1), point d), de la loi du 18 décembre 2015 ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant la nécessité d'adapter la législation luxembourgeoise pour qu'elle soit conforme à nos engagements internationaux ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle d'entreprendre des initiatives législatives concrètes à cet égard ? Si oui, lesquelles ?

⁷ <https://www.who.int/europe/fr/campaigns/european-immunization-week>

⁸ Campagne „Luttez contre les infections respiratoires“ am Hierscht 2023

⁹ <https://sante.public.lu/fr/campagnes/2023/infections-respiratoires-covid-grippe-pneumo-bronchiolite.html>

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le ministre ne voit actuellement pas de nécessité d'adapter la législation nationale en la matière.

En effet, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire définit les critères sur base desquels une protection internationale doit être accordée à un ressortissant de pays tiers ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. La Convention d'Istanbul demande aux États signataires de tout mettre en œuvre pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à la violence domestique. Les deux textes ont des finalités distinctes, l'une a pour but d'accorder une protection à des personnes ne pouvant pas retourner dans leur pays d'origine, l'autre demande aux États signataires de protéger les femmes contre toutes les formes de violence, et de prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; de contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes ; de concevoir un cadre global, des politiques et des mesures de protection et d'assistance pour toutes les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique.

La loi précitée de 2015 dispose que le ministre fait en sorte que les décisions sur les demandes de protection internationale soient prises à l'issue d'un examen approprié. Chaque demande de protection internationale introduite au Luxembourg par un ressortissant de pays tiers fait l'objet d'une analyse individuelle sur base d'une appréciation objective et impartiale des motifs invoqués par le demandeur de protection internationale.

L'analyse d'une demande de protection internationale a pour objet de déterminer si le demandeur est éligible pour bénéficier du statut de réfugié respectivement du statut conféré par la protection subsidiaire car il serait à risque dans son pays d'origine.

D'abord, on entend par réfugié toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner.

Ensuite, on entend par bénéficiaire de la protection subsidiaire le ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves et qui ne peut compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays.

L'analyse d'une demande de protection internationale se fait dès lors en deux étapes en analysant en premier lieu si la personne doit se voir octroyer le statut de réfugié ou non. Si tel n'est pas le cas le ministre procède dans une seconde étape à l'analyse des craintes évoquées par le demandeur afin de déterminer s'il doit se voir octroyer une protection subsidiaire. Cette analyse inclut à chaque fois également la

vérification si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

La première étape consiste à déterminer si la personne est à risque de subir des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine. Pourront être qualifiés d'actes de persécutions les actes suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme lorsqu'ils sont liés à l'un des motifs énumérés dans la prédite loi à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques du demandeur ou son appartenance à un groupe social déterminé.

On compte parmi les actes de persécution les violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles respectivement les actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants. Parmi les atteintes graves on compte la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine.

Les violences domestiques et autres types de violences liées au genre sont donc pris en compte dans le cadre d'une analyse d'une demande de protection internationale.

Dans ce contexte, la Cour de justice de l'Union européenne a, dans un arrêt du 16 janvier 2024, retenu qu'« en fonction des conditions prévalant dans le pays d'origine, peuvent être considérés comme appartenant à "un certain groupe social", en tant que "motif de la persécution" susceptible de conduire à la reconnaissance du statut de réfugié, tant les femmes de ce pays dans leur ensemble que des groupes plus restreints de femmes partageant une caractéristique commune supplémentaire ».

La Cour précise dans cet arrêt que les femmes peuvent en fonction de caractéristiques communes ou en raison du seul fait d'être des femmes être considérées comme faisant partie d'un groupe social. Il est néanmoins important de souligner que la Cour précise que cette analyse reste une analyse individuelle en fonction des conditions prévalant dans le pays d'origine. La Cour n'a aucunement conclu que toute femme dans toute circonstance doit être considérée comme faisant partie d'un groupe social déterminé et serait éligible à l'octroi d'une protection internationale.

Il convient également de souligner que même si les services compétents concluent qu'un certain groupe de femmes partageant une caractéristique commune originaires d'un même pays d'origine ou toutes les femmes provenant d'un pays d'origine déterminé font partie d'un groupe social, il n'en demeure pas moins que la condition cumulative supplémentaire, à savoir la possibilité d'obtenir une protection dans le pays d'origine, doit encore être vérifiée.

En effet, l'existence seule de ces motifs même s'ils sont avérés n'est pas suffisante pour octroyer une protection internationale, car lors de l'analyse, il convient de déterminer si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

Lorsque les services compétents arrivent à la conclusion qu'une personne ne remplit pas les conditions pour se voir octroyer le statut de réfugié, une analyse est conduite pour établir si cette personne risque d'être victime d'atteintes graves dans son pays d'origine à savoir si elle y risque la peine de mort ou d'y subir des traitements inhumains et dégradants. Si tel est le cas, il convient également de déterminer si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

L'analyse d'une demande de protection internationale consiste donc à évaluer si les conditions cumulatives sont remplies dans le chef de la personne concernée. Si les conditions sont remplies, une protection internationale est accordée. Si une des conditions n'est en revanche pas remplie, la demande est déclarée non fondée et il est ordonné à la personne de quitter le territoire.

Finalement, toute personne qui remplit ces conditions cumulatives se verra octroyer une protection internationale au Luxembourg.

ad 2) Au vu de ce qui précède, il n'y a pas lieu de légiférer en la matière alors que la Convention d'Istanbul est appliquée au Luxembourg.

Justice restaurative | Question 0225 (24/01/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a introduit dans le Code de procédure pénale des dispositions relatives à la justice restaurative. La justice restauratrice vise, à la suite d'une infraction pénale, à prendre en considération les besoins et les intérêts de la victime et de l'auteur de l'infraction. Les personnes concernées se concertent en vue de comprendre et de gérer les répercussions émotionnelles et les conséquences directes et indirectes liées à l'infraction. Ainsi, à travers l'écoute et un échange entre parties, un dialogue s'établit en vue de la réparation des préjudices causés.

Durant ce processus de réparation, un facilitateur en justice restaurative accompagne la victime et l'auteur. Son rôle, en tant que tiers indépendant, consiste à intervenir de manière impartiale en offrant un cadre neutre et équitable.

La justice restaurative peut être proposée à tous les stades de la procédure pénale y compris dans le cadre de l'exécution des peines.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de facilitateurs de justice restaurative y a-t-il actuellement au Luxembourg ? En quoi consiste leur formation ?
- 2) Combien de processus de justice restaurative ont été demandés depuis son instauration ?
- 3) Quels sont les stades dans lesquels la justice restaurative fut proposée ? Qui en était à l'initiative ?
- 4) Combien de demandes de processus furent refusées ab initio ? Par quelle partie ?
- 5) Combien de processus se sont soldés par un succès, combien par un échec ? Quelles furent les raisons de la non-poursuite du processus ? Quelle partie en était majoritairement à l'initiative ?
- 6) De quelle manière la justice restaurative a-t-elle pu avoir concrètement une répercussion au niveau du procès pénal respectivement au niveau de l'exécution des peines ?

Réponse (23/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Actuellement, neuf facilitateurs agréés en justice restaurative au Luxembourg sont affiliés au Service de justice restaurative (ci-après : SEJURE), dont six sont vacataires et trois permanents au Centre de médiation ASBL. Le SEJURE a été établi le 1^{er} décembre 2020 par un accord entre le Ministère de la Justice et le Centre de médiation ASBL.

La formation initiale des facilitateurs en justice restaurative a débuté le 13 novembre 2018 et s'est

clôturée en juin 2019. Le cursus englobait à la fois une approche théorique et pratique, comprenant un stage au sein du service belge agréé « Médiateur ». Les conditions d'accès exigeaient la possession des accréditations de médiateur au Luxembourg et la justification d'une formation initiale universitaire en criminologie, sciences sociales, psychologie, ou toute autre discipline préparant à la compréhension des relations interpersonnelles complexes.

Depuis 2021, l'équipe des facilitateurs participe régulièrement à des actions de formation continue, axées notamment sur la thématique de la justice restaurative ou des domaines connexes. En outre, ils bénéficient de supervisions ponctuelles dispensées par le service « Médiateur ».

ad 2) Depuis la mise en service du SEJURE le 1^{er} juillet 2021, un total de treize demandes d'intervention en justice restaurative ont été recensées. Ces demandes sont réparties comme suit : deux en 2021, quatre en 2022, six en 2023, et une jusqu'à présent en 2024 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les données fournies par le SEJURE mettent en lumière une tendance marquée concernant les types d'infractions incluses dans ces demandes, révélant une prévalence significative des crimes sexuels et des homicides. Il convient de noter que, conformément aux règles du concours d'infractions, seules les statistiques liées à l'infraction ayant entraîné la peine la plus sévère ont été prises en compte.

ad 3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le tableau présente une répartition des treize justiciables initiateurs en fonction du stade de la procédure pénale. La majorité des demandes proviennent de la phase post-sentencielle, avec neuf demandes, dont huit pendant l'exécution de la peine. Les auteurs sont principalement les initiateurs, indiquant un accès accru à l'information plutôt qu'un engagement plus fort de leur part, surtout après le jugement. Cela peut être attribué en partie aux ateliers de sensibilisation du SEJURE organisés dans les centres pénitentiaires de Givenich et de Luxembourg.

ad 4) Deux demandes furent concernées par le refus ou l'absence de réponse de l'autre partie ab initio. Ces deux abstentions furent à l'initiative de la victime.

ad 5) En ce qui concerne la justice restaurative, l'évaluation du succès et de l'échec diffère significativement par rapport aux approches classiques du système judiciaire. Au lieu de considérer l'échec comme une issue négative, la justice restaurative se concentre sur les attentes des parties impliquées, reconnaissant que ce que certains pourraient percevoir comme un « échec » peut parfois être perçu positivement par elles. Ce tableau indique l'issue de la communication :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Parmi les treize demandes de processus examinées, trois furent jugées non recevables en raison de critères spécifiques ou des conditions non remplies pour leur traitement initial.

Deux autres demandes furent considérées comme irrecevables par le SEJURE lui-même, l'une impliquant une tierce personne qui sollicitait une mesure de justice restaurative pour des proches et l'autre sans reconnaissance des faits de la part de l'auteur. La reconnaissance des faits dans le cadre de la justice restaurative n'implique pas nécessairement l'acceptation de la qualification juridique de l'acte.

De ces treize demandes, deux ont abouti à une communication établie entre les parties, une lors d'une rencontre physique préparée pendant dix mois et l'autre de manière indirecte par l'intermédiaire des facilitateurs.

Une demande a été interrompue en cours, deux ont été impactées par le refus ou l'absence de réponse de l'autre partie, et quatre processus sont toujours en cours. Une demande a été entravée en raison de l'impossibilité matérielle de contacter l'autre partie, soulignant des contraintes pratiques dans le processus de communication, car le SEJURE n'a pas accès aux coordonnées des personnes concernées.

ad 6) Le SEJURE a été mis en service et est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2021. Il est à ce stade prématuré d'analyser les répercussions de son fonctionnement au niveau du procès pénal ou l'exécution des peines.

Il convient toutefois de rappeler qu'une intervention en justice restaurative est autonome de la procédure pénale et se déroule en complémentarité à celle-ci. Elle s'éloigne ainsi de la dimension classique et répressive du droit pénal en considérant que les délits ne sont pas uniquement des transgressions de la loi faisant l'objet de sanctions légales imposées par l'autorité publique, mais qu'ils consistent également et avant tout en des conflits dont les répercussions personnelles doivent être réparées en prenant en considération les besoins et les intérêts des personnes concernées.

Le dialogue des acteurs concernés mis en place dans le cadre d'une mesure de justice restaurative offre une opportunité de concertation et de négociation pouvant conduire à des accords contraignants. L'impact de ces accords dépend de leur prise en compte par l'autorité judiciaire et de leur exécution, laissant cela à l'appréciation des autorités compétentes.

Autorisation d'exercer des médecins | Question 0228 (24/01/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Nom Gynékolog vun 2020 (<https://www.rtl.lu/news/national/a/1891579.html>) hu mir elo den onéierlechen Zänn Dokter (<https://www.rtl.lu/news/national/a/2161011.html>), dee säin Onwiesen zu Lëtzebuerg gedriwwen huet. Béid Medezinner kruten a Frankräich hir Zouloossung entzunn. Am Kader vun dëser Thematik hat déi deemoleg Gesondheetsministesch Paulette Lenert de 24. Mäerz 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 5793 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement geäntwert:

„De Gesondheetsministère huet effektiv déi, an der Äntwert op d'Fro N° 2979 ugedeiten, Analys ofgeschloss. D'Konklusioun dovun ass, datt dat ofgeännert Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exercice vun de Medezinner, Zänn dokteren a Veterinären ugepasst muss ginn, fir eng nei gesetzlech Reegel anzeféieren. Dës Reegel gouf virgesinn, datt am Fall wou eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg eng Zouloossung an engem vun deenen dräi Beruffer huet, an an engem anere Land eng Strof géint dës gesprach ginn ass, am Kader vun där hir Zouloossung suspendéiert ginn ass, verléiert si hiert Recht, zu Lëtzebuerg ze exercéieren fir déi selwecht Period. Am Kader vun engem nächster Upassung vum uewe genannte Gesetz vun 1983 géif eng Bestëmmung an deem Sënn mat afléissen.“

Momentan läit de Gesetzesprojet 8013, deem eng Ännerung vum betreffende Gesetz vum 29. Abrëll 1983 virgesäit, an der Kommissioun.

An dësem Kontext géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Dem RTL-Artikel no hat den Zänn dokter am selwechten Zäitraum eng Zouloossung a Lëtzebuerg an an der Schwäiz ugefrot. Dës soll him am Juli 2014 vun der Schwäiz verweigert gi sinn, well deem Ament schonn a Frankräich eng Prozedur géint hie gelaf ass. Zu Lëtzebuerg konnt hien awer zënter Juli 2014 eng Praxis bedreiwen.

Hat de Ministère d'Méiglechkeet, fir d'Virgeschicht vun deem Zänn dokter ze kontrolléieren?

– Wa jo, hat den zoustännige Ministère dat gemaach a firwat gouf dann awer eng Zouloossung erdeelt?

– Wann nee, kann d'Madamm Minister erklären, wéi et méiglech ass, datt d'Schwäiz Zougang zu dësen Informatiounen hat a Lëtzebuerg net?

2. Dem RTL-Artikel no soll d'Affär, déi zum Entzéie vun deem Zänn dokter senger Zouloossung hei am Land gefouert huet, schonn 2017 un d'Rulle komm sinn. Hie gouf allerdéngs eréischt elo suspendéiert.

Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat dës Prozedur mat hiren Ermittlungen esou laang gedauert huet? Ass eng Vereinfachung vun deene Prozeduren virgesinn, fir méi séier an esou Fäll vu méiglecher Kierperverletzung an/oder Bedruch reagieren ze kënnen? Wat gesäit de rechtliche Kader hei vir?

Réponse (05/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Nee, de Gesondheetsministère hat deemools déi Méiglechkeet net. De concernéierten Dokter huet den 29. Abrëll 2013 effektiv eng Zouloossung kritt, fir als Zänn dokter zu Lëtzebuerg ze schaffen. Zu deem Zäitpunkt louch dem Ministère keng Informatioun vir, datt am Ausland eng Prozedur géint den Interesséierte géif lafen. Eng zäitlech begrenzte Suspensioun vum Zouloossungsrecht gouf de 15. Januar 2016 géint dësen Zänn dokter verhaangen, an zwar fir den Zäitraum vum 15. Februar bis de 14. Mee 2016 mam Motiv, datt den Zänn dokter zum Ament, wou hien seng Zouloossung zu Lëtzebuerg ugefrot huet, verschwigen huet, datt deemools schonn ee Verfahren a Frankräich géint hie gelaf ass.

ad 2. D'Disziplinarverfahre vum Collège médical géint Dokteren ass am ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwer de Collège médical gereegelt. An dësem Fall waren et 2 Instanzen: emol virum Conseil de discipline an duerno virum Conseil supérieur de discipline vum Collège médical, wou dann den Arrêt vum 23. Dezember 2023 vun deem Conseil supérieur en definitiven a liewenslängleche Berufsverbuet géint de concernéierten Zänn dokter gesprach huet.

Op Basis vun enger Viraarbecht vum Collège médical ass en éischten Entwurf vun enger Upassung vum virgenannte Gesetz vum 8. Juni 1999 entstanen. An dësem Entwurf ass virgesinn, fir d'Disziplinarverfahren ze vereinfachen. Et ass och an deem Kader, wou eng Reegel geplangt ass, derno en Dokter, deem am Ausland zäitweileg oder ganz gespaart ginn ass, net därerf zu Lëtzebuerg exercéieren.

Alliance pour le médicament initiée par la Commission européenne | Question 0229 (24/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

L'Union européenne est confrontée depuis plusieurs années à un problème structurel de pénurie de médicaments critiques – notamment les antibiotiques. Les raisons pour ces pénuries sont multiples : problèmes de fabrication, quotas industriels, hausse inattendue

de la demande, pénurie de matières premières causée par la dépendance de l'UE vis-à-vis de pays tiers comme la Chine et l'Inde.

Afin de se prémunir de ces pénuries ou de les réduire, la Commission européenne vient de lancer un appel aux États membres, à l'industrie, aux professionnels de santé et à la société civile de se joindre à une nouvelle « alliance pour le médicament ».

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si et comment le Luxembourg entend participer à cette alliance.

2) Quels seront les moyens dont disposera cette initiative ?

Réponse (16/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg suivra les travaux consultatifs de cette alliance au travers de sa représentation au sein du Board de la DG HERA¹⁰.

Dans le cadre de l'implémentation du mandat étendu de l'Agence européenne des médicaments (EMA)¹¹, le Luxembourg participe au « groupe de pilotage exécutif sur les pénuries des médicaments »¹² créé au sein de l'EMA afin d'assurer une réaction rapide en cas d'événement majeur et de coordonner les actions urgentes mises en œuvre dans l'Union européenne (UE) en ce qui concerne la gestion des problèmes liés à l'approvisionnement en médicaments. Le Luxembourg participe également activement au Groupe de travail point de contact unique (SPOC) sur les pénuries de médicaments qui est chargé de surveiller et de signaler les événements susceptibles d'affecter l'approvisionnement en médicaments dans l'UE.

ad 2) La Commission européenne identifiera les défis industriels, les priorités d'action et les solutions politiques possibles au problème des pénuries de médicaments critiques dans l'UE.

L'Alliance est un mécanisme consultatif qui servira également de réseau pour accélérer la mise en œuvre de l'action de l'UE dans ce domaine. S'appuyant sur la liste de l'Union des médicaments critiques publiée par l'Agence européenne des médicaments en décembre 2023, elle se concentrera sur les médicaments présentant le risque de pénurie le plus élevé et l'impact le plus important sur les systèmes de soins de santé et les patients.

Les membres de l'Alliance collaboreront au sein de groupes de travail thématiques pour élaborer des recommandations autour de sujets prioritaires qui pourraient inclure le renforcement des capacités de fabrication dans l'UE, le stockage stratégique, les achats et autres outils, la diversification de l'approvisionnement, les partenariats internationaux et la coopération, ainsi que le partage des données et la transparence.

Il est prévu que l'Alliance publie, sur la base de ces travaux, un rapport stratégique pour la fin de l'année 2024.

Protection des consommateurs d'électricité | Question **0231** (24/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Les législateurs européens viennent de parvenir à un accord politique provisoire sur la réforme de

l'organisation du marché de l'électricité afin de limiter l'explosion des prix de l'électricité et de permettre une meilleure protection des consommateurs, notamment la protection contre les interruptions de fourniture pour les clients vulnérables. Il est également prévu d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme quelles seront les conséquences de cet accord pour notre pays.

– Au cours des 5 dernières années, combien de ménages vulnérables ont dû subir une coupure d'électricité ?

Réponse (15/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La future législation européenne que mentionnent les honorables Députés est la proposition de directive qui modifie entre autres la directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité. Elle prévoit en effet l'introduction d'un nouvel article relatif à la protection contre les déconnexions d'électricité. Cet article dispose que les États membres sont tenus de veiller à ce que les clients vulnérables et en situation de précarité énergétique soient pleinement protégés contre les déconnexions d'électricité. La directive prévoit également que les États membres prennent des mesures appropriées pour permettre aux clients d'éviter les déconnexions, par exemple grâce à des aides concernant la gestion de la consommation et les coûts énergétiques.

Au Luxembourg, un client en défaut de paiement qui est pris en charge par l'office social ne peut pas être déconnecté. En effet, la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit d'ores et déjà des procédures pour les clients résidentiels en défaut de paiement : en cas de non-paiement dans un délai de quinze jours à partir de la date d'envoi d'un premier rappel, le fournisseur doit informer par écrit le client en défaut de paiement de son intention de le faire déconnecter après trente jours. Il lui fournit à cette occasion toute information utile dont, au moins, les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence, auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide sociale prévue. Une copie de cette information est également communiquée à l'office social compétent en fonction de la résidence du client concerné. En cas de prise en charge du client en défaut de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

En principe, aucun client vulnérable, donc éligible à l'aide sociale, n'est donc déconnecté, puisqu'un client vulnérable, qui est pris en charge par l'office social en cas de défaut de paiement, ne peut pas être déconnecté du réseau. Un client n'étant pas pris en charge par l'office social parce qu'il ne remplit pas les critères d'éligibilité à l'aide sociale, n'est pas considéré comme un client vulnérable par les fournisseurs et peut dès lors être déconnecté à défaut de régler ses factures. Il revient au client d'activement se présenter à l'office social compétent de sa commune pour demander une prise en charge par celui-ci. Les fournisseurs d'électricité n'ayant pas d'information quant à la situation familiale et financière de leurs clients, ignorent si ceux-ci sont en principe éligibles à une aide sociale.

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) effectue annuellement une enquête auprès des fournisseurs d'électricité (et de gaz naturel) quant au nombre d'informations à destination des offices sociaux, de demandes de déconnexion et de déconnexions effectuées. Il publie ces chiffres sur son site Internet. Ces

chiffres sur les déconnexions peuvent inclure des clients vulnérables uniquement si ceux-ci ne se sont pas mis en contact avec leur office social.

Afin d'éviter des déconnexions de clients en défaut de paiement, les fournisseurs sont également tenus d'informer les clients résidentiels sur les mesures alternatives à l'interruption de fourniture et qui n'induisent pas de coût supplémentaire pour les clients confrontés au risque d'une interruption de fourniture : services de conseil énergétique, plans de paiement alternatifs, conseil en gestion de dette, moratoires concernant l'interruption de fourniture, et ceci suffisamment longtemps avant l'interruption prévue.

La Klima-Agence a mis en place un programme de conseil énergétique spécifique pour les clients vulnérables, qui peuvent, à l'issue de ce conseil, bénéficier d'aides pour remplacer des équipements énergivores. En outre, la Klima-Agence a élaboré des gestes pratiques qui permettent aux consommateurs d'économiser de l'énergie au quotidien.

Le programme de subventions « Klimabonus » est un élément important dans ce contexte : les bénéficiaires peuvent demander un « Topup social 100 % » pouvant doubler l'aide Klimabonus, ceci en fonction du revenu du ménage. Dans ce contexte, l'accent est mis sur le volet de l'accompagnement plus ciblé des ménages en situation de précarité énergétique, en collaboration notamment avec les offices sociaux.

Prêts immobiliers | Question **0232** (24/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Le 22 septembre de l'année passée, lors d'une conférence de presse, Monsieur le Premier ministre, alors tête de liste de sa formation politique pour les élections législatives, a exigé la convocation d'une réunion urgente avec les banques au sujet des prêts immobiliers.

À l'occasion de la déclaration gouvernementale prononcée le 22 novembre 2023, Monsieur le Premier ministre a annoncé vouloir « mener des discussions avec les ministres responsables, les institutions bancaires et les organismes de régulation financière pour explorer les options disponibles au niveau étatique » en vue d'aider les particuliers à obtenir un prêt immobilier et de relancer le secteur de l'immobilier en général.

Sachant que le Gouvernement belge a entamé des négociations allant dans ce sens avec les banques établies en Belgique, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Étant donné le recul des prêts hypothécaires alloués et les discussions annoncées par Monsieur le Premier ministre et vu que le secteur de la construction vient d'être officiellement déclaré en crise, dans quel laps de temps les discussions annoncées par le Gouvernement sont-elles censées avoir lieu ?

– À quels instruments le Gouvernement est-il disposé à recourir afin de faciliter l'octroi de prêts immobiliers au bénéfice des particuliers et ainsi faciliter l'accès au logement et relancer l'activité dans le secteur du bâtiment ?

Réponse (01/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Les discussions entre le Ministre des Finances et les représentants du secteur bancaire sur les conditions d'octroi de prêts immobiliers ont été entamées il y a quelques semaines.

Le sujet a également été évoqué lors de la réunion nationale logement en date du 22 février 2024.

¹⁰ Health Emergency Preparedness and Response Authority

¹¹ Règlement (UE) 2022/123 du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2022 relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux

¹² « Medicine Shortages Steering Group » ou MSSG en anglais

Ces discussions ont révélé des pistes à discuter avec les autorités concernées. Il s'agira notamment de clarifier leur faisabilité dans le cadre du droit européen.

Parmi ces pistes figurent notamment une révision des exigences relatives aux fonds propres lors de l'octroi de crédits hypothécaires, ainsi qu'une éventuelle mise en place d'un mécanisme permettant de réduire le différentiel entre le seuil de prévente requis par les banques (actuellement 80 %) et les logements vendus, de manière à accélérer la construction.

Par ailleurs, le Gouvernement a pris des mesures conséquentes pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages, notamment au travers de l'adaptation du barème d'imposition à hauteur de 4 tranches indiciaires. Dans un même sens, le Gouvernement a significativement augmenté le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » pour l'année 2024 et le montant des intérêts fiscalement déductibles. Toutes ces mesures ont un effet direct sur la capacité de remboursement des ménages et donc facilitent l'octroi des prêts.

Vols de véhicule | Question 0233 (25/01/2024) de M. André Bauler (DP)

Ces derniers temps, le nombre de vols de voitures automobiles et d'autres véhicules semble aller croissant.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quelles sont les marques de voitures les plus visées par les vols en question ?
- 2) Quelles régions du pays connaissent les chiffres d'incidents de vol les plus intenses ?
- 3) Combien de voitures automobiles sont actuellement portées disparues au Grand-Duché ? Quelles marques et modèles sont les plus visés ?
- 4) Outre les voitures automobiles, est-ce que des véhicules destinés à des travaux de construction ou d'agriculture sont également volés ?

Réponse (23/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le tableau suivant reprend les marques de voitures les plus volées au Luxembourg pour la période de 2019 à 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le tableau suivant renseigne les communes les plus impactées par des vols de voitures entre 2019 et 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de tentatives de vols et de vols consommés qui ont été commis au cours de la période 2019 à 2023. Il n'est toutefois pas possible d'indiquer combien, parmi ces voitures, sont actuellement encore disparues.

En ce qui concerne les marques exactes, nous renvoyons à la réponse à la première question. Par rapport aux modèles, la granularité est tellement fine qu'une énumération détaillée ne serait pas représentative.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de ces vols pour la période de 2019 à 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Droit à la retraite des personnes en situation de handicap | Question 0234 (25/01/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Il est généralement reconnu que la loi du 12 septembre 2003 ayant octroyé aux personnes handicapées un statut de travailleur handicapé a représenté un changement positif dans le statut de ces personnes. En effet, ces personnes étaient auparavant souvent rémunérées pour leur travail, pendant des périodes plus ou moins longues, via le régime RMG. La cotisation pour la pension n'avait donc pas lieu d'office, et pas toutes les personnes handicapées en étaient bien informées ou avaient des employeurs suffisamment prévoyants.

Cette disposition passée fait qu'à l'heure actuelle, il existe un certain nombre de travailleurs handicapés qui ont atteint l'âge de la retraite ou de la préretraite, qui souhaiteraient la prendre après 40 années de travail ininterrompu, et qui n'ont pas le droit de la prendre : des périodes de cotisations leur manquent en raison de leur ancien statut.

Eu égard au fait que c'est seulement en 2003 que les salariés handicapés ont eu droit au statut de salariés à part entière ; eu égard également au fait que le Luxembourg a signé, le 30 mars 2007, la Convention des Nations Unies relative aux droits de personnes handicapées du 13 décembre 2006 et l'a approuvée par la loi du 28 juillet 2011, où il est écrit que « afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les États Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés » et que « les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente Convention », je souhaiterais une réponse aux questions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, de Monsieur le Ministre de la Famille, et de Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de personnes handicapées travaillent au Luxembourg depuis 40 ans ou plus (si l'on prend en compte leurs années sous le régime RMG) sans avoir le droit de prendre ni leur retraite ni leur préretraite ? Et combien se retrouveront dans la même situation dans les années à venir ?

2) Les ministres reconnaissent-ils que cette situation des personnes handicapées ayant travaillé depuis plus de 40 ans sans pouvoir prendre leur retraite est une injustice, due à une ancienne situation abolie à juste titre en 2003 ?

3) Vont-ils se concerter et chercher à y remédier ?

Réponse (26/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Les données enregistrées dans le cadre de l'affiliation à la sécurité sociale ne permettent pas de déterminer le nombre de personnes handicapées travaillant au Luxembourg. En effet leur statut de « travailleur » au sein d'un atelier protégé a seulement été créé par la loi du 12 septembre 2003. Pour les années 2003 à 2024 les services du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale sont en train d'analyser si les enregistrements permettent de distinguer les travailleurs ayant le statut « handicapé » de ceux qui ne bénéficient pas de ce statut.

ad 2) et 3) Les périodes travaillées sous un statut autre que celui mis en place par la loi précitée, sont comptées comme périodes au sens de l'article 172 du Code de la sécurité sociale et permettent donc de

parfaire le stage pour pouvoir bénéficier d'une pension anticipée à partir de l'âge de 60 ans. L'extrait y relatif est libellé comme suit : « les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1^{er}, sous 17) pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie ».

L'accord de coalition prévoit que « Le Gouvernement analysera la possibilité de parfaire les périodes de stage pour la pension vieillesse des personnes handicapées occupées dans un atelier protégé avant l'âge de 18 ans avant la mise en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées » de sorte que les ministres concernés se concerteront sous peu pour transposer la volonté exprimée dans l'accord de coalition.

Cadeau de fin d'année pour les collaborateurs du CGDIS | Question 0235 (25/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass de CGDIS senge Mataarbechter fir d'Feierdeeg ee kleng Kaddo gemaach huet. Souwuel déi technesch Mataarbechter wéi och d'Berufspompjeeë kruten esou ee Kaddo. Mee déi fräiwëlleg Pompjeeë goufen hei scheinbar vergiess.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kruten déi fräiwëlleg Pompjeeë ee Kaddo um Enn vum leschte Joer geschenkt? Falls jo, wat war dat? Falls nee, firwat net?
2. Wéi vill Kaddoe goufen insgesamt bei dem CGDIS verdeelt?

Réponse (26/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Als Inneminister steet et mir net zou, mech an d'Modalitéite vun der Personalpolitik vum CGDIS anzemëschen.

Agréments des structures pour personnes âgées | Question urgente 0389 (23/02/2024) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

Ewéi aus engem Bréif vum Familljeminstère un déi verschidde Gestionnaire a Chargés de direction des services pour personnes âgées vum 15. Februar 2024 ervirgeet, mussen déi verschidde Strukturen, Centren a Servicer hir Agremente mat deem neie Qualitéitsgesetz, dat den 1. Mäerz 2024 a Kraaft trëtt (Loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées) renouveléieren, dës wieren awer just nëmmen 1 Joer gëlteg:

„La mise en vigueur des nouvelles dispositions de la loi entraînera la nécessité de renouveler les agréments actuellement en vigueur, via de nouveaux arrêtés ministériels prenant effet au 1^{er} mars 2024. Ces agréments seront ainsi conditionnés pour une durée limitée d'une année jusqu'au 1^{er} mars 2025.“

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwien an Accueil stellen:

– Aus wéi engem Grond mussen déi bestoend Agremente vun den diverse Gestionnaire elo erneiert ginn?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

– Firwat ass den Agreement vun deene jeeweilege Strukturen, Centren a Servicer, mat deem neie Qualitéitsgesetz, nëmmen ee Joer gëlteg?

– Géif et net Sënn maachen, wann d'Agremente méi laang gëlteg wieren?

– Am Bréif ass des Weideren erauszeliesen:

„À l'issue des contrôles d'agrément et selon les conclusions du rapport d'agrément et si toutes les dispositions de la loi sont respectées, l'agrément conditionné et limité d'une année pourra faire l'objet d'une modification.“

- Kann d'Regierung confirméieren, dass dëst sech op d'Verlängere vum Agreement bezitt?
- Wa jo, wéi laang gëtt en an deem Fall verlängert?

Réponse (26/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Am Kader vum neie Qualitéitsgesetz fir Servicer fir eeler Leit, dat den 1. März 2024 a Kraaft trëtt, ginn effektiv d'Agremente vun de concernéierte besteende Servicer fir eeler Leit erneiert.

Dëst net nëmmen, well dat neit Qualitéitsgesetz d'Denominatiounen vu verschiddene Servicer ëmännert, mee och, well den Agreementsdossier neie Critère muss entsprechen. Am deem vun Iech ernimmt Courrier vum 15. Februar 2024 ginn d'Gestionnaires dofir gebieden, hiren Agreementsdossier ze aktualiséieren no de Bestëmmunge vum neie Gesetz.

Déi erneiert Agremente vun de besteende Servicer, déi en vigueur wäerte sinn ab dem 1. März 2024, ginn all konditionéiert a si limitéiert an der Zäit op 1 Joer. Eréischt nodeems de Ministère déi jeeweileg Agreementsdossiere receptionéiert huet, d'Analysen dovun stattfonnt hunn, an den Agreementsdossier fir komplett deklariéiert ginn ass, gëtt ee Contrôle sur place vun de Beamte vum Ministère realiséiert.

Wann no dësem Contrôle sur place eng Bestëmmung net sollt erfëllt sinn, kann den Agreement nach eng Kéier op bestëmmten Zäit verlängert gi mat enger

Opfuerderung, sech ze conforméieren zum neie Gesetz. Wann no dësem Contrôle sur place all Bestëmmunge vum neie Qualitéitsgesetz erfëllt sinn, ka fir dee jeeweilege Service fir eeler Leit den Agreement verlängert ginn an op onbestëmmten Zäit ausgestallt ginn. Esou kënnen mir als Ministère sécherstellen, datt all déi nei Bestëmmunge vum neie Gesetz och an der Realitéit bei den eelere Leit ukommen a fir eng Qualitéit fir d'Servicer fir eeler Leit suergen.

Directive sur la chaîne d'approvisionnement | Question urgente **0437** (07/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den däitsche „Spiegel“ mell, sollen Ännerungen un der Liwwerketten-Direktiv proposéiert gi sinn. Déi nei Proposition, déi de „Spiegel“ kritt huet, enthält däitlech Verännerungen. D'Direktiv soll net méi fir Firms mat méi wéi 500 Mataarbechter an engem Émsaz vun 150 Milliounen Euro gëllen, mee nëmme fir Firms mat 1.000 Mataarbechter an engem Émsaz vun 300 Milliounen Euro. D'Proposition huet och d'Fro vun der Zivilverantwortung opgeweecht an d'Risikosectoren als Kategorie geläscht. Och sollen d'Liwwerkette just nach kontrolléiert ginn, wann et sech ëm Fournisseuren handelt, déi direkt oder am Opdrag vun der Entreprise handelen.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Ännerungsvirschléi confirméieren?
2. Wann e Freiden nach eng Kéier sollt am COREPER oder Niveau vun de Wirtschaftsministere gefrot ginn, wéi Lëtzebuerg wëllt ofstëmmen, wat wäert Lëtzebuerg da soen?

Réponse (11/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

D'Regierung deelt d'Ziler vun der geplangter Liwwerketten-Direktiv an hält aktiv un de lafende

Verhandlungen deel, fir e konsensfäegen Text auszeschaffen. Den 8. März huet heizou keng Ofstëmmung am COREPER stattfonnt.

Directive sur la chaîne d'approvisionnement | Question urgente **0438** (07/03/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon les dernières évolutions du projet de directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD), un nouveau texte de compromis figure à l'ordre du jour de la réunion du COREPER I le 8 mars 2024. Avec le nouveau texte proposé le champ d'application serait réduit aux entreprises avec au moins 1.000 employés et un chiffre d'affaires annuel d'au moins 300 millions euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Justice :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur le nouveau texte de la CSDDD et quels sont les éléments déterminants de la position gouvernementale ?

– Comment le Gouvernement prévoit-il de voter au COREPER I du 8 mars 2024 sur la CSDDD ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le Gouvernement partage les objectifs de la proposition de directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et contribue activement aux négociations en cours.

Ce point n'a pas figuré à l'ordre du jour du COREPER en date du 8 mars 2024.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques
n^{os} 14 et 15 p. 09-65

Questions au
Gouvernement p. 66-99

2023-2028

n°7



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques p. 09-65

14^e séance du mardi 12 mars 2024 p. 09-43

15^e séance du jeudi 14 mars 2024 p. 43-65

Questions au Gouvernement p. 66-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
08/04/2024

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite du Premier Ministre ukrainien

« Je crois en la résistance ukrainienne »



De gauche à droite : M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, M. Denys Schmyhal, Premier Ministre de l'Ukraine, et M. Claude Wiseler, Président de la Chambre

Le Premier Ministre ukrainien, M. Denys Schmyhal, a effectué une visite officielle au Grand-Duché de Luxembourg le 19 mars 2024. À cette occasion, il a été reçu par M. Claude Wiseler, Président de la

Chambre des Députés, en présence de M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, et M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du

Commerce extérieur et à la Grande Région. « Un cessez-le-feu ne sera que l'occasion pour la Russie de se réarmer pour poursuivre sa guerre contre l'Ukraine. Il faut l'obliger à arrêter la guerre », a affirmé M. Schmyhal lors de l'entrevue à la Chambre des Députés.

« Notre soutien à votre résistance a été et sera sans faille. Que pouvons-nous désormais faire pour vous soutenir ? » C'est en essence la question qu'a posée le Président de la Chambre au Premier Ministre ukrainien.

Pour les Ukrainiens, il s'agit de s'opposer à la Russie symboliquement, militairement et sur le plan économique

M. Schmyhal, tout en affirmant que le Luxembourg avait fait jusqu'à présent tout ce qui était en son pouvoir pour soutenir la cause ukrainienne, que ce soit au niveau de la livraison de matériel ou par des actes comme la reconnaissance de l'Holodomor par la Chambre des Députés, a évoqué ce qui lui semblait nécessaire pour l'avenir.

Les besoins sont de nature différente : lutter contre les symboles de l'invasion russe, soutenir les propositions diplomatiques du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, ou prêter assistance pour l'obtention de pièces d'artillerie et de matériel pour pouvoir attaquer les lignes d'approvisionnement russes ainsi que pour l'utilisation des avoirs gelés de la Russie pour rendre possible la reconstruction de l'Ukraine. Le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne après la guerre a également été évoqué.

Interview : Deux questions à M. Claude Wiseler

Quel était le message que souhaitait faire passer Denys Shmyhal ?

M. Wiseler : Le message était très clair : que nous poursuivions notre soutien de ces derniers mois et années. Je crois que les Ukrainiens nous ont clairement dit qu'ils apprécient que le Luxembourg les soutienne depuis tout ce temps sur des plans très différents, que ce soit militairement, financièrement ou en termes humanitaires. Et bien sûr, cette guerre dure maintenant depuis plus longtemps qu'on ne le pensait et elle continue. Il est important que nous, que ce soit le Gouvernement ou le Parlement, continuions à apporter ce soutien au cours des prochains mois.

Nous leur avons dit que nous allions nous engager pour cela en tant que Parlement. Il y a toute une série de motions qui ont déjà été adoptées, la dernière il y a quelques jours, dans lesquelles notre solidarité est exprimée de façon claire et nette, et cela est très important pour eux.

Vous avez affirmé que vous doutiez de la résistance de l'Ukraine au début. Avez-vous changé d'avis ?

M. Wiseler : Je suis convaincu du contraire. En effet, lors des premiers jours de la guerre, j'ai douté du fait que l'Ukraine puisse résister longtemps. Mais les Ukrainiens ont prouvé le contraire avec un

extrême courage et beaucoup d'héroïsme, soutenus bien sûr avec des armes et de l'aide qu'ils ont obtenues. Mais ce sont leurs gens qu'ils ont envoyés combattre. Et ils ont résisté à la Russie.

Je trouve cela très admirable. Ils s'engagent évidemment pour l'Ukraine, mais au-delà de cela, aussi pour nos valeurs et la manière dont nous vivons, d'une part, et d'autre part, nous savons que si M. Poutine gagne cette guerre, cela ne sera pas la fin.

Cela risque de continuer, et c'est pour cela qu'il est important que dans les prochaines semaines, les prochains mois et les prochaines années, s'il le faut, nous continuions à les soutenir.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Barbara Sušnik, Ambassadrice de la République de Sloénie



... S. E. Mme Idit Rosenzweig-Abu, Ambassadrice d'Israël



... S. E. Mme Dr Karin Proidl, Ambassadrice d'Autriche

Visite de trois dignitaires caboverdiens

Le Cabo Verde, « véritablement un partenaire privilégié »



La Commission de partenariat du Cabo Verde a été reçue à la Chambre des Députés pour un échange avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

La visite de trois ministres caboverdiens le 15 mars 2024 à la Chambre des Députés était l'occasion pour souligner le caractère exceptionnel des relations qui lient les deux pays, marquées par une politique de coopération tournée vers le climat et l'énergie et l'importante communauté caboverdienne au Grand-Duché.

Pour le Cabo Verde, le Luxembourg est « le partenaire de première ligne, toujours présent, très pragmatique, efficace, avec une vision sur le long terme ». Voilà le message clé des trois ministres caboverdiens lors d'un échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du

Commerce extérieur et à la Grande Région. Les trois membres du Gouvernement caboverdien – M. Rui Alberto de Figueiredo Soares, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration régionale, M. Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, et M. Alexandre Monteiro, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie – forment la Commission de partenariat de leur pays.

Le partenariat de coopération, en place depuis plus de trente ans, se diversifie en mettant l'accent sur le climat et l'énergie. « Vous êtes véritablement un partenaire privilégié », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler.

« Une entente approfondie »

Interrogés par les députés sur l'évolution des projets soutenus par le Luxembourg, les ministres ont témoigné de la situation sur place. Ils ont entre autres évoqué un des projets emblématiques concernant le traitement des eaux qui fait du Cabo Verde le premier pays d'Afrique disposant d'un plan d'assainissement des eaux, et ce sur des îles où l'accès à l'eau potable n'était souvent pas garanti. Des projets concernant l'hydrogène ont également été mentionnés.

Pour ce qui est du partage des valeurs et d'un positionnement clair concernant les différents conflits dans le monde entier, « nous avons une entente approfondie », a encore expliqué M. Wiseler. Au Président de la Chambre de constater que la communauté caboverdienne au Luxembourg – la quatrième communauté étrangère au Grand-Duché – est bien intégrée. Les députés se sont renseignés sur le rôle de la diaspora, qui reste très attachée à son pays d'origine. Le défi consiste, selon les ministres caboverdiens, à la faire participer davantage au développement du pays.

Retransmission de cinq commissions parlementaires sur le site chd.lu

À partir du 15 avril 2024, cinq commissions parlementaires seront retransmises en direct en streaming sur le site public de la Chambre des Députés chd.lu. Les vidéos des réunions seront également disponibles en replay via chd.lu.

Pendant cette phase de test, à la suite de laquelle une évaluation sera opérée, les réunions des commissions parlementaires suivantes seront publiques :

- Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ;
- Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ;
- Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ;
- Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- Commission des Médias et des Communications.

Cette décision fait partie d'un ensemble de réformes du travail parlementaire annoncées par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Elles s'inscrivent dans sa volonté d'augmenter l'attractivité de la Chambre : « Il est important de rendre le travail parlementaire plus transparent en le rendant plus accessible. »



Pour la retransmission des réunions de commissions, une salle a été équipée de trois caméras.

Présentation du rapport annuel 2022 de l'Ombudsman

Un nombre record de réclamations pour l'Ombudsman en 2022



Mme Claudia Monti a présenté le rapport d'activité relatif à l'année 2022 devant les membres de toutes les commissions parlementaires.

1.247 réclamations ont été introduites en 2022 par des citoyens estimant que leur dossier n'a pas été traité convenablement par les administrations de l'État ou des communes. « L'Ombudsman n'a jamais été autant sollicité », a expliqué Mme Claudia Monti le 11 mars 2024 lors de la présentation du rapport d'activité de l'Ombudsman relatif à l'année 2022 devant toutes les commissions parlementaires.

Le nombre record s'explique par différents facteurs, selon Mme Monti. Au bout de 20 ans d'activité, les citoyens sont de mieux en mieux informés sur l'existence et le travail effectué par l'Ombudsman. Mme Monti s'est félicitée d'une avancée qui fait que dans les courriers officiels envoyés par plusieurs administrations, l'Ombudsman est désormais expressément évoqué pour guider les citoyens en cas de contentieux. Cette démarche fait du Luxembourg un précurseur par rapport à l'approche pratiquée dans les pays

voisins. Entre 2018 et 2021, le nombre de réclamations reçues vacillait entre 900 et 1.000 par an. Il est à noter que 186 des 1.247 réclamations reçues en 2022 étaient non recevables.

Une recommandation concernant le regroupement familial

Mme Monti a exposé une panoplie de cas de litiges aux députés. Ils concernent de nombreux domaines, comme les ministères des affaires étrangères, du travail, de la famille, de la sécurité sociale ou encore du logement, donc « tous les domaines dans lesquels les personnes sont les plus vulnérables », a expliqué Mme Monti.

L'Ombudsman a publié une recommandation concernant « un revirement de la pratique administrative en défaveur de l'administré en matière de regroupement familial ». Concrètement, il s'agit du fait que les autorités n'ont plus accordé le regroupement familial aux mineurs sous tutelle comme des neveux ou des nièces d'une personne ayant obtenu un titre de séjour, une pratique apparue en 2021, selon Mme Monti, et qui va à l'encontre de l'intérêt supérieur de l'enfant.

« Interpréter la loi en faveur du requérant »

Pour ce qui est du ressort des communes, un contentieux récurrent concerne l'inscription dans le registre communal et des cas de refus d'attribution. Une personne sans adresse n'existe pas aux yeux des administrations, mais dans ces cas, certaines communes appliquent des critères différents par rapport à d'autres pour statuer sur cette inscription, a relaté Mme Monti.

Même si les réponses reçues ou les délais de réponses ne sont pas toujours satisfaisants, que des administrations se renvoient la balle entre elles, Mme Monti a salué la collaboration avec les différentes administrations. « Les collaborateurs comprennent que l'Ombudsman n'est pas l'avocat du citoyen, mais un médiateur qui cherche une solution. Souvent, l'Ombudsman met le doigt sur un problème récurrent, qui s'explique souvent par un manque de moyens ou de personnel », a-t-elle ajouté. Et de lancer un plaidoyer : « Ce n'est pas nécessaire de changer beaucoup de lois. Souvent la loi donne la possibilité de l'interpréter en faveur d'un requérant. Mais pour ceci, il faut arrêter de penser que tous les citoyens essaient de frauder. »

Une analyse en commission parlementaire et un débat en séance plénière

Les différentes doléances évoquées dans le rapport 2022 seront désormais analysées par les différentes commissions parlementaires compétentes, qui par la suite élaboreront une prise de position. Le rapport des députés sera ensuite débattu en séance plénière.

La présentation du rapport d'activité relatif à l'année 2023 est prévue pour le 10 juin 2024.

Retrouvez le rapport annuel 2022 de l'Ombudsman en scannant le code QR suivant :



Pairing Scheme : échanges thématiques entre chercheurs et participants parlementaires

Coorganisé par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche (FNR), le Pairing Scheme vise à promouvoir l'échange de perspectives scientifiques et politiques afin de favoriser une meilleure compréhension mutuelle et appuyer des actions politiques basées sur des données scientifiques robustes.

Pour l'édition 2024 du Pairing Scheme, un nouveau concept a été mis en place, articulé autour de trois étapes majeures :

– Le Pairing Café, qui s'est tenu le 8 mars 2024, a permis des discussions thématiques entre les chercheurs et les participants de la Chambre des Députés.

– À partir du mois de mai, des chercheurs et des membres de la Cellule scientifique travailleront ensemble à la rédaction de documents de recherche scientifique, dont la publication est prévue pour la fin de l'année 2024.

– Enfin, une conférence publique sera organisée début 2025 pour présenter les documents de recherche publiés.

Lors du Pairing Café, des échanges informels d'environ 30 minutes ont eu lieu autour de tables thématiques

réunissant trois à quatre chercheurs et deux à cinq députés, collaborateurs des groupes et sensibilités politiques ou membres de l'Administration parlementaire.

En plus des membres du comité d'organisation et des chercheurs, un total de 37 personnes a participé au Pairing Café. Bien qu'une trentaine de chercheurs aient répondu à l'appel lancé par le FNR, le comité d'organisation n'a sélectionné que 17 chercheurs multidisciplinaires, mettant ainsi en lumière les différentes dimensions d'une problématique scientifique intéressant la société luxembourgeoise.

Les thématiques suivantes ont été sélectionnées à la suite d'un sondage auprès des députés :

- l'intensification de la pauvreté au Luxembourg et l'évolution du marché du travail ;
- la crise du logement au Luxembourg ainsi que les évolutions et défis démographiques ;
- les enjeux environnementaux auxquels le Luxembourg est confronté ;
- les défis de l'enseignement public scolaire et universitaire face aux changements sociétaux ;

– les enjeux de santé au Luxembourg.

Le vote pour les questions de recherche à traiter sous forme de documents de recherche (étape 2 du Pairing Scheme) se déroulera dans les semaines à venir.



Le Pairing Café, nouveau concept mis en place dans le cadre du Pairing Scheme, a permis des discussions thématiques entre des chercheurs et des participants de la Chambre des Députés.

Visite de Handicap International à la Chambre des Députés

« Vous avez l'oreille du Parlement »



La visite de Handicap International à la Chambre des Députés est désormais une tradition annuelle, au cours de laquelle les députés ont l'occasion de se renseigner sur les activités de l'ONG.

Une délégation de l'organisation non gouvernementale Handicap International a été reçue le 11 mars 2024 à la Chambre des Députés pour un entretien avec le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler,

et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusti Graas.

Les deux députés ont interrogé les représentants d'Handicap International sur un ensemble de sujets. Ils se sont notamment intéressés à la façon dont l'organisation est structurée, mais aussi aux missions de l'ONG, notamment les opérations de déminage en Ukraine ou encore les activités dans la bande de Gaza dans le cadre du conflit au Moyen-Orient.

Les représentants d'Handicap International ont décrit en détail les opérations auxquelles l'ONG prend part, parlant notamment d'un « mode urgence absolue » au sujet de la situation dans la bande de Gaza et décrivant des conditions de travail extrêmement difficiles pour leurs membres actifs sur le terrain, soumis « aux mêmes contraintes » que la population : trouver de l'eau et de la nourriture.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné toute l'importance qu'il accordait à l'engagement d'Handicap International, rappelant les progrès historiques réalisés par l'ONG, notamment dans la lutte contre les mines antipersonnel. M. Wiseler a également déclaré que le Parlement luxembourgeois est à l'écoute de l'ONG et a affirmé que ce dernier se tiendrait à ses côtés lorsqu'elle en aurait besoin. Le Président a encore soutenu que « la Chambre peut jouer un rôle diplomatique différent de celui du Gouvernement, avec une parole moins contrainte et représentant plus largement la population luxembourgeoise ».

Les représentants d'Handicap International ont relevé que le Luxembourg continuait à avoir un poids diplomatique important sur la scène internationale malgré sa taille et qu'ils ne manqueront pas de solliciter l'appui du Parlement lorsque le besoin s'en fera sentir.

Entrevue avec des représentants du Jugendrot

Faire entendre la voix des jeunes lors des grands débats

Parlement des jeunes, Convention des jeunes ou l'engagement pour l'éducation à la citoyenneté et la participation citoyenne – le Parlement luxembourgeois s'engage depuis longtemps aux côtés de ces organisations des jeunes.

Lors d'une entrevue le 14 mars 2024 avec des représentants de la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL, également connue sous le nom de « Jugendrot »), qui est l'organisation parapluie des organisations de jeunesse au Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a évoqué des pistes pour impliquer davantage l'avis des jeunes dans la vie parlementaire.

« Le Parlement doit garantir que toutes les parties prenantes puissent s'exprimer sur les grands défis de notre société. Le travail parlementaire doit respecter son aspect consultatif », a affirmé M. Wiseler lors de l'entrevue avec les représentants du Jugendrot.

Dans cette lignée l'avis des jeunes devrait être davantage associé au travail parlementaire sur les grands sujets comme le logement ou l'avenir des pensions, et ce de manière systématique.

Le Président de la Chambre a évoqué plusieurs pistes pour que les jeunes puissent faire entendre leur voix :

à travers des prises de position ou des échanges avec le Jugendrot ou lors des débats de consultation ou d'orientation organisés à la Chambre.

En plus de cet aspect politique, la Chambre des Députés donne depuis longtemps la parole aux jeunes à l'occasion de différents événements coorganisés avec le Jugendrot. Une session plénière annuelle du Parlement des jeunes permet ainsi aux jeunes de discuter de leurs résolutions lors d'une audition devant les députés.

Lors du Jugendkonvent (Convention des jeunes), organisé tous les ans depuis 18 ans, les jeunes entre 13 et 30 ans peuvent participer à une journée de réflexion et d'échanges politiques qui aboutit à un échange de vues avec les députés en salle plénière.

La Chambre participe également à un rallye citoyen qui permet aux élèves de découvrir les acteurs clés de la vie démocratique du pays.

Ces événements s'inscrivent dans la promotion de la participation démocratique.

« L'éducation à la citoyenneté fait partie des missions clés du Parlement », a rappelé M. Wiseler lors de l'entrevue avec les représentants du Jugendrot. La

Chambre s'engage en effet à différents niveaux et en coopération avec ses partenaires, comme le Zentrum für politisches Bildung (ZpB), pour l'éducation à la citoyenneté.



De gauche à droite : MM. Harry Lamamra et Liam Bremer, Secrétaire général et Président du Jugendrot, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et M. Mike de Waha, Directeur du Jugendrot

Recherche scientifique au Parlement

Les restrictions à la diffusion de certains médias russes dans l'Union européenne et le respect de la liberté d'expression au Luxembourg

En réponse à l'agression de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'Union européenne a renforcé les mesures restrictives individuelles et économiques prises à l'égard de la Russie depuis 2014. Parmi ces mesures figure l'interdiction de diffusion de certains médias russes, notamment Sputnik et RT (Russia Today) et leurs filiales, afin de lutter contre la propagande et la désinformation réalisées à travers ces médias sous le contrôle direct ou indirect des autorités étatiques russes.

Ces mesures viennent restreindre la liberté d'expression, plus précisément la liberté de communiquer des informations et des idées, et le droit corollaire pour le public d'y avoir accès.

La liberté d'expression est protégée au Luxembourg non seulement par la Constitution et par la loi, mais aussi par des instruments internationaux comme la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Se pose alors la question de la conformité de ces restrictions, prises par la voie du règlement (UE) modifié n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

Cette question ne peut être abordée sans le rappel, au préalable, de la règle de la primauté du droit international et du droit de l'Union européenne sur l'ensemble du droit national, y compris la Constitution. Cette règle « radicale » n'est pas expressément consacrée par la Constitution, mais son existence fait l'objet d'un consensus politique, jurisprudentiel et doctrinal au Luxembourg.

Il en résulte qu'un règlement de l'Union européenne, quand bien même serait-il contraire à la Constitution, doit primer sur les dispositions constitutionnelles, y compris l'article 23 de la Constitution consacrant la liberté d'expression.

Cela étant, la mise en œuvre du règlement (UE) modifié n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 ne constitue pas nécessairement une violation de la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

La liberté d'expression est un des droits les plus précieux de l'homme et un des fondements de notre société démocratique. Elle vaut non seulement pour les informations ou idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent. Par ailleurs, le pluralisme des sources d'information permet au citoyen de choisir entre les différents messages communiqués et, à partir de ces expressions multiples, de former son propre jugement et d'enrichir sa personnalité.

Les journalistes, et plus largement les médias, jouent un rôle essentiel de « chien de garde » de la démocratie. À ce titre, ils jouissent d'une protection renforcée dans l'exercice de leur liberté d'expression. Ils sont néanmoins tenus à l'exercice d'un journalisme responsable, de bonne foi, dans le respect de l'éthique et la déontologie journalistiques.

La liberté d'expression, y compris celle des journalistes, n'est pas absolue. Elle peut être sanctionnée mais aussi limitée, notamment par l'adoption de mesures préventives comme l'interdiction de la publication ou de la diffusion d'une information.

Ces limitations, restrictions ou ingérences à la liberté d'expression sont licites dans la mesure où elles respectent certaines conditions. Ces conditions sont prévues en des termes similaires par la Constitution luxembourgeoise, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme. Les restrictions sont licites si elles sont prévues par la loi, elles préservent l'essence de la liberté d'expression, elles poursuivent un but légitime d'intérêt général ou de protection des droits et libertés

d'autrui, elles sont nécessaires et proportionnées à la poursuite de cet objectif.

Le Tribunal de l'Union européenne a été saisi, par un des médias russes affectés par les restrictions à la diffusion, d'une requête en annulation des actes restrictifs en question, en ce qu'ils porteraient atteinte à la liberté d'expression telle que consacrée par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Par un arrêt RT France contre Conseil de l'Union européenne du 27 juillet 2022, le Tribunal a rejeté toute violation de la liberté d'expression. Ces mesures, visant notamment à préserver l'Union et les États membres de toute campagne de déstabilisation par l'intermédiaire des médias contrôlés par la Russie, n'ont pas été annulées.

En conclusion, compte tenu de la primauté du droit international et du droit de l'Union européenne sur l'ensemble du droit national, mais également eu égard à la protection cohérente et intégrée de la liberté d'expression au Luxembourg, nous pouvons retenir que les restrictions imposées par l'Union européenne quant à la diffusion de médias russes sont conformes à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

Note de recherche scientifique par M. Marty, « Les restrictions à la diffusion de certains médias russes dans l'Union européenne et le respect de la liberté d'expression au Luxembourg », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 18 janvier 2024.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Entrevue mat Vertrieder vum SIL

Vertrieder vun der Organisatioun Scouting in Luxembourg (SIL) haten en Austausch mat Deputéierte vum Groupe interparlementaire du scoutisme. Si hu sech ënnert anerem mat de méi strenge Reegelen fir d'Organiséiere vun Evenementer a Bëscher befaasst.



Aide financière pour les employeurs

8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Le présent projet de loi vise à introduire une aide financière pour des employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une formation professionnelle en cours d'emploi. À cet effet, il porte modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général.

En 2019, le législateur avait introduit la possibilité d'organiser la formation professionnelle de base et la formation professionnelle initiale en cours d'emploi afin de remédier à la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs. Les métiers et les professions éligibles pour une telle formation, ainsi que les conditions d'admission et les modalités de fonctionnement, seraient à définir par voie de règlement grand-ducal.

Actuellement, un projet de règlement grand-ducal à prendre sur base de l'article 42, alinéas 3 et 4, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, prévoit l'organisation de deux formations en cours d'emploi à partir de l'année scolaire 2023-2024.

Or, sachant que la participation d'un salarié à une formation en cours d'emploi constitue une charge financière pour son employeur à cause de son absence au travail, le présent projet de loi vise à mettre en place un support financier pour les employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une telle formation. Cette aide est accordée uniquement pour les formations relevant du champ d'application de l'article 42 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée et organisées par des organismes énumérés à l'article 16 de cette loi. Par ailleurs, le salarié pour lequel l'aide est demandée doit être majeur et disposer d'un contrat de travail dans le domaine du métier ou de la profession en question.

Les employeurs peuvent bénéficier d'une compensation financière pour chaque heure de formation qui a effectivement eu lieu pendant le temps de travail du salarié, et ceci à hauteur du taux horaire du salaire social minimum pour salariés non qualifiés.

Cette mesure constitue une décharge considérable du coût engendré pour l'employeur, par laquelle le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse entend promouvoir le modèle de la formation professionnelle en cours d'emploi.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23/08/2023

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18/01/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

23/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/03/2024

Fonctionnement de l'INFPC

8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications et des précisions au rôle et aux modalités de fonctionnement de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (ci-après « INFPC »).

L'INFPC a été créé en 1992 sous le statut d'établissement public et placé sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, afin de souligner l'importance de la formation professionnelle continue pour le développement économique et social au Luxembourg. Au fil du temps, l'Institut s'est adapté à l'évolution du contexte socio-économique et s'est inscrit dans la construction d'un modèle national d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Le présent projet de loi vise à fortifier le rôle de l'INFPC en tant qu'acteur-clé dans la coordination de la formation professionnelle. Ainsi, il est créé une commission

consultative au sein de l'INFPC qui est censée rassembler des avis et suggestions de tous les acteurs concernés et d'élaborer par la suite des recommandations en vue de l'adaptation régulière de l'offre de formations continues au Luxembourg.

Par ailleurs, le projet de loi entend mettre en œuvre les recommandations de la Cour des comptes formulées dans son rapport spécial sur les établissements publics de 2015. Premièrement, il est proposé d'adapter les dispositions relatives au conseil d'administration de l'INFPC, concernant notamment son mode de fonctionnement, ses missions, ainsi que la durée du mandat et les jetons de présence attribués à ses membres. Deuxièmement, la composition et le fonctionnement du conseil scientifique de l'INFPC sont actualisés.

Finalement, le projet de loi introduit deux nouvelles fonctions au sein de l'INFPC, celle du Vice-Président du Conseil d'administration et celle du Directeur. Il précise la structure organisationnelle de l'Institut tout en ajoutant un cinquième département, à savoir le département du développement stratégique de la formation professionnelle continue.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/09/2023

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

23/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/03/2024

Système d'échange de quotas d'émission

8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Le projet a pour objet de modifier la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, suite aux changements intervenus au niveau européen concernant le système d'échange de quotas d'émission (SEQE).

Ainsi, il transpose en droit national les deux directives suivantes :

– la directive (UE) 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la contribution de l'aviation à l'objectif de réduction des émissions dans tous les secteurs de l'économie de l'Union et la mise en œuvre appropriée d'un mécanisme de marché mondial. Cette directive concerne le secteur de l'aviation commerciale. Comme auparavant, le SEQE s'applique aux vols au sein de l'Espace économique européen. Le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) s'applique aux vols extra-européens à destination et en provenance des pays tiers participant à ce régime. En application du principe de pollueur-payeur, il est prévu que les quotas d'émission gratuits pour le secteur de l'aviation seront progressivement supprimés en 2024 et 2025 et qu'ils feront l'objet d'une mise aux enchères intégrale à partir de 2026 ;

– la directive (UE) 2023/959 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union. Les changements apportés par cette directive concernent l'inclusion des émissions du secteur du transport maritime, ainsi que la mise en place d'un nouveau SEQE autonome applicable aux secteurs du bâtiment, du transport routier et d'autres secteurs supplémentaires.

En outre, le projet de loi met en œuvre les deux règlements suivants :

– le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Ce règlement a comme objet l'établissement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), afin d'éviter que les efforts de réduction des émissions de GES consentis par l'UE ne soient neutralisés par une augmentation des émissions en dehors de ses frontières qui résulterait d'une délocalisation de la production vers

des pays tiers ou d'une augmentation des importations de produits à plus haute intensité de carbone. Le MACF vise les secteurs du ciment, de l'électricité, des engrais, du fer, de l'acier, de l'aluminium et de l'hydrogène ; il est conçu pour fonctionner parallèlement au SEQE, dont il est le pendant en ce qui concerne les marchandises importées ;

– le règlement (UE) 2023/957 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/757 afin de prévoir l'inclusion des activités de transport maritime dans le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions d'autres gaz à effet de serre et des émissions d'autres types de navires.

Le projet de loi prévoit également la modification de certaines autres dispositions de la loi précitée du 15 décembre 2020 non liées à la transposition du droit européen, et notamment :

– la modification renforçant le rôle de l'Observatoire de la politique climatique, qui se verra confier la mission d'émettre un avis sur l'avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ;

– la prolongation d'un mois du délai de l'enquête publique sur l'avant-projet du PNEC, afin de permettre une participation plus large du public ;

– la modification des conditions d'ouverture de comptes au sein du registre SEQE luxembourgeois afin de faire face au nombre croissant de demandes et de réduire le risque de fraude.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/10/2023
Rapporteur : M. Christophe Hansen

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (Président : M. Christophe Hansen) :
10/01/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/03/2024

Publicité foncière en matière de copropriété

8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Le présent projet de loi prévoit la modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété afin de supprimer le délai de 35 ans prévu pour la mise en conformité des états descriptifs de division des immeubles soumis au statut de la copropriété avant le 1^{er} avril 1989.

L'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété impose, en effet, la mise en conformité, dans un certain délai, des états descriptifs de division établis avant le 1^{er} avril 1989, en prescrivant que les actes dressés après cette échéance et ne recourant pas aux nouvelles désignations cadastrales, ne sont plus enregistrés, ni transcrits.

Ce délai, initialement limité à dix ans, a été prolongé entre-temps à 35 ans et vient à échéance le 31 mars 2024, sans avoir porté ses fruits. En effet, sur les quelque 3.350 dossiers initialement visés, moins de 1.900 ont pu être migrés dans le « nouveau régime ». Les raisons à l'origine de l'échec partiel de cette mesure se résument dans des procédures complexes, longues et coûteuses. L'inexistence de documents et de plans appropriés requiert l'unanimité des copropriétaires pour l'introduction éventuelle de nouvelles quotes-parts.

Une nouvelle prorogation du délai n'aurait pas d'effets notables aux yeux de l'administration. Il semble dès lors opportun d'ôter le caractère obligatoire obtenu par le biais d'un délai imparti et de préconiser la suppression dudit délai.

Dépôt du projet de loi 8330 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/10/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

19/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

06/03/2024 Scission du projet de loi 8330 en deux projets de loi distincts : 8330A et 8330B

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 133, page 1

14^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 10	Mme Taina Bofferding M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
2. Communications	p. 10	Question n° 47 du 12 mars 2024 de M. André Bauler relative au rôle du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre
3. Ordre du jour	p. 11	p. 13 M. André Bauler M. Luc Frieden, Premier ministre
4. Changement de dénomination d'une commission parlementaire	p. 11	Question n° 48 du 12 mars 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évaluation des carrières dans la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures
5. Heure de questions au Gouvernement	p. 11	p. 13 M. Fernand Kartheiser M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 45 du 12 mars 2024 de M. Jeff Boonen relative aux diagnostics archéologiques prévus dans la loi de la protection du patrimoine en relation avec la construction d'une installation agri-photovoltaïque, adressée à M. le Ministre de la Culture	p. 11	Question n° 49 du 12 mars 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'application de sanctions par l'Inspection du travail et des mines dans le cadre de l'examen médical d'embauche, adressée à M. le Ministre du Travail
M. Jeff Boonen M. Eric Thill, Ministre de la Culture		p. 13 Mme Octavie Modert M. Georges Mischo, Ministre du Travail
Question n° 46 du 8 mars 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la convention entre le Ministère du Logement et l'ASBL « Mieterschutz Lëtzebuerg », adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire	p. 12	Question n° 50 du 12 mars 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux travaux dans le domaine de la protection des eaux décidés lors du « Landwirtschaftsdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
		p. 14

Mme Joëlle Welfring | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 51 du 12 mars 2024 de M. Gusty Graas relative à l'utilisation inappropriée des numéros d'appel pour les services d'urgence et de secours, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 15

M. Gusty Graas | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 52 du 11 mars 2024 de M. Marc Goergen relative à l'action en justice de la CGFP contre le Gouvernement, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

p. 15

M. Marc Goergen | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Question n° 53 du 12 mars 2024 de Mme Diane Adehm relative au Science Center Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

p. 16

Mme Diane Adehm | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 54 du 12 mars 2024 de M. David Wagner relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Question n° 55 du 11 mars 2024 de M. Dan Biancalana relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 16

M. David Wagner | M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 56 du 8 mars 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux « Nicotine pouches », adressée à M. le Ministre des Finances

p. 17

M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Question n° 57 du 12 mars 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'obligation d'indemnisation des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines, adressée à M. le Ministre du Travail

p. 18

M. Gérard Schockmel | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

6. 8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

p. 18

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8295 et dispense du second vote constitutionnel

7. 8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

p. 20

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8313 et dispense du second vote constitutionnel

8. Interpellation de M. François Bausch sur les mesures pour contrer la crise du logement

p. 22

Exposé : M. François Bausch (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Alex Donnersbach (interventions de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, et M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 2) | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen (dépôt des motions 3 à 5) | M. David Wagner | M. François Bausch

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Alex Donnersbach | M. François Bausch | M. Marc Goergen | Mme Taina Bofferding

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motions 3 et 4 : M. Marc Goergen | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. François Bausch | M. Marc Lies | M. David Wagner | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 (retrait du rôle des affaires)

Motion 5 : M. Marc Goergen | M. Alex Donnersbach | Mme Alexandra Schoos

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (rejeté)

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Da maachen ech e puer Kommunikatiounen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 12 mars 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

8358 – Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement »

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

8360 – Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), fait à Stockholm, le 27 février 1995

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04/03/2024

8361 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au titre honoraire des anciens députés et Présidents de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, le 07/03/2024

8330A – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété*

Scission du projet de loi 8330 le 06/03/2024

8330B – *Projet de loi portant organisation de l'Administration du cadastre et de la topographie*

Scission du projet de loi 8330 le 06/03/2024

8383 – *Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant : 1^o la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;*

2^o la loi modifiée du 16 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;
3^o la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4^o la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024

8384 – *Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024

3) *Les projets suivants ont été retirés du rôle des affaires : 7354 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés*

Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 17/08/2018

Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024

8013 – *Projet de loi portant modification :*

1^o de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

2^o de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ;

3^o de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 30/05/2022

Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024

8331 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/10/2023

Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024

4) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

3088 – *Demande de pétition publique : Système de clémences juste et proportionné en cas d'infractions liées aux excès de vitesse mineures constatées par les radars fixes*

Dépôt : M. Massimo Raschella, le 27/02/2024

3089 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire proposant la remédiation des disparités dans le traitement fiscal et contributions à la Sécurité sociale des couples mariés et partenariats civils*

Dépôt : M. Filip Oller, le 26/02/2024

3090 – *Demande de pétition publique : Changement de comportement du personnel et de leur façon de traiter leurs clients privés*

Dépôt : Mme Michelle Bevilacqua, le 29/02/2024

3091 – *Demande de pétition publique : Proposition de réforme pour une justice sociale dans l'attribution des allocations familiales et pour l'atténuation de la crise du logement au Luxembourg*

Dépôt : M. Alexandre De Couëspel De Boisgency, le 02/03/2024

3092 – *Demande de pétition publique : Pétition pour la réforme des allocations familiales des travailleurs frontaliers au profit du financement de logements abordables et de l'amélioration de l'aide aux résidents en attente au Luxembourg : Une mesure cruciale pour l'équité sociale et la lutte contre la crise du logement*

Dépôt : M. Alexandre De Couëspel De Boisgency, le 02/03/2024

3093 – *Demande de pétition publique : À quand la baisse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires ?*

Dépôt : M. Franck Reizer, le 06/03/2024

3094 – *Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité des nos adolescents*

Dépôt : M. Franck Reizer, le 06/03/2024

3095 – *Demande de pétition publique : La dispense d'obligation scolaire pour une période de maximum 5 jours par an pour des raisons familiales*

Dépôt : Mme Silvia Pierik, le 06/03/2024

3096 – *Demande de pétition publique : Inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception dans la constitution*

Dépôt : M. Philippe Nowak, le 06/03/2024

3097 – *Demande de pétition ordinaire : Dréngend Petitioun: Unterstützung der Initiative Tschechiens zur Beschaffung von 800.000 Schuss Artilleriegranaten für die Ukraine auf dem Weltmarkt*

Dépôt : M. Romain Reiter, le 07/03/2024

3098 – *Demande de pétition publique : Contrat d'assurance et résiliation*

Dépôt : M. Maxime Bourdis, le 07/03/2024

3099 – *Demande de pétition publique : Pétition pour une seconde chance pour un devoir en classe au Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse du Luxembourg*

Dépôt : M. Aleks Jevdokimov, le 07/03/2024

3100 – *Demande de pétition publique : Instaurer un site qui diffuse tous les avis mortuaires du Luxembourg, sans aller chercher dans les différents journaux. Exemple : le Républicain Lorrain*

Dépôt : M. Daniel Theis, le 08/03/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Eng Wuertmeldung. D'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'Froestonn un d'Regierung ass jo u sech

do, fir dass d'Membere kënnen spontan op d'Froen äntwerten. A mir géifen et schued fannen, wann an Zukunft nach méi Froe géifen dozoukommen. Dommader schwätzen ech déi onbeäntwert Question-parlementairen un. An duerfir nach eng Kéier hei de Rappel un d'Regierung, sech wannechgelift un d'Delaen ze halen, dass déi matzäite beäntwert ginn, well soss wäerte mer an Zukunft vun eisem Recht Gebrauch maachen an an der nächster Séance plenièr dann déi Froe stellen, déi mer net beäntwert kritt hunn am Delai. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Bofferding. Just fir eng Remark ze maachen: Ech hunn elo zwou Question-parlementairen, déi nach net zäitgerecht beäntwert gi sinn. A selbstverständlech huet d'Madamm Bofferding Recht, fir déi Remark do ze maachen, an och Recht, wa se déi da wëllten op den Ordre du jour vun der Sétzung setzen, falls se nach net beäntwert wäeren an den Delai. Ech ënnersträichen also dat, wat d'Madamm Bofferding elo gesot huet.

An da fuere mer weider mat dem nächste Punkt, wann Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd?

(Assentiment)

Ausser där Wuertmeldung war keng do, dann ass dat esou decidéiert.

4. Changement de dénomination d'une commission parlementaire

An da komme mer zum Changement de dénomination vun enger Commission parlementaire. Op Ufro vun der Familljekommissioun a mam Accord vun der Conférence des Présidents gëtt proposéiert, den Numm vun der Commission ze änneren an d'Voleten „Égalité des genres“ an „Diversité“ bäizefügen. D'Kommissioun géif deemno „Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité“ heeschen.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 45 vum Här Jeff Boonen un den Här Kulturminister iwwert d'Diagnostics archéologiques, déi am Kader vum Bau vun enger AgrifotovoltaiKANlag virgesi sinn. Den Här Boonen huet d'Wuert. Här Boonen.

– **Question n° 45 du 12 mars 2024 de M. Jeff Boonen relative aux diagnostics archéologiques prévus dans la loi de la protection du patrimoine en relation avec la construction d'une installation agri-photovoltaïque, adressée à M. le Ministre de la Culture**

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. D'Klima- an d'Energieziler si kloer, an et heescht ze handelen. Am Beräich vun der Energieproduktioun gëtt et vill Innovatiounen. Ënner anerem huet de Ministère de l'Énergie 2022 en Appel à projets gemaach fir Pilotprojeten am Beräich Agri-PV, dat heescht Fotovoltaik kombinéiert mat Landwirtschaft-lecher Produktioun. 14 Projekte sinn zréckbehalte ginn a stinn elo an de Startlächer. D'Projete mussen elo

nach en Diagnostic archéologique maachen, deen am Kader vum Gesetz vum Denkmalschutz gefrot gëtt.

Meng Fro un den Här Minister vum der Kultur an deem Kader ass: Wéi grouss ass de Risiko, mat Agri-PV Schued un engem archeologeschen Objet ze maachen? Mécht et Sënn, bei dëse Projeten, wou net am Buedem gewullt gëtt, wou kee Bëton gemaach gëtt, deen och erëm kann einfach ewechgeholl ginn, dësen Diagnostic ze froen, virun allem am Sënn vun der Simplification vun de Prozeduren an och der Reduktion vun de Käschten? A jo, wann et Sënn mécht, gëtt et Méiglechkeeten, d'Käschte vun dem Diagnostic ze reduzéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert beim Här Kulturminister. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här President, Dir Dammen an Härén Deputéiert, fir d'alleréisch dem Här Boonen e grouse Merci fir dës Fro. Dat erlaabt mer, op dëser Plaz op e puer Saachen anzegeen. Fir d'alleréisch wëll ech nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass d'Fotovoltaikanlagen an och d'Solarenergie eng ganz wichteg Roll bei der Energietransitioun spillen an och heibäi natierlech e wichteg Rôle spille fir d'Erreeche vun eisen ambitionnéierte Klimaziler. D'Regierung hält ganz kloer un den Ziler aus dem PNEC fest a wëll ganz kloer d'Emklammen op d'Solarenergie dofir och weider ënnerstëtzen an och weider ausbauen.

Dir hutt mech – an do wëll ech ganz kuerz drop agoen – no de Prozeduren an och no den Autorisatiounen gefrot, déi vum INRA ausginn. Do hu mer d'Gesetz vum 22. Februar 2022 iwwert de kulturelle Patrimoine. A jo, do hu mer effektiv divers Aarbechten an och verschidden administrativ Schrëtt, déi hei virgesi sinn. Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier kloer op de Guide pratique agoe vun dësem Patrimoinengesetz an och op deen digitale Volet. Do hu mer den Internetsite patrimoineculturel.lu, wou ee sech eebe genau dëse Guide pratique kann eroflueden, mat deem dann eeben och d'Prozeduren an och d'Konditiounen ronderëm déi verschidde Facettë vum Denkmalschutz am Detail eng Kéier erkläert ginn.

Ech wëllt awer op dëser Plaz kuerz a knapp och eng Kéier op déi Prozedur hei agoen, konkret vun deem Beispill, dat Der ugeschwat hutt. Fakt ass, dass all Constructioun an och Ofraappaarbechten, déi an enger Zone d'observation archéologique, kuerz ZOA, oder och enger Sous-zone leien an – wichteg –, déi och eng Baugeneemegung erfuerderen, mussen ganz kloer vum INRA evaluéiert ginn. Dës Reegelen applizéiere sech och, jo, fir d'Installatioun vu Fotovoltaikflächen, an dat op landwirtschaftleche Felder. D'Gesetz, dat aktuell Gesetz vum Februar 2022, gesäit hei keng Derogatioun fir esou PV-Parken vir. D'Servicer vum INRA kucke sech dann de Projet un an evaluéieren, ob eeben en Diagnostic, wéi Der et ugeschwat hutt, noutwendeg ass oder net.

D'Gesetz gesäit awer och hei – an dat ass wichteg ze soen – eng Partie Dispense fir eeben esou eng Evaluatioun vir. An der ZOA mussen hei zum Beispill bei Quartier-existantë vu manner wéi 100 Meeterkaree Fläch a manner wéi 25 Meeter Déift net vum INRA evaluéiert ginn. D'Konditiounen, déi variéiere liicht, ob den Terrain eeben an enger ZOA läit oder an enger Sous-Zone. Dat géif awer elo de Kader sprengen, fir hei am Detail drop anzugeen.

Fir déi meescht Agrifotovoltaikprojeten, wou den INRA en Diagnostic gefrot huet, waren och Ausgruewungen néideg, well eeben annerhallwe bis zwee Meeter ënnert dem Buedem hu missen Aarbechten,

Ausgruewunge gemaach ginn. An där Déift war et ënner anerem virgesinn, Kabelen ze verleeën an dann eeben och de Poste vum Transformateur ze fixéieren. A jo, den Impakt vun dëse ganzen Installatiounen, Installatiounsarbechten op de Sous-sol ass also net ze ënnerschätzen, och wann d'PVs-Anlag duerno – dat wësst Der – ganz kloer op Piquete steet an dat iwwert dem Buedem.

Fir dat Ganzt eng Kéier an de Kontext ze setze vun deene Projeten, vun deenen Der elo geschwat hutt, hunn ech och nach elo iwwert d'Mëttegstonn direkt beim INRA no konkreten Zuele gefrot. Follgendes krut ech matgedeelt: Zanter dem Akraaftriiede vun deem neie Gesetz vum Februar 2022, vum neie Patrimoinengesetz, krut den INRA am Ganzen 13 esou Projeten eragereecht. D'Fläch vun dëse Projekte variéiert tëschent 1.700 Meeterkaree an 30 Hektar.

Vun deenen 13 Projeten, déi eragereecht goufen, krute sechs Projeten, also bal d'Hallschent, eng Levée de contrainte directe ausgeschwat. Bei deene Projekte gesäit den INRA also kee Problem an do kann direkt weidergefuert gi mat den Aarbechten. Bei sechs weidere Projekte gouf en Diagnostic verlaangt, fir eebe sécherzegen, datt sech ënnert dem Buedem näischt Schützenswäertes virfënnt. An dann, ee leschte Projet konnt Stand haut nach net evaluéiert ginn, well den Dossier eebe Stand haut aktuell net komplett ass.

(Interruption par la présidence)

Wichteg ze soen awer och op dëser Plaz – dat wëll ech präzisieren – ass, dass den Diagnostic fir esou Fotovoltaikprojeten eng Prospection géophysique ass. Dat heescht, archäologesch Strukturen gi mat engem Apparat gemooss an och festgehalten, ouni datt eeben en Agrëff an de Buedem muss gemaach ginn. Dat heescht, et muss zum Beispill kee Bagger benotzt ginn. Dat ass ganz kloer manner invasiv an och manner zäitintensiv.

Just ganz kuerz – ech weess, ech si schonn iwwert d'Zäit –, just nach ganz kuerz, well et awer e wichteg Sujet ass an ech weess, dass mer do nach méi wéi eng Kéier wäerten driwwer schwätzen. Mir huelen dat doten op de Leescht. Mir sinn amgaangen, intern mat eise Servicer ze kucken, wat mer do kënnen upassen, fir dass mer eebe Logement, Energietransitioun a Fotovoltaik an dann awer och de kulturelle Patrimoine, deen et ze schützen gëllt, ënner een Hutt kréien. Dofir kucke mer grad am aktuelle Gesetz, ob do Upassung méiglech sinn. An do wäerte mer dann och schnellstméiglech hei op dëser Plaz e Projet de loi deposéieren, deen dann och Sënn mécht, fir eeben deen do Problem unzuegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Kulturminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 46 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung iwwert d'Konventioun tëscht dem Ministère fir Wunnensbau an der ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 46 du 8 mars 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la convention entre le Ministère du Logement et l'ASBL « Mieterschutz Lëtzebuerg », adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir kommen de Mëtze jo nach dozou, eis méi intensiv mam Logement ausereneezesetzen, mee meng Fro betrëfft ganz konkret en Acteur aus dem

Logementsberäich – iwwregens en Acteur, wou ech bedauern, dass Der en net op de Logementsdësch mat invitéiert hutt. Et ass nämlech eng ganz wichteg Stëmm: d'Stëmm vun de Locataires. A konkret schwätzen ech hei vun der ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg.

Am Dezember 2022 gouf deemools eng Konventioun tëschent dem Logementsministère an der ASBL ënnerschriwwen. Do goufen och eng Rëtsch Punkte festgehalten, wéi dass se en neie Site sollte kréien, si sollten hir juristesche Berodung ausbaue respektiv sollt och nach Informationsmaterial wéi Broschüren zur Verfügung gestallt ginn, wat och alles gemaach gouf. An et ass och virgesinn, dass e Rapport iwwert de Marché locatif sollt erstallt ginn.

An hei meng ganz konkret Fro un de Logementsminister: Wou ass déi Etüd drun? Wäert déi deemnächst publizéiert ginn? Well ech mengen, dass déi grad och an der Debatt, déi mer de Mëtten nach wäerten hunn, ganz weesentlech ass, fir eis och do op verschidde Punkten hinzewiesen.

An dann nach direkt hannendru meng Fro – déi Konventioun ass d'lescht Joer ausgelaf –, ob Der wëlles hutt, nach eng Kéier mat der Mieterschutz ASBL eng Konventioun ze maachen. Mir géifen dat op alle Fall begrëssen, fir mat hinnen nach eng Kéier hei eng verstärkt Zesummenaarbecht ze hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet d'Wuert: den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härén, ech souz gëschter Mëtten ëm dës Zäit mat der ASBL Mieterschutz zesummen a mir hunn iwwert d'Zukunft vun der Zesummenaarbecht geschwat. Mir hunn natierlech och ..., oder ech hunn d'Fro gestallt, wou dee Rapport drun ass, deen an där Konventioun, déi jo eigentlech d'Joer 2023 ofgedeckt huet, virgesinn ass, an hu bemierkt, datt natierlech et esou lues un der Zäit wär, de Rapport och ofzeliwweren. Et ass imminent, datt e ka virgeluecht ginn. A selbstverständlech, wann dat de Wonsch vun der Chamber ass, kënnen mer en och an der Kommissioun zum Beispill eng Kéier presentéieren. An ech erhoffe mer och dovun eng Rei un Zuelematerial a vun Informatiounen, déi eis Debatten hei kënnen versachlechen an an déi richteg Richtung lenken.

Déi Konventioun fir d'Joer 2023 hat e Volume vun 30.000 Euro. Ech muss zwar soen, et ass knapps d'Hallschent ofgeruff ginn dovunner, well och an deem Volume dann Aarbechte gemaach goufen. Een Deel dovunner ass sécherlech d'Erstelle vun deem Rapport. En aneren Deel ass, wéi gesot, d'Stëmm no bausen och ze erhiewe vun den Interesse vun de Locataires an awer och eng Consultance ze assuréieren vun de Locataires, woumat se ugefaangen hunn iwwer Broschüren, awer och iwwer eenzel Dossierien. Iwwert dee Volet si mer eis gëschter eens ginn, datt mer dat wëllen ausbauen, well mer schonn denken, datt de Locataire an aller Reegel dat schwächst Glidd an der Ketten ass um Logementsmarché an datt sech ganz vill Froe stellen an datt e gutt soll berode sinn a conseilléiert sinn, eier e seng Decisioun hält, respektiv am Konfliktfall och kucken, wat seng Rechter a wat awer och seng Pflichten op där anerer Säit kënnen sinn.

Esou eng Consultance, dat geet vu Frequently Asked Questions, déi een natierlech ganz schnell kann disponibel halen, bis hin zu engem individuellen Encadrement. Am Budgetsprojekt, deen elo am Haus hei diskutéiert gëtt, sinn net 30.000 Euro virgesinn – dat war de Volume vun der Konventioun fir d'Joer 2023 –,

mee 60.000 Euro, soudatt mer dat géifen ausbauen an deem dote Mooss an dann natierlech och kucken, wat fir eng Schrëtt mer duerno kéinte maachen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 47 vum Här André Bauler un den Här Premierminister iwwert d'Roll vum héije Commissariat fir national Sécherheet am aktuelle geopolitische Kontext. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 47 du 12 mars 2024 de M. André Bauler relative au rôle du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. No der Covidkris ass et den Ukrain-Krich, deen eis an eng nei Realitéit an Europa gefouert huet, dat ass déi vun enger militärescher Bedroung mat alle Risiken, déi domadder verbonne sinn. Och a besonnesch fir eis Zivillbevölkerung. Et geet sécherlech net drëm, ze panikéieren an den Däiwele d'Mauer ze molen. An dach stellt sech d'Fro, ob ee sech net sollt e Beispill un aneren europäesche Länner huelen, déi ënnert der Berücksichtigung vun engem potenziellen Eeschtfall hir Awunner an deem Sënn virbereeden.

Heiheim fält dem Haut-Commissariat à la protection nationale eng ganz wichteg Roll zou, zum Beispill an der Bekämpfung vun enger Pandemie, wéi mer se erlieft hunn. Hei goufe vill wäertvoll Erfarunge gesammelt a ganz wirksam zesummege schafft. En änlecht Zesummeschaffe wier am Fall vun enger militärescher Kris noutwendeg.

Et ass an deem Kontext, wou ech dem Här Premierminister follgend Froe wollt stellen:

Wéi gesäit hien d'Roll vum Haut-Commissariat à la protection nationale an dëser changéierter geopolitischer Weltlag?

Ass et aus senger Siicht néideg, dës Roll nei ze definéieren? Schafft den Haut-Commissariat à la protection nationale zesumme mat senger Partner eng nei Strategie aus, déi de Schutz vun der Zivillbevölkerung a vu kriteschen Infrastrukturen an dësem verännerte geopolitischen Ëmfeld iwwerdenkt?

An drëttens wollt ech froen: Geséich den Här Premierminister et als opportoun un, d'Zivillbevölkerung mat anzebannen a si eeben och geziilt ze sensibiliséieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Wuert: den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Den Haut-Commissariat à la protection nationale, wéi säin Numm et seet, ass do, fir d'Gesellschaft ze schützen, eis all ze schützen am Fall vun enger Kris. Dofir muss ee fir d'éischt eng Kris hunn. An esou eng Kris hu mer, gottseidank, fir de Moment net, wou den HCPN misst direkt aktiv ginn. Mee natierlech ass den HCPN permanent prett, fir wann eng Kris kënn. An e muss sech natierlech ëmmer erëm upassen. En ass prett, wa muer eng riseg Iwwerschwemmung ass. En ass prett, wa muer eng aner Naturkatastroph geschitt. En ass prett, wann iergendee Konflikt an der Welt géif Konsequenzen op eis hunn, sief dat eng Terrorattack, sief dat eng militäresch Ausernanersetzung.

Ech wëll awer nach eng Kéier hei soen: Mir sinn net an engem Kriszenario! Mee an engem Kriszenario weess den HCPN, datt en d'Koordinatiounsroll huet ënnert der Autoritéit vum Premierminister, fir déi eenzel Ministèren, déi zoustänneg sinn, mateneen

ze koordinéieren. Déi aktuell Situatioun an der Welt, wéi mer wëssen, ass net gutt. Mir hunn e Krich matzen an Europa an et ass ganz kloer, datt den HCPN seng Aufgaben an deene leschte Wochen a Méint natierlech och ëmmer erëm dorunner adaptéiert huet, well a sengen Aufgabe steet notament de Schutz vun de kriteschen Infrastrukturen. A sengen Aufgabe steet d'Cybersécherheet, wat eppes ass, wat a moderne Kricher ëmmer méi gebraucht gëtt. A sengen Aufgabe steet natierlech d'Koordinatioun vun dem Kampf géint den Terrorismus. Terrorismus, dee ka verschidden Expressiounen an eiser Welt hunn.

Dofir ass d'Aufgab vum HCPN genuch a mengen Aen am Gesetz definéiert. Ech gesinn also net an, datt een déi misst nei definéieren. Säi Fokus muss selbstverständlech a Koordinatioun mat deenen anere Länner ëmmer erëm geschäert ginn an den HCPN vertritt Lëtzebuerg an enger Rei vu Gremien, wou ofgeschwat gëtt mat deenen anere Länner, wat e muss an engem gewëssene Moment maachen.

Fir mech ass et duerfir ganz wichteg, datt mer besonnesch bei de kriteschen Infrastrukture kucken, deenen hir Widerstandskraft ze stäerken, datt mer kucken, ob eis national Noutfallpläng alleguerten à jour sinn. Mee dat ass eng Aufgab, déi een ëmmer erëm muss maachen. A fir mech ass eng vun de gréissten Aufgaben och déi, bei der Cybersecurity ze kucken, datt mer souwuel um staatlechen Niveau wéi um Privatsecteursniveau resistent si géint Attacken, déi vu bausse kommen.

Kuerz dem Här Bauler geäntwert: Den HCPN huet eng ganz wichteg Roll do ze spillen, fir d'Populatioun ze schützen am Fall vun enger Kris. E muss ëmmer erëm seng Pläng iwwerkucken. E mécht dat. Mee ech gesinn net d'Noutwendegkeet an, fir seng gesetzlech Aufgaben ze änneren oder ze verbesseren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 48 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Inneminister iwwert d'Bewäertung vun de Karriäre bei der Police. Här Kartheiser.

– Question n° 48 du 12 mars 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évaluation des carrières dans la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ee vun de grouse Sujeten, déi mer an der leschter Legislaturperiod heibannen diskutéiert haten, wann et ëm d'Police gaangen ass, dat ass natierlech de Reklassement vun de Karriäre gewiescht. Dat war eng grouss Diskussioun. Ech mengen, verschidde Kolleegen heibannen erënnere sech warscheinlech ganz gutt un d'C1/B1-Karriären. Et gouf eng Rei Gerichtsurteeler a vill Diskussiounen.

A mir haten eis där Saach och ugehol, ech muss soen, och als ADR, mir haten de 7. Juni 2022 eng Proposition de loi gemaach „portant reclassement de certains membres du cadre policier“ am Groupe de traitement C1 fir de B1. A virun de Walen, den 19. Juli 2023 – dat wäert praktesch, mengen ech, eis lescht Sätzungswoch gewiescht sinn, ech weess et net genee –, do hat och den Här eeemolegen Deputéierte Léon Gloden eng Proposition de loi gemaach am selwechte Sënn, e Changement de groupe de traitement C1/B1 au sein de la police grand-ducale. Haut ass den eeemolegen Deputéierte Léon Gloden Minister – Felicitatiounen nach eng Kéier –, dat gëtt eis dann d'Geleeënheet, nach eng Kéier op dës Sujet zrëckzekommen.

Mir hunn do geduecht: Am Accord de coalition steet dat jo bestëmmt dran deen Abléck, vu datt et ganz frësch war an nach net vergiess, am Juli 2023. Do hu mer gekuckt am Accord de coalition an do steet eppes ganz Couragéiertes. Do steet: Eng Analys gëtt gemaach, eng Analyse approfondie, ënner anerem och, wat dës Sujet concernéiert. Bon, dat ass e bësse schwaach. Do hu mer geduecht, da fanne mer et am Budget. Do hu mer och am Budget gekuckt, 2024 am Pluriannuel, an do gesi mer eppes vu Renforcement des effectifs, awer näischt, wat dës Problem ugeet.

Nun ass et also esou, datt den Här Minister Gloden selwer e grouse perséinlechen Engagement an dësem Dossier gewisen hat an am Interessi vun all deene ville Polizisten, déi vun dësem Sujet concernéiert sinn, wäer mir immens dankbar, wann den Här Minister eis kéint soen, wéini déi Leit da lo kënnen mat deene Verbesserungere rechnen, déi se verdéngt hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Inneminister, den Här Gloden. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President, Merci fir déi Fro.

Dat Engagement geet virun ... Ech sinn nach ëmmer gewinnt, datt Der do sëtzt, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

Dat Engagement geet virun, zesumme mam Kolleeg Minister vun der Fonction publique.

Dir hutt de pertinente Passage aus dem Koalitiounsaccord zitéiert. Dës Regierung wäert déi Arrëten, vun deenen Der geschwat hutt, och respektéieren. An deem Kader war schonn eng éischt Reunioun tëscht de Ministeren den 19. Februar. An et waren och schonn zwou Reuniounen den 12. Januar an den 8. März um Niveau vun de Beamten, fir konkret déi Modalitéiten auszeschaffen an och ze kucken, wat et kascht. Mir schaffen drun, an dat Engagement, dat d'Regierung geholl huet, wäert se och an deem Kader respektéieren.

Nach e kuerze Punkt zum A2. Dat hutt Der elo net direkt ugeschwat, mee dat gehéiert jo och zu de Karriären: Den A2 ass agefouert gi bei der Police, mee deen ass nach net mat Liewe geféllt an do schaffe mer och drun, fir deen A2 mat Liewen ze fëllen, fir datt mer dann och do kënnen am A2 rekrutéieren an Zukunft. Ech kann Iech elo net eng genau Deadline soen, weeder fir deen ee Punkt nach fir deen aneren, mee dës Regierung schafft aktiv dorun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 49 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Sanktiounen vun der ITM am Kader vun der medezinnescher Kontroll bei der Astellung. Madamm Modert.

– Question n° 49 du 12 mars 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'application de sanctions par l'Inspection du travail et des mines dans le cadre de l'examen médical d'embauche, adressée à M. le Ministre du Travail

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Wann eng Persoun nei agestellt gëtt, da muss se bei den Aarbechtsdokter goen, an d'Gewerbeinspektioun ass zoustänneg, fir dat ze kontrolléieren. Et ass gewosst, datt bei der Aarbechtsmedezinn Waardezäite bestinn, ënnerschiddlech laang a jee no Posten. Fir

déi Waardezäite kann den Arbeitgebeer net, an och net den Arbeitneemer.

D'ITM huet ëmmer gesot: „De Beweis, datt de Rendez-vous geholl ass, geet duer, fir datt de Patron net sanktionéiert gëtt.“ Elo heescht et ëmmer méi dacks, datt déi Haltung geännert hätt an d'ITM elo Geldstrofen applizéiere géif, wann deen Dokteschzertifikat vun där Kontroll nach net do ass, woufir awer keng vun de Parteie vum Aarbechtskontrakt kann.

Natierlech muss gekuckt ginn, datt d'Waardezäiten erof kënnen goen an d'Aarbechtsmedezinn hirer Aarbecht nokomme kann. Meng Fro ass awer un den Aarbechtsminister, ob déi Haltung an Interpretatioun vun der ITM effektiv geännert huet a firwat – wësend, wéi gesot, datt och déi aner Parteien, ëm déi et hei geet, net fir d'Delaie kënnen an den Arbeitgeber dann trotzdeem eng Amende administrative péculière kritt –, an ob et net opportun wier, wann dat esou ass, dat unzepassen, eventuell op verschiddene Pläng, jee nodeem och, op wéi enger formeller Basis dat hei applizéiert gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An d'Wuert huet elo: den Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Am Kader vun hire Kontrollen iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an der Sécherheet, an der Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen.

Wat dann den Examen médical d'embauche betrëfft, muss laut dem Aarbechtsgesetz, Artikel 326/1 zum Examen médical d'embauche, déi medezinnesch Ënnersichung vum Aarbechtsdokter virun der Astellung gemaach ginn, falls de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt. Falls de Salarié net op engem Risikoposte beschäftegt gëtt, muss dës medezinnesch Ënnersichung innerhalb vun den zwee éischte Méint no der Astellung gemaach ginn.

Well d'Employeuren net ëmmer matzäiten e Rendez-vous, wéi Der et ugeschwat hutt, fir hir Salarié beim Aarbechtsdokter kréien, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie vun der Demande de rendez-vous kënnen geschéckt ze kréien.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous beim Aarbechtsdokter innerhalb vun den éischten zwee Méint vum Employeur gemaach gouf – ob de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt oder net –, ass den Dossier fir d'ITM an der Rei.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous beim Aarbechtsdokter net innerhalb vun den éischten zwee Méint gemaach gouf – ob de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt oder net –, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie, wéi Der virdru schonn erwänt hutt, vum Certificat vun der medezinnescher Ënnersichung innerhalb vun engem gewëssenen Delai kënnen geschéckt ze kréien. Dësen Delai ass am Prinzip op 15 Deeg fixéiert, mee falls néideg, kann dësen Delai op Demande vum Employeur och verlängert ginn.

Et si just d'Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hu respektiv sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verlaangt kréien. Do huet guer näischt dru geännert.

Wat den Examen médical périodique ugeet, sou muss laut dem Aarbechtsgesetzbuch, Artikel 326/3 zum Examen périodique, gewëss Salariéen och periodesch vum Aarbechtsdokter ënnersicht ginn. Dëst sinn éischtens Salariéen, déi nach keng 21 Joer hunn; Salariéen, déi op engem Risikoposte beschäftegt ginn; Salariéen, wou den Aarbechtsdokter am Kader vun der medezinnescher Ënnersichung bei der Astellung

fonnt huet, si missten och nach periodesch ënnersicht ginn; a last but not least Salariéen, déi nuets beschäftegt ginn.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous fir déi periodesch Ënnersichung beim Aarbechtsdokter gemaach ginn ass, eier de leschten Examen médical vum Aarbechtsdokter ofgelaf ass, ass den Dossier fir d'ITM och an der Rei. Am Fall wou d'Demande de rendez-vous fir déi periodesch Ënnersichung beim Aarbechtsdokter eréischt gemaach ginn ass, nodeems den Examen médical vum Aarbechtsdokter ofgelaf ass, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie vum Certificat vun der medezinnescher Ënnersichung innerhalb vun engem gewëssenen Delai kënnen geschéckt ze kréien.

Och an dësem Fall ass den Delai am Prinzip 15 Deeg, mee falls néideg, kann dësen Delai och op Demande vum Employeur hi verlängert ginn. Et si just Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hunn, respektiv déi sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verlaangt kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 50 vun der Madamm Joëlle Welfring un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Aarbechten am Beräich vum Waasserschutz, déi während dem Landwirtschaftsdësch festgehalte goufen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 50 du 12 mars 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux travaux dans le domaine de la protection des eaux décidés lors du « Landwirtschaftsdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Proppert Drénkwaasser aus dem Krunn ass fir eis all eng Selbstverständlechkeet. Mee fir dëst Grondnarungsmëttel ze garantéieren, hu mer eis zu Lëtzebuerg iwwert d'Joren eng ganz Rei Outiler ginn: Vun Drénkwaasserschutz zonen iwwer Kläranlagen, Reegelen, wat d'Ausbréngung vu Gülle, Pestiziden an anere Stoffer ugeet, an awer och fräiwëlleg Moossnameprogrammer, déi zesumme mat de Baueren entwéckelt goufen, notament mam Opbau vu waasserschounende Kulture wéi Miscanthus, Hanf oder de Käre vum Séi – alles Initiativen, déi an der Vergaangenheet vum Ëmweltministère finanziert goufen.

Trotzdem bleiwen Defie bestoen. Beispill: d'Nitrater, wou d'EU-Kommissioun eis 2022 nach gesot huet, dass Lëtzebuerg ee vun den europäesche Länner wier mat deene gréissten Eraisfuerderungen, wou d'Pollutioun vu Waasser duerch Nährstoffer aus der Landwirtschaft ugeet an dass Lëtzebuerg de Mesürekatalog an dësem Beräich muss verstärken.

Aus dësem Grond ass d'Iwwerschaffung vum Nitratreglement och eng vun de Prioritéiten vum Naturschutzplang, hannert deem, laut Koalitionsaccord, och dës Regierung steet. Déi lescht Woch goufen um Landwirtschaftsdësch eng Partie Mesürene decidéiert, déi am Zesammenhang mat dësem Drénkwaasser stinn. Engersäits goung et ëm d'Ännerunge vun den Drénkwaasserschutz zonen an anerersäits ëm d'Ännerunge vum Nitratreglement op Basis vun engem Katalog vu Proposen, dee laut der Regierung mam landwirtschaftleche Secteur ausgeschafft gëtt.

Et ass evident, dass d'Consultatioun vun alle Concernéierten am Beräich vum Schutz vun eise Ressourcen essentiel ass. Dëst ass och de Grond, woufir mer an der Vergaangenheet breet consultéiert hunn, notament bei de Schutz zonen, wou nieft de Bierger/innen, der Landwirtschaft, de lokale Politiker/innen,

dem Tourismussektor, och d'Waasserverdeeler an d'Forstwirtschaft matagebonne goufen.

Dofir folgend Froen un den Ëmweltminister: Här Minister, wéi gedenkt Dir, dës Aarbechten am Beräich vum Drénkwaasser ze gestalten? Wat sinn déi verschidden Etappen? Wat ass de Kalender? A wie gëtt nieft de Bauerebetriber alles consultéiert bei dësen Aarbechten?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An dann huet elo d'Wuert: den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech hunn e bësse gebraucht, fir heihinner ze kommen. Ech wëll direkt op d'Äntwerten agoen. Et war jo Landwirtschaftsdësch. Dat heescht, op där enger Säit hate mer d'Baueren an op där anerer Säit hate mer de Landwirtschaftsministère an den Ëmweltministère. Et ass, wéi Der selwer gesot hutt, wichteg, datt jiddwereen un engem Strang zitt.

Zu den Drénkwaasserschutz zonen, do ass emol zréckbehalte ginn, datt an de Grondwaasserschutz zonen wäert analyséiert ginn, wéi een déi Derogatiounen, déi bestinn, déi een haut scho ka ginn, ka vereinfachen, fir datt den Delai ka verkierzt ginn a fir datt d'Baueren och kënnen méi eng séier Äntwert kréien. Fir dat kënnen ze maachen, ass et awer ganz wichteg, datt den Austausch vun den Donnéeën an d'Zesummenaarbecht vun all den Acteuren och wierklech klappt an datt mer hei kënnen och pragmatesch virukommen.

An dann ass decidéiert ginn, datt mer wäerten deen horizontalen, allgemenge Règlement grand-ducal iwwert d'Grondwaasserschutz zonen vum 9. Juli 2013 eng Käier op de Leescht huelen. Dee soll verbessert ginn an hei sollen Upassunge gemaach ginn, fir datt déi verschidden administrativ Hürden, déi souwuel fir d'Verwaltung besti wéi och fir d'Baueren, u sech kënnen ofgeschaaft ginn. An hei wëlle mer och gäre séier virukommen, an dowéinst wäerte mer am Hierscht Ännerungsproposen dozou maachen.

En anere wichtige Punkt fir den Drénkwaasserschutz ass, datt déi landwirtschaftlech Kooperatioun och nach zousätzlech gestärkt gëtt, well nëmme wann d'Waasserversuerung an d'Baueren zesumme ronderëm en Dësch setzen, erreeche mer och déi gemeinsam Ziler, duerch, zum Beispill, d'Ëmsetzung vu fräiwëllege Moossnamen am Sënn vum Waasserschutz, déi och dann zum Virdeel si vun de Bauere selwer.

Nach zur Nitratreglement: Den éischte Punkt ass deen, datt mer dëst Joer de Wanter speziell Wiederkonkonditiounen haten, an duerfir konnten d'Baueren hir Gülle net erausbréngen an hate Schwieregkeete mam Stockage. An och hei wäerten déi zwou Verwaltungen, d'ASTA an d'AGE, sech zesummesetzen an eng pragmatesch Upassung vun de Derogatiounsméiglechkeete virschoen.

An dann zu dem Nitratrapport respektiv dem Gesetz: Deen Nitratrapport muss emol fäerdeg gemaach ginn an da wäert en och dem Secteur virgestallt ginn a sech doriwwer ausgetosch ginn, fir kënnen konkret Proposen auszuschaffen, déi da sollen als Basis déngen, fir d'Nitratreglement ze iwwerschaffen. An och hei ass et wichteg, datt alleguerten déi concernéiert Acteuren zesummeschaffen, fir datt wierklech och d'Realitéit vum Terrain sech herno an dem Gesetz wäert erëmispigelen.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 51 vum Här Gusty Graas un den Här Inneminister iwwert de Mëssbrauch vun den Nout- a Rettungsdéngschttelefonnummere. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 51 du 12 mars 2024 de M. Gusty Graas relative à l'utilisation inappropriée des numéros d'appel pour les services d'urgence et de secours, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen eis glécklech schätzen hei zu Lëtzebuerg, datt mer e ganz gutt organiséierte Rettungsdéngscht hunn. Duerfir soll och vun dëser Plaz all deene Leit mol nach eng Kéier e grouse Merci ausgeschwat ginn. Ech hunn awer elo gelies um Site vum CGDIS, datt eng ganz Rei Leit u sech déi Telefonsnummer vum 112 méissbrauchen. An zwar waren 2023 vun 276.353 Uriff bal zwee Drëttel, déi u sech näischt direkt mat enger Urgence ze dinn haten.

Do si Leit, déi mengen – an ech beruffe mech hei op Presseartikelen –, et wier méi einfach, se géifen den 112 uruffen, fir séier an de Genoss vun hirem Pass ze kommen. Anerer mengen, wa se eng Kéier ze vill gehouscht hätten, se missten d'Ambulanz ruffen. Da gëtt et der nach, déi e bësse verstoppt sinn. Déi mengen och, se misse d'Ambulanz ruffen, an esou weider an esou fort. Där Beispiller gëtt et genuch.

Ech wëll zwar elo net ze vill hei pauschaliséieren, mee Tatsaach ass – an dat héiert ee jo awer och vun de Leit vum Terrain –, datt leider oft Leit de System e bësse méissbrauchen an datt se och u sech net déi Informatiounen direkt matdeelen, déi noutwenne sinn, fir kënnen ze decidéieren, ob muss eng Ambulanz geschéckt ginn oder net. Ech mengen, dat ass eng ganz bedauerlech Situatioun. An et soll een och ganz éierlech sinn: Déi kann een esou och net akzeptéieren.

Duerfir hunn ech och an deem Kontext déi eng oder déi aner Fro un de Minister:

Ass d'Situatioun effektiv esou, wéi een dat dobaussen héiert respektiv och, wéi et da beschriww gëtt?

Zweetens: Wann et déi Abuse gëtt, wéi kann een dergéint virgoen, datt dat an Zukunft net méi sou méissbraucht gëtt?

An dann och vläicht nach eng lescht Fro: Et däerf ee jo net vergiessen, datt, andeems d'Leit de System méissbrauchen, et awer och derzou féiere kann, datt anerer net an der néideger Zäit gehollt kréien. Kann een net gegebenefalls vläicht souguer Sanktiounen virgesinn, fir datt Leit, déi wierklech de System net esou utiliséieren, wéi et misst sinn, gegebenefalls duerfir sanktionéiert ginn?

Ech soen Iech Merci am Virus fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann huet elo d'Wuert: den Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här President, merci fir déi Fro. Den 112 ass traditionell déi Telefonsnummer, wou d'Leit uruffen, wa se an Nout sinn oder wa se och heiansdo mengen, si wieren an Nout. D'Hauptmissioun vum 112 besteet doranner, fir reell Noutfäll do ze sinn, fir déi entgéintzuehuelen an dann déi néideg Mesürene ze huelen.

Den 112 ass d'lescht Joer 276.353-mol ugeruff ginn. Par rapport zu 2022 ass dat e Surplus vu 27.000 Appellen. E bësse méi wéi e Véierel vun deenen Appellen hunn zu engem reellen Asaz gefouert, dat heescht do, wou de CGDIS intervenéiert ass. Méi wéi d'Hallschent vun den Appellen, firwat d'Leit awer op den 112 uruffen, si weinst Froen, Informatiounen, Renseignement: Wat fir en Dokter oder Veterinär oder wat fir en Apdikter oder Apdikt huet Déngscht?

Och wann dat novollzéibar ass, well jo jiddwereen, dee sech net gutt spiert, mengt, e wier an engem Noutfall, ass et awer wichteg a richtig, datt d'Linn

112 fir déi reell Noutfäll fräi bleift. An duerfir ass och um europäeschen Dag vum 112 den 11. Februar eng Campagne vum CGDIS gemaach ginn, fir genau op dat doten hinzeweisen.

Jo, et gëtt awer och leider sougenannten „Appel-abusiffen“, wou d'Operateure Frechheete gemaach kréien oder mat hinnen de Geck gemaach gëtt. Dat mécht leider 1 % vun allen Appeller aus. An do weisen ech nach eng Kéier drop hin, datt am Code pénal den Artikel 319 steet, wou ee ka stroferechtlech poursuivéiert gi fir Fausse-alerten. Duerfir och nach eng Kéier mäi waarmen Appell hei vun dem Riednerpult aus, den 112 wierklech nëmmen ze gebrauchen, wann e reellen Noutfall ass, well à la fin du jour kann e Liewen um Spill stoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 52 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir d'Fonction publique iwwert de Prozess vun der CGFP géint d'Regierung. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 52 du 11 mars 2024 de M. Marc Goergen relative à l'action en justice de la CGFP contre le Gouvernement, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro geet eigentlech och nach méi ëm d'Vertrauen an d'Politik. Dir wësst alleguerten, am Moment ass eise Premier oft ënnerwee, sief et elo rezent zu Paräis oder e wäert och nach op aner Sommete goen, fir eist Land ze verrieden. An de Message, deen en, Stand haut, wäert mathuelen op Paräis an op déi aner Sommeten ass: „Jo, ech sinn um Geriicht mat eiser Arméi. Jo, eis Arméi wäert an de Streik goen.“ Duerfir hunn ech haut d'Fro un de Minister vun der Fonction publique matbruecht, wéi et zu dëser Eskalatioun konnt kommen.

Ech hu mer gëschter d'Pressekonferenz vun der CGFP ugelauschtert, an ech sinn e bëssen erstaunt. Ech erënnere mech nach ganz gutt u lescht Joer. Dat war Juli. Do souze mer hei an do huet d'CSV eng Motioun bruecht, dass de Gehälteraccord mat der CGFP misst respektéiert ginn. D'CSV huet souguer den Artikel eenzel ofstëmme gelooss deemools beim neien Arméigesetz. An elo ass dat alles vergiess. Elo muss eis Arméi op d'Geriicht. Dat heescht, während eng weltwäit Kris ass, huet dës Regierung et fäerdegbruecht, dass d'Zaldote wäerte géint d'Regierung kloen, dass e grouse Protestpiqueet wäert stattfannen.

(Interruptions)

An deementspriechend ass dat schonn e Vertrauensverloscht, éischstens an dat, wat d'CSV am Juli hei vu sech ginn huet, an awer och an déi aktuell Regierung. Well wat mengt Der, wat dat fir Bild no baussen ofgëtt an deem Sträit, an deem d'Regierung sech am Moment mat den Zaldote befénnt a wou kee Kompromëss konnt fonnt ginn, obwuol, wéi gëschter vun der CGFP ze héieren war, e Kompromëss um Dësch loun, mee d'Regierung awer eng stuer Haltung ageholl huet?

Duerfir ass meng Fro un de Minister vun der Fonction publique, wéi et an deem Dossier wäert weidergoen a wéi Der do wëllt d'Kéier kréien, fir dass eist Land sech net dobausse blaméiert. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister fir d'Fonction publique huet d'Wuert. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Här Goergen, Dir misst Iech vläicht eens ginn, wat fir eng Fro Der stellt: déi, déi

Der schréftlech eragitt, oder déi, déi Der hei elo stellt. Wéi eng ass et, op déi Der gären Äntwerten hätt? Ech hale mech un déi, déi Der eraginn hutt, well et sinn och déi, déi preparéiert gi sinn.

Et geet, wéi Der hei schreift – Dir selwer –, ëm d'Conciliationsprozedur, wou Der schreift an Ärem Enoncé, den 11. März hätt d'CGFP matdeele gelooss, déi wär gescheitert. Do kann ech Iech scho mol soen, datt dat faktuell falsch ass, well et ass net zu enger Conciliatioun komm. Et ass weeder zu enger Conciliatioun nach zu enger Netconciliatioun komm.

Am Juni 2023, fir nach eng Kéier op den Historique anzegoen, huet d'CGFP eng Streikprozedur lancéiert wéinst engem Litige généralisé, dee si an hiren Ae mat der viregter Regierung hätt. Déi nei Regierung ass ugetrueden an huet deen natierlech weider iwwerholl, dee Litige, deen d'CGFP, wéi gesot, declenchéiert huet.

An do kënn et als éischt Etapp zu enger Conciliationsprozedur, sou wéi dat virgesinn ass an dem Gesetz vun 1979 iwwert d'Streikprozedur beim Staat. Dat ass dann eng Kommissioun, déi zesummegeat ass aus Verrieder vun der CGFP a Verrieder vum Staat – et sinn der allkéiers fënnf Stéck – plus e Richter oder eng Richterin, déi da soll decidéieren, wat dann do ze decidéieren ass. An d'Regierungsverrieder hu ganz kloer a Fro gestallt, datt et sech hei géif ëm e generaliséierte Litige handeln, well de Gehälteraccord géif respektéiert ginn, well nämlech de Bewäertungssystem, deen 2015 agefouert ginn ass an der Fonction publique, wäert mat dem Accord salarial och ofgeschaaft ginn. An dowéinst wäert ech och e Projet de loi deposéieren, fir natierlech och de Bewäertungssystem an der Fonction publique ofzeschaffen.

Och déi nei Verdeedegungsministesch huet dunn erkläert, firwat et wichteg ass, datt mer e Bewäertungssystem bei der Arméi géife behalen. Dowéinst hunn d'Regierungsverrieder an där Kommissioun kloer gesot: Et ka sech hei net ëm e Litige généralisé handeln, mee et muss, wann et iwwerhaupt ee gëtt, e Litige sectoriel sinn, an d'Richterin huet deem Recht ginn, där Argumentatioun. An dat heescht, et si sechs Stëmme, déi dann decidéiert hunn an där Kommissioun, wann, da wär et e Litige sectoriel an net e Litige généralisé. Et ass awer och net zu enger Netconciliatioun komm.

Dat ass u sech den Ausgang gewiescht vun där Kommissioun am Januar, an doropshi war d'CGFP awer net averstane mat där Interpretatioun. Si schreift dann och an hirem Communiqué, datt mat nëmmen enger Stëmm méi eng Majoritéit do decidéiert gi wär, datt et dann net zu där Conciliatioun do oder Netconciliatioun do kéint kommen. Et muss een nach eng Kéier betounen, datt awer déi Stëmm déi vun der Richterin gewiescht ass. Dat ass esou, wéi d'Kompositioun ass: Fënnf Verrieder op der enger Säit, fënnf Verrieder op der anerer Säit, déi sech do net eens sinn, an d'Richterin huet decidéiert, datt se der Regierung an hirer Argumentatioun géif Recht ginn.

Duerno si se higaang an hu versicht, déi zweet Etapp ze declenchéieren, nämlech d'Mediatioun, déi virgesinn ass an dem Gesetz, an dunn hu se de President vum ieweschte Geriichtshaff saiséiert, deen da sollt dodriwwer statuéieren. Duerno ass et erëm zu enger Reunioun komm am Februar, wou d'Regierungsverrieder argumentéiert hunn, et kéint guer net hei zu enger Mediatioun kommen, well nämlech d'Premiss net erfëllt wär. Fir eng Mediatioun kënnen ze maachen, misst et nämlech fir d'éischt zu enger Non-Conciliation kommen, déi awer net stattfonnt huet, an dat huet de Richter och esou gesinn an en huet

statuéiert, hie kéint effektiv net saiséiert ginn, well et ass net zu enger Non-Conciliation komm an dowéinst kéint hien och net eng Mediatioun maachen.

Sou, dat ass a sech de Stand der Dinge, wéi et bis elo ass. An doropshin huet eeben d'CGFP decidéiert, viru Gericht ze zéien, wat natierlech hiert Recht ass, fir d'Schlichtungsverfahren a Fro ze stellen a fir géint den, an hiren Aen, Netrespekt vum Gehälteraccord virzegoen. Woubäi d'Regierung ganz kloer seet: Mir stinn zum Gehälteraccord, mir wäerten de Bewäertungssystem ofschafen, wéi en 2015 agefouert ginn ass. An op där anerer Säit ass et hiert gutt Recht, natierlech ze versichen, déi Decisiounen, déi awer zweemol en faveur vun der Regierung hirer Argumentatioun komm sinn, a Fro ze stellen. Mir sinn an engem Rechtsstaat. Dat ass hiert gutt Recht, mee mir stinn zu onsem Wuert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 53 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Science Center Lëtzebuerg. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 53 du 12 mars 2024 de Mme Diane Adehm relative au Science Center Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. D'lescht Joer gouf et ganz vill Diskussiounen ronderëm de Science Center, wat iwwerengs en äusserst interessante Projet ass, deen och ganz vill Leit besichtege ginn, respektiv et gi ganz, ganz vill Schouלקlassen dohinner.

Verschiede Froe waren deemools opgeworf ginn, an an deene Froe goung et haaptsächlech ëm d'Gouvernance, awer och ëm d'Finanze vum Science Center. Grad bei de Finanze gouf vill iwwer verschidde Rechnungen vun der Groussgasmaschinn 11, der sougenannter „GGM 11“, un de Science Center diskutéiert. De Minister hat deemools och en Audit vun der IGF an Optrag ginn. Si hu verschidde Rechnungen nogekuckt a si hunn déi och a Fro gestallt.

Am Abrëll 2023 gouf dunn d'Konventioun zwëschent dem Science Center an dem MENJE gekënnegt. Et gouf och e Memorandum of Understanding ënnerschriww mat verschiddenen Oplagen. Haut de Moie gouf et e Presseartikel, dee seet, dass verschidde Punkte vun dësem Memorandum of Understanding net zäitgerecht erfëllt gi wieren.

Dozou hätt ech e puer Froen un de Minister: Wéi geet et elo viru mam Science Center, well d'Deadline fir de Memorandum of Understanding war den 1. März 2024. Gëtt et weiderhi Sue fir de Science Center oder net? Wat geschitt mam Personal, wat do schafft? Risikéiere si net, eventuell d'Fraisen ze droe fir eppes, wou si näischt derfir kënnen? Wat ass d'Zäitschinn an deenen nächste Woche respektiv an deenen nächste Méint? A wann et zu iergendwellechen neie Momenter komme sollt, ass de Minister da gewëllt, an déi zoustänneg Chamberkommissiounen ze kommen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. An dann huet d'Wuert: den Här Educatiounsminister. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op déi lescht Fro kann ech ganz kloer Jo äntweren. Sollt et nei Momenter an deem Dossier ginn, sinn ech selbstverständlech

bereet, an d'Kommissiounen ze kommen, well et war jo dacks an der Educatiounskommissioun an och an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, wou mer deen Dossier hei diskutéiert hunn, wou mer eis eigentlech och eens waren, datt et, wéi Dir gesot hutt, e ganz flotte Projet ass, en noutwendige Projet.

Mir musse Promotioun vun de Sciencë maachen, mir musse Promotioun vun der Technologie maachen, notament bei deene Jonken, fir se derfir ze begeschteren, well eis Gesellschaft brauch Jonker, déi och an déi dote Beräicher studéiere respektiv duerno schaffe ginn. Dat ass jo déi Haaptfinalitéit, déi eigentlech och erreecht ginn ass hei.

Et gouf dann awer eng ganz Rei vun absolutt berechtigte Froen, wat d'Finanzgestioun ënner anerem ubelaangt, wat d'Gouvernance vun där Struktur ubelaangt, an déi goufen dunn och vun der Inspection générale des finances analyséiert, wat weider Froen eigentlech och mat sech bruecht huet a wou dann decidéiert gouf, e weideren Audit ze maachen iwwert d'Gouvernance financière vun där Struktur, awer och, wat fir eng Aarbechten eventuell nach misste staatlechershäits honoréiert ginn oder net an a wat fir engem Volume dat sollt geschéien.

An deem Memorandum of Understanding, zu deem d'Regierung nach ëmmer steet, dee mer nach ëmmer poursuivéieren, datt déi Prinzippe mussen agehale ginn, hätt mer gären eng Gouvernance, déi transparent ass. Mir hätt gären, datt déi Interessenkonflikter, déi hei visiblement existéiert hunn, datt och déi opgeléist ginn. Mir wëllen, datt am Conseil d'administration vun dem Luxembourg Science Center, wat eng ASBL ass, och staatlech Vertrieder dra sinn, fir eigentlech permanent un d'Informatiounen och do ze kommen. An ënnert deenen Émstänn alleguerte wäre mer bereet, eventuell eng nei Konventioun mat där Struktur ze maachen, fir dann d'Perennitéit vun der Aktivitéit och ze assuréieren.

Entre-temps hu mer awer och déi besteeënd Konventioun eemol verlängert. Mir gesinn elo, datt d'Ëmsetzung vun deene Fuerderunge staatlechershäits, déi mer gestallt hunn, sech als méi schwierig oder méi laangfristig erausgestallt huet. An duerfir wëlle mer och déi Iwwergangskonventioun nach eng Kéier kuerzzeiteg verlängeren, bis dann en Audit virläit iwwert déi Finanzstréim an déi Leeschtungen, déi nach eventuell staatlechershäits sollten honoréiert ginn, an awer och déi aner Punkten, déi ech elo hei kuerz nach eng Kéier just konnt resüméieren, dann ëmgesat wären. An dann, hoffentlech, si mer an der Situatioun, wou mer erëm eng nei Konventioun kënnen maachen, fir mëttel- a längerfristeg de Fonctionnement vum Luxembourg Science Center ze assuréieren.

Wéi gesot, et ass eng Struktur, déi mer brauchen, déi an eis Landschaft passt, déi virun allem Jonker begeeschtert fir Wëssenschaft an Technologie. An duerfir hoffen ech, datt mer hei d'Enner beienee kréie fir eng gesond Gouvernance, och en Ëmgang mat ëffentleche Finanzen, well zum ganz groussen Deel geet et hei zwar ëm e private Projet, deen awer mat ëffentleche Finanzen assuréiert gëtt, fir deen esou op d'Schinn ze kréien, wéi een eebe mat ëffentleche Gelder soll ëmgoen.

Ech gleewen nach ëmmer dorunner. An duerfir, denken ech, sollte mer der Saach nach e bëssen Zäit ginn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 54 vum Här David Wagner an zur Fro Nummer 55 vum Här Dan

Biancalana, allen zwou un den Här Inneminister, iwwert de Courier vun der Madamm Procureur d'État iwwert d'Mobilisatioun vun der Police am Kader vum Bettelverbuert. Här Wagner, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert.

– Question n° 54 du 12 mars 2024 de M. David Wagner relative au courrier de la Procureur d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

– Question n° 55 du 11 mars 2024 de M. Dan Biancalana relative au courrier de la Procureur d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Nodeems den Här Inneminister vum Procureur vum Stater Bezirksgericht desavouéiert gouf, nodeems den Inneminister vum President vum Verfassungsgericht desavouéiert gouf, nodeems den Här Inneminister sech selwer huet missen an enger Äntwert op eng Question parlementaire desavouéieren, gouf d'lescht Woch den Här Inneminister vun der Procureur générale an engem Bréif un hien desavouéiert.

Dës Kéier geet et net ëm déi legal Konformitéit vum Reglement, dat d'Stad geholl hat a Saachen Heescheverbuert, mee ëm déi praktesch Ëmsetzung, déi zur Konsequenz huet, d'Aarbecht vun der Justiz nach méi ze erschwéieren.

Laut der Procureur générale hunn innerhalb vun engem Mount d'Enquêteure vun der Police judiciaire 880 Stonne Policepresenz opweise mussen, fir géint d'Versteëss vum Stater Reglement virzegoen.

D'Madamm Procureur d'État huet sech och doriwwer entsat gesot, wann ee bedenkt, datt iwwer 1.200 Dossieren drop waarden, traitéiert ze ginn, dovunner ganz wichteg Saachen, ganz grav Delikter: 43 Abus-sexuellen, 72 aus dem Blanchiment an 320 aus der Wirtschaftskriminalitéit. Ëmmerhin ass et dann am Kader vum Heescheverbuert zu zwee Protokoller komm, dovunner e bekannte Kënschtler, dee sech selwer denunziéiert hat.

Jo, et ass net nei, datt d'Justiz net esou weiderkënn, wéi se wëllt oder wéi mir all wëllten, mee dës Decisioun mécht d'Aarbecht vun der Justiz nach méi schwéier. A jo, et war en Hëllefesruff vun der Procureur d'État, an zwar en Hëllefesruff – an esou huet jiddereen, jiddereen dat verstanen, bis vläicht op eng Persoun –, dee seet: „Maacht eis d'Aarbecht net nach méi schwéier a kommt op Är Decisioun zeréck!“

Dohier meng Fro un den Här Inneminister: Wäert hien op seng Decisioun zeréckkommen? A wann net, firwat? An an deem Fall: Wéi gedenkt d'Regierung, déi Stonne vun der PJ elo direkt ze kompenséieren, wann dat iwwerhaupt méiglech ass, fir datt d'Aarbecht vun der Justiz net weiderhin entravéiert gëtt duerch déi Decisioun, déi den Här Inneminister geholl huet?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, den Här Inneminister huet geschter eng Rei Aussoe getagéiert als Reaktioun op e Bréif, deen d'Madamm Procureur général d'État him zoukomme gelooss huet an deen der Press virlooch. D'Madamm Solovieff huet an engem Bréif op verschidde Mësstänn higewisen.

D'Police judiciaire ass fundamental wichtig, fir am Kader vun hire Missioune op den Dossieren ze schaffen, fir de Justizautoritéiten zouzeschaffen an esou kriminell Affäre weiderzebréngen. Wéi d'Procureure générale seet, sinn duerch d'aktuell Ofzëe vun Enquêteuren nach méi Retarden entstanen, déi schwéier kënne opgehooll ginn.

Den Här Inneminister huet och an deem Kader an doropshi bestätegt, dass e Beamten, jo, en „Excès de zèle“ gemaach huet an dass elo verschidde Beamten zréck an hir Unitéite wäerte goen. An den Här Inneminister schwätzt och vun engem stännegen, permanenten Evaluatiounsprozess.

Dofir hunn ech follgend Froen:

Déi éischt: D'Madamm Procureur général d'État deklaréiert, dass si iwwert d'Press vum Ofzëe vun de Beamte vum SPJ informéiert gouf. Wat sinn d'Grënn, dass d'Justizautoritéiten net direkt, also net vun Ufank un, vum Inneminister selwer informéiert goufe respektiv vun der Justizministesch?

Déi zweet Fro: Zousätzlech hutt Der jo och behaupt, dass Beamte vun der PJ net vun hire Servicer zréckgezu gi sinn. Hei geet aus Ärer Äntwert op eis Question parlementaire 293 ervir: „Les membres du SPJ ne sont pas retirés de leur service, mais effectuent, dans le cadre de ce dispositif, des missions dévolues au SPJ.“ Mir denken, dass esou, wéi et scho bei de Limousinnen de Fall war, Är Aussoen net mat de Fakten iwwerteneestëmmen. Et si jo awer kloer Beamte vum SPJ opgefuerdert ginn, an den Asaz ze goen. Et waren der 110, déi jo dann effektiv um Terrain am Asaz waren. Wéi vill sinn et der nach elo als Reaktioun op den „Excès de zèle“? An aus wéi enge Servicer?

Déi drëtt Fro: Wat sinn d'objektiv Krittären, déi Der Iech ginn hutt a punkto Evaluatioun? Wéi eng Instrumenter braucht Der?

An déi véiert: Schlussendlech wéilt mer gären den Inneminister froen, wat de Rôle vun der Oppositioun a sengen Aen ass. Am „Invité“ sot Dir nach, an ech zitieren, dass verschidde Gréng a Rout emol kucke sollten, sech e bëssen ze calméieren. Als Oppositiounspartei, als Oppositiounsparteie gesi mir jo ganz onopgereegt eise Rôle kloer doranner, d'Regierung ze kontrolléieren, esou wéi Dir dat d'ailleurs och an Ärer Zäit als Oppositiounspolitiker gemaach hutt. An esou laang ass dat nach net hier. Dofir, mengen ech, d'Fro: Solle mer elo stillschweigend als Oppositioun nokucken an eis net kritesch äusseren, sou wéi dat an enger Demokratie an an engem Rechtsstaat Usus ass?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet elo d'Wuert: den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Froen. Vlächtt fir d'éischt direkt: Also, ech fille mech guer net desavouéiert. Mir liewen an engem Land, wou et eng Rei Institutioune gëtt. An am Respekt vun der Séparation des pouvoirs hélt all Institutioon seng Missioune wouer.

Dee Bréif vun der Madamm Procureur général d'État, deen ass jo just u mech an un d'Justizministesch geschéckt ginn. Duerfir kommentéieren ech och elo net, wéi dee Bréif konnt iergendwéi am Public landen. En ass do an ech hu gëschter am Interview dozou Stellung geholl an ech hu gëschter der Madamm Procureur – a just der Madamm Procureur général d'État – an der Justizministesch en copie dee

Bréif geschéckt. Wann d'Chamber freet, fir dee Bréif ze kréien, muss d'Chamber déi Decisioun huelen an da kritt se natierlech selbstverständlech dee Bréif vum Inneminister geschéckt.

An deem Bréif sinn eng Rei Zuele genannt ginn, fir d'éischt déi Zuel vun 1.291 Dossieren an deenen Affären, wéi Der gesot hutt, déi amgaange sinn, analyséiert ze ginn. An deenen Dossiere gëtt enquêtéiert. Déi Dossiere si jo elo net komm an där Zäit, wou deen Dispositif en place ass. Ech erënneren drun: Deen Dispositif ass säit Enn Januar en place. Et ka jo net sinn, datt 1.291 Dossieren an där Zäit opgemaach gi sinn, well soss hätt mer e reelle Problem hei am Land.

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Dir schwätzt och ëmmer just ... Dir schwätzt ... Nee, ech soen: Ech hunn Iech nogelasschert, ech ginn Iech meng Stellungnam. Et geet och net nëmme dem Dispositif vun der Mendicité organisée – ech ginn et net midd ze widerhuelen –, et geet och ëm Drogebekämpfung, illegal Immigratioun, Proxenetisme a Salubrité publique, deen Dispositif, deen en place gesat ginn ass.

An deem Bréif gëtt gesot, et wieren 880 Stonne vun 110 Beamte prestéiert ginn. Ech hu kee Grond, fir dat net ze gleewen, mee wann ech awer de Calcul maachen, 880 Stonnen duerch 110, dann huet all Beamte vun deenen 110 maximal ee Schaffdag an deem Dispositif geschafft.

Et ass och net richteg, fir ze soen, déi wiere „retiréiert“ ginn. Déi gi fir deen Dag dann an deen Dispositif gesat. An duerfir hunn ech gemengt ... Och Dir als Oppositioun huet Är Roll wouer, et ass Äert gutt Recht, mee et soll een awer vlächtt terre à terre argumentéieren opgrond vun de Chifferen. An duerfir sinn ech och frou, datt d'Madamm Procureur général déi Chiffere genannt huet.

An ech bleiwen dobäi: Dee Bréif ass en Hëllefzriff generell vun der Madamm Procureur général, fir méi Effectiver an der Police judiciaire ze kréien. Ech soen awer och, datt d'Police judiciaire – an dat war eng Diskussioun am Kader vun der Reform vun 2018 hei am Haus, an do war dat ganz Haus d'accord – Element vun der Police ass. Et waren Diskussiounen, a wann een d'Avise liest, déi do déi Zäit gi gi sinn, och vum Parquet, da wollten déi, datt d'Police judiciaire ganz eriwuer ënnert d'Autoritéit – an den Här Biancalana gëtt mer Recht hei, gesinn ech – vum Parquet sollt kommen. Dat war net de Wonsch vun deem Haus an d'Police judiciaire ass integrale Bestandteil vun der Police. Ginn Enquêté gemaach, da si se natierlech selbstverständlech ënnert der Autoritéit vun dem Parquet. Dat ass och an där Kommissioun, wou déi Vertrieeder vum Parquet do waren, esou richteg gesot ginn.

Wou ech net kann d'accord sinn, ass, fir ze soen, de Parquet wier net doriwwer informéiert gewiescht, well mir haten an der Kommissioun doriwwer geschwat, datt d'Membere vun der Police judiciaire géifen zäitweileng an deem Dispositif mat op den Terrain goen.

Ech mengen, d'Zäit ass ofgelaf, mee därf ech nach ...?

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt zweemol véier Minutten.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | A ok, dann ass d'Zäit jo nach net ofgelaf, tipptopp. Tipptopp!

D'lescht Woch war Comité d'accompagnement, wéi dat heescht. Deen ass jo och am Bréif vun der Madamm Solovieff genannt ginn. An do ass dee Punkt opkomm, datt ze vill Beamte vun der Police judiciaire –

ech nennen dat elo fir een Dag – do an deen Dispositif gaange sinn, a besonnesch déi vun der Section Ecofin. Dat sinn déi, déi sech notament d'Affär Blanchiment traitéieren. An ech sinn dat dunn en Donneschde vum Generaldirekter vun der Police gewuer ginn, an dunn hu mir gesot: „Effektiv, dat do geet net.“ Wannechgelift, e soll do deene Responsabele soen, si sollen déi net méi an deen Dispositif mat eranhuelen. De Generaldirekter huet mech du mëndlech informéiert, datt en en SMS un d'Madamm Procureur général geschéckt huet, fir hir dat ze soen, an och dem Procureur beim Bezirksgericht Lëtzebuerg, dem Här Oswald, déi Info matzeginn.

Fakt ass awer – an ech mengen, do si mer eis eens hei am Héijen Haus –, datt mer nach ëmmer net genuch Polizisten hunn, weeder um Terrain nach an der PJ.

An ech deelen dee Constat, well ech war bei d'PJ en Untrëttsbesuch maachen. Ech weess elo net méi genau, wéini. An notament hunn déi vun der Section Antiblanchiment mer gesot: „Mir brauche méi Leit.“

An duerfir ginn ech Iech dann hei haut d'Chifferen, déi elo rekrutéiert gi bei der Police judiciaire fir 2024. Bis Enn Abrëll sollen 10 Enquêteurs civils en matière ECOFIN rekrutéiert ginn. Dat kënn Der och elo schonn op GovJobs nokucken. Ab dem 1. Mee gi 25 Polizisten, fir déi verschidde Sektione vun der SPJ ze verstärken, rekrutéiert. Ab dem 1. Mee ginn 10 Leit Zivillpersonal rekrutéiert. An am September/Oktobre ginn nach eng Kéier 10 Enquêteurs civils fir an der Section ECOFIN rekrutéiert.

Dat heescht, d'Joer ginn aleng 55 Leit bei der Police judiciaire rekrutéiert, fir eebe kënne méi schnell déi Dossieren opzeschaffen, well – do sinn ech d'accord mat Iech – dat si grav Dossieren a mir mussen Efforte maachen, fir déi opzeschaffen, well d'Kriminalitéit muss bekämpft ginn. A mir mussen endlech op dee Punkt kommen, wou mer deene Kriminellen ee Schratt viraus sinn an net méi e Schratt hannendra sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Inneminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 56 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Finanzminister iwwert d'Nicotine-Pouches oder d'Nikotinsäckelcher. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

– Question n° 56 du 8 mars 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux « Nicotine pouches », adressée à M. le Ministre des Finances

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Et kléngt schonn net esou appetittlech, an et ass et och net!

Déi international, an och déi national Zigarettenindustrie, huet mat den Nikotinsäckelcher en neit Produkt erfonnt, dat op deels onverschimmt Aart a Weis promovéiert gëtt. Dobäi sinn déi Säckelcher, déi mat Verpackunge verkaaft ginn, déi ee soss fir Kamelle gebraucht, kengesweeys harmlos.

Si richen zwar anescht, net wéi den Tubak, schmaachen angeeblich bal wéi Kamellen, kënnen iwwerall konsuméiert ginn, mee an hinne stécht e staarkt Ofhängegeets- a Suchtpotenzial. Et fënn ee se gutt siichtbar vir op den Théike vun den Tankstellen, verbonne mat staarke Slogane wéi: „Befreit Ären innere Wikinger!“, „Suergt fir Äre Kick!“, „Fäert näischt méi!“, „Dir kritt Ären Nikotinkick iwwerall a jidderzäit.“

Et gëtt onverschimmt vum reglementaresche Vide profitéiert. „Vide“ heescht: keng Alterslimit, kee

Werbeverbuet oder Reglementéierung, keng Warnungen.

Op eng Fro vun der Kolleeegin Nancy Kemp-Arendt hin hat d'Ministesch op dee grouse Risiko fir d'Gesondheet higewisen an ugekënnegt, d'Regierung géif d'Ausland opmierksam beobachten, fir gegebenefalls ze reglementéieren. Ech hunn awer d'Impressioun, dass et an der Regierung zwou Meenunge gëtt, well Reglementéierung gëtt et net, awer an der Zwëschenzäit soll dat Produkt steuerlech mat Accisë belastscht ginn – wat indirekt heescht: Mer akzeptéieren dat Produkt.

An ech wollt dofir vum Minister wëssen, ob dat net e falsche Message ass no baussen, fir déi géfteg Substanz, déi aggressiv vermaart gëtt, ...

(Interruption par la présidence)

... ze besteieren, dat ouni Reglementéierung: null Reglementéierung vun der Werbung, null Alterslimit, iwwerall konsuméiert, verdeelt. Ass dat net d'Päerd hannert de Won gespaant? A wéi soll dat weidergoen?

Här Minister, ech soen Iech och Merci, dass Der bereet waart, op déi Fro ze äntworten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hätt och kënnen zu zwee drop äntworten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci och, Här President. A merci fir d'Zäit.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert fir den Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Damm an Hären, ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci fir seng mëndlech Fro. Menges Wëssens a mengen Informatiounen no, Här fréiere Gesondheitsminister, ginn déi sougenannten „Nikotinsäckelcher“ zanter 2022, also säit bal zwee Joer, zu Lëtzebuerg um Maart kommerzialiséiert.

(Interruption)

Dës Regierung ass gewëllt, dës Nikotinsäckelcher ze reglementéieren. An dat huet – Dir hutt dat richtig bemierkt – d'Gesondheitsministesch, d'Madamm Deprez, an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro der Deputéierter Nancy Kemp-Arendt den 22. Januar 2024 och bestätegt. A si huet dat och nach eng Kéier widderholl de leschte Samschdeg am „Background“ um Mikro vum RTL.

A mat dem Budgetgesetz 2024, wat d'lescht Woch deposéiert gouf, gi mer eigentlech och op de Wee vun der Reglementation. Jo, d'Accisë wäerten – dat liest Der an der Loi budgétaire – ab dem 1. Oktober 2024 op den Nikotinsäckelcher erhuewe ginn. Fir et nach eng Kéier ze soen: Bis elo war dat net de Fall! Bis elo ginn déi Nikotinsäckelcher awer zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert. An dat erlaabt dann och den Operateuren, sech den Douanes- an Accisëreegelen unzepassen.

D'Héicht vun den Accisen – ech soen et nach eng Kéier: déi et bis elo net ginn –, déi wäerten ab dem 1. Oktober och net vun dem Nikotingehalt ofhänken, mee d'Héicht vun den Accisë gëtt ganz einfach op de Kilo berechent. An dat sinn, wéi Der an der Loi budgétaire konnt noliessen, 22 Euro pro Kilo.

D'Fro, wéi d'Nikotinsäckelcher am Detail reglementéiert ginn, zum Beispill, wat hire maximalen Nikotingehalt ass – wat bis elo net de Fall ass, well et gëtt keng Reglementatioun, iwwregens schonn zënter

2022 –, dat ass och keng Fro, fir déi de Finanzminister zoustänneg ass. De Finanzminister ass zoustänneg fir d'Accisen. Deen huet seng Aufgab iwwerholl. Ab dem 1. Oktober dëst Joer wäert, wann de Budget gestëmmt ass, d'Taxéierung op deene Produiten, déi um Marché sinn, gräifen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci.

Da komme mer zur Fro Nummer 57 vum Här Gérard Schockmel un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Flicht, fir obligatoresch konventionéiert Stagë vun iwwer véier Wochen ze bezuelen. Den Här Schockmel huet d'Wuert.

– Question n° 57 du 12 mars 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'obligation d'indemnisation des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Am Juli 2023 gouf am Code du travail den Artikel iwwert d'Stagë revidéiert. An zwar ass zanterhier elo virgesinn, datt och fir Studenten, déi de Bachelor an de Sozial- an Erziéungswëssenschafte maachen, Stagë bezuelt ginn, wann et e Stage ass, deen obligatoresch ass an dee méi laang wéi véier Wochen dauert.

Am Dezember 2023 hunn dann déi betrafte Studenten en oppene Brëif publizéiert, deen ënner anerem och un den Aarbechtsminister gaangen ass. Zënter der Aféierung vun dëser obligatorescher Indemnisation ass et tatsächlech méi schwéier fir déi Studenten, fir Stagëplazen ze fannen. Et gëtt eng ganz Rei Entitéiten, Institutiounen, déi net informéiert sinn iwwert dës Obligatioun, beziéungsweis déi hiren Obligatiounen net nokomme kënnen. Insgesamt huet sech domat de Choix vu potenzielle Stagëplazen drastesch reduzéiert. An dat ass natierlech e Problem fir déi Studenten, fir dann och hiert Studium zum Ofschluss ze bréngen.

An dësem Kontext wollt ech also dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen: ob et zënter deem oppene Brëif zu engem Dialog tëschent de Studenten an dem Här Aarbechtsminister komm ass; ob dës Problematik bekannt ass a sengem Ministère; an och datt eeben déi Aféierung vun där obligatorescher Indemnisation Problemer bewierkt, wat d'Stagëplazen ubelaangt. An dann, ech mengen, wourëm et wierklech geet, ass: Wéi kann elo séchergestallt ginn, datt d'Applikatioun vun dësem Gesetz am Code du travail keng weider negativ Konsequenze fir déi betrafte Studenten huet, besonnesch am soziale Beräich?

Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann huet elo den Här Aarbechtsminister d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Just eng kleng Remark am Ufank: Dir hutt geschriwwen, Här Schockmel, „des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines“; et ass „à partir de quatre semaines“. Also, e klengen Ennerscheid.

D'Obligatioun fir d'Indemniséiere vun engem obligatoresche Stage besteet effektiv ab enger Durée vu véier Wochen. Dat ass am Artikel 152-4 vum Code du travail och esou festgehalen. Eng Derogatioun dozou ass awer ënner folgende Konditiounen am Code du travail virgesinn:

Éischtens: An der Convention de stage muss enger-säits stoen, dass d'Indemniséiere vum Stagiaire net erlaabt ass, an anerersäits, dass d'Anhale vun dësem Verbuet fir den Établissement d'enseignement eng Konditioun ass fir d'Unerkennung vum Stage.

Zweetens: De Stagiaire selwer muss beim Aarbechtsministère per E-Mail u stage@mt.etat.lu déi vum Gesetz virgeschriwwen Attestation d'exonération de l'obligation d'indemnisation ufroen. Dës Attestatioun kritt de Stagiaire, wann en eis virum Ufank vum Stage seng Demande mat Kopie vun der Convention de stage schéckt, fir dass mer kontrolléiere kënnen, dass déi vireg Konditiounen am Punkt 1 an der Konvention virgesi sinn.

An deem Kontext ass menge Servicer opgefall, dass d'Zuel vun den Demanden zanter September 2023 extreem an d'Luucht gaangen ass. Virun dësem Datum koumen tëschent 5 an 10 Demandë pro Mount eran. Am Verglach dozou läit d'Zuel momentan ongeféier bei 60 Demandë pro Mount. Tëscht 2020 an 2023 krute mir am Ganzen um Ministère 280 Demanden. Am Verglach dozou koumen innerhalv vun deenen zwee leschte Méint 122 Demanden eran, inklusiv fënnf Stagiaren, déi e Refus kruten.

Dës Erhéijung vun den Demanden ass sécherlech d'Resultat vum Gesetz vum 21. Juli 2023, wat virgesäit, dass ab September 2023 d'Stagë fir BTS-Formatiounen a generell am Beräich vun der Santé, der Educatioun a vum Sozialen och sollen indemniséiert ginn. Virduwar d'Indemnisiatioun bei de BTSen zum Beispill fakultativ.

An deem Kontext fält effektiv op, dass grad d'Studenten aus deene Beräicher bei mengen zoustänneg Servicer massiv Attestations d'exonération froen. De Problem läit also net am Aarbechtsministère, well do gi just Demanden traitéiert, déi déi jonk Leit eraschécken, mee éischer bei den Organismes d'accueil, déi, wéi mir gesot gëtt, gann dacks net iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen, fir déi obligatoresch 30 % vum SSM ze bezuelen.

Eng Entrevue ass net virgesi gewiescht, well och keng ugefrot ginn ass. Also, eng Entrevue kann och nach stattfannen, dat ass guer kee Problem, mee ech mengen, de Problem läit virun allem och bei eeben den Organismes d'accueil, an dat sinn an deem Fall virun allem d'Spideeler, wou déi meeschten Demanden erakommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister. An domat si mer dann um Schluss vun eiser Froestonn fir haut ukomm.

6. 8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8295 iwwert d'Aféierung vun enger Bähëllef fir Patronen, deenen hire Salariéen eng Berufsausbildung maachen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehic, den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, modifizéiert d'Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire général. Ech dierf drun erënneren, dass duerch d'Gesetz vum 12. Juli 2019 d'Méiglechkeet fir e Salarié geschafe gouf, fir eng Formation de base an eng Formation professionnelle während sengem Emploi ze suivéieren.

Bis ewell waren iwwer Règlement grand-ducal zwou Formationen en cours d'emploi während dem Schouljoer 2023/2024 virgesinn. Dëse Reglement baséiert op dem Artikel 42 vum ofgeännerte Gesetz vum 2008 iwwert d'Formation professionnelle, mat deem d'Formations professionnelles en cours d'emploi erméiglecht ginn. Bei dësen zwou Formationen handelt et sech ëm déi vum Aide-soignant, wou d'Zil ass, den Diplôme d'aptitude professionnelle aide-soignant ze kréien, an ëm d'Formation, fir Assistant d'accompagnement au quotidien ze ginn, wou d'Zil ass, de Certificat de capacité professionnelle assistant d'accompagnement au quotidien ze kréien.

Mat dësem Projet de loi soll eng finanziell Hëllef an d'Liewe geruff gi fir d'Employeuren, déi Mataarbechter hunn, déi eng Formation am Kader vum Artikel 42 vum genannte Gesetz maachen, well während de Stonnen, wou d'Salarié an der Formation sinn, feele se natierlech op der Aarbechtsplaz. Dat stellt eng zousätzlech finanziell Belaaschtung fir hir Patronen duer. D'Zil vum Projet de loi ass, de Patronen eng finanziell Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse fir déi Stonnen, während deenen d'Salarié d'Formation maachen an net schaffen.

Dofir muss awer d'Formation an engem ëffentlechen oder private Lycée oder an engem ëffentlechen oder private Formationszenter dispenséiert ginn, sou wéi et am Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vum der professioneller Formation virgesinn ass.

Den Employé, deen d'Formation suivéiert, muss volljäreg sinn, als Salarié unhand vum engem Aarbechtskontrakt un eng Entreprise, Associatioun oder Fondatioun gebonne sinn, déi um lëtzebuergeschen Territoire etabléiert ass.

D'finanziell Kompensatioun ass geduecht fir Arbeitgebe, déi eng Convention de pratique professionnelle ënnerschriwwen hu fir dat entsprechend Schouljoer. E gültigen Aarbechtskontrakt mam Salarié, deen d'Formation mécht an deem entsprechende Beruffsdomän, muss den Employé virweise bei der Demande fir de Subsid. An dem Salarié seng Affiliatioun beim Centre commun de la sécurité sociale muss een och beleed kennen.

Fir all Formationsstonn während den Aarbechts-
horen, déi e Salarié an engem Formationsetablis-
sement verbréngt, kritt de Patron eng finanziell
Kompensatioun, déi dem Taux horaire vum Salaire
social minimum pour salariés non qualifiés ent-
sprécht. D'Maximalunzel u Formationsstonden,
déi an engem Formationsetablisement solle
verbruecht ginn, entsprécht 16 Stonne pro Forma-
tionswoch. Den Etablissement soll och e Participa-
tionscertificat liwweren, an deem drasteet, wéi vill
Stonne Formation de Salarié tatsächlech absolvéiert
huet. Dëse Certificat ass och bei der Demande fir déi
finanziell Kompenséierung bäizeleeën.

D'finanziell Kompensatioun, ëm déi et bei dësem
Projet de loi geet, kann net cumuléiert gi mat aneren
Aiden am Kader vum der professioneller Formation,
déi mat ëffentleche Gelder bezuelt ginn.

Ech wëll och nach ënnersträichen, dass d'Zil vum
dëser Mesür net eng integral Prise en charge vum de
Stonnen, déi an der Formation verbruecht goufe
während den Aarbechtsstonden, ass, mee si entlaascht
trotzdem de Patron. Mat dëser Hëllef wëlle mir de
Betriber ënnert d'Äerm gräifen, déi schonn an engem
Secteur sinn, wou Personalmangel ass.

De Patron muss bei der Demande zousätzlech nach
seng Coordonnéeën uginn an eng Déclaration sur
l'honneur an e Relevé d'identité bancaire liwweren.
D'Demande ka pro Mount agereecht ginn, aller-
spéitstens de leschten Dag vum Mount no dem
Mount, an deem d'Formation während dem Emploi
gemaach gouf, oder eemol järelech, allerspéitstens
den 31. Oktober vum Schouljoer no dem Schouljoer,
während deem d'Formation während dem Emploi ge-
maach gouf.

De Minister ka beim Centre commun de la sécurité
sociale all noutwennege Informatiounen ufroen, déi
him hëllefen, eng Entscheedung par rapport zu enger
Subsiddemande ze treffen. Domat sollen d'Abuse
verhënnert ginn a verifizéiert kënnen ginn, dass d'In-
formatiounen, déi den Employé geliwwert huet, och
richteg sinn. D'Steierverwaltung gëtt och iwwert
d'Entscheidung vum Minister informéiert, wat d'De-
mande fir d'Subsidien ubelaangt.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, vum deem mir
haut schwätzen, ass ab dem Schouljoer 2023/2024
applikabel.

Ech wëll elo nach op de Käschtepunkt vum dëser Me-
sür agoen. Et ass e Budget virgise vu ronn 856.000
Euro fir d'Schouljoer 2023/2024.

Ech géif dann och nach kuerz op d'Avisen agoen, déi
zu dësem Projet de loi virleien.

D'Chambre des Salariés huet proposéiert, d'Méiglech-
keet virzugesinn, dass d'Aide a méi Tranché kann aus-
bezuelt ginn, fir eng reegelméisseg Kompensatioun
vum dem Patron senge Käschten ze erméiglechen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
huet hiren Accord ginn a saluéiert déi nei Mesür.

D'Handelskummer huet d'Fro opgeworf, firwat d'Aide
nëmme fir zwou Formationen reservéiert ass, wou
awer e Personalmangel besteet a méi Beräicher. Si
hätt och gäre gesinn, dass e Verglach tëscht der Me-
sür an dem Congé individuel de formation gemaach
gi wier.

D'Berufskummer huet och d'Fro opgeworf, ob de
Congé individuel de formation oder de Congé sans
solde eventuell finanziell méi interessant wiere fir
d'Employeuren.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis zwou Op-
positions formelles virgeluecht. Bei där éischter huet
e gefrot, fir entweeder déi exakt Unzel u Forma-
tionsstonden ze prezisiéieren während dem Emploi
oder op d'mannst d'Maximal Unzel vu Formations-
stonden. Bei der zweeter Opposition formelle goung
et ëm eng Insécurité juridique beim Begrëff „double
financement“, wou eng Prezisioun geféelt huet.

Nodeems de Ministère en Amendement virgeluecht
huet, konnt déi héich Kierperschaft hiren Accord zum
Gesetz ginn.

Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren a ginn elo
schon den Accord vum der Fraktioun vum der Demo-
kratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Agostino.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här
Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President.
Ech wëll ganz kuerz heizou Stellung huelen. Et ass
nämlech e Gesetzesprojet, dee mer ganz interes-
sant fannen, engersäits well en nämlech de Patron
entlaascht an anerersäits well en natierlech och de
Salarié entlaascht an och de Salarié fideliséiert, well
nämlech dee Choix, deen e muss treffen – eng Forma-
tioun engersäits ze maachen an anerersäits eebe
beim Patron ze schaffen – net méi e Choix ass, wou
en dat eent géint dat anert muss ausspillen. Et ass
also e Gesetzesprojet, deen eng Dier opmécht, fir
villes, villes méi einfach ze maachen.

En plus muss ee jo och bedenken – an d'Madamm
Rapportrice huet dat och an hirem Rapport ganz gutt
gesot –, dass et hei ëm zwee Beruffer geet, déi wich-
teg si fir eis Gesellschaft, bezéiungsweis ëm zwou
Formationen, déi e grouse Wäert hu fir eis Gesell-
schaft, nämlech déi vum Aide-soignant engersäits
an anerersäits déi vum Assistant d'accompagnement
au quotidien. An et sinn och déi Zuele genannt ginn,
dass et do elo ëm 160 Kandidaten engersäits an 20
Kandidaten anerersäits, ongeféier, geet, déi am Mo-
ment dovun beträff sinn.

Erlaabt mer just, an eisem Numm och nach zwou
Saachen derbäi ze soen, déi an dësem Gesetzesprojet
och interessant sinn an déi een héchstwahrscheinlech
och an Zukunft nach genau muss kucken.

Dat Éischt sinn nämlech déi Froen, déi tatsächlech
d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce
gestallt hunn, ob een net soll op aner Filiären nach
iwwergoen. An d'Chambre de Commerce hat jo sou-
guer eng systeemesch oder systematesch Approche
do proposéiert, einfach déi Beruffer ze huelen, déi
am Moment souzesoen „très en pénurie“ an der Ge-
sellschaft sinn. Dat wär eng interessant Approche, ze
kucken, ob een do eng Kéier e System opbaut, fir eebe
genau déi Beruffer ze stäerken an och déi Leit eeben
ze stäerken, déi an déi Beruffer wëllen eragoen, wou
mer als Gesellschaft zesummen definéieren, dass mer
déi Beruffer hei zu Lëtzebuerg besonnesch wëllen ën-
nerstëtzen, well mer se besonnesch brauchen.

An déi zweet Fro: Wat ech och ganz wichteg fannen,
ass eeben dat mam Remboursement périodique,
well mer do natierlech engem Rhythmus entgéint-
kommen, deen de Patron huet, dee muss déi Sue
reegelméisseg kréien an net iergendwann eng Kéier
zesummen als ee ganze Package. Déi ganz Tranchen
an déi zousätzlech Tranchen, déi do agefouert gi sinn,
wat och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass ... a
souwäit ech mech erënneren, war et de Kolleg Alex
Donnersbach, deen et och vum eiser Säit erabruucht
huet an och anerer, déi dat da formuléiert hunn als
Uleies, dass déi Tranchen dann eebe reegelméisseg –
an dësem Fall dann elo monatlech – och bezuelt ginn.

An dësem Sënn e Gesetzesprojet, deen eis wierklech
gutt gefält an eis vollsten Ënnerstëtzung fënnt. Ech
soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles.
Dann ass et elo un der Madamm Francine Closener.
Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här
President. Kollegeinnen a Kollegen, d'Roll vum de
soziale Beruffer an eiser Gesellschaft gëtt ëmmer méi
wichtig, sief et an der Kannerbetreuung, an de Struk-
ture fir eeler Leit oder bei der Betreuung vu Mënsche
mat spezifische Besoinen. An op villen anere Plaze
gi qualifizéiert Leit aus deene Beruffer méi a méi ge-
braucht.

Dozou zielen eeben och den Aide-soignant an den
Assistant d'accompagnement au quotidien, de

Successeur vun der Aide socio-familiale. Béd Formationne kënnen, wéi scho gesot, beruffsbegleedend absolviéiert ginn. A mir begreifen natierlech all Moossmann, fir der Penurie an deem Secteur Meeschter ze ginn.

Mat dësem Projet de loi ginn d'Entreprise kompenséiert, wann hir Salarié sech während der Aarbechtszäit weiderbilden. Dat ass e wichtege Incentive, wou eigentlech jidderee gagnant ass. An déi finanziell Ënnerstëtzung ass awer eebe just op dës zwou beruffsbegleedend Formationne begrenzt an do rejoinnéieren ech den Här Galles: D'LSAP géif et begreifen, wann an noer Zukunft weider Formationen derbäi géife kommen. Et gétt schliisslech vill aner Beruffer mat ganz groussem Personalmanckem, wou dës Modell einfach géif Sënn maachen.

An eisen Ae géif näischt dergéint schwätzen, wann de Minister d'Promotioun vun der Formation professionnelle en cours d'emploi wierklech wëllt weiderdreien, fir dës Modell dann eeben och bei anere Beruffer ze applizéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An deem nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An ech maachen et kuerz: Am Numm vun der ADR-Fraktioun ginn ech den Accord vun der ADR-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et um Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Och ech versichen, mech kuerz zefaassen. Ech soen der Rapportrice Merci fir en exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wëll wierklech op déi Verbesserung hiweisen, déi mer gemaach hunn an der Kommissiounssëtzung, wat d'Periodicitéit vun de Kompensatiounsmesuren ugeet, dass mer do eriwuer gi vun engem System, wou et just alljoers méiglech ass, hin zu engem System, dee méi Flexibilitéit gëtt an Employeuren d'Méiglechkeet gëtt, fir all Mount eng Kéier d'Demande ze maachen. Dat fannen ech och eng wichteg Verbesserung, déi mer och an der Kommissioun esou zesummen diskutéiert hunn.

A fir de Rescht schléissen ech mech natierlech souwuel de Kollege vun der CSV wéi vun der LSAP u mat der Demande, dass mer deem dote System vun der Formation professionnelle en cours d'emploi elargéieren och nach op aner Beruffsbiller, wou mer Penurien hunn. Däer gëtt et der eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dass mer hei e gudden Outil hunn, fir d'Promotioun vun deene Beruffsbiller besser ze maachen an Zukunft.

Ech soen Iech Merci a ginn natierlech den Accord vun menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass et elo um Här Ben Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Jo, dës Gesetzestext ass e wichtege Text fir Jonker dobaussen, och fir d'Leit, déi sech wëlle weiderbilden. Ech mengen, et mécht d'Saach méi einfach. Et kann een elo seng Formationne während der Aarbechtszäit maachen an et muss ee se net maache während der Zäit no der Aarbecht. Dat heescht, et kann ee weiderhi seng Zäit och vläicht mat der Famill, mat senger Léifste méi einfach verbréngen.

An ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, wou hei och dru geduecht gouf, dass awer och elo de Patron deementspreechend entschiedegt gëtt fir deen Ausfall. Dat begreisse mer och. An ech ka mech och nëmmen dem Här Sehovic uschléissen, dass ech frou sinn, dass och déi Patronen, déi elo finanziell manner staark sinn, och kënnen dee Subsid, also déi Entschiedegung, ufroen op enger monatlecher Basis an net müssen e Joer waarden, bis se hir Sue kréien. An dat hunn ech eng gutt Saach fonnt. Dat war e konstruktivt Gespräch an der Kommissioun. Dat hunn ech och immens begreisst.

Domadder ginn ech ofschléissend och mäin Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dat war dee leschten ageschriwwene Riedner.

Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begreifen déi breet Zoustëmmung hei zu dësem Gesetzesprojet.

Effektiv innovéiere mer. Zanter enger Rei vu Joren ass et theoreetesch méiglech, eng Berufsausbildung och en cours d'emploi ze maachen. Hei kommen zwou Formationen, wou dat elo ganz konkret gëtt. Och eng Formation, déi ee virdrun och beruffsbegleedend oder nieft der Berufsaaktivitéit gemaach huet, déi awer net zu engem Ofschloss gefouert huet. Hei ass et elo e CCP amplat vun där Formation virdrun, vum Aide socio-familial. An dat féiert awer derzou, dass et en unerkannten Diplom hunn, dass ech en Diplom hunn, mat deem ech duerno och eng Kéier Accès op de qualifizéierte Mindestloun hunn an dass et an der ganzer Konstruktioun vun der Berufsausbildung eigentlech och voll integréiert sinn.

Mir denken natierlech dorunner, dass et net bei dësen zwou Formationen soll bleiwen. A mir sinn oppe fir all Dialog, virun allem mat de Berufskummeren, déi och e Besoin sollen umellen, do wou et Leit gëtt, déi schonn an engem Secteur aktiv sinn, déi dann och wëllen eng beruffsbegleedend Formation, eng Berufsausbildung maachen, déi och deen Engagement wëllen hunn, do wou et Patrone gëtt, déi och hir Leit an deem Prozess wëllen encouragéieren, also wéi et hei gesot ginn ass: Do wou mer e Besoin u qualifizierter Main-d'oeuvre also nach hunn, brauche mer eigentlech de beruffsbegleedende Wee, fir och Leit herno an eng Qualifikatioun ze kréien a se awer weiderhin am Beruff ze halen.

Dat ass dat Essentielt hei vun dësem Modell, an awer hu mer och d'Basis geluecht vun der finanzieller Kompensatioun fir d'Patronen, well dann natierlech déi Agenten net esou vill um Terrain kënnen schaffen, well se an der Schoul sinn, an dat dann awer och dem Patron muss rembourséiert ginn. Dee Modell besteet also elo. D'Reegelen, d'Eckdate bestinn. An ech si ganz optimistes, dass mer an den nächste Joren nach déi eng oder déi aner Formation hei derbäi kréien.

Villmools merci fir Är Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Ech erënneren Iech drun, dass, wann Der wëllt elo matstëmmen, Der besser hutt, Iech anzeloggen, ansonste geet dat net fir matzestëmmen.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8295. Den Text steet am Document parlementaire 8295⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8295 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zu de Votes par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: keng, an Enthaltungen deemno normalerweis och keng. Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Paul Galles), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Mir kommen elo zum Projet de loi 8313 iwwert d'Ofännerungen an d'Prezisiounen esouwuel vun der Roll wéi och vum Fonctionnement vum INFPC. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéit fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic an den Här Ben Polidori. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Ech soll d'Pult erofmaachen anscheinend. Ass et besser esou?

M. Claude Wiseler, Président | Et ass perfekt.

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Ass et gutt? Très bien!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wien a sengem Beruff wëllt Erfolleg hunn, dee muss sech permanent weiterentwickelen, deen däerf net stoe bleiwen a sech net op dat verloossen, wat en als jonke Mënsch oder an der Schoul, op der Uni oder a sengen éischte Beruffsjore geléiert huet. Wien Erfolleg wëllt hunn, dee muss bereet sinn, säi Wëssen ëmmer nees a Fro ze stellen, seng Kompetenzen ze erweideren an un d'Evolution an un d'Besoin vum Aarbechtsmarché unzepassen.

Besonnesch an de méi techneschen an informatesche Beruffer ass et wichteg, déi neisten Trends ze suivéieren an de léieren, mat deenen neien Technologien ëmzegoen.

Déi berufflech Weiterbildung an de Lifelong Learning, also d'Konzept vum engem liewenslaange Léieren, sinn immens wichteg fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vum engem Land. Dofir hu mir zu Lëtzebuerg 1992 den Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, kuerz den INFPC, gegrënnt. Dësen Institut spillt hautzudaags eng Schlüsselroll bei der Sensibiliséierung iwwert d'Offer vum der berufflecher Weiterbildung zu Lëtzebuerg, en organiséiert Etüden an dësem Beräich a geréiert d'Onlineplattform lifelonglearning.lu. Op dëser Plattform gi sämtlech Informatiounen iwwert d'Formation professionnelle continue regruppéiert an déi eenzel Formationen, déi hei am Land ugebued ginn, opgeléicht.

Hei dernieft geréiert den INFPC och d'Demande vum de Betriber fir de Kofinanzement vum hire Formationenpläng. An de leschte Joren hu mir zu Lëtzebuerg, genee wéi an eisen Nopeschlänner, ëmmer méi mat enger Penurie u qualifizéierten Aarbechter ze kämpfen. A verschiddene Secteuren ass dës Penurie deelweis op e Mismatch tëschent de Kompetenzen zréckzeféieren, déi engersäits vum de Patrone gesicht ginn, an déi anersäits vum de Leit, déi eng Aarbecht sichen, matbruecht ginn. Fir dësem Problem entgéintzewierken ass et wichteg, souwuel de Leit, déi eng Aarbecht hunn, wéi och deenen, déi eng Aarbecht sichen, d'Méiglechkeet ze ginn, sech weideroder ëmzeforméieren. D'Konzepter vu Reskilling an Upskilling erméiglechen net just, géint Inegalitéiten am Schoulsystem a géint d'Penurie u Main d'oeuvre virzegoen, mee bidden de Salariéen och d'Méiglechkeet, sech an hirer berufflecher Karriär ze steigereen.

Mam virleiende Gesetzesprojet soll de Rôle vum INFPC weider gestärkt ginn. E soll d'Avisen an d'Suggestiounen vum all de concernéierten Acteuren empfänken an doropshi Recommandatiounen formuléieren, fir eng effikass Strategie fir de Beräich vum der Formation professionnelle continue op d'Been ze stellen, déi de Besoin vum Terrain gerecht gëtt.

Zu dësem Zweck soll am INFPC eng Commission consultative gegrënnt ginn, déi aus eelef Memberen an eelef Suppléantë besteet.

An engem zweete Punkt setzt de Gesetzesprojet Recommandatiounen ëm aus dem Rapport vum der Cour des comptes iwwert d'Établissements publics aus dem Joer 2015.

Engersäits ginn d'Dispositionen iwwert de Conseil d'administration vum INFPC adaptéiert, notament wat seng Kompetenzen, de Funktionement an

d'Bezuelung vum de Jetone fir d'Membere betrëfft, an anersäits ginn änlech Adaptatiounen vum Conseil scientifique vum INFPC virgeholl.

An engem drëtten Punkt féiert de Gesetzesprojet zwou nei Funktiounen am INFPC an, déi vum Direkter an déi vum Vizepräsident vum Conseil d'administration.

Finalement preziséiert dësen Text dann déi organisatoresch Struktur vum INFPC a schaaft e fënneft Departement am Institut, nämlech den Département du développement stratégique de la formation professionnelle continue.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat, déi no den Amendementen vum der Commission awer nees konnt opgehuewe ginn. D'Avis vum de Beruffskummere sinn all ganz positiv ausgefall. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an d'Staatsbeamtekummer begreissen d'Afféierung vum enger Commission consultative fir den INFPC, déi d'Offer vum der Beruffsausbildung zu Lëtzebuerg nach eemol besser op d'Besoin vum Aarbechtsmarché soll ofstëmmen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Agostino. Ech soen der Rapportrice och villmools Merci fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Jeff Boonen. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci. Mat deem heite Projet de loi ginn de Rôle an de Fonctionnement vum INFPC gestärkt, esou wéi d'Rapportrice dat schonn erkläert huet. Den INFPC ass verantwortlech fir d'Koordinatioun an d'Promotioun vum der Weiterbildung an der Formation während dem Beruffsliewen – Lifelong Learning ass genannt ginn.

D'Erausforderungen un d'Betriber, an domat un hir Mataarbechter, huele stänneg zou. Ech denken un d'Digitalisatioun, awer och un nei Technologien am Ëmweltberäich, nei Aarbechtsmethoden, awer och Sécherheetsaspekter. Alles dat verlaangt eng stänneg Adaptatioun un nei Situatiounen fir déi schaffend Leit an alle Beruffer. Aus deem Grond ass et wichteg, dass den INFPC gutt opgestallt ass, fir sech mat de Kompetenzen ze beschäftegen, déi an Zukunft gebraucht ginn. Dat geschitt ënner anerem duerch déi Commission consultative an och e staarken Observatoire de la formation.

Doniewent muss den INFPC weiderhin d'Offer vum alle Formationen koordinéieren an zentral ubidden, wat eeben op der Websäit lifelonglearning.lu geschitt. An dann natierlech d'Begleedung vum de Betriber beim Ufroe vum Kofinanzement vum de Weiterbildungen. Wa mir d'Entrepreneuren ënnerstëtze wëllen, ass et wichteg, dass si einfach a schnell u Bähillefe kommen, virun allem am Beräich vum der Formation.

Mir brauchen awer och eng Offer vum der Formation, déi an der Quantitéit der Demande nokënnt. Aktuell gëtt et laang Waardelëschten. D'Betriber wëllen hir Leit a Formationen, déi zum Deel obligatoresch sinn, schécken a waarde méintelaang. Hei gëllt et elo unzesetzen, fir weider an enger positiver Ambiance d'Formation continue ze stimuléieren.

Mir stëmmen als CSV-Fraktioun dësem Text selbstverständlech zou. En ass wichteg fir d'Kompetitivitéit vum eise Betriber.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President.

(Brouhaha)

Wéi den INFPC virun 32 Joer gegrënnt gouf, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Kéint Der Iech wann ech gelift berouegen, da géife mer der Madamm Closener kënnen nolauschteren. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Wéi den INFPC virun 32 Joer gegrënnt gouf, ass domadder der Bedeutung vum der Weiterbildung fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vum eise Land Rechnung gedroe ginn. Zanterhier, an d'Rapportrice huet et gesot, spillt den INFPC eng zentral Roll fir d'Weiterbildung. En huet seng Offer ëmmer un d'Besoin vum de Leit a vum den Entrepreneuren adaptéiert.

Elo, mengen ech, ass et Zäit, fir dass e sech och an Zukunft ka weiterentwickelen, fir him eng anstänneg legal Basis ze ginn an och d'Recommandatiounen vum der Cour des comptes vum 2015 – dat ass schonn eng laang Zäit! – dann elo endlech ëmzesetzen.

Dësen Text fënnt absolutt d'Zoustëmmung vum eiser Fraktioun an domadder ginn ech och den Accord. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann ass et um Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, ech ka mat eppes, wat elo grad gesot ginn ass vum der Rapportrice, net ganz averstane sinn: dass all d'Beruffskummeren hei komplett dermat averstane gewiescht wieren. Dat ass nämlech net de Fall!

D'Staatsbeamtekummer huet nämlech ganz kloer gesot, dass se mat eppes net d'accord ass, an dat ass, dass d'Leit, déi do schaffen, wéi och den Direkter, ënnert dem Droit privé agestallt ginn, a si huet imperativement an hirem Avis – jo, dee liese mir! – gefuerdert – imperativement! –, dass déi Leit ënnert dem Droit public sollen agestallt ginn. A well mir eis deem uschlëssen, ass ganz verschiddene Grënn, mengen ech, dass et wichteg ass, dass d'Leit, déi beim Staat schaffen – an dat hei ass beim Staat –, och vum Staat kommen an dass et net ka sinn, dass Leit, déi aus dem Privé kommen, op eemol als Direkter genannt ginn.

Mir haten déi Diskussioun virun e puer Joer, wéi dat a verschiddene Lycéeën sollt gemaach ginn. Dunn ass dat zréckgezu ginn. Eis Meinung ass, dass genuch gutt Beamten do sinn, déi kéinten esou eng Positioun als Direkter huelen. An duerfir schlësse mer eis deem un, wat d'Staatsbeamtekummer gesot huet a mir stëmmen hei mat Nee.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Den INFPC ass natierlech e wichtigen Acteur an der Weiterbildung an am Upskilling an der Beruffswelt. An an deem Sënn begreisse mir

et, dass mer iwwert dat heite Gesetz de Rôle an de Fonctionnement stäerken.

Et ass eng Remark gewiescht am Avis vun der CSL, déi ech novollzéie kann, nämlech, dass mer hei eigentlech higaange sinn an déi fënnef Departementer vum INFPC och am Gesetz festgehalen hunn, wat eng gewësse Flexibilitéit fir d'Zukunft ewechhëlt. N'empêche, mir ënnerstëtzen deen heite Projet de loi a wäerten en och matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mat dësem Projet de loi gi verschidde Verännerunge beim INFPC virgeholl. Zu den Ännerungen um Niveau vun der neier Zesummesetzung vum Conseil d'administration ass net vill ze soen. Mir begrëssen awer, dass am INFPC eng konsultativ Kommissioun geschafe gëtt, déi d'Meenungen an d'Virschléi vun alle betroffenen Acteure soll sammelen an dorop baséiert Recommandatiounen soll ausschaffen, fir d'Formationsoffer zu Lëtzebuerg reegelméisseg unzepassen.

Et ass wichteg, dass d'Offer hei ëmmer schnellstméiglech un d'Besoinen vum Marché ugepasst gëtt, fir esou d'Personal séier entspriechend forméieren ze kënnen a qualifizéiert Personal fir eisen Aarbechtsmarché ze hunn.

Gutt fanne mir och, dass d'Kontroll vun de Finanzen elo nach eng Kéier nei festgehalen gëtt. D'Beispiller vum Science Center a vum Filmfong weisen, dass et wichteg ass, d'Finanze streng ze kontrolléieren an en Abus vu Steiergelder vu vieren onméiglech ze maachen.

Et gëtt also eng ganz Rei positiv Punkten, et gëtt awer e kleng Mee: Wat eis bei dësem Gesetz opstéisst, ass den Artikel 5 zum Poste vum Direkter. Mir gesinn an dësem Paragraf, wéi en elo ass, eng Gefor vun enger méiglecher Ouverture fir eng Privatiséierung vun der Educatioun, well mat dësem Artikel, wéi en elo ass, kann eng Persoun aus dem Secteur privé sech och fir dëse Poste vum Direkter mellen.

Ech wëll hei drun erënneren, dass mir 2021 schon emol eng Kéier de Problem haten, dass den Enseignement fir de Secteur privé sollt opgemaach ginn. Déi deemoleg Regierung huet no massiver Kritik hire Gesetzesentwurf missen zrëckzéien. Hei kann een elo argumentéieren, dass et hei ëm d'Erwuessebildung geet, jo, mee dat schléisst net aus, dass dëst kéint Jurisprudenz schafen, fir an Zukunft och aner Posten am Enseignement fir de Secteur privé opzemaachen. Grad d'CSV war deemools ee vun de gréisste Kritiker vun dëser Iddi.

Mee de Projet ass awer am groussen Ganze positiv, an dowéinst wäerte mir en och matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Domat hätte mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wier d'Wuert elo fir Regierung. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och den Dammen an Hären Deputéierten e Merci fir déi Zoustëmmung. Den INFPC ass e wichteg Instrument an der Steuerung, an der Entwécklung vun der ganzer Landschaft vun der Formation professionnelle continue, a meng Virriedner hunn dat alles nach eng Kéier ënnerstrach.

Ech wëll vläicht just kuerz nach eng Kéier soen: Den INFPC läit à cheval tëschent dem ëffentleche Secteur, well e scho matgedroe gëtt vun eenzelne Ministären, an op där anerer Säit awer och dem Privatsektor, well och d'Chambres professionnelles hei enk mat-schaffen, fir ze kucken, dee Monitoring an déi Prospektioun ze maachen, wat mer vu Formation professionnelle continue virun allem am private Secteur och brauchen.

Duerfir fannen ech et eigentlech nëmmen normal, datt, géint munnech Gewunnechten, déi eigentlech och fir staatlech Verwaltungen souguer normal sinn, och en Direkter do aus dem Privatsektor ka kommen, datt dat hei och méiglech ass. Virdru war et eigentlech nëmme méiglech, datt en aus dem Privatsektor géif kommen. Mat dësem Text maache mer d'Ouverture och fir eng Persoun, déi aus dem ëffentleche Secteur kënnt. Domadder kënne mer eigentlech dee Beschte fannen, fir genau dee Pilotage vun dem INFPC do ze maachen. Wat eng delikat Aufgab ass, eng Aufgab, déi Fingerspëtzegefill brauch, a wat eng Aufgab ass, wou ee souwuel eng gutt Connaissance vum Privatsektor an den eenzelnen Orientéierungen do brauch, wéi awer och vum Secteur public. An duerfir fannen ech dat absolut normal, datt mer dëse Wee hei kënne goen.

Iech awer nach eng Kéier merci fir d'Zoustëmmung de Mëtte fir dësen Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8313. Den Text steet am Document parlementaire 8313⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8313 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Diane Adehm), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Interpellation de M. François Bausch sur les mesures pour contrer la crise du logement

An da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Interpellatioun vum Här François Bausch iwwert d'Moosname géint d'Wunnengskris. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10 an déi Lénk och 10 Minutten an duerno huet d'Regierung 30 Minutten, fir Stellung ze huelen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Auteur vun der Interpellatioun. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass heiansdo gutt, wann een e bëssen zrëck an d'Geschicht kucke geet, zemoos wann een iwwer esou e komplexe Sujet diskutéiert wéi de Logementsdossier an e bëssleche mol rappéléiert, wat am Fong an deene leschte Joerzénge zu Lëtzebuerg schonn alles ronderëm dee Sujet diskutéiert ginn ass, gemaach ginn ass a bilanzéiert ginn ass.

An ech sinn dunn op en Artikel gestouss vum 10. Februar 2005 – dat ass ee vu villen, ech hätt der nach méi kënnen eraushuelen –, dee mer awer ganz interessant geschéngt huet, deen een iwwerens och a senger Gesamtheit kéint heibanne verdeelen an nach noliesen. Da géif ee feststellen, datt viles vun deem, wat do geschriwwen ginn ass den 10. Februar 2005, och haut nach richtig ass – also den 10. Februar 2005, viru bal 20 Joer!

Den Titel vun deem Artikel – an et war am „Lëtzebuerger Land“ –, dee war: „Junckers Mea culpa zum Wohnungsbau“. An ech wëll Iech just ee Passus doraus virlesen, da kënnt Der scho gesinn, wat deemools diskutéiert ginn ass, datt een do well vill Parallele kéint feststellen zu deem, wat haut diskutéiert gëtt. An ech zitieren, do steet dann an deem Artikel: „Der Staatsminister hat in der Wohnungsbaupolitik versagt. Das stellt niemand anders fest als der Premier selbst. Dabei habe er als Staats- und Finanzminister ‚alles getan [...] um Wohnen in Luxemburg für jedermann hier im Land erschwinglich zu machen‘, beteuert Jean-Claude Juncker in seiner Rede über die politischen Prioritäten seiner Regierung in der Chamber am vergangenen Mittwoch. Dass die Politik der CSV, die das Wohnungsbauministerium seit mehr als 25 Jahren führt“ – 2005! – „angesichts jahrelang anhaltender exorbitanter Wohnpreise gescheitert ist, daran dürfte niemand mehr ernsthaft zweifeln.“ Enn vum Zitat. Also, wéi gesot, 2005 ass dat geschriwwen ginn, e Réckbléck op 25 Joer virdrun.

Iwwerens, niewebäi hunn ech interessant Saachen erëmfondt an deem Artikel. Do konnt ech mech mol selwer net méi drun erënneren, datt schonn den Här Spautz – also net den Här Spautz, deen haut hei sëtzt, mee dem Här Spautz säi Papp – an den 90er-Joren eng sougenannt „Lip-Etüd“ an Optrag ginn hat, fir ze

kucken, wéi ee kéint deen dramatesche Wunnengsbauproblem, dee mer anscheinend och an den 90er-Jore schonn haten, behiewen.

An tëschent 2000 an 2005 hat de Jean-Claude Juncker natierlech och versicht, duerch e ganze Pak vu Mesüren – a wann Der emol nokucke gitt, wat deemools gemaach ginn ass, da fannt Der der vill erëm, do gëtt et e staarke Parallellismus zu deem, wat elo haut erëm gemaach gëtt, also Aiden, Subventionen, et waren och steierlech Mesüren derbäi, also lauter Mesüren, déi virun allem natierlech op der Demande agéiert hunn – géint déi deier Logementspräisser virzegoen.

Da stellt Der awer fest, datt och deemools de Jean-Claude Juncker eeben dee Bilan gezunn huet, schonn 2005, par rapport zu deene Mesüren – also änlecher wéi déi, déi mer elo erëm haut huelen –, datt se net vill Erfolleg haten. A firwat hate se net vill Erfolleg? Mee déi si ganz séier vum Marché agepräist ginn. Um Misär vum Logementsmarché huet dat awer ganz weéneeg – fir net ze soen näischt – geännert.

De Jean-Claude Juncker huet och dunn nach eng Kéier mat sengem deemolege Logementsminister – et war den Här Boden – en neien Ulaf geholl 2006 mam Pacte Logement mat de Gemengen. Deen hat zumindest de Virdeel, datt erkannt ginn ass, datt misst méi bei der Offer gemaach gi wéi bei der Demande.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch ...

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Well jo effektiv deen éischte Paquet virdrun zimmlech gescheitert war, ass du méi bei der Offer ugesat ginn duerch dee Pacte Logement mat de Gemengen. Mee deen Ulaf, dat wësse mer och haut, deen hat vill Inko-härenzen. E war virun allem net substanziiell genuch, fir der Lëtzeburger Wirtschaft- a Wuesstumsdynamik gerecht ze ginn an dem Logementsproblem nozekommen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, den Här Di Bartolomeo wollt Iech eng Fro stellen.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Nee, Här President, den Här Di Bartolomeo stellt mir elo keng Fro. Herno, wann ech fäerdeg sinn, kann e mer selbstverständlech all Fro stellen, déi e wëllt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | ... mee elo maachen ech emol fir d'éischt meng Interpellatioun.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou. Da fuert weider, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo.

Mir hunn d'Impressioun, Här President, dass och dës Regierung nach ëmmer net erkannt huet, wat de Grondproblem ass um Lëtzeburger Wunnengsmarché.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Här President, den Här Di Bartolomeo, ech mengen, dee brauch e bëssen eng Berouegung haut de Mëtteg, hunn ech d'Impressioun. Et wär Zäit, datt e sech mol géif e bësse calméieren.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Di Bartolomeo stellt Iech d'Fro duerno an elo lauschtert en Iech no!

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här Di Bartolomeo, ech mengen, Dir hutt net d'Wuert kritt. Oder hutt Der et elo grad kritt?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wësst Der, mir geet et wéi Iech. Dir hutt ganz oft ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Bausch huet ganz eleng d'Wuert an den Här Bausch fiert elo weider mat senger Ried!

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Ech ka mech net erënneren, datt ech d'Wuert einfach esou ergraff hunn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, fuert elo weider mat der Ried.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President.

Mir hunn d'Impressioun, Här President, dass och dës Regierung nach ëmmer net erkannt huet, wat de Grondproblem vum Lëtzeburger Wunnengsmarché ass, oder vläicht och, datt se et net wëllt richtig erkennen.

Fir ze verstoen, wat zu Lëtzebuerg geschitt ass, muss ee sech ukucken, wat mat eisem Land, eisem Wirtschaftsstanduert geschitt ass. Wann Der d'Entwécklung tëschent 1992 an 2022 kuckt, da stiechen natierlech an deem heiten Zesummenhang folgend Zuelen ervir: Wann Der kuckt, wat fir e Wirtschaftswuesstum mir an där Period 1992 bis 2022 haten, gesitt Der, datt mer an der Moyenne e Wirtschaftswuesstum hate vun 3,2 % – wéi gesot, an der Moyenne. Mir haten e Bevölkerungswuesstum mat engem Plus vun 261.000 Awunner an där Period. Dat heescht, am Fong ass eis Bevëlkerung vun net grad 400.000 op haut 630.000 eropgaang. Mir hunn e Plus gehat un Aarbechtsplaze vun 319.000 Aarbechtsplazen an där Period.

Dat sinn impressionnant Zuelen, Här President, a kee Land an der Europäescher Unioun huet esou eng Entwécklung matgemaach. Dat sinn impressionnant Wuesstumszuelen. Et kann ee vläicht nach an Irland kucken, wou et e bëssen änlech Situatiounen gëtt. Mee et gëtt awer aner Regiounen an Europa, wou et änlech Situatiounen gëtt, an ech kommen nach dorobber ze schwätzen. Dass an esou engem Zenario de Marché Verknappungssignaler un de Wunnengsmaart gëtt an deementspriedend d'Präisser héich sinn an och wäerte bleiwen, ass absolut normal.

Änlech Phenomeener kann een an anere Regiounen vun Europa, wou zwar dann net d'Grenzen d'Regioun definéiere wéi bei eis, wou et awer staark wirtschaftlech Zentren gëtt, erfannen. Wann Der Iech zum Beispill ukuckt, wat an der Frankfurter City geschitt, wann Der zum Beispill géift eng Wunnengsichen an der Frankfurter City, da misst Der och do extreem vill Geld op den Dësch leeën, fir un eng Wunneng ze kommen. Frankfurt ass als wichteg däitsch Finanzmetropol, änlech wéi Lëtzebuerg, mat héije Wunnengspräisser a staarke Pendlerstréim geplot.

Fir ze mengen, dass bei esou engem staarke wirtschaftleche Wuesstum, bei esou enger Dynamik, duerch Mesüren, egal wat fir enger Natur, d'Präisser vum privaten – ech betounen: privaten! – Wunnengsmarché géifen erofgoen, ass menger Meenung no eng Illusioun. Um private Marché géifen déi Präisser nëmmen erofgoen, wann de wirtschaftlechen Drock och géif nolossen, dat heescht, wann eis Ekonomie an domadder och eist Land manner schnell géife wuessen, wat dann natierlech d'Demande géif erofsetzen an deementspriedend aner Präissignaler géif bréngen.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou en Zenario wënsche sech, mengen ech, déi weéneegst

hei an dësem Haus, well an esou engem Zenario géife vläicht d'Präisser um private Marché séier falen, mee da kréiche mer hei am Land insgesamt och ganz aner Wuelstandsproblemer an de Wunnengsproblem kréiche mer esou ganz sécher och net geléist.

Fir eis als Gréng ass et kloer, dass mir eis eng méi nohaltege an och méi innovativ Entwécklung zu Lëtzebuerg virstellen. Mee mir sinn awer och ganz kloer der Meenung, dass mer eist Land ekonomesch an och sozial musse weiterentwéckelen an dass Stéllstand oder souguer e Réckschritt fir Lëtzebuerg katastrophal wär.

Mee duerfir musse mer awer erkennen, wou de Grondproblem vum Logement zu Lëtzebuerg ass. An dee läit nun emol virun allem bei der Offer. An do gëtt et och e Lösungswee, wéi mer d'Offer vun dem abordable Wunnraum, sief et fir d'Locatioun oder och fir d'Vente, kënnen hikréien.

Ech hu gesot, dass et als illusoresch ze gesinn ass, ze mengen, fir d'Präisser um private Wunnengsmaart substanziiell erofzekréie bei där Dynamik, déi mer haut hunn. Mee wat déi ëffentlech Hand awer kann hikréien, dat ass, fir niewent dem privaten Angebot u Wunnengen e substanziielt Angebot un ëffentleche Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Dat hätt weéneeg – oder fir net ze soe keen – Impakt op d'Präisser um private Wunnengsmarché, mee et géif awer deenen, déi um private Marché keng Chance hunn, eppes ze fannen, et erméiglechen, fir dass si hiert Recht op bezuelbare Wunnraum och kéinte geltend maachen.

déi gréng, Här President, sinn der Meenung, dass mer duerfir fir déi nächst 15 bis 20 Joer en Investitiounsplan fir de Bau vun ëffentlechem Wunnraum brauchen. An dësem soll genau festgeluecht ginn, a wéi enge Regiounen wéi vill a wat fir eng ëffentlech Wunnenge solle gebaut ginn. Wichteg wär et och, prezis landesplaneresch Krittäre festzeleeën, dat heescht, zum Beispill opzepassen op d'Mixitéit an den Urbanismus vun eise Stied an de Gemengen, an och derfir ze suergen, dass d'Funktionalitéiten an eiser Gesellschaft, wéi Wunnen, Schaffen a Fräizäit, zesummegeluecht ginn. Mir brauchen net nëmme Quantitéit, mir brauchen och eng Qualitéit am Wunnengsbau. Mir brauche liewenswäert Wunnengen a Quartieren, urban Raim, wou ee sech gären ophält.

Mir schwätzen hei och vun engem Besoin un erschwénglechem ëffentlechem Wunnraum, deen en Investitiounspak a Milliardenhéicht duerstellt. Staat, Gemengen an ëffentlech Bauträger mussen hei zesummen aktiv ginn, fir esou e Plang ze stemmen. A wann déi ëffentlech Bauträger zesummen esou e Milliardenpak iwwer 15 bis 20 Joer lancéieren, dann ass dat an engem e formidabile Konjunkturprogramm fir déi privat Baubranche, well et wär jo si, déi dës Wunnengsbauprogramm dann och misst ëmsetzen, spréich d'Wunnenge misst herno bauen.

Mir kréien dee Problem vum Accès zum erschwénglechem Wunnraum net mat alen, schonn x-mol probéierte Mesüren oder mat Gepiddels bei der Schafung vun ëffentlechem Wunnraum an de Grëff. Mir brauchen heifir kuerz- a mëttelfristeg e Plang mat substanziielle finanzielle Moyene fir de Bau vun ëffentlechem Wunnraum als Complement zum private Marché, wou, soulaang, wéi gesot, wéi déi Wirtschaftsdynamik zu Lëtzebuerg esou ass, wéi se ass, d'Präisser wäerten héich bleiwen.

Natierlech gehéieren heizou och Iwwerleeungen a Richtung méi héich a méi dicht bauen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg mat déi schlechteste Wäerter an der Europäescher Unioun a punkto Awunner pro Quadratmeter. Mir leeschten ons hei en enorme

Luxus, wëssend, dass de Meeterkaree Bauland hei am Land ee vun deenen deiersten an der Europäescher Unioun ass. Op Plazen, wou vill Aarbechtsplaze sinn, wou e gudden öffentliche Transport ass, wou eng gutt Noversuergung existéiert, muss méi héich an och méi dicht kënne gebaut ginn. Mir mussen eis awer duerfir och seriö iwwert d'Bautereglementer hei am Land ënnerhalen, och iwwer esou Saache wéi zum Beispill de Parkraummanagement, deen och oft d'Wunnengen onnëtz verdeiert. Dat gëtt iwwregens entre-temps och am private Secteur confirméiert, datt dat esou ass.

Wann de Premier seet, et misst méi dicht a méi héich gebaut ginn, dann ass dat fir mech just e waarmen Appell, dee menger Meenung no zu näischt féiert, wann een net gläichzäiteg iwwert d'Gemeereglementatiounen wëllt schwätzen. Et soll och hei net drëms goen, fir déi kommunal Autonomie grondsätzlech a Fro ze stellen. D'Gemeenge brauchen déi sécherlech, well et si si, déi bei de Baugeneemegunge mussen par rapport zu de Biergerinnen a Bierger riichtstoen. Mee ouni dës kommunal Autonomie grondsätzlech a Fro ze stellen, muss et awer méiglech sinn, am nationalen Interessi, am Interessi vum Recht op erschwéngleche Wunnraum fir all Mënsch, déi kommunal Reglementatiounen ze iwwerschaffen an eng Rei national Richtlinie festzeleeën, déi eis zolidd kéinten hëllefen, beim Bau vun erschwénglechem Wunnraum méi séier weiderzekommen.

Jiddwereen, de Staat, d'Gemengen an och all déi aner öffentliche Bauträger, muss sech bewusst sinn, dass, wa mer de Problem vum Accès zu erschwénglechem Wunnraum an deenen nächsten 10 bis 15 Joer net an de Grëff kréien, dat zu kaum nach ze liewende soziale Spannungen am Land wäert féieren. Déi deier Wunnenspräisser hunn haut schonn en enormen Afloss, zum Beispill op d'Lounfuerderunge bei Kollektivvertragsverhandlungen hei am Land. Wann ee muss mindestens d'Hallschent vu sengem Loun eleng fir de Loyer vun der Wunneng ausginn, dann ass et kloer, da kritt een d'Enner net méi zesummen. D'Wunnensproblematik ass och e weesentlechen Deel vun der Aarmutsproblematik, déi am räiche Lëtzebuerg leider ganz aktuell ass.

Mee doriwwer eraus wäert och eise wirtschaftleche Modell zolidd a Fro gestallt ginn, wa mer dat doten net behuewe kréien. Dee wäert dann net méi fonctionéieren. Eist Land wäert fir Mënschen, déi hei Aarbecht sichen, ëmmer méi onattraktiv ginn, well eng uerdentlech an erschwénglech Wunneng ass dee wichtigste Facteur fir de Mënsch, fir seng Liewensqualitéit, fir datt e kann uerdentlech hei liewen an och schaffen.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Wa mer déi net méi kënne garantéieren, kréie mer och net méi déi néideg Aarbechtskräften an d'Land, déi mer dréngend brauchen.

Et stellt sech natierlech d'Fro: Wéi finanziéiere mer esou en decken nationalen öffentlichen Investitionsprogramm fir erschwéngleche Wunnraum respektiv wéi soll de Staat un d'Terraine kommen, fir déi vill Wunnengen do kënnen ze bauen? Dat zemoos an Zäiten, wou d'budgetär Keess net méi déck gëtt, mee éischter méi kleng.

Als Éischt ass et natierlech kloer, dass de Staat, d'Gemengen an all déi aner öffentliche Bauträger emol direkt a schnell déi Terraine bebaue mussen, déi haut an hirem Besëtz sinn. Hei muss d'Bebauung beschleunegt ginn. Mee fir dat kënnen ze maachen, mussen d'Gemengen och encouragéiert gi matzespillen, wat nach laang net ëmmer de Fall

ass. Dat hunn ech selwer misse méi wéi eng Kéier materliewen.

Mir mussen virun allem natierlech och do usetzen, wou et grouss Potenzial gëtt, wou de Staat sech och zum Deel Terrain mat Privaten deelt a wou och scho virdru gewëssen Aktivitéiten do waren. Ech denken do natierlech virun allem un d'Friches industrielles, d'Beispill vu Wolz, dat ass jo e Projet, dee leeft, mee awer och zum Beispill Esch/Schöffleng. Mee et gëtt och nach eng ganz Rei anerer, wou ee sech kann denken, datt de Staat mam Privatsektor zesumme ka relativ séier flott a grouss Projekte maachen.

Mee wann ech gesot hunn, dass mer d'Präisser um private Marché kaum ofgesenkt kréien, soulaang mer esou eng enorm sozioekonomesch Entwécklung hei am Land hu wéi an deene leschten 30 Joer, dann ass et jo och kloer, dass vill Acteuren um private Wunnensmarkt weider wäerte ganz héich Plus-waalen astiechen, an dat mat enger am Verhältnis zum Ausland ganz – an hirem Interêt – generéiser Besteuerung.

Ech wëll hei och soen, dass mir natierlech net wëlle konfiskatoresch virgoen. Et geet net dorëms. Mir sinn net der Meenung, dass een um private Marché immobilier zum Beispill keng Sue méi soll verdéngen. Dat ass net eis Meenung, ganz sécher net. Mee mir sinn awer der Meenung, dass et méi gerecht muss virgoen, datt méi gerecht muss gedeelt ginn. Nom Motto, wéi et och an Däitschland heescht an och an der Verfassung steet, „Eigentum verpflichtet“ misst d'Allgemengheet awer méi wéi an der Vergaangenheet un dem Meerwäert, deen um private Marché besteet, bedeelegt ginn. Dat d'autant plus, well jo vill vun deem Meerwäert duerch d'Aktioun vun der Allgemengheet, also vun der öffentlecher Hand, entsteet.

Wa mer zu Lëtzebuerg an der Moyenne iwwer 30 Joer 3,2 % Wirtschaftswuesstum haten, da war dat jo, well eis Ekonomie deementspreechend fiskalesch oder duerch Investitiounen an öffentliche Infrastrukture mat Steiergelder finanziéiert ginn ass. Dat heescht, dee Wirtschaftsboom, vun deem vill privat Baupromoteure konnte profitéieren, ass finanziell zolidd öffentliche begleet ginn, soss wär en net méiglech gewiescht.

Wann op Gemengenniveau öffentliche Akte gesat ginn – wat zum Beispill an deene leschten 10, 15 Joer och geschitt ass, well sämtlech PAGen am Land sinn iwwerschafft ginn, d'Bauperimeetere sinn éischter méi grouss gi wéi méi kleng, dat heescht, zum Beispill och andeems d'Baudicht oder d'Héicht zolidd eropgesat gi sinn –, dann huet dat bei eiser wirtschaftlecher Dynamik schnell zu enormer Wäertsteigerung vu privaten Terrainen oder Immobilie gefouert, déi am Bauperimeter louchen oder drakomm sinn. An déi sinn entstanen reng duerch öffentliche Akten, déi gesat gi sinn. Do huet deen Eenzelne selwer guer kee Meritt dorunner.

Et wär duerfir menger Meenung no nëmmen normal, wann de private Marché hei senger Verantwortung géif nokommen an en Deel vun dësem Meerwäertsteigerung géif un d'Allgemengheet zrëckginn, fir dass de Staat, d'Gemengen an d'öffentlech Bauträger mat deene finanzielle Mëttel kéinten erschwénglechen öffentliche Wunnraum als Complement schaffen.

Une voix | Ganz gutt!

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Dofir si mir der Meenung, dass d'Regierung esou séier wéi méiglech um steierlechen Niveau eng Rei Saache muss virubréngen. Mir brauchen dréngend e Steierpak, zousätzlech zu deem, deen elo op den Instanzewee bruecht ginn ass, deen op där enger Säit de Leerstand mobiliséiert, dat heescht virun allem

d'Baulücken an de Bauperimeetere, a wou awer och d'Plus-waue beim Verkauf vun Immobilien a Bauland méi gerecht besteiert ginn an de Staat do och en Deel vun de Recettë kritt. Dës Einnahme solle vum Staat an de Gemengen zweckgebond fir de Financement vun erschwénglechem öffentliche Wunnraum genotzt ginn. Wa mer dat net maachen, da wäert de Wunnensbauminister mat eidelen Hänn dostoan a kaum virukommen, fir deen ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft de laangwierige Prozeduren ass och d'Zréckhale vu Bauland ee Grond vun der lueser Steigerung vu Wunnraum. Mee anstatt elo iwwer eng allgemeng Auswäitung vum Bauperimeter ze phantasmieren, müssen emol schnell d'Baulücken innerhalb vun den Uertskaeren oder de Stadkäre fir de Wunnensbau mobiliséiert ginn.

Am Moment besëtz eng Minoritéit vu private Betreiber 90 % vun den direkt bebaubare Lücken. Am Endeffekt handelt et sech hei ëm genuch Bauland, fir de Besoin vu Wunnengen iwwer Joren ewech ofzedecken. Déi viereg Regierung hat e Gesetzesvorschlag fir d'Afféierung vun enger Mobiliséierungssteuer vun onbebaute Bauland genausou wéi eng Steuer op eidel stoende Wunnengen deposéiert. Mir mengen, dass déi Texter elo wierklech schnell missten ëmgesat ginn, well déi brauche mer, wa mer wëllen an der Problematik vun der Wunnensnot weiderkommen.

Déi aktuell Regierung huet sech an deenen éischte véier Méint, wou se elo am Amt ass, drop konzentriert, fir an der Kris der Baubranche allgemeng ënnert d'Äerm ze gräifen an d'Privathaushalter an d'Betreiber ze stäerken, déi ënnert de schnell usteigenden Zënse leiden. Mir fannen dat gutt a mir fannen dat och richtig, an dat huet och misse gemaach ginn, dat soe mer ganz kloer. Si huet och a ville Punkten do an der Kontinuitéit zu deem gehandelt, wat schonn déi lescht Regierung gemaach huet. Dat fanne mer ok, och wa mer verschidde Mesure vun där neier Regierung net esou sënnavoll fanne respektiv se anescht gestalt hätten. An ech hunn iwwregens och véier Amendementer ... oder nee, et sinn der méi insgesamt. Zu véier verschidde Punkten hunn ech Amendementer ofgi beim Chamberspräsident zu deem Gesetz, wat schonn deposéiert ginn ass.

D'Augmentatioun awer vun de finanzielle Mëttel fir den Opkauf vu sougenannte „VEFAen“ ass zum Beispill eiser Meenung no och e Wee an déi richteg Richtung, och wann dat nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass, wat gemaach ginn ass. Mir sinn awer natierlech frou, datt deen haitege Minister méi Moyene kritt huet, wéi dat an der Regierung virdrun de Fall war, wou säi Virgänger, den Henri Kox, och ëmmer gär méi gehat hätt an ëmmer gesot ginn ass: „Dat geet net!“ Mee egal, mir fannen et richtig, datt méi VEFAe kaaft ginn. An duerfir ass dat op alle Fall e Wee, deen an d'Richtung geet, datt den öffentliche Wunnraum méi grouss gëtt zu Lëtzebuerg.

Dat, wat awer elo insgesamt um Dësch läit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kënne mer net verkafen, et mer leed, als Paradigmewissel vun enger offensiver öffentlecher Wunnensbaupolitik. Duerfir brauche mer menger Meenung no, wéi gesot, en öffentlichen Investitionssplang, deen iwwer 15, 20 Joer geet, wou mer kloer definéieren a kloer och d'finanziell Moyene ginn, fir kënnen do um öffentliche Wunnensmarkt méi aktiv ze ginn. Dat ass e Plang, ech hunn et gesot, do schwätze mer net vun Honnerte Milliounen, mee éischter vu Milliarden, déi mer iwwer 15, 20 Joer brauchen, wa mer wëlle wierklech déi Objektiv do errechen. Den Objektiv muss sinn, dass déi öffentliche Hand do agräift, wou de Marché eebe blann ass. Déi sozial Kollateralschied

vun der Wunnengsnout sinn haut schonn enorm a riskéiere fréier oder spéider, de sozioekonomeschen Zesummenhalt an de Fonctionnement vun eisem Land a Fro ze stellen.

Mir fannen et an där Hisiicht och wirklech net glécklech, datt d'Regierung net méi breet d'Acteuren zesummen op de Logementsdësch invitéiert huet. Bon, et sinn der zwar elo nach eng Rei noinvitéiert ginn, mee mir wëssen all: Dat sinn dann esou Gespréicher pour la forme, déi dann och nach gemaach ginn. Mir hätten et wirklech besser fonnt, an do sinn ech averstanen dermat, wat de Premier gesot hat bei senger Deklaratioun, fir net endlos op engem Dësch ze diskutéieren, mee datt ee wirklech déi Méint hei bis de Summer profitéiert hätt, fir an enger nationaler Dynamik vill méi breet mat den Acteuren ze diskutéieren iwwert déi ganz Logementsproblematik. Dat heite gesäit awer ze vill eesäiteg aus an huet eebe schonn e schlechten Nogeschaamach – loosse mer esou soen –, fir déi Diskussioun du unzuegoen. Mee bon, ech mengen, et ass net ze spéit fir d'Regierung, fir et nach besser ze maachen.

Op alle Fall menge mir, datt et an d'Richtung muss goen, fir wirklech méiglechst vill finanziell Mëttelen ze mobiliséieren, fir dann och ëffentleche Wunnraum ze schafen, well dat ass de Schlëssel, fir datt mer herno och jiddwerengem en Accès kënnen ginn zu enger erschwénglecher Wunneng op eisem Marché.

Här President, ech wëll ofschléissend eng Motioun deposéieren. Et ass eng méi laang Motioun, mee do steet zimlech alles dat dran, wat ech elo gesot hunn, och mat eise Fuerderungen. Déi Motioun gëtt och ënnerstëtzt vun de Kolleeginnen a Kolleegen vun der LSAP, de Piraten an deene Lénken. An ech wëll déi heimadder deposéieren an ech hoffen, datt déi Motioun mat enger breeder Majoritéit hei gestëmmt gëtt.

Merci.

Motion 1

« relative à la lutte contre la crise du logement »

La Chambre des Députés,

considérant

– la difficulté pour une part croissante de la population d'accéder à la propriété au Luxembourg face aux prix toujours élevés sur le marché privé et l'augmentation des taux d'intérêt pour crédits immobiliers ;

– les prix élevés sur le marché locatif par rapport au revenu disponible des ménages ;

– la diminution de l'activité dans le secteur de la construction suite à des coûts de construction croissants et l'augmentation des taux d'intérêts ;

– les mesures déjà annoncées par le Gouvernement se focalisant principalement sur la stimulation de la demande ainsi que la simplification ponctuelle des procédures ;

– l'importance de soutenir prioritairement l'augmentation de l'offre de logements et avant tout l'offre de logements abordables ;

– l'inaptitude du marché de logement privé au cours des dernières décennies à garantir le nombre suffisant de logements abordables face à une croissance importante du PIB, de l'emploi et de la population ;

– le nombre faible de logements abordables en main publique par rapport au marché privé, ne suffisant pas à satisfaire la demande en logements abordables, malgré une augmentation des investissements afférents au cours des dernières années ;

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant

pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie,

invite le Gouvernement

– à établir un plan d'investissement national en faveur de la création de logement abordable public dans lequel, suivant une analyse des besoins, sont définis les projets qui seront réalisés par l'État au cours des prochaines 15 à 20 années, avec comme objectif de constituer un parc immobilier public suffisant pour assurer un logement abordable à tous ;

– à garantir le financement de ce plan d'investissement par une politique budgétaire proactive et ambitieuse, en recherchant de nouvelles sources de financement pour l'État, dont notamment une imposition des plus-values immobilières réalisées suite à des décisions administratives, comme p. ex. l'augmentation de la densité permise au niveau d'un terrain à bâtir ;

– à prioriser la mise en œuvre des projets de l'impôt à la mobilisation de terrains, du projet de loi dit « Baulandvertrag », du mécanisme de remembrement ministériel et de l'impôt sur la non-occupation de logements afin de soutenir davantage l'augmentation de l'offre de logements et de générer des recettes fiscales supplémentaires pouvant financer la construction de logements abordables ;

– à prioriser la simplification des procédures communales notamment par une harmonisation des règlements sur les bâtisses, une réduction du nombre obligatoire de places de parking par logement créé et une densification contraignante et ciblée aux endroits pertinents ;

– à introduire des objectifs contraignants de logement abordable pour chaque commune afin d'accélérer la création de logements abordables au niveau communal en cohérence avec le plan d'investissement national prémentionné.

(s.) François Bausch, Taina Bofferding, Marc Goergen, Meris Sehic, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Bausch erlaabt Der, datt den Här Di Bartolomeo Iech nach eng Fro stellt? Här Di Bartolomeo.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Selbstverständlech. Elo hat ech e bal vergiess.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi kënnst Der? Ma ech wollt eigentlech virdru just den Här Bausch drop opmierksam maachen, dass och eis Chamber eng ganz gutt an iwwerluechten Aarbecht zu deem doten Domän gemaach huet an de Joren 2002 bis 2004, iwwer Interpellatioun, Débat d'orientation, mat enger ganzer Kuelebootsch vu Motiounen, wou ech ganz vill Inhalt an deenen haitegen Diskussiounen erëm fannen. Et war also net, fir dem Här Bausch e Been ze stellen – wéi kéint ech och? – ...

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Nee, dat hunn ech och net esou geduecht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... oder fir en entgleisen ze loosnen – wéi kéint ech och? –, mee fir en drop opmierksam ze maachen, dass et e Feeler wär, fir dës Chamber net an deenen Diskussiounen dës le début ze associéieren. Voilà, dat war dat, wat ech wollt ergänzend dozou soen. A merci, Här President, dass ech d'Wuert krut.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, dat war awer elo keng Fro, déi Der gestallt hutt.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här President, ech wollt ...

M. Claude Wiseler, Président | Am Prinzipp, wann Der d'Wuert hutt, ass et, fir eng Fro ze stellen, an net, fir e Kommentar ze maachen.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Ech wollt dem Här Di Bartolomeo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Majo, Här President, dann d'Fro, ob den Här Bausch sech dorun erënnert.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, do musst Der elo net onbedéngt drop äntweren.

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här President, ech kann den Här Di Bartolomeo éischters berouegen: Als gudden Eisebunner entgleisen ech net esou séier. An zweetens: Natierlech erënnere ech mech dorunner, mee ech erënnere mech nach u ganz aner Debatten, Här Di Bartolomeo. Mir kéinten och nach dem Här Wolter säin IVL-Konzept mat eranhuelen. Dat hat och vill mat Wunnengsbau a Wunnengsmarché ze dinn. Also, déi Diskussiounen, déi sinn zënter ... Also ech sinn 1989 fir d'éischt an d'Chamber komm. Ech war vun 1989 bis 2013 an dëser Chamber an der Oppositioun a während där ganzer Period hu mer Diskussiounen gefouert iwwert de Logement, déi quasi Copy-Paste ware vun deem, wat mer haut diskutéieren. A mir si gréisstendeels ni zu eppes komm, well mer net genuch Moyenen agesat hu fir den ëffentleche Wunnraum. Dat ass de Grondproblem. An do gëtt et eeben och aner Regionnen an Europa, déi dat anescht gemaach hunn. Duerfir stinn déi haut besser do wéi mir.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et wär gutt, wa mer e Logementsminister gehat hätten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

An dann ass et elo um éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorablen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert. Här Donnersbach.

Débat

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Här President, säit dem Regierungswissel am November, muss ech Iech soen, datt verschidde Saache mech hei an der Chamber iwwerraschen. Besonnesch verschidde Froen, Feststellungen, déi eeemoleg Regierungsmemberen, déi déi lescht fënnf voire zéng Joer an der Verantwortung waren, op eemol hunn. An déi Interpellatioun ...

(Interruption)

An déi Interpellatioun haut vum Här Bausch ass grad esou e Beispill, wou ech mech froen: Ma wie war dann an de leschte fënnf Joer zoustänneg fir de Logement ...

Plusieurs voix | A!

M. Alex Donnersbach (CSV) | ... a besonnesch fir den abordable Logement zu Lëtzebuerg? War do net dem Här Bausch säi Parteikolleg, den Henri Kox, dofir responsabel?

(Interruption et hilarité)

Ass et dowéinst ...

M. Claude Wiseler, Président | Schwätzt Dir roueg weider. Loosst Iech net dekonzentrierte vun den Zwëscherf.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Ass et dowéinst net komesch, wann dräi Méint no de Walen op enger Pressekonferenz op eemol e Plang gefuerdert gëtt, deen iwwer eng Zäitschinn vu 15, 20 Joer soll

festleeën, wou a wéini effentlech Wunnenge gebaut solle ginn? Da froen ech mech: Firwat ass dee Plang net virduo komm? War et net e grénge Minister, dee responsabel war fir de Plan sectoriel? Firwat gouf dann esou e Plang net an deem Kader presentéiert? Froen iwwer Froen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dann hunn ech och kee Mea culpa héieren haut hei. E Mea culpa, deen de Jean-Claude Juncker 2005 gemaach huet, wéi den Här Bausch richteg gesot huet, mee haut hunn ech hei keen héieren. No zéng Joer Regierungsbedelegung ass d'Situatioun am Logement méi schlëmm wéi 2013. D'Präisser sinn duebel sou héich an et ass haut nach méi schwéier, un e Logement ze kommen, wéi dat deemools de Fall war.

Da liesen ech am Communiqué vun déi gréng, dass dës Plang ënner anerem duerch eng Mobiliséierungssteuer soll finanziert ginn, an och dat, wat elo hei gesot ginn ass, dass d'Regierung elo opgefuerdert ass, dass der selwechter Viteess wéi déi éischt Mesüeren och déi Mesüeren ëmzesetzen.

Ma och bei där Fuerderung hunn ech gemengt, ech wär am falsche Film. Zéng Joer sinn an d'Land gezu dass grénge Regierungsbedelegung, ouni dass d'Mobiliséierungssteuer duerchkomme ass. Do hätte se vläicht besser mat hire roude Koalitionspartner solle schwätzen, déi den Inneministère während all där Zäit haten.

(Interruption)

Et gouf ee Joer virun de Wahlen, d'lescht Joer, wuel e Gesetzestext deposéiert, ...

(Interruption)

... mee säitdeem ass den Dossier roueg bliwwen an e war ugekënnegt während där ganzer Zäit, gradesou wéi de Remembrement ministériel oder de Baulandvertrag, dee scho säit Joren deposéiert ass a wou sech absolutt näischt gemaach huet.

Contrairement zu anere Projeten, ...

(Interruption)

... déi am leschte Joer iwwerstierzt am Juli a leschter Minutt ofgestëmmt gi sinn, gouf et bei all dëse Projekte keng Urgence. Dass ass dat mannst, wat ee ka soen. An elo op eemol dass der neier Regierung kann näischt méi schnell genuch goen. Wat an de leschte fënnf Joer, de leschten zéng Joer net gemaach gouf, soll elo an dräi Méint um Dësch leien. Bei esou vill Amnesie a Verdrängen, do muss ech Iech soen, Här President, do kënn een aus dem Staunen net eraus.

D'Wunnungsbauproblematik respektiv d'Problemer vum Secteur si vun der CSV duerch d'Stëmm vum Marc Lies iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm thematiséiert ginn.

(Interruptions)

An deem Kontext huet de Marc Lies eng sëlleg konkret Proposition gemaach, fir am Wunnungsbau méi séier virunzekommen, dass alles zu enger Zäit, wou de Bausecteur nach net an der Kris war – eng Kris, déi sech an de leschten zwee Joer awer lues a lues ugekënnegt huet an déi d'CSV erkannt huet. Net fir näischt hunn dowéinst ugangs 2023 de Marc Lies, de Gilles Roth an d'Elisabeth Margue eng Proposition de loi mam Titel „Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier“ deposéiert, well mir als CSV deemools erkannt hunn, dass de Bausecteur séier a kuerzfristeg gehollef misst kréien.

Dunn huet et mol nach en halleft Joer gedauert, bis déi deemoleg Regierung en éischte Mesürepak geholl huet, fir dem Constructiounssecteur ënnert d'Äerm ze gräifen. Do kann een haut awer mat

Sécherheet soen, dass déi Mesüeren net duergaange sinn, weeder fir de Marché ze dynamiséieren nach fir méi Wunnraum ze schaffen. An deem Kontext war och d'Ausso an dem Communiqué vun déi gréng vu leschter Woch revelateur, wou geschriwwen gëtt, dass een am Moment zum Deel an enger Baukris ass. Nee, léif Kolleegen, mir si matten an der Baukris. Dass spigelt sech kloer an de Chiffere vum Bau erëm, wou nëmmen nach d'Hallschent vun de VEFAen aktuell gebaut ginn.

De Logement war niewent der Kafkraafterhalung vun de Leit nämlech ee vun den Hauptkampftheemae vun der CSV an deemno och vun de Koalitionsgesprécher. Ech hat an deem Kontext d'Chance, fir d'CSV de Lead am Logementsgrupp kënnen ze iwwerhuelen, an do kruten d'Majoritéitspartei vum den Experten aus dem Secteur genee beluecht, wéi ugespaant an akut d'Situatioun um Wunnungsmaart an dem Bausecteur ass.

(Interruption)

Dat ware Gesprécher souwuel mat de privaten Acteuren wéi och mat den effentleche Bauträger wéi dem Fonds du logement an der SNHBM. Do si Saache gesot ginn, déi och hiren Nidderschlag am Accord de coalition fonnt hunn.

D'Fro, déi an der Interpellatioun elo och opgeworf ginn ass, ass, ob déi aktuell Léisungen zur Kris éischter op der Säit vun der Offer oder Demande ze siche sinn. Zu Lëtzebuerg si mer an der spezieller Situatioun, dass mer aktuell e Problem hu souwuel mat der Demande wéi mat der Offer. Dowéinst sinn d'Léisungen och op béide Säiten ze sichen.

Kuerzfristeg hu mer am Moment en Demandeproblem. Et kafen net genuch Leit Wunnengen. Duerch geet d'Bauaktivitéit erof an doduerch si mer och an der Baukris.

Une voix | An d'Präisser, Här Donnersbach?

M. Alex Donnersbach (CSV) | Den Hauptgrond sinn heibäi déi aggressiv Zënshaussen am leschte Joer, duerch déi d'Unzuel vun de VEFAen erofgaangen ass. Also ass et richteg, dass kuerzfristeg den Akzent elo op d'Demande gesat gëtt, fir ze hëllefen, erëm Schwong an de Bausecteur ze kréien. Et géllt, ze verhënnern, dass Honnerte vun Aarbechtsplazen am Bausecteur verluer ginn an doriwwer eraus dass et zu engem komplette Stillstand um Wunnungsmarché kënn.

Dowéinst begrëssen ech ganz ausdrécklech déi zousätzlech steuerlech Mesüeren, déi d'Regierung innerhalb vun hiren éischten 100 Deeg ugekënnegt huet. Heizou gehéiert ënner anerem, dass während dem Joer 2024 de bëllegen Akt fir d'Eegenheem vun aktuell 30.000 op 40.000 Euro eropgesat gëtt. Donieft wäert et jo och méiglech sinn, de bëllegen Akt bis zu 20.000 Euro ze kréien, wann een an eng Wunneng investéiert. Och eng wichteg Neierung ass d'Méiglechkeet fir den Employeur, senge jonke Salariéen eng Prime de logement ze iwwerweisen, wou 25 % steuerfräi sinn. Doriwwer eraus kënnen déi eenzel Leit a Familljen hir Scholdzënse an den éischte fënnf Joer bis 4.000 Euro vun hire Steieren ofsetzen amplaz vun haut 3.000. Doriwwer eraus gëtt och nach d'Subvention de loyer fir d'Stëit mat Kanner vun aktuell 40 Euro pro Kand pro Mount op 80 Euro eropgehuwen.

Dass ass also keen eesäitege Pak, wéi dat hei ugedeit gouf. Hei gëtt eppes gemaach, fir engersäits de Leit ze hëllefen, sech eng Wunneng ze leeschten, a si am Alldag ze entlaaschten, an anerersäits ze kucken, dass erëm Schwong an de Bausecteur kënn.

An deem Kontext huet d'Regierung och beschloss, fir verschiddenen Dealer vum Bausecteur d'Méiglechkeet

opzemaache fir Kuerzzäitaarbecht. Och dass ass e wichtige Schrëtt, fir d'Kris am Bausecteur ze bekämpfen.

Ma et ass awer och richteg, dass mer niewent dem akuten Problem bei der Demande hei zu Lëtzebuerg en akuten Problem mat der Offer hunn, dee souwuel kuerzfristeg, mëttelfristeg wéi laangfristeg ass. Fir dee Problem vun der Offer unzegoen, mussen mer et fäerdegbréngen, dass an den nächste Joren hei zu Lëtzebuerg méi Wunnengen op de Marché kommen, souwuel effentlech Wunnengen fir de Logement abordable wéi och Wunnengen vum Privatsecteur fir de fräie Marché.

An deem Sënn sinn ech net d'accord, dass d'Léisung vum Problem hei exklusiv iwwert de Logement abordable geet. Et muss op alle Fronten ugepaakt ginn, fir méi Wunnengen zur Dispositioun ze stellen. Dowéinst begrëssen ech ganz besonnesch, dass d'Regierung sech innerhalb vun den éischten 100 Deeg och mat den Acteuren aus dem Secteur zesummege-sat huet, fir ze kucken, wou et am Alldag Problemer gëtt a wéi mer kënnen zesummen – Staat, Gemeengen, Privatsecteur – méi séier an dësem wichtigen Thema weiderkommen.

Den Ënnerschied zu fréier: Do gouf virun allem iwwert de Secteur geschwat. Mir hu mam Secteur geschwat an hinnen nogelauschert an dann éischt Konklusione gezunn, un deenen elo an Aarbechtsgruppe weidergeschafft gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Prozedur beim Logement sinn dobäi e wichteg a komplex Thema. Engersäits sinn d'Prozeduren natierlech do, fir d'Rechter, fir d'Sécherheet, fir d'Natur ze schützen, anerersäits kann et och net sinn, dass déi selwecht Prozeduren esou opwändig ginn, esou ineffikass ginn, dass et net méi méiglech ass, d'Land virunzebréngen, dass alles blockéiert ass, dass d'Käschten net méi am richtigen Equilibre zu de gewünschten Ziler sinn. Dowéinst huet dës Regierung an hirem Koalitionsprogramm festgehalten, d'Prozeduren am Wunnungsbau allgemeng ze iwwerschaffen an do, wou et noutwendeg ass, och ze iwwerpräiwen, ob den Opwand proportional zum Zil ass.

Och hei kann een nëmme staunen, wann een op der Pressekonferenz vun déi gréng héiert, dass nëmmen d'Gemeengeprozeduren de Problem sinn. Jo, och d'Gemeengeprozedur sinn e Problem an och do sinn eng ganz Rei Léisungen ugeduecht, mee net nëmmen. Et gëtt och Prozeduren am Naturschutz gradesou wéi am Kulturgesetz, déi een net aus den Ae sollt verléieren. Wann ee Problemer, déi dës Gesetzer reegelméisseg um Terrain mat sech bréngen, net wëll gesinn, dann ass een entweder blann oder et wëll ee se net gesinn.

E klengt Beispill, dass mer vun den effentleche Bauträger während de Koalitionsverhandlungen gezielt kruten, weist, dass Prozedur vun all Zort kënnen e Problem sinn. Hei geet et elo spezifesch ëm déi nei Prozedur am Kulturgesetz. Zu Rëmerschen, wou d'SNHBM wäert 40 Haiser bauen, ass e Lach vu plus oder minus 6.000 Meeterkibb opgegruene gi wéinst deene verpflichtenden archeologesche Sondagen, déi mam neie Gesetz vum 25. Februar 2022 noutwendeg sinn. Am Endbericht ass absolutt näischt Relevantes fonnt ginn.

D'Resultat war awer, dass d'SNHBM éischters 6.000 Meeterkibb Buedem huet misse fortféieren an dann natierlech en contrepartie 6.000 Meeterkibb nees mat tragfäigem Buedem huet misse opfëllen. Et war leider net sou, dass de Buedem nees zeréck an d'Lach konnt gefëllt ginn, well d'Tragfäegkeet vun den Haiser net gi wär.

De Coût vun dëser Operatioun war ronn 318.000 Euro hors TVA, déi déi ëffentlech Bauräger integral hu missen iwwerhuelen. Wuel gesäit d'Gesetz vir, datt déi archeologesch Sondagen zu 50 % matfinanzéiert ginn, mee dat ass awer net de Fall bei de Follgekäschten. Ganz konkret ass duerch dës Prozedur all eenzelt Haus 8.000 Euro méi deier ginn an d'Regulatioun vum ganze Projet ass doduerch natierlech och net méi séier ginn.

Dat ass e gutt Beispill, wou ee sech muss froen, ob an dësem Fall d'Mesures de précaution fir eventuell archeologesch Entdeckunge proportionell zu de Coûts an dem Zäitverloscht sinn, déi doduerch entstinn. Ech fannen net. Dowéinst steet och am Koalitiounsofkommes, datt genau déi do Prozedur op de Leescht geholl soll ginn. Dat ass ee Beispill. Et gëtt nach iwwerall an deene verschiddene Beräicher änlecher, och am Gemengeberäich, an dowéinst ass et och wichteg, datt déi elo attackéiert ginn.

Ofschléissend wëll ech och nach eng Kéier driwwer schwätzen, dass ech iwwerrascht sinn iwwert de Virwurf, dass nëmmen de private Marché soll ënnerstëtzt ginn. Dobäi huet d'Regierung, grad dës Regierung, mat hiren éischte Mesuren e groussen Invest an den abordable Wunnraum ugekënnegt. 480 Milliounen solle bis 2027 an den Opkaf vu VEFAe gestach ginn. An domat gëtt de Park vun ëffentleche Wunnengen erheeblech erweidert. Och d'Aide à la pierre, fir datt d'Gemengen a sozial Promoteure kënnen Logements abordables kreéieren, gëtt vun d'lescht Joer 176 Milliounen op d'nächst Joer 431 Milliounen eropgesat. Insgesamt ass d'Enveloppe am Staatsbudget vun 2024 ëm 29 % par rapport zu 2023 geklommen. Do wäerte mer geschwënn no un déi Milliard kommen, déi elo virduu vu mengem Virriedner gefuerdert gouf.

Et kann een also definitiv net soen, dass dës Regierung net an den ëffentleche Wunnraum investéiert. Au contraire, et gëtt esou vill investéiert wéi nach ni.

Ma fir och an der Zukunft de Park vun ëffentleche Wunnengen auszubauen, sinn niewent der SNHBM an dem Fonds du logement souwuel de Privatsektor wéi och d'Gemengen e wichtige Partner. Bei de Gemengen ass et gutt, datt si weiderhi mat den néidege Moyenen ënnerstëtzt ginn, ma de Staat muss och déi richteg Ureizer schafen, fir datt d'Gemengen nach weiderhi wëllen an de Logement abordable investéieren. Hei gëllt et och erëm ze kucken, bürokratesch Hürden ofzubauen an déi Reegelen, déi ze strikt sinn, un d'Realitéit unzepassen.

Ech deelen d'Analys an ech mengen, ech hat virun zwou Wochen och schonn hei gesot, datt de Problem vum Logement hei zu Lëtzebuerg net nëmmen e Problem duerstellt, well et schwéier ass, eng Wunneng ze fannen, mee well en och den Aarmutsrisiko erhéicht. E steet e grouse Problem fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land duer an dowéinst ass et richteg, datt et eng vun den Haaptprioritéite vun der nächster Regierung ass, fir dat unzepaken.

Ech wëll do och ganz besonnesch ...

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och vun dëser schonn. Scho vun dëser Regierung ass et d'Prioritéit, net vun der nächster.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo.

(Hilarité et interruptions)

Voilà, da wëll ech der Regierung felicitéieren, datt se hei op den Tempo dréckt, datt se innerhalb vun den éischten 100 Deeg déi Dossier alleguer ugepaakt huet an datt se sech och e relativ zackege Kalenner ginn huet, fir déi Mesuren an der Zukunft unzepaken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Donnersbach wëll nach eng Motioun deposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que la pénurie de logements abordables et locatifs représente un des principaux défis auxquels le Luxembourg est confronté ;

– constatant une forte diminution de l'activité immobilière, voire un ralentissement significatif de l'activité du secteur de construction depuis le début 2023 ;

– constatant l'augmentation des loyers et des coûts de la construction ainsi que la hausse des taux d'intérêts, qui pèsent sur le pouvoir d'achat des résidents luxembourgeois ;

– constatant que la baisse de la demande sur le marché immobilier pèse sur l'emploi salarié de la construction ;

– constatant des répercussions sur les recettes fiscales de l'État, notamment au niveau des droits d'enregistrement ;

– saluant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition à aborder rapidement cette crise du logement ;

– constatant que certaines branches d'activités du secteur de la construction sont déclarées en crise par le Gouvernement et que ces entreprises peuvent recourir au chômage partiel de source conjoncturelle ;

– saluant que cette mesure permet de préserver, en attendant la reprise, la main-d'œuvre qualifiée dans le secteur ;

– saluant les mesures qui soutiennent directement les ménages – aussi bien les locataires que les acquéreurs de logements ;

– saluant que le Gouvernement a décidé de relancer le secteur de la construction immobilière par des impulsions ciblées ;

– rappelant dans ce contexte un premier paquet de mesures intitulé « Neie Schwong fir de Wunnengsbau – Ënnerstëtzung fir Leit an Handwierk » pour venir en aide et pour redonner confiance au secteur de la construction ;

– constatant que ce paquet comporte des mesures fiscales et non fiscales concernant autant les particuliers que le secteur de la construction et les investisseurs ;

– constatant que ce paquet de mesures vise

- à soutenir les particuliers dans l'acquisition ou la location de logements,
- à soutenir le secteur de la construction et de l'artisanat afin de préserver les emplois dans le secteur,
- à augmenter l'offre de logements ;

– saluant que le Gouvernement a également décidé de poursuivre son programme d'acquisition de projets en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), afin d'augmenter durablement le parc public de logements abordables ;

– saluant que le Gouvernement a annoncé après la réunion nationale « Logement » du 22 février 2024 de simplifier et d'accélérer les procédures administratives ;

– rappelant l'importance du secteur communal en tant qu'interlocuteur et acteur dans la création de logements abordables, et l'engagement du Gouvernement à continuer à encourager et à soutenir financièrement les communes dans la création de logements abordables ;

– saluant que la Chambre des Députés sera impliquée dans la prise de décision,

invite le Gouvernement

– à poursuivre son soutien aux ménages et au secteur de la construction ;

– à approfondir les possibilités d'impliquer davantage le secteur privé dans la construction de logements abordables ;

– à maintenir l'échange constructif avec tous les acteurs privés et publics impliqués dans la construction de logements ;

– à mettre en œuvre rapidement son annonce de la simplification et de l'accélération des procédures administratives.

(s.) Alex Donnersbach, Gilles Baum, Jeff Boonen, Gusti Graas, Nathalie Morgenthaler.

Merci villmools.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et exclamations)

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert elo de Moment net.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech entschëllege mech bei Iech, Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech hunn d'Wuert un den Här Baum ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hutt ganz Recht.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum (DP) | Sou, fuere mer awer mol e bësse mam Pult hei erop. Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, meng Virriedner hunn et scho gesot, an ech mengen, jiddwereen heibannen ass sech der Situatioun bewosst: Eist Land stécht an enger Wunnengsnout. Eist Land stécht an enger Wunnengsbaukris, an dat scho säit Joren. Et ass effektiv eng traureg Traditioun hei zu Lëtzebuerg, dass d'Demande no Wunnenge vill méi héich ass wéi d'Offer an dass dat strukturellt Ongläichgewicht tëscht der Offer an der Demande och ëmmer weider wiisst.

Ech hunn elo mengen zwee Virriedner ganz gutt nogelauschtert an ech mengen, dass et wierklech net zillförend ass, wa mer an deem doten Dossier mam Fanger deen een op deen anere weisen. Mir hunn an de leschte Joerzénkten – a wann ech vun de leschte Joerzénkte schwätzen, da schwätzen ech net vun der leschter Regierung oder vun der virleschter, mee ech schwätze vun de Regierunge vun den 80er-Joren un – vläicht net genuch gemaach, fir am ëffentleche Wunnengsbau, souwuel wat d'Locatioun ugeet, wéi och wat d'Vente ugeet, genuch ze maachen, fir dass d'Leit mat méi klenge Portmonnie sech och kënnen eppes leeschten, an ech wäert a menger Ried duerno drop zrëckkommen.

Ech wëll am spéiden Nomëtteg e bësse méi eng pedagogesch Ried vläicht hale wéi meng Virgänger an ech wëll vläicht eng Rei Mesuren aus dem Pak „Neie Schwong fir de Wunnengsbau“ erklären. Déi lescht Jore ware gezeecht duerch eng Pandemie mat Liwwerketteproblemer, de Krich an der Ukrain, doropshin eng Energiekris, eng Inflatiouskris, an natierlech huet dat sech alles op d'Logementssituatioun, awer och an deem Sektore op all seng Acteure bezunn an et huet deenen alleguerten iwwel matgespillt.

De Réckgang vun den Transaktiounen an den Autorisatiounen iwwert déi lescht Joren ass méi wéi flagrant. D'Augmentatioun vun de Wunnengspräisser am Verglach mam Akommes vun de Leit mécht et fir vill Leit haut onméiglech, zu engem Eegenheim ze

kommen. Déi héich Zënse beläschten d'Kafkraaft vun de Leit extreem, an dat mëttlerweile bis wäit an d'Mëttelschicht eran.

Kommt, mir kucken der Situatioun an d'Aen a mir soen et riichteraus: Den Dram vum Eegenheem, de Wonsch, dee vill Leit hunn, sech fréier oder spéider kënnen hiert eegent Doheem ze leeschten an och hiert Doheem no hirem Wonsch ze gestalten, deen Dram wäert an der Situatioun, wéi se aktuell ass – wéi se aktuell ass! –, leider fir vill Leit en Dram bleiwen. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann et net sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat kann net sinn, an et ass elo un der Zäit fir ze handeln, fir dass och déi nächst Generatiounen sech deen Dram, dee wirklech kee Privileeg därerf sinn, kënnen erfëllen: den Dram vun engem eegenen Doheem.

Mee wat brauch et, fir där Situatioun hei bäizekommen? Et ass ganz kloer: Mir musse méi bauen. Mir musse méi bezuelbar bauen. Mir musse méi séier bauen – Stéchwuert: Prozeduren. Mir mussen d'Aarbecht erhalen an de Secteur schützen, well wa mer de Bausecteur net schützen, wie bleift eis dann, fir d'Projeten ze realiséieren? Mir mussen also d'Aktivitéit am Secteur relancéieren a mat neie Mesüeren ukuerbelen.

Net fir näischt huet meng Partei schonn an de leschte Jore vun enger „Wunnengsbauoffensiv“ geschwat. Wat et brauch, ass eng Strategie mat kuerzfristegen, awer och méi laangfristegen Ureizer a Moossnamen, eng Strategie, wou och de privaten Invest mat kann an d'Boot geholl ginn, wou de Bierger ka matabezu ginn a wou mir all zesumme probéieren, dës Problem unzepakken.

Et geet net méi duer, wéi et fréier war, fir de Kanner a Kandskanner ze soen: „Lee e bëssen eppes op d'Säit, lee e bësse Suen op d'Säit, da kanns de herno eppes kafen!“, well parallel zu deem Gespuerte klammen och d'Präisser. A fir dass all Bierger tatsächlech eng realistesch Chance huet op eng Wunneng, ass elo de Moment, fir eppes ze ënnerrhuelen. An net zulescht musse mer och den Accès op Wunnengen, déi elo schonn existéieren, oder Wunnengen, déi amgaange sinn, gebaut ze ginn, besonnesch och am soziale Wunnengsbau ..., deen Accès musse mer verstärkt erméiglechen.

Ech hunn elo grad d'Wuert vum „soziale“ Wunnengsbau benotzt, deen et haut jo an deem Term net méi gëtt, deen och haut net méi esou gebraucht gëtt. Mir schwätzen haut vun „abordablem“ Wunnengsraum a vu Wunnengsraum „à coût modéré“. Wat ass den Ënnerschied? Kommt, mir huelen zum Beispill e Projet vum Fonds du logement. Bei engem „abordable“ Projet leet de Staat 50 % bäi beim Terrain a 50 % bei den Etüden an den Infrastrukturaarbechten. Bei engem Projet „à coût modéré“ leet de Staat 50 % bäi beim Terrain, awer näischt bei den Etüden an den Infrastrukturaarbechten.

Et versteet sech vum selwen, dass Terrainen net verkaaft ginn, mee an eng Emphytéose ginn. Dat heescht, et lount een den Terrain op 49 oder 99 Joer. An de Genoss vum abordable Wunnraum komme Stéit mat engem Akommes bis an de siwenten Decile a beim Coût modéré bis an den achten Decile.

Verschiedener heibanne maachen elo grouss Aen, kucke mech grouss, well se net genau wëssen, vu wat dass ech schwätzen. An ech muss Iech soen, virun dräi Deeg wousst ech et och nach net.

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | An dofir wollt ech Iech elo just e puer Zuele ginn, fir dat ze verdäitlechen, well d'Plafongen, fir kënnen eng Wunneng ze kréien, entweeder am Abordabelen oder am Coût modéré, déi ginn däitlech no uewen ugepasst.

Just zwee Beispiller: Bei enger Koppel ouni Kanner am Abordabelen – an ech maachen et ronn, ech wëll net an d'Kommazuelen eragoen –, do geet de Plafong erop vun 73.000 op 88.500, a beim Coût modéré vun 82.500 op 104.000. E Beispill vun enger Koppel mat zwee Kanner: Am Abordable geet de Plafong erop vu 97.500 op 135.000 an am Coût modéré vun 110.000 op 160.000. Just dës puer Beispiller, fir ze belichten, dass substanzuell Efforte gemaach ginn, fir dass vill méi Leit solle kënnen an de Genoss vun enger staatlech geförderter Wunneng kommen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wunnengsnout ass, wéi gesot, keen neie Sujet. An als DP hu mer och an de viregte Legislaturperiode mat eise Koalitionspartner probéiert, déi eng oder aner Mesür ëmzesetzen. Speziell an der Kris waren dat mam Solidaritéitspakt 1.0 d'Hausse vun der Subvention loyer, awer och d'Aidë fir d'Energiekäschten, déi ech wëlt ervirsträichen an déi de Leit a schwierigen Zäiten ënnert d'Äerm gegraff hunn.

Méi allgemeng ass mam Pacte Logement 2.0 eng nei Allianz entstanen tëschent de Gemengen an dem Staat, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, d'Offer vun ëffentleche bezuelbaren an nohaltege Wunnengen massiv an d'Luucht ze setzen.

Esou grouss Projete wéi de Projet Op Elmen, wou mer d'lescht Woch waren, d'NeiSchmelz zu Diddeleng, Wunne mat der Wooltz, dat si Projeten, déi Der kennt an déi wäerten och dozou bäidroen, weidere Wunnraum ze schafen.

An den neie Fonds spécial de soutien au développement du logement erlaabt et dem Staat, massiv Suen an de Logement ze investéieren.

Bei de VEFaë goufe schonn zejoert Verträge an Héicht vun 69 Milliounen Euro ënnerschräiwen. Zanterhier leie mer bei ronn 170 Logementen an enger weiderer Enveloppe dës Joer fir 110 Milliounen Euro.

Léif alleguerten, Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren ass eppes gemaach ginn, mee et ass net duergaangen, dat muss ee sech agestoen. An ech sinn net hei uewen, fir mer op d'Schëller ze klappen oder op d'Schëller ze klappe vu menge fréiere Koalitionskolleegen. An ech soen dat – et ass eng perséinlech Nott –, mir si bei verschiddene Saache vläicht e bëssen ze zaghaft erugaangen. Mir si vläicht ze zaghaft erugaangen, wat déi nei Grondsteuer ugeet. Mir ware vläicht ze zaghaft, wat d'Mobiliséierungssteuer ugeet. An och bei der Leerstandssteuer ware mer e bëssen ze zaghaft. An do musse mer elo virumaachen a liwweren, éierlech gesot, wa mir hei an der Chamber an Zukunft dobaussen nach wëlle seriö geholl ginn.

An de leschte Joerzénge – ech kommen op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn, an ech wëll do net déi eng Regierung oder déi aner, déi eng Partei oder déi aner eraussträichen – ass einfach ze wéineg gemaach gi vun der ëffentlecher Hand, fir Wunnengen ze schafen, fir sech e Parc immobilier opzebauen, fir sech Wunnengen zouzeleeën, déi ee kann an eng Locatioun ginn. An do muss hu mer elo an deenen nächste Joren effektiv eis Efforte massiv, massiv verstärken, wa mer wëlle probéieren, op der staatlecher Säit deem Wunnengsbauproblem hei nozekommen.

Léisunge gi gebraucht, mee et ass der Komplexitéit vum Sujet gescholt, dass mer net all Schrauwe

gläichzäiteg kënnen dréien. D'Mesüeren, déi annoncéiert goufen, agéieren dofir effektiv op zwee Niveauen. Fir d'Éischt brauche mer kuerzfristeg Mesüeren, déi séier gräifen, déi praktesch wéi eng „Éischt Hëllef“ fir de Wunnengsmaart kënnen ugesi ginn an dem Wunnengsmaart neit Liewen anhauchen. Dës sinn an der Haaptsaach steierlech Mesüre wéi d'Eropsetze vum Steierkredit beim bëllegen Akt vun 30.000 op 40.000 Euro an d'Afféierung vum Crédit d'impôt location, also engem bëllegen Akt och fir Locatiounswunnengen.

Ech si mer elo net sécher, ob jiddwereen heibannen de Prinzip vum bëllegen Akt versteet, an ech wollt Iech just e Beispill ginn. Ech maachen et och ganz ronn, da ginn ech och mat den Zuele besser eens. Kommt, mir huelen elo de Pit. De Pit keeft eppes vun enger Millioun. Da fale 7 % Akt- an Transkriptionssteieren un, Enregistrement. Dat wäert bei enger Millioun 70.000 Euro. Mam neie bëllegen Akt bezilt en nach just 70.000 minus 40.000, also 30.000 Euro Steieren. Wann de gudder Pit elo mam Marie eppes zesumme keeft, wat vläicht seng Frëndin oder seng Fra ass, dann hu se zu zwee 40.000 Euro zegutt. Also rechne mer 70.000 minus 80.000. Da behale se nach 10.000 Euro Rescht.

Och aner Moossname sollen a wäerten en Effet um Wunnengsmarché hunn an d'Schafe vu Wunnraum redynamiséieren. Hei zum Beispill de Quart-taux global bei der Plus-value-Besteuerung, dee fir 2024 agefouert gëtt.

Ech wëll Iech och hei e klengt Beispill ginn an ech probéieren, mech och hei net ze verhedderen. Dir verkaaft eppes vun enger Millioun, wat Der fir 800.000 Euro kaf hutt. Dir maacht also eng Plus-value, Dir maacht e Benefiss, Dir maacht e Gewinn vun 200.000 Euro. Ech huelen d'Beispill nach eng Kéier vum Pit a vu Marie. Si verkafen dat zesummen. Dann huet jiddwereen en Abatement vu 50.000 Euro, dat heescht 200.000 Euro minus 100.000 Euro. Mir bleiwen da bei 100.000 Euro, déi kéinte versteiert ginn. Do huele mer de maximalen Taux – dee kann natierlech e bëssen erfroen – vun 21 %. Dat heescht, si missten op där Plus-value hei 21.000 Euro bezuelen, plus eppes an de Fonds pour l'emploi. Wa mer elo beim Quart-taux bleiwen, wa mer deen natierlech elo nach eng Kéier erfroesetzen, wa mer deen nach eng Kéier deelen, da si mer bei 10,5 % a si misste bei dësem Beispill op der Plus-value 10.500 Euro bezuelen.

Dat ass keng nei Mesür, mee dat ass eng Mesür, déi och schonn ënnert dem Pierre Gramegna agefouert gouf an iwwer zwee Joer gelaf ass. An ech mengen, dass mer effektiv déizäit mat där doter Mesür méi an d'Vente kritt hunn. Ech sinn also der Meinung, dass dat do eng Mesür ass, déi effektiv eppes ka bréngen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Awer och d'Tatsaach, dass et zu kenger Plus-value-Besteuerung kënnt, wann een de Logement nom Verkauf der Gestion locative sociale zur Verfügung stellt, wäert en Effet hunn.

Den Amortissement accéléré ass eppes, iwwert dat mer oft hei geschwat hunn. Dee gëtt elo fir dës Joer erëm agefouert fir sechsmol 6 %. Am Moment ass en op véiermol 4 % begrenzt an och op maximal zwou Immobilien.

De Verkauf vun den Immobilien huet an de leschte Jore stagnéiert a mat dëse kuerzfristegen Mesüre wëlle mir dem Marché rëm en Ustouss ginn, fir méi nei Wunnengen ze schafen.

Elo kann ee sech natierlech froen heibannen: Wat bréngt dat do alles? A keen heibanne wäert Iech kënnen soen, dass mer genau esou vill Wunnengen,

genau esou vill Appartementer, genau esou vill Terraine méi mobiliséieren, mee fir eis ass kloer: Nächst maachen ass keng Optioun!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Déi öffentlech Hand wäert an Zukunft mussen méi eng grouss Roll spillen. A meng zwee Virriedner hunn et gesot: Den öffentlechen Immobilienbestand muss massiv ausgebaut ginn. Ongenotzt Bauland muss esou séier wéi méiglech mobiliséiert ginn. Och privat Projeten, déi aus verschiddene Grënn net méi kënne finaliséiert ginn, déi muss de Staat iwwerhuelen, fir dass et hei net zum Stëllstand kënn, an dat hëllef och dem Staat strategesch a kontinuéierlech a sengem Zil, fir säin eegene Parc immobilier auszubauen. An ech widderhuele mech nach eng Kéier, ouni mam Fanger op iergendeen ze weisen vum de leschte Joerzëngten, mee mir hunn do als Politik an de leschte Joerzëngten einfach net genuch gemaach.

De Staat kann déi Logementskris, an där mer sinn, net eleng léisen. Et brauch staark Partnerschaften a Mathëllef vun allen, fir Léisungen auszeschaffen. An der Prinzip vum PPP, Partenariats public-privé, soll an der Zukunft hei och weider verstärkt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch wichteg sinn an eisem Wunnungsbauproblematik och déi sozial Mesuren. D'staatlech Investitiounen an de Bau vu bezuelbarem Wunnraum mussen massiv weidergefouert ginn an de Wunnungsbaue, ob abordabel oder à coût modéré, muss weidergefouert ginn.

D'VEFAen – ech war virdru schonn drop agaangen –, wou schonn déi viregt Regierung intensiv Investisementer gemaach huet, wäerten och weider opkaf ginn, fir dës Wunnungen a Logementer dem Parc locatif zouzeféieren an esou de Mënschen dobaussen eng besser Chance op en Heem ze bidden. Dobäi kënn eng weider Enveloppe iwwert déi nächst Jore vu 480 Milliounen Euro. Mat deene Sue sollen zousätzlech 800 Wunnenge gebaut ginn an an de Parc immobilier vum Staat kommen. Et ass nämlech einfach wichteg, déi Leit ze ënnerstëtzen, déi eppes kafe wëllen, déi eppes lounen mussen an ënnert deenen héijen Zëse leiden.

D'Aide au logement wäert och duerch weider Mesure gestärkt ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen beim Kaf vum engem Eegehem.

D'Subvention d'intérêt, déi geet och erop, well och d'Zësen eropginn, fir dorobber ze reagieren.

D'Subvention loyer, eppes, wat mer heibannen och oft thematiséiert hunn, déi ass an der Vergaangeneheet ugepasst ginn, mee och duerch den Drock, deen aktuell op der Locatioun ass, wäert si nach emol adaptéiert ginn, fir besonnesch Famillje mat Kanner ze ënnerstëtzen an ze verhënnern, dass se an eng finanziell schwierig Situatioun kommen. Do geet d'Participatioun vu 40 op 80 Euro pro Kand erop.

Ech hunn et schonn erkläert: D'Krittäre bezüglech deene Leit, déi e Recht op eng Hëllef hunn, soll och kuerzfristeg erweidert ginn, fir dass de Krees vum deene Leit méi grouss gëtt, fir dass méi Leit eligibel sinn, dass méi Leit kënne geholfen kréien an dass si méi séier eng Wunneng kënne fannen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass dach net normal, dass d'SNHBM ... Et ass virdru och schonn ugeschwat ginn: Mir waren elo viru Kuerzem – de Kolleeg Félix Eschen war derbäi, de Kolleeg Max Hengel war derbäi, d'Kolleegin Lexy Schoos war och derbäi – d'lescht Woch an der Gemeng Kielen – dass ech elo nächst falsch soen, et ass tëschent Ollem a Kielen – bei der

SNHBM an do ass eis gesot ginn, dass d'SNHBM am Moment op 100 Haiser respektiv Wunnenge setzt, déi se net lassgëtt. Déi waarden am Moment op en Acquisiteur. Et dierf also, Kolleeginnen a Kolleegen, net un den Eligibilitëtskrittäre leien, dass mer deene Leit, déi Hëllef brauchen, net och Hëllef kennen ubidden.

Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet e strukturelle Problem am Logement an esou Problemer festge sech iwwer Zäit a kënnen och nëmmen iwwer Zäit geléist ginn. Nieft deene kuerzfristeg Léisunge brauche mer mëttel- a laangfristeg Strategien a Mesuren, fir d'Situatioun allgemeng am Grëff ze behalen.

Zousätzlech zu de rezenten Annoncen, wéi der Erhéijung vum de Plaffonge bei de Scholdzësen, de steierleche Begëschtegungen beim Verlounen, dem Erschlësse vum neie Wunngebieter an och Wunprimme fir jonk Berufsfänger, gëtt et fir eis als DP nach aner Instrumenter, déi och zur Berouegung um Marché an enger méi equitabler Verdeelung vum Wunnraum féiere sollen.

Mir denke beispillsweis un d'Upassung bei der Grondsteuer, d'Leerstandssteuer, de Remembrement ministériel, awer och de Baulandvertrag. Besonnesch wichteg bleift och, d'Mobiliséierungssteuer fir Terrainen ze kréien, woubäi – an ech ënnersträichen dat – kloer soll sinn, dass mer Familljen, déi en Terrain hunn, dee se wëllen zréckhalen fir hir Kanner, well berücksichtigen an dass do och en Abatement soll agefouert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op d'Bauwiesen als solches aginn, fir d'ëischt nach e Wuert zur Nohaltgeket. Dir wësst, als Deel vum Mesurepak ass fir 2024 eng Befreiung vum der Plus-value virgesi bei Transferten, wou et ëm de Kaf vum engem Gebai oder enger Wunneng geet an der Energieklass 1A+. Am Sënn vum der Nohaltgeket soll dës Moossnam déi Bierger ënnerstëtzen, déi bereet sinn, net just en Invest an eng Wunneng, mee en Invest an eng nohaltig Zukunft ze maachen. Dës kann een nëmmen ënnerstëtzen, well bei alle Bestriewungen, fir méi Wunnraum ze schafen, dierfen den Natur- an den Ëmweltschutz net op der Streck bleiwen.

Allerdéngs ass de Kontext um Wunnengsmaat aktuell deen, deen en ass, an dofir sollt een an Zukunft och en An drop behalen, dass beim Ëmwelt- an Naturschutz op Bauland an d'Verhältnisméissegkeet agehale gëtt a mir eis net selwer am Wee stinn an dass mer eis net selwer Steng an de Wee leeën.

Fir dass mer eis richtig verstinn: Als Demokratesch Partei sti mer zu 100 % hannert dem Naturschutz an zu 100 % hannert dem Ëmweltschutz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mee mir denken och, dass déi béid Thematike sollte pragmatesch ugaange ginn, an et dierf op kee Fall dorop erauslafen, dass déi eng géint déi aner ausgespillt gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dofir mussen mer an Zukunft souwuel d'Ëmweltetüden an d'Kompensatiounsetüden effikass tritéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Virfeld vum dësem Debat gouf et schonn eng Rei Kriticken an ech schätzen, dass mer där och haut nach wäerten héieren, dass nämlech nëmmen déi Déck géife profitéieren an dass fir déi Kleng nächst géif gemaach ginn. Natierlech gräife mer mat dëse Mesuren och de Betriber ënnert d'Äerm. Mee wien ass dat, d'Betriber? Wien ass hei tatsächlech betraff? Dat sinn all déi Leit, déi

am Secteur schaffen, déi vum éischte Februar bis zu Congé collectif offiziell an der Kris deklaréiert gi sinn, fir dass se iwwerhaupt iwwerliewen. Mir vermeiden och duerch Deelzäitaarbecht Failliten a mir mussen verhënnern, dass Leit hir Aarbecht verléieren, well an deem Fall gi mer de Risiko an, dass déi Leit fortginn, an déi Hänn, déi wäerten eis feelen, wann d'Relance do ass.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass en Invest an d'Relance, et ass net just en Invest. Et ass en Invest a méi Wunnraum an et ass en Invest an d'Leit an an d'Betriber an et ass en Invest, fir den Drock um Wunnengsmarché erfrozedrecken.

Mat den héijen Zësen sinn net just d'Prête vum de Leit deier an d'Demande vum Neibaute gradewéi d'Transaktiounen sinn an de Buedem gesonk. De verstärkten Defizit am Secteur allgemeng huet zu engem komplette Stëllstand an der Branche gefouert an déi mëttelstännesch Betriber an all déi Leit, déi an dëse Betriber schaffen an déi hire Liewensënnerhalt verdéngen, all déi gerochen ëmmer méi ënner Drock. Well do keng Demanden ass, gëtt och net gebaut. A wou net gebaut gëtt, do brauche mer keng Aarbechter. Wann net gebaut gëtt, dann huet och den Daachdecker keng Aarbecht. De Gipser huet keng Aarbecht. De Plätterchersleeër huet keng Aarbecht. Et gëtt kee Sanitär verkaf an et gëtt keng Kiche verkaf. Och dorunner, an déi mëttelstännesch Betriber, solle mer denken, wa mer haut de Mëtten dësen Debat hei féieren.

Une voix | Ganz genee!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et muss een och bedenken, dass deen een och anere vum dësen Handwierker, vum dësen Aarbechter, sech wäert müssen anescht vläicht orientéieren. Wéi vill wäerte sech an Zukunft also ëmorientéieren, wann de Bausecteur weider esou belastscht gëtt a wann een d'Aarbechter net méi kann halen? A wou gi mer duerno d'Leit sichen, wann de Secteur erëm unzitt? Wou fanne mer herno dat fachmännesch Personal, fir rëm unzepakken?

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'Wunnengsnout ass keng eegestänneg Bubble, déi een onofhängeg vum allen aneren Elementer kann tritéieren. Hei komme vill Aspekter zesammen a grad dowéinst huet d'Politik all Interêt, de Bausecteur aktiv an effizient un der Schafung vum öffentlechem Wunnraum ze bedeelegen. Éischters, fir der Demanden nozekommen, déi ëmmer méi Privatleit net méi eleng kënne meeschten, an zweetens, fir en enorm wichtige Wirtschaftszweig ze schützen, d'Offer héichzehalen, awer och d'Leit aus dem Secteur an hirer Aarbecht ze halen, aus dem Chômage erauszehalen a fir d'Kris, déi mer am Moment hunn, net nach ze verschäerfen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. „Wunnen dierf kee Luxus sinn!“ Dat héiert een ëmmer erëm vum de Parteien, déi méi lénks wéi meng Partei um politesche Spektrum stinn. An ech soen Iech: Dat ass och richtig!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dës Mesuren, souwuel déi kuerzfristeg wéi déi mëttel- a laangfristeg, bidden en equilibrierte Pak, net nëmme fir d'Leit, mee och fir d'Handwierk a fir de Bau. Et gëllt, de Chômagetaux niddreg ze halen. Et gëllt, Failliten, esou wäit et geet, ze vermeiden, an et gëllt, en nohaltege Wee aus der Sozialkris am Bausecteur ze fannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir können einfach net risquéieren, dass d'Situatioun sech weider verschlechtert, a mir müssen dréngend kucken, fir de Stéllstand, deen aktuell um Bau, an de Betreiber a bei den Transaktiounen herrscht, nei unzekuerbelen an nei Aktivitéiten ze generéieren.

Wuel soll de Staat eng wichteg Roll an deem Prozess iwwerhuelen an eng staark Hand bidden, fir dëse Prozess ze begleeden. Et ass awer beileiwen net esou, an do si mer eis, mengen ech, alleguer eens: De Staat kann net alles eleng maachen! Hei muss en Effort gemaach ginn zesummen, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat dem Privatsecteur an zesumme mat de Bierger, well nëmmen zesumme kënnen mer dëse Problem nohalteg an de Grëff kréien.

Kolleginnen a Kollegen, ech hunn 30 Sekonnen iwwerzunn. Ech wollt Iech Merci soe fir Äert opmierksaamt Nolauschteren an ech wollt Iech awer och soen, dass ech mech freeën, fir zesumme mat de Kollegen aus der Finanzkommissioun de Projet 8353 unzegoen, dee grad alleguerten déi dote Mesüren an engem Gesetz verankert. Mir gesinn eis, wann ech richtig informéiert sinn, muer an zwou Wochen, fir dëse Projet unzegoen. An an enger nächster Ried wäert ech dann och nach op alleguerten déi Projeten an déi Punkten agoen, wéi zum Beispill d'Garantie étatique, déi ech bis elo selwer nach net verstanen hunn, mee bis dohinner hunn ech se verstanen.

Merci Iech alleguerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gutt. Här President ...
(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, e bësse Rou wannehgelift a lauschtert der Madamm Bofferding no!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Absolutt Recht hutt Der, Här President. Fir d'éischt wëll ech awer dem Interpellant Merci soe fir d'Initiativ, dat, well mer bis elo hei an der Chamber nach net d'Méiglechkeet haten, iwwert déi Mesüren ze schwätzen an agebonnen ze ginn. Ben, elo kann ee soen: „Dat ass normal. D'Regierung verhandelt a si wäert jo dann au fur et à mesure déi eenzel Gesetzsprojete virleeën, déi mer dann ze stëmme hunn.“ Et geet awer net nëmmen drëms, fir déi eenzel Mesüren ze bewäerten. Et ass och wichteg, dass mer eng grondsätzlech Debatt féieren, wat mer elo haut de Mëtte maachen, eebe grad fir eis och iwwert d'Zilsetzung an d'Orientéierung an der Logementspolitik eens ze ginn – oder wéi mer awer, mengen ech, hei schéng feststellen, eis net esou wierklech eens sinn.

Dofir – an dat wëll ech och direkt soen – wäert ech a menger Interventioun elo net op sämtlech wichteg Punkten, Projeten agoen, mee mech elo wierklech op dat konzentréieren, wat fir eis als LSAP d'Prioritéit ass respektiv wou een dann och gesäit, wou et awer Divergenzen tëschent eis an deenen anere Parteien, Fraktiounen gëtt.

Zur éischter Fro, déi déi gréng an hirer Interpellatioun stellen, ob den Accent elo méi soll op d'Stärkung vun der Demande oder op d'Offer gesat ginn. Ben, d'Demande ass do, mee d'Offer muss sech upassen. Domadder menge mer: upassen un déi finanziell Capacitéit vun de Leit.

Et ass natierlech richtig, dass den Ausléiser fir den Abroch vun der Demande mat der Zënshausse zesummenhängt. Net gesot gëtt dobäi awer, dass d'Zënse op den Immobiliepräiten iwwer Joren op engem historischen Déif waren, wat de Promoteuren et erlaabt huet, d'Logementspräisser op eng Manéier an d'Luucht ze dreiwen, déi eigentlech mat enger normaler Inflatoun absolutt näischt ze dinn huet.

Net méi spéit wéi haut de Moien an der Finanzkommissioun huet de Statec eis nach interessant Zuele presentéiert, notament wat d'Evolution vun de Prix de vente betrëfft, wou si vun enger Baisse vu 7 % op ee Joer ausginn. Eng änlech Entwécklung ass och am Ausland feststellen, tout en sachant, dass mer natierlech hei zu Lëtzebuerg ëmmer op engem ganz héijen Taux waren. Och fir hei nach eng Kéier e Verglach ze maachen: Eleng 2021 an 2022 seet de Statec hei, dass een déi zwee Joer zesummegerechent hei op iwwer 25 % erauskënn. Dat, mengen ech, illustréiert ganz gutt d'Situatioun.

Aus deenen Zuele stelle mer och fest, dass no enger extremer Präishausse um Marché déi jo elo souze-soe korrigéiert gëtt. A fir eis ass et wichteg, wann déi Präiskorrektioun da lo soll antreffen, dass se sech virun allem op den Terraine mécht, well d'Terrainen – dat wësse mer alleguerten – e groussen Deel vun deem ganze Logementsproblem sinn.

An dofir soe mir – an dat ass, mengen ech, och de Punkt, wou mer eis hei differenzéiere par rapport zu anere Fraktiounen –, dass eigentlech déi – wéi soll ech soen? – eigentlech Demande nach ëmmer do ass, bei Wäitem och nach méi héich wéi d'Offer, mee de Punkt ass eeben, dass vill Leit sech déi iwwerdriwwe Präisser net méi kënnen leeschten an si eebe mat deene Präisser net méi kënnen Schratt halen. An dat ass de Punkt, op deen ech einfach nach méi ausféierlech wëll agoen.

Bei deem Ganzen dierfe mer och net vergiessen, wien eigentlech de Profitt gemaach huet respektiv vun där grousser Präisstéigerung an deene lescht Jore profitéiert huet. Hei verweisen ech op déi Enquête sectorielle, déi d'Autorité de la concurrence d'lescht Joer am Juli publizéiert huet. Hei geet nämlech ganz kloer doraus ervir, dass d'Profitter vun de Promoteuren iwwert déi lescht Jore massiv an d'Luucht gaange sinn an dass also eng Handvoll Leit sech domadder eng gëllen Nues konnte verdéngen.

Mir verstinn, an et ass och richtig, dass d'Regierung ganz séier wëll Mesüren huelen, fir d'Baukris ofzewenden, mee – an dat ass eise Punkt – domadder ass d'Logementskris nach net direkt geléist. An dofir ass et och wichteg, dass déi zwou Krisen, déi natierlech ze bewältege sinn, trotzdem net matenee vermëscht solle ginn. Och wann se matenee verlinkt ginn, sou ass et awer wichteg, dass mer grad am Logement och de Problem wierklech bei der Wuerzel upaken – wou mer gesinn, dass dat awer net wierklech gemaach gëtt, wann ee kuckt, dass déi nei Bähëllefene héchstwahrscheinlech déi héich Gewinnmargé vun de Promoteuren nach weider wäerten an d'Luucht dreiwen, amplaz eeben déi aner Säit ze bedéngen, déi et méi néideg huet.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | De Finanzminister, deen och haut an der Debatt dobäi ass, deen huet d'lescht Woch beim Depot vum Budget gesot, ech zitieren: „De Wunnengsbau ass zu dësem Moment déi gréissten Eerausforderung an eisem Land.“ Dat ass an eisen Aen nëmmen d'Hallschent vun der Wourecht. Déi gréissten Eerausforderung fir dëst Land ass et, dass d'Leit och Recht op déi abordabel Wunnenge kréien, dat heescht, dass och den Accès

zu deene Wunnengen dee Moment garantéiert ass, a virun allem dass mer déi Inegalitéiten, déi eebe grad duerch déi héich Wunnengspräisser entstinn, och reduzéiert kréien.

De Punkt ass: Souguer wa lo massiv gebaut gëtt ... An do wëll ech och ganz kloer soen, dass dat wichteg ass. Dat ass en éischte richtige Schrëtt, dass massiv elo soll gebaut ginn. Mee deen anere wichtige Schrëtt ass, dass, wann déi Wunnenge gebaut ginn, déi dann och am Endeffekt abordabel sinn, abordabel bleiwen an dass d'Leit sech virun allem och déi Wunnenge kënnen leeschten, well soss maache mer genau deen nämmelechte Problem, dee mer och an der Vergaangenheet gemaach hunn, dass Wunnenge gebaut ginn zu engem méi bëllege Präis an herno um Marché erëm deier verkaf ginn. An ech mengen, do ware mer eis alleguerten, iwwer d'politesch Couleuren heibannen, eens, dass mer grad esou e System net méi wëlle maachen.

An dofir ass et wichteg – an dat ass eise Plädoyer –, wa mer elo massiv bauen, dass och garantéiert gëtt, dass d'Leit déi Wunnenge kréien an dass mer eeben domat och dee Verdrängungseffekt, dee mer hunn, virun allem bei deene Jonken, wou mer gesinn, dass se trotz héije Revenuen ëmmer méi an d'Groussregioun plënnere, kënnen reduzéieren.

Wichtig ass – an ech mengen, den Här Bausch hat dat och schonn ugedeit –, dass eebe lo e substantziellen Undeel vun deene Wunnengen un d'effentlech Hand geet, „effentlech Hand“ heescht Gemengen oder Staat, sief dat iwwert d'Locatioun, sief dat iwwert d'Emphyteos mat Réckkafrucht. Wichtig ass, dass déi Wunnengen, wéi gesot, wa se gebaut ginn, elo an d'effentlech Hand ginn. Dat ass nämlech och dee Systemwiessel, dee mer schonn an der viregter Regierung ugefaangen haten. An do wëll ech och ganz kloer nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass och d'Regierung an déi doten Direktioun weitergeet, dass eeben derfir gesuergt gëtt, dass déi Wunnengen och an d'effentlech Hand kommen, wéi gesot, fir dass déi Wunnengen abordabel bleiwen, fir dass se bezuelbar bleiwen, fir do och eng gewëssen Handhabung op de Präisser ze hunn.

A gudden Zäite ginn ongeféier 4.000 Wunnengen hei am Land gebaut. Wa mer awer eleng d'Lescht vun den Demandeuren kucken, also de Leit, déi op eng Wunneng ganz dréngend waarden, do hu mer eleng beim Fonds du logement eng Waardelëscht vu 6.000 Demanden. Ben, dat weist eis, wa mer dee Besoin wëlle befriddegen, dass mer eigentlech déi nächst Joren näischt aneres maache müssen, wéi abordabel Wunnengen ze bauen – eigentlech. Mee esou weíneeg, wéi de Logementsminister an Erscheinung getrueden ass, de Logementsminister, dee jo ganz explizit fir den abordabele Wunnraum zoustänneg ass ... Et gëtt eis jo ëmmer gesot, dass de Logement eng transversal Aufgab vun der Regierung ass, trotzdem muss een awer feststellen, dass vun Ärer Säit an der Lescht net allze vill ze héieren ass, soudass een dovunner ausgeet, dass awer abordabele Wunnraum vläicht net grad zur Prioritéit vun dëser Regierung gehéiert.

D'selwecht beim Logementsdësch. Bon, ech si virdru schonn an der Froestonn drop agaangen, dass mer et bedauern, dass Der nëmmen een Dësch also een Deel vum Dësch, invitéiert hutt. Wichtig Stëmme fee- len, wéi déi vun de Locataire, wou Der virdru nach selwer gesot hutt, dass si eigentlech dat schwächste Glid an der Kette wäeren. Et wär wichteg, nach méi Acteure mat ze invitéieren. Ech denken natierlech do och un déi ganz effentlech Promoteuren, ech denken awer och un eng Caritas, Croix-Rouge, déi och scho vill Erfahrung hunn a ganz vill Projeten an deem Beräich lancéiert hunn. A wann ee wëll wierklech hei

e Logementsdësch organiséieren an et wëll ee gären hei zesumme Mesüeren huelen – „zesummen“ ass jo elo vun der DP nach eng Kéier ganz grouss ënnerstrach ginn –, da muss ee sech och zesummen un den Dësch leeden.

(Interruptions et hilarité)

... sëtzen.

Ee Punkt, deen ech an deene ganzen Diskussiounen, notament vun der Regierungssäit, vermëssen, ass dee vun der Spekulation. Dat schéngt op eemol keen Thema méi ze sinn. Et gëtt net méi iwwert d'Spekulation geschwat, obwuel mer wëssen, dass dat ee vun den Haaptproblemer an där ganzer Logementskris ass.

An hei wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen: Fir d'LSAP ass eng Wunneng en Doheim! Et ass kee Finanzinstrument, et ass kee Spekulationsobjekt. D'Prioritéit muss sinn – an do widderhuelen ech mech ëmmer erëm –, abordable Wunnraum ze schaffen, wou d'Leit kënnen dezent dra liewen. An dofir ass et wichteg, dass eeben an de Wunnraum investéiert gëtt an dass nach méi Wunnraum geschaf gëtt.

A wat d'Spekulation betrëfft, domat hu mer eis och schonn an der viregter Regierung ganz intensiv auserneegesat. Verschiddener hu jo schonn d'Mobilisierungssteuer ugeschwat. Hei ass et wichteg, dass mer déi joerzengtelaang – wéi soll ech se nennen? – Immobiliteit endlech kënnen sprengen. D'selwecht och fir de Leerstand an d'Baulücken. Ech mengen, et ass en Thema, wat ëmmer erëm opkënn, an dofir ass et wichteg, dass déi Instrumenter, déi mer ausgeschafft hunn, elo och kënnen séier an der Prozedur weiderkommen, dass se kënnen ëmgesat ginn an dee Moment och de Problem wierklech un der Wuerzel upake kënnen.

Op déi Remark vum Vertrieeder vun der CSV, déi – wéi soll ech soen? – poleemesch Remark, wëll ech elo weider net agoen. Ech wëll just soen, dass et 1983 e Finanzminister Santer gouf, deen, mengen ech, aus Äre Reie kënnt. Deen hat dee leschte Reformversuch am Kader vun der Grondsteuer gemaach. Wou ech 2018 erakomm sinn an den Interieur, hunn ech et direkt zur Prioritéit erkläert, d'Aarbechte sinn ugaangen. Mir hunn – dat wëll ech awer och soen – an der Dräierkoalition gutt geschafft, dass mer dee Projet de loi do op den Dësch geluecht hunn.

An ech sinn och elo ganz frou driwwer, vum Vertrieeder vun der DP ze héieren, dass e seet, dass mer vläicht e bëssen zaghaft virgaange wären. Ben, ech hoffen, dass déi Klauselen, déi ëmmer erëm komm sinn, fir deen een oder anere vun där Steuer ze befreien – an d'Klausel op der Klausel vun der Klausel –, dann, wann den Text amendéiert gëtt, ewechfalen, an dass mer och wierklech dat Zil erreichen, wat mer domadder erreche wëllen, eelen Terrainen ze mobiliséieren an déi Leit zur Rechenschaft ze zéien, dass mer déi och am Endeffekt erwëschen an, wéi gesot, net herno dausend Klauselen fannen an Exceptiounen, firwat deen een oder anere se vläicht awer net soll bezuelen.

Aner Initiative goufen och nach erwänt, wéi de Remembrement ministériel. Och hei wëll ech soen: Jo, den Text gëtt jo elo amendéiert. Deen ass eigentlech prett, fir direkt gestëmmt ze ginn. Ganz gären! Do hutt Der och eise Support, wann et an déi Richtung geet, wéi mer et ugeduecht hunn. An da beim PAG d'Procédure allégée, déi nach soll agefouert ginn. Souwäit ech weess, ass do keng Opposition formelle drop. Also, dee Pak kéint eigentlech och direkt gestëmmt ginn, dat am Kader, wéi gesot, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, fir dass dee Moment och méi séier gebaut ka ginn.

De Baulandvertrag: Et war och ee vun de Virriedner, deen deen erwänt huet. Ben, hei ass et ëmmer am Haus e grouse politesche Konsens doriwwer ginn, fir esou en Instrument anzeféieren. An ech géif, nodeem de Staatsrot elo – wéi soll ech soen? – e méi negativen Avis dozou ginn huet, awer de Projet trotzdeem net ofschéissen, well mer eis alleguerten ëmmer eens waren, dass mer esou en Instrument brauchen, a well et einfach net méi ze verrieden ass: Wann s de frees bei der Gemeng, dass däin Terrain ëmklasséiert gëtt, eebe mam Zil, dass soll drop gebaut ginn, ben, da muss och drop gebaut ginn an et kann net sinn, dass de jorelaang dann den Terrain broochleie léiss, domadder spekuléiers, domadder vill Sue verdéngs.

Et ass jo mol d'Iwwerleeung, dass mer de Bauperimeeter nach méi wäit sollen opmaachen. Ech mengen, deem soll ee sech och net verschléissen, mee da brauch een awer grad esou Instrumenter wéi e Baulandvertrag hannendrunner, fir eeben ze garantéieren, dass gebaut soll ginn. Dofir och hei mäin Appell un d'Regierung, onbedéngt de Baulandvertrag weiderzeféieren an eeben ze kucken, dass mer och dat Instrument kréien.

D'Regierung huet ugekënnegt, d'Baugeneemegungen op zwee Joer kënnen ze verlängeren. Jo, ok, deem verschléisse mer eis net, dat ass an der Rei, mee, wéi gesot, dat wäert elo net wierklech de Problem hei un der Wuerzel upaken.

Vill méi wichteg ass, dass mer och e Perspektivwiesel kréien, andeems mer – an dat ass och e ganz wichtige Punkt fir eis – Lösunge siche fir déi Leit, déi an der aktueller Kris am meeschten drënner leiden. Dat si Leit, déi op engem Tëscheprêt sëtzen, déi d'Wunneng net méi verkaf kréien. Et si Leit, déi guer keen Tëscheprêt méi kréien, obwuel se eigentlech eng Aarbecht hunn an och d'Moyenen hätten, fir sech eppes ze kafen. Et si Jonker, déi d'Eegekapital net zesumme kréien, déi mol vläicht kee schlechte Revenu hunn, mee trotzdeem dee Moment vum Prêt ausgeschloss ginn. An et si virun allem och déi Leit, déi e Liewe laang musse lounen, déi sech extreem verscholden, dat bei steigende Loyerspräisser a bei de steigende Präisser, déi mer insgesamt am Logement hunn.

Dofir ass et fir eis als LSAP och net falsch, wann een elo seet, dass d'Subventioun vun de Loyerer nach eemol pro Kand am Stot soll gehuewe ginn. Dat kann ee maachen, soll een och maachen, mee doriwwer eraus brauche mer ganz dréngend och e bessere Schutz vun de Locataire géigeniwwer vun den Abusen. Ech hat de Mëtten d'Mieterschutz-ASBL erwänt. Mir wëssen, dass sech do ganz vill konkret Foull stellen, wou Leit a Situatiounen erakommen, wou et ganz schwier ass, fir grad fir där dote Populatioun ënnert d'Äerm ze gräifen. An dofir ass et och wichteg an där ganzer Debatt, fir de Mieterschutz zur Prioritéit ze erklären an och ze kucken, wéi een hinne ka geziilt ënnert d'Äerm gräifen. An et geet net just duer mat enger klenger finanzieller Sprët.

Wichteg ass, dass mer net nëmmen op de Goodwill setzen, mee dass mer wierklech Obligationen aféieren, contraignant Instrumenter, wéi ech der elo scho genannt hunn, fir dass mer eeben, wéi gesot, bezuelbare Wunnraum schaffen an deen och op Dauer oprecht kënnen erhalen. Dat muss eist Zil sinn. Dat soll och dat Zil sinn, wat dës Regierung verfollegt.

Mir sinn der Meinung – a mat deem Punkt wëll ech ofschléissen –, dass et wichteg ass, nach méi verstärkt d'Gemenge mat an d'Verantwortung ze huelen. Ouni d'Gemenge geet et net! D'Gemenge sinn nach ëmmer déi, déi decidéieren, ob gebaut gëtt oder net, wéi a wou praktesch soll gebaut ginn. Dofir ass et wichteg, mat hinnen am permanente Kontakt

ze sinn, mat hinnen ze kucken, wéi ee Projeten nach ka virundreiwen. A virun allem, wann de Staat, d'Regierung gäre Projete wëllt virundreiwen, dass se och kuckt, dass dann d'Gemengen déi finanziell Ënnerstëtzung kréien.

Da war jo mol eng Kéier gesot ginn, dass déi Plafonge sollen adaptéiert ginn. An hei géif eis natierlech och interesséieren – well ech weess, dass dat e Punkt war, mat deem d'CSV an der Oppositioun ëmmer komm ass, dass déi 75 % vum Logementsministère am Endeffekt net wierklech 75 % wären –, wéi Der dat dote wëllt ëmsetzen.

Voilà, Här President, fir et da kuerz ze maachen: Jo zur Bauoffensiv, fir d'Baukris ofzewenden a fir eeben och méi Wunnengen ze bauen, awer dat zu normale Präisser. Domadder menge mer Präisser, déi d'Leit sech kënnen leeschten, déi d'Leit kënnen bezuelen, an dat net nëmme fir d'Happy Few, mee fir d'Happy All.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Ech mengen, mir sinn eis jo alleguer hei eens, dass et net nëmmen där leschter Regierung, mee scho ville Regierungen net gegléckt ass, déi Logementskris ze evitéieren. Ech si berouegt, den Här Donnersbach hat a sengen „100 Joer an der Chamber“ op Chamber TV gesot: „An der Majoritéit, do kann een eppes ëmsetzen, an der Oppositioun éischer net.“ D'ADR war ëmmer an der Oppositioun. Dat heescht, mir droen do elo net esou vill ...

(Interruptions et hilarité)

Nee, pardon, „100 Deeg“. Hat ech „100 Joer“ gesot? Jo, voilà, ech hu mer et bal geduecht. „100 Deeg“.

D'ADR war jo ëmmer an der Oppositioun. Dat heescht, theoretesch konnte mir net mathëllefen, mee mir entzéien eis awer net eiser Verantwortung, an ech wäert dowéinst a menger Ried och e puer Propose vun der ADR presentéieren.

D'Leit, déi aktuell zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Wunneng sinn, sief et fir ze kafen oder fir ze lounen, wëssen, wéi schwéier et ass, fir eng passend Wunneng ze fannen. Laang Zäit war et üblech, eng Wuelstandsgesellschaft doduerch ze definéieren, dass och déi Leit am ënneschten Akommesberäich sech Grondbedierfnesser wéi Kleeder, Liewensmëttel an och de Logement nach leeschte konnten. Déi Zäite sinn definitiv eriwuer. A wéi den Här Baum et virdru gesot huet: Et ass e Privileeg, hautzudaags nach e Logement als Proprietär ze hunn.

Et wäert och kee verwonneren, datt ech als Member vun der Partei ADR hei elo soen, dass den onmoossege Bevelkerungswuesstum mat schold dorunner ass, datt et zu Lëtzebuerg esou schwéier ass, fir nach Wunnraum zu verstännegen oder erschwëngleche Präisser ze kréien, einfach well d'Demande méi grouss ass wéi d'Offer – ënner anerem.

Déi héich Präisser um Wunnengsmaat dreiwe vill Lëtzebuerger Stéit iwwer eis Grenzen eraus a maache si zu Grenzgänger am eegene Land. Déi, déi iwwer all Akommesschichten ewech mat am stäerkste beträff sinn, si jonk Leit wéi ech tëscht 18 a 40 Joer – ech sinn nach just mat an där Kategorie. Eng Situatioun, déi scho jorelaang esou ass, zënter d'Immobiliepräisser hei zu Lëtzebuerg quasi explodéiert sinn.

Zousätzlech derbäi kënnt de Fakt, datt hautzudaags d'Ausbildung bei deene Jonke méi laang dauert wéi

fréier a während där Zäit, wou se zum Beispill op d'Uni ginn, d'Präisser all Joer ëm ronn 10 % klammen. Dat ass dat, wat och den Här Baum virdu gesot huet: Et leet een eppes op d'Säit, mee d'Präisser klammen och ëmmer deemtsprechend.

En Haus mat Gaart, esou wéi der vill et nach vun hiren Eltere kannt hunn, ass fir déi meescht souwisou keng Optioun méi. Mee och Appartementer ginn ëmmer méi onerschwénglech. E Studio mat engem Loyer vun iwwer 1.000 Euro de Mount oder ëm déi 1.000 Euro de Mount, dat war scho virun enger ganzer Rei Jore keng Seelenheet méi.

Déi Jonk kennen allerdéngs e weidere Problem: Falls et dann duergeet, fir hei am Land eng Wunneng ze lounen, bleift hinnen de Wee ze enger zukünftiger Proprietéit awer dacks verspaart, dat, wéi ech grad och scho gesot hunn, well et kaum méiglech ass, e Loyer ze bezuelen a parallell dat néidegt Eegekaptal vu ronn 10 bis 20 % unzespueren. Proprietär vu sengem Doheim ze sinn, ass awer genau dat, wat fir vill Leit déi eegen Onofhängegkeet ausmécht. Och dat hu mer haut schonn héieren.

Fir sech déi eege véier Wänn nach leeschten ze kënnen, si vill Famillje gezwongen, fir wäit eraus op d'Land wunnen ze goen, dat, fir ze verhënnere, datt se musse bis hanner eis Grenze wunne goen. Mee och um Land ass et mëttlerweil schwéier, eppes Abordables ze fannen – och hei erëm d'Balance tëscht Offer an Demande, déi net méi ginn ass.

Dobäi kennt nach de Fait, dass de Wee fir op d'Aarbechtsplaz vill méi laang ass a si dann dofir op den Auto mussen zrëckgräifen, well eisen öffentliche Transport net esou performant ass. Déi Leit sinn dann och nach duerch d'CO₂-Steier duebel bestrooft, eppes, wat natierlech och fir déi gëllt, déi keen anere Choix haten, wéi bis iwwert d'Grenz wunnen ze goen. Och hei ass et schwierig, fir op den Auto ze verzichten.

Här President, léif Kollegen a Kolleeginnen, da kommen ech awer elo zu eise konkreeten Proposen, fir dëser Logementskris hoffentlech e bëssen entgéintzewierken. Dat sinn der eng Rei an déi stoungen och an eise Walprogramm. Ech wäert se net alleguer hei ernimmen, mee déi a mengen Ae wichtegst: ganz sécher d'Vereinfachung vun administrative Prozeduren, d'Iwwerschaffe vun eise Klima- an Energienorme beim Bau, d'TVA op d'Mietwunnechten nees erofsetzen, eng Ännerung am Droit civil, do haaptsächlech den Eegebedarf a Kontrakter op bestëmmten Zäit, den Amortissement accéléré, de Portage foncier amplaz vum Bail emphytéotique an d'Roll vum Privatséktor beim Wunnengsbau unerkennen.

Zum éischte Punkt, eiser berüümter Simplification administrative: Hei schéngt et, wéi wann déi nei Regierung um richtege Wee wier, zum Beispill mam Once-only-Prinzip oder dem sougenannte „silence vaut accord“. Et muss sech awer nach um Terrain weisen, wéi effikass déi Mesüre wierklech sinn a wéi en Effekt se hunn. Mee doriwwer eraus proposéiere mir als ADR, dass driwwer nogeduecht gëtt, datt de Staat an de Gemengesyndicat Syvicol zesummen e Bauteglement iwwer allgemeng Bestëmmunge schafen, dat fir d'ganz Lëtzebuurger Land gëllt, esou wéi et och, mengen ech, wann ech et richtig verstanen hunn, e bëssen eng Iddi an der Motioun vun deene Gréngen ass. Och dëst géif derzou bäidroen, datt d'Baugeneemegungen a -prozedure méi séier këinten ausgestallt ginn, wouduerch dann och méi séier gebaut kéint ginn.

Zu mengem zweete Punkt, de Klima- an Energienormen: De Bau ass duerch déi ambitiéis – an dat Wuert ass haut och scho gefall – Klima- an Energienorme

systematesch verdeiert ginn. Hei wier et och wichtig, mol eng Analys ze maachen, wéi effikass dës Norme wierklech sinn a wat d'Auswierkungen op d'Liewensqualität vum den Awunner sinn. Ech wëll hei keng Beispiller ginn. Et kéint populistesch sinn, mee et muss einfach mol eng Analys doriwwer gemaach ginn. Bis op e puer néideg Sécherheetsnorme soll de Staat sech do sou wäit wéi méiglech eraushalen. De Staat kann a soll awer ëmweltfrëndlech Bautechnologien, wéi zum Beispill Passivhauser, trotzdeem weiderhin ënnerstëtzen.

An deem Kontext vertritt d'ADR hei eng ganz liberal Approche. Mir wëllen, datt d'Fräiheet vum Einzelnen duerch manner streng Virschreften an d'Sträiche vun ideologeschen Oplage geséichert gëtt. Jiddere soll no senger Virstellung a Méiglechkeet baue kënnen, soulaang natierlech de Charakter vum der Uertschaft respektéiert bleift an och d'Reegelen am Kader vum Bautereglement agehale ginn.

Den drëtten Punkt: d'TVA op de Locatiounswunnengen erofsetzen. D'TVA op de Locatiounswunnengen, déi Investisseure fir d'Locatioun kafen, awer als Zweitwunnecht klasséiert ginn, gouf bekanntlech vun der viregter Regierung vun 3 % op 17 % erhéicht. Als ADR wëlle mir awer drun erënneren, dass den Investisseur dës substanzuell Erhéijung – eiser Meenung no – un e Keefer respektiv un e Locataire weidergëtt. Domat gëtt den Akafspräis respektiv de Loyer, also de Wunraum, nach eemol méi deier. Dowéinst géife mir als ADR proposéieren, dës TVA nees op 3 % erofzesetzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Zum véierte Punkt, der Ännerung am Zivilrecht, wat den Eegebedarf a Kontrakter op bestëmmten Zäit betrëfft: Heizou huet d'ADR och am Juli d'lescht Joer eng Proposition de loi gemaach ënnert der Nummer 8272. Ekonomesch ass et fir kee sënnavoll, eng Wunneng eidel stoen ze loosse, wann d'Locatioun eng Recette bréngt géif. Eng Ännerung am Zivilrecht géif de Problem vu Leerstänn a ganz ville Fäll léisen, wat och méi Wunnengen um Maart bedeite géif.

D'ADR ass ganz kloer géint Steieren op d'Eidel-stoe-Loosse vu Wunnengen oder Hauser. Wie mat engem Eegebedarf vun engem Logement a bestëmmter Zäit rechent oder d'Méiglechkeet vun engem Verkauf net ausschléisse kann, iwwerleet sech am Moment aus verstänleche Grënn zweemol, fir d'Wunneng an d'Locatioun ze ginn. Am Fall vun Eegebedarf besteet nämlech eng relativ komplex a laangwierig Prozedur, bei där een en Affekt brauch a wou et méi wéi ee Joer dauert, fir de Locataire aus der Wunneng erauszekréien. Den Eegebedarf ass dann och den eenzege rechtlech unerkannte Grond. Wann de Proprietär d'Wunneng nämlech verkaft wëllt, ass et net emol méiglech, dem Locataire ze kënnegen. Dat féiert an eisen Aen onnéideg zu Leerstänn.

D'zivilrechtlech Léisung wier hei, verbindlech Locatiounskontrakter op bestëmmten Zäit ze erlaben, bei deenen de Proprietär oder séier e Jugement d'expulsion kritt, wann de Locataire d'Wunnecht net zum festgeluechten Delai verléisst, dat natierlech awer ënnert der Premiss, net de Mieterschutz auszehiewelen. Dozou kennt och nach, datt de Verkauf duerch de Verkeefer als Kënnegungsgrond soll unerkannt an am Gesetzestext integréiert ginn.

Eng weider Propos – an déi ass jo och scho vun der jëtzege Regierung opgegraff ginn – ass den Amortissement accéléré. D'ADR begréisst, dass dës Iddi, wéi gesot, vun der jëtzege Regierung opgegraff gouf. Jo, et ass wouer, et spillt de Promoteuren an Investisseuren an d'Kaarten, mee da kann erëm gebaut ginn, wat fir eis Baukris jo net onnëtz ass. D'Fro bleift awer

och hei bestoen: Kann de potenzielle Keefer sech et leeschten? An Hëllef mer net nëmmen der Baubranche domadder, mee och dem Logement? D'Zäit wäert et weisen.

Dann ass a mengen Aen eng vun de wichtigste Propose vun eiser Partei de Portage foncier. Här President, hei bedauere mir, datt dës wichtig Propos bis elo nach net vun der Regierung opgegraff ginn ass. D'Regierung hält nach wie vor nämlech just um Ierfpachtvertrag, dem Bail emphytéotique, fest, wou den Terrain am Prinzip net an d'Hand vum Proprietär vum Gebai kennt. D'ADR zitt do de Wee vum zäitlech versaten Terrainskaf, dem sougenannte „portage foncier“, engem Ierfpachtvertrag vir. An, Här Chamberspräsident, do ass d'ADR déi eenzeg Partei hei am Land mat där Propos.

Well wat ass hei zu Lëtzebuerg deier? Ganz genau, den Terrain, well deen ass gefrot, awer rar. Portage foncier bedeit, datt den Terrain an enger éischter Phas vun der öffentlecher Hand un deen neie Proprietär verkaaft gëtt, awer d'Bezuele vum Terrain eréischt spéider stattfënt, woubäi hei natierlech den Zäitpunkt beim Verkauf festgehal gi muss. De Präis vum Terrain gëtt dobäi un de Montant gebonnen, deen den Terrain zum Moment vum Kaf wäert war. De grouse Virdeel hei ass, dass de Keefer éischters direkt d'Pleine propriété huet an zweetens esou baue kann, wéi hien et wëllt, brauch a bezuele kann, am Respekt natierlech ëmmer vum Bautereglement.

De leschte Punkt: d'Roll vun de Privatpromoteure beim Wunnengsbau unerkennen. An och dat hei ass, wann ech d'Motioun vun der CSV richtig verstanen hunn, eng Iddi vun der Regierung. All Joer kommen an der Moyenne eng gutt 10.000 Leit an d'Land bäi. Déi viregt Regierungen hunn net wierklech gegläntzt, wat de Wunnengsbau betrëfft, wéi schonn am Ufank gesot, doduerch, dass d'Demande méi grouss wéi d'Offer ginn ass. Mee mir zweifelen och schonn un der jëtzege Regierung, well wann een dem Artikel vum Robert Goebbels, engem fréieren LSAP-Minister an Europadeputéierten, Glawe schenken dierf gëschter am „Tageblatt“, da stinn nëmme 4.450 nei Wunnunitéiten an der Planung an am Bau, esou niddereg wéi fir d'lescht 2015, wou Lëtzebuerg awer nach ronn 100.000 Awunner manner hat, a wou mer am Fong elo laut Regierung 6.000 nei Wunnengen all Joer brauchen.

Zeréck awer zu eiser Propos: Wann de Staat also den néidege bezuelbare Wunraum schafe soll, muss ee realistesch bleiwen an agestoen, datt d'SNHBM an de Fonds du logement dat eleng net kënnen stemmen. Et feelen haut schonn esou vill Wunnengen an de Réckstand gëtt vu Joer zu Joer méi grouss. Aus deem Grond ass et néideg, datt de Staat endlech d'Roll vum Privatpromoteur unerkent.

Privatpromoteure solle vun deene selwechte staatlechen Hëllef kënnen profitéieren ewéi déi staatlech Institutionen. Selbstverständlech musse si dann och déi selwecht Konditiounen a Flichten erfëllen. Domat engagéiert sech de Privatpromoteur, dee vun de staatlechen Hëllef profitéiert, deen domat finanzierte Wunraum während enger gewëssener Dauer zu engem bestëmmten a mat enger Konventioun festgeluechte Präis ze verlounen oder ze verkaufen.

Zousätzlech soll bei Projete fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunraum eng méiglech Zesummenaarbecht tëscht staatlechem a privatem Promoteur net méi kategoresch ausgeschloss ginn, mee als eng favorabel Méiglechkeet genotzt ginn. Och hei erëm allerdéngs eng Mesür, déi an éischter Instanz dem Bausektor hëllef. Mir hunn domat awer, wéi gesot, nach keen ënnerdaach bruecht.

Zum Schluss nach eng lescht Remark: Am Kader vun der Debatt iwwert den erschwéngleche Wunnraum fällt op, datt de Begrëff vum „Logement abordable“ – den Här Baum hat eis virdu ganz vill Definitionen erkläert, mee ech wëll et hei nach eng kéier uschwätzen – u sech nach ni genee definéiert gouf. Et si wuel d’Krittären do, mee wat heescht „abordable“? Wat ass „erschwénglech“? Mir gesi lo, dass den Immobiliemarché schwach ass an näischt verkaf gëtt. Da muss ee sech d’Fro stellen, ob de Wunnraum iwwerhaapt nach abordable ass. Baue mir net einfach ze deier, virun allem am soziale Wunnengsbau?

Et kann net sinn – ech komme mat engem konkreeten Beispill –, dass en Haus vum soziale Wunnraum zirka 4.650 Euro de Meeterkaree kascht – do hat ech e Beispill vum engem Haus vum der SNHBM zu Ierpeldeng op der Sauer vun 140 Meeterkaree geholl – an d’Privatleit schonn en Haus an der nämmelechter Gréisst – och do hunn ech konkreet Zuelen – fir zirka 3.330 Euro de Meeterkaree baue kënnen, all Normen a Virschreften natierlech selbstverständlech respektéiert. An dat aus dem Privatsektor huet och nach e Keller.

Dozou kënn nach, dass de Plaffong vum superreduzierten Taux nach ëmmer bei 350.000 Euro ass säit iwwer zéng Joer, amplat dodriwwer nozedenken, en un déi haiteg Zäiten unzepassen, wou e Plaffong vu 500.000 Euro éischter der Realitéit géif entsprechen.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | An da wonnere mer eis, wa mer d’Haiser an d’Appartementer, déi an de Verkaf ginn am Kader vum soziale Wunnengsbau, net verkaf kréien.

Fazit: Et bleift also nach vill ze di fir dës Regierung, fir datt sech d’Leit hei am Land nees eng adequat Wunneng leeschte kënnen. Schwaarz-Blo ass also gutt beroden, am Dossier Logement d’IDdie vun der ADR opzegräifen.

Ech soen Iech alleguer Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d’Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Präsident. Ech fänke meng Ried och net mat Scholdzouweisungen un un déi eng oder déi aner Partei, well dat géif de Leit, déi elo eng Wunneng brauchen, wéineg hëllefen. An ech mengen, déi Leit, déi an der Verantwortung waren, déi wësse fir sech selwer, ob se genuch oder net genuch an de leschte Jore gemaach hunn.

Mir hunn hei scho vill Logementsrieden héieren. Ech hunn der och selwer schonn onzieler gehal. Wann ech zréckblécken, stellen ech virun allem fest, dass d’Situatioun verännert ass. Hu mer eis Riede soss domat ugefaangen, dass um Marché ze vill Drock wär, ass elo den Drock komplett eraus. Mir hunn eng aner Situatioun wéi déi, déi nach virun engem Joer oder zwee Joer ze fanne war. Ee vun den Haaptgrënn ass sécherlech d’Zësentwécklung, mee et ass awer och de komplette Marché, dass d’Leit einfach net méi nokomme mat de Logementspräisser, an et huet sech an de Jore virdu lues a lues ugekënnegt. Duerch déi héich Zënslaascht kënnen d’Leit sech net en neie Projekt leeschten. Déi meescht bleiwen doduerjer an hirer aktueller Situatioun – jo, fir déi Jonk doheem bei den Elteren, fir déi aner an der Locatioun – gefaangen.

Op där anerer Säit hu mer awer eng Kris an der Baubranche an ech soen och eng Kris bei de Promoteuren, well d’Promoteuren hu laang op Kredit gelieft. Si hunn Appartementer scho gebaut, verkaf,

wou awer d’Suen nach net do waren. An dat huet laang fonctionéiert, wéi d’Banke matgespillt hunn, andeems se och de Promoteure bëlleg Zënse ginn hunn. Mee elo op eemol stoppen d’Venten an déi aner Projekte vun de Promoteure waren nach net bezuelt. Sou, dat huet dann awer herno zur Konsequenz, dass déi Constructiounsfirmen, déi fir se schaffen oder zum selwechte Grupp gehéieren, elo op eemol dostinn an hir Rechnungen net bezuelt kréien, wouduerch mer dann zur Kris kommen an der Baubranche.

Mir müssen awer och kucken, dass déi Leit, déi schonn eng Wunneng hunn, elo net selwer an d’Kris rutschen. An ier ech do op d’Proprietären zréckkommen, soen ech nach virdu eppes iwwert d’Locatairen, déi an enger AIS-Wunneng sinn, wou mer um Häerz läit, dass elo ganz rezent zu Péiteng siwe Famillje wäerten aus dëser AIS erausgesat ginn a keng aner Méiglechkeet do ass, well de Marché am Ament keng aner Optioun fir déi Famillje, fir déi Leit, wäert bidden. Ech hunn och do dem Logementsminister eng Question urgente eigentlech gestallt, well déi Leit dës Woch op d’Strooss solle gesat ginn. Leider huet de Chamberspräsident déi Urgence net unerkannt, mee ech hoffen awer, dass de Logementsminister eis ganz schnell wäert eng Äntwert ginn, well déi Leit, déi hunn am Ament guer keng Méiglechkeet, um private Logementsmarché eppes ze fannen, vum Fonds du logement guer net ze schwätzen. A wann eng AIS se kal virun d’Dier setzt, ass dat ganz schlëmm.

D’Besoine sinn ënnerschiddlech jee no Gemeng. Huele mer e Salaire médian, da leie mer zu Nidderaanwe bei 6.600 Euro, zu Déifferdeng – dat ass dem Minister e bësse méi geleefeg – da bei 3.300. Jo, dat sinn awer ganz aner Besoien, déi déi eenzel Leit hunn, wa se e Logement sichen. Et sinn och ganz aner Moyenen. Et ass einfach emol d’Hallschent. Sou, elo fannt awer emol e Logement, wou dann de Salaire méi déif ass, fir dodra wunnen ze goen. Ech soen Iech, et ass quasi onméiglech!

Elo huet d’Regierung eenzel Moosssnamen geholl, déi ech net alleguere schlecht bewäerten. Also, ech muss soen, do sinn och couragéiert Moosssnamen derbäi, well et muss een de Marché erëm ukuerbelen. Mir kënnen de Marché net op deem Stand loosser, wéi en am Moment ass, an der Kris. An doduerjer sinn eenzel Moosssnamen, déi dës Regierung geholl huet, gutt.

De bëllegen Akt zum Beispill. Bon, ech hunn déi Rieden och an de leschte Jore gehalen, den Här Roth weess et. Mir wieren eigentlech nach méi wäit gaangen a mir sinn der Meenung, dass, wann ee fir säin Eegenheem, wou ee selwer mat senger Famill dra wunnt ..., ass et net um Staat, fir dat künstlech méi deier ze maachen. Ech verstinn, dass een, wann een et herno an eng Locatioun gëtt, do Steieren drop bezilt, en Akt bezilt, Nottärskäschte bezilt. Mee et ass awer net eis Meenung, dass Dir, wann Dir en Iwwerdaach wëllt fir Är Famill, da kënschtlech de Prêt herno muss méi héich maachen, fir d’Nottärskäschten ze decken, fir de bëllegen Akt ze decken. Elo gi mer op d’mannst an enger Zwëschenetapp e bëssen erop mam bëllegen Akt. Dat ass ze begreissen.

Dat selwecht bei de Scholdzënse an der Steuererklärung. Do war et scho bei der vireger Regierung eis Forderung, déi eropzesetzen, well et bei Wäitem nach net duergaangen ass, well een der Entwécklung vun den Zënse net nokomm ass. Den anere Problem ass awer elo: Et kléngt deen éischte Moment gutt, dass dat och nach eng kéier wäert eropgoen an dass ee ka méi Scholdzënse an senger Deklaratioun

ofsetzen. Ech hat deemools der Madamm Backes nämlech déi Fro gestallt an ech krut leider eng negativ Äntwert, dass nämlech d’Avancen net ugepasst ginn. Dir musst Iech also virstellen, dass déi Leit, déi elo déi héich Kreditter musse bezuelen, déi elo der Bank scho musse iwwerweisen. Da kréie se dat Geld herno – den Här Roth ka sécher soen, wéi laang et dauert, bis een d’Steiererklärung erëmkritt: ee Joer, annerhalleft Joer, zwee Joer – dann erëm, wat se op hirer Steuererklärung vun de Scholdzënse zegutt hunn.

Et ass gutt, dass se dat eng kéier erëmkreien, mee et hëlleft de Leit awer am Moment näischt, wou se musse der Bank dat Geld iwwerweisen. Deemools hat d’Madamm Backes mir hei geäntwert: „Nee, d’Avancé ginn net ugepasst.“ Den Här Roth ka mer elo vläicht soen, dass en do e bësse méi kulant ass a vläicht d’Steierverwaltung wäert d’Avancen upassen, well se wësse jo ganz genau, wat d’Kreditter sinn, baséierend op der leschter Steuererklärung, a se wëssen och, wat d’Zësentwécklung ass, well d’Leit musse haut de Banken hir Kreditter zréckbezuelen an net erëischt spéider.

Mir Piraten si scho laang der Meenung, dass d’Gemenge musse méi bauen a Kooperatioun mam Staat an a Kooperatioun mat der privater Branche. Do si mir ganz kloer. An dat muss awer dann herno a Form vun engem Mietkauf op de Marché kommen a verlount ginn. Do wäere mer dann erëm bei eisen 10 Euro de Meeterkaree, wou mer ëmmer soen. Well mir sinn der Meenung, dass och keng Wunnengen oder Haiser sollen herno erëm op de private Marché zeréckkommen, wann de Staat bis och nëmmen een Cent dragestach huet an domadder dat subventionéiert huet. A mir géifen de Leit hëllefen, wa se kéinten aus enger Locatioun fléissend eriwuer op d’Proprietéit goen, well anescht ass et net méiglech. Dir kënnt hei zu Lëtzebuerg net Äre Loyer all Mount bezuelen – an et si vill Leit, déi ganz brav de Loyer bezuelen, egal wéi héich en ass – a parallell genuch uspueren, fir eng Wunneng ze kafen.

Et war nämlech och virun dräi, véier Joer eng Diskussioun hei. Do goufen d’Gesetzer ënnert der viregter Regierung nämlech nach eng kéier méi ugespaant. Dir musst nämlech elo méi Kapital matbréngen, fir iwwerhaapt e Kredit ze kréien. An domadder zwénge mer vill Leit, an der Locatioun ze bleiwen.

Iwwregens, d’Locatioun ass déi, déi de grouse Gewinner an dëser Kris ass. Well d’Leit keng Kreditter méi kréien, ass d’Locatioun 12 %, 15 % an d’Luucht gaang an d’Leit kënnen sech dat net méi leeschten. Frot mol eng kéier bei den Offices sociaux no, wéi vill Leit eng Hausse kruten an do net méi nokommen.

Ech fannen et gutt, dass Der och d’Subventioun um Loyer erhéicht. Just, do ass erëm de kruziale Punkt, dass verschidde Proprietären dat och wäerte matkréien an en contrepartie herno de Loyer eropsetzen. An dann ass de Leit net wierklech gehollet.

Jo, mir musse méi bauen. Mee wa mer méi bauen, muss Der awer och kucken, dass mer herno dat fir e bezuelbare Loyer erëm op de Marché kréien. Wa mir elo de Promoteuren d’Méiglechkeet ginn, fir méi ze bauen, heescht dat net, dass se et herno verlounen zu engem Präis, deen ee sech ka leeschten. An dat ass ee vun de kruziale Punkten, wou ech net ëmmer mat der Regierung averstane sinn, well bei deene Mesüeren, déi Der elo huet fir de Constructiounssektor oder fir d’Promoteursbranche, ass näischt dran, dat Iech herno garantéiert, dass déi e faire Loyer froen.

Dat heescht, déi kënnen elo iwwer Iech an de Genoss vu verschidde Moosssnamen kommen an deementsprechend awer herno, an zwee, dräi Joer, de Loyer

esou héich setzen, dass erëm kee sech et wäert kënne leeschten. An do misst Der eppes mat abauen. Mir hu jo scho laang déi Formel, dass mer soen: „Däi Loyer gëtt gekuckt, wéi vill Loyer dass de frees. Huele mer elo en Appartement, dat s de verlouns: Wéi vill dass du frees, esou vill Steier bezils du drop. Dat heescht, frees du 10 % manner wéi den Duerchschnitt an denger Gemeng oder an denger Strooss, da bezils de och manner Steieren drop. Frees de méi, geet et ëm dat Duebelt erop“, fir dass mer mol den Drock ewechhuele vun de Locatiounspräisser, dass mer soen: „Hei, du hues e steierleche Virdeel, wann s du erofgees.“ E bësse wéi d’AIS, awer méi privat, well mer kréien dann déi Leit, déi eppes verlounen. Déi hunn en Interêt drun, well se verléiere jo näischt. Se kréien et jo steierlech erëm. Op där anerer Säit kënnen awer méi Proprietären dovunner profitéieren, dass se e Loyer hunn, dee bezuelbar ass.

Déi aner Fro ass nach ëmmer net gekläert. Dat sinn d’Agencen. Ech hunn eng Proposition de loi deposéiert gehat, wou mer déi op 3 % oder 25.000 Euro maximal géifen deckelen, well ech et nach ëmmer zimmlech schlëmm fannen, wann déi Agencen iwwert déi lescht Jore massivst dovu profitéiert hunn. An do – ech hunn déi Dokumenter gesi vu Leit – geet et ëm 5 %, bis zu 50.000, 70.000, 80.000 Euro, déi eng Agence sech geholl huet, fir wa se dann eppes online setzt an herno eng Vente mécht. Natierlech, ech verstinn, dass do Aarbecht dohannert ass. Ech verstinn awer net, dass esou vill Aarbecht vun esou vill Dausenden Euro dohannert ass. An do muss mer usetzen, dass mer endlech déi 3 % fixéieren oder 25.000 Euro.

Beim Amortissement accéléré: Mir fannen de Prinzip souguer gutt. Mir hätten en awer dodru geknäppt, dass de Loyer, deen een herno freet, wann een en Amortissement accéléré kritt, net iwwert dem Duerchschnitt läit. A firwat schwätzen ech ëmmer vum Duerchschnitt? Elo soe verschidde Leit: „Jo, den Duerchschnitt, dee kënnt Der jo guer net moossen.“ Mee ech hunn awer elo erausfonnt, dass en am Rapport vun dem Ombudsman, dee mer den Donneschdeg presentéiert kruten, drasteet. An zwar firwat? Well do e Mann – oder eng Fra, ech weess net méi genau – am Rapport steet, dee just 75 % vum Loyer gefrot hätt par rapport zu dem Duerchschnitt a senger Gemeng. Dunn ass d’Steierverwaltung higaangen a se huet gesot: „Dat geet net!“ Dat heescht, do ass een higaangen an en huet manner Loyer gefrot. Du krut deen dann e bësse Bréif vun der Steierverwaltung, dat géif net goen. An aus deem System muss mer ausbriechen, dass, wa Leit soen: „Ech setzen de Loyer och nach erof“, dat och nach soll méiglech sinn. Mir kënne jo net higoen an déi och nach bestrofen.

Also ... O, zéng Minutte si schonn ëm. Ech hätt nach esou vill Iddien, déi mer kéinten ëmsetzen. An ech muss soen, d’Regierung huet de Courage, jo. Mir mussen awer lo an deenen nächste Jore da kucken, wou et hiféiert. Eise Punkt, deen ech der Regierung als Message wollt matginn – a vun de Motiounen, déi ech ofginn, schwätzen ech dann herno –, ass: Wann Der déi Mesüren huet, denkt ëmmer drun, dass de Loyer herno gerecht bleift, dass d’Präisser herno gerecht bliwene. Et geet net, dass mer elo mat Staatsgelder eppes subventionéieren, dat a véier, fënnf Joer mat enger grousser Plus-value ka verkaaft ginn oder verlount ginn, well dann hu mer e Problem an dann hu mer e Problem geschaf. Dofir, mir ënnerstëtzen eenzel Mesüre vun Tech, awer herno muss eng Gerechtegkeet fir de Bierger erauskommen.

Merci.

Motion 3

D’Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *D’Regierung huet ugekënnegt, fir proaktiv wëlle Wunnungsprojeten opzekafen, fir esou de Stock un effentlechem Wunnraum signifikativ ze erhéien.*

– *D’Moosnam soll de Bausektor an dëser schwieriger Phas ënnerstëtzen a gläichzäiteg derfir suergen, dass de Staat selwer méi Wunnengen a säi Besëtzt kritt, fir dës kënnen zu erschwéngleche Präisser unzibidden.*

– *Am Budget 2024 si fir dës Moosnam déi néideg budgetär Mëttel virgesinn.*

– *Et muss opgepasst ginn, dass d’Steiergelder effizient genotzt ginn an Abusen an d’Iwwerpräisung duerch privat Promoteure verhënnert gëtt.*

Aus dëse Grënn invitéiert d’Chamber vun den Deputéierten d’Regierung,

– *beim Kaf vu Wunnprojeten duerch de Staat änlech Krittären ewéi beim Pacte Logement 2.0 ze respektéieren.*

(s.) Marc Goergen.

Motion 4

D’Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Am Projet vum Staatsbudget fir 2024 huet d’Regierung sech virgehoen, fir proaktiv Immobilieprojeten opzekafen (VEFA), fir esou d’Unzuel u Wunnengen an effentlecher Hand signifikativ mat erschwéngleche Wunnengen opzestocken.*

– *Fir de Kaf vu Wunnengen sinn insgesamt 222 Milliounen fir d’Aides à la pierre an Acquisitiounen duerch de Spezialfond vum Logementsministère virgesinn, mee et geet aus den Zuelen net ervir, wéi dës Akeef opgeschlësselt sinn a wéi eng Immobilieprojete fir wéi vill Geld kaf goufen.*

Aus dëse Grënn invitéiert d’Chamber vun den Deputéierten d’Regierung,

– *dass all Kafkontrakt fir d’Wunnengen der zoustänneger Chamberscommissioun zäitno presentéiert gëtt mam Detail, wat fir all eenzel Wunnunitéit bezuelt gouf a wat d’Entsteungskäschte waren.*

(s.) Marc Goergen.

Motion 5

D’Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *D’Regierung wëll d’Recht op Wunnen an de Vierdergrond stellen.*

– *Aktuell bevirdelegt déi lëtzebuergesch Steierpolitik d’Proprietären, déi d’Zëse vun hiren Immobilieprête souwéi den Amortissement accéléré kënne vun hiren Steierlaascht ofsetzen.*

– *D’Locataire hunn aktuell keng Méiglechkeet, fir hir Wunnkäschte vun hire Steieren ofzesetzen.*

Aus dëse Grënn invitéiert d’Chamber vun den Deputéierten d’Regierung,

– *d’Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënne vun der Akommessteuer ofzesetzen.*

(s.) Marc Goergen.

M. Ben Polidori (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Natierlech och merci der grénger Sensibilitéit an dem François Bausch dofir, dës Interpellatioun ugefrot ze hunn. Mir hätten dat och gäre gemaach, déi gréng ware méi séier, well et ass wierklech wichteg, dass mer iwwert de Logement diskutéieren, ëmsou méi

well mer jo eng nei Regierung hunn, déi och nei Mesüre presentéiert huet an och e sougenannten „nationale Logementsdësch“ organiséiert huet, wou ee sech allerdéngs d’Fro ka stellen, wat dës Regierung sech ënner „national“ virstellt, étant donné, dass jo eng ganz Partie vun den Interessenten a vun de Leit, déi betraff sinn, guer net dobäi waren. Datt et zu Lëtzebuerg Organisatiounen gëtt oder eng Organisatioun gëtt, déi sech ëm d’Mieter bekëmmert, dass schéngt déi heite Regierung komplett ze ignoréieren. Datt et Gewerkschaften gëtt, déi d’Leit verrieden, déi um Bau schaffen, respektiv Salariéer verrieden, déi déi iwwerdeiert Loyere mussen bezuelen, dass schéngt déi heite Regierung och net ze interesséieren.

Certes, de Premierminister huet duerno mat de Presidente vun de Gewerkschaften telefonéiert, fir hinnen ze erklären, wat e mat senger Kollege vum Bausektor decidéiert huet, mee jusqu’à preuve du contraire hunn all déi Mesüren, déi an der Vergaangenheet geholl goufen an déi als Zil haten, de Promoteuren an/oder de Proprietäre Steierkaddoen ze maachen, u sech ni derzou gefouert, dass d’Wunnengen fir Kleng- oder Duerchschnittsverdenger méi zougänglech gemaach goufen. An dat misst jo awer och grad d’Zil si vun der Logementspolitik: dass all Mënsch, och grad déi, déi am mannsten oder mëttelméisseg verdéngen, sech eng Wunneng leeschte kënnen, ouni dofir an d’Aarmut ze falen.

Eng vun den Haaptursachen, firwat ëmmer manner Leit sech eng Wunneng an der Locatioun leeschte kënnen, dat ass, dass d’Loyeren einfach méi séier an d’Luucht gaange si wéi d’Salären. Géifen d’Salären eropgoen – do kéint een nach iwwer aner Saachen diskutéieren, wéi zum Beispill d’Erhéijung vum Mindestloun – oder géifen d’Loyeren och effikass gedeckelt ginn, esou wéi mir dat nach ëmmer an eiser Proposition de loi virgeschloen haten, da kéint de Staat op aner Mesüre verzichten, ënner anerem och déi Subvention loyer, déi souwiesou der aktueller Situatioun net méi gerecht gëtt.

Wa mer scho bei der Subvention loyer sinn: Mir haten eis scho skeptesch ausgedréckt deemools, wou se agefouert gouf. Net well mer der Meinung gewiescht wieren, dass een de Leit net wéilt hëllefen, wa se hire Loyer net begläiche kéinten, mee ganz einfach well een eng Loyerspolitik misst maachen, déi iwwerdeiert Loyere fir d’éischt emol méi staark misst begrenzen, well mir brauchen e Mietdeckel. An d’Subvention loyer ass schlussendlech och eng Subvention propriétaire, wann een esou kuckt. Et ass eng staatlech Subventioun fir Proprietären, déi weiderhin da kënnen héich Loyere fuerderen, déi kenger lounpolitescher Realitéit entsprechen an déi se monter och nach kënne weider erhéien. Derbäi kënnt och nach, dass d’Subvention loyer, och wa se elo liicht, ganz liicht eropgoe wäert, weiderhin eng Drëps Waasser op de waarme Stee wäert bliwene.

A wa mer och nach scho vläicht bei staatleche Mesüren oder Hëllef sinn: Vlächcht misst een och diskutéieren iwwert d’Garantie locative vum Staat, wou den Taux d’effort bei 50 % läit. An anere Wieder: Dat heescht am Kloertext, dass, wann de Loyer bei iwwer 50 % vum Salaire läit, da kënnt een net méi an de Genoss vun dëser Garantie locative bei Loyeren, déi awer séier iwwer 1.500 Euro leie kënnen. Do ass d’Rechnung séier gemaach. Dat heescht, et misst ee sech iwwerleeën, déi Limitt do ofzeschaffen.

Här President, mir rodene awer och nach der Regierung – si huet jo eng Partie Mesüre presentéiert – nach ëmmer ganz staark of, op déi Tricker zréckzegräifen, déi schonn am leschte Joerhonnert derzou gefouert hunn, dass de Besëtzer sech ëmmer méi konzentréiert huet an e puer Hänn, sief et Promoteuren oder

Privatproprietären, déi an enger Profitdynamik an, jo – an d'LSAP huet och glécklecherweis dovunner geschwat –, an enger Spekulationsdynamik sinn, an dat grad an engem Land, wou effentlecht Bauen eng absolut Ausnam ëmmer war an nach ëmmer ass. Déi sëllege Steierkaddoen un déi, déi scho Besëtzer sinn an déi och Business bedreiwe mam Recht vun de Mënschen op Wunnen, wäerten déi aktuell Situatioun an eisen Aen nach ëmmer weider verschäerfen.

A wannechgelift versicht och net, op nei Iddien ze kommen ... Dach, Dir kënnt op nei Iddie kommen, mee passt op mat der Kreativitéit. Ech schwätzen do zum Beispill vum Premierminister senger Iddi, fir ze soen, et kéint ee vläicht och Aktien huelen als Eegekapital, fir e Prêt unzefroe bei de Banken. Dat ass vläicht eng interessant Iddi, wann een eng Bulle wëll platze loossen, mee ech mengen, dovunner muss een ofgesinn. Mee et mierkt een awer och e bëssen d'Natur vun der Regierung, well ech mengen, dass ongeféier 90 % vun den Aktien an den Hänn vu ganz weënege Leit sinn. Dat heescht, dat géif souwisou nëmmen e puer Leit betreffen.

Dofir, loosst d'Fangeren och ewech vun anere Kaddoe wéi dem Quart-taux oder dem Eropsetze vum Taux d'amortissement accéléré, wou jiddereen Iech erkläert, dass dat näischt gëtt, ausser vläicht Är Frënn aus der Baubranche.

Well wa mer bei de Steierkaddoe sinn: Mir mengen, dass se kee Sënn maachen, an zwar aus zwee Grënn. Den éischte Grond ass, dass Steierkaddoen, sief et op Kapital, sief et op de Produkter vun der Rente, ëmmer derzou féieren, dass de Staat, also d'Allgemengheet, Sue verléiert. Mir schwätze vu groussen Zomme vu Kapital, dat net vun der Aarbecht staamt, mee vun der Rente. A mir schwätze vu Produkter, vu Profitter vum Besëtzer, Immobilieprofitter, déi d'Tendenz hunn, sech ze accumulieren. Dat heescht, et huet näischt mam Meritt ze dinn, vun deem Liberaler ëmmer esou vill schwätzen.

Duerch den Amortissement accéléré, duerch d'Erofsätze vun der Besteuerung op d'Benefisser vun enger Vente, also d'Aféierung vum Quart-taux, dat heescht eng Besteuerung vun nëmmen 10 % amplat vu 40 % op d'Benefisser vun enger Vente, wäert de Staat wäertvoll Finanzmëttelen verléieren, déi e bräicht, fir kënnen eng richteg effentlech Wunnungsbaupolitik ze starten. Suen, déi mer brauchen, fir Terrainen opzekafen, fir Neibauten opzekafen, déi Promoteuren net lassginn, awer och – awer och wierklech! – fir als Staat selwer ze bauen.

Ech komme kuerz dann awer nach op d'VEFAen zréck, well virdrun huet den Här Donnersbach dovunner geschwat, där hallwer Milliard oder deene 480 Milliounen, déi do virgesi sinn, fir VEFAen opzekafen. Wann ech mech net ieren, sinn déi souwisou jo nach op déi zwee nächst Joer gestreckt. An dat ass jo eng Mesür, déi geholl gëtt, grad well et eng Kris gëtt a grad well Promoteuren hir Objeten net lassginn. An dofir kënnen also de Staat respektiv d'Gemengen – d'Stad Lëtzebuerg huet dat jo och gemaach – zu anere Krittären natierlech opkafen, wat eng gutt Saach ass.

Wann déi Baukris awer eriwwe ass, da gleewen ech kaum, dass d'Promoteuren dat nach wäerte maachen an dat un de Staat oder un d'Gemenge wäerte verkaufen. Dat heescht, déi hallef Milliard ass reng spekulativ an déi wäert Der net kënnen ausginn. Dofir passt op, wann Der de Leit Saachen erzielt. Ech mengen, ech gleewen net esou richteg dorunner.

Bon, den zweeten Haaptgrond, firwat mer och géint déi Steierkaddoe sinn, dat ass d'Konzentratioun vun den Immobilien. An ech mengen, och wann dat op der Zäit reduzéiert ass, déi Saach vum Quart-taux ...

Also, do kann ee vläicht dervunner ausgoen, dass gewësse Privatpersounen dat wäerten als Aubaine empfangen – dat kann ee jo och novollzéien –, fir ze soen: „Ech verkaufen elo eng Wunneng.“ An do kann een awer dervunner ausgoen ... Wie keeft déi Wunneng dann op? An der aktueller Situatioun kann ee wierklech dervunner ausgoen, dass dat déi grouss Promoteure wäerte sinn. Déi wäerten dann déi Objeten opkafen, fir hir strateegesch Reserve nach weider opzestocken, opzefüllen. Dat heescht, mir wäerten nach méi Konzentratioun hunn.

Mir mengen och, dass mer, amplat de Bausecteur ze subventionieren, andeems ee mat der Géisskan de Chômage partiel aféiert, wou de Staat dann 80 % vum Salaire, deen de Betrib misst bezuelen, iwwerhëlt, besser hätten, eng national, eng effentlech Wunnungsbaugesellschaft ze grënnen. Well et gouf hei och vun der DP gesot: „Jo, d'Promoteuren, dat sinn esou vill Leit, déi do schaffen, esou vill Aarbechter, esou vill Handwierker.“ Jo, mir wëssen dat jo och a mir sinn der Meenung, dass u sech de Staat eng eege Gesellschaft misst bauen. Da kéint en och Aarbechter ophuelen, déi vläicht an de Chômage kommen, och Handwierker eng Aarbecht sécheren, warscheinlech och a sécherlech mat besserer Salären a mat besserer Aarbechts- a Sécherheetskonditiounen wéi um private Marché.

An da wollt ech och nach eppes soen zu de Promoteure vum soziale Wunnungsbaue, well mir sinn elo awer mat enger Situatioun konfrontéiert, wou e soziale Promoteur, d'Société nationale des habitations à bon marché, d'SNHBM, op iwwer 120, 125, Wunnenge setzt, déi se net lassgëtt. An dat muss es sech da virstellen: An engem Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Leit struewelen, fir eng Wunneng ze fannen, struewelt hirersäits d'SNHBM, fir Keefer ze fannen. Méi absurd kéint een d'Situatioun net beschreiwen.

Mir geet et natierlech net drëms, fir d'Daseinsberechtigung vun der SNHBM a Fro ze stellen, ganz am Géigendeel. Mee et kann net sinn, dass déi eenzeg Äntwert déi ass, dass de Krees vun de méiglechen Beneficiären erweidert gëtt elo op de 7. Oktober. Dat heescht, dass just nach 30 % vun den héchste Revenuen net eligibel sinn, fir eng Wunneng do ze kréien. An anere Wieder: D'Situatioun um fräie Marché ass esou aus dem Rudder geroden, dass de Gros vun der Mëttelechicht elo a Fro kéim, fir eng Wunneng bei der SNHBM ze kréien. Bon, déi Wunnenge sinn natierlech souwisou net do.

Mir mengen awer och, dass de Problem vun der SNHBM warscheinlech deen ass, dass et eng Société anonyme ass, déi sech selwer finanzéieren muss an dofir och verkafe muss. Déi Rechnung ass vläicht viru Joerzénge opgaangen, mee hautzudaags ass se warscheinlech komplett absurd, well entweder huet ee genuch Eegekapital, fir souguer bei der SNHBM ze kafen, oder et huet ee guer keen Eegekapital, da bleift ee Locataire. A wann ee genuch Kapital huet, fir bei der SNHBM ze kafen, dann huet ee vläicht nach besser, quitte dass een e bësse méi dropleet, um private Marché ze kafen, well een do och nach d'Méiglechkeet herno huet, fir zu Marchéspräisser ze verkaufen. Dann ass ee manner ugeschmiert. Mir sinn do wierklech an enger Situatioun, wou ee sech d'Fro misst stellen, ob een éischters emol doriwwer diskutéiert, wat fir eng Forme juridique d'SNHBM misst hunn.

An zweetens: Vläch missten och déi 125 Wunnengen zur Locatioun kommen. Dat géif awer virussetzen, dass d'Aktionäre vun der SNHBM, de Staat an déi verschidde gréisser Gemengen, d'SNCI, d'Spuerkeess an esou weider, d'Kapital opzestocken, fir dass d'SNHBM se weinstens kann an der Locatioun lassginn. Dann hu mer weinstens eppes do geschafft.

Voilà, ech soen Iech Merci, Här President, fir Är Toleranz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech hunn elo nach eng Noaschreiwung op d'Lëscht vum Här François Bausch. Vu dass d'Sensibilité politique déi gréng nach zéng Minutten huet, huet den Här Bausch elo d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech kann Iech och berouegen, ech wäert net zéng Minutte schwätzen. Ech wëll just op e puer Saachen agoen, déi den Här Donnersbach gesot huet ... Ech weess net, ass en hei?

(Interruptions)

A, dohanne setzt en. Pardon, entschëllegt.

(Hilarité)

... déi den Här Donnersbach gesot huet, déi mer awer wichteg sinn.

Dat Éischt ass emol: Den Här Donnersbach kann dat vläicht net wëssen, mee hien huet gesot: „Dann hätt Der sollen e Plan sectoriel ‚Logement‘ maachen.“ Här Donnersbach, dee gëtt et. Deen hunn ech an der Legislaturperiod 2013–2018 duerchbruecht, an an deem Plan sectoriel „Logement“ ass genau definiert, wat fir eng Grands projets d'envergure solle realiséiert ginn. Mee do handelt et sech generell net nëmmen ëm staatlech Projeten, mee generell och ëm Privater, déi do mat dra sinn. Also, dat gëtt et. D'Regierung huet do hir Hausaufgab gemaach.

Dat Zweet ass: Dir sot: „Jo, déi lescht fënnf Joer“, en fonction vun deem, wat ech gesot hunn, „hätt ee jo kënnen handelen.“ Mee dat ass gemaach ginn. Et sinn eng Rei Gesetzer – Dir hutt se selwer opgezielt –, déi an deem Kontext eebe genau dee Punkt betreffen oder déi Punkte betreffen, déi ech genannt hunn. Déi sinn um Instanzewe. Wann déi net duerchgaange sinn, Här Donnersbach, da wësst Der jo och, firwat dass se net duerchgaange sinn. Déi leie scho laang beim Staatsrot. Do sinn dererbäi, do si vill Opposition-formellen, an de Grond, firwat dat esou ass, kann ech Iech awer erklären. Dat ass, well natierlech an der Gesellschaft zu Lëtzebuerg den Droit à la propriété privée sakrosankt ass.

Dat heescht, mir hunn eng Situatioun hei, dass et ... Et geet net drëms ... All Mënsch ass der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer d'Propriété privée protegieren. Mee mir hunn zu Lëtzebuerg do eng Astellung, déi geet wäit iwwer dat eraus, wat et an anere Länner an Europa gëtt, zum Beispill wann Der e Land huet wéi d'Schweiz. Ech hunn dat schon oft gesot: Dat ass jo kee kommunistesch Land, mee par konter e ganz konservatiiv, liberaalt Land. Mee gitt Iech emol eng Kéier ukucken, wéi do besteiert gëtt. An d'Gesetzgebung sinn och ..., wat geschitt, wann een zum Beispill an engem urbane Raum den Terrain net wëllt viabiliséieren an doduerjer d'Entwécklung vun der Stad blockéiert. Dat ass eng Diskussioun, déi ass zu Lëtzebuerg scho ganz al.

An ech kann Iech soen: Ech hunn an der Legislaturperiod 2013–2018, wou ech jo Landesplanungsminister war, en neit Landesplanungsgesetz op den Instanzewe bruecht, wou och vill Saachen drastoungen. Déi sinn all blockéiert gi mat onzielegen Opposition-formellen am Staatsrot. A wann ech herno net eng Rei Kompromësser gemaach hätt, déi ech perséinlech net gemaach hätt, mee déi ech awer hu misse maachen, dann hätt ech zum Beispill d'Plan-sectoriellen net duerchkritt, well d'Landesplanungsgesetz war d'Viraussetzung, fir dass ech d'Plan-sectoriellen herno kéint duerchréien. Also duerfir: Et si wichteg Schrëtt geholl ginn an der Legislaturperiod 2013–2018, och an där leschter, déi an déi Richtung gi wéi dat, wat ech hei gesot hunn.

Wat mech jo prinzipiell stéiert un der Approche, wéi se bis elo virginn ass – mindestens dat, wat bis elo um Dësch läit oder wat bis elo diskutéiert ginn ass –, dat ass, datt et ausschliesslech an eng Richtung geet mat de Mesüre bis elo, wéi ech virdu gesot hunn, wéi se sech an der Vergaangenheet erweisen hunn, datt se fir den erschwéngleche Wunnraum net vill wäerte bréngen.

An da kommen ech och zu der Baukris. Dir sot, well mer geschriwwen haten: „en Deel vun der Baubranche“ ... Jo, dozou stinn ech och. Et ass net déi gesamt Baubranche, déi integral d'Nämmlecht beträff ass vun där Kris, an där mer am Moment sinn. Nee, kuckt Iech d'Recetten am Staatsbudget un, da gesitt Der ganz genau, datt et am Secteur de la construction grouss Ennerscheeder gëtt, éischters, an zweetens, datt mer do effektiv an enger Situatioun sinn, wou net alleguer d'Nämmlecht ... Ech kéint Iech der elo hei aus dem Stand – wat ech awer net wëll maachen; mir si jo net hei, fir mam Fanger op Leit ze weisen – eng Dosen opzielen aus der privater Baubranche, déi, mengen ech, net ganz vill Problemer de Moment hunn.

Et gëtt der natierlech, déi vill Problemer hunn. A well et der vill gëtt, déi Problemer hunn – dat hunn ech jo och gesot –, si mer och der Meenung, datt et effektiv gutt ass, datt ee Mesüren ergräift, fir am Moment déi Branche ze stäipen. Mee genausou sinn ech awer och der Meenung, datt et wéinst den héijen Zënse wichteg ass, datt déi Mesüren, déi elo solle geholl ginn, fir datt mer d'Plaffongen an d'Lucht hiewen, wat ee ka vun Zënse steierlech ofsetzen, gutt Mesüre sinn. Dat ass net de Punkt. Dat si kuerzfristeg Mesüren, déi gutt sinn an där Kris, wou mer de Moment sinn, effektiv, mat deenen héijen ... net héijen Zënse, well d'Zënse si vill eropgaangen, wéi et schonn e puermol gesot ginn ass elo de Mëtteg, vu bal null op e gewëssenen Niveau. Mee gitt emol zrëck kucken an d'80er-, 90er-Joren, wou d'Zënse do waren. Da si mer jo nach net an de Paragen de Moment, wou ee ka soen, datt d'Zënse a sech immens héich sinn, mee se sinn natierlech rapid vun null eropgaang. An dat ass och richtig, datt een do Saache mécht.

Dat huet iwwregens um Schluss vun der Legislaturperiod déi lescht Regierung och gemaach. An duerfir, wann ech hei eng Rei Saachen opwerfen, da stinn ech do an der totaler Kontinuitéit zu deem, wat mir versicht hunn, an deene leschte Joren ze maachen.

Niewebäi bemierkt, wann ech d'Demokratesch Partei wär, dann hätt ech Är Ried nawell eng zimmlech Frechheet fonnt par rapport zu hinnen als Koalitionspartner. Ma d'Demokratesch Partei hat de Logementsminister tëschent 2013 an 2018! Also, sou wéi Der déi lescht zéng Joer hei ofgefärdet hutt an Är Ried, dat, muss ech Iech soen, ass net immens fair par rapport zum Här Meisch a senger Partei an Ärem Koalitionspartner, wat Der do gemaach hutt.

Wësst Der, Här Donnersbach, Dir kënnt roueg och kucken, wat ech gesot hunn. Ech hu selwer Riede gehal ufanks den 2000er-Joren zu deene Mesüren, déi deemools getraff gi si vum Jean-Claude Juncker. Do hunn ech näischt aneres gesot wéi dat, wat ech haut gesot hunn.

A wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net alles schlecht, wat Der maacht, mee Dir maacht net genuch an op ville Punkten hutt Der op alle Fall nach net vill gesot.

An iwwregens wëll ech Iech och soen, wat d'Geneemegungen ubelaangt: Wann ech hei just iwwert de Problem vun de Gemeinde geschwat hunn oder iwwert d'Bautereglementer, dann ass et net, well ech fannen, am Environnement soll näischt gemaach ginn.

Iwwregens niewebäi bemierkt, d'Madamm Welfring huet relativ vill am leschte Joer nach vun der Legislaturperiod gemaach, Mesüren, vun deenen Dir haut kënt profitéieren als nei Regierung. Sidd doriwwer dankbar emol éischters – fir dat emol ze soen!

An dat Zweet ass: Ech werfen dat anert op, well dat bei Iech net zur Diskussioun kënnt, well einfach hei gesot gëtt, vu Ministeren vun Är Partei zum Beispill, datt ee kéint locker bei der Baudicht eppes maachen, datt ee locker kéint eppes maache bei der Héicht, wéi ee baut an esou weider an esou virun. Dobäi misst een awer ganz genau wëssen, datt do am Fong d'Regierung eigentlech iwwerhaupt keen Afloss dorop huet, well dat strikt Autonomie communale ass. Also, wann een dat wëllt, da muss een awer och driwwer diskutéieren, wat een do wëllt maachen. An dat géif ech nawell gär gesinn a wëssen. An duerfir hunn ech déi Kriticken och hei ubruecht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Wuert ass fir d'Regierung, déi 30 Minutten Zäit huet. Wa méi wéi ee Minister wëllt schwätzen, wou-vun ech ausginn, da muss se sech déi 30 Minutten opdeelen. Dat wollt ech just um Ufank soen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech duerfir bidden, mech no 20 Minutten dezent drop opmierksam ze maachen, datt de Gilles Roth och nach duerno als Finanzminister wëll eppes soen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen dat dezent.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech wëll dem Fränz Bausch Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en ugefroet huet. Et war fir eis alleguerten, et war fir d'Regierung, et war fir mech notament d'Geleeënheet, och hei deenen eenzelne Fraktiounen, hire Spriecher an och de Sensibilitäten nozelaschteren an och do déi eenzel Positiounen zur Kenntnis ze huelen a matzehuelen, well hei sinn d'Representant vum der Populatioun an et ass e Problem an eng Erausforderung, déi jiddereen ugeet am Land, egal ob e sech elo Proprietär, Locataire, Promoteur, wéi och ëmmer, nennt. Mir sinn alleguerten hei concernéiert.

A mir sinn eis an eppes, denken ech, de Mëtteg wierklech eens gewiescht. Dat ass, datt d'Situatioun am Wunnensbau en enormen Impakt huet op déi sozial Kohäsion hei zu Lëtzebuerg an och en enormen Impakt huet op déi wirtschaftlech Entwécklung hei zu Lëtzebuerg, datt et, wa mer wëlle weider e Land sinn, wou mer zesummenhalen, dann och esou ass, datt jiddereen e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp huet. A wa mer e Land sinn, wat sech och wirtschaftlech nach wëll entwéckelen, a mer wëssen, datt dat och heescht, datt mer eng wirtschaftlech Croissance hunn, datt mer eng demografesch Croissance hunn, da muss mer och kucken, datt mer deementspreechend och Wunnraum schafen, fir datt jiddereen hei en agreabelt Liewen zu Lëtzebuerg ka féieren.

Mir sinn eis awer och, stellen ech fest, an der Theematik doriwwer eraus a villem eigentlech och eens – net an allem, datt ass normal, mee a villem awer och eens. Mir soen alleguerten eigentlech, datt mer méi mussen bauen, datt mer och méi schnell mussen bauen, datt mer net egal wou mussen bauen, mee do, wou

et landesplaneresch gesi Sënn mécht, datt mer op Plazen och emol aneschtters mussen bauen, méi dicht vläicht bauen, och méi héich vläicht bauen, do, wou dat geet, wou dat keen anere stéiert.

Mir soen och eigentlech alleguerten, datt mer méi abordabel Wunnraum brauchen, Wunnengen, déi also bezuelbar sinn och fir Familjen a fir Leit mat méi bescheidenem Akommes. Mir soen och, datt d'effentlech Hand eigentlech do ... oder virun allem dee ganzen Nonprofit-Bereich, do, wou et net drëms geet, de maximale Rendement ze maachen, mee do, wou et drëms geet, wierklech Wunnraum zur Verfügung ze stellen, datt dee misst gestärkt ginn, datt dee méi eng grouss Roll op eise Wunnengsmarché misst spillen, fir eebe grad derfir ze suergen, datt mer trotz wirtschaftlecher Dynamik, trotz Präissteigerungen eigentlech op déi, déi et sech net kënnen leeschten, déi do net mat kënnen zéien, déi do hannen erof-falen, ganz besonnesch kënnen oppassen.

Déi meeschten hunn eigentlech och eng gewësse Sympathie fir dee Programm, dee mer elo an där Optik och do entwéckelt hunn, fir vun der Situatioun, jo, och kuerzfristeg ze profitéieren, fir Immobilieprojeten, déi elo am private Marché keen Ofsaz fonnt hunn, dann och als Staat kënnen ze kafen an do-duerjer souwuel der Immobiliebranche an der Baubranche kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, wéi awer och kuerzfristeg – a kuerzfristeg ass do ëmmer an den nächste Joer, net an den nächste Méint, mee an den nächste Joer, wann da gebaut gëtt – dann dat an de Parc immobilier vum Staat respektiv vun den effentleche Promoteuren, vun der effentlecher Hand zu Lëtzebuerg kënnen eranzehuelen, nieft deenen Efforten, déi mer traditionsgeméis natierlech ëmmer gemaach hunn a weider wäerte maachen an och weider wäerten intensivéieren vun engem Fonds du logement, vun enger Société nationale des habitations à bon marché, déi mer müssen natierlech och mat Budget ënnerstëtzen, déi mer awer och mussen mat Terrain ënnerstëtzen, fir déi nächst Jore kënnen dorobber weider Projeten ze developéieren.

Ech denken och, datt jiddereen d'accord ass, datt mer eis ganz staark op déi Baulücken, déi mer hunn, sollte fokusséieren. An et gëtt hei zu Lëtzebuerg queesch iwwert déi 100 Gemengen iwwer 10.000 Baulücken, wou et eigentlech just duergeet, datt de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch eng Baugeneemegung gëtt, an et kann ee lassleeën. An ech denken, datt dat och eppes ass, wou mer eis jo müssen eens maachen: Da kommt, mir kucken, wéi mer déi kënnen viabiliséieren! E klengen Deel ass an effentlecher Hand, e ganz klengen Deel ass an effentlecher Hand, dee groussen Deel ass a privater Hand. Mee ech denken, wa mer wëllen eppes weiterentwéckelen, datt mer méi kënnen bauen, méi schnell kënnen bauen an do bauen, wou mer eigentlech net op d'Käschte vun der Natur ginn, net weider versiegelen, mee do, wou d'Infrastruktur scho virun der Dier läit, datt mer eigentlech eis och dorobber sollte konzentréieren.

Et ass och vun Einzelnen ugeklungen, an de Fränz Bausch huet et ënnerstrach: D'Friche-industriellen hunn en enorm Potenzial – haten, well mer einzelner schon entwéckelt hunn. Anerer muss mer entwéckelen, wéi d'Metzeschmelz oder Esch/Schëffleng mat engem enorme Potenzial, fir natierlech och do Wunnengen ze schafen, och abordabel Wunnengen kënnen ze schafen, och en neien Urbanismus eigentlech emol op grouse Fläche kënnen anezéieren an ze weisen, wat awer och geet a wéi mer haut och kënnen mat enger héijer Liewensqualität op engem limitéierten Terrain zu relativ vill awer beienee wunnen. Dat geet natierlech net ëmmer an engem

gewuessenen Tissue vun där enger oder anerer Gemeng.

D'Gemengen, denken ech, si fir jiddereen e wichtegt Stéchwuert de Mëtteg hei gewiescht, well ouni Gemenge baue mer guer net. Et ass ëmmer, wéi ech gesot hunn, eng Buergermeeschtesch, e Buergermeeschter, déi d'Baugeneemegung musse ginn, wou et am PAG muss sinn. Et ass d'Gemeng hannendrun, déi natierlech déi Awunner, déi bäikommen, och muss geréieren, déi d'Kanner an d'Schoul muss huelen, d'Crèche muss bauen, d'Sportsinfrastruktur muss bauen, d'Kulturzentere muss ausbauen, déi d'Mobilitéit muss vläicht aneschtlers organiséieren. Alles dat sinn och Entwécklungen, déi vun der Gemeng musse matgeduecht ginn. Et geet also net duer, just elo en Terrain ze hunn, mee d'Follgekäschten an d'Suite dovunner op d'Zesummeliwien an der Gemeng mussen natierlech matgeduecht ginn. An duerfir kënnen d'Gemengen eigentlech hei nëmmen e privilegiéierte Partner sinn, wa mer wëlle méi bauen a méi schnell bauen.

Jo, ech denken och, datt et e relativ breede Konsens hei gëtt, datt mer déi Iddien, déi och an der leschter Legislaturperiod schonn do waren, fir net benotzten Terrainen ze besteieren, eidel stoend Wunnengen ze besteieren, solle weiderdreiwen, zum Ofschloss bréngen an eis domadder och en Instrument gi fir dat Potenzial, wat mer hunn, an datt mer och do, wou politesch Decisiounen getraff gi sinn, um nationale Plang, um kommunale Plang, datt do soll gebaut ginn, de Particulier e bësse méi mat der Hand huelen, fir datt en dann och wierklech dohinner geet.

Jo, ech sinn och der Meenung, bei deem Konsens, deem iwwer eng ganz Rei vu Froen awer hei de Mëtteg och existéiert huet, datt déi lescht Regierung ganz villes och richtig gemaach huet, déi successiv Regierunge warscheinlech villes richtig gemaach hunn. Ech denken awer och, datt een där heiter Regierung vun der Intentioun hier an och bei deem, wat se an deenen éischte Wochen a Méint elo op de Wee bruecht huet, elo net kann ënnerstellen, datt dat alles falsch ass, an datt mer hei awer och probéiert hunn, opbauend op deem, wat geschitt ass, souwuel nei Akzenter ze setze wéi awer och ze kucken, déi Instrumenter, déi einfach emol do sinn, esou gutt ewéi méiglech kënnen ze notzen.

Een Instrument, wat do ass, dat ass d'Gesetz iwwert de Logement abordable vum leschte Joer, vum August 2023, wat eigentlech vun der Philosophie hier e Gesetz ass, wat mir ganz gutt gefält, well et ganz vill Acteure mathält, souwuel déi staatlech Promoteuren, wéi awer och d'Gemengen, wéi awer och de karitative Secteur. Hei ass vu Caritas a Croix-Rouge geschwat ginn. Jo, déi kënnen och e Promoteur social ginn an déi ginn och bei eis am Ministère vum Logement an am Aménagement du territoire an an aus, fir eeben och do hire Rôle weider ze intensivéieren. An ech denken, datt do ganz vill Acteuren, där méi grouss an där méi klenger, sinn, déi och e wichtige Pilier an den nächste Jore kënnen opbauen, wann et ëm de Logement abordable geet.

Jo, ech denken, eng vun de Konklusiounen vun där Réunion nationale du logement war jo, wéi mer et och am Beräich vum Logement abordable méiglech kënnen maachen, datt mer de Privatsecteur-Promoteur, wéi hei gesot gëtt, d'Privatinvestisseuren, och kënnen mat an d'Boot huelen, wann et drëms geet, méi abordable Wunnengen zu Lëtzebuerg a kuerzer Zäit ze schafen. Dat, denken ech, soll keen Tabu sinn an doriwwer sollte mer nodenken an och kënnen schwätzen.

Jo, mir brauche mëttelfristeg en Equilibre tëschent Offer an Demande. A jo, ech denken, wa mer wëllen

d'Land weiderentwéckelen, musse mer vun enger héijer Demande ausgoen. An duerfir ass et natierlech wichteg, datt mer kucken, wou mer Terrainen hunn. Et ass awer och wichteg ze kucken, datt mer déi Terrainen da kënnen bebauen. An d'Prozeduren, sënnavoll Prozeduren – déi net alleguerte verkéiert sinn –, a Saachen, wat d'Mobilitéit ubelaangt, wat d'Landesplanung ubelaangt, wat Naturschutz ubelaangt, musse gekuckt ginn, fir datt mer déi awer esou acceleréieren, datt een och virukënn, fir eebe mëttelfristeg en Equilibre ze hunn tëschent der Demande un zousätzlech Wunnengen an der Offer, iwwert de Marché an awer och iwwer aner Acteuren, déi net benëffissorientéiert sinn, fir dat ze maachen.

Ech denken, de Plan sectoriel, deem ugeschwat ginn ass, dee läit do. Do si ganz vill Terrainen ausgewisen an deem Sënn, datt gesot gëtt: „Do kéint eigentlech ganz gutt gebaut ginn. Dat mécht landesplaneresch Sënn.“ D'Regierung wëll och kucken, datt mer dat developéiert kréien, andeems ee kuckt, wat fir eng Terrainen ee ka kafen, wou privat Acteure sinn, déi dat vläicht kënnen matmaachen, an datt een och mat de Gemenge kuckt, wat d'Gemengen do iwwerhuelen an der Planung, a wann dat net méiglech ass, och mol eng Kéier iwwer e Plan d'occupation du sol als nationaalt Instrument eng Planung dorobber leet, einfach fir d'Saachen ze acceleréieren. Ech denken, datt dat net onbedéngt am Konflikt mat de Gemenge muss goen, mee datt dat och an der Diskussioun an am Dialog mat de Gemenge muss kënnen méiglech sinn.

Een Instrument, wat garantéiert, datt eigentlech an deenen zukünftigen Entwécklungen an den neie Quartieren jo och e Prozentsaz vu Logements abordables allkéiers mat realiséiert gëtt, ass den Artikel 29bis vum Aménagement-communals-Gesetz. An do musse mer natierlech kucken: Wien ass deem Acteur? Ass dat d'Gemeng? Ass et de Staat? Ass et en ëffentleche Promoteur? A wéi finanzéiere mer déi, fir datt mer déi Wunnengen do och als Logements abordables kënnen iwwerhuelen an dann awer och herno an eng rationell Gestéioun kënnen iwwerféieren, fir méiglechst ville Familljen déi da kënnen zur Verfügung ze stellen?

Ech hu villes opgezielt, wou mer eis eens sinn oder eens kënnen ginn, denken ech. Et gëtt natierlech och Punkten, wou mer dat net onbedéngt sinn. Der Regierung lücht net an, datt mer elo duerch Besteuerung vun neiem Bauland iergendwéi e Problem direkt à court an à moyen terme kënnen léisen. Mir bielede jo bal, datt d'Leit hir Terraine sollen enger Bebauung zouféieren, datt se sollen un d'Developpeure verkafen, datt se vläicht och un de Staat verkafe sollen, un d'Gemeng verkafen, un en ëffentleche Promoteur verkafen, fir datt eppes drop geschitt. An dann duerch eng Besteuerung awer hannendrun ze kommen an ee quasi ze bestrofen, dat ass an den Ae vun der Regierung awer éischter kontraproduktiv. Do géife mer wierklech warnen.

Ech deelen och net déi Duerstellung hei ... Bon, mir maachen hei alleguerte Politick, vun alle Borden, an duerfir kann een alles ëmmer eng Kéier vun där enger Säit a vun där anerer Säit kucken. Mee kommt, mer bleiwen awer mol realistesch! Wa mer hei, fir d'Baubranche ze stimuléieren, fir Betriber ze halen, fir Aarbechtsplazen ze halen an ze protegéieren, e Steierpak vun engem Volume vun 135 Milliounen, mengen ech, proposéieren, zäitlech begrenzt op ee Joer – zäitlech begrenzt op ee Joer! –, parallell d'Regierung awer eng zousätzlech Enveloppe budgétaire virgesäit, fir Immobilien op de Privatmarché opkafen ze goen, fir dann duerno de staatlechen Immobilienpark ze vergréisseren, fir se als Logements

abordables kënnen de Familljen an den Awunner hei zur Verfügung ze stellen, da ka jo awer kee soen, do géif et elo eng Schiflag ginn a Richtung vu steierleche Mesüeren, déi just d'Promoteuren an d'Investisseure géife begéischten.

Dräimol méi ass hei decidéiert ginn, fir VEFA-Projekte fir Logements abordables opzekafen an den nächste Joren, par rapport zu deem, wat mer limitéiert, zäitlech limitéiert, fir eng Operatioun um Marché immobilier an an der Baubranche elo kënnen maachen, fir Aarbechtsplazen a Betriber ze halen. Ech denken, datt dat e gudden Equilibre ass an datt mer dat och sollten esou ëmsetzen.

Jo, mëttelfristeg musse mer méi Logements abordables schafen. Mëttelfristeg brauche mer nei Terrainen. An iwwert déi Zäit, wou de Staat normalerweis no vir kuckt, hu mer eis déi Moyene ginn. Et war ënnert der leschter Regierung schonn am Pluriannuel eng Enveloppe financière vun 953 Milliounen fir Logements abordables vun 2024 bis 2027 virgesinn. Déi ass elo nach eng Kéier eropgesat ginn ëm déi 480 Milliounen, woumat mer VEFA-Projekte wëllen opkafen. Da si mer bal bei annerhallwer Milliard fir déi nächst véier Joer. Dat ass e considerabelen Effort, deem d'ëffentleche Hand hei mécht.

An op där anerer Säit, denken ech, hu mer an deem Paquet awer och nach eng ganz Rei vun Aspekter gehat, déi haut de Mëtteg kaum thematiséiert goufen: datt mer d'Subvention de loyer considerabel eropgesat hunn, fir Famillje mat Kanner notament, well d'Wunnen ass och eng vun den Ursachen hei zu Lëtzebuerg vu Kannerarmut; datt mer och d'Subvention d'intérêt, eng staatlech Garantie, esou gestréckt hunn, datt méi Familljen dovunner kënnen profitéieren, och méi héich kënnen dovunner profitéieren, fir datt déi vläicht elo awer och vun enger Reduktioun vun de Präisser um Immobiliemarché kënnen profitéieren an datt d'Banken dann awer vläicht kënnen matgoen. Alles dat hu mer och gemaach. Dat hei ass also net nëmmen e Pak fir Investisseuren, mee dat ass e Pak fir jiddereen am Land, fir kënnen zesummen no vir ze goen.

Dat ass eigentlech och d'Stéchwuert. Wa mer de Logementsproblem mëttelfristeg wëlle geléist kréien, dann ass et net, datt een eleng e léist, an et ass och net, datt eng Mesür derzou féiert, datt mer dat geléist kréien. Et kann nëmmen eng Panoplie vu Mesüre sinn an et kann och nëmmen eng Panoplie vun Acteure sinn, déi dozou kënnen bäidroen. Jo, eenzelner si genannt ginn: Fonds du logement, SNHBM, d'Gemengen. Ech denken, och nach anerer, wéi ech iwwer gesot hunn, aner Promoteur-socialen, déi iwwert d'Aide à la pierre kënnen mat mobiliséiert ginn.

Ech wëll net ausschléissen, datt och de Privatsecteur sech dorunner ka bedeelegen, ënner Krittären. An do sinn ech eens mat jidderengem, deem dat hei ënnerstrach huet: Et kann net esou sinn, datt mer ee staatlech subventionéieren an herno eng Plus-value privatiséiert gëtt. Dat kann et net sinn! Dat ass net dat, wat ech verstinn ënnert der Zesummenaarbecht tëschent ëffentlecher a privater Hand, fir Logement abordable ze schafen. Et muss fair si fir béid Säiten an et muss och eng Perspektiv ginn, datt déi Logementer dann och mëttel- a laangfristeg fir deem doten Zweck kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

An der Motioun vun de Gréngen, déi awer och vun de Kollegee vun der LSAP mat ënnerstëtzt gëtt, sinn eng Rei vu Punkten och nach eng Kéier opgeléicht, déi, mengen ech, bei der Regierung oppen Dieren arennen. Mir wëllen, datt de Remembrement ministériel kënnt an datt dat Gesetz, op d'mannst dee Volet aus deem Gesetz, esou schnell wéi

méiglech dann a Kraaft trëtt, well dat hëlleft, datt mer net méi blockéiert sinn, mee datt mer Projeten an Entwécklungen deblockéiert kréien a méi schnell kënne viruoen.

Mir wëllen de Baulandvertrag, well et eigentlech nach ëmmer e fairen Deal ass, zu engem ze soen: „Jo, mir huelen deen Terrain do eran, an op där anerer Säit hätte mer awer och gären den Engagement, dass du och elo an abseebarer Zäit eng Kéier dorop baus an deen och der Bebauung an der Entwécklung zouféiers. An et ass net, dass du einfach do dāi Patrimoine erhéicht hues, datt deen Terrain elo einfach méi wäert ass an dat eigentlech just eng Kontabels-valeur herno huet.“

Jo, mir wëllen och, ech hunn et gesot, d'Besteierung vun net occupéierten Terrainen, net bebauten Terrainen, net occupéierte Logementer weiderféieren an och zum Ofschloss bréngen.

Mir brauchen effektiv mëttel- a laangfristeg eng Politick, wou mer d'Offer generell erhéijen. Do si mer eis, denken ech, eens hei. A mir brauchen awer och kuerzfristeg eeben eng Politick, wou mer d'Nofroerëm eng Kéier stimuléieren, an dat ass genau dat, wat d'Regierung hei mécht. Dat ass net, datt mer dat aus ideologescher Iwwerzeegung maachen, mee datt ass renger Pragmatismus, datt mer dat hei maachen.

Mir kënnen net nokucken, datt déi Produktionscapacitéit, déi mer hunn, fir duerno erëm eng Kéier richteg lasszeleeën an duerno erëm eng Kéier all déi Wunnengen ze schafen iwwert déi Joren, déi mer brauchen a wou mer eis eens sinn, datt mer se brauchen, elo bei der Däiweel geet a reduzéiert gëtt. Well ech zweifelen éischter drun, esou wéi se haut ass oder wéi se war, datt dat duergeet, fir mëttelfristeg dat kënnen ze schafen. An eigentlech misste mer kucken, wéi mer se nach opgebaut kréien.

Jo, et gëtt hei och kee Schwaarz a Wäiss. Et gëtt ganz vill Grotéin. Mir mussen an den Detail kucke goen, wat hëlleft, bis wouhinner et hëlleft a wou et vläicht och eng Kéier net méi hëlleft. Mir mussen cibléiert Mesüre maachen, déi – an do sinn ech och mat deenen d'accord, déi dat soen – do ukommen, wou mer et gären hätten, nämlech bei deene Leit, déi herno zu bezuelbare Konditiounen solle kënne wunnen.

Jo, mir hunn e ganz grouse Retard opzehuelen iwwert déi lescht Joren an Joerzénngen, wou d'Kreatioun vu Logementer, Logements abordables a Logementer fir jiddereen – an do mussen mer eis och eens sinn –, mengen ech, einfach der Entwécklung vum Land, der demografescher an der ekonomescher Entwécklung, net nokomm ass. Dee Retard mussen mer ophuelen. An dat brauch d'Ustrengung vu jidderengem heibannen, virun allem natierlech am Beräich vum Logement abordable.

Här President, Dir hutt mech nach net dezent drop higewisen, datt meng Zäit souwäit ofgelaf ass, mee de Finanzminister mierkt, datt ech zu menger Konkusioun komm sinn, an hien iwwerhëlt dann elo. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dir waart perfekt mat der Zäitplanung, dofir hunn ech dat net brauchen ze maachen. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Finanzminister, den Här Roth.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech wëll um Ufank ... Ech kucken, dass ech dat alles hikeréien, mee vläicht kommen zum Schluss nach e puer Annoncen. Ech wëll fir d'éischt dem Här Bausch Merci soen. Et ass ëmmer séier

gesot: „Mir maachen eng Interpellatioun“, mee wann een dat mécht, muss ee sech fir d'éischt emol mam Problem ausenansetzen an et muss ee virun allem dann och Propositionen maachen, wati den Här Bausch gemaach huet – iwwerengs och alleguerten déi aner Intervenanten. Et muss een als Regierung net mat allem d'accord sinn, mee et ass awer en Echange vun Iddien an et gëtt jiddwerengem d'Méiglechkeet, fir ze kucken, wat een da gutt, besser oder ganz gutt fénnt.

Dës Interpellatioun erlaabt et awer och der Regierung, nach eng Kéier de Moosnamepak „Neie Schwong fir de Wunnengsbau“ virstellen a firwat mer verschidde Moosnamen wëlle maachen. Et ass effektiv e Pak mat méi kuerzfristegen, mee virun allem och mat mëttelfristegen Moosnamen. De Logementsminister ass elo grad op eng ganz Panoplie vu Mesüeren gaangen. Mee wat wichtig ass – an dat wëll ech ënnersträichen –, dat ass, dass mer elo kucken, kuerzfristeg méi ze bauen an dass och méi kaaft gëtt. An dat ass nei an där Situatioun, déi mer op dem Wunnengsbaumarché hunn. Well mir ënnerstëtze mat deem Moosnamepak den Eegenheimkeefe, mir ënnerstëtzen de Locataire, mir ënnerstëtzen den Investisseur, mir ënnerstëtzen och de Berufssufänger a mir stëtze virun allem insgesamt d'Lëtzebuurger Handwierk. An dat ass dat, wat de Moment am wichtigsten ass. An ech ginn och e puer Zifferen herno, fir dat ze verdäitlechen.

Mir mussen virun allem zesummen – an dat ass jo och gesot ginn – déi Kris hei meescheren. Ech maache keng Vergaangenheitsbewältigung. Dat huet kee Sënn an dat ass och net zilféierend. Et ass ee Schlüssel, dee läit an der Hand vum Staat, ganz sécher, mee den Här Bausch a vill anerer hunn et ënnerstrach, mat de Gemengen zesummen an och mat den ëffentlechen Bauträger. Mee et kann een och net – an duerfir hunn ech e bëssen eng aner Meinung wéi déi, déi Verschiddener hei duergeluecht hunn – de Privatsektor einfach „außen vor“ loosser, well ouni dee geet et hei och net. An ech wëll virun allem och net, dass een hei déi Déck géint déi Kleng an anerer ausspilt. Et ass eppes Gesamtes. A wa mer e klengt Land sinn, da muss jiddweren kënnen un dem Dösch setzen, fir eng Léisung ze sichen.

An ech wëll dofir och ënnersträichen, dass contrairement zu deem, wat gesot gouf, an dësem Fall d'Regierung ganz séier a virun allem ganz breet – ganz breet! – consultéiert huet. Dat ass net alles op deem Logementsdösch gewiescht, mee ech ka mech erënnere u sëllege Sitzungen, déi mer haten, entweeder am Héichhaus oder an dem Finanzministère, mat ganz villen Acteuren, déi schonns genannt goufen, déi herno och sécherlech ronderëm de Logementsdösch zu Senneng souzen. Mee mir hunn zum Beispill och de Mieterschutz consultéiert. Mir hunn zum Beispill och d'FEDAS, d'Fédération vun dem Acteuren aus dem Secteur social, consultéiert a vill anerer méi. Mir hunn den Ordre des architectes et des ingénieurs consultéiert an dem Héichhaus, soudass mer eis e grousst Bild konnte maachen. An doropshin, esou wéi mer d'Mandat och haten, den Här Meisch an ech selwer, hu mer der Regierung eng Rei vu Moosnamen an deem Projet de loi ënnerbreet, déi dann an enger méi breeder Ronn zu Senneng diskutéiert goufen.

Ech hunn a menger Budgetried gesot, dass de Wunnengsbau a senger Gesamtheit – an dat ass net nëmmen de soziale Wunnengsbau, mee datt ass de Wunnengsbau a senger Gesamtheit – eng vun de weesentlechen, wann net de Moment déi weesentlechste Erausforderung vun dem Lëtzebuurger Land ass.

A mir hunn och gehandelt. An et war néideg fir ze handelen. Firwat? Mee well schonns 2022 am

Dezember d'Handwerkerkummer op déi Situatioun am Bau opmierksam gemaach huet, well och de Statec eigentlech drop higewisen huet, dass déi autoriséiert Surfacen – an em déi geet et jo – zanter 2019 eigentlech schonns erofgaange sinn. An Enn Januar 2024 hu mer 2.516 Leit méi, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, also op der Chômagelëscht sinn, an dat sinn der haaptsächlech, déi, wann och net laang-, mee kuerzfristeg, aus dem Handwierk a virun allem aus dem Bausector kommen.

A mir hunn eppes, ech mengen, dat kann een net a Fro stellen. Mir hunn et an der Finanzkommissioun gesot. Mir hunn et hei an der Pleniëre gesinn, dass zënter 2023 d'Enregistrementseinname beim Staat sech eigentlech halbéiert hunn. An da seet een, dass ee virun allem och muss op der Demande agéieren, well dat sinn 258 Milliounen männer wéi déi Jore vir-drun.

An et gesäit een et och op dem Niveau vun de Bauge-neemegungen. Mir haten 2023 4.458 Bauge-neemegungen am Land. Dat ass den Niveau, Dir Dammen an Dir Hären, vun 2015. Dat ass also e Réckgang, dee sech op eng gewëssen Zäit bemierkbar gemaach huet.

An duerfir ass et och néideg, dass ee selbstverständlech mëttelfristeg an och kuerzfristeg weider op der Offer agéiert. Mee mir mussen awer och kuerzfristeg der Realitéit an d'A gesinn an dass mer och mussen verschidde Saachen um Niveau vun der Demande maachen. An dat maache mer och.

Am Telegrammstil, well d'Zäit leeft virun: de bëllegen Akt. Kuckt emol, dee geet bei Eegenheimkeefe – bei Eegenheimkeefe! – nach eng Kéier vun 30.000 op 40.000 Euro erop. Bei enger Koppel sinn dat 80.000 Euro! Dat heescht awer schonns eppes. Dat heescht nämlech, dass déi Koppel bis zu engem Montant vun 1.140.000 Euro kann en Acte d'achat maachen, wou se dem Staat keng zousätzlech Enregistrements-käschte muss bezuelen. A wéi den Här Goergen ënnerstrach huet: Jo, et ass de Wille vun der Regierung, fir dass de Staat net zousätzlech och nach Frais-en drop zitt.

Da bei de Scholdzënsen, déi ee kann ofsetzen: Dat ass een Drëttel méi vun de Scholdzënsen. Huet e classesche Stot, zwee Kanner, zwee Erwuessener. Déi kënnen an deenen éischte fënnf Joer véiermol 4.000 Euro, dat si 16.000 Euro pro Joer, vun der Steuer ofsetzen. Dat ass een Netto – een Netto! – weider vu ronn 1.800 Euro iwwert d'Joer. Dat ass also net nâischt!

Dann ass geschwat gi vun der TVA Logement locatif 3 %. Ech hunn zu Bréissel mat zwee Kommissäre geschwat. Ech mengen, d'Kommissären haten éischter eng Meinung, dass se d'Gefill haten, fir deem Problem zu Lëtzebuerg hëllefen entgéintzegoen ... Et ass virun allem op dem techneschen Niveau, wou se gesot hunn: „Wann Der dorobber zrëckgitt, da riskéiert Der, dee gesamten TVA-Saz vun 3 %, also dee bëllegen, superreduzierten TVA-Saz fir Leit, déi en Eegenheim hunn, och ze verléieren.“ An dat war d'Ursach, firwat mer et net an de Moosnamepak drageschriwwen hunn. Ech kann och nach eng Kéier probéieren, dass mer esou e Gesetz eng Kéier separat stëmmen, mat alle Risiken, wou ech mech éierlech gesot – an ech soen et och hei an der Chamber – net richtig trauen, à ce stade, compte tenu vun deene Réckmeldungen, déi mer do vu Bréissel kruten, dat ze maachen.

Ech wëll awer soen, dass mer ...

(Interruption par M. Franz Fayot)

Ech wëll Iech soen, Här Fayot, dass mer awer deem entgéintgewierkt hunn, nämlech andeems mer och –

an dat ass nei – an deem Moosnamepak de bëllegen Akt huele fir Leit, déi a Locatiounswecker investéieren, wat eigentlech och an der Zilsetzung op dat selwecht erauskënnt. Nämlech kënnen Leit, déi an de Logement locatif investéieren, déi jo dann och mussen Enregistrement bezuelen, 20.000 Euro pro Persoun – dat si bei zwou Persounen 40.000 Euro – aspuere par rapport zur Situatioun, wéi se elo ass.

Den Amortissement accéléré: Jo, elo kann ee soen: „Dat do ass eppes fir d'Promoteuren.“ Dat ass net nëmme fir Promoteuren, mee et ass och fir Leit, déi wëllen an de Steen investéieren, fir dass se en Deel vun hiren Erspuurnisser huelen, déi se vläicht de Moment mat méi héijen Zënsen an anere Spuerprodukter hunn, an eriwwershften an de Logement locatif.

An et ass jo och esou, dass dat net eng Moosnam ass, déi ad aeternum leeft. Nee, den Amortissement accéléré mat verbesserten Tauxe bis zu 6 %, dee leeft fir déi Acquisitiounen, déi dëst Joer, 2024, gemaach ginn, natierlech net nëmme op dëst Joer limitéiert, mee dann déi Joren duerno. Mee d'Acquisitioun muss awer dëst Joer gemaach ginn. Firwat? Well mer e klore Message wëlle soen: Mir wëllen elo, fir dem Handwierk och ënnert d'Äerm ze gräifen, méi Wunnumraum schafen.

Aner Moosname lafen an déi selwecht Richtung ewéi de Quart du taux global, limitéiert op d'Joer 2024. An Dir kënnt Iech nach erënneren, wéi deemools de Quart du taux global an d'Luucht gesat ginn ass, ma d'Nottären, déi souze Silvester bis owes 24.00 Auer do, fir dat ze maachen.

Dann hu mer och nach eng Wunnumprim fir Jobstarters. Dir wësst, wann en Employeur engem Jonken eng Subvention loyer gëtt, dann ass déi zum Deel defiskaliséiert. Sou, elo hunn ech nach zwou Minutte véierzeg.

Mir sinn awer och bereet, nei Weeër ze goen. An ech wëllt, Här President, wann Der mer domadder wëllt gnädeg sinn, der Chamber als Primeur soen, dass mer och dru schaffe mat Héichdruck. An ech hu mer selwer en Zil gesat, fir dat bis de Mee hinze kréien, nämlech alternativ Finanzéierungsmodeller ze schafen, an dat och am Sënn vun eise Staatsfinanzen, well mir kënnen net alles iwwert de Budget direkt finanzéieren.

Wat wëlle mer also maachen? Mir wëllen derfir suergen, dass mer de Baumentreprise, déi net déi néideg Liquiditéiten hunn, fir de Moment hir Bauprojeten duerchezéien, dat net aus hirer Portokeess kënnen finanzéieren, ënnert d'Äerm gräifen. Firwat? Well Dir wësst, dass d'Banke gemengerhand, wann e Projet gemaach gëtt, zum Beispill eng Residenz, verlaangen, dass de Promoteur 80 % eigentlech vun deenen Appartementer verkaf huet oder zumindest op Compromis huet, soss riskéiert dee ganze Projet, wann net déi néideg Eegemëttel do sinn, net finanziéiert ze ginn.

Duerfir si mer amgaangen, zesummen ze kucken no enger Rei vun Alternativmodeller, an een dovunner géif dora bestoen, dass ee mat enger Rei Banken ... An déi sinn och bereet, dat matzemaachen. Ech denken do virun allem un déi Banken, deenen de Staat am Joer 2007/2008 ënnert d'Äerm gegräff huet, well soss haut déi Banke vläicht net méi géife bestoen. An ech muss mech do virsiichteg ausdrécken: Ech géif et gutt fannen – soe mer dat esou –, wa vun deene Banken och an dësen Zäiten e juste retour géif kommen a wann déi sech géifen dru bedeelegen, fir an dësen Zäiten ze hëllefen, de Wunnumbaumarché ze dynamiséieren.

Duerfir géife mer zesumme mat deene Banken – well et sinn och déi, déi déi meeschten Immobilliekreditte

maachen; ech brauch Iech se net ze soen, dat ass ënner anerem d'Spuerkeess, dat ass d'Banque générale, dat ass d'BIL, dat ass d'Raiffeisenbank, dat ass och nach vläicht déi eng oder aner Bank, déi e lëtzebuergesche Sigel an hirem Numm huet –, kucken, dass de Staat géif d'Leit bei deene Prozenter, déi feelen, fir op déi 80 % eropzekommen, ënnestëtzen, zum Beispill mat enger Promesse d'achat. Dat heescht, de Staat géif soen: „Ech kucken, iwwert dee Vehikel ze kucken, dass een op déi 80 % kënnt.“ Do sot Der: „Wéi maacht Der dat?“ Majo, mir ginn Iech e Versprechen, dass mir déi feelend Wunnumgen zum Selbstkostepreis kënnen garantéieren. An domadder kann dee Projet, deen en cours ass, op de Marché kommen. Also, dat ass d'Iddi, déi derhannert ass. D'Zilsetzung ass déi, fir zousätzlech Aktivitéit ze huelen, well eng ganz Rei vu Projeten de Moment eigentlech sprochräif sinn, mee wou gezéckt gëtt, fir déi da richtig ze realiséieren.

En zweete Punkt ass deen – ech soen dat och –, dass mer wëllen, dass bei der SNCI, also der nationaler Kredit- an Investitiounsgesellschaft, déi eigentlech en Établissement public ass, mee och virun allem eng Bank ass, de Leverage ..., dat heescht, dass ee méi Aktivitéite ka maachen an dass iwwert dee Wee déi Bank oder Investitiounsbank sech dann och u grësseren Urbaniséierungs- a Wunnumbauprojekte ka bedeelegen. Duerfir muss mer och kucken, kuerzfristeg der Bank eventuell iwwer eng Gesetzesupassung – well dat Gesetz geet op 1977 zrëck – déi Aktivitéiten ze erméiglechen, fir dass déi Bank och niewent deenen normale Kreditte, déi se iwwer Joerzëngte schonn un d'Entreprise gëtt, ka kuerzfristeg um Niveau vum Wunnumbau agéieren.

An dann eng drëtt a lescht Moosnam, Här President, wann Der dat erlaabt. Dat ass ugeschwat ginn, dat sinn déi sougenannten „Iwwerbrückungskreditte“. Dir wësst, dass dat oft ugeschwat gëtt, net vun de Leit, mee virun allem och vu grësseren Associatiounen a Gewerkschaften. Do si Leit, déi sinn heiansdo an enger Fal: Wa se versichen, dat eent Appartement, losse mer soen, ze verkafen, fir eventuell en Haus ze kafen, da gi se d'Appartement oder déi Wunnum net lass, well d'Präisser falen a si mussen awer schonn zum Deel Zënse bezuelen op deem neie Gutt. Dat ass fir ganz vill Leit eng richtig Plo, well se natierlech héich Zënsen, verhältnisméisseg héich Zënsen, bezuelen.

Do ass awer de Staat net eleng Meeschter. Dat ass e Comité du risque systémique. Do gehéiert d'Zentralbank dozou, d'Bankenopsicht, d'CSSF, gehéiert derzou, de Commissariat aux assurances an de Finanzminister. Deen ass wuel President vun deem Gremium, mee en huet net alles do ze soen. Firwat? Well déi Banken, ënner anerem zum Beispill d'Spuerkeess, grësser Banke sinn, well dat systéemesch Banke sinn, déi net nëmme vun eiser CSSF gekuckt ginn, mee virun allem der Zentralbank zu Frankfurt ënnerleien an duerfir enger geneeër Präiwung ënnerleien.

Mir wëllen also kucken, dass de Logementsmarché an déi Problemer, déi um Logementsmarché bestinn, méi no kënnen nach an deem Comité du risque systémique gekuckt ginn, wou ënner anerem esou Problemer gekuckt gi wéi d'Zwëschepreiser, wéi d'Finanzéierungsméiglechkeeten, wéi zum Beispill dat, wat een u Garantie muss bréngen, well dat ass heiansdo richtig vill. Wa Leit investéieren, da muss se déi 20 % vun dem Invest net nëmme als Garantie bréngen, och wa se schonn eng zweet Wunnum eventuell oder eng éischt Wunnum hunn, nee, mee se mussen déi sous forme vu Liquiditéite bréngen. Mee dir wësst awer, bei enger Millioun oder méi ass

dat relativ vill an et geet mol net duer – an dat ass keng Spekulation –, wann een zum Beispill seet: „Ech hu verschidde Wäertpabeieren an engem Depot, déi kann ech emol net direkt ginn.“

Mir kucken also, ouni dass de Finanzminister ... D'Politick kann do net draschwätzen, mee mir wiere frou – dann drécken ech dat och esou aus, an ech mengen, net nëmme d'Regierung, mee doriwwer eraus –, wann een do méi Flexibilitéit op deem Punkt kéint hunn, fir Problemer, déi vun der Zivilgesellschaft awer à diverses reprises dénoncéiert ginn, kënnen entgéintzegoen.

Dir gesitt also – an domat schléissen ech –: D'Regierung léisst net labber. Weider Moosnam sinn an der Ausarbeitung. De Wunnumbau bleift eng éischt Prioritéit. An elo steet hei „Enn vun der Ried“.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. Effektiv eng licht Zäitwierschreidung, mee ech hat awer d'Impressioun, datt d'Chamber interesséiert war, déi dräi lescht Moosnamen och nozelauscheren. Domat wär dann eis Diskussioun elo ofgeschloss.

Motions

Ech hu fënnf Motiounen heiuwe leien. An da géife mer mat der Diskussioun iwwert d'Motiounen ufänken.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vum Interpellateur, dem Här François Bausch. Här Bausch, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall. Wie wëllt hei d'Wuert huelen? Den Här Baum, gesinn ech.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Zu der Motioun vun deene Gréngen, déi och ënnerschwammen ass vun de Kollege vun der LSAP, vun de Piraten a vun deene Lénken, wollt ech soen, dass d'Consideranten am Fong dat erëmginn, wat hei während deene leschte gutt dräi Stonne geschwat ginn ass.

Ech well dann op d'Invitten iwwergoen. Den éischten Invite hätt gären, jo, eng Previsioun iwwert déi nächst 15 bis 20 Joer. Ech mengen, den Här Minister Meisch huet Iech elo just heiuwe gesot, wat d'Previsiounen iwwert déi nächst fënnf Joer sinn. Dat heescht, dass de Staat do gewëllt ass, fir ronn annerhalfe Milliard wiereklech an de Grapp ze huelen. An ech mengen, dass eng Previsioun op esou eng laang Echelle schwéier ze maachen ass, ausser et seet een: „Ma da méchs de dräimol véier an eng halfe oder véiermol véier an eng halfe, fir dohinner ze kommen.“

Zum zweeten Tret: Do si mer net dermat averstanen, well mer der Meenung sinn, dass mer d'Leit, déi eppes verkafen iwwert déi Plus-value, net nach sollen zousätzlech belauschten. Mir gi jo dëst Joer erof vun 21 % op d'Hallschent. An dofir menge mer, dass deen doten Tret, op alle Fall an eisen Aen, kontraproduktiv ass zu deem, wat mer de Mëtte geschwat hunn.

Mam drëtt Tret si mer ganz averstanen. Domat kënnen mer liewen. Dat si jo och déi Projeten, déi quasi jiddwereen hei de Mëtten ernimmt huet.

Beim nächsten Tret, do geet et ëm eng Harmonisatioun vun de Règlements sur les bâties. Dat ass den Interieursminister, deen ass de Mëtten net hei.

A fir de leschten Tired, fir méi contraignant Objektiver ze schafen, do géif ech gären op den Artikel 29bis verweise vum Gesetz vun 2004, deen elo scho virgesäit, dass een an den Nouveau-quartiere muss 30 % abordable Wunnraum maachen.

An aus all deene Beweegrënn géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech elo nach zwou Wuertmeldungen, den Här Goergen an d'Madamm Schoos. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Här Bausch fir déi Motioun, déi mer och matgedroen hunn, well se och eis Meenung erëmispigelt. Dir hutt virun allem interessant Pistendra fir de Finanzement, zum Beispill iwwert d'Plusvaluen, wou iwwer administrativ Weeër Rise-Plusvaluen entstinn. Dat muss een nun emol eng Kéier agestoen: Heiansdo kann ee Chance hunn a mat enger Wiss gëtt ee Millionär. An do ass eeben dann déi Fro, dass een déi Plusvaluen deemtspriechend hält, fir nei Logementen ze bauen, an dat méi, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hätten do natierlech nach d'Propos, dass een och nach an de privaten Invest dee Fong ..., mee dat ass jo eng Diskussioun, déi och nach op Regierungssäit leeft. Well mir hätten net nëmme gären iwwer Steieren, dass een déi géif erophiewen op deenen eenzelne Plusvaluen, wa mer ganz, ganz retizent do sinn, wann ee Steiere wëllt ophiewen, mee dass een och géif soen: „Wie fräiwëlleg investéiere wëll, kann investéieren“, fir genau dat heiten ëmzesetzen, wat Dir fuerdert. Dat heiten ass awer scho mol e Schrëtt an déi richteg Richtung.

An Dir hutt virun allem dran, dass déi Terraine sollen endlech mobiliséiert ginn. Dat ass och ee vun de grouse Problemer an der aktueller Kris. Leit, déi et sech kënne leeschten, déi ginn elo keng Terrainen op de Marché. Déi wäerten déi Terrainen halen, bis de Marché sech duerch genuch Subventiounen erëm erholl huet, an da wäerte se duerno do déi Milliounen eraushuelen, déi se fir hir Terraine kréien. An dafir ass et elo de Punkt, wou mer déi Mobilisatioun musse maachen, fir dass d'Leit erëm en Daach iwwert dem Kapp kréien. Dofir wäerte mir dës Motioun och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Villmools merci och fir dës Motioun. Mir wäerten déi Motioun hei sécher net matdroe kënne. Ech erkläre mech och. Mir liesen hei Wieder wéi „nouvelles sources de financement pour l'État“, Steieren, „projets de l'impôt à la mobilisation de terrains“, „impôt sur la non-occupation de logements“. Mir wëssen nach net, wéi mer „non-occupation“ iwwerhaapt definéieren. An eisen Aen – ech mengen, ech hat et och schonn a menger Ried gesot – wäert sech dat just néierschloen dann herno bei de Keefer oder bei dem Locataire. Ech wëllt och begrëssen, dass den Här Roth elo net direkt Steieren a senger Mesuren erwänt huet, also op jidde Fall net déi Steieren, vun deene mir elo hei geschwat hunn.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst d'Madamm Schoos schwätzen, wannechgelift.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Den Här Roth hat et elo selwer a senger 13-minütteger Ried net erwänt. Den Här Logementsminister, den Här Meisch, hat et erwänt, mee den Här Roth net, an hien ass jo dann awer Finanzminister – op d'mannst, wéi ech déi leschte Kéier nach gekuckt hat.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Schoos, fuert weider.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Et steet awer net direkt do. Genau.

Dann, dat nämmlecht: d'„simplification des procédures communales“. Dat hate mir och, dat begrësse mer natierlech. Mir mussen awer oppassen, och hei, et steet och do: „à introduire des objectifs contraignants de logement abordable pour chaque commune“. Mir dierfen awer och net un d'Autonomie vun eise Gemenge goen. Ech mengen, et erklärt sech vu selwem: Mir kënne déi Motioun net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här President, ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt emol soen: Déi zwou Saachen, déi den Här Baum do opgeworf huet, déi jo haaptsächlech de Grond sinn, firwat e senger Fraktioun suggeréiert, dat net ze stëmmen, déi erstaune mech e bëssen. Wann e seet, et kéint een net e Plang opstellen iwwer 15, 20 Joer, fir ze kucken, wou ee wat wëllt bauen a wat ee wëllt developéieren, da wëll ech em soen: Precisement gëtt et en anere Beräich, dat ass dee vun der Mobilitéit, do ass e PNM, Plan national de mobilité, opgestallt gi bis 2035. A wat steet do dran? Do stinn e ganze Koup Infrastrukturen dran, wou fonnt gëtt, dass se noutwendeg sinn, fir datt d'Mobilitéit nach ka funktionéieren.

Parallèl kéint een dat och hei maachen, menger Meenung no. Dat ass net esou komplizéiert. Do muss een och net ... An deem Plang do verlaangt keen, datt een elo bis op de leschte Centime schonn ausrechent, wat een do wëllt ausginn. An dat ass jo och flexibel. Da kéint een och soen, datt een all 15 Joer deen adaptéiert, mee zumindest wär dat eng Vorausschau an dat géif och de Marché ganz anescht herno beliichten. Et géif vill méi Kloerheet drabrénge, wat de Staat da gär hätt – oder wat d'Allgemengheet gären hätt.

Also, duerfir: Ech sinn erstaunt, datt een dat als eppes Onméglech ugesäit a mengt, et kéint een net iwwer fënnef Joer eraus plangen. Dat ass, wann een nëmme a Walecheancen denkt, vläicht richtig, mee ech mengen, mir mussen endlech derzou kommen zu Lëtzebuerg, iwwer eng Walecheance bei esou groussen Infrastrukturprojeten erauszedenken.

Dat Zweet ass mat de Plusvaluen. Hei steet dat net, wat Dir dran interpretéiert. Hei steet just dran: „imposition des plus-values [...] réalisées suite à des décisions administratives“. Dat heescht näischt anescht ... Dat ass just am Fall, wou an Ärem PAG ... Kommt, mir huelen eng Gemeng: Jonglënster. Wann d'Gemeng decidéiert: „Hei ass elo H2 a muer gëtt et H5. Dat heescht, Dir kënnt amplaz zwee Stäck fënnef bauen“, well d'Gemeng fënnt, datt et wichteg ass, datt dee Quartier sech soll esou entwéckelen, da bedeit dat natierlech fir dee Proprietär, deen dat huet, datt deen, onust dat en iergendeppes muss maachen, eng onwarscheinlech Plus-value kritt. An doriwwer muss een diskutéieren, fir datt een do awer méi muss zrëckginn, wéi dat haut de Fall ass, un de Staat – oder un d'Gemeng. Ob un de Staat oder un d'Gemeng, dat muss een da kucken, wéi een et herno agencéiert. An et geet precisement just ëm déi Saachen, wou duerch en Acte public am Fong d'Valeur vun den Terrainen, vun den Immobilie massiv eropgesat gëtt, dat heescht eppes, wou deen eenzelne Proprietär guer näischt derzou bäigedroen huet.

A wann een dat wëllt esou diskutéieren, dann huet dat och näischt dermat ze dinn, datt kee méi –

wéi soll ech soen? – eppes wëllt maachen, well ech menge schonn, datt wann Der an enger Gemeng sidd an Dir sot: „Mir wëllen e Quartier méi entwéckelen“, an Dir sot do, de private Proprietär oder d'Promoteuren, déi wäre bereet, hei esouguer vun H2 op H5 ze goen, a wann Der deene géift soen: „Bon, Dir musst zwar en Deel herno ofginn“, déi Promoteuren all géife soen: „Ma mir sinn direkt derbäi, fir do matzemaachen.“

(Interruption par la présidence)

Duerfir, et geet hei just ëm déi. Ech wëll awer nach eng Kéier soen: „impôt sur la non-occupation de logements“, dat steet am Regierungsprogramm dran.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, et ass vläicht keng gutt Iddi, mee ech wëll awer just soen, dat ass awer net, wéi Dir et duergestallt hutt, datt mir eleng do derfir wären. D'Regierung ass och derfir. Dat ass och eng Saach, déi am Regierungsprogramm ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt dat elo gesot, Här Bausch. Ech mengen, d'Zäit ass elo eriwwe. Dann hunn ech keng aner Wuertmeldung zu där doter Motioun.

Da géife mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1, déi vum Här François Bausch deposéiert ginn ass, kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20 Stëmmen, Nee: 40 Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 20 Jo-Stëmme géint 40 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Félix Eischen), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Pölfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun Nummer 2, déi deposéiert ginn ass vum Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, wëllt Dir nach e puer Explikatiounen ginn?

M. Alex Donnersbach (CSV) | Just ganz kuerz, Här President. Et ass, wéi gesot, eng Motioun, fir d'Regierung opzufuerdere respektiv ze ënnerstëtzen,

hire Soutien un d'Menagen an d'Konstruktioun weider oprechtzeerhalen, déi Mesüren, déi elo sollen decidéiert ginn, séier ëmzesetzen an eeben ze kucken, de Privatsektor och an de Logement abordable matanzebezéien. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Ech hunn elo d'Wuertmeldung vum Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President. Éischtens emol: An där Motioun hei, kënnt Der Iech virstellen, feelen eis eng Rei Saachen, déi an eiser stoungen, vun deene mir mengen, datt se onbedéngt mussen drastoen. An dat Zweet ass: Fir eis ass awer och hei d'Tonalitéit par rapport zu deem, wat sech erwaart gëtt vun enger Rei Mesüren, esou iwwerschwänglech, datt mir déi Aschätzung net deelen. An duerfir kënne mer déi Motioun natierlech net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Elo huet den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, virun allem ass se ganz blummeg geschriwwen par rapport zur Regierung, mee ech mengen, dat gehéiert och derzou. Mir wäerte se och matstëmmen. Et si Punkten dran, déi ech och a menger Ried esou ugedeit hunn. Et sinn natierlech herno d'Detailer – an do kommen ech herno a menger Motioun nach eng Kéier drop zrëck –, op déi et ukënnt, zu wéi engem Präis een zum Beispill déi VEFA keeft.

Dann, d'Chamber soll méi impliquéiert ginn. Jo, domat si mer alleguerten averstanen. D'Fro ass just, wéi Der et genau mengt als Majoritéitsparteien, well mir hu jo lo um Logementsdësch gesinn, dass et net esou war. Ech hoffen da mat deem heite Saz, dass et wäert an Zukunft besser goen an dass duerch de Vott vun dëser Motioun d'Chamber grad an dësem Dossier wäert méi agebonne ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, si ass an der Logik vun de Majoritéitsparteien. Et deckt sech mat deem, wat den Här Donnersbach virduen och a senger Interventioun eis gesot huet. Ech mengen, ech war och kloer a menger Interventioun, dass mer do eng aner Zilsetzung, dass mer eng aner Orientéierung verfolge. Dofir wäerte mer dës Motioun hei och net matstëmmen, well se eis awer ze vill eesäitig ass an a verschidde Punkten och net wäit genuch geet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

Da géife mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun 2 vum Här Alex Donnersbach kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 43, Nee: 17, a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 43 Stëmme géint 17 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motions 3 et 4

Da komme mer zur drëtter Motioun, vun de Piraten, vum Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir d'Wuert nach huelen? Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat se virduen an der Ried net erkläert. Et geet do ëm déi Projeten, déi elo zur Diskussioun stinn, déi sollen opkaaft ginn, well se um private Marché keng Ofneemer fannen. Ech kann d'Dräi an d'Veier matenee behandelen. Eis Iddi ass do, dass ee parallel, wéi et am Pacte Logement scho festgeluecht ass, dat zu engem Entsteungspräis géif kafen. Dat heescht, dass een net higeet an do och nach Profitter drop ka maachen, wann de Staat schonn agräift an déi Wunnenge keeft fir herno den abordable Wunraum. An do hu mer eis eeben déi selwecht Formel ausgesicht, wéi se am Pacte Logement vun der viregter Regierung geholl ginn ass. Dat ass den Artikel 29bis, wou jo och d'Bicher oppe sinn an deementsprechend och do gewosst ass, wat eng Wunneng kascht, wa se gebaut ginn ass. Well mir net wëllen, dass elo de Staat géif massiv do de Gewinn sponsoren.

An déi véiert Motioun, déi geet iwwert dee selwechten Theema, mee do ass et esou, dass mer gären hätten, dass d'Chamberskommissioun, net d'Pleniëre, d'Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass – Finanzen, Logement, dat musse mer nach kucken –, allkéiers zäitno informéiert gëtt, wann esou Projekte wäerten opkaaft ginn. Dir hutt virduen an der Motioun gestëmmt, dass d'Chamber wäert méi agebonne ginn. Dat heiten ass eigentlech herno a Musek ëmgasat, dass déi Chamberskommissiounen och iwwer alleguer déi Projeten, déi Der wäert opkafen, déi néideg Informatiounen kréien. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Wann Der erlaabt, da géif ech och déi zwou éischt Motiounen vun de Kollege vun de Piraten matenee traitéieren. Ech muss Iech éierlech soen: Et ass elo eng Explikatioun komm, et ass awer extreem vag hei formuliert. Ech muss Iech soen, ech kennen de Pacte Logement 2.0 net auswenne. Ech kennen d'Krittären och net auswenne. Meng Kollegen hei op der Säit, déi sinn do vläicht méi dra wéi ech. Ech fannen, dass se extreem vag formuliert ass, an dofir proposéieren ech, se net ze stëmmen.

Bei der Motioun 4, do géif ech Iech gären eng Ouverture maachen, an zwar folgend Ouverture: Dir géift

gären informéiert ginn – an ech mengen effektiv, dass dat der Chamber zousteet informéiert ze ginn –, wat mat de Gelder geschitt, mat den öffentliche Gelder. Ech stelle mer awer eng Fro iwwert d'Protection des données. Ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, dass mer net kënne an d'Chamber kommen a soen: „Ma de Staat huet bei deem doten dat an dat an dat kaaft.“ Ech géif Iech als President vun der Logementskommissioun eng Proposition maachen, déi och mam Här Minister ofgeschwat ass. Den Här Minister géif sech bereetklären, fir all zwee Méint, a reegelméisseg Ofstänn an d'Chamber ze kommen, fir ze soen: „Lauschtert, dat hei ass dat, wat mer als Staat an de leschten zwee Méint entweder als VEFA kaaft hunn, als Appartementer kaaft hunn oder als Terrain kaaft hunn, an dat doten hu mer an der Pipeline.“ Wann dat eppes ass, wat Iech kéint Satisfaktioun ginn, da géife mer dat maachen. An ech mengen, da kéint Der d'Motioun 4 zrëckzéien. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sinn nach Wuertmeldungen zu deem do Sujet? D'Madamm Bofferding an duerno den Här Lies an den Här Bausch. Pardon, deen hat ech virdru vergiess. Den Här Bausch ass nach vir, no der Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ben, d'Motioun 3: Ech kennen de Pacte Logement 2.0 zwar nach zimmlech gutt, mee et ass mer awer nach ëmmer net ganz kloer, wéi eng Krittären Der elo genau do wéilt adaptéieren. Ech mengen och net, dass dat esou einfach geet.

Par contre, déi véiert Motioun, déi fanne mer ganz sympathesch. Effektiv am Sënn vun der Transparenz solle mir och dozou Accès hunn. Mee iwwert d'Propos vum Här Baum elo, mengen ech, kann een och diskutéieren. Wichtig ass, dass mer informéiert ginn, a wichtig ass, dass mer do och kënne eis Kontrollfunktions wouerhuelen.

Dann déi fënneft Motioun: Déi fanne mer sympathesch. Ech mengen, et steet jo hei, dass dat mol soll iwwerpréift ginn, dass eng Méiglechkeet soll geschafe ginn. A wa sech dann erausstellt, dass dat méiglech ass, da kann een dat effektiv matdroen. Vun deem Aspekt hier wäerte mir d'Motioun matstëmmen, fir effektiv déi do Pist kënne ze préiwen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, bei der Motioun Nummer 3 hu mir änlech Problemer wéi d'LSAP, also wéi d'Madamm Bofferding elo erkläert huet. Duerfir, et ass mir net kloer genuch, wéi dat géif ugewannt ginn. Duerfir géife mir eis do enthalten, wann déi zum Vott kënnt.

Bei der Motioun Nummer 4 si mir derfir.

An d'Motioun Nummer 5 ass eis och sympathesch. Allerdéngs wëll ech awer och drop hiweisen: Dat ass extreem vag formuliert! Also, éischtens mol, „bis zu engem bestëmmte Plaffong“ an esou weider an esou virun. Also, ech hu kee richtegen Iwwerbléck, wat dat hei bedeit. Duerfir, ech hätt léiwer, ier mer dat hei einfach esou ofstëmmen, datt mer dat vläicht eng Kéier an der Kommissioun géifen diskutéieren, och mam Finanzminister. Ech mengen, dat wier méi räsabel, wéi se einfach ofstëmmen. Mee vum Grondprinzip hier fannen ech et net onsympatesch.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass d'Wuert fir den Här Lies an duerno fir den Här Wagner.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif dann e puer Wuert iwwert d'Motiounen 3 a 4 soen. Bon, ech verstinn, wat den Här Goergen wëllt soen am Kader vum Artikel 29bis. Deen ass mer relativ geleeft, respektiv awer och dat, wat d'CSV iwwert déi lescht Joren ëmmer gesot huet, datt am Artikel 29bis verschidden Insécurités juridiques dra sinn. Et sinn awer och Problemer dran, wann et ëm de Finanzement dovunner geet. An ech verstinn, wat den Här Goergen wëllt soen, wann e seet, datt de Baukäschtepräis effektiv dann hei vun hinnen, vun de Piraten, gefrot gëtt.

Ma ech mengen, esou einfach ass et awer net, fir dat pauschal ze gesinn an och pauschal dann op déi Präisser do ze reagieren, well et gëtt nach een anere Facteur. Dat ass dann de Facteur vum Baugrund. An de Baugrund, dat ass awer genau d'Problematik, déi ëmmer hannert all Acquisitioun vun all Wunneng steet. An duerfir kann och d'CSV déi Motiounen 3 a 4, wéi gesot, well dat net kloer genuch enumeréiert ass, net matdroen a wäert duerfir och dergéinstëmme. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Motioun 4 – an do gouf jo och schon eng Propos gemaach vum Här Baum – stellt an eisen Ae kee Problem duer an déi kënne mir och matstëmme.

D'Motioun 3 ass u sech interessant an ech hat dee selweste Problem wéi jiddereen. Et ass mer e bësse méi kloer ginn, wéi den Här Goergen et duerno erkläert huet. Et ass trotzdeem nach e bësse vag, mee ech géif et schued fannen, wa mer se géifen ofschmetteren. Et ass normal, datt ee se net wëllt mat ofstëmme, well se ze vag ass. Dofir mengen ech wierklech, et wier derwäert, déi Motioun an der Kommissioun ze diskutieren a vläicht méi an d'Detailer ze goen.

Bei der Motioun 5, do si mer awer eendeiteg méi skeptesch. Mee allerdéngs, firwat net se och an d'Kommissioun mathuelen, fir doriwwer méi an dem Detail ze diskutieren?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo hu verschidde Riedner iwwer eng an déi aner iwwert déi zwou an déi aner iwwert déi dräi geschwat.

(Hilarité)

Elo musse mer Uerdnung drakréien. Här Goergen, Dir wollt als Auteur nach eng Proposition maachen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech ka vläicht e bëssen Uerdnung drabrénge.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, d'Iddi beim Pacte Logement war jo ganz kloer esou, wéi et drasteet: „La valeur de la cession des logements abordables tient compte du prix de réalisation“. Dat ass dat, wat deemools déi dräi Regierungsparteien am Pacte Logement eis hei virgestallt hunn. Ech weess, dass d'CSV do e bësse méi Bauchwéi dermat hat, dat war awer schon am Pacte Logement eng Diskussioun.

Eis ass et einfach drëm gaangen, fir eng Formule ze fannen, déi ee kann huelen, zu wéi enge Präisser een elo déi VEFAen opkaf geet, well et ka jo net sinn, dass herno de Staat déi alleguerten opkaf geet an dass een do Risegewënner drop mécht. De Staat soll déi schon zu Entsteeungskäschte kafen an net engem säi Gewënn do matfinanzéieren. An dat war eigentlech de Punkt, an do hu mer eis um Pacte Logement orientéiert.

Zur zweeter Motioun huelen ech gären d'Offer vum Här Baum un, dass mer eis all zwee Méint gesinn, fir déi Projeten ze kucken. Et geet mir och net drëm, d'Nimm oder wien dat alles ass ze wëssen. Et geet einfach drëm, dass mer eng Transparenz hunn, wat de Staat dann elo keeft. Mir schwätzen hei vun enger hallwer Milliard, an do wär et awer interessant, wann d'Kommissioun do matagebonne wär, am léifsten nach e bësse virdrun an net eréischt zwee Méint duerno, wann et scho geschitt ass. Mee dat ass einfach eng parlamentaresch Aarbecht, déi sollt gemaach ginn. Dofir sinn ech och gäre bereet, déi zréckzezéien. A sollt dat dann net de Fall sinn, bréngen ech se an zwee Méint nach eng Kéier. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat waren e puer Explikatiounen vum Här Goergen. Elo muss ech definitiv Uerdnung drakréien.

Mir fänke mat der Motioun Nummer 3 un. Do ginn ech dervunner aus, datt mer se iwwer Vote électronique ofstëmme.

Vote sur la motion 3

Dofir géif ech de Vott dovunner opmaachen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn 3 Jo-Stëmme, 40 Nee-Stëmme a 17 Abstentionen. Domat ass dës Motioun also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmme a 17 Abstentionen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. François Bausch) ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Zur Motioun 4 wär dann ze soen, datt ech verstannen hunn, datt den Auteur d'accord ass, fir se zréckzezéien, an datt eng Proposition vum Här Baum gemaach ginn ass, fir an der Logementskommissioun eng aner Method ze hunn, wéi een déi Dossiere sui-veiert. Domat wär déi Motioun dann zréckgezunn.

(La motion 4 de M. Marc Goergen est retirée.)

Motion 5

Da komme mer zur Motioun 5. Här Goergen, do wollt Dir nach kuerz Stellung huelen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz kuerz, et gëtt spët owes. Do war einfach d'Iddi, dass een

d'selwecht wéi fir d'Scholdzëse géif higoen a soen: „Wann s de louns, kanns de dat och ofsetzen.“ Dat ass eigentlech eng Fairness, well op där enger Säit, wann e keeft, kann een déi Scholdzësen op der Steiererklärung ofsetzen, mee d'Locataire hunn déi Méiglechkeet net. An dofir war eis Iddi – a mir hu kee Montant drageschriwwen, fir eeben eng gewësse Verhandlungsbasis herno och ze hunn –, dass een einfach seet: „zum selwechte Montant“, fir dass et fair ass fir jiddereen, ob ee Locataire oder Proprietär ass, fir dass een do Steiergerechtkeet schaaft a jiddereen dat selwecht kann ofsetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Mir gesinn déi Propos éischter skeptesch. Ech mengen, mir hunn d'Subvention de loyer, déi méi geziilt an och all Mount de Locataire hei ënnert d'Aerm ka gräifen. An dat ass och de Grond, firwat ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Dann huet d'Madamm Schoos nach d'Wuert gefrot.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, just zur Motioun 5. Do si mir der Meenung, wéi och den Här Bausch, mengen ech, zur Motioun 5 gesot hat, dass dat heiten eng gutt Fro ass, déi awer eng seriö Diskussioun verlaangt. An do géife mir och proposéieren, wann ech richtig verstannen hunn, dat eventuell mat an d'Kommissioun ze huelen, fir do driwwer ze diskutieren. Wann et elo hei zu engem Vott géif kommen, géife mir eis enthalten als Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Ass nach eng aner Wuertmeldung dozou do?

(Négation)

Da froen ech fir d'éischt, ob den Auteur d'accord wär, dat mat an d'Kommissioun ze huelen.

(Assentiment)

An da froen ech de Plenum, ob de Plenum d'accord wär, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Ech géif dat mat Handophiewen ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission

Wie mat där Proposition, fir se an d'Kommissioun ze schécken, d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Villmools merci.

Wien ass dergéint? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ech mengen, dee Vott ass kloer: Déi Proposition, fir se an d'Kommissioun matzehuelen, ass net ugehall. Infolgedes wäerte mer iwwert se ofstëmme. Ech stellen also d'Motioun Nummer 5 zum Vott.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass domat eriwuer.

D'Resultat vum Vott ass: 13 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme, 11 Abstentionen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 13 Jo-Stëmme an 11 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. Meris Sehovic) ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt en Donneschden um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass domat opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.21 heures.)

15^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 43
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 43
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Question urgente n° 471 de Mme Alexandra Schoos relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette**
Question écrite n° 467 de M. Sven Clement relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette p. 44
Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- 4. 8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété** p. 44
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8330A et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat** p. 46
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Christophe Hansen
Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes (intervention de M. Marc Goergen)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8320 et dispense du second vote constitutionnel
- 6. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic** p. 52
Exposé : M. Meris Sehovic
- 7. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition de la Commission européenne relative à l'analyse automatisée des communications privées obligatoire pour**

tous les opérateurs de services de messagerie ou de courriel (Chat Control) p. 53

Exposé : M. Ben Polidori (dépôt des motions 1 et 2)

Débat : M. Charel Weiler (dépôt de la motion 3) | Mme Carole Hartmann | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig (interventions de M. Marc Goergen) | Mme Sam Tanson | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | Mme la Ministre déléguée Elisabeth Margue

Motion 1 : M. Ben Polidori | Mme Sam Tanson | M. Charel Weiler | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | M. Ben Polidori

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Marc Goergen | Mme Sam Tanson | M. Charel Weiler (intervention de Mme Sam Tanson) | M. Tom Weidig | Mme Liz Braz | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Charel Weiler | M. Tom Weidig | Mme Liz Braz | Mme Carole Hartmann | M. Ben Polidori | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 3 (adoptée) (intervention de M. Meris Sehovic)

8. Motion de M. Meris Sehovic concernant le déploiement des agents de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg p. 61

Exposé : M. Meris Sehovic

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de Mme Lydie Polfer) | M. Laurent Mosar (interventions de M. Fred Keup, M. Mars Di Bartolomeo et M. Meris Sehovic) | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Meris Sehovic et M. Marc Goergen) | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. David Wagner) | M. Meris Sehovic (interventions de Mme Lydie Polfer, M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, M. François Bausch et M. David Wagner) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Vote sur la motion (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Gilles Roth, Ministre | Nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Dann hunn ech eng Rei Kommunikatiounen.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, ass folgend Ännerung

matgedeelt ginn: An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ersetzt den Här Meris Sehovic d'Madamm Sam Tanson fir de Volet Affaires européennes.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvorschläë?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber da mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Question urgente n° 471 de Mme Alexandra Schoos relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette

Question écrite n° 467 de M. Sven Clement relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 471 vun der Madamm Alexandra Schoos an zur Question écrite Nummer 467 vum Här Sven Clement, béid iwwert d'Notzung vun engem Apparat fir Mammografien an engem privaten Zenter zu Esch. Madamm Schoos, Dir hutt fir d'éischt Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här Chamberspräsident. A villmools merci och, dass ech déi dréngend parlamentaresch Fro och direkt hei un d'Gesondheitsministesch ka stellen.

Ech war e bësse verwonnert, dee Kader ass jo och schonn op den Ordre du jour gesat gi vun der LSAP an der leschter Gesondheitskommissioun an do hu mer driwwer geschwat, justement iwwert dee Sujet. An do hat d'Madamm Minister nach gesot, dass näischt géif virleien, wat si dozou kéint veruloossen oder de Ministère dozou kéint veruloossen, do d'Aktivitéiten ze stoppen. Dowéinst war ech émsou méi verwonnert, wéi ech da gëschter beim 100,7 a beim RTL héieren a gelies hunn, dass do all Aktivitéite bei der Imagerie HYGIE am Kader vum Scanner an der Mammografie gestoppt gi sinn an dass d'Rendez-vous vun de Patienten anscheinend op déi véier Hauptspidolszentere verdeelt solle ginn.

An deem Kader géif ech da justement gär d'Froe stellen: Aus wéi engem Grond goufen déi Aktivitéiten da verbueden? Also wat ass den neie Moment, dee mer elo hu par rapport zu eiser Kommissiounssitzung den 28. Februar? Gëtt et heifir dann och eng legal Basis, dass déi Aktivitéite gestoppt goufen?

Doraus erschléisst sech da meng zweet Fro: Ass dee Verbuet temporär? Oder reversibel?

An dann och, well mer jo och hei un d'Patiente mussen denken: Mat wéi engem Delai mussen d'Patienten elo rechnen, fir e Rendez-vous an engem vun deene véier Spidolszentere ze kréien? Wéi gëtt do d'Drénglechkeet evaluéiert? Well anscheinend hätt de Ministère gesot: „Do gëtt no der Drénglechkeet gekuckt.“

An och: Wien këmmert sech an der Praxis elo ëm d'Verleeë vun deene Rendez-vousen? Muss dat de Patient selwer maachen? Këmmert sech do elo de Centre médical Esch/Alzette? Oder ginn déi Patiente kontaktéiert vun engem vun deene véier Spidolszentere?

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet elo d'Wuert den Här Goergen, deen den Här Clement ersetzt. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), en remplacement de M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Ministesch fir hir Disponibilitéit.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

O, Här Kartheiser, ech hat Iech héieren!

Merci fir Är Disponibilitéit. Effektiv ass deen Zenter gëschter zougaangen, wéi mer an der Press matgedeelt kruten, aus verständleche Grënn, wéi ee virdru scho gewuer ginn ass. Elo ass et awer esou, dass am Land nach e grouse Retard u Rendez-vousen ass. An dofir hunn ech Iech d'Fro matbruecht, wat dann elo mat deenen Apparater wäert geschéien, sollt deen Zenter elo méi laang zoubleiwen. Well et ka jo net sinn, dass een op där enger Säit iwwer ee Joer muss op Rendez-vousen waarden an op där anerer Säit de Stëbs op den Apparater läit, déi eigentlech funktionstüchteg wäeren. An do ass dann och d'Fro, ob Der scho wësst, ob aner Spideeler drun interesséiert wäeren, fir déi Kapazitéiten ze iwwerhuelen, well et geet jo awer ëm d'Patienten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et un der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet, fir eng Äntwert ze ginn. Dir hutt d'Wuert, Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Esou, e schéine gudde Mëtten alleguerten. Jo, Dir hutt gelies, dass mer HYGIE gesinn hunn. Mir hunn HYGIE elo net verbueden, iergend-eppes ze maachen, mee mir si mat HYGIE eens, dass esou, wéi d'Gesetz de Moment gestréckt ass, dat, wat si maachen, net konform ass zum Gesetz. A si hunn eis verséichert, dass si dann elo géifen op eis Demande hi Scanner a Mammografe mol roue loosse. An dat ass alles, wat mer kommunizéiert hunn.

En attendant kläre si mam CHEM, ob se net awer eng Kollaboratioun kënnen undenken, well si sinn un de CHEM erugetrueden an hu vum CHEM bis dato keng Réckmeldung kritt. Dat heescht, do wäerte mer eis deemnächst nach eng Kéier zesummesetzen, fir ze kucken, wéi dat da mam CHEM kéint eventuell zustane kommen.

Wat d'Delaien ubelaangt, sou hat Der eng Question parlementaire vum 7. Februar beäntwert kritt, d'Question parlementaire d'Nummer 301 vun der Madamm Lenert, dem Här Di Bartolomeo an der Madamm Closener. D'Delae sinn erofgaangen. A wann et sollt Schwieregkeete ginn, fir elo ee vun deene Rendez-vousen ze verleeën, hu mer och ofgemaach mam Zenter, dass si d'Patiente kënnen un eis weiderginn a mir kucken dann, e Rendez-vous ze fannen.

An dat Lescht: Déi Apparaten, do mussen mer op de CHEM waarden, ob si wëllen de Platto iwwerhuelen oder net. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Minister villmools Merci fir d'Äntwert an och fir d'Disponibilitéit, direkt am Ufank vun dësem Nomëtten ze kommen.

4. 8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Da komme mer zu dem nächste Punkt vun eiser Sëtzung, an dat ass de Projet de loi 8330A. Dat ass eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Publicité foncière am Beräich vun der Kopropriétéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minuten, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fénf

Minuten, d'Regierung huet zéng Minuten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An de Rapporteur huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Député Maurice Bauer. Här Bauer.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammén, Dir Hären, ier ech elo zum eigentleche Projet de loi 8330A mat sengem Article unique kommen, erlaabt mer kuerz, Iech hei de Kontext ze erklären. De 17. Oktober d'lescht Joer ass de Gesetzesprojet 8330 vun der deemoleger Finanzministesch deposéiert ginn, e Projet de loi, deen d'Zil huet, fir d'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Administratioun vum Kadaster an der Topografie duerch en neit Gesetz ze ersetzen.

Am Artikel 18 vun deem Projet de loi ass virgesinn, den Artikel 4 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Mäerz 1988 ze änneren, andeems den Delai vu 35 Joer fir d'Regularisatioun par rapport zum Cadastre vertical aus dem Gesetzestext soll erausgeholl ginn. Vu datt awer deen aktuellen Delai, fir konform ze si mat der Regularisatioun, elo schonns den 1. Abrëll 2024 ofleef an dee ganze Projet de loi, den initiale Projet de loi, nach net prett ass, fir gestëmmt ze ginn, ass et fir all d'Acteuren immens wichteg, elo séier eng Léisung ze fanne virum 1. Abrëll dëst Joer an esou weiderhin eng Rechtssécherheet ze hunn iwwert de legale Kader vum Cadastre vertical.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis suggeréiert, den initiale Projet de loi 8330 an zwee separat Projet-de-loien ze splécken, andeems den éischte Projet de loi nëmmen den Artikel 18 aus dem initialen Text traitéiert, deen d'Gesetz vum 19. Mäerz 1988 modifizéiert, an den zweete Projet de loi all déi aner rechtliche Artikelen aus dem initiale Projet de loi traitéiert.

D'Finanzkommissioun huet doropshin decidéiert, dës Recommendation vum Staatsrot ze iwwerhuelen, an huet den initiale Projet de loi 8330 an zwee separat Projet-de-loie gespléckt: de Projet de loi 8330A, deen eenzeg an eleng den Artikel 18 aus dem initialen Text iwwerhëlt, an de Projet de loi 8330B, deen all déi aner Artikelen vum initiale Projet traitéiert an deen der Chamber zu engem spéideren Zäitpunkt virgeluecht wäert ginn.

Nodeems de Kontext gesat ass, komme mer haut elo, Här President, Dir Dammén an Dir Hären, dann zum Projet de loi 8330A. Dëse Projet de loi huet een eenzege Artikel, deen, wéi gesot, den Artikel 18 vun dem initiale Projet de loi 8330 ersetzt an dee virgesäit, den Artikel 4 vum Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ze modifizéieren, andeems am Alinea 1 an dem éischte Saz d'Wierder „dans les trente-cinq ans“ an am zweete Saz d'Wierder „dans ce délai“ erausgeholl ginn an am Alinea 6 d'Wierder „et au plus tard à l'expiration du délai de trente-cinq ans fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article“ erausgeholl ginn.

Mat dëser Modifikatioun gëtt all Referenz op den Delai fir d'Regularisatioun par rapport zum Cadastre vertical aus dem Gesetzestext erausgeholl, sou dass de kruzialen Datum vum 1. Abrëll 2024 net méi applikabel ass an d'Acteuren um Terrain keng rechtliche Onsécherheet méi hunn no dësem Datum vum 1. Abrëll.

Fir kuerz ze rappeléieren: De Cadastre vertical betrëfft déi Gebaier, déi virum Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ënnert de Regimm vun der Kopropriétéit gefall sinn. An et geet beim Cadastre vertical drëms, déi eenzel Deeler vun enger Kopropriétéit genau ze erfassen.

En Expert erstellt esou e Cadastre vertical, deen déi aktuell a reell Situatioun vun deem Haus muss mat der Situatioun, wéi se à l'origine aktéiert gouf, vergläichen a gegebenenfalls regulariséieren.

Dëst ass awer oft net méiglech oder ganz schwiereg wéinst ganz diverse Grënn, esou zum Beispill dem Feele vun Dokumenter oder Onstëmmegkeeten tëschent Koproprietären.

Duerch successiv Gesetzer gouf den Delai, fir de Cadastre vertical fir déi betraffe Gebaier ze realiséieren, ëmmer nees no hanne geréckelt, 1990 ëm fënnf Joer bis 2004 an duerno zweemol jee weils ëm zéng Joer bis elo den 1. Abrëll 2024, ouni awer Friichte gedroen ze hunn.

Bis haut gouf den Delai also ëm 35 Joer no hanne geréckelt an haut mussen mer feststellen, dass mer nach ëmmer ganz wäit ewech si vun enger kompletter Realisatioun vun allen noutwendige Cadastre-verticalen. En effet, vun de ronn 3.350 Dossieren, déi viséiert sinn, sinn der, Stand haut, manner wéi 1.900, wou de Cadastre vertical realiséiert ass a virläit, an 2004 (veuillez lire: 2014) waren et der 1.600.

Schonn 2014, bei der deemoleger Verlängerung vun dem Delai ëm zéng Joer, huet den deemolege Rapporteur, den honorabelen Deputéierte Franz Fayot, eng Rëtsch Pisten opgezeechent, wéi een dee Problem vun der Regularisatioun permanent geléist kéint kréien, ënner anerem d'Alternativ vum Ofschafe vun deem Delai, wat mir elo haut mat dësem Projet de loi realiséieren. Eng weider Verlängerung vum Delai ëm zéng Joer géif net vill bréngen a mir sténgen an zéng Joer alt erëm eng Kéier hei mat deem selwechte Constat: dass nach ëmmer net all déi viséiert Gebaier e Cadastre vertical realiséiert hätten.

Fir d'Administratioun heescht d'Ofschaffung vum Delai, dass se an Zukunft weiderhin zwee verschidde Regimier parallel geréiere muss, esou wéi se dat säit 35 Joer eigentlech och gewinnt ass ze maachen, mat engem ancien Régime vun deenen net regulariséierte Gebaier vu virun dem Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété an engem nouveau Régime mat deenen Dossieren, déi regulariséiert goufen.

Wat d'Avisen ugeet, esou huet esouwuel den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils ewéi och d'Chambre de Commerce keng Remarque gemaach par rapport zu dësem Artikel 4 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété. Wéi virduch och scho beschriwwen, huet de Staatsrot a sengem Avis sech just iwwert dësen eenzegen Artikel prononcéiert a keng Remark um Fong gemaach.

D'Finanzkommissioun huet de Rapport an hirer Sëtzung vum 6. Mäerz 2024 ugeholl a fir all weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit. Als Spriecher vu menger Fraktioun hunn ech deem näischt bäizefügen a ginn heimadder och den Accord vu menge Kollege vun der Fraktioun vun der CSV.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauer villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn deem komplette Rapport, dee gemaach ginn ass, näischt bäizefügen an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech si frou, dass de Rapporteur mäi Rapport zitëiert huet vun 2014, et ass effektiv zéng Joer hier. Et mécht mech net méi jonk. Ech sinn awer frou, dass ech deemools och schonn déi Pist gesinn hunn, déi mer dann elo haut adoptéieren. Ech mengen, et ass eng Fro vun der Sagesse, déi de Legislatuer dann heiansdo huet, fir esou Saachen dann ze maachen, wann e gesäit, dass eppes net fonctionéiert. An ech ginn dann och domat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann huet d'Wuert den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Heimadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, villmools merci. Ech denken, dass dat heite weist, dass een och kann heiansdo e Feeler redresséieren, quitte dass et elo ganz laang gedauert huet – mir schwätze vun engem Gesetz aus den 80er-Joren –, mee wann ee vun der Verwaltung gesot kritt, dass d'Perspektiv net do ass, dass de Rescht vun den Immeublë géif nach suivéieren, dann doe mer gutt drun, fir elo net nach eng Kéier den Delai ze verlängeren. Duerfir kritt Der och hei eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also, mir sinn och bereet, dëse Projet de loi matzestëmmen. Allerdéngs stellt sech awer trotzdem eng kleng Fro. Also, mir hu Verständnis derfir, datt den Delai erausgeholl gëtt, a mir hu Verständnis derfir, datt d'Administratioun u sech déi Aarbecht net ka maachen. Et si jo nach bal 1.500 Gebaier, déi missten an de Cadastre vertical kommen. A wann ee kuckt, wéi vill Zäit se gebraucht hunn, fir dat virduch hinzekréien, da misste mer nach 30 Joer – wat weess ech – ongeféier waarden.

De Problem, dee sech allerdéngs stellt, ass jo, datt och am Koalitiounsvertrag drasteet, datt dat Gesetz iwwert déi eidel stoend Wunnengen érischt géif deposéiert ginn, nodeems de Cadastre vertical fäerdeg wär. An do stellt sech dann de Problem, wa mer den Delai eraushuelen, datt vläicht déi Gesetzgebung, fir eeben eidel stoend Wunnengen kënnen ze taxéieren, aus calendes grecques wäert bleiwen.

Dat heescht, do stellt sech d'Fro, inwiefern d'Regierung sech awer verpflichtet, lo och an dëser Legislaturperiod trotzdem e Registre national des bâtiments opzestellen, fir kënnen zu där Legislatioun ze kommen, oder ob d'Regierung och gedenkt, iwwert aner Weeër ze fueren, fir dat kënnen ze maachen. Deemno wéi ass de Cadastre vertical jo och net onbedéngt néideg, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord steet ..., datt do drasteet, datt dat fir d'éischt misst geschéien. Mee mir wäerten dat jo net an deenen nächste fënnf Joer hikiréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Vu datt d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner elo opgebraucht ass, ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat hei wierkt eigentlech, wéi wann et e reng techneschen Dossier wier, mee e concernéiert ganz vill Leit dobaussen. An ech wëll duerfir, och wann et e Modèle de base ass, awer eng Rei vu Präzisiounen ginn an och op déi Fro, déi den David Wagner, mengen ech, zu Recht gestallt huet, agoen.

Eigentlech géif ech soen: Net nëmmen an dësem Fall, mee heiansdo ass et gutt, wann een an der Politick d'Audace huet, fir eng Amende honorable ze maachen. An hei, mengen ech, mussen successiv Regierungen Amendes honorables maachen, well dee Problem sech zënter 1988 stellt, an et stinn, wéi ech dat virdu gesot hunn an de Rapporten och richtegerweis preziséiert, nach iwwer 1.400 Dossieren op.

Jo, et ass en Deel vun enger Gesetzgebung, mee et ass awer och en Deel, dass d'Gesetzgebung iwwer d'Kopropriétéit u sech selwer verlaangt, dass et eigentlech an dem gréissten Deel vun de Fäll eng Unanimitéit brauch vun alle Koproprietären, fir dass een dat hei ka regulariséiert kréien. Well den Ursprung vum Cadastre vertical ass nun eeben emol eng Regulariséierung, déi op engem technesche Plang geschitt mat dem Averstännis vu sämtleche Koproprietären.

Ech fannen et och luewenswäert, dass de Conseil d'État onofhängeg vun dem Gesetz de base iwwert d'Reform vun der Kadasterverwaltung mat op de Wee geet, fir dat hei kuerzfristeg ze änneren. Well wat wier d'Konsequenz, wa mer dat elo net am Mäerz géife stëmmen? Mee dat wier ganz einfach, dass alleguerten déi Situatiounen vu virun 1988, dat heescht vun eeleren Appartements, vun eelere Residenzen, déi net regulariséiert wieren ..., dass do kee Verkafsakt méi kéint gemaach ginn. An duerfir ass dach eng gewëssen Urgence hei.

Den drëtten Punkt ass deen, an ech wëll dat och kloer soen: Och wann elo den Delai ewechfält, wann déi Regulariséierung, ech soen, implizitt gemaach gëtt, wëll ech awer eppes kloer soen. Dat ass Follgendes: Et soll net dobausse gemengt ginn, dass mat dem Fait, dass hei déi Obligatioun vun deem Cadastre vertical géif ewechfale mat dem Delai, kéinte Situatiounen regulariséiert ginn, déi illegal sinn!

An ech erkläre mech: Dir hutt a ganz ville Gemenge Situatiounen, wou zum Beispill eng Limitatioun ass, an der Héicht ze bauen. Loosst eis soen: 2.8, dat heescht, ech kann zwee Stäck plus nach e Geschoss ënnert dem Daach hunn. Elo sinn natierlech vill Leit – bon, gewollt oder wuel wëssend – higaangen an déi hu gesot: „Ma déi 0,8, déi ech ënnert dem Daach hunn, aus deene maachen ech dann e weidert Appartement oder e Studio oder e Logement.“

Wat illegal ass a wat och bei de Leit zu follgende Schwierigkeete féiert: Éischtens kréie se dat bei engem Nottär an der Reegel net verkaaft, well dee mécht kee Verkafsakt, an zweetens ass déi Gefor, där se sech aussetzen, extreem grouss. Firwat? Mee wann eng Kéier en Incendie, dat heescht zum Beispill e Brand, do geschitt, da kënnst eng Assurance an der Reegel guer net derfir op. Firwat? Well déi soen: „Majo, do war iwwerhaupt keng Wunneng virgesinn.“ Also ech wëll am Numm vun der Regierung ganz kloer soen: Dat gëtt heimadder net regulariséiert!

Da kommen ech zum Schluss. Dat ass déi Fro, déi den David Wagner gestallt huet. Wann dat esou an dem Regierungssaccord steet, da soen ech: Ech huelen d'Engagement, dass fir déi Verwaltungen, déi dem Finanzminister ënnerstinn – dat ass ënner anerem d'Steierverwaltung, dat ass och zum Deel

den Enregistrement –, opgrond vun enger gudder Digitaliséierung, an déi brauche mer an deene Finanzverwaltungen ëmmer méi, dat hei net op d'laang Bänk sollt geschiibt ginn, fir dass iwwerhaapt herno kann eng Leerstandssteuer erhuewe ginn.

Dat heescht, ech engagéiere mech hei fir déi Verwaltungen, déi vun dem Finanzministère ofhänken an déi en Deel derzou kënnen bäidroen, dass dat net als Obstruktioun sollt gebraucht ginn. Neen, déi Aarbechten, déi ginn onofhängeg dovunner virun, an ech wëll Iech och duerfir dat Engagement ginn.

An de leschte Punkt ass deen: Dir hat d'Méiglechkeet – wéi ech och, mengen ech –, d'Kadasterverwaltung ze gesinn. Dat ass impressionnant, wéi d'Kadasterverwaltung digitaliséiert ass. Dat kënnen d'Leit och praktesch gesinn op dem Internetsite vun der Kadasterverwaltung an ech géif mer eigentlech wënschen, dass all déi Verwaltungen – zumindest déi, fir déi ech dierf schwätzen; dat sinn déi, déi vum Finanzminister ofhänken –, de selwechten Degré de digitalisation hätten, well dat géif net nëmmen de Verwaltungen, net nëmmen den Aarbechtsfleef, mee virun allem de Biergerinnen an de Bierger vill zeguttkommen. An ech mengen, d'Digitaliséierung ass gradewéi déi kënschtlech Intelligenz net eppes fir sech selwer, mee et ass virun allem eppes, wat soll am Sënn si vun engem effikasse Staat, am Sënn vun einfacher Verwaltungsfleef a virun allem am Interessi vum Bierger.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, dass déi Suggestioun vum fréiere Rapporteur Franz Fayot dann haart ënner engem CSV-Finanzminister hiren Néierschlag fënn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet. Ech maachen Iech wéi üblech drop opmierksam, datt Der Iech musst aloggen, wann Der wëllt mat ofstëmmen, well soss kënn Der net mat ofstëmmen. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8330A. Den Text steet am Document parlementaire 8330A^{2A}.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8330A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass dann domat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an deementspriedend och kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen unanime ugehooll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Christophe Hansen), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Pölfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

An da komme mer zum zweete Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut, an do hu mer de Projet de loi 8320, eng Ofännerung vum Klimagesetz am Kader vum Europäeschen Emissiounshandelssystem. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hunn 10 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Christophe Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Christophe Hansen (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 8320, iwwert dee mir haut ofstëmmen, modifizéiert an aktualiséiert d'Klimagesetz vum 15. Dezember 2020. An dat war néideg, well, wéi Dir wësst, sinn um europäeschen Niveau eis Klimaambitiounen fir 2035 am sougenannte „Fit-for-55-Paquet“ nach emol konsequent verschäerft ginn. Et handelt sech notament ëm zwou Direktiven an zwee Reglementer, op déi ech duerno nach méi am Detail wäert agoen.

Mir kruten awer notament och Avice vum Syvicol, vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce an natierlech och dem Staatsrot. Am Fong hätt dat heite Gesetz scho misse fir den 31. Dezember 2023 ëmgesat ginn. Mee, wéi sech dat gehéiert, hu mer natierlech missen op déi verschidden Avice waarden, fir och do d'Saache mat anzubauen. Ech kann Iech awer berouegen, dass mir mat deem Vott haut labber am joëchte Véierel vun deene Länner sinn, déi dat doten elo schonn ëmsetzen, dat heescht, mir sinn do awer nach gutt an der Zäit.

An eiser Kommissiounssëtzung Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit gouf deen heiten Text de 7. Februar à l'unanimité ugehooll an dofir wollt ech hei och nach eng Kéier de Kolleeginnen an de Kolleeg ganz häerzlech Merci soen.

Fänke mer u mat der Direktiv 2023/958: Déi betrëfft den ziville Loftverkéier, wou duerch dës Modifikatiounen elo déi gratis Certificate vun 2024 bis 2025 no an no auslufe gelooss ginn, fir dann am Joer 2026 integral gehandelt an dann och bezuelt mussen ze ginn.

Zousätzlech soll dann och nach eis Aviatioun elo graduell méi nohalte ginn, an dat, andeems verstärkt sougenannt „syntheetesch Carburanten“ och méi sollen agesat ginn. Dat gëtt

heiduerch encouragéiert, an dat ass wichteg. Obwuel d'Aviatioun – dat soe verschidde Leit – nëmme knapps 3 % vun de globalen Emissiounen ausmécht, ass et trotzdem wichteg, dat ze maachen, well den Trend ass ganz kloer: Et gëtt ëmmer méi geflunn, an all 15 Joer, kann ee soen, verduebelt sech de Loftverkéier, an do gëllt et, och elo schonn dee richtegen Hiewel unzesetze fir d'Zukunft.

D'Changementer, déi duerch dës Direktiv 2023/259 (veuiliez lire: 2023/959) an duerch d'Reglement 2023/257 (veuiliez lire: 2023/957) un eiselem Klimagesetz musse gemaach ginn, betreffen dann och d'Abzéie vum Schëfftransport an eis Klimaefforten. Och dat ass wichteg, well d'Schëfffaart steet weltwäit fir ronn 4 % vun de klimaschädlechen Emissiounen an duerch dësse Changement wäerten dann och d'Produkten an eise Regaler no an no e besseren CO₂-Foussofdrock hunn, an, ech mengen, dat ass eppes, wat jiddereen ënnerschreiw kann.

Zudeem kënnen mer awer och soen, datt eis Produkter dann och méi konkurrenzfähig ginn zu Produkter, déi am Moment aus – ech soen elo – Latänamerika, China oder och anere Länner importéiert ginn. Och bei der Konkurrenzfähigkeit ass et, mengen ech, wichteg, datt mer eise Betriber hëllefen.

Huet dat elo mëttelfristeg een Impakt op de Präis vun importéierte Gidder? Ech mengen, dat kënnen mer net ausschléissen. Mee mir mussen awer och ganz kloer soen: Wa mer elo näischt maachen, ass de Präis, dee mer ze bezuelen hunn, a long terme e vill méi héijen, an dofir ass et wichteg, datt mer dat heite maachen!

Duerch déi selwecht Direktiv, déi ech elo genannt hunn, wäert awer och en europäeschen CO₂-Präis agefouert ginn. Wéi Dir wësst, hu mer schonn en CO₂-Präis, zum Beispill an der Industrie oder och am Energiesektor. Dat gëtt awer elo och nach ausgeweit op d'Hëtze vu Gebaier an och zum Beispill de Verkéier. Wichteg ze soen an deem Kontext, ass natierlech, dass mir den CO₂-Präis bei eis zu Lëtzebuerg elo schonn hunn, contrairement zu anere Länner, an et kënn also näischt Zousätzlech doduerjer op eis Bierger zou. An, ech mengen, et muss kee sech Suerge maachen, dass duerch dës Gesetzgebung bei eis am Land a punkto Gebaier an Transport eppes méi deier géif ginn – just duerch déi heite Gesetzgebung.

An déi lescht grouss Modifikatioun un eiselem Klimagesetz betrëfft natierlech och d'Ëmsetzung vum Reglement 2023/256 (veuiliez lire: 2023/956) an dat ass dee sougenannten „CO₂-Ausgleichsmechanismus un eisen Aussegrenzen“, deen elo soll agefouert ginn. De sougenannte „Carbon Border Adjustment Mechanism“ gesäit vir, dass bei Importer vu Produkter aus Drëttlänner wéi Stol, Aluminium an anere Gidder, déi ënnert den EU-ETS-System falen, an Zukunft och de geltenden EU-CO₂-Präis un der Grenz muss bezuelt ginn. An dat ass gutt, well duerch dës System ginn op d'mannst op eiselem Bannemaart gläich Konditiounen fir gläich Produkter geschafen, an ech héieren och, datt eis Industrie ganz en faveur vun deem heite System ass an dat begrëisst.

An, ech mengen, et ass awer och wichteg, datt een trotzdem seet: Dat doten ass awer net dat, wat elo eis Produktioun an Europa wäert retten! Mir hu méi Chargen, wéi dat an aneren Drëttlänner ass. An dofir erlaabt mer trotzdem, kuerz d'Kap ze wiesselen a kuerz eng perséinlech Bemierkung ze maachen, déi ech och schonn an der Kommissiounssëtzung gemaach hunn, an zwar: Deen heite System vum CO₂-Ausgleich un eisen Aussegrenzen ass keen Allheilmittel, fir ze verhënnern, dass eis Industrie no an no d'Schlappen an engem internationalen a globale Vergläich verléiert.

A firwat soen ech dat? Ma, well mer feststellen, datt d'Produktionskäschten an der EU méi héich si wéi bei der Konkurrenz an Drëttlänner a well d'Schéier och nach ëmmer weider wäert ausereegoen, an dat wéinst enger ganzer Serie vu Facteuren: Eis Energiepräisser an der Europäescher Unioun si méi héich, eis Aarbechtskraaft ass méi deier. An dann: De Problem vum CO₂-Präis kréie mer natierlech duerch deen hei Mechanismus op d'mannst um Bannemaart ausgeglach, mee wéi ass et mat der Produktioun an der Europäescher Unioun, déi fir den Exportmarché geduecht ass? Wëlle mer déi Produktioun net méi oder si mer bereet, datt eis Industrie do no an no ofwandert?

Dat ass eng Fro, déi ech ganz kloer hei stellen. Ech mengen, dat hätt zur Folleg, datt mer sécher net méi propper Produkter an eise Regaler leien hätten, an natierlech ginn och do Aarbechtsplazen an Knowhow verluer. Ech mengen an ech denken, dass keen heibannen dat wëll.

A wéi kënne mir eis Industrie besser bei der Transitioun zu nohaltege Produktiounsmethoden ënnerstëtzen? Ech denken, hei kéint de Waasserstoff zum Beispill eng grouss Roll spillen, an do musse mer och elo schonn d'Jalone setzen, fir bei der Entwécklung vun der Produktioun, awer och der Konnexioun un e Waasserstoffniveau elo net den Zuch ze verpassen.

A wéi kënne mir kuerzfristeg a mëttelfristeg e besseren Accès op erneierbar a propper Energie kréien? Och dat si Froen, déi mer no dësem heiten Text awer musse beäntweren, an ech mengen, dat sinn eng Rei Froen, wou eis Regierung sech muss asetzen, souwuel op nationalem Niveau wéi op europäeschem Niveau.

Dir Dammen an Dir Hären, dass mir eist Klimagesetz als eent vun deenen éischte Länner un eis Ziler vun 2035 upassen an domat de Fit-for-55 ëmsetzen, mengen ech, weist, dass dës Regierung ganz kloer hannert den europäesche Klimaziler steet an dass mir weiderhin eng Virreiderroll wäerten anhuele, wat d'Ëmsetzung betrëfft. An ech soe bewosst „weiderhin“, well eise Plan national, de sougenannte „PNEC“, gëtt vun der Europäescher Kommissioun als virbildlech agestuuft, kritt do eng ganz gutt Zensur. An ech interpretéieren dat ganz kloer och als Kompliment un déi fréier Ëmweltministesch an hir Aarbecht, déi se gemaach huet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Emering (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, den Här Hansen huet jo elo scho ganz vill technesch Detailer hei präisginn, sou dass ech mech elo net méi wollt doranner verléieren. Mir stëmmen, wéi gesot, haut iwwert dat modifizéiert Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 of. An ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Saach aus deene Grënn, déi den Här Hansen elo hei genau erkläert huet.

Ech wëll awer och e klenge perséinleche Commentaire dozou maachen. Ech hunn an enger Statistik vun der World Bank nogekuckt, dass hei zu Lëtzebuerg eis Betriber zu 0,1 % responsabel si fir de Gesamt-CO₂-Ausstouss, deen an Europa stattfënn. An ech mengen, do musse mer wierklech oppassen – mir

hunn d'lescht Woch d'Liwwerkettegesetz hei an der Chamber gestëmmt –, dass mer, wéi den Här Hansen elo gesot huet, eis Industrie net auslagere, well mer eeben op deene Standuerter an den Drëttlänner keng Kontroll doriwwer méi hunn.

D'DP begréisst d'Aféierung vun dem CO₂-Grenzausgläich, genau wéi och den Här Hansen et gesot huet, och bekannt als Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, fir déi Phenomeener vum Carbon Leakage an de Grëff ze kréien.

Dann ass eng weider wichteg Saach och, dass de maritime Secteur wéi och d'Aviatioun elo matconsideréiert gëtt. Och wann dat eis elo hei direkt net betrëfft, ass dat awer trotz allem, europawäit gesinn, e Risefacteur, deen onbedéngt muss matagebonne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei ënnerstëtzt eng éiergäizeg Klimapolitick, well mir esou eng liewenswäert Zukunft fir d'Generatiounen vun haut, awer och déi kommend Generatiounen kënnen ofsécheren. Et gëtt keen Zweifel, dass eng Transformatioun néideg ass, an dat am Kader vun enger demokratescher Bedeelegung vun eiser ganzer Gesellschaft. Mir mussen d'sozial Wierkungen an d'Veerdeelungsfroe konsequent ugoen an dëst och diskutéieren, fir dass eebe grad d'Betriber an och déi Leit, déi an de Betriber schaffen, net ze kuerz kommen.

Ech wëll dann och ganz gären op eng Rei Mesüren agoen, déi déi lescht Regierung och schonn en place gesat huet, wa mer iwwert d'Thematik Klimawandel diskutéieren. Ech mengen, et ass gesot ginn: D'CO₂-Steier war e wichteg Instrument, och fir den Tanktourismus e bëssen an de Grëff ze kréien, well mir awer hei ganz villes ugerechent kréien, wou mer net direkt de Pollueur dervu sinn.

Et si weider wichteg Saachen ze nennen, wéi e Klima-Biergerrot et cetera. Ech wëll awer och soen, dass mer am Koalitionsaccord ganz kloer Mesüren heifir drastoen hunn, wéi zum Beispill eng obligatoresch Pflicht, dass op neie Gebaier muss eng Fotovoltaikanlag an Zukunft installéiert ginn, déi de Staat och souguer virfinanzéiert, wann d'Leit déi finanziell Mëttel net hunn. Wat och ganz wichteg ass: dass mer eng nohaltege Sozialpolitick bedriewen.

Ech mengen, wat och ganz wichteg ze soen ass – den Här Roth, dee war virdrun hei –: dass mer am Budget, wéi Der e jo all kënnt gesinn, weider massiv – massiv! – Investitiounen an der energeetescher Transitioun virgesinn. Fir d'Ëmsetzung vum nationale Klima- an Energieplang sinn net manner wéi 2,5 Milliarden Euro virgesinn. An deenen zwee nächste Jore wäert do nach dee Chiffer kënnen no uewen ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn op jidde Fall als DP hannert dësem Gesetzesprojet a mir stinn och hannert der Klimapolitick vun der Regierung. Mam Klimagesetz vun 2020 hate mer e staarkt Fundament kreéiert, wat elo mat dësem Text nach verstärkt a méi effikass gemaach gëtt.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. Dat soen och dem Rapporteur, dem Christophe Hansen, villmools Merci fir dee Rapport, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen, a ginn heimat vun der Demokratescher Partei, vun eiser Fraktioun, den Accord.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et zum gréissten Deel ëm Upassungen, déi op EU-Direktiven an EU-Reglementer zrëckzeféiere sinn an domat och wéineg Ulass zu enger kontroverser Diskussioun ginn. D'LSAP ass och mat deene punktuellen Adaptatiounen souwäit d'accord. Ech wëll hei awer kuerz op e puer Punkten agoen, déi fir d'LSAP an dësem Kontext wichteg sinn.

Generell ass et jo esou, dass den Emissiounshandel adaptéiert gëtt un d'Zilsetzungen am Klimaschutz an un d'Trajectoire, déi et soll erlaben, d'Emissiounen vun Zäregase bis 2030 ëm 55 % par rapport zu 1990 ze reduzéieren a bis 2050 d'Klimaneutralitéit ze erreechen. D'LSAP steet zu dësen Ziler a begréisst et deemno, dass ëmmer méi relevant Secteuren an den Emissiounshandelssystem agebonne ginn, wann dat et erlaabt, Investitiounen dohinzesteieren, wou se am effikassen zu der néideger Transitioun bäidroen.

D'Entreprise mussen engersäits Ënnerstëtzung an Ureizer ugebuede kréien, fir an déi beschtméiglech Technologien ze investéieren, an anerersäits e kloert Signal kréien, dass si u Kompetitivitéit verléieren, wa si dat net maachen. Hei hat och de Franz Fayot e Gesetzesprojet, den 8314, mat der vieregter Regierung op den Instanzewee bruecht, respektiv am iwwert d'europäesch Guidelines, wou d'Betriber am Fong e bësse méi intensiv Aidë kréien, wa se zu der Dekarbonisatioun bäidroen. An dat begrëssen ech op dëser Plaz natierlech och.

Den Transportsecteur spillt do och eng ganz grouss Roll. Et ass wichteg, dass de maritime Secteur agebonne gëtt. A mir begrëssen et och, dass an Zukunft beim Fluchverkéier net nëmmen d'CO₂-Emissiounen gekuckt ginn, mee och d'Kondenssträifen, déi och weesentlech zur Erwärmung bäidroen.

Här President, d'Reduktioun vun de gratis Emissionsrechter an den Drock, fir innerhalb vun e puer Joer technesch op e ganz aneren Niveau ze kommen, stellen eng enorm Erausforderung fir d'Betriber duer. Dat gëllt selbsterständlech net nëmme fir d'Loft- an d'Schëfffaart. Domat sinn héich Käschte verbonnen. Déi Entrepreneuren, deenen et geléngt, sech ze adaptéieren, wäerten an der Zukunft besser Iwwerlebensschancen hunn.

Allerdéngs däerfen dës Efforten net torpedéiert gi vun enger Auslagerung vun energieintensiven Aktivitéiten an Drëttstaaten, déi net un déi selwecht Obligatiounen gebonne sinn. D'Mesüren, fir de sougenannte „Carbon Leakage“ ze verhënneren, sinn immens wichteg. Mir beginn eis politesch domat awer erëm méi an d'Richtung vu Protektionismus an Handelsbarriären, wat fir d'EU e Paradigmewissel bedeit.

Oppe Grenzen, de fräie Persounen- a Wuerenhandel a weltwäit Handelsaccorden, déi Barriäre reduzéieren, gehéieren zu de grousser Prinzippien, op deenen de Wirtschaftswuesstum an de Wuelstand an der Europäescher Unioun berouen. D'Fërdere vum bëllege Transport a vum Ausbau vun Transportinfrastrukture waren ëmmer e wichteg Bestanddeel vun der EU-Politick.

Dat bréngt vill Virdeeler, schaaft awer och Ofhängegkeeten, déi mir an de leschte Jore besonnesch ze spiere kruten. Am Kontext vun der Pandemie ass et erëm méi wichteg ginn, dass mir innerhalb vun der EU wäitgeënd autark sinn, wann et ëm d'Produktioun vun essenzielle Gidder geet. Kuerz Transportweeër a lokalen Handel kréien erëm méi Bedeitung. An de kommende Jore wäert do also en neien Equilibre musse fonnt ginn, dee Konsequenze fir eis ganz Gesellschaft huet.

Eng vun de Konsequenze wäert sinn, dass generell d'Präisser fir vill Konsumgiddern an d'Luucht ginn. Dat riskéiert zu ganz seriöse soziale Problemer ze féieren, wann d'Politik net géigesteiert. D'Justice climatique, de sozialen Ausgleich fir ëmmer méi contrainant Klimaschutzmesüuren an d'Solidaritéit an der Gesellschaft sinn dofir an den Ae vun der LSAP eng Grundvoraussetzung, fir dass d'Klimaschutzziler kënnen erreecht ginn. Och Leit mat klenger Revenue sollten hiert Haus kënnen energieatesch sanéieren.

D'Erausforderungen, virun déi eis de Klimawandel stellt, ginn awer wäit doriwwer eraus. Mir wäerte méi ewéi jee muss kampfe fir en Europa, dat op Wärter baséiert. En Europa, dat d'Allgemengwuel iwwert d'ekonomesch Interessie vun enger Minoritéit stellt. Eng Politik, fir déi de Kampf géint Inegalitéiten an Aarmut Prioritéit huet. Nëmme esou wäert de laangfristige soziale Friden an der Europäescher Unioun kënnen garantéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Claire Delcourt Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken – soss vergiessen ech et – dem Här Christophe Hansen en häreleche Merci fir säi schréfflechen a mündleche Rapport.

Den Ëmwelt- a Klimaschutz ass natierlech eppes, wat all d'Partei matdroen. Als ADR wëlle mir awer dese Sujet méi pragmatesch ugoen. Mir wëllen ofweien, wéi eng Mesüre wierklech hëllefbräich si fir de Klimaan Naturschutz. Eiser Industrie- an Handelspolitik wëlle mer keng onnéideg Oplagen opzwängen, déi d'wirtschaftlech Entwécklung bremsen. Mir hu jo rezent gesi bei eise Baueren, zu wat dat kéint féieren.

Mir all wëssen, datt och déi europäesch Wirtschaft de Moment mat engem ganz onstabilen Ëmfeld konfrontéiert ass. Mir bleiwen do oppen, och wat déi nei Technologien ugeet. Den Ëmweltschutz wéi och de Schutz vun eise Ressourcë leien eis um Häerz an dat ass eppes, wat all rasonabele Mënsch kéint ënnerstëtzen.

Mee wat wierklech geféierlech ass fir eis Gesellschaft, ass, eng radikal Wend ze maachen, ouni vill nozedenen iwwert déi wirtschaftlech a sozial Konsequenzen. An och dat muss mer am A behalen, dat ass fir ons wichteg!

De mënschegemaachten Afloss op de Klimawandel gëllt et selbstverständlech ze kontrolléieren an ze bremsen. Mir müssen oppassen, datt mer déi ganz Diskussioun mat der néideger Sachlechkeet ugin. Mir müssen eis kënnen op geséichert wëssenschaftlech Erkenntnisser verlossen. Mir wëssen all net, wat fir eng Technologie sech wäert an Zukunft als gutt oder schlecht erweisen. Fir eis als pragmatesch Partei ass dat Wichtigst, wéi ee kann elo realistesch eppes maachen. Als klengt Land soll a muss een och säin Deel derzou bäidroen.

An deem Kontext muss een och soen: Mir haten déi lescht zeg Joren e stramme Wuesstum hei am Land. Dat war och net glécklech an dat stellt eis viru grouss Problemer a ville Beräicher. Esou wäit emol eng generell Iwwerleung.

Elo erliewer zu deem Volet, deen eis haut méi beschäftegt, an dat sinn de Fluchverkéier an d'Schëfffaart. Hei muss een och wëssen, datt mer als EU eis an d'Ofhängegkeet eramanövréiert hunn, wat d'Importer aus sougenannten „Drëttlänner“ betrëfft. Dat

hu mer jo och dättelech gesi bei der Coronakris. Dat ass e Fakt, deen een net esou séier behiewe kann, net vun haut op muer, wéi mir ons dat wënschen. A wa mer den Import net méi hunn, da gëtt et schwéier. Mir hunn dat scho bei enger Rei Saachen déi lescht Joren erlieft.

Et muss een och wëssen, datt d'Energieversuergung an der EU dee gréisste Problem ass. Et muss een och wëssen, datt déi héich CO₂-Taxen, déi d'Industrie an Europa ze bezuelen huet ..., da si mer net méi konkurrenzféeg mam Rescht vun der Welt, wann dat do net geschitt. A sou wéi et de Moment ausgesäit, dierft dat net esou séier antreffen. Duerfir muss mer oppassen, datt mer deen Aascht, op deem mer sëtzen, net selwer ofschneiden. Dat ass deelweis deen Däiwelskrees, wou mer eis dra beweegen.

Elo féiere mer eng CO₂-Tax an op europäeschem Niveau, wat d'Loftfaart an d'Schëfffaart betrëfft, mat der Hoffnung, hei eng Reduktioun vun den Emissiounen erbäizeféieren, dat am Zäitrame vu ronn zéng Joer.

Do hu mer awer zwee Beräicher, wou mer Bedenken hunn: Déi komplett Loftfaart kritt sech net esou séier ëmgestallt, wéi mer ons dat all heibanne wënschen. Fir unzefänken: D'Ëmstellung op méi ëmweltfrëndlech Energiequellen dierft an der Loftfaart ganz schwéier ginn. Do ass, wat d'Biofuels betrëfft, d'Entwécklung nach am Ufanksstadium. Ob mer déi elo schonns bäigemëscht hunn oder net, ass mir net bekannt.

Op der anerer Säit: Fir an der Loftfaart eng komplett Flott ëmstellen, brauch een op d'mannst 20 bis 30 Joer. Wann een eenzel Fligere géif verkafen, kommen déi an anere Länner op der Welt an den Asaz an domadder ass dem Klima weltwäit gekuckt net gedéngt. Dobäi hunn eenzel Fliegerconstructeurs Schwéiergekeete mat de Finanzen an dem Liwwerpotenzial.

An zweetes bréngt dës Aféierung vun enger CO₂-Tax och eng Verdeierung vun de Wuere mat sech, wou mer ee groussen Deel dréngend brauchen, well déi an Europa net ze fanne sinn oder well mer déi mat de Joerzéngten ausgelagert hunn. An dat betrëfft haapt-sächlech déi Äermst vun eiser Gesellschaft, dat sinn der jo, wéi mer all wëssen, net weineg.

Dat schreift och d'Chambre des Salariés an hirem Avis, an ech zitieren hei d'Chambre des Salariés: „Tandis que l'impact régressif de la taxe carbone nationale est partiellement compensé grâce à un crédit d'impôt ciblé, nous tenons à souligner que la hausse conséquente du prix de vente de la mise aux enchères des quotas SEQE provoque un impact régressif similaire qui touche de manière disproportionnée les ménages moins aisés.“ Ech mengen, dat soll een net ausser Uecht loossen. „Toutefois, aucune mesure sociale compensatoire n'est prévue à ce stade.“

Des Weidere schreibe si am Artikel 70: „Or, vu la hausse considérable du prix par tonne d'émissions et prise en compte des nombreuses modifications adoptées récemment au niveau européen qui risquent d'avoir en effet haussier sur le prix futur, nous demandons que le Gouvernement lance une analyse de l'effet régressif de la hausse du prix du carbone dans le cadre du SEQE sur le pouvoir d'achat des ménages vulnérables et introduise des mesures sociales compensatoires pour contrecarrer ce phénomène injuste.“

Dobäi muss ee feststellen, datt d'Einname vu Lëtzebuerg aus dem Europäesche Sozialfong aus dem Beräich Klima ganz begrenzt sinn. An op der anerer Säit dierft, wa mer op dee Wee gi wun Ausgläich, all dës eng Staang Geld kaschten, zwar eréischt no enger Rei vu Joren, mee ob mer dat Geld dann

hunn, dat ass eng aner Fro. Dorobber muss een nach zrëckkommen.

Doduerch ass d'Zukunft vun eisem Land ganz fragill an et muss ee sech froen, ob mer dat packen. Duerfir wäerte mir deem Gesetz net kënnen eis Zoustëmmung ginn. Mir sinn zwar net géint d'Erofsetze vum CO₂, mee déi Begleetmesüuren, déi loossen awer vill ze wënschen iwweg an déi ginn eis keng Satisfaktioun.

An dee leschte Punkt, deen een net soll ausser Uecht loossen: Dat bréngt och Nodeeler mat sech, wat d'Konkurrenzféegkeet vun eise Betriber baussent der EU ubelaangt. Mir géifen an deem Sënn e méi rationale Wee aschloen. Sou wéi et och an eisem Walprogramm steet, géife mer éischer do usetzen, wou haut eng massiv Klimaverschmutzung an der Welt virzefannen ass. Dës Länner solle mer a Form vu wirtschaftlecher Zesummenaarbecht derbäi ënnerstëtzen, op méi klimafrëndlech Technologien ëmzeklappen. Mir si jo an deem Sënn mat enger Problematik konfrontéiert, déi net bei de Länner an och net bei de Kontinenter ophält. An deem Sënn géife mer de Problem als Ganzes upaken.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, mam Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, passe mer den Handel mat Emissiounszertifikater un. Dës, fir dem Eropsetze vun de Klimaziler weltwäit an an der EU Rechnung ze droen, fir industriell Aktivitéite besser virun onfairer Konkurrenz ze schützen a schliesselech fir d'Reegelerwierk op nei Secteuren auszeweien.

A menger Funktioun als Ministesch hat ech d'Éier, net nëmmen um europäesche Plang un deene betreffenden Texter matzeschaffen, mee och se heiheim an e Projet de loi ëmzesetzen, deen am Oktober d'lescht Joer deposéiert gouf.

Dës Texter sinn, zesumme mat deem gesamte Wierk vum europäesche Fit-for-55-Pak, e gutt Beispill fir e Resultat vun engem laangjäregen Asaz vun de progressiven Kräfte an Europa, ouni déi mir elo keen esou kloren an effikasse Kader hätten, fir d'Mënsche virun Extreemwieder ze schützen a fir eis ewech vun der Ofhängegkeet vun de knaschtegen Energien hin zu enger fortschrëttlecher an inklusiver Gesellschaft ze entwéckelen. Et weist, dass mir zesummen als EU de Wee zur Klimaneutralitéit konsequent ugin, ouni dobäi de sozialen Ausgleich aus dem Bléck ze verléieren, an domat och Moossstief fir d'Ëmsetzung vun der Klimapolitik weltwäit setzen.

Lëtzebuerg huet an all dese Joren net drop ge- waart, dass den europäesche Kader sech festegt, iert heiheim geschafft gouf, mee mir hunn heiheim proaktiv wichteg Piliere ëmgasat – zum Beispill d'Klimagesetz vum Dezember 2020 mat chiffréierten Ziler – a Lëtzebuerg war eng Zuchkraaft, souwuel an Europa wéi och um internationale Plang, zum Beispill am Kader vun der Ausschaffung vum Paräisser Klimaaccord 2015.

Och wann een heiansdo den Androck kéint kréien, dass de Klimaschutz aktuell net onbedéngt zu deene beléiftsten Theeme gehéiert – e Phenomeen, dat laut engem zentelem Artikel am „Wort“ op eng Zort, an ech zitieren, „Klima-Bashing“ EU-wäit vun de Parteien, an ech zitieren nees, „riets aussen“ zrëckzeféieren ass, e Muster, dat een ëmmer méi kloer erkennt –, trotz oder grad weinst dës Situatioun

hu mer grad elo eng gemeinsam Verantwortung, fir dësen Asaz weiderzeféieren.

D'Drénglechkeet vum Klimaschutz hält net of, mee ganz au contraire: Et vergeet quasi kee Mount, ouni dass d'Spezialisten aus der Wëssenschaft weltwäit eis drop opmierksam maachen, dass nees en neien Temperaturrekord geknackt gouf. Just als Beispill: Meteolux huet virun enger Woch gemellt, dass de Mount Februar vun dësem Joer dee wärmste säit dem Ufank vun den Opzeechnungen ass. An dat ass just ee Phenomeen nieft villen anere Laangzäitphenomeener, déi kloer ze erkennen, voire ze spiere sinn.

An de Beräicher Ëmwelt a Klimaschutz goufen iwwert d'Joren ëmmer nees nei Weeër ausprobiert, fir déi wirtschaftlech Aktivitéiten an d'Kompetitivitéit vun europäesche Betriber engersäits laangfristeg ze stäerken an anerersäits hir Aktivitéiten an Aklang ze bréngen mat eise limitéierte Ressourcë respektiv mam Schutz vun eise kollektive Gidder wéi propperer Loft, gesonder Natur oder engem funktionéierende Klima.

Iwwert d'Joren hu sech, vereinfacht ausgedréckt, dräi grouss Kategorië vu Mechanismen als effikass erauskristalliséiert, déi ausserdem komplementär zueene sinn: Nieft fräiwëllegen Ureizer wéi Sensibilisatioun, Guidelines, Labeling, Zertifikatiounen oder finanziellen Ënnerstëtzungen, déi richteg Handel erméiglechen, ervirhiewen a belounen, gëtt et a ville Beräicher Encadrementer duerch technesch Reegele wéi sektoriell Reglementatiounen a Geneemegungen – déi sougenannte „Command-and-Control-Approche“ –, déi genee festleeën, wéi soll geschafft ginn, a schlusslech och maartbaséiert Methode wéi zum Beispill Taxatiounen oder Handel mat Emissiounszertifikater.

Deen Text, iwwert dee mer haut elo ofstëmmen, ass e gutt Beispill fir dës drëtt Kategorie vu Mechanismen an also e weidert wichtegt Puzzlestéck an engem grousser Kader. Et geet heimat drëms, dat bestoend Maartinstrument, den Emissiounshandel, dee sech an all de Joren als wichtegen Outil bewäert huet, ze erweideren, fir de kommerzielle Lofttransport méi klimafreundlech ze maachen duerch e progressivt Erossetze vun de Gratisquoten an d'Iwwerwaache vu weidere Loftemissioune, déi d'Effekter op de Klimawandel nowieslech verstärken, fir och de Schëfftransport an den ETS opzehuelen a soumat déi domat verbonnen Emissiounen progressiv ze reduzéieren, an och fir de bestoenden ETS unzepassen an och hei d'Veerdeele vu Gratisquoten etapweise auslafen ze loosse.

Zousätzlech soll en CO₂-Grenzausgläichsmechanismus schréttweis agefouert ginn, wat eng laangjäreg Demande vun der europäescher Industrie war an deem, wéi schon oft gesot ginn ass, déi europäesch Hiersteller aus bestëmmte Secteure wéi Zement- a Stahlerstellung soll schützen virun onfairer an net klimaregulierter Konkurrenz duerch Importer aus Net-EU-Länner.

E weidert Element, dat mir um Härz louch, war, fir bei dëser Geleeënheet och eng Verlängerung vum Delai fir d'effentlech Befragung zum nationalen Energie- a Klimaplang vun engem Mount op zwee Méint mat an den Text eranzubringen, soudass d'Leit heime déi néideg Zäit kréien, fir sech dës Plang unzékucken, fir sech eng Meenung dozou ze bilden. Heimadder passe mer d'Gesetz opgrond vun aktuellen Erfahrungen an d'Realitéit un, ganz genau wéi mer dat ganz pragmatisch och an anere Beräicher scho gemaach hunn, notament am Naturschutzgesetz oder am Kader vum Kommodosgesetz.

Ofschléissend war et mer och en Uleies, fir dem Observatoire de la politique climatique, also deem Gremium vu Wëssenschaftler/innen, déi eng wichteg

Roll spillen an der Bewäertung vun der nationaler Klimapolitik, och am Gesetzestext selwer dee richteg Stellwäert ze ginn, dëst am Kader vum Informationsaustausch ronderëm den Energie- a Klimaplang.

Déi bestoend Klimaschutztexter mussen awer an den nächste Méint mat enger weiderer Etapp an d'Lëtzebuergescht Recht weider ëmgesat ginn, nämlech de sougenannten „ETS 2“, e System, deem eis de Kader gëtt, fir d'Kueststoffpollutioun och aus de Beräicher Stroosentransport an Heize weider ze reduzéieren. Dës stelle bis zu 80 % vun den nationalen Emissiounen duer. Et geet also net ëm näischt.

Déi gutt Noriicht ass, dass mer och hei als Land net ofgewart hunn, mee dass mer an der viregter Regierung mat eiser aktueller CO₂-Tax, kombinéiert mat sozialer Kompensatiounsmesur wéi der Erhéijung vun der Allocation de vie chère oder der Hausse vum Steierkredit, deem automatesch un déi Stéit geet, déi dëst am meeschte brauchen, scho virgeschafft hunn. Mir hunn also elo schon e System, deem e sozialen Ausgleich mat agebaut huet, eppes, wat déi weinegst europäesch Länner bis elo schon esou en place hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Krisen hunn déi iergerlech Eegeschafte, net nëmme zu e puer gläichzäitig opzetauchen, mee och net einfach ze verschwannen oder manner urgent ze ginn, wann ee méi laang mat konkreten Aktiounen waart, och net wann een dobäi „onverkrampft“ bleift. A si waarden och net héiflech drop, bis et un hirem Tour ass, fir da „ganz entspaant“ eng no där anerer geléist ze ginn.

D'Realitéit ass komplex a mir hunn d'Verantwortung, séier an integréiert Léisungen ze sichen a virun allem och ëmzesetzen. D'Krisen, an domat och d'Klimakris, sinn awer zum Gléck och keng Fatalitéit. Dee sechsten IPCC-Rapport weist eis, a wéi enge Beräicher et sech besonnesch lount ze investéieren, well d'Investitiounen käschteneffizient sinn, eis hëllefen, d'Emissiounen weltwäit an de Grëff ze kréien a gläichzäitig eis Liewensqualitéit ze verbesseren.

Dozou gehéieren, an dat ass net ganz iwwerraschend, Investissementer an erneierbar Energien – an der Haaptsaach Solar a Wind –, energiespuerend Belichtung an effentlechen Transport, mee och effizient Schëffaart an Aviatioun a ferner och Energieeffizienz an den Ersatz vu Brennstoffen an der Industrie. Déi lescht sinn allerdéngs méi deier wéi déi eischt an der Opzielung.

Dëst alles geschitt awer net vum selwen a virun allem och net an der néideger Vitesse. Dofir brauchen mer e ganz previsible nationale an internationale Kader, deem d'Viraussetzung schaaft, fir déi néideg Investitiounen an déi richteg Richtung ze orientéieren, an déi Betriber, déi kleng an déi grouss, ënnerstëtzt, fir dass och si déi néideg Investitiounen an d'Zukunft maachen. Dat alles war a muss weiderhin eng Prioritéit fir eist Land bleiwen, well Klimaschutz a Kompetitivitéit si kee Widdersproch, mee eng Chance!

An, Här President, et gesäit een och laut enger rezenter Ëmfro, déi bei 15.000 Awunner an Europa gemaach gouf, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit dat genauou gesäit. A well déi gréng dat eeben och esou gesinn, wäerte mir dës Gesetzesprojet matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et gëtt onsem Planéit ze waarm. Mir wëssen et. Mir wëssen, dass d'Ärderwärmung e gewaltege Problem fir Mënsch, Déier an Natur duerstelt. A leider wësse mir och, dass bis elo net genuch gemaach gouf, fir dee Prozess ze stoppen. Et ginn ze vill Dreifhausgaser ausgestouss an dat schuet eisem Klima. All Effort, fir d'Emissiounen ze senken, ass dofir en dréngend noutwendeg Schrëtt an déi richteg Richtung.

An dofir ënnerstëtze mir Piraten natierlech och de virleiende Projet fir d'Uppassung vun eisem Klimagesetz un déi europäesch Direktiven a Reglementer. D'Gebai, de Fluchverkéier an de Secteur maritime an déi grenzüberschreidend Wuerenherstellung an hire Verkaf si wichteg Emissiounssecteuren.

Dofir sinn déi europäesch Beméiungen ganz wichtig, fir d'Zärgasen ze reduzéieren a gläichzäitig och de sougenannte „Carbon Leakage“ ze verhënneren, also d'Ofwandere vu Firmen a Länner ausserhalb vun der EU, déi keng oder eng geréng CO₂-Steier beziungsweis e gënschtegen Emissiounsmarché hunn. Et ass och wichtig, dass den Emissiounshandel enger effikasser Kontroll mat Sanktionsméiglechkeeten ënnerläit.

An natierlech begrësse mir och, dass den Delai fir d'Enquête publique iwwert den Avant-projet vum PNEC op zwee Méint verlängert soll ginn. Fir eis Piraten ass den Ausbau vun de Participatiounsmeiglechkeete schlusslech ëmmer e Gewinn.

Mee och wa mir am virleiende Gesetzesprojet vill positiv Punkte fanne kënnen, sou muss mir awer och soen, dass d'Gesetz wuel net kuerzfristeg, mee just laangfristeg en Impakt op d'Klima wäert hunn. Et gëtt vill Iwwergangszäiten an och Lëtzebuerg wäert bis 2026 beziungsweis souguer bis 2030 jo bei senger nationaler CO₂-Steier bleiwen, amplaz den europäesche System ze iwwerhuelen.

An da bleift jo och nach de Problem, dass de Klimawandel e globale Problem ass an déi hei genannten Direktiven a Reglementer natierlech keng global Gültigkeet hunn. Et ass e gewaltege Schrëtt, dass all d'Länner aus der EU sech op dës Reegelen eenegen konnten, mee d'Klima kennt eeben keng Lännergrenzen – och net d'EU-Baussegrenz.

Ausserhalb vun der EU wäerte weiderhi fir vill méi bëllegt Geld Emissiounen ausgestouss ginn. Dat ass e Problem fir eist Klima an dat kann och e Problem fir déi europäesch Exportindustrie ginn. Fir europäesch Produiten an am Ausland produzéiert Wueren, déi an der EU verkaf ginn, mussen Emissiounszertifikater kaf ginn – fir auslännesch Produiten, déi am Ausland bleiwen, awer net.

Uni d'Emissiounszertifikater ass d'Produktioun natierlech méi bëlleg, mee eeben och méi knaschteg. Fir europäesch Exportateure kéint dat en Nodeel am Weltmarché sinn an dofir ass et wichtig, dass de Problem vun Klimawandel international ugaange gëtt. E globale Problem brauch eng global Äntwert!

Anerefalls verdränge mir den Zärgasausstouss just vun enger Regioun vun der Welt an déi aner, während d'Emissiounen insgesamt awer gläich bleiwen. Dann hu mir fir d'Klima iwwerhaupt guer näischt gewonnen. Jidderee muss säi Bäitrag leeschten an dat heescht och, dass jidderee muss esou vill leeschten, wéi e kann.

An enger gerechter Gesellschaft kann et net sinn, dass een, dee vill huet, vill Dreck ka maachen, just well e sech d'Taxen an d'Certificaten ouni Problem leeschte kann, während en aneren net weess, wéi en op seng Nuetschicht komme soll, well e sech de

Bensinn fir säin Auto net méi leeschte kann an och nach a sengem Duerf keen Nuetsbus fiert. D'Klimaschutzmesüre muss sozial gerecht kompenséiert ginn.

Den Här Engelen huet et och schonn ugeschwat: den Deel vun der Chambre de Commerce. Der Chambre de Commerce no kéinten d'Mesüeren aus dësem Gesetz de Schëffsverkéier bis 2026 8,3 Milliarde kaschten. An dat wäert ee warscheinlech och um Niveau vun de Wuerepräisser, déi mam Schëff importéiert ginn, spieren. Dofir ass et wichteg, dass dru geduecht gëtt, d'Präisverännerunge fir Haushalter mat klengem Akommes ofzefiederden. Jiddereen ass am Kampf géint de Klimawandel gefrot, mee déi mat klengem Akommes dierfen net méi gestrooft gi wéi all déi aner.

Insgesamt wéilt mir Piraten jo eigentlech, dass beim Klimaschutz iwwerhaupt net mat finanzieller Bestrafung, mee am Géigendeel mat positiven Ureizer geschafft géif ginn. Dofir setze mir eis jo och scho fir e Klimabonus an eng Upassung vun der CO₂-Steier an. Jidderee soll pro Mount eng staatlech Direkthëllef iwwerwise kréien. Wien domat klimafreundlech Produite keeft mat wéineg Taxen, wäert Sue Rescht behalen, wie klimaschiedlech Produite keeft mat héijen Taxen, verléiert säi Klimabonus.

Well mir awer wëssen, dass dës Iddi aktuell net um Dësch läit an de Klimawandel zäitno Aktiounen brauch, stëmme mir natierlech och dem System vum Emissionunshandel zu. Domadder ginn ech och mäin Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Klimagesetz ass a bleift en Tiger ouni Zänn. Prinzipiell fanne mir et zwar richtig, dass d'Klimapolitik iwwert e Kadergesetz gereegelt soll sinn, dat Ziler an Instrumenter festhält. Et feelt eis awer eng Verbindlechkeet bei de sektorielle Klimaziler, déi d'Regierung och daitlech géif engagéieren.

Mam aktuelle Gesetz am europäesche Kader ass et jo esou, dass Lëtzebuerg zwar säin allgemengt Klimazil anhale muss, mee doriwwer eraus keng sektoriell Ziler verpflichtend mussen erreicht ginn. Doduerch ass et méiglech, dass dat allgemengt Zil reng iwwer eng zolidd Baisse vun den Emissionen am Transportberäich erreicht gëtt, mee gläichzäitig bei de Gebaier awer nach kee Fortschritt ze gesinn ass.

Am Transportberäich ginn d'Reduktiounen an éischter Linn op Decisiounen zréck, déi Lëtzebuerg net selwer beaflosse kann, wéi d'Steierpolitik an den Nopeschlänner oder d'Opkomme vun der Elektromobilität an aner technesch Fortschritter, déi sech de Privatstot kann deier kaschte looszen.

Bei de Gebaier dogéint läit de Ball bei der nationaler Politik, mee do deet sech awer da séier wéineg. Dat ass ëmsou méi problematesch, well et an deem Beräich ëm wirtschaftlech Substanz geet, ëm Aarbecht an Handwierker, déi gebraucht ginn. Et ass e Beräich, an deem de Leit direkt ka gehollef ginn, wat de Wunnconfort an d'Energiekäschten ugeet. Et ass virun allem awer och eng Prioritéit am Kampf géint d'sozial Ongläichheeten, déi duerch d'Ofhängegkeet vu fossiler Energie beim Hëtze vu Logement méi grouss ginn. Eis kritesch Grondhaltung géint iwwer dësem Choix vun der viregter Regierung bleift also bestoen.

Bei der Ännerung vum Klimagesetz, iwwert déi mir diskutéieren, geet et ëm en anerem Aspekt. Den

Europäeschen Emissionunshandel, ëm deen et haut an éischter Linn hei geet, ass de Versuch, mat Hëllef vun engem Marché – an domat iwwert de Präis vum CO₂ – Klimaschutz ze bedriewen, an dat virun allem an der Stol-, an der Zement-, an der Chimiesindustrie, an den Elektrowerker a spéider dann elo och an der Aviatioun.

Den Emissionunshandel ass Ausdrock vun der neoliberaler Hysterie ronderëm d'Käschteneffizienz, wou op alles, och op Liewen, e Präis gesat gëtt, deen da souwäit wéi méiglech soll erofgedréckt ginn. Dofir goug et beim Emissionunshandel, mee och bei den CO₂-Steieren drëms, d'Pollutioun als en ekonomesche Käschtepunkt ze gesinn an dëse Käschtepunkt dann ze minimiséieren. D'Resultat dovun ass natierlech net, dass d'Pollutioun an d'CO₂-Emissionen seriö erofgesat gi sinn, mee, wuelverstanen, dass de Käschtepunkt a punkto Klima fir Groussverschmotzer méiglech kleng gehale ginn ass.

A wéi kann een dee Käschtepunkt besser déif halen, wéi mat gratis Pollutiounsrechter? Oder mat esou enger enormer Offer u Pollutiounsrechter fir grouss Betriber, dass se spottbëlleg bleiwen? Bis haut ass de Bilan vun dësem Emissionunshandel a Wierklechkeet dann och ganz schlecht. Iwwer Joerzénge hunn d'EU respektiv d'EU-Memberstaaten de grouss multinationale Konzern a Verschmotzer gratis Verschmotzungsrechter ginn. Deels sinn esouguer vill ze vill Verschmotzungsrechter verdeelt ginn, wat engersäits de Präis op engem lächerlech déiwen Niveau gelooss huet, an anersäits dës Betriber et erméiglecht huet, déi Rechter de facto op e Spuerbuch ze setzen, fir se duerno da gewënnbréngend ze verkaufen, also ze spékuléieren.

Dës System huet also net nom Prinzip vum Pollueur-payeur fonctionéiert, mee nom Prinzip vum Pollueur-profitue. Grouss multinational Industriebetriber hu säfteg Geld domadder verdéngt, kruten nach Kaddoe gemaach, während d'Leit dobausse fir alles hu misse bezuelen an ageprücht kréien, dass se klimabewusst liewe sollen: „Mir sollen all un engem Strang zéien, jidderee ka säint bäileeën.“ Dat ass a Wierklechkeet eng eidel Phrase an dat ass eng zudéist onpolitesch Phrase, déi eis net widerbréngt.

An och an Zukunft geet dat esou virun. Carbon Market Watch, wat kee superlénke Klub ass – et ass e Thinktank, deen op d'Analyse vum Handel mat Pollutiounsrechter spezialiséiert ass –, seet an enger rezenter Etüd, dass d'Schwéierindustrie bis 2050 engagéiert ass, fir 18 % CO₂-Emissionen anzespieren. Dat läit an éischter Linn dorunner, dass d'Schwéierindustrie an och dësse Reform bis 2030 méi wéi 90 % vun hire Verschmotzungsrechter weiderhi fir näischt kritt. An absoluten Zuelen heescht dat, dass 5 Milliarden esou Rechter, déi 5 Milliarden Tonnen CO₂ entsprechen, fir näischt verdeelt ginn. Schätzungen no wäerten op deem Wee 400 Milliarden Euro fléissen. Esou setzt ee keen Incentive fir Investitiounen an de Klimaschutz!

Et ass ëmsou méi absurd, wann ee bedenkt, dass 50 % vun de gesamten CO₂-Emissionen an der EU vun 30 multinationale Konzern an d'Atmosphär geblose ginn. 50 %, dat ass en décke Batz, un deen ee muss erugeen, wann een d'Klimaverännerung bremse wëll. Et muss ee bei der Produktioun usetzen, un der Wuerzel also, do, wou keen higesäit a wouriwwer ganz wéineg geschwat gëtt, well alles just op de Marché an den Endkonsument kuckt.

Här President, ee vun den Top-5-Verschmotzer an der EU, dat ass ArcelorMittal. ArcelorMittal kritt seng gratis Verschmotzungsrechter direkt vum Lëtzebuurger Staat. Duerch dës gratis Aktionéierung si Lëtzebuerg

iwwert déi lescht 20 Joer Honnerte Milliounen Euro Recetten duerch d'Lappe gaangen. Insgesamt huet ArcelorMittal europawäit eleng am Joer 2022 36,9 Milliounen Tonnen CO₂ ausgestouss an awer 44 Milliounen Pollutiounsrechter kritt – 7 Milliounen ze vill.

Dass et esou vill gratis Pollutiounsrechter gëtt, huet an éischter Linn mam Lobbying vun dëse Firmen ze dinn, déi eng staark Mainmise op den Design vum Emissionunshandel hunn. Se üben Drock aus op Regierungen, schwätze vun Delokaliséierung an d'Regierung maachen dann de Portmonni op. Dofir finanzéieren europäesch Staaten och zum groussen Deel längst iwwerfällg Investitiounen a méi propper Produktiounsweisen, net d'Konzerner selwer, déi wéi ArcelorMittal Milliarden gewënn scheffelen. Dës Gewënn gëtt dann ënner den Aktionären opgedeelt.

Eréischt dës Weekend war an der Zeitung, am „Lëtzebuerger Land“, ze liesen, dass de Conseil d'administration eng Erhéijung vun den Dividenden decidéiert huet, déi un d'Aktionären ausgeschott solle ginn. Dat sinn d'Profiteuren, dat sinn déijéineg, déi doriwwer decidéieren, dass d'Benefisser net a méi propper Technologien investéiert ginn, mee an hir eegen Täsche fléissen.

Elo hätt een natierlech kënne mengen, dass déi gratis Pollutiounsrechter en Enn kréien, soubal den neie Mechanismus a Kraaft trëtt, deen deloyal Konkurrenz iwwert déi méi ëmweltschiedlech Produkter aus Net-EU-Staate soll ënnerbannen. Och dës Mechanismus ass an der Reform dran. Deem ass awer net esou. Et wäert weider gratis Verschmotzungsrechter ginn, anstatt datt direkt domadder opgehele gëtt.

D'Konsequenz riskéiert ze sinn – an esou gesäit et och d'Salariatskummer –, dass d'Präisser klamme fir d'Konsumenten an domat och d'Profitter vun de Betriber an Europa, déi weiderhin net konsequent a klimaschounend Technologien investéieren müssen. Am Endeffekt riskéiere mer all, zweemol ze bezuelen, eemol als Konsument an nach eemol als Steierzueler. A wou ginn d'Suen hin? An d'Täsche vun den Aktionären, natierlech!

Wann een all dës weess, da stellt ee sech natierlech ganz seriö Froen, wann en neien Emissionunshandel fir Gebaier an Transport soll agefouert ginn ab 2027 respektiv 2028. Fir Lëtzebuerg ass dës neie System an enger éischter Phas net obligatoresch, well Lëtzebuerg eng CO₂-Steier huet, déi bis 2026 op 45 Euro d'Tonn klëmmt.

An hei nach emol de Rappel: D'Groussindustrie bezilt oft 0 Euro d'Tonn, ronn 40 % vun den CO₂-Emissionen, déi vum europäeschen Emissionunshandel ofgedeckt sinn, kaschten 0 Euro. Elo gëtt en zweeten Emissionunshandel agefouert, mee deen éischte funktionéiert emol net richtig.

Egal wéi Lëtzebuerg sech schlussendlech hei positionéiert wäert, stellt sech d'Fro, wéi den CO₂-Präis op Brennes a Gas et de Leit erméiglecht, hir Haier ze renovéieren an hir Heizungen ze ersetzen. Just well een d'Präisser eropsetzt fir Pétrol a Gas, heescht dat net, dass op eemol Zéngtausende Stéit Zéngtausenden Euro fannen, fir Neiuschafungen an Investitiounen ze maachen. Esou einfach ass dat net! Do gi vill méi staark ëffentlech Investitiounen néideg, fir op dee Wee ze goen, an dofir muss de Staat natierlech och d'Suen hunn. Déi Honnerte Milliounen, déi déi grouss industriell Verschmotzer, dorënner och d'Airlines, de Staat kaschten, wieren duerfir och e gudden Ufank.

Dofir, Här President, fält et eis u sech net ganz liicht, ze wëssen, ob een derfir stëmmt, ob ee sech enthält oder ob ee souguer dergéint stëmmt. Et ass alles, vun eise Standpunkt hier, bei dësem Projet u sech

méiglech. Den Emissiounshandel – vill Leit gleewen dorunner, wéi un e Feetisch, well dee scho jorelaang amgaangen ass –, e funktionéiert net. Den Emissiounshandel ass net dat Instrument, dat dozou féiert, datt d'Klimaziler weltwäit kënnen erreecht ginn. Bien au contraire, an dofir gëtt e jo permanent reforméiert an et ginn och gratis Pollutiounsrechter ofgeschaaft. Et ass e Péché originel. Et funktionéiert net. E gëtt dann awer e bësse verbessert.

Wat soll een do maachen? Et kann een natierlech derfir stëmmen, andeems ee seet: „Eppes, wat souwisou net gutt funktionéiert, dat huet och ...“ Et sëtzt déif an de Käpp vun de Leit, vu ville Leit, vu villen Decideuren, dran, datt ee mat Marchésinstrumenter Saache kann erreechen, déi gutt si fir d'Mënschheet. Et funktionéiert net. Ech kréien Iech net dovun iwwerzeegt, déi meescht vun Iech, mee Dir wäert gesinn, et funktionéiert net an et ass schon amgaangen, net ze funktionéieren, wat tragesch ass an deem heite Beispill!

Bon, et kéint een och dergéint stëmmen. Mir wäerten eis éischter enthalten, well et e Fortschrëtt ass innerhalb vun engem System, deem net funktionéiert huet. Et ass e bëssen d'Tragikomik vun dëser Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Regierung hätt elo d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Christophe Hansen villmools Merci soe fir dee ganz gudden Rapport, deem hie gemaach huet, an och alleguerten den Intervenante fir hir Contributioun. De Christophe Hansen huet u sech dach am Detail de Gesetzesprojet erkläert an och déi aner Intervenante sinn eng Kéier op déi eenzel Punkten agaangen. Dat brauch ech also net méi am Detail nach eng Kéier ze maachen.

Et ass meng Virgängerin, déi dee Projet de loi hei nach deposéiert hat, an ech mengen, och si ass do-robber agaangen, dass déi Suite dovun ... Mir hunn dat iwwerholl, well mer dat natierlech och mussen ëmsetzen, well d'europäesch Direktiven eis dat jo virschreiwen, d'Reglementer sech souwisou imposéieren, mee och well mer dovun iwwerzeegt sinn, datt et dee richteg Wee ass, fir weiderzecommen, eis ambitiéis Emissiounsreduktiounsziler och ze erreechen, déi europäesch festgehalte sinn an déi mer och national festgehalen hunn.

An net méi spéit wéi muer wäert den Ëmweltministère och den Emissiounsbilan publizéiere fir d'Joer 2022, sou wéi dat iwwert de Règlement grand-ducal virgesinn ass, an do wäert Der gesinn, datt an alle fënnef Secteuren d'Emissiounen erofginn.

Also ass et net richteg, wat den Här Wagner seet: Och an der Industrie sinn d'Emissiounen amgaangen, erofzuegoen. An datt dee System net effikass wier, géif ech awer hei net einfach esou wëlle pauschal stoe loossen, well et ass och ganz kloer, datt och am ETS-System, deem éischten, deem elo existéiert, dee jo haaptsächlech d'Industrie betrëfft, déi gratis Quote wäerten no an no ofgeschaaft ginn, erofgeschrafft ginn. An dann ass et och net richteg, einfach esou pauschal duerstellen, d'Industrie géif keng Efforte maachen.

Eis Industrie mécht ganz vill Efforten, och fir innovativ ze ginn a fir och op Technologien iwwerzuegoen, déi

klimafrëndlech sinn a mir hu jo och e globale Kader, dee ganz kloer de Kader setzt, dee sech um Niveau vun der UNO ofspilt a wou elo och zu Dubai zwar vläicht net, esou wéi d'Europäesch Unioun an aner ganz ambitionéiert Staaten et wollten, eng richteg Sortie vun der fossiller Energie konnt festgehalte ginn, mee wou sech trotzdeem awer 193 Länner – nach eng Kéier als Rappel – eens gi sinn, datt mer progressiv erausklamme wäerten aus de fossillen Energien.

Also lount et sech och net méi, ad aeternum an d'fossill Energien ze investéieren, och wa se nach verfügbar sinn, well deem internationale Kader ganz kloer esou ficeléiert ass, datt et do keen Zréck méi wäert ginn an och déi nächst international Konferenzen no an no d'Schrauwe méi zouzéie wäerten an do wäert och d'Industrie sech mussen ëmstellen.

An da mat der Suerg, déi hei vill zum Ausdrock bruecht hunn, déi een och absolutt kann deelen, datt dat net därerf zulaaschte goe vun deene Matbierger, déi net esou gutt dostinn, respektiv datt do net soll zulaaschte goe vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit, wat dem Här Wagner schéngt egal ze sinn, well e jo e fundamentale Problem huet mat dem fräie Maart, mee dat ass eebse seng Attitüd, an ...

(Interruption par M. David Wagner)

Jo, dat kënne mer gären eng Kéier maache bei engem Patt zesummen, wou mer scho laang net méi zesummen ee geholl hunn. Dat misste mer effektiv rëm eng Kéier maachen, Här Wagner.

(Hilarité et interruptions)

An an der Zäit hu mer dat gemaach, wéi mer an der Jugend nach zesummen aktiv waren. Also, ganz gären. Well mat dem Här Wagner kann ee ganz gutt schwätzen. Also, dat ass guer net dat. Ech mengen, ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ma merci. Op jiddwer Fall, fir elo zréckzecommen ... Dir hutt mech aus dem Konzept bruecht. Fir zréckzecommen: Also, ech mengen, déi Suerg, déi ausgedréckt ginn ass, déi sozial Gerechtegkeet an och déi Kompetitivitéit fir eis Wirtschaft, dat sinn och Piliere vun dem Europäesch Green Deal. Et sinn och d'Piliere vun den nächsten Aktiounen, déi vun der Europäesch Unioun wäerte gemaach ginn. Natierlech stinn europäesch Wale virun der Dier – kucke mer mol, wéi déi wäerten ausgoen –, mee mir hoffen natierlech awer, datt d'Europäesch Kommissioun an och dat neit Parlament an hiren Ambitiounen wäerte weiderfueren, well all Politik, mee och ganz besonnesch d'Klima-, Ëmwelt- an Naturschutzpolitik, soll zu méi sozialer Gerechtegkeet féieren.

Dir hutt e wichtege Punkt ugeschwat, anerer och. Dat ass och ganz richteg, datt mat de Gebaier. Dat ass nach ee vun de ganz grouse Beräicher, wou mer nach net séier genuch weiderkommen. Mir hunn do awer och ambitionéiert Ziler. Och déi viregt d'Regierung hat déi jo festgesat an déi deele mer och, mee do ass et bei der Ëmsetzung, wou et natierlech nach net esou weidergeet. Ech kann awer berouegen: Et sinn awer u sech och genuch Suen do, fir dat ze ënnerstëtzen, datt mer och do d'Emissiounsziler kënnen erreechen, datt mer och do kënnen dee Secteur dekarboniséieren, datt och do d'Leit – d'Privatstéit a jiddwereen, deem eebse Wunnengen huet, dee Gebaier huet – op déi ëmweltfrëndlech Technologie kënnen setzen.

Mee do gëtt et awer nach eng ganz Partie praktesch Detailler, déi einfach emol musse gekläert ginn. Do gëtt et technesch Ëmsetzungen. Mir hate jo gëschter eng Sëtzung vun der Ëmweltkommissioun, wou mer och schon e bëssen doriwwer geschwat hunn, datt

et dacks eeben och dodrunner scheitert. Zum Beispill bei de Wärmepumpelen, déi falsch installéiert ginn, well et do nach keng obligatoresch Receptioun gëtt, well mer nach net esou weiderkommen, datt méi Leit eeben och kënnen doranner investéieren.

Dofir wëlle mer och gären als nei Regierung och déi Subsiden eng Kéier op de Leescht huelen, se, wa méiglech, sozial gerecht och staffelen, wuel wëssend, datt mer natierlech och mussen deene Leit ënner d'Äerm gräifen, déi et am meeschte brauchen, déi meeschtens Locataire sinn, awer mer dierfen net vergiessen, datt mer och Propriétaire mussen Incentivé ginn. Si wäerte jo och d'Investitiounen maachen, fir déi Wunnengen, déi hinne gehéieren, fir déi Haiser, déi hinne gehéieren, och energeetesche ze sanéieren. Do gëtt et also eng Partie technesch Defien, déi musse geléist ginn, an natierlech d'Incentivepolitik, déi och weider gemaach wäert ginn an nach méi ambitiéis wäert gemaach ginn, fir datt jiddwereen, dee wëll, och op dee Wee matgeet an och d'Méiglechkeet kritt, mat op dee Wee kënnen ze goen. Et soll net dru scheitern, datt, well ech e méi klengt Akommes hunn, ech herno déi Efforten net ka matmaachen, déi mer alleguerten zesumme musse maachen.

An dann ass zum Beispill eng Obligatioun och fir all d'europäesch Staaten, am Kader vun deem ganzen Europäesch Green Deal an deem ganze Package Fit-for-55, wéi dat sou schéin op Lëtzebuergesch heescht, datt mer mussen och e Fonds social pour le climat op d'Bee setzen, net méi spéit wéi bis 2025, wou dann eeben och grad all déi dote Mesure musse virgesi sinn a wou déi musse matfinanzéiert ginn. Dat geschitt awer hei schon zu Lëtzebuerg, wéi gesot, iwwert de Fonds climat et énergie, deem déi Subsiden, wéi gesot, ausbezitt, fir kënnen an erneierbar Technologien ze investéieren.

Mee all europäesch Land huet d'Obligatioun, esou e Fong op d'Been ze stellen, well déi Notioun vu sozial gerechter Transitioun, déi „Just Transition“, e Pilier ass vun der europäesch Klimaschutzpolitik, genau esou wéi awer och d'Kompetitivitéit gradesou wichteg ass, well et nëtzet eis natierlech näischt, wa mir déi Eenzeg sinn, déi Efforte maachen an eis Entrepreneuren doduerer awer um Weltmarché net méi esou kënnen mathalen. An, wat den Här Polidori gesot huet, datt ass natierlech och e richteg Prinzip: Et ass e globale Problem an e muss och global geléist ginn. Duerfir hu mer awer de Kader, ënnert anerem vun der UNO, an och déi Reglementer, fir déi Konventiounen, fir déi Decisiounen zesummen ze huelen, fir datt weltwäit och alleguerten d'Efforte gemaach ginn.

Dat ass natierlech eng Debatt, déi mer nach eng Kéier méi am Detail kënnen féieren, well et ass net nëmmen ze gesinn, datt Europa kompetitiv muss si par rapport zum Rescht, mee Europa huet natierlech och eng Responsabilitéit, Investitiounen ze maachen an anere Géigende vun der Welt, déi haut scho leiden ënnert dem Klimawandel, wou eeben och Klimaupassungsprojete musse finanzéiert ginn, wat d'Lëtzebuerg Regierung awer och scho mécht, wou eeben och Beem musse geplazt ginn, wou Landverbrauch gestoppt muss ginn, wou eeben och déi Länner Fäegkeeten iwwer Best Practices geléiert musse kréien, fir sech haut scho méi géint d'Konsequenze vum Klimawandel kënnen ze schützen.

Do hu mer eng Responsabilitéit. Do huet zum Beispill och eis Finanzplaz eng Responsabilitéit, well mir hei zu Lëtzebuerg jo vill Fonge verwalten, déi awer och mussen an déi Projekte kënnen investéieren. An do musse mer dann déi Fongen an déi, déi déi Projete hunn, beieneebringen, fir datt déi Suen, déi gebraucht ginn, och doran investéiert ginn.

An och wann d'Staate ganz vill Verantwortung müssen iwwerhuelen a vill vun dem PIB muss benotzt ginn, fir iwwer staatlech Ausgläichsmechanismen an déi ganz Klimaschutzpolitik ze investéieren, brauche mer awer de Privatsécteur, well do déi meeschte Sue sinn, fir och an déi ganz Politik ze investéieren. An do, mengen ech, kënnen mir als Lëtzebuerg eng wichteg Roll iwwerhuelen. An dës Regierung wäert do och hir Verantwortung mat iwwerhuelen.

Ech soen Iech op jiddwer Fall Merci, datt Dir deen heite Projet de loi stëmmt, well et e wichtige Pilier ass, fir kënnen weiderzecommen, fir op där enger Säit déi national Klimaschutzziler ze erreechen, mee och, fir déi europäesch Klimaschutzziler ze erreechen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Erlaabt Der, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro stellt?

(Interruption)

Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro stellt?

(Brouhaha)

Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir kënnen och eppes drénken.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hu lo meng Ried zerrappé.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Nee, ech hunn Iech gutt nogelasscht an op deene meeschte Punkte si mer jo souwisou enger Meenung, wat den Ëmweltschutz ubelaangt, och wa mir heiansdo ongedëlleg sinn.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat ass jo Äert gutt Recht.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt gesot: „aus dem Pétrol erauszeklammern“, wat ech och esou ënnerschreiw kann. Mee ech hunn awer do eng konkret Fro un Iech: Wäert dann och keng Autorisatioun méi erausgoe vun der Regierung, fir weider Tankstelle ronderëm eis Autobunnsnetzer oder Collectricé wéi zu Rodange oder op der A13 ze bauen? Well esou wéi ech Iech elo verstane hunn, géif et jo weening Sënn maachen, nei Strukturen fir dee fossille Brennstoff Diesel oder Bensin ze bauen, wa mer do sollen erausklammern. An da géift Dir jo keng Autorisatioun méi ginn, wann ech Iech elo richteg verstane hunn. Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Also, ech kann Iech emol éischtens net soen, ob iwwerhaupt eng Demande dolaist, fir iergendwou nach eng nei Tankstell ze bauen. Déi Informatioun hunn ech net.

An ech mengen, aus de fossillen Energien erauszeklammern, dat ass natierlech op Horizont 2040 bis 2050, wou mer déi Klimaneutralitéit wäerte müssen erreechen, an do muss sech natierlech e ganzen Ekosystem herno ëmbauen. A wéi eng Richtung dat da wäert goen, ob dat dann herno méi Elektresch oder méi Hydrogeen ass, dat ass dann ze gesinn.

Mee ech kann Iech awer elo déi Fro esou net beäntweren, well ech éischtens net weess, ob et esou ass, an zweetens wäert sech dat no an no och esou eng Kéier erginn. Mee haut weess ech net, wéi ech elo

dorop soll eng Äntwert ginn, well ech elo do nach keng Kenntnis hunn. Oder hutt Dir Kenntnis dovunner?

M. Marc Goergen (Piraten) | Däerf ech äntweren, Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mir halen elo just keen Dialog. Eng Äntwert.

M. Marc Goergen (Piraten) | A, pardon. A sech, déi Diskussioun iwwer eng Tankstell, eng Aire, Richtung Saarbrécken op der Saarbréckener Autobunn leeft jo scho länger. Dann hu mer zum Beispill dat selwecht zu Rodange, wou eng op d'Collectrice sollt kommen. Dat géif awer Ärer Strategie, déi Der grad erkläert hutt, net méi entsprechen. Dofir hunn ech déi Fro nämlech gestallt. Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ok. Merci. Dont acte.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8320. Den Text steet am Document parlementaire 8320⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8320 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

Merci. Also, ech kréie matgedeelt, datt mer 54 Jo-Stëmmen hunn, 2 Abstentiuonen a 4 Nee-Stëmmen. Domat wär dësen Text dann uegheoll mat 54 Jo-Stëmmen géint 4 Nee-Stëmmen bei 2 Abstentiuonen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 8320 est adopté par 53 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emeryng, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Sehovic fir den Depot vun enger Motioun, wann ech richteg verstane hunn. Här Sehovic.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Léif Frëndinnen a Frënn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ech de Moien an der Jointe vun de Kommissiounen vun den Affaires intérieures a vun der Justiz erlieft hunn, wou et ëm d'Ëmsetzung vum Heescheverbuet an notament den Dispositif spécial vun der Police gaangen ass, dat ass du jamais vu. Dat hu mer och Kolleeginnen a Kolleegen confirméiert, déi weesentlech méi laang hei an deem héijen Haus siegëiere wéi ech.

Mir haten op där enger Säit kloer Aussoe vun de Vertriederinnen a vum Vertrieder vum Parquet.

Éischtens, de Parquet war net informéiert iwwer de Fait, dass Agente vun der Police judiciaire fir den Dispositif spécial ofgezu gi sinn. Se waren an der Decisionsfannung net agebonnen.

Zweetens, héich spezialiséiert Beamten a Beamte vun der Police judiciaire, déi an der Bekämpfung vum Terrorismus aktiv sinn, déi an der Bekämpfung vum Blanchiment vun der Finanzkriminalitéit schaffen sollen, müssen d'Heescheverbuet an der Stad Lëtzebuerg enforcéieren an do patrulléieren goen.

Drëttens, d'Procureure générale d'État seet eis, dass den Dispositif spécial, esou wéi en zesummegesat ass an esou wéi e fonctionéiere soll, net géeegeent ass, fir déi Missiounen, wéi se fixéiert gi si vun der Regierung, ze erfüllen.

A véiertens, dat ass nach vill méi schlëmm: D'Affären, déi vum Dispositif spécial poursuivéiert ginn, kéinten annulléiert ginn, well den État de droit net respektéiert gëtt.

Fënneftens, an zulescht, ass de Constat, dass eng grouss Onzefriddenheet um Terrain ass, beim Parquet a beim Service de police judiciaire.

Op där anerer Säit ganz vill Onkloerheet, ganz vill widersprénglech Aussoen um Niveau vun der Regierung. Wéi vill Beamte ware säit der Grënnung vum Dispositif spécial vun der Police judiciaire ofgezunn an deen Dispositif spécial? Keng kloer Äntwert. Just de Verweis, dass iwwer déi nächst 15 Deeg 30 Beamte solle vun der Police judiciaire detachéiert ginn.

Op eis Fro hin, aus wéi enge Sektione vun der PJ dës Beamte sollen ofgezu ginn, kounn keng kloer Äntwert. Op eis Fro hin, ob de Minister Instruktiounen un d'Police a méi speziell un d'Police judiciaire ginn huet, sot den Här Minister an der Kommissioun: Nee, ganz kloer net, hie géif d'Gewaltentrennung respektéieren!

Ech zitieren awer aus dem Bréif, deen eis haut zougänglech gemaach ginn ass, aus der Äntwert vum Inneminister un d'Madamm Solovieff, ech zitieren: „En date du 7 mars, sans préjudice quant à la date exacte, lorsque j'ai appris par le directeur général de la Police que, lors de la réunion du comité d'accompagnement, cet excès de zèle fut à l'ordre du jour, j'ai – Zitat – „immédiatement demandé au directeur général d'y remédier.“ Jo, wat dann elo, Här Minister?

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, den Inneminister huet an dräi Méint méi Porzellän an den

Institutionen zerbrach, wéi Villeroy & Boch an engem Joer ka produzéieren.

(Hilarité)

Chaos a politeschen Aktionismus op Käschte vun eiser aller Sécherheet. Et ass héich Zäit, dass Schluss domadder ass.

An dofir, Här President, deposéieren ech zesumme mam Sam Tanson, mam Dan Biancalana, mat der Ënnerstëtzung vun de Kollegee vun déi Lénk a vun de Piraten eng Motioun. Den Inhalt ass ganz einfach: D'Regierung gëtt opgefuerdert, esou wéi och d'Procureure générale d'État et gefuerdert huet, dass immédiatement all d'Agenten vun der Police judiciaire aus dem Dispositif spécial ofgezu ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion

« relative au déploiement des agent-e-s de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'article 9 du Code de procédure pénale stipulant que « la police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur d'État, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre » ;

– le courrier du 7 mars 2024 de la Procureure générale d'État au Ministre des Affaires intérieures concernant « le dispositif spécial dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée » dans lequel la Procureure générale d'État

- souligne l'importante charge de travail de la police judiciaire,
- évoque qu'actuellement 1.200 affaires nécessitent l'intervention des enquêteurs,
- demande par conséquent de reconsidérer le déploiement de la police judiciaire pour combattre la mendicité organisée à Luxembourg ;

– la réponse écrite de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures au courrier susmentionné ;

– les explications fournies par les membres du Gouvernement, le parquet et la direction générale de la Police grand-ducale lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures du jeudi 14 mars 2024, dont entre autres :

- le déploiement prévu de 30 agents du Service de police judiciaire dans le « dispositif spécial police dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée » pour les 15 prochains jours,
- l'impossibilité de nous fournir l'information quant au service d'origine de tous les policiers concernés,
- la crainte émise par les représentants du parquet que le déploiement d'agents de la police judiciaire risque d'être contreproductif autant en termes d'enquête que de validité de la procédure et démotivant pour les policiers spécialisés,

invite le Gouvernement

– à donner suite au courrier de la Procureure générale d'État sollicitant le retrait avec effet immédiat de tout-e-s les agent-e-s de la police judiciaire déployé-e-s dans le « dispositif spécial police dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée ».

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Marc Goergen, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

7. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition de la Commission européenne relative à l'analyse automatisée des communications privées obligatoire pour tous les opérateurs de services de messagerie ou de courriel (Chat Control)

An da komme mer awer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert de sougenannten „Chat Control“, déi déi politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalten. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fénnef Minutten, d'Regierung huet fofzéng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Polidori als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Polidori.

Exposé

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeen a Kollegeinnen, et hëlt keen Enn! Sait Jore gëtt den europäeschen Dossier fir d'Iwwerwaachung vun der privater Chatkommunikatioun kritiséiert, awer trotzdem fënnt en ëmmer nees de Wee op den Ordre du jour.

Dobäi steet den Dossier, deen ënnert dem Numm „Chat Control“ bekannt ass, ganz kloer fir eng geféierlech Feelaschätzung vun der digitaler Welt.

Verschlüsselt Messengerdängschter, jo, léif Kollegeinnen a Kollegen, esou wéi Dir se kennt heibannen, wann Dir schreift, Verschiddener si grad um Handy: Ech si mer sécher, jiddereen heibannen notzt entweder iMessage – fir der e puer ze nennen –, Facebook Messenger, Instagram oder och bekannt E-Mail-Programmer. All déi Programmer solle gezwonge ginn, all d'Messagen op illegal Inhalter ze scannen. Well et ausserhalb vum Internet méiglech ass, e Brëf ofzefänken an opzemaachen, ouni ze riskéieren, dass ongewollt de komplette Postverkéier opgemaach gëtt, dreemen d'Supportere vun der EU-Propos der-vunner, dass dat och am digitale Raum soll méiglech sinn.

E privaten Chatmessage soll geschéckt ginn, e Programm soll en opmaachen a kucken, ob eppes Verdächtige dran ass, a falls et e Verdacht op illegalen Inhalt gëtt, soll de Message u mënschlech Kontrollere weidergeleet ginn.

Esou wäit, esou gutt. Mee esou onproblematesch, wéi dat am éischte Moment vläicht klénkt, ass et awer net. Fir ze garantéieren, dass privat Chatten och privat sinn, musse se verschlüsselt ginn. Anescht kann net ausgeschloss ginn, dass Drëtter matliesen an Informatiounen, Fotoen oder Videoe klauen.

Wann esou Chatmessages elo solle gescannt ginn, dann huet een zwou Méiglechkeeten: Entweder et programmiert een en Universalschlüssel, mat deem een d'Verschlüsselung vun dese Messages opkritt, oder et liest een d'Messages direkt um Handy vun de Leit mat, éier se verschéckt a verschlüsselt gi respektiv nodeems se gelies an entschlüsselt goufen. An dat si béides schlecht Iddien.

Wisou? Ganz einfach, wa mer am digitale Raum Dieren opmaachen, da si se fir jiddwereen op. Natierlech klénkt et sympathesch, der Strofverfolgung d'Dier just e kleng Sputt opzeloossen, fir kriminell Message kënne matliesen. Mee am digitale Raum

gëtt et keen „E-Bëssen“. Op ass eeben op! Wann d'Dier fir een opgemaach gouf, da steet se fir jiddwereen op. Wann et fir d'Police e Wee gëtt, Message matliesen, da kënnen och Hacker matliesen oder autoritär Regierungen, déi wësse wëllen, wat d'Oppositioun a kritesch Journaliste soen. A wéi mer jo de Moie matkruten an der Kommissioun, wéi den Innenminister sot, dass hien iwwer SMS dann och mat der Police kommunizéiert, all déi Saache kann een herno vläicht och online noliesen an d'Hacker kënnen dat klauen. An da kënnen och Pedophile mat technischem Knowhow d'Kommunikatioun vun de Kanner matliesen, eng Tatsaach, déi jo méi wéi absurd ass, wann ee sech virun Ae féiert, dass d'EU-Propos jo eigentlech d'Zil huet, d'Kanner virun Iwwergrëffer ze schützen!

Aleng d'Argument, dass Chat Control d'Kommunikatioun vu jiddwereengem, ob e kriminell ass oder eeben net, extreem onsécher mécht, misst eigentlech schonn duergoen, fir den Dossier vum Dësch ze kréien. Mee leider ass deem awer net esou. Den Dossier kënnt ëmmer nees zeréck, aktuell an enger Fassung, wou behaupt gëtt, et géif een d'Sécherheet vun der Kommunikatioun oprechterhalen an awer d'Message matliese kënnen. Ech verstinn net, wéi dat sollt goen. A wéi dat sollt goen, dat soe se och net. Netpolitik.org ok schwätzt vun der Quadratur vum Krees.

Mee déi genannte Problemer si mol nach net alles. Souguer wa mir déi Sécherheetsproblemer ignoréieren, souguer wa mir ausblenden, dass mat Chat Control Identitéiten, Bankdaten, sensibel Donnéeën a Privatbiller, Videoen an esou weider kënne geklaut ginn, a just fir ee Moment unhuelen, dass alles esou géif lafe wéi geplangt, souguer dann ass de Projet ëmmer nach héich problematesch. An zwar wéinst de Programmer, déi genotzt gi fir ze scannen. Mir schwätzen hei ëmmerhi vun der gesamter – vun der gesamter! – digitaler Kommunikatioun vun der EU. Dat sinn Honnerte Milliarden Norichte pro Dag! Dat ka jo souwisou just maschinell iwwerwaacht ginn.

Mee esou Programmer sinn net perfekt. D'Text- an d'Bilderkennungsprogrammer ginn zwar ëmmer besser, mee si maache Feeler. E Programm mat enger 80%eger Trefferquot ass schonn e ganz gudde Programm. Mee dat heescht och, dass esou e Programm an 20 % vun de Fäll eppes mellt, wat net ze melle war.

A souguer wa mir eis virstellen, mir hätten e Programm mat enger 99%eger Trefferquot – enger Quot, déi et a mengen Aen iwwerhaupt nach net gëtt an engem Programm –, souguer da géif bei 1 % u Feeler bei den 100 Milliarden Message pro Dag, déi per WhatsApp am Moment geschéckt ginn, dat nach ëmmer zu enger Milliard – enger Milliard, ech widerhuele mech gär e puermol, enger Milliard! – Feelmeldung féieren!

Dat sinn entweder Fäll vu Kriminalitéit, déi net erkannt goufen oder en onschëllege Message, deen zu Onrecht gemellt gouf, zum Beispill wa mer an der Vakanz sinn a mir schécke gären der Famill eng Foto, wou onst Kand drop ass, oder e Sexting-Message tëscht Teenager-Koppelen, déi dat awer och am géigesäitegen Averstännis maachen. All déi Saache ginn da mat Feeler erkannt.

Dat si ganz privat Messages, déi keen aneren eppes ugi wéi deen, dee se geschéckt huet an deen, dee se geschéckt krut. All déi landen dann iergendwou bei iergendengem op der Welt op sengem Ecran, all Dag, milliunefach, a wann net souguer milliunefach. Dat ass en extreemen Agrëff an d'Privatsphär! Dat ass geféierlech, well hei intim Informatiounen an d'Hänn vun Drëtter ginn. An dat ass en enormen Opwand, och

fir d'Strofverfolgung, déi mat där Mass u Meldungen och guer net wäert kënnen ëmgoen, well et dofir iwwerhaupt guer keng Personalressourcë gëtt.

All déi Suen a Personalressourcen, déi een an dësen Auswärtungsprozess misst stiechen, fir dass en och nëmmen e bëssen anstänneg funktionéiere géif, wäere vill besser an der Preventioun an an der Täteraarbecht ubruecht.

Wann d'Bild vun engem mëssbrauchte Kand bis an den Chatrooms zirkuliert, ass d'Strofdot schliisslech leider scho begaange! Wa mir de Kanner wierklech hëllef wëllen, da mussen mir do usetzen, wou et drëms geet, d'Strofdoten ze verhënnern. An dat geschitt net mat enger grondrechtswiddreger Massen-iwwerwaachung.

Chat Control schützt exploitéiert Kanner net. Si leeft der Kriminalitéit just hannendrun, wa se dann iwwerhaupt iergendeppes wäert fannen. Well si mir éierlech, deen Dag, wou Chat Control Realitéit géif ginn, géifen all déi gesichten Täter natierlech d'Applikatiounen verlossen. D'Kriminalitéit zitt sech dann op hir eege Serveren oder an den Darknet zrëck, esou wéi et elo scho ganz oft de Fall ass.

Do muss ee sech näischt virmaachen. Mir kënnen do wierklech net mengen, dass d'organiséiert Kriminalitéit méi domm ass wéi d'Regierungen oder d'Police, déi jo och op sécher Kommunikatiounsmëttel zrëckgräifen, am Idealfall. Bon, mir hunn elo héieren, an Däitschland war dat jo och mol eng kéier net esou, an hei am Land, wéi gesot, schreiw mer jo mat SMSen. Also, dat ass och herno dann net méi esou sécher.

Mee um Enn bleiwen da just nach onschëlleg Privat-leit an den Chatrooms, déi iwwerwaacht ginn. Wiem soll dat hëllefen? Sämtlech Date vun allen Awunnerinnen an Awunner ouni Verdachtsbasis ze scannen ass einfach net zillféierend an et ass onproportional a grondrechtswiddreg. Dat sot och de juristeschen Dëngscht vum EU-Rot.

Dass déi aktuell Propos vum Chat Control wëllt ënnerscheeden tëscht Applikatiounen mat héijem Risiko an Applikatiounen mat engem gerénge Risiko, ännert dorunner guer näischt. Déi meescht Messengerdëngschter kennen hir Notzer an och hir Inhalter vun de Messages, déi geschéckt ginn, am Moment net, well si si jo verschlüsselt. Bei enger Risikoanalys kéint een also ni ausschléissen, dass Messages drënner sinn, déi a Verbindung mat Strofdote stinn. De Risk wäert also ëmmer als héich agestuuft ginn an dofir sollt der Propos no dann en Chat Control gemaach ginn.

Um Enn wier een also awer nees genee do, wou een ëmmer hi wollt: bei der verdachtsloser Massen-iwwerwaachung. Aus deem Grond ass et extreem wichteg, dass Lëtzebuerg sech an dësem Dossier nach emol staarkmécht a kloer seet, dass de Kampf géint Gewalt a Mëssbrauch u Kanner vun zentraler Wichtigkeet ass, mee dass Chat Control heifir net dat richteg Mëttel ass.

Fir eis Piraten ass dat kloer, mee bis haut hu mir vun der Regierung, weeder vun der aktueller nach vun der aler, keng kloer Stellungnam héieren. Et gouf éischter ofgewart a sech e bëssen hannert den Avisen a Positiounen vun anere Länner verstoppt. Mee mir géifen eis freeën, wann dat sech haut géif änneren.

Ënnert der belscher Rotspresidentschaft kruten d'Delegatiounen siwe konkret Froe gestallt fir eng Neiffassung vum Text zur Chat Control, wéi aus geleakten Texten bekannt ass. Wéi steet d'Regierung zu dëse Froen an zum Relancement vum Projet Chat Control? Schléisst si eng verdachtslos

Massen-iwwerwaachung kloer aus? Ech mengen, dass et Zäit wier, dass mir dat endlech gewuer ginn.

Massen-iwwerwaachung a Fräiheitsrechter an Europa sinn e fundamental wichteg Thema, an dat besonnesch elo, wou ëmmer méi riets an autoritär Parteien sech an der EU breetmaachen a gëschter och nach den europäeschen AI-Act vum EU-Parlament gestëmmt gouf, deen eng Villzuel un Ausname fir biometresch Iwwerwaachung virgesäit, eppes, wat mir Piraten fir extreem geféierlech halen. Dofir hu mir dës Aktualitéitsstonn ugefrot.

An ech deposéieren och heimat nach zwou Motiounen, wou ech spéider da wäert drop agoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass ë.a. d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun de Respekt vum Privat- a Familjeliewen an de Schutz vu persounbezunnenen Date mat den Artikel 7 an 8 festschreift;

– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 11 (3) vun eiser Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 *concernant la protection de la vie privée* verankert ass;

– dass d'Bekämpfung vum Kannermëssbrauch eminent wichteg ass;

– dass een doduerch aner Grondrechter net gänzlech aushielegen däerf;

– dass et wichteg ass, an deem Beräich en uerdentlechen Equilibre ze fannen;

– dass d'EU-Kommissioun den 11. Mee 2022 eng *zweet legislativ Propos zur Bekämpfung vun Abus sexuels vu Mannerjäregen am Internet gemaach hat an dës Propos elo nach emol opgegraff an ugepasst soll ginn;*

– dass dës Pläng vun Dateschützer kritiséiert ginn, well duerch si Biller, Videoen, Messages a Sprochnoriichten aus privaten Chats op Inhalter gescannt solle ginn, woumat dat digitaalt Brëfgeheimnis net méi assuréiert wier;

– dass de Risk besteet, dass déi viséiert kriminell Persounen sech nei Plattformen sichen, wou si net vun der EU-Propos betraff wären;

– dass eng Ëmsetzung vun de genannte Pläng mat erhiefleche Risike fir d'Sécherheet vun eiser gesamter Onlinekommunikatioun verbonnen ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– sech zum digitaalt Brëfgeheimnis ze bekennen;

– sech op EU-Niveau derfir anzusetzen, dass de Screening vu Biller, Videoen, Messages a Sprochnoriichten, dat heescht de sougenannten Chat Control, net verflüchtend gëtt.

(s.) Ben Polidori.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'EU-Richtlinn 2006/24/EG d'Späicherung vun Telekommunikatiounsdaten a Mailen, dat heescht déi sougenannte Vorratsdatespäicherung, zougeloo ass;

– dass d'ofgeännert Gesetz vum 30. Mee 2005 a sengem Artikel 9 d'Aféierung vun der Vorratsdatespäicherung zu Lëtzebuerg festhält;

– dass d'Gesetz vum 27. Juli 2007 d'Späicherungsdauer op 6 Méint festleet;

– dass d'Urteeler vum Europäesche Gerichtshaff vun 2014 an 2016 sot, dass d'Richtlinn 2006/24/EG géint d'Grondrechter vun de Bierger/innen an der EU verstouss huet;

– dass den Europäesche Gerichtshaff (C-623/17) 2020 festgestallt huet, dass d'EU-Recht nationale Gesetzter entgéintsteet, déi Ubidden forcéieren, Verkéiers- a Standuert-date generell, wallos a verdachtslos ze späicheren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Urteel vum EuGH endlech ze respektéieren an d'Vorratsdatespäicherung esou schnell wéi méiglech ze ënnerraffen.

(s.) Ben Polidori.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler.

Débat

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass den Här Polidori schonn den technesche Volet e bësse couvréiert huet, da kann ech deen e bësse méi kuerz halen.

Schätzungen no ass an Europa all fënneft Kand online oder offline Affär vu sexueller Gewalt. Dat ass enorm. Een Drëttel vun den Affär schwätzt ni driwwer, sou dass ee vun enger nach vill méi héijer Donkelziffer muss ausgoen. Et gëtt näischt méi Schrecklech a Verwerflech, wéi wa Leit sech un deene Klengsten a Schwächsten aus eiser Gesellschaft, un eise Kanner, vergräifen. Dat ass dat Schlëmmst, wat een engem Kand kann undoen. Ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens.

Fir eis als CSV ass de Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch u Kanner esou wichteg, dass en op enger éischter Plaz vun der politescher Agenda stoe muss. Mir müssen eis ustengen, an dat all Dag, fir no Léisungen ze sichen, fir deene schrecklechen Doten entgéintzewierken an d'Täter och zur Rechenschaft ze zéien.

An dëser Debatt ass et, mengen ech, wichteg, nach emol de Kontext ze beliichten. Wéi gesäit déi aktuell Reglementatioun aus? Am Moment ass eng Reegelung vum 14. Juli 2021 a Kraaft, déi Serviceprovidere vu Kommunikatiounsdëngschter d'Méiglechkeet gëtt, op fräiwëlleger Basis Material vu Kannerpornografie am Internet ze erkennen an ze mellen. Dës Reegelung leeft elo den 3. August vun dësem Joer aus an ass viru Kuerzem bis Abrëll 2026 verlängert ginn.

Et kann een dat gutt fannen oder och net. Fakt ass, dass déi Reegelung wéi bis elo widerlaffe wäert. Et gëtt also à ce stade kee fixe justesche Kader an dëser Matière an d'Negociatiounen, fir e gesetzleche Kader ze schaffen, sollen elo, wéi annoncéiert ginn ass vun der belscher Présidence, mat neie Propose relancéiert ginn. Ob d'Problemer, d'Suerger, d'Bedenken, d'Kritiken, déi an der Vergaangenheet ubruecht gi sinn, déi selwecht bleiwen, dat bleift ofzewarten, bis een och e konkreten Text emol do leien huet.

Wa mer vum sougenannten Chat Control schwätzen, dann ass d'Thematik vun eise Grondrechter a Wäert fundamental. „Wien d'Fräiheet opgëtt, fir Sécherheet ze gewannen, verléiert um Enn béides.“ Dat sot de Benjamin Franklin am 18. Joerhonnert, also laang virun der rasanter Digitaliséierung vun eiser Welt. An dach ass säi Wuert nach ëmmer héich aktuell.

Et geet u sech bei dëser Debatt ëm vill méi wéi ëm d'Fro vun techneschen an informatesche Méiglechkeeten. Et geet ëm d'Gläichgewicht vun eise Grondwäerter, ëm d'Reegele vun eise Mateneen an an dësem spezifesche Fall ëm d'Gläichgewicht vu Fräiheet a vu Sécherheet. Fräiheet, op där enger Säit,

mam Prinzipp vun der fräier Meenungsäusserung, dem Dateschutz, dem Recht op Privatsphär, an op där anerer Säit d'Sécherheet am Sënn vum Schutz vum Kand, deen a priori ëmmer un éischter Stell stoe muss.

Dëst elo mateneen an Aklang ze bréngen an de richtegen Equilibre och ze fannen, dat ass ganz delikat an och schwiereg. An dat kann eiser Meenung no nëmmen iwwert de Wee vum Prinzipp vun der Proportionalitéit geschéien.

D'Verhältnisméissegkeet vun de Mesüeren an den Outile spillt eng primordial Roll. A genau heibäi gesi mer mat deene Proposen, déi um Dësch leien, eng ganz Rei Problemer. Et stelle sech à l'heure actuelle ze vill Froen, déi eis Grondrechter touchéieren an déi net beäntwert sinn. Et feele kloer Äntwerten, déi d'Gläichgewicht tëscht Fräiheet a Sécherheet garantéieren. Déi mussen fonnt ginn, an zwar ouni Interpretatiounsspillraum.

Ausserdeem mussen d'Rechtsprinzippen, wéi se an den internationale Konventiounen festgeluecht sinn, souwéi d'Rechtssprechung vum den europäesche Gerichter respektéiert ginn, an dat ouni Ausnam. À défaut kann et zu kengem gesetzleche Kaderreglement kommen.

An där ganzer Diskussioun dierf een awer och net ausser Uecht loossen, dass déi digital Welt kee rechtsfräie Raum ass. Eis Rechtsnorme gëllen ouni Aschränkung och am digitale Raum. Dat gëllt fir eis Biergerfräiheeten, mee dat gëllt och fir d'Limite vun dese Fräiheeten, am schlemmste vun de Fäll bei kriminellen Dote, wéi zum Beispill der Pedophilie, déi näischt méi scheit wéi d'Liicht vum Rechtsstaat. An dofir brauche mer an der digitaler Welt kloer Rechtsregelen, un déi sech ze halen ass, a kee Rechtsstaat, dee just nokuckt.

An anere Wieder: Mir, d'Politick, bestëmmen, wat ze kontrolléieren ass a wat net. An dat muss, wéi gesot, op Basis vun engem intelligente Gläichgewicht zu Fräiheet a Sécherheet vun Daten, Kanner a Biergerschutz geschéien.

Mir wëlle keen digitale Big-Brother-Staat an iwwereng och keng Big-Brother-EU. Mir wëllen eng Fräiheet an der digitaler Welt am Respekt vum Mënsch, vun alleguer senger Fräiheeten an domadder och vum senger Sécherheet. Grad fir eis Kanner, déi de besonnesche Schutz vum Rechtsstaat verdéngen, souwuel an eiser aler analoger wéi och an eiser neier digitaler Welt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charel Weiler (CSV) | Här President, ech géif Iech och nach eng Motioun ofginn.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'Bekämpfung vu Kannermissbrauch a vun der Diffusioun vun deem Material, online an offline, vun eminenter Wichtigkeet ass;

– dass d'Europäesch Kommissioun den 11. Mee 2022 eng legislativ Propos zur Bekämpfung vu sexuellem Missbrauch vu Mannerjärege am Internet („CSAM“) virgëluecht huet;

– dass en nationaalt Gesetz vum 7. August 2023 d'Abus sexuels an déi sexuell Exploitatioun vu Mineuren, ënner anerem déi, déi um Internet stattfannen, méi streng bestrooft;

– dass d'Europäesch Parlament an de Conseil vun der Europäescher Unioun de 15. Februar 2024 decidéiert hunn, d'Iwwergangsbestëmmungen aus der viregter

legislativer Propos vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Aussetze vu verschiddenen Dispositiounen aus der EU-E-Privacy-Direktiv, déi den 3. August 2024 auslaffe sollt, ëm 2 Joer ze verlängeren;

– dass d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun ënner anerem de Respekt vum Privata Familjeliewen an de Schutz vu persounbezunnenen Daten a sengen Artikel 7 an 8 festschreift;

– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 20 vun der Lëtzebuenger Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée verankert ass;

– dass Lëtzebuerg e grouss Engagement am Kader vum Dateschutz opweise kann;

– dass et wichteg ass, esouwuel de Schutz vun eise Kanner, de Schutz vun eiser Privatsphär ewéi d'Sécherheet vun eise modernen, alldiegleche Kommunikatiounsmëttel ze garantéieren, an dofir de Prinzipp vun der Proportionalitéit bei all Agrëff an e Grondrecht muss séchergestallt sinn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– sech weiderhin op EU-Niveau derfir anzesetzen, dass eng effikass Léisung fir de Schutz vu Mannerjärege a fir de Kampf géint d'Verbreedung vu Kannerpornographie fonnt gëtt, déi de Prinzipp vun der Proportionalitéit an d'Sécherheet vun eise Kommunikatiounen respektéiert;

– d'Initiativ BEE SECURE weiderhin ze ënnerstëtzen an hirer Aufgab souwéi der Zesummenaarbecht mat europäeschen Netzwierker, fir eng verantwortungsvoll a sécher Benotzung vum Internet an de soziale Medien ze fërderen;

– d'Schoulen an d'Effentlechkeet weiderhin ze sensibiliséieren a si bei der Ausaarbechtung vu preventive Schutzkonzepter ze begleeten.

(s.) Charel Weiler, Gilles Baum, Christophe Hansen, Carole Hartmann, Nathalie Morgenthaler.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir eis als DP ass et kloer, dass de Schutz vun de Kanner eng vun den héchste Prioritéiten an eiser Gesellschaft ass. An Zäite vun der Digitaliséierung, wou een als Kand ëmmer méi fréi mam Internet an de Kontakt kënnt an eis Welt sech generell ëmmer méi séier verännert, mussen mer d'Risiken am Bléck behalen.

Den Internet erlaabt et eis, anonym oder ënner Pseudonymme mat Leit uechtert d'Welt a Kontakt ze trieden, ouni eis Identitéit mussen präiszeginn. Dës Medail huet och hir Keiersäit: Et gëtt Leit, déi des Méiglechkeet missbrauchen an d'Affer sinn oft déi Vulnerabelst. Den Internet ass awer kee rechtsfräie Raum. De sexuelle Missbrauch an déi sexuell Ausbeutung vu Kanner si schwéier Verbrieche. Si bedeite fir d'Affer e liewenslaange Schued, vun deem si sech nëmmen ganz schwéier, wann iwwerhaapt, erhuele kënnen.

Well mer hei net an engem reng nationalen, mee an engem supranationale Raum sinn, si mir als DP vum Prinzipp hier domat averstanen, dese Sujet op EU-Niveau ze traitéieren. Den Ament gi folgend Moossnamen op europäeschem Plang diskutéiert: d'Mise en place vun engem Kader mat enger klorer Definitioun, fir illegal Continue besser ze identifizéieren, eng zentraliséiert EU-Agence fir d'Lutte géint de Missbrauch vu Kanner a Mannerjärege, Moossnamen a Richtlinne fir Onlinebidder, fir si méi an eng Eegeverantwortung ze zéien.

An der Diskussioun ass awer och dee sougenannten Chat Control, dat heescht, eng Aart Iwwerwaachung vu Kommunikatiounen. Heivu wieren och déi sougenannte End-to-end-Verschlësslung betrafft. Konkreet heescht dat, dass Onlinedéngscher an Appbidder sollen d'Noriichte vun Notzer iwwerpräiwe kënnen, ouni mussen d'Verschlësslung opzebriechen.

Wann déi éischt dräi Initiativen duerchaus ze begrësse sinn, mussen mer, wat den Chat Control vu verschlësselte Messagen ugeet, onbedéngt och iwwert d'Grondrechter vun de Privatpersounen schwätzen.

Den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun gesäit de Respekt vum Privata Familjeliewe vir. All Agrëff an dëst Recht muss net nëmme per Gesetz virgesi ginn, mee muss och berechtigt sinn an e legitim Zil erfëllen. Als Demokratesch Partei setze mir eis ganz kloer fir all Eenzelne säi Grondrecht op Dateschutz, Privatsphär an eng fräi Meenungsäusserung an. Dat heescht och, fräi ze sinn, fir seng Messagen, Sprochnoriichten, Fotoen, Videoen ze echangeieren, ouni dass dëst alles enger Kontroll ënnerläit.

Am Fall vun engem gesetzlechen Agrëff an dës Fräiheet ass eng vun de substanzielle Froen, déi sech an deem Kontext stellt, déi, ob et eng Technologie gëtt, déi wäit genuch entwéckelt ass, fir eng effikass Analys duerchzuführen an esou déi illegal Kommunikatiounen ze identifizéieren. Verschidde Chercheure warnen, dass eng automatiséiert Iwwerwaachung nach net wäit genuch entwéckelt ass an et en erhéichte Risiko vu Falschmeldung gëtt. Zousätzlech gëtt virum sougenannte Client-Side-Scanning gewarnt, eng Kontroll virum der Verschlësslung, déi den Dateschutz géif weider gefärden.

Domat sti fir eis als DP nach esou munch Froen am Raum, wat e Cadre légal zum Chat Control betrëfft.

Léif alleguer, niewent den Diskussiounen op EU-Niveau ginn och op nationalem Plang Efforte gemaach, fir Mineuren ze schützen. Am August 2023 ass ënnert der viregter Regierung en neit Gesetz a Kraaft getrueden, dat ënner anerem d'Abus sexuels vu Mineuren och am Netz méi streng bestrooft. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet och an der leschter Legislatur schon en neit Jugendschutzgesetz op den Instanzewee bruecht, dat de Schutz vun de Kanner um Internet nach weider stärke wëll.

An da bleift et weider wichteg, dass Kanner a Jugendliche den Émgang mat de soziale Medien an der digitaler Welt léieren. An deem Kader spillt BEE SECURE an d'BEE-SECURE-Stopline e ganz wichtige Rôle. Mat Workshops a Campagnë kënnen de Kanner a Jugendliche esou déi néideg Kompetenze mat op de Wee gi ginn. Als Demokratesch Partei hale mir um maximale Schutz an um Stäerke vun eise Kanner fest. D'Mëttel, déi agesat ginn, fir privat Kommunikatiounen ze kontrolléieren, mussen trotzdeem verhältnisméisseg bleiwen, fir d'Rechter vu jidder Eenzelne an notament d'Recht op Privatsphär ze respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President.

Eng Foto vu sengem Kand am Maillot an de Familljenchat op WhatsApp schécken, en Teenager, dee vläicht e bësse méi pickeg Fotoen un de Frënd schéckt oder carrement Kannermissbrauchmaterial

iwwer verschlüsselt Kommunikatiounen u pedophill Reseau verschécken: All dat sinn Interaktiounen, déi an Zukunft géife vun Chatregulatiounen geflaggt ginn.

Dobäi mengen ech, dass mir heibannen eis eens sinn, dass et virun allem dee leschte Volet ass, géint dee mir alleguer d'Hiewele sollen ëmleëen.

D'Stärkt vun enger Gesellschaft, déi weist sech do-ranner, wéi se hir schwächste Leit schützt. An dozou gehéiert och de Schutz vu Kanner am digitale Raum.

Selbstverständlech sti mir hannernt der Zilsetzung vun dem virgeschloene Reglement, fir géint de Mëssbrauch vu Kanner a Jugendlechen am Internet virzegoen. Virun allem wann ee bedenkt, dass eleng 2022 iwwer 1,5 Milliounen Fäll vu Kannermissbrauch festgestallt gi sinn.

Mee mir hunn awer nach ëmmer eis Bedenken iwwert d'Method, déi hei soll ugewannt ginn. Mir halen hei drop, dass een e Balanceakt muss fannen, fir engersäits d'Kanner viru Mëssbrauch ze schützen an anersäits derfir ze suergen, dass ons Grondrecht weider kënnen op engem héijen Niveau protegiert ginn.

Ënnert der belscher Presidence ass dann elo neie Schwong an desen Dossier vum Chat Control komm. A mir begreifen, dass am Kader vum Trilog eng Rei Efforte gemaach gi sinn, an dat virun allem dank de Virschléi vum EU-Parlament, fir desen Text ze verbessern. An awer stelle mer fest, dass d'Plattformen, déi sougenannte verschlüsselt Kommunikatiounen ubidden, ewéi WhatsApp, Signal oder Facebook Messenger zum Beispill, anescht wéi vum EU-Parlament gefuerdert, elo awer sollen an deser neier Propos mat integréiert sinn.

Wat bréngt dat mat sech? Stellt Iech vir, Dir hutt e wichtige Bréif fir e Kolleg, deen Dir an engem Safe hannerloosst. Nëmmen hien a soss keen anere ka mam richtige Schlëssel de Safe opspären an dese Bréif liesen. Hei ass et änlech mat dese Kommunikatiounsplattformen. Déi aktuell Propos, déi gesäit awer elo en Universalschlëssel vir, fir kënnen am Fall, wou et néideg wär, Zougrëff op Messagen ze kréien an déi ze observéieren, noutgedronge se och ze blockéieren an ze mellen. De Problem ass awer, dass esoubal esou en Universalschlëssel existéiert, net nëmme déi concernéiert Autoritéiten Zougrëff dorobber kréien, mee och Hacker an aner Benotzer, déi eventuell kriminell Intentiounen hunn, des Schwaachstelle kënnen ausnotzen, ewéi schonn och sämtlech Aweise vu verschiddenen Datschutzorganisatiounen an deem Projet ënnerstrach hunn. Derbäi kënnt: Mat deser globaler Iwwerwaachung wier d'Bréifgeheimnis an d'Integritéit vun der gesamter Kommunikatioun an der digitaler Welt a Fro gestallt.

Wann een de Prinzip vum der verschlëssele Kommunikatioun a Fro stellt, da mécht een e kloer Broch mam Recht op Datschutz a Privatsphär, e Recht, dat an der europäescher Grondrechtscharte verankert ass. Aus Datschutzperspektiv ass dat dote ganz kloer e Schratt a Richtung glesene Bierger, wou all Bierger ënner Generalverdacht gestallt gëtt, a mir soe ganz kloer, dass mir dat net wäerte matdroen.

An eise Beméiungen, fir déi digital Kommunikatioun méi sécher ze gestalten an dobäi d'Mineure viru Mëssbräich ze schützen, mussen mir also no technesch ëmsetzbaaren an effiziente Léisunge sichen, déi eis Grondrecht net onproportionéiert aschränken.

E méiglechen Usaz ass eng fréizäiteg Erkennung vum illegale Contenu direkt un der Quell, dat heescht direkt um Handy vum Sender, deen dann dee Moment, wou de Message sollt fortgeschéckt ginn, sech géif mellen an intervenéieren. Dat géif verhënneren,

datt de Contenu iwwerhaupt ka bis bei en Drëtter weidergeleet ginn an et géif och verhënneren, dass Falschmeldungen duerch en algorithmesche Feeler kënnen ausgeléist ginn.

D'Haaptresponsabilitéit vun der Verbreedung, déi bleift kloer bei de Plattformen a sollt och gedeelt gi vun den Hersteller Apple, Samsung a Co. Allerdéngs muss och verstärkt op d'Sensibilisatioun gesat ginn. Dat esouwuel bei den Eltere wéi awer och bei de Kanner a bei de Jugendleche selwer, fir dass esou e Material guer net kann online gestallt ginn an do-duerch och an déi falsch Hänn kommen.

Här President, mir gesinn nach ëmmer e groussen Handlungsbedarf bei deem Sujet a géifen d'Regierung och froen, hir Positioun dozou mat eis ze deelen. Mir géifen awer, Stand haut, kloer dovunner ofroden, dese Projet, esou wéi en aktuell presentéiert ass, matzedroen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Merci un de Ben Polidori fir des Aktualitéitsstonn. Den Chat Control am Speziellen, mee virun allem den digitalen Iwwerwaachungsstaat am Allgemengen ass e wichtegt Thema fir meng Partei, d'ADR. Ech perséinlech fanne souguer, dass et déi gréisste Gefor fir eis Gesellschaft a fir d'Fräiheet vum Mënsch an den nächste Joerzénge ass. D'Digitaliséierung erlaabt et de Computersystemer, ëmmer méi Informatioun iwwer eis all ze sammeln a mat där Informatioun eist Verhalen an Denken ze beaflossen an ze kontrolléieren. A wann s de de Computersystem kontrolléieren, kanns de och bestëmmen, wat dat richtegt Verhalen an dat richtegt Denken ass.

Nei Technologie sinn erfonnt ginn, fir eis d'Liewe méi einfach ze maachen, mee duerno kommen oft déi negativ Säiten. Mat Ärem Handy kënnt Dir telefonéieren vun iwwerall, mee d'Handysfirma weess genau, wou Dir waart a mat wiem Dir zesumme waart. Mat Ärer Kreditkaart kënnt Dir ouni Sue bezuelen, mee d'Bank weess genau, wat Dir kaaft hutt, a si kéint Iech zu all Moment spären. Am Moment existéieren Är Daten nëmme an Datsiloen, dat heescht, all Firma huet nëmme d'Daten iwwer eppes – den Handy oder den Auto zum Beispill –, mee keen huet all d'Daten. Mee a China zum Beispill ass et anescht. Déi hunn alles an déi kënnen mat engem Knäppchen all Är digital Servicer ofschalten. Esou wäit si mir nach net, mee mir ginn awer ëmmer méi an déi Richtung.

Ier ech zum Chat Control kommen, wëll ech gären en anert Beispill erwäne vum Auto. Do ass et och eng EU-Direktiv ginn, déi d'Autofirma forcéiert huet, en Noutruf an den Auto anzubauen. Ech hu mir virun engem Joer en neien Auto kaf an ech hu gesot, dass ech keen Auto wëll, dee getrackt ka ginn. Hir Äntwert: Här Weidig, da kënnt Der Iech keen neien Auto kafen. Et ass der Garage verbueden, d'SIM-Kaart aus dem Auto ze bauen, dat heescht, all neien Auto gëtt getrackt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

An Dir kënnt Iech jo och virstellen, wéi et elo weidergeet. Iergendwann eng Kéier kënnt een op d'Iddi: Wann een den Auto tracke kann, da weess een och, wéi séier dass den Auto fiert. Mir brauchen da keng Radare méi, mee da ginn d'Fantasie vum eise Radarfans erfüllt: absolutt Kontroll iwwert d'Geschwindigkeit vun den Autoen vum de Lëtzebuerger. Zu all Sekonn kann all Auto op all Strooss gemooss ginn an automatesch e Protokoll heemgeschéckt ginn. Domat

ass dann endlech d'Verhale vum béise Lëtzebuerger Autofuerer ënner Staatskontroll.

(Interruption)

Dir gesitt also d'Muster: All déi Propose fänken harmlos un. „Dat ass fir eng gutt Saach.“ „Du wëlls, dass se bei engem Autosaccident direkt gehollef kriss, also muss de getrackt ginn.“ An duerno geet et ëmmer weider. Systematesch gëtt d'Verhalen ëmmer méi kontrolléiert.

A lo komme mer zum Chat Control. D'Iwwerwaachung an d'Kontroll vun der Geschwindigkeit vun eisen Autoen ass nach harmlos, mee d'Iwwerwaachung vun de Wieder, also vum Denke vum Bierger, ass vill méi problematesch. Och do gëtt d'Iwwerwaachung gepusht mat emotionaler Erpressung. „Du wëlls dach, dass d'Kanner geschützt ginn.“ „A mir versprechen der och, dass soss näischt dermat gemaach gëtt.“ Wierklech?!

Den Chat Control, wéi en der EU-Kommissioun virschwief, ass just e Pretext fir an déi privat Messagen eranzekommen. De Kampf géint d'Kannerpornografie gëtt als trojanescht Päerd benotzt, fir no an no ëmmer méi d'Rechter op privat Kommunikatioun ze liquidéieren.

Dës Initiativ bréngt och näischt am Kampf géint kriminell Pedophiler, wéi et elo an deene Riede vir-drun och schonn erkläert ginn ass. D'EU gëtt mat deem Projet definitiv zum „Weltmarktführer der Massenüberwachung“, wéi bal 40 Biergerrechtsorganisatiounen et schonn am Mäerz an engem offene Bréif formuléiert hunn. Souguer dem däitsche Kannerschutzbund – dem däitsche Kannerschutzbund! – geet d'Initiativ vun der EU ze wäit. An dat soll eis wierklech ze denke ginn.

Ech garantéieren Iech, dass lues a lues d'Iwwerwaachung erweidert gëtt, wann déi EU-Direktiv kënnt. Da kommen als Éischt d'Drogen derbäi, da muss géint d'Diskriminatioun gekämpft ginn, da géint mënscheverachtend Ideologien, an da muss natierlech géint Hatespeech gekämpft ginn.

Hatespeech ass eng absolutt genial Iddi, well een domat einfach mol als Hate definéieren kann, wat engem politesch net passt. Den Algorithmus sicht dann net nëmme no Jargonwieder aus der pedophiler Zeen, mee och Wieder wéi „fiddere“, zum Beispill, ginn da geholl an da gëtt da gekuckt, a wat fir engem Kontext d'Wuert „fiddere“ benotzt ginn ass. A wann et am falsche Kontext benotzt ginn ass, da kritt een automatesch e Protokoll geschéckt. Oder, wann een Deputéierten ass, da kritt een automatesch eng E-Mail fir e fräiwëllegt perséinlecht Gespréich mam Här Chambers-president.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Mir an der ADR-Fraktioun sinn natierlech fir de Kampf géint Kannermissbrauch, mee net op d'Käschte vun der perséinlecher Fräiheet. Mir mussen mat ganzer Energie en Iwwerwaachungsstaat verhënneren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Fir d'Éischt huet awer nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dem Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | U mech?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo. Här Weidig, sidd Der bereet, déi Fro unzuhuelen an dorop ze äntweren?

M. Tom Weidig (ADR) | Ma, et ass meng éischt Fro. Da jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | O, wat eng Eier!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn zwar schonn Angscht, mee ...

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, nee. Et ass eigentlech eng ganz soft Fro.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Ok.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hunn elo Är Geschicht nogelauschert vum Auto ouni Technik. Wann ech mech awer richteg erënneren, ass Är Partei awer net dergéint gewiescht, dass e Scanner géif agefouert ginn, zum Beispill op den Autobunnen, wou da Placke géife gescannt ginn, fir d'Gangsteren ze fannen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, Dir kritt d'Wuert, wann Der wëllt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir sidd jo och, sot extra den Här Kartheiser, ... well et ass genau dat selwecht mam Dateschutz. Dir stitt hei an Dir sot, Dir wëllt keen Auto mat engem GPS. Kann een huelen. Op där anerer Säit sidd Der awer net dergéint, dass herno eng Masseniwerwaachung mat Plackescannere géif kommen. Dofir meng Fro.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, Dir sidd fräi, fir ze äntweren oder net.

M. Tom Weidig (ADR) | Also dat eent ass natierlech: Dir hutt de perséinlechen Auto, do kënt Der natierlech zu all Moment alles tracken, während natierlech beim Scanner nëmmen op e puer Punkte punktuell gescannt gëtt, an do huet een natierlech vill manner Informatiounen fir den Auto.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig. An dann huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Merci de Piraten, dass se déi Aktualitéitsstonn hei ugefrot hunn. Et ass en extreem wichtige Sujet. An ech wëll natierlech keng Skala opstelle vun de Gerausamkeeten, wat am schrecklechsten ass a wat net, mee ech denken, dat ass och schonn e puermol hei ugeklongen de Mëtten, wann ee Kanner Gewalt undeet, dass dat an där Gewaltskala eigentlech net ze toppen ass an dass dat am Fong zu deene schlémmste Saache gehéiert, déi kënne geschéien.

An duerfir bedauern ech e bëssen, dass déi ganz Proposition vum där Direktiv, wou et jo eigentlech ëm eppes geet, ... Dat ass dat extreemt Ausmooss, dat dat Material am Internet hält, wou ee gesäit, dass Kanner abuséiert ginn, oder och eeben de sougenannte „Grooming“, fir deen ze bekämpfen, eppes, wat mer wierklech muss bekämpfen, wat duerch déi digital Welt multipliziéiert gëtt, ... dass mer net méi dovunner schwätzen oder ganz weineg dovunner schwätzen an eebe ganz vill iwwert dee sougenannten Chat Control schwätzen, wat och wierklech e richtige Problem duerstellt. Duerfir verstinn ech dat och.

Mee et deet mer wierklech leed, dass dat anert net méi am Vierdergrond steet an dass och net probéiert ginn ass, wou gesi ginn ass, dass een net géif zu engem Konsens kommen op där heiter Propos, déi Direktiv och ze splécken an deen een Deel – all déi Mesüeren, déi wichteg sinn a richteg si fir de Schutz vun de Kanner –, erauszuhuelen a virunzedreihen,

an dann op där anerer Fro ze kucken, ob ee seriö Äntwerten op déi technologesch Froen an op déi rechtsstaatlech Froen, déi sech do gestallt ginn, ka fannen.

Mir haten dat och. An do, et deet mer leed, Här Polidori, muss ech Iech awer verbessere par rapport zu deem, wat Der virdru gesot hutt. Mir haten do eng kloer Positioun. Ech hunn elo eng Question parlementaire erausgesicht. Dat ass eng vum September 2023, wou mer och d'ailleurs Ärem Kolleg Sven Clement drop geäntwert hunn, wou mer gesot hunn, dass mer net kéinte mat dem Text averstane sinn, esou wéi en elo géif virleien.

An deem Kontext hunn ech och erwänt, dass ech zesumme mat anere Justizministere och e Bréif geschriwwen hat un d'Kommissioun, wou mer gefrot hunn, eebe justement, dass d'Proportionalitéit hei soll agehale ginn. An et gëtt och en Avis vum Service juridique vum Conseil zu där urspringlecher Propos, wou dat eeben och ervirgestrach gëtt, dass hei e Verhältnismäissegkeetsproblem ass. An ech froe mech, ob dann och elo en Avis ugefrot gëtt, well et eeben esou en extreem krokelege Sujet ass, fir eeben elo déi Kompromesspropas, déi dann nach net am Text existéiert, mee op d'mannst an de gréissten Zich existéiert.

An de Constat ass effektiv deen, dass déi ganz Selbstverpflichtung net duergeet an dass mer domadder de Problem am Internet net geléist kréien. De Problem ass och, dass – och dat gouf ëmmer erëm ënnerstrach – d'Experte eis och gesot hunn, dass ee muss zrëckgräifen op Drëttstaaten, fir déi néideg Informatiounen ze kréien, an dat kann eigentlech net sinn! Mir müssen hei eng Autonomie hunn, fir géint déi ganz Problematik virzegoen. Mee et kann awer net sinn, dass dat gemaach gëtt, andeem een zrëckgräift op Moyenen, déi dann op där anerer Säit wierklech grondleeënd eis Rechter anengen. An et gëtt zwar dacks lapidar gesot: „Den Internet ass e rechtsfräie Raum“, mee dat kann awer net ... Éischters därefer mer dat natierlech net hinhuelen, an et därefer awer och net sinn, dass mer als Legislatuer déi digital Welt vun de fundamentale Rechter ausklameren.

Hei ass wierklech esou e Paradebeispill, wou ee ganz schlémm Dote op där enger Säit huet, mee op där anerer Säit awer, wann een déi kriminell Dote wëll verfolge, een dann higeet an eeben eppes wéi en Chat Control aféiert, wat extreem vill aner Problemer mat sech bréngt.

Mir hunn eppes, wat ganz einfach klénkt a priori: Mir scannen all Message, och wa se verschlüsselt sinn. Dobäi géif dann all Message vu jiddwerengem heibannen zum Beispill och kënne entschlosselt ginn. Dat hätt rëm eng Repercussioun op Identitéitsklau. Dat hätt eng Repercussioun dorop an autokratesche Staaten, wou dann Oppositionspolitiker zum Beispill kéinten iwwerwaacht ginn. Alles Problemer, déi schonn ernimmt gi sinn an déi eis wierklech ze denke ginn.

An ech sinn immens frou, dass d'Cour européenne des droits de l'homme sech och mat der Problematik ausenanergesat huet an eeben och elo kierlech nach en Arrêt geholl huet, wou och déi Wichtigkeet vun deene verschlésselte Message ënnerstrach gëtt. Ech zitieren eng Käier kuerz, wou d'Cour seet: „An der digitaler Zäit droe Moosname wéi d'Securiséieren an d'Schütze vu privaten an elektronische Kommunikatiounen wéi encryptéiert Message derzou bäi, ons fundamental Rechter wéi och d'Meenungsfräiheet ze schützen.“

An dorëms geet et hei. Dat ass net e klengt Gutt, dat ass eppes, wat mer alleguerte sollten héichhalen. An duerfir interesséiert et mech natierlech elo, ze

wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung ass par rapport zu där neier Propas. An et war scho gefrot ginn: „Wat ass geäntwert ginn op déi Froen, déi gestallt gi si vun der belscher Presidence?“ Do wier et natierlech gutt, wa mer dee Bréif och kéinte gesinn, déi Äntwerten, fir dass mer eis e Bild kënne maache vun der Situatioun, wéi se am Moment ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Iert mer d'Regierung héieren, kritt awer nach fir d'éischt de leschten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner, d'Wuert. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. A merci och de Piraten fir dës Heure d'actualité, déi wierklech e brennende Sujet uschwätzt. An et ass sécher, et ass scho gesot ginn: Mir hunn et hei u sech ganz kloer mat enger Afrostellung vum Bréifgeheimnis op engem aneren Niveau ze dinn.

Wann dës Reglement a senger urspringlecher Form adoptéiert gëtt, wäert keng eenzeg digital Noriicht oder E-Mail nach vertraulich sinn. Et gëtt eis gesot, dass et drëms geet, dass et beim Kampf géint ganz schwéier Verbriche soll nützlich sinn, wéi zum Beispill Kannermissbrauch a Pedophilie. Mee, wéi den Här Polidori dat och virdru gesot huet an och Beispiller genannt huet, kann et och genau zum Géigendeel féieren.

Natierlech ass all Mënsch mat gesondem Verstand derfir, dass een esou Verbrichen esou effikass wéi méiglech verfolge a bestrooft a wa méiglech och verhënnert, ier d'Dot iwwerhaupt zustane kënt.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mee dat geet net mat enger Mesür, déi fundamental demokratesch Rechter a Fro stellt an déi niewebäi och nach oneffikass wäert sinn. En plus ass d'Gefor grouss, dass dee Reglement eeben d'Dier opmécht fir aner Mëssbräich, sief et d'Iwwerwaachung vu Bierger oder och d'Zirkuléiere vun intime Message, déi net fir d'Zirkuléiere geduecht sinn.

Den Edward Snowden hat jo och nach erzielt, zum Beispill, dass Mataarbechter vun der NSA sech ameséiert haten, Biller vu Fraen, déi intim Fotoen u Partner geschéckt hunn, ronderëmzirkuléieren ze loossen. An dat ware scho kryptéiert Message. Dat si Mataarbechter, déi scho Méiglechkeeten hunn, dorunner ze kommen, an déi schonn esou Dommheete gemaach hunn.

Wann zum Beispill de Bierger hir Norichten och falsch geflaggt sinn an als Kannermissbrauchscontenue geflaggt ginn, well se, zum Beispill, mat hirem Partner flirten, wiere Beamte berechtigt, hir Norichten ze liesen an hir intim Biller ze kucken, ouni dass si et mierken.

Jidderee weess, dass net all Regierungen an Europa dee selwechte Wäert op d'demokratesch Rechter vun hire Bierger leeën. Mir wëssen, zum Beispill, dass e Land wéi Ungarn sech och explizitt derfir ausgeschwat huet, fir Accès op verschlésselt Message ze kréien. Mir wëssen och, firwat.

Ech hoffen, dass Lëtzebuerg sech net op Ungarn alignéiert!

Doriwwer eraus wäert d'EU och zu engem Schwäizer Kéis ginn, wat de Schutz vun Informatiounen ugeet. An dowéinst kéinte sech och Länner ausserhalb vun der EU, déi et och net esou strikt huele mat fundamentale Rechter, sech interesséiert weisen. Dofir menge mir och ganz kloer, dass d'Lëtzeburger Regierung och am Kader vum Trilog sech derfir soll asetzen, dass och d'Ännerungs- an

d'Amendementsvirschléi vum Europaparlament sech misst uschlëssen (veuillez lire: datt ee sech och den Änderungs- an Amendementsvirschléi vum Europaparlament misst uschlëssen).

Mir mengen och, datt ONGen, Journalisten, Tech-Experten och folgend Problemer ugin, déi op verschiddenen Niveauen existéieren, a si soen och, datt dat verfollegt Zil, nämlech de Kannermessbrauch, den Online-Kannermessbrauch ze verhënnere, net wäert erreicht ginn. Et ass jo och e weesentlechen Deel vu sexuelle Contenuen, déi Mineure betreffen, déi gedeelt oder ausgetosch gi vun a mat anere Mineuren. Gewëssen Zuele schwätzen esouguer vu 50 bis 60 %. Dat heescht, et gëtt alles an een Dëppe geheit, wéi dat och virdu gesot gouf: De Sexting engersäits ënnert Teenager gëtt dann an dat selwecht Dëppe gehäit wéi d'Pedokriminalitéit.

D'Legislateuren hunn och op divers Aart-a-Weise gewisen, datt si ursprénglech guer net den haitegen Zoustand vun den Technologie kannt hunn, déi si wëlles hunn anzesetzen. Et gouf zum Beispill och vun Altersiwwerprüwungsmechanisme geschwat, déi dann agesat kéinte ginn, wat och vu kommerziellen Acteuren räichlech versprach gouf, an d'Realitéit ass awer anescht. D'Technologie ass onräft, et ass onméiglech, si vertraubar anzesetzen, a si ass nëmme wierklech fir net raciséiert, also wäiss Leit zum Beispill, och ausgeschafft ginn, wat dozou féiert, datt zum Beispill e raciséierte 16-Järeg méiglecherweis keen Accès op YouTube oder WhatsApp géif kréie mat esou enger Technologie, einfach, well en net richtig identifizéiert kéint ginn.

Mir ënnerstëtzen och d'Militanten aus der digitaler Welt an d'ONGen, déi anstatt nëmme Bestrofung nom Fait eng méi preventiv Approche fuerderen, wou Entrepreneuren a Plattformen vun Ufank un hir Produiten esou gestalte missten, datt Grooming, also de Fait, datt Erwuessener digital Plattformen benotzen, fir Kontakt mat Mannerjäreger ze kréien, méi schwierig géif ginn, an dat och iwwer d'Security by design.

Mir mengen och, datt Jugendlecher och als Acteuren am Prozess unerkannt ginn, datt si léieren, wéi ee mat Biller an Noriichten ëmgeet, wat hir Rechter a Flichten ugeet. Doriwwer kéint een och nach diskutéieren, iwwer justement déi sexuell Erziéung an de Schoulen, déi net reng biologesch ass, mee och gesellschaftlech, well justement dat eng Méiglecheit ass fir Jonker, fir sech ze beschütze vis-à-vis vu Kannermessbraucher, vis-à-vis vu Pedophil.

Voilà, Haaptsaach fir eis: Et ass méiglech, illegal Contenuen ze flaggen an d'Zesummenaarbecht tëscht der Police an de Plattformen ze entwëckelen an ze erliichtere, ouni d'Grondrechter vu Milliounen Europäer a Gefor ze bréngen. An esou soll een dat och maachen. A mir sinn och gespaant op d'Positioun vun der Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President, an och merci de Piraten, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot hunn. Fir d'éischt wëll ech ganz kloer soen, datt de Prinzipp vun enger Verstärkung vun de Moyaenen, fir géint sexuell Messbrauchsmaterial a sexuelle Messbrauch online virzegoen, ze begrëssen ass, an dass dëst e Phenomeen ass, deem mer ëmmer méi begéinen a

wou mer mussen och dergéint agéieren. Et si ganz grav Faiten an déi hunn e schwéieren Impakt op d'Liewe vun deene Leit, déi concernéiert sinn.

Nach musse mer op där anerer Säit kucken, dass mer net en onageschränkten Agrëff a Fräiheeten hunn, wéi zum Beispill de Respekt vun der Privatsphär oder de Secret vun de Kommunikatiounen, déi duerch international Texter protegéiert sinn. Derbäi kéint, datt mer d'Sécherheet och musse garantéieren vun eise Kommunikatiounsmëttelen an eis musse schütze géint Cyberattacken.

Éier ech op de Contenu agi vun deem aktuelle Reglement, dat um Dësch läit, wollt ech awer just e puer Elementer klärféieren. Et war nämlech rieds an der Ufro vun de Piraten, datt schon e Vott geholl gi wier um europäeschen Niveau. Deem ass nach net esou!

An et muss een zwou Saache kloer ënnerscheeden: Op där enger Säit hu mer d'Propos fir e Reglement vun der Kommissioun, fir online sexuelle Messbrauch op Kanner méi effikass ze bekämpfen. Dat ass déi sougenannt Propos fir d'CSAM-Reglement, also Child Sexual Abuse Material, dat eeben, wéi gesot, 2022 proposéiert ginn ass an dat eeben och dee sougenannten Chat Control virgesäit.

Et ass awer nach en aneren Text, deem am Moment déi dote Problematik reegelt, nämlech déi fräiwëlleg Detektioun vu pedopornografeschem Material, an dat iwwer eng Derogatioun vun der ePrivacy Directive, wat eeben de Provideren erlaabt, op fräiwëlleger Basis Detektioun ze maache vu pedopornografeschem Material. Dat sollt ursprénglech bis den 3. August 2024 gëllen.

Well mer awer nach amgaange sinn, op europäeschem Niveau un deem sougenannte CSAM-Reglement ze schaffen, a well verhënnert sollt ginn, datt e Vide juridique ass, ass decidéiert ginn, an do ass et e Vott ginn, déi provisoersch Derogatioun ze verlängere ëm zwee Joer. Dat heescht, dat temporäert Reglement wäert da bis den 3. Abrëll 2026 a Kraaft sinn, wat eeben, wéi gesot, am Moment eng temporär Léisung ass, an och keng perfekt Léisung. An dowéinst ass et wichteg, datt mer deen aneren Text weiderdriewen.

Elo zum CSAM-Reglement. Zesummegefaasst geet et eeben, wéi gesot, dodrën, d'Detektioun, de Signalement, d'Blocken an d'Läsche vu sexuellem Messbrauchsmaterial a sexuelle Sollicitatiounen vu Kanner am Internet ze verstärken. Dëst soll méiglech gemaach ginn duerch eng ganz Rei Obligatiounen, déi op verschidden Internetservice-Provideren – dorënner och Provideren, an dat ass kloer gesot ginn, vu Kommunikatiounsdréngschter – falen, fir eeben dee Contenu ze mellen, de Risk ze minimiséieren, datt hir Servicer dofir benotzt ginn.

An déi initial Propos gesäit effektiv och vir, datt ee Provideren ka verflüchten, Kontrollen ze maachen eebe vun de Kommunikatiounen, déi bestinn tëscht de Leit, wann nogewisen ass, datt e Risk besteet, datt déi Servicer detournéiert ginn. An der initialer Propos huet dat sech applizéiert op d'Kommunikatiounen vun all Benotzer, an et ass total onofhängeg dovunner, ob e Lien mat enger Strofdot besteet oder net.

Déi obligatoersch Kontrolle ginn dann déi sougenannten Detection Orders genannt, wou da vun enger Justizautoritéit oder independanten administrativen Autoritéiten déi Injonctiounen kënnen gesprach ginn, fir datt dann e Provider de ganze Screening muss maache vun de Kommunikatiounen. Wat awer bei dëser Propos net de Fall ass: Et gëtt am Fond net gesot, wéi eng Technologie musse benotzt ginn, an ech mengen, do ass effektiv eng vun de groussen Inconnuen: Wéi eng Technologie maachen et

iwwerhaupt méiglech, dat do ze maachen? Et ass just gesot an der Propos, et missten effikass a sécher Technologie sinn. Mee wéi gesot: Wéi eng Technologie ass effikass a sécher, fir dee Screening ze maachen? A wat och kloer scho gesot ginn ass: An där Propos sinn all verschlüsselt Kommunikatiounen och dran. Dat heescht, déi sinn net ausgeschloss. An an deem Sënn kann een och e WhatsApp, dat heescht eng interpersonell Kommunikatioun, nolauscheren.

An ech mengen, dat ass genau de Knackpunkt. An och wann ech d'Debaten haut lauscheren an der Chamber, ass dat genau dat, wou mer nach net sécher sinn, ob mer dat kënnen maachen, a wou ech der Meinung sinn, datt et ganz schwierig ass, et ze maachen, einfach well deen intrusive Charakter awer vill Froe mat sech bréngt. An ech mengen, datt och d'Experten eis soen, datt eng ondifferentéiert Haltung zu dësem Sujet problematesch ass.

D'Lëtzebuerger Regierung, zesumme mat aneren, hat och de Service juridique vum Conseil ëm en Avis gefrot, deen och gesot huet, datt et e graven Agrëff ka sinn, wann en net proportional ass zu dem Recht op Privatsphär, well eeben am Endeffekt et och vill vun där Technologie ofhänkt, déi dann och benotzt gëtt, fir dann ze kontrolléieren. An deem Sënn hat de Service juridique kloer plädéiert fir eng méi cibléiert Injonction de détection, wou méi substanzuell a méi detailléiert Elementer och drastinn iwwert déi Technologien, déi kënnen benotzt ginn, an dass d'Konditiounen méi strikt ginn.

Dat ass notament och de Fall, well mer d'Jurisprudenz hunn – déi hutt Der schon ugeschwat – och am Kader vun der Rétention de données, an an deem Kontext geet et jo ëm Metadonnées, et geet mol net ëm de Contenu. Dat heescht, wa mer do streng sinn, da kann ech mer kaum virstellen, datt mer beim Contenu op eemol méi large sinn. A wéi gesot, och do ass de Problem, datt déi Donnéeën traitéiert ginn, ouni datt e Lien mat enger krimineller Aktivitéit ass. Mee do huet meng Virgängerin och e Gesetzesprojet deposéiert, fir dës Jurisprudenz och dann ëmzesetzen, well eeben e generaliséierte Filtrage net ka sinn. A wann, dann ass souwisou de Krittär d'national Sécherheet, wann een déi Jurisprudenz kuckt.

Bon, wéi gesot, nieft där Grundsatzdiskussioun – wéi eng Fräiheete setze mer dann hei géint wéi eng Fräiheeten? – ass effektiv de Problem dee vun der Fiabilitéit vun den Technologien, déi mer da benotzen, fir esou Kommunikatiounen ze scannen, an datt eng Entschlësslung eeben dozou féiere kann, datt e Sécherheitsrisiko entsteet, datt eng technologesch Faill kann ausgenotzt gi vun Hackeren an datt mer eebe kënnen Falschpositiver hunn.

Déi Solutioun vum Client-Side-Scanning, déi, wéi gesot, och schon ugeschwat ginn ass, mengen ech, vun der Madamm Braz, déi gëtt heiansdo effektiv presentéiert als eng Method, fir dat dann ze ëmgoen. Mee och do soen Experten eis, datt dat ganz licht kann ëmgaange ginn an datt et do duergeet, ee Pixel vun engem Bild ze änneren, an da kann de Contenu net méi detektiéiert ginn. Wa mer also Stand haut kucken, gëtt et wuel keng Technologie, déi 100 % Sécherheet erlaabt, wa mer dann déi Kommunikatiounen géife scannen.

Allgemeng, an ech mengen, wann Der froet: „Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?“, si mir nach wie vor skeptesch. Ech mengen, et ass awer ze begrëssen, datt e bëssen eng nei Approche presentéiert gëtt vun der Belsch. Se ass e bësse méi cibléiert. Mir krute gëschter den éischten Deel vun engem Text, mee deen Text ass a ganz vill Kapitele gespléckt a mir kruten elo dat éischt Kapitel, wou et ëm déi sougenannt Detection Orders geet.

Mir sinn amgaangen, dat am Detail ze kucken, fir, wéi gesot, ze kucken, ob mer da lo besser ginn. Wat een awer do ka soen, ass, datt mer net nëmme just ..., an dat war jo am Fong eng vun den Haaptkriticken, datt mer eng total ondifferenziert Approche hunn. Et ass einfach de Service, dee viséiert ass, an all Mënsch, deen dee Service benotzt, gëtt souzesoe gescannt. Mir fänken un an eng Situatioun ... Also déi Propos, déi um Dësch läit, déi geet e bësse méi an eng Richtung, datt mer och kucken, eng suspect-based Approach ze hunn. Mer kucken och: Ass een tatsächlech suspekt? Mee da stelle sech nach ëmmer eng ganz Rei Froen: Jo, wéi entscheede mer dat? Wien entscheet dat? An esou weider, soudatt mer do, mengen ech, e bësse méi an déi richteg Richtung ginn, mee eng ganz Rei vun de Bedenken, wéi gesot, nach net opgehuewe sinn.

Mir op eiser Säit hunn effektiv nach net op déi Froe geäntwert. Déi Froe si ganz generell: Ass een d'accord mat enger eebe méi risk-based Approach? Kann ee sech virstellen, datt och Operateure selwer ufroe bei där Autoritéit, déi dann derfir zoustänneg ass, fir esou en Detection Order ze kréien? Mir hunn intern am Ministère och elo eng Reunion mat BEE SECURE an och mam Kanner-Jugendtelefon d'nächst Woch, fir eis eeben awer och vun Experten ze encadréieren, fir déi dote Fro ze beäntweren.

Ech mengen, fir kënnen déi Fro hei definitiv ze klären, muss een e kompletten Text hunn, och wa mer fannen, datt déi hei Approche scho mol besser ass wéi déi Approche, déi ursprénglech um Dësch louch. Soulaang awer och déi End-to-end-Kommunikatioun nach dran ass, schéngt mer dat Ganzt awer relativ schwierig. An ech mengen, datt mer weiderhi müssen an eng Richtung schaffen, fir en Text ze kréien, deen et fäerdegbréngt, all d'Garantien ze hu fir d'Sécherheet vun deenen Agrëffer, an et fäerdegbréngt, eis Grondrechter – esouwuel de Schutz vun de Kanner ewéi op där anerer Säit natierlech och de Schutz vun der Privatsphär an och de Schutz vun de Kommunikatiounen – ze rechtfertegen. Voilà.

Do ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, huet Der nach eng Fro vun der Madamm Tanson un?

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Ech hat scho „voilà“ gesot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci villmools fir déi Explikatiounen. Ech verstinn, Dir hutt den Text eréischt gëschter kritt. Ech hunn awer elo eppes anescht eraushéiere wéi dat, wat ech gelies hunn iwwert déi Propos, déi géif um Dësch leien.

Dir hutt elo gesot, et géif just bei Suspiciounen da gekuckt ginn. Dat, wat ech an der Press gelies hunn, dat ass awer, dass dat, wat géif um Dësch leien, wär, dass verschidden Niveaue géife kommen, ...

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... awer net par rapport zu den Individualpersounen, déi suspektéiert sinn, mee par rapport zu der Sécherheet vun deenen eenzelne Plattformen, an dass dann awer herno d'Resultat dat wär, dass all eenzelne Utilisateur vun där concernéierter Plattform säi Message dann awer géif

gekuckt ginn. Dat heescht, net just wann e Verdacht géif bestoen.

Kënn Der dat vläicht eng Kéier preziséieren?

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Dat ass effektiv genau déi Fro. Also éischstens emol tëscht deem Powerpoint, dee mer presentéiert kruten, wou eeben déi nei Approche dran exposéiert ass, an dem Text si schonn Ënnerscheeder. Also mir haten am Ufank véier Kategorien, elo hu mer der dann nach dräi. Dat heescht, mir sinn amgaang, och e bëssen ze kucken, awéifern mer iwwerhaupt nach ..., wat sech geännert huet par rapport zu där Propos.

A si hate ganz liicht um Rand indiquéiert, datt se eeben och géife kucken, datt een och misst an deem Risk Assessment da kucken: Ass eng Persoun tatsächlech suspekt? An dat ass eebe fir mech elo genau déi Fro, déi sech stellt. Komme mer fort vun enger generaliséierter Approche, wou mer just de Service kucken, a kucke mer och méi konkret tëscht den Utilisateurs vun deem Service, wie kann den Objet si vun esou engem Scanning oder net? An dat ass fir mech déi determinant Fro, déi mer musse klären iwwert déi nächst Wochen en fonction dovun, wéi den Text genau geschriwwen ass a wéi e sech artikuléiert. Dat si mer amgaang mat kucken.

Mee dat ass fir mech, wéi gesot, ee vun de sprangende Punkten, quitte datt dat net heescht, datt all déi aner Bedenken, déi mer iwwert d'Sécherheet hunn, aus dem Wee geschaf sinn an datt dann deem Ganzen näischt méi am Wee steet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Motions

A mir hunn dräi Motiounen, déi agereecht gi sinn. Déi zwou vum Här Ben Polidori.

Motion 1

Här Polidori, wëllt Dir nach zur éischter Stellung huelen? Dann ass et elo un Iech.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Just ganz kuerz. Ech mengen, d'Motioun ass relativ einfach. Mir wëlle just gäre wëssen ... Also zwee Invitten un d'Regierung. Deen ee mol eng Kéier, dass se sech zum digitale Bréifgeheimnis bekennen. An deen zweeten ass, wierklech sech derfir anzesetzen, dass e generelle Screening vu Biller, Videoen an eeben och Messagen net an en Text wäert afléissen. An dat sinn am Fong déi zwee Invitten, déi mer géifen hei d'Regierung invitéieren ze maachen. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen zur där heiter Motioun? D'Madamm Tanson, den Här Weiler, d'Madamm Braz an den Här Weidig.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech muss soen, ech verstinn net ganz, wat gemengt ass mat dem Invite, notament och den zweeten Deel, wou gesot gëtt, dass deen Chat Control net verpflichtend soll ginn. Da liesen ech dat eraus, wéi wann dat da soll eng Méiglechkeet sinn, déi och virgesi gëtt um europäeschen Niveau.

Mir sinn hei awer, denken ech, an engem Kontext, wou et extreem wichteg ass, dass mer iwwerall déi selwecht Reegelen hunn, déi gëllen, an dass et net ka sinn, dass mer zu individuellen nationale Léisunge kommen.

An och déi Notioun vum digitale Bréifgeheimnis ass mer vläicht awer nach e bëssen ze vag, soudass ech géif mengen, mir géifen eis hei mol abstenéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. An da geet d'Wuert un den Här Weiler.

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här President. Bon, et ass u sech eng Motioun, déi eis scho sympathesch ass, well se enger Motioun zimmlech änelt vu viru puer Joer. Et ass awer esou, datt mer hei och en neie Moment hunn, notament par rapport zum Screening.

Mir hunn d'belsch EU-Présidence, déi den Dossier nach eng Kéier nei op de Leescht wëll huelen. Den Aarbechtsgrupp soll elo schaffen. A mir sinn der Meenung, datt mer à ce stade näischt direkt solle kategoresch ausschléissen. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net unzehuelen.

Wat d'digital Bréifgeheimnis ugeet, do schwätze mir an eiser Motioun och iwwert d'Droits fondamentaux, wat u sech dat digital Bréifgeheimnis och incluëiert, soudatt mer dës Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Merci fir d'Wuert. Mir stéieren eis och dodrunn, dass dat net soll verpflichtend sinn. Mir sinn effektiv der Meenung, dass een eng eenheetlech Léisung hei brauch, déi an der ganzer Unioun iergendwa wäert ugewannt ginn. Dat ass awer Stand haut nach net de Moment. Mir sinn der Meenung, dass een nach muss waarden, bis d'Methodik ugepasst ass, bis et déi richteg AI-Programmer gëtt, fir dat dote wierklech kënnen effikass duerchsetzen. An dofir wäerte mir eis och bei dëser Motioun enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir fannen déi Motioun gutt. Mir fannen et wichteg, datt dat digital Bréifgeheimnis soll bestoe bleiwen. A mir fannen et och net gutt, datt de Contenu vun Interaktiounen zwëschent Bierger soll iwwerwaacht ginn.

Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, fir dat ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Bon, den Här Weiler huet et jo gesot: Virun zwee Joer hu mer ongeféier déi ..., net ongeféier, mee quasi déi selwecht Motioun eragereecht. Deemools war den Här Mosar ..., Dir hutt déi mat ënnerschriwwen ënner anerem, och nach aner Deputéierter, déi elo effektiv an der Regierung sinn. Bon, natierlech ass et en neie Moment. Ech mengen, wann een an der Majoritéit sëtzt, dann huet een eng aner Kap un an deementsprechend ass ee vläicht och e bëssen aneschters gepoolt wéi nach virun zwee Joer.

Dowéinst verstinn ech och an deem Kontext déi aner Kollege vun der Opposition, déi dat heiten net kënne matdroen, well se et och effektiv virun zwee Joer net konnte matdroen. Et ass an der Rei, et ass en aneren Text, deen do läit. Mir schwätzen hei éischter vum Kader, vum Prinzip an net vum Detail. Voilà, ech wollt dat just nach eng Kéier kloerstellen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen, an der Hoffnung, datt dat elo alles klappt.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 10 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme a 15 Abstentionen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 10 Jo-Stëmme a 15 Abstentionen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 2

Da komme mer och zur Diskussioun iwwert déi zweet Motioun vum Här Polidori. Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Zu där där ech schwätzen. Dat Theema ass nämlech eent, wat mer scho méi laang um Härzer läit an och schonn e puermol hei diskutéiert ginn ass.

Ech kann Iech awer e kleng Rapport maachen, ëm wat et geet. Do geet ëm d'Vorratsdatenspeicherung. Dir wësst alleguerten, dass den Europäesche Geriichtshaff 2014 an 2016 decidéiert huet, dass dat onverhältnismäissig ass an dass dat misst ofgeschafft ginn.

Fir Iech eng Kéier kuerz ze soen: Bei jidderengem vun Iech, dee mam Handy telefonéiert, SMSen oder soss eppes mécht, gëtt erfaasst, mat wem en do telefonéiert huet. Dat si Metadaten. Dat heescht, dat geet och bis an d'Berufsgheime bezéiungsweis de Quellschutz eran.

Alleguerten Dir Deputéiert, wann Dir een hutt, deen Iech Informatiounen gëtt, gëtt dat iwwert dee System Vorratsdatenspeicherung erfaasst. Dat selwecht, wann en Affekt mat sengem Mandataire ënnerwee ass. An dat ass eppes, wat fir eis géint den Dateschutz verstéisst, wéi och den Europäesche Geriichtshaff dat scho festgehalten huet.

Elo ass awer Lëtzebuerg där Demande ni nokomm an dat ass nach ëmmer aktiv hei am Land. Ech weess, dass an Tëschenzäit eng aktualiséiert Versioun vum der Madamm Tanson um Dësch läit, wou mer och nach net ganz zefridde sinn, well nach ëmmer eng ofgeschwächte Versioun vum der Vorratsdatenspeicherung dran ass, déi wuelverstanen net verstaatlecht ass, mee déi Date leie bei engem private Provider,

eisen Entreprises, déi Der alleguerten kennt, wou Der mam Handy operéiert. Et ass net verstaatlecht. Dat heescht, alleguerten Är Date leie bei engem private Provider.

An do froe mir, dass mer direkt ophalen, déi Daten ze erhiewen a weider och natierlech un deem Gesetzes-text schaffen, och wann en eis net gefält a wann en eis ze wäit geet, mee op d'mannst ass et eng liicht Verbesserung, an deementspriedend elo direkt ophalen an dem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung droen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ma mir hate schonn oft d'Geleeënheet, iwwert deen Dossier hei ze schwätzen. Ech fannen et e bësse schued, dass dee vermëscht gëtt mat deem extreem wichtegen Dossier, iwwert dee mer virdru geschwat hunn. Bei der Vorratsdatenspeicherung geet et drëm, ze wëssen, wéi wéini wou war, net wéi wem wat geschriwwen huet zu wéi engem Zäitpunkt.

A wat nach derbäi kënnt: Den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff seet net, dass een, wéi Dir dat hei schreift, guer keng Vorratsdatenspeicherung méi dierf maachen. E seet just, dass een et muss andämen. D'Gesetzkonfidiounen, déi hu mer probéiert, an de Gesetzesprojet virun – ech weess net – enger Zäitchen afléissen ze loosse. Dee läit elo erëm beim Justizministère, well den Avis vum Staatsrot ass, mengen ech, virun enger Zäitche komm. An elo geet et drëm, dat a Musek ëmzesetzen. A mir schwätze jo ganz vill heibannen iwwert d'Kriminalitéit, iwwert déi Moyenen, déi mer eis musse ginn, fir kënne dergéint virzegoen. An do musse mer ëmmer den Equiliber fannen tëschen „d'Rechter vun deem Einzelne respektéieren“ op där enger Säit an op där anerer Säit awer och den Enquêteuren an der Justice déi néideg Moyene ginn, fir kënne um selwechten Niveau oder op engem änlechen Niveau ze fonctionéieren wéi kriminell Banden. An dozou gehéiert eeben esou en Outil wéi d'Vorratsdatenspeicherung, déi zwar wuel bei de Providere läit, mee wou een dann awer eng Decisioun muss kréie vun engem Riichter, fir kënne kucken ze goen, wien da wéini wou war. An dat hëlleft scho bei der Opklärung vu Strofdoten.

Ech hoffe jiddwerfalls, dass dee Projet schnellstméiglech kann a Musek ëmgesat ginn, well et ass wichteg, dass mer konform sinn zu dem europäeschen Urteel. Dat ass wierklech wichteg. Et sinn der och vill komm. Ech mengen, et huet sech ëmmer méi prezisiéiert. Et ass e komplexen Dossier. An nach besser wier et natierlech, mee dat ass e bëssen aussichtslos, wann hei eng europäesch Léisung géif kommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Weiler.

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson huet viles richteg gesot an ech ka mech deem uschléissen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A!

(Hilarité)

M. Charel Weiler (CSV) | Bon, de Projet de loi zur Rétenon des données ersetz u sech deen, deen en cours ass, deen ënnerwee ass, wou den Avis vum Staatsrot do ass. Dee ka gegebenefalls nach virum Summer an de Plenum kommen, soudatt ech mengen, dass déi Motioun hei superfetatoire ass an ech menger Fraktioun géif proposéieren, déi net matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Mir maachen als Partei e groussen Ënnerschied zwëschen dem Contenu vun enger Kommunikatioun wéi an engem Chat, oder ob een elo en Chat hat a wéini datt een deen hat a wou datt een deen hat.

Fir eis ass et ganz wichteg, wann en Terroristen-uschlag zum Beispill ass, dass dann d'Polizei wierklech ka kucken, wou déi Gefierer higeuer sinn, vu wou se koumen a mat wem se Kommunikatioun haten an och wéini datt se eng Kommunikatioun haten.

Mee mir fannen, dass an de Contenu vun der Kommunikatioun selwer eranzegoen, dass ass fir eis en Agrëff an d'Privatsphär. Dat anert, dass eng Kommunikatioun passéiert ass, dass ass fir eis ok. Duerfir si mer do dergéint.

Op där anerer Säit fanne mer awer och, dass ee bei de Vorratsdatenspeicherunge wierklech enorm oppasse muss an dat wierklech nëmme punktuell mécht an net ze wäit geet. Duerfir wäerte mir eis enthalten, well mer déi zwee Aspekter gesinn.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Madamm Braz nach d'Wuert gefrot.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech wäert d'Harmonie och net brieche. Ech schlësse mech do de Virriedner un. Mir wäerten dës Motioun och net kenne matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech deelen och ganz vill vun deem, wat d'Madamm Tanson an hirer Analys gesot huet. Well Dir hutt richteg ... – ech weess, mir hunn do scho vill Dänz mateneen zesumme gehat an de leschte Joren iwwert d'Vorratsdatenspeicherung hei am Haus –, Dir hutt richteg gesot: „Et muss agedämmt ginn.“ Mee dat ass awer zënter 2014 a 2016, wou dat Urteel komm ass, net de Fall. An a sech, wann een et propper juristisch gemaach hätt – dofir kann ech och dem Här Weiler seng Interpretatioun net deelen –, hätt ee misse soen: „Vun do un, wou dat Urteel do ass, stoppe mer et a mat deem neie Gesetz leeft et erëm propper un.“

Well Dir kënnt jo net eppes, wat europäesch als illegal agestuft ginn ass, einfach emol weiderlaffe loosse, well Der sot: „Mir maachen eng Kéier e Gesetz.“ Dat entsprécht jo net enger propperer Justiz. An deementspriedend sinn wéi de Moment gewiescht, wou Der hätt kënne soen: „Mir stoppen et, bis dat op engem proppere Wee ass, fir dass och jidderee geschützt ass.“ Well nach eng Kéier fir ze widerhuelen: Hei gëtt jidderee global erfaasst. Jidderee vun Iech 60 heibannen ass erfaasst, all Dag zu all Moment. An dat ass de Problem bei der Vorratsdatenspeicherung. Et geet guer net ëm d'Terroristen oder d'Gangstere, well déi sinn esou minim an deem Prozentsaz vun de Leit, déi erfaasst sinn, dass se herno mol net wäerten opafen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

(Brouhaha)

An da komme mer zum ...

(Hilarité)

Pardon, ech war scho bei deem nächsten. Merci, Här Goergen.

Mir kommen dann zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 2

Ech lancéieren de Vott. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Also de Vott ass, esou wéi en elo op mengem Ecran ass: 5 Jo-Stëmme, 47 Nee-Stëmme a 5 Abstentiuonen. Déi Leit, déi elo net ofgestëmmt hunn, kommen dat bei de Secrétaire général mellen an dann ziele mer déi Votten derbäi. Mee ganz kloer ass, datt dës Motioun mat 47 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme a 5 Abstentiuonen op jidde Fall ofgeleent ass.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 5 voix pour, 50 voix contre et 5 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An dann hu mer zu dësem Sujet nach eng Motioun hei leien. Dat ass d'Motioun vun dem Här Charel Weiler. Här Weiler, wëllt Dir se nach kuerz explizéieren?

M. Charel Weiler (CSV) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Mir invitéieren u sech hei d'Regierung, op EU-Niveau sech nach eng Kéier anzesetze fir de Schutz vun de Mannerjäregen a fir de Kampf géint d'Verbreedung vun der Kannerpornografie, an dat och am Respekt vum Prinzip vum der Proportionalitéit, d'Initiativ BEE SECURE national weider ze ënnerstëtzen, an d'Schoulen an d'Effentlechkeet och weiderhin op dësem Punkt ze sensibiliséieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Sinn zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Weidig. Här Weidig, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Ech wäert menger Fraktioun proposéieren, dat net ze stëmme aus dräi Grënn.

Deen éischten ass: Do gëtt geschwat vum Prinzip vum der Proportionalitéit. Dat ass fir eis ... Dat seet am Fong geholl näischt. Et weess een net: Geet elo éischter ëm d'Tendenz fir méi Sécherheet oder éischter fir de Schutz? Duerfir, fir eis ass dat net kloer genuch, wat elo ... Do kann alles dermat gemengt sinn.

An den zweeten ass: Mam BEE SECURE, do hu mir och festgestallt, datt do e politesche Bias dran ass, datt meng Saache méi verfollegt gi wéi anerer verfollegt ginn. Duerfir ass dat fir eis eng ganz, ganz geféierlech Saach, fir do enger Organisatioun dann ze soen, datt déi decidéiert, wat da gutt a schlecht ass.

An deem drëtten ass: Do gëtt dann och an de Schoulen an an der Effentlechkeet awer vu preventive Schutzkonzepter geschwat. Och do hu mer d'Erfahrung gemaach, datt do da bestëmmten Organisatiounen invitéiert ginn an d'Schoul, déi dann och do éischter hir Linn maachen an datt dat éischter eng Indoktrinatioun ass an datt et net wierklech zu kriteschem Denke kënnt, mee datt do gesot gëtt, wat gutt ass a wat falsch ass.

An duerfir proposéieren ech, dat net ze stëmme fir eis Partei. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Aner Wuertmeldungen? D'Madamm Braz an dono d'Madamm Hartmann.

Mme Liz Braz (LSAP) | Fir eis regroupéieren dës dräi Punkten am Fong alles, wat de Mëtten a quasi all Ried gesot gëtt. Dofir gesi mir net, firwat mir dës Motioun net sollte matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass et un der Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Vlächet eng kuerz Reaktioun op dat, wat den Här Weidig zu der Proportionalitéit gesot huet. U sech ass d'Proportionalitéit eigentlech och de Moyen, dee genotzt gëtt fir ze kucken, ob eng Ingerence an e fundamentaalt Recht ka gemaach ginn, wou et den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun virgesäit. Et muss e But légitime sinn. An do gëtt eebe gekuckt, ob et proportionell ass, dass dat eent Mënscherecht géint dat anert eeben ausgespillt gëtt. An dowéinstert ass eeben och hei déi Indikatioun vun der Proportionalitéit an dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen: den Här Polidori, duerno d'Madamm Tanson. Här Polidori, et ass un Iech.

M. Ben Polidori (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, fir ons ass déi heite Motioun och ganz sympathesch, mee et stéiert just ee Considerant. Dat ass deem, dass Lëtzebuerg e grousst Engagement am Kader vum Dateschutz opweise kann. Ech hu gëschter nach eng Äntwert kritt op eng Question parlementaire, wou gesot gëtt, dass mer bei Consultatiounen an der Fonctioun publique net mussen ugin, wann iergendeen vun deene Leit d'Donnéeë vun de Bierger a Biergerinnen dobausséi consultéiert. Bon, dat ass emol déi Saach.

An déi zweet Saach: Mir wëssen nach vum leschte Joer, dass verschidde Saache während de Gemengewalen – Matricullen et cetera vun de Walen, vu Mandatairen – zirkuléiert sinn. Dofir hunn ech e bësse meng Bedenken, dass ech hei ka matdroen, dass Lëtzebuerg hei wierklech e grousst Engagement kann opweisen.

Dofir recommandéieren ech, dass mer eis do enthalten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Déi Motioun deet kengem wéi. Do gëtt u sech viles ënnerstrach, wat an der leschter Regierung nach, zum Beispill, gemaach gouf; wéi mäin Text iwwert den Abus sexuel, wou mer méi streng bestrofen.

Dat Eenzezt, wat mech elo ... Bon, ech weess iwwerhaupt net, ob ech soll drop agoen, mee et ass awer e bëssen ..., et perturbéiert mech ëmmer erëm. Ech gesinn net, wou e Problem domadder ass, wa mer schreiwen oder wa geschriwwen gëtt, dass d'Schoulen an d'Effentlechkeet weider solle sensibiliséiert ginn iwwert den Abus sexuel oder doriwwer, wéi mer am Internet mat Saachen ëmginn.

An ech fannen dat extreem, extreem perturbant, wann ech esou Saachen héieren, well et ass jo awer grad andeem mer déi Jonk drop opmierksam maachen, dass se sollen oppassen, wéi se mat hirem Kierper ëmginn, wéi se mat den digitalen Donnéeën ëmginn, dass mer derzou kommen, dass mer vlächet manner restriktiv Moosssname brauchen, well jiddwereen einfach sech méi bewosst ass, wat en ze maachen huet oder wat net.

Op alle Fall: Mir kënnen dat heite matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Tanson.

Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldungen am Sall. Da proposéieren ech, datt mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 52, Nee: 5, an Abstentiuonen: 2. Dës Motioun ass also mat 52 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiuonen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est adoptée par 52 voix pour, 5 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori.

8. Motion de M. Meris Sehovic concernant le déploiement des agents de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg

Voilà, dann hätte mer dëse Punkt vum Ordre du jour och fäerdeg an da géife mer nach, wann Der d'accord sidd, zu der Motioun kommen, déi den Här Sehovic virdrun deposéiert huet am Numm vun der Madamm Tanson a vum Här Biancalana. An ech géif proposéieren, wann den Här Sehovic wëllt, datt hien d'Wuert nach eng Kéier kritt. Wann en dat wëllt, dat muss en awer absolut net, mee et ass d'Gepflogeneheet, datt ech den Auteur nach eng Kéier froen, ob e wëllt Explikatiounen ginn, déi e scho virun enger Stonn ginn huet.

(Hilarité)

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Här President, et ass, wéi Der gesot hutt: Ech hunn d'Explikatiounen

alleguerte virun enger Stonn ginn. Ech beloossen et fir de Moment dobäi. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Minister, dee mech gefrot huet, fir direkt kënnen do Stellung derzou ze huelen. An ech mengen, datt mer dat och sollen esou maachen. An da kënnen selbstverständlech all d'Fraktiounen duerno Stellung dozou huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Nodeem mer haut de Moien dann an der Jointe, Juridique an Affaires intérieures, iwwert de Bréif vum der Madamm Procureur général, deen och elo direkt un d'Chamber geschéckt gëtt, geschwat hunn, ...

(Interruption)

Ech muss kënnen de Knäppchen iergendwann eng Kéier drécken, a mäi Bréif hunn ech jo haut ausgeeelt an der Chamberskommissioun.

... hunn ech elo déi Motioun hei kritt.

An där Motioun steet am zweeten Tiret, datt et iwwer d'Mendicité organiséee geet. Ech rappeléieren nach eng Kéier, datt deen Dispositif spécial do ass fir d'Drogebekämpfung, géint d'Immigration illégale, de Proxenetisme, fir d'Salubrité publique a géint d'Mendicité organisée ass. Et gëtt geschwat vum 1.200 Affären – dat ass d'Zuel genau: 1.291 Affären –, déi am Bréif vum der Madamm Procureur général d'État opgeléicht ginn. An et gëtt da gefrot, datt mer den Dispositif vum der Police judiciaire – ech zitieren – „reconsidérerien“.

Wéi haut de Moien an der Commission jointe gesot ginn ass vum der Madamm Procureur général, sinn déi 1.291 Affären net opkomm an där Zäit, wou deen Dispositif spécial en place ass, mee déi gëtt et scho méi laang.

Dir frot, datt den Dispositif sollt reconsideréiert ginn. Dir invitéiert d'Regierung, dem Bréif vum der Madamm Procureur général Suivi ze ginn. Haut de Moien ass gesot ginn, datt den Dispositif vum deenen 110 Agente vum der Police judiciaire fir déi nächst 14 Deeg op 30 Agente vum der Police judiciaire erofgefuer gëtt. Ech soen dat dann hei en public. Et ass zwar net normal, datt een iwwer Zuelen a Strategien am Public vun enger Police schwätzt. Mee Dir hutt mech gefrot, da soen ech Iech dat hei.

An dann Enn Mäerz komme mer nach eng Kéier zesammen, fir eng Reevaluatioun ze maachen. A wann et dann ausgesäit, wéi wa keng Police judiciaire oder manner Police judiciaire op den Terrain misst goen, da wäert dann d'Police déi doten Decisioun huelen. Déi Informatiounen sinn all haut de Moien an der Commission jointe gesot ginn an duerfir géif ech dann d'Chamber invitéieren, dës Motioun zrëckzewiesen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Inneminister Merci fir seng Stellungnam a froen elo: Sinn dozou Wuertmeldungen? Ech fänken un: d'Madamm Polfer, den Här Kartheiser, den Här Goergen – ech schreiw se elo all op –, den Här Sehovic natierlech, den Här Biancalana an den Här Mosar an den Här Baum. Voilà. Sou! Fänke mer u mat der Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, si mussen ufänken.

(Interruptions)

Une voix | Der Rei no.

M. Claude Wiseler, Président | Also, mir kënnen och, a well dat vläicht elo dat Einfachst ass, hei d'Reiefolleg huelen, déi relativ classesch ass, vun de Parteien. Da kréie mer keng Diskussiounen, well ech hu se elo opgeschriwwen, esou wéi se mir opgefall sinn. Dat ass awer keng sënnavoll Reiefolleg, soudatt mer elo einfach déi Reiefolleg huelen, déi mer classescherweis huelen. Mir fänken also mam Här Mosar un.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, Här President. Merci fir déi Motioun, déi mech zwar e bësselchen erstaunt, an ech wäert och dozou nach eng Kéier kuerz Stellung huelen, well mir haten eigentlech de Moien eng laang intensiv Diskussioun an deenen zoustänneg Kommissiounen, wou ganz vill Froe gestallt gi sinn, wou awer och ganz vill Äntwerte komm sinn, net nëmme vum Inneminister, mee och vun der Justizministeresch, vun der Madamm Procureur général, vum Här Procureur an och vum Här Peters, deen och eng Rei méi praktesch Erklärungen ginn huet.

An och wa vläicht do deen een oder deen anere Kolleg net ëmmer vollstänneg zefridde war mat deenen Äntwerten, déi mer kritt hunn, hunn ech awer fonnt, datt et eigentlech eng gutt an nützlich Diskussioun war. An ech sinn eigentlech och dervun ausgaangen, datt domadder d'Froen zumindest alleguerte beäntwert gi wäeren.

Elo kënt erëm eng Kéier eng Motioun, déi zum Deel erëm déi selwecht Froen opwerft, déi mer en long et en large de Moie schonn diskutéiert hunn. An da gëtt do haaptsächlech gefrot, datt d'Chamber d'Regierung opfuert hei an engem „dispositif spécial dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée“, all d'Agente vum der PJ zrëckzezéien.

An do sinn ech awer elo e bësselchen erstaunt, Här President, wann ech déi dote Fuerderung héieren, well den Hauptreproche, deen eigentlech vu ganz ville Riedner de Moie formuléiert ginn ass, besonnesch à l'encontre vum Här Inneminister, ass, datt den Här Inneminister sech angeeblech agemëscht hätt an d'Organisatioun vum der Police.

Abee, wat gëtt elo hei gefuerdert vum der ganzer Oppositioun? Datt d'Chamber soll d'Regierung opfuere, sech anzemëschen ...

M. Fred Keup (ADR) | Net déi ganz Oppositioun!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | Pardon, entschëllegt, entschëllegt Här Keup.

(Interruptions)

E groussen Deel. Da soe mer „e groussen Deel“.

Une voix | Jo, jo.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | E groussen Deel vum der Oppositioun freet eigentlech, datt d'Regierung dat mécht, wat de Moien en long et en large vu groussen Deeler vum der Oppositioun ganz heftig kritiséiert ginn ass. An duerfir ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Falsch! Falsch!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Jiddweree kritt d'Wuert. An et geet een no deem aneren. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här, Di Bartolomeo, Dir kennt Iech jo och nach herno aschreiw an dozou ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma mir fuerderen d'Regierung just op, fir d'Amëschung zrëckzezéien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här ..., ech liesen hei, datt sollen d'Agenten „avec effet immédiat“ ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... aus dem Dispositif spécial Police zrëckgezu ginn. Dir frot also eppes ...

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Liest och emol den Ufank!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President ... Här Sehovic, et ass relativ desagreabel ...

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech bieden Iech: Här Mosar, fuert elo einfach weider mat Ären Explikatiounen! Dir hutt d'Wuert, ganz eleng.

M. Laurent Mosar (CSV) | Voilà! An duerfir kënnen mir natierlech déi Invitatioun, déi Der wëllt der Regierung aussprieche, net unhuelen – eleng fir dat ze respektéieren, wat Dir de Moien zu engem groussen Deel vum der Oppositioun eigentlech dem Minister reprochéiert hutt.

Zweetens wëll ech nach eng Kéier soen – an de Minister huet dat eigentlech och scho widderholl –, datt an deem Dispositif spécial net nëmme d'Mendicité organisée dran ass, mee notament d'Drogebekämpfung.

Ech muss Iech awer soen: Et ass wichteg, datt weider och vun der PJ enquêtéiert gëtt, wat d'Drogebekämpfung ugeet. Duerfir kënnen mir mam beschte Wëllen et, éischtens, net novollzéien, well ech ginn net dovun aus, datt Dir der Meenung sidd, datt d'PJ net méi soll an Dossiere vum der Drogebekämpfung intervenéieren. Dat hunn ech op jidde Fall de Moien net esou verstanen.

(Interruption)

An dann drëtens, an dat ass meng lescht Remark: Et gëtt ganz vill Evenementer hei an deem Land, och ënner viregte Regierungen, wou et Dispositif-spécialle gëtt, notament eis Schueberfouer. An deenen Dispositif-spécialle sinn ëmmer och Membere vum der Police judiciaire. Ëmmer! Dat huet bis elo ni een opgereggt. Et huet ni een opgereggt.

Hei gëtt also elo gefrot, datt bei engem Dispositif spécial – dee vill méi wäit geet, wéi zum Beispill eng Schueberfouer –, datt do keng Police judiciaire méi dierf dra sinn. An Dir verstitt: Aus all deene Grënn an och aus deene Grënn, déi den Inneminister hei gesot huet, kënnen mir déi dote Motioun natierlech net matdroen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass et elo un der Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Erlaabt mer vläicht awer, fir d'alleréisch ze soen, datt ech enttäuscht, jo, erschreckt sinn iwwert dee Manktum u Verständnis an Empathie, deen an deem Bréif, iwwert deem mer elo hei schwätzen, un d'Licht kënt fir d'Sécherheetssituatioun hei an der Stad Lëtzebuerg.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Et gëtt just d'Stad Lëtzebuerg!

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, nee. Et gëtt net nëmme d'Stad Lëtzebuerg. Et gëtt déi Situatiounen op villen anere Plazen. Mee se ass effektiv ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Et ass un der Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Si ass effektiv hei an der Stad an op der Gare besonnesch schlëmm. All

d'Statistike vun der Police beleëen dat. Do kënnen mer gären eng Kéier drop zrëckkommen.

(Interruption)

Kann ech vläicht weiderkommen?

Mir kënnen natierlech op kee Fall mat deem, wat hei gefrot gëtt, d'accord sinn, well dat, wat an deem Dispositif spécial, wat de Minister Gloden an d'Police an d'Weeër geleet hunn, an déi se ons ganz genau erkläert hunn, wéi mer an der Kommissiounssitzung virun engem Mount waren ... Hei geet et net nëmmen ëm Mendicité organisée. Hei geet et ëm Mënschenhandel, an hei geet et ëm Drogen, an hei geet et ëm Immigratiounskriminalitéit! Alles dat hat den Här Minister ons ganz kloer an der Kommissioun gesot. Et steet ..., dat ka jiddwereen noliessen.

A wann dat do net och d'Méi wäert wier, datt och Beamte vun der Police judiciaire derbäi sinn, fir esou Saache feststellen, da froen ech mech, wéi ee kann den Ennerscheid maachen zwëschen Delikter an nach méi Criminen. Nëmme déi eng soll d'Police judiciaire dierfen nokucken, oder net?

Kann ech Iech just och drun erënneren, wa mer iwwer Mënschenhandel schwätzen, datt: Et sinn nach keng zwou Wochen hier, dunn hu mer de Bericht gelies – a jiddweree konnt e liesen –, de Bericht vun der Mënscherechtskommissioun hei, wou den Här Pregno gesot huet – an et ass net déi éischte Kéier, datt en dat gesot huet, mee ech si frou, datt en dat virun zwou Wochen och nach eng Kéier gesot huet, an ech liesen Iech et vir, wat awer jiddweree kann noliessen –: „Menschenhändler haben in Luxemburg wenig zu befürchten.“

A si soen an hirem Rapport, datt och 2021 et eng ganz Rei Fäll gouf, wou een hätt kënnen mengen, et wier, oder wou ee konnt dervun ausgoen, datt et Mënschenhandel wier, wou och gekuckt ginn ass vun der Police, versicht ginn ass nozevollzéien, mee wou et eebe schwéier ass, well déi Leit dann eebe schnell nees fort sinn. Dat gëtt vun der Mënscherechtskommissioun selwer an hirem Rapport gesot.

Dat alles, fir nëmmen ze soen, datt d'Police judiciaire – an den Här Minister huet jo gesot, dass e vun 120 op 30 eeben elo bis Enn Mäerz erofgeet an da gëtt nach eng Kéier de Bilan gemaach –, datt déi derbäi sinn, dat ass net vu Muttwéll! Nee, dat ass genau dat, wat hir Aufgab am Alldag ass. An dofir ass et kloer, datt mer mat där Motioun hei net kënnen d'accord sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Ech hunn hei d'Fro, fir der Madamm Polfer e puer Froen ze stellen. Ech maachen awer elo keen Dialog zwëschen Deputéierten. Den Här Sehovic kritt duerno d'Wuert a kann all seng Remarken zu deem maachen, wat d'Madamm Polfer gesot huet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Eigentlech war et eng Remark, déi ganz Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee ech géif elo awer mengen ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Wann een de Bréif heibannen huet an déi aner Deputéiert net, kënnen mer keng propper Diskussioun féieren.

M. Claude Wiseler, Président | ... datt Dir och net d'Wuert hätt, Här Goergen. An ech géif elo mengen, datt deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Biancalana ass an et ass un him, elo ze schwätzen. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Bon merci, dass den Här Inneminister esou schnell

hei war, fir iwwer déi Motioun ze schwätzen. Ech stelle fest, dass d'Madamm Justizminister och hei war bis viru Kuerzem. Schued dass se elo erausgaangen ass. Si war de Mueren an der Commission jointe bei den Diskussiounen, déi mer haten. Si fillt sech also weider net concernéiert, soss wär se bliwwen, fir och bei der Diskussioun ronderëm dës Motioun heizebleiwen ...

Une voix | O!

M. Dan Biancalana (LSAP) | ... an och effektiv hei der Chamber nozelauschten.

Une voix | Ganz gutt!

M. Dan Biancalana (LSAP) | „Donner suite au courrier de la Procureure générale d'État.“ Déi Commission jointe, déi mer de Mueren haten, do huet d'Madamm Procureur général ganz kloer skizéiert ... An, Madamm Polfer, Dir waart net do. Dir sot zwar, de Courrier wär e Manque d'empathie, mee wann Der de Mueren do gewiescht wäert, hätt Der och héieren, mengen ech, wat d'Madamm Solovieff gesot hat.

Engersäits hu mer hei Affären, déi bei der Police judiciaire traitéiert ginn, a mir hunn natierlech Affären, déi nach musse vun der Police judiciaire traitéiert ginn. D'Justizautoritéiten hei zu Lëtzebuerg – Untersuchungsriichter respektiv Parquet –, déi kënnen just op d'Police judiciaire zielen, fir effektiv ze enquêtieren a fir d'Affaire-criminellen och kënnen weiderzedreien. A mir hunn de Muere ganz kloer eraushéieren bei den Explikatiounen vun der Madamm Solovieff, dass Dossieren am Jugendschutz, wou Mineure concernéiert sinn, déi vulnerabel an eiser Gesellschaft sinn, d'Délinquance juvenile, d'Criminalité générale, dass op deenen doten Dossiere mat deenen 110 Polizisten vun der Police judiciaire, déi ofgezu goufen, vun 880 Stonnen net konnt konsequent drop geschafft ginn!

De Mueren hu mer d'Annonce kritt, dass der eng Rei ofgezu ginn, dass se nach fir déi nächst 15 Deeg zu 30 sinn. Abee, wann ee konsequent ass an et wëll een d'Justizautoritéiten och stäerken an hirem Aarbecht, wou se d'Police judiciaire brauchen, dann ass ee konsequent an et gëtt een hinnen alleguerten déi Mëttelen, déi se brauchen, nieft deenen aneren, déi een nach gäre wëll astellen. Mee si brauchen déi, déi se elo effektiv hunn! An duerfir, mengen ech, soll een och hei der Opfuerderung respektiv dem Courrier vun der Madamm Solovieff deementspriedend Rechnung droen! Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools Merci. Dir dammen an Dir Hären, dat heiten ass eng extrem interessant Diskussioun, well dat éischt, wat mer eis musse froen, wa mer deen Text hei kucken, déi Motioun vun deene véier Lénksparteien, déi mer hei hunn: Wat ass eigentlech de gesellschaftlechen Effekt vun deem, wat se maachen? Ma, dee gesellschaftlechen Effekt ass, datt si alles maachen, fir datt déi organiséiert Heescherei hei erëm ka Fouss faassen, ...

(Exclamations)

... déi d'Regierung an engem richtege Reflex wollt bekämpfen!

Une voix | De Géigendeel! De Géigendeel ass de Fall!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Si maachen alles, ...

M. Georges Engel (LSAP) | Dat ass gelunn, dat do!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... wat se kënnen, fir deen Effort, deen d'Stad Lëtzebuerg, aner Stied

hei am Land an d'Regierung wollt maachen, fir eng Form vun organisierter Heescherei ze bekämpfen, inklusiv dem Mënschenhandel, deen domadder verbonnen ass, ze ënnerstëtzen.

Mir kréie gesot, datt déi elo rëm lues a lues an der Stad opdauchen a si kommen och nach gestärkt doduerch, datt se gesot kréien: „Ma d'Regierung, déi ka mol näischt maache géint Iech, well se esou vill wäertvoll Alliéierter hei huet“, déi zwar soen, ...

(Interruption)

... si wäeren der Sozialpolitik verflücht, mee an der Wierklechkeet vun hirem Politik alles maachen, fir esou Strukturen ze schützen. Ech wëll dat hei emol festhalen.

Dat Zweet ass, wat mer de Moien haten an där Diskussioun an der Kommissioun – et si Leit, déi waren elo leider net derbäi, dofir wëll ech dat hei resüméieren –, dat war u sech eng Diskussioun, déi zu engem groussen Deel ënnert dem Sujet „Gewaltentrennung“ gelaf ass.

An et ass wouer: Et si verschidde Saachen net richtig ugepaakt ginn, et goufe gewësse Mëssverständnisse, et si Wieder benotzt gi wéi „excès de zèle“ vu verschiddene Säiten. Mee de gemeinsamen Interesse, souwuel vun der Exekutiv, zu där de Minister gehéiert, wéi vun de juristeschen Autoritéiten, zu deenen d'Madamm Solovieff gehéiert, ass awer d'Lutte contre la criminalité.

Do ass u sech e bëssen e Mëssverständnis gewiescht, e puer Fluktuatiounen. Ech hunn dat de Moien „handwierklech Feeler“ genannt. Dat ass alles wouer. Mee dat Gespräch, dat de Moie stattfonnt huet, an och deen Echange vun de Bréier hunn derzou gefouert, dat ze klarifiéieren. Mir sinn am Abléck an der Diskussioun op engem Punkt ukomm, wou déi Mëssverständnisse a menger Interpretatioun net méi existéieren an eng nei Form vun Zesummenaarbecht kann entstoen.

An an esou enger Situatioun komme lo eis gréng Kollegen a mengen och nach, d'Legislativ misst sech amëschen! Nodeem mer also eng Diskussioun zwëschen Exekutiv a Judiciaire haten, fir dat ze léisen – wat och elo geléist ass, wou d'Problemer praktesch net méi existéieren –, komme mer elo hin a mir wëllen, datt d'Parlament sech amëscht. Dat ass absolut net néideg!

Mir hunn och nach intern déi Strukturen am Kader vun der Exekutiv, wou de Policeminister selbstverständlech ka gewëssen Instruktiounen un d'Police ginn, well mer och de Moien nach eng Kéier festgestallt hunn, datt déi ganz Police, inklusiv der Police judiciaire, dat ass d'Police a gehéiert zum Pouvoir exécutif. An et ass just an der Applikatioun oder der Exekutioun vu verschiddenen vun hire Missiounen, wou eng gewëssen Autoritéit vun den Autorités judiciaires existéiert.

Mee loosse mer dat dach net verwiesselen!

(Interruption)

Hei ass et ganz kloer: D'Exekutiv ass de responsabele politesche Chef vun der Police. An dat muss och esou respektéiert gi vum Pouvoir judiciaire, an och vun eis hei bannen. Och mir sollen eis net an d'Interna vun der Police amëschen, wann et ëm reng organisatiounell Froen geet.

(Hilarité et brouhaha général)

Dann hu mer ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Blablabla!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech schwätze vun interner Saachen an der Police.

M. David Wagner (déi Lénk) | Blablabla!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An ech wëll elo nach ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ech wëll ofschléissen ... Här Wagner, ech si frou, datt Der mer nolauschtert. Dir kënnt nëmme léieren.

(Hilarité)

Ech wollt elo ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Léieren ze léien?!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo merci, Här President.

... nach ganz kuerz soen, datt dat heite mech och wonnert. Also, déi Texter ..., et mengt ee bal, déi Leit, déi dat heite geschriwwen haten, wäer geeschteg ..., well physisch ware se do, mee ware se geeschteg och do bei där Diskussioun vun de Moien? Dat kann ee sech froen. Well da liese mer zum Beispill, datt Informatiounen net gi goufen iwwert d'Origin vum verschiddene Polizisten, déi un deene Missiounen deelgeholl hunn.

(Interruptions)

Mir hunn awer ganz kloer eraushéieren de Moien, datt deen, deen dat hätt kënne soen – dat ass den Direkter vun der Police judiciaire –, net do war. An dofir konnte mer dat net gewuer ginn.

(Interruptions)

Da si mer hei gewuer ginn: Elo gëtt et 30 Agenten. Souwäit ech dat verstan hunn – dat ass eppes, wat de Policeminister eis ka soen –, sinn dat 30 Agenten iwwer 15 Deeg. An, ech mengen, deen zoustännegen Direkter vum Arrondissement Zentrum hei vun der Stad huet eis gesot, datt dat zweemol 15 sinn – dat heescht zwee Agente pro Dag iwwer 15 Deeg –, dat gëtt 30. Dat ass eppes, wat den Här Minister eis ka soen.

Mir schwätzen also hei vun eppes, wat an der Effentlechkeet hei produzéiert gëtt, wat sou soit-disant enorm wär: „D'Leit aus der Police judiciaire gi massiv ofgezunn, kënnen net op den Dossiere schaff.“ Mee et sinn zwee Leit mol 15, dat sinn der dann 30 Hommes/Journée do, déi mer dann do géifen ... Zwee Leit am Dag! Ech mengen, dat kann ee verkraften.

An da kënnt nach derbäi, datt dat Leit sinn aus engem Dezernat, déi souwisou an der Effentlechkeet schaffen – am Drogeberäich an esou weider –, déi dat gutt kënne maachen. Och dat si mer de Moie gewuer ginn.

(Exclamations)

Nee, mir hu se. Also, mir hu se kritt. Dat heescht, wann ech dat hei, wann ech dat hei soll resüméieren, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser?

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann ech dat hei soll resüméieren, da wëll ech feststellen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, loosst den Här Kartheiser schwätzen. Dir hutt nach

30 Sekonnen, fir zum Schluss ze kommen. Da sinn déi fénnef Minutten eriwuer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Mee déi hutt Der awer, an Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, a villmools merci.

Ech wëll also hei resüméieren. Éischstens: De gesellschaftlechen Effekt vun där Initiativ hei vun deene Gréngen ass negativ.

(Hilarité)

Zweetens: Et ass net un eis, fir eis anzemëschen. An drëttens: Déi faktuell Informatiounen an dëser Motioun sinn och nach falsch. A mir wäerten dat heiten net matstëmmen!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet elo den Här Sehovic d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Also, ech muss soen, dat doten ass e Skandal, Här Kartheiser. Ech mengen, dass Dir, an iwwregens och den Här Mosar, haut de Moien an enger anerer Kommissiounssetzung waart wéi ech, well ganz vill Froen opstinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | An da muss ech soen: Här Kartheiser, déi Opfaassung, dass de Legislateur, dass den éischte Pouvoir am Land, sech net sollt amëschen an näischt ze dinn hätt mat der Kontroll vum Émgang vum Policeminister mat der Police ...! Ech weess net, a wéi engem Verständnis vun eiser Konstitutioun Dir ënnerwee sidd, Här Kartheiser.

Dir musst dann och d'Fuerderunge richtig liesen aus der Motioun. An der Motioun gëtt d'Regierung invitéiert, der Demande vun der Procureure générale d'État nozekommen. An déi war ganz kloer haut de Moien an der Kommissioun!

Ech muss soen: Et ass eigentlech verréckt! Wou bleift déi Urgence, Här Minister, déi Der den 11. Dezember verspurt hutt, fir als éischt Amtshandlung de Police-reglement vun der Stad Lëtzebuerg ze approvéeieren? Als éischt Amtshandlung! A lo, no där Sëtzung vun haut de Moien, no deenen Alarmsirenen, déi haut de Moie vum Parquet geronge gi sinn, verspiert Der keng Urgence fir ze handelen, verweist op eng Evaluatioun iergendwann am Mäerz, an da kucke mer emol eng Kéier weider! Wou bleift d'Urgence, wann et ëm Antiblanchiment, ëm Finanzkriminalitéit, ëm de Kampf géint Terrorismus geet, Här Minister?!

Madamm Polfer, eng Fro.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo?

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Dir hutt Iech beschwéiert iwwert den Toun, deen am Bréif un den Här Minister war. Hutt Dir de Bréif? Well da Chamber ass en nach net iwwermëttelt ginn. Ech hunn nach eng Kéier gekuckt. Ech waarden drop, dass mer dee Bréif kréien. Lait en Iech vir, Madamm Polfer?

Une voix | Zu 60 waarde mer.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | En ass um Wee.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, en ass um Wee.

(Brouhaha général)

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, mee wouhier wësst Dir ...?!

Plusieurs voix | A!

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Op wéi enger Basis ...?

M. François Bausch (déi gréng) | Wéi ass et da méiglech, dass Dir en hutt?!

(Brouhaha général)

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Dat heescht, en huet e klengen Ëmwee gemaach?

(Interruptions)

Mme Lydie Polfer (DP) | Dat, wat ech an der Press gelies hunn, dat geet mir duer, fir deen Toun kënnen ze charakteriséieren.

M. François Bausch (déi gréng) | O!

Plusieurs voix | O!

Mme Lydie Polfer (DP) | Maja!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm ... Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Wat fir eng Ausried war dat do dann?!

M. François Bausch (déi gréng) | ... vun der Madamm Solovieff.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | An, Madamm Polfer, bei der Police gëtt et en Ënnerscheid: Déi eng ënnerstinn dem Parquet.

(Interruption)

An dat, wat mir froen, ass, dass de Parquet soll d'Moyenen hunn, fir seng Aarbecht ze maachen! An net, dass de Minister an d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg Sheriff spille kënnen op d'Käschte vun der Aarbecht vum Parquet!

(Exclamation)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | An dann haalt wannechgelift op, Leit, déi hei an der Chamber net kënnen d'Wuert ergräifen, stänneg, permanent, falsch ze zitieren! Liest de Rapport vum Här Pregno! Liest e ganz! E seet, e wär schockéiert iwwert d'Virgo-ensweis vun der Regierung. Och dat steet an deem Rapport, Madamm Polfer.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

An da finalement nach awer, well gesot gëtt, all d'Froer wäer beäntwert: Ech hat an der Presentatioun vun der Motioun eng ganz Rei vu Froen opgeléicht, déi net beäntwert gi sinn. De Minister ass elo do. Vläch kënne mer et nach eng Kéier versichen, fir dann d'Antworten ze kréien.

(Interruptions)

Här Minister, wéi vill Beamte waren dès le départ vun der Police judiciaire detachéiert am Dispositif spécial? Dir konnt eis déi Donnée, déi Informatioun de Moien net ginn.

Aus wéi enge Sektione vun der PJ kommen déi déi 30 Agenten, déi iwwert déi nächst 15 Deeg sollen detachéiert ginn? Aus wéi enge Sektione vun der PJ komme se? De Moie gouf et keng Äntwert dozou.

An da finalement ... An do weess ech och elo net méi, wat elo richtig ass. Op där enger Säit sot Der hei, Dir wëllt Iech net amëschen. An ech kréien hei virgeworf, ech géif mat menger Motioun d'Gewalten-trennung iergendwéi a Fro stellen, wat de Minister net géif maachen. Mee dann nach eng Kéier d'Fro: De Courrier, deen Der eis haut iwwermëttelt hutt, ech zitieren: „En date du 7 mars, sans préjudice quant à la date exacte, lorsque j'ai appris par le Directeur général de la Police que lors de la réunion du comité d'accompagnement cet excès de zèle fut à l'ordre du

jour, j'ai immédiatement demandé au Directeur général d'y remédier." Wéi ass et dann elo, Här Minister?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehov. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass eng ganz interessant Diskussioun, well de Moie sinn ech an d'Mëttegstonn gaangen an et war net wierklech viles méi kloer herno wéi de Moien, wéi mer an d'Versammlung eragaange sinn. Ech kann d'Madamm Solovieff verstoen. Si huet d'Problemer opgeléicht. Ech mengen, et ass hir just net wierklech op Regierungssäit nogelauschert ginn. Dat war mäi Gefill.

De Bréif hu mir iwwregens nach ëmmer net. D'Madamm Polfer huet e jo wuel schonn. Wat mir awer schonn hunn, ass d'Äntwert vum Minister, dat ass och en neie System. Dir kritt d'Äntwert virun de Froen – dat ass och emol en neie System!

Mee eppes ass wichteg an deem Bréif vum Minister. Do steet nämlech dran, dass en am Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ass. Dat ass nämlech e ganz, ganz, ganz wichtige Schrëtt! Well dat muss een Iech heiansdo nach eng Kéier widderhuelen. Wann ech nämlech an der Kommissioun de Moien nogelauschert hunn, dann huet op där enger Säit de Schaffen aus der Stad Iech felicitéiert, dass Der d'Beamten alleguerten dohinner gezunn hutt. Deen anere Schaffen huet Iech felicitéiert. Elo huet haut e Schaffen de Mëtten nach eng Kéier felicitéiert an elo huet d'Buergermeeschtesch Iech felicitéiert aus der Stad. Bonheur, dat dierft Dir gären. Mee: Dir sidd de Minister vum ganze Land!

Dir hutt schonn e puermol an de Chamberskommissionne bestätegt, dass aus de Kommissariater aus den anere Gemengen d'Beamten ofgezu gi sinn. Wat mengt Der, wat déi aner Politiker, déi heibanne setzen, ... Et setzt jo net jiddereen aus dem Stater Gemengerot hei. Déi 60 si jo gutt verdeelt, och wann d'Gewicht heiansdo gefillt ansicht ass. Mee all déi aner Deputéiert, déi hei setzen, déi fueren elo den Owend heem an déi soen: „Ech hunn eng Motioun gestëmmt, dass an der Stad méi Poliziste sinn, mee bei mir an der Gemeng net. Ech sinn zwar Buergermeeschter vu menger Gemeng, mee Polizisten hunn ech dem Här Gloden ginn, dass deen an der Stad do ka seng Fantasien a säi Reglement ëmsetzen.“ An et ass nämlech iwwregens dat och, wat mer de Moie bestätegt kruten.

(Brouhaha)

Une voix | Egal wat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass dat, wat mer de Moie bestätegt kruten!

Well wat och nach gesot ginn ass, ass – dat hutt Der vläicht net gären héieren –, dass déi, déi Der elo op den Terrain geschéckt hutt hei an der Stad, emol guer net dofir ausgebild sinn. Déi hunn Ausbildungen, déi vill méi héich sinn. Dat heescht, Dir setzt elo Leit an, déi Ausbildungen hunn, déi vill méi héich sinn, fir dass Dir kënnt hei Äert Heescheverbuet ëmsetzen. An dat ass ee vun de grouse Skandalen, well dat ass jo de Problem: Dir setzt de Policeeffectif komplett falsch an. Dat ass scho bal amateurhaft, wéi Der dat gemaach hutt!

An Dir sot: d'Amëschung. Ma Dir hutt d'Amëschung schonn zweemol gemaach! Dir hutt déi éischt Amëschung hei op der Chambertribün gemaach, wou Der gesot hutt, wat d'Beamten dierfe protokolléieren a wat net. Do hutt Der herno erëm zrëckgeruddert, maache mer net, maache mer ... O! Do war herno ...,

op eemol hutt Der et awer net selwer. Ech mengen, Dir wësst geschwé selwer net méi, ob Der d'Instruktioun ginn hutt oder net!

Déi zweet Instruktioun war déi Geschicht: Huel Dir déi Leit elo erëm zrëck oder net? Do hutt Der dann de Moien och gesot: „Nee, dat war dann net meng Instruktioun“, an da war et awer op eemol erëm Är Instruktioun. Hei gëtt esou viles gemëscht an ech mengen einfach, dass et pueren Aktionismus ass. A jiddereen, deen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg Verantwortung dréit, dee muss sech eng Kéier iwwerleë, ob e mat sengem Gewësse kann nach vereinbaren, dass Poliziste weiderhin aus dem ganze Land, aus alle Regiounen agezu ginn.

An esou wéi ech Iech kennen, ech kéint bal eng Wett ofschléissen: Déi nei Polizisten, déi Der elo ukënnegt – 90 hutt Der de Moie gesot –, wäert majoritär och erëm d'Stad kréien. Mee: Dir sidd fir d'ganz Land do! Är Partei ass fir d'ganz Land do! Da kuckt och, dass d'Polizisten an hire Kommissariater bleiwen, an duerfir wäerte mir déi Motioun ënnerstëtzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech sinn enttäuscht an erschreckt iwwert den Niveau vun Irrationalitéit, wéi hei zënter dräi Méint eng Diskussioun gefouert gëtt, déi net ze féieren ass. Dir kënnt nach ëmmer kengem Mënsch erklären, firwat Der d'Mendicité simple an Äert Gemengereglement eranhuet, fir domadder d'Mendicité organisée wëllen ze bekämpfen.

(Interruption)

Der kënnt bis haut ... An dat ass och eppes, wat mech enttäuscht an erschreckt: dee Mangel un Empathie fir d'Affer vu Mënschenhandel. Well wann Der Iech wierklech fir d'Affer vu Mënschenhandel géift interesséieren, da géift Der net nëmmen een, zwee Sätz aus dem Här Pregno sengem Rapport liesen, mee dat, wat e recommandéiert, nämlech, dass d'Sécherheitsautoritéiten an och d'Stad Lëtzebuerg sech mat der Mënscherechtskommissioun emol un en Dësch setzen, fir effektiv géint de Mënschenhandel virzegoen an net, wéi Dir et maacht, géint d'Affer vu Mënschenhandel!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech sinn awer enttäuscht an erfëiert iwwert Accusatiounen vu Parlamentarier hei géigeniwwer vu parlamentareschen Initiativen. Hei gëtt gesot, et wier net um Parlament, fir der Regierung Optrag ze ginn. Dat ass awer nei! Also, ech sinn ... Dat hei ass déi drëtt Legislaturperiod, dass ech an der Opposition setzen an d'Opposition huet dat – an dat ass hir Aufgab! – ëmmer gemaach, an och dës Kéier maache mer dat, dass mer evidenterweis zu bérennende Sujete Stellung huelen!

Als Opposition natierlech – ech soe bewosst als Opposition. Mer wësse jo, d'ADR ass entre-temps an der Regierung mat derbäi.

(Interruptions et hilarité)

Ech sinn awer och enttäuscht an erschreckt iwwert dee wierklech mincë Bilan vun deem Spezialdispositif, deen do agefouert ginn ass. Alles dat, wat all déi Beamten an deem Mount hu kënne feststellen, wat och iwwert d'Heescherei erausgaangen ass, ass awer disproportional par rapport zu deem Opwand, deen et bedeit huet.

An dat, wat jo eis alleguer enttäuschen an erschrecken misst, ass dee Bréif vun der Procureure générale, déi eebe justement seet, dass doduerch, dass si Leit ewechgezu kritt, déi organiséiert Kriminalitéit net méi ka bekämpft ginn. Dat ass jo de Punkt!

Une voix | Très bien!

(Brouhaha général)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat ass jo genau de Punkt, dee mer hei diskutéieren!

An natierlech kënnt derbäi, dass Der och Beamten ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Här Baum!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... aus anere Gemengen ofzitt, fir da kënne an der Stad Lëtzebuerg ..., well anscheinend ass et jo just d'Stad Lëtzebuerg, wou et iergendwéi Sécherheetsproblemer gëtt, wou Spezialdispositiver gebraucht ginn.

Mee et ass disproportionéiert, wat Der maacht. A virun allem ass et net zülfrend, well domadder bekämpft Der eebe justement keng Kriminalitéit. Dat weist Ären eegene Rapport. Dat wat Der maacht, dass ass reng Symbolpolitick, wéi e Sheriff einfach esou duerch d'Géigend schéissen, an der Hoffnung, dass Der iergendeppes trefft. Mee dat ass blann, dass ass e Sécherheetsproblem fir eist Land, Här Gloden! Dat sidd Dir!

Une voix | Très bien!

(Exclamations)

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo hätt ech ... All d'Wuertmeldunge wäeren elo duerch an da géife mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme, 39 Nee-Stëmme a keng Abstentioun.

Dës Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehov, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

M. Meris Sehov (déi gréng), auteur | Et gëtt ëmmer nach ganz, ganz vill oppe Froen, Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm an déi nächst Sëtzunge si fir den 19., 20. an 21. Mäerz 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.18 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Bracelet électronique	0141	Nancy Arendt épouse Kemp	67	Prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MWe	0258	Joëlle Welfring, François Bausch	82
Saisie du numéro d'immatriculation au parc mètre	0155	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	67	Route nationale (N5) à Pétange	0259	Marc Goergen	83
Fermeture du CR118	0158	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	67	Signature électronique	0260	Gusty Graas	83
Pollution de l'Alzette	0180	Gusty Graas	68	Dysfonctionnements en rapport avec le personnel soignant	0261	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	83
Traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus »	0181	Yves Cruchten	68	Bande de covoiturage	0262	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	84
Délais d'attente pour les résultats du Laboratoire national de santé	0183	Mars Di Bartolomeo	69	Imposition individuelle	0263	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	84
Difficultés financières dans le secteur sportif	0189	Sven Clement	70	Personnes DPI sans logement	0264	David Wagner	85
Effet du sel de déneigement sur l'environnement	0194	Luc Emering	70	Bénéficiaires de protection internationale originaires de Gaza	0265	Fernand Kartheiser	85
Chiens de chasse	0203	Marc Goergen	70	Listes noires des hôpitaux	0266	François Bausch	86
E-bac	0204	Marc Goergen, Ben Polidori	71	Cours de natation à l'École de police	0267	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	86
Chasse du mouflon	0206	Marc Goergen	71	Déchets d'équipements électriques et électroniques	0268	Jeff Boonen	86
Jeux de hasard	0219	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	71	Code de déontologie de l'armée	0269	Fernand Kartheiser	87
Service « Téléalarme »	0220	Sven Clement, Marc Goergen	72	État des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux	0270	Claude Haagen, Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	87
Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées	0227	Sven Clement, Marc Goergen	73	Amendes pour l'utilisation du téléphone au volant	0271	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	88
Étude du LISER sur les personnes en situation de handicap	0230	Ben Polidori	73	Protection de l'inventaire historique des bibliothèques	0272	Sven Clement, Ben Polidori	88
Activités jugées dangereuses d'une holding luxembourgeoise exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques	0236	Marc Baum	74	Recours en rectification d'erreurs ou omissions matérielles	0273	Carole Hartmann	89
Gestion locative sociale	0238	Marc Goergen	74	Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité	0275	Meris Sehovic	89
Simplification administrative pour le secteur agricole	0239	Luc Emering, André Bauler	75	Urgence du CHEM à Niederkorn	0276	Marc Goergen	89
Poursuites en matière de consommation de drogues	0240	Maurice Bauer	75	Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité	0277	Dan Biancalana	90
Aide au réemploi	0241	Sven Clement, Ben Polidori	75	Intérêts fiscaux	0278	Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert	90
Nouveau design pour les bus RGTR	0242	Marc Goergen	76	Projet de directive européenne relative au devoir de vigilance pour les entreprises	0280	Sam Tanson, François Bausch	90
Multicam camouflage pour l'armée	0243	Fernand Kartheiser	76	Cours de natation pour enfants	0282	Nancy Arendt épouse Kemp	91
Création d'une plateforme nationale de participation citoyenne	0244	Joëlle Welfring	76	Poussettes dans les transports en commun	0284	Marc Goergen	91
Lutte contre la criminalité financière	0245	David Wagner	76	Site Internet des CFL en langue luxembourgeoise	0286	Tom Weidig	91
Nombre de pharmacies	0246	Mars Di Bartolomeo	77	Refus du revenu d'inclusion sociale (REVIS)	0287	Marc Goergen	92
Centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck	0247	Dan Biancalana	77	Hommage à l'ancien bourgmestre de Grevenmacher	0289	Marc Goergen	92
Agressions envers le CGDIS	0248	Dan Biancalana	77	Conditions d'admission au Bachelor en médecine	0291	Joëlle Welfring, François Bausch	92
Implications au Luxembourg des procédures judiciaires contre Orpea	0249	Joëlle Welfring	78	Réaffectation de membres de la police judiciaire	0293	Paulette Lenert, Claire Delcourt	93
Pollution lumineuse	0250	Marc Goergen	78	Mise en place de maisons « sport-santé »	0296	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	93
Conditions de recrutement des CFL	0251	Fred Keup, Jeff Engelen	79	Avenir du Fonds national de la recherche	0298	Joëlle Welfring	93
Exclusion de l'ambassadeur de Russie de la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste	0252	Fernand Kartheiser	79	Ligne TGV Luxembourg-Paris	0299	Laurent Mosar	94
Crise dans le secteur immobilier	0253	André Bauler	79	Pavillon maritime luxembourgeois	0300	Claire Delcourt	94
Logement abordable	0254	Marc Lies	80	Service antifraude de l'Enregistrement	0302	Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferding	95
Déclarations d'impôt	0255	Sven Clement	81				
Amendes routières reçues en Grande-Bretagne	0256	Sven Clement	81				
Promotion du sport féminin	0257	Barbara Agostino	82				



Mesures provisoires dans le cadre d'un divorce	0306	Fernand Kartheiser	95	Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges 2023	0314	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	97
Situation financière des communes	0308	Fred Keup	95	Attaques de phishing	0315	Marc Goergen	98
Enseignants de sport dans l'enseignement fondamental	0309	Francine Closener	95	Directive sur la chaîne d'approvisionnement (CSDDD)	0319	Sven Clement	98
Fraude au compteur kilométrique des véhicules	0310	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	96	Directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat	0322	Dan Biancalana	99
Institution financière belge Euroclear	0311	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	96	Utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine	0493 urgente	Liz Braz, Georges Engel, Franz Fayot	99
Violations des droits de l'homme au Yémen	0312	Laurent Mosar	97				

Bracelet électronique | Question 0141 (29/12/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

A verschiddenen europäesche Länner kann d'Justiz a Fäll vun haislecher Gewalt eng elektronesch Foussfessel ordonéieren, dat fir ze verhënneren, datt den Täter sengem Affär onerlaabterweis ze no kënnt an et aggresséiert oder esouguer ëmbréngt. Duerch dës Mesure kann engersäits verhënnert ginn, datt et zu Remeicidivë kënnt. Op der anerer Säit géif d'Affär sech méi sécher spieren. Länner wéi Spuenien oder Frankräich hunn an de leschte Jore bei haislecher Gewalt gutt Erfarunge mat der elektronescher Foussfessel gemaach. Laut Medieberichter ass beispillsweis a Spuenien zanter der Aféierung am Joer 2009 keng Fra ëmbruecht ginn, wann den Täter eng Foussfessel hat.

Ech wollt dofir folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Fäll vun haislecher Gewalt an de leschte fënnf Joer hei zu Lëtzebuerg entwéckelt a wéi léisst sech dës Entwécklung erklären?

2. A wéi vill Fäll handelt et sech ëm Widderhuelungstäter?

3. Wéi vill Frae goufen an de leschte 5 Joer vun hire Partner respektiv Ex-Partner ëmbruecht?

4. Ass d'Regierung gewëllt, déi entspriechend Gesetz ze adaptéieren, fir datt d'Gericht a Fäll vun haislecher Gewalt kann eng Foussfessel ordonéieren, fir esou ze verhënneren, datt den Täter sengem Affär ze no kënnt?

– Wa jo, wéi kéint dës Reglementatioun kommen?

Réponse (29/01/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Aus dem Rapport vum Comité de coopération entre professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence vum Joer 2022, gi folgend Zuelen iwwert d'Policeinterventiounen an Expulsiounen am Kader vun haislecher Gewalt eraus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat d'Jugement vum haislecher Gewalt ugeet, ginn aus de Rapporte vum Comité violence folgend Zuelen eraus:

2018: 155 Jugement
2019: 148 Jugement
2020: 129 Jugement
2021: 162 Jugement
2022: 153 Jugement.

Laut dem Tableau gouf tëscht 2019 an 2020 eng däitlech Hausse vun de Policeinterventiounen enregistriert. Dat kann dorunner leien, dass ab 2020 weinst der Covidpandemie verschidde Mesurë vun der Regierung geholl goufen, dorënner och de Lockdown, déi d'Konflikter am Stot erhéicht kënne hunn. Dës

kann och d'Erhéijung vun de Jugementen am Joer 2021 verursaacht hunn. Anersäits gouf et bei den Expulsiounen keng substanzuell Hausse, wat schléisst léisst, dass et éischter eng Hausse vun de Konflikter an de Violences légères war an net vun der méi uerger Violence.

Déi meeschte Policeinterventiounen gouf et 2022. Verschidde Facteure kënne dës Entwécklung erklären, wéi zum Beispill den Impakt vun de verschiddene Campagnen an Informatiounsaktivitéiten, déi de grouse Public sensibiliséieren an ureegen, d'Police ze ruffen.

ad 2. Leider erméiglecht d'Datebank JU-CHA déi gefroten Zuelen net erauszeeien.

ad 3. Heidrënner sinn d'Zuele vun de Fraen, déi vun hirem Partner ëmbruecht goufen:

2018: 2
2019: 2
2020: 0
2021: 0
2022: 2.

ad 4. Et sief bemierkt, dass d'Foussfessel schon haut am Code de procédure pénale am Kader vum Contrôle judiciaire virgesinn ass (Art. 107 vum CPP). Dësse Contrôle judiciaire mat Foussfessel ka vun der Chambre du conseil vun de Bezierksgerichter a vun der Cour d'appel oder vum Untersuchungsrichter ordonéiert ginn. D'Foussfessel kann och am Kader vum Strofvollzuch vum Procureur général, bzw. vu sengem Délégué fir de Strofvollzuch, ënner verschiddene Konditiounen ordonéiert ginn (Art. 688 vum CPP).

Wéi et de Koalitiounsaccord 2023–2028 virgesäit, wäert de legalen an technesche Kader ronderëm d'Foussfessel, ënner anerem d'Foussfessel mat GPS-Funktioun, analyséiert ginn, fir dass déi néideg Upassung kënne geplangt ginn.

Saisie du numéro d'immatriculation au parc-mètre | Question 0155 (09/01/2024) de M. Jeff Engelen | M. Fernand Kartheiser (ADR)

Fir e Parkticket bei engem Automat ze kréien, muss ee bei verschiddene Parkauere méttlerweil d'Plack vum Auto mat ugin, obwuel de Parkticket nach ëmmer bor bezuelt, op Pabeier ausgedréckt a fir potenziell Kontrolle siichtbar um Armaturebriet ausgluecht gëtt.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Firwat mussen d'Leit hir Placknummer mat ugin, obwuel dës fir eng reng Parkkontroll net néideg ass? Wat ass déi legal Basis fir déi Praxis?

2. Wou a wéi laang ginn déi entspriechend Donnéeë gespäichert a wéi eng Institutione kënnen dorop zougräifen?

3. Gesäit d'Madamm Minister an där Moosnam net e weidere méiglechen Agrëff an d'Privatsphär duerch de Staat, wann dës ka gewuer ginn, wou wéi een Auto wéini a wéi laang parkt?

Réponse (04/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Laut dem Artikel 5 aus dem Code de la route sinn d'Gemenge responsabel, fir d'Parken am öffentleche Stroosseraum ze reglementéieren an d'Modalitéite vun dësem Parke festzeleeën. Aus der Fro resultéiert awer net, wéi eng Gemeng(e) konkret d'Indicatioun vun der Placknummer beim Bezuele verlaangen, sou dass et net méiglech ass, méi am Detail op déi Modalitéiten anzegoen.

Fermeture du CR118 | Question 0158 (10/01/2024) de Mme Alexandra Schoos | M. Jeff Engelen (ADR)

Esou wéi et eis zougedroe gouf, gouf de Schäfferot vun der Gemeng Waldbëlleg haut doriwwer informéiert, datt den CR118 voraussichtlech vum 22. Januar bis den 29. Februar gespaart soll ginn, obwuel hinnen ursprénglech zougesot gouf, datt deen entspriechende Projet net zu enger Spärung géif féieren. Zousätzlech ass d'Erëffnung vum CR356, deen a sou engem Fall déi éischte Ëmgeungstrooss géif duerstellen, vum 15. Januar op Enn Mee verluecht ginn. Déi elo duebel Aschränkung féiert zu massiven Ëmweeër, wat an der Konsequenz besonnesch zu Stousszäiten e massiven Zäitverloscht fir d'Schoulbusser a fir all déi Leit, déi an d'Stad musse schaffe fieren, mat sech bréngt. Doriwwer eraus verlängeren sech d'Weeër fir d'Rettungsdéngschter signifikant (Ambulanz aus der Fiels) an d'Regioun verléiert un Attraktivitéit fir den Tourismus.

Op Nofro bestätegen déi Gemengeresponsabel, datt si Ponts et chaussées eng Alternativ proposéiert haten, déi mat mander Aschränkung fir den Trafic verbonne wier, mee datt hire Virschlag vusäit vun der Administratioun kee Suivi krut.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat den CR118 entgéint deem, wat der Gemeng zougesot gouf, elo trotzdem gespaart gëtt?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat där vum Waldbëlleger Schäfferot ausgeschaffter Variant kee Suivi gi gouf, an an deem Zesummenhang déi entspriechend Käschtendifferenz chiffréieren?

3. Am Fall vun enger medezinnescher Urgence kënn et fir d'Rettungsdéngschter op all Minutt un. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat deem Aspekt hei anscheinend net Rechnung gedroe gëtt?

4. Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt d'Aar-bechten op den CR118 wéi virgesinn ofgeschloss ginn an datt et net zu onerwaarte Verzögerunge kënn, déi weider Aschränkunge fir d'Bierger verursaachen?

Réponse (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Aarbechte vum Projet „Réaménagement du carrefour CR118/CR121 à Breidweiler-Pont avec reconstruction des OA355 et OA359“ hu sech am Verglach zu der initialer Planung, wéi se viru Jore mat der Gemeng beschwat gi waren, aus verschiddene Grënn verlängert. Ee Grond ass, datt wéinst dem usässege Schwaarzstorch, dee grad do sai Bruttgebitt huet, d'Aarbechte réischt e puer Méint méi spët wéi geplangt ufänken konnten. Deemno sinn esou méi Aarbechten an déi schlecht Wiederperiode gefall.

Zousätzlech sinn am Laf vum Projet Adaptatioune gemaach ginn, wou ënnert anerem op Wonsch vun de Gemenge Waldbëlleg a Konsdref eng Ënnerféierung fir d'Wanderer ënnert der Bréck um CR118 (OA355 iwwert d'Schwarz Iernz) amenagéiert gouf. Duerch dës Adaptatioun huet sech déi ganz Ausféierung vum Projet geännert. Speziell Gerüster a Verschallunge vun der Bréck sinn amenagéiert ginn an d'Pläng vun der Bréck wéi och d'Ëmweltgeneemungen hu missen deementspreechend modifizéiert ginn.

D'Gemeng huet virgeschloen, de Verkéier um CR118 vu Chrëschtnech eraus a Richtung Präiteler-Bréck mat roude Luuchten ze reegelen an den CR118 tëscht dem neie Rondel a Konsdref fir de Verkéier zouemaachen. Well no dësem Prinzip da virum Rondel Präiteler-Bréck a beim Chantier um CR118 Richtung Chrëschtnech Rout Luuchte gesat misste ginn, géingen eleng tëscht Chrëschtnech an dem Mëllerdall 3 Rout Luuchte stoen (inklusive déi um CR121 Richtung Mëllerdall), wat op dëser kuerzer Distanz kee Sënn géng maachen.

Aktuell sinn déi meeschten Aarbechten awer schonn ofgeschloss an et ass een um Punkt, fir déi lescht zwee Accèsen am Rondel ze amenagéieren. Dobäi soll den CR118 bis op Chrëschtnech och ausgebaut ginn. Mat Roude Luuchte konnt dës schonn op enger Sait gemaach ginn. Dogéint ass den zweeten Deel awer net mat Roude Luuchten ze realiséieren, wéi et vun der Gemeng proposéiert gouf, mee misst dofir komplett gespaart ginn.

De Grond dofir ass, datt de Verkéier ze no un d'Äerd-aarbechte kënn, well et ënnert anerem och een Héichtenënnerschied tëscht den zwou Spuere gëtt (déi, déi well nei gemaach gouf, an déi, déi lo nei gemaach gëtt) a mat der zousätzlecher Ofsécherung vum Chantier d'Strooss op dëser Plaz dann nach méi enk wier, wat dann och mat sech bréngt, datt keng grouss Gefierer wéi Busser, Camionen, Trakteren asw. zirkuléiere kéinten. Ausserdeem wiere mat Roude Luuchten d'Plazverhältnisse op dësem Chantier an och um Rondel einfach ze enk, fir d'Aarbechte propper an ouni zousätzlech Gefor fir d'Automobilisten*innen an d'Leit um Chantier ze realiséieren.

D'Gemeng gouf och ëmmer am Viraus informéiert, wat d'Plange vun de Spärungen an den Ëmleedungen ueget, an et gouf och ëmmer zesumme gekuckt, fir déi beschtméiglech Léisung ze fannen. Bei där an dëser parlamentarescher Fro genannter Spärung, sinn déi concernéiert Gemengen och scho Mëtt Dezember a Kenntnis gesat ginn.

De Projet mat der Spärung an den Ëmleedungen gouf dann deemno och sou vun der Stroossebauverwaltung an d'Weeër geleet. Zousätzlech gouf der Gemeng och eng detailléiert Berechnung fir den Ëmwee vum Schoultransport zoukomme gelooss.

An der Tëschenzäit sinn awer rezent divers Problemer opgetaucht, wéi zum Beispill déi eenzel Detailer zu der Organisatioun vum Schoultransport an d'Netu-fuere vum Mëllerdall fir d'Schüler vum Iechternacher Lycée, vun deene während der Planung vun dëser Spärung näischt gewosst war respektiv vun deenen d'Stroossebauverwaltung deemools och net a Kenntnis gesat gouf.

Trotz de beschriwwene Schwieeregkeete konnt d'Stroossebauverwaltung d'Aarbechten elo ëmorga-niséieren.

D'Aarbechten um CR121 a Richtung Mëllerdall, wou wéinst den Iwwerschwemmungen am Joer 2021 de Buedem gerutscht war an de Verkéier am Moment duerch Rout Luuchte gereegelt gëtt, ginn elo virgezunn. Dësen Deel gëtt deemno gespaart an den Trafic aus Richtung Mëllerdall gëtt iwwert den CR356 Richtung Konsdref an dann iwwert den CR118 erëm zeréck op de Rondel Präiteler-Bréck ëmgeleet. De Verkéier um CR118 tëscht dem Rondel Präiteler-Bréck a Chrëschtnech gëtt dann och op enger Spuer mat Roude Luuchte gereegelt.

Allerdéngs sinn déi ursprüngelech geplangten Aarbechten an d'Spärung vum CR118 um Stroossendeel Chrëschtnech-Präiteler-Bréck wéinst den uewe genannte Schwieeregkeeten net vum Dësch. Dës Aarbechte ginn an d'Ouschtervakanz verluecht, esou datt dës keen Impakt op de Schoultransport wäerten hunn.

Ausserdeem ass ze betounen, datt den Deel vum CR121 tëscht dem Rondel Präiteler-Bréck an dem Blummendall (deen aktuell nach zou ass) fir den Trafic opgeet, ier d'Aarbechten um CR121 Richtung Mëllerdall ufänken. Zum Zeitpunkt vun dësen Aarbechten um CR121 Richtung Mëllerdall respektiv deenen um CR118 Richtung Chrëschtnech an der Ouschtervakanz, wäerten ëmmer jeeweils 3 Äerm vum Rondel Präiteler-Bréck op sinn.

Well d'Propos vun der Gemeng, fir d'Aarbechte sou ze realiséieren, sou net zeréckzebehalen ass, handelt et sech heibäi deemno och net ëm eng Fro vun de Käschten.

ad 3. D'Strooss a Richtung Blummendall-Reiland wäert de Moment vun den Aarbechten erëm fir de Verkéier op sinn an esou wäert de Wee fir d'Rettungsdéngschter méi direkt fräi sinn.

All Projet gëtt natierlech ëmmer am effentlechen Interessi realiséiert, fir eng bestoend Verkéierssituation ze verbesseren. Vun där verbesserter Situation profitéiert dono dann och jiddereen.

ad 4. Eng absolutt Garantie kann een ni ginn, zum Beispill muss d'Wieder och matspillen, wat zu dëser Joreszäit ëmmer ongewëss ass.

Meng Servicer sinn awer zouversichtlech, datt elo mat e bësse Gedold vun de Gemengen, den Awunner*innen an den Automobilisten*innen, déi do fueren, de Projet am geplangten Zäitraum kann ofgeschloss ginn, an zwar fir d'Fréijoer 2024.

Pollution de l'Alzette | Question **0180** (16/01/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Leschte Samschdeg Moie goufen d'Pompjeeën aler-téiert, dass d'Uelzecht polluëiert wier an der Géigend vun der Schëfflenger Kläranlag. Et wier eng Zort

dënn schwaarze Film visibel op der Oberfläch vum Floss an et geet een dovunner aus, dass deen net vun der Schëfflenger Kläranlag kënn. An deene leschte Jore koum et schonn e puermol zu enger Verknaschtung vun der Uelzecht, z. B. 2019 zu Beggen an 2017 zu Schëffleng. Wann de Floss contaminéiert gëtt, kann dat der Flora a Fauna schueden.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wat ass de Grond vun der aktueller Verknaschtung vun der Uelzecht vun Esch bis an de Réiserbann?

2. Wéi eng Efforte goufe bis ewell ënnerholl, fir géint d'Kontaminatioun unzegoen a wéi laang wäert et daueren, bis de Problem geléist ass?

3. Wéi eng Moossname gi preventiv getraff, fir Kontaminatioune vum Floss ze vermeiden?

4. Si Schied un der Flora a Fauna entstan?

Réponse (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Bio-diversité

Als Äntwert op dës Froen erlaben ech mer, op de Pressecommuniqué vun der Waasserverwaltung vum 21. Februar 2024 ze verweisen.

Traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus » | Question **0181** (16/01/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En décembre 2023, le Gouvernement a annoncé la prolongation des aides majorées du régime « Klimabonus » jusqu'à fin juin 2024. Apparemment, les aides financières ont connu une certaine popularité, d'où la hausse remarquable des demandes. Toutefois, la durée du traitement des demandes excessivement longue a été critiquée à maintes reprises.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 7163 du 11 novembre 2022, l'ancienne ministre a annoncé que les effectifs du service aides financières seraient renforcés en 2023. Ceci afin d'optimiser les processus de travail et de réduire le temps de traitement des demandes. La réponse indiquait également que le délai de traitement ne devait pas dépasser trois mois. Outre le personnel supplémentaire, la numérisation peut également contribuer à accélérer les processus. Par conséquent, Monsieur le Ministre de l'Énergie a déclaré que la « simplification administrative » serait une priorité, tout en envisageant le principe du tiers payant pour les aides étatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est la durée actuelle pour le traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus » ?

2) Combien de demandes ont été introduites en 2022 et en 2023 ?

3) Combien de ces demandes ont été clôturées ?

4) Combien de demandes restent à ce jour non traitées ?

5) Quelles mesures ont été prises en 2023 afin d'accélérer le traitement des demandes et quelles mesures sont prévues pour 2024 ?

6) Quelle réduction du temps de traitement a pu être réalisée depuis les déclarations du Gouvernement en 2022 et combien de dossiers ont pu être clôturés endéans le délai de 3 mois ?

7) Quelle est l'évolution des effectifs du service responsable du traitement ?

Réponse (27/02/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En général, on peut constater une nette diminution des délais de traitement des dossiers de demande d'aides financières des régimes « Klimabonus » au cours des derniers mois. Cela est particulièrement notable pour les vélos, où les délais ont pu être ramenés de 17 mois à la mi-2022 à 3 mois actuellement. À l'heure actuelle, le principal volet des régimes « Klimabonus » pour lequel les délais sont encore plus longs concerne les installations techniques, notamment en raison de la forte demande pour les installations photovoltaïques. L'Administration de l'environnement s'efforce à réduire ces délais également.

Le tableau ci-dessous montre les délais de traitement des dossiers de demande par l'Administration de l'environnement pour les différents régimes d'aides financières « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Le tableau ci-dessous fait état du nombre de demandes introduites en 2022 et en 2023 pour les différents régimes « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Le tableau ci-dessous montre le nombre de demandes clôturées en 2022 et en 2023 pour les différents régimes « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il y a par ailleurs lieu de noter que 3.145 demandes sont incomplètes et que l'Administration de l'environnement reste en attente de la réception des informations supplémentaires sollicitées afin de pouvoir finaliser l'instruction des dossiers.

Notons finalement que 3.579 demandes se trouvent actuellement dans la procédure de paiement.

ad 4) En tout 7.083 demandes restent à ce jour non traitées. Le tableau ci-dessous montre le nombre de demandes non traitées pour les différents régimes du « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5) L'amélioration notable au niveau des délais découle de divers éléments, notamment de l'augmentation des effectifs et de la digitalisation des processus de demande.

En ce qui concerne les effectifs, l'Administration de l'environnement a pu recruter une douzaine d'agents supplémentaires suite notamment à l'Accord Tripartite de septembre 2022.

En ce qui concerne la digitalisation, depuis décembre 2023, toutes les démarches liées au « Klimabonus » ont été numérisées. Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes de ce processus de digitalisation, c'est-à-dire les dates à partir desquelles les demandes d'aides ont pu être effectuées électroniquement via MyGuichet :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est par ailleurs important de souligner que l'Administration de l'environnement s'efforce constamment à améliorer la qualité de son service. À cet effet, un

agent dédié à l'optimisation des processus a été recruté au sein du service des aides financières.

Il convient enfin de noter que, tel qu'indiqué dans l'accord de coalition, pour faciliter l'accès aux subventions écologiques et éviter que les citoyens hésitent à procéder à l'assainissement énergétique de leur logement ou à investir dans le développement des énergies renouvelables en raison de coûts trop élevés, le Gouvernement introduira le préfinancement des subventions climatiques de sorte à ce que les citoyens n'aient plus qu'à s'acquitter de leur part. Dans ce contexte, le Gouvernement s'assurera également que les entreprises concernées reçoivent les subventions étatiques endéans un délai bref. Il est prévu d'introduire un tel mécanisme de préfinancement dans un premier temps pour les installations photovoltaïques.

ad 6) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 7) Le graphique ci-dessous montre l'évolution des effectifs du service aides financières de l'Administration de l'environnement au fil du temps. En 2019, le service des subsides et aides financières était composé de 8 ETP. L'effectif en personnel a continuellement été augmenté pour pouvoir faire face à la demande par rapport aux régimes d'aides financières du « Klimabonus ». Actuellement il est composé de 29,85 ETP.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Délais d'attente pour les résultats du Laboratoire national de santé | Question 0183 (17/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Ces dernières années, des efforts considérables ont été faits par le Laboratoire national de santé pour raccourcir les délais d'attente pour les résultats des analyses anatomopathologies en matière de traitement des cancers.

Or, d'après les informations recueillies auprès du LNS et de cabinets médicaux, les délais se sont actuellement allongés pour atteindre entre 5 à 7 semaines. Ceci vaut entre autres pour les analyses concernant la prise en charge de cancers du sein.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si elle peut confirmer ces informations. Le cas échéant, quelles sont les raisons de ces délais excessifs ?

– Par quels voies et moyens le LNS entend-il ramener les délais à un niveau raisonnable évitant aux patients concernés des situations d'anxiété et permettant une prise en charge rapide et adaptée ?

Réponse (05/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Il est vrai que ces dernières années, les temps de réponse des examens d'anatomopathologie ont pu être réduits significativement suite à une adaptation continue du nombre de personnel (techniciens de laboratoire, secrétaires et médecins anatomopathologues) aux nombres d'échantillons à traiter. Ainsi, le service d'anatomopathologie emploie actuellement plus de 70 équivalents-temps pleins (ETP) de salariés qui traitent quelque 75.000 échantillons par année (venant de 60.000 en 2017), avec une tendance toujours croissante (environ 6 % par année sur les deux dernières années). Ceci représente actuellement environ 310 échantillons de patients par jour qui donnent lieu à 1.250 lames de microscopie à examiner par jour. Environ 10 % de ces cas sont considérés comme médicalement urgents et sont traités prioritairement.

Cependant depuis le début de l'année 2023, la Direction du LNS a pu à nouveau constater une augmentation progressive des temps de réponse. Ainsi le temps moyen de réponse, tout type d'échantillon confondu, est passé de 8,7 jours en novembre 2022 à 13,8 jours en novembre 2023, avec deux pics à 17,8 et 18 jours en mars et juillet. Cette détérioration est constatée pour les pathologies du sein (essentiellement pour les pièces opératoires où le délai de réponse moyen est de 15 jours, moins pour les biopsies de diagnostic initial qui sont traitées prioritairement et où le temps de réponse moyen reste sous les 5 jours) et pour certains autres organes.

D'un point de vue du personnel, le nombre d'anatomopathologues est passé de 18 ETP fin 2021 pour atteindre 23,20 ETP (+29 %) en novembre 2023, le nombre de techniciens de laboratoire est passé de 31 à 36,90 ETP (+19 %) dans la même période et le nombre de secrétaires médicales est resté quasiment stable (11 ETP à 11,90 ETP). À noter qu'en janvier 2024, 6,7 ETP techniciens et 4,9 ETP anatomopathologues sont en cours de recrutement. L'augmentation du personnel suit donc l'augmentation des échantillons et ne peut pas expliquer les retards récents.

Les raisons des délais récents semblent multifactorielles. D'un côté, l'équipement technique tombe régulièrement en panne et nécessite une mise à niveau en fonction de l'innovation technique dans le domaine. D'un autre côté, la digitalisation du département et l'organisation générale du travail doivent certainement être revues à la lumière du nombre croissant d'échantillons à traiter. Dans ce contexte a été réalisé récemment, sur initiative de la Direction du LNS, un audit externe des processus de travail qui guidera la réorganisation du département, et impactera aussi la mise à jour des documents d'accréditation du laboratoire.

Il faut aussi noter que suite à la mise en œuvre de la nouvelle convention collective en 2023, le nombre de jours de congé a augmenté de 4 jours par salarié, ce qui équivaut à une réduction de temps de travail significative pour le département (environ 300 journées de travail). Finalement, contrairement aux années précédentes, il n'a pas été constaté de diminution de demandes d'examens de la part du secteur médical pendant les mois d'été en 2023.

En pratique, afin de remédier rapidement à la situation, le conseil d'administration – sur proposition de la direction – a considéré les solutions suivantes :

1. Autorisation transitoire de prestation d'heures supplémentaires par l'équipe en place, par exemple en travaillant les samedis.

2. Autorisation transitoire d'un recours à l'outsourcing de certains échantillons à des laboratoires accrédités qui garantissent une réponse dans des délais selon des standards internationaux.

3. Achat d'un équipement robotisé pour la préparation des lames (coupes des échantillons et coloration). Cet achat a été avisé favorablement par la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) en décembre 2023 et la mise en service de l'appareil est prévue pour février 2024. L'équipement permettra une préparation plus efficace des lames et prendra en charge de façon automatisée environ 400 lames par jour, soit un tiers de la production journalière.

4. Réorganisation, standardisation et optimisation continue des processus de travail à l'intérieur du département d'anatomopathologie.

5. Augmentation de la spécialisation des anatomopathologues en fonction des organes, en créant des équipes multidisciplinaires techniciens/anatomopathologues

autour de certains domaines thématiques. Ceci est d'ailleurs en ligne avec une proposition du Plan national cancer 2.

6. Intensification de la digitalisation et de l'automatisation du département. Ainsi la transmission des demandes d'examen et des résultats se fera à terme de façon entièrement digitale, ce qui engendra de nouveaux gains de temps.

La direction et le chef de département concerné ont été chargés de l'exécution de ces mesures. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale suivra de près la mise en place ainsi que les résultats de ces mesures à travers ses représentants aux séances mensuelles du conseil d'administration du LNS.

Difficultés financières dans le secteur sportif | Question 0189 (18/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0174 huet de Minister gesot, dass et keng Retarde géif gi beim Ausbezuale vun den Aidë fir de Sportsektor – weeder fir d'Decomptë vun 2023, nach fir d'Avancë vun 2024. Trotzdeem schéngen d'Sue fir de Sektor ze spéit ze kommen. Bei enger ganzer Rei Sportfederatiounen a -veräiner, ginn d'Keesen esou lues eidel, wat bei lafende Käschten, déi gedeckt musse ginn, a Paien, déi ausbezuelt musse ginn, de Sektor aktuell viru grouss Erausforderunge stellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wëll de Minister zousätzlech zum regulären Ausbezuale vun den Aiden nach op eng aner Aart a Weis op déi finanziell Engpäss am Sportsektor reagéieren?

2. Kéint de Sektor nach méi kuerzfristeg wéi geplangt mat de finanziellen Hëllef rechner fir sécherstellen, dass d'Paien Enn Januar all ausbezuelt kënnen ginn?

3. Wéi wäert d'Ausbezuale vun den Avancë fir d'Joer 2024 am Kader vum Douzième provisoire Budget oflafen? Kënnen d'Federatiounen och do kuerzfristeg mat enger substanzierter Avance rechnen, wéi an de Jore virdrun?

Réponse (06/02/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Meng Leit um Sportsministère, an ech selwer, sinn eis den Erausforderunge vum Sportssektor, notament wat de finanzielle Volet ugeet, bewosst. An deem Zesummenhang kann ech op de Koalitiounsaccord 2023–2028 verweisen, aus deem ervirgeet, dass d'Regierung d'Weiderentwécklung vun de Strukturen, dorënner virun allem d'Sportfederatiounen an hir Clibb, wëll ënnerstëtzen. Dobäi wäert virun allem der Reform vum Subsidi „Qualité+“ eng wichteg Roll zoukommen.

ad 2. Als Sportsministère si mir, wéi all anere Ministère och, ofhängeg vum Budget. D'Avancë fir d'Joer kënnen also ëmmer eréischt dann ausbezuelt ginn, wann de Budget disponibel ass. De Solde vum Joer virdru kann natierlech och just dann ausbezuelt ginn, wann d'Decomptë vun dem respektive Joer ageeicht, kontrolléiert a berechent ginn.

ad 3. D'Avancë fir 2024 gi proportional zum 12^e provisoire berechent an ausbezuelt. D'Paiement vun enger zweeter Tranche vun Avancë gëtt dann ausbezuelt, wann de Budget 2024 gestëmmt ass.

Effet du sel de déneigement sur l'environnement | Question 0194 (18/01/2024) de M. Luc Emering (DP)

Comme le salage des axes routiers par temps de neige et de verglas a un impact considérable sur l'environnement, de nombreuses organisations environnementales préconisent le recours à des alternatives au sel de déneigement, telles que le sable ou des copeaux de bois. En bavière, même l'eau des corniches est utilisée, notamment à l'Aéroport de Munich pour dégivrer les pistes d'atterrissage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Existe-t-il des analyses scientifiques quant à l'effet du sel de déneigement sur l'environnement, notamment la salinisation des sols et des eaux souterraines, au Luxembourg ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer une étude à ce propos ?

3) Est-il prévu d'élaborer un guide pour informer les communes, entreprises et personnes privées sur l'effet du sel de déneigement sur l'environnement et les alternatives qui existent ?

Réponse (26/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) À ce jour, aucune étude à grande échelle n'a traité ces questions de manière scientifique. Toutefois, via une analyse des risques, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a identifié onze captages d'eaux souterraines destinés à la consommation humaine présentant une vulnérabilité potentielle par rapport au sel de déneigement par leurs localisations en contre-bas de routes et/ou de zones fortement urbanisées. Le monitoring de routine effectué par l'AGE, montre qu'aucune de ces sources d'eau souterraine ne présente de pics de concentration en chlorures ou en sodium liés à l'utilisation de sel de déneigement. Néanmoins, certains phénomènes locaux et ponctuels ne peuvent être exclus.

Il est important de garder en tête que l'utilisation raisonnée du sel de déneigement reste avant tout, un compromis entre sécurité et environnement. Ainsi, lors d'épisodes extrêmes tels ceux des 17 et 18 janvier derniers, l'utilisation du sel de déneigement sur les grands axes routiers doit prendre en compte la composante sécurité. À plus petite échelle, il revient à tout un chacun de réduire au maximum l'utilisation du sel notamment au niveau des trottoirs et allées de garage et de privilégier d'autres alternatives.

Gardons également à l'esprit que les alternatives suggérées par l'honorable Député présentent des désavantages considérables lorsqu'elles sont utilisées à grande échelle. Ainsi, l'utilisation du sable ou encore des copeaux de bois peut entraîner l'occlusion des conduites d'évacuations des eaux. Aussi, les copeaux de bois tout comme l'eau de corniches ou encore les cendres présentent une charge organique importante et contiennent d'autres polluants qui, in fine, se retrouveront dans les cours d'eau avec des conséquences potentiellement plus nuisibles que celles engendrées par l'utilisation du sel.

L'impact du sel de déneigement sur les sols et les écosystèmes terrestres situés à proximité des voiries n'est pas quantifié au Luxembourg. Toutefois, des

études, notamment canadienne¹ et françaises^{2,3}, ont montré que l'impact négatif du sel sur le sol est généralement localisé à proximité immédiate des voiries et est très fluctuant en fonction des saisons. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que le sel est facilement lixivié des sols et fortement dilué sous les effets de notre climat, notamment à l'occasion d'épisodes pluvieux.

ad 2) Le 22 mars 2024, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, les partenariats de cours d'eau organisent un colloque autour de la thématique « Winterstreudienst und Gewässerschutz – ein Austausch über Herausforderungen und Lösungen ». Le colloque se focalise, entre autres, sur les influences potentielles du sel de déneigement sur les écosystèmes aquatiques ainsi que sur la présentation et la discussion d'alternatives au sel de déneigement. Des informations supplémentaires sont consultables sur le site Internet des partenariats des cours d'eau (www.flusspartnerschaften.lu).

En ce qui concerne les écosystèmes terrestres, le volet préventif de la future loi sur les sols prévoit de réaliser un état des lieux national de la qualité des sols. Cet état des lieux s'intéressera, entre autres, aux phénomènes impactant la qualité des sols à proximité des zones d'activités humaines. L'impact du sel de déneigement pourra être pris en compte dans le cadre de cet état des lieux qui apportera aussi des éléments pour quantifier cet impact dans le contexte luxembourgeois.

ad 3) Il existe des communications ponctuelles, comme par exemple les conseils de la Émweltberodung Lëtzebuerg (EBL) (<https://www.ebl.lu/publ/infografik-ouni-streesalz-duerch-de-wanter/>). À ce stade, l'élaboration d'un guide n'est pas prévue. Néanmoins, les discussions et résultats du colloque mentionné ci-dessus pourraient servir de base de réflexion sur l'utilité de créer un tel guide.

Chiens de chasse | Question 0203 (19/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Juegdhënn sinn Hënn, déi vun hire Besëtzer dorop trainéiert ginn, am Bësch aner Déieren ze erschnoffelen a si eventuell an eng Richtung ze joen oder ze apportéieren. Esou ginn dës Hënn beispillsweis bei der Juegd agesat, wou d'Hënn gäre vu verschiddene Jeeër genotzt ginn, fir zum Beispill Huesen ze fannen a se zrëck bei si ze bréngen. Déiereschutzorganisatiounen wéi PETA kritiséieren verschidden Ausbildungsmethoden vu Juegdhënn, wéi se zum Beispill beim Trainéieren vum Apportéieren vu liewegen Déieren zum Asaz kommen, schaarf. An der Fro N° 4199 hat ech der deemoleger Émweltministesch éischt Froen zur Ausbildung vun den Hënn gestallt. D'Ministesch huet erkläert, dass dem Ministère nëmmen eng Associatioun bekannt wier, déi sech op d'Ausbildung vu Juegdhënn spezialiséiert huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Émwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Vu wéi ginn dës Ausbildungen ugebueden?

¹ Cain N.P., Hale B., Berkelaar E., Morin D., 2000. Review of effects of NaCl and other road salts on terrestrial vegetation in Canada. 226 p.

² Sétra, 2011. L'impact des fondants routiers sur l'environnement : État des connaissances et pistes d'actions. Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Note d'information du Sétra – Économie, Environnement, Conceptions 94. Mars 2011. 25 p.

³ Sétra, 2013. Viabilité hivernale : fiches pratiques « aide-mémoire ». Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Décembre 2013. 34 p.

2. Wat fir Coursë sinn an de leschte 5 Joer ugebuede ginn? Wéi oft ginn esou Coursen am Joer ugebueden?

3. Wéi laang dauert d'Grondausbildung vun engem Juegdhond?

4. Ass dem Minister bekannt, wéi vill Leit an de leschte 5 Joer un esou Ausbildungen deelgeholl hunn?

Réponse (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg ass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit just d'Centrale du chien de chasse bekannt, déi Ausbildungen fir Juegdhënn ubitt an d'Hënn och no internationalen an nationale Prüfungskritäre prüft.

ad 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit féiert kee Regëster iwwert d'Coursen an d'Unzel vun dësen, déi vun der Centrale du chien de chasse ugebuede ginn. Den honorabelen Deputéierte kann déi Informatiounen sécherlech bei der Centrale du chien de chasse bezéien.

ad 3. Eisen Informatiounen no fänkt d'Ausbildung vu Juegdhënn am Alter vun 8 Wochen un. D'Grondausbildung selwer fänkt, ofhängeg dovunner, wéini si am Joer gebuer sinn, tëscht 6 Méint an 1,5 Joer un, an dauert ca. 6 Méint. Déi meescht Hënn ginn allerdéngs doriwwer eraus weider ausgebild. D'Centrale du chien de chasse kann hei sécherlech weider Informatiounen ginn.

ad 4. Nee, dës Zuele sinn net bekannt.

E-bac | Question **0204** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An der digitaler Welt vun haut ass et méiglech, seng Studien online ze maachen. Dat gëllt fir d'Uni, mee dat gëllt zënter e puer Joer och fir d'Sekundarstudien, wou et de Schüler hei am Land méiglech ass, fir hire Premièresdiplom vu 4^e un à distance ze realiséieren.

Mir ass zougedroe ginn, dass Schüler ab 18 Joer, déi an engem E-Bac an enger Schoul hei am Land ageschriwwen sinn, kee Kannergeld méi kréien, am Géigesaz zu Schüler, déi hiren Ofschloss am Präsenzunterricht maachen. Ee Schüler iwwer 18, deen also vun doheem léiert, kritt kee Kannergeld, während säin Alterskolleeg am Präsenzunterricht (respektiv seng Famill) vum Kannergeld profitéiert. An dëst, trotz dass de Contenu vun de Coursen identesch ass a béid Weeër zum Premièresdiplom féieren (de Premières-exame gëtt souguer dee selwechten Dag zesumme geschriwwen).

Effektiv ass et esou, dass am Gesetz vun 2008 betreffend d'Kannergeld den E-Bac ausgeholl gëtt, well kloer dra steet, dass een an enger Schoul am Präsenzunterricht muss ageschriwwen sinn. Mee fir d'Familljen, deenen hir Kanner vun doheem aus léieren, fale weiderhi Käschten un, an eventuell esouguer méi wéi am Präsenzunterricht, well doheem méi gekacht a méi gehëtzt muss ginn.

Dofir stellt sech d'Fro, wéi een dës Kanner an d'Familljen, déi an hir Bildung an domadder an hir Zukunft investéieren, finanziell entlaaschte kann, soulaang d'Kanner bei den Eltere wunnen an dësen Ënnerhalt och Sue kascht.

An deem Zesummenhang wëllt mir de Ministere fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler waren tëscht 2018 an 2023 (opgëlëscht pro Joer) an engem E-Bac zu Lëtzebuerg ageschriwwen?

2. Huet de Bildungsminister Donnéeën, wéi vill Schüler am Joer 2023 an eisen Nopeschlänner/an der Groussregioun an engem E-Bac ageschriwwen waren?

3. Huet de Bildungsminister Donnéeën, wéi vill Schüler am Joer 2023 aus eisen Nopeschlänner/aus der Groussregioun an engem E-Bac an enger Schoul hei am Land ageschriwwen waren?

4. Plangt dës Regierung Adaptatiounen, fir datt Familljen, deenen hir Kanner een E-Bac maachen, een Accès op d'Kannergeld kréien oder op eng aner Aart a Weis eng finanziell Hëllef kréien (zum Beispill iwwert eng Zort CEDIES oder aner Sozialhëllef)?

Réponse (27/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Aus der E-Learning-Plattform E-Bac ass ab dem Schouljoer 2018-2019 den E-Campus mat enger méi breet gefächerter Offer ginn. Heidrënner d'Evolution vun der Zuel vun den Aschreiwungen am E-Campus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Iwwert d'Zuel vun de Schüler, déi an eisen Nopeschlänner an engem E-Learning-Programm ageschriwwen sinn, leien eis keng Informatiounen vir.

ad 3. Aktuell si keng Schüler aus eisen Nopeschlänner am E-Campus ageschriwwen.

ad 4. D'Konditiounen, fir datt Kanner ab 18 Joer nach e Recht op Kannergeld hunn, sinn am Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale festgehal. Den Artikel 271 Paragraf 2 seet Folgendes:

„Le droit à l'allocation familiale est maintenu jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis en faveur de l'enfant qui :

a) poursuit effectivement, sur place dans un établissement d'enseignement, à titre principal d'au moins vingt-quatre heures par semaine des études secondaires classiques, secondaires générales ou y assimilées ;

b) poursuit effectivement, sur place et à titre principal des études ou une formation adaptée à ses capacités dans un institut spécialisé de formation ou centre de compétence en psycho-pédagogie spécialisée ;

c) poursuit un apprentissage suivant les dispositions de l'article L. 111-1 et suivants du Code du travail et dont l'indemnité est inférieure au salaire social minimum.“

Déi Dispositiounen fannen hiren Ursprung am Gesetz vum 23. Juli 2016, dat ënnert anerem den Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale op deem Punkt modifizéiert erëm, a sinn och an den Travaux parlementaires zu deem Gesetz explizéiert ginn (Doc. parl. Nr. 6832, S. 33). De Gesetzgeber präziséiert hei, datt d'Finalitéit vum Kannergeld doranner besteet, fir Menagen ze ënnerstëtzen, an deem Kanner present sinn. Et geet hei wuelgemierkt ëm déi Kanner, déi kee Verdéngscht hunn, also net kënnen schaffen. Forcement kënnen Kanner, déi op der Plaz an enger Schoul während enger festgesater Zäit hir Formatioun maachen, net schaffen.

Par contre ass dat net bei Kanner, déi en E-Bac maachen, de Fall. An da gëtt et jo nach aner Formatiounen, déi och zu engem Bac kënnen féieren, an déi sech eebe grad u Leit riichten, déi schaffen, wéi zum Beispill déi Formatiounen, déi an Owescoursen ugebuede ginn.

Well et awer ganz schwéier ass, fir hei eng Grenz ze zéien an ze kontrolléieren, wien elo enger Aarbecht

nogeeet a wien net, huet de Gesetzgeber sech dofir entscheet, fir déi Kanner ze viséieren, déi hir Etuden an der Schoul maachen.

Chasse du mouflon | Question **0206** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2020 hat déi deemoleg Ëmweltministesch d'Muffelen zu Iechternach fir d'Juegd fräiginn. D'Piraten hatten a ville Froen an Interventiounen fir aner Léisunge plädéiert. An eiser leschter parlamentarescher Fro (N° 1961) huet d'Ministesch erkläert, dass d'Afänke vun de Muffele weider eng Optioun wier, falls d'Juegd sech als net erfollegräich géif erweisen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Muffele si säit dem Fräigi fir d'Juegd geschoss ginn? Gesäit de Minister dëst als eng erfollegräich Juegd un?

2. Wéi vill weibelech Muffele goufe bis ewell geschoss an ass gewosst, ob Déieren dobäi waren, déi gedroen hunn?

3. Hält den Ëmweltminister weider un der Juegd vun de Muffele fest oder wäerten aner Optiounen wéi d'Afänken an Zukunft eng Roll spillen?

Réponse (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den éierewäerten Deputéierte referéiert sech mat „Fräigi fir d'Juegd“ op déi deemools geplangte „chasse administrative“. Eng „chasse administrative“ op d'Muffelwëld huet allerdéngs ni stattfonnt, sou datt an deem Kontext och keng Muffele geschoss goufen. Aus dësem Grond kann och net vun enger erfollegräicher oder net erfollegräicher Juegd geschwat ginn.

Et ass awer drop hinczewisen, dass Muffelwëld ganzjäreg bejohar ass (mat Ausnam vun der Schounzäit) an datt am Kader vun der regulärer Juegd Muffele geschoss goufen: An de 5 Juegdjore vum Raum Iechternach goufen an de Juegdjoren 2021/22 an 2022/23 insgesamt 22 Muffele geschoss.

ad 2. An deene 5 Juegdjoren, déi gréisstendeels innerhalb den Iechternacher Gemeengengrenze leien, goufen an de Juegdjoren 2021/22 an 2022/23 insgesamt 8 Schof geschoss. Informatiounen zur Trächtegkeet gëtt et keng.

ad 3. Vu datt et sech beim Muffel ëm eng net heemesch Aart handelt, ass eng Translokalisatioun op eng aner Plaz hei am Land oder an Nopeschlänner net méiglech. Wéinst geneetescher Differenz zu der Ursprungspopulatioun, ass et dann och net méiglech, z. B. d'Déieren an hir Ursprungslänner zeréckzebréngen, a wier och mat net akzeptablem Opwand verbannen.

Déi klassesch Juegd op de Muffel ass déi bis dato effizientste Method vun der Gestiou vun enger Populatioun hei zu Lëtzebuerg, an domat och am Sënn vum Déierewuel an Naturschutz.

Jeux de hasard | Question **0219** (22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En vertu de la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris en matière de manifestations sportives, les jeux de hasard ne peuvent être exploités que dans les casinos. Seuls les appareils automatiques n'offrant pas de gain en argent peuvent être autorisés.

Comme le cadre légal autour des jeux de hasard, en particulier dans les débits de boissons, n'a pas été véritablement adapté, et compte tenu des risques existants tels que le risque de monopole par certaines entreprises, la dépendance des joueurs, les activités frauduleuses et le blanchiment d'argent, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pourriez-vous indiquer combien de contrôles relatifs aux jeux de hasard ont été effectués dans les cinq dernières années et quel a été le nombre de condamnations prononcées entre 2019 et 2023 pour jeux de hasard illégaux ?

2) Quand le Gouvernement prévoit-il de réviser le cadre légal entourant les jeux de hasard et quelles mesures sont envisagées pour prévenir les risques de dépendance, de fraude et de blanchiment d'argent ? Quels sont les éléments clés d'une telle réforme ?

3) Combien d'entreprises sont actuellement autorisées à exploiter des appareils de jeu sans possibilité de gain en argent et pourriez-vous fournir une liste de ces entreprises ainsi que le nombre d'appareils en fonction au Luxembourg ?

4) Combien d'entreprises ont obtenu l'autorisation de proposer des paris relatifs à des manifestations sportives ? Pourriez-vous également nous communiquer une liste de ces entreprises ainsi que le nombre d'appareils exploités ? Quel est le taux de « taxes initiales » prévu par l'article 4, alinéa 2, sous-alinéa n° 3 de la loi mentionnée ?

5) Pourriez-vous nous fournir des détails sur les recettes fiscales annuelles générées au Luxembourg au cours des cinq dernières années, en distinguant les différents types de taxes liées aux jeux de hasard ?

6) À l'exception du « Casino 2000 » de Mondorf, le Conseil de Gouvernement a-t-il reçu des demandes pour la création de nouveaux casinos ? Quels sont les critères requis pour l'octroi d'une telle autorisation ?

7) L'article 5 de la loi évoque des « établissements similaires » aux casinos. De tels établissements existent-ils actuellement au Luxembourg et en quoi se distinguent-ils des casinos classiques ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Depuis l'année 2019, un total de 15 nouveaux dossiers ont été ouverts auprès des deux parquets en relation avec des infractions à la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (ci-après « la Loi »).

Parmi ces 15 dossiers :

- huit dossiers ont fait l'objet d'un classement sans suite,
- trois dossiers font l'objet d'une instruction préparatoire,
- un dossier a fait l'objet d'une dénonciation à un parquet étranger pour cause de compétence territoriale,
- trois dossiers ont été transmis à la Police grand-ducale aux fins de faire procéder à une enquête préliminaire.

Depuis l'année 2019, aucune condamnation n'a été prononcée pour des infractions à la Loi.

Le nombre de contrôles de blanchiment que l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA a effectués auprès des prestataires de jeux de hasard légaux en exécution de la Loi s'élève à :

- 2019 : 1
- 2020 : 1
- 2022 : 1.

ad 2) Les travaux préparatoires en vue d'une adaptation de la Loi sont actuellement en cours. Il est envisagé de proposer une adaptation de la Loi aux développements qui ont vu le jour depuis 1977, c'est-à-dire notamment un renforcement des moyens légaux en vue de la lutte contre les nouvelles formes de jeux illégaux.

ad 3) L'exploitation d'appareils de jeu sans possibilité de gain est régie à l'article 3 de la Loi selon lequel ces appareils sont légaux et autorisés de plein droit par la loi s'ils correspondent aux dispositions de cet article, de sorte qu'ils ne relèvent pas d'un régime d'autorisation sur demande. Ainsi, le Ministère de la Justice ne tient pas de listes de ces exploitants.

ad 4) Aucune autorisation pour exploiter des paris relatifs à des épreuves sportives sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg n'a été accordée par le Ministère de la Justice les dernières années, de sorte qu'aucune autorisation n'est actuellement en cours de validité.

L'article 86 du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la Loi établit un barème progressif de prélèvement sur le produit de jeux. Le tarif du prélèvement sur le produit brut de jeux s'établit actuellement comme suit :

- 10 % jusqu'à 45.000 euros,
- 20 % de 45.000,01 à 90.000 euros,
- 30 % de 90.000,01 à 270.000 euros,
- 40 % de 270.000,01 à 540.000 euros,
- 45 % de 540.000,01 à 1.080.000 euros,
- 50 % de 1.080.000,01 à 2.700.000 euros,
- 55 % de 2.700.000,01 à 4.500.000 euros,
- 65 % de 4.500.000,01 à 6.300.000 euros,
- 75 % de 6.300.000,01 à 8.100.000 euros,
- 80 % au-dessus de 8.100.000 euros.

ad 5) Le détail des recettes fiscales annuelles des cinq dernières années en exécution des articles 5 à 13 de la Loi se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les autres recettes prévues par la Loi, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0035 du 22 décembre 2023.

ad 6) Le Ministère de la Justice n'a pas reçu de demande formelle pour l'établissement ou la création d'un casino sur le territoire du Grand-Duché les dernières années. Le seul casino actuellement autorisé est le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains.

En vertu de l'article 5 de la Loi, et par dérogation au principe de l'interdiction légale générale prévu par cette Loi, il pourra, sous certaines conditions, être accordé aux casinos et établissements similaires, installés dans l'intérêt du tourisme, l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, dans lesquels seront pratiqués certains jeux de hasard.

En vertu de l'article 7 de la Loi, l'autorisation est accordée par décision du Conseil de Gouvernement après enquête en considération d'un cahier des charges établi par le Ministre des Finances et à soumettre à l'avis du Conseil d'État après rapport du Ministre de la Justice concernant l'enquête d'honorabilité effectuée en application de l'article 11 de la Loi.

À part du contrôle d'honorabilité prévu à l'article 11 de la Loi, l'autorisation est encore subordonnée à la condition que l'exploitant, les membres de l'organe

de direction, les associés ou actionnaires ainsi que les bénéficiaires effectifs, au sens de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, justifient et disposent à tout moment de leur honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de leurs attributions. L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

Avant l'octroi de l'autorisation par le Conseil de Gouvernement, les exploitants doivent encore établir que les jeux offerts correspondent aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la Loi. Le respect de ces dispositions est vérifié, dans le cadre de l'instruction administrative du dossier de la demande, par la police des jeux du Service de police judiciaire de la Police grand-ducale.

ad 7) Tel qu'il résulte de la réponse à la question n° 0006, le seul casino actuellement autorisé est le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains. Aucun établissement similaire n'est autorisé à exploiter des jeux de hasard, étant encore rappelé que la Loterie nationale est expressément exclue du champ d'application de la Loi, alors qu'elle est régie par un dispositif légal spécifique.

Service « Téléalarme » | Question 0220 (23/01/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Vill eeler Leit oder och Persoun mat Handicap entschueden sech dofir, en Telealarm an hirem Haus ze installéieren. Iwwert e Knäppchen un engem Bracelet, enger Auer oder enger Kette kann iwwert dëse System 24/7 en Appell gemaach ginn, falls een sech an enger Situatioun erëmfinnt, an där een Hëllef brauch. Jee no Fall kontaktéiert d'Personal vum Telealarm no sou engem Appell direkt den 112 oder, falls et kee medezinneschen Noutfall ass, eng vun de Cliente gewielte Referenzpersoun, déi hëllef komme kann (een aus der Famill, dem Frëndeskreies, der Noperschaft etc.). Daagsiwwer ass et och méiglech, amplaz vun der Referenzpersoun e Service fir Soins à domicile ze kontaktéieren, wa mat esou engem Service e Kontrakt virläit, mee net während der Nuecht, well dës Servicer keng Permanenten an der Nuecht hunn. Dréckt eng Persoun den Telealarmknapp, well si eng Assistenz brauch, an awer kee Service an och keng Referenzpersoun hëllef komme kann, bleift dem Personal vum Telealarm heiansdo keng aner Wiel, wéi den 112 ze kontaktéieren – an dat och, wann et eigentlech kee medezinneschen Noutfall ass, mee eng Persoun z. B. just kuerz Hëllef bräicht fir opzekommen, nodeems se gefall ass, ouni sech wéigeden ze hunn.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister de Problem bekannt, dass et besonnesch an der Nuecht, wou keng Fleegeservicer schaffen, Persounen ginn, déi dréngend eng Assistenz bräichten, mee se net kréien, esou dass den 112 geruff muss ginn?

2. Falls jo:

– Gëtt et Zuelen doriwwer, wéi oft de CGDIS wéinst esou Appeller am Asaz ass (an absoluten Zuelen an a Prozent par rapport zu der Gesamtzuel vun den Asätz), fir Persounen ze hëllefen, déi kee medezinneschen Noutfall hunn an awer dréngend Hëllef brauchen?

– Kann et sinn, dass der Persoun, déi per Telealarm no Hëllef gefrot huet, d'Ambulanzkäschten a Rechnung gestallt ginn, wa sech erausstellt, dass et kee medezinneschen Noutfall war, obwuel si anescht awer och net un Hëllef komm wier?

3. Huet d'Regierung Pläng, fir am Kader vun enger Politik vun der Autonomie an dem Maintien à domicile d'Hëllefsméiglechkeete während den Nuetsphasen auszebaue fir sécherzestellen, dass jiddereen Hëllef erhält, deen Hëllef brauch, an d'Rettungsdéngschter gläichzäiteg entlaascht ginn?

Réponse (26/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. An de Joren 2022 an 2023 hat de CGDIS 3.680 Asätz am Zesummenhang mat engem „téléalarme“. Ronn d'Hallschent vun deenen Asätz ware während den Nuetsstonnen, d. h. tëschent 22.00 a 6.00 Auer. Dëst ass am Verhältnis zum normalen Asatzopkomme vum CGDIS eng signifikant méi héich Frequenz, well nëmmen 18 % vun allen Asätz an där Period stattfannen. Deemno gëtt de Rettungsdéngscht wéinst dem „Téléalarme“ an den Nuetsstonnen daitlech méi oft sollicitéiert wéi daagsiwwer.

Vun deenen 3.680 Asätz sinn der 164 (4 %) un de Médecin de garde weidergeleet ginn, déi aner si vum CGDIS en charge geholl ginn. Fir de CGDIS sinn dëst ronn 3 % vu sengen Ambulanzasätz op d'Joer gekuckt.

An 1.292 Fäll (35 %) huet de Patient net misse matgeholl ginn, wat a priori eng Indikatioun dofir ass, datt den Appell vun den Noutdéngschter am Fong net indiquéiert war.

Déi uewe genannten Zuelen decke sech mat enger detaillierter Statistik, déi de CGDIS 2021 zesumme mat den 3 nationale Bedreier vum „Téléalarme“ erstallt hat. Et ass deemools festgestallt ginn, datt bei deenen Asätz, wou de Patient net huet misse transportéiert ginn, der ronn 2/3 waren, wou de CGDIS par carence gefuer ass, well keen aneren disponibel war. Ronn 74 % vun dëse Carenceasätz hu während den Nuetsstonnen (22.00–6.00 Auer) stattfonnt, wat e signifikanten Ënnerschied par rapport zu daagsiwwer ass, wou d'Services de soins à domicile souwiso regelméisseg bei d'Leit fueren.

De CGDIS stellt d'Rechnung direkt un déi Persoun aus, déi se transportéiert huet. Gouf de Patient net matgeholl, gëtt och keng Rechnung geschriwwen.

ad 3. Am Kader vun der Autonomie an dem Maintien à domicile zu Lëtzebuerg spillen d'Servicer vum „Téléalarme“ an déi mobil Hëllef- a Fleegedéngschter eng wichteg Roll. Aktuell gëtt et 3 Bedreier vum „Téléalarme“ an 18 verschidde mobil Hëllef- a Fleegedéngschter.

Laut den Dispositiounen vum Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit fir d'Servicer fir eeler Leit, dat den 1. März 2024 a Kraaft trëtt, garantéiert ee „Service Téléalarme“ 24/24 ee Kommunikatiounsservice. Laut dem Artikel 18 vun dësem Gesetz, sinn d'Hëllef- a Fleegedéngschter minimum 14 Stonnen den Dag operationell a prestéiere 24/24 am Kader vun der Prise en charge vu Situatiounen um Enn vum Liewen.

D'Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit definéiert och d'Modalitéite fir d'Zesummenaarbecht tëschent de Servicer vum „Téléalarme“ an dem CGDIS a sengem Artikel 81, dëst och, fir zesummen ze bestëmmen, wéini eng Interventioun vum CGDIS néideg ass.

Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées | Question 0227 (24/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Dezember 2022 hate mir bei der deemoleger Regierung intervenéiert, nodeems Recherchen an engem Artikel op Reporter.lu erginn haten, dass Russia Today weider an Asien an Afrika gesent gëtt.

Et ass eis zougedroe ginn, dass Russia Today iwwert d'Lëtzebuerger Satellitfirma SES nach ëmmer iwwerdroe gëtt, zum Beispill an Indien.

Deemools sot de Premier- a Medieminister ewéi den Ausseminister:

„Zu kengem Ament gouf et en Zweifel um Wëlle vun der SES, Sanktiounen ëmzesetzen. Den ablécklechen Dialog mat der EU-Kommissioun soll hëllefen ze klären, wéi d'EU-Sanktiounen an dëse spezifesch Fäll vun EU-Satellitbedreier sollen an enger kohärenter an effikasser Aart a Weis ëmgesat ginn. De Message, dass d'SES d'Sanktiounen wëllt a muss ëmsetzen, ass kloer un déi Entitéiten, déi dës Sendere kënnen ofschalten, kommunizéiert ginn. Och an dësem Kader sinn d'Regierung, d'SES an d'EU-Kommissioun am Kontakt, fir eng juristescht a politesch korrekt Léisung fir d'Ëmsetze vun de Sanktiounen ze fannen.“ (QP N° 7364)

Eng Nott vun der Cellule scientifique vun der Chamber huet nach eemol ënnerstrach, dass Sanktiounen géint Propagandasendere rechtens sinn.

An deem Zesummenhang wëllt mir dem Premierminister an dem Minister fir Aussenuegeleehenheeten dës Fro stellen:

1. Sent d'SES iwwert hir Clienten nach ëmmer indirekt Russia Today Senderen?

2. Wat ass am Dialog mat der EU-Kommissioun heizou festgehalen ginn? Wéi soll d'SES d'Sanktiounen an dësem Fall ëmsetzen?

3. Wéi hunn déi betraffe Senderen/Clienten op d'Opfuerderung zum Ofschalt reagéiert?

Réponse (26/02/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Iwwert d'Kapazitéit vun der SES gi keng sanktionéiert Senderen iwwerdroe, mat Ausnam vun der Kapazitéit, déi d'SES mam indesche Staat kontraktéiert huet, déi hirersäits engem indesche Plattformbedreier zur Verfügung gestallt gëtt, an deen als Eenzege ëmmer nach de Sender RT News iwwerdreit.

D'SES huet hei keng Relatioun mat RT an huet och keng technesch oder legal Méiglechkeeten, de Sender ofzeschalten. De Plattformbedreier mécht den Uplink, op deen d'SES keen Zougrëff huet, an den indesche Staat erlaabt weiderhin, de Sender an Indien ze verbreed.

ad 2. Et sinn aktuell Diskussiounen amgaang iwwer verschidden Optiounen, wéi dëse spezifesch Fall kéint geléist ginn.

ad 3. An alle Länner – ausser an Indien – gouf trotz Resistenz vu verschiddenen Acteuren eng Léisung fonnt. Ausserhalb vun der EU hunn déi concernéiert Acteuren awer net ëmmer akzeptéiert, dass europäesch Sanktiounen an Net-EU-Länner en Impakt sollen hunn. Senderen a Clienten orientéieren sech un hiren nationale Reegelen.

Étude du LISER sur les personnes en situation de handicap | Question 0230 (24/01/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

De LISER (Luxembourg Institute for Socio-Economic Research) ass virun enger Rei Jore vum Ministère de la Famille mat verschiddenen Etuden am Beräich Handicap bei 14 Gestionnaires am Beräich Accompagnement sociopédagogique (Ateliers protégés ...) beoptraagt ginn.

Déi éischt Etüd huet d'Gesetzgebung an d'Konventionen analyséiert. Déi zweet Etude waren Interviewe mat den Direktiounen vun deene Gestionnaires; bei der drëtter Etüd, sinn iwwer 100 Residenten aus deene 14 Institutiounen iwwert hir Zefriddenheet mat de Servicer, déi si kréien, befragt ginn. Weider huet de LISER bei enger klenger Grupp vu Residenten gekuckt, wat fir eng Leeschtunge si iwwert den Zäitraum vun enger „typescher“ Woch kréien.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

1. Sinn dës Etüden ofgeschloss ginn? Wa jo, wat ass domat geschitt?

2. Gedenkt de Ministère, dës Etüden ëffentlech ze maachen an se am Parlament virzestellen?

3. Wat fir eng Schlussfolgerungen zitt de Ministère aus dësen Etüden?

4. Wat bedeit dës Etüd fir déi concernéiert Residenten an hir Familljen?

5. Huet dës Etüd een Impakt op d'Aarbecht vun de Gestionnaire vum deene Strukturen?

Réponse (26/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Déi éischt dräi Deeler vun der Etude sinn ofgeschloss. De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil huet de Rapport kritt a hält dësen als Basis, fir d'Objektiver aus dem Koalitiounsaccord ze realiséieren an e perséinleche Budget fir eng Persoun mat Handicap auszeschaffen. Déi verschidden Etappen a Volete si Bestanddeel vun enger eenzeger Etude. D'Etude ass net ganz ofgeschloss; d'Resultater wäerten all zesumme virgestallt ginn.

ad 2. Déi fäerdeg Etude an hir Conclusiounen wäerten an der zoustänneger Chamberkommissioun virgestallt ginn. D'Resultater vun dëser Etude wäerten och dem breede Public zugänglech gemaach ginn.

ad 3. Esoubal dës Etude komplett ofgeschloss ass, wäert de Ministère Schlussfolgerungen doraus zéien.

ad 4. Fir déi concernéiert Residenten an hir Famillje bedeit dës Etude, datt eng Analys vun hirer Situatioun gemaach gëtt mam Objektiv, hir Liewensqualitéit ze verbessern. Am Kontext vun den Ufuerderunge vun der UNO-Konvention iwwer d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung (CRDPH) geet et drëm, en neien Dispositif fir déi betraffe Leit ze schaffen, deen hinnen e méi onofhängegt, autonomt an inklusiiv Liewen an der Gesellschaft soll erméiglechen. E perséinleche Budget an eng perséinlech Assistenz sinn Elementer fir méi Autonomie fir Leit mat enger Behënnerung; et geet och drëm, d'Familljememberen, déi vill Assistenz leeschten, mat zousätzleche Ressourcen ze hëllefen.

ad 5. D'Aarbecht vun de Gestionnaire vum deene Strukturen ass net impaktéiert, well et hei ëm déi betraffe Persounen geet (cf. Autonomie de vie).

Activités jugées dangereuses d'une holding luxembourgeoise exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques | Question 0236 (25/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon diverses sources médiatiques et des informations obtenues d'ONG, une holding dont le siège est localisé à Luxembourg-ville et qui héberge une société exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques connue sous le nom de Live Jasmin, fait l'objet de graves accusations de violations des droits humains.

Ces accusations concernent surtout les activités de la société en question en Ouganda, où il est strictement illégal de s'exercer en tant que mannequin de webcam sexuelle. En effet, une loi « anti-LGBTQ+ » récemment introduite en Ouganda prévoit la peine de mort pour certains « délits » liés à l'homosexualité. La pornographie y est sévèrement punie. Selon des informations médiatiques, la police ougandaise gangrenée par la corruption, semble pouvoir sans retenue recourir à l'extrême violence lors des arrestations. Il est notamment reproché à Live Jasmin de profiter de la misère sociale et économique qui pousse des femmes ougandaises à offrir leurs services sur la plateforme afin de pouvoir soutenir financièrement leurs familles tout en mettant leur vie en péril.

Selon les informations de la presse luxembourgeoise, la holding luxembourgeoise qui héberge Live Jasmin nie toute responsabilité en la matière et réfute les accusations de violation des droits humains exprimées à son encontre.

De même, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a indiqué ne pas être responsable de la supervision du contenu exposé sur les plateformes de streaming et d'intervenir seulement si des mesures de protection de la jeunesse et du public plus large face à du contenu illégal (pédopornographie, incitation à la haine, propos racistes) ne sont pas prises par les sociétés des plateformes.

Cependant, la question de la responsabilité de l'État luxembourgeois se pose, dans la mesure, où le contrat de service auquel souscrivent les personnes offrant leurs services sur Live Jasmin est établi au nom de deux sociétés luxembourgeoises, hébergées par la holding en question, et ayant leurs sièges respectifs à Luxembourg-ville.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Les accusations portées à l'encontre de ladite société luxembourgeoise pourrait-elle faire l'objet de poursuites par la justice luxembourgeoise ?

2) Étant donné que de nombreuses sociétés électroniques de l'industrie pornographique sont installées au Luxembourg, quels sont les outils dont dispose le Gouvernement pour éviter que de tels faits puissent se produire ?

3) La responsabilité de l'État luxembourgeois est-elle en cause lorsque les activités menées à l'étranger d'une société de droit luxembourgeois, siégeant sur son territoire, mettent en danger des personnes et portent indirectement atteinte aux droits humains dans des pays étrangers ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Il n'appartient pas à Madame la Ministre de la Justice de se prononcer sur d'hypothétiques

accusations, qui restent à être définies, portées à l'encontre d'une personne morale de droit luxembourgeois alors que l'opportunité des poursuites tombe exclusivement dans le champ des autorités judiciaires.

ad 2) Selon la loi modifiée sur les médias électroniques, les fournisseurs de plateformes de partage de vidéos relevant de la compétence du Grand-Duché de Luxembourg doivent mettre en place une série de mesures appropriées pour protéger : les mineurs des contenus et publicités susceptibles de nuire à leur développement physique, mental ou moral ; le grand public des contenus et publicités incitant à la violence, à la haine ou à la discrimination ; le grand public des contenus et publicités qui constitueraient une infraction pénale conformément au Code pénal luxembourgeois (par exemple, contenus contenant des infractions terroristes, de la pédopornographie ou du racisme). Il revient à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de vérifier le caractère approprié de ces mesures.

ad 3) Les accusations n'étant pas autrement définies ni précisées, il est difficile d'évaluer sur quelles bases légales la responsabilité de l'État pourrait être recherchée.

Gestion locative sociale | Question 0238 (26/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gestion locative sociale (GLS) ass ee wichtegt Puzzlestéck, fir sozialt an erschwénglecht Wunnen zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen. Dobäi setzt de Staat op d'Kooperatioun mat Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft (ASBLen, Fondatiounen etc.). Organisatiounen, déi wëllen eng Gestion locative sociale ubidden, mussen eng Konventioun mam Staat (Logementsministère a Familljeministère) agoen. Duerch dës Konventioun kréien d'Organisatiounen d'Recht, fir eng Agence immobilière sociale (AIS) opzemaachen, duerch déi Propriétaires den Organisatiounen hir Wunnen zur Verfügung kënnen stellen a steierlech Virdeeler fir d'Locatioun kënnen kréien. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7388 hat de Wunnengsbauminister erkläert, dass et den eenzelen Organismen iwwerlooss ass, wéi si am Detail hir sozial Mietverwaltung ëmsetzen a wéi eng Oplagen d'Bewunner vun de Wunnenen hunn.

Den Informatiounen vun der Regierung (logement.lu, gouvernement.lu) no maachen aktuell 37 Organisatiounen bei der GLS mat an 2022 goufen 1.177 Wunnenen zu erschwéngleche Präisser verlount, woubäi gewiss gouf, dass de Logementsministère ronn 1,6 Milliounen Euro bäigeluecht huet.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Wéi vill Gelder kruten déi verschiddenen Organisatiounen, déi eng Agence immobilière sociale bedriewen, an de leschte Jore souwuel vum Logementsministère wéi och dem Ministère fir Famill, Solidaritéit an Integratioun (wgl. opgelésch no Organisatioun)?

Réponse (26/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Béid Ministèrenen ënnerstëtzen d'Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi eng Gestion locative sociale ubidden, op ënnerschiddlech Aart a Weis.

A. D'ënnerstëtzung vum Wunnengsbau- a Landesplanungsministère

D'Gestion locative sociale gëtt iwwer den Artikel 49 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwer bezuelbare Wunraum gereegelt. De Wunnengsbau- a Landesplanungsministère bezitt de konventionéierte GLS-Partner eng Bedeelingung un de Gestionsfrais vum 120 € de Mount pro Wunneng an e Supplement vum 20 € de Mount pro zousätzlechem Mietvertrag am Fall vu Wunnengsgemeinschaften. Fir dës Wunnengen ass de Loyer, deem dem private Propriétaire vun der Wunneng ka bezuelt ginn, per Konventioun plafonéiert.

Am folgenden Tableau sinn déi Partner opgezielt, déi mam Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung eng Konventioun hunn, mat de Montanten, déi si an de leschte Joren ausbezuelte kruten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

B. D'ënnerstëtzung vum Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil

Als éischt muss dorobber higewise ginn, datt d'Servicer, déi am Beräich vun der Wunnengsexklusivoun aktiv sinn, an déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, d'Wunnenen, déi se an hirem Parc locatif hunn, iwwert divers Weeër kënnen mobiliséieren. Niewent dem abordable Wunraum oder der Mise à disposition vum Staat (oder aneren Organer), ass d'Gestion locative sociale ee vun de Weeër, fir Wunnenen ze mobiliséieren. Déi konventionéiert Acteure gestallten de sozioedukativen Accompannement onofhängeg vun der Origine vun der Wunneng, dës gëtt ugepasst un d'Besoinen vun de Bewunner.

Eng präzis Ventilatioun vun de Fraisen, déi explizit am Kader vun der Gestion locative sociale ausbezuelte ginn, ass heivir net méiglech.

De Familljeministère déckt iwwert d'Konventiounen, déi am Kader vum ASFT-Gesetz tëschent dem Ministère an den Acteuren aus dem Beräich vun der Wunnengsexklusivoun gemaach ginn, d'Personalkäschten an d'Fonctionnementskäschten. Konventionéiert Poste sinn esou zum Beispill sozioedukativt Personal, administrativ Posten, an och Techniker. D'Fonctionnementskäschten enthalten ënnert anerem administrativ an informatesch Ausgaben an Ausstattungen, Infrastruktur- a Locatiounskäschten vun de Büroflächen, Formationen vum Personal, Déplacementsfrais an deels technesch Interventiounen an de Wunnenen, déi vun den Acteuren gëiert ginn.

Et gëtt dohier eng Partie Servicer, wéi zum Beispill de Service logements encadrés et accompagnés vu Caritas accueil et solidarité ASBL a CNDS Wunnen vum Comité national de défense sociale, wou d'Gestion locative sociale, net d'Haaptaktivitéit vun de Servicer ass.

Am Tableau sinn déi verschidde Servicer, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, an déi am Beräich vun der Wunnengsexklusivoun schaffen, opgelésch. Sait 2018 si 4 zousätzlech Servicer an deem Beräich entstanden, a mam Ministère konventionéiert. De Käschtepunkt vun de Servicer an deem Beräich huet sech an de leschte 5 Joer quasi verduebelt, an ass vu ronn 6,3 Mio € am Joer 2018, op ronn 13,7 Mio € am Joer 2023 gestiegen. Dës ergëtt e Gesamtkäschtepunkt iwwert déi lescht 5 Joer, vu ronn 54,2 Mio €.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Niewent de Servicer aus dem Wunnengsdomaine, hunn och aner Servicer, déi haaptsächlech eng sozial Begleitung offréieren, eng Konventioun mam Familljeministère. Konventionéiert Servicer wéi zum Beispill de LISKO – Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter vun der Croix-Rouge luxembourgeoise oder dem Service d'accompagnement



social vun der Ligue médico-sociale begleeden d'Persounen an hirem Wunnprojet während der Zäit, wou hinnen eng Wunneng iwwert d'Gestaltung sociale vun enger Associatioun zur Verfügung gestallt gëtt. Esou ass de Volet vum Wunnen indirekt viséiert.

Et muss een och präziséieren, datt dës soziale Suivi och vun den 30 Offices sociaux am Kader vun der Aide sociale ugebuede gëtt. Et sief rappeléiert, datt d'Käschten en relation mat den Offices sociaux, zu 50 % vum Familljeministère mat finanzéiert ginn.

Simplification administrative pour le secteur agricole | Question 0239 (26/01/2024) de M. Luc Emering | M. André Bauler (DP)

D'Bauereprotester an eisen zwee groussen Nopeschlänner weisen op ee grouse Malaise an de landwirtschaftleche Milieuen hin.

Viru Kuerzem huet d'Madamm Landwirtschaftsminister an deem Kontext der Press matgedeelt, datt hei zu Lëtzebuerg keng Subside wäerte gestrach ginn an datt der administrativer Vereinfachung eng Prioritéit soll reservéiert ginn.

An deem Zesummenhang wollte mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Ëm wat fir administrativ Vereinfachungen handelt et sech?
2. Op wat fir Instrumenter a Mëttel wëll d'Madamm Minister zréckgräifen, fir den Acteuren aus dem Sektore administrativ Aufgaben ofzehuelen?
3. Ass den aktuellen administrativen Opwand vun de landwirtschaftlechen Acteure pro Berufsprofil schonn eemol quantifizéiert ginn? Gëtt et do detailléiert statistesch Material?

Réponse (08/02/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. an 2. Op EU-Niveau setze mer eis konsequent dofir an, datt d'Prozedur vereinfacht ginn. Sou siche mer no praktikabele Léisungen, fir d'Dokumentatioun an d'Bürokratie ze vereinfachen.

De Kontrollpand bei Investitiounsbäihëllefe gëtt erliichtert. Et gëtt e Screening gemaach, fir Hürden ofzebauen, notament bei den Demanden, Prozeduren a Kontrollen. Duerch dës Optimiséierung soll dem Betrëbsleeder säin Zäitopwand reduzéiert ginn.

De Prozess, fir Demanden anzerechen, gëtt vereinfacht, andeems déi eenzel Schrëtt an Dokumenter miniméiert ginn, a gläichzäiteg d'Transparenz an d'Verständlechkeet vun der Prozedur verbessert ginn.

ad 3. Neen.

Poursuites en matière de consommation de drogues | Question 0240 (26/01/2024) de M. Maurice Bauer (CSV)

La loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie prévoit dans son article 7 :

« Art. 7.

(1) Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 2.500 euros, ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront, de manière illicite, en dehors des locaux spécialement agréés par le Ministre de la Santé, fait usage d'un ou plusieurs stupéfiants ou d'une ou

de plusieurs substances toxiques, soporifiques ou psychotropes déterminées par règlement grand-ducal, à l'exception du cannabis et des produits dérivés de la même plante, ou qui les auront, pour leur usage personnel, transportés, détenus ou acquis à titre onéreux ou à titre gratuit.

(2) Seront punis d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 251 euros à 12.500 euros ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront, de manière illicite, fait usage des substances visées au paragraphe 1^{er}, devant un ou des mineurs ou sur les lieux de travail.

(3) Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 2.500 euros à 250.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement, les membres du personnel employé à titre d'enseignant, ou à tout autre titre dans un établissement scolaire, qui auront, de manière illicite, fait usage des substances visées au paragraphe 1^{er} dans un tel établissement.

(4) Les peines prévues au présent article ne s'appliquent pas en relation avec le cannabis ou les produits dérivés de la même plante. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

La consommation de stupéfiants est interdite suivant l'article 7 de la loi susmentionnée.

- 1) Combien de procès-verbaux constatant des infractions à cette interdiction de consommation de stupéfiants ont été dressés par la Police grand-ducale depuis 2015 ?
- 2) Combien de procès-verbaux ont par la suite fait l'objet de poursuites par les autorités judiciaires ?

Réponse (26/02/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Police grand-ducale recense différentes affaires de stupéfiants, à savoir la détention, le trafic et l'usage. Les données utilisées pour la présente analyse couvrent les années 2015 à 2023, cependant comme le bilan final pour l'année 2023 n'a pas encore été réalisé, le résultat pour cette année est basé uniquement sur les données de production actuelles et pourrait encore être sujet à des variations.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il y a lieu de remarquer que depuis l'adoption de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, la politique de poursuite des deux parquets a toujours consisté dans le fait de considérer les consommateurs de stupéfiants comme des personnes malades devant être prioritairement dirigées vers un traitement ou une cure de désintoxication.

En vertu de l'opportunité des poursuites, les parquets n'ont guère poursuivi les simples consommateurs en dehors de la commission d'autres infractions plus graves, telles que des vols commis à l'aide de violences ou d'effractions ou autres vols en série, ou en cas de consommation devant des mineurs ou dans les environs immédiats des écoles ou autres lieux où des jeunes se rencontrent, ou de quantités importantes de stupéfiants saisis.

Les parquets ont régulièrement fait application de l'article 23 de la loi du 19 février 1973 précitée, permettant aux procureurs d'État de proposer aux consommateurs de stupéfiants de se soumettre

volontairement à une cure de désintoxication ou en proposant depuis des années annuellement à au moins une soixantaine de jeunes consommateurs de cannabis un stage CHOICE18+ auprès de l'association Impuls.

Aide au réemploi | Question 0241 (26/01/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Persounen, déi iwwer 45 Joer hunn an hir Aarbecht wéinst „raisons économiques“ verluer hunn, kënnen, wa se eng nei Aarbecht fannen, bei der ADEM eng Demande fir eng Aide au réemploi maachen.

An deem Zesummenhang wëlte mir der Ministere fir Aarbecht an effentlechen Dëngscht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir eng Aide au réemploi sinn an deene leschte 5 Joer ofgeleent ginn? Wat waren hei d'Grënn dofir (Alter, Kennengungsgrond, Astellung als Fonctionnaire ...)?
2. Gesäit d'Regierung Handlungsbedarf, fir d'Aide au réemploi och fir Leit zougänglech ze maachen, déi via Arrêté genannt ginn an kee classeschen Aarbechtskontrakt hunn?

Réponse (23/02/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. An deem gefroten Zäitraum gouf et 472 Refusen an 1.002 Accorden.

Wat d'Haaptgrënn vun de Refusen ugeet, esou sinn déi meescht drop baséiert, dass d'Persoun net „de façon ininterrompue comme salarié au Grand-Duché de Luxembourg pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son inscription à l'Agence pour le développement de l'emploi“ geschafft huet. Dat mécht 21 % vun de Refusen aus.

Den Artikel L.541-8 vum Code du travail präziséiert, dass „Peut également bénéficier de l'aide temporaire au réemploi le chômeur indemnisé qui accepte d'être embauché dans un emploi comportant un niveau de salaire inférieur à son salaire antérieur à condition qu'il soit âgé de quarante-cinq ans accomplis, inscrit à l'Agence pour le développement de l'emploi de façon continue depuis un mois au moins et ait travaillé légalement et de façon ininterrompue comme salarié au Grand-Duché de Luxembourg pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son inscription à l'Agence pour le développement de l'emploi dans une entreprise qui dispose d'un établissement fixe au sens de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales au Grand-Duché. [...]“

Den Artikel L.541-7 (1) 3. Abschnitt seet zudeem och : „Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le salarié doit avoir travaillé légalement dans le cadre d'un contrat de travail pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son départ de l'entreprise d'origine.“

Weider heefeg Grënn vun engem Refus sinn der Fait, dass d'Entreprise d'origine, conformément zum Artikel L.541-7 (1) 2. Abschnitt, net eligibel erkläert ginn ass vum Aarbechtsminister:

„Dans tous les cas le personnel de l'entreprise d'origine doit avoir été déclaré éligible par le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions qui statue sur requête de toute partie intéressée.“

Dat sinn 18 % vun den Decisiounen. 15 % vun de Refuse si justifiéiert, well d'Persoun hir Demande hors délai agereecht huet. Den Delai ass dräi Méint nom neien Engagement.



An 12 % vun de Fäll huet den Demandeur, wann et sech ëm e Chômeur indemnisé handelt, d'Alterskonditioun vu 45 Joer net erfëllt.

Ze bemierke bleift nach, dass an enger Rei Dossieren net nëmme just ee Grond de Refus motivéiert, mee dass et der kënne méi sinn.

ad 2. Aktuell gesäit d'Regierung keen Handlungsbedarf, fir d'Aide au réemploi och fir Leit zougänglech ze maachen, déi via Arrêté genannt ginn.

Nouveau design pour les bus RGTR | Question 0242 (26/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

2021 ass decidéiert ginn, fir all d'RGTR-Busser mat engem eenheetlechen Design auszustatten. D'Iddi war, dass d'Leit besser den Ënnerschied tëscht RGTR-Busser an anere Buslinne sollen erkenne kënnen. Ënnerschiddlech faarweg Sträifen op der Säit (gréng, mof, giel ...) weisen, zu wéi enger Busfirma de Bus passt. Bis 2022 sollt dësen neien Design op all den RGTR-Busser drop sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass méttlerweil all Bus am RGTR-Reseau am neie Look ausgestatt ginn?
2. Wat ass de Feedback vun de Passagéier?
3. Wat ass de Feedback vun de Busfirmaen?
4. Wéi vill huet d'Ëmgestaltung vun de Busser kascht, déi dee Moment am Ëmlaf waren? Wien huet dës Käschte gedroen?

Réponse (26/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Vun den aktuell 1.218 RGTR-Busser, déi am RGTR fueren an ugemellt sinn, fueren der aktuell 880, dat sinn 73,2 %, am neien RGTR-Design. D'Busfirmen sinn dobäi, déi reschtlech Busser sou séier wéi méiglech mam neie Look auszustatten. Am Laf vun dësem Joer misst esou déi ganz RGTR-Flott am neien Design gepecht sinn.

ad 2. Zu dësem Sujet gouf bis elo nach kee Sondage bei de Passagéier gemaach.

ad 3. Fir eng Busfirma, déi fir d'Bedreiwe vun RGTR-Linnen nei Busser akeeft, spilt en neie Look weider keng Roll. Fir e Busreseau ass awer méi generell eng „identité visuelle“ eng Plus-value, well doduercher de Reseau a seng Offer méi Visibilitéit kritt. Dowéinst huet och praktesch all Bedreier vun ëffentlechem Transport am Grand-Duché an am Ausland eng „identité visuelle“ fir säi Fuerpark.

ad 4. D'Käschte fir d'Ëmgestaltung vun de Busser waren an der Gesamtoffer vun de Busfirmen fir d'RGTR-Ausschreibung 2020 mat abegraff.

Multicam camouflage pour l'armée | Question 0243 (26/01/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Lëtzebuerger Armée hat bis elo hiert Camouflage-Gezei an Eegeregie entwéckelt, och wann dës a punkto Faarf a Musterung vum finnesche Militär inspiréiert war. National Symboler, ewéi de Roude Léiw an/oder d'Kontur vum Lëtzebuerger Land, ware bis elo an de Camouflage vun den Drillcher integréiert.

Elo soll, esou gëtt gesot, dës Camouflage duerch den amerikanesche Multicam-Camouflage ersat ginn. No-deems och déi belsch Armée – no den Hollänner an de Britten – den amerikanesche Multicam-Camouflage

agefouert huet, zitt déi Lëtzebuerger Armée elo no. Aus Arméiskreesser heescht et awer, dass dës nei Tarnung sech der Lëtzebuerger Natur schlecht upasst, och well se vill ze hell ass. Iwwerdeems stellt sech d'Fro, ob déi Lëtzebuerger Armée duerch d'Aféiere vum amerikanesche Multicam-Camouflage net och en Deel vun hirer Identitéit verléiert.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Arméiminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass de Camouflage vun der Lëtzebuerger Armée soll geännert ginn? Wa jo, firwat?
2. Bleiwen déi national Symboler, ewéi der roude Léiw an/oder d'Kontur vum Lëtzebuerger Land an/oder eventuell weider Symboler och op deenen neien Drillcher bestoen?
3. Besteet an den Ae vun der Madamm Minister net d'Gefor, dass d'Lëtzebuerger Armée duerch d'Aféiere vum amerikanesche Multicam-Camouflage en Deel vun hirer Identitéit verléiert?

Réponse (21/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1. Momentan huet d'Lëtzebuerger Armée esouwuel „Woodland“ (Bësch) wéi och „Desert“ (Wüst) Camouflage.

Well bei zukünftege Kleedungssystemer d'Unzuel vun de Kleedungsstécker an d'Luucht wäert goen, ass eng Léisung gesicht ginn, mat där evitéiert gëtt, dass all d'Elementer vum Kleedungssystem an 2 Faarwe kaf musse ginn. D'Léisung, déi fonnt ginn ass, ass ee Camouflage, deen esouwuel fir „Desert“ wéi och „Woodland“ adaptéiert ass, de sougenannte „Multicam“.

ad 2. Um Drillécht wäert weiderhin de Roude Léiw gedroe ginn an och „LUXEMBOURG“ wäert weiderhin op der rietser Broscht stoe bleiwen.

ad 3. Nee.

Création d'une plateforme nationale de participation citoyenne | Question 0244 (29/01/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Lors d'une conférence de la Plateforme luxembourgeoise de la démocratie participative (PLDP), appartenant à l'Université du Luxembourg, les responsables de la PLDP ont présenté les analyses et animé un débat sur les conclusions et suites à donner aux deux expériences structurées et inédites de participation démocratique, que furent le « Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050 », l'assemblée citoyenne du processus Luxembourg in Transition, ainsi que le « Klima-Biergerrot ».⁴

Ces expériences avaient comme but de permettre aux citoyennes et citoyens de participer activement à l'élaboration de recommandations aux responsables politiques dans un cadre thématique dédié et d'élaborer un apport complémentaire à celui des expert.e.s, associations, organisations et institutions afin d'enrichir les discussions en vue des prises de décisions politiques. Vu que la participation citoyenne structurée a pour vocation de rendre les décisions politiques plus inclusives, compréhensibles et socialement acceptables pour l'ensemble de la population, une des recommandations issues des expériences susmentionnées est notamment la création d'une plateforme permanente de participation citoyenne, ni limitée dans le temps ni à une thématique spécifique.

Dans ce contexte, les membres de la Chambre des Députés – à l'exception de ceux de l'ADR – avaient adopté, lors du débat d'orientation du 21 mars 2023, une motion de M. François Benoy invitant le Gouvernement à « étudier, en collaboration avec la Chambre des Députés, la faisabilité et les modalités d'une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale, telle que par exemple un conseil citoyen, qui puisse associer de manière systématique et continue les citoyens à l'élaboration de politiques publiques ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Premier ministre :

1) Le nouveau Gouvernement partage-t-il toujours la volonté de renforcer la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques aux niveaux national et local ?

2) Le Gouvernement partage-t-il également les conclusions et recommandations des analyses scientifiques du fonctionnement des deux assemblées citoyennes prémentionnées ?

3) Quand est-ce que Monsieur le Premier ministre entend donner suite à la motion du 21 mars 2023, en lançant les travaux visant à définir, en collaboration avec la Chambre des Députés, les modalités d'une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale, respectivement d'un conseil citoyen permanent ? Quelle sera la première étape ?

Réponse (26/02/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Tout d'abord, il convient de noter que, dans la démocratie représentative qu'est le Grand-Duché, la Chambre des Députés est la première et la plus importante institution d'expression de la volonté des électeurs et de participation citoyenne. De plus, le système des pétitions, dont usage est fait de plus en plus, permet notamment aux citoyens de faire entendre leurs préoccupations et leurs demandes précises.

Par conséquent, le Gouvernement n'a pas l'intention de mettre en place une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale.

Le Gouvernement entend engager les citoyens dans un large dialogue sur une série de sujets spécifiques.

Ainsi, l'accord de coalition prévoit notamment qu'une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme du système des retraites afin de trouver un consensus à ce sujet. De même, le Gouvernement poursuivra une politique climatique qui associe les citoyens aux décisions majeures. Les résultats de l'étude sur le « Klima-Biergerrot », dirigée par l'Université du Luxembourg, sont en cours d'analyse afin d'améliorer l'organisation de futurs projets similaires. La participation active de la société civile au processus d'élaboration des nouvelles mesures constituera également un levier essentiel dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Lutte contre la criminalité financière | Question 0245 (29/01/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans le cadre d'un entretien accordé au hebdomadaire « d'Lëtzebuerger Land » et paru le 18 janvier 2024, le directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) est cité avec les mots suivants : « En matière de criminalité financière, nous sommes souvent confrontés à des structures extrêmement complexes. Le problème au Luxembourg, c'est que l'enregistrement, la douane, l'ACD, la CSSF et la police judiciaire travaillent chacun

⁴ Conférence et rapports d'évaluation : <https://pldp.lu/assemblees-citoyennes-au-luxembourg/>



dans leur coin. Il faudrait unir nos ressources. Je pense à une petite cellule d'experts: une douzaine de personnes ayant la qualité d'officier de police judiciaire et travaillant sous l'autorité du parquet. »

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est votre appréciation politique de la proposition citée plus haut ? Êtes-vous prêts à explorer l'idée d'une telle cellule d'experts ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse (01/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le dernier rapport du Groupe d'action financière (GAFI) met en évidence une forte coopération entre les différentes autorités compétentes en matière de lutte contre la criminalité financière. Au sein du Ministère de la Justice, la direction Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBCFT), et à sa tête la coordinatrice nationale, a pour fonction d'assurer la coordination nationale et veille à ce que tous les acteurs travaillent ensemble. Le Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme est l'instance au sein de laquelle tous les acteurs de la LBCFT se rencontrent et agissent ensemble dans le but d'une mise en œuvre efficace de la législation anti-blanchiment.

Afin d'assurer l'efficacité de la répression en matière de criminalité économique et financière, en particulier en matière de blanchiment d'argent, le Gouvernement s'est engagé à augmenter les ressources de la police judiciaire et des autorités judiciaires.

L'idée de créer une petite cellule d'experts, tel que proposée par Monsieur le Directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, semble à première vue prometteuse. Néanmoins, il conviendra d'analyser cette mesure ainsi que ses éventuelles modalités de fonctionnement et d'organisation, dans le cadre des travaux du Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, dont la mission est précisément de contribuer à l'élaboration, à la coordination et à l'évaluation des politiques et stratégies nationales de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme.

Nombre de pharmacies | Question **0246** (29/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon son programme de coalition, le nouveau Gouvernement envisage, en tenant compte de la croissance démographique, d'augmenter le nombre de pharmacies et de rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives. En outre, le Gouvernement entend redéfinir le rôle de la pharmacie dans le sens d'un renforcement du conseil pharmaceutique envers le patient.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé quels sont les critères objectifs autres que la croissance démographique qui seront à la base de l'augmentation du nombre des pharmacies.

2) Quel sera, le cas échéant, le nombre de nouvelles concessions autorisées et quel sera leur statut ?

3) Le Gouvernement entend-il autoriser la vente de médicaments non sujets à prescription dans les supermarchés ou parapharmacies ?

4) Quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à la vente de médicaments en ligne ?

5) Quelles modifications le Gouvernement envisage-t-il concernant les attributions et obligations de la profession de pharmacien ?

Réponse (28/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon l'article 1^{er} de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, « aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement, qui prendra au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale ». Il est par ailleurs procédé à la demande d'un avis de la Direction de la santé. Ces avis tiennent compte aussi bien de la croissance démographique que de la densité médicale dans la commune de la pharmacie à créer.

ad 2) En basant le calcul du nombre total d'officines sur le nombre des habitants du Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de la santé propose un nombre total de 121 officines. Le nombre actuel de concessions ouvertes au public étant de 101, celui des pharmacies créées, mais pas encore ouvertes au public étant de 2 et celui des pharmacies en procédure de création étant de 7, la création d'un total de 11 nouvelles pharmacies pourrait encore être prévue.

La loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie prévoit que la pharmacie est un service public qui est géré selon le mode de la concession.

ad 3) L'accord de coalition ne prévoit pas d'introduire l'autorisation de la vente de médicaments non sujets à prescription dans les supermarchés ou parapharmacies.

ad 4) Suivant la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public de médicaments, les pharmaciens exploitant une officine au pays peuvent être autorisés à vendre en ligne des médicaments humains non soumis à prescription.

ad 5) La Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale envisage des pourparlers entre les partenaires impliqués pour actualiser la profession de pharmacien.

Centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck | Question **0247** (29/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Il est actuellement question d'implanter un centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck. La Sarre est favorable à un tel centre de formation, qui pourrait s'occuper de la lutte transfrontalière contre la criminalité et former les autorités de sécurité d'Allemagne, de France et du Luxembourg. En plus du centre de formation, une unité de police permanente pourrait être installée à la même adresse. Le fait que la police fédérale allemande et la police française travaillent déjà en étroite collaboration à Sarrebruck est un argument en faveur du site proposé.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position du Luxembourg sur le projet d'un tel centre de formation multinational ? Quelle serait la contribution du Luxembourg à un tel projet ?

2) Sous quelle forme le Luxembourg est-il impliqué dans le projet allemand ? Existe-t-il un calendrier pour le projet en question ? Si oui, quelles sont les étapes prévues et à quelle date ?

3) Quelles ressources financières et humaines le Luxembourg consacre-t-il actuellement à la coopération policière transfrontalière ? Y a-t-il d'autres projets

de coopération policière transnationale en cours de planification ?

Réponse (29/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Ni le Ministère des Affaires intérieures ni la Police grand-ducale ne disposent d'informations relatives à un projet de centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck.

ad 3) La coopération policière transfrontalière peut revêtir différentes formes allant de patrouilles ou de contrôles mixtes à une coopération institutionnalisée au sein d'un Centre de coopération policière et douanière (CCPD). Si les dépenses en relation avec le CCPD figurent chaque année dans le budget de l'État, il est difficile de chiffrer les ressources consacrées à d'autres formes de coopération.

Ces initiatives sont mises en place de manière ad hoc (comme par exemple les patrouilles mixtes ou des initiatives dans le cadre de coopération Hazeldonk), ce qui rend la prévisibilité à long terme difficile.

À titre d'exemple, à l'heure actuelle le CCPD est constitué de :

- 14 membres français (4 de la Gendarmerie nationale, 7 officiers de police et 3 douaniers) ;
- 9 membres allemands (2 officiers de police de la Sarre et 2 de la Rhénanie-Palatinat, 2 douaniers et 3 policiers de la Police fédérale allemande) ;
- 9 membres belges (8 policiers de la Police fédérale et 1 douanier) ;
- 7 membres luxembourgeois.

Agressions envers le CGDIS | Question **0248** (29/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 5 juin 2019 portant modification de l'article 269 du Code pénal a répondu aux chiffres alarmants d'agressions sur des secouristes en introduisant une infraction particulière dans le Code pénal. En effet, de nombreux intervenants du CGDIS se sont déjà fait agresser verbalement et physiquement au cours de leur service. Afin de résoudre ce problème de manque de sécurité, le message du législateur n'était pas seulement de punir plus sévèrement des comportements inacceptables mais aussi d'assurer une réalisation du travail des secouristes dans des conditions convenables. Ainsi, les agressions contre les services de secours, les policiers, les douaniers, les soldats et ceux qui participent à une mission de sécurité publique sont sanctionnées pénalement allant jusqu'à une peine de prison ferme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Suite à la modification législative, est-ce que des plaintes ont été déposées pour des comportements de rébellions comme prévus par l'article 269 du Code pénal ? Si oui, combien ?

2) Est-ce que des condamnations ont été prononcées sur base de ce même article ? Si oui, combien et pour quels comportements incriminables ?

3) Est-ce qu'il existe des chiffres officiels sur des agressions envers le CGDIS ? Si oui, quel en est le nombre pour la période suivant l'entrée en vigueur de la loi de 2019 ?

4) Est-ce que les secouristes et les autres professions concernées témoignent d'une hausse de leur sentiment de sécurité lors de leurs interventions au terrain ? Sinon, les ministres songent-ils à d'autres solutions à mettre en place ?



5) Est-ce que d'autres professions qui sont de nature à intervenir sur le terrain et qui ne sont pas visées par cette loi font l'objet d'agressions envers leur personne ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

Réponse (29/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Considérant que la loi du 5 juin 2019 portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile a pour objet d'offrir aux membres des services de secours une protection efficace en cas d'agressions pendant l'exercice des missions de sécurité civile, les réponses aux questions 1 et 3 à 5 ne concernent que les agents du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 5 juin 2019, trois plaintes ont été déposées pour des comportements de rébellion, dont ont été victimes des agents du CGDIS.

ad 2) Ci-dessous, vous trouvez le nombre d'affaires nouvelles concernant les faits incriminés par l'article 269 du Code pénal ainsi que le nombre de condamnations prononcées sur base dudit article, sans distinction quant aux personnes visées à l'article 269 du Code pénal, le système de traitement ne permettant pas de ventiler les statistiques selon les entités concernées ou les comportements tombant sous la qualification de « rébellion ».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Toutefois, il ressort des informations obtenues du CGDIS, qu'une des condamnations concerne le CGDIS et porte sur des violences légères sur des membres du CGDIS.

ad 3) et 4) Une hausse du sentiment d'insécurité des agents du CGDIS lors de leurs interventions ne peut pas être relevée. Ceci est confirmé par les chiffres issus du formulaire « Meldebogen Gewalt/Übergriff », mis à disposition des agents, qui sont à mettre en relation avec le nombre des interventions assurées par le CGDIS depuis 2018 (plus de 400.000) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5) Nous prions le député de se référer à la phrase introductive.

Implications au Luxembourg des procédures judiciaires contre Orpea | Question 0249 (30/01/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le groupe Orpea dispose aujourd'hui d'une résidence pour seniors à Luxembourg, implantée à Luxembourg-Merl. Une deuxième est planifiée à Strassen.

Selon des articles récents dans la presse nationale et internationale, des perquisitions et auditions ont été menées chez Orpea et ceci simultanément dans cinq pays. Rappelons que le groupe est visé par plusieurs procédures judiciaires, concernant notamment des abus de confiance, de biens sociaux et de blanchiment aggraves.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) En tenant compte des procédures judiciaires en cours contre le groupe en question, quelles sont les précautions prises au Luxembourg dans le cas où le groupe se trouverait dans l'impossibilité d'assurer le bon fonctionnement de ses résidences pour seniors à Luxembourg ?

2) En tenant compte de la situation financière détériorée du groupe en question, Monsieur le Ministre est-il en contact avec les autorités françaises et notamment avec la Caisse des dépôts ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des renseignements sur l'avancée voire la date d'ouverture d'une deuxième résidence pour seniors à Strassen gérée par Orpea ?

4) Sachant que la Ministre de la Famille antérieure avait assuré que des contrôles seraient effectués à la résidence pour seniors gérée par Orpea, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les contrôles effectués ? Combien de contrôles ont été effectués depuis l'implantation d'Orpea au Luxembourg ? Quelles ont été, le cas échéant, les irrégularités ou anomalies constatées et quelles sont les conséquences qui ont été tirées ?

Réponse (26/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La société Orpea Luxembourg Exploitation SARL, actuellement titulaire d'un seul agrément de type « Centre intégré pour personnes âgées » pour la résidence Récital à Luxembourg-Merl, est soumise à la loi modifiée du 8 septembre 1998 et au règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999. Conformément à l'article 6 de cette loi, dans l'éventualité où l'agrément serait retiré ou refusé, le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil peut demander à une personne ou organisme agréé similaire de reprendre la gestion du service pour une durée maximale d'un an, renouvelable une fois, dans l'intérêt physique et moral des usagers.

ad 2) Dans ce dossier, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a été dès le départ en contact étroit avec le conseil de gérance d'Orpea Luxembourg SARL.

ad 3) En janvier 2024, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a réceptionné une demande d'agrément pour une structure d'hébergement pour personnes âgées que la société Orpea Luxembourg Exploitation SARL envisage de gérer à Strassen. Actuellement, cette demande d'agrément est en cours d'analyse. Selon les informations fournies par le gestionnaire, la date d'ouverture de la structure est prévue pour l'été/l'automne 2024.

ad 4) Des contrôles sont réalisés par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance dans le cadre de leurs missions respectives.

4.1 L'agrément octroyé à Orpea Luxembourg Exploitation SARL pour l'exercice de l'activité « Centre intégré pour personnes âgées », appelée résidence Récital à Luxembourg-Merl a fait l'objet de 2 contrôles d'agrément en 2022 et de 2 contrôles d'agrément en 2023 effectués par les agents du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil.

L'agrément en vigueur est conditionné et limité d'une année en ce qui concerne la formation en soins palliatifs du personnel d'encadrement (art. 12) et la maîtrise de 2 langues usuelles du Luxembourg, dont le luxembourgeois (art. 13.).

4.2 Dans le cadre des missions de contrôle de la qualité des prestations des personnes dépendantes, une prise de contact est systématiquement réalisée par l'Unité qualité et contrôle de AEC suite à chaque ouverture d'établissement ou pour tout futur prestataire de soins dans l'assurance dépendance.

Le but de ces rencontres est de prendre connaissance du concept de soins et d'encadrement et de voir comment les prestataires vont documenter le suivi de leurs bénéficiaires de l'assurance dépendance. Les obligations légales liées au suivi des indicateurs qualité et au contenu de la documentation de la prise en charge telles que définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 sont abordées et une visite de contrôle de documentation suivra après au moins un semestre d'activité après cette première rencontre.

Ainsi, l'Unité qualité et contrôle de l'AEC a rencontré la direction de la résidence Récital d'Orpea à Merl en décembre 2022. Un premier contrôle de la documentation a été réalisé début juillet 2023. De plus, une formation/information spécifique pour le personnel infirmier encadrant et une thérapeute a été réalisée en novembre 2023.

Enfin, des évaluations et réévaluations de l'état de dépendance ont été réalisées au sein de la résidence Récital. Cela a permis de rencontrer près de 20 résidents dépendants et d'avoir des entretiens tant avec eux, dans le cadre des missions liées à la détermination de leurs besoins, mais aussi avec le personnel les encadrant. Ces évaluations ont été réalisées, en majorité par une référente infirmière de l'Unité qualité et contrôle et des médecins de l'AEC.

Pollution lumineuse | Question 0250 (30/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

2020 gouf an der Chamber eng Debatt gefouert iwwert d'Lichtverschmutzung, a wéi een Impakt dës op eis Ëmwelt souwéi Mënsch an Déier huet. Grad bei villen Déieren ass kënschtlech Luucht ee Problem, well hire Rhythmus an hiert Verhalen verännert ginn. Sou gouf zum Beispill bei Insekten oder Fliedermais erausfonnt, dass d'Luucht hir Orientatioun stéiert an deemno och d'Parungsverhalen negativ beanträchtegt, wat dann erëm ee Risiko fir d'Biodiversitéit ass.

Vill Spadséierweeër, Nationalstroossen an Autobunnen, wou och Luuchtepottoe stinn, féieren duerch oder laanscht Natura-2000-Zonen. D'Lichtverschmutzung gëtt als ee Punkt am nationale Plang fir Naturschutz (PNPN3) opgefouert, deen och dës Regierung ënnerstëtzt, laut Koalitiounsaccord. De Plang verweist op de „Leitfaden ‚Gutes Licht‘ im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg“, wou recommandéiert gëtt, fir op insekteschounend an eng ugepasste Belichtung ze setzen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Op wéi enge Weeër a Stroossen hei am Land si schonns déierefrëndlech Luuchten installéiert? Op wéi enge Stroossen ass dat nach net de Fall?

Réponse (06/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De Leetfuedem „Gutes Licht im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg“ gouf 2018 vum deemolegen Departement fir Ëmwelt vum Ministère fir nohaltig Entwécklung an Infrastruktur ausgeschafft. All d'Luuchte mat LED-Technologie, déi säitdeem vun der Stroossebauverwaltung opgeriicht goufen, entsprechen deem nationale Leetfuedem. Säit der Publikatioun vum Leetfuedem sinn ongeféier 25 % vun de ronn 56.000 Luuchten op de Staatsstroosse mat LED-Technologie equipéiert ginn.

D'Ëmsetzung vun der Erneuerung vum Bestand duerch Luuchte mat LED-Technologie geschitt



entsprechend dem dofir ageplangte Budget, dem Alter vun de bestoenden Anlagen an den eventuell geplangten Aarbechten op Streckenofsnëtter vu Staatsstroossen.

Conditions de recrutement des CFL | Question 0251 (30/01/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et eis zougedroe gouf, hunn d'CFL rezent eng Rei Plaze fir Kontrolleren ausgeschriwwen. Bei de Sproochkenntnisser gouf just d'Beherrsche vum Franséischen d'office als Krittär zeréckbehalen. Lëtzebuergeschkenntnisser mussen réischt ee Joer nom Start vum Aarbechtskontrakt nogewise ginn, Däitsch genausou wéi d'Weltsprooch Englesch gi just als Atout gehandelt.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gären dës Froen stellen:

1. Wéi war déi Decisioun begrënnt, Franséisch als eng vun dräi Amtssproochen hei vis-à-vis vun eiser Nationalprooch, dem Lëtzebuergesch, déi och esou am Artikel véier vun där neier Verfassung definéiert gëtt, ze prioriséieren? Ass dës Praxis och an anere Beräicher vun den CFL üblech?

2. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, datt Däitsch als eng vun eisen dräi administrative Sproochen guer net méi nogewise muss ginn, an dat, obwuel mir e staarke grenziwwerschreidenden Eisebunnsverkéier mat Däitschland ënnerhalen?

3. Gesäit d'Regierung an deem aktuelle Profil net eng Benodeelegung vun deene Membere vun CFLs-Personal, déi fir hir Astellung nach Kenntnis an eisen dräi administrative Sproochen hu missen nowiesen? Falls net, firwat net?

4. Wéi erkläert d'Regierung, datt et offenbar sou schwéier ass, Leit mat entsprecherender Sproochkenntnisser ze rekrutéieren?

5. Aktuell si ronn 18.000 Leit zu Lëtzebuerg aarbechtslos gemellt. Gouf am Kader vun där genannter Ausschreibung och gezielt bei der ADEM intervenéiert, fir d'CFL als Employeur ze promouvieren a Leit ze rekrutéieren respektiv ëmzeschoulen, déi hir Diplomer zu Lëtzebuerg gemaach hunn an iwwer gutt Kenntnisser an eisen dräi administrative Sproochen verfügen? Falls net, firwat net?

Réponse (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Astellungsbedarf am Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in bei den CFL läit aktuell op der Héicht vun ca. 40 bis 50 ETP pro Joer.

An dësem Metier ass et an de leschte Jore besonnesch schwéier ginn, genuch Kandidatinnen a Kandidaten ze fannen, déi esouwuel Lëtzebuergeschkenntnisser matbréngen, wéi och dem Rescht vun den Ufuerderunge vum Metier entsprechen, besonnesch am Beräich Sécherheet a Service um Client. Dëst ënner anerem wéinst der Nuets- a Sonndesaarbecht oder och der allgemenger Situatioun am Aarbechtsmaart.

Am leschte Grupp vun de realiséierten Astellungen, déi am Januar 2024 ugefaangen hunn, konnte just 3 Mataarbechter fonn gi mat Lëtzebuergeschkenntnisser, déi interesséiert waren an och allen anere Krittären entsprach hunn.

Fir der Entwécklung vum Beruffsmangel vum/vun der Zuchbegleeder/in entgéintzewierken, hunn d'CFL d'Viraussetzungen an de Sproochkompetenzen ugepasst.

Franséisch ass am Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in op 3 vu 4 Reseauen, op deenen d'CFL operéieren, déi virgeschriwwen Sprooch laut jeeweileger nationaler Eisebunnsregelung (FR-BELU).

Lëtzebuergesch ass a bleift fir d'CFL eng wichteg Sprooch, besonnesch am betriebléchen Zesummenleien esouwéi am Beräich vum Service a Kontakt Client.

D'CFL rekrutéieren zënter Joren an anere Beruffer Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi de Krittär „Lëtzebuergeschkenntnisser“ net direkt bei der Astellung erfüllen. Fir der Wichtigkeet vun der Sprooch Rechnung ze droen, forméieren d'CFL dës nei Mataarbechterinnen a Mataarbechter intensiv am Lëtzebuergesch während dem 1. Joer (Proufzäit). Dobäi ass den Noweis vum gefuerderten Niveau duerch Tester um Enn vun dëser Period eng Konditioun, fir fest agestallt kënnen ze ginn.

Däitsch ass am Eisebunnsverkéier eng Ufuerderung um däitschen Territoire. Den nationalen Traffick op der Linn 30 ass net vun der Konditioun betrafft. All Zuchbegleederinnen an Zuchbegleeder, déi grenziwwerschreidend an Däitschland fueren, erfüllen dës Sproochekonditioun.

Den Uwerbungsprozess bei den CFL baséiert op klore Selektionskrittären an Tester, déi eng objektiv an onparteiessche Entscheedung garantéieren. Lëtzebuergeschkenntnisser bleiwe beim Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in een Atout, a sinn domat ggf. ee Virdeel, am Zesummespill mat den anere Krittären.

De Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in entweckelt sech weider, wéi och aner Beruffer bei den CFL, an domat och d'Krittären vun der Auswiel, déi bei der Astellung mussen generell un d'Entwécklung vum jeeweilege Metier, an domat un d'Ufuerderungen, ugepasst ginn. Sou kann et och sinn, dass nei Kandidatinnen a Kandidaten op Kompetenze getest ginn, déi fréier net hu mussen nogewise ginn.

Am Sécherheetmetier vum/vun der Zuchbegleeder/in stellen d'Sproochkenntnisser nëmmen een Deel vun de Kompetenzen a Fäegkeeten duer, déi fir d'Ausübe vum Beruff noutwendeg sinn. Et ass duerfir generell net einfach, fir déi passend Kompetenzen ze fannen. Dobäi kënn dann déi virdru genannte Situatioun vun der Attraktivitéit vun Nuets- a Sonndesaarbecht um nationale Plang.

D'CFL deklaréieren all vakant Posten un d'ADEM. All Assignatioun gëtt consideréiert an op den etablierte Krittären evaluéiert. D'CFL konnten och Mataarbechterinnen a Mataarbechter iwwer dee Wee astellen. Eng aktiv Zesummenaarbecht gëtt et doriwwer eraus um Plang vun Evenementer, déi d'ADEM organiséiert.

Exclusion de l'ambassadeur de Russie de la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste | Question 0252 (30/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem oppene Bréif un den Direkter vun der Nationale Resistenzmusée schreift de russeschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg, S.E., den Här Dmitry Lobanov, dass hien den 9. Januar 2024 vum Direkter vum besotene Musée a vum Escher Buergermeeschter ageluede gi war, am Kader vum „Internationalen Dag vum Gedenken un d'Affer vum Holocaust“ (27. Januar) un enger Gedenkfeier deelzehuelen. Hien hätt déi Invitatioun och dankend ugeholl, wier dunn awer, den 22. Januar, rëm ausgeluede ginn.

Dëst mam Argument, déi Invitatioun wier „verseeënlech“ un hie geschéckt ginn. Den Ambassadeur weist a sengem Bréif drop hin, datt een deemno dat Land,

dat viru bal 79 Joer d'KZ Auschwitz-Birkenau befreit hätt, „by mistake“ (ech zitieren aus der englescher Iwwersetzung vum Bréif) ageluede hätt, an: „I think no one will dare to deny that without the collective feat of the Soviet people, the map of Europe and, probably, the entire planet, would look completely different today. If there were no sovereign state, the Grand Duchy of Luxembourg, there would be no museum, which you have the honour to head.“

Am leschten Abschnitt vum Bréif spékuléiert den Ambassadeur iwwer d'Grënn, déi zu senger iwwerraschender Ausluedung gefouert hunn, a léisst duerchblécken, datt den Direkter vum Resistenzmusée dës Ausluedung wuel ni aus eegener Initiativ formuléiert hätt: „Such a clumsy gesture could only be suggested to you by those who do not know history, or rather, want to forget it as soon as possible, so that it does not interfere with their political games in the name of absolutely opportunistic goals.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Ausluedung vum russeschen Ambassadeur net mat der Lëtzebuurger Regierung ofgeschwat ginn ass, bzw. datt keen Drock vun der Lëtzebuurger Regierung op den Direkter vum Resistenzmusée, mam Zil, de russeschen Ambassadeur auszelueden, ausgeübt ginn ass?

2. Och d'EU-Kommissioun huet op hirer Websäit en Artikel publizéiert, dee seet, datt d'KZ Auschwitz vun den „alliierten Arméien“ befreit gouf. Déi Rout Arméi gëtt net ernimmt. Et kann ee wuel dovun ausgoen, datt dës Formulierung absichtlech gewielt gouf, fir d'Sowjetunioun an hiren Nofollegstaat Russland net missen ze ernimmen. Gesäit d'Regierung heiran eng Form vu Geschichtsverfälschung?

3. Ass d'Regierung an hirer Kommunikatioun gewillt, fir déi onbestreitbar, historesch Verdéngschter vun der Sowjetunioun am Kampf géint den Nazismus ze ernimmen an domat och de sowjettesche Bäitrag fir d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vum Lëtzebuurger Land?

4. Huet déi Lëtzebuurger Regierung géintwärt der russescher Ambassade Schrëtt ënnerholl, fir den diplomateschen Affront vum Resistenzmusée ze korrigéieren?

Réponse (27/02/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Resistenzmusée war als Organisateur eleng responsabel fir den Oflaf vun der Zeremonie a fir d'Aluedungen an d'Ausluedungen. Wéi üblech, ass d'Participatioun vun der Regierung op ville Commemoratiounszeremonië mat den Organisateuren koordinéiert ginn.

ad 2. D'Regierung kommentéiert am Prinzip keng Publikatiounen vun aneren Organisatiounen.

ad 3. Déi Lëtzebuurger Regierung setzt sech weiderhi fir eng Gedenkkultur an, déi den Zweete Weltkrich a senger ganzer Complexitéit belicht.

ad 4. Nee.

Crise dans le secteur immobilier | Question 0253 (30/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

D'Kris am Immobiliensektor féiert dozou, datt eng Rëtsch Mënschen hir Aarbecht verléieren oder verluer hunn. Dat betrëfft Immobilienagencen, Promoteuren a Bauentreprisen. Quasi all Woch héiert ee vu Firmen, déi Leit mussen entloossen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen:

1. Verfüügt den Här Aarbechtsminister iwwer rezent Zuelematerial, dat d'Entwécklung vum Chômage an deem Secteur dokumentéiert?

2. A wat fir engem Mooss konnte Mënschen, déi hir Aarbecht verluer hunn, kuerzfristeg op enger neier Plaz ënnerdaach kommen?

3. Wéi vill betraffe Leit kënnen vun de Weiterbildungsmoossname vun der ADEM profitéieren, fir weider attraktiv um Aarbechtsmaart kënnen ze bleiwe respektiv fir deen disponibel ze bleiwen?

Réponse (28/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Fir d'Evolution vum Chômage an deene viséierte Secteuren ze analyséieren (Immobilier a Bau), baséiert d'ADEM sech op déi representatiivst Métiers ROME⁵, d'Codes C15 fir den Immobilier an F fir de Bau.

Op den 31.12.2023 lounge d'Zuel vun den Aarbechts-sichenden (Résidents disponibles), deenen hiren éischten enregistréierte Metier engem vun de Métiers ROME vum Immobilier (Code ROME C15) entsprécht, bei 156, also eng Steigerung vu 54,5 % par rapport zum 31.12.2022. Op d'ganzt Joer 2023 gekuckt ass d'Evolution vun der Zuel vun den Aarbechtssichenden déi folgend:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 lounge d'Zuel vun den Aarbechts-sichenden (Résidents disponibles), deenen hiren éischten enregistréierte Metier engem vun de Métiers ROME vum Bau (Code ROME F) entsprécht, bei 1.778, also eng Steigerung vun 33,8 % par rapport zum 31.12.2022. Op d'ganzt Joer 2023 gekuckt ass d'Evolution vun der Zuel vun den Aarbechtssichenden déi folgend:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wann een dat nach méi detailléiert, gesäit een, a wéi enge Metiere vum Bau déi 1.778 Aarbechtssichend enregistréiert sinn:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Aarbechtssichend sinn zu bal gläichen Deeler enregistréiert an de Metiere vum Gros oeuvre a vum Second oeuvre (respektiv 41 % a 40 %), an 11 % sinn enregistréiert an de Métiers Conception an Études.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechts-sichenden (726) ëm 23,5 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechts-sichenden (707) ëm 44,9 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechts-sichenden (190) ëm 28,4 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

En parallèle ass d'Evolution vun de fréie Plazen, déi 2023 bei der ADEM gemellt gi sinn, an den 2 Grafiken hei ënnendrënner opgezeechent. D'Evolution gëtt analyséiert op Basis vun de Secteurs NACE (all Metier).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Nom Op an Of am 1. Semester koum eng signifikant Baisse vun den oppenen, gemellte Plaze vum Oktober 2023 un.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Mat Ausnam vu ganz liichte Steigerungen am August an am Oktober, ass d'Baisse vun den deklaréierten, oppene Plaze kontinuierlech zanter Mäerz 2023.

ad 2. D'ADEM moosst och den „taux de sortie“ an d'Aarbecht. Eng Clôture vum Dossier gëtt comptabiliséiert als „sortie vers l'emploi“, wann d'Persoun an den 3 Méint no hirer Clôture vum Dossier bei engem Employeur zu Lëtzebuerg affiliéiert ass (laut den Donnéeën vum Centre commun de la sécurité sociale). Déi Leit, déi net zu Lëtzebuerg schaffen, an déi, déi am Interim oder an engem CDD ufänken an no 3 Méint net/net méi schaffen, sinn net an deem Taux dran.

Fir 2023 (Januar bis September), läit den Taux de sortie an d'Aarbecht bei 45 %. D'Sorties vers l'emploi sinn haaptsächlech an d'Secteur vum Horeca, vun den administrative Services, de Secteur „de soutien“ (Botsfirmen), vum Commerce a vun der Construction.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

9 % vun de „retours à l'emploi“ betreffen de Secteur vun der Construction an 1,2 % dee vum Immobilier.

ad 3. All d'Aarbechtssichender, déi bei der ADEM ageschriwwen an op der Sich no Aarbecht sinn, kommen a Fro, fir vun de Formatiounen ze profitéieren, déi d'ADEM an hir Partner ubidden, a si kënnen och, ënnert verschidde Konditiounen, vun enger sougenannter „aide à la formation professionnelle“ profitéieren. D'Zil ass, hir Employabilitéit ze developéieren an hinnen ze erméiglechen, esou séier wéi méiglech nees op den Aarbechtsmaart zeréckzekommen. 2023 hu 5.143 verschidden Aarbechtssichender 6.062 Formatiounen matgemaach.

Aarbechtssichender, déi virdrun an de Secteuren vum Immobilier a vun der Construction geschafft hunn, kënnen Formatiounen proposéiert kréien am Beräich vun der professioneller (Re)Orientatioun, déi sech op d'Redefinition vum professionnelle Projet konzentréieren am Zesummenhang mat den aktuelle Besoinen vum Aarbechtsmaart. Dës Formatiounen sinn oft e Startpunkt fir ze bestëmmen, ob en Aarbechtssichenden e Parcours vum Upskilling kann ufänken, fir seng Kompetenzen ze verbesseren op Basis vu senger Experienz an änlech Poste ka viséieren an deem nämmelechte Secteur oder engem aneren, oder ob hie soll e Reskilling maachen, fir nei Kompetenzen ze léieren en vue vun enger Rekonversoun/Requalifikatioun, fir en neie Beruff oder en neie Secteur ze integréieren. Déi Aarbechtssichend, déi bis elo an de Secteuren vum Bau an dem Immobilier geschafft hunn, kënnen vum Programm Skills4job profitéieren, e spezifesch Up- a Reskillingprogramm vun den techneschen an transversale Kompetenzen. Si kënnen och vu sektorielle Formatiounen profitéieren oder sech och, via d'Mesure vun der Aide à la formation,

aschreiw fir Formatiounen um nationale Portail vun der Formation continue.

Et sinn och Formatiounen sur mesure vun der ADEM an hire sektorielle Partner developéiert ginn am Zesummenhang mat spezifesch Metiere vum Secteur vum Bau: zum Beispill tëscht 2021 an 2023, de Projet „Build your future“. Dëse Projet sollt Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, an de Metiere wéi Façadier, Maçon oder och nach Coffreur-bancheur forméieren.

Logement abordable | Question **0254** (31/01/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

De 7. August 2023 ass d'Gesetz iwwert den abordabele Wunnraum a Kraaft getrueden. D'Gemenge sollen eng zentral Roll spillen, fir ze hëllef géint d'Wunnengsnout virzegoen an erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Dofir ginn d'Gemengen och vum Ministère du Logement sollicitéiert, fir dës Gesetz ëmzesetzen.

Gemenge si bereet, d'Entwécklung vun abordabele Wunnengen ze ënnerstëtzen, leider sinn am Gesetz souvill Onkloerheeten, datt et wichteg wier, datt d'Gemengen Instruktiounen zur Ëmsetzung an och zu Delaie géife matgedeelt kréien.

Laut mengen Informatiounen soll et och Problemer beim Logement pour jeunes ginn. Sou géife Prestataire am Beräich vum Jugendwunnen ënnert der momentaner Gesetzgebung praktesch keng Hëllef méi beim Bau vun neie Wunnengen vusäit vum Logementsministère kréien, well hire Modell fir ze schaffe si géif ausschléissen.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

1. Wéini kréie Gemengen eng Circulaire vum Ministère iwwert d'Ëmsetzung vum Gesetz iwwert den abordabele Wunnraum?

2. Huet den Här Minister Kenntnis vun de Problemer beim Schafe vu Jugendwunnengen a wéi gedenkt den Här Minister dogéint virzegoen?

Réponse (26/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Déi éischt Note zum neie Gesetz ass de 26. Juli 2023 erausgaangen an huet allgemeng Erklärungen zum neie Gesetz a senger Ëmsetzung ginn. Dono si reegelméisseg Notten a Circulaires erausgaangen, fir d'Promoteuren, d'Bailleuren an d'Locataire iwwert déi nei Gesetzgebung ze informéieren. Dat si bis elo 12 Notten a Circulaires, déi och alleguer um Internet-site vum Wunnengs- a Landesplanungsministère noziesen sinn an déi déi betraffe Partner och ëmmer per Mail zougeschéckt kréien, inklusiv Gemengen.

Weiderhin hu verschidde Reuniounen mat Associatiounen a Gemenge stattfonnt, fir sech iwwer finanziell a praktesch Punkten ze eenegen a fir hir Experienzen ze lauscheren.

E perséinlechen Austausch mat de Promoteuren a Bailleuren huet och an de Workshops vun der Semaine nationale du logement, souwéi an zwee weidere Workshops um Wunnengsbauministère stattfonnt.

Ausserdeem ass de COPIL „Dialogue structuré“, deen sech aus Vertrieder vum Wunnengs- a Landesplanungsministère, dem Syvicol, der FEDAS, dem Fonds du logement an der SNHBM zesummesetzt, e wichteg Element fir de reegelméisegen Austausch vun Informatiounen am Kader vun der Ëmsetzung vum neie Gesetz. Dëse COPIL kënn och weiderhi reegelméiseg zesummen.

⁵ Le Répertoire opérationnel des métiers et des emplois ass eng Cartographie vun all de Métiers existants, regroupéiert no Domaine d'activité. All Appellation métier entsprécht engem Ensemble vu Kompetenzen, déi ee muss hunn a vun Aktivitéiten, déi ee muss ëmsetzen, fir de Metier ze exerceieren. Méi Detailler dozou fënnt een um Portail1 Consulter le référentiel Rome – Employeurs – ADEM – FACILITONS L'EMPLOI – Luxembourg (public.lu).

ad 2. D'Gesetz vum 7. August 2023 gesäit vir, dass all Promoteur public resp. all Promoteur sans but de lucre eng finanziell Ennerstützung vum Logements-ministère kann ufroen, fir bezuelbar Wunnengen ze bauen. D'Konditiounen dofir sinn déi selwecht fir all Promoteur.

Jugendwunnen ass am Gesetz extra ernimmt bei de „logements dédiés aux jeunes“. All abordabel Wunneng ennerläit de Bestëmmunge vum „cahier des charges pour le développement de logements abordables“. Wann d'Projeten dese Richtlinnen, déi souwuel d'Planung wéi och de finanziellen Deel betreffen, entsprechen, da kann de Bau vun de Wunnenge fir Jonker, déi autonom wunne kënnen, bis zu 75 % vum Gesamtkäschtepunkt vum Logements-ministère finanziell ennerstëtzt ginn.

Déi abordabel Wunnenge sollen insgesamt raisonabel geplangt sinn an de Bewunner eng gutt an adäquat Wunnqualität bidden. Dofir ass den uewe genannte „cahier des charges pour le développement de logements abordables“ enk mat den öffentleche Bauträger Fonds du logement an SNHBM ausgeschafft ginn. Fir all Projet gëllt, dass ee vum Ufank vun der Planung un dëst Dokument als Planungsdokument dobäi hält fir ze garantéieren, dass ee vun der gesamt méiglecher finanzieller Hëllef ka profitéieren. Mäi Service steet an deem Sënn och ëmmer zur Verfügung, fir e Projet vun Ufank un ze begleeden.

Am Beräich vum Jugendwunnen ass et och immens wichteg, dass et en Echange gëtt tëschent den eenzele Ministèren, fir d'Acteure richteg ze beroden an op déi richteg Ulafstell ze orientéieren. Domadder gëtt séchergestallt, dass d'Projeten, spezifesch am Beräich vum Jugendwunnen, vun Ufank un déi beschte Ennerstützung kréien an dono kënnen ëmgesat ginn.

.....

Déclarations d'impôt | Question 0255 (31/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi am Budgetgesetz an och a Circulaire vum der Steierverwaltung festgehale ginn ass, konnten d'Leit bis den 31. Dezember hir Steiererklärung fir d'Joer 2022 eraginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wat fir een Datum notzt d'Steierverwaltung an deem Kontext als Limitt bei Steiererklärungen, déi via Post ukommen?
2. Wéi geet d'Administratioun mat Erklärungen ëm, déi laut Poststempel virum 31.12. erageschéckt gi sinn, déi awer eréischt am Joer 2024 bei der Steierverwaltung ukommen?
3. Wéi vill Steiererklärungen fir 2022 sinn an der éischter Januarwoch vun 2024 bei der Steierverwaltung ukomm?

Réponse (04/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministère des Finances

Duerch d'Budgetgesetz vum 23. Dezember 2022 fir 2023, ass den Datum, op deem d'Steiererklärungen bei der Steierverwaltung eragereecht musse ginn, op den 31. Dezember vun dem Joer, dat op d'Steierjoer follegt, festgesat ginn. Dëst bedeit, dass eng Deklaratioun, déi iwwert de Postwee geschéckt gëtt, muss bei engem Büro oder Service vun der Steierverwaltung virum Oflaf vun dem virgeschriwwenen Datum, also bis um Mëtternuecht den 31. Dezember agaange sinn.

Schreiwes an Enveloppë mat Deklaratiounen, déi de Poststempel vum 31. Dezember droen, sinn de facto

net de selwechten Dag bei der Steierverwaltung eragereecht ginn, a respektéieren esou net de virgeschriwwenen Delai.

Fir steierflichteg Persounen, déi d'Konditiounen vum 1. Abschnitt vum Artikel 153 vum Akommessteiergesetz erfüllen, an déi de virgenannten Delai vum 31. Dezember net respektéieren, kënnen, op Basis vun enger Ermessensentscheidung vum Preposé vum Steierbüro, sanktionéiert ginn.

Steierzueler, déi net ënnert d'Bestëmmunge vum 1. Abschnitt vum Artikel 153 vum Akommessteiergesetz falen, an déi wëllen iwwert de Wee vun der Assiette besteiert ginn, mussen dës Ufro bis den 31. Dezember vum Joer, dat op d'Steierjoer follegt, eragereecht hunn. Sollt dës Ufro nom genannten Delai gemaach ginn, gëllt se als verspéit. Déi betraffe Steierzueler ginn an esou Fäll vun de respektive Servicer ugeschriwwen a kréien dës Entscheedung an d'Recours-méiglechkeete matgedeelt.

An der éischter Woch vum Mount Januar 2024 sinn ongeféier 5,9 Prozent vun den immatrikuléierten Dossiere vum Steierjoer 2022 vu physische Persounen, also ronn 19.700 Akommessteierdeklaratiounen, informatesch festgehale ginn. Et bleift ze bemerken, dass dëst d'Deklaratiounen sinn, déi um Weekend vum 30. an 31. Dezember 2023 bis de 5. Januar 2024 eragereecht gi sinn, an esou och Deklaratiounen betreffen, déi nach de virgeschriwwenen Delai respektéieren.

.....

Amendes routières reçues en Grande-Bretagne | Question 0256 (31/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi een am „The Guardian“-Artikel „How Belgian MP turned sleuth to solve London Ulez fine mystery“ ka liesen, kennt eng englesch Firma iwwert illegal Weeër un Date vun europäeschen Autofuerer. D'Firma Euro Parking Collection sicht sech scheinbar ëmmer nei Beamten an EU-Staaten, déi Accès zum EUCARIS-System hunn, an déi hinnen dann Adress an Numm vun deene Leit iwwermëttelen, déi a London gefuer sinn, mee keng Geneemegung fir d'Low Emission Zones haten. Dëst, fir de Leit Protokoller an Héicht vun Dausenden Euro heemzeschécken. Huissieren an der Belsch hätten dëst Geld och schonn agedriwwen. Euro Parking huet awer kee Recht, fir dës Donnéeën ze kréie säit dem Brexit. Een italieeneschen an ee belsche Beamte si scho suspendéiert ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, Justiz, a Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi een an engem aneren Artikel vum 26.1.2024 am „The Guardian“ liese kann: „The Guardian can reveal Transport for London (TfL) has been accused by five EU countries of illegally obtaining the names and addresses of their citizens in order to issue the fines, with more than 320,000 penalties, some totalling thousands of euros, sent out since 2021.“ Ass Lëtzebuerg hei drënner? Ass der Regierung bekannt, wéi vill Geld vun Transport for London respektiv Euro Parking, zanter dem Brexit bei Lëtzebuurger Residenten agedriwwen ginn ass?
2. Lëtzebuerg huet mat enger ganzer Rei Staate bilateral Konventiounen ofgeschloss, déi den Echange vun Donnéeën an esou engem Fall erméigleche kënnen. Dee Moment sinn et dann déi auslännesch Autoritéiten, déi de Brëif op Lëtzebuerg schécken.

Mat England gëtt et eises Wëssens awer keng Post-Brexit-Konventioun.

Krut d'Police hei am Land Demanden, fir Protokoller vun Euro Parking aus England u Lëtzebuurger Residentë weiderzeleeden? Wa jo, ëm wéi vill Protokoller handelt et sech heibäi? Sinn d'Police an de Justiz-ministère iwwert dës Affär um Courant?

3. Ass oder wäert eng Nott un d'Aarbechter:inne goen, déi Accès op den EUCARIS-System hunn, fir se op déi englesch Firma an d'Affär opmierksam ze maachen?

Réponse (08/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Lëtzebuerg gehéiert och zu de Länner, wou Bierger Protokoller vun der Gesellschaft „Transport for London“ geschéckt kruten. De Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten an d'Police goufen am August 2023 vun zwee betraffene Bierger kontaktéiert. Dës waren zu London an d'„Low Emission Zone“ gefuer, ouni hiren Auto am Virfeld ugemellt ze hunn. Spéiderhi gouf hinnen ee Protokoll dowéinst op Lëtzebuerg nogeschéckt.

Et huet sech awer erausgestallt, dass hir Donnéeën an deem Zäitraum, wou d'Infraktiounen solle stattfonnt hunn, vun den italieeneschen Autoritéiten duerch den EUCARIS (European CAR and driving licence Information System) ugefrot gi waren. Dëst wéinst engem angeblechen Iwwerschreide vun der maximal erlaabter Vitess an Italien. Laut de betraffene Bierger wieren d'Gefierer zu deem Zäitpunkt net an Italie gefuer. Do dernieft sief bemierkt, dass den Austausch vun Donnéeën vun der Infraktioun, déi tatsächlech an England constatéiert gouf, net an de Kader vun der Direktiv (UE) 2015/413 vum 11. Mäerz 2015 iwwert de grenziwwerscheidenden Austausch vun Infraktiounen betreffend d'Stroossesécherheet fält. Zousätzlech dozou hunn déi englesch Autoritéiten nom Austrëtt vu Groussbritannien aus der EU keng Berechtigung méi, fir iwwert den EUCARIS Donnéeën unzefroen.

Doropshin huet de Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten den italieeneschen Transportminister eng éischte Kéier Ufank September 2023 ugeschriwwen, fir op dës Fäiten hinzewiesen, eng Positioun dozou ze huelen an alles Méigleches an d'Weeër ze leeden, fir all potentiell net konform Utilisatioun vun de perséinlechen Donnéeën ze verhënneren. Well dës Courrier onbeäntwert bliwwen ass, ass Enn Oktober 2023 en zweete Courrier un den italieeneschen Transportminister adresséiert ginn, deem awer bis elo nach net op ons zeréckkomm ass.

D'Lëtzebuurger Police huet kee Mëttel ze wëssen, wéi vill Geld säitens TfL respektiv EPC bei Lëtzebuurger Residenten erageholl gouf. Déi Demarchë lafen net iwwert d'Police grand-ducale, mee um direkte Wee, soudass d'Autoritéite vum Land, an deem d'Verkéiersinfraktiounen begaange ginn ass, de Brëif mat der Geldstrof direkt per Post un de Proprietär vum Auto schécken.

ad 2. D'Police grand-ducale huet keng Demande kritt, fir Protokoller vun Euro Parking aus England u Lëtzebuurger Residentë weiderzeleeden. Duerch den EUCARIS Réseau huet d'Police Kenntnis dovun, dass Informatiounen vum EUCARIS-System illegal weidergi sinn. Dës Informatiounen goufe vun den Informatiker vun der Police iwwerpréift an un déi intern Datenschutzbeoptraagt souwéi un de Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte weidergeleet.

ad 3. Den EUCARIS ass e System, deem et de Länner erlaabt, am Kader vun der uewe genannten Direktiv (UE) 2015/413 Donnéeën zu Gefierer a

Führerschäiner auszutauschen. Den EUCARIS ass keng Datebank, mee en Austauschmechanismus, dee vollkommen automatiséiert funktionéiert. Wann also eng Demande vun enger rechtméisseger Autoritéit gemaach gëtt, gëtt d'Äntwert automatesch generéiert, ouni datt en Aarbechter oder eng Aarbechterin déi muss validéieren. Ausserdeem, a wéi uewen erkläert, geet aus den aktuellen Informatiounen eraus, datt déi englesch Firma déi Informatiounen vun enger rechtméisseger Autoritéit weidergeleet krut, well si jo, wéi uewen erkläert, zënter dem Brexit keen Zougang op den EUCARIS méi huet an och soss keng weider bilateral Konventioun besteet. Aus dësem Grond ka keng Nott un d'Aarbechter an Aarbechterinnen goen, déi Accès op den EUCARIS System hunn, an et kann een och net verweigere, d'Informatiounen ze schécken, well dëst fir real begaangen Infraktiounen eng Obligatioun no der Direktiv (UE) 2015/413 ass.

Promotion du sport féminin | Question 0257 (31/01/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Selon l'accord de coalition, la lutte contre les inégalités de genre dans le domaine du sport constitue un élément essentiel de l'action gouvernementale. En effet, force est de constater que beaucoup d'efforts restent à faire pour mettre le sport féminin à égalité avec le sport masculin, tant au niveau de la promotion que du soutien financier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Quelles mesures concrètes sont prévues, voire actuellement mises en œuvre pour promouvoir le sport féminin de la part du Ministère des Sports ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il informer quelles sommes les différentes fédérations sportives nationales ont reçues au total, par année, ces cinq dernières années, de la part des fédérations internationales respectives ?
- 3) Par fédération nationale, quel pourcentage de cette somme est réservé annuellement aux athlètes et équipes féminines ?
- 4) Existe-t-il un contrôle pour assurer que les montants prévus pour le sport féminin soient effectivement utilisés à cette fin ?
- 5) Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il introduire des mécanismes de contrôle pour garantir une utilisation correcte des fonds alloués aux fédérations ?

Réponse (06/02/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) En ma qualité de Ministre des Sports, l'équité entre femmes et hommes dans le sport représente une priorité essentielle. C'est dans cette optique que j'ai instruit mes équipes au sein du Ministère des Sports de développer une stratégie y relative. Cette stratégie, actuellement en phase de conception, reflète mon engagement à promouvoir le sport féminin et à combattre activement les disparités existantes.

Par ailleurs, je souhaite souligner que, dans son appui au mouvement sportif et à la promotion de l'activité physique et des sports, le Ministère des Sports ne distingue pas entre le sport masculin et le sport féminin.

ad 2) Le mouvement sportif étant autonome dans son fonctionnement, je ne peux vous fournir les données demandées.

ad 3) Je renvoie à ma réponse précédente à cet égard.

Prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MWe | Question 0258 (31/01/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

En France, le « Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire » (HCTISN) a lancé en janvier une concertation publique sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1.300 mégawatts électriques (MWe) au-delà des 40 ans de vie, respectivement en vue du 4^e réexamen périodique des réacteurs visés, dont ceux de la centrale de Cattenom, situé à moins de 10 km de la frontière luxembourgeoise.

Selon le HCTISN, l'objectif de cette consultation publique serait d'associer le public « aux enjeux et objectifs de sûreté liés à la poursuite de fonctionnement des réacteurs concernés au-delà de 40 ans ». Les acteurs souhaitant participer, pourront réagir jusqu'au 30 juin 2024 sur le site web <https://concertation.suretenucleaire.fr>, en posant des questions et en publiant leurs critiques, notamment par rapport au document de base d'EDF, intitulé « Note de réponse aux objectifs » du 4^e réexamen périodique, qui rassemble les dispositions de sûreté proposées par EDF pour les huit centrales nucléaires concernées.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part du Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Vu le contenu du nouveau programme de coalition, le Gouvernement a-t-il déjà communiqué son opposition à toute prolongation de la durée de vie de la centrale de Cattenom aux autorités françaises et plaidé pour la fermeture de cette centrale « à risque » proche de nos frontières ?
- 2) Quelles ressources le Gouvernement consacrera-t-il au suivi des « évolutions en matière de prolongation éventuelle de durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom » mentionné au programme de coalition ?
- 3) Le Gouvernement entend-il participer à la consultation publique lancée en janvier afin de rappeler et d'explicitier les doléances luxembourgeoises aux autorités françaises ?
- 4) Vu que pour le réacteur Cattenom 1, la procédure du 4^e réexamen périodique se poursuivra jusqu'en 2026, année de son 40^e anniversaire, le Gouvernement envisage-t-il d'avoir à nouveau recours à un ou plusieurs experts étrangers pour accompagner de manière détaillée cette procédure, pour contribuer à évaluer les nouvelles prescriptions de sécurité et pour compléter l'argumentaire luxembourgeois visant la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse (07/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) Il convient de noter tout d'abord que le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Entre la France et le Luxembourg existent plusieurs mécanismes qui permettent aux autorités luxembourgeoises d'accéder aux informations et d'exprimer des préoccupations en matière de sûreté de la centrale de Cattenom. Il y a lieu dans ce contexte de citer les réunions annuelles de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire, qui permettent de s'échanger au niveau technique sur les aspects de sûreté. Plusieurs représentants luxembourgeois font également partie du Comité local d'information (CLI) de Cattenom. Ces mécanismes sont régulièrement utilisés pour communiquer les préoccupations relatives à la prolongation de la durée de vie et à d'autres questions de sécurité.

ad 2) En partenariat avec d'autres parties concernées, les autorités luxembourgeoises suivent de près les développements concernant une prolongation éventuelle de durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom (voir aussi réponse à la question 4). Ceci comprend des analyses techniques des différents documents et avis et des participations à des réunions et webinaires.

ad 3) Force est de constater que la consultation lancée en janvier vise explicitement à recueillir l'avis du public et d'organisations non gouvernementales sur les conditions de poursuite du fonctionnement des réacteurs de 1.300 MWe, alors que le Gouvernement entretient des relations directes avec les autorités françaises, ce qui assurera un échange tout au long d'un processus qui s'étendra sur plusieurs années.

Il est rappelé que la consultation publique n'est qu'une étape de ce processus. La phase actuelle des études génériques du réexamen des installations nucléaires de 1.300 MWe est en cours, sous la supervision de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). À cet effet, des dialogues techniques avec l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCLLI) ainsi qu'avec les CLI ont été entamés, accompagnés de concertations publiques lancées en 2024. Ces démarches seront complétées par des réunions de groupes d'experts portant sur diverses thématiques telles que les agressions, les accidents graves, les aspects liés aux cuves, et les études d'accidents.

Les résultats émanant de ces études génériques permettront à l'ASN de formuler sa position, et ce, six mois avant le commencement de la visite décennale du premier réacteur soumis à réexamen. Les conclusions de ces études seront ensuite examinées par les groupes d'experts, qui procéderont à une évaluation approfondie du bilan de l'ASN.

Par la suite, à partir de l'année 2026, le processus de réexamen sera progressivement instauré sur chacun des réacteurs, parmi lesquels le réacteur de Cattenom 1 se distinguera comme l'un des premiers à être soumis à cette démarche. L'ASN supervisera également la continuité de l'exploitation de chaque réacteur par suite d'une enquête publique planifiée pour les années 2028-2029.

ad 4) Tant au niveau technique que stratégique, des concertations étroites sont organisées de manière régulière avec les autorités de réglementation compétentes allemandes et autrichiennes, toutes les deux disposant d'organismes techniques spécialisés en la matière. Il y a lieu de préciser que les prescriptions de sûreté émises lors du quatrième réexamen périodique des réacteurs de 900 MWe forment une excellente source pour réaliser une première analyse du document de base d'EDF.

Route nationale (N5) à Pétange | Question **0259**
(01/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Route de Longwy zu Péiteng ass eng Nationalstrooss (N5) a soumadder ënnert der Entscheedungsgewalt vum Mobilitéitsministère. Et ass eng staark befuere Strooss, déi als Passage vu ville Frontaliere genotzt gëtt, mee wou och eng zech Buslinnen all Dag zirkuléieren. Direkt an der Ëmgéigend, bei der Porte Lamadelaine, befënnt sech mam Lycée Mathias Adam och ee vun de gréisste Lycéeën an eisem Land mat ronn 2.000 Schüler:innen a weider och d'Rollenger Gare.

Rezent kouw et op der Porte Lamadelaine zu verschiddenen Accidenter, bei deene Passante vu Gefier erfaasst goufen. Op dëser Plaz si keng Rout Luuchte virgesinn, fir de Passanten ee sécheren Iwwergang ze erméiglechen, an och keng weider verkéierstechnesch Elementer, fir dass d'Autoen hei méi lues fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter gouf et op der Route de Longwy an de vergaangene 5 Joer?

Wéi vill dovunner sinn op der Porte de Lamadelaine passéiert?

2. Gouf et schonns Entrevuen oder Kontaktopname säitens der Péitenger Gemeng bei Ponts et chaussées, fir dëse geféierleche Passage méi sécher fir d'Foussgänger ze maachen?

Wa jo, wéini waren déi lescht Entrevuen a wat gouf festgehalen?

Réponse (08/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aus den Donnéeën, déi meng Servicer zur Verfügung stinn, erginn sech follgend Statistiken:

Op der „route de Longwy“ (N5), tëscht der „rue de la Liberté“ (CR175B) an der Kräizung „rue Jean-Pierre Kirchen“/„route de Luxembourg“, kouw et an de leschte 5 Joer insgesamt zu 11 Accidenter. Nieft 10 Accidenter mat liicht Blesséierten (5 tëscht zwee Autoen, 1 mat engem Vëlo a 4 mat engem Foussgänger), kouw et och zu engem Accident mat engem Foussgänger, dee méi schwéier blesséiert gouf.

An der „rue du Lycée“ (N5), tëscht der Kräizung „route de Luxembourg“/„rue Jean-Pierre Kirchen“ bis zur Kräizung mat der Nationalstrooss N5D, och „porte de Lamadelaine“ genannt, kouw et am gefroten Zäitraum zu 2 Accidenter mat liicht Blesséierten, allkéiers tëscht zwee Autoen.

Dobäi ass ze präzisieren, datt op der „Porte de Lamadelaine“ säit 2022 keen Accident ze verzechen ass. Op deem am éischte Paragraph beschriwwene Streckenofsnëtt vun der „route de Longwy“ kouw et zu 4 Accidenter mat liicht Blesséierten (1 mat engem Foussgänger) an de leschten 2 Joer.

ad 2. Op deem an der éischter Fro definéierten Ofsnëtt tëscht der „rue de la Liberté“ (CR175B) an der Kräizung „rue Jean-Pierre Kirchen“/„route de Luxembourg“, gëtt et am Ganzen 9 Zeebrasträifen.

Dësen Deel vun der „route de Longwy“ (N5) befënnt sech inneruerts, deemno läit d'Reglementatioun vun dësen Zeebrasträifen am Kompetenzberäich vun der Gemeng Péiteng. Well et sech awer ëm eng Staatsstrooss handelt, sinn eventuell Aarbechten/Ëmännerungen duerch eng sougenannt „permission de voirie“ ze autoriséieren.

Mengen Informatiounen no ass d'Gemeng Péiteng amgaangen, sämtlech Zeebrasträifen unzepassen, fir

se konform zum Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022, wéi och den deementspreche Virschrëfte vun der Stroossebauverwaltung ze gestalten. Eng Entrevue tëscht der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Péiteng ass an deem Kontext virgesinn.

Signature électronique | Question **0260**
(01/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

La numérisation dans le secteur de la santé offre de nombreux avantages, tant pour le personnel de santé que pour les patients. Une transmission sécurisée des données, une procédure de paiement simplifiée, ainsi que la signature électronique ont donc également été intégrées dans une convention entre la CNS et l'AMMD.

La signature électronique, en particulier, assure la sécurité juridique nécessaire et simplifierait les procédures.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre, à quel stade se trouve actuellement le développement de la signature électronique ?

2) À partir de quand sera-t-il possible d'utiliser la signature électronique dans le secteur de la santé ?

3) Quels seront les domaines d'application de la signature électronique dans le secteur de la santé ?

Réponse (01/03/2024) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis le dernier trimestre 2023, la Caisse nationale santé (CNS) et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) travaillent étroitement ensemble en vue de l'élaboration d'un avenant à la convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue en application de l'article 61 du Code de la sécurité sociale entre l'AMMD et la CNS (ci-après la « Convention ») pour intégrer tous les éléments et conditions clés permettant la mise en place de la numérisation et de la dématérialisation des échanges entre médecins, personnes protégées et assurance maladie.

La signature électronique, annoncée dans l'accord de coalition (« Ainsi, en disposant d'un format standard de données, validé par une signature électronique du prestataire de soins, les patients pourront constituer leur propre dossier médical, soit dans le cadre du DSP, soit avec le prestataire de leur choix, et le rendre partiellement ou totalement accessible au prestataire de soins concerné. »)⁶, fait partie intégrante de ces éléments et conditions clés. Il reviendra aux différents éditeurs de logiciels d'intégrer dans leur solution de transmission d'informations ou de documents les fonctionnalités qui permettront de respecter la Convention une fois l'avenant signé et entré en vigueur.

ad 2) Ni la Convention actuellement en vigueur, ni le cahier des charges qui en fait partie intégrante, ne prévoient l'apposition d'une signature électronique sur les documents à transmettre dans le cadre des échanges entre médecins, personnes protégées et assurance maladie. La signature de l'avenant à la Convention, et au cahier des charges qui en fait partie intégrante, est donc indispensable.

ad 3) L'avenant à la Convention déterminera sur quels documents la signature électronique devra figurer, comme par exemple : les mémoires d'honoraires, les

ordonnances médicales, les certificats d'incapacité de travail, les devis pour traitement orthodontique, les devis pour prothèse dentaire, les demandes d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger, ou encore les demandes de prise en charge des frais de transport en série.

Dysfonctionnements en rapport avec le personnel soignant | Question **0261** (01/02/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Personal am Flegesecteur leescht Grousses, fir d'Wuelbefanne vun deenen ze betreiende Leit ze garantéieren. Leider kënnen d'Beruffsgruppen am Flegesecteur (nieft den Infirmière gehéieren hei d'Auxiliaires de vie an d'Aide-soignantes dozou), déi Dag fir Dag um Terrain schaffen, awer och vu ville Mësstänn erzielen.

Personalmanckem, Zäitdrock an aarbechtstechnesch ewéi rechtlech Onkloerheete stinn un der Dagesuerdnung. Dëst féiert dozou, datt, parallel zum stramme Bevëlkerungswuesstem an enger steigender Demande no qualifiziertem Flegepersonal, dacks awer d'Motivatioun, fir esou e Beruff ze ergräifen, ofhëlt. Dacks fäert d'Flegepersonal och rechtlech Konsequenzen, wann si hirer Aarbecht net esou kann nokommen, ewéi virgeschriwwen: Wann z. B. e Patient a sengem Zëmmer d'Schell dréckt, well e gefall ass, muss d'Flegepersonal ënnerhalb vun enger virgeschriwwener Zäit beim Patient si fir ze hëllefen. Leider kënn et vir, datt déi Zäit net kann agehale ginn, wann z. B. Personal krankheetsbedéngt ausfällt oder grad op anere Plaze vill Aarbecht usteet. Dee Moment muss dat betreffen Personal scho mat rechtliche Konsequenze rechnen. E weidere Problem besteet doran, datt Flegeariichtungen dacks keng sougenannte „Springer“ hunn, d. h. Leit, déi bei akutem Personalmanckem op flexibeler Basis kënnen asprangen. Vu datt d'Flegepersonal dacks souwisou schonn am Dauerassaz ass, dës Leit awer och Rou- a Recuperatiounszäite brauchen, däerf et och net dozou kommen, dass si ëmmer erëm mat weidere Permanencé belastscht ginn.

En anere Problem ass, datt déi virgeschriwwen Trennung vun de Kompetenzen tëscht Aides-soignants an Auxiliaires de vie um Terrain aus praktesche Grënn dacks net kann agehale ginn. Esou däerfen z. B. déi sougenannten „Heeberen“, fir Leit ze deplacéieren – woubäi et aktiv a passiv Heebere gëtt –, net vun den Auxiliaires-de-vie bedéngt ginn. An der Praxis schaffen d'Auxiliaires-de-vie awer dauernd och mat esou Geräter, wat alt erëm dozou féiert, dass hinne rechtlech Konsequenzen droen, wann eppes passéiere géif.

An deem Kontext stellt sech d'Fro, firwat d'Auxiliaires-de-vie sech net – wéi iwwerdeems beim Staat üblech – duerch flexibel Weiterbildungsmodeller en cours de route zum Aide-soignant kënnen ausbilde loosse.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass sech d'Madamm Minister deenen uewe beschriwwene Mësstänn am Flegesecteur bewosst respektiv besteet tëscht dem Gesondheitsministère an dem Flegesecteur e reegelméissegem Austausch iwwert hir wichteg Aarbecht?

2. Wat gedenkt d'Madamm Minister ze ënnerhuelen, fir d'Flegepersonal an där Hësiicht ze entlaaschten, datt dëst net permanent an der Ausübung vu sengem Beruff mat rechtliche Konsequenze rechnen muss, wann dës Leit duerch Ëmstänn, op déi si dacks keen

⁶ Accord de coalition 2023-2028, « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken », page 94

Afloss hunn – z. B. Personalmanktem –, hirer Aarbecht net wéi virgeschriwwen kënnen nokommen?

3. Am Hëlleck op d'Trennung vun de Kompetenzen tëscht Auxiliares-de-vie an Aides-soignants: Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerthen, datt d'Auxiliares-de-vie am Alldag drop uge- wies sinn, Tächen auszuféieren, ewéi z. B. d'Benotze vun den Heeberen, déi si rechtlech gesinn net däre- fen ausféieren?

4. Wéi gedenkt d'Madamm Minister an deem Kontext den Auxiliares-de-vie entgéintzekommen, fir hinnen eng komplett Rechtssécherheet beim Ausüben vun hirem Beruff ze erméiglechen?

5. Wier et an den Ae vun der Madamm Minister net ubruecht, flexibel Weiderbildungsmodeller anze- féieren, fir datt sech d'Auxiliares-de-vie zum Aide- soignant kënnen weiderbilden loosse? Wa jo, wéi wëll d'Madamm Minister konkret virgoen, fir dës ëmze- setzen?

6. Huet d'Madamm Minister allgemeng e Konzept, wéi si an den nächste Joren där steigender Demande no qualifiziertem Fleegepersonal wäert kënnen no- kommen? Wéi kann dës Erausforderung ugaange ginn, ouni d'Fleegepersonal, dat jo och Rou- a Re- cupérationszäite brauch, mat ëmmer weidere Perma- nenzen ze belaaschten?

7. Wat fir Piste wëll d'Regierung an deem Sënn kon- kreet aschloen, fir d'Beruffer am Fleegepersonal an- notament och de Beruff vum Auxiliare-de-vie nees opzewäerten a méi attraktiv ze maachen?

Réponse (29/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn,** Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech bewusst, datt d'Aarbechtskonditiounen am Fleegepersonal oft ustrengend sinn a steet a reegel- méissegem Kontakt an Austausch mat alle Bedeeleg- ten.

ad 2. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécher- heet gi seelen Doleancen zougestallt, datt d'Flee- gepersonal senger Aarbecht net wéi virgeschriwwen kéint nokommen. Déi Doleancen, déi dem Ministère zougedroe ginn, ginn dann och direkt traitéiert a mat all Akteur d'Ursaachen diskutéiert, fir eng Léisung ze fannen.

ad 3. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécher- heet leie keng Donnéeën vir, déi déi Ausso géife bestä- tegen.

ad 4. Déi verschidde Berufsbiller vum Fleegepersonal sinn amgaang, nei formuléiert ze ginn, fir d'Rechts- sécherheet ze garantéieren.

ad 5. An deem Sënn gëtt och envisagéiert, souge- nannte Passerellen ze erméiglechen tëschent de ver- schiddene Fleegeberuffer, fir de Professionellen eng Evolutioun an hirer Carrière ze erméiglechen.

ad 6. Et ass eng Prioritéit vum Accord de coalition, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheitsberuffer ze stäerken, also och vun de verschiddene Qualifi- katiounen am Fleegeberäich. Dës geschitt ënner anerem duerch eng Modernisatioun vun de Berufsbiller mat enger adaptéierter Kompetenzbeschreiwung, sou wéi och duerch eng Valfalt vu Kommunikatiounsaktivitéite wéi zum Beispill iwwer den Internetsite www.health-careers.lu, eng Präsenz op der Schoulfoire respektiv Kontakter mat de Services d'orientation.

ad 7. D'Aktiounen, déi beschriwwen goufen, gi weider en place gesat, evaluéiert a gegebenefalls adaptéiert.

Bande de covoiturage | Question 0262 (01/02/2024) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Dans le cadre du Plan national de mobilité 2035 (PNM35), visant à réduire la part modale de la voiture individuelle de 46 % en 2017 à 21 % en 2035, le Gouver- nement a annoncé plusieurs projets de bandes de covoiturage et d'aménagements routiers.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant la bande de covoiturage sur l'auto- route A4 (E25) en Belgique, entre l'échangeur n° 31 « Stockem-Arlon » et la frontière belgo-luxembour- geoise, pourriez-vous nous informer des conclusions principales des études réalisées à ce sujet ?

2) En ce qui concerne le projet de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A6, et en particulier l'objectif de priori- sation de voie de bus et de covoitureurs, quelles sont les conclusions des études menées et le calendrier prévu pour la réalisation de ce projet ?

3) Pour l'aménagement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies, quelles sont les conclusions des études rela- tives à la mise en place de la voie de covoiturage et à la priorisation pour bus ?

4) Comment les résultats des études réalisées dans le cadre de ces différents projets vont-ils influencer la stratégie globale de promotion du covoiturage et les mesures incitatives pour encourager les usagers à opter pour le covoiturage ?

5) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de mettre en place des projets où la bande d'arrêt d'urgence serait utilisée comme voie réservée pour du covoiturage, afin d'améliorer l'efficacité du réseau routier national ?

6) Dans le cadre de la promotion du covoiturage et de l'optimisation de l'utilisation des infrastructures exis- tantes, le Gouvernement a-t-il évalué l'impact et l'effi- cacité des projets similaires menés en Belgique, en particulier l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) comme voie de covoiturage ?

Réponse (12/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Étant donné que mes services, dont l'Adminis- tration des ponts et chaussées, n'ont pas mené les études en question sur le réseau autoroutier en Belgique, je ne dispose pas d'informations à ce sujet.

ad 2) Comme le programme gouvernemental prévoit d'examiner les autoroutes les plus fréquentées en vue d'un élargissement à 3 voies par sens de circulation, dont une voie spéciale réservée aux transports en commun respectivement au covoiturage, les premiers résultats de simulations de trafic sont en cours d'ana- lyse. Elles donneront une indication sur les tronçons d'autoroute sur lesquels de telles priorisations pour- raient apporter le plus grand avantage.

Ces analyses constituent l'une des données d'entrée pour l'élaboration d'un concept cohérent pour l'al- location de voies de priorisation sur le réseau autorou- tier. Il faut en effet minimiser les instances où une voie de covoiturage ou de bus aboutirait elle-même dans un embouteillage. D'autres considérations à prendre en compte pour ce concept sont le cisail- lement des flux au niveau des échangeurs autoroutiers, la position des pôles d'échanges et des parkings- relais et un réseau de bus adapté pour tirer profit de ces nouvelles infrastructures.

Le planning prévisionnel pour la réalisation du projet sera établi suivant l'avancement des études.

ad 3) En réservant une voie aux bus et au covoitu- rage, la capacité de l'autoroute en termes de per- sonnes transportées est augmentée bien au-delà de sa capacité accrue en termes de véhicules. Il s'en dégage un cercle vertueux : plus ces priorisations procurent un gain de temps considérable, plus ces modes deviennent attractifs et délestent les voies non réservées.

Dans le cadre du projet d'élargissement de l'auto- route A3 à 2 x 3 voies et une bande d'arrêt d'urgence élargie, il est prévu d'étendre les fonctionnalités du système « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) » afin de permettre une affectation dynamique des voies.

La décision récente des autorités françaises d'élargir l'autoroute A31 permettra d'avancer sur une solution cohérente pour cet axe.

ad 4) La stratégie de promotion du covoiturage com- porte deux axes : d'une part les futures voies de prio- risation sur certains tronçons d'autoroutes ; d'autre part le soutien technique aux employeurs dans le cadre de plans de mobilité entreprises.

Dans le Plan national de mobilité 2035, l'augmenta- tion de 33 % du nombre de covoitureurs par rapport à 2017 résulte du rehaussement du taux d'occupa- tion moyen à 1,5 personnes par véhicule sur les seuls trajets domicile-travail réalisés sur une autoroute dotée d'une voie de covoiturage (PNM2035, p. 37). Rappelons qu'en 2017, avec un taux d'occupation moyen effectif de 1,2 personnes par véhicule et une hypothèse de 4 sièges par voiture, quelque 250.000 sièges automobiles vides entraient chaque matin dans la ville de Luxembourg.

Le potentiel du covoiturage d'alléger la congestion routi- ère aux heures de pointe est donc considé- rable. L'incitatif sera d'une part le gain de temps offert par priorisations efficaces du covoiturage sur les autoroutes, et d'autre part l'encouragement du covoiturage par les employeurs, par exemple lors de l'attribution de places de stationnement limitées en nombre.

ad 5) Ce sera une option dans le concept global d'allocation de voies de priorisation qui reste à définir (voir question 2). Dans tous les cas, le projet d'élar- gissement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies permettra également l'utilisation des bandes d'arrêt d'urgence.

ad 6) Lors de l'élaboration du concept global d'al- location de voies de priorisations pour bus respec- tivement pour covoitureurs, des enseignements seront tirés des expériences, des projets pilotes et des meilleures pratiques internationales.

Imposition individuelle | Question 0263 (01/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

Depuis l'année 2018, les contribuables mariés rési- dents peuvent opter pour l'imposition individuelle.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances combien de contribuables ma- riés résidents bénéficiant de la classe d'impôts 2 ont choisi l'imposition individuelle sur option depuis son introduction, respectivement pour les années qui ont suivi cette introduction.

– Combien de contribuables ont par après changé leur choix pour revenir à l'imposition collective ?

– L'Administration des contributions dispose-t-elle d'une évaluation de ce que les contribuables concernés ont payé en impôts selon l'option en faveur de l'imposition individuelle et ce qu'ils auraient payé dans l'hypothèse de l'imposition collective ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté pour l'imposition individuelle par application de l'article 3ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) a évolué comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les chiffres renseignés rendent compte des demandes d'application de l'article 3ter L.I.R. au 31 décembre 2023 et peuvent varier en fonction du traitement des dossiers.

Il convient de préciser que toute demande de changement de type d'imposition en vertu de l'article 3ter L.I.R. valablement introduite entraîne une imposition par voie d'assiette. Néanmoins, d'une part, la possibilité de solliciter à divers instants de la procédure, différents services de l'Administration des contributions directes (ACD), notamment les bureaux de retenue sur traitements et salaires (RTS) ou les bureaux d'imposition des personnes physiques, et, d'autre part, les alternatives d'interventions entre les diverses options d'imposition endéans une année d'imposition, ne permettent pas à l'ACD de disposer de données quant au nombre de dossiers revenus au régime d'imposition normal.

L'ACD ne dispose pas d'évaluation ou d'analyse de la portée de la variation des diverses méthodes d'imposition choisies.

Personnes DPI sans logement | Question **0264** (01/02/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Suite à une décision de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 octobre 2023, les hommes célibataires, cherchant protection au Luxembourg dans le cadre du système Dublin, ne sont plus accueillis automatiquement dans les centres de primo-accueil. La raison indiquée est la saturation des centres de primo-accueil, ainsi que des autres structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale (DPI). Un certain nombre des personnes concernées passent depuis lors la nuit à la « Wanteraktioun », d'autres se voient forcées de camper en plein air.

Selon mes informations, tous les soirs à partir de 17.00 heures les hommes célibataires cherchant protection au Luxembourg et qui ne sont pas encore logés doivent se rendre à l'ONA pour y consulter la liste indiquant les numéros de référence des demandes de protection internationale pour qui un lit est désormais disponible soit à la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK), soit dans un autre lieu d'hébergement pour demandeurs de protection internationale. Cette liste figure sur une affiche collée à la porte du 12-14 avenue Émile Reuter à Luxembourg. Le critère d'attribution des lits serait le degré de vulnérabilité des personnes DPI isolées.

La plupart des jeunes gens concernés par cette situation et que les associations de défense du droit d'asile rencontrent sont concernés par un transfert vers l'Italie, où ils étaient contraints de laisser leurs empreintes digitales à l'entrée sur le territoire européen. Or il s'avère que depuis le début de l'année 2023, l'Italie n'accepte plus le transfert de ces personnes en

quête d'asile. Ainsi, certains se rendent chaque jour à la porte de l'ONA depuis le mois d'octobre sans voir leur numéro de référence y figurer.

Considérant ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Qui décide de l'attribution d'un logement aux hommes seuls considérés « Dublinés » cherchant protection au Luxembourg ? Selon quels critères ? Comment leur degré de vulnérabilité est-il évalué et selon quelle procédure ?

2) Est-ce que le degré de vulnérabilité constaté est communiqué aux intéressés ? Si oui, sous quelle forme ?

3) Quelles mesures d'accompagnement et de prise en charge existent pour ces personnes DPI sans accès à un logement ?

4) Quelle est la durée d'attente maximale que vous considérez comme raisonnable pour l'attribution d'un logement pour les personnes concernées ?

5) Êtes-vous d'accord pour dire que cette situation, qui fait des demandeurs de protection internationale des sans-abris, est insoutenable et doit être résorbée au plus vite ?

6) Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend prendre dans l'immédiat pour que cette situation ne perdure pas ?

Réponse (01/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tout nouvel arrivant, homme seul DPI, est orienté vers le guichet d'accueil d'urgence mis en place par l'ONA. Lors des entretiens au guichet d'accueil d'urgence, la personne est vue en présence d'un interprète afin de détecter ses besoins spécifiques. Pour ce faire, un questionnaire a été élaboré en collaboration avec des experts du domaine psycho-médico-social. Selon les réponses apportées à ce questionnaire et l'évaluation d'un agent professionnel du domaine social et/ou de la santé, un critère de priorité allant de 1 à 4 est attribué à la personne. L'hébergement est accordé en fonction de ces priorités.

Les critères sont les suivants :

1. personne à besoins spécifiques très dépendante ;
2. personne à besoins spécifiques moins dépendante ;
3. personne à besoins spécifiques autogérés ;
4. personne sans besoins spécifiques.

Plus une personne est vulnérable, plus elle sera prioritaire. Pour toute personne à critère identique, le temps d'attente est également pris en compte dans l'attribution d'un lit.

ad 2) Le degré de vulnérabilité n'est pas communiqué aux intéressés. Il s'agit d'une évaluation interne. L'intéressé est cependant informé quand un lit lui est attribué et ceci via une liste affichée au guichet d'accueil d'urgence.

Cette liste est affichée tous les jours ouvrables à partir de 17.00 heures au plus tard et est consultable en dehors des horaires d'ouverture du guichet. La liste reprend uniquement les numéros de dossier des personnes concernées ; ni les noms, ni le degré de vulnérabilité y sont affichés. La coordination de terrain de la Wanteraktioun (WAK) a aussi connaissance de ces informations afin de pouvoir en informer les personnes concernées qui se présentent à la WAK.

ad 3) Les personnes sont orientées vers les services compétents dans différentes matières, notamment pour l'hébergement et les soins de santé, dont :

– la consultation médico-psychologique au Val Fleuri par la Direction de la santé ;

– la permanence sociale de l'ONA (physique, téléphone et courriel) tous les jours ouvrables de 09.00 heures à 12.00 heures et de 14.00 heures à 17.00 heures ;

– l'orientation vers différents services sociaux ouverts aux DPI au Luxembourg.

ad 4) à 6) La décision d'inscrire certaines personnes DPI sur une liste d'attente a été prise par le Ministre des Affaires étrangères du précédent Gouvernement pour faire face à une situation critique de manque de lits disponibles dans les structures d'hébergement de l'ONA, tout en faisant en sorte de pouvoir continuer à héberger les personnes vulnérables. L'objectif du Gouvernement est bien évidemment d'éliminer tout délai d'attente pour permettre aux personnes y ayant droit d'accéder à un hébergement. À l'heure actuelle, les équipes sociales accompagnent les personnes DPI les plus vulnérables ; cette démarche a permis d'attribuer un hébergement immédiat à toute personne considérée comme personne à besoins spécifiques très dépendante.

Bénéficiaires de protection internationale originaires de Gaza | Question **0265** (01/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Aktuell halen sech eng Rei „Gazaoiden“ (Leit, déi ursprénglech aus der Gazasträif stamen) als BPien zu Lëtzebuerg op. Zousätzlech hunn eng Rei Lëtzebuerger Staatsbürger en entspreichende Migrationshannergrond. Esou wéi et mir zougedroe gouf, halen sech d'Familljememberen a béide Fäll allerdéngs nach dacks an der Gazasträif op. Eng Rei vun EU-Länner schéngen am Kader vum aktueller Krich, Demarchen ënnerholl ze hunn, fir déi Leit ze evakuéieren an eng Familljenzesummeféierung an Europa ze erméiglechen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Bausseminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Ass dem Här Bausseminister deen entspreichende Problem bekannt? Falls jo, kann den Här Bausseminister eng Tabell presentéieren, wéi vill BPien aus der Gazasträif a Lëtzebuerger Staatsbürger mat entspreichendem Migrationshannergrond sech aktuell hei am Land ophalen, wéi vill vun hinnen der aktuell nach Familljememberen an der Gazasträif hunn a wéi vill vun hinnen der virum an nom Ausbroch vum Krich bei den Autoritéiten eng Demande fir d'Familljenzesummeféierung gestallt hunn?

2. Kann den Här Bausseminister bestätegen, datt aner EU-Staate speziell am Kader vum Krichsausbroch zousätzlech Familljenzesummeféierung virgeholl hunn?

3. Plangt Lëtzebuerg änlech Demarchen? Falls jo, zesumme mat wéi enge Partnerstaaten an Institutiounen? Falls net, firwat net?

4. Huet Lëtzebuerg scho probéiert, Informatiounen iwwert d'Situatioun vun deene betraffene Leit an der Gazasträif ze kréien?

Réponse (01/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass net méiglech, déi gefrote Statistiken ze presentéieren, well d'Personen aus der Gazasträif net kënnen eenzel identifizéiert ginn. Engersäits ass et schwéier, d'Leit aus Palästina iwwerhaapt ze identifizéieren, well d'Lëtzebuerger Autoritéit Palästina net als unerkannten Nationalitéit ugesinn, an d'Leit dofir net kënnen mat där Nationalitéit erfaasst ginn.

Dofir kënnen och keng Statistiken unhand vun der Nationalitéit opgestallt ginn. Zudeem misst jo dann nach zousätzlech ënnerscheet ginn, ob d'Leit aus der Gazasträif kommen oder aus enger anerer Regioun vu Palästina, wat och op Basis vun den erfaassten Informatiounen net méiglech ass. De Staat féiert och keng Statistiken iwwert d'Familljemembere vun Drëttstaatter, déi nach an hirem Heemechtsland oder an engem anere Land wunnen.

Rezent krut den Inneministère 3 Ufroen fir e Regroupement familial vu Leit aus der Gazasträif. Dovu gouf eng Demande refuséiert, well d'Konditiounen net erfëllt waren, an 2 Demandé sinn nach am Traitement. Et sief rappeléiert, dass de Regroupement familial duerch d'Immigratiounsgesetz gereegelt an u bestëmmte Konditiounen gebonnen ass.

ad 2. Et kann een net bestätegen, datt aner EU-Staate speziell am Kader vum Krichsausbroch zousätzlech Familljenzesummeféierunge virgeholl hunn, déi ausserhalb vum gesetzleche Kader virgesi sinn.

ad 3. Wéi den 21. Februar op der Pressekonferenz vum Här Premierminister erkläert, plangt Lëtzebuerg de Moment net, d'Familljenzesummeféierung ausserhalb vum Immigratiounsgesetz vun 2008 ze erméiglechen.

ad 4. De Ministère fir auswärteng an europäesch Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussehandel huet Informatiounen iwwert d'Situatioun vun de Familljemembere vu verschidde beträffende Leit an der Gazasträif kritt an hat kierzlech d'Geleeënheet, fir sech mat enger vun de Familljen zesummenzesetzen, fir hir Ëmstänn besser ze verstoen.

Listes noires des hôpitaux | Question 0266 (01/02/2024) de M. François Bausch (déi gréng)

Depuis 2022 au moins, le CHL tient une liste noire de « persona non grata », c'est-à-dire avec les noms de personnes auxquelles toute admission et traitement est refusé, et ceci, selon mes informations, même en cas d'urgence. Les arguments avancés sont les comportements violents à répétition envers le personnel de l'hôpital et partant la volonté de la direction de protéger leurs salarié.e.s. Également selon mes informations, des personnes en situation extrêmement vulnérable, sans domicile fixe, seraient concernées par cette interdiction d'accès.

L'article 6 de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits des patients précise : « Lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis, le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles. Le refus de prêter des soins de santé ne peut en aucun cas être lié à des considérations discriminatoires. À la demande du patient, le prestataire assiste ce dernier dans la recherche d'un autre prestataire de soins de santé apte à assurer les soins requis. Dans la mesure de ses possibilités, le prestataire se doit d'assurer les premiers soins urgents ainsi que de garantir la continuité des soins en toute circonstance. »

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'autres listes noires dans un hôpital luxembourgeois ? Dans l'affirmative de quels hôpitaux s'agit-il ?

2) Comment ce refus d'accès se conjugue-t-il au droit à la protection de la santé ainsi qu'à l'accès universel aux soins de santé, pilier du système de santé luxembourgeois ?

3) Les hôpitaux en question respectent-ils la législation en ce qu'ils assistent la personne concernée ou leur accompagnant dans la recherche d'un autre prestataire de soins ?

4) Quelles sont les alternatives si l'hôpital de garde refuse l'admission en cas d'urgence ?

5) Madame la Ministre peut-elle fournir des données concernant le nombre d'interventions aux urgences des hôpitaux de garde à cause de menaces et agressions physiques et verbales graves ?

6) Les refus d'admission sont-ils documentés ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir les chiffres y relatifs ?

Réponse (05/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a obtenu la confirmation des directions respectives qu'il n'existe pas de listes noires dans d'autres hôpitaux luxembourgeois. Seul le CHL maintient pour un seul patient encore un statut de personne non prise en charge sauf en cas de situation d'urgence vitale.

ad 2) Exception faite du cas cité au point 1, il n'existe pas de refus d'accès aux soins de santé dans les hôpitaux luxembourgeois. Si le personnel soignant se trouve face à un patient physiquement ou verbalement agressif, il peut ne pas être en mesure de prodiguer des soins selon les règles de l'art. Dans une telle situation, l'hôpital a l'obligation légale, en tant qu'employeur, d'assurer la sécurité et la santé de ses salariés dans tous les aspects liés au travail et de prendre les mesures nécessaires qui en découlent. Les services d'urgence ont mis en place des procédures d'assistance du personnel concerné en leur permettant de se rabattre sur les services du gardien de l'hôpital par un appel urgent direct.

ad 3) Avec l'exception du cas cité sous le point 1, le cas de figure ne se présente pas. Dès lors qu'il y a refus, une réorientation du patient est proposée.

ad 4) En cas d'urgence vitale aucun patient n'est refusé à l'admission dans les services d'urgences des hôpitaux.

ad 5) Les quatre centres hospitaliers nous confirment une augmentation du nombre des agressions physiques et verbales à l'encontre du personnel médical, soignant et administratif travaillant dans les services d'urgences des quatre centres hospitaliers.

ad 6) Dans le cadre du rapport annuel établi par les établissements hospitaliers sur base des dispositions de l'article 25 de la loi modifiée du 8 mars 2018 concernant les établissements hospitaliers et la planification hospitalière, les événements indésirables constatés sont documentés. Une information suffisamment détaillée et comparable n'est toutefois pas disponible encore.

Cours de natation à l'École de police | Question 0267 (01/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Dem Här Inneminister säi Virgänger huet opgrond vun der parlamentarescher Ufro N° 7580 vun der CSV bestätegt, datt et, anescht wéi an der Vergaangenheet, keng Schwammcoursen an och kee Rettungsbrevet an der Ausbildung vun zukünftege Polizisten méi gëtt.

Bleift den Här Minister bei der Haltung vu sengem Virgänger oder ass hien der Meinung, datt et an Zukunft erëm esou Coursen als Bestanddeel vum Ausbildungsprogramm vun der Policeschoul soll ginn?

Réponse (23/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

D'Schwammcoursen an de Rettungsbrevet solle kee Bestanddeel vun der Ausbildung vun der Police ginn, aus de selwechte Grënn, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7580 genannt goufen.

An der aktueller Situatioun vum „recrutement renforcé“ an dem Agencement vun der Formation op 1 Joer an der Policeschoul an duerno 1 Joer um Terrain läit den Akzent an der theoreetescher a praktescher Ausbildung op de Matière, déi et dem Stagiaire erlaben, op d'Missiounen an d'Kärkompetenze vum Polizist virbereet ze ginn.

Zudeem misst d'Police, fir esou Coursen kënnen reegelméisseg ze assurieren, Schwamminfrastrukture lounen. Dat géing am Kader vun der praktescher Formation e grouse logisteschen Opwand bedeuten an Zäit a vill Ressourcë fir d'Trajeten Aller-retour an Usproch huelen.

Déchets d'équipements électriques et électroniques | Question 0268 (01/02/2024) de M. Jeff Boonen (CSV)

Dans l'édition 2023 de « l'environnement en chiffres » publiée par le Statec, celui-ci constate que « les déchets d'équipements électriques et électroniques sont collectés séparément : le volume est en croissance constante (+66 % entre 2006 et 2020) et se chiffrait à 6.371 tonnes en 2020 ». Dans son avis relatif au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques (dossier parlementaire n° 8229) la Chambre de Commerce, se basant sur les chiffres du Statec, observe que « la quantité de produits d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché au Luxembourg a eu tendance à augmenter plus vite que la quantité de produits collectés par les différents organismes de recyclage ».

Étant donné que la réduction des déchets d'équipements électroniques est une des priorités dans la protection de l'environnement et en l'absence de statistiques récentes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques plus récentes en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la tendance récente concernant le volume de ces déchets ?

3) Comment le Ministère de l'Environnement compte-t-il agir afin de réduire davantage le volume des déchets électriques et électroniques ?

Réponse (06/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend les quantités en tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés séparément pour la période de 2006 à 2021. Les données de l'année 2022 sont encore en cours de traitement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) De manière générale une augmentation des quantités de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés peut être constatée sur la période observée. Ainsi, entre 2020 et 2021 les quantités collectées ont augmenté de 4,5 %.

Il est à noter que de telles évolutions ne sont pas forcément linéaires, mais sont également influencées

par des événements qui font varier la mise au rebut, en parallèle avec une fluctuation de la mise sur le marché. Il peut s'agir d'événements tels que le confinement lié à la crise du Covid ou encore les inondations de 2021.

ad 3) Il convient de souligner tout d'abord que les producteurs d'équipements électriques et électroniques ménagers mettant ces produits sur le marché luxembourgeois, ont délégué leurs responsabilités de gestion de ces déchets à l'organisme Ecotrel. Cet organisme dispose d'un agrément du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions. En vertu de cet agrément Ecotrel doit entre autres veiller au respect de la hiérarchie des déchets dans ses modalités de traitement, en priorisant le réemploi et la préparation à la réutilisation. Ecotrel a également l'obligation de garantir le taux de collecte légalement prescrit des déchets en question.

Afin de clarifier le cadre légal, la modification en 2022 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets a introduit le concept du réemploi, qui fait partie de la prévention en matière de déchets. La définition du réemploi se trouve à l'article 4 qui définit le réemploi comme suit :

« "réemploi" : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ».

Le réemploi fait en outre l'objet d'un article à part entière dans la loi du 9 juin 2022 relative aux déchets électriques et électroniques (DEEE). Il devient une priorité pour les producteurs de produits, soumis à la responsabilité élargie des producteurs.

Ensuite, le Luxembourg est en train de réviser son Plan national de gestion des déchets et des ressources, conformément à l'article 36 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Dans ce plan, un chapitre sera dédié aux DEEE. Cette révision sera l'occasion pour définir avec les acteurs concernés des mesures visant à réduire davantage la quantité de ces déchets.

Pour finir, un changement législatif a introduit l'obligation pour les producteurs de produits individuels d'obtenir un agrément ministériel afin de retracer comment ils comptent remplir leurs devoirs en matière de responsabilité élargie des producteurs. L'obligation de favoriser le réemploi ainsi que la préparation à la réutilisation par rapport aux autres modes de traitement sont inscrites dans l'agrément. La mise en œuvre de celui-ci est vérifiée annuellement à l'occasion de la remise d'un rapport annuel. Cette nouvelle disposition est un vecteur supplémentaire pour montrer aux producteurs de produits que le réemploi est désormais une priorité en matière de gestion et de prévention des déchets.

Code de déontologie de l'armée | Question 0269 (01/02/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Rezent ass e Video op de soziale Medien opgedaucht, dee fir vill Opreegung gesuergt huet. Ze gesinn ass e jonke Rekrutt, deen un der „instruction de base“ (IB) vun der Lëtzebuerger Armée deelgeholl huet, dës awer net gepackt huet. An deem besote Video äussert sech de Rekrutt eendeiteg antisemitisch – „tirer sur les juifs“. Iwwerdeems sech d'Regierung de Kampf géint den Antisemitismus op de Fändel geschriwwen huet, stellt sech d'Fro, firwat si an deem Fall nach net reagiert huet.

An deem Kontext géif ech der Madamm Arméiminister gär dës Froe stellen:

1. Gouf d'Madamm Minister iwwert dee besote Video informéiert? Wa jo, wéini? Firwat gouf et bis dato keng offiziell Stellungnam vun der Madamm Minister?

2. Huet d'Madamm Minister eventuell Informatiounen doriwwer, datt sech dee besote Rekrutt scho während der IB antisemitisch geäussert huet? Wa jo, wéi gouf dorop reagiert?

3. Wéi sinn allgemeng d'Prozeduren, wann de Responsabele vun der IB opfält, datt sech e Rekrutt op eng Manéier äussert oder verhält, déi eendeiteg net an Aklang ze bréngen ass mat eise rechtsstaatleche Prinzippien?

4. Missten an den Ae vun der Madamm Minister net méiglech Prozeduren iwwerschafft gi respektiv eemol agefouert ginn, déi sécherstellen, datt déi nei Rekrutten – natierlech am Respekt vun der politescher Neutralitéit vun der Armée an dem Recht op fräi Meenungsäusserung – sech zu eise rechtsstaatleche Prinzippien bekennen? Wéi gëtt d'Musterung vun den zukünftege Rekrutten an där Hisiicht organiséiert?

Réponse (05/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1. Jo, ech gouf de 16. Januar iwwert dee Video informéiert. Ech war iwwert déi verschidde rassistes, antisemitisch a fraeifendlech Aussoen zudéifst schockéiert. No enger interner Analys iwwert déi juristeschen an net juristeschen Méiglechkeeten, fir op dëse Video ze reagieren, hunn ech der Armée d'Instruktioun ginn, dee Video beim Parquet ze denoncieren. Dës Denonciatioun gouf den 19. Januar vum Chef d'état-major adjoint um Parquet zu Dikrech gemaach. Och d'Optioun vun enger Stellungnam gouf geprüft mee net zeréckbehalen, well dës d'Visibilitéit vum Video an der breeder Effentlechkeet just vergréissert hätt.

ad 2. Nee, während der Instruction de base (IB) ass dës Rekrutt net duerch antisemitesch Äusserungen, wuel awer duerch en inappropriéiert Verhalen opgefall, dat dozou gefouert huet, dass de Rekrutt eng ongenügend Nott bei der „formation du caractère“ (Charakterbildung) krut an dofir, niest sengen aneren Insuffisancen, duerchgefall ass an den 21. Dezember 2023 entlooss gouf. Zum Zäitpunkt, wou de Video gedréint a verëffentlecht gouf, war dës Persoun net méi an der Armée.

ad 3. Wann eng Rekrutin oder ee Rekrutt géint bestoend Recht verstéisst, gëtt eng Plainte gemaach. Doniist applizéiert sech geëebenefalls och d'Disziplinsgesetz an der Force publique vum 16. Abrëll 1979.

Am Fall wou e Manquement déi moralesch Qualitéit vun der Kandidatin oder dem Kandidat, fir an der Armée ze dengen, a Fro stellt, erlaabt d'Arméesgesetz dem Minister, dës Persoun virzäitig aus der IB ze entloossen.

ad 4. D'IB ass e Stage vu véier Méint, wärenddeems d'Rekrutin oder de Rekrutt op hir Eegnung als Zaldot oder Zaldot getest ginn an déi néideg Ausbildung kréien, fir vollwäerteg Membere vun der Armée ze ginn.

An deem Kontext huelen d'Rekrutinnen a Rekrutten och un enger Rei Coursen deel, déi mam Verhalen an der Adhesioun zu rechtsstaatleche Prinzippien an demokratesche Valeuren zesummenhängen:

- Briefing d'accueil, mat den allgemenge Verhalensreegelen an der Armée,
- militärescht Stroferecht,
- moralesch Bildung,
- Militärkultur (Vermëttlung vum Code de conduite militaire an der Wäertecharta vun der Armée),

– Explikatiounen zum Bestoe vun der IB (notamment de Volet „Charakterbildung“).

D'Evaluatioun vun der Charakterbildung mécht 20 % vun der Gesamtnott vun der IB aus. Iwwert déi véier Méint ginn d'Rekrutinnen a Rekrutten op siwe verschidden Eegenschaften evaluéiert. Bei deenen Eegenschaften handelt et sech ëm

- Disziplin,
- Presentatioun,
- Ekippegescht,
- Motivatioun an Engagement,
- Intelligence de situation,
- Dynamismus,
- Résistance dans le service.

Dës Eegenschafte gi permanent evaluéiert a bei Problemer ginn d'Rekrutinnen a Rekrutten direkt drop ugeschwat a corrigéiert. Während deene véier Méint gëtt et dräi offiziell Evaluatiounen, wärend deenen de Pelotonschef vun der IB an engem perséinleche Gespréich mat der Rekrutin oder dem Rekrutt déi individuell Progressioun festhält an, wann néideg, Verbesserungsvirschléi gemaach ginn.

De Fall vun dësem Rekrutt, deen déi rassistes, antisemitisch a fraeifendlech Aussoen am Video gemaach huet, weist, dass den aktuelle System vun der Evaluatioun an der Armée funktionéiert an dass eng Evaluatioun vum militäreschen Personal och op eetheschen a moraleschen Krittären absolutt néideg ass. De concernéierte Rekrutt gouf nämlech als onzoulanglech fir den Déngecht an der Armée bewäert an en huet seng Grondausbildung net gepackt an ass deemno net als vollwäerteg Member vun der Armée vereedelegt ginn. D'Rekrutinnen a Rekrutte gi während hirer Ausbildung mat de Wäerter vun eiser Gesellschaft, der Demokratie, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet vertraut gemaach, an et sinn och dës Wäerter, déi si verdeedegen. Si léieren awer och d'Wäerter vun der Armée, nämlech Disziplin, Engagement, Solidaritéit, Droiture an Diversitéit. Wa festgestallt gëtt, dass eng Rekrutin oder e Rekrutt déi Wäerter net deelt a säi Verhalen oder Aussoen net deem entsprechen, woufir d'Armée steet, da sinn adaptéiert Mesuren en place, fir dorop ze reagieren.

État des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux | Question 0270 (02/02/2024) de M. Claude Haagen | M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors de l'heure de questions au Gouvernement de la séance plénière du 30 janvier 2024, le Ministre des Affaires intérieures a été interrogé sur l'état des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux. Le ministre a répondu, et je cite, « ...sinn ech amgaang, mat der Ministeresch fir d'Sécurité sociale en Text auszeschaffen, fir datt mer déi Exemptioun aféieren; dat heescht, datt dorobber keng Sécurité sociale soll bezuelt ginn ».

Cependant, la loi du 22 mai 2023 portant modification des livres I^{er}, II et III du Code de la sécurité sociale introduit un régime d'exemption pour les élus locaux concernant l'assurance obligatoire. Le vote au sein de la Chambre des Députés concernant le projet de la loi en question a d'ailleurs été unanime, y compris avec la voix de l'actuel Ministre des Affaires intérieures, alors député.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quels seront le motif et le ratio legis d'un nouveau texte alors que le sujet de la sécurité sociale sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux est déjà couvert ?

2) Quelle serait la portée du texte préparé par Monsieur le Ministre ? Et quelles modifications vont être portées au texte actuel ?

3) Dans quel sens Madame la Ministre vise-t-elle à modifier le texte en vigueur d'un point de vue de la sécurité sociale ?

Réponse (01/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Contrairement à ce qui est indiqué dans le cadre de la question parlementaire, les nouvelles dispositions introduites par la loi du 22 mai 2023 portant modification des livres I^{er}, II et III du Code de la sécurité sociale n'ont pas vocation à introduire un régime d'exemption pour les seuls élus locaux concernant l'assurance obligatoire.

En effet, ce texte concerne toute personne physique, qu'elle soit ou non un élu local, qui représente l'État, une commune, une branche professionnelle ou une entité créées par une disposition légale ou réglementaire, au sein de l'organe décisionnel d'une entité économique de droit public ou de droit privé ou de toute instance du dialogue social créée par une disposition légale ou réglementaire.

Les mandats de membres du conseil communal sont attribués aux conseillers par la voie du suffrage universel direct. Les membres du Collège des bourgmestre et échevins sont proposés par une majorité des membres du conseil communal parmi ses membres et nommés par le Ministre des Affaires intérieures. Les fonctions de conseiller, d'échevin et de bourgmestre au sein des organes du corps communal sont des fonctions exclusivement communales. Les indemnités des bourgmestres et échevins, ainsi que les jetons de présence des conseillers communaux perçus pour l'exercice de ces mandats ne sont pas visés par l'exemption introduite par la loi du 22 mai 2023 précitée, contrairement aux indemnités ou jetons perçus pour la représentation de la commune dans les organes décisionnels d'autres personnes morales dans lesquelles les communes disposent d'un siège.

À titre d'exemple, le conseiller communal d'une commune qu'il représente en tant que délégué au comité d'un syndicat intercommunal dont la commune est membre est dispensé de l'affiliation obligatoire pour cette fonction et les rémunérations touchées par lui de ce chef sont exemptes de cotisations sociales.

Il n'existe à l'heure actuelle pas de dispositions expresses d'exemption pour l'activité de membre du conseil communal et de membre du Collège des bourgmestre et échevins et les revenus qui en découlent sont soumis à cotisations sociales.

Pour rappel, cette nuance a été indiquée dans le cadre de la circulaire émise par le Ministère des Affaires intérieures du 28 juillet 2023 (circulaire n° 2023-099).

À la lumière de ce qui précède, en matière de cotisations sociales, la situation des personnes qui s'engagent dans la vie politique locale est dès lors régie par les dispositions générales du Code de la sécurité sociale. En effet, le Code de la sécurité sociale connaît globalement en matière d'affiliation, outre les régimes spéciaux ou spécifiques pour certains secteurs d'activité, le travail pour autrui (salarié) ou pour son propre compte (indépendant). Il n'existe pas de statut propre aux élus locaux susceptible de prendre en considération leur situation particulière.

Or, l'engagement d'un élu local est une vocation de service public, où l'intérêt personnel est subordonné au bien commun. Tout élu communal effectue un engagement moral et civique profond envers la communauté et le bien-être collectif. En dépit des indemnités et jetons perçus pour leurs services, la fonction des élus locaux est essentiellement orientée vers le service public et la dévotion à l'intérêt général. Cette philosophie est profondément ancrée dans la tradition de la gouvernance locale au Grand-Duché du Luxembourg, où le mandat d'élu local est perçu avant tout comme un acte de dévouement envers la communauté, et non comme une profession lucrative servant des intérêts privés. Partant et au regard de ce qui précède, la possibilité d'une exemption des cotisations sociales des rémunérations ci-après énumérées, par la voie d'une modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, est actuellement analysée.

ad 2) Le texte actuel du Code de la sécurité sociale, tel qu'introduit par la loi du 22 mai 2023, ne fera pas l'objet d'une modification.

Une exemption de cotisations sociales quant aux indemnités touchées par le bourgmestre et les échevins, ainsi qu'aux jetons de présence touchés par les conseillers communaux par une modification de la loi communale est actuellement analysée.

ad 3) Une éventuelle modification de la loi communale aurait pour objet d'introduire une exemption de cotisations sociales sur les indemnités touchées par le bourgmestre et les échevins et les jetons de présence touchés par les conseillers communaux dans le cadre de leur activité d'élu au sein du conseil communal. Les indemnités touchées par les indépendants et les personnes sans profession dans le cadre du congé politique ne sont pas visées par une éventuelle modification de la loi communale. Une modification des articles 4, alinéa 5, et 177, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale ne s'impose pas.

.....
Amendes pour l'utilisation du téléphone au volant | Question 0271 (02/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Säit November 2023 gött d'Benotzung vum Handy um Steier, also ouni Fräispriechanlag, däitlech méi staark bestrooft, well déi Praxis de Chauffeur oflenkt an zu schwéieren Accidenter ka féieren.

Déi Strofe si vun 145 € op 250 € gehéicht ginn an et verléiert een elo 4 statt nëmmen 2 Punkten.

1. Mir géifen dofir gäre vum Här Inneminister wäsen, ob zanter der Aféierung vun deenen neie Strofen och d'Kontrollen intensivéiert goufen.

2. Wéi ginn d'Kontrollen duerchgefouert?

3. Wéi vill Chauffeure sinn an deene leschte Méint interpelléiert, kontrolléiert gi respektiv gestrooft ginn?

4. Wéi héich waren d'Montante vun de Strofen?

Réponse (01/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet d'Kontrollen zënter der Aféierung vun de méi héije Strofen net intensivéiert.

ad 2. Déi betreffend Infraktioun ginn an der Reegel am Kader vun de Patrullen oder de Verkéierskontrolle festgestallt. Zousätzlech féiert d'Police während dem Joer spezifesch Handykontrollen duerch, bei deenen et en „élément constat“ an en „élément verbalisant“ gött, wéi dat och bei geleeëntleche Vitesskontrollen oder Ceinturekontrollen zum Beispill de Fall ass.

Dat heescht, dass op enger Plaz 1 bis 2 Beamte stinn, déi eng Infraktioun konstatéieren an se iwwert Funk un eng zweet Equipe op enger anerer Plaz weiderginn, wou de betreffende Chauffeur ugehalen a verbaliséiert gëtt.

ad 3. a 4. Mat der Publikatioun vum Gesetz vum 21. September 2023 am Mémorial A679 ass ënnert anerem d'„loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques“ (Code de la route) modifizéiert ginn. Betreffend den „Handy“ waren dat d'Artikelen 2bis (Punktführerschäin) a 7 (Contraventions graves). Déi respektiv Bestëmmunge sinn de 24. Oktober 2023 a Kraaft getrueden.

Déi Infraktiounen sinn an der Tabell heidrënner ab Oktober getrennt opgefouert.

Déi betreffend Avertissements taxés stinn am „règlement grand-ducal du 30 janvier 2024 modifiant 1° l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points ; 3° le règlement grand-ducal modifié du 2 octobre 2009 relatif aux matières enseignées dans le cadre de la qualification initiale et de la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cet enseignement ; 4° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 fixant les conditions et le modèle du certificat médical pour l'obtention, la transcription ou le renouvellement du permis de conduire“, deen de 6. Februar 2024 am Mémorial A45 publizéiert gouf a säit dem 10. Februar 2024 a Kraaft ass.

De Montant vum respektiven Avertissement taxé geet do vun 145 op 250 Euro erop.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....
Protection de l'inventaire historique des bibliothèques | Question 0272 (02/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Mat verschiddenen Ausgabe vu seltene Bicher kann ee vill Sue maachen. An Auktiounshaiser an och um Schwarzmaart gi fir bestëmmten Éischtausgabe guch héich Montante bezuelt an dat zitt natierlech och d'Kriminalitéit un. Am Ausland sinn an de leschte Méint eng ganz Rei vu Fäll bekannt ginn, wou wäertvoll Bicher aus Bibliothéike geklaut an duerch Replicken ersat goufen. Wéi et schéngt, soll et sech ëm eng Grupp handelen, déi sech als Fuerscherteam ausgëtt, fir an den europäesche Bibliothéike gezielt russesch Literatur aus dem 19. Joerhonnert ze klauen.

An deem Zusammenhang wéilte mir dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi gött den historeschen Inventaire an de Lëtzebuerger Bibliothéike protegéiert?

2. Goufen déi concernéiert Acteuren an de Lëtzebuerger Bibliothéiken am Kader vun den aktuellen Déifstäl an Europa sensibiliséiert?

Réponse (04/03/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Virop, sief ze ënnersträichen, datt déi Rei vun Déifstäl an den europäesche wëssenschaftleche Bibliothéiken net de Patrimoine an de jeeeweilege Länner

viséiert huet, mee déi spezifesch Kollektioun vun der russescher Literatur aus dem 19. Joerhonnert, woubäi iwwert d'Grënn an d'Ëmstänn bis haut keng sécher Aussoe kënnen gemaach ginn. An deene Bibliothéiken, wou d'Bicher geklaut goufen, hunn d'Déif d'Bicher ëmmer duerch eng Kopie ausgetosch, fir de Vol ze vertuschen a wäertvoll Bicher dono weiderzeverkafen. Et gëtt eng Lëscht vun Europol, op där d'Nimm vun deene russeschen Auteuren opgezielt sinn, deenen hir Bicher an anere Bibliothéiken noweisbar geklaut goufen. Weeder der Lëtzebuurger Nationalbibliothék, nach dem Lëtzebuurger Nationalarchiv si Strofdoten an deem Zesummenhang an hire respektiven Haiser bekannt.

ad 1. E Wuert zum Kontext: De Lëtzebuurger Bicherpatrimoine gëtt haaptsächlech an der Nationalbibliothék an doriwwer eraus a verschiddene Spezialbibliothéiken oder och a weinege Schoulbibliothéike versuergt. Fir Bibliothéike gëllt ëmmer de Balanceakt tëscht der Missioun, de Patrimoine ënnert securiséierte Bedéngungen a conservatoresche Virgaben ze versuergen, an der Aufgab, dëse Patrimoine de Benotzer zur Verfügung ze stellen, fir e wëssenschaftlech oder kulturell ze valoriséieren. Dofir gëtt et, jee no Bibliothék, ënnerschiddlech Mesuren a Critère.

An der Nationalbibliothék gëllt, datt déi zäitgenessesch Buchproduktioun esouwéi verschidde Standardwierker am Liessall fir eng direkt Consultatioun kënnen genotzt ginn, entweeder, andeems ee se kann ausléinen oder datt se just sur place kënnen benotzt ginn. D'Bicher hunn e Sécherheetsoutil (RFID-Code), duerch deen en Alarm ausgeléist gëtt, wann e Buch net regulär ausgeléint gëtt an ee probéiert, d'Buch aus dem Liessall matzehuelen. An der Regel kënnen Bicher vu virum 1987 an der Luxemburgensia an 1900 am Fonds non luxembourgeois net ausgeléint ginn.

De wäertvolle Buchpatrimoine gëtt an den Depote versuergt, wou keen Utilisateur en Zougang huet. D'Dokumente aus den Depote mussen iwwert de Bibliothéikskatalog a-z.lu reservéiert ginn; d'Bedéngung dofir ass eng Authentifizierung, bei där d'Leit sech mussen an der BnL ageschriwwen hunn, esou datt de Prêteur kann identifizéiert ginn. Jee no Wäert vum bestallten Dokument, kann d'Buch entweeder am Liessall consultéiert ginn, woubäi den RFID-System verhénnert, datt een d'Buch ausserhalb vum Liessall ka mathuelen, oder an der Salle de consultation spécialisée Dr. Jean-Claude Loutsch, e spezifesch Raum, wou ee just iwwert e Badgesystem erakënnert a wou eng Opsicht duerch d'Fachpersonal vun der BnL garantéiert ass.

Wat d'Bibliothék vum Nationalarchiv betrëfft, sinn d'Wierker exklusiv sur place am Liessall zougänglech. Och hei assuréiert en informatesch Suivi, datt déi Wierker, déi an de Liessall ginn, och erëm zrëckkommen.

D'Sécherheetsdispositiver an dësen Institutione sinn deemno esou, datt all Mesur geholl sinn, fir de Buchpatrimoine zu Lëtzebuerg ze schützen an en trotzdem och zougänglech ze maachen. D'Geschicht vun de Bibliothéiken op der ganzer Welt huet allerdéngs och gewisen, datt et kee perfekte Sécherheetsdispositiv gëtt.

Fir Risiken zousätzlech ze minimiséieren, huet d'BnL och d'Ambitioun, de Luxemburgensia-Bestand ze digitaliséieren: Esou kann de Patrimoine digital zougänglech gemaach ginn, ouni datt d'Bicher mussen ausgeléint ginn. Ganz am Sënn vum Respekt vum Droit d'auteur soll eng Léisung fonnt ginn, déi et erlaabt, bis 2030 de Buchbestand vun der Luxemburgensia online ze setzen.

ad 2. Als Member vum CERL (Consortium of European Research Libraries), en Zesummeschluss vun

de Fuerschungsbibliothéiken an Europa, wosst d'Nationalbibliothék iwwert déi cibléiert Aktiounen op Éischtausgaben zu der russescher Literatur aus dem 19. Joerhonnert Bescheid. D'BnL gouf och iwwert de LIBER (Association of European Research Libraries), bei deem d'BnL Member ass, am November 2023 informéiert. Den Echange op europäeschem Niveau funktionéiert gutt, esou datt d'BnL sensibiliséiert wor. Eng Gefor huet an der BnL net bestanen, well am Liessall Iwwersetzung vum der russescher Literatur oder Texte a russescher Sprooch stinn, mee dorënner keng wäertvoll Ausgaben. Generell sti méi wäertvoll Ausgaben an der Nationalbibliothék an de Magasénger a kënnen just reservéiert ginn, fir se am Liessall oder an der Salle de consultation spécialisée ënner Opsicht ze liesen.

Well déi russeschsproocheg Literatur an Éischtausgaben net zu de Bestänn vun den effentleche Bibliothéiken, Schoulbibliothéiken oder Spezialbibliothéiken gehéiert, wor et net néideg, eng spezifesch Kommunikatioun un de Bibliothéiksreseau bibnet.lu ze maachen, deen 90 Bibliothéiken zu Lëtzebuerg zielt.

Recours en rectification d'erreurs ou omissions matérielles | Question 0273 (02/02/2024) de Mme Carole Hartmann (DP)

Parmi les voies extraordinaires pour attaquer les jugements, le Nouveau Code de procédure civile prévoit un recours en rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles.

Dans les rapports des juridictions judiciaires de 2021 et 2022, ce type de recours n'apparaît que très peu dans les statistiques des décisions rendues par nos juridictions. Les jugements rectificatifs n'y sont explicitement mentionnés qu'en matière d'adoption et sous certains points dans un ensemble d'« autres jugements » rendus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Existe-t-il des statistiques sur les décisions rectificatives prises par les différentes juridictions ?

– Madame la Ministre est-elle en mesure de fournir, pour les cinq dernières années et par juridiction, le nombre et l'objet des décisions rectificatives prises dans le cadre d'un recours en rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles ?

– Quelle est l'analyse de Madame la Ministre de ces données sur les décisions rectificatives ?

Réponse (04/03/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

L'honorable Députée Carole Hartmann a demandé les statistiques quant aux décisions rectificatives prises par les différentes juridictions.

Contrairement aux matières d'état civil et d'adoption pour lesquelles des statistiques formelles existent et sont publiées dans le rapport d'activité, les juridictions ne relèvent pas de manière systématique des chiffres relatifs aux jugements sur recours en rectification d'erreurs et omissions matérielles affectant un jugement, basés sur l'article 638-2 Nouveau Code de procédure civile.

Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité | Question 0275 (02/02/2024) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Le Ministre de l'Intérieur a fait savoir, lors de l'heure de questions au Gouvernement du 16 janvier 2024,

que des agent.e.s de la Police grand-ducale seront retiré.e.s des commissariats à travers le pays afin de faire respecter l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville. Un article de presse du 1^{er} février 2024 mentionne 176 patrouilles extérieures qui seraient temporairement déployées dans la capitale.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les nombres mentionnés dans la presse ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir le détail concernant le nombre d'agent.e.s détaché.e.s de chaque direction régionale pour être déployé à Luxembourg-ville ?

Réponse (20/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que le déploiement d'agents de la Police grand-ducale à la ville de Luxembourg fait partie d'un plan d'action qui vise à assurer la sécurité et la salubrité publiques et qui cible certains phénomènes tels que notamment le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains ou la mendicité organisée.

Comme expliqué lors d'une séance d'heure de questions à la Chambre des Députés le 16 janvier 2024, les informations de nature stratégique et opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Conformément à l'annonce faite lors de cette même intervention, j'ai fourni aux membres de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures, en séance à huis clos, des précisions sur le dispositif policier en place.

En ce qui concerne le chiffre avancé dans l'article de presse auquel il est fait référence, je renvoie à un communiqué de la Police grand-ducale, qui a été publié en date du 2 février 2024 et dans lequel il est indiqué que « [...] les informations publiées aujourd'hui dans la presse doivent être relativisées. Même si un nombre limité de policiers à fournir tous les jours par les autres régions de police est prévu, l'extrapolation de ce chiffre sur un mois n'est pas correcte et induit en erreur quant à l'envergure des renforts à prester par les autres régions et unités. »

Urgence du CHEM à Niederkorn | Question 0276 (02/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter 2019 ass d'Urgence am CHEM um Site zu Nidderkuer tëscht 21.00 Auer a 7.00 Auer zou. Während dëser Zäit assuréiert de CHEM Esch-Uelzecht d'Noutfäll. An der Äntwert op d'Fro N° 0160 vun 2019 hat den deemolege Gesondheitsminister präziséiert, dass all d'Proximitéitssitte vum CHEM erhalen bleiwen an dem Bierger eng net programméiert medezinesch Versuergung daagsiwwer ubidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wat fir eng Pläng huet d'Regierung betreffend d'Urgencen op de Proximitéitssitte vum CHEM?

2. Wéi eng Servicer sollen op déi jeeweileg Sitten dobäikomme bis 2028?

Réponse (08/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Hauptmissioun vum Noutdängscht am Service Urgences vum CHEM ass d'medezinesch Versuergung vun den net programméierte Besoinen vu Patienten an der Südregioun vu Lëtzebuerg.

Den Noutdénsgscht „Service hospitalier urgences“ gëtt assuréiert um Site Esch-Uelzecht. Doniewent gëtt et zwou Polikliniken, zu Diddeleng respektiv zu Nidderkuer, déi och d'medezinnesch Versuergung vun net programmiéierter Patiente sécherstellen. Dës Polikliniken kënnen awer nëmmen ausnamsweis kleng Noutfäll à charge huelen. De SAMU an och méi schwéier Noutfäll ginn zu Esch behandelt.

Am Accord de coalition 2023–2028 huet d'Regierung festgehalen, fir eng Analys vum Noutdénsgscht an och der Aktivitéit vun de Services Urgences ze maachen. Eng erweidert Offer soll och an de Polikliniken ugeduecht ginn.

ad 2. No der uewe genannter Analys mat den Acteuren vum Terrain wäert den M3S Aktivitéite festhalen, déi an de Polikliniken kënnen realiséiert ginn. Aktuell ginn an dës Polikliniken net programmiéiert Aktivitéite realiséiert an et wäert iwwerluecht ginn, wéi an engem medezinnesch securiséierter Kader weider Aktivitéite kéinte bäikommen.

Doriwwer eraus sief drun erënnert, dass niewent de Polikliniken um Site Nidderkuer an um Site Diddeleng eng Exploitationssouloossung, déi gültig ass vum 1. Januar 2024 bis den 31. Dezember 2025, u folgend Spidolsservicer ausgestallt gouf:

Um Site zu Nidderkuer:

- Service de cardiologie (Antenn);
- Service de gériatrie aiguë (Haaptsite);
- Service d'hospitalisation de jour chirurgicale (Antenn);
- Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale (Antenn);
- Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale – Laboratoire du sommeil (Haaptsite);
- Service d'imagerie médicale (Antenn);
- Service de médecine interne générale (Haaptsite);
- Service de psychiatrie aiguë (Haaptsite);
- Service d'orthopédie (Antenn);
- Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale – Médecine de l'environnement (Haaptsite);
- Service de médecine de l'environnement (Haaptsite).

Um Site zu Diddeleng:

- Service d'imagerie médicale (Antenn);
- Service de rééducation gériatrique (Haaptsite);
- Service d'hospitalisation de jour de rééducation gériatrique (Haaptsite).

Ab dem 1. Januar 2026, müssen nei Zouloossungsverlängerungen un d'Spideeler erdeelt ginn. Dësen Zouloossungsprozess erméiglecht, zukünftig Gesondheetsbedierfnesser ze berücksichtegen, andeems d'Ausrichtung vun de Spidolsgéischerchen un den demographeschen Trend, u Bevëlkerungsentwécklungen an den Afloss vun der ambulanter Versuergung ugepasst ka ginn.

Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité | Question 0277 (02/02/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Comme l'indique un article récent du « Tageblatt », des policiers de plusieurs régions du pays seront retirés pour soutenir les policiers de Luxembourg-ville. Au total, 176 patrouilles de police provenant d'autres commissariats de police seraient en service à Luxembourg-ville. Cette mesure est provisoirement valable jusqu'à fin février.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quels sont les régions et les services les plus touchés par ces déductions ? Y a-t-il des services qui doivent renoncer à plus d'un tiers de leurs policiers en service ?

2) Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le nombre de policiers retirés de chaque service et de chaque région ?

3) Quelle est la raison pour laquelle cette mesure s'applique jusqu'à fin février ? Que se passera-t-il à partir du mois de mars ? Y aura-t-il une analyse de l'impact du retrait actuel des policiers sur le fonctionnement des commissariats et des différents services ?

Réponse (20/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 0275 du 2 février 2024 de l'honorable Député Meris Sehovic.

ad 3) Le dispositif sera adapté en fonction de l'évolution de la situation. Une date de fin du dispositif n'est actuellement pas fixée.

Intérêts fiscaux | Question 0278 (02/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Mit der parlamentarischen Frage N° 4869 der ehrenwerten Abgeordneten Laurent Mosar und Gilles Roth, war Finanzminister Pierre Gramegna darauf angesprochen worden, ob der in Luxemburg praktizierte Zinssatz von maximal 7,2 % im Jahr (0,6 % monatlich) auf Steuernachforderungen nicht zu hoch sei.

Der damalige Finanzminister Gramegna informierte in seiner Antwort, dass die Regierung nicht gedenke, die Steuerverzugszinsen zu senken.

– Deshalb unsere Frage an den Herrn Finanzminister, ob er weiterhin der Meinung ist, dass diese Zinsen zu hoch sind und gegebenenfalls, wie in der parlamentarischen Anfrage angedeutet, nicht sogar gegen die Verfassung verstoßen würden?

– Plant die Regierung etwas an der Höhe dieser Verzugszinsen zu ändern?

Réponse (04/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Die ehrenwerten Abgeordneten nehmen Bezug auf einen Beschluss des Ersten Senats des Bundesverfassungsgerichts vom 8. Juli 2021, in dem es u. a. heißt:

„Angesichts der im Jahr 2008 beginnenden und nach wie vor andauernden Niedrigzinsphase ist die Vollverzinsung mit einem Zinssatz von monatlich 0,5 % auch nach dem verfahrensgegenständlichen Zeitraum im Jahr 2014 aus denselben Gründen verfassungswidrig.“

https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2021/07/rs20210708_1bvr223714.html?sessionId=2A23661FC2DE77FDA1CAF832BB83B74.internet972

Vorgenannte Niedrigzinsphase ist seit dem Ukraine-Krieg und den in der Folge getroffenen geldpolitischen Entscheidungen der Europäischen Zentralbank vorbei. Somit haben sich die Rahmenbedingungen grundsätzlich geändert.

Darüber hinaus ist hervorzuheben, dass im Gegensatz zu der deutschen Gesetzgebung das luxemburgische Einkommensteuergesetz vom 4. Dezember 1967 (LEStG) keine Vollverzinsung vorsieht, um einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden. Das

LEStG sieht Verzugszinsen vor, die im Falle eines Zahlungsverzugs seitens des Steuerpflichtigen zum Tragen kommen. Die in Luxemburg anfallenden Verzugszinsen sollen demzufolge eine abschreckende Wirkung entfalten, in dem sie den Steuerpflichtigen dazu verpflichten, seine ausstehende Steuerschuld fristgemäß zu begleichen. In diesem Zusammenhang ist ebenfalls zu erwähnen, dass der luxemburgische Rechtsrahmen dem Steuerpflichtigen die Möglichkeit einräumt, vor Ablauf des Fälligkeitsdatums eine Verlängerung der Zahlungsfrist ohne Verzugszinsen zu beantragen, wenn ein Zeitraum von 4 Monaten nicht überschritten wird. Ein pauschaler Zinssatz von 0,1 % pro Monat (1,20 % p. a.) ist anzuwenden, wenn die Zahlungsfrist zwischen 4 und 12 Monaten beträgt. Für Zahlungsfristen zwischen 12 Monaten und 3 Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,2 % pro Monat (2,4 % p. a.). Bei Zahlungsfristen von über 3 Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,6 % pro Monat (7,2 % p. a.).

Eine Anpassung des Zinssatzes i.H.v. 7,2 % p. a. ist aus vorgenannten Gründen aktuell nicht vorgesehen.

Projet de directive européenne relative au devoir de vigilance pour les entreprises | Question 0280 (05/02/2024) de Mme Sam Tanson | M. François Bausch (déi gréng)

Une récente enquête commandée par l'Initiative pour un devoir de vigilance, une plateforme de 17 organisations de la société civile qui s'investit pour le respect des droits humains au niveau des activités économiques d'entreprises ayant leur siège au Luxembourg, a révélé que 87 % des personnes demandées estiment que le Gouvernement luxembourgeois devrait s'assurer de la conformité avec les standards internationaux en matière de droits humains, du climat et de l'environnement. En plus, 90 % des sondés sont d'avis qu'il faut une transparence concernant ses engagements politiques au niveau de l'UE en la matière.

Le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance exige des entreprises de l'UE qu'elles gèrent les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités tout au long de leur chaîne de valeur, c'est à dire chez leurs fournisseurs directs et indirects, issus de leurs propres opérations, ainsi que des produits et services vendus.

L'objectif est de garantir la conformité des entreprises avec les standards en matière de droits humains et de protection de l'environnement afin de promouvoir une économie mondiale plus équitable et plus durable ainsi qu'une gouvernance d'entreprise responsable. Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire le 14 décembre 2023, accord qui doit encore être soumis au vote final par les deux institutions.

Notons que, selon des articles récents dans la presse, des désaccords au sein de la coalition gouvernementale allemande, liés notamment à l'opposition du parti libéral FDP à la directive en question, risqueraient d'entraîner une abstention de l'Allemagne lors du vote final au Conseil, ce qui menacerait de faire effriter le soutien au projet de directive.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Justice, de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les ministres peuvent-ils exposer et motiver la position du Luxembourg à ce sujet ? Le Gouvernement



votera-t-il en faveur de l'accord relatif au projet de directive au sein du Conseil de l'UE ?

2) Quels seront les ministères concernés par la transposition de ladite directive ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

Cours de natation pour enfants | Question **0282** (05/02/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus dem rezent publizéierte Rapport vum Observatoire national de la santé „Eng gesond Zukunft: Un rapport sur la santé des enfants au Luxembourg“ ervirgeet, ass all fënneft Kand am Alter tëschent 11 an 12 Joer hei am Land iwwergewichteg. Ëmsou méi wichteg ass et, datt Kanner genuch Sport maachen. Am Kampf géint d'Fettleibegkeet bei de Kanner ass Schwammen ideal, well d'Gewicht bei dëser Sportart keng wichteg Roll spillt an d'Waasser dat ideaalt Element ass, fir sech ze beweegen. Ausserdeem ass et wichteg, datt Kanner schwamme kënnen, fir datt se sech kënnen e puer Minutten iwwer Waasser halen, wa se an d'Waasser falen.

Ech wollt dofir follgend Froen un den Här Bildungsminister an un den Här Sportminister stellen.

1. Wéi vill Kanner kënnen hei am Land schwammen a wéi gesäit d'Entwécklung aus?

2. Wéi gesäit an der Grondschoul an am Secondaire d'Entwécklung bei de Präsenzen am Schwammunterrecht aus?

3. A wat fir Cyclé ginn am meeschte Kanner mat an de Schwammunterrecht an a wat fir Cyclé ginn am mannste Kanner an der Schoul mat schwammen?

4. Wat fir Grënn ginn d'Kanner un, wa se an der Schoul net mat schwamme ginn?

5. Gëtt et infrastrukturell Ursachen, firwat keng Schwammcoursë kënnen ofgehalde ginn?

6. Gëtt et personell Ursachen, firwat keng Schwammcoursë kënnen ofgehalde ginn?

Réponse (07/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire ass d'Schwammen e feste Bestanddeel vum Unterrecht. Am Plan d'études vun den éffentleche Grondschoulen ass d'Schwammen een Deel vum Kompetenzberäich L'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé. Am Secondaire ass de Programm vun der Éducation physique et sportive a 7 sougenannte Bewegungsfelder agedeelt; eent dovun ass d'Bewegung im Wasser.

D'Schoulbevëlkerung ass am Hëlleck op d'Kompetenzen am Schwammen immens heterogeen. Déi pädagogesch Equipe ginn op dës Heterogenitéit an a

versichen unhand vun den entspreichenden Differenzierungsmaßnahmen, den Développement vun de Schüler hire Kompetenzen optimal ze fërderen. Opgrond vu feelenden Zuelen ass et awer schwéier, eng prezis Äntwert op d'Fro vun der honorabeler Deputéiert ze ginn.

ad 2. De Schwammunterrecht ass feste Bestanddeel vum Plan d'études; deemno ënnerleien d'Schülerinnen an d'Schüler och beim Schwammunterrecht der Schulpflicht. Wéi an de legalen Dispositione vum Artikel 10 vun der Loi modifiée du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire festgehalen, sinn déi legitim Motiver, fir net um Unterrecht deelzehuelen, d'Krankheet vum Schüler, de Stierfall vun enger Persoun, déi dem Kand nostoung, an de Cas de force majeure.

D'Präsenzen am Kontext vum Schwammunterrecht ginn net eenzel erfaasst an entspreichend loossen sech keng Statistiken erstellen, déi Opschloss iwwert den Taux de participation am Schwammunterrecht fir déi jeeweileg Cyclé ginn. Krankheet an – am Fall vum Enseignement secondaire – Indisposition dierften awer déi heefegst Grënn sinn, firwat Schülerinnen a Schüler net um Schwammunterrecht deelhuefen.

ad 3. Wéi an den Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ënnerläit et der Responsabilitéit vun de Gemengen, déi néideg Infrastrukture fir den Enseignement fondamental zur Verfügung ze stellen.

Am Enseignement secondaire fannen d'Schwammcoursen zum Deel a schouleegene Sportsinfrastrukturen, zum Deel awer och an anere staatlechen oder a Gemengestrukture statt. Net an all Schoul ass dofir assuréiert, datt all Schüler während sengem ganze Parcours scolaire e Schwammcours ka suivéieren.

ad 4. Weeder fir den Enseignement fondamental nach fir den Enseignement secondaire gëtt et personell Ursachen, aus deene keng Schwammcoursë kënnen ofgehalde ginn.

Poussettes dans les transports en commun | Question **0284** (05/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass ee Fall zougedroe ginn, wou eng Fra, déi mat enger Kannerkutsch ënnerwee war, den Accès an ee Bus vum RGTR refuséiert krut. Genee ass dës Geschicht op der Linn 609 um Arrêt Déifferdeng ARBED, dëschdes den 30. Januar géint 18.00 Auer passéiert.

Den éischte Buschauffer hätt der Fra d'Entrée an de Bus refuséiert ënnert der Begrënnung, dass dës Bus keng Plaz fir Poussetten hätt, de Buschauffer sech net ëm d'Kutsch kéint këmmen an et aus versécherungstechnesche Grënn net méiglech wier, fir d'Kutsch matzehuelen. D'Fra duerft dunn am Ree mat zwee Kanner (dorënner ee Puppelchen) 40 Minutten op den nächste Bus waarden, wou hir da vum nächste Buschauffer déi nämmleche Attitude an Erklärung presentéiert gi war, dass si net mat der (faltbarer) Kutsch an de Bus dierft klammen.

An deem Zesummenhang wëilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass verschidde Busser, déi fir den RGTR fueren, keng Leit mat Poussettë kënnen oder dierfe mathuelen?

– Falls jo, ëm wéi eng Busser handelt et sech a wat ass de Grond dofir?

2. Wéi kënnen d'Leit, déi mat Poussetten, Vëlo oder am Rollstull ënnerwee sinn, am Virus wëssen, ob ee Bus vum RGTR si ka mathuelen?

Réponse (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Laut dem RGTR-Kontrakt muss all Buskategorie mat méi wéi 14 Sätzplaze mat enger Plattform équipéiert sinn. An dësem spezifesche Fall ass awer ee Bus ouni Plattform op dëser Course gefuer. Et huet sech hei ëm e Bus aus der Reserve vum responsabele Betrib gehandelt, op deen zeréckgegraff gouf, well soss d'Course komplett ausgefall war. An Ausnahmefäll kënnen effektiv och aner Busser, wéi an dësem Fall ee Schoulbus, agesat ginn.

An dësem konkreete Fall hätt de Buschauffer der Fra kënnen hëllefen, d'Kutsch ze falen, de responsabele Betrib huet dee betraffene Chauffeur dorop higewisen.

– Busser vun der Kategorie 1 (9 Sätzplazen) a Kategorie 2 (14 Sätzplazen), déi entweder agesat ginn, wann d'Unzuel u Passagéier kleng ass oder wann de Verlaf vun der Strooss et net erméiglecht, mat méi engem grouse Bus ze fueren, hu keng Plattform. Dëst betrëfft aktuell 17 vun 185 RGTR-Linnen.

ad 2. D'Verwaltung fir éffentlechen Transport schafft un enger Léisung, fir an der Applikatioun mobilitéit.lu unzeweisen, ob ee Bus mat enger Plattform équipéiert ass oder net.

Site Internet des CFL en langue luxembourgeoise | Question **0286** (06/02/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

All Dag informéieren sech vill Leit um Site vun den CFL a mobilitéit.lu iwwert hir respektiv Méiglechkeeten, fir den éffentlechen Transport ze benotzen. Et fält awer op, datt déi genannte Säiten op Däitsch, Englesch a Franséisch verfügbar sinn, net awer an eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch. Vu datt déi genannte Säiten no de soziale Medie warscheinlech zu deenen am Alldag am meeschte benotzten Internetsäiten zu Lëtzebuerg gehéieren, géif sech hei jo eng Geleeënheet bidden, eis Sprooch am éffentlechen Raum héichzehalen. Och am Aktionsplang fir d'Lëtzebuurger Sprooch gouf op Sait 53, am Bezuch op offiziell Internetsäiten dat hei festgehalen: „Fir all Internetsite soll eng Versioun op Lëtzebuergesch kommen.“

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkäiersminister gären dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister begrënnen, firwat de Site vun den CFL a mobilitéit.lu bis ewell net op Lëtzebuergesch zu Verfügung stinn?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob et entspreichend dem Plang fir d'Lëtzebuurger Sprooch schonn eng intern Richtlinn fir staatlech Institutione gëtt, fir dës Websäite ganz oder deelweis op Lëtzebuergesch zur Verfügung ze stellen?

3. Falls jo, a wéi engem Zäitraum?

4. Speziell am Bezuch op de Site vun den CFL fält op, datt dësen den Notzer fir d'éischt automatesch op Franséisch ugewise gëtt. Gëtt et eng Méiglechkeet, dësen am Sënn vun eiser Méisproochegkeet entweder automatesch mat der Sprooch vum Browser ze synchroniséieren oder par défaut op Lëtzebuergesch unzeweisen?

5. Sollt dat aus technesche Grënn net méiglech sinn, wéi steet d'Madamm Minister dann zu der Méiglechkeet, automatesch e Begrëssungssaz op Lëtzebuergesch anzefügen?

Réponse (12/03/2024) de **Mme Yuriiko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics |
M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Aktuell ass den Internetsite vun den CFL a franséischer, däitscher an englescher Sprooch verfügbar. Duerch déi Panoplie vu Sproochen erreechen se quasi all Benotzer an eisem Land. Et sief och bemierkt, dass vu jeehier d'Sproochusoos op all de Garen am Land an och an den Zich systematesch op Lëtzebuergesch an an enger zweeter Sprooch gemaach ginn.

D'CFL sinn aktuell dobäi, op hirer Homepage eng statesch Begréissungsnooriicht op Lëtzebuergesch anzerichten an domat zu der Visibilitéit vum Lëtzebuergesche bäizedroen. An Zesummenaarbecht mam Commissaire fir d'Lëtzebuurger Sprooch wäerten d'CFL nach no weidere Méiglechkeete sichen, fir d'Nationalsprooch bei der Eisebunn nach méi present ze maachen.

Et muss ee verstoen, dass eng lëtzebuergesch Iwwersetzung derbäi ze setzen, net nëmme géif heeschen, e puer statesch Säiten ze iwwersetzen. Déi vun den CFL opgebauten informatesch Architektur vum Site ass komplex an et existéiert eng Villzuel vun Ofhängegkeeten tëschent de Systemer, déi d'Fuerplangsiich, d'Uweise vu Stéierungen, d'Uweise vu Baustellen an de Kaf vun internationale Billjeeë geréieren, net ze schwätze vun de mobillen Applikatiounen, déi och zu dëser Architektur gehéieren. Dës Systemer sinn esouguer iwwergräifend an engem internationalen techneschen Ëmfeld mat den Eisebunnsgesellschaft vum eisen Nopeschlänner verbonden.

Well déi meescht vun dëse Computersystemer an Echtzäit schaffen, ass déi domat verbonne permanent Aarbechtslaascht schwéier ze quantifizéieren, an d'Onstëmmegkeeten, déi sech aus der Iwwersetzung géifen erginn, kéinten zu Confusiounen féieren. Dobäi ass et eebe grad wichteg, zouverlässeg Informatiounen an Echtzäit ze hunn, besonnesch wann de Reesenden ënnerschiddlech Transportmëttel benotzt.

Dat selwecht géllt fir d'Websäit „mobilité.lu“, déi a franséischer, däitscher an englescher Sprooch verfügbar ass. Och an der App ginn d'Messages iwwer d'Perturbatiounen an deenen dräi Sproochen verschéckt resp. gepusht, jee no Sproochekonfiguratioun vum perséinlechen Handy.

Fir d'Websäit an d'App zousätzlech op Lëtzebuergesch kënnen zur Verfügung ze stellen, wier eng detailléiert Analys néideg, fir d'Aarbechtslaascht an déi domat verbonne Ressourcen a Budget kënnen anzeschätzen. Ob dëst zu dësem Zäitpunkt realiséierbar ass, muss am Kader vun den nächste Budgetgespräicher diskutéiert ginn.

Grad d'Beispill vun der komplexer CFL-Säit weist, datt eng allgemeng Richtlinn fir d'Websäite vun de staatlechen Institutiounen an Administratiounen a Saache Lëtzebuurger Sprooch onméiglech opzestellen ass. Dofir kuckt de Commissaire fir d'Lëtzebuurger Sprooch mat jiddwer Verwaltung eenzel, wat méiglech ass. Dëst ënnersträicht awer och d'Noutwendegkeet vun engem gudden digitalen Iwwersetzungstool, an deem eis Universitëit an den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch grad schaffen.

D'CFL wäerten eng automatesch Upassung vun der Standardsprooch un d'Preferenze vun aktive Browser op dem benotzten Apparat virhuelen.

Refus du revenu d'inclusion sociale (REVIS) |
Question **0287** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

2022 hunn, laut Rapport annuel vum Famillje-ministère, 4.705 Leit de REVIS an RMG ugefrot. Net all Mënsch, deen de REVIS ufreet, kritt dësen awer accordéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir
Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer de
REVIS ugefrot an en net accordéiert kritt? Wat waren
hei déi heefegste Grënn?

2. Wéi vill Persounen hunn opgrond vun dem Refus
Recours ageluecht?

3. Wéi vill Persounen kruten no dësem Recours dunn
awer de REVIS accordéiert?

Réponse (06/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre
de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de
l'Accueil

ad 1. Den FNS féiert normalerweis seng Statistike
mat Beneficiaire-Menagen; déi Zuel, déi den Här
Deputéierten aus dem Rapport vun 2022 zitéiert, ass
och d'Zuel vu Beneficiaire-Menagen.

Hei muss een awer elo op d'Refusen agoen, déi een-
zel Persounen betreffen. Et kann nämlech sinn, datt
eng Persoun aus engem Stot d'Konditiounen net er-
fëllt, während déi aner awer dann hiert Recht op REVIS
behalen. De Refus betrëfft da just déi Persoun, déi
d'Konditiounen net erfëllt.

Fir déi leschte 5 Joer huet den FNS folgend Zuelen,
wat d'Refuse betrëfft:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Iwwert dës ganz Zäit waren déi heefegst Grënn dofir
déi, datt Dossieren net komplett waren, datt d'Kol-
laboratioun mat der ADEM net respektéiert gouf an
datt d'Alterskonditioun vu 25 Joer net erfëllt war.

ad 2. an 3. Den FNS féiert keng Statistiken iwwert
d'Recoursen, déi speziell géint e Refus geréicht sinn.

Den Total vun de Recoursen, déi géint eng REVIS-De-
cisioun agereecht goufen, si folgend:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Hommage à l'ancien bourgmestre de
Grevenmacher | Question **0289** (06/02/2024) de
M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Artikel vum „Wort“ vum 28. Januar sou-
wéi an engem „Tageblatt“-Artikel vum 20. Januar
geet doriwwer rieds, dass zu Gréiwemaacher een
Hommage zu Éiere vum fréiere Maacher Buerger-
meeschter an aktuellen Inneminister stattfonnt huet,
inklusive Cortège mat musikalescher Begleedung vun
der Gréiwemaacher Musek an enger Party op der
Marie-Astrid.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir
den Interieur dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Käschte vun dësem Hommage
bezuelt?

2. Weess den Inneminister, wéi vill déi ganz Feier,
inklusive d'Reservatioun vun der Marie-Astrid, kascht
huet?

3. Wéi vill Leit vum Gemengepersonal a Fräiwëlleger
ware fir d'Organisatioun an d'Duerchféiere vun de
Feierlechkeeten ageplangt?

4. Ass et üblech, dass eng Gemeng esou grouss
Feiere mécht, wann ee vun hire Bierger:innen ee
Mandat kritt?

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre
des Affaires intérieures

ad 1. Un de Fraise vun der Feier hunn de Syndicat
d'initiative an d'Gemeng vu Gréiwemaacher, déi

aktuell Buergermeeschtesch an de fréiere Buerger-
meeschter an aktuellen Inneminister participéiert.

ad 2. D'Feier huet am Ganze 5.412,28 EUR kascht.
Dovu waren à charge vun der Gemeng 2.113,35 EUR,
vum Syndicat d'initiative 1.341,43 EUR, vun der aktu-
eller Buergermeeschtesch 1.012,50 EUR a vum fréiere
Buergermeeschter an aktuellen Inneminister 945
EUR.

ad 3. Et hunn e puer Leit vun der Gemeng a vum Syn-
dicat d'initiative un der Organisatioun vun der Feier
matgeschafft.

ad 4. Et ass eng laangjäreg Traditioun zu Gréiwema-
acher, wéi och am Allgemengen zu Lëtzebuerg, fir op
lokalem Niveau déi Perséinlechkeeten ze éieren, déi
een ëffentlecht Mandat ugetrueden oder ausgeübt
hunn.

D'Feier, déi zu Gréiwemaacher den 28. Januar 2024
stattfonnt huet, ass vum Syndicat d'initiative an der
Gemeng zesummen organiséiert ginn. Et sinn enger-
säits déi lokal Gewielten, déi no de Gemengewale
vum Juni 2023 an no de Chamberwale vum Oktober
2023 nei Fonctiounen an der Gemeng oder an der Re-
gierung kritt hunn, geéiert ginn, an anerersäits déi,
déi aus hire Fonctiounen ausgescheet sinn.

Ee Vertrieder vun der lokaler Sektioon vun der Partei
„Piraten“ war och op der Feier present.

Conditions d'admission au Bachelor en médecine |
Question **0291** (06/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** |
M. François Bausch (déi gréng)

Dans un article de presse du 3 janvier 2024⁷, il est
fait état de la situation d'un certain nombre d'élèves
originaires de familles réfugiées arabophones qui
termineront cette année leurs études secondaires au
Luxembourg et qui voudraient entamer des études
en médecine, mais qui probablement ne pourront
pas s'inscrire à l'Université du Luxembourg en raison
des critères linguistiques. En effet, les candidat.e.s
au Bachelor en médecine y doivent se prévaloir
d'un niveau C1 en langue française et allemande.
Malgré leurs efforts et le soutien apporté par divers
acteurs de la société civile, il serait probable que les
élèves susvisés ne seront pas en mesure d'atteindre
ce niveau avant la fin du délai d'inscription. Il est à
noter que, selon l'article susmentionné, l'allemand
ne serait pas une langue véhiculaire dans le cadre
du programme d'études en question. Toujours selon
l'article, le Ministère de l'Enseignement supérieur et
de la Recherche n'aurait jusqu'à présent pas donné de
réponse aux demandes qui lui auraient été adressées
au sujet des élèves en question.

Il est à noter qu'il existe, dans le cadre du Bachelor
en sciences de l'éducation, la possibilité d'une ad-
mission conditionnelle qui permet aux candidat.e.s
concerné.e.s de remédier à leurs déficiences dans
une langue au cours de leurs études, tout en assurant
que la validation du cycle d'études complet reste sou-
mise à un rattrapage effectif.

Enfin, il est à noter que la loi du 23 août relative
au vivre-ensemble interculturel compte parmi ses
objectifs de lever les obstacles au vivre-ensemble
au Luxembourg, pays défini dans la loi comme un
pays marqué par la diversité des origines de ses
habitant.e.s.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions avoir les
renseignements suivants de la part de Madame la Mi-
nistre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

⁷ « Barrières gegen die Integration », « Luxemburger Wort » du
03/01/2024

1) Madame la Ministre est-elle d'accord que le cas de ces élèves illustre l'existence d'un risque de voir partir à l'étranger des candidat.e.s issu.e.s du système scolaire luxembourgeois et motivé.e.s pour les études en médecine, alors que la rétention de ces talents constitue une des raisons d'être d'une formation universitaire en médecine au Grand-Duché ?

2) La langue allemande fait-elle partie des langues véhiculaires dans le cadre du Bachelor en médecine ? Dans la négative, pourquoi fait-elle partie des critères d'accès ?

3) Toujours dans la négative, Madame la Ministre considère-t-elle qu'il existe une contradiction avec les objectifs d'intégration de la loi susvisée sur le vivre-ensemble interculturel ?

4) Madame la Ministre entend-elle contacter l'Université du Luxembourg afin d'envisager des solutions éventuelles qui pourraient permettre aux élèves en question d'accéder aux études en médecine, par exemple une admission conditionnelle ?

Réponse (27/02/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Joëlle Welfring et François Bausch concernant les conditions d'admission au Bachelor en médecine de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

D'emblée, je tiens à souligner que quelque 100 étudiants, qui résident au Luxembourg, commencent chaque année les études dans le Bachelor en médecine à l'Université du Luxembourg et qu'un nombre similaire d'étudiants résidents commencent des études en médecine à l'étranger, dont à peu près la moitié en Allemagne. Comme le Luxembourg ne dispose pas d'une formation de médecine complète (formation de base et spécialisations), tous les étudiants résidents doivent faire au moins une partie de leurs études en médecine à l'étranger. Ces études à l'étranger sont très enrichissantes pour les étudiants et constituent par la suite une valeur ajoutée pour le système de santé au Luxembourg.

Les langues d'enseignement du Bachelor en médecine sont le français, l'allemand et l'anglais tandis que les langues véhiculaires pour les stages cliniques sont le luxembourgeois, le français et l'allemand.

Finalement, je tiens à préciser que l'Université du Luxembourg est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche, doté de la personnalité juridique, et qu'elle jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Dès lors, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne saurait se prononcer par rapport à l'opportunité des choix en termes de langues d'enseignement dans les différents programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg.

Néanmoins, l'on peut constater qu'une approche bilingue (misant sur le français et l'allemand) en termes de langues véhiculaires du système de santé luxembourgeois a été mise en place via la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire et la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Par conséquent, des connaissances linguistiques dans ces deux langues dans le chef des étudiants en médecine garantissent une communication claire et précise avec les professionnels du domaine de la santé, ce qui à terme constitue un prérequis pour des stages cliniques instructifs permettant d'atteindre les

acquis d'apprentissage nécessaires pour une formation qualitative.

Réaffectation de membres de la police judiciaire | Question 0293 (06/02/2024) de Mme Paulette Lenert | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Dans le contexte de l'interdiction de la mendicité, de nombreux policiers sont retirés de plusieurs régions pour le mois de février afin de soutenir les policiers de Luxembourg-ville. Selon nos informations, des effectifs de la police judiciaire seront également déployés pour soutenir les policiers de Luxembourg-ville.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Est-il vrai qu'en plus des renforts temporaires en personnel de la police de Luxembourg-ville au détriment de plusieurs régions, du personnel de la police judiciaire a également été retiré ? Si oui, quels départements et services sont concrètement concernés ? Combien de collaborateurs de la police judiciaire seront réaffectés temporairement dans ce cadre ? Quelles sont les conséquences de ces réaffectations sur les opérations en cours des départements et services concernés ?

– Pour quelle raison des collaborateurs de la police judiciaire sont-ils appelés en renfort des policiers de la capitale ? Leurs activités et compétences ne sont-elles pas fondamentalement différentes de celles des policiers ? Monsieur le Ministre estime-t-il que cette affectation de ressources soit efficace ?

Réponse (20/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Tout d'abord, il convient de rappeler que le dispositif spécial de la Police grand-ducale mis en œuvre dans la ville de Luxembourg n'a pas seulement pour objet de combattre les infractions liées à la mendicité organisée, mais également, et entre autres, celles liées au trafic de stupéfiants et à la traite des êtres humains.

Comme expliqué lors d'une séance d'heure de questions à la Chambre des Députés le 16 janvier 2024, les informations de nature stratégique et opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Conformément à l'annonce faite lors de cette même intervention, j'ai fourni aux membres de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures, en séance à huis clos, des précisions sur le dispositif policier en place.

Je peux toutefois confirmer que le Service de police judiciaire (SPJ) est impliqué dans le dispositif en question en fournissant des patrouilles œuvrant notamment dans la lutte contre la mendicité organisée et la traite des êtres humains. Les membres du SPJ ne sont pas retirés de leur service, mais effectuent, dans le cadre de ce dispositif, des missions dévolues au SPJ.

Le travail des membres du Service de police judiciaire est complémentaire au travail des policiers en uniforme et contribue à la réussite du dispositif en question.

Mise en place de maisons « sport-santé » | Question 0296 (06/02/2024) de Mme Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Fin janvier 2024, l'Observatoire national de la santé a publié son premier rapport sur la santé des enfants.

Il en ressort notamment que la problématique du surpoids touche de plus en plus de jeunes. Selon le rapport, entre 2014 et 2022, le surpoids et l'obésité est passé de 15 % à 22 % chez les garçons et de 11 % à 16 % chez les filles, dans la tranche d'âge des 11 à 12 ans.

Une mesure amorcée par le précédent Gouvernement afin de lutter contre l'obésité, promouvoir l'activité physique et favoriser des modes de vie plus sains, constitue en la mise en place de maisons « sport-santé ». Des projets concrets d'implantation étaient en discussions à Esch-sur-Alzette et à Wiltz.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement poursuit-il le projet de mise en place de maisons « sport-santé » ?

2) Dans l'affirmative, quel est le concept retenu pour ces maisons « sport-santé » ?

3) Où en sont les projets initiés ? Dans quelles communes des maisons « sport-santé » sont-elles prévues ?

Réponse (06/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'accord de coalition prévoit que « la création des "Gesondheets- a Beweegungszentrum" sera poursuivie afin de prévenir les maladies chroniques, avec une prise en charge par du personnel formé ». Le projet tel qu'esquissé par le précédent Gouvernement a fait l'objet d'une réunion récente avec le Ministère des Sports.

ad 2) Les réflexions et discussions autour du projet esquissé par le précédent Gouvernement sont en cours.

ad 3) Comme précisé dans la réponse à la question 2, les travaux de réflexion sont en cours.

Avenir du Fonds national de la recherche | Question 0298 (07/02/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En date du 23 décembre 2023, le Fonds national de la recherche a annoncé que son secrétaire général quitterait ses fonctions à la recherche de nouveaux défis. Alors que la secrétaire générale adjointe assure l'intérim, aucun.e successeur.e n'a été désigné.e à ce jour. Il est à noter que ce départ est intervenu au début d'une nouvelle législature et également au début de mandat du Conseil de gouvernance d'un autre acteur important de la recherche luxembourgeoise, à savoir l'Université du Luxembourg.

Dans l'accord de Gouvernement 2023-2028, il est prévu que « le cadre légal du Fonds national de la recherche sera revu en vue de mieux répondre aux besoins des institutions de recherche et de les soutenir dans leurs efforts de mise en œuvre de la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation ». Or, dans sa note au formateur datée du 13 octobre 2023, le FNR exprime sa conviction qu'il « importe de maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du Fonds national de la recherche ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quand est-ce que le/la prochain.e secrétaire général.e du FNR sera désigné.e ?

2) Quelles sont les raisons pour la révision du cadre légal du FNR telle qu'énoncée dans l'accord de Gouvernement ? Dans quelle mesure est-il nécessaire de « mieux répondre aux besoins des institutions de recherche » ?

3) La réforme du cadre légal envisagée est-elle compatible avec le souhait exprimé par le FNR de « maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du FNR » ?

4) Des concertations avec le FNR au sujet de la révision de sa loi organique ont-elles déjà eu lieu ? L'extrait de l'accord de Gouvernement cité ci-haut ne laisse-t-il pas présager un affaiblissement du rôle du FNR ?

5) Le/la nouveau/elle secrétaire général/e du FNR sera-t-il/elle consulté/e dans la mise en œuvre des orientations politiques retenues dans l'accord de coalition ?

Réponse (05/03/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Joëlle Welfring concernant l'avenir du Fonds national de la recherche (FNR), j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

En ce qui concerne le délai pour la nomination du prochain secrétaire général du FNR, la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public prévoit que la proposition de nomination du secrétaire général relève des attributions du conseil d'administration du FNR.

Le cadre organisationnel du FNR est déterminé par la loi du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public, qui a été modifiée en 2014, sans que ces modifications n'aient amendé substantiellement la structure organique du FNR. Ainsi, les fondements organisationnels du FNR sont donc âgés de 25 ans et ne sont plus vraiment adaptés aux réalités de l'année 2024. En effet, depuis 1999, l'écosystème luxembourgeois de la recherche a connu un développement considérable, notamment dû à la création de l'Université du Luxembourg en 2003 et à l'intégration des trois centres de recherche publics dans la loi modifiée du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics.

Les institutions de recherche ont gagné en maturité au cours des années et se voient aujourd'hui confrontées, au-delà de leur mission consistant à assurer l'excellence scientifique de leurs travaux de recherche, aux défis multiples en matière technologique, écologique, sociétale et économique auxquels le Luxembourg doit faire face. La révision du cadre légal du FNR est censée tenir compte à la fois du degré de maturité des institutions de recherche et des défis précités. L'excellence scientifique devra rester le fil conducteur du fonctionnement du FNR et les concertations avec les organes du FNR au sujet d'une nouvelle loi organique viennent de commencer sur cette toile de fond. Elles impliqueront également les autres parties prenantes concernées.

Ligne TGV Luxembourg-Paris | Question 0299 (07/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Laut verschiddene Medieberichte ass déi franséisch Eisebunnsgesellschaft SNCF amgaangen, den TGV-Reseau ze iwwerdenken. Bei eenzelnen defizitäre Linne kéint et zu gréisseren Ännerunge kommen. Weider heescht et an de Medien, datt och d'Linn Lëtzebuerg-Paräis kéint betraff sinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministesch stellen:

1. Ass d'Regierung offiziell iwwer méiglech Ännerunge beim TGV-Reseau informéiert ginn?

2. Wa jo, ass d'Linn Lëtzebuerg-Paräis och betraff?

3. Wat wëll d'Regierung maachen, am Fall, wou et zu Verschlechterunge bei den TGV-Verbindungen tëscht Lëtzebuerg a Paräis sollt kommen?

Réponse (08/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Vertrieder vum franséische Stat hu bestätegt, datt d'SNCF net wëlles huet, d'TGV-Verbindung tëschent Lëtzebuerg a Paräis ze iwwerpräiwen. D'SNCF huet dëst och vis-à-vis vun den CFL bestätegt an a Frankräich gouf en Dementi zu dëse falsche Gerüchter publizéiert.

ad 3. Obwuel et zum haitegen Zäitpunkt keng Indicateure gëtt, déi dorop hiweisen, datt sou Moossnamen a Betruecht gezu misste ginn, wäerten d'Zuchverbindungen mat Frankräich ëmmer en Thema vu bilaterale Reunioneen op all Niveau bleiwen.

Als Informatioun: D'CFL bedreiwen och en Direktbus op d'Gare Lorraine TGV, deen Zougang zum franséischen TGV Reseau erméiglecht.

Pavillon maritime luxembourgeois | Question 0300 (07/02/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Depuis une trentaine d'années, le Luxembourg s'est construit une niche dans le secteur maritime. Plus de 200 navires sont enregistrés au Luxembourg.

– Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, combien de navires battant le pavillon luxembourgeois sont des navires de pêche ? Est-ce qu'il y a des chalutiers industriels enregistrés au Grand-Duché ? Comment et par qui les navires de pêche sont-ils contrôlés ? Le Luxembourg contribue-t-il activement à la lutte contre la pêche illícite, non déclarée et non réglementée qui constitue aujourd'hui l'une des plus grandes menaces pour les écosystèmes marins et la santé des océans ?

– Combien de navires battant le pavillon luxembourgeois transportent des animaux vivants ? Le cas échéant, est-ce que ces navires ont été spécialement construits à cet effet ou s'agit-il plutôt de navires de fret transformés en bétailières maritimes ? Quel est l'âge moyen de ces navires ? Par quelles mesures le Luxembourg garantit-il le niveau de bien-être animal prévu par la législation de l'Union européenne sur ces navires ?

Réponse (07/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Aucun navire de pêche ne bat pavillon luxembourgeois. Le Ministre ayant les Affaires maritimes dans ses attributions avait décidé dès 1990 de ne pas autoriser l'immatriculation de navires de pêche, vu notamment les spécificités de ce secteur et de la législation spécifique applicable. Cette décision politique a été formalisée par le nouvel article 1.1.1-1. du projet de loi 7329, qui prévoit d'exclure explicitement les navires de pêche ou les navires ayant une activité analogue du champ d'application de la loi en question.

En tant qu'État enclavé, la participation active du Luxembourg à la lutte contre la pêche illícite en mer, non déclarée et non réglementée, est limitée. Il y a lieu de rappeler que la législation européenne est applicable en matière de traçabilité des produits de la pêche.

Cinq navires battant pavillon luxembourgeois transportant du bétail vivant sont actuellement immatriculés à Luxembourg par un armateur néerlandais, spécialisé dans ce domaine depuis presque 60 ans. Les sept autres navires de ce type du groupe sont immatriculés au Portugal. Cette entreprise familiale créée en 1890, exploite et gère une flotte diversifiée d'environ 65 navires hauturiers et offshore, dont les navires de bétail. La filiale en charge du transport de bétail est d'ailleurs le transporteur maritime indépendant de bétail qui possède le plus grand nombre de navires spécialisés et opère dans le monde entier, avec une forte présence sur des marchés tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Portugal et l'Irlande.

Les navires précités ont été conçus par l'armateur et spécialement construits pour le transport d'animaux vivants. Les cinq navires sous pavillon luxembourgeois ont en outre été construits en Europe (Pays-Bas et Danemark), sous la supervision de la société de classification française Bureau Veritas. L'âge moyen de ces navires sous pavillon luxembourgeois est de 26,6 ans. Dès 2022 l'armateur a commencé à radier certains des navires de transport de bétail de l'ancienne génération du registre luxembourgeois. Il est prévu de continuer de radier ces navires en fonction de la fin de validité de leurs certificats techniques émis en principe pour cinq ans.

Comme tout navire battant pavillon luxembourgeois, les navires transporteurs de bétail sont régulièrement contrôlés pour s'assurer que toutes les normes applicables sont respectées, et qu'ils sont dûment certifiés. Aucun navire luxembourgeois ne peut prendre la mer s'il ne répond pas aux conditions de sécurité prévues par les conventions internationales en vigueur, dûment ratifiées par le Luxembourg ou requises par la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois et des règlements pris en son exécution, et doit régulièrement être soumis à une inspection par une administration maritime d'un État membre de l'UE ou par une société de classification dûment agréée par le Ministre ayant les Affaires maritimes dans ses attributions pour inspecter et certifier les navires sous pavillon luxembourgeois.

Outre les inspections précitées, ces navires sont également régulièrement contrôlés par les autorités portuaires, par les autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs de bétail, et par le Commissariat aux affaires maritimes qui a mis en place, dès 1992, un réseau d'inspecteurs à couverture mondiale. Depuis la restructuration de ce réseau en 2007, il est prévu qu'au moins une inspection spécifique par l'État de pavillon soit effectuée par navire et par an en dehors des inspections statutaires, prévues par les conventions internationales et effectuées par les sociétés de classifications de type Bureau Veritas au nom du Luxembourg.

Depuis l'immatriculation du premier navire transporteur de bétail en 2018 et jusqu'aujourd'hui, 42 inspections complémentaires ont été effectuées par le Commissariat aux affaires maritimes. Tous ces navires respectent la législation européenne et à l'exception d'un seul, sont agréés pour l'exportation de bétail par l'Australie. En raison de leurs zones commerciales, certains sont également approuvés par l'Irlande et le Portugal, qui tout comme l'Australie, sont considérés comme juridictions de référence reconnues ayant une législation plus stricte en matière de transport de bétail.

Service antifraude de l'Enregistrement | Question 0302 (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Selon le directeur de l'Administration de l'enregistrement, responsable entre autres pour la perception de la TVA, le Service antifraude de l'Enregistrement est confronté à un sous-effectif chronique.

Selon le même directeur « nous pourrions apporter plus de recettes à l'État luxembourgeois si nous étions mieux outillés ».

– Devant cette situation et dans l'intérêt d'une lutte efficace contre la fraude, nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre des Finances ce que le Gouvernement entend entreprendre pour remédier à ce problème, difficilement compréhensible pour les contribuables qui paient correctement leurs impôts.

Réponse (08/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquêtent au sujet des effectifs de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), et plus particulièrement de son service antifraude.

À cet égard, il y a lieu d'indiquer que dans le cadre du projet de budget de l'État pour 2024, le Gouvernement propose d'attribuer à l'AED 20 postes nouveaux.

Mesures provisoires dans le cadre d'un divorce | Question 0306 (07/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'après le 27. Juni 18 „instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale“ gesäit zwou Formen vu Scheedung vir, nämlech „le divorce par consentement mutuel“ a „le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales“.

Während der Scheedungsprozedur kënnen vum Riichter, op Ufro vum engem oder béide Conjointen, provisoiresch Moosnamen am Hibleck op dréngend Froen applizéiert ginn, déi sech z. B. op déi gemeinsam Kanner, d'Ressourcë vun der Koppel oder hir Wunneng während der Scheedungsprozedur bezéien. Dës Moosnamen gëlle just während der Scheedungsprozedur an halen op, wann d'Scheidungsurteil gesprach ass.

Elo ass et sou, datt et an der Praxis ka virkommen, datt eng vun de Parteien en Interessi kann drun hunn, datt esou provisoiresch Moosnamen méiglechst laang daueren an déi aner awer der Iwwerzeegung ass, datt et héich Zäit gëtt, fir déi provisoiresch Moosnamen ëmzënnere oder opzehiewen, och schonn ier en Urteil geschwat gëtt. Eng kloer Reegelung iwwer d'Dauer vun esou provisoiresche Moosnamen gëtt et menges Wëssens net, ausser datt si eeben net méi gëllen, wa bis en Urteil gesprach gouf.

An deem Kontext wëllt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Gëtt et statistesch Donnéeën doriwwer, ewéi laang „provisoiresch Moosnamen“ daueren?
2. Gëtt et an der Lëtzebuerger Magistratur eng allgemeng Opfaassung doriwwer, wéi laang provisoiresch Moosnamen kënnen daueren, bis se méiglechst sollten iwwerpréift ginn?
3. Ass d'Madamm Justizminister der Meenung, datt provisoiresch Moosnamen, déi vun engem Geriicht geschwat goufen, sollen d'office periodesch iwwerpréift an eventuell amendéiert ginn?

4. Gëtt et am Ausland, zum Beispill an der Belsch oder a Frankräich, méi präzis Reegelen iwwer de Gebrauch, d'Dauer oder d'Revisioun vu provisoiresche Moosnamen?

5. Besteet de Risiko, datt Lëtzebuerg vun internationalen Instanzen oder Geriichter kéint wéinst der Handhabung vu „provisoiresche“ Moosnamen kritiséiert oder condemnéiert ginn?

Réponse (07/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Et gi keng Statistike gefouert, déi provisoiresch Mesuren erfassen, déi am Kader vun engem Scheedungsverfahre vum Riichter vum Familljegeriicht (JAF) gesprach ginn.

De Riichter vum Familljegeriicht (JAF) ka vun de Scheedungsparteie gefrot ginn, fir provisoiresch Moosnamen am Kader vun der Scheedungsprozedur ze huelen (Artikel 234 vum Code civil, Artikel 1007-45 vum Nouveau Code de procédure civile). Déi op Initiativ vun enger oder béide Scheedungsparteien ugefrote provisoiresch Moosnamen gi vum Riichter ëmmer suite vun engem kontradiktöreschen Echange mat de Parteien gesprach. D'Entscheidung vum Riichter fousst deemno op engem Echange, deen hien am Virfeld mat béide Scheedungsparteien an a Präsenz vu béide Parteien gefouert huet.

Déi provisoiresch Moosnamen, déi de Riichter vum Familljegeriicht während der Scheedungsprozedur eventuell op Ufro vun de Scheedungsparteie muss huelen, sinn unzewenden, bis d'Scheidung definitiv gesprach ass (Artikel 237 vum Code civil).

D'Ordonnancë vum Riichter vum Familljegeriicht, déi provisoiresch Mesurë festleeën, sinn appellabel an eng Scheedungspartei, déi net oder net méi mat dëse Mesuren averstanen ass, kann e Recours géint déi provisoiresch Mesurë maachen.

D'Regierung huet sech engagéiert ze analyséieren, ob Adaptatiounen vum neie Scheedungsgesetz ze maache sinn. Berouend op dem Rapport d'évaluation vun 2021 an den Diskussiounen, déi an der Chamber 2021 an 2022 gefouert goufen, wäerten och d'Dispositiounen betreffend provisoiresch Moosnamen iwwerpréift ginn.

Situation financière des communes | Question 0308 (08/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun engem responsablen Ëmgank mat de Staatsfinanzen ass et noutwenneg, och déi finanziell Situatioun vun de Gemengen ze kennen an am A ze behalen. An deem Kontext wär et wichteg ze wëssen, wéi héich d'Gemengen am Joer 2023 verschélt waren a wéi sech d'Pro-Kapp-Verschëldung vun den eenzele Gemengen gestalt.

Am deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung an enger Tabell – an opgeschlëselt no all eenzel Gemeng – oplëschen, wéi héich d'Schold vun deene jeeeweilege Gemengen am Joer 2023 war?
2. Kann d'Regierung an enger Tabell – an opgeschlëselt no all eenzel Gemeng – oplëschen, wéi héich d'Pro-Kapp-Verschëldung vun deene jeeeweilege Gemengen am Joer 2023 war?
3. Am Hibleck op d'Pro-Kapp-Verschëldung vun de Gemengen: Vu wéi engem Seuil u gesäit d'Regierung eng kritesch oder schwiereng finanziell Lag fir d'Gemeng?
4. Wéi eng Gemeng befannen sech aktuell an enger kritescher oder schwiereng finanzieller Situatioun?

Réponse (06/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Den Artikel 118 vum Gemeengesetz gesäit vir: „L'administration communale peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré.“ Ech weisen och drop hin, datt d'Schold vun de Gemengen ënner anerem mat der Staatsschold konsolidéiert gëtt an domadder de Maastricht-Krittären ënnerläit.

Den Inneministère huet eng Iwwersiicht iwwer déi finanziell Verscholdung vun de Gemengen duerch d'Surveillance vun de Gemengen, d'Arrêtée vun de Budgeten, d'Budgets rectificatifs a Konten, d'Plans pluriannuels de financement, an d'États détaillés de la situation financière vun de Gemengen.

An der Annex ass eng Oplëschtung vun der Schold, déi d'Gemenge bei de Banken op den 31.12.2023 opstoen haten, esouwéi d'Pro-Kapp-Verschëldung vun deene jeeeweilege Gemengen am Joer 2023.

Et ass wichteg ze betounen, dass d'Regierung sech net op d'Pro-Kapp-Verschëldung vun de Gemengen baséiert fir ze detektéieren, ob eng Gemeng sech an enger kritescher oder finanziell schwiereng Situation befënnt. Eng Gemeng kéint beispillsweis eng signifikativ Pro-Kapp-Verschëldung hunn, awer finanziell gutt dosto.

Dowéinst kuckt d'Regierung d'Capacitéit vun der Gemeng, fir en Emprunt zeréckzebezuelen. D'Annuitéit ass d'Zomm vun den Zënse an de Remboursement vum Emprunt op ee Joer gekuckt. Doduerch, datt d'Annuitéiten iwwert de Fonctionnementsbudget vun enger Gemeng bezuelt ginn, ass garantéiert, datt d'Gemengen net an eng Scholdespiral gerode kënnen. Ënnert dësen Ëmstänn ass eng Schold ee gängegen Finanzéierungsmodus vun Infrastrukturen a gëtt enger Gemeng och nëmmen dann accordéiert, wann d'Gemeng à même ass, den Emprunt iwwer de Fonctionnementsbudget zeréckzebezuelen.

Aktuell kruten allegueren d'Gemengen hire Budget am Equilibre opgestallt. Domadder ass sécher gestallt, datt all Gemengen hir Schold rembourséieren kënnen.

D'Servicer vum Inneministère sti mat de Gemengen a Kontakt a bidden eng finanziell Berodung un, fir preventiv Mesuren ze recommandéieren.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Enseignants de sport dans l'enseignement fondamental | Question 0309 (08/02/2024) de **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Bei der Presentatioun vum Regierungsprogramm an der Sportskommissioun vun der Chamber ass den Här Sportminister gefrot ginn, wat seng Position wier zu der Interventioun vu speziell forméierte Sportsensegnanten am Fondamental. Seng Äntwert war, dass een do bei him oppen Diere géif arennen an dass dat „eng Fro vu politeschem Wëlle“ wier.

Ech hunn dofir folgend Froen un den Här Sportminister an den Här Educationsminister:

– Gëtt et an der Regierung de politesche Wëllen, fir speziell forméiert Sportsensegnanten am Fondamental anzesetzen?

– Gëtt et scho konkret Iwwerleeungen dozou? Schafen déi zwee concernéiert Ministeren zesummen un engem Projet? Fir wéini kann ee mat der praktescher Ëmsetzung rechnen?

Réponse (12/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Enseignement fundamental kennt am Moment keng spezialiséiert Enseignanten, déi just spezi-fesch Matière géingen ënnerriichten. D'Afféierung vu Sportsenseignant wier deemno e Paradigmewiessel mat wäitreechende Konsequenzen. De Regierungs-programm gesäit esou e Changement net vir.

Fraude au compteur kilométrique des véhicules | Question **0310** (08/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La fraude au compteur kilométrique des véhicules est une pratique irrégulière qui va à l'encontre de la confiance des consommateurs et la sécurité routière. Selon des études européennes, les véhicules d'occasion avec des compteurs kilométriques modifiés représentent entre 5 % et 12 % des ventes nationales et entre 30 % et 50 % des ventes transfrontalières. Cette manipulation illicite entraîne non seulement un préjudice financier significatif pour les consommateurs mais représente également des risques en termes de sécurité routière.

Selon le considérant n° 25 de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur « la fraude au compteur kilométrique devrait être considérée comme une infraction passible de sanction, puisque la manipulation d'un compteur kilométrique peut conduire à une évaluation incorrecte de l'état des véhicules ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles mesures le Gouvernement luxembourgeois prend-il pour lutter contre la fraude au compteur kilométrique et pour garantir la transparence lors de la vente de véhicules d'occasion au Luxembourg ?

2) La Belgique, avec son système « Car-Pass » en vigueur depuis 2006, a mis en place un dispositif efficace pour lutter contre ce type de fraude, en fournissant un historique fiable du kilométrage des véhicules. Est-il envisagé d'instaurer un système similaire au « Car-Pass » pour renforcer la lutte contre cette fraude au Luxembourg ?

3) Comment le Gouvernement luxembourgeois utilise-t-il les données issues de la plateforme « EUCARIS » pour détecter et prévenir la fraude au compteur kilométrique, et existe-t-il une coopération avec les États membres de l'UE dans ce domaine ?

4) Combien de cas de manipulation de compteurs kilométriques ont été constatés au Luxembourg au cours des dernières années ?

5) Quel est le préjudice financier subi par les consommateurs luxembourgeois à la suite de la fraude au compteur kilométrique ?

6) La falsification du compteur kilométrique est-elle considérée comme une infraction selon le droit luxembourgeois, et si oui, quelles sont les peines encourues ?

Réponse (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent des questions relatives à la fraude au compteur kilométrique.

La fraude au compteur kilométrique est une manipulation qui peut fausser l'évaluation de l'état réel du véhicule. C'est pourquoi la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014

relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, préconise que la mention du kilométrage sur le certificat de contrôle technique ainsi que l'accès à ces informations par les inspecteurs de contrôle technique devraient permettre de détecter toute altération et manipulation du kilométrage du véhicule.

Pour combattre la fraude au compteur kilométrique, le Luxembourg a mis en place des mesures conformes à la directive 2014/45. Cette directive impose aux États membres de contrôler le kilométrage du véhicule présenté à chaque contrôle technique. En vertu de l'article 8, paragraphe 6, de ladite directive, l'autorité compétente est tenue de fournir aux organes de contrôle les données concernant le kilométrage enregistré précédemment.

Ces exigences ont été transposées en droit national. Conformément à l'article 4bis, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les organismes de contrôle habilités à effectuer le contrôle technique des véhicules routiers au Grand-Duché de Luxembourg reçoivent, pour vérifier le kilométrage, les informations fournies lors du contrôle technique précédent ainsi que les données techniques du véhicule. Lors de chaque contrôle technique, les données les plus récentes sont comparées aux données précédentes. Conformément au point de contrôle 7.11 de l'annexe I du règlement ministériel du 20 octobre 2023 définissant le contenu et les méthodes de contrôle technique applicables dans un centre de contrôle technique ainsi que lors d'un contrôle technique routier entendu, les centres de contrôle technique vérifient, pour les véhicules routiers équipés d'un compteur kilométrique, si ce dernier est défectueux ou s'il a été manipulé de manière évidente pour altérer le nombre de kilomètres parcourus.

En cas de constatation de fraude, le véhicule est sanctionné par une défaillance « majeure », ce qui entraîne l'émission d'un certificat de contrôle technique pour une durée de 4 semaines limitant la circulation du véhicule à certains trajets prédéfinis et le véhicule doit être présenté à un nouveau contrôle technique. Le propriétaire doit alors présenter des documents prouvant que le véhicule n'a pas été manipulé, sinon il ne peut plus circuler sur les voies publiques. Bien qu'aucune infraction pénale spécifique ne soit liée à la fraude au compteur kilométrique, elle peut être prise en compte lors de procédures pénales pour établir une fraude ou une falsification, ou invoquée pour annuler des contrats de vente.

Une incohérence dans le kilométrage peut également avoir d'autres origines, telles qu'une erreur de saisie. Un simple remplacement de l'enregistrement défectueux peut également mener à un kilométrage non cohérent par rapport à l'enregistrement précédent. Pour remédier à ce problème d'enregistrements erronés, il est prévu que dans un avenir proche, les organismes de contrôle technique utiliseront un outil permettant de se connecter à l'interface électronique du véhicule pour extraire les informations en relation avec le kilométrage.

Pour les véhicules immatriculés au Grand-Duché, une surveillance continue du kilométrage est de ce fait garantie. Au niveau européen, le Luxembourg a toujours plaidé en faveur d'une surveillance du kilométrage des véhicules immatriculés dans l'Union européenne, avec un partage transparent entre tous les États membres. Contrairement au système « Car-Pass », qui est un système commercial, le Luxembourg soutient toutes les initiatives qui rendent ces informations disponibles gratuitement.

Dans son rapport du 27 avril 2021 sur la mise en œuvre des aspects de sécurité routière du paquet « contrôle technique », le Parlement européen a appelé les États membres à continuer de faciliter l'échange systématique de données sur le contrôle technique et les relevés de compteurs kilométriques entre leurs autorités compétentes respectives. De plus, le Parlement a exprimé sa reconnaissance envers la Commission pour le développement de la plateforme MOVEHUB de l'Union européenne et de son module ODOCAR. Cette plateforme fournit une infrastructure informatique permettant l'échange des relevés de compteurs kilométriques dans l'Union européenne sous forme d'une base de données, offrant également la possibilité d'échanger des informations avec le réseau EUCARIS. Ainsi, le Luxembourg est prêt à répondre à toute obligation future de mise à disposition de ces données, comme demandé par le Parlement européen, qui a également sollicité une évaluation de la Commission européenne sur la possibilité de rendre l'utilisation du MOVEHUB de l'Union européenne obligatoire pour les États membres dans le cadre d'une future révision de la directive 2014/45/UE.

En outre, le Luxembourg assure la transparence en mettant à disposition toutes les données relatives au kilométrage des véhicules via les différents services EUCARIS, notamment le service « Mileage » et le service « AVI », permettant ainsi aux autres États membres de l'Union européenne d'accéder aux kilométrages relevés.

Un contrôle systématique des véhicules importés n'est cependant pas effectué, car il n'existe aucune obligation de présenter les véhicules à la Société nationale de circulation automobile (SNCA) lors de l'immatriculation. Seulement lors du premier contrôle technique obligatoire au Luxembourg, un kilométrage est à nouveau relevé et à ce moment-là, si une manipulation est détectée, le véhicule est rejeté lors du contrôle technique.

Les statistiques concernant le nombre d'infractions constatées ne sont pas disponibles, car seuls les tribunaux peuvent constater les infractions réelles. Cependant, si un propriétaire de véhicule ou le parquet sollicite une assistance ou des informations concernant une éventuelle manipulation, la SNCA transmet ces informations.

Institution financière belge Euroclear | Question **0311** (08/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Au titre de l'année 2023, l'institution financière belge Euroclear, qui gèle les actifs financiers qu'elle détient auprès des parties russes figurant sur la liste des sanctions, paie 1,08 milliard d'euros d'impôts sur les bénéfices générés par lesdits actifs à l'État belge. De surcroît, l'État belge peut tirer profit au niveau des dividendes distribués du fait qu'il est le deuxième actionnaire d'Euroclear.

Par conséquent, à l'aune de ces montants, le Gouvernement belge a déjà annoncé qu'il aimerait utiliser cet argent pour aider l'Ukraine.

Euroclear représente l'un des deux dépositaires centraux internationaux de titres, à côté de Clearstream, basé au Luxembourg.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Une rentrée fiscale exceptionnelle du fait du gel d'actifs financiers russes par un dépositaire est-elle susceptible d'être générée au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, le Gouvernement envisagerait-il d'utiliser ces rentrées fiscales afin d'aider l'Ukraine ?

Réponse (07/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Conseil a adopté le 12 février 2024 le règlement (UE) 2024/576 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, introduisant des clarifications sur les obligations des dépositaires centraux de titres détenant des actifs et des réserves de la Banque centrale de Russie qui sont immobilisés à la suite des mesures restrictives de l'Union européenne. Ces modifications ouvrent la voie à une possible future décision du Conseil sur l'établissement éventuel d'une contribution financière au budget de l'UE prélevée sur les bénéfices nets pour soutenir l'Ukraine. Le Luxembourg continue de plaider pour une approche juridiquement solide et coordonnée avec les partenaires internationaux.

Le Luxembourg ne s'attend pas actuellement à une rentrée fiscale extraordinaire dans le contexte des avoirs immobilisés ni des avoirs gelés.

Violations des droits de l'homme au Yémen | Question **0312** (09/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV) |

Les violations des droits de l'homme sont malheureusement monnaie courante sous le régime Houthis au Yémen. Ces derniers jours, les médias ont rapporté que 13 hommes ont récemment été accusés d'homosexualité et condamnés à mort. Notamment, les défenseurs des droits de l'homme et les représentants des médias sont, de façon régulière, arbitrairement détenus et torturés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le ministre est au courant des violations des droits de l'homme systématiques au Yémen ?

2) Dans l'affirmative, le ministre prendra-t-il une initiative pour protester officiellement, au nom du Gouvernement, contre les violations des droits de l'homme au Yémen ?

3) Au vu des violations régulières des droits de l'homme, le Gouvernement estime-t-il que l'Union européenne devrait prendre des sanctions contre le Yémen et serait-il prêt, le cas échéant, à soutenir une telle initiative ?

Réponse (06/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) et 2) La situation des droits humains au Yémen est des plus préoccupantes. Il s'agit d'un sujet qui est à l'agenda de longue date. Le Luxembourg s'était particulièrement impliqué dans ce dossier, en faisant partie du groupe noyau de pays, avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Irlande et le Canada, qui étaient coauteurs de la résolution au Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains au Yémen. Cette résolution avait établi le mandat d'investigation du groupe des experts éminents, avec pour mission de préserver, collecter et analyser les preuves des violations des droits humains dans le pays. Cependant, le renouvellement du mandat du groupe d'experts éminents a échoué en 2021 lors de la 48^e session du Conseil des droits de l'homme, la résolution n'ayant pas rassemblé le nombre de votes nécessaires à sa reconduction.

Nous continuons à suivre de près et à attirer l'attention sur l'évolution de la situation des droits humains au Yémen, y compris les nombreuses violations des droits humains perpétrées par les Houthis, notamment à l'encontre des femmes et des filles, comme indiqué dans le rapport de 2023 du groupe d'experts des Nations Unies, ainsi que les allégations de mauvais traitements infligés aux migrants et aux demandeurs d'asile et aux victimes de la traite des êtres humains dans les régions frontalières. Le Luxembourg est également préoccupé par la situation des civils, des femmes, des enfants, des militants, des journalistes, des défenseurs et défenseuses des droits humains, des personnes LGBTIQ+, des travailleurs humanitaires et des personnes appartenant à des minorités, y compris la communauté religieuse bahaïe. Le Luxembourg envisagera favorablement de soutenir d'éventuelles initiatives futures visant à faire en sorte que les auteurs des violations des droits humains aient à répondre de leurs actes.

ad 3) Compte tenu des violations des droits humains en cours, le Luxembourg soutient une approche commune de l'Union européenne qui ne pénalise pas les victimes, c'est-à-dire la population yéménite, mais qui vise de façon ciblée les auteurs de ces crimes sans mettre en péril les pourparlers de paix. De concert avec l'Union européenne, le Luxembourg est aussi favorable à l'étude des possibilités de mise en place d'un mécanisme indépendant de prévention et de lutte contre l'impunité des violations des droits humains et des abus, afin d'éviter de nouvelles souffrances au peuple yéménite.

Enfin, il convient de rappeler que l'Union européenne a déjà pris des mesures restrictives contre certaines personnes qui se sont livrées à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen – et ayant donc une incidence directe sur la situation des droits humains dans le pays – par le biais de son règlement n° 1352/2014 du 18 décembre 2014. Celui-ci prévoit des restrictions à l'entrée ou au passage en transit, ainsi que le gel des fonds et des ressources économiques, des personnes en question, conformément à la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 26 février 2014.

Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges 2023 | Question **0314** (09/02/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nodeems déi Lëtzebuerger Wënzer d'lescht Joer mat ville Belaaschtungen a Beschränkungen ze kämpfen haten, sou z. B. mat iwwerméisseg staarke Reefäll am Summer, déi zu engem ongewéinlech fréie Liesufank gefouert hunn, goufe si och, wéi ee rezent an der Press noliess konnt (Artikel „OPVI: Mënschen, Drauwen, Passioun“, „Tageblatt“ vum 30.1.2024), am selwechte Joer mat verstärkter Kontrollen duerch d'Inspection du travail et des mines konfrontéiert. Net manner wéi dräimol hätt d'ITM d'Lies bzw. déi bei de Wënzer beschäftegt Hëllefssaarbechter kontrolléiert an dobäi relativ héich Geldstrofe verhaang.

De Rapport vun der ITM fir d'Joer 2022 weist drop hin, datt d'ITM dat Joer Geldstrofen an Héicht vun 10,42 Milliounen Euro verhaang hat, e Rekord. Gläichzäiteg war d'Zuel vun de Kontrollen dat Joer däitlech an d'Luucht gaang. Fir 2023 leien nach keng Zuele vir. Op der Tëlee hat den Direkter vun der ITM den 21. Abrëll 2023 ënnerstrach, datt Geldstrofen am Géigesaz zu Chantierschléissungen net ëmmer eng ofschreckend Wierkung op d'Patronen hätten.

An dësem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Wäibauminister an un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann d'Regierung Statistike virleeën, déi beleeën, wéi vill Geldstrofe vun der ITM am Joer 2023 géint Vertrieeder vun der Lëtzebuerger Wënzerschaft verhaang goufen? Wéi vill Wënzer hunn insgesamt esou eng Geldstrof krut? Wat waren d'Grënn vun dëse Geldstrofen?

2. Wéi vill vun dëse Geldstrofe si bis elo scho bezuelt ginn? Ëm wéi eng Zomm handelt et sech dobäi?

3. Wat déi Geldstrofen ugeet, déi nach net bezuelt goufen: Leien der Regierung Grënn vir, firwat déi betrafte Wënzer dës Geldstrofen nach net bezuelt hunn?

4. Wéi eng Grënn gëtt et fir déi verstärkt Kontrolle vun der ITM während der Wäilies? Leien der Regierung Statistike vir, wéi sech d'Zuel vun dëse Kontrollen an de leschten zéng Joer entwéckelt huet?

5. Geet d'Regierung dervun aus, datt déi relativ héich Geldstrofen en dissuasiven Effekt op d'Wënzer hunn? Wa jo, wat bestärkt d'Regierung an dëser Meenung?

6. Geet d'Regierung dervun aus, datt verschidde Wënzer bestrooft goufen, well se sech net mat der aktueller Gesetzeslag, mat den administrativen Oplagen an Direktiven auskannt hunn? Wa jo, wéi wëll d'Regierung d'Zuel vun dëse Feeler aus Onwëssenheet an Zukunft verkleinere?

Réponse (08/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Kader vun hire Kontrollen iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen. D'Kontrolle vun der ITM ginn entweder op Basis vun enger Plainte organiséiert oder si gi proaktiv geplangt an duerchgefouert.

Am Joer 2023 huet d'ITM am Ganze 17.328 Kontrolle bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert an 3.268 Geldstrofe verhaang fir e Betrag vu 14.307.000 Euro.

Am Joer 2023 goufe 36 Kontrolle bei Wënzerbetriber duerchgefouert an et gouf hinnen 10 Geldstrofe verhaang fir e Betrag vu 44.500 Euro.

D'Grënn vun dëse Geldstrofe betreffen Infraktiounen, déi festgestallt gi sinn am Kader:

- vun der medezinnescher Ënnersichung vum Aarbechtsdokter
- vum Opstelle vun den Aarbechtsstonnen a Congés-regëstër
- vum Opstelle vun de Paiziedelen
- vum Feele vu Beweiser betreffend d'Bezuele vun de Paien
- vum Netbezuele vum Salaire
- vum Netbezuele vun den Iwwerstonnen a vun de Congésindemnitäten
- vum Feele vun der Openthals- an Aarbechts-erlabnes.

ad 2. Vun deenen 10 Geldstrofen, déi am Joer 2023 u Wënzerbetriber verhaange goufen, sinn der bis elo 5 bezuelt ginn an dës fir e Betrag vun 9.000 Euro.

ad 3. Wat d'Geldstrofen ugeet, déi nach net bezuelt goufen, leien der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, déi sech ëm de Recouvrement vun de Geldstrofe bekëmmert, keng Grënn vir, firwat déi betrafte Wënzerbetriber dës Geldstrofen nach net bezuelt hunn.

ad 4. D'Zuel vun de Kontrollen, déi vun der ITM bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert goufen, hu sech wéi folgend ab dem Joer 2016 entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Zuel vun de Kontrollen, déi vun der ITM bei de Wénzerbetreiber duerchgefouert goufen, hu sech wéi follgend fir déi selwecht Zäit entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Kader vun hire Kompetenzen huet d'ITM vu Joer zu Joer tendenziell ëmmer méi Kontrolle bei alle Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert.

Déi 36 Kontrollen, déi am Joer 2023 bei de Wénzerbetreiber duerchgefouert goufen, entspriechen 14,5 % vun den 249 Wénzerbetriber, déi kontrolléiert goufen, an 0,21 % vun de 17.328 Kontrollen, déi d'ITM am Joer 2023 am Ganze gemaach huet.

Et kann een also net behaupten, dass et sech hei just ëm verstärkt Kontrolle vun der ITM während der Wäilies handelt. Et gëtt keng aner spezifesch Grënn fir verstärkt Kontrolle vun der ITM während der Wäilies.

ad 5. Betreffend den Netrespekt vun hiren Uerderer am Kader vun de Reegelen iwwert d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht, kann d'ITM de Betriber eng Geldstrof tëscht 25 a 25.000 Euro verhängen.

Fir de Betrag vun der Geldstrof festzuleeën, berücksichtigt den Direkter vun der ITM d'Ëmstänn an d'Gravitéit vun der Infraktioun souwéi d'Behuele vum Employeur.

Éier eng Geldstrof verhaange gëtt, gëtt all Betrib opgefuerdert, sech innerhalb vun engem gewesenen Delai ze regulariséieren. Dësen Delai ass am Prinzip op 15 Deeg fixéiert, mee falls néideg, kann dësen Delai op Demande vum Betrib och verlängert ginn.

Et si just d'Betriber, déi net op d'Uerderer vun der ITM reagéiert hunn, respektiv déi sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verhaange kréien.

Betreffend den Netrespekt vun de Reegelen iwwert d'Openthalts- an Aarbechtserlabnes, verhängt den Aarbechtsminister eng Geldstrof vun 10.000 Euro pro Net-EU-Bierger, deen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt gëtt. Bei der Feststellung vun esou enger Infraktioun ass keng Regularisatioun méiglech.

Den Employeur riskéiert och eng Prisongsstrof vun 8 Deeg bis 1 Joer an eng Geldstrof vun 2.501 bis 125.000 Euro pro Net-EU-Bierger, deen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt gëtt, falls:

1. dës Infraktioun eng zweete Kéier beim selwechten Employeur festgestallt gëtt,
2. op d'mannst zwee Net-EU-Bierger mateneen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt ginn,
3. och nach zousätzlech grav Aarbechtsbedéngunge festgestallt ginn,
4. den Employeur weess, dass den Net-EU-Bierger Affer vu Mënschenhandel ass,
5. den Net-EU-Bierger e Mannerjäregen ass.

D'Geldstrofe goufe vum Legislatuer am Aarbechtsgesetzbuch fixéiert, fir en dissuasiven Effekt op all Betrib ze hunn, deen d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net respektéiert.

Wann ee gesäit, dass verschidde Betriber sech net regulariséieren, mee léiwer eng Geldstrof verhaange wëlle kréien, da kann een dovunner ausgoen, dass d'Geldstrofen nach net héich genuch sinn.

ad 6. Jo. D'Regierung geet dervun aus, dass et net absichtlech war. Et ass dofir ugeduecht, d'Prozedur vum Recrutement vun den Hëlfsaarbechter am Wäin, Uebst- a Geméisbau ze vereinfachen.

Attaques de phishing | Question 0315 (09/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aus engem Pressecommuniqué vun der Union luxembourgeoise des consommateurs nouvelle (ULC) geet ervir, dass d'Unzuel u Phishing-Attacken 2023 op 1.300 bekannte Fäll ugeweess ass. Leider ass dovunner auszegoen, dass d'Unzuel un Tentativen an net bekannte Fäll nach vill méi héich ass.

Aus der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0184 geet zousätzlech ervir, dass et net vill weider Zuelematerial gëtt, fir dës Entwécklungen ze kadréieren. Weeder féiert d'Police Statistiken iwwert d'Natur vun den Arnaquen, nach iwwert de „Modus operandi“ oder d'Alterskategorie vun den Affer. Dëse Mangel un Informatiounen betrëfft souwuel de Finanzsektor wéi och déi aner Typen vu Phishing-Attacken.

Besonnenesch eeler Leit si cibléiert a géingen sech e bessere Schutz virun dësen Attacken wënschen. Hei si souwuel déi ëffentlech Autoritéiten als och privat Acteuren gefuerdert. Och wann d'ULC Initiativen, wéi BEE SECURE an ëffentlech Informatiounscampagnen, felicitéiert, wënscht si sech eng méi staark Implikatioun vun de Finanzhaiser op nationalem Plang, besonnenesch, wann et ëm d'Ennerstëtzung vu betreffenen Affer geet.

An deem Zesummenhang wëilt ech de Ministere fir Finanzen an Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vu versichte Phishing-Attacken op national present Banke sinn dem Ministère an de leschte 5 Joer bekannt?
2. A wéi ville Fäll ass et den Auteuren vun den Attacken an de leschte 5 Joer gelongen, fir Donnéeën, Informatiounen oder och finanziell Moyene vu Clienten ze erhalen?
3. Gëtt et Pläng säitens dem Ministère, eppes am Kader vum Schutz viru Phishing-Attacken op legislativem Plang ze ënnerhuelen?
4. Gëtt et Pläng säitens dem Ministère, eppes am Kader vun enger Entscheedung vun Affer bei Phishing-Attacken op legislativem Plang ze ënnerhuelen?
5. Wéi ënnerstëtzt d'Spuerkeess (wëssend, dass et sech ëm een Établissement public handelt) hir Clienten, am Fall, dass se Affer vun enger Phishing Attack gi sinn?

Réponse (08/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances

De Ministère huet selwer keng Donnéeën bezüglech „Phishing“-Attacken.

D'CSSF gouf hirsäits iwwer déi lescht 5 Joer mat Reklamatiounen vu Clientë saiséiert, déi méiglecherweis Affer vu „Phishing“-Attacken goufen. Hei d'Donnéeën opgeschlëselt no Joer:

- 2019: 2
- 2020: 1
- 2021: 8
- 2022: 24
- 2023: 45
- 2024: 7 (bis de 6. März 2024).

Wat Neierungen op legislativem Plang ubelaangt, sou sief op déi sougenannten NIS (Network and Information Security) 2 Direktiv, déi aktuell um Instanzewege ass an dëst Joer an d'national Legislatioun soll ëmgesat ginn, verweisen. Dës Direktiv gesäit ënner anerem verschidde Moossnamen vir, déi d'Sensibiliséierung vun de Bierger op aktuell Cybermenacen, also och de „Phishing“, solle verbesseren.

Esou mussen déi concernéiert Entitéiten respektiv déi zoustänneg Autoritéiten ëffentlech iwwer akut Menacë kommunizéieren, fir se esou anzedämmen. Do derniewent schafft d'Direktiv ee Kader fir de fräiwëllegen Austausch vun aktueller Cybermenacen an

d'CSIRTen (Computer Security Incident Response Team) si gehalen, dës Informatiounen opzebereeden an ze diffuséieren. Ee fräiwëllegen Informatiouns-austausch tëscht Finanzentitéiten iwwert Cybermenacë gëtt och spezifesch am Kader vum europäeschen DORA-Reglement (Digital Operational Resilience Act) iwwert ICT Sécherheet am Finanzsektor encouragéiert a rechtlech erméiglecht.

Op EU-Niveau lafen doriwwer eraus d'Aarbechten, fir d'Payment Services Directive 2 (PSD 2) ze iwwerschafen, weider. Ee Schwéierpunkt ass dobäi d'Stärkung vun den antifraude Mesuren esou ewéi d'Berécksiichtegung vun neien Typen vu Fraudë wéi dem „Spoofing“. D'Propositoun vun der PSD 3 gesäit a verschiddene Fäll och Entscheedungsmechanisme vir, fir Affer vu gewëssene Frauden.

Ech wëll dann och betounen, dass iwwer déi lescht Joren d'Acteuren aus dem Finanzberäich, virop d'Banken an d'ABBL, ganz vill Sensibiliséierungsarbecht geleescht hunn.

Well den honorablen Deputéierte besonnenesch d'Spuerkeess viséiert, erlaben ech mir, follgend zousätzlech Informatiounen ze ginn.

Esou féinnt ee Warnungen an Alerten op hirer Websäit, www.spuerkeess.lu, op soziale Medien an op der S-Net Mobile App an och Erklärungen um Internet (<https://www.spuerkeess.lu/fr/particuliers/?q=phishing>), fir d'Clienten ze informéieren an ze sensibiliséieren, an ze erklären, wéi ee reagéiert, wann een Affer vun engem Bedruch ginn ass.

Wann der Bank ee „Phishing“ Bedruch, Versuch oder Verdacht gemellt gëtt:

- ënnerstëtzt d'Spuerkeess de Client direkt mat den néidegen Erklärungen a bitt Hëlfsstellung, fir de Bedruch ze mellen (bei Worldline, LuxTrust, Police, anere Banken asw.);
- mécht se eng direkt Kontroll vun de Konten, Onlinebanking, Kaarten a LuxTrust Zertifikater vum betraffene Client a, wa relevant, späert se dës;
- hëlt se direkt Kontakt op mat der Bank, wou d'Suen onberechtegt hin iwwerwise goufe fir ze probéieren, déi ze blockéieren oder ze recuperéieren;
- stellt se een Dossier zesumme mat allen Informatiounen, fir un déi zoustänneg Autoritéit weiderzeginn.

D'Spuerkeess féiert och intern Analysen duerch, fir eventuell weider Fäll nom selwechte Muster, souwäit wéi méiglech ze verhënnern.

Zesumme mat Worldline Financial Services (Europe) SA, an an Zesummenaarbecht mat anere Banken an der ABBL, gouf doriwwer eraus eng 24/7 Hotline ageriicht, iwwer déi och Kaarten a LuxTrust Produkte kënne blockéiert ginn.

An nächster Zukunft wäert een iwwer dës Hotline och kënnen den Onlinebanking vum betraffene Client blockéieren (eppes, wat fir Spuerkeess-Clienten haut scho méiglech ass). D'Clientë kënnen dat schonn haut och selwer iwwer hiren S-Net maachen.

Directive sur la chaîne d'approvisionnement (CSDDD) | Question 0319 (12/02/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 9. Februar sollt u sech d'Liwwerkettendirektiv (CSDDD) um Ordre du jour vun der Réunion informelle des ministres de la compétitivité stoen. De Vott iwwert den Text ass awer kuerzfristeg ofgesot ginn. Wéi de Radio 100,7 iwwert de Weekend gemellt huet:

„D'Lëtzebuurger Regierung wier dobäi, hir Positioun ze finaliséieren, hat et gëschot op eis Nofro geheescht. Och haut war doriwwer net méi gewuer ze ginn.“

D'Gesetz soll dofir suergen, dass grouss Betriber an d'Responsabilitéit geholl kënne ginn, wa si

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

beispiillsweis vu Verstéiss géint Mënscherechter an der Liwwerkette profitéieren.”

An hirem Programm vun 2023–2028 huet sech d'Regierung verpflichtet, fir d'Direktiv ze ënnerstëtzen, mee am selwechte Moment och Konditiounen fir hire Support gestallt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi hätt d'Lëtzebuurger Regierung den 9. Februar ofgestëmmt, wann et zu engem Vott komm wier? Mat wéi enger Begrënnung?

2. Wäert Lëtzebuerg sech fir Ännerungen am Text virun engem neie Vott asetzen? Wa jo, wat fir Ännerungen wieren dat?

3. Gëtt et schonn een neien Datum fir ee Vott?

Réponse (04/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

Directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat | Question **0322** (12/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat et au droit de communiquer en cas d'arrestation prévoit l'obligation d'informer d'office le titulaire de la responsabilité parentale de la privation de liberté

d'un enfant mineur. Après plusieurs démarches entreprises par la Commission européenne, dont une lettre de mise en demeure et un avis motivé, l'institution européenne a finalement décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg sur base d'une transposition incorrecte de dispositions de la directive susmentionnée. Ainsi, le Grand-Duché risque d'être frappé par une amende élevée.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Justice :

– Quelles démarches seront entreprises, vu le projet de loi déposé, pour éviter ou tout au moins réduire le risque d'une sanction financière?

Réponse (07/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le projet de loi n° 8326 portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté vise justement à remédier ponctuellement aux lacunes textuelles constatées par la Commission européenne, en attendant l'adoption et le vote du projet de loi n° 7991 portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs.

Ce projet de loi prévoit en son article unique une information des représentants légaux en cas de privation de liberté de leur enfant mineur, ainsi que les exceptions à cette information.

Le Conseil d'État a rendu son avis en date du 27 février 2024 et les amendements au projet de loi sont en cours d'élaboration, de sorte que la procédure législative pourra être poursuivie dans les meilleurs délais.

Utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine | Question urgente **0493** (19/03/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Georges Engel** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

D'après un article récemment paru sur le site Politico, le Luxembourg fait partie des quatre États membres

de l'UE, à savoir la Hongrie, la Slovaquie et Malte, qui se seraient opposés à l'objectif de la Présidente de la Commission européenne d'utiliser les bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir l'Ukraine militairement, notamment à travers la livraison de munitions, lors d'une réunion des ambassadeurs des 27 États membres la semaine dernière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Les membres du Gouvernement peuvent-ils confirmer cette information ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Luxembourg a-t-il adopté cette position ?

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine ?

– Comment le Luxembourg exprimera-t-il sa position quant à ce sujet lors du Conseil européen du 21 au 22 mars et au sommet de la zone euro le 22 mars ?

Réponse (20/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'information parue sur le site Politico ne reflète pas le déroulement de cette réunion. En effet, le représentant luxembourgeois a rappelé qu'il était primordial d'avoir une certitude juridique avant d'attribuer un avoir ou son produit à un tiers. D'autre part, il avait été retenu jusqu'à ce jour que l'utilisation de ces montants serve à la reconstruction de l'Ukraine.

Lors du prochain Conseil européen, le Luxembourg soutiendra la proposition d'utiliser ces montants pour un soutien militaire à l'Ukraine.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques
n^{os} 16 et 17 p. 09-59

Questions au
Gouvernement p. 60-99

2023-2028

n° 8



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques p. 09-59

16^e séance du mardi 19 mars 2024 p. 09-40

17^e séance du mercredi 20 mars 2024 p. 41-59

Questions au Gouvernement p. 60-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

22/04/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



« L'accès aux soins pédiatriques doit s'améliorer »

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju), M. Charel Schmit, a mené une délégation à la Chambre des Députés, le 15 avril 2024, afin de présenter aux députés le rapport annuel 2023 de l'organisation de défense des droits des enfants qu'il dirige.

Un meilleur travail d'information, une accélération de la prise en charge médicale des enfants, un guichet unique pour la prise en charge du handicap, la simplification des procédures : dans la partie « thématique » de son troisième rapport, l'OKaju a souhaité mettre l'accent sur la prise en charge pédiatrique des enfants de 0 à 12 ans.

L'OKaju a émis dans ce contexte un ensemble de recommandations lors de son échange avec les députés. Parmi celles-ci figuraient l'organisation d'assises nationales de la pédiatrie et la mise en place d'une stratégie pédiatrique ainsi que la création d'un poste de coordinateur national.

Globalement, il faudrait « que la pédiatrie soit valorisée ». Il faudrait également « se donner des outils pour améliorer la pédiatrie afin qu'elle corresponde à la démographie et à la croissance du pays », évoquant un problème général de durée d'attente pour l'accès aux soins.

Pour l'OKaju et son équipe, la question de la santé mentale devrait également devenir « une priorité absolue ». M. Schmit a déploré un « manque de dépistage » en la matière, alors qu'au Luxembourg le dépistage serait globalement satisfaisant dans les autres domaines de santé. Il serait nécessaire de travailler à la détection d'un mal-être potentiel chez l'enfant dès le plus jeune âge.



De gauche à droite : M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

À la question d'une députée, M. Charel Schmit a répondu que le nombre d'outils d'évaluation était effectivement trop limité, soulignant que « trois rapports ne suffisent pas » et qu'il fallait aller plus vite, comme le temps jouerait un rôle important en ce qui concerne la prise en charge des enfants. « La temporalité n'est pas assez prise en compte par le système », a-t-il conclu.

Retrouvez le rapport annuel 2023 de l'OKaju en scannant le code QR suivant :



Visite parlementaire camerounaise à la Chambre



La délégation parlementaire camerounaise, en visite au Luxembourg, a été reçue à la Chambre des Députés.

Un an après la première visite parlementaire luxembourgeoise sur le continent africain, qui s'est déroulée au Cameroun, une délégation de l'Assemblée nationale camerounaise était de visite à la Chambre des Députés le 28 mars 2024.

Les parlementaires du Luxembourg et du Cameroun entretiennent des relations étroites. C'est ce qu'a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de l'échange de vues. Les membres de la délégation camerounaise, sous la

conduite du Vice-Président de l'Assemblée nationale, M. Hilarion Etong, se sont entretenus avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région sur des sujets d'actualité et sur la collaboration entre les deux Parlements.

Dans ce contexte a été évoquée l'existence d'un groupe d'amitié parlementaire entre l'Assemblée nationale du Cameroun et la Chambre des Députés du Grand-Duché, créé en 2011 ; la coopération se fait également au niveau multilatéral à l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF).

La diaspora camerounaise et son implication politique figuraient également parmi les sujets discutés. Quelque 871 ressortissants du Cameroun vivaient au Luxembourg en 2022.

Une toute première visite bilatérale du Parlement luxembourgeois sur le continent africain avait eu lieu en avril 2023 à Yaoundé et dans différentes régions du Cameroun. À cette occasion a été posée la première pierre du centre culturel luxembourgeois visant à faire vivre les relations entre les deux pays.

La délégation camerounaise a par ailleurs eu une entrevue avec le Président de la Commission de la Viticulture, M. Jeff Boonen, ainsi qu'avec le Vice-Président du Conseil d'État, M. Alain Kinsch. En outre, M. Etong a été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc Héritier.

Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC)

« Légiférer sur l'espace – une affaire commerciale ? »



La Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) a été organisée cette année pour la première fois à la Chambre des Députés.

Une cinquantaine de parlementaires et d'experts se sont réunis le 25 mars 2024 à la Chambre des Députés dans le cadre de la Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) sous le thème de « légiférer sur l'espace – une affaire commerciale ». Il s'agit de la première fois que la présidence revient au Parlement luxembourgeois.

Le cadre juridique international actuel des activités spatiales ainsi que les aspects juridiques de l'implication des États membres dans les activités spatiales européennes étaient au cœur des discussions entre

les parlementaires des 14 pays présents et des experts dans le domaine. Un autre sujet abordé lors de la conférence était la législation spatiale nationale.

11 membres de l'Union européenne ont adopté une législation spatiale nationale dans le but de mettre en œuvre l'article VI du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, autorisant les activités spatiales nationales.

Certains pays travaillent sur un projet de loi spatial, tandis que d'autres préparent des amendements à leur législation spatiale.

Dans son allocution de bienvenue, le Président de la délégation parlementaire luxembourgeoise, M. Gérard Schockmel, a rappelé le rôle pionnier du Grand-Duché en termes de législation nationale spatiale.

S'adressant à ses homologues et aux experts venus des quatre coins du monde, M. Schockmel a souligné que le cadre juridique spatial luxembourgeois est l'un des plus récents parmi les pays activement impliqués dans la politique spatiale. Il se compose actuellement de deux lois spécifiques : la loi sur l'exploitation et l'utilisation des ressources spatiales du 20 juillet 2017 et la loi générale sur les activités spatiales du 10 décembre 2020.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'EISC se compose de M. Gérard Schockmel, Président, MM. Laurent Zeimet, Franz Fayot et Sven Clement, membres effectifs, et de Mmes Octavie Modert et Carole Hartmann ainsi que de MM. Tom Weidig et François Bausch, membres suppléants.

Qu'est-ce que la Conférence européenne interparlementaire sur l'espace (EISC) ?

Créée en 1999 en tant que forum permanent de coopération interparlementaire entre les parlements nationaux européens intéressés par la politique spatiale, elle vise à faciliter l'échange d'informations sur les activités spatiales et à promouvoir la compréhension mutuelle des politiques nationales en offrant un forum d'analyse des principaux enjeux du secteur spatial européen.

La COSAC s'engage pour la protection de la démocratie et des valeurs européennes

À l'approche des élections européennes en juin, la présidence belge du Conseil de l'Union européenne a tenu à mettre à l'ordre du jour de la 71^e séance plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) les perspectives stratégiques de l'UE. L'assemblée s'est réunie du 24 au 26 mars 2024 à Bruxelles pour évoquer les défis pour l'UE dans les années à venir et le rôle crucial que les parlements nationaux peuvent jouer dans ce contexte.

Les députés des États membres de l'UE se sont globalement mis d'accord sur plusieurs sujets, dont la guerre d'agression en Ukraine. La députée ukrainienne et Présidente de la Commission pour l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, Mme Ivanna Klymush-Tsintsadze, a lancé la discussion. Elle avait du mal à trouver les mots quand elle a décrit la situation sur place. À son avis, il est dans l'intérêt commun de toute l'Europe d'arrêter cette « guerre barbare » et d'agir aussi rapidement que possible. Elle a lancé un appel aux participants de ne pas détourner le regard de ce qui se passe dans les pays et

s'est exclamée : « Tout équipement non envoyé en Ukraine permet à la Russie de gagner encore plus de territoire. » De nombreux membres de parlements nationaux ont affirmé que l'Ukraine devait gagner cette guerre.

La Présidente de la Chambre des Représentants de la Belgique, Mme Eliane Tillieux, a ensuite fait l'examen de la représentation paritaire des genres au sein des parlements nationaux. Il reste, selon elle, encore beaucoup à faire en matière d'égalité d'accès aux postes décisionnels. Mme Marie-Colline Leroy, Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité du Royaume de Belgique, a affirmé que la participation des femmes joue un rôle essentiel afin de rendre la démocratie européenne plus forte et légitime.

Certaines délégations nationales se sont inquiétées pour les droits des femmes durant cette période d'élections, notamment pour les femmes moins privilégiées, et se sont interrogées sur les manières de les protéger. Les invités ont conclu que l'inclusion est au

cœur des valeurs européennes et des traités et doit être mise en avant par les efforts des parlements nationaux.

La session suivante, présidée par M. Gaëtan Van Goidsenhoven, Sénateur et Coprésident du comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, s'est concentrée sur le concept d'autonomie stratégique ouverte. Les échanges avec les invités ont permis de souligner la volonté des délégations nationales de rendre l'UE plus compétitive et résiliente.

Pour M. Thierry Breton, Commissaire européen au Marché intérieur, l'UE réitère son engagement à la coopération avec des partenaires de confiance, mais la majorité des délégations nationales se sont accordées à dire que la chaîne de valeur de l'économie européenne doit être partiellement relocalisée afin de réduire sa vulnérabilité face à des événements comme la Covid ou la guerre d'agression en Ukraine, et de garantir sa capacité à réaliser ses objectifs, notamment de transition écologique.

Le Commissaire européen chargé de l'Emploi et des Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a réaffirmé que les travailleurs ont un rôle clé à jouer pour le marché commun.

Plusieurs parlementaires ont souligné les manières dont l'UE peut promouvoir l'innovation. Concernant la lutte contre le changement climatique, la majorité des participants ont insisté qu'elle est une opportunité de rendre l'UE plus compétitive et que le Pacte vert doit permettre de soutenir l'industrie.

Quant à la dernière session, elle a marqué l'attachement de la présidence belge aux valeurs démocratiques. Le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, a d'abord détaillé le travail de l'exécutif européen dans l'examen du respect de l'État de droit par les pays membres ou candidats, puis a rappelé le rôle des parlements nationaux dans le contrôle du pouvoir exécutif.

En ce qui concerne les valeurs européennes, Mme Françoise Tulkens, professeure émérite à l'Université catholique de Louvain et ancienne juge et Vice-Présidente à la Cour européenne des droits de l'homme, a expliqué leur tangibilité au sein des traités et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme, faisant de l'UE une union de valeurs communes et une puissance normative.

Elle a aussi mis en avant la responsabilité des parlements nationaux dans la lutte pour l'accès à la justice, la liberté de presse ou encore la dénonciation du non-respect de ces valeurs.

Plusieurs délégations se sont finalement inquiétées du rôle de l'intelligence artificielle dans la désinformation en période électorale, tandis que d'autres ont exprimé leur souhait pour une éducation politique et civique européenne.



MM. Tom Weidig et Fernand Kartheiser ont participé à la 71^e séance plénière de la COSAC.

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) La désinformation : l'outil sournois de la guerre hybride



La Chambre des Députés était représentée par Mme Alexandra Schoos.

Les 18 et 19 mars 2024 a eu lieu à Chisinau la Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). Cette réunion a rassemblé 33 participants de 15 sections différentes dans la capitale moldave. À l'ordre du jour a figuré la problématique de la désinformation en tant qu'arme de guerre. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Alexandra Schoos.

Une francophonie unie est une francophonie durable

La Moldavie est le pays le plus francophone des pays de l'Europe centrale et orientale, a annoncé Mme Marcela Adam, Présidente de la délégation moldave auprès de l'APF. Cela fait presque 30 ans que le pays fait partie de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de l'APF. Plus de 900 lycées ont la langue française comme première langue étrangère, 8 lycées sont bilingues et il existe 7 universités proposant un cursus en français. Pour Mme Adam, la francophonie représente pour la Moldavie une porte ouverte vers l'Europe.

La guerre avant la guerre

L'Ukraine se trouve à 50 kilomètres de la capitale moldave. C'est la raison avancée pour expliquer pourquoi la Moldavie subit depuis des années une agression hybride. Cette dernière se compose de propagande, de fausses nouvelles, de désinformation, de prédation

économique, d'incitation à l'insurrection ou encore de migration. La campagne de désinformation a pour but de déstabiliser les institutions d'un pays et de gagner des adhérents. Il est difficile de combattre ce genre d'agression car l'adversaire est inconnu.

D'après M. Jean-Michel De Waele, Professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB), il faut reconnaître au plus vite l'importance de l'Europe centrale et orientale car les habitants de la région sont à l'avant-garde de la défense de nos valeurs. Il devient selon lui urgent d'investir aujourd'hui dans ces pays afin d'éviter qu'ils ne tombent sous l'influence russe.

Le Premier Ministre moldave, M. Dorin Recean, a quant à lui remercié l'Europe de tout l'appui qu'elle apporte à l'Ukraine. Il a toutefois demandé également à ses interlocuteurs de voir la Moldavie d'un autre œil et d'investir dans son pays. D'après lui, il s'agirait de la seule façon de maintenir ce dernier hors domination russe.

La Moldavie est un des plus gros producteurs en matière de technologies de l'information en Europe de l'Est et M. Recean a noté que les investissements dans ce domaine ont triplé au cours des quatre dernières années.

Les parlementaires ont discuté sur les différentes pistes à suivre pour lutter contre la désinformation et contrer les ingérences étrangères. Un des points qui sont ressortis est qu'il devient de plus en plus indispensable d'échanger sur les bonnes pratiques entre parlements afin d'éviter la perte totale de la crédibilité des institutions. Selon M. De Waele, il faut des mesures concrètes et pragmatiques, les valeurs morales ne suffisant pas pour convaincre la population.

Une des solutions consiste en la coopération interparlementaire, a affirmé M. Vincent Couronne, Docteur en droit public de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La Commission européenne veut que les parlements nationaux mettent en place des instruments de contrôle d'ingérence étrangère. L'implication de parlementaires européens serait utile, car ceux-ci ont déjà travaillé sur ce sujet.



Mme Alexandra Schoos et M. Gilles Baum ont participé aux réunions de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication ainsi que du Réseau parlementaire de lutte contre les pandémies de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), qui se sont tenues du 3 au 5 avril 2024 au Sénat roumain à Bucarest.

Pour plus d'informations concernant l'APF, veuillez scanner le code QR suivant :



Recherche scientifique au Parlement

Peut-on restreindre l'accès à la propriété immobilière aux étrangers non-résidents au Luxembourg ? Étude de la faisabilité juridique et économique d'une loi sur le modèle de la loi suisse « Lex Koller »

La question du logement au Luxembourg est marquée par une disproportion entre la demande (élevée) et l'offre (faible), l'indisponibilité ou l'absence de biens immobiliers entraînant une hausse des prix de vente.

En Suisse, la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) a été adoptée dans l'objectif de préserver la disponibilité des logements au profit des ressortissants nationaux et des résidents. Elle met en place un régime d'autorisation pour les étrangers non-résidents, lorsqu'ils souhaitent acquérir un bien immobilier situé en Suisse. Cette législation, dont les origines remontent aux années soixante, a vu son contenu évoluer. La version révisée de la LFAIE adoptée en 1997, dite « Lex Koller », a apporté de nombreux assouplissements.

La Lex Koller a une efficacité relative en tant qu'instrument de lutte contre la crise du logement en Suisse. Les restrictions qu'elle prévoit sont, en effet, de plus en plus réduites. Cela peut témoigner d'une certaine inadaptation des instruments mis en place. Si d'un point de vue économique, l'application de la Lex Koller a eu un impact sur le marché de l'immobilier suisse en contribuant à sa stabilité, le postulat au fondement de cette loi, selon lequel il y aurait une corrélation entre l'immigration et la hausse des prix de l'immobilier en Suisse, est de moins en moins correct.

Au Luxembourg, d'un point de vue économique, le postulat de départ qui pourrait justifier l'adoption d'une loi sur le modèle de la Lex Koller suisse n'est pas vérifié. L'acquisition de la propriété immobilière par les étrangers ne constitue pas un facteur explicatif de la crise du logement ou de la hausse des prix. Les investissements étrangers jouent plutôt un rôle de dynamisation de l'économie luxembourgeoise. Les informations recueillies et analysées par l'Observatoire de l'habitat permettent de confirmer que des personnes physiques détiennent la majorité de la propriété foncière au Luxembourg.

D'un point de vue juridique, la compatibilité d'une législation sur le modèle de la Lex Koller avec l'ordre juridique luxembourgeois ferait défaut. Le régime de l'autorisation préalable à l'acquisition de la propriété au Luxembourg auquel seraient soumis les étrangers non-résidents ne pourrait trouver de justifications admissibles au regard des engagements européens et internationaux du Luxembourg. Du point de vue du droit interne, dans le cas où le propriétaire souhaiterait vendre son bien, une législation sur le modèle de la Lex Koller ne semble pas compatible avec la liberté du propriétaire de choisir son cocontractant.

Quant à l'articulation entre l'objectif d'une loi sur le modèle de la Lex Koller et la législation fiscale, l'analyse des projets de réforme foncière, actuel-

lement en discussion devant la Chambre des Députés, met en évidence un effet désincitatif des instruments fiscaux sur la conservation de logements vacants et la détention non productive de foncier à des fins spéculatives, au Luxembourg. Cet effet vise indifféremment les Luxembourgeois et les étrangers.

Outre son incompatibilité potentielle avec l'ordre juridique luxembourgeois, une loi sur le modèle de la Lex Koller n'apporterait pas de solution adaptée à la pénurie de logements au Luxembourg.

Note de recherche scientifique par Mmes Racha El Herfi, Julie Kaprielian et Nora Paulus : « Peut-on restreindre l'accès à la propriété immobilière aux étrangers non-résidents au Luxembourg ? Étude de la faisabilité juridique et économique d'une loi sur le modèle de la loi suisse "Lex Koller" », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 mars 2024.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Quel rôle pour les parlements nationaux dans les affaires européennes ?

Le Président de la Chambre des Députés a répondu présent à une invitation du « Deutscher Verein » pour une conférence autour de la place des parlements nationaux dans l'écosystème politique européen.

Les parlements nationaux sont-ils perdants ou retardataires sur le chemin de l'intégration européenne ? C'est une des questions centrales dont ont débattu les participants à la conférence de l'ASBL « Deutscher Verein », le 18 mars 2024, au Foyer européen dans le cadre du cycle de conférences « Mon Europe ».

L'événement portait aussi bien sur les interactions des parlements nationaux entre eux que sur celles qu'ils ont avec le Parlement européen. Ces sujets ont été abordés sur fond des élections européennes qui auront lieu au mois de juin 2024.

M. Claude Wiseler a prononcé dans ce contexte une allocution qui a servi de base aux discussions de la conférence.

Dans sa présentation, le Président de la Chambre s'est basé sur une analyse de l'évolution historique du parlementarisme en Europe et sur le contexte institutionnel actuel pour tirer un certain nombre de conclusions.

Parmi celles-ci, M. Wiseler a affirmé que « les parlements nationaux s'occupent de plus en plus d'affaires européennes et jouent un rôle clé à l'intersection des dimensions européenne et internationale ».

Il a néanmoins reconnu que le Parlement luxembourgeois est encore dans une situation où il « prend souvent position trop tard » sur les questions européennes. D'où la nécessité d'une nouvelle approche, que M. Wiseler a affirmé souhaiter amorcer.

Le Président de la Chambre est intervenu lors d'une conférence sur la place des parlements nationaux dans l'écosystème politique européen.



© Bureau de liaison du Parlement européen à Luxembourg

Fixation des prix en situation d'urgence

7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

L'article 3 de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence se limite actuellement à énoncer le principe selon lequel les prix sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

L'objet du présent dispositif est de compléter la disposition unique dudit article par deux paragraphes.

L'ajout permettra au Gouvernement d'intervenir dans la fixation des prix dans des situations d'urgence.

Cette faculté accordée à l'exécutif n'est pas nouvelle. Elle était déjà prévue dans le projet de loi n° 7479 initial, tel que déposé le 1^{er} octobre 2019, projet qui reprenait les dispositions afférentes de l'article 2 de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence, loi abrogée et remplacée par la loi précitée du 30 novembre 2022.

Dépôt du projet de loi 7479 par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01/10/2019

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace concernant le projet de loi 7479

(Présidente : Mme Francine Closener) :

17/06/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24/06/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État

08/07/2021 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État

10/09/2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

27/01/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03/02/2022 Suite de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07/02/2022 Échange de vues avec le Conseil d'État

28/02/2022 Suite de l'échange de vues avec le Conseil d'État

17/03/2022 Continuation des travaux

29/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

15/09/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Scission du projet de loi 7479 en deux projets de loi distincts :
7479A et 7479B

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme concernant le projet de loi 7479B

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

01/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

14/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 134, page 1

2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité qui apporte des précisions sur certains aspects du cadre législatif de l'assurance obligatoire responsabilité civile automobile afin de maintenir à un niveau élevé la protection des personnes lésées dans des accidents de véhicules à travers toute l'Union européenne.

Ainsi, des précisions sont apportées à la notion clé de « véhicule » afin d'écarter tout doute en ce qui concerne le champ d'application de la législation visée. Dans la même perspective, et dans le sillage de la jurisprudence de la Cour de justice concernant le concept de « circulation d'un véhicule », les conditions d'utilisation du véhicule, qui déterminent ici encore le champ d'application de l'assurance, ont été précisées.

La directive (UE) 2021/2118 introduit, afin de pérenniser la protection des personnes lésées suite à un accident avec un véhicule, l'obligation pour les États membres de créer ou d'agréer un organisme chargé de verser une indemnisation aux personnes lésées en cas d'insolvabilité d'un assureur. À cette fin, il est proposé de créer un nouvel établissement public, le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile (FIAA) qui aura pour mission d'indemniser les personnes lésées résidentes au Grand-Duché de Luxembourg pour des dommages matériels ou corporels causés par un véhicule assuré par une entreprise d'assurances établie dans l'Union européenne qui fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'une procédure de liquidation. Le financement de ses missions est pris en charge par les entreprises d'assurances luxembourgeoises actives dans la branche d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (RCA).

La directive (UE) 2021/2118 clarifie par ailleurs l'utilisation des attestations de sinistres dans un contexte transfrontalier. Le contenu et la forme de ces attestations sont ainsi harmonisés dans l'ensemble de l'Union européenne.

En deuxième lieu, il a été profité de la transposition de la directive (UE) 2021/2118 pour mettre à jour des références anciennes dans la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs et d'y apporter certaines clarifications.

En troisième lieu, le projet de loi modernise la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (LSA) en y apportant certains ajustements ciblés et en y redressant certaines erreurs.

Vu la croissance spectaculaire qu'a connu le secteur des assurances, de la réassurance et de l'intermédiation et par ricochet les activités du Commissariat aux assurances (CAA) lui-même au cours des dernières années, le projet de loi adapte la structure de gouvernance du CAA et augmente le nombre des membres du conseil du Commissariat à sept.

Le projet de loi introduit également des ajustements aux dispositions sur les professionnels du secteur de l'assurance (PSA) contenues dans la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en ce qui concerne notamment la domiciliation.

Afin de tenir compte des évolutions en matière des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), le projet de loi prévoit de permettre la conservation numérique de documents et leur traitement auprès de prestataires tiers critiques de services TIC soumis à la supervision d'une autorité européenne de surveillance et d'introduire une procédure afin d'encadrer l'envoi des demandes qu'une entreprise d'assurance adresse à un preneur d'assurance dans le cadre de la sous-traitance de certains services.

De plus, le projet de loi vise à soumettre les sociétés holdings d'assurance tombant sous le contrôle du Commissariat aux assurances à la même obligation de contrôle des comptes par un réviseur d'entreprises agréé que les entreprises d'assurance ou de réassurance ou encore les fonds de pension.

En dernier lieu, le projet de loi introduit dans la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers un nouvel article introduisant des restrictions au droit des sociétés lors de la résolution d'une contrepartie centrale pour ainsi parfaire la mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

Responsabilité civile automobile

8184 – Projet de loi portant : 1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et 2° modification de : a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ; b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

Le projet de loi a principalement pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre

12/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

12/01/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Nouvelle présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

13/03/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 136, page 1

Crédits du Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder, contre rémunération adéquate, la garantie de l'État luxembourgeois à des lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile pour un montant total maximal de 300 millions d'euros.

La transposition de la directive 2021/2118 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs nécessite la création d'un Fonds d'insolvabilité en assurance automobile (FIAA). Le projet de loi n° 8184 transposant la directive 2021/2118 en droit luxembourgeois insère une nouvelle partie IIbis à la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs regroupant les dispositions concernant la création et le fonctionnement du FIAA. Il a pour mission d'indemniser les personnes lésées suite à un accident avec un véhicule en cas d'insolvabilité d'un assureur.

Le financement de ses missions est pris en charge par les entreprises d'assurances luxembourgeoises actives dans la branche d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Le FIAA peut en plus se doter de moyens financiers supplémentaires en recourant à des emprunts, des lignes de crédit ou des contrats de réassurance.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Aderm) :

12/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

12/01/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur
Nouvelle présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

13/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 137, page 1

Conformité des chambres professionnelles à la Constitution

8254 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ; 2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ; 3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

Actuellement, cinq chambres professionnelles existent au Luxembourg. Leur organisation est définie par trois lois différentes. Afin de garantir leur conformité avec la nouvelle Constitution entrée en vigueur en juillet 2023, le présent projet de loi prévoit de modifier ces trois lois qui portent sur la création de chambres

professionnelles à base élective, la réorganisation de la Chambre de Commerce ainsi que sur la réorganisation de la Chambre des Métiers.

Trois modifications sont prévues :

- 1) l'abolition de l'exclusion d'office du droit de vote (actif et passif) des majeurs sous tutelle ;
- 2) la modification de la loi organique de la Chambre de Commerce et de celle de la Chambre des Métiers, en leur attribuant le statut de chambre professionnelle (au lieu d'« établissement public » respectivement de « personne morale de droit public ») ;
- 3) l'élimination de certaines incohérences au niveau du texte portant sur les élections pour le renouvellement de la Chambre d'Agriculture. Il s'agit notamment de supprimer le renvoi à une année d'élection déterminée afin d'éviter de devoir changer ce dispositif tous les cinq ans.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 22/06/2023

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

22/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

14/03/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024
Loi du 29 mars 2024
Mémorial A : 2024, n° 135, page 1

École européenne à Junglinster

8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster

La présente loi en projet a pour objet d'autoriser l'État à financer la construction d'une école européenne à Junglinster à hauteur de 58.700.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.071,67 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2022.

Depuis l'ouverture de la première école européenne à Differdange en 2016, ces écoles ont connu un succès considérable. Initialement conçues pour les enfants de fonctionnaires européens, les programmes et le Baccalauréat européen sont ouverts aux écoles nationales depuis 2005. Par la suite, les effectifs de l'enseignement international ont considérablement augmenté au fil des années, tant au niveau de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire.

Dans le but de continuer à diversifier et à développer l'offre scolaire, et pour répondre à une demande croissante, le Gouvernement continuera à créer de nouvelles écoles européennes agréées. À l'heure actuelle, il existe cinq écoles européennes au Luxembourg :

- 1) École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (2016) ;
- 2) École internationale Edward Steichen – Clervaux (2018) ;
- 3) École internationale de Mondorf-les-Bains (2018) ;
- 4) Lënster Lycée International School (2018) ;
- 5) École internationale Mersch Anne Beffort (2021).

La mise en place de l'école européenne agréée à Junglinster a été décidée en 2017 afin de proposer également dans l'Est du pays une offre scolaire qui tient compte de l'hétérogénéité croissante de la population scolaire et qui donne à tout élève les meilleures opportunités d'avenir, indépendamment de sa langue maternelle.

Au vu de l'évolution du nombre d'élèves et afin de pouvoir proposer une offre scolaire complète, allant de la maternelle à l'enseignement fondamental et secondaire dans toutes les sections linguistiques, l'augmentation des capacités par le biais d'une nouvelle construction s'impose. Le nouveau bâtiment accueillera avant tout les élèves de l'école primaire, tandis que les enfants de l'école maternelle resteront dans le bâtiment modulaire existant.

Pour ce qui est de la performance énergétique, le nouveau bâtiment est conçu de manière à avoir une basse consommation d'énergie thermique, notamment grâce à une isolation thermique performante, des fenêtres à triple vitrage et une protection solaire efficace, une ventilation mécanique avec récupération de chaleur et des

ouvrants manuels en complément. Le chauffage est assuré par le raccordement à la centrale de chauffage à copeaux de bois existante (chauffage et eau chaude sanitaire). Le toit du nouveau bâtiment sera couvert de panneaux photovoltaïques d'une puissance crête installée d'environ 160 kWp. L'énergie produite sera utilisée à la fois pour l'autoconsommation ainsi que pour la réinjection dans le réseau public.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023

Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

Nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

La présente loi en projet a pour objet d'autoriser l'État à financer de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie à hauteur de 303.332.000 euros, ce qui correspond à la valeur 1.127,38 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2023.

Le bâtiment actuel du Lycée technique de Bonnevoie (LTB) date de 1989 et a initialement été conçu pour 1.000 élèves. Avec son offre scolaire très vaste dès le début, et qui a été élargie davantage par la suite, le nombre d'élèves inscrits au LTB a rapidement dépassé le seuil des mille élèves. De plus, avec l'adoption de la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire, les classes « complémentaires »

étaient intégrées au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, de façon à ce que les capacités maximales du bâtiment du LTB étaient rapidement atteintes.

Ainsi, jusqu'en 2015, dans huit phases de construction, des structures provisoires ont été construites, ce qui a permis d'augmenter significativement le nombre de classes. En même temps, les locaux secondaires comme la bibliothèque, le séjour, la cuisine de production, le restaurant scolaire, la salle polyvalente, le hall de sport et les bureaux n'ont pas été agrandis. À noter également que parallèlement à la progression de la population scolaire, le nombre d'enseignants, de l'équipe éducative et psycho-sociale et de personnel administratif a également augmenté et nécessite des locaux adéquats.

À l'heure actuelle, la majorité des élèves est scolarisée dans des structures provisoires. De manière générale, les infrastructures existantes ne disposent plus des capacités nécessaires et ne correspondent plus aux exigences d'une offre scolaire contemporaine.

La nouvelle construction du lycée de Bonnevoie, qui s'étendra sur un terrain de 3,8 hectares et qui pourra accueillir 2.150 élèves, vise donc à répondre aux exigences d'une école moderne avec une large offre scolaire, notamment dans le domaine de la formation professionnelle.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 20/10/2023

Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

25/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/03/2024

16^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 10

M. Claude Wiseler, Président

2. Communications

p. 10

M. Claude Wiseler, Président

3. Ordre du jour

p. 11

M. Claude Wiseler, Président

4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

p. 11

Exposé : M. Gusty Graas

5. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société

p. 11

Exposé : M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Jeff Boonen (dépôt de la motion 2) | Mme Carole Hartmann | M. Fred Keup (intervention de M. Gilles Baum) | M. François Bausch (interventions de M. André Bauler, de M. Sven Clement et de Mme Simone Beissel) | M. Sven Clement (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Marc Baum | M. Gérard Schockmel

Prises de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Georges Mischo, Ministre des Sports (intervention de M. Sven Clement)

6. Ordre du jour (suite)

p. 24

M. Claude Wiseler, Président

7. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société (suite)

p. 25

Motion 1 : M. Dan Biancalana | M. Jeff Boonen | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Marc Baum | M. François Bausch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Jeff Boonen | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Dan Biancalana

Vote sur la motion 2 (adoptée)

8. Résolution de M. Gusty Graas concernant les élections présidentielles de mars 2024 en Russie

p. 26

Exposé : M. Gusty Graas

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson

Vote sur la résolution (adoptée)

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'incohérence des politiques en matière de santé et de prix des produits de tabac

p. 28

Exposé : M. François Bausch

Débat : Mme Diane Adehm (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Gusty Graas | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Spautz et de M. Fernand Kartheiser) | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et de Mme Paulette Lenert) | M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)

Prises de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et de M. François Bausch) | M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel) | M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Diane Adehm | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup | Mme Diane Adehm

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

10. 8184 – Projet de loi portant :

1^o transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et

2^o modification de :

a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

p. 35

Rapports de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8184 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8187 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

p. 37

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Discussion générale : Mme Sam Tanson | Mme Stéphanie Weydert (interventions de M. Georges Engel et de M. François Bausch) | M. Gilles Baum | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8351

12. 8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole

p. 39

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Gilles Baum | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Georges Engel et de Mme Sam Tanson) | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez et M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Mischo, Ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Dann e puer Kommunikatioun vu menger Säit.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du président – séance publique du 19 mars 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8364 – Projet de loi concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

2^o la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

3^o la loi du 28 mai 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne et modifiant 1^o la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État et 2^o la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;

4^o la loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Dépôt : M. Luc Frieden, Premier ministre, le 13/03/2024

3) Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :

7383 – Projet de loi modifiant :

1^o l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 12 octobre 1841 portant organisation du service médical ;

2^o la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;

3^o la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

4^o la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

5^o la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux ;

6^o la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien ;

7^o la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments

Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25/10/2018

Retrait du rôle des affaires : 15/03/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3101 – Demande de pétition publique : Obligation de ne pas différencier entre les anciens et les nouveaux patients

Dépôt : M. Mondher Ghazel, le 12/03/2024

3102 – Demande de pétition ordinaire : Inscription scolaire – mise à jour de la date d'entrée

Dépôt : M. Teodoros Karagiannis, le 12/03/2024

3103 – Demande de pétition publique : Smoke ban on train stops / Rauchverbot an Zug-Haltestellen / Interdiction de fumer dans les arrêts de train

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 13/03/2024

3104 – Demande de pétition publique : Obtenir en tant que pensionné dans le secteur de la restauration un troisième mois

Dépôt : M. Edy Steiner, le 13/03/2024

3105 – Demande de pétition publique : Coordonner les travaux routiers à Walferdange

Dépôt : M. Colin Spikes, le 13/03/2024

3106 – Demande de pétition publique : Interdiction de fumer en terrasse ou de se déplacer en public avec une cigarette

Dépôt : Mme Anne Van Wesemael, le 14/03/2024

3107 – Demande de pétition publique : Vers un cadre légal permettant l'accès aux mères porteuses : pour une parentalité inclusive

Dépôt : M. Daniel Scheer, le 15/03/2024

3108 – Demande de pétition publique : Changement durable et modalité du congé pour raisons familiales en cas de maladie de son enfant

Dépôt : M. Thierry Pott, le 15/03/2024

3109 – Demande de pétition publique : Chèques-repas pour tous les travailleurs du Luxembourg

Dépôt : M. Micael Esteves, le 16/03/2024

3110 – Demande de pétition publique : Den Elterendeel, deen net schaffe geet, mee mam Kand doheem bleift, fir dat ze versuergen, egal ob ganz oder hallef Deeg, soll op d'mannst de Mindestloun kréien

Dépôt : Mme Magali Wolff, le 17/03/2024

3111 – Demande de pétition publique : Non à la fermeture de la route entre Rédange et Belvaux

Dépôt : Mme Sandrine Mlodzieniak, le 17/03/2024

3112 – Demande de pétition publique : Pour le remboursement total des médicaments, sirops, suppositoires pour enfant mineur

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 18/03/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Här Graas, Dir wollt nach d'Wuert, mengen ech, fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Graas, et ass un Iech.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, ech wollt eng Resolutioun hei deposéieren. Dir wësst jo alleguer, datt elo an deene leschten Deeg sougenannte Walen a Russland waren. Iwwert déi kéint ee ganz viles soen. Dat wäerte mer och maachen als Lëtzebuurger Parlament. Jiddefalls proposéieren ech am Numm vun der Majoritéit, hei eng Resolutioun an deem Sënn ze deposéieren, déi och bis elo, an dat mécht mer ganz vill Freed, vun alle Fraktiounen a Sensibilités politiques ënnerschriwwen ginn ass, bis op d'Kolleege vun der ADR, mee déi mer awer gesot hunn, se géife se awer mat ënnerstëtzen, soudatt ech déi dann am Numm, wéi gesot, vun der Majoritéit an och vun all deene Kolleege, deenen ech wëllt Merci soen, datt se se ënnerschriwwen hunn, Iech hei wëllt deposéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant que des élections libres et équitables sont le fondement de toute démocratie ;

– rappelant l'engagement pris par tous les États participants de l'OSCE à inviter des observateurs d'autres États participants de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ainsi qu'à donner suite rapidement à l'évaluation et aux recommandations du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme ;

– considérant que les élections présidentielles dans la Fédération de Russie de mars 2024 constituent la deuxième fois consécutive que l'OSCE n'est pas en mesure d'observer les élections dans le pays après les élections parlementaires de 2021, à la suite de limitations importantes imposées par les autorités de la Fédération de Russie ;

– considérant que l'organisation d'élections par la puissance occupante dans des territoires occupés est contraire au droit international,

– réaffirme son engagement à défendre les principes démocratiques à tous les niveaux, en collaboration avec d'autres États et institutions ;

– regrette profondément la décision de la Fédération de Russie de ne pas inviter les observateurs de l'OSCE et de l'UE aux élections présidentielles de mars 2024 ;

– condamne la tenue d'élections illégales dans les territoires occupés ;

– condamne sans réserve la répression et l'intimidation brutales de l'opposition politique par le régime russe, qui se traduit par une absence de choix pour les électeurs.

(s.) Gusty Graas, François Bausch, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen, David Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Graas.

5. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut a mir fänken u mat der Interpellatioun vum Här Dan Biancalana iwwert d'Obesitéit an eiser Gesellschaft. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt. Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 10 an duerno d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Fred Keup, den Här François Bausch an den Här Gérard Schockmel. An elo huet den honorabelen Här Dan Biancalana als Auteur vun der Interpellatioun d'Wuert. Här Biancalana.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, virun enger gewëssener Zäit krut ech an enger Gemeng, déi mer méi no steet, eng Réckmeldung aus dem Service vun der Schoulmedezinn – eng Réckmeldung, déi mech beonrouegt huet.

Eng Infirmière an Assistante sociale huet mech drop opmierksam gemaach, datt d'Fettleibegkeet bei de Kanner ëmmer méi géif zouhuelen, e Constat vum Terrain an e Constat vum Terrain am aldeegleche Kontakt mat de Schoulkanner.

Ech hu mech dann e bëssen ëmfrot a séier gemierkt, datt dat elo kunn e bemessen ass, dee spezifesch fir eng Schoul oder fir eng Gemeng ass, mee datt et wuertwärtlech eng ongesond Entwécklung ass, déi am ganze Land an och an eisen Nopeschlänner ze beobachten ass. An dofir hunn ech och dann dës Initiativ geholl, dës Interpellatioun iwwert d'Obesitéit unzefroen, well et ass immens wichteg, dass mir deem entgéintsteieren.

Ze grouss sinn déi negativ Konsequenzen, déi d'Fettleibegkeet mat sech bréngt, a virun allem, well d'Obesitéit keng Fatalitéit ass, weeder fir deen Eenzelnen, deen dovunner beträff ass, nach fir d'Gesellschaft als e Ganzt.

Déi Suerge gi leider vum éischte Rapport iwwert d'Gesondheet vun de Kanner zu Lëtzebuerg, dee vum Observatoire national de la santé erschafft ginn ass an deem am Januar 2024 presentéiert a publizéiert gaut, ganz kloer confirméiert. Doraus geet ervir, datt d'Iwwergewicht an d'Obesitéit tëschent 2014 an 2022 vu 15 % op 22 % bei de Jongen an tëschent 11 % a 16 % bei de Meedercher an d'Luucht

gaange sinn. Aneschters ausgedréckt: Am Joer 2022 huet ongeféier ee Kand vu fënnf am Alter vun eelef bis zwielef Joer Iwwergewicht respektiv ass obèse. D'Auteur vum Rapport notéieren, datt den Taux méi héich ass wéi an eisen Nopeschlänner, an eisen dräi Nopeschlänner, an dat ass natierlech eppes, wat et eis als LSAP alarméiert.

Dat dote war elo just fir d'Kanner. Mee wann een d'Gesamtbevëlkerung kuckt, ass d'Situatioun net manner alarmant. An der sougenannter EHIS-Etüd – eng Etüd, déi op enger europäescher Reglementatioun baséiert an déi 2014 an 2019 duerchgefouert ginn ass – geet ervir, dass am Joer 2019 hei zu Lëtzebuerg 16,5 % vun der Populatioun als obèse agestuut goufen. Déi Kéier virdrun, 2014, waren et nach 15,6 %.

Am Joer 2025, also d'nächst Joer, soll déi nächst EHIS-Etüd gemaach ginn an do muss een natierlech fäerten, datt d'Evolutioun nach emol bestätegt gëtt.

Ech bleiwen nach e bësse bei den Zuelen, well och do ass et interessant, ze kucken, wéi d'Situatioun an eise Schoulen ass. Do loosse d'Zuelen, déi am Schouljoer 2021/2022 vun der Médecine scolaire gesammelt goufen, een dach erschrecken. Laut deene sinn iwwer 12 % vun de ronn 11.700 Lycéeschüler obèse.

An dofir och vläicht schonn direkt eng éischt Fro un d'Madamm Santésministesch: Ass d'Regierung sech dësem Problem bewusst? A wa jo: Wat kënne Moyene sinn, fir deem entgéintzewirken?

Ech hunn elo eng ganz Rei Zuelen hei ernimmt. Mee wann een de Problem vun der Obesitéit ugoe wëll, da muss ee sech och d'Fro stellen: Vu wéi engen Zuele schwätze mer eigentlech?

An den internationale Studien – a mir och emol selwer –, do gëtt et ganz oft vum Body-Mass-Index oder op Franséisch vum Indice de masse corporelle geschwat an deen och geholl, fir d'Obesitéit ze determinéieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dee besteet aus folgender Rechnung: d'Gewicht gedeelt duerch d'Gréisst am Quadrat. Eng ganz einfach Formel, déi och de Virdeel huet, dass ee se schnell an einfach rechnen kann. Mee et kann een awer dat Ganzt och vill méi nuancéiert kucken.

Dat mécht och d'Wëssenschaftlerin Hanène Samouda, déi spezialiséiert ass an der Recherche iwwert d'Obesitéit an déi hei zu Lëtzebuerg um Luxembourg Institute of Health, LIH, schafft. Am Kader an och am Virfeld vun dëser Interpellatioun hat si sech och Zäit geholl, fir sech mat mir iwwert déi dote Problematik ze ënnerhalen. A vun dëser Plaz soen ech och Merci fir déi Erkenntnisser, déi se engem ka mat op de Wee ginn.

Et ass esou, dass de Body-Mass-Index net méi aleng soll als Indicateur genotzt ginn, an ech wäert och elo méi drop agoen. A virun allem trëtt d'Madamm Hanène Samouda dofir an, datt een de Leit mat Fettleibegkeet net de Reproche maache soll an hinne just virschreiwe soll, si misste sech méi beweegen a manner iessen an da géif et jo schonn iergendwéi, iergendwa goen. Esou einfach ass et leider net!

Laut hire Recherchen ass de Problem natierlech vill méi déifgräifend an do gëtt et eng Rei Ursachen:

Eng Ursach ass déi geneetesche Predispositioun: Gradewéi et déi och gëtt fir Kriibs oder aner Krankheiten, gëtt et och geneetesche Predispositiounen, déi zur Obesitéit féiere kënnen. E Grond sinn zum Beispill Leit, déi en Defizit hu betreffend d'Produktioun vun dem Hormon, dat Leptin genannt gëtt. Dat ass en Hormon, dat engem d'Gefill gëtt, dass ee sat ass,

dass ee keen Honger méi huet. A bei verschiddene Leit gëtt et awer eng Resistenz géint dat Hormon, géint Leptin, wou also dann och en Dysfonctionnement stattfënnt op deem doten Niveau. An da kann een natierlech de Leit schlecht virwerfen, si hätten net genuch Wëllen, fir Regimm ze halen an ofzehuelen. Hei gëtt d'Gehier einfach kee Signal méi, dass ee sat ass.

Eng zweet Ursach ass awer och eise Metabolismus. Dee variéiert natierlech vun enger Persoun zu där anerer. An déi Energie, déi mer am Alldag verbrauchen, och ouni elo Sport ze maachen, mee déi Energie, déi eis vital Funktiounen brauchen, déi eise Kierper brauch, déi variéieren natierlech, an ech mengen, och dat ass e Volet, deen hei matspillt.

Ech mengen, Dir hutt unhand vun deenen zwee Beispiller do verstanen, op wat ech erauswëll. Et geet net duer, de Leit, déi fettleibeg sinn, déi obèse sinn, ze soen, si misste Regimm maachen a méi Sport dreien. Den individuelle Kierper mécht och villes aus an och dat muss een a Betruecht huelen.

Mee, Här President, dat ass net alles. Nieft den natierleche Charakteristike vu jidderengem spillt och d'Ëmfeld eng wichteg Roll. Dat liest een och aus der EHIS-Studie eraus, déi och schonn ufangs vu mir zitëiert gouf. An do fält op, datt d'Proportioun vun de Leit, déi obèse sinn, tendenziell e manner héije Schoulofschloss hunn. Esou louch den Undeel vu Leit mat Obesitéit, déi effektiv tëschent Guillemeten „nëmmen“ eng Basisschoulausbildung hunn, am Joer 2019 bei 22,8 % (veuillez lire: bei 28,1 %) – dat ass méi wéi all Fénneften – an deemno also och dätlech iwwert der Moyenne vun der Gesamtbevölkerung. Do läit den Taux 2019, an dat hat ech virdu gesot, bei 16,5 %, a gläichzäiteg fält dësen Taux erof op 9,9 %, wann een déi Leit erfaasst, déi en Niveau d'éducation avancé hunn. Dräi verschidden Zuelen, dräi verschide sozioekonomesch Situatiounen an och Situatiounen um Niveau vun der Ausbildung.

An och bei de Kanner mécht dat den Ënnerschied. Esou geet aus dem Rapport vum Observatoire national de la santé ervir, datt am Joer 2022, wéi gesot, 39 % vun de Kanner, déi aus Famillje kommen, déi keng finanziell Suergen hunn, deklaréiert hunn, dass se all Dag Friichten a Geméis iessen. Bei Kanner aus mannerbemëttelte Famillje sinn dat just 18 % vun de Kanner gewiescht. Also mol net all Fénneften. An och dat hei zu Lëtzebuerg, an deem räiche Lëtzebuerg, an deem mer liewen.

E puer Léisungsusätz: D'Aart a Weis, wéi ee sech ernäert, an domadder och indirekt d'Obesitéit, hunn och eng sozial an och eng finanziell Dimensioun. An dat ass e Punkt, deem mir als LSAP natierlech ganz sensibel géigeniwwer stinn. Dofir ass och d'Obesitéit fir eis als LSAP eng sozial Problematik a brauch och sozial Äntwerten a sozial Usätz. An dofir vläicht och meng Fro un eis zwee Ministeren, déi haut de Mëtten hei present sinn: Wat kënnen do Ärer Meenung no, wéi gesot, och Léisunge sinn, wann Der Iech och bewusst sidd, wat déi sozial Dimensioun deementsprechend ka sinn, a wéi kann een déi ugoen? Lokal gëtt et jo scho Léisungsusätzinitiativen wéi Foodsharing oder Frigo solidaire. Ech mengen, et kënnen Plaze sinn, wou Leit hi kënnen goen, ouni stigmatiséiert ze ginn a wou se natierlech och gesond Liewensmëttel gratis kënnen kréien. Dat si sënnavoll Initiativen, déi awer och gläichzäiteg der Verschwendung entgéintwieren. A si kënnen natierlech och Hëllef sinn, well se och net zum Stigma bäidroen, wou een dann op den Office social muss goen. Also och wann een net déi néideg finanziell Moyenen huet, soll ee kënnen Zougang zu gesonden Ernährungsprodukter hunn.

Här President, d'Obesitéit kann een natierlech net just nëmmen op de soziale Milieu reduzéieren. Do spillt nach eng weider Komponent eng wichteg Roll. Mir liewen an enger Welt, wou vill Liewensmëttel héich transforméiert ginn, wou se räch u Fetter an un Zocker sinn. Mir konsuméiere Produkter mat ze vill Kalorien, ongesonde Fetter an och mat ze vill Salz. Eng Consommation an ze héije Quantitéiten, déi kann och zur Ofhängegkeet féieren an de Marketing an d'Reklammen, deene mir dauernd ausgesat sinn an eiem Ëmfeld, déi hunn natierlech och en Impakt op eis Loscht, déi mer hunn, dës ongesond Produkter ze konsuméieren. Och hei muss also dann och d'Publicitéit besser encadréiert ginn, fir de Konsument, fir eis besser ze stäerken an och ze schützen.

A verschiddenen Haushalter, an dat hänkt och – mee net nëmmen – vum Akommes of, kommen nun emol vill esou Liewensmëttel op den Dësch. An dat ass natierlech zum Deel jo och novollzéibar, well se sinn dann oft méi bëlleg wéi gesond verschaffte Produkter oder Bioprodukter an et ass och méi einfach, se virzebereeden. Wat natierlech och ganz oft e staarkt Argument ass, dat och ugefouert gëtt an dat een och erlieft: Wann een dee ganzen Dag schaffen ass, ass et vläicht heiansdo méi einfach, aus Kommoditéit op eng Tifkulpizza zrëckzegräifen. Dat ass och nach kee Problem, wann et a Moosse bleift, mee wann et zur Reegelméissegkeet gëtt, zur Gewunnecht gëtt, all Dag, da kann dat d'Obesitéit féieren. Et ass also och, mengen ech, hei eng Fro vun der Hygiène alimentaire, déi hei och am Raum steet.

Et gëtt natierlech och Leit, déi eng geneetesche Predisposition fir d'Obesitéit hunn. Wa si an engem Milieu opwuessen, wou een haaptsächlech op industriell verschaffte Produkter zrëckgräift, dann ass natierlech och de Risiko ganz héich, dass déi Persounen iwwergewichteg wäerte ginn. D'Fuerscher schwätzen hei vun engem Environnement obésogène, mee et gëtt natierlech och Leit, déi effektiv bei dëse Predispositionen och Risiken ausgesat sinn. Mir müssen eis also bewusst sinn, dass eise Liewensmodus riskéiert, zu ëmmer méi schlëmme Fäll ze féieren, an ech mengen, jiddereen a sengem Ëmfeld huet oder kennt Leit, déi an esou Situatiounen sinn.

Besteënd Gesondheetsproblemer, déi bei eenzele Leit nach net opgefall sinn, riskéieren, sech dann also mam Iwwergewicht bemierkbar ze maachen. An och sougenannt gesondheetlech Facteuren, Komorbiditéiten, dat heescht eng Associatioun vun e puer Krankheeten, kënnen sech dann och entwëckelen.

A propos Krankheeten: D'Konsequenze vun der Obesitéit si grouss. D'Obesitéit ka schwéierwiegend gesondheetlech Risike mat sech bréngen, wéi Diabees, Häerzreeslafkrankungen an och souguer Kriibs.

Den Dokter Torsten Bohn vum Luxembourg Institute of Health huet nach rézent an engem Artikel am „Lëtzeburger Wort“ erkläert, datt laut de verschiddene Studien eleng de Blutthéichdruck bei Iwwergewicht dräimol méi heefeg ass wéi bei Persounen mat normalem Gewicht.

An Amerika gëtt mëttlerweil geschat, datt iwwer 40 % vun den Doudesfäll op en ze héije BMI zrëckzeféiere sinn, och wann een deen zwar kritesch kann hannerfroen. Mee dat bréngt natierlech och Käschte mat sech fir eis Gesellschaft a fir eise Gesondheetssystem eng zousätzlech Belaaschtung.

Laut dem Professor Bohn läit dee wirtschaftleche Schued hei am Land bei – dat ass eng Schätzung – ongeféier enger Milliard Euro pro Joer. Dat ass net nâischt, wann ee sech dat op der Zong zergoe léisst.

An den Trend weist also an déi falsch Richtung. Et ass, mengen ech, deemno am Interêt vun eis all als

Gesellschaft, d'Rudder ëmzerappen an do dergéint ze steieren. An dofir och d'Fro un eis zwee Ministeren, effektiv: Wéi kann een dat maachen, respektiv wat sinn Ärer Meenung no do och weider Usätz?

D'Zuelen an d'Ëmfeld sinn dat eent, mee net dat eenzegt. Et ass och d'Fro vum Stigma a wat dat fir déi Persounen bedeit, déi un Obesitéit leiden, ob et jonk Persounen sinn oder erwuesse Persounen. Well d'Fuerschung iwwert d'Obesitéit nach net esou bekannt ass wéi aner Fuerschungen an anere Felder, müssen d'Persounen, déi obèse sinn, net nëmme mat hirem Zoustand eens ginn, mee awer och mam Bléck vun deenen aneren, de Bléck, deen déi aner op si werfen, an d'Aart, wéi och déi aner mat hinnen ëmginn. Déck gëtt oft mat faul gläichgestallt an déi Betraffe ginn och ganz oft gehänselt.

Dës Situatioun vum sougenannte Bodyshaming hunn natierlech en Impakt op d'Santé mentale an och e kloren Impakt op d'Selbstwäertgefill. Ze faul, fir Sport ze maachen; ze faul, fir sech ze beweegen; ze faul, fir Regimm ze maachen; ze faul, fir sech gesond ze ernären; ze faul, fir sech selwer ze kachen, respektiv einfach net genuch Wëlle weisen. Dat ass awer nu wierklech ze kuerz gegräff, virun allem eebe bei deene Leit, déi eng geneetesche Predisposition hunn, oder bei Kanner, déi an engem Haushalt opwuessen, wou et eeben esou ass, datt et statt Waasser nëmme Limonad oder soss séiss Softdrinks ze drénke gëtt, an dës Kanner – mir wësse jo, wéi haart och Kanner ënner sech kënnen sinn – kréien dat dann och am Schoulhaff ze spieren oder deelweis an der Schoul oder an der Maison relais, well se effektiv dann net zur Norm gehéieren.

Här President, och virun dësem Hannergrond ass et wichtig, ze erkennen, datt d'Problematik vun der Fettleibegkeet villschichteg ass an een dës Problematik wéi eng Krankheet ugoe soll, déi een also behandle muss mat verschiddene Léisungsusätz, an datt et eeben, wéi gesot, net duergeet, Sport ze maachen a Regimm ze maachen, an da geet et vum selwen. An dofir wëlle mer och als LSAP e puer Léisungsvirschléi hei an d'Diskussioun bréngen.

Ech mengen, fir eis ass et wichtig, en Depistage ze maachen, eng Fréierkennung, well nëmme wann ee weess, wie potenziell vu Fettleibegkeet betraff ass, da kann een och handeln. An dofir, mengen ech, begrësse mir och als LSAP d'Konklusioun vum Rapport iwwert d'Schoulmedezinn, dee vun der viregter Gesondheetsministesch, der Paulette Lenert, an Optrag gi ginn ass a wou d'Resultater jo och viru gutt zwee Méint presentéiert goufen. Do handelt et sech jo ëm eng aner Approche vun der Médecine scolaire, déi effektiv dann eriwier wiesselt an eng Approche vu méi gesondheetleche Bilane bei Kanner, déi ongeféier bis zwielef Joer hunn, wéi dat do evoluéiert, wou net nëmmen nach just déi medezinnesch Examine gemaach ginn, mee wou och Gespréicher stattfannen iwwert de Liewensstil vun de Kanner an iwwert hir, mengen ech, gesondheetlech Gewunnechten, och deementspriedend doheim.

Dobäi ginn awer och Problematike wéi d'mental Gesondheet ugeschwat an och souguer d'Sexualitéit an a verschide Bilane geet souguer iwwer hir Onlineaktivitéite rieds. Esou eng Approche, dee Paradigmewissel ass natierlech vill méi zäitintensiv, mee en huet op alle Fall den Avantage, vill méi cibléiert op d'Kanner kënnen anzegoen an och esou problematesch Situatiounen kënnen ze detektéieren, wéi eeben Iwwergewicht an Obesitéit am jonken Alter. An op alle Fall sinn dat Akzenter, déi mer als LSAP ganz kloer ënnerstëtzen.

An dofir vläit dann och hei d'Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch, wéi si dat gesäit, wou si do nach weider Akzenter gesäit, déi ee kéint setzen.

Här President, e weidere wichtege Léisungsusaz ass natierlech de Sport. Och wann, wéi schonns gesot, de Problem vun enger Persoun, déi obèse ass, déi fettleibeg ass, also net ka just gereegelt ginn duerch Sport, dee vun uewen erof ordonéiert gëtt, ass et awer wichteg, sech sportlech ze betätigen.

Awer gradesou wichteg ass et, dass och natierlech de Sport e Facteur um Niveau vun der Preventioun gëtt. Do sinn an der Lescht jo och vill Efforte gemaach ginn, fir de Sport ze promovéieren, an dat begréisst mer och als LSAP.

An dat muss och konsequent weidergedriwwen ginn. Well leider huet awer och d'Pandemie eng sëllege Gewunnechte geännert mat der Konsequenz, dass sech ëmmer manner sportlech betätigt gëtt. An op eng Question parlementaire vu Januar 2023 huet den deemolege Sportsminister Georges Engel ugin, dass zu Lëtzebuerg 13 % vun de Leit duerch Pandemie ofgehele goufen, Sport ze bedreiwen. Dat ass manner wéi déi europäesch Moyenne, déi bei 18 % ass. A virun allem: 42 % hunn der ugin, dass se no der Pandemie manner Sport maache wéi virun der Pandemie.

Bei de Kanner ass deen dote Constat leider änlech. An dat geet och aus de Berichter iwwer d'Gesondheet vun de Kanner vum Observatoire national de la santé ervir. Während am Joer 2010 nach 68 % vun de Jonge véiermol d'Woch Sport gemaach hunn, waren et der 2022 nëmmen nach 57 %. Bei de Meedercher ass de Prozentsaz am selwechten Zäitraum vu 44 % op 36 % gefall.

Den Trend vu manner Sport no der Pandemie gëllt, wéi gesot, net just hei zu Lëtzebuerg. Eng däitsch Wëssenschaftlerin, d'Helena Ludwig-Walz, huet an enger rezenter Metastudie erausfonnt, dass Kanner tëschent aacht an zwielef Joer sech ëmmer manner beweegen an esou zu enger Risikogrupp ginn. An duerfir huet si am Fong 26 Etüden aus 14 Länner ënnert d'Lupp geholl mat der Schlussfolgerung, ech liese vir: „Da droht eine Generation heranzuwachsen, die wegen Bewegungsmangel von etlichen gesundheitlichen Folgeschäden betroffen sein könnte“, gëtt si an engem Artikel an der Press zitéiert, deen am Januar publizéiert gouf. An an hirer Konklusioun seet si ganz kloer, dass Aktivitéit wéi dobause Spillen, Schwammen oder Turne solle Bestanddeel vum Dagesoflaf vun de Kanner ginn, also sech beweegen, egal ënner wéi enger Form.

An ech denken och un de Programm „Gesond iessen – Méi beweegen“, dee vun 2018 bis nach 2025 leeft. Aus dem Koalitiounsaccord geet ervir, dass dëse Programm soll evaluéiert an adaptéiert ginn. Dat ënnerstëtzt mir och als LSAP ganz gären, well mat dësem Programm ginn eng equilibréiert Alimentatioun an eng reegelméisseg Aktivitéit promovéiert. An dozou gehéieren natierlech och d'Mesuren, fir d'Elteren ze sensibiliséieren, an och nach d'Implantatioun vu Systemer wéi den Nutri-Score. Ech mengen, och déi mussen an deem Kader weidergedriwwen ginn.

Et ass an den Ae vun der LSAP deemno Zäit, eng nächst Editioun vu „Gesond iessen – Méi beweegen“ ze preparéieren, awer och mat den néidegen Ambitiounen. An, ech mengen, do kéint ee sech och ganz kloer eng allgemeng Ernährungsstrategie ginn, déi iwwergeuerdent eng ganz Rei Akzenter och ka setzen.

Well mir kënnen als LSAP d'Konklusiounen vun der Fuerscherin Ludwig-Walz nëmmen ënnerstëtzen. Mir haten an eisem Walprogramm als LSAP stoen, dass mer eis derfir géifen setzen, dass physisch Aktivitéit am Alldag vun de Kanner soll an der Schoul agefouert ginn an dass Kanner all Dag och eebe Sport sollen hunn. Turnen, ech mengen, dat soll am Programm

kënnen och deementspriedend stoen, mee generell sech beweegen, egal ënner wéi enger Form, bleift deemno wichteg.

An dofir dann och hei d'Fro un de Sportsminister, wéi eng zousätzlech weider Akzenter en nach gedenkt, an deenen nächste Joren ze huelen, nieft deenen, déi ech elo grad gesot hunn.

Mir begréissten awer och als LSAP, dass de Sportsminister an der zoustänneger Chamberskommissioun deklaréiert huet, dass hie favorabel ass, fir spezialiséiert Sportsensegnanten am Fundamental anzeféieren. Émsou méi enttäuscht ware mer natierlech iwwer seng Äntwert op d'Question parlementaire vum Francine Closener. Doranner schreift Der, dass d'Afféierung vu Sportsensegnanten am Fundamental net am Regierungsaccord virgesinn ass. Bon, Här Sportsminister, Är mëndlech Ausso huet eis ganz gutt gefall an et wär natierlech ze hoffen, dass déi doten Ouverture deementspriedend och bleift. Mee duerfir d'Fro, wéi effektiv Är Meenung nach emol dozou ass.

Wichteg ass et, un all Alterskategorie ze denken, mee selbstverständlech sinn hei d'Schoulkanner aus dem Fundamental e wichtege Public. An dee Public, mengen ech, un dee komme mer engersäits duerch d'Schoul, mee awer och an de Maison-relais, an de Services d'éducation et d'accueil. An do muss een natierlech och feststellen, dass an de Gemengen och vill Efforten an déi Richtung gemaach ginn, och wann natierlech nach Loft no uewen ass, wat d'physisch Aktivitéit vun de Kanner ubelaangt. An, ech mengen, do gëtt et jo eng ganz Rei och lokal Initiativen, déi a verschiddene Gemengen an déi richteg Richtung geholl goufen.

An deem Sënn ass natierlech och e weidere wichtege Punkt, dass en equilibréiert, gesond Iessen an de Kantinnen ugebuede gëtt. An deem Sënn begréisst mer als LSAP, dass am Koalitiounsprogramm och soll analyséiert ginn, ob spezialiséiert Personal de Gemengen an de SEAs kann zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Entwécklung och vum Sport virunzedreiwen. Wann do de Schrëtt an déi richteg Richtung ënnerholl gëtt, si mir och ganz gäre prett, eng Hand mat unzepaken. Ech mengen, wichteg ass och deen Aspekt vun de lokale Sportscoordinateuren an de Gemengen, déi och do kënnen effektiv agestellt ginn. Och dat eng Initiativ, déi een onbedéngt soll weiderdreiwen.

Dofir awer och den Appell, de Projet vun der viregter Regierung vun de Maisons sport-santé och ëmzesetzen. Dës hunn d'Zil, e gesunde Liewensmodus a physisch Aktivitéiten um lokale Plang ze promovéieren. Et ass deemno genau dat Richteg, fir Preventioun hei géint d'Obesitéit ze maachen. An op eng rezent Question parlementaire vum Mars Di Bartolomeo a Paulette Lenert huet d'Madamm Santésministesch geäntwert, dass Reflexiounen an Diskussiounen amgaange sinn.

Ech erlabe mer also och, vun dëser Plaz aus nach eng Kéier nozefroen, wou de Projet drun ass, wat déi lescht Iwwerleeungen, déi lescht Evolutiounen sinn. Ech mengen, et ass eng Fuerderung vun der LSAP, dass dëse Projet soll ëmgesat ginn am Sënn vun der allgemenger Gesondheet vun der Bevëlkerung. A mir sinn och natierlech dobäi ganz gäre prett, Iech ze ënnerstëtzen, och um lokale Plang, souwuel d'Santésministesch wéi och de Sportsminister.

Wat awer nach an eisen Ae feelt, ass d'Koordinatioun vun all deene verschiddene Mesuren, spréich eng richteg Strategie, fir géint d'Obesitéit virzegoen. Déi kéint der LSAP no en dediéierte Fokus kréien am Kader vum Plan national santé. An dofir deposéieren ech follgend Motioun, déi d'Regierung invitéiert, eng global Ernährungsstrategie och auszeschaffen am Kader vum Plan national santé.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que selon l'étude EHIS (European Health Interview Survey) de 2019, le taux d'obésité au sein de la population au Luxembourg est de 16,5 % ;

– constatant que selon le rapport sur la santé des enfants au Luxembourg de l'Observatoire de la santé publié en janvier 2024 le surpoids et l'obésité ont augmenté de 15 % à 22 % chez les garçons et de 11 % à 16 % chez les filles entre 2014 et 2019 (catégorie d'âge 11 à 12 ans) ;

– constatant que l'obésité est un précurseur d'autres maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardio-vasculaires et certains types de cancers ;

– constatant que l'obésité est une maladie chronique multifactorielle ;

– constatant que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) recommande la mise en place d'une taxation des boissons sucrées afin de diminuer les risques associés de surpoids et d'obésité ;

– constatant que de plus en plus de pays membres de l'OMS mettent en place une taxe sur les boissons sucrées, dont la France, la Belgique ou encore la Grande-Bretagne,

invite le Gouvernement

– à élaborer et mettre en œuvre une stratégie globale relative à l'alimentation afin de prévenir l'évolution de l'obésité et de l'ancrer dans le Plan national santé ;

– à étudier les différents modèles de mesures fiscales mis en place dans les pays de l'Union européenne relatives aux aliments dépassant un certain seuil en sucre, sel ou graisse ;

– à évaluer l'opportunité de la mise en place d'une mesure spécifique relative aux aliments dépassant un certain seuil en sucre, sel ou graisse au Luxembourg et à se concerter en vue d'une approche commune à échelle européenne.

(s.) Dan Biancalana.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Wannech-gelift, Här President.

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg déi Chance, dass mer och deementspriedend eng Expertis op der Plaz hunn. An do kënnen mir natierlech och déi Expertis mat abezéien, notament dann de Luxembourg Institute of Health. Mir hunn natierlech och d'Clinique de l'obésité. D'Patienten kënnen do vun enger multidisziplinärer Ekip encadréiert ginn, vun Endokrinologen, Dieteticienne, Psychiateren, Psychologen an och spezialiséierte Chirurgen.

An dann hat déi deemoleg Santésministesch Paulette Lenert op eng parlamentaresch Fro am Juni 2023 erklärt, dass zwee Projekte vu Kompetenzreseauen a Saachen Obesitéit amgaange sinn, opgebaut ze ginn, ee fir Kanner a Jugendlecher an ee fir Erwuessener.

An dofir och nach eng Kéier hei d'Fro: Wou sinn déi Projeten drun? Ech mengen, mir hunn eng gewëssen Expertis, op déi ee kann zrëckgräifen, fir dass déi kënnen och Realitéit ginn, fir dass och d'Acteuren an déi selwecht Richtung kënnen zéien.

An an deem Zesammenhang ass natierlech ee wichtege Aspekt d'Sensibiliséierung. Si ass eis als LSAP ganz wichteg. Mir mussen déi ganz Populatioun errechen, net just d'Dokteren an d'Gesondheitspersonal, mee och d'Léierpersonal, d'edukatiivt Personal, mee virun allem och d'Elteren an d'Kanner, fir engersäits op d'Geforen hinzewiesen, déi vun engem

exzessiven Iwwergewicht ausginn, an anerersäits fir dem Stigma och entgéintzewierken.

Här President, e weidere Sujet, deen eis als LSAP um Härz läit: Vu den Afloss vun eisen Iessgewunnechten op d'Obesitéit musse mer eis Gedanke maachen, och do ze intervenéieren. An dat kënne mir zumindest op verschiddene punktuellen Thematiken. Ech denken do méi spezifesch u Produits mat iwwerméisseg vill Zocker, Salz an och Fetter.

Wéi den Zoufall et wëll, huet net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Patienteverriedung e Pressecommuniqué gemaach, wou si eng Zockertax fuerderen.

Mir wëssen, a Länner wéi Frankräich, do gëtt et schonn esou eng, déi ass 2013 agefouert ginn. Déi gëtt an engem fixe Montant gehandelt effektiv an och taxéiert (veuillez lire: Déi gouf am Ufank mat engem fixe Montant besteiert).

Ech mengen, och wann et eng Rei Fuerschungsprojete gëtt, fir natierlech och den Impakt vun dëser Tax ze analyséieren, mierkt een awer, dass och a verschiddenen anere Länner, wou se agefouert gouf, notamment och an England, natierlech och deementsprechend do den Zockergehalt ofgehall huet an natierlech och de Karies bei Kanner.

D'Madamm Gesondheitsministesch huet am „Lëtzeburger Wort“ d'lescht Woch gesot, dass keng Zockertax am Koalitiounsaccord virgesinn ass, mee eis geet et net drëms, elo hei dee franséischen oder brittesche Modell eent zu eent ze iwwerhuelen, well do gëtt et verschidde Modeller, mee et ass, mengen ech, eng Iwwerleeung wäert. Et soll een déi Iwwerleeung féieren, déi Diskussioun féieren, d'Opportunitéit préiwen, ob generell eng Besteuerung vun ongesonde Produkter Sënn mécht, wéi gesot, Zocker, Salz an eeben och deementsprechend Fetter, an natierlech och dat an Zesummenhang mam Finanzminister préiwen. An dorop sinn ech och an der Motioun agaangen, déi ech virdrun deposéiert hunn.

Als Konkusioun vu menger Interpellatioun wëll ech also nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen – ech mengen, d'Zuelen a punkto Obesitéit, déi leie vir –: D'Obesitéit ass an d'Luucht gaangen, mee d'Obesitéit ass keng Fatalitéit, weeder fir deen Einzelnen nach fir eis als Gesellschaft. Mir mussen d'Aen opmaachen an net virum Problem eweckucken. Mir mussen eis natierlech och déi néideg Moyene ginn an déi si villschichteg, fir dës Problematik unzegoen a fir och unzekommen. An et fänkt domadder un, dass mer eis richtig bewusst ginn, dass d'Fettleibegheet, dass d'Obesitéit net just eng oder zwou, mee ganz multipel Ursachen huet. Déi kënne kierperlech sinn, hänken awer och staark vum Ëmfeld vu jidderengem of, awer och vu sozialen a finanziellen Aspekter a vun den Iessgewunnechten iwwer d'Education, wéi gesot, bis zur finanzieller Situatioun vum Stot an natierlech der Liewensmittelindustrie. Och déi, mengen ech, huet do hire Rôle ze spillen, well déi och natierlech dauernd probéiert, eis Loscht op hir ultraséiss an ultratransforméiert Produkter ze maachen. Och si spillt hei eng entscheidend Roll mat. Et ass also eng Bandbreit vu méiglechen Ursachen a wichteg, eis déi Moyenen ze ginn, fir d'Obesitéit an hirer Gesamtheit ze bekämpfen.

An dofir fuerdere mir natierlech, dass eng Strategie ausgeschaf gëtt am Kader vum Nationale Plang vun der Santé. Mir kënnen d'Aen net verschléissen. Et sinn individuell Problemer, natierlech och individuell Situatiounen, mat deenen déi Concernéiert och deementsprechend beträff sinn. Mir kënnen a sollen do de Kapp net an de Sand stiechen, well hei geet et ëm d'Gesondheet an ëm d'Wuelbefanne vun engem Deel vun eiser Gesellschaft; engem

Deel vun eiser Gesellschaft, dee par rapport zu där Problematik ëmmer méi konfrontéiert gëtt an deen natierlech engersäits physeschen an och psychologisch drënner leit. Ech mengen, dofir ass et wichteg, dass mer dat zesummen upaken. An – kloer! –, et ass nach Zäit, dës Tendenz entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen ageschriwwen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Land geet et gutt, awer net jiddwerengem, an dorunner wëlle mir schaffen, well et ass net gesond fir eist Land a virun allem fir d'Leit, wa vill vun eis ëmmer méi schwéier ginn. Mäi Virriedner huet schonn e puer Zuele genannt. Ech wëll der nach eng Kéier e puer widderhuelen, fir d'Wichtigkeet ze ënnersträichen: Een Drëttel vun eiser Populatioun huet Iwwergewicht, mat engem BMI vun iwwer 25. Dovunner ass d'Hallschent obèse, dat heescht, extreemt iwwergewicht mat engem BMI iwwer 30. Bei de Kanner – mir hunn et héieren – ass d'Situatioun och scho schlëmm, mat am Primaire 10 % vun de Kanner, déi iwwergewichteg sinn; am Alter vun eelef bis zwielef Joer souguer e Fenneftel.

Dat weist, dass de Problem scho bei de Kanner present ass an zouhëlt mam Alter. D'Konsequenze fir dës Leit an och fir eise Gesondheitssystem sinn net ze ënnerschätzen. Mir hunn et elo just héieren: Häerz-kreeslafkrankheeten, Diabeetes vum Typ 2, natierlech ginn och d'Gelenker belastscht bei de schwéiere Leit, an da sinn déi psychesch Konsequenzen net ze ënnerschätzen. Manner Selbstbewusstseien drécken d'Stëmmung bis hin zu Depressiounen.

Dat Ganzt gëtt verschlémmert duerch Mobbing vun de Matmënschen. Ech mengen, et gëtt genuch Schüler, déi all Dag domat kämpfen, virun allem bei Sport a Schwammaktivitéiten. Et ass wichteg, dass dës Krankheet diagnostizéiert gëtt, fir de Leit effikass ze hëllefen an de Gesondheitssystem ze entlaaschten. Doniewent muss iwwert de Problem opgekläert ginn, fir ze sensibiliséieren an och all Form vu Stigmatisatioun an der Gesellschaft ze verhënnern.

Wat sinn d'Ursache vum der Obesitéit? Déi einfach Rechnung, dass een Iwwergewicht kritt, wann ee méi Energie zou sech hält, wéi ee verbraucht, ass nëmme een Deel vun der Erklärung.

Ech mengen, den Här Biancalana huet et gesot: Et gëtt eng geneetesche Komponent. Studien hu gewise bei Zwillingen, déi an zwee ënnerschiddlechen Ëmfelder opgewuess sinn, dass et eng geneetesche Veranlagung beim Iwwergewicht ka ginn. Da gëtt et eng familiär Komponent an dat fänkt schonn an der Schwangerschaft un. Eng ongesond Ernährung duerch ze vill Zocker ka scho beim ongebuere Kand zu engem Desequilibrium vun der Versuergung an domat zu hormonelle Verännerunge méi spéit am Liewe féieren.

Weiderhi spillt et natierlech eng Roll, wéi een doheem éisst, wat een doheem éisst, an och wéi gekacht gëtt, wat d'Aktivitéit vun der Famill sinn. Dat kann een och als Sozialverierung beschreiwen.

De Beweegungsmangel spillt eng weider grouss Roll, well all Kalorien, déi een zou sech hält, mussen och erëm verbrannt ginn. Eise Liewensstil an och eis Aarbechte féieren haut derzou, dass mir vill Zäit am

Sëtze verbréngen an eis weineg beweegen. Ouni Beweegung geet eng Energieopnam vun 1.600 Kilokalorien duer. Fir eng Persoun um Bau oder och bei ville vu menge Berufskolleegen ass de Verbrauch schonn éischer bei 3.000 Kilokalorien.

Da spillt d'Ëmwelt eng grouss Roll. Alles ass nach net gewosst an deem Beräich, mee d'Presenz vu Weichmacher, Phtalater zum Beispill, mee och Hormoner an och Residue vu Planzeschutzmittelen an eisem Waasser respektiv eiser Ëmwelt beaflossen d'Fettalagerung a sinn eng Ursach fir d'Verschäerfung vum Problem.

Verschidden hormonell Krankheeten, wéi Dysfunktionementer vun der Schilddrüs, souwéi d'Anhuere vu Medikamenter kënnen och zum Iwwergewicht féieren. An dann déi mental Gesondheet – mir hunn et schonn héieren: Füllt ee sech net gutt, huet ee Schlofstéierungen, huet ee vill Stress, geet de Risiko fir d'Iwwergewicht an d'Luucht.

Net ze ënnerschätzen ass déi sozioekonomesch Situatioun vun de Leit. Studie beweisen, dass d'sozialt Ëmfeld e groussen Afloss huet, wéi een éisst, wat zoubereet gëtt. Och den Zougang zur Präventionsmedezinn, zum Sport hunn en Afloss.

An den USA hu Studie confirméiert, dass et en Zesammenhang zwëschen der Postleitzuel an der Obesitéit gëtt. Dat heescht: So mer, wou s de wunns, an ech soen, wéi schwéier s de bass! D'selwecht weist eis jo de Rapport iwwer d'Gesondheet vun de Kanner, dass et een Zesammenhang gëtt mat dem Akommes vun de Famillen. Huet d'Famill méi een héicht Akommes, ass de Risiko respektiv d'Unzuel u Kanner mat Iwwergewicht méi kleng.

Mir gesinn also, dass d'Obesitéit multifaktoriell Ursachen huet. Dofir ass et wichteg, emol eng fréi Diagnos vum Iwwergewicht ze maachen. Hei soll een op dräi Niveauen usetzen. Mir hu gesinn, dass d'Schwangerschaft eng weesentlech Roll spillt. Eng gutt Schwangerschaftsbegleitung ass deemno wichteg, fir de Risiko beim Neigebuereenen erofzesetzen.

Duerno spillt d'Schoulmedezinn eng Roll, a mir hunn et héieren: Mir hunn och virun engem Mount an der Kommissioun schonn iwwer d'Schoulmedezinn geschwat. Physeschen a mental Problemer bei de Kanner musse fréi diagnostizéiert ginn, an duerno muss eng Begleitung séchergestallt ginn iwwert e gudden Austausch tëschent dem Schouldokter, der Famill an och dem Personal an der Schoul, fir hei preventiv ze handelen. Bei der Obesitéit kann esou fréi agegraff ginn a gehandelt ginn, dat, fir ze verhënnern, dass déi Kanner hiert ganz Liewe laang un de Follge musse leiden.

Bei den Erwuessene féiert d'Diagnos dann iwwert de Generalist. Déi zentral Roll vum Hausdokter ass hei immens wichteg. Hie kennt oft déi perséinlech Situatioun vum dem Patient, awer och déi aner Membere vun der Famill souwéi déi verschidde Generatiounen. Dat erlaabt, e vill bessert Bild ze kréien, bei dëser multifaktorieller Krankheet. Dobäi kënnt, dass d'Patienten hirem Hausdokter vertrauen, wat immens wichteg ass hei an dësem Fall. Aus där Ursach ass och d'Stärkung vum Generalist als zentralen Usprechpartner fir d'Leit, wéi mir se am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, absolutt ze begreifen an ze ënnerstëtzen.

D'Ursache si multifaktoriell, mir hunn et gesinn. Mir kënnen net op alles awierken, mee och d'Konsequenze respektiv d'Therapië sinn nach net all bekannt, mee mir hunn awer e puer Niveauen, op déi mer kënnen awierken. Dat sinn: d'Santé mentale, d'Ernährung, d'Beweegung an och eng gesond Ëmwelt. Alles hänkt zesummen. Et brauch hei eng global Approche.

Op EU-Niveau gëtt mam Konzept vum One Health, awer och mat der Approche Health in All Policies jo probéiert, dohinner ze sensibiliséieren an ze legifereieren. Och zu Lëtzebuerg gëtt et Initiative wéi de GIMB, dee genannt ginn ass. Ech wëll awer virun allem op déi zwee Beräicher Ernährung a Beweegung agoen.

An enger Gesellschaft, an där déi deeglech Beweegung eng ëmmer manner grouss Roll spillt, ass et wichteg, an allen Alterskategorien ze sensibiliséieren an och do de Sport op allen Niveauen ze ënnerstëtzen. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir d'Beweegung erëm mussen an eisen deegleche Liewensoflaf mat erabréngen. D'Ëmdeken an d'Schafe vun Infrastrukture bei der Mobilité douce, sief et duerch Tréppelweeër, awer och Vélosweeër, kommen der Gesondheet zegutt. Sinn eis Elteren nach Kilomeeteren zu Fouss an d'Schoul gaangen, ginn haut dacks scho Weeër vun 100 Meter motoriséiert zréckgeluecht. Ech fannen, dass déi Initiativ vun de Pedibusser a verschiddene Gemengen, wou d'Kanner ze Fouss ofgeholl ginn, weider muss entwéckelt a personell ënnerstëtzt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Boonen (CSV) | Dann, wa mer um Niveau vun de Gemenge sinn – a mä Virriedner huet et scho gesot –, wëll ech d'Initiativ vum Coordinateur sportif nennen, deem zur Hallschent vum Sportsministère finanzéiert gëtt. Dës Persoun hëlleft, sportlech Aktivitéite fir all Bierger an der Gemeng ze organiséieren, a sensibiliséiert an de Schoulen och ganz fréi op verschidde Sportsarten. Leider gëtt et eréischt néng där Coordinateurs sportifs; eng Initiativ, déi also sollt weiderentwéckelt ginn.

Wéi schonns erwänt, ass eng gesond an equilibréiert Ernährung dee wichtigsten an effikassen Usazpunkt, deem am Moment medezinnesch conseil- léiert gëtt bei de meeschte Fäll vun Obesitéit.

Wéi huet eis Ernährung sech an de leschte Joerzénge verännert? Sinn nach viru 50 Joer virun allem saisonal a souwisou regional Liewensmëttel preparéiert a giess ginn, meeschtens selwer doheim am Gaart ugebaut – an och de Gaart maachen ass Beweegung –, sou huet dach d'Globaliséierung, de Frigo an d'Tifkulture derzou gefouert, dass een haut zu all Moment kann alles vun iwwerall iessen. Derbäi kënnt, dass d'Essen, oder op d'mannst d'Preparatioun, eng manner wichteg Roll spillt a vill an der Restauration respektiv fäerdeg preparéiert Liewensmëttel a Menüer haut zou sech geholl ginn.

D'Veaarbechtungsindustrie ass der Demande nokomm an offréiert haut déi „ultra-processed foods“; Liewensmëttel, wéi den Numm et seet, déi vill verschafft sinn a wou eng sëllegen Zousatzstoffe, dorënner Zocker, Fett a soss Produkter, déi de Goût an den Appetitt solle verstärken, dra verschafft sinn. An dat férdert natierlech d'Iwwergewicht.

Fir deem entgéintzewierken, brauche mir eng Ernährungs- a Gesondheetspolitik, déi opkläert, wat an de Liewensmëttel dran ass, déi sensibiliséiert a virweist, wéi ee sech gesond ernäert, eng lokal Produktioun an den direkte Wee vun Produzent bei de Konsument, an dann och verschidde Reegelen.

D'Zockersteuer ass hei thematiséiert ginn. Et ass wichteg, d'Wirkung an och d'Konsequenze vun esou enger Steuer gutt ofzeschätzen a sech kengen Optiounen ze verschléissen. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mat weineg Veraarbechtungsindustrie, hu mir weineg Marge de manoeuvre. Mir erreechen d'Industrie net. A wa mir beim Produkt usetzen, ginn d'Liewensmëttel méi deier an de Konsument riskéiert, seng Liewensmëttel am noen Ausland ze besueren

oder awer op bëlleg Liewensmëttel zréckzegräifen. Dänemark huet aus deem Grond d'Steier erëm ofgeschafft. Mir fannen et aus deem Grond als CSV wichteg, hei op europäischem Plang unzesetzen, fir Erfolleg ze hunn.

D'selwecht géif eng gemeinsam europäesch Reegelung zum Zockergehalt a verschiddene virpreparéierte Liewensmëttel Sënn maachen: Zocker reduzéieren, als Zousatzstoff auszechnen an och parallel net erlaben, en duerch Séissungsmëttel ze ersetzen. Déi gemeinsam Virgeeënweis am Marché commun féiert derzou, dass d'Veaarbechtungsindustrie motivéiert gëtt, an d'Recherche ze investéieren an den Zocker ze reduzéieren respektiv Alternativen ze proposéieren. Et gëtt Initiativen, fir den Zocker opzeblosen, deem dann dee selwechte Séissungseffekt huet mat mander Kalorien, oder duerch Allulose ze ersetzen. Jee, do ass dann d'Industrie gefuerdert, fir Alternativen ze bréngen.

Eng weider wichteg Komponent – a mir hunn et och schonn héieren – ass d'Opklärung an d'Sensibiliséierung: d'Sensibiliséierung doheim, an de Crèche, an de Schoulen, an de Maison-relais iwwert d'Produktioun vun eise Liewensmëttel, an och eng gesond a fréch Zoubereedung.

Eis Ernährungspyramid weist kloer, wéi eng Liewensmëttel mir majoritär sollen zou eis huelen. Déi net verschaffte Liewensmëttel – Gromper, Geméis ... – si verfügbar, dacks souguer méi präiswäert a kënnen zoubereet ginn zu Menüer, déi gesond sinn an och gutt schmaachen. Et brauch definitiv keen Zocker als Geschmacksverstärker. Gesond liewen a Genoss erliewen, ass kee Widdersproch.

Eng Initiativ, déi ech hei wëll nennen ass d'École du Goût zu Branebuerg. Dës Initiativ erlaabt et de Schüler, ze léieren, wou d'Liewensmëttel hierkommen a wéi ee se gutt zoubereede kann.

Zum Schluss wëilt ech awer och op d'Vernetzung vun der Produktioun, Veraarbechtung a Consumatioun kommen. Wa mir eng gutt Gesondheet an enger gudder Ëmwelt zsummefféieren, da muss mir de Konsument erëm un d'Grundnahrungsmëttel an och un de Produzent eruféieren. An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg sollt dat méiglech sinn.

Schoukantinnen a Restauration collective zum Beispill: Hei gi vill Liewensmëttel verschafft an zoubereet. Wa mir derfir suergen, dass se regional a saisonal zoukaaft ginn an dann op der Plaz frësch gekacht ginn, da profitéieren d'Schüler vu gesonder Menüer.

Ech wëll zwee Beispiller hei nennen: De Projet Supply4Future vu Restopolis, deem de Produzent erlaabt, direkt Produkter an d'Restauration collective ze liwweren an doniewent de Projet vum Gemengesyndicat SICONA „Mir iesse regional, bio a fair!“. D'Zil vun deem Projet war et virun zéng Joer, gesond iessen an d'Maison-relais ze liwweren an eng regional Liewensmëttelproduktioun mat Ëmweltschutz ze ënnerstëtzen an dat ass gelongen.

D'Formatioun vun de Käch, fir eis lokal Liewensmëttel ze verschaffen, wa se am Bruttozustand sinn, oder och e ganzt Béischt, war en entscheidende Punkt an deem Projet. No an no ass e Lerneffekt do an 2023 si schonn iwwer 12.000 Menüer esou an deem Projet gekacht ginn. Dës Beispiller weisen, dass een eppes um Terrain erreche kann.

Fir ofzeschléissen, resüméieren ech: Mir brauchen eng Politik ouni Stigmatiséierung, eng Politik, déi de Leit d'Hand reecht, dat duerch: eng gutt Preventiounsmedezinn mat enger Stärkung vun der Médecine scolaire an der Médecine générale; eng

Ënnerstëtzung vun der deeglecher Beweegung; a parallel eng Ernährungspolitik, eng Ernährungsstrategie, déi d'Produktioun an d'Verschaffe vu gesonder Liewensmëttel an de Mëttelpunkt stellt; eng gutt Opklärung a Sensibiliséierung iwwer eis Liewensmëttel; eng gemeinsam Reglementéierung op EU-Niveau. A mat dëser Approche sinn ech zouversichtlech, dass mir den aktuellen Trend ëmgedrëit kréien an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft stäerken.

Ech wëll dann och an deem Sënn eng Motioun zesumme mat der DP hei deposéieren, déi déi dote Punkten nach eng Kéier widderhélt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant les résultats du Rapport sur la santé des enfants de l'Observatoire national de la santé qui stipule qu'à l'âge de 11-12 ans, le surpoids et l'obésité affectent un enfant sur cinq en 2022 au Luxembourg ;*

– *considérant les risques de santé publique liés à une augmentation du taux de personnes atteintes d'obésité ;*

– *considérant les recommandations de l'OMS afin d'éviter et d'endiguer le phénomène,*

invite le Gouvernement à

– *mener une politique sportive proactive visant à promouvoir l'importance d'une activité physique régulière à tout âge et contre toutes les pathologies, par*

- *la mise en place d'un programme de remise à l'activité physique et aux sports,*

- *le lancement de campagnes d'informations spécifiques,*

- *le soutien de projets de promotion de l'activité physique par le SCRIPT, le Service national de la jeunesse (SNJ), la Ligue des associations sportives de l'enseignement fondamental (LASEP) et la Ligue des associations sportives estudiantines luxembourgeoises (LASEL),*

- *le soutien des clubs sportifs dans le développement des programmes d'activité physique et de sports axés sur la promotion de la santé physique et mentale des participants de tous âges,*

- *le soutien des communes dans l'élaboration d'un concept de développement de l'activité physique et des sports au niveau communal ;*

– *mettre en place un système d'évaluation du bien-être des enfants à travers une réforme de la « médecine scolaire », axée sur la prévention et le dépistage précoce des risques de maladies ou problèmes psychiques ;*

– *promouvoir l'accès à des soins primaires de médecine axés sur la détection des signes précoces de surpoids ;*

– *analyser la faisabilité d'un système d'éducation à la santé s'étendant sur toute la scolarité en étroite collaboration avec les acteurs de la « nouvelle » médecine scolaire ;*

– *renforcer des initiatives, telles que « Bewegte Schule » ;*

– *encourager les structures de l'éducation non formelles à développer des programmes et projets promouvant l'activité physique chez les enfants ;*

– *évaluer le projet « Gesond iessen – Méi beweegen » (GIMB) ;*

– *promouvoir une politique alimentaire qui place la production et la transformation d'aliments sains au centre de ses préoccupations ;*

– *développer davantage le programme Food4Future et Supply4Future de Restopolis.*

(s.) Jeff Boonen, Nancy Arendt épouse Kemp, Carole Hartmann, Max Hengel, Mandy Minella, Nathalie Morgenthaler.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Essensbeschafung war an der Geschicht vun der Mënschheet nach ni esou einfach wéi haut. Am Supermarché fënnt een alles, wat ee wëll. Regaler voll mat Fleesch a Fësch, Kéis an Nuddelen, Tofu an Hülsenfrüchte souwéi Uebst a Geméis vun alle Kontinenten. Et muss ee mol net méi bis virun d'Dier goen, fir doheem de Frigo voll ze kréien. Haut kann een online säi Caddie fëllen a sech alles gemittelt heem liwwere loosse. De Kontrast ass deemno grouss zu den Zäite vun eise Virfaren, déi op d'Juegd hu musse goen oder dee ganzen Dag Nëss a Kraider gesammelt hunn, fir hoffentlech genuch an de Bauch ze kréien.

(Interruption)

Eis Gesellschaften kennen haut ee ganz anere Problem: Obesitéit. Dat huet och ganz kierzlech eng Etüd vun „The Lancet“ op en Neits betount. Dës Etüd no waren 2022 eng Milliard Leit fettleibeg. Dat ass all achte Mënsch. Während d'Ernährung op der Welt aktuell erofgeet – vun 828 Milliounen 2002 op 735 Milliounen 2022 –, hu sech d'Obesitéitsfäll bei den Erwuesenen zanter 1990 weltwäit verdubelt, bei de Kanner a Jugendleche souguer vervierfacht. A ganzer 43 % vun den Erwuesene sinn iwwergewichteg.

Obesitéit an Iwwergewicht ginn dowéinst vun der WHO als en akute Problem fir déi global effentlech Gesondheetssystemer ugesinn an och souguer als Epidemie bezechent. Net nëmme stelle se eng finanziell Belaaschtung vun 990 Milliounen US-Dollar (veuillez lire: vun 990 Milliarden US-Dollar) duer, se si virop eng extreem Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit. 2,8 Milliounen Mënsche stierwen am Joer duerch Fettleibegkeet oder Iwwergewicht.

An den Trend weist leider an déi falsch Richtung. Esou geet d'World Obesity Federation an engem Rapport vun 2023 dovunner aus, dass bis 2035 – an dat ass net méi laang – 51 % vun der Weltbevölkerung als adipös agestuft kéinte ginn.

Déi lescht Zuele fir Lëtzebuerg stame vun der European Health Survey 2019, déi 2022 publizéiert gouf, an aus där ervirgeet, dass 16,5 % vun den Erwuesenen zu Lëtzebuerg fettleibeg sinn. Dat ass eng Hausse vun 1 % par rapport zu 2014. 31,9 % vun eiser Bevëlkerung sinn iwwergewichteg. Dat ass ongeféier all Drëtten, an eng Hausse vu 7,6 Prozentpunkten. De weltwäiten negativen Trend ass also och zu Lëtzebuerg däreftlech ze verzechen an mécht ee séier a konsequent Agéieren onbedéngt néideg.

Mee wat versteet een ënner Adipositéit? A firwat ass et esou e grouse Problem? D'Adipositas – op Franséisch „obésité“ – ass eng chronesch Krankheet, déi sech duerch eng anormal Hausse u Kierperfett charakteriséiert. Gewéinlech gëtt fir d'Berechnung de BMI ermëttelt. A bei engem BMI vun 30 gëllt een als adipös. De BMI huet natierlech seng Schwächen, well e grondsätzlech nëmme d'Gewicht par rapport zur Kierpergréisst kuckt. Do kann et scho mol virkommen, dass Spëtzesportler, zum Beispill och e Gewichthiewer, déi eng grouss Kierpermass hunn, mee dovunner vill schwéier Muskelen, als iwwergewichteg gëllen, och wa se bal kee Fett hunn. Och d'Geschlecht an den Alter oder d'Fettverdeelung, also ob méi Fett ronderëm de Bauch oder zum Beispill d'Hëften ass, gëtt beim Body-Mass-Index net berücksichtegt. Mee trotz alle Schwächen wäert de

BMI viraussiichtlech weiderhin zum Asaz kommen, well et einfach keng besser Berechnungsformel gëtt, déi sech esou einfach am Alldag notze léisst.

Här President, Adipositas ass eng ganz eescht ze huelend Krankheet, déi vill Begleeterkrankungen mat sech brénge kann. Dozou gehéiere Rëckproblemer an Arthros an de Knéigelenker, Bluthéichdruck an Härerzkrankungen, Kriibs an Diabeetes Typ 2, fir just e puer Erkrankungen ze nennen. D'Liewenserwaardung vun Adipositaspatienten ass an der Reegel méi niddereg. Laut WHO sinn 13 % vun den Doudesfäll an Europa op Obesitéit zeréckzeféieren.

Wat genee sinn eigentlech d'Ursaachen vun Obesitéit? An der Gesellschaft herrscht nach ëmmer de Gedanken, et wier dach déi eeg Schold, wann ee staark bähält. Et hätt ee keng Disziplin, keng Willenskraaft oder et wier ee liddereg. Selbstverständlech ass et d'Reegel, dass een, wann ee vill ässt – virun allem och ongesond Liewensmëttel – a sech wéineg beweegt, bähält an och iwwergewichteg ka ginn. An d'Rezept fir en nohaltege Gewichtsverloscht ass eng gesond Ernährung a Bewegung. A ganz ville Fäll sinn ech der Iwwerzeugung, dass dës relativ einfach Formel vill bewierke kann.

Bei Obesitéit gëllt grondsätzlech dee selwechte Prinzip: ze vill Energie duerch Liewensmëttel, déi duerch mangelhaft Bewegung net verbraucht gëtt. Dës Energie wandelt sech a Fett ëm a gëtt an de Fettzelle gespäichert. Mee d'Ursaachen kënnen awer och vill méi komplex sinn. Eist soziaalt Ëmfeld, eis geneetesche Veranlagung a psychologesche Aspekter kënnen e staarken Afloss op d'Entwécklung vun Adipositas hunn. Stress, Iessstéierungen, Schloufmangel a Medikamenter kënnen weider méiglech Ursaachen sinn.

D'Covidpandemie huet net zu enger Verbesserung vun der Situatioun bäigedroen. Au contraire: Während verschidde Leit an der Isolation zwar duerch d'Zäit an d'Freed um Kachen oder um Sport maachen entdeckt hunn, huet et bei aneren zum Géigendeel gefouert. Vill Leit hu sech Suerge gemaach an haten Angschtzoustänn während der Pandemie. Déi mental Gesondheet huet gelidden. Do kënn et vir, dass een zum Troust op Alkohol oder sougenannte „comfort food“ zréckgräift, vun deem mir mengen, dass et eis glécklech mécht. Beides ass natierlech ganz schlecht fir eis Gesondheet.

Nach méi schlëmm ass et natierlech, wann ee sech nieft der schlechter Ernährung och kaum beweegt. D'Pandemie huet och op déi sportlech Aktivitéit vun de Leit en negativen Afloss gehat, virop bei de Kanner. D'Veräiner konnten e puer Méint hir Aktivitéiten net weiderféieren an d'Schoule waren zou. Wann een dann nach an engem klengen Appartement wunnt, mat wéineg Plaz, dann ass et net einfach, fir Sport an den Alldag eranzebréngen.

Slecht Gewunnechte sinn oft de Kär vu Gewichtsproblemer a wa se bis fest verankert sinn, da gëtt et ëmmer méi schwéier, fir se ze veränneren. Wéi bei villen aneren Erkrankungen muss dowéinst och bei Adipositas d'Preventioun eng Schlësselroll spillen. D'Promotioun vun engem gesonde Liewensstil an engem positiven Iessverhalen steet do un éischter Stell.

2006 gouf déi éischt Kéier den interministeriellen Aktionsplang „Gesond iessen – Méi bewegen“, kuerz GIMB, lancéiert, fir géint Obesitéit an de Bewegungsmangel an der Gesellschaft virzegoen, besonnesch bei Kanner a Jugendlechen. Den aktuellen Aktionsplang deckt den Zäitraum 2018 bis 2025 of.

Dës Instrument ass wichteg, well den European Health Survey 2019 festgestallt huet, dass 48,1 % vun de Lëtzebuerger ab 15 Joer net all Dag Geméis

an Uebst iessen. Dobäi si mir eis jo allegueren eens, dass Uebst a Geméis zu enger gesonder Ernährung onbedéngt derzougehéiere mussen. Gesond Ernährung ass net ëmmer einfach. Gesond Liewensmëttel sinn oft méi deier wéi déi ongesond. Stéit, déi finanziell méi schlecht gestallt sinn, tendéieren dowéinst wuel méi heefeg zu deem méi bëllegen, awer ongesonde Choix, wéi zum Beispill Färdegprodukten.

An och de Facteur Zäit spillt eng Roll. Déi gesondste Molzecht ass an der Reegel selwer gekacht mat frësch Zutat. Mee fir ze kachen, brauch een oft Zäit – Zäit, déi net jiddereen all Dag huet, virun allem wann een eng Stonn Aarbechtswee huet, nach Kanner ze versueren an e Stot ze schmälzen an Zäit fir Hobbye wëll hunn. Do kann et mol sinn, dass een tentéiert ass, sech eng Färdegpizza ze maachen. Wann dat ausnamsweis de Fall ass, ass dat net schlëmm. Wann et awer zur Gewunnecht gëtt, ass dat kloer e Problem.

Ech wëll elo net weider op den Impakt vun der finanzieller Situatioun a vum Zäitmangel op d'Gesondheet vun de Leit agoen. Dat wier eng aner Diskussioun, déi elo ze wäit geet a vum haitege Sujet vun der Fettleibegkeet ewechféiere gëif.

Ech wëll villméi vun de grouse Beméiungen schwätzen, déi an de leschte Jore gemaach goufen, fir all de Kanner, egal aus wéi enger sozialer Schicht se kommen, den Zougang zu gesondem Iessen ze vereinfachen an hir kierperlech Aktivitéit ze féieren. Net nëmme kënnen déi jonk méttlerweile gratis Uebst an de Schoule bereetgestallt, och d'Qualitéit vun de Kantinnen huet sech vill verbessert. D'Iessen ass méi gesond a villfälteg a soll an Zukunft nach méi aus lokalem a biologeschem Ubau kommen.

Och eng verbessert Oplklärung iwwer gesond Ernährung bleift wichteg. D'Mooss mécht zum Beispill oft den Ënnerschied. Ee klengt Stéck Kuch ass jo näischt Schlëmmes, mee wann all Dag zwee bis dräi Stécker dobäi sinn an dofir ni en Apel oder en anert Uebst, da fänkt de Problem un. An déi schéi faarweg Kellogg's-Këschten, déi féieren och net zu enger Besserung.

Am Kader vum GIMB goufen dowéinst verschidde Broschüren ausgeschafft, déi sech konkret mat der Ernährung vun de Kanner beschäftegen. Eng Broschür ass op Kanner am Alter vun 12 bis 36 Méint ausgeriicht, eng zweet op den Alter vun 3 bis 12 Joer. Dës Broschüre gi Rotschléi doriwwer, wéi eng gesond Molzecht opgebaut muss sinn, wéi eng Haaptelement derzou gehéieren, wéi grouss d'Quantitéit solle sinn a virun allem wéi ee seng Kanner motivéiert, verschidde Saachen ze schmaachen. All Mamm a Papp kennt d'Situatioun, wann e Kand partout refuséiert, eppes z'iessen. Do kann ee séier noginn an och eppes Ongesondes mol ginn, just fir dass et eppes ässt. Genee dat – an dat wësse mer och allegueren – muss mer awer evitéieren.

Ee wichtige Punkt ass dann och, dass e Kand Waasser drénke soll a manner Gezéckertes. Et klängt evident, mee et gëtt oft ënnerschat, wéi vill Zocker an engem Jus ka sinn, och wann dësen indiquéiert, dass keen Zousazzocker dran ass.

Här President, niewent der Ernährung ass d'Bewegung den zweete wichtige Pilier vun der Preventioun vun Iwwergewicht.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Och hei goufen am Kader vum GIMB Konzepter a Broschüren ausgeschafft, déi déi kierperlech Aktivitéit féieren, an dat souwuel bei de Kanner wéi bei den Erwuesenen. Grad bei de Kanner ass et wichteg, dass all déi verschidden Acteuren implizéiert ginn. D'Elteren,

déi nonformal Bildungsstrukturen an d'Schoulen, d'Sportveräiner, d'Politick an d'Fuerschung hunn all eng Roll ze spillen, fir d'Beweegung an déi sportlech Aktivitéit vun de Kanner ze verbesseren.

Meng Fraktiounscolleegin, d'Mandy Minella, huet de Moien nach eng Interpellatioun ugefrot, wou et ënner anerem ëm d'Fërderung vu Sport a Beweegung am Grondschoulalter geet a wéi eng Roll d'Grondschoul selwer, awer och d'Maison-relaisen, d'Veräiner an d'Gemege spille kënnen, fir méi Zäit a Raum fir sportlech an aner Aktivitéiten ze erméiglechen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech wëll op dëser Plaz nach kuerz op den „LTAD – Lëtzebuerg leeft Sport“ agoen, eng methodologesch Approche, déi sech un engem kanadesche Konzept inspiréiert. D'Zil ass et ënner anerem, dass d'Mënsche méi Freed u Beweegung a Sport solle fannen a vu Kandheet u vill verschidde motoresch Kompetenzen erlëieren. Dat bréngt eng gréisser Motivatioun a férdert nohalteg a laangfristeg en aktiivt Liewe vun de Kanner an Erwuessenen.

Kolleeginnen a Kolleegen, alldeeglech Beweegung ass d'Basis fir eng gutt Gesondheet. An et muss net komplizéiert sinn. D'Trapen huelen amplaz de Lift, de Vëlo amplaz den Auto: Vill Beweegung ka ganz einfach an den Alldag agebaut ginn, ouni grouss Ëmstellung.

D'Intensitéit an d'Dauer vun der körperlecher Aktivitéit variéieren och jee no Alter a souwuel d'Ausdauer wéi d'Kraaft sollen trainéiert ginn. D'Recommandatiounen sinn dohier un d'Besoinen vun de Kanner, Jugendlechen, Erwuessenen an eelere Leit ugepasst. Et gëtt och Recommendatiounen fir schwanger Fraen, dat ass e ganz pertinente Punkt. Eng Fra, déi op hir körperlech Gesondheet während der Schwangerschaft oppasst, gëtt hirem ongebuere Kint déi beschte Viraussetzung fir eng gesond Entwécklung vun Ufank u mat op de Wee.

An deem Kontext wëll ech och kuerz op d'Stëllzäit agoen. D'WHO recommendéiert als eng vun de Mesuren, fir den Adipositasrisiko ze miniméieren, dass Kanner zum Beispill an den éischte sechs Méint just mat Mammemëllech geniärt a bis zum zweete Liewensjoer parallel zur Beikost gestëllt solle ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'Wëssenschaft geet nämlech dovunner aus, dass eng positiv Korrelatioun besteet tëschent dem Allaitement vun de Kanner an engem geréngerem Adipositasrisiko. Obwuel d'Ausmooss vun deem positiven Effekt net ganz eendeiteg ze bestëmmen ass, ass awer allgemeng unerkannt, dass d'Mammemëllech déi beschte Nahrung fir Bëbeeën duerstelt a vill Virdeeler an der Entwécklung vun de Kanner huet.

Dohier gëtt et zanter 2006 national Aktiounspläng, déi d'Niern mat Mammemëllech an promouvéieren. Den aktuellen Aktiounsplang ass vun 2018 a leeft nach bis 2025. D'Promotioun vum Stëlle soll deemno virugedriwwen ginn, andeems zum Beispill am ëffentleche Raum och Strukture fir ze stëllen zur Verfügung gestallt ginn, d'Recht op d'Stëllen op der Aarbecht respektéiert gëtt an d'Mammen iwwert d'Virdeeler vum Stëlle fir hir Kanner sensibiliséiert ginn.

Niewent dem Sport an enger gudder Ernährung muss och déi mental Gesondheet matgeduecht ginn, wat d'Entwécklung vun Obesitéit betrëfft.

Iessstéierungen, zum Beispill de Binge-Eating-Syndrom, Stress a Schlofmangel kënnen Ursaache vun Obesitéit sinn a sinn heiansdo op psychesch Problemer vun de Leit zréckzuféieren.

Spéitstens no der Covidpandemie, déi jo och der mentaler Gesondheet vu ville Leit geschuet huet, huet dës wichtege Sujet endlech méi Opmerksamekritt. Am Regierungsprogramm ass dann och eng vun de gesondheetspolitesche Prioritéiten, den Accès zu psychescher Gesondheetsversuergung ze verbesseren. Dozou gehéiert ënner anerem d'Schafe vu regionale Konsultatiounszentren souwéi d'Valorisation vum Psychiaterberuff an d'Reglementation vum Beruff vum Psycholog.

Zur Fërderung vun der mentaler Gesondheet vu Leit, déi mat Iwwergewicht ze kämpfen hunn, gehéiert awer och, géint d'Stigmatiséierung vun dëse Leit virzegoen. D'Stigmatiséierung féiert zu enger negativer Gefüllslag, kann zu héijem emotionalem Stress an Depressiounen féieren, déi de Problem vum Iwwergewicht éischter nach verstärken a mat Sécherheet net op eng nohalteg Aart a Weis léisen.

Här President, déi wichteg Roll vum Hausdokter bei generelle gesondheetleche Problemer ass scho vu mengem Virriedner ugeschwat ginn. Wann e Patient awer schonn ënner Adipositas leit, dann ass et natierlech wichteg, dass och eng medezinnesch Prise en charge méiglech ass. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et am CHL d'Clinique de l'obésitéit an d'KannerKlinik, déi och Kanner mat Adipositas betreffen.

Wann e Patient en charge geholl gëtt, soll natierlech an enger éischter Phas gekuckt ginn, ob d'Ernährung an de Liewensstil kënnen ëmgestallt ginn. D'Ernährungsemstellung ass personaliséiert an huet dat laangfristeg Zil, e gesond Iessverhalten ze verankeren. Déi psychologesch Betreierung während der Behandlung ass integrale Bestanddeel vum Prozess, well d'Patienten eng nei Relatioun zum Iessen opbauen an nees léiere mussen, op Signaler vum Kierper ze lauschteren.

Insgesamt soll all Adipositasfall eenzel gekuckt ginn an d'Behandlungstherapie op déi individuell Situation vum Patient ugepasst ginn. Dës, well Obesitéit ganz ënnerschiddlech Grënn kann hunn an ënnerschiddlech Gesondheetsproblemer mat sech bréngen kann.

Déi personaliséiert Medezinn ass do e Stéchwuert. Am Koalitiounsaccord ass definéiert, dass d'personaliséiert Medezinn hei am Land virugedriwwen soll ginn. Dat kënn alle Patienten, dat heescht och deene mat Iwwergewicht, zegutt.

Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Méint hu verschidde Medikamenter vu sech schwätze gemaach, déi bal als Wonnermëttel fir Gewichtsverloscht duergestallt goufen. Dës goufen ursprénglech fir d'Behandlung vum Diabestes Typ 2 entwéckelt. Well se awer d'Gewicht reduzéieren, kruten ëmmer méi Leit mat Iwwergewicht se och verschriwwen.

Verschidde Länner, dorënner Däitschland, hunn esou Medikamenter fir d'Behandlung vun Adipositas offiziell zougeloung. Zu Lëtzebuerg ass dës nach net de Fall.

Bei Obesitéitpatienten, déi trotz diversen Efforten, vill Beweegung an enger Ernährungsemstellung awer net genuch ofhuelen, kéinten dës Medikamenter hir Behandlung verbesseren. Natierlech muss een d'Patienten sensibiliséieren, dass dës keng Wonnermëttel sinn. Et si Medikamenter, déi vun engem Dokter ënner ganz spezifesch Viraussetzung verschriwwen mussen ginn. An eng gesond Ernährung a Beweegung mussen ëmmer Deel vun der Behandlung bleiwen. D'Medikamenter ënnerstëtzen just de Prozess. Ausserdeem muss garantéiert sinn, dass d'Diabestespatienten am Fall vu Liwwerenkipp op kee Fall benodelegt ginn.

Här President, Obesitéit ass eng komplex Krankheet, déi vu ville Facteuren beaflosst gëtt an oft eng multidisziplinär Gesondheetsversuergung verlaangt. Allze oft geheet ee Leit mat Iwwergewicht an een Dëppen a gesäit d'Schold just bei hinne selwer. Obwuel ganz oft dat eegent Iessverhalten dem Problem zugrönn läit an een et mat professioneller Hëllef ënner Kontroll bréngen kann, ass eng Ernährungsemstellung a Beweegung eleng net ëmmer d'Léisung.

D'Gesellschaft muss dohier besser iwwert d'Komplexitéit vun Adipositas opgekläert ginn, fir der Stigmatiséierung en Enn ze setzen, déi d'Situatioun oft just verschlémmert. Den A an den O läit awer, wéi sou oft, bei der Preventioun. Gesond Ernährung a Beweegung, wëssen, wat een ësst a wéi vill, an als Elteren a Gesellschaft de Kanner e gutt Virbild sinn, kann eis bei der Bekämpfung vun Iwwergewicht an Adipositas méi wäit bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci der Madamm Hartmann. An da wier et elo um honorerabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, eise Land geet et net gutt a ville Leit geet et schlecht. Verschiddene geet et ganz schlecht, zum Beispill och deenen, déi ënner Fettleibegkeet – dat ass d'lëtzebuergesch Wuert fir Obesitéit – leiden.

Fir feststellen, ob een iwwergewichteg ass respektiv souguer da Fettleibegkeet huet, gëtt et de BMI. Doriwwer ass scho vill gesot ginn. Ech wëll och net alles widderhuelen, wat gesot ginn ass. Villes, wat hei gesot ginn ass, quasi alles, géif ech soen, ass richtig. A mir hu jo duerno nach eng Diskussioun iwwert d'Riedezäiten hei an der Chamber, an ech mengen, dass et net onbedéngt ubruecht ass, dass een och nach fir d'sechst Kéier hei alles widderhëlt, wat scho richtig Guddes gesot ginn ass. Duerfir maachen ech dat dann an da probéieren ech, dat elo mol iergendwéi hei méi schnell ze maachen.

Also de BMI ass natierlech deelweis unzweifelend. Ech wëll do e Beispill ginn, wat ech erzielt krut bei de Beruffspompjeeën hei. Do si Leit, déi falen duerch am Examen, fir Beruffspompjee ze ginn, well hire BMI ze héich ass. En ass awer net ze héich, well se ze vill – wéi soll ech soen? – iwwergewichteg sinn am Sënn vu Fett, mee en ass ze héich, well se ze vill duerchtrainéiert sinn an ze vill Muskelen hunn an duerfir eng Statur hunn, déi hinne e BMI gëtt, dee méi héich ass, a se duerfir et net packen. Do gesäit een, wéi heiansdo dee BMI och kann ugezweifelt ginn an deem Beispill.

Et ass gesot ginn iwwer all déi Zuelen, effektiv bei deene Jonken huet dann ee Fënnfettel Iwwergewicht, dat sinn déi Kanner am 6. Schouljoer. Soss hu mer hei am Land 16,5 % vu Leit, déi also wierklech ënner Fettleibegkeet leiden, mat all deenen negativen Konsequenzen, déi dat dann huet: Kreeslafproblemer, Bluthéichdruck, zockerkrank. An am Endeffekt wäerte ganz vill vun deenen iergendwann an hirem Liewe ganz grouss Schwierigkeeten doduerch kréien an och warscheinlech hiert Liewen dorunner da loossen.

Sou, wat kann een dann alles maachen? Oder wou runner läit dat? Och dozou ass hei scho viles gesot ginn. Et ass iwwert d'Lesse geschwat ginn. Ech war och laang Proff, ech hunn dat gesinn, Dir kennt déi Beispiller allegueren: An der Mëttesstonn eng grouss Tut Chips, déi bëlleget, an dann och nach zwou Béchse Monster dobäi – wann Der dat kennt –, dat ass och net dat allerbescht. An dann: An d'Kantin

gi mer net, well do gött et ze vill gesond an et ass och net gutt a wéi och ëmmer. Dat ass natierlech e grouss Problem. Et ass awer schwéier, dorop anzuwierken, an d'Kanner am Allgemengen hale sech och net gären un dat, wat se vun iergendengem erofgepriedegt kréien.

Ech mengen, eng ganz grouss Roll spillt do d'Eltertenhaus. A mir musse kucken, fir am Eltertenhaus dat richteg Beispill ze ginn, déi richteg Leitplanken do ze hunn, wou mer de Kanner weisen – an ech mengen, ech hu selwer Kanner, vill vun Iech hu Kanner –, wéi ee ka gesond kachen, wéi ee kann och vläicht souguer selwer déi Produkter herstellen.

Ech stelle leider haut fest, dass ganz vill Leit kee Geméisgaart méi doheem hunn. Ech stellen och leider fest, dass vill Kanner iwwerhaupt guer net méi wëssen, wéi d'Geméis wiisst. Wann een dann eng Primärschoul huet, wou dat gewise gött, dann ass dat schéin, wann Ausflich organiséiert ginn, op e Bauerenhaff zum Beispill, dann ass dat ganz wäertvoll, mee leider Gottes geschitt haut doheem vläicht net méi dat, wat fréier geschitt ass a wat awer gutt Konsequenzen deemools hat.

Ech mengen also, dass et ganz wichteg ass an der Famill, fir sech Zäit ze huelen. An der Famill sech Zäit ze huelen, heescht natierlech och, déi néideg Zäit ze hunn. An dat ass eppes, wat haut natierlech ganz vill feelt. Do kënne mer iwwer Familljepolitik schwätzen. Dat loosse ech dann awer och elo hei sinn.

Da komme mer natierlech vu „keng Zäit méi“ op Fäerdeggerichter. All dat ass och gesot ginn. Et hunn och schonn zwee Leit gesot, dass eng Tifkulpizza heiansdo gutt ass, mee net ze oft, an esou weider. Also, dat ass e Problem.

Dann deen zweete Punkt, dat ass de Sport, d'Beweeegung. An do gesi mer och, dass ëmmer gesot gött, d'Kanner géife sech manner beweegen. An dat stëmmt jo och warscheinlech. Ech weess awer och net, ob mir do wierklech kënnen esou e groussen Afloss drop hunn. Mir hunn haut eebe vill aner attraktiv Saachen. An d'Kanner sëtzen dann och doheem virun hire Bildschiermer. Ma mir kennen dat allequerten: Et ass schwéier, se do ewechzekeréien. Jee, dat ass alles net esou déi Entwécklung, wéi se sollt sinn.

Mir musse kucken, dass mer d'Kanner zum Sport kréien. Dofir brauche mer Veräiner. An ech komme jo selwer aus dem Fussball an ech kennen déi Situation do relativ gutt. Ech wëll Iech einfach hei e Beispill ginn: Mir hate fréier hei am Land 150 Fussballsveräiner. An elo hu mer der just nach 100 – awer duebel esou vill Awunner. Jo, also do gesitt Der, dass eppes schilleeft.

(Interruption)

An der Stad Lëtzebuerg sinn an de leschte 24 Joer, ...

(Interruption)

... wann ech elo richteg Bescheid weess, siwe Fussballsveräiner verschwonne. D'Bevëlkerung huet awer zougehooll ëm 50.000 Leit. An och aner Sportsveräiner huelen net zou – dat kënnt Der kucke goen. Basket, Handball: och do gött et keng nei Veräiner.

Mir hunn haut Gemengen, déi iwwer 3.000, iwwer 4.000 Awunner hunn a keng eenzeg Ekippesportaart an hirer Gemeng hu fir d'Kanner. Ech géif wierklech och do vläicht emol kucken, fir ... Ech weess och, dass et net d'Aufgab ass vun enger Gemeng oder vun engem Staat, fir e Veräin ze grënnen, mee iergendwéi muss ee kucken, och um Gemengenniveau, fir Veräiner ze grënnen, fir déi Veräiner, déi do sinn, ze ënnerstëtzen!

An d'Infrastrukturen: Jo, a ville Gemenge fonctionéiert dat och, mengen ech. Et gött vill investéiert an d'Infrastrukturen. D'Veräiner sinn awer haut ganz oft viru bái an hanne widder. Wann Der bis 250 Kanner hutt an engem Fussballsveräin an Dir musst dat benevoll alles organiséieren, Dir musst Trainere sichen, déi gutt sinn, an déi bezuelen an esou weider an esou fort. Also, dat ass eng Heedenaarbecht, déi d'Veräiner do musse leeschten. An ech géif wierklech hei en Opruff maachen, alles ze maachen – un de Sportminister an och un d'Buergermeeschteren –, fir d'Sportsveräiner an hire Gemengen, esou wäit et geet, ze ënnerstëtzen, fir dass all Kand do seng Plaz fënn.

Voilà. Da vläicht nach e Wuert zum Schoulsport. Mir haten an eisem Walprogramm eppes Interessantes stoen, wat awer ni richteg erauskomm ass, ganz einfach, well Sport an der Walcampagne, leider Gottes, keng Roll spillt. Dat interesséiert anscheinend keen, och d'Meedien net vill.

Mir haten am Fong virgeschloen, dass de Sport fir Kanner ënner zwielef Joer sollt am Kader vun der Schoul organiséiert ginn, änlech wéi et zum Beispill och ass an Amerika, wou Der dat aus de Filmer kennt, mee och a verschiddene Länner, zum Beispill am Oste vun Europa, wou also d'Kanner an der Primärschoul, am Fundamental hir Sportaart erauswielen. A jiddweree muss eppes wielen, an dat mécht en dann och seriö: dräi-, véiermol d'Woch, mat der Kompetitioun. Alles organiséiert am Kader vun der Schoul.

Ech weess, dass dat alles ganz komplizéiert kléngt a warscheinlech och ganz schwéier ëmzesetze wier. Da misst Der béi all Primärschoul e Fussballsterrain opriichten. Mee ech mengen, dass e Land wéi Lëtzebuerg, wou gesot gött, et géif em gutt goen, och déi Méiglechkeete misst hunn, fir déi Suen an de Sport ze investéieren. An ech mengen och, dass mer dann ee grouss Problem hei geännert hätten.

Mir mussen och méi Kultur vum Sport hei am Land kréien. Mir spillen elo en Donneschdeg mat dee wichtigste Match am Fussball an der Geschicht vun eisem Land an ech hoffen, dass mer dee wannen. Mee do gesäit een eng Evolutioun, déi stattfonnt huet. Mir waren an de leschte Joerzëngten net ëmmer déi gréisste Sportnatioun.

A wann Der eis vergläicht mat aneren Natiounen, déi net vill méi Awunner hu wéi mir, oder souguer manner, wéi zum Beispill Island, do spillt Sport einfach eng vill méi grouss Roll, kulturell. Dat ass eppes, wat hei leider net de Fall ass, wat awer vläicht nach dann ausbaufäeg ass a kënnt. An dat Beispill vum nächsten Donneschdeg, de Match, weist jo, dass et an eng gutt Richtung do mol geet.

Wichtig ass awer och, de Breedessport eeben am Kapp ze behalen an net nëmme d'Elitt.

Dann nach ganz kuerz ze deem, wat och scho gesot ginn ass: Mir mussen och déi Leit akzeptéieren, déi ënner Fettleibegheet leiden! Mir hunn hei zënter Joerzëngten e Schéinheitsideal an eiser westlecher Welt, wat dat ass vun ëmmer méi dënn, ëmmer manner wielen. Dat kennt Der allequerten. Mir wëssen och allequerten ... An ech mengen, heibannen ass keen, deen nach ni de Geck gemaach huet iwwer iergendeen Décken. Dat ass leider d'Realitéit an dat ass eppes, wat am Fong immens schued ass.

An et ass ëmmer einfach ze soen: „O, kuck emol deen doten! Géif dee mol manner iessen. An deen dote, géif dee sech emol méi beweegen. Kuck emol, elo klëmmt en och nach an de Lift a frësst och nach eng Tut Chips.“ Nee, ech mengen, esou einfach solle mer eis et net maachen, well ganz vill vun deene Leit, déi kënnen net onbedéngt derfir. An et läit net onbedéngt un der Beweeegung an et läit

och net onbedéngt un hirem Iessen. Mee et läit u geneetesche Viraussetzungen, wéi scho gesot ginn ass: um Stoffwiessel, deen ënnerschiddlech ass. Et ass ganz einfach esou. Jiddweree vun eis kennt Leit, déi fettleibeg sinn, obwuel se net vill fettig iessen. Et ass eeben dann, soe mer emol, e gewëssene Pech, deen do ass.

Et gött och nach aner Problemer, wou elo net driiwer geschwat ginn ass, Lipödem zum Beispill, wou een och méi misst maachen. Och do vläicht eng Iddi un d'Gesondheitsministesch, fir deene Leit, déi och net derfir kënnen, méi ënnert d'Äerm ze gräifen, an och do deen néidege Suivi, fir deene Leit déi néideg Ënnerstëtzung ze garantéieren.

Voilà! Da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et um honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Den Här Baum freet d'Wuert nach. Hie wéilt dem Här Keup eng Fro stellen.

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt. Ech wëll ganz kuerz op dat reagéieren, wat den Här Keup gesot huet zu de Fussballsveräiner, well mir zwee jo am Fussball doheem sinn. Mir begéinen eis och bei de Fussballsveräiner. Den Här Keup huet gesot, dass d'Zuel vun de Fussballsveräiner erofgaangen ass, obschonn d'Populatioun gewuess ass. Ech wollt den Här Keup froen, ob e meng Meinung géif deelen, dass d'Zuel vun de Kanner an d'Zuel vun de Lizenzen awer massiv, massiv eropgaangen ass, och wann d'Zuel vun de Veräiner erofgaangen ass. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Baum. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat ass ... Merci, Här President. Dat ass richteg. Et gött haut an deene Veräiner da méi Ekippen. An da gött et och méi Lizenze pro Veräin. Dat ass allerdéngs richteg.

Trotzdem ass et eppes, wat verluer geet. An ech hunn dat och ganz bewosst vun der Stad gesot, ne? Well et ass jo och eng Fro vun de Quartieren. A mir hu virdu gesot, dass et gutt ass, wann een zu Fouss kann enzwousch higoen. Or, wann ech natierlech a mengem Quartier – ob dat an der Millebaach ass oder zu Weimeschierch, oder do, wou d'Spora fréier war –, net méi kann zu Fouss a mäi Fussballsveräin goen als Zéngjäregen, Zwielefjäregen, an d'Eltere mech och net gär mam Bus duerch d'ganz Stad fuere loosse owes, dann ass een och dergem d'erem tuen ugewoen, fir mam Auto gefouert ze ginn. An dat ass net esou einfach.

Dofir mengen ech, et kéint een awer vill méi Kanner erreechen hei am Land, wann ee méi Fussballsveräiner a méi Sportsveräiner am Allgemengen hätt an de Gemengen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. Dat sief domadder kloergestallt. An elo huet awer den Här François Bausch d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. A merci och dem Här Biancalana fir seng Initiativ, fir déi Interpellatioun haut ze maachen. Et ass jo warscheinlech och net vun ongeféier, datt e se am Mäerz gemaach huet, well de 4. Mäerz war den Dag vun der Obesitéit, wat awer eng ganz gutt Saach ass. Ech fannen, dat sinn ëmmer gutt Geleeënheeten, fir iwwer esou Sujeten ze schwätzen.

Den Här Biancalana huet am Ufank gesot – an dat ass natierlech richteg –, datt d'Obesitéit zwee verschidde

Facteuren huet, déi derzou kënnen féieren: Dat eent ass, ech soe lo mol, e gesellschaftlechen, dat anert ass e geneeteschen. An et ass elo schwéier soen, wat fir een iwwerweit am Endeffekt herno bei dem Problem, dee kann Entstoen. Mee wat awer sécher ass, dat ass, datt dee gesellschaftlechen och dozou féiere kann herno, datt dee geneeteschen am meeschte spillt.

Ech mengen, dat ass dee sprangende Punkt. An duerfir bleiwen ech och der Meenung oder si mir der Meenung, datt den Haaptgrond an d'Haaptursachen awer ganz kloer bei dem Beräich leie vun: Wéi ernäre mer eis? Wat fir eng Liewensmëttel kréie mer zur Verfügung gestallt, fir eis ze ernären, oder hu mer, fir eis ze ernären? Wéi beweege mer eis? Wivill beweege mer eis? Wéi beweege mer eis och fort an der Gesellschaft? Wivill ... Et ass jo net nëmme Sport bei der Bewegung, dee matspillt, mee och d'Bewegung iwwerhaupt am Alldag, am Liewen.

An dann natierlech ee ganz wichtege Facteur: Dat ass dee vun der sozialer Ongläichheet. Et ass richtig, dass schonn e puermol gesot ginn ass: Wat ee finanziell manner gutt opgestallt ass ... Oder: Eng Famill, déi finanziell net esou gutt opgestallt ass, déi ass ganz sécher och hei am meeschten dervu betrëff.

Dat ass keen Zoufall, well dat huet ze di mat der Educatioun, déi natierlech deementspreechend anescht ass, well net genuch Moyenen do sinn an esou Familljen. Mee et huet awer och ze din, generell, mat: Wéi kann ech mech ernären? Wat fir eng Liewensmëttel kann ech mer kafen? Wéi vill Zäit kann ech mer derfir huelen? Wat ass iwwerhaupt de kulturellen Hannergrond, aus deem ech kommen?

Dat heescht, am Endeffekt, féiert natierlech dann och d'Aarmut an d'sozial Veraarmung derzou, datt ech hei nach vill méi ausgesetzt ginn.

An duerfir kommen déi extreem Beispiller jo och haaptsächlech aus de Vereenegte Staaten. Déi ganz Problematik huet Europa vill méi spéit getraff, an der Breet, losse mer et mol esou soen, mee an Amerika gëtt et dat scho vill méi laang. A fir déi, déi scho mol an de Vereenegte Staaten ënnerwee waren an deene leschte Joerzénge, déi wëssen dat. Dat huet natierlech och do Grënn, déi am Zesammenhang mat deem stinn, wat ech elo virdru versicht hunn ze beschreiben.

Duerfir spillt natierlech och eng grouss Roll an deem Ganzen: d'Preventioun a virun allem d'Erzéiung. Dat heescht, datt ech bei de Kanner ufänken. Dat geet da bei de Crèche un. Dat ass an de Schoule mat der Schoulkantin, d'Schoulerzéiung. Well, wann ech – fir dann op dee geneeteschen Aspekt zrëckzekommen – eng geneetesche Veranlagung hunn, déi mech méi engem héije Risiko aussëtzt oder sou, dann ass et natierlech esou: Wann dat schonn, losse mer soen, ugezaapt gëtt an der Kandheet, da gëtt et herno extreem schwéier, doraus erauszekommen. Da sinn déi Kanner a Mënschen an engem Däiwelskrees, wou se et herno wierklech nach eng Kéier kënnen schwéier kréien.

Dat heescht, d'Informatioun, esou wéi mer eis Schoul opbauen, dat, wat mer an der Schoul z'iessen ubidden, wéi mer erklären, wat gesond Liewensmëttel sinn: All dat spillt ganz sécher eng Roll.

Dann ass awer nach en Aspekt, deen nach net vill thematiséiert ginn ass de Mëtteg – well ech wëll mech virun allem och e bëssen op dat bezéien elo, wat nach net schonn honnertmol gesot ginn ass, wou mer souwisou alleguer averstane sinn –, dat ass: Wéi labelen ech meng Liewensmëttel? A wann ech mol kucken, wéi d'Liewensmëttel gelabelt sinn, da muss ech feststellen, datt dat eng Katastroph ass.

M. André Bauler (DP) | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng) | Wa mer den Zocker zum Beispill huelen – Zocker ass jo ee wichtegt Element am Beräich vun deem Krankheitsbild hei –, da stellen ech fest: Da ginn ech an e Regal kucken, da fannen ech do Limonaden, déi Tonnen Zocker hunn, an da steet awer drop, se wäeren ugeräichert mat Vitaminn C, a Vitaminn C wär gutt fir d'Gesondheet. Dat heescht, am Fong werben ech mat enger anerer Entitéit vun deem, wat dran ass, fir ze cachéieren, datt ech am Fong eng Zockerbomm verkafen.

Dat nämmlecht ass och bei Müslien. Ech mengen, Müsli huet no baussen en Image als eppes, wat gutt ass fir d'Verdauung, well et vollwäerteg opbaut. Mee da kritt Der Müslien ze kafen, wou dropsteet: „Hei, kaaft deen, well hei hutt Der vill gesond Ballaststoff drop.“ Or, wann Der dann ënnen an de kleng Detail kucke gitt, da gesitt Der, datt et am Fong en Zockermüsli ass, datt et och eng Zockerbomm ass, datt en immens ugeräichert ass mat künstlechem Zocker an datt dat am Fong eng Katastroph ass, datt déi Leit, déi dat dann iessen, mengen, se géifen hirer Verdauung eppes Guddes dinn duerch d'Ballaststoff, mee am Endeffekt, well d'Verpackung eppes anescht virtäuscht, mierke si guer net, datt se am Fong eng immens Schwéngerei iessen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dat heescht, mir brauchen éierlech Verpackungen. A mir mussen ... Do geet et och net nëmme ëm déi Nutri-Scores-Geschicht – dat ass jo och vill diskutéiert ginn an deene leschte Joren: Wat ass den Nährwert iwwerhaupt? –, mee och, datt nach vill méi kloer ersichtlech gëtt op de Verpackungen: Wat ass dann elo wierklech doranner? An datt et net erlaabt ass, wann ech dann zum Beispill eng Limonad verkafen, déi esou vill Zocker huet, datt se manifestement eigentlech gesondheetsschiedlech ass, datt ech déi nach ka verkafen duerch iergendeppes anescht, wat ech bäigefügt hunn, wéi wann et eng super Saach wär.

Dann natierlech de Fokus op Kanner. Am Rapport vun dem Observatoire national de la santé vun 2024 ass dat jo och gemaach ginn: e grouss Fokus geluecht op d'Kanner. Dat kënnt net vun ongeféier, well natierlech do de Grondsteen am meeschte geluecht gëtt an d'Katastroph sech am gréissten optiermt, well haut schonn all fënneft Kand Iwwergewicht huet. Dat sinn d'Zuele vun 2022.

Zu Lëtzebuerg muss een och nach derbäisoen, datt mer e besonnesch héijen Undeel hunn dovunner. Dat heescht, mir leeën am Fong do de Grondstee bei de Kanner, datt déi Situatioun mat Sécherheet net besser gëtt, egal wat mer elo hei diskutéieren. An dofir muss een natierlech och do usetzen.

Wann een da bei de Kanner och kuckt – dat geet och aus ville Studien ervir –, wéi d'Kanner sech ernären, da gesäit een och do rëm déi sozial Ënnerscheeder. Zum Beispill ass et esou, datt 2022 39 % vun de Kanner aus bessersteeënde Menagen éischter Friichte giess hunn a Geméis giess hunn. Par contre bei Menagen, wou nëmme e klengen, méi en nidrege Revenu ass, do mécht dat just nach 18 % aus. Oder zum Beispill och, datt 49 % vun de Kanner aus Menagen, déi besser do stinn, reegelméisseg eng physesche Aktivitéit hunn, par contre nëmme 37 % bei Kanner aus Menagen, déi finanziell manner gutt do stinn.

Also, wa mer de Grondproblem ..., wa mer et laangfristeg wëllen an de Grëff kréien, muss mer jo do usetzen, ganz kloer, fir datt mer herno eng Generatioun kréien, déi scho vu Kand un esou erzunn ass, datt se alerte ass a weess, wéi se sech soll do verhalen.

Bon, ech wollt dofir och emol d'Fro stellen un d'Madamm Ministesch, wéi se zu all deenen dote Froe steet. An och an deem Kontext – de Sportsminister ass jo och hei – den aktuelle Plang 2018–2025 iwwer „Gesond iessen – Méi beweegen“, dat leeft jo elo aus. Wat ass do virgesinn? Wat kënnt duerno? Gëtt et éischt Resultater fir deen Zäitraum, dee mer elo hannert eis hunn? Respektiv: Wat ass virgesi fir no 2025?

An dann natierlech och nach ee Punkt, dee ganz wichteg ass – an ech si frou: Et ass scho vun engem vu menge Virriedner vun der CSV hei opgeworf ginn –, dat ass déi ganz Problematik vu verschiddene Komponenten, déi mer an eisen Iessmëttel hunn oder an eise Drénkwaasser zum Beispill hunn, wou manifestement entre-temps duerch wëssenschaftlech Studie bewisen ass, datt déi och derzou bäidroen, datt mer méi séier Fett usetzen, also déck ginn an esou weider. An dat ass virun allem d'Fro vun de Pestiziden – dat ass virdru opgeworf ginn –, mee och vun de Weichmacher.

Dat si Saachen, déi mer jo dann och vill am Drénkwaasser erëmfannen. An dofir ass et och esou wichteg, datt mer do endlech e Plang hunn ... Also, wéi mer e Pestizid-Reduktiounsplang kréien, datt mer do eroffueren. Well mir wësse jo, datt d'Pestizide souwisou nach ganz aner ... oder d'Weichmacher och, direkt gesondheetlech Konsequenzen hunn. Mee wa mer dann och nach wëssen, datt dat dat heiten och nach eng Kéier beschleunegt, dann ass dat natierlech wierklech duebel schlëmm.

Bon, an do hu mer wierklech awer alles an der Hand, fir derfir ze suergen, datt dat anescht gëtt. D'Pestiziden, andeem mer zum Beispill an der Landwirtschaft méi op Bio setzen. Oder bei de Weichmacher och virun allem, datt mer de Waasserschutz seriö huelen an oppassen, wat mer do maachen.

Dofir och d'Fro un d'Ministesch, ob et do eng Zesummenaarbecht gëtt mat der Landwirtschaftsministerin zum Beispill respektiv mat dem Ëmweltminister, fir dann an deem dote Kontext och déi Perspektiv eng Kéier do eranzekréien.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech wëll elo net nach eng Kéier all déi aner Saache widderhuelen, déi scho gesot gi sinn. Wéi gesot, nach eng Kéier: Dat ass e ganz eeschten a wichtege Sujet. Dem Här Biancalana merci, datt en dat de Mëtteg opgeworf huet. An ech hoffen dann, datt d'Madamm Minister eis herno seet, wat de Plang ass vun der Regierung, fir op all déi Elementer, déi mer elo hei de part et d'autre opgeworf hunn, kënnen ze reagieren, fir datt mer do eng Verbesserung kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen d'Madamm Beissel huet eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Beissel?

Mme Simone Beissel (DP) | Dierf ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

(Hilarité)

Quitte dass en ... Dir kënnt do bleiwen.

M. Claude Wiseler, Président | Eng kuerz Fro.

Mme Simone Beissel (DP) | Just eng Verständnisfro. Dir hutt gesot, am Drénkwaasser wäere Substanzen, notament Pestiziden, déi géifen eis déck maachen, déi géifen d'Obesitéit förderen. Kënnt Der mer do Präzisiounen ginn, well dat ass net mäi Wëssensstand.

Wann Der wësst, entre-temps, mir hate jo 2014 Metazachlor ESA. A mir hunn e System vun Aktivkuelefilteren, Nanofiltratioun, Ultrafiltratioun an Ozon. Do kréie mer bis 98 % vun all de Pestiziden am Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg eraus. Dofir meng Fro, net dass d'Leit eemol Angscht kréien. Merci.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng) | Jo. Madamm Beissel, wann Der virdrun hei gewiescht wiert: Den eminente Vertrieber aus der Landwirtschaft, dee jo hei bei der CSV an der Fraktioun setzt, ...

Mme Simone Beissel (DP) | Ech war hei!

M. François Bausch (déi gréng) | ...deen ass och dorop agaangen. Do gëtt et wëssenschaftlech Studien. Ech liesen Iech déi awer elo net hei vir. Et geet och net drëms, fir Angscht ze maachen.

An ech weess, Dir sidd Waasserschaffen an der Stad Lëtzebuerg an Dir sidd zoustänneg fir d'Waasser, dofir hutt Der elo schonn e bësselche Suergen, mee ech wär frou, wësst Der, Madamm Beissel, wa mer hei an där Chamber et géife fäerdegbréngen, net ëmmer alles perséinlech ze huelen, an datt, wa mer esou e seriö Sujet, wéi dat heiten diskutéieren ...

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng) | Jo. Mee Dir hutt dat jo ... Mee ech hunn Iech jo gesot: Et gëtt wëssenschaftlech Studien. Dir hätt virdru sollen nolauschteren.

Mme Simone Beissel (DP) | Ech war dauernd hei. Ech hunn alles nogelauschtert.

M. François Bausch (déi gréng) | Mee nee, dann hutt Der net nogelauschtert, well Dir hätt jo och kënnen den Här Boonen déi Fro virdru stellen, well deen huet dat nämmlecht gesot wéi ech.

Mme Simone Beissel (DP) | Nee, deen huet dat net esou gedréit, wéi Dir et elo gedréit hutt!

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng) | Madamm Beissel, nach eng Kéier: Meng Äntwert ass fäerdeg. Et gëtt wëssenschaftlech Studien. Kuckt, googelt e bëssen um Internet, da fannt Der déi rëm an da liest Der se eng Kéier! Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An elo ass et um Här Sven Clement. An et ass eenzeg an eleng den Här Sven Clement, deen d'Wuert huet.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Populatioun gëtt méi déck. An Adipositas ass haut eng Krankheet, déi an eiser Gesellschaft wäit verbreet ass.

Jo, ech weess, wann ech soen: „D'Populatioun gëtt déck“, datt verschidde Leit sech och drun erënneren, datt ech viru fënnef Joer hei och mat substanziiel méi Kiloen um Pult stoung.

(Brouhaha)

An ech kann Iech soen, datt et net ëmmer einfach ass an datt et net nëmmen d'Ernährung ass, déi dobäi spilt.

Et ass also eng Tatsaach, datt mer alleguerte méi déck ginn. Dat beleen d'offiziell Zuelen, an dat betrëfft souwuel Erwuessener wéi Kanner. Bal all fënneft Kand ass zu Lëtzebuerg ze déck – eent vu fënneft!

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass e Problem, deen an de leschte Joren ëmmer méi grav ginn ass, an et ass méi wéi héich Zäit, datt mer dogéint eppes maachen.

E grouse Problem ass – an dat hu vill Virriednerinnen a Virriedner gesot – d'Ernährung a virun allem d'Fett an den Zocker. D'WHO rëit, datt eng erwuesse Persoun – an do schwätze mer net vun de Kanner, mee wierklech vun erwuesse Persounen – maximal 25 Gramm Zocker den Dag soll zou sech huelen, iessen, drénken. An ech soe ganz kloer souwuel iesse wéi drénken, well ganz heefeg verstoppt sech den Zocker nämlech a Saachen, wou mer e guer net dra vermudden.

An des Quantitéit gëtt aleng schonn dowéinst, well mer den Zocker oft net erkennen, vu ville Leit bei Wäitem iwwerschritt. Dat läit dorunner, datt mer en oft net gesinn, net spieren, net mol matkréien, datt et Zocker ass, well eis Liewensmëttel dach vill verschidde Nimm fir dat nämmlecht kennen. Den Agavendicksaft, Dextros, Ethylmaltol, Frutiles, Galaktos oder Saccharos sinn nëmmen e puer Nimm, déi u sech dat nämmlecht bedeiten, nämlech déi eng oder aner Form vun Zocker.

Et gëtt méi wéi 50 verschidde Bezeechnungen, hannert deene sech déi eng oder aner Zort ka verstoppen. An dat ass ganz ville Konsumentinnen a Konsumenten einfach net bewosst. Et ass einfach, wann op der Verpackung steet: „Hei si sou vill Gramm Zocker dran.“ Dat ka jiddweree vun eis verstoën. Wann awer do steet: „Hei sinn esou vill Gramm oder Milligramm pro Quantitéit vun Ethylmaltol dran“, da stinn déi meescht vun eis virun där Verpackung a soe sech: „Ok, do ass eppes dran. Ass dat elo gutt? Ass dat schlecht? Dat wësse mer net.“ An u sech, wa mer en informéierte Konsument wëllen hunn, dee sech dann och gesond ernäert, da musse mer et och einfach maachen, datt d'Leit verstinn, wat an hire Liewensmëttel dran ass.

Well mir kucken op d'Verpackungen, wat an de Liewensmëttel dran ass. Och do gëtt et Studien, datt d'Konsumente probéieren, bewosst anzekafen, mee da wësse se awer net, wat sech hannert deenen onbekannten Nimm oder Begrëffer verstoppt a sinn herno, wa se domadder konfrontéiert ginn, iwwerrascht, datt et Zocker ass.

Dowéinst gouf virun enger Rei Joren den Nutri-Score agefouert, deen et de Konsumenten op ee Bléck soll méi einfach maachen, fir méi gesond Liewensmëttel vu manner gesonde Liewensmëttel ze ënnerscheeden. Viru Kuerzem gouf dann hei och nogebessert, an et gouf virdru scho gesot, datt d'Produzenten duerch d'Bäimësche vu Vitaminen oder anere gesonden Inhaltsstoffe den Nutri-Score manner a Richtung vun engem bessere Score kënnen manipuléieren. Well dat gouf gemaach. Et war vill Zocker dran, dann hu mer e puer Vitaminne bäigemëscht an dann hu mer gesot: „Mee dat ass jo lo awer gesond.“ Jo, nee, et ass net manner Zocker dragewiescht, just well mer Vitaminen derbäigemaach hunn. An och wann den Nutri-Score net perfekt ass, sou kann een en awer als éischt Hëllefsmëttel gesinn.

Mee den ze héijen Zockerkonsum huet nach eng aner Ursaach. De Konsum vun Zocker léist nämlech an eise Gehier cheemesch Prozesser aus, andeems eis Belounungszentre stimuléiert ginn, an et gëtt derfir gesuergt, datt Dopamin ausgeschott gëtt. An doduerch freet de Kierper ëmmer méi no Zocker. Iergendwa gëtt den Zocker also domadder zu enger Aart Sucht. An ass ee bis am Däiwelskrees dran, ass et immens schwéier, fir do nees erauszekommen, well et belount ee sech e bëssen, dann huet een erëm Loscht op méi Zocker, et éisst een nach méi Zocker a sou weider a sou fort.

Zocker stécht a ganz ville Liewensmëttel dran an et ass extreem schwéier, fir keen ze konsumméieren. An eppes, wat jo ganz heefeg mat der Chamber a Verbindung bruecht gëtt, och wann d'Kolleeginnen an d'Kolleege ganz gutt wëssen, datt et net vill mat der Realitéit ze dinn huet, dat ass de Cremant. A wann ee lo kuckt, wéi vill Zocker am Cremant dran ass, dann ass dat dramatesch.

(Exclamations et interruption par M. Gilles Baum)

Dofir gëtt et jo och keen hei an der Chamber, wéi den Här Baum dat richteg seet.

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | A, dat war de Grond.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass reng fir eis Gesondheet.

Et wier also dowéinst immens wichteg, datt an de Liewensmëttel manner ... a virun allem manner onnéidegen Zocker dra wär. An hei wëll ech dann op ee Punkt agoen, deen awer besonnesch erschreckt. 2019 huet d'WHO gewarnt, datt vill vun de Liewensmëttel fir Beebeeen a kleng Kanner scho grouss Quantitéiten un Zocker enthalten. Ennersicht goufen eng Hicheckt u Kanner- a Beebeeproduiten. D'Resultater hu gewisen, datt ongeféier en Drëttel vun deene Produiten ze vill Zocker hat an e weideren Drëttel vun de Kalorien an deene Produite si reng Zocker gewiescht. Dat heescht, beim Drëttel vun de Produiten, déi mer eise Kanner a Beebeeen ginn, ass en Drëttel vun de Kalorien Zocker, näischt anescht, näischt, wat iergendwéi u Proteine géif derbäisetzen. Et ass wierklech rengen Zocker.

An d'WHO huet dowéinst ausdrécklech gewarnt, datt bei engem reegelmëssege Konsum dovunner Iwwergewicht a Karies d'Konsequenze sinn. Bon, dat freet vläicht d'Zännokteren, dofir musse se dann éischter bei d'Zännokteren, mee dat hëlleft awer net, fir méi gesond ze liewen. D'Kanner ginn hei also scho fréi vun der Liewensmëttelindustrie op de Goût a virun allem op d'Virleift vum Séisse bruecht. An dee Goût, dee bleift dann heefeg e ganz Liewe laang bestoen. Dowéinst ass et wichteg, grad bei deene klengste Kanner scho fréi mat enger gesonder Ernährung unzefänken a se sou fir méi gesond Liewensmëttel ze begeeschten. D'Vertraue vu villen Elteren an d'Industrie ass hei dann awer leider net berechtigt.

Et war awer net nëmmen den Zocker, dee bei där Enquête opgefall ass a virun allem negativ opgefall ass, well och d'Verpackunge goufe kritiséiert. Op ville Produite si léif Déiercher, Friichte mat laachende Gesichter an och Animatiounsfiguren aus Tëlees-emissioune fir Kanner ze gesinn. Mat deser Zort vu Verpackung an enger entsprecherender Reklamme op der Tëlee zu der beschter Sendezäit gi Kanner gezielt ugeschwat an derzou verleet, dee Produit ze wëllen. A wie schonn eng Kéier mat engem kleng Kand an de Supermarché akafe gaangen ass, dee weess, wat fir e Kampf ee ka virum Rayon mat de verschidde Produiten, mat de verschidde Liewensmëttel, déi sech u Kanner adresséieren, hunn. Wien huet dann net scho seng Kanner am Supermarché erlieft rebelléieren, well een hinnen e bestëmmte Produit mat enger bestëmmter Figur drop net wollt kafen, an herno – an do zielen ech mech dann och dozou – awer heiansdo schwaach gëtt an nogëtt, well et wëll ee jo, datt sai Kand dee Moment da roueg ass an datt déi aner Leit, déi ronderëm stinn, dann ophalen, engem sou matleedeg Blécker zouzewerfen – an dat ass positiv, well soss wären et vläicht nach verurteelend Blécker?

Länner wéi de Chile sinn dowéinst op de Wee gaangen an hu Motiver op Verpackunge vu Liewensmëttel, déi

ongesond sinn a Kanner cibléieren, direkt verbueden. D'Verpackunge mussen neutral sinn an ongesond Inhaltsstoffe, wéi ze vill Zocker oder ze vill Fett, mussen dätlich op de Verpackunge gekennzeechent sinn. Dat wär dach eppes, wou Europa sech kéint e Beispill huelen.

Éischt Evaluatiounen deiten nämlech drop hin, dass sech duerch dës Reegelerung sou munches zum Positive verännert huet. De Verlaf vun ongesonder Liegensmëttel ass zréckgaangen an d'Hiersteller hunn hir Rezepturen souguer ugepasst an de Gehalt vum Zocker reduzéiert, fir eebe grad ze vermeiden, dass hir Verpackunge mussen neutral gestalt ginn. E ganz interessanten Usaz also, deen och derzou gefouert huet, dass um Maart sech eppes gedoen huet.

Zocker huet awer net nëmmen Auswierkungen op eis physisch Gesondheet, mee och op eis mental Gesondheet. Studie weisen, dass eng zockerräich Ernährung mat engem méi héije Risiko fir Depressiounen an Angschtzustänn verbonden ass. Nom High kënn den Down.

Awer net nëmmen den Zocker ass e Problem, mee och ze vill Fett. Derbäi kënn, dass vill Mënsche sech ze wéineg beweegen – och dat gouf scho gesot – a keen oder vill ze wéineg Sport maachen. Dass dat och net ëmmer sou einfach ass, Sport ze maachen, dass ass richtig. Dowéinst ass eng gutt Work-Life-Balance néideg – et kann ee bal soe wichteg –, well Sport deet nämlech net nëmmen eisem Kierper gutt, mee en deet och eisem Geescht gutt, eiser mentaler Gesondheet.

Une voix | Ganz richtig.

M. Sven Clement (Piraten) | Wichteg ass och, kleng Kanner scho sou fréi wéi méiglech fir de Sport ze beegeschteren. Mir haten dowéinst an eisem Walprogramm gefuerdert, dass d'Schoulen an d'Betreiungsstrukturen eng Strategie a Modeller fir Programmer mat physischen Aktivitéiten iwwert de ganzen Dag verdeelt ausschaffen. Dës Programm sollt als ganzheetlech Konzept geduecht ginn, vum Schoulwee iwwert den Enseignement bis an d'Fräizäit no der Schoul. Mir mussen d'Kanner méiglechst fréi dru gewinnen, Beweegung a Sport an hiren Alldag ze integréieren, an hinne sou d'Freed un der Beweegung scho fréi nobrénge, well wann een als Kand gewinnt ass, Sport ze maachen, da bleift een och als Erwuessene méi heefeg sportlech aktiv.

An och do sinn d'Gemengen e wichtegen Acteur. A virdu gouf scho ganz vill iwwert de Coordinateur sportif geschwat, dofir ginn ech do elo net weider drop an. Et wär awer wichteg, deen nach weider auszebauen, méi Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, och wa se mat Eegemëttel do vläit e bësse knapp bemooss sinn.

Laangfristeg géif méi Sport an eng méi gesond Ernährung eisem Gesondheetssystem zegutt kommen, well mer d'Verbreedung vun eise sougenannten Zivilisationskrankheete wéi Obesitéit, Häerz- a Kreislafkrankheete kéinte reduzéieren, wat dann och laangfristeg eiser Gesondheitskeess géif guttdeen.

An dat gesot, ass dat hei, mengen ech, en Theema, wat vill, vill méi grouss ass, wéi een an enger Stonn kann thematiséieren, wéi een an dräi Stonnen kann thematiséieren, mee et brauch een en Whole-of-Government-, en Whole-of-Population-Effort u sech, fir dee Problem vun der ze décker Populatioun unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech denken, dass mer awer elo gutt sinn, wa mer annerhallef Stonn hei driwwer geschwat hunn iwwert dee Sujet a virun allem och d'Äntwerte vun der Regierung dann héiere wäerten, wéi si sech zu deene verschidde Stellungnamen wäerte positionéieren, wou et jo och ganz vill Saache gëtt, déi sech iwwerdecken.

Ech wëlt awer als Alleréischter dem Här Biancalana Merci soe fir d'Initiativ vun der LSAP, well dës Debatt effektiv d'Fanger an eng gesellschaftlech Wonn leet. Obesitéit ass e Problem mat ënnerschiddlechen Ursachen an Aspekter, déi een awer allgemeng zesummefaasse kann, andeem ee seet: Mir liewen och an engem gesellschaftlechen Ëmfeld, dat Iwwergewicht an Obesitéit strukturell férdert. Dass weisen, ouni se elo widderhuelen ze mussen, d'Zuele souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi awer och an eisem europäeschen Ausland an iwwerhaupt och an aneren OECD-Länner.

Awer et muss een natierlech – an dat hunn och vill Virriedner gesot – nuancéieren, wann ee vun Obesitéit schwätzt. Et gëtt eng Dimensioun, déi wierklech eng geneetesche Bedéngtheet viraussetzt. An et gëtt eng Dimensioun, déi éischter um Verhale festzemaachen ass. A grad beim Verhalen ass et ganz dacks esou, dass ee wierklech muss oppassen, dass ee Leit, déi grad dorënner leiden, net nach weider stigmatiséiert.

Obwuel déi Nuancen also mussen a Betruecht geholl ginn, ass Obesitéit tatsächlech korreléiert mat sougenannte „Lifestylekrankheeten“, déi am Fong, an dat ass dat trauregt, vermeidbar sinn: Häerz-Kreislafkrankheeten, héije Blutdruck, Zockerkrankheet, ettlech Zorte vu Kriibs. Och wann dës Krankheeten eise Gesondheetssystem belaauchten, belaauchte se am meeschten déi Leit, déi drënner leiden. An dat sinn an deenen allermeeschte Fäll déi Fragillst a Vulnerabelst ënnert eis: Kanner, aarm an ugeschloe Leit. Mir gesinn en plus, dass dës Tendenz an Zukunft riskéiert, sech nach ze verschlechteren, souwuel hei am Land wéi an Europa.

Obesitéit huet awer ënnerschiddlech Ursachen an duerfir si mir fir eng Approche, déi ziilbewusst op verschidde Niveaue virgeet, ouni d'Gesamtbild aus den Aen ze verléieren.

Éischters: Et ass allgemeng bekannt, dass d'Liewensmëttelindustrie am Allgemengen an d'Fastfood-Industrie am Speziellen hir Produkter esou kreéieren, dass se genau deem Mix vu Séissem, Fettegem a Salzgem entsprechen, deen aus evolutionäre Grënn fir eis schwéier ze widderstoen ass.

An den Haaptakzent läit eeben hei net dorobber, Liewensmëttelprodukten hierzestellen, déi eise Bedürfnesser no Mineralien a Vitaminen entsprechen oder eis wierklech dauerhaft sieden.

A well mer eis eeben an enger kapitalistescher Maartwirtschaft befannen, ass et also deene Firmen erlaabt, mat eiser Gesondheet ze spillen, fir hir eege Profitter ze maximéieren, an dat op Käschte vun der ëffentlecher Hand an op Käschte vun eise soziale Sécherungssystemer, zu deenen eeben och eise Gesondheetssystem gehéiert, ouni dass déi Firma jeemools d'Verantwortung fir hiren negative gesellschaftlechen Impakt mussen iwwerhuelen.

Mee et ass eppes, wat eisem System inhärent ass: ëmmer méi ëmmer méi bëllege ze produzéieren mam Zil, d'Leit ëmmer méi dovunner konsuméieren ze loossen.

An d'Bëllegekeet vu Fastfood a manner narräicher Alimentatioun suert och derfir, dass hautdesdaags e kloer Lien besteet tëschent Aarmut an Obesitéit. Well Mënschen, déi all Euro dräimol mussen ëmdrënen,

fir iwwert d'Ronnen ze kommen, hunn dacks eebe keen oder just kaum e Choix, ewéi op déi bëllest Iessprodukten zréckzegräife fir sech selwer an och fir hir Famill, an dat sinn dann alt dacks d'Kanner.

Mir kéinten elo laang driwwer diskutéieren, ob esou e wirtschaftleche Kader iwwerhaupt sënnavoll ass, an ech mengen, dass Der eis Meinung dozou kennt, awer dat mannst, wat d'ëffentleche Hand kéint maachen, ass, fir dem Afloss vun där Industrie entgéintzewirken, an dat duerch eng Kombinatioun vu Steieren, Ënnerstützung vun der biologescher Landwirtschaft, Oprechterhale vu strikte Liewensmëttelstandarden an eng stänneg Kooperatioun um europäeschen Niveau, fir déi Standarden dauerhaft ze garantéieren respektiv fir se souguer nach weider no uewen unzepassen.

Zilorientéiert Steiermechanisme kéinten tatsächlech déi wierklech gesellschaftlech Käschte vun ongesondem Iesse respektiv den Notze vu gesondem Iessen, vun industrieller a vu biologescher Landwirtschaft méi korrekt duerstellen. An dat géif dann och zu anere Präisser féieren.

An deem Sënn huet och de LISER virgerechent, dass eng Zockersteuer op Sodagedrénks, wéi se zum Beispill am Chile agefouert ginn ass, duerchaus zwar e modesten, mee awer trotzdeem e realen Impakt kéint hunn och zu Lëtzebuerg.

Et gëtt och verschidde Mechanismen, déi et de Staate géifen erméiglechen, biologesch Iesse méi bëllege a Produkter aus der industrieller Landwirtschaft méi deier ze maachen, well leider ass dat jo am Moment nach ëmmer de Géigendeel. Wat bëllege ass, ass generell éischter ongesond, a wat gesond ass, ass méi deier. An dat mécht Iessen also selwer quasi zu enger Klassefro. An dat, obwuel d'biologesche Landwirtschaft de Buedem weesentlech manner beschiedegt a verschmotzt wéi déi industriell.

Duerfir misst zumindest an allen ëffentlechen Institutiounen, ob Schoulen, Spideeler, Kantinen et cetera konsequent nëmmen dass Iessen zur Verfügung stellt ginn, dat och eisem Kierper guttdeet an dat aus biologeschem an am Idealfall lokalem Ubau kënn.

Déi selwecht Froe stelle sech – an et ass virdu och schonn ugeschwat ginn – bei der Etikettéierung vu Produkter. Also bei der Aart a Weis, wéi verschidde séiss oder salzeg Produkter fir Kanner attraktiv gemaach ginn an och wou se op wéi enge Plazen an de Geschäfter ausleien.

D'Leit sollen natierlech fräi sinn, dass z'essen, wat se wëllen, awer wat de Staat ëffentlech guttheescht a woufir an staatlech Suen ausgi ginn, soll nëmmen dat sinn, wat de Bierger an der Gesellschaft och laangfristeg eppes bréngt.

Zweetens – an dat ass e Facteur, dee vläicht elo hei an der Debatt nach net grad esou dacks ugeschwat ginn ass –: Mir hunn eng Medezinn, déi zwar ganz effikass ass, wann een en Accident oder identifizierbar Wonnen huet, déi geheelt mussen ginn, awer erstaunlech onwiersam nach ëmmer, wann et ëm Preventioun geet. Och haut léieren – hunn ech mech selwer beléiere gelooss – Medezinnstudente kaum eppes iwwer Nutritioun oder Sport, och wann do d'Fuerschung kloer en direkte Lien tëschent dem Liewensstil a gewësse Krankheeten nogewisen huet.

Här President, Obesitéit kann och op eng individuell Geschicht zréckzeféiere sinn. Eng Geschicht, déi geprägt ass vun eventuellen Erleefnesser, vun Trauma, vu Gewalt oder och Trauer. D'Fuerschung huet och gewisen, dass a gewëssene Fäll Korrelatiounen existéieren tëschent Obesitéit an traumateschen Erreegnesser.

Mir kennen awer och alleguerten dee wuertwiertleche Frust, deen een a sech erafrësst, wou ee liicht an engem Däiwelskrees lant an et zu engem suchtänleche Verhale kënn: Ech iessen ze vill, well ech mech schlecht fillen. An ech fille mech schlecht, well ech ze vill iessen.

D'Schimmt, déi d'Leit hei empfanne wéinst de gesamtgesellschaftleche Virurteeler géigeniwwer vum Iwwergewicht, verschlémmert d'Saach nëmmen nach méi.

An och hei ass eng multidimensional Approche néideg, wou Leit virun allem och méi Accès kréien zu psychotherapeutischer Behandlung, awer och zu alimentärer Berodung a sportlecher Ënnerstëtzung.

Véiertens – an dat ass e generelle Phenomeen –: Et feelt ville Leit net nëmmen u Moyenen, sech méi gesond ze ernären, mee och un Zäit, der eegener Ernährung méi eng grouss Wichtigkeet ze ginn. Och dëst ass eng negativ Auswirkung vun deem berüünten Hamsterrad, an deem sech vill Mënsche gefaange fillen. Mir gi getrimmt, net nëmmen ëmmer méi ze produzéieren, mee och ëmmer méi an ëmmer méi kuerzer Zäit ze konsuméieren.

Här President, ech denken, dass ee sech sollt fir eng holistesche Approche asetzen, déi all déi schonn erwänt strukturell Facteuren, dat heescht souwuel de sozialen Hannergrond wéi och den Afloss vun der Liewensmëttelindustrie, der Medezinn, der Landwirtschaft, der Psychologie, sollt zesummen denken a gemeinsam a Betruecht huelen. An ech denken och, dass e weesentlechen Effort nach misste gemaach ginn an der Landes- oder an der Stadplanung zu Lëtzebuerg, fir eis Stied esou foussgängergerecht a foussgängerfrëndlech wéi méiglech ze gestalten. De resilienten ëffentlechen Transport ass een Element, wat eis definitiv géif hëllefen, eis Stied no an no zu Walking Cities ëmzegestalten.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum Merci. An dann hunn ech nach den Här Gérard Schockmel op der Riednerlëscht stoen. Här Schockmel, ech maachen Iech just drop opmierksam, dass Der nach vun der DP-Zäit dräi an eng hallef Minutten hutt, fir Är Meenung doriwwer zum Ausdrock ze bréngen. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Ech wollt nach e bësse komplementéieren zu deem, wat gesot ginn ass. Also Iwwergewicht, natierlech denkt een u Sport an un Ernährung, mee et gëtt och nach aner Iwwerleeungen, déi och kënnen zu Aktiounen féieren, déi ee muss am A behalen.

Also emol fir d'éischt ass et jo frappant: Jonk Leit, Kanner, déi iwwergewichteg sinn, hunn en héije Risiko, fir herno zu iwwergewichtegen Erwuessenen ze ginn. An dat gëtt also e Problem, dee se dann hiert ganz Liewen ënner Ëmstänn mat sech droen.

Wat awer och muss ze denke ginn, dass ass, dass schonn an esou fréiem Alter déi Iwwergewichtegkeet entsteet, well normalerweis ass de Metabolismus vum Kand relativ intensiv an do gëtt natierlech och ganz anescht nach verbrannt, wat d'Kalorien ubelaangt, wéi dat beim Erwuessenen ass. Mir hunn als Erwuessener en Erhaltungsmetabolismus. Mir müssen einfach erhalen, wat mer hunn. Mee een, dee wiest, deen innerhalb vu kuerzer Zäit säi Gewicht verduebelt, seng Gréisst verduebelt, deen huet en anere Metabolismus. Dat heescht, et muss engem ze denke ginn, dass schonn an deene jonke Joren eng Iwwergewichtegkeet do ass.

An da gëtt et och Hiweiser, déi domat ze dinn hunn, dass ee sech muss froen, wann och aner Krankheeten ëmmer a méi jonke Jore kommen, awéiwäit net déi Generatioun virdrun, de Stoffwiessel vun der Mamm, d'Ernährung vun der Mamm scho während der Schwangerschaft, eng Roll spillt. Et ass kloer, wann eng Stoffwiesselstéierung, zum Beispill Diabeetes, bei der Mamm virläit, dass dat scho problematesch ass. Mee och d'Ernährung, do muss een dovun ausgoen, während der Schwangerschaft kann duerchaus eng Roll spillen.

Elo wollt ech dann nach dräi Punkten opzielen, wou een duerchaus och kann Aktiounsakzenter setzen. Dat eent ass d'Gebuert: Et muss ee schonn ënnerscheeden tëschent enger natierlecher Gebuert an engem Kaiserschnëtt. Beim Kaiserschnëtt fënnt jo keng normal Besiidlung vum Kand duerch d'Bakterie vun der Mamm statt, wann et duerch de Gebuertskanal geet. Dat heescht, d'Kand besidelt sech da mat deene Keimen, déi grad, wann et am Spidol ass, am Zëmmer sinn an an der Umgebung.

Mir wëssen awer, dass d'Besiidlung an dat natierlech déi bakteriell Mikroflora eng grouss Roll spillen, well esou kann een zum Beispill aus der Daarmflora, ouni dass een elo d'Persoun kennt, schonn ofliesen, dass et eng iwwergewichteg Persoun ass – just aus der Daarmflora. Dat heescht, hei ass sécherlech e gutt Argument, fir ze soen, dass ee muss erofgoen, wat d'Zuel vum Kaiserschnëtt ubelaangt.

Deen zweeten Aspekt ass natierlech d'Stëllen. Och d'Stëllen ass eng Protektioun fir d'Kand. Och do sinn natierlech Laktobazillen, déi kënnen iwwerdroe ginn. Et ass de Kontakt, den Hautkontakt mat der Mamm. Also och d'Stëllen ass natierlech eng Protektioun.

An dann den drëtten Punkt sinn Antibiotika. Ech mengen, Antibiotika, déi kënnen innerhalb vun enger Kuer d'Daarmflora futtimaachen. Do gëtt et och Etüden, déi weisen, dass eng Kéier Antibiotika geholl virum zweete Liewensjoer, dat ka laangfristeg Stéierung ginn, Risiko fir Iwwergewicht, awer och fir Diabeetes, fir chronesch entzündlech Daarmerkrankungen, allergesch Erkrankungen. A fir dass déi Daarmflora sech erkrëtt, ass net einfach. Zum Beispill, wann e Kand eng Kéier am Joer Antibiotika kritt, ass et méiglech, dass d'Daarmflora sech guer net méi kann erkréien.

Dat heescht, dass sinn elo dräi Aspekter: Gebuert, natierlech Gebuert versus Kaiserschnëtt; da stëlle versus net stëllen, méi laang stëllen, wat natierlech vu grousssem Virdeel ass; an och bei de Medikamenter, speziell ... Et ass meeschtens d'Mittelohrentzündung, wou dann Antibiotika verschriwwen ginn. Mee Antibiotika si ganz problematesch, grad bei klengen Kanner, fir eng Daarmflora.

An dat sinn dräi Aspekter, wou ee ka geziilt och usetzen, a menger Meenung no missten déi och zu engem Aktiounsplang gehéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Schockmel.

Domat wär d'Lëscht vun der Riedner ofgeschloss an dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Gesondheetsministesch.

Prises de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | ... a fir sozial Sécherheet.

Merci, Här President. Merci all menge Virriedner. Eigentlech kéint ech elo ganz séier sinn a soen: Et ass

schon alles gesot ginn an ech erklären Iech elo, wat mir da maachen.

Mee well de Sujet awer esou wichteg ass a mir och am Accord de coalition stoen hunn, dass mer d'Santé préventive géifen op dee selwechten Niveau setze wéi d'Santé curative, denken ech awer, dass et sénnvoll ass, e bësse méi laang op de Sujet anzegoen.

Et ass awer net nëmmen Obesitéit, op déi ee misst agoen. Et misst een och op den Alkohol agoen, op den Tubak agoen. Tubak hu mer de Mëtteg jo nach um Ordre du jour. Mee well awer den honorabelen Deputéierten Dan Biancalana sech op d'Obesitéit beschränkt, wäert ech och nëmmen iwwert d'Obesitéit schwätzen.

Laut OMS – an de BMI hu mer haut schonn héieren –, gëtt et fir d'éischt emol d'Stuf „iwwergewichteg“. Dat ass e BMI vu 25. Mir hu gesot kritt de Mëtten och, dass een do da säi Gewicht respektiv seng Mass – physikaalesch richteg – dividéiert duerch de Karee vun der Gréisst a Meeteren. Wann dann do iwwer 25 erauskënnt, dann ass een iwwergewichteg. A wann iwwer 30 erauskënnt, dann ass een obèse. Awer dat ass just en Indicateur.

(Interruption)

Eigentlech ass Obèse-sinn eng chronesch Krankheet. Dat heescht, déi muss en Dokter feststellen. An dat ass eng anormal an exzessiv Accumulatioun vu Kierperfett, wat der Gesondheet ka schueden, déi op ville Facteure ka berouen, an d'OMS nennt der zéng als Ausléiser. Verschiddener sinn de Mëtteg scho genannt ginn.

Deen éischten, deen an der OMS-Lëscht steet, ass d'Geneetik, dat heescht eng Predispositioun; dann alles, wat ronderëm d'Gebuert geschitt – do ass den Dokter Schockmel elo kuerz drop agaangen –; dann awer och aner Krankheeten a verschidde Medikamenter, déi dat kënnen ausléisen; Gewunnechten, fir sech ze ernären – hu mer de Mëtteg schonn oft héieren –; Manktum u physischer Aktivitéit; e sedentair Style de vie; dann d'Ëmwelt – wou mer de Mëtten och kuerz drop agaange sinn –; de soziale Background – sinn ech éischter an enger Gesellschaft ënnerwee, déi kierperbetount ass, oder sinn ech an enger Gesellschaft ënnerwee, déi éischter aner Suergen huet? –; Stress, Manktum u Schlof, Nuetsaarbecht; dann d'Gefill vun Hongerhun, wat een net ka stëllen; an dann – wéi elo just och gesot ginn ass –, d'Daarmflora spillt do eng Roll.

Nieft den Ausléiser muss een awer och en An op d'Konsequenzen hunn. De Risiko vun Diabeetes 2 – net ze verwiessele mat Diabeetes 1, wat eng Autoimmunkrankheet ass –, ass vill méi grouss, mee och Häerzkrankheeten a verschiddenen Zorte vu Kriibs kënnen éischter ausgeléist ginn.

Wa mer héieren hunn, dass ee Kand vu fënnef de Moment iwwergewichteg ass, hu mer awer seelen héieren de Mëtten, dass och een Erwuessener vun dräi an déi Kategorie fält. An et gëtt net wierklech besser.

D'Ausléiser erkennen a verhënnere respektiv schlëmmer Krankheete vermeide, dat nennt ee Preventioun. Mécht een dat net, da muss een d'Konsequenzen erdroen a behandelen, an dat belaascht de Gesondheitssystem.

Och wann d'Geneetik kann ee Facteur sinn, deen derzou bäidréit, dass ee méi fréi iwwergewichteg gëtt, sou kann ee géint déi néng aner Facteure selwer eppes maache respektiv ass et d'Aufgab vun enger preventiv ugeluechter Gesondheitspolitik, fir do aktiv ze ginn.

Bei deene klengen Kanner, do ass Lëtzebuerg am Fong um internationale Plang e Virreider. An eise

Maternitéë gëtt systematesch op d'Promotioun vum Allaïement gesat, an esou wéi d'OMS et recommandéiert, ass festgestallt ginn, datt dat scho fréi Iwwergewicht ka verhënneren.

Da ginn eis nei Äerdebierger vum éischten Dag u bis hiren zweete Gebuertsdag enk begleet, andeems hir Eltere finanziell Incitatiffe kréien, wa si reegelméisseg an d'Kontrolle bei de Pediater ginn. An och do ginn eis Kannerdokteren aktiv, fir mat den Elteren an d'Gespréich ze kommen an hinne bei der richteger Ernährung mat Rot an Dot kënnen zur Säit ze stoën.

No der Aschoulung hält dann d'Médecine scolaire d'Relève a kontrolléiert all zwee Joer, ënner anerem, d'Gréisst an d'Gewicht vun de Kanner. A wann do de BMI opfälleg ass, da kréien d'Elteren e Brëif mat op de Wee, fir sech Rot ze huelen.

Zu de jonke Leit: Den Dispositif leeft dann, bis déi Kanner jonk Erwuessener sinn, dat heescht bis op Première. Sou gouf an der Vergaangenheet probéiert, virzebeugen, mee wéi mer gesinn, kënnen mer domadder net alles riichtbéien.

Den Audit vum Professor Michaud, deen de Mëtteg schonn ugeschwat ginn ass, huet eis mat op de Wee ginn, aus der Médecine scolaire eng Santé scolaire ze maachen. Wann een dat wëll ëmdenken, wat de Professor proposéiert huet, da muss ee méi cibléiert op d'Kanner an déi jonk Leit agoen, déi schonn iwwergewichteg si respektiv aner Problemer weisen, an déi systematesch Routine mat den zweejärege Kontrolle muss ersat ginn duerch e méi individuell ugepasste Kader.

An Zesummenaarbecht mat alle Partner – CEPAS, Santé scolaire, Éducation physique, Éducation à la santé –, dat heescht, dem Ministère vun der Santé an der Sécurité sociale, dem Educationminister an dem Sportminister wäerte mer do fächeriwwergräifend aktiv ginn. Mat dese Mesüre kréie mer eventuell souguer sozial Onglächheete besser an de Grëff. Duerch ee méi enke Suivi kënnen och Stress, Schlafmanktum an Nuetsaktivitéit bei Jonken entdeckt ginn, Iessgewunnechten diskutéiert a Sport systematesch an hiren Alldag agebaut ginn. Vläch ass dann déi nei Generatioun, déi esou ee kompletten Zyklus duerchlaf huet, manner dem Problem vun Iwwergewicht respektiv der Obesitéit ausgesetzt.

Bei den Erwuessenen, dat heescht bei deene manner Jonken, déi mer net iwwert d'Schoul errechen, kann d'Allgemengheet duerch d'Promotioun vu gesonden Iessgewunnechten, manner Zocker, manner Alkohol, manner Tubak oder soss Substanzen, déi ofhängeg maachen, an, wéi scho bei de Kanner, méi reegelméisseg Aktivitéit, derzou beweegt ginn, sech méi proaktiv mat hirer Gesondheet ausenannerzusetzen.

An hei ass de Moment e grouse Bedarf, well laut dem Global Observatory for Physical Activity si ronn 40 % vun de Lëtzebuerger kierperlech inaktiv, dat heescht, eigentlech e bësse méi wéi d'Hallschent aktivéiert sech an déi aner Hallschent hu mer inaktiv. Mir sëtze ronn fënnf Stonnen den Dag a bal 10 % vun den Doudesfall sinn op kierperlech Inaktivitéit zréckzuféieren. Duerfir, egal ob 30 Joer oder 80 Joer, egal ob méi oder manner kierperlech geplot: Beweegung zielt!

Zesumme mat der FLASS an dem Sportministère si mer amgaang, un engem Konzept ze schaffen, fir och déi Leit, déi duerch d'Krankheet net méi esou motivéiert sinn, fir aktiv ze sinn, rëm a Beweegung ze kréien. E Groupe de pilotage ass amgaang, fir e Concept de prescription d'activité physique en place ze setzen: Beweegung op Rezept. Den Dokter, deen de Patient jo am beschte kennt, dee schafft mat him zesummen aus, wéi eng Aktivitéit op hie passt an

assuréiert dann de Suivi. De Sportminister wäert a senger Interventioun nach méi am Detail drop agoen.

Hei ass awer och Plaz, fir op de Projet Maison de santé et des sports anzegoen, well deen hu mer och nach eng Kéier mat de Stakeholders diskutéiert, a sou wéi de Projet do louch, war en net ausgeräift an net flächendeckend en place ze setzen, a mir hunn de Moment emol dovunner ofgesinn, fir deen dëst Joer ze realiséieren, a kucken zesummen, mat dem Sportministère, fir méi Aktivitéit allgemeng ze kréien, an net op enger Plaz eng Maison des sports opzebauen.

Wann dann all Strécker räisse vun der Preventioun, da muss mer kurativ aktiv ginn. An och do sinn eng Rei Mesüre schonn en place. Mir hunn d'Clinique de l'obésité am CHL, déi och e Grupp besonnesch fir Jonker en place gesat huet. Dat ass eng Équipe pluridisciplinaire, déi net nëmme kuckt, datt ee richtig ësst, mee déi och kuckt, datt ee mental richtig encadréiert ass, datt een de richtige Suivi kritt. An d'CNS hält dat ee Joer en charge. Plus/minus 500 Patiente ginn duerch déi Clinique de l'obésité an nëmmen 10 % hunn do en Abandon.

D'Réseaux de compétences, déi ugeschwat gi sinn, déi ënnert der viregter Regierung ugeduecht gi waren, sinn nach net accordéiert, well nach net all Piëcen, all Parcoursen definéiert sinn, an do si mer amgaang, de Finetuning ze maachen, datt dat esou séier wéi méiglech am Laf vum Joer en place ka gesat ginn.

Dann ass och de Programm ugeschwat gi „Gesond iessen – Méi beweegen“. Dat ass eigentlech e preventive Plang, dee muss evaluéiert ginn. Mir hunn déi éischt Evaluatiounen gemaach a wäerten zum Ofschloss vum Plang 2025 kucken, wéi et do weidergeet. Iwwert dee Programm si Sensibilisatiounsaktiounen an de Crèchen a Maison-relais gemaach ginn an och bei anere Gruppen, déi dodrunner interesséiert waren. A si hunn e ganz kompletten Internetportail en place gesat, wou een all Informatiounen ronderëm de Plang fënnt.

Dann ass och zënter enger Rëtsch Joren e Suivi diététique en place, wou d'Leit d'Consultation diététique bezuelt kréien iwwert d'Krankekeess.

Als Konklusioun, esou wéi meng Virriedner scho soten: Obesitéit ass keng Fatalitéit! Et ka geneetesche bedéngt sinn, muss et awer net sinn, well déi néng aner Facteurs kënnen mer levéieren a kënnen mer aktiv ugoen.

Den Interpellateur hat nach d'Fro gestallt: Ass d'Regierung sech dem Problem bewusst? Ech mengen, meng Ausféierungen hu gewisen, datt d'Regierung sech dem Problem bewusst ass.

Léisungen, fir am soziale Milieu aktiv ze ginn: Wa mer et fäerdegbréngen, aus der Médecine scolaire en Dispositif de santé scolaire en place ze setzen, wou mer all d'Kanner errechen an net nëmme cibléiert dann déi mat engem sozial schwaachen Hannergrond. Well de Problem ass eigentlech iwwergräifend, mat engem Schwiéerpunkt op dem sozialen Hannergrond, dann erreche mer se allegueren.

Weider Usätz, fir Depensen ze verhënneren: D'Essenz vun der Preventivpolitik ass, Depensen ze verhënneren am Kurativen.

De véierte Punkt, Éducation à la santé, hat ech schonn ugeschwat, an d'Maisons sport-santé hunn ech och ugeschwat.

Als Konklusioun: Wat kënnen mer als Gesondheitspolitiker maachen? Den Dispositif de santé publique ronderëm eis Kanner stäerken an individualiséieren, ëmmer erëm den Akzent setzen op gesond Ernährung

mat konkrete Beispiller, Promotioun vun enger gesonder Portioun Beweegung maachen an Ofhängegkeete reduzéieren, dat heescht: Fëmmen, Alkohol an aner Substanzen, déi jo ofhängeg maachen, evitéieren. Bref, wéi ee vun de Virriedner gesot huet: eng Approche holistique an der Preventioun.

Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An dann ass d'Wuert elo fir den Här Sportminister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, Madamm Gesondheitsminister, merci fir dësen opschlösseräichen Abléck an déi aktuell Entwécklungen!

Effektiv – an Dir hutt et richtig erkannt – huet de Sportministère direkt iwwer e puer Weeër d'Méiglechkeet, déi richtig Impulser ze ginn, fir d'Obesitéit an eiser Gesellschaft ze bekämpfen. Well d'Situatioun ass uerg, si ass ganz uerg, virun allem bei Kanner a Jugendlechen, an, wéi d'Gesondheitsministesch scho gesot huet, och bei Erwuessenen.

Ier ech elo op déi eenzel Achsen am Detail aginn, wëll ech ganz kuerz op d'Aufgabeberäicher agoen, déi déi nei Regierung fir de Sportministère definéiert huet. Dëst sinn Aufgaben, déi, wéi Der festgestallt hutt, iwwert de Beräich vum Sport eleng erausginn, eebe grad, fir mat enger transversaler Approche méi effikass Léisungen op gesellschaftlech Phenomeener wéi d'Obesitéit ze fannen.

De Sportministère huet, zesumme mat senger Verwaltung, d'Aufgab, eng gesamtgesellschaftlech orientéiert Sport- a Bewegungspolitik ëmzesetzen. Nëmme esou kënnen mer d'Potenzial vum Sport a vun der Beweegung – an ech betounen dat: a vun der Beweegung – an all hire Facetten ausschöpfen, fir eis Jéngst bis awer och eis eelst Matbiergerinnen a Matbierger. Deementspriedend steet et och am Kapitel vum Sport am Koalitionsaccord: Den Term „activité physique“, also Beweegung, gëtt bal esou dacks gebraucht wéi den Term „Sport“. D'Bedeutung dovun ass deemno evident.

Eng Etüd huet gewisen, dass et ëmmer nach besser ass, ze schwéier ze sinn a sech ze beweegen, wéi net ze schwéier ze sinn a sech net ze beweegen. All Effort, dee mir deemno an d'Richtung vun der Beweegung maachen, ass also wichtig a kruzial. De Contraire dovun, also d'Sedentaritéit an d'Inaktivitéit, huet fatal Follge fir eis Gesondheet. Et gëtt also héich Zäit, dass dës Epidemie vum 21. Joerhonnert unhand vun effikass Moosnamen entgéintgewierkt gëtt. D'Inaktivitéit an hir Suite sinn nämlech en Tsunami, dee scho laang rullt a Gefor leeft, iwwert eis ze rullen.

Déi nei Regierung huet dës Urgence erkannt an zesumme mat der Santéministesch wäerte mer eis Verantwortung och iwwerhuelen. Follgend Mesüeren, déi am Koalitionsaccord festgehalde sinn, si wichtig fir souwuel déi primär, sekundär oder och tertiär Preventioun am Zesummenhang mat der Gesondheitsförderung vun eiser Gesellschaft.

Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell ronn 1.300 Sportveräiner, an deene méi wéi 130.000 Biergerinnen a Bierger eng Lizenz hunn. Als Regierung wäerte mir dësen impressionnante Reseau a Réckgrat vum Lëtzebuerg Sport gezielt stäerken, fir dass d'Veräiner hir Offer kënnen erweideren, an dat notament a Richtung Gesondheits- a Fräizäit- a Preventiounssport.

Sport a Beweegung gi mat Attributer wéi Freed, Motivatioun, Leeschtungsberetschaft, Passioun, Kënnen, Chancglächheet, Zesummenhalt, Zesummeliewen,

Gesondheet, Integratioun, Respekt a Frëndschaft verbonnen. All dës Valeuren, op déi eis Gesellschaft opbaut, ginn am Sport gelieft, an déi si mir och als Sportminister immens wichteg. De Sport ass a bleift eng Schoul fir d'Liewen.

Sech an der Gemeinschaft beweegen, zesummen trainéieren an aus dëser Gruppendynamik eraus e gesonde Liewensstil ze fërderen, huet laangfristeg positiv Retombée fir eis Gesellschaft. A wien hëllef eis dobäi, dës Dynamik ze fërderen? Dat sinn d'Traineren! Gutt ausgebildeten Traineren, déi all Dag derfir suergen, dass Jonk an Al Freed un der Bewegung hunn, déi derzou bäidroen, dass Sport- a Bewegungsprogrammer um Terrain positiv erlieft ginn, an dëst ënner anerem duerch wäertschätzenden a positive Feedback op Basis vun enger individueller Bezugsnorm.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass d'Beruffer am Sport an d'Zesummenaarbecht mat der Éducation nationale an dem Héichschoulministère och entwéckelt ginn. D'Zil dovun ass et, dass souwuel d'Qualitéit wéi awer och d'Quantitéit vun enger gudder encadréierter Sports- a Bewegungsoffer kënnen erhéicht ginn.

Am Moment hu mer leider net genuch qualifizéiert Traineren a Moniteurs oder Coachen um Terrain, fir der Demande un enger héichwäerteger Bewegungsoffer kënnen gerecht ze ginn; sief dat an de Veräiner, de Gemengen, de SEAn an den Altersheemer.

Duerch d'Entwécklung vun de Beruffer am Sport, déi vun den Aarbechtskonditiounen hier interessant an erstriewenswäert sinn, wäert an deem Kontext Remedur geschafft ginn. Natierlech mussen d'Profiler och hirer Qualifikatioun entsprechend bezuelt ginn. An deem Kontext wäerte mir de Subside qualité+ iwwer e Gesetz fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Veräiner reforméieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Secteur vum Sport an der Bewegung huet also enormt Potenzial, fir Preventiounsarbecht ze leeschten. Duerch Investissementer am Kader vun der Preventioun erreeche mir an der logescher Konsequenz dann och eng Reduktioun vun de Käschte fir d'Sécurité sociale, déi do entstinn.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, de Secteur duerch d'Entwécklung vu sengen organisationelle Capacitéiten esou ze stäerken, dass dat gesamtgesellschaftlecht Potenzial an der Gesondheetspreventioun gräife kann. Leider hunn ech net genuch Zäit, fir am Detail op dës eenzel Mesuren anzegoen, déi mir am Kontext vun der organisationeller Capacitéitsentwécklung wäerten ëmsetzen. Dozou vläicht méi zu engem méi spéiden Zäitpunkt.

Här Biancalana, villmools merci nach eng Kéier fir Är Interpellatioun, déi Dir am Januar 2023 schonn agereecht hutt an déi déi nei Regierung elo séier opgegraff huet, a fir och d'Fro ze stellen, wéi géint d'Stigmatisatioun am Beräich vun der Obesitéit kéint virgaange ginn.

Loosst mech e Beispill ginn, wou a gewëssene Sportaarte méi Gewicht e Virdeel an der Performance ka bedeuten, virun allem dann, wann eis Kanner a Jugendlecher dës Sportarten nei kenneléieren. Ech denken do zum Beispill u Judo, Rugby, Gewichthiewen oder Wordisziplinnen an der Lichtathletik, wou zousätzlech Kiloen e Virdeel kënnen bedeuten, wat déi sportlecht Leeschtung betrëfft. An deem Sënn kënnen gezielt Programmer hëllefen, d'Selbstbild duerch Erfolgerulerliefnesser vu betroune Persounen positiv ze beaflossen a sou d'Chance fir e laangfristegen Engagement an deene Sportarten ze erhéien.

Ech wëll dann och nach op d'Wichtigkeet vum vernetzten Denken an Agéieren am Kontext vu Preventiounsprogrammer géint Obesitéit agoen. D'Thematik ass komplex an, sou wéi d'Gesondheetsministesch dat schonn uganks gesot huet, si ass multifaktoriell. Et geet drëm, vun der Sensibiliséierung iwwert d'Informatioun an da weider iwwert d'Offer vu Programmer derfir ze suergen, dass eise Liewensstil esou ausgeglaacht ass, dass mir net Gefor lafen, iwwerhaapt iwwergewichteg ze ginn.

Op dëser Plaz wëll ech dann och op d'Gemengen agoen, déi niewent de Veräiner eng ganz wichteg Roll spillen. Ech sinn houfreg, dass de Sportministère mam Volet vum Coordinateur sportif en Tool geschaffen huet, fir datt d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge weider kann ausgebaut a gestärkt ginn. Si si wichteg Partner an zesumme wëlle mir derfir suergen, dass d'Offer vun de Sports- a Bewegungsprogrammer weider ausgebaut ka ginn.

De Coordinateur sportif huet iwwerdeems d'Aufgab, um Niveau vun de Gemengen esou ze agéieren, dass d'Sports- a Bewegungsoffer méi villfältig a méi komplett gëtt. Dat Ganzt ass also en Zesummewierken. Nëmme esou kann d'Offer no an no un d'Besoine vun all eise Matbiergerinnen a Matbierger ugepasst ginn.

Net ze vernoléisseggen ass an deem Kontext d'Entwécklung vun de Sportinfrastrukturen. Och do kënn op kommunalem Plang dem Coordinateur sportif eng bedeitend Roll zou.

Wéi ka sech eng Gemeng generell esou entwéckelen, dass d'Mobilité active gefërdert gëtt? Wéi kann ee fräi Plazen esou amenagéieren, dass een d'Kanner intuitiv derzou ureegt, dës Plazen ze accaparéieren a sech dorobber ze beweegen?

Fir dass déi kommunale Sportcoordinateuren net eleng mat der Bewältegung vun dësen Erausforderungen do stinn, wäert ech d'Servicer um Sportsministère an um INAPS esou weiderentwéckelen, dass si hei aktiv Ënnerstëtzung kënnen leeschten, genauso wéi mer de System vun de Subside generell um Sportsministère wäerten iwwerschaafen, fir deene verschiddenen Acteuren d'Méiglechkeet ze ginn, an esou Akzenter an der Fërderung vun hire Sport- a Bewegungsprogrammer ze setzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dëst sinn Investissementer an eis Gesondheet. Fir dës Ziler ze erreechen, gëllt et, ressortiwwergräifend ze denken an ze planegen. An ech begreiffe, dass dës Approche ganz am Sënn vun der Approche vun dëser Regierung an och vun der Chamber ass.

Positiv a konstruktiv Reuniounen goufen et an deem Sënn schonn, wéi d'Madamm Gesondheetsministesch schonn ugedeit huet, mam Gesondheetsministère, awer och mam Educatiounsministère an, net ze vergiessen, och dem Syvicol, wéinst ënner anerem de Coordinateuren sportifs an dem Projet „Impuls“.

Loosst mech nach e leschte Gedanken zu der Interpellatioun mat Iech deelen. Och Employeuren kënnen wichteg Ureizer schafen, fir d'Bewegung ze fërderen. Duerch en Ëmfeld, dat Sport a Bewegung op der Aarbechtsplaz fërdert, kann den Employeur géint d'Sedentaritéit virgoen an och esou eppes fir d'Gesondheet vu senger Mataarbechterinnen a Mataarbechter maachen. Dëst reecht vun der Plaz, op där de Printer am Betrib steet, iwwert d'Installatioun vun enger Dusch, fir de Wee mam Vélo op d'Aarbecht ze fërderen, bis hin zu engem reduziéierten Tarif fir en Abo an engem Fitnessstudio an der Géigend vu senger Aarbechtsplaz.

Als Aarbechts- a Sportsminister maachen ech mer Gedanken driwwer, wéi e Konzept kéint ausgesinn, dat e bewegungsfrëndlecht Aarbechtsëmfeld fërdert an domadder Phenomeener wéi Obesitéit virbeugt. Mir sinn eis allegueren eens, dass mir

d'Thematik vun der Obesitéit zesumme mussen ugoen, fir den aktuellen Trend ze bremsen an ëmzekéieren. Mir mussen d'Preventiounsarbecht ressortiwwergräifend stäerken an e gesonde Liewensstil ënnerstëtzen. Duerch eis kollektiv Ustrengeunge kënnen mer eng nohalteg Verännerung fir kommend Generatiounen erreechen.

An da kann ech nach eng Kéier och op d'Fro vun deene verschiddenen Deputéierten agoen. Zum Beispill dem Här Biancalana, deen de GIMB ugeschwat huet, also „Gesond iessen – Méi beweegen“, wou d'Gesondheetsministesch schonn drop geäntwert huet.

De Sportsenseignant am Fundamental an eng Stonn Sport pro Dag, sinn ech an engem Interview gefrot ginn op enger Pressekonferenz. Dunn hunn ech gesot, dass dat natierlech en Dram fir e Sportsproff wier, wann eng Stonn pro Dag Sport wier, a wa Sportsenseignantë kéinten an de Fundamental kommen, mee et ass net am Koalitiounsaccord esou virgesinn. Dofir hunn ech och gesot, dass et misst mat mengem Kolleeg, dem Educatiounsminister, ofgeschwat ginn an dass dat fir mech natierlech en Dram wier.

An dacks gëtt gesot, dass ganz vill Länner dat an Europa hätten, eng Stonn Sport pro Dag, mee et ass just Éisträich, wat et huet; also net därmoosse vill Länner.

D'Madamm Hartmann hat den „LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport“ ugeschwat. Dat ass natierlech e Projet, dee mer weider wäerte féieren an dee mer sécher wäerte weider ënnerstëtzen.

Den Här Keup hat „vun 150 op 100 Fussballsveräiner“ ugeschwat. Do sinn natierlech och eng ganz Rei Fusiounen derbäi, déi derzou gefouert hunn, dass et manner Veräiner gëtt. Mee beim Handball a beim Basket ass den Här Keup awer ganz schlecht informéiert, well mam Handball Bartreng a mam Handball Bieles sinn zwee nei Veräiner an der Handballwelt entstanen, genau wéi Berbuerg Eastside Pirates an och BBC North Fox. Dat si Veräiner, déi déi lescht Jore gerénnt gi sinn. Also sidd Der schlecht informéiert.

(Interruptions)

Voilà. Mir sinn emol eng Kéier enger Meenung, Här Keup, dass mer hoffentlech géint Georgie gewannen an d'nächst Woch dann eng Final an eise Stade de Luxembourg wäerte kréien.

Dir hutt och d'Beispill Island ugeschwat. Island ass och e Land, dat ganz vill fir de Sport mécht, awer och am Moment, a Schwieeregkeeten ass a souguer hei beim LIHPS nofreet, wéi mir hei zu Lëtzebuerg fonctionéieren a wéi mir de Sport organiséieren. Also, et ass och an Island net ëmmer alles Gold, wat glänzt.

Da kann ech just dem Här Sven Clement nach soen: Et gëtt keng Excuse, fir kee Sport ze maachen.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass souguer richtig.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dat gesot, wär dann dës Diskussioun domadder ofgeschloss.

6. Ordre du jour (suite)

An iert mer zur Diskussioun an zum Vott vun deenen zwou Motiounen kommen, déi iwwert dëse Sujet deposéiert gi sinn, wollt ech Iech just dorop opierksam maachen, datt ech wollt déi Resolutioun, déi den Här Graas am Ukank vun dëser Sessiouen hei deposéiert huet, no dem Vott vun dësen zwou Motiounen direkt drunhuelen. Datt jiddweree weess, wéi et elo weidergeet.

7. Interpellation de M. Dan Biancalana au sujet de l'obésité au sein de notre société (suite)

Motions

Motion 1

Da komme mer zur éischter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Dan Biancalana. Här Biancalana, wollt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Ganz kuerz. Ech mengen, ech war a menger Interpellatioun drop agaangen, an och déi verschidde Stellungname vun den Deputéierten. An awer och Merci der Regierung, der Gesondheitsministesch an och dem Sportsminister, fir hir Ausféierungen hei op déi verschidde Froen. An ech mengen, d'Motioun, déi reit sech an dee Kader an.

Mir hunn haut héieren, dass engersäits de Volet vun der Obesitéit ganz villschichteg ass an och, mengen ech, eng transversal Approche brauch. Dofir ass en éischte Volet an eiser Motioun hei, dass ee sech och eng global Strategie gëtt par rapport zu der Ernährung an dass een déi méi generell jo dann och an de Plan national santé afléisse léisst, fir deementsprechend deem och méi e grouse Fokus ze ginn unhand och vun der ganzer Komplexitéit, déi se mat sech bréngt.

An ech mengen, ech hat och hei den Invite un d'Regierung ugeschwat: Et gëtt verschidde Modeller an eisen Nopeschlänner, a Frankräich respektiv an der Belsch, wat effektiv d'Mesure-fiscallen ugeet, wat effektiv verschidden Alimenter ugeet, déi zockerhaltig sinn, mee awer och Salz an och Fetter enthalten. Et sollt ee sech dat einfach mol ukucken an et deementsprechend och studéieren. Ech mengen, et gëtt Länner, déi hunn dat.

An natierlech dann och den drëtten Tret: einfach d'Opportunitéit evaluéieren, fir esou fiskal Mesuren ze huelen. Ech hat a menger Interpellatioun jo och gesot, dass een natierlech – ech gesinn, dass och de Finanzminister hei ass, dofir och Merci fir seng Presenz, well ech mengen, et geet net ouni de Finanzminister – och muss kucken, ënner wéi enger Form d'Opportunitéit besteet, dat anzeféieren, an dass een dat natierlech och „à échelle européenne“ soll kucken.

Eis Nopeschlänner hunn et: Frankräich an d'Belsch. Bon, déi Däitsch hunn effektiv méi op d'Fräiwellegkeet gusat, mee et soll ee sech op alle Fall esou enger Diskussioun deementsprechend och net verchléissen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. An deem éischte Punkt vun der Motioun gëtt déi Ernährungsstrategie gefrot. Mir begréissen dat. Mir gesinn och, dass dat politickiwiergräifend ass, dat heescht, a verschiddene Ministären. Dofir si mer awer méi skeptesch, fir dat an de Plan national santé ze schreien, deen elo 2023 eréischt verëffentlecht ginn ass an eigentlech en route ass, fir deen erëm ze änneren.

Mir gesinn dat an der Landwirtschaftspolitik, mir gesinn dat – et ass jo och eng Alimentatiounspolitik – dann an der Educatiounspolitik. An ech mengen, do muss ee sech d'Méiglechkeet ginn, fir dat esou ze formuléieren, dass dat och funktionéiert.

Dann, wat d'Steier ugeet, si mer wierklech skeptesch, fir dat um Lëtzebuurger Niveau ze maachen. Dofir hu mer och a menger Interventioun nach eng Kéier

erkläert, dass dat wierklech op europäischem Niveau muss gemaach ginn, zesumme mat all de Länner, well dat soss Effekter huet, déi, mengen ech, net zülführend sinn. An dofir proposéieren ech, déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Eis ass d'Motioun an zwee vun dräi Invite ganz sympathesch. Bei deem zweeten Invite sinn ech e bësse skeptesch, ob et effikass ass, mee Dir fuerdert eng Studie, dofir kann ech ganz gutt domadder liewen.

Just fir et nach eng Kéier ganz kuerz ze soen: Ech mengen, eng Zockersteuer, wéi Der se an der Motioun nennt, respektiv eng Steuer op Zocker oder op Fett, huet a verschiddene Länner zu gemischte Resultater gefouert. Déi eng schwieren drop, déi aner soen, dat géif ee guer net weiderbréngen. Dat heescht, eng Studie ass, mengen ech, genau dee richtege Wunsch, dofir kënne mer dat Ganz och matstëmmen.

A beim drëtten Invite, wou Der nach eng Kéier drop agitt, dass ee Mesure-spécifiquë soll huelen, wat Zocker a Fett ugeet: Do hunn ech virdrun a menger Ried laang ausgeholl, dass mer virun allem müssen iwwert d'Verpackunge schwätzen. Mir müssen doriwwer schwätzen: Wéi maache mer Werbung dofir? Wéi stelle mer et duer? Verstoppe mer den Zocker hanner iergendengem wëssenschaftleche Begrëff oder schreiw mer wierklech drop: „Et ass Zocker dran“?

Ech mengen, och dat si wichteg Aspekter. Dofir ass et ganz wichteg, dass mer eis do net nëmmen eng uniformiséiert Approche ginn, mee dass mer iwwerhaapt emol eng Approche huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also wann ech d'Motioun richtig verstinn, da geet et jo hei net drëms, ze fuerderen, dass eng Zockersteuer soll agefouert ginn, mee et ass zimmlech vag gehal – „à étudier“ an duerno „à évaluer“, soudass een do jo dann net weess, wat derbäi erauskënnt. An do kéint ee jo am Fong dann, vu dass et näischt Konkreetes ass, och dermat averstane sinn.

Ech wëll och just soen: Ze soen, dass misst op europäischem Plang gereegelt ginn, dass ass natierlech ëmmer einfach. D'Fro, déi sech stellt, ass jo awer: Ass een derfir oder ass een dergéint? Fir et einfach ofzeginn op den europäesche Plang an dann ze soen: „O, déi kucke mol“, dat ass mer dann e bëssen ze einfach.

Ech si jo net esou gutt informéiert, wat déi Zockersteuer an Europa ugeet, mee et wonnert mech elo e bëssen, dass hei och d'Belsch steet, eis belsch Nopere, well mir kréie jo eis Produkter aus der Belsch. Ech wusst elo net, dass et do géif eng Zockersteuer ginn.

Bon, wann et déi gëtt, da wier et interessant, ze wëssen, wat fir Auswirkungen dass déi Zockersteuer an der Belsch schonn op Produkter huet, déi an der Belsch verkaaft ginn. Well déi Produkter, déi an der Belsch verkaaft ginn, si jo déi selwecht wéi déi, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. Huet dat zum Beispill mat sech bruecht, dass am Gedréns den Zockerundeel erofgaangen ass an der Belsch? An deemno jo dann automatesch och zu Lëtzebuerg? Dat wär eng weider Fro.

Bon, summa summarum, vu dass hei näischt Konkreetes gefrot ass, ausser „étudier“ an „évaluer“, kënne mer déi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Baum, et ass un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir kënnen dës Motioun hei ënnerstëtzen, well dräi vun dräi Tireten eis ganz gutt gefalen.

Eng national Strategie oder eng global Strategie ze entwéckelen, wat d'Alimentatioun betrëfft, fir d'Obesitéit an d'Evolutioun dovunner ze prevenéieren, schéngt mer relativ kloer a logesch ze sinn. An effektiv, Här Boonen, Dir hutt Recht: Et ass eppes, wat iwwert d'Santé erausgeet, wat och aner Domänen betrëfft, mee kommt, mir fänke mol mat der Santé un, fir et doranner eranzeschreien, wat jo net verhénnert, dass dat doten och an anere Beräicher eng Wierksamkeet kéint hunn. Dofir fannen ech dat kee staarkt Argument, fir do elo net derfir ze sinn.

Dat Zweet, wat gefrot gëtt, dat ass, fir ze kucken, wéi eng Mesuren a Modeller et an aneren europäesche Länner gëtt. Ech mengen, dass dat ganz sënnvoll ass.

An dann dat Drëtt: fir eeben ze kucken, wéi et ausgesäit fir d'Opportunitéit, fir esou eppes, eng Zockeroder eng Salzsteuer oder eng Fettsteuer, och zu Lëtzebuerg anzeféieren, an dat eeben zesummen an Ofsprooch mat eventuellen europäesche Partner. Dat schéngt mer och ganz logesch ze sinn. An och do géif ech soen: Jo, sécherlech gëtt et och Chantieren, wat d'Verpackung ugeet, mee kommt, mir fänken emol mat deene fiskale Mesuren un, déi hei proposéiert ginn!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann ass et um Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech maachen et ganz kuerz: Mir fannen d'Motioun gutt, duerfir stëmme mer se och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Bausch.

Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da proposéieren ech, zum Vott iwwert dës Motioun ze kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen,

MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Boonen. Här Boonen, wëllt Dir nach Stellung huelen? Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Ganz kuerz. Also, d'Motioun rappeliert nach eng Kéier déi Saachen, déi mer an eise Riede gesot hunn, mengen ech: dass mer eng Bewegungspolitik brauchen, dass mer eng Médecine scolaire oder dann eng Santé scolaire an Zukunft brauchen, dass dat ugepasst gëtt. An d'selwecht: och um Niveau vun der Médecine générale oder de Soins primaires do axéieren, an nach eng Kéier, dass dat Ganzt eeben um Niveau vun der Politique alimentaire muss stattfannen. Voilà, dat ass nach eng Kéier de Resümee vun eise Virschléi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Boonen. Sinn dozou Wuertmeldungen? Den Här Clement, den Här Keup an den Här Biancalana. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech fannen déi ganz Motioun relativ interessant. Et sinn eng Rëtsch nei Elementer dran, mee ech fannen awer och eng ganz Rëtsch Elementer dran, déi mer u sech schonn hunn.

Virun allem, wann ee sech déi véier Buschtawen LTAD eng Kéier wierklech an Erënnerung rëfft. „Lëtzebuerg lieft Sport“, do geet et souwuel ëm dat am formellen, am nonformelle Beräich, et geet drëm, dass mer iwwert d'ganzt Liewen u sech Sport maachen. Dofir fannen ech et e bësse speziell, muss ech elo awer hei soen, dass mer solle fuerderen: „la mise en place d'un programme de remise à l'activité physique et aux sports“.

Ech hunn d'Gefill, dass do virun allem d'Acteuren am Sportsberäich déi lescht Jore ganz, ganz vill gemaach hunn, dat och weiderhi maachen, an et hei esou e bëssen uklänge gelooss gëtt, wéi wann näischt gemaach géif ginn.

Also, mir stëmmen déi Motioun mat, well e puer nei Elementer drastinn. Wann ech zum Beispill iwwer d'Ëmbau vun der Médecine scolaire nodenken, ass dat super, mee ech fannen, dass et een hei 80 % quasi Copier-coller aus dem LTAD-Konzept gemaach huet, ouni ze soen, dass den LTAD-Konzept u sech d'Source ass. Ech fannen awer, intellektuell hätt een dat e bësse méi éierlech kennen duerstellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, viles ass hei elo net onbedéngt nei. Et si vläicht zwee Punkten, op déi ech wëilt agoen.

Deen éischten, deem ass d'„faisabilité d'un système d'éducation“. Bon, dat ass erëm „analyser“. Et ass also och erëm näischt Konkreetes. Mee mir hu jo am Moment awer an der Schoul de Biologiesunterricht – an der Primärschoul, am Lycée –, wou jo awer och scho viles esou gemaach gëtt. Op jidde Fall menger Erfahrung no, mat menge Kanner, gëtt do ganz vill schonn op d'Essen opgepasst, fir de Kanner dann do déi néideg Informatiounen ze ginn, fir sech gesond ze ernären. Voilà. Also, dat schéngt mer och vläicht elo e bësse wäit ze goen, fir do en eegent Fach anzeféieren.

An deem zweete Punkt, dass ass awer elo een, wou ech méi kritesch sinn, well dat klängt elo hei harmlos, mee do ass awer eppes hannendrun, an dat ass de

leschte Punkt: „développer davantage le programme Food4Future“.

An et geet jo hei an dëser Motioun ëm d'Gesondheet. An de Food4Future, dee gesäit vir, dass méi vegetaresch an de Kantine soll giess ginn. An de Food4Future gesäit och vir, dass de Veggie-Day agefouert gëtt, wou Fleesch a Fësch da verbuede ginn ...

(Interruption)

... op engem Dag. Dat ass da méindes am Kolléisch, um Geesseknäppchen an där grousser Kantine. An de Punkt ass jo awer deen: Wann et an enger Motioun ëm d'Gesondheet geet, muss ech awer elo soen, dass vegetaresch net onbedéngt méi gesond ass wéi Fleesch.

Une voix | Ou?

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | A gitt mol eng Kéier ...

(Brouhaha)

Gitt mol eng Kéier kucken do an d'Kantine op de Geesseknäppchen, an da frot Der mol déi Proffen, déi dohinne ginn, och méindes, wat se do als vegetaresche Menü ugebuede kréien. Et ass meeschtens einfach e ganz groussen Teller Nuddele mat e bëssen Tomatenzooss drop. Dat ass dann e vegetaresche Plat. An Dir kënnt mir jo net soen, dass dat am Sënn ass vun enger gesonder, equilibréierter Ernährung! Ech mengen, do wier et vläicht grad esou gutt, d'Leit krite e Pouletsschnitzel.

Ech soen Iech Merci. A mir stëmmen dergéint.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Mir hunn déi Motioun hei als LSAP duergelies.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Biancalana huet d'Wuert.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Dan Biancalana (LSAP), interpellateur | An esou wéi och den Här Clement gesot huet, mengen ech, sinn hei eng Rei Elementer respektiv Projete schonn amgaangen. Et sinn eng Rei anerer, bon, déi e bësse méi ausgeriicht sinn, also déi an eng Ausrichtung ginn. Bon, et mierkt een, dass dat awer eng Ureierung vun enger ganzer Rei Mesüeren ass.

Den Objet vun eiser Motioun virdrun, déi zwar d'Majoritéit verworf huet, war, fir eis iwwergeuerdent doriwwer eng Strategie ze ginn. Bon, hei ass eng Ureierung vu Mesüeren, et geet zwar an déi richteg Richtung, et ass schued, well et mer hei am Fong e Sujet hunn, wou mer eis alleguerten, mengen ech, och parteiwwergräifend, eens sinn.

A bon, et ass vläicht schued, dass eis Motioun net matgedroe ginn ass, mee mir droen déi heite mat. Si geet an déi richteg Richtung. Mir hoffen awer, dass nieft der Ureierung vu Mesüeren dann och nach en Iwwerbau hei kënnt.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldungen.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

Dem Här Keup säin Non geet net. Ok. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Nee: 4. Do huelen ech jo un, dass dem Här Keup säi Vott dann net derbäi ass. Da rechne mer deen derbäi, also 5 Non. Dës Motioun ass also ugehol mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Fred Keup) et M. Tom Weidig.

8. Résolution de M. Gusty Graas concernant les élections présidentielles de mars 2024 en Russie

An da géif ech proposéieren, dass mer elo dem Här Gusty Graas seng Resolutioun huelen. Här Graas, Dir wëllt nach Stellung dozou huelen. Här Graas.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Och merci, dass déi Resolutioun esou séier elo hei nach op den Ordre du jour kënnt. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dass mer eis Gedanke maachen iwwert dat, wat déi lescht Deeg a Russland vir sech gaangen ass. Do ware sougenannte „Walen“. Während dräi Deeg sollt en neie President gewielt ginn. Et ass och en neie President gewielt ginn. Dat ass keng Iwwerraschung: Den Här Putin krut bal 88 % vun de Stëmmen. Wann een allerdéngs dat elo alles analyséiert, wéi u sech dee ganze Walvirgang ofgelaf ass, da muss ee sech awer munch Gedanke maachen.

Ech mengen, fir eis als rechtsstaatlech Demokratie ass et natierlech immens wichteg, dass Walen ëmmer no engem ganz klaren demokrateschen Regime oflafen. Dat war mat Sécherheet hei net de Fall. Ech wëll op e puer Punkten hiweisen, firwat dass dat net esou war.

Éischtens emol hunn d'Russe keng Observateuren zougelooss. Ech hat selwer d'Geleeënheet, 2018 bei de Presidentewalen derbäi ze sinn als Observateur vun der OSZE. Dës Kéier ass dat verwiert ginn. Russland huet net akzeptéiert, dass vu baussen am Fong geholl kéinte Kontrolle gemaach ginn, wéi dee ganzen Oflaf géif vir sech goen.

An dat Zweet – an ech mengen, dass ass besonnesch en Aspekt, deem een esou net kann akzeptéieren –, dass ass, wann an engem besatene Gebitt Walen

organiséiert gi fir e President, deen am Fong geholl keng Kompetenz an deem Land huet. Ech schwätzen hei vun deene véier Oblasten Donezk, Luhansk, Saporischschja an Cherson, wou jo am Fong dann och Wale stattfonnt hunn, wou mer wëssen, op wat fir eng Manéier déi Walen nach deelweis ofgelaf sinn, wou Gewalt agesat ginn ass, fir datt d'Leit praktesch hu misse wiele goen an natierlech esou hu misse wielen, wéi dat vu verschiddene Leit gewënscht war.

A wat och ganz inakzeptabel ass, ass, datt hei d'Opposition net zougelouss ginn ass, datt nëmmen Alikibikandidate konnten hir Kandidatur stellen. Dat ass alles, wéi gesot, an deem Sënn esou net ze akzeptéieren.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt och mir als Chamber hei en Zeeche setzen, datt mir ganz kloer déi Walen esou, wéi se ofgelaf sinn, condemnéieren. International sinn, wéi gesot, ganz staark Reaktiounen komm, och scho vun der Lëtzebuerger Regierung. Den Ausseminister huet sech do och ganz kloer positionéiert. An dowéinst sinn ech der Meenung – am Numm vun der Majoritéit deposéieren ech, wéi gesot, déi Resolutioun hei –, datt mir als Chamber dat esou och net kënnen akzeptéieren.

Ech sinn awer besonnesch houfreg, datt sämtlech Fraktiounen hei an och d'Sensibilités politiques déi Resolutioun hei wäerten ënnerstëtzen, och wann d'Kolleege vun der ADR se net ënnerschriwwen hunn. Mee si hu mer awer verséichert, datt se awer och hei derhannert géife stoen.

Wéi gesot, dowéinst wier ech frou, wann hei an deem Sënn e grouse Konsens géif erauskommen, well et awer wichteg ass, datt grad mir, d'Lëtzebuerger Land, e Land, wat demokratesch Walen héichhält – ech mengen, et ass dat, wat dëst Land och auszeechent, wat dëse Rechtsstaat auszeechent –, ganz kloer och en Zeechen no bausse setzen, datt mer net kënnen zouloossen, wann hei an engem Land, wat ëmsou méi elo de Moment och nach e groussen Aggressor ass, Walen oflafen, wou all elementar Rechtsprinzipien net respektéiert ginn.

An dowéinst, wéi gesot, wier ech frou, wann Der där Resolutioun hei Är Ënnerstëtzung géift ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Ech fueren elo der Reiefolleg vun de Parteien no. An dann huet den Här Hansen fir d'Éischt d'Wuert.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass kloer: Fräi a fair Wale sinn e Grondprinzip vun der Demokratie. Dat ass notamment a Russland net de Fall gewiescht. D'Opposition ass brutal néiergemaach ginn. Et ass hei och wichteg, eng Kéier un den Alexej Nawalny a säin Assassinat ze erënneren, gradesou wéi u säi Porte-parole, säi fréiere Porte-parole, de Leonid Wolkow, deen zwee Deeg virun de Walen a Litauen, wou en am Exil war, fir d'Éischt mat Tréinegas besprécht ginn ass an du mam Hummer attackéiert ginn ass. Dat ass dat, wéi Russland och am Ausland funktionéiert: All Opposition gëtt niddergeschloen.

De Gusty Graas huet et ganz kloer gesot: Et ass och keng Walobservatioun, weeder vun der OSCE nach vun der Europäescher Unioun, zougelouss ginn. Dat ass einfach ganz kloer e Beweis, datt dohannen nëmmen Theaterwale waren. Ech mengen, mir hätten dat doten och scho kënnen virun de Wale ganz kloer soen.

Mir akzeptéieren als Chamber déi dote Brutalitéit, wéi all Opposition do niddergemaach gëtt, net. An

dat heiten ass e ganz wichteg Zeechen, datt mir deen Theater, dee se eis do probéiere virzegaukeln, net unhuelen an datt mer eis do resolutement dergéint stellen.

Ech soen Iech Merci, an d'CSV ënnerstëtzt dat heite ganz kloer. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A merci och dem Gusty Graas dofir, déi Resolutioun hei deponéiert ze hunn. Ech mengen, dass se gutt erkläert ass. Ech wëll och wirklech nach eng Kéier soen, dass dat, wat mer iwwert de Weekend a Russland erlieft hunn, keng Wale waren, mee dat war eigentlech e staatlech organiséierte Plebiszitt fir de Regimm Putin, wou et eenzeg an eleng drëms gaangen ass, fir souwuel no banne wéi no baussen ze suggeréieren, dass dat ganz Vollek hannert dem Regimm steet. An dofir ass et gutt, dass mer hei drop opmierksam maachen, dass déi Walen do eigentlech eng Farce waren.

Nach wëll ech awer gäre soen, dass ech e bëssen enttäuscht sinn, dass mer net méi Courage gewisen hunn an där Resolutioun. Mir hätten eigentlech an där Resolutioun elo och missen driwwer schwätzen, dass et déi fräi Press a Russland net méi gëtt, dass et keng onofhängeg Organisatiounen méi gëtt, déi fräi kënnen schaffen – déi lescht wichteg Mënscherechts-ONG Memorial huet opgehalen ze funktionéieren a Russland –, dass et keng politesch Opposition méi gëtt an dass déi, déi sech dann nach trauen, entweder dout sinn oder am Prisong sinn oder mussen am Exil liewen.

Nee, dat, wat e Sonndeg a Russland organiséiert gouf, dat erfüllt a kengem eenzege Punkt déi international Standarden, déi fir eis gëllen, wa mer vu fräien an demokratesche Wale schwätzen!

An dann hätt ech och fonnt, dass mer an dëser Resolutioun roueg och hätte kënnen eis Ënnerstëtzung ausdrécke fir all déi couragéiert Leit, déi sech nawell an där schwieriger Situatioun, an där se sinn, trotz alle Schikanen an deene geféierlechen Émstänn trauen, hir Meenung ze soen, sief dat, dass se hir Solidaritéit weisen um Begrieffnis vun Här Nawalny oder dass se soss op iergendeng Aart a Weis protestéieren. Mee vläicht fanne mer och do nach Geleeënheet ... Mir hu jo nach aner Debatten zur aussepolitescher Lag, da fanne mer vläicht do eng Geleeënheet, fir dat nozehuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. An och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Graas, datt en eis deen Text hei presentéiert huet. Ech mengen, och mir deelen déi Suerger ëm d'Demokratie a Russland. An dofir stëmme mer dat hei och mat. Do si gravéierend Defiziter. Souwuel den Här Graas wéi och den Här Cruchten hunn an hiren Interventiounen op e puer dovun opmierksam gemaach. A well dat eeben esou ass, mengen ech, ass et och vun eis e Signal fir ze soen: „Déi do Defiziter, déi si fir eis net akzeptabel!“ An dofir hoffe mer a verlaange mer och vun eise russesche Partner ze kucken, fir d'Demokratie an hirem Land erëm méi grouss ze schreiwen.

Wat awer elo den Text vun där Resolutioun hei ugeet, do wollt mer e puer Bemierkunge maachen, och fir ze erklären, firwat mer se net mat ënnerschreiwen.

Dat Éischt ass: Den Zweck an den Effekt ginn net ganz kloer ervir. Wann een déi Wale condemnéiert – an den Här Graas, den Här Cruchten nach méi an och den Här Hansen hate mëndlech staark Wiederfonnt –, da muss ee sech froen: Wann een dat condemnéiert an esou kritiséiert, erkennt een dann d'Resultat un? An dat ass eppes, wat op ass.

Mir mussen soen, fir eis: Mir erkennen d'Resultat vun de Walen un. Ech mengen, et besteet fir eis elo keen Zweifel, datt den Här Putin als President vu Russland gewielt ass. Wéi et gewiescht war, wann déi Wale méi demokratesch gewiescht wären, ass eng Fro, mee et gëtt an e puer westleche Staaten Diskussiounen, ob dann elo den Här Putin nach Staatschef wier oder net. Dat ass fir eis keng Fro. An dat ass eppes, wat mer awer och an dësem Kontext wëllen ënnersträichen.

Dat Zweet ass déi Fro vun der OSZE. Mir bedauere genesou wéi den Här Graas an den Termen an esou weider, datt Russland keng Observateure vun der OSZE invitéiert huet. De Problem derhannert ass awer een, dee gravéierend ass an deem Sënn, datt mer gär hätten, weinstens mir als ADR, datt déi international paneuropäesch Organisatiounen, wéi d'OSZE eng ass, awer kënnen weider als Forum vum Dialog déngen, well soss hu mer keen Dialog méi an enger internationaler Organisatioun mat Russland, ausser der UNO natierlech an deenen aneren Organismen. Et ass awer wichteg, datt mer nach e Forum hunn, och an Europa, wou mer kënnen zesummen diskutéieren.

Dat Vertrauen ass net méi do – géigesäiteg. Déi Leit, déi zu Wien ware bei der leschter Wanteressioun vun der OSZE, hu materlieft, wéi aggressiv – Russland ass iwwerhaupt net komm! – dat Klima eigentlech war. An et kann een novollzéien, firwat Russland senger Obligatioun do net nokomm ass, mee et muss een et bedauern. An dat steet och hei dran.

Ech wëll och de Kolleege vun der DP soen, datt deen een oder anere vun hinnen, deen an der OSZE-Delegatioun ass, en ukraineschen Text zu Wien mat ënnerstëtzt, mat ënnerschriwwen huet, dee verlaangt, datt Russland soll ausgeschloss ginn aus der Assemblée parlementaire. Jo, wann een dat freet op där enger Säit, kann een op där anerer Säit schlecht fuerderen, datt se sollen Observateuren invitéieren. Do muss ee wëssen, wat ee wëll.

Eis Positioun als ADR ass: Mir hätte gär, datt d'OSZE hire Rôle ka spillen als paneuropäesch Organisatioun an als e Forum vum Dialog och a schwierigen Zäite kann déngen, awer mir bedauern, genausou wéi et hei proposéiert ass, datt Russland senger Obligatioun do net nokomm ass.

Deen drëtten Theemekomplex, deen een och nëmme kuerz uschwätzen an hei net am Fong diskutéieren kann, ass dee vum internationale Recht am Kontext vun der Sezessioun oder och am Kontext vun dem Droit à l'autodétermination des peuples. Dat sinn zwee Theemekomplexer, déi eis beschäftege säit der Sezessioun vum Kosovo vu Serbien, wou och en Avis vum Internationale Gerichtshaff produzéiert gouf a wou mer keng eenheetlech Doktrinn an der Europäescher Unioun entwéckelt hunn. Et si Länner an der Europäescher Unioun wéi Lëtzebuerg, déi d'Sezessioun unerkannt hunn, an et sinn aner, déi se net unerkannt hunn.

De Problem dobäi ass net nëmme spezifesch de Kosovo, mee allgemeng dee vun der Doktrinn: Wéi entwéckelt sech dat internationalt Recht an deem Beräich virun? Awéiwäit ass et applikabel op aner Fäll, wéi zum Beispill dee vun der Krim, vum Donbass an esou weider? Do ass keng eenheetlech Doktrinn. Mir kënnen dat haut net diskutéieren, dat ass eng komplex Matière, déi eis um internationalen Niveau

warscheinlech nach wäert fir Joerzénge beschäftegen, mee et ass awer eng Fro, déi zentral ass, well hei eng Rei vu Grondprinzipien aus der UN-Charta a Konkurrenz zueeneen trieden. Dat eent ass natierlech d'Gewaltverbuut, d'Inviolabilité des frontières nach aus dem Helsinki-Prozess an esou weider, mee awer och eeben aner Grondprinzipie vum internationale Recht.

Eng lescht Bemierkung ass, datt een awer d'Signal net därerf falsch verstoen, wat vun deene Walen ausgeet a Russland. Onofhängeg dovun mengen ech, datt vill Russe gewielt hunn an dem Här Putin seng Regierung an hie selwer ënnerstëtzt hunn, fir ze weisen, datt se sech solidaresch an deem Krich weisen, engem Krich, deen a Russland verstane gëtt als e Krich vum Weste géint Russland. Dat ass eppes, wat mer an der Analys vun deem, wat do geschitt ass, mussen mat bedenken, zemoos an enger Situatioun, wou mir hei am Westen awer dacks oneens an zerstridde sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn elo keng aner ... Dach, den Här Clement. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat d'Gefill, enger schlechter Soap-Opera bäizeewinnen, wéi deen Theater vu Russland als Wale verkaaft gouf. An ech soen et dann och hei ganz kloer: Mir erkennen deen Theater net als Walen un! Et sinn nämlech keng Wale gewiescht. Well fir datt et Wale sinn, muss een e Choix hunn, e richteg Choix, an – ech mengen, et gouf virdu gesot – da muss et fräi a fair zougooen. An dat war hei net de Fall.

D'Opposition hat iwwerhaupt mol keen, voire ganz begrenzten Zougang op de Walziedel, vun enger Campagne net ze schwätzen. A vun enger Press, déi déi Campagne kéint kritischesch begleeden an hannerfroen, mussen mer a Russland zënter e puer Joer guer net méi schwätzen.

Dat Ganzt fënnt dann och nach illegal a besate Gebidder ënnert dem Drock vun der Kalaschnikow statt, wou also Leit, déi grad besat sinn an Doudesangsch hu virun engem Occupant, mussen wile goen. An ob dann dee Choix, deen déi Leit dann do um Walziedel ausdrécken, och tatsächlech rapportéiert gëtt, dat weess keen, well et ass aus Quelle vun der russescher Opposition awer relativ substantzéiert ginn, datt doudeg Leit weiderhin op de Wielerleschte stoungen an anscheinend och mat grousser Majoritéit ofgestëmmt hätten.

Et ass eis zougedroe ginn, datt generell aus Walbüroen haaptsächlech an de besate Gebidder op eemol keng Resultater kommunizéiert goufen. Et kann ee sech also d'Fro stellen, ob net awer vläicht deen een oder aneren hei de Courage hat, fir änlech wéi d'Lëtzebuurger deemools ënnert dem Okkupant eppes anescht ze stëmmen, wéi den Okkupant dat wollt. A genau do si mer bei faschistesche Methoden, déi hei applizéiert goufen, bal op den Dag genau 91 Joer no der leschter Wal am Däitsche Räich. An ech mengen, dee Vergläich ass ze zéien.

De Putin féiert sech ëmmer méi wéi e faschistoiden Diktator op, deen an enger Dramwelt leeft an dee mengt, sech mat esou engem Theater, mat esou enger Soap-Opera, nach iergendwéi hei kënnen als Demokrat ze verkafen. Ech soen et nach eng Kéier ganz kloer: Fir eis waren dat hei keng Walen, an domadder kann een och net vun engem legitime Resultat schwätzen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat gemengt, Dir géift einfach der Rei no fueren, Här President, sou wéi Der dat gesot hat. Voilà, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Et deet mer leed, Madamm Tanson, mee et waren Of- an Umeldungen hei, dofir ass déi Reiefolleg e weineg duercherneegeroode gewiescht.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A, mee dat war net fir d'Wuertmeldung en tant que tel. Dat war eng aner Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Pardon.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also, ech mengen, et ass scho ganz vill gesot ginn. Mir deelen natierlech absolutt de Constat, dee gemaach gëtt, dass déi Walen – wann een dat ka soen, oder wann een dat ka Walen nennen, wéi se ofgelaf sinn – op kee Fall kënnen als en demokratesche Prozess consideréiert ginn an dass et extreem bedauerlech ass, dass do net international Observateuren zouge-looss waren, fir dat ze kontrolléieren.

Ech muss allerdéngs soen: D'Interventioun vun der ADR huet mech e bëssen interpelléiert, ...

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... well op där enger Säit gesot gëtt, jo, dat wier alles an der Rei – ech liesen d'ailleurs hei net dat an deem Text, Här Kartheiser, wat Dir gesot hutt –, an op där anerer Säit dann awer erëm relativéiert gëtt, a Fro gestallt gëtt.

Dat heescht, dass hei e Prozess ofgelaf ass, wou Wieler opgeruff gi sinn, en Ziedel an eng Urn ze geheien, a wou mer guer net wëssen, wéi et elo grad nach ugeklongen ass, wat wierklech an déi Urn geheit ginn ass, a wou virun allem déi, déi sech opgestallt hu géint deejeinegen, deen am Moment um Pouvoir ass an och weider um Pouvoir ass, ënnerdréckt ginn, op méi oder manner mysteriéis Aart a Weise stierwen, verfollegt ginn, vergéft ginn, enger reeller Persecutioun ënnerleien. An duerfir ass dat eigentlech eppes, wat een net ka relativéieren a wat een och net kann iergendwéi nach aus engem demokratesche Bléckwénkel kucken.

Duerfir ënnerstëtze mir déi heite Resolutioun. Natierlech hätt een och nach kënnen méi wäit goen. Et hätt een nach ganz vill hei kënnen draschreien, notament och iwwert d'Konsequenzen, déi Russland och wäert eng Kéier müssen droen. Mir hunn am Moment eng Diskussioun, wat mat de confiscéierte Fonge geschitt, wou et och wichteg ass, dass mer als Europa an och als Lëtzebuerg eng ambitiéis Positioun vertrieben, fir och déi ze indemniséieren, déi ënnert dësem Krich hei extreem leiden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall.

Da komme mer zum Vott vun dëser Resolutioun.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Dës Resolutioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel,

Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'incohérence des politiques en matière de santé et de prix des produits de tabac

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Inkohärenz tëschent der Gesondheets- an der Präispolitik a punkto Tubaksproduiten, déi d'politisch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Auteurs vun der Aktualitéitsstonn hunn zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite fénnef Minutten, d'Regierung fofzéng Minutten. Ageschriwwen hu sech schonn: d'Madamm Diane Adehm, den Här Gusty Graas, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo ass d'Wuert fir den honorabelen Här François Bausch als Vertrieber vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert an och dofir, datt mer de Mëtteg kënnen déi Heure d'actualité hei halen. An ech sinn och frou, datt déi zwee zoustänneg Ministeren hei sinn, fir mat hinne kënnen doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, et ass e Sujet, dee ganz seriö ass an deen och méi Facetten huet.

Ech wëll fir d'éischt agoen op dat, wat d'Fondation contre le cancer de Mäerz 2023 virgestallt huet, nämlech eng Aart Memorandum, deen och vu 36 Partnerorganisatiounen mat ënnerstëtzt ginn ass a wou am Fong e ganzen Aktionsplang opgestallt ginn ass, deen an d'Richtung solle goen, datt mer bis 2040 den Tubak op null hu respektiv datt dann ab 2040 wierklech déi éischt Generatioun kéint opwuessen ouni Tubak, also Kanner, Jugendlecher, déi net méi domadder konfrontéiert wäeren.

Bon, dat ass nach e Stéck bis 2040, mee trotzdem, mir wëssen et, esou Aktionspläng, déi sinn, och wann et nach laang dauert, schwierig an der Praxis ëmzesetzen. Mee hei geet et natierlech ëm en Asaz fir d'Recht vu Jonker, ouni Tubak grouss ze ginn. Ech mengen, dat ass den Haaptobjektiv, an an deem Plang sinn och sechs Punkten oder sechs Mesuren

opgezielt, wou gemengt gëtt vun deenen Organisatiounen do, datt dat déi weesentlech sinn, fir dat Zil kënnen ze erreechen. Ech wëll se kuerz opzielen.

Dat Éischt ass de Präis. Et ass kloer – an dat geet aus alle Studien ervir –, datt de Präis herno dee gréissten Afloss huet op d'Verhale vun de Mënsche par rapport zu deem Produkt, dat hei dann den Tabak ass.

Den zweete Punkt ass natierlech d'Preventioun, d'Preventioun virun allem bei Jonken, mat Campagnen. Bon, ech mengen, kloer, wa mer gären hätten, datt dat iwwer Generatiounen op null geet, da musse mer natierlech och do am meeschte bei de Jonken usetzen, fir datt se mol iwwerhaupt ni op d'Iddi kommen ze fëmmen.

Dat Drëtt ass de Verbuet vun der Publicitéit.

Dat Véiert ass d'Reduktioun vun der Disponibilitéit vun deene Produiten. Dat heescht am Kloertext, datt et net ze vill Geleeënheete gëtt, wou ee se ka kafen, datt dat op alle Fall ganz kloer ageschränkt ass an datt et och ënner gewëssene Kontrollméiglechkeete stattfënnt.

Dat Fënneft ass natierlech d'Protektioun vun der Populatioun par rapport zum passive Fëmmen. Do ass scho vill geschitt an deene leschte Joren duerch d'Verbuet vum Fëmmen a Restaurants, Bistrotten an esou weider, mee ech mengen, et gëtt scho Länner wéi Frankräich, do si se schonn eng Rei Schrëtt méi wäit gaangen, dat heescht, datt jiddwereen d'Recht muss hunn, fir iwwerall do, wou en ass, kënnen geschützt ze gi viru passivem Fëmmen, also virum Zigarettendamp.

Dat Sechst sinn natierlech Mesüeren, déi de Leit hëllefen, opzehale mat fëmmen. Dat heescht, mir wëssen, d'Fëmmen ass natierlech eng Sucht wéi eng aner. An och wann een de Wëllen derzou huet, ass dat net ëmmer esou einfach. Do si Leit, déi brauchen oft eng Zäit. All déi Méiglechkeeten, déi et gëtt, déi de Leit kënnen hëllefen, fir erauszekommen aus där Ofhängegkeet, déi Mesüre musse mer natierlech och allegueren ergräifen.

An do wär meng éischt Fro natierlech: Wéi gesäit d'Regierung dat? An deem heite Fall – ausser elo vläicht deen éischte Punkt, dee betrëfft virun allem de Finanzminister, ech kommen nach op deen zréck –, wéi steet d'Regierung zu deene Punkten, wëssend, datt et eng rezent ILReS-Etüd gëtt, wou iwwer 60 % vun de Leit gesot hunn, datt se géife fannen, datt d'Bremse vum Tabagisme eng absolutt Prioritéit misst genëssen? Also, dat heescht, et ass elo wirklech kloer, datt de Gros vun der Populatioun där Meinung ass.

An dat huet alles och e gudden Grond. Firwat? Majo, ech mengen, dat wësse mer alleguer: 50 % vun de Consommateure vum Tabak, déi stierwen dorunner, aus iergendengem Grond, entweder u Kriibs oder all den anere Krankheeten, wou den Tabak meeschtens op deenen éischte Plaze steet, wann et drëms geet, firwat déi Krankheeten entstinn. An duerfir ass et och esou wichteg, datt mer dat dote seriö huelen.

50 %, wéi gesot, vun de Consommateure stierwen dorunner. Éischtens emol ass dat natierlech tragesch fir déi, déi et treëft, well se hiert Liewen domadder zerstëieren, mee et huet awer och en immensen Impakt op de Budget vum Staat, op de Finanzement vun deem Ganzen, wat dat alles kascht um Niveau vun der Gesondheetskeess an de Gesondheitsausgaben.

Et gëtt a Frankräich eng Etüd vun 2019, déi huet erausfonnt, datt den direkten Tabagisme, also wirklech den direkten Tabagisme, d'Allgemengheet, also d'Gesondheets..., 16,4 Milliarden Euro kascht. A wann een awer de gesamte soziale Kontext

nach derbärechent, also wirklech de gesamte Käschtspunkt, net nëmmen déi direkt Inzidenz vum Fëmmen op deem Einzelne seng Gesondheet, da kënn een op e Chiffer tëschent 156 an 171 Milliarden Euro Käschtspunkt fir d'Allgemengheet duerch den Tabagisme.

Duerfir meng éischt Fro och do un d'Regierung, ob mer hei zu Lëtzebuerg Zuelen hunn, ob do schonn eng Kéier eng Analys an där Hisiicht gemaach ginn ass vum Gesondheitsministère, wou genau chiffréiert gëtt, wat dat kascht.

Also, wéi gesot, alles dat si Grënn genuch, firwat mer natierlech musse ganz schnell agéieren.

Da gëtt et awer och zu Lëtzebuerg niewent dem reng gesondheetlechen Aspekt en zolitte finanziellen Aspekt. An ech géif och souguer soen, deemno wéi kann et zolidd rechtlech Konsequenze gi fir Lëtzebuerg. Mir wëssen, wa mer déi Zuele kucken, wann ech emol einfach eleng d'Rechnung maachen, wat un Tabak verkaaft gëtt hei zu Lëtzebuerg an engem Joer, a wann ech da mol géif d'Gesamtbevölkerung huelen, souguer nach d'Frontaliere derbärechnen – dat ass dann eng Zuel vun 886.136 Leit –, wa mer dat dann op déi géifen ëmrechnen, wat verkaaft gëtt par rapport zu där Zuel vu Leit – an do gi mir jo da vum Baby bis zu dem Honnertjäregen –, da misst jiddwereen zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun, also déi Frontaliere matagerechent, 13,7 Zigarette pro Dag fëmmen.

Mir wëssen, datt éischstens net esou vill Leit fëmmen. Et ass éischer entre-temps eng Minoritéit, wann ech d'Gesamtbevölkerung kucken, déi fëmmt. Also ass et kloer: De Gros vun deem, wat do verkaaft gëtt, gëtt net verkaaft, fir zu Lëtzebuerg oder souguer an der Groussregioun verfëmmt ze ginn, mee do gi Geschäfte dermat gemaach.

An ech muss och soen: Ech si frou, de 24. November 2022, du war eng Heure d'actualité an der Chamber, deemools vum honorabelen Deputéierten Här Gilles Roth, dee sech ganz staark domadder beschäftegt huet. An dat, wat en deemools gesot huet – ech kommen nach drop zréck –, dat deele mer och. Mee éischstens emol wëll ech soen, datt en deemools och zu Recht hei opgezielt huet, wat dat fir de Staatsbudget ausmécht: eng Milliard oder ronn 1.500 Euro pro Awunner u Steiere vum Tabak.

An ech zitieren, wat en deemools gesot huet: „Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass am Verglach zu deenen anere Budgetposten eigentlech carrement verréckt. D'Steierakommes um Tabak an op den Zigarettten, dat ass méi wéi d'Hallschent vun der Kierperschaftssteuer, dat ass ee Véierel vum der Lounsteuer, dat ass méi wéi d'Gewerbesteier, dat ass méi wéi d'Verméigenssteuer, dat ass dat Duebelt vun der Ierfschaftssteuer an, haalt Iech gutt un, dat si 400 Milliounen Euro méi wéi d'Inflatiounsberengung vun der Steiertabell“ – deemools nach selbstverständlech.

Also, ech mengen, den Här Roth hat sech do – vëlleg zu Recht, muss ech soen – d'Méi ginn, fir déi Zuelen all erauszesechen, fir dat ze ënnersträichen. Ech muss soen, herno bei där Heure d'actualité hunn ech zwar net esou richteg erausfonnt, wat d'Konklusioun sollt sinn deemools, déi e wollt zéien, mee iergendeen Zweck hat jo déi Heure d'actualité. An ech ginn emol dervun aus, datt den Zweck deemools war, fir dat nämmlech opzeweieren, wat mir haut och um Härz läit: fir ze kucken, datt mer déi do Situatioun net méi kënnen toleréieren.

Hien huet och zu Recht deemools drop higewisen, datt et nach e ganz anere Problem gëtt, nämlech net nëmmen dee vun der Steierhannerzéiung, mee datt

carrement hei de Risiko vun der Geldwäsch am Raum steet. An en huet den Direkter vum Enregistrement zitëiert, deen deemools an der Finanzkommissioun vun enger, ech zitieren, „ugeluechter Schmuggelei geschwat“ huet „respektiv Geldwäsch an d'Spill bruecht“ huet. An dann huet e gesot: „L'orateur ne peut pas exclure“, also deemools den Direkter vum dem Enregistrement, „que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. Il s'agit là d'un phénomène relayé [...] par les médias des régions limitrophes du Luxembourg. Un autre risque est lié au blanchiment de capitaux dans le secteur de la vente du tabac.“

An dat ass natierlech haut nach net besser ginn. Elo nach rezent, de 15. Januar 2024, war an der franséischer Press aus der Region hei erëm ze liesen, datt alt rëm een erwëscht ginn ass, wou se festgestallt hunn, datt e 50.000 Euro Benefiss gemaach huet eleng duerch de Verkauf vun Zigarettten, déi zu Lëtzebuerg kaaft gi sinn. Dat si Fait-diversen, déi fënnt een an der Groussregiounspress permanent erëm. Mee dat ass nëmmen d'Groussregioun. Mir wësse jo och, wann een d'Zuele vun de Kontrolle kuckt, déi am Ausland gemaach ginn, datt dat hei, wouvun ech elo geschwat hunn, nach eng kleng Quantitéit ass. Mee do gëtt et och grouss Quantitéiten, ganz Camionen, déi iwwert d'Grenz gefouert ginn. A vill ginn der erwëscht, a ganz oft ass leider Lëtzebuerg am Collimateur, wann et dann drëms geet, doriwwer ze diskutieren.

A mir mussen eis jo awer bal eens sinn, datt dat keng gutt Situatioun ass, well, an domadder wëll ech dann een Artikel zitieren, deen de Bernard Thomas am „Lëtzeburger Land“ geschriwwen hat deemools, wou e gesot huet: „Le modèle d'affaires luxembourgeois comporte un certain nombre d'externalités négatives. L'optimisation fiscale érode la base imposable des voisins.“ Dat ass natierlech déi reng Steuerproblematik. „Le tourisme de tabac subvertit leur politique sanitaire. Arrêter la clope, c'est toujours une bonne résolution [...]. Arrêter le dumping cancérigène? C'est décidément une bonne question.“ An ech mengen, datt en domadder nëmme Recht huet.

Also, wéi gesot, et gëtt hei de gesondheetlechen Aspekt, et gëtt awer och den Aspekt vun de Steieren an der Steierhannerzéiung, e Risiko vum Blanchiment. Mir ënnergruuewen dat, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, wat déi un Efforte maachen.

An ech muss och soen: Wann ech dat alles zitëiert hunn, och dem Här Roth seng Interventioun deemools, dann ass dat, well ech och deemools senger Meinung war. An dat war och dat, wat mir an der Regierung fënnel Joer vertrueden hunn. Mir hunn eis leider an der Regierung ni duerchgesat kritt, Här Roth, an duerfir hoffen ech, datt et Iech elo besser geet, wéi et eis gaangen ass an de leschte fënnel Joer, datt Dir Iech mat deem duerchsetzt, wat Der an der leschter Legislaturperiod vertratt hutt. En attendant kënn Der Iech soss vläicht op de Budget dat schreien, wat ech hei matbruecht hunn.

(M. François Bausch montre une documentation.)

„Dese Budget verursaacht schwéier Gesondheitsproblemer.“

(Hilarité)

Well ech mengen, dat ass d'Etikett, déi ee soss misst dropschreien, wann ee weess, wou e gudden Deel vun de Recetten am Budget hierkënn a wat fir eng Konsequenzen do kënnen hannendrustoen. Duerfir, ech hoffen, datt mer eis alleguer eens sinn, datt mer op de Wee ginn, fir deem Spuk en Enn ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg féiere mer eng ganz interessant Aktualitéitsstonn iwwer engersäits de gesondheetspolitesche Volet vum Tubak an anersäits awer och de steierpolitesche Volet dovunner.

Mir sinn eis alleguerten heibannen eens, dass den Tubak ënner egal wéi enger Form, sief et aktiv oder passiv gefëmmt, äusserst schiedlech fir eis Gesondheet ass. Aus dësem Grond sinn an der Vergaangenheet och schonn eng ganz Partie Mesüre geholl ginn. Ech denken do un d'Restauratioun oder un d'Aarbecht, wou d'Fëmmen awer staark ageschränkt respektiv verbuede ginn ass. An och op de Sports-terrainen ass et verbuede ze fëmmen, wann déi Jonk do Sport dreien.

D'Accisen um Tubak sinn an der Vergaangenheet reegelméisseg eropgesat ginn, wat d'Fëmmen ëmmer méi deier gemaach huet. Am Duerchschnitt sinn dat eng 2,5 % d'Joer. An awer hu mir am Joer 2022 laut enger rezenter Etüd vun der Fondation Cancer mam Ministère de la Santé – dat ass déi, déi elo just ugeschwat ginn ass – nach ëmmer 28 % vun de Leit hei am Land, déi fëmmen, an d'Tendenz ass steigend.

Wéi ech mir déi Zuelen e bësse méi genee ugekuckt hunn, hu verschidden Zuele mech markéiert. Vun deene 16- bis 24-Järeg fëmmen 26 % Shisha. 21 % vun de 16- bis 24-Järeg fëmmen elektronesch Zigaretten. Dëst sinn der zweemol esou vill wéi dat Joer vir-drin. An am Allgemengen ass d'Zuel vun de Leit, déi E-Zigarette fëmmen, vun 9 % am Joer 2021 op 13 % am Joer 2022 eropgaangen. Wann een d'Ursache kuckt, firwat d'Leit d'E-Zigarette fëmmen, da soe méi wéi d'Hallschent vun hinnen, dass si dat aus Pleséier maachen oder well et hinnen eebe gutt schmaacht. An ëmmerhin nach 36 %, also méi wéi een Drëttel vun de Leit, ginn un, dass si d'E-Zigarette fëmmen, well se méi bëlleg ass wéi herkömmlchen Tubak.

Dozou ass awer och ze soen, dass um Marché vun der elektronischer Zigarette vill nei Produite komm sinn. Dës sinn oft flott verpaakt a gi mat engem méi oder manner aggressive Marketing verkaaft. Et gëtt Aromen dobäi, déi gutt schmaachen, a schlussendlech, wéi scho gesot, sinn d'E-Zigaretten e gutt Stéck méi bëlleg wéi herkömmlchen Zigaretten.

Dës Etüd, aus där ech d'Zuelen zitieren, huet d'Nikotinsäckelcher nach net erfaasst. Déi sinn nämlech nach relativ nei um Marché, mee et gëtt schonn Alarm geschloen, dass dës Säckelcher net ongeféierlech wiere fir d'Gesondheet. Aus all dës Grënn begrëssen ech haut ausdrécklech am Numm vu menger Fraktioun, dass d'Gesondheetsministesch Martine Deprez sech engagéiert huet, fir d'Nikotinsäckelcher a kierzester Zäit ze reglementéieren, a si wëll sech dobäi um Ausland inspiréieren.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Dës Weidere begréisst eis Fraktioun, dass de Finanzminister a senger Vir-stellung vum Staatsbudget drop higewisen huet, dass hien d'Accisen op den Zigaretten an um lassenen Tubak wäert ëm 2,7 % eropsetze fir d'Joer 2024. Hien huet och ugekënnegt, fir nei Accisen anzeféieren op tubakänleche Produkter wéi eeben der E-Zigarette oder de Nikotinsäckelcher, an dëst ab dem 1. Oktober 2024. Och dës si wichteg Mesüre géint den Tubak-konsum, well doduerch, dass et méi deier gëtt, wäerten och manner Leit fëmmen.

A Frankräich huet den Observatoire des drogues et des tendances addictives Zuele verëffentlecht, aus deene kloer ervirgeet, dass, wann de Präis vum Tubak eropgeet, de Verkaf dovunner erofgeet. D'Fro ass also, an dat ass déi kruzial Fro: Wou ass de Punkt, wou et kippt beim Verkaf vum Tubak? A genee dat ass de Punkt, dee mir net kennen.

Fakt ass awer, dass de Verkaf vun Zigaretten an Tubak eis all Joer vill Suen an de Staatsbudget eraspullt: am Joer 2023 aleng d'Accisen um Tubak eng Milliard, an da kënnt nach d'TVA derbäi. Dat si bal 5 % vun den Einnahme vum Staat, Tendenz steigend. Wann ech just d'Accisë kucken, sou geet dat erop, fir bis am Joer 2027 op 1,3 Milliarden ze klammen.

Trotz dëser Erhéijung vun den Accisë si mir awer nach e gutt Stéck méi bëlleg wéi eis Nopeschlänner, wat mat sech bréngt, dass vill Tubak zu Lëtzebuerg kaaft gëtt, awer am Ausland gefëmmt gëtt. Op EU-Niveau ass dat näischt Neits, well et gëtt och e Präisdifferentiel op den Zigaretten zwëschen Däitschland a Polen oder Däitschland an Éisträich zum Beispill.

Zu Lëtzebuerg huet bis elo nach all Regierung probéiert, de Präis vun den Zigaretten an dem Tubak méi niddereg ze hale wéi an eisen Nopeschlänner. Doduerch koum an de vergaangene Jore vill Geld an de Staatsbudget eran. Wann elo op déi Einnahme soll verzicht ginn, da froen ech konkreet déi Parteien, déi dat froen, wou si an Zukunft spuere wëlle respektiv duerch wéi eng Moossname si déi Steiereinnahmen am Staatsbudget kompenséieren wëllen.

Als CSV sti mir fir en intelligente Mix vu Mesüeren. D'Santé kuckt de gesondheetspoliteschen Aspekt an d'Finanze kucken de steierpoliteschen Aspekt.

Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Adehm Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat nennt ee Kohärenz!

M. Marc Spautz (CSV) | Déi Leit, déi konnten dat zéng Joer maachen ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | ... an hunn näischt gemaach. Voilà!

M. Marc Spautz (CSV) | ... an hunn zéng Joer näischt gemaach!

(Interruptions)

Une voix | Déi leiden ënner Amnesie haut, déi Leit!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Elo huet d'Wuert: den Här Graas. Här Graas, et ass un Iech.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir déi eng ass et eng Sucht, fir déi aner ass et e Genoss. Ech mengen, et gëtt näischt, wat d'Gesellschaft méi oft spléckt wéi eeben d'Fëmmen. An da muss ee sech natierlech och déi kruzial Fro stellen: Wéi wäit ginn d'Rechter vun de Fëmmerten? Mussen déi dem Allgemengwuel ënnergeuerdent ginn? An ech mengen, d'Astellung, dass u sech Fëmmerten an Zukunft awer mussen mat méi restriktive Moossname liewen, huet sech an deene leschte Joren ëmmer méi duergesat.

Ech wëll erënneren un all déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, sief dat, wéi nach fréier konnt an dem Bistro gefëmmt ginn, sief dat, wéi an dem Restaurant nach konnt gefëmmt ginn. Do huet een net onbedéngt déi beschten Erënnerungen drin. Wann een owes heemkum aus dem Bistro, huet ee mol misse

seng Kleeder e puer Deeg an d'Loft hänken. Oder wann een am Restaurant souz, dann ass net onbedéngt den Appetitt animéiert ginn, wann op eemol esou eng Wollek vun enger décker Zigar iwwert de Büfdeck koum. An et muss een haut, mengen ech, awer agestoen, dass dat keng einfach Decisioun war, mee datt et awer eng richtig Decisioun war an datt déi Zäiten u sech der Vergaangenheet ugehéieren. Mir hunn och e Gesetz hei den 1. Juni 2017 gestëmmt, wat u sech d'Fëmmverbuet nach verstärkt huet. D'Madamm Adehm ass do schonn op d'Detailer agaang, dat brauch ech net méi ze maachen.

Ech mengen, wou mer eis awer alleguer heibannen eens sinn, dass ass, dass d'Fëmmen esou oder esou schiedlech fir d'Gesondheet ass, an dat weist och d'Statistik. Zum Beispill gëtt geschat, dass vun zéng Longekriibsfäll der néng duerch d'Fëmmen entstinn. Hei zu Lëtzebuerg war 2022 déi heefegst Kriibserkrankung, Longekriib, och duerch d'Fëmmen ausgeléist ginn, virun allem bei de Männer. Mir haten do 109 Doudesfäll. Duerch eng Zigarette kommen ee bis zwee Milligramm Nikotin an d'Gehir. Dat kann natierlech dann eng Rei negativ Konsequenze mat sech bréngen, sief dat Häerzschléi, Erhéijung vum Blutdruck a Stresshormonen. Et ass och bewisen, dass zum Beispill vill Fäll vun engem stënterleche Kandsdoud eeben duerch d'Fëmmen während der Schwangerschaft provoziert gi sinn. An dann dierf een natierlech och net den Impakt vum Passivfëmmen hei ënnerschätzen. D'Weltgesundheitsorganisatioun huet zum Beispill festgehalten, dass ronn siwe Milliounen Leit d'Joer um Fëmmen stierwen, dovun 600.000 Passivfëmmerten.

Ech wëll awer eppes hei mol ganz kloer ënnersträichen am Numm vu menger Partei: D'Demokratesch Partei, déi stigmatiséiert net d'Fëmmerten. Mir iwwerloosse jiddwerengem déi Fräiheet, selbstverständlech, deem nozegoen. Selbstverständlech, wann dat engem Mënsch Freed mécht, Spaass mécht, da soll en och weiderhin dat Recht behalen – wat allerding natierlech net soll heeschen, dass dat een all Fräiheete vun de Fëmmerten an Zukunft soll respektéieren. Nee, an ech hunn dat jo elo schonn illustréiert, dass do schonn eng Rei Agrëff gemaach gi sinn. Mee wat wichteg ass, dass ass, dass een u sech awer net a priori een do un de Pranger stelle soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och scho virdrin hei ugeklongen: Natierlech beweege mer eis hei e bëssen esou zwëschen Hummer an Amboss. Mir hunn engersäits dee gesondheetlechen Aspekt an anersäits natierlech och dee finanziellen Aspekt, deen natierlech net ze negligéieren ass. Et ass hei scho gesot ginn: Et kann een dervun ausgoen, dass iwwert den Tubakverkaf ronn eng Milliard am Fong geholl an eise Budget kënnt – eng Milliard! A wann déi muer feelt, da mussen mer natierlech och kucken, wou mer se hierkréien. Dat ass ganz evident.

Dat wëll natierlech net heeschen, dass een elo soll d'Fëmmen u sech nach propagéieren, fir dass nach méi Recetten an de Staatsbudget solle kommen. Mir sinn och duerfir der Meenung, dass een natierlech och un der Präisschrauf dréie kann, woubäi deen Differentiel vis-à-vis vum Ausland natierlech ëmmer muss am Hannerkapp bleiwen. Well et dierf een net vergiessen: Wa mer vu Recettë schwätzen, da sinn dat Bruttorecetten, well vun deene Recetten – an d'Madamm Gesondheetsministesch weess dat mat Sécherheet entre-temps och schonn, an ech baséiere mech hei op Schätzungen – müssen zwëschen 250 an 300 Milliounen d'Joer reinvestéiert ginn, fir am Fong déi Schied, déi duerch d'Fëmmen entstinn, ze reparéieren. Duerfir dierf een also déi Zomm vu Recetten net einfach nëmme brut gesinn, mee et

muss ee sech awer och Gedanke maachen, wat nach alles do derhannert stécht.

Natierlech si mer eis bewosst, datt de Gros vun den Zigaretten net hei zu Lëtzebuerg konsuméiert gëtt, datt eeben duerch deen Differentiel viles am Ausland verkaaft gëtt. Wéi gesot, mir als Demokratesch Partei sinn net dergéint, datt un der Präisschrauf nach deelweis gedréit gëtt. An dat geschitt jo elo och am neie Budget, et ass scho virdrun hei erwänt ginn. Ënner anerem wëll ech zum Beispill hiweisen op déi Accisen op der E-Zigarette oder dann och dorop, datt geplangt ass, 100 Euro op Nikotinsachete pro Kilo ze erhiewen. Dat sinn u sech Virstellungen an och Iddien, déi mir selbstverständlech wäerte mat ënnerstëtzen.

Erëm eng Kéier, et dierf ee jo och net vergiessen: Mir hunn en héije Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg. Mir brauche gewësse Recetten. Et kann een also net einfach esou vun haut op muer dorobber verzichten.

Wat awer fir eis als Demokratesch Partei besonnesch wichteg ass, dat ass d'Sensibiliséierung, an dat wëll ech awer ganz kloer hei ënnersträichen. An do mussen mer an Zukunft vläicht nach zousätzlech Efforte maachen. Ech weisen drop hin, datt de leschten Aktionsplan 2016–2020 31 konkret Aktiounen virgeholl hat. Vläch wier et elo un der Zäit, dat ze evaluéieren, ze kucken: Awéiwäit mussen mer elo nach aner Mesuren huelen? An dann natierlech wëll ech awer och drop hiweisen, datt eeben d'Sensibiliséierung, wéi gesot, an Zukunft nach muss verstärkt ginn. Ech erënneren drun, datt am Mee 2023 déi lescht Antitubakcampagne war, #NoSmokingChallenge, an datt och elo e Projet de loi virgeluecht ginn ass, 8333, wou och nach zousätzlech Mesuren virgesi sinn.

Ech gesinn, meng Zäit leeft of, Här President. Ech hale mech och dodrun. Also, wéi gesot, nach eng Kéier ofschléissend: Mir als Demokratesch Partei wëllen op kee Fall hei elo d'Fëmmerte stigmatiséieren. Op där anerer Säit ass et ganz kloer, an dat soll priméieren: Mir müssen derfir suergen, datt an Zukunft sou mann wéi méiglech Zigaretten hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus gefëmmt ginn, well et schiedlech fir d'Gesondheet ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen (DP) | Très bien!

(Exclamations et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An elo ass d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, viru Kuerzem sinn ech zu Diddeleng iwwert den Trottoir spadséiert. Do kënnt en Auto op meng Héicht, bleift stoen, d'Fra dréit d'Fenster erof a freet mech: „Monsieur, est-ce qu'on est au Luxembourg?“ Du sot ech: „Jo, firwat?“ „Mir sichen Tankstellen, wou mer wëllen Tubak an Zigarette kafen.“ An du sot ech: „Jo, a vu wou kommt Der?“ „Jo, mir kommen uewen aus dem Elsass a mir hunn héieren, dass et sech rentéiert, fir bis hei erof-zekommen.“

Dat ass en éischte Constat: Et rentéiert sech. Mir hunn zwar eng gutt Antitubakgesetzgebung, e gudd Plan tabac, mee déi Lëtzeburger Präispolitik steet a krassem Widdersproch zu deem, wat mer u gesondheetsschietesche Moosnamen iwwer eng Rei vu Regierungen geholl hunn. Dat heescht also, déi Kritik, déi ech hei äusseren, déi englobéiert net nëmmen déi hei Regierung, mee och déi Regierung virdrun, well dee Widdersproch ass et a sämtleche Regierungen ginn: Engersäits maache mer munches géint den Abus vum Tubak, anerersäits promovéieren mer awer indirekt de Gebrauch vum Tubak.

Ech explizéiere mech: Bei eis läit den Zigarettepräis fir e Pak vun 20 Zigarette bei knapp 5 Euro. A Frankräich läit en ab Januar bei tëschent 11 an 12 Euro. An der Belsch läit en tëschent 7,5 an 8 Euro. Idem an Däitschland. An da solle mer net kommen, dass mer a Saache Präispolitik elo e grouse Schratt maachen, wa mer zéng Zantim an d'Luucht ginn. Dat ass Etiketteschwindel! Do maache mer net eppes fir d'Gesondheet, mee do maache mer eppes, fir dass nach e bësse méi an de Budget erakënnt. Esou einfach, esou kloer, an dat, well 80 % vum Verkaf vun eisem Tubak an eisen Zigaretten iwwert d'Grenz geet.

Dobäi hu mer an eisen Antitubaksgesetz vum 2006 en doriwwer eraus ganz restriktiv Moosname festgehalten. An ech mengen, all déi Efforten, déi loosse sech weisen, och déi Efforte vun der jëtzege Gesondheitsministesch. Mee hei kann d'Gesondheitsministesch esou vill maachen, wéi se wëllt: Wann d'Steierpolitik net an Aklang ass mat der Gesondheetsschietespolitik, da komme mer kee Schratt virun. An ech weess, dass ech net eleng mat menger Meinung hei stinn. Zumindest bei der CSV gëtt et deen een oder deen aneren, dee genee d'selwecht denkt ewéi ech. Mee an deene successive Regierungen hu mer eis als Gesondheitsministere vläch net duerchgesat kritt vis-à-vis vun de Partneren. Mat zéng Zantim heescht dat net, dass ee sech duerchgesat huet. Do gehéiert méi dozou.

An dann, nient deene Widdersproch beim Tubak kréie mer elo en neie Widdersproch. Eis Tubakindustrie, déi ass jo ganz afallsräch, wann et drëm geet, nei Produkter ze erfannen. Ech erspueren Iech d'ganz Opzielung, mee dat Rezentst, dat sinn déi Nikotinsäckelcher. Déi Nikotinsäckelcher, déi gi verkaft ewéi Kamellen! Et sinn awer keng Kamellen, et si Produkter, déi ofhängeg maachen, staark ofhängeg maachen. An – an dat ass de Combél vun der Saach! – mir ginn elo hin, ouni dass dat Produkt reglementéiert ass. Also, et ka fräi Werbung gemaach ginn. Onverschimmt gëtt déi Werbung gemaach! Ech hunn Iech d'lescht Woch dovun erzielt. Et gëtt kee Jugendschutz dermat verbonnen. Et gëtt net als Doping ugesinn, well an der Zwëschenzäit kënnt et op de Sportsterrainen zum Asaz. Ech hu mer soe gelooss, dass een an de Kabinen an op de Sportsterrainen ewell déi erausgespauten Tubakssäckelcher fënn.

Ech brauch net drop anzegoen, wat mä Virriedner gesot huet iwwert „Das doppelte Lottchen“. Här Finanzminister, entschëllegt, ech hu vum „doppelte Lottchen“ geschwat: deen een, deen déi Präispolitik an dee Floss vu Gelder an eise Budget als „verréckt“ bezecheent – an der Opposition huet en dat gesot –, an deen aneren, deen elo Finanzminister ass, dee seet: „Mir kënnen net dorop verzichten!“

(Interruption par la présidence)

Ech hunn nach 20 Sekonnen, wann ech dat vergläiche mat mengem Virriedner, an ech kommen och direkt zum Schluss.

Ech si ganz d'accord mam Finanzminister, wéi en nach an der Opposition war. Wa mer beim Präis kee Lenkungseffekt drasetzen, dann hu mer eppes falsch gemaach. An dat Falscht, dat maache mer am Moment. Well wa mer eppes hätte wëlle maachen, da wäeren et net zéng Centimé gewiescht oder een Euro an der Kamellebox vun de Säckelcher.

Dofir meng Konklusioun: Déi Duebelmoral vis-à-vis vum Tubak ass net nëmme gesondheetsschiedlech, mee och net gesond, net nohalteg fir de Budget. An, Här Finanzminister, Dir misst solidairesch mat de Leit sinn, déi fëmmen. Déi sinn ofhängeg vum Tubak. Här Finanzminister, als Budgetminister sidd Dir an de Budget och ofhängeg vum Tubak, ëmmer méi, an dat ass net gesond!

(Brouhaha)

M. Marc Spautz (CSV) | Firwat hutt Der dat dann déi lescht zéng Joer net geännert?

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, den Här Kartheiser wollt Iech eng Fro stellen. Huet Der déi Fro un?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Selbstverständlech! Näischt léiwer wéi dat!

M. Claude Wiseler, Président | Dat wësse mer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. An och merci dem Här Di Bartolomeo fir e ganz engagéierte Plädoyer. Ech héieren dat ëmmer ganz gär aus Ärem Mond. Ech wollt Iech just froen: Kënnt Dir eis wannechgelift soen, wat dann déi steuerlech Virstellung vun der LSAP ass? Dir hutt jo eigentlech elo fir Steiererhéijunge plädéiert. Wat wëllt d'LSAP als Präis fir den Tubak?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma, Här Kartheiser ...

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng kuerz Fro. An eng kuerz Äntwert, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Kartheiser, ech soen Iech dat. De fréieren Oppositionspolitiker huet dat ganz richteg gesot: Et muss ee kucken, wéini dass dee Lenkungseffekt asetzt. Dat heescht also, et muss een d'Präisser progressiv op deen Niveau erhéijen, dass keng Jonker méi ouni Weideres zu den Zigarette gräifen. Dat ass keng Science exacte, mee jiddefalls kann ech Iech soen: Mat zéng Centimen decouragéiert ee kee Mënsch, fir zur Zigarette ze gräifen! Also, ganz kloer, déi zéng Centimen, dat ass, wéi wann een näischt géif maachen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Elo ass d'Wuert fir den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, also, ech mengen net, dass elo een hei mengt, mir wieren der Meinung, den Tubak wier net gesondheetsschiedlech. Et ass ganz kloer: Fëmmen ass net gutt! Dat weess och, mengen ech, jidderen iwwerall hei am Land a ronderëm. An et ass och gutt, wa manner gefëmmt gëtt, zemoos bei deene Jonken. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Et geet awer hei eeben och ëm en aneren Aspekt, an dat ass de Präis. An ech wëll awer mol einfach hei eppes soen, wat ech och esou soen, wéi ech et mengen: Déi niddereg Tubakspräisser, déi sinn awer fir eis Finanzen hei zu Lëtzebuerg einfach genial! A wien déi Iddi hat, fir déi sou niddereg ze maachen, fir doduerch déi Steiersuen eranzehuelen, ma dat war e Genie! Net nëmmen hu mer méi Geld an der Täsche vun de Fëmmerten, wat schlisslech awer och en Deel vun der Bevëlkerung ausmécht, déi dofir dankbar sinn, mee och nach eng Milliard – eng Milliard! – pro Joer Steiergelder op dem Tubak fir de Staat. Geld, wat mir aus dem Ausland erakréien, ouni vill derfir ze maachen. Et ass fantastesch! Geld, dat mir kënnen huele fir eis Sozialausgaben, fir Kannergeld. Geld, dat mer kënnen huelen, wat de Leit hei am Land zegutt-kënn.

A wien op déi eng Milliard wëllt verzichten, dee muss mir awer mol erklären, wou déi soss soll hierkommen. A mir hu schon am Moment eng Milliard minus. Da wiere mer mat där heiter Milliard op minus zwou Milliarden. A wann dat dann och nach déi selwecht sinn, déi den Tanktourismus wëllen ofschaffen, da wiere mer op minus dräi Milliarden! Iergendwou muss d'Geld jo awer hierkommen, wat ee wëll ausginn. Dat ass ganz kloer.

An duerfir soe mir als ADR och: Mir wëllen hei am Land däitlech méi niddereg Tubakspräisser wéi am

Ausland ronderëm, sou wéi mer och dättlech méi niddereg Bensinns- an Dieselpräisser wëlle wéi am Ausland ronderëm. A wa mir déi Leit zu Diddeleng begéint wieren aus dem Norde vum Elsass, ma ech hätt déi mat der Hand geholl a bei d'Tankstell bruecht a gesot: „Allez-y! Allez-y! Profitéiert!“

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi schéin, dass ech net Dir sinn!

M. Claude Wiseler, Président | Elo ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dann hätt Der se awer missen aus dem Auto zerren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een et ganz einfach wëilt ausdrécken, kéint een iwwert d'Ännerungen, déi am Budget fir 2024 beim Tubak virgesi sinn, soen: „Fëmmt fir eise Budget!“ Wann ee sech d'Aussoe vun eiser neier an aler Regierung zum Theema Tubak ukuckt, muss engem awer bal eng Zort vun Hypokrisie opfalen. Op där enger Säit gëtt gesot, et misst manner gefëmmt ginn. Op där anerer Säit kéinte mer awer net op d'Recetten aus dem Tubaksverkauf verzichten. Am Géigendeel, et sollen nach méi Recetten aus dem Verkauf vun Zigaretten an aneren Tubaksprodukte generéiert ginn.

Gläichzäiteg sollen awer och weiderhi Suen an d'Preventioun investéiert ginn. Dat ass op den éischte Bléck gutt, wann ee seet: „Et komme méi Suen eran, mee dann investéiere mer méi an d'Preventioun.“ Ëmmerhi solle bis zu 90 % vun alle Longekriibserkrankungen op d'Fëmmen zrëckzeféiere sinn, awer och Häerz-Kreislaf-Krankheiten an och aner chronesch Krankheete si méiglech laangfristeg Konsequenzen. An da komme mer erëm op dat zrëck, wat mer haut schonn eng Kéier gesot hunn: Zesumme mat engem Mangel u Bewegung an enger ongesonder Ernährung ass d'Fëmmen domat de gréisste Risikofacteur fir chronesch Krankheiten an e virzäitegen Doud. Dofir ass et passend, datt mer déi zwou Diskussiounen haut zesumme féieren, souwuel déi iwwert d'Obésitéit wéi och déi iwwert d'Fëmmen.

Dowéinst gi reegelméisseg grouss Campagnë gemaach, also grouss Campagnë géint den Tubakskonsum. D'Leit sollen derzou ermontert ginn, fir manner ze fëmmen respektiv ganz domadder opzehalen. An dat ass och nëmme richtig esou. D'Preventioun ass beim Tubak extreem wichteg an all Cent, dee mer grad bei de Jonken an d'Preventioun investéieren, ass gutt investéiert.

Dofir fuerdere mir Piraten déi nei Regierung och op, fir nach méi a punkto Preventioun ze maachen, grad bei deene Jonken. An ech denken do virun allem un déi nei Produiten. An ech si frou, datt ech haut just virun der Sëtzung nach eng Äntwert op meng Question parlementaire krut, wou ech gefrot hat, ob dann eppes geplangt wier. Bon, et huet mech awer e bëssen op mengem Honger sëtze gelooss, virun allem well se iwwert d'Mëttesstonn komm ass. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, wou mer ënner anerem fuerderen, de Verkauf vun Nikotinprodukten, wéi zum Beispill Nikotinsäckelcher, u Mannerjäreger ze verbidden a méi streng Kontrollen an Zukunft ëmzesetzen. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Nikotinproduite falen zu Lëtzebuerg net ënnert d'Antitabaksgesetz.*

– *Den Nikotin ass ee staark wierksaamt Gëft, dat ganz séier ofhängeg mécht.*

– *Als Grënn, firwat Jugendlecher fëmmen, schreift d'Fondation Cancer:*

- „Peer-Drock: Fëmmen gëtt als cool ugesinn, a Jugendlecher fillen de Besoin, fir zu enger Grupp ze gehéieren; aus Angscht, ausgeschloss ze ginn, maache se, wat all déi aner maachen,
- de Besoin, fir Reegelen ze brieche,
- Virwëtz iwwer nei Erfarungen; probéiert/léiert nei Saachen kennen,
- Initiationsritual, fir an d'Erwuesseneliewen anzegoen – fir ze weisen, datt se elo Erwuessener sinn, imitéiere se Erwuessener a bewisen domat hir Onofhängegkeet,
- fir Gewiicht an/oder Appetitt ze reguléieren – Zigarette si bekannt als Appetittsuppressanten,
- fir Entspannung: Verschidde jonk Leit erliewen d'Pubertéit als eng ganz stresseg Phas voller Selbstzweifel,
- fir sech mat hiren Idoler ze identifizéieren.“

– *An engem Artikel vum „Lëtzeburger Wort“ vum 18. Mäerz 2024 gëtt de Gesondheitsministère esou zitéiert:*

„Die Verbreitung der Nikotinbeutel kann zu Gesundheitsrisiken führen.“ Deshalb habe die Regierung beschlossen, einen gesetzlichen Rahmen zu schaffen, um diese neuen Produkte zu regulieren. Als präventive Maßnahme soll die künftige Regulierung, die schädlichen Auswirkungen so weit wie möglich minimieren.“

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *de Verkauf vun Nikotinprodukten ewéi zum Beispill Nikotinsäckelcher u Mannerjäreger ze verbidden;*

– *méi streng Kontrolle bei de Verkaufsstellen ëmzesetzen, déi Tubaksprodukte verkaufen, fir sécherzestellen, datt Jonker dës Produiten net verkaaft kréien an d'Gesetz vum 13. Juni 2017 respektéiert gëtt.*

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Nieft der Preventioun seet awer dann de Finanzminister op där anerer Säit, Lëtzebuerg kéint a sengem Budget net op d'Recetten aus dem Verkauf vun Zigaretten an Tubaksprodukte verzichten – dee Finanzminister, deen a sengem fréiere Liewen als Deputéierten nach 2022 hei ugeprangert huet, datt d'Ënnerscheeder fir e Pak Zigarette vu Lëtzebuerg par rapport zu eisen Nopeschlänner an de leschten zwielef Joer explodéiert sinn. Ech zitieren en: „Ech verstinn net [...], dass den Differential ëmmer méi grouss gëtt, wann et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet“, sot den CSV-Deputéierten deemools. Do huet et dann och nach geheescht, Zitat: Mir als CSV sinn eis bewosst, „dass een abrupt weeder op d'Recettë vun dem Spritt nach op d'Recettë vun dem Tubak ka verzichten“.

„Zwei Seelen wohnen, ach, in meiner Brust“, kéint ee bal soen. Dat ass och en Zitat, fir et direkt gesot ze hunn, net datt ee seet, ech hätt plagiéiert.

(Interruptions et hilarité)

Wéi den Deputéierte Roth deemools richtig gesot huet, hat den Direkter vun Enregistrement nämlech viru Schmuggler a Geldwäscher gewarnt. All déi Bedenke schéngen awer op eemol als Finanzminister Roth wéi fortgeblosen.

An och bei der LSAP geet een elo an déi entgéintgesate Richtung. Huet et an der Regierung am Amt

als Gesondheitsministesch nach geheescht: „Mir erhéien d'Präisser net“, esou gëtt am Januar eng QP gestallt, ob d'Regierung dann elo wëlles hätt, d'Präisser ze erhéien, well, ech zitieren, erëm en Zitat: „de Präis déi beschte Waff géint d'Fëmmen ass“. Wéi den Deputéierte Roth sot: D'Präissennerscheeder sinn an de leschten zwielef Joer explodéiert. An deementsprechend hat een als LSAP zéng Joer Zäit, fir hei eppes ze änneren, wann ee gewollt hätt. Mee natierlech huet een dat no zwee Méint an der Oppositioun schonn erëm hannert sech gelooss.

(Exclamations)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sti weiderhi fir ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi bëlle!

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, bëlle wéi d'Zigaretten ënner enger LSAP-Regierung. Genau, Här Di Bartolomeo. Genau, sou bëlle ass et!

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Zéng Joer gëtt et net ugepaakt an elo zwee Méint net méi an der Regierung, da si mer do!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Sven Clement (Piraten) | Mir Piraten stinn op alle Fall weiderhi fir de fräie Choix fir déi Erwuessen. Jidderree soll eng informéiert Decisioun kënnen huelen. Mir stinn awer och fir de Schutz vun eiser Jugend.

(Interruption)

Mee dës an déi lescht Regierung si sech net eens an deenen zwou Séilen, déi an hirer Broscht wunnen, an dofir gëtt et keng Verschäerfung, keng drastesch Präiserhéijung. Nee, mir huelen awer gären d'Geld vun de Leit, fir de Budget iergendwéi ze stäipen.

Ech soen Iech Merci.

M. Ben Polidori (Piraten) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Lenert wollt Iech eng Fro stellen. Här Clement, huet Der se un?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech hu mech ugesprach gefillt. Ech géif gäre kloerstellen, dass déi viereg Gesondheitsministesch sech séier wuel agesat huet fir eng vill méi staark Erhéijung vum Präis. Mir waren zu dräi an där Regierung, an dat ass e Kompromëss gewiescht. Dat sollt eng éischt Etapp sinn. Et ass och esou festgehal ginn. Dat war de Kompromëss, dass et en éischte Schrëtt wär, aus budgettechnesche Consideratiounen eraus.

Meng Iwwerzeegung war ëmmer – an déi ass net aus der Loft gegräff, do gëtt et Daten derzou, d'WHO huet dat kloer dokumentéiert –: Et brauch een eng inzisiv Erhéijung, fir dass een e Wandel kritt um Niveau vum Verhale vun de Leit. Ech géif dat gäre kloerstellen. Ech hu mech dofir agesat. Et war e Kompromëss. Eis Positioun als LSAP war, fir do vill méi wäit ze goen, a mir hunn och nach zum Schluss vun der leschter Legislatur eng Rei Mesüre proposéiert gehat um Niveau vum Packaging an aner Saachen, déi net méi zrëckbehale gi sinn, well mer keen Accord konnte fannen, keen Accord zu dräi. Mir ware wuel zu zwee, mee zu dräi hu mer keen Accord fonnt gehat, fir weider Schrëtt ze goen. Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war zwar elo keng Fro.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat war keng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo keng Fro, Här Clement, dofir braucht Der och net dorop ze äntwerten. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech stelle fest, datt et keng Fro war.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss zouginn, wéi ech den Ordre du jour vun dëser Sëtzung gelies hunn, hunn ech geduecht: „O, dat do kann elo e bëssen zu engem Malaise bei mir féieren!“

(Hilarité)

Fir d'éischt schlecht Ernährung, duerno Tubak. Do feelt just nach Alkohol ...

Une voix | Alkohol kënnt och nach.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... an dann ass mäin Owend awer gelaf!“

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat maache mer herno, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mee déi dräi Saachen ...

Une voix | Här Baum, haalt awer elo op!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Déi dräi Saachen hunn awer eppes gemeinsam: Et geet nämlech jeeweils ëm Suchtverhalten. An déi Fro, déi den Här Graas gestallt huet, ob et Sucht ass oder Genoss, kann ech no 30 Joer Fëmmen – bei mir op jidde Fall, wann ech éierlech mat mir selwer sinn – éischter op der Säit vun der Sucht festmaache wéi op der Säit vum Genoss.

A pricklend ass déi Diskussioun e bëssen, well et jo effektiv e Widdersproch gëtt tëschent den Ziler an der Ambitioun vun enger Gesondheetspolitik an den Ziler an Ambitiounen vun enger gewëssener Steuerpolitik, enger gewëssener Steuerpolitik, déi eng Nischepolitik ass, déi sech op „Nikotintourismus“, wann een dat esou nenne kann, baséiert.

An déi Zommen, déi hei genannt ginn, mengen ech, muss een awer och ëmmer an e gewëssene Kontext setzen. Dat heescht, och wann et elo zu enger massiver Erhéijung vun den Accisen op den Tubakprodukte géif kommen, géif dat jo net automatesch bedeuten, datt d'Recetten automatesch null wieren. Se hätte vläicht net méi an deem grouse Mooss, wéi dat aktuell de Fall ass, déi Bedeutung am Staatsbudget, mee et géif nawell ëmmer nach Recetté ginn, wuel wëssend, datt et ëmmer nach Leit gëtt wéi mech, déi deem Suchtverhale leider noginn.

Interessant ass natierlech, datt déi Erkenntnis, datt dat eigentlech e Widdersproch ass, den aktuelle Finanzminister a senger Funktioun als Deputéierte selwer och schonn hat an elo duerfir hei e bësse bedréppelt drakuckt, wann e mat sengen eegenen Aussoe vu virun e puer Joer konfrontéiert gëtt.

Ech mengen, datt mer gesondheetspolitesch net derlaanscht kommen, fir wierklech d'Präisser vum Tubak an d'Luucht ze setzen. Ech mengen, datt dat – an Etüde weisen dat och – eppes ass, wat en Incentive ass, fir net unzefänken, virun allem am Beräich vum „fir net unzefänken“. Bei Jonke spillt de Präis eng ganz wichteg Roll, an ech mengen, datt mer dat deene Generatiounen, déi elo jonk sinn, och schëlleg sinn.

Wat mer awer méi generell bräichte bei där ganzer Debatt, och bei där, déi mer virdru gefeuert hunn, dat

ass, mengen ech, e méi intelligenten an och vläicht méi en erwuessenen Ëmgang mat Sucht: datt Sucht net nëmmen eppes ass, wat ee culpabiliséiert oder wou een duerch e Suchtverhalten d'Gefill huet, et géif een eng individuell Schold op sech huelen, mee datt Sucht zum mënschleche Liewe gehéiert. An et gëtt der ganz vill. Et gëtt ganz vill Forme vu Sucht an ech mengen, et sinn déi allermannsten, déi guer kenger Form ënnerleeë sinn. A mer mussen eis iwwerleeën, wéi mer als Gesellschaft domadder ëmginn, eng Gesellschaft, déi dat Suchtverhale warscheinlech souguer strukturell éischter befördert am Moment, wéi datt se et bekämpft, a wéi eng Moyene mer eis ginn op deene verschiddenen Niveauen, um Niveau vun der Education, notament awéiwäit Suchtverhalten – wat méi ass wéi Suchtpreventioun – net och en Element misst sinn an eisem Bildungssystem.

Voilà, et ass jo elo e bëssen drëm gaangen, d'Ausnansetzung ze féieren, op wéi enger Säit een éischter misst usetzen. Ech mengen och, datt mir als Lénk eis ganz kloer géifen derfir asetzen, datt d'Gesondheetspolitik an deem heite Fall definitiv d'Steierpolitik, d'Recettépolitik, iwwerweit. An ech ka just soen, datt net nëmmen an deemem Beräich, mee och an deemem Beräich de Gilles Roth mir vill besser an der Oppositioun gefall huet.

Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann ass elo d'Wuert fir d'Regierung. An ech gesinn, datt de Finanzminister ufänkt. Här Finanzminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Et ass jo 15 Minutten, ne?

M. Claude Wiseler, Président | 15 Minutte fir déi ganz Regierung.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Pardon. Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Bausch fir d'éischt Merci soe fir d'Aktualitéitsstonn. Ech wollt awer jiddwerengem – dat soen ech riichterass – Merci soe fir déi eigentlech éierlech Positioun, déi jiddweree geholl huet. An ech hunn eppes gutt fonnt, dat ass, dass jiddwereen herno selwer awer e bësse matgelaacht huet.

Jo, ech soen Iech riichterass: Dat, wat mer maachen, ass inkohärent. An et ass och inkohärent – dat soen ech och ëlo riichterass –, wat den Deputéierte Roth, zéng Joer Oppositounsdeputéierten, gesot huet, an déi Politik, déi en elo mécht als Finanzminister, als en Deel vun der Regierung. Ech stinn einfach do derzou an ech soen dat éierlech, mee ech wëll awer och eng Rei vun Argumenter soen.

Et ass richteg, ech hu bei der Presentatioun vum Budget 2024 gesot, dass effektiv den 1. Mee vun deem Joer, wann de Budget gestëmmt gëtt vun der Chamber, de Präis vun den Zigaretten an de Präis vum lassenen Tubak an d'Luucht geet. An ech hunn och ganz kloer gesot, dass mir awer och d'Kompetitivitéit vun de Betriber vun eiser Lëtzeburger Industrie dobäi am Bléck hunn. Déi Präishausse, déi mer maachen ab dem 1. Mee, déi läit mat 2,7 % Hausse licht iwwert där, déi iwwert déi leschten zéng Joer am Duerchschnitt gemaach gouf.

Nei ass, dass och – an dat ass ënnerstrach ginn – ab dem 1. Oktober – dat trëtt eréischt den 1. Oktober a Kraaft – op den E-Liquids an op den E-Zigaretten d'Accisen net an d'Luucht, mee iwwerhaapt emol

opgehuewe ginn, well virdrun – an dat wëll ech och ganz kloer an däitlech soen – ass iwwerhaapt keng Accise op deenen E-Liquids an op den Nikotinsäckelcher opgehuewe ginn. An och dunn – an dat hunn ech virun enger Woch gesot op dëser Plaz – goufe schonn Nikotinsäckelcher hei zu Lëtzebuerg commercialiséiert a sinn och hei zirkuléiert. Also geet dës Regierung op deem Punkt net vill, mee méi wäit wéi d'Virgängerregierung.

Ech wëll dann och faktuell bleiwen. Den Differentiel, trotz där Erhéijung, déi mer elo hunn, dee bleift par rapport zu deem nidderegste Präis, deen an Däitschland applizéiert gëtt, bestoen, mee e gëtt manner grouss. Dee geet nämlech vun 0,45 Euro op 0,35 Euro bei engem Pak vun 20 Zigaretten erof. Dat heescht, nach eng Kéier: Par rapport zu där bëllegster Zigarette, déi an Däitschland commercialiséiert gëtt, geet den Differentiel vun 0,45 op 0,35 Euro erof.

An ech soen och gradesou kloer als Finanzminister: Mir hu schwiereg Zäiten de Moment um Niveau vun eisen effentleche Finanzen. Mir musse kucken, dass mer d'Trajectoire vun onser Schold offlaachen. An ech soen: Als Finanzminister weess ech net, wéi mir einfach sou vun engem Dag op deen anderen op déi Milliard – wat reng Accisë sinn, da kënnt jo nach d'TVA derbäi –, op déi Accisen um Tubak an op den Zigarette kënne verzichten.

Et kann een natierlech elo – an ech ginn et éierlech zou – dës Regierung eng Inkohärenz virgeheit. Mee da mussen déijéineg, déi dee Reproche maachen, déi selwecht Inkohärenz awer ganz éierlech bei sech gesinn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An ech si frou, dass den Här Bartolomeo seet, dass en dozou steet. Well wa mer bei dem Här Bartolomeo sinn: En huet op eppes keng Äntwert ginn, nämlech op déi Fro, déi em hei vun dem Här Kartheiser gestallt gouf: „Op wéi vill géift Der dann de Präis vun den Zigaretten an d'Luucht setzen?“ Do huet e keng Äntwert ginn. En huet keng Äntwert ginn, en huet einfach gesot: „Mir mussen upassen“, mee en huet net gesot, wéi héich dass den Zigarettepräis sollt sinn. En huet och net gesot, dass, wéi hien aacht Joer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wousst et jo scho virun e puer Joer, dass et ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Majo, wann Der ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Do blokéiert Der d'Zäit, well ... Mee wann der schonn – hie kéisert der d'Zäit – aus der Vergaangenheet zieht, Här Di Bartolomeo – well dat huet d'Verwaltung mer elo matgedeelt –: Nämlech, wou Dir Gesondheetsminister waart, wësst Der, dunn ass et eng Hausse ginn um Niveau vun dem Verkaf vun dem Pak Maryland, 25 Stéck, vu 50 %! Dat heescht, wéi Dir Gesondheetsminister waart, zwëscht 2004 an 2013, si 50 % méi Maryland-25-Stéck-Zigarettepack zu Lëtzebuerg verkaaft ginn.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | O! Jo. Also, et ass e Fakt.

(Brouhaha)

Et ass e Fakt, mee och dat sollt da mol notéiert ginn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Sot, ech wollt dann nach weiderfueren, well meng Zäit ... Här Di Bartolomeo, Dir schwätzt herno!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Den Här Roth huet sech direkt u mech gewannt.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee ...

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee Dir kritt duerno d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir kritt herno d'Wuert. Ech sinn och duerfir elo fäerdeg mat Iech.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Roth, ech fänken awer eréischt mat Iech un!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Dat gesot, Här Roth, fuert elo weider.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat gesot, fiert den Här Roth weider.

(Hilarité)

Ech wollt, well dat eng Fro ass, déi ëmmer nees kënn, dat och faktuell preziséieren. Et gëtt gesot: „Wéi gëtt dat kontrolléiert an der EU?“ Well et muss ee wëssen, dass 80 % vun deenen Zigaretten, déi verkaaft ginn zu Lëtzebuerg, guer net zu Lëtzebuerg gefëmmt ginn. Also geet en Deel dovunner an d'Ausland. An et ass esou, dass et an der EU, also an der Europäescher Unioun, eng Limite indicative gëtt fir den Eegeverbrauch vu véier Staangen Zigaretten, wat den Intra-EU-Import ugeet, zum Beispill wéi vill Zigarette franséisches Residenten da géifen zu Lëtzebuerg a Frankräich importéieren. Et gëtt Länner, déi applizéieren déi Limite indicative. Aner Länner, déi si méi tolerant, wann de Bierger ka beweisen, dass déi Staangen Zigaretten, déi en importéiert, och fir den Eegeverbrauch genotzt ginn. Et ass just Frankräich, déi do eng Limitt virgesi vun enger Staang Zigarette pro Keefer. Ausschlaggebend ass awer an deem Fall d'Kontroll vum Anhale vun där Limitt. Déi gëtt gemaach an deem Land, jo, wou d'Zigaretten agefouert ginn, also an deem Fall a Frankräich an net zu Lëtzebuerg.

An da wëll ech nach kuerz drop agoen, wat den Här Bausch gesot huet – dat ass jo och a verschiddenen Zeitungsartikelen erëmkomme: „Ass do kee Risk vu Fraude oder vu Blanchiment?“ Ech wëll ganz kloer soen: Wann ee mengt, et wier do e Risk ... Ech kann net ausschléissen, dass Risiko vu Frauden oder Blanchiment sinn. Et ass jo net, dass de Präis vun den Zigaretten duerch eng Décision individuelle vum Finanzminister fixéiert gëtt. Dat ass e Vott, deen an der Chamber ass, bei dem Budget. Also, wann een der Meenung ass, e Beamten, oder soss een ..., jo, dann applizéiert sech hei déi normal Strofprouessuerdnung, nämlech eng Denonciation beim Parquet op Base vum Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle. Wann een der Meenung ass, dass et Blanchiment ass, mee dann denoncéiert en dat bei der CRF, der Kommissioun, déi bei dem Parquet dofir zoustänneg ass. An dann ass et un de Justizautoritéiten, fir ze kucken, ob dat, wat behaupt ginn ass, och effektiv stëmmt oder net.

Duerfir, ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären, wann een hei seet, et géif een der Regierung Inkoherenz virgeheien, jo, da muss een och soen – an dat hunn ech haut net héieren –, op wat fir e Montant een dann de Pak Zigarette wëlt fixéieren. Da muss een och vläicht erklären, firwat dass ënner enger viregter Regierung vläicht emol eng Kéier ugeduecht gouf, de Präis ëm 1,50 Euro an d'Luucht ze setzen, an zwee Méint drop ass ee bei 0,20 Euro gelant. An et muss een och dem Land ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An Äre Koalitiounspartner?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also, ech soen Iech, Här Di Bartolomeo: Esou einfach maachen ech mer d'Saach net! De Regierungsprogramm vun CSV an DP gesäit keng Hausse substanziereller Natur vun den Accisen à ce stade vir. An ech dedouaniere mech net op d'Käschte vun eisem Koalitiounspartner.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Roth, ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Déi éischt ass vum Här Bausch, fir dem Här Roth eng Fro ze stellen, wann den Här Roth domat d'accord ass, an déi zweet ass e Fait personnel vum Här Di Bartolomeo.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ok.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mee d'Auer gëtt awer ugehalen?

M. Claude Wiseler, Président | D'Auer ass ugehalen. Dir waart ...

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hunn am Fong dräi Froen un den Här Roth. Dat éischt, dat betrëfft déi Fro vun der Milliard. Ech mengen, et ass keen, dee seet – och net heibannen, och mir net –, dass mer vun haut op muer sollen op déi Milliard verzichten. Ech mengen, dat ass d'nämmecht wéi beim Tanktourismus. Dat kann een nëmme maachen iwwer eng gewëssen Zäit an Dauer. Mee ech mengen, Dir musst mer awer Recht ginn – duerfir meng éischt Fro –: Et misst awer méiglech sinn, dass eng Regierung e Plang virleet, wéi se graduell iergendwou an esou eng Richtung kënn, sou wéi mer et bei dem Tanktourismus, bei dem CO₂, jo och gemaach hunn.

Dat Zweet ass déi Fro vun dem Blanchiment respektiv de Risiken. Et gëtt jo awer och eng Méiglechkeet, dass ee kéint beschränken, dass ee Limite kéint setzen, wéi vill ee ka kafen zu Lëtzebuerg, fir mat an d'Ausland ze huelen. Ech mengen, do missten awer och Méiglechkeete bestoen, well, Här Roth, ech mengen – dat ass meng lescht Fro, déi ech wollt stellen –, Dir gitt mer awer Recht – niewent dem Fait, dass dat richtig ass, wat Der gesot hutt, dass een dat kann denoncéieren an esou weider –, dass et jo och eng Fro vun Image ass. Mir riskéiere jo awer, kuerz- oder mëttelfristeg dëcke Kaméidi ze kréie mat eisen Nopeschlänner, déi dann erëm eng Kéier mam Fanger op eis weisen, mir wäeren hei erëm d'Schmarotzer par rapport zu där doter Situatioun. An, ech mengen, Dir musst mer och Recht ginn, dass mer dorunner och keen Interêt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Roth.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, also e Plang ... Et waren der scho vill, déi gesot haten, si hätten e Plang. Ech gesinn, dass dann déi viregt Regierung och kee richtig definitive Plang hat.

M. François Bausch (déi gréng) | Dat ass richtig.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, ech soen: Mir kucke bei der Adaptatioun vun onsen Accisen och dat, wat an den Nopeschlänner, notament, gemaach gëtt. A vläicht kommen och Initiativen um Niveau vun der Europäescher Unioun. Loosst eis ganz éierlech sinn: Wat ass de Problem? De Problem ass deen, dass um Niveau vun der Europäescher Unioun e Plaffong ass, wat ee minimum vun Accisë muss froen, mee et gëtt kee Plaffong, wat de Maximum

ass, wat ee kann dropsetzen. An duerfir kënn dee groussen Differentiel zwëschen Lëtzebuerg a Frankräich. An ech hu mer soe gelooss vun onser Verwaltung – déi extrem perspicace dodran ass, an där ganzer Matière, well dat ass héich komplex –: Déi selwecht Probleemer stelle sech eigentlech och op anere Plaze mat Nopeschlänner vu Frankräich, zum Beispill an Italien, wou dat allkéiers ..., wou Grenzgebiddern sinn.

Zu der leschter Fro: Ech weess, ech sinn hei an enger öffentlecher Sitzung. Ech mengen awer, wann Der sot, wéi vill ka verkaaft ginn, do spillt ënner anerem och de Punkt vun der Circulatioun vun de fräie Wueren, deen um Niveau vun der Europäescher Unioun spillt. Ech mengen, dat ass en Aspekt, deen een och do muss mat erabrëngen. Duerfir ... Mee neelt mech elo net dorop fest, dass ech hei op öffentlecher Tribün keng ofschléissend Meenung dozou ka soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Roth. Dann de Fait personnel. Ech erënneren den Här Di Bartolomeo dorun, dass de Fait personnel eng kuerz Richtegstellung vun de Fakten ass ...

(Hilarité)

... an net d'Erklärung vun enger ganzer Politick.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Dir vergiesst, dass ech och emol President war.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn dat net vergiess, Här Di Bartolomeo.

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà, dann ... Huet een un Ärem Käfeg gerabbelt?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, wannechgelift, Dir ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech wollt emol fir d'éischt just den Här Roth mat „d“ froen, ween zu där Zäit, wou ech Gesondheitsminister war, Finanzminister war. Kënn Der mer den Numm vun deem Mann nennen?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ma dat waren zwee dichteg Leit. Dat waren nämlech zwee Premierministere: eng Kéier den Här Juncker an eng Kéier den Här Frieden.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Genau.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Voilà. Also, ënnert dem Här Juncker an ënnert dem Här Frieden sinn da 50 % méi Maryland verkaaft ginn.

(Exclamations et brouhaha)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Gutt. Och do konnt Der Iech net duerschsetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Roth. Elo ass et un der Madamm Gesondheitsministesch. Den Här Roth huet aacht Minutte gebraucht vun de fofzeng Minutten. Dir hutt nach siwe Minutten. Well awer vill Interruptiounen do waren, soe mer siwe Minutten drësseg fir d'Gesondheitsministesch.

(Interruption)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci nach eemol fir de Mëtten. Ech fannen et immens flott, dass mer no esou engem konstruktiven Nomëtten, dee ganz der Preventioun gewidmet ass, dann elo nom Zocker an dem Tubak och nach d'Proposition kruten, fir iwwert den Alkohol ze schwätzen.

(Hilarité)

Ech freeë mech op déi nächst Debatt dann heibannen zum Alkohol.

(Interruptions)

Kee Problem.

Jo, mir hunn 28 % vun de Leit, déi hei am Land wunnen, déi fëmmen. Dat ass ee vun den héchsten Tauxen an der EU. An Amerika, an den USA, sinn et knapps 14 %, an déi sinn um Wee, fir Richtung 5 % ze kommen. D'Leit tëschent 25 a 36 Joer fëmmen zu 36 %, dat heescht nach méi wéi d'Moyenne.

Den Tubak ass fir méi Doudesfäll responsabel wéi den Alkohol, déi illegal Drogen, d'Verkéiersaccidenten an d'kriminell Akten an d'Suiciden zesummen. Krankheeten, déi oft direkt mam Tubakskonsum a Verbindung stinn, sinn Häerzkrankheeten a Kriibs, haaptsächlech dee vum Otmungsapparat, mee och eng Rëtsch Longgekrankheeten, wéi chronesch Bronchitten, ginn op den Tubakskonsum zrëck.

Fakt ass, datt mir zu Lëtzebuerg de Präis reegelméisseg – fir et mam Här Di Bartolomeo senge Wierder ze soen: „progressiv“ – erhéicht hunn, an de Finanzminister huet dozou zu mengem Deel alles gesot. A punkto Gesondheet, a méi prezis a punkto ëffentlech Gesondheet, begrësse mer all Erhéijung vum Tubakspräis. Mir wäerten och viru suivéieren, wat am Ausland geschitt, an an den nächste Jore musse mer verstärkt och en An op déi nei Substanze vun Tubaksprodukte geheien.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An duerfir wäerte mer elo d'Nikotin-pochettë reglementéieren, och wann do iwwerhaapt keen Tubak dran ass, well déi bestinn aus Nikotin an et ass den Nikotin, dee méi ofhängeg mécht wéi den Tubak. Mee den Tubak ass dee Produit, dee cancerigène ass. Also, d'Nikotinsprodukte sinn elo net cancerigène, mee déi maachen ofhängeg.

Dat maache mer, an dat maache mer am Kader vum Projet de loi 8333, deen och ugeschwat ginn ass. Déi Reglementatioun wäert an deenen nächste Wochen am Regierungsrout ugeholl ginn an da kann all Deputéierten am Kader vun den Diskussiounen zum 8333 seng Meinung dozou soen.

Fir de Rescht hu mer eng Relance vun der Plateforme tabac envisagéiert. Mir wäerten e Groupe de travail en place setzen, fir eventuell en neie Plan antitabac op d'Been ze stellen. Mir verbesseren d'Prise en charge vun de Sevrageaktiounen a mir ënnerstëtzen d'Fondatioun Cancer an hirer Promotion d'un environnement sans tabac. A mir ënnerstëtzen och d'„Génération sans tabac“.

De Mëtteg respektiv de Moie war ech ënnerwee an der Direktioun vun der Santé am Service dépistage. Do lafen Aarbechten an Zesummenaarbecht mam Ausland, fir ze kucken, fir och en Dépistage précoce fir de Longekriibs en place ze setzen.

Wéi gesot, merci nach eng Kéier, datt mer e ganze Mëtteg konnten iwwer Preventioun schwätzen. An nach eng Kéier, fir drop hinzewiesen: Ech hu kee Problem, iwwert den Alkohol ze diskutéieren.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Gesondheetsministesch villmools Merci. An domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun vun de Piraten um Büro leien. Här Clement, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz kuerz, Här President. Ech mengen, ech war scho während menger Ried kuerz drop agaangen. Et gouf jo och elo nach eng Kéier erwänt, wéi wichteg et ass, grad bei Jonken och Preventioun ze maachen. An et ass elo esou, datt déi Nikotinsäckelcher haut an eng Reegelungslück falen an domadder och kënne vu Mannerjärege kaaft ginn, well se eeben net ënnert d'Tubaksgesetz falen. An dofir ass eis Opfuerderung hei mat dëser Motioun, fir de Verkauf vun Nikotin-produiten, déi net ënnert d'Tubaksgesetz falen – dat muss een derbäi liesen, dat hätt een och nach kënne draschreiw –, wéi zum Beispill Nikotinsäckelcher, u Mannerjärege ze verbidden. Wann Der elo kommt a sot, Dir wëllt dat gären analog reegele wéi d'Zigaretten an ab 16 maachen, da kënne mer gären doriwwer diskutéieren. An dann, dat Zweet ass, datt mer wirklech och méi streng Kontrolle bei de Verkaufsstelle maachen, fir eeben ëmzesetzen, datt déi Gesetzer dann och applizéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ass dozou eng Wuertmeldung? Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Ministesch huet elo selwer ugekënnegt, dass si do Mesüeren, also eng ganz Partie Mesüeren, géif ergräifen, dass si d'Nikotinsäckelcher reglementéiere wëllt.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Adehm, kënnt Der vläicht de Mikro an d'Luucht richten? Mir héieren Iech ganz schlecht. Merci.

Mme Diane Adehm (CSV) | Entschëllegt.

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem.

Mme Diane Adehm (CSV) | Pardon. Ech fänken nach eng Kéier un. D'Ministesch huet elo selwer an hirer Ried gesot, dass si déi Nikotinsäckelcher wäert reglementéieren. An ech mengen, aus deem Grond sollt ee si einfach emol schaffe loossen an ofwaarden, wat dann do kënnt. An duerfir ass dës Motioun hei aus eiser Siicht superfetatoire. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Dann ass d'Wuert fir den Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, ech sinn e bëssen erstaunt, dass dat soll op eemol superfetatoire sinn, well ech mengen, dass et awer eng Opfuerderung ass, déi richtig ass. An dat ass eppes, wat de Moment och villen Elteren dobausse vill Suerge mécht, datt hir Kanner de Moment einfach esou Accès dozou hunn. An et geet drëms, relativ séier dat doten ze maachen. Duerfir fannen ech déi dote Motioun absolutt an der Rei, an duerfir wäerte mir se och stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, well ech anen, wéi et dëser Motioun wäert ergoen, a vu dass mer jo Propose vun der Regierung kréien, fir déi heite Problematik ze reegelen, an d'Madamm Minister eis invitéiert huet, fir aktiv matzeschaffen un der Upassung vun deem Gesetz, géif ech proposéieren, dass mer déi hei Motioun an der Kommissioun zesumme mat de Propositione vun der Regierung diskutéieren, dat ëmsou méi, well déi Motioun hei eng Rei vu ganz gudden Elementer enthält, mee awer net vollstänneg ass a mir eis erwaarden, dass mer bei där Diskussioun weider Schrëtt kënne maachen. Also, meng Proposition wär, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen an da gemeinsam mat de Propositione vun der Regierung ze diskutéieren. An ech hoffen, dass den Här Roth der Madamm Gesondheetsminister opmierksam nogelauschtert huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert fir den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Nee, mir schléissen eis deem un, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Weem schléisst Der Iech un?

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Maja, de weise Wierder vu mengem Virriedner elo grad, dem Här Di Bartolomeo. Wéi esou oft schléisste mer eis him un.

(Hilarité)

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Merci, Här Keup. D'Madamm Adehm huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci. D'Madamm Gesondheetsministesch huet mer elo grad signaliséiert, dass si och d'accord ass, fir dat doten an der Santéskommissioun dann nach eng Kéier ze diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Da froen ech den Auteur vun der Motioun, ob hien och d'accord ass, fir se an d'Kommissioun ze schécken. Dat schéngt de Fall ze sinn. Da géif ech ëm e Vott biede mat Handophiewen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien also d'accord ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da schécke mer dës Motioun an d'Kommissioun a si wäert an deenen nächsten dräi Méint och nach eng Kéier zrëck an de Plenum kommen.

(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.)

10. 8184 – Projet de loi portant :

1^{er} transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et

2^e modification de :

a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiem Ordre du jour, an zwar zum Projet de loi 8184 iwwert d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Hafflichtversécherung an zum Projet de loi 8187 iwwer eng staatlech Garantie fir d'Kreditlinne beim Fonds d'insolvabilité en assurance automobile. Op Proposition vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert d'Projet-de-loien ofgestëmmt. D'gemeinsam

Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, a vu datt decidéiert ginn ass, datt keng Diskussioun wär, ass dann och keng Diskussioun, an d'Regierung, wa se dann drop hält, huet zéng Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Rapports de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech versichen, et kuerz ze maachen. Ech hunn de Pleséier, e Rapport iwwer zwee Projet-de-loien ze maachen, nämlech den 8184 an den 8187, déi awer ganz enk zesummenhänken an déi en fait Transpositionne vum Direktive sinn. Et sinn allerdéngs, och wann de Rapport kuerz ass, awer zwee ganz wichteg Projeten, och am Interêt vum eisem Assurancëssektor, deen e wichtegt Standbee vum Finanzsektor duerstellt.

Den éischte Projet de loi, wéi gesot, den 8184, transposéiert d'EU-Direktiv 2021/2118 iwwert d'Responsabilité civile vun den Autosassurancen, also eppes, wat eis praktesch alleguerete betrëfft.

Déi wichtegst Neierung vun dëser Direktiv ass, datt se elo vun den EU-Memberstaate verlaangt, en Organismus op d'Been ze stellen, dee leséiert Automobilisten, déi also e Schued an engem Accident hunn, automatesch indemniséiert am Fall, wou hir Assurancëgesellschaft insolvent ass a se also net kann indemniséieren. Duerch dëse Projet de loi schafe mer domadder en neien Établissement public, de sougenannte „Fonds d'insolvabilité en assurance automobile“ oder ofgekierzt FIAA. Dëse Fong erfëllt d'Missioun, wéi d'Direktiv et verlaangt, a gëtt vum Assurancëssektor finanziell gespeist.

Niewent der Ëmsetzung vun der Direktiv gëtt och vun der Geleeënheet profitéiert, fir d'Gesetzgebung iwwert den Assurancëssektor ze moderniséieren, fir dem Wuesstum vum Sektour aus deene leschte Jore Rechnung ze droen. Esou gëtt zum Beispill de Commissariat aux assurances gestärkt, andeem och d'Unzuel vu Memberen a sengem Conseil erhéicht gëtt.

Ausserdeem ginn och d'Bestëmmungen zu deene sougenannte „professionnels du secteur d'assurance“ adaptéiert.

Dëse Projet de loi dréit och der Digitaliséierung Rechnung an erlaabt déi digital Konservéierung vun den Donnéeën an erlaabt an encadréiert och d'Sous-traitance vun deenen digitaliséierte Services a Kommunikatiounen.

D'Assurance-Holdinggesellschaften kréien duerch dëse Projet de loi déi nammlechte Obligatiounen vum Contrôle vun hire Konten ewéi klassesch Assurance- oder Reassurancegesellschaften.

An als leschte Punkt gëtt och nach eng Adaptatioun virgeholl, fir den EU-Reglement 2021/23 iwwert d'Résolution des contreparties centrales besser ëmzesetzen.

Dat ass also, wat den éischte Projet de loi ugeet.

Den zweete Projet de loi 8187 gëtt der Regierung d'Erlabnis, deem neigeschaaftene Fonds d'insolvabilité en assurance automobile eng Staatsgarantie fir eng Kredittlinn vun 300 Milliounen zur Verfügung ze stellen. Dës Staatsgarantie ass eng zousätzlech Sécherheet, falls dëse Fonds d'insolvabilité et net aus eegener Kraaft géif packen, fir déi grouss Unzuel vun Assuréeen ze indemniséieren am Fall vun der Insolvenz vun enger Assurancëgesellschaft.

Elo zu den Avisen: D'Chambre de Commerce begréisst dat a weist, wéi d'Transposition vum der

Direktiv ëmgesat ginn ass. Si stellt sech d'Fro, firwat am Conseil vum FIAA kee Vertrieder vun den Assurancëgesellschaften virgesinn ass. Si begréisst och d'Méiglechkeet, verschidden digital Services ze soustraitéieren, och wa se sech gewëncht hätt, datt dës Méiglechkeet op weider Aktivitéiten hätt kënnen ausgedeeent ginn. An hirem Avis complémentaire zu de parlamentareschen Amendementer ass d'Chambre de Commerce der Meenung, datt dës Amendementer den Text weesentlech verbessern. D'Chambre de Commerce begréisst och d'Schafe vun enger Staatsgarantie fir de FIAA vun 300 Milliounen, gëtt awer och ze bedenken, datt ee bei dëser Garantie hätt kënnen bis op 500 Milliounen eropgoen.

De Staatsrot op senger Säit huet eng Partie Remarken opgeworf an och dräi Opposition-formellë gemaach, déi iwwer parlamentaresch Amendementer zu der Zefriddenheet vun der héijer Kierperschaft konnte behewe ginn.

A mengem mëndleche Rapport wollt ech nach erwänen, datt d'Associatioun Finance & Technology Luxembourg, déi Sous-traitanten aus dem Finanzsektor vertritt, un den deemolege Rapporteur Guy Arendt am Juli 2023 e Bréif adresséiert hat, fir hir Bedenken zum Text auszudrécken. Als neie Rapporteur vum Projet de loi hunn ech d'Vetrieder vun dëser Associatioun och de 7. Februar empfaangen, fir mer nach eng Kéier hir Bedenken unzelauscheren.

Zur Prozedur: Béid Projet-de-loie goufen de 24. Mäerz 2023 deposéiert. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum den 26. Juni. Den Avis vum Staatsrot ass vum 10. Oktober. Ech gouf den 12. Januar zum Rapporteur ernannt an hunn déi Charge vum Kolleg Guy Arendt iwwerholl, deem ech hei wëll e grouse Merci soe fir seng exzellent Viraarbecht, déi e schonn zu dëse Projet-de-loie geleescht huet. De 17. Januar 2024 huet d'Finanzkommissioun déi parlamentaresch Amendementer ugeholl, déi de 5. Mäerz vun der Chambre de Commerce an den 12. Mäerz vum Staatsrot aviséiert goufen. An de schrëftleche Rapport gouf den 13. Mäerz vun der Finanzkommissioun ugeholl.

Här President, ech doen elo ganz schnell eng aner Kap un, nämlech déi vum CSV-Deputéierten, fir Iech ze soen ...

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Sans débat!

M. Claude Wiseler, Président | Am Fong net.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Dir hutt Recht. Dir hutt Recht! Entschëllegt, ech sinn nach an där Übung dran.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech op jidde Fall villmools Merci fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

Wëllt d'Regierung d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Och dofir soe mer der Regierung villmools Merci.

Den Här Mosar huet elo zwee Rapporten an enger Ried gehalen, mir mussen awer zweemol ofstëmmen, well et zwee verschidde Gesetzestexter sinn.

Mir stëmmen fir d'éischt iwwert de Projet de loi 8184 of. Den Text steet am Document parlementaire 8184^e.

Ech wollt Iech awer drop hiweisen, datt an den Artikel 6, 19 an 32 nach fënnf Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn. A fir d'Sécurité juridique soen ech Iech elo genau, wat fir eng, fir datt dat alles kloer

an däitlech ass. Am Artikel 6 ass dat d'Zuel „3“ virun „trois ans“, déi nach duerchgestrach war, souwéi d'Wuert „trois“ virun „trois ans“, dat nach ënnerstrach war. Am Artikel 19 zum Schluss ass et en Espace, deen ënnerstrach war. An am Artikel 32 sinn dat d'Wierder „une ou plusieurs“, déi nach duerchgestrach waren, souwéi d'Wuert „des“ viru „sociétés“, dat nach ënnerstrach war. Mir stëmmen also elo iwwert den Text unni dës Trackchanges of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8184 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Fin du vote.

Dëse Gesetzestext ass ugehall mat 60 Jo-Stëmmen bei selbstverständlech da kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8187. Den Text steet am Document parlementaire 8187³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8187 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8351 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la publicité des réunions des commissions parlementaires

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vum haut, dem Änderungsversuch vum Chambersreglement 8351 iwwert d'Publicitéit vum de Kommissiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéit fénnef Minutten an d'Regierung hält hei zéng Minutten, mee vu datt et e Reglement vum der Chamber ass, denken ech, ass dat net de Fall. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement, d'Wuert ass elo fir d'Rapportrice vum Änderungsversuch, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President an Iech och alleguerten. Ech mengen, et ass och schonn e bëssen haut an der Press ugeklongen: Et ass en historieschen Dag eigentlech fir dëst héicht Haus, well mer e weidere ganz wichteg Schratt a Richtung Transparenz maachen.

An deene leschte Joerzénge huet d'Chamber scho méi wéi eng esou eng Etapp geholl gehat, wou et drëms gaangen ass, sech unzepassen, sief et un d'Entwécklung vun der Gesellschaft oder och un d'Entwécklung vun de Meedien. An dat hei ass eng, déi scho ganz laang an der Diskussioun ass a wou ech frou sinn, dat elo haut hei als Rapportrice virstellen ze kënnen.

Wann een eng Kéier zrëckkuckt ... Ech maachen elo net de ganzen Historique – ech hu mer soe gelooss, deen een oder deen anere géif sech déi Méi elo maachen –, mee wann een eleng déi lescht Jore kuckt, si vun iwwerhaupt emol der Retransmissioun iwwer Chamber TV – et gesäit een d'Ecranen hei – bis och zu der Publicitéit vum de Rapporte vum de Kommissiounen scho wichteg Schrëtt gemaach ginn, fir déi Aarbecht,

déi heibanne leeft, der breeder Effentlechkeet e bësse méi zougänglech ze maachen.

Am Fong ass et jo do, wou déi richteg Detailaarbecht geschitt, dat wësst der alleguerten, an de Kommissiounen, wou wierklech d'Gesetzesprojeten iwwerschaaft ginn, wou nach méi Detailler erkläert ginn, wou een och vläicht déi eng oder aner Ännerung besser kann novollzéien, och fir e Professionellen, deen herno eppes nosiche geet, soudass et kann extreem interessant sinn, do den Detail vum deenen Diskussiounen nozevollzéien.

An ech sinn och als Rapportrice extreem frou, dass mer déi Bedenken, déi laang am Raum stoungen, dass dat vläicht déi ganz Aarbecht an de Kommissiounen géif méi politiséieren oder erauszögeren, elo konnten all zesummen iwwerwannen an hei deen Text all zesumme konnten op den Instanzewee ginn, sachant, dass schonn 2019 eng Resolutioun vum der CSV an dësem Sënn deposéiert gi war, dass de Chamberspräsident bei senger Untrëtsried dat och nach eng Kéier als ee vu sengen Objektiv gesot hat an déi gréng dunn och eng Resolutioun an deem Sënn deposéiert hunn.

Op Basis vum deenen Annoncen a Resolutiounen ass en Text ausgeschafft ginn, dee mer dunn de 25. Januar 2024 deposéiert hunn, eeben de Gilles Baum, de Marc Baum, d'Taina Bofferding, de Sven Clement, de Fred Keup, de Marc Spautz an ech selwer. An deen ass dann och an d'Règlementskommissioun gaangen, wou et ganz zügg weidergaangen ass, soudass mer konnten de Rapport, deen haut eeben zum Vott bäidréit, den 13. Mäerz 2024 unhuelen an elo dann ab Mëtt Abrëll dann och d'Kommissiounssëtzunge wäerte kënnen – op alle Fall déi, fir déi mer eis zesummen decidéiert hunn – retransmettéiert ginn.

Do stelle sech natierlech nach eng ganz Rëtsch Froer ronderëm: A wéi enge Fäll wäert déi Retransmissioun net stattfannen? Wéi kënnen mer och d'Aarbecht an de Kommissiounssëtzungen esou organiséieren, dass do net deen een oder deen aneren da vläicht duerch den Effekt vum der Retransmissioun d'Wuert nach méi monopoliséiert, wéi dat vläicht elo schonn heiansdo de Fall ass?

D'Conférence des Présidents huet sech an e puer Sëtzungen déi lescht Zäit mat Propose beschäftegt fir e Reglement, dat dann och nach wäert ugeholl ginn, e Fonctionnementsreglement. An do si jo scho Sëtzungen och déi nächst Deeg nach virun der Ouschtervakanz, wou dat mat all de concernéierte Membere kann diskutéiert ginn, soudass mer dann ab Mëtt Abrëll déi Testphas kënnen ulafe loosse, wou d'Kommissioun wäerte retransmettéiert ginn a wou dann och eng Evaluatioun gemaach gëtt iwwert déi nächst Méint, fir ze kucken, wat déi positiv an déi negativ Säite sinn, bis mer dann hoffentlech zum Schluss vum Joer zesummen zur Konkusioun kënnen kommen, dass dat dann ausgeweit gëtt op alleguerten d'Kommissiounen oder op alle Fall op e ganz laren Deel vum de Kommissiounen.

Et ass den Artikel 25 Paragraf 7, deen hei emgeännert gëtt, deen dann eeben och virgesäit, dass d'Retransmissioun sech ka maachen – hei am Rapport steet – sief et iwwert de Site internet vum der Chamber oder iwwer Chamber TV oder iwwert déi zwee. Aner Supporte sinn natierlech och envisageabel, wéi zum Beispill YouTube, fir dann een ze nennen.

An et sinn natierlech och ganz kloer Konditiounen, déi och nach fixéiert sinn. Dat ass, dass d'Kommissiounen weider net effentlech zougänglech fir de Public wäerte sinn, net elo wéi hei, wou een da kann einfach op d'Tribün sëtze kommen an nolauscheren. Et geet wierklech just reng ëm d'Retransmissioun vum

den Debaten an der Kommissioun. Dat heescht, de Public kënnt och net an eis Kommissiounssäll eran an déi physisch Participatioun an dëse Reuniounen ass nach ëmmer reservéiert fir d'Deputéiert, d'Regierungsmembere an och dann déi Leit, déi sief et Deputéierter begleeten oder Regierungsmembere begleeten, oder déi, déi mer alueden, an d'Press natierlech ganz am Ufank vum de Kommissiounssëtzungen, fir dat heiten eeben esou gutt iwwert d'Bün ze bréngen, wéi mer eis dat alleguerte wënschen.

Discussion générale

Da maachen ech dat da lo esou, wéi den Här Mosar et virdru wollt maachen. Ech dinn da kuerz déi gréng Kap un an ech soen, dass mer dat heiten natierlech ënnerstëtzen. Mir hunn eis ëmmer agesat fir méi Transparenz an dësem héijen Haus. Mir sinn der Meinung, dass et extreem wichteg ass, dass politesch Decisiounen kënnen novollzu ginn. A wéi kënnen se besser novollzu ginn, wéi wann een déi ganz Diskussioun ka suivéieren?

Mir deelen elo net déi Ängschten, déi bestinn, dass doduerch eng Debatt méi politiséiert gi kann. Mir sinn hei an engem politeschen Haus. Mir sinn am politeschen Raum. Debatte si vum Natur aus politesch. Si sinn et och haut schonn an de Kommissiounen. Si si et net ëmmer. Mee ech denken, dass och e politeschen Debat keen ass, dee mer sollte fäerten, an ech weess och, dass déi meescht vum Iech deen och net fäerten, soudass ech op alle Fall ganz frou sinn, dass mir hei déi éischt Etapp maachen.

An ech weess, normalerweis seet de President dem Rapporteur oder der Rapportrice Merci, stellvertriedend fir all d'Deputéiert. Ech wollt awer hei och dem Claude Wiseler Merci soe fir säin Engagement an dëser Saach. Här President, fir méi Transparenz an dësem héijen Haus: Merci!

M. Claude Wiseler, Président | Ech dierf Iech awer trotzdem nach Merci soe fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport an dann d'Wuert un d'Madamm Weydert weiderginn. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Madamm Tanson villmools merci fir deen exzellente Rapport. Mir wäerten haut iwwer zwou Modifikatiounen vum Chambersreglement decidéieren. An dat sinn nawell keng kleng Banalitéiten, well mir hunn eis virgeholl, d'Chamber méi transparent, méi modern a méi dynamesch ze gestalten. A genee dat geschitt mat dësen zwou Modifikatiounen.

Als Éischt geet et ëm d'Publicitéit vum de Kommissiounssëtzungen vum der Chamber fir de Grand public. Am Europaparlament gradewéi a verschiddenen anere Parlamenter uechtert d'ganz Welt ass dëst scho laang eng Normalitéit. Et ass eng Demande, déi schonn eng Zäitchen zrëckgeet a souwuel aus der Bevëlkerung kënnt wéi och aus der Chamber selwer. Mir starten elo mat enger Aart Pilotprojet, wou fénnef Chamberkommissiounen live iwwerdroe ginn. Dës kënnen dann, geneesou wéi d'Séance-publiques, online gestreamt oder am Replay gekuckt ginn.

Déi eigentlech Aarbecht un de Gesetzestexter geschitt jo net hei an der Chambersplenië, wou déi politesch Debate stattfannen an d'Deputéiert iwwert d'Gesetzestexter ofstëmmen. D'Aarbecht geschitt wierklech an de Kommissiounssëtzungen, wou d'Deputéiert mol méi, mol manner pertinent Froen zu den Texter opwerfen, d'Avis vum de Beruffskammere an dem Staatsrot analyséieren an d'Minister an hir Beamten déi néideg Erklärungen liwweren, firwat en Text esou an net anescht geschriwwen ass. Déi Diskussiounen an der Kommissiounssëtzung kënnen, gradewéi d'Madamm Tanson et scho gesot huet,

herno vun de Praticiens besser novollzu ginn a se verstin, firwat den Text esou oder esou ass.

Un der Originn vun dëser Iddi war d'CSV. Et war déi fréier Fraktiounscheffin, d'Martine Hansen, déi schonns am Oktober 2019 kritiséiert huet, dass et un Transparenz an de Chamberskommissiounen feelt, an doropshin eng Resolutioun deposéiert huet, fir d'Setzungen ze iwwerdroen. D'Begeeschterung vun der deemoleger Majoritéit huet sech awer a Grenze gehal. En öffentleche Vott dozou war ofgeleent ginn an den Dossier ass schleefe gelooss ginn. Bon, déi viregt Majoritéit wollt zwar d'Fënstere grouss oprappen, mee näischt ass geschitt. Dofir: Dës Majoritéit paakt et un a setzt et ëm!

(Exclamations et brouhaha)

Ëmsou méi houfreg sinn ech, dass mir als CSV den Ustouss dofir ginn hunn ...

M. Georges Engel (LSAP) | Dass d'DP dat awer aushält ...

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Pardon? Pardon?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ëmsou méi houfreg sinn ech, dass mir als CSV dofir den Ustouss ginn hunn an dass d'Chamber méi transparent gëtt. An donieft erhoffe mer eis, dass den Interessi un der Politik doduerch klëmmt an d'Leit, déi net an der Chamber sinn, besser iwwert déi politesch Prozesser informéiert ginn. Mir gesinn an der Iwwerdroung vun de Chamberskommissiounen eng grouss Stärkung vun eisen demokratesche Wäerter an domat ginn ech mat grousser Freed den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif mengen, dass Dir nach duerno Riedezäit hutt als ... Madamm Weydert, huet Dir eng Fro u vum Här Bausch oder net?

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, déi kënnt Der gäre stellen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Weydert hëlt se un, dann däreft Der se stellen, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Also, Dir sidd nach net laang an der Chamber, duerfir kënnt Der dat vläicht net wëssen, mee wann Der den Historique komplett wëllt maachen: Sidd Der Iech bewosst, dass änlech Initiative wéi déi Resolutioun, déi d'Madamm Hansen gemaach huet, scho laang virdru komm sinn?

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Dat hunn ech jo och gesot virdru a menger Ried.

M. François Bausch (déi gréng) | Ma nee, ech wëll Iech just soen: Déizäit, do waart Dir an der Majoritéit an Är Partei an der Regierung an do hutt Der och dergéint gestëmmt. Also, ech mengen, dass dat net gutt ass, wa mer elo hei bei esou enger Diskussioun ewéi haut, déi awer mengen ech, korrekt erofgelaf ass, erëm deen ale Pingpong do ufänken. Ech mengen, dat interesséiert dobauss kee Mënsch, géif ech soen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här Bausch, ech mengen, Dir waart an der Majoritéit déi lescht fënnef Joer. Do hätt laang kënne eppes geschéien an do ass näischt geschitt.

M. François Bausch (déi gréng) | Dir waart och an der Majoritéit. Dir waart virdru 40 Joer an der Majoritéit.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, mee 2019 ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo hale mer och op mam Pingpong, sou wéi Der gesot hutt.

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech maachen et e bësse méi kuerz. Et ass effektiv viru fënnf Joer eng Resolutioun gestëmmt ginn. Dat huet sech effektiv e bësse gezunn, well och d'Saachen am Land hei an op der Welt geschitt sinn, déi méi wichteg ware wéi dat hei. Ech mengen, dass dat hei en éischte Schrëtt ass. Et ass e ganz gudden éischte Schrëtt. Mir hunn e puer Kommissiounen, mat deene mir et elo mol probéieren. Et ass eng Testphas, da gëtt evaluéiert an da kucke mer, wéi mer weiderfueren.

D'Rapportrice huet virdru effektiv vum Projet de règlement geschwat, wéi mer dat doten elo sollen a Musek ëmsetzen. Ech hunn deen hei am Grapp. Ech hunn deen elo mam Kolleg Guy Arendt de Mëten nach gekuckt. Dee kënnt an d'Conférence des Présidents zrëck. Ech kann Iech soen, dass meng Fraktioun natierlech heimat wäert averstane sinn. Ech wëll awer just ee Wuert soen zum „d'Fënstere grouss oprappen“. Ech wëll soen, dass och ënner engem President Mars Di Bartolomeo an ënner engem President Fernand Etgen d'Chamber weesentlech moderniséiert ginn ass a weesentlech méi no bei d'Leit komm ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann do weiderfueren, wou mäi Virriedner opgehalen huet. Mir hunn et an deene leschte Jore fäerdegruecht, fir déi éischt Institutioun ze stärke mat enger ganzer Rei vun Initiativen, ugefaange bei eiser Verfassung, wou mer op Aenhéicht komm si mat der Regierung, weidergefuert mam Petitionsrecht, weidergefuert mat der Initiative législative, déi an der Verfassung virgesinn ass. An ech kann nach eng ganz Rei vu weidere Punkten opzielen.

Firwat hu mer dat fäerdegruecht? Ma well mer vun deem klassesche Majoritéit-an-Oppositions-Denken ewechkomm sinn a well mer, wann et ëm d'Chamber gaang ass, zesummegeschafft hunn. An an der Reglements-kommissioun hu mer deen heiten Accord nëmme fonnt, well mer no Weeër gesicht hunn, fir eppes ze maachen, an net no Ausrieden, fir et net ze maachen. Dofir muss ech soen, dass déi Interventioun vu menger Virriednerin kontraproduktiv ass, fir weider an der Reglements-kommissioun op engem gudden Niveau ze diskutéieren.

Wann et gewollt ass, dass mer an der Reglements-kommissioun erëm Majoritéit/Opposition diskutéieren, da soll een eis dat soen. Mir sinn do net Demandeur. Mir sinn alleguer hei an dëser Institutioun, fir dës Institutioun ze verteidegen, fir se méi transparent ze maachen, fir se méi no bei d'Leit ze bréngen, fir hir méi Representativitéit ze ginn, an ech mengen, hei hu mer genee dat Richtegt gemaach. An ech wëll och expressis verbis dem President Merci soe fir säin Engagement. Dat huet net nëmme Fënstere, mee och Dieren opgemaach. Op deem Wee sollte mer virfueren. An hei, wann et da gewëncht ass, fir Parteipolitick ze maachen ... Eng Rei vu Parteien, dorënner eis, haten dat do och an hirem Walprogramm stoen. Mir hunn also just dat gemaach, zu deem mer eis vis-à-vis vun de Wieler verpflichtet hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Elo ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Souwäit ech verstanen hunn, ass jo awer elo all Partei hei am Sall, déi dat dote mat ënnerschreift an dat dote wëll hunn. Duerfir géif ech och elo dervun ofgesinn, fir elo hei ze soen: Deen een, dee wëll dat méi wéi deen aneren. Fakt ass, dass jiddwereen et wëll an dass et doduerch kënnt.

Firwat kënnt et? Majo et ass ganz einfach esou, do muss een och net laang ronderëm de Bräi schwätzen: Et ass jo och eng Saach, déi mëttlerweil – a mir hunn eis do informéiert – an, mengen ech, alleguerten oder quasi alleguerten de Parlamenten op der Welt esou gemaach gëtt, dass déi Kommissiounen iwwerdroe ginn, wat jo och haut méiglech ass mat all deene Moossnamen. An da gëtt dat och gemaach.

Et stelle sech natierlech awer eng Partie Froen. Ech wëll net an den Detail goen. Mir hunn och schonn driwwer geschwat. Et si Verschiddener hei – ech net –, déi kënne sech drun erënneren, wéi d'Ambiance an der Chamber geännert huet dee Moment, wou hei d'Iwwerdroung war. Ech krut emol vum Gast Gibéryen erzielt, dass et dunn net méi dat selwecht war. Ech huelen un, dat stëmmt. A bei de Kommissiounen kann et jo och sinn, dass dat geschitt. Et muss een op verschide Saachen oppassen.

(Interruption)

Ech mengen, et dierf net verkommen zu enger Selbstdarstellung. Et muss een dann och kucken, wéi dat genee ofleeft.

(Interruption)

Ech soen elo mol: Heiansdo an der Kommissioun huet een awer d'Gefill, dass Verschiddener sech ganz gär och selwer schwätzen héieren an da véier, fënnf, sechs Froe matenee stellen, wou da 15 Minuten drop geäntwert gëtt. Ech mengen, dat sinn och Saachen, déi muss een duerno eeben ajustéieren, wann do Problemer optauchen.

Voilà! Dat gesot, maache mer dat hei natierlech mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo huet een d'Gefill, dass déi éierewäert Institutioun Chamber dach awer muss an d'Zukunft oder an den Zäitalter vun der Transparenz gezu ginn a gedréckt ginn an dass se dat net ëmmer ganz fräiwëlleg mécht. Dat gesäit een un deem Projet, dee mer dann haut stëmmen, well deen huet jo eng gewësse Virgeschicht.

An déi Virgeschicht fänkt net mat de Motiounen a Resolutiounen un, iwwert déi mer ofgestëmmt hunn. Ech ka mech nach un eng Zäit erënneren – an ech war nach net an der Chamber, mee ech war awer scho politesch engagéiert –, do waren net emol d'PVe vun der Chamber öffentlech. An et huet u sech eng deemools dach kleng Oppositionspartei – se si spéider an d'Regierung komm a sëtzen elo erëm an der Opposition, dat heescht se hunn alles kal a waarm gesinn – vun deene Grénge gebraucht, déi u sech einfach déi PVe geholl an op den Internet gesat hunn. Dat ass décke Sträit hei an der Chamber ginn an ech hu mer soe gelooss, dass do och e puer e bësse méi haart Wieder gefall sinn, wéi dat gemaach gouf. An haut ass et selbstverständlech, dass déi PVen öffentlech sinn, mat e puer Ausnamen, déi mer dann no an no an d'Reglement geschriwwen hunn.

Virun 30 Joer wär et ganz normal gewiescht, datt – wann ech elo richtig rechnen – néng Deputéiert weeder e Büro nach e Laptop nach soss iergendwellech materiell Ekipement kritt hätten, knapps Riedezäit kritt hätten. Och dat huet sech missen an där Institution hei erkämpft ginn. Et ass also sécher net esou, datt et normal ass, datt hei jiddwereen enger Meinung ass. Ech menge souguer, datt och haut nach ëmmer, wa mer haut de Vott huelen, net jiddwereen der fester Iwwerzeegung ass, datt dat heiten dat Richteg ass.

Ech kann Iech awer soen, datt ech der Meinung sinn, datt et dat Richteg ass. An ech mengen nämlech, datt et dat Richteg ass, well et a Richtung Zukunft geet. Et geet an déi Richtung, déi d'Leit vun eis erwaarden. D'Zäiten, wou Politick hanner zouenen Diere konnt gemaach ginn, sinn eriwwer. An dat net eréischt säit haut, net eréischt säit gëschter, mee scho vill méi laang. An dofir ass et néideg, datt mir als Institution eis och beweegen.

Ech hunn u sech weineg Suergen ... An dofir hu mer deemools déi Resolutione matgestëmmt. Mir hunn och an der Conférence, am Büro ëmmer erëm drop higewierkt, datt dat soll weidergoen. Et ass net weiderkomm. An ech erënnere mech, datt ech heibannen e memorabelen Austausch hat mat dem Fraktiounschef vun enger Partei, dee mech elo mat ganz groussen Aen ukuckt, wéi ech gesot hunn, si géife mat zwee Féiss op der Brems stoen. Ma ech si ganz frou, datt se elo mat zwee Féiss dann op de Gas getrëppelt sinn an datt et elo virugeet. An dofir sinn ech ganz frou, datt mer dat haut hei kënnen unanime stëmmen, an ech ginn den Accord vun de Piraten.

Villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, d'Riednerlëscht wär elo ofgeschloss.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | A nee. Sorry, mee ech hunn Iech net op menger Lëscht hei stoen. Mee Dir kritt awer selbstverständlech gären d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat deet mer leed, Här President, well Der wäert et net bereien. Ech wollt nämlech och mat engem Luef notament un Iech ufänken. Dat hei ass effektiv e Schrëtt, deen eis elo vläicht selbstverständlech virkënn, mee de Sven Clement huet et ganz richtig gesot: Viru 15 Joer – et muss een net 30 Joer zrëckgoen – war et nach net selbstverständlech, datt iwwerhaapt d'PVen, déi schrëftlech PVen, effentlech waren. Dat war dann eng Initiativ vun deene Gréngen, déi dat da quasi geleakt hunn, iert dat Wuert eigentlech wierklech bekannt ginn ass oder sprochräif ginn ass.

An duerno war et souguer nach eng Risendiskussion, ob dann d'Deputéiert mat hirem eegenen Numm, wa se Interventione gemaach hunn, kënnen dosto. Do stoung dann ëmmer nëmme „Representant vun der LSAP“ oder „Representant vun der CSV“, wat fir eis ganz gutt war, well de Representant vun déi Lénk, dat war meeschtens an enger Kommissioun just een. Da wosst ee jo, wie geschwat huet, wann ee just op d'Lëscht gekuckt huet.

(Hilarité)

Déi Absurditéit ass dann och iergendwann ofgeschafft ginn. An elo hu mer dann effentlech Sätzungen – oder de Versuch dovunner –, déi kënnen nogekuckt ginn.

Ech mengen – an dat ass dat Haaptargument hannerdrun – an ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt déi parlamentaresch Aarbecht an de Kommissiounen doduerch besser gëtt, well ech mengen, de Fait, datt Saachen iwwerdree ginn, fir eis alleguer en Usporn ass, eventuell d'Texter am Virfeld méi genau ze kucken, vläicht och d'Avise vun de Berufsskummeren, déi awer an der Vergaangenheet e bësse stiefmütterlech behandelt gi sinn, och an der effentlecher Sëtzung méi seriöze diskutieren an domadder déi politesch Essenz vun der Debat, déi mer hei an der Chamber solle féieren, méi räich ze maachen.

Duerfir mengen ech, datt dat hei e wichtige Schrëtt ass, iwwert deen ech mech ganz staark freeën.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech bereien et effektiv net.

(Hilarité)

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8351. Den Text steet am Document parlementaire 8351¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8351

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, da schlëssen ech de Vott of.

Ech hunn 58 Jo-Stëmmen. D'Madamm Tanson ziele mer derbäi, 59. An d'Madamm Welfring iwwert d'Procuration. Da si mer op 60 Jo-Stëmmen a selbstverständlech da keen Neen a keng Abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Fernand Etgen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson);

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An hei brauche mer och net eng Dispens vum zweete Vott ze froen.

12.8352 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au temps de parole

Soumat kënnen mer zum nächsten a leschte Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8352, an zwar eng Upassung vun de Riedezäiten. D'Riedezäit ass hei nom

Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktioun an all Sensibilitéit fënnf Minutten. An et hu sech elo schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gilles Baum, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Fred Keup an den Här Sven Clement. An da ginn ech dovunner aus, datt den Här Marc Baum sech och ageschriwwen huet. Ok, dann hu mer dat direkt schonn elo gekläert. Dann huet d'Wuert: d'Rapportrice vum Projet, déi honorabel Deputéiert Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Hei ass dann elo manner a Richtung Transparenz, mee méi a Richtung Liewensqualität ...

(Hilarité)

... fir jiddwereen, deen eis Debatte suivéiert, an och vläicht fir eis selwer eng Dynamisierung vun den Diskussiounen. Et ass jo ganz wichteg, dass mer Sujeten debattéieren, mee wéi de Chamberspresident nach de Moien um Radio erkläert huet: Wann een 30 Minutten huet, da mengt een, et misst een déi och fëllen, well ee soss gesot kritt, et hätt een näischt ze soen. Soudass dat eppes ass, wat natierlech soll derzou féieren, dass mer eis Messag vläicht e bësse méi kondenséiert, mee awer nach ëmmer a gudden Diskussiounen hei eriwwerbrénge kënnen an och esou, dass awer och déi Sensibilitäten a Fraktiounen, déi manner Riedezäit hunn, elo net ze kuerz kommen.

Ech denken, Dir kennt och hei de Werdegang: Et ass deposéiert ginn de 25. Januar 2024 vun deene selwechte Leit wéi déi, déi ech virdu genannt hunn. Dunn ass et och an d'Reglementskommissioun komm. An och dëse Rapport gouf den 13. Mäerz 2024 ugehall.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Modifikatiounen. Eng hutt Der virdu scho materlieft. Mir praktikéieren déi schonn, si steet awer nach net formell dran. Dat ass eeben dee Modell, wou mer e Rapport maachen – wéi virdu den Här Mosar –, wou awer keng Diskussioun ass.

Deen aneren ass de Modell, wou kee Rapport an och keen Debat ass, deen dann och elo detailléiert am Reglement am Artikel 73 drasteet.

De Modèle de base bleift d'selwecht.

An dann deen neie Modell 1, dat ass dann eeben deen, dee lo wierklech e bësse gekierzt gëtt. En gros ass dat dann d'Hallschent vun deem, wat virdu virgesi war, mat engem Seuil minimal vu siwe Minutten, deen erakënn.

Deen neie Modell 2 ass den aktuelle Modell 1. De Modell 3 ass den aktuelle Modell 2. De Modell 4 ass den aktuelle Modell 3. An de Modell 5 bleift in-changé.

Et bleift och weiderhin esou, dass, wa keen Accord fonnt gëtt, dann e Modell an der Conférence des Présidents imposéiert gëtt. Dat ass da fir e Projet de loi de Modell 3, also den aktuelle Modell 2, a fir Débats de consultation an Débats d'orientation eebefalls de Modell 3. An natierlech fir déi ganz grouss a wichteg Debatten, wou och vläicht da méi Riedner zu Wuert kommen, wéi den Débat sur l'état de la nation an natierlech d'Politique financière, do spillt d'office de Modell 5.

An dann eeben och hei: Als Verriederin vun deene Grénge ginn ech den Accord da vun eis fir dës Modifikatioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson, fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, an der Praxis gesi mer oft, datt verschidde Riedemodeller, wéi se aktuell ugewannt ginn, einfach net méi zäitgeméis sinn. D'Riedezäite sinn ze laang an oft gëtt et eigentlech guer näischt Neies méi derzou ze soen, soudatt eenzel Interventione vum den Deputéierten – ouni engem wëllen ze no ze trieden – zu repetitive Monologe ginn.

Konkreet ginn duerch dës Ännerung vum Chambersreglement zwee nei Modeller agefouert an d'Riedemodeller gekierzt, sou wéi d'Rapportrice dat scho gesot huet. An ab Abrëll gëllt et also, déi politesch Messagen an der Pleniëre méi kuerz a méi knackeg ze faassen. An dat ass gutt esou, well nëmmen esou kréie mer méi dynamesch Debaten an der Chamber.

Mir denken, datt duerch dës Mesüre keen ze kuerz komme wäert an den Debaten an dass d'Chamber doduerch méi modern gëtt an dass et virun allem fir d'Leit dobause méi interessant gëtt, an d'Chambersetzung eranzelauscheren. Dofir gesi mir dat als absolutt zäitgeméis Moderniséierung. An heimat ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass et um Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech hat eng Léierin an der Primärschoul, wa mer en Aufsatz geschriwwen hunn, dann huet se gesot: „In der Kürze liegt die Würze.“ Voilà! A wa mir et elo hei fäerdegbréngen, méi gezielt eis Messagen ze placéieren, a mir gewannen e bëssen Zäit, ech mengen, dann ass dat gutt fir eis, et ass gutt fir déi Leit, déi eis nolauscheren, an et ass gutt fir d'Representatioun vun der Politik. An da fänken ech och direkt elo de Moment schonn un an ech halen op.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ma très bien, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. An ech hat e Léiermeeschter, dee mer gesot huet: „Wann s de méi wéi zéng Minutte braucht, dann hues de Onrecht.“

(Exclamations et hilarité)

An dofir follegen ech dem Beispill vu mengem Virriedner an ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wëll awer ënnersträichen, dass ech mengem Léiermeeschter viles gegleeft hunn, ...

M. Georges Engel (LSAP) | ... mee dat awer net!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... mee awer dat net!

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Et ass schued, soss hätte mer Iech dat deemnächst eng Kéier rappeliert an enger Kommissiounsetzung, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, hei ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechge-lift, et ass elo um Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir kréien eng nei Bün.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, also ech mussen och soen, dass dat heite mer perséinlech wierklech och um Häerz loung, fir déi Riedezäiten e bëssen ze verkierzen. Ech weess net, anerer si vläicht scho méi Joren a Joerzénkten heibannen an hunn dat vläicht nach méi an der Gewunnecht, mee ech fannen awer, dass verschidde Rieden, déi ech hu misse matmaachen an de leschte véier Joer, vill ze vill laang waren. An dat kënnt dann op dat eraus, wat grad gesot ginn ass: Et gëtt ëmmer erëm dat selwecht widderholl. Et gëtt eng Ried gehalen, déi kee Rapport méi huet zu deene Riede virdrun. Et ass keng richtig Debatt, et gëtt einfach en Text virgedroen eng hallef Stonn laang, wou een dat Ganzt och kéint a méi kuerzer Zäit maachen.

Duerfir géif ech esouguer nach méi wäit goen an ech géif iwwerhaupt, och bei Interpellatiounen vläicht, kucken, fir se méi niddereg ze maachen, déi Riedezäit. Iwwerall, ass dat iwwerhaupt alles vill méi kuerz. An dann huet een awer ëmmer genuch. A fënnf Minutten, zéng Minutte kann een nach genuch soen. Et muss een net ëmmer eng hallef Stonn hunn. Duerfir stëmme mer dat hei natierlech ganz gär mat.

Ech soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Riedezäite gi méi kuerz. Dat heescht, datt et an Zukunft och nach méi pointéiert muss sinn. An dat féiert da vläicht dozou, datt deen een oder anere Message sech och erëm e bësse méi kloer vuneneen ënnerscheet, well ech mengen, wat mer méi laang schwätzen, wat mer eis vill méi widderhuelen ënnerteneen, well jo am Fong ëmmer dat nämmlecht gesot gëtt, bis dann de politesche Message kënnt, bis déi politesch ënnerscheidung kënnt, bis dat, wou mer eis net méi eens sinn.

Ech mengen, dat kënnen erauszesträichen, dat gëtt elo en Challenge déi nächst Wochen, Méint a Joren. An dat féiert sécher derzou, datt et e bësse méi dynamesch gëtt. Mir wëssen alleguerten, d'Opmierksamkeetsspan vun de Leit hält ëmmer méi of, an esou kënnen se dann awer nach d'Chamber suivéieren, well mir ginn dann och e bësse méi kuerz. Mir wäerten dat hei matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Saache pointéiert formuléieren ass, mengen ech, wichteg. Et dierf een awer net vergiessen, datt een trotzdeem e Sockel brauch, ënnert deem e Gedanke schwéier formuléierbar ass. An déi Modeller, déi mer elo hei unhuelen, respektéieren awer dee Prinzip.

Och do kann ech drun erënneren: Zwielef Joer ass et, mengen ech, hier, do ware fir e Modèle de base fir en Deputéierten zwou Minutte virgesinn. An do fänkt dann awer un, eng Limitt no ënnen ënnerschratt ze ginn. Dat, wat mer hei fonnt hunn, ass, mengen ech, e gudde Kompromëss, mat deem jiddweree liewe kann.

An ech mengen och schonn, datt mer lues awer sécher ufänken, méi pointéiert Debatten ze féieren. Oder anescht gesot, wéi ech et eng Kéier dem fréieren Escher Buergermeeschter no enger kuerzer Budgetpresentatioun senger-säits gesot hunn: „Wann ee schonn näischt ze soen huet, soll ee sech wéinstens kuerzhalen.“

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Baum. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8352. Den Text steet am Document parlementaire 8352¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Vote par procuration, soen ech nach eng Kéier. Et sinn nach eng Rei Votten, déi net gemaach sinn. Kënnt Der nach eng Kéier duerchchecken? Ok, ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also ugehall mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Enthaltung.

Résultat définitif après redressement : la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8352 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Marc Spautz), Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Carole Hartmann), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Paulette Lenert) et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.10 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 41

2. 7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

p. 41

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt

Discussion générale : Mme Octavie Modert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Claude Haagen | M. Franz Fayot (parole pour fait personnel) | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479B et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Franz Fayot (intervention de M. le Ministre Lex Delles) | M. François Bausch (intervention de M. Marc Goergen) | M. David Wagner

Vote sur la motion 1 (rejetée)

3. 8254 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;
2^o de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;
3^o de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

p. 44

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8254 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster

p. 45

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : M. Emile Eicher | Mme Francine Closener | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8262 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

p. 47

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen

Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Marc Lies | Mme Francine Closener | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8332 et dispense du second vote constitutionnel

6. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique

p. 50

Exposé : Mme Joëlle Welfring

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Ben Polidori (intervention de M. Sven Clement) | M. David Wagner | M. François Bausch | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. François Bausch)

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

7. Motion de M. Paul Galles relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris, ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre

p. 52

Exposé : M. Paul Galles

Discussion générale : Mme Claire Delcourt | M. Fred Keup (interventions de M. Marc Goergen) | Mme Joëlle Welfring | M. Luc Emering | M. Ben Polidori | M. David Wagner | M. Fred Keup

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

8. Motion de M. Franz Fayot relative à la transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques

p. 55

Exposé : M. Franz Fayot

Discussion générale : M. André Bauler | M. Tom Weidig | M. Christophe Hansen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner (interventions de M. Fred Keup) | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

9. Motion de M. Franz Fayot relative à la soumission écrite auprès de la Cour internationale de Justice en faveur de la reconnaissance d'un principe climatique intergénérationnel

p. 57

Exposé : M. Franz Fayot

Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Guy Arendt | M. Fernand Kartheiser | M. Ben Polidori | Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes et M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 7479B – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtte mam Projet de loi 7479B un, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert

d'Konkurrenz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fénnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister,

de Gesetzesprojet 7479 gouf am September 2022 vun der Kommissioun an zwee Voleten opgedeelt, dat nodeem de Conseil d'État eng Opposition formelle ausgedréckt hat a mir keng Zäit méi wollte verléieren: eng Kéier d'Gesetz 7479A, wou et ëm d'Konkurrenz geet, dat Enn 2022 a Kraaft getrueden ass, an dann de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, de 7479B, deem d'Fixatioun vun de Präisser unhand vun engem Règlement grand-ducal betrëfft.

De Gesetzesprojet 7479B gesäit vir, den Artikel 3 vum Gesetz iwwert d'Konkurrenz ze ergänzen, well deem Text dem Staatsrot an deem Sënn ze vag an onprezis ass. Deemno wier en och net mam Prinzipp vum fräien Handel kompatibel, wat, Dir wësst et, laut

onser Verfassung eng Matière réservée à la loi ass. De Staatsrot hat dofir gefuerdert, datt déi ekonomesch Secteuren an och d'Outilen, déi de Pouvoir réglementaire benotze kann, kloer définiert solle ginn.

Dëse Gesetzesprojet soll de Kader festleeën, an deem d'Regierung kann intervenéieren, fir an engem Noutfall d'Präisser ze fixéieren. Am Fall vun onerwaarten an extraordinäre Situatiounen, wéi zum Beispill der Covidkris oder dem Krich an der Ukrain, déi en Impakt op d'Präisser oder och d'Disponibilitéit vu verschiddene Produiten oder Servicer kënnen hunn, déngt dës Optioun als eng Zort Sécherheetsnetz fir d'Regierung.

Et ass dann am Text och e Kontrollmechanismus virgesinn. D'Autorité de la concurrence muss consultéiert ginn, éier e Règlement grand-ducal iwwerhaupt ka geholl ginn, an déi maximal Dauer vun engem Règlement gëtt op sechs Méint fixéiert.

Den Text gesäit dann och vir, dass en ëffentlecht Awierken um Niveau vun de Präisser just da justifiéiert ass, wann et dem allgemengen Interessi déngt. Dëst wier de Fall, fir de Schutz vun de Verbraucher an den Destinataires de service ze garantéieren, fir enger Concurrence déloyale entgéintzewierken, fir d'Ziler vun der ëffentlecher Gesondheet ze schützen, fir d'sozial Uerdnung bäizebehallen a fir de finanziellen Equilibre vum System vun der Sécurité sociale ze erhalten. Finalement mussen dës Interventiounen dann och néideg sinn an d'Prinzipie vun der Non-discrimination an och vun der Proportionalitéit solle respektéiert ginn.

Här President, Léif alleguerten, de Staatsrot huet säin Avis den 13. Juli d'lescht Joer ginn. Vun der héijer Kierperschaft gouf et eng Opposition formelle beim Artikel, deen d'Instrumenter bestëmmt, vun deenen ee ka Gebrauch maachen, fir Präisser ze fixéieren. De Staatsrot huet fonnt, dass d'Formulatioun, ech zitieren, „des instruments tels que“ ze vag wier an dem Grand-Duc géif eng vill ze grouss Fräiheet loossen. Well et sech ëm eng „matière réservée à la loi formelle“ handle geif, misst de Pouvoir exécutif kloer a prezis encadréiert ginn, fir all „pouvoir discrétionnaire absolu“ säitens der Administratioun ze verhënneren. An deem Sënn huet de Staatsrot eng Proposition de texte gemaach, déi d'Kommissioun an hirer Reunioun vum éischte Februar vun deem Joer esou och ugeholl huet. Esou war d'Opposition formelle opgehuewen.

Fir weider Detailer zum Fong an och dem Avis verweisen ech op de schréffleche Rapport a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Arendt villmools Merci fir säi schréfflechen a fir säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass déi honorable Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci, Här President. Hei ass effektiv dat lescht Element vun deem Gesetz, datt schoonn a Kraaft ass. Et geet drëms, de Pouvoir réglementaire vun der Regierung ze encadréieren an dat ass dann hei och op sechs Méint ze begrenzen. Et ass wéi bei den Noutstandsgesetze, déi virun iwwer 25 Joer och ageengt an ëmraamt gi sinn an der Zäitspann an an den Ausmoossen. An och eis nei Verfassung gesäit an hirem Artikel 48 iwwert den État de crise e strenge Corset vir, an deem d'Regierung kann handeln ouni d'Interventioun vun der Chamber an ouni datt e Gesetz gemaach gëtt.

Et geet drëm – an dat ass wichteg –, datt d'Chamber hir Kontrollfunktione kann ausüben an net op onbegrenzten Zäit kee Gesetz do ass. An dofir gëtt CSV-Fraktioun hiren Accord. Et gëtt nun emol aussergewöhnlech Situatiounen, wou séier muss kënnen gehandelt ginn, wat besonnesch a Fäll vun internationale Krisen muss méiglech sinn. Mee et ass kloer: Dat muss sech op exceptionnel an dréngend Fäll beschränken an an der Zäit begrenzt bleiwen. Duerno muss de Legislateur intervenéieren.

Dëst Gesetz gesäit elo a senger leschter Fassung prezis Konditiounen a Mechanisme vir, éier d'Regierung Moosnamen huele kann. De Rapporteur Guy Arendt – merci fir säi gudde Rapport – huet se opgezitt. Dat war och dem Staatsrot seng Suerg, well et sech hei ëm eng Matière réservée à la loi handelt.

Den Här Fayot, deen d'Ursprungsgesetz als Minister deposéiert hat, huet gesot, dat wär e politeschen Avis vum Staatsrot. A wéi engen Hypothese wollt Dir dann, Här Fayot, dës reglementaresch Méiglechkeeten aktivéieren, datt Der zu där doter Meinung komm Sidd? Vlächst sot Der eis herno e Wuert dorüwer.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert.

(Brouhaha)

An da ginn ech elo dem Här Claude Haagen d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Si mer haut an der Froestonn?

(Hilarité)

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Här President, dat heissen ass dat lescht Puzzlestéck zum Konkurrenzrecht an et ass, wéi d'Virriedner et scho gesot hunn – de Rapporteur och –, e wichtegt Instrument a Krisenzäiten, fir zum Beispill d'Maartwirtschaft ze reglementéieren, an dat am Sënn vun eiser Gesellschaft. Dat huet déi lescht Pandemie gewisen an dofir ass et och wichteg, datt d'Chamber no sechs Méint och do muss gefrot ginn, wann esou eng Mesur ergraff gëtt, natierlech och no der Consultatioun vun der Autorité de concurrence. Ech mengen, d'Chamber, dat huet se gewisen an der leschter Pandemie, ka ganz séier och reagéieren, wa mer an esou engem Fall sinn. Dofir gi mir natierlech als LSAP-Fraktioun och hei den Accord.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Vu datt den Här Fayot virdrun direkt ugesprach ginn ass, kann hien natierlech och Stellung huelen dozou. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Jo, Fait personnel. Effektiv ass dat Gesetz jo net am lofleere Raum entstanden. Mir haten eng Pandemie, wou mer vill Problemer hate mat verschiddene Präisser. Ech erënneren nëmmen un d'Masken, déi eng Zäit net erbäikomm sinn oder déi ze vill deier waren. Mir haten duerno eng Kris mat der Energie, wou et och vill ëm d'Präisser gaangen ass. An an deene Krisenkontexter kënnen mer eebe Situatiounen hunn, wou et duerchaus utile ass a wichteg ass, dass eng Regierung och d'Méiglechkeet kritt, fir bei de Präisser ze intervenéieren, déi sech dann dee Moment net normal fixéieren.

An ech hunn datt gesot mam Staatsrot, well ech effektiv och an Diskussione mat hinnen, déi ech als Minister gefouert hunn, wierklech d'Impressioun hat, dass do eng dach relativ dogmatesch Approche par rapport zum Principe de liberté du commerce et de

l'industrie do war, déi dat dote mordicus refuséiert huet. An dofir hate mer do effektiv e bëssen e Bras de fer. An ech si frou, dass mer schlussendlech déi Solution do fonnt hunn, déi mer elo fonnt hunn, fir dat do awer ze erméiglechen, well, wéi gesot, mir hunn eng ganz Partie Krisen kannt. Et komme sécher nach anerer an et gëtt leider, mengen ech, déi nei Normalitéit, dass mer heiansdo Präisser hunn, déi sech net normal fixéieren op engem normal funktionéierende Maart.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chamberspräsident. Ech proposéieren och menger Fraktioun, dës Projet de loi ze stëmmen. Wann een an Ausnahmesituatiounen ass, wann een eppes ännert an der Regierung eng extra Gewalt gëtt, gëtt et natierlech ëmmer d'Méiglechkeet, datt do Messbrauch gemaach gëtt. Mee mir mussen der Regierung do vertrauen. An ech fannen et och wichteg, datt am Gesetz drasteet, datt op d'mannst d'Autorité de concurrence do eng Kéier consultéiert gëtt an dat och nëmme fir sechs Méint ass. Dofir si mir averstanen, dat ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech maachen et kuerz: Ech bréngen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et e bësse manner kuerz wéi mäi Virriedner. Och wann et hei u sech just ëm den zweeten Deel vum Gesetzestext zur Konkurrenzautoritéit geet, sou geet et hei ëm Präisdeckelen. Beispiller goufe genuch genannt. Et ass wichteg, datt mer déi Decisiounen kënnen huelen an datt mer eng Base légale hunn, fir se kënnen ze huelen, well soss fanne mer eis erëm a Situatiounen, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn a wou mer u sech net ëmmer ganz glécklech ware mat de Léisungen.

Wéi mer am November 2022 den éischten Deel vun deem Gesetz hei ugeholl hunn, hu mer eis derfir staark gemaach, datt d'Konkurrenzautoritéit och soll kënnen Fusiounen kontrolléieren. Mir haten eis, esou wéi d'ALEDC, fir eng Konkurrenzkontroll virun de Fusiounen ausgeschwat. An eis Nopeschlänner hunn ewell sou Systemer, just Lëtzebuerg verléisst sech do exklusiv op Bréissel. Mir kënnen eis awer hei net nëmmen op den europäesche Mechanismus verlossen, dee vill ze spéit a bei vill ze grouse Firms gräift. En Agräifen an de Marché an den Equilibre tëscht Offer an Demande gëtt et net eréischt ab engem Chiffre d'affaires mondial vun iwwer 5 Milliarden. En Auschiele vum dem fräie Marché gëtt et op allen Niveaue. Dat kënnen kleng PMEn oder de Staat sinn, gradewéi Multinationallen. De Contrôle ex ante ass dofir wichteg. Mir brauchen deen och zu Lëtzebuerg. Frankräich, Däitschland an d'Belsch hu scho méi laang esou Kontrollen.

A wa mer de Projet zum Konkurrenzrot haut iwwert d'Bün kréien, muss muer ugefaange ginn, an esou engem Ex-ante-Kontrollmechanismus ze schaffen. Et ass ëmmer méi einfach, fir virun enger Fusioun ze intervenéieren, wéi spéider ze versichen, duerch Strofen d'Firmen ausereneezekréien. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, Här President. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'Konkurrenzautoritéit 2022 mam *Projet de loi 7479A* zu engem *Établissement public* ginn ass an d'*Méiglechkeet* kritt huet, fir sech an *Dossieren* ze *autosaiséieren*;

– dass et an eisen *Nopeschlänner* scho verschidde *Ver-sioune* vun enger *Konzentratiounskontroll* (*contrôle de concentration*) gëtt. Zum Beispill a *Frankräich* huet déi *zoustänneg Autoritéit d'Méiglechkeet*, de *beträffene Fir-men* *Ännerungen* an hirer *Fusioun* ze *imposéieren*;

– dass op *EU-Niveau* eréischt eng *Konzentratiounskontroll* *gemaach* gëtt, wann de *gesamten Émsaz*, dee vun *alle be-träffene Firmae* *gemaach* gouf, *méi wéi 5 Milliarden Euro* *betrëfft* an den *Émsaz*, *deen* an op *d'mannst 3 EU-Län-ner* *gemaach* gouf, *méi wéi 250 Milliounen Euro* *betrëfft*, *esoufern* *keng* vun de *beträffene Firmae* *méi wéi zwee Drëttel* vun hirem *gesamten Émsaz* an der *EU* an engem *eenzege Land* mécht.

Aus dese *Grënn* *invitéiert d'Chamber* vun den *Deputéieren* d'*Regierung*,

– eng *Gesetzespropos* *auszuschaffen*, fir dass d'*Konkur-renzautoritéit* sech an *Zukunft* *autosaiséieren* an eng *Konzentratiounskontroll* *ex ante* hei zu *Lëtzebuerg* kann *duerchféieren*.

(s.) *Sven Clement*.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | A *Frankräich* huet zum Beispill d'*Autoritéit d'Méiglechkeet*, de *beträffene Fir-men* *Ännerungen* un hirer *Fusioun* ze *imposéieren*. D'*Fusioun* ginn also net *ënnerbonnen*, se gi just *ugepasst*, soudatt de *Risiko* vun der *Maartmanipulation* *méi kleng* gëtt. An *dës* *Prozeduren* an eisen *Nopeschlänner* gi *séier* *vustatten*. An der *Belsch* geet dat an engem *Mount*, an *Däitschland* kann dat *maxi-mal* *fënnef Méint* *dauern*. An eisen *Nopeschlänner* geet et also. Firwat net zu *Lëtzebuerg*?

2022 hu mer schonn drop *opmierksam* *gemaach*, dass dat zum Beispill bei *Cafetieren*, jo, u sech bei *Béiers-produzenten* de *Fall* *kéint* *sinn*, wou jo och de *Conseil de la concurrence* schonn 2019 drop *higewisen* huet. Dat, wat fir d'*Produzente* gëllt, kéint jo och fir d'*Distributeure* gëllen. Majo, léif *Kolleeginnen* a *Kol-leegen*, dat gesi mer dann elo, wann dat dann *ex post* muss *analyséiert* ginn an net *ex ante*, well *fënnef Joer* drop huet sech *näischt* *geännert*. Et brauch een eng *Konkurrenzsituatioun* a *keng* *Konkurrenzsimulatioun*. Et brauch een eng *funktionell* a *performant* *Konkur-renzautoritéit*, déi d'*Rechter* vun de *Konsumenten* an de *Fir-men* *um* *fräie* *Marché* *schützt*. Dat hu mer mam *Projet* scho *gemaach*. Dat heiten ass elo eng *weider* *Brique*. Et wäert eng *begrenzte* *Brique* *sinn*, an *dofir* *denke* *mer*, dass et hei nach *weider* muss *dru* *schaffen*.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'*Lëscht* vun den *ageschriwwene Riedner* *ofgeschloss*.

An dann hätt d'*Regierung* d'*Wuert*.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech wëll just nach eng *Kéier* *jiddwerengem* *Merci* *soe* fir déi *grouss* *Zoustëmmung* hei. Ech mengen, dass ass e ganz *wichtige* *Pilier* an dass et och déi *richteg* *Decision* war zu deem *Moment*, dass *Gesetz* ze *splécken*, well mer *eeben* am *Kader* vun enger *Infraktioun* hei scho *waren*, *dofir* *deen* *Deel* scho *konnt* *ofgeschloss* ginn an hei *eeben* de *Pouvoir*

réglementaire *eenzel* *behandelt* ginn ass, fir e *Präis* ze *limitéieren*. Et ass och ganz *wichtig*, dass een d'*Liberté* de *commerce* net *blockéiert*. Hei mécht een dat *awer* *punktuell* an *dofir* muss dat och ganz *kloer* *agegrenzt* ginn. *Dofir* *souwuel* *mat* den *Autoritéiten*, déi et *kontrolléieren*, wéi *awer* och déi *sechs* *Méint* *Limitatioun*, déi *dran* ass, *soudass* hei e *weidert* *Stéck* also ass, fir *wierklech* a ganz *speziellen* *Zäiten*, ganz *limitéiert*, *ënner* *Kontroll* *kënnen* hei der *Regierung* d'*Méiglechkeet* ze ginn, e *Präis* ze *fixéieren*.

Leider kann ee *Beispiller* hei *nennen*. Den Här *Fayot* huet *gesot*: während dem *Covid* de *Präis* vun de *Masken*, de *Präis* vun *deene* *Gellen*, déi een hat, fir *sech* d'*Hänn* ze *desinfizéieren*, déi op *eemol* *explo-déiert* *sinn*. Dat si *Beispiller*, déi een an der *Vergaangen-heet* *gesinn* huet. *Soss* *sinn* där *Saachen* *awer* *normalerweis* *net*. *Esou* *eppes* *soll* also *ënner* ganz *exceptionelle* *Konditiounen* *kënnen* *geschéien*.

Just zu der *Ried* vun Här *Clement*: Ech mengen, Dir *schwätzt* zu engem *anere* *Projet* de *loi*, dee schonn *deposéiert* ginn ass. Leider hutt Der *näischt* zu deem *heite* *Projet* de *loi* *gesot*. De *Contrôle* de *concentration* ass schonn am *Summer* *deposéiert* ginn. *Deen* ass och schonn an der *Kommissioun* *diskutéiert* ginn, *soudass* déi *Aarbecht* also scho *gemaach* ass. An ech mengen, dass mer och an der *Kommissioun* zu deem *Projet*, wéi e *verlääst*, *diskutéiere* *sollen* an net hei zu engem *Projet* de *loi*, *deen* am *Fong* *näischt* *domat* ze *dinn* huet.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'*Diskussioun* zu dësem *Projet* de *loi* dann *ofgeschloss*.

Mir kommen zur *Ofstëmmung* *iwwert* de *Projet* de *loi* 7479B. Den *Text* steet am *Document* *parlementaire* 7479B³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7479B et dis-pense du second vote constitutionnel

D'*Ofstëmmen* *fänkt* *elo* un. De *Quorum* ass *erreecht*. *Vote* *par* *procuration*. An de *Vott* ass *ofgeschloss*.

Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: 0, an *Abstentionen* dann och: 0. An dese *Gesetzestext* ass also *mat* 60 *Jo*-*Stëmmen* *unanime* *ugeholl*.

Ont voté oui: Mmes *Diane Adehm*, *Nancy Arendt épouse Kemp*, *Mmes Maurice Bauer*, *Jeff Boonen*, *Alex Donnersbach*, *Emile Eicher* (par *M. Laurent Mosar*), *Félix Eischen*, *Paul Galles*, *Christophe Hansen*, *Max Hengel*, *Mme Françoise Kemp*, *M. Marc Lies*, *Mmes Octavie Modert*, *Nathalie Morgenthaler*, *MM. Laurent Mosar*, *Marc Spautz*, *Charel Weiler* (par *M. Christophe Hansen*), *Mme Stéphanie Weydert*, *MM. Claude Wiseler*, *Michel Wolter* (par *Mme Nancy Arendt épouse Kemp*) et *Laurent Zeimet*;

Mme Barbara Agostino, *MM. Guy Arendt*, *André Bauler*, *Gilles Baum*, *Mmes Simone Beissel*, *Corinne Cahen*, *MM. Luc Emering*, *Fernand Etgen*, *Patrick Goldschmidt*, *Gusty Graas*, *Mmes Carole Hartmann*, *Mandy Minella*, *Lydie Polfer* (par *Mme Corinne Cahen*) et *M. Gérard Schockmel*;

M. Dan Biancalana, *Mmes Taina Bofferding*, *Liz Braz* (par *M. Yves Cruchten*), *Francine Closener*, *M. Yves Cruchten*, *Mme Claire Delcourt*, *MM. Mars Di Bartolomeo*, *Georges Engel*, *Franz Fayot*, *Claude Haagen* et *Mme Paulette Lenert* (par *Mme Taina Bofferding*);

MM. Jeff Engelen, *Fernand Kartheiser*, *Fred Keup*, *Mme Alexandra Schoos* (par *M. Jeff Engelen*) et *M. Tom Weidig*;

MM. François Bausch, *Meris Sehovic* (par *M. François Bausch*), *Mmes Sam Tanson* et *Joëlle Welfring*;

MM. Sven Clement, *Marc Goergen* et *Ben Polidori*;

MM. Marc Baum (par *M. David Wagner*) et *David Wagner*.

Freet d'Chamber d'Dispens *vum* *zweete* *Vote* *constitu-tionnel*?

(Assentiment)

Dann ass dat *esou* *decidéiert*.

Motion 1

Elo hu mer nach eng *Motioun* *vum* Här *Sven Clement* *do* *leien*. Ech hoffen, dass Der déi *alleguer* *ausgedeelt* *krut*, well wann Der se net *ausgedeelt* *krut* an net *hutt*, da *kënnen* mer *natierlech* *kloerweis* net *driwwer* *schwätzen*. Dir kritt se also *elo* am *Schnellverfahren* *ausgedeelt*.

M. Marc Goergen (Piraten) | Si *kënnen* *einfach* *Jo* *ofstëmmen*.

M. Claude Wiseler, Président | Här *Clement*, ech ginn *Iech* *emol* d'*Wuert*. Wëllt Dir nach *kuerz* *dozou* *Stellung* *huelen*?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här *President*. U sech ass just ee *klenge* *Saz*, *deen*, *mengen* *ech*, *wichtig* *ass*, och wann de *Minister* *jo* schonn zum *Deel* *eppes* *dozou* *gesot* huet. Et *geet* *eis* *drëm*, dass *sech* d'*Konkurrenzautoritéit* an *Zukunft* kann *ex ante*, also *virun* enger *Fusioun*, *autosaiséieren*, fir *sech* *drëm* ze *këmmen*. Dat *hunn* *ech* *zumindest* an där *Form* *bis* *elo* net *gelies* *gehat* an den *Texter*, déi d'*Regierung* *deposéiert* huet. Falls *sech* dat *sollt* *er-iwwregen*, da kann *ech* ganz *gutt* *domadder* *liewen*, mee *ech* *sinn* op *alle* *Fall* der *Meenung*, dass mer bei enger *Ex-ante-Kontroll* *mussen* *erauskommen*, wou och d'*Autoritéit* *sech* *selwer* *ka* *saiséieren*, well *soss* *musse* mer *ëmmer* *drop* *waarden*, dass *iergendeen* *aneren* *Acteur* se *saiséiert*, an dann *dauert* et *ëmsou* *méi* *laang*. *Dofir* *déi* *heite* *Motioun*.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här *Clement*. Elo *haten* d'*Leit* *Zäit*, fir *kuerz* d'*Motioun* ze *liesen*, an *ech* ginn dem Här *Minister* d'*Wuert*, *deen* et *gefrot* huet.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, merci villmools. Ech mengen, dass *grad* *eeben* d'*Stärkt* *vun* deem *Gesetz*, wéi et *deposéiert* ginn ass, *vum* *Projet* de *loi*, ass, dass *soll* *virdu* *kontrolléiert* ginn, well et *kéint* *Situatiounen* ginn, an et *gesäit* een am *europäesche* *Kontext*, dass et dat a *verschiddene* *Länner* scho *gouf*, dass eng *Fusioun* *gemaach* ginn ass an *duerno* *decidéiert* ginn ass, dass se *muss* *réckgäenge* *gemaach* ginn, wat eng ganz *schwéier* *Situatioun* ass fir déi *Sociétéit*, déi dat da *gemaach* huet. Dat *muss* *virdu* *gemaach* ginn, wat och am *Projet* de *loi*, *sou* *wéi* en am *Summer* *deposéiert* ginn ass, *virgesinn* ass.

D'*Autosaisine*, dass ass eng *aner* *Fro* – et *sinn* also *zwee* *Elementer*, déi Der *dran* *hutt* –, och *do* *muss* ee *kën-nen* *driwwer* *diskutéieren*, mee et ass ganz *kloer*, dass d'*Regierung* am *Koalitiounsaccord* *stoen* huet, dass se dat *do* *Gesetz* *wäert* *iwwerschaffen*, *kucken*, wou *Uppassung* *musse* *gemaach* ginn. Also *mengen* *ech*, dass Der zu dësem *Moment* der *Regierung* net *musst* den *Optrag* ginn, fir *eppes* ze *maachen*, wat se *souwi-sou* am *Koalitiounsprogramm* *virgesinn* huet a wat op där *aner* *Säit* *souwiso* schonn *deposéiert* ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här *Minister*. *Sinn* nach *aner* *Wuertmeldungen* zu dëser *Motioun*? Dat ass net de *Fall*. Dann ...

(Interruption)

Här *Fayot*, wollt Dir ...? Ganz *gär*, Dir *musst* et just *soen*.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, ech *gesinn* et *effektiv* *änlech* *wéi* de *Lex Delles*. Ech *hunn* *dee* *Projet* de *loi*

do deposéiert fir de Contrôle de concentration, well mer effektiv dat eenzegt Land sinn an der Europäescher Unioun, dat dat nach net huet. Souguer déi ganz kleng ..., aner kleng europäesch Länner hunn dat an ech hunn ëmmer fonnt, dass dat eis net gutt géif zu Gesiicht stoen an dass mer och effektiv an dem Land awer trotzdem e bëssen eng Situatioun hate vu verschiddene Secteuren, wou mer ganz staark Konzentratiounen hunn, dass mer eis dat Instrument sollt ginn, fir effektiv och ze kucken, dass et do keng Abuse géif ginn, déi een ëmmer constatéiert, wann et esou Konzentratiounen gëtt. An dofir gesinn ech am Fong och elo net direkt de Rapport zwëschent dem Mechanismus fir d'Fixatioun vun de Präisser an deem vun der Konzentratioun.

Ech si par ailleurs awer frou ze héieren, dass dee Projet de loi do weiderbruecht gëtt an dass deen nach wie vor vun där neier Regierung dann och hoffentlech en l'état gedroe gëtt.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat gëtt gemaach!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, mir stëmmen déi Motioun mat, well ech verstinn och net esou richtig, firwat mer elo hei diskutéieren. Den Här Clement huet hei eng Motioun gemaach, wou en am Fong d'Regierung opfuert, eng aner Proposition de loi auszeschaffen, déi sech mat där Fro vun dem Contrôle ex ante beschäftegt. Dat ass jo nëmmen eng Opfuertung un d'Regierung. Wou ass elo de Problem hei, datt mer dat elo dowéinst hei ofleenen?

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

Nee, net an där Form wéi den Här Clement dat gesot huet. Ech sinn zwar do mat em averstan. Mir hate jo och elo rezent e Beispill. Duerfir ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass keng Auto-saisine!

M. François Bausch (déi gréng) | Duerfir sinn ech der Meenung, datt déi Motioun hei schonn hir Berechtigung huet an datt een déi och sollt stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner (déi Léng) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat u sech och esou wéi den Här Bausch: Mir schwätzen do vun zwou verschiddene Saachen. D'Regierung seet, si wéilt d'Gesetz iwwert d'Konkurrenzopsicht och nach revidéieren. An der Rei, mee dat heiten ass eng kloer Opfuertung. Mir kruten déi Motioun zwar ganz séier elo, mee si ass relativ einfach ze verstoen. De Sënn vun der Motioun ..., dat heescht, et ass schonn eng politesch Opfuertung un dës Regierung. An deem Sënn, menge mer, musse mer se matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung zu deem Sujet. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. A Fin du vote.

9 Jo-Stëmmen, 50 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 50 Nee-Stëmme géint 9 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. François Bausch, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Christophe Hansen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

3. 8254 – Projet de loi portant modification:

1° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;

2° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

An da komme mer zum zweete Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8254, eng Ofännerung vun de Gesetzer vun de Berufsämmeren, fir hir Konformitéit mat der neier Verfassung ze garantéieren. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Här President, léif alleguer, am Juli 2023 ass déi nei Verfassung a Kraaft getrueden. Dës huet de Chambres professionnelles e constitutionelle Rang attribuéiert, wat hire Pouvoir législatif an och hire Rôle am Kader vum Sozialdialog nach emol gestärkt huet. Mam neie Statutt vun de Chambres professionnelles mussen Upassungen a vereenzelten Texter, déi si concernéieren, gemaach ginn.

Den Ament gëtt et fënnf Chambres professionnelles, deenen hire Kader ënner anerem duerch déi folgend dräi Gesetzer definéiert ass: d'Gesetz iwwert d'Kreatioun vun de Chambres professionnelles à base

élective, d'Gesetz vun der Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce an d'Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers. Déi dräi Gesetzer gesi fir, dass Erwuessener, déi ënner enger Tutelle stinn, bei de Walen an de Chambres professionnelles d'office vum Walrecht ausgeschloss ginn. Dës ass net en ligne mat der neier Verfassung.

Den Artikel 64 vun der Verfassung definéiert verschidde Krittäre bezüglech der Wielerschaft zu Lëtzebuerg. Fir kënnen ze wielen, muss een déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn a volljäreg sinn. Fir kënnen gewielt ze ginn, muss een zousätzlech Resident am Land sinn. D'Juridictionen hunn d'Méiglechkeet, an de Fäll, déi per Gesetz definéiert sinn, engem dat aktivt a passivt Walrecht ze entzéien. De Legislature ass déi eenzeg Entitéit, déi dës Recht huet an déi dës Decisioun och ka vum Juge des tutelles kontrolléiere loosse.

Fir d'Konformitéit mat der Verfassung ze garantéieren, huet dës Gesetzesprojet als Zil, dräi Ännerungen virzehuelen:

Éischtens soll déi automatesch Exklusivitéit vun de sougenannte „majeurs sous tutelle“, wat hiren Droit de vote actif et passif betrëfft, ofgeschafft ginn.

Dann ass och virgesinn, d'Loi organique vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers unzepassen, fir hinnen de Statutt vun der Chambre professionnelle ze ginn. Déi haten nämlech bis dato de Statutt vun engem Établissement public respektiv vun enger Personne morale de droit public.

Un drëtter Stell soll den Text, wou et ëm de Renouvellement vun der Chambre d'Agriculture geet, ugepasst ginn. Konkreet soll hei de Renvoi op e bestëmmten Joer aus dem Text gestrich ginn, fir dass den Text net muss all fënnf Joer ugepasst ginn. Dës erlaabt och den aktuelle Mandatair vum Collège des viticulteurs, vum Collège des agriculteurs a vum Collège des horticulteurs hir Aufgaben iwwert déi fënnf Joer eraus ze assuréieren, bis datt déi nei Mandatairen hir Fonctioun untrieden. Soumat ass och eng gewësse Kontinuitéit garantéiert.

D'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet fënnf Avisen eran. Vum Staatsrot gouf et keng Opposition formelle. De Staatsrot huet allerdéngs bemierkt, dass den Artikel 64 vun der Verfassung u sech just déi legislativ Wale betrëfft an dass dofir net ganz d'Argumentatioun am Projet de loi suivéiert gëtt. De Staatsrot begréisst trotzdem dësen Text, well en erlaabt, d'Wale vun de Chambres professionnelles mam Prinzip vun der Non-Diskriminatioun ze vereenen, deem am Artikel 15 vun der neier Verfassung virgesinn ass.

D'Chambre de Commerce huet den Text allgemeng begréisst.

D'Chambre des Métiers fënnt, genau wéi de Staatsrot, dass keng Kontradiktioun tëschent dem Gesetz an der Verfassung besteet, well de Régime des tutelles vum Code civil an dem Nouveau code de procédure civile virgesi wär. Dës géif hinnen no bedeiten, dass d'Tutelle souwisou nëmmen vun engem Juge ka prononcéiert ginn an doduerch d'Konditiounen, déi vum Artikel 64 virgesi sinn, d'office erfëlle géif.

D'Chambre des Métiers ass awer d'accord dermat, dass een an d'Dispositionen vun de Lois organiques vun de Chambres professionnelles afüügt, dass sech am Fall vun enger Tutelle de Juge des tutelles muss kloer zum Droit de vote prononcéieren. Och mécht d'Chambre des Métiers d'Remark, dass hir – an der Chambre de Commerce hir – Représentanten, déi an der Fonctioun entweder Chef d'entreprise oder Entrepreneur sinn, net vu Majeurs sous tutelle kënnen assuréiert ginn.

D'Chambre des Métiers seet doriwwer eraus, datt hiren neie Statutt net méi kompatibel wier mat verschiddenen Dispositiounen vum Gesetz vum 1924. Dëst géif der Regierung en Observatiouns- an Interventiounsrecht vis-à-vis vun de Chambres professionnelles ginn an dat géif Problemer um Niveau vum Ordre constitutionnel bedeuten. Duerfir hu si eng komplett Reform vum Gesetz an och d'Aféierung vun engem Socle juridique commun fir d'Chambres professionnelles gefrot.

D'Staatsbeamtegewerkschaft ass der Meenung, dass den Artikel 64 vun der neier Verfassung just d'Legislativwale betrëfft, well dësen och virgesäit, dass een déi lëtzebuergesch Nationalitéit muss hunn, fir kënnen vum Droit de vote actif et passif ze profitéieren. D'Majeurs sous tutelle hätten an hirer Chamber och schonn den Droit de vote actif, kéinten awer selwer net gewielt ginn.

Allgemeng begréisst d'Chambre des Fonctionnaires, och wa si net selwer vum Text betraff ass, dass duerch d'Changements, déi virgesi sinn, d'Onofhängegkeet vun de Chambres professionnelles ervirgehuewe gëtt.

Fir weider Detailer zum Fong vun dësem Projet de loi verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech géif heimadder dann och den Accord vun der Demokratescher Partei direkt ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Madamm Hartmann. Merci och fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dat Gesetz hei ..., effektiv, vun deene véier Dispositiounen ginn der dräi dovunner op déi nei Verfassung zréck. Eng dovunner betrëfft dann d'Landwirtschaftskammer, wou elo just Wale waren. Et ass jo déi Patronatskammer, wou Wale si fir all hir Ressortissanten. Et ass elo natierlech ze spéit fir déi Walen, wou mer et hei stëmmen. Dann ass et awer gutt do fir déi nächste Kéier. An dofir gëtt d'CSV och hiren Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An dann ass d'Wuert fir den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP begréisst dëse Projet de loi a gëtt heimadder hiren Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Weidig, et ass un Iech.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech proposéieren och menger Fraktioun, datt mer dëst Gesetz matstëmmen. Et ass wichteg, datt et an Aklang gesat gëtt mat der neier Verfassung. Eppes wat mir elo net wierklech als néideg gesinn hunn, dat ass, den Artikel ewechzehuele mat de Leit „en tutelle“. Dat huet och d'Handwierkerkammer gesot an och de Staatsrot huet sech jo do scho prononcéiert. Mee dat wäert warscheinlech souwisou keng Relevanz an der Praxis hunn. Duerfir wäerte mer et matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann ass et um Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir sinn d'accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir begrëssen dee Projet an och mir sinn d'accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass domat ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | D'Regierung begréisst déi grouss Zoustëmmung zu deem Projet de loi hei a seet villmoos Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8254. Den Text steet am Document parlementaire 8254⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8254 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Sou, an ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Infolgedesseg keng Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. An domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Lies), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8262 – Projet de loi relative à la construction d'une école européenne à Junglinster

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8262 iwwert d'ëffentlech Finanzéierung vum Bau vun enger Europaschoul zu Jonglënster.

(Interruption par M. Fernand Etgen et hilarité)

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu fénnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorable Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmoos merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir investéiere souwuel an nei Schoule wéi och an nei Schoulsystemer natierlech, mee awer haut emol virun allem an nei Schoulgebaier, fir dass jiddwer Kand och dat richtegt Gebai fir sech fënnt. Haut hu mer direkt zwee Projeten um Ordre du jour, wou et ëm Schoule geet. Mir investéieren, wéi gesot, weider an d'Bildung an och an d'Gebaiere eben, fir dass och jiddwereen ënnert de beschte Konditiounen kann hei am Land an d'Schoul goen.

Den éischte Projet haut, den 8262, ass dee vun engem neie Gebai fir déi ëffentlech Europaschoul zu Jonglënster.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Zanter der Ouverture vun der éischter ëffentlecher Europaschoul 2016 zu Déifferdeng si souwuel d'Demande wéi och d'Offer permanent an d'Luucht gaangen. Bei der Rentrée 2018/2019 ass eng ëffentlech Europaschoul zu Jonglënster opgaangen an engem modulair Gebai, dat scho bestanen huet um Site vum Lënster Lycée. D'Primärschoul an d'Spillschoul, déi am Moment nach a Container ënnerbruecht sinn, kréien elo en neit Gebai mat engem neie Schoulhaff, enger Sportshal an och engem Geméisgaart.

Erlaabt mer, e bëssen an den Detail ze goe vun dësem Gesetz. An deem neie Gebai wäerten eng 400 Kanner kënnen beschoult ginn an déi sinn dann an 20 Klassenäll opgedeelt. Do dernieft ginn 10 sougenannte „Salles de différenciation“ gebaut. 4 dovunner wäerten och vum Service d'éducation et d'accueil benotzt ginn. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'H-Form vum Gebai et erlaabt, rationell Weeër ze hunn: D'Entrée vum neie Gebai ass an der Mëtt, soudass jiddereen um kierzten Wee dann och op seng Plaz an a säi Klassenäll kennt.

Et wäert 7 Lokaler fir didaktescht Material ginn an 2 Ateliere fir Konscht a Musek. Fir den SEA, de Service d'éducation et d'accueil, sinn 2 Vestiäre virgesi fir déi 400 Kanner, 3 Psychomotricitéitssäll, 4 Salles de construction, 7 Kreativitéitsraim, dovunner eebe 4 a Synergie mat der Primärschoul, 6 Säll fir Jeux de rôle, dovunner een, dee mat der Primärschoul gedeelt gëtt, 2 Säll si virgesinn, fir Babyfoot respektiv Billard ze spillen, an dann, ganz flott, da gëtt et och eng Chill Lounge, e Kichenatelier, en Depot fir Material, eng Bibliothéik gradewéi e Preparatiounssall fir de Bibliothécaire, e Liessall an e Raum fir de Stockage.

Net méi spéit ewéi gëschter ware mer eis heibannen allegueren eens, dass Sport a Beweegung immens wichteg sinn, an dofir gëtt dann hei och eng nei Sportshal gebaut, déi adaptéiert ass fir déi méi kleng Kanner, e multifunktionelle Raum mat Depot, 4 Vestiäre fir Schüler, 2 Vestiäre fir Enseignanten, e Büro fir d'Enseignanten an eng Infirmerie.

Virgesi sinn och e Büro fir de Sous-Direkter, e Büro fir de Responsable vum SEA, e Konferenzsall, e Lokal

fir d'Archive gradewéi e Sekretariat, en Informatiksbüro, Räim fir d'Enseignanten an d'Educatoren, wéi zum Beispill e Konferenzsall, e Vestiär mat Casieren, e Kopieslokal an e Vëloslokal.

Déi nei Spill- a Primärschoul profitéiert natierlech vum Lycée, dee schonn do ass, wat zum Beispill d'Kichen ugeet. Do gëtt dann d'Produktioun am Lënster Lycée gemaach. A well mer hei mat kleng Kanner ze dinn hunn, si 6 méi kleng Iesssäll dee Moment virgesinn.

A well d'Kanner sech net nëmme wëllen a solle bannen ophalen, mee och baussen, ass e Schoulhaff virgesi mat 2 Spillplazen an, ech hat et scho gesot, mat engem Geméisgaart. Et ass och e Rückhaltebecke geplangt an de Parking gëtt ausgebaut, vun aktuell 26 op dann 61 Plazen an et kommen och eng 30 Vëlosparkplazen. De ganze Campus selwer wäert iwwregens autofräi sinn. Et ass e Kiss&Drop virgesinn, fir dass d'Elteren hir Kanner kënnen awer an der Schoul erausloossen.

Dat neit Gebai soll nëmme wéineg Energie verbrauchen. Et ass eng thermesch Isolatioun geplangt, Triple vitrage, d'Hëtzt gëtt recuperéiert, op den Daach komme Fotovoltaikpannoen, déi souwuel fir den Energieverbrauch produzéieren wéi och an den öffentliche Réseau aspeisen. De ganze Campus scolaire huet iwwregens 11 Hektar. An den neien Deel, dee mécht 2 Hektar aus.

Wat de Käschtepunkt ugeet, sou si fir dese Projet 58,7 Milliounen Euro virgesinn. Dese Montant entsprécht dem Indice semestriel des prix de la consommation vum éischten Oktober 2022. Déi Ausgabe gi mat Kreditter aus dem Fonds d'investissements publics scolaires bezuelt. Ausserhalb vum Constructiounspräis fällt op d'Joer gesinn e Montant vu geschatenen 10 Milliounen Euro un, fir Consumatiouns- an Entrentiäskäschten ze decken.

De fréiere Minister François Bausch huet dese Projet den 29. Juni 2023 an der Chamber deposéiert. De Staatsrot hat den 10. Oktober de Projet aviséiert. Et war keng Opposition formelle gemaach ginn. De 25. Januar dëst Joer hu mer iwwert de Projet gradewéi iwwert den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun geschwat. De Rapport gouf den 1. Februar an der Chamberkommissioun ugeholl.

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, och wann ech probéiert hunn, esou komplett ewéi méiglech ze sinn am mëndleche Rapport, sou géif ech dann awer op mäi schrëftleche Rapport verweise fir méi Detailer.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif schonn den Accord gi vun der Demokratescher Fraktioun. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Cahen villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An den éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et gëtt aktuell fënnf öffentliche Europäesch Schoulen hei zu Lëtzebuerg: zu Déifferdeng, Mondorf, Klierf, Lënster a Miersch. An d'Regierung huet och nach zousätzlech Europaschoulen aus dem öffentliche Beräich virgesinn, fir d'Offer méi grouss ze maachen an dofir och méi Leit den Zougang ze ginn zu deenen öffentlichen Europaschoulen.

Mam Projet de loi 8262 relative à la construction d'une école européenne à Junglinster gëtt also elo

e weidere Schratt an dës Richtung gemaach. Ech denken och, datt et eng Noutwendegkeet ass, an dese Projet muss esou schnell wéi méiglech virgoen, wat iwwregens éischer en Ausbau ass vum dem besteeënde Lycée, fir nach méi Capacitéiten ze schafen.

Et muss ee wëssen, datt mer geschwënn hei zu Lëtzebuerg bei 700.000 Awunner sinn. Dovunner sinn der Moment scho 47 % Residentë mat Netlëtzeburger Nationalitéit. An deenen zwielef Gemengen, déi sech am direkten Anzuchsgebit vum der Jonglënster Schoul befannen, déi iwwregens eng Géigend ëmfaasst, déi zwëschent der Fiels, Nidderaanwen, duerch den Uelzechtall bis op Lëntge geet ..., ëmmerhin eng 32 % bis 59 % vun de Kanner vun der Gesamtschoulbevëlkerung Netlëtzeburger sinn.

Mir kommen also deemno net laanscht d'Realisatioun vun deem Ausbau, deen 58,7 Milliounen kaschte wäert, fir dës schoulesch Offer ze schafen. D'Capacitéit vun aktuell 776 Kanner geet op 1.360 erop. Do sinn awer och d'Maternelles, also d'Spillschoulskanner, derbäi.

Déi fuschnei Struktur ass um leschte Stand, well se och e grouss Volet Nohaltegkeet berücksichtegt an och den Ëmweltschutz respektéiert. Et gëtt eng grouss Synergie mat der besteeënder Heiztechnik, wat eng Holzhackschnitzelheizung ass, déi och weider genëtzt gëtt. Op den Daach kommen Infrastrukture vun der Fotovoltaik, déi et och erlaben, genuch Stroum ze produzéieren, fir autonom ze schaffen a souguer nach en Deel an d'öffentlech Netz anzespiesen.

Wéi scho gesot vu menger Kollegin Corinne Cahen: 20 Klassenfäll fir 400 Kanner am Primaire, eng Sportsaal, ech hunn nach eng ronn 22 weider Raimlecke geziel, wou Dir och schonn den Detail ginn hutt, déi de Kanner och Raum ginn, fir sech kreativ ze betätigen, sech ze erhuelen a sech ze entwéckelen.

A wat wichteg heibäi ass, ass, dass déi Kanner hir ganz Schoulzäit, also vun der Spillschoul bis zur Première, vum Fondamental bis an de Lycée, do kënnen verbréngen. Dat erfëllt och d'Erwaardunge vu villen Elteren an erméiglecht hinnen eng optimal Integratioun – souwisou eng Garantie fir eng héich Liebensqualitéit an der Regioun. An net ze vergiessen: Et kreéiert och eng ganz Partie nei Aarbechtsplazen.

Also, déi Regioun wäert och net ouni Impakt vun där Schoul betraff bleiwen, well sech och domadder d'Attraktivitéit wäert steigern, fir datt jonk auslännesch Familien och an déi Regioun zéie wäerten, eng Regioun, déi iwwregens och nach am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg ass. Dofir ënnerstëtzt och d'CSV-Fraktioun dese Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Fir eis als LSAP ass et jo evident, datt den nationalen Educationssystem an der Pflicht ass, alle Schülerinnen a Schüler e Bildungssystem unzébiden, deen hire Besoinen entsprécht an hinne Perspektive gëtt. Dozou gehéieren natierlech déi néideg Infrastrukturen an déi ginn heimadder ausgebaut. D'Madamm Rapportrice huet jo schonn all d'Detailer genannt a mir ënnerstëtze souwuel de Bauprojet wéi och d'Finanzéierungsgesetz.

Ech wëllt awer nach ënnersträichen, datt d'Passerellen tëscht öffentlichen Europaschoulen an de Lycée vum der Reegelschoul assuréiert musse ginn. Do kënnen mer nach gutt nobesseren. Mat der grousser Heterogenitéit vun eiser Schülerschaft sinn déi

europäesch Schoulen eng gutt Optioun. Allerdéngs wëll ech och betounen: Si sinn eng gutt Optioun, soulaang se an e laangfristegt, globaalt schoulpolitescht Konzept agebonne ginn. An do waarde mer drop, dass den Educationminister vläicht seng Strategie eng kéier erkläert.

Domadder ginn ech awer den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëst Finanzéierungsgesetz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann geet d'Wuert elo un den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou vill Mënsche mat Migratiounshannergrond liewen, ass eng gemeinsam öffentliche Schoul immens wichteg fir de sozialen Zesummenhalt a fir d'Integratioun. Déi vill international Schoule bewierken dogéint, datt d'Kanner jee no hire Wuerzelen, jee no hirer Nationalitéit, jee no hirer Kultur a verschidde Schoulsträng getrennt ginn.

Mir wëlle keng zwee Systemer oder schoulesch Parallellen am Land. Mir hätte léiwer e Mateneen, duerfir hate mer ons an eise Walprogramm derfir ausgeschwat, datt mer an Zukunft keng international oder Europaschoule méi wëlte matdroen. Och d'CSV, wëll ech emol bemerken – duerfir sinn ech verwontert, datt si elo derfir sinn –, hat sech am Kader vun de leschte Walen derfir ausgeschwat, keng weider schoulesch Parallellwelten méi opzebauen an datt keng méi sollten opgebaut ginn. Duerfir wäerte mir eis bei deem Projet enthalten. Mir soe ganz kloer Jo zu enger Schoul, mee zu enger Europaschoul soe mer Nee, an duerfir wäerte mer eis enthalten.

An ech wëll der Madamm Corinne Cahen nach en härezeche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Engelen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Madamm Cahen fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci der Ministesch, datt se de Projet vun deem viregte Minister weidergefouert huet, well et ass effektiv eng Urgenz do am schoulesche Beräich. Dat ass och schonn ënnerstrach ginn.

Ech weess nach, datt mer an der leschter Regierung, um Schluss vun der leschter Regierung eng Nott ugeholl hunn, wou mer d'Situatioun beschriwwen hunn, mat enger Vorausschau fir déi nächst Joren. Mer mussen eis bewusst sinn, datt och wa mer dat hei bauen, ... Duerno decidéiere mer jo, nach e Lycée nei ze bauen, haut de Mëtteg. Dat sinn alles deier Projeten, mee et sinn extreem wichteg Projete fir d'Zukunft vun deem Land, well mir wäerten nach laang net genuch Schoule gebaut hunn. Dir wäert och gesinn, och d'Madamm Backes wäert nach missen nei Projeten op den Instanzewee schécken, fir datt mer deem kënnen nokommen, wat mer brauchen an den nächste Joren.

An ech mussen och soen, ech si schockéiert iwwert dat, wat ech vu mengem Virriedner elo héieren hunn, datt ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, Här Kartheiser, et ass net fir d'éischt, wou ech iwwert Iech schockéiert sinn, a warscheinlech och

net fir d'lescht, dat ass richtig! Mee ech sinn awer schockéiert iwwert dat, wat Der hei zum Beschte gitt. Mir hunn e Land mat enger grousser internationaler Communautéit an do ass zu engem groussen Deel och international Communautéit derbäi, déi natierlech esou Schoule wéi déi do brauchen. A mir brauchen déi Leit, an do brauche mer och déi Schoulen, an duerfir sinn ech frou, datt mer dat haut decidéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Deen heite Projet kéint jo scho vun 2017, ier mir am héijen Haus waren. Mir hunn och haut ..., mir hunn zwar elo déi dräi Bezierker ofgedeckt, awer dee véierten nach net, soudass en Ostdeputéierter kéint schwätzen, soudass ech dat iwwerhuelen.

Ech muss awer soen, an deemem Projet huet mer immens gutt gefall ...

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

O, Här Baum, mir kréien dat och nach hin.

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

Fir d'éischt ... Gären, also gäre setze mer och aner Kandidaten op. Anert Thema.

(*Interruptions et hilarité*)

Nee. Elo hutt Der mech ... Ech mengen, Dir sidd an deene fënnef Joer deen éischten, dee mech elo vum Fuedem ofbruecht huet.

Ech wollt just soen: An der Kommissioun huet mer ganz gutt gefall, wéi d'Erklärunge koumen zum Projet, dass hei un immens vill Ëmweltfrëndlechkeet hei geduecht ginn ass. Et erkennt een, dass e grénge Fuedem dra war – mee ech hoffen och, dass och déi nächst Projeten esou wäerte sinn –, soudass de Projet eis ganz gutt gefall huet.

Zu der Fro Europaschoul oder net: Bon, d'Madamm Backes kann eis déi Froen net beäntweren, et ass och net hiren Dossier. Dat ass eppes, wat mer herno müssen eng Kéier mam Educatiounsministère diskutéieren. Dat kënne mer gäre maachen. Mir sinn och der Meenung, dass d'Europaschoule muss méi integréiert ginn, dass d'Konzept e bësse muss ugepasst ginn. Mee dat ass haut net dat, wouriwwer eigentlech ofgestëmmt gëtt. Haut gëtt emol iwwert d'Mauer ofgestëmmt, nenne mer et esou. Wat herno den Här Meisch drasetzt, dat kënne mir natierlech an der Chamber nach diskutéiere bis dohinner. Fir d'éischt baut d'Madamm Backes et elo mol.

An do wäert Der eis Zoustëmmung kréien. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen. Et ass natierlech gesot ginn: „Mir stëmmen d'Mauern“, mee mir stëmmen awer och e bëssen de Projet. A selbstverständlech kënne mer hei keng Diskussioun féieren iwwert d'Pedagogik, dat ass och net de Ressort vun der Madamm Backes.

A jo, natierlech wier et besser – mir sinn och där Meenung –, wann déi regulär Schoul hei zu Lëtzebuerg sech géif un all déi verschidden Zenarien adaptéieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an engem Land, wou immens vill Kanner vun doheem aus zum Beispill kee Lëtzebuergesch schwätzen a Schwierigkeiten hu mat der Aart a Weis, wéi déi regulär Schoul organisiert ass.

Ech weess, vu wat ech schwätzen, ech war selwer beträff, mee et huet sech leider nach net viles geännert. Dat heescht, elo fuere mer iwwert international europäesch Schoulen. Et wär besser, et wier alles integréiert. Et ass zurzäit net de Fall. Dofir muss een awer och trotzdeem deem Rechnung droen, wat an der Lëtzeburger Gesellschaft Realitéit ass. An dofir wäerte mer dat och matstëmmen.

Mir dierfen net vergiessen, ech mengen, et sinn ..., 1.200 Schüler komme souwiesou och nach alljoers bäi zu Lëtzebuerg, wat ongeféier engem Lycée entsprécht. Ech mengen, déi heite Regierung huet och nach wëlles, dräi weider Lycéeën ze bauen. Mir mieren, datt d'Land wiest. D'Land gëtt och vläicht deelweis méi dynamesch an d'Land brauch méi Infrastrukturen. D'Land brauch méi ëffentlech Services, déi vu gudder Qualitéit sinn an déi jidderengem zeguttkommen. An dofir – mee doriwwer kënne mer nächste Mount diskutéieren – wier keng Regierung gutt beroden, fir manner Depensen ze hunn an ëffentlechen Déngscht respektiv manner Recetten, well dat Ganzt, dat kascht jo, mee dat kënnt duerno der ganzer Gesellschaft zegutt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och vu mir aus der Madamm Cahen e grouse Merci fir hiren exzellente mëndlechen – ganz konzis, prezis – an och schrëftleche Rapport.

Am Koalitionsaccord steet, dass d'schoulesch Aariichungen der Diversitéit vu Lëtzebuerg a vun der Lëtzeburger Populatioun dann och solle Rechnung droen. Ech fannen, d'Diversitéit ass en Atout. An deem gëtt hei an deem, wat mer haut maachen, mat zwou Schoulen, déi um Ordre du jour stinn, och Rechnung gedroen. An deem Kontext muss een och soen, datt an de leschte Joren déi ëffentlech schoulesch Offeren ëmmer méi divers gi sinn, an dat ass och eng gutt Saach. Dat entsprécht de Besoine vun eisem Land.

Wéi am Koalitionsaccord and virgesinn ass, sollen dofir souwuel déi klassesch Schoule wéi och déi international Schoule weider ausgebaut ginn. Am Koalitionsaccord steet och, dass d'Capacitéite solle weider ausgebaut ginn. Bon, ech mengen, eng modern Educatioun brauch natierlech och modern Infrastrukturen, déi et den Enseignanten an de Schüler erlaben, mat de neitsten Outilen a Léiermethoden ze schaffen.

Bon, déi zwéi Projeten, déi haut um Ordre du jour sti vun der Chamber, si vu mengem Virgänger op den Instanzewe bruecht ginn an ech soen dem Fränz Bausch e grouse Merci derfir. Ech mengen, et ass och scho gesot ginn: Mir hunn e grouse Bevölkerungswuesstem zu Lëtzebuerg an do müssen d'ëffentlech Strukturen och mathalen, an zu deene gehéieren natierlech och eis Schoulen.

Et muss een och soen – ech mengen, dat wësse mer och allegueren –: Mir hunn eng Kris am Bausector, dat heescht, och mat esou grouse Projekte kënne mer hei hëllefen. An dofir ass et och gutt, wa mer déi grouss Projeten hei esou séier wéi méiglech kennen op d'Schinn bréngen.

D'Rapportrice huet och gesot, dass hei bei deenen zwéi Projeten, déi haut um Ordre du jour stinn, ganz

grouse Wäert drop geluecht ginn ass, dass den Energieverbrauch esou niddereg wéi méiglech ass. Dat heescht Durabilitéit, Circularitéit: Do gëtt och ganz grouse Wäert drop geluecht.

Ech soen der Chamber fir dësen éischte Projet dann – d'Europaschoul zu Jonglënster – e ganz grouse Merci, éischens fir déi gutt Zesummenaarbecht an zweetens fir déi breet Ënnerstützung. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8262 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8262.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8262 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 5 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmmen bei 5 Enthaltungen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8332 – Projet de loi relative à de nouvelles constructions pour le lycée de Bonnevoie

Ier mer iwwer eng Rei Motiounen ofstëmmen, hu mir nach e leschte Projet, de Projet de loi 8332 iwwert d'ëffentlech Finanzéierung vun neie Constructiounen fir de Lycée de Bouneweg. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fragiounen a Sensibilitäten hu fënnef Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies,

d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Une voix | Très bien!

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, bei dësem Finanzéierungsgesetz 8332 geet et, wéi de President grad gesot huet, ëm en neit Gebai – e fuschneit Gebai – fir den LTB, wéi en elo nach heescht, de Lycée technique de Bonnevoie. Ech kommen op den Numm natierlech nach eng Kéier e bësse méi spéit zeréck.

Dee Lycée zu Bouneweg gëtt et zanter 1989. E war ugangs geplangt fir 1.000 Schüler. Allerdéngs gouf dës Zuel ganz séier iwwerschratt, net zulescht weinst der ganz breeder schoulescher Offer, déi do ugebuede gëtt.

D'Gesetz vum 3. Juni 1994 iwwert de Régime préparatoire huet mat sech bruecht, dass d'Gebai ganz séier ze kleng war. Bis 2015 goufen aacht provisoresch Strukturen bäigebaut, fir d'Unzuel u Klasse kënnen eropzesetzen. All Annexsäll, wéi zum Beispill d'Bibliothéik, d'Produktiounskichen, de Schoulrestaurant oder och nach d'Sportsinfrastrukturen, déi konnten net vergréissert ginn. Am Moment ginn déi meeschte Schüler am LTB also a provisoresche Strukturen beschoult. D'Infrastrukture si scho laang vill ze kleng an dofir solle mer haut iwwert dëst neit Gesetz ofstëmme.

Déi nei Constructioun vum Lycée Bouneweg gëtt op 3,8 Hektar gebaut. 2.150 Schüler wäerte kënnen an deen neie Lycée goen. Aktuell ginn 1.500 Schüler an dee Lycée, dee, wéi gesot, fir 1.000 Schüler gebaut gouf. Si wäerte vun enger ganz breeder Schouloffer kënnen profitéieren, virun allem am Beräich vun der Formation professionnelle.

Fir déi ënnescht Klasse si 6 Eenheete virgesinn, mat am Ganzen 30 Klassesäll, awer och Räim, fir ze léieren a fir emol eent oder méi Kanner separat ze beschoulen. Well déi accessoire Infrastruktur esou wichteg ass, kommen nach 11 Säll derbäi, wéi zum Beispill en Informatikssall, 2 Säll fir Sciences naturelles, 3 Konschtsäll, 2 Ateliere fir Kichen oder Konscht, 2 Ateliere, wou mat Holz a Metall ka geschafft ginn, awer och Mecanique, zum Beispill. A last but not least, wäert et och nach e Raum gi mat Uewe fir Keramik an Email.

Wat déi iewescht Klasse betrëfft, do si 25 Klassesäll virgesinn, e Virbereedungslokal, e Büro an Depoten. Do gëtt et da 6 Spezialsäll, notament fir d'Informatik, 3 Laboen an eng Salle polyvalente fir d'Chimie.

Fir d'Formation professionnelle si 5 verschidde Beräicher virgesinn, déi deels extrem spezialiséiert sinn, well een natierlech ënner reelle Konditiounen säin zukünftege Beruff muss kënnen léieren. Bei de 5 verschiddene Beräicher handelt et sech ëm: Technologien, Elektro/Metall, Informatik, Auxiliaires de vie an Alimentatioun, wou dann zum Beispill eng professionell Kiche wäert installéiert ginn.

Et kommen ënner anerem grouss Laboen, en Total vun 93 Klassesäll, plus 61 Salles spéciales, Ateliere an eebe Laboen. Do derbäi kommen e Restaurant, dee mat der Salle polyvalente ka kombinéiert ginn, an an deem Restaurant ass dann dee Moment Plaz fir 600 Leit.

Här President, Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, erlaabt mer, hei op mäi schrëftleche Rapport ze verweise fir

all d'Detailer, wat déi 5 Beräicher vun der Formation professionnelle ugeet. Dat ass alles schonn extrem spezifesch an net an 10 Minuten alles opzezielen.

Natierlech gëtt et och en administrative Beräich mat 12 Büroen a Reuniounssäll gradewéi Räim fir d'Enseignanten a fir d'Services scolaires et médicaux. Do sinn ënner anerem 19 Büroe geplangt.

Wat d'Structures d'accueil ubelaangt, sinn ënner anerem eng Bibliothéik, e Makerspace, e Museksatelier, e Raum fir Musek opzehuelen, e Schülertreff, eng Salle polyvalente mat enger Bün, en Atrium, e Restaurant mat 600 Plaze, wéi ech elo grad scho gesot hunn, eng Produktiounskichen, eng Loge fir de Concierge an e Garage fir Gefierer geplangt.

Last but not least géif ech och nach gär op déi nei Sportshal hiweisen an op déi nei Schwämm. Et ass och eng Sportsinfrastruktur bausse virgesinn.

Et si just 60 Parkplaze geplangt. Den Tram ass op 300 Meter. Do derbäi kommen awer nach 156 Vëlospazen. De ganze Site selwer ass autofräi.

Et gëtt grouss Wäert geluecht op d'Circularitéit an op eng niddereg Energieconsommation. Den Atelierstrakt ass gréisstendeels am Holz gebaut. All d'Elementer sinn demontabel a kënnen nees gebraucht ginn.

Et ass eng Bauzäit virgesi vu 5 Joer. De Käschtepunkt läit bei 303.332.000 Euro. Dës Montant entsprécht dem Indice semestriel des prix de la consommation vum 1. Abrëll 2023. Déi Ausgabe gi mat Kreditter aus dem Fonds d'investissements publics scolaires bezuelt.

De viregte Minister François Bausch huet dës Projet de 26. Januar 2023 (veuillez lire: den 20. Oktober 2023) deposéiert. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Dezember just gefrot, den Terme „technique“ aus „Lycée technique de Bonnevoie“ erauszehuelen, well et déi Bezeichnung esou net méi gëtt. De Lycée heescht deemno dann elo „Lycée Bouneweg“.

Fir weider Detailer zum Gesetzesprojet 8332 verweisen ech, wéi gesot, dann och op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, ech géif awer och gären eng Kéier kuerz d'Kap da vum Rapport ausdoen, wann Der mer erlaabt, fir nach vläicht e puer méi perséinlech Saachen ze soen, och am Numm vun der Demokratescher Partei.

Discussion générale

D'Ministesch huet grad beim viregte Projet gesot, dass Diversitéit en Atout ass. Ech kann Iech soen, dass de Lycée vu Bouneweg en Diversitéitslycée ass. An ech géif och wëlle soen, dass de Lycée vu Bouneweg eng Chance ass fir déi Schüler, déi do an d'Schoul ginn. Dat hunn ech gesinn, net zulescht, wéi ech op Diplomiwwerreechunge war, wou Premiéresdiplomier iwwerrecht gi sinn. An deem Lycée kréie Kanner eng Chance, déi soss néierens méi eng Chance kréien.

An ech mengen, dass deen Invest hei en enorm guden Invest an d'Zukunft ass. An ech bleiwen der Meenung, dass mer verschidde Schoule fir verschidde Schüler brauchen, well mer net alleguer d'selwecht sinn. Mir sinn allegueren anescht. Mir hunn eng Populatioun, wou bal 50 % net déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Do schwätze vill Kanner eng aner Sprooch doheem. An d'Sproochen dierfen net eng Barriär sinn, fir zu engem Diplom ze kommen, mee si mussen eng Chance sinn, fir zu engem Diplom ze kommen. Ech wollt dat awer nach eng Kéier soen.

An ech mengen, dee Lycée vu Bouneweg ass e ganz gutt Exempel, wéi ee Kanner ka beschoulen, fir

hinne eng zweet Chance ze ginn oder souguer eng drëtt oder eng véiert Chance. An ech wier wierklech frou, wa mer ons hei géife breet eens ginn, fir dës Projet kënnen ze stëmmen, well dat wierklech e ganz, ganz formidable Projet ass!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Cahen fir Äre schrëftlechen a mündlechen Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, virop wéilt ech der Rapportrice, der Madamm Cahen, Merci soe fir dësen ausféierlechen Rapport iwwert de Lycée technique de Bonnevoie, deen, wéi och d'Rapportrice gesot huet, zanter enger Woch elo offiziell Bouneweg Lycée Luxembourg heescht. Well, wéi scho gesot, eeben dës Lycée huet missen ëmgedeelt ginn, vu datt den „technique“ aus dem Numm erausgeholl ginn ass, duerfir ass et ab elo net méi LTB, mee BLL.

Wéi d'Rapportrice gesot huet, ass et e Projet, deen eng gewëssen Drénglechkeet mat sech bréngt, e Projet, natierlech, deen och opgrond vu senger Envergure natierlech och e gewëssene Käschtepunkt mat sech bréngt vu knapps iwwer 300 Milliounen, wat wierklech vill fir ee Lycée ass, wou an der Zäit ëmmer gesot ginn ass: „Ëm 100 Milliounen oder 120 Milliounen kascht ee Lycée.“ Ma ech mengen, dat hei ass dat Dräifacht.

Do beweisen awer och ganz kloer d'Zuelen, datt eeben déi Drénglechkeet do ass: e Lycée, deen 1989 gebaut ginn ass, bis 2015 am Ganzen aachtmol iwwer Constructiounsphase mat Provisorien ausgebaut ginn ass. Dat heescht, datt d'Majoritéit vun de Schüler iwwert déi lescht Joren a Provisorien ënnerriicht ginn ass. An do ass vläicht och eng Zuel, déi ee vläicht eng Kéier misst ervirhiewen: Am Schouljoer 2015/2016 ware knapps iwwer 2.000 Schüler am LTB, enger Schoul, engem Lycée, deen dee Moment fir knapps 1000 Schüler ausgeriicht war. Bien sûr sinn effektiv eng aacht Provisorie bäigebaut ginn.

Wéi d'Rapportrice och gesot huet: Op iwwer 3,8 Hektar sollen an Zukunft eng 2.150 Schüler an dëser neier Schoul dann enseignéiert ginn, besonnesch an der Berufsausbildung natierlech, déi dann do wäert praktizéiert ginn. Fir eng adequat Berufsausbildung brauch een och adequat Infrastrukturen an dofir ass et wichteg, datt dës Lycée schnellstméiglech gebaut gëtt.

D'Rapportrice huet och vun der Drénglechkeet geschwat an ech mengen, et ass drénglech, datt dës Lycée gebaut gëtt. En huet awer eng gewësse Virgeschicht. De Lycée kéint eigentlech scho fäerdeg sinn, wann net scho viru Joren. An do ass effektiv am Joer 2012 an enger Reunioun ënnert de Bâtiments publics iwwer e PPP, Public-private-Partnership ... Ech kucken de François Bausch. Hie ka sech och nach dorun erënneren, datt dann dee Moment iwwer e PPP diskutéiert ginn ass, deen 2013 dunn och an der Regierungsrat gaangen ass. 2015 war dunn de Kick-off fir de Projet PPP, am Februar 2016 d'Publikatioun fir de Marché public, fir den éischte Consultant ze fannen, deen dann Ernst & Young ginn ass. Am Januar 2017 war den éischten Appel public à la concurrence iwwer en Avis de marché public européen, fir e private Partner ze fannen, fir dës Lycée da kënnen ze bedreiwen. An et ass dunn awer am November 2018 festgestallt ginn, datt dës PPP net opportun wär, an duerfir ass dann dee Moment dës Projet zréckgezu ginn.

Ben, fir zrëckzekommen op de Projet respektiv op de Site selwer: Et ass e Lycée, dee ganz accessibel ass. Ech mengen, et ass net laang hier, datt de Pôle d'échange zu Bouneweg LTB mat dem Tram ageweit ginn ass. Den Tram wäert och bis Juli nach virucirculéiere bis op de Pôle d'échange Stade de Luxembourg, esou datt dann dee Moment eng exzellent Accessibilitéit do assuréiert ass. Et soll effektiv e Lycée sinn, wou keen Duerchgangsverkéier ass. Dat heescht, datt natierlech, besonnesch op den effentlechen Transport do gebaut soll ginn.

Et ass e Lycée, e Gebai, dat no nohaltege Krittären, no engem nohaltegen Energiekonzept och wäert ëmgësant ginn. E bësschen ze bedauern ass als Randgemeng Hesper, ... do ass nämlech eng Cogeneratioun direkt niewendrun, déi och hätt kënnen un dëse Lycée ugeschloss ginn, vu datt och dëst BHKW (ndlr: Blockheizkraftwerk) am Moment amgaang ass, op Holzpellets ëmgësbaut ze ginn.

An ech mengen, op déi ganz Fonctiounen – dat huet d'Rapportrice gesot – ginn ech elo net méi weider an. Vlächent zwee Wuert nach iwwert d'Sportsinfrastrukturen, wou eng Sportshal an och eng Schwämm gebaut ginn. Och d'Nopeschgemeng vun Hesper huet à maintes reprises gefrot, dat am Joer 2008, 2009, 2015, ob, wann an Zukunft déi Schwämm bis gebaut ass, eventuell och d'Nopeschgemeng mat engem Deel vun hire Kanner kéint vun dëser Schwämm profitéieren. Duerfir, Madamm Minister, huet dat einfach emol mat virun a wann d'Méiglechkeet besteet, dann ass d'Gemeng Hesper ganz gär Demandeur, fir och do mat verschidde Schouklasse dohinner ze goen.

Zum Schluss wéilt ech Merci soen, virop dem viregte Minister, dem François Bausch, deen de 26. Januar 2023 (veuillez lire: den 20. Oktober 2023) nach dëse Projet dann dee Moment op den Instanzewee bruecht huet. Och dëser Ministesch, där neier Ministesch, der Madamm, merci fir hiert Engagement, ...

(Brouhaha)

... fir dëse Projet virunzedreiwen, awer och e grouse Merci u Bâtiments publics, déi dëse Projet entaméiert hunn, an zum Schluss, last but not least, allegueren deene Verantwortlechem aus dem LTB. Merci besonnesch dem Georges Beck, dee während Jore vill Stonnen un dësem Projet geschafft huet, fir e virunzedreiwen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner, besonnesch den Här Lies, hunn elo schonn drop higewisen, wéi laang déi Ëm- an Ausbaaarbechte gedauert hunn, wat dat fir eng laang Geschicht huet. Elo gëllt et awer, mengen ech, no vir ze kucken an déi néideg Moyenen zu Bouneweg endlech zur Verfügung ze stellen, fir de Projet séier virunzedreiwen, well et ass net vu Muttwëll, dass dann do endlech elo ausgebaut gëtt an anstänneg Bildungsinfrastrukture fir eis Jugendlech geschaf ginn.

Här President, eis Schoule sollen, musse méi sinn, wéi just eng Léierplaz. Dat si Plazen, wou Kanner a Jugendlecher e wichtege Deel vun hirem Liewe verbréngen, an duerfir sollten déi schoulesch Raimlechkeeten och déi perséinlech Entwécklung vun eise Kanner a Jugendleche féerden an och dat soziala Matenee stäerken. Haut weess een nämlech, dass d'Gestaltung vu Léierraim kann entscheidend derzou bäidroen, datt d'Léieren e Stéck besser ka géléngen, doduerjer datt een eebe raimlech Viraussetzunge

schaaft, déi déi pedagogesch Virgoensweis ënnerstëtzen a vereinfachen. Déi sechs Clusteren, zum Beispill, fir déi ënnescht Klasse maachen eng diversifizéiert a moduléierbar Raumgestaltung méiglech, fir eebe gläichzäiteg autonom souwéi och kollektiv Aarbechten ze maachen. Mir begrëssen, datt déi lescht Regierung mat dësem Projet e Modell fir déi zukünfteg Schoul entwéckelt huet, ganz am Geescht vun enger moderner Schoukonzeptioun.

Här President, d'Transitioun vun dem Fundamental eriwuer an de Secondaire, dat ass e ganz grouse Sprong fir eis Kanner, duerfir ass et och wichtege, drop opzepasst, datt dës Etapp ganz soft gemaach gëtt. Zum Beispill am Projet vu virdrun hu mer jo d'Méiglechkeet vun engem Campus, wou d'Kanner dee ganzen Dag an och déi ganz Karriär op engem Campus verbréngen. Dat ass eng soft Méiglechkeet, mee awer och d'Raimlechkeete sollen net iwwerdimensional sinn, mee éischer a kleng Kompartimenter ënnerdeelt ginn, déi eeben de Besoin vun de Jugendleche Rechnung droen.

Als LSAP si mer der fester Iwwerzeegung, datt nieft motivéierten, qualifizierten Enseignanten eng modern, accessibel a gutt ekipéiert effentlech Schoul e Schlëselelement ass vun enger Bildungsgerechtkeet, déi fir eis absolutt Prioritéit huet, an duerfir ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll der Rapportrice fir unzefänken en häreleche Merci soe fir dëse Rapport. Ech mengen, de Bouneweger Lycée beweist, datt en Erfolleg huet, an duerfir ass et och dréngend gebueden, datt mer virufueren. Ech mengen, dat begrësse mer, an duerfir wäerte mer och deem zoustëmmen.

Erlaabt mer vlächent och, drop hinze weisen, datt hei e Lycée ass, wou och d'Handwierk verstärkt seng Chance kritt. Dir wësst allegueren, ech kommen aus dem Handwierk. Leider Gottes hu mer hei aus dem Handwierk nëmmen zwee Deputéierter, wat och net grad d'Spigelbild ass vun der Bevëlkerung, niewebäi bemierkt. Mee, ech mengen, et ass gutt, wann d'Handwierk dobaussen op verschidde Plazen offréiert gëtt, well mir wëssen allegueren, wéi wichtege eist Handwierk eis ass. Mir begëinen et all Dag am Liewen, am Dag 10-, 20-mol an d'ganzt Joer iwwer an ech mengen, wa mer d'Handwierk net hunn, dann hu mer e grouse Problem. An deem Sënn begrësse mer dës Schoul a mir ginn eis d'Zoustëmmung.

Merçi.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Da geet d'Wuert un den Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Och merci hei der Madamm Rapportrice fir dee gudden schréfflechen a mëndlechen Rapport. An datt dat heiten eng Noutwendegkeet ass, ech mengen, dorunner zweifelt heibanne jo hoffentlech keen, an et ass jo och keen, deen drun zweifelt, well déi Zuelen, déi geschildert gi si vun der Madamm Rapportrice, déi schwätzen eng däitlech Sprooch. An dat huet mech och iwwerzeegt deemools, fir ze versichen, mat deem Projet hei séier weiderzekommen.

An da wëll ech awer och do eppes iwwert dat soen, wat geschitt ass am Kontext vun deem PPP. Net well ech do lo onbedéngt en Historique wëll maachen,

mee well ech virun allem wëll domadder dorop hiweisen, datt dat, wat och zum Beispill dës Regierung sech an de Regierungsprogramm geschriwwen huet, fir ze mengen, iwwer PPP géif et méi bëlle ginn a méi séier goen, einfach net stëmmt.

Ech si selwer ni en iwwerzeegte Verfechter gewiescht vum PPP. Ech hunn dat deemools iwwerholl, well deemools de Projet an déi Richtung gelaf ass a well ech net wollt Zäit verléieren, well ech geduecht hunn: „Ok, ech fänken net erëm un, d'Rad vu vir un ze dréinen, also bei Null unzefänken“, well et war eng Urgence do. An d'Resultat huet awer wierklech alles bestätegt vun deem, wat ech u Virurteeler vlächent hat virdru par rapport zu PPPen, well ech kann Iech soen, dat hei ass vlächent en deiere Projet, mee wa mer weidergefuert wäert mat deem, wat deemools um Dësch louch, dat wier nach e Krack méi deier ginn. Dat soen ech Iech, fir net méi ze soen. An et wär och net méi schnell gaangen, ganz sécher. Mee nu war et eeben emol esou. Mir hunn dann dräi, véier Joer Zäit verluer.

Wësst Der, fir mech war et ëmmer esou: Wie gräift op PPPen zrëck? Maja, dat si gréisstendeels am Ausland Regiounen, Gemengen, Stied oder Länner souguer, wou d'Finanzlag net terribel gutt ass a wou effektiv d'Staatsverschuldung oder d'Gemengeverschuldung oder d'Regiounsverschuldung schonn esou héich ass, datt een allméiglech Artificië muss siche goen, fir ze kucken, awer nach Saache kënnen ze bauen, an dat sech dann eeben net onbedéngt am Budget deementsprechend nidderschléit, dee jo alljoers iergendwéi muss opgoen.

Mee awer e Land wéi Lëtzebuerg, dat am Fong déi Projekte selwer ka finanzéieren, do mécht dat, wéi gesot, ganz sécher kee Sënn an et geet an der Reegel och net méi séier. An dat hu mer do gesinn, wéi mer de Projet dann nei demarréiert hu mat där ganzer Komplexitéit, déi jo bei deem Projet hannendru stécht, datt dann awer relativ séier e flotte Projet konnt ficeléiert ginn, deen haut dann hoffentlech och mat 60 Stëmme gestëmmt gëtt.

Ech wollt dat just nach eng Kéier och jiddwerengem heibanne soen – et si jo och vill Gemengeverrieder do – als Warnung: Gleeft net drun, datt d'PPPe méi bëlle ginn oder méi séier ginn.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech war lo kuerz um Iwwerleeën, wat ech nom Här Bausch sollt soen, well ech dem Här Bausch esou vill zoustëmmen muss, dass et privat net méi bëlle wäert ginn. An ech hoffen och, dass dës Regierung dat an den nächste fënnf Joer wäert respektéieren.

Jo, 300 Milliounen ass net näscht, mee et ass néideg. Et si vill Kolleegen, déi an deene leschte Joren duerch de Bouneweger Lycée gaange sinn, déi mer gezielt hunn, dass dat net onbedéngt déi Zoustänn sinn, wéi ee se zu Lëtzebuerg géif erwaarden. An dat ass elo nach ganz diplomatesch ausgedréckt. Dat heescht, et gouf a sech vill ze vill Zäit domat verluer, op e Päerd ze setzen, bei deem sech herno erausgestallt huet, dass et awer net dat richteg war.

Mee elo kréien déi Schüler endlech hiren neie Lycée. Well wa mer wëllen, dass d'Education qualitativ gutt ass, gehéiert och derzou, dass mer déi passend Gebaier hunn.

Jo, dat sinn eng Kéier 300 Milliounen, dat ass et awer op där enger Säit wäert. Op där anerer Säit muss ee soen, et ass och eng indirekt Hëllef fir eise Constructiounssecteur. Mir hate lescht Woch hei

d'Diskussioun, dass eise Constructiounssecteur an enger Kris wier. An et si genau déi Projeten, déi ee muss héichhalen an der Investitioun, fir dass de Staat en zuverlässige Client ass, deen hoffentlech och schnell bezilt.

Dat ass nämlech déi aner Diskussioun, déi am Moment d'Firmen hunn, dass vläicht net ëmmer esou schnell bezuelt gëtt, wéi d'Firmen et eigentlech bräichten, wann de Staat oder d'Gemengen eppes an Optrag ginn. Mee dat ass éischter eppes fir de Finanzminister wéi fir d'Madamm Backes, obwuel si dee Ressort ganz gutt kennt, soudass mir wäerten haut eisen Accord gi fir dës Verbesserung, well de Bouneweger Lycée wäert et ganz dréngend brauchen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Wagner nach d'Wuert gefrot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hat mech net gemellt, mee ech wollt awer trotzdem elo nach kuerz eppes soen, well jo, ech ka mech och nach e bëssen drun erënneren: An enger anerer Legislaturperiod hate mer tatsächlech Diskussiounen iwwert de PPP. Ech freeë mech jo och doriwwer, datt mer net dee Wee fueren. An ech kann natierlech och nëmmen de Constat vum Här Bausch deelen.

A prinzipiell profitéieren ech awer vun der Occasioun, fir ze soen: Natierlech, den Här Bausch huet Recht, wann e seet: „Et geet net onbedéngt méi séier an et gëtt net onbedéngt méi bëleg.“ Et ass jo awer och esou: En huet och gesot, et wäere Regiounen oder heiansdo souguer Länner, déi e PPP mussen huelen, well eeben d'Keesen net méi gutt gefëllt sinn. An do gëtt et jo aner Méiglechkeeten. An dat ass erëm eng Kéier ..., et dierf een net vergiessen, wouhin eng Austeritéitspolitik ka féieren, andeems een d'Steieren erofsetzt op verschiddenen Niveauen, e Staat manner Recetten huet, e Staat manner Moyenen huet, fir duerno Servicer unzebidden, an duerno awer trotzdem muss investéieren, awer enger privater Firma zum Beispill och d'Bedriewung vun engem effentleche Service iwwerléisst. Dat heescht, mat effentleche Gelder, déi vläicht net méi esou iwwregbleiwen, kënnen och nach Privatsociétéite Profit maachen. An dat kennt och nach de Staat ëmmer méi deier um Enn.

Dat heescht, de PPP ass keng gutt Léisung, ausser vläicht heiansdo fir Buergermeeschteren oder vläicht och Regierungen, déi sech e bëssen aus der Verantwortung wëllen huelen. Mee allgemeng sollte mer dee Wee net goen. Ech soen Iech Merci. Mee mir wäerten dat selbstverständlech matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann geet elo d'Wuert un d'Regierung. Madamm Minister.

(Interruption)

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | E ganz grouse Merci. Ech mengen, mir wëssen, dat heiten ass en enorm positiven a ganz wichtigen Invest. Wéi d'Rapportrice gesot huet: Et ass e formidable Projet. Ech mengen, hei ass och an der Chamber gesot ginn: Et ass wierklech en Drénglechkeetsprojet. D'Drénglechkeet ass do!

Et ass scho gesot ginn: De Site ass ganz accessibel an och als Mobilitéitsministesch sinn ech natierlech frou, dass mer hei den Tram och kënnen optimal un dës Schoul respektiv d'Schoul un den Tram ubannen.

En ass nohalteg, dëse Projet. Mir schwätzen hei vu just nëmme Fotovoltaik vu méi wéi 2.600 Fotovoltaikspannoen. Ech mengen, dat ass eng formidable Saach.

Wat d'Sportsinfrastrukturen ugeet, den honorabelen Deputéierten Här Lies huet dat opgegraff: Ech mengen, déi Sportsinfrastrukturen, déi goufen elo effektiv esou geplangt vu mengem Virgänger, dass och aner Veräiner respektiv extern Persounen déi kënnen benotzen. Ech mengen, d'Modalitéite mussen duerno ausgeschafft gi mat der Schoul selwer respektiv mam Ministère.

Bon, PPP. Ech mengen, et huet elo kee Wäert, dass ech dorop aginn. Et ass fir deen heite Projet ganz kloer, dass et ouni PPP méi bëleg an d'Qualitéit, esou wéi sech dann erausstellt, och besser ass. Ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer elo hei gaange sinn. An dat ass eng gutt Saach.

Ech kann Iech da just nach eng Kéier e grouse Merci soe fir déi exzellente Kollaboratioun. An der Chamberskommissioun hu mer wierklech am Detail extensiv dodriwwer geschwat. Och de Bâtiments publics, dem Direkter a sengen Ekippen, e ganz grouse Merci fir déi exzellente Aarbecht an Iech fir déi ganz breet Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8332. Den Text steet am Document parlementaire 8332.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8332 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Dëse Gesetzestext huet 60 Jo-Stëmme kritt bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 29)

Da komme mer elo zu enger Rei Motiounen, déi virun enger Zäit erabruucht gi waren an déi och an der Kommissioun schonn deelweis diskutéiert gi sinn. Déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Acceleratioun vun den Effort- en am Kampf géint d'Klimakris. Ech erënneren nach eng Kéier drun: Den Auteur huet fënnf Minutten, alleguer d'Fraktiounssprecher hu fënnf Minutten, d'Sensibilitétssprecher zwou Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten, wa se dat da wëllt. A Madamm Welfring, Dir hutt elo d'Wuert.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguerten. Déi viregt Regierung huet mat ganz vill Asaz net nëmme just e wichtege Kader gesat, fir eis virun der Klimakris ze schützen, mee huet och konkret Moosnamen emgesat mat genausou vill Asaz: Projeten emgesat, erneierbar Energien ausgebaut, en Aidëregimm ausgebaut, deen och ganz vill Zousproch kritt huet. Och de Kader gouf aktualiséiert mat engem aktualiséierten Energie- a Klimaplang, dee jo mëttlerweil och luewend erwäant gouf vun der Kommissioun. An et geet elo drëms, hei weiderhin déi néideg Viteess bäizebehale bei der Ëmsetzung.

A jo, net nëmme beim Energie- a Klimaplang, och den Aidëregimm, dee soll héich bleiwen. An natierlech dierf de Klimaschutz och kee Privileeg bleiwe vun deenen, déi sech et leeschte kënnen, mee mir müssen deen och nach weider méi sozial orientéieren. Mir brauchen eng Upassungsstrategie a mir brauchen och e Klima-Sozialplang a mir brauchen och, an dat ass och wichteg, den néidege Budget fir d'Upassung an d'Begläichung vun de Schied a Verloschter och am Ausland, um internationale Level.

Am Gros war dat den Hannergedanke vun dëser Motioun. An ech sinn och frou, dass mer eis mat e puer klengen Ännerunge konnten op en Text eenegen an eiser Kommissioun. An ech wollt och dem President vun eiser Kommissioun eng Kéier Merci soe fir déi konstruktiv Diskussiounen hei an och fir déi Approche.

Voilà. An et geet elo fir déi nei Regierung drëm, wierklech hei och Fouss bei Mol ze halen. An dofir sinn ech nach ëmmer der Meinung, dass déi heite Motioun wichtig ass, an ech freeë mech och drop, dass déi hoffentlech och breet gestëmmt gëtt. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Den Här Hansen huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. D'CSV kann déi heite Motioun matstëmmen. Mir hu ganz kleng Ännerunge gemaach, wou mer notament iwwert d'Prioritéit vum PNEC geschwat hunn. Bei der Ëmsetzung hu mer gesot: „dans les meilleurs délais“, well do stoung am Ufank en Datum dran – Januar 2024 –, dat wier net machbar gewiescht. An déi zweet Ännerung war einfach, fir och dee Budget méi sozial ze orientéieren. Dat heescht, mir kënnen dat do matstëmmen. A pour rappel: Dat war och à l'unanimité an der Kommissioun esou ugeholl ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Här Luc Emering nach d'Wuert gefrot. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech mengen, den Här Hansen huet jo elo zimmlech alles gesot. Mir haten do eng grouss Majoritéit an der Kommissioun. An déi Delaien: Deen Text ass liicht ugepasst ginn, wéi d'Madamm Welfring et och selwer gesot huet. Soumat wäerte mir och hei selbstverständlech déi Motioun matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, mir haten an der Kommissioun dat hei jo schonn e bësse méi beschwat. A fir eis ass dat heiten eng ganz sympathesch Motioun, och scho wéi mer deemools de 14. Dezember dat ënnerschriwwen hunn. A mir wëllen a mir brauchen och eng méi engagéiert Klimapolitik. An ech mengen, dat heiten ass déi richteg Richtung, fir eis déi ambitiéis Ziler och ze ginn. An ech mengen och, dass keng Regierung méi do derlaanscht kënn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Engelen huet d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, generell ass onersäits zu dëser Motioun Follgendes ze soen: En Energieplang a ganz kuerzer Zäit anzerechen, ass bal onméiglech, well mer all wëssen, wéi komplex dës Matière ass, an et hânt vu ville Facteurs, och vun dobaussen, of.

Wat d'Moosname betrëfft, fir déi eenzel Bähëllefe bei den Energiemoosnamen ze begleeten, sou ass dës fir ganz vill Famillen onméiglech, well een Deel mussen si trotz allem bäisteieren – Mëttel, déi si net hunn. Aus finanzieller Grënn huet all Stot scho selwer säin Energieverbrauch op e Minimum reduzéiert. Mir wëllen de Leit keng alternativ Energien opzwéngen an och keen Elektroauto. Beispillsweis dreiwene d'Energiespuermoosnamen am Wunnengsbau d'Präisser an d'Luucht, an dat net nëmme fir eng Minoritéit, déi sech och da keng Wunneng méi ka leeschten. Dorop muss ee genau oppassen. An dobäi feelt et ons och a Fackkräften, fir all dat an dësem Beräich ëmzesetzen.

Mir wëlle keng Verbueter schafen a keng Steuererhéijungen an och keng nei Steieren. Den héije Ressourcéverbrauch duerch de staarke Wuesstum soll net duerch Steiermoosnamen oder Steieren nei kompenséiert ginn, duerfir wäerte mir dës Motioun net kënnen matdroen.

Et soll een och oppe si fir nei Technologien, déi an der Fuerschung sinn, an déi soll een ënnerstëtzen, ganz generéis, well ech mengen, domadder géife mer fir d'Zukunft vum Land suergen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann huet den Här Polidori d'Wuert gefrot.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Ech weess net, wat fir eng Motioun mäi Virriedner elo grad do viru sech hat ...

M. Sven Clement (Piraten) | ... gelies huet.

M. Ben Polidori (Piraten) | ... a gelies huet. Op alle Fall hunn ech eng aner hei viru mer. Op alle Fall, mir sinn ëmmer do, wann Der wëllt e Partner siche fir besseren Ëmweltschutz. An dës Motioun geet genau an déi Richtung, an dowéinst wäerte mir dës Motioun natierlech och matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann den Här Wagner an dann den Här Bausch, wann Der wëllt, hannendrun.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt ursprüngelech näischt soen. Ech sinn net den Auteur vun där Motioun, mee mir hu se mat ënnerschriwwen. Mee, wësst Der, datt d'ADR aus ideologesche Grënn d'Wëssenschaft verneint a seet: „Et gëtt keng richteg mënschegemaachten oder wirtschaftsgemaachte Klimakris“, dat ass hire Choix. Mee datt se och elo nach Saache seet oder Argumenter hëlt, fir dës Motioun net unzehuelen, Argumenter, Saachen, déi guer net an der Motioun stinn ... Elektromobilitéit misst opgezwoenge ginn – wou steet dat?

Au contraire: Och justement Leit, déi manner verdéngen, déi solle justement nach méi ënnerstëtzt ginn. Den Här Engelen huet quasiment de Géigendeel gesot. Also et ass einfach esou aus der Loft gegräff.

Ech weess, dat funktionéiert gutt, herno kann d'ADR e Video maachen, op TikTok setzen, Instagram: „Hei, mir hunn hinnen et gewisen“, an esou weider. An dat, wat ech soen, gëtt jo net gewisen. A wat anerer soen, gëtt och net gewisen, well d'ADR funktionéiert genau wéi all déi aner ganz riets Organisatiounen an Europa op der Ligen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Bausch nach d'Wuert gefrot. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wëll eppes Prinzipielles soe par rapport zu deem, wat elo den Här Engelen – wat och net nei ass, wat jo d'ADR systematesch mécht op der Tribün – gemaach huet.

Mir hu jo och als Deputéiert, wann ech dat nach richtig am Kapp hunn, e gewëssene Code de déontologie, un dee mer eis sollen halen, andeem mer just Saache soen, déi Fakt sinn, andeem mer vu Saache schwätzen, déi, wann ech mech zum Beispill mam politesche Géigner ausenanersetzen, deen och da gesot oder geschriwwen huet, andeem ech net higin a permanent mat Ligen operéieren, fir de politesche Géigner ze denigréieren, andeem ech net higin an dobaussen och d'Bierger veronsécheren a Saachen ziele ginn, déi just ënnert d'Ceinture geschloe si par rapport zum politesche Géigner, well ech mengen, dat kéim gutt un.

Mir hunn hei eng Responsabilitéit an deem Parlament. Mir hunn eng Responsabilitéit als Deputéiert, fir wann ech gelift zwar vläicht an der Ausenanersetzung haart ze sinn a mateneen ze diskutéieren, och heiansdo ze streiden, mee et wär awer wichteg, datt mer endlech op den Niveau géifen zrëckkommen, datt mer fair mateneen ëmginn an datt mer net Saache soen, déi einfach carrement gelu sinn.

Well dat, wat den Här Engelen elo hei gemaach huet, dat waren einfach pur Ligen, an ech géif duerfir wierklech bieden, datt och d'ADR eng Kéier emol sech selwer an d'Gewësse riet, datt, wa se dat maachen, dat vläicht kuerzfristeg gutt ukënn, mee de Schued, dee si urichten un der Politick, un den Institutionen, gewaltig ass.

(Interruption)

An duerfir wär ech frou, wa mer géifen domadder endlech ophalen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot an et bleift nach e bëssen Zäit vun der Riedezäit vun der ADR, soudatt den Här Kartheiser d'Wuert krit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dat hei ass elo ganz interessant, wéi déi Diskussioun sech hei entwéckelt. Hei si ganz kloer eng Rei Parteien, déi en Text presentéiert hunn, deen eng ganz breet Problematik uschwätzt. Mir wäerten

där Motiounen nach e puer hunn de Mëtt. Dat ass d'Klimaproblematik, d'Energieproblematik, aner Saachen, déi domadder zesummenhänken. Et sinn extreem breet Theemata.

Et ass also esou, datt, wann en Deputéierten dozou Stellung hëlt, e vollkommen a sengem Recht ass, fir op verschidden Aspekter vun deene Problemer opmierksam ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dir sidd op keen Aspekt agaangen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Bausch, Dir hutt grad vun Deontologie geschwat. Eng vun deenen éischte Reegele wär et, engem Kollege net an d'Wuert ze falen, wann dee probéiert, do eppes ze soen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da stelle mer hei fest, Här President, datt wuel en Deputéierten hei opsteet a seet: „Selbstverständlech, en Deputéierte muss sech un alles kënnen richten, Deontologie“, an dann näischt aneres mécht, wéi engem Kollege, deen Theemata ugeschwat huet, déi awer d'Leit beweegen dobaussen – do ass iwwerhaapt keen Zweifel, déi gréng missten et wëssen, well se ofgewielt goufen dowéinst –, ...

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... dann ze ënnerstellen, ...

(Exclamations)

... deem dann ze ënnerstellen, e géif léien!

(Interruption par M. Tom Weidig)

Ech mengen, wann ee vun Deontologie schwätzt, dann ass et eng Saach a) vun Héiflechkeet, b) vu Respekt géintwuer engem anere gewielte Volleksvertreder an c) vun intellektueller Opmierksamkeet an Éierlechkeet, ze soen: „Jo, et huet een déi Méiglechkeet, an esou enger breeder Thematik wéi dem Klima an anere Froe wierklech eng Rei vu Sujeten unzeschwätzen.“

Här Bausch, ech wëll net poleemesch ginn.

(Hilarité)

Ech wëll et wierklech net, well ech mengen eeben, datt ech Iech dee Respekt schëllegen, deen Dir eis géintwuer net weist. Mee ech wëll Iech awer soen, datt, wann et géif drëm goen, Onwouerechten oder Iwwerdreiwungen oder falsch Duerstellungen opzezielen, wann ech dat vun der grénger Partei misst maachen, da séize mer den Owend nach hei!

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien! Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, elo huet jiddweree säi Point de vue kënnen kloer duerleeën. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Motion modifiée

« relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique »

La Chambre des Députés,

considérant que la décision de la vingt-huitième Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28)

– reconnaît la nécessité de réductions marquées, rapides et durables des émissions de gaz à effet de serre

conformément aux trajectoires axées sur le scénario des 1,5 °C ;

– souligne la primordiale d'accélérer l'action pour abandonner progressivement les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;

– demande le triplement de la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– souligne que la planification à long terme et la mise en œuvre accélérée de l'adaptation, en particulier au cours de cette décennie, sont essentielles pour combler les écarts en matière d'adaptation et pour créer de nombreuses opportunités ;

– reconnaît les lacunes importantes, notamment financières, qui subsistent pour répondre à l'ampleur et à la fréquence croissantes des pertes et des dommages, ainsi qu'aux pertes économiques et non-économiques qui en découlent,

invite le Gouvernement

– à veiller à la mise à disposition des moyens financiers et personnels nécessaires pour garantir une mise en œuvre accélérée du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;

– dans ce contexte, à présenter ses priorités et un calendrier détaillé de mise en œuvre des priorités du Plan national d'énergie dans les meilleurs délais ;

– à maintenir les aides financières pour la rénovation énergétique, la valorisation des sources d'énergie renouvelables et la mobilité durable à un niveau élevé au-delà de juin 2024 et à mettre en place un budget plus orienté socialement pour les ménages à revenu modeste ;

– plus particulièrement, à intensifier les efforts de décarbonation des bâtiments existants et à développer des dispositifs complémentaires permettant l'accès des ménages à revenu modeste au logement durable ;

– à présenter sous peu l'approche choisie pour établir au niveau national le plan social pour le climat, impliquant les acteurs clés, sachant que ce plan devrait entre autres avoir pour objectif d'assurer les ressources nécessaires aux ménages et entreprises les plus vulnérables pour financer la décarbonation ;

– à entamer les travaux pour déterminer la poursuite du mécanisme du prix du carbone après 2026 ainsi que sa compensation sociale et à communiquer les conclusions y relatives en temps utile ;

– à renforcer l'adaptation du Luxembourg aux conséquences climatiques inévitables dans tous les domaines et, pour ce faire, présenter la mise à jour de la stratégie nationale d'adaptation dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés, ainsi que doter la stratégie d'objectifs mesurables, d'une gouvernance solide et d'un mécanisme de révision clair ;

– à inclure dans le projet de budget pluriannuel 2024-2028 un engagement financier pour le financement des « pertes et préjudices » ;

– dans ce contexte, à fournir et présenter à la Chambre des Députés une vue d'ensemble des engagements financiers d'ores et déjà conclus voire planifiés par l'État dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des pertes et dommages au niveau national ainsi qu'international.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: 5. Also ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

7. Motion de M. Paul Galles relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris, ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 30)

An da komme mer zur nächster Motioun vum Här Paul Galles iwwert d'Ëmsetzung vum de geplangte Moosname vum PNEC an d'Fortsetzung vum den Efforten a punkto Zäregasreduktioun. An d'Riedezäite sinn déi selwecht wéi virdrun. Här Galles, Dir hutt fënnf Minutten, wëll ech Iech awer soen.

Exposé

M. Paul Galles (CSV), auteur | Jo, merci villmools, Här President. Ech mengen, ech brauch déi net. Et ass eng relativ allgemeng formuléiert Motioun. Si ass entstanden aus der Dynamik vum der COPeraus, wéi mer zrëckkomm sinn an hei déi Debatt eeben an der Chamber haten. A si ass zesummen agereecht gi mam Kolleg Luc Emering. Mir hu se zesumme formuléiert.

Wourëms geet et? Et geet eigentlech drëms, déi dräi Niveauen ze kucken, op deene Lëtzebuerg seng Roll ka spillen, fir eng aktiv, proaktiv a staark Klimapolitik ze maachen: deen nationalen Niveau, deen europäeschen Niveau an dee weltwäiten Niveau, dee sech da besonnesch iwwert d'Instrument vum der COP, also vum der Weltklimakonferenz, dann deklinéiert.

National: de PNEC ëmzesetzen, d'Regierung opzefuerderen an ze invitéieren, ze encouragéieren, fir de PNEC ëmzesetzen, well mer mengen, dass et e ganz gutt Instrument ass, zumools en ëmmer méi och zu

engem Plan d'action gëtt mat ganz konkreten Ziler, mat Zäitschinnen a mat Visiounen, déi eis hëllefen, als Lëtzebuerg eis Ziler ze erreechen.

An dann op europäeschem Niveau: eeben eng staark Stëmm ze sinn am europäesche Verbond, fir eeben déi europäesch Ziler ëmmer erëm unzesspen an och esou ze halen, dass mer tatsächlech déi Ziler vum Accord vu Paräis dann erreechen. Dat ass och déi eenzeg kleng Ännerung, déi elo nach an der Tëschenzäit an der Kommissioun hei bäikomm ass – an ech soen och do dem Ëmweltkommissiounspräsident, dem Christophe Hansen, nach eng Kéier villmools Merci fir d'Moderatioun vum där Diskussioun –, nämlech dass mer derbäigeschriwwen hunn, dass d'Europäesch Kommissioun de 6. Februar déi Recommendatioun erausginn huet – et ass keng Obligatioun, mee zumindest eng Recommendatioun –, fir 2040 schonn op 90 % vum der Reduktioun vum den CO₂-Emissiounen ze sinn, well eeben dee Gap, deen Ënnerscheed tëscht 2030 an 2050, awer och soll definéiert ginn, mat wat fir enger Vitess een do weiderkënn.

An dann eeben um drëtten Niveau: bei der Weltklimakonferenz och als Lëtzebuerg eis staark Roll ze spillen, och do am europäesche Verbund. Den Här Minister huet dat d'lescht Joer zu Dubai op der COP28 entdeckt, wat fir eng wichteg Roll Lëtzebuerg do ka spillen. D'Madamm Welfring weess dat och aus Erfahrung, an och hir Virgängerin: Mir hunn als Lëtzebuerg do ëmmer eng staark Roll gespillt an de leschte Joren, hunn eis do vill investéiert, fir zesumme mat den Europäer do eeben och u gudde Léisungen ze schaffen. Zemoools well mer och der Meenung sinn, dass op de COPen – an ech hunn et mam Franz Fayot dëst Joer dann och nach eng Kéier erlieft – net ëmmer esou vill erauskënn, wéi mer eis dat eigentlech wënschen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass déi europäesch Stëmm staark ass an dass Lëtzebuerg do seng Stëmm fir eng staark Stëmm vum Europa asetzt.

Voilà. Dat kuerz als Erklärung fir dës Motioun, an ech soen all deenen, déi se ënnerstëtzen, och schonn am Virus villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Galles Merci.

Sinn hei Wuertmeldungen? Ech hunn d'Madamm Delcourt hei stoen. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci och fir dës Motioun. Den Här Galles huet dat hei elo alles relativ gutt erkläert. An ech mengen, all Schrëtt, deen a Richtung vun enger gudder Klimapolitik geet, deen ënnerstëtze mer natierlech. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann hunn ech den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, wann ech elo hei alles liesen, wat hei an dëser Motioun drasteet, dann erlaabt mer, do op verschidde Punkten anzugeen. Do steet zum Beispill dann, datt d'Zil vum der Europäescher Union eng Reduktioun vu 55 % vum den Emissiounen bis 2030 ass. An do muss een awer elo mol ganz kloer soen: Sou wéi et aktuell ass, an dat ass Fakt, geet dat net an déi Richtung, an dat wäert och net esou ausgoen.

An ech mengen, dat weess och haut esou zimmlech jiddwereen an der Europäescher Unioun, dass dat doten net wäert fonctionéieren an dass dat am Fong am Endeffekt e groussen Echech wäert si fir déi Leit, déi dat decidéiert hunn a geduecht hunn, dat kéint een ëmsetzen. Dat wäert net de Fall sinn. Also et ass net méi realitéitsbezunn, dat wat hei drasteet.

Dann, dat, wat interessant ass, dat sinn dee fënneften Tiret an dee siwenten Tiret. Wann een déi matenee vergläicht, da gesäit een nämlech, dass do e Widder-sproch drasteet. Beim fënneften Tiret steet nämlech: „saluant que pour la première fois une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue“, a beim siwenten Tiret steet: „un plan de ‚sortie‘ des énergies fossiles fait défaut“.

Da musst Der mer e bëssen erklären – oder Dir musst et och net –, wéi Der dat mengt, dass enger-säits eng „sortie explicitement retenue“ ginn ass an op där anerer Säit eng „sortie fait défaut“. Dat ass a mengen Aen e Widdersproch, deen do drasteet. An ech mengen och, dass bei deem Ganzen, wat do op der COP 28 zum Schluss decidéiert ginn ass, vläicht och net méi jiddweree weess, wat genee derbäi erauskomm ass.

Da kommen ech bei d'Invitten um Schluss, an dat ass och interessant, wat do drasteet. An elo geet et awer e bësse méi och un de Kär vun der Saach an eeben och un dat grousst Ganz, ëm dat et geet. An do steet: „une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre“, also fir eng „politique ambitieuse“ ze maachen.

Jo, dat kann ee maachen, wann een dat wëll a wann een et kann. Ech soen Iech awer och eppes ganz éierlech: D'ADR steet fir eng „politique ambitieuse“ fir Energiesécherheet, fir niddereg Energiepräisser a fir eng Politik fir d'Bierger – a besonnesch och fir déi Bierger, deenen et net esou gutt geet an déi ugewise sinn op niddereg Präisser. An ech mengen, dass een eng Kéier kloer muss soen, entgéint deem, wat heiansdo iergendwou a Schlagzeile steet, dass eng ambitiéis Klimapolitik sécherlech net deenen Äermeren an eiser Gesellschaft zeguttkënnt. Au contraire, dat sinn déi, déi am meeschten drënner leide wäerten.

An et ass och net fir näischt, dass Der a Frankräich de Mouvement hat vun de Gilet-jaunes. Eebe grad déi Leit, déi am meeschten drënner leiden, dat sinn dann och déi, déi op d'Strooss ginn. An Dir wäert gesinn, wann Der déi Politik, déi hei gefrot gëtt, op eng „manière ambitieuse“ wëllt weidermaachen, da kritt Der déi dote Problemer nach méi an Europa an da geet et duerno net esou aus, wéi Dir Iech dat alleguer elo virstellt a wënscht. Dat kann ech Iech versprechen!

D'Mesüre vum PNEC ginn dann hei genannt: „Au plus vite“ solle mer „mettre en œuvre les mesures du PNEC“. Och do ass d'Fro ... Also, ech mengen, de PNEC, mir si souwisou net averstane mat deem Plang, well en och komplett onrealistes ass. Mir wäerten dat zu Lëtzebuerg souwisou och net fäerdegbréngen. An do sinn eng ganz Partie Saachen dran, déi mer net kënne matdroen.

Wann een dat nach méi schnell wëll maachen, nach méi ambitiéis – mir héieren elo: „90 % bis 2040, 100 % bis 2050“ –, ech wollt Iech elo emol eng Kéier hei soen, wéi dat géif ausgesinn. Ganz einfach fënnt een dat bei science.lu, do war en Artikel: „Das denken Wissenschaftler“ – Wissenschaftler! – „über Luxemburgs Klima- und Energieplan“. An den Andrew Ferrone an d'Mirjam Kosch vum Observatoire de la politique climatique hunn do geäntwert. Et ass gefrot ginn: Wat fir eng Moossname mussen da geholl ginn an den nächsten 10 bis 20 Joer? „Welche [...] Maßnahmen sind [...] nötig?“ A wat soe se? Majo, zum Beispill musse mer fortomme vum Auto. Mir mussen e „sanftes Mobilitätssystem“ hunn.

Dat kann ee soen, jo. Dat geet awer da wäit: „Verbot neuer Straßen“. Dat heescht, mir dierfe keng nei Stroosse méi bauen, d'Leit sollen ze Fouss goen, mam Vëlo a mam ëffentlechen Transport. D'CO₂-Steier um Besinn soll eropgoen op 200 Euro d'Tonn CO₂. A

wann ee mam Auto firt, dann dierften dat just nach Elektroautoe sinn, wou mer also beim Verbuet si vum Verbrennerauto, obwuel mer haut wëssen, dass den Elektroauto net onbedéngt besser ass.

Da geet et awer weider: „Reduzierung der Wohnfläche pro Person“. Dat ass e ganz groussen Agrëff an eis Liewensqualitéit, wa mer op eemol soen: „Mee jiddwereen dierf awer net méi esou eng grouss Wunneng hunn, mee eng méi kleng.“ An dann: „Verbot“ – an da si mer dann um Punkt – „neuer fossiler Heizungen“. Et steet jo och schon am PNEC. Do steet jo schon dran, dass d'Leit sollen an enger éischer Phas encouragéiert ginn, hir Heizungen ze ersetzen. Mee am Endeffekt leeft et dorop eraus, dass et keng Heizung méi am Land gëtt, déi mat fossiler Energie fonctionéiert. Dat ass natierlech och eppes, wou mir eis dergéint wieren a wou natierlech d'Leit och net d'Moyenen hunn, fir et ëmzesetzen. An ech schwätze mol guer net vum Verloscht vun de Präisser vun hiren Immobilien an esou weider an esou fort. „Umstellung [von Fleisch] auf stärker pflanzlich geprägte Nahrung“ an esou weider an esou fort.

Also summa summarum: Alles dat heite gëtt de Bierger immens deier, alles dat heiten ass guer net ëmsetzbar. Kommt, mir bleiwe realistesch. Kommt, mir bleiwe mat zwee Féiss um Buedem. Kommt, mir bleiwen technologieoppen a mir maachen eppes fir d'Bierger an Europa!

Ech soen Iech Merci. A mir stëmme mat Nee!

(Interruption par M. Marc Goergen)

(M. Fred Keup retourne au pupitre.)

M. Claude Wiseler, Président | Vu dass den Här Keup domadder signifiéiert, dass en eng Fro unhëlt, erlaaben ech Iech, se ze stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hu seng Freed gesinn! Här Keup, Dir hutt jo elo – also déi kleng Leit leie mir natierlech och um Härzen, well ech mengen, Dir hutt net de Monopol als Partei dorop, well virun allem maacht Der wéineg fir déi kleng Leit – geschwat vun deenen Energiepräisser. A wann Der Iech jo agelies hutt an d'Thematik, da wësst Der jo awer och ganz genau, dass déi erneierbar Energien, de Killo Watt, fir d'Leit déi bëllegst Alternativ sinn, dass déi fossill Energie, huele mer do Kuel, huele mer Ueleg, Gas, vill méi deier gëtt fir „dee kleng Mann“, wéi Der e genannt hutt.

Dat heescht, deementspriedend misst Der jo eigentlech haut soen: „Kommt, mir ginn op déi erneierbar Energien“, well dat wäert de Präis vun der Energie erofdreien. Wat Dir hei an Ärer Philosophie virdrun an elo priedegt, mécht jo just, dass fir d'Leit de Präis vun der Energie aus der Steckdous eropgeet. Da kommt, mir ginn op de Wee vun der erneierbarer Energie!

Meng Fro ass: Wësst Dir, trotz de wëssenschaftleche Kriterien, déi alleguerte festgeluecht sinn ... Dir widerstreit hinne vläicht, dat kënnt méi oft vir hei am Haus bei Iech, mee Dir wësst et jo awer ganz genau, dass déi Energië méi bëlleg sinn an dass mer eigentlech sollten op dee Wee goen. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, wéi ass dann d'Fro?

M. Marc Goergen (Piraten) | Ob Dir endlech verstannen hutt, dass erneierbar Energien och fir de kleng Mann besser si wéi all déi, déi Dir nach ëmmer wëllt, mam fossille Brennstoff, sief dat Ueleg, Kuel, wat Der alles hei gepriedegt hutt. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, also, mir stelle mol fest, dass an Däitschland, wou déi Energiewend am wäitste fortgeschritt ass, d'Energiepräisser mat am héchste sinn, an ech mengen, dat seet genuch aus doriwwer.

M. Marc Goergen (Piraten) | Duerch déi verbleiwend Kraaftwierker!

M. Fred Keup (ADR) | Mir stellen och fest, dass déi alternativ Energiequelle Wand a Sonn net ëmmer sécher sinn. Ech mengen, wa keng Sonn ass, da gëtt se keng Energie, wa kee Wand ass, dann huet een déi sougenannten „Energieflaute“. Dat ass e Riseproblem. A wann Der wëllt déi ganz Energie, zum Beispill vu Lëtzebuerg, wat 50 Terawattstonnen u Stroum – Energie – sinn, hierstelle mat erneierbaren Energien, ma da musst Der d'Hallschent vum Land mat Solaranlagen zoudecken a 5000 grouss Wandanlage bauen. Et ass einfach net realistesch, an dat ass de Punkt. Maacht eng realistesch Politik! Mir wëllen déi maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Lo hunn ech nach véier Wuertmeldungen: d'Madamm Welfring, den Här Polidori, den Här Wagner, an duerno huet d'Regierung och nach d'Wuert. An den Här Emering huet och nach d'Wuert gefrot, mee da kommt Der awer elo, Här Emering, no der Madamm Welfring, wann dat ok ass. Madamm Welfring, fuert Dir lass.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Mir stëmme dës Motioun mat. Ech wëll awer elo dervu profitéieren, fir nach eng Kéier drop hinzewiesen, dass et Bänn schwätzt, wann eng Partei der Wëssenschaft wëll virschreien, wat se ze soen huet an ob se Recht huet oder net. Dat seet eigentlech schon alles.

Ech komme vläicht nach eng Kéier drop zrëck, wat ech a menger Ried d'lescht Woch gesot hunn: Et geet wierklech drëm, nach eng Kéier oppen ze soen, dass dee Klimabashing, deen ëmmer erëm gemaach gëtt, nowieslech vu ganz riets ausse kënnt an dass mer hei och erëm eng ganz gutt Demonstratioun kritt hunn, wéi dat funktionéiert, an dass dat awer net dat ass, wat d'Bierger wëllen. Dat seet och eng Ëmfro an dat sinn och Fakten, dass wierklech d'Leit wëllen, dass d'Klimakris eescht geholl gëtt, an et ass eis Gesamtverantwortung hei, dat eeschaft unzegoen. An dofir kann een déi heite Motioun nëmme matstëmme.

An et kann ee wierklech näischt ënnerschreie vun deem, wat virdrun do gesot ginn ass. Et stëmmt esou gutt wéi guer näischt drun! Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt elo net méi an den Detail vun der Motioun agoen, well den Här Galles dat jo scho relativ gutt gemaach huet. Ech wollt awer e puer Saache kloerstellen, déi elo heibanne gesot gi sinn.

Dat Éischt sinn déi 55 %, wou d'Kolleegeen hei vun der ADR sech drop behaapten. Ech mengen, mir bekenne eis zu Decisiounen, déi vun europäescher Natur sinn, an do sinn déi 55 % Reduktioun bis 2030 decidéiert ginn. An ech mengen, wann et net 55 % wieren an et wieren der 35 oder 40, da wier Der och net d'accord dermat. Ech mengen also, dass et an enger éischer Linn drëm geet, wéi d'Madamm Welfring gesot huet, alles ze zerrieden, an dat soll eigentlech heibannen net sinn. Et geet drëms, op eng Trajectoire ze kommen, fir schiedlech Klimagaser an de Grëff ze kréien. Ob dat elo 55 %, 45 % oder 50 % 2030 sinn, dat gesi mer.

Dat anert, wat ech wollt soen, ass: Beim Tiret 5 an dem Tiret 7, wou Der gesot hutt, dass Der dat net géift verstoen, verstinn ech net, wat do de Problem ass. Et ass d'Sprooch warscheinlech.

(Hilarité)

Mir hu beim Tired 5 stoen: eng „Sortie progressive“ – „progressive“! Beim Tired 7 hu mer stoen, dass keen definitive Plang zrückgehalte gi wier. Ech verstinn elo net genau, wou dat sech widderspricht. Fakt ass, dass et och hei déi nämmelech Logik ass wéi mat deene 55 %, dass mer eng laangfristeg Trajectoire brauchen, fir d'Klimagaser an de Grëff ze kréien. Dat ass d'Zil vun där Motioun, déi hei formuliert ass. An ech denken, dass dat hei eppes ass, wat kengem wéideet, an och dee leschten, deem nëmmen e bëssen eppes um Klima läit, dëst misst matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Da geet d'Wuert un den Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech muss zwar eppes soen zu mengem Virvirriedner, fir en net ze nennen. Et ass jo schéin a gutt, dass ee kritiséiert, alles schlecht fënnt, ne, Här Keup? Dat ass jo alles schéin a gutt, mee dir kommt hei un den Dësch, Dir stellt alles a Fro, Dir sot just, dass alles schlecht wier. Dir zitiiert souguer Fuerscher respektiv Dir liest souguer déi Dokumenter, mee Dir kommt awer ni mat enger propperer Propos. Dir sot just: „Maacht et net, macht näischt, macht einfach näischt!“ Näischt maachen ass natierlech och eppes maache fir Iech. Mee bon.

Fir déi aner Parteien anscheinend net. Dofir ass dës Motioun fir ons ... Obwuel: déi Punkten, déi drastinn, déi Invitten, déi drastinn, sinn zwar fir eis Saachen, déi och aktuell schonn um Dësch leien, déi d'Regierung u sech einfach soll ëmsetzen. Bon, elo kann ech froen: Ass dat heiten eng Erënnerung vun de Majoritéitsparteie vun dëser Motioun? Dass se vläicht d'Regierung wëllen drun erënneren, wat se am Fong muss maachen? Respektiv wëlle se eventuell gären de Schoulmeeschter sinn an da bei Hausaufgaben, déi scho verdeelt sinn, just herno kucken, dass se och gemaach sinn?

Mee natierlech geet et an déi richteg Richtung, wéi meng Virriednerin och scho gesot huet, mä Virriedner och schonn. A mir stëmmen natierlech dës Motioun mat, well et geet awer, wéi gesot, an déi richteg Richtung. Voillä, ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Da geet d'Wuert elo un den Här Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. D'ADR gëtt sech als Affekot vun de „kleng Leit“, wéi d'ADR seet.

(Interruption)

Wie vu „kleng Leit“ schwätzt, beweist jo meeschtens, datt e vun uewen erof op schlechtverdëgend Leit rofkuckt. Kleng Leit, dat gëtt et net. Et gëtt schlechtverdëgend Leit, et gëtt guttverdëgend Leit – déi kennt Der besser: Professeren, Diplomaten, Physiker, Affekoten an esou weider.

Une voix | Handwerker!

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, jo, mee d'ADR an d'Féierung besteet aus guttverdëgende Leit an ech gënnen hinnen dat och. Mee andeems Dir ëmmer vu „kleng Leit“ schwätzt, beweist Der, wéi wäit ewech Der vun de Realitéite sidd. An Dir wëllt, datt déi schlechtverdëgend Leit weiderhin ofhängeg bleiwe vum Pëtrol, wou et schwéier ass, justement d'Präisser ze kontrolléieren. Dir wëllt, datt Lëtzebuerg weiderhin ofhängeg bleift vu Länner wéi Saudiarabien, mat alle Konsequenzen, mat deenen ee muss rechnen.

Dir wëllt weider Stroosse bauen, da musst Der eis och erklären, wat fir eng Bëscher Der wëllt futtimaachen,

well d'ADR wëll jo och weiderhi Bëscher an d'Lëtzebuurger Natur futtimaachen. Firwat wëllt Der dat alles? Maja, well Dir guer kee Gefill hutt fir déi „kleng Leit“. Dir hutt jo op der Marie-Astrid – dat war ganz nett, ganz flott, ganz schick – erkläert, ...

(Interruption)

... datt Der géint de Sozialismus sidd. Mir haten iwwerhaupt nach ni esou wéineg Sozialismus hei am Land, an Europa an op der Welt. Mee Dir sidd haaptsächlech géint de Sozialismus, well Der fir de Kapitalismus sidd an Dir sidd d'Wuechthënn vum Kapitalismus! Dofir schwätzt Dir mat esou wéineg Respekt vun de sougenannte „kleng Leit“.

Éierlech gesot: Mäi Weimeschkiecher Bop, deen huet Kiwwele gemaach. Wann Der him gesot hätt, hie wier e „kleng Mann“ gewiescht, da wier et ganz anescht ersaangen, ech kann Iech dat soen!

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, merci. Den Här Keup wëllt dorobber reagéieren. En huet nach e bëssen Zäit. Mee macht et kuerz, Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmools merci. Ech muss den Här Wagner e bëssen enttäuschen. Also ech ka mech elo ganz ieren, mee ech mengen net, dass ech vu „kleng Leit“ geschwat hunn. Ech mengen, dat war den Här Goergen, deen deen Term „kleng Leit“ benotzt huet. Wann ech mech richteg erënneren, hat ech gesot, „déi méi aarm Leit“ respektiv „déi finanziell manner Guttgestalt“. Ech hunn et iergendwéi esou gedreit, well ech benotzen deen Term „kleng Leit“ effektiv och net ganz gären.

An ech kann Iech och garantéieren, Här Wagner – dat wësst Der genau esou gutt wéi ech –, dass mer als Partei eis ëmmer an de leschte 37 Joer, säit et d'ADR gëtt, agesat hu fir déi Leit hei am Land, deenen et net esou gutt geet oder déi manner verdëngen oder déi manner hunn. An dat maache mer, obwuel mer fir de Kapitalismus sinn a géint de Sozialismus. Mir si fir e soziale Kapitalismus an ech mengen, dat ass de richtige Wee hei. Mir kënnen doriwwer nach eng kéier laang diskutéieren, mee ech mengen, dat sprengt hei de Ramen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

An dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Wilmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech wollt allen Deputéierte villmools Merci soe fir hir Kontribution an och dofir, datt d'Chamber an hirer Majoritéit wäert déi Motioun hei unhuelen.

Mir sollen net aus den Ae verléieren, ëm wat et geet. Et geet dorëms, datt mer, esou wéi et deen ecrasante wëssenschaftleche Konsens ass, alles solle maachen, fir bis 2050 d'Ärderwärmung, déi amgaangen ass, ëm 1,5 Grad par rapport zum preindustriellen Zäitalter ze klammen, ze limitéieren, well dat soss nach vill méi grouss Konsequenzen huet, wéi se haut schonn do sinn.

Hei ass geschwat gi vu vulnerabele Persounen, mee et sinn haut schonn déi vulnerabelste Länner op der Welt, déi ënnert dem Klimawandel leiden. Kleng Inselstaaten, déi wirtschaftlech am mannsten entwéckelt Staaten an Afrika, an Asien, a Südamerika leiden haut schonn ënnert de Konsequenze vum Klimawandel, deen do ass.

A wa mer zrëckkommen op Lëtzebuerg: Och haut ass erëm eng kéier e Reportage gewiescht vun engem vun eise Meedien, wou e Fierschter engem nach eng

Kéier virun Ae gehalen huet, wéi d'Situatioun vum Bësch hei zu Lëtzebuerg ass. Mir hu just nach 20 % – 15 % bis 20 % – vun de Beem, déi an eise Bëscher wierklech gesond sinn. De Rescht leit ënnert deem Stress, deem en ausgesat ass duerch de Klimawandel, well déi lescht Joren der waren, wou et ganz vill dréche war, wou et net genuch gereent huet, an eis Beem doduerjer geschwächt gi sinn. Och mir hei zu Lëtzebuerg gesinn dat a spieren dat schonn. Da schwätze mer nach net vun der Erausforderung, déi mer hunn, fir eng anstänneg Waasserversuergung ze assuréieren an eng héich Waasserqualitéit an engem Land, dat net ganz waasserräich ass, an dat wëlle mer jo awer alleguerde gären.

An dowéinst, mengen ech, brauche mer och en ambientéist Zil, fir alles ze maachen, fir bis 2050 op net méi wéi déi 1,5 Grad global Ärderwärmung ze kommen. Dogéint ka jo awer keen eppes hunn. Deejeinegen, deen dat net wëll, soll soen, wat en da gären hätt, ob en da léiwer gären eng Welt hätt, déi nach vill méi grouss Konsequenzen huet fir jiddwereen, also och fir déi Leit, deenen et net gutt geet!

Dann ass et och esou, datt et fir d'Europäesch Unioun ganz kloer ass, datt d'sozial Gerechtegkeet ee vun de Piliere ass vun hirer Klima-, Ëmwelt- an Naturschutzpolitik. Dës Kommissioun, déi de Green Deal an och d'Klimagesetz gestëmmt huet mat dem Parlament an dem Conseil zesummen, huet e Klimasozialplang virgesinn, dee mer och wäerte musse maachen, och als Lëtzebuurger Regierung, spëtstens bis 2025.

Mee déi sozial Komponent ass jo schonn an engem PNEC mat de Subsidien dran an déi wäert och an anere finanziellen Hëllef a Kreditter sinn, déi ee ka kréien, an déi wäert och weiderhi bestoe bleiwen. All Politik, net nëmmen d'Klimapolitik, muss och ëmmer zu méi sozialer Gerechtegkeet féieren. Mee och bei der d'Klimapolitik, der Ëmwelt- an Naturschutzpolitik, ass dat eng vun den Haaptkomponenten an net eppes, wat elo eréischt wäert derbäikommen, mee et wäert souguer nach och ausgebaut ginn an deenen nächste Joren, och vun dëser Regierung.

U sech misste mer ... An do hutt Der vläicht net ganz Onrecht, wann Der sot: „Jo, mir musse kucken, eng realistesch Politik ze maachen.“ Ech gesinn et als: Mir mussen alles maachen, fir datt mer déi Mesürene, déi do virleien, och kënnen ëmsetzen. An dat ass u sech den Effort, dee mer mol musse maachen. Net méi nach laang diskutéieren: „Musse mer oder musse mer net?“, mee éischter: „Wéi kënnen mer déi Ziler konkret um Terrain ëmsetzen?“ An do gëtt e PNEC scho ganz vill Mesürene, mee déi muss een nach upassen.

Et besti ganz vill technesch, praktesch Froen, déi haut dacks nach Hindernisser duerstellen, fir kënnen och zu deenen Ziler ze kommen, mee dorunner musse mer schaffen an eis u sech net méi an endlosen Debatte verléieren, ob et elo gutt ass oder ob et net gutt ass. Et ass richteg, wat mer maachen. Mir mussen déi Ziler och uviséieren, well et soss nach ganz verheerend Konsequenze wäert hu fir all Mënsch, déi mer op jidde Fall net wëllen – an, mengen ech, och d'Kollege vun der ADR net.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen zum Vott vun dëser Motioun.

Motion modifiée

« relative à la mise en œuvre au plus vite des mesures prévues par le PNEC et poursuite des efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris,

ainsi que de l'engagement au sein de l'UE pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre »

La Chambre des Députés,

– rappelant l'importance de la COP28 dans le renforcement de nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, tels que définis dans l'Accord de Paris ;

– rappelant que l'Union européenne a adopté une réglementation exigeant une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;

– rappelant que la Commission européenne a présenté, en date du 6 février 2024, une recommandation pour un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2040, en vue d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 ;

– rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;

– saluant que pour la première fois une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue dans les conclusions de la COP28 ;

– saluant les avancées qui ont été atteintes à la COP28 en matière de suivi des pays développés dans leur contribution au fonds pour les pertes et dommages, créé en 2022 ;

– regrettant que dans la déclaration finale de la COP28, un plan de « sortie » des énergies fossiles fait défaut, mais qu'un éloignement de ces fossiles fût arrêté ;

– estimant que l'ambition de réduire progressivement, voire d'éliminer à terme, la consommation de combustibles fossiles au niveau mondial est impérative afin de respecter les objectifs de l'Accord de Paris,

invite le Gouvernement

– à continuer à s'engager au sein de l'Union européenne pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre ;

– de poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris ;

– à mettre en œuvre au plus vite les mesures prévues par le PNEC.

(s.) Paul Galles, Luc Emering.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Christophe Hansen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schackmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdinger, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

8. Motion de M. Franz Fayot relative à la transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 32)

An da komme mer zur nächster Motioun, enger Motioun vum Här Franz Fayot iwwer eng klimakonform Transitioun fir eis Finanzplaz. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Här President, eent vun deene grouse Leitmotiver vun der COP28 zu Dubai d'lescht Joer war d'Fro, wéi ee kéint Finanzementer weltwäit fir de Kampf géint de Klimawandel mobiliséieren. Ënnert dem Term „Shifting the Trillions“ war dat an der Diskussioun, dat heescht „Shifting“, fir déi Investisementer, déi elo an déi klassesch Secteuren eraginn, an déi klassesch Technologien, déi meeschtens fossill sinn, eriwwezekréien op déi nohaltig Technologien, déi mer brauchen am Kampf géint de Klimawandel.

An dat ass eppes, mengen ech, wou mir als Europäer musse Virreider sinn. Dat heescht, dass mer eis Finanzplaz, eis Finanzindustrie dohinner musse beweegen, wierklech gréng ze ginn a sech wierklech esou ze wandelen, dass se deen enormen Effort, deen dat kascht, fir eis ze dekarboniséieren, och mat accompagnéiert.

Dat ass, wéi gesot, eng Transitioun, wou mir och als Lëtzebuerg natierlech eng wichteg Roll ze spillen hunn, well mer eng Finanzplaz hunn, déi enorm grouss ass, wou mer scho vill richteg Saache maachen am Beräich vun der grénger Bourse, am Beräich vun enger ganzer Rei Finanzinstrumenter, déi elo schonn, mengen ech, exemplaire sinn an deem Beräich. Wou mer awer natierlech nach vill méi kënne maachen, wou mer nach vill méi och insbesonnesch d'Fongenindustrie derzou kënne beweegen, fir, wéi gesot, an déi Investisementer eranzegoen, déi zu der Dekarboniséierung bäidroen. An dofir war dat ee vun den Haaptpunkte vun där COP28.

A mir sinn eis schlussendlech no gudden Diskussiounen an der Ëmweltkommissioun, wou ech och dem President an deene Membere wëll Merci soen, déi do participéiert hunn, eens ginn, dass mer géifen deen Effort um europäeschen Niveau encouragéieren, dat heescht, dass mer och vun eisem Gewicht als europäesch Finanzplaz géife profitéieren, fir dat weiderzedreiwen um europäeschen Niveau, fir eng Finanzplaz ze kréien, déi privilegéiert och an déi Investisementer geet, déi net fossill sinn, an eeben dee Moment och d'Chamber ze informéieren – dat ass natierlech eng Demande un d'Regierung, d'Chamber ze informéieren –, wéi deen Effort do weidergeet um Niveau vun der Finanzplaz, eppes, wat mer jo och reegelméisseg hei maachen, wa mer iwwer Finanzprojeten diskutéieren.

Voilà. Ech mengen, mir hunn déi Motioun esou ëmgeännert, dass se hei kann e breede Konsens

kréien an der Chamber. An dofir soen ech elo scho Merci fir e breede Support.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot Merci fir seng Explikatiounen.

Dann hunn ech Wuertmeldungen. Den Här Bauler fir unzefänken.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Här Fayot fir säin Exposé zu dëser Motioun. Mir kënne bien entendu heimadder liewen. Dir hutt et richteg gesot, Här Fayot, deen heiten Dossier war an der Ëmweltkommissioun. Ech muss soen – ech schwätzen a mengem perséinlechen Numm –, ech wär frou gewiescht, wa mer deen och an der Finanzkommissioun hätte kënne zousätzlech kucken, well et eeben och ëm d'Finanzplaz hei geet.

Mee wat Der gutt gesot hutt, Här Fayot: Mir hunn de Luxembourg Green Exchange, also déi gréng Lëtzebuerger Bourse, an durabel Finanzinstrumenter. An de leschte Jore sinn déi entwéckelt ginn op eiser Finanzplaz, och mat Hëllef natierlech, ech gesinn hei d'Kollege vun der CSV, och op eiser Bourse, wou grouss Efforte gemaach gi sinn.

Also, déi Regierungen virdrunner hunn net gelaapt, déi zwou Regierungen hu wierklech an deem Sënn schonn Akzenter gesat, soudatt dee Secteur sech konnt entwéckelen. Natierlech, wéi eise fréiere Finanzminister, de Pierre Gramegna, ëmmer esou schéi gesot huet: „Et gëtt nach ëmmer Sputt, et gëtt Sputt no uewen.“ Jo, et gëtt Sputt. Mee wat mech stéiert, an do géif ech proposéieren, eng Retouche ze maachen, dat ass d'Wuert „dorénavant“, „désormais“ ass de Synonym dovunner, well dat ass mer eigentlech ze vill. Well mir hu jo schonn e Prozess, den Här Fayot huet et selwer gesot, deen amgaangen ass, soudatt ech géif proposéieren, dat Wuert „dorénavant“ erauszehuelen.

Dann hunn ech och nach e Problem mat där Bezeichnung „projets non fossiles“. Ech denken, dat ass ze enk gefaast. Et soll een dat méi breet faassen, andeems een do d'Wuert „durable“ hält oder wéinst menger och nach „sustainable“ oder „soutenable“. Ech géif soen, kommt, mir schreiwen „durable“, da wier dat esou gutt fir eis.

Mir missten déi do zwou Retouchë kënne maachen, da géife mer dat hei gäre matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci. Sinn dann nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Polidori. Den Här Weidig an dann den Här Hansen.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Ech proposéiere menger Fraktioun, dës Motioun net matzestëmme. Dës Motioun fuerdert e radikalen Agrëff an déi fräi Maartwirtschaft an dat schuet och bei der Sich no neien Technologien, déi Ressourcë schounen a méi ëmweltfrëndlech sinn.

Et ass menger Meinung no eng Mëschung zwëschen Naivitéit a Grössewan. Naivitéit, well Dir mengt dach net, datt, wa mir op d'fossill Energien hei an Europa verzichten, Russland, China an Indien dat och maachen! Si wäerten natierlech dës Energie weider produzéieren, verkaufen a konsuméieren, och well déi Energie d'ailleurs méi bëleg ass, well mir se jo net méi wëllen. Dat heescht, datt déi lescht Drëps Ueleg an och déi lescht Tonn Kuel wäerte genotzt ginn. Deen eenzege Wee, fir dat ze verhënneren, ass, wa mir nei Technologie fannen, déi méi bëleg a méi effektiv si wéi fossill Energien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Mee et ass naiv ze mengen, datt dat aleng erneierbar Energie wäerte sinn. An déi eenzeg Energiequell, déi dat eventuell maache kéint, wëllt Dir net aus ideologesche Grënn, nämlech d'Nuklearenergie an och d'Fusiounsenergie.

Dir hutt an Ärer Motioun zwar gesot, datt d'COP d'Verdräifachung vun erneierbaren Energie wëllt, mee Dir hutt net gesot, datt Amerika, England, Frankräich, Holland, Japan, Schweden, Finnland, Polen an Tschechien sech fir eng Verdräifachung vun der Nuklearenergie ausgeschwat hunn. Och dat muss ee mol soen: Mir mussen eraus aus der Lëtzebuergescher Bloß!

An d'Fusiounsenergie ass nach ëmmer net massentauglech, obwuel do duerch nei AI-Methoden de Plasma elo ënner Kontroll ka bruecht ginn. Duerfir, vläicht kënnt do nach eppes.

Mir vun der ADR sinn technologieoppen. All Energiequell huet Pro a Kontra, a jee no Kontext ass eng besser wéi déi aner. Duerfir si Fuerschung, Innovation an Technologietransfert absolut wichteg. Mee genau dat wäert net funktionéieren, wann dat kënnt, wat Dir an dëser Motioun wëllt implementéieren. Nëmme eng staark Ekonomik ouni Interferenz vu Mochtegerexperten aus der Politik huet déi fräi Ressourcen an och déi intellektuell Fräiheet, fir Fuerschung an Innovation am Technologietransfert an der Ekonomik ze maachen.

Huet den Elon Musk d'Raumfahrt mat SpaceX revolutionéiert, wéinst der Politik? Oder war et d'NASA, déi vu Politiker kontrolléiert gëtt a vun hinne gesot kritt, wat se maache soll?

Eng staark Ekonomik kritt een nëmme mat engem funktionéierende Finanzsystem, deem onofhängeg ass, wou all Informatioun verschafft gëtt an d'Sue rational do ugeluecht ginn, wou déi eenzel Leit mengen, datt se sollen ugeluecht ginn, an déi sech dann och dorëm këmmen. A genau dat wäert ëmmer manner de Fall sinn, wann Är Fuorderung vun engem schnellen Émbau vum Finanzsystem sech duerchsetze wäert.

Et ass fir mech, deen an deem Secteur geschafft huet, Grössen, ze mengen, datt eng zentralistesche Approche vun der Politik e System annere kann an datt dobäi eppes Besseres erauskënnt an dat da komplex Problemer wäert léisen.

Zum Schluss wëll ech och nach Opposition maachen zum Agrëff an d'Investitiounsverhale vu Bierger a Firmen, datt mer déi sollen a bestëmmte Richtungen lenken. Ech mengen, datt d'Bierger an och d'Firme besser ekipéiert sinn, fir selwer hir Entscheedungen ze huelen.

An aus all deene Grënn wäerte mir net fir déi Motioun stëmmen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn elo véier Wuertmeldungen: den Här Hansen, d'Madamm Welfring, den Här Polidori an den Här Wagner. Här Hansen.

Une voix | An den Här Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | An den Här Fayot géif ech als Auteur ganz zum Schluss huelen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. A merci och dem Här Fayot fir d'Proposition vun dëser Motioun. Mir hunn an der Kommission d'Umwelt, Klima a Biodiversitéit ganz am Detail dorunner geschafft an en anere Wording ugehooll.

An ech mengen, déi zwee Haaptpunkte sinn och genannt ginn: Mir wëllen, datt eis Finanzen méi gréng

sinn an datt se virun allem derzou bäidroen, datt mer déi Transition énergétique et climatique och finanzéiert kréien. Well mir brauchen dofir massiv Suen.

Ech muss awer dem Här Weidig widdersprieche, well mir maache keng Obligationen dran. Hei steet ganz kloer op Franséisch: „à encourager une transition des places financières“, an och nach eng Kéier: „à encourager les investissements“. Also, „encourager“ heescht keng Obligation, soit datt Dir vläicht en anere Franséischproff hat wéi ech. Fir dat emol ze soen, éischstens.

An zweetens muss ech soen: Deen zweete Punkt, dee mer hunn, ass notament, datt d'Chamber permanent informéiert gëtt, wéi d'Decisionen vun der COP hei zu Lëtzebuerg sollen ëmgesat ginn a mat wéi enge Punkten. Dat heescht, ech mengen, dat ass ganz rasonabel.

Ech sinn och net mam Här Weidig d'accord mat deem bëllege Bensinn an Diesel. Ech weess net, wou Dir tanke gitt, mee bon, ech muss feststellen: Et gëtt net méi bëllege! An ech mengen, et ass elo nach eng Hausse erëm ugekënnegt gewiescht. Also et gëtt virun allem net méi bëllege. Ech mengen, Dir tankt op anere Plazen oder Dir tankt eppes aneres. Voilà.

(Interruptions et hilarité)

An ech muss awer och soen, ech verstinn dem Här Bauler seng Interventioun. Et ass effektiv esou, et geet ëm d'Finanzplaz an et ass och normal, datt do d'Kolleege vun der Finanzkommission hiert matzeschwätzen hunn. An ech ka mat deenen dote Propositionen vum Här Bauler, déi eng Klarifikatioun sinn, liewen, fir datt mer hei kënnen eng Majoritéit fir déi Motioun hunn. An d'CSV ass domadder d'accord. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Also ganz kloer: Déi heite Motioun kënne mer matdroen. Mir hätte se och an där viregter Form kënne matdroen. Mir kënne se och an där amendéierter Form matdroen. An déi lescht Ännerungen, bon, ech mengen, déi kann een och matakzeptéieren.

Jo, zu den neien Technologien: Nei Technologien, déi entwéckele sech, zemoos wa se mussen an eng Richtung goen, wou mer eist gemeinsam Gutt wëlle schützen, oft net vum selwen. An duerfir brauche mer kloer Reegelen an duerfir komme mer och net derlaanscht, eis op der Finanzplaz letztendlech och Reegelen ze ginn.

Lëtzebuerg ass en Zwerg op der Weltkaart, mee als Finanzplaz hu mer schonn e Rayonnement, an dofir ass et och wichteg, dass mer besonnesch hei eis Verantwortung huelen. An dofir sinn ech der Meinung, dass déi heite Motioun ganz hir Richtigkeet huet, och an där viregter Versioun, wou mer Lëtzebuerg selwer méi viru seng Verantwortung gestallt hunn. Mee ech denken, dass ee sécher och heimadder ka liewen.

An nach eng Kéier: Och wann een an d'Atomenergie wëll investéieren, mengen ech, dass een och hei keng wirklech schnell Léisungen huet. Och wann een d'Klima net wëllt schützen, dann ass eis awer all gutt dru geleeën, eng gewëssen Onofhängegkeet vun Energien ze hunn. Dat huet een definitiv mat der Nuklearenergie net. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Jo, also ech sinn och frou, dass mer an der Kommission

do zesummen deen néidege Wording fonnt hunn, fir dass mer eng grouss Majoritéit heibannen hunn, déi dës Motioun wäert matdroen. Och mir wäerte se matdroen. Och nach déi Bemierkung vum Här Bauler: Domadder hu mer och kee Problem, dat nach ze ergänzen. An deementspriedend géife mer dann och, wann den Auteur dann averstanen ass mat deenen Upassungen, dës Motioun matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun natierlech och mat ënnerstëtzen, och mam Bäisaz vum Här Bauler, quitte datt mer schonn an der Kommission doriwuer diskutéiert hunn. Vläch misst een iergendeng Kéier zu engem Schluss kommen. Mee egal.

Voilà. Et ass och wirklech wichteg, datt Lëtzebuerg trotzdeem, a mir hunn dat als Lénk och schonn oft gesot, desinvestéiert aus de fossilen Energien, an – dat gëtt ëmmer erëm gesot hei an dëser Chamber – och den Investitiounsfong an de Kompensatiounsfong an esou weider, an et gëtt ni reellement realiséiert. Et gëtt awer esou lues Zäit, konkret ze ginn.

Duerno, bon, d'ADR ass weiderhi verléift an de Pétrol. Si muss eis erklären, wou se de Lëtzeburger Pétrol da wäert fannen, éischstens. Si ass och verléift an d'Atomenergie. Da muss d'ADR eis och iergendeng Kéier erklären, wou d'Atomkraftwierk soll hikommen. Nieft iergende Bësch, deen d'ADR ofgeholzt huet, fir do och nach sechsspuereg Stroossen ze bauen?

(Interruption)

Also, nee, mee Dir wëllt souwisou d'Umwelt vreckt maachen hei zu Lëtzebuerg, da musst Der eis erklären, wou.

M. Fred Keup (ADR) | Mir schütze se!

M. David Wagner (déi Lénk) | An dann d'Elektromobilitéit. Dir schwätzt vu China. China ass deen éischte Produzent vun Elektromobilitéit. Wann nëmme sou Parteien an Europa un der Muecht wiere wéi d'ADR, a Frankräich de Zemmour oder de Front National, d'AFD an Däitschland an esou weider, da wieren d'Europäer obligéiert, immens deiere Pétrol ze kafe beim Tankegoen oder chineesesch Elektroautoen ze kafen, fir op sechsbunnege Stroossen ze fueren, laanscht en Atomkraftwierk, dat warscheinlech mol net funktionéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Mat Iech gi mer zu Fouss!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An zum Schluss kritt dann den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Och merci fir déi Kontributionen. Bon, ech mengen effektiv, dass ee ka mat deenen zwou Modifikatiounen do liewen. Bon, déi zweet, mat de Projets non fossiles, fir doraus „durable“ ze maachen, ech mengen, dat kann ee maachen, mee do hunn ech e bësse Bauchwéi dermat, well dat effektiv ee vun deenen Acquisen – wann net dee groussen Acquis – war vun der COP28, fir fir d'éischte Kéier wirklech en Auswee aus de fossilen Energien ze fannen. An dat, mengen ech, ass awer e staarkt Symbol gewiescht, fir dat och emol eng Kéier ze soen. Mee wa mer eis am Geescht eens sinn, dass „durable“ eppes ganz Änlech heescht, dann, mengen ech, kann een dat als Kompromëss matdroen.

Här President, just nach ee Wuert zu der Interventioun vum ADR-Spreecher: „Grössen.“ Ech mengen, dat

ass kee Gröössewan. Dat heescht Politick maachen, dat heescht effektiv Choixe maachen, wat ee wëll erreichen. Ech weess, dass d'ADR och effektiv, wéi den David Wagner seet, den ieweschte Wiechter vum Kapitalismus ass an och aus engem ganz libertären Eck kënnt. Ech mengen, dat ass och e gemeinsamen Nenner vun där politescher Famill. An dat hei huet näischt mat Gröössewan ze dinn.

Dat heescht, dat hei ass eppes, fir d'Finanzplaz an de Finanzsektor an eng Richtung ze orientéieren, wou mer se alleguerde gären hin hätten. An ech freeë mech dofir och iwwert déi breet Zoustëmmung zu dëser Motioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot villmools Merci. Ech mengen zwar, mir sollen elo net nach eng weider Diskussioun féieren, Här Weidig. Oder firwat frot Dir d'Wuert?

(Interruptions)

Dat ass elo kee Fait personnel gewiescht. Ech kucke just, wéi vill Zäit Der nach hutt. Dir hutt nach 57 Sekonnen, jo. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also ech wëll just ganz kuerz eppes zu deenen Eenzelen soen. Dat eent ass, an der éischter Versioun stoung dran: „décourager [...] les investissements [...] dans des projets fossiles“. Elo ass et geännert ginn. Bon, „encourager“, dat klénkt natierlech besser, mee och „encourager“ heescht, dass Steiersue geholl ginn, fir de Marché ze verzerren, fir politesch Ziler ze erreichen. An ech soen nach ëmmer, dass dat am beschte funktionéiert, wa keng Interventioun ass am Marché. Dat ass den éischte Punkt.

An deen zweete Punkt ass d'Fuerschung. Och dat hunn ech jo selwer als Fuerscher gesinn, och am Venture Capital: Wann d'Politick ufänkt, Ressourcen duerno ze allokéieren, wat wichteg ass a wat net, dann ass dat eng suboptimal Allokatioun vun de Projeten. An et ass besser, wann d'Fuerscher dat selwer maachen. An dat gesäit ee jo zum Beispill och bei Tesla. Do huet den Elon Musk jo privat investéiert, do ware keng staatlech Suen dran. An en huet trotzdem eppes Guddes gemaach! Dat ass deen zweete Punkt.

An deen drëtten: Jo, mir sinn och kee Fan vun der Atomenergie, mee mir si Fan vun der beschter Léisung, déi existéiert. All Energiequell huet Pro a Kontra. Heiansdo ass et de Pétrol, heiansdo ass et d'Atomenergie. An d'Atomenergie vun 1990, wou géint munch Leit demonstréiert hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... dat ass net déi selwecht wéi 2024. Dat heescht, mir müssen all déi Saache rational kucken an net ideologesch eng Energiequell einfach ofschalten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Domat wäre mer um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

Ech gesinn, d'Regierung huet nach d'Wuert gefrot. Da kritt d'Regierung selbstverständlech d'Wuert nach. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. Et geet och net nëmmen ëm d'Diskussiounen ëm d'Investitiounen an erneierbar Energien oder soss iergendeng Form vun Energien.

Den Här Fayot huet et a senger Motioun richteg an engem Tiert geschriwwen: Et geet och ëm dee Loss-and-Damage-Volet, dat heescht, dass et elo scho Länner gëtt, wéi ech virdru gesot hunn, déi einfach ënnert dem Klimawandel leiden, déi elo schon amgaange sinn, Deeler vun hirem Territoire ze verléieren, well d'Mierer klammen, déi elo scho müssen Dierfer evakuéieren, well de Landverbrauch ze grouss gëtt, well et amgaangen ass ze verwüsten. An deene muss gehollef ginn, fir dass se sech kënnen dergéint schützen, sech dorun upassen, respektiv dass se déi Schied, déi entstinn, och kënnen iwwer Assurancë bezuelen.

Et gi ganz vill Projete gebraucht, fir méi Beem ze planzen, fir CO₂ kënnen ze capturéieren, fir Séigrasfelder kënnen a Mierer unzeleeën, fir kënnen CO₂ ze capturéieren, fir och erëm Mouere kënnen unzeleeën, fir CO₂ kënnen ze capturéieren. Dat sinn op Lëtzebuergeresch déi sougenannten, wéi een dat seet, „Nature-based Solutions“, dat heescht, dass een dann d'Natur, wann een déi ënnerstëtzt, eeben derzou bréngt, sech selwer nees ze entwéckelen, fir kënnen CO₂ ze capturéieren. An do ginn och Milliounen, wann net Milliarde gebraucht, déi net aleng vun öffentlecher Hand kënne kommen, mee déi och vu privaten Investore musse kommen.

An dacks ass et haut esou, dass déi nach zécken, well de Risiko fir si nach ze grouss ass. Do gëtt et awer gutt Initiativen, wou grad d'Regierungen, och déi Lëtzebuerger Regierung, esou Investitiounen, déi ganz risikohéch sinn, versiche mat aner Institutiounen, déi sech doranner spezialiséiert hunn, zesummenzebréngen, fir an déi dote Mesuren ze investéieren. Well dat eent ass d'Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen, dat anert ass manner Energieverbrauch a manner fossill Energien. An dat anert ass och, den CO₂ iwwer Natursolutiounen eebe kënnen ze capturéieren. An dofir ginn och ganz vill Sue gebraucht. Dee Volet ass och wichteg an net just déi Fro, wéi eng Energien an Zukunft déi wichteg Roll solle spillen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

Da géife mer zum Vott vun dëser Motioun komme mat deenen zwou zousätzlechen Emännungen, déi vum Här Bauler virgeschloe waren an iwwert déi mer eis am Geescht, wéi den Här Fayot seet, eens sinn. Da géife mer iwwert déi Motioun esou ofstëmmen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

saluant

– la décision de la 28^e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28),

considérant que la décision

– a, pour la première fois dans l'histoire des conférences climatiques, reconnu la nécessité de transition vers la sortie des énergies fossiles, nécessaire pour préserver le but de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ;

– prévoit une feuille de route ambitieuse pour la décarbonation au moyen du triplement des énergies renouvelables et le doublement de l'effort d'améliorer l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– opérationnalise le fonds « Loss and Damage », avec d'ores et déjà une dotation de quelque 700 millions de dollars ;

– invite à une réforme de l'architecture financière internationale afin de l'aligner sur les objectifs de la transition climatique,

invite le Gouvernement

– à encourager une transition des places financières européennes vers une finance alignée aux objectifs

climatiques et à encourager les investissements par les banques et les fonds dans des projets (veuillez lire : dans des projets durables) ;

– à informer rapidement la Chambre des Députés sur la manière dont elle compte mettre en œuvre, au Luxembourg, la décision de la 28^e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Voté par procuration. A Fin du vote.

Jo-Stëmmen: 55, Nee-Stëmmen: 5, a keng Abstenttioun. Domat ass dës Motioun mat 55 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

9. Motion de M. Franz Fayot relative à la soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe climatique intergénérationnel

(Motion déposée en séance publique n° 6 du 14 décembre 2023 – à consulter au compte rendu n° 3/2023-2028 en page 32)

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour, zur Motioun vum Här Franz Fayot iwwer eng schrëftlech Virlag beim Internationale Gerichtshaff zugonschte vun der Unerkennung vun engem intergenerationelle Klimaprinzipp. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Här President, zu deene gravéierenden Ongerechtegkeete vum Klimawandel gehéiert, dass grad déi, déi am mannsten dofir kënnen, am meeschten dorënner leiden. Dat sinn Entwécklungslänner am Süden, dat sinn och insbesonnesch déi kleng Entwécklungsinelstaaten, déi sougenannte „SIDS“. An déi, déi nach manner derfir kënnen, dat sinn eis Kanner an eis Kandskanner.

An dofir ass d'lescht Joer an der Vollversammlung vun der UNO eng Resolutioun adoptéiert ginn, den 29. März 2023, déi den Internationale Gerichtshaff zu La Haye dozou invitéiert, e consultativen Avis ze maachen, fir erausstellen, ob et e Prinzipp gëtt vun intergeneratiouneller Gerechtegkeet am Beräich vum Klimawandel. Dat ass eng komplex juristesche Analys, wou et drëm geet, ob een aus den Traitéen a Conventiounen e Prinzipp erausliese kann, dass d'international Communautéit d'Flicht huet, och den Interessie vu kommende Generatiounen Rechnung ze droen, wa se, wéi gesot, de Kampf géint de Klimawandel ugeet.

Dat ass eppes, wou eng ganz Rei Länner sech associéiert hunn, mat geschriwwene Soumissiounen beim Internationale Gerichtshaff. Deen Avis wäert och e gewëssene Poids kréien an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Aart a Weis, wéi mer de Kampf géint de Klimawandel ugin. Wéi gesot, hei ass eng Fro vu Gerechtegkeet vis-à-vis vu kommende Generatiounen, déi par définition hei nach keng Stëmm hunn an der Aart a Weis, wéi mer dee Problem do ugin.

No Diskussiounen an der Kommissioun si mer eis eens ginn, dass mer géifen dann d'Regierung invitéieren, dat ze analyséieren, ob se wëllt esou eng Motioun, esou eng Soumission écrite, do erabréngen beim Internationale Gerichtshaff. Mir hunn deemools déi Resolutioun do matgedroen. Déi ass par consensus ugeholl ginn an der Vollversammlung vun der UNO. An ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen an och der Regierung gutt zu Gesiicht stoen, wann se dat dote géif analyséieren an da mat anere Länner, och aneren europäesche Länner, deen Avis do mat ënnerstëtzen oder op d'mannst sech do géif mat abréngen.

Voilà, Här President. Ech mengen, dat ass dat, wat déi Motioun hei seet. Ech profitéieren och just nach e ganz kuerze Moment, fir d'Chamber drun ze erënnere, dass mer eng Resolutioun ugeholl hunn, och an der Heure d'actualité iwwert d'COP28, wou mer am Fong eis selwer virgeholl hunn, eis Vollen ze neutraliséieren par rapport zu den CO₂-Emissiounen.

Do sinn och schon Aarbechten, déi en cours sinn, hei an der Chamber, fir dat ze maachen, wéi gesot, am beschten iwwer e Projet vun der Lëtzebuurger Kooperatioun. Mir hunn esou Projeten, déi mer zum Beispill an der Reforestéierung am Burkina Faso maachen, och mat LuxDev. An ech mengen, dat wär immens flott, wa mer dat och zäitno kéinte konkretiséieren an dann dem Bureau eng Propos maachen, fir déi Resolutioun a Musek ëmzesetzen. Dat wär e ganz konkreten Apport, deen d'Chamber kéint leeschten am Kampf géint de Klimawandel.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Fayot, fir Är Explikatiounen. An zum leschte Punkt wollt ech dem Här Fayot just soen, dass effektiv déi Aarbechten amgaange sinn, fir dass mer eng konkret Méiglechkeet do fannen an eng konkret Léisung, wéi mer dat korrekt als Chamber kënnen ëmsetzen, an dass ech wëlle hunn, dat och esou schnell wéi méiglech – wa méiglech an der nächster Bureausreunioun – dem Bureau virstellen, ze presentéieren, fir dass mer doriwwer kënnen diskutéieren an eng Decisioun huelen. Mee Äre Rappel ass absolut richtig.

Sou, wien huet Wuertmeldungen zu dësem Punkt? Den Här Hansen, den Här Arendt, den Här Kartheiser. Här Hansen.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, villmoos merci, Här President. An och merci dem Här Fayot, deen dat

doten op den Ordre du jour gesat huet. Mir haten eng grouss Diskussioun, dat war natierlech iwwert den Zäitpunkt: Wéini soll déi Analys vun der Regierung fäerdeg sinn? An do hu mer gesot, deen nächste Stéichdatum ass natierlech d'COP am Aserbaidjan. An dofir hu mer drageschriwwen: „en amont de la COP29“. Ech mengen, dat ass dee richtigen Datum. Ech soen Iech Merci an dat dote kënne mer effektiv dann esou als CSV och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Franz Fayot fir seng Motioun. Ech géif mech am Fong den Explikatiounen vum Chris..., allez, vum Här Hansen, ...

(Hilarité)

... vum Christophe Hansen uschléissen, dass effektiv de Wording, wéi en elo ass: „à analyser [...] la possibilité d'une soumission“ ... Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi mer der Regierung solle ginn a mir kënnen déi heite Motioun och matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci. O, ech hu schon 22 Sekonnen – ech hunn nach näischt gesot!

(Hilarité)

A, elo ass et besser!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Fayot an all deenen anere Cosignatairen, am Numm vun der ADR, villmoos Merci fir déi Initiativ. Si huet u sech zwee Dealer:

Dat eent ass eng Interventioun beim Internationale Gerichtshaff, eng Soumission écrite ou orale, déi Lëtzebuerg sollt maachen. Mir hunn dat mat där Seriositéit gekuckt, wéi d'ADR all Dossiere kuckt, an eiser Meenung no ass den Delai ofgelaf. Ech mengen, dat ass eng Saach, déi am Droit net onwichtig ass. Mir hunn d'Delaie gekuckt beim Internationale Gerichtshaff. Deen ass den 22. Januar ofgelaf. Ech muss awer soen, den Här Fayot hat dat hei de 14. Dezember tabléiert. Da wär et nach duergaangen. Mee haut ass den 20. März, also geet et net méi. Dat ass also eng éischt Feststellung.

Dat Zweet ass: Mir mussen natierlech kucken, wa mer esou Soumissiounen maachen, wat d'Effeten op eis Partner sinn. Well wa mir – Lëtzebuerg – mat neie juristesche Konzepter wëlle kommen, huet dat selbstverständlech Implikatiounen, och op d'Positiounen vun eisen Nopeschlänner, vun der Europäescher Unioun an esou weider. Bis elo ass den Haaptprinzip an deenen Diskussiounen de Principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités contributives respectives des États. Dat ass eigentlech de Grondprinzip, wéi et elo ass. Iwwer intergeneratiounell an esou weider, dat ass nach kee Prinzipp, deen den Accord vun der EU an eisen anere Partnerstaaten hätt.

Ech wëll awer och soen, dass d'EU selwer – direkt oder indirekt – och geplangt hat, jiddefalls war et esou ugekënnegt an der Assemblée générale vun der UNO, e Bäitrag beim Gerichtshaff ze maachen. Ob dat gemaach ginn ass, weess ech elo net. Mee ëmmerhi muss een och soen: Wann een esou Saache mécht a mat juristesche Konzepter schafft, da muss een och kucken, dass am Abléck an der Commission du droit international wéi och an der Commission juridique vun der Generalversammlung vun der UNO juristesche Aarbechten iwwert d'Interdependenz vu juristesche Konzepter an de Klimadiskussiounen sinn.

Déi Iddi vun der Justice intergénérationnelle an der Justice climatique ass u sech, wéi gesot, nach kee juristeschen Term. Den Här Fayot proposéiert jo och a senger Motioun, fir deen Term anzeféieren, eng Reconnaissance vun deem Prinzipp.

Et gëtt en also nach net. A wou kënnt déi Notion hier? Ma aus der Preamble, Paragraf 13, vum Accord de Paris. Et ass awer interessant, dass ze liesen. Et ass eigentlech esou, dass do steet: „Notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue“ – an elo kënnt et – „par certaines cultures comme la Terre nourricière, et notant l'importance pour certains de la notion de 'justice climatique', dans l'action menée face au changements climatiques.“

Et ass also net méi wéi eng Feststellung, dass fir eenzel Kulturen deen Term kann eng Bedeitung hunn. En huet keng juristesche Relevanz kritt. En ass och net zréckbehale ginn als Aktionsprinzip. Et si selbstverständlech keng Sanktiounen oder politesch oder juristesche Konsequenzen dermat verbonnen. Et war just eng Feststellung vun engem Ausdruck, deen a gewëssene Kulturkreesser – selbstverständlech respektabel! – am Ëmlaf sinn.

Wat dat awer heescht a firwat et net zu enger juristescher Kategorie ginn ass, ass ganz einfach: wéinst Problemer bei der Beweislaascht, vun der Attributioun vu Responsabilitäten zu Staaten no dem Principe du pollueur-payeur, well ee jo dann och net weess, no wéi enge Krittären dat sollt zougedelt ginn. Wéi soll eng Schuedfeststellung dann a wéi enge Länner stattfannen?

Den Här Fayot huet, zum Beispill, op déi kleng Insularstaaten higewisen, déi jo anscheinend besonnesch ..., ech wëll dat elo hei net diskutéieren ..., jo, jo, mee nee ..., wou de Problem vum Klamme vum Mieresspiegel ëmmer erëm invoquéiert gëtt. Also, dat sinn awer Diskussiounen, déi lafen, déi och mussen da matconsideréiert ginn!

Et ass also esou, dass mer keng Krittären hunn, wéi esou e Prinzipp kéint ëmgesat ginn. Wann een en also aféiert, ass een an engem kompletten Neiland. An dat ass natierlech fir eis e groussen Onsécherheitsfacteur; net nëmme fir eis, mengen ech, mee fir jiddereen, deen sech mat där Thematik beschäftegt.

D'Opportunitéit ..., an do ass et interessant festzehalen, dass den Här Fayot an déi aner Kollege vun deenen anere Parteie Leit, déi nach net gebuer sinn, Rechter zougestinn. Well wien intergeneratiounell Solidaritéit seet, seet – an dat ass och interessant an der Rechtsentwicklung –: Leit, déi nach net gebuer sinn, déi et nach net gëtt, hu Rechter. Et ass eppes, mee fir eis mierke fir aner Diskussiounen. Et ass interessant!

Et ass awer hei och festzehalen, dass dat, wat den Här Fayot freet, déi Notion vun intergeneratiouneller Gerechtegkeet, net am Mandat ass vun där Motioun oder vun där Resolutioun, déi d'Generalversammlung vun der UNO ugeholl huet. Wann een nämlech kuckt, wat an der UNO gestëmmt ginn ass, geet et net ëm intergeneratiounell Gerechtegkeet, et geet net emol ëm Rechter vun zukünfte Generatiounen, mee et geet ëm Obligatiounen vun zukünfte Generatiounen.

D'Generalversammlung un der UNO huet den Internationale Gerichtshaff gefrot, fir ze kucken, wat am internationale Recht d'Obligatiounen fir d'Staate sinn, fir eeben de Système climatique kënnen ze erhalten, a wat d'Obligatiounen si „pour les États et pour les générations présentes et futures“. Et ass also eng Feststellung net vu Rechter, mee vun Obligatiounen vun zukünfte Generatiounen.

Domadder musse mer also feststellen, datt dem Här Fayot seng Initiativ gutt gemengt ass, datt d'Delaian net respektéiert sinn, d'Rechtskategorien net kloer sinn an et net konform zum UNO-Mandat ass. Dofir stëmme mir dat net mat.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Elo hunn ech nach d'Wuertmeldunge vun dem Här Polidori an der Madamm Welfring. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Ech muss eng Kéier Loft huelen, ech ka just soen zu mengem Virriedner: Wow! Ech ... Bon, bref. Ech soen awer op alle Fall dem Här Fayot, deen alles scho wonnerbar erkläert huet zu dëser Motioun, dass mir dës wäerte matstëmme, well et och an déi richteg Richtung geet. An, voilà, méi hunn ech am Fong net dozou ze soen. Ech sinn nach e bësse schockéiert vun deene ganze Saache vir-drun. Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, mir ginn och eis Zoustëmmung fir dës Motioun. A mat all deene Consideratiounen, déi ech mer virdrun och hu missen unhéieren, wéi jiddereen heibannen, wëll ech just soen, dass déi Geschicht vun den Delaien eppes ass, wat an där Analys, déi souwisou elo mol gemaach gëtt, sécher muss matconsideréiert a gekuckt ginn, ob et eng aner Opportunitéit gëtt an ob dat wirklech eppes ass, wat eis kéint drun hënneren, déi intergenerationell Responsabilitéit ze huelen an déi och kloer duerzeleeën an engem Appell un déi Cour. Dofir, ech fannen, dat soll eis net drun hënneren, déi Analys ze maachen. An nach eng Kéier: Ech sti voll a ganz – a meng Sensibilité politique och – hannert dëser Motioun!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Nee. Dann den Här Fayot an dann duerno den Här Minister.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci, Här President. Et ass effektiv justifiéiert, déi Fro vum Delai unzeschwätzen. Mengen Informatiounen no ass deen Delai awer net peremptoire, dat heescht, do ass et méiglech, nach zu engem spéideren Zäitpunkt eng Soumission écrite dozou ze maachen. Dat ass dat, wat ech elo ..., dat si meng Informatiounen.

Effektiv wär et gutt, wann d'Regierung net bis zu der COP29 géif waarden, fir sech déi Saach do unzekucken, mee wa se dat géif relativ stënterlech maachen. Well ech mengen effektiv, dass et en Delai gëtt, deen iergendwann eng Kéier ofleef. Mee ech mengen net, dass deen am Januar definitiv ofgelaf ass.

Zweetens: Här Kartheiser, Dir sot – bon, wéi ëmmer erëm e bëssen eng Relativiséierung vun der Gravitéit vum Klimawandel –, anscheinend géifen déi Inselstaaten dodrënner leiden. Ech mengen, dat kennt ee vun Iech. Ech kann Iech just soen – an dat ass op der COP28 erëm eng Kéier ganz kloer erauskomm –: Déi hunn d'Waasser wirklech bis ënnert de Kënn stoen, wann net schon iwwert dem Kapp zum Deel. Dat ass effektiv ganz grav a wirklech eng vun deenen Haaptinjusticien an deem ganze Phenomeen!

Drëttens – an ofschléissend –, mengen ech, kann een hei vill juristesche Grënn fannen, fir dat hei net ze ënnerstëtzen. Ech muss Iech soen, ech an och, mengen ech, meng ... Nee, net „mengen ech“. Ech si sécher, meng Partei ass och där Meinung, dass een hei wirklech muss am Sënn vun den nächste Generatiounen, och wann et Obligatiounen sinn, dat ganz kloer maachen, wat mer musse maachen, fir

finalement eise Planéit weider liewenswäert ze erhalen an en fait ze rette par rapport zum Klimawandel! An ech mengen, do kann een entweder bremsen a retrograd sinn oder dat wirklech op eng affirmativ a progressiv Aart a Weis mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Kartheiser, et deet mer leed, mee Är Zäit ass am Fong ofgelaf. Mee iergendeng aner Kéier rektifizéiert Der dat, do zweifelen ech kee Moment drun.

Dann huet d'Regierung nach d'Wuert gefrot. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Also, d'Informatiounen vun der Regierung sinn déi, datt den Delai dëse Freiden ofleef, den 22. März. Dat heescht – à l'impossible, nul n'est tenu –, datt et der Regierung net méiglech ass, elo eng Soumission écrite eranzeginn.

An nach zwou Prezisiounen: D'Europäesch Unioun huet an hirem Conseil den 19. Dezember 2023 decidéiert, datt si géif eng Soumission écrite eragi fir hir Memberstaaten, déi och do den Accord ginn hunn. Dat heescht, déi eenzel Memberstaaten hunn dat esou decidéiert. An d'Argumentatioun, déi d'Europäesch Kommissioun wäert eraginn, ass déi, datt se wäert rappeléieren, datt d'Europäesch Unioun e ganz wichtegen Acteur ass an allem, wat Klimaschutz a Klimaupassung ass, an datt den Accord vu Paräis, an natierlech och d'COpen allgemeng, d'Klima-COP ganz besonnesch, u sech en effikasse juristesche Kader sinn, fir de Klimaschutz kënnen och fir déi haiteg Generatioun a fir déi zukünfteg Generatiounen ze garantéieren, respektiv déi Obligatiounen, déi dann d'Staaten hunn, fir déi domadder kënnen ze assuréieren. Déi Soumission écrite wäert d'Europäesch Unioun am Numm vun hire Memberstaaten eraginn.

Et muss een ëmmer wëssen, datt d'Europäesch Unioun jo och de Verhandlungspartner ass bei de COpen. Et sinn net déi eenzel Memberstaate vun der Europäescher Unioun, déi verhandelen, wann eng COP ass, mee et ass d'Europäesch Unioun am Numm vun de Memberstaaten. Et sinn awer eng Rei Memberstaaten, déi wäerten och nach perséinlech, an hirem eegenen Numm, eng Soumissioun eraginn, nämlech Däitschland, Frankräich, Ungarn, Holland, Portugal an, wann d'Ofkierzung „SI“ am europäesche Jargon Slowenien ass, dann ass et Slowenien. Wann net, dann ass et en anere vun eise Memberstaaten. Mee dat sinn op jidde Fall déi Memberstaaten, déi eng wäerten eraginn.

Et besteet awer trotzdeem d'Méiglechkeet, och wann den Delai ofgelaf ass, datt Lëtzebuerg bei den zukünftige Plaidoirië Positioun kann huelen. Dat heescht, wann déi Plaidoirië wäerten um Internationale Geriichtshaff sinn, da kann d'Lëtzeburger Regierung dorunner deelhuelen a seng Positioun do soen. Mir wäerten dat als Regierung also och mathuelen an doriwwer diskutéieren.

Et ass esou: Et ass den Ausseministère, deen de Lead hei huet, fir eis do och dann ze verrieden. Mir wäerten als Regierung also doriwwer diskutéieren. A mir hunn dat u sech als Lëtzebuerg jo och matgedroe beim Europäesche Conseil an och deemools bei der UNO-Vollversammlung, soudatt et nëmmen eng logesch Suite wär, wa mer géifen eeben och do minimum bei de Plaidoirien dann eis Positioun bekannt ginn. Déi wäert net groussaarteg anescht si wéi déi vun der Europäescher Unioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Eng Parole après ministre gëtt et hei leider net. Den Artikel 40 (8) gesäit vir, datt d'Parole après ministre nëmme an den Debaten ze froen ass. Sorry, mee ech applizéieren hei d'Reglement. Voilà, domat wär dann déi Diskussioun ofgeschloss.

Ech wëll dës Motioun elo zum Vott stellen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés, considérant

– la résolution 77/276 adoptée par consensus le 29 mars 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

– l'impact du changement climatique sur les futures générations,

rappelant

– que le Gouvernement luxembourgeois peut intervenir auprès de la Cour internationale de justice par l'intermédiaire d'une soumission écrite ou orale,

invite le Gouvernement

– à analyser, en amont de la COP29, la possibilité d'une soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe de justice climatique et intergénérationnelle.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

Dës Motioun huet 54 Jo-Stëmme a 5 Nee-Stëmme kritt. Domat ass d'Motioun ugehall mat 54 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori) et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Jeff Engelen) et M. Tom Weidig.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 23., 24. a 25. Abrëll 2024 virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.30 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Statut de protection du loup dans l'Union européenne	0226	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	61	Régime de chômage partiel de source conjoncturelle	0336	Georges Engel	75
Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif	0237	Alexandra Schoos, Fernand Kartheiser	61	« SportFabrik » à Differdange	0337	Georges Engel	76
Avis juridique concernant la mendicité	0274	Sven Clement, Marc Goergen	62	Vente de homard vivant	0338	Marc Goergen	76
Étudiants jobistes	0285	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	62	Plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC)	0339	Yves Cruchten	76
Perte du revenu d'inclusion sociale (REVIS)	0288	Marc Goergen	62	Consommation du tabac	0340	Sven Clement	77
Réduction voire suppression des lignes vers Audun et Volmerange du 12 au 16 février 2024	0290	Françoise Kemp	63	Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS)	0341	Mars Di Bartolomeo	77
Parc immobilier et locations de l'État	0292	André Bauler, Corinne Cahen	63	Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis	0342	Fernand Kartheiser	78
Pistes cyclables nationales	0294	Corinne Cahen	64	Plateforme eduGuichet	0343	Francine Closener, Paulette Lenert, Claire Delcourt	78
Pollutions émanant d'un site de broyage de métaux à Aubange	0295	Joëlle Welfring	64	Aide humanitaire pour Gaza	0344	Yves Cruchten, Franz Fayot	78
Logements de service inoccupés	0297	Barbara Agostino	65	Autorisation d'exercer des médecins	0345	Carole Hartmann	79
Délais d'attente pour une mammographie	0301	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Paulette Lenert	65	Permis à points	0346	Francine Closener, Yves Cruchten	79
Produits de contrefaçon	0303	Mars Di Bartolomeo	66	Blisterisation de médicaments	0347	Mars Di Bartolomeo	80
Rougeole	0304	Mars Di Bartolomeo	66	Cellule « Luxembourg Stratégie »	0349	Joëlle Welfring, François Bausch	80
Autorisation d'exercer des médecins	0305	André Bauler	67	Transmission de courriers importants de l'ADEM et du FNS	0350	Sven Clement, Marc Goergen	82
Agréation d'un véhicule routier importé	0307	Barbara Agostino	67	Épuisement professionnel auprès de la fonction publique	0351	Joëlle Welfring, François Bausch	82
Ligne TGV Luxembourg-Paris	0313	Jeff Engelen	68	Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés	0353	Meris Sehovic	83
Temps de carence prévu dans le projet pilote CUSS (Couverture universelle des soins de santé)	0316	François Bausch	68	Désinfection des eaux minérales	0354	Marc Goergen, Ben Polidori	83
Directive relative au permis de conduire	0317	Jeff Engelen	69	Coopération policière et douanière entre le Benelux et la France (Hazeldonk)	0356	Dan Biancalana	83
Déclaration ministérielle concernant l'expulsion du nucléaire du mix énergétique luxembourgeois	0318	Joëlle Welfring, François Bausch	69	Contournement de Heinerscheid	0357	Jeff Engelen	84
Statut du personnel des CFL	0320	Marc Goergen	69	Épandage et stockage d'effluents d'élevage	0360	Joëlle Welfring	84
Affirmations du directeur exécutif de Frontex	0321	Dan Biancalana	70	Vaccination contre la grippe	0361	Sven Clement	85
Directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD)	0323	Franz Fayot, Claude Haagen	70	Assouplissement des règles européennes dans le secteur agricole	0362	Luc Emering, André Bauler	86
Régimes de pension du secteur public	0324	Mars Di Bartolomeo	70	Conditions d'accès à la vasectomie	0363	Marc Baum	86
Congé politique dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi	0325	Sven Clement, Marc Goergen	71	Protection des données dans la fonction publique	0364	Sven Clement, Ben Polidori	87
« Klimapakt fir Betriber »	0326	Joëlle Welfring	71	Cotisations de pension plafonnées à cinq fois le salaire minimum	0365	Marc Baum	87
Piste cyclable entre la Cloche d'Or et Kockelscheuer le long du CR186	0327	Gusty Graas	72	Unité spéciale de la police (USP)	0367	Dan Biancalana	87
Pollution de l'Alzette	0328	Gusty Graas	72	Aides financières « Fit 4 »	0368	Sven Clement, Ben Polidori	88
Droits des délégués du personnel dans la fonction publique	0329	Alexandra Schoos, Fred Keup	73	Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire	0370	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	88
Pollution d'un ruisseau entre Bissen et Colmar-Berg	0330	Gusty Graas	73	Demandeurs d'emploi ayant une formation en informatique	0371	Sven Clement, Ben Polidori	89
Période d'inscription dans les écoles internationales	0331	Meris Sehovic	73	Jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation	0372	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	90
Parcs relais (P&R) stratégiquement situés	0332	Yves Cruchten	74	Demande d'estimation de pension	0373	Fred Keup	90
Paiement du salaire en cas d'incapacité de travail	0333	Mars Di Bartolomeo	74	Discrimination des demandeurs de protection internationale masculins sous procédure Dublin	0374	Fred Keup	91
Capacités des asiles pour animaux	0334	Marc Goergen	75				
Application mobile « police.lu »	0335	Gusty Graas	75				

Étude Plurimedia	0375	Ben Polidori	91	Stratégie hydrogène du Luxembourg	0391	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	95
Problème avec les bornes de recharge « Chargy »	0376	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	91	Investissements de la BEI dans l'industrie de l'armement	0392	David Wagner	95
Contrôles de la vitesse dans les zones 30 km/h	0377	Mars Di Bartolomeo	91	Compte bancaire des sociétés	0393	Laurent Mosar	95
Radars mobiles	0380	André Bauler	92	Fédération sectorielle « Life Sciences »	0394	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	96
Qualité des textes de loi	0382	Sven Clement	92	Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif	0395	François Bausch	96
Réduction des dépenses de l'État	0383	André Bauler, Corinne Cahen	92	Quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture	0396	Joëlle Welfring	96
Actualisation du Code de la route	0384	Marc Goergen	92	Droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels	0397	Francine Closener	97
Bâtiment K22	0385	Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori	93	Traite des êtres humains	0400	Dan Biancalana, Claude Haagen	97
Dispense de travail pour enseignantes enceintes	0386	Ben Polidori	93	Sécurité des canaux de communication de l'armée	0416	Marc Goergen, Ben Polidori	99
Personnel des CFL	0387	Marc Goergen	94				
Logements de la SNHBM	0390	Marc Goergen	94				

Statut de protection du loup dans l'Union européenne | Question 0226 (24/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Fin décembre 2023, la Commission européenne a fait une proposition tendant à abaisser le statut de protection du loup dans l'Union européenne. Par cette proposition, la Commission entend passer le statut du loup de « strictement protégé » au statut de « protégé ».

1) Nous aimerions dès lors savoir du Gouvernement quelles seront les conséquences exactes de ce changement de statut.

2) La proposition de la Commission permet-elle de faciliter la possibilité de chasser le loup et le cas échéant selon quelles prémisses ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette proposition de la Commission ?

Réponse (11/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La proposition de la Commission a pour objectif de déplacer l'espèce loup (*Canis lupus*) de l'annexe II (espèces strictement protégées) vers l'annexe III (espèces protégées) de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe du 19 septembre 1979 (ci-après la « Convention »).

Ce changement impliquerait que le statut de protection du loup ne tomberait plus sous le champ d'application des articles 5 et 6 de la Convention mais sous celui de l'article 7.

L'article 6 interdit, entre autres, toutes formes de capture intentionnelle, de détention et de mise à mort intentionnelle.

L'article 7 se limite à requérir que toute exploitation de la faune sauvage énumérée à l'annexe III soit réglementée de manière à maintenir l'existence de ces populations hors danger.

Le déplacement du loup de l'annexe II à l'annexe III entraîne donc une diminution significative de son statut de protection en n'interdisant plus sa mise à mort intentionnelle.

ad 2) La Convention permet d'autoriser la chasse d'une espèce protégée en tenant compte de l'état de conservation des populations. Néanmoins et comme relevé ci-avant, cette chasse doit être réglementée de

manière à maintenir l'existence de l'espèce visée hors danger.

Pour ce qui est des espèces strictement protégées, la chasse est interdite aux termes de l'article 6 de la Convention.

ad 3) La proposition de la Commission va à l'encontre des mesures de protection entreprises ces dernières années au sein de l'Union européenne pour arriver à un état de conservation plus favorable des populations de loups.

Elle constitue un changement d'approche par rapport à la position adoptée par le Conseil en novembre 2022 qui s'est prononcé contre un possible changement de statut (espèce strictement protégée vers espèce protégée) proposé par la Suisse dans le cadre de la Convention.

Si on peut constater une légère progression de l'amélioration de l'état de conservation du loup au sein de l'Union européenne, c'est justement en raison du statut de protection stricte dont a bénéficié jusqu'ici cette espèce.

Par ailleurs, le Luxembourg est convaincu que le cadre légal existant de la Convention et de la directive Habitats donne suffisamment de flexibilité pour déroger aux mesures de protection dans des cas spécifiques comme par exemple, pour prélever des loups individuels présentant un comportement problématique.

Il faut également relever l'importance et l'utilité de populations de loups saines dans l'atténuation des effets du changement climatique sur la résilience des forêts, alors que le loup contribue à maintenir les populations de gibier à un niveau équilibré.

Il y a lieu aussi de relever que le Luxembourg a co-signé en date du 1^{er} février 2023 ensemble avec 11 autres États membres une lettre à l'attention du Commissaire Sinkevicius, faisant appel à refuser de façon explicite la diminution du statut de protection du loup.

Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif | Question 0237 (26/01/2024) de Mme Alexandra Schoos | M. Fernand Kartheiser (ADR)

Dat neit ASBLs-Gesetz vum 7. August 2023 bréngt fir net gewënnorientéiert Associatiounen eng Rei nei komplex an zäitopwenneg Aufgabe mat sech, dat

zum Beispill am Beräich vun der Bereetstellung vun allgemengen Donnéeën, awer notammet och am Hibleck op d'Comptabilitéit, wou och déi meescht Sports- a Kulturveräiner drënner fallen, déi nach ëmmer vum Benevolat gedroe ginn.

An deem Zesammenhang géife mir der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Goufen deene Betraffenen Informations- an Ënnerstützungsmoossnamen zur Verfügung gestallt? Falls jo, wéi eng? Hunn d'ASBLen duerfir misse bezuelen?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob a vu wéi enge Coursen, besonnesch och am Beräich vun der Comptabilitéit, déi betrafte Leit an nächster Zäit kënnen profitéieren? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi dobäi dem Ëmstand Rechnung gedroe gëtt, datt grad déi Leit, déi sech fräiwëlleg an engem Veräin abréngen, dës Formatioune seelen während hire regulären Aarbechtsstonne suivéiere kënnen?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob déi zäitno Ariichtung vun engem Helpdesk fir ASBLen virgesinn ass? Falls net, firwat net?

4. Kënnen d'ASBLen Finanzhëlfelefen ufroen, fir zousätzlech Personalkäschten, déi am Kader vun deenen neie gesetzlechen Obligatiounen entstanen sinn, ze kompenséieren?

5. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob grad en vue vum Schutz vum Benevolat mëttelfristeg eng Evaluatioun vum Seuil vun 100.000 Euro Aktiva, sou wéi en am Artikel 18 Paragraph 4 vum genannte Gesetz festgeluecht gouf, virgesinn ass, mam Zil, dës Limit eventuell ze erhéijen an och ze indexéieren?

Réponse (27/02/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Nom Akraafttriede vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen an d'Fondatiounen, den 23. September 2023, goufe vun offizieller Säit aus eng ganz Rei un Informations- an Ënnerstützungsmoossnamen zur Verfügung gestallt.

Fir d'éischt goufen am Kader vun enger grouss ugeluechter Informatiounscampagne un all d'ASBLen an d'Fondatioune Flyere verschéckt, fir iwwert dat neit Gesetz ze informéieren.

Am Oktober 2023 gouf den Internetsite myasbl.lu lancéiert an och d'Medie sensibiliséiert, iwwert dës Internetsite ze informéieren. Den Internetsite bitt detailléiert Informatiounen zu dëse Sujeten:

– Déi wichtegst Neierunge vum Gesetz gi presentéiert;
– Informatiounen iwwert d'Akraaftfrie vum Gesetz an d'Iwwergangszäit vu 24 Méint;
– Een detailléierte „Guide comptable de la petite association“ gëtt presentéiert, fir spezifesch op Froe betreffend d'Comptabilitéit ze äntweren;
– Demarché beim Registre de commerce et des sociétés („RCS“) ginn erklärt;
– Informatiounen iwwert Homologatiounsprozedure vun de Statute vun ASBLen, an
– Informatiounen iwwert Bekämpfung vu Geldwäschen an Terrorismusfinanzéierung.

D'Internetsäit bitt och Äntwerten op heefeg gestallte Froen. All d'Informatiounen op myasbl.lu an déi heefegst gestallte Froe gi reegelméisseg à jour gesat. Fir e bessert Verständnis goufen och Erklärungsvidéos zur Verfügung gestallt.

Zousätzlech huet de Justizministère, an Zesummenaarbecht mat verschiddenen anere Ministère, eng Rei Informatiounswebinaren organiséiert fir d'ASBLen vun de jeeeweileg Secteuren:

- den 19.9.2023 mam Kulturministère;
- de 17.1.2024 mam Sportsministère;
- den 19.1.2024 mam Familljeministère, an
- de 24.1.2024 mam Aussen- a Kooperatiounsministère.

Den Inneministère an d'Direktioun vum Tourismus vum Wirtschaftsministère sinn och kontaktéiert ginn, fir e Webinaire mat den ASBLen vum hirem Sektour ze organiséieren.

D'ASBLen an d'Fondatiounen hunn hefir näischt misse bezuelen.

ad 2. Fir dass déi interesséiert Leit jidderzäit Accès op déi wichteg Informatiounen hunn, sinn ausféierlech Erklärungen betreffend d'Comptabilitéit online op den Internetsäite myasbl.lu an lbr.lu ze fannen. D' Websäit myasbl.lu bitt ë. a. e spezifesch „Guide comptable de la petite association“ un. Dëse Guide wäert och nach a weidere Sproochen disponibel gemaach ginn. Op lbr.lu gëtt et ënnert der Säit vum „Registre de commerce et des sociétés“ zousätzlech Erklärungsvidéos an e Guide zu de „comptes annuels“ fir d'ASBLen. Dierneft goufen a ginn déi opgezielte gratis Webinaren ofgehalen, wou och op déi nei Reegelen an der Comptabilitéit agaange gëtt.

ad 3. D'ASBLen hunn haut schonns d'Méiglechkeet, sech un déi virdru genannte Quellen ze richten, fir Hëllef an Informatiounen ze kréien:

- www.myasbl.lu;
- www.lbr.lu.

Dierneft bidden aktuell eng ganz Rei Acteuren aus verschiddenen ASBL-Secteuren an och Gemengen eegen Informatiounsveranstaltungen, Hëlfelefen a Coursen zum neie Gesetz un. Et gëtt deemno momentan eng grouss Unzuel un Hëlfelefen- an Informatiounsméiglechkeete fir ASBLen, dofir ass d'Ariichte vun engem spezifeschem Help Desk zurzäit net virgesinn.

ad 4. a 5. Pauschal zousätzlech Finanzhëllef virzege-sinn, géif déi ënnerschiedlech Situatiounen vun den ASBLen par rapport zur Ëmsetzung vum neie Gesetz net consideréieren, dofir besteet hei keng automatesch Méiglechkeet.

D'Zil vum neie Gesetz ass et, fir méi Transparenz a Kloecheit ze schafen, woubäi den administrativen Opwand besonnesch fir kleng ASBLen esou geréng ewéi méiglech gehale soll ginn. Am Beräich vun der Comptabilitéit gesäit den Artikel 18 (1) vum neie Gesetz dofir vir, dass all ASBL eng Comptabilitéit muss féieren, mä hir Verpflichtungen awer proportionell

zu hirer Gréisst an hiren Aktivitéite solle sinn. Esou mécht d'Gesetz eng Klassifizéierung jee no Gréisst vun den ASBLen a leet dräi Krittere fest, dorënner de Seuil vun 100.000 Euro Aktiva.

Déi praktesch Ëmsetzung vum neie Gesetz gëtt vum Ministère begleet a suivéiert, mä d'Gesetz ass emol eréischt zënter September 2023 mat enger Iwwergangszäit vu 24 Méint a Kraaft. Dofir ass et haut definitiv ze fréi, fir iwwer eng Erhéijung vu Seulen nozedenken. Eng Indexatioun vum Seuil gouf net virgesinn, well dat et den ASBLen erschwéiere géif, nozevollzéien, wat fir ee Montant vum Seuil aktuell gëllt, zumools, wa méi Indexranchen a kuerzer Zäit applikabel sinn.

Avis juridique concernant la mendicité | Question 0274 (02/02/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Den Inneministère huet am Kader vum Heescheverbuet de 24. Januar een Avis juridique an Optrag ginn, fir d'Rechtméissegkeet vun der Decisioun vum 11. Dezember ze präwien. Den Avis juridique ass vun der selwechter Etüd erstallt ginn, déi och d'Stad Lëtzebuerg an hirem Kampf fir d'Heescheverbuet viru Geriicht sollt verrieden.

An deem Zesummenhang wëlte mir dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Op Basis vu wéi enge Krittere huet den Inneministère entscheet, bei dëser Etüd den Avis juridique unzefroen?

2. Wéi vill huet dës Avis kascht?

3. Huet den Inneminister hei keen Interessenkonflikt gesinn, vu dass d'Etüd schonn d'Stad Lëtzebuerg an dësem Dossier als Client vertrueden huet?

Réponse (22/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. Déi Etude, déi ech mam Avis chargéiert hunn, hat am Kader vum Recours vun der Stad Lëtzebuerg géint de Refus d'approbation vu menger Virgängerin schonn eng considerabel Viraarbecht gelescht. Dofir huet et Sënn gemaach, fir déi selwecht Etude mat der Fro ze chargéieren, opgrond vun den Urteeler, déi an der Diskussioun opgeworf gi sinn, ob een eventuell zur enger anerer Conclusioun kéint kommen.

ad 2. D'Etude huet och ee méi generellen Avis iwwert d'Base juridique vun de Gemengepolicereglementer ausgeschafft. Hir Honorairé fir déi zwee Avisa belafen sech zesummen op 3.100,50 Euro, mat der TVA.

ad 3. Nee.

Étudiants jobistes | Question 0285 (05/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Selon une étude des étudiants francophones en Belgique (FEF) et selon l'Office belge de la sécurité sociale, le nombre d'étudiants jobistes, travaillant pour payer leurs études connaît une forte augmentation endéans les dix dernières années. Selon la FEF, en Belgique, un étudiant sur deux a actuellement un travail rémunéré à côté de ses études. Ces étudiants se divisent entre ceux et celles qui travaillent pour financer leurs études et ceux qui souhaitent se faire de l'argent de poche.

1) Nous aimerions dès savoir de la part de Monsieur le Ministre du Travail et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si leurs départements disposent de statistiques sur le travail d'étudiants au Luxembourg et les domaines principalement concernés.

2) Les ministres seraient-ils intéressés, le cas échéant, de lancer une étude style FEF ensemble avec les associations d'étudiants pour évaluer l'étendue du travail d'étudiants, leurs conditions contractuelles et l'impact du travail sur leurs études? Ceci concernant aussi bien les étudiants effectuant leurs études au Luxembourg que les étudiants luxembourgeois qui suivent leurs études à l'étranger.

Réponse (11/03/2024) de M. Georges Mischo, Ministère du Travail

ad 1) Aucun des départements du Ministère du Travail ne dispose de statistiques sur le travail d'étudiants au Luxembourg, ni sur les domaines principalement concernés.

ad 2) Le Ministre du Travail va discuter de la situation actuelle et de la nécessité éventuelle de lancer une étude du style de celle réalisée par la Fédération des étudiants francophones en Belgique (FEF) avec les représentants de l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) à l'occasion d'une réunion fixée dans les semaines à venir.

Perte du revenu d'inclusion sociale (REVIS) | Question 0288 (06/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

„La peur de se retrouver sans revenu est répandue et souvent accompagnée d'états d'anxiété et d'anxiété. La perte du REVIS est forcément lourde de conséquences : par exemple, ne plus pouvoir garantir à ses enfants un minimum de sécurité matérielle, mal les nourrir, ne plus pouvoir régler les factures indispensables et le risque de se retrouver à la rue sans logement.“

Dëse Passage kann een am Rapport vum Juni 2023 iwwert de REVIS liesen. Am Rapport gëtt duerge-luecht, wat fir Konsequenzen d'Kierzen oder d'Sträi-che vum REVIS kann hunn. Et kann een de REVIS reduzéiert oder gestrach kréien, wann de Staat aner Revenue gesäit, déi een huet oder déi ee kéint hunn. Dorënner vum Beispill d'Pension alimentaire vum Ex-Partner, déi awer nach laang net all Elterendeel och wierklech kritt.

Et kann een de REVIS och reduzéiert oder gestrach kréien, wann ee vu Sanktiounen beträff ass. Do kéint et am Normalfall zu engem Avertissement, dann enger Reduktioun vun 20 % an dann engem Stopp vun 3 Méint vum REVIS. Et kann awer och virkommen, dass een direkt op de Stopp vun deenen 3 Méint fällt.

Fir Leit, déi een Dossier bei der ADEM hunn, ass de Sanktiounssystem nach erëm anescht. D'Leit an esou enger Situatioun mussen heefeg bei den Office social goen, fir dës Zäit ze iwwerbrécken an Hëllef ze kréien, fir ee Recours ze formuléieren. No 3 Méint kënne si dann eng nei Demande maachen.

An deem Zesummenhang wëilt ech de Ministère fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persounen sinn an de leschte 5 Joer sanktionéiert ginn? Wat fir Sanktiounen si jeeeweils geholl ginn (3 Méint Kierzung, Schléissung vum Dossier, ausgedréckt a Prozent)?

2. Wéi vill Persounen kruten de REVIS an de leschte 5 Joer opgrond vun neie Revenue gekierzt oder gestrach?

3. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi sanktionéiert goufen oder hire REVIS gestrach oder gekierzt kritt hunn, hu Recours géint dës Decisioun ageluecht?



4. Wéi vill Prozent vun de Persounen, déi Recours ageluecht kritt hunn, kruten um Enn Recht zougesprach an de REVIS erëm ausbezuelt?

5. Am Rapport sinn dann och 7 Virschléi presentéiert ginn, wéi een d'Situatioun kéint verbesseren (Säiten 104–105 vum Rapport). Wéi stinn de Familljeminister an den Aarbechtsminister zu dëse Virschléi?

Réponse (28/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Misch**, Ministre du Travail

Onofhängeg vum Fall wou de REVIS gekierzt gëtt oder gestrach gëtt weinst dem Dapassement vum Plaffong bis zu deem ee REVIS ka kréien, ass et wichteg als éischt drun ze erënneren, dass am ëmgeännerte REVIS-Gesetz vum 28. Juli 2018 zwou Aarte vu Sanktiounen virgesi sinn.

Wann d'Beneficiairen net mam Office national d'inclusion sociale (ONIS) zesummeschaffen, kann eng Sanktioun geholl ginn, bei där den FNS eng Kierzung vun der Prestatioun virhëlt. A méi schlimme Fall kann den Dossier vum Beneficiaire och fir de lafende Mount an déi 3 follgend Méint clôturéiert ginn. Duerno kann eng nei Demande gemaacht ginn.

Wann d'Beneficiairen net mat der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) zesummeschaffen, kritt den FNS eng Notifikatioun a clôturéiert de REVIS-Dossier vum der betraffener Persoun op de lafende Mount a fir déi dräi Méint drop. Duerno kann eng nei Demande gemaacht ginn.

ad 1. An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Kierzung vun der Prestatioun weinst engem Manktem u Collaboratioun mam ONIS gemaacht:

2019	57 Persounen
2020	72 Persounen
2021	65 Persounen
2022	85 Persounen
2023	94 Persounen

An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Clôture vun hirem REVIS-Dossier weinst engem onzefriddestellenden Zesummeschaffe mam ONIS gemaacht:

2019	26 Persounen
2020	35 Persounen
2021	35 Persounen
2022	39 Persounen
2023	49 Persounen

An de leschte 5 Joer huet den FNS bei follgender Unzuel vu Persounen eng Clôture vun hirem REVIS-Dossier weinst engem onzefriddestellenden Zesummeschaffe mat der ADEM gemaacht:

2019	311 Persounen
2020	482 Persounen
2021	656 Persounen
2022	635 Persounen
2023	152 Persounen

Fir dës ganz Period stelle Kierzungen 11,65 % vun alle Sanktiounen an d'Schleissunge vun den Dossieren 88,35 % duer.

Weinst der Zouverlässegkeet vun den Donnéeën, kann d'ADEM just déi zwee lescht Jore weiderreechen.

D'Zuel vun de Sanktiounen, déi d'ADEM ausgeschwat huet géint Beneficiairë vum REVIS, déi bei der ADEM ageschriwwen an ënnert hirer Kompetenz sinn, lounge 2022 bei 999 a bei 1.302 am Joer 2023. Et sinn 854 Leit, déi 2022 op d'mannst eng Sanktioun kritt hunn, an 912 am Joer 2023. Vun all de REVIS-Beneficiairen, déi bei der ADEM ageschriwwen an ënnert hirer

Kompetenz sinn, hunn also 89 % keng Sanktioun an de Joren 2022 an 2023 kritt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. An de leschte 5 Joer huet den FNS d'Bezuele vum REVIS weinst Dapassement bei follgender Unzuel vun Dossieren agestellt (Zuelen, wou eng Kierzung vum REVIS weinst neie Revenue gemaacht ginn ass, leien net vir, well eng Kierzung och aus anere Grënn ka virgeholl ginn):

2019	2.051 Dossieren
2020	2.331 Dossieren
2021	2.736 Dossieren
2022	2.838 Dossieren
2023	2.379 Dossieren

Bei der ADEM sinn, op d'Joren 2022 an 2023, 563 Recoursen agereecht ginn; dat si 24 % par rapport zu den ausgeschwate Sanktiounen.

ad 3. D'Zuele vu Recoursë géint eng Decisioun vum ONIS (non-collaboration) si follgend fir déi lescht 5 Joer:

2019	3 Recoursen, déi 3,61 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2020	14 Recoursen, déi 13,08 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2021	3 Recoursen, déi 3 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2022	9 Recoursen, déi 7,25 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2023	7 Recoursen, déi 4,89 % duerstelle vun all de betraffene Persounen

D'Zuele vu Recoursë géint eng Sanktioun vun der ADEM (non-collaboration) si follgend:

2019	keng Zuelen disponibel
2020	7 Recoursen, déi 1,4 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2021	18 Recoursen, déi 2,7 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2022	14 Recoursen, déi 2,2 % duerstelle vun all de betraffene Persounen
2023	20 Recoursen, déi 13,2 % duerstelle vun all de betraffene Persounen

ad 4. Den FNS féiert keng Statistik vun Dossieren, déi opgrond vun engem Recours beim Conseil arbitral de la sécurité sociale oder vum Conseil supérieur de la sécurité sociale ëmgeännert gi sinn.

Bei der ADEM sinn, op d'Joren 2022 an 2023, 23 Sanktiounen reforméiert ginn; dat si 4 % vun all de Recoursen.

ad 5. Déi concernéiert Ministère si mat der Ëmsetzung vun der REVIS-Etude befaasst an hunn och schonn eng Rei vu Mesuren, déi schnell konnte geholl ginn an déi der Etude Rechnung droen, an d'Weeër geleet. Déi Aarbechte wäerten an den nächste Wochen a Méint weidergefouert ginn. An deem Kontext ginn natierlech all d'Recommandatiounen, déi gemaacht gi sinn, analyséiert.

Réduction voire suppression des lignes vers Audun et Volmerange du 12 au 16 février 2024 | Question 0290 (06/02/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Wéi am Communiqué vun den CFL matgedeelt, gëtt den Zuchverkéier tëschent Esch an Däitsch-Oth souwéi tëschent Beetebuerg a Wuelmereng vum 12. Februar bis de 16. Februar ugepasst. Et wäerten an deem Zäitraum keng Zich tëschent Esch an Däitsch-Oth fueren, mee et ginn Ersatzbusser agesat. Tëscht Beetebuerg a Wuelmereng wäert all

zweeten Zuch ausfallen, mee déi Zich, déi fueren, kréie laut dem Communiqué genuch Sätzplazen. Dës Mesurë ginn op d'Käschte vum Vertrauen an dem ëffentlechen Transport.

An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechkeetsfroen un d'Madamm Mobilitéetsministesch stellen:

1. Wäert d'Kapazität vum de Busser der Demande tëschent Esch an Däitsch-Oth gerecht ginn?

2. Ëm wéi vill gëtt d'Zuel vun de Sätzplazen op der Streck tëschent Beetebuerg a Wuelmereng erhéicht?

3. Wéi sou si grad dës zwou Strecken betrafft?

4. Kënnen esou Ausfäll och mol ausserhalb vun de Schoulvakanzen virkommen?

Réponse (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. All Zuch ass duerch e Bus mat 48 Plazen ersat ginn. Bei insgesamt 61 Faarten, sinn dat 2.928 Sätzplazen, méi also wéi d'Demande un 1.160 gezielte Clienten, déi an der Moyenne pro Dag op dëser Streck mam Zuch fueren, an iwwert Comptagen ermëttelt goufen.

Ausserdeem gëtt Däitsch-Oth mat 4 RGTR-Linnen aus der Stad Lëtzebuerg ugefuer mat jeeeweils Busse vu 50 Sätzplazen. 3 Linne fueren am Stonnentakt; 1 Linn huet e Véierelstonnentakt. 2 vun dëse 4 RGTR-Linne fueren d'Gare Esch/Uelzecht un, wat eebenfalls eng Alternativ zu den Ersatzbusser konnt sinn, wuel wëssend, dass e gudden Deel vun de Pendler d'Stad Lëtzebuerg als Endstatioun huet.

ad 2. D'Zuel vun de Sätzplazen vun deenen Zich tëschent Beetebuerg a Wuelmereng, déi am Stonnentakt während der Fuesvakanzen gefuer sinn, gouf verduebelt andeems eng zweet Motrice ugehaange gouf. D'CFL hate keng zousätzlech Ersatzbusse agesat, awer d'Eisebunnsclienten goufen iwwer méiglech Verbindungen mat den RGTR-Linne bei der Fuerplang-sich an der CFL App informéiert.

ad 3. D'Decisioun, fir d'Offer während der Fuesvakanzen op dës zwou Strecken no ënnen ze adaptéieren, gouf ënnert der Berücksichtigung vun diverse Faktoren geholl (wéi z. B. d'Demande u Clienten, d'Roulemente vum Personal an dem Zuchmaterial, d'Méiglechkeet fir alternativ Transportmëttel asw.) an dem Fakt, dass d'Upassung vun der Offer op dës 2 Antenne keng Auswierkung op de Betrib vun den Haaptlinnen um Réseau huet.

ad 4. D'Situatioun, déi sech dee Moment gestallt hat, wor op eng ugespaante Personalsituatioun zeréckzuféieren, bedéngt duerch eng héich Unzuel u Krankmeldungen, déi, zu de laang am Virus geplangten an accordéierte Congéë fir dës Period, bäikomm ass.

Et huet sech heibäi ëm eng exzeptionell Situatioun gehandelt, woubäi et net komplett auszuschléissen ass, dass et bei enger änlecher ugespaanter Personalsituatioun, och kéint zu esou Ausfäll ausserhalb vun de Schoulvakanzen kommen.

Fir dës Risiko sou kleng wéi méiglech ze halen, verfolge d'CFL awer weiderhin hir Recrutementsstrategie, fir besonnesch am Beräich vum Zuchbegleetpersonal den Effectif ze erhéijen. 2024 wäerten aller Viraussicht no och eng 40 weider Zuchbegleiter hir Formatioun ofgeschloss hunn, an deemno de Personalbestand verstärken.

Parc immobilier et locations de l'État | Question 0292 (06/02/2024) de M. André Bauler | Mme Corinne Cahen (DP)

Nodeems de Staat d'Gebai vum Santéministère an der Darwinstrooss op der Cloche d'Or kaaft huet, wollt mir dem Här Finanzminister follgend Froen stellen:

1. Wéi vill Loyerer a Chargen huet de Staat am Joer 2023 fir Gebaier, an deene Ministère an Administratiounen dra sinn, bezuelt?

2. Ass de Staat an Zukunft drop ugewisen, fir weider Raimlechkeete fir seng Verwaltungen ze lounen oder versicht de Staat éischter op de Wee ze goen, fir nei Gebailechkeeten ze kafe respektiv op sengen eegenen Terraine bauen ze loosse?

3. Wéi vill Gebaier, déi dem Staat gehéieren oder vum Staat gelount ginn, stinn den Ament eidel?

4. Wat gedenkt d'Regierung mat deene Gebaier ze maachen, déi aktuell eidel stinn?

Réponse (11/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Duerch d'Loyerskommissioun am Finanzministère huet de Staat aktuell ongeféier 320 Loyerskontrakter lafen. Dobäi handelt et sech awer net nëmmen ëm Bürosgebaier an Hale fir Ministère an Administratiounen, mä och ëm Schoulinfrastrukturen.

De Gesamtloyer fir d'Joer 2023 beleeft sech dobäi op ongeféier 78 Milliounen Euro. D'Chargé si méi schwéier ze erfaassen, well dës deels vun den Occupanten, deels vun der Loyerskommissioun bezuelt ginn.

ad 2. De Wuesstum vum Land, dee parallell natierlech och déi noutwendeg Astellunge beim Staat mat sech bréngt, generéiert ëmmer nees nei Demanden, Extensiounen, Regruppementen wéi och Transformatiounen vu Gebailechkeeten.

D'Loyerskommissioun an de Comité d'acquisition sinn an deem Kontext gefuerdert, fir dës Demanden ze evaluéieren an ze kucken, wat weider soll gelount oder kaf ginn.

D'Locatioun mat Kafoptioun ass eng vun de Méiglechkeeten, fir sech ee Gebai ze sécheren, dat duerno net zwéngend a Staatspropriétéit muss iwwergoen.

De Ministère fir ëffentlech Bauten, zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlech Baute baut awer och nei Gebaier op Staatsterrainen.

ad 3. Aktuell sti wéineg Gebaier, déi dem Staat gehéieren, eidel. Bei deenen engen ass dat just temporär de Fall, well de Chantier fir d'Renovierungsarbeiten nach net konnt ufänken. Fir aner Gebaier lafen aktuell Etudé fir dës ëmzeplangen, en vue vu Renovationsarbeiten fir eng eventuell Reaffektatioun.

Am Fall vu gelounte Gebaier ginn dës Verträge gekënnegt, soubal se net méi gebraucht ginn.

ad 4. Wa Gebaier eidel stinn, dann ass dat doduerch geschéit, well entweder Aarbechte musse realiséiert ginn oder detailléiert Analyse musse gemaach ginn, ier iwwer d'Zukunft vun dëse kann diskutéiert ginn.

Pistes cyclables nationales | Question 0294 (06/02/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

À Kockelscheuer, la piste cyclable nationale PC1 longe le CR158 pour traverser le CR186 et continuer dans la forêt de Kockelscheuer. Or, cette intersection s'avère très dangereuse, notamment par heures de pointe et pour les cyclistes qui doivent la croiser.

Par ailleurs, il me revient que la chaussée de la PC1 se trouverait dans un mauvais état sur certains tronçons, ce qui dissuade une utilisation quotidienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Des mesures de sécurisation sont-elles prévues au croisement précité ?

2) Quel est le programme de mise en état des pistes cyclables nationales de l'Administration des ponts et chaussées pour 2024 ?

– Sur quels tronçons des travaux de mise en état ont été effectués durant les trois dernières années ?

3) Combien de subventions pour un raccordement à une piste cyclable nationale ont été accordées à une commune durant les trois dernières années ?

Réponse (11/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La traversée du chemin repris CR186 par l'itinéraire cyclable PC1 (CR158) est actuellement sécurisée par un gué pour cyclistes avec la signalisation et pré-signalisation appropriées et conformes aux recommandations en vigueur. De plus, la vitesse maximale autorisée à ce croisement est limitée à 70 km/h.

La partie de la PC1 qui traverse le lieu-dit Kockelscheuer emprunte la chaussée carrossable du chemin CR158. Vu les espaces exigus le long du CR158, aucun élargissement permettant l'installation de la PC1 sur un site séparé n'est possible. D'autre part, en ce qui concerne le tronçon de la PC1 traversant la forêt de Kockelscheuer revêtu d'une surface en matériau perméable à l'eau, il n'est pas planifié d'asphalter la chaussée cyclable pour des raisons écologiques.

La situation sera améliorée par le déplacement de l'actuel itinéraire cyclable du réseau national. En effet, il est prévu de déclasser la PC1 actuelle pour la substituer par la nouvelle PC103 qui longe l'autoroute A3 pour rejoindre le pôle d'échanges « Cloche d'Or ». Pour cette nouvelle piste cyclable, seul un tronçon de 470 mètres longeant la bretelle d'autoroute reliant l'A6 à l'A3 reste à finaliser. Des études pour ce dernier tronçon sont en cours.

ad 2) Voici une liste avec les tronçons du réseau cyclable national, où une mise en état est planifiée pour l'année 2024 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Au cours de l'année, des mises en état de tronçons de pistes cyclables, y compris des réfections locales et des renouvellements du tapis de moindre envergure, peuvent s'avérer nécessaires à la suite de dégradations pendant la période hivernale ou à d'autres influences météorologiques, de sorte que celles-ci seront planifiées et exécutées à court terme. Le tableau ci-dessus n'est donc pas exhaustif.

– Voici une liste avec les tronçons du réseau cyclable national où une mise en état a été réalisée pour les années 2021 à 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) Suivant la loi modifiée du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national, les raccordements au réseau cyclable national créés par les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'État dans la mesure où ils répondent aux conditions suivantes :

1. constitution d'un raccord au réseau national ou d'une extension du réseau cyclable national au-delà des frontières nationales ;

2. renforcement de la cohérence du réseau cyclable national ;

3. conformité avec les dispositions techniques définies par l'article 3 de la présente loi et par le règlement grand-ducal, en ce qui concerne :

– les intersections avec un axe routier (visibilité et nécessité de prendre des mesures de sécurisation) ;
– l'assise même de l'infrastructure (gabarit d'espace libre, soubassement et couche de roulement) ;
– les dispositifs de sécurité et la séparation par rapport à la route.

Les demandes de subsides sont analysées au sein du comité interministériel « Subsides pour projets de pistes cyclables » et les analyses se font en deux étapes suivies d'une troisième lorsque les deux premières ont été validées :

– étape 1 : pertinence et éligibilité du projet ;

– étape 2 : conformité technique du projet ;

– étape 3 : liquidation de l'aide financière.

En ce qui concerne les demandes de subventions au cours des trois dernières années, 18 demandes complètes ont été introduites pour être analysées au sein du comité interministériel. Parmi ces demandes, 13 accords de principe et 2 refus ont été émis par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics sur base de l'avis du comité. À la suite de ces accords de principe, 3 projets techniques ont été introduits et des subventions d'un montant de 484.500,00 € ont été accordées sur base de devis.

Pollutions émanant d'un site de broyage de métaux à Aubange | Question 0295 (06/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon une enquête d'une chaîne télévisée belge publiée en janvier 2024, les broyeurs à métaux wallons ne respecteraient pas les critères environnementaux établis dans leur permis. En effet, la Wallonie compte 7 broyeurs à métaux, structures dans lesquelles sont triés, séparés et broyés des déchets métalliques en fin de vie.

Selon l'enquête, les émissions diffuses (les poussières dispersées dans l'air lors du transport et lors de la manutention des métaux) seraient responsables de pollutions qui dépasseraient les normes fixées pour certains polluants cancérigènes.

Un des sites de broyage de métaux se trouve à Aubange à quelques kilomètres de la frontière luxembourgeoise. Toujours selon la chaîne, le maximum enregistré en 2022 des émissions diffuses du polluant PCB 126 dépasserait 62 fois les normes fixées pour le site d'Aubange.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique liée aux pollutions émanant des broyeurs à métaux en Wallonie ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il contacté son homologue belge afin de recevoir des informations sur les pollutions atmosphériques émanant du site d'Aubange voire les mesures prises pour remédier au problème ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les pollutions atmosphériques émanant du site d'Aubange pourraient avoir un impact négatif sur les communes avoisinantes au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin d'évaluer et limiter les impacts ?

Réponse (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Oui, je suis au courant de cette problématique.

ad 2) Mes services sont entrés en relation avec les autorités belges qui ont pu confirmer la pollution relayée par la presse. Selon ces mêmes autorités,

la pollution serait limitée à un rayon de 500 mètres autour du site du broyeur.

Les autorités belges nous ont encore informés que le plan de réduction d'émissions diffuses de l'exploitant en cause serait en voie de révision et qu'une analyse de risques serait en cours. Les premiers résultats sont attendus aux cours des prochains mois.

ad 3) L'Administration de l'environnement procède à des mesurages de retombées de poussières à Rodange, un site éloigné entre 2,5 et 3 km et situé au sud-est du site industriel belge en question.

Y sont mesurés les dépôts de poussières et leur teneur en métaux lourds. Les taux de métaux lourds sont faibles et ne montrent pas d'influence d'une source ponctuelle particulière. La méthode n'inclut cependant pas le mesurage de substances organiques telles que les polluants organiques persistants.

En ce qui concerne le réseau de biosurveillance, dont un site se situe aussi à Rodange, aucune anomalie de la teneur en PCB 126 dans les légumes cultivés n'a été constatée lors des mesurages effectués au cours des quatre dernières années.

Les résultats des mesurages cités ci-avant sont régulièrement publiés sous l'adresse Internet : <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/publications-periodiques.html>. Pour ce qui est plus précisément des valeurs en PCB, les données brutes sont disponibles et la publication en ligne se fera au plus tard vers la fin du mois en cours.

Logements de service inoccupés | Question 0297 (06/02/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Il me revient que plusieurs logements de service appartenant à l'État seraient actuellement inoccupés, dont certains depuis de nombreuses années.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de logements de service appartenant à l'État sont actuellement inoccupés ?

2) Quels sont les délais pour réaffecter ces immeubles ? Quelles sont les raisons qui pourraient conduire à des délais prolongés ?

3) Combien de bâtiments doivent être soumis à des travaux de rénovation dans le cadre de leur réaffectation ? Quels sont les travaux à effectuer ?

4) Les travaux nécessaires sont-ils effectués par les services de l'État ou par des entreprises privées ?

5) Serait-il envisageable que l'État travaille ponctuellement en collaboration avec des lycées proposant des formations du métier du bâtiment pour refaire ces immeubles afin d'offrir aux élèves la possibilité de connaître des situations réelles sur le terrain et de renforcer l'attractivité de la formation professionnelle ?

Réponse (18/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En ce qui concerne les logements de service dont l'affectation initiale n'a pas changé, tous sont occupés à l'heure actuelle.

Pour les anciens logements de service, tous les logements aptes à servir à des fins d'habitation, mis à part

ceux faisant partie d'un projet d'envergure à réaliser par le Fonds du logement respectivement la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ont été réaffectés. Il se peut cependant que des travaux soient en phase de planification et qu'ils soient inoccupés en attendant l'exécution.

En outre, plusieurs projets sont à l'étude en vue d'une réaffectation d'anciens logements de service pour les besoins de différents services administratifs du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, sis :

- rue Grand-Duc Adolphe à Dudelange (2 maisons),
- rue du Nord à Esch-sur-Alzette (7 maisons),
- rue Goethe à Luxembourg (2 maisons).

ad 2) En ce qui concerne les anciens logements de service, le délai de réaffectation dépend fortement de leur affectation future.

Une grande partie des anciens logements de service sont mis à disposition de l'Agence immobilière sociale (AIS). Des remises de clés sont organisées chaque fois qu'un logement de service se libère. Le délai de réaffectation se situe en principe en dessous d'un mois après la libération.

Une vingtaine d'anciens logements de services ont été identifiés, soit pour pouvoir accueillir des bénéficiaires de protection internationale, soit pour être mis à disposition d'associations conventionnées avec l'État actives dans le domaine du logement social autres que l'AIS. La réaffectation se fait en principe dans les trois mois après la décision de réaffectation.

Une cinquantaine d'anciens logements de services sont destinés à la réalisation de grands projets d'envergure, soit par le Fonds du logement, soit par la SNHBM. Pour ces projets, les exigences procédurales (p. ex. modification de PAG, élaboration d'un PAP, diverses études, telles qu'études de faisabilité, etc.) peuvent expliquer des délais plus longs pour leur réaffectation.

ad 3) Des travaux de rénovation, respectivement d'entretien sont nécessaires pendant toute la durée de vie d'un immeuble. Le niveau de rénovation des logements en question dépend de leur état au moment de leur désaffectation en tant que logement de service.

Vu également les différentes réglementations en termes de sécurité, de performance énergétique et d'accessibilité qui sont à respecter, tout changement d'affectation et de réaménagement d'un immeuble implique en général des travaux d'envergure, souvent jusqu'au niveau du gros œuvre, et partant des délais conséquents.

ad 4) La transformation d'anciens logements de service en surfaces de bureaux incombe à l'Administration des bâtiments publics. Les travaux y relatifs sont en général confiés à des entreprises qualifiées du secteur privé, notamment pour des raisons de responsabilité, de garantie et de conformité aux normes et règles de l'art.

ad 5) Il y a lieu de noter que la proposition avancée par l'honorable Députée n'est pas envisageable alors que les formations professionnelles des métiers de la construction et du bâtiment sont exclusivement organisées sous le régime concomitant, c'est-à-dire sous contrat d'apprentissage auprès d'un patron formateur. Les apprentis des formations en question ne fréquentent leur lycée qu'entre 1 et 3 jours par semaine, dépendant de la formation et de l'année de formation. Le reste du temps, ils sont formés par les entreprises formatrices sur le terrain. En effet, les apprentis développent les compétences pratiques dans leurs entreprises formatrices en situation réelle.

Les cours au lycée permettent de parfaire certaines compétences, d'apprendre certaines techniques qui ne se présentent pas ou rarement au quotidien et les apprentis suivent des cours d'enseignement général obligatoires pour chaque formation professionnelle.

Délais d'attente pour une mammographie | Question 0301 (07/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Closener | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Lors de la réunion du 21 novembre 2023, Madame la Ministre a informé les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale que sa prédécesseuse à mis en place un dispositif visant à garantir que les personnes nécessitant une mammographie de diagnostic obtiennent rapidement un rendez-vous après qu'une suspicion a été établie. Un autre dispositif a été mis en place pour les patientes amenées à réaliser une mammographie de dépistage en dehors du programme national de dépistage du cancer du sein grâce à la mise à disposition de plages horaires non utilisées. D'après Madame la Ministre, toutes ces mesures prises par le Gouvernement précédant ont permis de réduire les délais d'attente pour une mammographie.

Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment ont évolué les délais d'attente selon l'urgence des cas pour les mammographies ?

2) Est-il prévu d'avancer l'âge pour les examens dans le cadre du Programme mammographie ?

3) Suite à l'installation d'IRM supplémentaires dans tous les centres hospitaliers, suite aussi à l'extension des plages horaires et la mise en place d'une meilleure coordination de rendez-vous entre les hôpitaux, comment ont évolué les délais d'attente pour les examens par IRM selon l'urgence des cas ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En septembre 2023, la Direction de la santé a mis en place une hotline visant à faciliter la prise de rendez-vous prioritaire par téléphone ou courrier électronique, en coordination avec les 4 centres hospitaliers du pays, afin d'assurer une prise en charge rapide des patientes avec suspicion d'une pathologie maligne du sein. Par ce biais il est possible pour les médecins spécialistes ou généralistes d'obtenir un rendez-vous pour un examen urgent pour leur patiente sur un des plateaux médico-techniques disponibles. En parallèle, il a également été décidé de réattribuer des plages de rendez-vous prévues pour le programme structuré de dépistage, en cas de non-utilisation, à d'autres types de demandes. Il est constaté que la hotline mise à disposition est peu sollicitée de sorte qu'il en peut être conclu que les délais d'attente pour examens urgents ont su être réduits de façon significative.

ad 2) Actuellement, le « Programme mammographie » s'adresse à toutes les femmes de 50 à 70 ans. En ligne avec des nouvelles recommandations européennes, il est prévu d'étendre l'âge du groupe cible de 45 à 74 ans.

ad 3) Suite à l'élargissement des plages d'ouverture de plateaux médico-techniques en soirée et le week-end, il a été constaté que les délais d'attente diminuent progressivement. Les examens urgents sont prioritaires dès lors que l'ordonnance médicale justifie le caractère urgent de l'examen.

À cet effet, des groupes de travail impliquant entre autres mon Ministère, la Direction de la santé, la

en particulier au printemps. L'ECDC recommande, comme l'OMS2, d'atteindre une couverture vaccinale avec deux doses de plus de 95 %, de renforcer la surveillance, la capacité de santé publique, la sensibilisation clinique, ainsi que de promouvoir l'acceptation du vaccin grâce à des stratégies de communication ciblées2.

Le graphique ci-dessous provient de l'évaluation de l'ECDC et montre l'incidence de la rougeole dans les pays de l'UE/EEA.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En pratique, pour la surveillance au Luxembourg, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale déclare aussi à l'OMS les cas pour lesquels une rougeole a été suspectée par les symptômes mais exclue par le diagnostic de laboratoire. Dix-sept cas suspects ont été rapportés depuis 2020. Un contact tracing rigoureux est également effectué, avec vérification de la vaccination quand des personnes contacts venant du Luxembourg sont signalées au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale par un pays étranger.

Le comité national de vérification de l'élimination de la rougeole et de la rubéole (NVC), qui a été mis en place en 2013 sur recommandation de l'OMS, a reçu en date du 26 janvier 2024 une lettre de la « European Regional Verification Commission for Measles and Rubella Elimination » (RVC) de l'OMS en indiquant que pour l'année 2022, le Luxembourg a maintenu l'interruption de la transmission endémique pour une période de plus de 36 mois et que l'élimination des deux maladies rougeole et rubéole est par conséquent soutenue.

ad 2) L'OMS recommande une couverture de plus de 95 % avec deux doses pour l'ensemble de la population pour arriver à une élimination de ce virus extrêmement contagieux et donc difficile à contrôler. Dans le monde, on en est loin et la pandémie a aggravé la situation dans de nombreux pays où la vaccination de routine a été perturbée3.

Au Luxembourg, le schéma vaccinal recommandé prévoit une première vaccination à l'âge de 12 mois et une deuxième vaccination entre 15 et 23 mois4. La vaccination n'est pas administrée avant un an (exceptionnellement à partir de six mois) parce que les tous petits ne répondent pas bien à ce type de vaccin.

La couverture vaccinale contre la rougeole a été estimée à 90 % au Grand-Duché selon l'enquête par questionnaires réalisée en 2018 chez les nourrissons de 25 à 30 mois. En 2019, une épidémie a eu lieu avec 21 cas confirmés (19 résidents et 2 frontaliers) ce qui a motivé une campagne pour sensibiliser la population à l'importance de cette vaccination. Selon une nouvelle enquête de 2023, non encore publiée, la couverture vaccinale avec deux doses est estimée à 93,7 %.

En terme de vulnérabilité, les nourrissons et les jeunes enfants de moins de cinq ans sont à risque de développer des complications graves suite à l'infection, comme par exemple des troubles neurologiques irréversibles dans un cas sur 1.000. Les adultes de plus de 20 ans, les femmes enceintes et les personnes

immunodéprimées sont également plus à risque de forme grave avec atteinte pulmonaire ou neurologique5.

ad 3) Des campagnes vaccinales sont élaborées tout au long de l'année pour différents vaccins et maladies évitables par la vaccination et se font en parallèle avec celles de l'Organisation mondiale de la santé ou après une recommandation du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

En ce qui concerne la rougeole, il n'y a pas eu de campagne spécifique au niveau national. Néanmoins, des rappels d'information ont été faits en 2023 concernant la vaccination contre la rougeole ainsi que celle contre la varicelle. Cette dernière a fait objet d'une épidémie dans certaines écoles de l'enseignement fondamental et certaines crèches.

ad 4) Comme précisé dans la réponse à la première question, aucun cas n'a été recensé au Luxembourg depuis l'épidémie de 2019.

Autorisation d'exercer des médecins | Question 0305 (07/02/2024) de M. André Bauler (DP)

Et kënn ëmmer nees vir, datt hei am Land Dokteren hir Zouloossung zum Beruff ewechgehol kréien.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch folgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi geleeftest Grënn, déi dozou féieren, datt een Dokter oder eng Doktesch hir Zouloossung verléieren?
2. Wéi vill Dokteren an Doktesche kruten an de leschten zéng Joer hir Zouloossung ewechgehol?
3. A wat fir enge Spezialitéit war dat de Fall?

4. Wéi ginn d'Doktere gepréift, déi ausserhalb vun der EU kommen an déi hiren Diplom och net an der EU kruten, iert se eng Zouloossung hei am Land kréien? Aus wat fir enge Grënn goufen der ënnert dësen net zum Déngscht zougeloo?

Réponse (11/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wann en Dokter oder eng Doktesch hir Zouloossung verléieren, ass dat, laut dem ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exercice vun den Dokteren, Zänn Dokteren a Veterinären, op eng disziplinaresch oder eng stroferechtlech Sanktioun zéréckzuféieren.

ad 2. Säit dem Joer 2014, sinn 10 Suspensiounen a 4 Retraite vun Zouloossunge vum Gesondheetsministère gesprach ginn.

ad 3. D'Suspensiounen, déi säit 2014 gesprach gi sinn, concernéieren zwee Médecins généralistes, een ORL, zwee Veterinären, zwee Zänn dokteren, wouv u géint een och spéiderhin e Retrait vun senger Zouloossung gesprach ginn ass, een Urolog an zwee Gynékologen.

D'Retraiten, déi säit 2014 gesprach gi sinn, concernéieren ee Médecin généraliste, ee Gynékolog, ee Psychiater an een Zänn dokter.

ad 4. Déi Dokteren, déi ausserhalb vun der EU kommen an déi hiren Diplom och net an der EU kruten, müssen, laut dem ofgeännerten an uewen zitéierte Gesetz vum 29. Abrëll 1983, en Diplom an der medezinnescher Grondausbildung souwéi en Diplom an enger medezinnescher Spezialisatioun virweisen, déi op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 1983 iwwer d'Unerkennung vu beruffleche

Qualifikatiounen unerkannt gi sinn. An deem Kader, an op Basis vum Artikel 23 (8) vum ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016, muss den interesséierten Dokter kënnen eng Unerkennung vu sengen Diplomer op Basis vun de Mindestkriterien vun der EU duerch en anere Memberstaat virweisen an och de Beweis erbréngen, datt dës Unerkennung him eng Zouloossung an deem Memberstaat vun der EU erméiglecht. Wann e Kandidat net zum Déngscht zougeloo ass, ass et, well déi genannte gesetzlech Konditiounen net erfüllt waren.

Agréation d'un véhicule routier importé | Question 0307 (08/02/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Il me revient que dans bon nombre de cas, l'agrégation d'un véhicule routier qui a été acquis dans un autre État membre de l'Union européenne, conçu pour le marché européen et importé au Grand-Duché, se heurterait à de multiples entraves, voire l'agrégation ne serait pas possible du tout.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Ventilés par catégorie, combien de véhicules routiers, importés au Luxembourg depuis un autre État membre de l'Union européenne, ont été agréés pendant les cinq dernières années ?
- 2) Combien de demandes d'agrégation ont été refusées ?
- 3) Est-il prévu de faciliter l'agrégation de tels véhicules, en l'occurrence par l'introduction d'une reconnaissance automatique de véhicules agréés dans d'autres pays de l'UE ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée pose des questions relatives à l'agrégation des véhicules routiers.

Afin de fournir la réponse la plus complète possible, il convient de rappeler qu'afin de pouvoir être immatriculés au Luxembourg, les véhicules doivent faire l'objet d'une réception par type européenne ou d'une réception européenne individuelle conformément au règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE. Cette réception est effectuée par une autorité compétente en matière de réception d'un État membre de l'Union européenne et certifie qu'un type de véhicule, de système, de composant ou d'entité technique distincte satisfait aux dispositions administratives et aux prescriptions techniques. Ce véhicule peut être immatriculé dans un pays de l'Union européenne et faire l'objet, par la suite, d'une vente et d'une nouvelle immatriculation dans un autre pays membre de l'Union européenne.

Si une telle réception n'existe pas pour un véhicule, le véhicule fait l'objet soit d'une réception nationale individuelle, soit d'une réception nationale par type pour véhicules produits en petites séries donnant lieu à un procès-verbal de réception établi par la Société nationale de certification et d'homologation.

Par opposition, un véhicule qui est couvert par une réception européenne par type ou individuelle, ou par une réception nationale individuelle ou par une réception nationale par type pour véhicules produits

² ECDC. Threat assessment brief: Measles on the rise in the EU/EEA: considerations for public health response. <https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/measles-eu-threat-assessment-brief-february-2024.pdf>

³ WHO. Nearly 40 million children are dangerously susceptible to growing measles threat. <https://www.who.int/news/item/23-11-2022-nearly-40-million-children-are-dangerously-susceptible-to-growing-measles-threat>

⁴ Calendrier des vaccinations au Luxembourg. <https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/v/vaccination/calendriervaccinal.html>

⁵ <https://www.cdc.gov/measles/hcp/index.html>

en petites séries qui a subi des modifications ou transformations qui affectent une ou plusieurs des caractéristiques techniques figurant soit sur son procès-verbal de réception, soit sur son certificat de conformité, ou sur son certificat d'immatriculation, doit faire l'objet d'une réception isolée pour être immatriculé ou d'un contrôle de conformité lorsque le véhicule est déjà immatriculé. L'agrément est dès lors le processus par lequel on s'assure que la modification effectuée sur le véhicule est sûre et adaptée et correspond aux exigences légales en la matière et fait l'objet d'une inscription sur le certificat d'immatriculation.

En tenant compte de cette précision, l'honorable Députée aimerait connaître la proportion de véhicules précédemment immatriculés dans un autre pays de l'Union européenne ayant subi des modifications substantielles agréées dans ce pays conformément à des prescriptions nationales et nécessitant ainsi une réception nationale en vue de leur immatriculation au Grand-Duché de Luxembourg alors que le véhicule ne correspond plus au véhicule initialement réceptionné pour le marché européen.

ad 1) Le nombre de véhicules ayant fait l'objet d'une réception isolée par la Société nationale de circulation automobile (SNCA) peut être ventilé comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Le nombre de véhicules pour lesquels une réception isolée a été refusée n'est pas comptabilisé par la SNCA. Lorsqu'un problème, quelle qu'en soit la nature, se présente lors de l'immatriculation d'un véhicule, un « blocage informatique » est opéré. Ce blocage n'est pas spécifiquement distingué, mais figure parmi tous les autres blocages tels que ceux qui sont effectués lorsqu'un véhicule ne se présente pas au contrôle technique suite à une convocation de la part du ministre.

ad 3) Les règles applicables en matière de réception de véhicules sont issues de règlements européens et tout véhicule visé par le règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles, le règlement (UE) n° 167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers ou le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE, doit faire l'objet d'une réception européenne par type ou individuelle.

Ces règlements précisent les types de réceptions, les procédures et le déroulement de ces réceptions. De même, ces règlements définissent les réceptions nationales individuelles de véhicules et la validité et la reconnaissance de ces réceptions dans d'autres États membres de l'Union européenne, de sorte qu'il n'est à l'heure actuelle pas envisagé d'introduire une reconnaissance automatique des réceptions nationales individuelles de véhicules étant donné que ces réceptions sont réalisées sur base des dispositions nationales et non harmonisées au niveau européen.

Ligne TGV Luxembourg-Paris | Question 0313
(09/02/2024) de **M. Jeff Engelen**

De 7. Februar war am „L'essentiel“ ze liesen, datt d'SNCF d'TGVs-Streck Paräis-Metz-Nanzeg-Lëtzebuerg aus Rentabilitéitsgrënn géif op de Präifstand

stellen. Dës Zuchverbindung garantéiert aktuell déi kierz Verbindung tëschent eiser an der franséischer Hauptstadt a stécht dobäi souwuel déi individuell Mobilitéit, wéi och de Kuerzstreckeflieger aus. Dëst huet sech offenbar och an de Passagéierzuele bemierkbar gemaach, vu datt déi ursprénglech Zuel vu véier Zich, déi deeglech op där Streck sollten zirkuléieren, vun der SNCF jo op sechs erhéicht gouf.

Lëtzebuerg huet am Kader vu senger bilaterale Verpflichtungen ausserdeem eng Rei Investitiounen an dat nationaalt Schinnennetz virgeholl respektiv nach virgesinn, fir dës Verbindung esou effizient wéi méiglech ze organiséieren. Tëscht der Stad a Beetebuerg gouf extra eng exklusiv TGVs-Streck gebaut, déi mam Ofschloss vun där grousser Moderniséierung vun der Beetebuurger Gare soll a Betrib goen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Madamm Minister déi franséisch Ausso vun der feelender Rentabilitéit, och am Hibleck op d'Entwécklung vun de Passagéierzuele während de leschte Joren? Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt eis national Autoritéiten onmittelbar iwwert sämtlech nei Entwécklungen an deem Dossier informéiert ginn?

2. Iwwert wéi eng rechtlech Méiglechkeete verfüügt Lëtzebuerg, fir am Kader vun de bilaterale Verträge mat der franséischer Republik um Betrib vun op d'mannst véier Zich den Dag ze bestoen?

3. Wéi eng Konsequenzen hätt eng eesäitig Kënnegung duerch d'Fransouse schlëmmstefalls fir eis Aménagement? Kéint déi zousätzlech Streck tëscht Beetebuerg an der Stad och fir klassesch Zich benotzt ginn? Falls net, wéi eng technesch Ursache schwätzen dogéint?

4. Wéi eng Alternative géife kuerzfristeg zur Verfügung stoen? Wier zum Beispill un enger Stärkung vun der individueller Mobilitéit an dem Fluchverkéier geduecht?

Réponse (11/03/2024) de Mme Yuriko Backes,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'TGV-Relatioun Lëtzebuerg-Paräis gëtt vun der SNCF an der Autonomie commerciale bedriwwen. Dat bedeit, dass de wirtschaftleche Risiko, esouwuel wat d'Passagéierzuelen ueget, wéi och wat d'Rentabilitéit betrëft, vun der SNCF gedroe gëtt. D'CFL hunn dohier keng Informatiounen, déi d'Rentabilitéit vun dëser Streck betreffen. D'CFL stinn am reegelméissegem Austausch mat der Direktioun vum Axe TGV Est. An deem Kader gëtt och iwwer déi zukünfteg Fuerplangentwécklung geschwat a bis haut sinn do keng Iwwerleeungen zu enger Reduktioun vun der Offer presentéiert ginn. D'SNCF huet dementéiert, dass et e Projet géng ginn, d'TGV Verbindunge global ze reduzéieren, oder Destinatiounen net méi ze bedéngen.

Gläichzäitig zu dem reegelméissegem Austausch tëscht der SNCF an den CFL, steet mäi Ministère am kontinuëerleche Kontakt mat de Vertrieeder vum franséische Stat esouwéi de Vertrieeder vun der Région Grand Est. De franséische Stat huet kierzlech kloer bestätegt, datt d'SNCF net wëlles huet, d'TGV Verbindungen tëscht Lëtzebuerg a Paräis op de Präifsteen ze stellen. De Minister Christophe Béchu hat an deem Sënn an enger Sëtzung vum franséische Parlament am Januar kloergestallt, dass et keng Projekte gëtt, d'Frequenze vun TGV-Linnen erofzesetzen.

ad 2. Frankräich a Lëtzebuerg investéiere weider an d'Eisebunnsinfrastruktur vum Sillon Lorrain, wéi festgehalten tëscht deenen zwee Länner am Protocole d'accord, ënnerschrifft zu Paräis den 20. Mäerz 2018, a sengem Avenant, ënnerschrifft zu Esch/

Uelzecht den 19. Oktober 2021. De Fuerplang, dee vun deenen zwou Regierungen zeréckbehalen ginn ass, gesäit vir, datt 8 Regionalzich (TER), 1 Gidderzuch an 1 TGV pro Direktioun an de Spëttestonnen zirkuléieren. De franséische Stat an d'Région Grand Est, déi fir d'Zirkulatioun vun de Regionalzich (TER) zustänneg ass, hu bestätegt, datt dës Plang d'Basis vun deem Cofinanzéierungsaccord bleift.

ad 3. Déi nei Streck, déi tëscht Beetebuerg an der Stad am Bau ass, ass keng exklusiv TGV-Streck, wéi an der Fro suggeréiert. Déi Streck huet als Zil, d'Kapazität insgesamt tëscht Lëtzebuerg a Beetebuerg ze verduebelen. Et ass dofir virgesinn, dass no der Fäerdegstellung vun dëser Streck de gesamte Passagéiertrafik a Richtung Frankräich iwwert déi nei Streck ofgewéckelt wäert ginn. Och déi zukünfteg geplangten Direktzich vu Wuelmereng an Diddeleng a Richtung Lëtzebuerg wäerten iwwert déi nei Streck kënne gefouert ginn. Schliesslech kënnen och Zich am Gidderverkéier iwwert déi Streck fueren.

ad 4. Wuel verstanen, datt et keng Ännerunge vun der direkter TGV-Offer Lëtzebuerg-Paräis gëtt, bedriwwen d'CFL zousätzlech eng Buslinn Lëtzebuerg-Gare Lorraine TGV, vu wou een och Uschloss un de franséischen TGV Reseau huet.

Temps de carence prévu dans le projet pilote CUSS (Couverture universelle des soins de santé) |
Question 0316 (09/02/2024) de **M. François Bausch**
(déi gréng)

Afin d'assurer l'accès aux soins de santé aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, le projet pilote CUSS a été mis en place fin 2021.

Les associations conventionnées avec le Ministère de la Santé reçoivent des moyens financiers et humains supplémentaires pour assurer le suivi régulier et prendre en charge les démarches administratives des bénéficiaires. Ces derniers doivent introduire une demande d'affiliation volontaire à l'assurance maladie à charge de l'État.

Comme pour la plupart des assurances volontaires, un temps de carence est appliqué, dans le cas de la CUSS il s'agit de trois mois. Or, l'état de santé des nouveaux bénéficiaires exige souvent des consultations immédiates et non remboursées puisqu'elles ont lieu pendant la période de carence. Selon nos informations, certaines associations participant au projet CUSS règlent les factures elles-mêmes, ce qui représente une charge supplémentaire pour leur budget.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes sont actuellement affiliées à l'assurance maladie via le projet CUSS ?

2) Quel est, depuis le lancement du projet, le montant total des factures de soins de santé réglées et non remboursées car tombant dans la période de carence ?

3) Madame la Ministre prévoit-elle d'adapter le projet CUSS afin de réduire la charge financière des associations, causée par les factures médicales payées pendant le temps de carence ?

Réponse (11/03/2024) de Mme Martine Deprez,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En date du 20 février 2024, 158 personnes étaient affiliées à l'assurance maladie via le projet pilote CUSS.

ad 2) Pour l'année 2023, le montant provisoire des frais de soins réglés et non pris en charge par la CNS durant la période de carence se situe aux alentours de 635.000 €, les décomptes définitifs des associations pour l'année 2023 ne sont pas encore parvenus au ministère.

ad 3) L'accord de coalition prévoit explicitement le maintien de la CUSS. Ainsi, sur base d'une évaluation du projet pilote, un avant-projet de loi sera élaboré pour donner une base légale dédiée à la CUSS. En attendant, le projet pilote sera maintenu dans sa forme actuelle et son financement est assuré.

Directive relative au permis de conduire | Question 0317 (09/02/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

De 6. Februar huet den däitsche Magasin „Der Spiegel“ geschriwwen, datt d'EU-Parlament am Kader vun der Führerschäinsreform d'Fuhrerung erhieft, datt een d'Fuhrerlabbis mat dem Verloscht an engem eenzele Memberstaat zukünftig automatesch um ganzen Terrain vun der Union soll entzu kréien, souguer am Staat, deen se ausgestallt huet. Dat kann zum Beispill de Fall sinn, wann een de Summer iergendwou an d'Vakanz fiert, an an den allermeeschte Fall warscheinlech onbewosst, géint de Code de la route vum Gaascht- oder Transitland verstéisst. Och bis ewell scho kënnen déi Länner en territoriale Fuerverbuert ausschwätzen.

Falls de Lëtzeburger Staat en nationale Führerschäin anzitt, kann de betraffene Bierger bis ewell ausserdeem eng Ausnam fir den Trajet professionnell ufroen. Bierger, déi hir national Verkéiersreglementer als ze vill restriktiv empfangen, kënnen ausserdeem an der Reegel iwwer de Wee vun der demokratescher Participatioun Afloss op déi entspreichend Gesetzer huelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister hir Positioun zu dësem Virstouss, deen eng uerg Verletzung vum Territorialitéitsprinzip an der nationaler Souveränitéit géif duerstellen, elaboréieren?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob an de Verhandlungen, déi am Kader vun der Führerschäinsreform bis ewell zu Bréissel zu deem uewen elaboréierten Thema gefouert goufen, och Ausname fir de Berufsweg diskutéiert goufen? Wéi eng Conclusioun goufe bis ewell zeréckbehalen?

3. Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt si kenger entspreichender Reform vun EU-Führerschäin wäert zoustëmmen, ier EU-wäit en identesche Code de la route géif ugehoill gi fir ze verhënneren, datt Leit duerch en onbewosst Feelverhalten an der Vakanz, duerno riskéieren, mam Führerschäin och hir sozial Existenz ze verléieren?

Réponse (12/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dee vum honorabelen Här Deputéierten ugeschwaten Text ass d'Proposition vum 1. März 2023 vun der EU-Kommission, fir eng nei Richtlinn anzeféieren, déi de länneriwwergräifende Verloscht vun der Fuhrerlabbis erméigleche soll, wann een am Ausland e Fuerverbuert krut (DD Directive). Dës Richtlinn soll prinzipiell d'Gläichbehandlung fir all Chauffeuren an der EU garantéieren, nom selwechte Scheema wéi och d'Richtlinn (EU) 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière (CBE Directive), déi den Austausch vu perséinlechen

Donnée bei Versteiss géint Verkéiersreegele mat Boussgeld erlaabt. Den Text fousst op der Deklaratioun iwwer d'Stroosesecherheet (Punkt 9 c), déi all d'EU-Memberlänner 2015 zu La Valletta ënnerschríwwen hunn, mam Interêt, fir all Stroossebenotzer ze schützen ënner der Form vun enger verstärkter juristescher Zesummenaarbecht an der géigesäiteger Unerkennung vu Fuerverbueter.

ad 2. D'Fro vum Verloscht vum Führerschäin ass net Bestand vun der Reform vun der EU-Führerschäindirektiv (directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire), mee ass eng nei Proposition (DD Directive, cf. sub 1) am Kader vum „Paquet sécurité routière“. Dës nei Direktivproposition fir d'EU-wäit Unerkennung vun de Fuerverbueter berücksichtegt och den Aspekt vum Berufsweg, wat och an de Verhandlungen am Conseil diskutéiert wäert ginn.

Dës Proposition ass an der Elaboratiounsphas. D'Grundlage ginn zuzäit vum juristeschen Déngscht vun der Kommission gepréift an d'Memberstaaten am Conseil vun der EU mussen nach doriwwer beroden.

E Fuerverbuert ass a bleift „EU-wäit“, wann d'Heemechtsland de Verbuert ausschwätzt, konkret de Führerschäin ewechhëlt. Mat der neier DD Directive soll dat och geschéien, nodeems d'Land, wou d'Infractions begaange gouf, e Fuerverbuert deklaréiert huet. Dës Land seet dann dem Heemechtsland Bescheid, fir dass dat de Führerschäin anzitt. Eng Rei Prozeduren a Konditiounen erlaben dem Heemechtsland dann nozekucken, ob de Fuerverbuert och justifiéiert ass an der betraffener Persoun hir Rechter agehal goufen. Net all d'Infractions, déi an engem anere Land zu engem Fuerverbuert féiere kënnen, kommen och fir d'„EU-wäit Fuerverbuert“ a Fro, mee nëmmen déi Delikter fir Alkohol, Drogen a Vitess.

ad 3. Et ass en Ënnerschied ze maachen tëscht, éischters, der Direktiv iwwer de Führerschäin (2006/126/CE), déi sécherstelle soll, dass d'Qualitéit vum Apprentissage an deem d'Fuhrerfäegkeeten an der EU op engem selwecht héijen Niveau sinn, zweetens, de Reegel fir d'Verhalen am Stroosseverkéier, déi net vun der EU festgeluecht ginn, mee op den internationale Wiener Konventioun vum 1968 iwwer de Stroosseverkéier an d'Stroossebeschëlderung baséieren, an, drëtters, der uewe genannter Proposition fir eng nei Richtlinn (DD Directive), mat där de Fuerverbuert aus engem EU-Land och an aneren EU-Länner applizéiert soll ginn.

Eng Decisioun iwwer d'Reform vum EU-Führerschäin huet also keng Auswierkung op en eventuellen EU-wäite Fuerverbuert.

Et kann och keen onbewosst Feelverhalten zum Verloscht vum Permis féieren, well et sinn exklusiv Fuerverbueter viséiert, déi wéinst Verkéiersdelikter am Zesummenhang mat Alkohol, Geschwindegkeet oder Drogen decidéiert goufen. Et geet deemno ëm grondleeënd Verkéiersregelen, déi e verantwortleche Chauffeur kenne muss, wann hien am Ausland reest.

Déclaration ministérielle concernant l'expulsion du nucléaire du mix énergétique luxembourgeois | Question 0318 (12/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

Dans une interview publiée le 14 décembre 2023, Monsieur le Ministre de l'Environnement réagissait à l'accord de la COP28 et a entre autres répondu à la question sur le nucléaire (« Le Luxembourg ne change pas d'avis sur la question ? ») que « Nous allons tout faire pour sortir de notre mix énergétique

le nucléaire produit dans les pays voisins ». Ceci constitue un élément intéressant, quoique nouveau dans la mesure où cet objectif ne figure pas dans l'accord de coalition.

Dans leur réponse initiale à notre question parlementaire, Messieurs les Ministres ont brièvement repris l'élément de l'accord de coalition concernant les réacteurs nucléaires frontaliers, expliqué leur stratégie en matière d'énergies renouvelables, mais omis de répondre à la question proprement dite, à savoir la valeur et la portée de la déclaration du Ministre de l'Environnement de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire ».

Nous nous permettons donc d'y revenir afin d'obtenir une réponse à ces deux questions et de rappeler que le nouvel article 75 de la Constitution stipule que « le Gouvernement est tenu de répondre » aux questions parlementaires posées et que la fourniture de réponses à des questions non posées ne satisfait pas à l'esprit de cette nouvelle disposition constitutionnelle :

1) Est-ce que l'objectif politique de « tout faire pour sortir de notre mix énergétique le nucléaire » est partagé par le Gouvernement ou s'agit-il d'une déclaration personnelle du Ministre de l'Environnement ?

2) Si le Gouvernement partage cet objectif, quels sont les moyens d'action prévus pour atteindre cet objectif et à quelle échéance ?

Réponse (12/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mes déclarations sont en ligne avec les objectifs politiques et les lignes directrices qui sous-tendent l'accord de coalition.

Il n'y a donc rien à ajouter aux réponses apportées précédemment à des questions parlementaires se rapportant au sujet, telles que notamment les réponses du 7 mars 2024 et du 26 février 2024 aux questions parlementaires 0258 et 0221 ou encore la réponse du 23 janvier 2024 à la question parlementaire 0117 évoquée par les honorables Députés.

Statut du personnel des CFL | Question 0320 (12/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Rechter an d'Flichte vum CFL-Personal ginn duerch e Spezialgesetz vun 1920 gereegelt. Zënter méi wéi engem Joerhonnert gëllt dës Sonderstatut mat senger ganz eegene Reegelen abseits vum Code du travail an de Gesetzer vum Staatsbeamtestatut.

Regelméisseg mécht de Staatsrot a sengen Avisen (zum Beispill N° 60.075 oder och 60.421) zu groussherzogleche Reglementer betreffend den CFL-Statut de Constat, dass déi legal Basis, déi de Sonderstatut vum CFL-Bedéngschte reegelt, net duergeet. Et gëtt virun allem bemängelt, dass d'Regierung laut eiser Verfassung guer net d'Kompetenzen hätt, fir de gesamte Statut an engem groussherzogleche Reglement festzehalen, well d'Grenze vun hire Méiglechkeete vun eiser Verfassung iwwerschratt wieren. Doraus kann ee schléissen, dass d'Chamber als Legislativ de Statut muss iwwer e Gesetz reegelen. D'Gesetz vun 1920 misst iwwerschafft oder ersat ginn.

De Sonderstatut an d'Assimiléierung vum CFL-Bedéngschteten un de Fonctionnaires-Statut si juristisch gesinn net kloer. Sinn CFL-Mataarbechter eng Zort Fonctionnaire mat alle Rechter a Flichten? Oder si se et net?

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5944 zu dësem Thema hat de fréiere Koalitionspartner a

Virgänger vun der aktueller Mobilitéitsministesch geäntwert, dass eng Reform vum aktuelle Sonderstatut net geplangt wier, „mee eng nächst Regierung wäert sech mussen dëser Fro sécher unhuelen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Wunnengsbau an der Madamm Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wäert dës Regierung sech dësem Dossier unhuelen oder wäert si beim CFL-Sonderstatut alles beim Ale beloossen?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Eng Iwwerschaffung vum Statut vun den CFL-Agenten ass bei de Koalitiounsverhandlungen net als Prioritéit festgehalen ginn a steet net am Koalitiounsaccord. Aktuell ass och net virgesinn, dësen Dossier prioritär ze behandelen.

Affirmations du directeur exécutif de Frontex | Question **0321** (12/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon des articles récents de la presse écrite allemande, le directeur exécutif de Frontex, Hans Leijtens, a affirmé « Nichts kann Menschen davon abhalten, eine Grenze zu überqueren ». Le directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes propose un plan d'action à quatre étapes pour une bonne gestion des frontières. La première étape consiste à rendre plus difficile la migration assistée par les passeurs et à introduire davantage des voies légales pour entrer dans l'UE.

D'autre part Hans Leijtens a invoqué qu'un de ses buts serait la coopération avec des États tiers qui retiennent les migrants sur leur territoire avec le soutien de Frontex. La Tunisie, le Maroc et l'Égypte joueraient un rôle particulier. Dans ce contexte Ursula von der Leyen a annoncé le 8 février 2024 un accord avec la Mauritanie, comprenant une enveloppe de 210 millions d'euros destinée à aider le pays à réduire le nombre de migrants transitant par son territoire en direction des îles Canaries.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant l'affirmation citée du directeur exécutif de Frontex ?

2) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport au plan d'action à quatre étapes du directeur exécutif de Frontex ?

3) Vu l'importance attribuée aux voies légales de migration par Hans Leijtens, Monsieur le Ministre envisage-t-il la création de nouvelles voies légales de migration ?

4) Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant la coopération avec des pays tiers avec l'objectif de la réduction du nombre de migrants entrant sur le territoire de l'UE en général ?

5) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à l'accord entre la Commission européenne et la Mauritanie ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Concernant la déclaration du directeur exécutif de Frontex, Hans Leijtens, que « rien ne peut arrêter des personnes à traverser une frontière »,

le Luxembourg reste favorable à la mise en œuvre de contrôles efficaces aux frontières extérieures, y compris et notamment pour sauvegarder l'espace de libre circulation au sein de l'espace Schengen. Toutefois, ces contrôles doivent impérativement être effectués dans le plein respect des droits fondamentaux. En même temps, et en ligne avec l'affirmation de Monsieur Leijtens, le Luxembourg reste persuadé que la gestion des frontières extérieures à elle seule ne saurait constituer l'unique réponse aux mouvements migratoires et continue à plaider pour une approche globale en matière de migration, tenant compte également de la dimension externe de la migration, la coopération avec les pays d'origine et de transit, des voies de migration légale ainsi que du retour des personnes en séjour irrégulier.

ad 2) Dans son entretien avec « Die Welt » publié le 22 janvier 2024, le directeur exécutif de Frontex a effectivement énoncé quatre éléments clés pour garantir une bonne gestion des frontières. Il s'agit de la création de plus de voies d'immigration légales vers l'Union européenne ; l'acceptation de la migration comme un phénomène historique dont les origines ne se laissent pas résumer à des facteurs d'attraction et de répulsion ; l'identification des personnes franchissant les frontières extérieures de l'UE pour des raisons sécuritaires, ainsi que le retour des demandeurs de protection internationale déboutés avec l'appui de Frontex. Ces éléments sont en ligne avec l'approche globale soutenue par le Luxembourg et se retrouvent reflétés dans le nouveau pacte sur la migration et l'asile au niveau européen. Ils s'alignent également avec les priorités du Gouvernement luxembourgeois telles que définies dans l'accord de coalition de 2023-2028.

ad 3) Le Grand-Duché a appuyé et continue à appuyer de manière constructive les réformes en cours au niveau européen en matière d'immigration et d'asile. Il est convaincu que les réformes apporteront des améliorations structurelles aux problèmes actuels et que la gestion des flux migratoires nécessite une approche holistique européenne. Dans ce sens, le Luxembourg soutient les mesures prévues au niveau européen en matière de migration légale que ce soit au niveau légal ou au niveau de partenariats avec des pays tiers d'origine.

ad 4) La coopération renforcée avec les pays tiers d'origine et de transit dans le domaine de la migration fait partie intégrante de la réforme de la politique migratoire de l'UE, telle que présentée par la Commission européenne en septembre 2020 dans le cadre du Pacte migration et asile. Dans ce contexte, une coopération accrue est complémentaire aux efforts de réformer les règles internes de l'UE relatives à la gestion migratoire et à l'asile. Dans les discussions sur la dimension externe des migrations et le développement de partenariats avec des pays partenaires, le Luxembourg s'exprime en faveur d'une approche globale qui ne se limite pas au seul élément de la migration, mais qui intègre d'autres domaines de coopération à intérêt commun. Une place importante doit être accordée à l'appui du volet de l'accueil des migrants dans les pays tiers et de leur protection dans ce contexte. En outre, le plein respect des droits fondamentaux et du droit international sont au cœur des interventions luxembourgeoises.

ad 5) Au vu de la situation précaire d'un nombre important de migrants présents en Mauritanie et d'une hausse importante des traversées dangereuses en provenance de la Mauritanie sur la route migratoire de l'Atlantique, une coopération étroite entre l'Union européenne avec les autorités mauritaniennes s'impose. Ainsi, les pourparlers en cours entre la

Commission européenne et les autorités mauritaniennes s'inscrivent dans les efforts de renforcer la coopération avec les pays tiers d'origine et de transit. Dans le cadre des discussions sur ce partenariat avec la Mauritanie au niveau européen, le Luxembourg insiste sur l'importance de mettre en œuvre une approche globale et de veiller au plein respect des droits fondamentaux et du droit international au cours de la mise en œuvre de ce partenariat.

À noter que, dans l'objectif de renforcer l'accueil et la protection, le Gouvernement luxembourgeois envisage un soutien pour des actions humanitaires en Mauritanie.

Directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) | Question **0323** (12/02/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Selon le porte-parole du COREPER I, Niels Timmermans, la directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) a été retirée de l'ordre du jour aujourd'hui. Malgré l'accord provisoire conclu le 14 décembre 2023, plusieurs États membres, dont l'Allemagne et l'Italie, ont récemment exprimé de vouloir s'abstenir lors du vote de la CSDDD. Selon un article de presse, l'accord provisoire aurait été modifié au niveau de l'étendue de la directive, plus particulièrement concernant les sociétés holding.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur la CSDDD et quels sont les éléments déterminants de la position gouvernementale ?

– À quel point la finalisation de l'accord, notamment en ce qui concerne le champ d'application de la directive et le secteur financier, a-t-elle eu un impact sur la position luxembourgeoise ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

Régimes de pension du secteur public | Question **0324** (13/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Par la loi du 3 août 1998, les régimes de pension du secteur public ont été réformés en profondeur et rapprochés du régime général des pensions. L'article 62 de cette même loi prévoit l'institution d'un fonds de pension sur lequel sont imputables les dépenses pour les pensions des fonctionnaires de l'État respectivement des établissements publics concernés.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Fonction

publique comment se sont développés les avoirs de ce fonds depuis sa création.

– De combien de réserves dispose ce fonds ?

– Comment se sont développées les dépenses de ce fonds depuis sa création ?

– Comment vont se développer ces dépenses en-dehors des dix prochaines années ?

– Quelle sera l'étendue de l'alimentation de ce fonds par la voie du budget de l'État pendant cette même période ?

– Comment se développera la relation entre le nombre de cotisants et le nombre de pensionnés sur cette même période ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Contrairement au fonctionnement du « Fonds de compensation commun au régime de pension général de pension » pour les pensions du secteur privé, le Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique ne gère pas de réserves. Le Fonds de pension a pour objectif le maintien de l'équilibre entre dépenses et recettes pour toute année de calendrier.

Le Fonds de pension du MFP a été créé avec effet au 1^{er} janvier 1999 par l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Les dépenses totales du Fonds de pension ont évolué comme suit depuis l'année 1999 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Vu que les recettes par cotisations des fonctionnaires en activité de service et par transferts de cotisations d'autres organismes de pension ne sont pas suffisantes pour garantir le financement des dépenses, une alimentation annuelle du Fonds de pension est prévue dans le budget de l'État.

Des prévisions concernant l'évolution des dépenses totales ainsi que de l'alimentation du Fonds de pension par la voie du budget de l'État ont été établies jusqu'à l'année 2027 dans le cadre du budget pluriannuel :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Au 1^{er} janvier 2024, le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État avait 13.944 bénéficiaires de pension (toutes formes de pension confondues). Pour l'année 2027, le nombre moyen de bénéficiaires de pension est estimé à 15.250.

Pour l'année 2024, les recettes par cotisation pour pension de 8 % sur les éléments de rémunération pensionnables des agents cotisants (fonctionnaires de l'État et employés admis au régime de pension des fonctionnaires de l'État) sont estimées à une somme de 265.263.473 €. Il est estimé que cette somme évoluera à 310.207.804 € pour l'année 2027.

Congé politique dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi | Question 0325 (13/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Gemengemandatairen hunn ee Recht op ee Congé politique, fir dass si hiert Mandat och onofhängeg erfëlle kënnen. Um Site vum Inneministère kann een noliessen:

„Les bourgmestres, échevins et conseillers communaux ont droit à un congé politique pour les heures de travail consacrées à l'exercice de leur mandat politique. Le droit au congé politique se fonde sur les articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.“

Am groussherzogleche Reglement vum 6. Dezember 1989 gëtt präziséiert, dass de Gemengemandataire de Congé am Prinzip „à sa convenance“ kann huelen an dass de Congé als Aarbechtszäit ze gesinn ass, mam Bäibehale vum Aarbechtschutz an der Sozialversécherung.

An den Äntwerten op viregt parlamentaresch Froen (N° 7226 a 7244) hat den deemolegen Aarbechtsminister erkläert, dass Persounen an enger Aarbechtsmeasure bei der ADEM (OTI, CAE, CIE, SP oder CRE) kee Recht op extraordinäre Congéen hunn. Dëst, well dës Persounen an enger Measure spëciale net als „salarié“ gëllen.

An deem Zesammenhang wëlte mir de Ministere fir den Interieur a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Gëllt de Congé politique fir Persounen, déi an enger Aarbechtsmeasure bei der ADEM ageschriww sinn?

Falls net, wäert d'Regierung hei Ännerunge virgesinn?

2. Wäert déi nei Regierung dofir suergen, dass d'Leit an enger Measure d'emploi bei der ADEM an Zukunft och vun de Congés extraordinaires kënnen profitéieren?

Réponse (15/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. De Congé politique gëllt net fir Persounen, déi an enger Aarbechtsmeasure bei der ADEM ageschriww sinn, well all déi Mesuren net op engem Aarbechtskontrakt baséieren, mee op Kontrakter sui generis, esou wéi dat och vun de verschiddene Gerichtsinstanzen e puermol festgehale ginn ass.

Just am Kader vun deene sougenannte Mesures spéciales (MS), déi op engem richtegen Aarbechtskontrakt baséieren (CDD), quitte dass d'Beneficiairen dovunner och weider bei der ADEM ageschriww bleiwen, ass den Demandeur d'emploi e Salarié, dee vun deenen normale Congés extraordinaires a spéciaux ka profitéieren.

Bei enger Occupation temporaire indemnisée (OTI) oder engem Contrat d'appui-emploi (CAE), Contrat d'initiation à l'emploi (CIE), Stage de professionnalisation (SP) oder Contrat de réinsertion-emploi (CRE) ass dat net de Fall, an dofir ass de Congé politique hei och net applicabel.

ad 2. Et ass aktuell net geplangt, d'Base légale deementsprechend unzepassen, fir dass Leit, déi an enger Measure d'emploi sinn, vun de Congés extraordinaires kënnen profitéieren.

« Klimapakt fir Betriber » | Question 0326 (13/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le « Klimapakt fir Betriber » est une initiative du Gouvernement luxembourgeois, réalisé en collaboration avec la Klima-Agence et Luxinnovation, visant à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans leurs efforts de décarbonation et de transition énergétique à travers une approche structurée et coordonnée facilitant le recours aux différents programmes, accompagnements et aides financières. Plus spécifiquement, il s'agit d'une plateforme d'orientation stratégique, lancée en janvier 2023, qui porte

sur la recherche de solutions pertinentes et la mise en relation des entreprises avec des fournisseurs de solutions en matière de décarbonation et de transition écologique.

D'une part, la Klima-Agence, en tant que partenaire national en matière d'énergie et de climat, propose un catalogue de mesures standardisées prêtes à être appliquées par les PME, développe des outils facilitant la priorisation et la mise en œuvre de mesures en fonction des besoins des entreprises et met à disposition son expertise en matière de la transition énergétique et de protection de climat. Parallèlement, Luxinnovation, l'agence nationale de l'innovation, aide les PME à devenir plus durables et à réduire leur empreinte carbone grâce au programme « Fit 4 Sustainability » offrant des aides financières et des projets pilotes visant le développement de solutions durables pour des groupes d'entreprises dans des zones d'activité ou selon le type de métier.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir un premier bilan du « Klimapakt fir Betriber » après un an de mise en œuvre, comprenant notamment

- le nombre d'entreprises engagées ;
- les secteurs d'activités atteints ;
- et les principaux défis rencontrés, ainsi que les mesures prises pour y remédier ?

2) Existe-t-il des critères de performance permettant d'évaluer l'efficacité et l'impact du programme ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions tirées ? Dans la négative, est-ce que l'élaboration d'indicateurs clés de performance est envisagée ?

3) En général, quelles sont les différentes pistes de développement envisagées pour le « Klimapakt fir Betriber » ?

4) Messieurs les Ministres envisagent-ils la mise en place d'un système de certifications des entreprises, semblable à celui existant dans le Pacte climat pour les communes ?

Réponse (14/03/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

« Klimapakt fir Betriber » (KPB) est une initiative gouvernementale lancée en janvier 2023 avec l'objectif de développer, structurer et coordonner l'offre en matière d'accompagnement et de soutien des entreprises en matière de transition énergétique et de décarbonation. La simplification des démarches et des mesures concrètes facilement accessibles aux entreprises sont au cœur de l'initiative. Au-delà des ministères ayant la tutelle de l'initiative, le suivi des travaux est assuré par un comité de pilotage regroupant les acteurs institutionnels des secteurs concernés.

Pour faciliter l'accès, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME), à l'ensemble des ressources disponibles en matière de transition énergétique et de décarbonation, le catalogue harmonisé du KPB (<https://www.klimapaktfirbetriber.lu/mesures/>) propose des mesures concrètes en détaillant, étape par étape, leur mise en œuvre pratique, l'accompagnement proposé et les aides financières. Ce catalogue permet d'assurer la gestion de qualité des différents prestataires accompagnant les entreprises dans la planification et l'exécution des mesures adaptées à leurs cas de figure.

Le développement des mesures standardisées est basé sur les compétences des deux agences qui gèrent le programme :

- Klima-Agence développe les contenus techniques, optimise le phasage du projet et coordonne la validation à travers les partenaires du KPB.
- Luxinnovation vérifie l'éligibilité des mesures pour les différents outils de financement étatique. En tant qu'agence de l'innovation, elle développe des mesures techniques ciblées par secteur, avec un focus sur l'innovation.

Le KPB et les instruments qu'il regroupe, dont les programmes « Fit 4 Sustainability », « SME Packages Sustainability » et « Aide temporaire impact environnemental », visent tous les secteurs d'activité. Les mesures standardisées transversales ont été priorisées, afin d'atteindre un grand nombre d'entreprises dès le lancement de l'initiative. Des mesures techniques ciblées viseront désormais les besoins de certains secteurs clés, notamment les entreprises du secteur artisanal et les secteurs du commerce et de l'Horeca.

Le lien avec le secteur communal, notamment à travers le Pacte climat pour communes géré par Klima-Agence, est un levier pour mettre davantage l'accent sur les PME. Les premiers événements régionaux organisés en 2023 ont montré le vif intérêt des entreprises pour des démarches pratiques permettant un échange direct avec les acteurs clé, mais aussi l'intérêt des communes et des syndicats intercommunaux pour renforcer les liens avec les entreprises sur leur territoire. Dans ce sens, l'initiative prévoit des éléments complémentaires pour un accès décentralisé encore plus poussé.

Au niveau des activités de lancement de l'initiative en 2023, 18 mesures standardisées, ainsi qu'une première sélection de cas pratiques (best practices) ont été mises en ligne, environ 180 entreprises ont participé activement aux roadshows de lancement avec six séances régionales à travers le pays en 2023.

Depuis le lancement du KPB, 91 entreprises ont eu recours aux services d'accompagnement de Luxinnovation dans le cadre de projets de durabilité envisagés. 29 entreprises (dont 18 PME) ont eu recours à cet accompagnement pour le programme « Fit 4 Sustainability » alors que 62 entreprises (dont 38 PME) ont eu recours à cet accompagnement pour les aides à l'investissement en faveur de la protection de l'environnement.

Le Ministère de l'Économie compte, pour l'année 2023 :

- 19 demandes formelles pour le programme « Fit 4 Sustainability » ;
- un total général de 258 demandes au titre de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aide à la protection de l'environnement ;
- 16 aides accordées au titre du « SME Package Sustainability » ;
- 22 aides accordées au titre de l'« Aide temporaire impact environnemental ».

Les pistes de développement futur sont les suivantes :

- développement et réalisation de formats d'échanges régionaux supplémentaires en collaboration étroite avec le secteur communal, les acteurs professionnels ainsi que les institutions proposant des offres d'accompagnement pour les entreprises en matière de décarbonation et de transition énergétique ;
- développement du réseau de conseillers KPB ;
- extension de l'offre d'accompagnement sur le terrain notamment avec des conseillers spécialisés pour le secteur de l'artisanat, du commerce et de l'Horeca ;

– développement continu de mesures supplémentaires et élargissement des thématiques abordées par le catalogue de mesures (<https://www.klimapaktfirbetriber.lu/mesures/>) ;

– développement des cas pratiques avec les entreprises et partage des bonnes pratiques (<https://www.klimapaktfirbetriber.lu/cas-pratiques/>) ;

– développement d'outils d'accompagnement et de monitoring complémentaires permettant aux entreprises un monitoring dans le temps par rapport aux indicateurs les plus pertinents (p. ex. : consommation d'énergie) ;

– développement d'une approche allant vers un engagement volontaire des entreprises avec la définition d'objectifs spécifiques par entreprise et un suivi et une évaluation des résultats sur base d'indicateurs clés. Une certification des entreprises dans ce contexte est actuellement analysée et envisagée à moyen terme.

Piste cyclable entre la Cloche d'Or et Kockelscheuer le long du CR186 | Question 0327 (13/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

Tëscht der Cloche d'Or an der Kockelscheuer ass eng Vëlospist geplangt, déi soll laanscht de CR186 goen. Et handelt sech ëm e Projet, dee vun der Gemeng Réiser 2020 initiéiert gouf. An der rezenter Press erkläert de Buergermeeschter vu Réiser, Tom Jungen, dass hien e Brëif vum Ëmweltministère krut, deen den Notze vum Foussgänger- a Vëloswee a Fro stellt. D'Gemeng Réiser wier vum Ëmweltministère opgefuert gi sech ze iwwerleeën, ob en zousätzleche Vëloswee laanscht de CR186 wierklech noutwendeg wier. De Ministère hätt och geschriwwen, dass an de Bëscher ronderëm schonn zuelräich Weeër bestoe géingen. Ausserdeem geet riets dovunner, dass d'Gemeng misst als Ausgleich fir d'Bëschfläch, déi muss ofgeholt ginn, kompenséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass en zousätzleche Vëloswee laanscht de CR186 noutwendeg a sënnavoll ass?

2. Sinn am Ëmkrees vun der geplangter Vëlospist d'Foussgänger- a Vëlospisten an de Bëscher an engem ugemossenen Zustand net nëmme fir d'Vëlosfuere an der Fräizäit, mee och fir d'Vëlosfuere fir déi Vëlosfuere, déi op d'Aarbecht fuere?

3. Huet d'Gemeng Réiser an hirem Projet net genügend Kompenséierungsmoossname proposéiert? Wann d'Äntwert Nee ass, wéi eng Moossname feelen nach?

Réponse (15/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. All regional Vëlosverbindung, déi onofhängeg vum motoriséierte Verkéier geschafe gëtt, ass eleng schonn aus der Sicht vun der Verkéierssécherheet sënnavoll. Och sief hei op de Koalitiounsaccord verwisen, deen dës Thematik och tréit:

[... Vélo : Les liaisons cyclables entre les pistes cyclables communales, régionales et nationales seront développées en priorité dans le but de réaliser rapidement un réseau national contigu de pistes cyclables. Le réseau de pistes nationales tel que défini par la loi sera réalisé au plus vite. Dans ce contexte, les synergies existantes avec les communes seront améliorées et de nouvelles synergies seront créées afin de garantir une mise en œuvre cohérente. Lors

de la construction de nouvelles routes, la possibilité de construire des pistes cyclables en parallèle sera obligatoirement examinée. Davantage de voies cyclables rapides seront mises en place ...].

Deemno si kommunal Initiativen, fir Vëlosverbindungen ze schafen, natierlech sënnavoll an och noutwendeg, fir dës Objektiv ze erreechen. D'Stroos-sebauverwaltung schafft an dësem Sënn hirersäits un all de Projeten, déi am modifizéierte Gesetz vum 28. Abrëll 2015 betreffend den nationale Vëlospisteseau virgesi sinn.

ad 2. Am genannte modifizéierte Gesetz vum 2015 ass e Vëloexpresswee (PC103) tëscht Beeteburg an der Stad virgesinn, dee gréisstendeels parallel zur Autobunn A3 respektiv der Neibaustreck vun der nationaler Eisebunnsgesellschaft CFL verleeft. Dësen ass haut zum Deel schonn gebaut, am Bau oder nach an der Planung. Dernieft gëtt et haut scho verschidde Verbindungen/Weeër, déi et erméiglechen, indirekt tëscht der Kockelscheuer an der Stad ze zirkuléieren. All dës Weeër hunn awer zum Deel verschidden No-deeler, sief et de Belag, den Ëmwee oder och d'Kräizungsberäicher mam motoriséierte Verkéier. Eng direkt an optimal Verbindung fir d'Vëlosfuere, déi op dëser Achs op d'Aarbecht a rëm heem pendelen, gëtt et deemno haut nach net.

ad 3. An der Demande fir d'Naturschutzgeneemung war ee „bilan écologique“ bäigeluecht. Déi aus dësem Bilan resultéierend Ekopunkte kënnen iwwert eng „taxe de remboursement“ integral an de Flächepool abezuelte ginn. Parallel dozou ass an de Konditiounen vun der Geneemung, déi op den am Dossier bäigeluechten Etudé vun agreéierten Experte fousen, festgehalen ginn, dass am Virfeld vun den Aarbechten am Beräich vun de Fiichtflächen ee Moukenzonk gesat muss ginn. Zousätzlech mussen och gréisser Beem virun dem Haen op besate Quartéiere vu Flantermais kontrolléiert ginn, fir esou een Impakt op dës Aarten ze verhënneren.

Pollution de l'Alzette | Question 0328 (13/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

E Sonndeg de Moien, den 11. Februar 2024, gouf zu Schëffleng eng Verschmutzung vun der Uelzecht festgestallt. Fir d'Kontaminatioun ze stoppen, huet de CGDIS am Quartier Brill e Barrage installéiert.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Huet d'Waasserwirtschaftsamt scho kënné méi erausfannen iwwert den Ursprung vun där Pollutioun?

2. Ëm wat fir eng Verschmutzung handelt et sech genee a wéini wäert de Problem geléist sinn?

3. Si Schied un der Flora a Fauna entstan?

4. Gëtt et e potenzielle Lien mat der Verschmutzung vun der Uelzecht bei der Schëfflenger Kläranlag vum 13. Januar 2024?

Réponse (11/03/2024) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Allgemeng verweisen ech hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0180 vum 16. Januar 2024.

Der Analys vun de Waasserprouwen no gëtt et ee potentielle Lien mat der Verschmutzung vum 13. Januar 2024. Opgrond vum komplexe Verlaf vun der Reewaasserkanalisation vun der Stad Esch kann eng zousätzlech Source vun der Pollutioun zu dësem Zäitpunkt awer net ausgeschloss ginn.

Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | Question 0329 (13/02/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

De 16. Januar 2024 hat d'ADR-Deputéiert Alexandra Schoos eng parlamentaresch Fro un den Här Minister vun der Fonctioun publique gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0167 krut.

An där Fro goug et ëm déi problematesch Situatioun bei der aarbechtsrechtlicher Protektioun vun de Personaldelegéierten am ëffentleche Secteur, zu där d'Deputéiert dem Här Minister véier konkret Froe gestallt huet. Dobäi huet si sech op d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail) bezunn an och konkret Textpassagen zitéiert, fir datt den ugeschwate Problem an déi betreffend Froen onëmssverständlech sinn an d'Regierung deemtensprechend och konkret Stellung bezéie kann:

„Et ass evident, datt e Personaldelegéierten, esouwuel am ëffentlechen ewéi och am private Secteur, fir senger Aarbecht korrekt nozegoen an domat déi professionell Interëte vum Personal kënnen ze verrieden, onofhängeg muss kënnen operéieren an duerch datt allgemengt Aarbechtsrecht muss geschützt sinn. Dëst ass iwwerdeems och duerch d'Konventioun N° 151 vun der OIT (Organisation internationale du travail), déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, festgehalen. Hei heescht et ë. a.: 'Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.' Des Weideren ass an der besoter Konventioun festgehalen: '[...] l'exercice des droits syndicaux peut parfois impliquer que l'on critique les autorités des institutions publiques en tant qu'employeurs [...]'.“

Den 12. Februar 2024, huet den Här Minister der ADR-Deputéierter eng Stellungnam zu där Fro geschéckt. Bedauerlecherweis ass hien dobäi guer net op déi eenzel Froen agang an huet just déi kuerz a generell gehalten Äntwert ginn: „An hirer Fro schreift déi honorabel Deputéiert, dass fundamental Dispositiounen, déi gewerkschaftlech Fräiheete betreffen, am ëffentleche Secteur net géinge respektéiert ginn. Déi Ausso kann ech net confirméieren.“

Mir hunn déi Äntwert notéiert, wéilte si awer net onkommentéiert loossen. Net nëmmen ass den Här Minister net op déi sachlech gestallten an net onwichtig Froen agangen, mee esou Äntwerte riskéieren och, d'Parlament a senger Kontrollfunctioun vun der Regierung ze devaloriséieren. Mir wëssen, Här President, datt Iech déi institutionell Bedeitung vun der Chamber ganz wichteg ass an zielen dowéinst op Är Ënnerstëtzung. Et wier sécher sënnavoll, och an der Presidentekonferenz op dës Fro zeréckzekommen.

Vu datt et eis als Deputéierten an esou engem Fall zousteet, déi betrafte Froen, déi net beäntwert gi sinn, nach emol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bieden, si ze beäntwerten, wëlle mir datt heimat maachen.

An deem Kontext wéilte mir déi véier Froen nach emol un den Här Minister vun der Fonctioun publique stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi selwecht aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten, déi am private Secteur gëllt, och am ëffentleche Secteur misst gëllen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg, doduerch datt aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten an der ëffentlecher Fonctioun net respektéiert gëtt, géint d'Konventioun N° 151 vun der OIT verstéisst, déi eist Land jo awer ratifizéiert huet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister elo konkret virzegoen, fir dës Situatioun méiglechst séier Rechnung ze droen, esou datt de Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht de selwechte Schutz garantéiert gëtt ewéi am private Secteur?

4. Wäert d'Regierung elo och am Recht vum ëffentlechen Déngscht déi néideg gesetzlech Bestëmmunge schafen, déi e besonnesche Schutz fir Personaldelegéierter virgesinn, sou wéi dat am Aarbechtsgesetz de Fall ass?

Réponse (12/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonctioun publique

Grad ewéi an der Fro N° 0167, déi déi honorabel Deputéiert Madame Schoos eleng gestallt huet, maachen déi honorabel Deputéiert Madame Schoos an Här Keup an hirer Fro N° 0329 eng pauschal Behauptung, datt zu Lëtzebuerg déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten am ëffentlechen Déngscht net géing respektéiert ginn.

Op där pauschaler Behauptung baséieren déi verschidde Froen, déi déi honorabel Deputéiert stellen.

Esoulaang déi honorabel Deputéiert bei enger pauschaler Behauptung bleiwen a keng konkret Beispiller ginn, déi hirer Meenung no beweisen, datt am ëffentleche Secteur déi aarbechtsrechtlech Protektioun vu Personaldelegéierten net géing respektéiert ginn, kann ech och keng präzis Äntwerte ginn.

Dëst gesot, am aktuellen Accord salarial ass virgesinn, datt en Austausch tëschent dem Minister fir d'Fonctioun publique an der CGFP stattfënn, iwwert de Sujet vun der gewerkschaftlecher Fräiheet.

Op Demande vun der CGFP, wäert dee Sujet an engem Aarbechtsgrupp beschwat ginn. Déi éischt Reunioen ass zäitno geplangt. A wann d'Conclusioun sollt sinn, datt Textännerungen néideg wäeren, da wäert ech déi mat Sécherheet maachen.

Pollution d'un ruisseau entre Bissen et Colmar-Berg | Question 0330 (13/02/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

An der Baach op der Vëlospist tëscht Biissen a Colmer-Bierg gouf e Samschdeg, 10. Februar 2024 eng schaumarteg Pollutioun entdeckt, déi vum Rouscht erof an d'Ätert leeft.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Konnt d'Waasserwirtschaftsamt erausfannen, wat den Ursprung vun dëser Verschmutzung ass?

2. Si Schied un der Flora a Fauna entstanen?

Réponse (11/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Nodeems der Waasserverwaltung (AGE) eng Verschmutzung mat Schaum an engem Niewefloss vun der Ätert gemellt gouf, ass een Agent vum Groupe d'intervention pollutions op d'Plaz gefuer a konnt d'Präsenz vun enger grousser Quantitéit u wäissem Schaum mat engem staarke Geroch no Seef an der Raedelsbaach confirméieren.

D'Verschmutzung deit op eng Botzaktivitéit hin a kouw héchstwahrscheinlech aus der ZAC Klengbousbierg. De genauen Ursprung konnt am Kader vun dëser Interventioun awer net bestëmmt ginn.

ad 2. Am Fall vun enger gréisserer Verschmutzung vun engem Fléissgewässer ass prinzipiell vun engem Schued un der Flora a Fauna auszegoen. Aller Wahrscheinlechkeet no, ass an dësem Fall nëmmen eng relativ geréng Quantitéit u Seef an d'Gewässer gelaf.

Well d'Fléissgewässer an de Wanterméint och generell méi Waasser féieren, ginn d'Verschmutzungen méi séier evaküiert. De Schued un der Flora a Fauna ass deemno als geréng ageschat. Eng genau Quantifizierung vun Schued un de Planzen- an Déierepopulatiounen ass net méiglech.

Période d'inscription dans les écoles internationales | Question 0331 (13/02/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon mes informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a récemment envoyé des informations concernant la période d'inscription dans les écoles internationales aux coordinateurs du cycle 4 de l'école fondamentale, ainsi qu'aux présidents des comités d'école. Dans ce courrier, il serait indiqué que la période des inscriptions des écoles internationales publiques commencera le 1^{er} mars 2024 et se terminera le 18 mars 2024. Or, dans un document officiel intitulé « Calendrier de la procédure d'orientation 2023-2024 au cycle 4.2 » communiqué à tous les parents en début de l'année scolaire, il est indiqué « Mars/avril 2024 – Ouverture de la demande d'inscription dans les écoles internationales publiques », sans indication donc d'une fin des inscriptions également pendant ladite période.

Il convient de noter que selon le même calendrier, le délai d'inscription en classe de 7^e s'étend du 3 au 26 juin 2024, indication qui dès lors semble s'appliquer uniquement pour les lycées traditionnels. De même, les épreuves communes se dérouleront du 7 au 21 mars 2024 et les décisions d'orientation sont prévues pour la semaine du 16 au 23 mai. Voilà pourquoi, toujours selon mes informations, le courrier susmentionné soulignerait expressément que toute inscription ne pourra être validée définitivement qu'après réception des documents afférents.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Pourquoi les écoles internationales prévoient-elles une période d'inscription au mois de mars, alors que pour les écoles traditionnelles, les inscriptions n'ont lieu qu'au mois de juin ? Quelle est l'utilité spécifique de telles inscriptions pour les écoles internationales, alors qu'elles ne sauraient être définitives ?

2) Les écoles internationales prévoient-elles une deuxième période d'inscription au mois de juin, afin d'éviter que ne soient pénalisés.e.s les enfants de parents qui suivent le délai d'inscription en classe de 7^e indiqué dans le calendrier susvisé de la procédure d'orientation ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre informera-t-il en temps utile tous les parents que la période d'inscription des écoles internationales se terminera déjà au mois de mars ? Dans l'affirmative, quand et par quelle voie ?

Réponse (19/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les inscriptions aux écoles internationales ne concernent pas seulement les élèves actuellement inscrits au cycle 4.2, mais bien tous les futurs élèves, issus tant du fondamental que du secondaire.

Les deux facteurs suivants expliquent une période d'inscription au mois de mars :

– La très grande majorité des demandes d'inscription requièrent une analyse approfondie du dossier

et, le cas échéant, un entretien avec les parents et les élèves, notamment en vue du choix de la section linguistique et du choix de la deuxième langue. À la complexité de l'analyse s'ajoute le fait que les écoles sont confrontées à un nombre important de demandes, de sorte qu'elles doivent disposer du temps nécessaire au traitement des dossiers.

– Les parents demandent à être informés le plus tôt possible sur l'état des admissions, même provisoires. Pour les parents d'élèves provenant des écoles privées, cette information est importante en vue du paiement du minerval pour l'année scolaire à venir. Quant aux communes, elles ont besoin de l'information sur l'admission des élèves du fondamental aux écoles internationales afin de pouvoir finaliser leur organisation scolaire.

Pour les élèves issus d'un cycle 4.2, l'admission ne devient définitive que si la procédure d'orientation permet une poursuite de la scolarité dans une école internationale. Par ailleurs, comme cinq des sept écoles internationales offrent aussi des classes de la voie de préparation, les élèves peuvent généralement être admis à l'école indépendamment de l'orientation.

ad 2) Après la période des inscriptions annoncée, les inscriptions restent ouvertes et les admissions ont lieu en fonction des places disponibles.

ad 3) Les titulaires des classes ayant été informés, une circulaire supplémentaire aux parents n'est pas nécessaire.

Parcs relais (P&R) stratégiquement situés | Question 0332 (14/02/2024) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Depuis 2023, dans le cadre de ses efforts pour améliorer la mobilité urbaine et réduire la dépendance à l'égard des véhicules individuels, le Ministère de la Mobilité a inauguré plusieurs parcs relais (P&R) stratégiquement situés. Parmi ceux-ci, on compte des installations à la gare de Rodange, à la gare de Mersch et au Stade de Luxembourg. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir l'utilisation des transports en commun en offrant aux usagers des solutions pratiques de stationnement pour leurs véhicules personnels, favorisant ainsi l'intermodalité en facilitant la transition entre différents modes de transport, tels que les bus et les trains, pour leurs déplacements urbains et interurbains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pourriez-vous nous fournir le taux d'occupation mensuel ainsi que le taux d'occupation journalier moyen des emplacements de chaque P&R depuis leur inauguration respective ?

2) Quelle a été l'évolution mensuelle de l'occupation des parkings par les usagers des transports en commun depuis la mise en service de la nouvelle application « P&R CFL » en septembre 2023 ?

3) Est-il prévu de connecter d'autres P&R à cette application ? Si oui, lesquels ?

4) Le ministère envisage-t-il de développer une application similaire pour d'autres P&R qui ne sont pas exploités par les CFL ?

5) Concernant le développement futur des infrastructures de stationnement P&R, pourriez-vous nous informer sur l'avancement de la planification et la mise en service des autres P&R prévus dans le Plan national de mobilité 2023 ?

Réponse (19/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le taux d'occupation mensuel (en semaine du lundi au vendredi sauf jours fériés) des emplacements pour chaque P&R depuis leur inauguration, respectivement leur intégration dans l'application « P&R CFL », se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Ces taux d'occupation reprennent tous les utilisateurs des P&R (détenteurs d'abonnements, clients occasionnels payants et utilisateurs des transports en commun).

Le taux d'occupation journalier moyen (en semaine du lundi au vendredi sauf jours fériés) des emplacements des P&R en question pour l'entièreté de la période depuis leur intégration dans l'application « P&R CFL » s'élève actuellement à 63,48 % pour le P&R Belval, à 37,67 % pour le P&R Mersch et à 46,87 % pour le P&R Rodange.

Pour le parking P&R de Belval-Université, la société nationale des chemins de fer CFL ne dispose malheureusement pas de données statistiques détaillées entre l'inauguration du parking le 15 septembre 2013 et la mise en service de l'application « P&R CFL » pour ce parking le 18 septembre 2023.

En effet, pour des raisons techniques, le taux d'occupation de ce parking n'a pas pu être suivi de façon systématique avant l'utilisation de l'application « P&R CFL ».

Le parking P&R Stade de Luxembourg à la Cloche d'Or a été inauguré le 5 octobre 2023 et est exploité par la Ville de Luxembourg. Ainsi, mes services ne disposent pas de données relatives à l'occupation de ce parking relais.

En outre, les parkings P&R actuellement en service et gérés par l'Administration des ponts et chaussées ne sont pas équipés des installations nécessaires à la documentation automatique du taux d'occupation.

ad 2) L'évolution mensuelle de l'occupation des parkings par les usagers des transports en commun depuis la mise en service de la nouvelle application « P&R CFL » en septembre 2023 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il convient de noter qu'une période d'adaptation a été accordée aux clients afin qu'ils se familiarisent avec l'application et les conditions d'utilisation gratuite.

Pendant cette période, la gratuité était automatiquement accordée aux clients qui rencontraient des problèmes d'utilisation de l'application qui l'empêchaient de bénéficier de la gratuité.

Depuis le 18 septembre 2023 pour le P&R Beval, le 15 octobre 2023 pour le P&R Mersch et le 20 novembre 2023 pour le P&R de Rodange, la gratuité est seulement accordée si le client remplit les conditions nécessaires.

ad 3) et 4) Tous les futurs P&R des CFL seront intégrés à l'application « P&R CFL » dès leur mise en service. En effet, il est aussi prévu de connecter les P&R encore en planification auprès de l'Administration des ponts et chaussées à l'application P&R des CFL. Il reste encore à décider du nom que portera alors l'application.

ad 5) Après la mise en service en 2023 des P&R à Rodange et à Mersch, les CFL prévoient la mise en service d'un nouveau P&R à Troisvierges en 2025.

Les nouveaux P&R à l'arrêt de Bascharage/Sanem et à la gare de Bettembourg se trouvent au stade de l'étude de faisabilité et aucune date de mise en service ne peut être avancée. Le P&R de Bascharage/Sanem dépend de manière directe du planning du futur contournement de Bascharage.

Le dossier d'appel d'offres du P&R Frisange, qui prévoit une procédure en deux phases successives et une approche de livraison du projet Parc-house « Design-Build », est au stade de finalisation auprès de l'Administration des ponts et chaussées. L'appel à candidature est prévu pour l'été 2024.

De plus, les dossiers d'appel d'offres du P&R Mesenich – Phase 2 et du P&R Hoehenhof sont en cours d'élaboration.

L'avancement de la planification, le développement et la mise en service des parkings relais P&R se résument comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Paiement du salaire en cas d'incapacité de travail | Question 0333 (14/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Op hirem Neijooschempfank hunn d'FEDIL, d'Handwierkerkammer a -federatioun vun der Regierung ee „Karenztag“ oder eng „reduziéiert Indemniséierung“ am Krankheitsfall vun de Salarié verlaangt. Beim Karenztag géif de Salarié am Krankheitsfall net indemniséiert ginn. Et ass dëst eng Reaktioun op d'Entwécklung vum Krankstand vun 2022, dee méi héich ass wéi an deene Jore virun.

Dës Fuerderung ass net nei an ass vun deene viregte Regierungen ni zeréckbehalen ginn, well se 1. ongerecht ass an 2. de Problem net léist respektiv éischter verschäerfe kann.

1. Ech géif dofir gäre vun der Madamm Gesondheits- a Sozialministesch wëssen, wat d'Regierung vun dëser Fuerderung hält.

2. Wéi huet sech de Krankstand am Joer 2023 am Verglach zu 2022 entwéckelt?

Réponse (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den Accord de coalition gesäit Folgendes vir : „L'absentéisme a considérablement augmenté les dernières années. Le Gouvernement analysera les raisons du taux d'absentéisme, mènera des actions de prévention en concertation avec les parties prenantes et luttera contre toute forme d'abus en la matière.“

Dofir waart d'Regierung lo mol d'Analys vun den Ursaachen of a wäert no där Analys mat de Sozialpartner Gespräicher féieren, wat d'Aktiounen ubelaangt, déi kéinten envisagéiert ginn.

ad 2. Am Joer 2022 war de globalen Taux vum Absenteismus iwwer 12 Méint gekuckt bei 5,2 %. Fir 2023 sinn Donnéeën op den Datum vun haut nëmme bis Oktober 2023 inclus disponibel. De globalen Taux vum Absenteismus iwwer déi éischt 10 Méint vun 2023 gekuckt läit bei 4,5 %, par rapport zu 5,3 % fir déi éischt 10 Méint vun 2022.

Dës Zuelen ëmfaassen d'Krankheitsabsencé vu Mat-aarbechter mam private Statut, déi zu Lëtzebuerg oder am Ausland wunnen. Selbststänneg Persounen, awer och d'Salariéen, déi e Recht op eng illimitéiert Fortsetzung vun der Remuneration hunn, an déi also net vun enger finanzieller Entschiedung vun der Gesondheitskeess (CNS) profitéieren, ginn net berücksichtegt (d. h. Persounen, déi bei

der Krankeversicherung fir Gemengebeamten an Employéen (CMFEC), bei der Krankeversicherung fir Staatsbeamten an Employéen am öffentliche Déngscht (CMFEP) souwéi bei der Entraide médicale vun der CFL (EMCFL) affiliéiert sinn).

Fir eng bestëmmte Grupp vu Persounen a fir eng bestëmmte Period, ass den Taux vum Absenteismus definiert duerch de Rapport tëscht der Gesamtzuel vun der Krankendeeg (a Kalennerdeeg ausgedréckt) vun all dëse Persounen an der Gesamtzuel vun der Kalennerdeeg, während deene si ee Beruff ausgeübt hunn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir d'Joer 2022, ass eng global Moyenne, op déi éischt 10 Méint vum Joer gekuckt, vu 4,4 % fir d'Krankheet ouni de Covid-19 ze gesinn an 0,9 % konnten dem Covid-19 zougedelt ginn. Am Joer 2023, ass, op déi selwecht 10 Méint gekuckt, den Taux vum Absenteismus fir d'Krankheet bei 4,4 % bliwwen, den Taux vum Absenteismus fir Covid-19 läit bei nëmmen nach 0,1 %.

Capacités des asiles pour animaux | Question 0334 (14/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menger viregter Fro (N° 0148) huet d'Regierung mer d'Zuelen u Subsidien an anerem Hëllef, déi Déierenasylen zu Lëtzebuerg kréien, konnten nennen. Dëst waren Déierenasylen zu Gaasperech, zu Diddeleng, zu Esch an zu Schëffleng. Fir kënne feststellen, ob dës Hëllef duerginn, muss een natierlech och d'Auslaaschtung vun den Asylern an der leschte Jore kennen.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wat fir Kapazitéiten hunn déi genannten Déierenasylen (opgeschlësst no Déierenart)?
2. Wat war am Schnëtt d'Auslaaschtung vun den Asylern iwwert déi lescht 3 Joer gekuckt (opgeschlësst no Mount)?
3. Wéi vill Déiere konnten an der leschten 3 Joer vun den Asylern vermëttelt ginn (opgeschlësst no Déierenart)?
4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass et weider Asylern zu Lëtzebuerg brauch?
5. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Kapazitéiten an de bestoenden Asylern kuerz- a mëttelfristeg gesinn héich genuch sinn?
6. Si weider Asylern geplangt? Wa jo, wou?

Réponse (13/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1.
Gaasperech: Plaz fir 76 Hënn a 40 Kazen
Diddeleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen
Schëffleng: Plaz fir 10 Hënn a 40 Kazen
Esch: Plaz fir 11 Hënn a 25 Kazen.

ad 2. Zweek Asylern hunn hir Donnéeën op Nofro matgedeelt:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Zweek Asylern hunn hir Donnéeën op Nofro matgedeelt:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. a 5. D'Asylern sinn de Moment am Zentrum a Süde vum Land konzentréiert. Een Asyl am Norde

vum Land géif hëllef, d'Situatioun ze entlaaschten, awer och just kuerzfristeg. Dofir mécht de Landwirtschaftsminister notament reegelméisseg Sensibilisierungscampagnen ënnert dem Motto „En Déier ass kee Moudenaccessoire“, fir d'Leit drop hanzeweisen, datt d'Uschaf vum engem Hausdéier een Engagement an eng Responsabilitéit fir d'Liewen ass.

ad 6. Virum engem gudde Joer gouf een Oupriff an d'Gemenge vum Land gemaach fir ze kucken, wou eventuell d'Méiglechkeet fir een neit Asyl géng bestoen. Et huet just eng Gemeng en Interêt gewisen, ouni dass e konkrete Projet an der Planung ass.

Application mobile « police.lu » | Question 0335 (14/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

La Police grand-ducale dispose d'une application qui, outre la transmission d'informations policières, informe rapidement ses utilisateurs en cas de crise via des notifications « push ». Les usagers peuvent également être consultés dans les cas de personnes disparues ou lors de recherches d'auteurs présumés. La fonction « My Safe » permet la sauvegarde de données importantes relatives aux objets de valeur afin de les transmettre plus rapidement à la police pour un éventuel signalement en cas de vol.

Il me revient qu'actuellement, le téléchargement de l'application est limité à certains appareils téléphoniques, comme elle aurait été développée pour des versions plus anciennes de certains systèmes d'exploitation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-ce que l'application « police.lu » est toujours en usage et mise à jour de façon régulière ?
- 2) Depuis son introduction, combien de personnes ont téléchargé l'application ?
- 3) Quelles sont les statistiques d'usage des différents services proposés depuis son introduction ?
- 4) Quelles sont les statistiques de retours de la part des utilisateurs pour des cas de personnes disparues ou de recherches d'auteurs présumés depuis l'introduction de ces options ?
- 5) Combien de signalements ont été faits pendant les six dernières années et pour quelles raisons ?

Réponse (19/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'application de la police est toujours en usage et mise à jour régulièrement. Récemment les versions iOS et Android ont fait l'objet de modifications plus importantes. Celles-ci étaient nécessaires à cause de mises à jour au niveau de l'API (Application Programming Interface ou Programmierschnittstelle en allemand) d'Apple et de Google.

ad 2) Depuis janvier 2018, l'application a été téléchargée dans l'App Store à environ 15.700 reprises par près de 13.600 utilisateurs différents. Pour Android, le nombre de téléchargements total n'est pas disponible. Nous pouvons uniquement indiquer que l'application est actuellement installée sur à peu près 2.800 appareils. Le Play Store ne permet pas de voir les téléchargements en total.

ad 3) « Push »

Les messages « Push » sur iOS atteignent en moyenne 7.800 appareils. Les messages « Push » sur Android atteignent en moyenne 1.600 appareils.

À noter ici que chaque utilisateur peut opter de ne pas recevoir les notifications.

Formulaire de contact

Le formulaire de contact disponible dans l'application permet d'envoyer un message ou bien des photos à la police. Depuis janvier 2020, cette fonctionnalité a été utilisée à plus de 2.000 reprises.

E-Call

La fonction « Appel d'urgence » a été utilisée à 4 reprises en janvier et 11 reprises en février de cette année. Le décompte s'effectue par le nombre de mails entrant à l'adresse 113@police.etat.lu et ayant le mot-clé E-Call dans le sujet. Ces mails ne sont gardés que pour une durée de 3 mois. Les anciens messages ne sont pas comptabilisés.

E-Calls « Chat »

Statistiques :

- 2024 : 8
- 2023 : 44
- 2022 : 109
- 2021 : 78
- 2020 : 79

Pour les autres fonctionnalités, et notamment la fonction « My Safe », des statistiques ne sont pas disponibles, car elles restent dans le téléphone portable de l'utilisateur.

ad 4) L'application mobile ne constitue qu'un moyen de communication parmi d'autres pour donner un retour à la police dans ces cas de figure. Les statistiques sur des retours limités aux options évoquées ci-dessus ne sont pas disponibles.

ad 5) Le nombre de signalements correspond au nombre de formulaires de contact, qui s'élève à plus de 2.000 utilisations. La nature de ces signalements est pourtant très diverse. Chaque message est traité de manière individuelle, une catégorisation de ceux-ci n'est pas réalisée.

Régime de chômage partiel de source conjoncturelle | Question 0336 (15/02/2024) de M. Georges Engel (LSAP)

Le marché immobilier est fortement affecté par des éléments conjoncturels au Luxembourg. Cette situation entraîne des répercussions négatives sur le secteur de la construction. Ainsi, le Gouvernement a décidé de déclarer certaines branches du secteur de la construction en crise pour une durée de six mois, allant de février à juillet 2024, et de recourir au chômage partiel de source conjoncturelle. Les secteurs « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » sont les branches d'activités du secteur de la construction qui puissent bénéficier du régime de chômage partiel de source conjoncturelle.

Les demandes de chômage partiel doivent être introduites au plus tard le 12^e jour du mois qui précède la période de chômage partiel demandée.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien d'entreprises et combien de salariés des secteurs de construction déclarés en crise sont concernés par les demandes faites jusqu'au 12 février 2024 ?

2) Selon le Gouvernement, les demandes de chômage partiel portant sur le mois de février 2024 ont pu à



titre exceptionnel être envoyées du 1^{er} au 12 février inclus. Combien d'entreprises et combien de salariés ont profité de cette possibilité ?

Réponse (29/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Secrétariat du Comité de conjoncture a reçu 85 demandes de chômage partiel, de la part d'entreprises déclarées éligibles, pour les mois de février et mars 2024.

Ces 85 demandes émanent de 47 sociétés différentes.

Le nombre d'ETP prévisionnel au chômage partiel pour ces deux mois s'élève à 921,74. Il est à préciser que le nombre prévisionnel est généralement bien supérieur au nombre réel du chômage partiel.

ad 2) Pour le mois de février 2024, 40 demandes de chômage partiel, introduites par des entreprises émanant d'un des secteurs de la construction déclarés en crise, seront accueillies favorablement.

Le nombre d'ETP prévisionnel au chômage partiel pour le mois de février 2024 s'élève à 412,25. Il est à préciser que le nombre prévisionnel est généralement bien supérieur au nombre réel du chômage partiel.

Considérant que les entreprises concernées disposent d'un délai de 2 mois, à compter du mois de la survenance du chômage, pour introduire un décompte auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi, il ne sera possible de déterminer le nombre exact d'entreprises et de salariés au chômage partiel qu'au mois de mai 2024.

« SportFabrik » à Differdange | Question 0337 (15/02/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

De leschte Weekend am Juli 2023 sinn, bedéngt duerch hefteg Onwieder, schwéier Schied an der SportFabrik zu Differdeng entstan. D'Waasser, wat duerch eng Sécherheetsdier an d'SportFabrik gelaf ass, huet gréisser Schied am Laboratoire provoziert a verschidden Equipementer si beschiedegt ginn. Déi Responsabel vum LIHPS (Luxemburg Institute for High Performance in Sports) hu séier reagiert an alternativ Méiglechkeeten in place gesat, esouwäit déi méiglech waren.

Ech hunn dofir folgend Froen un de Sportminister:

1. Wéi eng Mesuren sinn nach en place, fir de Sportler en optimale Service ze assurieren?
2. Gëtt et Diskussiounen mat der Gemeng Déifferdeng, fir alternativ Méiglechkeeten ze offéieren?
3. Ginn d'Schied, déi substanzuell sinn, vun enger Assurance iwwerhol? Wann dëst net de Fall wier, vu wem mussen d'Käschten da gedroe ginn?
4. Wéi ass d'Kollaboratioun mat änleche Strukturen am Ausland? Konnte Sportler, speziell déi, déi sech aktuell fir déi olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis virbereeden, am Ausland betreit ginn?
5. Wéini sollen d'Reparatiounsaarbechten ufänken?
5. Wéini ass d'SportFabrik erëm voll funktionsfäeg?

Réponse (13/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Nodeems d'Ausmooss vun de Schied an der SportFabrik vun den Experten evaluéiert an déi länger Indisponibilitéit vum Laboratoire confirméiert ginn ass, hunn déi Responsabel vum Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS) vum spezialiséierte Personal en temporäre Laboratoire

um 1. Stack vun der SportFabrik developpéieren an ariichte gelooss.

Den temporäre Laboratoire bréngt déi onbeschiedegt Equipementer aus der SportFabrik zum Asaz an ass zënter dem 29. November 2023 voll operationell. Den temporäre Laboratoire erlaabt d'Duerchféiere vu Basistester zur Bestëmmung vun allgemenge Leeschtungsparameteer vun Elitesportler a vu verschiddenen Tester fir d'Verletzungspreventioun an de sougenannte „return-to-sport“ no schwéiere Verletzungen. Duerch déi méi kleng Dimensionne vum temporäre Laboratoire an d'Beschiedegung vu gewësse wëssenschaftlechen Equipementer kann allerdéngs de gréissten Deel vun de sportspezifischen Tester mat de Sportler am Moment net duerchgefouert ginn.

ad 2. D'Gemeng Déifferdeng huet logistesche Hëllefstellung bei der Arichtung vum temporaire Laboratoire um 1. Stack vun der SportFabrik geleescht. Donieft verzicht d'Gemeng Déifferdeng fir e gewëssen Zäitraum op verschidde Raimlechkeeten, wou den temporäre Laboratoire ënnerbruecht ass. Dës Raimlechkeete wäert si spéider am Kader vun der Exploitatioun vun der ugrenzender Sportshal notzen.

ad 3. No deenen Informatiounen, déi haut disponibel sinn, ginn d'Schied vun enger Assurance iwwerhol.

ad 4. De LIHPS ass Member an der Association of Sport Performance Centres (ASPC) an huet zënter dem 14. Oktober 2022 eng Partnerschaft mam franséischen „Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)“. De wëssenschaftleche Partner vum LIHPS an der SportFabrik, de Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS), huet wëssenschaftlech Kooperatiounen mat Unien aus eisen Nopeschlänner, wéi och exzellente Relatiounen mat der Norwegian School of Sports Science.

Allerdéngs huet d'Konkretiséiere vun de sportwëssenschaftlechen an akadeemesche Kooperatiounen duerch den Incident an der SportFabrik zum Deel op Äis geluecht misse ginn an och d'Kooperatiounsgesprécher mat aneren europäeschen Elitesportzentren si verzögert ginn.

Zwee Sportler, déi sech nach fir déi Olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis kënnen qualifizéieren, konnten déi fir si néideg spezifesch Tester am temporäre Laboratoire duerchféieren. Aner Sportler hunn decidéiert, op gewësse spezifesch Tester ze verzichten, well se net am temporäre Laboratoire konnten duerchgefouert ginn oder am noen Ausland keng vergläichbar Méiglechkeeten disponibel waren.

Déi järelech stattfindend Basistester konnte mat alle Sportler duerchgefouert ginn.

ad 5. De 14. Februar huet de concernéierten Assureur schrëftlech matgedeelt, eng éischt virleefeg Indemnitioun ze liberéieren, esou dass d'Reparatiounsaarbechte kënnen starten.

ad 6. Am Moment ass et nach net méiglech, e geneeën Datum ze ginn, wéini d'SportFabrik erëm voll funktionsfäeg wäert sinn.

Vente de homard vivant | Question 0338 (15/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hei am Land kritt een op verschiddenen Plazen Homarden an aner Krustendéieren als lieweg Iesswuer ze kafen. Homarde si schmäärzempfindlech Déieren, déi virun allem Hëtzt net verdroen. Trotzdeem ginn hinnen aktuell nach ëmmer d'Schéieren zesummegebonden a si gi bei der Zoubereedung lieweg a

kachend Waasser gehäit. An der Äntwert op meng Fro N° 6110 huet den deemolege Minister gesot:

„Homarde falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz. Homarde sinn ugesinn als Fëschprodukter, déi am liewegen Zoustand konservéiert ginn.“

An der selwechter parlamentarescher Fro, ob de Verkauf vu liewegen Déieren zu Lëtzebuerg wäert legal bleiwen, huet de Minister dëst geäntwert:

„De Verkauf vu liewegen Homarden als Liewensmëttel ass legal, soulaang et keng Gesetzgebung gëtt, déi dat verbitt.“

An deem Zesummenhang wëilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

– Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Gesetz misst geännert ginn, sou dass Homarden, Austeren a Muschelen ënnert d'Déiereschutzgesetz falen an domat net méi lieweg dierfe verkaaft ginn?

- Wa jo, sinn hei schonn Aarbechten envisagéiert, fir d'Gesetz entsprecheend unzepassen?
- Wann nee, firwat soll et hei net zu enger Gesetzesännerung kommen?

Réponse (13/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Den Art. 2 vum Déiereschutzgesetz präziséiert, wat fir eng Déieren ënnert d'Déiereschutzgesetz falen. Homarden, Austeren a Muschelen falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz.

Et ass de Moment net virgesinn, eist nationaalt Déiereschutzgesetz op deem Punkt unzepassen.

Vu dass op europäeschem Niveau virgesinn ass, d'Reglementatioun un déi nei Gegebenheeten unzepassen, waarde mir of, wat op deem Niveau geschitt a wäerte gegebenfalls nei Reegelen op nationalem Niveau ëmsetzen.

Plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC) | Question 0339 (15/02/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a annoncé en juin 2022 la création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC), envisagée comme une alternative aux services de type « Uber ». Ce projet a suscité des interrogations quant à la pertinence et aux implications de l'intervention étatique dans un domaine déjà couvert par des initiatives privées. De plus, il soulève des préoccupations quant au respect des droits des chauffeurs dans ce secteur, spécifiquement les chauffeurs de taxis et leur convention collective applicable.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Dans quelle phase se trouve le développement de cette plateforme étatique de réservation de taxis et VLC, et quelles sont les principales caractéristiques de ce projet ?
- 2) Comment le Gouvernement envisage-t-il de concilier l'intervention étatique avec la présence d'initiatives privées déjà développées dans le secteur des taxis et des services de transport individuel ?
- 3) Quelles mesures sont envisagées pour assurer une concurrence équitable entre cette plateforme soutenue par l'État et les services de transport individuel privés existants ?

4) Quelles mesures sont prévues pour assurer que les droits de chauffeurs de VLC et la convention collective des chauffeurs de taxis soient effectivement appliqués dans le cadre de plateformes de réservation ?

Réponse (18/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le déploiement d'une plateforme nationale, telle que mentionnée par l'honorable Député, a été discuté dans le cadre du projet de loi 7762, visant à réformer le secteur des taxis et à le mettre en cohérence avec celui des voitures de location avec chauffeur (VLC).

Actuellement, je m'engage dans des consultations approfondies avec l'ensemble des parties prenantes du secteur afin de parvenir à une solution répondant aux besoins tant des professionnels que des utilisateurs. Il est crucial de souligner que cette solution devrait non seulement entraîner une baisse des tarifs actuellement en vigueur, mais également garantir une transparence accrue sur le marché.

Concernant les droits des chauffeurs vis-à-vis des plateformes de réservation, il est important de noter qu'en vertu de la législation en vigueur, seuls les exploitants personnes physiques ou morales peuvent détenir des licences d'exploitation de taxis. Cette disposition est également prévue pour les VLC. Ainsi, il est exclu qu'un chauffeur puisse adhérer individuellement à une plateforme de réservation de courses ; c'est uniquement son exploitant qui peut le faire. En conséquence, le salaire du chauffeur et le respect des dispositions de la convention collective en vigueur sont à garantir par son exploitant.

Consommation du tabac | Question **0340** (15/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Opbauend op de vun der Fondation Cancer publizierten Zuelen zum Tubakskonsum zu Lëtzebuerg ass feststellen, dass mir op nationalem Niveau nach wäit fort si vum europäeschem Zil, den Tubakskonsum bis 2040 op 5 % ze reduzéieren.

Den Tubakskonsum gëtt an de leschte Joren och ugedriwwen vun neie Produiten, déi op de Marché komm sinn, de sougenannten „New Gen Products“, dorënner falen zum Beispill Produite wéi „Puffs“ an och „Snus“. Iwwert d'Verbreedung vun dese Produiten op nationalem Niveau gëtt et aktuell, obwuel de Ministère d'Gefor erkennt, keng Etuden oder Zuelen.

De Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT), deen am Joer 2020 ausgelaf ass, gesäit vill Evaluatiounen vir, virun allem sollt zum Schluss eng extern Etude follgend Ziler areeche: „Une évaluation externe finale en 2020, qui permettra de faire le point sur les résultats atteints et non atteints, ainsi que sur les points critiques à intégrer dans le PNLT suivant.“ Da gesäit den Agenda vum leschte PNLT och eng final Phas vir, wou opbauend op de Conclusiounen e PNLT 2021–2025 soll ausgeschafft ginn.

An der leschter Legislaturperiod sinn dann och 6 Aarbechtsgruppen (de Gesondheetsdësch) agefouert ginn, wou et ënnert anerem och ëm de Sujet vum Tubakskonsum sollt goen. Aktuell ass zur Entwécklung vun desen Echange nächst méi gewosst an déi dediéiert Websäit ass aktuell net méi registréiert.

An den Äntwerten op rezent parlamentaresch Froen am Kader vum Tubakskonsum zu Lëtzebuerg ass et och keng weider präzis Informatiounen ginn. Esou ass am Kader vun den Nikotinsäckelcher gesot ginn, dass d'Regierung gegebenefalls ee legale Kader ausschafft, ouni e konkreeten Zäitplang festzeleeën. De Finanzminister huet am Kader vun enger anerer

parlamentarescher Fro vu „Reflexiounen“ geschwat betreffend eng méiglech Präiserhéijung vum Tubak op nationalem Niveau.

Trotz oppene Froen an engem vum Ministère confirméerte Manktem un Zuelen, huet Lëtzebuerg am Kader vun neien Tubaksproduiten d'Initiativ ergraff an a senger Amendementspropos zur Direktiv (EU)2015/1535 e Verbuet vu „pochettes de nicotine“ gefuerdert.

Villes bleift trotzdeem éischerter vag, konkreet Äntwerte loosson op sech waarden an europäesch Zilsetzung schéngen aktuell net realistesch.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Gesondheet a fir Finanzen dës Froen stellen:

1. Sinn d'Evaluatiounen zum leschte PNLT allegueren ofgeschloss? Falls jo, wéini ginn d'Conclusiounen publizéiert? Falls nee, wéi een Zäitplang ass hei festgeluecht ginn?

2. Wou sinn d'Aarbechten zum neie PNLT drun? Wéi een Zäitplang ass hei festgeluecht ginn?

3. Wat wäerten déi grouss Prioritéiten vum neie PNLT sinn?

4. Wäert déi nei Generatioun un Tubaksproduiten och Deel vum neie PNLT sinn?

5. Wäerten d'Gesondheetsdëscher aus der leschter Legislaturperiod an domat den Echange mat villen Acteuren vum Terrain weidergefouert ginn? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn dës net weidergefouert?

6. Wäert de Budget fir d'Joer 2024 Recetten aus méiglechen Taxen op elektronischen Zigaretten an Nikotinsäckelchen enthalten?

7. Op Basis vu wéi engen Zuelen, Observatiounen, Echange mat betroffenen Acteuren a Conclusiounen ass d'Entscheidung getraff ginn, den uewen zitéierten Amendment am Kader vun der Direktiv (EU)2015/1535 ze proposéieren?

Réponse (19/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. bis 3. Wéi den Accord de coalition erkläert, wäerten all d'Pläng a Programmen eng Qualitéits- an Effizienzanalys duerchlafen. Jee no de Resultater vun desen Analyse wäerten déi néideg Upassungen virgeholl ginn.

ad 4. Déi nei Generatioun un Tubaksproduiten wäerten an eiser Lutte géint den Tabagisme mat ofgedeckt ginn.

ad 5. Den direkten Echange mat den Acteuren vum Terrain ass fir déi nei Regierung immens wichteg. Dee wäert selon les besoins en bilatéral oder an enger méi grousser Concertatioun mat de verschiddenen Acteuren stattfannen.

ad 6. De Budgetgesetzsprojet fir d'Joer 2024 (N° 8383), deen de 6. März 2024 an der Chamber deposéiert gouf, gesäit vir, dass d'E-Liquid fir elektronesch Zigaretten an d'Nikotinsäckelchen, vum 1. Oktober 2024 un, zu Lëtzebuerg mat Akzise besteiert ginn. Ee groussherzoglecht Reglement, dat parallel zum virgenannte Budgetgesetz op den Instanzewege geschéckt gouf, gesäit effektiv Taxe vun 120 €/Liter fir d'E-Liquiden an 22 €/kg fir d'Nikotinsäckelchen vir.

ad 7. Deen zitéierten Amendment ass ni deposéiert ginn. De Projet de loi, deen ënnerwee ass, setzt d'Direktiv ëm a gëtt esou wéi an der Äntwert 6 beschriwwen kompletéiert.

Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) | Question **0341** (15/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon divers témoignages, les délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) aux assurés se sont allongés et excèdent même six à huit semaines.

Par ailleurs, les conditions pour bénéficier du remboursement par chèque ou par virement instantané dans une des agences de la CNS ne sont pas toujours faciles à remplir et un certain nombre d'agences a même été fermé, dont celle au boulevard Royal.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant que les remboursements de la part de la CNS accusent des retards pouvant dépasser six à huit semaines ?

2) Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que de tels retards sont démesurés et qu'ils risquent de mettre à mal la situation financière des assurés – surtout lorsqu'ils sont atteints de maladies chroniques et qu'ils sont contraints de se soumettre régulièrement à des consultations et traitements médicaux ?

3) Quelle est la raison des retards accumulés et comment compte-t-on remédier à cette situation ?

4) Madame la Ministre est-elle au courant des modalités souvent compliquées de remboursement par chèque ou par virement instantané dans les agences de la CNS ?

5) Quelles mesures sont envisagées pour faciliter le remboursement par chèque ou par virement instantané ?

6) Dans quels délais le système de paiement immédiat direct sera-t-il accessible chez tous les médecins et professionnels de santé et pour tous les assurés ?

7) Par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle motiver et soutenir les médecins et autres professionnels de santé pour qu'ils participent au déploiement du système de paiement immédiat direct ?

Réponse (11/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) Actuellement, le délai de traitement des mémoires d'honoraires et factures relatifs à des prestations délivrées au Luxembourg se situe entre six et huit semaines.

Cela s'explique principalement par le fait que le service « Prestations en nature maladie et maternité » de la CNS est confronté à une augmentation constante des demandes de remboursement à traiter et à des difficultés de recrutement persistantes.

Afin de remédier au problème actuel des longs délais de remboursement, la CNS vient de lancer un nouveau projet dont le but est l'augmentation de la quantité de mémoires d'honoraires pouvant être traités par lecture optique. En attendant l'extension du système du paiement immédiat direct à l'ensemble des médecins exerçant au Luxembourg et, dans une deuxième étape, aux autres professionnels de santé, la CNS espère renforcer les départements concernés par des ressources supplémentaires.

ad 4) et 5) En 2023, le nombre de visites dans les agences de la CNS a accusé une hausse de 40 % par rapport à l'année 2022. Malgré diverses adaptations au niveau de l'organisation, la pénurie de personnel ne permet actuellement pas à la CNS de répondre



dans une mesure suffisante à la demande d'accueil du public.

ad 6) La CNS permet déjà aux médecins généralistes exerçant au Luxembourg d'accéder au système de paiement immédiat direct. Ce système sera accessible aux médecins spécialistes et aux médecins-dentistes exerçant au Luxembourg à partir du 19 mars 2024. Il y a toutefois lieu de souligner que des acteurs externes relevant du secteur privé, dont notamment les éditeurs des logiciels des médecins, devront intégrer ce système dans leurs outils et le déployer à leur clientèle avant que le médecin ne puisse l'utiliser et permettre à ses patients d'en profiter.

ad 7) Le Gouvernement tente de faciliter le recours des médecins au paiement direct et immédiat en en leur faisant parvenir les informations détaillées expliquant le fonctionnement du PID.

Par ailleurs, pour inciter les éditeurs à installer les logiciels nécessaires à l'utilisation du paiement immédiat direct dans les cabinets médicaux, le Gouvernement accorde aux éditeurs une prime de 625 euros hors TVA pour chaque installation dans un cabinet médical.

Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis | Question 0342 (16/02/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'USA froen aktuell d'Ausliwwerung vum Här Julian Assange, déi bis elo vum Vereenegte Kinnekräich refuséiert gouf. De Fall vum Här Assange ass am Zesummenhank mat der Fräiheet vun der Press vu ganz héijer Wichtigkeet a fënn weltwäit Opmierksamkeet. Och stellen sech ganz vill Froen, esouwuel wat seng Behandlung bis elo ewéi och säi Recht op e faire Prozess an Zukunft ugeet.

An deem Kontext wëllt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Gesäit d'Regierung an der Affär vum Här Assange Aspekter, déi iwwert seng Persoun erausginn, besonnesch am Bezuch op d'Fräiheet vun der Press?

2. Ass d'Regierung gewëllt, zu Gonschte vum Här Assange bei den héijen Autoritéite vum Vereenegte Kinnekräich respektiv vun de Vereenegte Staate vun Amerika ze intervenéieren?

Réponse (12/03/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung kommentéiert net Affairen, déi aktuell nach viru Gericht an engem Rechtsstat sinn.

Plateforme eduGuichet | Question 0343 (16/02/2024) de Mme Francine Closener | Mme Paulette Lenert | Mme Claire Delcourt (LSAP)

En juin 2023, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a lancé le site Internet eduGuichet, qui est opérationnel depuis la rentrée 2023-2024. Cette nouvelle plateforme numérique regroupe plusieurs services et informations essentielles liées à l'éducation, dont l'accès aux bulletins, la demande de la carte chèque-service accueil, l'e-Bichelchen, le catalogue des manuels scolaires et la restauration scolaire. L'eduGuichet s'adresse aux parents et aux élèves à partir de 16 ans. Pourtant, selon nos informations, les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont pas accès à l'espace personnalisé de la plateforme moyennant l'authentification via LuxTrust, bien qu'ils soient détenteurs de l'autorité parentale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont pas accès à la plateforme eduGuichet ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre prévoit-il remédier à cette situation qui déprive ces parents de l'exercice de certains de leurs droits et obligations ? Quelles démarches ont été entreprises pour permettre l'accès de ces parents à l'espace personnalisé de l'eduGuichet ? Dans quel délai Monsieur le Ministre prévoit-il redresser cette situation ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents séparés ou divorcés avec autorité parentale conjointe peuvent tous accéder à la plateforme eduGuichet ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les détenteurs de l'autorité parentale d'enfants placés au sein d'institutions peuvent accéder à la plateforme eduGuichet ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les parents biologiques dépourvus de l'autorité parentale ne peuvent pas accéder à la plateforme eduGuichet ?

Réponse (18/03/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les parents d'accueil d'enfants placés en famille d'accueil n'ont en effet actuellement pas encore accès à l'espace personnalisé de la plateforme eduGuichet.

Mes services sont en train de mettre en place une procédure permettant aux parents d'accueil de téléverser des documents qui démontrent qu'ils disposent de l'autorité parentale sur ces enfants. Après vérification de ces documents, l'accès aux données de l'enfant concerné sur eduGuichet sera activé.

ad 2) Les parents séparés ou divorcés ayant l'autorité parentale conjointe ont accès à la plateforme eduGuichet après avoir déclaré leur droit de l'exercice de l'autorité parentale en signant électroniquement une attestation sur l'honneur.

ad 3) Comme pour les familles d'accueil, les institutions sont tenues de fournir des documents prouvant qu'elles détiennent l'autorité parentale. Après vérification de ces documents, l'accès aux données de l'enfant concerné sur eduGuichet sera activé.

ad 4) Lors de l'inscription sur eduGuichet, tous les parents doivent déclarer pour chaque enfant qu'ils exercent l'autorité parentale sur l'enfant, ceci en signant électroniquement une attestation sur l'honneur.

Toute personne ayant déjà accès au profil d'un enfant sera notifiée par courrier électronique si une nouvelle personne a désormais accès au profil de cet enfant.

Si un parent estime avoir détecté un accès non justifié résultant d'une attestation sur l'honneur jugée inexacte, il peut le signaler en fournissant en ligne les pièces justificatives appropriées. Après validation de ces pièces, l'accès pourra être retiré à la personne non autorisée.

Aide humanitaire pour Gaza | Question 0344 (16/02/2024) de M. Yves Cruchten | M. Franz Fayot (LSAP)

Les opérations militaires des forces de défense israéliennes menées à Gaza ont conduit à une destruction d'ampleur inédite surtout de vies humaines mais aussi en ce qui concerne les infrastructures civiles.

Les Territoires palestiniens occupés bénéficient d'un statut particulier dans la politique de coopération luxembourgeoise. Dans ce cadre, le Luxembourg contribue de longue date à des projets humanitaires, principalement à travers l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), mais aussi à travers d'autres organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). De plus, le Luxembourg soutient des ONG et des acteurs de la société civile des Territoires palestiniens occupés qui contribuent à la résilience de la population palestinienne sous occupation israélienne.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quel est le montant de l'aide humanitaire dédié à Gaza durant les dix dernières années ventilées par les aides moyennant les différents engagements multilatéraux et les organisations non gouvernementales ? Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des projets humanitaires à Gaza auxquels le Luxembourg a contribué ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'état actuel des structures construites grâce aux contributions humanitaires luxembourgeoises à Gaza ? Quelles structures financées dans le cadre de projets humanitaires soutenus par le Luxembourg ont été détruites durant les opérations militaires du Gouvernement israélien à Gaza depuis le 7 octobre 2023 ?

3) À quel montant se chiffrent les dommages aux projets financés ou cofinancés par le Luxembourg à Gaza et dans les Territoires occupés suite aux opérations militaires israéliennes ?

4) Quelles aides humanitaires le Gouvernement prévoit-il de fournir à la population de Gaza dans le futur proche ?

Réponse (12/03/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Depuis 2014, le Luxembourg a alloué 4.812.739 EUR d'aide humanitaire exclusivement pour la bande de Gaza, dont 1.704.106 EUR a été acheminé à travers des organisations non gouvernementales luxembourgeoises et internationales et 3.108.633 EUR via les organisations multilatérales.

Il convient de noter par ailleurs que le Luxembourg a, durant les dix dernières années, également financé des projets couvrant à la fois la bande de Gaza et la Cisjordanie ; cet appui financier a visé les deux parties des Territoires palestiniens occupés sans distinction. Le montant total de l'aide humanitaire couvrant les deux parties, et qui été acheminée via les organisations multilatérales, s'élève à 9.950.000 EUR depuis 2014.

Le montant total des contributions, visées ci-dessus, pour appuyer les projets humanitaires couvrant exclusivement ou en partie la bande de Gaza, est dès lors de 14,8 mio EUR depuis 2014.

Ci-dessous, 3 listes ventilées par type d'acteur humanitaire et la localisation de l'aide :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Comme illustré dans les listes des projets humanitaires financés par le Luxembourg durant les dix dernières années dans la bande de Gaza (voir supra), l'appui n'a pas porté sur la construction de structures et d'infrastructures. De ce fait, il n'y a pas de perte

financière enregistrée pour le Luxembourg suite aux destructions causées par les opérations militaires du Gouvernement israélien depuis le 7 octobre 2023.

ad 3) Depuis 2015, le Luxembourg cofinance avec dix autres pays donateurs le projet humanitaire du West Bank Protection Consortium. Le projet couvre Jérusalem-Est et la Cisjordanie et contribue entre autres à la construction de structures et d'infrastructures (abris, écoles et installations d'approvisionnement d'eau potable) dont bénéficient les Palestiniens subissant un transfert forcé et/ou des destructions de leurs domiciles et biens par les autorités israéliennes.

La perte financière causée par les démolitions des infrastructures financées par le consortium dans son ensemble se chiffre à 295.415 EUR en 2023.

ad 4) Dans le cadre de la planification du budget de l'aide humanitaire du Luxembourg pour 2024, une enveloppe initiale de 3.000.000 EUR a été réservée pour les Territoires palestiniens occupés, dont 1.000.000 EUR sera alloué à la réponse humanitaire de l'UNRWA dans la bande de Gaza.

À noter par ailleurs que la première tranche de 2024 de la contribution à UNRWA, à hauteur de 2,1 mio EUR, et qui couvre ses opérations dans les cinq régions d'intervention, a été déboursée début mars.

Autorisation d'exercer des médecins | Question 0345 (16/02/2024) de Mme Carole Hartmann (DP)

En décembre 2023, le Conseil supérieur de discipline du Collège médical a prononcé à l'égard d'un médecin-dentiste une interdiction d'exercer à vie la profession médicale de médecin-dentiste au Luxembourg.

Il importe de noter que le médecin en question s'était déjà fait remarquer de manière négative à plusieurs reprises au fil des années précédentes. Ainsi l'autorisation d'exercer du médecin avait déjà été provisoirement suspendue en janvier 2016 pour une durée de trois mois pour avoir obtenu l'autorisation sous faux prétextes. Par ailleurs, il résulte d'un courrier adressé au médecin par le Ministère de la Santé le 15 janvier 2016 qu'il était à ce moment-là informé de son interdiction d'exercer en France du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2017.

En outre, le 17 février 2017 le Collège médical a informé Madame la Ministre de la Santé qu'il avait été porté à sa connaissance que des patients du même médecin se verraient abîmer leurs dents afin de justifier les actes de dévitalisations, respectivement de pose de couronnes.

Il résulte d'un rapport de la Direction de la santé daté du 4 mai 2017, que lors d'une visite surprise dans le cabinet du médecin, toute une série de non-conformités en relation avec la protection des données, la documentation médicale, les droits des patients, l'équipement du cabinet, la radioprotection et l'hygiène ont été constatées. Une fermeture provisoire du cabinet a été ordonnée, mais qui n'était seulement de courte durée.

Aussi, il résultait d'une analyse de l'activité du médecin effectuée par le médecin-conseil du contrôle médical de la sécurité sociale, suivant courrier du 13 avril 2016 adressé au Collège médical, que le nombre de certains actes facturés par celui-ci dépassait de manière importante, l'activité de tous les autres cabinets. Dans ce contexte, de fortes suspicions de malfaçon, d'indication abusive et de facturation malhonnête se sont matérialisées, renforcées notamment par les affirmations d'une de ses assistantes formulées dans un courrier adressé le 10 février 2017 à l'inspection sanitaire de la Direction de la santé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) À quel moment le Ministère de la Santé a-t-il été informé pour la première fois des procédures judiciaires et des condamnations à l'égard du médecin-dentiste en question ?

2) À quel moment est-ce que la Direction de la santé a été informée pour la première fois des plaintes de patients, des plaintes de son personnel et des suspicions de malfaçon et d'escroquerie à l'égard du médecin-dentiste en question ?

3) Pourquoi l'autorisation d'exercer du médecin a-t-elle été suspendue uniquement pour une période de trois mois en janvier 2016, bien que le Ministère de la Santé eût connaissance de l'obtention de l'autorisation sous faux prétextes en 2013 et de l'interdiction d'exercer en France entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2017 ?

4) Pourquoi le cabinet du médecin-dentiste n'a-t-il été fermé que pendant une période restreinte, malgré le fait que la Direction de la santé avait établi, à la suite d'une visite en mai 2017, toute une série de manquements graves ? Pourquoi n'y a-t-il apparemment pas eu de visites de contrôle rapprochées par la suite ?

5) Pourquoi le médecin a-t-il pu continuer à consulter et à intervenir sur un large nombre de patients jusqu'à l'arrêt du 20 décembre 2023, malgré la connaissance d'irrégularités établies au niveau de la facturation, faisant soupçonner l'escroquerie autant que la malfaçon, au moins depuis avril 2016, mais certainement après un courrier de la part d'une assistante du médecin à l'adresse de l'inspection sanitaire ?

6) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que l'État ait envoyé des patients réfugiés, dans le cadre de leur statut de demandeur d'asile protégé, pour être pris en charge dans le cabinet du médecin-dentiste en question ?

7) Est-ce que Madame la Ministre de la Santé a une idée du nombre de patients victimes du médecin-dentiste en question ?

8) Madame la Ministre peut-elle informer de l'état d'avancement de l'avant-projet de loi portant réforme du Collège médical, avec notamment des pouvoirs élargis au niveau de ses compétences en matière d'affaires disciplinaires ?

Réponse (12/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En 2015, le Ministère de la Santé a été informé pour la première fois des procédures judiciaires et des condamnations à l'égard du médecin-dentiste en question.

ad 2) Les premières informations concernant des problèmes au niveau de la prise en charge de patients ont été portées à la Direction de la santé en 2017.

ad 3) La décision de suspension de trois mois ne tenait pas compte des infractions commises en France, mais d'une négligence fautive commise par le médecin-dentiste en question pour avoir signé une déclaration sur l'honneur dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exercer la médecine dentaire au Luxembourg attestant de ne pas avoir connaissance d'une éventuelle poursuite judiciaire, pénale ou disciplinaire.

ad 4) Le temps de fermeture du cabinet du médecin-dentiste était lié au remplacement d'un équipement technique défectueux. Une inspection de conformité du nouvel appareil a été effectuée avant la réouverture du cabinet.

ad 5) Une plainte initiale a été déposée en 2017. L'instruction pénale est actuellement en cours.

ad 6) Il peut être confirmé que le médecin-dentiste en question a pris en charge des demandeurs de protection internationale.

ad 7) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne peut pas évaluer le nombre de patients victimes du médecin-dentiste en question.

ad 8) Cet avant-projet de loi constitue une priorité et il est prévu de le soumettre au Conseil de Gouvernement au courant du deuxième semestre de cette année.

Permis à points | Question 0346 (16/02/2024) de Mme Francine Cloener | M. Yves Cruchten (LSAP)

Les statistiques du bilan des accidents de la route en 2022 révèlent des chiffres préoccupants : environ 25 % des blessés graves et 31 % des décès étaient dus à une vitesse excessive. En outre, une augmentation dramatique des accidents mortels liés à l'alcool a été constatée, avec 15 décès et 36 blessés graves recensés en 2022 contre 7 accidents mortels en 2021. Ces données alarmantes soulignent l'urgence d'une action renforcée pour la sécurité routière.

Ainsi, le permis à points, introduit le 1^{er} novembre 2002, vise à responsabiliser tous les conducteurs circulant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Les statistiques du bilan des accidents de la route de 2022 montrent une proportion inquiétante d'incidents graves et mortels attribuables à la vitesse excessive et à l'alcool.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics afin d'obtenir des précisions sur les points suivants pour la période de 2019 à 2023 :

1) Quel est le nombre total de retraits de permis de conduire, avec une répartition détaillée selon les motifs de retrait, tels que l'alcool au volant, le refus de se soumettre à des tests d'alcoolémie, de drogues ou de substances médicamenteuses, et les excès de vitesse supérieurs à 50 % de la vitesse maximale autorisée ?

2) Combien d'infractions ont impliqué des conducteurs professionnels, et pourriez-vous fournir une ventilation par type d'infraction ?

3) Quel est le nombre de recours introduits contre les interdictions de conduire provisoires, et combien ont abouti à une décision favorable pour le requérant ?

4) Le Gouvernement a-t-il l'intention de finaliser le projet de loi relatif à l'introduction du délit de mise en danger délibérée d'autrui pour renforcer la prévention et la sanction des comportements à risque sur les routes ?

Réponse (19/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le système informatique actuel du service de l'exécution des interdictions de conduire du Parquet général ne permet pas un filtrage par infraction.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les retraits immédiats ont été effectués suite aux infractions suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les retraits administratifs après avis de la Commission du permis de conduire sont effectués individuellement, après une analyse détaillée du dossier de la



personne concernée, et ne se limitent généralement pas à un seul motif :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Finalement, le droit de conduire peut être suspendu en raison de la perte de la totalité des points du permis de conduire, toutes infractions confondues.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les pertes de points du permis de conduire peuvent être réparties entre les différentes infractions dont question, mais ne donnent pas d'indication sur la raison finale du retrait de permis. Des statistiques complètes sur les points retirés se trouvent dans le rapport d'activité.

ad 2) Le programme JU-CHA ne permet pas de ventiler les infractions routières commises par des conducteurs professionnels. Les décisions administratives sont prises en fonction de l'aptitude à conduire dans l'intérêt de la sécurité routière et ne font aucune distinction entre la nature privée ou professionnelle du conducteur.

ad 3) Les requêtes en mainlevée d'une interdiction de conduire sont accordées, partiellement accordées ou refusées par la chambre du conseil. Ci-dessous le total des requêtes et le nombre de mainlevées accordées et partiellement accordées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le projet de loi 7204 portant introduction en droit luxembourgeois de l'infraction de la mise en danger délibérée d'autrui a été déposé en 2017. L'avis du Conseil d'État ainsi que celui des autorités judiciaires ont relevé un certain nombre de problèmes notamment juridiques quant au libellé envisagé de l'infraction de mise en danger délibérée d'autrui.

Les autorités judiciaires énoncent notamment ce qui suit : « Si le but du législateur est de renforcer la répression essentiellement en matière de circulation, et plus particulièrement en la matière des excès de vitesse, ce résultat semble plus facilement atteint par l'introduction d'une disposition spécifique en cette matière respectivement par l'instauration de mesures nouvelles visant spécialement cette matière. »

Les critiques du Conseil d'État se rapportent d'abord aux principes généraux du droit : « Il s'agit d'une infraction inédite en droit pénal luxembourgeois, qui n'est pas sans soulever des problèmes fondamentaux au regard des principes de légalité des infractions et de sécurité juridique et qui est susceptible de donner lieu, ainsi que le montre la jurisprudence française en la matière, à des difficultés sérieuses d'application. »

Le nouveau Gouvernement analysera les suites à réserver à ce projet de loi au vu des différents avis rendus dans le cadre de la procédure législative.

Blistérisation de médicaments | Question 0347 (16/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Depuis l'année 2020 la blistérisation de médicaments est prise en charge par la CNS pour les patients vivant en « structure fixe ». Il s'agit d'un système de préparation et d'emballage personnalisé de médicaments qui vise à simplifier la prise des médicaments et qui contribue à éviter les oublis de prise de médicaments ainsi que d'éventuels effets indésirables dus à l'interaction entre différents médicaments.

En dehors des « structures fixes » et notamment dans le cadre du maintien à domicile ou encore

dans le cadre de traitements de troubles psychiques, la blistérisation – en ce qu'elle peut prévenir des problèmes de santé dus à une mauvaise prise de médicaments, voire l'oubli de prises de médicaments – présente également des avantages certains. Or, si les réseaux de soins à domicile offrent ce service, l'acte de préparation et d'emballage personnalisé de médicaments n'est pas pris en charge et donc facturé directement aux patients à des tarifs très disparates.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre partage-t-elle l'approche positive concernant les avantages de la blistérisation en général et de la blistérisation en dehors des « structures fixes » en particulier ?

– Madame la Ministre estime-t-elle que certains patients en dehors des « structures fixes » devraient avoir droit à une tarification uniforme et abordable, voire à la prise en charge de la blistérisation de leurs médicaments ?

– Madame la Ministre compte-t-elle s'engager pour qu'un cadre approprié soit mis en place pour la prise en charge de la blistérisation en dehors des « structures fixes » ?

Réponse (19/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les objectifs de l'introduction de la prise en charge d'une préparation de médication individuelle (PMI) se résument d'une part à une réduction des sources d'erreurs lors de la délivrance ou de l'administration de médicaments aux patients et d'autre part à une utilisation plus efficiente des médicaments.

La prise en charge d'honoraires de blistérisation par la CNS est en place depuis le 1^{er} mai 2020 pour les patients hébergés dans un établissement relevant de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées et 2) Centres de gériatrie ainsi que pour des personnes hébergées dans des services pour personnes autorisées conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

La blistérisation en dehors de structures fixes présente certes des avantages. La possibilité d'élargir le cadre est actuellement analysée.

Cellule « Luxembourg Stratégie » | Question 0349 (19/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

En 2020, le Gouvernement précédent avait créé au sein du Ministère de l'Économie la direction de prospective stratégique dénommée « Luxembourg Stratégie ». Sa mission est d'explorer, anticiper et objectiver les futurs émergents et possibles afin de mieux prendre les décisions stratégiques aujourd'hui qui permettent d'enclencher, de façonner et de rendre résilientes les transformations souhaitées à long terme.

Fin septembre 2023, la cellule « Luxembourg Stratégie » a publié un rapport final et organisé une conférence autour du sujet « Vision ECO2050 – L'avenir de l'économie luxembourgeoise à l'horizon 2050 ».

Récemment, la cellule a publié des travaux venant compléter la Vision ECO2050, à savoir l'étude SOC2050 sur le changement sociétal pour des modes de consommation et de production durables, confiée

au LISER, et l'étude RISK2050 sur la vulnérabilité des entreprises face aux risques biophysiques (climat, approvisionnement matériel, biodiversité), confiée à l'Université du Luxembourg.

De même, la cellule a aussi publié un projet pilote « Doughnut du Luxembourg 2000-2020 » appliquant les principes de l'économie du doughnut au Luxembourg ainsi qu'une note prospective exploratoire INFRA2050/2100 sur les futures infrastructures et technologies essentielles à l'économie et à même de stimuler la croissance.

Finalement, notons que selon l'accord de coalition 2023-2028 : « Le Gouvernement révisera la vision stratégique à long terme. Dans ce contexte, il veillera à une participation plus active des acteurs économiques ainsi qu'à un renforcement de la coopération avec le Statec et l'Université du Luxembourg. »

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre reconnaît-il l'importance de la définition d'une vision stratégique à long terme en termes de développement économique ? Dans l'affirmative, quels sont selon lui les axes thématiques les plus importants à considérer ?

2) Dans le contexte de la révision de la vision stratégique comme prévu par l'accord de coalition, dans quelle mesure Monsieur le Ministre envisage-t-il de valoriser, voire de poursuivre les travaux déjà effectués par la cellule « Luxembourg Stratégie », dont notamment aussi les études SOC2050, RISK2050, le projet pilote basé sur l'économie du doughnut et la note INFRA2050/2100 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser de quelle manière, selon quels critères, avec quelles priorités thématiques et endéans quel délai il envisage de réviser la vision stratégique à long terme en termes de développement économique ?

4) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de veiller à une participation plus active des acteurs économiques ainsi qu'à un renforcement de la coopération avec le Statec et l'Université du Luxembourg ?

Réponse (19/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Une vision stratégique constitue un élément-clé pour le développement économique à long terme, qui doit conduire les acteurs politiques et économiques à prendre des décisions « informées » concernant les besoins et efforts nécessaires en matière de mesures réglementaires, d'améliorations structurelles et d'investissements ciblés façonnant l'avenir. Une telle vision stratégique permet d'anticiper les enjeux à venir, à la fois en termes d'opportunités et de défis, qui ne manqueront pas de se présenter. Il est donc essentiel de considérer le développement économique aussi dans une telle perspective à long terme en vue de pouvoir mettre en place dès aujourd'hui les conditions-cadres optimales. Une telle vision stratégique doit être bien définie et coordonnée étroitement entre les agents économiques. Elle doit aussi être assortie d'un système de suivi fondé sur des données probantes, permettant d'une part une élaboration ex ante de politiques publiques innovantes, et d'autre part une évaluation ex post des progrès accomplis.

L'objectif de la vision stratégique à long terme doit être que le Luxembourg reste parmi les pays avec la productivité la plus élevée au monde. Ceci permettra de pérenniser le modèle socio-économique luxembourgeois à long terme, de conforter la compétitivité des entreprises luxembourgeoises, de contribuer à

un développement économique durable et de soutenir l'évolution des salaires réels (pouvoir d'achat) de la force de travail. Il est donc essentiel de donner la priorité à une stratégie optimisant les gains de productivité. Début 2024, le Conseil national de la productivité (CNP) a présenté son rapport annuel 2022-2023. Le CNP va définir en 2024 une série de pistes de réflexion et de leviers permettant de doper la productivité de l'économie nationale, aussi bien sur le moyen que sur le long terme. Ces pistes de réflexion devront être analysées et discutées en détail, avec comme objectif de stimuler la croissance de la productivité, qui est une condition fondamentale pour accroître le niveau de vie au Luxembourg sur le long terme.

Le concept de « productivité » doit constituer l'élément-clé pour le développement économique à long terme du Luxembourg. La croissance de la productivité doit être considérée comme le vecteur principal du développement économique futur du pays. Certes, le niveau de productivité de l'économie luxembourgeoise se trouve parmi les plus élevés au monde, et il dépasse de loin celui des pays voisins. Cependant, la performance est moins bonne en termes d'évolution de la productivité. Depuis le début du millénaire, l'avantage du Luxembourg s'est en effet rétréci de plus en plus, car les gains de productivité de l'économie nationale se sont aplatis. L'évolution est donc défavorable en comparaison internationale. En effet, le modèle socio-économique luxembourgeois est, depuis plusieurs décennies, principalement soutenu par une croissance de la main-d'œuvre, et moins conditionné par les gains en productivité. Les effets de cette croissance économique par l'emploi se font ressentir de plus en plus. Parmi les effets indésirables, figurent notamment la pression sur le marché du logement, l'impact sur la mobilité ou encore une consommation importante de ressources.

La mise en œuvre de la double transition digitale et durable, y compris via une intelligence artificielle (IA) moins consommatrice en ressources, moins énergivore et moins émettrice de carbone, doit constituer le levier-phare de cette stratégie. En effet, depuis quelques années, le monde assiste à une accélération fulgurante de la digitalisation, et les risques et menaces liés au changement climatique et à la détérioration de l'environnement naturel deviennent de plus en plus pressants. La digitalisation va encore s'accélérer, se diffuser et avoir un impact significatif dans tous les secteurs économiques. Cette transformation numérique se déroule à une échelle et à une vitesse qui, outre une série de défis, offrent également au Luxembourg d'immenses opportunités en termes d'innovation et de croissance durable. Ces opportunités reviendront principalement aux pays les mieux préparés et équipés pour concourir sur le plan numérique. Les changements liés au climat et à l'environnement se produisent également beaucoup plus rapidement que c'était envisagé il y a encore peu de temps. La transition vers la neutralité climatique, notamment, nécessitera le déploiement de technologies et d'infrastructures innovantes, ainsi que de nouveaux modèles d'économie circulaire et de partage. Les efforts de développement économique dans le cadre de cette double transition devront être accélérés et renforcés, car celle-ci va révolutionner chaque secteur d'activité, perturber la façon de fonctionner de presque chaque industrie, apporter dans son sillon des opportunités économiques nouvelles et créer une société plus durable à faible émission de carbone.

Les investissements publics jouent un rôle essentiel dans ce cadre. Ceux-ci fournissent des services-clés, notamment dans le cadre de la digitalisation, de

l'énergie et du climat. Le Gouvernement devra réaliser des investissements importants pour la double transition, d'une part en vue de doter le pays des conditions-cadres et des infrastructures nécessaires et, d'autre part, en vue d'accompagner les agents économiques. Ces investissements publics sont essentiels pour stimuler des investissements privés et pour attirer les investissements et compétences nécessaires dont le Luxembourg a besoin. Parallèlement aux investissements dans des infrastructures numériques sûres, sécurisées et durables, il convient de renforcer le soutien en faveur des technologies-clés telles que l'IA ou encore l'informatique quantique. La politique énergétique constitue elle aussi une composante essentielle dans ce cadre. L'énergie est un intrant essentiel dans le processus de développement économique. Le Luxembourg a besoin d'un approvisionnement en énergie fiable et à un prix compétitif par rapport aux autres États membres de l'UE et à d'autres régions du monde, ainsi que d'un marché de l'énergie bien intégré à celui de l'UE et capable de résister aux perturbations. La décarbonation, le déploiement rapide des énergies renouvelables, la digitalisation des systèmes énergétiques et des installations de stockage de l'énergie seront essentiels. Une économie plus circulaire permettra aussi de stimuler le développement économique en réduisant la dépendance du pays en termes de ressources. Par la suite, il s'agit aussi de conjuguer les mesures en faveur des déterminants généraux de la productivité, comme les investissements publics, avec les besoins plus spécifiques des différentes branches d'activité. En complément, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour favoriser l'intégration du progrès technologique et l'adoption des meilleures pratiques dans les entreprises.

ad 2) En septembre 2023, Luxembourg Stratégie a publié sa « Vision stratégique ECO2050 » pour le Luxembourg. Cette initiative a été menée en 2022-2023 et a impliqué près de 1.000 personnes. Début 2024, Luxembourg Stratégie a aussi achevé une étude sur les vulnérabilités et les risques physiques de l'économie nationale (RISK2050 avec l'Université du Luxembourg) et une étude sur les manières d'accompagner les changements de modes de consommation vers des comportements plus vertueux (SOC2050 avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research – LISER). La première étude propose notamment un plan d'adaptation et de résilience pour les entreprises face à 3 risques significatifs (changement climatique, perte de biodiversité et épuisement des ressources). La seconde met en évidence certains mécanismes de comportement de consommation et propose des pistes d'intervention (comme p. ex. des communications ciblées par catégories sociodémographiques mais aussi des mesures fiscales, des aides publiques, des réglementations, etc.) pour accompagner les transitions en cours. Luxembourg Stratégie a aussi publié fin 2023 une note « Doughnut Luxembourg » pour analyser la résilience économique au Luxembourg entre 2000-2020.

Concernant toutes ces initiatives de prospective clôturées (ECO2050, SOC2050, RISK2050), elles feront l'objet d'analyses complémentaires pour examiner si, et comment, leurs résultats pourraient être mis en œuvre à court et moyen terme. Concernant le « Doughnut Luxembourg » – un tableau de suivi des conséquences de l'activité économique, le portrait du Luxembourg sera mis à jour régulièrement afin de mieux comprendre et faire avancer la résilience. Enfin, l'ébauche concernant l'importance des investissements publics dans les infrastructures correspond, à ce stade, à une compilation d'idées qui pourront, le cas échéant, être structurées et précisées davantage

en lien avec les orientations générales du Ministère de l'Économie.

L'accord de coalition 2023-2028 stipule que le Gouvernement révisera la vision stratégique à long terme. Le règlement interne du Gouvernement identifie la « Prospective à moyen et long terme » comme une des missions du Ministère de l'Économie. Cette mission de prospective du Ministère de l'Économie sera donc poursuivie, et se basera sur l'ensemble des importants travaux menés et enseignements tirés au cours de la dernière décennie. Ces travaux de prospective seront également davantage alignés avec les efforts menés au Ministère de l'Économie en vue d'accroître la compétitivité ainsi que la productivité de l'économie nationale et des entreprises luxembourgeoises, la croissance de la productivité devant être considérée comme le vecteur principal du développement économique futur du pays. À cet effet, une nouvelle direction générale dénommée « Affaires économiques, compétitivité et prospective », qui regroupe notamment l'Observatoire de la compétitivité et la cellule Luxembourg Stratégie, a été créée au sein du Ministère de l'Économie.

ad 3) Les importants travaux de prospective généraliste à long terme, menés depuis 2015 au Luxembourg dans le cadre de la TIR, peuvent maintenant être considérés comme clôturés. Il est temps de synthétiser tous ces travaux et enseignements tirés, et de se concentrer davantage sur des livrables à court et moyen terme pragmatiques, faisables et calés sur les obligations internationales du Luxembourg, comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre (PNEC).

Ce deuxième temps du fonctionnement de la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective permettra d'épauler, à travers une analyse prospective rigoureuse, toute une série de mesures prévues dans l'accord de coalition. Citons à titre d'exemple la stimulation de la diversification économique et des secteurs prioritaires, la mise à jour de la stratégie de l'innovation basée sur les données et de la stratégie Intelligence artificielle, la mise en œuvre de la feuille de route pour le développement de l'écosystème start-up, la décarbonation des entreprises, l'élaboration d'une stratégie « Industrie du futur », la mise en œuvre du PNEC, le potentiel de l'hydrogène, etc. La direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective passe ainsi d'une mission de planification générale, qu'elle a exercée jusque fin 2023, à une orientation davantage sectorielle (à moyen terme), et ses finalités passeront de la correction des biais et angles morts (vulnérabilités) davantage à la stimulation des avantages compétitifs (opportunités). Ces travaux de prospective seront aussi davantage alignés avec les efforts menés en vue d'accroître la productivité de notre économie et de nos entreprises. En effet, il existe des synergies importantes entre la prospective et la productivité. Les travaux menés par l'Observatoire de la compétitivité, le Conseil national de la productivité et la prospective sont donc complémentaires et seront dans le futur coordonnés davantage en vue d'alimenter les diverses stratégies et politiques publiques mises en œuvre par le Ministère de l'Économie, et de mettre en œuvre et suivre les plans d'actions et les feuilles de route. En procédant de cette manière, le Ministère de l'Économie facilitera le développement économique dans le court terme, tout en stimulant la productivité dans le moyen terme.

Même si le focus de la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective sera maintenant mis davantage sur le moyen terme, le

Ministère de l'Économie continuera à suivre de près les mégatendances – ces forces globales dont les effets se font ressentir sur de nombreuses années et qui entraînent des répercussions sur la société entière, l'économie, les entreprises et les individus. Dans un environnement mondial en évolution de plus en plus rapide, l'analyse des mégatendances qui définissent le futur et son évolution, s'avère importante pour les autorités publiques et les entreprises qui cherchent à stimuler une croissance durable et à rester pertinentes alors que de nouvelles idées perturbent des industries entières.

ad 4) Comme mentionné antérieurement, dans le cadre de la révision de son mode de fonctionnement, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective passe d'une mission axée sur la promotion de la littératie du futur au sein du grand public à une mission de prospective stratégique ministérielle avec des échanges plus ciblés axés vers les acteurs économiques. Il s'avère donc important de rechercher et d'approfondir un engagement avec les acteurs économiques sur le terrain, ainsi qu'une collaboration avec une multitude d'entités nationales, de la Grande Région, européennes et internationales en charge de planification stratégique, de veille thématique, de scénarisation de futurs possibles, de quantification physique ou encore de modélisation économétrique.

À la fois pour l'élaboration de l'étude stratégique « Troisième révolution industrielle » (TIR) du Ministère de l'Économie, de la Chambre de Commerce et d'IMS Luxembourg, portée en collaboration avec le futuriste-économiste américain Jeremy Rifkin (2016), et pour la vision stratégique ECO2050 (2023) de Luxembourg Stratégie du Ministère de l'Économie, une multitude de parties prenantes nationales et internationales ont été impliquées.

Luxembourg Stratégie a ensuite réalisé encore deux études pluridisciplinaires et pluriannuelles : une étude sur les vulnérabilités et les risques physiques de l'économie nationale (RISK2050) avec l'Université du Luxembourg, et une autre étude sur les manières d'accompagner les changements de modes de consommation vers des comportements plus vertueux (SOC2050) avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Des études scientifiques de ce type, réalisées avec des entités externes, seront poursuivies dans le futur en vue de profiter d'une expertise scientifique et indépendante.

Le Statec réalise un certain nombre d'analyses à moyen et long terme pour le Luxembourg. Par exemple, il effectue régulièrement des projections macro-économiques et démographiques à long terme. En outre, il réalise des projections pour la mise à jour PNEC au Luxembourg : ces modèles ont permis de simuler les grandes tendances économiques et de quantifier les mesures, passées et futures, qui impactent la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de ses travaux, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective se basera sur les modélisations et informations du Statec, qui dispose d'une longue tradition de coopération avec l'Université du Luxembourg ainsi qu'avec des centres de recherche dans de multiples domaines, et les résultats de la prospective, en particulier les travaux sur le « Doughnut Luxembourg », seront partagés et discutés avec le Statec.

Pour conclure, il sera donc important pour la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective de lancer des études transversales sur des thématiques d'ordre stratégique en lien avec le développement économique du pays, qui s'appuieront à la fois sur des travaux macroéconomiques, sectoriels

et au niveau des entreprises. Dans ce cadre, la direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective se basera sur l'expertise de l'Université du Luxembourg, et d'autres organismes de recherche, sur les modélisations intégrées et les informations provenant du Statec. Les résultats de ces travaux seront analysés et discutés avec les divers acteurs économiques concernés et alimenteront par la suite les stratégies, plans d'actions et feuilles de route élaborés au sein du Ministère de l'Économie. Cette manière de procéder renforcera la mise en place de politiques économiques fondées sur des données probantes.

Transmission de courriers importants de l'ADEM et du FNS | Question 0350 (19/02/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

2022 hate mir eis bei der viregter Regierung iwwert d'Fall informéiert, wou d'Leit Bréiwer vun der ADEM net kritt hunn an doropshi sanktionéiert gi sinn, well se zum Beispill ee Rendez-vous verpasst hunn (Froen N° 5415 a 5551). Eng Rei vu Leit leeën dee Moment Recours bei der ADEM an. D'ADEM huet 36 % (am Joer 2020) respektiv 27 % (am Joer 2021) vun de Recours redresséiert, an d'CSR huet 11 % (am Joer 2020) respektiv 6 % (am Joer 2021) vun de Recours annuléiert. D'Leit hunn also Recht kritt a kruten hire Chômage respektiv REVIS erëm ausbezuelt. Dës Prozeduren hunn 2022 awer bis zu 6,5 Méint gedauert. Wat bedeit, dass d'Leit, déi näischt falsch gemaach haten, awer hu misse méintelaang ouni Geld auskommen. De viregten Aarbechtsminister huet erkläert, dass weider Leit, ënnert anerem am CSR, géifen agestellt ginn, fir d'Delaen ze verkierzen.

An deem Zesummenhang wéilt mir de Ministère fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wäert eng nei Regierung op de Wee goen, fir wichtige Bréiwer vun der ADEM oder dem FNS, wéi zum Beispill d'Festleeë vu Rendez-vousen, iwwert Moyene fortzuschécken, wou ee ka sécherstellen, dass et ukomm ass? Zum Beispill duerch Avis de réception oder iwwert d'MyGuichets-App?
2. Wéi hunn d'Delaie bei de Recours bis haut evoluéiert? Sinn d'Delaen an den Ae vun de Ministeren ze laang? Wa jo, wat fir weider Schrëtt wäerte geholl ginn, fir se ze kieren?

Réponse (14/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den FNS schéckt an der Reegel all seng Bréiwer per Recommandé. Dës sinn ënner anerem all Type vun Entscheedungen, déi geholl ginn an och d'Informationsbréiwer.

Déi Bréiwer mat enger Invitatioun op e Rendez-vous um FNS oder op der ADEM ginn och all per Recommandé verschéckt.

D'ADEM huet de Projet eADEM lancéiert, fir, an Zesummenaarbecht mam CTIE, hir digital Struktur ze verännern. An deem Kader gëtt och op MyGuichet en Espace „sectoriel“ kreéiert fir d'Leit, déi op der ADEM ageschriwwen sinn (MyADEM), a wou dann och den Echange vun den Dokumenter mat de Clienten vun der ADEM ka stattfannen. An enger éischter Phase (Ufank 2025) wäert dat de Fall fir d'Chômeurs indennéiert sinn a spéider da fir all d'Demandeurs d'emploi.

ad 2. D'ADEM huet d'Period vum 1. November 2021 bis den 31. Januar 2022 mat den entspreche Perioden vun 2022/2023 an 2023/2024 verglach, fir esou aktuell wéi méiglech ze sinn.

An deene genannte Perioden ass den Delai vun der Introduktioun vum Recours bis hin zur Notifikatioun vun der Decisioun vun 152 Deeg iwwert 130 Deeg op aktuell 73 Deeg erfogaang.

Déi Moossnamen, déi d'ADEM 2022 annoncéiert hat, droen also hir Friichten; d'Zil ass, den Delai op 1,5 bis 2 Méint ze stabiliséieren.

Épuisement professionnel auprès de la fonction publique | Question 0351 (19/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

Selon le rapport intermédiaire « Quality of work – Index » de 2023 de l'Université du Luxembourg, l'épuisement professionnel, également connu sous le nom de burnout, est devenu un problème de plus en plus préoccupant ces dernières années.

D'après le rapport d'activité 2022 du Ministère de la Fonction publique, le service psychosocial observe une croissance continue des agents qui sont accueillis dans le cadre d'une consultation psychologique individuelle au cours des dernières années, dont presque 60 % des cas sont liés à des conflits liés directement à leur travail (p. ex. conflit d'équipe, conflit hiérarchie, conseils managériaux, harcèlement présumé).

Au vu de ces constats, on voudrait demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre peut communiquer l'évolution des chiffres sur l'absentéisme pour cause de maladie au sein de la fonction publique ? Dans l'affirmative, combien de cas sont liés à un burnout ? Toujours dans l'affirmative, dans combien de cas, le burnout est e. a. attribuable à une surcharge de travail ?
- 2) Dans la négative, est-ce que les ministres envisagent l'implémentation d'un système informatique centralisé de gestion du temps englobant l'ensemble des administrations étatiques afin de recevoir une vue précise sur le taux d'absentéisme pour cause de maladie au sein de la fonction publique ?
- 3) Combien de conflits, traités par le service psychosocial de la fonction publique, peuvent être mis en relation avec un burnout ?

Réponse (26/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

À l'heure actuelle, il n'existe pas de chiffres consolidés du taux d'absentéisme et de son évolution pour cause de maladie au sein de la fonction publique. Par ailleurs, l'épuisement professionnel n'est pas défini officiellement comme maladie et ne dispose pas de code diagnostic. En cas de burnout, un médecin est obligé d'avoir recours à un code diagnostic existant, figurant sur la liste fournie à l'annexe K du cahier des charges entre la Caisse nationale de santé et l'Association des médecins et médecins-dentistes. De plus, nous nous permettons de rappeler que le code diagnostic n'est pas renseigné sur le volet employeur du certificat d'incapacité de travail. De ce fait, un employeur ne pourra jamais livrer de statistiques sur les raisons de l'absentéisme de ses employé(e)s.

Un projet stratégique de grande envergure pour la gestion des ressources humaines dans la fonction publique est en cours de réalisation au sein du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO), afin d'implémenter un seul système informatique centralisé de gestion des temps (« MyRH-Time ») dans l'ensemble des ministères

et administrations étatiques. S'agissant d'un projet complexe nécessitant des ressources importantes, le projet prendra encore quelques années jusqu'à ce que l'ensemble des administrations puissent utiliser le nouveau système de gestion des temps centralisé. Un bénéfice majeur à la clé sera notamment une vue précise sur le taux d'absentéisme global au sein de la fonction publique.

Le service psychosocial de la fonction publique (SPS) ne fait pas de diagnostic de burnout et ne peut pas non plus livrer de statistiques sur le nombre d'agents faisant appel au SPS lorsqu'un burnout aura été constaté au préalable par un médecin. Cependant, depuis le début de cette année, le nombre de personnes qui constatent eux-mêmes un épuisement professionnel sont intégrées dans les statistiques du SPS.

Renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés | Question 0353 (19/02/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Le cadre légal luxembourgeois confère des droits et offre des garanties aux enfants qui déposent une demande de protection internationale et qui sont qualifiés de « mineurs non accompagnés » (MNA). Le statut de MNA leur est conféré si leur minorité est reconnue par les autorités publiques et s'ils ne sont pas pris en charge par un adulte au Luxembourg.

Fin 2023, Unicef Luxembourg et l'OKaju ont présenté leurs rapports sur les MNA au Luxembourg et ont revendiqué que les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés soient renforcés.

Les organisations ont constaté que : « [T]ant la législation que la pratique souffrent de lacunes et de défaillances. D'une part, seuls les enfants ayant déposé une demande de protection internationale bénéficient des garanties liées au statut de MNA. D'autre part, l'ensemble des MNA est appréhendé avant tout dans une logique de gestion des flux migratoires et non d'aide à l'enfance réellement soucieuse de leurs droits. »

Dans leurs rapports, les organisations précitées identifient plusieurs mesures comme étant prioritaires afin de remédier aux lacunes existantes :

- L'établissement d'un premier point de contact autre que la Direction de l'immigration : selon les organisations, l'Office national de l'enfance (ONE) devrait être responsable pour l'accueil, la détermination de l'âge, l'évaluation de la vulnérabilité et de l'intérêt supérieur et la coordination des aides pour l'enfant.
- Une prise en charge inclusive afin de garantir un accès aux aides pour tout enfant mineur non accompagné (indépendamment de l'introduction ou non d'une demande de protection internationale).
- La nomination immédiate des tuteurs et administrateurs ad hoc pour les enfants non accompagnés ainsi que la clarification et structuration de leurs rôles.
- Le suivi du jeune adulte dans sa transition vers la majorité et sa vie d'adulte et la possibilité de régularisation de sa situation administrative.

Dans sa note au formateur, l'UNHCR formule aussi plusieurs recommandations ayant trait aux enfants en exil, y compris la revendication pour l'accueil inconditionnel déconnecté de la demande de protection internationale ainsi que l'accès sans délai au tuteur et à l'administrateur ad hoc.

Dans son analyse du programme gouvernemental, le Collectif réfugiés Luxembourg (LFR) quant à lui rappelle que la demande de protection internationale

demeure l'unique voie permettant une prise en charge des besoins d'un enfant non accompagné et soulève la question de l'alternative à cette demande qui puisse permettre la prise en charge de l'enfant dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Il revendique en outre que la législation soit réformée afin d'adapter le cadre légal à la pratique d'une prise en charge des mineurs par l'ONE et non l'Office national de l'accueil.

Dans son programme gouvernemental 2023-2028, le Gouvernement reste muet sur la question du renforcement des droits et de la prise en charge des enfants non accompagnés.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Messieurs les Ministres entendent-ils renforcer les droits et la prise en charge des enfants non accompagnés au Luxembourg tel que revendiqué par l'UNICEF, l'UNHCR, l'OKaju et le LFR par le biais d'une réforme de la législation, voire d'autres mesures ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les adaptations législatives et mesures préconisées par Messieurs les Ministres à cet égard, et quel est le calendrier envisagé ?

Réponse (19/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Même si le programme gouvernemental n'aborde pas ce sujet de manière explicite, la protection des mineurs reste une préoccupation primordiale pour le Gouvernement. Dans cet état d'esprit, le Gouvernement va procéder à l'examen des différentes revendications de l'UNICEF, de l'UNHCR, de l'OKaju et du LFR et des pourparlers seront menés entre les ministères concernés afin d'identifier des adaptations éventuelles de la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Toutefois, comme l'analyse est encore en cours, toute annonce quant aux résultats de cet examen est prématurée.

Actuellement la prise en charge (encadrement et hébergement) de tous les mineurs non accompagnés est assurée par l'Office national de l'enfance dans le cadre de mesures d'aide accueil socio-éducatif de jour et de nuit. Des mesures d'aide ambulatoire peuvent se rajouter à la prise en charge en cas de besoin.

ad 2) Au vu de l'analyse encore en cours, un calendrier ne peut pas être avancé à ce stade.

Désinfection des eaux minérales | Question 0354 (19/02/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

De Grupp Nestlé Waters huet déi franséisch Autoritéiten doriwwer informéiert, dass si fir verschidde vun hire Waassermarken illegal Desinfektiounsmethode benotzt hunn.

Op rtbf.be ass ze liesen:

„Le numéro un mondial de l'eau minérale, Nestlé Waters, a informé en 2021 les autorités françaises qu'il avait recouru à des traitements interdits d'ultraviolets et de filtres au charbon actif sur certaines de ses eaux minérales pour maintenir 'leur sécurité alimentaire', a-t-il indiqué lundi à l'AFP, confirmant une information des 'Échos'. [...] La réglementation interdit toute désinfection des eaux

minérales qui doivent être naturellement de haute qualité microbiologique, contrairement à l'eau du robinet qui est, elle, désinfectée avant de devenir potable. Une réglementation dont l'interprétation exclut les traitements ultraviolets et les filtres au charbon actif auxquels a eu recours Nestlé Waters au moins jusqu'en 2021, sans qu'on sache la date exacte d'arrêt.“

An deem Zesummenhang wëlte mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wälbau dës Froe stellen:

1. Ass gewosst, ob och hei am Land d'Fläschewaasser mat illegale Methoden desinfizéiert gouf?

2. Wéi gëtt d'Fläschendrénkwaasser an deem Sënn hei kontrolléiert?

Réponse (18/03/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi zoustänneg Autoritéiten hu keng Kenntnis vun illegale Methode fir d'Desinfektioun vum natierleche Mineralwaasser oder Quellewaasser bei den nationale Produzenten.

Nëmmen déi am Artikel 5 vum modifizéierte Règlement grand-ducal du 24 mai 1998 concernant l'exploitation et la mise dans le commerce des eaux minérales naturelles autoriséiert Methoden duerfen op natierlechem Mineral- a Quellewaasser zu Lëtzebuerg applizéiert ginn. Keng Method, déi per Gesetz net erlaabt ass, gouf vun den zoustännegen Autoritéiten autoriséiert.

Bei den Inspektiounen duerch déi zoustänneg Instanze bei de Lëtzeburger Waasserproduzenten goufe keng Hiwaiser op Bedruch, wat d'Desinfektiounsbehandlungen ugeet, fonnt.

ad 2. D'Qualitéit vum Fläschendrénkwaasser gëtt permanent vun de produzéierende Betriber bei de Quellen a beim Endprodukt iwwerwaacht. Déi kompetent Autoritéite kontrolléieren duerch Inspektiounen, ob d'Betriber dës Iwwerwaachung richteg maachen. Donieft gëtt och d'Hygiène, d'Verpackungsmaterial an den Etikettage kontrolléiert. D'Frequenz vun de Kontrolle gëtt op Basis vun enger Risikoanalyse determinéiert.

Zousätzlech gëtt am Kader vun den offizielle Kontrollen d'Fläschendrénkwaasser bakteriologesch a physikocheemesch analyséiert. Dobäi gi folgend Substanzen bei den Analyse cibléiert: Analgetika, Antibiotiken, kardiovaskulär Medikamenter, organesch Kontaminanten, Cyclinen, Séissstoffe, Hormoner, Pestizidresiduen an hir Metaboliten, PCB a PFAS.

An deem Sënn konnten déi zoustänneg Autoritéite keng Irregularitéite feststellen.

Coopération policière et douanière entre le Benelux et la France (Hazeldonk) | Question 0356 (19/02/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Depuis 2006, une coopération policière et douanière existe entre les pays du Benelux et la France. Elle opère sous le nom de « Hazeldonk » inspirée du nom d'un village néerlandais sur la frontière belge qui se situe sur une route très fréquentée par des trafiquants de drogues européens.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Dans le cadre des opérations Hazeldonk, combien de contrôles policiers et douaniers ont été effectués au Grand-Duché depuis 2006 ? Combien de saisies ont été effectuées dans ce contexte ?

2) Est-il prévu d'étendre le réseau de coopération à d'autres pays ?

Réponse (19/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Dans le cadre de la coopération Hazeldonk, le Luxembourg a participé à 69 opérations transfrontalières communes en matière de lutte contre les réseaux organisés de distribution de drogue appelées communément « actions Étoile » depuis 2006.

Pendant les premières années de la mise en œuvre de ces coopérations, la priorité a été donnée aux aspects opérationnels et à l'élaboration de mécanismes de coopération policière. Aucun relevé statistique n'a été mené pour les années 2006 à 2009.

De 2010 à 2023 inclus, la Police grand-ducale ainsi que l'Administration des douanes et accises ont saisi lors de ces opérations :

- 4.900 grammes de marihuana
- 605 grammes de haschisch
- 34 joints
- 8 space cakes
- 580 grammes d'héroïne
- 415 grammes de cocaïne
- 13 grammes d'ecstasy
- 15 grammes de champignons.

ad 2) À l'heure actuelle, il n'est pas prévu que le cadre de coopération Hazeldonk soit étendu à d'autres pays.

Contournement de Heinerscheid | Question **0357** (20/02/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vun der Debatt iwwert d'Securisation vum der N7, déi den 1. Juli 2021 an der Chamber stattfonnt huet, huet den deemolege Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, sech och iwwert dee geplangte Contournement zu Hengescht geäussert. Deemno wier et esou, datt e Gesetzesprojet iwwert dëse Contournement an der Ausaarbechtung wär. Dem Minister no sollt nach an der leschter Legislaturperiod (2018–2023) en APD (avant-projet détaillé) zum Contournement vum Hengescht ausgeschafft ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Lait der Regierung, ewéi vum deemolege Minister ugekënnegt, schonn en APD iwwert de Contournement vum Hengescht vir? Wann nee, wéini ass mat dësem APD ze rechnen?

2. Gëtt aktuell un engem Gesetzesprojet iwwert de Contournement vum Hengescht geschafft? Wou ass dëse Gesetzesprojet aktuell drun a wéi laang wäert et viraussichtlech nach daueren, bis dësen der Chamber zum Vott ka virgeluecht ginn?

3. Huet d'Regierung schonn éischt Informatiounen doriwwer, wéini d'Aarbechten um Contournement vum Hengescht wäerte kënnen ufänken a wéi laang dës Aarbechte wäerten daueren?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Projet vun der Securisation vum der Nationalstrooss N7, wéi e vun der Chamber den 1. Juli 2021 gestëmmt ginn ass, ass an dräi Sektioenen opgedeelt. Dat éischt Deelstéck verleeft vum Fridhaff bis op d'Houschter Déckt, dat zweet Deelstéck geet da vun House weider bis op Maarnech an dat drëtt vu Fëschbech bis op Wäiswampech.

D'Aarbechten un där éischter Sektioon fänke viraussichtlech am Joer 2025 un. Duerno gëtt déi zweet

Sektioon am Kader vun den Aarbechten un der Ëmgeungsstrooss vun House realiséiert. Eréischt wann dës Aarbechten ofgeschloss sinn, gëtt d'Ëmgeungsstrooss vum Hengescht mam drëtten Deelstéck bis op Wäiswampech realiséiert.

De Virentwurf vum Projet (avant-projet sommaire APS) vun der Hengeschter Ëmgeungsstrooss gouf den 3. Juli 2023 vu mengem Virgänger approvüert. Den detailléierte Virprojet (avant-projet détaillé APD) gëtt op Basis vum approvüerte Virentwurf awer eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt fäerdeggestallt. De Projet vun der Hengeschter Ëmgeungsstrooss befénnt sech, wéi ugangs beschriwwen, op der drëtter a leschter Sektioon vun der Securisation vum der N7 a besëtzt dowéinst zu dësem Zäitpunkt nach net déi néideg Prioritéit.

Deementspriechend läit nach keen detailléierte Virprojet vir, deen d'Basis fir d'Ausschaffe vum Finanzéierungsgesetz duerstellt.

ad 2. Esoulaang keen detailléierte Virprojet virläit, ka kee Finanzéierungsgesetz ausgeschafft ginn.

Eréischt wann all dës Etüde bis ofgeschloss sinn, kann deemno eng Zäitschinn fir de Projet vum Contournement vum Hengescht matgedeelt ginn.

ad 3. Wéi schonns an der viregter Fro duergeluecht, kann nach keng Zäitschinn fir d'Aarbechten un der Hengeschter Ëmgeungsstrooss matgedeelt ginn. Et sief awer elo schonns drop higewisen, datt no der aktueller Planung d'Aarbechten net virun 2030 wäerten ufänke kënnen.

Épandage et stockage d'effluents d'élevage | Question **0360** (20/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, il est interdit de pratiquer l'épandage de lisier, de purin, de digestat, de boues d'épuration liquides, de fumier mou, de fumier de volailles et de fientes de volailles pendant la période du 15 octobre au 1^{er} mars sur les sols non couverts, pendant la période du 15 octobre au 15 février sur les sols couverts autres que les prairies et pâturages, et pendant la période du 15 novembre au 15 février sur les prairies et les pâturages.

En cas de situation climatique exceptionnelle, les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture peuvent accorder une dérogation aux exploitations dont les possibilités de stockage sont épuisées et pour lesquelles des alternatives possibles ont déjà été examinées et jugées irréalisables par les demandeur.euse.s. Si la demande est jugée justifiée suite à un examen approfondi, une dérogation à l'interdiction d'épandage peut être accordée.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0111, Madame la Ministre a confirmé qu'une trentaine d'exploitations agricoles ont introduit une demande officielle de dérogation à l'administration dédiée parce qu'elles n'auraient pas assez de capacité de stockage pour le surplus de fumier produit.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Comment se déroule l'examen approfondi des demandes de dérogation ? Dans ce contexte, est-ce que des contrôles sont effectués sur place afin de déterminer les capacités de stockage voire les alternatives disponibles ?

2) Au vu du nombre des demandes de dérogation, la capacité de stockage d'effluents d'élevage dont doivent disposer les exploitations agricoles (cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant 6 mois) ne devrait-elle pas être augmentée ?

3) Quelles sont les aides étatiques dont peuvent bénéficier les exploitant.e.s pour l'augmentation de leur capacité de stockage et combien d'exploitations ont profité des aides dans les cinq dernières années (ventilé par année) ? Madame la Ministre estime-t-elle que l'incitation financière devrait être revue à la hausse afin de favoriser un accroissement de la capacité de stockage ?

Dans son examen de la politique environnementale 2022, la Commission européenne a constaté que « des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire la pollution par les nitrates lorsque la pression agricole est importante » et que « 77 % des flux de nutriments proviennent de l'agriculture ».

4) Dans ce contexte, la qualité de l'eau en proximité des surfaces bénéficiant d'une dérogation fait-elle l'objet d'un suivi systématique afin de déterminer les impacts éventuels des dérogations ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions principales qui peuvent être tirées du suivi ?

5) Outre le soutien financier, quelles nouvelles mesures Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils prendre pour résoudre la problématique du stockage d'effluents d'élevage et pour assurer la conformité avec le règlement concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture ?

En 2021, le Parc naturel de la Haute-Sûre, le SEBES, le LAKU et les agriculteur.rice.s régionaux du lac de la Haute-Sûre ont fondé l'association agricole « Käre vum Séi ». L'objectif du projet soutenu par le Ministère de l'Environnement par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau est de donner aux agriculteur.rice.s la possibilité de produire et de commercialiser des céréales régionales d'une manière qui favorise la protection de l'eau tout en recevant un prix équitable pour leur produit.

6) Madame la Ministre entend-elle mettre en œuvre des initiatives similaires qui se basent sur une approche volontaire et qui favorisent la production et la vente de produits agricoles dans le respect des limites environnementales ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées par Madame la Ministre ?

Réponse (20/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les demandes de dérogation sont introduites auprès du service agri-environnement, recherche et innovation de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), qui vérifie si les capacités de stockage de l'exploitation respective sont suffisantes. Ce contrôle se fait notamment sur base du cheptel ainsi que des données de stockage disponibles. L'ASTA vérifie encore si les surfaces pour lesquelles une dérogation a été demandée ont été déclarées dans le cadre de la déclaration de surfaces agricoles de 2023 comme prairie permanente ou prairie temporaire.

Après ces premiers examens de la demande de dérogation de la part de l'ASTA, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) reçoit le dossier et statue sur la recevabilité de la demande. Si la demande est recevable, l'AGE évalue quelles parcelles se prêtent à épandage.

Finalement, le service autorisations de l'AGE rédige l'arrêté, lequel est par après transmis au Ministère de

l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et au Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture.

ad 2) Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires et conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture (ci-après le « règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 »), tous les exploitants agricoles doivent, depuis le 30 juin 2015, disposer de cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant 6 mois. Il s'agit bien d'une capacité de stockage minimale. Dans tous les cas, l'épandage d'effluents d'élevage doit se faire d'une manière inoffensive pour l'environnement (art. 7 du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000). Les fertilisants doivent être répartis de façon régulière et équilibrée de manière à assurer un épandage uniforme et efficace visant à maintenir à un niveau acceptable la fuite d'éléments nutritifs dans les eaux (art. 6, point 8) du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000). Chaque exploitation doit veiller à respecter ces principes et en cas de besoin, adapter ses capacités de stockage.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture encourage depuis 2016 les exploitations agricoles à accroître leurs capacités de stockage au-delà du minimum de six mois requis, en augmentant les prix unitaires prévus pour les installations de stockage dépassant 6 mois.

Dans le cadre du rapport Nitrates sur la période 2020-2023, une évaluation concernant les capacités de stockage sera réalisée. Cette évaluation nous permettra d'analyser si la législation en vigueur doit être adaptée.

ad 3) À noter que le chapitre 1^{er} de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides aux investissements dans les exploitations agricoles, y compris pour des constructions visant l'augmentation de leur capacité de stockage.

Il est difficile de déterminer le nombre exact d'agriculteurs qui ont bénéficié de cette aide, car de nombreuses exploitations ont augmenté leur capacité de stockage dans le cadre d'un projet global d'extension ou de transformation des bâtiments d'élevage. À cet égard, il n'y a pas de chiffres spécifiques.

L'aide est de 40 % du coût éligible pour les biens immeubles. Le taux est majoré de 15 points de pourcentage pour les investissements en biens immeubles réalisés par un jeune agriculteur dans un délai de cinq ans à compter de la décision portant allocation de la prime d'installation et avant qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans.

Dans deux ans, il sera prévu d'organiser un « mid-term review », en étroite collaboration avec le secteur agricole, afin d'évaluer et en conséquence d'ajuster la loi agraire.

ad 4) Aucune dérogation n'a été accordée pour des surfaces se trouvant à proximité des cours d'eau (moins de 500 mètres). Le choix des parcelles agricoles et la quantité d'azote à épandre par hectare a été fait de telle sorte qu'il n'y ait pas d'impact sur la qualité des eaux.

La qualité des eaux souterraines et des eaux de surface est néanmoins suivie de manière rapprochée par les réseaux de surveillance mis en place par l'AGE ceci dans le cadre de la directive Nitrates et de la directive-cadre sur l'eau. Un suivi des surfaces bénéficiant d'une dérogation est dès lors assuré. À ce stade et suite aux conditions naturelles (par exemple temps de transit en direction des eaux souterraines), aucune conclusion définitive ne peut être tirée.

ad 5) Propager les techniques de séparation de la phase solide et de la phase liquide constitue un élément supplémentaire susceptible de contribuer à résoudre la problématique du stockage d'effluents d'élevage, même s'il faut préciser que ce procédé n'est pas approprié pour toutes les exploitations agricoles. D'autres mesures feront l'objet de la refonte de la législation en cette matière prévue en fin d'année 2024.

ad 6) Une diversification des pratiques agricoles par la cultivation de cultures favorables à l'environnement notamment dans les zones de protection délimitées autour de captages d'eau potable peut contribuer à réduire les concentrations en nitrates et en produits phytopharmaceutiques dans les eaux. Des demandes existent au niveau des exploitations agricoles et des fournisseurs d'eau potable pour mettre en place des cultures à faibles intrants (chanvre, lin, etc.) ainsi que des cultures permanentes comme le miscanthus et la silphie. Des études de faisabilité sont en cours de réalisation pour la mise en place de filières de vente notamment pour l'utilisation du chanvre dans le domaine de la construction. Des discussions interministérielles sont en cours en vue d'évaluer la mise en place de systèmes de financement durables au niveau des exploitations agricoles pour l'implantation des cultures en question.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture soutient par ailleurs par le biais du fonds agraire des projets d'expérimentation agricole, ayant comme objectif le développement et l'implémentation de pratiques agricoles, favorisant la protection de l'eau de surface ou de l'eau souterraine dans les zones de captage. Au de-là des essais agricoles, le Ministère de l'Agriculture a mis en place divers types d'aides pour promouvoir les cultures peu exigeantes en azote ou produits phytopharmaceutiques. Le ministère finance notamment des projets pilotes, soutenant le développement de chaînes de valeur ajoutée, permettant aux agriculteurs de commercialiser leurs produits à prix équitable.

Les projets financés actuellement par le Ministère de l'Agriculture, favorisant la production et la vente de produits agricoles dans le respect des limites environnementales, sont :

Le projet pilote d'expérimentation agricole du parc naturel « Natur- & Geopark Mëllerdall », qui soutient la cultivation d'orge de brasserie par les agriculteurs des zones de protection d'eau, souhaitant commercialiser dans un futur proche une bière artisanale locale.

Le Ministère de l'Agriculture soutient également un projet d'expérimentation agricole, destiné aux agriculteurs de la coopérative « Käre vum Séi », mentionné ci-dessus par l'honorable Députée Joëlle Welfring.

Vaccination contre la grippe | Question 0361 (20/02/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Zanter enger Rei Jore recommandéiert d'Santé d'Grippeimpfung fir eng Partie Beruffsguppen – net just aus reng gesondheetleche Grënn, mee och aus sozioekonomesche Grënn. Et handelt sech heibäi ëm Enseignanten, Buschaufferen, Dokterinnen a Leit, déi am Flegeseक्टर schaffen. De Staat hofft, esou Krankheetsfäll ze vermeiden, déi zu personellen Engpäss a systemkritesche Secteure féiere këinten.

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wéi eng Demarchen ënnerhëlt d'Direction de la santé, fir dës Recommendatioun deene viséierte Beruffsguppe bekannt ze maachen?

2. Wéi eng Ënnerstëtzung kréien d'Employeuren aus deene Secteuren, fir hire Salariéen e méiglechst einfachen Accès zur Impfung ze erméiglechen?

3. Wéi geet de Staat selwer als Employeur vir, fir dës Recommendatioun bei de betraffene Beruffsguppen ze promovéieren?

4. Ass dës offiziell recommandéiert Impfung fir déi concernéiert Persounen gratis? Wéi een Undeel vun de Käschte gëtt vun der Gesondheetskeess iwwerhollt?

Réponse (18/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wéi all Joer, huet d'Direktioun vun der Santé och am Hierscht 2023 erëm eng grouss Kommunikatiounscampagne lancéiert, fir déi ganz Bevëlkerung iwwer Otemweeinfektiounen ze informéieren an ze sensibiliséieren. Dëst geet bewosst iwwert d'Grippeimpfung eraus a betrëfft och aner Infektiounen wéi Covid-19, d'Infektiounen duerch de Pneumocoque an elo och d'passiv Immunisatioun vun de Puppelcher géint den RSV. Nieft den Impfungen gëtt och vill Wäert op d'Informatioun iwwert d'Hygiënemesuren (z. B. Hännwäschen, wann ee krank ass doheem bleiwen, net krank bei vulnerabel Persounen goen ...) geluecht.

Dës Informatiounen ginn iwwert d'sozial Medien, op Affichen, gradesou wéi um Radio, op der Televisioun an am Kino verbreet, an dat gläich an e puer Sproochen, fir der spezieller Situatioun vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung Rechnung ze droen.

Hei gëtt bewosst d'Informatioun vun der ganzer Populatioun viséiert, et goufe keng cibléiert Moossname geholl, fir dës Campagne u spezifesche Beruffsguppen unzepassen.

ad 2. Verschidden aarbechtsmedezinnesch Servicer proposéieren all Joer Grippeimpfung fir d'Bezirker (z. B. d'aarbechtsmedezinnesch Servicer vun ASTF, STI, Arcelor an CFL). Iwwert dee Wee ginn all Joer ronn 8.500 Leit géint d'Gripp geimpft. Zousätzlech bidden eng Rei Entreprises aus verschiddene Secteuren de Salariéen direkt d'Impfung un. Dëst ass de Fall, z. B. an de Kliniken oder am Flegeseक्टर, wou et jo besonnesch wichteg ass, dass d'Leit esou mann wéi méiglech krankheetshalber ausfalen, an een och vermeide muss, dass d'Salariéen e Vektor vun der Infektioun fir vulnerabel Leit ginn.

Eng speziell Ënnerstëtzung, déi doriwwer erausgeet, ass net virgesinn. Et muss een och hei drop hiweisen, dass de Code du travail net virgesäit, dass dëst eng Missioun vun den aarbechtsmedezinnesche Servicer ass.

ad 3. De Staat als Employeur geet net anescht vir wéi am private Secteur. D'Personal gëtt engersäits duerch d'Kommunikatiounscampagne säitens vun der Gesondheitsdirektioun respektiv duerch den aarbechtsmedezinnesche Service vun der Fonctioun publique iwwert d'Grippeimpfung informéiert.

ad 4. Am Kader vun enger Konventioun tëscht dem Staat an der CNS bedeelegt sech d'CNS mat 100 % un den Impfungen géint déi saisonal Gripp fir Leit ab 65 Joer, fir schwanger Fraen a fir Leit, déi als Risikopatienten agestuft sinn. Dorënner fale Persounen, déi u folgende Krankheeten leiden:

- chronesch Longekrankheeten
- chronesch Hærzerkrankungen
- chronesch Nierekrankheeten
- chronesch Stoffwiesselerkrankungen
- ergebueren oder duerch medezinnesch Traitementen ervirgeruffen Immunodepressiounen
- Autoimmunkrankheeten
- Hämoglobinopathien

– neurologesch oder neuromuskulär Krankheete mat engem héije Risiko vun Aspirationspneumonie
– Krankheeten, déi eng chronesch Behandlung mat „acide acétylsalicylique“ bei enger Persoun ënner 18 Joer erforderen.

Fir kënnen vum enger gratis Impfung ze profitéieren, mussen Patienten ënner 65 Joer eng Ordonnance kënnen virweisen, déi attestéiert, dass si enger vun den uewe genannte Krankheete leiden.

Assouplissement des règles européennes dans le secteur agricole | Question 0362 (20/02/2024) de M. Luc Eméring | M. André Bauler (DP)

Am Kontext vun de Schwierigkeeten an den Onsécherheeten am Sektour vun der Landwirtschaft huet d'EU-Kommissioun decidéiert, eng Ëmweltoplag ze lockeren, réckwierkend op den 1. Januar 2024. Dobäi handelt et sech ëm d'4 % „Flächenstilllegung“. D'Iddi vun dëser Oplag ass et, fir en Deel vun den Agrarflächen broochleien ze loosse, fir d'Biodiversitéit ze preservéieren an dem Buedem ze erméiglechen, sech ze regeneréieren. D'Kommissioun gesäit elo d'Méiglechkeet vir, dass all wirtschaftlech Betriber an der EU vun dëser Verflüchtung ausgeholl sinn an trotzdem weider Subsidien duerch d'gemeinsam Agrarpolitik kreéi kënnen.

Amplaz 4 % vun den Agrarflächen broochleien oder onproduktiv ze loosse, sollen d'EU-Landwirtschaftsbetriber stéckstoffbannend Planzen (Lënsen, Ierbesen oder Bounen) an/oder Tëscheffrüchten („culture dérobée“) op 7 % vun hirem Agrarland ubauen. Domadder erfëllen si d'Konditioun vun der Derogatioun. Tëscheffrüchte si Planzen, déi tëschent zwou Haaptkulturen ugebaut ginn.

Memberstaaten, déi d'Ausnamereegelung op nationalem Niveau applizéieren wëllen, müssen der Kommissioun dëst innerhalw vu 15 Deeg matdeelen, fir dass d'Bauern esou schnell wéi méiglech kënnen informéiert ginn.

An deem Kader wollte mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau folgend Fro stellen:

1. Wéini huet d'Ministesch wëllen, fir der EU-Kommissioun matzedeelen, ob si d'Ausnamereegelung op nationalem Niveau applizéieren wëll?

2. Wéi géif d'Ministesch duerno virgoen, fir de Sektour iwwert déi Ausnamereegelung ze informéieren a wéi géif dëst an der Praxis applizéiert ginn?

Réponse (23/02/2024) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Entscheidung gouf haut (den 21.2.2024) der Kommissioun iwwert d'Plattform ISAMM iwwermëttelt. Déi Responsabel vun der Kommissioun goufen awer schonns am Virfeld via Email doriwwer informéiert.

ad 2. Eng entsprecheend amtlech Matdeelung stoung de leschte Freideg (16.2.2024) an der landwirtschaftlecher Press a figuréiert och um Landwirtschaftsportal. Dëse Communiqué gouf méttlerweil och zesumme mat aneren Ennerlagen, un déi eenzel Betriber geschéckt (Zoustellung vum 21.2.2024). De Wuertlaut vum Communiqué ass:

Erzeuger, die der GLÖZ-8-Auflage unterliegen, müssen im Jahr 2024 mindestens 4 % ihrer Ackerflächen zu folgenden Zwecken nutzen:

„Option 1: nicht produktive Flächen und Landschaftselemente, einschließlich brachliegender Flächen; und/oder

Option 2: Leguminosen ohne Pflanzenschutzmittel; und/oder

Option 3: Zwischenfrüchte (in Sinne einer Nachfrucht) ohne Pflanzenschutzmittel.

Hierzu sei Folgendes zu beachten:

– Die Option 1 ist die Option, die bis jetzt umgesetzt wurde (jedoch ohne die Ausnahmeregelung „Stilllegung mit Lebensmittelerzeugung“).

– Die Optionen 2 und 3 sind neu.

– Der Landwirt kann unter den verschiedenen Optionen auswählen und sie kombinieren.

– Landschaftselemente werden jederzeit mir ihren Gewichtungswerten mit angerechnet.

– Zwischenfrüchte haben in dieser Ausnahmeregelung wie Leguminosen einen Gewichtungswert von 1 (und nicht 0,3). D. h. ein Landwirt mit 100 ha Ackerland, bei dem Leguminosen nicht passen und der keine Flächen stilllegen will, erfüllt seine GLÖZ-8-Auflage, wenn er mindestens 4 ha an Zwischenfrüchte einsät.

– Leguminosen, welche auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden, bleiben bei der gekoppelten Leguminosenprämie beihilfefähig.

– Überschüssige Flächen mit Leguminosen und Zwischenfrüchten, welche NICHT auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden, können im Rahmen der Öko-Regelungen beihilfebegünstigt werden, unter der Bedingung, dass die entsprechenden Auflagen erfüllt werden:

- Leguminosen ohne Pflanzenschutzmittel bei der ÖR 514 (Verzicht auf Pflanzenschutzmittel)

- Zwischenfrüchte ohne Pflanzenschutzmittel bei der ÖR 515 (Zwischenfrüchte und Untersaat im Mais). Hierbei sei erwähnt, dass Untersaaten im Mais NICHT auf die GLÖZ-8-Auflage angerechnet werden können.“

Conditions d'accès à la vasectomie | Question 0363 (20/02/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon des informations qui me sont parvenues d'une personne ayant décidé de recourir à une vasectomie, le processus menant à la réalisation concrète de la vasectomie durerait environ 18 mois.

En effet, de la première prise de rendez-vous avec un médecin généraliste jusqu'à la prise de rendez-vous avec un urologue compétent en matière de vasectomie, le concerné aurait attendu 6 mois.

Selon son médecin urologue, la demande de vasectomies dépasserait actuellement les capacités de prise en charge par les médecins compétent.e.s au Luxembourg.

Cependant, la réglementation de la vasectomie en vigueur prévoit un temps de réflexion de 4 mois avant confirmation définitive de l'intervention chirurgicale en question. Une fois confirmée la volonté de procéder à la vasectomie, le processus s'enchaîne avec une prise de rendez-vous pour procéder à l'intervention chirurgicale qui semble imposer à nouveau un temps d'attente plus ou moins long en fonction de l'ampleur de la demande.

Il faut préciser que la vasectomie se fait sous anesthésie locale, que l'intervention dure 20 minutes environ et que la convalescence est immédiate. En revanche, la ligature des trompes implique une hospitalisation de 1 à 3 jours, une anesthésie générale et une convalescence pouvant aller jusqu'à une semaine.

Force est de constater que pour une intervention chirurgicale bénigne telle que la vasectomie, la réglementation impose un temps de réflexion de 4 mois avant le passage à l'acte tandis que pour une ligature

des trompes – intervention plus lourde – aucun temps de réflexion n'est nécessaire.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est actuellement le temps d'attente en moyenne pour pouvoir accéder à un rendez-vous pour la réalisation de vasectomies ?

2) Combien de demandes existent actuellement ?

3) Quel est actuellement le temps d'attente en moyenne pour pouvoir accéder à un rendez-vous pour la réalisation des ligatures de trompes ?

4) Combien de demandes existent actuellement ?

5) Madame la Ministre peut-elle me communiquer la durée en moyenne des procédures d'accès respectivement à une vasectomie et à une ligature des trompes, en tenant compte de la première prise de rendez-vous chez un.e médecin compétent.e à la réalisation concrète ?

6) Madame la Ministre est-elle en faveur d'une suppression du temps de réflexion actuellement prévu dans le cadre de la réalisation des vasectomies ?

Considérant l'avancée considérable en matière d'égalité entre les hommes et les femmes que constitue la promotion de la contraception masculine et l'accès gratuit à la vasectomie, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

7) Madame la Ministre estime-t-elle justifiée l'obligation d'un temps de réflexion de 4 mois avant de pouvoir donner un consentement final pour la réalisation concrète d'une vasectomie ?

8) Dans l'affirmative, comment expliquer alors l'absence d'une telle nécessité dans le cas de la ligature des trompes ?

9) Dans la négative à la question 7, Madame la Ministre se positionne-t-elle en faveur d'une suppression du délai de réflexion concernant la vasectomie ?

Réponse (21/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

L'égalité entre les genres est une priorité du Gouvernement luxembourgeois. Elle représente une compétence transversale où chaque département ministériel doit intégrer le concept de l'égalité entre les genres dans l'élaboration de ses politiques, ceci conformément au principe du respect de la prise en compte systématique de la dimension du genre. Parmi ces domaines, la santé publique et la médecine ont bien également une dimension genre et des inégalités y sont observées, que ce soit au niveau de l'état de santé, des soins de santé, de la prévention ou des déterminants de la santé.

L'Observatoire de l'égalité des genres du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité a soulevé certaines de ces inégalités par la publication en 2023 d'indicateurs ségrégués par sexe du domaine de la santé. Des échanges entre la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité et la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale à ce sujet sont prévus afin d'augmenter la prise de conscience de ces inégalités, de sensibiliser le public cible à la dimension du genre et de développer des projets conjoints concrets dans ces domaines.

ad 1) Le temps d'attente moyen de prise d'un rendez-vous pour une première consultation auprès d'un urologue collaborant avec un centre hospitalier et en vue de la réalisation d'une vasectomie se situe entre 4 à 6 semaines.

ad 2) Le nombre de demandes est variable entre les différents centres hospitaliers. Pour certains, il n'y a pas de demandes en attente, d'autres ont une liste d'attente. Il faut distinguer entre le premier rendez-vous de consultation et la programmation des interventions chirurgicales y relatives.

ad 3) Selon les données recueillies auprès des divers établissements, la durée d'attente moyenne varie de moins d'un à deux mois.

ad 4) Deux à trois demandes par mois sont recensées en moyenne.

ad 5) La durée moyenne entre la première consultation et la réalisation de l'acte chirurgical (ligature de trompes et vasectomie) est de 5-6 mois en tenant compte d'un délai de réflexion obligatoire de 4 mois.

ad 6) Initialement et encore actuellement, un délai minimal de 16 semaines avait été retenu entre l'acte d'information et la réalisation des actes techniques de vasectomie ou de ligature des trompes. Cependant, et suite au retour d'information du terrain et des médecins en charge de ces actes, ce délai s'avère être une entrave à l'accès aux soins et n'apporte pas la garantie d'une meilleure information.

Il a été proposé de ne plus imposer de délai minimal de réflexion, la condition pour réaliser l'acte restant l'obtention d'un consentement libre et éclairé (cf. loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, article 8 (4)). La Commission de nomenclature a été saisie sur ce point par le ministère.

Dans ce sens, une recommandation circonstanciée abrogeant ce délai de 16 semaines initialement prévu a reçu un vote favorable de la Commission de nomenclature en novembre 2023 et le projet de règlement grand-ducal afférent est en cours de procédure.

Protection des données dans la fonction publique | Question 0364 (20/02/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

No der Affär „Casier bis“, bei där bekannt ginn ass, dass et um Niveau vun der Justiz eng inoffiziell Datebank mat persounbezunnenen Date gouf, déi keng legal Basis hat, gouf bei der Police a bei der Justiz um Niveau vum Dateschutz nogebessert. D'Datebanke goufe geläscht oder vun engem entspreche gesezleche Kader encadréiert an d'Datenzougrëffer ginn tracéiert. Well d'Personal op eng Datebank zougräift, muss agedroe ginn, firwat dës Consultatioun néideg ass. Géif e:ng Mataarbechter:in op Daten zougräifen, déi bspw. kee Rapport mat der Missioun vum Aarbechtsposten hunn, oder kee valable Grond fir d'Consultatioun agetippt ginn, géif dat beim Kontrolléiere vun de Logs opfalen.

Mee net nëmme bei der Police an der Justiz gëtt mat digitalen Datebanke geschafft. Och en Deel vum Personal aus der Fonction publique gebraucht am Alldag digital Datebanken, déi persounbezunnen Daten enthalen, wéi z. B. de Registre national des personnes physiques.

An deem Zusammenhang wéilt mir de Ministère fir effentlechen Déngscht a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. De Règlement grand-ducal vum 28. November 2013 iwwert d'Modalités d'application de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques gesäit vir, dass eng Persoun, fir Zougrëff op den RNPP ze kréien, muss en Accès accordéiert kréien a fir Consultatioun eng „authentification forte“ muss gemaach ginn.

Gëtt et doriwwer eraus eng Obligatioun, fir e Grond fir d'Consultatioun unzeginn?

2. Falls nee, wisou net?

Falls jo, wéi oft a vu weem gëtt kontrolléiert, dass d'Grënn fir d'Consultatioun vum der Datebank legittim sinn?

Réponse (13/03/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Weeder d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwer d'„identification des personnes physiques“, deen den RNPP agefouert huet, nach de Règlement grand-ducal vum 20. November 2013 iwwer d'Modalités d'application vum Gesetz vum 19. Juni 2013, gesinn eng Obligatioun vir, fir bei enger Consultatioun de Grond dofir am System unzeginn.

Den Artikel 38 vum Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwer d'„identification des personnes physiques“ erméiglecht awer dem Bierger, doriwwer Kenntnis ze hunn, wéi eng Verwaltung während de leschte 6 Méint seng Donnéeën am RNPP consultéiert huet. Op Nofro vum Bierger hin, muss all Verwaltung kënnen e Grond fir déi Consultatioun uginn.

Cotisations de pension plafonnées à cinq fois le salaire minimum | Question 0365 (20/02/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

À l'heure actuelle, les cotisations individuelles pour la pension des salariés du secteur privé sont prélevées sur un salaire plafonné à 12.854,64 € (selon les données du 1^{er} septembre 2023), soit à cinq fois le salaire minimum. L'on ne paie pas de cotisations sur tout montant qui excède ce chiffre, et l'on reçoit également une retraite calculée à partir d'un salaire correspondant à cinq fois le salaire minimum.

Le Gouvernement actuel a annoncé une analyse du système public d'assurance pension, analyse qui sera éventuellement suivie d'une réforme au cas où le système d'assurance actuel ne s'avérerait pas durable d'un point de vue financier sur le long terme.

Dans ce contexte, il serait d'utilité publique que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale réponde aux questions suivantes.

1) Combien de salariés du secteur privé au Luxembourg avaient des assurances pension plafonnées en 2023 ?

2) Si ces personnes avaient dû payer des cotisations sur le montant entier de leur salaire en 2023, combien d'argent supplémentaire aurait été disponible en 2023 pour financer le volume annuel des pensions du pays ?

3) Au cas où le système d'assurance pension actuel s'avérerait réellement non viable sur le long terme, est-ce que la ministre envisagerait, parmi d'autres solutions possibles, une mesure consistant à supprimer le plafonnement des cotisations tout en continuant à plafonner le salaire pris en compte dans le calcul des retraites à cinq fois le salaire minimum ?

Réponse (06/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À l'heure actuelle, le maximum cotisable pour tous les régimes de sécurité sociale, sauf l'assurance dépendance, s'élève à cinq fois le salaire social minimum, soit 12.854,64 €. L'assuré ne paie donc pas de cotisations sur le montant qui excède ce plafond.

Les données pour l'année 2023 ne sont pas encore disponibles. Au cours de l'année 2022, 558.201 personnes (salariés, non-salariés, bénéficiaires d'une indemnité de chômage, bénéficiaires d'une indemnité de préretraite, etc.) ont cotisé pour le régime général d'assurance pension. Parmi ces personnes, 28.035

(soit 5,0 %) ont dépassé le plafond annuel correspondant à cinq fois le salaire social minimum.

ad 2) En 2022, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a perçu 6.696 millions d'euros provenant des cotisations et de la participation de l'État (24 % de la masse salariale).

Le montant des cotisations engendrées par la part de la masse salariale constituée des montants dépassant le plafond cotisable aurait été de 676 millions d'euros.

ad 3) L'accord de coalition énonce que « (l)e dernier bilan technique du régime d'assurance pension du 26 avril 2022 a fait ressortir que le taux de cotisation actuel de 24 % (3 x 8 %) sera insuffisant pour payer le volume des pensions annuelles à partir de l'année 2027. Une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet ». Cette large consultation permettra d'évoquer une multitude de pistes de la part de tous les acteurs impliqués.

Unité spéciale de la police (USP) | Question 0367 (20/02/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'Unité spéciale de la police (USP) remplit une fonction essentielle au sein des forces de sécurité du Luxembourg, en intervenant dans des situations de crise complexes et en fournissant un soutien quotidien à d'autres unités de police. Nous souhaiterions obtenir des informations détaillées concernant l'évolution et le fonctionnement de l'USP durant la période de 2019 à 2023.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Pouvez-vous préciser l'évolution du nombre de personnels de l'USP ?

2) Quelle a été l'évolution du nombre de missions effectuées annuellement par l'USP ?

3) Quel a été le volume moyen des heures supplémentaires réalisées par le personnel de l'USP ?

4) Combien de fois le dépassement de la durée journalière de travail a-t-il été constaté pour les agents des groupes d'intervention ?

5) Quelle est la durée moyenne du temps de permanence et du temps d'astreinte exigée respectivement pour les groupes d'intervention de l'USP ? Comment a évolué la durée moyenne du temps de permanence et du temps d'astreinte pour les groupes d'intervention de l'USP durant la période en question ?

6) Quelles mesures sont envisagées pour atténuer les charges physiques et psychologiques auxquelles sont exposés les personnels de l'USP ? Des infrastructures et thérapies de récupération sont-elles mises à disposition du personnel de l'USP ?

7) Combien de personnels sont, en moyenne annuelle, absents en raison de blessures ?

8) Quelles sont les indemnités supplémentaires attribuées aux membres de l'USP et quels sont les points indiciaires relatifs ?

9) La « prime de risque » est-elle attribuée de manière différenciée aux officiers civils et aux groupes d'intervention de l'USP ? Est-il prévu d'introduire une prime opérationnelle pour les agents de groupes d'interventions exposés à des risques majeurs ?

Réponse (22/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Pour des raisons tactiques et de confidentialité, les chiffres précis de l'effectif de l'Unité spéciale de la



police, ci-après « USP », ne peuvent être divulgués, cependant les effectifs de l'unité ont augmenté de plus de 20 % entre 2019 et 2023.

ad 2) En moyenne, l'USP compte 250 missions par an. Le nombre de missions effectuées chaque année par l'USP demeure constant, n'affichant aucune évolution significative dans les chiffres absolus.

ad 3) Les dispositions relatives au temps de travail dans la fonction publique introduites en 2018 n'étant pas adaptées aux missions et au fonctionnement de la police, le Ministre de la Sécurité intérieure a signé en 2019 avec la CGFP, le SNPGL, le SPCPG et l'ACSP un accord relatif au temps de travail et de repos dans la police. L'exécution de cet accord fait l'objet d'un contrôle par une commission composée de représentants du Ministère des Affaires intérieures, du Ministère de la Fonction publique, de la Police grand-ducale, de la CGFP, du SNPGL, de l'ACSP et du SPCPG, qui se réunit de manière régulière.

En raison de la diversité des missions de l'USP et des méthodes de récupération des heures supplémentaires, la détermination d'un volume moyen d'heures supplémentaires effectuées par le personnel de l'USP est complexe. Les modes de récupération peuvent en effet consister en des réductions du compte épargne-temps (CET), en la récupération moyennant des heures compensatoires ou en la compensation financière. Le contrôle par la commission précitée permet de veiller à ce que les heures supplémentaires prestées soient compensées ou récupérées de manière adéquate.

ad 4) Les membres de l'USP comptent en moyenne 20 dépassements individuels par an entre 2019 et 2023.

ad 5) Les permanences sont nécessaires et effectuées en cas de manque d'effectifs pour pouvoir organiser un roulement du service. Il n'y a pas de temps de permanence fixe prévu.

Les membres opérationnels de l'USP ont presté en moyenne 120 jours (24 heures) de permanence par an entre 2019 et 2023. La moyenne de jours de permanence a diminué de 5 jours sur les 5 dernières années.

ad 6) En ce qui concerne la charge psychologique, le service santé et bien-être au travail de la Police grand-ducale encadre l'USP par rapport aux risques psychosociaux que peuvent représenter les missions.

En ce qui concerne la charge physique, un projet portant sur la récupération physique est actuellement à l'étude avec deux institutions luxembourgeoises.

ad 7) Au vu de la diversité des interventions et des risques de blessures y liés, il n'est pas possible d'évaluer une moyenne des absences en raison de blessures.

Néanmoins, pour donner des exemples récents, en 2023, 11 membres de l'USP ont subi un accident de travail, dont un pendant une intervention. Suite à ces accidents, six membres étaient en arrêt de maladie. Depuis le début de l'année 2024, quatre personnes ont subi un accident de travail, dont une personne qui a dû se mettre en arrêt de maladie.

ad 8) Une indemnité mensuelle non pensionnable d'un montant non impossible de vingt points indiciaires est allouée aux membres de l'USP conformément à l'article 81 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

ad 9) Chaque membre de l'USP bénéficie de l'indemnité mensuelle précitée, quel que soit le service au sein duquel il exerce ses fonctions et quel que soit le statut, policier ou civil. Cette approche vise à instaurer une équité totale, garantissant que tous les

membres, quel que soit leur service d'affectation au sein de l'USP, reçoivent une reconnaissance égale sous la forme de cette prime, renforçant ainsi un sentiment d'égalité.

.....
Aides financières « Fit 4 » | Question 0368
(21/02/2024) de **M. Sven Clement | M. Ben Polidori** (Piraten)

Virun e puer Joer huet déi viregt Regierung eng Rei Hëllefsmoosname fir d'Betriber beschloss, déi ënnert dem Numm „Fit 4“ bekannt sinn. Dorënner befannen sech „Fit 4 Start“; „Fit 4 Digital“; „Fit 4 Innovation“, „Fit 4 Sustainability“ oder och „Fit 4 Resilience“. Verschidde Programmer erlaben et och groussen Entrepreneurs a Multinationallen, fir hei drun deelzehuelen a vu staatleche Subsidien dierfen ze profitéieren, wann si d'Bedéngungen erfëllen.

An deem Zesummenhang wëllt mir dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Subventionsprogrammer fir Betriber (onofhängeg vun der Gréisst vum Betrib) goufen zënter 2018 geschaf? Wéi eng Subventionsprogrammer lafen aktuell nach?

– Wéi vill Demandé sinn an deenen eenzele Subventionsprogrammer erakomm a wéi vill goufen ugeholl bzw. ofgeleent? Wéi vill sinn nach en cours de traitement?

– Wéi vill Subside goufen, opgeléicht no Joer an no Programm, an deenen eenzelne Subventionsprogrammer ausbezuelet? Wat ass de Montant vun den Demanden, déi nach am Cours de traitement sinn?

– Wie waren déi fënnf gréisst Beneficiairé vun dëse Programmer an all dëse Joren a wéi vill Subsidien hunn dës Firmen insgesamt erhalen?

2. Wéi eng Subventionsprogrammer existéiere beim Staat, fir de Finanzement vun neie Maschinnen an Infrastrukturen ze subventionéieren?

– Wie waren déi fënnf gréisst Beneficiairé vun dëse staatleche Bähëllef an all deene Joren a wéi vill Subsidien hunn dës Firmen insgesamt erhalen?

– Wéi ass sécher gestallt, dass d'Maschinnen, déi mat lëtzebuergesche Bähëllef bezuelet goufen, net no e puer Joer an d'Ausland verkaft, transferéiert oder exportéiert ginn?

Réponse (22/03/2024) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Zanter 2018 goufen dës „Fit 4“-Moosname geschaf:

- Fit 4 Innovation – Health Tech Market
- Fit 4 Sustainability
- Fit 4 Resilience.

De Programm Fit 4 Resilience gouf spezifesch geschaf, fir d'Betriber an der Kris, déi duerch d'Covid-pandemie ausgeléist gouf, ze begleeden. D'Demandé konnte just an de Joren 2020 an 2021 agereecht ginn.

Zanter 2022 gëtt et de Programm „SME Packages“, dësen ersetzt verschidde fréier Fit 4-Programmer integral oder deelweis, a bitt eng méi komplett Offer. D'SME Packages richte sech u PME, déi den aktuellen Erausforderunge wëlle gerecht ginn a mat dësem Programm begleet ginn zum Beispill a punkto:

- Energietransitioun (SME Package – Sustainability)
- Digital Transformatioun (SME Package – Digital)
- Relatioun mat de Clienten (SME Package – Service, fréier Fit 4 Service).

Well all eenzel Bähëllef an dem Kader vun de Fit 4-Programmer ënnert dem Montant leien, iwwert deem aus Transparenzgrënn d'Informatiounen zu de Bähëllef publizéiert ginn, sinn d'Informatiounen zu de Montanten, déi un déi eenzel Betriber gaange sinn, vertraulich an et gëtt kee Ranking publizéiert.

Iwwert kee vun de Fit 4-Programmer ginn Investissementer an Infrastrukturen oder Maschinnen cofinanzéiert.

Heidrënner Informatiounen pro Programm:

– Programm Fit 4 Start

Vun 2018 bis 2023 goufen 143 Fit 4 Start Hëllef fir e Gesamtbetrag vun ongeféier 15.219.915 € accordéiert an e Gesamtbetrag vun 10.740.000 € gouf un 109 Betriber ausbezuelet. Et sinn aktuell nach 4 Demanden am Traitement.

D'Participanten, déi gewielt ginn, fir am Fit 4 Start Startup Accelerationsprogramm matzemaachen, ginn all Joer ëffentlech annoncéiert. D'Detailer vun de Startuppen, déi an de leschten Editiounen matgemaach hunn, sinn an de Communiqué vum Wirtschaftsministère an op der Internetsäit vu Luxinnovation disponibel.

– Programm Fit 4 Innovation

Am Zäitraum 2018 bis 2023 sinn 31 cofinanzéiert Diagnostiken durchgeführt ginn, fir e gesamten accordéierten Hëllefsmontant vun 194.875 €. 181.750 € Hëllef sinn ausbezuelet ginn. Et ass keng Demandé méi am Traitement.

– Programm Fit 4 Innovation – Health Tech Market

Dëse Programm huet 2022 als Declinaison vum Fit 4 Innovation ugefaang. Et gouf eng Bähëllef accordéiert an ausbezuelet fir 13.125 €. Et steet keng Demandé op.

– Programm Fit 4 Sustainability

Dëse Programm huet 2022 ugefaang, zanterhier sinn 23 Hëllef accordéiert gi fir e Gesamtbudget vun 394.825 €. Et si bis elo 90.519 € ausbezuelet ginn, 2 Demandé ginn aktuell nach analyséiert.

– Programm Fit 4 Resilience

Fir dëse Programm krute 26 Betriber Bähëllef accordéiert fir e Gesamtmontant vun 358.800 €. All dës Dossiere sinn ofgeschloss.

– Fit 4 Digital

Dëse Programm ënnerstëtzt PME bei enger genauer Analys, fir déi pertinentst a passend IT-Outillen ze fannen, mat deenen se kënnen méi effikass an effizient schaffen. En Deel vun de Fit 4 Digital-Mesurë si méttlerweile vum SME-Package – Digital iwwerholl ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....
Révision majeure des règles de l'Union européenne relatives au permis de conduire | Question 0370
(21/02/2024) de **M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0113 vun den honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo an Här Yves Cruchten zu där neier EU-Fürerschäinsdirektiv schreift d'Madamm Verkéiersminister zu der Toleranzgrenz, fir während der Stagezäit ënner Alkoholafloss ze fueren, datt dës Limitt fir de Fall, datt den Text a senger aktueller Form ugeholl gëtt, géif vun 0,2 op 0,0 gesenkt ginn. D'Madamm Verkéiersminister betount, datt déi Reegelung Fürerschäinsstagiäré rechtlech an eng prekär Situatioun géif setzen, well och verschriwwen Medikamenter kënnen Alkohol enthalten, dee bei enger Kontroll kéint zum Droe kommen.

Am Hibleck op d'Altersgrenz, fir de Fürerschäin déi éischte Keier aus gesondheetleche Grënn missen ze erneieren, schreift d'Madamm Minister, datt am Artikel 10 ursprénglech virgesi war, dës Limitt EU-wäit op 70 Joer unzehiewen. Weider heescht et awer vun der Madamm Minister, datt dës Propos net zulescht op

Drock vun der Lëtzebuerger Regierung gestrach gouf. Op nationalem Niveau bleift weiderhin d'Reegelung a Kraaft, datt eng Verlängerung vum Füherschäi vum Alter vu 60 Joer u muss vum Dokter bestätegt ginn. Déi Limitt läit domat weiderhi fënnf Joer ënnert dem legale Pensiounsalter a steet och am Géigesaz zu der Entwécklung vun der allgemenger Liewenserwaardung an der gesellschaftlecher Gesondheet. Des Weidere ginn d'Leit domat an eng Situatioun gesat, wou de Staat zwar automatesch dovun ausheet, datt si nach fit genuch sinn, fir schaffen ze goen, awer net méi, fir mam Auto bis op d'Aarbecht ze fueren.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi si de Risiko aschätzt, datt déi nei Reegelung zu der Kulanz, fir ënner Alkoholafloss ze fueren, fir Stagiairen, iergendwann och (nees) op Berufschaffueren ausgewart gëtt?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob si virgesäit, géint dës Direktiv ze stëmmen, falls deenen an der Fro virdrun thematiséierte Lëtzebuerger Bedenken bei de weidere Verhandlungen net Rechnung gedroe gëtt, respektiv ob si sech wäert fir eng national Ausnameregelung asetzen? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi hir Decisioun motivéiert war, fir sech géint déi am Artikel 10 virgesi Proposition zu der Erhéijung vun der Alterslimitt fir gesondheetlech Kontrollen anzesetzen? Wéi begrënt d'Madamm Minister déi Decisioun, besonnesch am Hëlleck op d'Entwécklung vun där allgemenger Liewenserwaardung an dem Interesseskonflikt am Bezuch op de Pensiounsalter?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob si sech op nationalem Plang eventuell eng entsprechend automatesch Verlängerung vum Füherschäi bis op den Niveau vum legale Pensiounsalter souwéi eng entsprechend Upassung vun der Alterstabelle no uewe kéint virstellen, fir deene genannte gesellschaftlechen Entwécklung Rechnung ze droen an och de Gesondheetssystem duerch d'Reduktioun vun onnéidege Kontrollen ze entlaaschten?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi nei EU-Füherschäinsdirektiv enthält keng Bestëmmungen iwwer eng Alkoholsrenz fir Berufschaffueren. Ob eng Bestëmmung an dësem Sënn an Zukunft op europäeschem Niveau wäert proposéiert ginn, kann een zu dësem Zäitpunkt net wëssen.

ad 2. D'Lëtzebuerger Bedenken zur juristescher Machbarkeet vun enger 0-Promill-Grenz, well zum Beispill de Gebrauch vu bestëmmte Medikamenter, déi Spuere vun Alkohol enthalten, d'Chauffieren an d'Illegalitéit géif dreiwen, bleift bestoen, a souwäit Exceptiounen méiglech sinn, wäert Lëtzebuerg och dorop zeréckgräifen. De Fait, dass Lëtzebuerg dës Punkt net ënnerstëtzt, féiert awer net zwéngend zu enger Oppositioun géint déi ganz Direktiv, déi insgesamt vill zur Verbesserung vun der Verkéierssicherheit bäidréit.

ad 3. Am Kontext vun der Stroossesicherheit ass de biologeschen Alter méi relevant fir ze präiwen, ob déi néideg physesche a mental Fäegkeete fir d'Fueren op der Strooss erfëllt sinn. Heibäi ass de legale Pensiounsalter net relevant.

ad 4. D'medezinnesch Kontrollen erfëllen den Zweck, fir souwuel d'Persoun, déi d'Erlabnis krut, fir op der Strooss ze fueren, genauso wéi all d'Usagere vun der Strooss, mat deenen dës Persoun a Kontakt komme kann, ze schützen. Et kann een deemno net soen, dës Kontrolle wieren onnéideg.

Wéi scho gesot, bezitt de legale Pensiounsalter sech just op d'Aarbecht. Fir d'Stroossesicherheit ze garantéieren, ass et wichteg, fir d'medezinnesch Konditiounen ze erfëllen, och besonnesch, wann déi concernéiert Chauffere beruflech am Verkéier ënnerwee sinn an eventuell och Wueren oder Leit transportéieren.

Demandeurs d'emploi ayant une formation en informatique | Question **0371** (21/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

D'ADEM huet a sengen internen Analyse fir d'Joer 2023 festgestallt, dass d'Offer un Aarbechtsplaze bei hinne generell gekuckt ëm méi wéi en Drëttel zeréckgaangen ass. Theoreetesch kann dës e ganz positive Constat sinn, nämlech dann, wann doduerch och d'Unzuel un Demandeurs d'emploi parallel zréckgeet. Zu Lëtzebuerg gesäit d'Realitéit leider anescht aus, d'Unzuel u Leit, déi eng Aarbecht sichen ass iwwert de selwechten Zäitraum gekuckt ëm 15,5 % geklommen. Konkreet géit et also eng bedenklech Entwécklung, et gi manner Aarbechtsplazen a méi Leit, déi eng Plaz sichen.

Bei den Demandeurs huet laut Analyse vun der ADEM eng Majoritéit op d'mannst de Secondaire supérieur ofgeschloss an et ginn, op e Joer gekuckt, besonnesch bei den héich qualifizéierten an de Leit ënner 30 déi stäerksten Entwécklungen no uewen. Bei den Expertise fällt op, dass besonnesch d'Unzuel un Demandeurs mat engem informatieschen Hannergrond ëm 70 % geklommen ass am Verglach zu 2022. Am Beräich vun der Informatik gëtt et awer eng héich Offer u fräie Plazen (1.264), dofir ass et ëmsou méi iwwerraschend, dass et eng héich Unzuel u Leit mat engem passenden Hannergrond gëtt (649), déi net kënne vermëttelt ginn.

Et sinn Zuelen, déi eiser Meenung no bedenklech sinn a weider Froen opwerfen.

An deem Zesummenhang wëllt mir dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi verdeelen sech déi 649 Demandeurs mat informatieschen Hannergrond op déi folgend Alterskategorien: 15-24, 25-34, 35-54, 55-65? Falls dës an där Granularitéit net méiglech ass, da wgl. a folgendem Alterskategorien: 15-24, 25-54, 55-65.

2. Wann d'ADEM vu Leit mat engem informatieschen Hannergrond schwätzt, no wéi enge Krittäre gëtt dës Klassifikatioun virgeholl? De leschte Beruff, en Diplom oder eng Zertifikatioun oder eng Auto-Klassifikatioun?

3. Wéi positionéiert an erkläert sech de Ministère dësen Decalage am Beräich vun der Informatik?

4. Sinn d'Formatiounen am Beräich vun der Informatik (Re- an Upskilling) den aktuelle Besoinen am Secteur vun der Informatik ugepasst? Wéi oft gëtt d'Adequatioun vun dësen Inhalter iwwerpréift? An aus wéi enge Grënn erkennt de Ministère d'Inhalter als konform oder net konform un?

5. Wat gëtt konkret nieft enger Offer un Up- a Reskilling gemaach an ugebueden, fir dass dës Leit trotz deem an noer Zukunft kënne vermëttelt ginn?

Réponse (27/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Als éischt mol e puer Erklärungen zu den Zuelen an der Froestellung: 1.264 Offeren, déi de „Métier M1805 – Études et développement informatique“ betreffen, si bei der ADEM tëscht Januar an Oktober 2023 gemellt ginn. Op 649 vun dësen Offeren konnt kee passende Kandidat proposéiert ginn. 649

representéiert déi oppe Plazen, fir déi keen Demandeur d'emploi konnt assignéiert ginn; et ass net eng Zuel vun Demandeurs d'emploi.

Am Januar 2024 goufen et 520 Offres d'emploi fir de „Métier M18 – Système d'information et de télécommunication“ (wat 665 oppene Plazen entsprécht), wärend d'Zuel vun Demandeurs d'emploi disponibles fir déi Beruffer aus der Kategorie bei 409 läit.

Hei ënnendréiner fënnst een d'Opdeelung no Alter vun den Demandeurs d'emploi, déi ee vun de Beruffer aus der genannter Kategorie sichen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et ass ze notéieren, dass d'Demandeurs d'emploi, déi e „profil informatique“ hunn, net nëmmen an der Kategorie M18 ze fanne sinn. Gëtt betruuecht als „ayant un profil informatique“, all Persoun, déi eng Aarbecht sicht an de Beruffer vun der Administration informatique, der Analyse fonctionnelle, der Architecture informatique, der Automatisation industrielle/ Robotisation, vum Commerce informatique, vum Conseil informatique, vum Développement informatique, vum Direction informatique, der Gestion de projet informatique, der Gestoun an Analys vun Données, vum IT-Support, vun der Recherche scientifique an der Informatik, der Rédaction informatique, der Sécurité informatique, vum Web/UX design.

ad 2. All d'Statistike baséieren um éischte Beruff, deen den Demandeur d'emploi sicht. Dee gëtt bestëmmt duerch de leschten Emploi, en Diplom, en Zertifikat am Beräich vun der Informatik; eng „Auto-klassifikatioun“ baséiert op de Kompetenzen an der Erfahrung, déi d'Persoun ugëtt an déi de Conseiller référent vun der ADEM approuvéiert.

ad 3. Den Decalage, deen sech hei à première vue erausschleift, ass nuancéiert ze betruuechten an huet gläich e puer Ursachen.

Esou ginn a ganz villen Offeren an deem Beräich héich spezialiséiert Matarbechter gesicht, wou dann d'Profiller vu villen Demandeurs d'emploi, déi zwar e „profil informatique“ hunn, trotz deem net zu 100 % passen. Ausserdeem ass d'Diversitéit vun de Beruffer am IT esou grouss, dass verschidden Demandeurs, déi zwar wuel en IT-Profill hunn, awer net déi spezifesch Kompetenzen oder Erfahrung matbréngen, déi gefrot sinn.

Zudeem kënn och nach d'Tatsaach, dass déi transversal Kompetenzen eng ëmmer méi grouss Roll spillen.

Esou gëtt z. B. a 75 % vun den Offeren am IT-Beräich ausdrécklech d'Fäegkeet, fir sech Ännerungen kënnen unzupassen, gefrot.

Finalemment spillen och an der Informatik d'Sproochekenntnisser eng Roll wann et géllt, dee passende Kandidat ze fannen.

ad 4. D'Formatiounen, déi d'ADEM am Beräich vun der Informatik proposéiert, sinn developpéiert ginn an Zesummenaarbecht mat deene wichtegsten Organismen de formation zu Lëtzebuerg. Dat sinn notament den Digital Learning Hub, den CNFPC, de Centre de compétences vun der Uni.lu an d'Chambres professionnelles: Chambre de Commerce (House of Training), Chambre des Métiers a Chambre des Salariés (LLLC). Déi Partenariater si weesentlech fir den Ausgleich tëscht de proposéierte Formatiounen an de Besoinen vum Aarbechtsmaart. D'Formatiounsprogrammer ginn dauernd verbessert an ugepasst, wann dat néideg ass. Dofir ginn a Betruuecht geholl: den Taux de retour à l'emploi, d'Evolution vum Aarbechtsmaart, de Feedback vun den Employeuren, de Participanten oder och nach de Formateuren.

Am Februar 2024 huet d'ADEM eng Etüd iwwert d'Beruffer an der Informatik publizéiert. Si gouf realiséiert op Basis vun den Donnéeën, déi aus de gemellten Offres d'emploi vun den Entrepreneuren ervirgaang sinn; dës Etüd beschreift déi observéiert Tendenz fir dës Beruffer an déi verlangte Kompetenzen. Si erlaabt och, beschtméiglech d'Offer u Formatiounen vun der ADEM am Beräich vum Up- a Reskilling unzepassen, fir dass se den aktuellen an zukünftege Besoine vun den Entrepreneuren entsprechen. Dës Etüd ass ze gesinn am Kader vun der Future-Skills-Initiativ an dem Partenariat fir d'Beschäftegung tëscht der ADEM an der Union des entreprises luxembourgeoises.

ad 5. Iwwert d'spezifesch Formatiounen am Kader vum Up- a Reskilling eraus, huet d'ADEM nach e ganzen Eventail u Formatiounen developpéiert, déi unhand vun de Besoine vun den Demandeurs d'emploi proposéiert ginn. Dat kënnen zum Beispill eng personaliséiert Begleedung unhand vun engem individuelle Coaching sinn, oder nach Programmer fir transversal Kompetenzen (Softskills, digital Kompetenzen am Bürosberäich, Kompetenzen am Beräich vun der Gestiou vum Projeten). Esou Kompetenzen ginn effektiv ëmmer méi um Aarbechtsmaart gefrot, onofhängeg vum gesichte Beruff oder dem Secteur d'activité. Generell kann ee soen, dass d'Formatiounen vun der ADEM déi nohaltege (Re)insertioun vun den Demandeurs d'emploi op den Aarbechtsmaart sollen erméiglechen.

Zanter Enn Februar 2024 huet d'ADEM en neien „tableau de bord interactif“, ënnert der Adress www.jobinsights.lu, fir de Public online gesat. Dëse soll den Demandeurs d'emploi erlaben, d'Tendenzen an d'Opportunitéiten ze consultéieren, en temps réel, vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart a Funktioun vun hirem professionnelle Projet.

Jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation | Question 0372 (21/02/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg a, en date du 17 octobre 2023, annulé une décision du président de la Commission de conciliation du 28 juin 2022 portant refus de déclencher la procédure de conciliation. Le litige en question a vu le jour dans le cadre d'un différend entre un syndicat et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse suite à la conclusion en novembre 2021 d'un accord entre ce dernier et trois autres syndicats actifs dans le domaine éducatif.

La Commission de conciliation est saisie des litiges collectifs concernant le personnel de l'État et constitue l'organe mis en place pour éviter une grève dans le secteur public. Elle ne comprend qu'un membre permanent, à savoir le président qui est un magistrat de l'ordre judiciaire nommé pour une période de trois ans. Le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant la procédure de conciliation et de médiation prévoit en son article 2, alinéa 2 que « Le président transmet sans délai le dossier à tous les membres de la commission qui procèdent à l'instruction ».

Pour que la commission puisse fonctionner, il faut donc que tant le Gouvernement que les organisations syndicales désignent leurs représentants respectifs. Or, le jugement du tribunal administratif fait état d'un mémoire en réponse du délégué du Gouvernement qui met en avant que « le Gouvernement en conseil, ainsi que les organisations syndicales concernées ne pourraient pas être obligés de désigner des

représentants pour composer la Commission de conciliation »⁶.

En effet, dans un communiqué daté du 14 juillet 2023, le syndicat susvisé relève que la décision de la présidente de la Commission de conciliation serait intervenue « bien après l'écoulement du délai légal de six semaines et sans qu'aucune réunion n'ait eu lieu ». Il est à noter dans ce contexte qu'entre le courrier adressé au président de la Commission de conciliation en vue de déclencher la procédure de conciliation et la décision de ce dernier, plus que cinq mois se sont écoulés.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Recherche au sujet d'un jugement du tribunal administratif concernant la Commission de conciliation :

1) Suite à la demande de déclencher la procédure de conciliation, le Gouvernement avait-il désigné ses représentants pour composer la Commission de conciliation, de sorte à permettre au président de cette dernière de leur transmettre le dossier pour l'instruction, tel que prévu dans le règlement grand-ducal susvisé ?

2) Messieurs les Ministres sont-ils au courant du jugement du tribunal administratif ? Le Gouvernement a-t-il introduit un recours ?

3) Dans la négative ou dans l'hypothèse de l'échec d'un éventuel recours, le Gouvernement s'engage-t-il à désigner dans les meilleurs délais ses représentants en vue de composer la Commission de conciliation ?

4) Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que le fait que ni le Gouvernement, ni les organisations syndicales ne soient obligés par la loi de désigner leurs représentants endéans un délai précis, constitue une lacune dans la législation applicable aux litiges collectifs concernant le personnel de l'État ? Messieurs les Ministres sont-ils disposés à réviser le cadre législatif en vue d'éviter tout blocage possible du processus de conciliation ?

Réponse (22/03/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Suite à la demande de déclencher la procédure de conciliation, le Gouvernement a pris position par rapport à cette saisine et a informé la présidente de la Commission de conciliation du fait qu'un accord fut trouvé entre la CGFP et l'État et que dès lors, en l'absence d'un litige, les conditions de la saisine de ladite commission ne sont pas remplies. La CGFP, qui partage ce point de vue, en a informé la présidente également.

C'est sur cette base que la présidente a informé les parties de ce qui suit au sujet de la saisine du SEW/OGBL : « le courrier du 11 février 2022 n'est dès lors pas de nature à déclencher la procédure prévue aux articles 1^{er} et suivants du règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 fixant la procédure de conciliation et de médiation. Aucune convocation des membres de la Commission de conciliation au sens de l'article 2, point 1, alinéa 2 du prédit règlement ne doit par conséquent intervenir. »

ad 2) Oui, le Gouvernement est au courant du jugement du tribunal administratif et a relevé appel dudit jugement.

ad 3) Le Gouvernement tiendra compte de l'arrêt à venir de la Cour administrative.

ad 4) Le Gouvernement analysera les décisions des juridictions administratives précitées afin de remédier le cas échéant à d'éventuelles lacunes légales ou réglementaires.

Demande d'estimation de pension | Question 0373 (21/02/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Aktuell kënnen d'Leit sech fréistens vum Alter vu 55 Joer u vun der CNAP ausrechnen loossen, wéi vill si viraussichtlech u Pensioun wäerte kréien. Vill Leit am mëttleren Alter sinn awer mat Decisiounen konfrontéiert, déi schonn Auswierkungen iwwert d'Erreeche vum Pensionsalter eraus kënnen hunn, notament wann hir Wunnsituatioun sech ännert a si plangen, e Prêt ze maachen. A sou engem Fall gehéiert d'Héicht vun der Pensioun zu den essentiellen Informatiounen, fir eng fundéiert Entscheedung kënnen ze treffen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet gär dës Fro stellen:

– Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, den Alter, vun deem un d'Bierger dës Informatiounen bei der CNAP kënnen anhuelen, op 50 Joer erofzesetzen an/oder de Bierger en Instrument fir eng vereinfacht Héichrechnung zur Verfügung ze stellen, dat et hinnen erlaabt, op d'mannst mat approximativen Informatiounen ze schaffen?

Réponse (25/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Pensionskeess (CNAP) ass sech bewosst, datt ëmmer méi Leit sech Froen zu hire Pensionsrechter stellen. De Rapport annuel vun der CNAP gëtt Opgeschlossen, nieft der grousser Croissance vu Pensionsdemanden, zum grousser Volume vu generellen Informatiounen a speziell vu Pensionsestimatiounen. Dës Demanden hunn e groussen Impakt op déi alldéeglech Aarbecht vun der Pensionskeess.

Bei der Pensionsestimatioun handelt et sech ëm e Service, deem d'Pensionskeess dem Assuré ab dem Alter vu 55 Joer ubitt. Dësen Alter ass esou gewielt, datt déi professionell Karriär, op déi zréckgekuickt muss ginn, fir d'Pensionsrechter richteg ze appreciëieren, gréisstendeels scho consolidéiert ass. Wann d'Agenten vun der CNAP dës Karriär also fachmännesch rekonstituëieren – keen einfachen Exercice, wann ee bedenkt, datt ronn 60 % vun de Pensionnären eng gemëscht Karriär hunn, also mat Zäiten, wou si ausserhalb vu Lëtzebuerg geschafft hunn –, ass et extrem wichteg, fir weeder e Feeler oder eng falsch Interpretatioun ze maachen nach eng falsch Indikatioun ze ginn iwwert den Ufank oder d'Héicht vun der Pensioun, déi den Assuré kéinten zu enger falscher Entscheedung par rapport zu senger finanzieller Ofsécherung am Alter verleeden.

D'Genauegkeet, déi d'Pensionskeess bei dësem Exercice ka revendiquéieren, ass an direkter Relatioun zu engem noen Ufank vun der Pensioun selwer. De schlussendleche Montant vun der Pensioun ass awer och ofhängeg vun all de Revenuen vum Assuré, och déi Revenuen vun de leschte Méint just virun der Pensioun. Dëse Montant kann dofir eréischt nom Ufank vun der Pensioun exakt determinéiert ginn a gëtt unhand vun enger „décision présidentielle“ festgehalen. Eventuell kann et och nach bei enger virzäiteger Alterspensioun zu enger Neiberechnung am Alter vu 65 Joer kommen.

Fir méi pertinent op d'Demande vun den Assuréeen anzegoen a besser ze informéieren, huet d'Pensionskeess Enn 2023 hiren Internetsite, www.cnap.lu, frësch

⁶ Jugement n° 48015 du tribunal administratif, p. 14. <https://ja.public.lu/45001-50000/48015.pdf>

gemaach. Hei fënnt den Assuré d'Informatiounen méi handlech a benotzerfrëndlech opbereet, fir senger Liewenslag gerecht ze ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Op hirem Internetsite stellt d'Pen-siounskeess och Brochuren an Depliantsinformatiounen zur Verfügung, déi déi spéider Berechnung vun der Pen-sioun erklären.

Discrimination des demandeurs de protection internationale masculins sous procédure Dublin | Question 0374 (21/02/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Zanter Enn Oktober 2023 gi sougenannt Dubliner ënnert den Asylbewerber (DPIen), d. h. Leit, déi sech schonn an engem aneren EU-Land an der Asylprozedur befannen, awer zu Lëtzebuerg eng zousätzlech Demande stellen, bei der Zouweisung vun den Iwwernuechtungsméiglechkeeten an entspre-chende Strukturen op eng Waardelëscht gesat. Déi Decisioun gouf nach vum deemolege Bausseminister Jean Asselborn geholl an de 24. Januar duerch den Här Familljeminister géigeniwwer RTL, och am Numm vun där neier Regierung bestätegt. Déi genannte Lëscht betreffen awer ausschliisslech Männer, déi eleng reesen, Frae si vu virer an ausgeholl.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung an där Moosnam net eng kloer Diskriminierung vun de Männer, well hei eng bestëmmte Bevelkerungsgrupp nëmmen opgrond vun hirem Geschlecht benodelegt an eng aner privilegiéiert gëtt?

2. Gesäit d'Regierung vir, déi entsprechend Waardelëscht an Zukunft paritéitesch tëschend den zwee Geschlechter opzedeele, fir nees op de Wee vun där gesetzlech virgeschriwwener Gläichbehandlung vun de Geschlechter zeréckzekéieren?

Réponse (21/03/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Dës Regierung steet fir eng Gläichbehandlung vun de Geschlechter an alle Beräicher. De Regierungsprogramm gesäit awer och Passagé vir, no deene speziell vulnerabel Kategorië vu Leit wéi z. B. „femmes sans abri“ a „femmes réfugiées“ eng besonnesch Atten-tioun solle kënnen kréien.

Wat elo déi ugeschwate Waardelëscht ugeet, ass ze soen, dass dës opgrond vun der extreem ugespaanter Lag agefouert gouf.

Et handelt sech hei ëm eng Mesure d'urgence en fa-veur vu vulnerabele Persounen, wou soll séchergestallt sinn, datt dës Persounen prioritär hebergéiert ginn.

Dozou gehéiere virun allem Fraen a Kanner, déi mat hire Familljen ukommen oder Mineuren non accom-pagnés, mee och krank oder eeler Leit souwéi Leit, déi ënner schwéieren Traumata leiden.

Étude Plurimedia | Question 0375 (21/02/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

D'Plurimedia-Studie war an de leschte Jore mat déi eenzeg Referenz, wann et ëm Mediefuerschung gaangen ass. Op Nofro vu Reporter.lu, gëtt de Staats-ministère follgendermoossen zitéiert: „Die Studie würde Informationen liefern, die von Interesse für den gesamten nationalen Mediensektor sind.“ Wéi op ville Plazen an de Medie bericht ginn ass, sinn déi lescht Resultater opgrond vu methodologesche Problemer net publizéiert ginn. Dorops opbauend

gi bei de Commanditaires an den operationelle Betriber Iwwerleeunge gefouert, wéi een eng nei Etude konzeptualiséiere kann. Och de Finanzement an de Choix vun de Commanditaire gëtt diskutéiert. Aus dëse Grënn stellen sech och op öffentlecher Säit aktuell vill Froen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Premier-minister an der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Iwwert den Zäitraum vun de leschte 5 Joer gekuckt, wéi héich wor (pro Joer) d'finanziell an d'proportional Bedeelegung vum Staat um Gesamtbudget vun der Etude?

2. Aus gesécherte Quelle wësse mir, dass aktuell iwwert eng nei Etude negociéiert gëtt säitens de Commanditaires. Ass de Ministère an dës Verhand-lunge matagebonnen? Wéi ass de Stand vun dësen Diskussiounen?

3. Wéi positionéiert sech de Ministère allgemeng zu enger méiglecher Finanzéierung vun enger Pluri-media-Studie? Ass de Ministère nach disposéiert, sech un enger eventueller Etude, wéi d'Methodologie och ëmmer wäert ausfallen, ze bedeelegen?

4. En vue vun der vum Ministère confirméierter Wich-tegkeet vun den Informatiounen, déi aus esou enger Etude erausginn, gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, eng eegen Etude ze konzeptualiséieren, déi onofhängeg vu private Medienhaiser wier? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn esou Iwwerleeungen net gefouert?

5. Opbauend op de Prinzippien vun der Transparenz an de Konditiounen vun engem öffentlechen Investis-sement, plangt de Staat, der Chamber Accès zu de Resultater aus der net publizéierter Etude ze ginn?

Réponse (19/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. De Staat huet ëmmer ronn 10 % vum Gesamt-montant iwwerholl. De Gesamtmontant ass eng kommerziell Donnée a kann dowéinst net öffentlech gemaach ginn.

ad 2. De Ministère hëlt aktuell net un deene Verhand-lungen deel an huet keng Kenntnis vum Stand vun den Diskussiounen.

ad 3. Falls d'Commanditaires eng diesbezüglich De-mande un de Ministère maachen, wäert de Ministère eng Decisioun huelen.

ad 4. De Ministère ënnerstëtzt d'Uni Lëtzebuerg finanziell, fir ë. a. eng järelech Enquête mat qualitati-ven a quantitativen Donnéeën zu der Lëtzebuurger Mediellandschaft duerchzuführen.

ad 5. D'Resultater aus der net publizéierter Etude si scho verschidde Presseorganer zur Verfügung ge-stallt ginn op hir Demande a si selbstverständlech och disponibel fir d'Chamber.

Problème avec les bornes de recharge « Chargy » | Question 0376 (21/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Il y a quelques mois, des problèmes de réseau aux bornes de recharge pour voitures électriques avaient été signalés.

Suite à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait confirmé ces problèmes causés par une mise à jour d'un module de communication et avait annoncé que les problèmes seraient résolus endéans quelques jours.

Or, certaines bornes de recharge continuent à rendre une recharge impossible et des messages erronés tels que « votre carte est bloquée » sont envoyés aux clients.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie s'il s'agit d'un nouveau problème ou si les problèmes antérieurs n'ont pas en-core pu être résolus.

– S'agit-il d'un phénomène plutôt isolé ou plus répandu et quel a été le cas échéant le nombre de problèmes signalés ?

– Quand est-ce qu'on peut s'attendre à une meilleure stabilité du réseau de recharge ?

Réponse (21/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Sur demande, les gestionnaires de réseau d'électricité qui opèrent le réseau « Chargy » ont confirmé que le problème de communication, qui avait fait l'objet de la question parlementaire n° 8302 en septembre 2023, a pu être résolu fin de l'année passée, entre autres par un remplacement des cartes de commu-nication des bornes les plus touchées. Un rempla-cement généralisé de ces cartes est effectué dans le cadre de la maintenance annuelle par mesure de pré-caution. Ce phénomène n'impacte actuellement plus la qualité de service de manière significative.

Les problèmes d'identification sur la borne, que des clients peuvent actuellement rencontrer, sont dus à des phénomènes isolés, ayant différentes causes, entre autres des problèmes dans la communication entre la borne et le système informatique de « Chargy », des problèmes au niveau du lecteur de carte, ou des problèmes au niveau du fournisseur de service de charge pour des clients indépendants du système « Chargy ». Une fois signalés aux équipes de « Chargy », ces problèmes sont, en général, résolus rapidement.

En cas de problèmes, les clients peuvent contacter « Chargy » via la hotline au numéro : 8006-2020 ou encore le numéro de téléphone : 253 636 368.

Contrôles de la vitesse dans les zones 30 km/h | Question 0377 (21/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Reegelméisseg kënn et zu Kloe vu betraffene Bier-ger, Gemengen a Lokalpolitiker, well a Wunnungs-quartiere mat Tempo-30-Zone villméi séier gefuer gëtt wéi et erlaabt ass.

1. Ech géif dofir gär vun der Madamm Minister vun der Mobilitéit an öffentlech Aarbechte wëssen, ob an deenen Zone mobil Radaren agesat ginn?

2. Wa jo, wéi oft ass dat an deene leschte 5 Joer in-klusiv 2023 geschitt, a wat waren d'Resultater dovun?

3. Wéi eng Kontrolle si soss an de Wunngebiddere duerchgefouert gi mat wat fir Resultater?

4. Wéi héich waren d'Strofe bei deene festgehaltenen Delikter?

5. Kënnen d'Datebanke feststellen, wéi oft et zu „délits de grande vitesse“ komm ass?

6. Wou an no wat fir Krittäre ginn déi mobil Radaren am Allgemengen agesat a mat wat fir Resultater?

Réponse (21/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An de Wunnungsquartiere mat enger Tempo-limitatioun op 30 km/h ginn och mobil Rada-ren agesat, fir d'Sécherheet op de Stroossen ze verbesseren. Dës Initiativ ass en erwiderten Deel



vun de Beméiungen, d'Verkéiserssécherheet an deem spezifische Beräich ze erhéijen.

ad 2. An de leschte 5 Joer, zënter 2019, goufen 139 Kontrolle mat mobille Radaren an 30er-Zonen duerchgefouert, woubäi en Total vun 8.714 Infraktiounen festgestallt gouf.

An der Tabell sinn „avertissements taxés“ opgelëscht, déi sech aus den 139 Kontrollen erginn hunn, an déi sech exklusiv op mobill Radaren an Tempo-30-Zone bezéien.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Nieft de Vitesskontrollen an de Wunngebieder ginn ënnert anerem och Kontrollen am Beräich vun der genereller Verkéiserssécherheet gemaach, wéi z. B. Kontrolle vum techneschen Zoustand vun de Gefierer, vun de Luuchten, vun de Pneuen etc. D'Kontrollen, déi an de Wunngebieder duerchgefouert ginn, baséieren op der Analys vun de lokale Pläng vun der „surveillance et contrôle de la circulation“, déi souwuel repressiv wéi och präventiv sinn, an orientéieren sech ënnert anerem um de lokale Besoinen an de Gemengen. Heibäi gi Reklamatiounen vun de Buergermeeschteren a Bierger consideréiert.

Et ass der Police net méiglech, eng automatiséiert Gesamtstatistik vun den uewe genannte Kontrollen, spezifesch fir déi lescht 5 Joer a limitéiert op Tempo-30-Zonen, opzestellen.

ad 4. Op dës Fro kann net geäntwert ginn, well et net méiglech ass, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren (cf. Äntwert heidriwwer).

ad 5. Der Police hir Datebanken erlaben et net, eng automatiséiert Recherche duerchzeféieren, déi sech spezifesch op d'Infraktioun „délits de grande vitesse“ an enger Tempo-30-Zon bezitt.

ad 6. Déi an deem Kontext viséiert mobill Radare ginn am Allgemengen agesat, fir de Verkéier ze iwwerwaachen a Beräicher, wou d'Tempobegrenzung besonnesch wichteg ass. D'Zil ass et, Geforesituatiounen ze reduzéieren an d'Leit un d'Reegelen ze erënnere. Mobill Radare sinn en erweiderten Deel vun de Beméiungen, fir d'Verkéiserssécherheet a spezifische Beräicher ze erhéijen.

D'Datebanke vun der Police erlaben et net, eng automatiséiert Recherche vun all de constatéierten Infraktiounen vu mobille Radaren, wéi z. B. „délits de grande vitesse“, „procès-verbaux“, „plaques volées“, an 30er-Zonen ze maachen.

Radars mobiles | Question 0380 (22/02/2024) de **M. André Bauler** (DP)

De 15. Februar stoung moies op der N7 zu Maarnach an der Gemeng Clief e mobille Radar, deem zeg Automobiliste geblézt huet. Effektiv muss een op dëser Plaz méttlerweil 50 Km/St. fueren amplaz 70 Km/St., wéi dat soss de Fall war.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Automobiliste goufen de 15. Februar zu Maarnach geblézt? Gouf et rezent och zousätzlech Kontrollen an der Houschter Déckt, wou neierdängs och Tempo 50 gëllt?

2. Wéi laang stinn déi mobill Radaren duerchschnëttlech op enger bestëmmter Plaz, fir Kontrollen duerchzeféieren?

3. Wéi vill mobill Radarkontrolle sinn zanter dem 15. September 2023 am Bezierk Norden duerchgefouert ginn? Wéi vill sinn der an där Zäit landeswäit duerchgefouert ginn?

4. Wéi vill Recetten hunn déi mobill Kontrollen iwwer dësen Zäitraum landeswäit erabruucht?

5. Wat waren d'Recetten um 15. Februar 2024, déi bei der Kontroll zu Maarnach enregistriert goufen?

Réponse (21/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Bei der Kontroll vum 15. Februar 2024 goufen 134 Gefierer geblézt.

An der Houschter Déckt gouf et 2024 folgend Kontrollen:

- 2. Januar 2024: 95 Gefierer geblézt
- 8. Februar 2024: 84 Gefierer geblézt
- 15. Februar 2024: 93 Gefierer geblézt.

ad 2. Intern Virschrëfte vun der Police gesi vir, dass eng Kontroll mat mobillem Radar tëscht 1 a 4 Stonnen dauere soll.

ad 3. Zënter September 2023 goufen am Ganze 462 Kontrolle landeswäit mat mobille Radaren duerchgefouert, dovun 135 an der „Région Nord“.

ad 4. Et ass net méiglech, zu deem Zäitpunkt eng Äntwert heiroop ze ginn, well d'Infraktiounen nach net all constatéiert (also traitéiert) gi sinn an deemno nach net all bezuelt gi sinn. Et ass ze bemierken, dass d'Prozedure konform zum legalen Delai lafen a kee Retard ze vermierken ass.

ad 5. Hei gëtt op d'Äntwert heidriwwer verwisen.

Qualité des textes de loi | Question 0382 (22/02/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Bei der Erëffnungssëtzung vun der Chamber no de Walen am Oktober 2023 huet de provisoiresche President vun der Chamber a senger Ried dorop higewisen, dass d'Qualitéit vun de Gesetzestexter ofgeholl huet. Beim Neijerspatt vum Staatsrot huet de President vun dëser Institutioun eebenfalls op dës Problematik verwisen. De President vum Staatsrot huet sech dofir ausgeschwat, dass hei Ännerunge kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wat wëll dës Regierung konkret géint dës Problem maachen?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu der Iddi, fir ee Service de légistique ze schafen an deem an engem Ministère unzesidelen, fir dass dësen all Projets de loi misst pour avis et correction kréien, fir d'Qualitéit vun den Texter ze verbessere an de Staatsrot ze entlaaschten?

Réponse (28/02/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

D'Regierung wëllt eng héchstméiglech juristesche Qualitéit vu Gesetzestexter. Dofir plangt d'Regierung, en interinstitutionellen Dialog ze féiere mat der Chamber a mam Staatsrot fir ze kucken, wéi een dës Zil beschtméiglech ëmsetze kann.

Dorënner ass d'Iddi vun engem Service de légistique eng vun de méigleche Pisten, déi wäerten analyséiert ginn.

Réduction des dépenses de l'État | Question 0383 (22/02/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

An engem Interview huet den Här Finanzminister rezent matgedeelt, dass beim Staat misst gespuert ginn, fir de wuessenden Defizit ze reduzéieren. Hien huet vun Aspuerpotenzial beim Personal, bei den

Infrastrukturen an de Fonctionnementskäschte geschwat.

An deem Kader wollt mir dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

– A wat fir enge Beräicher soll manner Personal agestallt ginn? Gëtt et net sensibel Beräicher, wéi Justiz, Police an Educatioun, wou een net einfach op Personal verzichte kann?

– Wat versteet den Här Minister genee ënner Reduzéierung vun de Fonctionnementskäschte beim Staat? Wou gesäit hien do konkret Aspuerpotenzial? Wéi héich schätzt hien dës Potenzial approximativ an?

– Ausser, dass den Här Minister manner deier Bürosgebaier wëllt finanzéieren, wou wéilt den Här Minister konkret bei aneren Infrastrukture spueren? Wéi grouss gesäit hien de Spillraum an deem Beräich, wuel wëssend, dass bei all Projet eng Rei Normen ze respektéieren sinn?

Réponse (18/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Ech verweisen déi honorabel Deputéierten op de Staatsbudget fir d'Joer 2024, wou d'Eckdate vum Budget skizzéiert ginn an op d'Explikatiounen, déi ech am Kader vun der Präsentatioun vun deem Budget an der Chamber de 6. Mäerz 2024 ginn hunn.

D'Personal beim Staat soll an Zukunft manner séier klammen, wéi dat an der Vergaangenheet deelweis de Fall war. Dat ass zum engen doduerch bedéngt, dass de Staat net ëmmer d'Leit fënnt, déi e sicht. Et sief hei drun erënnert, dass am Hierscht 2023 nach ronn 1.800 Poste beim Staat onbesat waren. Zum anere wëll d'Regierung verstärkt op d'Digitaliséierung an eng Vereinfachung vun de Prozedure setzen. Déi meeschten Neiestellungen si bei der Police an an der Educatioun virgesinn.

Wat d'Fonctionnementskäschten ugeet, sou sinn dës an de Joren 2019–2023 an der Moyenne ëm 10 % d'Joer an d'Luucht gaangen. Fir 2024 gëtt mat enger Progressioun vu 7,3 % gerechent.

Ech wëll ofschléissend drop hiweisen, dass d'Investitiounen weiderhin op engem héijen Niveau wäerte gehale ginn; dat betrëfft och d'Investitiounen an d'Infrastrukturen. D'Regierung leet hei besonnesch Wäert op d'Mobilitéit, déi energieetesche Transitioun an d'Digitaliséierung an orientéiert sech no de politesche Prioritéiten aus dem Koalitiounsprogramm, ouni d'Nohaltegkeet vun de Staatsfinanzen aus den Aen ze verléieren.

Actualisation du Code de la route | Question 0384 (22/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Artikel 4 vum Code de la route kann ee Folgendes liesen:

„À condition d'être couvert par une assurance répondant aux prescriptions de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, un véhicule routier soumis à l'immatriculation peut être mis en circulation sur la voie publique sans être immatriculé :

1. par le propriétaire ou détenteur du véhicule ainsi que par un garage ou un atelier de réparation, sous le couvert de plaques rouges ou sous le couvert de plaques d'immatriculation arborant le numéro qui a été attribué au véhicule en vue de son immatriculation :
- a) sur le trajet direct entre le point de vente ou l'entrepôt du véhicule et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle

technique ainsi que, en cas d'importation d'un véhicule de l'étranger, entre le point de passage de la frontière et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique."

Vu dass et keng Grenzbüroe méi gött, mussen d'Leit bei d'Douanesbüroen am Land fueren. Eisen Informatiounen no sinn hei scho Leit protokolléiert ginn, wéi se ënnerwee bei d'Douane waren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Am Punkt a) gött nach ëmmer vun de Grenzbüroe geschwat, déi et net méi gött. Wäert d'Ministesch hei bei enger nächster Upassung vum Code de la route dovou profitéieren, fir dës Punkt ze aktualiséieren?

2. Ass an den Ae vun der Regierung ee Protokoll legal, wann d'Persounen sech op dem Trajet direct fir bei den Douanesbüro befannen?

Réponse (27/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den honorabelen Deputéierte stellt d'Fro iwwert eng méiglech Upassung vum Code de la route, wat d'Grenzbüroe betrëfft, a méi genee iwwert den Trajet vun engem net immatriculiert Gefier bis op den Douanesbüro.

Mat engem Gesetz vum 21. September 2023 gouf d'Gesetz vum 14. Februar 1955 (Loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques) geännert an de modifizierten Artikel 4 Paragraph 1 Lettre a) beseet elo:

„À condition d'être couvert par une assurance répondant aux prescriptions de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, un véhicule routier soumis à l'immatriculation peut être mis en circulation sur la voie publique sans être immatriculé :

1. par le propriétaire, le futur détenteur du véhicule routier ou futur titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule routier ainsi que par une personne morale autorisée à faire le commerce ou à faire la réparation des véhicules routiers soumis à l'immatriculation, sous le couvert de plaques rouges ou sous le couvert de plaques d'immatriculation arborant le numéro qui a été réservé ou alloué au futur titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule routier en vue de son immatriculation :

a) sur le trajet direct entre le point de vente ou l'entrepôt du véhicule routier et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique ainsi que, en cas d'importation d'un véhicule routier de l'étranger, entre le point de passage de la frontière et le bureau de l'Administration des douanes et accises et le lieu où sera effectué l'immatriculation, le contrôle de conformité ou le contrôle technique.

[...]"

De legislativen Text, esou wéi e vum Här Deputéierten an der Fro zitéiert gött, ass net méi en vigueur. Tatsächlech gouf den Trajet op den Douanesbüro derbäigefüügt, esou datt de Bierger sech ouni Problem ka bis op den Douanesbüro mat sengem Gefier beweegen an net dofir protokolléiert gött. Dës Ännerung gouf agefouert well, ewéi vum Här Deputéierten erwänt, et keng Grenzbüroe méi gött an den Text un dës Situatioun huet missen ugepasst ginn.

ad 2. De Commentaire des articles vun dëser Ännerung beschreift Follgendes:

„Au point 2, lettre b), l'alinéa 5 du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée est remplacé de sorte à permettre au futur titulaire du certificat d'immatriculation, sous le couvert de plaques rouges ou de plaques d'immatriculation affichant le numéro attribué à cette personne, de mettre en circulation le véhicule couvert par une assurance de responsabilité civile automobile obligatoire dans le cadre des trajets énumérés par cet alinéa. Un trajet supplémentaire est accordé au conducteur du véhicule non immatriculé entre les locaux de l'Administration des douanes et des accises et les lieux d'entrepôt ou d'achat du véhicule. Par ailleurs, le régime du titulaire de plaques rouges est précisé par les modifications au point 2 de l'alinéa 5."

De Punkt a) gouf mat de leschten Ännerungen aktualiséiert an et gött kee Protokoll ausgestallt, wann e Bierger sech op dem Wee op den Douanesbüro befënnt mat sengem importierten, nach net immatriculiert Gefier, ënnert der Konditioun, dass rout Placken oder normal Placken, déi vum zukünftigen Titulaire vum Certificat d'immatriculation um Gefier montéiert sinn an d'Gefier duerch déi obligatoresch Assurance ofgedeckt ass. Mat deene vir ernimmten Ännerunge gouf och agefouert, dass d'Société nationale de circulation automobile (SNCA) kann elektronesch matgedeelt kréien, ob eng Vignette beim Import vum Gefier bezuelt ginn ass beim Douanesbüro, fir d'Prozedur vun der Immatrikulation vum Gefier ze vereinfachen. Dëst ass och agefouert ginn, well een op eng Digitalisatioun vun der Procédure d'immatriculation wëll hischaffen.

Leider kann aus der Ausso vum honorabelen Deputéierten net erausgeliess ginn, wéi eng spezifesch Fäll viséiert sinn, weeder ënner wéi engen Ëmstänn déi vun him genannte Protokollen ausgestallt gi sinn, nach wou d'Informatiounen hierkommen.

Bâtiment K22 | Question 0385 (23/02/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

Am Joer 2023 ass de Gesetzesprojet 8154 gestëmmt ginn. Hei ass et ëm e Finanzéierungsgesetz gaangen, wou de Staat 273,5 Milliounen investéiert an e Gebai, dat den Numm „K22“ dréit a jeeeweils zur Hallschent vum Staat an ArcelorMittal kaf a geréiert gött.

Dës Projet ass vun der CSV, zu deem Zäitpunkt nach an der Oppositioun, staark kritiséiert ginn. Den honorabelen Deputéierte Laurent Mosar huet an der Debat dovou geschwat, dass d'Regierung mat dësem Kaf hir Glafwierdegkeet verléiert an hei ëffentlech Gelder mat der Strenz ausgedeelt ginn. Och déi honorabel Deputéiert Diane Adehm huet am Februar an engem Interview dorops higewisen, dass de Staat esou Gebaier net méi kafen dierft. Dës Aussoe passen an de Kader, deen den Här Finanzminister Gilles Roth mëndlech setzt, wou en an engem rezenten Interview dovunner schwätzt, dass een d'Steigerung vun den ëffentlechen Ausgaben offlaache muss.

De Staat finanziert also aktuell e Gebai, wat, wéi déi honorabel Deputéiert vun der CSV et aschätzen, exzessiv Käschte generéiert huet, an et gläichzäiteg awer keen no bausse kommunizéiert Plang gött, wéi een dës Gebai optimal notze kann.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Premierminister an de Ministere fir Finanzen, ëffentlechen Déngscht a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt et säitens den ëffentlechen Autoritéiten Iwwerleeungen, wéi ee mat dësem Gebai, beispillsweis duerch eng Locatioun oder e Verkaf, Recette generéiere kann? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn dës Iwwerleeungen, opbauend um uewen duergeluechte Constat, net gefouert?

2. Gëtt et konkreet Pläng, wéi eng Departementer hei sollten an de Büroen ënnerbruecht ginn? Wéi gött de Choix virgeholl respektiv wéi sinn déi betreffend Servicer ausgewielt ginn? Wéi eng Virdeeler erhofft een sech duerch dës Placement?

Réponse (26/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances | M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Chamber huet de 5. Juli 2023 de Gesetzesprojet N° 8154 fir den Deelkaf vum sougenannte Gebai K22 um Kierchbiere gestëmmt. Dat deementspreechend Gesetz ass de 24. Juli 2023 am Mémorial A publizéiert ginn an den 28. Juli 2023 a Kraaft getrueden. Am Sënn vun der Gewaltentrennung opläit et der Regierung, dës Gesetz ze exekutieren.

Op Proposition vum fréiere Minister fir Transport an ëffentlech Aarbechte goufe Machbarkeetsstudien, fir follgend Servicer am Gebai K22 ënnerzebréngen, an Opdrag ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Des Weidere leeft eng Machbarkeetsstudie fir ze kucken, ob de Service des aides au logement och am Gebai K22 kéint ënnerbruecht ginn.

Bei der Selektioun vun de Servicer goufe follgend Krittären a Betruucht gezunn:

- Proximitéit zu hire Ministères de tutelle, déi am Héichhaus ënnerbruecht sinn;
- Méiglechkeet, verschide Surfacë vum Gebai zesummen ze benotzen;
- Compatibilitéit mat aneren externen Occupante vum Gebai;
- Regruppement an domadder Vereinfachung vun der Zesummenaarbecht a kuerz Weeër.

Sollt sech an de Machbarkeetsstudien erausstellen, dass deen een oder anere Service net géif an d'Gebai passen, kënnen aner Servicer noselektionéiert ginn.

Dispense de travail pour enseignantes enceintes | Question 0386 (23/02/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

Eng Schwangerschaft bedeit net nëmmen eng grouss kierperlech Verännerung fir d'zukünfteg Mamm, mee och ënner Ëmstänn fir de beruflechen Alldag. Esou zum Beispill och am Enseignement, wou et d'Méiglechkeet gött, dass eng Dispens ausgeschwat gött. Hei gött et awer wuel grouss Ënnerscheeder, wéi mir zougedroe gouf. Sou kann et sinn, dass eng Enseignante weider normal schaffe geet, während aner Enseignanten op eng administrativ Tâche gesat ginn oder esouguer ganz doheemleiwien.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, ëffentlechen Déngscht a Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wien huet alles d'Méiglechkeet, fir esou eng Dispens auszeschwätzen?
2. Sinn d'Reegelen, fir esou eng Dispens auszuschwätzen, am Privatsecteur an an der Fonction publique déi selwecht?
3. Op wéi enge Krittäre baséierend gött eng Dispens ausgeschwat?

Réponse (26/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Eng Dispens gëtt, an der Reegel, vum Employeur op Avis conforme vum Aarbechtsdokter ausgeschwat.

ad 2. Jo, d'Artikelen L.334-1 bis L.334-4 aus dem Code du travail, déi hei spillen, applizéieren sech esouwuel am Privatsektor ewéi och an der Fonction publique.

ad 3. D'Ausschwätze vun enger Dispens baséiert op der Analys vum spezifischen Aarbechtsëmfeld an awer och vum medezinneschen Hannergrond vun dem Agent, fir esou zum Beispill ze verhënnern, datt déi zukünfteg Mamm an hiert ongebuert Kand engem Risiko oder enger Gefor op der Aarbecht ausgesat gëtt.

Personnel des CFL | Question 0387 (23/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger Fro N° 0165 hunn ech op d'Personalsituatioun bei de CFL opmierksam gemaach an d'Ministesch huet eng Rei Informatiounen dozou geliwwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng viregt Fro huet d'Ministesch erkläert, dass nëmmen 2,6 % vun den Zich ausgefall sinn, well Personal (Lokfëierer oder Zuchbegleeder) gefeelt huet. Dat wiere ronn 260 vun 10.000 Zich.

Wéi vill Zich sinn ausgefall wéinst Personalgrënn insgesamt (inclus den Absencé vu Lokfëierer oder Zuchbegleeder)?

Wat sinn déi aner Grënn, firwat Zich ausgefall sinn?

2. Bei de Krankeschäiner ass eng Hausse feststellen, souwuel bei den Zuchbegleeder wéi och bei den Zufëierer. Dës ass ëmsou méi erstaunlech, well den Taux d'absentéisme mol net an de Jore vun der Pandemie 2020 an 2021 esou héich war. Méi Krankeschäiner kënnen en Indicateur si fir Onzefriddenheet, Onwuelsinn a méi schwierigen Aarbechtsbedingung vum Personal.

Kann d'Ministesch fir den Tablo aus der viregter Fro absolutt Zuelen zu de Krankeschäiner presentéieren (Unzuel un Deeg)?

Wéi erkläert d'Ministesch d'Hausse vun de Krankeschäiner?

3. Zum Personalbestand: Wéi vill Lokfëierer an Zuchbegleeder waren an de Joren 2020 bis 2023 (opgeschlüsselt no Joer) op d'mannst eemol am Statut „inapte“ a konnten deemno net huer Aarbecht no-goën?

Goufen dës Lokfëierer an Zuchbegleeder an der Statistik vun der viregter QP N° 0165 mat agerechent?

4. Oft kritt een als Passagéier bei Verspéidungen oder annulléierte Verbindungen d'Informatioun, dass „raisons opérationnelles“ Schold sinn. Wat sinn déi dräi heefegst Grënn, wa vu „raisons opérationnelles“ geschwat gëtt?

5. D'Ministesch huet annoncéiert, dass een Astellungsprozess lancéiert gouf, fir de Personalbestand ze erhéijen, well an Zukunft méi Zich solle rullen.

Wéi vill méi Zich solle bis 2035 zu Lëtzebuerg rullen? Wéi vill zousätzlech Personal brauchen d'CFL, fir dat méiglech ze maachen (wann een dovunner ofgesäit, dass autonom fuerend Zich bis 2035 eng Realitéit sollte ginn)?

Réponse (25/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0165 uginn, waren 2,6 % vun den Zichausfäll am Joer 2023 op Personalgrënn zeréckzefëieren. Déi aner Grënn, firwat d'Zich ausgefall sinn, sinn a follgender Grafik opgeschlëscht:

(*graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Nofollgend e puer Beispiller pro Suppressiounskategorie:

– Non-disponibilité des installations ferroviaires
Stéierung vun enger Barriär oder enger Weich, Stéierung vun enger Sécherheetsinstallatioun, Stéierung vun enger Telekommunikatiounsinstallatioun asw.

– Non-disponibilité du matériel roulant
Technesch Problemer un enger Maschinn, Pannen um Sécherheitssystem ETCS asw.

– Causes externes

Streik op den Nopeschreseauen, extern Afloss (all Tëscheffall verursaacht duerch eng Drëttpersoun), klimatesch Afloss oder natierlech Ursaachen asw.

– Incidents/Accidents

Persounenaccidenter, Entgleisungen, Alarm, Signaldepassementer asw.

– Effet domino

Repercussioune vun Tëscheffall op enger Streck, déi sech op den Zuchtrafick vun anere Strecken offieren.

– Réseaux voisins

Repercussioune vun Tëscheffall op engem Nopeschreseau, déi sech op den Zuchtrafick vun eisem Reseau offieren.

– Autres

Evenementer, déi kenger anerer Kategorie konnten zougeuerdent ginn. Heirënner sinn och déi 2,6 % u Suppressiounen ze fannen, déi op Personalgrënn zeréckzefëiere waren.

D'Gesamtbelegschaft vum Grupp CFL beleeft sech den 31. Dezember 2023 op 5.126 Employée(ë)n. De Joresduerchschnitt vum Taux d'absentéisme louch Enn Dezember bei 5,37 %, deementspreechend also 0,17 % liicht méi héich wéi den nationalen Duerschnitt vun 2022, dee sech op 5,20 % beleeft.

Zënter de leschten zwee Joer gëtt den Term „raisons opérationnelles“ just nach seelen am Fall vu Verspéidungen oder Zichausfäll vun den CFL benotzt. An der Tëschenzäit ass d'Kommunikatioun mam Client esou verbessert, datt, souwäit méiglech, méi detailléiert iwwert d'Grënn vun enger Verspéidung oder engem Zichausfäll informéiert gëtt.

Dësen Term gëtt u sech just nach benotzt z. B. bei enger net ugekënnegter Interventioun vun der Police an engem Zuch (z. B. bei enger Drogekontroll) oder bei verschiddene Retarden, déi um Trajet vum Zuch entstane sinn, wou awer d'Ursach net direkt konnt identifizéiert ginn.

D'Entwécklung vun den Transportrelatiounen an huer Frequenz léisst sech dem Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) enthuelen. D'CFL ginn dervun aus, dass fir d'Ëmsetzung vun allen Elementer vum PNM 2035 circa 35–40 % méi rullend Personal am Verglach zu haut noutwendeg sinn.

Logements de la SNHBM | Question 0390 (26/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Wunnungsbauminister hat op der Pressekonferenz zum Logement am Januar erkläert, dass eng

grouss Unzuel u Wunnengen bei der SNHBM géifen eidel stoen an nëmmen drop waarde fir bezunn ze ginn. Dofir sollen d'Krittären iwwerschaaft ginn, fir dass och Leit mat méi héije Revenuen an de Genoss vun enger ëffentlech finanzierter Wunneng kënnen kommen. D'Wunneng ass zwar domadder vläit fort, mee domadder ass leider deenen, déi manner verdéngen, awer nach ëmmer net gehollef, well d'Wunneng net fir si ass.

Wien um Site vun der SNHBM d'Präislëscht vun de Wunnengen duerchkuckt, dee versteet och ganz schnell, firwat och een Normalverdénger hei am Land Schwierigkeeten huet, fir sech eng staatlech subventionéiert Wunneng ze kafen. Beispill: Beim Projet Nonnewisen zu Esch kascht een Appartement vun 88 m², mat alle Bähëllef, déi ee kréie kéint, nach ëmmer 440.000 €, also ronn 5.000 €/m². Wichteg unzemierken ass, dass den Terrain dem Keefer natierlech net gehéiert, mee dës weiderhin am Besëtz vun der ëffentlecher Hand bleift, ënnert dem Regime vum Erbpachtrecht (Emphytéos).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi héich sinn déi duerschnittlech Baukäschten (ouni Terrain) pro Meeterkaree fir een Appartement vun 80 m² bei der SNHBM a beim Fonds du logement?

2. Wéi vill Suen huet de Bau vun deenen eenzelne Wunnengen beim Projet Nonnewisen zu Esch kascht? Wéi vill Subsiden huet d'SNHBM am Kader vun dësem Projet u Subside fir all enzel Wunneng zegutt?

Wéi vill Subsiden huet d'SNHBM an dësem Projet fir d'Acquisitioun an d'Viabiliséierung vum Terrain a fir Architektenhonorairen zegutt?

Ass beim Projet Nonnewisen een Ecart do tëschen de Verkaufspräisser vun den Appartementen (Prix de vente subventionné TTC) an de Käschte vum Projet, nodeems een d'Subsiden ofgezunn huet?

3. Fir ëffentlech Wunnengen gëllt ee Virkafrecht vum Staat. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7325 vun 2022 giong ervir, dass tëschen 2018 an 2022 eng 44 Wunnengen erëm vun der SNHBM zeréckkaf goufen.

– Goufen dës Wunnengen entre-temps erëm verkaf?

– Kann de Minister ausschléissen, dass dës Wunnengen zu engem méi héije Präis verkaf goufen, wéi d'SNHBM fir hire Kaf bezuelt huet? Falls nee, wéi héich ass den Ecart am Duerschnitt tëschen den Akafspräisser a Verkaufspräisser a wat ass de Maximum un Ecart, fir deen eng Wunneng verkaf gouf?

Réponse (29/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Baukäschte pro m² hänke vun engem zum anere Projet of, esouwéi vun de Charakteristike vun de Projeten. Den duerschnittleche Baupräis pro m² Wunnfläch läit fir d'SNHBM an de Fonds du logement bei ronn 5.300 €.

ad 2. De Bau vum Projet Nonnewisen (Deel Appartementen) ass nach amgaangen. D'Schätzung vun de Baukäschte läit bei 11.112.708 € TTC 17 %.

Fir de Projet Nonnewisen zu Esch gëtt de viabiliséierten Terrain der SNHBM vun der Stad Esch-Uelzecht iwwert d'Erbpachtrecht zur Verfügung gestallt. Déi staatlech Hëllef am Kader vun den Honoraireskäschte gëtt iwwert d'SNHBM un déi eligibel Clienten zu 100 % weiderginn. D'SNHBM selwer kritt also keng staatlech Participatioun fir dës Projet.

Déi genannte staatlech Participatioun fir den eligibelen Client läit bei 34.882 € pro Wunneng.

Den Ecart tëschent de subventionéierte Verkaufspräisser vun den Appartementer (Prix de vente subventionné TTC) an de Käschte vum Projet ass ee Coefficient d'entreprise vu 6 %, deem d'SNHBM als SA an der Moyenne op d'Käschten applizéiert, fir de finanzielle Risiko, deem aus der Schätzung vun de Baukäschten entsteet, an an der Suite vun den effentlechen Ausschreibungen, eventuell Präisrevisiounen ze droen. Des Weideren ass och de Service après-vente mat der Garantie décennale mat deem Coefficient ofgedeckt. Bei der SNHBM ass de Verkaufspräis e fixe Verkaufspräis ouni Risiko fir de Client.

ad 3. All Wunnengen, déi d'SNHBM tëscht 2018 an 2022 zrëckkaf huet, si rëm verkaf ginn.

Den initiale Verkaufspräis vun de Wunnenge gëtt festgeluecht, wéi dat vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert de „logement abordable“ virgesinn ass. Wann eng Wunneng vun der SNHBM zeréckkaf gëtt an dono nees un en eligibele Client verkaf gëtt, da kommen ë. a. eventuell Renovéierungsarbeiten, Notaireskäschten an Honorairé vun der SNHBM dobäi. Fir eng gerecht Behandlung vun hire Clienten, proposéiert d'SNHBM änlech Präisser wéi fir vergläichbar Wunnengen.

D'SNHBM féiert keng Statistik iwwert den duerchschnëttlechen Ecart tëschent den Akafspräisser an de Verkaufspräisser an och net iwwert de Maximum um Ecart.

Stratégie hydrogène du Luxembourg | Question 0391 (26/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

En 2021, la stratégie hydrogène du Luxembourg a été présentée. En considérant que l'exploitation de l'hydrogène peut contribuer à la transition énergétique et donc à la lutte contre la crise climatique, une des mesures proposées envisage la coopération avec les États membres de l'UE et des pays tiers. En ce qui concerne le projet Mosel Saar HYdrogen Conversion (MosaHYC), la stratégie énonce qu'« une extension du réseau 100 % H2 vers le territoire luxembourgeois est actuellement analysée ».

D'ailleurs, selon l'accord de coalition, le Gouvernement est « conscient de l'importance cruciale de l'hydrogène dans de nombreux secteurs » et « garantira la sécurité d'approvisionnement de cette ressource énergétique élémentaire ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir des informations actuelles sur des raccordements potentiels du réseau MosaHYC au Luxembourg ?

– Monsieur le Ministre, envisage-t-il d'adapter la stratégie hydrogène existante ? Le cas échéant, de quelle façon et dans quels délais ?

Réponse (28/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les honorables Députés rappellent qu'en 2021 il était prévu d'analyser une éventuelle connexion du territoire luxembourgeois au projet d'infrastructure de transport d'hydrogène appelé « mosaHYC » (Moselle-Saar-Hydrogen-Conversion).

Sur demande, Encevo, société luxembourgeoise, confirme les informations suivantes qui ont également été relayées par la presse nationale.

mosaHYC est un projet comportant 90 km de réseau hydrogène en France et en Allemagne. Il vise à

transformer environ 70 km de gazoducs entre la Sarre (Allemagne), la Lorraine (St-Avold) et la frontière luxembourgeoise pour développer un hub régional hydrogène. La reconversion concerne 50 km de gazoducs en France et environ 20 km en Allemagne. Le projet est mené en partenariat entre Encevo et sa filiale allemande Creos Deutschland avec GRTgaz, gestionnaire de réseau de transport de gaz français. La mise en service du réseau est planifiée pour 2027. Les réseaux seront ouverts à la fois aux futurs producteurs et consommateurs potentiels. L'intégration du Luxembourg dans l'infrastructure d'hydrogène de la Grande Région, dont fait partie le projet mosaHYC, reste prévue.

Dans l'accord de coalition, le Gouvernement envisage un rôle clé à moyen et long terme pour l'hydrogène dans la décarbonation de l'économie du pays.

Trois axes sont poursuivis :

(i) À court terme, des projets de production d'hydrogène renouvelable seront subventionnés au niveau national. Ces projets ne pourront répondre qu'à une partie limitée de la demande potentielle en hydrogène.

(ii) Afin de fournir des quantités suffisantes d'hydrogène à un coût compétitif, connecter le Luxembourg à une infrastructure européenne est une priorité. Le Luxembourg plaidera pour une connexion qui assure les importations en provenance d'un ou plusieurs pays voisins, mais qui permet également le transit de l'hydrogène d'un pays voisin à un autre.

(iii) Enfin, des mécanismes seront mis en place pour inciter les acteurs économiques à passer de l'utilisation des énergies fossiles à l'utilisation de sources d'énergie telles que l'électricité ou l'hydrogène renouvelable.

Une mise à jour de la stratégie hydrogène du Luxembourg est prévue pour l'année 2025, et il est envisagé d'y ancrer un mécanisme de réévaluation et d'actualisation régulières.

Investissements de la BEI dans l'industrie de l'armement | Question 0392 (26/02/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Le vendredi 23 février, les ministres des Finances de l'Union européenne se sont rencontrés lors d'une réunion informelle à Gand. Selon des informations de presse, les discussions ont notamment porté sur la possibilité d'augmenter les investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans la production d'équipements militaires.

Étant donné que le mandat de la BEI interdit à celle-ci d'investir dans l'industrie des armements, seule la production d'équipements dits « dual-use » peut aujourd'hui être financée par la BEI, c'est-à-dire des équipements qui peuvent également être utilisés à des fins civiles. Or, les ministres réunis à Gand auraient justement discuté de la possibilité d'abolir cette restriction, afin de permettre à la BEI d'investir directement dans des sociétés privées du secteur de l'armement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous confirmer les informations décrites plus haut et me dire si un tel changement du mandat de la BEI est réellement envisagé et quelles seraient les échéances pour effectuer un tel changement ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à une éventuelle modification du mandat de la BEI qui permettrait des investissements directs dans l'industrie des armements ?

3) N'êtes-vous pas d'avis qu'une telle décision porterait préjudice à la capacité de la BEI à financer des projets de développement durable, notamment dans les secteurs de la transition énergétique, des infrastructures et de la réduction de la pauvreté et des inégalités ?

Réponse (27/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense, et face aux défis de sécurité auxquels l'Europe est confrontée, l'Union européenne estime nécessaire d'augmenter ses capacités de défense.

Lors du sommet européen des dirigeants de l'Union européenne des 21 et 22 mars 2024, le Conseil européen a demandé, entre autres, au Conseil et à la Commission d'étudier toutes les possibilités de mobilisation de fonds afin d'améliorer l'accès de l'industrie européenne de la défense aux financements publics et privés.

Dans le même contexte, le Conseil européen a invité la Banque européenne d'investissement à adapter sa politique de prêt envers l'industrie de la défense et à revoir sa définition actuelle des biens à double usage, tout en préservant sa capacité de financement.

Ces conclusions ont été approuvées à l'unanimité des États membres de l'Union européenne.

Compte bancaire des sociétés | Question 0393 (27/02/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Je me permets de revenir sur une situation sur laquelle j'ai attiré l'attention à plusieurs reprises à travers diverses questions parlementaires (n° 7519, question élargie n° 188), à savoir l'impossibilité de nombreuses sociétés d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque établie sur le territoire luxembourgeois.

Suivant mes informations, quelques banques, telles que la banque POST, ont fait des efforts substantiels afin de faciliter l'ouverture de comptes pour des entreprises. Cependant, la situation reste tendue au niveau d'autres banques, qui restent très réticentes pour ouvrir de nouveaux comptes et qui continuent même de fermer des comptes existants. La situation générale n'est donc pas satisfaisante et risque de créer un frein à l'entrepreneuriat et la création d'entreprises dans notre pays, en particulier pour les start-ups.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

– Quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour y remédier ?

– Est-ce qu'une concertation entre la CSSF et les acteurs du secteur financier pourrait être envisagée ?

– Ne pourrait-il pas, le cas échéant, envisager une initiative législative afin de débloquer la situation ?

Réponse (27/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Le Ministère des Finances est en contact régulier avec les différentes parties prenantes, et notamment l'ABBL et la CSSF, au sujet de cette thématique.

En mars 2023, le ministère a rassemblé l'ABBL et les représentants des différents secteurs d'activité (banque de détail, banque commerciale et banque de dépôt) ainsi que la CSSF afin de mieux identifier les problèmes potentiels liés à l'ouverture de comptes bancaires pour certaines sociétés et les solutions à y apporter le cas échéant.

Suite à cette réunion, la CSSF et l'ABBL ont instauré un échange régulier sur le sujet de l'ouverture des comptes bancaires et plusieurs initiatives ont été mises en place par l'ABBL, dont un guide avec la House of Entrepreneurship sur l'ouverture de comptes bancaires pour les entrepreneurs, une liste publique des banques au Luxembourg qui ouvrent des comptes pour différents types d'entreprises (start-ups, PME, fonds alternatifs) ainsi que des formations, en coopération avec l'ALFI, la LPEA et LuxCMA, pour les employés de banque afin de les familiariser avec différents types de structures d'investissement dans le cadre d'une ouverture de comptes bancaires.

Dans ce contexte, le Ministère des Finances continuera à s'engager dans un dialogue ouvert et constructif avec le secteur en vue d'évaluer l'impact des mesures précitées et, le cas échéant, d'identifier des pistes additionnelles.

Il n'appartient cependant pas à l'État de s'immiscer dans la politique commerciale voire dans la politique de gestion des risques des établissements financiers.

Pour les raisons précitées, le Ministère des Finances n'envisage pas d'initiative législative visant à contraindre une ou plusieurs banques à ouvrir un compte à une société qui s'est vu refuser un compte bancaire. Une telle approche non différenciée serait difficile à concilier avec les spécificités d'une place financière internationale comme le Luxembourg, qui contraste avec les secteurs financiers d'autres pays qui servent principalement des entreprises locales.

.....
Fédération sectorielle « Life Sciences » | Question **0394** (27/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Sous l'égide de la Fedil (Fédération des entreprises Luxembourg) s'est constituée en janvier dernier une nouvelle fédération sectorielle regroupant 11 entreprises actives dans les domaines de la santé et des sciences de la vie (Life Sciences). Cette fédération entend contribuer au développement de ce secteur pour en faire un véritable hub de la santé.

1) Comme le développement de ces entreprises est largement tributaire d'un personnel bien formé bénéficiant de bonnes conditions de travail, nous aimerions savoir des membres du Gouvernement comment ils entendent accompagner le développement de ce secteur prometteur.

2) Combien d'entreprises regroupées dans la nouvelle structure disposent d'une convention collective respectivement du statut public ?

3) Le Gouvernement entend-il promouvoir l'idée d'une convention collective sectorielle dans ce domaine ?

Réponse (29/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement est à disposition de ce secteur pour l'accompagner dans toutes les démarches nécessaires au développement du secteur.

À noter que le Gouvernement cible plus précisément le secteur des technologies de la santé dans le cadre de sa politique de diversification économique et ambitionne de positionner le Luxembourg en tant que pôle européen de premier plan pour le développement, l'évaluation et l'adoption des technologies digitales de la santé sur le marché européen.

ad 2) 1 entreprise regroupée dans la nouvelle structure dispose d'une convention collective.

ad 3) Le Code du travail règle l'ouverture des négociations collectives ainsi que la composition de la Commission de négociation. La négociation d'une convention collective tombe sous l'autonomie tarifaire que le Gouvernement entend respecter.

.....
Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif | Question **0395** (28/02/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Dans une interview accordée à l'édition de janvier de « Mental ! le magazine qui te fait mal aux muscles », Monsieur le Ministre des Sports a qualifié les pages sportives des grands quotidiens luxembourgeois de « superficiels et lapidaires », une critique reformulée dans une prise de position parue dans la presse écrite en date du 27 février comme une incitation aux médias à développer et approfondir la couverture des événements sportifs.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Premier ministre et de Madame la Ministre déléguée aux Médias et à la Connectivité :

1) Les ministres partagent-ils l'avis de Monsieur le Ministre des Sports en ce que la presse sportive serait superficielle et lapidaire et mériterait d'être développée et approfondie par les rédactions luxembourgeoises ?

2) Dans l'affirmative, quels moyens les ministres comptent-ils mettre à disposition des médias afin d'atteindre ces objectifs ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Les ministres estiment que la presse luxembourgeoise, y compris la presse sportive, est de très bonne qualité.

.....
Quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture | Question **0396** (28/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un des objectifs définis dans le Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques (PAN PPP) est la définition et l'identification des « big movers » (produits phytopharmaceutiques les plus dangereux ou les plus utilisés) et d'envisager une réduction de 30 % de ces produits jusqu'en 2025.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0028, Madame la Ministre a expliqué que selon les dernières données disponibles sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture luxembourgeoise, une réduction de 37 % aurait été constatée pour la catégorie des « big movers » par rapport à la période de référence 2017-2018, l'objectif de réduction fixé à 30 % d'ici 2025 étant donc atteint.

Par ailleurs, Madame la Ministre a confirmé dans ladite réponse que la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques chimiques au Luxembourg a atteint, selon les données et la méthodologie de calcul de la Commission européenne, la valeur de 50 % en 2020-2021.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelle est la définition précise des « big movers » ayant été établie dans le cadre du PAN PPP ? Comment la liste des « big movers » a-t-elle évolué

annuellement et quelles ont été les raisons principales pour les éventuelles modifications de la liste ? Quels sont les indicateurs précis appliqués pour évaluer l'évolution des « big movers » ?

2) Madame la Ministre peut-elle me fournir les chiffres concernant l'évolution de l'utilisation des « big movers » depuis 2017-2018 (ventilée par année, en kg ainsi qu'en % réduit par rapport à l'année de référence) ? Quelles ont été les substances ayant contribué le plus à l'évolution des chiffres pour chaque année depuis 2017-2018 ? Madame la Ministre peut-elle chiffrer la contribution des principales substances dans ce contexte ? Quelles sont les principales raisons (réglementaires, incitatives, etc.) ayant contribué au changement dans l'utilisation de ces substances observé pour chaque année ?

3) Au niveau de la réduction globale de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, Madame la Ministre peut-elle me fournir l'évolution depuis l'année de référence (ventilée par année, en kg ainsi qu'en % réduit par rapport à l'année de référence) ? Quelles ont été les substances ayant contribué le plus à l'évolution des chiffres pour chaque année ? Madame la Ministre peut-elle chiffrer la contribution des principales substances dans ce contexte ? Quelles sont les principales raisons (réglementaires, incitatives, etc.) ayant contribué au changement dans l'utilisation de ces substances observé pour chaque année ?

Tel que prévu dans son PAN PPP, le Gouvernement a mis en place un indicateur permettant d'évaluer la fréquence de traitement afin d'accroître les connaissances des quantités de produits phytopharmaceutiques utilisées dans l'agriculture.

4) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution de cet indicateur depuis sa mise en place et les principales conclusions qui peuvent en être tirées ?

Réponse (26/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tel que prévu par la mesure 6-5, la liste des big movers a été établie suite à une proposition d'un groupe de travail interministériel. La liste est publiée sur le portail de l'agriculture et mise à jour annuellement.

Sont incluses dans la liste des « big movers » la substance active glyphosate ainsi que les substances actives de produits phytopharmaceutiques (PPP) répondant à un des trois critères suivants :

1. substances actives classées candidates à la substitution, telles que définies par l'article 24 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

2. substances actives dont les métabolites sont mesurés avec des concentrations supérieures à 0,1 µg/l dans les captages d'eau potable

3. substances actives figurant en tant que substances prioritaires et substances dangereuses et prioritaires à l'annexe III du règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau de surface.

La mise à jour de la liste se fait en prenant en compte ces trois critères.

Le fichier statistique intitulé « Utilisation de produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture et la viticulture et différenciation des "big movers" » est publié et mis à jour annuellement par le Service d'économie

rurale. Il permet de suivre l'évolution de l'utilisation des big movers.

ad 2) L'utilisation des big movers a évolué depuis l'année agricole 2017-2018 comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En 2021-2022, l'usage des big movers a diminué de 47 % par rapport à l'année de référence 2017-2018. Les cinq substances ayant contribué majoritairement à cette diminution sont les suivantes :

1. Le glyphosate représentait en 2017-2018 une part de 40,5 % des big movers. La quantité de glyphosate appliquée a diminué de 91 % depuis 2017-2018 (9.395 kg en 2018-2017 pour 850 kg en 2021-2022).
2. L'époxiconazole représentait en 2017-2018 une part de 3,9 % des big movers. La quantité d'époxiconazole appliquée a diminué de 99 % depuis 2017-2018 (895 kg en 2018-2017 pour 5 kg en 2021-2022).
3. Le cyprodinil représentait en 2017-2018 une part de 2,8 % des big movers. La quantité de cyprodinil appliquée a diminué de 84 % depuis 2017-2018 (405 kg en 2018-2017 pour 65 kg en 2021-2022).
4. Le sulcotrione représentait en 2017-2018 une part de 2,2 % des big movers. La quantité de sulcotrione appliquée a diminué de 99 % depuis 2017-2018 (515 kg en 2018-2017 pour 5 kg en 2021-2022).
5. Le diquat représentait en 2017-2018 une part de 1,7 % des big movers. La quantité de diquat appliquée a diminué de 100 % depuis 2017-2018 (660 kg en 2018-2017 pour 0 kg en 2021-2022).

Les raisons influençant l'utilisation des substances actives sont multiples. Au fil du temps, plusieurs substances actives ont perdu leur approbation au niveau communautaire alors que de nouvelles substances actives ont été approuvées. La disponibilité de certaines substances actives peut être limitée pour certaines années pour des raisons techniques ou commerciales. Les conditions météorologiques influencent la nécessité de lutter contre certains organismes nuisibles aussi bien que le choix des cultures ou l'adaptation des itinéraires techniques.

Du point de vue réglementaire et incitatif, les aspects suivants sont à mettre en évidence :

- les retraits d'autorisation de PPP contenant du glyphosate ainsi que l'annulation de ces retraits suite à un jugement rendu par les juridictions luxembourgeoises ;
- la condition facultative de la renonciation à l'utilisation de la substance active « glyphosate » sein de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement à partir de l'année culturale 2019-2020 ;
- les mesures agro-environnementales et climatiques ainsi que les éco-régimes mis en place par l'État visant une réduction des PPP. Le nombre d'hectares de surfaces concernés sont renseignés dans les tableaux ci-dessous.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) L'utilisation des produits phytopharmaceutiques a évolué depuis l'année culturale 2017-2018 comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En 2021-2022, l'usage des produits phytopharmaceutiques a diminué de 27 % par rapport à l'année de référence 2017-2018. Les cinq substances ayant contribué majoritairement à cette diminution sont les suivantes :

1. Le sulfure représentait en 2017-2018 une part de 24,86 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de sulfure appliquée a diminué de 22 % depuis 2017-2018 (36.885 kg en 2018-2017 pour 28.630 kg en 2021-2022).

2. L'huile de paraffine représentait en 2017-2018 une part de 15,73 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité d'huile de paraffine appliquée a diminué de 45 % depuis 2017-2018 (22.330 kg en 2018-2017 pour 12.875 kg en 2021-2022).

3. Le glyphosate représentait en 2017-2018 une part de 6,33 % des produits phytopharmaceutiques (voir réponse à la question 2).

4. Le folpet représentait en 2017-2018 une part de 4,70 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de folpet appliquée a diminué de 14 % depuis 2017-2018 (6.975 kg en 2018-2017 pour 5.980 kg en 2021-2022).

5. La terbuthylazine représentait en 2017-2018 une part de 3,45 % des produits phytopharmaceutiques. La quantité de terbuthylazine appliquée a diminué de 61 % depuis 2017-2018 (5.125 kg en 2018-2017 pour 2.020 kg en 2021-2022).

En ce qui concerne les principales raisons ayant contribué au changement global de l'utilisation de PPP, une référence est faite à la réponse à la question 2.

ad 4) L'indicateur de fréquence de traitements phytopharmaceutiques (IFT) est un indicateur de suivi de l'utilisation des produits pharmaceutiques (PPP) à l'échelle d'un ha, d'une culture, d'une exploitation agricole.

La formule de calcul de l'IFT est :

$$\text{IFT} = \frac{\text{dose appliquée} \times \text{surface traitée}}{\text{dose de référence} \times \text{surface de la parcelle}}$$

L'IFT est calculé annuellement au Luxembourg depuis 2016 et mesure donc la quantité-dose de produit utilisée par hectare à la dose de référence par culture d'une exploitation.

L'indicateur sert à évaluer l'intensité de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans les exploitations agricoles, sachant que l'intensité de l'utilisation est influencée par plusieurs critères :

- du seuil de dommage de la culture à traiter
- du cible de traitement
- des conditions climatiques
- des critères économiques
- des pratiques habituelles de l'agriculteur
- des stratégies commerciales des fournisseurs de PPP
- etc.

Une réduction des substances actives n'implique pas nécessairement une réduction de l'indicateur de l'IFT, car l'IFT ne nous informe pas sur la quantité de produit appliquée ni sur la toxicité du produit appliqué. Il est un outil qui nous donne des explications sur les pratiques phytopharmaceutiques de l'agriculteur et le degré d'infection de maladie ou/et la pression parasitaire de la culture en question et des passages de traitement qui en résultent.

Parmi les évolutions décroissantes de l'IFT, on observe une baisse de fréquence d'application des herbicides dans différentes cultures, notamment le froment d'hiver et le colza.

Droit d'accès aux informations pour les journalistes professionnels | Question 0397 (28/02/2024) de Mme Francine Closener (LSAP)

Début février 2024, la « Note au formateur au sujet du droit d'accès aux informations pour les

journalistes professionnels » a été mis à disposition de la Chambre des Députés. Il ressort de ce document que les organismes visés par une demande d'accès au document ne suivent que dans 49 % l'avis donné par la Commission d'accès aux documents (CAD). La note stipule encore que dans de nombreux cas où la CAD avait retenu que le document sollicité était communicable, les organismes concernés ont décidé de ne pas le transmettre au demandeur. Dans la note au formateur, une note de bas de page indique que ce constat est issu des résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte.

C'est dans ce cadre que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Quelles sont les conclusions de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ? Quand cette enquête sera-t-elle publiée ?

2) Lors du pot de nouvel an de la presse en janvier 2024 le Premier ministre a annoncé présenter un projet de loi introduisant un droit à l'information pour les journalistes d'ici cet été. Les organisations représentant les journalistes, qui réclament ce droit depuis de nombreuses années, seront-elles impliquées dans le processus de gestion du projet de loi ?

Réponse (13/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Les résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont publiés, depuis le 8 juin 2023, sous le lien suivant : Résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte sont publiés, depuis le 8 juin 2023, sous le lien suivant :

Résultats de l'enquête sur l'application de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte. – Portail Open Data (public.lu).

ad 2) C'est à la suite d'une série d'échanges et de pourparlers avec le Conseil de presse que l'avant-projet de loi annoncé par le Premier ministre est en cours d'élaboration par les services en charge du dossier. Le Conseil de presse continuera d'être impliqué dans ce processus.

Traite des êtres humains | Question 0400 (28/02/2024) de M. Dan Biancalana | M. Claude Haagen (LSAP)

La traite des êtres humains est une atteinte aux droits de l'homme. Elle se manifeste sous plusieurs formes et n'est pas inconnue au Luxembourg. Pays ratificateur de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains et en tant qu'État membre de l'Union européenne, le Luxembourg est engagé dans cette lutte. Dans notre pays, la prostitution, surtout celle forcée, ou l'esclavage moderne, connaît de nombreuses victimes. C'est pourquoi InfoTraite ASBL effectue un important travail, depuis 2020, des deux centres d'accueil, Savteh et Coteh, créés par la loi de 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, et s'engage depuis dans la prise en charge et support à différents niveaux des victimes de la traite.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part des ministres en charge de la Justice et du Travail :

1) Le suivi des victimes par InfoTraite, surtout de la prostitution forcée, prend fin dès que leur cas est clôturé par le parquet. Dès lors, combien de condamnations à l'encontre d'auteurs de traite ont été prononcées au cours des cinq dernières années ?

2) Dans la plupart des cas, la Police grand-ducale et l'ITM transfèrent les victimes à l'InfoTraite pour une prise en charge. Combien de cas l'ITM a-t-elle transférés au centre d'accueil pendant les cinq dernières années ? Pour la même période de temps, combien de cas de soupçon de traite ont été signalés à l'ITM ?

3) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que la sensibilisation du public quant à l'existence de la traite des êtres humains est assez établie au Luxembourg afin de garantir un certain contrôle sociétal ? En cas d'insuffisance, quels moyens de sensibilisation sont disponibles, respectivement nécessitent d'être mis en place ?

Réponse (29/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Le nombre de condamnations pour traite des êtres humains sur base des articles 382-1 et suivants du Code pénal par type d'exploitation au cours des cinq dernières années se présente comme suit :

- 1 personne pour exploitation sexuelle en 2019 ;
- 1 personne pour exploitation sexuelle et 2 personnes pour exploitation par le travail en 2020 ;
- aucune condamnation en 2021 ;
- 2 personnes pour exploitation sexuelle et 1 personne pour exploitation par le travail en 2022 ;
- 6 personnes pour exploitation sexuelle en 2023.

ad 2) Conformément à l'article L. 612-1 du Code du travail, l'ITM est chargée notamment :

a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés ;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État ;

e) de porter à l'attention du ministre les déficiences ou les abus de droit constatés en pratique, ainsi que les questions de fait qui ne sont pas spécifiquement couvertes par lesdites dispositions existantes et de lui proposer les moyens d'y remédier moyennant avis circonstancié ;

f) de constater les infractions relatives à l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier interdit par l'article L. 572-1 ou en situation irrégulière interdite par l'article L. 574-1. [...].

L'infraction de la traite économique des êtres humains est prévue à l'article 382-1, paragraphe 1^{er}, point 2, du Code pénal qui dispose que : « Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le

contrôle sur elle, en vue : [...] 2) l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions de travail contraires à la dignité humaine. »

Bien que l'ITM ait une mission de prévention, de sensibilisation et de coopération en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, elle n'a pas compétence pour enquêter en matière de traite des êtres humains dans le cadre de l'exploitation du travail ou des services.

Toutefois, l'ITM peut être confrontée à bon nombre d'irrégularités en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et, le cas échéant, à des situations qui peuvent être considérées comme étant contraires à la dignité humaine.

Différents éléments peuvent être pris en considération pour établir les conditions de travail contraires à la dignité humaine, comme par exemple :

- absence de contrat de travail écrit ;
- salaire inférieur au salaire social minimum applicable et/ou défaut de paiement total ou partiel des salaires ;
- heures de travail excessives ;
- emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ou qui ne disposent pas des autorisations de travail requises ;
- emploi de faux indépendants ou recours à des sociétés qui ne disposent pas d'une autorisation d'établissement ;
- travail dans des conditions insalubres, dangereuses et non conformes aux dispositions relatives à la sécurité et à la santé au travail ;
- logements mis à disposition des salariés à des fins d'habitation ne respectant pas les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité ;
- travail sous la contrainte violente physique ou économique.

La preuve de ce type d'exploitation doit être rapportée par un faisceau d'éléments qui traduisent un asservissement, une dégradation de la personne humaine par une atteinte à ses facultés de corps et d'esprit et ce de manière telle qu'il y a incompatibilité manifeste avec la dignité humaine.

À noter que l'ITM ne peut établir que des procès-verbaux concernant des violations de la législation relative au travail.

La Police grand-ducale, plus particulièrement, la section criminalité organisée de la police judiciaire a seule compétence pour enquêter en matière de traite des êtres humains. C'est d'ailleurs, également une autre équipe spécialisée de cette section qui s'occupe de l'identification de la victime de la traite et des mesures d'assistance et de protection prévues par la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

L'ITM qui dans le cadre de ses missions rencontre une situation laissant supposer une exploitation du travail dans les conditions prévues par l'article 382-1, paragraphe 1^{er}, point 2, du Code pénal en avise le parquet et la Police grand-ducale pour continuation de l'enquête.

Aussi, il importe de préciser qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier au cas par cas si le travail a été effectué dans des conditions contraires à la dignité humaine.

Au cours des 5 dernières années, l'ITM a transmis les nombres de procès-verbaux suivants en matière de traite des êtres humains au parquet en vue d'éventuelles poursuites pénales :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

À noter que pour l'ensemble des dossiers précités, les cas de soupçon de traite n'ont pas été signalés à l'ITM, mais ces cas de traite ont été détectés lors des contrôles de l'ITM sur différents lieux de travail.

Aussi, dans le cadre de ces dossiers, les victimes potentielles en matière de traite des êtres humains n'ont pas été transférées par l'ITM au service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains InfoTraite, mais il a été informé de leur existence.

À noter que conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, il incombe à la Police grand-ducale, qui dispose d'indices qu'une personne est victime de la traite des êtres humains, de prévenir dans les meilleurs délais un service d'assistance.

Par ailleurs, les victimes potentielles ont été informées par l'ITM de leurs droits en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Aussi, l'ITM a enjoint les employeurs concernés de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

Pour le cas où les employeurs concernés n'ont pas réagi aux injonctions de l'ITM, respectivement si ceux-ci n'ont pas régularisé ou n'ont que partiellement régularisé leur situation, ceux-ci se sont en plus vu infliger une amende administrative.

À noter également que l'ITM n'est pas compétente pour les autres formes de la traite des êtres humains, telles que l'exploitation sexuelle, l'exploitation de la mendicité, le trafic d'êtres humains ou bien le prélèvement d'organes.

ad 3) À côté de la prise en charge ambulatoire et stationnaire des victimes de la traite des êtres humains par le service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains (toute personne victime majeure ou mineure) InfoTraite, cogéré par l'association sans but lucratif Femmes en détresse et la Fondation Maison de la porte ouverte, agréée par et conventionnée avec le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA), la sensibilisation du grand public par l'information et la formation est un pilier essentiel de l'approche gouvernementale.

À cet égard on peut notamment citer les deux sites d'information www.stoptraite.lu et www.violence.lu mis en place d'une part, par le Ministère de la Justice et d'autre part, par le MEGA, qui offrent tous les deux des informations sur le dispositif de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains, le cadre légal et le réseau d'aide et d'assistance à disposition des victimes et de leur entourage.

En plus de ces sites d'information, le travail de sensibilisation est accentué notamment par le biais du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains présidé par le Ministère de la Justice et dans lequel le MEGA est représenté.

Parmi les actions de sensibilisation figurent entre autres :

- le lancement de différentes campagnes de sensibilisation depuis 2016 ;
- la publication de messages sur les réseaux sociaux par les ministères et administrations en charge et des communiqués gouvernementaux, notamment à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains ;
- des articles dans la presse nationale ;
- la mise à disposition de dépliants, notamment le dépliant « YOU HAVE RIGHTS ! », disponible en 13

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

langues et développé dans le cadre de la campagne de sensibilisation lancée en 2019 en partenariat avec le European Crime Prevention Network et celui d'Info-Traite mis à jour début 2024.

Au niveau Benelux, un groupe de travail « Traite », instauré en 2016 avec la participation du MEGA et du Ministère de la Justice, se réunit régulièrement pour s'échanger sur le renforcement des efforts de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains au niveau des trois pays et des pays de la Grande Région. La détection, la prise en charge et la protection des victimes de la traite par la coopération multi-et pluridisciplinaire des acteurs de terrains sont au centre de cette coopération. En alternance entre les présidences respectives, des journées de formation sont organisées annuellement permettant l'échange entre les nombreux acteurs clés dans les trois pays.

Notons en outre, qu'en 2022 à la suite de l'arrivée importante de ressortissant.e.s ukrainien.ne.s au Luxembourg qui présentent un risque d'exploitation élevé, les deux ministères ont procédé à différentes adaptations à leur dispositif respectif pour informer cette communauté des risques d'exploitation et d'abus. Ces adaptations ont été surtout d'ordre linguistique du site www.stoptraite.lu et du dépliant « YOU HAVE RIGHTS ! » – preuve de la flexibilité et de l'adaptabilité du dispositif en place.

De plus, les collaborateurs des ministères investissent considérablement à la fois dans la formation des professionnels de terrain chargés de l'assistance et de la détection de victimes et potentielles victimes de la traite des êtres humains et du grand public. La formation de base « La traite des êtres humains » est proposée dans des formats de trois ou six heures, ceci en luxembourgeois, en français ou en anglais. Ce cours de sensibilisation est tenu depuis 2016 par des formateur.trice.s agréé.e.s du MEGA, du Ministère de la Justice, de la Direction de l'immigration, de la police judiciaire et du service InfoTraite à la fois au sein de l'Institut national d'administration publique qui les

agréé pour tous les agents de l'État et des communes et auprès de toute ONG et institution qui le demande.

En 2023, onze formations ont été proposées à environ 150 agents d'État, dont l'Office national de l'accueil, la police, des inspecteurs de l'ITM, du Centre de rétention, des agents de l'ADEM, de l'Administration judiciaire, du Département de l'intégration et des collaborateurs de différents partenaires de la société civile, dont la Fondation Caritas, le Planning Familial, la Croix-Rouge (Département migrants et réfugiés/LISKO/service DropIn pour prostitué.e.s) et Médecins du monde. Cette offre est complétée par une offre de formation approfondie sur l'approche et l'accompagnement des victimes, destinée aux acteurs en contact avec des victimes potentielles. Cette formation est donnée par Christian Meulders, directeur de l'ASBL Sûrya portant assistance ambulatoire et stationnaire aux victimes de la TEH à Liège.

Par cette approche globale, le Gouvernement entend renforcer à la fois la détection et la sensibilisation des victimes et de victimes potentielles, leur entourage et le grand public et la formation des acteurs.trices clés en charge de leur détection et/ou de leur identification.

Afin de renforcer davantage le dispositif à différents niveaux, l'effectif du service InfoTraite a été augmenté à partir de mars 2024 à 2,5 postes à temps plein dans le cadre d'un projet de fonds européen pour assurer une permanence 24/7 du service, pour renforcer l'accueil et la prise en charge notamment psychosociale des victimes et pour améliorer la coordination de l'assistance au niveau national et une communication ciblée.

.....
Sécurité des canaux de communication de l'armée | Question 0416 (04/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

An Däitschland ass ee Gespréich vu Membere vum Militär iwwert Taurus-Rakéite vu Russland

ofgelauschtert ginn. Laut ZDF-Informationen huet d'Gespréich wierklech stattfonnt.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Gräift d'Lëtzebuurger Arméi fir intern Kommunikatioun op Webkonferenzen zréck?
2. Gräift d'Lëtzebuurger Arméi fir Kommunikatioun mat externe Partner op Webkonferenzen zréck?
3. Gi Messengerdénsgchter wéi Whatsapp oder de Messenger vu Meta fir d'Kommunikatioun tëscht de Membere vun der Arméi genotzt? Wa jo, gesäit d'Regierung hei kee Sécherheetsrisiko?

Réponse (18/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

D'Handhabe vu klassifizierten Informationne gëtt haaptsächlech op Basis vu folgenden Texter gereegelt:

- Loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;
- Décision du Conseil du 23 septembre 2013 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne (2013/488/UE).

Déi erlaabte Kommunikationsmittel ginn entsprechend dem Niveau vun der Klassifikatioun vun der Information festgeluecht.

Wann et sech ëm Informationen handelt, déi net klassifizéiert sinn, sinn normal E-Mails, Messengerdénsgchter oder normal Videokonferenzen (wéi z. B. Webex oder Skype) erlaabt. Wann et sech ëm klassifizéiert Informationen handelt, ginn exklusiv geséchercht Moyene benotzt.

D'Personal vun der Arméi gëtt zu dësem Sujet och regelméisseg informéiert, sensibiliséiert a forméiert.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799